La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries janvier 2017

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 3 janvier 2017

CAUSERIE

Contrairement au 24 décembre qui dut foiré, j'ai passé une excellent soirée le 31 décembre, les filles avaient enregistré la leçon de la semaine précédente, du coup je les ai gâtées, oui comme des petites filles, outre un excellent repas indien et une glace en dessert, j'ai offert une nouvelle boucle de nez à Adi et un sari à Selvi ainsi que du tissu pour faire deux corsages, ici ils sont faits uniquement sur mesure. Le tout en musique (vidéos de concerts) avec Def Leppard et Aerosmith, elles adorent !

J'ai reçu un nouveau courriel d'un militant. Il mettait l'accent sur les raisons économiques à l'origine de la guerre en Syrie que je n'ai pas rappelées dans mes dernières causeries, estimant que les lecteurs devaient les avoir à l'esprit depuis longtemps.

Comme beaucoup de militants qui ont dépassé la soixantaine, il m'a indiqué qu'il n'avait plus l'intention de militer, ce qu'on peut comprendre sans avoir à porter de jugement. Quand on a consacré toute sa vie ou des décennies au militantisme, et qu'on s'aperçoit qu'à l'arrivée cela n'aura servi à rien, puisque le parti n'existe pas et rien n'indique qu'on parviendra à le construire un jour au regard du degré de décomposition politique actuel de l'avant-garde du mouvement ouvrier, on peut comprendre ce genre de réactions et l'amertume qui doit habiter ces générations de militants qui ont tout donné loyalement pour des prunes.

C'est dur à supporter de faire quelque chose en pure perte, de consacrer l'essentiel de son temps, les meilleures années de son existence à une activité qui finalement se traduira par du vent, ne débouchera sur aucune réalisation concrète, quelle frustration ou déception ! Pour moi qui suis encore un ouvrier, donc avant tout pragmatique, c'est intolérable, c'est choquant, cela n'a aucun sens, en un mot, c'est con.

Bien sûr on a pu tirer des satisfactions de notre militantisme, on s'est aussi et surtout beaucoup illusionné, mais on a du mal à se l'avouer, d'ailleurs c'est bien simple on trouvera toujours les mots qu'il faut pour le justifier ou embellir le passé qui ne le méritait pas tant que cela au regard du néant politique auquel nous sommes parvenus, non ? De préférence on évitera d'aborder cette question sous cet angle-là car cela fait trop mal. Cela pose trop de questions auxquelles on n'a jamais pris la peine de penser ou qui ne nous étaient jamais venues à l'esprit quand elles se posaient, et évidemment auxquelles on est toujours incapable de répondre, dans ce cas-là il vaut mieux arrêter là.

Je ne partage pas l'interprétation de la lutte des classes depuis les années 40 que font les militants en général, j'y vois plutôt l'origine des problèmes qu'on n'a jamais réussi à résoudre et qui nous ont conduit à la situation actuelle. Des analyses foireuses ont débouché sur des théories foireuses qui se sont traduites par des stratégies tout aussi foireuses pour un résultat quasiment nul, ne pas l'admettre, c'est s'interdire d'aller de l'avant.

Ou alors il reste à invoquer la fatalité, d'ailleurs quelque part cela revient un peu au même. Le capitalisme était décidément trop puissant, tout était contre nous, nous luttions à armes inégales, voués à l'impuissance, à l'échec, nous nous avouons vaincus au crépuscule de notre vie.

Quand on a tout donné dans ce combat, on est épuisé, usé, vidé, parfois écoeuré, dégoûté au dernier degré, on n'a plus la force ni l'envie de tout reprendre à zéro face à l'opportunisme qui a envahi, pourri le mouvement ouvrier et son avant-garde, on se sent impuissant à inverser cette tendance, personne ne nous écoute, alors quitte à pisser dans un violon, autant profiter tranquillement des quelques années qui nous restent encore à vivre et qu'on a bien méritées, donc sans avoir à se justifier ou avoir de compte à rendre à personne, ce qu'on admet volontiers.

J'ignore encore si je n'emprunterai pas aussi cette voie un jour. En attendant je me dis qu'on pourrait peut-être réfléchir ensemble aux nombreuses questions que j'ai soulevées, et dans quelle mesure au lieu de demeurer isolés chacun dans notre coin, on pourrait peut-être créer une structure politique souple et fraternelle qui accueillerait tous les militants inorganisés parmi lesquels nos vieux, qui par la richesse de leurs expériences peuvent aider les plus jeunes générations à continuer le combat politique, à assurer la relève en renouant avec le marxisme, qui sait, peut-être réussiront-elles là où nous avons échoué, ayons la modestie de le reconnaître. Mon idée est de briser notre isolement, de briser la crainte de s'exprimer librement, de rassembler le meilleur de l'avant-garde, ensuite on verrait quelle forme et quelle contenue pourrait prendre cette association ou ce regoupement politique, de quelle manière il pourrait jouer un rôle même très modeste dans la lutte de classes.

Quand on observe que nos dirigeants osent encore affirmer que l'évolution de la situation avait été conforme à leurs analyses ou prévisions, alors qu'en réalité ils en avaient été totalement incapables ou la situation actuelle ne correspond pas du tout à celle qu'ils avaient décrite, on croit rêver, leur comportement suffit à lui seul à justifier la nécessité de rejeter pratiquement toutes leurs analyses passées, et particulièrement l'orientation, la stratégie, les conclusions pratiques qu'ils en avaient déduites.
Ils n'assument pas leurs erreurs ou leur incurie, leur faillite politique, ils les justifient à leur manière.

Pour revenir à cette proposition d'association, elle pourrait à partir d'un exemple, d'une question ou d'un sujet, d'un évènement, déterminer comment il fut présenté ou analysé, chacun donnant sa propre explication et tous réfléchissant à la manière dont elles ont été construites pour vérifier quelle place ou quel traitement a été accordé à chaque facteur ou rapport, quelles étaient leurs faiblesses ou lacunes pour qu'on parvienne à un bilan qui serait en quelque sorte la correction des erreurs commises dans le passé ou la confirmation d'analyses en admettant que certaines avaient été correctes jusqu'à un certain point seulement. Toutes les hypothèses seraient prises en compte et traitées sérieusement pour arriver à un diagnostic le plus précis possible, évacuant évidemment tout argument ou affirmation à l'emporte-pièce, absolument tout devant être vérifié, étayé ou validé par des faits une fois remonté à l'origine de chaque facteur examiné, etc. reprenant minutieusement la méthode de Marx et Engels en somme pour interpréter le monde et son évolution.

Aucun d'entre nous ne pouvant se prévaloir être de la trempe de ces penseurs géniaux ou les égaler, ce travail collectif pourrait être utile à notre cause et accessible à nos plus vieux camarades qui ne souhaitent plus s'investir dans le militantisme.

Comment fonctionne la dialectique appliquée à l'homme ?

Tout homme est appelé à se développer, c'est une loi naturelle générale. Mais il peut très bien ne jamais se développer au-delà du primate voué à survivre par mimétisme inconscient et à subir la condition que lui impose la société.

Car pour qu'il se développe, il faut qu'il rencontre des conditions favorables à son développement, conditions qui proviendront du monde extérieur, mais pas seulement, car il faut aussi qu'il soit en mesure de les saisir ou de saisir cette occasion. Donc, il existe également des conditions qui lui sont propres ou intérieures à chaque homme, qui seront déterminées essentiellement par l'environnement social dans lequel ils auront évolué depuis leur naissance et les expériences qu'ils auront vécues, qui forgeront leur personnalité et détermineront le développement de leurs facultés intellectuelles ou leur niveau de conscience, en fonction des enseignements qu'ils auront su en tirer ou non.

C'est l'ensemble de ces facteurs qui se résument à des rapports sociaux et individuels exerçant une influence mutuelle dès sa naissance, qui détermineront de quelle manière l'homme interprètera le monde extérieur et sa propre condition (et comment, dans quelle direction s'orientera la société...).

A partir de là, rien n'est écrit d'avance ou personne ne peut dire à l'avance si un homme évoluera ou non, quel niveau de conscience il atteindra au cours de son existence, sachant qu'à l'origine ou lorsqu'il vient au monde il est totalement inconscient.

La vie ou le sens qu'on peut lui donner consiste donc à s'élever de cet état d'inconscience totale à un niveau de conscience supérieur. On pourrait ajouter que cela devrait être la vocation de l'école, qui malheureusement est dévoyée ou détournée au profit d'un conditionnement qui a pour objectif de l'empêcher d'accéder à un niveau de conscience supérieur, parce qu'il constituerait une menace pour l'ordre établi qui justement ne peut se maintenir en place que grâce notamment à la faiblesse du niveau de conscience des hommes, dont celle de classe ou de leur condition concernant les exploités et les opprimés.

Dorénavant on connaît beaucoup de choses sur l'homme.

On sait que son espèce s'est distinguée des autres espèces animales à la suite d'une évolution qui a duré des millions d'années, et au cours de laquelle la reproduction de son ADN a connu des imperfections se traduisant par une modification irréversible de son génome sans qu'on puisse établir exactement quand ni dire pourquoi, en rapport semble-il avec sa propre activité et les transformations que devaient subir son environnement ou notre planète.

Sautons quelques millions d'années pour en arriver à l'homme que nous connaissons depuis le paléolithique.

Cet animal, ce mammifère primate a montré un sens aigu de l'observation des manifestations de la nature, y compris la sienne, allant jusqu'à les reproduire plus ou moins adroitement ou avec plus ou moins de bonheur, et ces expériences transmises de génération en génération qu'il allait reproduire des millions de fois devaient contribuer à aiguiser ses cinq sens (le goût, l'odorat, l'ouïe, le toucher et la vue) relié à son cerveau, qui a son tour allait se transformer ou se développer, pour en arriver au stade où il parviendrait à être en mesure de modifier son environnement pour assurer sa subsistance et garantir la pérennité de son espèce.

A cette étape, il allait inventer les premiers outils et inaugurer un mode de production et le développement des forces productives. Inutile d'aller plus loin puisque l'homme en est encore à cette période (préhistorique) en quelque sorte. A l'origine il allait produire ou reproduire sa propre espèce, mais laissons cela de côté.

Venons-en à la lutte des classes et au XXe siècle pour ne considérer que les générations qui existent de nos jours.

C'est un fait que la société et le monde ont subi de profondes transformations au cours du XXe siècle. Du coup les différentes générations ne se sont pas développées exactement dans le même environnement dans tous les domaines et pas seulement sur le plan social ou politique. La manière dont ils appréhenderont le monde extérieur ou la société sera forcément différente. Et si les rapports sociaux de production sont demeurés inchangés quant à leurs fondements basés sur l'inégalité entre les classes, les rapports et la composition ou la répartition de chacune des couches à l'intérieur de chaque classe ont connu également de profondes modifications en fonction de l'évolution des différents secteurs économiques (Les services ont supplanté l'industrie et l'agriculture n'emploie plus que 4% environ de la main d'oeuvre.).

Jusque dans les années 80, les rapports qui présidaient à l'orientation de la société et au développement du capitalisme ainsi que la lutte des classes étaient liés, ou chacun de ces facteurs avaient une influence sur les autres, de sorte qu'il était relativement facile de percevoir ces liens ou d'en prendre conscience pour ensuite tenter d'agir dessus pour modifier leur orientation ou ces rapports, comprendre comment fonctionnait la société capitaliste ne présentait aucune difficulté insurmontable dès lors qu'on ne s'écartait pas du processus dialectique qui se déroulait sous nos yeux, afin de changer la société. Tel fut l'environnement dans lequel évoluèrent les générations des années 20 à 60.

Evidemment, il faut intégrer dans ces facteurs leurs représentations politiques, qu'il était plus facile de saisir que de nos jours, puisqu'elles étaient directement reliées au développement de la lutte de classe ou du mouvement ouvrier depuis le début du XXe siècle. Bien que la lutte pour le socialisme fut rapidement dévoyée par la social-démocratie et le stalinisme, l'existence d'une puissante classe ouvrière, nombreuse et concentrée, confrontée à des conditions d'exploitation et d'existence encore dignes des maîtres des forges ou épouvantables, contribuaient à forger une conscience de classe chez chaque ouvrier, qui favorisait leur compréhension des fondements et du fonctionnement de la société, au point que le discours envisagant de la changer rencontrait un puissant écho dans la classe ouvrière.

Les générations suivantes allaient évoluer alors que tous ces rapports allaient être bouleversés, hormis les fondements du capitalisme, du coup, il leur est beaucoup plus difficile de comprendre dans quelle société elles vivent et dans quelle direction elle est orientée actuellement, et quant à envisager de la changer de fond en comble, elles n'y pensent pratiquement plus, tellement elles baignent dans une confusion inextricable.

Les générations précédentes avaient bénéficié de l'offensive du mouvement ouvrier à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, qui s'était traduite par d'importantes améliorations de la condition ouvrière, mais qui malheureusement n'avaient pas été acquis dans la perspective d'en finir avec le capitalisme abandonnée par les partis et les syndicats qui représentaient la classe ouvrière, malgré elles, elles se laissèrent ainsi corrompre par le capitalisme auquel elles allaient finir par s'adapter pour le meilleur et pour le pire, le pire étant réservé aux générations suivantes.

Elles allaient être victimes de l'évolution du capitalisme à l'échelle mondiale, qui petit à petit n'épargnerait aucun des acquis que les générations précédentes étaient censées leur léguer. Les nouvelles profondes transformations qu'allaient connaître la société et l'ensemble des rapports que nous avons mentionnés plus haut, allaient les laisser totalement démunies pour affronter la situation qui les attendait, et malgré leur résistance, elles n'allaient pas être en mesure de se dresser contre le régime, afin d'éviter de subir le sort qu'il leur avait réservé en l'absence d'une alternative crédible au capitalisme, puisqu'elles en sont arrivées au point où elles ignorent tout du socialisme, quand elles n'en ont pas un a priori négatif.

Le rapport de cause à effet entre le développement du capitalisme et la lutte des classes, qui se traduisait par davantage de profits et des augmentations de salaire, des réformes sociales ou progressistes, n'existe plus, en partie du fait que des pans entiers de la production industrielle ont été délocalisée, de la modification intervenue dans la répartition de la main d'oeuvre au sein des différents secteurs économiques, et de la corruption généralisée du mouvement ouvrier, les partis traditionnels de la classe ouvrière étant devenus des partis bourgeois ou de droite tout en ayant conservé leurs anciennes étiquettes.

Il faut ajouter que l'état de crise permanent du capitalisme ou sa faillite, et la financiarisation à outrance de l'économie qui en est le pendant, ont conduit leurs représentants à remettre en cause l'ensemble des rapports sociaux qui existaient à tous les niveaux de la société et qui traversaient toutes les classes, de manière à ce que toutes leurs couches s'affrontent pendant que l'oligarchie procède à une profonde et ultime transformation de la société destinée à leur être entièrement soumise sous la forme d'un régime implacable, corporatiste, policier, dictatorial, de sorte que l'idée de changer la société que les exploités avaient déjà abandonnée ne puisse jamais plus germer dans leurs têtes tant la tâche s'avèrerait titanesque, puisqu'ils passeraient leur temps à se déchirer entre eux ou à se haïr sur fond de régression sociale sans fin et de chaos minutieusement entretenu en créant un climat de terreur ou délétère.

Autrefois l'industrialisation avait alimenté la lutte de classe, elle avait débouché sur les congés payés dont devenait profiter le transport ferroviaire, puis le développement de l'automobile, ensuite le transport aérien de masse, de nos jours les ouvriers sont appelés à partir en vacances en car ou à rester chez eux, mieux encore, a continué de travailler...

Autrefois l'électrification avait permis l'expansion du secteur de l'électroménager, de satisfaire certains besoins, d'en créer de nouveaux, de nos jours de plus en plus de familles ouvrières peinent à payer leurs factures d'électricité et se passent de certains articles électroménagers ou biens d'équipement...

Autrefois l'augmentation de la production de pétrole entraîna le développement de l'automobile pour le consommer, qui entraîna le développement du réseau routier, de nos jours des pans entiers ne sont plus entretenus.

Autrefois ils construisaient de nouvelles écoles, de nouveaux hôpitaux, etc. de nos jours ils les ferment...

Autrefois le capitalisme produisait, ce qui permettait de satisfaire certains besoins, de nos jours il produit toujours plus, mais de moins en moins de besoins sont satisfaits...

Autrefois la baisse du temps de travail permit le développement de l'industrie culturel, des arts, du loisir, des sports, dorénavant elle sert à occuper un second emploi pour tout juste pouvoir survivre. Etc. etc. etc.

Comme on le voit, le rapport de cause à effet qui existait autrefois a été rompu entre le travail et ce qu'on était en droit d'en attendre, je n'irai pas jusqu'à dire que cela donnait un sens à la vie ou justifiait l'existence du régime, disons qu'il existait un lien logique entre ces facteurs que les masses exploitées pouvaient saisir, sans que pour autant elles soient satisfaites de leur condition, pour en arriver à une situation où plus rien n'a réellement de sens, où plus rien ne trouve de justification, sans qu'on puisse expliquer pourquoi, encore moins le comprendre, comme s'il n'existait plus aucune issue pour en sortir, ce qui explique aussi pourquoi toutes les valeurs que la civilisation humaine avait mis tant de siècles à se forger sont aussi malmenées, menacées ou progressivement abandonnées au profit du nihilisme ou d'un individualisme forcené, cynique, nauséabond.

Tout cela pour arriver à la conclusion qu'on ne peut pas aborder toutes les générations avec un même ou unique discours qui plus est datant d'un demi-siècle ou davantage encore, et qu'on doit prendre soin d'intégrer l'ensemble des facteurs et des rapports auxquels elles ont été soumises si on veut vraiment les aider à élever leur niveau de conscience et les organiser. A suivre

Parole d'internaute.

Commentaire suite à un article du portail néolibéral Slate, dont "*le patron est Jacob Weisberg, qui est démocrate et soutien de Hillary Clinton.*"

- "*C'est plutôt la puissance militaire et économique US qui est très surévaluée avec la très grande complicité des pays qui rampent devant eux, et de leurs journaistes toujours prêts à mentir sans complexe.*

Les quelques autocrates des pays atlantistes, tels que Rothschild et Rockefeller, qui depuis de nombreuses décennies font continuellement disparaître par l'intimidation, les arrestations arbitraires, les assassinats et le contrôle des médias toute opposition intérieure, semble irrésistible. Mais cette analyse est sommaire et trompeuse. La puissance réelle des USA géopolitique, économique, militaire et technologique est très exagérée. Sans l'OTAN les USA n'ont plus de puissance militaire. Sans la Chine il ne sont plus rien non plus économiquement : les USA sont hyper endettés, auprès de la Chine en particulier, leur argent ne repose plus que sur du vent. Enfin, sans leur NSA qui espionne tout le monde, le niveau technologique des USA serait réduit à zéro : ils ne font qu'exploiter toutes les inventions mondiales avant qu'elles ne soient brêvetées par leurs vrais inventeurs.

"Il faut dire que les hackers russes lui ont facilité la tâche" des hackers qui n'existent que dans la tête des complotistes, qui n'ont évidemment pas le moindre soupçon de preuve de leurs accusations. par contre qu'en est-il des "hackers" de la NSA qui surveillent quasiment toute la planète et décryptent toutes communications chiffrées? Slate n'est aujourd'hui plus qu'un magasine de décérébrés collabos qui n'ont rien compris à la réalité... ou font mine de ne rien comprendre, pour conserver leurs comptes en banque".

Votre analyse était correcte, mais à la fin vous vous méprenez sur ce que sont les administrateurs de Slate qui comprennent mieux la réalité que ce que vous croyez...

Nouvelles d'Inde.

- Inde : la jupe déconseillée aux touristes - Francetv info

Pourtant, elle ne devrait pas s'habiller ainsi, selon le ministre indien du Tourisme.

Pas de jupe, pas de short, il l'a annoncé sur les télévisions locales. Ses services distribueront bientôt un guide dans ce sens dans les aéroports. Des conseils avec comme objectif, selon lui, de lutter contre les crimes sexuels qui secouent le pays. Pour les associations de défense des droits des femmes, ce sont les mentalités qu'il faut changer. Et les propos du ministre sont rétrogrades. " *Ce ne sont pas les vêtements des femmes qui posent problème, c'est la façon dont les femmes sont traitées comme des objets et prises pour cibles par les hommes*", explique Ranjana Kumatri, directrice du Centre for social research. Francetv info 29.12

Commentaire d'un internaute.

- "*Je pense que ce Monsieur voulait juste sensibiliser les étrangères en donnant un simple conseil, connaissant bien son pays et les pervers sexuels il a juste conseillée aux femmes de ne pas se mettre en jupe pour leur bien et pour justement qu elles evitent d'être offensée moi je comprends son message dans ce sens là après certains le voient comme une atteinte à la femme, chacun son interpretation.*"

La question est de savoir pourquoi les hommes ont-ils de tels rapports envers les femmes. Parce que la société est très inégalitaire et continue de véhiculer les rapports entre les hommes et les femmes qui existaient sous l'ancien régime de type féodal.

Elle est très inégalitaire entre les classes dans la mesure où jusqu'à une époque récente, disons le début des années 90 qui constitua une nouvelle étape dans l'industrialisation du pays et le développement de ses infrastructures, l'immense majorité des Indiens étaient exclus du marché ou du progrès social réservé exclusivement à l'élite qui administrait le pays ainsi que les classes moyennes encore peu développées ou dont les conditions étaient proches de celle du prolétariat des villes et des campagnes.

Jusqu'au début des années 90 peu de femmes travaillaient, hormis dans le secteur de l'agriculture qui concentrait encore environ 70% de la main d'oeuvre. La majorité des jeunes filles n'étaient pas scolarisées, et lorsqu'elles l'étaient, leurs parents leur imposaient de quitter l'école parvenues à l'âge de la puberté, les cloîtraient à la maison, puis les mariaient rapidement sans leur demander leur consentement.

Si dorénavant la majorité des femmes travaillent dans l'industrie, elles sont surexploitées, leur salaire se situe entre 4 et 5.000 roupies nets par mois (55 à 68 euros), alors que celui des hommes est le double. Cela dit les mentalités n'ont pas évolué pour autant ou n'évolueront que très lentement. Cela a peu d'influence sur l'éducation qu'elles ont reçue ou celle de leurs parents, qui considéraient que les femmes étaient inférieures aux hommes ou plus exactement que les hommes décidaient de leur sort, chaque sexe étant confiné dans un rôle auquel il devait se tenir et qui n'avait pas lieu de changer. Bien entendu cela se traduit par des conflits entre homme et femme dans chaque foyer où les femmes continuent de subir des châtiments corporels, quand elles ne sont pas violées par leurs époux.

La femme qui travaille remet son salaire à son époux, ici il n'existe pratiquement pas de familles monoparentales ou de femmes vivant seules, elles restent chez leurs parents et sous leur autorité, puis elles passent sous celle de leur époux. Et une femme qui travaille devra se taper toutes les tâches ménagères en rentrant de son boulot, il est humiliant pour un homme de tenir à la main un balais, de faire la vaisselle ou de laver le linge (à la main), et ils sont incapables de faire cuire un oeuf. Elles ne disposent donc d'aucune liberté, elles sont doublement exploitées et elles subissent des mauvais traitement, en fait elles sont sans cesse humiliées et accablées de fatigue.

C'est dans ce cadre pour le moins despotique que doivent s'épanouir leurs besoins sentimentaux et leurs désirs sexuels, et les hommes sur ce plan-là sont logés à la même enseigne. Leurs déclarations d'amour sont purement conventionnelles ou marquées du sceau de l'hypocrisie, à moins qu'elles aient le caractère d'un voeux pieux qui ne se réalisera jamais, sauf parfois à travers des relations extraconjugales qui ne sont pas rares puisque finalement les liens qui unissent les deux époux ressortent davantage de la contrainte plutôt que du consentement ou de la complicité mutuelle. On n'osera pas se demander si

dans ces conditions ils sont épanouis ou respirent la joie de vivre, c'est bien triste.

De nombreuses femmes se sont élevées au plus haut de la société tout en perpétuant ces relations de type féodal puisque la classe dominante y trouvait son compte, les classes moyennes déjà moins, bien qu'elles en tirent profit également plus hypocritement encore puisqu'elles exploitent de la même manière les femmes qu'elles emploient comme domestiques sans pour cela remettre en cause les fondements économiques de la société et donc les rapports sociaux établis.

Elles préfèrent s'attaquer au comportement ou à la mentalité archaïque des membres masculins du prolélariat, plutôt que s'en prendre au régime auquel elles doivent leur situation privilégiée. Ce qu'elles n'avoueront pas, c'est qu'avec les classes dominantes elles sont les classes les plus perverties de la société, profitant de la prostitution ou se prostituant elles-mêmes.

Les femmes comme les hommes des classes moyennes qui travaillent passent très peu de temps dans leur foyer. Ils sont soumis aux mêmes cadences de travail infernales que les ouvriers et ouvrières si ce n'est pire la plupart du temps, mais en compensation ils disposent de quelques aménagements qui leur permettent d'avoir un peu de temps libre qu'ils ou qu'elles passeront avec un ou une collègue de travail marié ou non, un amant ou une maîtresse, ce qui est beaucoup plus difficile sur le plan matériel pour un ouvrier ou une ouvrière.

Changer les hommes ou leur mentalité, leur comportement sans changer la société, sous la contrainte du législateur, n'a jamais conduit à rien d'autre qu'à déplacer les problèmes auxquels étaient confrontés les différentes couches sociales de la société sans jamais les résoudre véritablement. Ils évolueront lentement au grès de la lutte des classes et du développement économique qui une fois parvenu à une nouvelle crise révèlera qu'aucun rapport n'avait véritablement changé ou que tout restait à faire, changer les fondements sociaux de la société ou changer de régime.

Comment légitimer les institutions antidémocratiques et le régime oligarchique.

- Listes électorales: grand rush pour s'inscrire avant la présidentielle - AFP

- Présidentielle. Pas si fâchés avec la politique, les Français ! - LeParisien.fr

Aux urnes citoyens ! Au-delà du rush pour s'inscrire sur les listes électorales, de nombreux indices laissent transparaître un véritable engouement des Français pour la politique, à moins de cinq mois de la présidentielle. LeParisien.fr 28.12

L'histrion du régime à leur chevet s'adresse à son monarque.

- Inscription sur les listes électorales : Mélenchon demande un délai à Hollande - M6info

“Je forme le vœu de pouvoir être entendu. Vous pouvez si simplement décider cette prolongation! Elle est d’un haut intérêt civique”, argumente le candidat de “la France insoumise” dans une lettre ouverte à M. Hollande et à son Premier ministre Bernard Cazeneuve.

Il “appelle le gouvernement à prolonger de manière exceptionnelle le délai d’inscription sur les listes électorales jusqu’au 15 janvier au moins”, comme le permet, assure-t-il, “l’article L16 du code électoral”. Ce délai permettrait selon lui de “sensibiliser plus fortement les personnes mal inscrites suite à un déménagement et celles qui ont encore oublié de s’inscrire”.

Constatant l’afflux de fin d’année pour s’inscrire sur les listesn Jean-Luc Mélenchon rappelle que “malheureusement environ 9 millions de Français en âge de voter risquent encore de ne pouvoir participer au scrutin” faute d’être “inscrits régulièrement” sur les listes, dont “6 millions” de “mal inscrits”. M6info 29.12

Le Conseil monarchique porte-parole des multinationales.

- Le Conseil constitutionnel ne censure pas le prélèvement de l’impôt à la source - LeMonde.fr

Sur le prélèvement à la source de l’impôt sur le revenu, réforme majeure de ce texte budgétaire qui doit entrer en vigueur au 1er janvier 2018, les conseillers ne se sont prononcés que sur quatre points de la mesure, et ne les ont pas censurés.

Le Conseil constitutionnel a censuré la « taxe Google » relative aux bénéfices de multinationales exerçant des activités en France. Les conseillers ont rejeté cette disposition au motif que l’administration fiscale ne peut avoir « le pouvoir de choisir les contribuables qui doivent ou non entrer dans le champ d’application de l’impôt sur les sociétés ». LeMonde.fr 29.12

Commentaire d'un internaute.

- "Etrange argumentaire du rejet de la "axe Google", puisque l'amendement portait non sur le choix des contributeurs mais sur l'assiette de l'impôt. Amendement à revoir. Merci à la droite de préférer augmenter la TVA et ou la CSG que d'imposer l'évasion fiscale qui représente le montant du déficit à elle seule."

Votre remarque manque de profondeur, allez jusqu'au bout de votre analyse et dites merci à ce que vous appelez sans doute la gauche pour se soumettre au Conseil constitutionnel ou à la Constitution antidémocratique de la Ve République.

LR. C'était déjà l'extrême droite.

Chut, ne dites surtout pas qu'ils sont sionistes, des militants vont vous accuser d'antisémitisme !

- Un voyage d'Estrosi en Israël pour soutenir Netanyahu suscite la controverse - AFP

Le président (LR) de la métropole niçoise Christian Estrosi essuyait vendredi des critiques pour un voyage en Israël, durant lequel il a apporté son soutien au premier ministre Benjamin Netanyahu après la résolution de l'Onu condamnant la politique de colonisation.

M. Estrosi, également président de la région PACA, a expliqué le 25 décembre sur Twitter partir en Israël pour y "témoigner (son) soutien" à M. Netanyahu après le vote d'une résolution "dangereuse qui attaque la seule démocratie de la région".

Lors de son voyage, M. Estrosi a annoncé un don de 50.000 euros, de la part de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, pour un projet de reforestation du Fonds national juif (KKL), organisme paragouvernemental. Selon son site internet, le KKL est actif en Israël, à Jérusalem-Est annexé et sur le plateau du Golan annexé. AFP 31.12

Dossier sur la Syrie

Enfin, la gauche a trouvé son Pierre-André Taguieff ou Rudy Reichstadt en la personne de Vincent Presumey.

- Alep, le XXI° siècle et la gauche du XX° siècle, par Vincent Presumey - anti-k.org 31.12.2016

Avant-propos.

Cet article est disponible sur le blog Anti-K du NPA que je ne connaissais pas. Je tiens à préciser que je n'ai jamais envoyé le moindre article à ce blog qui par le passé a reproduit certains de mes articles, d'ailleurs je crois bien n'en avoir jamais envoyés en 12 ans à aucun blog ou portail, hormis à des militants.

Quand on s'écarte des faits, on se condamne à les fabriquer. Quand on s'écarte de la réalité, on se condamne à lui substituer la réalité qu'on aura fabriquée. Quand on cesse d'être honnête, on se condamne à la déchéance morale. Et pour finir quand on est devenu un imposteur, un misérable faussaire perfide et cynique, on est prêt à tout pour le justifier. En voici une démonstration.

- Presumey avait manifestement tablé sur la victoire des barbares à Alep et en Syrie, cette perspective ayant été contrariée provisoirement, il s'agissait maintenant pour lui d'en trouver les coupables au sein du mouvement ouvrier ou éventuellement de les inventer, c'est dans l'air du temps.

Pour ce faire, il ne trouvera rien de mieux que reprendre la rhétorique officielle, mais pour s'en distinguer il l'adaptera à sa manière en recourant à la méthode de l'amalgame entre les différents courants du mouvement ouvrier qui étaient sur des positions contradictoires et inconciliables, vous m'excusez d'y faire figurer le courant que je prétends incarner, puisqu'il n'a pas été capable de citer un seul courant du mouvement ouvrier ayant été sur une autre position que celle qui consistait à diaboliser le chef d'Etat et le gouvernement syrien ainsi que leurs alliés, mais peut-être qu'il n'en existait pas d'autres après tout, je n'en sais rien, entreprise scélérate particulièrement maladroite, en vain.

Il ira jusqu'à déplorer "*la chute d'Alep Est*" ou "*la prise d'Alep Est*" par l'armée de la République arabe syrienne et ses alliés, qui selon lui fut un grand malheur pour les Syriens concernés qui auraient préféré demeurer quelques années de plus sous la coupe des barbares d'Al-Nosra, allant jusqu'à nier le coup d'Etat de l'OTAN en Ukraine réalisé en recourant à des milices fascistes et maquillé ici en "*une crise révolutionnaire*" et regretter avec Hollande, BHL, Caroline Fourest, etc. que "*la révolution était ici traitée de réaction fasciste*", face à "*la contre-révolution armée des milices payées par le premier capitaliste du pays, Rinat Akhmetov, et armées par la Russie*", leur ennemi commun. Pitoyable, n'est-ce pas ?

Confusion extrême ou ignominie, toujours est-il qu'il a publié son article plusieurs jours après la libération d'Alep-Est et qu'aient été découverts les premiers charniers de dizaines d'hommes, femmes et enfants, torturés puis exécutés, ainsi qu'une centaine de soldats syriens ayant subi le même sort, auxquels s'ajoutent les témoignages des habitants d'Alep-Est, etc. je pencherais donc volontiers pour un acte délibéré et désespéré consistant à manipuler délibérément les faits. Ainsi il a signé sa propre

"faillite intellectuelle et morale" et il est loin d'être le seul dans ce cas-là, hélas !

Avant d'aborder en détail comment il a opéré, on aurait pu parvenir à la même conclusion sans même avoir besoin de lire la suite, puisque dès la 7e ligne de son article il reprenait la version officielle du 11 septembre 2001 : "*11 septembre 2001, les crimes de masses de la multinationale islamiste al-Qaida à New York et Washington...*" ou dès la 15e ligne dénonçant le "*22 décembre 2016, l'écrasement et la déportation des habitants d'Alep Est par les forces russo-iraniennes...*", le comble de la désinformation était franchi allègrement non sans cynisme. Le cap de l'abjection sans recours ou sans retour a été franchi ici.

Voyons comment il a procédé.

Il a fustigé "*la conscience ordinaire de trop de militants de gauche et d'extrême-gauche*" qui s'est traduite par "*une faillite intellectuelle et morale de couches assez larges*" qui auraient une "*vision du monde fétichiste et figée*" du monde, jusque là nous sommes d'accord, encore qu'il aurait fallu préciser que cela concernait plutôt la quasi-totalité des militants de gauche et d'extrême-gauche organisés, tous les partis ayant tenu le même discours, avec des nuances à la marge comme d'habitude.

Il faudrait donc en déduire que monsieur Presumey ne serait pas atteint par cette défaillance "*intellectuelle et morale*", or il fait ici la démonstration du contraire, mais pas n'importe comment, en procédant à des amalgames dignes des néoconservateurs Pierre-André Taguieff ou Rudy Reichstadt dans une confusion dont on se demandera si elle était voulue ou inconsciente tant la ficelle est grosse et confine au ridicule.

Ils prêtent aux militants de gauche et d'extrême-gauche en général un ensemble de convictions ou de positions qu'en réalité ils ne partagent pas. Par exemple, les admirateurs de Chavez ou de Castro auraient soutenu les "*dictatures arabes*" sous prétexte qu'elles étaient "*laïques*" parmi lesquelles celle d'Assad en Syrie, or c'est absolument faux, niant au passage qu'elles "*résistent à l'impérialisme*", sans préciser lequel ou lesquels, de sorte que subrepticement il peut ainsi placer dans le même panier de crabes sans distinction l'ensemble des militants de gauche ou d'extrême gauche, ce qui permet de faire passer à la trappe l'existence de militants ouvriers qui ne se reconnaissaient ni dans Chavez ni dans Castro, qui ne vouaient aucun culte envers la Russie ou la Chine, et qui avaient développé une autre analyse que la sienne sur la Syrie et plus généralement sur la situation mondiale.

Lorsqu'il fait référence au mouvement ouvrier ou à la lutte des classes, c'est uniquement pour s'en servir de caution "*intellectuelle et morale*" pour finalement ne retenir qu'un aspect de la situation ou un seul facteur ou plutôt sa propre interprétation de la nature de ces régimes sans tenir compte de leurs rapports aux différents impérialistes et des différents facteurs qui déterminaient leur existence, dans quel cadre historique ils se présentaient, occultant au passage les contradictions que ces régimes incarnaient, et on comprend tout de suite pourquoi, car elles permettaient différentes interprétations de la situation en Syrie que la sienne calquée sur celle de l'OTAN ou des dirigeants des puissances occidentales qu'il légitimait ainsi.

Pour parvenir à ce tour de passe-passe, il devait évidemment nier la formidable opération de désinformation et de conditionnement des peuples auxquelles se livrent les Américains et leurs alliés depuis 2011, comment, en procédant à nouveau à un amalgame en opposant "*la croyance dans la manipulation et la méfiance envers les masses*", alors qu'en réalité parmi ceux qui dénoncent cette manipulation, il s'en trouve qui ne manifestent aucune "*méfiance envers les masses*" tandis que d'autres les ignorent tout simplement. Vous aurez constaté que sa démarche consistait à exclure l'existence au sein du mouvement ouvrier d'un courant politique honnête et qui ait des positions conformes aux intérêts des exploités et des opprimés.

L'avantage de ce procédé, c'est qu'il fait l'économie de l'analyse de la situation sociale et politique réelle en Syrie, des rapports entre les classes et de leur composition, de sorte qu'on ne s'interrogera pas sur l'état de conscience politique exact du peuple syrien et des rapports des différentes classes à l'Etat, aux institutions, puisqu'on devrait s'en tenir à l'interprétation qui en a été donnée à travers la propagande officielle que Presumey nous invite à partager, et qui naturellement ne relèverait pas d'une manipulation ou ne devrait inspirer aucune méfiance : l'horrible dictateur de Damas est responsable de la situation actuelle de la Syrie, il n'a aucune légitimité, la majorité des Syriens exigent son départ pour mettre à la place les rebelles modérés armés par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Arabie saoudite, le Qatar, etc. qui sont des modèles de démocratie...

De dénis à répétition en falsifications en chaîne des faits, il en arrive logiquement à défaut de pouvoir l'assumer, à reprendre à son compte l'argumentation selon lequel tous les faits et témoignages qui ne cadrent pas avec la version officielle de la situation en Syrie (notamment) seraient le fait de militants qui verraient « *derrière Facebook, Washington* », « *un coup de la CIA (ou du Mossad)* » dans la déstabilisation de certains Etats, des adeptes de la théorie du complot qui seraient sous influence, bref de dangereux écervelés dont les autres militants devraient se méfier comme la peste, méthode ignoble que les chiens de garde du régime emploient quotidiennement depuis des années pour discréditer et censurer ses opposants, dignes de "*défiler derrière un Fillon, un Orban, un Trump*" pour avoir "*raconté partout que la population d'Alep n'était plus composée que d'islamistes armés, était otage des islamistes, aspirait à être libérée par cet Etat certes un peu brutal, mais laïque, etc.*", se livrant à un énième et ultime amalgame mêlant vérités et contrevérités qu'il attribue aux militants qui ont le malheur de ne pas croire aveuglément le discours officiel, de s'informer à d'autres sources que les médias propriétaires des va-t-en-guerre et subventionnés par l'Etat du parti de la guerre contre le peuple syrien.

La décomposition politique sans fin s'accompagne d'une déchéance morale vile, sinistre, méprisable.

Personnellement je m'en suis tenu aux faits. Pour un complément je vous renvoie à la causerie du 27 décembre.

Commentaire d'internautes connectés au portail Le Grand Soir :

1- "Les quinquagénaires aleppins se souviennent bien de l'écrasement de l'insurrection de 1979-1982, lorsque des fanatiques islamistes des régions du nord et d'Alep menaient des actes terroristes quasi quotidiennement, en posant des bombes dans des gares, des restaurants, des services publics, assassinaient des militants du parti Baas, des communistes, des syndicalistes, visant les chrétiens et les alaouites tout particulièrement. Trempait alors dans ce bain de sang, à l'époque, Ali Sadreddine al-Bayanouni, vieux responsables des Frères musulmans de Syrie, à leur tête entre 1999 et 2010, exilé depuis à Londres, et son successeur Mohammed Riyad Al Chaqfeh qui sert encore aujourd'hui d'autorité morale à tout ce petit monde, directement d'Istanbul !"

LVOG - Et personnellement, depuis 2011 j'ai eu l'occasion de constater au moins une fois qu'Informations ouvrières avait reproduit la version frauduleuse colportée par l'impérialisme américain et son vassal français et reprise en choeur par leurs larbins de gauche et d'extrême gauche depuis 1982, qui avait consisté à expliquer qu'Hafez al-Assad avait réprimé dans le sang une insurrection "ouvrière", alors qu'en réalité il s'agissait d'un soulèvement orchestré par des djihadistes fanatiques armés à la solde du Qatar.

En 2011, le PT fut tenté de présenter de la même manière les évènements en Syrie, avant de faire rapidement (partiellement) machine arrière, ses dirigeants ayant sans doute compris qu'on n'était plus dans les années 80, et que dorénavant avec Internet les travailleurs et militants étaient en mesure de vérifier facilement auprès de différentes sources la véracité de leurs informations, et que le temps où ils pouvaient leur raconter n'importe quoi était définitivement révolu.

2- "Un autre détail que nos médias oublient de préciser quand ils évoquent l'armée de Bachar el Assad... L'Armée syrienne puisqu'il faut l'appeler par son nom est une armée de conscription, donc issue de la population qu'elle massacrerait à tour de bras depuis plus de 5 ans ! Cherchez l'erreur..."

LVOG - Effectivement, cet argument était grotesque.

3- Syrie : quand la NVO-CGT reprend le récit néo-conservateur ! - Front syndical de classe - legrandsoir.info 29.12

Extrait publié par un internaute.

"Questions d'autant plus nécessaires que même un organe de la CGT se fait l'écho de la version UE-OTAN :

Le 14 décembre dernier la NVO, organe de la CGT sur L'information sociale, juridique et syndicale, a publié un article intitulé : « Alep, l'agonie en direct » sous la plume d'Isabelle Avran.

On y trouve à propos de la situation en Syrie tous les poncifs du récit occidental, ceux de la droite et du gouvernement Hollande - Valls, comme ceux de tous les défenseurs du droit d'ingérence humanitaire (Gluksman, l'inévitable BHL, Nicolas Hénin, E. Guigou, Cohn-Bendit …), sans oublier les néo-conservateurs états-uniens et autres faucons masqués du parti dit "Démocrate" :

La « communauté internationale » est inerte face au martyr d'Alep, Le véto de Moscou et Pékin au Conseil de sécurité empêche tout projet de trêve, les forces « rebelles » qui contrôlent Alep-est sont en gros des forces démocratiques que la répression du régime d'Assad dès 2011 a contraint à se militariser, le régime s'est livré à des bombardements chimiques en 2013 et a libéré des criminels des prisons afin de pourchasser les militants …(...) le rôle d'une organisation comme la CGT en charge de la solidarité internationale et de la lutte pour la paix est-il d''enfourcher tous les clichés de la propagande médiatique qui permettent de justifier les interventions étrangères dont celle de notre pays, hors de tout mandat, ni du pouvoir légitime syrien, ni de l'ONU, en violation quotidienne des règles les plus basiques des traités internationaux, en délégitimant tout travail diplomatique nécessaire à un règlement politique permettant d'éviter la violence de la guerre."

LVOG - Cet article de la CGT est disponible dans le blog du Front syndical de classe (http://www.frontsyndical-classe.org/2016/12/le-14-decembre-dernier-la-nvo-organe-de-la-cgt-sur-l-information-sociale-juridique-et-syndicale-a-publie-un-article-intitule-alep-l)

Front syndical de classe subordonné à l'ONU comme ils l'écrivent eux-mêmes, qui ne trouverait rien à redire à une "interventions étrangères", entendez des puissances occidentales sous mandat de l'ONU qu'ils légitiment au passage, réclamant le respect des "règles les plus basiques des traités internationaux" que les Américains et l'Etat sioniste n'ont cessé de violer depuis 70 ans ou qui n'ont servi qu'à justifier leurs guerres et la création d'Israël... Que voulez-vous, ce sont des staliniens, on ne se refait pas.

4- "De l'autre côté, le NPA déraille complètement, par la bouche d'un de ses porte-parole les plus actifs : NPA Hérault (relayé par rézocitoyen)

Dossier Syrie. Alep, le massacre d'une population, la mise à mort d'une révolution, la faillite politique d'une partie de la "gauche radicale" ! Des textes de Julien Salingue, Philippe Marlière, Vincent Presumey...

Faute d'une analyse géopolitique sérieuse, la situation en Syrie est ainsi instrumentalisée par le NPA, comme par les autres partis présentant des candidats, au service des prochains échéances électorales. C'est à se demander si cette collusion du NPA et du PS n'aurait pas quelque motif moins avouable que le soutien aux "révolutionnaires" syriens."

LVOG - Non, c'est davantage en rapport avec sa véritable nature qu'il a eu l'occasion de révéler dans une multitude d'occasions tout comme la LCR, contre-révolutionnaire, réactionnaire, ni de gauche, ni d'extrême gauche, ni centriste dans le sens ou il pourrait évoluer vers le socialisme, il y est étranger en réalité, ce qu'on a du mal à admettre semble-t-il, et ce dont on refuse de tenir compte par conséquent. On s'en tient aux apparences trompeuses en temps normal, on se contente de discours radicaux ou d'analyses aux relents marxistes qui ne servent qu'à cautionner une pratique opportuniste. C'est valable pour LO.

5- Personnellement, c'est l'interdiction faite par le gouvernement français aux ressortissants syriens de voter à leur ambassade pour les présidentielles de leur pays, en 2014, qui m'a grand ouvert les yeux. https://www.voltairenet.org/article183859.html

Soi : pourquoi cette interdiction puisqu'on nous rabâche que le peuple vomit ce tyran de Bachar ? Il va voter contre, n'est-ce pas ? Donc, ça convient parfaitement à notre gouvernement, non ?

A présent, la vérité est en marche. Les médias aux ordres sont totalement discrédités."

LVOG - Plus un conflit ou une guerre dure, plus il devient difficile d'en camoufler la véritables nature, les intentions et le rôle des différents protagonistes, la vérité finit par transpercer le ligne de front de la propagande officielle et par parvenir aux oreilles des peuples qui dès lorscherchent à en connaître les véritables responsables contre lesquels ils se retournent ensuite, ici, l'impérialisme américain et ses alliés occidentaux et du Golfe, sans épargner tous les partis, syndicats, ONG, médias, etc.

6- "Petit rappel : Bachar al-Assad réélu avec 88,7% des voix avec plus de 73% de participation, élection reconnue par la communauté international..."

LVOG - Dans deux précédentes causeries j'avais indiqué qu'une organisation opposé à Assad avait organisé un sondage en Syrie qui s'était soldé par des résultats similaires qu'avait dû relayer amèreremrnt les média américains et l'ONU.

Les administrateurs du portail Le Grand Soir ont précisé:

- "Il serait bon de rétablir une certaine chronologie des événements : Manifestations —> concessions de la part du gouvernement —> tirs contre les forces de l'ordre —> réaction (répression) —> invasion (à moins d'une erreur)."

LVOG - Des lecteurs pourraient penser qu'il existerait des staliniens corrects. Détrompez-vous, c'est un oxymore. Certains colportent la propandande officielle que d'autres vont dénoncer, dans pratiquement tous les courants politiques du mouvement ouvrier (y compris dans les syndicats et les partis officiels de droite) on retrouve ce partage des rôles qui reflète les contradictions qu'ils doivent affronter en les assumant sous des angles différents, tandis que sur le fond ils sont tous liés au régime, cela apparaîtra plus clairement chez les uns que chez les autres. Tous les courants du mouvement ouvrier ou qui prétendent en faire partie se déclinent sous la forme d'un parti sur lesquels viennent se greffer un ou plusieurs satellites qui en sont issus, mais leur nature est identique à la maison mère

C'est cet aspect qu'on a totalement négligé ou sous-estimé dans notre lutte contre l'opportunisme en tentant de concilier l'inconciliable, le résultat est à la hauteur de cette illusion dramatique.

Prenons l'exemple d'Alep bien argumenté dans un article.

- Premièrement, Alep, deuxième ville du pays, où le soufisme est très présent, n'est jamais tombé entre les mains des rebelles. Il n'y a jamais eu de soulèvement populaire massif dans la ville contre Al Assad et les autorités locales.

LVOG - Pas vraiment un soulèvement populaire.

- La bataille d'Alep a débuté le 19 juillet 2012 par une offensive rebelle venant du nord, des frontières turques, et de groupes paramilitaires divers dont le plus important est le Liwa al-Tawhid, groupe proche des Frères musulmans, probablement armé et financé rapidement par la Turquie...

LVOG - Il s'agissait donc d'une provocation armée menée par une infime minorité de Syriens fanatisés encadrés par des mercenaires extérieurs à la Syrie.

Quelques éléments concrets et vérifiables qui le prouvent.

- ... si Alep-Ouest voyait encore sa population compter 1,6 millions d'habitants (sur 2,3 millions d'habitants au total. - ndlr), il est surprenant de s'apercevoir que les 50% de la ville contrôlée par les rebelles n'avaient que 250 000 habitants maximum. L'état de siège entre 2012 et 2015, c'est Alep-Ouest qui a dû le subir…avec une majorité de sa population, et des milliers de réfugiés qui fuyaient les zones de combat. L'ONU a reconnu ces derniers mois que près de 50 000 habitants avaient rejoint Alep-Ouest, et que la prise par les loyalistes des quartiers permettaient à d'autres syriens de ne plus être en zones de conflit.

LVOG - Donc plus de 70% de la population d'Alep vivait ou s'était réfugié dans les quartiers ouest de la ville ne craignant pas la féroce répression de l'"horrible dictateur" syrien.

Dans un article du Réseau Voltaire Thierry Meyssan avait indiqué qu'en mars 2011 l'opposition "démocratique à Bachar al-Assad ne dépassait pas 10%, elle était donc insignifiante ou ne constituait pas une menace pour le régime, surtout sachant que parmi cette opposition figurait le parti communiste syrien et qu'il n'existait aucun parti de type bolchevik, tous étant des partis bourgeois ou petits-bourgeois n'ayant nullement l'intention de s'orienter vers le socialisme, dans ces conditions cette opposition était vouée à se disloquer dès le début de cette guerre et à aucun moment elle ne pourrait constituer un pôle de regroupement de forces "progressistes ou démocratiques" susceptible de rallier à elle la majorité des Syriens.

On doit admettre qu'il existait une opposition ultra minoritaire à Assad qui fut rapidement marginalisée en 2011, et qui n'eut d'autre choix que rejoindre le camp des principaux belligérants en fonction des sensibilités de ses membres, et que parmi eux peu ont dû conserver leurs convictions intactes sachant qu'au départ elles étaient minées par leurs faiblesses théoriques, de sorte que cette opposition hétéroclite et divisée, sans réelle perspective politique hormis participer aux institutions pour en tirer parti sans vraiment se préoccuper du sort du peuple et particulièrement du prolétariat, était vouée à végéter ou à se disloquer sans même "l'ingérence des puissances de l'OTAN".

L'argument ci-dessous tombe à l'eau

- Quoi qu'il en soit, l'ingérence des puissances de l'OTAN, alliées des islamistes pour l'occasion, aura eu comme conséquence pratique de totalement détruire l'opposition laïque et démocratique syrienne.

D'autant plus que les Syriens savent compter... leurs morts, et qu'ils savent qui a tué qui. C'est con à dire, mais ils étaient les mieux placés !

- Et si les bombardements et combats ont fait plus de 1 500 tués civils, que le massacre supposé de 82 civils n'a pas pu être retenu par les organisations internationales comme relevant de crimes de guerre imputables aux armées d'Al Assad (l'ONU a même explicitement dit que rien ne pouvait prouver cette assertion…), il n'en reste pas moins qu'on est loin du « massacre » et du « génocide » dénoncé par les partisans de l'ingérence diplomatique, militaire et politique, la France en tête.

Et bien malgré tous ces éléments qui jusqu'à présent permettaient de rétablir la réalité des faits et de se faire une idée assez précise du rôle et de la responsabilité des différents acteurs engagés dans cette guerre, l'auteur du même article a trouvé le moyen d'en glisser un qui remet en cause ce que nous avions cru comprendre et nous ramène à la version officielle, à savoir que c'est Assad qui aurait déclenché le mécanisme infernal de cette guerre, ajoutons que dans ces conditions il mérite largement les qualificatifs de despote ou tyran que les représentants des puissances occidentales ont employés à son égard, que l'auteur de cet article s'était employé à dénoncer, lisez plutôt on y reviendra tout de suite après.

- Si le premier problème syrien a été effectivement l'écrasement brutal et sanglant des manifestations du Printemps syrien, il n'en reste pas moins que les forces opposées au régimes étaient multiples et aux intérêts contradictoires...

Tout cela pour en arriver à une telle confusion quand on n'est pas capable de prendre en compte la totalité des facteurs qui composent une situation, dont fait partie l'Etat, les institutions, le chef d'Etat, etc. qui prendra certes des décisions politiques pour assurer la stabilité du régime, mais également pour garantir l'intégrité et la souveraineté de son pays quand il estime qu'elles sont gravement menacées, ce que les faits ont amplement confirmé, plutôt que s'en remettre à une interprétation romantique ou sentimentale pour faire face à la situation.

Dès lors on ne peut pas lui imputer ce chaos et cette guerre ayant conduit à la destruction d'une grande partie de la Syrie et causé la mort de plusieurs centaines de milliers de Syriens, et l'accusé d'avoir pris des mesures pour essayer d'éviter ce drame, sous prétexte qu'il aurait recouru à la violence pour répondre à des actes d'une violence inouie, puisqu'aussi bien des manifestants que des membres des forces de l'ordre avaient été la cible de snipers ou de djihadistes armés et des bâtiments

publics avaient été attaqués.

L'auteur de cet article a commis une erreur chronologique ou de cause à effet, fatale.

Car c'est cette violence déclenchée lors de manifestations qui a motivé la réponse violente du chef de l'Etat syrien. On peut toujours estimer que sa réponse fut disproportionnée, je n'en suis pas du tout certain, dans la mesure où il devait posséder des informations précises que nous ne possédions pas pour porter un jugement portant sur l'infiltration depuis des mois de mercenaires armés en Syrie pour déstabiliser le régime et entraîner sa chute selon un plan concocté à Washington, Londres et Paris notamment, et que par conséquent il devait tenter par n'importe quel moyen de mettre un terme rapidement à ces manifestations par crainte que le pays ne s'enflamme et qu'il perde le contrôle de la situation, ce qui s'est effectivement produit par la suite et qui justifie les mesures répressives qu'il avait prises.

On a pu lire dans des dizaines d'articles qu'Assad était à la tête d'un Etat policier, que le pays était quadrillé par des agents ou indics à la solde du ministère de l'Intérieur, après coup on est en droit de se demander si c'était vraiment exact ou pourquoi dans ce cas-là il n'a pas pris la décision d'employer les moyens à sa disposition pour faire avorter ce complot, renforcer le contrôle aux frontières de la Syrie, procéder à l'arrestation des dirigeants des différents groupes terroristes, confisquer leurs armes, fermer leurs comptes bancaires, saisir leurs publications, bref, les neutraliser avant qu'ils passent à l'action. Le même argument avait été avancé sur la Libye de Kadhafi si vous vous souvenez.

Et l'argument consistant à dire qu'il était impopulaire ne tient pas puisque des millions de Syriens étaient descendus dans la rue pour le soutenir, au regard des 23 millions d'habitants de la Syrie comparé à la France c'est comme si plus de 10 millions de manifestants étaient descendus dans la rue contre la loi Travail, Hollande aurait dû abandonner son projet de loi ou il aurait démissionné, tandis que l'opposition ne rassemblera qu'une centaine de milliers de manifestants ou guère plus dans tous le pays.

- Cessez-le-feu global en Syrie sous l'égide de Moscou et Ankara AFP

Un cessez-le-feu global en Syrie entre régime et rebelles est entré en vigueur jeudi à minuit (22H00 GMT), en vertu d'un accord conclu sous l'égide de la Russie et de la Turquie qui pourrait marquer un tournant après plus de cinq ans de conflit. AFP 29.12

- Syrie : le Conseil de sécurité de l'ONU soutient à l'unanimité le cessez-le-feu porté par la Russie et la Turquie - franceinfo

Le cessez-le-feu en vigueur en Syrie depuis la nuit du jeudi 29 au vendredi 30 décembre a été approuvé par le Conseil de sécurité de l'ONU, samedi 31 décembre. Celui-ci a adopté à l'unanimité une résolution soutenant l'initiative de la Russie et la Turquie qui a mené à cette trêve, et doit conduire à des négociations entre le régime et les rebelles.

Le Conseil de sécurité "accueille avec satisfaction et soutient les efforts" pour la paix de Moscou et Ankara, et "prend note" de l'accord de cessez-le-feu conclu le 29 décembre. Le texte ne dit en revanche rien des modalités de la trêve et des négociations à venir. Plusieurs pays membres du Conseil de sécurité avaient demandé des précisions sur la surveillance du cessez-le-feu, le rôle de l'ONU et l'accès humanitaire.

Les groupes jihadistes Etat islamique et Fateh al-Cham (l'ex front Al-Nosra, émanation d'Al-Qaïda) sont exclus de cet accord de cessez-le-feu.

L'accord doit ouvrir la voie à des négociations de paix prévues fin janvier au Kazakhstan sous l'égide de Moscou et de Téhéran, parrains du régime, et la Turquie, soutien des rebelles. C'est la première fois, depuis le début de la guerre en Syrie, que les Etats-Unis sont écartés des discussions sur un cessez-le-feu. franceinfo 31.12

Dossier guerre inter-impérialistes Russie - Etats-Unis

Le "***Ministère de la vérité***" à l'oeuvre.

- Les Etats-Unis expulsent 35 diplomates russes - Reuters

Les Etats-Unis ont expulsé jeudi 35 diplomates russes à Washington et San Francisco et fermé deux centres russes à New York et dans le Maryland en réponse à une campagne de harcèlement des diplomates américains à Moscou, a déclaré jeudi un haut responsable américain.

Ces mesures visant les diplomates de l'ambassade de Russie à Washington et du consulat russe à San Francisco s'inscrivent dans une série de sanctions annoncées par la Maison blanche pour punir une campagne d'intimidation des diplomates américains

en Russie et l'interférence de la Russie dans les élections américaines, a dit ce responsable.

Les 35 diplomates russes ont 72 heures pour quitter le territoire américain, a précisé le haut responsable de Washington. L'accès aux deux centres sera interdit à tout responsable russe à partir de vendredi midi, a-t-il ajouté.

Les sanctions ne s'arrêteront pas là, a précisé le président américain, prévenant que les Etats-Unis prendront d'autres mesures "au moment que nous choisirons", y compris des opérations secrètes dont le public ne sera pas informé.

Dans sa déclaration, Barack Obama a également lancé un appel à une sorte d'union sacrée internationale pour faire revenir Moscou dans le droit chemin et l'empêcher de mener des mesures de déstabilisation dans des pays étrangers.

Les "amis et alliés" des Etats-Unis doivent "travailler ensemble pour contrer les efforts de la Russie visant à saper les bonnes pratiques internationales et à s'ingérer dans le processus démocratique", a déclaré le président américain. ("Bonnes pratiques internationales" et "processus démocratique" qui consistent à déstabiliser, bombarder, détruie les pays qui refusent de subir l'hégémonie américaine... - LVOG)

Les sanctions décidées par Barack Obama moins d'un mois avant son départ de la Maison Blanche sont une pierre dans le jardin de Donald Trump, qui ne croit pas à l'ingérence de Moscou et veut réchauffer les relations américano-russes.

Mais M. Obama sait aussi que beaucoup de responsables républicains ne partagent pas l'analyse de son successeur et sont favorables à des sanctions contre Moscou.

Paul Ryan, le président républicain de la Chambre des représentants, s'est ainsi félicité des mesures annoncées, estimant qu'elles "n'avaient que trop tardé".

C'est "une manière appropriée de mettre fin à huit ans de politique étrangère ratée avec la Russie (...), qui a affaibli l'Amérique aux yeux du monde", a-t-il déclaré.

John McCain et Lindsey Graham, deux "faucons" républicains du Sénat, ont estimé que Moscou s'en tirait bien et ont promis "de mener l'offensive dans le nouveau Congrès pour imposer des sanctions plus fortes". Reuters et AFP 29.12

Commentaires d'internautes

1- "Étonnant que l'AFP fasse mention de l'ingérence russe sans mettre entre guillemet : "ingérence" ou ne précise "ingérence supposée".

Comme elle le fait systématiquement pour les informations en provenance de pays qui ne sont pas des caniches des USA.

En effet l'AFP n'a aucune preuve de l'ingérence, et n'en aura jamais puisqu'elle n'existe pas.

L'AFP se considère-t-elle comme un média sérieux, objectif et indépendant ?"

Evidemment, pourquoi devrait-elle affirmer le contraire ? Question stupide qui dénote au passage votre soumission au régime, passons.

2- "De la poudre aux yeux, nous faire croire que c'est Poutine qui a 'élu' Trump, c'est nous prendre pour des gogos. Par contre, les Américains qui espionnent le monde entier (n'est ce pas Angela Merkel), c'est juste un mirage !

3- Les "amis et alliés" des Etats-Unis doivent "travailler ensemble pour contrer les efforts de la Russie visant à saper les bonnes pratiques internationales et à s'ingérer dans le processus démocratique" : des "bonnes pratiques" comme celles consistant à mettre les gouvernants des pays amis sur écoute ?

Mais comment peuvent-ils continuer ainsi à nous prendre pour des buses ?

4- Et si en Amérique Latine par exemple on sanctionnait les USA à chaque fois que ce pays s'ingérait dans des élections ?

- Moscou fatigué des mensonges US sur les hackers russes - Sputnik

« À vrai dire, nous sommes fatigués des mensonges sur les "hackers russes", qui sont déversé par des hauts-fonctionnaires des États-Unis. Cela fait déjà six mois que l'administration Obama a lancé cette désinformation visant à donner des armes à un candidat

à la présidence qui lui était utile » a déploré Maria Zakharova, la porte-parole de la diplomatie russe, dans un communiqué publié sur le site officiel du ministère.

Selon elle, après l'échec de cette initiative, l'équipe du président sortant cherche à se justifier face à un tel couac, se vengeant sur le partenariat entre Washington et Moscou.

« À l'aide de fuites volontaires d'informations vers des médias américains, ils s'efforcent de nous faire peur d'une amplification des sanctions antirusses, par le recours à des mesures "diplomatiques" jusqu'à des piratages de nos systèmes informatiques », a indiqué la porte-parole.

« Par contre, la vérité sur cette provocation, orchestrée par la Maison Blanche, verra bientôt le jour. C'est même le cas maintenant », a prévenu Maria Zakharova, rappelant les paroles de Brian Kemp, secrétaire de l'État de Géorgie qui avait affirmé le 8 décembre dernier que les cyberattaques sur le système de dépouillement du scrutin étaient venues depuis une adresse électronique du ministère américain pour la Sécurité intérieure.

Cette révélation a été vite mise au second plan par des accusations arbitraires contre Moscou.

Plusieurs des 17 services de renseignement américains avaient antérieurement affirmé que des hackers russes avaient attaqué les sites d'organisations politiques américaines pendant la campagne présidentielle aux États-Unis pour aider le milliardaire Donald Trump à remporter l'élection.

Le directeur du FBI James Comey n'a pas soutenu ces accusations. Sputnik 29.12

- Des hackers russes piratent un fournisseur américain d'électricité - latribune.fr

Des hackers russes ont piraté un ordinateur d'un fournisseur d'électricité de l'Est américain, une cyber-attaque sans conséquence sur les opérations de cette entreprise mais qui a pu révéler les "vulnérabilités" du réseau électrique des Etats-Unis, a rapporté vendredi le Washington Post.

"Un code associé à l'opération de piratage informatique baptisée Grizzly Steppe par l'administration Obama a été détecté à l'intérieur du système d'un fournisseur d'électricité du Vermont", écrit le quotidien sur son site internet, sans indiquer de date et en citant des sources anonymes.

Le journal précise que ce si code "n'a pas été activement utilisé pour perturber les opérations du fournisseur (...), la découverte souligne les vulnérabilités du réseau électrique national".

"Et cela attise les craintes au sein du gouvernement américain que les pirates informatiques du gouvernement russe tentent activement de pénétrer dans le réseau pour perpétrer d'éventuelles attaques" informatiques, ajoute le Washington Post.

Les autorités américaines ignorent à ce stade quelles étaient les intentions des Russes, poursuit le journal, supputant qu'ils pourraient avoir tenté de porter atteinte aux activités du fournisseur, Burlington Electric latribune.fr 01.01

Commentaire d'un internaute

- "Ce qu'il faut trouver sympa est que les pirates laissent la photocopie de leurs papiers d'identité avec le virus. Histoire que l'on sache tout de même qu'ils sont Russes... Les "victimes" ne doivent pas avoir fréquenté de vrais pirates. Voire, même, s'y connaitre en info... Amusant cette période de propagande style guerre froide. "

Poutine tourne en dérision les sanctions d'Obama - lefigaro.fr

Le président russe a refusé d'appliquer la réciprocité habituelle et d'expulser à son tour des diplomates américains. Il a au contraire invité leurs enfants au Noël du Kremlin.

Ne voulant pas passer pour l'ogre moscovite, Vladimir Poutine laisse le soin à ses lieutenants de répondre «au niveau des cuisines». Dès jeudi soir, le compte officiel de l'ambassade de Russie à Londres employait un ton fort peu diplomatique dans un tweet représentant graphiquement Obama en «canard boiteux»: «Tout le monde, le peuple américain compris, est ravi de voir en cela le dernier acte de cette Administration incapable.»

Sur un ton franchement venimeux, la porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Maria Zakharova, accuse les officiels américains d'avoir répandu un canular selon lequel Moscou souhaitait fermer l'école anglo-américaine de Moscou par mesure de rétorsion. «C'est un mensonge, écrit-elle sur sa page Facebook. La Maison-Blanche a perdu la tête et s'est mise à

imaginer des sanctions contre ses propres enfants.»

Or, les choses ne vont pas en rester là, prédit le politologue Gleb Pavlovsky: «D'ici à février, Obama va encore dévisser des lampes à la Maison-Blanche et balancer un rat crevé sous la baignoire de Trump.» Ces scandales ne seraient pas pour déplaire au Kremlin, si l'on en croit un autre politologue, Mikhaïl Vinogradov: «2016 a été une année très réussie pour la diplomatie russe. Le principal objectif a été atteint: s'incruster dans l'ordre du jour des Américains.»

«Poutine confirme qu'il est un homme politique capable, peut-être le plus capable du monde», s'enflamme, dithyrambique, Sergueï Markov. Pour cet expert des relations internationales qui épouse fidèlement la ligne officielle, la décision présidentielle de ne pas expulser les diplomates américains et de ne pas leur ôter leur datcha et à la place d'inviter leurs enfants au Kremlin «va faire la une des médias internationaux. Quel soufflet pour Obama! C'est une manœuvre à la fois adroite, noble et puissante. Un miracle de Noël! Personne n'avait encore à ce point humilié Obama. Répondre au mal par la bonté, voilà bien l'esprit chrétien, l'esprit de Noël». Les diplomates américains peuvent être certains que leurs enfants auront droit à la plus grande attention des chaînes de télévision russes s'ils acceptent l'invitation de Vladimir Poutine. lefigaro.fr 30.12

Commentaires d'internautes abonnés au Figaro

1- "Faut-il rappeler qu'à ce jour, AUCUNE preuve n'a été fournie par la CIA du supposé hacking russe. Ca ne les dérange pas, ils ont bien envahi l'Irak en mentant à l'ONU, et nos journalistes de l'époque s'étaient empressés d'applaudir cette mascarade. Aujourd'hui on fait de même: accusations et sanctions sans même une preuve ou un embryon de procès. Quand les US veulent agresser un pays, ils trouvent toujours un prétexte, la méthode est rodée depuis longtemps."

2- "La méthode de départ adoptée par Obama (après moi le chaos) est tout simplement honteuse. Je ne suis plus du tout étonné que les lecteurs aient décidé de se débarrasser de tout ce qui avait lien, de près comme de loin, avec cette administration. "

3- "La fin de mandat d'Obama est absolument pitoyable, inutile d'être un admirateur éperdu de l'autocrate du kremlin pour s'en rendre compte. Le problème c'est que l'insuffisance du prix Nobel en carton adulé des média et de sa politique étrangère de gribouille couplées à l'aveuglement et au suiviste stupide des autres leaders occidentaux, vis à vis desquels Chirac apparait rétrospectivement comme encore plus clairvoyant et digne, signent un abaissement de l'influence occidentale assez inédit. Après Bush, les Etats-Unis étaient détestés mais encore craints, après Obama, ils ne comptent plus , sont toujours détestés mais sont de plus devenus une source de plaisanterie et de dédain dans les chancelleries du monde entier et risquent d'entrainer leurs partenaires-vassaux occidentaux dans leur dégringolade.

J'ignore si la fantasque Trump sur qui tous les grands et beaux esprits adorent cracher, sera de taille à sauver les meubles, mais le ferait- il qu'ils viendrait définitivement piétiner le cadavre du mythe et de l'escroquerie politique que fut Obama, déjà salement amoché par l'échec et mat final au Moyen Orient que viennent de lui infliger russes et iraniens."

Trump salue l'"intelligence" de Poutine après les représailles américaines - francetvinfo.fr

Le président élu des Etats-Unis Donald Trump a salué dans un tweet, vendredi 30 décembre, "l'intelligence" du président russe Vladimir Poutine moins de 24 heures après une longue série de sanctions prises contre Moscou par le président sortant Barack Obama.

Donald Trump faisait référence à la décision du président russe de ne pas répondre pour l'instant aux sanctions prises par Washington, qui accuse Moscou d'ingérence dans la campagne présidentielle américaine. Le président Vladimir Poutine a créé la surprise vendredi en décidant de "n'expulser personne", ne répondant ainsi pas à l'expulsion par Washington de 35 agents russes, contrairement à ce que proposait son ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

La Russie se réserve toutefois "le droit de prendre des mesures de rétorsion" et "restaurera les relations russo-américaines au vu de ce que sera la politique du président américain élu Donald Trump", avait ajouté Vladimir Poutine. francetvinfo.fr 30.12

- Les États-Unis se dotent d'un centre de « lutte contre la propagande étrangère » Réseau Voltaire

Le 23 décembre 2016, le président Barack Obama a signé la Loi fiscale de Défense 2017. Dans sa section 1287, ce texte institue un Centre d'engagement global (Global Engagement Center), dont la fonction est de lutter contre la propagande et la désinformation ennemies [1].

Ce Centre, qui s'ajoute au Centre de communication stratégique de l'Otan et à l'Unité de communication stratégique l'Union européenne [2], dispose d'un budget de 140 millions de dollars abondé par ceux de la Défense et du secrétariat d'État.

Le Centre états-unien est placé sous la responsabilité du secrétaire d'État qui estimera ce qui doit être considéré comme de la « propagande étrangère ». Il peut utiliser ses fonds pour sous-traiter son travail à des prestataires privés (société civile, médias,

ONG, centres de recherche, sociétés privées, universités). Réseau Voltaire 27.12

[1] “Global Engagement Center”, Voltaire Network, 23 December 2016.

[2] « La campagne de l’Otan contre la liberté d’expression », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 5 décembre 2016.

- Chicago avec 750 meurtres en 2016 est minée par la violence - AFP

Pendant quelques jours en décembre, il n'y a eu aucun mort par armes à feu à Chicago. Un répit si rare qu'il a fait la une des journaux dans la métropole américaine où les meurtres ont été plus nombreux qu'à New York et Los Angeles en 2016.

Avec plus de 750 meurtres, contre 600 en additionnant les chiffres des deux villes les plus peuplées du pays précédemment citées, Chicago a connu sa pire année en près de deux décennies et les solutions semblent difficiles à trouver pour endiguer le fléau des armes à feu.

Les fusillades, concentrées dans des quartiers défavorisés où vivent une majorité d'habitants noirs et hispaniques, ont augmenté de près de 50% pour atteindre les 3.500 incidents au cours des douze derniers mois. AFP 01.01

ACTUALITE EN TITRES

France. De quoi vous plaignez-vous, franchement ?

- 2016, très bon cru pour la fréquentation des salles obscures - AFP

La fréquentation dans les cinémas français a atteint son deuxième meilleur niveau depuis cinquante ans en 2016, une année marquée par un grand éclectisme dans les choix des spectateurs, avec une centaine de films qui ont engrangé plus de 500.000 entrées.

213 millions de billets ont été vendus au total en 2016, soit une hausse de 3,6% par rapport à l'année précédente, selon les chiffres du Centre national du cinéma (CNC). AFP 31.12

- Le marché auto a retrouvé des couleurs en 2016 - latribune.fr

Le marché automobile français a retrouvé sa bonne santé en 2016 en dépassant le seuil symbolique des deux millions d'immatriculations, une première depuis 2011, avec un fort bond du groupe Renault, selon les statistiques publiées dimanche.

La hausse des livraisons de voitures particulières neuves s'est établie l'an dernier à 5,1%, ce qui représente 2,015 millions d'unités, indique le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA) dans un communiqué. latribune.fr et AFP 01.01

Bienvenue chez les robo-lobotomisés.

- Ces restaurants ont remplacé les serveurs par des robots - BFM Business

Aux États-Unis, au Japon, en Allemagne et même en France, des restaurants sans serveur tentent de séduire les consommateurs. Une nouvelle tendance "food tech" dans laquelle le service a été robotisé. BFM Business 01.01

INFOS EN BREF

ECONOMIE

France

- Le CAC 40 a gagné au final 4,86% en 2016. - lefigaro.fr

Les Bourses fêtent le retour de l'inflation et une économie qui accélère des deux côtés de l'Atlantique: autour de 2,5% attendus en 2017 aux États-Unis, de 1,5% dans la zone euro.

Yves Maillot, directeur actions européennes chez Natixis Asset Management, s'est fixé «un objectif très raisonnable de 5000-5050 points à fin 2017 sur l'indice phare de la Bourse de Paris», estimant que sur la base d'une progression de +7% des bénéfices par action et des multiples de valorisation inchangés le potentiel de hausse est limité.

Les belles surprises du CAC 40 en 2016

ArcelorMittal +80,40%
Technip +48,27%
Kering +35,04%
Schneider Electric +25,78%
LVMH +25,19%
Sodexo +21,14%
Michelin +20,25%
Total +18,07%
BNP Paribas +15,93%
Valeo +14,92%
Solvay +13,48%
L'Oréal +11,65%
Saint Gobain +11,05%
Vinci +9,40%
Société Générale +9,81%
Crédit Agricole +8,27%
Safran +7,79%
LafargeHolcim +6,86%
Publicis +6,79% lefigaro.fr 30.12

Russie

- Russie: une centaine de banques fermées en 2016 - AFP

Les autorités russes ont fermé jeudi deux banques, portant à 97 le nombre d'établissements devenus trop fragiles ou aux pratiques douteuses mis en faillite cette année dans le but de renforcer le pléthorique secteur financier.

Dans deux communiqués distincts, la banque centrale a annoncé avoir retiré la licence bancaire de la Bank na Krasnykh Vorotakh, 275e du pays par les actifs sur près de 600, au niveau de liquidités insuffisant, et de la NKB (527e), qui ne respectait pas la législation sur le blanchiment d'argent.

Depuis le 1er janvier, 97 établissements ont perdu leur autorisation d'exercer, a précisé la Banque de Russie à l'AFP.

La banque centrale procède depuis plusieurs années à un grand ménage parmi les centaines d'établissements hérités de la mise en place de l'économie de marché il y a 25 ans. Le processus, coûteux en termes d'indemnisation des déposants, s'est accéléré depuis la crise monétaire de fin 2014 et la récession en découlant.

Près de 300 banques ont disparu en trois ans.

Interrogé lors de sa conférence de presse annuelle sur les difficultés des entreprises clientes des banques fermées, non indemnisées contrairement aux particuliers, le président Vladimir Poutine a assuré que ce travail était "mené dans l'intérêt avant tout des déposants".

"Si sur le marché financier se maintiennent des établissements qui constituent des machines à laver pour argent sale, cela ne donnera rien de bon", a-t-il expliqué.

Le chef de l'Etat a estimé cependant que les exigences de capital pourraient être assouplies pour les banques régionales spécialisées dans le financement des petites et moyennes entreprises, réservant les normes dites de "Bâle 3" élaborées après la crise mondiale de 2008 aux établissements d'importance systémique.

La Banque de Russie travaille actuellement à un nouveau mécanisme de sauvetage des établissements en difficulté qui lui permettrait d'injecter directement des fonds au lieu d'en prêter à un repreneur sans contrôler réellement leur utilisation.

Elle s'est prononcée en faveur d'une loi permettant d'empêcher les banquiers soupçonnés de fraude de partir à l'étranger pour échapper à la justice. Le président a demandé au gouvernement et aux forces de l'ordre de réfléchir à un tel système.

Mercredi, la présidente de la banque centrale Elvira Nabioullina a demandé un renforcement des peines encourues par les dirigeants des banques publiant des comptes truqués, relevant que les jugements prononcés étaient actuellement cléments. AFP 29.12

Chine

- Une usine Foxconn de LCD de 8,3 milliards d'euros en Chine Reuters

Une coentreprise entre le taïwanais Hon Hai Precision Industry, plus connu sous le nom de Foxconn, et le japonais Sharp prévoit de construire une usine de 61 milliards de yuans (8,3 milliards d'euros) en Chine pour produire des écrans à cristaux liquides LCD.

Le premier fabricant chinois d'écrans LCD, BOE Technology Group, a lancé l'an dernier la construction à Hefei d'une usine de production de génération 10.5 dont la mise en service est prévue en 2018.

En mai, Shenzhen China Optoelectronics Technology, filiale de TCL, a annoncé la construction d'une usine LCD de 50 milliards de yuans à Shenzhen. Reuters 31.12

Libye

Les destructeurs et prédateurs de la Libye à son chevet.

Grille de lecture.

- Sous Kadhafi, la Libye était le pays le plus développé d'Afrique.
- L'essentiel des moyens de production avait été étatisés.
- La Libye n'était pas endettée, n'avait pas de déficit.
- La Libye disposait de réserves supérieures à 100 milliards de dollars
- La population bénéficiait du niveau de vie le plus élevé en Afrique.
- La population disposait d'avantages sociaux supérieurs (bon marchés ou gratuits, logement, santé, transports en commun, énergie, etc.) à ceux qui existent dans les puissances occidentales.
- Il n'y avait pas de chômage en Libye.
- Le taux de scolarisation était le plus élevé d'Afrique en incluant les études supérieures.
- Etc. etc. etc.

- Ils avouent dans cet article que 80% de la population travaille dans le secteur étatique, qu'il s'agit pour eux maintenant de démenteler et privatiser après l'avoir pillé et réduit en faillite.

- La France et l'Union européenne au chevet économique de la Libye - LePoint.fr

Les informations concernant la réduction de la poche de Daech à Syrte ont fait plus de bruit et, pourtant, l'initiative de la France et de l'Union européenne pour aider la Libye à repartir vaut qu'on s'y arrête. En effet, alors que la situation politique, économique et sécuritaire en Libye est toujours instable, l'Union européenne et la France ont lancé, le 28 novembre, le premier projet d'appui à la reprise économique dans ce pays. Dénommé Sleidse pour Support to Libya for Economic Integration, Diversification and Sustainable Employment, ce projet de 7,6 millions d'euros piloté, depuis Tunis, par l'agence de coopération technique internationale Expertise France. Il vise à diversifier l'économie libyenne et à favoriser l'entrepreneuriat des jeunes.

« Ce projet est un signal fort pour la Libye, pour la jeune génération, en vue de tourner une page », a souligné l'ambassadrice de l'Union européenne à Tripoli, Bettina Muscheidt, lors du lancement du projet. Un geste de soutien au peuple libyen salué par le vice-président du Conseil présidentiel du gouvernement d'union nationale, Moussa Al-Koni. « C'est la situation de la jeunesse qui nourrit aujourd'hui l'insécurité dans le pays. C'est cette même jeunesse qui construira la stabilité », a-t-il relevé. Une jeunesse privée d'emploi. « La situation économique libyenne est dramatique », a d'ailleurs reconnu Essam Garbaa, directeur de la coopération technique internationale au ministère libyen de la Planification. La chute drastique de la production et des exportations de pétrole, en raison du conflit, a mené au désastre économique. L'or noir constitue en effet plus de 80 % des revenus du pays. Conséquences : l'État libyen n'a plus guère de ressources, ses réserves en devises s'épuisent, il est incapable de financer sa reconstruction. Dans le pays, l'inflation tourne autour de 25 %. L'argent ne circule pas.

Dans un rapport le mois dernier, la Banque mondiale s'est ainsi alarmée du risque d'effondrement de l'économie libyenne. (Qu'elle a provoqué elle-même. - LVOG)

Surtout, « il y a un réel mouvement économique venant du secteur privé, qui investit à l'intérieur du pays, dans le secteur immobilier notamment. [...] Les jeunes brûlent de créer leur entreprise, ils ont de l'énergie, de l'ambition.

En Libye, la culture de l'entrepreneuriat est quasi absente. Près de 80 % de la population active travaille en effet dans le secteur étatique. « L'objectif sur quatre ans du projet Sleidse est d'accompagner 500 nouvelles entreprises, sur tout le territoire, pour la création ou le financement », a indiqué Alexandre Chatillon-Mounier, directeur de projet Appui au secteur privé chez Expertise France.

Selon une étude commanditée auprès du cabinet Altai Consulting, 50 % des jeunes Libyens ont un diplôme universitaire, niveau licence, master ou doctorat. Les jeunes Libyens sont bien éduqués, mais manquent d'employabilité.

Dans le pays, les effets tragiques du conflit se font aussi sentir au niveau des infrastructures de base. Tout est à refaire : adduction d'eau, gestion des eaux usées, réparation des centrales électriques, remise sur pied de l'éducation… Les besoins sont vastes. « Pour redémarrer, cela nécessitera des milliards de dinars », précise Essam Garbaa. Et dans ce domaine, les entreprises françaises sont sur le qui-vive. « Elles sont prêtes à revenir en Libye, sitôt que la sécurité le permettra », indique Brigitte Curmi, ambassadrice de France à Tripoli. LePoint.fr 29.12

Brésil

- Le réal brésilien a pris 21,5% en 2016, la Bourse 38,9% - Reuters

Haut de page

Le 5 janvier 2017

CAUSERIE

Hier nous n'avons pas eu d'électricité toute la journée pour cause d'entretien du réseau, cela arrive une fois par mois. Et je n'ai pas pu travailler parce que les deux batteries de secours sont HS, et j'hésite à puiser dans mon compte courant pour en racheter d'autres car il est très bas. Mais comme on subit à nouveau des coupures de courant à répétition pratiquement quotidiennement, je vais devoir m'y résoudre, en espérant ne pas avoir de grosses dépenses imprévues dans les mois qui viennent... J'ai passé la journée à jardiner.

Un vieux camarade (ex-PCI) m'a proposé de m'envoyer "quelques sous" de soutien financier, voici l'adresse où envoyer un chèque : Madame Tardieu Lise, 26 rue Diderot - 92500 Rueil, c'est ma vieille mère qui n'est plus en état de sortir, elle va avoir 84 ans, c'est ma soeur Solange qui me fera suivre ces "quelques sous" qui seront les bienvenus et nous aideront à tenir.

Tenez, j'ai dû avancer les frais de scolarité (5.000 roupies) du fils de ma compagne Selvi qui n'avait pas le sou pour les régler, bien qu'il travaille (et suit une formation) dans un cabinet comptable depuis 3 ans. J'ai aussi prêté 2.000 roupies à la fille de la soeur de Selvi (Adi) pour que son époux puisse changer le pneu arrière de sa petite moto qui lui sert pour aller travailler, bref, deux cas de force majeure, il faut bien s'entraider, et puis ce sont des jeunes, ils bossent, ils sont courageux. J'ai aussi prêté 6.000 roupies à Adi qui ne s'en sortait plus, elle me rendra cette somme en plusieurs parties, elle me doit aussi 25.000 roupies. Bref, j'aide des membres de ma nouvelle famille qui sont vraiment confrontés à de graves difficultés, plus graves que les miennes, entre nous, si je ne le faisais pas, j'en ferais des cauchemars et je m'en voudrais terriblement.

Quand on a des principes et une certaine morale, le moins que l'on puisse faire c'est de les mettre en pratique, c'est la moindre des choses, sinon à quoi bon, ce serait hypocrite d'agir autrement, quelque chose qui m'est étranger, y compris en politique évidemment. J'ai la conscience tranquille, c'est aussi le secret de mon équilibre mental et intellectuel.

Certains doivent croire que j'ai un état d'esprit belliqueux et j'en passe, ils se trompent lourdement ou ne comprennent rien. Au contraire, je me sens plutôt heureux et j'en suis gêné pour tout vous dire, j'estime que c'est indécent de le montrer quand on est entouré de gens qui souffrent tant, sauf quand on peut leur apporter un peu de bonheur pour les soulager ; comme je dis toujours en pareille occasion pour qu'on ne se méprenne pas sur mes réelles intentions, tout le plaisir est pour moi, j'essaie toujours d'être honnête ou sincère jusqu'au bout, je déteste les flatteries ou qu'on me prenne pour quelqu'un de bien. Je ne supporte aucun jugement d'où qu'il vienne, bien que je sois confronté à des gens qui ne cessent de juger les autres, je ne leur en tiens pas grief car ce serait les juger, je suis lucide et je comprends, c'est tout, je fais ce que je peux et je pense que chacun en est là finalement. Quant aux gens qui vous font des procès d'intention, ils se font du mal uniquement, qu'ils y réfléchissent, c'est leur problème.

Un dernier mot, les infos en bref ne seront pas actualisées aujourd'hui, je dois m'occuper de mon affaire de batterie en urgence cet après-midi.

La rubrique *Articles d'actualité* a été actualisée à partir d'articles parus depuis une semaine, parmi des dizaines j'ai sélectionné ceux qui me paraissaient les plus intéressants, je n'ai pas le temps de commenter ceux qui le mériteraient parce que je ne partage pas leurs conclusions faites d'espoirs ou d'illusions dans l'ONU ou la nouvelle administration américaine qui à mon avis nous réserve le pire, au-delà de ce qu'on aurait pu imaginer, on verra par la suite si je me suis trompé (ou trumpé).

Maintenant il est vrai aussi, et je l'avais souligné il y a déjà quelques années, qu'avec les informations qui circulent sur le Net la conscience des masses et particulièrement des jeunes allaient mûrir plus rapidement pour arriver à un rejet en bloc de la société que les oligarques nous ont concoctée, processus auquel ne manque plus qu'une orientation politique correcte pour se traduire sur le plan politique (et organisationnel) et espérer parvenir au renversement de l'ordre établi, vaincre la barbarie et passer au socialisme.

Donc tout n'est pas négatif dans la situation actuelle, il faut être patient et croire dans les masses, c'est tout. Cela démontre aussi que le travail que je fais correspond bien à un besoin ou à une tâche politique que malheureusement aucun parti ouvrier n'a voulu adopté, car ils prétendent que cela ne sert à rien, les faits les contredits manifestement, ce sont plutôt eux qui ne servent à rien ou à pas grand chose en la matière, pire encore après avoir observé comment ils avaient traité la question syrienne... Si vous avez des infos à ce sujet, je suis preneur, surtout sur la Syrie.

Haut de page

Le 9 janvier 2017

CAUSERIE

Le règne du mensonge et de la terreur en guise de démocratie et de liberté.

Les multiples agences de renseignement états-uniennes (notamment) fabriquent quotidiennement de fausses nouvelles ou informations, de faux témoignages à une échelle planétaire, que les médias soumis à la dictature de l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste diffusent sur la même échelle pour conditionner les peuples, les soumettre à leur politique ultra réactionnaire, obtenir leur consentement à leurs opérations militaires ou leur ingérence dans les affaires d'autres Etats...

Ils discréditent et criminalisent systématiquement tous ceux qui s'y opposent ou dénoncent leur imposture et leur dictature en les assimilant à des complotistes, des malades mentaux, des terroristes ou complices du terrorisme.

Il serait irresponsable et criminel de demeurer indifférent face à cette monstrueuse opération de propagande mondiale. Qui oserait encore affirmer que cela n'aurait rien à voir avec la lutte des classes, que cela n'en serait pas une des manifestations ?

Cette causerie et les infos en bref d'aujourd'hui n'ont pas pris en compte l'actualité d'hier.

La causerie de décembre est disponible au format pdf, 132 pages.

Quelques réflexions politiques.

1- Quand le matin on prend connaissance des infos de la veille, on ne peut pas s'empêcher de se dit : mais quel monde de dingues ! Vous ne vous faites pas spontanément cette réflexion ? C'est que vous êtes plus gravement atteint que vous ne le croyiez jusqu'à présent ! Rassurez-vous, vous n'êtes pas les seuls !

Il est à peine 6 heures du matin, le soleil vient de se lever, la journée s'annonce radieuse, et pourtant tout va être fait pour vous la pourrir soigneusement. Vous vous dites alors, je profite de la vie parce que c'est amplement mérité ou je laisse filer cette occasion parce que d'autres n'ont pas cette chance et je vais partager leur destin.

J'ai déjà vécu les deux expériences. La première est plus égoïste, la seconde est plus amère, car finalement vous vous demandez si vous ne perdez pas votre temps à essayer de convaincre des gens qui n'ont pas envie de l'être ou qui se complaisent dans la situation actuelle, certains n'hésitant pas à l'assumer non sans cynisme sous de faux prétextes, ce n'est pas cela qui manque, sans compter qu'ils vous méprisent pour les mettre face à leurs responsabilités.

A mon âge on ne compte plus les désillusions ou les trahisons qu'on a dû subir. Du coup on se demande comment certains

peuvent être nostalgiques, à croire que cela ne leur a pas suffit et qu'ils en redemandent. Non merci comme dit la chanson, on a même eu ce qu'on ne voulait pas (Trust), l'addition a été suffisamment salée pour ne pas en réclamer davantage et pour le pourboire vous repasserez ! Traduisez cela comme vous voudrez, qu'on a hâte de tourner la page ou passer dans l'autre monde ne serait pas une épreuve plus pénible que celle qui nous attend quotidiennement dès lors qu'on partage le sort de tous les malheureux, ce serait même hypocritement un soulagement.

Qu'y a-t-il de pire que croire ? Etre convaincu que l'on a cessé de croire, alors qu'on ne sait rien ou presque et se comporter comme tel. En fait, on s'arrange avec sa conscience. Il faut bien vivre et au diable toute considération morale qui nous servira uniquement à juger les autres, on n'est pas à une incohérence près et on s'en fout.

Terminons par une note philosophique.

Si ce n'est pas la volonté qui guide le monde, l'absence de volonté consciente peut lui être fatale.

L'élément conscient que j'ai ajouté représente les conditions matérielles d'existence des hommes et leur évolution, qu'il faut mettre en rapport avec leurs besoins issus de leurs sensations et impressions au stade élémentaire, et qui les conduiront à transformer leur environnement pour les satisfaire.

Ce rapport ou l'ensemble de rapports que les hommes vont développer entre eux et le monde extérieur vont donner naissance à ce qu'on a appelé l'esprit, la pensée, les idées. Ils vont ainsi se dérouler selon un processus matérialiste dialectique dont les hommes n'auront pas conscience, pour ignorer qu'à l'origine c'était la transformation de la matière par l'homme qui allait le distinguer de l'animal ou engendrer le développement de la civilisation humaine. Ce qui demeure valable de nos jours évidemment...

- Le principe du monde est dans la volonté au sens large du terme. Née avec la vie même, elle s'épanouit et devient consciente avec l'homme pensant. (Schopenhauer, philosophe allemand du XIXe siècle)

- Ne craignons pas le froid non plus que les épreuves, c'est ainsi que l'on forge les volontés les plus viriles. (...) La maîtrise de soi est la grâce suprême. (...) Le plus mauvais service à rendre à un enfant c'est bien de le gâter. Il convient au contraire, de l'armer pour la lutte que la vie nous impose.

La moitié du succès est la confiance en soi, le vouloir compte plus que le savoir lui-même et que l'intelligence ; Partout où l'on travaille le succès se fait jour. (Emerson, philosophe américain du XIXe siècle)

- La sensibilité est l'élément passif, comme la volonté est l'élément actif. Vivre vraiment c'est donc vouloir et faire effort, regarder, écouter, ne pas se contenter de voir ou bien d'entendre, grâce à la volonté, nous cessons d'être des esclaves. (Maine de Biran, philosophe français du XIXe siècle)

Lorsqu'on vit relativement confortablement ou qu'on tire quelques satisfactions de sa condition, notre volonté à vouloir changer la société ou le monde à tendance à considérablement diminuer jusqu'à s'éteindre parfois.

2- Il existe plusieurs interprétations de la situation. Sous prétexte qu'elles ne se situeraient pas exclusivement ou au premier abord sur le terrain de la lutte des classes, on a tendance à exclure toutes celles qui s'en écartent, ce qui est une grave erreur, car en réalité toutes réflètent à des degrès divers la lutte des classes, hormis celles délirantes qui ont été conçues visiblement pour nous induire en erreur ou pour y associer les auteurs d'interprétations prenant en compte les faits que le pouvoir et les médias censurent, car trop dangereux et susceptibles de contredire leur version et de dévoiler ainsi leur imposture.

Le comportement qui nous conduit à écarter toute interprétation qui tend à privilégier des facteurs que l'on considère secondaire ou auxquels nous n'avions pas pensé, témoigne de l'influence de l'idéologie de la classe dominante que nous subissons ou que notre manque de discernement ne fait que traduire. Il revient à se conformer à celui que la classe dominante exige de nous, ajoutons, tout en étant convaincu du contraire évidemment, car on le nie.

On peut observer cela quotidiennement, et c'est lassant à la longue de voir tant de gens continuer encore et encore à se leurrer eux-mêmes. C'est aussi cela ce monde de dingues auquel je faisais référence plus haut.

3- Il aura fallu attendre plus d'un siècle que des dirigeants prétendument de gauche assument être de droite pour que nos vaillants dirigeants emploient le conditionnel ou utilisent des guillemets, autrement dit quand il était trop tard ou quand il n'était plus possible de couvrir cette imposture qui aura eu des conséquences désastreuses pour le mouvement ouvrier et le prolétariat.

Pour rappel être de gauche signifiait autrefois souhaiter un changement de régime, un changement de mode de production et de distribution des richesses ou des rapports sociaux de production ou la liquidation du système économique capitaliste.

Cette définition avait l'avantage d'être claire, puisqu'elle sous-entendait qu'il ne pouvait exister de compromis ou de conciliation entre les deux principales classes de la société, celle des capitalistes et celle des ouvriers ou des producteurs, et que seule l'une des deux devaient détenir tous les pouvoirs.

Elle fut abandonnée, reniée, au profit d'une définition basée sur la collaboration de classes et le corporatisme (rampant et de plus en plus affirmé au fil du temps) au profit de la classe qui détenait le pouvoir auquel la classe des exploités devait définitivement renoncée. Dès lors que la lutte de classe du prolétariat ne se situait plus sur le terrain politique de son indépendance de classe, elle ne devait plus consister à l'instar des classes moyennes ou de la petite-bourgeoisie qu'à avancer des revendications démocratiques bourgeoises compatibles avec l'existence du régime et à se contenter de réformes sociales qui contribueraient à améliorer son sort et plus particulièrement celui de l'aristocratie ouvrière, ces couches que le capitalisme allaient corrompre, afin d'acheter la paix sociale et assurer la stabilité du régime.

Le prolétariat à des degrés divers et le mouvement ouvrier allaient s'embourgeoisés et lier leur sort à celui du capitalisme en crise, qui le moment venu leur ferait payer très cher le renoncement à leur idéal de liberté et au socialisme, sans qu'ils soient en mesure de lui résister une fois gangrenés par son idéologie et leurs organisations affaiblies, corrompues, disloquées, au point de ne plus être en mesure de mobiliser les travailleurs qui rejettent en bloc tous les partis dits ouvriers.

J'ai lu ce matin un article du courant du NPA *Démocratie révolutionnaire* consacré à Lutte ouvrière et plus particulièrement à l'interprétation de la situation que donnait LO, qui revenait à se demander comment on avait pu en arriver à une telle situation, sans que ni LO ni Démocratie révolutionnaire ne soient en mesure de répondre à cette question, puisqu'ils n'évoquaient nulle part l'embourgeoisement du prolétariat et du mouvement ouvrier qui est à l'origine de leur adaptation ou de leur soumission au capitalisme.

Ils nient le fait pourtant logique ou que chacun peut observer à l'oeil nu quotidiennement, qu'il suffit que les hommes tirent quelques satisfactions de leur condition pour avoir la faiblesse de supporter durant des décennies ou toute leur vie le destin qui leur a été réservé aussi médiocre soit-il.

Il suffit donc de faire en sorte qu'ils disposent d'un revenu qui leur permette de satisfaire leurs besoins élémentaires et au-delà, pour qu'ils acceptent toutes les contraintes que leur impose la société capitaliste, et lorsqu'il leur arrive de réagir, c'est uniquement pour desserer un peu l'étau de ces contraintes qui les maintiennent en esclavage sans aller jusqu'à imaginer qu'ils pourraient s'en émanciper ou avoir une toute autre vie. Et quant à ceux que les machoires de cet étau broient déjà, ils sont trop préoccupés à assurer les moyens de leur subsistance quotidienne pour envisager voir un jour le bout de ce cauchemar.

Ce qu'il y a d'extraordinaire dans tous les partis dits ouvriers, c'est qu'à entendre leurs dirigeants, cadres ou militants ou ceux qui y avaient un jour adhéré, depuis les années 40 ils auraient tous produit des analyses correctes d'une profondeur incomparable, sans rire, leurs intentions auraient toutes été d'une honnêteté au-dessus de tout soupçon, sauf que voilà au lieu que cela se traduise concrètement et logiquement par la construction du parti, cela a abouti au résultat inverse, là on n'a plus du tout envie de se marrer car c'est dramatique quelque part, on se dit en entendant ce discours qu'il y a quelque chose qui ne tourne pas rond dans leurs démonstrations.

Certains admettent que les intentions de leurs dirigeants auraient subitement changé, étrange, un peu comme si vous faisiez chauffer de l'eau dans une casserole et qu'elle passerait de 10 à 100°C ou de l'état liquide à l'état gazeux en une fraction de seconde sans l'action progressif de la chaleur, ce n'est pas sérieux. Mais ils arrivent à s'en convaincre puisqu'ils refusent d'envisager tout autre explication.

Ils sont comme tous ces gens dont le mode de pensée a été formé dans un moule et qui sont incapables de concevoir qu'il n'aurait pas été parfait. Ils pensent à la manière des philosophes enfermés dans le système qu'ils ont conçu et auquel le monde et son évolution devrait se conformer, or les choses ne se passent pas ainsi. Et lorsque l'évolution de la société entre fatalement en conflit avec leur système rigide de pensée ou la contrarie, ils en déduiront que ce n'était pas leur système qui était défectueux, mais la société qui avait commis le péché impardonnable de refuser de s'y conformer, et c'est là qu'on s'aperçoit que le syllogisme qui leur servait de table de lois était en réalité un vulgaire sophisme.

Finalement quand ils en arrivent à la conclusion que les intentions de leurs dirigeants auraient changé soudainemet ou qu'ils auraient trahi leur engagement politique, il ne leur viendrait pas à l'esprit que les analyses que leurs dirigeants avaient produites jusque là comportaient de graves lacunes et que leur orientation générale aussi juste fussent-ellles n'avaient servi qu'à les masquer ainsi que leurs intentions inavouables qui s'étalaient dorénavant au grand jour. Le plus navrant, c'est de constater que leurs partis et leurs dirigeants se sont comportés exactement comme le PS, et qu'ils en soient encore à le réfuter, y compris pour le PS, ceci expliquant cela pour n'avoir jamais rompu le cordon ombilical avec l'opportunisme.

En 70 ans, la loyauté de leurs dirigeants envers les appareils du PS, du PCF et de FO ne fut jamais prise en défaut sans que personne ne s'en étonne ou ne se pose de questions, et quand ceux du PCI décidèrent de liquider leur parti dès 1981, ce fut parce qu'ils refusèrent d'affronter les appareils du PS et du PCF ainsi que ceux des syndicats, la suite ne fit que le confirmer. Ils allèrent jusqu'à faire croire à leurs militants que la social-démocratie aurait accepté de leur servir de marchepied sans

contreparties, sans reniements fondamentaux, jusqu'à leur offrir une rente à vie dans FO, quelle naïveté !

Là encore, l'effondrement de l'URSS et ses satellites se précisant, ils profitèrent de cette situation pour expliquer qu'une nouvelle période s'ouvrait qui nécessitait un tournant stratégique, et ils s'en servir comme prétexte pour camoufler leur soumission au régime qu'incarnait la majorité PS-PCF-MRG et se débarrasser du socialisme (ou du trotskysme).

Tout cela témoigne d'un manque manifeste de logique de la part des militants ou pire, car on en vient à se dire qu'ils ont cru par faiblesse ou corruption ce qui les arrangeait, et ils continuent de nos jours à jouer aux petits alchimistes, ce qui nous renvoie à un monde révolu depuis des lustres, au point de ce dire qu'on n'a pas vraiment vécu dans le même monde et que partant de là on ne peut pas se comprendre.

En conclusion. Il suffit d'être convaincu que seul un changement de régime permettrait de résoudre tous les problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs pour être de gauche, sans pour autant avoir conscience de tout ce que cela implique ou être en mesure de s'élever au niveau du programme de la révolution socialiste, ce qu'on n'exigera a priori d'aucun travailleur.

Et les faits ont démontré qu'il n'a jamais réellement existé de courant politique indépendant de la social-démocratie ou du stalinisme au sein du mouvement ouvrier depuis 1940. Maintenant on peut facilement se convaincre du contraire, en refusant de faire le lien tout au long des 70 dernières années entre les rapports qu'on entretenut les différents courants se réclamant du trotskysme avec le PS et le PCF auxquels étaient soumises leurs orientations politiques qu'il ne fallait pas réduire à des mots d'ordre. Qu'ils aient été amenés à connaître le même destin était dans l'ordre des choses qu'on l'admette ou non, c'est la réalité.

Un dernier mot, les militants se sont fait berner parce que leurs dirigeants ont eu l'intelligence de tenir le discours qu'ils voulaient entendre, et au-delà ils ont pris la fâcheuse habitude d'attribuer à leur parti plus d'importance que ce qu'il avait au point de s'en persuader, et de croire qu'il se développerait inexorablement, pour finalement tomber de haut en s'apercevant qu'il se décomposait ou pire encore s'ils partagent nos conclusions. Au lieu d'essayer de comprendre ce qui s'était passé, ils se sont enfermés dans une logique autodestructrice ou suicidaire qui les a conduit à la dislocation actuelle ou les a réduit à l'impuissance.

On ne remet évidemment pas en cause leur sincère engagement, les sacrifices qu'ils ont pu consentir pendant des décennies. S'ils estiment qu'on peut indéfiniment reproduire les mêmes analyses erronées en conservant les mêmes dirigeants qui en sont à l'origine et qui les ont couverts, qu'ils en assument jusqu'au bout les conséquences.

Une vidéo

Médias : pourquoi 10 milliardaires contrôlent notre information ?
https://www.youtube.com/watch?v=41lAe0mgjjU

Alors qu'ils pourraient très facilement s'en passer et les remplacer par des vidéos visionnées ou téléchargées sur le Net, films, pièces de théâtre, documentaires, musique, concerts, etc. d'autres sources d'informations dites alternatives, le tout en fonction de leurs sensibilités, leurs goûts, leurs besoins ou désirs, etc. de manière à en tirer profit ou plutôt satisfaction, prendre du plaisir, passer un bon moment, acquérir des connaissances...

- Pourquoi les travailleurs regardent-ils encore la télévision ?

- Pourquoi les travailleurs écoutent-ils encore la radio ?

- Pourquoi les travailleurs lisent-ils encore des journaux ou des magazines ?

Pour la même raison qu'ils subissent leur condition sans réagir ou si peu, à croire soit qu'ils en sont relativement satisfaits, soit qu'ils ne savent pas comment faire pour la changer, dans les deux cas parce qu'ils sont conditionnés et n'en ont pas conscience...

Lu dans un article .

- Pourquoi je ne suis plus de gauche sans avoir jamais rien fait pour ça. - lesakerfrancophone.fr - Arrêt sur Info 12.2016)

- "S'il est clair que les anciens partis étaient aussi malhonnêtes et aussi hypocrites que ceux d'aujourd'hui"...

"La gauche gagnante est la gauche républicaine, libérale, jeune, décomplexée, bobo quoi ! Ses composantes seront atlantiste, capitaliste tendance finance et mondialiste tendance Soros. Ses combats se feront sous les couleurs des « minorités » (LGBT, immigrés sans papiers, femmes, etc.), sous celles de l'Union européenne et d'un intégrisme laïcard étroit… Pour cela, elle reprendra les cibles du mai 68 étudiant : contre la famille patriarcale, le couple hétéro, la patrie, les religions, les frontières… Aucun de ces axes n'appartient véritablement à l'ancienne gauche antilibérale. Me reconnaître dans ces combats

que je n'ai jamais vraiment ni approuvés ni menés est donc parfaitement sans objet."

On a envie de dire à l'auteur de cet article, que s'il n'est "plus de gauche sans avoir jamais rien fait pour ça", peut-être qu'il n'a jamais rien fait non plus pour savoir ce que signifiait réellement être de gauche ou qu'il s'est contenté de l'idée communément admise qui prévalait autrefois.

Or cette idée était largement surfaite puisqu'elle reposait essentiellement sur des apparences ou des intentions, des autoproclamations qui ne coûtaient rien et devaient mener nulle part, on a envie d'ajouter, évidemment tellement cela semblera naturel à tout esprit un peu rigoureux. Bref, elle ne signifiait rien en y regardant de plus près, par contre elle pouvait faire l'objet de bien des interprétations en rapport avec notre conception du monde en fonction de notre milieu ou statut social et de nos besoins, la manière dont on envisageait de les satisfaire, l'orientation ou le sens qu'on entendait donner à notre propre vie dans une société ou sous un régime donné.

Autrement dit, cette définition de la gauche était très approximative, flexible, élastique, éclectique, basée essentiellement sur des facteurs subjectifs, émotionnels, indivuels, car correspondant davantage à une réaction face à la situation sur laquelle on entendait peser pour en infléchir l'orientation ou en tirer satisfaction sur le plan personnel, plutôt que sur des facteurs objectifs et leurs origines plus difficile à discerner ou à atteindre, qu'au mieux on effleurera (théoriquement) sans jamais tenter de les remettre en cause comme s'ils étaient trops éloignés de la réalité, alors que le déroulement des faits en était justement l'expression concrète qu'on a été incapable de saisir. C'était privilégier la forme au contenu et se comporter en opportuniste.

Ce dilettantisme devait conduire à s'accommoder de positions, rapports ou comportements qui n'avaient rien de gauche, qui seraient justifiés en expliquant qu'il était inévitable de se livrer à des compromis ou de composer avec des alliés qui nous étaient imposés sans que cela porte à conséquence. L'essentiel était de faire avancer nos idées ou de parvenir à imposer des réformes sociales qui profiteraient aux travailleurs, sans se soucier le moins du monde de la portée de ce processus qui s'inscrivait dans le cadre plus large de l'évolution du capitalisme mondial orienté dans une direction bien précise qu'on ne prendra pas davantage en compte, à la manière d'aventuriers ou d'apprentis sorciers ne se préoccupant guère du développement du processus dialectique historique à l'oeuvre et à venir, comme s'il serait toujours tant de traiter le moment venu les conséquences des contradictions qui ressortaient de notre stratégie, or cela allait s'avérer être une fatale erreur.

On allait faire passer au second plan le fait que les partis de gauche étaient en réalité des partis bourgeois, du capital, de droite, qui avaient trahi ou abandonné le socialisme qui seul pouvait incarner la gauche puisqu'il n'existait pas d'autres alternatives au capitalisme, en expliquant là encore que c'était les conditions extérieures où la situaton qui nous imposaient cette caractérisation de gauche de ces partis ou d'entretenir ce genre de rapports avec le PS et le PCF, ainsi que leurs satellites respectifs, ce qui revenait à entretenir le plus longtemps possible l'illusion que ces partis étaient de gauche et pouvaient encore servir la cause du mouvement ouvrier ou de la classe ouvrière, les faits prouveront le contraire sans qu'on en tienne davantage compte, on est donc en droit de se demander pourquoi nous nous sommes acharnés pendant encore des décennies à nous fourvoyer dans un tel déni.

En réalité, on adopta un comportement digne des moutons de Panurge sous le prétexte fallacieux de ne pas se couper des masses, du mouvement ouvrier, voilà à quel niveau fut ravalé le socialisme. Maintenant la question est de savoir pourquoi. On sait exactement comment un tel avilissement de notre cause s'est produit et quelles en ont été les conséquences qu'on peut mesurer quotidiennement, mais on refuse toujours d'en découvrir les origines et encore moins de l'admettre.

On a procédé comme s'il était possible de concilier l'inconciliable, soi-disant pour ne pas paraître sectaire ou dogmatique, or chacun aura pu observer qu'il n'y avait pas eu plus sectaires ou dogmatiques que ceux qui ont tenu ce genre de discours pendant plus d'un demi-siècle. Il aurait été plus honnête de reconnaître qu'on n'était pas capable ou qu'on n'avait pas la volonté de défendre le socialisme au lieu de le défigurer, et finir par l'abandonner parce qu'on n'y croyait plus.

Adopter une autre stratégie n'était pas forcément incompatible avec le front unique ouvrier, qu'il aurait fallu adapter en fonction de la nature de ces partis (PS et PCF) et de l'évolution prévisible du capitalisme. Mais nos dirigeants ont été incapables de développer une stratégie politique indépendante du PS et du PCF ou ils ne l'ont pas souhaité.

Le front unique ouvrier tel qu'il a été conçu pendant 70 ans n'a jamais servi à autre chose qu'à renforcer les appareils des différents partis, de tous les partis, et en aucun cas il n'aura servi le socialisme. On en veut pour preuve si besoin était que lorsque le PCI fut liquidé, ses dirigeants se tournèrent vers les appareils, les élus du PS et du PCF, et jusqu'à une date récente ou encore aujourd'hui, les mêmes dirigeants du POI ou du POID développent une ligne politique en direction des mêmes appareils, combien d'éditoriaux leur étaient directement adressés, personnellement.

Le front unique ouvrier tel qu'il a été conçu pendant 70 ans, n'a servi qu'à alimenter, colporter, faire naître des illusions dans le PS et le PCF chez les militants et les travailleurs. Comment a-t-on pu imaginer un instant qu'en associant le PS et le PCF au combat du mouvement ouvrier à travers leurs dirigeants ou leurs appareils, la tactique du front unique ouvrier pourrait exprimer une politique indépendante du capitalisme et ses institutions conforme aux besoins du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière, tout en n'étant pas orienté vers l'émancipation du capitalisme ou vers le socialisme ?

Si on ne se contente pas d'observer le cours de l'histoire de la lutte des classes par le petit bout de la lorgnette, on s'aperçoit qu'à une multitude de reprises le PS et le PCF s'associeront au combat de la classe ouvrière, ils seront même portés au pouvoir, et à l'arrivée qu'en reste-t-il pour les différents acteurs, quel bilan on peut tirer de 70 ans de lutte de classe, même mal en point le PS et le PCF existent toujours, merci pour eux, on n'a pas été foutu de construire le parti, l'avant-garde est décomposée, sclérosée, disloquée, les institutions sont toujours en place et le régime aussi, plus pourri que jamais en prime, et cerise sur le gâteau la plupart de nos acquis sociaux ont foutu le camp, le mouvement ouvrier est devenu corporatiste, réactionnaire, impérialiste, alors si maintenant il y a des militants qui revendiquent ce bilan, on leur laisse volontiers.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, personnellement si je me retrouve en présence d'un menteur notoire qui me demande de lui faire confiance, il pourra attendre longtemps, et si une ou plusieurs personnes qui ne le connaissent pas me demandent de lui faire confiance, je leur expliquerais pourquoi ce n'est pas possible quoi qu'ils puissent en penser, si certains se rangent à mes arguments, tant mieux, c'est que mon discours aura été à leur portée, et tant pis pour les autres, je ne vais pas me sacrifier pour leur faire plaisir et me faire rouler à l'arrivée.

Cela me fait penser aussi aux parents qui peuvent prendre le temps d'expliquer quelque chose à leur enfant, mais qui ont un bon prétexte pour ne rien en faire et qui préfèrent lui filer une baffe pour lui faire comprendre quelque chose, c'est certes plus rapide et économique, mais sur le long terme cela pourrait s'avérer désastreux pour leur enfant et pour leurs rapports.

Le front unique ouvrier fut mis au service du réformisme et profita de la nouvelle phase d'expansion du capitalisme mondial après-guerre comme si cette combinaison (ou combine), cet idylle devait durer éternellement.

Quand je m'adresse aux militants, je développe ma politique, et si j'engage le combat sur une question ou une revendication particulière tous les militants qui le souhaitent peuvent s'y associer quel que soit le parti dans lequel ils militent ou quelles que soient leurs convictions, ils sont tous les bienvenus, et je ne les empêcherais pas de développer leur propre politique ou de conserver leurs convictions qui pourraient être différentes des miennes. Mais en aucun cas je ne m'adresserais à leurs dirigeants ou à leurs partis que je combats, tout comme ils pourraient combattre contre le courant politique que j'incarnais, à partir du moment où j'estimais qu'un combat devait être mené, je le mènerais et tous les autres facteurs passeraient au second plan, et si maintenant c'était un autre parti ou courant qui prenait l'initiative de ce combat, je m'y associerais si j'estimais que son contenu était correct en le menant sur ma propre orientation politique et sans interdire aux autres partis d'en faire de même, et si j'estimais que tel n'était pas le cas, je m'abstiendrais voilà tout.

Le front unique ouvrier en direction des appareils ou des dirigeants du PS et du PCF était inutile, nuisible à notre cause, et qu'on ne nous sorte pas l'argument selon lequel ils auraient encore un rôle à jouer dans la lutte des classes, on le sait pertinemment car ils ne vont pas nous demander notre avis ou attendre qu'on s'adresse à eux pour s'associer à un mouvement social ou politique que les travailleurs ont enclenché, ils vont s'y associer pour le contrôler et tenter de le pourrir, ce qui montre la stupidité de croire qu'on aurait absolument besoin de s'adresser à eux, ils s'inviteront dans la bataille de toutes manières sans attendre d'avoir reçu un hypothétique carton d'invitation, prétendre autre chose, c'est se prendre pour ce qu'on n'est pas ou vouloir rivaliser avec leurs appareils, leur rendre service. A suivre.

Dossier Syrie.

- Syrie : L'histoire s'écrit sans les putschistes occidentaux - Par Gilles Devers - Arrêt sur Info

Extraits - En se trouvant garante du cessez-le-feu, la Turquie reconnaît définitivement qu'elle finançait et armait les groupes djihadistes et que, si elle a accueilli tant de réfugiés syriens, c'était pour vider l'armée syrienne.

La semaine dernière, 16 soldats turcs ont été tués. Les États-Unis étant aux abonnés absents, c'est l'aviation russe qui est venue à la rescousse, pilonnant les positions de Daech. Vraiment, on passe d'une époque à une autre, mais il y aura un coût élevé pour Erdogan.

Combien de temps, et surtout à quel prix, la Turquie va-t-elle pouvoir rester dans l'OTAN, accueillant une stratégique base militaire des États-Unis, contrainte de s'en remettre à la Russie et à l'Iran pour sauvegarder son intégrité ?

Sissi a rompu avec les États-Unis et l'Arabie saoudite...

... le Qatar (...) a lâché les djihadistes d'Alep, à la suite de deux accords passés avec la Russie. Le 6 septembre 2016, a été signé à Moscou un accord de coopération militaire entre la Russie et le Qatar, et surtout, le 10 décembre 2016, a été conclu un accord de vente de 19,5% des actions de Rosneft, la société russe d'exploitation du pétrole et du gaz avec le fonds souverain Qatar Investment Authority (QIA), pour 11 milliards de dollars, faisant du Qatar le second actionnaire de Rosneft après l'État russe. On est là avec l'enjeu décisif de l'approvisionnement de l'Europe en gaz. Au premier rang des fournisseurs, se trouvera désormais la Russie, l'Iran et le Qatar, avec 50% des réserves mondiales de gaz naturel, et ces trois États vont pouvoir organiser les gazoducs en passant par la Syrie et la Turquie. Le revirement de la Turquie et du Qatar place l'Europe en situation de

grande dépendance énergétique.

L'Arabie Saoudite est au plus mal, lâchée par l'inconsistant Obama, lâchée aussi par la Turquie et le Qatar, embourbée au Yémen… Arrêt sur Info 31.12

Lu dans un article où était interviewé un député syrien.

- Les gangs d'Al-Qaeda ont conquis Alep à l'été 2012. Les résidents d'Alep n'étaient pas impliqués, notre ville était très paisible, personne n'avait pris les armes contre le gouvernement. Nous avons été conquis par des terroristes possédant des armes lourdes, qui ont pris 70 % de notre ville. En 2012, environ deux millions de civils vivaient à Alep-Est. De ce nombre, 1,5 million ont quitté le territoire occupé pour se rendre dans des zones de sécurité. Personne en Occident n'a parlé de ces 1,5 million de personnes qui ont fui vers les zones contrôlées par le gouvernement. Les USA et l'Europe sont restés silencieux. Personne en Occident ne s'est intéressé au sort des 11 000 civils tués par les tirs d'artillerie et les bombardements lancés au hasard par les gangs terroristes, dont 30 % d'enfants. Pendant 4,5 années, les grenades, les explosifs et les tireurs embusqués des terroristes ont constamment tué des civils innocents. (...)

J'invite les lecteurs occidentaux à se mettre à notre place. Imaginez si des dizaines de milliers de terroristes d'Al-Qaeda occupaient la moitié de Berlin, Paris ou Londres. Que feraient les gens? Ils auraient l'espoir que leur armée les libère. Notre libération, ici à Alep, nous l'avons attendu pendant 4,5 ans! Mais nous avons dû faire ce sacrifice afin de minimiser le nombre de victimes civiles. Nous avons dû attendre qu'une superpuissance, la Fédération de Russie, vienne nous aider. Si notre armée avait aussitôt lancé une contre-attaque en 2012, nous aurions subi des milliers de pertes civiles et plus de destruction. Mais nous avons attendu et libéré notre ville.

- Les sapeurs russes déminent Alep-Est et découvrent des munitions de fabrication occidentale - Arrêt sur Info

Les Russes accomplissent un travail dangereux pour assurer la sécurité des civils et la France et la Grande Bretagne veulent encore ajouter des sanctions aux sanctions contre la Russie ? A noter que ces armes en main « rebelles » étaient utilisées contre les civils d'Alep-Est mais cela les médias de grand chemin l'ont ignoré. Arrêt sur Info

Alors qu'en Syrie le déminage d'Alep se poursuit, les experts russes ont découvert des quantités impressionnantes de munitions de fabrication étrangère, notamment américaine, allemande et bulgare.

Le Centre russe pour la réconciliation des parties belligérantes en Syrie a annoncé le mercredi 28 décembre que l'opération de déminage menée à Alep depuis trois semaines par des sapeurs russes avait permis le nettoyage de 966 hectares dans la deuxième ville du pays, récemment libérée par l'armée syrienne.

Dans la ville et autour d'Alep, 2 149 bâtiments (dont 44 écoles, 38 mosquées, dix installations médicales ainsi que d'autres infrastructures civiles vitales) ont été déminés et sont désormais considérés comme des lieux sûrs et sans danger. Selon le Centre pour la réconciliation, les sapeurs russes ont également déminé 350 kilomètres de routes dans la région d'Alep.

Après la découverte de charniers de civils torturés dans les territoires précédemment occupés par les rebelles, la zone d'Alep-Est, les opérations de déminage se poursuivent. La partie orientale de la ville d'Alep a en effet été piégée à l'aide d'explosifs et de mines, parfois placés dans des jouets pour enfants par les groupes terroristes qui occupaient la ville.

Le Centre pour la réconciliation des parties belligérantes est un organisme créé par l'armée russe qui assure, entre autres, les opérations de déminage de la ville et les livraisons d'aide humanitaire aux civils à Alep.

Des munitions de fabrication occidentale découvertes à Alep

Les unités russes de déminage ont trouvé et désamorcé 14 700 objets dangereux, dont 6 700 engins explosifs improvisés. De très nombreuses munitions ont été découvertes dans les dépôts abandonnés par les divers groupes terroristes lors de leur fuite d'Alep. Les sapeurs russes ont ainsi découvert des quantités impressionnantes de munitions, parmi lesquelles des obus de mortier, des obus de lance-roquettes multiples, des grenades à main, des lance-roquettes.

Des munitions de fabrication américaine, allemande et bulgare ont également été découvertes par les sapeurs russes lors du déminage de la ville, a annoncé Ivan Gromov, commandant d'un groupe de déminage du ministère russe de la Défense.

«On y trouve des munitions pour des armes d'infanterie de gros calibre, et cela va jusqu'aux roquettes de type Grad. Les munitions sont de fabrication américaine, allemande et bulgare», a précisé Ivan Gromov à Ruptly, l'agence vidéo de RT.

Certaines de ces caisses portent l'inscription en anglais «Procured in Yugoslavia by Ordnance Corps United States Army» (l'Ordnance Corps est une branche de l'armée américaine dont la mission principale est de fournir des armes et des munitions aux soldats américains). Des inscriptions qui pourraient indiquer qu'il s'agit d'armements que les Etats-Unis s'étaient procurés pendant la guerre de Yougoslavie et qui sont utilisés aujourd'hui par différents groupes rebelles et par les djihadistes en Syrie. Arrêt sur Info 29.12

Vidéo. Interview d'un médecin syrien d'Alep

https://www.youtube.com/watch?v=xrZhpHo3XkU

- En réponse à la lettre de Julien Salingue à un « camarade » qui s'obstine à justifier l'injustifiable par Philippe Huysmans - Arrêt sur Info

Extraits.

... la presse serait presque invariablement critiquable s'agissant de certains sujets économiques, d'actualité sociale ou de politique intérieure; et qu'elle deviendrait subitement irréprochable s'agissant du traitement de la crise en Syrie ?

Où est l'analyse des sources contradictoires ? Où est passé l'esprit critique ? Tu considères l'OSDH comme une source sérieuse ? Tu considères des quidams interrogés via Skype comme des témoins privilégiés ? Tu ne t'inquiètes pas une seconde de savoir que durant les derniers jours de la bataille d'Alep, la quasi-totalité des images qui accompagnaient les informations via les réseaux sociaux étaient fausses, ou plus exactement recyclées ? On rapporte six fois en quelques mois le bombardement du dernier hôpital d'Alep, sans jamais en apporter la moindre preuve, et ça ne fait même pas froncer le sourcil ?

La réalité c'est que durant la plus grande partie du conflit, il n'y a eu aucune source fiable d'information sur place. Et quand des journalistes indépendantes comme Vanessa Beeley et Eva Bartlett sont arrivées à Alep et ont fait un récit qui ne cadrait pas avec la doxa occidentale, elles se sont vu accuser de travailler pour les Russes. Une perle de sophisme par association. Un bon argument ?

Pourtant, les langues se délient, et ne voyait-on pas, l'autre jour sur LCI, Eric Dénécé, Directeur du Centre français de recherche sur le renseignement, dénoncer la désinformation systématique des médias dans ce dossier ?

On peut parfaitement être contre cette guerre sans être un soutien de Bachar al Assad ou vendu aux Russes, ne t'en déplaise.

Les pays n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts et des alliances stratégiques. Ils ne sont ni bons ni mauvais par essence, et d'où viendrait qu'un gentil civil syrien d'Alep Est, dès qu'il se mettrait à fêter la libération de la ville deviendrait un allié objectif du criminel de guerre Assad ? As-tu remarqué tout d'abord qu'en temps de guerre il n'y a que des criminels, de part et d'autre ? On peut les appeler combattants, libérateurs, rebelles, peu importe : ce sont des gens qui en tuent d'autres parce qu'on leur a enjoint de le faire ou par conviction. Conviction souvent emportée par la propagande, d'ailleurs.

Ainsi, j'ai fort peu goûté ta tirade sur le « massacre, la véritable boucherie (…) », qui est un réquisitoire à sens unique s'agissant de dépeindre des « civils innocents » systématiquement pris pour cible par l'armée régulière appuyée par les Russes. La ficelle est grosse, le procédé est indigne et relève nettement plus de la manipulation mentale que de l'analyse. Bravo.

Alors laisse-moi te poser une question Cher Julien. Imagine que la décision de bombarder ou pas te soit revenue ? Te voilà dans la peau d'un général, et en face d'un cruel dilemme.

Soit tu bombardes et tu sais qu'en milieu urbain, bon nombre de civils innocents seront tués, sans parler des destructions d'infrastructures.

Ou bien tu envoies tes pouscailloux au feu, prendre des positions fortifiées avec leur courage et leur fusil pour seul viatique, sachant qu'il faut 10 hommes contre un pour prendre sans coup férir une position retranchée; et qu'en agglomération, les blindés sont aussi inutiles que vulnérables aux tirs directs d'un lance-roquette.

Et non, Cher Julien, je ne te parle pas d'Alep, mais des villes de Normandie, lors des bombardements en prélude au débarquement de juin 1944.

Toutes ces villes furent détruites, certaines totalement, et 20.000 civils (dont tu ne diras probablement pas qu'il s'agissait de collabos) ont péri. Ceci a d'ailleurs valu aux Américains d'être très froidement accueillis dans les régions qu'ils traversèrent.

Alors, crime de guerre ? Non, parce qu'il s'agissait de libérer l'Europe des mâchoires de l'étau nazi, et accessoirement parce

que l'histoire est écrite par les vainqueurs. Vae victis.

Ainsi, il n'est pas tout à fait exclu de penser que peut-être l'intention des Syriens et de leur allié Russe était précisément de limiter le nombre de victimes civiles dans la population en libérant la ville, dans un premier temps, puis le pays ensuite; ce qui ne devrait plus tarder. Et dans le cas contraire, quels arguments objectifs pourrais-tu y opposer ? Quelle serait la motivation ? Que Bachar serait un grand malade qui passe le plus clair de son temps à détruire son propre pays en massacrant la population par milliers ? Et quelle serait la motivation des Russes dans cette hypothèse ? Il ne faut pourtant pas être Docteur en Science politique pour comprendre que c'est légèrement bancal.

Pour moi, quand un « camarade » se met à justifier les guerres coloniales d'agression de ce qu'il faut désormais appeler l'Empire, et qu'il présente la propagande de guerre comme de l'information, il y a lieu de s'interroger sérieusement sur ses convictions. Philippe Huysmans 24.12 - Arrêt sur Info 27.12

- Damas ratifie le plan de redressement d'Alep - sputniknews.com

Malgré toutes les difficultés d'après-guerre, la ville d'Alep libérée retrouve au fur et à mesure son quotidien paisible avec l'appui du gouvernement syrien.

Le conseil des ministres syrien a approuvé le programme de reconstruction étape-par-étape de la ville d'Alep, libérée des terroristes par l'armée syrienne le 22 décembre 2016, selon l'agence syrienne SANA. Le plan prévoit le redémarrage des services collectifs et de l'industrie locale, le renforcement des mesures de sécurité ainsi que la normalisation du fonctionnement des établissements médicaux et d'enseignement.

Une équipe responsable de la mise en œuvre du programme a été également formée, comprenant les ministres syriens des Travaux publics, de la Construction de logements, de l'Autogestion et du Tourisme. sputniknews.com 07.01

Dossier Etats-Unis.

Lu dans un article.

- Le paysage médiatique en Amérique est dominé par les « fausses nouvelles ». Depuis des décennies. Ces fausses nouvelles n'émanent pas du Kremlin. C'est une industrie de plusieurs milliards de dollars par an, qui est habilement conçue et gérée par des agences de relations publiques, des publicistes et des services de communications au nom d'individus précis, du gouvernement, et des sociétés pour manipuler l'opinion publique.

Cette industrie de la propagande met en scène des pseudo-événements pour façonner notre perception de la réalité. Le public est tellement inondé par ces mensonges, livrés 24 heures par jour à la radio, à la télévision et dans la presse écrite, que les téléspectateurs et les lecteurs ne peuvent plus distinguer entre la vérité et la fiction.

- Donald Trump désavoué par sa propre majorité quelques jours avant son investiture - Le HuffPost

Même pas arrivé à la Maison Blanche, et déjà en conflit avec sa propre majorité. Donald Trump a vertement critiqué ce mardi 3 janvier les parlementaires républicains qui ont discrètement réduit la veille les pouvoirs du Bureau d'éthique parlementaire, organisme indépendant chargé d'enquêter sur les violations éthiques des élus.

"Avec tout ce que le Congrès a à faire, doivent-ils vraiment faire de l'affaiblissement de l'organisme d'éthique indépendant, aussi injuste soit-il, leur premier acte et première priorité", a écrit le milliardaire sur Twitter. "Concentrez-vous sur la réforme fiscale, la santé et toutes les autres choses bien plus importantes!", a-t-il plaidé.

Ce vote en catimini du groupe majoritaire, un jour férié aux Etats-Unis, a mis mal à l'aise les dirigeants républicains, qui avaient pris position contre, et provoqué un tollé chez les associations de lutte pour la transparence en politique et chez la minorité démocrate. Mais il met aussi le futur président dans l'embarras.

Donald Trump, qui sera formellement investi le 20 janvier, a promis tout au long de sa campagne de "curer le marigot" ("drain the swamp", en anglais), c'est à dire de débarrasser Washington de l'influence des lobbys et de la corruption. Comme le souligne le Washington Post, le vote républicain de lundi ne va pas vraiment dans ce sens.

Le Bureau d'éthique parlementaire, créé en 2008 après des scandales de corruption, n'est pas supprimé mais sera renommé et il passera avec cette réforme dans le giron des parlementaires, qui auront le pouvoir de mettre fin à des enquêtes. Il n'aura plus le droit de communiquer. Des élus se plaignaient que le bureau, en enquêtant sur eux, n'aient pas respecté la présomption d'innocence.

Donald Trump a déjà donné des gages aux républicains (majoritaires à la Chambre des représentants comme au Sénat) et devrait promulguer tout ou presque. Le HuffPost 03.01

- Trump va nommer Robert Lighthizer représentant au commerce - Reuters

Le président élu Donald Trump a désigné Robert Lighthizer, farouche adversaire des pratiques commerciales de la Chine, comme représentant américain au Commerce, a déclaré mardi son équipe de transition dans un communiqué.

Lighthizer a été représentant adjoint américain au commerce avec rang d'ambassadeur sous l'ancien président Ronald Reagan dans les années 1980, selon une biographie mise en ligne sur le site internet de Skadden Arps, le cabinet juridique dont il est actuellement l'un des associés.

Lighthizer a estimé, en 2010 lors d'une audience au Congrès, que la Chine n'avait pas respecté ses engagements pris en 2001, au moment de son entrée dans l'Organisation mondiale du Commerce. Il a prôné des tactiques plus agressives pour "changer le système", y compris en contournant les règles de l'OMC.

"Des années de passivité et de dérive de la part des décideurs américains ont permis au déficit commercial sino-américain d'atteindre un niveau qui est devenu, de l'avis de beaucoup, une menace majeure pour notre économie", a-t-il écrit dans ce témoignage devant la US-China Economic and Security Review Commission. Reuters 03.01

- Qui est Jason Greenblatt, l'avocat pro-israélien que vient de nommer Trump ? - liberation.fr

L'avocat d'affaires de la Trump organization deviendra «représentant spécial pour les négociations internationales», chargé notamment de gérer les relations entre Israël et l'Autorité palestinienne. Le périmètre de ce nouveau poste, créé spécialement pour le personnage, n'est pas clairement défini.

Diplômé de l'école de droit de la New York University, Jason Greenblatt a enseigné à son ancienne alma mater, l'université privée juive Yeshiva, à Manhattan. Il vit avec sa famille de six enfants à Teaneck, dans le New Jersey. L'avocat, qui n'a pas donné suite à une demande d'interview de Libération, a conseillé le candidat Trump sur le conflit israélo-palestinien pendant sa campagne, aux côtés de David Friedman, le futur ambassadeur des Etats-Unis en Israël, juif orthodoxe comme lui. Lors d'une rencontre en avril dernier, c'est Greenblatt qui avait dû répondre aux questions d'une délégation de militants juifs orthodoxes adressées au candidat, Trump ne connaissant pas assez bien les sujets abordés, selon la Jewish Telegraphic Agency. Sur ce dossier, Trump suit également les avis de son gendre, Jared Kushner, mari de sa fille Ivanka, qui a par ailleurs fait des dons pour le développement de colonies israéliennes.

Pendant la campagne, David Friedman et Jason Greenblatt ont signé des communiqués communs appelant à la reconnaissance de Jérusalem comme la «capitale éternelle et indivisible de l'Etat juif» et soutenu le déplacement de l'ambassade américaine dans la ville. Selon eux, «une solution à deux Etats entre Israël et les Palestiniens semble impossible aussi longtemps que ces derniers seront réticents à renoncer à la violence contre Israël, ou ne reconnaîtront pas le droit d'Israël à exister en tant qu'Etat juif». Les deux hommes ne considèrent pas les colonies israéliennes comme un obstacle à la paix et rejettent tout accord imposé à Israël par les Etats-Unis ou une autre puissance étrangère.

Discret, Jason Greenblatt n'est pas aussi exposé médiatiquement, dogmatique ou controversé que son collègue. David Friedman s'est impliqué personnellement dans la construction des colonies et dans la levée de fonds à cette fin. Il a écrit de nombreuses tribunes pour Arutz Sheva, un site d'extrême droite israélien. Il a également comparé les soutiens de J-Street, un groupe progressiste de lobbying, à des «kapos», les juifs forcés à contrôler les prisonniers des camps de concentration et qui ont collaboré avec le pouvoir nazi. Il a aussi décrit la Ligue Anti-Diffamation (ADL), la principale organisation contre l'antisémitisme, comme un «groupe de crétins».

Dans le passé, Donald Trump a inquiété ses soutiens juifs et pro-Israël à plusieurs reprises. «J'ai des mecs noirs qui comptent mon argent… Je déteste ça. Les seuls comptables que je veux, ce sont des petits gars qui portent des kippas tous les jours», aurait-il déclaré selon un de ses anciens employés, John O'Donnell. Pendant la campagne, il a d'abord promis d'être «neutre» dans le conflit Israël-Palestine, avant d'embrasser une politique de soutien actif à Tel Aviv. Sa future administration pourrait abandonner toute pression sur Israël et sa politique intérieure. Il en a donné un avant-goût sur Twitter. Le 28 décembre, le président élu a rompu avec la tradition en s'opposant ouvertement à la politique de l'administration sortante :

«Nous ne pouvons pas laisser Israël être traité avec un mépris et un manque de respect total. Ils sont habitués à voir dans les Etats-Unis un grand ami, mais [...] plus maintenant. Le début de la fin fut l'horrible traité avec l'Iran, et maintenant ça (ONU) ! Reste fort Israël, le 20 janvier [la date de son investiture, ndlr] arrive vite !» liberation.fr 03.01

ACTUALITÉ DU JOUR

Testament politique d'un djihadiste.

Nos bombardements ont la vertu de vous apporter la démocratie ou de vous "***attirer au paradis***", que demande le peuple franchement !

- François Hollande en Corrèze : «j'ai essayé de vous attirer au paradis» - Liberation.fr

L'enfer !

Une revendication de l'OTAN portée par Trump.

- François Hollande souhaite une augmentation du budget de la Défense - Francetv info

"Nous sommes aujourd'hui au-dessus de 1,8%. Nous devons aller vers 2%", a déclaré le chef de l'État. 2%, soit huit milliards d'euros supplémentaires, c'est ce que demande avec insistance le plus haut gradé de l'armée. Francetv info 06.01

Un monument élevé à la gloire du colonialisme et de la barbarie impérialiste.

- Un monument à la mémoire des soldats morts en opérations extérieures sera érigé à Paris - Francetv info

Le monument sera installé au parc André-Citroën, à Paris. Francetv info 06.01

Crétinisme, infantilisme ou sinisme assumé, les promesses d'un candidat ne valent que pour ceux qui y croient.

- Un ex-conseiller dresse un portrait sans concession de Hollande - AFP

Ancien conseiller de François Hollande à l'Elysée, Aquilino Morelle dépeint un homme dépassé par sa fonction, qui a renoncé à toute idée de changement dès les premiers mois de son quinquennat, dans un livre intitulé "L'abdication" dont Le journal du dimanche publie des extraits.

L'auteur a été évincé de l'Elysée en avril 2014, après des accusations de prises illégales d'intérêt, classées sans suite un an plus tard.

François Hollande a fait dès 2012 "le choix de la résignation", estime l'énarque de 54 ans dans les colonnes du Monde. "Il n'a jamais voulu devenir ce leader d'une nouvelle Europe (...) Il a enterré tout espoir de changement en se résignant à l'austérité, en acceptant, sans véritable renégociation, le pacte budgétaire européen imposé par Merkel et signé par Sarkozy. Ce renoncement inaugural a précédé et déterminé tous les autres."

Pendant deux ans et demi, le Président a "singé le volontarisme, mimé le patriotisme, simulé une politique de lutte contre la finance jamais engagée, proclamé à répétition une réorganisation de l'Europe sans cesse repoussée", écrit-il dans ce livre à paraître le 11 janvier. Les Français ont, selon lui, vite compris que "cette mise en scène" offrait le spectacle "de l'impuissance voulue et consentie, cette impuissance singulière qui porte le nom d'abdication". AFP 07.01

Une imposture prend fin, une autre la remplace et ainsi de suite.

- Vote des ouvriers : à Saint-Denis, la gauche ne fait plus vraiment rêver - LeParisien.fr

- Vote des ouvriers : à Saint-Quentin, Marine Le Pen en position de force - LeParisien.fr

- Vote des ouvriers : à Vénissieux, la tentation Macron - LeParisien.fr

- Valls en tête des intentions de vote pour la primaire - Reuters

- Débat : pour ou contre tirer au sort nos représentants politiques ? - LeParisien.fr

Amener les citoyens à participer à la vie politique en... les tirant au sort. L'idée peut paraître saugrenue, elle fait pourtant son

chemin...LeParisien.fr 06.01

- Présidentielle : « Le religieux revient partout dans le monde » - LeParisien.fr

On n'a pas l'habitude d'entendre un candidat à l'Elysée afficher ses convictions religieuses comme vient de le faire Fillon... LeParisien.fr 06.01

Le bonheur est dans le pré... de la Ve République.

- Mélenchon se "réjouirait de traiter" avec Trump - Reuters

Jean-Luc Mélenchon a déclaré mercredi qu'il se "réjouirait de traiter" avec le président élu des Etats-Unis Donald Trump, notamment sur la question du traité transatlantique de libre-échange (TTIP ou Tafta), qu'il prévoit de régler "en quelques jours" s'il accède à l'Elysée au printemps prochain.

"Comme Français, soyons habiles, moi je me réjouirais de traiter avec un homme pareil", a dit le co-fondateur du Parti de Gauche, candidat du mouvement "La France insoumise" à l'élection présidentielle qui se tiendra les 23 avril et 7 mai prochains, sur France Inter.

"Puisqu'il (Donald Trump-NDLR) prétend se situer sur la base des intérêts des Nord-Américains, donc il comprendrait parfaitement que je me situe strictement sur le point de vue des Français", a-t-il souligné.

"Moi c'est clair, je ferai tout pour planter Tafta et Ceta parce que je ne veux pas d'accord de libre-échange avec les Etats-Unis d'Amérique ni avec le Canada parce que nous n'aurions plus de normes environnementales, plus de normes sociales, telles qu'elles nous conviennent aujourd'hui et qui conviennent à notre manière de vivre", a souligné Jean-Luc Mélenchon. Reuters 05.01

Enfin un homme heureux en oligarchie sous la Ve République !

Le charlatan veut "traiter" avec Trump, le représentant de l'oligarchie anglo-saxonne, à croire qu'ils appartiennent au même monde, nous, nous le combattons.

Le mégalomane entend défendre les intérêts du capitalisme français, nous, nous le combattons.

A chacun son camp.

En famille chez les bivalves.

- "J'ai la tête d'un moule?": Macron défend l'ENA - AFP

- Présidentielle : un troisième ministre de droite rejoint Macron - LeParisien.fr

L'ancien ministre de l'Ecologie de Jean-Pierre Raffarin, Serge Peltier, a annoncé soutenir pour la présidentielle Emmanuel Macron. Avant lui, deux autres anciens ministres de droite l'ont rejoint : Jean Arthuis et Renaud Dutreil.

L'ancien maire UDI de Bourges (Cher), a participé au gouvernement de Jean-Pierre Raffarin en tant que ministre de l'Ecologie et du Développement durable et a même brièvement dirigé le RPR en 2002. Lors de la primaire de la droite, c'est derrière Alain Juppé qu'il s'était engagé.

Pour l'ancien édile, il est nécessaire de « dépasser l'opposition entre la droite et la gauche. »

Fin décembre, une autre tête de la droite multipliait les compliments à l'égard du fondateur d'En Marche : Dominique de Villepin. Invité de la matinale de BFMTV et RMC LeParisien.fr 06.01

- Primaire: "J'ai changé", dit Valls pour justifier son inflexion à gauche - AFP

- Philippot est-il de gauche ? - LePoint.fr

Régulièrement dénoncé par ses ennemis comme un homme de gauche, le numéro 2 du FN ne dédaigne pas les vieux

refrains d'extrême droite. LePoint.fr 06.01

PS. Autocensure des médias. Bourgeois, capitalistes, banquiers, de gauche, et leur morale.

- Le fondateur de Terra Nova tombe pour pédophilie: silence dans les médias - sputniknews.com

Christophe Bejach, l'un des fondateurs du think tank Terra Nova, proche du Parti socialiste, a été condamné pour pédophilie en décembre dernier. Toutefois, la presse n'en dit pas mot. Est-ce parce qu'il s'agit d'un événement politiquement délicat?

Ce « petit incident » — au moins à en juger par les médias qui ne le couvrent même pas — nous donne l'occasion de nous pencher sur la fondation en question et son fondateur. Christophe Bejach, 53 ans, est l'ex-vice-président et l'un des fondateurs de la fondation française Terra Nova qui se définit comme « un laboratoire d'idées, proche de la gauche ». L'association a été fondée en février 2008 et se veut progressiste et indépendante, pourtant, elle est souvent décrite comme proche du Parti socialiste.

Sur le site de Terra Nova, on trouve les louanges suivantes à l'endroit de Christophe Bejach : il s'avère être « ingénieur et titulaire d'un MBA du Groupe HEC (ISA) » qui « a effectué une carrière orientée vers l'investissement dans des entreprises cotées ou non cotées, en France, aux USA et en Asie ». Il a grossi les rangs de l'équipe d'Arnaud Montebourg en 2012 et s'est fait surtout connaître en tant que conseiller sur l'aérospatial, la défense et l'énergie de M. Montebourg, ainsi que comme fondateur de l'entreprise L'Avion, revendue par la suite à British Airways.

Et voilà que ce brillant ingénieur et conseiller technique de M. Montebourg se retrouve condamné à une peine de neuf mois de prison, le 14 décembre, pour « un premier chef d'accusation d'offense sexuelle sur enfant mineur et trois autres chefs d'accusation pour possession de photographies d'enfants indécentes ».

Comme l'explique le Daily Mail, l'ancien conseiller a fait des propositions indécentes sur le Web afin d'organiser des séances photo en lingerie avec trois sœurs d'une dizaine d'années. Son dessein a été heureusement repéré par Sadie — un officier de police de la capitale britannique chargé de détecter les cybercrimes. Le tribunal britannique a condamné M. Bejach à neuf mois de prison avec sursis.

Actuellement, puisque Christophe Bejach a évité la prison, il sera sur le Registre des délinquants sexuels pendant dix ans, apprend-t-on des médias britanniques. De même, il devra payer 1 200 livres sterling de frais aux tribunaux, ceci après avoir préalablement payé une caution de 100 000 livres à la cour et remis son passeport aux autorités.

Pourtant, la presse française ne s'est pas précipitée pour parler du délit. Presqu'un mois plus tard, Google propose un curieux résultat à la requête « Christophe Bejach ».

Parmi quelques piètres publications sur la condamnation du pédophile, on trouve par exemple l'article du Parisien intitulé « Un homme d'affaires français condamné pour pédophilie à Londres ». Dans l'article, le coupable est présenté comme « ex-membre fondateur du groupe de réflexion politique et économique Terra Nova ».

Le Huffington Post évoque de son côté le terme de « fachosphère » qui, selon l'article, profite de la condamnation du pédophile « pour éclabousser Arnaud Montebourg ».

Le public attentif pointe entre autres que le cas de Christophe Bejach est traité différemment comparativement à d'autres cas de pédophilie, par exemple, dans les cercles religieux. Les médias n'en parlent pas vu que ce pédophile est de gauche et qu'il n'est pas un curé.

Nombreux sont ceux qui s'étonnent du temps qu'il a fallu attendre pour divulguer finalement la condamnation.

Plusieurs explications possibles de ce mutisme viennent à l'esprit : ne pas gêner les primaires de la gauche, ne pas saper la réputation de Terra Nova, épargner le Parti socialiste qui avait déjà été éclaboussé par plusieurs affaires de mœurs…

Finalement, une bonne réponse dans le style de la Main du Kremlin omniprésente est suggérée :

Exclusif: des hackers russes pro-Trump empêchent l' @afpfr de publier une dépêche sur #christophebejach le pédophile. sputniknews.com 07.01

France. Etat policier. Surveillance et répression tout azimut.

- Les chauffards de plus en plus traqués par les caméras - LeFigaro.fr

Depuis le 31 décembre, sept nouvelles infractions, comme le portable au volant, pourront être verbalisées grâce à l'image.

Les automobilistes vont de plus en plus rouler sous l'œil de caméras. Depuis le 31 décembre dernier, la panoplie des infractions verbalisables par le biais des radars et de la vidéo s'est étoffée. Sept nouvelles catégories viennent de s'ajouter aux quatre premières existantes comme l'excès de vitesse.

Depuis un décret du 31 décembre dernier, la caméra peut ainsi davantage relever des écarts de conduite qui lui échappaient jusqu'alors. C'est le cas du portable au volant. Si l'usager est vu sur un cliché téléphone à la main en roulant, il recevra un PV à son domicile. Il en est de même s'il est aperçu sur une image sans ceinture de sécurité. Ce même décret permet aussi d'utiliser des images de vidéosurveillance pour sanctionner le motard roulant sans casque, le conducteur qui ne respecte pas les règles de dépassement, qui franchit des lignes continues, qui stationne sur une bande d'arrêt d'urgence ou encore qui, en ville, s'arrête au feu dans les «sas vélos».

Ainsi, pour tous ces écarts, il n'est donc plus nécessaire d'intercepter le contrevenant: la preuve par l'image gagne du terrain. Auparavant, et outre l'excès de vitesse, celle-ci permettait de traquer trois autres comportements répréhensibles: le feu rouge «grillé», le non-respect des distances de sécurité et l'usage des voies réservées aux bus et aux taxis.

Concrètement, toute commune qui a adopté la vidéoprotection sur son territoire peut décider dès aujourd'hui de s'emparer de ce nouveau champ d'action. C'est le cas de Nice, qui a annoncé qu'elle allait mettre à profit ses 1.643 caméras pour lutter contre ces comportements répréhensibles «avec bon sens et discernement». D'ailleurs, elle ne fait qu'ouvrir un peu plus le robinet de la vidéoverbalisation, qu'elle utilise déjà pour faire la chasse aux stationnements en double file. Dans cette ville pionnière dans ce domaine, cela s'est soldé par 28.000 infractions relevées en 2016. À Valenciennes, autre municipalité qui s'est très vite lancée dans la vidéoverbalisation, on assure que «la police municipale est en train d'examiner le décret, pour permettre à la Ville de se positionner dans les meilleurs délais». À Puteaux, en région parisienne, où l'on traque aussi les voitures mal garées, on indique que l'on n'ira pas plus loin en attendant.

Quant aux radars qui flashent les excès de vitesse, ils vont permettre eux aussi une verbalisation sans interception après quelques réglages techniques au Centre national de traitement (CNT) de Rennes, qui gère ces millions de PV. «Cela va être au point dans quelques mois», signale Emmanuel Barbe, le délégué interministériel à la sécurité routière. Dans un premier temps, ces appareils feront un tir groupé d'infractions. C'est en se déclenchant à l'occasion d'un dépassement de vitesse qu'ils permettront ensuite à l'agent installé à Rennes de voir sur le cliché s'il y a un portable à la main ou une ceinture non attachée. «Aujourd'hui, on voit défiler ces infractions sur photo. Dans quelques mois, on pourra donc les sanctionner», révèle Emmanuel Barbe en indiquant que ses services mettent au point un dispositif encore plus performant. Dans un an ou deux, le super radar analysera les voitures prises dans son faisceau et sera capable de flasher le conducteur qui ne s'est pas attaché ou qui conduit avec son téléphone à la main! Même s'il roule en dessous des limites de vitesse.

Mais les professionnels du droit se méfient de ces technologies intrusives. «Le conducteur qui est ainsi verbalisé n'est pas arrêté et continue d'être dangereux sur la route», souligne Me Rémy Josseaume, tandis que Me Matthieu Lesage pointe une atteinte à la défense de l'automobiliste. «Avec un seul cliché, on décontextualise l'infraction. Comment prouver que l'on franchit une ligne blanche pour éviter un accident?», s'interroge-t-il. Tous deux d'ailleurs prédisent une augmentation de la contestation. Mais pour Pierre Chasseray, le délégué général de 40 Millions d'automobilistes, «on est, avec ce décret, dans la communication». «Les clichés résultant des radars et de la vidéoprotection sont souvent de piètre qualité. On ne voit rien!», dit-il, en ajoutant: «Dommage car il s'agit cette fois de réprimer des comportements dangereux.» Et pour une fois, il ne s'agit pas seulement de vitesse… LeFigaro.fr 06.01

Un homme condamné pour alcoolémie au volant sur simple dénonciation. - lefigaro.fr

(Délation. Quand la présomption de culpabilité a valeur de preuve matérielle sur la base d'un simple témoignage. - LVOG)

La Cour d'appel de Montpellier a condamné en décembre un automobiliste pour conduite en état d'ivresse avec pour seule preuve la déclaration d'un témoin. Un jugement incompréhensible, selon son avocat.

«C'est la première fois que je vois ça dans toute ma carrière», affirme l'avocat Ludovic Para. Son client, un jeune automobiliste, a été condamné en décembre par la Cour d'appel de Montpellier pour conduite en état d'ébriété sur la simple parole d'un témoin.

Le 31 janvier 2013, Jérémie est malgré tout condamné par le tribunal correctionnel de Montpellier à trois cents euros d'amende et cinq mois de suspension du permis pour conduite en état d'ivresse manifeste. «Il n'y avait rien dans le dossier à part la déclaration du témoin. À aucun moment, mon client n'a vu un agent assermenté. Il n'a jamais été soumis à un test d'alcoolémie ou à une prise de sang. Il n'avait pas antécédent judiciaire, affirme au Figaro son avocat, Me Para. J'étais outré par ce jugement arbitraire. J'ai donc décidé de porter l'affaire en Cour d'appel à mes propres frais».

Sept ans après les faits, le verdict de la Cour d'appel est rendu. À la surprise générale, le tribunal confirme en décembre

la condamnation de Jérémie et décide même d'alourdir sa peine: cinq cents euros d'amende et six mois de suspension. Une décision que Me Para ne comprend pas: «C'est une première en France selon moi. Je ne pensais pas qu'il était possible de condamner une personne simplement sur dénonciation. Mon client a été jugé non pas sur ses actes mais sur une attitude. C'est la parole de Jérémie contre la parole de ce témoin. Pourquoi sa déclaration a-t-elle eu plus de valeur aux yeux des juges? Voilà la question que l'on se pose aujourd'hui». Pour l'avocate Laureen Spira, experte en droit routier, «ce jugement est aussi insensé que consternant». «La justice vient de condamner un homme sans aucune preuve objective et concrète», dénonce-t-elle.

Jérémie, lassé par cette affaire, a renoncé à se pouvoir en cassation. «J'ai payé l'amende et rendu mon permis. En attendant, je fais du covoiturage et je me déplace à pied. Je veux désormais passer à autre chose. Je n'ai de toute façon pas les moyens financiers de continuer cette procédure qui s'avère aussi longue que fastidieuse». lefigaro.fr 03.01

En complément.

- Suède : un magasin de jouets tenu de retirer une publicité jugée sexiste - Liberation.fr

Un magasin de jouets à Umea, dans le nord de la Suède, a été pénalisé pour sexisme après la publication d'une publicité dans les magazines et journaux de la ville. L'image représentait, selon la chaîne nationale suédoise SVT, un garçon déguisé en pirate fendant l'air de son épée, accompagné par une femme dénudée, déguisée en ange. Le magasin a assuré vouloir simplement démontrer à travers le cliché qu'il vendait des déguisements à la fois pour adultes et pour enfants, destinés à une clientèle à 75% adulte.

L'observatoire suédois de la publicité a ordonné le retrait de la réclame en question. Selon lui, elle irait à l'encontre des règles suédoises sur les discriminations sexuelles, qui interdisent la représentation stéréotypée des rôles de chacun(e) selon leur genre, ainsi que le traitement des femmes et des hommes comme objets sexuels.

La Suède est particulièrement éclairée dans le domaine de l'égalité des sexes, et s'aventure même au-delà : vers la neutralité des sexes.

Au-delà de ses catalogues pour enfants, la Suède a également introduit la neutralité dans son dictionnaire en avril 2015, lorsque le pronom «hen» a été ajouté dans la liste des mots reconnus par l'Académie suédoise. Le terme, ni «elle» ni «lui», est utilisé dans deux cas de figure : quand le genre du sujet est inconnu ou superflu, et lorsque quelqu'un ne se reconnaît dans aucun des pronoms alternatifs. Liberation.fr 06.01

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Otan-UE

- L'Otan entame le renforcement sur son flanc est - Reuters

Le renforcement de l'Otan sur son flanc est et le déploiement prévu de troupes en Pologne et dans les Etats baltes a débuté vendredi avec l'arrivée par bateau en Allemagne de blindés et de matériel militaire américains.

L'Alliance atlantique prévoit d'envoyer 4.000 soldats ainsi que des avions, des blindés et de l'artillerie en Pologne, puis en Estonie, en Lettonie et en Lituanie.

Ce déploiement est présenté comme une stratégie purement défensive mais irrite profondément la Russie.

De grandes manoeuvres entre forces américaines et polonaises sont prévues à la fin du mois. D'autres manoeuvres sont programmées par la suite dans les pays baltes, en Bulgarie, en Roumanie et en Allemagne.

Outre les soldats américains envoyés en Pologne, trois pays - Allemagne, Canada et Grande-Bretagne - prévoient de déployer jusqu'à un millier d'hommes chacun dans les pays baltes.

Le général américain Timothy McGuire a souligné vendredi que "le meilleur moyen de maintenir la paix était de s'y préparer".

Interrogé par la presse à Bremerhaven sur le point de savoir si l'Otan cherchait à envoyer un message à Moscou, il a répondu :

"Il s'agit simplement de montrer la force et la cohésion de l'alliance et l'engagement des Etats-Unis en faveur du maintien de la paix sur le continent". Reuters 06.01

Grande-Bretagne

Démission d'Ivan Rogers, représentant britannique auprès de l'UE - Reuters

Le représentant permanent du Royaume-Uni auprès de l'Union européenne, Ivan Rogers, a présenté mardi sa démission, à quelques semaines de l'ouverture attendue des négociations sur la sortie du pays de l'UE.

Ivan Rogers a informé mardi après-midi son équipe qu'il quittait son poste, sans préciser les raisons de sa décision, selon le Financial Times, premier à révéler son départ.

Dans un communiqué, le gouvernement britannique a pris acte de sa démission tout en soulignant qu'il aurait dû quitter son poste en octobre prochain et qu'en anticipant son départ, il permettait à la Première ministre Theresa May de nommer son successeur avant le début des négociations.

Après le commissaire britannique Jonathan Hill, qui a quitté son poste deux jours après le référendum, Ivan Rogers est le deuxième haut responsable britannique impliqué dans les arcanes européennes à remettre sa démission depuis la victoire du camp du Brexit.

"Cela affaiblit la capacité de May de parvenir à un bon accord avec l'UE. Ivan Rogers était l'une des très rares personnalités au sommet du gouvernement à comprendre l'UE", a commenté Charles Grant, directeur du Centre for European Reform, un groupe de réflexion sur la construction européenne basé à Londres.

Il y a moins de trois semaines, le 15 décembre, Rogers avait estimé que les négociations pour définir les relations commerciales entre la Grande-Bretagne et l'Union européenne après le Brexit pourraient prendre dix ans.

Il ajoutait que rien ne garantissait en outre leur succès, soulignant que des Parlements nationaux d'Etats membres de l'UE pourraient faire obstacle à la ratification d'un éventuel accord.

Les services de Theresa May avaient alors fait savoir que la dirigeante conservatrice ne partageait pas son point de vue.

Rogers avait été nommé représentant du Royaume-Uni auprès des institutions bruxelloises en novembre 2013 par David Cameron, le prédécesseur de May.

Sa carrière de haut fonctionnaire l'avait auparavant conduit à Downing Street, au Trésor britannique et à la Commission européenne avec des passages dans le privé, dans les banques Citigroup et Barclays Capital. Reuters 02.01

Mexique

- Mexique: trois morts dans les protestations contre la hausse de l'essence - AFP

Les manifestations et saccages contre la hausse des carburants au Mexique ont fait trois morts en trois jours, selon un nouveau bilan communiqué vendredi par les autorités.

Vendredi, quelques foyers de contestation subsitaient, avec quelques routes bloquées.

Le prix de l'essence a été augmenté de 20,1% et celui du diesel de 16,5% au 1er janvier. A partir du 18 février, le prix plafond fixé par le gouvernement sera réajusté tous les jours.

La vague de protestations a commencé aussitôt après l'entrée en vigueur des hausses avec, depuis mercredi, des blocages de routes, des pillages de magasins et des actes de vandalisme dans des stations service.

Selon le président de la Confédération des chambres de commerce, Enrique Solana, quelque 800 commerces petits ou moyens et 250 grands magasins ont subi des dégâts à travers le Mexique.

Le président mexicain Enrique Peña Nieto a expliqué dans son message de voeux à la télévision jeudi soir que la décision d'augmenter les prix des carburants était une conséquence de la montée des prix internationaux. Il s'agissait, selon lui, d'un "changement difficile" mais nécessaire pour garantir la stabilité économique du pays.

Cette hausse des prix est la première étape de l'ouverture au privé du marché des carburants et de la libéralisation des prix initialement prévue pour 2018, mais que le gouvernement mexicain a choisi de mettre en place un an plus tôt. AFP 06.01

Corée du Sud

- Corée du Sud: nouvelle manifestation contre la présidente - AFP

Des centaines de milliers de manifestants sont à nouveau descendus dans la rue à Séoul samedi, réclamant le départ immédiat de la présidente Park Geun-Hye, engluée dans un scandale de corruption, et le renflouement d'un ferry qui avait fait naufrage en 2014.

"Park démissionne, renfloue le Sewol", scandaient les manifestants, estimés à un demi-million par les organisateurs, en marchant vers la Maison Bleue, siège de la présidence, ainsi que les bureaux du Premier ministre et de la Cour constitutionnelle.

L'Assemblée nationale a voté le 9 décembre une motion de destitution de Mme Park, soupçonnée de collusion avec sa confidente Choi Soon-Il, qui est, elle, en détention provisoire dans une tentaculaire enquête pour corruption.

Il revient à la Cour constitutionnelle d'entériner ou non cette motion. En attendant, tous les pouvoirs de la présidente ont été confiés à son Premier ministre.

Cette affaire a poussé la population à manifester en masse tous les samedis à Séoul pour réclamer la démission de la présidente.

La présidente a cependant toujours des partisans, dont quelque 30.000 ont participé à une contre-manifestation samedi, devant le bureau du procureur enquêtant sur le scandale.

Agitant des drapeaux et entonnant des airs militaires, les manifestants ont affirmé que la procédure de destitution de la présidente était un complot de gauchistes à la solde de la Corée du nord. AFP 07.01

Turquie

- Turquie: nouvelle vague de purges, des milliers de limogeages - AFP

Les autorités turques ont limogé plus de 8.000 personnes et fermé des dizaines d'associations supplémentaires dans le cadre des enquêtes ouvertes après le putsch manqué en juillet, selon trois décrets-lois parus au Journal officiel dans la nuit de vendredi à samedi.

Parmi les 8.390 personnes limogées, figurent 2.687 policiers, 1.699 fonctionnaires du ministère de la Justice, 838 de celui de la Santé et des centaines d'employés d'autres ministères ainsi que 631 universitaires et 8 membres du Conseil d'Etat.

Les décrets précisent que les ressortissants turcs se trouvant à l'étranger pourront être déchus de leur nationalité s'ils ne rentrent pas dans les trois mois suivant leur convocation par les autorités.

Ils ajoutent que la police pourra désormais accéder aux informations personnelles des internautes, dans le cadre d'enquêtes concernant la cyber-criminalité.

Plus de 80 associations accusées d'"activités portant atteinte à la sûreté de l'Etat" ont par ailleurs été fermées.

Parmi elles, huit clubs de sport sont concernés, principalement situés dans le sud-est à majorité kurde du pays.

En revanche, onze journaux - principalement du sud-est - précédemment fermés ont été autorisés à rouvrir. Par ailleurs, 276 personnes ont été réintégrées à leur poste par ces décrets.

Ces mesures sont prises dans le cadre de l'état d'urgence instauré après la tentative de putsch du 15 juillet. Les autorités turques accusent Fethullah Gülen, un prédicateur exilé aux Etats-Unis, d'avoir ourdi le coup de force, ce que l'intéressé dément.

Depuis le coup d'Etat manqué, plus de 41.000 personnes ont été arrêtées en Turquie et plus de 100.000 limogées ou suspendues, notamment des professeurs, policiers et magistrats.

D'une ampleur inédite en Turquie, ces purges suscitent l'inquiétude des partenaires occidentaux d'Ankara et d'organisations de défense des droits de l'Homme qui redoutent que l'état d'urgence, prolongé cette semaine de trois mois supplémentaires, ne

serve de prétexte pour réprimer toute voix dissidente.

Les autorités turques affirment pour leur part que ces mesures d'exception sont nécessaires pour éliminer les risques de sédition et faire face à la double menace "terroriste" du groupe Etat islamique (EI) et du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Les premiers jugements dans des procès liés au putsch manqué sont tombés jeudi: deux soldats ont été condamnés à la prison à vie par un tribunal d'Erzurum (nord-est). AFP 07.01

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Les lycées de ZEP poursuivent la grève pour obtenir des moyens supplémentaires - Le Monde

Le ministère de l'éducation nationale a beau multiplier les gestes en leur faveur, les lycées de l'éducation prioritaire ne désarment pas. Mardi 3 janvier, jour de rentrée des classes, plusieurs établissements étaient en grève, à l'appel du collectif Touche pas ma ZEP qui réunit 90 lycées de 14 académies. Les personnels concernés craignent de perdre, à terme, leur label éducation prioritaire, et avec lui leurs moyens supplémentaires.

C'est le cinquième jour de grève organisé par le collectif depuis le printemps 2016, et pas le dernier : celui-ci vient de voter la reconduction du mouvement mercredi 4, jeudi 5 et mardi 10 janvier. Lors d'une assemblée générale mardi, à Paris, les enseignants mobilisés ont décidé de jouer leur va-tout, conscients qu'à quatre mois de l'élection présidentielle, c'était le moment ou jamais de faire valoir leurs revendications : obtenir une « carte élargie » des lycées en éducation prioritaire sous un label unique et avec des moyens pérennes : effectifs de classe réduits, cours en demi-groupes, compensations pour les personnels (prime et mutations facilitées).

« On ne peut pas attendre le prochain quinquennat. Si on n'obtient pas des choses maintenant, après ce sera trop tard », ont martelé, au cours de l'assemblée générale, plusieurs enseignants grévistes parmi les quelque 135 présents issus de 24 lycées d'Ile-de-France. Selon le collectif, soutenu par la FSU, la CGT, FO et SUD, une cinquantaine de lycées « a minima » étaient en grève mardi au niveau national, quand le ministère dit en comptabiliser seulement une dizaine.

Pour comprendre ce mouvement, il faut revenir trois ans en arrière, au moment de la réforme de l'éducation prioritaire. En 2014, Vincent Peillon, le prédécesseur de Najat Vallaud-Belkacem, entreprend de réviser la carte des ZEP. De nouveaux réseaux sont définis (REP et REP +), comprenant chacun un collège et les écoles de son secteur. La question des lycées devait être traitée plus tard, afin d'éviter d'ouvrir plusieurs fronts à la fois. Pour les lycées concernés s'ouvre alors une période transitoire au cours de laquelle leurs compensations seraient maintenues jusqu'en 2017.

Or, 2017 débute sans que le chantier de l'éducation prioritaire au lycée n'ait été lancé. « Ce qu'on souhaite, c'est que ceux qui ont engagé cette réforme la terminent, réclame David Pijoan, membre du collectif Touche pas ma ZEP. Nos lycées accueillent pour une bonne part des élèves venus de REP et REP +. Les difficultés scolaires et sociales ne s'arrêtent pas à la fin de la 3e ! » Dans ses communiqués, le collectif met en avant l'intérêt d'avoir des classes à effectifs réduits pour favoriser l'apprentissage des élèves, tout comme la nécessité d'équipes stables. Ils dénoncent la situation « paradoxale » de voir un ministère entériner la fin de l'éducation prioritaire au lycée « au moment même où la publication de l'enquête PISA confirme le caractère particulièrement inégalitaire du système scolaire français ! »

Face à la multiplication des jours de grève, Mme Vallaud-Belkacem a pourtant lâché du lest : prolongement de la « clause de sauvegarde » jusqu'en 2019, promesse d'une « dotation exceptionnelle » de 450 emplois à la rentrée prochaine pour les lycées « les plus défavorisés ». Le 2 novembre 2016, devant les parlementaires, la ministre a même donné raison aux personnels mobilisés : « Les enseignants des lycées qui ont vocation à être dans l'éducation prioritaire ont raison de réclamer les mêmes moyens que leurs collègues de collèges. Il faudra faire cette réforme des lycées de l'éducation prioritaire. » Le Monde 04.01

Haut de page

Le 12 janvier 2017

CAUSERIE

J'ai téléchargé quelques articles dont certains seront mis en ligne demain.

Parole d'internaute

- "Nous vivons encore dans un monde où chacun grâce aux nouvelles technologies peut se forger une opinion, sa propre opinion. Internet est une aubaine, une mine d'infos. Et paradoxalement nous vivons aussi une période de fainéantise intellectuelle sans bornes. Alors que tous les moyens sont aujourd'hui à notre portée, beaucoup préfère s'abreuver de programmes télé poubelle, de s'abrutir toujours tant et plus. Il y a 30 ans quand j'étais ado, j'aurais donné très cher pour avoir accès à toute cette info d'un simple clic."

Un simple clic, par exemple pour savoir quelle est réellement la situation en Syrie. Faut-il encore en avoir la force ou la volonté, ce qui fait le plus défaut au NPA, par exemple.

Faites tomber les masques ou en famille. Quand le NPA monte au créneau pour soutenir la guerre contre la Syrie déclenché par les Etats-Unis-OTAN.

NPA - Syrie : Les peuples sacrifiés sur l'autel des grandes puissances (10.01)

- La chute d'Alep-Est est un tournant majeur du soulèvement populaire syrien, permettant au régime d'Assad de réaffermir son pouvoir, et aux puissances mondiales et régionales d'imposer leurs intérêts politiques propres.

LVOG - Traduction : Il aurait été préférable que les barbares de Daesh et du Front al-Nosra s'emparent du pouvoir en Syrie, et qu'ainsi les "intérêts politiques propres" à l'impérialisme américain soient satisfaits.

Après cela, nous refusons d'accorder la moindre légitimité au NPA pour s'exprimer en notre nom ou au nom des travailleurs.

LVOG - Le NPA exprime à sa manière le regret que le "changement de régime à Damas" ne soit pas la priorité des Syriens.

- Les ministres des Affaires étrangères et de la Défense de l'Iran, de la Turquie et de la Russie se sont rencontrés le 20 décembre pour discuter du futur de la Syrie. À l'issue de cette conférence, les trois puissances ont adopté une déclaration commune visant à mettre fin au conflit, par laquelle ils s'engagent à œuvrer à la mise en place d'un cessez-le-feu dans l'ensemble du pays, la préoccupation commune devant être de « lutter contre le terrorisme » et non d'aller vers un changement de régime à Damas. Une déclaration qui a reçu après coup le soutien des pays occidentaux.

LVOG - Le NPA exprime le regret que la priorité du gouvernement syrien soit de rétablir l'accès à l'eau potable pour les 5 millions d'habitants de la capitale Damas et sa région qui en sont privés depuis plus de trois semaines.

- Un cessez-le-feu national (qui exclut les forces djihadistes Daech et Jabhat Fateh al-Sham) a ainsi été proclamé le 30 décembre, parrainé par la Russie, la Turquie et l'Iran. Mais le régime Assad a continué le bombardement de certaines régions d'opposition, tandis que ses forces armées et le Hezbollah ont poursuivi leur offensive militaire au nord-ouest de Damas dans la vallée de Wadi Barada. Cette zone est stratégique car s'y trouvent les principales sources en eau potable pour les plus de cinq millions d'habitants de la région de Damas. C'est aussi une voie d'approvisionnement majeure utilisée par le Hezbollah entre le Liban et Damas.

LVOG - Le NPA rend compte de "manifestations populaires massives" ayant eu lieu récemment dans "les territoires libérés" par celui qu'il appelle par ailleurs "le dictateur Assad" sans préciser que ce fut des manifestations... en soutien à Assad.

- ...des manifestations populaires massives avec des slogans démocratiques et non confessionnels ont eu lieu ces deux derniers vendredi (31 décembre et 6 janvier) dans les territoires libérés, profitant de l'accalmie.

LVOG - Le NPA, qui n'a cessé de relayer la propagande USA-OTAN depuis 2011, considère que l'avenir des Syriens "s'obscurcit toujours plus", alors que l'espoir que cette guerre se termine rapidement et la paix revienne en Syrie sont sérieusement envisagés après la libération d'Alep.

- L'avenir pour les populations en lutte en Syrie, (arabes, kurdes ou autres), s'obscurcit toujours plus, malgré des résistances populaires et démocratiques locales qui continuent, à la fois contre le régime et contre les mouvements islamistes fondamentalistes.

LVOG - Le NPA se fait gauchiste à la fin de cet article. Vous constaterez une fois de plus que le gauchisme rejoint ou sert les intérêts de la réaction.

- Et le cas de la Syrie a démontré de nouveau la futilité de ceux qui cherchent des accords stratégiques avec des puissances impérialistes et régionales, ou mettent leur confiance en elles pour réaliser l'émancipation des classes populaires. Fin

LVOG - Jusqu'au bout à la manière d'Obama ou des généraux du Pentagone-OTAN, le NPA aura regretté que la Russie et l'Iran soient intervenus militairement au côté de la Syrie contre les Etats-Unis et leurs alliés flanqués de leurs barbares.

Jusqu'au bout le NPA (et LO, ainsi que bien d'autres soi-disant trotskystes ou révolutionnaires) aura fait oeuvre de faussaire ou de désinformateur au côté du gouvernement français et des médias-oligarques diffusant en boucle pendant près de 6 ans la propagande du Pentagone-OTAN.

Nous, nous avons assumé nos responsabilités envers le peuple syrien : Compte tenu de la situation politique en Syrie (et dans la région) ; compte tenu du soutien de l'immense majorité des Syriens au président (élu) et au gouvernement de la République arabe syrienne ; compte tenu que la Syrie avait fait l'objet d'une agression armée commise par plus de 100.000 (certaines sources évoquent plus de 200.000) mercenaires particulièrement cruels et sanguinaires en provenance de plus de 83 pays différents, sous les ordres de Washington, Riad, Doha, Tel-Aviv, Londres et Paris notamment ; compte tenu de la configuration des forces en présence et de la nature des différents belligérants sur le terrain, nous avons soutenu le camp qui combattaient pour l'unité et la souveraineté de la Syrie, pour l'autodétermination du peuple syrien.

Nous avons considéré que neutraliser cette cohorte de barbares encadrés par des experts militaires occidentaux, sionistes et de différents pays du Golfe qui détruisaient la Syrie et massacraient son peuple, ainsi que le rétablissement de la paix dans ce pays, était la priorité pour le peuple syrien, et déterminait notre position politique qui se limite strictement au règlement de ce conflit il faut préciser, et que toute autre interprétation se situant au-delà relèverait du procès d'intention provenant de personnes malintentionnées ou aux intentions inavouables ou encore favorables au camp des ennemis de la Syrie et du peuple syrien, qui tenteraient par ce moyen de nous discréditer (ainsi que tous ceux avec lesquels nous partageons cette position) en nous présentant comme des suppôts de l'impérialisme russe ou de la République islamique d'Iran ou de manière générale comme des agents de la bourgeoisie syrienne, avec laquelle les masses exploitées syriennes partageaient exceptionnellement et temporairement les mêmes intérêts pour ne pas être promises à un sort pire que tout ce qu'elles avaient connu jusqu'à présent.

Chut ! Allez donc raconter cela à ces dégénérés du NPA, ils vont vous traiter de ... gauchiste (ou de complotiste) !

- ... la CIA, la plus experte en matière d'infiltrations et coups d'État. Il suffit de rappeler ses opérations pour provoquer et conduire les guerres contre le Vietnam, le Cambodge, le Liban, la Somalie, l'Irak, la Yougoslavie, l'Afghanistan, la Libye et la Syrie ; ses coups d'État en Indonésie, au Salvador, au Brésil, au Chili, en Argentine et en Grèce. Des millions de personnes emprisonnées, torturées et tuées ; des millions déracinées de leurs terres, transformées en réfugiés objet d'une véritable traite des esclaves. (Source : Réseau Voltaire)

Quelle horreur, bientôt la fin des décapitations et des crucifixions en places publiques en Syrie !

- Syrie: Assad veut "libérer chaque centimètre carré" du territoire - AFP

Le président syrien Bachar al-Assad se dit déterminé à libérer "chaque centimètre carré" de son pays, en se targuant d'avoir "légitimité" et "soutien populaire" pour mener à bien cet objectif, dans un entretien diffusé lundi par des médias français.

"Nous avons la légitimité pour libérer n'importe quelle zone contrôlée par les terroristes, quel que soit le nom qu'ils se donnent. Qu'ils s'appellent État islamique, qu'ils s'appellent Al-Nosra, qu'ils se disent modérés ou bien Casques blancs, nous n'avons rien à faire des noms", a asséné le président syrien sur la radio privée RTL.

Dans son entretien à RTL, à la radio et chaîne de télévision publiques France Info et LCP, le président syrien affirme que son régime est "sur le chemin de la victoire", après la reconquête d'Alep, la deuxième ville syrienne, reprise par le régime fin décembre, après des mois de siège et de bombardements aériens.

"Nous avons pour mission constitutionnelle de libérer chaque centimètre carré du territoire syrien, ça n'est même pas discutable", ajoute M. Assad.

Interrogé sur les crimes de guerre dont est accusé le régime de Damas (tortures de prisonniers, largages de barils explosifs sur les populations civiles, bombardements d'hôpitaux...), le président syrien répond: "Si on avait fait des choses pareilles, nous n'aurions pas eu de soutien, je ne serais plus président, le gouvernement ne serait plus là".

"Nous avons pu résister durant toute la guerre parce que nous avons le soutien populaire. Et vous ne pouvez pas avoir le soutien populaire, si vous tuez vos propres citoyens. Donc toute cette histoire ne tient pas debout", soutient-il.

Interrogé sur les lourds bombardements qui ont ravagé la ville et fait de très nombreuses victimes, y compris civiles, M. Assad a estimé que c'était "le prix à payer parfois".

"Bien entendu c'est très douloureux pour nous, Syriens, de voir une partie de notre pays détruite, et de voir un bain de sang" mais "je n'ai jamais entendu parler, dans l'histoire, d'une bonne guerre (?) Toutes les guerres sont mauvaises", a souligné le chef de l'Etat syrien.

"La question c'est comment libérer les civils des terroristes", a-t-il poursuivi. Le régime qualifie de terroristes tous les groupes de l'opposition qui combattent son régime.

"Est-ce que c'est mieux de les laisser sous leur pouvoir, avec les décapitations, les exécutions ?(?) Non, il faut les libérer(?) et c'est le prix à payer parfois", a conclu Bachar al-Assad.

Une trêve, globalement respectée, a été décrétée le 30 décembre en Syrie. Des négociations de paix sont prévues fin janvier à Astana au Kazakhstan, parrainées par la Russie, alliée du régime, et la Turquie, soutien de la rébellion.

"On ne sait pas qui représentera l'autre partie", a déclaré le président syrien aux médias français, en soulignant vouloir parler à la "vraie" opposition syrienne. "Quand je dis "vraie", je veux dire qui a ses racines en Syrie, pas la saoudienne ou la française ou la britannique? ça doit être une opposition syrienne pour discuter des problèmes syriens, le succès de cette conférence dépendra de ce point", a-t-il dit. AFP 09.01

La coqueluche du NPA (et accessoirement du POI) était en réalité un fieffé réactionnaire, cela vous surpend ?

La lettre ouverte de Michael Moore à Ivanka Trump pour faire interner son père - francetvinfo.fr

Pierre Monégier a rencontré dans un bar de New York le réalisateur de documentaires engagés à l'éternelle casquette. Michael Moore, prêt à tout pour destituer Trump, lui explique comment, en dernier recours, il s'est adressé à sa fille Ivanka dans une lettre ouverte.

"Il est malade, c'est psychiatrique. Il a besoin d'aide, sérieusement. Donc j'ai écrit une lettre à sa fille pour qu'elle fasse quelque chose, qu'elle le fasse interner. Qu'elle le prenne à part et qu'elle lui dise : 'Papa, il y a quelque chose qui ne va pas chez toi. Tu as besoin d'aide.'" Sa fille "semble raisonnable, elle est démocrate"

"Pourquoi le ferait-elle ?" objecte le journaliste. "Parce qu'elle aime son père." Michael Moore la connaît-il ? "Non, mais elle me semble plutôt raisonnable. Elle est démocrate, elle a l'air d'être intelligente. D'être quelqu'un de bien", juge-t-il. Pourquoi cette jeune femme réputée brillante, pondérée et proche de l'élite démocrate du pays s'est-elle engagée dans un soutien sans faille au candidat de tous les excès ? Peut-être en raison de la relation fusionnelle qu'entretiennent père et fille… francetvinfo.fr 11.01

A tous les Charlie, charlots, charlatans.

- Charlie Hebdo, toujours pro-OTAN et pro-USA - Vladimir MARCIAC - legrandsoir.info 09.01

Depuis des décennies déjà, Charlie hebdo s'est positionné discrètement dans le camp impérialiste, soutenant toutes les guerres de l'OTAN, fustigeant les Arabes sous couvert d'une religion, dénonçant, fut-ce à coups de mensonges, les pays d'Amérique latine qui se libèrent de l'emprise des EU... (Source : Le Grand Soir)

Parole d'internaute

- "Il y a un bail que je ne me situe plus "à gauche", mais plutôt comme "communiste et révolutionnaire". Ce que j'ai toujours été.

Rien que de savoir qu'ils s'auto-proclament "de gauche" ça m'empêche même de songer pouvoir y être situé un jour."

Au passage, vous devriez vous demander comment vous avez fait pour vous les situer à gauche dans le passé et figurer à leur côté. Aussi longtemps que le mouvement ouvrier n'aura pas apporté une réponse cohérente et satisfaisante à cette question, on ne s'en sortira pas, alors à mon avis cela vaut le coût de tenter d'y répondre sérieusement...

Pourquoi ont-ils inventé les mal nommés réseaux sociaux ?

Nous avons des opinions sur tout, mais nous n'avons la science de rien. Or les opinions sont incohérentes, contradictoires

et instables ; elles sont comme des colombes qui volètent sans cesse autour du colombier. Surtoute elles opposent les hommes, car chaque homme à ses opinions personnelles. Enfin l'opinion se fonde sur les données de nos sens, qui ne nous font connaître que des apparences et des objets particuliers (et non des rapports - LVOG). Or la vérité doit être objet de science, et non d'opinion ; de science, c'est-à-dire de connaissances rationnelles, autrement dit logique, ordonnée, constante et générale.

(Extrait d'une brochure de 1944 intituée de Socrate à Platon ou de la raison à l'idéal et signée Charles Hertrich, un illustre inconnu pour moi. Cette brochure me fut donnée avec quatre autres sur la philosophie à la fin novembre de 1974 par mon agent de maîtrise Françoise Déduyer quand j'étais employé administratif au GAN à la Défense, rescapées fortuites du tsunami de 2014 pour leur avoir gardé un attachement sentimental du fait qu'elles avaient contribué à l'éveil de ma conscience, plus que pour avoir eu un relation amoureuse platonique avec Françoise plus âgée que moi.)

C'est par hasard que je suis tombé hier soir sur ce passage qui pourrait servir d'introduction à notre causerie du jour.

De nos jours, c'est l'opinion qui non seulement fait office d'étude ou d'analyse, et dont les éructations verbeuses tiennent lieu de connaissances ou de vérité et servent de référence pour interpréter la réalité ou la situation, autrement dit, l'arbitraire le plus vulgaire et totalitaire fait office de discernement ou de logique dans un monde voué à l'obscurantisme et livré à l'ignorance des sots, élevés au rang de parangons de la morale.

Pour comprendre sur quoi repose la vulnérabilité de l'opinion, il ne suffit pas de se livrer au constat qu'elle ne fait que traduire la réaction de nos sens qui ne traitent que "des apparences et des objets particuliers", il faut aller plus loin et se demander ce qu'ils ne peuvent pas saisir ou ce qui se situent au-delà des sensations, ce que l'on ne pourra appréhender qu'en faisant fonctionner notre cerveau, pour découvrir de quels rapports la réalité ou la situation est le produit (historique) en fonction de la nature et de l'évolution de chacun des éléments qui la composent, éléments qui incluent notre cerveau.

Sachant que nos besoins et leur satisfaction sont inséparables de l'existence et de la survie de l'espèce humaine (pas seulement), et que leur expression à l'état élémentaire est représentée par leurs sens qui en sont pour ainsi dire les garants, les hommes auront tendance à les privilégier au détriment de leurs facultés intellectuelles qui ne serviront qu'à justifier leurs penchants plus ou moins enviables en les mettant au service de leurs sens, au lieu de servir la collectivité dans son ensemble dont ils se moquent du sort, du moment qu'ils peuvent jouir des plaisirs de la vie.

Les sens relèvent de l'instinct, dans un rapport d'immédiateté avec la réalité, tandis que l'intellect a la faculté de pouvoir se projetter dans le futur. Ainsi, privilégier ses sens revient à se laisser vivre ou à se contenter des conditions existantes sans se préoccuper de son avenir. Et comme une fois développé l'intellect présente des qualités (et des défauts) ou adopte un comportement comparable à nos sens, cela explique pourquoi la plupart des intellectuels ne sont pas portés à se préoccuper davantage du sort de la société, surtout si cela devait remettre en cause leur petit confort matériel ou leurs privilèges.

L'atavisme dans le sens ou réapparaît le caractère primitif, primaire ou sauvage des hommes après un nombre indéterminé de générations, prouve qu'ils ne maîtrisent toujours pas ou qu'ils n'ont pas encore pris conscience des rapports qui existent entre leurs besoins, leurs sens, leur intellect, leur condition, et qu'ils ne sont pas à l'abri d'une régression sociale qui les ramènerait des siècles en arrrière ou pire encore.

On n'a fait qu'effleurer ici un sujet sur lequel il y aurait encore des milliers de choses à dire.

Manipulation des consciences et fabrication du consentement.

La guerre contre les «fake news» ou nouvelles fausses, truquées ou falsifiées, fait partie d'un dispositif destinée à interdire aux peuples à accéder à la vérité, afin qu'ils ne prennent pas conscience de leur condition et ne comprennent pas dans quelle monde ils vivent, pour qu'ils ne trouvent pas les moyens efficaces pour le combattre et la voie politique pour le renverser et le remplacer par un monde meilleur ou plus juste, dans la perspective de s'émanciper du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'incarne de nos jours le capitalisme.

La guerre contre les «fake news» ou nouvelles fausses, truquées ou falsifiées s'attaque directement à la liberté d'expression qui est un droit politique. Ses auteurs ont en commun de se faire les porte-parole de la propagande officielle ou des versions officielles des événements survenant dans le monde délivrées par les gouvernements et les médias principalement en occident mais pas seulement, subordonnés à l'impérialiste américain.

Ce n'est donc pas un hasard si en première ligne de cette guerre idéologique on trouve les médias (presse, radio, télévision) qui appartiennent tous à des milliardaires ou oligarques, aux Etats-Unis, en France ou ailleurs. Depuis le 11 septembre 2001, ils versent dans une magistrale imposture ou se livrent à une désinformation systématique pour justifier auprès des peuples toutes les guerres engagées depuis par l'impérialisme américain ou l'OTAN, qui fabriquent en continu de fausses informations, de fausse vidéos, de faux témoignages qu'ils sont chargés de relayer quotidiennement.

Mais ils ne sont pas les seuls. Il existe une cohorte de charlatans, de parasites ou d'agents agissant au sein d'officines très diverses, organisations, associations, ONG, think tanks, etc. qui se chargent de diffuser leur propagande, sans oublier les syndicats et la presque totalité des partis politiques, les institutions internationales.

Parmi cette vermine, on compte donc de nombreux acteurs prétendument progressites, de gauche ou d'extrême gauche. Ils interviennent via Internet dans des blogs ou portails qui prétendent combattre le fascisme ou l'extrême droite pour mettre dans un premier temps en confiance les internautes potentiels pour mieux les berner par la suite.

Comment s'y prennent-ils ? C'est très simple, tous de la même manière, en empruntant une méthode similaire ou identique à celles des think tanks néoconservateurs ou néolibéraux qui procèdent par amalgames en mêlant vérités et contrevérités selon un dosage minutieusement pesé, analyses sérieuses et théories ayant germé dans la tête d'illuminés ou fabriquées pour l'occasion, en associant ou identifiant extrême droite et extrême gauche, de sorte que les lecteurs soient en proie à un affreux doute ou ne soient pas capables de démêler le vrai du faux, d'acquérir des certitudes sans lesquelles leur esprits critiques ne leur sera d'aucune utilité ou sera neutralisé, ils ne pourront pas interpréter librement la situation et seront donc portés à adopter l'interprétation qu'on leur sugggère qui correspond à la version officielle ou à soutenir la politique du gouvernement.

Comment se présentent-ils ? Comme des antifascistes ou des combattants de l'extrême droite à laquelle partant de là on n'osera pas les assimiler, ce sont des imposteurs qui agissent comme tels consciemment ou non, peu importe puisqu'ils sont aussi nuisibles à notre cause. Leur mise en scène est astucieuse et bien rodée, et elle fera d'autant moins l'objet de critiques ou leur imposture sera d'autant moins repérable que personne ne caractérise les néoconservateurs ou les néolibéraux d'extrême droite, ce qu'ils sont pourtant, tant par les méthodes malhonnêtes qu'ils emploient pour parvenir à leurs fins en substituant à la réalité celle qu'ils ont fabriquée, que par leurs objectifs qui consistent à imposer à la société et plus particulièrement au prolétariat leur politique antisociale, ultra réactionnaire et impérialiste, leur dictature.

Leur but est de détourner les masses exploitées des acteurs qui rendent compte réellement des faits afin de les rendre infréquentables. Ils sont systématiquement assimilés à des complotistes ou des déséquilibrés mentaux, voire pire encore, de sorte que seuls les médias-oligarques et leurs agences de presse paraissent respectables aux yeux de la population. Au passage, une mise au point. Il faut remarquer que, pour que tous les médias institutionnels reprennent en boucle ces «fake news», cela signifie qu'ils ne prennent pas la peine de vérifier l'origine ou la source des informations qui leur parviennent avant de les publier. Du coup on est en droit de penser qu'ils agissent ainsi intentionnellement, ils sont donc complices du phénomène qu'ils dénoncent par ailleurs et qu'ils prétendent combattre, cela permet de cerner avec certitude leurs réelles misérables intentions.

Ce procédé sert à discréditer les journalistes ou toute personne honnête relayant dans leurs blogs ou portails des faits que les médias-oligarques censurent, et qui ne doivent surtout pas parvenir à la population, sous peine qu'elle comprenne qu'elle est en présence d'une vaste imposture, un complot destiné à la conditionner pour mieux pouvoir s'attaquer à ses droits sociaux ou politiques.

L'existence de ces officines agissant par le biais d'Internet pose la question de leur légitimité sous un angle difficile à saisir, dans la mesure où leurs auteurs se présentent comme de simples citoyens bénéficiant du même droit de s'exprimer que n'importe quelle personne, ce que a priori on ne peut pas leur reprocher, du coup leur dénier ce droit pourrait être ressenti ou présenté comme une atteinte à la liberté d'expression de la part de personnes particulièrement intolérantes ou qui n'entendent pas partager ce droit, de sorte qu'il sera facile de les assimiler à des dictateurs en herbe ou à l'extrême droite.

Ceux qui ne l'avaient pas encore compris saisiront pourquoi ils ont mis ce moyen de communication à la disposition de la population, pour noyer ou dissoudre la légitimité des organisations du mouvement ouvrier qui reposait sur leur combat au côté des exploités et des opprimés, et qui jusque là était indiscutable ou était communément admise, y compris par leurs ennemis, ce qui n'est plus le cas de nos jours en étant concurrencée par n'importe quel individu qui pourra s'attribuer une légitimité pour ainsi dire sans principe, ce qui pose une autre question, plusieurs en fait.

Comment a-t-on pu en arriver-là ? La légitimité des organisations du mouvement ouvrier peut d'autant plus être contestée qu'elles ont renié leur idéal. En trahissant la cause qu'elles prétendaient défendre, elles ont perdu leur légitimité. Si elles avaient réellement servi cette cause, elles auraient été à l'écoute des besoins ou aspirations des travailleurs, ainsi en incarnant la voie de chaque travailleur leur légitimité et celle de chaque travailleur auraient été représentées, et la question de le contester ne se serait pas posée avec autant de virulence qu'aujourd'hui, car on doit admettre que de tout temps il se trouvera des travailleurs qui ne se reconnaîtront pas dans les organisations du mouvement ouvrier, y compris lorsqu'elles seront loyales à leur idéal.

Les organisations du mouvement ouvrier ont facilité la naissance et l'expansion des associations ou ONG en tous genres qui prolifèrent de nos jours et qui détournent les travailleurs de la lutte des classes, après les avoir détournés elles-mêmes du combat pour conquérir leur émancipation du capital, elles se sont privées des moyens permettant de mobiliser la classe ouvrière pour défendre ses droits, en abandonnant l'objectif de renverser le régime pour changer la société, ce qui devait aboutir à la fragmentation de leur combat et à leur sclérose ou dislocation.

Ce processus n'aurait pas eu lieu ou il aurait eu une portée extrêmement limitée, si l'avant-garde de la classe ouvrière avait été à

la hauteur de l'héritage qu'elle revendiquait et qui lui valait une légitimité incontestable, ce qui n'est plus le cas de nos jours puisqu'elle est également jugée sur ses résultats ou son implantation dans la société (en terme d'organisation) qui sont proche du néant ou pour le moins demeurent marginaux, insignifiants.

Sans refuser à quiconque parmi les travailleurs de faire valoir leur droit à s'exprimer librement, le droit que les militants expérimentés pouvaient revendiquer de s'exprimer au nom de la classe ouvrière leur est dorénavant contesté, et comme ce n'est pas encore suffisant, il leur est ordonné de se taire ou de disparaître.

Ce droit des militants du mouvement ouvrier reposait sur le niveau de conscience politique qu'ils étaient censés avoir acquis et qui incarnait des valeurs, des principes, un idéal qu'ils devaient aider les travailleurs à adopter à leur tour pour changer la société, en tant que tel cela suffisait à le rendre légitime et à le rendre pour ainsi dire unique ; Acquérir ce droit leur conférait une sorte de statut ou d'identité sans pareille, cela pouvait suffire à rendre leur légitimité incontestable ou tout du moins ils pouvaient la justifier ainsi.

La notion de droit (et non du droit) est à l'origine de nos valeurs, de nos principes ou de notre idéal qui en sont l'expression concrète, mais dans un contexte précis, de sorte que son contenu sera influencé par l'orientation de la société et par la lutte des classes, et lorsque la lutte de classe du prolétariat se solde par des échecs et des reculades pendant des décennies, c'est que la société n'est pas orientée dans une direction favorisant la reconnaissance de ce droit sans qu'elle puisse le remettre définitivement en cause, auquel cas je n'écrirais pas ces lignes !

On aura compris que cette notion de droit est la traduction de nos besoins ou aspirations légitimes qui nous renvoient au début de cet exposé. Dès lors qu'on n'est pas capable de le faire valoir, qu'on abdique ce droit ou qu'on s'en désintéresse, on n'est plus en mesure de trouver les moyens de le satisfaire, au petit bonheur la chance on est prêt à remettre notre sort entre les mains du premier charlatan venu qui aura tenu le discours qu'on voulait entendre. A suivre.

Quand ceux qui prétendent combattre les "fake news" les fabriquent ou les colportent. Et ils ne manquent pas de complices.

J'ai observé hier matin qu'il existait deux liens dans la page Facebook du POID (La Tribune des travailleurs) vers ce genre d'officines.

- Acrimed - Action-Critique-Médias - Site web d’actualités / Média

- Debunkers des rumeurs/hoax d'extrême droite - Organisation à but non lucratif

Après avoir mis en ligne dans la causerie du 9 janvier de larges extraits du document *En réponse à la lettre de Julien Salingue à un « camarade » qui s’obstine à justifier l’injustifiable*, signé Philippe Huysmans (?) et publié notamment par Arrêt sur Info et daté du 27 décembre 2016, on n'a plus aucun doute sur la nature d'Acrimed

Philippe Huysmans - Pour moi, quand un « camarade » se met à justifier les guerres coloniales d’agression de ce qu’il faut désormais appeler l’Empire, et qu’il présente la propagande de guerre comme de l’information, il y a lieu de s’interroger sérieusement sur ses convictions.

Pour rappel, il m'était arrivé d'interpeler Acrimed lors de l'affaire du "Mur des cons" qui avait mis en cause le syndicat de la magistrature. En lisant des articles sur le Net accessibles à tous les internautes, j'avais facilement découvert que le portail de l'extrême droite néolibérale et sioniste Atlantico.fr était à l'origine de cette affaire, et j'avais demandé par courriel à Acrimed pourquoi ils ne l'avaient pas traitée, alors qu'elle avait fait l'objet d'un scandale pendant des semaines, donc personne ne pouvait l'ignorer. Ils m'avaient répondu qu'ils n'avaient pas eu le temps sans s'y atteler par la suite.

http://www.debunkersdehoax.org

Présentation (dans leur blog)

- "Nous recherchons et démontons la propagande d'extrême droite dans les médias et particulièrement sur l'internet."

- "notre combat est "antifasciste""

Comment reconnaître un hoax ?

Quelles sont leurs références ?

- "des articles récents sérieux de Fox et CBS" qui avec CNN rivalisent dans la désinformation hystérique en continu !

- http://www.liberation.fr/desintox,99721, Drahi le néolibéral ultra sioniste faisant dans la "désintoxication", bravo, il fallait y penser !

Et parmi leurs trouvailles, je vous le donne en mille :

- Les impostures du Réseau Voltaire et des "théories du complot"... relatives au 11 septembre 2001, sans commentaire.

Mieux encore, comment, en caricaturant ceux qui dénoncent la propagande de l'impérialisme américain qui tient lieu d'information. Depuis le 11/9, les armes de destruction massive de S. Hussein, l'affaire des couveuses, les fausses informations sur Bengazi ou la Libye, la Syrie, etc. ces porte-parole de l'OTAN resservent le couvert sous la forme éculée d'amalgames.

Leur page Facebook du 15 décembre 2016

- Il est malheureux qu'après cinq années de travail nous avons toujours des gens qui pensent que "propagande=américains", et que" russes= bien absolu". Et bah non.

"La propagande est toujours la propagande. Quand elle est utilisée par les amerloques, elle l'est (Bush/Irak), quand elle tend à faire ignorer les massacres au Yémen ou la guerre au Congo depuis 20 ans, elle est de la propagande (mensonge par "omission"), quand elle est aujourd'hui lancée par les régimes baasistes syriens ou le régime de poutine (et relancée avec vigueur par la fachosphère en France), c'est toujours de la propagande. C'est toujours un mensonge, quels que soient les belligérants, les intérêts opposés. Et elle doit être dénoncée avec vigueur d'où qu'elle vienne !

Une journaliste "indépendante" payée par Moscou pour servir le bortsch poutinien quotidiennement, ce n'est pas une "journaliste" et elle n'est pas "indépendante".

Source : http://lesinrocks.com (Matthieu Pigasse, associé de X.Niel-Huffington Post et P. Bergé - Le Monde)

Si c'est le torchon de Matthieu Pigasse qui déclare que ce n'est pas une "journaliste" et qu'elle n'est pas "indépendante", c'est forcément vrai...

http://www.hoaxbuster.com

Qu'on se le dise :

- 11 septembre 2001 : "La thèse officielle est en concordance avec la réalité."

"La conclusion est donc sans appel : la théorie de la démolition contrôlée ne tient pas plus la route que les thèses de Meyssan sur le Pentagone. On peut vraiment se demander pourquoi ceux qui y adhèrent sont aussi nombreux sur le Net..."

Dites-nous qui vous soutient et on vous dira qui vous êtes :

(dans leur blog) rubrique "Ils en parlent" :

- Le 20h de TF1 - Septembre 2014
- Le Plus - NouvelObs - Janvier 2014
- C dans l'air - Octobre 2013
- Médiapol - Septembre 2013
- Rue89 - Juillet 2013
- Slate.fr - Novembre 2011
- Le Monde - Septembre 2011
- Télé Poche - Septembre 2009
- Télé Star - Septembre 2009
- Culture Pub - Mai 2009

Parrainé par TFI, Le Monde et Slate.fr, cela inspire forcément le respect ! Ce qu'il y a de bien avec ces gens-là, c'est qu'ils sont assez cons pour se vendre eux-mêmes, c'est comme lorsque Obama en appelle à la CIA, une officine au-dessus de tout soupçon dans laquelle les Américains ont forcément confiance...

http://www.hoaxkiller.fr

Syrie : Aucun résultat !

Il faut noter que ce qu'ils appellent hoax s'étend bien au-delà de l'information fabriquée ou truquée, ils appliquent ce principe ou cette notion à des informations publiées sous forme d'articles, photos ou vidéos en fonction de la rhétorique que leurs auteurs ont employée et qui suffit à les caractériser d'extrême droite ou à les assimiler à l'extrême droite en fonction d'une liste qu'ils ont établie, ce qui leur permet de dénoncer comme tel des informations ou leurs auteurs.

En voici quelques exemples tirés du blog debunkersdehoax.org :

- Des termes qui renforcent le message « scandaleux », « atroce », « incroyable », etc…(Expressions employées quotidiennement par toutes les agences de presse, AFP, Reuters, AP, Euronews, etc. - LVOG)

- Eléments de langage classique de l'extrême droite (rhétorique habituelle juifs/immigrés/musulmans/francs maçons etc…), mots « valises » (comme « islamonazis ») (Le GMI (trotskyste) emploie l'expression islamofasciste, les voilà amalgamés à l'extrême droite ! - LVOG)

- Eléments du message : « système politico médiatique »/généralisation abusive (Evoquer la collusion qui exsite entre les partis de l'ordre ou les institutions avec les médias fait de vous un complotiste, donc nous le sommes tous, hormis ceux qui le nient, mais qui sont-ils, ceux qui en tirent profit et les crétins sous leur influence. - LVOG)

- Eléments du message informant que celui-ci est confidentiel, ignoré des médias (Sachant qu'ils pratiquent l'autocensure, cela signifie que tous les blogs ou portails qui citent des faits que les médias-oligarques censurent sont assimilables à des complotistes. - LVOG)

Gageons qu'ils ne seront jamais inquiétés par les renseignements généraux pour les services qu'ils leur rendent...

Un autre blog cité parmi ces chiens de garde du régime... à éviter également.

http://www.cerisesenligne.fr

Du coup j'ai été voir sur leur blog pour en savoir plus ou qui ils sont, et je n'ai pas été déçu : la cerise sur le gâteau renfermant du cyanure !

- Cerises est une publication de l'Association des communistes unitaires (ACU). cerisesenligne.fr est édité par l'ACU.

Le noyau de Cerises est composé de : Gilles Alfonsi, Gilles Boitte, Michèle Kiintz, Roger Martelli, Philippe Stierlin, Catherine Tricot.

L'ACU vise à mutualiser les efforts de ceux pour qui un engagement communiste refondé peut être utile à la transformation de la société. Elle est ouverte à toutes celles et à tous ceux qui se vivent communistes, indépendamment de leurs éventuelles appartenances (passées ou présentes).

L'ACU est une des composantes de la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE).

- Pour Alep, larmes et cris... - 16 décembre 2016

À Alep, pour Bachar al-Assad, Poutine et le régime iranien, c'est l'heure de la victoire militaire.

Après des mois de bombardements incessants, la population n'a plus d'autre issue que la fuite et l'exil. Pour les rebelles, c'est le choix entre l'héroïsme d'une ultime résistance et la reddition, au risque de l'exécution sommaire... (...)

Nul ne pourra dire qu'on ne savait pas, ni qu'on ignorait ce qu'il en serait si on laissait les mains libres au régime et à ses alliés.

Et on a laissé faire ! Les bombardements, les barils de dynamite, les missiles explosant les abris souterrains, l'organisation de la famine, l'offensive des troupes du Hezbollah, des régiments d'élite iraniens, des milices afghanes, irakiennes...

Et de commenter que la guerre, c'est cela, sans rien de propre... Occultant que cette guerre-là a ceci de particulier que c'est la guerre menée par un dictateur contre son peuple, au prix de la destruction de son pays. C'est à cette entreprise-là que les régimes russe et iranien ont fourni tous les moyens dont disposent de modernes armées professionnelles... Pour écraser et éradiquer une révolution populaire ! cerisesenligne.fr

De A à Z la propagande officielle depuis 2011, stalinien for ever !

Après cela comment croire ce que ces gens-là racontent ? Tenez, après toutes les fausses informations qu'ils ont diffusées, ils ne seront pas catalogués comme complotistes, étonnant, non ? Non, normal.

Le Net regorge de blogs ou portails aussi pourris ou réactionnaires.

En complément. 83% des Américains estiment qu'ils sont victimes d'un complot d'Etat.

- USA. Qui croit encore la CIA? Par Slobodan Despot - arretsurinfo.ch

Dans le cadre de l'imbroglio lié aux manipulations de l'élection américaine, les «agences» U. S. ont affirmé que Wikileaks avait bénéficié d'un «coup de pouce» des hackers russes. John Harwood, le journaliste vedette du New York Times et de CNBC, a demandé au public (via son compte twitter) à qui, entre Wikileaks et les renseignements, il accordait sa confiance. La réponse est dévastatrice : 83% en faveur de Wikileaks sur 84115 votants! arretsurinfo.ch 10.01

Et ce n'est pas un "fake news".

- Le rapport du Renseignement concernant l'influence russe sur les élections est un flop - Par Moon of Alabama arretsurinfo.ch 07..01

John Harwood couvre « l'économie et la politique nationale pour CNBC et le New York Times. » Plus de 100 000 personnes le suivent sur Twitter. Il est connu comme un supporter d'Hillary Clinton et c'est un copain de John Podesta qui a dirigé la campagne électorale de Clinton.

Harwood a fait un petit sondage. Il n'est pas représentatif statistiquement mais il donne un aperçu du sentiment général.

Qui crois-tu, Amérique ? 83% Wikileaks et 17% les officiels du renseignement étasunien.

Ce résultat montre bien les limites de pouvoir de la soi-disant Communauté du Renseignement. Mais il y a pire : les allégations de « hacking russe » d'hier n'ont même pas réussi à convaincre ses partisans anti-russes les plus ardents.

The Daily Beast : Le rapport américain sur l'espionnage accuse Poutine de piratage, mais ne fournit aucune preuve.

Kevin Rothrock (Moscow Times):

Je n'en crois pas mes yeux. Est-ce là le dossier du Renseignement du gouvernement américain sur cette affaire?

Il faut bien le dire : le rapport déclassifié du gouvernement des USA intitulé « Évaluation des activités et intentions russes lors des dernières élections aux Etats-Unis » embarrasse tout le monde.

Susan Hennessey (Lawfare, Brookings):

Le rapport non classifié est pour le moins décevant. Il n'y a pas de nouvelles informations pour ceux qui ont suivi l'affaire.

Bill Neely (NBCNews):

Beaucoup de jugements de valeur, mais peu de faits et aucune preuve tangible dans le rapport du renseignement étasunien sur le prétendu piratage russe.

Stephen Hayes (Weekly Standard):

Le rapport des Renseignements sur la Russie n'est guère plus qu'une suite d'allégtions. Je comprends qu'on protège les sources/procédures, mais le rapport est faible.

Julia Ioffe (The Atlantic):

Il est difficile de dire si la minceur du rapport sur le #hacking vient de ce que la preuve est classifiée ou qu'elle n'existe pas.

@JeffreyGoldberg Je dois dire, cependant, que beaucoup d'observateurs russes que je connais sont très sceptiques à propos

du rapport. Aucun d'eux n'aime Poutine/Trump.

Quelque chose est cassée, cela ne prend plus et c'est cela qui les rend hystérique.

- En Russie, le rapport américain sur l'ingérence ne convainc personne - Liberation.fr

Censé démontré l'influence qu'a eu Moscou dans l'élection présidentielle américaine, les écrits qui ont fuité vendredi ont été accueillis avec scepticisme voire amusement, y compris par les opposants à Vladimir Poutine.

Le rapport sur l'ingérence russe dans l'élection présidentielle américaine publié vendredi par les services secrets américains a suscité en Russie déception, hilarité ou dédain. Même les pourfendeurs du Kremlin qui pouvaient attendre des révélations crédibles n'ont eu à se mettre sous la dent qu'un document «faible», «peu consistant», «naïf», «caduc».

La rédactrice en chef de la chaîne RT, que les renseignements américains placent au cœur du dispositif de propagande russe, Margarita Simonyan, a, elle, qualifié le rapport de «fou rire de l'année» et de «travail d'écolier». Et Vladimir Poutine, qui est accusé nommément d'avoir «ordonné une campagne d'influence en 2016 visant l'élection présidentielle américaine», a fait dire par son porte-parole, Dmitri Peskov, qu'il était «fatigué» des «accusations absolument infondées, d'un niveau amateur». «Nous continuons à démentir catégoriquement toute implication de Moscou dans les attaques informatiques contre les Etats-Unis, a-t-il ajouté. Nous ne savons toujours pas quelles sont les données utilisées par ceux qui lancent de telles accusations infondées.»

Et de fait, le rapport expurgé de ses informations classifiées n'apporte pas d'éléments nouveaux ni de preuves tangibles sur l'implication de la Russie dans la campagne et la présidentielle aux Etats-Unis. «Le rapport est décevant parce que si les services de renseignement ont des billes, ce qui est sûrement le cas, ils ne peuvent absolument pas citer ni leurs sources ni leurs méthodes», explique le professeur Mark Galeotti, spécialiste des services de sécurité à l'Institut des relations internationales de Prague. Qu'il y a eu ingérence russe commence néanmoins à faire l'unanimité, puisque même Donald Trump a fini par l'admettre. Liberation.fr 9.01

On en rajoute une dernière couche.

- Présidentielle américaine: Assange juge le rapport de la CIA "politisé" - AFP

Le rapport de la CIA sur l'intervention de la Russie dans l'élection américaine est un "communiqué de presse" avec un objectif "politique" et n'apportant aucune preuve, a affirmé lundi Julian Assange lors d'une conférence de presse en ligne. AFP 10.01

Deux vidéos pour briser les idées reçues.

Je n'ai pas eu le temps de les visionner.

Patrick MBEKO - 42 ans de lutte de l'Occident contre Kadhafi
https://www.youtube.com/watch?v=tAQKer2_RQw

Un internaute : "J'ajouterais que Kadhafi était avec Gbagbo l'instigateur d'une politique visant a démanteler le franc CFA dans le cadre du Panafricanisme... chose qui a également contribué à ce que l'occident veuille l'écarter."

Je l'ignorais pour Gbagbo.

"A visage découvert" Documentaire Arte sur Bachar Al Assad jamais rediffusé
https://www.youtube.com/watch?v=Zn-riejD6NY

USA. Trumpitudes et malheur à ceux qui y croient.

- À son tour, Fiat Chrysler relocalise aux États-Unis - BFM Business

Après Ford la semaine dernière, c'est au tour de Fiat Chrysler de relocaliser sa production aux États-Unis. Le groupe italien a annoncé dimanche 8 janvier la création de 2.000 emplois et le rapatriement de la production d'un gros pickup aux États-Unis, au moment où les constructeurs automobiles sont sommés par le président élu américain Donald Trump de freiner leurs délocalisations vers le Mexique.

Le constructeur investira un milliard de dollars d'ici à 2020 dans deux de ses usines dans le Michigan et l'Ohio, où seront créés ces nouveaux emplois, pour assembler notamment sa nouvelle Jeep de luxe Wagoneer ainsi qu'un pickup, précise son

communiqué publié à la veille de l'ouverture du salon automobile de Detroit.

Il va également produire dans son usine de Warren dans le Michigan une grosse camionnette à plateau (pickup) de marque Ram, actuellement fabriquée au Mexique.

Donald Trump pourra en tout cas revendiquer un nouveau succès politique, après avoir déjà obtenu en décembre, moyennant un cadeau fiscal de 7 millions de dollars, du fabricant de climatiseurs Carrier qu'il renonce à créer une usine au Mexique pour investir aux Etats-Unis et y créer 1.000 emplois. BFM Business 09.01

- Washington sanctionne encore Moscou, dix jours avant la présidence Trump - AFP

L'administration sortante du président américain Barack Obama a pris lundi de nouvelles sanctions contre des responsables russes, dont un proche du président Vladimir Poutine, dix jours avant l'entrée à la Maison Blanche de Donald Trump, qui veut se rapprocher de Moscou.

Le Trésor américain vise également le procureur Alexander Bastrykin, un proche du président Poutine et patron selon la presse du Comité fédéral d'investigation, l'équivalent russe du FBI américain, qui aurait conduit nombre d'enquêtes contre des opposants au chef du Kremlin.

Le Trésor et le département d'Etat ont en fait rendu publique l'actualisation d'une liste dite "Magnitski", du nom d'une loi américaine de décembre 2012 qui permet de geler les éventuels biens et intérêts américains de responsables russes interdits de séjour aux Etats-Unis car accusés de graves violations des droits de l'homme. Cette liste est renouvelée et présentée chaque année devant le Congrès et est une source de grandes tensions entre les deux anciens adversaires de la Guerre froide aux relations de nouveau glaciales depuis quatre ou cinq ans.

La liste Magnitski comprend dorénavant "44 noms" et "les personnes (qui y figurent) sont inéligibles pour obtenir un visa et pour être admises aux Etats-Unis". Certains jouent "un rôle dans la machine répressive des systèmes (judiciaires et policiers) russes et d'autres sont mêlés à des affaires de violations des droits de l'homme", a accusé la diplomatie américaine. AFP 09.01

Commentaire d'un internaute

- "Surtout que ces "fuites" sont venues d'un employ" du Parti démocrate...

Mais quand on sait que 90% des média appartiennent à six corporations multinationales, il est facile de comprendre que le "Faux News" est dans toute la "Grande Presse", et pour savoir le revers, il faut se renseigner ailleurs..."

- Trump dénonce de "fausses informations" le liant à Moscou - AFP

Donald Trump s'en est pris mercredi aux services de renseignement et à la presse pour dénoncer de "fausses informations" sur d'éventuels liens secrets avec Moscou, devenues un des sujets des auditions au Congrès de ses futurs ministres qui se poursuivront jeudi.

"Ce sont des fausses informations. C'est bidon. Ces choses ne se sont jamais passées", a lancé Donald Trump lors de sa première conférence de presse depuis juillet, dans le hall bondé de la Trump Tower à New York, après la publication, par le site Buzzfeed, de 35 pages de notes alléguant de liens de longue date entre son entourage et le Kremlin.

Le site Buzzfeed, selon ces documents, à l'authenticité incertaine, les services russes d'espionnage disposent également d'informations compromettantes ("kompromat") compilées au fil des années, notamment sur des rencontres avec des prostituées à Moscou.

Le futur commandant en chef s'en est aussi pris aux services américains, se demandant s'ils n'étaient pas la source de ces fuites.

"C'est scandaleux, scandaleux, que les agences de renseignements aient permis (la publication) d'une information qui s'est révélée être erronée et fausse", a-t-il dit. "C'est le genre de choses que l'Allemagne nazie faisait".

Une attaque qui lui a valu une réponse cinglante de l'administration sortante. Ces critiques sont "très malavisées", a lâché le porte-parole de la Maison Blanche, Josh Earnest.

Le Kremlin a nié l'existence d'un tel dossier. AFP 11.01

- Trump ignore CNN et qualifie le site d'info BuzzFeed de «tas d'ordures» - Sputnik

Lors de sa première conférence de presse, commentant l'article publié sur le site BuzzFeed selon lequel les services secrets russes auraient des dossiers sur lui, Donald Trump a qualifié le site de «tas d'ordures». Il a également refusé de répondre à la question de CNN.

Le président élu américain Donald Trump a déclaré que le site BuzzFeed répondrait de la publication d'un document anonyme comportant des « dossiers » sur lui.

« Ils doivent être prêts à en subir les conséquences, ils se préparent déjà », a exhorté M. Trump lors d'une conférence de presse à New York qui a été diffusée par les chaînes de télévision américaines.

Il a également qualifié les collaborateurs du site de «tas d'ordures» et de «personnes très malhonnêtes». Il a souligné avoir déjà été témoin de personnes « détruites » par ce genre de publications dans les médias.

« Tout ce que je veux c'est que les journalistes soient honnêtes » a souligné le président élu.

Un peu plus tard, Donald Trump a interrompu un journaliste de CNN qui essayait de lui poser une question.

« Non, pas vous, vous êtes une organisation horrible et vous publiez de fausses informations », a-t-il attaqué, ajoutant qu'il ne communiquerait qu'avec des « journalistes honnêtes ». Sputnik 11.01

Commentaire d'un internaute

- "Ils installent le chaos comme ils savent le faire partout. C'est leur seule arme. Crier fort un mensonge pour le rendre incontournable et celui qui osera dire la vérité sera qualifié de sectaire."

Très juste. Et à qui profite le chaos ? Aux amis oligarques de Trump...

- Prostituées, douche dorée, lit d'Obama: enfin des révélations sur le rapport contre Trump! - Sputnik

Le FSB aurait forcé Trump à se livrer à des «actes sexuels pervers à Moscou» pour le faire chanter. Voilà les nouveaux détails croustillants sur les soi-disant frasques de Donald Trump à Moscou qui ont explosé les médias mainstream. Voulez-vous un autre secret? Ce rapport sur le lien Trump-Moscou n'est que le canular d'un pro du troll internet!

Sources fiables ? Informations vérifiées ? Bof, pourquoi se casser la tête si l'occasion se présente d'accuser et condamner encore une fois la Russie ? Pure logique « as usual » pour les médias américains. La semaine dernière, le Washington Post s'est cassé le nez sous l'influence de l'intox antirusse, maintenant c'est au tour du réseau CNN et de BuzzFeed de s'en prendre une lampée.

Le refus du directeur du FBI, M. Comey , de révéler si le président élu se trouvait sous une enquête secrète a coïncidé avec la publication par plusieurs médias de rapports accusant Trump de se livrer à des « actes sexuels pervers organisés / supervisés par le FSB ». Même les médias qui ont publié ces rapports reconnaissaient qu'ils étaient non seulement infondés, mais qu'ils contenaient plusieurs erreurs factuelles.

Le seul hic, c'est que toute cette histoire, incroyablement détaillée et sensationnelle, n'était en fait qu'un… canular et un immense fake ! Selon le forum anonyme anglophone, constitué d'un réseau d'imageboards, 4Chan, ces documents ont été créés par un utilisateur et envoyés à Rick Wilson, que CNN décrit comme « le plus hardcore des "haters" de Trump », sachant qu'il agirait comme il se doit.

Et les médias libéraux, dont CNN, BuzzFeed, Cosmopolitan, sont tombés dans le panneau !

« Ils croient encore en cela. Les gars sont vraiment désespérés, il n'y a pas de scandale concernant Trump digne de confiance », a écrit ce génie diabolique et amateur de bonnes blagues.

Le site Gateway Pundit précise encore que les documents du rapport n'étaient pas conformes aux exigences de la CIA ou du renseignement britannique, car ni le renseignement américain ni le renseignement britannique n'écrirait « CONFIDENTIAL / SENSITIVE SOURCE » sur un document. Même WikiLeaks a exprimé des soupçons à ce sujet :

« Le fichier de 35 pages publié sur BuzzFeed à propos de Trump n'est pas un rapport du renseignement. Le style, les faits et la date du rapport ne montrent aucune crédibilité », a déclaré WikiLeaks dans un tweet. Sputnik 11.01

Au fait, tout cela est paru également dans les médias français, où sont donc passés ces blogs de merde debunkersdehoax, hoaxbuster.com, hoaxkiller.fr, liberation.fr/desintox ? Aux abonnés absents, normal.

- Donald Trump nomme son gendre Jared Kushner haut conseiller à la Maison Blanche - francetvinfo.fr

Le président américain élu a décidé de nommer son gendre, Jared Kushner, haut conseiller à la Maison Blanche, a indiqué son équipe de transition dans un communiqué, lundi 9 janvier. Le mari d'Ivanka Trump, la fille aînée du futur 45e président des Etats-Unis, a renoncé à tout salaire pour la durée de ce poste, précise le communiqué.

Jared Kushner qui n'avait aucune expérience politique avant de s'engager dans la campagne de son beau-père, se retrouvera ainsi dans le tout petit cercle des très proches conseilleurs du futur président américain. Le gendre conseillera son beau-père sur les accords commerciaux et sur le Moyen-Orient, d'après les précisions apportées à Reuters par des membres de l'équipe de transition lors d'une conférence téléphonique. Jared Kushner travaillera en étroite coopération avec Reince Priebus, futur secrétaire général de la Maison blanche, et Steven Bannon, nommé stratège en chef.

Ancien élève d'Harvard, diplômé de droit de la New York University, Jared Kushner, qui dirige le groupe immobilier familial, travaille avec son beau-père depuis 2015. Il a su s'imposer dans l'organigramme de la campagne présidentielle de Trump et a été associé à la plupart des décisions. Le voir poursuivre au côté de son beau-père ne constitue pas une surprise.

Sa nomination comme conseiller ne nécessitera pas une confirmation par le Sénat. Mais elle pourrait poser un problème juridique. Une loi fédérale de 1967 interdisant normalement à un président, au nom de la lutte contre le népotisme, de nommer des membres de sa famille au sein de son administration. Des conseillers juridiques ont toutefois assuré que cette loi ne s'appliquait à la Maison Blanche. francetvinfo.fr 10.01

- Le futur chef de la diplomatie américaine dénonce le "danger" russe - AFP

Le chef de la diplomatie américaine nommé par Donald Trump, l'ex-PDG d'ExxonMobil Rex Tillerson, a pris mercredi le contre-pied d'accusations de proximité avec Moscou en dénonçant le "danger" russe pour l'Europe et en assurant qu'Américains et Russes ne seraient "jamais amis".

"La Russie représente aujourd'hui un danger", a jugé d'emblée Rex Tillerson.

Il a condamné le fait que Moscou avait "envahi l'Ukraine en s'emparant de la Crimée et apporté son soutien aux forces syriennes", réclamant une "réponse vigoureuse" des Etats-Unis.

M. Tillerson, un Texan de 64 ans à l'imposante carrure et qui s'exprimait pour la première fois depuis sa nomination le 13 décembre, a toutefois refusé de suivre le sénateur républicain Marco Rubio accusant le président russe d'être un "criminel de guerre".

"Nos alliés de l'Otan ont raison de s'alarmer de la résurgence de la Russie", répondu M. Tillerson au sénateur démocrate Ben Cardin en condamnant les ambitions prêtées à Moscou en Europe.

Rex Tillerson, qui brigue la tête de la diplomatie américaine à la suite de John Kerry, a également reconnu que "même si la Russie cherche à se faire respecter sur la scène internationale, ses activités récentes sont allées à l'encontre des intérêts américains".

"Nous ne serons probablement jamais amis" en raison de "systèmes de valeurs clairement différents", a-t-il encore souligné.

Rex Tillerson est aussi passé sur le gril du Sénat à propos du piratage informatique durant la présidentielle américaine pour lequel Washington accuse Moscou. Il a indiqué du bout des lèvres qu'on "pouvait raisonnablement penser" que le président Poutine était derrière.

Mais pour l'industriel, totalement novice en politique, la riposte américaine, sous forme de sanctions imposées par le président sortant Barack Obama, "fait du mal aux milieux d'affaires américains" désireux d'investir en Russie.

Même si la politique étrangère de M. Trump reste floue, le milliardaire veut non seulement se rapprocher de M. Poutine, mais aussi être ferme avec la Chine, notamment en matière commerciale.

Ainsi, Rex Tillerson a déploré que Pékin "n'ait pas été un partenaire fiable pour user de son influence afin d'endiguer la Corée du Nord" et ses programmes militaires balistique et nucléaire sanctionnés par la communauté internationale. Il a jugé que les objectifs de la seconde puissance mondiale pouvaient être "en conflit avec les intérêts américains".

Les ministres nommés par M. Trump ont besoin de 51 sénateurs sur 100 pour être confirmés. Les républicains contrôlent 52 sièges au Sénat. Si tous les démocrates et trois républicains votent contre Rex Tillerson, il ne sera pas secrétaire d'Etat. AFP 12.01

C'est le dernier paragraphe qui doit servir de grille de lecture à l'intervention de Rex Tillerson...

En revanche, ils adorent Obama

- Le message d'optimisme du discours d'adieu d'Obama - Liberation.fr

Dans un vibrant discours d'adieu, Barack Obama a affiché sa foi inébranlable en l'Amérique, tout en mettant en garde contre les menaces qui pèsent sur elle, à quelques jours de l'investiture de Donald Trump.

- Les larmes de Barack Obama pour son discours d'adieu - L'Opinion

- «Yes we did», des larmes et de l'espoir pour les adieux d'Obama - 20minutes.fr

- Adieux de Barack Obama : les Etats-Unis face au lourd prix politique de l'échec du "Yes We Can" (malgré un bilan pratique défendable) - Atlantico.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Au groupe Bilderberg : Ils ont mieux en magasin.

- Primaire: à Clermont, Valls tient une réunion dans un gymnase à moitié vide - AFP

Quelque 300 personnes étaient venues assister mardi soir à une réunion publique du candidat à la primaire organisée par le PS.

Samedi soir, Emmanuel Macron avait rempli la grande halle d'Auvergne avec plus de 2.000 personnes. AFP 11.01

- L'européiste Emmanuel Macron et son club : le Groupe Bilderberg - par Bruno Arfeuille - Comité Valmy 11.07

Le lien caché entre Fillon et Macron ? Ils ont tous les deux assisté, après y avoir été invité, à une réunion annuelle du « Club des Bilderberg »

L'européiste Emmanuel Macron et son club : le Groupe Bilderberg

« Je pense que vous pourriez dire, déclara un jour le diplomate américain George McGhee, que le traité de Rome, qui a créé le Marché commun, a été mûri pendant ces réunions de Bilderberg et aidé par le flot de nos discussions. »

Source :

« L'Europe sociale n'aura pas lieu », de François Denord et Antoine Schwartz, édition Raisons d'agir, page 40.

A propos des participants au Groupe Bilderberg : tout ce petit monde forme un clan, et ce clan est une nouvelle aristocratie.

Le mouvement politique d'Emmanuel Macron s'appelle « En Marche ! ». En avril 2016, le siège de ce mouvement politique était situé au domicile particulier du directeur de l'Institut Montaigne, Laurent Bigorgne, proche de la droite ultra-libérale !

Découvert par le site d'informations Mediapart, le lien était à chercher dans les mentions légales du site du mouvement (elles ont été modifiées depuis la publication de l'article, mais Mediapart en a conservé une capture d'écran).

Celles-ci faisaient apparaître le nom du directeur de la publication du site, Véronique Bolhuis, et son éditeur, « En Marche ! », association loi 1901 domiciliée au 33 rue Danton, 94270 Kremlin-Bicêtre.

Véronique Bolhuis est la compagne de Laurent Bigorgne, le directeur de l'Institut Montaigne, détaille Mediapart. Et l'adresse

de l'association « En marche ! » est celle du domicile privé du couple.

- 1- Laurent Bigorgne a participé au Groupe Bilderberg du 11 au 14 juin 2015.

- 2- Son ami Emmanuel Macron a participé au Groupe Bilderberg du 29 mai au 1er juin 2014. A ce moment précis, Emmanuel Macron était secrétaire général adjoint de la présidence de la République. Il était le conseiller économique et financier de François Hollande. Deux mois après la réunion du Groupe Bilderberg, il est nommé ministre de l'Economie.

- 3- Pour succéder à Macron, son amie Laurence Boone est nommée conseiller économique et financier du président de la République. Laurence Boone avait elle-aussi participé au Groupe Bilderberg du 11 au 14 juin 2015. En janvier 2016, elle rejoint le secteur privé : elle devient chef économiste des assurances AXA, dont le président est son ami Henri de Castries.

- 4- L'ami d'Emmanuel Macron, Henri de Castries, patron d'AXA, est président du comité de direction du Groupe Bilderberg.

Source :

http://www.lexpress.fr/actualite/politique/macron-son-mouvement-en-marche-intimement-lie-a-l-institut-montaigne_1780429.html

Mercredi 11 janvier 2017 :

Jean Pisani-Ferry rejoint Emmanuel Macron pour diriger son projet.

C'est une recrue de choix pour Emmanuel Macron. Selon nos informations, Jean Pisani-Ferry, commissaire général de France Stratégie, va rejoindre son équipe de campagne, où il coordonnera le programme et le projet du candidat d' « En Marche ! ».

Agé de 65 ans, diplômé de Supelec et professeur d'Economie à Berlin, Jean Pisani-Ferry est une personnalité très respectée à gauche. Il a été conseiller à Bercy auprès des ministres Dominique Strauss-Kahn et Christian Sautter.

Source :

http://www.lesechos.fr/elections/emmanuel-macron/0211680774199-jean-pisani-ferry-rejoint-emmanuel-macron-pour-diriger-son-projet-2056275.php

En 2009, la réunion du Groupe Bilderberg s'était tenue du 14 au 17 mai 2009 en Grèce à Vouliagmeni, à 20 km au sud d'Athènes, au Nafsika Astir Palace, un palace 5 étoiles sur une presqu'ile, avec plages privées et port privé pour yachts.

Jean Pisani-Ferry était un des rares Français invités à cette réunion.

Il y avait d'autres membres de la gauche caviar : Pascal Lamy, Denis Olivennes, Dominique Strauss-Kahn … Bref, les européistes de gauche, les brasseurs d'argent, les affairistes habituels. Comité Valmy 11.07

Je vais rajouter un lien dans le portail vers le blog du Comité Valmy qui publient des articles de qualité. Il est animé par des staliniens et des gaullistes, qui présentent au moins l'avantage sur d'autres courants politiques notamment ceux qui se définissent d'extrême gauche, de ne pas se camoufler derrière une fausse étiquette et d'être honnêtes au moins.

Un uméro d'illusionnisme sous les feux de la rampe.

Quelle tribune, gratuite ! N'en rajoutez plus : la poubelle est déjà pleine !

- Le "style Mélenchon" selon ses fans? "Il casse la baraque" - Le Huffington Post

- Mélenchon déboule dans le Nord - LeParisien.fr

- Présidentielle. Des experts jugent le programme économique de Mélenchon - LeParisien.fr

- Mélenchon appelle les ouvriers à se faire entendre - Reuters

- Présidentielle: Mélenchon obtient un prêt bancaire de 8 millions - AFP

- Mélenchon sent "la panique" dans un PS coincé entre Macron et lui - AFP

- Présidentielle : Mélenchon se moque de la chaîne YouTube de Philippot - LeParisien.fr

- En pleine dynamique, Mélenchon parle Sécurité sociale au Mans - AFP

- Hollande, Macron et Mélenchon en forte hausse - AFP

Et ce n'est qu'un modeste échantillon des deux derniers jours.

Son ennemi n'est pas les banquiers, sinon cela se saurait, la preuve.

- Présidentielle: Mélenchon obtient un prêt bancaire de 8 millions - AFP

Le candidat à la présidentielle Jean-Luc Mélenchon a annoncé lundi avoir obtenu un prêt bancaire de huit millions d'euros pour financer sa campagne, en plus du million d'euros reçus via des dons.

"Tout va bien, je suis flambant de santé: la preuve, on me prête 8 millions que je n'ai pas", a-t-il déclaré au micro de BFMTV/RMC. Son entourage a précisé à l'AFP que cette somme était répartie en emprunts auprès de "deux banques coopératives", sans donner leur nom.

M. Mélenchon a précisé que le mouvement La France insoumise, créé autour de sa campagne, avait réuni par ailleurs "un million d'euros, comme ça par petits dons". "C'est moins que M. Macron, mes copains sont moins fortunés", a-t-il ironisé. L'ancien ministre de l'Economie revendiquait près de 4 millions d'euros de dons à la mi-décembre.

Il a en outre assuré disposer de 496 parrainages dimanche soir, sur les 500 exigés pour pouvoir se présenter à la présidentielle. AFP 09.01

Commentaire d'un internaute

- "Quels que soient les partis, je m'inquiète qu'ils doivent passer par des banques pour participer à une campagne électorale. Et après on s'étonne que les banques soient tellement choyées par nos politiques..."

Quand la nouvelle iddyle des banquiers fait le "mariole".

- Mélenchon appelle les ouvriers à se faire entendre - Reuters

Jean-Luc Mélenchon, crédité de 13% à 15% d'intentions de vote pour le premier tour de l'élection présidentielle, a exhorté dimanche les ouvriers à faire entendre leur voix face aux "beaux parleurs" qui annoncent "de nouveaux sacrifices".

Soulignant que "60% des ouvriers ne votent pas", Jean-Luc Mélenchon les a appelés à prendre le pouvoir dans l'isoloir.

"Je viens leur dire : sortez de votre trou, mêlez-vous de vos affaires, (...) ne vous auto-éliminez pas de la décision, n'abandonnez pas vos bulletins de vote", a-t-il lancé.

Lors de son discours à l'intérieur du théâtre, il a principalement attaqué le programme économique de François Fillon, candidat de la droite et du centre.

"Venez pas après pleurer si vous recommencez avec des Macron, des Fillon, des je-ne-sais-pas-quoi, tous ces gens qui ont la même doctrine, simplement qui vous emballent la marchandise d'une manière différente", a dit le promoteur de la "VIe République".

"N'allez pas voter pour des marioles pareils ou alors vous vous faites injure à vous-mêmes", a insisté Jean-Luc Mélenchon. Reuters 09.01

Ou quand il se fait protecteur des milliardaires... made in USA !

- "Si je suis élu, l'impôt sera perçu sur la base de la nationalité" - bfmtv.com

Il a pris pour cible sans le nommer Gérard Mulliez, le doyen de la famille fondatrice et propriétaire d'Auchan. "Qui est cet homme?

Où habite-t-il? En Belgique. Il a le droit. Pourquoi pas? Mais ses impôts, ils habitent où? En Belgique aussi ! évidemment, tout cela doit avoir une fin", a-t-il déclaré.

"Si je suis élu, l'impôt sera perçu sur la base de la nationalité du cotisant quand il n'est plus en France", a alors promis Jean-Luc Mélenchon. "Et Monsieur Mulliez pourra bien aller en enfer, que je l'y trouverais aussi pour lui prendre sa part d'impôt", a-t-il promis devant la foule enthousiaste.

Détaillant le dispositif qu'il souhaiterait mettre en place, il a expliqué que "les citoyens français devront déclarer partout dans le monde ce qu'ils paient comme impôt à la nation qui les accueille. Et il est bien normal qu'ils en paient là où ils se trouvent car nous pratiquerons de même chez nous. Mais ils devront déclarer ce montant au fisc. Et celui-ci regardera si, après avoir payé cette somme, en France, ils ne devraient pas encore d'argent. L'impôt sera donc universel". Et d'ajouter: "qu'on ne me dise pas que c'est impossible, s'est-il encore écrié, puisque ça se pratique aux États-Unis d'Amérique, et j'aime mieux vous dire qu'ils le font avec une certaine férocité". bfmtv.com 09.01

Populiste ? Vous en doutiez encore.

En famille. Une imposture peut en cacher une autre.

- Etre antisystème, la recette 2017 - LeParisien.fr

De Jean-Luc Mélenchon à Marine Le Pen, en passant par François Fillon, tous fustigent les pouvoirs établis.

Quelle mouche les pique tous ? Longtemps l'apanage du FN (parti anti-« UMPS ») puis de Jean-Luc Mélenchon (haro sur le capitalisme libéral et mondialisé), la posture antisystème est devenue le passage obligé de presque tous les candidats à la présidentielle. Hier, François Fillon, élu député depuis 1981, n'a pas hésité à reprendre cette antienne à son compte : « Il y a deux mois, je n'étais pas le candidat de l'establishment. Je n'ai pas l'intention de le devenir », a déclaré l'ancien Premier ministre de Nicolas Sarkozy.

Même serments à gauche ! Manuel Valls, ancien vice-président de conseil régional, longtemps maire d'Evry, député pendant dix ans de l'Essonne, ministre de l'Intérieur puis Premier ministre, n'a pas hésité à lancer, mardi, à des journalistes interloqués : « C'est vous qui êtes enfermés dans le système. C'est vous qui représentez le système, ce dont les Français ne veulent plus. » Quant à Arnaud Montebourg, son projet pour l'Elysée se veut un projet « alternatif aux appareils politiques et à la pensée unique ».

La candidature d'Emmanuel Macron — pourtant archétype d'une élite à la française et jamais confronté au suffrage universel — s'inscrit dès l'origine dans cette logique. Membre d'aucun parti, pas même du PS, il s'est placé très vite hors de tout appareil partisan dont il a vivement critiqué les lourdeurs et les compromis pour finalement placer son discours — en attendant son programme — « ni à gauche ni à droite ».

« Ce positionnement antisystème d'une grande partie de la classe politique est devenu la condition à satisfaire avant de prendre la parole. C'est se mettre ainsi du côté du mécontentement populaire », explique Dominique Reynié, directeur général de Fondapol, la Fondation pour l'innovation politique. LeParisien.fr 11.01

Mais aucun ne remettra en cause l'existence du capitalisme et l'ensemble de ses institutions.

ACTUALITE EN TITRES

Enfin leur rêve se réalise ! Quel cauchemar !

- Budget de défense : la France le rêve, l'Allemagne le fait - La Tribune

Le budget allemand de la défense devrait passer de près de 32 milliards en 2011 à plus de 39 milliards d'euros en 2020. Soit une hausse deux fois plus fortes que celle du budget de la défense français. La Tribune 11.01

Meurtre avec préméditation des trusts pharmaceutiques et la complicité de la ministre de la Santé.

- La vaccination contre la grippe des personnes âgées n'est pas sans défaut - Liberation.fr

La mort de treize retraités dans une résidence de Lyon pose la question de l'efficacité des politiques de prévention.

L'épidémie, «intense» cette année, «n'a pas encore atteint son pic», estimait lundi la ministre de la Santé Marisol Touraine. Liberation.fr 09.01

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Pologne

- Pologne: la crise politique se poursuit, le Parlement toujours paralysé - AFP

Le Parlement polonais restait paralysé mercredi, occupé par les députés de l'opposition protestant contre ce qu'ils estiment être des actions anti-démocratiques et illégales de la majorité conservatrice, a constaté un journaliste de l'AFP.

Les députés occupent l'hémicycle depuis le 16 décembre, initialement en signe de protestation contre des tentatives du pouvoir de restreindre drastiquement les libertés de la presse parlementaire, puis contre le vote "illégal", selon eux, du budget 2017.

En dépit de négociations menées mercredi entre dirigeants des partis pour que la chambre basse puisse reprendre son travail, le Sénat, dominé lui aussi par les conservateurs, a approuvé le projet controversé de loi budgétaire, dans une ambiance de crise parlementaire sans précédent depuis la chute du communisme en Pologne il y a 27 ans.

L'opposition exige que le budget soit à nouveau soumis à un vote, contestant le fait que la majorité du parti Droit et Justice (PiS) ait effectué celui du 16 décembre dans une salle annexe du parlement.

Le chef du PiS, Jaroslaw Kaczynski, a dénoncé les actions "antidémocratiques" et "illégales" de l'opposition et réitéré que toutes les actions de son parti étaient conformes à la loi.

"Le budget est adopté et j'espère que bientôt, une fois que le président (Andrzej Duda) l'aura signé, il sera publié dans le Journal officiel", a-t-il insisté devant la presse.

Grzegorz Schetyna, le chef du plus grand parti d'opposition Plateforme civique (PO, centre), a rétorqué aussitôt que "le vote du budget par le Sénat s'est fait en violation de la loi" ce qui, selon l'opposition, pourrait être remis en question par Bruxelles, et entraîner des recours en justice.

La majorité conservatrice a imposé dans la soirée la tenue d'une nouvelle réunion de la chambre basse, en dépit de l'occupation de la tribune. Comme si de rien n'était, le président de la Diète a proclamé une minute de silence en hommage à quatre personnalités publiques décédées récemment et après une prière aux morts, a décrété une pause jusqu'à jeudi, 10H00 du matin (9H00 GMT).

Quelques centaines personnes manifestaient dans la soirée devant le Parlement leur soutien aux députés de l'opposition.

"La lutte continue pour le droit de l'opposition à pouvoir s'exprimer", a déclaré à l'AFP Danuta Stolecka, Varsovienne d'une cinquantaine d'années, fidèle des manifestations organisées par le Mouvement de défense de la démocratie KOD.

Dès leur arrivée au pouvoir après les législatives d'octobre 2015, les dirigeants du PiS ont ouvert plusieurs fronts, notamment contre le Tribunal constitutionnel et les médias, suscitant des inquiétudes pour l'Etat de droit en Pologne au niveau du Conseil de l'Europe et de la Commission européenne. AFP 11.01

Ce qu'il y a de bien avec ce genre d'articles, c'est qu'on est incapable d'y comprendre quoi que ce soit...

2- Venezuela

2.1- Venezuela: le salaire minimum augmente de 50% - BFM Business

Pour la troisième fois en moins d'un an, le président vénézuélien Nicolas Maduro a décidé d'augmenter le salaire minimum de 50%. Une manière de "bien commencer l'année", selon lui.

Une fois encore, le très impopulaire président socialiste, Nicolas Maduro, a annoncé dimanche une hausse du salaire minimum de 50% au Venezuela, un pays qui connaît une inflation vertigineuse. Le salaire minimum s'élèvera désormais à un peu plus de 40.000 bolivars, a décrété Nicolas Maduro, soit 60 dollars au plus haut taux de change officiel, ou 12 dollars au marché noir.

"Pour bien commencer l'année, j'ai décidé d'augmenter le salaire minimum", a déclaré le chef d'Etat vénézuélien pendant son émission hebdomadaire à la télévision nationale. Le montant de l'aide alimentaire fournie avec le salaire reste lui inchangé, à environ 93 dollars. L'an dernier, le salaire minimum avait déjà été augmenté par le président de 30% en avril, puis de 40% en octobre.

Depuis des mois, une grave crise économique frappe le Venezuela. Elle est liée à la chute des cours du pétrole - son unique richesse -, qui a fait exploser l'inflation (475% en 2016 selon le FMI) et vidé les supermarchés et les pharmacies. Pour le président Maduro, la crise que traverse le pays s'explique par un "complot capitaliste" orchestré par les Etats-Unis.

L'opposition de droite juge pour sa part qu'elle est due aux 18 années de gouvernance socialiste, sous l'ancien président Hugo Chavez, et sous Nicolas Maduro. Selon un récent sondage publié par Datanalisis, près de 80% des Vénézuéliens désapprouvent la politique de leur chef d'Etat. BFM Business 09.01

2.2- Venezuela: vote au Parlement condamnant le président Maduro - AFP

Le Parlement vénézuélien, contrôlé par l'opposition, a voté lundi contre le président Nicolas Maduro pour "manquement aux devoirs" de sa fonction, lui attribuant la responsabilité d'une "crise sans précédent" qui secoue le pays.

Ce vote, au cours d'une session agitée, reste toutefois symbolique car il a de fortes chances d'être invalidé par la Cour suprême vénézuélienne (TSJ) qui, avant même le début des débats, a prévenu que "l'Assemblée nationale n'avait pas la faculté de destituer le président de la République".

"Est approuvé l'accord selon lequel Nicolas Maduro est reconnu responsable de manquements aux devoirs de sa fonction et il est exigé une sortie électorale à la crise vénézuélienne pour que ce soit le peuple qui s'exprime dans un vote", a déclaré le nouveau président du parlement Julio Borges, issu de l'opposition.

Selon ce texte, "Maduro a provoqué une crise sans précédent au Venezuela" et est "en marge de la Constitution" pour avoir provoqué "un marasme économique", "la rupture de l'ordre constitutionnel" et pour avoir "fait violence aux droits" des Vénézuéliens.

En face, le député chaviste Hector Rodriguez a qualifié l'initiative d'"acte insensé et irrationnel". "Lorsqu'ils diabolisent les actions du président, ils reconnaissent implicitement qu'il gouverne effectivement. C'est un opéra bouffe de plus", a également commenté le député chaviste Pedro Carreno.

Nicolas Maduro a nommé la semaine dernière comme vice-président Tareck El Aissami, un "dur" de son équipe, chargé de lui succéder au cas où il serait finalement destitué. AFP 10.01

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France. Corporatisme.

- Renault: la CFDT signe l'accord de compétitivité et permet son adoption - La Tribune.fr

Le syndicat CFDT de Renault a annoncé lundi dans un communiqué qu'il signerait le nouvel accord triennal sur l'emploi et la flexibilité, une décision qui permet d'atteindre la majorité nécessaire à sa validation.

Trois syndicats approuvent l'accord

Le projet avait déjà obtenu l'aval de FO et de la CFE-CGC. En échange d'une hausse de la flexibilité demandée, par exemple une heure supplémentaire travaillée par jour en cas de hausse de l'activité, il propose l'embauche de 3.600 CDI sur trois ans (2017-2019), sans toutefois compenser le nombre de départs sur la période.

"Cet accord est un compromis très favorable et prometteur" qui "va permettre de préparer l'avenir face aux futurs challenges sociétaux, techniques et réglementaires qui vont transformer le monde automobile", explique la CFDT.

La CGT, qui n'était pas signataire du précédent accord, n'a pas encore officiellement communiqué sa position. Mais à l'issue

des discussions, le syndicat estimait qu'il manquait encore 1.000 personnes pour remplacer les départs naturels de CDI, sans compter les intérimaires que la direction souhaite réduire de moitié (-4.500).

Ce nouvel accord doit succéder à l'accord de compétitivité de 2013 qui, selon la direction, devait se solder, selon le bilan prévu à fin 2016, par 9.200 départs sur trois ans et 3.000 embauches (contre 730 prévues initialement), dont une partie seront réalisées en 2017. Une santé économique nettement améliorée

Depuis, la situation économique de Renault s'est considérablement améliorée. Fin juillet, l'entreprise avait publié un bénéfice net en hausse de 7,5% pour le premier semestre 2016, à 1,5 milliard d'euros. La Tribune.fr 09.01

ECONOMIE

Chine

- Industrie : 200 usines chinoises en Tanzanie d'ici 2020 - latribune.fr

A quelques heures de la visite du ministre chinois des affaires étrangères Wang Yi en Tanzanie, l'on apprend de sources du ministère tanzanien des affaires étrangères, que le partenariat entre la Chine et la Tanzanie va permettre d'implanter 200 usines les trois prochaines années en Tanzanie. L'objectif selon Mindi Kasiga, la chargée de communications du ministère des affaires étrangères, est de faire de ce pays de l'Afrique de l'est un grand pays industrialisé. « Ces usines permettront de créer 200.000 emplois », a-t-elle ajouté, pour rappeler l'importance socio-économique de ces usines. Le chiffre semble irréaliste et pourrait créer des envies. Pourtant c'est bien réel et la Tanzanie n'est pas le seul pays indexé par ce genre d'appui de la part de la Chine pour 2020.

En effet, au Forum de coopération Chine-Afrique de Johannesburg, en septembre 2015, quelques pays ont été choisis par le Président chinois Xi Jinping pour bénéficier de l'expertise chinoise en ce sens. Il s'agit de l'Ethiopie, du Kenya, de l'Afrique du sud et enfin la Tanzanie. Le plan d'industrialisation du gouvernement de Dodoma s'inscrit donc dans le cadre de la feuille de route de cet accord de partenariat avec la Chine.

L'empire du milieu et la Tanzanie nourrissent des relations de longues dates qui se sont renforcées ces dernières années, le premier devenant l'un des plus gros investisseurs et partenaires commerciaux du second. La Chine a investi ces dernières années dans les secteurs des chemins de fer, routiers et portuaires.

Une prochaine visite de la Chine en Tanzanie

L'annonce faite par la chargée de communication du ministère des affaires étrangères de la Tanzanie sur les 200 usines semble être une suite de celle du porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères, Geng Shuang.

En effet, selon lui, le ministre chinois des affaires étrangères Wang Yi, sera en tournée dans cinq pays africains à compter d'aujourd'hui jusqu'au 12 janvier 2017. Ce périple du chef de la diplomatie chinoise prend justement en compte la Tanzanie. A en croire le ministère, lors de cette tournée, Wang Yi, évoquera avec les dirigeants africains la mise en œuvre et les résultats des accords obtenus entre le chef de l'Etat Chinois Xi Jinping et les chefs d'Etat du continent noir, lors du dernier forum sur la coopération sino-africaine de Johannesburg.

Cette visite du membre du gouvernement chinois pourrait bien être aussi celle au cours de laquelle, les termes de l'accord d'appui avec la Tanzanie sur l'industrialisation seront mis en œuvres. latribune.fr 08.01

Haut de page

Le 16 janvier 2017

CAUSERIE

Trois jours de fête nationale, c'est Pungal au Tamil Nadu (sud de l'Inde). Mais malheureusement ma compagne qui a un statut social misérable a travaillé samedi et lundi, chez une riche italienne qui l'emploie comme servante ou esclave quoi.

La rubrique *Articles d'actualité* sera actualisée ce soir ou demain matin avec 10 articles.

A propos du néolibéralisme.

C'est le processus dialectique matérialiste qui préside au fonctionnement du système économique capitaliste qui conduit à l'accumulation du capital et qui se traduit par la concentration du capilal entre les mains d'une poignée d'oligarques. Autrement dit et contrairement en partie à ce que nous avions affirmé jusqu'à présent, le néolibéralisme est à la fois une idéologie et le produit de ce processus historique.

Le néolibéralisme est une idéologie dans la mesure où leurs représentants et bénéficiaires ne tiennent pas à ce que les peuples sachent ce que cache leur stratégie ou quels en sont les tenants et les aboutissants, leurs véritables intentions ou objectifs politiques. C'est une idéologie parce qu'il repose sur une mystification, sur une interprétation fabriquée ou falsifiée du développement de la civilisation humaine et de ses origines jusqu'à nos jours, qui ne sert qu'à justifier ou légitimer le pouvoir économique et politique dont dispose la classe dominante sans partage afin qu'elle le conserve ou que personne lui conteste, ou le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'incarne le capitalisme au stade de l'impérialisme pourrissant, afin d'en assurer la pérennité.

Et le néolibéralisme s'inscrit dans la continuité du processus matérialiste amorcé il y a des milliers et milliers d'années lorsque l'homme entreprit le développement des forces productives en se dotant des premiers instruments pour modifier son environnement afin de satisfaire ses besoins, recourant ensuite successivement à différents modes de production pour permettre à ces forces productives d'atteindre un niveau supérieur au cours d'un processus dialectique inconscient, dont les contradictions devaient mener à la concentration des moyens de production et des richesses entre les mains de quelques oligarques, pendant que l'immense majorité de la population mondiale vouée à vendre sa force de travail serait condamné à survivre péniblement ou peinement à satisfaire ses besoins élémentaires.

Au stade où en est rendue la concentration du capital, parler d'inégalité ou de répartition des richesses est pour le moins inapproprié et particulièrement choquant, grotesque, et ce qui suit l'illustre parfaitement, nous y reviendrons plus loin.

- 8 hommes détiennent autant de richesses que les 3,6 milliards de personnes qui représentent la moitié la plus pauvre de l'humanité.

- 21 milliardaires possédaient autant que les 40% les plus pauvres de la population française en 2016.

- Le patrimoine cumulé des 1% les plus riches du monde a dépassé en 2015 celui des 99% restants

- Les plus fortunés accumulent les richesses à un tel rythme que le premier "super-milliardaire" du monde pourrait voir son patrimoine dépasser 1000 milliards de dollars dans 25 ans à peine. oxfam.org

Oxfam est une coalition d'ONG ayant pour fonction de colporter l'illusion dénoncée plus haut, elle est donc au service du capitalisme et non celui des peuples exploités et opprimés auxquels elle prétend venir en aide, elle est partie prenante de cette mystification destinée à tromper les peuples pour qu'ils ne puissent pas trouver la voie de leur émancipation du capitalisme.

Voilà notamment ce qu'on trouve dans sa présentation, dans son portail.

- Une économie centrée sur l'humain, au service du plus grand nombre

Ensemble, nous devons créer un nouveau sens commun et concevoir une économie qui profite à tous, et non à quelques privilégiés. Une économie centrée sur l'humain serait synonyme de sociétés meilleures et plus justes, dans lesquelles les travailleuses et travailleurs gagneraient un salaire décent, les femmes et les hommes seraient traités sur un pied d'égalité, les enfants auraient des perspectives d'avenir et personne ne vivrait dans la crainte des dépenses engendrées par la maladie.

Rejoignez l'appel pour une économie qui profite à tous, et non à quelques privilégiés

Demandez aux milliardaires de contribuer à la construction d'une économie qui profite à tous, et non à quelques privilégiés. Signez la lettre

Nous devons agir maintenant. Les gouvernements doivent ouvrir la voie, mais chacun doit se charger de lutter contre les inégalités. Les milliardaires doivent veiller à mettre fin aux pratiques d'évasion fiscale. Vous aussi, veillez à ce qu'ils paient leur juste part d'impôt, versent des salaires décents et font bon usage de leur fortune, au lieu de l'utiliser pour biaiser davantage le système en leur faveur. oxfam.org

Cette ONG s'adresse à la bienveillance des gouvernements et des milliardaires, les premiers appliquant la politique dictée par

les seconds pour assurer la pérennité de leur domination sur les masses exploitées et opprimées du monde entier. A l'entendre, il suffirait que les oligarques fassent preuve de bonne volonté pour que la condition des peuples s'améliorent. Or la question n'est pas celle-ci.

Les oligarques n'accroissent pas indéfiniment leur fortune pour le plaisir d'être plus riches ou plus puissants encore, mais parce que ce sont les contradictions inhérentes aux fondements du capitaliste reposant sur les inégalités entre les classes et ses lois de fonctionnement qui leur imposent d'accumuler toujours plus de richesses, cela figure dans Le Capital de Marx et Engels et s'est vérifié tout au long des XIXe et XXe siècle jusqu'à nos jours

Et le problème auquel nous sommes confrontés consiste en ceci, que la quasi-totalité des opposants déclarés aux excès ou méfaits du capitalisme, qu'ils interviennent dans ou en dehors du mouvement ouvrier, ne comprennent pas que le néolibéralisme n'est pas uniquement une idéologie, mais incarne la continuité du capitalisme au stade de développement auquel il est parvenu au XXIe siècle, selon les lois qui le régissent depuis son avènement et qui sont demeurés inchangées, il n'existe pas d'autres sources de plus-value que la force de travail consommée par les exploités au cours du procès de production.

Puisqu'à l'aube du capitalisme les inégalités entre les classes étaient un de ses facteurs déterminants, à son crépuscule il est normal qu'elles atteignent un tel sommet ou niveau insupportable.

Partant de là, il est facile de comprendre ou de constater que toute tentative destinée à réduire le pouvoir de l'oligarchie est infaillement vouée à l'échec, puisqu'il y va de la survie de son système économique et de son statut de classe dominante.

Donc la question ne peut pas être de remodeler ou de réformer le capitalisme, mais bien de l'abolir, de l'éradiquer définitivement de la surface de la planète, au profit d'un mode de production qui ne soit plus basé sur les inégalités entre les classes, mais sur l'égalité entre tous les producteurs de richesses, ce qui nécessite qu'ils s'organisent et s'emparent du pouvoir politique en renversant par une révolution le régime en place.

Il n'existe pas d'autres alternatives politiques.

La survie du capitalisme ne fait qu'exacerber ses contradictions.

- Plus de 55 milliards d'euros de dividendes en 2016 sur le Cac 40 - Boursier.com

En 2016, l'indice Cac 40 a été moins en vue qu'en 2015. Sa progression n'a en effet pas dépassé les 5% (4,9% exactement), alors qu'elle avait été de 8,6% un an auparavant. Mais il ne faut pas oublier que la rentabilité d'un investissement en Bourse ne dépend pas que de la hausse des cours. La distribution entre aussi en ligne de compte. Or, sur ce plan, 2016 aura été une bonne année pour les actionnaires.

La lettre Vernimmen de janvier estime que le taux de distribution moyen de l'indice (soit son rendement) s'est élevé à 4,6%. Un chiffre bien supérieur aux 3,4% obtenus en 2015 et même aux 3,8% de 2014.

Plus de 40 milliards d'euros en cash.

En valeur, le bond en avant de la distribution a de fait été spectaculaire. Les entreprises du Cac ont versé à leurs actionnaires 55,7 milliards d'euros, contre 42,7 milliards d'euros en 2015 (+30%). Le Cac 40 est ainsi revenu sur des niveaux proches de ceux de 2007 et 2008, alors que ces dernières années les distributions oscillaient plutôt entre 40 et 45 milliards d'euros.

Dans le détail, 9,5 milliards d'euros ont été payés sous forme de rachats d'actions. 5,5 milliards d'euros ont été accordés sous forme de dividendes en actions. Enfin, sans surprise, la majeure partie des versements provient de dividendes ordinaires en cash, pour pratiquement 37 milliards d'euros. En ajoutant, le dividende exceptionnel de Vivendi (Swiss: VIV.SW - actualité) (3,7 milliards d'euros), la barre des 40 milliards d'euros de dividendes en cash a même été dépassée (après 34,8 milliards en 2015). Boursier.com 11.01

Qui a dit ?

- « En temps de guerre, la vérité est si précieuse qu'elle devrait toujours être protégée d'un glacis de mensonges. »

Réponse : Winston Churchill (The Second World War, vol. 5, 1951)

Seul défaut : la glace finit par fondre !

Lu dans un article.

- Faut-il rappeler une énième fois qu'à notre ère de la société de l'information, les médias dominants sont plus que jamais utilisés comme dispositifs d'influence géopolitique, servant à modeler et préparer les opinions publiques selon les objectifs stratégiques des grandes puissances ?

Avec le traitement médiatique du conflit syrien et sa couverture schizophrène, amnésique, orwellienne et hypocrite, nous avons atteint de nouveaux sommets dans l'art de la désinformation, la manipulation et la propagande. Difficile de trouver d'autres mots tant les faits sont accablants.

Mis à part quelques notables exceptions (comme l'émission de France 2 Un œil sur la Planète - Syrie : le grand aveuglement , les médias dominants n'ont eu de cesse d'alimenter la propagande anti-Bachar, renforçant la ligne politique du gouvernement français.

Tout point de vue divergent du discours politico-médiatique officiel a été taxé soit de conspirationniste, soit de « pro-Poutine » , surtout suite au début de l'intervention militaire russe (octobre 2015). Le paroxysme du manichéisme et de la désinformation a été atteint durant les dernières semaines de la bataille d'Alep (qui a pris fin le 22 décembre 2016).

Ce passage m'a inspiré l'article suivant.

Pourquoi des sites d'informations "indépendants" ont-ils une telle audience auprès de couches de travailleurs et de jeunes de plus en plus larges, alors que les partis ouvriers n'attirent qu'une minuscule partie de travailleurs et de jeunes ? Et encore, il faut préciser que lorsqu'on soustrait de ces partis leurs militants les plus âgés et les membres plus jeunes de leurs familles qui y ont également adhéré, pour mesurer leur audience il faut employer un zéro suivi d'une virgule. Et si parmi leurs adhérents on soustrait ceux qui participent pratiquement à aucuneactivité politique, là on tombe à un niveau pratiquement indétectable. Autant dire que leur influence est confidentielle ou insignifiante. Mais le plus forte, c'est qu'il réussissent malgré tout à se convaincre du contraire. Si on les prenait au mot, on leur rétorquerait qu'au regard du résultat, ce n'est pas très emballant ou ils n'y a pas de quoi s'en vanter.

On pourrait dresser un constat à peine meilleur concernant les syndicats qui pourtant comptent des centaines de milliers d'adhérents, parce que parmi eux une infime minorité seulement peuvent être qualifiés de militants, et cela ne date pas d'hier. Quand dans les années 70 je travaillais au GAN, sur quelque mille employés regroupés dans une seule tour à la Défense (Puteaux 92) il y avait plus de cent adhérents à la CGT, mais je n'ai jamais vu plus de trois militants réellement au cours des six mois où j'allais travailler là.

On était devenu potes très rapidement, bien que j'ai refusé de me syndiquer, j'avais été formé à l'école de l'anticommunisme par mes parents gaullistes. J'avais 19 ans et je commençais seulement à m'éveiller intellectuellement en abordant la philosophie dont j'ignorais tout, alors la politique, je m'en tapais d'autant plus que je détestais la condition que la société m'avait réservée préférant les paradis artificiels de Baudelaire. A l'époque avec ma dégaîne décontractée de hippy j'étais le chouchou de ces dames toutes générations confondues, sur la cinquantaine d'employés qui travaillaient au même étage que moi, il ne devait y avoir que trois ou quatre hommes, j'étais le plus jeune.

J'étais très affables et je parlais avec toutes ces femmes qui auraient pu être mes soeurs ou mes mères. Certaines étaient syndiquées à la CGT, et je ne me souviens pas qu'elles m'aient parlé une fois de syndicalisme. Leur activité syndicale se bornait à payer leurs timbres, et participer de temps en temps aux réunions syndicales et aux actions que leur syndicat avait décidées, en dehors de cela elles n'avaient aucune activité syndicale, autant dire aucune et n'en parlaient pas. On leur avait dit qu'elles devaient se syndiquer pour donner plus de poids au syndicat lors des négociations avec la direction pour obtenir des augmentations de salaire et de meilleures conditions de travail, c'est sur cette base qu'elles avaient adhéré à la CGT, je m'en souviens parfaitement puisque ce fut le même discours que me tint Chantal, la déléguée syndicale qui avait son bureau à quelques mètres du mien.

Je me souviens également que certaines employées avaient adhéré au syndicat pour faire comme la copine ou pour faire plaisir à Chantal. Et quand il y avait une grève ou un débrayage, les délégués syndicaux passaient à tous les étages et demandaient au personnel de sortir, et il s'exécutait comme si l'ordre leur avait été donné par la direction, l'étage où je travaillais se vidait en cinq minutes, j'ai eu l'occasion d'obserser cette scène à trois ou quatre reprises, et évidemment je ne me faisais pas prier pour suivre le mouvement puisque c'était une occasion de plus de ne pas travailler, de prendre l'air ou de rentrer chez moi. La mise en scène était parfaitement réglée et aucun agent de maîtrise ou chef de service ne cherchait à retenir les employés qu'ils soient syndiqués ou non. Pour un peu elle aurait pu être incluse dans le contrat de travail! Au coup de sifflet tout le personnel sortait, et au coup de sifflet suivant il rentrait bien sagement, car parfois il s'agissait d'un débrayage de quelques heures. Je me souviens que je m'étais fait la réflexion suivante en me marrant : et bien si c'est cela le syndicalisme, à quoi bon se syndiquer, je suis le troupeau et tout le monde est content...

Je déduis de cette expérience que sur les 600 ou 700 000 adhérents que compte la CGT ou la CGT-FO, chacun de ces syndicats doivent reposer sur à peine plus de 10 ou 20 000 militants à proprement parler.

Quand je fus délégué syndical FO pendant trois ans au début des années 80 chez U-Bix (Konica), je ne mis les pieds au syndicat qu'une fois par an pour renouveler ma carte et payer mes timbres, et pas une seule fois je n'aurai la visite du bureaucrate de la fédération. J'étais l'unique syndiqué. Mieux encore, on ne me demanda pas de diffuser la littérature du syndicat, j'ignorais tout de ce que fabriquait FO au niveau de la fédération ou au niveau national, cela ne m'intéressait pas. Je n'ai jamais eu l'intention de construire ce syndicat. Je n'ai jamais eu de discussion avec un responsable du syndicat. J'avais adhéré à un syndicat uniquement pour me couvrir ou obtenir le statut de salarié protégé, afin de pouvoir militer dans l'entreprise où je travaillais pour diffuser mes idées politiques, je n'avais pas l'intention de servir ce syndicat ou de grimper dans ses instances, cette idée me répugnait au plus haut point en tant que trotskyste. Et je n'ai jamais changé, mais j'ignorais alors que mes dirigeants ne partageaient pas vraiment mon point de vue sur cette question.

De mon expérience de militant à l'OCI, je conserve un mauvais souvenir dans la mesure où je n'ai été qu'une machine à diffuser de la propagande (tout comme les syndicats), et j'estime ainsi avoir été manipulé à des fins inavouables que j'ignorais, que je condamne évidemment. En fait, depuis j'ai observé que toutes les formations politiques se comportaient exactement de la même manière.

Leur objectif n'est pas d'aider les travailleurs à comprendre la situation pour prendre leur destin en mains et changer la société, il n'est pas de parvenir à réunir les conditions pour renverser les rapports sociaux existant, il consiste uniquement à combattre les excès du régime pour le rendre plus supportable aux travailleurs.

Quand dans leur propagande ils font référence à certains faits, ils n'en recherchent pas l'origine, ils ne vont pas jusqu'à décrire les rapports de classe qui les sous-tendent, ils ne vont pas non plus les mettre en perspective puisqu'ils nient que la classe dominante agirait selon une stratégie politique déterminée, ils en fournissent seulement ou au mieux une interprétation ou une signification politique qui est plaquée sur la situation et apparaîtra comme telle, le régime, le capitalisme, les institutions sont en crise, etc. qu'on se le dise, discours répété des centaines de milliers de fois ou que les travailleurs ont entendu pendant des décennies sans effet et sans convaincre qui que ce soit, sans que leur niveau de conscience ne progresse, il a même plutôt fortement régressé depuis 40 ans, sans qu'ils se demandent pourquoi, cela ne les intéresse pas, si les choses sont ainsi, c'est qu'il devait en être ainsi, c'est la fatalité et il faut faire avec. Mais comme il leur faut avoir réponse à tout ou pour sauver la mise, les apparences, leur appareil, leurs statuts, leurs dirigeants l'expliqueront en recourant au même registre qui produira le même effet, c'est-à-dire sans convaincre personne, hormis ceux parmi leurs militants, qui, trop fainéants ou intéressés pour penser par eux-mêmes et affronter leurs dirigeants, se satisfairont de syllogismes à valeur de sophismes répétés en boucle pendant 20,30, voire 40 ans qui finiront pas s'incrustrer si profondément dans leurs cerveaux qu'ils seront hermétiques à tout autre explication ou interprétation.

Leur propagande repose généralement sur des lieux communs du genre, c'est de la faute à qui ou à quoi, mais voyons, c'est de la faute à untel ou à ceci ou cela. Ah ben oui, c'est tellement évident, qu'est-ce qu'on est bête franchement de ne pas y avoir pensé plutôt ou nous-même. Et après ? Après quoi ? Rien. Ils passeront à côté de la question déterminante qu'il fallait se poser, sérieusement j'entends, honnêtement : Mais pourquoi, comment a-t-on pu en arriver là. Mieux encore, la question qu'on doit se poser, c'est pourquoi ils ne la posent pas, pourquoi elle ne leur vient pas à l'esprit, à moins qu'ils connaissent la réponse et préfèrent ne pas la poser car elle serait trop compromettante.

Quand on voit qu'ils ont banni de leur discours des expressions comme l'aristocratie ouvrière, le lumpenprolétariat, l'embourgeoisement de couches entières de la classe ouvrière, etc. se contentant de généralités qui servent à camoufler certains aspects de la réalité, à la déformer, comment voulez-vous que leur discours soit crédible tellement il est coupé de la réalité, personne ne les prend au sérieux, ils n'ont aucune légitimité sur ce plan-là.

A l'instar des tenants de la propagande officielle, ils pratiquent donc le déni de la réalité pour fabriquer la leur à partir d'éléments théoriques qu'ils vont mêler à des faits qu'ils ont soigneusement sélectionnés, les uns servant à justifier les autres, et cela va donner une soupe idéologique indigeste, qui lorsque les travailleurs la reniflent leur donne la nausée et c'est bien naturel.

Les militants deviennent rapidement des machines à colporter de la propagande de bas étage et rien d'autres. S'ils tirent profit de leur statut parce qu'ils ont des mandats, pire s'ils deviennent permanents, ils vont s'y accrocher et ils ne progresseront plus jamais. L'immense majorité des travailleurs qui rejoignent une formation politique laissent au vestiaire en entrant leur esprit critique quand ils avaient commencé à en acquérir un précédemment. Ils vont se fondre dans le moule du parti qui va les formater pour diffuser sa propagande et servir des intérêts qu'ils ignorent. Ils sont naïfs, dociles ou très disciplinés généralement, ils vont adopter des principes que leurs dirigeants ne respecteront pas, et s'il leur arrive par la suite de le découvrir, ils ne pourront rien y faire sous peine d'être exclus ou poussés à la démission après une campagne de calomnies ou d'intimidation ou de menaces physiques.

Au départ, les travailleurs sont crédules, sincères et honnêtes, ils ignorent tout du monde dans lequel ils vont mettre les pieds en adhérant à une formation politique (un syndicat, une association, etc.), un monde qui fonctionne selon ses propres règles dont certaines ne sont écrites nulle part, cela ils l'apprendront un jour, plus tard à leur dépens, sans pouvoir y changer quoi que ce soit, d'autant plus que leur mode de pensée aura été formaté par leur organisation, ils seront donc mal placés pour en faire la critique et le corriger, ils auront toutes les peines du monde à s'en séparer même des décennies après avoir quitté leur organisation.

Quand on rejoint une organisation, on est forcément bourré d'illusion sur cette organisation, mais pas seulement, sur soi-même, et si par la suite cette organisation fera tout que vous conserviez les illusions que vous aviez en elle, elle ne fera rien pour vous aider à vous débarrasser des illusions que vous avez sur vous-même, de sorte que le jour où vous en sortirez, que ce soit rapidement ou au bout de plusieurs décennies, sur le plan personnel vous n'aurez pas évolué, on en veut pour preuve, que soit vous replongerez en faisant confiance aveuglément à une autre organisation, soit vous vous direz qu'on ne vous y reprendra plus et vous cesserez de militer, même s'il existait une organisation honnête.

On a parlé ici que d'organisations existant de nos jours, qui fonctionnent selon le principe, fait ce que je te dis mais ne fais pas ce que je fais. Il a existé heureusement des organisations qui ne fonctionnaient pas selon ce principe, par exemple le parti bolchevik jusqu'en 1922 ou 23, quand Lénine cessa de le diriger lorsque les séquelles d'un des attentats dont il avait été victime devinrent insupportables au point de l'emporter l'année suivante.

Il existe aussi des organisations ou associations dont les dirigeants sont honnêtes, mais dont les activités et l'orientation politique ne correspondent pas aux nôtres ou sont mêmes opposés aux nôtres, dont font partie certains journalistes ou intellectuels qui se prétendent indépendants et qui ne cachent pas leurs intentions ou leur orientation politique sans forcément être fermés aux militants qui ne partagent pas toutes leurs idées, je pense en particulier à Michel Collon pour lequel j'ai beaucoup d'estime et d'admiration pour le courage et la détermination dont il fait preuve en affrontant à la fois l'oligarchie, le sionisme et les médias tout en défendant publiquement le marxisme, c'est si rare de nos jours.

Il existe d'autres journalistes ou intellectuels isolés et honnêtes qui publient des articles dans différents portails francophones, sans qu'on partage les orientations politiques qu'ils affichent. Certains vont beaucoup trop loin à mon avis en donnant la parole à des personnes réputées d'extrême droite au nom de la liberté d'expression, car c'est nier par ailleurs leur rôle infâme d'instrument de la classe dominante contre la classe ouvrière, légèreté ou compromission embarrassante qui nous oblige à garder nos distances avec elles, ce qui est dommage car je ne dois pas être le seul dans ce cas-là, ce qui n'enlève rien à leurs qualités personnelles incontestables ainsi qu'à l'honnêteté de leur engagement politique, mais raisonnablement nous ne pouvons pas les soutenir parce que cela serait incompréhensible pour la plupart des militants, précaution que je n'ai pas toujours prise dans le passé pensant à tort que les militants seraient capables de faire la part des choses, ce qui n'était hélas pas le cas la plupart du temps.

Cela dit, les sites d'informations "indépendants" dans lesquels les uns et les autres publient des articles révélant les faits que les médias censurent ou ne tiennent pas à porter à la connaissance de la population par crainte qu'elle comprenne trop bien que les gouvernements et les institutions en général leur mentent effrontément sur la situation ou les manipulent, font l'objet à juste titre de la confiance de millions de travailleurs à travers le monde, et deviennent incontournables dès lors qu'ils interviennent également sur You Tube, Facebook ou Twitter dont les jeunes raffolent.

Il y a de plus en plus de travailleurs et jeunes qui prennent conscience que ceux qui les gouvernent et les médias ne les informent pas mais diffusent leur propagande, l'idéologie de l'oligarchie à laquelle ils sont soumis ou qui en est les propriétaires et le bénéficiaire. Ils savent que s'ils veulent être correctement informés pour se forger librement leur propre idée sur la situation, ils doivent aller voir ailleurs.

Aucun parti ouvrier ne l'a compris et ce n'est pas un hasard. Ce n'est pas un hasard s'ils continuent de reprendre à leur compte la propagande de guerre de l'OTAN sur la Syrie par exemple, en proclamant que la libération d'Alep fut une tragédie pour le peuple syrien. Ils se mettent à dos l'ensemble des travailleurs et jeunes. Cela démontre qu'ils sont complètement coupés de la réalité, et qu'ils poursuivent d'autres intérêts que ceux qu'ils affichent.

En reprenant notamment la version officielle sur Alep, ils se rangent au côté des Obama, Hollande, OTAN, Pentagone, etc. et méritent d'être traités comme tels par les travailleurs et jeunes qui s'en détournent à juste titre. Ils indiquent par là dans quel camp (de la guerre) ils se situent réellement. Je ne sais pas si vous mesurez jusqu'où cela va, c'est très grave, car cela signifie qu'il n'existe pas un seul parti ouvrier digne de confiance, et après ce sont ces mêmes partis qui prétendront combattre l'extrême droite qui peut attirer des couches de travailleurs et jeunes, alors qu'ils en sont directement responsables.

Cette situation nous désole.

Nous en sommes réduits à lutter pour le droit à la vérité, pour le respect, la survie de la vérité, pour qu'elle puisse s'exprimer face à une imposture généralisée ou ce qu'il faut bien appeler un complot qui rassemble tous les acteurs qui interviennent à des degrès divers ou par différents canaux sur la scène politique.

Nous appelons les militants à demander des comptes à leurs dirigeants, à exiger qu'ils cessent leur double langage ou jeu, qu'ils s'en tiennent strictement aux faits en Syrie et ailleurs, qu'ils cessent de déformer la réalité et de soutenir le gouvernement et l'OTAN.

Gageons que de nombreux lecteurs qui jusque là n'étaient pas convaincus du bien-fondé des positions que nous tenions sur la Syrie sauront faire preuve de lucidité, de discernement, de mesure, de logique, on ne sait plus quels mots il faut employer pour se faire comprendre, alors que la situation nous paraît tellement claire, évidente.

On a l'impression que les militants et les travailleurs ne retiennent absolument rien des expériences passées auxquelles ils ont été confrontés. On a pu observer à de nombreuses reprises à peine quelques mois après la dernière opération qu'ils étaient frappés d'amnésie dès que la machine infernale de la propagande officielle reprenait du service pour couvrir un nouvel évènement, ils se faisaient à nouveau manipuler.

En terme de conscience politique ils n'ont pas progressé, parce qu'ils ont été incapables d'en tirer des enseignements par eux-mêmes ou ces leçons ne sont jamais parvenues jusqu'à eux, d'où l'importance capitale de parvenir à leur transmettre, par n'importe quel canal, que ce soit par l'intermédiaire d'un parti ou de journalistes qui font honnêtement leur travail en rendant public tous les faits ou toutes les informations qui leur sont parvenus ou qu'ils ont découverts, et sans lesquels il est impossible de comprendre un évènement ou la situation et partant de là de se forger des convictions qui leur serviront pour la suite, qui serviront de base à leur réflexion au lieu chaque fois de repartir de zéro comme s'ils étaient totalement ignorants de ce qui se passait.

On nous rétorquera qu'à la longue ils y parviennent quand même, en effet cela arrive, mais toujours de manière confuse et teintée d'immenses illusions, et qui plus est sur le plan individuel, ce qui à ce niveau-là ne présente aucun danger immédiat pour le régime, puisqu'ils demeurent incapables de le traduire en terme d'enseignements à valeur collective ou de tâches politiques sur le terrain de la lutte de classes. D'où la nécessité d'interpréter sans cesse les évènements qui se produisent, pour empêcher qu'ils régressent à nouveau ou retombent dans l'amnésie que nous avons évoquée.

A défaut de convictions, les militants et les travailleurs acquièrent davantage des certitudes qui vont s'avérer fragiles le temps passant en l'absence d'une conscience de classe bien aiguisée ou profondément ancrée en eux. Le plus souvent, leurs réactions spontanées, quand elles sont critiques par rapport aux versions officielles qu'on leur sert, ne dépasseront pas le stade de l'impression qu'un rien pourra faire basculer dans une direction opposée, pour peu qu'un beau parleur leur délivre le discours qu'ils voulaient entendre sur un tout autre sujet par exemple.

Le mode de pensée de chaque génération va être formaté par son époque ou dans un contexte social et politique différent en France et dans le monde. Il subira l'influence de l'idéologie dominante qui reflètera le niveau atteint par les contradictions du capitalisme et de la lutte des classes, qui détermineront à leur tour l'orientation de la société qui connaîtra de profondes transformations, autant de facteurs et bien d'autres dont il sera d'autant difficile d'interpréter la signification qu'ils feront l'objet d'importantes modifications au fils du temps. Certains modes de pensée demeureront figés, d'autres évolueront lentement, tandis que d'autres apparaîtront tout en présentant les mêmes lacunes ou d'autres sans que le fil conducteur qui les relie entre eux n'apparaisse clairement, ce qui ne facilitera pas non plus la compréhension de la situation et compliquera encore les rapports entre les différentes générations, qui seront confrontées à des difficultés différentes ou ne les aborderont pas de la même manière... Tout cela pour dire que le déroulement de l'existence ou les expériences qu'on a été amenées à faire tout au long de notre vie ne conduisent pas forcément à élever notre niveau de conscience du monde dans lequel on vit, et croire le contraire comme le font souvent les plus âgés est un leurre, tandis que les plus jeunes sont bourrés d'illusions, un autre leurre.

Pendant plus d'un demi-siècle, depuis beaucoup plus longtemps en réalité, on leur a présenté la situation (et les différents acteurs politiques) de manière contradictoire, sans qu'ils puissent en comprendre la finalité pour avoir cédé à la tentation de recourir à la propagande qui privilégiait un des aspects de la situation, alors qu'il aurait fallu les traiter ensemble pour éviter qu'ils ne se fassent des illusions sur leur condition ou l'évolution à venir de la société, si la classe ouvrière ne parvenait pas à s'emparer du pouvoir politique. Dit autrement, on a favorisé un des aspect de la réalité en le présentant sous un angle progressiste au détriment d'un autre franchement détestable ou réactionnaire, en estimant que c'était le meilleur moyen d'avancer vers notre objectif politique, ce qui encouragera militants et travailleurs à oublier ou à ne pas prendre conscience de la véritable nature de la société ou du régime ainsi que celle de certains acteurs qui intervenaient à leur côté, nature qui n'était pas franchement à leur avantage pour être animée fondamentalement de mauvaises intentions à leur égard ou guidée par des intérêts opposés aux leurs.

En adoptant cette stratégie, l'avant-garde du mouvement ouvrier n'a fait qu'inciter militants et travailleurs à adopter la théorie selon laquelle le progrès social qui avait accompagné le développement du capitalisme devait être infini, ajoutons, et pour peu que la classe ouvrière se mobilise avec ses organisations la condition des exploités devrait s'améliorer sans cesse jusqu'à réaliser le socialisme, les uns le déclaraient ouvertement, les autres s'en défendaient tout en sachant que c'était ce que sous-entendait cette stratégie, ou ils savaient pertinemment que la plupart des travailleurs et des militants l'interpréteraient de cette manière-là, parce que cela semblait plus à leur portée et pour tout tout dire préférable car moins aléatoire, dangereux ou violent qu'une révolution.

C'était ignorer que cette situation ne durerait pas indéfiniment ou faire l'impasse que le moment venu les différents acteurs sur lesquels comptaient la classe ouvrière pour se mobiliser répondraient aux abonnés absents et qu'ils demeureraient seuls, sans direction face à l'offensive engagée par le capital pour broyer tous leurs acquis sociaux et politiques. Ces acteurs vous les connaissez très bien, le PS et le PCF, des ennemis de la classe ouvrière qu'on nous a vendus comme ses alliés ou ses représentants pendant un siècle.

Le PS nous a été présenté sous un angle particulièrement avantageux, alors qu'il était foncièrement anticommuniste, anti-social, anti-ouvrier, ce que chacun est bien obligé d'admettre en 2017, mais il l'était déjà il y a plus d'un siècle en arrière. Quant au PCF, tout aussi anticommuniste, il nous fut présenté successivement sous un aspect monstrueux, puis sous un jour plus fréquentable au point de revendiquer sa présence dans un gouvernement au côté du PS, au nom de la classe ouvrière qui était invitée à

formuler au plus haut niveau des illusions dans ces partis, ce dont elle s'abstiendra sans qu'on se demande pourquoi.

Jusqu'à présent je m'en étais tenu à l'explication consistant à dire qu'elle n'avait plus d'illusions sur la volonté de ces partis de changer la société, mais cette explication était incomplète, il fallait ajouter qu'elle n'avait pas ou plus l'intention de changer la société parce qu'elle avait été corrompue par le capitalisme et qu'elle s'était éloignée du socialisme au point de ne plus savoir ce que cela signifiait vraiment. Cette explication qui est conforme à la réalité quand on observe le mode de vie et de pensée de la classe ouvrière, vous ne la trouverez dans aucune des publications des différents courants de l'avant-garde du mouvement ouvrier depuis la mort de Trotsky en 1940, bien que je ne les aie pas toutes lues, je ne prends aucun risque en l'affirmant. Or, c'est un des facteurs déterminants qui permet de comprendre la situation, comment et pourquoi le mouvement ouvrier s'est décomposé au point de soutenir la propagande de l'OTAN en Syrie par exemple, un véritable cauchemar pour un militant ouvrier.

Terminons pour aujourd'hui en revenant à notre sujet.

Tous les partis ouvriers sans exception se sont alignés sur les versions officielles que les représentants de la classe dominante et ses médias ont adoptées des principaux évenements qui se sont produits dans le monde depuis 2001 pour ne pas remonter plus loin. Tous ont versé à des degrés divers dans la désinformation, la manipulation ou la falsification des faits, de la réalité. Tous ont ainsi oeuvré délibérément à empêcher les travailleurs et les militants à compendre la situation, à élever leur niveau de conscience. On a dit qu'ils s'étaient employés à minimiser, à placer au second plan ou à faire passer à la trappe les mauvaises intentions du PS et du PCF vis-à-vis des travailleurs, en fait, ils n'ont rien fait d'autres qu'imiter ces partis qui n'ont fait que servir d'alibi ou de cache-misère à leurs basses manoeuvres et à leurs intentions inavouables. J'allais écrire qu'ils en récoltaient les fruits aujourd'hui mais cela aurait été une erreur, car en fait ils ont atteint leur but en empêchant qu'un véritable parti ouvrier ne se construise sur les bases du socialisme.

Momentanément de nombreux travailleurs et militants se tournent vers d'autres sources pour obtenir les informations que les médias et les partis politiques censurent, afin de se faire leur propre idée sur la situation et décider quel type d'actions ils vont soutenir en attendant des jours meilleurs, où une nouvelle génération de militants renouera avec le socialisme, le plus tôt serait le mieux car il y a urgence.

Apprentis sorciers ou monstruosité. Vive le nucléaire !

La Tribune des Travailleurs (https://www.facebook.com/La-Tribune-des-Travailleurs)

10 janvier 2017 – Le comité d'entreprise d'EDF a rendu un avis négatif sur la fermeture de la centrale de Fessenheim. Ce vote attendu des syndicats n'est que consultatif. Il symbolise l'opposition à ce projet très politique, dont les chances d'aboutir se réduisent au fur et à mesure que la fin du quinquennat Hollande approche.

A l'époque de la catastrophe d'AZF ma fille et sa mère habitaient à Toulouse, cette dernière m'avait raconté qu'elle avait été stupéfaite d'entendre les militants locaux du PT exiger que cette usine de produits chimiques soit reconstruite au même endroit.

Depuis elles sont parties vivre à la Réunion, et bonne anniversaire à ma fille au passage si elle me lit.

D'illusions en désillusions sans être capable d'en tirer tous les enseignements.

Vidéo. Barack Obama, le marketing, & l'Empire (par John Pilger)
https://www.youtube.com/watch?v=bZHJRe9Amns

Barack Obama, durant sa dernière année au pouvoir, a largué plus de 26 000 bombes sur 7 pays différents, et pourtant les médias « progressistes » et la gauche bien-pensante dans son ensemble pleurent douloureusement son départ, pour la seule raison qu'il avait l'air cool et classe en le faisant. Cela témoigne de l'emprise et de l'influence du marketing sur l'opinion publique, puisqu'en 2008, Barack Obama, en tant que marque / produit, recevait le « prix marketing de l'année » pour sa campagne présidentielle, devançant Apple et Nike.

Le monde est plus que jamais dirigé par une aristocratie de corporations et de superpuissances, dont la propagande publicitaire, omniprésente, joue sur les sentiments pour altérer la perception de la réalité. Ce type est un meurtrier. Comme la plupart des présidents. Même s'il sourit et qu'il est noir. arretsurinfo.ch 15.01

John Pilger est un journaliste, qui comme la plupart des intellectuels et les dirigeants corrompus du mouvement ouvrier avait émis des illusions dans Obama parce qu'il était incapable de se situer sur le terrain de classe du prolétariat ; dire qu'ils avaient eu des illusions dans Obama revenait à manifester leurs illusions dans le capitalisme et un de ses représentants, puisque c'était les oligarques et Wall Street qui avait financé sa campagne électorale. C'est là qu'on mesure à quel point ils sont inconsistants.

Soumis à l'influence de l'idéologie dominante, il avait suffit que le nouveau président soit noir ou d'origine africaine pour éclipser la

lutte des classes de leurs analyses, rendant incompréhensible la période qui allait suivre ou participant à la confusion générale qui allait profiter à l'oligarchie.

Il semblerait que l'enthousiasme plus ou moins accentué dont ils avaient fait preuve à l'annonce de l'élection de Trump soit rapidement retombé, après qu'il eut annoncé la liste des membres de son gouvernement, qui présage la continuité de la politique menée par son prédécesseur à la Maison Blanche, en pire puisqu'encore une fois il ne peut pas en être autrement. A suivre

Tenez, un élément tout frais qui le confirme.

- Dimanche dans les quotidiens britannique Times et allemand Bild. - Francetv info

M. Trump a jugé que Berlin, plutôt que d'accueillir des réfugiés, aurait mieux fait de militer pour des zones d'exclusion aérienne en Syrie pour protéger la population des bombardements. "Les pays du Golfe auraient dû payer pour ça, après tout ils ont plus d'argent que quiconque", a-t-il dit. AFP 16.01

On sait depuis l'expérience de la Libye ce que signifie l'imposition à un Etat indépendant en guerre contre les USA/OTAN de "zones d'exclusion aérienne", l'impossibilité pour l'armée de cet Etat de bombarder les positions de l'armée supplétif de l'OTAN composée de barbares armés par elle et ne reculant devant aucune cruauté pour réduire son ennemi et aboutir à la chute du régime en place.

C'est cela que Trump vient de revendiquer dimanche, à en faire regretter Hollande de l'avoir diabolisé...

Il est dit que criminel de guerre Hollande poursuivra sa sale besogne jusqu'au dernier jour de sa législature

Bachar Al-Assad ne peut pas "être la solution du problème" syrien, lance Hollande - Francetv info 15.01

Commentaire d'un internaute.

- "Demandez aux chrétiens de Syrie qui ils veulent au pouvoir, Bachar a été le seul à les protéger. Et que dire des Saoudiens qui massacrent le Yémen sans qu'on dise quoi que ce soit.... Il faut dire que la France lui vend les armes...".

Le Council on Foreign Relations a tenu les comptes.

- Les Etats-Unis ont largué l'équivalent de trois bombes par heure dans le monde en 2016 - Arrêt sur Info

Un rapport du Council on Foreign Relations (CFR) a montré que Washington a bombardé la Syrie, le Pakistan, l'Afghanistan, la Libye, le Yémen ainsi que la Somalie en 2016. Pas moins de 26 171 bombes ont été larguées. 72 par jour. Trois par heure.

Les frappes militaires américaines ont été nombreuses en 2016. Très nombreuses. Alors que Barack Obama s'apprête à laisser sa place à Donald Trump dans le fauteuil du Bureau Ovale, le Council on Foreign Relations (CFR) a publié une étude sur les bombardements des forces étasuniennes l'année dernière.

Le toujours président des Etats-Unis avait fait du désengagement militaire de son pays une promesse de campagne, pourtant, le think-tank basé à New-York nous apprend que Washington a bombardé au moins sept nations en 2016 : la Syrie, l'Irak, le Pakistan, l'Afghanistan, la Libye, le Yémen et la Somalie.

Les chiffres publiés par le CFR sont impressionnants : 26 171 bombes larguées. Cela représente 72 bombes par jour et trois… toutes les heures. Pourtant, l'organisme de la Grande Pomme assure que ces estimations sont «indiscutablement sous-estimées, considérant que les données fiables pour les frappes aériennes ne sont disponibles que pour le Pakistan, le Yémen, la Somalie et la Libye». De plus, selon le CFR, «une seule « frappe » peut en réalité faire référence à plusieurs bombes et munitions d'après la définition du Pentagone».

Sans surprise la très grande majorité des bombardements américains ont concerné la Syrie et l'Irak. 24 287 bombes y ont été larguées selon les comptes du CFR. Toujours d'après les chiffres du think-tank, en 2015, les Etats-Unis avaient largué 22 110 bombes sur les deux nations arabes.

En juillet 2016, Barack Obama enterrait sa promesse de désengager ses troupes d'Afghanistan en annonçant que 8 400 soldats resteraient déployés dans le pays jusqu'à début 2017. De son côté, l'aviation américaine a augmenté la cadence. D'après le CFR, 1 337 bombes ont frappé l'Afghanistan en 2016 contre 947 en 2015. Arrêt sur Info 11.01 (Source:https://francais.rt.com)

Voilà qui va les rendre encore plus hystérique... à moins que ?

- Moscou et Ankara ont signé un mémorandum garantissant la sécurité des vols en Syrie - sputniknews.com

Le ministère russe de la Défense et l'état-major des forces armées de la Turquie ont signé un mémorandum sur la prévention des incidents et la garantie du maintien de la sécurité des vols aériens au cours des opérations en Syrie, selon le département de l'information et des communications de masse du ministère russe de la Défense.

Comme indiqué, le mémorandum a été signé jeudi au ministère russe de la Défense au cours des consultations des forces armées de la Russie et de la Turquie sur les questions de la coopération russo-turque dans la lutte contre le groupe terroriste EI (Daech) en Syrie. « Le document définit les mécanismes de la coordination et de la coopération de l'aviation des forces aériennes russes et turques lors des frappes sur les installations des terroristes, ainsi que l'ordre des actions des parties en matière de prévention des incidents lorsque les avions et les drones se trouvent dans l'espace aérien syrien », lit-on dans le message. sputniknews.com 12.01

Trumperitudes, grandes manoeuvres et mystification.

- Donald Trump s'en prend à une icône des droits civiques - AFP

Voilà comment ils alimentent le communautarisme et le racisme.

John Lewis, 76 ans, pilier démocrate du Congrès depuis trois décennies, une référence assurément, un Noir, intouchable à ce niveau-là, un saint homme. Qui plus est, je cite l'AFP, il avait participé aux marches de protestation de Selma à Montgomery, menées dans l'Etat de l'Alabama (sud) en 1965 au nom du droit de vote des Noirs, qui ont marqué la lutte des droits civiques aux Etats-Unis, j'ajoute, peu importe comment il a évolué par la suite, une icône de la vertu qui dans la foulée a répondu à Trump dimanche sur par la chaîne NBC : "Je ne considère pas ce président élu comme un président légitime" et d'enchaîner : "Les Russes ont contribué à l'élection de cet homme. Et ils ont pris part à la destruction de la candidature de (la démocrate) Hillary Clinton" la va-t-en-guerre corrompue et pourrie jusqu'à l'os, bref une pourritude...

- Rapport compromettant sur Trump, «un faux complet» - sputniknews.com

Le renseignement US a reconnu le récent rapport compromettant pour Donald Trump comme étant un «faux», a annoncé via son compte Twitter le président américain élu lui-même.

À l'approche de son investiture au poste présidentiel, Donald Trump a déclaré que « des sources » au sein des services de renseignement estimaient que le « dossier Trump » était « un faux complet », sans plus de détails. sputniknews.com 14.01

- Le Sénat américain va enquêter sur l'espionnage russe - Le Huffington Post

- Trump n'exclut pas de lever les sanctions imposées à la Russie - Reuters

Donald Trump laisse entendre dans un entretien accordé au Wall Street Journal qu'il pourrait lever les sanctions imposées fin décembre à la Russie et ne pas se tenir au principe d'une seule Chine qui fonde les relations entre Pékin et Washington. Reuters

- Début à Washington d'une semaine de manifestations anti-Trump - Reuters

Une semaine de manifestations avant l'investiture de Donald Trump a débuté samedi par une marche à Washington pour protester contre les commentaires du futur président des Etats-Unis sur les musulmans, Mexicains et autres minorités. Reuters

En complément

- Otan: les soldats américains accueillis en héros en Pologne - AFP

Trump, la marionnette des chefs de guerre du Pentagone

- Pour le futur chef du Pentagone, il faudra faire face à la Russie - Reuters

L'ex-général James Mattis, choisi par Donald Trump pour diriger le Pentagone dans la prochaine administration, a déclaré jeudi au Congrès qu'il fallait prendre conscience que Vladimir Poutine tentait de briser l'Alliance atlantique dans le cadre d'une offensive plus large menée par différents acteurs contre la stabilité mondiale.

L'ordre mondial, a-t-il dit, "est soumis à la plus grande attaque depuis la Deuxième Guerre mondiale, et elle est menée par la Russie, par les groupes terroristes et par ce que la Chine fait en mer de Chine méridionale".

Il a par la suite ajouté l'"influence maligne" de l'Iran à la liste des défis qui l'attendent, qualifiant Téhéran de "principale force déstabilisatrice au Proche-Orient".

"Je suis entièrement acquis au dialogue mais nous devons aussi voir la réalité ce que représente la Russie", a-t-il dit, ajoutant un peu plus tard lors de son audition que les menaces principales contre les intérêts vitaux des Etats-Unis "commençaient en Russie".

Dans son propos liminaire, il avait indiqué: "Nous avons noué un dialogue avec la Russie même aux heures les plus sombres de la Guerre froide, et je soutiens le désir du président élu de nouer un dialogue avec la Russie à présent.

"Dans le même temps, lorsque nous identifierons d'autres domaines où nous ne pouvons pas coopérer, nous devrons affronter le comportement de la Russie et nous défendre si la Russie choisit d'agir à l'encontre de nos intérêts."

Mattis a précisé devant les sénateurs que les domaines où la coopération était possible était en "nombre décroissant".

Mattis a évoqué l'implication russe dans les cyberintrusions de même que dans la "guerre de l'information". Il a aussi énuméré des violations de traités, des opérations de déstabilisation de pays tiers et les "messages alarmants émanant de Moscou concernant l'utilisation d'armes nucléaires".

"Nous savons qu'il (Poutine) essaie de briser l'Alliance atlantique", a-t-il insisté, qualifiant l'Otan d'élément central de la défense des Etats-Unis.

Le sénateur John McCain, président républicain de la commission des Forces armées, a dit pour sa part que rien ne pouvait le rendre "plus heureux" que la nomination de Mattis à la tête du Pentagone.

"Poutine veut être notre ennemi. Il a besoin de nous en tant qu'ennemi. Il ne sera jamais notre partenaire", a-t-il dit en ouvrant la séance. "Il pense que pour renforcer la Russie, il faut affaiblir l'Amérique. Nous devons procéder de manière réaliste sur cette base-là."

En attendant la confirmation de sa nomination, l'ex-général Mattis, 66 ans, a franchi une première étape en obtenant jeudi une dérogation au Sénat: il n'a en effet quitté les rangs de l'armée qu'en 2013, quand la loi rend techniquement inéligible à la tête du Pentagone les ex-militaires n'ayant pas été rendus à la vie civile depuis au moins sept ans. Les sénateurs lui ont accordé cette dérogation par 81 voix contre 17.

James Mattis a obtenu dans la foulée l'accord de la commission des Forces armées de la Chambre des représentants par 34 voix contre 28.

"Je reconnais que mon potentiel rôle civil diffère en essence et en substance de mon ancien rôle sous l'uniforme", a indiqué Mattis dans son propos liminaire dont le texte a été diffusé à l'avance. Reuters 13.01

Commentaires d'internautes

1- Quand les USA parlent de menace contre leurs intérêts vitaux, il faut comprendre menace contre leur domination du monde.

2- Au cas où quelqu'un aurait été assez naïf pour croire qu'il y aurait un réel changement avec Trump, et douterait encore que la politique des U.S.A, comme celle de bien d'autres pays d'ailleurs, est dictée par la haute finance et le lobby militaro-industriel....

3- Encore un ton de guerre froide de la part des Américains qui en réalité déstabilisent le monde avec leurs guerres et poussent sans cesse leurs pions pour affaiblir la Russie. Les Américains ont toujours besoin d'un ennemi pour justifier leur expansionnisme en se servant notamment de l'Otan dont le chapelet de bases encercle la Russie.

En complément et en signe de "paix".

- Les USA testent une nouvelle bombe thermonucléaire - sputniknews.com

Le Pentagone a l'intention de lancer dès mars 2017 les essais de qualification d'une nouvelle bombe thermonucléaire B61-12.

A leur issue, la liste des avions à même d'embarquer cette munition sera élargie. Une production en série réduite de la nouvelle arme devrait être lancée en 2018. sputniknews.com 12.01

Sans attendre que le nouveau gouvernement s'emmêle.

- Plainte des Etats-Unis contre la Chine sur l'aluminium - Reuters

Le gouvernement des Etats-Unis a déposé jeudi une plainte auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) contre les subventions chinoises à l'aluminium, accusant la Chine de gonfler "artificiellement" sa part de marché par le biais de prêts bon marché et de subventions.

Cette plainte, qui prévoit toutefois des consultations avec Pékin, devrait intensifier un peu plus les tensions commerciales entre les deux superpuissances économiques. Le président élu Donald Trump, dont l'entrée en fonctions aura lieu la semaine prochaine, a fait de la réduction du déficit commercial avec la Chine une priorité absolue.

La plainte, déposée par le Bureau du délégué américain au commerce, affirme que les décisions de la Chine dans le secteur de l'aluminium enfreignent les règles de l'OMC qui interdisent toute subvention susceptible de causer un "grave préjudice" à un ou plusieurs de ses membres.

Elle évoque des prêts publics jugés trop avantageux et des prix "artificiellement bas" pour certaines composantes de la production d'aluminium (électricité, charbon, alumine) qui sapent les prix mondiaux et gonflent de façon non naturelle la part de marché de la Chine.

"La Chine donne à son industrie de l'aluminium un avantage indû par le biais de prêts sous-évalués et d'autres formes de subventions publiques illicites", dit le président sortant Barack Obama dans un communiqué accompagnant la plainte.

"Ce type de politique a nui aux producteurs américains et a contribué à une saturation mondiale de l'acier, de l'aluminium et d'autres secteurs", poursuit Obama. "Nous agissons pour protéger les salariés, chez nous et de par le monde, affectés en permanence par ces politiques. C'est ce que nous avons toujours fait".

Cette plainte fait suite à une demande de saisine de l'OMC formulée en octobre par six sénateurs américains, dont deux de l'Ohio, un Etat qui abrite plusieurs producteurs d'aluminium, à la suite des quelque 15.000 emplois perdus par le secteur ces dernières années.

"Quand la Chine fait baisser les prix de l'aluminium en trichant, les travailleurs et les producteurs de l'Ohio en paient le prix", constate le sénateur démocrate de l'Ohio Sherrod Brown, dans un communiqué publié mercredi.

Selon les services du délégué américain au Commerce, les capacités de production d'aluminium de la Chine ont plus que quadruplé de 2007 à 2015, alors que les prix mondiaux ont chuté de 46% environ. La Chine produit actuellement plus de la moitié de l'aluminium mondial.

Dans le même temps, la production américaine a chuté de 37% et neuf des 14 fonderies d'aluminium ont cessé toute production depuis 2011, une seule opérant au maximum de ses capacités.

Cette plainte est la 16e déposée contre la Chine auprès de l'OMC au cours des huit années des deux mandats de Barack Obama. Reuters 12.01

Incroyable, le New York Times vous informe... ou presque !

Si c'est le New York Times qui le rend public, alors que cela va à l'encontre de la propagande de l'oligarchie qu'il diffuse depuis 2011, exceptionnement on va le croire.

- Preuve audio : John Kerry confirme en privé soutenir et armer Daesh - voltairenet.org

Le New York Times a publié le 30 septembre 2016 des extraits de l'enregistrement audio d'une conversation entre le secrétaire d'État, John Kerry, et des membres de « l'opposition » syrienne. La conversation a eu lieu le 22 septembre 2016, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies. On l'y entend déplorer que le Congrès US refuse d'envoyer des hommes renverser la République arabe syrienne et conseiller aux opposants de se trouver une autre puissance militaire pour faire le travail à leur place et les porter au pouvoir.

Les extraits choisis par le New York Times laissaient comprendre que le département d'État ne pouvait plus soutenir la

Coalition nationale de l'opposition et lui demandait de se tourner vers d'autres sponsors.

L'enregistrement complet de 36 minutes a été publié, le 1er janvier 2017, par The Last Refuge [1]. Il modifie totalement le sens de la conversation et atteste par conséquent que le choix des extraits initialement publiés par le New York Times visait en réalité non pas à accuser l'administration Obama, mais à la protéger.

Dans l'enregistrement complet, on entend le secrétaire d'État.

- confirmer que le but stratégique de la guerre menée depuis 2011 par l'administration Obama contre la République arabe syrienne est de renverser le régime.

- confirmer que l'administration Obama espérait que Daesh serait en mesure de renverser à sa place la République arabe syrienne.

- confirmer que l'administration Obama a approvisionné Daesh en armes pour qu'il renverse la République arabe syrienne.

Cet enregistrement met fin au mythe de la prétendue révolution syrienne aussi bien qu'à celui de la lutte de l'Occident contre Daesh. Il permet de mieux comprendre les tensions au sein de l'administration Obama et la démission du général Michael Flynn. En droit international, le soutien à Daesh viole plusieurs résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et constitue un crime contre l'Humanité.

[1] "Absolutely Stunning – Leaked Audio of Secretary Kerry Reveals President Obama Intentionally Allowed Rise of ISIS…", The Last Refuge (The Conservative Tree House), January 1, 2017. voltairenet.org 12.01

France. Décomposition politique et mystification

Ce sera peut-être le score du candidat du PS au soir du 1er tour de la présidentielle en mai prochain ?

- Mauvaise audience pour le débat de la primaire de la gauche beaucoup moins suivi que celui de la droite - Le HuffPost

Moins de 4 millions de personnes (3,8 millions - ndlr) étaient devant TF1, presque 2 millions de moins (1,8 million - ndlr) qu'en octobre dernier.

L'autre comparaison délicate pour la primaire du PS version 2017 est celle avec le premier débat de la primaire de 2011. Les échanges entre François Hollande, Martine Aubry, Ségolène Royal avaient rassemblé 4,9 millions de téléspectateurs.

Alors que 4 millions de Français ont voté à la primaire de la droite et que 2,6 millions l'avaient fait pour la gauche en 2011, le PS espère toujours atteindre la barre des deux millions. Le HuffPost 13.01

En famille. Ils partagent tous le bilan de Hollande le honni.

- Le bilan de Hollande jugé contrasté lors du débat de la primaire - Reuters

Débat de la primaire de la gauche: le bilan de Hollande en un mot? (Presque) aucun candidat n'y est arrivé Le Huffington Post

Invités à donner leur sentiment sur le quinquennat qui s'achève, la plupart des sept interlocuteurs ont visiblement eu du mal à accabler le président de la République tout en cherchant à démontrer l'utilité de leur candidature.

Résumer le bilan de François Hollande en un mot, telle était la mission impossible fixée aux candidats de la primaire de la gauche lors du premier débat télévisé qui les a opposés ce jeudi 12 janvier.

Invités à donner leur sentiment sur le quinquennat qui s'achève, la plupart des sept interlocuteurs ont visiblement eu du mal à accabler le président de la République tout en cherchant à démontrer l'utilité de leur candidature.

Pourtant farouchement hostiles à François Hollande, Arnaud Montebourg a tenu à énumérer les succès du quinquennat tout en critiquant un bilan "difficile à défendre". Dans le même esprit, Benoît Hamon a regretté les arbitrages du président en critiquant des réformes "au milieu du guet". Pourtant un soutien indéfectible du chef de l'Etat, le démocrate écolo Jean-Luc Bennahmias a hésité avant d'attribuer un "peut mieux faire" tandis que François de Rugy se contentait d'un "bilan contrasté et en demi-teinte". Même Vincent Peillon, qui se pose en candidat du "rassemblement" a décrit le bilan du chef de l'Etat comme celui d'une "profonde incompréhension".

Au final, comme on peut le voir dans la vidéo ci-dessus, Manuel Valls a été le premier à se conformer à la règle du jeu. Et avec un certain panache puisqu'il a résumé le bilan du président de la République avec le mot "fierté". "Fierté d'avoir servi les Français dans une période difficile. Face aux crises. Face au terrorisme", a assumé l'ancien ministre de l'Intérieur et ex-premier ministre, revendiquant l'héritage de la dimension régalienne du bilan.

Dans la foulée, la candidate du PRG Sylvia Pinel a elle aussi trouvé son mot: "responsabilité" d'avoir gouverné et de défendre un bilan "à porter" même s'il est au final très contesté par les Français. Le Huffington Post 13.01

Comment l'oligarchie fabrique à l'américaine son élu à la primaire bis de la droite : Valls.

- L'intérêt pour la primaire initiée par le PS progresse légèrement, à huit jours du premier tour, selon un sondage Elabe pour BFM TV publié samedi.

43% des sondés ("1 en trois jours) se disent "intéressés par cette élection: 31% s'y intéressent "assez" et 12% "beaucoup". 56% (-2) ne s'y intéressent pas (31% "pas vraiment" et 25% "pas du tout").

Parmi les sympathisants de gauche, ils sont 68% ("2) à s'intéresser à la primaire (24% "beaucoup" et 44% "assez"). 32% (-2) ne s'y intéressent pas (8% "pas du tout" et 24% "pas vraiment").

31% des personnes interrogées souhaitent la victoire le 29 janvier de Manuel Valls (stable), devant Benoît Hamon (25%, +1), Arnaud Montebourg (24%, stable) et Vincent Peillon (8%, -1). La victoire de Sylvia Pinel est souhaitée par 5% des sondés, celle de François de Rugy par 3% et celle de Jean-Luc Bennahmias par 1%. 3% sont "sans opinion".

Chez les sympathisants de gauche, M. Valls recueille 31% de souhaits de victoires (43% chez les sympathisants PS, 15% chez les sympathisants de la gauche non socialiste). Benoît Hamon enregistre lui 25% de souhaits de victoires (19% des sympathisants PS, 34% de ceux de la gauche non PS), juste devant Arnaud Montebourg, avec 24% (21% des sympathisants PS, 26% des sympathisants de la gauche non socialiste). AFP 14.01

Les affairistes et la gamelle.

- Guerre froide entre Jean-Luc Mélenchon et les communistes en vue des élections législatives 2017 - Le Huffington Post

Plus encore que le scrutin d'avril et mai, celui de juin représente un enjeu majeur pour le Parti communiste puisque ce sont les voix engrangées aux législatives qui déterminent les subventions que toucheront les formations politiques durant les cinq prochaines années.

Le dialogue étant rompu avec le Parti socialiste et les écologistes, la partie s'annonce toutefois douloureuse dans les 10 circonscriptions où le PCF avait obtenu des élus Front de gauche en 2012. Autant dire que les parlementaires communistes ont très mal digéré d'apprendre que la France insoumise, le mouvement initié par Jean-Luc Mélenchon, envisageait d'investir 577 candidats, y compris dans les circonscriptions tenues par le PC.

Mezzo voce, les communistes mettent en cause les exigences de Jean-Luc Mélenchon qui interdisent tout accord. La charte de la France insoumise prévoit des conditions non négociables aux candidats investis, dont celle de faire campagne sous l'étiquette "France insoumise" et de se rattacher à son association de financement. Concrètement, cela signifie que la comptabilisation des voix engrangées, critère retenu pour l'octroi des subventions, ira à la seule France insoumise qui en reversera une partie aux appareils partenaires. De fait, le PCF se retrouverait affilié économiquement au mouvement mélenchoniste.

"Nous avons prévu un mécanisme de reversement contractuel", rétorque le coordinateur politique du Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon, Eric Coquerel, qui dément toute volonté de tordre le bras aux communistes. S'agissant de l'étiquette France insoumise, il sera autorisé aux partis d'accoler le logo de leur propre parti à côté. "Jean-Luc Mélenchon veut dépasser les partis, il ne les nie pas", assure Eric Coquerel.

Dans ce climat de guerre froide, les dirigeants du PCF n'ont toutefois que peu de marges de manœuvre. Le parti dirigé par Pierre Laurent est en effet contraint par le vote de ses adhérents qui, contre l'avis de la direction, ont voté le soutien à la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Le secrétaire général communiste en est donc réduit aux admonestations verbales.

Le Parti communiste est d'autant plus embarrassé qu'il lui est très difficile de négocier une révision de la charte des Insoumis alors qu'il en boudé la rédaction. En son absence, les mélenchonistes ont également imposé la règle des adhésions directes à la France insoumise, principe auquel le PCF s'était frontalement opposé pour le Front de gauche, le condamnant à demeurer un cartel de partis. Le Huffington Post 14.01

- Le PCF investit ses 253 premiers candidats aux législatives - AFP

Le Conseil national du Parti communiste a investi samedi ses 253 premiers candidats aux législatives, en pleine polémique avec le mouvement de Jean-Luc Mélenchon, la France Insoumise, qui prévoit aussi de présenter des candidats partout.

La liste des 253 candidats, qui comprend une grosse vingtaine de personnes non encartées au parti, "a été adoptée à 91% par le Conseil national", le parlement du PCF, a précisé le Parti communiste dans un communiqué.

Cette première salve d'investitures, qui sera suivie par d'autres, intervient alors que les militants du parti ont décidé fin novembre de soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle. Mais au fil d'une campagne "autonome" et sur leur propre programme, "la France en commun".

Des dents commencent néanmoins à grincer sur la question des législatives entre les deux organisations, celle de M. Mélenchon souhaitant un "label" France insoumise commun et la signature d'une "charte" qui prévoit notamment l'obligation de la discipline de vote à l'intérieur du futur groupe parlementaire.

De telles conditions ont déjà été repoussées par la direction nationale du PCF. Mardi, le chef de file des députés Front de gauche, André Chassaigne, a protesté contre la présence d'un candidat FI contre lui dans sa circonscription.

"André Chassaigne a raison de pousser un coup de gueule", a réagi mardi le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent. "Face à des députés communistes sortant qui appellent à voter Jean-Luc Mélenchon, on ne voit pas pourquoi il y aurait un candidat de la France insoumise", a-t-il estimé. "Ou alors, il faut accepter tous ensemble de se tirer une balle dans le pied !" AFP 14.01

Mélenchon termine le boulot engagé par Mitterrand pour en finir avec le PCF. Paradoxalement on en tire aucune satisfaction puisqu'on a aucun profit à en attendre, au contraire, il fait le jeu du bipartisme à l'américaine qui se met en place en France et qui en principe devrait profiter au PS, bien qu'il soit mal engagé aujourd'hui pour en profiter, quoique si c'était Hamon ou Montebourg le candidat du PS, Mélenchon n'aurait aucune chance de le devancer. A suivre.

Les temps sont durs...

- Présidentielle: pour Fillon, dur, dur de rassembler - LeParisien.fr

- Ces militants qui désertent le Parti socialiste - LeFigaro.fr

Depuis 2012, plus de 40 000 militants ont quitté le PS, souvent par rejet de la politique menée sous le quinquennat de François Hollande par les gouvernements de Jean-Marc Ayrault et de Manuel Valls. Pour la plupart membres de l'aile gauche du PS, et proches des frondeurs, ils se sont opposés au CICE et au pacte de responsabilité, «des cadeaux faits aux entreprises sans aucune contrepartie d'embauches», selon eux. Ils ont dénoncé la loi travail et le pacte budgétaire européen, «placé sous le signe de l'austérité», et combattu avec succès l'inscription dans la Constitution de la déchéance de nationalité pour sanctionner les auteurs d'actes terroristes.

Devenus orphelins, certains vont voter pour Arnaud Montebourg ou Benoît Hamon, candidats dans le cadre de la primaire de la gauche, d'autres ont rejoint la France insoumise de Jean-Luc Mélenchon. De plus en plus d'élus ont rallié le mouvement En Marche! d'Emmanuel Macron, ce qui ne manque pas d'inquiéter les dirigeants du PS. Certains ont même pris fait et cause pour Marine Le Pen. Un ancien militant L'un d'eux affirme même que le Front national «est le seul parti à défendre les sans dents»! LeFigaro.fr 16.01

- Dans la vallée de la Fensch, la présidentielle, ça ne parle pas - AFP

Dans la vallée de la Fensch, d'Algrange à Florange, on n'y croit plus. Trop loin, trop déconnectés, les candidats à la présidentielle ne donnent plus envie et la politique semble incapable de régler les problèmes. AFP 12.01

Ils osent tout !

Cela vous fait penser à une répartie cinématographique célèbre, bravo !

- L'hommage appuyé du Mali à François Hollande - LeFigaro.fr

Il ne manque plus que celui d'Obama...

- Briois (FN) fustige le "mépris de classe" de Macron - AFP

Vous aurez deviné à quoi on les reconnaît...

- Pour Valls, Fillon est "prisonnier" de son projet - AFP

Alors que Valls est "prisonnier" de son bilan comme Premier ministre de Hollande...

- A Lille, Macron se réclame de l'histoire d'une terre de "combat social" - AFP

Parole d'un millionnaire ex-banquier et ex-ministre de Hollande...

- « La culture du respect ferait du bien à la France » - LeParisien.fr

Alors que les promesses électorales n'engagent que ceux qui y croient...

- Hirsch plaide pour la création d'une "assurance-maladie universelle" - AFP

Alors qu'il fut ministre de Fillon sous Sarkozy...

Demandez le programme de la réaction

- Artus - À faire des réformes impopulaires, autant qu'elles soient ambitieuses - LePoint.fr

Artus - Il va être nécessaire en France de mettre en place des réformes impopulaires : sur le marché du travail, la réduction des dépenses publiques et la fiscalité

Face à la nécessité de mettre en œuvre des réformes impopulaires, autant qu'elles soient radicales et non marginales, plaide l'économiste de Natixis.

Il va être nécessaire en France de mettre en place des réformes impopulaires : décentraliser dans les entreprises les négociations du marché du travail, la définition de certaines règles du marché du travail ; réduire les dépenses publiques pour financer la baisse des impôts défavorables à la croissance ; réformer la fiscalité pour qu'elle soit plus favorable à l'emploi, à l'investissement des entreprises. Mais ces réformes peuvent être mises en place de manière minimaliste ou bien de manière ambitieuse. Ces réformes étant impopulaires, autant qu'elles soient ambitieuses, radicales et non marginales. ArtusLa première réforme impopulaire mais nécessaire en France est la décentralisation des marchés du travail. Les salaires en France réagissent très peu à la hausse du chômage, à la perte de compétitivité des entreprises, à la dégradation du commerce extérieur, au déficit de compétitivité-coût par rapport à d'autres pays de la zone euro, comme l'Espagne, au ralentissement de la productivité. Les salaires des peu qualifiés, liés au salaire minimum, ne réagissent pas du tout au chômage des peu qualifiés, ce qui reflète l'absence de lien entre la fixation du salaire minimum et le niveau de productivité des peu qualifiés. ArtusL'idée de la décentralisation des négociations du marché du travail est que, si ces négociations sont faites au niveau des entreprises, elles prendront mieux en compte la compétitivité, la productivité, la situation des entreprises, leurs coûts relativement à ceux des concurrents étrangers...

Sous influence. Le sionisme vaut bien l'union nationale.

"C'est bien la violence de l'occupation qui génère celle de la résistance, et cette résistance est légitime."

- Après l'attentat de Jérusalem, Droite, PS et FN à l'unisson ! - Par Bruno Guigue - Arrêt sur Info

Le 8 janvier 2017, une opération de la résistance palestinienne a coûté la vie à quatre soldats de l'armée d'occupation israélienne, dont trois jeunes femmes. Quatre morts de trop dans ce terrible conflit, bien sûr. Mais cette action n'est pas la première que mènent des Palestiniens réduits à se battre contre l'occupant avec leurs faibles moyens. Utilisant un camion-bélier, cette opération meurtrière, à la différence des actions précédentes, n'a frappé que des militaires. Et elle s'est déroulée sur la « promenade de Talpiot », un nouveau quartier juif de Jérusalem érigé sur des terres arrachées aux Palestiniens durant la guerre de juin 1967.

Ni le mode d'action, ni le lieu choisi n'étaient donc indifférents. A Jérusalem-Est annexée, plus qu'ailleurs, le peuple palestinien est soumis, sur son propre sol, à une occupation et à une colonisation condamnée par le droit international. Dans l'indifférence générale, il subit les humiliations infligées par un occupant surarmé qui bénéficie de la complicité des puissances occidentales et de la passivité des régimes arabes. L'opération du 8 janvier, par conséquent, est le fruit amer de

cette cruelle dépossession du peuple palestinien, de la négation de ses droits les plus élémentaires. C'est bien la violence de l'occupation qui génère celle de la résistance, et cette résistance est légitime.

Les forces politiques françaises ont-elles pris la mesure d'un tel événement et de ce qu'il signifie ? Après cet attentat, considéré par de nombreux observateurs comme le plus grave depuis le déclenchement de « l'Intifada des couteaux », ont-elles médité la phrase célèbre du général de Gaulle accusant Israël, le 27 novembre 1967, d'organiser « sur les territoires qu'il a pris une occupation qui ne peut aller sans oppression, répression et expulsions » et prophétisant la naissance d'une « résistance qu'Israël, à son tour, qualifiera de terrorisme » ?

Loin de là. Au lieu de susciter une analyse objective, l'événement a provoqué une épidémie de mauvaise foi. Championne hors catégorie du soutien à Tel Aviv, Anne Hidalgo a organisé un rassemblement silencieux et illuminé l'Hôtel de Ville de Paris aux couleurs d'Israël. « Ce soir nous sommes face à l'Hôtel de Ville de Paris illuminé en mémoire des victimes de l'attentat de Jérusalem #TousUnisContreLeTerrorisme », a tweeté de son côté le Conseil représentatif des institutions juives de France. Chef de la diplomatie française, Jean-Marc Ayrault ne pouvait demeurer en reste. Il a dénoncé un « acte ignoble » et exprimé la « solidarité de la France avec Israël ».

A cette belle harmonie entre le PS et le CRIF, la droite n'a pas manqué d'apporter sa contribution. Son chef de file, François Fillon, a immédiatement réagi : « Solidarité avec le peuple israélien après l'attentat de Jérusalem. Soyons unis contre le terrorisme ». Visiblement frappé d'amnésie gaulliste, le candidat des Républicains à l'élection présidentielle a perdu de vue la distinction entre le terrorisme et la résistance à une occupation illégale. Celui que l'on créditait un peu vite d'un certain courage sur les questions internationales vient aussi de déclarer, sur Bfm/Tv, que « Bachar Al-Assad est un dictateur et un manipulateur ». Pour peu, on aurait presque oublié qu'il fut le premier ministre de Nicolas Sarkozy, passé à la postérité comme le fossoyeur de l'héritage gaulliste.

Au Front national, enfin, même son de cloche. « Soutien au peuple israélien après le terrible attentat islamiste de Jérusalem », a twitté le 9 janvier la présidente du Front national. Une fois de plus, l'opération du 8 janvier est qualifiée dans des termes qui en interdisent toute intelligibilité. L'islamisme supposé de cette action armée agit comme un mot-écran, qui dispense de toute analyse politique sur l'oppression coloniale en Palestine. Il est vrai que la famille Le Pen n'a jamais été très ardente dans la lutte contre le colonialisme. Et si l'on est, en principe, pour l'indépendance de la France, on sait aussi faire des exceptions. Tous ceux qui s'imaginent que la présidente du FN s'affranchit de tous les communautarismes, et pas seulement de celui qu'elle prête aux musulmans, en seront pour leurs frais. Arrêt sur Info 11.01

ACTUALITE EN TITRES

La lessiveuse de l'aristocratie

- Surprise dans l'affaire Wildenstein: les héritiers sont relaxés - LeFigaro.fr

Racket

- Le prix du PV de stationnement de base grimpera jusqu'à 50 euros à Paris - Boursier.com

La ville de Paris va profiter de la réforme des PV de stationnement, initialement programmée pour 2016 et reportée à 2018 pour fortement relever le prix de l'amende de base.

Elle va passer de 17 euros actuellement à 50 euros, dans le centre de Paris et à 35 euros dans les arrondissements périphériques, a annoncé la mairie...

Si la contravention est réglée dans les 72 heures, l'amende sera minorée à 35 euros dans le centre et à 24,50 euros en périphérie.

Pour ceux qui estimeraient ce montant trop élevé, Christophe Najdovski, adjoint en charge des transports, rappelle que nos voisins européens sont beaucoup plus sévères en la matière: elle est de 96 euros à Londres, 90 euros à Barcelone ou encore 55,50 euros à Amsterdam. Boursier.com

Ouf, ici en Inde c'est gratuit ! Je n'ai pas de bagnole et je n'en aurai jamais plus, le scooter me suffit.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Tunisie

- Tunisie: 6e anniversaire la révolution sur fond de contestation sociale - AFP

La Tunisie a marqué samedi le sixième anniversaire de la chute du dictateur Zine el Abidine Ben Ali sur fond de contestation sociale qui s'étend, le Premier ministre déplorant l'échec des gouvernements successifs à réaliser les objectifs économiques et sociaux de la révolution.

Dans la capitale, la foule s'est rassemblée sur l'avenue Habib-Bourguiba, l'une des principales artères de Tunis en présence de membres de partis politiques et d'ONG, et sous un dispositif de sécurité renforcé en raison des craintes d'attentat.

Selon les médias locaux, aucune festivité n'a eu lieu ailleurs dans le pays.

La révolution avait été déclenchée à la suite de l'immolation par le feu le 17 décembre 2010 du vendeur ambulant Mohamed Bouazizi à Sidi Bouzid, dans le centre-ouest défavorisé de la Tunisie, qui a donné lieu à un mouvement de protestation contre le chômage et la vie chère.

Les manifestations, marquées par des émeutes sanglantes, s'étaient ensuite étendues à tout le pays. Sous la pression populaire, Ben Ali a pris la fuite pour l'Arabie saoudite le 14 janvier 2011.

Six ans après, Sidi Bouzid connaît de nouveaux troubles sociaux ainsi que la région de Ben Guerdane (sud-est) et la contestation semble s'étendre.

Samedi encore, des dizaines de chômeurs ont manifesté à Sidi Bouzid, en scandant "Le travail est un droit, bande de voleurs" ou encore "Travail, liberté, dignité, patrie", deux slogans phares de la révolution, selon un correspondant de l'AFP.

Par ailleurs, quelque 150 chômeurs ont brûlé des pneus pour bloquer la route principale de Menzel Bouzaiane, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Sidi Bouzid, en chantant les mêmes slogans, d'après la même source.

Des protestations similaires ont eu lieu à Meknassi, près de Sidi Bouzid, où une grève générale a été observée jeudi pour réclamer des emplois et le développement de la région.

A Ben Guerdane, ville proche de la frontière libyenne, la police a fait usage de gaz lacrymogènes pour répondre aux jets de pierres de manifestants, selon des témoins et des médias locaux. Les manifestants ont utilisé des pneus et des poubelles pour bloquer les routes. Ils réclament l'ouverture du poste-frontière de Ras Jédir et le libre passage des marchandises.

"Si nous voulons que cette démocratie devienne solide, nous devons atteindre les objectifs économiques et sociaux de la révolution, à savoir l'emploi et la dignité. Aujourd'hui, nous n'y parvenons pas car le chômage et les inégalités sociales ont augmenté et les régions marginalisées le sont encore", a déclaré vendredi soir le Premier ministre Youssef Chahed à la télévision nationale.

Samedi, le président Beji Caïd Essebsi a annoncé de nouveaux projets lors d'un déplacement dans le gouvernorat de Gafsa (centre).

Selon la télévision privée "Nessma", des heurts ont éclaté lors du passage du convoi présidentiel, les forces de l'ordre répondant avec des tirs de grenades lacrymogènes aux jets de pierres de certains manifestants. AFP 15.01

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Grande-Bretagne

- Le système de santé publique anglais "au bord de la rupture" - AFP

La Croix-Rouge décrit une "crise humanitaire", les médecins déplorent des conditions dignes du "tiers monde": le système de santé public NHS, fierté britannique depuis 1948, traverse une crise inédite cet hiver qui commence à rattraper la Première ministre Theresa May.

La photo a fait le tour des réseaux sociaux et la Une du quotidien Daily Mirror. Elle montre le petit Jack, 22 mois, seulement vêtu d'une couche. Faute de lit, il dort sur une couverture posée sur deux chaises en plastique rouge. Malgré une suspicion de méningite, Jack a attendu cinq heures aux urgences avant de voir un médecin.

Comme tous les hivers, le National Health Service est "au bord de la rupture" selon les médecins et organisations hospitalières. Système de soins gratuit, le cinquième employeur mondial (1,5 million de salariés) est une institution sacrée. "Notre religion nationale", disait l'ex-ministre Nigel Lawson.

Le NHS représente un enjeu politique crucial qui décide des élections. Les partisans du Brexit en avaient fait l'un de leurs principaux thèmes de campagne, promettant, chiffres racoleurs et tronqués à l'appui, de renflouer les caisses du NHS avec l'argent qu'il n'y aurait plus à envoyer à Bruxelles.

Mais le NHS est aussi un modèle en crise, confronté au vieillissement de la population, à la croissance démographique et aux politiques d'austérité.

Alors, il suffit de la moindre alerte, comme l'épidémie de grippe cette année, pour enrayer le système. Depuis l'automne, le temps d'attente aux urgences explose: 23% des patients ont attendu plus de quatre heures avant de voir un médecin la semaine dernière. Deux patients sont morts sur un brancard dans un couloir du Worcestershire Royal Hospital cette semaine. Partout, il manque des lits, des ambulances, des médecins.

Le docteur Richard Kerr, membre du Collège royal des chirurgiens, dit n'avoir jamais vu une telle détérioration en 26 ans de carrière.

La situation est si alarmante que la Croix-Rouge a été appelée à la rescousse. "Nous sommes face à une crise humanitaire", a souligné son directeur général Mike Adamson.

La Première ministre conservatrice Theresa May a dénoncé ces propos qualifiés d'"irresponsables et exagérés".

Afin de désengorger les urgences des hôpitaux, elle a appelé samedi les cabinets de médecins généralistes à ouvrir 7 jours sur 7 et de 8h à 20H, sans quoi ils pourraient perdre des aides gouvernementales.

Mais pour beaucoup, le mal est bien plus profond. "Ce n'est pas une crise hivernale, c'est un blizzard dans l'hiver éternel du NHS. On demande au personnel d'offrir un service de première qualité avec des effectifs et un nombre de lits dignes du tiers monde", accuse le docteur Mark Holland, spécialisé en médecine aiguë.

Selon les chiffres de l'OCDE, le Royaume-Uni a consacré 7,7% de son PIB aux dépenses publiques de santé en 2015, contre 8,6% pour la France et 9,4% pour l'Allemagne.

Concédant qu'une "énorme pression pèse sur le NHS", Theresa May assure que "jamais" le gouvernement n'avait autant investi dans le système en injectant 10 milliards de livres supplémentaires sur six ans jusqu'à 2020.

"Faux", a répondu le directeur de NHS England, Simon Stevens affirmant que "le financement du NHS en termes réels (sans tenir compte de l'inflation) va diminuer en 2018/19". AFP 14.01

Situation similaire en France, au point que mon épouse n'éprouve plus aucune raison de rester un jour de plus en France et va rentrer en Inde, puisque pour se faire soigner ou suivre quand on est lourdement handicapé la situation pose de sérieux problèmes en France.

Nigeria

- Nigeria: catastrophe humanitaire dans le nord-est du pays - euronews.com

“C’est de pire en pire”. Ce sont les mots des Nations-Unies au sujet de la situation dans le nord-est du Nigeria. Selon les derniers chiffres, dans la région du lac Tchad, près de 11 millions de personnes ont besoin d’aide de manière urgente. 2,4 millions de d’hommes et de femmes ont déjà fui la région. La plupart se rendent dans la zone de Maiduguri, la grande ville du secteur côté nigérian, en espérant trouver une place dans un camp humanitaire. euronews.com 14.01

Haut de page

Le 17 janvier 2017

CAUSERIE

Hollande, Valls, Fabius, Sapin et Macron avaient préparé le terrain... Avec Fillon président de la France l'oligarchie financière anglo-saxonne va réaliser un coup d'Etat autrefois inimaginable, sans même tirer un coup de canon, après avoir cependant orchestré quelques attentats, la sueur et les larmes ce sera pour plus tard.

Bravo ! Bien joué, si ce n'était pas dramatique on aurait presqu'envie d'applaudir après que les partis dits ouvriers eurent tous cru bon d'ignorer l'existence et l'influence du groupe Bilderberg qui fonctionne comme le gouvernement mondial...

Ils osent tout.

Qui a dit ?

- "Je ne souhaite pas soutenir ce grand exercice d'amnésie et d'amnistie où la responsabilité des anciens ministres n'est pas évoquée".

Réponse : Alexis Corbière, porte-parole de Jean-Luc Mélenchon, à propos de la primaire de la gauche. (Francetv info 16.01), il est vrai qu'en matière "d'amnésie et d'amnistie" ou de "responsabilité", l'ex-ministre de Chirac se pose là !

En oligarchie. Mai 2017. Quand le candidat de l'oligarchie financière anglo-saxonne s'empare officiellement de l'Elysée ou de la France.

- Henri de Castries soutient officiellement Fillon - Reuters

Henri de Castries, qui fut à la tête de l'assureur Axa pendant près de 17 ans, a rendu public mardi son soutien à François Fillon pour la présidentielle d'avril-mai tout en affirmant n'avoir aucune prétention ministérielle.

"Je ne demande rien. Je n'attends rien. Je ferai ce qu'il souhaitera que je fasse", dit-il dans une interview au Figaro.

Jusque-là, l'ancien PDG, qui a quitté le numéro deux européen de l'assurance en septembre dernier, conseillait François Fillon dans l'ombre mais n'apparaissait pas dans l'organigramme de campagne, ni sur la scène des meetings.

En 2014, sa rémunération totale a été supérieure à 5,3 millions d'euros. Reuters 16.01

Précision sur Wikipedia :

- Il est nommé Young Leader de la French-American Foundation en 1994. (Comme Hollande et d'autres dirigeants du PS... LVOG)

- Président du comité de direction du groupe Bilderberg depuis 2011.

LVOG - Rappelons que Fillon avait participé à la réunion annuelle du groupe Bilderberg en 2013 et Juppé en 2015, ils avaient deux candidats potentiels sur le feu... en plus de Valls et Macron.

http://www.bilderbergmeetings.org/conferences.html

2016 - The key topics for discussion this year include (Les sujets importants soumis à la discussion cette année) :

Current events
China
Europe: migration, growth, reform, vision, unity
Middle East
Russia
US political landscape, economy: growth, debt, reform
Cyber security
Geo-politics of energy and commodity prices
Precariat and middle class
Technological innovation

Vous aurez constaté qu'ils ont fait l'objet de la Une de l'actualité internationale ou ils étaient tous inclus dans la stratégie américaine à laquelle tous les participants étaient priés de se soumettre, pas difficile, ils y étaient déjà acquis. Comment nier ensuite l'influence de cette officine sur le cours du monde ?

2016 Bilderberg Meeting (Liste des participants) - Dresden, Germany 9-12 June

Castries, Henri de (FRA), Chairman and CEO, AXA Group
Fabius, Laurent (FRA), President, Constitutional Council
Gernelle, Etienne (FRA), Editorial Director, Le Point
Philippe, Edouard (FRA), Mayor of Le Havre
Charpentier, Emmanuelle (FRA), Director, Max Planck Institute for Infection Biology
Blanchard, Olivier (FRA), Fred Bergsten Senior Fellow, Peterson Institute
Baverez, Nicolas (FRA), Partner, Gibson, Dunn & Crutcher
Barbizet, Patricia (FRA), CEO, Artemis

La France vassale de Washington était déjà devenue un des pays les plus réactionnaires de la planète, alors si en plus de l'influence du Crif et du Medef vous ajoutez celle de Bilderberg, elle est en passe de devenir aussi infréquentable qu'Israël et les Etats-Unis.

- “Nous remercions le Washington Post, le New York Times, le Time magazine et leurs directeurs qui ont participé à nos réunions (Bilderberg) et ont respecté leurs promesses de discrétion pendant près de quarante ans. Il nous aurait été impossible de développer notre plan pour le monde si nous avions été soumis aux feux de la rampe durant toutes ces années. Mais le monde est aujourd’hui plus sophistiqué et préparé à marcher vers le gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d’une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est sûrement préférable à l’autodétermination nationale pratiquée ces derniers siècles.” David Rockefeller.

- Le juge anti-mafia Imposimato accuse le groupe Bilderberg de terrorisme - 28 janvier 2013
http://www.youtube.com/watch?v=9fVDewJx0W4

ACTUALITE EN TITRES

Les imposteurs sont légions.

- Hollande remet la Légion d'honneur à l'ambassadrice américaine Jane Hartley - AFP

Ne cherchez pas la différence, il n'y en a pas.

- Hollande répond à Trump: l'UE "n'a pas besoin de conseils extérieurs" - L'Express.fr

- "C'est une déclaration de guerre à l'Europe" réagit Manuel Valls après les déclarations de Donald Trump - Franceinfo

- Montebourg: Trump a "dans le viseur la destruction" de l'UE - AFP

Deux réflexions politiques

1- J'ai pensé à un truc hier, je me suis dit que si des militants ou lecteurs m'avaient un jour versé une modeste somme d'argent et qu'ils l'avaient regretté par la suite, je suis prêt à les rembourser sans leur demander d'explications. Je ne voudrais pas qu'ils aient sur la conscience d'avoir soutenu financièrement un suppôt de dictateur (syrien) ou je ne sais pas quoi de pire encore.

J'essaie de partager honnêtement les quelques enseignements que j'ai tirés de mes expériences et de mes réflexions politiques, je n'ai pas d'autres ambitions, si on peut appeler cela une ambition, car mon intention est plutôt simplement de rendre service pour faire avancer notre cause dans la mesure de mes moyens.

J'ai parfaitement conscience qu'il est extrêmement difficile pour tout militant de se faire une idée précise ou même approximative sur la situation réelle qui existe dans des pays très différents de celui dans lequel ils ont évolué depuis leur naissance.

Il faut qu'ils sachent qu'ils sont amenés à interpréter les interprétations qui leur ont été fournie par des dirigeants, qui a bien des égards avaient été conçues à partir de principes ou de valeurs qui étaient très éloignés de ceux qui prévalaient parmi ces

peuples, oubliant qu'ils devaient refléter le niveau de développement économique de chaque pays ou que leur développement ne s'était produit ni à la même époque ni en empruntant les mêmes voies.

C'est ainsi qu'imaginer que dans des pays sous-développés où les masses demeurent majoritairement profondément arriérées ou soumis à des rapports semi-féodaux, elles pourraient accéder à la démocratie ou au socialisme relève de l'utopie, du non-sens, du fantasme ou du délire, d'une profonde confusion ou ignorance des rapports qui prévalent dans ces pays entre les classes, au mieux, c'est prendre ses désirs pour la réalité, mais cela n'a rien à voir avec la réalité quotidienne de ces peuples. Faire croire que cela serait possible fausse forcément le regard que l'on porte sur la réalité ou débouche sur des analyses et des conclusions erronées.

J'ai envie de dire que depuis plus de 20 ans à un niveau beaucoup plus modeste, je n'ai cessé d'en faire l'expérience en Inde au contact de ces masses arriérées, puisque c'est le milieu dans lequel je baigne quotidiennement. On attribue généralement un niveau de conscience aux masses exploitées qui n'a aucun rapport avec ce qu'il est réellement, et on les charge d'accomplir des tâches qui sont au-dessus de leurs moyens. Et quand ces pays sont parvenus à un certain stade de développement économique, on ne se demandera pas comment ils y sont parvenus ou si on le sait plus ou moins, on n'en tiendra pas compte. Et ne parlons même pas des enseignements de la lutte de classe du passé que l'on a oubliés.

Si Marx et Engels n'avaient pas imaginé que le prolétariat pourrait parvenir au pouvoir dans un pays sous-développé, ils avaient certainement de bonnes raisons de le penser. On a prétendu par la suite que les faits les avaient contredits après la révolution russe de 1917, pas tant que cela si on y regarde de plus près, après avoir observé que les masses russes qui étaient à l'époque très arriérées avaient cédé au stalinisme, ce qui d'ailleurs n'est pas tout à fait exact, car c'est davantage les couches les moins arriérées du prolétariat, les couches moyennes et la petite-bourgeoisie qui les premières cédèrent au stalinisme pour en tirer profit.

On a tendance, soit à idéaliser la classe ouvrière, soit à l'oublier en lui prêtant un rôle insignifiant dans l'histoire.

On ne va pas poursuivre aujourd'hui sur ce sujet. Disons en gros que pour analyser ce qui se passe dans un pays, on recourt à la mauvaise habitude qui consiste dans la vie quotidienne à juger les autres à partir de nos propres expériences et critères ou principes, valeurs, etc. qu'ils ne partagent pas forcément ou dont ils n'ont aucune idée pour n'y avoir jamais réfléchi sérieusement. On porte des jugements de valeur que l'on substitue à une analyse des rapports et des conditions auxquels sont soumis les différents peuples et particulièrement les masses exploitées, et forcément on en tire des conclusions erronées, voire ridicules ou monstrueuses.

2- Le combat pour l'amélioration de la condition ouvrière n'a pas permis au prolétariat de prendre conscience qu'il avait pour tâche historique de libérérer l'humanité des chaînes de l'exploitation parce qu'il a été dévoyé ou trahi par la social-démocratie et le stalinisme qui l'ont détourné de cet objectif.

S'il en fut ainsi, c'est parce qu'il n'avait pas atteint un niveau de conscience politique et d'organisation suffisant pour briser ces obstacles. Ce combat devait servir à l'aider à prendre conscience de sa force et de la légitimité de ses besoins ou aspirations dans la perspective de changer la société de fond en comble, ce qui n'a pas été le cas et sa sa condition d'exploité et d'opprimé devait demeurer inchangée.

C'est ainsi que ce qui se présentait au départ comme un avantage ou un levier pour envisager de franchir une étape politique décisive vers son émancipation, se transforma en un nouvel obstacle depuis infranchissable après avoir abandonné toute perspective de changer la société.

Cela est dû à la faiblesse du niveau de conscience des dirigeants du mouvement ouvrier qui devait se traduire par leur défaillance ou leur trahison du socialisme. Ils n'ont jamais voulu l'admettre, et c'est en quelque sorte le principal obstacle auquel nous devons nous attaquer de nos jours pour espérer aller de l'avant ou renouer avec l'espoir de changer la société. En attendant ou plutôt pendant ce temps-là les militants et la classe ouvrière en sont les otages.

Ces dirigeants ont pour ainsi dire théorisé leurs propres faiblesses ou faillite politique érigées en système, qui ne sert qu'à couvrir leur incapacité à comprendre l'évolution des rapports entre les classes ainsi que les profondes transformations de la société qui l'ont accompagnée, de sorte que les tâches qu'ils vont assigner à leur parti ne correspondront pas aux besoins pressants de la classe ouvrière d'élever son niveau de conscience, ce qui se traduira logiquement par leur échec à l'organiser.

Ils demeureront incapable de produire un discours accessible à toutes les couches de la classe ouvrière et des classes moyennes dont le sort est lié. Le réformisme bourgeois qu'ils avaient adopté au détriment du socialisme et qui devait désormais leur servir de théorie et de boussole, devait connaître le même sort que celui des capitalistes voués à subir l'hégémonie grandissante de l'industrie financière et de la mondialisation de la division du travail sans pouvoir s'y adapter et condamnés à disparaître. C'est ainsi que les partis du mouvement ouvrier profondément gangrenés par le virus du réformisme en sont arrivés au stade de dégénérescence ou ils ne luttent plus désespérément que pour assurer leur survie dorénavant gravement menacée.

Leurs dirigeants rejettent en bloc le constat qu'on vient de dresser et ne cessent de reproduire les mêmes erreurs qui se traduisent logiquement par le même résultat ou le néant politique

Ce qui domine la situation aujourd'hui comme hier ou avant-hier, c'est que les travailleurs demeurent incapables de prendre conscience de leur condition, mais surtout elle traduit leur incapacité à concevoir que leurs besoins ou aspirations sont légitimes, comme s'ils avaient abdiqué ce droit ou demeurait hors de leur portée, alors qu'il devrait s'exprimer naturellement et chercher à l'imposer, ce qui signifie qu'il existe un ou des obstacles qui les empêchent de l'exprimer ou les conduisent à l'abandonner temporairement et non définitivement parce qu'ils n'y renonceront jamais, d'où l'espoir raisonnable de parvenir à terme à changer la société.

Parmi ces obstacles figure évidemment le mouvement ouvrier lui-même tel qu'il existe de nos jours et ceux qui s'en réclament, mais ce n'est pas le principal obstacle qui conduit les travailleurs à subir leur sort, c'est davantage leur capacité d'adaptation aux conditions que leur réserve le capitalisme, dans la mesure où ils en tirent certaines satisfactions et s'en contentent, à défaut de mieux ou d'une alternative cohérente et sérieuse au capitalisme à laquelle ils pourraient adhérer, encore faudrait-il qu'elle leur soit présentée comme une nécessité historique s'inscrivant dans un processus dialectique, et non sous une forme dogmatique repoussante à la manière de propagandistes ou de vulgaires doctrinaires comme c'est le cas généralement, ainsi sans prétendre qu'ils pourraient s'élever au niveau du socialisme ils pourraient en saisir l'essentiel en élevant dans un premier temps leur niveau de conscience et s'organiser dans la perspective de la réalisation de cette alternative politique qui ne serait déjà plus tout à fait une utopie.

La stratégie que je définis ici repose sur le constat que quelle que soit la condition des travailleurs, des nantis aux plus défavorisés, aucun ne peut prétendre sincèrement qu'il l'a librement choisi, il suffit d'examiner le cours imprévisible et souvent tortueux de notre existence depuis notre naissance ou le milieu dans lequel nous sommes venus au monde, pour s'apercevoir et admettre qu'il nous a été imposé par la société ou des facteurs extérieurs sur lesquels nous n'avions aucune emprise pour pouvoir orienter notre vie dans une direction donnée.

Personne ne peut nier que les rares fois où nous avons été amenés à choisir une voie plutôt qu'une autre au cours de notre existence, chaque fois cela s'est traduit par une multitude de difficultés qu'on n'avait pas forcément envisagées ou de douloureuses désillusions, donc pour peu qu'on soit honnête ou que notre amour propre ne soit pas mal placé, chacun admettra que ce constat correspond bien à la réalité et que la conclusion qu'on tirera de cette expérience n'était pas satisfaisant ; par exemple, on peut très bien être satisfait d'être devenu médecin, mais quand on voit dans quelles conditions les médecins doivent exercer leur métier, il y a de quoi en faire des cauchemars et détester la société telle qu'elle existe, non ?

Ce discours est à la portée de chaque travailleur manuel ou intellectuel, qu'il appartienne à la classe ouvrière ou aux classes moyennes. Il les porte à réfléchir à leur propre condition sans appréhension ou complexe sous un angle différent, tout en leur proposant une interprétation qui la dépasse dans la perspective d'en changer sans les juger, les critiquer ou leur imposer quoi que ce soit, ce qui doit les mettre en confiance et leur permettre de progresser par eux-mêmes ou de parvenir à comprendre qu'il est possible de briser ce qui apparaissait au départ comme une fatalité face à laquelle ils devaient demeurer éternellement impuissants, dès lors que leurs propres expériences leur apparaissaient dorénavant comme un des maillons du processus dialectique inconscient qui a façonné la société, ils allaient être maintenant en mesure à leur rythme de s'en saisir pour changer la société.

Cette méthode consiste donc à faire prendre conscience aux travailleurs que c'est l'interprétation qu'ils font de leur condition et de la société qui détermine leur orientation et leur destin. Et si évidemment on les appelle à agir ou à s'organiser pour en changer, il faut les prévenir d'emblée qu'ils ne doivent pas en attendre des miracles à court terme ou même au cours de leur vie, tout dépendra du nombre de travailleurs qui parviendront ou non à progresser pareillement ou non, par contre ce dont on peut les assurer, c'est qu'en agissant de la sorte ils cesseront d'oeuvrer inconsciemment à la reproduction de leur condition et de la société que jusque là ils ne faisaient que subir, ils pourront plus facilement les supporter sans se compromettre ou être manipuler, car ils cesseront de compter parmi les soutiens anonymes sur lesquels repose la stabilité et la pérennité du régime dont ils doivent se débarrasser. Ils donneront ainsi un sens à leur vie digne ou tout à fait respectable, qui sera pour eux et éventuellement leur entourage un sujet légitime de satisfaction de chaque instant, qu'ils n'auraient jamais pu revendiquer autrement.

On doit adopter le principe selon lequel nos besoins ou aspirations sont parfaitement légitimes sans avoir à se justifier, car on ne peut pas admettre qu'une seule personne soit privée de nourriture, d'un toit, etc. ou cautionner une société et un système qui s'en accommode ou engendre ce genre d'injustices intolérables. Sinon, c'est simple, on est perdu, cela revient à abdiquer nos droits les plus élémentaires et on se condamne dans l'avenir à voir les droits sociaux ou politiques qu'il nous reste encore disparaître les uns après les autres.

Donc à tout prendre, entre se laisser vivre ou vivre dans l'insouciance en se contentant de quelques satisfactions éphémères ou illusoires, et être livré à des tourments infinis le reste du temps ou de nos jours, qui plus est en devant s'arranger hypocritement avec notre conscience, ou mettre un terme consciemment à cet engrenage infernal et donner un sens ou un idéal à notre vie dont on peut être fier sans contreparties désagréables, sans porter préjudice à quiconque, en respectant un certains nombres de valeurs ou de principes, le choix est vite fait pour peu que notre démontration soit simple et claire.

Haut de page

Le 18 janvier 2017

CAUSERIE

La rubrique *Articles d'actualité* a été actualisée.

La suite plus tard ou demain... il est 9h31 à Pondichéry.

Haut de page

Le 20 janvier 2017

CAUSERIE

Avec Trump et son équipe au pouvoir, c'est le syndicat mafieux du crime aux commandes des Etats-Unis. Rien de changer, à ceci près que l'imposture a franchi un cran de plus...

Audio Evidence: John Kerry confirms arming Daesh (en anglais)
https://www.youtube.com/watch?v=41HhRABl3kM

La Guerre Invisible - Documentaire de John Pilger (vostfr)
https://www.youtube.com/watch?v=5ym6bC2ggVs

Ils osent tout.

- «La démocratie a besoin de vous», lance Obama à la presse avant l'arrivée de Trump - 20minutes.fr 18.01

- “Nous remercions le Washington Post, le New York Times, le Time magazine et leurs directeurs qui ont participé à nos réunions (Bilderberg) et ont respecté leurs promesses de discrétion pendant près de quarante ans. Il nous aurait été impossible de développer notre plan pour le monde si nous avions été soumis aux feux de la rampe durant toutes ces années. Mais le monde est aujourd’hui plus sophistiqué et préparé à marcher vers le gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d’une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est sûrement préférable à l’autodétermination nationale pratiquée ces derniers siècles.” David Rockefeller.

- Obama craint qu'un accord israélo-palestinien devienne impossible - Reuters

En Inde

Si j'avais ouvert ma boîte aux lettres ce matin avant de partir faire des courses, cela m'aurait évité de perdre mon temps :

Manifestations contre l’interdiction des festivités de Jallikattu (lâchers traditionnels de taureaux durant les festivités de Pongal).
Origine du courriel : Le Consulat général de France à Pondichéry.

Madame, Monsieur,

Le Tamil Nadu connait de très fortes perturbations ce jour dans les transports et les services en raison des grèves et manifestations contre l’interdiction du jeu ancestral de Jallikattu.

Des blocages de routes sont en cours dans l’ensemble du Tamil Nadu, notamment dans les villes de Chennai, Pondichéry, Madurai ainsi que sur l’East Coast Road reliant Pondichéry à Chennai.

Le Consulat général de France recommande donc à la communauté française du Tamil Nadu et aux Français de passage d’éviter les lieux de rassemblement, de limiter leurs déplacements au strict nécessaire et de se tenir informés de l’évolution de la situation.

Cordialement.

Je suis rentré chez moi sain et sauf, ouf quelle frayeur, je déconne bien sûr !

Qui a dit ?

- « Ce que j'ai vu sur place à Alep, ce n'est pas ce que j'ai entendu dans les média depuis des semaines » ; « La ville d'Alep n'est pas rasée. Il n'y a que 15% qui l'est. 20% endommagée et 65% intacte » ; « les habitants d'Alep disent que leur ville a été libérée ».

Réponse : Le député Les Républicains Thierry Mariani. Au passage dans une vidéo il dénonce les mensonges et les oublis des média officiels et le rôle abominable d'Hollande : « La France se trompe parce que la France fait la politique de nos ennemis !». (Source : arretsurinfo.ch 19.01)

On aurait préféré que ce soit un dirigeant d'un parti ouvrier qui tiennent ces propos...

POID. Après ces lamentations lamentables mais révélatrices, non, il n'est plus "permis (de) douter".

Editorial de la Tribune des travailleurs du 18 janvier 2017 par Daniel Gluckstein

Sur un iceberg, on ne reconstruit rien.

(...) La fuite grandissante des caciques du Parti socialiste vers Macron pourrait annoncer la disparition prochaine de ce parti. Serait-ce positif pour les travailleurs ?

Les dirigeants du PS ont tout fait pour préparer cette autodestruction. (...)

Si la disparition du PS s'opérait au profit d'un authentique parti ouvrier portant haut les couleurs du socialisme, les militants et sympathisants qui ne renoncent pas à cet objectif (et les travailleurs en général) pourraient y voir une bonne chose. Mais que peuvent-ils attendre de la dissolution des restes du PS dans la nébuleuse autour de Macron, l'homme des banques « au-dessus des partis » et partisan de l'association capital-travail ?

La survie du Parti communiste français est, elle aussi, en question. Là encore, les dirigeants ont tout fait pour que s'éloignent les militants fidèles à l'idéal communiste (...)

Si les dirigeants du PCF acceptent de se soumettre à l'ultimatum qui leur est adressé aujourd'hui de diluer leur parti, cela aidera-t-il à l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes ? Il est permis d'en douter. (..)

Les travailleurs, eux, n'ont rien à attendre de qui que ce soit. Ils ne peuvent compter que sur leur propre action organisée. Ce qui, en démocratie, exige l'existence d'organisations de classe, syndicats ouvriers et partis ouvriers.

Un iceberg, c'est vrai, peut détruire et faire couler de gros paquebots. Mais sur un iceberg, on ne reconstruit rien. Fin.

Avec du vent non plus !

On est en droit de demander à Glucsktein où a-t-il rencontré des "militants et sympathisants" du PS "qui ne renoncent pas" au socialisme sachant que justement pour être militants ou sympathisants de ce parti il faut forcément être étranger au socialisme ou tout en ignorer, tant la politique du PS depuis des lustres (ou toujours en fait) se situe à l'extrême opposé du socialisme, pire, le combat.

Gluckstein qui prétend développer une politique indépendante se désole que le PS et le PCF puissent disparaître, à croire qu'il ne peut pas s'en passer (tout comme ses collègues du POI), alors qu'ils n'ont cessé de pourrir le mouvement ouvrier en recourant à l'imposture qui consistait justement à se faire passer pour socialiste ou communiste, illusion criminelle que notre brave "trotskyste" entend perpétuer.

Il confirme ici tout ce que nous avions déjà dit de ce courant politique opportuniste, révisionniste. Incurable décidément, dommage.

On l'invite à lire les infos suivantes qui lui sont destinées.

Confirmation. Etre de gauche signifiait bien être nanti, sans principe et corrompu.

- Politique : le désarroi des électeurs de gauche - Francetv info

Même en terres de gauche, sur ce marché près de Lille, le moral des militants PS est au plus bas. "On verra bien comment ça se passe", dit sobrement un homme. Les propositions des candidats n'attirent pas franchement. Des électeurs un peu perdus, et des militants qui ne craignent qu'une chose : disparaître. "Si c'est Macron qui passe, on sera derrière Macron", se résout tout de même un militant.

"Je pense que je vais me tourner vers Macron parce qu'il a des bonnes idées de gauche et malgré tout quelques bonnes idées de droite", affirme une dame. À la clé, non pas le gros lot, mais l'espoir que la gauche puisse rester en jeu et peut-être même, qu'elle sorte gagnante. Francetv info 17.01

- De droite, du centre, de gauche, nous sommes En Marche ! avec Emmanuel Macron - Le Huffington Post

- Primaire de la gauche : Finkielkraut en pince pour Valls - LePoint.fr

Une réflexion politique un peu plus sérieuse.

Sans avoir lu la littérature des partis ouvrier et leurs satellites, je parie qu'ils ont repris leur antienne favorite sur la menace qui pèse sur l'hégémonie américaine qui déterminerait la politique de la Maison Blanche, comme d'autres n'ont cessé de prédire pendant des années la chute du dollar et de Wall Street ou une troisième guerre mondiale, ou encore la fin du régime en France ou l'effondrement de la Ve République, or aucune de ces prophéties ne s'est produite.

A ma connaissance le dollar est au plus haut de sa forme et Wall Street bat records sur records, on vient d'apprendre que les Etats-Unis allaient ouvrir une nouvelle base militaire au Pérou, au Forum économique mondial (WEF) de Davos qui s'est ouvert avant-hier, le président chinois, Xi Jinping, a délivré "un étonnant plaidoyer en faveur du libre-échange" (Libération), fustigeant ceux qui "blâment la mondialisation économique comme étant responsable du chaos du monde", et d'ajouter "mais ce n'est tout simplement pas le cas (...) nous devons rester attachés au développement du libre-échange et des investissements", précisons, et la Chine doit continuer de financer l'économie américaine qui pour cette raison n'est pas prête de s'écrouler, tandis que la planche à billets des faux-monnayeurs de la Fed sert à la fois de pompier et de pyromane de l'économie mondiale pour éviter qu'elle explose, et cela durera aussi longtemps que les peuples supporteront le sort qu'ils leur ont réservé, car en réalité ce n'est pas l'économie mondiale qui serait menacée de disparaître mais les valeurs et les principes qui présidaient au développement de la civilisation humaine si le prolétariat mondial ne parvenait pas à les chasser du pouvoir...

Au cours du XXe siècle, les deux guerres mondiales ont été fomentées par l'oligarchie financière anglo-saxonne.

La première s'inscrivit dans la continuité de la crise du capitalisme de 1907-1908 et la création de la Fed en 1913. La seconde fut la suite logique à l'époque du krach de Wall Sreet en 1929 qui fut minutieusement plannifié ; durant les quatre années qui le précédèrent les oligarques vendirent des actions en très grande quantité ce qui leur permit de disposer d'énormes réserves en espèces qu'ils utiliseront au lendemain du krach pour racheter pour une bouchée de pain des milliers d'entreprises et s'enrichir ainsi dans des proportions colossales.

Tout comme elle le fit en 2008 jusqu'à nos jours, la Fed avait la possibilité d'injecter de l'argent dans les banques pour éviter ce krach, mais les oligarques optèrent pour un autre scénario, qui les amena à financer la montée d'Hitler au pouvoir, puis le régime nazi qui devait être le prélude à une nouvelle guerre mondiale, ce qui leur permit de réaliser de gigantesques profits et de renforcer leur pouvoir politique sans pour autant que la crise du capitalisme ne soit réglée. Ce furent les seuls véritables vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale.

A l'issue de la guerre, tous les Etats étant en faillite ou considérablement endettés, les banquiers étaient les seuls à disposer des fonds nécessaires au financement de la reconstruction des pays ravagés par la guerre et au redémarrage de leur économie afin que ces Etats ne s'effondrent pas sous la pression de la lutte de classe du prolétariat. Et c'est en contrepartie des prêts qu'ils leur consentirent, que les accords de Bretton Woods consacrant l'hégémonie du dollar et de l'impérialisme américain sur l'économie mondiale furent signés, et qu'allaient être créées dans la foulée ou au cours des années ou décennies suivantes des institutions financières, politiques et militaires qu'ils contrôleraient, FMI, Banque mondiale, ONU, OTAN, UE, Bilderberg, CFR, Commission Trilatérale, OMC, OSCE, etc.

Toutes ces institutions auxquelles les Etats du monde entier étaient sommés de participer sous peine d'être exclu de l'économie ou du marché mondial. Elles devaient servir plusieurs objectifs, dont celui de maîtriser les conséquences de la crise du capitalisme, qui en réalité n'avait jamais pris fin et devait revenir périodiquement sur le devant de la scène pratiquement chaque décennie à partir d'un secteur clé de l'économie qui avait fait l'objet d'une spéculation monstrueuse ou de magouilles, énergie (pétrole et électricité), Internet, immobilier.

Par la suite à une échelle réduite, on assista à un effondrement contrôlé et limité de pans entiers de l'économie qui eut des répercussions à des degrés divers ou selon les pays à l'échelle mondiale, dont les conséquences furent rapidement absorbées ou réduites, de sorte que la confiance des investisseurs dans l'économie mondiale ne fut pas entamée et la vie put continuer comme avant. Et chaque fois cela permit également à l'oligarchie anglo-saxonne de renforcer son pouvoir politique sur tous les continents.

Mon analyse repose sur deux facteurs au moins qui ont été négligés jusqu'à présent :

- La multitude d'instruments financiers et d'institutions dont dispose désormais l'oligarchie anglo-saxonne ou qu'elle contrôle et qui n'existaient pas autrefois, ils consacrent à la fois son pouvoir économique, politique et militaire, tandis que le mouvement ouvrier international est réduit à l'impuissance ou pratiquement neutralisé.

- L'achèvement de la mondialisation du capitalisme, qui, à travers la division du travail international poussée à l'extrême et l'exportation de masses gigantesques de capitaux, allait soulager le capitalisme de ses contradictions.

Et en guise de conclusion, de sorte que la combinaison de ces deux facteurs agissant de concert mais séparément allait lui octroyer les moyens d'accompagner l'effondrement inévitable du capitalisme, tout en maîtrisant ses conséquences sur le plan social afin que la destabilisation politique des Etats qu'il entraînerait ne conduise pas à une recomposition du mouvement ouvrier ou à des révolutions, en agissant minutieusement pas à pas sur tel ou tel secteur économique, en visant certains pans de la classe ouvrière ou des classes moyennes qui verraient leurs droits sociaux réduits ou disparaître les uns après les autres, ainsi que collectivement leurs droits politiques sans qu'ellles puissent s'y opposer, ce qui reviend à terme à tirer le maximum de profit de cet effondrement contrôlé sans prendre le moindre risque, mieux encore, en renforçant encore son pouvoir politique au point que les exploités se retrouvent sans représentation politique ni direction, donc à sa merci.

Maintenant que l'oligarchie détient pratiquement tous les pouvoirs, la mondialisation du capitalisme et la financiarisation de l'économie ont atteint des niveaux tels qui lui permettent de concevoir une multitude de combinaisons, pour à la fois éviter un effondrement brutal et imprévisible du capitalisme, accompagner au contraire son effondrement, intervenir sur le plan économique et politique avant qu'une crise sociale ne dégénère en crise révolutionnaire et menace l'existence de leur régime, de sorte que tabler sur l'effondrement soudain du capitalisme qui déboucherait sur une crise révolutionnaire est devenu un scénario obsolète, à moins de croire que les oligarques seraient suicidaires ou seraient prêts à renoncer à leur pouvoir.

On peut se demander depuis quand ce scénario est obsolète, peut-être depuis que l'oligarchie a pris conscience qu'elle ne pourrait jamais plus recourir à une guerre mondiale sans prendre le risque d'en être directement ou indirectement également la victime, soit depuis l'après-guerre et qu'un certain nombre de nations se soient dotées de l'armement nucléaire, chimique et bactériologique.

Or, toutes les théories qui ont été produites par les dirigeants du mouvement ouvrier reposaient sur ce scénario. Et il est vrai que si on devait compter sur ce scénario pour envisager le passage au socialisme, on pourrait attendre indéfiniment ou on devrait abandonner cette perspective. Alors évidemment, cela signifie qu'il nous faut revoir notre copie de fond en comble puisqu'elle était basée sur une analyse tronquée ou erronée du fonctionnement du capitalisme et ses institutions tels qu'ils étaient et ont évolué.

On n'a pas abordé le facteur du mouvement ouvrier, puisqu'en l'absence d'une analyse ou d'une théorie correcte, il était voué à se décomposer ou à demeurer incapable de se doter d'une nouvelle direction, bien que la résistance de la classe ouvrière alimente la crise du capitalisme, mais jamais au point d'en menacer les fondements ou les institutions que justement les dirigeants du mouvement ouvrier se sont employés à ménager en détournant l'attention des travailleurs et des militants vers Bruxelles, Washington ou l'ONU auquel certains vouent un culte, autant dire à l'impérialisme américain ou à l'oligarchie qui contrôle cette institution.

Vous aurez remarqué que je ne niais pas la crise du capitalisme et l'effondrement du capitalisme, je constate seulement que les capitalistes ont trouvé les moyens de les accompagner pour qu'ils ne débouchent pas sur une crise révolutionnaire. Je ne nie pas non plus le développement des forces productives et l'expansion du marché mondial, contrairement aux pires dogmatiques qui font dans le déni pour des raisons inavouables ou n'ont pas su lire Trotsky.

Je me contente de rendre compte de l'évolution des différents facteurs et rapports qui déterminent l'orientation du capitalisme mondial et de la lutte des classes qui correspond à celle qui figurait en grande partie dans Le Capital de Marx et Engels, puis dans Impérialisme stade suprême du capitalisme de Lénine, qui en quelque sorte en fut le complément pour l'époque à venir et la nôtre.

J'ai essayé honnêtement d'évaluer à leur juste valeur ou de déterminer la place et le rôle de chaque facteur en veillant à ne pas les sous-estimer ou les surestimer, et j'avoue avoir dû procéder à de nombreuses corrections au fur et à mesure que la situation devenait plus claire, au fil des nouveaux éléments dont j'étais porté à prendre connaissance, parfois par hasard....

C'est la raison pour laquelle j'estime que mon analyse n'est pas à prendre ou à laisser, mais mérite d'être discutée et d'être améliorée. Je pense qu'en étant parvenu à relier depuis disons le début du XXe siècle jusqu'à nos jours les éléments qui ont influencé l'orientation de la situation mondiale et contribué à façonner la société telle qu'elle se présente, j'ai réussi à produire une interprétation plus conforme au processus historique dialectique inconscient qui préside au développement de la civilisation humaine que celles qui nous sont proposés ailleurs, sans renier quoi que ce soit du marxisme et du socialisme, ce que certains contesteront inévitablement et c'est leur droit.

J'ai dû présenter la trame de mon analyse sous des angles différents pour tenter de faire réagir les lecteurs, parfois en ménageant leur susceptibilité, d'autres fois en exagérant volontairement certains traits, en vain, sauf à verser dans le mépris.

Hier soir dans une vidéo qui date de 2010 je crois, j'ai entendu un brillant économiste américain opposé à l'hégémonie de l'oligarchie et à l'existence de la Fed, expliquer qu'il était impossible ou illusoire de s'attaquer au président des Etats-Unis, aux institutions américaines, parce qu'ils dépendaient tous des oligarques qui dirigent le groupe Bilderberg, le CFR et la Commission trilatérale, commettant la même erreur que ceux qui prétendaient qu'il était pratiquement devenu impossible de s'attaquer aux institutions nationales dans chaque pays, sous prétexte qu'elles étaient subordonnées à l'Union européenne et qu'il fallait axer le combat contre l'UE, alors qu'en réalité l'existence du groupe Bilderberg, du CFR et de la Commission trilatérale ou de l'UE ne remet pas en cause le fait que c'est le chef de l'Etat, son gouvernement et les députés ou membres du Congrès ou sénateurs qui adoptent toujours les lois et qui décident des mesures qui seront appliquées dans leur pays ou en matière de politique étrangère, qu'elles leur soient dictées par l'oligarchie financière est une chose qu'il ne faut pas négliger bien entendu, mais ce n'est pas elle qui au sommet de l'Etat les met en oeuvre, même si aux Etats-Unis la CIA et le Pentagone interfèrent avec la politique du gouvernement, constitutionnellement et pour le peuple américain il n'en demeure pas moins que c'est le Président, son gouvernement, le Congrès et le Sénat qui détiennent le pouvoir et orientent l'avenir de la société, donc l'ennemi que la classe ouvrière doit combattre a bien un visage, il est identifiable et il est possible de l'atteindre, de le faire chuter, de le vaincre. Reste à définir les moyens de la lutte de classe pour y parvenir, ce dont nous avons été incapables jusqu'à présent, et rien ne changera si on s'obstine à s'accrocher à des analyses ou des théories erronées.

On peut ou pas partager cette analyse. Si vous avez une meilleure interprétation à nous proposer, n'hésitez pas à nous la faire connaître, on l'étudiera sérieusement et sans a priori.

Si vous n'êtes pas convaincu par ma démonstration, je vais vous fournir plus loin quelques pistes de réflexion pour réaliser votre propre analyse, car loin de moi l'idée de vouloir vous imposer la mienne ou les conclusions auxquelles je suis parvenu. Volontairement j'ai laissé de côté un certain nombre de facteurs économiques ou politiques qui ont pu jouer un rôle plus ou moins déterminant dans le cours de l'histoire et que les lecteurs sont censés avoir à l'esprit. J'allais oublier de préciser ou de rappeler que j'en étais arrivé à la conclusion pratique que pour construire un nouveau parti socialiste révolutionnaire, il faudrait en priorité s'employer à élever le niveau de conscience politique de la classe ouvrière et des classes moyennes, sans quoi notre combat est perdu d'avance.

Autrefois, le secteur primaire ou industriel était dominant dans l'économie, dorénavant il a été supplanté par celui du tertiaire ou des services, où les salariés travaillent davantage avec leurs têtes qu'avec leurs bras. Autrefois, les besoins de la population étaient élémentaires, essentiellement alimentaires, matériels si l'on veut, de nos jours, si ces besoins n'ont pas disparu évidemment, ils sont concurrencés ou supplantés par des besoins plutôt intellectuels ou qui s'adressent davantage au cerveau qu'à l'estomac. Ainsi au fil du temps, le mode de vie de la population a été profondément modifié par ce transfert ou ce déplacement de ses besoins matériels vers des besoins immatériels qui ont un contenu intellectuel ou qui influence son mode de pensée, la manière dont elle va percevoir sa condition, la société, etc.

Partant de là, on a le choix entre tenir compte de ce constat ou le nier, ce qu'on a toujours fait jusqu'à présent, tout comme on a nié que l'amélioration de la condition ouvrière s'était traduite par une plus grande adaptation au capitalisme au point d'y être pratiquement entièrement soumis, selon le schéma que j'ai indiqué plus haut. A ce stade, la question est de savoir si on est décidé ou non à en tirer les conclusions pratiques qui s'imposent pour sortir de cette impasse politique, en prenant appui sur la décomposition de la société qui a résulté de ce processus pour l'orienter dans une autre direction, en se fixant pour objectif de changer la société, ce qui implique de renverser l'ordre établi, ce qui évidemment ne se produira jamais par les urnes mais par le soulèvement révolutionnaire de millions de travailleurs.

Posez-vous certaines questions, par exemple, demandez-vous comment sont intervenues toutes les crises depuis les années 70, quels en ont été les facteurs déclencheurs, dans quel contexte dans chaque pays, voyez de quelle manière elles ont pris fin, quelles en furent les conséquences sur les plans social et politique, au niveau des institutions dans ces pays et au plan international, comment elles se sont traduites pour les différents acteurs sociaux, qui en a tiré profit, lequel, au détriment de qui, et pour terminer quelles en furent les répercussions sur la société, les rapports entre les classes, entre les Etats et l'oligarchie ou le marché, et vous aurez une vison globale ou complète de la situation et son évolution au cours des 46 ans qui viennent de s'écouler.

En famille. Quand Mélenchon et Le Pen prennent la défense de Valls le teigneux.

- Giflé, enfariné, boudé... Trois moments difficiles dans la campagne de Manuel Valls - Francetv info

- Un jeune homme gifle Manuel Valls à Lamballe - AFP

Un jeune homme a giflé mardi Manuel Valls, candidat à la primaire initiée par le PS, lors d'un déplacement de l'ex-Premier ministre dans la petite ville de Lamballe (Côtes-d'Armor), à une vingtaine de kilomètres de Saint-Brieuc.

L'ancien Premier ministre a tenté d'esquiver et le jeune homme n'a pu que le toucher légèrement au visage, a constaté une journaliste de l'AFP.

Peu après, Manuel Valls, détendu, a réagi à l'incident devant la presse: "Je ne suis pas venu parler de moi. Il y a toujours des individus qui veulent empêcher la démocratie de s'exprimer", a-t-il dit. Et d'ajouter: "Il y a ceux qui contestent la démocratie et ceux qui l'incarnent comme les hommes politiques. La démocratie ne peut pas être la violence." (Comme quoi elle est bien incompatible avec le capitalisme. - LVOG)

Dans le train qui le ramenait à Paris, le candidat a dit qu'il porterait plainte contre son agresseur pour "ne pas laisser passer un acte de violence".

Le candidat de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon a condamné sur Facebook "les agressions physiques en politique comme dans la vie". "Aucune incrimination contre Manuel Valls ne doit conduire à se manquer de respect à soi-même au point de frapper quelqu'un par surprise plutôt que régler son différend avec un bulletin de vote", a-t-il insisté. AFP 17.01 (Comme si un jour un bulletin de vote avait réglé quoi que ce soit... En effet, c'est dommage qu'on ne puisse pas le juger et l'exécuter. - LVOG)

Commentaire d'internautes

1- "La démocratie s'exprime à coups de 49-3 ? tiens c'est nouveau !"

2- "Heureusement que M. Valls est là pour nous rappeler à quel point une gifle est une terrible menace pour la liberté d'expression et la démocratie...

Ce même Valls qui déclarait "La démocratie, ce n'est pas la rue !"

3- "" La démocratie ne peut pas être la violence." a dit ce con de Valls. Alors pourquoi tu as soutenu l'ingérence de la France en Lybie en utilisant la force pour imposer la "démocratie" = "démo...lition de ce pays?"

4- "Que dire de ce modeste soufflet face à la violence insupportable de notre société dont il porte une part de responsabilité..."

Complément en famille.

- La gifle reçue par Valls est "inadmissible" pour Marine Le Pen - AFP

La gifle reçue mardi par Manuel Valls à Lamballe est "inadmissible", a déclaré Marine Le Pen, qui a dénoncé un geste "honteux en démocratie" en marge d'une visite en Moselle sur le thème de l'économie, mercredi. AFP 18.01

Ils osent tout.

- Sarkozy s'inquiète du "travailler plus sans gagner plus" de Fillon - LePoint.fr

- Macron est "évidemment le candidat de la gauche", affirme Accoyer - Franceinfo

- Pourquoi Emmanuel Macron est le candidat de l'émancipation des femmes - Le Huffington Post

- Pierre Moscovici salue "le talent" d'Emmanuel Macron, "un homme à suivre avec intérêt" - Le Huffington Post

- Daniel Cohn-Bendit : "Macron, c'est la version moderne de Bayrou." - LePoint.fr

- Montebourg décrit à Paris une gauche "en train de renaître" - AFP

- Présidentielle : le Medef accepte désormais de discuter avec Marine Le Pen - L'Express.fr

Pierre Gattaz a choisi d'inviter la candidate frontiste à présenter son projet à l'organisation patronale, rompant ainsi avec une

longue tradition anti-FN. L'Express.fr 17.01

- L'artiste russe Piotr Pavlenski demande l'asile en France - Franceinfo

- Les protestants français combattent ouvertement le Front national. - LeFigaro.fr

- Le Roux parle de baisse de la délinquance en France depuis cinq ans. - Reuters

- Les Européens jugent Donald Trump "agressif, raciste, dangereux, démagogue, mais dynamique" - Franceinfo

Selon un sondage Odoxa pour franceinfo et Les Echos... Franceinfo 19.01

L'Empire du crime ne supporte pas qu'un chef d'Etat ait une "position rigide envers l'Otan".

- Les USA sanctionnent le président de la République serbe de Bosnie - sputniknews.com

Alors qu'on n'impose des sanctions à l'encontre d'un président que de manière exceptionnelle, Washington a tout de même sanctionné le président de la République serbe de Bosnie Milorad Dodik pour s'être opposé, selon les États-Unis, aux accords de paix de Dayton en 1995.

Les États-Unis ont ajouté dans leur liste des personnalités politiques sanctionnées le dirigeant de la République serbe de Bosnie Milorad Dodik, a déclaré le 17 janvier le département américain du Trésor. M. Dodik est connu pour sa position rigide envers l'Otan ainsi que pour ses relations tendues avec le Haut Représentant international en Bosnie-Herzégovine, Valentin Inzko.

Récemment, M. Dodik a obtenu un refus de visa américain où il avait l'intention de se rendre pour assister à l'investiture du président américain élu M. Donald Trump. sputniknews.com 17.01

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Gambie

- Les troupes sénégalaises sont entrées en Gambie - Sputnik

Les troupes sénégalaises déployées aux frontières avec la Gambie en vue d'une opération ouest-africaine pour contraindre Yahya Jammeh à céder le pouvoir au nouveau président Adama Barrow sont entrées sur le sol gambien dans l'après-midi, a annoncé le porte-parole de l'armée.

"Ils sont entrés cet après-midi", a déclaré à l'AFP le porte-parole de l'armée sénégalaise, le colonel Abdoul Ndiaye, interrogé sur le fait de savoir si les militaires sénégalais avaient déjà franchi la frontière.

Le Conseil de sécurité des Nations Unies a soutenu jeudi à l'unanimité les initiatives menées par la Cédéao pour pousser le président sortant Yahya Jammeh à quitter le pouvoir en Gambie.

Une résolution préparée par le Sénégal a obtenu le soutien des quinze membres du Conseil, y compris celui de la Russie, qui a néanmoins souligné que ce texte n'autorisait pas formellement une intervention militaire en Gambie.

La Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) a entrepris plusieurs démarches auprès de M. Jammeh pour qu'il respecte le résultat des urnes de l'élection du 1er décembre, remportée par Adama Barrow. Mais le président sortant s'accroche au pouvoir, qu'il détient depuis 22 ans.

La résolution appelle le Conseil à apporter "son soutien total à la Cédéao concernant son engagement à assurer, par des moyens politiques avant tout, le respect de la volonté de la population". Sputnik 19.01

Syrie

Plusieurs victimes de «l'opposition syrienne modérée» retrouvées à l'est d'Alep - sputniknews.com

Fuyant la ville d'Alep, les combattants du groupe Front du Levant ont exécuté plusieurs soldats de l'armée syrienne gouvernementale, a déclaré l'ambassadeur syrien à l'Onu.

Suite à la libération des quartiers est de la ville d'Alep, les autorités syriennes ont retrouvé 23 cadavres dans l'école Moukhadass, dans le quartier as-Sukkari, apprend-t-on d'une lettre que le chargé d'affaires de l'ambassade syrienne auprès de l'Onu, Munzer Munzer, a adressée au secrétaire général et au président du Conseil de sécurité de l'Onu.

« L'école servait à abriter le quartier général du Front du Levant, que certains pays considèrent comme un groupe de "l'opposition syrienne modérée" », lit-on dans le document.

Les autorités syriennes ont réussi à identifier au moins 20 victimes, tous des soldats de l'armée syrienne gouvernementale. En outre, elles ont retrouvé par la suite 37 autres cadavres, dont l'identité reste à préciser.

« La plupart des victimes ont la gorge tranchée, d'autres ont été tués par balle ou sont morts suite à des tortures », souligne la lettre. sputniknews.com 19.01

Commentaire d'un internaute. - "Ah les Sénégalais ils sont restés toujours tirailleurs dans l'âme! Jadis ils prenait les armes pour le compte du colon (maitre) pour le défendre ou tuer ses propres frères, aujourd'hui rien a changé il le fait pour la communauté internationale on dirait qu'ils ont pris du grade! Quand il fallut aller aider le Cameroun et le Nigéria pour repousser Boko haram, on n'a jamais vu les Sénégalais, pas la moindre résolution préparée de leur part pour éliminer Boko haram. Mais quand il faut dégommer son frère africain pour le compte de la communauté internationale, là ils sortent les dents! Des dents pourries à force d'avoir léché le cul des Francais! what a pity!"

Moldavie

- Direction Moscou, le revirement confirmé de la Moldavie - sputniknews.com

C'est un virage à 180 ° pour la Moldavie. Dirigé pendant sept ans par une équipe résolument pro-européenne et pro-Otan, le pays se tourne désormais vers la Russie. La visite d'Igor Dodon, le président moldave à Moscou, concrétise ce changement stratégique.

La première visite officielle à l'étranger d'Igor Dodon, le président moldave récemment élu, vient de se clore. Son agenda fut assez chargé. Durant sa visite, le chef d'État moldave a rencontré plusieurs responsables russes de haut niveau, dont Valentina Matvienko — l'actuelle présidente du conseil de la Fédération (la chambre haute du Parlement russe) puis Sergei Lavrov, le chef de la diplomatie. Enfin, en soirée Igor Dodon a rencontré Vladimir Poutine. Les deux chefs D'État ont abordé plusieurs sujets.

Dans le domaine énergétique, ils ont ainsi confirmé leur désir d'avancer sur plusieurs dossiers sensibles, notamment ceux en rapport avec la dette de l'État moldave pour le gaz russe, y compris celui livré en Transnistrie (PMR), qui avait fait sécession avec la Moldavie en 1990. Pour rappel, ce pays dépend à 100 % des livraisons de gaz russe.

L'autre point important concernait l'élargissement des entreprises moldaves pouvant exporter en Russie leur production, notamment agroalimentaire. En effet et depuis les sept dernières années du pouvoir de la coalition pro-occidentale, puis de la signature de l'accord d'association avec l'UE, la Moldavie n'a cessé de perdre ses parts sur le marché russe. Un marché qui n'a jamais pu être remplacé ailleurs, au vu de ses capacités.

Les deux hommes ont également abordé la question des migrants moldaves travaillant en Russie, autre source importante de revenus pour le budget du pays. C'est un point que la presse mainstream oublie souvent de mentionner lorsqu'elle aborde le sujet, puisqu'à en croire certains médias, la grande majorité des Moldaves travailleraient dans l'UE, principalement en Italie, où ils sont effectivement environ 150 000. Mais ce sont plus d'un demi-million de Moldaves qui vivent et travaillent en Russie, sur une population totale du pays de 3,5 millions d'habitants.

La discussion s'est aussi axée sur le dialogue lancé par Igor Dodon avec Tiraspol, la capitale de la PMR. Un éventuel accord de fédéralisation ne serait pas à exclure, bien que l'on en soit encore loin. Néanmoins, le dialogue positif engagé entre Chisinau et Tiraspol est un signe positif. Enfin, le président moldave a réitéré son engagement d'annuler l'accord d'association avec l'Union européenne, signé en juin 2014, et dans lequel la Moldavie n'a, selon Dodon, rien gagné, tout au contraire. Mieux que cela, le leader moldave a demandé à ce que son pays puisse rejoindre l'Union économique eurasiatique, ne serait-ce qu'à titre d'État observateur dans un premier temps.

Une approche qui a suscité la réaction des milieux pro-occidentaux à Chisinau, alors que Dodon se trouvait encore à Moscou. Selon leur déclaration officielle, ils ont affirmé « être prêts à tout pour bloquer toute éventuelle annulation de l'accord d'association avec l'UE et tout processus d'intégration en direction de l'Union économique eurasiatique ».

En effet, le combat s'annonce sérieux puisque le président moldave aura besoin du soutien de son parlement pour mettre en œuvre ses ambitieux projets. Néanmoins, et au vu des sentiments régnant au sein d'une large part de la société moldave, ses chances sont assez importantes. Il convient de rappeler que depuis quelques années, les sentiments pro-UE ont baissé d'une façon aussi drastique qu'augmentaient les sympathies prorusses au sein de la population. Une situation qui a d'ailleurs permis de mettre fin à sept années de pouvoir de la coalition pro-occidentale et de voir arriver la victoire d'Igor Dodon, le chef du Parti des socialistes de Moldavie, en novembre dernier.

Dernier point, au moment où l'Otan cherche de nouveau à attiser les tensions aux frontières de la Russie, le président moldave n'a pas caché son intention de s'éloigner du dialogue engagé par la précédente administration avec l'organisation nord-atlantique. D'ailleurs, le choix même de Moscou comme première visite officielle à l'étranger conserve toute sa symbolique : ce fut Bruxelles qui était la priorité tout au long des années précédentes de Chisinau. Une page vraisemblablement tournée, du moins pour le moment. sputniknews.com 19.01

Corée du sud

- Corée du sud: la justice refuse l'arrestation de l'héritier de Samsung - AFP

La justice sud-coréenne s'est opposée mercredi à l'arrestation de l'héritier de l'empire Samsung, Lee Jae-Yong, pour des soupçons de corruption, dans un vaste scandale qui a entraîné la destitution de la présidente du pays.

L'équipe spéciale d'enquêteurs chargée de ce scandale avait annoncé lundi qu'elle cherchait à obtenir un mandat d'arrêt contre M. Lee, soupçonné de corruption, d'abus de biens sociaux et de parjure.

Mais le tribunal du district central de Séoul a estimé que les preuves n'étaient pas assez solides pour procéder à l'arrestation de Lee Jae-Yong, patron de facto du premier conglomérat du pays, qui pèse 20% du Produit intérieur brut.

"Il est difficile d'accepter les raisons, les nécessités et la justification" pour émettre un tel mandat, explique la cour dans un communiqué publié par les enquêteurs.

La décision est intervenue après une audition de quatre heures de Lee Jae-Yong, 48 ans, plus tôt dans la journée.

Le groupe Samsung, le premier fabricant mondial de smartphones, est le premier exportateur de Corée du Sud.

Le scandale a pour figure centrale la confidente de l'ombre de l'ex-présidente Park, Choi Soon-Sil, accusée d'avoir utilisé son emprise sur elle pour contraindre les grands groupes industriels du pays à "donner" près de 70 millions de dollars à des fondations douteuses.

Samsung est celui qui s'est montré le plus généreux envers les fondations de Mme Choi. Il a également versé à l'amie de 40 ans de la présidente des millions d'euros, sous couvert de financer en Allemagne les entraînements sportifs de cavaliers sud-coréens, parmi lesquels la fille de Mme Choi.

Au total, Samsung aurait mis la main à la poche pour 43 milliards de wons (34,2 millions d'euros).

Les enquêteurs cherchent en particulier à savoir si les versements effectués par Samsung ont servi à acheter le feu vert du gouvernement à une fusion controversée entre deux de ses entités en 2015.

L'opération entre Cheil Industries et Samsung C&T était vue comme une étape cruciale pour une transition en douceur au sommet du groupe. Elle avait été dénoncée avec force par certains actionnaires qui estimaient que C&T avait été délibérément sous-évaluée. Mais la Caisse nationale de retraites, gros actionnaire de Samsung sous tutelle du ministère des Affaires sociales, avait soutenu la fusion qui était devenue réalité.

M. Lee, petit-fils du fondateur du groupe, est le dirigeant de facto de Samsung depuis la crise cardiaque de son père, Lee Kung-Hee, en 2014.

Si le tribunal avait donné raison aux enquêteurs, il se serait agi de la première arrestation d'un capitaine d'industrie sud-coréen dans le cadre de ce scandale qui dure depuis des mois.

Une décision qui aurait porté un coup à l'image de marque du groupe déjà été considérablement ternie par la débâcle du Galaxy Note 7 aux batteries explosives.

Le rejet de la demande d'arrestation risque par ailleurs de remettre en question le projet des enquêteurs d'entendre au plus tard début février l'ex-présidente Park Geun-Hye - destituée par le parlement le mois dernier - sur des accusations de corruption.

Il compromet aussi leur volonté d'étendre les investigations à plusieurs autres compagnies ayant "donné" des millions de dollars aux fondations de Choi, a rapporté l'agence de presse Yonhap.

Mme Park est accusée de complicité avec Mme Choi. Sa destitution doit encore être validée par la Cour constitutionnelle, mais tous ses pouvoirs ont été transmis au Premier ministre.

Si sa destitution devient définitive, une élection présidentielle sera organisée sous 60 jours. Mme Park perdrait immédiatement l'immunité qui la protège contre toute poursuite pénale. AFP 18.01

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1- France: moins de grèves en 2016 qu'en 2015 - finance.yahoo.com

Pilotes, cheminots, postiers, infirmiers... Les mouvements sociaux ont été nombreux en 2016, mais s'affichent toutefois en repli par rapport à 2015. Le site spécialisé 'C'est la grève.fr' en a recensé 801 contre 966 en 2015, dont 691 grèves locales et 110 mouvements nationaux.

Ces (Shenzhen: 300469.SZ - actualité) grèves se sont concentrées sur les mois de septembre et novembre (94 chacun) et de février et mars (respectivement 89 et 85).

Sur ce total, le site a recensé 13 manifestations liées à la loi El Khomri.

Par secteur, hors mouvements interprofessionnels, celui des services publics a été le plus touché avec 353 mouvements, devant celui des transports (186), du secteur privé (125), de l'Education (124) et la culture (8).

Concernant les services publics, la santé arrive en tête, devant la SNCF et l'industrie. finance.yahoo.com 18.01

2- Quelle est la radio la plus écoutée de France ? - Boursier.com

RTL demeure la première radio généraliste de France avec 12,7% d'audience cumulée sur novembre-décembre, en progression de 0,7 point par rapport à la même période de l'an dernier, montrent les données publiées ce jeudi par Médiamétrie...

En moyenne, le temps d'écoute des auditeurs est de 2 heures 20.

France Inter, qui arrive en deuxième position, réalise également une belle performance, avec une part d'audience cumulée de 11,2%...

Derrière, France Info confirme sa remontée récente de 8,4 à 8,9 pts, tandis que RMC se hisse au niveau d' Europe 1 avec une audience cumulée identique de 8,1% mais la part d'audience de la première est de 6,8% contre 6,6% pour la seconde...

Aux musicales, NRJ chute de 11,9 à 10,7 pts, tandis que Virgin Radio affiche une nouvelle performance en hausse à 5,2 pts d'audience... Boursier.com 19.01

Haut de page

Le 21 janvier 2017

CAUSERIE

Souvent la guerre a cela d'utile qu'elle met à nu la corruption et rejette tout ce qui est convention. (V.Lénine - L'opportunisme et la faillite de la II° Internationale)

Guerre à l'opportunisme

Le dernier éditorial de Gluckstein (POID) m'a inspiré (lire la causerie d'hier). Hier soir j'ai relu deux textes de Lénine L'impérialisme et la scission du socialisme et L'opportunisme et la faillite de la II° Internationale

- La bourgeoisie d'une « grande » puissance impérialiste peut, économiquement, soudoyer les couches supérieures de « ses » ouvriers en sacrifiant à cette fin quelque cent ou deux cent millions de francs par ans, car son surprofit s'élève probablement à près d'un milliard. Et la question de savoir comment cette petite aumône est partagée entre ouvriers-ministres, « ouvriers-députés » (rappelez-vous l'excellente analyse donnée de cette notion par Engels), ouvriers-membres des comités des industries de guerre, ouvriers-fonctionnaires, ouvriers organisés en associations étroitement corporatives, employés, etc., etc., c'est là une question secondaire. (V. Lénine : L'impérialisme et la scission du Socialisme)

Liste non exhaustive en effet dont les composantes sont à l'origine des courants et partis dits ouvriers qui existent aujourd'hui, et tout particulièrement leurs dirigeants, ce qui n'est guère flatteur et largement mérité quand on voit où nous en sommes rendus.

Le problème ne fut pas que des membres de l'artistocratie ouvrière furent à l'origine de la création des partis ouvriers ou en soient les dirigeants, mais qu'ils aient été incapables d'orienter leur parti vers les masses les plus défavorisées. En les choses sont un peu plus compliquées que cela pour comprendre pourquoi tous les courants se réclamant du trotskysme devaient être indissociables de l'opportunisme.

Le prolétariat est très hétérogène, il comporte de nombreuses couches qui ne disposent pas des mêmes conditions, statuts ou avantages.

Les couches supérieures ou l'aristocratie ouvrière bénéficient de privilèges, tandis que les couches inférieures héritent d'un sort misérable ou cumulent les inconvénients ou difficultés inhérents à leur milieu défavorisé. Ce sont les couches supérieures du prolétariat qui vont constituer le gros des bataillons des syndicats dont les dirigeants sont déjà corrompus ou des agents du capitalisme. Tandis que les couches inférieures sont habituellement abandonnées à leur triste sort et demeurent inorganisées.

Puisque les couches supérieures du prolétariat peuvent tirer des satisfactions de leur condition, cela ne les portera pas à se poser des questions sur le fonctionnement de la société, encore moins à la remettre en cause puisqu'elles s'estiment servies ou bien loties ou tout du moins elles se comportent comme tel plus ou moins consciemment. Alors que les couches inférieures seront accaparées par les difficultés en tous genres sous lesquelles elles croulent, tout en sachant ou en se disant qu'elles n'en verront jamais le bout ou que tel était le sort que la société leur avait réservé, de sorte qu'elles ne seront pas portées à s'interroger sur leur propre condition qu'elles subiront passivement, car trop occupées par la question de leur propre survie quotidienne.

Voilà en gros le schéma général telles que se présentent les différentes couches du prolétariat.

Cependant dans tous ses couches à chaque époque, à chaque génération , vont se dégager des éléments qui vont avoir tendance à tenter briser le cadre ou le carcan de leurs conditions, soit parce qu'ils sont insatisfaits du fonctionnement de la société qui pèse sur leur existence et craignent qu'il finisse par porter préjudice à leur condition, soit parce qu'ils ne peuvent pas se faire à l'idée qu'ils seraient condamnés à subir de leur naissance jusqu'à leur mort le sort misérable qui leur a été réservé.

Ainsi il existe des centaines de milliers de travailleurs ou davantage encore appartenant aux différentes couches du prolétariat qui sont susceptibles de s'élever au-dessus de leur condition et qui sont donc des candidats au socialisme.

Le drame ou la tragédie, c'est qu'aucun courant politique ne s'est jamais réellement tourné vers ces travailleurs. Quand ils se sont tournés vers les couches supérieures ce fut pour flatter leur penchant corporatiste, et lorsqu'il leur arriva de se tourner vers les couches inférieures de la classe ouvrière ce fut pour flatter leur ignorance, leurs préjugés, etc.

En somme ces courants politiques se détournèrent de ce qu'il y avait de meilleur dans les différentes couches du prolétariat au profit de ce qu'elles pouvaient produire de pire, et c'est ce qu'incarne de nos jours leurs partis et les syndicats. Quelque part sur la base de ce constat, on pourrait affirmer que leurs dirigeants ont eu faux sur toute la ligne, ce qui explique en grande partie pourquoi il n'existe aujourd'hui aucun parti ouvrier révolutionnaire digne de ce nom. S'ils s'en étaient tenus aux enseignements du marxisme, nous n'en serions pas là aujourd'hui, mais malheureusement ils les ont abandonnés ou ils s'en sont détournés, le résultat ou leur bilan à valeur de verdict et est sans appel.

Ils ont sciemment opté pour l'opportunisme, et leur étiquette trotskyste ne devait servir qu'à le camoufler tant bien que mal, manoeuvre malhonnête et cynique, désuète ou condamnée à l'avance, parce que tôt ou tard l'exacerbation de la crise du

capitalisme devait finir par mettre cruellement en lumière l'inanité de leurs théories, leur corruption par l'idéologie dominante, leurs réelles intentions, leur faillite politique, la trahison de leur idéal, et réduire ainsi à néant tous les partis issus du mouvement ouvrier qui avaient adopté l'opportunisme, définitivement.

Leurs courants et leurs partis furent conçus selon le principe que la lutte des classes réglaient en quelque sorte les rapports entre les classe, et que lors de cette lutte la classe dominante était amenée à procéder à des réformes favorables aux travailleurs tout en privilégiant l'aristocratie ouvrière, ce qui au passage permettait d'assurer la stabilité du régime ou de maintenir la paix sociale. Temps que ce fut le cas, il était difficile de les démasquer, mais pas impossible. Et lorsque l'aristocratie financière concentra suffisamment de pouvoir entre ses mains, elle décida de mettre un terme à ce petit jeu-là, elle siffla la fin de la partie estimant que ces rapports de bon voisinage n'avaient plus lieu d'être compte tenu qu'avaient été développés entre temps une multitude de canaux (qu'elle finança ou dont elle encouragea la création en sous-main ou ouvertement, les ONG, Internet, les réseaux dits sociaux, etc.), à travers lesquels la collaboration de classes pourrait s'exercer désormais plus efficacement tout en conditionnant les masses, en intervenant directement sur leur mode de pensée de manière à neutraliser la lutte des classes, dès lors ces courants et partis allaient être privés de leur fond de commerce que dorénavant ils devaient partager avec une multitude d'acteurs étangers ou non au mouvement ouvrier, par conséquent ils devaient s'affaiblir, entrer en crise à leur tour, se disloquer, destin qui était inscrit dès l'origine de leur formation pour avoir adopté le réformisme bourgeois ou l'opportunisme, et s'il existe une fatalité à cette histoire, il ne faut pas la chercher ailleurs.

Quand on lit ou relit L'impérialisme et la scission du socialisme de Lénine, on est stupéfait de constater que le destin de ces courants ou partis tels qu'ils se sont développés y figurait déjà, et que pas un seul de leurs dirigeants n'aura la présence d'esprit de s'en apercevoir, à moins qu'il y en ait eu et que leurs voix furent étouffées ou qu'ils aient préféré se taire, ce qui nous paraît improbable. Il se peut aussi que certains dirigeants en soient arrivés aux mêmes constats et conclusions que moi, mais qu'ils n'aient pas eu la volonté ou les capacités pour engager le combat contre l'opportunisme qui avait gagné leurs courants ou partis.

- V. Lénine : L'impérialisme et la scission du socialisme au format pdf

Nous sommes donc parvenus au constat que les dirigeants des différents courants se réclamant du trotskysme avait eu faux sur toute la ligne, ce que l'inexistence du parti prouve suffisamment.

Maintenant il n'est pas dit qu'on devrait en rester là ou que notre combat serait perdu d'avance, ce qui arriverait infailliblement si on devait se contenter de ces courants et leurs partis ou leur confier notre destin.

Nous avons dit plus haut que dans chaque couches d'exploités, qu'ils appartiennent à la classe ouvrière ou aux classes moyennes, il se trouvait à chaque époque et à chaque génération des centaines de milliers ou plus encore de travailleurs qui a un moment donné de leur vie avaient l'occasion d'évoluer et pouvaient être acquis au socialisme, d'autant plus facilement de nos jours que pour peu qu'ils soient un peu curieux ils peuvent accéder à la littérature de tous les courants politiques par le biais d'Internet, hormis le POI dont on les invite à se détourner sans craindre de louper quelque chose ou d'y perdre au change.

Il s'agit donc de trouver un langage ou un discours qui leur soit accessible pour nouer un premier contact. Cela sous-entend qu'on ne se présente pas comme de vulgaires doctrinaires ou donneurs de leçons et qu'on leur dise toute la vérité, rien que la vérité sur la situation et comment nous avons pu en arriver là en reprenant la méthode de Marx, Engels et Lénine qui a fait ses preuves et que l'on retrouve dans tous leurs discours, textes ou ouvrages.

Ce discours devra être adapté au travailleur avec lequel on engagera la discussion ou à ses conditions spécifiques, ce qui nécessitera au départ de le laisser parler, de le faire parler ou de le questionner, et bien sûr de l'écouter attentivement. Comme la manière dont il interprètera sa condition ne sera pas très claire, on l'aidera en orientant les questions qu'il doit se poser. On se passera évidemment de répondre à sa place ou de porter le moindre jugement sur ses expériences passées quand il les évoquera. On ne cherchera pas davantage à l'influencer, car c'est à lui de progresser ou de réaliser le lien entre les différents rapports qui existent dans la société et sa condition, la manière dont il les perçoit, tout au plus on l'aidera à progresser en évoquant certains faits qu'il ignorait ou certains facteurs à côté desquels il est passé et sans lesquels il serait impossible de comprendre la situation.

Notre but est de faire en sorte qu'à l'issue de notre discussion il ait l'impression ou la conviction qu'il n'a pas perdu son temps et qu'il a commencé à progresser en trouvant des réponses satisfaisantes aux questions qu'il se posait.

Autrement dit, nous ne chercherons pas à le faire adhérer au socialisme ou à partager nos idées, à le convaincre de quoi que ce soit, nous nous contenterons de l'aider à employer la méthode de matérialisme dialectique pour résoudre ses problèmes ou répondre à ses interrogations, à faire l'expérience que grâce à cette méthode on aboutit à une toute interprétation de la société ou du monde que celle communément admise et qui ne le satisfaisait pas, interprétation qui répond à ses attentes, mais surtout, à en prendre conscience, et c'est là seulement qu'on interviendra, car cet instant est déterminant pour que cette expérience n'ait pas eu lieu en vain. Il en tirera satisfaction, et en principe il devrait avoir envie de la renouveler ou qu'elle se poursuive puisqu'elle a été bénéfique pour lui. Ce n'est pas sorcier, aucun mystère ou secret, aucune manipulation, aucune arrogeance, aucune flatterie, aucun mensonge, aucune hypocrisie, aucun a priori, aucun dogmatisme, aucun jugement, autant de pratiques

inappropriées, détestables, nuisibles, misérables, bref inutiles et à éviter à tous prix entre deux travailleurs qui s'expriment librement, honnêtes, sincères, loyaux, embarqués dans la même galère et qui ont besoin de l'un et de l'autre pour progresser et s'en sortir ensemble.

Rien d'idyllique, de fantasmatique, d'extraordinaire ou d'inaccessible là-dedans. Chaque militant devrait être en mesure d'employer cette méthode pour construire le parti après avoir reçu une formation adéquate, car elle ne s'invente pas ou on ne l'acquiert pas spontanément.

C'est un peu comme un patient qui expose son cas à un médecin consciencieux (ce qui est extrêmement rare, hormis chez les homéopathes) qui l'écoute, et qui en fonction de son mode de vie l'aidera à prendre conscience qu'il doit le modifier s'il tient à rester en bonne santé par la suite. A suivre.

Erreur de casting. Il faut changer la société pour changer les hommes et non l'inverse.

- Le probleme ce n'est pas Trump, c'est nous. - Counter Punch, publié par arretsurinfo.ch 20.01

John Pilger s'amuse de ceux à qui l'élection de Trump arrachent des cris d'orfraie, alors qu'ils étaient silencieux durant ces années où Obama balançait 72 bombes par jour sur les pays les plus pauvres de la planète. Il y a pourtant une ligne droite qui a mené d'Obama à Trump.

Le jour où le président Trump sera inauguré, des milliers d'écrivains aux États-Unis exprimeront leur indignation. (...)

La menace d'un pouvoir rapace était en pleine ascension bien avant la montée de Trump. Cette menace a été acceptée par les écrivains, dont beaucoup sont des privilégiés et des célébrités. Elle a aussi été acceptée par les gardiens des portes de la critique littéraire et de la culture, y compris la culture populaire. C'est indéniable. L'impossibilité d'écrire et de promouvoir une littérature dépourvue de politique, ce n'est pas pour eux. La responsabilité de s'exprimer, peu importe qui occupe la Maison-Blanche, ce n'est pas pour eux.

Aujourd'hui, le symbolisme factice est tout. L'« identité » est tout. En 2016, Hillary Clinton a stigmatisé des millions d'électeurs comme « un panier de déplorables racistes, sexistes, homophobes, xénophobes, islamophobes — et ainsi de suite ». Ses insultes ont été distribuées lors d'un rassemblement LGBT, dans le cadre de sa cynique campagne pour gagner les minorités en abusant d'une majorité blanche essentiellement ouvrière. C'est ce qu'on appelle diviser pour régner ; ou politique de l'identité, dans laquelle la race et le genre cachent la classe, et permettent de mener la lutte des classes. Trump l'a très bien compris.

« Quand la vérité est remplacée par le silence », a déclaré le poète dissident soviétique Yevtushenko, « le silence est un mensonge ».

Ce n'est pas un phénomène américain. Il y a quelques années, Terry Eagleton, alors professeur de littérature anglaise à l'université de Manchester, comptait que « pour la première fois en deux siècles, aucun éminent poète, dramaturge ou romancier anglais, n'était prêt à remettre en question les fondements du mode de vie occidental ».

Pas de Shelley pour parler des pauvres, pas de Blake pour les rêves utopiques, pas de Byron pour maudire la corruption de la classe dirigeante, pas de Thomas Carlyle ni de John Ruskin pour révéler la catastrophe morale du capitalisme. William Morris, Oscar Wilde, HG Wells, George Bernard Shaw n'ont aucun équivalent aujourd'hui. Harold Pinter était le dernier à se faire entendre. Aujourd'hui, parmi les voix insistantes du féminisme consumériste, nul ne fait écho à Virginia Woolf, qui a décrit « l'art de dominer les autres… de gouverner, de tuer, d'acquérir la terre et le capital ». (...)

Un des courants persistants de la vie politique américaine, c'est cet extrémisme du culte (de l'ordre établi - Ndlr) qui frise avec le fascisme. Cela a été exprimé et renforcé au cours des deux mandats de Barack Obama. « Je crois en l'exceptionnalisme américain avec chaque fibre de mon être », a déclaré Obama, qui a développé le passe-temps militaire favori de l'Amérique, les bombardements et les escadrons de la mort (« opérations spéciales »), comme aucune autre président ne l'a fait depuis la guerre froide. (...)

Chaque mardi — comme l'a rapporté le New York Times — Obama a personnellement choisi ceux qui seraient assassinés, principalement par des missiles Hellfire tirés depuis des drones. Des mariages, des funérailles et des bergers ont été attaqués, ainsi que ceux qui tentaient de recueillir les parties du corps composant la « cible terroriste ». Un sénateur républicain de premier plan, Lindsey Graham, a estimé, d'un air approbateur, que les drones d'Obama ont tué 4 700 personnes. « Parfois, vous frappez des innocents et je déteste ça, a-t-il dit, mais nous avons arraché quelques doyens à Al-Qaïda. »

Tout comme le fascisme des années 1930, de grands mensonges sont livrés avec la précision d'un métronome : grâce à un média omniprésent dont la description correspond désormais à celle du procureur de Nuremberg : « Avant chaque grande agression, à quelques exceptions près, ils lançaient une grande campagne de presse visant à affaiblir leurs victimes et à préparer psychologiquement le peuple allemand… Dans le système de propagande… c'était la presse quotidienne et la radio

qui étaient les armes les plus importantes. »

Prenez la catastrophe en Libye. En 2011, Obama a déclaré que le président libyen Mouammar Kadhafi planifiait un « génocide » contre son propre peuple. « Nous savions… que si nous attendions un jour de plus, Benghazi, une ville de la taille de Charlotte, pourrait subir un massacre qui aurait retenti dans toute la région et entaché la conscience du monde ». C'est le mensonge reconnu des milices islamistes confrontées à la défaite par les forces gouvernementales libyennes. Ce mensonge est devenu l'histoire des médias ; et l'OTAN — emmené par Obama et Hillary Clinton — a lancé 9 700 « sorties de frappes » contre la Libye, dont plus d'un tiers visaient des cibles civiles. On a utilisé des ogives d'uranium ; les villes de Misurata et de Syrte ont essuyé des tapis de bombes.

La Croix-Rouge a identifié des fosses communes, et l'Unicef a rapporté que « la plupart [des enfants tués] avaient moins de dix ans ». Sous Obama, les Etats-Unis ont étendu les opérations secrètes de « forces spéciales » à 138 pays, soit 70 % de la population mondiale. Le premier président afro-américain a lancé ce qui représentait une invasion à grande échelle de l'Afrique. Rappelant le partage de l'Afrique à la fin du XIXe siècle, le US African Command (Africom) a construit un réseau de quémandeurs parmi les régimes africains collaboratifs avides de pots-de-vin et d'armements américains. La doctrine du « soldat à soldat » d'Africom embarque les officiers américains à tous les niveaux de commandement, du général à l'adjudant. Il ne manque plus que les casques coloniaux.

C'est comme si la fière histoire de la libération de l'Afrique, de Patrice Lumumba à Nelson Mandela, était confinée à l'oubli par l'élite coloniale noire du nouveau maître. Nouveau maître dont la « mission historique », a averti Frantz Fanon il ya un demi-siècle, est la promotion du « capitalisme effréné, bien que camouflé ».

C'est Obama qui, en 2011, a annoncé ce qui est devenu connu comme le « pivot à l'Asie », à travers lequel près des deux tiers des forces navales américaines seraient transférés vers l'Asie-Pacifique pour « affronter la Chine », selon les mots de son Secrétaire à la Défense. Il n'y avait pas de menace de la part de la Chine ; toute l'entreprise était inutile. C'était une provocation extrême pour garder le Pentagone et ses gradés déments heureux.

En 2014, l'administration Obama a supervisé et financé un coup d'État fasciste en Ukraine contre le gouvernement démocratiquement élu, menaçant la Russie dans cette frontière occidentale par laquelle Hitler avait envahi l'Union soviétique, causant la perte de 27 millions de vies.

C'est Obama qui a pointé des missiles en Europe de l'Est en direction de la Russie. Et c'est le lauréat du Prix Nobel de la Paix qui a augmenté les dépenses en ogives nucléaires à un niveau supérieur à celui de tous les gouvernements depuis la guerre froide — alors qu'il avait promis, dans un émouvant discours prononcé à Prague, d'« aider à débarrasser le monde des armes nucléaires ».

Obama, l'avocat constitutionnel, a poursuivi plus de lanceurs d'alerte que n'importe quel autre président dans l'histoire, même si la Constitution américaine les protège. Il a déclaré Chelsea Manning coupable avant la fin d'un procès qui était une parodie. Il a refusé de grâcier Manning qui a subi des années de traitements inhumains considérés par les Nations Unies comme des actes de torture [Le 17 janvier, après la publication originale de cet article, Obama a annoncé la grâce de Manning, NDT]. Il a pourchassé Julian Assange à travers un procès entièrement bidon. Il a promis de fermer le camp de concentration de Guantanamo et ne l'a pas fait.

Après la catastrophe des relations publiques de George W. Bush, Obama, le smooth operator de Chicago passé par Harvard, a été enrôlé pour restaurer ce qu'il appelle le « leadership » des Etats-Unis à travers le monde entier. La décision du comité du prix Nobel en faisait partie : une sorte de racisme inversé qui béatifiait l'homme sans autre raison que d'attirer les sensibilités libérales et, bien sûr, le pouvoir américain, à défaut d'attirer les enfants qu'il tue dans des pays démunis, principalement musulmans.

C'est l'Appel d'Obama. Il n'est pas sans rappeler le sifflement d'un chien : inaudible pour la plupart, irrésistible pour les méchants et les sots, surtout les « cerveaux libéraux décapés dans le formaldéhyde de la politique identitaire », comme le disait Luciana Bohne. « Quand Obama entre dans une pièce, s'est épanché George Clooney, vous voulez le suivre quelque part, n'importe où. » William I. Robinson est professeur à l'Université de Californie et membre d'un groupe non contaminé de penseurs stratégiques américains qui ont conservé leur indépendance pendant les années de sifflement intellectuel depuis le 11 septembre. Il a écrit cette semaine :

« Le président Barack Obama… a peut-être fait plus que quiconque pour assurer la victoire de [Donald] Trump. Tandis que l'élection de Trump a déclenché une expansion rapide des courants fascistes dans la société civile américaine, une issue fasciste pour le système politique est loin d'être inévitable…. Mais cette lutte exige un peu de clarté sur la façon dont nous sommes arrivés au bord d'un précipice aussi dangereux. Les semences du fascisme du 21e siècle ont été plantées, fertilisées et arrosées par le gouvernement Obama et l'élite libérale en faillite politique. » Robinson souligne que « le fascisme est avant tout une réponse aux profondes crises structurelles du capitalisme, comme celle des années 1930 et celle qui a débuté avec la crise financière de 2008 (…). Il y a une ligne presque droite d'Obama à Trump… Le refus de l'élite libérale de contester la rapacité du capital transnational ainsi que sa marque de politique identitaire ont éclipsé le langage des classes ouvrières et populaires… Ce refus a ainsi poussé les travailleurs blancs dans une "identité" de nationalisme blanc et a aidé les néo-fascistes à les organiser ».

Ce semis est la République de Weimar d'Obama, un paysage de pauvreté endémique, de police militarisée et de prisons barbares : la conséquence d'un extrémisme « de marché » qui, sous sa présidence, a entraîné le transfert de 14 mille milliards de dollars de deniers publics vers Wall Street.

Peut-être que son plus grand « héritage » est la cooption et la désorientation de toute opposition réelle. La « révolution » spécieuse de Bernie Sanders ne trouve pas d'application concrète. La propagande est son triomphe.

Les mensonges au sujet de la Russie — où les Etats-Unis sont déjà intervenus ouvertement dans les élections — ont fait des journalistes les plus importants du monde la risée de tous. Dans le pays dont la presse est la plus libre au monde, le journalisme libre n'existe plus que dans ses honorables exceptions.

L'obsession de Trump est une couverture pour beaucoup de ceux qui se disent de « gauches/libéraux ». Comme s'ils voulaient revendiquer une forme de décence politique. Ils ne sont pas « de gauche », et encore moins « libéraux ». Une grande partie de l'agression américaine contre le reste de l'humanité est venue de prétendus gouvernements démocrates libéraux — comme celui d'Obama. Le spectre politique de l'Amérique s'étend du centre mythique à la droite lunaire. Les « gauchistes » sont des renégats sans abri que Martha Gellhorn a décrits comme une « fraternité rare et tout à fait admirable ». Elle exclut ceux qui confondent la politique avec l'obsession de leur nombril. (...)

Plus précisément : quand un véritable mouvement d'opposition surgira-t-il ? En colère, éloquent, dans le style un pour tous, tous pour un ? Jusqu'à ce que la vraie politique revienne dans la vie des gens, l'ennemi n'est pas Trump, c'est nous-mêmes. Counter Punch, publié par arretsurinfo.ch 20.01

Vous dites des choses très justes que l'on partage monsieur Pilger, mais votre conclusion est erronée.

Ce ne sont pas des hommes qui font l'histoire mais des classes sociales. Des classes sociales qui présentent la particularité de ne pas disposer des mêmes moyens matériels pour assurer leur subsistance.

Les uns possèdent les moyens de production, ils disposent du pouvoir économique et politique, ils détiennent tous les pouvoirs, tandis que les autres n'ont que leur force de travail à vendre, ils ne disposent d'aucun pouvoir, sinon celui de se rassembler et de se battre pour exiger que leurs droits soient pris en compte.

Les uns disposent des autres, et quelle que soit la répartition des richesses ou l'état d'esprit des exploités ou opprimés, cela ne changera absolument rien si vous n'inversez pas les rapports sociaux qui en sont à l'origine, que vous l'admettiez ou non c'est ainsi.

Prenez garde, car vous obstiner dans cette voie vous fera pencher toujours plus à droite, vous en arriverez comme cette prétendue gauche ignoble à être profondément injuste en attaquant les préjugés des masses ignorantes, alors qu'elles n'en sont pas responsables. Ou alors vous continuerez de brasser du vent, de proposer des analyses qui aboutissent toutes à une impasse politique.

Si vous voulez sincèrement changer la société c'est aux fondements du capitalisme et à ses institutions qu'il faut vous attaquer ou renouer avec le socialisme scientifique. Il n'existe pas d'autre voie ou alternative politique.

Made in "America First".

AFP - « A partir d'aujourd'hui, une nouvelle vision gouvernera cette terre, America First », a lancé dès le début de son discours le 45e président des Etats-Unis.

"A compter d'aujourd'hui, ce sera l'Amérique d'abord et seulement l'Amérique!", a lancé le magnat en énonçant "deux règles simples: acheter américain et embaucher américain".

"Ensemble, nous rendrons sa force à l'Amérique. Nous rendrons sa richesse à l'Amérique. Nous rendrons sa fierté à l'Amérique. Nous rendrons sa sécurité à l'Amérique. Et, oui, nous rendrons sa grandeur à l'Amérique", a-t-il conclu, brandissant le poing, image surprenante dans ce contexte. AFP 20.01

L'art de tout dire et son contraire made in France, son docile vassal.

Deux dépêches de l'AFP publiées à différents moments de la journée d'hier et rédigées par différents journalistes, donnaient un aperçu totalement différent du National Mall de Washington. Pour les uns, une "mobilisation populaire limitée", pour l'autre une "foule immense", une "ferveur historique".

- USA: Trump s'installe à la Maison Blanche et signe son 1er décret - Jérôme CARTILLIER et Ivan COURONNE

Des dizaines de milliers de partisans s'étaient rassemblés malgré une très fine pluie sur le National Mall, coloré du rouge de leurs casquettes. Mais les vues aériennes des immenses pelouses montraient une mobilisation populaire limitée, dans un contraste saisissant avec l'investiture de Barack Obama, au même endroit, il y a huit ans. AFP 21 janvier 2017

- Ferveur historique à Washington pour l'Amérique pro-Trump - Sébastien BLANC

Une foule immense et de tous âges a envahi aux aurores le prestigieux National Mall de Washington, composée d'Américains professant une foi sans bornes pour Donald Trump, qui réalise leur rêve vendredi en devenant leur président. AFP 21 janvier 2017

No comment !

En dictature, exprimer un avis désuet contraire à l'idée répandue par les idéologues de l'oligarchie est "inacceptables".

Les propos de cette intervenante sur Obama étaient si extrêmes que BFMTV lui a demandé de quitter le plateau - Le Huffington Post

Personne n'était d'accord avec elle. L'auteure d'un livre sur Trump, invitée sur le plateau de BFMTV pour commenter en direct l'investiture du nouveau président américain, a dû quitter le plateau après des propos tenus sur Barack Obama.

Evelyne Joslain en a effectivement profité pour évoquer la question de la religion aux Etats-Unis mais également les préférences du président sortant dans ce domaine: "Je pense qu'il était plus musulman dans son cœur que chrétien", a déclaré l'intervenante, comme vous pouvez le voir dans la vidéo en tête d'article.

Ces propos ont provoqué de vives réactions sur le plateau mais également en coulisse. Après ces déclarations, Evelyne Joslain a été conduite hors du plateau de la chaîne d'info pour avoir tenu des propos qualifiés d'"inacceptables" par Hervé Béroud, le directeur général de BFMTV, contacté par BuzzFeed.

De nombreux téléspectateurs ont commenté les propos de Evelyne Joslain sur Twitter, en dénonçant notamment l'irresponsabilité de la chaîne au CSA. Le conseil supérieur de l'audiovisuel a reçu 24 signalements après la séquence. Et celles-ci pourraient mener à une instruction car un seul signalement suffit pour déclencher une procédure. Le Huffington Post 20.01

Dites-moi, BFMTV, le CSA, c'est bien en France, n'est-ce pas ?

On se croirait sous le régime néonazi de Kiev où toute référence au communisme est banni et son emploi réprimé par le législateur fasciste.

BFMTV doit être classée à l'extrême droite, tout comme le néolibéralisme.

Commentaire d'un internaute.

- "Musulman c'est une insulte maintenant ? C'est ça qui est grave : qu'on pousse cette dame à quitter le plateau pour avoir "insulté" Obama en le "traitant" de musulman."

ACTUALITE EN TITRES

En famille, on préfère l'original à la copie.

- Débat PS: 3,1 millions de télespectateurs, bien moins qu'à droite - AFP

Le troisième débat de la primaire élargie du PS a été suivi par 3,1 millions de téléspectateurs sur France 2 (15% de part d'audience) jeudi soir, soit 2 millions de moins que les 5,1 millions qui avaient suivi le 3e débat de la primaire de la droite sur la même chaîne.

C'est un score également inférieur au premier débat de la primaire PS (3,8 millions de personnes sur TF1 le 12 janvier) mais supérieur au deuxième (1,7 million sur les chaînes d'info le 15 janvier), selon les chiffres de Médiamétrie. AFP 20.01

Ils osent tout

- Primaire: Valls s'en prend aux "fausses promesses" lors d'un dernier meeting chahuté - AFP

- Le cours magistral d'optimisme de Vincent Peillon pour son dernier meeting - Le Huffington Post

- Pour Valls, Montebourg et Hamon, le mot "travail" ne veut pas exactement dire la même chose - Le Huffington Post

- Alliot-Marie veut priver les fonctionnaires du droit de grève - AFP

- Rachida Dati charge Nathalie Kosciusko-Morizet qui n'a "jamais bossé de sa vie" - Le Huffington Post

- La Marche des Femmes, un mouvement planétaire anti-Trump ? - euronews.com

- Donald Trump veut “rendre le pouvoir au peuple” - euronews.com

Turquie. La dictature française et américaine pour modèle.

- Turquie: le Parlement approuve le renforcement des pouvoirs d'Erdogan - AFP

Le projet de révision constitutionnelle visant à renforcer les pouvoirs du président Recep Tayyip Erdogan a été adopté par le Parlement turc en seconde lecture tôt samedi, ouvrant la voie à un référendum au printemps.

"Notre nation prononcera le dernier mot sur ce sujet. Elle donnera la décision finale", a affirmé le Premier ministre Binali Yildirim, à l'issue du scrutin.

"Que personne n'en doute, notre nation prendra (...) la plus juste des décisions", a-t-il ajouté.

Cette réforme constitutionnelle transfère au président le pouvoir exécutif qui jusque-là appartenait au Premier ministre, bien que ce poste ait de plus en plus été marginalisé depuis l'accession de Recep Tayyip Erdogan à la présidence en 2014.

Les 18 articles du texte ont recueilli 339 des 550 voix du Parlement, soit neuf de plus que la majorité des trois cinquièmes requise pour que la réforme soit soumise à référendum, a priori au mois d'avril.

La victoire, scellée un peu après 4 heures du matin (01h00 GMT) samedi, a été assurée par une alliance formée entre le parti islamo-conservateur au pouvoir, l'AKP, et le parti de droite nationaliste, le MHP. Selon la majorité, la présidentialisation du système est essentielle pour assurer la stabilité au sommet de l'Etat et permettra simplement de s'aligner sur les systèmes en vigueur dans d'autres pays, comme aux Etats-Unis ou en France.

Mais l'opposition dénonce une dérive autoritaire supplémentaire de M. Erdogan.

"La séparation des pouvoirs serait complètement abolie et tous les pouvoirs seront concentrés dans les mains d'une seule personne sous prétexte de créer de la stabilité", déplore Metin Feyzioglu, président de l'Union des barreaux de Turquie. "Mais une stabilité pérenne n'est possible qu'avec un état de droit."

"Ce n'est pas une réforme, mais un suicide, et le peuple ne se suicidera pas", affirme-t-il. Aux termes de la réforme constitutionnelle, le président Erdogan pourrait en théorie se maintenir au pouvoir jusqu'à au moins 2029 et pourrait, entre autres, nommer ou limoger les ministres ainsi qu'un, voire plusieurs, vice-présidents.

Le poste de Premier ministre disparaîtrait, ce qui serait une première depuis la fondation de la Turquie moderne par Mustafa Kemal Atatürk en 1923.

Le président pourra également intervenir directement dans le domaine judiciaire et promulguer des décrets.

Les élections législatives et présidentielle se dérouleront simultanément. Le projet fixe la date du prochain scrutin au 3 novembre 2019.

Emma Sinclair-Webb, directrice Turquie de Human Rights Watch, parle d'une réforme qui "concentre absolument tous les pouvoirs dans les mains du président".

"Tout ce vote au Parlement se passe en plein état d'urgence, au cours duquel des médias ont été fermés, des journalistes emprisonnés", déplore-t-elle. Selon elle, dans de telles conditions il est impossible "qu'un débat public effectif ait lieu dans les médias à propos des changements qui sont apportés" et que le peuple soit correctement informé.

L'opposition accuse M. Erdogan de mettre à profit l'état d'urgence en vigueur depuis le putsch manqué du 15 juillet pour faire taire toute voix discordante, à travers une vague de purges sans précédent. AFP 20.01

Haut de page

Le 23 janvier 2017

CAUSERIE

Note aux lecteurs.

Je me suis dit que la page d'accueil du portail devenait trop volumineuse, et que cela pouvait poser des problèmes à des lecteurs pour l'ouvrir ou que cela dévorait à chaque fois leur abonnement à Internet dans des proportions trop importantes, ce qui pouvait les inciter à ne plus s'y connecter ou moins souvent. Aussi, j'ai décidé de ne plus reproduire les articles qui figurent dans la rubrique *Articles d'actualité*.

Cette rubrique va demeurer mais uniquement sous la forme de liens vers des articles que j'aurai lus, avant de les sélectionner plus rigoureusement que par le passé. Cela devrait également me faire gagner un gain de temps non négligeable pour faire autres choses.

Je vais aussi m'employer à archiver plus tôt les causeries du mois en cours comme je le faisais précédemment.

Le volume de la page d'accueil devrait tomber de 700kb à 300 kb environ.

Guerre à l'opportunisme, suite.

Première partie.

- "*Le 30 novembre une députation de nos camarades, de femmes berlinoises, s'est présentée à Berlin au siège du Parti et a déclaré « qu'à l'heure actuelle, étant donné l'existence d'un vaste appareil bien organisé, il est beaucoup plus facile qu'au temps des lois contre les socialistes, de diffuser des brochures et des tracts illégaux et de tenir des « réunions non autorisées ». « Ce ne sont pas les voies et moyens qui font défaut, c'est évidemment l'envie qui manque. »*" (Lénine : L'opportunisme et la faillite de la II ° Internationale)

C'est l'envie de construire ce parti, son appareil qui fait défaut de nos jours également, c'est une constante et c'est naturel, puisqu'il faut avoir atteint un certain niveau de maturité ou de conscience pour estimer que le règne de la nécessité a développé cette capacité ou opportunité de construire l'instrument qui nous permettrait de changer la société. C'est aussi une idée mais pas au sens idéaliste, dans la mesure où elle sert d'intermédiaire entre la réalité et son évolution, son devenir, sa négation en dialecticien, elle n'est pas la réalité, mais uniquement son interprétation, une de ses représentations, et plus elle sera fidèle aux faits, plus elle rendra le monde compréhensible au plus grand nombre, ce à quoi nous travaillons sans relâche.

Construire ce parti c'est réaliser un acte militant, politique, une tâche pratique, c'est autre chose que se contenter de bavarder politique, puisque dorénavant on ne peut plus aborder un sujet sérieusement sans être immédiatement vilipendé. C'est autre chose que de brasser des idées à longueur de temps qui ne mènent nulle part, c'est un acte responsable et cela se respecte, encore faut-il en être digne.

Construire ce parti, c'est aussi cesser d'être inactif, passif, de subir sans rien faire, sans réagir, c'est passer à l'action, à l'attaque, à l'offensive contre notre ennemi de classe pour le vaincre. C'est déjà cesser de subir notre sort parce qu'on agit pour orienter la société dans une direction précise, pour atteindre un objectif précis qui définit la nature de notre parti, son véritable objectif, non pas comme ceux qui l'affichent ou le font figurer dans leur programme percé comme un écumoire, bourré de lacunes ou de contradictions au point qu'on peut l'interpréter dans tous les sens, il tire son sens d'un non-sens, qui ne profite qu'à ceux qui savent se fixer un cap et s'y tenir ou qui savent ce qu'ils veulent et comment l'obtenir, ce qui s'annonce mal, que ce soit pour

changer ou non la société.

Construire ce parti c'est se fixer un cap et s'y tenir ou savoir ce que l'on veut et comment l'obtenir, c'est donc bien un moyen pour combattre le régime et ses représentants qui s'en tiennent à la même discipline ou conscience de classe...

Seconde partie

En refusant d'entendre ce qui suit, les dirigeants de l'avant-garde du mouvement ouvrier condamnent les militants à adopter des tactiques opportunistes et à sombrer dans le corporatisme.

- "*Que ces pensées d'Engels, reprises pendant des dizaines d'années, aient aussi été formulées par lui publiquement, dans la presse, c'est ce que prouve sa préface à la deuxième édition (1892) de* La situation des classes laborieuses en Angleterre*. Il y traite de «* l'aristocratie de la classe ouvrière *», de la «* minorité privilégiée des ouvriers *», qu'il oppose à la «* grande masse des ouvriers *». «* La petite minorité privilégiée et protégée *» de la classe ouvrière bénéficiait seule des «* avantages durables *» de la situation privilégiée de l'Angleterre en 1848-1868 ; «* la grande masse, en mettant les choses au mieux, ne bénéficiait que d'améliorations de courte durée *»... «* Avec l'effondrement du monopole industriel de l'Angleterre, la classe ouvrière anglaise perdra sa situation privilégiée ... *»*

Les membres des « nouvelles *» unions, des syndicats d'ouvriers non spécialisés, «* ont un avantage inappréciable *»: leur mentalité est un terrain encore vierge, parfaitement libre du legs des «* respectables *» préjugés bourgeois, qui désorientent les esprits des «* vieux unionistes *» mieux placés » ... Les «* prétendus représentants ouvriers *», en Angleterre, sont des gens «* à qui on pardonne leur appartenance à la classe ouvrière, parce qu'ils sont eux-mêmes prêts à noyer cette qualité dans l'océan de leur libéralisme *»...*

C'est à dessein que nous avons reproduit des extraits assez abondants des déclarations on ne peut plus explicites de Marx et d'Engels, afin que les lecteurs puissent les étudier dans leur ensemble. Et il est indispensable de les étudier, il vaut la peine d'y réfléchir attentivement. Car là est le noeud de la tactique imposée au mouvement ouvrier par les conditions objectives de l'époque impérialiste."

Comme je l'ai déjà affirmé à plusieurs reprises, martelé, nos pleutes dirigeants n'ont jamais tenu publiquement un tel discours, pas même à l'intérieur de leurs partis.

En 1872 le Conseil fédéral de l'Internationale avait voté un blâme à Marx pour avoir dit que « *les chefs ouvriers anglais s'étaient vendus* » (Engels dans une lettre à Sorge le 21 septembre 1872), et j'imagine que Marx n'avait pas balancé cela à la légère et qu'il avait argumenté son accusation.

En comparaison, nous, nous avons le droit à la reproduction des communiqués des Mailly, Martinez et Cie. sans le moindre commentaire, sans la moindre réserve sur leurs réelles intentions, ce qui a pour objectif de faire passer ces agents du capital pour de vénérables représentants de la classe ouvrière. C'est petit, c'est minable comme procédé, mais c'est aussi une manière pour nos dirigeants de montrer aux chefs des opportunistes qu'ils méritent leur confiance. Qu'ils les critiquent par ailleurs ne présentent dès lors aucun intérêt, ne représentent aucune menace, cela fait partie du jeu habituel du double langage dans lequel leurs militants sont censés y trouver leur compte. Et les chefs de l'opportunisme le savent pertinemment et ne leur en tiendront pas rigueur, puisqu'ils sont eux-mêmes contraints de se livrer à un exercice similaire en critiquant le patronat ou le gouvernement qu'ils soutiennent par ailleurs.

Les militants en tolérant les agissements opportunistes de leurs dirigeants s'en font les complices consciemment ou non, dès lors on comprend pourquoi la volonté leur fera défaut pour les combattre, et lorsqu'une crise éclatera dans leur parti l'immense majorité d'entre eux cautionneront leurs dirigeants et il demeurera impossible de modifier l'orientation de leur parti ou de le redresser témoignant ainsi qu'il est perdu à jamais pour le socialisme, ce qu'ils n'admettront pas non plus évidemment.

Troisième partie

Quand on examine toute sorte de discours, on peut très bien tomber sur des analyses ou des constats corrects. En revanche, généralement il en ira tout autrement des conclusions de leurs auteurs, dont les orientations seront déterminées en fonction de leurs intentions, qui le cas échéant pourront être plus ou moins inavouables ou que leurs lecteurs (ou militants) ignoreront, ainsi ces derniers seront amenés à satisfaire leur désir légitime d'acquérir des connaissances, et en prime à leur insu ils adopteront une idéologie contraire à leurs intérêts qui ne les aidera pas à comprendre dans quel monde ils vivent ou à en prendre conscience. De préférence la plupart des lecteurs confondront les deux, ce qui les portera à vouer à ces auteurs et au régime en place des vertus qu'ils ne méritaient pas.

Quand on lit un ouvrage qui date de plusieurs décennies, voire plus d'un siècle ou davantage, il faudra tenir compte du contexte dans lequel il a été rédigé pour n'en retenir que les parties qui demeurent encore valables de nos jours, si notre objectif est de nous

en servir afin de montrer à nos lecteurs que nos idées s'inscrivent dans le cadre d'un processus historique ou dans son prolongement, autrement dit, qu'elles ne sont pas une de nos inventions, mais sont partagées de longue date par des penseurs qui les ont élaborées avant nous, et non pour nous en servir comme caution ou comme moyen de substitution pour palier notre incapacité à développer nos propres idées, ce qui est généralement le cas de ceux qui recourent à des citations à tour de bras pour se donner de la contenance et épater les ignorants.

C'est ce cas précis sur lequel on va se pencher brièvement.

Le recours à des citations peut donner lieu à de multiples manipulations que les faussaires professionnels connaissent parfaitement, mais que le lecteur lambda ignore habituellement.

Dans tous les cas de figure, il s'agira de prêter à l'auteur originel d'un texte des intentions qu'il n'a jamais eu ou de détourner le contenu de son discours, afin de justifier les analyses ou les positions qu'on a développées ou adoptées. Le procédé le plus couramment utilisé consiste à tronquer une phrase ou une idée, nous y reviendrons plus loin.

Mais il en existe un autre plus pernicieux, qui va consister à procéder par amalgame en recourant à plusieurs citations extraites de textes qui ont été rédigés dans des contextes différents, à plusieurs années ou décennies d'intervalle, à des fins différentes, et que les faussaires vont réunir en vantant la cohésion de leur production, en fait leur propre créature monstrueuse.

Assurément, le procédé le plus efficace et le plus difficile à détecter parce qu'il repose sur l'ignorance des personnes qui sont destinées à être les victimes de cette escroquerie est une variante du précédent, qui consiste à inventer tout simplement, à prêter à un auteur une théorie, un principe, une position qu'en réalité il n'a jamais tenu.

Une autre variante va consister à occulter ou à nier délibérément la théorie, le principe ou la position qu'il avait adopté et qui s'inscrivait en contradiction avec celle des faussaires. Mieux encore, le must, résidera dans une combinaison de ces différents procédés malhonnêtes et infâmes, qui par exemple sera employée pour faire dire à un opposant à la guerre impérialiste qu'il y était favorable, attribuer à un parti ou des dirigeants des vertus ou qualités directement sorties de l'imagination de ses auteurs frauduleux, alors qu'ils incarnaient la réaction, la contre-révolution...

C'est en recourant à ces procédés que les dirigeants se réclamant du trotskysme feront dire à Lénine qu'il était favorable au front unique au sommet, alors qu'il avait écrit que l'unité avec les opportunistes (la social-démocratie), c'était faire l'unité avec "les social-chauvins" ou "l'impérialisme", et s'adressant directement à eux, je cite : "Votre propagande en faveur de l' « unité » avec les opportunistes (...) revient objectivement à favoriser l'asservissement des ouvriers par la bourgeoisie impérialiste, à l'aide de ses meilleurs agents au sein du mouvement ouvrier", ce que deviendont de fait les trotskystes.

Comment procéderont-ils ? En extrayant des passages de différents textes où Lénine avançait la tactique du front unique ouvrier, notamment les résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste (ou III° Internationale, pour justifier leur front unique au sommet ou avec les opportunistes que Lénine combattaient farouchement, alors que sa définition du front unique ouvrier s'adressait en réalité aux masses exploitées et non aux appareils pourris de la II° Internationale passés avec armes et bagages dans le camp de la réaction en 1914.

Mais Lénine n'avait rien à voir avec nos braves dirigeants "trotskystes", quand il affirmait quelque chose ou lorsqu'il était parvenu à une conclusion, il s'employait à étayer publiquement ses convictions, à l'expliquer patiemment, il n'avait rien d'un vulgaire doctrinaire bourré de formules ou de principes prêts à l'emploi pour mieux les trahir plus tard ou qui les imposait en recourant à des procédés déloyaux. Lénine poursuivait un objectif contrairement à nos dirigeants, contruire le parti de la révolution socialiste pour que la classe ouvrière parvienne à s'emparer du pouvoir politique, ce qui demeurerait impossible sans une analyse, une théorie cohérente, fiable ou sérieuse, bref, ce n'était ni un aventurier ni un charlatan, un imposteur.

A l'époque de Lénine, en 1916, l'ex-marxisme Kark Kautsky incarnait l'opportunisme qu'il s'était employé de théoriser.

Toutes les citations qui suivent sont issues de L'impérialisme et la scission du socialisme rédigé par Lénine en octobre 1916.

Voici ce qu'en disait Lénine : "*Mais le kautskisme est dangereux en ce sens qu'utilisant l'idéologie du passé, il s'efforce de concilier le prolétariat avec le «* parti ouvrier bourgeois *», de sauvegarder l'unité du prolétariat avec ce parti et d'accroître ainsi le prestige de ce dernier*", fonction qui sera incarnée par le front unique au sommet que les trotskystes adopteront après la mort de Trotsky en 1940 jusqu'à nos jours, l'éditorial de D. Gluckstein (POID - La Tribune des travailleurs) vient de le confirmer admirablement.

Les dirigeants trotskystes justifieront le front unique au sommet en expliquant que s'en passer reviendrait à laisser les mains libres aux chefs de l'opportunisme... C'était là mal poser une question déterminante à laquelle semble-t-il (sic!) Lénine avait répondu en la formulant tout autrement : Pas de conciliation, pas d'unité entre le prolétariat et les opportuniste, les social-traîtres, c'était net, clair et précis.

Lénine ne concevait pas l'unité du prolétariat avec ces partis passés dans le camp de la réaction, il concevait uniquement l'unité de la classe avec l'ensemble des militants qui se battaient à ses côtés, combattant férocement leurs dirigeants en les caractérisant pour ce qu'ils étaient réellement, quotidiennement, et non en se contentant de quelques critiques ici ou là pour faire bonne mesure. Il semblerait que cette méthode porta ses fruits puisqu'elle permit de construire le parti bolchevik et de prendre le pouvoir en octobre 1917.

Un autre argument démagogique qu'ils emploieront sans cesse pour justifier leur lien avec l'opportunisme :

- "*L'un des sophismes kautskistes les plus répandus consiste à se référer aux «* masses *». Nous ne voulons pas, prétendent-ils, nous détacher des masses et des organisations de masse ! Mais réfléchissez à la façon dont Engels pose la question. Les «* organisations de masse *» des trade-unions anglaises étaient au XIX° siècle du côté du parti ouvrier bourgeois. Marx et Engels ne recherchaient pas pour autant une conciliation avec ce dernier, mais le dénonçaient. Ils n'oubliaient pas, premièrement, que les organisations des trade-unions englobent directement une minorité du prolétariat. Dans l'Angleterre d'alors comme dans l'Allemagne d'aujourd'hui, les organisations ne rassemblent pas plus de 1/5 du prolétariat. On ne saurait penser sérieusement qu'il soit possible, en régime capitaliste, de faire entrer dans les organisations la majorité des prolétaires. Deuxièmement, et c'est là l'essentiel, il ne s'agit pas tellement du nombre des adhérents à l'organisation que de la signification réelle, objective, de sa politique : cette politique représente-t-elle les masses, sert-elle les masses, c'est-à-dire vise-t-elle à les affranchir du capitalisme, ou bien représente-t-elle les intérêts de la minorité, sa conciliation avec le capitalisme ? C'est précisément cette dernière conclusion qui était vraie pour l'Angleterre du XIX° siècle, et qui est vraie maintenant pour l'Allemagne, etc.*

Engels distingue entre le « parti ouvrier bourgeois *» des vieilles trade-unions, la minorité privilégiée, et la «* masse inférieure *», la majorité véritable ; il en appelle à cette majorité qui n'est pas contaminée par la «* respectabilité bourgeoise *». Là est le fond de la tactique marxiste !*"

Chaque militant aura pu observer pour peu qu'il soit honnête, que les trotskystes se sont détournés de cette "*masse inférieure*" qui constitue "*la majorité véritable*", les couches les plus défavorisées de la classe ouvrière au profit de l'aristocratie ouvrière que l'on trouve principalement dans les grandes entreprises, les entreprises nationalisées, de ses couches supérieures, les mieux nantis par le capitalisme et les plus corrompus par lui et lier à l'opportunisme, les intellectuels ou le corps enseignant, les fonctionnaires qui disposent d'un statut privilégié par rapport au reste du prolétariat, pire, les sympathisants, adhérents, militants élus des partis opportunistes PS et PCF et leurs satellites, les syndicalistes dont les couches qu'on vient de citer sont le fond de commerce, ce qui suffit à démontrer que la tactique adoptée par les trotskystes était étrangère au marxisme et au léninisme.

Et si ce courant politique fut définitivement condamné à tourner le dos au marxisme et au socialisme, ce fut lorsque l'un de ses dirigeants (P. Lambert) décida d'élever la tactique du front unique au sommet en stratégie ou son interprétation du front unique ouvrier, ce qui signifiait qu'il liait le sort de son parti à celui du PS et du PCF, et c'est ce que chacun peut observer effectivement, puisqu'il en est réduit au rôle insignifiant de figurant dans la lutte de classes. Quand Gluckstein s'est ému de la dislocation du PS et du PCF, il devait penser à son propre courant politique voué au même sort pour n'avoir jamais cessé d'être lié à ces partis, y compris dans les syndicats qu'il considère indépendants, sans rire, tout comme peuvent l'être le PS et le PCF envers l'Etat et le capitalisme, et dire qu'il y a encore des militants pour gober cela, c'est qu'ils doivent y trouver leur compte !

Ce n'est pas un hasard si pendant 76 ans vous ne trouverez absolument jamais dans la littérature des trotskystes, les caractérisations qu'employèrent Marx, Engels et Lénine envers les différentes couches de la classe ouvrière, et les conclusions pratiques qu'en tirait Lénine demeurent plus que jamais d'actualité.

- "*En montrant que les opportunistes et les social-chauvins trahissent en fait les intérêts de la masse, défendant les privilèges momentanés d'une minorité d'ouvriers, propagent les idées et l'influence bourgeoises et sont en fait les alliés et les agents de la bourgeoisie, nous apprenons aux masses à discerner leurs véritables intérêts politiques et à lutter pour le socialisme et la révolution à travers les longues et douloureuses péripéties des guerres impérialistes et des armistices impérialistes.*"

Comment les trotskystes pourraient-ils adopter ce discours, puisqu'ils sont pratiquement tous issus de cette couche d'ouvriers privilégiés avec laquelle ils s'identifient, et dont leur propre existence individuelle et politique dépend ainsi que leurs partis, y compris lors "*des armistices impérialistes*", impossible en effet, simple constat.

- "*Expliquer aux masses que la scission avec l'opportunisme est inévitable et nécessaire, les éduquer pour la révolution par une lutte implacable contre ce dernier, mettre à profit l'expérience de la guerre pour dévoiler toutes les ignominies de la politique ouvrière nationale libérale au lieu de les camoufler : telle est la seule ligne marxiste dans le mouvement ouvrier mondial.*"

Au lieu d'"*expliquer aux masses que la scission avec l'opportunisme est inévitable et nécessaire*", Gluckstein la gorge nouée s'émeut du triste sort qui attend l'opportunisme, après il peut toujours dénoncer "*les ignominies de la politique ouvrière nationale libérale*", l'exploitation et la guerre, cela ne lui coûte rien, l'opportunisme même affaibli va pouvoir continuer de faire ses ravages sur le mouvement ouvrier et la classe ouvrière pour le compte du régime, c'est ce qu'aurait sans doute retenu Lénine, c'est ce qu'on retiendra, tout le reste n'est que du baratin pour berner les naïfs et donner bonne conscience aux

militants corrompus.

On pourrait ajouter rapidement quelques réflexions pour étayer notre propos.

- "*Une couche privilégiée du prolétariat des puissances impérialistes vit en partie aux dépens des centaines de millions d'hommes des peuples non civilisés.*"

Quel travailleur ou militant peut avoir conscience de sa condition, s'il n'a pas conscience d'appartenir à cette "*couche privilégiée du prolétariat*" d'une puissance impérialiste ? Vous comprenez pourquoi Marx, Engels et Lénine insistaient tant sur cette question. Si vous ne comprenez pas, c'est décidément que vous êtes incurable parce que vous fuyez la réalité, mais faites attention, elle vous rattrapera un jour ou l'autre, et là il risquera d'être trop tard pour réagir et sauver votre peau ou votre misérable condition.

Personnellement, j'ai eu l'occasion d'en prendre conscience en allant vivre en Inde, et en baignant depuis plus de 20 ans dans un des milieux ouvriers les plus défavorisés de la planète. Au départ, je n'ai pas bien compris de quoi il s'agissait ou tout simplement ce qui m'arrivait, cela m'a amené à commettre beaucoup d'erreurs, à être injuste avec des Indiens. J'en ai été très choqué, et cela m'a poussé à revoir ma copie de fond en comble pour tenter d'y voir plus clair, sans savoir à l'avance que j'allais découvrir que je m'étais fait berner par les dirigeants du courant politique auquel j'avais appartenu, ce qui devait me conduire à vérifier le bien-fondé de la totalité de mes convictions qui jusque là m'avaient été plutôt inculquées, pour m'en forger de nouvelles sur la base de ma propre expérience de la vie, en me réappropriant la méthode du matérialisme dialectique pour mener à bien cette entreprise titanesque qui me prit plus de 10 ans, et si je n'en suis pas encore parvenu au bout, j'ai bien déblayé le terrain et j'y vois enfin plus clair. C'est tout le mal que je souhaite à mes lecteurs.

On terminera provisoirement avec ce dernier passage.

- "*Kautsky dissocie la politique de l'impérialisme de son économie ; il dissocie le monopolisme en politique du monopolisme dans l'économie, afin de frayer la voie à son réformisme bourgeois : le* «désarmement*», l'«* ultra-impérialisme *» et autres sottises du même acabit. Le sens et le but de cette théorie falsifiée sont uniquement d'estomper les contradictions les plus profondes de l'impérialisme et de justifier ainsi la théorie de l'«* unité *» avec les apologistes de l'impérialisme, les social-chauvins et opportunistes avoués.*"

Cette dissociation que j'avais appelée ailleurs une dichotomie, on la retrouve dans la stratégie des trotskystes. Au "*monopolisme en politique*" correspond le parti qui ne doit pas s'ingérer dans les affaires des syndicats qui correspondent au "*monopolisme dans l'économie*", de telle sorte qu'ils n'y construiront aucune tendance pour ne pas gêner leurs appareils pourris.

C'est le deal que les dirigeants du courant lambertiste (POI-CCI et POID-TCI et les formations de militants issues de ce courant politique) devait passer à l'issue de la Seconde Guerre mondiale avec l'appareil social-démocrate de FO notamment.

Cette dissociation s'est traduite par des manifestations syndicales auxquelles les partis ouvriers ne participaient pas et vice versa, afin de laisser les opportunistes ou social-chauvins-impérialistes à la tête des syndicats pourrir tranquillement et complètement le mouvement ouvrier pour le compte du régime qui en échange se montrera généreux envers eux, c'était la moindre des choses.

C'est ainsi qu'au fil du temps, plus aucun syndicat ne combattra pour l'émancipation du salariat ou du capital, abandonnant ainsi l'objectif du combat du mouvement ouvrier au profit de son adaptation toujours plus profondément ancrée au capitalisme et intégré à l'Etat.

- "*C'est un fait que les «* partis ouvriers bourgeois *», en tant que phénomène politique, se sont déjà constitués dans tous les pays capitalistes avancés, et que sans une lutte décisive et implacable, sur toute la ligne, contre ces partis ou, ce qui revient au même, contre ces groupes, ces tendances, etc., il ne saurait être question ni de lutte contre l'impérialisme, ni de marxisme, ni de mouvement ouvrier socialiste.*"

Une utopie qui tarde à se réaliser sur fond de décomposition générale de la civilisation humaine.

- "*L'époque de l'impérialisme capitaliste est celle où le capitalisme a atteint sa maturité, celle où il l'a dépassée, et se trouve à la veille de son écroulement ; il est mûr au point de devoir céder la place au socialisme*." (V. Lénine - L'opportunisme et la faillite de la II ° Internationale publié en janvier 1916)

Et à défaut de "*céder la place au socialisme*" il va entrer en putréfaction, entraînant dans son sillage l'ensemble de la société toutes classes confondues, de sorte que sous la forme d'une barbarie sauvage ou débridée qui ne veut pas dire son nom et affublée d'une étiquette démocratique, elle deviendra nauséabonde au point de conduire à un affrontement de plus en plus violent entre toutes ces couches au lieu de dresser les classes les unes contre les autres, sur fond d'une imposture gigantesque que les uns et les autres s'emploieront à couvrir, et au-delà, en proie à la résistance de la classe ouvrière, ils devront l'assumer de plus en plus ouvertement au risque de découvrir leur véritable nature.

Lénine demandait à propos de l'opportunisme s'il fallait "*refouler à nouveau ce pus dans l'organisme au nom de «* l'unité *» (avec le pus) ; ou bien s'il faut pour aider à la guérison complète de l'organisme du mouvement ouvrier, le débarrasser de ce pus aussi vite et aussi soigneusement que possible, malgré la douleur aiguë, mais passagère, que cause cette opération.*

Il est évident que ceux qui ont voté les crédits de guerre, qui sont entrés dans les ministères et ont défendu l'idée de la défense de la patrie en 1914-1915, ont trahi le socialisme. Seuls des hypocrites peuvent nier ce fait."

Les trotskystes ne le nieront pas, ils s'en accommoderont à l'aide de sophismes ou de syllogismes fabriqués pour l'occasion.

- "*Considérer qu'une guerre est une guerre de libération nationale, entraîne une tactique ; considérer qu'elle est impérialiste implique une autre.*"

Gluckstein, Gauquelin, Gauthier et Cie vont être rassurés :

- "*...le courant social-chauvin ou (ce qui est la même chose) opportuniste ne peut ni disparaître, ni « revenir » au prolétariat révolutionnaire*" (id - Lénine)

- Cambadélis : «*Le PS existera après la présidentielle*» - LeParisien.fr

- Cambadélis : « *On sonne le glas du PS trop tôt* » - LeParisien.fr Le Huffington Post - Le "grand cadavre à la renverse", dont la France insoumise et En Marche se disputent déjà les restes, bouge encore. - Le Huffington Post 23.01

A moins que...

- PS: chronique d'une "*mort annoncée*" pour la presse - AFP

Tout est bon pour vendre leurs torchons.

Mais rassurez-vous, tout n'est pas perdu, comme en Grèce, en Italie, en Espagne, etc. une imposture peut en cacher une autre :

AFP - Laurent Joffrin, dans Libération, s'interroge : "*Si le candidat désigné ne convainc pas, s'il patauge dans le discrédit, il sera temps de constater le décès de l'ancienne gauche*", poursuit l'éditorialiste du quotidien de gauche qui pense qu'en "*attendant, il serait bon de laisser une chance, non à un appareil, mais à une idée. Celle de la gauche, qui peut encore servir en se réinventant*".

C'est Yves Harté de Sud-Ouest qui lâche le morceau et qui je cite l'AFP :croit savoir que pour "la question fondamentale de l'avenir d'une gauche française, c'est vers l'extérieur que bientôt on regardera".

Pour lui, ce sont "*Jean-Luc Mélenchon et Emmanuel Macron*" qui poseront "*les véritables questions qu'aurait dû entendre un congrès socialiste qui n'a jamais eu lieu*". AFP 21.01

Et il n'est pas dit que des dirigeants de plusieurs courants du PS alliés à d'autres qui en sont issus et qui ont constitué plusieurs partis, ne se rassembleront pas pour constituer un nouveau parti sur les cendres du défunt PS. En Grèce par exemple, la relève est assurée par Syriza qui remplit la même fonction que le PASOK précédemment et le tour est joué, l'ordre établi est sauvé ! D'ailleurs on n'entend plus parler de la Grèce, vous l'avez constaté aussi, bravo !

Tenez bon camarades "*trotskystes*" Gluckstein, Gauquelin, Gauthier et Cie. tout espoir n'est pas perdu... Allez, vive le PS et le PCF ! Demain vive le PG ou je ne sais quel parti bâti sur les mêmes fondations pourries.

Dossier Syrie

Syrie. Alep détruit, vraiment ?

Saviez-vous que 70% de la ville est indemne, que 20% a subi des dommages et que seulement 10% en a été détruit ? C'est ce que des députés français qui ont visité la ville ont pu constater par eux-mêmes.

Saviez-vous que, lorsque les barbares dits modérés soutenus par la France notamment ont investi la ville en 2012, dans les jours qui ont suivi la majorité des Syriens qui vivaient dans les quartiers est de la ville se réfugièrent dans la partie protégée par l'armée syrienne que manifestement ils ne craignaient pas vraiment ?

On vous a raconté le contraire ou vos dirigeants n'ont pas démenti les fausses informations délivrées par les médias aux ordre, dorénavant vous connaissez la vérité. Si on vous a menti ouvertement ou par omission, c'était uniquement pour que vous souteniez la version officielle ou le gouvernement. Si vous l'aviez adoptée il n'est pas trop tard pour vous en débarrasser et accessoirement demander des comptes à vos dirigeants, c'est le droit de chaque militant.

A l'ordre du jour

- Astana dévoile les détails des pourparlers sur la Syrie - sputniknews.com

À moins de 24 heures du début des pourparlers entre Damas et l'opposition qui se préparent dans la capitale de Kazakhstan, Sputnik fait le point sur la rencontre.

Il sera 8h à Paris lorsque les délégations de l'opposition et du gouvernement syriens se réuniront à la table de négociations à Astana. Cette rencontre qui pourrait permettre à la Syrie de retrouver la paix et la stabilité et de relancer le dialogue intersyrien démarra lundi et durera deux jours, annonce le site du ministère kazakh des Affaires étrangères.

Enjeux de la rencontre

À huis clos, les partis en conflit chercheront à renforcer la fragile trêve en vigueur depuis la fin décembre sous le parrainage de la Russie, qui représente les intérêts de Damas, et de la Turquie, garant de l'opposition. Selon cette dernière, le sort de Bachar el-Assad ne sera pas porté à l'ordre du jour et constitue une question à part.

Dimanche soir, l'opposition a confirmé son intention d'établir un dialogue direct avec Damas. Dans le cas contraire, les groupes opposés au gouvernement se sont dit prêts à négocier grâce à la médiation d'autres parties.

« S'il le faut, nous nous mettrons à la table des négociations. Sinon, nous sommes prêts à mener les négociations avec la participation de médiateurs pour obtenir une trêve et mettre fin à l'effusion de sang. Nous sommes prêts à beaucoup de choses pour atteindre ces objectifs », a annoncé un conseiller de l'opposition dans une interview à la chaîne Current Time.

Qui participera aux pourparlers?

La délégation de l'opposition est arrivée dans la capitale kazakhe dimanche matin. Elle est composée des représentants de 12 groupes d'opposition. Au total, 27 des 31 groupes ont signé la semaine dernière le document final en vue de former une délégation unique. Parmi eux figurent Ajnad al-Sham, le Front du nord, l'Armée libre d'Idleb, un « gouvernement provisoire » ainsi que les groupes Jaish al-Islam et Fastakim, proches du Front al-Nosra.

Quatre groupes d'opposition ont pourtant refusé de participer aux pourparlers. Il s'agit notamment d'Ahrar al-Sham, groupe armé proche d'al-Nosra, de Failak al-Sham, du mouvement Bayan et d'Ahl al-Sham.

La délégation de l'opposition est dirigée par Mohammad Allouche, celle de Damas par l'ambassadeur de Syrie à l'Onu, Bachar Jaafari.

Parmi autres pays qui participeront aux pourparlers figurent l'Iran, la Turquie, de la Russie, les États-Unis. Selon certaines sources, la France, la Grande-Bretagne et l'Union européenne auront également une présence officielle. Washington ainsi que Paris et Londres, en cas de la participation de ces derniers, seront représentés par leurs ambassadeurs, Moscou, par le général Stanislav Gadjimagomedov.

L'attitude de l'Onu

Les pourparlers se dérouleront en présence de l'émissaire de l'Onu pour la Syrie, Staffan de Mistura. Le responsable onusien a salué dimanche les pourparlers, qu'il a qualifiés de « bonne initiative ».

« Nous sommes en train de faire un grand travail », a-t-il indiqué à l'issue d'une rencontre avec l'ambassadeur américain au Kazakhstan. sputniknews.com 22.01

Un travail de sape n'en doutons pas, qui a des relais dans le monde entier, dont la France.

Guerre idéologique et psychologique. Fabrication du consentement.

Si la propagande de l'USA-OTAN anti-syrienne en vous a pas encore fait vomir et que cela vous tenterait, vous pourrez dîner ce

soir avant de regarder un documentaire fabriqué par un média-oligarque états-unien, le Huffington Post, un supporter des barbares du Front al-Nosra qui ont fait "du bon boulot en Syrie" et ex-ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, et surtout un homme d'affaires, Firas Tlass, la deuxième fortune de Syrie ralliée à Washington, qui vous expliquera qu'en réalité c'était le "boucher de Damas", Bachar al-Assad, qui avait fomenté cette guerre, qui avait financé et armé Daesh, etc.

Pour vous donnez un avant-goût de ce vomis proposé par France 3.

- Quand Bachar al-Assad "favorisait l'idée du jihad en Syrie" pour faire revenir l'Occident vers lui - Huffington Post

Le documentaire "Bachar, moi ou le Chaos", dans lequel témoigne Firas Tlass, mine les arguments de Trump, Poutine et Fillon sur la Syrie.

"Nous devrions nous féliciter du recul des terroristes." Au moment de la reprise d'Alep par le régime syrien, le filloniste Thierry Mariani reprenait à son compte la thèse selon laquelle Bachar al-Assad serait un rempart contre les islamistes. Bien lui prendrait de regarder le documentaire "Bachar, Moi ou le chaos", réalisé par Antoine Vitkine, blogueur au HuffPost. Ce film sera diffusé ce lundi 23 janvier dans la soirée sur France 3 alors que les pourparlers, qui doivent démarrer en début d'après-midi à Astana, au Kazakhstan, seront les premiers entre des émissaires de Bachar al-Assad et une délégation composée de rebelles combattants.

Dans ce reportage, le réalisateur donne la parole à Firas Tlass, ex-proche du dictateur syrien, et aujourd'hui en exil. Ce dernier rappelle une chose utile: c'est Bachar al-Assad qui a favorisé l'émergence des jihadistes en Syrie pour ensuite, s'ériger en rempart contre le péril islamiste qui tétanise les occidentaux. Mieux, il explique comment le dictateur syrien sponsorise des jihadistes depuis 2003.

"Favoriser l'idée du jihad"

Rappel des faits. En 2013, après les utilisations répétées par le régime d'armes chimiques contre les civils syriens, les États-Unis et la France sont à deux doigts de lancer une offensive contre les forces de Bachar al-Assad.

Finalement, Barack Obama, craignant une escalade, fait machine arrière et enterre les espoirs français d'en finir avec le "boucher de Damas". En difficulté dans son pays, Bachar al-Assad voit dans cet aveu d'impuissance l'occasion de diviser encore plus l'insurrection syrienne, en favorisant l'émergence d'une rébellion jihadiste.

L'objectif est double. Créer en quelque sorte une guerre dans la guerre et compliquer la tâche des occidentaux dans leurs opérations de soutien aux forces rebelles. Une fois le chaos installé, le dictateur syrien aura beau jeu de s'ériger en rempart contre les jihadistes, ce qu'il fait aujourd'hui.

"Bachar a compris que s'il créait un ennemi, s'il convertissait tous ses ennemis au jihadisme, progressivement l'occident reviendrait vers lui", explique Firas Tlass. "Le but était de favoriser l'idée du jihad, qui existait déjà partiellement chez certains, et qui est condamné par l'occident", poursuit l'homme d'affaires.

Dès 2011, le régime avait libéré quelques 260 jihadistes qui occupaient ses geôles. Pour Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères à partir de 2012, Bachar al-Assad va même jusqu'à donner un "coup de pouce" aux jihadistes, en écoulant notamment le pétrole de Daech.

Très vite, les services de renseignement occidentaux se rendent compte que les troupes du régime ne font pas la démonstration d'une lutte acharnée contre les troupes de Daech. Bien au contraire. Une fois Daech bien implanté, Bachar al-Assad fera le tour des médias internationaux pour agiter la menace terroriste et se poser en victime.

L'idée: que les opinions internationales se disent "Bachar c'est bien mieux que l'alternative", explique Firas Tlass. Ce plan com', abondamment relayé par les médias de la Russie alliée, a particulièrement fonctionné sur plusieurs personnalités politiques, dont François Fillon et Donald Trump.

Qui est Firas Tlass?

Que les services occidentaux accusent Bachar al-Assad d'avoir favorisé le jihadisme en Syrie est une chose. En revanche, que ce soit un ancien pilier du régime syrien, et aujourd'hui en exil, qui confirme ces soupçons largement étayés par des témoignages en est une autre. Pour autant, il est légitime d'interroger la personnalité de Firas Tlass.

"Ce n'est pas n'importe qui", explique au HuffPost, Antoine Vitkine. "C'est surtout le fils de Mustafa Tlass, militaire syrien de haut rang et très proche d'Afez al-Assad, le père de Bachar, dont il fut le ministre de la Défense", poursuit le réalisateur. "Il est aussi le frère de Manaf Tlass. Ancien général de brigade, il était très proche de Bachar al-Assad jusqu'à sa défection en 2012",

poursuit Antoine Viktine. Enfin, la famille Tlass est "la deuxième fortune de Syrie, ce qui confère à ses membres, dont certains ont occupé des postes clés, un accès direct aux secrets du régime". Tous ces éléments font dire à Antoine Viktine que Firass Tlass est une source "très crédible".

D'autant que ce dernier en sait quelque chose en matière d'instrumentalisation de jihadistes. Firas Tlass était aux premières loges quand, en 2003, Bachar al-Assad sponsorisait (déjà) les islamistes, alors qu'il disait collaborer avec la France dans la lutte contre le terrorisme islamiste. "Les services syriens ont inventé un certains nombre de groupes jihadistes", explique Firas Tlass.

À l'époque, il s'agissait de gêner l'administration Bush dans son intervention en Irak voisine. "Ils avaient créé des camps militaires en Syrie pour que des jihadistes aillent se battre en Irak contre les Américains", poursuit ce témoin privilégié des manœuvres du pourvoir syrien.

Adepte du double-jeu, Bachar al-Assad fournissait alors à la CIA des listes de jihadistes pour prouver sa bonne foi. Des jihadistes que son régime avait lui même formés. Pas tout à fait l'image du "rempart" que vendent aujourd'hui les partisans d'une reprise du dialogue avec le dictateur syrien. Huffington Post 23.01

Une vidéo sur la Syrie

- Syrie : Casques blancs, le masque de la terreur (VOSTFR)
https://www.youtube.com/watch?v=nQDQTcpNFO8

Il faut cliquer sur "sous-titre" pour avoir la traduction en français.

ACTUALITÉ DU JOUR

Dans la fosse septique de la Ve République, candidats au trône

- Présidentielle : Ipsos donne 8 % à Hamon et 9 % à Valls - LePoint.fr

L'institut Ipsos a réalisé pour France 2 un sondage présidentiel entre les 10 et 15 janvier : Benoît Hamon, qui sort en tête du premier tour de la primaire de la gauche, ne récolterait que 8 % au premier tour de la présidentielle, pointant ainsi à la 5e place. Marine Le Pen, dans ce scénario, conserve la tête avec 27 %, juste devant François Fillon à 26 %. Emmanuel Macron confirme sa troisième place, mais encore loin du duo de tête, à 20 %. Jean-Luc Mélenchon, à 13 %, est également éliminé. Dans cette hypothèse, l'écologiste Yannick Jadot ne décolle pas des 2 %, à égalité avec Nicolas Dupont-Aignan.

Son rival, Manuel Valls, ne fait guère mieux : 9 %. Emmanuel Macron serait réduit à 18 % dans ce cas, Jean-Luc Mélenchon reprendrait 2 points à 15 %. Marine Le Pen, toujours en tête (27 %), devancerait François Fillon (25 %).

Au second tour, François Fillon l'emporte avec 62 %, contre 38 % pour Marine Le Pen. LePoint.fr 22.01

- Primaire PS: Hamon vire en tête, avantage face à Valls - AFP

Benoît Hamon est arrivé en tête dimanche soir du premier tour de la primaire organisée par le PS et aborde le second avec un net avantage face à Manuel Valls, grâce au soutien apporté par Arnaud Montebourg, troisième homme comme en 2011.

En fin de soirée, sur quelque 1,33 million de bulletins dépouillés, Benoît Hamon arrivait en tête avec 36,3% des voix, suivi de Manuel Valls avec 31,1%, l'ancien ministre de l'Education creusant davantage l'écart au fur et à mesure de la soirée. Suivent Arnaud Montebourg, avec 17,5% des suffrages, puis Vincent Peillon (6,8%).

Les trois candidats issus des partis partenaires du PS pour cette primaire ferment la marche, avec 3,8% pour François de Rugy (Parti écologiste), 2% pour Sylvia Pinel (PRG) et 1% pour Jean-Luc Bennahmias (UDE).

Le bon score de la gauche du Parti socialiste dimanche (près de 55% des voix) et la mise en minorité de la ligne politique et économique du quinquennat incarnée par Manuel Valls, s'ils se confirment dimanche prochain, pourraient faire les affaires d'Emmanuel Macron.

"On voit bien qu'il y a une grande partie du PS qui ne peut pas se retrouver dans la ligne politique de Benoît Hamon, ni dans l'autoritarisme de Manuel Valls", résume un député soutien de M. Macron. "Cela fait déjà beaucoup d'orphelins... mais

nous sommes généreux", ironise-t-il en anticipant de futurs ralliements.

M. Valls a aussitôt fait monter la pression sur les enjeux du second tour: le choix est "très clair" entre la "défaite assurée" avec M. Hamon et "la victoire possible" avec lui, ou encore entre les "promesses irréalisables et la gauche crédible".

Mme Pinel a elle aussitôt appelé à voter en faveur de l'ancien Premier ministre, "le plus proche de (ses) convictions". M. de Rugy demande à rencontrer les deux finalistes avant de faire son choix. M. Peillon, qui rêvait d'incarner la synthèse, au centre du PS, n'a pas exprimé son choix pour l'heure.

Le PS affichait sa satisfaction sur le niveau de participation, qui s'approcherait finalement des 2 millions de votants, objectif fixé par son premier secrétaire Jean-Christophe Cambadélis. "Nous avons réussi le premier tour de la primaire", s'est-il félicité devant la presse, adressant un "merci pour votre résistance à l'air du temps".

La participation est toutefois à comparer aux 2,7 millions de votants du premier tour de la primaire d'octobre 2011 et surtout aux 4,3 millions au premier tour de la primaire de la droite.

Dans le camp Valls, on sait déjà que la partie sera plus que difficile à gagner. "Ca pue pour Valls", grinçait une source gouvernementale.

- Qui de Mélenchon ou de Macron a remporté le premier tour de la primaire de la gauche? - huffingtonpost.fr

Qui, dans la course à l'Elysée, va donc le plus profiter de la percée de Benoît Hamon, du ballottage défavorable de Manuel Valls et de l'élimination sèche d'Arnaud Montebourg au premier tour de la primaire de la gauche?

Premier enseignement: la participation a de quoi réjouir tous les adversaires du Parti socialiste, depuis François Fillon jusqu'à Jean-Luc Mélenchon en passant par Emmanuel Macron. Avec un peu plus de 1,5 million d'électeurs ce dimanche, la "Belle alliance populaire" chère à Jean-Christophe Cambadélis sauve les meubles et peut rentrer dans ses frais. Les sympathisants du PS peuvent aussi se rassurer: le "grand cadavre à la renverse", dont la France insoumise et En Marche se disputent déjà les restes, bouge encore. On est toutefois loin des 2 millions de participants qu'espéraient en secret les hiérarques du PS et encore plus des quelques 4,3 millions de Français venus participer au premier tour de la primaire de la droite.

Faute d'un improbable raz-de-marée, Jean-Luc Mélenchon a d'emblée dénoncé via ses lieutenants des chiffres de participation "gonflés à l'hélium solférinien". "Décidément, le PS est condamné à perdre toutes les élections, même celles qu'il organise", tacle dans un communiqué le Parti de Gauche. "François Fillon totalisait à lui seul le score total des sept candidats à la primaire de la gauche", a ironisé de son côté (en forçant le trait) la députée LR Valérie Boyer, soutien de l'ancien premier ministre.

Mélenchon parasité par Hamon

Voilà pour la forme. Sur le fond, l'affaire se complique en revanche pour Jean-Luc Mélenchon. Car si Benoît Hamon n'a pas encore gagné, il s'impose désormais comme le grand favori des primaires citoyennes, fort du soutien sans équivoque d'Arnaud Montebourg. Or une victoire du député des Yvelines n'arrangerait pas du tout le candidat de la France insoumise, qui espérait un bras de fer avec Manuel Valls, symbole du virage social-libéral du quinquennat de François Hollande.

Frondeur attitré, défenseur d'une VIe République et porteur d'un projet solidement ancré à gauche, Benoît Hamon a par ailleurs opté pour un programme s'ouvrant largement au logiciel écologiste. Un créneau que Jean-Luc Mélenchon, apôtre de la planification écologique, espérait lui-même accaparer en contraignant les écologistes à se ranger sous sa bannière. Autrement dit, entre les deux hommes, la concurrence sera frontale. Macron dopé par une possible défaite de Valls

Si Jean-Luc Mélenchon se serait bien passé du résultat de ce dimanche soir, Emmanuel Macron, lui, peut se féliciter. Certes, une victoire d'Arnaud Montebourg aurait grandement arrangé ses affaires au vu de certaines enquêtes d'opinion. Mais la perspective d'une possible défaite de Manuel Valls facilite malgré tout les choses pour le fondateur du mouvement En Marche.

Si celle-ci se confirme le 29 janvier prochain, Emmanuel Macron deviendrait le seul candidat à occuper le vaste espace politique allant du centre-gauche au centre-droit. A condition bien sûr que François Bayrou renonce à se présenter, en dépit des tensions avec l'équipe de François Fillon.

Une défaite de Manuel Valls pourrait avoir une autre conséquence bien plus préoccupante pour Benoît Hamon: la rupture de l'aile droite du Parti socialiste et de certains cadres hollandais en faveur d'Emmanuel Macron. Les premiers à s'en inquiéter ouvertement sont... les centristes alliés à François Fillon.

Mezzo voce, certains pensent la même chose à la direction du Parti socialiste. "Ce premier tour montre que des gens se sont

fait plaisir en votant pour une gauche utopiste. Mais si Manuel Valls ne gagne pas, il y a un risque évident que le peuple de gauche qui veut gagner en 2017 aille vers Macron", prévient un dirigeant du PS.

Nul doute que Manuel Valls va jouer cette partition à plein régime pour tenter de refaire son retard d'ici le 29 janvier. En attendant, En Marche entend bien se saisir d'une victoire de Benoît Hamon pour débaucher un maximum d'élus socialistes. "Toutes celles et ceux qui veulent se rallier autour de notre démarche, de notre projet et de nos valeurs sont bienvenus", mais En marche! "ne veut pas d'accord d'appareils mais des engagements personnels", a rappelé dans la soirée le député PS et bras droit d'Emmanuel Macron Richard Ferrand. Après avoir parié sur la renonciation de François Hollande, Emmanuel Macron pourrait réussir l'exploit de gagner la primaire de la gauche... sans même y avoir participé. huffingtonpost.fr 23.01

Ils osent tout

- Notre système de retraite par répartition a quelque chose du système Madoff - Le Huffington Post

- Gouvernement : Ségolène Royal se voit un avenir international - LeParisien.fr

- FN et extrême droite, des partis comme les autres: la preuve par les données - L'Express.fr

- Réunion de Coblence: les patriotes européens veulent de bonnes relations avec Moscou - sputniknews.com

L'extrême droite en fait...

- Valls : "rien n'est écrit" - M6info

- Peillon, la « surprise » promise a fait un flop - LeParisien.fr

- "Manuel Valls est le seul à pouvoir faire gagner la gauche", assure Sylvia Pinel après le premier tour de la primaire - Franceinfo

- Italie: Beppe Grillo apporte son soutien à Poutine et à Trump - L'Express.fr

- Quand Bachar al-Assad "favorisait l'idée du jihad en Syrie" pour faire revenir l'Occident vers lui - Le Huffington Post

- Israël approuve la construction de 560 logements à Jérusalem-Est - Reuters

- USA: une ONG affirme qu'elle assignera Trump en justice lundi - AFP

- Plus de deux millions de personnes ont participé à la Marche des Femmes aux États-Unis - huffingtonpost.fr

De quoi illustrer la fracture sociale provoquée par l'élection de Donald Trump. huffingtonpost.fr 21.01

Tous les médias mainstream occidentaux ont monté en épingle ce non-évènement. Car, qu'est-ce que c'est que 2 millions de manifestants sur plus de 365 millions d'habitants, en admettant qu'il y aurait 200 millions de personnes en âge de manifester aux Etats-Unis, cela représente 1%, c'est gigantesque, osons, historique ! C'est le 1% qui concentre les richesses mondiales qui doivent bien se marrer pendant ce temps-là.

- Quel est le lien entre la «Marche des femmes sur Washington» et Georges Soros? - sputniknews.com

Les presse libérale en Occident, notamment Le Guardian, présente la «Marche des femmes sur Washington» comme une action «spontanée» pour les droits des femmes, mais omet de préciser qu'il s'agit en fait d'une marche «partisane» en faveur des femmes qui sont anti-Trump.

Sur le site Internet de la « Marche des femmes sur Washington », ses organisateurs publient le manifeste de cette vaste mobilisation qui explicite : « L'ascension de la femme = l'élévation de la nation », insistant tout particulièrement sur son caractère « non partisan », mais selon de nombreuses fuites dans les médias, il ne s'agit en réalité que des anti-Trump payés par George Soros qui manifestent dans la capitale américaine.

Nombreux sont les observateurs qui se demandent quel est le lien entre George Soros, l'un des plus importants donateurs d'Hillary Clinton, et cette vaste mobilisation contre le nouveau président des États-Unis Donald Trump qu'est la fameuse « Marche des femmes sur Washington ».

Les organisateurs de la marche font la promotion de leur travail avec des organisateurs « indépendants », mais on découvre bien des choses dans les documents du milliardaire George Soros et de sa philanthropie de l'Open Society.

Il s'avère notamment que, décrit par Wikileaks comme « l'architecte de chaque révolution et coup d'État des 25 dernières années », M. Soros a financé, ou a entretenu d'étroites relations avec au moins 56 « partenaires » de la marche. Il s'agit, entre autres, de Planned Parenthood et du Conseil national de défense des ressources, structures connues pour leur opposition intransigeante envers le nouveau président des États-Unis Donald Trump, ou de MoveOn.org, organisation « farouchement pro-Clinton », et le National Action Network, salué par l'ex-locataire de la Maison Blanche Barack Obama.

D'autres « boursiers » de M. Soros parmi les « partenaires » de la marche sont l'Union américaine des libertés civiles, le Centre pour les droits constitutionnels, Amnesty International et Human Rights Watch (HRW).

Quoi qu'il en soit, la plupart des Américains savent bien que la marche n'est vraiment pas une « marche des femmes », mais une marche en faveur des femmes anti-Trump. On se souvient par ailleurs des propos tenus récemment devant les journalistes à Davos par le philanthrope idéologique et donateur politique George Soros sur Donald Trump, un « dictateur éventuel », selon lui.

Malheureusement, la marche a pris position et les « femmes » ont été utilisées pour une journée explicitement anti-Trump, constatent les observateurs. sputniknews.com 22.01

Haut de page

Le 24 janvier 2017

CAUSERIE

Nouvelles d'Inde

On m'a reproché de ne pas m'intéresser à ce qui se passe en Inde où je vis depuis plus de 20 ans, et bien voici des nouvelles.

Manifestations à Chennai - Origine : Consulat général de France à Pondichéry

Madame, Monsieur,

La ville de Chennai connait de très fortes perturbations ce jour suite à l'évacuation par la police des manifestants pro Jallikattu (courses de taureaux - LVOG) de Marina Beach. De nombreuses scènes de violence ont été observées, attaques de commissariats, dégradations de véhicules et de biens.

Les manifestations sont de plus en plus violentes, plusieurs routes sont bloquées paralysant la ville de Chennai et ses accès principaux. La sécurité a été renforcée à travers la ville pour éviter les débordements.

Les écoles et les lycées de la ville ont été fermés par précaution.

Le Consulat général de France recommande donc à la communauté française de Chennai et aux Français de passage d'éviter les lieux de rassemblement, de limiter leurs déplacements au strict nécessaire et de se tenir informés de l'évolution de la situation. Fin.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que les Indiens ont une vie misérable, ils travaillent comme des esclaves sans aucun droit ni protection sociale, ils sont confrontés quotidiennement à une multitude de difficultés, tous les rapports dans la société sont archi pourris, les inégalités sont gigantesques, la corruption est omniprésente à tous les niveaux de la société, etc.

La vie au quotidien est un cauchemar pour la plupart des Indiens et pas seulement pour les plus pauvres. L'inde demeure un pays sous-développé. Ce n'est pas un Etat de droit au sens communément admis, c'est un Etat semi-féodal ou les citoyens n'ont aucun droit. Ils règlent leurs différents entre eux généralement, à l'amiable ou en recourant aux menaces, à la violence, chaque village compte son lot de personnes horriblement assassinées, décapitées, coupées en morceaux, y compris dans tous ceux où j'ai vécu jusqu'à présent.

Dans ces conditions insupportables, il est facile de comprendre que la vie offre peu d'occasion aux Indiens de jouir d'un moment de répit. Ils demeurent très attachés à leur culture ou à leurs coutumes, à leur religion qui justement leur procurent quelques instants de bonheur, alors lorsque le gouvernement fédéral s'y attaque, ils réagissent violemment, c'est la goutte qui fait déborder

le vase, c'est les priver de ce qui leur permet de supporter leur condition misérable.

Si j'étais un crétin de gauchiste, je leur donnerais tort car j'ai de l'estime pour la condition animale. Mais comme je comprends et partage leur détresse, je n'en ferais rien. Je me range au côté du peuple indien contre le gouvernement qui l'opprime et qui lui inflige de supporter des conditions d'existence indigne d'un animal en 2017.

L'art de mal poser une question pour éviter d'en poser une compromettante.

Selon le Figaro il existerait une « gauche d'opposition et celle de gouvernement » qui seraient « irréconciliables », tandis que Martine Aubry (PS) estime au contraire qu'il serait possible de « rassembler les gauches que nous n'avons jamais crues irréconciliables », et comme c'était Manuel Valls (PS) qui avait balancé qu'elles étaient « irréconciliables », elle appelle à voter Hamon au second tour de la primaire du PS.

La différence d'appréciation qui se manifeste ici entre Le Figaro et Martine Aubry est conforme aux intérêts divergents ou opposés qu'ils sont censés représenter, en apparence seulement sur le fond, mais réelle sur la forme. Cela tient au fait qu'ils se partagent les rôles, Le Figaro tenant celui de représentant officiel du capitalisme, Aubry tenant le même rôle officieusement mais ne remplissant pas la même fonction.

Pour Le Figaro, il est logique que toute politique comprenant des réformes sociales ou des concessions à la classe ouvrière appartienne définitivement au passé et doit être résolument écartée, et qu'il considère qu'elle est inconciliable avec les besoins du capitalisme en crise dont il est le porte-parole

Martine Aubry se doit de le nier pour que le PS continue d'exister ou son avatar en cas d'explosion de ce parti. Elle a besoin de faire vivre l'illusion qu'il pourrait appliquer une autre politique pour engrenger les votes des électeurs et obtenir des élus, car dans le cas contraire le PS serait évincé des institutions et les affairistes qui en composaient la direction et la structure le déserteraient, ce qu'il faut éviter, d'où sa tentative désespérée de concilier l'inconciliable tout du moins sur le terrain des apparences, puisqu'en réalité tous les dirigeants et ex-dirigeants du PS sont inféodés au régime, en sont le produit.

Qu'ils se rassurent, la « gauche d'opposition et celle de gouvernement » continueront d'exister après mai 2017, parce qu'ils ont besoin l'un de l'autre pour que leur imposture perdure ou continuer à faire croire qu'ils seraient de gauche, alors que ni l'un ni l'autre ne le sont en réalité.

Les dirigeants et ex-dirigeants du PS savent pertinemment qu'ils ne sont pas de gauche. Les uns l'assument davantage que d'autres, et cela exaspère ceux qui l'assument, parce qu'ils ne peuvent pas démasquer les imposteurs qui ne l'assument pas sans prendre le risque de se démasquer eux-mêmes, et ceux qui ne l'assument pas ou le nient comme Mélenchon par exemple qui s'en régale, en profite en lorgnant sur la place qu'occupait jusqu'à présent ces petits camarades du PS réduits à l'impuissance.

Hamon ainsi qu'Aubry ont compris qu'il était préférable de reprendre à leur compte une parti du programme de Mélenchon plutôt que d'en dénoncer les contradictions, histoire de l'affaiblir ou de mordre sur son électorat en espérant que cela sera suffisamment pour sauver les meubles, ce en quoi rien n'est moins sûr.

Quant à Valls, il n'a aucune chance parce que quel que soit les arguments qu'ils avanceraient ils se retourneraient immédiatement contre lui. Il a tenté d'adopter à sa manière la tactique conciliatrice qu'elle préconise quand il s'est prononcé pour l'abolition de l'article 49.3 de la Constitution, opération grotesque qui a achevé de décrédibiliser sa candidature et a permis de renforcer son véritable concurrent, Macron, vers lequel se tournent maintenant les courants les plus droitiers ou réactionnaires du PS.

Le candidat des Rothschild Macron a été mis en orbite par l'oligarchie financière pour achever le PS, après avoir dressé le constat qu'il demeurerait impossible de lui faire opérer la même transition qu'à l'UMP du fait de l'existence au sein du PS de différents courants continuant de se réclament de ses origines lointaines ouvrières ou du socialisme, qui collait à la peau de ce parti comme une tâche infâme ou honteuse dont il fallait le débarrasser à tout prix, ce dont ni Valls ni personne au sein du PS ne pourrait réaliser, seule une personnalité étrangère au PS y parviendrait à l'issue d'un processus relativement court que les idéologues de l'oligarchie avaient peaufiné soigneusement, en profitant de l'occasion qui se présentait à eux avec un Président réduit à l'impuissance et pratiquement au silence, le PS discrédité dans le pays et incapable de la moindre réaction pour empêcher que le mécanisme qui devait le broyer soit mené à son terme.

Comment fabriquer un syllogisme crapuleux ou l'art de la confusion.

Le mode d'emploi vous est offert par le politologue Jérôme Sainte-Marie, président de la société de conseil PollingVox.

Mais si Benoît Hamon, représentant de l'aile gauche du PS, bat l'ex-Premier ministre Manuel Valls, c'est Emmanuel Macron, installé dans le statut de troisième homme de la présidentielle, qui en profitera le plus, estiment les analystes.

Benoît Hamon est crédité à ce stade dans les sondages sur les intentions de vote de moins de voix au premier tour de la présidentielle que Manuel Valls (7% à 8% contre 9% à 10%).

A priori autant de suffrages gagnés pour Emmanuel Macron, qui peut espérer rallier l'essentiel des électeurs potentiels de l'ancien Premier ministre, le 23 avril.

"Si Hamon l'emporte, il y aura une grande déperdition vers Macron. Ce sera un big bang", admet un ministre.

Pour Jérôme Sainte-Marie, cet afflux peut cependant se transformer en "victoire à la Pyrrhus" pour Emmanuel Macron en en faisant de facto le candidat de la gauche.

"Il sera la voiture-balai de tous les hiérarques socialistes et sera rattrapé par le vieux monde politique", explique cet analyste. "Ça risque d'abîmer son image et surtout de bloquer d'éventuels ralliements et votes de droite en sa faveur." Reuters 23.01

Commentaire d'un internaute.

- "Comme pour vendre du papier, mieux vaut annoncer qu'il va y avoir du sang sur les murs, la théorie des deux gauches irréconciliables va nous être assenée et martelée par le microcosme politico-médiatique. Le plus étonnant, c'est que le premier tour de la primaire nous montre plutôt le contraire, la formidable convergence des vues et programmes des candidats."

1- Hamon est présenté comme le "représentant de l'aile gauche du PS", donc Valls est censé incarner l'aile droite du PS. On est bien d'accord, n'est-ce pas ?

A retenir : Hamon à gauche, Valls à droite.

2- Du coup, si Hamon remportait la primaire du PS, Macron pourrait récupérer " l'essentiel des électeurs potentiels" de Valls, jusque là la logique est respectée.

A retenir : Valls et Macron à droite.

3- Emmanuel Macron deviendrait de facto le candidat de la gauche.

Conclusion : Macron à gauche.

Où se situe le lézard ? Le tour de passe-passe a tout simplement consisté à faire passer frauduleusement les électeurs de Valls de droite à gauche pour que Macron devienne un candidat de gauche.

Et la réserve consistant à prétendre que le vote des électeurs de Valls en faveur de Macron pourrait "bloquer d'éventuels ralliements et votes de droite en sa faveur" est logique puisque les électeurs de Valls sont dorénavant de gauche, tout comme l'ensemble de la direction du PS ou son courant majoritaire qu'incarnaient Hollande, Valls, Sapin, Fabius, Cazeneuve, etc.

Le Huffington Post a été plus direct :

- Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon ont pris en otage la Gauche - Le Huffington Post

Il serait acté de façon définitive l'existence de deux gauches irréconciliables, chacune dotée de son héraut, Jean-Luc Mélenchon d'un côté, Emmanuel Macron de l'autre (...) face à la droite et l'extrême-droite. Le Huffington Post 23.01

En Marche est en passe de devenir le nouveau PS, on verra plus tard si cela se vérifiera, il est trop tôt pour le dire, mais on est en droit de penser que tel était leur objectif.

- La primaire à gauche fait le jeu de Macron plus que de Mélenchon - Reuters

Le premier tour de la primaire à gauche, qui a placé Benoît Hamon position de favori dans la course à l'investiture socialiste pour l'élection présidentielle, fait le jeu d'Emmanuel Macron plus que celui de Jean-Luc Mélenchon. Reuters 23.01

Mélenchon bouffe à tous les râteliers, il n'a rien à envier à Macron, c'est la définition du populiste par excellence.

Comment fonctionnent les promesses électorales des imposteurs de gauche.

Le mode d'emploi vous est offert par Malik Lounès, ex-dirigeant de SOS Racisme et de la Licra, président de l'association LOLitik.

Une élection, ce n'est pas une question d'arithmétique, mais de dynamique.

Ce qui est compliqué dans une dynamique, ce n'est pas de l'entretenir, mais de la créer.

Ce qui est compliqué dans une dynamique, ce n'est pas de l'entretenir, mais de la créer. Il l'a fait et on sait que la force va à la force. Il devrait l'emporter, mais cela dépend maintenant de sa capacité à opérer dès maintenant le rassemblement, autrement dit à mettre de l'eau dans son vin. Nous sommes à la mi-temps, c'est le moment d'opérer les changements pour gagner le match.

Première visée, sa proposition d'instaurer dès son élection son idée de Revenu Universel. Puisque Arnaud Montebourg le rejoint après avoir tiré à boulets rouges sur sa proposition phare qui l'a fait percer, Benoit Hamon serait bien avisé de dire qu'il a entendu les multiples réticences qu'elle suscite, et qu'en conséquence il ne propose plus de l'appliquer tout de suite une fois élu, mais de convoquer une grande conférence nationale sur le sujet, chargée d'en déterminer les modalités, le financement et le calendrier. huffingtonpost.fr 23.01

Vous avez bien lu, cette misérable vermine explique que pour se faire élire son candidat devrait parer ses promesses électorales de subtiles réserves assorties de délais indéterminé pour les mettre en oeuvre, de sorte que d'éventuels électeurs qui y sont opposées puissent également voter pour lui.

Comme quoi nous n'avons pas à faire à des traîtres ou des gens inconscients qui ne savent pas trop ce qu'ils font, mais bien à des ennemis qui trompent délibérément les électeurs, c'est écrit noir sur blanc.

Le candidat de la gauche introuvable.

Un internaute à propos de l'illusionniste Mélenchon.

- "C'est un jeune étudiant qui découvre, à 18 ans, le trotkisme, à 25 ans il adhère au PS, devient, sous contrôle de la direction, jusqu'à 55 ans, un permanent appointé par le Sénat ou par diverses collectivités territoriales. Quand l'heure de la retraite sonne, le salaire devient une pension de retraite libre de toute conditionnalité par rapport au PS, il se repositionne alors, comme avant ses 25 premières années, à la gauche du PS, après 30 années de silence révolutionnaire total....

Juger les individus en fonction de leurs études, de leur parcours politique, syndical ou professionnel est aberrant. C'est la sincérité de l'engagement qu'il faut interroger, les actes concrets, pas les origines quelles soient ethniques ou sociales. Alors, c'est vrai que, sur ce terrain, il ne resterait pas grand monde sur le tarmak pour 2017, et pas seulement à gauche."

Il a juste oublié de préciser qu'il s'agissait de sa retraite du PS, donc usurpée, et que par là il y demeure lié jusqu'à la fin de ses jours, sauf s'il y renonçait. Puis qu'il était député européen, et qu'à ce titre il n'a ni vraiment rompu avec les "30 années de silence révolutionnaire total" qu'il a passé au PS, ni qu'il se serait repositionné "comme avant ses 25 premières années" ou qu'il serait redevu trotskyste, pas vraiment, ce que d'ailleurs Mélenchon ne revendique pas.

Le candidat du PS est déjà éliminé.

- Primaire de gauche : il y a eu 1,6 million de votants - Francetv info

Officiellement, il y a eu 1,6 million de votants au premier tour de la primaire de la gauche. C'est le chiffre annoncé ce lundi 23 janvier par les organisateurs. "C'est un dernier décompte qui pourrait faire taire la polémique du jour : est-ce le véritable chiffre de la participation ? A-t-on gonflé les chiffres pour dépasser la barre symbolique des 1,5 million d'électeurs ?", interroge Serge Cimino, en direct du siège du parti socialiste. Francetv info 23.01

Comment soutiennent-ils Valls ? En fabriquant un sondage.

- Les Français majoritairement opposés au revenu universel - L'Express.fr

Selon un sondage Harris pour LCP, plus de 60% des Français se montrent hostiles à cette mesure phare du programme de Benoît Hamon, qui est arrivé en tête du premier tour de la primaire à gauche dimanche. L'Express.fr 23.01

Macron en retard d'une guerre ! Il ignore que la marche arrière n'existe pas sur le plan historique.

Comme Fillon il s'aligne sur Trump.

- A Beyrouth, Macron prône une politique d'"équilibre" de la France en Syrie - AFP

Le candidat à la présidentielle 2017 en France Emmanuel Macron a défendu lundi à Beyrouth une "politique d'équilibre" à l'égard du régime et des rebelles en Syrie, se démarquant de la politique pro-opposition de Paris depuis le début du conflit.

Actuellement en troisième position dans les sondages, M. Macron a plaidé pour une "politique d'indépendance, d'équilibre de capacité à parler à toutes les parties" dans le conflit syrien, qui a fait plus de 310.000 morts depuis 2011.

C'est "une logique de construction de la paix beaucoup plus qu'une logique d'intervention à tout-va pour un clan ou pour un autre", a déclaré le candidat à des journalistes en marge d'un discours prononcé à l'Ecole supérieure des affaires dans la capitale libanaise.

M. Macron, qui a quitté en août 2016 le gouvernement français pour diriger son mouvement "En marche !", s'est dit opposé à ce que le départ du président syrien Bachar al-Assad soit un "préalable à tout", tout en refusant de "pactiser" avec lui.

"Assad est un dirigeant qui a failli (...), l'erreur qui a été faite, de droite ou de gauche a été à un moment de faire du départ de Bachar al-Assad un préalable à tout", a-t-il dit, au premier jour de sa visite au Liban.

Sous la présidence de François Hollande, Paris n'a cessé d'appeler au départ du président syrien, l'accusant de massacres contre son peuple et le qualifiant de "dictateur sanguinaire".

"La France n'est pas là pour décerner des bons points et des mauvais points à qui que ce soit, elle est là pour construire la paix, c'est bien plus compliqué", a insisté M. Macron.

Il a déploré que "la France ne soit pas partie prenante" aux négociations de paix syriennes parrainées en ce moment par la Russie et l'Iran, alliés du régime, et la Turquie, soutien des rebelles. "Nous devons construire une solution politique (...) avec les grandes puissances régionales en acceptant de dialoguer avec chacune d'entre elles", a souligné M. Macron.

Il a appelé à la création d'un "groupe de contact" qui mettrait "les solutions diplomatique devant toute solution militaire".

"Cette région a besoin de reconstruire la paix pour elle-même (...) nous avons connu les conséquences de ce conflit", a-t-il résumé. AFP 23.01

América fist. A quoi correspond la statégie de Trump, Président des Etats-Unis, et de May, Première ministre britannique ?

Permettre à l'oligarchie financière, aux actionnaires des multinationales anglo-saxonnes d'accroître leur fortune, leur puissance ou pouvoir, de s'émanciper de toute réglementation contraignante, bref agir en maître du monde.

Ce qui explique pourquoi ils devaient se libérer du carcan de l'UE, du TTP, du TTIP, de l'Alena, tout comme ils s'émancipent déjà de celui de l'OMC, de l'ONU, etc. autant de carcans que par contre les autres Etats seront sommés de respecter sous peine de sanctions ou pire encore.

Quel Etat dans le monde est en mesure de rivaliser avec eux, de contester leur hégémonie financière, politique, militaire sur le monde, aucun. Si c'était possible en se regroupant, lors de négociations bilatérales ce n'est pas le cas, c'est l'Etat le plus puissant qui pose ses conditions et remporte la mise, c'est à prendre ou à laisser.

Au fait, le Brexit a été conçu dans cette perspective, la Grande-Bretagne étant liée depuis plus de trois siècles avec le Nouveau Monde qui devait en être la créature monstrueuse.

D'après vous, comment faut-il caractériser ceux qui au sein du mouvement ouvrier (et ailleurs) se réclament du Brexit ?

- Trump enterre le Partenariat transpacifique - Reuters

Donald Trump a signé lundi une ordonnance retirant les Etats-Unis du Partenariat transpacifique (TPP) et menace de faire de même avec l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna) faute d'un "accord équitable" avec le Mexique et le Canada.

Signé l'an dernier par douze pays d'Amérique et d'Asie dont les Etats-Unis, mais pas encore ratifié, le TPP visait à créer une

nouvelle zone de libre-échange. En vertu de ses règles de ratification, le retrait des Etats-Unis signifie que le texte ne pourra pas entrer en vigueur.

Le Partenariat transpacifique, soutenu massivement par les milieux d'affaires américains et négocié par l'administration de Barack Obama, n'a jamais été approuvé par le Congrès.

L'accord constituait l'un des piliers de la politique du "pivot" vers l'Asie mise en oeuvre par l'ancien président.

Le nouveau président américain compte aussi renégocier l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna), qui lie Etats-Unis, Mexique et Canada depuis 1994, et faute d'un "accord équitable", décidera également d'en retirer les Etats-Unis, peut-on lire sur le site de la Maison blanche. Reuters 23.01

Une vidéo

Michel Collon teste les médias: Trump, un monstre pour l'establishment ?
https://www.youtube.com/watch?v=aLX26tAMN0U

Michel Collon propose de recréer un "mouvement anti-guerre" pour saper à la base la propagande de guerre de l'impérialisme, qui sert à conditionner les peuples pour qu'ils cautionnent toutes ses guerres, condition sans laquelle il serait plus difficile, voire impossible aux différents gouvernements impérialistes de se lancer dans de nouvelles guerres. Car en s'exposant de la sorte, les peuples condamneraient leurs guerres et l'ensemble de leur politique, ce qui destabiliserait leurs Etats et alimenterait la lutte de classe du prolétariat, y compris sur le plan social.

Cette proposition est intéressante, tout dépendra de son contenu et des acteurs qui y seront associés. Elle devrait être discutée et adoptée par le mouvement ouvrier, les partis et les syndicats. Sauf s'il s'agissait de récréer un mouvement du type front unique anti-impérialiste ou sur le modèle altermondialiste. A suivre.

Je devais justement lui adresser un courriel...

Ils osent tout

- Primaire de la gauche : l'unité du PS va-t-elle voler en éclats ? - Franceinfo

- Le camp Valls croit encore la victoire possible - Reuters

- Hamon-Valls : deux gauches irréconciliables ? - Franceinfo

- Benoît Hamon et Manuel Valls : des programmes qui s'opposent en tout point - Franceinfo

- François Fillon : "Il va y avoir trois candidats de gauche" à la présidentielle - Franceinfo

En réalité il n'y en aura aucun, bravo !

Haut de page

Le 27 janvier 2017

CAUSERIE

Stratégie du chaos.

Qui est George Soros ? - Français
https://www.youtube.com/watch?v=_srlUrH8YkQ

Le réseau Soros se dévoile
https://www.youtube.com/watch?v=Fglt-CIfQPw

OpenSociety, Manifestations Anti-Trump, Révolutions colorées, Black Lives matter, Femen, Ingérence, LGBT, multiculturalisme, légalisation du cannabis, etc.

Avis à tous les naïfs ou ignorants qui supportent ces mouvements et se font manipuler, pire, qui manipulent à leur tour travailleurs ou militants.

Il serait intéressant d'établir la liste des formations politiques qui se disent de gauche ou d'extrême gauche qui les ont soutenus ou y font grâcieusement référence, attention la liste des mouvements ou sujets en question ci-dessus est loin d'être exhaustive... Il est fort à craindre qu'aucune ne soit épargnée à l'issue de cette épreuve. Nous n'y sommes pour rien, qu'ils s'assument.

Lutte contre le stalinisme.

Qui en parle encore ? Plus personne apparemment, or son cadavre puant bouge encore, vous aurez si nécessaire l'occasion de le constater par vous-même plus loin.

Premier sujet

Extrait d'un courriel adressé à un camarade.

Plus je creuse et plus je lis de textes que je n'avais jamais lus auparavant, plus je réfléchis aux positions et à l'orientation politique adoptées par le courant politique que j'avais rejoint dans les années 70, plus je me dis que je me suis fait berner dans des proportions si monstrueuses que j'en découvre encore, et pas sur des question mineures. Par exemple je suis tombé sur un article de Lénine publié dans la Pravda des 26 et 27 mai 1923 dans lequel il écrivait que la construction du socialisme dans un seul pays était tout à fait pertinente et même engagée sur la bonne voie. En voici des extraits.

- "Lorsque la population est groupée au maximum dans les coopératives, le socialisme se réalise de lui-même, ce socialisme qui provoquait auparavant des railleries légitimes, des sourires, le dédain des gens convaincus avec juste raison de la nécessité de la lutte de classes, de la lutte pour le pouvoir politique, etc. Eh bien, tous les camarades ne se rendent pas compte de l'importance énorme, illimitée, que la coopération acquiert pour nous aujourd'hui en Russie."

- "... n'est-ce pas tout ce qu'il faut pour construire à partir de la coopération, de la coopération à elle seule, que nous traitions auparavant de mercantile, et qu'à certains égards nous avons le droit de traiter aujourd'hui, sous la NEP, de la même façon, n'est-ce pas tout ce qui est nécessaire pour édifier une société socialiste intégrale ? Ce n'est pas encore la construction de la société socialiste, mais c'est tout ce qui est nécessaire et suffisant à cet effet."

- "Or, le régime de coopérateurs civilisés, quand les moyens de production appartiennent à la société et que le prolétariat comme classe a triomphé de la bourgeoisie, c'est le régime socialiste."

- "Aujourd'hui, nous sommes en droit de dire que le simple développement de la coopération s'identifie pour nous (compte tenu de la « petite » exception signalée plus haut) avec celui du socialisme. Force nous est de reconnaître en même temps que tout notre point de vue sur le socialisme a radicalement changé. Ce changement radical consiste en ceci : autrefois nous faisions porter le centre de gravité, et nous devions le faire, sur la lutte politique, la révolution, la conquête du pouvoir, etc. Aujourd'hui, le centre de gravité se déplace : il porte sur le travail pacifique d'organisation « culturelle »."

- "Or, ce travail parmi les paysans a pour objectif économique la coopération. Si nous pouvions les grouper tous dans des coopératives, nous nous tiendrions des deux pieds sur le terrain socialiste. Mais cette condition implique un tel degré de culture de la paysannerie (je dis bien de la paysannerie, puisqu'elle forme une masse immense), que cette organisation généralisée dans les coopératives est impossible sans une véritable révolution culturelle."

- "Aujourd'hui, il suffit que nous accomplissions cette révolution culturelle pour devenir un pays pleinement socialiste."

Ce discours est tellement incroyable provenant de Lénine, que j'ai envie de demander au Cermtri ou à J-J Marie si ce texte est authentique ou la traduction correcte.

Certes cela ne remet pas en cause la théorie de la révolution permanente au niveau nationale ou internationale, mais cela porte un coup terrible à la théorie selon laquelle la construction du socialisme serait impossible selon Lénine. J'ai trouvé un autre texte de 1915 où il tenait un discours similaire, où apparemment l'économie mondiale dominée par le capitalisme ou l'impérialisme ne constituait pas ou plus une entrave au développement du socialisme dans un seul pays ou une menace mortelle à terme pour un Etat socialiste isolé.

Si cela devait me gêner, ce ne serait pas où on le penserait spontanément pour deux raisons au moins. Parce que la Russie était

un immense pays déjà bien peuplé (plus de 100 millions d'habitants), ensuite, j'envisage l'hypothèse que Lénine (tout comme Trotsky) ait pu commettre de lourdes erreurs, il l'a reconnu lui-même à plusieurs reprises. On peut aussi se dire que ce discours étant réservé au peuple russe en 1923, et sachant qu'il arrivait à Lénine de verser volontairement dans l'outrance pour marquer les esprits positivement chez un peuple arriéré - ce qu'on a tendance à oublier comme beaucoup de choses qu'on ignore, ce discours peut avoir été tenu à cet effet et conçu dans un contexte bien précis qui échappera à un lecteur extérieur ou qui ne l'interprétera peut-être pas de la même manière ou encore ne le comprendra pas, n'en saisira pas la finalité ou les objectifs qui n'étaient pas seulements politiques.

On pourrait aussi se dire que cela ne change rien à la tonalité ou à l'orientation politique des autres discours que Lénine avait tenus sur cette question. Certes, certes (à prononcer en prenant le ton de Louis Jouvet), mais comme dirait l'autre, cause toujours il en restera quelque chose, d'ailleurs ce n'est pas un hasard si un an plus tard Staline pour la première fois mentionnait la possibilité de construire le socialisme dans un seul pays, selon Trotsky.

Bref, attaquer les staliniens sous cet angle-là, c'était tomber dans une polémique stérile et se ridiculiser, pire leur rendre service en décrédibilisant Lénine, qui plus est, c'était doublement inutile parce que cela ne remettait pas en cause la théorie de la révolution permanente. Et puis, si la construction du socialisme était concevable en Russie en 1923, elle le serait d'autant plus après la Seconde Guerre mondiale une fois réalisé le Pacte de Varsovie, elle le serait ensuite en Chine et ses futurs satellites d'Asie du Sud-est...

Un tel argument devait assurément ridiculiser les trotskystes aux yeux des militants et travailleurs conquis ou attirés par le PC, j'ai presque envie de dire, encore un argument qui prouve que les trotskystes manipulés par leurs dirigeants au lieu de combattre le stalinisme ils lui ont rendu un fier service. J'ai constaté que ces dirigeants avaient eu une constante propension à polémiquer sur des mots d'ordre sous des angles qui finalement déservaient la cause pour laquelle ils prétendaient combattre, y compris la défense du trotskysme.

Au lieu de nier la possibilité de la construction dans un seul pays, il aurait été préférable de prendre les staliniens au mot et leur demander pouquoi, 30,40, 50 ans plus tard le Kremlin consacrait des sommes gigantesques à la course aux armements avec les Etats-Unis au lieu d'élever le niveau de vie du peuple ou satisfaire ses besoins, pourquoi la construction du socialisme tardait tant à venir, etc. pour montrer qu'en réalité cela n'avait jamais été leur objectif alors qu'ils en auraient eu les moyens s'ils en avaient eu réellement la volonté, car au-delà des éléments qu'on a déjà cités, au besoin ils pouvaient aussi bénéficier de la coopération des pays non alignés pour s'approvisionner en matières premières, ils pouvaient tisser des liens avec la Chine et ses satellites, pourquoi par exemple un minuscule pays comme Cuba est parvenu à un taux de mortalité infantile inférieur à celui des USA, alors que l'URSS avec les immenses moyens dont elle disposait n'y est jamais parvenu, etc.

Il fallait utiliser intelligemment cet argument contre les staliniens au lieu de s'enfermer dans un déni stupide perpétuel : Oui la construction du socialisme dans d'immenses pays comme la Russie ou la Chine est possible, alors prouvez-le. Et plus tard : Pourquoi malgré tout cela est toujours demeuré impossible, quelle explication avez-vous à nous fournir, dites, on vous écoute, et ainsi on aurait pu démonter chacun de leurs arguments pour justifier l'absence du socialisme en URSS et les laisser se démasquer eux-mêmes en proie à leurs contradictions, ce qui aurait eu une autre portée que le faire nous-mêmes, on n'aurait pas pu nous accuser de leur faire un procès d'intention ou je ne sais quoi, on aurait gagné en crédibilité...

Ces dirigeants trotskystes, qui se présentaient comme de féroces ennemis du stalinisme, ont plutôt fourni des arguments à ses représentants ainsi qu'à ceux du capitalisme pour lutter contre le socialisme, ce qui devait aller de paire avec les relations qu'ils allaient tisser avec les dirigeants de la social-démocratie et l'appareil de FO notamment. Car les représentants de la réaction, qui étaient également de farouches anticommunistes, auront le beau rôle par la suite de faire le procès du socialisme ou du communisme et non du stalinisme. Comment ? En affirmant qu'en URSS c'était la construction du socialisme ou le modèle de société bâtie sur les principes du socialisme qui avait fait faillite ou avait engendré un monstre incompatible avec l'exercice la plus élémentaire de la démocratie, et non la gestion bureaucratique et parasitaire de l'Etat et des ressources du pays par les staliniens, parce qu'ils ne revenaient pas à ces représentants du capitalisme de révéler la vérité ou le pot aux roses, à savoir que c'étaient les staliniens qui avaient ruiné l'opportunité de construire le socialisme en URSS (en admettant que cela soit possible, peu importe ici), leur ennemi étant le socialisme et non le stalinisme qui en réalité était leur allié au sein de l'Etat soviétique pour le compte du capitalisme mondial...

Il faut aussi avoir à l'esprit que si la construction du socialisme était réellement impossible dans d'immenses pays bien ou densément peuplés comme l'URSS (et les pays d'Europe centrale et de l'Est) ou la Chine, on ne voit pourquoi il le serait davantage en Europe, aux Etats-Unis, en Inde, en Australie qui sont pour un peu des continents à eux tout seul.

On arrêtera là pour aujourd'hui.

Quelle que soit la question ou le sujet qu'on aborde, on s'aperçoit que les dirigeants trotskystes tous courants confondus n'ont cessé depuis la mort de Trotsky de les aborder par le mauvais bout, à l'envers, sous un angle étroit, borné ou purement dogmatique, dont les effets seront à terme désastreux, c'était imparable.

L'auteur de ces lignes en sait quelque choses pour avoir été sous leur influence jusqu'à une date relativement récente. Il faut donc fortement recommander de reprendre à zéro sans a priori et sans crainte de ce qu'on va découvrir, l'étude sérieuse de l'ensemble des questions essentielles qui ont marqué la lutte des classes au cours de la seconde moitié du XXe siècle ou depuis le milieu des années 20. Il est impératif de faire ce travail ou de se livrer à cet inventaire pour aller de l'avant.

C'est un travail colossal qui devrait être entrepris collectivement, mais hélas si personne ne daignait ou ne tenait à s'y coller, nous reproduirions à l'infini dans le futur les mêmes erreurs qui nous ont menées où nous en sommes aujourd'hui. Il est évident qu'un militant de base ne disposera pas des instruments ou des capacités pour mener à bien ce travail ardu et ingrat, mais indispensable. Ce message s'adresse donc à des intellectuels, à des dirigeants ou cadres aguerris qui entendent demeurer fidèles au socialisme. Je ne sais pas ce que vous pensez du texte que vous venez de lire et que j'ai rédigé hier et ce matin. Certains ne manqueront pas de m'accuser d'être passé au stalinisme en guise de réponse ou de non réponse plutôt à mon argumentation, c'est inévitable et pour tout vous dire je m'en tape éperdument, car au contraire j'ai la conviction d'avoir rendu ainsi un grand service au mouvement ouvrier en remettant à leur place respective le socialisme et le stalinisme qui en est la négation, l'ennemi, après démontré qu'il ne peut conduire qu'on rétablissement du capitalisme dans tous les pays où il avait exproprié précédemment.

Second sujet

Le blog Le Grand Soir publie de plus en plus d'articles d'une médiocrité intellectuelle affligeante rédigés par des staliniens qui réécrivent ou falsifient l'histoire à tour de bras, j'ai donc décidé de retirer le lien qui renvoyait vers ce portail infréquentable.

J'ai aussi décidé de publier de préférence des articles à partir de Mondialisation.ca ou du site de Michel Collon au lieu d'Arrêt sur Info et du Réseau Voltaire, sauf évidemment quand il n'est pas possible de ne pas passer par ces portails ou blogs. J'aurais peut-être dû prendre cette décision depuis longtemps, j'ai cédé à la facilité d'un point de vue pratique pour gagner du temps sans entrer dans les détails, voilà tout.

Pour les jeunes qui n'ont pas idée de ce que sont capables de produire les idéologues faussaires staliniens, voici un exemple.

Trump, Brexit, Merkel, Shinzo Abe, quel redéploiement des contradictions inter-impérialistes ? - Georges Gastaud et Antoine Manessis. - Le Grand Soir - 20 janvier 2017.

Georges Gastaud est secrétaire national du PRCF ; Antoine Manessis est responsable international du PRCF.

Source de l'article : http://www.initiative-communiste.fr/articles/international/trump-brexit-merkel-shinzo-abe-redeploiement-contradictions-inter-imperialistes-georges-gastaud/

Extraits.

- Dans L'impérialisme, stade suprême du capitalisme (1916), Lénine a réfuté la thèse révisionniste défendue par les ténors de la Deuxième Internationale à propos du prétendu « hyper-impérialisme ».

Reprise par Kautsky, cette expression de Hilferding résumait l'idée suivante : la concentration mondiale des capitaux est de nature à unifier mondialement l'impérialisme, dont les principaux Etats finiront par fusionner planétairement pour exploiter collectivement les travailleurs. De cette manière, la tendance à la guerre mondiale propre à l'ancien capitalisme disparaîtrait ; les Etats-nations s'effaceront alors devant une sorte d'Empire mondial dont la mise en place d'éventuels « Etats-Unis d'Europe » seraient les prémices heureuses. Léon Trotski – dont les liens d'avant-guerre n'avaient pas été rompus avec les mencheviks – adhérait alors à ce montage théorique spécieux, si bien que Lénine dut polémiquer contre lui en réfutant le mot d'ordre pseudo-internationaliste des « Etats-Unis socialistes d'Europe ». Un slogan dont, manifestement, le NPA et LO ne sont toujours pas sortis aujourd'hui. (...)

C'est pourquoi Lénine répliquait déjà aux « européistes » superficiels de son temps que, sous le capitalisme, « le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe ne peut être qu'utopique ou réactionnaire ». A l'inverse, Lénine développait la théorie, fondée sur les faits, selon laquelle « une chaîne vaut ce que vaut son maillon le plus faible ». Si bien qu'il était parfaitement absurde d'attendre « la révolution mondiale », fût-elle « permanente », pour mettre en place le socialisme, au besoin dans un seul pays ou groupe de pays. Au contraire, expliquait Lénine, le prolétariat révolutionnaire devait d'abord briser la chaîne impérialiste dans son maillon le plus faible (à l'époque, l'Empire tsariste travaillé par d'éclatants antagonismes) pour ouvrir en grand l'ère historique des révolutions prolétariennes. C'est d'ailleurs pour cette raison que le choix opéré en 1925 par les bolcheviks russes, celui d'entreprendre la construction du socialisme dans un seul pays, n'avait rien de l'aberration antimarxiste dont l'accusèrent alors les partisans de Trotski, incapable de rompre durablement avec le menchevisme. Le Grand Soir - 20 janvier 2017.

Grille de lecture.

Comme tout esprit tordu aux intentions malhonnêtes ou inavouables, les auteurs de cet article se sont employés à noyer leur

poison dans une mixture invraisemblable pour mieux le faire avaler à leurs lecteurs, au point de se demander où ils voulaient véritablement en venir.

Cependant on a l'avantage de savoir qui ils sont, des crapules n'hésitant pas à recourir à n'importe quelle falsification pour parvenir à leur fin.

En quête d'existence, ils s'en prennent à tous les partis dits de gauche ou d'extrême gauche, y compris le PCF, leur maison mère qui a commis la trahison suprême de s'aligner sur le PS, en se présentant comme des "militants franchement communistes", entendez les seuls et authentiques "léninistes" qui existeraient en France, prétention tellement grotesque qu'elle les conduit à en faire trop et à se démasquer eux-mêmes en revendiquant une "ligne à la fois patriotique, internationaliste" dont le programme est "100% anti-UE, 100% anti-OTAN et 100% anticapitaliste" mais compatible avec les institutions de la Ve République, l'aspect patriotique de leur programme, et l'ONU son volet internationaliste.

Chacun aura compris qu'un Etat pourrait rompre avec l'UE sans changer de nature, rompre avec l'OTAN tout en demeurant impérialiste, rompre avec l'euro sans cesser de demeurer capitaliste, et ne pourrait pas être anticapitaliste sans liquider la Constitution de la Ve République qui consacre les rapports sociaux existant entre les classes, légitime le capitalisme et lui assure une caution ou une couverture juridique, l'ONU assumant le même rôle pour garantir l'hégémonie de l'impérialisme américain à l'échelle mondiale.

Le PRCF n'ayant qu'une existence confidentielle ou insignifiante au niveau du pays, ils recourent à un discours qui se veut radical, en apparence seulement, confus à souhait ou intentionnellement, sans rompre avec le régime ou ses institutions. Ils peuvent ainsi tromper bien des militants ou travailleurs qui ne disposent pas des éléments pour démasquer les mécanismes frauduleux qu'ils emploient pour mener à bien leur misérable petite entreprise.

On se concentrera sur un passage de leur article qu'ils ont construit en recourant à une une substitution doublée d'une identification grossière, le mécanisme favori des staliniens, des esprits policiers, des chiens de garde du régime, des imposteurs. Pourquoi ? Parce que c'est le meilleur moyen de berner les ignorants, pardi !

Cette substitution va consister à identifier le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe de Trotsky à celui des Etats-Unis d'Europe ou les Etats-Unis républicains d'Europe, autrement dit l'Union européenne. Vous avouerez que c'est tout à fait grotesque, mais rien ne les arrête.

Une fois cette substitution réalisée, ils vont en appeler à Lénine contre Trotsky, un de leur procédé favori pour le compte de leur maître à penser Staline. Arrêtons-nous un instant et posons-nous une question.

Qui connaît au juste le contenu précis des écrits ou discours de Lénine ? Pratiquement personne à part ses ouvrages disons de référence ou théoriques. Et pour cause, pour le reste, les milliers d'articles qu'il a écrits et les milliers de discours qu'il a prononcés demeurent inconnus de la plupart des militants et qui plus est des travailleurs. Partant de là, il sera très facile à un faussaire d'en extraire des passages tronqués pour leur faire dire ce qu'il veut ou les interpréter à sa guise.

La seconde manipulation va donc consister une fois identitifiés les deux mots d'ordre au contenu antagonique ou opposé à faire entrer en scène Lénine qui affirmera en 1915 que si le mot d'ordre des États-Unis républicains d'Europe était "*absolument inattaquable en tant que mot d'ordre politique* ", en revanche "*du point de vue des conditions économiques de l'impérialisme, c'est-à-dire de l'exportation des capitaux et du partage du monde par les puissances coloniales « avancées » et « civilisées », les États-Unis d'Europe sont, en régime capitaliste, ou bien impossibles, ou bien réactionnaires*." Arrêtons-nous là une seconde fois.

Trotsky n'a jamais prétendu le contraire, il partageait le point de vue de Lénine sur cette question précise depuis au moins 1904 jusqu'à sa mort en 1940. Vérifions-le immédiatement pour démasquer ces ignobles faussaires staliniens.

- "*C'est précisément parce qu'ils craignent la révolte du prolétariat que les partis bourgeois sont obligés, au moment même où ils votent des sommes monstrueuses pour les dépenses militaires, de faire des déclarations solennelles en faveur de la paix, de rêver de tribunaux internationaux d'arbitrage et même de l'organisation d'États unis d'Europe. Ces pitoyables déclarations ne peuvent, naturellement, abolir ni les antagonismes entre États, ni les conflits armés*". (Bilan et Perspectives Léon Trotsky - rédigé à partir de 1904 et publié en 1906)

- "*Les vieux pays capitalistes ne sont nullement confrontés à la solution de problèmes nationaux. Bien au contraire, l'humanité souffre de la contradiction entre les forces productives et le cadre trop étroit de l'Etat national. Constituer une économie planifiée sur la base de la propriété collectivisée, indépendamment des frontières nationales, c'est la tâche du prolétariat international, et avant tout en Europe. C'est cette tâche qu'exprime notre slogan Etats-Unis Socialistes d'Europe.*" (Défense du marxisme - La comparaison avec les guerres bourgeoises. - 1940 - Léon Trotsky)

Poursuivons avec l'intervention de Lénine.

- "*Certes, des ententes provisoires sont possibles entre capitalistes et entre puissances. En ce sens, les États-Unis d'Europe sont également possibles, comme une entente de capitalistes européens... dans quel but ? Dans le seul but d'étouffer en commun le socialisme en Europe, de protéger en commun les colonies accaparées contre le Japon et l'Amérique, gravement lésés dans l'actuel partage des colonies, et qui se sont renforcés au cours de ces cinquante dernières années infiniment plus vite que l'Europe monarchique, arriérée, qui pourrit déjà de vieillesse. Comparée aux États-Unis d'Amérique, l'Europe dans son ensemble est synonyme de stagnation économique. Sur la base économique d'aujourd'hui, c'est-à-dire en régime capitaliste, les États-Unis d'Europe signifieraient organisation de la réaction en vue de retarder l'évolution plus rapide de l'Amérique. Les temps sont à jamais révolus où l'oeuvre de la démocratie et celle du socialisme étaient liées uniquement à l'Europe.*

Les États-Unis du monde (et non d'Europe) sont la forme politique d'union et de liberté des nations que nous rattachons au socialisme en attendant que la victoire totale du communisme amène la disparition définitive de tout État, y compris l'État démocratique. Toutefois, comme mot d'ordre indépendant, celui des États-Unis du monde ne serait guère juste, d'abord parce qu'il se confond avec le socialisme ; en second lieu, parce qu'il pourrait conduire à des conclusions erronées sur l'impossibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays et sur l'attitude du pays en question envers les autres."

Vous aurez constaté que Lénine ne confondait pas les États-Unis d'Europe "*en régime capitaliste*", une "organisation de la réaction" et les Etats-Unis socialiste d'Europe qui placés dans une perspective historique devrait en constituer la négation parce que "*les temps sont à jamais révolus où l'oeuvre de la démocratie et celle du socialisme étaient liées*", dès lors tout ralliement au mot d'ordre des États-Unis d'Europe ou tout soutien futur à l'Union européenne était contre-révolutionnaire, réactionnaire. De la même manière Trotsky ne reprendra pas à son compte le mot d'ordre des États-Unis du monde

On reproduira la suite de l'article de Lénine parce qu'elle renvoie au sujet que nous avons abordé précédemment, et parce qu'elle présente un intérêt pour les lecteurs qui tiennent à comprendre comment à évoluer la pensée et la stratégie de Lénine entre avant et après la révolution de 1917, où il allait être confronté à une situation et des tâches colossales qu'ils n'avaient pas prévues, et qui nécessiteraient d'opérer plusieurs tournants tactiques et statégiques pour sauver la révolution et l'Etat ouvrier.

- "*L'inégalité du développement économique et politique est une loi absolue du capitalisme. Il s'ensuit que la victoire du socialisme est possible au début dans un petit nombre de pays capitalistes ou même dans un seul pays capitaliste pris à part. Le prolétariat victorieux de ce pays, après avoir exproprié les capitalistes et organisé chez lui la production socialiste, se dresserait contre le reste du monde capitaliste en attirant à lui les classes opprimées des autres pays, en les poussant à s'insurger contre les capitalistes, en employant même, en cas de nécessité, la force militaire contre les classes exploiteuses et leurs États. La forme politique de la société où le prolétariat triomphera en renversant la bourgeoisie sera une république démocratique, centralisant de plus en plus les forces du prolétariat d'une nation ou de plusieurs dans la lutte contre les États qui ne sont pas encore passés au socialisme. La suppression des classes est impossible sans la dictature de la classe opprimée, du prolétariat. La libre union des nations sous le socialisme est impossible sans une lutte opiniâtre, plus ou moins longue, des Républiques socialistes contre les États arriérés.*

C'est pour cette raison et à la suite de nombreuses discussions sur ce point, pendant et après la Conférence des sections du P.O.S. D.R. à l'étranger, que la rédaction de l'organe central en a conclu à la fausseté du mot d'ordre des États-Unis d'Europe."

Deux rapides remarques pour terminer.

La première. A première vue, il envisageait déjà la possibilité de construire le socialisme en Russie, on pouvait mettre cela à l'époque sur le compte de la propagande.

Le second. Il évoquait la "*libre union des nations sous le socialisme*" et non la version édulcorée "*l'union libre des nations libres*" chère au POI et au POID, il ne vous aura pas échappé que la seconde formule (ou mot d'ordre) avait été amputée, épurée et défigurée, le socialisme passant à la trappe.

Un dernier mot à propos des États-Unis d'Europe que Lénine abordera également dans Impérialisme stade suprême du capitalisme.

Les lecteurs sont en droit de se dire à ce stade que Lénine s'était trompé ou n'entrevoyait pas la possibilité de l'UE. Pour le justifier, il partira de l'analyse de l'économiste anglais J.A. Hobson "*professant un point de vue social-réformiste bourgeois et pacifiste*", qui envisageait le développement fulgurant de l'Afrique et de l'Asie et plus particulièrement de la Chine (par les puissances coloniales occidentales) exactement comme il devait se produire lors des dernières décennies du XXe siècle, et qui offrirait l'opportunité de constituer "*une plus large alliance des Etats d'Occident, une fédération européenne des grandes puissances*". Il émit des réserves et une condition pour que ce processus se réalise en ces termes : "*la situation est trop complexe et le jeu des forces mondiales trop difficile à escompter pour que ladite ou quelque autre prévision de l'avenir dans une seule direction puisse être considérée comme la plus probable.*

Mais les influences qui régissent à l'heure actuelle l'impérialisme de l'Europe occidentale s'orientent dans cette direction, et si elles ne rencontrent pas de résistance, si elles ne sont pas détournées d'un autre côté, c'est dans ce sens qu'elles joueront."

Lénine abonda dans le même sens : "*L'auteur a parfaitement raison : si les forces de l'impérialisme ne rencontraient pas de résistance, elles aboutiraient précisément à ce résultat. La signification des "Etats-Unis d'Europe" dans la situation actuelle, impérialiste, a été ici très justement caractérisée. Il eût fallu seulement ajouter que, à l'intérieur du mouvement ouvrier également, les opportunistes momentanément vainqueurs dans la plupart des pays, "jouent" avec système et continuité, précisément dans ce sens.*" Autrement dit, si le mouvement ouvrier corrompu par l'opportunisme permettait à l'impérialisme d'avancer "*dans ce sens*", dès lors la principale résistance à la réalisation des "*Etats-Unis d'Europe*" s'évanouirait, ce que Lénine refusait d'admettre puisqu'il estimait au contraire que l'opportunisme serait plus ou moins rapidement vaincu ou balayé du mouvement ouvrier, ce qui ne fut pas le cas, jusqu'à nos jours.

Voilà pourquoi entre autres Lénine se montrait sceptique face à cette prévision. On peu donc en conclure que les faits lui ont donné raison, puisque la "*résistance*" du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière en Europe une fois vaincue, en dehors de la résistance des capitalistes les plus faibles qui allaient être broyés par les nouveaux développements de la mondialisation conjointement à la financiarisation croissante de l'économie ou le passage au néolibéralisme, plus rien n'allait s'opposer à la construction de l'Union européenne.

C'est ainsi que ce qui paraissaît improbable, voire impossible autrefois est devenu réalité une fois remplies certaines conditions qui n'existaient pas à une autre époque. Ainsi va la processus matérialiste dialectique et historique inconscient, qui n'est qu'une suite ou un enchaînement de contradictions qui trouvent leur résolution dans des conditions ou rapports déterminés qui président à l'évolution du capitalisme et à l'orientation de la société et du monde.

En aparté (je n'ai plus le temps).

Ce qui définit l'impérialisme, c'est notamment l'alliance entre l'aristocratie financière et l'aristocratie ouvrière, entre les représentants de l'impérialisme et l'opportunisme au sein ou en dehors du mouvement ouvrier selon Lénine.

Si cette alliance est indispensable pour que les Etats-Unis d'Europe ou l'UE voient le jour et fonctionnent, on comprend mieux pourquoi la pseudo-gauche et tous les syndicats (CES) sont autant attachés à l'UE, mais aussi pourquoi le référendum de mai 2005 ne devait être qu'une mystification. Du coup, je me dis que la position correcte aurait dû être de le boycotter au lieu d'appeler à voter non qui a été une erreur politique.

Que les voix des nationalistes, des souverainistes et de l'extrême droite y furent associées, devaient rendre ses résultats illisibles ou impossibles à exploiter. Que le oui ou le non l'emporte, la construction européenne n'aurait pas été stoppée pour autant, ceux qui ont voulu faire le croire le contraire se sont moqués des militants et des travailleurs, une fois de plus. Quand on vous dit qu'ils n'en loupent pas une, on n'invente rien malheureusement, hélas, on préfèrerait se tromper.

Troisième sujet

Un autre exemple pour montrer comment les trotskystes déformèrent le trotskysme ou l'abandonnèrent.

Extraits. Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste - L. Trotsky - Août 1940

Le mot d'ordre essentiel dans cette lutte est : indépendance complète et inconditionnelle des syndicats vis-à- vis de l'Etat capitaliste. Cela signifie : lutte pour transformer les syndicats en organes des masses exploitées et non en organes d'une aristocratie ouvrière. (Quand ils devinrent des organisations de masses au milieu des années 30, puis à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, ils étaient déjà passés sous la coupe de l'aristocratie ouvrière, ce qui explique en partie pourquoi quand ils cessèrent d'être des organes des masses exploitées ils demeurèrent l'expression des intérêts de l'aristocratie ouvrière dont leurs dirigeants étaient issus la plupart du temps. - LVOG)

Le second mot d'ordre est : démocratie dans les syndicats. (Mot d'ordre qui fut abandonné rapidement. - LVOG)

Ce second mot d'ordre découle directement du premier et présuppose pour sa réalisation la complète liberté des syndicats vis-à-vis de l'Etat impérialiste ou colonial. (Liberté qui n'a jamais existée en réalité, on y reviendra plus loin. LVOG)

En d'autres termes, à l'époque actuelle, les syndicats ne peuvent pas être de simples organes de la démocratie comme à l'époque du capitalisme libre-échangiste, et ils ne peuvent pas rester plus longtemps politiquement neutres, c'est-à-dire se limiter à la défense des intérêts quotidiens de la classe ouvrière. Ils ne peuvent pas être plus longtemps anarchistes, c'est-à-dire ignorer l'influence décisive de l'Etat sur la vie des peuples et des classes. Ils ne peuvent pas être plus longtemps réformistes, parce que les conditions objectives ne permettent plus de réformes sérieuses et durables. Les syndicats de notre époque peuvent ou bien servir comme instruments secondaires du capitalisme impérialiste pour subordonner et discipliner les travailleurs et empêcher la révolution, ou bien au contraire devenir les instruments du mouvement révolutionnaire du prolétariat.

La neutralité des syndicats est complètement et irrémédiablement chose passée et morte avec la libre démocratie bourgeoise. (Elle l'était depuis plus d'un siècle. En fait, "la neutralité des syndicats" fut condamnée pratiquement dès l'origine des syndicats, pour la bonne raison que dès le milieu du XIXe siècle l'Etat bourgeois était déjà impérialiste et colonialiste comme en témoignèrent Marx et Engels et à leur suite Lénine. En étant réformistes les syndicats le démontrèrent à leur manière lors de la phase ascendante du capitalisme, et ils l'illustrèrent de manière éclatante lorsque au tournant du XXe siècle le capitalisme se fit impérialiste, processus qui devait se concrétiser peu de temps plus tard par leur ralliement à la bourgeoisie lors de la Première Guerre mondiale, puis la Seconde et ainsi de suite jusqu'à nos jours où ils ont soutenu l'entreprise de destruction et de liquidation de la Syrie.

Le réformisme fut relégué au musée des illusions quand la crise du capitalisme s'amplifia dans les années 70-80. Elle devait alimenter la concurrence que se livraient les différents impérialistes existant pour se partager le gâteau de l'économie mondiale, alors que de nouvelles puissances impérialistes allaient s'éveiller et réclamer leur part, réduisant un peu plus celle revenant aux anciennes puissances impérialistes ou rognant les profits qu'elles pouvaient attendre de la nouvelle expansion du marché mondiale qui se profilait, de sorte qu'elles n'auraient plus les moyens de se montrer aussi généreuses envers l'aristocratie ouvrière dont il s'agissait dorénavant de réduire la taille ou le volume et les droits.

En manifestant ouvertement la volonté de se passer des services de l'aristocratie ouvrière sur fond de privatisation et de délocalisation de pans entiers de l'industrie, les puissances occidentales portaient un coup mortel au réformisme et condamnaient les syndicats à épouser les traits du corporatisme. Les syndicats accompagneront ce processus de liquidation des entreprises et des services nationalisés ainsi que des pans entiers de l'industrie, ils le négocieront avec les différents gouvernements qui se succèderont et le patronat moyennant des miettes pour l'aristocratie ouvrière amenée à continuer d'exister et le maintien de son statut privilégié au prix de la détérioration des conditions de travail des travailleurs concernés. - LVOG) (...)

De ce qui précède, il découle clairement qu'en dépit de la dégénérescence continuelle des syndicats et de leur intégration progressive à l'Etat impérialiste, le travail au sein des syndicats non seulement n'a rien perdu de son importance, mais reste comme auparavant, et devient dans un certain sens même, révolutionnaire. L'enjeu de ce travail reste essentiellement la lutte pour influencer la classe ouvrière. Chaque organisation, chaque parti, chaque fraction qui prend une position ultimatiste à l'égard des syndicats, c'est-à-dire qui en fait, tourne le dos à la classe ouvrière, simplement parce que ses organisations ne lui plaisent pas, est condamnée à périr. Et il faut dire qu'elle mérite son sort.

(Ailleurs il affirmera que si "le travail au sein des syndicats" devenait impossible, il faudrait envisager de créer un nouveau syndicat ouvrier. - LVOG) (...)

Le capitalisme monopolisateur est de moins en moins prêt à admettre à nouveau l'indépendance des syndicats. Il exige de la bureaucratie réformiste et de l'aristocratie ouvrière, qui ramassent les miettes de sa table, qu'elles soient toutes les deux transformées en sa police politique aux yeux de la classe ouvrière. Si cela ne se réalise pas, la bureaucratie ouvrière est supprimée et remplacée par les fascistes. Alors tous les efforts de l'aristocratie ouvrière, au service de l'impérialisme, ne peuvent la sauver plus longtemps de la destruction.

A un certain degré de l'intensification des contradictions de classe dans chaque pays et des antagonismes entre les nations, le capitalisme impérialiste ne peut plus tolérer une bureaucratie réformiste (au moins jusqu'à un certain point) que si cette dernière agit directement comme actionnaire, petite mais active, dans les entreprises impérialistes, dans leurs plans et dans leurs programmes, au sein même du pays aussi bien que sur l'arène mondiale. Le social réformisme doit être transformé en social impérialisme dans le but de prolonger son existence et rien de plus car, dans cette voie, il n'y a en général aucune issue. (Martinez de la CGT a appelé à voter en 2012 pour le chef de guerre de l'impérialisme français, François Hollande, Mailly a conservé sa carte du parti de Hollande, et les chefs des syndicats jaunes se sont ralliés officiellement au Medef et au gouvernement au travers du dialogue social, bref, tous les syndicats ont fait acte de soumission complète au régime que par conséquent ils n'entendent pas combattre, confirmant ainsi leur conversion au social-impérialisme.

Partant de là, osé affirmer qu'ils seraient indépendants est une escroquerie pure et simple. La multitude d'échecs de la lutte de classe enregistrés au cours des 4 dernières décennies démontrent suffisamment que les syndicats ne sont plus que des instruments de l'impérialisme, parce que l'avant-garde du mouvement ouvrier est disloquée et refuse de se rassembler pour constituer une tendance révolutionnaire au sein des syndicats qui contraindraient leurs appareils à mobiliser les masses contre le régime, ou au-delà si cela s'avérait impossible, poserait la question de la nécessité de créer un nouveau syndicat ouvrier comporant différentes tendances résolument orienté contre l'Etat et le régime, ce dont aucun parti ouvrier ne veut entendre parlé parce qu'ils sont tous corrompus et liés aux appareils vendus des syndicats sociaux-impérialistes. - LVOG)

Cela signifie-t-il qu'à l'époque impérialiste, il ne peut exister, en général, de syndicats indépendants ? Poser la question de cette façon serait fondamentalement erroné. Impossible est en effet l'existence de syndicats réformistes indépendants ou semi-indépendants. Tout à fait possible est l'existence de syndicats révolutionnaires qui non seulement ne sont plus des soutiens de la police impérialiste, mais qui se fixent comme tâche de renverser directement le système capitaliste. A l'époque de l'impérialisme décadent, les syndicats ne peuvent être réellement indépendants que dans la mesure où ils sont consciemment dans l'action des organes de la révolution prolétarienne... (Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste L. Trotsky - Août 1940)

Opportunisme "alternatif" ou l'autre manière... de vous enfumer. Pour qui roulent ces intellectuels ? Pour les peuples, voyons !

- Donald Trump le révolutionnaire ? - Article publié par plusieurs portails ou blogs.

- Si Donald Trump donne suite à cette promesse, bien des peuples, victimes de l'interventionnisme étasunien, lui en seront grandement reconnaissants. Oscar Fortin 20.01

Donald Trump et Nicolas Maduro : Un défi commun à relever - Article publié par plusieurs portails ou blogs.

- Dans les deux cas, ils se sont engagés à mener à terme une véritable révolution dans la manière de gérer les pouvoirs de l'État de manière à répondre en toute priorité aux intérêts de leur peuple. Oscar Fortin 23.01

Ils sont tous alignés sur la même rhétorique. Ces brillants intellectuels ne sont finalement pas plus évolués que le misérable prolo qui s'en remet à un sauveur suprême par ignorance, à ceci près qu'ils n'ont aucune excuse.

La preuve.

- Le Néolibéralisme – l'idéologie à la source de tous nos maux (The Guardian) - George Monbiot - Le Grand Soir 14.01

- Le néolibéralisme n'avait pas été conçu à l'origine comme un racket égoïste, mais il l'est rapidement devenu. (C'était la recette miracle, la confirmation au dernier paragraphe. - LVOG)

- Nous sommes tous devenus des néolibéraux. (Quel aveu ! Parlez pour vous, s'il vous plaît. - LVOG)

- Il peut sembler étrange qu'une doctrine qui promet le choix et la liberté ait été promue avec le slogan « il n'y a pas d'alternative ». (C'est aussi la devise de la franc-maçonnerie vieille de 5 siècles ! - LVOG)

- Après l'accession au pouvoir de Margaret Thatcher et Ronald Reagan, le reste des mesures ont rapidement été appliquées : réductions massives d'impôt pour les riches, écrasement des syndicats, déréglementations, privatisations, externalisations et concurrence dans les services publics. Par le biais du FMI, de la Banque Mondiale, du traité de Maastricht et de l'Organisation Mondiale du Commerce, des politiques néolibérales furent imposées - souvent sans consentement démocratique - à une grande partie du monde. Le plus remarquable fut l'adoption de cette idéologie par les partis qui appartenaient autrefois à la gauche : les Travaillistes et les Démocrates, par exemple. Comme le note Stedman Jones, « il est difficile de trouver une autre utopie appliquée avec autant de vigueur ». (Il faut croire que Travaillistes et Démocrates n'étaient pas vraiment de gauche, non ? Non, on ne le forcera pas à en convenir, on n'arrive même pas à en convaincre nos petits camarades imbibés de théories foireuses. Et après il s'en trouvera encore pour prétendre que l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste n'aurait pas de suite dans les idées, pas de stratégie, par de plan pour instaurer un nouvel ordre mondial, une dictature mondiale. - LVOG

- Mais dans les années 1970, lorsque les politiques keynésiennes ont commencé à s'effondrer et les crises économiques à apparaître sur les deux rives de l'Atlantique, les idées néolibérales ont commencé à se répandre. Comme Friedman l'a remarqué, « quand le moment est venu de changer ... il y avait une alternative prête à l'emploi ». (Ce ne sont pas "les politiques keynésiennes (qui) ont commencé à s'effondrer et les crises économiques à apparaître", mais l'inverse, ce que vous appelez les politiques keynésiennes étaient devenues incompatibles avec le niveau atteint par la crise du capitalisme, il fallait donc agir vite et brutalement, c'est tout. - LVOG)

- L'impact le plus dangereux du néolibéralisme n'est peut-être pas la crise économique qu'il a provoquée, mais la crise politique. (Ne soyez pas si hypocrite, la crise politique est le produit de la crise économique et vous craignez qu'elle déteigne sur votre mode de vie relativement confortable de petit bourgeois nanti. Un peu de dignité ! - LVOG)

- Plus l'échec est grand, plus l'idéologie devient extrême. (Une découverte, bravo ! - LVOG)

- Tandis que les partis de droite et d'ex-gauche adoptent des politiques néo-libérales similaires, l'impuissance se transforme en une privation de droits. Un grand nombre de personnes ont été chassées de la sphère politique. (C'était leur objectif aussi, cela vous étonne, pourtant vous faisiez partie de ceux qui soutenaient cette mystification (de gauche), non ? Ah, vous avez déjà oublié ! - LVOG)

- Chris Hedges souligne que « les mouvements fascistes construisent leur base non pas parmi les gens politiquement actifs, mais parmi les politiquement inactifs, les « perdants » qui sentent, souvent à raison, qu'ils n'ont ni voix au chapitre ni rôle à jouer dans l'establishment politique ». Lorsque le débat politique ne leur parle plus, les gens deviennent plutôt réceptifs aux slogans,

aux symboles et aux sensations. (On en rencontre surtout beaucoup parmi les classes moyennes. Et puis le fascisme, il n'est pas forcément là où l'on croit, le néolibéralisme est une forme de fascisme bien plus pernicieuse et plus dangereuse encore ou si vous préférez ils se rejoignent, suivez la piste de Trump et vous en serez convaincu. - LVOG)

- A l'instar du communisme, le néolibéralisme est le Dieu qui a échoué. (Amen, no comment après un tel amalgame ou une telle comparaison. - LVOG)

L'économie de guerre définit le stade de l'impérialisme pourrissant.

- La fausse accusation de Trump à Obama Par Manlio Dinucci - Mondialisation.ca, 24 janvier 2017

Face à l'accusation du président nouvel élu Trump contre l'administration Obama, parce qu'elle n'aurait à peu près rien obtenu des alliés en échange de la « défense » que les Etats-Unis leur assurent, le New York Times est descendu dans l'arène. Il a publié le 16 janvier une documentation, fondée sur des données officielles, pour démontrer ce qu'a fait l'administration Obama pour « défendre les intérêts des USA à l'étranger ».

Ont été stipulés avec plus de 30 pays des traités qui « contribuent à apporter de la stabilité dans les régions économiquement et politiquement les plus importantes pour les Etats-Unis ». A cet effet les USA ont déployé en permanence outremer plus de 210 mille militaires.

En Europe, ils maintiennent environ 80 mille militaires, plus la Sixième Flotte basée en Italie, pour « défendre les alliés Otan » et comme «dissuasion contre la Russie ». En échange ils ont obtenu l'engagement des alliés Otan de « défendre les Etats-Unis » et la possibilité de garder leurs propres bases militaires proches de Russie, Moyen-Orient et Afrique, dont le coût est assumé pour 34% par les alliés. Ce qui permet aux USA d'avoir l'Ue comme plus grand partenaire commercial.

Au Moyen-Orient, les Etats-Unis maintiennent 28 mille militaires dans les monarchies du Golfe, plus la Cinquième Flotte basée à Bahrein, pour « défendre le libre flux de pétrole et gaz et, en même temps, les alliés contre l'Iran ». En échange ils ont obtenu l'accès à 34% des exportations mondiales de pétrole et à 16% de celles de gaz naturel, et la possibilité de maintenir leurs propres bases militaires contre l'Iran, dont le coût est assumé pour 60% par les monarchies du Golfe.

En Asie orientale, les Etats-Unis maintiennent plus de 28 mille militaires en Corée du Sud et 45 mille au Japon, plus la Septième Flotte basée à Yokosuka, pour « contrecarrer l'influence de la Chine et soutenir les alliés contre la Corée du Nord ». En échange ils ont obtenu la possibilité de maintenir leurs propres « bases militaires près de la Chine et de la Corée du Nord », dont le coût est assumé par les alliés dans la proportion de 40% en Corée du Sud et de 75% au Japon. Cela permet aux USA d'avoir le Japon et la Corée du Sud comme importants partenaires commerciaux.

En Asie du Sud-Est, les Etats-Unis maintiennent un nombre variable de militaires, de l'ordre de plusieurs milliers, pour soutenir la Thaïlande et les Philippines avec l'Australie dans le Pacifique. C'est dans ce cadre qu'entrent « les exercices militaires pour la liberté de navigation en Mer de Chine Méridionale », où passe 30% du commerce maritime mondial. En échange les Etats-Unis ont obtenu la possibilité de « protéger » un commerce maritime d'une valeur de plus de 5 mille milliards de dollars annuels. En même temps ils ont obtenu « une région plus amie des Etats-Unis et plus en mesure de s'unir contre la Chine ». On oublie dans cette liste le fait que le Pentagone, pendant l'administration Obama, a commencé à déployer contre la Chine, à bord de navires de guerre, le système Aegis analogue à celui déjà déployé en Europe contre la Russie ; système en capacité de lancer non seulement des missiles anti-missiles, mais aussi des missiles de croisière armables de têtes nucléaires.

Elle est donc infondée, la critique de Trump à Obama, lequel a démontré dans les faits ce qu'il affirme dans son dernier message sur l'Etat de l'Union : « L'Amérique est la plus forte nation sur la Terre. Nous dépensons pour le militaire plus que ne dépensent ensemble les huit nations suivantes. Nos troupes constituent la meilleure force combattante dans l'histoire du monde ». Voilà quel est l'héritage laissé par le président « bon ». Que fera maintenant le « méchant » ? Mondialisation.ca, 24 janvier 2017

Trump ou le clone psychopathe de Bush et Obama réunis.

- C'est parce que le nouveau président des USA, Donald J. Trump (1946-), est un homme d'affaires, un magnat de l'immobilier international en fait, qui possède des hôtels, des terrains de golf et des casinos dans de nombreux pays, qui n'a aucune expérience politique et qui exerce un contrôle complet sur son entreprise familiale. L'homme d'affaires Donald Trump a aussi tendance à se fier davantage à son instinct qu'à sa tête quand il prend des décisions d'affaires importantes, tout en étant porté à agir de manière intéressée. C'est une personne qui, par tempérament et à l'occasion, n'hésite pas à dénigrer, à humilier et à intimider son entourage pour obtenir ce qu'il veut. En fait, son modus operandi dans ses relations avec les gens semble reposer sur l'intimidation et le bluff dans le but d'obtenir des concessions et quelques bénéfices personnels.

Il y a une quinzaine d'années, un autre homme d'affaires a été élu président des USA : un magnat du pétrole texan appelé George W. Bush (1946-), qui se vantait aussi de prendre ses décisions en se fiant à son instinct. On ne peut pas dire que les choses ont

bien tourné pour les États-Unis pendant qu'il était au pouvoir, Bush II ayant fini par être considéré comme l'un des pires présidents des USA. Le candidat à la présidence Trump a même dit publiquement que George W. Bush a été « le pire président de l'histoire », en ajoutant qu'il aurait dû être destitué pour avoir menti à propos de la présence d'armes de destruction massive en Irak, avec l'intention manifeste d'inciter le peuple américain à soutenir une guerre contre ce pays.

Il est vrai que George W. Bush n'a pas caché son intention de gouverner de manière autoritaire lorsqu'il a déclaré ceci : « Je suis le commandant en chef, je n'ai pas d'explications à donner, je n'ai pas à expliquer pourquoi je dis telle chose. C'est le côté intéressant d'être président. Il se peut que quelqu'un doive m'expliquer pourquoi il a dit telle chose, mais je n'ai pas l'impression de devoir une explication à qui que ce soit », comme l'a rapporté Bob Woodward dans son ouvrage intitulé Bush s'en va-t-en guerre (2002). Le président Trump va-t-il utiliser ces propos comme un précédent ou sera-t-il plus ouvert à des idées nouvelles pour améliorer les choses? Quoi s'attendre de l'administration Trump? Un gouvernement protectionniste favorable aux grandes sociétés américaines.

Question qui tue celui qui la pose !

On peut être un professeur d'université et un crétin fini, la preuve.

Le candidat Donald Trump a aussi promis de déréglementer les méga-banques américaines, qui ont été au coeur de la crise financière de 2008 due aux prêts hypothécaires à risque, et surtout de mettre fin à la loi Dodd-Frank sur la régulation bancaire, qui oblige les banques à détenir davantage de capital à titre de police d'assurance contre les échecs catastrophiques. C'est donc reparti : des politiciens qui se plient au désir de ceux qui peuvent leur verser de l'argent, compromettant ainsi la stabilité du système financier au complet et les emplois de millions d'Américains. Si la mesure est adoptée, la prochaine crise financière pourrait être appelée « la crise financière de Trump ». Par Prof Rodrigue Tremblay Mondialisation.ca, 20 janvier 2017)

Quand on lit ce genre d'articles, on ne peut pas s'empêcher de se dire que son auteur se fout éperdument de ce qu'il raconte et de ses conséquences pour ceux qui vont le subir brutalement. Ce discours est insupportable, on sent que son auteur est loin de ce qu'il raconte ou qu'il n'est pas directement concerné. Ces intellectuels vivent sur le dos de la misère du monde, c'est leur gagne-pain, ils me dégouttent.

Ceux qui profèrent des illusions dans Trump sont les mêmes qui avaient proféré des illusions dans Obama 8 ans plus tôt.

Il y en a même qui osent écrire que Trump va remettre le pouvoir entre les mains du peuple, ridicule, grotesque, charlatanerie. Ils sont faits pour s'entendre, n'écoutez pas ces intellectuels.

- "... il entend restituer au Peuple états-unien le Pouvoir qui lui a été confisqué le 11 septembre 2001."

- Il a manifesté la volonté de "remettre les armées au service du Peuple." (Thierry Meyssan - Trump : le 11-Septembre, ça suffit ! Réseau Voltaire 24.01)

La réaction sur toute la ligne, suite ou confirmation.

-Trump relance le projet d'oléoduc Keystone XL, rejeté par Obama - AFP

Le président américain Donald Trump a redonné vie mardi au projet du gigantesque oléoduc Keystone XL reliant le Canada aux Etats-Unis, dont la construction avait été bloquée par Barack Obama au nom de la lutte contre le changement climatique.

Il a signé mardi des décrets ouvrant la voie à la construction d'un oléoduc controversé porté par la compagnie Energy Transfer Partners dans le Dakota du Nord, ainsi que celui, très symbolique, de Keystone XL.

M. Trump a souligné que l'aboutissement du projet Keystone XL était conditionné à une renégociation avec la société canadienne TransCanada.

"Nous allons renégocier certains des termes et, s'ils le veulent, nous verrons si cet oléoduc peut être construit", a-t-il déclaré lors de la signature des documents dans le Bureau ovale.

Le gouvernement canadien s'est félicité de cette décision: "Lors des deux conversations que j'ai eues avec M. Trump, on a parlé du projet et j'ai souligné que oui, je suis en faveur de ce projet d'oléoduc parce que cela va amener de bons emplois (...) et de la croissance économique", a déclaré le Premier ministre canadien Justin Trudeau lors d'une conférence de presse.

Long de 1.900 kilomètres, dont 1.400 aux Etats-Unis, le projet Keystone XL vise à transporter le pétrole canadien des

sables bitumineux de l'Alberta (ouest) jusqu'au Nebraska (centre des Etats-Unis) d'où il pourrait rejoindre les raffineries américaines du golfe du Mexique.

Dans un dossier distinct, M. Trump a aussi ouvert la voie à la relance d'un projet d'oléoduc dans le Dakota du Nord dont le tracé avait été rejeté en décembre après une intense mobilisation des Amérindiens et des écologistes.

Le président américain avait commencé sa journée en recevant les dirigeants des grands groupes automobiles américains, auxquels il a promis d'assouplir les réglementations pour éviter les délocalisations d'usines et de rendre les processus d'autorisation plus rapides. AFP 23.01

- Mattis réaffirme l'engagement des USA dans l'Otan - Reuters

Le secrétaire à la Défense américain James Mattis a souligné l'engagement des Etats-Unis au sein de l'Otan lors d'une conversation téléphonique avec son homologue allemand, a déclaré le Pentagone.

James Mattis a assuré Ursula von der Leyen de l'engagement durable des Etats-Unis dans l'alliance atlantique, a précisé le Pentagone dans un communiqué.

Lors d'une autre conversation téléphonique, avec cette fois le ministre de la Défense français Jean-Yves Le Drian, James Mattis a également souligné l'importance de l'Otan.

S'entretenant avec Avigdor Lieberman, le ministre israélien de la Défense, il a souligné "l'engagement sans faille (des Etats-Unis) en faveur de la sécurité d'Israël", ajoute le Pentagone.

Lundi, James Mattis s'était entretenu lundi avec le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg pour souligner l'importance qu'il accorde à l'Alliance atlantique. Reuters 26.01

- Le général Mattis s'entoure de deux amiraux - voltairenet.org

Le nouveau secrétaire à la Défense, le général James Mattis, vient de désigner l'amiral Craig S. Faller (photo) comme conseiller personnel et l'amiral Kevin M. Sweeney comme chef de cabinet.

La désignation d'un militaire à la tête du département de la Défense avait provoqué l'inquiétude des parlementaires. La nomination de deux autres officiers supérieurs à un cabinet habituellement civil ne va pas les calmer.

Les trois hommes étaient en poste ensemble en Irak où, avec les généraux John Kelly et Michaël Flynn, il se sont rebellés contre l'État profond US et ont tenté de se lier aux chefs des tribus du centre du pays. voltairenet.org 24.01

- États-Unis : Donald Trump cible les étrangers musulmans - Franceinfo

Le territoire américain va être interdit aux ressortissants de sept pays musulmans pendant un mois. "Les Syriens, eux, vont être définitivement interdits de territoire aux États-Unis. Le président prévoit aussi de suspendre toutes les demandes d'asile, à l'exception des minorités religieuses persécutées, autrement dit des chrétiens. Donald Trump fait le tri selon la religion, c'est une première aux États-Unis. Et le président a déclaré qu'il assumait de provoquer la colère de la communauté musulmane", explique Valérie Astruc, en direct de Washington (États-Unis). Franceinfo 26.01

Il convient de noter que l'ordre exécutif interdisant l'entrée des musulmans de Trump coïncide avec la confirmation du républicain Mike Pompeo à la tête de la CIA. Pompeo est un républicain du Tea Party et membre du comité du renseignement de la Chambre des représentants, qui connaît peu les pratiques des services du renseignement des USA.

Pompeo est en faveur du rétablissement du « simulacre de noyade (waterboarding) entre autres techniques de torture ». Il considère les musulmans comme une menace à la chrétienté et à la civilisation occidentale. Il est considéré comme un « extrémiste chrétien radical » qui croit que la « guerre mondiale contre le terrorisme » constitue une « guerre entre l'islam et la chrétienté ».

Autrement dit, il soutient fermement la doctrine de la « guerre mondiale contre le terrorisme », sous la bannière d'une « guerre sainte contre l'islam ».

La guerre mondiale contre le terrorisme est « sur la table » de l'administration Trump comme instrument des services du renseignement des USA. (Il est abondamment étayé que Al Qaeda et Daech sont des « ressources en matière de renseignement » conçues par la CIA. De leur côté, les terroristes affiliés à Al Qaeda et à Daesh en Syrie et en Irak sont les fantassins des USA et

de l'OTAN).

Pour parler franchement, aussi bien Trump que le directeur de la CIA Pompeo croient fermement à leur propagande antiterroriste. La continuité est assurée. La pierre angulaire des opérations de renseignement des USA qu'est l'utilisation des « terroristes islamistes » comme instrument de déstabilisation et de destruction prévaut. L'interdiction d'entrée des musulmans aux USA a ainsi toute sa pertinence dans le programme de sécurité intérieure.

Il ne faut donc pas s'attendre à un tournant majeur sous l'administration Trump par rapport au programme militaire des USA au Moyen-Orient. Mondialisation.ca 26.01

- Retour possible de la torture aux USA : une pratique "inefficace" et "contre-productive", selon une ONG pour l'abolition - Franceinfo

- Mur: Trump envisage une taxe sur les produits mexicains - AFP

Le président des Etats-Unis Donald Trump envisage, entre autres possibilités, la mise en place d'une taxe sur les produits mexicains pour financer la construction d'un mur à la frontière qui a provoqué jeudi un pic de fièvre entre les deux voisins. AFP 26.01

- Etats-Unis: les militants anti-avortement défilent à Washington - AFP

Galvanisés par le président américain Donald Trump, les militants anti-avortement entendent faire une démonstration de force en défilant vendredi à Washington, dans un nouveau contexte politique qui leur est favorable. AFP 26.01

- Pour le stratège de Trump, les médias devraient «fermer leur gueule» - Slate.fr

Steve Bannon, le bras droit du président à la Maison-Blanche, a affirmé au New York Times que les médias, qui représentent «l'opposition», ont été humiliés par l'élection de Trump et devraient se taire. Slate.fr 26.01

En fait, ils visent les véritables opposants à l'oligarchie, ne comptez pas sur Slate qui en est le porte-parole pour l'avouer...

- Israël sous l'effet Trump annonce 2.500 logements de colonisation - AFP

Israël a annoncé mardi la construction de 2.500 logements de colonisation en Cisjordanie occupée, la plus importante annonce du genre depuis des années, exploitant de nouvelles réalités à Washington a priori plus favorables au gouvernement de Benjamin Netanyahu.

C'est la deuxième décision israélienne relative à la colonisation en deux jours, après le feu vert donné dimanche à la construction de 566 logements dans des quartiers de colonisation de Jérusalem-Est, partie majoritairement palestinienne de la ville occupée et annexée par Israël.

Cette annonce reflète la volonté clairement affichée par le gouvernement israélien de profiter de la nouvelle donne créée selon lui par l'élection de Donald Trump, après les huit années passées à la Maison Blanche par Barack Obama, opposé à la colonisation.

"Nous construisons et nous continuerons à construire", a tweeté Benjamin Netanyahu.

Les colonies, c'est-à-dire les implantations civiles israéliennes dans les Territoires palestiniens occupés, sont illégales au regard du droit international.

M. Netanyahu signalait encore lundi combien la situation avait changé avec l'investiture de M. Trump. Après huit années de "pressions énormes" au sujet de l'Iran et des colonies, "nous sommes en face d'une chance formidable pour la sécurité et l'avenir de l'Etat d'Israël", disait-il.

Le Premier ministre, à la tête de l'un des gouvernements les plus à droite d'Israël, est soumis à la surenchère des alliés de sa majorité, qui font le forcing sur la colonisation et même l'annexion d'une partie de la Cisjordanie.

Il a promis dimanche soir devant des ministres qu'il levait toutes les restrictions à la colonisation à Jérusalem-Est, ont rapporté différents médias dont les informations n'ont pas été démenties.

L'administration Trump n'a pour l'instant pas condamné l'annonce de colonisation faite dimanche.

Une centaine de logements verront par ailleurs le jour dans la colonie de Bet El, près de Ramallah, à l'importante signification historique pour le mouvement des colons.

Le quotidien israélien Haaretz a décrit Bet El comme "la colonie préférée de l'équipe Trump en Cisjordanie".

Celui que M. Trump a choisi pour devenir le prochain ambassadeur des Etats-Unis en Israël, David Friedman, est à la tête d'une organisation américaine qui verse chaque année des millions de dollars à Bet El, a affirmé le journal en précisant que les parents du gendre juif de M. Trump, Jared Kushner, et M. Trump lui-même ont versé des contributions à la colonie. AFP 23.01

Ils osent tout

- Le Nobel de la Paix pour Chirac ? - LeFigaro.fr

- Primaire à gauche : Valls accuse Hamon «d'ambiguïtés » sur le communautarisme - LeParisien.fr

- Le président de la Haute autorité de la primaire de la gauche affirme que des cyberattaques ont ciblé le scrutin - Le Huffington Post

- Pour Bernard Kouchner, Emmanuel Macron incarne l'"espoir" - Reuters

- Conjoint de politique, c'est un (vrai) métier - Le Huffington Post

- Pourquoi des féministes dénoncent la modération de Facebook - Liberation.fr

- Cazeneuve appelle à agir face aux propos "inquiétants" de Trump - Reuters

- Enfin un accord sur le travail du dimanche à la Fnac ? - Boursier

- Être patron de son entreprise, un rêve pour les jeunes - Boursier

---

ACTUALITE EN TITRES

Tous pourris et corrompus !

- Macron soupçonné d'avoir utilisé l'argent de Bercy pour sa campagne présidentielle - Franceinfo

- François Fillon : le Canard enchainé épingle sa femme, Penelope Fillon - Franceinfo

- Cazeneuve, Le Drian et Royal soupçonnés d'irrégularités budgétaires - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grande-Bretagne

Son modèle : Reagan !

- "Mon conseil c'est coopérez, mais prenez garde" : Theresa May met en garde les Etats-Unis contre Poutine - francetvinfo.fr

La Première ministre britannique a mis en garde, jeudi 26 janvier, le pays contre Vladimir Poutine, lors d'un discours devant les républicains américains réunis à Philadelphie.

"Quand on parle de la Russie, il est sage comme souvent de prendre exemple sur le président (Ronald) Reagan qui, dans

ses négociations avec son homologue russe d'alors Mikhaïl Gorbatchev, avait l'habitude de suivre cet adage 'faites confiance, mais vérifiez'. Avec le président Poutine, mon conseil c'est 'coopérez, mais prenez garde'", a déclaré Theresa May.

Theresa May a aussi souligné l'importance des institutions internationales, dont les Nations unies et l'Otan, éreintées à maintes reprises par Donald Trump. "Les Nations unies ont besoin d'être réformées mais restent vitales", notamment dans la lutte contre le terrorisme ou le changement climatique, a affirmé Theresa May. Elle a également défendu le rôle de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et l'importance cruciale de l'Otan,

"L'Otan est la pierre angulaire de la défense de l'Occident."

2- Syrie

- Les négociations syriennes repoussées, la Russie s'impatiente - lefigaro.fr

La Russie est impatiente de régler le conflit syrien et accuse l'ONU et certains groupes rebelles de faire traîner les choses. Le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a annoncé vendredi matin le report des négociations de Genève, destinées à ébaucher une solution politique. Initialement prévus le 8 février, ces pourparlers sont repoussés à la fin du mois, a indiqué le chef de la diplomatie à l'occasion d'une rencontre avec un groupe d'opposants syriens, à Moscou. La Coalition nationale syrienne, proche de l'Arabie saoudite, et qui plaide en faveur d'un changement de régime à Damas, a annulé à la dernière minute sa participation à ces rencontres de Moscou, justement destinées à préparer les négociations de Genève. Cette décision a irrité Moscou.

«Le groupe de Ryad ne doit pas chercher des excuses pour faire trainer le processus», a lancé Sergueï Lavrov accusant cette branche de l'opposition - notamment soutenue par la France - «d'avancer sans arrêt de nouvelles exigences». lefigaro.fr 26.01

Une étude sur le marché de la publicité en France révèle quelque chose de terrifiant pour l'avenir des médias Business Insider.fr

Les Français regardent leur smartphone plus de 26 fois par jour. Souvent, quelques minutes après le réveil. Le mobile permet de communiquer, se divertir, s'informer.

Le mobile est donc un relais de croissance important pour les médias, en terme d'audience et de recettes publicitaires.

Mais les résultats du 17e Observatoire de l'e-pub du Syndicat des Régies Internet (SRI, publiés ce 26 janvier 2017, révèlent que les jeux sont déjà faits sur ce secteur porteur.

Comme le montre ce graphique du SRI, 92% de la publicité mobile passe par le search et les réseaux sociaux. Le search et les réseaux sociaux sont respectivement dominés par Google et Facebook, qui absorbent donc la quasi totalité des recettes publicitaires sur un support qui devait garantir l'avenir des médias.

En 2016, le mobile a représenté 41% des dépenses numériques, soit 1,264 milliard d'euros (+72%) sur un marché de la publicité numérique en France qui atteint 3,5 milliards d'euros, en hausse de 7% par rapport à 2015. Business Insider.fr 26.01

ECONOMIE

France

- Une étude sur le marché de la publicité en France révèle quelque chose de terrifiant pour l'avenir des médias - Business Insider.fr

Les Français regardent leur smartphone plus de 26 fois par jour. Souvent, quelques minutes après le réveil. Le mobile permet de communiquer, se divertir, s'informer.

Le mobile est donc un relais de croissance important pour les médias, en terme d'audience et de recettes publicitaires.

Mais les résultats du 17e Observatoire de l'e-pub du Syndicat des Régies Internet (SRI, publiés ce 26 janvier 2017, révèlent que les jeux sont déjà faits sur ce secteur porteur.

Comme le montre ce graphique du SRI, 92% de la publicité mobile passe par le search et les réseaux sociaux. Le search et les réseaux sociaux sont respectivement dominés par Google et Facebook, qui absorbent donc la quasi totalité des

recettes publicitaires sur un support qui devait garantir l'avenir des médias.

En 2016, le mobile a représenté 41% des dépenses numériques, soit 1,264 milliard d'euros (+72%) sur un marché de la publicité numérique en France qui atteint 3,5 milliards d'euros, en hausse de 7% par rapport à 2015. Business Insider.fr 26.01

Haut de page

Le 28 janvier 2017

CAUSERIE

L'attaque contre Fillon est étrange, adoubé par l'oligarchie anglo-saxonne du groupe Bilderberg, il était tout désigné pour devenir le prochain Président de la République jusqu'à cette affaire d'emplois fictifs, qui peut cependant être enterrée du jour au lendemain.

Maintenant on sait que leur spécialité est d'avoir toujours deux fers au feu des fois que l'un ferait défaut au dernier moment. Et en l'occurence l'autre serait Macron adoubé à la fois par Rothschild et Rockefeller.

A mon avis ils n'ont aucun intérêt à propulser (immédiatement) Macron au détriment de Fillon, car celui-ci étant usé jusqu'à la corde à la fin d'un quinquennat, il serait utilement remplacé par son clone Macron. Et au cas où Macron serait élu, ils formeraient un gouvernement d'union nationale ou l'équivalent droite-gauche.

Or à ce stade on n'en voit pas l'intérêt, à moins que la situation soit plus détériorée que ce que je la perçois, je l'ignore. Douteraient-ils de la capacité de Fillon d'appliquer leur programme du fait que plusieurs clans s'affrontent au sein de LR, c'est une autre explication possible. Auraient-ils remis à plus tard de porter le coup de grâce au PS ou ont-ils désigné quelqu'un d'autre que Macron pour s'en charger, qui, Valls ? Si Macron était élu, il ne pourrait pas diriger en même temps En marche. Et puis à ce niveau-là les talents sont rares, ils en ont fait l'expérience avec Sarkozy ! A suivre.

Enquête réalisée en ligne du 24 au 26 janvier. L'enquête a été en partie réalisée avant les révélations du "Penelopegate". (L'Express.fr 27.01)

Emmanuel Macron obtient 42% d'opinions favorables
Benoît Hamon se hisse à 35% d'opinions favorable
François Fillon perd un point en un mois pour se situer à 30%.
Jean-Luc Mélenchon a gagné 2 points pour se hisser à 28% de cote positive.
Manuel Valls, qui recule de 2 points pour tomber à 21%
Et le FN ?

POID - Editorial de la Tribune des travailleurs du 25 janvier 2017

Ils travailleront jusqu'au dernier jour ? Mais à quoi ? par Daniel Gluckstein

« Nous travaillerons jusqu'au dernier jour », a déclaré le 17 janvier Michel Sapin, ministre de l'Économie et des Finances. Jusqu'au dernier jour : mais à quoi ?

Présidée par ce ministre, l'Agence des participations de l'État n'a plus que quelques semaines devant elle pour achever sa grande braderie. Après avoir revendu 4 % du capital d'Engie, l'État envisage de céder des parts d'Orange et de Renault. Il est vrai qu'il lui reste de moins en moins de choses à vendre. En deux ans, le gouvernement Valls a cédé des parts du capital de Safran et des aéroports de Toulouse, Lyon et Nice. Avant lui, le gouvernement Ayrault avait cédé des parts de Safran, d'EADS et d'Aéroports de Paris. Avant cela, le gouvernement Fillon avait bradé ses parts dans la branche gazière, et, avant lui, le gouvernement de Villepin avait privatisé des pans entiers des autoroutes du Nord, du Rhône et du Sud, de GDF, de la SNCF, d'EDF, d'Aéroports de Paris, de la DCNS. Et avant cela, le gouvernement Raffarin avait bradé des participations dans les autoroutes, à France Télécom, la SNECMA, la SAGEM, le Crédit lyonnais, Thomson. Et avant cela, etc.

Depuis trente ans, les gouvernements successifs, de droite et de gauche, vendent à bas prix les secteurs les plus rentables que les capitalistes acquièrent pour en tirer de substantiels profits. Au passage, les statuts des personnels, pour ceux qui relèvent d'entreprises publiques, sont remis en cause, ainsi que les effectifs, les garanties de salaire et les conditions de travail.

Et que font-ils, ces gouvernements de toutes couleurs politiques, des dizaines de milliards d'euros retirés de cette grande braderie (1) ? Ils renflouent les banques faillies et leur paient la dette et ses intérêts. Ils financent l'économie d'armement et

les budgets militaires pour livrer des guerres d'agression contre les peuples du monde entier. Ils subventionnent les patrons [avec le CICE (2), par exemple, accordé au nom de l'emploi et qui ne sert qu'à spéculer].

Dans un même mouvement, tous ces gouvernements capitalistes, de droite comme de gauche, réduisent les dépenses publiques : un plan de 200 000 suppressions d'emploi est en cours dans la fonction publique territoriale ! Sans parler des lits supprimés dans les hôpitaux et des postes d'enseignant dans les écoles, de la liquidation de La Poste publique. Tout cela en application des directives européennes et des exigences du capital financier.

Entre nationalisation et privatisation, il n'y a pas plus de compromis possible qu'entre l'eau et le feu.

Ou bien le gouvernement capitaliste qui privatise, démantèle le service public et l'ensemble des entreprises publiques au service de la finance, comme ce que font tous les gouvernements depuis trente ans.

Ou bien le gouvernement ouvrier qui bloque les privatisations, renationalise sans indemnités ni rachat, rétablit les monopoles de service public, ce qui impose la rupture avec les institutions de l'Union européenne et de la Ve République.

Pour le gouvernement ouvrier, pour les renationalisations, nous serons le 18 mars au mur des Fédérés.

(1) Plus de 112 milliards d'euros en trente ans.

(2) Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi.

Il manque encore l'appel au boycott de la farce électorale de mai et juin prochain qui aura pour fonction de légitimer les institutions de la Ve République, notamment.

Notons qu'à ce jour aucun parti ne se place au côté des travailleurs de plus en plus nombreux à refuser de cautionner cette cynique mascarade dont ils sont appelés à faire les frais.

On ne peut pas se compromettre en y participant d'un côté, et prétendre de l'autre proposer une issue politique sérieuse et cohérente qui pourrait inspirer confiance aux travailleurs, sans être fatalement réduit à l'impuissance et perdre à l'avance toute crédibilité.

En famille, ils osent tout.

Le Huffington Post - À chaque primaire son soutien (très) gênant. De la même manière que François Fillon avait obtenu le soutien du groupe d'extrême droite "Riposte laïque" pendant l'entre-deux tours de la primaire de la droite, Benoît Hamon a récemment reçu les soutiens d'Alain Soral et Dieudonné, à quelques jours du second tour de la primaire de la gauche contre Manuel Valls.
Le Huffington Post 27.01

Qui a dit la main sur le coeur?

- "...mettre les intérêts des travailleurs ordinaires sur le devant de la scène".

- "Ces gens qui, vous savez, travaillent de longues heures. Ils font tout leur possible pour leurs familles et parfois ils se sentent juste lésés"

Réponse : La Première ministre Theresa May, qui avait fait l'éloge de Ronald Reagan quelques jours auparavant.

En guise de complément

- Trump loue l'alliance avec Londres et le "merveilleux" Brexit - AFP

Le nouveau président américain Donald Trump a affiché vendredi son enthousiasme pour le Brexit, "une chose merveilleuse", en recevant la Première ministre britannique Theresa May, avec laquelle il a vanté "la relation spéciale" entre Washington et Londres.

Mme May était le premier dirigeant étranger reçu par M. Trump depuis qu'il est arrivé à la Maison Blanche le 20 janvier.

Au cours d'une brève conférence de presse conjointe, M. Trump et Mme May se sont engagés à renforcer les liens entre Washington et Londres après les changements de cap majeurs intervenus dans leurs pays respectifs de chaque côté de l'Atlantique, mais ils sont restés évasifs sur le calendrier et les contours d'un futur accord commercial.

"Je pense que nous allons très bien nous entendre", a lancé M. Trump. "Je suis souvent capable de savoir très rapidement si je vais m'entendre avec quelqu'un", a-t-il ajouté, prédisant "une relation fantastique" avec son invitée du jour.

Le président républicain, qui a personnellement accueilli Mme May, toute de rouge vêtue, à son arrivée à la Maison Blanche, a accepté une invitation de la reine Elizabeth II à se rendre au Royaume-Uni dans l'année.

"L'une des choses que nous avons en commun est la volonté de donner la priorité aux intérêts des travailleurs ordinaires", a souligné Mme May, félicitant le magnat de l'immobilier septuagénaire pour sa victoire.

Image surprenante, qui a immédiatement fait la Une de nombreux journaux britanniques: les deux dirigeants se sont brièvement tenu la main en marchant ensemble sous la célèbre colonnade des jardins de la Maison Blanche.

"Vous allez pouvoir conclure des accords de libre-échange sans avoir quelqu'un qui vous surveille et regarde ce que vous faites", a lancé M. Trump en faisant l'éloge du Brexit et soulignant combien il avait eu, en tant qu'homme d'affaires, "une mauvaise expérience" de l'Union européenne.

Au moment où les relations transatlantiques traversent une période de tensions, la Première ministre britannique a pris soin de souligner que le nouveau président américain lui avait assuré qu'il était "à 100%" derrière l'Otan. AFP 27.01

Faites tomber les masques. Trumperitude.

- Trump au Pentagone.

AFP - Le président américain a signé au Pentagone un décret ordonnant un audit de l'état opérationnel des forces américaines, et la préparation d'un amendement au budget 2017 pour commencer très rapidement à augmenter les dépenses militaires.

Il s'agit "d'entamer une grande reconstruction des forces armées des Etats-Unis, pour développer un plan pour de nouveaux avions, de nouveaux navires, de nouvelles ressources et de nouveaux outils pour nos hommes et femmes en uniforme", a-t-il dit. AFP 27.01

- Le vice-président des Etats-Unis se rend pour la première fois à une marche anti-avortement - Franceinfo

La lutte contre le droit à l'avortement vit un tournant "historique" aux Etats-Unis, a déclaré, vendredi, Mike Pence, en référence au nouveau rapport de force instauré par la victoire à la présidentielle de Donald Trump. Franceinfo 27.01

- L'Onu réagit prudemment aux propos de Trump sur la torture - Reuters

Les Nations unies ont réaffirmé vendredi que la torture était illégale et que les réfugiés avaient droit à une protection, sans critiquer directement de récentes remarques du nouveau président américain Donald Trump. Reuters 27.01

Et dire que des journalistes et autres intellectuels vont continuer de publier des centaines d'articles dans des portails ou blogs dits indépendants ou alternatifs dans lesquels en guise de conclusion ils vont en appeler à l'ONU qui refuse de condamner sans appel le recours à la torture contre des opposants politiques à l'impérialisme américain, autant dire que l'ONU le cautionne.

- La nouvelle représentante des USA à l'Onu promet des changements - Reuters

Le nouvelle ambassadrice des Etats-Unis auprès des Nations unies, Nikki Haley, a promis que Washington oeuvrerait avec force et conviction, avec ses alliés, en vue d'atteindre ce but.

"Notre objectif est d'apporter des bénéfices à l'Onu, et pour ce faire nous ferons preuve de force, nous ferons entendre notre voix, nous obtiendrons le soutien de nos alliés et ferons en sorte qu'ils nous soutiennent aussi", a-t-elle dit à la presse avant de présenter ses lettres de créances au nouveau secrétaire général, Antonio Guterres.

"Quant à ceux qui n'ont pas notre soutien, nous les connaissons, nous nous assurerons de leur répondre comme il convient", a-t-elle ajouté.

- Syrie : Poutine "dé-Trumpé" ?

Trump annonce vouloir la création d'une zone sécurisée - PressTV - par Comité Valmy, jeudi 26 janvier 2017

Trump annonce vouloir la création d'une zone sécurisée.

La Russie se réveille après avoir trop espéré de Trump dans le dossier syrien.

Le colonel à la retraite et expert russe des questions internationales, Semyon Bagdasarov, estime que « le changement à la tête de l'administration américaine n'apportera aucune modification aux politiques de Washington en Syrie, car les États-Unis n'ont toujours pas accepté les réalités syriennes et n'abandonneront pas leurs intérêts en Syrie ».

Interrogé par Sputnik, l'expert voit à travers la visite en Syrie de la représentante démocrate, Tulsi Gabbard, et sa fameuse phrase « la paix est possible en Syrie » une démarche « personnelle » et sans effet.

« Certes, Mme Gabbard a conseillé aux autorités de Washington de renoncer à armer les terroristes et à préparer le terrain à l'avènement de la paix en Syrie. Gabbard a même révélé sur CNN les détails de ses entretiens avec le président Assad. Tout ceci est de bon augure, mais de là à y voir les signes d'un changement de cap américain en Syrie, il y a un pas à ne pas franchir », dit l'expert russe, qui dirige le Centre d'études russe pour le Moyen-Orient et l'Asie centrale.

Bagdasarov a dit douter de la sincérité des États-Unis de Trump quand ils affirment vouloir agir différemment qu'Obama en Syrie. « Gabbard s'est rendue en Syrie pour tâter le terrain, pour voir ce qui se passe dans des régions sous contrôle des forces gouvernementales. Mais je ne crois sincèrement pas que la visite de Gabbard change quoi que ce soit à la nature des relations entre les États-Unis et la Syrie. »

« L'arrivée au pouvoir de Trump aux États-Unis causera peut-être de petits changements, mais il ne s'agira pas de grosses modifications. Trump pourrait coopérer sur certains points avec la Russie, mais les États-Unis ne seront jamais nos alliés. La réalité est que les États-Unis n'ont pas accepté les réalités syriennes. On vient d'apprendre l'ouverture d'une base militaire américaine dans le nord de la Syrie, où se seraient déployés quelque 800 soldats US, armés et équipés. Outre l'armée américaine, la CIA et les services de sécurité américains continuent à opérer en Syrie en suivant les ordres décidés en haut lieu. Que le locataire du bureau ovale soit Trump ou quelqu'un d'autre, cela ne changera rien au fond du problème.

En un mot, les États-Unis ne lâcheront pas la Syrie. » PressTV 26 janvier 2017

Fillon le châtelain et le filon doré des ors de la République bananière.

- Et maintenant, les enfants ! - LeParisien.fr

Jeudi soir sur TF 1, François Fillon a assuré que, lorsqu'il était sénateur, il avait parfois « rémunéré pour des missions précises deux de [s]es enfants qui étaient avocats, en raison de leurs compétences ». Las, ni sa fille ni son fils n'étaient encore officiellement avocats lors du passage de leur père au Sénat entre le 18 septembre 2005 et le 17 juin 2007. Marie Fillon a prêté serment le 14 novembre 2007 et son frère Charles le 29 juin 2011.

De quoi faire bondir certains parlementaires : « Le coup des enfants, c'est dévastateur ! Il donne l'impression de mentir devant des millions de téléspectateurs », enrage un député. Et de poursuivre : « Il a parlé de ses enfants parce qu'il a dû sentir que le prochain scoop dans la presse serait sur eux. Mais franchement... » LeParisien.fr 27.01

- Deux articles payés à prix d'or - LeParisien.fr

C'est l'autre versant de l'affaire Fillon. LeParisien.fr 27.01

Ils osent tout.

- Le moral des Français au plus haut depuis 2007! - Boursier

- Fillon s'appuie sur Philippe Séguin pour dénoncer la "médiacratie" - AFP

- Jean-Marie Le Pen vole au secours de Fillon - AFP

- Quand Mélenchon rêve d'un jeu vidéo pour servir sa campagne - AFP

- Ecologie: Nicolas Hulot salue la vision "lucide" et "exigeante" de Benoît Hamon - L'Express.fr

- Comité d'éthique de l'Académie de médecine : une nomination pas très saine - Liberation.fr

Ancienne sénatrice UMP, Marie-Thérèse Hermange a été mise en examen en 2013 dans l'affaire du Mediator.

- La visite de Nicolas Bay, secrétaire général du FN, provoque l'embarras en Israël - Le Huffington Post

- L'ONU lance une alerte à la famine au Yémen - euronews.com

Haut de page

Le 30 janvier 2017

CAUSERIE

Privé de représentation politique, privé de droits politiques, privé de droits sociaux, privé de tout avenir... tous les candidats à l'élection présidentielle ont déjà tous été ministre sous la Ve République, dans ces conditions, pour les travailleurs ils n'existent aucune issue politique par la voie des urnes ou institutionnelle, il faut se préparer à renverser le régime en place.

Seule la lutte à mort pour le pouvoir est à l'ordre du jour, pour un gouvernement ouvrier, une République sociale rompant avec le capital et ses institutions, tout le reste est du baratin ou chimère.

Socialisme ou barbarie.

A l'échelle mondiale, il est devenu impossible d'envisager dans l'avenir le maintien ou la perspective d'un régime républicain (démocratique) bourgeois dans aucun pays, du fait de l'augmentation exponentielle ou continue de la population mondiale qui alimente un des pôles et qui caractérise la principale contradiction inhérente au capitalisme.

Pour perpétuer le règne de l'exploitation de l'homme à l'origine de son pouvoir, l'oligarchie anglo-saxonne et internationale ne peut gérer cette contradiction amplifiée par la concentration toujours plus grande des richesses produites entre les mains d'une poignée d'oligarques, qu'en semant le chaos, la haine, la guerre civile ou la guerre à l'échelle planétaire en instaurant des dictatures civiles ou militaires, dans lesquelles les exploités n'ont aucun droit et ne disposent plus d'aucune représentation politique, l'ensemble des institutions des différents pays étant contrôlées par des partis ayant pour unique tâche d'appliquer le programme économique dicté par les besoins de l'oligarchie financière. A suivre.

Quel était l'enjeu des primaires du PS ?

L'enjeu des primaires du PS n'était pas l'élection présidentielle, mais l'avenir du PS, accessoirement les législatives qui y sont liées.

S'ils avaient voulu que Valls soit leur candidat en mai prochain, il aurait dû démissionner du gouvernement beaucoup plus tôt de manière à avoir le temps de se démarquer de Hollande, si ses conseillers ont préféré qu'il attende le dernier moment, c'est qu'ils ne voulaient pas qu'il ait une chance de remporter la primaire.

Mais alors pourquoi avaient-ils intérêt à ce qu ce soit Hamon ou Montebourg qui l'emporte ? Pas pour empiéter sur l'électorat potentiel de Mélenchon, puisqu'il ne serait jamais en position d'être qualifié pour le second tour de la présidentielle. On peut en dire autant du candidat issu de la primaire du PS quel qu'il soit, puisqu'il était voué à être relayé derrière Le Pen et Fillon au soir du premier tour de la présidentielle.

C'est ce qui me fait dire que l'enjeu était ailleurs et visait uniquement l'avenir du PS ou plutôt la nature du régime qui est de plus en plus calqué sur celui des Etats-Unis. Dans ce cas de figure, si par la suite Hamon, Montebourg et Cie. devaient assurer la direction du PS, ce qui n'est pas encore le cas aujourd'hui, le destin du PS serait alors scellé et il serait relayé au rang du PASOK aujourd'hui en Grèce par exemple, tandis que le parti de Macron prendrait sa place au sein des institutions au côté de LR une fois que les dirigeants actuels du PS ou ses courants les plus droitiers l'auraient rejoint.

A l'étape suivante, il n'y aurait plus qu'à dégonfler la baudruche du FN qui avait été conçue artificiellement à cet effet et devenu inutile dans ce nouveau contexte politique, il ne resterait plus dans la foulée qu'à modifier la Constitution pour instituer une dictature identique à celle qui existe aux Etats-Unis, scellant par avance le sort des élections à venir en écartant tous les autres partis des institutions, hormis celles à caractère local ou accessoires, de sorte que la stabilité du régime soit assurée dans l'avenir ou que la lutte de classes n'ait plus aucune influence ou emprise sur la politique du gouvernement en place quel que soit le parti dont il est issu et la boucle du néolibéralisme serait bouclée.

Ajoutons qu'assurer l'implantation du FN faisait partie de leur plan, dès lors qu'il présentera un programme social calqué sur celui du PG ou du FdG qui servira à rogner son électorat de manière à ce qu'aucun candidat ou parti à la gauche du PS ne puisse le supplanter ou ne parvienne à s'imposer comme concurrent du parti officiel de l'ordre ou de la droite, Fillon et LR.

Ainsi le FN aura été employé avec la complicité du PS et du FdG pour éliminer des institutions tous les partis qui se réclamaient à tort ou à raison (lequel ?) de la gauche, le coup était bien joué puisqu'il est en passe de réussir. Chacun aura pu constater que pour tous les médias il était acquis que le FN figurerait au second tour de l'élection présidentielle quoi qu'il arrive, ce qui de leur part ne mérite aucun commentaire puisqu'ils sont partie prenante de ce processus de confiscation du pouvoir politique par les oligarques, leurs propriétaires, donc tout est dans l'ordre des choses.

Ce constat étant dressé, chacun aura compris que les dés étaient pipés avant même la tenue de ces élections et qu'y participer reviendrait à cautionner le régime dictatorial qu'ils sont en train de mettre en place, disons qu'ils en sont rendu à la phase finale de leur plan que tous les partis dits ouvriers ont cautionné au fil des décennies antérieures comme s'ils n'avaient rien vu venir, partant de là on peut se demander à quoi ils servaient d'autres, non ?

Mais ce n'est pas encore suffisant pour qu'ils appellent au boycott de ces élections, ce qui témoigne de leur niveau de corruption ou qu'ils ne servent pas la cause des exploités ou du socialisme.

En titres

Comment ils ont achevé le PS.

- La Sofres donne Fillon et Macron au coude-à-coude - LePoint.fr

Selon la Sofres, Marine Le Pen creuse l'écart au premier tour (25 %). Macron (20 %) talonne dorénavant Fillon (21 %). LePoint.fr 29.01

- Hamon victorieux, la voie royale pour Macron ? - Yahoo Actu

Et si une victoire de Benoît Hamon était le scénario rêvé pour Emmanuel Macron ? Yahoo Actu 29.01

- Primaire de la gauche : en cas de défaite, les soutiens de Manuel Valls envisagent l'option Emmanuel Macron - Franceinfo

Manuel Valls l'a d'ailleurs dit vendredi sur BFMTV : s'il perd, il ne pourra pas défendre le programme de Benoit Hamon. Il "s'effacera". Ses troupes ne suivront pas non plus, et réfléchissent à se rallier à un autre candidat : Emmanuel Macron. Franceinfo 27.01

Le candidat de l'ombre.

- Primaire: Benoît Hamon sera le candidat du PS à la présidentielle - AFP

Benoît Hamon s'est imposé comme candidat socialiste à la présidentielle dimanche grâce à une très large victoire sur Manuel Valls au second tour de la primaire élargie du PS, se fixant désormais pour tâche de "rassembler" les socialistes et la gauche.

Le député des Yvelines, 49 ans, a réuni 58,72% des suffrages contre 41,28% pour l'ancien Premier ministre, 54 ans, selon des résultats quasi définitifs de ce scrutin qui marque aussi un large désaveu pour ceux qui ont exercé le pouvoir depuis 2012, François Hollande et Manuel Valls en tête.

Hamon Dans son discours de victoire, M. Hamon, qui s'entretiendra avec le Premier ministre Bernard Cazeneuve lundi après-midi à Matignon et avec François Hollande dans la semaine, a affirmé que la gauche "relevait la tête".

Il a dans la foulée annoncé qu'il proposerait "à tous les candidats de cette primaire" mais aussi à l'écologiste Yannick Jadot et au candidat de la France Insoumise, Jean-Luc Mélenchon, de construire une majorité gouvernementale.

Dans cette perspective, il pourra s'appuyer sur un premier sondage Kantar Sofres onepoint diffusé dimanche soir qui le place devant M. Mélenchon au premier tour de la présidentielle, avec entre 13 et 15% d'intentions de vote selon les configurations, contre 10% au candidat de la France insoumise.

Dans l'immédiat, si Jean-Luc Mélenchon a légèrement adouci son discours à l'égard de Benoît Hamon dimanche soir.

Alors que l'équipe de campagne de l'ancien Premier ministre se montrait très discrète dimanche soir, de nombreux militants vallsistes prévenaient déjà qu'ils étaient prêts à rejoindre Emmanuel Macron.

"Je ne crois pas à l'hémorragie, nous ne sommes pas à la veille de l'explosion du PS. C'est un moment que l'on retiendra dans notre histoire comme le prélude à la renaissance de la gauche française", a préféré positiver le député Christian Paul, chef de file des frondeurs, en se félicitant de la "dynamique" offerte par la participation. AFP 29.01

Comme nous l'avons dit au début de cette causerie, dorénavant il n'existe plus aucun espace pour la "renaissance de la gauche française", pour des réformes sociales, pour l'expression de la démocratie, tout ce bric-à-brac réformiste bourgeois est à remiser au musée de l'opportunisme, seule la lutte à mort pour le pouvoir est à l'ordre du jour, pour un gouvernement ouvrier, une République sociale rompant avec le capital et ses institutions.

En famille.

- Appel au rassemblement de Benoît Hamon : "On n'est jamais fermés à la discussion", réagit le camp Mélenchon - Franceinfo

Sur Facebook, Jean-Luc Mélenchon s'est félicité de la victoire de Benoît Hamon. "Que pour désigner son candidat, le PS ait préféré nos mots à ceux de son propre gouvernement est un fait qui donnera ses fruits le moment venu", écrit l'ancien sénateur.

Contacté par franceinfo, Manuel Bompard, le directeur de campagne du candidat de la France insoumise, renchérit : "On réagit très positivement à la victoire de Hamon, c'est la ligne gouvernementale qui a été chassée". Pour ce dernier, "les thématiques de Jean-Luc Mélenchon" ont été reprises par le député des Yvelines. (Alors que Hamon avait été ministre de Hollande, il n'a pas démissionné, il a été congédié... pour la bonne cause apparemment. - LVOG)

Le camp de Jean-Luc Mélenchon répondra-t-il favorablement à la main tendue du vainqueur de la primaire de la gauche ? "On va voir, on n'est pas fermés à la discussion, mais il faut que Benoît Hamon précise tout cela puisqu'il a dit que, quoi qu'il arrive, il y aura un bulletin de vote Hamon à la présidentielle", précise-t-il.

C'est une opération de communication de tendre la main à tout le monde. On a fait le choix de ne pas participer à la primaire, ce n'est pas pour se rallier au vainqueur. Manuel Bompard, directeur de campagne de Jean-Luc Mélenchon

"On peut toujours se parler, mais il faut savoir sur quoi", conclut-il. Le rassemblement, ce n'est pas encore maintenant. Franceinfo 29.01

Pas encore, admirable, on en redemande !

Le déni permanent en guise d'information.

Pourquoi vos dirigeants ne vous disent-il pas (tout) ce qui se passe réellement ou plutôt, pourquoi et comment les choses se passent? Pardi, pour que vous ne soyez pas en mesure de comprendre ce qui se passe !

Réfléchissez un instant, c'est logique, car partant de là vous serez portés à leur faire confiance, à les écouter ou à les suivre aveuglément et ils pourront vous manipuler à leur guise, sinon pourquoi ou quel intérêt aurait-il à agir de la sorte?

A l'inverse, chaque fois que je propose aux lecteurs une interprétation, une analyse, une position, une théorie, que j'évoque un évènement, je leur soumets la totalité des éléments, faits et sources qui m'ont permis de réaliser mon argumentation ou ma démonstration, de sorte que je leur fournis tout le matériel leur permettant de réaliser le même travail que moi, éventuellement de vérifier par eux-mêmes que tout y était ou que rien n'y manquait ou encore que j'en avais fait un bon ou un mauvais usage, car ils sont libres de parvenir à un autre résultat ou à une autre conclusion.

Quand une personne vous fournit tous les éléments permettant de comprendre sa démarche ou son raisonnement intellectuel, vous serez en mesure de saisir comment il a construit sa démonstration, ce qui vous en facilitera la critique si nécessaire, tout en percevant ses réelles intentions pour peu qu'il ait pris soin de distinguer clairement les faits de ce qui relevait de son apport personnel ou subjectif, de ses interprétations.

Je ne suis pas un intellectuel à la base, mais j'essaie quand j'expose mes idées d'être le plus clair possible, ce qui n'est pas toujours facile, car il est plus facile de comprendre quelque chose que de l'énoncer clairement, il faut trouver les mots, le ton (niveau de langue), le rythme (syntaxe) juste ou qui convient et qui varieront en fonction d'un tas de facteurs, la nature des faits en eux-mêmes, le contexte, les lecteurs auxquels on s'adresse en particuliers, etc. en fait c'est terriblement compliqué et de nature à bien des quiproquos ou incompréhensions de part et d'autre.

Après avoir abordé durant toutes ces années sans a priori une multitude de sujets sur lesquels nous sommes revenus à de nombreuses reprises pour corriger des approximations ou des erreurs, sans aucun tabou, jamais je n'ai refusé d'aborder une question, jamais je n'ai renoncé à essayer de comprendre quelque chose que je ne connaissais pas en y mettant toujours la même énergie pour arriver à une conclusion satisfaisante, chacun peut en être témoin, c'est la raison pour laquelle je peux me permettre de m'exprimer librement et la conscience tranquille, et j'estime être en droit de revendiquer cette légitimité à ce titre.

Lu un commentaire dans la page Facebook du POID ou La Tribune des travailleurs.

Philippe Tribouillard : "*Que vient faire Soros ici ?*".

C'était à propos des manifestations qui ont eu lieu aux Etats-Unis trois jours après la prise de fonction de Trump, soi-disant en faveur des droits des femmes, en réalité contre le nouveau président ou plus exactement, pour semer le chaos aux Etats-Unis afin que Trump puisse prendre le relais d'Obama et appliquer le programme de l'oligarchie financière.

Démocrates et Républicains ont les mêmes objectifs, ils ne sont pas ennemis mais complémentaires tout comme les différents moyens qu'ils mettent en oeuvre pour les atteindre, leur opposition ou contradiction s'arrête là.

Pourquoi monsieur Tribouillard pose-t-il cette question ?

Parce que monsieur Tribouillard avait été maintenu dans l'ignorance que le milliardaire américain George Soros était derrière ces manifestations, par le POID qui lui a fourni une information tronquée ou fait également dans la désinformation.

Reprenons l'ordre chronologique des évènements qui le prouve.

- Le 20 janvier D. Trump était officiellement investi 45e Président des Etats-Unis d'Amérique.

- Trois jours plus tard était organisé une "Marche des femmes" contre Trump.

- Le POID en rend compte ainsi le jour même. La Tribune des Travailleurs - 23 janvier

22 janvier 2017- Aux Etats-Unis, la Marche des femmes a rassemblé des opposants de tout bord à Trump : sur le National Mall dans le centre de Washington et dans les rues de New York, Los Angeles, Chicago ou Boston, Aux Etats-Unis et ailleurs, la Marche des femmes a rassemblé dans des défilés au total près de cinq millions de personnes. La Tribune des Travailleurs 23.01

Or, le jour même, le 23 janvier l'agence de presse russe Sputnik publiait en français un article fournissant des détails précis sur les liens qui existaient entre les organisateurs de cette Marche des femmes et George Soros, information qui ne sera pas relayée par les agences de presse occidentale évidemment, AP, Reuters, AFP et Euronews.

Question : Pourquoi le POID n'en a-t-il pas tenu compte ? Ignore-t-il l'existence de l'agence de presse russe ? Pourquoi s'est-il précipité pour reproduire la dépêche de l'Agence Française de Propagande (AFP) ? Je vous laisse deviner la réponse.

De tout temps ce courant politique n'a jamais tenu compte de la nature d'un mouvement social, pour ses dirigeants l'essentiels étaient ailleurs, hormis lors des "révolutions colorées" en Europe de l'Est au cours des années 90, et encore de manière tronquée, mais plus jamais par la suite, y compris en Ukraine ou lors du "printemps arabe", en Libye ou en Syrie.

Il passera sous silence la manière dont une large partie des masses avaient été manipulées via les mal nommés réseaux sociaux en Tunisie et en Egypte, tout cela parce que cela ne cadrait pas exactement avec leur interprétation préformatée ou prête à l'emploi de la situation dans ces pays, avec leur théorie foireuse, confondant ou transformant des embryons de révoltes populaires en révolutions tout au long de la seconde moitié du XXe siècles au point de rendre inintelligible l'orientation du monde.

A force de nier l'existence d'un certains nombres de facteurs, d'institutions ou d'acteurs économiques au pouvoir politique considérable ou capables d'influer sur le cours du monde, on se condamne fatalement à jouer le rôle d'un commentateur impuissant à le changer.

A la source de l'opportunisme et du révisionnisme.

Œuvres - novembre 1938 - Karl Kautsky - Léon Trotsky

- Le côté révolutionnaire du marxisme s'était changé en une perspective indéfinie et en tout cas lointaine. C'était la lutte pour les réformes et la propagande qui étaient à l'ordre du jour. Kautsky s'occupait de commenter et de justifier la politique de réformes

du point de vue de la perspective révolutionnaire. Léon Trotsky

Les trotskystes ne firent rien d'autre tout au long de la seconde moitié du XXe siècle.

Extrait de la dépêche de presse de Sputnik du 23 janvier.

- Quel est le lien entre la «Marche des femmes sur Washington» et Georges Soros? - sputniknews.com 23.01

Nombreux sont les observateurs qui se demandent quel est le lien entre George Soros, l'un des plus importants donateurs d'Hillary Clinton, et cette vaste mobilisation contre le nouveau président des États-Unis Donald Trump qu'est la fameuse « Marche des femmes sur Washington ».

Les organisateurs de la marche font la promotion de leur travail avec des organisateurs « indépendants », mais on découvre bien des choses dans les documents du milliardaire George Soros et de sa philanthropie de l'Open Society.

Il s'avère notamment que, décrit par Wikileaks comme « l'architecte de chaque révolution et coup d'État des 25 dernières années », M. Soros a financé, ou a entretenu d'étroites relations avec au moins 56 « partenaires » de la marche. Il s'agit, entre autres, de Planned Parenthood et du Conseil national de défense des ressources, structures connues pour leur opposition intransigeante envers le nouveau président des États-Unis Donald Trump, ou de MoveOn.org, organisation « farouchement pro-Clinton », et le National Action Network, salué par l'ex-locataire de la Maison Blanche Barack Obama.

D'autres « boursiers » de M. Soros parmi les « partenaires » de la marche sont l'Union américaine des libertés civiles, le Centre pour les droits constitutionnels, Amnesty International et Human Rights Watch (HRW).

Quoi qu'il en soit, la plupart des Américains savent bien que la marche n'est vraiment pas une « marche des femmes », mais une marche en faveur des femmes anti-Trump. On se souvient par ailleurs des propos tenus récemment devant les journalistes à Davos par le philanthrope idéologique et donateur politique George Soros sur Donald Trump, un « dictateur éventuel », selon lui.

Malheureusement, la marche a pris position et les « femmes » ont été utilisées pour une journée explicitement anti-Trump, constatent les observateurs. sputniknews.com 23.01

J'avais immédiatement reproduit cet article dans la causerie du 23 janvier, donc juste après en avoir pris connaissance afin d'informer le plus rapidement les lecteurs afin qu'ils n'interprètent pas faussement cette "marche des femmes" ou se fassent manipuler.

Cela me fait dire que c'est vraiment dommage que des militants n'aient pas voulu s'associer avec moi pour continuer d'actualiser quotidiennement ce portail.

Ne me reprochez pas de ne pas vous fournir certains informations ou de le faire avec un certain délai, je fais ce que je peux et je ne suis plus si jeune !

En guise de complément

- La marche des femmes en faveur de la misogynie? par Mark Taliano - Mondialisation.ca, 26 janvier 2017

La marche des femmes s'opposait-elle à Trump? Si c'est le cas, elle a été détournée. Hillary Clinton compte parmi les politiciens les plus misogynes qui soient à Washington. Elle soutient le wahhabisme, la charia, la mort et la destruction dans ses faits et gestes criminels en matière de politique étrangère.

Linda Sasour, une des organisatrices de la marche, a même feint d'appuyer la charia dans un tweet :

Vous savez que les principes de la charia s'appliquent lorsque vos prêts et vos cartes de crédit ne portent plus intérêt. Quelle bonne idée!

Cette interprétation erronée de la charia, une loi outrageusement misogyne, apparaît comme un geste de soutien nuancé à l'endroit des terroristes de l'OTAN en Syrie, qui imposent la charia sur les infortunés Syriens vivant dans les territoires qu'ils occupent.

Marwa Osman, une analyste politique et chargée de cours à l'Université internationale libanaise (LIU), a répondu ceci sur Facebook : « Qu'on l'attache à une des cargaisons du programme « d'aide » et qu'on la largue à Idlib. Elle va adorer la charia là-bas. » (Idlib est le foyer des terroristes coupeurs de tête mandatés par l'Occident en Syrie.) Pour sa part, l'artiste australienne Diane Mantzaris s'est interrogée :

Où étaient les manifestants de la #MarcheDesFemmes quand Obama et Hillary ont financé, formé et armé des terroristes qui ont brutalisé des femmes syriennes et irakiennes avant de les vendre comme esclaves sexuelles? Quand des femmes enceintes ont été éviscérées, leurs ventres ouverts à la pointe de l'épée et leurs enfants à naître arrachés de leurs entrailles puis pendus à des arbres?

La guerre sale de l'administration Obama en Syrie EST une guerre contre les femmes.

L'opposition féministe était donc contrôlée et approuvée par les médias et l'establishment. La CIA, de concert avec les oligarques formant l'establishment, ont clairement tenté de fomenter une opération de type « révolution de couleur ». La couleur prédominante était le rose (Révolution rose?). On a rapporté que les chapeaux roses avec des oreilles étaient la tendance mode du jour (les fameux « pussy hats »). Ce qui nous rappelle le groupe Pussy Riot, qui était probablement une opération de la CIA visant à diaboliser Vladimir Poutine. Il y a aussi des liens avec les Femen, dont au moins une a participé au massacre d'Odessa en Ukraine, à la suite du coup d'État néo-nazi illégal qui est en train de détruire l'Ukraine en ce moment, grâce en bonne partie à Victoria « Fucking the EU » Nuland. Mondialisation.ca, 26 janvier 2017

L'auteur de cet article ignorait que Soros finançait également les Femen.

En complément à propos de Soros.

Wikipédia - Open Society Foundations (Open Society Institute) fondée en 1979 par le milliardaire américain George Soros.

Critiques et controverses

Cette section est vide, insuffisamment détaillée ou incomplète. Votre aide est la bienvenue ! Wikipédia.org

A mon avis des contributeurs ont dû vouloir remplir cette rubrique, mais le comité de lecture de Wikipédia les a censurés.

On peut lire dans cette page Wikipédia

- Sur les 30 dernières années, la fondation a dépensé plus de 11 milliards de dollars américains, dont 873 millions en 2013.

- À titre d'exemple, en Ukraine notamment, la National Endowment for Democracy a ainsi financé de nombreuses structures associées aux Open Society Foundations comme le National Democratic Institute for International Affairs (NDI). La branche ukrainienne de l'Open Society Foundations est cofinancée par le National Endowment for Democracy (NED).

Et dans la page Wikipédia consacrée à la NED.

- Le National Endowment for Democracy (NED) (en français, Fondation nationale pour la démocratie) est une fondation privée à but non lucratif des États-Unis, fondée en 1983 sous le gouvernement de Ronald Reagan...

- Depuis sa création conjointement par les républicains et les démocrates, la NED est restée bipartite. Elle est dirigée par un conseil équilibré entre les deux partis et est soutenue par l'ensemble des formations politiques du Congrès, cependant l'orientation générale de ses actions est celle du mouvement néo-conservateur.

- L'ancien directeur de la CIA, William Colby, déclarait en 1982, dans le Washington Post, à propos du programme de la NED : « Il n'est pas nécessaire de faire appel à des méthodes clandestines. Nombre des programmes qui [...] étaient menés en sous main, peuvent désormais l'être au grand jour, et par voie de conséquence, sans controverse ».

En 1991, un des fondateurs de la NED, Allen Weinstein, expliquait au Washington Post que « bien des choses qu'ils [à la NED] faisaient maintenant étaient faites clandestinement par la CIA 25 ans auparavant ».

- Le financement de la NED est voté par le Congrès et figure dans le chapitre du budget du ministère des Affaires étrangères consacré à l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID).

La NED reçoit également des moyens de la part de société multinationales américaines, telles que Chevron, Coca-Cola, Goldman Sachs, Google, Microsoft etc. Wikipédia.org

Ils osent tout.

- Primaire à gauche : Hamon, le vainqueur que personne n'attendait - LeParisien.fr

- Marine Le Pen juge le programme de F.Fillon "brutal" - AFP

Quand Fillon fait dans le rouge-brun des idéologues néoconservateurs d'extrême droite.

- Pour Fillon, il y a "quatre gauches en France": Mélenchon, le PS, Macron et le FN - AFP

François Fillon, candidat de la droite à la présidentielle, affirme qu'il a "quatre gauches en France", à savoir celle de Jean-Luc Mélenchon, celle du PS, celle d'Emmanuel Macron et celle du Front national, dans un entretien au Journal du Dimanche.

"La première, c'est la gauche pure, dure, rouge. C'est Mélenchon, le Fidel Castro de YouTube", ironise-t-il avant de cibler "la deuxième", le PS, "l'équipage des naufragés du Titanic hollandais qui viennent de s'entredévorer sur le radeau de la Méduse de la primaire".

Vient ensuite "la gauche numéro trois", à savoir Emmanuel Macron. "Il fait croire qu'il est neuf, en réalité, c'est lui qui a fait le programme de Hollande. Toute l'équipe gouvernementale de Hollande est en train de le rejoindre. Macron, c'est le sortant, c'est l'héritier, c'est Hollande. C'est pour ça que ce sera très difficile pour lui", affirme M. Fillon.

Reste "la gauche numéro quatre" qu'incarne, selon lui, le Front national, avec la "sortie de l'euro", la "retraite à 60 ans", l'"augmentation du salaire minimum" ou encore le "recrutement illimité de fonctionnaires". "L'original, c'est Mélenchon, la copie, c'est Marine Le Pen", s'amuse-t-il. AFP 27.01

- Hollande incite l'Europe à faire bloc face à Trump - AFP

- Netanyahu salue la décision de Trump de construire un mur à la frontière avec le Mexique - AFP

- Présidence Trump : La grande peur des Démocrates - Atlantico.fr

- Theresa May parle commerce et Etat de droit avec Erdogan à Ankara - AFP

- Donald Trump: "Ensemble nous allons répandre l'amour et la tolérance à travers le monde" - Le Huffington Post

- 'Vanity Fair Mexique' crée la polémique en affichant en couverture Melania Trump en train de déguster des diamants - Franceinfo

Dossiers Syrie.

- Le peuple syrien veut désespérément la paix. Par Rep Tulsi Gabbard (Parti démocrate - USA)
- mondialisation.ca 27.01

Il est clair maintenant plus que jamais: cette guerre de changement de régime ne sert pas les intérêts de l'Amérique, et elle n'est certainement pas dans l'intérêt du peuple syrien.

J'ai traversé Damas et Alep, en écoutant des Syriens de différentes parties du pays. J'ai rencontré des familles déplacées de la partie orientale d'Alep, de Raqqah, de Zabadani, de Latakia et de la périphérie de Damas. J'ai rencontré des dirigeants de l'opposition syrienne qui ont conduit les manifestations en 2011, des veuves et des enfants d'hommes qui luttaient pour le gouvernement et des veuves de ceux qui luttaient contre le gouvernement. J'ai rencontré Aoun, le président nouvellement élu du Liban et Hariri, le Premier ministre, Elizabeth Richard, l'ambassadeur américain au Liban, le président syrien Assad, le grand Mufti Hassoun, Denys Antoine Chahda, l'archevêque de l'Église catholique syrienne d'Alep, des chefs religieux musulmans et chrétiens, des étudiants, des propriétaires de petites entreprises, et d'autres encore.

Leur message au peuple américain était puissant et cohérent: il n'y a aucune différence entre les rebelles « modérés » et al-Qaïda (al-Nusra) ou l'Etat islamique – ils sont tous les mêmes. Il s'agit d'une guerre entre, d'une part, des terroristes sous le commandement de groupes comme l'Etat islamique et al-Qaida et, d'autre part, le gouvernement syrien. Ils supplient les États-Unis et d'autres pays d'arrêter de soutenir ceux qui détruisent la Syrie et son peuple.

J'ai entendu ce message encore et encore dans la bouche de ceux qui ont souffert, et survécu à des horreurs inexprimables. Ils m'ont demandé de faire entendre leur voix dans le monde; Des voix frustrées qui n'ont pas été entendues en raison des fausses informations et des informations biaisées, uniformément destinées à soutenir la guerre pour un changement de régime au dépens de la vie des Syriens.

J'ai entendu des témoignages sur la façon dont les manifestations pacifiques du début ont été rapidement infiltrées par des groupes de djihadistes wahhabites comme al-Qaïda (al-Nusra), financés et soutenus par l'Arabie saoudite, la Turquie, le Qatar, les États-Unis et d'autres. Ils ont exploité les manifestants pacifiques, occupé leurs communautés, tué et torturé les Syriens qui ne voulaient pas coopérer pas à leur lutte pour renverser le gouvernement.

J'ai rencontré une jeune musulmane de Zabadani qui a été enlevée, régulièrement battue et violée en 2012, alors qu'elle n'avait que 14 ans, par des « groupes rebelles » qui étaient en colère contre son père, un éleveur de moutons, qui ne leur donnait pas d'argent. Elle a assisté, horrifiée, à l'assassinat de son père, dans leur salon, par des hommes cagoulés qui ont vidé un chargeur tout entier sur lui.

J'ai rencontré un garçon qui a été kidnappé an allant acheter du pain pour sa famille. Il a été torturé, il a subi le supplice de la noyade, il a été électrocuté, placé sur une croix et fouetté, tout cela parce qu'il avait refusé d'aider les « rebelles » – il leur avait dit qu'il voulait juste aller à l'école. C'est ainsi que les « rebelles » traitent les Syriens qui ne coopèrent pas avec eux ou dont ils n'acceptent pas la religion.

Bien qu'opposés au gouvernement Assad, l'opposition politique a affirmé avec vigueur qu'elle rejetait catégorique l'utilisation de la violence pour obtenir des réformes. Les opposants politiques du gouvernement affirment que si les djihadistes wahhabites, soutenus par des gouvernements étrangers, réussissent à renverser l'État syrien, ils détruiront la Syrie et sa longue histoire de société laïque et pluraliste, une société où les peuples de toutes les religions ont toujours vécu pacifiquement côte à côte. Bien que cette opposition politique continue à vouloir des réformes, elle répète avec insistance que, tant que les gouvernements étrangers mèneront une guerre de changement de régime contre la Syrie par groupes terroristes djihadistes interposés, elle se tiendra aux côtés de l'Etat syrien et luttera pacifiquement pour une Syrie plus forte pour tous les Syriens.

Je rentre à Washington, plus que jamais résolue à mettre fin à la guerre illégale que nous menons pour renverser le gouvernement syrien. De l'Irak à la Libye et maintenant en Syrie, les États-Unis ont mené des guerres de changement de régime qui ont entraîné partout des souffrances inimaginables, tué des quantités d'innocents, et renforcé des groupes comme Al-Qaïda et l'Etat islamique.

J'appelle le Congrès et la nouvelle Administration à ne pas rester indifférents aux souffrances du peuple syrien et à soutenir l'Acte pour interdire l'armement des terroristes. Nous devons arrêter de les soutenir directement et indirectement – en fournissant directement des armes, de l'entrainement et du soutien logistique aux groupes rebelles affiliés à Al-Qaïda et à l'Etat islamique ; et indirectement par l'intermédiaire de l'Arabie Saoudite, des Etats du Golfe et de la Turquie. Nous devons mettre fin à notre guerre pour renverser le gouvernement syrien et nous concentrer sur la défaite d'Al-Qaïda et de l'Etat islamique. Les États-Unis doivent cesser de soutenir les terroristes qui détruisent la Syrie et son peuple. Les États-Unis et les autres pays qui alimentent cette guerre doivent cesser immédiatement de le faire. Nous devons laisser le peuple syrien se relever de cette terrible guerre.

- Une nouvelle défaite pour les rebelles syriens près de Damas - AFP

L'armée syrienne a repris dimanche la région de Wadi Barada près de Damas qui lui échappait depuis 2012, une nouvelle défaite pour les rebelles qui subissent échec après échec dans cette guerre.

Après plus d'un mois de combats, le régime du président Bachar al-Assad s'est emparé de cette région cruciale pour l'approvisionnement en eau de la capitale et les insurgés ont commencé à quitter les lieux par centaines.

La capture de Wadi Barada, à 15 km au nord-ouest de la capitale privée d'eau potable depuis le 22 décembre, intervient plus d'un mois après la perte par les rebelles d'Alep (nord), deuxième ville de Syrie, leur plus importante défaite depuis le début de la guerre en 2011.

Les insurgés n'ont plus désormais de véritables fiefs que dans la Ghouta orientale, une région à l'est de Damas, dans la province d'Idleb au Nord-Ouest, et dans le Sud.

Samedi, l'armée était entrée pour la première fois dans la station de pompage d'Aïn al-Fijé, vitale pour l'alimentation en eau de Damas.

Le régime avait accusé les rebelles de sabotage ayant conduit aux pénuries d'eau. Les insurgés avaient rétorqué que les bombardements du régime avaient détruit les infrastructures.

Bachar al-Assad avait exclu Wadi Barada de la trêve en cours depuis le 30 décembre entre régime et rebelles.

Un accord de cessez-le-feu avait été conclu il y a quelques semaines pour permettre aux équipes techniques de rétablir l'approvisionnement en eau potable pour les 5,5 millions d'habitants de Damas, mais il avait échoué et les combats

avaient redoublé d'intensité jusqu'à vendredi.

Dimanche, les premiers travaux ont commencé dans la station, d'après le gouverneur de Damas, Ala Ibrahim. Il a affirmé que les "dégâts étaient importants", mais que le pompage d'eau devait reprendre "bientôt".

L'ONU avait dénoncé ces coupures d'eau comme un "crime de guerre".

En vertu de l'accord, les rebelles ont le choix: déposer les armes ou se rendre dans la province d'Idleb, frontalière de la Turquie.

"Le régime essaie de s'emparer de la totalité de la province de Damas (...) Pour les rebelles qui perdent territoire après territoire, c'est la fin du rêve d'entrer dans la capitale", estime Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Dimanche, des centaines d'insurgés ont commencé à quitter Wadi Barada en bus vers Idleb.

C'est dans cette région que des milliers de rebelles se sont installés, après avoir été chassés de plusieurs de leurs bastions en Syrie par le régime et ses alliés russes et iraniens notamment.

Idleb était jusque-là contrôlée par une alliance dénommée Armée de la Conquête, formée des jihadistes du Front Fateh al-Cham (ex-branche d'Al-Qaïda) et de plusieurs groupes rebelles.

Mais cette alliance semble avoir implosé depuis mardi, avec des affrontements inédits entre rebelles et Fateh al-Cham.

Furieux de voir des rebelles participer à des négociations au Kazakhstan, Fateh al-Cham, désigné comme groupe "terroriste" par Washington et Moscou, les a accusés d'avoir conclu un accord pour le combattre et "l'isoler".

Dès la fin des négociations mardi, Fateh al-Cham a attaqué une base d'un groupe rebelle dans la région d'Idleb et les combats se sont propagés dans cette province et dans celle voisine d'Alep.

Samedi, un nouveau bloc nommé Tahrir al-Cham, composé de groupes rebelles et du Front Fateh al-Cham, a vu le jour.

Deux blocs rivaux sont ainsi en train d'émerger dans la province d'Idleb: l'un emmené par Ahrar al-Cham, la plus puissante faction rebelle, et l'autre conduit par Fateh al-Cham.

Considéré par la rébellion comme une force efficace dans la lutte contre le régime, Fateh al-Cham était critiqué depuis quelques mois par l'opposition politique, qui lui reproche sa volonté hégémonique.

Le président américain Donald Trump, qui a décidé de fermer les frontières de son pays pendant plusieurs mois à tous les réfugiés et aux ressortissants de sept pays musulmans dont la Syrie, a évoqué le conflit syrien lors d'un entretien téléphonique dimanche avec le roi Salmane d'Arabie saoudite.

A la demande de M. Trump, les deux dirigeants se sont mis d'accord pour créer des "zones de sécurité" en Syrie, mais aussi au Yémen en guerre, et pour soutenir "d'autres idées pour aider les nombreux réfugiés déplacés par les conflits en cours", selon la Maison Blanche.

Cette question a également été évoquée lors d'un entretien téléphonique de M. Trump avec le prince héritier des Emirats arabes unis, Mohammed ben Zayed al-Nahyane, qui "a accepté de soutenir cette initiative", selon la présidence américaine.

Les modalités pratiques de la mise en place de ces "zones de sécurité" n'ont pas été détaillées. AFP 29.01

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Maroc

- Maroc: des milliers de personnes manifestent contre le gouvernement - AFP

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté dans le calme dimanche à Rabat, des militants dénonçant la "corruption" ou des enseignants stagiaires en lutte depuis des mois contre le gouvernement, a constaté un journaliste de l'AFP.

Un premier cortège a rassemblé en début de matinée un peu plus d'un millier de marcheurs: des membres de plusieurs syndicats de travailleurs --notamment l'Union marocaine du travail (UMT) et la Confédération démocratique du travail--, de partis de gauche et des militants associatifs.

Ils entendaient exprimer leur "ras-le-bol contre la corruption et la gabegie des deniers publics" par le gouvernement, selon l'un de leur représentant, un membre de l'UMT qui a requis l'anonymat.

Une seconde manifestation a eu lieu dans la foulée, toujours devant le Parlement, où deux à trois mille enseignants stagiaires sont venus défendre la cause de 150 d'entre eux récemment recalés à une épreuve d'admission dans la fonction publique.

Ce conflit avec le ministère de l'Education dure depuis mi-2015. Il concerne la fin de l'intégration automatique des professeurs stagiaires dans la fonction publique, et la réduction de leur bourse. Il avait été en partie résolu avec la signature d'un accord en avril avec le gouvernement.

"La mobilisation se poursuit contre les agissements successifs de l'Etat", pouvait-on lire sur l'une des banderoles.

"Les 150 profs ont été recalés pour des raisons politiques, la plupart sont des militants actifs de notre Coordination nationale des professeurs stagiaires", a affirmé à l'AFP Aoula, membre de cette organisation.

"Nous sommes ballotés, méprisés depuis des mois par l'Etat, notre avenir est incertains alors que nous sommes ceux qui formeront la jeunesse de notre pays", a-t-elle déploré.

"Liberté, dignité, justice sociale!", "Plutôt la mort que la soumission!", ont notamment scandé des manifestants, dont certains affichaient leur soutien à la cause amazigh (berbère), au Mouvement du 20 février, né dans le sillage du Printemps arabe, ou encore au mouvement islamiste Al Adl Wal Ihsane (Justice et dignité, interdit mais toléré).

Le ministère de l'Intérieur n'a donné aucune estimation chiffrée sur les deux rassemblements, qui se sont déroulés sans incident.

Les manifestations sont quasi-quotidiennes devant le Parlement à Rabat mais ne rassemblent généralement que quelques dizaines, au mieux quelques centaines de marcheurs. AFP 29.01

Haut de page

Haut de page

Haut de page

Haut de page

Haut de page

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries février 2017

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28											

Le 2 février 2017

CAUSERIE

Il est 16h et j'ai le plaisir de vous annoncer la naissance de trois petites adorables chèvres.

Pour cette raison, je n'ai pas le temps de discuter, mais bon avec cette causerie particulièrement dense vous avez de quoi alimenter votre réflexion.

Une vidéo

Le "féminisme" moderne, le développement personnel et la politique identitaire (par John Pilger) ● Cliquer ici

Introduction

L'univers est régie par un processus matérialiste dialectique contribuant à modifier les rapports qui existent entre les multiples éléments qui le composent, d'où se dégage une énergie ou une force qui va contribuer à sa transformation, dynamisme ou mouvement qui déterminera son orientation ou son destin, les différentes phases par lesquelles il sera amené à passer.

L'organique est issu de l'inorganique ou les espèces vivantes sont issues d'espèces mortes ou inertes ou plus exactement elles sont le produit de l'évolution de la transformation ou de la combinaise d'éléments minéraux ou chimiques, en cela tout ce qui a existé, existe ou existera est issu de la même matière première.

Il nous faut admettre que si la nature a su créer ces milliards et milliards de combinaisons, à côté le cerveau des hommes et surtout leur imagination apparaît bien pauvre ou ne pourra jamais rivaliser avec elle, ce qui devrait nous inciter à faire preuve de modestie soit dit en passant, aussi, au lieu de se torturer l'esprit à essayer de chercher dans leur imagination une solution à leurs problèmes, les exploités et les opprimés, les militants feraient mieux de se contenter de la réalité qu'ils vivent au quotidien ou qui se déroule sous leurs yeux, car en étant le produit de ces milliards de combinaison elle leur fournit amplement matière à transformer la société ou à la changer radicalement, s'ils n'en prenaient pas conscience ou ne parvenaient pas à le percevoir, ils se condamneraient à connaître un sort pire que tout ce qu'ils ont pu imaginer jusqu'à présent.

Mystification et désinformation au service de la fabrication du consentement.

Grille de lecture.

Les porte-parole de l'aile la plus droitière de l'oligarchie fustigent les premières mesures annoncées par Trump, dont la construction d'un mur à la frontière mexicaine, alors qu'ils passent soigneusement sous silence que c'est Bush puis Obama et Clinton qui initièrent la construction de ce mur que Trump entend simplement poursuivre ou achever.

Trump poursuit et amplifie la politique de réaction sur toute la ligne de ses prédécesseurs. A la question, pouvait-il en être autrement, la réponse est négative. Pourquoi ?

Parce que les Américains (et avec eux l'économie mondiale) sont irrésistiblement entraînés dans une spirale infernale depuis qu'ils se sont émancipés du carcan qui limitait ou régulait la création et la masse monétaire, qui s'est traduit par un gigantesque endettement mondial qu'ils ne parviennent pas ou ne peuvent pas contrôler, mécanisme monstreux qu'ils doivent alimenter en permanence pour empêcher que leur système économique ne s'effondre brutalement, ce qui les conduit à extorquer toujours davantage de richesses produites dans le monde ainsi qu'à couvrir leurs opérations spéculatives ou à régler leurs engagements une fois parvenus à terme, en pillant toujours plus les ressources des pays dominés au détriment de leurs peuples, en recourant à la dérégulation de l'économie, en soumettant tous les Etats, y compris en recourant à la guerre qui présente l'avantage de réaliser d'immense profits en un temps record.

Cette politique de la terre brûlée à pour corollaire la stratégie du chaos destinée à instaurer un climat de guerre civile à l'échelle planétaire, afin de parvenir à liquider tous les droits sociaux et politiques des exploités et des opprimés, pendant que se mettent en place des dictatures civiles ou militaires sur fond de corruption généralisée du mouvement ouvrier, qui dans ces conditions ne peut offrir qu'une faible résistance sans jamais parvenir à contester le régime qui lui est imposé, ses dirigeants refusant obstinément d'admettre l'existence de cette stratégie, il leur est évidemment impossible de la combattre efficacement, ils condamnent ainsi la classe ouvrière à l'impuissance à défaut d'avoir la volonté d'affronter le régime.

Les dirigeants du mouvement ouvrier ont déserté, ils ont trahi leur mandat, leur idéal ou ils ont failli en refusant d'adapter leur conception de la lutte de classe aux transformations qu'avait subie la société au cours de la seconde moitié du XXe siècle, qui se traduit de nos jours par leur refus d'armer les masses exploitées contre la guerre idéologique et psychologique que leur livrent quotidiennement les idéologues de l'oligarchie relayés par les médias et une multitude d'acteurs, afin de les conditionner pour briser leur résistance au rouleau compresseur du néolibéralisme ou les empêcher d'entrevoir qu'il existe une issue politique à la crise du capitalisme, objectif dors et déjà partiellement atteint, puisqu'elles ne se reconnaissent dans aucun parti ouvrier ou pire, sont tentées de s'orienter vers l'extrême droite par pans entiers, quand elles ne sombrent pas dans la démoralisation qui annonce des jours encore plus sombres.

- Derrière le Mur bi-partisan par Manlio Dinucci - Mondialisation.ca, 28 janvier 2017

C’est le 29 septembre 2006 ; au Sénat des Etats-Unis on vote la loi « Secure Fence Act » présentée par l’administration républicaine de George W. Bush, qui établit la construction de 1100 km de « barrières physiques », fortement surveillées, à la frontière du Mexique pour empêcher les « entrées illégales » de travailleurs mexicains. Des deux sénateurs démocrates de l’Illinois, l’un, Richer Durbin, vote « Non » ; l’autre par contre vote « Oui » : son nom est Barack Obama, celui qui deux ans après sera élu président des Etats-Unis. Parmi les 26 démocrates qui votent « Oui », faisant passer la loi, émerge le nom de Hillary Clinton, sénatrice de l’état de New York, qui deux ans après deviendra secrétaire d’état de l’administration Obama.

Hillary Clinton, en 2006, est déjà experte de la barrière anti-migrants, qu’elle a promue en habit de first lady. C’est en effet le président démocrate Bill Clinton qui en a commencé la construction en 1994. Au moment où entre en vigueur le Nafta, l’Accord de « libre » commerce nord-américain entre Etats-Unis, Canada et Mexique. Accord qui ouvre les portes à la libre circulation de capitaux et capitalistes, mais barre l’entrée de travailleurs mexicains aux Etats-Unis et au Canada.

Le Nafta a un effet ravageur au Mexique : son marché se trouve inondé de produits agricoles étasuniens et canadiens à bas prix (grâce aux subventions d’état), provoquant l’écroulement de la production agricole avec des effets sociaux dévastateurs pour la population rurale. Se crée ainsi un bassin de main d’oeuvre à bas coût, qui va être recrutée dans les maquiladoras : des milliers d’établissements industriels le long de la ligne de frontière en territoire mexicain, possédés ou contrôlés pour la plupart par des sociétés étasuniennes qui, grâce au régime d’exemption fiscale, y exportent des semi-finis ou des composants à assembler, ré-important aux Etats-Unis les produits finis dont elles tirent des profits beaucoup plus élevés grâce aux coût beaucoup plus bas de la main d’oeuvre mexicaine et à d’autres facilitations.

Dans les maquiladoras ce sont surtout des jeunes filles et jeunes femmes qui travaillent. Les horaires sont massacreurs, les effets toxiques très élevés, les salaires très bas, les droits syndicaux pratiquement inexistants. La pauvreté diffuse, le trafic de drogue, la prostitution, la criminalité galopante rendent la vie extrêmement dégradée dans ces zones. Il suffit de se souvenir de Ciudad Juarez, à la frontière avec le Texas, rendue tristement célèbre par les innombrables homicides de jeunes femmes, pour la plupart ouvrières des maquiladoras.

Voilà la réalité au-delà du mur : initié par le démocrate Clinton, poursuivi par le républicain Bush, renforcé par le démocrate Obama, ce même mur que le républicain Trump veut compléter sur les 3000 km de frontière. Cela explique pourquoi de nombreux

Mexicains risquent leur vie (il y a des milliers de morts) pour entrer aux Etats-Unis, où ils peuvent gagner davantage, en travaillant au noir au bénéfice d'autres exploiteurs.

Traverser la frontière est comme partir en guerre, pour échapper aux hélicoptères et aux drones, aux barrières de barbelés, aux patrouilles armées (pour beaucoup formées par des anciens des guerres en Irak et Afghanistan), qui sont entraînées par les militaires avec les techniques utilisées dans les théâtres de guerre. Emblématique le fait que, pour construire certains tronçons de la barrière avec le Mexique, l'administration démocrate Clinton utilisa dans les années 90 les plate-formes métalliques des pistes d'où avaient décollé les avions pour bombarder l'Irak dans la première guerre du Golfe, faite par l'administration républicaine de George H.W. Bush. En utilisant les matériels des guerres successives, on peut certainement compléter la barrière bi-partisan. Mondialisation.ca, 28 janvier 2017

Analyses politiques sur les Etats-Unis.

En interdisant pendant trois mois l'entrée aux Etats-Unis de ressortissants de sept pays musulmans: Irak, Iran, Libye, Somalie, Soudan, Syrie et Yémen, Trump cible les 7 pays qui figuraient sur la liste que le sommet de l'oligarchie avait établi en prévision de les attaquer une fois que le coup d'Etat du 11 septembre 2001 qu'elle avait fomenté soit réalisé.

Donc loin de rompre avec la stratégie qui avait présidée au 11 septembre 2001 comme certains l'affirment, Trump vient d'indiquer clairement au monde entier qu'il entendait poursuivre la politique de ses prédécesseurs, ce qui ne signifie pas pour autant qu'il ne procèdera pas à des modifications tactiques ni qu'il ne rencontrera pas de nouvelles difficultés pour la mener à bien.

A cette fin, les oligarques qui ont désigné Trump à la présidence des Etats-Unis semblent avoir misé sur l'amplification de la stratégie du chaos que le milliardaire fantasque incarne à travers ses prises de position rétrogrades ou conservatrices, qui sont autant de provocations à l'encontre des différentes couches ou communautés minoritaire de la société, de manière à les stigmatiser et à provoquer leur réaction violente qui sera orchestrée ou manipulée (et financée) en sous main par des organisations contrôlées par des oligarques (Soros notamment), violence que Trump condamnera et que les forces de l'ordre militarisée réprimeront violemment boucs émissaires livrés à la vindicte populaire ou aux couches les plus arriérées ou réactionnaires, dont la réaction se traduira par un regain de haine et de violente, le tout concourant à créer un climat nauséabond et de guerre civile latent permanent au sein de la société destiné à permettre à l'oligarchie d'appliquer la suite de son programme pendant que toutes les couches exploitées et opprimées s'affronteront entre elles ou leur attention sera détournée des institutions contre lesquelles elles devraient se dresser.

Il faut préciser qu'en dehors des Etats-Unis personne ou presque ne comprend réellement ce qui s'y passe, pour avoir cru qu'il suffirait que des lois soient votées en faveur de telle ou telle communauté ou minorité ou qu'un président ou son parti tienne un discours en leur faveur, pour que l'état d'esprit de la majorité du peuple américain évolue, progresse ou change radicalement, or cela n'a jamais été le cas puisque les origines de classe de toutes les discrimations n'ont jamais disparu, au contraire, les inégalités sociales n'ont jamais été importantes qu'à présent aux Etats-Unis.

L'arrogeance de Trump relève du chef de gang mafieux à la tête de l'organisation criminelle la plus puissante de tous les temps : l'oligarchie financière. Pour mener à bien son oeuvre destructrice ou poursuivre celle de son prédécesseur, il bénéficie de la neutralité de la moitié du peuple américain, du soutien du quart ignorant au point de placer son destin entre les mains d'un oligarque, et de l'hostilité de l'autre quart qui a soutenu sa concurrente qui était la candidate officielle de l'oligarchie.

Partant de là, il faut interpréter le chaos que sèment ses opposants autoproclamés ou désignés par l'oligarchie comme une mesure préventive pour contrer toute contestation qui pourrait venir du ceux qui ont rejeté l'alternative qui leur était proposée et qui n'en était pas vraiment une, une grossière imposture, une provocation, un déni des droits du peuple américain et en particulier de la classe ouvrière.

Par conséquent, elle doit axer son combat contre l'oligarchie qui concentre les richesses en se fixant comme objectif la confiscation de leur richesse, ce qui inmancablement déstabiliserait le capitalisme au point de provoquer son effondrement, ce qui pourrait ouvrir la voie à la refondation de la société sur une autre base que le profit, l'argent, la monnaie, le capital. Concrètement ou en pratique, cela doit se traduire sur le plan politique par la lutte contre les institutions et la Constitution qui ont engendré ce monstre qu'est devenu le capitalisme pour s'en débarrasser, faire table rase, il n'y a rien à récupérer de cette pourriture.

Gare aux mouvements qu'elle finance ou organisent avec la complicité des médias qui pratiquent l'autocensure sur leurs véritables commanditaires, qui comptent en tirer profit pour avancer leur agenda ou faire en sorte d'être entendus au sommet de l'Etat, avec Trump on a envie de dire que ce ne sera pas nécessaire et que même le langage des signes serait inutile parce qu'ils y sont au sommet de l'Etat. Ils fabriquent la propagande et la contre-propagande, comme les médias fabriquent des contrevérités et leurs vérités ou les patrons fabriquent des syndicats jaunes et leur contre-partie patronale, comme ils fabriquent les guerres et tous les maux qui accablent les masses laborieuses.

Les médias ont pour tâche de fabriquer le consentement du peuple au triste sort que leur réservent ceux qui détiennent le pouvoir, et de lutter contre ceux qui dénoncent leur machination, démontent le mécanisme de leur imposture et dévoilent (souvent malgré

eux) leurs véritables intentions criminelles, cruelles, monstrueuses.

Internet, c'est la connexion numérique à la mondialisation et non à la démocratie, et malheur à ceux qui auraient confondu les deux destins de la civilisation humaine, s'abaisser toujours plus dans la barbarie ou s'élever

Ils osent tout. Osons tout : Il faut renverser leur régime.

Lu dans un article : "*...les médias mainstream non seulement ne critiquent pas, mais ne disent pas un seul mot sur la politique « fatale de renversement de régimes au Proche et Moyen-Orient, menée par les États-Unis ».*"

Des Etats comme les Etats-Unis, la Grande-Bretagne ou la France (notamment) se permettent d'intervenir militairement ou en recourant plus discrètement à leurs services de renseignement ou encore à des organisations en tous genres (ONG, médias, partis politiques, etc.) qu'ils ont créées ou infiltrées, qu'ils financent et conseillent pour renverser des régimes qui rechignent à se soumettre à la politique dictée par les sommets de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste ou s'y opposent ouvertement, violant l'indépendance et la souveraineté de ces Etats, le droit des peuples à leur autodétermination, en toute impunité ou avec la caution de l'ensemble des institutions internationales, dont l'ONU qui n'existe que par leur volonté dès lors qu'elle sert leurs intérêts au détriment de ceux de tous les peuples.

Bref, ils se comportent comme de vulgaire brigands, voyoux ou barbares détruisant des pays entiers et massacrant leurs peuples pour leur bien ou au nom de la démocratie, tout en se permettant de faire la morale au monde entier, rhétorique relayée en boucle par la quasi-totalité des médias qui pénètrent quotidiennement dans chaque foyer et conditionnent ainsi les consciences des peuples, de sorte qu'ils soient acquis à leur cause ou leur laissent les mains libres pour agir à leur guise pendant qu'ils sèment le chaos et la guerre à travers le monde à seule fin de conserver leur pouvoir ou de perpétuer le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme dont l'existence est incompatible avec la satisfaction des besoins de plus de 7,3 milliards d'hommes, femmes et enfants.

Ils peuvent décréter que tel ou tel régime doit être renversé, l'afficher ou le revendiquer publiquement, et de notre côté, celui des exploités et des opprimés, nous nous refusons de leur répondre au même niveau, nous nous abstenons de déclarer que notre droit et devoir est de renverser leurs propres régimes, de nous y préparer parce qu'il n'existe pas d'autres alternatives politiques pour mettre un terme au cauchemar que vivent tous les peuples quotidiennement, pas seulement les chasser du pouvoir, mais renverser leurs régimes, abolir les Constitutions et les institutions nationales dans chaque pays sur lesquelles ils s'appuient, inverser les rapports sociaux de production ou les rapports entre les classes en confisquant leurs richesses, en les expropriant sans leur verser un centime, faire en sorte que ce soit le peuple travailleur qui dispose du pouvoir économique et politique, de tout le pouvoir pour anéantir la capacité de nuisance de ces parasites qui pourrissent la société et conduisent la civilisation humaine vers l'abîme.

Ce n'est pas l'Otan mais la gauche qui est « obsolète » par Manlio Dinucci - Mondialisation.ca, 31 janvier 2017

Des voix influentes de la gauche européenne se sont unies à la protestation anti-Trump « No Ban No Wall », en cours aux Etats-Unis, oubliant le mur franco-britannique de Calais en fonction anti-migrants, et taisant le fait qu'à l'origine de l'exode de réfugiés il y a les guerres auxquelles ont participé les pays européens de l'Otan.

On ignore le fait qu'aux Etats-Unis le bannissement bloque l'entrée de personnes provenant de ces pays -Irak, Libye, Syrie, Somalie, Soudan, Yémen, Iran- contre qui les Etats-Unis ont mené pendant plus de 25 ans des guerres ouvertes et secrètes : des personnes auxquelles ont été jusqu'à présent concédés les visas d'entrée fondamentalement non pas pour des raisons humanitaires, mais pour former aux Etats-Unis des communautés d'immigrés (sur le modèle des exilés anti-castristes) servant les stratégies étasuniennes de déstabilisation dans leurs pays d'origine. Les premiers à être bloqués et à intenter une class action (recours collectif) contre le bannissement sont un contractor (mercenaire) et un interprète irakiens, qui ont collaboré longtemps avec les occupants étasuniens de leur propre pays.

Tandis que l'attention politico-médiatique européenne se focalise sur ce qui se passe outre-atlantique, on perd de vue ce qui se passe en Europe. Le cadre est désolant.

Le président Hollande, voyant la France doublée par la Grande-Bretagne qui récupère le rôle d'allié le plus étroit des USA, se scandalise de l'appui de Trump au Brexit en demandant que l'Union européenne (ignorée par cette même France dans sa politique étrangère) fasse entendre sa voix. Voix de fait inexistante, celle d'une Union européenne dont 22 des 28 membres font partie de l'Otan, reconnue par l'Ue comme « fondement de la défense collective », sous la conduite du Commandant suprême allié en Europe nommé par le président des Etats-Unis (donc maintenant par Donald Trump).

La chancelière Angela Merkel, alors qu'elle exprime ses « regrets » » au sujet de la politique de la Maison Blanche envers les réfugiés, dans son entretien téléphonique avec Trump l'invite au G-20 qui se tient en juillet à Hamburg. « Le président et la chancelière -informe la Maison Blanche- s'accordent sur l'importance fondamentale de l'Otan pour assurer la paix et la stabilité ». L'Otan, donc, n'est pas « obsolète » comme avait dit Trump. Les deux gouvernants « reconnaissent que notre défense requiert

des investissements militaires appropriés ».

Plus explicite la Première ministre britannique Theresa May qui, reçue par Trump, s'engage à « encourager mes collègues les leaders européens à acter l'engagement de dépenser 2% du PIB pour la défense, de façon à répartir la charge plus également ».

Selon les données officielles de 2016, seuls cinq pays Otan ont un niveau de dépense pour la « défense » égal ou supérieur à 2% du PIB : Etats-Unis (3,6%), Grèce, Grande-Bretagne, Estonie et Pologne. L'Italie dépense pour la « défense », selon l'Otan, 1,1% du PIB, mais est en train de faire des progrès : en 2016 elle a augmenté sa dépense de plus de 10% par rapport à 2015. Selon les données officielles de l'Otan relatives à 2016, la dépense italienne pour la « défense » se monte à 55 millions d'euros par jour. La dépense militaire effective est en réalité beaucoup plus élevée, étant donné que le budget de la « défense » ne comprend pas le coût des missions militaires à l'étranger, ni celui d'armements importants, comme les navires de guerre financés avec des milliards d'euros par la Loi de stabilité et par le Ministère du développement économique. L'Italie s'est en tous cas engagée à porter la dépense pour la « défense » à 2% du PIB (1), c'est-à-dire à environ 100 millions d'euros par jour. Mondialisation.ca, 31 janvier 2017

Défense de marxisme.

Elever le niveau de conscience des masses doit être impérativement une de nos tâches prioritaires.

Combattre impitoyablement "le banditisme bureaucratique" - Les cahiers du mouvement ouvrier n°40 (Cermtri)

- Lors du plénum du comité central du Parti communiste de l'URSS (PCUS) de la mi-novembre 1962, Khrouchtchev, en colère contre les bureaucrates qui truquent les statistiques, détournent des produits et des fonds, veut intimider ces derniers.

A cette fin, il cite une lettre restée jusqu'alors inédite de Lénine, du 18 mars 1922, furieux que le comité de Moscou du Parti bolchevique ait tenté de défendre ceux de ses membres qui avaient commis des abus de pouvoir lors de la répartition de logements ; Lénine avait alors écrit : « C'est le sommet de la honte et du scandale : le parti au pouvoir défend "ses propres" canailles. » Il allait, rappelle Khrouchtchev, jusqu'à réclamer la pendaison pour les communistes coupables et l'exclusion du parti à la moindre tentative d'influencer les tribunaux en vue d'atténuer leur responsabilité.

Khrouchtchev fait publier cette lettre jusqu'alors inédite dans la Pravda (20 novembre 1962). Il informe le comité central qu'au cours de la dernière période, 40 000 cadres du parti (dont des cadres de la procurature des tribunaux) ont été arrêtés ou sont passés en jugement pour malversations diverses, pots-de-vin, etc., ce qui, d'ailleurs, ne change rien, car la corruption et la prévarication sont une donnée organique de la caste parasitaire qu'est la bureaucratie.

Les adversaires de la révolution russe utilisent certaines expressions musclées de Lénine dans quelques lettres ou circulaires pour dénoncer sa brutalité, sa violence, etc., sans jamais chercher à savoir (et surtout à indiquer) quels faits ont motivé sa vigueur verbale, pourquoi cette dernière et de quels effets ont été suivies ses recommandations vigoureuses destinées à fouetter des énergies défaillantes, ou dont il craint — à tort ou à raison — qu'elles ne le soient.

"Pendre les criminels-communistes" est manifestement l'expression d'une indignation à la fois devant les actes de bureaucrates corrompus et devant "l'indulgence" des dirigeants du parti de la capitale à leur égard, et non une proposition à prendre au pied de la lettre.

Lénine ne veut certainement pas les faire "pendre" au sens exact du mot, mais les faire châtier de façon exemplaire… comme la suite de la lettre le montre. La menace de pendaison est à l'évidence une image hyperbolique. Les faits le prouvent…

Lénine : lettre au bureau politique du comité central du PCR(b)

Au camarade Molotov pour les mem - bres du bureau politique.

Le comité de Moscou (et Zelenski dans le nombre) — et ce n'est pas la première fois — se montre indulgent avec les criminels-communistes, qu'il faut pendre.

Cela se fait "par erreur", mais le danger de cette "erreur" est gigantesque. Je propose :

1. D'accepter la proposition de Divilski.

2. D'infliger un blâme sévère au co - mité de Moscou pour indulgence à l'égard des communistes (pour la forme de l'indulgence, une commission particulière).

3. D'informer tous les comités provinciaux que le comité central ré pondra à la plus petite tentative "d'in fluer" sur les tribunaux

afin “d’adoucir” la responsabilité des communistes par l’exclusion du parti.

4. D’informer par circulaire le commissariat du peuple à la Justice (avec copie aux comités provinciaux) que les tribunaux sont obligés de punir les communistes plus sévèrement que les non-communistes.

La non-exécution de cette direc tive par les juges populaires et les membres du collège du commissariat à la Justice entraînera leur révocation.

5. Confier au présidium du comité exécutif central des Soviets la tâche de stigmatiser le présidium du soviet de Moscou par un blâme dans la presse. 18 mars 1922, Lénine

P. S. : C’est le sommet de la honte et du scandale : le parti au pouvoir défend “ses propres” canailles…

Fin

La question du parti est déterminante. Elle est un des enseignements de la Commune de Paris en 1871, puis de la révolution russe de 1917. Notons au passage qu'elle se pose dans tous les pays. Pourquoi ? Parce qu'ils font partie intégrante de la structure des Etats et des institutions de chaque pays et représentent les intérêts des différentes classes en présence. C'est donc l'existence des classes qui déterminent l'existence des différents partis politiques dans lesquels leurs représentants sont regroupés pour défendre leurs intérêts de classe face aux autres classes. Même les anarchistes qui sont hostiles à la construction d'un parti et à l'existence d'un Etat sont organisés en parti. Voilà pour la légitimité historique du parti qu'on le veuille ou non.

Partant de là, nier la nécessité de construire un parti ouvrier révolutionnaire, revient ni plus ni moins qu'à se soumettre à l'ordre établi ou à laisser le ou les partis qui se partagent le pouvoir pour le compte de la classe dominante des capitalistes régner en maître. On comprendra dès lors que tous ceux qui tiennent des discours vantant l'apolitisme et ses mérites n'entendent pas combattre l'ordre établi et encore moins le renverser. Ce sont des agents conscients ou non du régime en place.

Maintenant, comme on vient de le voir, la construction du parti n'est pas simple, c'est une tâche particulièrement ardue mais pas irréalisable, à condition d'en avoir la volonté ou d'y prêter une attention soutenue pratiquement de tous les instants.

La complexité de cette tâche se situe à différents niveaux et variera selon les pays ou le contexte économique et politique. On peut essayer d'en tracer les grands traits rapidement.

Elle est particulièrement complexe parce que la composition du parti sera forcément très hétérogène, à l'image de la classe ouvrière et des classes moyennes, de l'ensemble de la société hormis les grands capitalistes. Pour cette raison et au regard des enseignements que l'on peut tirer de l'expérience du parti bolchevik, le parti que nous devons construire n'est pas destiné à devenir un parti de masse composé de centaines de milliers ou plusieurs millions de travailleurs pour préserver sa nature ou son essence, le rôle transitoire qu'il est amené à remplir avant, pendant et après la révolution, pour guider les masses et conserver son rôle dirigeant tout au long du processus révolutionnaire qui se poursuivra bien au-delà de la prise du pouvoir.

On peut facilement comprendre que si quelques milliers ou dizaines de milliers de militants ayant élevé leur niveau de conscience au niveau du socialisme étaient noyés dans une masse de centaines de milliers ou plusieurs millions de militants ou adhérents bourrés d'illusions ou encore en grande partie arriérés, il arriverait un moment où ils perdraient le contrôle du parti ou le niveau de conscience du parti qu'ils incarnaient se retrouverait dillué et c'est l'ensemble du parti et du processus révolutionnaire qui s'en trouveraient fragilisée et gravement menacée de dégénérescence ou décomposition contre laquelle ils auront de toutes manières à lutter en permanence.

On ne peut pas envisager raisonnablement que des millions de travailleurs puissent se hisser au socialisme en quelques semaines ou mois ni même années, encore moins l'exiger. Si on veut que le parti remplisse sa tâche historique, il faut le protéger contre cette tentation, qui au départ pourrait présenter des avantages qui se transformeraient très rapidement en obstacles infranchissables ou fatales, il faut absolument se préserver d'une telle aventure qui tournerait forcément mal.

Il faut donc envisager de construire un parti composé uniquement des éléments les plus conscients de la classe ouvrière et des classes moyennes amenés à prendre la direction de la révolution et capable d'assumer les responsabilités d'un Etat ouvrier dans un premier temps en s'appuyant sur les institutions ou organismes politiques indépendants qui auront émergés au cours de la révolution.

Quant aux centaines de milliers ou millions de travailleurs qui sympathiseront avec le parti ou supporteront sa politique, et qui seront amenés à jouer un rôle déterminant dans les assemblées populaires qui couvriront tout le pays, il faudra leur proposer un autre modèle d'organisation plus souple et moins contraignant que le parti, sans leur accorder le moindre pouvoir après la révolution au sein de l'Etat.

Je dois interrompre cette argumentation que l'on reprendra une autre fois, car je dois actualiser le portail aujourd'hui.

On peut ajouter les tâches suivantes que le parti devraient accomplir au quotidien ou dès maintenant s'il existait, nous développerons plus tard.

- La formation des militants doit être continue pour qu'ils acquièrent la maîtrise de la méthode du matérialisme dialectique pour interpréter le monde. L'objectif ne doit pas être de former des machines à propagande, mais des militants conscients et destinés à le rester, et donc à rester au parti...

- La formation des militants doit être conçue en fonction des différentes couches de militants, c'est quelque chose qui doit être discutés, étudiés sérieusement sans négliger aucun aspect de la vie ou des expériences vécues par les militants...

- Il doit se doter d'une commission formation dotée de moyens suffisants, humains, matériels et financiers...

- Le parti doit s'adresser aux masses exploitées sans négliger les couches les plus défavorisées...

- Le parti doit lutter contre la guerre idéologique et psychologique de la classe dominante contre les masses...

- Il doit intervenir dans la lutte des classes sur au moins quatre axes :

- Contre la politique du gouvernement, les institutions et le capitalisme, les trois facteurs étant liés.

- Contre l'opportunisme en général.

- Mener des campagnes de solidarité en direction du mouvement ouvrier international.

- Mener des campagnes sur des aspects de la situation qui ressort de sa propre interprétation pour attirer l'attention des masses dessus, sans se soucier qu'ils figurent ou non à l'agenda des médias ou de qui que ce soit.

- Il doit diffuser les idées ou principes, les valeurs du socialisme, sinon à quoi bon tout le reste, n'est-ce pas ?

A suivre.

Aux "petits boutiquiers" et autres apprentis sorciers.

Léon Trotsky : La révolution d'Octobre a-t-elle été un échec ? (mai 1940) - Les cahiers du mouvement ouvrier n°39 (Cermtri)

Ce texte de Trotsky figure à la fin du tome 23 des OEuvres (pp. 334 à 338).

- La réalité est infiniment plus riche en ressources, variantes et combinaisons que n'importe quelle imagination. (...)

Un pronostic est valable, non pas dans la mesure où il exprime ou trouve une confirmation photographique exacte des développements ultérieurs, mais plutôt s'il nous aide, en projetant devant nous les facteurs historiques, à nous orienter dans le cours réel des événements. (...)

La présence du génie humain côte à côte avec une barbarie terrifiante — c'est l'image du monde de demain. Là aussi, notre "schéma rigide" s'est révélé juste.

Ce qui est important dans la pensée scientifique, surtout dans les questions complexes de politique et d'histoire, c'est de distinguer le fondamental du secondaire, l'essentiel de l'accidentel, de prévoir le mouvement des facteurs essentiels du développement. Pour les gens dont la pensée ne va que du jour au lendemain, qui cherchent à se rassurer avec toutes sortes d'événements épisodiques sans les relier ensemble dans un tableau global, la pensée scientifique qui part de facteurs fondamentaux semble dogmatique : en politique, on rencontre ce paradoxe à tout moment.

Si l'auteur a justement prédit un certain nombre de choses, cela n'est pas à mettre à son crédit personnel, mais à celui de la méthode qu'il a appliquée. Dans tous les autres domaines, les gens — ou au moins ceux qui sont spécialement formés — considèrent comme essentielle l'application d'une méthode définie. Il en va autrement en politique. Là domine la sorcellerie. Des gens d'une éducation supérieure croient que, pour une opération politique, les capacités d'observation, le coup d'oeil, une certaine dose de finesse et le sens commun suffisent.

L'illusion de la libre volonté engendre l'arbitraire subjectif. En Amérique, on trouve beaucoup la conception de l'homme politique comme un "ingénieur" qui prend des matières premières et construit en fonction de ses plans. Il n'y a rien de plus naïf et vide que cette conception. Pourtant, comme dans toute philosophie, y compris la philosophie de l'histoire, il existe une façon juste de concevoir les rapports réciproques entre subjectif et objectif. En dernière analyse, les facteurs objectifs remportent toujours sur le subjectif. C'est pourquoi une politique juste commence toujours par une analyse du monde réel et une analyse des tendances qui le traversent. C'est seulement ainsi qu'on peut parvenir à une prédiction scientifique correcte et à une intervention correcte dans un processus sur la base de cette prédiction. Toute autre approche relèverait de la sorcellerie. (...)

Des gens à la tournure d'esprit vulgaire pourraient maintenant faire allusion à la défaite du courant politique auquel appartenait et appartient toujours l'auteur de ce livre. Comment est-il possible que l'empiriste Staline ait vaincu la fraction qui suivait une méthode scientifique ? Cela ne veut-il pas dire que le sens commun est supérieur au doctrinarisme ? (...)

En politique, la méthode scientifique ne peut assurer la victoire dans tous les cas. Mais, par ailleurs, la sorcellerie donne dans certains cas une victoire quand celle-ci repose sur des alignements objectifs et les tendances générales du développement.

Il y a des gens qui se considèrent comme des gens instruits, mais qui se permettent d'émettre des jugements sommaires comme celui selon lequel "la révolution d'Octobre a été un échec". Qu'en est-il de la Révolution française ? Elle s'est terminée par la restauration, bien qu'épisodique, des Bourbons. Et la guerre civile aux Etats-Unis ? Elle a conduit au règne des Soixante Familles. Et toute l'histoire humaine en général ? Jusqu'à présent, elle a conduit à la seconde guerre impérialiste, qui menace notre civilisation entière. Il est dans ces conditions impossible de ne pas dire que toute l'histoire n'a été que faute et échec. Finalement, qu'en est-il des êtres humains eux-mêmes — pas un petit facteur dans l'histoire ? Ne faut-il pas dire que ce produit d'une évolution biologique prolongée est un échec ? Bien entendu, il n'est interdit à personne de faire semblables observations générales. Mais elles découlent de l'expérience individuelle de petits boutiquiers, ou de la théosophie, et ne s'appliquent pas au processus historique dans son ensemble ou à toutes ses étapes, ses chapitres principaux ou ses épisodes.

Fin.

Je n'ai pas le temps ici d'analyser les riches enseignements que contient ce passage.

Peut-être qu'après cette lecture attentive qui nécessite de s'arrêter à chaque paragraphe pour réfléchir, on cessera de nous accuser de faire un procès en "sorcellerie" aux dirigeants des courants trotskystes qui n'ont cessé de se gargariser dans le passé, moins de nos jours par la force des choses, de victoires qui reposaient uniquement sur "des alignements objectifs et les tendances générales du développement", plutôt que faire preuve réellement d'un esprit scientifique en tenant compte de l'ensemble des facteurs en présence...

La révolution d'Octobre n'a pas été un échec, dans un contexte précis, elle a épuisé toutes les ressources dont elle disposait, voilà tout. Qu'il lui en ait manqué pour mener cette expérience plus loin, c'est indéniable, mais on ne pouvait pas en faire le reproche à ses deux principaux dirigeants, Lénine et Trotsky.

L'enseignement qu'on devait en tirer était de déterminer ce qui lui avait fait défaut pour qu'elle se poursuive à l'échelle mondiale, puisque c'est à ce niveau seulement qu'elle pourra triompher ou que nous vaincrons définitivement notre ennemi, le capitalisme.

Elle a démontré que c'était possible de porter la classe ouvrière au pouvoir dans un pays arriéré ou qui ne figurait pas parmi les pays capitalistes les plus développés, mais que sans développement à l'échelle mondiale ses faiblesses en auraient raison, dont l'arriération des masses qui profita à la bureaucratisation et à la corruption du parti bolchevik et de l'Etat ouvrier et sur laquelle germa et proliféra le stalinisme.

L'ignorance ou l'arriération des masses est un problème majeur, qui répugne à nos dirigeants qui ont délibérément décidé de s'en détourner.

Dans un autre texte ou lors d'une conférence je ne sais plus au juste, Trotsky avait insisté sur cette question en étant très clair, en substance il disait que dans l'avenir pour qu'une révolution triomphe, il faudrait au préalable avoir élevé le niveau de conscience du prolétariat à un niveau considérablement plus élevé que par le passé, ce qui s'imposaient du fait des transformations profondes en cours au sein de la société et de l'évolution du capitalisme rendu au stade de l'impérialisme, ce dont nos dirigeants ne tiendront jamais compte, y compris de nos jours. A suivre.

La liberté ou la mort.

- Le Monde et sa lumineuse trouvaille anti « fakes » : Le Décodex - arretsurinfo.ch

Je vous présente un des fleurons du Ministère de la Vérité français, l'un des plus performants chenils de chiens de garde du

pouvoir : Le groupe Le Monde.

Direction Louis Dreyfus, Pierre Bergé

Filiales Le Monde Le Monde interactif Télérama La Vie L'Obs

Propriétaires du groupe : Bergé, Niel, Pigasse trois milliardaires affairistes et banquiers qui touchent chaque année, pour faire tourner leurs machines à formater : près de 25 millions d'euros d'argent public.

Un groupe tenu par des oligarques proches du pouvoir et de plus, alimenté par l'État, quel beau label d'objectivité ! Quoi de plus indépendant, quoi de plus crédible, n'est-ce pas ?

Une fois que vous savez ça, vous allez apprécier ce qui suit : Ces journalistes forts de leur positions de faiseurs d'opinions et de manipulateurs d'une plèbe qu'ils considèrent en déficit de neurones, ont décidé du haut de leur position de gardien de la doxa de créer un instrument de « lutte citoyenne » (sic) contre les fake news ! C'est quoi les fake ? Les doutes sur la version officielle du 9/11 ? Le scandale du Pizza-Gate et les manoeuvres honteuses du parti démocrate révélé par Wikileaks ? Les dangers de la vaccination ? Les chemtrails ? En réalité, ne nous y trompons pas, tout ce qui n'est pas approuvé ou toléré par le Ministère de la Vérité est un fake, point.

Un tel mépris non seulement pour notre intelligence à tous, mais aussi pour notre honnêteté est un camouflet intolérable.

Dans le lumineux projet Decodex (fruit du blog de censure du Monde : Les Décodeurs*) qui devrait voir le jour au début du mois prochain, tels des enfants de maternelle, nous aurons des gommettes de couleur pour nous orienter sur la fiabilité de 600 médias, médias dont je doute qu'ils aient été tous honnêtement explorés et étudiés afin d'en vérifier les sources. Ce serait un travail titanesque et coûteux qu'ils ne feront probablement pas. Sera-ce une copie améliorée de cette liste de sites conspirationnistes grotesque publiée en janvier 2016 ? En tout cas, vous saurez que les blogs ou sites bénéficiant de la gommette verte sont approuvés par le pouvoir. Finalement, cela pourra vous faire gagner du temps.

Plus inquiétant, il est probable que ce décodex sera utilisée par les enseignants pour laver le cerveau des jeunes élèves sous le prétexte de former leur esprit critique vis à vis d'internet.

Ne vous laissez pas prendre. Selon les façons d'opérer habituelle des Décodeurs, les choses seront présentées avec nuance pour rester crédibles et faire oublier que l'intention finale est celle de lutter contre une information alternative qui fait apparaître leur propres mensonges et silences coupables et met à jour leurs manipulations.

Nous allons sans doute voir surgir également dans cette liste tous les sites les plus extrêmes et farfelus du net afin de déconsidérer l'ensemble du travail des blogs de contre-information.

Qu'est-ce que cela dit ?

D'une part, ce projet prouve sans aucun doute possible que l'on nous prend pour des débiles incultes incapables de faire la balance entre deux informations contradictoires et d'analyse correcte d'une situation, incapables également de vérifier l'orientation ou la validité des sources. C'est comme si ils nous écrivaient noir sur blanc : « Vous êtes trop stupides pour comprendre, nous seuls pouvons. »

D'autre part cela démontre qu'ils ont peur, que le pouvoir a peur, que le Brexit comme l'élection de Donald Trump leur donnent des cauchemars et qu'il faut faire vite vite en Europe avant les élections françaises, allemandes et néerlandaises.

Vu sous un autre angle ce projet de Decodex est l'aveu de leur défaite et pour nous tous qui aimons la liberté, un immense encouragement à continuer la lutte : Libres égaux et fraternels.

(* Je mets en garde contre le blog Les Décodeurs qui sous le masque d'analyses alternatives « objectives » mélange habilement sujets sur des mensonges avérés que l'on ne peut qu'approuver et sujets dérangeants pour la doxa, sous le masque de ce qui s'appelle maintenant le « débunkage ». Il se pose comme le garant de la vérité. Vous n'ignorez nullement comme il est aisé de trouver des liens pointant vers toutes nuances d'opinions émises par des spécialistes et experts de tout poil sur le net : Monsieur Truc, Professeurs machins croulant sous les médailles, dont on nous ne connaissons souvent pas l'existence et moins encore le degré d'indépendance vis à vis de tel ou tel lobby ou telles instances du pouvoir en place.) arretsurinfo.ch 29.01

Pour vérifier que l'auteur de cet article n'a rien inventé.

Le Monde déclenche son offensive contre les "fake news" - Lexpress.fr 25.01

Le Monde mettra en ligne le 1er février une boîte à outils de lutte contre les sites de fausses informations baptisée, "Decodex", qui s'appuie sur une base de 600 sites classés par degré de fiabilité, a indiqué Samuel Laurent, patron des "Décodeurs" du Monde.

"Nous avons recensés 600 sites, majoritairement français mais aussi anglais et américains et quelques allemands, avec 5 niveaux de fiabilité, repérés par cinq couleurs", a-t-il expliqué.

"Nous distinguons en gris les sites collectifs, donc non classés, comme Wikipedia, en bleu les sites parodiques, comme Le Gorafi ou NordPresse, en rouge les sites pas du tout fiables, complotistes ou trompeurs, comme le portail IVG.net qui, sous couvert d'informations, veut manipuler les femmes pour les décourager d'avorter, en orange les sites peu fiables ou très orientés, type FdeSouche, ou les attrape-clics qui republient des informations non recoupées, et enfin en vert les sites très fiables", a-t-il précisé.

Tous sont décrits dans la base, y compris leur idéologie et leur actionnariat, quand il est connu. "C'est n'est pas un jugement sur leur opinion, mais sur leur démarche journalistique", a-t-il souligné.

Ce classement permettra à "Decodex" d'offrir trois déclinaisons : un moteur de recherche, disponible sur le site du Monde, qui permettra de se renseigner sur un site ; une extension pour les navigateurs Chrome et Firefox, qui ouvrira un fenêtre d'avertissement quand on lira un article venant de l'un des sites recensés ; et enfin un bot (robot) sur la messagerie Messenger de Facebook, qui donnera aux internautes des réponses automatiques sur les sites qu'ils veulent vérifier et des conseils sur la manière de vérifier l'info.

Ces outils gratuits, disponibles pour tous, visent un public large, notamment les jeunes. "L'idée n'est pas de faire du clic ni de l'argent, c'est une démarche citoyenne", a expliqué Samuel Laurent, dont l'équipe de "Décodeurs" est l'une des plus actives parmi les "fact-checkeurs" de la presse française qui luttent contre les fausses informations.

Les Décodeurs veulent continuer à enrichir leur base et l'ouvrir aux développeurs, pour que d'autres puissent élaborer de nouveaux outils à partir de ces données. AFP, publié par lexpress.fr le 25.01

Le mimétisme ou la synchronisation est pratiquement parfaite.

- Bruxelles demande aux réseaux sociaux de traquer les « fausses informations » par OJIM - Arrêt sur Info 01.02

Aussi, les médias traditionnels en perte de vitesse (qu'il s'agisse des audiences ou des ventes, pour la presse papier) redoutent par-dessus tout le succès des sites de réinformation sur internet, tout comme l'effet des réseaux sociaux.

Dernier signe d'inquiétude en date, Bruxelles vient de sommer Facebook et les autres réseaux sociaux de « prendre une position plus forte » contre les « fausses informations ». « Je suis très préoccupé comme tout le monde au sujet des fausses informations, surtout après les élections aux États-Unis », a déclaré le commissaire européen chargé du marché unique numérique Andrus Ansip. Au-delà de l'avertissement, l'Union Européenne compte bien sévir : « Je crois vraiment aux mesures d'autoréglementation, mais si des clarifications sont à faire, nous serons prêts à les faire. »

De son côté, Facebook a annoncé la mise en place d'un système de filtre pour les contenus suspects. « Nous testons plusieurs façons de rendre plus facile le signalement de fausses informations, ce que vous pouvez faire en cliquant sur le coin supérieur droit d'un message. Nous comptons beaucoup sur notre communauté pour obtenir de l'aide sur cette question… », a déclaré la plate-forme. Une manière comme une autre d'inviter ses utilisateurs à la délation…

Outre les principes douteux du procédé, le fait qu'un réseau social décide quelle information est « vraie » ou « fausse » relève de la naïveté affligeante et pose bien des questions, notamment celles de savoir qui seront les principales cibles de cette vigilance et quelle sera le degré idéologique de cette vigilance. Question subsidiaire enfin : les médias traditionnels devront-ils également rendre des comptes sur la fiabilité de leurs informations ? OJIM, le 1 février 2017

Un autre article :

http://www.lesechos.fr/tech-medias/medias/0211748486438-la-commission-europeenne-met-en-garde-facebook-sur-les-fake-news-2061213.php#ykRdtVUwxAuUSwwL.99

On peut ignorer d'où viennent les mauvais coups, mais quand on en connaît l'origine on n'est pas plus avancé pour autant si on ne sait pas pourquoi on nous les a portés ou quelles étaient les intentions de leurs auteurs, c'est ainsi qu'ils pourront récidiver à tout moment sans être inquiété et ainsi de suite.

Les démagogues qui sévissent au sein du mouvement ouvrier (dont le courant politique dont j'étais issu) prétendaient que démasquer leurs auteurs seraient suffisant, or il n'en est rien. Pourquoi ne tenaient-ils pas à ce qu'on se pencha sur leur véritable nature ? Parce que ces auteurs arboraient le masque trompeur de la gauche sans lequel les révisionnistes du marxisme n'auraient pas pu justifier leur théorie et leur ligne politique opportunistes.

Comme quoi ils ont de la suite dans les idées...

- Un milliardaire propose de donner plus de voix au riches et compare la "guerre contre les riches" à l'Holocauste. - Le Grand Soir 14.02.2014

Lorsque Adam Lashinsky, du magazine Fortune, lui a demandé s'il avait une idée qui pourrait « changer le monde », le milliardaire capitaliste Tom Perkins a déclaré jeudi devant un auditoire du Commonwealth Club à San Francisco que les Américains qui ne payaient pas d'impôts ne devraient pas avoir le droit de voter que les riches devraient avoir plus de voix.

« Mon système serait le suivant : seul celui qui paie des impôts aurait le droit de vote, » a dit Perkins. « Le f ond de ma pensée est qu'il f audrait f aire comme pour une entreprise. Vous payez un million d'impôts, vous avez droit à un million de voix. Qu'en pensez-vous ? »

Le public a ri à l'idée, mais CNN a remarqué que le milliardaire ne semblait pas plaisanter.

Le mois dernier, Perkins a employé une analogie avec l'Holocauste pour décrire ses craintes quant à la sécurité des 1% les plus riches, en écrivant , « J'aimerais attirer votre attention sur le parallèle entre la guerre de l'Allemagne nazie contre ses « 1% » , c'est-à-dire les juifs, et la guerre des progressistes contre les 1% d'Américains, c'est-à-dire les « riches ». » Le Grand Soir 14.02.2014

Dans quel monde (totalitaire) Le Monde et ses semblables voudraient-ils nous projeter ?

Le Meilleur des mondes - Aldous Huxley (1931)

Extraits - « La dictature parfaite serait une dictature qui aurait les apparences de la démocratie, une prison sans murs dont les prisonniers ne songeraient pas à s'évader, un système d'esclavage où, grâce à la consommation et au divertissement, les esclaves auraient l'amour de leur servitude. »

« Sous la poussée d'une surpopulation qui s'accélère et d'une sur-organisation croissante et par le moyen de méthodes toujours plus efficaces de manipulation des esprits, les démocraties changeront de nature. Les vieilles formes pittoresques — élections, parlements, Cours suprêmes, et tout le reste — demeureront, mais la substance sous-jacente sera une nouvelle espèce de totalitarisme non violent. Toutes les appellations traditionnelles, tous les slogans consacrés resteront exactement ce qu'ils étaient au bon vieux temps. La démocratie et la liberté seront les thèmes de toutes les émissions de radio et de tous les éditoriaux. Entretemps, l'oligarchie au pouvoir et son élite hautement qualifiée de soldats, de policiers, de fabricants de pensée, de manipulateurs des esprits, mènera tout et tout le monde comme bon lui semblera. » (Le Meilleur des mondes - Aldous Huxley 1931) Aldous Huxley consacrera le reste de ses jours à combattre l'oligarchie et sa conception totalitaire du monde. 27 ans après la rédaction du Meilleur des mondes il nous livrera ses conclusions qui sont matières à réflexion et enseignements pour le combat que nous menons pour abattre le capitalisme et l'éradiquer de la surface de la terre.

Retour au Meilleur des mondes - Aldous Huxley -1958

Extrait - Arrivés à ce point, nous nous trouvons devant une question très troublante. Désirons-nous vraiment agir? Est-ce que la majorité de la population estime qu'il vaut bien la peine de faire des efforts assez considérables pour arrêter et si possible renverser la tendance actuelle vers le contrôle totalitaire intégral? Aux U.S.A. - et l'Amérique est l'image prophétique de ce que sera le reste du monde urbano-industriel dans quelques années d'ici - des sondages récents de l'opinion publique ont révélé que la majorité des adolescents au-dessous de vingt ans, les votants de demain, ne croient pas aux institutions démocratiques, ne voient pas d'inconvénient à la censure des idées impopulaires, ne jugent pas possible le gouvernement du peuple par le peuple et s'estimeraient parfaitement satisfaits d'être gouvernés d'en haut par une oligarchie d'experts assortis, s'ils pouvaient continuer à vivre dans les conditions auxquelles une période de grande prospérité les a habitués. Que tant de jeunes spectateurs bien nourris de la télévision, dans la plus puissante démocratie du monde, soient si totalement indifférents à l'idée de se gouverner eux-mêmes, s'intéressent si peu à la liberté d'esprit et au droit d'opposition est navrant, mais assez peu surprenant.“ Libre comme un oiseau ”, disons-nous, et nous envions les créatures ailées qui peuvent se mouvoir sans entrave dans les trois dimensions de l'espace, mais hélas, nous oublions le dodo. Tout oiseau qui a appris à gratter une bonne pitance d'insectes et de vers sans être obligé de se servir de ses ailes renonce bien vite au privilège du vol et reste définitivement à terre. Il se passe quelque chose d'analogue pour les humains. Si le pain leur est fourni régulièrement et en abondance trois fois par jour, beaucoup d'entre eux se contenteront fort bien de vivre de pain seulement - ou de pain et de cirque. “ En fin de compte ”, dit le Grand Inquisiteur dans la parabole de Dostoïevski, “ ils déposeront leur liberté à nos pieds et nous diront : faites de nous vos esclaves, mais nourrissez-

nous. ” Et quand Aliocha Karamazov demande à son frère, celui qui raconte l’histoire, si ce personnage parle ironiquement, Ivan répond : “ Pas le moins du monde! Il revendique comme un mérite pour lui et son Eglise d’avoir vaincu la liberté dans le dessein de rendre les hommes heureux. ” Oui, pour rendre les hommes heureux. “ Car rien ”, assure-t-il, “ n’a jamais été plus insupportable pour un homme ou une société humaine que la liberté. ” Rien, si ce n’est son absence; en effet, lorsque les choses vont mal et que les rations sont réduites, les dodos rivés au sol réclament leurs ailes à tue-tête - pour y renoncer, une fois de plus, quand les temps deviennent meilleurs et les éleveurs plus indulgents, plus généreux. Les jeunes qui ont si piètre opinion de la démocratie combattront peut-être pour défendre la liberté. Le cri de “ Donnez-moi la télévision et des saucisses chaudes, mais ne m’assommez pas avec les responsabilités de l’indépendance ”, fera peut-être place, dans des circonstances différentes à celui de “ La liberté ou la mort ”. Si une telle révolution se produit, elle sera due en partie à l’action de forces sur lesquelles, même les gouvernants les plus puissants n’ont que très peu de pouvoir, en partie à l’incompétence de ces chefs, à leur manque d’efficacité dans le maniement des instruments de manipulation mentale que la technique et la science ont fournis et continueront à fournir aux aspirants dictateurs.

Si l’on considère leur ignorance et le peu de moyens dont ils disposaient, les Grands Inquisiteurs du passé ont obtenu des résultats remarquables. Mais leurs successeurs, les dictateurs bien informés et intégralement scientifiques de l’avenir, feront à n’en pas douter beaucoup mieux. Le Grand Inquisiteur reproche au Christ d’avoir appelé les hommes à la liberté et Lui dit “ Nous avons corrigé ton oeuvre et l’avons fondée sur le miracle, le mystère et l’autorité. ” Mais cette trinité n’est pas suffisante pour garantir la survie indéfinie d’une tyrannie.

Dans Le Meilleur des Monde, les dictateurs y avaient ajouté la science, ce qui leur permettait d’assurer leur autorité par la manipulation des embryons, des réflexes chez les enfants et des esprits à tous les âges. Au lieu de parler simplement de miracles et de glisser des allusions symboliques aux mystères, ils étaient en mesure, grâce à des drogues, d’en faire faire l’expérience directe à leurs sujets - de transformer la foi en connaissance extatique.

Les anciens dictateurs sont tombés parce qu’ils n’ont jamais pu fournir assez de pain, de jeux, de miracles et de mystères à leurs sujets; ils ne possédaient pas non plus un système vraiment efficace de manipulation mentale. Par le passé, libres penseurs et révolutionnaires étaient souvent les, produits de l’éducation la plus pieusement orthodoxe et il n’y avait rien là de surprenant. Les méthodes employées par les éducateurs classiques étaient et sont encore extrêmement inefficaces. Sous la férule d’un dictateur scientifique, l’éducation produira vraiment les effets voulus et il en résultera que la plupart des hommes et des femmes en arriveront à aimer leur servitude sans jamais songer à la révolution. Il semble qu’il n’y ait aucune raison valable pour qu’une dictature parfaitement scientifique soit jamais renversée.

En attendant, il reste encore quelque liberté dans le monde. Il est vrai que beaucoup de jeunes n’ont pas l’air de l’apprécier, mais un certain nombre d’entre nous croient encore que sans elle les humains ne peuvent pas devenir pleinement humains et qu’elle a donc une irremplaçable valeur. Peut-être les forces qui la menacent sont-elles trop puissantes pour que l’on puisse leur résister très longtemps. C’est encore et toujours notre devoir de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour nous opposer à elles. (Retour au Meilleur des mondes - Aldous Huxley)

Utilisons la liberté dont nous disposons encore pour combattre cette entreprise totalitaire.

L'initiative du Monde dirigée contre les sources d'informations alternatives aux médias institutionnels subventionnés par l'Etat et propriétaires d'oligarques ou banquiers serait puérile ou vouée à l'échec car trop tardive, s'il s'agissait uniquement d'en éloigner les travailleurs et les jeunes, parce qu'elles sont connues et ont même déjà acquis une certaine notoriété à tort ou à raison, là n'est pas la question.

La désignation d'un certain nombre de portails ou blogs comme infréquentables ou dangereux, qualifiés de négationnistes, complotistes ou de complices du terrorisme peut s'inscrire dans le cadre d'une opération beaucoup plus vaste ayant pour objectif inavoué à ce stade mais pendant ou logique à terme de les interdire, ce qui nécessite d'y préparer les esprits afin que cette mesure soit appliquée sans rencontrer de résistance ou mieux qu'elle soit ainsi cautionnée, car ne manquant pas de supporters dès à présent y compris au sein du mouvement ouvrier corrompu.

Dès lors nous appellons au boycott de ce portail du Monde, ainsi que tous les portails ou blogs du Monde et des médias qui consacrent déjà une rubrique similaire à leurs lecteurs.

Cette opération digne des méthodes employées par le ministère de la propagande d'un régime nazi manifeste l'impuissance et l'impatience de l'oligarchie face au rejet grandissant dont font l'objet la politique du gouvernement, le néolibéralisme, l'ensemble des médias qui en sont les relais parmi l'ensemble de la population et qui sont voués à connaître le même sort que les institutions de la Ve République ou l'Union européenne.

La méfiance ou le rejet croissant qu'inspirent les médias-oligarques est le produit de leur soutien sans faille à la politique ultra réactionnaire du gouvernement, de leur parti pris hystérique et tapageur contre le Brexit ou en faveur de l'Union européenne, de Clinton ou encore, leur présentation frauduleuse de la libération d'Alep en Syrie, de leur alignement systématique sur les va-t-en-guerre de l'OTAN et de Washington, de leur misérable idolâtrie de l'oligarchie ou du marché, et enfin de leur volonté

affichée d'étouffer, de discréditer et criminaliser toute interprétation différente des versions officielles et leurs auteurs, d'imposer au moyen d'artifices ou d'analyses bâclées ou manifestement incohérentes ou puant la falsification à plein nez une pensée unique qui ne sert qu'à cautionner ce que les travailleurs et les jeunes vivent au quotidien et dont ils voudraient bien se débarrasser. Cette entreprise a justement été conçue pour les en empêcher ou tenter de leur enlever l'idée de la tête que ce serait possible, en leur interdisant de prendre connaissance des origines de leurs difficultés ou de la décomposition de la société.

Quelques articles qui illustrent la corruption des médias et la désinformation, l'intox à laquelle se livre en continu Le Monde.

Il s'agit d'articles que j'ai mis en ligne entre 2012 et 2016 et qui proviennent de sources diverses à travers le monde.

Liste des 200 titres de presse les plus aidés en 2014 - Aides directes et indirectes provenant du budget de l'Etat.
http://www.luttedeclasse.org/dossier37/France_medias_200_titres_de_presse_les_plus_aides_2014_12062015.pdf

Les informations du "photojournaliste Mani", pour Le Monde - Mondialisation.ca 30.01.2012
http://www.luttedeclasse.org/dossier/syrie_3_300112.pdf

Syrie : "Le Monde" diffuse une vidéo-show de l'AFP - Réseau Voltaire 09.08.2012
http://www.luttedeclasse.org/dossier2/syrie_france_media_090812.pdf

La presse française assume le caractère colonial de l'opération Serval - Réseau Voltaire
http://www.luttedeclasse.org/dossier3/mali_france_media_300113.pdf

Le Monde ou la voix de l'Etat terroriste sioniste. - La voix de l'Opposition de gauche 05.02.2013
http://www.luttedeclasse.org/service2/le_monde_media_sionisme_050213.pdf

L'enquête sur les armes chimiques par deux reporters du Monde en Syrie : Une nouvelle manipulation - mondialisation.ca 31.05.2013 http://www.luttedeclasse.org/dossier4/syrie_france_media_2_310513.pdf

Le Monde et les gaz chimiques : des invraisemblances médicales ? (michelcollon.info) (30.05.13)
http://www.luttedeclasse.org/dossier4/syrie_france_media_300513.pdf

« Le Monde » et les conflits yougoslaves : entre manipulation, mensonges et désinformation (michelcollon.info) (05.06.13)
http://www.luttedeclasse.org/dossier4/france_media_1_050613.pdf

Le journal Le Monde : une référence de la désinformation (michelcollon.info) (05.06.13)
http://www.luttedeclasse.org/dossier4/france_media_2_050613.pdf

Le Monde fait de la propagande pro-guerre sur les armes chimiques en Syrie (mondialisation.ca) (06.06.13)
http://www.luttedeclasse.org/dossier4/syrie_france_lemonde_1_060613.pdf

Un journaliste quitte Le Monde pour échapper à la censure du business. (michelcollon.info) (02.09.13)
http://www.luttedeclasse.org/dossier5/france_Le_Monde_Herve_Kempf_020913.pdf

Anomie du Monde - La responsabilité des médias mainstream - Le Grand Soir 09.09.2013
http://www.luttedeclasse.org/dossier5/syrie_Le_monde_01_090913.pdf

Syrie : intox habituelle au journal Le Monde. (legrandsoir.info) (28.09.13)
http://www.luttedeclasse.org/dossier6/medias_syrie_france_Le_Monde_280913.pdf

Le djihad de l'intox - legrandsoir.info 03.10.2013
http://www.luttedeclasse.org/dossier7/syrie_france_media_Le_Monde_1_031013.pdf

L'anti-terrorisme selon Le Monde. (french.irib.ir) (19.02.14)
http://www.luttedeclasse.org/dossier14/Syrie_France_190214.pdf

Venezuela : incitation à la violence (La Jornada) - legrandso ir.info 08.04.2014
http://www.luttedeclasse.org/dossier17/Venezuela_medias_080414.pdf

Courrier au médiateur du Monde, concernant le Venezuela - legrandso ir.info 19.04.2014

http://www.luttedeclasse.org/dossier18/France_media_Le_Monde_Venezuela_190414.pdf

Le Monde diffuse la propagande de guerre gouvernementale sur l'Irak (mondialisation.ca) (05.10.14)
http://www.luttedeclasse.org/dossier25/France_Le_Monde_media_Irak_051014.pdf

Le journal « Le Monde » défend les crimes de guerre dans le Donbass - Arrêt sur info 11.08.2015
http://www.luttedeclasse.org/dossier41/media_France_Le_Monde_Donbass_11082015 .pdf

« Courrier international », le produit offshore du « Monde » legrandsoir.info 19.02.2015
http://www.luttedeclasse.org/dossier30/France_medias_Courrier_international_Le_Monde_190215.pdf

Le quotidien Le Monde semble vouloir prendre la tête de la propagande contre la Russie (Arrêt sur info) (03.03.15)
http://www.luttedeclasse.org/dossier31/France_media_Le_Monde_propagande_contre_Russie_030315.pdf

Guerre médiatique : l'Amérique Latine selon Le Monde (legrandsoir.info) (20.04.15)
http://www.luttedeclasse.org/dossier34/France_media_Le_Monde_Amerique_Latine_20042015.pdf

Un journaliste de « Le Monde » en croisade permanente contre le Venezuela - Arrêt sur Info 26.05.2015
http://www.luttedeclasse.org/dossier34/France_media_Valls_Canal_Plus_26042015.pdf

Un journaliste de « Le Monde » en croisade permanente contre le Venezuela (michelcollon.info) (01.05.15)
http://www.luttedeclasse.org/dossier34/France_media_Le_Monde_Venezuela_01052015.pdf

Syrie: Grandeur et décadence d'un journal au-dessus de tout soupçon - mondialisation.ca 25.08.2015
http://www.luttedeclasse.org/dossier42/Syrie_France_media_Le_Monde_25082015.pdf

Syrie : quand les médias font l'apologie du terrorisme - Arrêt sur Info 15.12.2016
http://www.luttedeclasse.org/dossier44/Syrie_Alep_medias_France_16122016.pdf

Nous ne sommes pas les seuls à dénoncer cette entreprise totalitaire, partout dans le monde des voix s'élèvent pour s'y opposer ou mieux, pour la combattre.

- La propagande a un double objectif : diffuser des informations favorables, mais aussi empêcher la diffusion d'informations gênantes. (Réseau Voltaire 06.03.2006)

- Dans Mein Kampf, Hitler explique la crédibilité en d'énorme mensonge par rapport au petit bobard : « Dans la simplicité de leur esprit, les gens tombent plus facilement victimes d'une monstrueuse fiction que d'un petit boniment, car eux-mêmes se laissent souvent aller à de petites contrevérités peu importantes, mais auraient honte de recourir à de grosses mystifications. Il ne leur viendrait jamais à l'esprit de fabriquer une énorme imposture, et sont incapables de croire qu'un autre pourrait avoir pareil toupet. Même si des faits prouvant qu'il en est ainsi sont portés de manière claire à leur connaissance, ils continuent de douter et pensent qu'il pourrait y avoir une autre explication. »

Ce que les sociologues et Hitler nous disent, c'est que, avec le temps, les faits devenant évidents, les gens tiennent absolument sur le plan émotionnel aux croyances implantées par la propagande et trouvent que s'en libérer est une expérience déchirante. Il est plus confortable de dénoncer celui qui révèle la vérité plutôt que le menteur.

La psychologie de l'adhérence à des convictions, même injustifiées, est un pilier de la cohésion et de la stabilité sociale. (Paul Craig Roberts 19.09.2009)

- En 1977, Carl Bernstein, devenu célèbre grâce au Watergate, révéla que plus de 400 journalistes et dirigeants médiatiques travaillaient pour la CIA. Parmi eux des journalistes du New York Times, de Time et des réseaux de télévision. En 1991, Richard Norton Taylor du Guardian révéla quelque chose de similaire dans ce pays. (John Pilger 08.12.2014)

- Les « grands médias d'information » ont quasiment cessé d'informer ; de porter au public, à distance critique, les faits pertinents et vérifiés ; à partir bien sûr du réel constatable et non d'idéologiques lubies. Toujours plus, ces médias vendent la salade de leurs propriétaires libéraux-libertaires ; tout en vantant, à la Tartuffe, leurs "valeurs" et leur indépendance. Désormais, ces médias délaissent l'échange d'idées pour la brutale affirmation d'un "There Is No Alternative" (TINA) à la Thatcher. Qui s'oppose à cette ligne est noyé dans le silence.

Les médias-des-milliardaires offrent désormais des simulacres de "data journalism" nommés "Le Vrai du Faux", "Décodeurs" ou "Décryptage" – en fait, des outils pour disqualifier les esprits libres. (Xavier Raufer - Arrêt sur Info 02.06.2015)

- Le choc des civilisations du 21ème siècle est bien moins celui du fait religieux que de celui de l'abandon de la démocratie en Occident! Plus le mondialisme avance et plus la démocratie recule. La financiarisation à outrance des moindres recoins de la société inverse toujours plus les priorités de celle-ci pour finir par l'asservir. En une quinzaine d'années, la soumission des ressorts démocratiques aux méandres de la finance ne peut être contestée. Les éloges de la démocratie sont dorénavant réservés aux discours préélectoraux ou justifiant des guerres. Mais dans les faits le concept démocratique semble bel bien se déliter tendant à disparaître de pans entiers de la société. (Liliane Held-Khawam 12.03.2015)

- La mondialisation a permis la création d'un monstre au-delà de ce qu'on peut imaginer, puisque ce n'est plus un être humain, mais une organisation légale incontrôlable. Le petit crime organisé n'est qu'un insignifiant biscuit dans la trame cachée mais élue indirectement du crime invisible et gargantuesque qui domine le squelette de ladite représentativité. La chasse est ouverte… La chasse aux dictateurs est ouverte, puisque ceux-ci contrôlent leur pays, alors que l'Occident a perdu tout contrôle.

La phrase clef est ici : Il faut alors transformer en démocratie tout ce qui peut apparaître sous forme de dictature, bonne ou mauvaise, puisque celle-ci échappe aux dominants économiques désormais les seuls « représentants » des sociétés démocratiques. Ils ont les cordes et nous élisons les pantins.

Dans sa fabulation narcissique, le monde de la finance ricane, prenant le pouvoir, par des moyens encore plus grands et plus énormes que les armes et les bonnes intentions.

L'argent n'a pas d'odeur ni d'intention. Elle est le diktat dans un brouillard longuement concocté, vendu, et en oeuvre.

L'Histoire qui passe, passe si vite, et les tueurs économiques sont maintenant des snipers invisibles engraissés de manière journalière.

Mais comme au cinéma, ce n'est pas la réalité. La démocratie est maintenant la culture de l'hyper finance. Elle est la « démocratie ». (Gaëtan Pelletier 05.09.2013)

- Les élites au pouvoir en France et dans la majeure partie des pays du bloc américano-occidental, se caractérisent par leur servitude volontaire aux impératifs idéologiques et économiques du Nouvel Ordre Mondial. Par Nouvel Ordre Mondial il faut entendre le processus de la mondialisation et la constitution de pouvoirs financiers et économiques transnationaux qui dictent leurs réglementations aux représentations nationales. La libre circulation du capital et des marchandises induit de fait une prise de pouvoir de la sphère économique et financière mondialisée sur la sphère politique nationale. (Guillaume Borel 11.03.2015)

- La guerre en Afghanistan, mais surtout l'invasion et la destruction de l'Irak sous des prétexte mensongers et, depuis un an, les manigances des Etats-Unis et de l'Union européenne en Ukraine ont consacré le triomphe du journalisme embarqué: de Washington à Bruxelles, de Paris à Zurich, les médias dominants sont formatés et drillés pour réciter inlassablement le même discours: l'OTAN c'est le bien, la Russie c'est le mal. L'Europe, c'est la paix, la démocratie et la liberté, les autres, c'est la guerre, l'expansionnisme et l'oppression. (Guy Mettan - Arrêt sur Info 08.06.2015)

- Une véritable campagne d'intimidation se déploie – à coups d'émissions TV, de dossiers de presse, d'accusations infâmantes, de « listes noires », d'interdictions de parler etc… – à l'encontre de « complotistes » et de « confusionnistes » où l'on fait figurer, pêle-mêle, des critiques surtout dérangeants des politiques des Etats-Unis, d'Israël, de l'Union européenne etc… (curieusement, il s'agit toujours de ceux-là !) et les « populistes » « antisémites » « conspirationnistes délirants » auxquels les précédents sont abusivement amalgamés.

Les procédés de cette « chasse aux sorcières », couverte par certains intellectuels français, sont de type policier et rappellent les méthodes de l'extrême-droite « organisée », y compris des menaces physiques à l'encontre d'organisateurs de débats « conspirationnistes ».

Cela frise la terreur intellectuelle, vu que les « accusés » sont quasiment mis en demeure de se taire ou, de facto, réduits au silence par des médias (journalistes) eux-mêmes effrayés d'être vus en sulfureuse compagnie. (Michel Segal - mondialisation.ca 26.06.2015)

- Les adeptes d'une gouvernance mondiale de la Haute Finance Internationale se servent du multiculturalisme comme d'un levier pour fragmenter les nations jusqu'alors culturellement homogènes. Ces ensembles homogènes représentent en effet un obstacle à un gouvernement centralisé.

Cette offensive contre les identités n'est pas là pour combattre une identité dans l'absolu, elle est pour asseoir et baliser le terrain pour l'avènement définitif du néo-libéralisme. (Professeur Chems Eddine Chitour 06.02.2014)

- L'appareil de propagande occidental est extrêmement efficace. Il est également brillant dans sa manière de veiller à ce que

ses inventions soient transmises, diffusées et acceptées aux quatre coins du monde. Le système par lequel la désinformation se répand est incroyablement complexe. Sur tous les continents, des médias et des universitaires serviles usent de tout leur pouvoir pour garantir qu'une seule version des faits soit autorisée à pénétrer le cerveau de milliards d'individus. Résultat : lâcheté intellectuelle et ignorance, partout dans le monde, mais en particulier en Occident et dans ses États vassaux. (...)

La majeure partie de l'humanité est accro à la propagande de l'Empire. Cette propagande n'est pas seulement le fait des médias mainstream, mais également de la musique populaire, des feuilletons télévisés, des réseaux sociaux, de la publicité, du consumérisme, des tendances de la mode et de tout autre moyen dissimulé. Elle revêt aussi les habits d'une soupe culturelle, religieuse et médiatique qui conduit à la stupeur émotionnelle et intellectuelle. À l'instar d'une drogue hautement addictive, elle est administrée régulièrement et avec persistance. (Andre Vltchek 26.05.2015)

Deux exemples de désinformations criminelles à porter au compte du Monde.

- Florence Aubenas avait affirmé dans un article du Monde que lors de son séjour dans le nord de la Syrie elle n'avait rencontré aucun mercenaire de Daesh ou d'Al-Nosra en provenance de pays étrangers, pour accréditer la thèse officielle de l'OTAN reprise par Hollande (notamment) que c'était le peuple syrien qui s'était soulevé contre Assad qui le massacrait. Sur un tout autre sujet, Informations ouvrières (POI) lui consacra une page entière.

Arrêt sur Info - Elle nous a écoeuré au delà du supportable l'été 2012.

Entrée illégalement en Syrie « au couer de la révolution » en compagnie de fixeurs qui n'étaient que des bandits au service de la propagande d'une prétendue Armée Syrienne Libre (ASL) – une émanation des services secrets français – ses reportages mensongers cadraient parfaitement avec la propagande distillée par la diplomatie française.

Montrant là son profond mépris à l'égard d'un peuple que les bandes de sunnites extrémistes menaçaient, d'un Etat souverain. Ses reportages depuis Alep étaient de la propagande calquée sur la diplomatie française.

Le peuple Syrien n'existait pas. Nous savions quels étaient les vrais enjeux, sans y être allés. Nous savions que la réalité était autre. (Arrêt sur Info 08.05.2015)

Notons qu'aux derniers renseignements des mercenaires de 110 pays seraient ou auraient été présents en Syrie pour le compte de l'OTAN/USA selon le relevé établi par les autorités syriennes.

Elle s'illustrera à nouveau dans une affaire tout aussi cynique.

Approximations, inventions, silence absolu sur les éléments à charge du dossier, mensonges calomnieux et exagérations outrancières, Florence Aubenas s'est tout permis selon le vieil adage « la fin justifie les moyens ».

« La méprise » : les mensonges de Florence Aubenas sur l'affaire d'Outreau (http://arretsurinfo.ch/la-meprise-les-mensongesde- florence-aubenas-sur-laffaire-doutreau/)

Quand Le Monde attribuait à l'armée syrienne un massacre perpétré par les barbares qu'il soutenait et soutient toujours.

Un article du Monde du 28.01.12 intitulé "Il est 16h30, un massacre a eu lieu à Nasihine..." (Un quartier de Homs - ndlr)

Mondialisation.ca - Le 30 janvier 2012, une religieuse, Mère Agnès-Maryam de la Croix, habitant à Homs, dénonçait "Le Monde de s'enfoncer encore davantage dans la couverture de ce qui devient un crime contre l'humanité." pour avoir

Le quartier de Nâzihîn est bloqué depuis 20 jours. Les bandes armées ont réussi à le soustraire totalement aux forces de l'ordre. Ils ont forcé la cinquantaine de familles alaouites à émigrer en brûlant leurs maisons ou en les menaçant des pires exactions. Cette version contredit celle que rapporte le journal Le Monde qui, avec les médias mainstream, a tendance à toujours cacher les malfaiteurs.

C'est une preuve de plus de l'implacable cruauté de la désinformation médiatique qui tourne, à base de chair humaine fraîchement sacrifiée pour pouvoir en attribuer la responsabilité au régime. En quête d'évidences pour accabler une dictature, on suscite et instrumentalise la mort des civils pour en faire "matière" à reportage. La chair vive sacrifiée sert lâchement de matière à une campagne médiatique tendancieuse. Dommage pour Le Monde de s'enfoncer encore davantage dans la couverture de ce qui devient un crime contre l'humanité. Les informations du "photojournaliste Mani", pour Le Monde - Mondialisation.ca 30.01.2012

Extraits des Nouveaux chiens de garde 2011.

Amnésie

Depuis son éviction du Monde et de LCI, Edwy Plenel se réinvente en Emiliano Zapata. Il a échoué dans sa tentative d'introduire Le Monde en Bourse ? Il exhorte aujourd'hui les abonnés de Mediapart à la « révolte nécessaire » contre « la dictature financière » (10.8.11). Il a fait du Monde un groupe de presse dont Lagardère et Maurice Lévy (Publicis) étaient les actionnaires ? Il dénonce maintenant « l'anormale situation de dépendance, économique et politique, de nos médias envers une oligarchie financière imbriquée à l'actuel pouvoir présidentiel » (Rue89, 14.12.07). « Alain Minc est devenu un ami, et je suis fier d'être son ami », ronronnait-il à propos de son partenaire à la tête du Monde (France 2, 6.3.03) ? Il brame à présent que Minc a toujours été pour lui « un adversaire potentiel qu'il fallait tenir en marge » (France Culture, 13.12.07). Le plus insolite, dans ces divagations, c'est l'indulgence teintée de charité qu'elles suscitent dans son nouveau public. Le 4 octobre dernier, après le NPA et le Front de gauche, c'était au tour de l'« Université critique et citoyenne » de Nîmes d'inviter Plenel pour une conférence moustachue sur la « crise de la démocratie ».

Acrobatie

La « crise » contraint parfois la presse à des contorsions douloureuses. À propos de l'économie allemande et des réformes ultra-libérales imposées en 2004 par le gouvernement du social-démocrate Gerhard Schröder, Le Monde découvre aujourd'hui que « les inégalités se sont accrues » depuis sept ans et qu'« environ 7,4 millions de salariés occupent un "mini-job" très peu payé » (11.12.11). À l'époque, ces réformes avaient soulevé l'enthousiasme du Monde. Dans un éditorial intitulé « L'Allemagne bouge », le quotidien expliquait : « Ces mesures marquent un incontestable tournant dans l'histoire sociale de l'Allemagne. Les avantages sociaux sont fortement réduits. […]. Gerhard Schröder veut que l'Allemagne "bouge" : pour le bien de l'Europe on ne peut que saluer cette ambition » (25.12.04)

Il y a dix ans, la monnaie préférée des banquiers et des patrons de presse entrait en circulation. L'occasion de se rafraîchir la mémoire…

Dans Le Monde, Jean-Marie Colombani célébrait une « révolution » synonyme de « victoire sur les marchés, de la détermination de quelquesuns sur les forces économiques » (31.12.98).

- Les spécialistes de la désinformation: une profession de plus en plus en vogue de Oscar Fortin - Global Research, juin 13, 2014

Le temps où il suffisait de dire « je l'ai lu dans le journal, je l'ai entendu à la radio, vu à la télévision » pour faire taire tous les incrédules est désormais dépassé. Ce qu'on écrit dans le journal, ce que l'on dit à la radio, ce qu'on nous montre à la télévision n'a plus la crédibilité d'antan. Une nouvelle profession s'y est taillé une place pour en faire le lieu privilégié de la désinformation aux allures de ce qu'il y a de plus vrai et de plus convaincant. Un métier qui se vend aux plus offrants. Des vendeurs d'images et d'opinions qui savent se vendre ainsi que ce qu'ils produisent. Ils ont tous et toutes l'allure de personnes qui ne sauraient mentir ou tromper leur public.

Des dizaines de milliards de dollars sont engagés chaque année en armements et en interventions militaires dans divers pays du monde. Les dirigeants politiques et les médias de communication qui leur sont soumis en arrivent à convaincre par divers montages les citoyens et citoyennes de la justesse de ces dépenses et de ces interventions.

Au cours des dix dernières années, nous avons vécu une sorte de sommet dans la mise en place des moyens permettant de tromper carrément les auditeurs et auditrices sous le couvert d'une présentation erronée de faits et d'analyses, fabriquées à dessein pour qu'elles soient reprises par tous les médias officiels (meanstream). Souvent, ce ne sera que plus tard que les langues se délieront pour mettre au grand jour la tricherie.

On nous a convaincus qu'il y avait en Irak des armes de destruction massive, qu'il était urgent d'intervenir avant que Saddam Hussein ne vienne tous nous empoisonner. Ce n'est que plus tard que nous avons appris que ce n'était qu'un grand mensonge soutenu par nos médias.

On nous a également convaincus qu'en Libye, Kadhafi bombardait des populations civiles entières comme par plaisir de tuer. Ce fut également là un grand mensonge, entretenu par nos médias. Le chef de la fausse révolution libyenne admet que Kadhafi n'a pas tué de manifestants.

En Syrie que n'a-t-on pas dit pour que le monde sache que le président Al-Assad est un dictateur sanguinaire qui n'a aucun respect des droits de la personne et qui prend une sorte de plaisir à tuer d'innocentes victimes. Encore là, le mensonge et les demi-vérités ont fait leur travail auprès de l'opinion publique.

Que dire de ce qui se passe en Ukraine? Depuis des mois on nous dit que l'ex-président ne répondait plus à ses obligations et que

le peuple ukrainien ne pouvait plus le supporter. Il fallait donc se porter au secours de ce peuple pris en otage par un Président sans conscience. Les faits nous révèlent de plus en plus qu'on nous a menti pour mieux agir dans le sens d'intérêts qui vont bien au-delà de celui de se porter à la défense d'un peuple.

Plus les évènements avancent dans le temps, plus nous découvrons les mensonges mis à la disposition d'une manipulation machiavélique de l'opinion publique. Des spécialistes de la désinformation se consacrent comme de véritables artistes à créer l'illusion et la ressemblance avec la vérité pour mieux assurer les interventions militaires et autres à des fins qui n'ont rien à voir avec les intérêts des peuples visés. Global Research, juin 13, 2014

Pour terminer, quelques articles relatifs à l'idéologie de la classe dominante et à sa stratégie politique.

Des articles qui sont relatifs à l'idéologie et à la stratégie politique adoptée par les sommets du capitalisme mondial, l'oligarchie financière anglo-saxonne et internationale, au néolibéralisme, ses liens avec les médias, leur propagande contre ce qu'ils appellent la théorie du complot, qui en réalité ne fait que dévoiler les véritables intentions qui se cachaient derrière la multitude de méfaits qu'ils ont commis à travers le monde et que les médias censurent ou falsifient à souhait.

- On réécrit l'histoire au "Ministère de la Vérité" de George Orwell (RT) - legrandsoir.info 09.06.2014
http://www.luttedeclasse.org/dossier21/Nom_090614.pdf

- Le retour de la guerre de George Orwell et Big Brother en Palestine ; l'Ukraine et la Vérité. - legrandsoir.info 17.07.2014
http://www.luttedeclasse.org/dossier22/nom_totalitarisme_1707144.pdf

- Le fascisme réel - legrandsoir.info 16.06.2014
http://www.luttedeclasse.org/dossier21/neoliberalisme_fascisme_160614.pdf

- « L'essence des médias n'est pas l'information. C'est le pouvoir. » - legrandsoir.info 30.11.2014
http://www.luttedeclasse.org/dossier27/medias_pouvoir_propagande_301114.pdf

- Médias français : Cinq cas de journalistes acquis à la doctrine néoconservatrice - legrandsoir.info 22.05.2016
http://www.luttedeclasse.org/dossier43/Medias_francais_journalistes_doctrine_neoconservatrice_2205016.pdf

- Ukraine: les Européens doutent de l'impartialité de leurs médias 21.04.2015
http://www.luttedeclasse.org/dossier34/Ukraine_medias_Europe_21042015.pdf

- La manipulation de l'opinion publique - Arrêt sur Info 18.5.2015
http://www.luttedeclasse.org/dossier35/manipulation_de_opinion_publique_18052015.pdf

- Quand la liberté de la presse cède le pas à des intérêts politiques - mondialisation.ca 21.12.2015
http://www.luttedeclasse.org/dossier43/medias_21122015.pdf

- Censure. L'offensive politico-médiatique contre les sites de ré-information
http://www.luttedeclasse.org/dossier32/France_offensive_politico_mediatique_censure_14032015.pdf

- Sciences sociales et propagande: Le cas Huntington - mondialisation.ca 05.02.2015
http://www.luttedeclasse.org/dossier28/Sciences_sociales_propagande_Huntington_050215.pdf

- La réinformation, enjeu crucial des prochaines années - Arrêt sur info 11.06.2015
http://www.luttedeclasse.org/dossier37/France_medias_11062015.pdf

- Lavage de cerveau versus Éducation: L'Occident répand l'idiotie intellectuelle universelle Andre Vltchek - mondialisation.ca 29.08.2015
http://www.luttedeclasse.org/dossier42/propagande_conditionnement_29082015 .pdf

- Qui sont les néoconservateurs ? - legrandsoir.info 24.12.2014
http://www.luttedeclasse.org/dossier28/neoliberalisme_141214.pdf

- Il était une fois l'oligarchie - legrandsoir.info 22.8.2013
http://www.luttedeclasse.org/dossier5/politique_oligarchie_220813.pdf

- L'essence du néolibéralisme : La conquête du monde - mondialisation.ca 15.07.2014
http://www.luttedeclasse.org/dossier22/neoliberalisme_150714.pdf

- Sergents du néoconservatisme et extrémisme, lutte ou alliance ? - legrandsoir.info 10.07.2014
http://www.luttedeclasse.org/dossier22/neoconservatisme_intellectuels_propagande_100714.pdf

- Nous vivons en oligarchie et non en démocratie - Arrêt sur Info 12.03.2015
http://www.luttedeclasse.org/dossier31/Nouvel_Ordre_Mondial_2_12032015.pdf

- Quand le libéralisme économique nuit à l'idée de démocratie - Arrêt sur Info 24.03.2015
http://www.luttedeclasse.org/dossier32/neoliberalisme_24032015.pdf

- La capitulation des élites : la mise en place du Nouvel Ordre Mondial - Arrêt sur Info 11.03.2015
http://www.luttedeclasse.org/dossier31/Nouvel_Ordre_Mondial_capitulation_des_elites_oligarchie_11032015.pdf

- De quoi le nouvel ordre mondial est-il le nom ? - Arrêt sur Info 03.03.2015
http://www.luttedeclasse.org/dossier31/nouvel_ordre_mondial_030315.pdf

- Qu'est-ce qu'une théorie du complot? Qu'est-ce que la vérité? Global Research, mars 12, 2015
http://www.luttedeclasse.org/dossier32/theorie_du_complot_12032015.pdf

- Théorie du complot – Info ou intox?
http://www.luttedeclasse.org/dossier34/Theorie_complot_Info_intox_011052015.pdf

- Théorie du complot : comment le « Le Style paranoïaque » fut détourné par les néo-conservateurs (1/2) michelcollon.info 28.05.2015
http://www.luttedeclasse.org/dossier34/Theorie_du_complot_neo_conservateurs_28042015.pdf

- Théorie du complot : comment le « best seller » de Richard Hofstadter « Le Style paranoïaque » fut détourné par les néo-conservateurs (2/2) - Arrêt sur info 26.05.2015
http://www.luttedeclasse.org/dossier36/Theorie_du_complot_Le_Style_paranoïaque_Hofstadter_26052015.pdf

- L'épouvantail de la « théorie du complot » - mondialisation.ca 26.06.2015
http://www.luttedeclasse.org/dossier38/theorie_du_complot_26062015.pdf

- Hofstadter et les "Théories du Complot" : Traduction de son article-phare du Harper's Magazine - legrandsoir.info 13.08.2015
http://www.luttedeclasse.org/dossier41/Hofstadter_Theories_du_Complot_13082015.pdf

En complément.

- Les techniques de la propagande militaire moderne - Réseau Voltaire 16.05.2016
http://www.luttedeclasse.org/dossier43/techniques_propagande_militaire_moderne_1605016.pdf

- Les ONG et les mécaniques de la guerre hybride - Arrêt sur Info 27.10.2016
http://www.luttedeclasse.org/dossier44/ONG_guerre_hybride_27102016.pdf

Ils osent tout

- Obama dénonce toute discrimination fondée sur "la religion" - AFP

- Présidentielle 2017 : Les entrepreneurs plébiscités pour l'action politique - Boursier

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

France

En famille. Rubrique nécrologique.

- Pierre Bergé : «Le PS est fini, mort» - LeParisien.fr

A 86 ans, l'homme d'affaires et mécène, soutien inconditionnel de la gauche, explique son choix de soutenir Emmanuel Macron au «Parisien ».

Ca n'a pas traîné. Quelques heures à peine après la victoire de Benoît Hamon à la primaire de la Belle Alliance populaire, Pierre Bergé a annoncé sur twitter son ralliement à Emmanuel Macron. « J'apporte mon soutien sans la moindre restriction à Emmanuel Macron pour être le président qui nous conduira vers une sociale-démocratie », a écrit le cofondateur de la maison de couture Yves-Saint-Laurent. A 86 ans, l'homme d'affaires et mécène, soutien inconditionnel de la gauche, explique son choix au «Parisien ».

Pourquoi avoir attendu la fin de primaire socialiste pour rejoindre officiellement Emmanuel Macron ?

Pierre Bergé - J'ai voulu attendre, car si Manuel Valls avait gagné, je l'aurais accompagné. C'est un ami et je ne lâche jamais mes amis. D'autant qu'au-delà de la présidentielle, il était celui qui pouvait refonder le PS, mais bon, ça ne sera probablement pas lui... La gauche, au fond, a renoncé au pouvoir. Elle est partie pour quelques années d'opposition.

Le Parisien - Le grand responsable, c'est François Hollande ?

Pierre Bergé - Le quinquennat a été complètement raté, au moins dans la perception qu'on en a eu. J'aime Hollande, j'aurais voté pour lui. Son bilan ne sera pas aussi mauvais qu'on le dit, loin s'en faut. Malheureusement, les bonnes actions qu'il a faites n'intéressent pas les Français. Le Mali ne les intéresse pas.

Le Parisien - Pour vous, le PS est... ?

Pierre Bergé - Fini. Mort. Le parti, dont je ne suis pas membre mais que j'accompagne depuis si longtemps est aujourd'hui dans un état lamentable, de décrépitude. Le PS où Benoît Hamon l'emporte, ce n'est plus le parti socialiste. Il est urgent de provoquer un nouveau congrès de Tours (1920). La situation est la même que presque cent ans en arrière : les socialistes d'un côté, les communistes de l'autre... avec Hamon dans ce camp aujourd'hui. Comme à Tours, il faut provoquer la scission... (la suite réservée aux abonnés du Parisien, on s'en passera.) LeParisien.fr 30.01

Passons sur la réécriture du congrès de Tours de la SFIO par cet oligarque.

En réalité, la majorité des congressistes et des militants (Que Bergé assimile à Hamon) votèrent l'adhésion à l'Internationale Communiste (IC) ou IIIe Internationale, et ce fut la majorité des élus de la SFIO qui demeurèrent attachés au réformisme et à la IIe Internationale qui avait trahi le socialisme le 3 août 1914 en votant les crédits de guerre, mis en minorité et vaincus lors de ce congrès, ce qu'ils ne pouvaient pas admettre, ce qui entraîna la scission de la SFIO et la création de la SFIC ou le PC...

Ce ne sont pas les sociaux-impérialistes qui furent à l'origine de la scission de la SFIO, mais leur refus d'accepter lmeur défaite et de figurer dans la minorité ou dans un parti membre de l'IC par haine farouche du communisme, ce qui ne s'est jamais démenti par la suite jusqu'à nos jours.

Ce discours est conforme à la nature du PS que nos dirigeants ont nié pendant plus d'un demi-siècle. Cette pourriture sous l'effet d'une déception amoureuse perd son sang-froid, car Hamon n'est pas aussi infréquentable qu'il le prétend.

A propos de Benoît Hamon.

- De 2004 à 2009, Benoît Hamon était député européen. Extrait de sa fiche dans les archives en lignes du Parlement européen.

Alors que George Bush et Ariel Sharon étaient au pouvoir, Benoît Hamon avait néanmoins choisi de rejoindre -dès son élection en 2004- les groupes parlementaires dénommés "délégation pour les relations avec les États-Unis" et "délégation pour les relations avec Israël". Il assuma la vice-présidence du groupe connecté à Washington.

Invité en 2011 par l'UPJF (Union des patrons juifs de France qui se qualifie elle-même de "lobby juif"), Benoît Hamon avait présenté Israël comme une "démocratie" et manifesté son refus de toute forme de "boycott" envers ce régime colonial et ségrégationniste. (source : Panamza)

- Benoît Hamon et Manuel Valls (...) semblent partager la même volonté de museler la diffusion de l'information indépendante sur Internet.

Le 12 novembre, invité sur Franceinfo, Benoît Hamon a ainsi dénoncé les «médias et hébergeurs» -tels Facebook et Twitter- qui seraient «co-responsables» de la victoire de Donald Trump et, plus généralement, de l'apparition de «contre-sociétés» dans lesquelles «chacun se construit une théorie, une vérité qui est très loin de la réalité» {https://twitter.com/franceinfo/status/797356249381818368}.

Le 8 janvier, interviewé par France Inter, Benoît Hamon a surenchéri en affirmant que la lutte contre la «déradicalisation islamiste» devait d'abord passer par un combat contre «le complotisme, cet écosystème extrêmement violent» {https://youtu.be/DPcDZMKWkLM}.

À l'instar de la mouvance sioniste et de Rudy Reichstadt, principal référent politico-médiatique de l'imposture intellectuelle du "conspirationnisme", Benoît Hamon établit clairement un lien -inquiétant pour les libertés individuelles- entre "complotisme" (attitude qu'il ne définit précisément pas), djihadisme et terrorisme (id)

- M. Hamon, le candidat qui prend les terroristes pour des démocrates par Bruno Guigue

En décembre 2016, Benoît Hamon voulait voler au secours des populations d'Alep bombardées par le méchant Poutine. Il a même déclaré que s'il était président de la République, il y serait allé, comme Mitterrand à Sarajevo. Lors des primaires qui l'ont désigné comme candidat du PS, il s'est opposé à toute aide financière destinée au peuple syrien. «

Arroser les zones contrôlées par Bachar al-Assad, je ne vois pas bien en quoi cela doit être une priorité de l'Union européenne quand il existe tout une autre Syrie avec d'autres partenaires possibles, comme les villes quasi autonomes autogérées ».

Les zones tenues par les groupes takfiristes, pour M. Hamon, c'est un territoire indépendant, une commune libre où on applique les recettes de l'autogestion, comme dans le programme du PSU des années 70. C'est là, dans ces lieux idylliques où règne la démocratie, que se trouvent les « partenaires possibles » de la France. On les aime tant, chez les socialistes, ces bandes armées qui s'estiment dépositaires du destin de la Syrie ! Elles s'emploient à la détruire, elles ne vivent que de rapines, elles coupent les têtes et imposent la charia wahhabite. Mais peu importe. La bouche en cœur, M. Hamon veut y voir les amis de la France.

Assassinats de fonctionnaires et de leurs familles, attentats à la voiture piégée qui fauchent les passants, false-flags meurtriers à l'arme chimique, tirs de mortiers qui tuent les écoliers, exécutions de conscrits capturés lors des combats, pollution des sources d'eau potable, destruction des infrastructures et saccage du patrimoine historique, les partenaires de M. Hamon n'ont pas fait dans la dentelle. Le peuple syrien a payé cher son refus de prendre les armes contre le gouvernement. Mais quelle importance ! Rue de Solferino, on l'aime tant, cette bacchanale sanglante qui se prend pour une révolution.

Le candidat socialiste feint de l'ignorer, mais les takfiristes ne sont pas tombés du ciel. Ce sont des mercenaires rémunérés par des dynasties corrompues et des puissances occidentales qui ont juré la perte du seul Etat séculier de la région. S'ils se multiplient, c'est parce qu'il y a de puissantes organisations internationales pour les recruter, les encadrer et les armer jusqu'aux dents. Ces organisations, elles, ont de puissants alliés sans lesquels elles n'auraient jamais eu des milliards de dollars, des 4X4 et des missiles TOW. Parmi ces alliés, la France d'un certain Hollande, qui a livré des armes aux terroristes, est mouillée jusqu'au cou.

Al-Qaida, ses clones et ses avatars ne sont ni l'expression d'un élan mystique, ni la nouvelle version du romantisme révolutionnaire. Ce sont des entreprises nihilistes qui doivent leur nocivité exponentielle, depuis vingt ans, aux manœuvres impérialistes dont le Moyen-Orient est la victime. Elles ne sont pas nées par génération spontanée. Elles sont le fruit des accouplements entre les apprentis-sorciers de Washington et les monarchies réactionnaires du Golfe. C'est un secret de polichinelle. Mais M. Hamon préfère délirer sur l'autogestion à la sauce takfirie et enfumer l'opinion en continuant d'accréditer la fable ridicule d'une révolution démocratique. Les exactions de ces bandes mafieuses sont des crimes répondant à la définition précise du terrorisme, c'est-à-dire l'exercice d'une violence aveugle contre des civils en vue d'obtenir un résultat politique. Ce terrorisme est perpétré par une soldatesque recrutée dans 110 pays pour accomplir les basses besognes exigées par ses donneurs d'ordres. Supplétifs de cette OTAN à laquelle les socialistes français tiennent comme à la prunelle de leurs yeux, ces petites frappes ont pour seule fonction de fournir sa piétaille au « regime change » fomenté par Washington, Paris et Londres.

Voir dans ces mercenaires des révolutionnaires épris de justice est une imposture colossale. S'acharnant sur le moindre vestige d'une culture qui la dépasse, cette lie de l'humanité accomplit le sale boulot pour lequel on la paie. Elle ressemble à la pègre utilisée lors du coup d'Etat bonapartiste de 1852 : « Rebuts et laissés-pour-compte de toutes les classes sociales, vagabonds, soldats renvoyés de l'armée, échappés des casernes et des bagnes, escrocs, voleurs à la roulotte, saltimbanques, escamoteurs et pickpockets, joueurs, maquereaux, patrons de bordels, soûlographes sordides .. » (Karl Marx, « Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte ») .

Chouchous de la Hollandie, les mercenaires qui dévastent la Syrie ressemblent à ces voyous à la solde du capital, à cette meute sans foi ni loi, à ces exécutants des basses besognes dont les puissants louent les services pour commettre des massacres analogues à ceux qu'un ministre socialiste, l'ignoble M. Fabius, osa qualifier de « bon boulot ». On aura beau tenter de nous en persuader ad nauseam, non, les pseudo-rebelles démocrates et coupeurs de tête ne sont pas des révolutionnaires. Ils sont la chair à canon de l'impérialisme dont M. Hamon est le laquais solférinien. Bruno Guigue 31.01

Ex-haut fonctionnaire, Bruno Guigue est un analyste politique français, enseignant en relations internationales à l'Université de La Réunion.

C'est avec cette pourriture que Mélenchon accepte de discuter, normal pour celui qui fut ministre du gouvernement Chirac-Jospin qui tient le record des privatisations...

Raison de plus pour appeler au boycott des élections présidentielles et législatives en France !

ParDem - Dans tous les cas, la gauche est dans l'impasse. Cette élection est déjà perdue pour elle, voter pour ses candidats (Jadot, Hamon et Mélenchon), quels qu'ils soient, au premier ou au second tour, ne présente aucun intérêt. ParDem 31.01

Et une raison pour ne pas voter pour le candidat du ParDem

ParDem - ...tous ces candidats et partis qui se disputent le pouvoir ont un point commun, celui d'accepter en réalité la mondialisation néolibérale et les trois piliers sur lesquels elle repose : le libre-échange, la globalisation financière, les institutions supranationales qui tuent la souveraineté des nations et la démocratie. (id)

Il a oublié le pilier de l'aristocratie ouvrière selon Lénine, qui se touve être le fond de commerce... du ParDem ! Un simple oubli sans doute...

Mixture sondagière ou l'art de formulé un voeu à haute voix.

- Fillon et Macron au coude à coude au 1er tour, derrière Marine Le Pen (sondage) - AFP

François Fillon et Emmanuel Macron seraient au coude à coude au 1er tour de l'élection présidentielle, derrière Marine Le Pen, selon un sondage Ifop-Fiducial diffusé mercredi.

Avec 24% d'intentions de vote, la présidente du Front national devancerait le vainqueur de la primaire de la droite (21%), ébranlé par les soupçons d'emplois fictifs visant son épouse, et Emmanuel Macron, à 20%.

Benoît Hamon est crédité de 18% d'intentions de vote, soit le double de Jean-Luc Mélenchon, à 9%, selon cette enquête pour Paris Match, iTélé et Sud radio. François Bayrou obtiendrait 4,5% des voix, le souverainiste Nicolas Dupont-Aignan 2% et l'écologiste Yannick Jadot 1%. AFP 01.02

Le Monde et Mediapart, le Canard enchaîné et l'Obs à la manoeuvre contre Fillon, que mijotent-ils, Le Monde ayant opté pour Macron, Mediapart pour Hamon, le Canard enchaîné je n'en sais rien, l'Obs pour Macron ? Fillon va-t-il résister ou céder la place à Pécresse qui a participé avec lui à la réunion du groupe Bilderberg ? La défaite de Valls va-t-elle les inciter à opter pour Macron ? A suivre

Cette déchéance-là était au programme de la crise politique du régime

- Au PS, l'unité, ce n'est pas pour dimanche - LeParisien.fr

- Affaire Fillon : l'unité du parti est compromise - Franceinfo

Sauve qui peut

- Les Républicains : un comité politique sur fond de crise - Franceinfo

- Comment "débrancher" François Fillon? Les quatre scénarios qui tournent chez Les Républicains - Le Huffington Post

- Affaire Fillon : "Il ne maîtrise presque plus rien" - Franceinfo

- Affaire Fillon : "La question n'est pas de savoir s'il va renoncer, mais plutôt quand il va annoncer son retrait de la présidentielle" - Franceinfo

- Les six affaires qui plombent François Fillon - francetvinfo.fr

- Pourquoi les accusations contre François Fillon ne résisteront pas à une enquête du Parquet - Le Huffington Post

- Emmanuel Macron ou le parfait bonimenteur - Le Huffington Post

- Benoît Hamon supplante Emmanuel Macron comme personnalité politique préférée des Français - Le Huffington Post

- François Bayrou fait un pas vers la présidentielle - AFP

- François Bayrou exclut de rallier François Fillon et l'enfonce sur le Penelope Gate - Le Huffington Post

- Valls appelle ses soutiens à rester "ensemble" au PS et à ne pas aller chez Macron - AFP Franceinfo

- Présidentielle : Valls, Le Guen, Bartolone... Ces ténors qui n'iront pas à l'investiture de Benoît Hamon - Franceinfo

- Benoît Hamon : des députés socialistes font valoir leur droit de retrait - Franceinfo AFP

- PCF: saisir "l'occasion" Hamon pour renouer le "dialogue" à gauche - AFP

- Marine Le Pen sommée de rembourser 300 000 euros au Parlement européen avant mardi soir - Franceinfo

- Faux JT, chaton et sandwich au poulet, le clip surréaliste de Philippe Poutou pour obtenir ses 500 parrainages - Le Huffington Post

Etats-Unis

- Donald Trump renvoie la ministre de la Justice pour "trahison" car elle jugeait son décret anti-immigration illégal - Le Huffington Post

Sally Yates, qui officiait en tant que ministre de la Justice par intérim, a demandé ce lundi 30 janvier aux procureurs de ne pas défendre le décret anti-immigration pris par Donald Trump vendredi et l'a payé de son poste.

L'ancienne numéro deux du ministère sous l'administration Obama -qui avait pris la tête du ministère depuis le départ de l'ancien président, en attendant que le ministre proposé par Trump soit confirmé par le sénat- a été renvoyée quelques heures après avoir a mis en doute dans une note interne la légalité et la moralité de ce décret qui interdit temporairement l'entrée aux Etats-Unis des ressortissants de sept pays à majorité musulmane et à tous les réfugiés.

"Sally Yates a trahi le département de la Justice en refusant d'appliquer un décret destiné à protéger les citoyens des Etats-Unis. Le président Trump a relevé Mme Yates de ses fonctions", a déclaré la Maison Blanche dans un communiqué qui qualifie cette femme de 56 ans de "faible sur les frontières et très faible sur l'immigration illégale".

Son remplaçant immédiat est Dana J. Boente. Ce dernier n'aura pas l'occasion de rester en place bien longtemps car une commission sénatoriale doit se prononcer mardi sur la nomination de Jeff Sessions, choisi par Donald Trump pour définitivement prendre la tête du ministère de la Justice. Un vote du Sénat dans sa totalité est également nécessaire mais l'institution étant aux mains des républicains, les démocrates peuvent au mieux espérer ralentir et faire traîner le processus.

Les ministres de la Justice de seize Etats fédérés, représentant près d'un tiers de la population américaine, ont condamné dimanche le décret anti-immigration et promis de "le combattre" avec tous les moyens à leur disposition. Lundi, le ministre de la Justice de l'Etat de Washington (nord-ouest) Bob Ferguson a déposé plainte pour réclamer l'arrêt immédiat de l'application du décret, qu'il considère contraire à la Constitution. Le Huffington Post

- Cour suprême: Trump nomme le juge conservateur Neil Gorsuch - AFP

Donald Trump a annoncé mardi soir la nomination du juge conservateur Neil Gorsuch, 49 ans, au neuvième siège vacant de la Cour suprême des États-Unis, une décision lourde de conséquences pour l'évolution de la société américaine.

Cet choix, immédiatement loué par les républicains et critiqué par les démocrates, arrime la vénérable institution à droite, possiblement le temps d'une génération, au grand soulagement des religieux traditionalistes, des militants des armes à feu, ou encore des partisans de la peine de mort.

"Le juge Gorsuch a des capacités juridiques extraordinaires, un esprit brillant, une discipline remarquable", a déclaré Donald Trump depuis les salons de la Maison Blanche, en présence des principaux ténors républicains et de ses fils Éric et Donald Jr,

assis au premier rang.

"J'ai toujours pensé que, après la défense de notre pays, la décision la plus importante qu'un président des États-Unis pouvait prendre était la nomination d'un juge à la Cour suprême", a-t-il ajouté.

Gardienne de la Constitution, la haute cour tranche les grands débats de la société américaine. Chacun de ses membres est nommé à vie par le président en exercice, puis confirmé par un vote du Sénat.

Accompagné de sa femme, Louise, ce magistrat passé par Columbia, la Harvard Law School et Oxford, a rendu un hommage appuyé au juge Antonin Scalia, "un lion de la loi".

Neil Gorsuch a aussi insisté sur le fait qu'il appartenait aux juges "d'appliquer, non pas d'altérer", le travail des représentants du peuple.

"Un juge qui aime toutes les décisions qu'il prend est très probablement un mauvais juge, car il opte pour les orientations qu'il préfère plutôt que pour ce que la loi exige", a-t-il ajouté sous les rires.

Magistrat reconnu pour sa rigueur intellectuelle qui a connu une ascension rapide, Neil Gorsuch, magistrat à la cour d'appel fédérale de Denver (Colorado), deviendra, s'il est confirmé par le Sénat, le plus jeune juge nommé à la Cour suprême en un quart de siècle.

"Des millions d'électeurs ont dit que c'était le sujet le plus important pour eux lorsqu'ils m'ont élu", a souligné Donald Trump. "Je suis un homme de parole". AFP

- Etats-Unis: Rex Tillerson devient secrétaire d'Etat américain - AFP

L'ex-PDG d'ExxonMobil Rex Tillerson a pris mercredi les rênes de la diplomatie américaine mais ce capitaine d'industrie proche du président russe Vladimir Poutine arrive dans un département d'Etat en quasi rébellion contre Donald Trump.

Ce Texan de 64 ans, dont 41 passés au sein du géant pétrolier américain, est dorénavant la voix et le visage de la première puissance mondiale à l'étranger après que le président Donald Trump, son vice-président Mike Pence et un vote du Sénat l'ont officiellement confirmé dans ses fonctions.

"Il a quitté un très bon boulot pour (faire) ça", a lancé Donald Trump lors d'une cérémonie de prestation de serment à la Maison Blanche, estimant qu'avec le 69e secrétaire d'Etat, "un homme respecté à travers le monde", les Etats-Unis "pourront parvenir à la paix et à la stabilité en cette époque très, très troublée".

Donald Trump, un magnat de l'immobilier aux options de politique étrangère nationalistes et isolationnistes, ne connaissait pas Rex Tillerson avant que d'anciens ministres républicains - l'ex-chef du Pentagone Robert Gates et l'ancienne secrétaire d'Etat Condoleeza Rice - lui soufflent son nom en décembre.

La multinationale, à la valorisation boursière de quelque 350 milliards de dollars, et son ancien patron ont assuré en janvier qu'ils avaient coupé tous leurs liens. AFP

- Le test d'un missile par l'Iran est "absolument inacceptable" pour Washington - AFP

- L'administration Trump adresse une "mise en garde" à l'Iran - AFP

L'administration du président américain Donald Trump a adressé mercredi une mise en garde à l'Iran dont elle a dénoncé "le comportement déstabilisateur" au Moyen-Orient, citant en particulier le récent tir de missile confirmé par Téhéran.

"A partir d'aujourd'hui, nous mettons officiellement l'Iran en garde", a déclaré Michael Flynn, conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump et ancien chef du renseignement militaire américain, sans autres précisions.

Calendrier surprenant: cet avertissement a été lancé quelques heures avant que l'ex-PDG d'ExxonMobil Rex Tillerson ne prête serment pour prendre les rênes de la diplomatie américaine.

Le ministre iranien de la Défense, le général Hossein Dehghan, a confirmé qu'un "test" de missile avait été effectué, tout en assurant qu'il n'était en contradiction ni avec l'accord nucléaire de juillet 2015 conclu avec six grandes puissances ni avec la résolution 2231 de l'ONU qui l'a entériné.

Cette résolution appelle l'Iran "à ne mener aucune activité liée à des missiles balistiques conçus pour emporter une tête nucléaire". Téhéran a toujours affirmé que ses missiles n'étaient pas conçus dans ce but.

Il y a deux jours, le chef de la diplomatie iranienne, Mohammad Javad Zarif, avait appelé les Etats-Unis à ne pas chercher de "prétexte" pour créer de "nouvelles tensions" entre les deux pays.

Evoquant le récent tir de missile mais aussi des attaques menées par des rebelles Houthis "entraînés et armés par l'Iran" contre des navires saoudiens, M. Flynn a jugé que de tels actes affaiblissaient "la sécurité, la prospérité et la stabilité au Moyen-Orient et au-delà", et mettaient des vies américaines en danger.

"Nous examinons les options stratégiques", a indiqué peu après un responsable américain sous couvert d'anonymat. "Nous sommes dans notre deuxième semaine, nous ne voulons pas agir d'une manière qui réduirait nos options ou contribuerait de manière inutile à une réponse négative".

Rappelant que Donald Trump avait vivement critiqué "les divers accords conclus entre l'Iran et l'administration Obama" considérés comme "faibles et inefficaces", M. Flynn a déploré que l'Iran se sente encouragé par ces derniers.

Les intentions de Donald Trump sur l'accord international sur le nucléaire iranien, qui a entraîné le levée d'une grande partie des sanctions internationales frappant Téhéran, sont entourées d'un certain flou.

Durant sa campagne, le milliardaire avait promis de "déchirer" cet accord, considéré comme une victoire diplomatique à la fois pour Barack Obama et pour son homologue iranien Hassan Rohani.

Mais depuis son arrivée au pouvoir, il n'a pas pris clairement position sur le sujet. Lors d'un entretien téléphonique lundi, M. Trump et le roi Salmane d'Arabie saoudite se sont déclarés pour une "application rigoureuse" de l'accord.

En complément

- Trump a épargné l'Arabie et d'autres pays musulmans alliés - AFP

Les monarchies du Golfe, dont l'Arabie saoudite, et d'autres pays à majorité musulmane sont épargnés par le décret de Donald Trump limitant l'immigration car ils sont des alliés de Washington jugés très coopératifs, selon des experts.

- Netanyahu sera reçu le 15 février par Trump à la Maison blanche - Reuters

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu sera reçu le 15 février prochain par Donald Trump à la Maison blanche, a annoncé lundi le porte-parole de la présidence américaine.

"Notre relation avec la seule démocratie du Moyen-Orient est cruciale pour la sécurité de nos deux nations, et le président est impatient de poursuivre cette coopération stratégique, technologique, militaire et dans le domaine des renseignements avec le Premier ministre", a déclaré Sean Spicer.

Netanyahu a quant à lui fait savoir qu'il inviterait le président des Etats-Unis à rétablir les sanctions imposées à l'Iran pour son programme nucléaire, en soulignant que la République islamique venait de procéder à un essai de missile balistique, comme l'a confirmé lundi un membre de l'administration américaine.

Le chef du gouvernement israélien dénonce l'accord sur le programme nucléaire iranien conclu en juillet 2015 avec les grandes puissances, qui, selon lui, n'empêchera pas la République islamique de se doter de l'arme atomique.

Trump a quant à lui qualifié le Plan d'action commun (JPOA), le nom officiel du texte négocié à Vienne, de "désastre" et de "pire accord jamais négocié, mais a reconnu qu'il serait difficile à dénoncer dans la mesure où il fait l'objet d'une résolution des Nations unies.

"L'Iran a encore lancé un missile balistique. Il s'agit d'une violation flagrante d'une résolution du Conseil de sécurité", dit Benjamin Netanyahu dans un message envoyé sur Twitter peu après l'annonce de sa visite à Washington.

"Lors de ma prochaine rencontre avec le président Trump, j'ai l'intention d'évoquer le rétablissement des sanctions contre l'Iran. L'agression iranienne ne peut rester sans réponse", ajoute-t-il.

Pendant la campagne électorale, Trump a promis à plusieurs reprises de déplacer l'ambassade américaine à Jérusalem mais

la prudence semble désormais de mise et le sujet, a-t-on alors indiqué de source gouvernementale israélienne, a été à peine abordé au cours de leur entretien téléphonique. Reuters

- Israël fait une 4e annonce de colonisation en deux semaines - AFP

Israël a annoncé dans la nuit de mardi à mercredi la construction de 3.000 logements de colonisation en Cisjordanie occupée, quatrième annonce du genre en moins de deux semaines depuis l'investiture du président américain Donald Trump.

- Les combats reprennent en Ukraine - Franceinfo

Les affrontements ont repris entre les soldats ukrainiens et les séparatistes prorusses. Une nouvelle flambée de violence a eu lieu, mercredi 1er février.

... les séparatistes repartent à l'offensive. Sont-ils dopés par l'élection de Donald Trump plutôt favorable au Kremlin ? La question se pose.

L'armée ukrainienne, (...) évacue les enfants en priorité. Les séparatistes menacent de s'en emparer. Francetv info 01.02

Grande-Bretagne

- Brexit: le gouvernement britannique publie son "livre blanc" - AFP

Le gouvernement britannique publie jeudi son "livre blanc" précisant sa stratégie sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, au lendemain du feu vert du parlement au texte autorisant le lancement du processus de Brexit.

Le "livre blanc", très attendu, "décrira le plan du gouvernement pour le Brexit", a déclaré mercredi à la presse la porte-parole de la Première ministre Theresa May.

Après plus de 17 heures de débats, les députés ont voté mercredi soir par 498 voix contre 114 pour la poursuite de l'examen du projet de loi autorisant le gouvernement à lancer la sortie de l'UE.

Si plus des deux tiers des députés étaient opposés au Brexit lors de la campagne du référendum du 23 juin, une majorité estime désormais difficile de s'opposer à la volonté des électeurs britanniques, qui se sont prononcés à 52% pour une sortie de l'UE.

Le rejet de l'amendement permet la poursuite de l'examen du projet de loi la semaine prochaine pendant trois nouvelles journées de débats aux Communes, les 6, 7 et 8 février, qui se concluront par un vote. Soixante pages d'amendements visant à nuancer le projet de loi seront alors débattues.

Il n'éteint pas pour autant les dissensions qui règnent au sein du parti travailliste, où deux députés, membres du cabinet fantôme, ont démissionné mercredi après-midi pour marquer leur opposition à la ligne officielle du parti imposée par Jeremy Corbyn.

La direction du Labour avait appelé les députés travaillistes à ne pas bloquer le projet de loi, mais 47 d'entre eux ont voté contre la poursuite de l'examen du texte.

M. Corbyn n'a pas encore annoncé comment il allait réagir à ce refus d'obéissance. Il avait auparavant menacé d'exclure de fonctions de responsabilité au sein du parti, et notamment du cabinet fantôme, tout député rebelle.

"En tant que démocrates, nous devons accepter le résultat" du référendum, a expliqué Keir Starmer, chargé du Brexit au Labour, qui a rappelé que les deux tiers des circonscriptions tenues par les travaillistes avaient voté en faveur de la sortie de l'UE.

Après la chambre des Communes, le projet de loi passera devant la chambre des Lords, avec une approbation attendue le 7 mars, avant d'être transmis à la reine pour assentiment final. AFP 01.02

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

La Fondation Abbé Pierre publie ce mardi son 22ème rapport annuel, qui montre que quatre millions de personnes en France sont sans abri, mal logées ou sans logement personnel. Par ailleurs, 12,1 millions de personnes sont touchées à des degrés divers par la crise du logement, qu'il s'agisse d'un effort financier excessif, de précarité énergétique, de risque d'expulsion locative, de copropriétés en difficulté, ou de surpeuplement...

Sur le plan des loyers, le nombre d'impayés semble stable, mais les auteurs du rapport notent que les locataires sont 44% de plus qu'en 2006 à se priver de chauffage à cause de son coût et 42% de plus à subir un effort financier excessif pour payer leur logement.

Le nombre d'expulsions locatives avec le concours de la force publique a atteint son record en 2015, avec 14.363 expulsions, un chiffre en hausse de 33% par rapport à 2006. Boursier 31.01

Haut de page

Le 8 février 2017

CAUSERIE

Qui a commandé le rapport d'Amnesty International "***L'abattoir humain. De nouvelles révélations lèvent le voile sur une véritable politique d'extermination en Syrie.***" ? Réponse : l'oligarque George Soros. La preuve.

Commençons par un extrait de la présentation de ce rapport par Amnesty International.

Amnesty Internationale - Le but de cette politique et ces pratiques qui s'apparentent à des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, approuvées au plus niveau du gouvernement syrien, est d'écraser toute forme de dissidence au sein de la population.

Les conclusions de ce rapport se fondent sur un travail de recherche poussé, mené sur une année, de décembre 2015 à décembre 2016. Au cours de nos recherches, nous nous sommes entretenues directement avec 84 témoins, dont des anciens responsables ou gardiens de la prison de Saidnaya, des anciens détenus, juges et avocats, ainsi que des experts nationaux et internationaux de la détention en Syrie. (Source : le portail d'Amnesty International)

Enchaînons avec la réaction empressée du gouvernement français.

diplomatie.gouv.fr - La France est profondément indignée par les faits relatés par le rapport publié le 6 février par Amnesty International sur la prison de Sednaya.

Comme la France le rappelle avec constance, seule une transition politique crédible peut permettre un retour durable de la paix en Syrie. C'est l'enjeu des négociations prévues à Genève le 20 février. (Source : diplomatie.gouv.fr)

Un rapport qui ne date pas d'hier... mais qui tombe à pic.

- Amnesty dénonce la cruauté du régime syrien dans les prisons - nouvelobs.com 18 août 2016

nouvelobs.com - Il y a un an, "l'Obs" se faisait l'écho des révélations de "César", photographe de la police militaire syrienne, qui avait copié et fait sortir du pays 45.000 photos et documents insoutenables de détenus qui avaient péri dans les geôles de Bachar al-Assad.

Même l'emploi d'armes chimiques par le gouvernement syrien, défini comme la "ligne rouge" à ne pas franchir par Barack Obama, n'avait pas poussé la communauté internationale à agir contre le gouvernement de Bachar al-Assad, laissant le champ libre à la Russie pour renverser la situation et soutenir le président syrien. nouvelobs.com 18 août 2016

- Brûlures, viols, électrocutions : Amnesty dénonce la cruauté du régime syrien dans les prisons - francais-express.com 18.08.2010

Amnesty dénonce, dans un rapport publié jeudi, le caractère systématique et délibéré de la torture dans les prisons syriennes, où près de 18 000 détenus ont trouvé la mort en cinq ans. L'ONG a recueilli 65 témoignages d'ex-prisonniers. francais-express.com 18.08.2010

L'article qui va nous permettre de remonter à Soros.

«J'ai vu le sang couler, on aurait dit un fleuve» - 20min.ch 18.08.2010

20min.ch - Au moins 17'723 prisonniers sont morts en détention depuis le début de la guerre en mars 2011, soit, en moyenne, plus de 300 décès par mois, d'après Amnesty qui s'appuie sur de nouvelles statistiques transmises par le Human Rights Data Analysis Group (HRDAG). Cette organisation applique des approches scientifiques à l'analyse des violations des droits humains.

Mais selon les deux ONG, les chiffres réels sont bien plus élevés. Et de citer les dizaines de milliers de disparitions forcées. 20min.ch 18.08.2010

Qu'est-ce que The Human Rights Data Analysis Group ?

The Human Rights Data Analysis Group se nomme en réalité The Syria Justice and Accountability Centre (SJAC). Quand on clique sur le lien https://hrdag.org on a le message suivant qui s'affiche à l'écran : Error establishing a database connection. En poursuivant ma recherche je suis tombé sur le lien suivant Human Rights Data Analysis Group (HRDAG) Publications _ Syria Justice & Accountability Centre qui m'a conduit à The Syria Justice and Accountability Centre (SJAC). Et chacun peut le vérifier en cliquant dans ce portail sur le lien "data base" situé à gauche de l'écran, vous atterrissez sur The Syria Justice and Accountability Centre (SJAC) (https://syriaaccountability.org)

Son siège est à Washington, ce qui n'étonnera plus personne quans vous aurez lu la suite, sa mission, favoriser une "advance transitional justice" ou parvenir à une transition vers plus de justice ou dit plus ouvertement obtenir un changement de régime en Syrie, le but de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste.

Pour cela, il prétendent collecter des informations ou témoignages auprès de tous les belligérants, hormis le gouvernement syrien, puisque cet instrument de propagande qu'ils fabriquent est destiné à préparer et justifier la suite des opérations menées par les Américains et ses alliés pour entraîner sa chute. Ensuite ils diffusent ce document ou rapport grâcieusement aux agences de presse chargées de les ventiler à tous les médias acquis à leur cause à travers le monde.

Il faut noter que pour donner une touche d'impartialité à leur manipulation, ils vont se servir des informations qui circulent sur Internet ou diffusées par les réseaux sociaux qui auront été fabriqués par "the Group of Friends of the Syrian People", leur commanditaire, l'Arabie saoudite, le Qatar, la Turquie, Israël, les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne, etc., c'est écrit noir sur blanc, vous pourrez le lire et le vérifier plus loin.

The Human Rights Data Analysis Group a été coaché de 2003 à 2013 par Benetech qui est soutenu par de généreux milliardaires philanthopes et le gouvernement américain, (la liste figure plus loin, Gates, Soros, etc.). A partir de 2013 Human Rights Data Analysis Group serait devenu indépendant et serait sponsorisé par Community Partners lié à des centaines de fondations ou institutions dont celles figurant dans la liste de Benetech. Quand on se connecte au portail de Benetech, on s'aperçoit qu'en réalité The Human Rights Data Analysis Group n'a pas rompu avec Benetech, puisque cette ONG se présente ainsi Benetech Human Rights Data Analysis Group (HRDAG) ! Ce sont autant de façades

Voilà la source ou les commanditaires du rapport fabriqué par Amnesty International pour que la guerre contre la Syrie continue jusqu'à la chute d'Assad pour lui substituer un président, un gouvernement ou un régime entièrement soumis à l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste...

En guise de notes, en anglais, je n'ai pas le temps de traduire.

Qu'est-ce que The Syria Justice and Accountability Centre (SJAC) ?

The Syria Justice and Accountability Centre (SJAC) strives to prevent impunity, promote redress, and facilitate principled reform.

At its second meeting, held in April 2012 in Istanbul, the Group of Friends of the Syrian People identified a need for an independent, multilateral institution to respond to increasing reports of massive rights violations and potential international crimes in Syria. The Group envisioned an entity that would take the lead collecting, processing, and preserving documentation of these violations, while coordinating with international and Syrian actors to advance justice and accountability efforts.

In 2016, SJAC closed down its operations in The Hague after being registered there for three years, and moved its headquarters to Washington, DC.

Mission

SJAC's mission is to promote justice and accountability in Syria by ensuring that human rights violations are comprehensively documented, and that documentation data is securely preserved, catalogued, and analysed to advance transitional justice and peace-building.

Contact : Email: info@syriaaccountability.org - Headquarter- Washington DC: 1275 K Street NW | Suite 600 - Washington DC, 20005

Media Kit

SJAC's staff is available to provide insights and analysis related to the documentation of violations and transitional justice efforts in Syria.

What are the sources of your information/data?

SJAC collects documentation from individuals and organizations working to document violations in Syria, accessed primarily through its team in Syria. SJAC also collects documentation from public sources (such as Internet and social media), using technology tools to ensure comprehensive capture.

Do you have a team inside Syria?

Yes. The SJAC team on the ground covers all geographic areas of Syria.

Faux, Amnesty a vendu la mèche, à moins que des journalistes travaillent pour eux. Amnesty International n'est pas autorisé à entrer en Syrie, tous les témoignages que cette ONG rapportent viennent de sa directrice adjointe basée à Beyrouth (Liban).

Do you document violations from all sides?

Yes. SJAC gathers documentation from locations and sources all over Syria — regardless of the affiliation of the victims or perpetrators. All reports are checked for accuracy and tagged based on source, date, location, actors, witnesses, and media to facilitate retrieval and analysis. (Source : syriaaccountability.org/about/)

Qu'est-ce que Benetech ?

The Benetech Human Rights Program, commissioned by the United Nations Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR).

Benetech was founded in 1989 by high technology entrepreneur Jim Fruchterman in Palo Alto, California.

Benetech Human Rights Data Analysis Group (HRDAG) designs and builds information management solutions and conducts statistical analysis on behalf of human rights projects. With our partners, we make scientifically-defensible arguments based in rigorous evidence. (Source : hrdag.martus.org)

The Benetech Story.

It was at Caltech during the 1970s when the idea hit like lightning. An engineering student named Jim Fruchterman had just learned, in a modern optics class, about how pattern recognition technology could guide a missile to its target.

"If you could use this technology to recognize tanks or bridges," Jim thought, "perhaps you could also recognize letters and words. Then we could use software to read those words aloud to people who are blind." (Source : benetech.org/about-us/the-benetech-story)

Financial Partners & Supporters

Benetech is generously supported by leaders in philanthropy and technology and by government agencies.

Our recent public and private institutional financial supporters include:

AT&T
Ford Foundation
Bill & Melinda Gates Foundation
Google

The William and Flora Hewlett Foundation
Hewlett Packard Company
Hitz Foundation
The John D. and Catherine T. MacArthur Foundation
Knight Foundation
Lavelle Fund for the Blind
Microsoft
National Endowment for Democracy (NED ou la CIA - ndlr)
Oak Foundation
Open Society Foundations (Soros -ndl)
Radio Free Asia's Open Technology Fund (Soros - ndlr)
Peery Foundation
Packard Humanities Institute
Poses Family Foundation
Sigrid Rausing Trust
Skoll Foundation
Texas Education Agency
U.S. Department of Education, Office of Special Education Programs
U.S. Department of State, Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor
VMware (Source : benetech.org/want-to-help/partner)

Quand les médias complotent contre les peuples.

Les médias présentent ce rapport à charge contre Assad comme impartial, honnête, alors qu'il est une fabrication d'une officine au service de l'OTAN/USA, de la guerre, du complexe militaro-indutriel-financier des puissances occidentales.

Pourtant, ils disposent des mêmes sources d'informations que l'auteur de cet article pour établir la véritable nature et les réelles intentions qui sont à l'origine de ce rapport, en ne les révélant pas, ils mentent délibérément, ils font dans la désinformation, ils sont complices de cette falsification de la réalité ou de la situation en Syrie, ce sont eux qui complotent avec les oligarques contre le peuple syrien, contre tous les peuples hostiles à toutes les guerres de rapine ou impérialistes, qui aspirent à la paix.

En guise de complément. Une info sur la nature des "civils", des "personnes" emprisonnées et exécutées par le gouvernement syrien.

- Syrie - Plus de 50 prisonniers ont disparu de la prison de Saydnaya, dénonce Amnesty International - demo.e-joussour.net - le 6. Juillet 2010. (portail marocain - ndlr)

« Au moins 52 prisonniers sont portés disparus depuis le 5 juillet 2008, après les affrontements qui se sont produits à la prison militaire de Saydnaya près de Damas », révèle Amnesty International dans un nouveau rapport sur la Syrie. Ces troubles s'étaient soldés par la mort de 17 détenus et 5 policiers.

Selon les informations reçues par Amnesty International, les troubles de 2008 ont commencé lorsqu'un contingent de la police militaire a entrepris une fouille des cellules, au cours de laquelle des exemplaires du Coran auraient été jetés à terre et piétinés, dénigrant ainsi les convictions religieuses de nombreux prisonniers. Neuf détenus islamistes non armés auraient été abattus par la police militaire en tentant de récupérer les exemplaires du Coran. (source : lorientlejour.com 05.07.2010)

Des takfiristes, wahhabites fanatiques, des barbares que pleurent Amnesty International et Hollande...

Haut de page

Le 6 février 2017

CAUSERIE

Ce n'est plus 3 mais 8 chevreaux qui sont nés depuis cinq jours, du coup je suis très occupé avec les biberons... Une corvée de plus ! J'ai dû écourter l'actualisation du portail !

Vidéos. L'idéologie barbare des "amis" de la France, des Etats-Unis, d'Israël et de Bruxelles.

- Colloque sur le wahhabisme – partie 1 : interventions d'Eric Denécé et Pierre Conesa

https://www.youtube.com/watch?v=KQNYPOCrOiA

- Colloque sur le wahhabisme – partie 2 : intervention d'Alain Corvez
https://www.youtube.com/watch?v=9GzAY8oKOSc

- Colloque sur le wahhabisme - partie 3 : intervention d'Abderrahmane Mekkaoui
https://www.youtube.com/watch?v=PU-GVty5NCs

- Colloque sur le wahhabisme – partie 4 : intervention de Richard Labévière
https://www.youtube.com/watch?v=_I9dvqyLATo

- Colloque sur le wahhabisme - partie 5 : intervention de Mezri Haddad
https://www.youtube.com/watch?v=7kB5uaAMDEs

- Colloque sur le wahhabisme - partie 6 : intervention de Michel Raimbaud
https://www.youtube.com/watch?v=lZuRaNH2QPE

Quelques pistes de réflexion à creuser.

Ce qui fait le plus défaut aux hommes.

- La logique est la théorie non des formes extérieures de la pensée, mais des lois de développement de « toutes les choses matérielles, naturelles et spirituelles » — c'est-à-dire des lois de développement de tout le contenu concret du monde et de la connaissance de celui-ci, c'est-à-dire le bilan, la somme, la conclusion de l'histoire de la connaissance du monde. (Résumé de la science de la logique de Hegel - Lénine 1914)

Méprise ou ignorance. Amertume et ironie de l'histoire.

- Face à un Front national dont la seule fonction est de jouer les épouvantails... (Bruno Guigue)

- "Les "Fronts populaires" d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne." (Programme de Transition - L. Trotsky)

- "... la politique conciliatrice des "Fronts populaires" voue la classe ouvrière à l'impuissance et fraie la voie au fascisme." (id)

- "Le fascisme est un instrument du capital financier" (id)

Que vient faire ici le Front populaire ? Le PS et le PCF n'ont-ils pas cessé d'être des alliés sous la IIIe, IVe puis la Ve République ? Quand le PS était au pouvoir, de l'intérieur ou à l'extérieur du gouvernement le PCF n'a-t-il pas cessé de le soutenir ?

Sachant qu'à l'élection présidentielle et législative seuls les deux candidats ayant obtenu le plus de suffrages au premier tour figureront au second tour, la principale fonction du Front national ne serait-elle pas plutôt de faire en sorte que son candidat figure parmi les deux sélectionnés au terme du premier tour de l'élection présidentielle, afin qu'il affronte celui de l'un des deux partis de l'ordre en lice, LR et En marche qui sera ainsi assuré de l'emporter, tandis que tous les autres candidats, y compris le parti supplétif de l'ordre, le PS, seront éliminés d'avance ?

Les institutions de la Ve République n'était pas encore assez antidémocratique, désormais il ne reste plus qu'une place à pourvoir pour figurer au second tour de l'élection présidentielle au lieu de deux.

Vous aurez observé que les médias foutent une paix royale au FN, personne ne remet en cause sa présence au second tour de la présidentielle qui semble acquise. Bien qu'ils pourraient modifier leur stratégie si Fillon se retirait et Macron et Hamon arrivaient à égalité dans les sondages, recréant le mythe de la droite et de la gauche pour mieux assurer la victoire de Macron qui dans ce cas-là serait loin d'être assuré, leur idée étant d'infliger une défaite à ce qu'ils appellent encore la gauche pour assurer l'offensive à venir contre la classe ouvrière, c'est un scénario envisageable mais plus risqué.

Mitterrand et le PS ont favorisé la montée du FN dans les années 70-80 face à l'époque à l'UDR (RPR, UMP, LR), Hollande et Valls s'y sont employés méticuleusement depuis 2012, ironie de l'histoire, cela se retourne contre eux.

La dictature mondiale en marche ou le nouvel ordre mondial.

- Trump : C'est Reagan, Clinton, Bush père et fils, plus Obama réunis ou la stratégie du chaos en guise de gouvernance.

- Quand Le Monde (le journal) de la désinformation, de l'intox, de la diffamation se fait inquisiteur...

- Elections présidentielles 2017 : La démocratie confisquée...

A propos de la vidéo mise en ligne le 2 février

(Le "féminisme" moderne, le développement personnel et la politique identitaire par John Pilger)

John Pilger - "Les femmes furent incitées à se considérer libérées mais uniquement dans leurs relations avec les hommes, au mieux. Et presque jamais vis-à-vis des pouvoirs qui dirigent les hommes et les femmes. (...) Qu'est-il arrivé au féminisme moderne ? Pourquoi est-il aussi déconnecté de ses racines politique et du socialisme "

John Pilger est sympathique, mais comme la plupart des intellectuels qui se revendiquent de gauche, il pose une question à laquelle il ne propose aucune réponse, il se contente d'un constat qui ne nous avance pas à grand chose. Alors la question qui se pose immédiatement à nous, c'est pourquoi, pourquoi ne peut-il pas aller plus loin dans son analyse de la décomposition du mouvement ouvrier ou de ce qu'on appellait la gauche, et il n'est pas le seul dans ce cas-là, en réalité personne ne tient vraiment à poser cette question apparemment embarrassante, en premier lieu les dirigeants des partis dits ouvriers ?

Peut-être parce qu'il faudrait requalifier l'orientation politique du mouvement ouvrier des trois décennies qui ont suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale, qui était réformiste bourgeoise ou bourrée d'illusions sur lesquelles personne ne tient à s'attarder ou revenir, ce que l'on peut comprendre puisque cela mettrait en relief l'opportunisme des dirigeants du mouvement ouvrier ou de ce qu'on appelait la gauche.

L'espoir ou l'exigeance de vivre dans un monde meilleur qui avait jailli à l'issue de la Seconde Guerre mondiale et qui allait alimenter la lutte de classe du prolétariat allait être détourné par la social-démocratie dégénérée et le stalinisme qui subordonneront le mouvement ouvrier à la reconstruction du capitalisme et de son Etat au détriment du socialisme et d'un Etat ouvier, dit autrement, les sociaux-impérialistes et les staliniens ne pouvant pas endiguer le profond mouvement révolutionnaire de masse qu'avait fait naître la barbarie capitaliste, ils le contrôleront en le déconnectant du socialisme pour reprendre l'expression de John Pilger, tout en tenant un discours aux relents socialistes histoire de camoufler leur orientation opportuniste, les bienfaits des réformes concédées par les capitalistes feront le reste en détournant le mouvement ouvrier de l'objectif de son combat qui était de renverser le capitalisme et de prendre le pouvoir et sauveront ainsi le régime en place.

L'espoir ou l'exigeance de vivre dans un monde meilleur qui avait jailli à l'issue de la Seconde Guerre mondiale était également alimentée par l'illusion que l'URSS incarnait ce monde meilleur et qu'il était donc possible de le conquérir par la lutte de classe puisqu'il était censé exister ou pouvoir se réaliser. Cette terrible illusion allait tomber en morceaux au fil du temps et commencer à s'évanouir à partir du début des années 80, pour disparaître totalement au début des années 90 avec l'implosion de l'URSS, puis sa dislocation.

Le PS et le PC s'étant employés chacun à leur manière à identifier le communisme à l'URSS, le PS en identifiant le communisme au stalinisme, le PC en confortant cette identification, le PS se servant des aspects hideux du stalinisme contre le communisme, le PC se réfugiant dans le déni, partant de là chacun aura compris que le communisme ou le socialisme allait être à terme leur principale victime. Cela allait se traduire par une profonde désillusion qui allait gagner l'ensemble du mouvement ouvrier qui demeurerait désormais sans alternative face au capitalisme.

Le PS qui dans cette perspective annoncée à brève échéance dès le début des années 80 avait déjà officiellement manifesté son ralliement à "l'économie de marché" ou au capitalisme devait l'assumer de plus en plus ouvertement en passant du social-réformisme au social-libéralisme, puis par la suite au social-néolibéralisme, parcours ainsi parvenu à son terme et qui avait pour origine sa nature bourgeoise qui s'était révélée un siècle plus tôt en se rangeant au côté de la classe des capitalistes en 1914 et en trahissant le socialisme.

Après avoir rompu avec la classe ouvrière, il devait continuer à s'afficher à ses côtés pour détourner les travailleurs du PC. Il incarnait les couches de la petite bourgeoisie ou des classes moyennes progressistes subordonnées au capitalisme qui auraient pu évoluer en direction de la classe ouvrière et du socialisme. Elles en furent dissuader en leur octroyant des privilèges dont elles devaient se contenter, se laissant ainsi corrompre elles étaient perdues pour le socialisme et évoluer toujours plus à droite.

A partir de la dernière décennie du XXe siècle, il ne restait pratiquement plus aucun ouvrier au PS hormis quelques membres de l'aristocratie ouvrière, et quant à ceux des classes moyennes qu'il organisait ils se situaient davantage parmi leurs couches supérieures totalement étrangères au socialisme, affairistes à souhait, populistes, fortement imbibées par l'idéologie néolibérale, à côté de grands bourgeois, de banquiers, d'hommes d'affaires, de rentiers en tous genres, sortis des grandes écoles telle l'ENA formant les nouveaux aristocrates destinés à gouverner pour le compte du régime, ultra

réactionnaires, impérialistes, farouches sionistes, totalement acquis au néolibéralisme ou soumis à l'oligarchie financière ango-saxonne, couche à la direction du PS qui après lui avoir imposé plusieurs mutations devrait le conduire à sa dislocation à défaut de pouvoir en faire le clone du parti démocrate américain qu'en réalité il est déjà devenu.

Il est parfaitement clair que rendu au stade où sa politique est ultra droitière, le PS ne peut plus compter dans ces rangs que des réactionnaires ou des petits bourgeois ignares hyper individualistes sans intérêt pour le mouvement ouvrier, des ennemis de la classe ouvrière et du socialisme. Le PS dut se défaire progressivement des oripeaux du réformisme qui lui collaient encore à la peau, dès lors que le capitalisme amorçait son virage néolibéral pour faire face à la nouvelle crise du capitalisme qui devait se manifester au tournant des années 70. Il cessera de défendre les revendications sociales collectives de la classe ouvrière auxquelles il s'attaquera quand il sera au pouvoir dans les années 80, puis 90, et enfin à partir de 2012, se rangeant ouvertement dans le camp de la réaction. C'est ce qui nous fait dire qu'il ne reste plus que de fieffés réactionnaires dans les rangs du PS.

Le PC le suivra comme son ombre après sa mutation au stalinisme dont la nature est identique à celle du PS et étrangère au communisme ou au socialisme qu'il n'aura de cesse de combattre. On ne peut pas parler à proprement parler de sa mutation du stalinisme au réformisme bourgeois puisque le stalinisme pratiquait déjà le réformisme bourgeois pour avoir tourné le dos au socialisme, ce qu'il confirmera en abandonnant la dictature du prolétariat, ce qui signifiait que son objectif politique n'était plus ou pas plus exactement d'affronter le régime pour porter la classe ouvrière au pouvoir, bref, qu'il avait abdiqué et était devenu un parti du capital, bourgeois ou de droite comme le PS avant lui.

Le PS tout comme le PC ayant connu leur heure de gloire sous le réformisme bourgeois, une fois celui-ci devenu obsolète, ils allaient être amenés à prendre en charge de plus en plus ouvertement les besoins du capitalisme en crise ou à participer à son offensive contre la classe ouvrière, ce qui allait accélérer leur décomposition et leur marginalisation au sein des masses laborieuses.

Leur politique a consisté pendant plus de trente ans à entretenir l'illusion que les besoins et aspirations des travailleurs étaient compatibles avec le capitalisme, jusqu'au jour où ce dernier décida de siffler la fin de la récréation sur fond de réorganisation du capitalisme mondial au profit de la mondialisation, de l'intensification de la division internationale du travail, de la financiarisation généralisée de l'économie, etc. qui devait se traduire par la liquidation de tous les droits sociaux et politiques acquis par la classe ouvrière au cours des décennies antérieures ou concédés par la bourgeoisie pour assurer la bonne marche du capitalisme ou assurer la stabilité du régime, abandonnant la classe ouvrière à son triste sort, cessant de l'organiser par la force des choses, la laissant sans représentation politique à la merci de l'offensive entreprise par l'oligarchie.

On peut déduire de ce constat, que durant toutes ces décennies depuis l'après-guerre, l'orientation du mouvement ouvrier ne fut pas révolutionnaire mais réactionnaire, elle consista à subordonner au capitalisme la classe ouvrière et les classes moyennes, dans le cas contraire nous n'en serions pas où nous en sommes.

L'orientation opportuniste du mouvement ouvrier ne date donc pas d'aujourd'hui ou d'hier. Il a pu se développer à l'ombre de la reconstruction d'après-guerre et de la nouvelle phase d'expansion du marché mondiale, conduisant à une nouvelle et rapide accumulation du capital dont une partie servira à corrompre l'aristocratie ouvrière ou à financer des réformes sociales, toujours sur fond de guerres impérialistes qui demeurent une source de profit irremplaçable et imbattable en terme d'efficacité.

Une illusion fonctionne ou on peut en tirer certains avantages aussi longtemps qu'on a une raison d'y croire en la dotant d'un contenu qui lui est étranger, de la même manière qu'on peut tirer profit pendant un temps des pires confusions qui soient, jusqu'au moment où un facteur vient à faire défaut, le voile se déchire soudain et le réveil est brutal.

Le mouvement ouvrier et la pseudo-gauche luttaient pour des réformes sociales dont les droits des femmes sans orienter leur combat dans la perspective d'en finir avec le capitalisme, le mouvement anti-guerre était sur la même orientation, de quoi faire trembler de peur les capitalistes assurément. Les opportunistes s'en satisferont et ils ne seront pas les seuls, Nixon au même moment (1975) en profitera pour normaliser les relations des Etats-Unis avec la Chine afin de stabiliser les relations politiques dans la région appelée à devenir l'usine du monde, en commençant pas les 4 Dragons et les 5 Tigres asiatiques en attendant le tour de la Chine.

Les travailleurs en France et en Europe ou dans les pays occidentaux en général bénéficiant d'un niveau de vie relativement élevé par rapport au reste de la population mondiale, allaient être aptes à s'endetter massivement et à consommer les produits qui seraient dorénavant fabriqués à bas coût en Asie tout en étant vendus à un prix similaire à ceux qui étaient préalablement fabriqués en occident, ce qui permettrait aux multinationales américaines et occidentales de réaliser des profits colossaux qui leur serviraient à accroître encore leur pouvoir et à imposer leur politique à tous les Etats par la suite, démanteler la législation sociale jugée trop favorable aux travailleurs, pour à terme s'emparer du pouvoir politique, Trump en est l'illustration parfaite. On retiendra que l'orientation opportuniste du mouvement ouvrier aura servi les desseins de l'oligarchie, que dès lors on est impuissant à combattre efficacement, ceci explique cela.

Revenons à l'intervention de John Pilger.

John Pilger - "Les femmes furent incitées à se considérer libérées mais uniquement dans leurs relations avec les hommes, au mieux. Et presque jamais vis-à-vis des pouvoirs qui dirigent les hommes et les femmes. (...) Qu'est-il arrivé au féminisme moderne ? Pourquoi est-il aussi déconnecté de ses racines politique et du socialisme "

C'est très simple à comprendre, parce qu'au cours de la seconde moitié du XXe siècle, le combat pour les droits des femmes (travailleuses) n'a jamais été réellement connecté au socialisme, et ce qui nous a été présenté comme la gauche était réformiste ou avait rompu avec le socialisme.

En conclusion, le véritable problème soulevé par John Pilger, c'est la conception ou le contenu de la gauche et du socialisme adoptée par ceux qui se réclamaient de la gauche, leur orientation politique qu'ils ne peuvent pas mettre sur le dos de l'oligarchie, orientation politique qui se caractérise par leur refus de rompre avec le capitalisme ou de mener leur combat dans la perspective du socialisme.

Complément..

J'avais terminé ce passage quand je suis tombé le lendemain sur le commentaire suivant d'un internaute qui illustre l'illusion qu'on vient de démonter :

- "JLM n'est pas communiste, il représente la vrai gauche, c'est à dire ce que le PS aurait dû être depuis toujours, le PS est aujourd'hui un parti libéral."

Si Mélenchon n'est pas communiste, il ne peut pas représenter "la vrai gauche", et pas davantage le PS, depuis quand déjà, plus d'un siècle...

Un complément rédigé deux jours plus tard. Le mouvement ouvrier n'a cessé d'être sous l'emprise de l'opportunisme.

Le mouvement féministe, écologiste, antiraciste n'aurait pas connu une telle ampleur dans les années 70-80, si le PS ne s'y était pas investi, de même le mouvement anti-guerre n'aurait pas connu une telle mobilisation dans les années 70 si le PC ne s'y était pas impliqué sur ordre du Kremlin à l'époque de l'URSS, et les campagnes menées par les lambertistes (POI-CCI et POID-TCI) en apparence contre le stalinisme, n'auraient pas connu un certain succès sans le soutien du PS, de personnalités proches du PS ou d'organisations liées à ce parti qui ne visaient pas le stalinisme mais le communisme, l'héritage de la révolution russe de 1917 dont ils voulaient se débarrasser.

Si pour les réformistes antisocialistes le mouvement est tout et le but n'est rien, il faut préciser pour qui le mouvement est tout et pour qui le but n'est rien.

Le mouvement est tout pour ceux qui sont appelés à y participer et à se faire manipuler, autrement dit à terme ils n'en tireront aucun profit puisqu'il est dirigé contre eux, et le but n'est rien pour eux également, dans la mesure ou le mouvement sert un autre but que le leur ou inavouable, détourner les travailleurs de la lutte de classe dans le cas des mouvements féministes, écologistes, antiracistes, etc. et dans le cas du mouvement anti-guerre soulager la pression de l'impérialisme américain qui pesait sur le bureaucratie stalinienne du Kremlin du temps de l'URSS donc servir les intérêts de celle-ci, alors qu'elle constituait la principale force contre-révolutionnaire au sein du mouvement ouvrier international, quant aux campagnes dirigées contre la bureaucratie stalinienne du Kremlin, elles serviraient directement les plans de l'impérialisme américain qui étaient de destabiliser son adversaire en prévision de la dislocation de l'URSS ou le rétabissement de la propriété privée des moyens de production.

Le discours que vos dirigeants ne vous ont jamais tenu. Question que tous les militants devraient se poser : Pourquoi ?

- "Les masses populaires demeurent plongées dans un abîme d'ignorance et de préjugés." (Trotsky le 9 avril 1922 au bureau politique du parti bolchevik)

Quand je militais à l'OCI fin des années 70, le militant qui aurait osé tenir un tel propos aurait été qualifié d'ennemi de la classe ouvrière qui n'avait pas sa place dans le parti. Autant dire que depuis j'ai totalement rompu avec ce courant politique.

Trotsky a eu raison d'affirmer en 1940 que la révolution d'Octobre n'avait pas été un échec, ajoutons, mais qu'elle était vouée à l'échec parce que le prolétariat des pays occidentaux était pratiquement aussi arriéré et bourré de préjugés que celui de Russie et que pour cette raison dans aucun pays en Europe il sera en mesure de se doter d'un parti ouvrier révolutionnaire et de réaliser sa révolution.

Sur ce plan-là, rien n'a changé depuis, puisque les courants issus du trotskysme se sont transformés en machines à propagande insipides et impuissantes, au lieu de partir de la réalité pour interpréter la situation et aider ainsi les masses populaires à élever leur niveau de conscience, tâche qui manifestement leur répugne.

On a toujours eu à faire à des dogmatiques, des gens à l'esprit étroit ou borné pour lesquels du moment que ce ne sont pas les idées qui guident le monde, mais l'action des hommes qui le transforment, tout ce qui est relatif aux idées ou à la pensée doit être traité avec mépris ou considéré comme secondaire, alors qu'en réalité action et pensée sont liées et interagissent l'un sur l'autre en permanence tout au long de la vie des hommes, donc ils doivent faire l'objet de la même attention quand on se donne pour objectif de changer la société, ce qui demeurera toujours irréalisable, tant que les masses populaires demeureront profondément ignorantes ou arriérées.

Les gens qui se destinent de changer les idées ou la mentalité des hommes, leur comportemet ou de les libérer de leurs préjugés sans changer la société nous répugnent au plus au point, parce qu'ils les culpabilisent en estimant qu'ils seraient coupables de leur état d'ignorance, alors qu'en réalité tels qu'ils sont, ils ne sont que le produit de la société basée sur des inégalités sociales et des injustices qui s'est employée à les maintenir dans cet état d'arriération ou d'obscurantisme pour mieux les exploiter et les opprimer.

Maintenant pour parvenir à changer la société, il est indéniable que les exploités doivent élever leur niveau de conscience, sinon cet objectif demeurera toujours hors de portée. Ceux qui refusent de s'y atteler sérieusement et qui prétendent combattre pour le socialisme sont des ignorants ou des imposteurs ou les deux à la fois.

On sait par ailleurs qu'il ne suffit pas que les hommes acquièrent des connaissances ou se hissent momentanément à un certain niveau de conscience à la suite ou au cours d'une expérience pour qu'il soit acquis qu'ils auraient progressé définitivement ou que cela servira de point de départ à de nouveaux progrès. Au contraire, on a constaté que du fait qu'ils n'ont pas conscience d'être un des facteurs ou acteurs déterminant du processus dialectique inconscient qui caractèrise le développement historique qui se déroule sous leurs yeux ou auquel ils participent, ils ne seront pas en mesure d'inscrire leurs expériences dans le cadre de ce processus et d'en comprendre la signification pour en tirer des enseignements pour l'avenir et seront voués à régresser à tout moment, à sombrer à nouveau dans la barbarie par exemple. Tout au plus peut-on espérer que seuls ceux qui auront acquis un conscience de l'ensemble du processus dialectique matérialiste et historique pourront se maintenir à un niveau de conscience supérieur.

Partant de là, imaginer que des millions de travailleurs pourraient se hisser à ce niveau de conscience et être organisés dans un parti ouvrier révolutionnaire de masse relève de l'ignorance ou du fantasme. Par contre des millions peuvent se hisser à un niveau de conscience suffisant pour soutenir ou participer à un processus révolutionnaire, entraînant derrière eux le reste des masses demeurées neutres ou passives jusque-là de manière à assurer la victoire de la révolution. La question qui se pose et qui déterminera l'issue de la révoluton, c'est le niveau de conscience acquis par les masses au début de la révolution, dit autrement, plus leur niveau de conscience sera bas au début d'une révolution et plus le risque sera grand qu'elle se termine par une défaite ou que la contre-révolution reprenne le pouvoir, et plus il sera élevé et plus l'espoir qu'elle se conclut par une victoire sera grand ou fondée, et qu'ensuite elles conservent le pouvoir.

La question est donc de savoir si nous voulons ou non mettre le maximum de chance de notre côté pour atteindre notre objectif, c'est tout ce que je voulais dire ici.

Quand on ignore la nature de quelque chose et son destin éventuel, qui correspond généralement au comportement et à l'orientation de différents facteurs au cours de son développement, bien malin serait celui qui pourrait affirmer quoi que ce soit en la matière.

Comme le rappelait Trotsky, le développement de la civilisation humaine a toujours été chaotique, bourré de contradictions et de paradoxes, fait de progrès et de régressions, de révolutions, de guerres et de paix, cela dit son orientation général ou son bilan demeure positif bien que parfois les faits portent à croire le contraire, tant momentanément ou pendant une longue période elle est résolument orientée dans une direction portant atteinte à ses intérêts fondamentaux (dont fait partie l'épuissement de nos ressources naturelles ou la destruction de notre environnement), sans qu'il ne faille évacuer l'hypothèse toujours possible qu'elle pourrait disparaître par la folie des hommes, si leurs activités finissaient par gravement porter atteintes aux bases sur lesquelles elle repose.

La lutte de classe doit donc être conçue en tenant compte de ces différents facteurs objectifs et subjectifs. On a été jusqu'à dénier au cerveau des hommes la capacité de jouer un rôle objectif dans le développement de la civilisation humaine, en refusant d'accorder à son activité le statut de rôle objectif, alors que cette faculté n'a cessé de se traduire par des décisions contribuant à modifier l'environnement des hommes ou à façonner la société en agissant directement sur la matière. Autrement dit, parce que l'action précède le verbe, penser ne serait pas agir. Dans la société actuelle cela se traduit par : Vous n'avez pas besoin de penser, on s'en charge à votre place, pour votre bien évidemment.

L'homme qui ne pense pas ne peut pas postuler à la liberté.

Toutes les civilisations qui se sont succédées ont connu une phase ascendante ou progressiste avant de passer à une phase descendante où elles régressèrent et disparurent ou furent absorbées par une autre civilisation, parce qu'elle n'était pas mûre pour passer à un stade de développement supérieur ou à un mode de production supérieur, submergée par les forces productives qu'elle avait engendrées et qui paradoxalement allaient entraîner sa décadence ou son autodestruction. Fort de l'apport des anciennes civilisations, celles qui devaient leur succéder allaient leur emprunter le meilleur, ce qui allait leur permettre d'atteindre un niveau de développement supérieur aux précédentes et ainsi de suite.

Rendue au stade de l'impérialisme pourrissant, la société est devenue décadente, elle se décompose rapidement, elle se putréfie, et comme elle est engagée dans une régression sans fin, elle tend à renouer avec les montres du passé qu'on croyait définitivement abandonnés ou enterrés. A suivre.

Stalinisme for ever (pour toujours).

Une minorité domine sans partage, une nouveauté et un regret.

- Le refus du vote, l'abstention conduisent à laisser une minorité dominer sans partage la majorité du peuple. On a besoin d'autre chose, de prendre nos responsabilités, d'intervenir, de décider de notre avenir. La Cinquième République vacille, achevons-la. Mettons au pouvoir la force qui propose de sortir du système présidentiel qui place notre vie entre les mains d'un seul homme.

... d'élaborer une constitution démocratique avec de nouveaux droits... Jose ESPINOSA legrandsoir.info 01.02

Traduction : C'était mieux quand une minorité dominait sans partage avec l'aval des masses qui participaient massivement à chaque élection, ce qu'ils regrettent.

Que regrettent-ils au juste? Les "jours heureux" où le PCF tirait profit de sa collaboration avec le régime et engrangeait députés et sénateurs, où les institutions affublées ainsi d'un vernis démocratique trompeur pouvaient se prévaloir d'un semblant de légitimité.

Assurément, le régime n'était pas ingrat envers ses serviteurs. Qu'ils ne se plaignent pas sans les subventions de l'Etat et les largesses des banquiers L'Humanité disparaîtrait. Si la Ve République a pu durer aussi longtemps, c'est parce que depuis 1958 le PS et le PCF se sont employés à priver les travailleurs de toute représentation politique (indépendante) à l'intérieur comme à l'extérieur des institutions.

Et c'est reparti avec la "révolution par les urnes"... supervisée par l'ONU s'il vous plaît.

- ... si on ne commence pas dès le 8 mai prochain (lendemain du second tour de la présidentielle) à mettre en oeuvre la libération de notre pays de l'oligarchie qui le dirige depuis trente ans

- ... un pôle de résistance à l'ordre capitaliste mondial et à son vecteur impérialiste.

Alors, certains me disent que ce genre de discours, c'est finalement appeler à soutenir "le moindre mal". Je ne suis pas d'accord ! Mélenchon, ce n'est pas le moindre mal ! C'est un bien ! Ce n'est peut-être pas "le" bien, mais c'est un plus grand bien, comparé à ce que nous vivons depuis le début de la mise en oeuvre de la stratégie du choc.

Aussi longtemps qu'une révolution au sens traditionnel n'éclate pas pour que le peuple reprenne par la force le pouvoir qui lui a été enlevé par la loi, il n'y a que la loi pour défaire la loi et la refaire, à commencer par la loi fondamentale, la constitution ! Et donc les urnes !

... redevenir ainsi, libres, indépendants et souverains, nécessite des ruptures géopolitiques et géostratégiques majeures (telles que sortir de l'OTAN et de l'UE mais aussi de la Banque Mondiale, de l'OMC et du FMI par exemple, tout en renforçant l'ONU... Vincent Christophe LE ROUX legrandsoir.info 01.02

Pure démagogie pour finalement se soumettre à l'ONU, une institution fondée par et pour les capitalistes...

Il y a plus de 35 ans Mélenchon en rejoignant le PS se convertissait à l'économie de marché et soudain il deviendraitun anticapitaliste.

Trumperie.

Les élites paniquent

« C'est la fin du monde », a lâché Manuel Valls (BFMTV, 16/01/17), qui n'évoquait pas les résultats de la primaire socialiste, mais

la perspective d'une « alliance entre Trump et Poutine ».

« Donald Trump (est) décidé à détruire le projet européen », s'épouvante l'éditorial de Libération (18/01/17). Et Le Monde (19/01/07) sonne le tocsin : « le président des Etats-Unis s'est lancé dans une opération délibérée de déstabilisation de l'Allemagne (...) c'est toute l'Europe qui est attaquée ».

L'UE est confrontée à l'un des « plus grands défis de ces dernières décennies » alerte pour sa part Angela Merkel. Le Commissaire européen Pierre Moscovici s'étrangle : « on a une administration américaine qui souhaite le démantèlement de l'Union européenne, ce n'est pas possible ! ».

Quant au Secrétaire d'Etat américain sur le départ, il a exhorté le gratin des élites mondialisées réuni à Davos à se « rappeler pourquoi nous avons fait ce voyage de 70 ans ensemble » . John Kerry semble ainsi évoquer l'axe euro-atlantique... au passé.

Mobilisant tout son sens de la litote, le Secrétaire général de l'Alliance atlantique s'est dit « préoccupé ». Le Monde enrageait déjà fin décembre (22/12/16) : M. Trump « veut être l'homme du renouveau industriel américain, pas le shérif d'un ordre démocratique occidental à maintenir et propager ». Impardonnable ! A Davos, Joseph Biden, encore vice-président américain pour deux jours, a lancé un appel désespéré pour « sauver l'ordre libéral international »...

Le nouveau président américain a confirmé qu'il jugeait l'OTAN « obsolète »... Pierre LEVY legrandsoir.info 31.01

Vraiment ? Vérifions-le.

AFP 28 janvier, donc trois jours avant la publication de cet article.

- Au moment où les relations transatlantiques traversent une période de tensions, la Première ministre britannique a pris soin de souligner que le nouveau président américain lui avait assuré qu'il était "à 100%" derrière l'Otan. AFP 28.01

Toutes ces déclarations soigneusement sélectionnées sont destinées à détourner l'attention des travailleurs de l'essentiel sachant qu'elles seront reprises par les opportunistes de tout poil.

L'auteur de cet article, qui manifestement suit l'actualité politique au quotidien, a forcément lu la déclaration de la Première ministre britannique, alors pourquoi l'a-t-il passé sous silence ? Pardi pour se faire passer pour un opposant à l'OTAN, à "l'ordre libéral international", car voyez-vous, c'est un vrai communiste...

Les bons comptes font les bons amis. Non pas 103 ans de trahison ou d'imposture, 5 seulement.

Même avec Benoit Hamon.... le Parti "socialiste" ? Non merci !

Méfions-nous des illusions qui consisteraient à croire qu'une union sacrée serait possible avec ce parti qui a trahi pendant 5 ans ses engagements pris devant le peuple.

Ne comptez pas sur nous pour légitimer avec Benoit l'illégitime Parti socialiste.

Ne comptez pas sur nous pour mentir au peuple et laisser croire que le PS serait de gauche. Paul ARIES legrandsoir.info 31.01

Les engagements ou promesses de Hollande et du PS n'étaient pas seulement destinés aux arriérés toujours prêts à croire tout ce que les filous peuvent leur raconter, ils devaient servir aussi à exempter par avance de toute responsabilité ou à blanchir ou encore à donner bonne conscience à tous ceux qui savaient pertinemment à quoi s'en tenir à leur sujet sans le faire paraître, pour qu'on ne les accuse pas par la suite d'en avoir été les complices.

Comme quoi ils savent que Mélenchon est un couteau sans lame ou un imposteur.

Benoit Hamon et la farce du « rassemblement de la gauche »

Manuel Valls ne représentait que l'avant-garde d'une longue dérive droitière de l'ensemble de la direction du PS.

La politique antisociale du gouvernement Hollande avait le soutien de l'écrasante majorité des parlementaires « socialistes ». Quant à l'aile gauche du PS, elle suivait la droite comme son ombre. Elle était lâche et inconséquente. Les prétendus « frondeurs » protestaient, multipliaient les communiqués, exhortaient Hollande à mener une politique moins brutale – puis, le moment venu, rangeaient leurs frondes et votaient les textes réactionnaires du gouvernement (notamment les budgets). Lorsqu'ils

poussaient la mauvaise humeur jusqu'à menacer de ne pas voter certains textes (lois Macron, loi Travail), Manuel Valls pouvait recourir au 49-3 avec l'assurance que les frondeurs ne voteraient pas de motion de censure. Tel est le pathétique bilan de la « gauche du PS », ces cinq dernières années.

Benoit Hamon ne fut pas un plus vigoureux opposant à la politique de François Hollande. En fait, pendant deux ans, il ne s'y opposa pas le moins du monde. Ministre de mai 2012 à septembre 2014, il défendait alors publiquement la politique du gouvernement, qui fut pourtant d'emblée marquée par un renoncement aux engagements de campagne et un alignement sur les intérêts du « monde de la finance ». (...)

En attendant la primaire du PS, Montebourg fréquenta les milieux patronaux. De son côté, Benoit Hamon intégra les rangs assoupis des députés « frondeurs », dont il adopta immédiatement les rites : protestations verbales le matin, vote de textes réactionnaires le soir.

Benoit Hamon et ses proches se félicitent d'avoir déjà « rassemblé » une très grande majorité des députés socialistes. Mais tous ont voté la politique réactionnaire du gouvernement, pendant cinq ans, et nombre d'entre eux soutenaient Manuel Valls à la primaire. S'ils se « rassemblent » derrière Benoit Hamon, c'est par pur pragmatisme : à ce stade, ils considèrent que c'est la meilleure option du point de vue de leur candidature aux élections législatives de juin prochain. Il n'y a pas la moindre différence de principe entre ceux qui font ce calcul et ceux qui rallient Macron. Certains pourraient d'ailleurs changer d'option en cours de route, suivant l'évolution de la situation. Magnifique « rassemblement », en vérité !

Le programme sur lequel Benoit Hamon a remporté la primaire du PS est rejeté par l'écrasante majorité de l'appareil et des parlementaires du PS. Ils ont par exemple soutenu la loi Travail, que le vainqueur de la primaire propose d'abroger. Ont-ils changé d'avis sur le sujet ? Bien sûr que non. Mais Benoit Hamon ne leur en demande pas tant. Au lieu de s'appuyer sur sa victoire pour lancer une lutte sérieuse contre la droite du PS, il propose d'amnistier celle-ci de ses crimes récents sous couvert de « rassemblement de la gauche ». Ce faisant, Benoit Hamon expose l'inconsistance de ses propres idées, qui apparaissent comme les variables d'ajustement de combinaisons parlementaires et bureaucratiques.

La campagne de Jean-Luc Mélenchon a déjà gagné le soutien de la fraction la plus consciente et la plus radicalisée de la jeunesse et du mouvement ouvrier. Ces éléments ne tomberont pas dans le piège du « rassemblement » de tout et son contraire.

Mélenchon et les dirigeants de la France insoumise doivent – comme ils le font – démasquer les manoeuvres hypocrites des dirigeants du PS, qu'il s'agisse de Benoit Hamon ou de l'aile droite du parti. Ils doivent aussi rappeler dans le détail ce que fut le parcours récent du candidat du PS, depuis sa participation au gouvernement, entre 2012 et 2014, jusqu'à ses activités de « frondeur » sans fronde – et notamment ses votes à l'Assemblée nationale. Il y a là tout un travail pédagogique à mener, car il ne faudra pas trop compter sur Benoit Hamon lui-même pour expliquer d'où il vient et où il va.

Bien sûr, il faut aussi critiquer le programme de Benoit Hamon, qui est nettement plus modéré et confus que celui de la France insoumise. Mais ici, force est de constater qu'un nombre significatif de jeunes et de travailleurs de gauche considèrent ces deux programmes comme assez proches, somme toute. Cette idée donne de l'eau au moulin du « rassemblement ». Il y a là une difficulté que l'on ne pourra pas lever simplement en détaillant les différences concrètes entre L'Avenir en commun et le programme de Hamon. En effet, la plupart des jeunes et des travailleurs regardent les programmes « de loin », pour ainsi dire, sans entrer dans tous les détails. Et si, de ce point de vue, nombre d'entre eux ont le sentiment que les deux programmes sont assez proches, c'est précisément parce qu'ils le sont, sous un certain rapport. Dans les deux cas, en effet, il s'agit d'un ensemble de réformes progressistes (excepté le « revenu universel », qui ne l'est pas). Prises dans leur globalité, ces réformes vont dans la bonne direction, mais ne marquent pas de rupture avec le système capitaliste. Autrement dit, ces deux programmes sont réformistes – et ce alors que la faillite du capitalisme appelle une transformation radicale, révolutionnaire, de la société.

En complétant son programme par des mesures visant à briser le pouvoir économique des grands capitalistes – ce qui suppose leur expropriation –, la France insoumise ferait d'une pierre deux coups : d'une part, elle se distinguerait clairement du réformisme de Benoit Hamon ; d'autre part, elle se donnerait les moyens de mettre en oeuvre les mesures progressistes de son programme, si elle prend le pouvoir, car ces mesures ne pourront pas être réalisées dans le cadre du capitalisme en crise. Jérôme METELLUS legrandsoir.info 04.02

En réalité, "la fraction la plus consciente et la plus radicalisée de la jeunesse et du mouvement ouvrier", entendez par là l'aristocratie ouvrière, sera tenté de tomber "dans le piège du « rassemblement » de tout et son contraire", parce que c'est également la couche la plus corrompue du mouvement ouvrier pour avoir soutenu le PS et le PCF pendant des décennies ou pour avoir adopté le réformisme bourgeois.

Si elle estime que pour défendre ses propres intérêts il faut en passer par ce « rassemblement », elle ne se le fera pas dire deux fois, elle ne s'est jamais comportée autrement depuis plus de 50 ans, ne soyons pas dupe.

Tout est possible. L'art de tout dire et son contraire ou de renvoyer le socialisme aux calendes grecques

Benoît Hamon doit vaincre sa procrastination et faire un geste pour rendre possible le rassemblement

En choisissant Benoît Hamon le 29 janvier au second tour des primaires, plus d'un million d'électeurs ont approuvé un programme politique différent de celui mis en oeuvre par Manuel Valls.

Benoît Hamon, parmi les sept, c'était le meilleur choix.

Le PS s'étant engagé à respecter le verdict des urnes, Benoît Hamon bénéficie à ce jour des soutiens du chef de l'Etat, du Premier ministre (donc, du gouvernement), des députés socialistes (sauf défections marginales). Maxime VIVAS legrandsoir.info 03.02

Et que demande ce stalinien dans l'âme ? Que Hamon, Hollande, Cazeneuve et le PS fassent la démonstration qu'ils sont capables de respecter des promesses qu'ils n'ont jamais tenu, histoire d'entretenir l'illusion un peu plus longtemps dans le PS et cautionner le ralliement du PCF au PS ou même peut-être à Hamon en vue des législatives.

En complément.

Il faut que ou l'art de livrer notre destin à nos bourreaux.

La destruction de la classe politique dirigeante a commencé.

Toutes les sensibilités politiques de droite et de gauche sont cuites. Et pour cause, elles ont été utilisées comme des écrans publicitaires pendant que le vrai programme politique, économique et financier était celui des corporations transnationales.

Aujourd'hui les multinationales sont prêtes à prendre les rênes du pouvoir.

Les seuls candidats qui trouvent actuellement grâce aux yeux des faiseurs d'opinions, propriétés de la finance internationale sont les candidats qu'elle a formatée. M Macron est le chouchou des médias mainstream. Qu'il soit bon ou pas, qu'il soit suivi par le public ou pas ne compte guère plus !

Il est adoubé par la haute finance. M Draghi, patron de la BCE et lui-même ex Goldman-Sachs l'a choisi ! (Draghi : la solution c'est Macron, pas Le Pen). Les médias, en réels porte-parole de leurs propriétaires de la haute finance lui pavent le chemin. en matraquant notre inconscient avec des reportages. La différence de traitement entre candidats est significative. Au 21ème siècle, ça compte.

Mettons tout de même à l'actif de M Macron son message qui se démarque volontairement de la droite ET de la gauche. Un message à la mode globaliste qui se veut refondateur d'une nouvelle société qui consolide depuis le bas (Bottom-up).

Cette approche qui travaille sur la base en direct (sans partis politiques et autres organes publics) est nouvelle. Elle s'appuie sur la technologie et la numérisation pour gouverner. Les intermédiaires y sont éliminés. C'est le modèle qui fut appliquer aux entreprises au moment de l'aplatissement de la hiérarchie.

En résumé, il est moins une pour que les corporations fassent leur coming-out en tant que nouveaux patrons du monde. La preuve si vous deviez encore douter vient du Danemark. Ce pays ouvre une ambassade auprès des GAFA (Google, Alphabet, Facebook, Amazon). Le ministre danois dans une conférence aurait même dit ceci : Google, Apple ou Amazon doivent être considérées désormais comme des nouvelles nations avec lesquelles il faut donc entretenir des relations diplomatiques.

Et voilà que nos médias font les surpris ! Si nous l'avions annoncé sur ce petit site il y a plusieurs années, il n'y a aucune raison que France Inter soit étonnée !

Quant à nos chers dirigeants politiques, le temps presse. Mais ils pourraient se rattraper auprès des gens qui leur ont livrées leur vies et l'avenir de leurs enfants.

Il faut qu'il dénonce le système avant que celui-ci ne prenne le pouvoir de manière définitive, irrémédiable et totalitaire !!!

Nous avons besoin de leur revirement de position. Liliane Held-Khawam - legrandsoir.info 04.02

Si vous comptez sur eux, autant dire que notre sort est scellé d'avance. Tout cela parce que vous refusez d'affronter le régime et ses représentants. Et pourquoi tous ces intellectuels en arrive là ? A défaut d'alternative au capitalisme puisqu'ils rejettent le socialisme. Mais pourquoi en arriver à une conclusion aussi aberrante, stupide au possible, cela ne tient pas debout.

En effet, ils y sont contraints parce qu'ils refusent d'accorder un rôle historique à jouer aux masses laborieuses, ils ne croient pas en elles, ils ne leur font pas confiance, alors ils s'en détournent et il ne leur reste plus qu'à se tourner vers ceux qu'ils passent leur temps à dénoncer, les représentants du capitalisme qu'ils qualifient de gauche le cas échéant, car ils ne sont pas à cela près.

Tous ces gens-là n'ont aucune conscience politique, ils sont prêts à se vendre et surtout à nous vendre aux plus offrants du moment qu'ils y trouvent leur compte, voilà tout.

Ils osent tout, merci on a eu l'occasion de "bien s'en apercevoir".

Election présidentielle française : au-delà du fatras, DANGER !

- Il faut dès lors se rappeler que si B. Hamon se présente aujourd'hui comme « frondeur », il n'en reste pas moins un apparatchik de plus de 25 ans passés au PS, ce ramassis de carriéristes – au LR aussi, bien sûr – qui n'ont d'autre ambition que de se maintenir dans les sphères du pouvoir à n'importe quel prix.

- N'en reste qu'un à se situer vraiment hors de ce système avarié : J-L. Mélenchon, seul aujourd'hui à pouvoir fédérer les forces d'une vraie gauche. A avoir un programme sérieux et charpenté. Qui a pour lui l'expérience des années, et celle d'avoir appartenu à un parti qu'il a quitté depuis 2008, tant il lui devenait impossible d'y déployer un réel programme de gauche.

- De tous les candidats qui se proclament de gauche, JLM semble le seul crédible à pouvoir prétendre à la présidence du pays. Et il faut faire l'effort de comparer son programme à celui des autres pour bien s'en apercevoir. Par Daniel Vanhove - Mondialisation.ca, 05.02

LVOG- Et de formuler à Mélenchon un conseil d'apothicaire spécialiste en placebo :

- ...si une élection est comme le disent certains, la rencontre d'un individu avec le peuple, il faut que cette rencontre garde un caractère agréable comme dans toute rencontre dont on espère que l'autre gardera un souvenir positif. Si cette rencontre ne séduit pas un minimum par sa gentillesse, son amabilité, son charisme, elle risque de ne pas trouver assez de partenaires ni d'adhérents quelle que soit la qualité du programme proposé. (id)

Le populisme dégoulinant, répugnant...

A lire

- Qui était Mouammar Kadhafi et pourquoi l'ont-ils tué? (31.01)

Quand on a achevé la lecture de cet article, même en ayant eu l'occasion de lire l'essentiel de son contenu dans d'autres articles quelques années plus tôt, on est profondément choqué de l'avoir présenté comme un horrible tyran qu'il n'était manifestement pas, par ignorance ou pour avoir été trompé sur la réalité de la Libye sous Kadhafi, ce qu'il en avait fait, on ressent une honte indescriptible qui est à mettre au compte de nos ignobles dirigeants qui n'étaient pas sans savoir le gigantesque progrès social que Kadhafi avait permis de faire au peuple libyen, pour rappel on va en donner un bref aperçu plus loin.

Kadhafi envisageait de supprimer le franc CFA et ainsi porterait gravement atteinte aux intérêts fondamentaux de l'impérialisme français, à la manne financière indispensable à l'entretien de l'aristocratie ouvrière, les social-chauvins jugeront inacceptable de s'attaquer ainsi à leur fond de commerce et soutiendront le gouvernement français en aboyant avec la meute des loups enragés de l'OTAN et du Pentagone contre le tyran Kadhafi, puis le dictateur Assad.

Ces clébards enragés pousseront l'infâmie et le cynisme jusqu'à condamner par principe les bombardements de l'OTAN sur le Libye histoire de se donner bonne conscience ou de se faire passer pour des internationalistes auprès de leur troupeau de bénis oui-oui également frappé d'amnésie

- Sous le roi Idriss, la Libye était parmi les pays les plus pauvres de la planète. 94% de la population était analphabète. La mortalité infantile était parfois de 40%. Kadhafi va transformer un pays et un peuple tout entier. Et pas seulement la Libye. L'argent du pétrole libyen va financer plusieurs causes à travers le monde, notamment la cause du peuple palestinien et la lutte des Noirs en Afrique du Sud. La Libye est ainsi le premier pays que visite le leader de la lutte contre l'Apartheid, Nelson Mandela, dès sa sortie de prison en 1994.

Kadhafi permet à l'Afrique de connaître sa première révolution technologique en finançant le premier satellite de télécommunication RASCOM-QAF1 permettant aux pays africains de se rendre indépendants des réseaux satellitaires occidentaux et d'économiser plus de 500 millions de dollars (ou de les faire perdre aux compagnies occidentales).

La Libye investit plusieurs milliards de dollars dans les secteurs variés des économies des pays africains. Contrairement aux Occidentaux qui investissent principalement dans l'industrie extractive, Tripoli investit dans les secteurs primaires (agriculture, élevage) et tertiaire (banques, hôtels, services), principalement dans les pays les plus pauvres du Continent. La Libye lance le chantier de trois organismes financiers qui devraient contribuer à asseoir l'émancipation monétaire et financière de l'Afrique : la Banque africaine d'investissement (BAI), le Fonds monétaire africain (FMA) avec un capital de 42 milliards de dollars et la Banque centrale africaine (BCA). Outre le rachat des dettes et engagements contractés auprès des Institutions financières internationales, le développement de ces trois organismes devait permettre aux pays africains d'échapper aux diktats de la Banque mondiale et du FMI et marquer la fin du franc CFA . Une émancipation que l'Occident voit de très mauvais oeil.

Lorsque débute la crise, le niveau de vie de la population libyenne n'a rien à envier à celui des populations occidentales. C'est le pays qui avait l'indice de développement humain le plus élevé du continent africain. Le PIB/hab était de 13.300 $, soit loin devant l'Argentine, l'Afrique du Sud et le Brésil. La croissance dépassait les 10% et le PIB/hab augmentait de 8,5%. La Jamahiriya était un Etat social où des biens publics étaient mis à la disposition de la population : l'électricité et l'eau à usage domestique étaient gratuites ; tout le monde avait accès à l'eau potable. Les banques libyennes accordaient des prêts sans intérêts ; les libyens ne payaient pratiquement pas d'impôts. La TVA n'existait pas. La dette publique représentait 3,3 % du PIB contre 84,5 % pour un pays comme la France, 88,9 % pour les États-Unis et 225,8 % pour le Japon. Le système public de santé, gratuit, était aux normes européennes, tout comme le système éducatif (le taux d'alphabétisation moyen était de 82,6 %). Les meilleurs étudiants libyens poursuivaient leurs études supérieures à l'étranger en bénéficiant d'une bourse du gouvernement. Les produits d'alimentation pour les familles nombreuses étaient vendus moitié prix sur présentation du livret de famille. Les voitures importées d'Asie et des États-Unis étaient vendues à prix d'usine. Le prix d'un litre d'essence coûtait à peine 8 centimes d'euros.

Le pays, en dépit des sanctions qui lui avaient été imposées, avait tout de même réussi à constituer des fonds souverains à hauteur de 200 milliards de dollars placés dans des banques étrangères, occidentales notamment, et gérés par un organisme public, la Libyan Investment Authority (LIA), contrairement aux accusations faisant état d'enrichissement personnel. Peu de dirigeants au monde peuvent revendiquer un bilan pareil.

Par ailleurs, la Libye de Kadhafi fut un solide bouclier contre les vagues migratoires puisque de nombreux migrants sub-sahariens, notamment, choisissaient de s'installer en Libye au lieu de tenter la traversée de la Méditerranée. Et non seulement. Kadhafi fut un bouclier contre la circulation des terroristes islamistes qu'il combattait, bien avant les attentats du 11 septembre 2001. L'auteur rappelle que la Libye est le premier pays à avoir lancé, dès 1998, un mandat d'arrêt international contre Ben Laden pour un double assassinat perpétré, en 1994, contre deux fonctionnaires allemands sur le sol libyen. Mais tout au long de la campagne de l'OTAN contre la Libye, et même après, aucune des réalisations susmentionnées n'a été relevée et les populations occidentales n'en savent presque rien. Elles ne sauront jamais que celui qui leur a été présenté par leurs dirigeants et médias comme un méchant dictateur dilapidant les deniers publics de son pays, était en réalité un homme qui a énormément investi dans le bien-être de son peuple et protégé l'Europe des vagues migratoires et des mouvements terroristes.

La Libye est aujourd'hui un pays complètement ruiné. (...) au moins 3 000 migrants libyens ont péri en mer. Le trafic de drogue a explosé, faisant de l'ex-Jamahiriya un pays de transit de la drogue, essentiellement à destination d'Europe… Le pays est devenu le nouvel eldorado des groupes intégristes islamistes. Dès le lendemain de la chute de Kadhafi, Al-Qaïda en a profité pour hisser son drapeau au-dessus du palais de justice de Benghazi. AQMI se promène dans le grand sud. Les islamistes d'Ansar al-Sharia se sont implantés à Benghazi et Derna, tandis que l'État islamique / Daesh a profité de l'insécurité permanente dans le pays pour s'y implanter. Fin de l'extrait.

L'auteur de l'article a oublié de mentionner que les transports publics et le logement social étaient également gratuits.

Quand on lit cela, on ne peut pas s'empêcher de se dire qu'en réalité la Libye de Kadhafi était plus socialiste (ou un régime plus proche du socialisme) que l'URSS de Staline que nos dirigeants défendront jusqu'au bout.

Entre les lignes.

Comment Donald Trump alimente un complotisme de gauche - Slate.fr 04.02

Qui dévoile la stratégie du chaos est qualifié systématiquement de théoricien du complot... par ses idéologues.

Grille de lecture

Il faut savoir ou il faut apprendre à lire entre les lignes pour ne pas se faire manipuler par ceux qui prétendent incarner la vérité et qui en réalité passent leur temps à la falsifier.

Dans tout discours d'hommes politiques véreux il y a ce qui relève de l'intention qui révèle sa nature de classe, son penchant, ses véritables objectifs ou le contenu réel du programme qu'il entend appliquer qui apparaîtra généralement en filigrane ou sur lequel il n'insistera pas trop et on comprend pourquoi, ce qui tient de la démagogie destiné à faire illusion, à inspirer confiance de manière

à obtenir le soutien du plus grand nombre sans lequel il aura des difficulté à obtenir leur adhésion à sa politique, et enfin ce qui est conçu à destination de ses commanditaires histoire de les rassuers sur sa volonté à se conformer à leurs décisions.

Tout discours d'hommes politiques véreux est destiné à attirer l'attention de la population sur certains évènements au détriment des autres ou plus précisément, sur l'interprétation qu'il en donne et que les gens doivent retenir ou partager, partant du principe que plus ils seront nombreux à y adhérer, plus cette interprétation sera censée correspondre à la réalité, ce qui lui permettra de revendiquer sa légitimité, tandis que toute autre interprétation fera l'objet d'un traitement spécial, censurés, discrédités en recourant à toute une panoplie de méthodes plus infâmes que les autres, leurs auteurs ridiculisés ou criminalisés par des moyens tout aussi ignobles.

C'est l'entreprise à laquelle se livre ici l'agence française du portail américain Slate. com.

Trump voudrait instituer un "contrôle total", mais n'était-ce pas déjà le but affiché en promulgant le Patriot Act dès 2001, ou quand la NSA surveillait la planète entière, notamment ? On peut remonter ainsi jusqu'à la fondation de la Fed en 1913 qui confiait le pouvoir aux banquiers en leur permettant de faire main basse sur la création monétaire et le contrôle de la monnaie en circulation, d'ouvrir ou de fermer le robinet de la planche à billets afin de précipiter des crises ou des dépressions ou de produire de l'inflation, financer à crédit l'expansion du capitalisme à bout de souffle...

L'objectif du régime serait de transférer le pouvoir à un cercle restreint (d'oligarques) sur lequel personne ne pourrait exercer le moindre contôle ? Mais n'est-ce pas déjà le cas quand les oligarques du groupe Bilderberg définissent la politique qui devra être appliquée dans absolument tous les domaines à l'échelle mondiale et auquel tous les gouvernements de la planète sont sommés de se soumettre sans broncher, lorsqu'ils désignent à l'avance quels seront les futurs présidents ou ministres dans chaque pays ou les dirigeants des institutions internationales, etc. ?

Il est facile à toute personne un tant soit peu honnête de constater après coup, en examinant les principaux évènements qui ont eu lieu au cours d'une année, qu'ils figuraient tous à l'agenda de la réunion du groupe Bilderberg de l'année précédente, ce qui suffit à établir que le cours du monde est directement influencé par les décision prises par ces oligarques. Je vous invite à le vérifier en consultant leur portail si vous avez encore le moindre doute.

Ainsi, ce ne sont pas les oligarques que nous devons accuser de comploter contre les peuples, mais ceux qui le nient, en premier lieu les médias et les dirigeants de tous les partis politiques qui en sont les complices, ceci expliquant cela.

Les théoriciens du complot sont ceux qui le dénoncent, ils visent ce qui pour eux constitue leur pire ennemi : la vérité par les faits, les réelles intentions de ceux qui nous gouvernent, qui détiennent le pouvoir, tous ceux qui s'emploient à des degrès divers à les faire connaître au peuple qui doit continuer de les ignorer pour qu'ils puissent continuer d'appliquer leur politique et conserver le pouvoir.

Dans le cas de figure qui nous occupe ici, l'auteur de cet article cite à plusieurs reprises le Washington Post qui est un des participants réguliers des réunions annuelles du groupe Bilderberg, tout comme le New York Times, et que dit le Washington Post, que c'est l'interprétation d'évènements réels réalisée par ceux qu'il qualifie de théoriciens du complot qui serait davantage "problématique" que les faits en soi, ce qui s'explique dès lors que cette interprétation tend à révéler les véritables intentions de l'oligarchie et comment elle compte s'y prendre pour les mettre à exécution en se servant de Trump, autrement dit en recourant à la stratégie du chaos ou à de vulgaires provocations auxquelles s'emploie Trump avec assiduité et persévérance, on comprend dès lors pourquoi ils enragent contre ceux qui mettent en lumière cette machination tournée contre le peuple américain et au-delà du monde entier, car ce sont les plans de l'oligarchie qui sont mis à nu et qui à terme risques d'être compris, tandis que l'oligarchie se retrouve fragilisée et la cible des attaques de tous les opposants à sa politique ultra réactionnaire.

A qui s'attaque le Washington Post, Slate. com et Slate.fr ? A un dénommé Yonatan Zunger qui est ingénieur chez Google, officine liée au sommet de l'oligarchie financière anglo-saxonne. Du coup en est en droit de se demander si cette opération est le produit d'un individu incontrôlable, particulièrement "narcissique" je cite ou si elle a été télécommandée en haut lieu, on privilégiera le second scénario et j'explique pourquoi.

Que dit monsieur Zunger, que les premiers décrets pris par Trumps seraient destinés à "tester la propension du pays à capituler face à un régime fasciste", un régime ouvertement fasciste pour être plus juste, caractérisation du régime en place aux Etats-Unis qui ne serait guère à son avantage et qu'il vaudrait mieux que le peuple américain ne partage pas, qui plus est, de référence les Etats-Unis risqueraient de devenit infréquentable pour le reste du monde ou un Etat paria, ce qu'il faut éviter à tous prix évidemment.

Il faut donc évacuer cette piste et proposer une autre explication qui conduit aux mêmes conclusions, empêcher la classe ouvrière et les classes moyennes dont le niveau de vie a brutalement chuté au cours des dernières décennies de trouver la voie du combat politique contre les institutions américaines, comment les neutraliser, comment briser leur résistance, les diviser, faire en sorte qu'elles s'entredéchirent, sinon en créant un climat de guerre civile permanent sur fond de confusion inextricable dont seule l'oligarchie doit tirer profit.

Pour étayer cette piste, le mieux est encore de laisser la parole à Slate qui cite un professeur de science politique à l'université de Cornell, un certain Tom Pepinsky, qui spécule sur l'origine des décrets adoptés par Trump, en est-il vraiment l'auteur ou quelqu'un d'autre lui aurait-il soufflé, alimentant au passage la théorie du complot, comme quoi ils en sont bien à l'origine ils en font la démonstration ici, ce qui l'interresse ce ne sont pas les premières mesures annoncées par Trump mais "ce qui se passe dans l'administration du président Trum", sur "ce que l'on ne voit pas", c'est tout ce qui se passe autour pour que l'on puisse interpréter ces résultats", alors que la logique la plus élémentaire permet de deviner sans même attendre qui sont les commanditaires de ces décrets et à qui ils sont censés profiter, aux mêmes cela va de soi, aux oligarques, ce que Slate va tenter de démentir par un tour de passe-passe misérable en affirmant que c'est là que "gît le problème majeur de la théorie du complot" qu'ils viennent justement de fabriquer !

Ils révèlent ensuite leur objectif : faire en sorte que les Américains ne sachent pas si les mesures adoptées par Trump correspondent à une "prise de contrôle absolue" par l'oligarchie agissant dans l'ombre du gouvernement ou à une "navigation à vue" de la part de Trump, précisant que "sauf si l'on est en mesure de suivre comment sont prises ces décisions, on ne peut qu'émettre des hypothèses, pas tirer des conclusions", et donc être réduit à l'impuissance pour les combattre, formulant le conseil suivant en guise de fin "si des gens s'inquiètent de Trump, ils devraient se concentrer sur ce qu'il fait vraiment" et détourner leur attention de l'oligarchie qui tire derrière les ficelles ou gouverne les Etats-Unis.

Trump est donc destiné uniquement à protéger ou épargner l'oligarchie financière et à prendre tous les coups à sa place, c'est la raison pour laquelle ils l'ont propulsé au sommet de l'Etat.

Voilà à quelle genre de machinations ils en sont réduits. C'est tordu à souhait parce que la majorité des Américains honnissent l'oligarchie, y compris la plupart de ceux qui ont voté Trump, ce qu'on a du mal à imaginer en France. En écrivant cet article qui m'a pris au moins deux heures, je me suis dis que la plupart des travailleurs et des militants n'y comprendraient rien si on n'était pas le plus clair possible, j'ignore si j'y suis parvenu.

En observant quel mal de chien qu'ils se donnent pour détourner l'attention des travailleurs de l'oligarchie et pour leur livrer à la place un bouc émissaire, on se dit que notre stratégie ne doit pas être aussi farfelue que certains prétendent ou qu'on a visé juste.

En révélant le fonctionnement des institutions américaines entièrement soumises à l'oligarchie, ce sont elles qui se trouvent ainsi fragilisées, et contre lesquelles le mouvement ouvrier américain doit axer son combat sans épargner Trump qui les incarne au sommet de l'Etat. Ceux qui ont des scrupules à attaquer Trump mais qui s'en sont pris à Obama ou à H. Clinton sont les mêmes qui ont épargné les institutions américaines pendant des décennies tous gouvernements confondus, leur impuissance n'est pas à chercher ailleurs.

Slate.fr - Pour résumer rapidement, Zunger (Yonatan Zunger, un ingénieur de Google, sur Medium -ndlr) pense que Trump était sérieux pendant sa campagne, qu'il va bien mettre en place tout ce qu'il avait promis et qu'il vise bien plus que la présidence du pays: il voudrait un contrôle total.

«Le principal objectif organisationnel du régime est maintenant de transférer tout le pouvoir effectif à un cercle rapproché, éliminant ainsi tout contrôle possible de la part de la bureaucratie fédérale, du Congrès ou des tribunaux. Les ministères sont en train d'être réorganisés ou purgés pour y parvenir. Le premier cercle est en train de sonder les moyens par lesquels il peut s'emparer d'un pouvoir incontesté. Les démarches [du week-end dernier] devraient être vues comme la première partie de tout cela.»

Le site extrémiste Breitbart, dont l'ancien patron, Stephen Bannon, aujourd'hui stratège en chef de l'administration Trump, ferait partie des personnages impliqués dans le complot, n'a pas perdu de temps et souligne que ce post Medium, «rempli d'implications infondées, [...] a été partagé des milliers de fois sur les réseaux sociaux, sa popularité étant largement dû aux célébrités de l'élite progressiste qui l'ont posté».

Mais Breitbart n'est pas le seul à avoir de gros doutes sur cette théorie.

Le Washington Post souligne que, comme toute théorie du complot efficace, celle élaborée par Yonatan Zunger se base sur des événements réels: c'est l'interprétation qui est plus problématique. Sur Medium également, David Auerbach, contributeur à Slate.com, démonte pièce par pièce la théorie de Zunger et expose les exagérations et raccourcis de l'employé de Google.

Tom Pepinsky, un professeur de science politique à l'université de Cornell, revient lui aussi longuement sur son blog sur les arguments avancés par Yonathan Zunger et livre une lecture des événements qui va à l'extrême opposé. Pour lui, les premières décisions de l'administration Trump ne relèvent pas d'une démonstration de force, mais «de faiblesse et d'incohérence de gestion de la part d'une personne narcissique».

«Nous avons peu de preuves de ce qui se passe dans l'administration du président Trump. Ce que l'on voit, ce sont les résultats: les décrets présidentiels, les décisions du staff et la gestion du personnel. Ce que l'on ne voit pas, c'est tout ce qui se passe autour pour que l'on puisse interpréter ces résultats.»

C'est là que, selon lui, gît le problème majeur de la théorie du complot. Chacune des décisions peut être envisagée dans deux versions différentes, selon le côté où l'on se place: prise de contrôle absolue ou navigation à vue. Et sauf si l'on est en mesure de suivre comment sont prises ces décisions, on ne peut qu'émettre des hypothèses, pas tirer des conclusions.

C'est d'ailleurs l'argument repris par Slate.com, qui n'hésite pas à parler ouvertement de «théorie du complot» et appelle à suivre les principes du rasoir d'Ockham: pourquoi faire compliqué quand on peut faire simple?

«Cette théorie s'apparente à un coup en onze bandes qui peut être bien mieux expliqué par la simple incompétence et l'extrémisme idéologique. À savoir l'incompétence de Donald Trump en tant que gestionnaire –rappelez-vous que la seule entreprise cotée qu'il a dirigée a fini par déposer le bilan à deux reprises– et l'extrémisme idéologique de Steve Bannon et Stephen Miller, deux de ses principaux lieutenants.»

L'article de Yonatan Zunger n'est pas le seul post Medium à avertir les citoyens américains des plans secrets supposés de l'administration Trump. Le Washington Post relève un autre texte intitulé «L'interdiction migratoire est une supercherie et on se fait tous avoir», dont l'auteur – Jake Fuentes, qui travaille pour la banque Capital One– explique que l'administration en place «vient de tester la propension du pays à capituler face à un régime fasciste».

Un texte qui a également reçu le soutien de nombre de célébrités.

«Les posts Medium semblent être un cousin du “à dérouler” sur Twitter, où des analyses spéculatives de l'état actuel des choses sont développées dans de longues séries de tweets au lieu d'un post de blog classique. Et elles ont généralement tendance à exagérer la certitude de ce qu'elles écrivent.»

Un problème réside peut-être dans le design de Medium, une plateforme utilisée par de nombreux médias et professionnels, mais aussi par des analyses «amateurs». Un journaliste du site Quartz estime ainsi que la plateforme «semble fournir un vernis de respectabilité à des analyses très réfléchies de gens qui n'ont aucune idée de ce dont ils parlent».

Comme le résume le Washington Post, Medium permet à qui que ce soit de publier ce qu'il veut sur l'administration Trump et ses potentielles manigances, et de faire passer cela pour un article élégant. Si cela peut être parfois utile et permet de couvrir des domaines ou des sujets non traités par les médias traditionnels, «Medium devient aussi le lieu où des spéculations effrayantes et qui n'ont pas été prouvées à propos du futur des États-Unis sous Trump trouvent refuge».

Alors, plutôt que de se concentrer sur ce que Trump et sa garde rapprochée pourraient bien imaginer, ses opposants devraient se concentrer sur ce qui est vraiment en train de se passer et que l'on peut voir tous les jours, argue Slate.

«On sait, en d'autres mots, que le décret agressif et dégradant de Trump a été conçu par deux hommes dont la vision du monde traite implicitement et explicitement les personnes non-blanches, en particulier les musulmans, comme une menace de masse pour les États-Unis. Que cela ça fasse partie d'un coup en plusieurs bandes ou non, c'est inquiétant et ça se passe en ce moment. Pourquoi perdre notre temps à nous acharner à essayer d'y voir un dessein plus large qui pourrait exister ou ne pas exister?»

Même argument pour Bustle, qui rappelle que, lors de la campagne présidentielle, Trump n'a jamais cherché à construire sa stratégie comme une immense partie d'échecs avec des coups prévus longtemps à l'avance.

«Il ne joue pas aux échecs. Quand ses adversaires l'ont fait, il s'est levé et les a giflés. C'était une stratégie efficace. Et c'est également la stratégie qu'il semble mener ici. Si des gens s'inquiètent de Trump, ils devraient se concentrer sur ce qu'il fait vraiment.» slate.fr 04.02

Tentative désespérée de réfutation.

- Pourquoi le roman «1984» et la réalité de 2017 ont peu en commun - Slate.fr

Nous vivons moins une situation dans laquelle les gens ne seraient pas capables de décrypter les gros mensonges de Big Brother que dans un monde dans lequel ils sont prêts à accepter des «faits alternatifs». (Que vous et les médias institutionnels censurés. - LVOG) Certains chercheurs ont découvert que lorsque certaines personnes sont persuadées que leur vision du monde est la bonne –par exemple, s’ils pensent que les experts et les fonctionnaires ne sont pas dignes de confiance– toutes les infirmations qui viennent contredire leurs convictions les renforcent. (D'où le désarroi de Slate.fr - LVOG) En d’autres termes, utiliser des faits pour contrer des contre-vérités peut avoir un effet totalement contre-productif sur ce type de profil. (Parce que ces faits sont fabriquée ou falsifiés, à moins que ce ne soit leur interprétation. - LVOG) Ayant décidé que ce qu’ils pensent est plus vrai que les faits tels que les experts et les journalistes les exposent, ils ne font que chercher des confirmations de leur opinion à travers des faits alternatifs, qu’ils s’empressent de diffuser via Facebook… Même pas besoin de Big Brother. (Parce que Facebook n'en ferait pas partie, c'est sa créature ! - LVOG)

Dans l'Océania d'Orwell, on ne peut parler que des faits officiels (Tout comme dans les médias aux ordres. - LVOG). Dans l'Amérique de 2017, du moins pour la minorité puissante qui a choisi Trump comme président, plus les faits sont officiels, plus ils sont sujets à caution. Selon Winston, «La liberté, c'est la liberté de dire que deux et deux font quatre». Pour cette puissante minorité, la liberté consiste à pouvoir dire que deux et deux font cinq. (Ou que bombarder un pays serait conforme à la démocratie ou que permetttre aux riches de le devenir toujours plus profiterait aux plus pauvres, par exemple. - LVOG) Slate.fr 06.02

Leurs médias en première ligne.

- Trump insurgé, décapiteur ou dans le viseur : les magazines du monde entier se lâchent - Liberation.fr

De quoi faire trembler l'oligarchie.

- A New York, l'impossible dialogue entre pro et anti-Trump - AFP

Quelques dizaines de personnes d'un coté, une douzaine de l'autre: manifestants pro et anti-Trump se sont retrouvés face-à-face à scander des slogans opposés dimanche à New York, témoin du dialogue impossible entre les deux camps. AFP 06.02

Parole d'ultra sionistes.

- Une société ne peut pas se barricader et rester libre - Slate.fr

Face aux politiques migratoires adoptées par l'administration Trump, nous devons nous souvenir que les murs ne bloquent pas seulement les gens à l'extérieur, mais aussi à l'intérieur. Slate.fr 06.02

Où, en Palestine occupée ?

Ils en sont là !

- Oussama ben Laden et sa fatwa secrète sur la masturbation - Slate.fr 06.02

Soros leur banquier et gourou.

- Le gouvernement hongrois lance une croisade contre sa société civile - Slate.fr

Après les migrants, Viktor Orbán lance une offensive contre le philanthrope George Soros, qui l'a pourtant façonné. Slate.fr 06.02

Quitte à être ultra riche, autant en profiter.

- Cette villa high-tech ultra luxueuse vendue à un prix record - LaVieImmo

Située à Los Angeles, cette incroyable propriété est présentée par son promoteur comme la plus chère jamais mise en vente aux États-Unis. Elle est proposée au prix de 250 millions de dollars.

Depuis la semaine dernière, une annonce hors norme agite le monde de l'immobilier de prestige aux États-Unis. Il s'agit d'une maison de plus de 3.500 m² habitables à Bel Air, en Californie, mise en vente à un prix record: 250 millions de dollars (233 millions d'euros). Elle serait désormais la plus chère jamais proposée sur le marché américain. Du moins si l'on exclut ce ranch texan estimé à 725 millions de dollars, mais cédé en 2016 à un milliardaire pour un montant tenu secret.

Située au 924 Bel Air Road à Los Angeles, cette incroyable propriété est destinée aux super-riches qui aspirent à une vie de rêve. Elle a été conçue par Bruce Makowsky, un promoteur qui a fait fortune dans les sacs à main en cuir. L'homme d'affaires n'en est pas à son coup d'essai. Il est aussi le concepteur de la maison achetée 70 millions de dollars par Markus Persson, le créateur du jeu vidéo phare Minecraft. Une maison vendue totalement meublée

Bruce Makowsky a raconté à CNBC que son objectif était de créer une expérience unique pour séduire les plus grands milliardaires de la planète. La bâtisse est vendue entièrement meublée, avec l'équivalent de 10 millions de dollars d'œuvres d'art contemporain et des voitures de collection parmi les plus prestigieuses au monde, dont une Mercedes-Benz de 1936 valorisée plus de 15 millions de dollars. LaVieImmo 02.02

Politique franco-française.

Un commentaire laissé par un internaute à la suite d'un article de presse :

- Dossier Fillongate Le « dossier » émane du Ministère des Finances et a été remis au Canard Enchainé par Gaspard GANTZER, grand ami d'Emmanuel MACRON (même Promotion à l'ENA) auquel il doit son poste à l'Elysée.

LR. Fillon où la vie tranquille d'un châtelain de province peut-être destiné à le rester.

- Fillon éliminé au premier tour, selon un sondage - Reuters

François Fillon, déstabilisé par une enquête sur les soupçons d'emplois fictifs de son épouse, serait éliminé dès le premier tour de la présidentielle, avec 18,5%, si le scrutin devait avoir lieu ce dimanche, selon un sondage paru vendredi.

D'après cette enquête Ifop-Fiducial pour Paris Match, Sudradio et iTELE réalisée après les révélations du Canard enchaîné, Marine Le Pen (Front national) et Emmanuel Macron (En marche !) vireraient en tête, avec respectivement 25% et 20,5% des voix.

Crédité de 16,5%, le socialiste Benoît Hamon figure en quatrième position, devant Jean-Luc Mélenchon (La France insoumise), à 10%, et une kyrielle de candidats à moins de 5% -François Bayrou, Nicolas Dupont-Aignan, Yannick Jadot, Philippe Poutou, Nathalie Arthaud et Jacques Cheminade. Reuters 03.02

- Pour 61% des Français, Fillon a tort de persévérer - Reuters Six Français sur dix (61%) et près d'un sympathisant de droite sur deux (46%) jugent que François Fillon a tort de ne pas renoncer à briguer la présidence de la République, selon un sondage Odoxa pour franceinfo publié vendredi. Reuters

- Le dernier joker de François Fillon: 68% des électeurs de droite souhaitent son maintien - Le Huffington Post

- Dans la «tempête» Fillon, les centristes confirment leur alliance avec Les Républicains - LeFigaro.fr

Le congrès du Parti radical a repoussé samedi la perspective d'un ralliement à Emmanuel Macron.

- Pour François Bayrou, François Fillon n'a "pas d'autre solution" que de se retirer de la présidentielle - Le Huffington Post

- Rancunier, Patrick Balkany lâche François Fillon: "Il ne peut pas être candidat à la présidentielle". - Le Huffington Post

- Serge Dassault condamné à deux millions d'euros d'amende et cinq ans d'inéligibilité pour blanchiment de fraude fiscale - Franceinfo

PS. En famille.

- Rencontre entre François Hollande et Benoît Hamon : l'entente cordiale par Gérard Filoche, membre du bureau national du Parti socialiste - LeParisien.fr

L'heure des retrouvailles a sonné, à l'Elysée. Vainqueur de la primaire de la gauche, Benoît Hamon avait sollicité, dès le soir de son élection, un entretien avec François Hollande. Le tête-à-tête entre le frondeur et le président s'est donc déroulé jeudi à 11 heures, dans le bureau de celui qui fut naguère investi à l'issue du même processus. Le chef de l'Etat et son ancien ministre de l'Education ne s'étaient pas vus depuis plus d'un an. « Mais François est toujours bienveillant et agréable », nous confiait le candidat il y a quelques jours.

A un internaute qui lui demandait s'il était toujours favorable à la candidature de la ministre du Travail aux législatives, Benoît Hamon, qui se livrait à un direct sur Facebook, s'est refusé à la remettre en cause, en tant que "garant et architecte de l'unité de la gauche". AFP

Macroligarchie.

- Pourquoi Emmanuel Macron est une révolution - Le Huffington Post

Emmanuel Macron et son mouvement En Marche! sont aujourd'hui propulsés au rang de favoris de l'élection présidentielle de mai dans plusieurs sondages. Le Huffington Post

- Chronique d'une victoire annoncée - Episode 3: Emmanuel Macron, un homme à prendre au sérieux - Le Huffington Post

Alors qu'il n'a toujours pas de programme, ce sont eux qui le disent (lire plus loin), c'est "à prendre au sérieux"...

- Laval : le succès d'Emmanuel Macron en Mayenne - Franceinfo

- Présidentielle 2017 : toujours sans programme, Emmanuel Macron fait le plein à Lyon - Franceinfo

- C'est quoi un macroniste ? - LePoint.fr

Au-delà des partis, l'ancien ministre de l'Économie semble aussi rassembler les différentes classes sociales. Si le programme d'Emmanuel Macron n'a pas encore été dévoilé, c'est son « ni droite ni gauche » qui séduit surtout les macronistes aujourd'hui. LePoint.fr 06.02

- À son meeting de Lyon, Emmanuel Macron fait des appels du pied à l'électorat de droite - Le Huffington Post

- Emmanuel Macron - Geneviève de Fontenay présente à son meeting. - Le Huffington Post

Invitée au meeting d'Emmanuel Macron, Geneviève de Fontenay est venue vérifier qu'"il n'a pas une banque à la place du cœur" - Le Huffington Post

No comment !

- Assange: des révélations sur Macron dans les mails de Clinton - Sputnik

Le fondateur du site WikiLeaks, Julian Assange, a dévoilé au journal russe Izvestia que des emails d'Hillary Clinton contenaient des «informations intéressantes» sur l'un des favoris de la présidentielle française, Emmanuel Macron. «Tout le monde a été enthousiasmé par nos publications sur les candidats», a-t-il souligné.

Bien qu'il y ait eu déjà sur le site plusieurs extraits des courriels de Hillary Clinton et de son directeur de campagne John Podesta, contenant notamment une description détaillée du profil d'Emmanuel Macron et une invitation pour une « petite table ronde » organisée par Manuel Valls avec Macron comme invité spécial, il semble que WikiLeaks s'apprête à publier des informations beaucoup plus troublantes. Dans un commentaire exclusif à Izvestia, le fondateur du site, Julian Assange, a apporté quelques précisions.

«Nous possédons des informations intéressantes concernant l'un des candidats à la présidence française, Emmanuel Macron. Les données proviennent de la correspondance privée de l'ex-secrétaire d'État américain, Hillary Clinton », a confié à Izvestia Julian Assange.

Quant à la dernière fuite publiée par le site, elle dévoile le lien entre la candidate malchanceuse à la présidentielle américaine, Emmanuel Macron, Manuel Valls et bien d'autres figures politiques européennes. De toute évidence, dans une lettre datant d'août 2015, le premier ministre français et le ministre de l'Économie de l'époque ne doutaient pas de la victoire de Hillary Clinton et avaient hâte de réunir une table ronde et d'organiser des discussions à l'avance.

Dans une lettre transférée à la démocrate par son directeur de campagne, Manuel Valls a invité des Américains et des compagnies engagées à un dîner.

Qu'y a-t-il derrière le vif intérêt de Snowden pour les primaires en France? ?« Je veux te faire savoir que le premier ministre Valls accueille une table ronde de 25-30 personnes à Paris le 16/17 octobre », lit-on dans la lettre.

La table ronde aurait débuté par un dîner avec Emmanuel Macron, alors ministre de l'Économie, et aurait été suivie par une série de sessions avec des personnalités politiques du monde entier.

« La liste des personnes ayant confirmé leur présence est impressionnante », a souligné John Podesta.

Parmi les invités, la ministre suédoise de Finances Magdalena Andersson, le vice-premier ministre néerlandais Lodewijk Asscher, Carlotta de Franceschi, conseillère du premier ministre italien Matteo Renzi et Jeroen Dijsselbloem, ministre néerlandais des Finances et président de l'Eurogroupe.

« Valls demande surtout de confirmer votre présence », a alors insisté Matt Browne, du think-tank US Pour le progrès

américain. Sputnik 03.02

En famille, collaboration de classes.

Tenez, une version toute fraîche du Front populaire...

- "Redonnons la priorité à l'industrie" (appel de politiques et syndicalistes) - lexpress.fr

Cette tribune, publiée dans le Monde daté de jeudi et intitulée "Redonnons la priorité à l'industrie", est signée, entre autres, par Arnaud Montebourg (candidat à la primaire organisée par le PS), Pierre Laurent (secrétaire général du PCF), Philippe Martinez (secrétaire général de la CGT), Jean-Claude Mailly (secrétaire général de FO), Eric Coquerel (responsable du Parti de gauche), Gabriel Colletis (économiste), ou Jacques Généreux (économiste et coordinateur du programme de Jean-Luc Mélenchon).

Ils évoquent les pertes d'emplois dans le secteur industriel français depuis 2001.

"Ce chiffre-là glace d'effroi. Et même en pleine campagne électorale, où les discours doivent donner de l'élan, il faut bien le citer. Peut-être même le crier : depuis 2001, l'industrie française a perdu chaque jour, en moyenne, 165 emplois", écrivent-ils.

"Ça suffit ! (...) le patron des patrons, Pierre Gattaz, promettait effrontément de créer +un million d'emplois+ si le coût du travail baissait suffisamment. Selon la même magie de l'appauvrissement, François Fillon assure, lui, de diviser par deux le taux de chômage. Ils trompent les Français !", ajoutent les signataires.

Selon eux, "pour retrouver le sentier du développement et de l'emploi, le pays ne doit pas jouer les pères Fouettards du salariat mais s'appuyer sur la mère de toutes les batailles productives : l'industrie".

Les signataires proposent de lancer une réorientation des activités industrielles qui "s'inscrit pleinement dans la perspective de la nécessaire transition écologique et ne pourra être opérée qu'avec des travailleurs mieux formés".

Parallèlement, ils demandent de remettre "la finance à sa place".

"Le temps des marchés financiers et celui des publications de résultats trimestriels ne sont pas ceux de l'entreprise et des projets industriels".

Ils évoquent aussi les "exigences excessives de rendement des capitaux propres qui privent les entreprises de nombreuses opportunités industrielles et commerciales".

Enfin, ils dénoncent l'idée selon laquelle "la politique d'austérité suivie depuis des années soit de nature à donner à la France la perspective et le dynamisme dont elle a besoin". Pour eux, "les coupes claires budgétaires ne peuvent que provoquer la récession et la contraction des débouchés des entreprises". lexpress.fr 18.01

On croirait entendre des représentants du patronat...

Ils osent tout.

- USA : et si on jouait à être pauvre ? - Franceinfo

Vivre sans argent, sans toit, sans nourriture... ou faire comme si : aux Etats-Unis, des ateliers proposent de se glisser dans la peau d'un SDF. Dans un lycée huppé du Texas... Franceinfo

- La majorité des 18-19 ans aborde l'avenir avec confiance - Boursier

- Marine Le Pen vante son "patriotisme" face aux "totalitarismes" - AFP

- RSF s'inquiète de l'attitude de Trump envers les journalistes - AFP

- Le numérique à l'école, un investissement d'avenir - Le Huffington Post

Présent aujourd'hui dans tous les domaines de l'activité humaine, le numérique s'installe comme un facteur déterminant

de l'évolution... Le Huffington Post

Parce que ces gens-là oeuvreraient au bien-être de nos enfants ou petits-enfants ? Grotesque.

- François Hollande appelle Donald Trump à "ne pas se mêler" des affaires européennes et réclame du "respect" - Franceinfo

- Pour gagner, Hamon et Mélenchon doivent s'engager dès aujourd'hui à gouverner ensemble - Le Huffington Post

- Rencontre entre François Hollande et Benoît Hamon : l'entente cordiale - LeParisien.fr

- Etats-Unis : Donald Trump peut-il être démis de ses fonctions pour "maladie mentale" ? - Franceinfo

- Comment Donald Trump alimente un complotisme de gauche - Slate.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

1.1- Où étaient les manifestants contre le décret Trump quand Daech perpétrait des massacres? - sputniknews.com

Tandis que de nombreux Américains se mobilisent contre le décret de Trump sur l'immigration, l'archevêque irakien Bashar Warda pose crûment la question: que faisaient ces manifestants à l'époque où Daech commettait des massacres, pourquoi ne sont-ils pas descendus dans la rue pour condamner de tels actes de violence?

« De mon point de vue en Irak, je me pose la question de savoir pourquoi tous ces manifestants ne protestaient pas dans les rues quand Daech est venu tuer des chrétiens et des Yazidis et d'autres groupes minoritaires. Ils ne protestaient pas quand les dizaines de milliers de chrétiens déplacés, que mon archidiocèse a soignés depuis 2014, n'ont reçu aucune aide financière de la part du gouvernement américain ni des Nations unies. Il n'y a eu aucune protestation quand seulement 1/20e des chrétiens syriens ont été autorisés à entrer sur le territoire US », martèle l'archevêque.

La plupart des Américains n'ont aucune idée de la vie d'un Yazidi ou d'un chrétien ou encore d'un représentant de quelque autre minorité que Daech a placée sous son joug.

« Notre peuple a eu la possibilité de s'enfuir, de se convertir ou bien d'être tué, et beaucoup ont été tués de la façon la plus brutale imaginable », souligne-t-il.

Pourtant, personne n'est sorti dans la rue pour dénoncer cette barbarie. sputniknews.com

1.2- Suspension du décret anti-immigration de Trump : le début d'une bataille juridique ? - Franceinfo

Après qu'un juge fédéral de Seattle a bloqué son décret anti-immigration, la Maison-Blanche a bien l'intention de répliquer. La prochaine étape, c'est dès lundi 6 février. "Au cours d'une audition préliminaire, il sera décidé si la levée du décret anti-immigration de Donald Trump doit être provisoire ou permanente. Si c'est le cas, il y aura un deuxième jugement, cette fois sur le fond, d'ici deux à quatre semaines. Il sera question de la constitutionnalité de la loi", explique Jacques Cardoze, en direct de Washington (États-Unis).

Là où ça se complique, c'est que plusieurs juges fédéraux considèrent que ce décret est parfaitement légal et constitutionnel, notamment parce qu'il fait référence à la sécurité nationale et qu'en la matière, on peut presque tout ici aux États-Unis. "Au final, si cette procédure dure plusieurs semaines, c'est la Cour suprême qui aura le dernier mot", conclut le journaliste.

1.3- Les Etats-Unis rouvrent leurs frontières aux immigrants, Trump fulmine - AFP

Les Etats-Unis ont rouvert samedi leurs frontières aux ressortissants de sept pays musulmans, l'administration étant forcée de faire marche arrière sur l'application du décret migratoire signé par Donald Trump en raison de la décision d'un magistrat américain.

1.4- Etats-Unis: les banquiers saluent le détricotage financier - AFP

Après des années de lobbying intensif, les banquiers vont finalement obtenir le détricotage par Donald Trump de la règlementation mise en place pour prévenir une nouvelle crise et protéger les consommateurs des excès de la finance.

1.5- Mike Pence et Sigmar Gabriel d'accord sur le rôle central de l'Otan - Reuters

Le vice-président des Etats-Unis, Mike Pence, a rencontré jeudi à Washington le ministre allemand des Affaires étrangères, Sigmar Gabriel, et les deux responsables se sont entendus sur le rôle central de l'Otan pour garantir la sécurité de l'Europe et de l'Amérique...

1.6- Trump veut supprimer la loi qui sépare églises et politique - Reuters

Donald Trump a promis jeudi d'affranchir les églises d'une loi de 1954 qui leur interdit toute activité politique, une mesure susceptible de donner des gages aux chrétiens évangéliques qui ont contribué à son élection à la Maison blanche.

1.7- Les Etats-Unis condamnent les "actions agressives" de la Russie en Ukraine - AFP

Les sanctions contre la Russie resteront en place "jusqu'à ce que la Russie redonne le contrôle de la péninsule (de Crimée) à l'Ukraine", a déclaré jeudi l'ambassadrice des Etats-Unis à l'ONU Nikki Haley devant le Conseil de sécurité.

1.8- CIA: une espionne impliquée dans les prisons secrètes nouvelle N°2 - AFP

Gina Haspel, une ancienne responsable des opérations clandestines de la CIA et impliquée à ce titre dans les prisons secrètes à l'étranger où les détenus étaient torturés après le 11-Septembre, a été nommée jeudi N°2 de l'agence d'espionnage.

Mme Haspel a été nommée directrice adjointe de l'agence, aux côtés du nouveau directeur Mike Pompeo, après avoir été la première femme à brièvement prendre la tête du service des opérations clandestines de la CIA.

Espionne très expérimentée dans les opérations sous couverture, elle a rejoint l'agence en 1985 et a servi dans plusieurs endroits du monde, notamment à Londres à la fin des années 2000.

Elle avait été nommée en 2013 à la tête du Service national clandestin de la CIA, mais avait été remplacée après seulement quelques semaines, apparemment en raison de doutes sur sa responsabilité dans la mise en place après le 11 septembre 2001 de prisons secrètes à l'étranger où des méthodes comme la simulation de noyade, assimilée à de la torture, étaient employées pour interroger les suspects.

Selon le Washington Post à l'époque, elle avait "géré une prison secrète en Thaïlande où les détenus étaient soumis à des simulations de noyade et à d'autres mauvais traitements".

Le quotidien américain affirmait que Gina Haspel avait aussi été impliquée dans la destruction en 2005 de vidéos compromettantes sur ces techniques "d'interrogatoire poussé" appliquées sur plusieurs détenus en Thaïlande.

Les avocats de ces détenus membres présumés d'Al-Qaïda souhaitaient récupérer ces vidéos pour les présenter devant les tribunaux.

"Gina est une agent d'espionnage exemplaire et une patriote dévouée qui apporte plus de 30 ans d'expérience dans l'agence. Elle est aussi une dirigeante expérimentée avec une aptitude fantastique à faire les choses et inspirer ceux qui l'entourent", a indiqué Mike Pompeo.

Trois anciens directeurs de la CIA et d'autres responsables, dont James Clapper, ancien directeur du renseignement américain, ont apporté leur soutien à Mme Haspel.

En revanche, deux sénateurs démocrates ont fait part de leurs réserves sur la nomination de Gina Haspel dans une lettre au président Donald Trump.

"Son parcours fait qu'elle n'est pas adaptée pour ce poste", estiment ainsi les sénateurs Ron Wyden et Martin Heinrich.

Mark Warner, membre de la commission du Sénat sur le Renseignement, a indiqué vouloir entendre Mme Haspel s'exprimer elle-même: "J'apprécie les nombreuses années de service de Mme Haspel à la CIA, cependant je veux l'assurance de sa part qu'elle respectera l'esprit et la lettre de la loi", a-t-il indiqué dans un communiqué. AFP

1.9- Le PDG d'Uber quitte le conseil économique de Donald Trump - Reuters

Travis Kalanick, le patron d'Uber Technologie a quitté le comité de conseil économique du président américain Donald Trump, a annoncé jeudi le service de VTC.

La participation du PDG d'Uber à ce comité consultatif avait fait l'objet de critiques et d'appel au boycott d'associations, en lien avec les mesures anti-immigration prises par l'administration Trump. Reuters

1.10- Washington s'apprêterait à imposer de nouvelles sanctions à l'Iran - Reuters

2- Roumanie

Sous la "bannières étoilées de l'Union européenne".

2.1- Roumanie : le gouvernement annonce l'abrogation du décret controversé - euronew.com

Le Premier ministre roumain Sorin Grindeanu a annoncé ce samedi soir qu'il allait retirer le décret controversé sur la législation anti-corruption. L'abrogation sera officialisée ce dimanche. euronew.com 04.02

2.2- Roumanie: nouvelles manifestations record malgré le recul du gouvernement - AFP

Un demi-million de Roumains ont manifesté dimanche soir, plus nombreux que jamais à exprimer leur mécontentement vis à vis du gouvernement qui a pourtant battu en retraite et retiré un décret sur la corruption à l'origine de la contestation.

Pour la sixième journée consécutive de manifestation, la mobilisation a battu un nouveau record : ils étaient environ 250.000 à Bucarest, sur la place de la Victoire, siège du gouvernement, et autant dans une cinquantaine de villes à travers ce pays de 20 millions d'habitants.

"Démission" et "Voleurs", ont-ils scandé dans la capitale, en brandissant des drapeaux aux couleurs nationales et des bannières étoilées de l'Union européenne.

Le chef du parti social-démocrate (PSD), Liviu Dragnea, a durci le ton dimanche soir : "si les manifestations continuent après l'abrogation de ce décret, il deviendra clair qu'il s'agit d'un plan ourdi après les élections législatives" de décembre pour faire chuter le gouvernement, a-t-il avancé.

Chassé du pouvoir fin 2015 par des manifestations contre la corruption, le PSD jouit d'une solide base électorale dans les milieux ruraux et défavorisés, qui l'ont à nouveau plébiscité aux dernières législatives, sur fond de promesses de hausse des prestations sociales. AFP 06.02

3- Palestine occupée

- Arabes et juifs Israéliens manifestent à Tel-Aviv contre des démolitions de maisons - AFP

Des Arabes et des juifs israéliens ont marché samedi soir dans l'unité dans le centre de Tel-Aviv pour appeler le gouvernement à stopper les démolitions de maisons d'Arabes israéliens construites sans permis, ces derniers leur étant rarement accordés.

Environ 1.000 personnes ont pris part à l'évènement, certains arborant des banderoles sur lesquelles on pouvait lire en arabe et en hébreu "Juifs et Arabes ensemble", a constaté un journaliste de l'AFP.

A la tête du défilé figuraient des députés du parti de gauche Meretz et de la Liste unifiée, une coalition de différentes formations arabes israéliennes.

Ils accusent le gouvernement de droite du Premier ministre Benjamin Netanyahu de mener une campagne contre des habitations illégales d'Arabes israéliens pour apaiser la colère des colons après la décision de la Cour suprême d'évacuer la colonie "sauvage" d'Amona en Cisjordanie occupée.

Les Arabes israéliens, qui sont les descendants des Palestiniens restés sur leurs terres à la création d'Israël en 1948, ont la nationalité israélienne et représentent 17,5% de la population de l'Etat hébreu.

Ils se plaignent de discrimination et affirment notamment être obligés de construire leurs habitations sans permis, les autorités refusant de le leur accorder. AFP 05.02

Haut de page

Le 11 février 2017

CAUSERIE

Pondichéry 10 février : 6h du matin, à peine 15°C, frigorifique ! 25°C dans la maison, température normale. 36°C à midi.

En principe mon article sur le rapport d'Amnesty International sera publié par le portail alternatif suisse Arrêt sur Info dont j'ai accepté la proposition.

J'avais oublié de terminer une phrase dans le brouillon que j'ai mis en ligne avant-hier. Il fallait lire : Ce sont autant de façades sous-traitant une multitude d'activités très diverses dans la plus grande discrétion pour le compte de donneurs d'ordres, qui les financent afin d'atteindre les objectifs politiques qu'ils se sont fixés.

Il y a pire que les menteurs ou populistes, ceux qui les dénoncent et les imitent en arborant une étiquette de gauche ou d'extrême gauche, en se réclamant du socialisme. En faisant consciemment dans le déni ou la désinformation ils brisent ainsi toute perspective de changer la société. Les démasquer, les combattre devrait être un devoir pour tout militant ouvrier, sinon à quoi bon combattre l'impérialisme.

Une vidéo

Un groupe de MAFIEUX a pris le POUVOIR
https://www.youtube.com/watch?v=kaCmAmYqPC8

L'extrême gauche française sous influence de la pire réaction.

Aux Etats-Unis le peuple est en train de comprendre petit à petit que la gauche américaine est aussi réactionnaire et monstrueuse que la droite, que c'est une formidable imposture, elle vient d'en faire une nouvelle et terrible expérience avec Obama qui a poursuivi la politique de Bush en l'amplifiant encore.

En France, la majorité de la population vient également à nouveau d'en faire l'amère et pénible expérience avec Hollande.

Tous les peuples sur tous les continents ont eu à souffrir de la politique impérialiste, néocolonialiste ou guerrière des puissances occidentales, dont la France.

Ceux qui se prétendent d'extrême gauche leur ont emboîté le pas systématiquement.

Ils ont soutenu a des degré divers toutes leurs campagnes communautaristes ou militaires dictées par l'oligarchie destinées à alimenter la xénophobie, le racisme, l'homophobie, le sexiste, le fanatisme religieux, le fascisme, bref, tous les préjugés archaïques et leur traduction politique que les représentants et idéologues de la classe des capitalistes (et les religieux) se sont employés méthodiquement à inculquer aux masses laborieuses arriérées ou ignorantes au cours des deux siècles passés, pour les diviser et assurer leur domination de classe ou la pérennité de leur système économique, les guerres ayant servi le même objectif, garantir les profits des capitalistes français au détriment des intérêts des peuples des pays dominés.

Pour mener à bien son combat politique et sa guerre idéologique et psychologique contre les masses exploitées, l'oligarchie financière a recouru à une propagande hystérique basée sur la désinformation et la falsfication de la réalité destinée à formater les consciences, afin d'obtenir le consentement du peuple opprimé à sa politique ultra réactionnaire tournée contre lui, contre les intérêts de tous les peuples, en se servant des médias institutionnels et des réseaux sociaux qui ne sont que des instruments destinés à satisfaire ses besoins, relayée par une multitude d'acteurs institutionnels, sociaux ou politiques, dont l'ensemble des partis dits ouvriers et des syndicats, des ONG, etc. tous subventionnés par l'Etat directement ou indirectement.

Des Etats souverains et indépendants ou des pays qui étaient parvenus à sortir de l'état de sous-développement dans lequel les pays dominants les avaient maintenus pendant des décennies pour mieux les piller et les contrôler, ont fait l'objet de destruction et de massacres systématiques par l'OTAN ou les puissances militaires occidentales depuis le 11 septembre 2001, et sont dorénavant en proie à un chaos indescriptible et livré à une horde de barbares sanguinaires (Toutes les organisations issues

d'Al-Qaïda) que ces mêmes puissances ont créés spécialement pour mener à bien leur dessein, qu'elles se sont bien gardées de révéler à leurs peuples pour obtenir leur soutien à leurs entreprises criminelles, ramenant ces pays et ces peuples des décennies en arrière une fois ravagés et traumatisés par la guerre.

Pour justifier leur intervention militaire, ils ont affirmé qu'il était de leur devoir de voler au secours de peuples qui s'étaient soulevés pour en finir avec les horribles dictateurs qui les réprimaient férocement, alors qu'en réalité, dans le meilleur des cas ces peuples exigeaient des réformes sociales et politiques que les puissances occidentales ne sont mêmes pas capables d'accorder à leurs propres peuples, sans que leurs représentants ne soient pour autant qualifiés de tyrans par la pseudo-gauche ou extrême gauche, comment le pourraient-elles puisqu'elles les soutiennent.

Et alors qu'en Libye et en Syrie seule une infime minorité des masses étaient mobilisées et manifestaient pacifiquement, ces puissances occidentales recoururent à leurs barbares pour créer de toutes pièces un climat insurrectionnel à coup de provocations sanglantes contre les institutions de ces pays pour entraîner leur chute. Leur chef d'Etat respectif tentèrent de contenir cette provocation armée, qui encouragée, financée et armée par les puissances occidentales et sunnites du Golfe (plus la Turquie et Israël) redoubla de violence en massacrant des manifestants, des civils, des policiers et des militaires, ce qui devait entraîner une réplique de ces chefs d'Etat garant de la souveraineté de leur pays en présence d'une opération destinée à le déstabiliser, voire à le détruire, ce qui fut effectivement le cas par la suite.

A partir de là, les représentants des puissances occidentales falsifièrent les faits en prétendant que Kadhafi et Assad auraient été à l'origine de ces violences ou tueries qui en réalité avaient été initiées par les mercenaires que l'OTAN ou les puissances occidentales avaient armés.

Une multitude d'articles furent publiés sur Internet par des médias alternatifs du monde entier qui prouvaient que les Etats-Unis et ses vassaux occidentaux et du Golfe avaient falsifié la réalité de la situation en Libye, en Syrie, en Afghanistan, en Irak, au Soudan, en Somalie, vous pouvez ajouter le Liban, la Palestine occupée, l'Egypte, la Tunisie, etc.

LO, le NPA, tous les dirigeants des partis dits ouvriers sont censés les avoir lus, délibérément ils ont décidé de les ignorer parce qu'ils ne collaient pas avec la version officielle donnée par le gouvernement français ou l'OTAN... Pourquoi ? Quelle question, pourquoi d'autres sinon parce qu'ils se rangent à leur côté, auriez-vous une autre explication cohérente ou argumenté à nous proposer ?

Voici trois exemples qui le prouvent, qui concernent LO, le NPA et le POID (le POI est sur la même ligne politique).

Quand Lutte ouvrière se fait l'agent de Soros, Gates, etc. de l'oligarchie anglo-saxonne-sionite qui a juré de s'emparer de la Syrie quitte à la détruire de fond en comble, et à faire payer au prix fort la résistance de son peuple.

Quand LO agent de l'oligarque américain George Soros

LO - Une enquête réalisée par Amnesty International révèle qu'entre 2011 et 2015, entre 5 000 et 13 000 opposants au régime de Bachar al-Assad ont été pendus dans la prison de Seydnaya, au nord de Damas.

Ils n'avaient droit qu'à un jugement sommaire, dont l'issue était toujours la même : passage à tabac et exécution en pleine nuit ou à l'aube, par groupe de dix.

C'est avec ce régime de tortionnaires que les grandes puissances entendent rétablir un semblant de paix dans ce Moyen-Orient où leurs intérêts économiques sont si grands. Et peu leur importe si les affaires reprennent sur un champ de cadavres. (Source : Le portail national de Lutte ouvrière)

Même là où Amnesty International a employé le conditionnel, LO utilise le mode indicatif ou affirmatif et fait du zèle. Gageons que les responsables du régime auront apprécié...

Le NPA agent de l'OTAN.

Avec le peuple syrien nous avons célébré la libération d'Alep occupé par les barbares de l'OTAN depuis 4 ans, alors que le NPA a regretté, condamné cette libération.

Les militants et les travailleurs doivent comprendre qu'au-delà du soutien que le NPA apporte au gouvernement français engagé au côté de ces barbares issus d'Al-Qaïda, la caractérisation précise des différents régimes ou belligérants engagés dans un conflit ou une guerre est déterminante pour définir quelle position on va adopter vis-à-vis d'eux, lequel éventuellement on soutiendra dans un contexte précis et dans une perspective politique ou historique beaucoup plus large à l'échelle mondiale. Quand cette caractérisation sera le produit d'une approximation ou du dogmatisme en recourant à une théorie figée ne prenant pas en compte l'ensemble des facteurs et rapports en présence, elle sera erronée et elle aura pour conséquence de fausser notre analyse

de la situation, analyse qui nous amènera à adopter une position opposée aux intérêts du peuple qui subit cette guerre ou au côté duquel on prétendait se placer.

Conservez bien à l'esprit que la libération d'Alep a été vécue comme un moment de soulagement par des centaines de millions de travailleurs de par le monde qui partageaient le bonheur du peuple syrien, ce qui ne fut pas le cas du mouvement ouvrier en France pour être passé sous l'influence de l'idéologie de la classe dominante. Cela devrait faire réfléchir particulièrement les militants sur la nature de leur engagement, en s'étant refusés de fêter la libération d'Alep, ils devraient s'interroger et se demander en ayant adopté cette position quelle cause ils défendent ou dans quel camp ils combattent vraiment.

Source : https://npa2009.org/category/tags/syrie

- Solidarité avec la lutte du peuple syrien

L'étau ne cesse de se refermer sur les derniers quartiers libérés d'Alep, avec les offensives continues des forces pro-régime d'Assad et de ses alliés. La chute d'Alep Est marquerait un tournant dramatique pour le soulèvement populaire syrien, au niveau militaire comme politique.

- Syrie : Avec la complicité des grandes puissances, Alep agonise

Au moment où ces lignes sont écrites, on annonce que les massacres ont commencé dans Alep-est. Toutes les informations sont concordantes. Ainsi des nouvelles alarmantes arrivent de l'hôpital al-Hayat?: on y tue des soignants et des malades.

- Nous sommes avec le peuple syrien Les images accompagnant la chute des derniers quartiers libres d'Alep-est provoquent à juste titre des protestations dans le monde, hélas pas partagées par tous les leaders politiques.

- Syrie : Les peuples sacrifiés sur l'autel des grandes puissances La chute d'Alep-Est est un tournant majeur du soulèvement populaire syrien, permettant au régime d'Assad de réaffermir son pouvoir, et aux puissances mondiales et régionales d'imposer leurs intérêts politiques propres.

- Alep, les crimes de la contre-révolution Le 22 décembre dernier, la ville d'Alep tombait entièrement aux mains du régime de Bachar el-Assad, ses quartiers est repris après avoir été bombardés sans relâche par les aviations syrienne et russe, un déluge de feu

- Syrie : Un pays sous occupation La chute d'Alep-est, mi-décembre, aujourd'hui entre les mains du régime d'Assad, a révélé un tournant du soulèvement syrien, avec une nouvelle entente russo-turque sur le dos des populations mobilisées.

Cela se passe de commentaires. Si nous ne rendons pas compte des activités de ces partis, c'est parce que cela n'en vaut vraiment pas la peine.

Un complément sur le NPA.

Où va se nicher l'opportunisme. Trois petits tours et puis s'en vont...

- Election présidentielle une foire d'empoigne ou piège à cons pour ceux qui ont décidé de présenter des candidats au "premier tour social" (Tendance Claire du NPA).

Les remerciements du peuple syrien au NPA et à LO qui l'ont trahi en soutenant les barbares.

Témoignage.

- Alep, la douleur et la honte - Note de voyage par Leslie Varenne - Mondialisation.ca, 08 février 2017

(...) Vingt-cinq jours après sa libération, le bruit des roquettes et des missiles s'est tu et la vie tente difficilement de reprendre le dessus. Désormais, pour des décennies et pour des générations d'Alépins, il y aura un avant et un après la guerre, un avant et un après juillet 2012. C'est à cette date que des groupes armés divers et variés [1] venus des quatre coins de la planète, ont envahi puis occupé les quartiers Est et Sud et assiégé la totalité de la ville. Avant, le gouvernorat de la région d'Alep comptait entre six et sept millions d'habitants et la ville environ trois millions, quatre ans et demi plus tard, entre les morts, les exilés et les déplacés internes, le nombre d'Alépins a été divisé par deux. Avant quinze zones industrielles employaient un million de salariés ; il y avait un hôpital réputé dans tout le Moyen-Orient ; un centre historique avec le plus grand et le plus ancien souk du monde, 4000 ans avant Jésus Christ, attenant à la mosquée des Omeyyades, monument classé appartenant au culte musulman et chrétien. De tout cela, il ne reste que des gravats…

L'humanité en ruines

Les imams sunnites de la mosquée des Omeyyades servent de guides pour commenter l'étendue du désastre : « ils ont occupé la mosquée pendant trois ans de 2013 à 2016 ». Qui est ce « ils » ? « D'abord, il y a eu l'Armée syrienne libre (ASL), ensuite Daech et enfin al-Nosra.» Ces religieux, comme tous les Syriens rencontrés, ne font pas de différences entre ces divers groupes, « ce sont les mêmes » répètent-ils inlassablement. Pour les désigner, les Alépins emploient un seul mot : « terroristes ». La délégation d'imams poursuit : « dès qu'ils sont entrés dans les souks, ils les ont fait exploser. » Puis les religieux désignent l'endroit, au fond de la salle de réception, d'où ils lançaient les roquettes et où se tenaient les snipers qui tiraient sur les civils. Ils montrent également les tranchées et les tunnels creusés avec des excavateurs sous cette église byzantine construite en 627 et transformée en mosquée au 13ème siècle. Lorsqu'au détour de leurs déprédations, ils trouvaient des antiquités, ils s'en emparaient pour les revendre. Et comme si cela ne suffisait pas, avant de partir, ils ont incendié ce qui n'était pas encore complètement détruit. « Ces gens-là », poursuit un imam « n'ont aucune relation avec le spirituel ni avec l'islam, l'idée est d'effacer les traces des civilisations chrétiennes et musulmanes. » Devant les visages dépités des personnes contemplant le désastre, un autre religieux tente de rassurer « la décision de restaurer cette mosquée est prise. Ce ne sont pas les pierres, c'est « l'être » syrien qui fait le monument. Nous sommes des bâtisseurs, nous reconstruirons. » A côté des Omeyyades, dans le centre historique, les djihadistes ont utilisé 40 tonnes d'explosifs pour faire sauter l'école Sultanieh, le Carlton construit par les Turcs puis les Français, le tombeau du fils de Saladin ; le hammam de l'époque ottomane, le caravansérail… Le centre-ville historique n'est pas le seul touché. Midan, le quartier arménien du Nord de la ville était une ligne de front, il ressemble à un paysage d'après tremblement de terre. Le député de cette circonscription, Jirair Reisian, décrit le quotidien de ces années de guerre : « les années les plus noires ont été celles de 2013 et 2014. Chaque fois que nous sortions, nous ne savions pas si nous allions revenir. Un jour, en moins de 12 heures, 80 roquettes sont tombées ici. Des églises arméniennes ont été détruites. » Les Arméniens se sont installés en Syrie après le génocide de 1915, compte tenu du rôle joué par la Turquie dans la guerre en Syrie, cette communauté a eu l'impression de revivre l'impensable, « Nous nous sommes dit, ça recommence ! ».

La triple peine

Non seulement les Syriens doivent contempler chaque jour leur ville en ruines mais ils doivent aussi affronter un quotidien difficile. Sans eau, il a fallu creuser des puits dans les cours des maisons, des hôpitaux, des lieux de cultes. Sans électricité, il a fallu s'équiper de groupes électrogènes, le bruit de ces engins résonne dans toute la ville. Ces machines fonctionnent au gasoil et avec la guerre il a eu l'inflation, la dépréciation de la livre syrienne. Alors les Alépins se regroupent dans une seule pièce et ne se chauffent qu'une à deux heures par jour. Avant-guerre, un euro valait environ 65 livres syriennes, aujourd'hui un euro est égal à 547 livres. Avant-guerre, avec un dollar une famille achetait cinq paquets de pain. Après la guerre, elle pourrait en acheter quinze, mais qu'importe puisque la majorité des gens est ruinée . Après six années de conflit, les riches ont épuisé leur bas de laine et les pauvres n'ont toujours rien. Toutes les usines sont à terre et 85% de la population est au chômage. En Syrie, les communautés religieuses ont encore un rôle social, sanitaire et éducatif, elles offrent paniers repas, ampères, vêtements et des cours pour les enfants. Les hôpitaux et cliniques privés des congrégations de chrétiens soignent, sans distinction de religion, tous les malades et les blessés de guerre. Mais en plus du dénuement, du nombre de patients à traiter, dont beaucoup touchés par des éclats d'obus, tous les hôpitaux qu'ils soient publics ou privés doivent faire face à un autre mal : l'embargo. Cette mesure décrétée par les USA et l'Union européenne interdit toutes transactions commerciales avec la Syrie sans aucune distinction. Aucun habitant de ce pays, aucune organisation caritative ne peut recevoir un chèque, un don, un virement Western Union. Pire encore, impossible pour les hôpitaux d'obtenir des médicaments et des pièces de rechange pour les scanners ou les IRM. Avec la guerre, les médecins rencontrés estiment qu'un Syrien sur deux a besoin de soins sanitaires, mais les compagnies étrangères ne coopèrent plus pour entretenir le matériel, ne livrent plus de médicaments. La Syrie était productrice de génériques, 70 % de ces médicaments étaient fabriqués à Alep, mais les usines ont été détruites… « Nous manquons de tout, de scanner, d'IRM, d'appareils de radiologie, de petits consommables, d'antibiotiques de dernière génération, nous ne recevons aucun soutien, hormis l'OMS et l'Unicef qui nous ont un peu aidé, mais c'était symbolique, et les Russes qui nous donnent aussi quelques médicaments. L'embargo pourrait s'imposer à tout mais jamais aux matériels médicaux. » déclare le directeur du CHU. Monseigneur Dionicio Antonio Chahda partage la même colère : « Tous les biens même ceux de l'église sont sous embargo. Nous sommes en train de souffrir pas seulement de la guerre, certes les lancements de missiles se sont arrêtés, mais nous avons une autre guerre : le manque de tout. Alep est une ville morte, dommage il n'y a pas une lumière d'espérance pour croire que la vie normale va reprendre. Les Américains sont venus nous voir, nous leur avons dit : laissez-nous tranquille et nous saurons construire notre vie. »

La guerre gagnée

Ici, dans une clinique tenue par une congrégation catholique, une maman portant le foulard implore les sœurs de prier pour la survie de son enfant blessée à la tête par des éclats d'obus. Là, à un poste de douane, c'est un commandant de police alaouite qui prend le thé avec son supérieur, un colonel sunnite. Dans les rues d'Alep, se croisent des femmes en burqa, en foulard, têtes-nues, ni plus, ni moins qu'avant-guerre. Les nombreux experts arabisants qui ont déversé leur « science » à longueur de colonnes et sur les plateaux de télévision, en expliquant doctement cette guerre comme un conflit entre sunnites et alaouites devraient se rendre en Syrie pour entendre et voir. Les manifestations religieuses sont encore œcuméniques, catholiques, protestants, musulmans, chrétiens d'Orient s'y côtoient. Le député de Midan constate que rien n'a changé « Il y a eu des manipulations pour faire de ce conflit un problème de religion, mais c'est pareil qu'avant. » Sur ce sujet, au moins, il n'y aura pas d'avant et d'après.

La mystification

Tout au long de ce voyage et qu'elles que soient les personnes rencontrées, dans les hôpitaux, les lieux de culte, dans la rue, tous les Alépins tiennent le même langage « s'il vous plaît, ne mentez pas, dites seulement ce que vous voyez, ce que vous entendez. Soyez honnêtes. » Ce leitmotiv revient comme une supplique. Car, en plus de la guerre et de ses horreurs, aucune famille n'a été épargnée par un drame, en plus de l'embargo, les Syriens ont souffert de la manière dont ce conflit a été traité par les médias occidentaux. La couverture des événements de ce qui a été appelé « Alep Est » en est la démonstration. Pendant la guerre, 25% du territoire de la ville, quartiers Est et Sud, était occupée par les djihadistes, le reste étant sous contrôle gouvernemental. Selon les médecins rencontrés, il y a eu dix fois plus de morts à l'Ouest qu'à l'Est à cause des tirs de roquettes, de missiles et de bonbonnes de gaz remplies de clous. Mais la compassion occidentale ne s'est tournée que vers les populations des quartiers Est. Or, tous les Alépins ont vécu les mêmes affres et une minorité seulement soutenait les groupes armés. Lors de la libération d'Alep, sur les 140 000 personnes qui vivaient encore en zone occupée, seules 35 000 ont choisi de rejoindre Idlib, une ville sous l'emprise d'al-Nosra, les autres sont allées se réfugier du côté gouvernemental.

Un autre événement a provoqué l'ire des Syriens. Un homme, sorti de nulle part, Brita Hadji Hassan, soupçonné d'avoir des liens avec al-Nosra, s'est présenté comme le maire d'Alep Est devant tous les médias internationaux. Les Alépins sont restés médusés lorsqu'il a été reçu sous les lambris du Quai d'Orsay par le ministre des Affaires Etrangères, Jean-Marc Ayrault. Un député, Boutros Merjaneh raconte sa stupéfaction « J'ai découvert son existence lorsqu'il est arrivé en France et j'ai mis trois jours à savoir qui il était. En réalité, il travaillait à la direction de la communication de la mairie. Pour être maire d'Alep, il faut être né ici, or lui est de la région d'Idlib. Que les autorités françaises reçoivent de cette manière un homme sans qualité est simplement inacceptable. » Mieux encore, l'affaire tout aussi inacceptable, voire surréaliste, de trois députés français, dont une ancienne ministre, Cécile Duflot, Patrick Menucci et Hervé Mariton tentant d'entrer sans visa en territoire syrien, via la Turquie, le chemin qu'emprunte les djihadistes, accompagnés d'un faux maire ! Et le député Merjaneh de conclure « si ces députés veulent venir ici, je suis prêt à les accueillir et ils auront leurs visas de manière légale. »

La trahison

De nombreux Syriens sont francophones et étaient, avant la guerre, très attachés à la France, à sa culture, mais les positions de Paris dans le conflit syrien les ont profondément heurtés. Ils sont amers « la France nous a poignardé dans le dos » « Nous nous sentons trahis » « Nos enfants seront anglophones ». Etre Français et marcher dans les ruines d'Alep, s'entretenir avec des habitants, rencontrer les blessés de guerre, c'est un peu comme porter sa honte en bandoulière. En armant « les rebelles » en soutenant, contre vents et marées, une « opposition » coupable de tant de crimes contre l'humanité, en privilégiant son alliance avec les pétromonarchies qui financent les djihadistes, une nouvelle fois, la France s'est placée du mauvais côté de l'histoire. Dans ce pays berceau de la civilisation, le peuple a la mémoire longue… Mondialisation.ca, 08 février 2017

Vous avez retenu "*qu'il y a eu dix fois plus de morts à l'Ouest qu'à l'Est à cause des tirs de roquettes, de missiles et de bonbonnes de gaz remplies de clous*" du fait des barbares. Hamon les a soutenu en falsifiant les faits. La preuve.

Sur la Syrie, Hamon est aligné sur Washington, Riad, Doha, l'OTAN, Hollande, Bruxelles.

Europe1 09.12.02016 - "Ce que moi je ferais si j'étais président de la République aujourd'hui : j'irai là-bas. J'irai là-bas. J'irai là-bas comme François Mitterrand avait été à Sarajevo. Et je dirais aux Russes et aux Syriens : 'C'en est fini aujourd'hui d'une stratégie qui conduit à massacrer des populations civiles pour reprendre du terrain.'"

- "Moi Président, je considère que la solution politique passe d'une manière ou d'une autre par une discussion avec le régime syrien, en tout cas des représentants du régime syrien. Mais il n'y a aucune solution politique ou aucun avenir envisageable avec Bachar al-Assad pour la Syrie derrière." Europe1.fr 09.12.02016

Peu importe...

POID. Quand le POID appelle à voter pour un candidat social-impérialiste.

Le communiqué adopté par le bureau national du POID le 5 février 2017 s'inscrit dans la même logique opportuniste.

Le POID raconte à qui veut bien l'entendre que les institutions de la Ve République "devront être balayées", pour finalement axer sa politique contre l'Union européenne et non contre les institutions de la Ve République, ce qu'on est en droit de qualifier de glissement droitier qui ne tient pas du hasard.

Le POID aurait pour objectif l'élection d'une Assemblée constituante, qui "pour être pleinement souveraine (...) devra commencer par rompre avec l'Union européenne", non, qui devra commencer par abolir la Constitution de la Ve République rendant caduc tout lien du nouvel Etat (ouvrier) avec l'UE, donc tous les traités signés antérieurement avec elle.

Question : Pourquoi faire compliqué quand on peut faire simple et ne pas supprimer d'un coup l'ensemble des institutions de la Ve République et rompre avec l'UE, pourquoi ne pas opter pour un tel processus, économique, clair, précis, cohérent, sérieux ?

Pardi, parce que le POID se verrait bien soutenir une candidature unique à l'élection présidentielle qui pourrait émerger d'un accord passé entre Hamon et Mélenchon, les ex-ministres de Hollande et Chirac faut-il rappeler, qui ont simplement manifesté oralement et très timidement leur intention de s'attaquer à l'UE, sans jamais exprimer leur intention de rompre avec l'UE. Cette ligne politique opportuniste est conforme au parcours du courant politique "trotskyste" qui dirige le POID (PT, PCI) depuis plus d'un demi-siècle, gageons que le POI issu du même courant l'imitera.

POID - Hamon vient de déclarer : « Après mon élection présidentielle, la Commission européenne, ce sera “merci, au revoir” » (20 minutes, 25 janvier). Quant à Mélenchon, il vient de réaffirmer lors de son meeting du 5 février à Lyon : « Il faut sortir des traités européens ».

Pour justifier qu'une simple manifestation d'intention suffit au POID pour soutenir une telle hypothétique candidature, il nous a ressorti les arguments habituels démagogiques qu'il trimballe depuis l'après-guerre avec le succès que l'on sait au regard de l'inexistence d'un parti ouvrier révolutionnaire en France. Si Hamon ou Mélenchon était élu ou cet hypothétique candidat PS-PCF-PG-EELV-PRG-MRC (Etc.), il abolirait la loi El Khomri, ce qui selon le POID "marquerait une inversion du cours des choses" et patati et patata, je vous passe la suite qui relève de la grande illusion, il nous avait déjà tenu le même discours 36 ans plus tôt pour justifier son appel à voter Mitterrand dès le premier tour de l'élection présidentielle de 1981, qui devait déboucher sur une révolution et qui cette fois serait "un premier pas pour la reconquête" qui de toute évidence n'irait pas plus loin que le premier pas.

L'objectif du POID est uniquement de reconduire le PS à la tête de l'Etat, avec lequel il n'a jamais réellement rompu les liens, ne serait-ce qu'à travers l'appareil de FO, mais là il est forcé d'aller plus loin et de soutenir une fois de plus le candidat du PS ou le candidat PS-PCF-PG-EELV-PRG-MRC.

Si vous vous demandez où figure dans le communiqué du POID son soutien à ce candidat, en admettant que l'explication que vous venez de lire ne vous suffit pas, on va vous aider en reproduisant le passage en question :

POID - "Alors, si les mots ont un sens, si ces deux candidats veulent véritablement l’abrogation de la loi El Khomri, rien ne devrait s’opposer à ce qu’ils se mettent d’accord pour qu’un seul candidat, soutenu par les partis qui appuient Hamon et Mélenchon, se présente comme candidat pour l’unité pour l’abrogation de la loi Travail.

Dans ce cas, nul doute qu’il bénéficierait d’un large soutien ouvrier et populaire. Un bloc uni pourrait se constituer permettant une large mobilisation imposant l’abrogation de la loi Travail. (...)

Pour le Parti ouvrier indépendant démocratique, qui n’a pas d’intérêts distincts de l’ensemble de la classe ouvrière, c’est une évidence : rien ne doit faire obstacle à la réalisation de l’unité pour l’abrogation de la loi El Khomri. Aucune possibilité ne doit être écartée pour y parvenir."

Certains militants demeurés fidèles au marxisme, au socialisme ou au trotskysme pourraient se demander comment le courant politique auquel ils ont appartenu a pu en arriver là.

Tout d'abord ils observeront que ses dirigeants n'ont tiré absolument aucune leçon de leurs errements passés. Ils constateront qu'il existe bien un fil qui relie la politique opportuniste que ces dirigeants avaient adoptée en 1981 (en réalité depuis la mort de Trotsky en 1940, peu importe ici.) jusqu'à nos jours, ce ne fut donc pas un accident de parcours ou une simple erreur politique qui les amena à soutenir les sociaux-impérialistes, mais bien le produit de leur véritable intention que leurs militants ignoraient.

Là encore, on pourrait nous accuser de nous livrer à une surinterprétation malintentionnée, or la suite et fin de ce communiqué du POID confirme notre interprétation, voici le passage qui le prouve :

- "Oui, les jeunes générations ont droit à un vrai travail, un vrai salaire. Oui, il faudra, demain, qu’un gouvernement ouvrier ose prendre ces mesures de rupture avec l’ordre établi", un ensemble de réformes sociales dont peut se réclamer n'importe quel charlatan prétendument de gauche puisqu'elles n'engagent à absolument rien dès lors que n'y figure pas l'expropriation des capitalistes, ceux du CAC40, des grandes entreprises (et leurs sous-traitants) ainsi que les banquiers, mesure sans laquelle ces réformes sociales demeureront inapplicables, du vent, des paroles en somme et rien d'autres sans s'attaquer aux fondements du capitalisme.

Ils peuvent écrire "soyons clair", nous ne sommes pas dupes.

Dans le plus pur style jésuististe, le POID pratique le double langage habituel lorsqu'il affirme du côté pile qu'il serait pour la rupture avec "la classe des capitalistes", et du côté face que finalement cela n'aurait aucune espèce d'importance ou cela ne porterait pas à conséquence que ni Hamon ni Mélenchon n'entendent s'attaquer aux fondements du capitalisme, le simple fait

qu'ils "sont poussés à s'exprimer un peu plus loin que ne le laissaient présager leurs programmes respectifs " serait de bon augure ou suffirait pour qu'on les soutiennent. Pour rappel la nationalisation des moyens de production figurait au programme de Mitterrand, vous connaissez la suite.

Le POID est ouvertement sur une ligne réformisme qui sous-entend que l'existence du capitalisme serait compatible avec des réformes sociales. Rompre avec le capitalisme est secondaire pour le POID, il n'entend pas aider les travailleurs à rompre avec le capitalisme, ce n'est pas l'axe et l'objectif de son combat politique, du coup on est porté à affirmer qu'il ne représente pas les intérêts collectifs fondamentaux de la classe ouvrière, il représente uniquement l'aristocratie ouvrière et ses privilèges.

Nos détracteurs objecteront que je suis loin de la France, que j'ignorerais la situation dans ce pays, l'état d'esprit des masses et leurs besoins, etc. Or, au contraire, je pars de leurs besoins en les dotant des moyens pour les satisfaire, je refuse de séparer leurs besoins des moyens pour les satisfaire, ce que font justement les réformistes bourgeois ou les opportunistes, le charlatan Mélenchon notamment, c'est d'ailleurs ce qui les caractérise comme tel et les distingue du socialisme ou des véritables militants révolutionnaires.

Le POID flatte les masses qui sont subordonnées au capitalisme ou versent dans le corporatisme pour qu'elles le demeurent, au lieu de les aider à élever leur niveau de conscience politique en leur fixant pour tâche de rompre avec le capitalisme et ses institutions. Il colporte les pires illusions dans le PS et le PG.

De la fin du XIXe siècle jusqu'en 1917, alors que les masses russes étaient profondément arriérées, illettrées pour la majorité d'entre elles et qu'elles avaient des besoins élémentaires urgents à satisfaire, Lénine participera à leur lutte de classe quotidienne et leur fixera pour tâches ou objectifs pour les satisfaire de s'emparer de la terre et des usines, de chasser le régime en place, de s'emparer du pouvoir politique, et c'est sur cette base politique qu'il construira le parti bolchevik. Vous croyez qu'entre 1890 et le milieu des années 1910 le prolétariat russe en proie à des difficultés sans nombre juste pour survivre au quotidien, subissant une guerre impérialiste, se posait la question de sa conditon et la manière de la résoudre en ces termes-là, vous le croyez, non, évidemment, et vous avez raison puisque ce n'était pas le cas. Or c'était le discours que leur tenaient Lénine et les bolcheviks (Le pain, la paix et la liberté). Mais alors pourquoi ? Il y a plusieurs explications à cela.

La première, même s'il n'en comprend pas les implications politiques, dites par exemple à un ouvrier ou à un paysan sans terre le plus arriéré qui soit que l'exploitation et l'oppression dont il fait l'objet est injuste et ne devrait pas exister, qu'il a le droit à une vie meilleure, il appouvera immédiatement, dites lui qu'il n'est pas normal qu'il existe des pauvres et des riches, il approuvera immédiatement, ajoutez qu'il faudrait mettre un terme à cette situation dont il est la victime innocente et il appouvera immédiatement, c'est ce quoi il aspire naturellement, dans le plus profond de lui-même, il en rêve le malheureux et il n'ose pas se dire que cela pourrait se réaliser un jour. Donc votre discours colle parfaitement avec ses aspirations, il est donc légitime, n'est-ce pas ?

La seconde, c'est que notre ouvrier ou notre paysan pauvre à force d'entendre qu'il existe dans le pays un courant politique ou un parti dont la politique ou le programme incarne ses besoins ou coïncide avec les aspirations, qui les défend depuis des années sans changer de discours, qui se place systématiquement à ses côtés, les mots d'ordre de ce parti, sa ligne et ses objectifs politiques vont finir par s'inscruster profondément dans son cerveau, par saper lentement mais sûrement tous les efforts entrepris par le régime pour légitimer son existence au point qu'il arrivera un moment où ils n'auront plus aucune entreprise sur lui, et une fois cet obstacle levé il sera prêt à soutenir un processus révolutionnaire puisqu'il n'a rien à perdre mais tout à y gagner. En fait, plus ou moins inconsciemment son niveau de conscience aura progressé.

La troisième explication, c'est que sans un tel discours révolutionnaire, la construction du parti indispensable pour renverser le régime en place s'avèrerait impossible, cet objectif politique s'avèrerait irréalisable tout simplement, car ce serait un tout autre parti qui se construirait, qui ne changerait rien à la condition de notre ouvrier ou de notre paysan pauvre, qui aussi arriéré qu'il soit finirait par s'en apercevoir.

Mais il est vrai que les dirigeants du POID ne construisent pas un tel parti, ceci peut expliquer cela.

Car lorsqu'interviendra la scission du POSDR (Part ouvrier social-démocrate de Russie) en 1903 avec les mencheviks, au départ sur une question de principe relative aux statuts du parti, Lénine comprendra immédiatement qu'au-dela de ce principe qui déterminait la nature du parti qu'ils devaient construire, le désaccord qu'il avait avec les mencheviks était fondamental parce qu'il portait sur l'objectif politique que devait se fixer leur parti, autrement dit bolcheviks et mencheviks ne combattaient pas pour le même objectif politique. Ce qui fut amplement prouvé par la suite quand les bolcheviks comprirent que l'heure de la révolution socialiste avait sonné en octobre 1917 pour que la classe ouvrière et la paysannerie pauvre s'emparent du pouvoir, tandis que les mencheviks en restèrent à la révolution démocratique bourgeoise déclenchée en février 1917 qui avait remis le pouvoir à la bourgeoisie, à ce titre ils combattirent le nouvel Etat ouvrier au côté de la réaction.

Certains ont voulu trouver une signification politique à la scission du POI l'an dernier, en affirmant que certains de ses dirigeants auraient été plus à gauche que d'autres disons pour faire bref, explication que je refuserai de partager. Aujourd'hui cet épisode prouve qu'il n'en était rien en fait. Leur désaccord portait uniquement sur les rapports qu'ils devaient avoir avec le PS et

les appareils des syndicats, principalement celui de FO, à quel niveau devait se manifester leur subordination à ce parti (et au PCF) ainsi qu'aux appareils des syndicats (donc au régime) pour conserver les avantages que leur propre appareil en tirait. Soumis comme tous les partis à la pression de la crise du capitalisme et des institutions, au lieu de saisir cette opportunité pour aboutir à une clarification politique, ils en feront une affaire de vulgaires boutiquiers, voilà tout.

Si nous ne croyons pas aux théories du complot, nous ne croyons pas davantage dans les miracles, même bien emballés dans un discours aux allures radicales mais qui ne dépasse pas le stade du plus vil opportunisme.

En guise d'épilogue.

Entre nous, la loi El Khomri était déjà largement appliquée avant qu'elle ne soit adoptée, elle devait juste être généralisée ou servir aux générations à venir de travailleurs.

Et encore, c'est comme l'abrogation du CPE en 2006, ils en ont fait toute une histoire, alors qu'en réalité plus de 20 types de contrats précaires continaient d'exister et existent toujours sans qu'ils fassent l'object d'une mobilisation pour obtenir leur abolition. Là aussi ils nous promettaient que si le CPE sautait, on allait voir ce qu'on allait voir, ce serait "un premier pas"... et pas un de plus depuis. Idem lors du référendum de mai 2005 sur le projet de Constitution européenne, la victoire du non devait stopper les velléités belliqueuses de l'UE envers les travailleurs, en réalité elle poursuivra son offensive de plus belle, et en 2008 Sarkzoy signera leTCE, adopté en Congrès par l'UMP et le PS.

Bref, bien entendu que tous ces combats devaient être menés, là n'est pas la question, ils étaient parfaitement légitimes, en revanche la fable qui les enrobait était méprisable car bourrée d'illusions qui devaient démoraliser des milliers de militants qui y avaient cru, ce qui est inexcusable, ce dont se foutent éperdument ces dirigeants. Comment croire dès lors que le POID, je cite : "n'a pas d'intérêts distincts de l'ensemble de la classe ouvrière" ? Quel intérêt la classe ouvrière aurait-elle à porter au pouvoir un dirigeant du PS ou à voter pour un candidat soutenu par le PS, après l'expérience du Front populaire, de la IVe République, de Mitterrand, du gouvernement Chirac-Jospin-Mélenchon, Hollande, ne serait-ce pas toutes ces expériences qui nous ont menés où nous en sommes, "c'est une évidence", non ?

Pour nous la signification politique du communiqué du POID est claire : il s'agit d'un appel à soutenir le candidat le mieux placé entre Hamon et Mélenchon ou le candidat qui resterait en lice si l'un des deux se désistait, voeux à peine voilé qu'a formulé ici le POID au nom de "l'unité", sans tenir compte de leur nature sociale ou de la classe dont ils incarnent les intérêts, celle des capitalistes. Réaliser l'unité avec un représentant du capitalisme, on sait à quoi cela mène, on a acquis une solide expérience en la matière en un siècle ou plus.

Ce sera non merci en ce qui nous concerne, on ne marchera pas dans cette combine pourrie d'appareil.

Les dirigeants du POID ont dû sentir le vent tourner, telle des girouettes...

Libération - Bayrou prépare sa candidature. Il espère attirer à lui la droite sociale et le centre en siphonnant les voix de Fillon empêtré dans ses scandales. S'il y va, il peut reprendre à Macron ces électeurs centristes que le mouvement En marche a détournés du Modem. Mauvais pour Fillon, mauvais pour Macron. Avec deux centristes en face de lui, Hamon est en meilleure position : les quelque 20% d'électeurs qui veulent voter Macron pourraient se diviser. Du coup le candidat de gauche pourrait arriver dans le trio de tête. Ou dans le duo… Libération 08.02

Confirmation.

Le POID serait prêt à voter pour Hamon le candidat du PS, le clone du parti de la réaction ou pour Mélenchon si Hamon se désistait en sa faveur.

Et dire qu'un sympathisant ou un militant de ce parti avait osé m'écrire un jour que le courant communiste internationaliste du POI dont Gluckstein était l'un des dirigeants (le TCI du POID) avait rompu avec le PS depuis 1988 ! Vous avez là exposé ouvertement la véritable nature contre-révolutionnaire, réactionnaire de ce courant politique. On appellerait bien les trotskystes à fuire ce courant politique et ce parti, mais on doute qu'ils en restent encore qui soient demeurés fidèles au socialisme.

Le Front populaire comme issue politique à la crise du capitalisme... qui a mené à la Seconde Guerre mondiale, à la Ve République, à l'élection de Chirac, puis de Sarkozy, Hollande l'ayant pratiqué également à travers le "dialogue social".

Editorial de la Tribune des travailleurs du 1er février 2017 par Daniel Gluckstein

- L'empreinte de la lutte des classes.

- (...) Les travailleurs qui assistent à ces développements, eux, sont fondés à dire : « Si ces deux candidats ont vraiment pour objectif d'abroger la loi El Khomri en soulevant le carcan de l'Union européenne, pourquoi ne se rencontrent-ils pas (et avec eux, les dirigeants des partis – PS, PCF, PG – qui les soutiennent) ? Pourquoi ne se mettent-ils pas d'accord sur un candidat unique qui ferait campagne sur cet axe ? Nul doute qu'une telle campagne bénéficierait d'un élan de la population laborieuse et de la jeunesse qui pourrait l'emporter, et encourager la mobilisation d'ensemble pour la rupture avec l'Union européenne et l'abrogation de toutes les contre-réformes. »

Il n'a tiré aucun enseignement de l'expérience grecque, pas étonnant. Nous, nous encourageons "la mobilisation d'ensemble pour la rupture avec" les institutions de la Ve République en appelant au boycott de l'élection présidentielle. Constatant que les travailleurs et la jeunesse s'abstenaient de plus en plus massivement à chaque élection, moins lorsqu'il s'agissait de l'élection présidentielle, qui de Gluckstein ou de nous incarne le mieux l'état d'esprit des travailleurs et de la jeunesse, qui les aide à aller plus loin dans la voie de la rupture avec les institutions de la Ve République ?

Daniel Gluckstein a omis sciemment, parce qu'il n'est pas censé l'ignorer, les dirigeants des partis bourgeois EELV, PRG et MRC, alliés électoraux du PS depuis des lustres. Jusque dans les moindres détails il lui faut falsifier les faits, c'est plus fort que lui, à ce stade ce n'est pas une tendance ou un penchant, c'est sa véritable nature.

On appelle les militants et les travailleurs à n'accorder aucun crédit à ces chimères.

Les travaillent se sont détournés du PS, le POID tient absolument les ramener dans son giron. Pathétique et ignoble.

Un bref complément rédigé le lendemain.

Depuis la rédaction de ces articles j'ai continé de lire des articles d'actualité et de réfléchir à notre sujet.

Vous aurez compris au passage pourquoi les dirigeants de ce courant politique s'obstinaient à caractériser de gauche le PS, pour ne pas rompre avec lui, parce qu'ils ne pourraient pas soutenir un parti de droite.

La voix de son maître

- PCF: Laurent appelle les "responsables de gauche" à "discuter" - AFP

Pierre Laurent, secrétaire national du Parti communiste français (PCF), a appelé lundi "les responsables politiques de gauche" à "discuter publiquement" pour la présidentielle et pour avancer vers une "nouvelle majorité législative". AFP

- Chassaigne espère un "pacte" rouge-rose-vert pour les législatives - AFP

Le chef de file des députés Front de Gauche, André Chassaigne, a jugé mardi "difficile" un retrait de Jean-Luc Mélenchon au profit de Benoît Hamon ou l'inverse pour la présidentielle malgré des convergences de fond, mais espéré un "pacte" rouge-rose-vert pour les législatives. AFP

Benoît Hamon l'affairiste qui n'a pratiquement jamais bossé de sa vie, comme Mélenchon.

A lire absolument : https://fr.wikipedia.org/wiki/Beno%C3%AEt_Hamon

- Benoit Hamon ou la gauche rêvée - lesechos.fr 29.01

Extraits.

Benoit Hamon "apparatchik du PS depuis trente ans"

Ancien président du Mouvement des jeunes socialistes (MJS), de 1993 à 1995, il fut longtemps celui qui organisait la claque pour les ténors, le leader d'une force d'appoint pour les congrès du parti. Celui qui oeuvrait en coulisses pour Michel Rocard (son premier engagement), Henri Emmanuelli, Lionel Jospin, Martine Aubry... Il était lieutenant, il aspirait à plus depuis longtemps.

Mais un tel leader, qui aide Manuel Valls à accéder à Matignon en avril 2014 avant de devoir quitter quatre mois plus tard le -gouvernement, est-il autre chose qu'un apparatchik opportuniste ?

L'ennui est que ses amis ne l'accueillent pas à bras ouverts à son retour. Ils ont organisé sans lui la fronde contre Manuel Valls et ils se posent la même question que François Hollande. L'amitié demeure, mais la -confiance est fragilisée. Benoît Hamon

s'explique mais ne s'excuse pas : « Oui je voulais jouer un rôle au gouvernement. Je n'ai jamais postulé à être chef de minorité toute ma vie. »

Il est convaincu que la gauche doit mener une bataille « culturelle » dans une France qui a « dérivé » à droite. Il va se mettre au travail. Sérieusement. Bientôt, il parlera « d'imaginaire -collectif puissant » et de « futur désirable ».

Ces idées sont travaillées par des chercheurs et en vogue chez des patrons de la Silicon Valley. L'ennui est qu'elles ne sont pas applicables dès 2017, pas financées et qu'elles négligent l'attachement d'une grande partie de la population au travail comme élément de statut social. Mais qu'importe pour Benoît Hamon. Il ne s'adresse pas encore à la France, mais à cette partie de la gauche qui veut « changer le rapport au travail ». « Il faut qu'on plante le drapeau tout de suite pour nos idées des dix ans qui viennent », a-t-il dit à ses proches en leur annonçant sa candidature, le 11 juillet 2016.

« Benoît, c'est le vote plaisir »

« Convictions, orientation et stratégie politiques vont de pair, c'est la clef », résume Guillaume Balas. Et tant pis encore si son programme européen, positif, volontariste et très coûteux, oublie que l'Union est -dominée par des exécutifs conservateurs aux antipodes de ses idées. « Benoît, c'est le vote plaisir », analyse Emmanuel Maurel, une figure de l'aile gauche du PS qui a -soutenu Montebourg.

« Ringardiser Mélenchon »

Désormais, le candidat du PS va devoir tenter de réparer la vaisselle cassée, préciser son programme (il a déjà mis -plusieurs étapes au revenu universel) et essayer de sortir de sa cinquième position dans les sondages d'intentions de vote. S'il y reste, les pressions seront fortes pour qu'il se retire. Son pari : attirer les écologistes et « ringardiser Mélenchon », dixit le député Régis Juanico, l'un de ses plus proches. La raison pour laquelle Benoît Hamon souligne sa proximité sur le fond avec le leader de la France insoumise tout en cultivant un parallèle de forme... avec Emmanuel Macron. lesechos.fr 29.01

* Sa compagne mi-danoise mi-catalane, Gabrielle Guallar (cadre dirigeante de LVMH, propriétaire des « Echos »)

Rappel : Benoit Hamon « a voté l'état d'urgence », rappelle son porte-parole...

Même sous la torture on ne nous ferait pas voter pour Hamon ou Mélenchon.

Mystification. Tout est dans la posture ou imposture. Comme ils l'aiment "la gauche de gouvernement"

Libération - Les hommes politiques s'adressent souvent à ceux qui se lèvent tôt. Lui (Hamon - ndlr) va voir ceux qui ne se couchent pas. Ils le méritent. Hamon a compris qu'il fallait tenter de renouer les liens entre socialistes et couches populaires ; il est temps : pas d'autre voie pour une victoire éventuelle.

LVOG - Libération porte-parole du mythe selon lequel le PS serait un parti des "couches populaires".

Mais pas seulement, aussi celui des aristocrates.

Libération - On assimile désormais les socialistes à la classe dirigeante privilégiée en oubliant la vraie, celle qui possède le capital.

LVOG - Le PS ne représenterait pas les intérêts de la classe du capital, il y serait étranger. Si c'est le journal de l'oligarque milliardaire Drahi qui le dit...

Libération vole au secours de "la gauche de gouvernement".

Libération poursuivit : ... l'obsessionnel réquisitoire de la «vraie gauche» et de l'extrême droite contre les sociaux-démocrates a installé l'idée que le peuple avait répudié la gauche de gouvernement. Ce qui est largement outrancier.

LVOG - Libération vole naturellement au secours de "la gauche de gouvernement" qui gère la société pour le compte du capitalisme quand elle est au pouvoir et se contente d'y être associée quand elle est dans l'opposition parlementaire. La seule gauche qui a grâce à ses yeux, normal, puisqu'elle est de droite en réalité, comme Libération et ses actionnaires qui ont perçu plus de 8 millions d'euros de subventions de l'Etat ou de la part de "la gauche de gouvernement" en 2014, près de 40 millions d'euros en 5 ans, pas ingrat Libération.

- Le bouclier des entreprises transnationales : le régime de commerce et d'investissement - par

Raffaele Morgantini - investigaction.net 06.02

Grille de lecture.

L'auteur de cet article dresse un bilan (incomplet) qu'on pourrait partager. En revanche nous condamnons sa conclusion qui consiste une fois de plus à s'en remettre à l'ONU, autrement dit, à défaut d'affronter le capitalisme et d'adopter le socialisme, il préfère conserver le capitalisme (l'impérialisme) et ses institutions qui auraient encore de beaux jours devant eux. Son inconsistance ou son incohérence va jusqu'à dénoncer le corporatisme pour y plonger tête baissée en pratiquant la collaboration de classes avec une des institutions du capitalisme mondial. C'est également la démarche opportuniste de Mélenchon notamment.

Le processus qu'il décrit fait penser penser à l'altermondialisme financé par l'oligarchie anglo-saxonne dont on n'entend plus parler, à moins que ce ne soit ici un de ses avatars.

Investigaction - Que faire ?

Il s'agit là de la question prépondérante et omniprésente face à la situation actuelle. La Campagne mondiale pour démanteler le pouvoir corporatif et mettre fin à l'impunité (une coalition de plus de 200 organisations, mouvements sociaux, syndicats, organisations paysannes, etc) a fait des propositions concrètes en ce sens qui méritent considération. Celles-ci ont été émises dans le cadre des négociations à l'ONU pour l'adoption d'un instrument juridique contraignant pour les entreprises transnationales en matière de droits de l'homme. (...)

Le processus de négociations à l'ONU (conduit par l'Equateur, avec le solide soutien de la Bolivie, de Cuba, du Venezuela et de l'Afrique du Sud) a ouvert un espace politique très important pour lutter contre ce régime qui permet l'impunité du pouvoir corporatif. Il s'agit d'un processus qui pourrait être qualifié de révolutionnaire, car il a également ouvert un nouvel espace juridique, dans lequel on aspire à développer une nouvelle branche du droit international et un traité contraignant à ce respect.

La Campagne mondiale, en tant que plateforme représentative des peuples affectés par le pouvoir corporatif et des organisations qui luttent pour son encadrement structurel, est en train de participer avec des propositions concrètes, comme celles qui figurent ci-dessus, pour en finir avec ce régime de commerce et d'investissement générateur d'injustices et de crimes. Grâce à ces efforts, on est en train d'obtenir de plus en plus de place à la table des négociations et de nombreux pays du Sud intègrent ces propositions et se les approprient. Il est nécessaire de continuer à faire pression pour créer un nécessaire rassemblement de forces pour assurer un succès de ce projet, contribuant ainsi aux intérêts populaires des pays et des peuples du monde.

Il s'agit d'un processus historique, qui constitue un énorme défi et qui mérite d'être suivi de prêt. En fait, non seulement les droits fondamentaux des peuples sont en danger, mais c'est la démocratie dans son ensemble qui est remise en cause. investigaction.net 06.02

Il y en a qui décidément ne doutent de rien, on se demande depuis quand l'ONU serait garante de la démocratie. Quand à peine créée l'ONU a légitimé la création de l'Etat sioniste en spoliant et en chassant les Palestiniens de leurs terres, elle a montré aux peuples du monde entier quelle était sa conception de la démocratie et depuis avec constance et persévérance elle s'est employée à confirmer qu'elle était un instrument au service des exploiteurs et des oppresseurs.

Et on voudrait nous embarquer dans une telle escroquerie, non merçi. Nous qualifierons cette initiative de populiste parce que la véritable intention de leurs auteurs consiste à détourner le prolétariat mondial du socialisme à son insu, sur la base d'un déni, en attribuant à l'ONU une vertu qui est antinomique avec sa nature, sa fonction et son objectif. En fait de processus historique, c'est surtout un processus démagogique, malhonnête. C'est comme proposer aux peuples un placebo pour les guérir d'un virus particulièrement virulent ou mortel, c'est criminel.

Ils osent tout.

Quand Libération se défend de faire dans le "complot" envers Fillon, ce que ne démentirait pas Le Monde lancé à la chasse aux complotistes, car voyez-vous ces gens-là sont propres sur eux, leur déontologie est exemplaire.

Libération - L'intensité de la réaction médiatique est surtout liée aux explications confuses, contradictoires et partielles données par Fillon une fois les informations du Canard publiées. Il aurait donné à l'opinion publique des éléments précis et convaincants que la campagne se serait arrêtée dans la minute. Nul complot, donc. L'interrogation légitime de journalistes dont l'une des fonctions est de vérifier ce que disent les hommes publics. Libération 08.02

Si Libération et l'ensemble des médias aux ordres vérifiaient effectivement "ce que disent les hommes publics", ils en concluraient qu'ils sont tous malhonnêtes, même lorsqu'ils leur arrivent de lâcher des vérités mêlées à des contrevérités, l'essentiel demeurant qu'ils n'avoueront pas leurs réelles intentions parce qu'elles sont inavouables et ces vérités ne servent que cet objectif, se faire passer pour des gens honnêtes pour mieux berner ceux qui les écoutent.

Etat policier en famille. Union nationale du FN au POID.

Ah ben oui, il faut assumer jusqu'au bout !

La police assassine, matraque, torture, et en réponse à la dernière bavure le ministre de l'Intérieur a annoncé hier une mesure pour "rassurer les forces de sécurité", le déploiement de quelque 2.600 caméras mobiles "avec déclenchement automatique" au bénéfice des policiers et gendarmes. (Source : AFP 10.02)

- L'Assemblée approuve le projet de loi controversé de sécurité publique - AFP

Ce texte, déjà voté au Sénat en janvier, assouplit les règles de légitime défense pour les policiers, durcit les peines pour outrages aux forces de l'ordre (un an de prison et de 15.000 euros d'amende - ndlr) et autorise l'anonymat des enquêteurs. Il a été approuvé à l'issue des débats à l'unanimité de la quinzaine de députés PS, LR et FN présents. Seul le Front de gauche avait annoncé son intention de s'abstenir. AFP 09.02

Cela ne vous donne-t-il pas envie de voter pour le candidat du PS ou soutenu par lui ? Vous ne suivez pas le POID, vous avez raison...

Mise au point.

Quand on a à l'esprit que les Etats-Unis et la France ont déversé plus de bombes que durant la Seconde Guerre mondiale sur le Vietnam, 80 millions de litres de défoliant dont l'équivalent de quatre cents kilos de dioxine pure (l'Agent Orange) (1) à mettre au compte des Américains, et que la guerre a duré 25 ans, on peine à être convaincu de l'efficacité du mouvement anti-guerre, et on se demande quelle légitimité peuvent revendiquer ceux qui s'en réclament, qui regrettent la rupture de ce qu'ils appellent la gauche avec le mouvement anti-guerre qu'elle réduisit à l'impuissance en le dotant d'une orientation opportuniste.

Ce fut le lot de tous les mouvements généralement orchestrés ou contrôlés par les sociaux-impérialistes ou par les staliniens. On nous dit qu'il était justifié d'y participer, on se demande bien pourquoi au regard de son efficacité ou des objectifs véritables qu'ils devaient servir, questionnement politiquement incorrect selon nos censeurs qui ne supportent pas qu'on fasse appel à la logique la plus élémentaire. Quand on s'encanaille avec la canaille, il ne faut pas s'étonner ensuite qu'on vous traite de canaille, il faut assumer.

A quoi cela sert-il de combattre pour mettre fin aux guerres ou pour la paix, si on ne s'attaque pas aux origines des guerres, au capitalisme, à l'impérialisme, à ses institutions ? A rien au bout du compte comme on peut le constater quotidiennement. Eux (les impérialistes) peuvent se permettre de mener leur lutte de classe et d'inclure dans leur programme le renversement de régimes qui refusent de se soumettre à leurs diktats, mais nous les exploités, les opprimés, nous n'aurions pas le droit d'inscrire dans notre programme que notre objectif politique est le renversement de leur régime, et que nous axons notre lutte quotidienne dans cette perspective révolutionnaire. Certains courants du mouvement pour les droits civiques aux Etats-Unis évoluaient dans cette direction dans les années 60, ils furent décapités, leurs dirigeants assassinés.

C'est ce droit exorbitant que revendiquent les tenants de l'impérialisme qu'on nous appelle à respecter, s'y conformer c'est renier notre droit à l'insurrection, le socialisme, c'est être de droite.

Et le résultat ou la conclusion sont les mêmes concernant tous les mouvement sociaux auxquels ont participé des millions de travailleurs au cours des 3 ou 4 dernières décennies. On a privilégié le mouvement spontané des masses au détriment de l'objectif du combat du mouvement ouvrier qui fut littéralement sacrifié. Nous sommes évidemment favorable au progrès social, mais pas à n'importe quel prix, je veux dire par là que, lorsque les trois quart ou plus de l'humanité en demeurent privés, on a le devoir de combattre pour qu'ils y accèdent, le progrès social doit être un levier pour conquérir notre émancipation et non pas pour nous en priver. Cette prise de conscience devrait être notre raison de vivre, afin d'être digne de notre idéal : La liberté.

Quand on considère la communauté des hommes, que l'humanité est une famille universelle, quelle que soit notre condition, vivre sous un régime qui livre des guerres à des peuples qui ne leur ont pas déclaré la guerre devrait nous révolter, vivre sous un régime qui procure autant de souffrances à son peuple devrait nous inciter à nous soulever et non à nous indigner pour mieux le tolérer, cette hypocrisie est ignominieuse. Quand à croire qu'il existerait des degrés dans l'indignation, nous n'en doutons pas, mais ce n'est pas là la question.

Avec la guerre et le despotisme, nous ne sommes pas en présence d'une question ouverte où il existerait des degrés, on est en présence d'une question fermée à laquelle il faut répondre par oui ou par non : Doit-on rompre avec ce régime infâme, injuste, guerrier, cruel, monstrueux, barbare pour avoir créé les talibans, Al-Qaïda, Daesh, doit-on le laisser sévir plus longtemps encore ou le stopper net, l'éliminer, l'abolir?

Quand on répond par oui à cette question, c'est notre mode de pensée et notre comportement qui vont s'en trouver bouleversés, tous nos rapports parce qu'on remet en cause l'origine de toutes les injustices, ce dont on va prendre conscience à des degrés divers ou jusqu'à un certain niveau, notre objectif étant d'acquérir une pensée universelle.

On a tendance à confondre le niveau de conscience qu'on a atteint avec cet objectif qui demeura un idéal pour le plus grand nombre, sauf à se bercer d'illusions sur l'évolution de la conscience humaine qui est très éloignée de cet objectif, ce qui n'est pas un obstacle infranchissable pour conquérir notre liberté.

Le révolutionnaire se distingue du philistin ou de l'opportuniste, du petit-bourgeois, par le fait qu'il n'hésite pas à trancher le fil qui le reliait au régime, à rompre avec le capitalisme, à l'affronter.

Notes.

1- La dissolution de 80 grammes de dioxine dans un réseau d'eau potable pourrait éliminer une ville de 8 millions d'habitants, selon une étude de l'université Columbia (New York) publiée en 2003 (http://www.legrandsoir.info/l-agent-orange-et-la-guerre-du-vietnam.html)

Le mouvement ouvrier au service de la gestion de la société capitaliste.

Autrefois on aurait titré : Le mirage de l'autogestion en régime capitaliste.

- État espagnol. Le Réseau des municipalités contre la dette illégitime se renforce à Pampelune. Par Jérôme Duval Mondialisation.ca 06.02

Dans la foulée de la première édition à Malaga, la deuxième rencontre « Municipalisme, Auto-gouvernement et Contre-pouvoir » (MAK2) a rassemblé « municipalités du changement » et mouvements sociaux à Pampelune (Espagne), du 20 au 22 janvier.

De la dichotomie entre institutions et mouvements sociaux ? La rencontre a permis d'analyser la dichotomie entre institutions et mouvements sociaux dans le difficile exercice de la gestion du pouvoir. Avec l'assaut de centaines de coalitions électorales aux municipales de 2015, on note une importante perte de précieux activistes due à l'exercice du pouvoir dans les municipalités, dans l'opposition ou partageant souvent le pouvoir avec des partis plus modérés. Sans doute un élément à considérer pour expliquer l'actuel repli de la mobilisation sociale.

Les milliers de militants actifs, maintenant en poste politique, héritent d'institutions structurés par leur ennemis politiques du bipartisme, et les problèmes sont parfois inhérents au fonctionnement même de la mairie, ce qui ne facilite pas la voie pour changer la façon de faire de la politique. Cependant, il reste toujours une marge de manœuvre quand la volonté politique est effective. Mondialisation.ca 06.02

Traduire ce sophisme : Quand la "marge de manœuvre" se réduit à la "volonté politique".

La participation aux institutions conduit inévitablement à mettre en oeuvre la politique d'austérité du gouvernement et de Bruxelles et à en faire porter les conséquences sur les travailleurs, ils disent eux-mêmes qu'ils doivent gérer "des municipalités étranglées par un endettement insoutenable".

Jérôme Duval - Enfin, une tache extrêmement importante est portée par le groupe pédagogie, qui se propose d'expliquer de manière didactique et à travers des outils de communication le travail sur des municipalités étranglées par un endettement insoutenable.

Ou l'exercice de la collaboration de classes ou l'exercice du pouvoir pour le compte des capitalistes qui pendant ce temps-là vaquent tranquillement à leurs affaires puisqu'ils ont trouvé des larbins pour garantir la paix sociale.

Enfumage. Pour qui roule Mediapart ?

Edwy Plenel à l'AFP à propos de Fillon : "... tous les faits dont il s'est excusé aujourd'hui seraient restés cachés sans la presse". "Quand on ne veut pas jouer le jeu, on discrédite un des piliers de la démocratie: l'information indépendante. Ce sont des écrans de fumée" AFP 07.02

- "C'est un rideau de fumée" : la journaliste qui a interviewé Penelope Fillon contredit François Fillon - francetvinfo.fr 06.02

Ce qui nous fait marrer, c'est qu'Hamon est le candidat déclaré de Mediapart, et en fusillant Fillon, si ce dernier se retirait, ses électeurs se reporteraient sur Macron qui serait alors certain de figurer au second tour face à Le Pen, Hamon serait éliminé.

- Le Pen (26%) et Macron (20,5%) devancent Fillon (17,5%) - Reuters 11.02

Décoder l'imposture.

Les criminels crient au meurtre, les falsificateurs hurlent à la désinformation, les exploiteurs au vol, les mafieux et corrompus en tous genres clament leur innocence et leur honnêteté.

Ne devrions-nous pas nous demander au-delà de ce constat, pourquoi peuvent-ils agir ainsi en toute impunité ? N'y sont-ils pas encouragés par les dirigeants du mouvement ouvrier qui ont autant sur la conscience à se reprocher pour n'avoir pas cessé d'employer les mêmes méthodes pour justifier leur politique opportuniste et camoufler leur trahison du socialisme ?

Il n'est pas étonnant qu'ils soient les derniers à dénoncer et à combattre l'emprise des médias sur les consciences, chacun peut le constater également. Et qu'on ne vienne pas nous accuser de leur faire un procès d'intention, car ils sont les premiers à reprendre à leur compte les versions officielles servies par les médias ou les services de presse de l'OTAN ou du Pentagone.

Tout s'explique un jour et tout se paie un jour, mais malheureusement plus le temps passe, plus l'addition sera élevée, pas pour eux, pour nous, pour tous les peuples opprimés.

- Nos médias mentent, par Justin Raimondo - Par Justin Raimondo — arretsurinfo.ch 06.02

Extraits. Les médias « mainstream » ont ouvert le robinet à fausses nouvelles et déversent quotidiennement, à propos de Trump et de son administration, un véritable tsunami de pseudo informations non vérifiées (et invérifiables) qui sont démenties presque aussitôt. Des démentis, qui, lorsqu'ils sont publiés, ce qui n'est pas systématique, arrivent souvent trop tard pour redresser les torts. Et c'est là toute la question. Cela crée une atmosphère de désastre et de sombre menace autour de la Maison Blanche de Trump, et on ne peut s'empêcher de penser que c'était là le but recherché.

Des fausses nouvelles au faux renseignements voici en résumé le monde dans lequel nous vivons. Et le problème est aggravé par une campagne systématique de dénonciation de soit-disant fausses nouvelles, menée par ceux qui les génèrent : les médias « mainstream ». arretsurinfo.ch 06.02

- Décodex: le vieux Monde se meurt - investigaction.net 06.02

Extraits. C'est Le Monde qui avait découvert en 1991 des charniers sandinistes qui n'existaient que dans l'imagination de son envoyé spécia. C'est Le Monde encore qui avait authentifié le plan « Fer-à-cheval » de Milosevic ; ce plan avait été inventé par le gouvernement allemand pour justifier les bombardements au Kosovo. C'est Le Monde toujours qui annonçait la fausse démission de Chavez lors de la tentative de putsch en 2002. C'est Le Monde que quitte Hervé Kempf en 2013, alors que la direction du journal l'empêche de couvrir la mobilisation contre le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. C'est Le Monde aussi qui reproduit un décompte farfelu des victimes syriennes, à partir des statistiques d'une obscure ONG proche du Quai d'Orsay. C'est le même Monde qui avait en un temps record attribué à l'armée syrienne l'attaque chimique de la Ghouta en 2013; par contre un expert du Massachusetts Institute of Technology et un ancien inspecteur de l'ONU imputeront la faute aux rebelles tandis que les Nations Unies confirmeront l'usage d'armes chimiques sans établir de responsabilités.

Ces quelques exemples de dérives journalistiques ne sont pas l'apanage du Monde. En fait, à chaque guerre de l'Otan, les mensonges de l'alliance atlantique sont relayés dans la presse mainstream. L'ensemble de cette presse est pourtant considéré comme fiable par le Décodex. À l'inverse, un coup d'œil sur la base de données de l'outil nous montre que les sites d'info alternative dénonçant les interventions de l'Otan doivent être considérés comme suspects.

La grille du Décodex blanchit la presse mainstream. Elle s'assied sur une riche et abondante littérature d'analyse critique des médias, au profit du fact-checking. C'est plus tendance. Mais c'est boiteux dans le cas du Décodex. Aux oubliettes donc l'étude empirique d'Herman et Chomsky ainsi que leur modèle des filtres de l'information[17]. À la trappe, la collusion entre les pouvoirs médiatique, politique et économique, illustrée par Geuens[18]. Oubliée, la marchandisation de l'information dénoncée par Ramonet[19]. Pardonnée, l'inquiétante concentration des médias entre les mains d'une poignée de riches industriels, comme l'a notamment illustré Halimi[20]. Ignoré, le poids de l'habitus social théorisé par Bourdieu, ces lunettes particulières « à partir desquelles [les journalistes] voient certaines choses et pas d'autres ; et voient d'une certaine manière les choses qu'ils voient [21]». Absentes, les conditions de travail des journalistes dont Accardo a mis en lumière l'impact sur la qualité de l'info[22]. Tous les travers de l'industrie médiatique sont passés entre les mailles du Décodex. Agitant l'épouvantail reptilien, Le Monde tente d'offrir une nouvelle virginité à la presse mainstream. Le Décodex, c'est l'anti-critique des médias 2.0. Un moteur de recherche et une extension Facebook pour ramener les internautes sur le droit chemin de l'idéologie dominante. Y arriveront-ils ?

Elections en oligarchie ou le chaos généralisé.

Le matraquage

- Deux sondages prévoient un duel Macron-Le Pen au deuxième tour - Reuters

Déployer les grands moyens pour y parvenir.

- Pour 7 Français sur 10 pour, Fillon devrait se désister - Reuters

Dans le duel Macron-Fillon on retrouve les mêmes commanditaires que dans le duel Clinton-Trump...

Si Macron l'emportait, cela signifierait que la majorité des oligarques auront préféré le candidat qui n'aura pas de parti auquel rendre des comptes une fois élu.

Une précision apportée par un internaute

- "Et Macron ?

Je cite - "A qui appartient BFM qui casse du Fillon à longueur de journées, à Patrick Drahi, homme d'affaires franco marocain israelien propriétaire de SFR, RMC, L'Express, Libération L'Expension, Mieux-Vivre, Votre Argent, Studio Ciné, i24 news, (entre-autres) une audiance qui lui permet de faire passer ses messages en permanence à 50% de la population (chiffres ACPM).

Pourquoi casser Fillon pour faire monter Macron ?

Bernard Mourad, ancien banquier et patron d'Altice Media Group (Drahi) rejoint l'équipe de campagne Macron comme conseiller spécial, et structurer "En Marche".

Le programme sera-t-il celui de Mourad-Drahi ?

En 2014, Drahi- Numéricable en concurrence avec Bouygues, rachète SFR contre l'avis de Montebourg, ministre de l'Economie, qui s'y oppose en disant que Numéricable a un holding au Luxembourg, son entreprise est cotée à la Bourse d'Amsterdam, sa participation personnelle est à Guernesey paradis fiscal de sa Majesté Britannique, et lui même est résident en Suisse !... Nous avons des questions fiscales à lui poser".

La suite se termine par un feu-vert discrètement donné.

Macron, lui, "futur candidat hors du système", soutient le rachat se SFR par Numéricable qui appartient à Drahi... et se présente aux présidentielles."

De là à penser que ce petit monde soit, aussi, lié à la finance américaine.

Hein que c'est grand, beau et grand, la politique !

Tout est sur google : "Macron-Drahi" pour en savoir davantage encore.

- «Fillon est à terre mais ne le sait pas» - Liberation.fr

Pendant la présidentielle, Libération va sonder, chaque jour de la semaine, cinq lieux différents de la «France invisible». Aujourd’hui, les abords du canal Saint-Martin à Paris, avec un sans-abri.

- François Fillon, une PME très familiale - Liberation.fr De l’argent récolté par sa société de conseil à celui versé par le Parlement à sa famille, le candidat LR a créé un réseau financier qui lui a fourni des recettes confortables.

- Accoyer (LR) dénonce "une attitude scandaleuse" de Bayrou - AFP

- Bayrou accuse Fillon d'être "sous l'influence des puissances d'argent" - AFP Le président du MoDem François Bayrou a accusé mercredi François Fillon d'être "sous l'influence des puissances d'argent", faisant un pas supplémentaire vers une candidature à la présidentielle en affirmant qu'il prendrait "ses responsabilités".

Lu dans un commentaire laissé par un internaute.

- "Marine Le Pen a elle aussi des démêlés avec la justice notamment des présumés emplois fictifs de deux de ses collaborateurs et de déclaration de patrimoine sous estimées, elle est épargnée par les médias..."

Macron, une comète ou la planète des singes.

- L'heure de vérité approche pour Emmanuel Macron - Le Huffington Post

C'est le nouveau leitmotiv des politiques et de la presse: sous ses airs de gendre idéal Emmanuel Macron, est transparent, son discours est creux, son programme est vide.

- Présidentielle : Macron, un zeste de programme - LeParisien.fr

Il est des petites musiques qu'il vaut mieux ne pas laisser se jouer trop longtemps. Celle d'un candidat sans programme, par exemple. Pour Emmanuel Macron, il y a urgence à faire taire ce refrain,...

- Macron : un programme, et vite ! - Liberation.fr

Ils osent tout

- La France est-elle en retard dans la moralisation de la vie politique ? - Franceinfo

- «Reconstruire l'économie en redonnant de la valeur au savoir» - Liberation.fr

Le philosophe Bernard Stiegler établit une différence entre l'emploi, aujourd'hui largement prolétarisé, et le travail, qui transforme le monde par le savoir, et dont il faut cultiver la richesse.

- Politique : et si les citoyens décidaient ? - Franceinfo

Tous les candidats sont désormais en lice pour la présidentielle. Parmi les propositions, un nouveau thème émerge cette année : la participation démocratique.

- L'impasse avec Emmanuel Macron - Liberation.fr

- Le poker menteur avec Jean-Luc Mélenchon - Liberation.fr

- Hamon dans le métro parisien à 2 heures du matin : «C'est vous qui avez choisi de travailler la nuit ?» - Liberation.fr

- Cambadélis met en garde contre les affaires politico-judiciaires - AFP

Parole d'un repris de justice...

- Fin de cycle pour l'extrême-gauche française - LeFigaro.fr

- Présidentielle 2017 : l'élection menacée par une cyberattaque russe ? - LePoint.fr

- Une "erreur", mais des faits "légaux": la conférence de presse de Fillon - AFP

- Conférence de presse de F. Fillon : "montrer qu'il n'a rien à cacher" - Franceinfo

- Présidentielle 2017 : Macron visé par la Russie - LePoint.fr

- Hamon: Fillon "persiste dans le déni" - AFP

- Collomb, soutien de Macron, restera "toujours socialiste de coeur" - AFP

Le sénateur-maire PS de Lyon Gérard Collomb, soutien d'Emmanuel Macron, a assuré mardi qu'il serait "toujours socialiste...

- Marine Le Pen: "mon principe de base, c'est de soutenir les policiers" - AFP

- Aulnay-sous-Bois : les avocats des policiers plaident «l'accident» - LeFigaro.fr

- Loin de la Maison Blanche, Barack Obama fait du kitesurf avec le milliardaire Richard Branson - Franceinfo

- L'UE presse la Libye à protéger les migrants - euronews.com

- Ukraine: l'UE veut le respect des accords de Minsk - AFP

- «La prison sera la mémoire de la Syrie des Assad» - Slate.fr

- Le mur de Donald Trump inquiète aussi le Mexique pour la survie des papillons monarques - Le Huffington Post

- L'UE demande aux Etats-Unis de ne "pas interférer" dans sa politique - AFP

Ils osent tout.

Guerres, militarisme, répression, violence aveugle, murs, corruptions, abus de pouvoir, impostures, intimidations, surveillance, harcèlements, menaces, provocations, assassinats, piratages, arrogeance . Faisons table rase.

- Dombrovskis avertit les USA sur les règles bancaires - Reuters

- Occitanie. La présidente Delga visée par des menaces, la région porte plainte - Liberation.fr

L'Occitanie a indiqué avoir porté plainte pour «outrage» et «menaces de mort» envers la présidente de région, Carole Delga (PS). Liberation.fr

- Sur Europe 1, Nicolas Canteloup fait des blagues homophobes sur l'affaire Théo - Liberation.fr

- Affaire Bygmalion : Nicolas Sarkozy renvoyé devant la justice - Franceinfo

- Sécurité: Le Roux annonce le déploiement de 2.600 caméras mobiles - AFP

- Election syndicale dans les TPE : Solidaires dénonce les couacs du scrutin - Liberation.fr

- Centre de déradicalisation : sept mois après, un échec - Franceinfo

- Espagne: l'avenir politique du chef de Podemos se joue ce week-end - AFP

- Côte d'Ivoire: tirs en l'air de soldats à Adiaké, près d'Abidjan - AFP

- Plus de 50 miliciens tués par l'armée dans le centre de la RDC - Reuters

- Afghanistan: au moins 19 morts dans un attentat suicide à Kaboul - AFP

- Renforcement de la présence de l'Otan en Lituanie - Reuters

- Etats-Unis. Feu vert de l'armée au tracé d'un oléoduc dans le Dakota Reuters

- Migration: création en Tunisie d'une instance contre les trafics d'êtres humains AFP

- La loi israélienne pour les colons contestée devant la Cour suprême - AFP

- Argentine : des seins nus contre le machisme - LePoint.fr

- Argentine: Macri pris dans un scandale financier visant son père - AFP

- Manifestations: "Les Roumains ont perdu confiance dans le gouvernement" - L'Express.fr

- Une mère accuse Trump d'instrumentaliser la mort de sa fille AFP

- Décret migratoire: Donald Trump dénonce une justice "politisée" AFP

- Le décret anti-immigration de Donald Trump reste gelé, la justice rejette l'appel du président - Le Huffington Post

- États-Unis : nouveau revers sur l'immigration pour Donald Trump - Franceinfo

- Le camp Fillon poursuit son offensive contre le parquet financier - AFP

- Affaire Fillon : la justice et les médias dans le viseur du candidat - Franceinfo

- Le Kremlin veut m'empêcher d'être candidat, dit Navalny - Reuters

- Russie: la peine prononcée contre un opposant pourrait être révisée - AFP

- La Hongrie prête à ériger une autre clôture à sa frontière sud - Reuters

- La Pologne voudrait avoir un parapluie nucléaire, américain ou européen - AFP

- De plus en plus d'hommes politiques indiens ont des déboires avec la justice - Slate.fr

- Afghanistan : le commandant des forces de l'Otan demande des renforts - euronews.com

- Chaos au Parlement sud-africain pour le discours à la nation du président Zuma - AFP

- Nouvelles manifestations contre le gouvernement au Nigeria - Reuters

- Jérusalem: nouvelle manifestation contre le service militaire - AFP

- Netanyahu exhorte les pays "responsables" à sanctionner l'Iran - Reuters

- Au Pérou, l'ex-président Toledo recherché pour corruption - AFP

- La police néerlandaise a réalisé une saisie de drogue représentant l'équivalent d'un milliard de cachets d'ecstasy. - Liberation.fr

- Le ministère italien des Affaires étrangères aurait été piraté - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Union européenne

- L'UE dit vouloir s'en tenir aux sanctions contre Moscou - Reuters

L'Union européenne va maintenir ses sanctions contre la Russie jusqu'à ce que Moscou renonce à son soutien aux séparatistes de l'est de l'Ukraine, malgré la promesse faite par Donald Trump d'améliorer les relations des Etats-Unis avec la Russie, ont déclaré lundi à Bruxelles les ministres des Affaires étrangères des Vingt-Huit.

L'UE apparaît décidée à maintenir un front uni sur des dossiers de politique étrangère où elle se retrouve en porte-à-faux avec Donald Trump, comme l'Iran, la Chine et le rôle de l'Otan.

2- Etats-Unis

Trumpitudes

2.1- Immigration: le secteur technologique prend la tête de la fronde anti-Trump - AFP

Les entreprises technologiques se mettent en ordre de bataille face au décret anti-immigration du président américain Donald Trump, inquiètes autant des conséquences immédiates que du précédent qu'il pourrait créer pour un secteur reposant énormément sur des talents étrangers.

Dans la première initiative d'envergure du monde des affaires contre le nouveau président, près de 130 entreprises, basées en majorité dans la Silicon Valley, ont apporté leur soutien devant une cour fédérale à la procédure visant à contrecarrer l'application du décret.

La lettre des entreprises ("amicus brief") dénonce une rupture avec "les principes d'équité et de prédictibilité qui ont régi le système de l'immigration aux Etats-Unis depuis plus de cinquante ans", et les "dommages importants pour le commerce américain, l'innovation et la croissance" qui en découlent.

A part quelques signataires comme les jeans Levi's ou les yaourts Chobani, la liste réunit le gratin de la high-tech.

Sa première version dans la nuit de dimanche à lundi rassemblait une centaine de noms et la plupart des poids lourds et startups en vue: Apple, Facebook, Google, Intel, Microsoft, Netflix, Twitter, eBay, PayPal, Uber, Airbnb, Yelp, Pinterest, Snap, Spotify USA, Lyft, Stripe, Dropbox...

Une trentaine d'autres les ont rejoint lundi après-midi, dont SpaceX et Tesla, les deux entreprises du milliardaire Elon Musk qui fait partie d'un forum de dirigeants d'entreprises chargé de conseiller Donald Trump. Le patron d'Uber, Travis Kalanick, vient lui d'en démissionner, après une fronde de ses utilisateurs qui y voyaient une marque de soutien à la politique présidentielle.

IBM, dont la patronne participe au même forum, n'a en revanche pas signé. D'autres absents notables sont Oracle et Amazon. Ce dernier a toutefois appuyé la plainte initiale de l'Etat de Washington, où il est basé.

Pendant la campagne électorale, le secteur technologique avait plutôt fait campagne contre Donald Trump. Et après des tentatives de dialogue depuis l'élection, ce n'est pas un hasard si c'est le sujet de l'immigration qui fait ressurgir l'opposition au président.

"Toutes ces entreprises dépendent lourdement de scientifiques et ingénieurs étrangers", souligne Darrell West, directeur du Centre pour l'innovation technologique de la Brookings Institution, qui prédit des antagonismes d'autant plus forts que les entreprises du secteur comptent beaucoup de "gens jeunes et progressistes", peu favorables à la politique présidentielle.

Roger Kay, analyste chez Endpoint Technologies, rappelle que les meilleures entreprises du secteur sont allées chercher des ingénieurs ainsi que beaucoup de fondateurs et de patrons en Asie, en Russie... Ce sont ces gens, venus souvent au départ avec des visas, qui ont "alimenté l'essor de la hi-tech".

L'Iran et l'Irak ont fourni beaucoup de "mathématiciens et de scientifiques brillants" à la Silicon Valley, explique-t-il, mais "Donald Trump a montré qu'il pouvait, selon son bon vouloir, viser n'importe quel groupe" en bannissant même provisoirement des résidents légaux détenteurs d'une carte verte.

"La Silicon Valley est un pays d'immigrants" et donc est "terrifiée" à l'idée que l'administration Trump s'attaque à "d'autres pays", "d'autres religions", avance-t-il.

Les spéculations circulent déjà sur une refonte du système de visas, notamment des H1-B pour travailleurs spécialisés dont le secteur est très friand.

L'un des arguments des entreprises, c'est bien d'ailleurs l'application arbitraire de mesures déjà jugées d'une ampleur sans précédent et "déraisonnables", frappant "des millions d'individus" et susceptibles d'être étendues sans préavis.

Pourquoi les entreprises et leurs potentiels employés étrangers se donneraient-ils la peine d'enclencher les procédures d'obtention pour un visa ou une carte verte s'ils risquent du jour au lendemain d'être révoqués?

Leur lettre prévient que cela va peser sur le recrutement et la compétitivité des entreprises américaines, nuire à leurs activités (si certains salariés ne peuvent plus négocier des contrats à l'étranger, ou que des mesures de rétorsion sont mises en place par les pays visés), voire encourager des multinationales à investir et à embaucher ailleurs qu'aux Etats-Unis.

En optant pour le conflit ouvert, le secteur technologique risque toutefois de se retrouver isolé. "Oui, ils ont beaucoup d'argent, et oui, ils créent des emplois, mais les alliés politiques de Trump sont enracinés dans les vieux secteurs industriels" qui ont les moyens de contrebalancer l'influence de la Silicon Valley, prévient Roger Kay. AFP 07.02

2.2- Trump reconnaît la "Chine unique" et apaise Pékin - AFP

Deux mois après un coup de fil retentissant avec Taïwan, Donald Trump a apaisé la Chine en assurant à son homologue Xi Jinping qu'il respecterait le "principe de la Chine unique" interdisant tout contact diplomatique entre des pays étrangers et le frère ennemi taïwanais. AFP

2.3- Washington s'engage à respecter l'accord sur l'Iran - Reuters

La porte-parole de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, a dit vendredi avoir été rassurée par ses entretiens avec des membres du nouveau gouvernement américain sur l'application par Washington de l'accord sur le nucléaire iranien. Reuters

2.4- En titres.

- Immigration: le secteur technologique prend la tête de la fronde anti-Trump - AFP

- La justice américaine entre en guerre contre Donald Trump - Franceinfo

- Maxine Waters, l'élue démocrate qui compte bien obtenir la destitution de Donald Trump - Le Huffington Post

- Fox News qualifie Poutine de “tueur” quand Trump dit le “respecter” - euronews.com

3- Roumanie.

Coup d'Etat en cours fomenté depuis Washington, Berlin et Bruxelles

3.1- Le réveil citoyen accule le pouvoir roumain. - Liberation.fr

Malgré l’annonce du retrait de l’ordonnance assouplissant la loi anticorruption, les manifestations se poursuivent partout dans le pays. Accusé de voler au secours du leader de son parti, le Premier ministre Grindeanu refuse de démissionner. Liberation.fr

- Le Premier ministre roumain refuse de démissionner euronews.com

Face aux appels sur les réseaux sociaux à poursuivre la mobilisation, le Premier ministre Sorin Grindeanu a appelé la population “au calme”, mais envisage la démission de son ministre de la Justice Florin Iordache. La majorité de centre gauche fait bloc, estimant qu’il y a un plan pour renverser le pouvoir en place. euronews.com

C'est fait, le ministre de la Justice a été débarqué...

3.2- Le gouvernement roumain résiste aux appels à la démission - Reuters

Lundi soir, 25.000 personnes se sont rassemblées devant le siège du gouvernement, soit bien moins que les jours précédents, pour réclamer la démission de Sorin Grindeanu et la tenue de législatives anticipées.

Dans le même temps, une autre manifestation, forte de 4.000 personnes, a eu lieu pour la deuxième journée consécutive sous les fenêtres de la présidence, pour accuser le chef de l'Etat Klaus Iohannis, de centre droit, d'être l'instigateur des marches antigouvernementales de la semaine dernière.

La Commission européenne et les Etats-Unis ont condamné un retour en arrière dans la lutte contre la corruption et un revers pour les procureurs roumains, dont le travail est applaudi. Reuters

3.3- Les manifestations contre la corruption continuent en Roumanie - Par Peter Schwarz - Mondialisation.ca, 06 février 2017

Extrait. Le 22 janvier, alors que les premiers projets concernant la modification de loi étaient ébruités, le président avait participé à

des manifestations de rue les condamnant. En conséquence, le président du PSD, Liviu Dragnea, l'avait accusé de vouloir participer à un coup d'État.

Johannis, qui passe pour être un partisan de la chancelière allemande Angela Merkel, avait été élu président de la Roumanie à la fin de 2014. Le candidat d'opposition le plus important était alors le premier ministre Victor Ponta du PSD. Un an plus tard, Ponta démissionnait suite à une vague de manifestations qui avait présenté une forte similarité avec les manifestations actuelles.

À l'époque, le WSWS avait caractérisé ces manifestations comme suit [article en anglais] : « Les manifestations, décrites dans les médias comme étant une "révolution populaire", représentent les efforts entrepris par les puissances impérialistes et les élites locales pour cultiver une couche de la classe moyenne supérieure comme appui pour leur politique de guerre et d'austérité. »

Johannis s'était servi de la démission de Ponta pour mettre en place un gouvernement technocrate mené par l'ancien commissaire européen Dacian Ciolos qui fut responsable de la mise en œuvre implacable des diktats d'austérité de Bruxelles.

Pour la classe ouvrière, les conséquences furent dévastatrices. Plus de 25 ans après la chute du régime stalinien de Ceausescu et 10 ans après l'entrée de la Roumanie dans l'UE, elle demeure le pays le plus pauvre d'Europe. Selon l'étude Social Justice Index 2016 sur la situation sociale dans l'Union européenne par la Fondation Bertelsmann, la Roumanie occupe la 27? place. Seule la Grèce fait pire. Le salaire moyen est de 400 € par mois ; 40 pour cent de la population et 48 pour cent des jeunes de moins de 18 ans sont menacés de pauvreté ; 28 pour cent de la population souffrent de graves privations matérielles.

Finalement, la politique pratiquée par le gouvernement Ciolos est détestée au point que le PSD a remporté plus de 45 pour cent des suffrages aux élections anticipées en décembre dernier. La participation a cependant été inférieure à 40 pour cent. Au début de cette année, le PSD a formé un nouveau gouvernement sous la direction de Sorin Grindeanu et qui est actuellement au cœur des manifestations.

Depuis la chute de Ceausescu, le PSD et ses organisations antérieures ont été des piliers fiables du régime capitaliste en Roumanie. Étroitement associé aux syndicats, il a soutenu des attaques féroces perpétrées contre la classe ouvrière, la privatisation des entreprises d'État et l'adhésion à l'OTAN et à l'Union européenne. L'organisation qui a succédé à l'ancien parti d'État stalinien a toujours rencontré une certaine méfiance de la part de Washington, de Bruxelles et de Berlin. Les accusations de corruption ont aussi toujours été synonyme de la suspicion de subir l'influence de Moscou.

Maintenant que les conflits entre Bruxelles et Washington sont en train de s'intensifier, le PSD essaie de se faire bien voir du gouvernement Trump. Le président du parti, Liviu Dragnea, et le premier ministre Grindeanu, se sont publiquement vantés d'avoir participé à un dîner privé à l'occasion de l'investiture de Donald Trump, lors duquel le nouveau président était présent.

Dragnea a publié des photos sur Facebook en affirmant avoir dit à Trump vouloir hisser le partenariat stratégique entre la Roumanie et les États-Unis à un nouveau niveau. Trump a répondu : « Nous y parviendrons ! La Roumanie est importante pour nous ! »

Il aurait aussi rencontré Michael Flynn, le conseiller à la sécurité nationale, et évoqué « les excellentes perspectives du partenariat stratégique entre la Roumanie et les États-Unis ». Il avait assuré à Flynn que le nouveau gouvernement respecterait l'engagement de la Roumanie à consacrer 2 pour cent du PIB à la défense.

Le président Iohannis a réagi immédiatement. Ses services publièrent un communiqué disant que l'ambassadeur roumain aux États-Unis avait été le seul représentant officiel du pays présent à la cérémonie d'investiture. « Les délégations constituées de représentants de certaines institutions ou de certains partis politiques et qui ont participé à des manifestations organisées en marge des cérémonies officielles d'investiture, ne représentent pas l'État roumain ». WSWS, le 4 février

4- Inde

- De plus en plus d'hommes politiques indiens ont des déboires avec la justice -

En 2014, 17% des candidats aux élections législatives indiennes avaient été ou étaient poursuivis par la justice. Aujourd'hui, le chiffre a doublé et concerne des élus. 34% des membres du Parlement ont ainsi été poursuivis au moins une fois par la justice.

Les causes seraient diverses. D'abord, la lenteur de la justice indienne. Celle-ci aurait à gérer 31 millions d'affaires et mettrait donc parfois plus d'une décennie à traiter certains cas. Résultat, de nombreux malfaiteurs passent entre les mailles du filet. Un climat d'impunité qui encouragerait aux délits et certains hommes politiques ne dérogent pas à la règle.

Ensuite, après l'indépendance de 1947, les criminels avaient l'habitude de soudoyer les politiques afin de se faire oublier et/ou de préserver de bonnes relations. Mais le déclin de l'hégémonique Parti du Congrès à partir des années 1980 change tout. Les scélérats décident qu'ils ne sont jamais mieux servis que par eux-mêmes et investissent de plus en plus le champ politique.

Enfin, les fondement civilisationnels de l'Inde seraient aussi la cause de cet attrait pour la corruption. Max Jean Zins notait ainsi dans un long article sur le sujet (disponible sur le web en fichier word):

«Dans le système hindou, les notions de bien et de mal n'ont rien à voir avec celles de la culture chrétienne. La culpabilité n'existe pas. Au contraire, il faut bien faire tout ce qui est nécessaire pour réussir, y compris dans le cadre de la corruption.»

La pauvreté en Inde n'ayant cessé d'augmenter, les habitants du pays reconnaissent dans les criminels des sortes de Robin des Bois. Lorsque des décrets sont par exemple votés pour construire une école ou une route, il peut être difficile de trouver les fonds nécessaires. Les malfaiteurs ont l'habitude de trouver de l'argent par tous les moyens possibles; un résultat qui satisfait les plus pauvres.

Toujours d'après The Economist, si on analyse les résultats des trois dernières élections générales, un escroc avait 18% de chances d'être élu contre 6% pour quelqu'un ayant un casier vierge.

Cette bataille visant à éliminer le crime financier et à avoir des hommes politiques fiables et «propres» divise. Si certains préfèreraient garder le système tel qu'il est afin de préserver leurs intérêts, d'autres aimeraient changer les choses, quitte à ce que le gouvernement se durcisse. Max Jean Zins écrivait à ce propos, dans son article:

«Une partie des couches moyennes indiennes est intéressée par la lutte contre la corruption. Elle acquitte ses impôts, travaille, fait avancer le pays; elle en a assez de devoir payer en plus pour que l'État fonctionne correctement. (…) Pour éliminer la corruption, elle aspire à un gouvernement autoritaire. C'est un débat de société.» slate.fr 08.02

Ce sont les couches moyennes qui ont porté Modi au pouvoir, issu du BJP d'extrême droite, allié à des partis hindouistes (RSS et VHS) xénophobes, racistes, anti-musulmans. Ce sont elles, qui sous l'égide du Parti du Congrès ont bénéficié principalement de la libéralisation économique engagée depuis le début des années 90, qui ont abouti à une multitude de privatisations des services publics, à l'implantation en Inde de nombreuses multinationales occidentales, à l'endettement croissant de l'Etat...

Si le développement économique a également profité au prolétariat, il a surtout contribué à l'endetter tout en le surexploitant, car depuis 26 ans que je vis en Inde je n'ai jamais entendu parler d'une nouvelle réforme sociale favorable aux travailleurs, qui demeurent pour l'immense majorité d'entre eux soumis à des rapports sociaux de type féodal, despotique, en l'absence de toute loi pour les protéger de l'arbitraire patronal, et lorsque des lois existent comme par exemple celle sur le salaire minimum, elle n'est pas appliquée par pratiquement la quasi-totalité des employeurs en toute impunité.

Autant dire, que l'Inde où la corruption est généralisée, n'est ni ce qu'on appelle un Etat de droit, ni une République et encore moins une démocratie.

5- Afghanistan

- Afghanistan: record de victimes civiles en 2016, selon l'ONU - AFP

Avec l'intensification des combats et l'enracinement du groupe Etat Islamique en Afghanistan, 2016 a été l'année la plus meurtrière pour les populations depuis le début du recensement des victimes civiles par l'ONU en 2009.

Au total, 11.418 civils ont été tués (4.498) ou blessés (7.920) l'an dernier, en augmentation générale de 3% en un an, dont un tiers d'enfants (plus de 3.500, en hausse de 24%), selon le huitième rapport de la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (Manua) qui l'a présenté lundi.

A titre de comparaison, l'ONU en comptait moins de 6.000 victimes lors de sa première édition en 2009. Au fil de bilans régulièrement en hausse, 24.841 civils afghans ont été tués et 45.347 blessés au total depuis cette date.

Le conflit ayant rattrapé l'ensemble des 34 provinces, la Manua (Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan) a enregistré un nombre record de victimes dues aux combats au sol, ainsi que "le pire bilan pour les victimes des opérations aériennes depuis 2009", a souligné la directrice des Droits humains au sein de la Mission, Danielle Bell.

Selon la Manua, les forces afghanes sont responsable de "43% des victimes".

Les frappes conduites par les forces afghanes et américaines ont fait 590 victimes au sein de la population dont 250 morts, près du "double" comparé à 2015.

Les forces américaines ont reconnu le mois dernier avoir fait "33 morts et 27 blessés", lors de raids menés le 3 novembre en "légitime défense", selon elles, dans le village de Boz-e-Qandahari, près de Kunduz.

L'ONU avance de son côté le bilan de "32 tués, dont 20 enfants et six femmes et 36 blessés dont 14 enfants et neuf femmes" et cite un témoin: "J'ai entendu le bruit terrible de l'explosion, il y a avait un trou dans le toit de ma chambre. Ma belle-fille criait: je me suis approchée, elle saignait, puis elle est morte. Sa fille de deux ans a perdu ses deux jambes".

"Les témoins ont rapporté que les frappes avaient duré toute la nuit, empêchant les villageois d'aller chercher des secours", insiste le rapport.

L'ONU attribue cependant la grande majorité (61%) des victimes civiles aux "éléments antigouvernementaux", principalement les talibans mais aussi au groupe jihadiste Etat islamique (EI) dont le bilan des attaques a été "décuplé" en un an.

L'EI a tué 206 civils et blessé 690 autres dans des attentats ciblant la minorité chiite, principalement à Kaboul. La Manua évoque la possibilité de "crimes contre l'humanité" en raison du caractère confessionnel de ces attaques.

Sur l'année, le nombre des victimes civiles a augmenté dans cinq des huit grandes régions du pays avec un record pour le Sud (3.000 victimes dont 1.056 morts) qui comprend notamment la province très troublée du Helmand, première région productrice d'opium au monde, passée aux trois-quarts sous contrôle des talibans et théâtre de combats permanents, même en hiver. Résultat: le nombre de civils tués ou blessés y a augmenté de 40% (164 morts et 333 blessés).

Dans un communiqué, les talibans ont nié la responsabilité que leur fait porter l'ONU en affirmant être "très sensibles à la question des victimes civiles": "Ce rapport est incomplet" assurent-ils en accusant les "envahisseurs d'être responsables des destructions en Afghanistan".

L'ONU mentionne également l'autre impact de la guerre sur les civils : les déplacements de population fuyant les combats. Au cours de l'année passée, plus de 623.000 Afghans ont dû quitter leur foyer, 30% de plus qu'en 2015, selon le bureau des affaires humanitaires (Ocha).

Cette situation dégradée s'est également traduite par de lourdes pertes dans les rangs des forces armées, en hausse de 35% sur l'année écoulée, avec près de 6.800 soldats et policiers tués et 12.000 blessés entre janvier et novembre.

6- Yémen

- Yémen: non aux opérations terrestres américaines! - sputniknews.com

Après la mort de civils lors du dernier raid américain sur son sol, le Yémen a retiré aux États-Unis l’autorisation d’effectuer des opérations terrestres dans le pays, selon des responsables américains.

Les autorités yéménites ont annulé l'autorisation de mener des opérations au sol sur leur territoire, qui avait été donnée aux États-Unis afin de lutter contre les groupes terroristes, annonce le New York Times, citant des responsables américains.

Pour autant, l'interdiction des autorités yéménites ne porte pas sur les attaques de drones, ainsi que sur le travail des conseillers militaires américains qui accordent un soutien en termes de renseignement aux forces du Yémen et des Émirats arabes unis.

Selon le journal, cette décision a été prise après la première opération de grande envergure effectuée par des forces américaines au Yémen depuis l'investiture de Donald Trump. Ainsi, 16 civils, notamment des femmes et des enfants, ont été tués lors de l'opération menée par des drones et des hélicoptères Apache à Yakla, dans la province de Baïda, dans le centre du Yémen.

Jusqu'à aujourd'hui, le Pentagone avait seulement déclaré que 14 combattants dans la péninsule arabique (AQPA) avaient été tués dans le raid et qu'il étudiait si des civils avaient pu être tués. Pourtant, des rapports ont rapidement fait état d'un certain nombre de civils tués dans le raid, y compris Nora Al-Awlaki, la fille de huit ans d'Anwar Al-Awlaki, l'imam d'origine américaine tué par des frappes de drones en 2011. Depuis mars 2015, plus de 7 400 personnes ont été tuées dans le conflit au Yémen, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Un coordinateur humanitaire de l'Onu, Jamie McGoldrick, a donné un bilan beaucoup plus élevé en citant une estimation de 10 000 civils tués. sputniknews.com 08.02

7- Iran

- La France participe à l’exercice naval « Unified Trident »: une attaque simulée contre l’Iran - Par Gilles Munier - Mondialisation.ca, 07 février 2017

Tandis que Jean-Marc Ayraud, ministre français des Affaires étrangères, signait des accords de coopération économique à

Téhéran, la frégate Forbin de la Marine nationale participait à l'exercice naval « Unified Trident » (Trio uni), simulation d'une attaque préemptive contre l'Iran programmée par les Etats-Unis !

Cet exercice, décidé par le Centcom (US Central Command), auquel participaient également la Grande-Bretagne et l'Australie – au total 17 navires de guerre - s'est déroulé dans le Golfe du 31 janvier au 2 février 2017, au large de Bahreïn. Objectif officiel: « maintenir la capacité des forces américaines et élargir les coopérations pour garantir le libre trafic maritime dans le golfe Persique »… Selon l'amiral Wallace, commandant en chef britannique d' « Unified Trident », il ne s'agissait pas d'une « démonstration de force face à l'Iran »… et c'était pur hasard si elle s'était déroulée dans le Golfe. A d'autres…

Ce genre de déclaration rassure peut être l'équipe Rohani qui gouverne actuellement l'Iran, mais pas les observateurs qui prennent au sérieux les menaces de l'administration Trump et d'Israël contre ce pays. D'autant que le congressiste démocrate Alcee Hastings (Floride) - qui n'a pas voté l'accord nucléaire avec l'Iran - a introduit, début janvier, à la Chambre des représentants, un projet de loi autorisant « l'utilisation des forces armées des États-Unis pour empêcher l'Iran d'obtenir des armes nucléaires ». Mondialisation.ca, 07 février 2017

8- Israël.

Le gouvernement sioniste d'extrême droite se lâche et obtient le soutien de Londres.

8.1- Le Parlement israélien a voté une loi controversée en faveur des colons - AFP

Le Parlement israélien a voté lundi une loi qui permettra à l'Etat de s'approprier des centaines d'hectares de terres palestiniennes en Cisjordanie occupée.

S'exprimant après le vote, Bezalel Smotrich du Foyer juif, parti nationaliste religieux qui fut l'un des instigateurs du projet, s'est félicité de l'élection du président américain Donald Trump "sans lequel la loi ne serait pas probablement passée".

Quelques heures plus tôt, le chef de l'opposition et du parti travailliste, Isaac Herzog, avait dénoncé une "loi abjecte" qui "annexerait des millions de Palestiniens" et exposerait selon lui les soldats et hommes politiques israéliens à des procès aux tribunaux criminels internationaux.

Le ministre des Sciences et de la Technologie, Ofir Akounis, du parti de droite Likoud de M. Netanyahu, lui avait rétorqué que "toute la terre d'Israël appartient au peuple juif. Ce droit est éternel et incontestable".

A Londres, M. Netanyahu a indiqué avoir informé l'administration de M. Trump du projet et que le vote aurait bien lieu le jour même. "On ne prend pas ses amis par surprise, on les informe. C'est ce que j'ai fait", a-t-il dit, cité par les médias locaux.

Pour l'organisation israélienne anticolonisation La Paix maintenant au contraire, "la loi fera des citoyens israéliens des voleurs et constituera une tache dans les livres de loi d'Israël". Elle "légalisera" 53 colonies "sauvages" et au minimum, plus de 800 hectares de terres palestiniennes seraient expropriées.

8.2- Le revirement récent de Londres à l'égard d'Israël - euronews.com

La position de la Grande-Bretagne à l'égard d'Israël semble moins critique ces derniers temps, et le Premier ministre israélien l'a bien compris. Avant même de s'envoler pour Londres, Benjamin Netanyahou a clairement dit qu'il voulait profiter de ces vents favorables :

"Les opportunités proviennent du fait qu'il y a une nouvelle administration à Washington et un nouveau gouvernement en Grande-Bretagne.

Ce que Netanyahou souhaite, c'est convaincre la Grande-Bretagne d'adopter une position aussi ouverte que celle de la nouvelle administration américaine.

Autant de signes de bon augure pour le dit gouvernement. Les Etats-Unis ont toujours été un allié de l'Etat hébreu, face à une Europe plus critique.

Netanyahou pourrait jouir d'un soutien encore plus marqué de leur part, et il pourrait même récupérer dans son camp la Grande-Bretagne post-Brexit, impatiente de conclure des accords économiques bilatéraux.

Beaucoup en Europe, en tout cas, voient dans les agissements du gouvernement May un signe de rapprochement. euronews.com

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- Chili

- Chili: une grève paralyse la plus grosse mine de cuivre au monde - AFP

Les travailleurs d'Escondida au Chili, la plus grosse mine de cuivre au monde, propriété de l'anglo-australien BHP Billiton, ont entamé jeudi une grève "dure" pour demander des hausses de salaires, un conflit qui inquiète les marchés.

"La grève a commencé, une première équipe n'allant pas travailler et une deuxième équipe s'apprêtant à faire de même", a déclaré à l'AFP Carlos Allendes, porte-parole du Syndicat des travailleurs d'Escondida.

La grève avait été approuvée par "99,9%" des quelque 2.500 salariés d'Escondida, après des semaines de négociations avec l'actionnaire principal, a-t-il dit.

Cette mine du nord du Chili produit environ 927.000 tonnes de métal rouge par an, soit 5% de l'offre mondiale.

"L'entreprise maintient une position inflexible. Ca sera (un conflit) dur. Nous sommes disposés à résister le temps qui sera nécessaire", a prévenu M. Allendes.

Dès mercredi, les employés avaient commencé à arrêter certaines des machines de l'énorme complexe minier et à abandonner leurs postes.

Les mineurs, qui travaillent douze heures quotidiennes pendant 7 jours puis se reposent une semaine, ont installé un campement provisoire à l'extérieur de la mine et constitué un fonds de soutien de 250 millions de pesos (390.000 dollars).

BHP Billiton, principal actionnaire de la mine, a annoncé la suspension de la production pour au moins les 15 premiers jours du mouvement, qui pourrait durer plus longtemps que celui de 2006 (25 jours). Le groupe a demandé à ses travailleurs d'éviter les actes de "violence".

L'entreprise refuse de céder aux exigences des employés, qui réclament une hausse de 7% des salaires et un bonus de 25 millions de pesos (près de 39.000 dollars) chacun, contre 8 millions proposés par la direction, sans augmentation de salaires.

"La mine d'Escondida a les travailleurs les mieux payés du Chili, avec des salaires moyens de 150.000 dollars par an", explique à l'AFP Gustavo Lagos, expert du secteur à l'Université catholique.

"Une grève à Escondida serait importante, à cause de l'effet direct sur la production et l'équilibre du marché, mais également à cause de son poids symbolique, alors que les négociations (salariales) prévues cette année pourraient affecter 2,5 millions de tonnes" d'extraction de cuivre, soit 12% de la production mondiale, souligne Dane Davis, de Barclays.

Toutefois, "les grèves de 2011 et de 2006 n'ont duré que deux et quatre semaines respectivement. Par ailleurs, les réserves de cuivre sont à des niveaux importants", tempèrent les experts de Natixis.

Le cours du cuivre a fortement augmenté fin 2016, profitant de la perspective de chantiers d'infrastructures aux Etats-Unis après l'élection de Donald Trump, pour gagner 30% en moins d'un mois, à 6.045,50 dollars la tonne fin novembre. Les prix se maintiennent depuis autour de ce niveau, le plus haut en un an et demi.

La Chine, premier consommateur mondial, pourrait pâtir "de pénuries saisonnières" liées à la grève mais le soudain renchérissement des cours ne suffira pas à décourager sa demande, indique à l'AFP Chris Wu, analyste du cabinet CRU.

Les entreprises chinoises "n'ont pas le choix, car les stocks de cuivre concentré dans le pays peuvent être un recours pour quelques jours, mais pas trois mois", ajoute-t-elle. AFP 09.02

2- Brésil

- Au Brésil, le pouvoir hausse le ton face à une grève de policiers - Reuters

Les autorités de l'Etat brésilien d'Espirito Santo ont menacé vendredi de poursuites pénales des policiers en grève tandis que le gouvernement fédéral envoyait des troupes supplémentaires pour tenter de ramener l'ordre après une semaine de violences qui ont fait plus de 120 morts.

L'Espirito Santo est l'un des nombreux Etats brésiliens confrontés à des difficultés budgétaires. La grève dans la police, au nom de revendications salariales, a favorisé une flambée de criminalité et parfois de véritables émeutes et des pillages.

Des manifestations - pour l'instant de faible ampleur - de policiers à Rio de Janeiro inquiètent désormais la première mégalopole du pays, qui compte 12 millions d'habitants. Certains maires de l'Etat de Rio ont annoncé leur intention de recourir aux finances municipales pour assurer la paie des policiers.

Dans l'Espirito Santo, un porte-parole du syndicat local de policiers a déclaré que le bilan des troubles de la semaine écoulée atteignait 122 morts. Les autorités de l'Etat n'ont pas confirmé officiellement ce chiffre, se contentant d'expliquer qu'une part importante des décès concernaient des membres de gangs rivaux.

S'il était confirmé, ce bilan correspondrait à plus de six fois le nombre moyen d'homicides comptabilisé chaque jour dans l'Etat l'an dernier.

Le gouvernement fédéral a déclaré jeudi soir que plusieurs centaines de soldats et de policiers fédéraux seraient envoyés dans l'Espirito Santo, et notamment sa capitale, Vitoria, pour participer au maintien de l'ordre.

Au total, le contingent envoyé sur place par Brasilia atteindra 3.000 personnes d'ici la fin du week-end, a précisé le ministère de la Défense.

Les autorités de l'Etat d'Espirito Santo ont annoncé parallèlement que plus de 700 policiers en grève seraient inculpés de rébellion.

Les épouses et les membres de la famille des policiers qui ont participé au blocage des postes de police pourraient être inculpés ou mis à l'amende, ont-elles ajouté.

Des écoles, des cliniques, des magasins et des entreprises ont été fermés et une partie des transports publics mis à l'arrêt dans l'Etat. Reuters 11.02

Haut de page

Le 12 février 2017

CAUSERIE

J'ai dû réécrire en partie mon article sur le rapport d'Amnesty International sur la Syrie et modifier sa présentation. Il est disponible dans la page d'accueil de notre portail ou sur le portail Arrêt sur Info à l'adresse suivante :

- Qui a commandé le rapport d'Amnesty International sur la Syrie ? - Arrêt sur Info 12.02

Arrêt sur Info a publié un autre article sur le même sujet traité sous un autre angle, son auteur s'est concentré sur la manière dont le rapport d'Amnesty International a été fabriqué maladroitement :

- Amnesty dénonce des exécutions massives en Syrie, sans fournir la moindre preuve. - Arrêt sur Info 11.02

Moon of Alabama (Etats-Unis) - Un nouveau rapport d'Amnesty International affirme que le gouvernement syrien a fait pendre entre 5 000 et 13 000 prisonniers dans une prison militaire en Syrie. La preuve de cette allégation est fragile, basée sur ce qu'ont entendu dire des personnes anonymes qui ne vivent pas en Syrie. Les chiffres eux-mêmes sont des extrapolations qu'aucun scientifique ou tribunal ne pourrait jamais accepter. Il s'agit d'un reportage romancé digne de la presse à sensation, depuis son titre « Abattoir humain » jusqu'à son dernier paragraphe. Moon of Alabama, 8 février 2017

France. "Tout peut en effet arriver". Seraient-ils inquiets que leur cynique farce électorale ne prenne pas ?

- "On ne peut jamais prévoir l'élément déclenchant d'une révolution", selon le journaliste Jean-François Kahn - Franceinfo

"Pour qu'il y ait une révolution, il faut une atmosphère, des conditions. Mais il y a eu des tas de fois où il y a eu les conditions et où il n'y a pas eu de révolution", rappelle le journaliste Jean-François Kahn.

"A la fin du règne de Louis XIV, je peux vous dire que tout était réuni pour qu'il y ait une révolution terrible. Et il n'y en a pas eu. Il faut toujours un élément déclenchant. Et ça, vous ne pouvez pas le prévoir. On ne peut jamais le prévoir !" Franceinfo 12.02

- "Jusqu'à présent, l'insurrection se fait par le vote", selon la journaliste Natacha Polony - Franceinfo

"Jusqu'à présent, l'insurrection se fait par le vote, et c'est le cas dans tous les pays occidentaux. C'est un vote insurrectionnel", estime la journaliste Natacha Polony.

"C'est une façon de voter contre le système, contre les élites, en allant systématiquement dans le sens qui va déplaire à la fois aux médias, aux politiques et à toutes les forces établies. Si ce vote insurrectionnel ne trouve pas de catalyseur, ne trouve pas à s'exprimer, chacun sait que tout peut arriver", analyse l'essayiste.

C'est une façon de voter contre le système, contre les élites, en allant systématiquement dans le sens qui va déplaire à la fois aux médias, aux politiques et à toutes les forces établies. Si ce vote insurrectionnel ne trouve pas de catalyseur, ne trouve pas à s'exprimer, chacun sait que tout peut arriver", analyse l'essayiste.

Tout peut en effet arriver… Franceinfo 12.02

Concours de présidentiabilité ou piège à cons.

Les promesses destinées aux crétins qui y croient et aux hypocrites corrompus qui espèrent y trouver leur compte.

- «C'est une erreur de penser que le programme est le cœur d'une campagne.» - Liberation.fr

Après la une de Paris Match jeudi, Emmanuel Macron faisait celle du Journal du dimanche. Il y affirme notamment que «la politique, c'est mystique». Liberation.fr

Benoît Hamon ou la gauche rêvée (Les Echos) par les pires opportunistes.

Mélenchon dans un entretien à La Provence, dimanche 12 février :

"Croyez-vous une seule seconde que si M. Hamon et moi nous nous sautions au cou, des centaines de milliers de gens bondiraient d'enthousiasme et oublieraient tout", a-t-il déclaré. "Au contraire, ce serait la déception en masse chez tous ceux qui ne sont pas prêts à amnistier le PS. On ne leur fera pas une deuxième fois le coup du discours du Bourget. Hamon doit le comprendre : les gens qui ont voté pour lui voulaient dégager Valls et sa politique. C'est à cela qu'il doit rester fidèle!" francetvinfo.fr 12.02

Fidèle à quoi ?

Des électeurs qui seraient mal inspirés de voter Hamon qui "aide Manuel Valls à accéder à Matignon en avril 2014" (Les Echos), le populiste Mélenchon l'aurait-il oublié ? Non, il s'en fout et il n'est pas le seul dans ce cas-là, comme il se fout des électeurs qui vont voter pour lui, CQFD.

Que vaut cette déclaration de notre illusionniste? Que dal, pas tout à fait tout de même.

Hamon étant mieux placé que Mélenchon pour figurer au second tour, partant de là les électeurs potentiels de Mélenchon peuvent décider de maintenir leur vote en sa faveur sachant pertinemment qu'il ne servira à rien, puisqu'il ne figurera pas au second tour, qui plus est, ce serait autant de voix qui pourraient faire défaut à Hamon pour demeurer en lice au soir du premier tour, et à l'arrivée les deux seuls candidats pour lesquels ils auraient pu voter seraient éliminés. Partant de ce constat, un certain nombre d'entre eux pourraient être incités à voter pour Hamon plutôt que Mélenchon qui avait leur préférence dans l'espoir qu'il soit présent au second tour et l'emporte face à Le Pen donnée battue dans tous les cas de figure.

Autrement dit, Mélenchon n'a pas besoin de se désister pour Hamon, puisque dès à présent le maintien de sa candidature sert de repoussoir à sa propre candidature, quelque part c'est comme s'il appelait à voter Hamon. Maintenant, si Mélenchon voulait vraiment que Hamon ait une chance de figurer au second tour, il se retirerait immédiatement, en refusant de le faire, il prend le risque de faire échouer de peu Hamon.

On pourrait se dire que si ce scénario se réalisait, Mélenchon serait accusé d'en porter la responsabilité ou d'avoir fait élire Fillon ou Macron à la place de Hamon. Mais il pourrait toujours en reporter la responsabilité sur Hamon en l'accusant d'avoir refusé de modifier son programme pour le rendre compatible avec le sien, ce qui était un préalable à un désistement en sa faveur. Bref, ils se renverraient la balle de leur échec de sorte que ni l'un ni l'autre n'en porterait la responsabilité ou ils se la partageraient pour en minimiser les conséquences, pour eux évidemment, et le tour serait joué, la vie continuerait comme avant dans le meilleur des mondes, on ne se fait pas de soucis pour eux.

On dit que la politique internationale adoptée par un chef d'Etat ou de gouvernement s'inscrit dans le prolongement de la politique intérieure qu'il applique contre les travailleurs dans son propre pays, ou qu'elle en constitue le complément naturel pour servir les intérêts de l'impérialisme français ou assurer son développement futur. Les deux sont intimement liés et visent à exploités les travailleurs dans leur propre pays ou ailleurs dans le monde, c'est d'autant plus vrai et indispensable au stade de l'impérialisme du capitalisme. C'est ainsi que les guerres de rapine ou néocolonialistes que mène actuellement l'impérialisme français en Afrique et au Moyen-Orient ou en Asie s'inscrivent dans ce processus global du capitalisme mondial dont il est une des composantes.

Dès lors, pour apprécier le programme ou les intentions d'un candidat à une élection, les deux volets de sa politique doivent être pris en compte pour évaluer l'orientation de sa politique et quels intérêts elle servira réellement s'il était élu, en se penchant tout particulièrement sur les rapports qu'il entend avoir avec les institutions financières et politiques internationales du capital, s'engage-t-il à rompre avec elles ou comptent-ils s'en accommoder par la suite.

Vous connaissez tous la réponse à cette question, ni Hamon ni Mélenchon ne rompront avec elles. Et ce ne sont pas les déclarations de Mélenchon qui nous impressionneront sachant qu'il est assuré de ne pas être élu, nous ne leur accordons à ce stade aucune valeur. Mais pour qu'on ne nous accuse pas de vouloir lui faire une procés d'intention, allons plus loin. Il n'a jamais dit qu'il romprait avec l'UE, ni avec l'ONU.

Si j'insiste sur ce volet international, c'est parce qu'il est déterminant pour une puissance impérialiste qui doit absolument préserver ses parts du marché mondial ou même les accroître pour ne pas être ravalée au rang de pays dominé par les impérialistes plus puissants.

Quant au refus de rompre avec l'ONU, il indique clairement que ni Hamon ni Mélenchon n'entendent remettre en cause son fonctionnement qui justement favorise les impérialistes ou les pays dominants au détriment des autres pays du monde, dont l'impérialisme français qui fait partie du Conseil de sécurité de l'ONU, et qui dispose à ce titre d'un pouvoir exorbitant pour faire prévaloir ses intérêts mercantiles ou éventuellement marchander sa voix avec les Etats-Unis, par exemple en présentant des résolutions inspirées ou dictées par les Américains.

La politique de Hamon et Mélenchon est destinée sur le papier à satisfaire partiellement principalement les besoins de la petite bourgeoisie ou des classes moyennes, l'aristocratie ouvrière qui en récolterait quelques miettes, contre les intérêts de l'immense majorité de la classe ouvrière en France et dans les pays où l'impérialisme français est implanté.

Il faut bien comprendre que face à la concurrence féroce que se livrent les différents impérialistes pour conserver ou accroître leurs parts du marché mondial, notamment des matières premières indispensables à leur développement, Hamon ou Mélenchon s'il était élu en avril prochain serait amené à mener à adopter la même politique que leurs prédécesseurs pour préserver les intérêts du capitalisme français, que d'ailleurs nulle part ils n'entendent remettre en cause, bien au contraire, ils s'en réclament en prétendant représenter les intérêts de la France, entendez par là ceux de la classe qui détient le pouvoir économique.

Ainsi, c'est l'impérialisme qui caractérise la nature des candidatures de Hamon et Mélenchon, et non les 147 euros nets mensuels que ce dernier accorderait généreusement aux travailleurs au Smic ou l'abrogation de la loi El Khomeri qui laisserait intacte l'ensemble de la législation anti-ouvrière en vigueur.

La nature social-impérialiste de la politique de Hamon et Mélenchon est l'incarnation du réformisme ou la négation du socialisme, elle s'inscrit dans le prolongement ce celle de la social-démocratie depuis plus d'un siècle. Que des dirigeants ou des militants se réclamant du socialisme, du communisme ou du trotskysme soient prêts à la soutenir, témoigne de la dégénérescence du mouvement ouvrier.

En famille : "Tout le monde est le bienvenu" !

- Présidentielle: Hamon présente un organigramme ouvert à la société civile - AFP

Benoît Hamon, candidat socialiste à l'élection présidentielle, a présenté samedi une partie de son équipe de campagne, ouverte à des personnalités de la société civile, dont des experts comme l'économiste Thomas Piketty.

Plusieurs personnalités politiques étaient présentes aux premiers rangs, dont la maire socialiste de Paris Anne Hidalgo ou le premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis...

S'il n'a pas dévoilé la composition exacte de son conseil politique, d'une trentaine de membres dont Mme Hidalgo, M. Cambadélis et les secrétaires d'Etat Axelle Lemaire et Mathias Fekl, M. Hamon a détaillé le reste de la "gouvernance politique", en se défendant d'avoir effectué un "casting" destiné à respecter les équilibres des courants au sein du PS.

"Je ne leur ai pas demandé de venir avec leur étiquette Peillon, Montebourg, Valls ou Hollande", a-t-il assuré.

Proche de l'ancien Premier ministre Manuel Valls, le sénateur Luc Carvounas chapeautera le "conseil des parlementaires", tandis que le sénateur David Assouline, soutien de Vincent Peillon, sera en charge de la "riposte".

Et parmi les sept porte-parole figurent deux soutiens de François Hollande, la sénatrice Frédérique Espagnac et le député Sébastien Denaja, ainsi que deux proches d'Arnaud Montebourg, les députés Aurélie Filippetti et Jérôme Guedj.

"Tout le monde est le bienvenu", a insisté M. Hamon. "Je veux me tourner vers l'avenir, et dans cet avenir-là, il y a toutes les familles de la gauche. AFP 11.02

... du passé

Le POID appartient au passé.

Le POID a appelé Hamon et Mélenchon à présenter un candidat unique au premier tour de l'élection présidentielle, laissant entendre qu'il le soutiendrait.

Sachant que Hamon devance Mélenchon dans tous les sondages, il n'aurait aucune raison de se désister en faveur de Mélenchon, autrement dit l'appel du POID consiste ouvertement à demander à Mélenchon de se retirer en faveur de Hamon que le POID soutiendrait, le candidat du PS, du parti de Hollande, Valls, Fabius, Kouchner, Moscovici, Sapin, Careneuve, Le Drian, Lang, Attali, Rocard, le parti des banquiers, des grands bourgeois, des oligarques, des ex-dirigeants du FMI, de l'OMC.

Ils osent tout, nous ne pensions pas aussi bien dire, il paraîtrait que l'élection du candidat du PS serait "un pas en avant" qui favoriserait la lutte de classe des travailleurs, or depuis 1936 c'est exactement l'inverse qui s'est produit, la preuve en est si c'était névessaire, c'est qu'on est revenu pratiquement au même point 81 ans plus tard, avec en prime la corruption du mouvement ouvrier et la dislocation de son avant-garde, quel pas en avant !

Chaque fois que le PS a été au pouvoir il a frayé la voie à la guerre ou à la réaction qui fort de son retour au pouvoir se lançait immédiatement dans une nouvelle offensive contre les travailleurs, et il en fut ainsi dans tous les pays du monde où des partis de l'Internationale socialiste parvinrent au pouvoir tout au long du XXe siècle.

En guise de "gauche rêvée", un véritable cauchemar à l'arrivée, voilà les faits.

Pour avoir appartenu au courant politique dit communiste internationaliste qui dirige le POID à la fin des années 70, je me souviens parfaitement ce que ses dirigeants expliquaient aux militants : nous ne sommes pas comptables des défaites du mouvement ouvrier causées par ses appareils traîtres, nous sommes uniquement comptables des tâches que nous avons décidées et qui doivent se traduire en terme de construction du parti. Inutile d'avoir fait math sup pour faire le bilan de leur stratégie qui est pratiquement nul en terme de construction du parti.

En mai 81 ils appelèrent à voter pour le candidat du PS François Mitterrand dès le premier tour de l'élection présidentielle, affirmant que s'il était élu cela constituerait un formidable "pas en avant" vers la conquête du pouvoir politique (ou la révolution) par la classe ouvrière, vous connaissez la suite. 36 ans plus tard, ils n'ont tiré aucun enseignement de cette expérience, ils récidivent !

En guise de "pas en avant", les dirigeants de ce courant politique liquidèrent le parti (PCI) que des milliers de militants s'étaient employés à construire au prix de nombreux sacrifices, au profit d'un parti social-démocrate calqué sur la SFIO, ce qui constituait un retour en arrière de 80 ans. Ce parti (POI) fut l'objet d'une scission en 2016, gageons que ses dirigeants l'ont interprétée comme "un pas en avant" permettant une clarification politique, patati patata.

En présence d'un tel déni, d'une telle malhonnêteté intellectuelle, nous nous s'inclinons, nous n'avons aucun argument à leur opposer, nous appartenons désormais à des courants politiques différents qui emploient des méthodes différentes, et nous poursuivons manifestement des objectifs politiques inconciliables.

La vertu du déni tient au fait qu'on ne peut rien lui opposer. C'est un procédé qui relève de l'arbitraire absolue, du totalitarisme, de la mythomanie, dans certaines circonstances de l'abus de pouvoir.

Recourir à ce procédé revient à vouloir imposer son point de vue ou ses idées à quelqu'un sans discussion, puisque toute discussion est impossible dès lors qu'une des parties en présence nient les faits qu'on lui expose ou refuse de les prendre en considération, tout du moins de les examiner pour déterminer quelle influence ils ont pu avoir sur certains facteurs ou rapports, afin d'en tenir compte ou non dans notre analyse ou quelle place il tient lieu de leur réserver, il va de soi qu'un esprit critique ou libre devrait s'en saisir sans a priori.

La suite est plus personnelle, vous pouvez passer si ma personne vous incommode.

Il nous arrive souvent de ne pas savoir quoi penser de la situation ou sur tel ou tel sujet, et de devoir procéder à tâtons, d'avancer prudemment dans une direction et d'en changer par la suite, etc. c'est normal, généralement c'est la prise en compte de nouveaux faits qui nous incite à modifier notre analyse, soit qu'ils viennent de se produire, soit qu'ils étaient anciens ou viennent juste de parvenir à notre connaissance.

Mais si maintenant nous sommes hermétique à tout fait nouveau d'où qu'il vienne ou auquel nous n'aurions pas pensé précédemment, il nous sera impossible de comprendre réellement quoi que ce soit et de nous orienter en conséquence. Notre mode de pensée va se scléroser rapidement et finir par se fossiliser. Ce que nous croirons être une idée que nous aurions développée proviendra en fait d'ailleurs, ce dont nous n'aurons pas conscience si l'auteur de cette idée fait partie du monde clos dans lequel nous nous sommes enfermé. C'est de la sorte qu'on peut facilement se faire embrigader, en le niant évidemment.

Personnellement je préfère être ouvert et devoir affronter des idées qui ne m'étaient jamais venues à l'esprit, car c'est le seul moyen de progresser, c'est même devenu un principe chez moi, je ne tolère pas qu'on m'impose une idée, cela me met hors de moi. Et je dois avouer que je me suis beaucoup amusé à aborder de nouveaux sujets dans les causeries, en observant la réaction outrés des militants qui en déduisirent à tort que j'avais changé l'orientation du portail (ou pire que je filais un mauvais coton.), alors que j'avais seulement ajouté des facteurs ou traité certains sujets que j'avais sous-estimés ou ignorés jusque là, mais comme le mouvement ouvrier ou leur parti les ignoraient, ils en ont déduit que je m'étais écarté de la lutte de classe ou pire encore, mais bon, je ne leur en veux absolument pas.

Je ne sais pas si c'est une chance ou un avantage de vivre avec des gens hyper arriérés (ma compagne, sa soeur et leur famille...) qui sont bourrés d'idées reçus, de préjugés archaïques, d'a priori et même de superstitions, à un point qu'on a du mal à imaginer, mais on peut en tirer plein d'enseignements pour peu qu'on les observe attentivement et qu'on fasse preuve de patience, de beaucoup de patience, cela dit, ce n'est pas toujours facile à vivre.

Pour tester leurs réactions il m'arrive de ne pas en tenir compte, je me comporte comme si j'étais en France ou en présence de personnes évoluées, le résultat est détonant, au-delà de mes espérances, cocasse souvent parce qu'elles savent que je n'ai pas de mauvaises intentions à leur égard ou en règle générale, passé l'instant de surprise ou un bref mouvement de mauvaise humeur que j'ai provoqué volontairement, on se marre bien parce qu'elles comprennent que je les ai roulées, mais pas humiliées, comment pourrais-je les mépriser puisqu'elles me rendent service, aussi incroyable que cela puisse paraître elles m'aident à progresser.

Et le plus incroyable encore, c'est qu'elles ont compris la règle du jeu et s'emploient à me raconter des histoires pour me tester, et évidemment il m'arrive de tomber dans le panneau, ce qui déclenche chez elles un fou rire : monsieur est très développé, voyez-vous cela, on peut le berner comme un gamin quand on veut. Attendez, c'est exact, mais là elles trichent, elles ont saisi qu'il existait une faille dans mon dispositif, elles me prennent pas surprise quand ma vigilance est au plus bas ou quand j'ai baissé ma garde, par exemple quand je suis en train de parler de tout autre chose ou que j'ai l'esprit ailleurs. Mais bon, je ne le prends pas mal, bien au contraire...

C'est difficile de s'assumer entièrement quand il n'y a personne dans votre entourage pour vous contredire ou vous remettre en place quand c'est mérité, il faut en permanence s'observer et être son propre juge, c'est épuisant. Je préfèrerai toujours avoir à faire à quelqu'un qui me dise franchement ce qu'il pense de moi, que ce soit justifié ou non, plutôt que quelqu'un d'hypocrite ou sournois, j'ai horreur des flatteurs...

Je vous ai raconté cela pour que vous mesuriez le niveau de mon ouverture d'esprit et ce que j'étais prêt à supporter, alors après me faire passer pour un dogmatique, un mégalomane, un déséquilibré mental, vous repasserez.

L'origine de l'offensive des néolibéraux jusqu'au boutistes contre Fillon.

François Fillon on Muslim Brotherhood and ISIL (en français)
https://www.youtube.com/watch?v=u3xdXd3ZdVs

Dans un discours prononcé à Lyon, Fillon appelait à la dissolution de tous les mouvements qui se réclamaient du salafisme et des Frères musulmans, mettant en cause le rôle de l'Arabie saoudite et du Qatar qui abritent les penseurs de l'islam radical, appelant à s'allier avec la Russie pour "terrasser", "abattre l'Etat islamique".

Les plus farouches partisans de l'UE ne sont pas des centristes, mais des extrémistes de droite.

- Nouvelle charge de Bayrou contre Fillon - Reuters

Le président du MoDem François Bayrou a une nouvelle fois plaidé dimanche pour un retrait de la candidature de François Fillon en vue de la présidentielle, déclarant sur France 3 que son maintien constituait une menace non seulement pour l'alternance mais aussi pour la démocratie. Reuters 12.02

- Jean-Louis Bourlanges (UDF): "François Fillon est sournois, le pire candidat que la droite pouvait avoir" - Franceinfo

On croirait entendre Obama ou Clinton...

Quand les destructeurs de la Libye et assassins de son peuple appellent au secours... la Russie !

- Migrants : l'Italie appelle Poutine au secours - Lepoint.fr

Rome, submergée par les arrivées incessantes d'immigrés depuis la Libye, se tourne non vers Washington, mais vers Moscou. Une aubaine pour Poutine.

Au moment où, en Allemagne, Angela Merkel durcit sa position à l'égard d'une immigration qu'elle accueillait à bras ouverts il y a à peine plus d'un an, l'Italie – qui n'a pas les mêmes capacités d'absorption d'étrangers que Berlin – cherche par tous les moyens possibles à endiguer le flot des migrants qui abordent ses côtes. Elle vient d'appeler la Russie au secours, en espérant que Moscou parviendra à stabiliser la situation sur les côtes de la Libye, d'où sont venus la plupart des 180 000 immigrés arrivés en 2016 à Lampedusa.

La situation de la Libye, plus de 5 ans après la mort du colonel Kadhafi, est, en effet, toujours aussi chaotique...

Devant l'absence de volonté ou l'incapacité de la présidence Obama et aujourd'hui les incertitudes quant à la politique étrangère de Donald Trump, Rome a décidé de se tourner vers la seule puissance qui, depuis son intervention en Syrie, montre qu'elle est décidée à exercer son influence dans cette région du monde : la Russie. « Nous avons toujours eu de bonnes relations avec la Russie, s'est justifié Mario Giro, le vice-ministre italien des Affaires étrangères. Et alors qu'il est urgent d'avoir une Libye pacifique et unifiée, nous serons heureux que Moscou nous aide dans cet objectif. » Lepoint.fr 11.02

Une comparaison méritée.

- Au meeting de Fillon, un de ses partisans compare les journalistes aux nazis à Auschwitz - Le Huffington Post

Attendraient-ils le dernier moment pour les monter en épingle ?

- Présidentielle : les quatre affaires qui pourraient plomber la campagne de Marine Le Pen - Franceinfo

En pleine course à l'Elysée, Marine Le Pen traîne derrière elle plusieurs enquêtes judiciaires. Franceinfo 12.02

Dans un article, Le Point, qui n'a pas cessé de faire la promotion de Macron pendant des semaines, vient de l'étriller.

Je ne sais pas si vous vous en êtes aperçu, mais c'est l'oligarchie financière américaine qui est à la manoeuvre, en France comme aux Etats-Unis, sans qu'on sache à l'avance à quelle stratagème elle va recourir pour favoriser ou abattre tel ou tel acteur politique, bien malin celui qui peut à coup sûr s'y retrouver.

Ils sont guidés par un seul obejctif qui leur tient lieu de principe, ils n'en ont pas d'autres.

Une seule chose est absolument certaine : il leur est impossible de modifier l'orientation du capitalisme mondial qui doit aboutir coûte que coûte à une nouvelle concentration du capital, ils favoriseront donc toute stratégie allant dans ce sens.

Maintenant le cours du capitalisme ne suit pas une trajectoire linéaire, il peut emprunter temporairement bien des voies imprévisibles, tout comme ils peuvent se servir de tel ou tel acteur politique pour ensuite le lâcher ou le liquider.

Ils osent tout.

- Penelopegate: appel de la droite à la séparation des pouvoirs - AFP

- Pourquoi le PS met autant de temps à lancer la purge des soutiens de Macron - Le Huffington Post

- L'Otan constate une envolée de la désinformation russe - Reuters

- Maréchal-Le Pen: Macron, "véritable homme de gauche" dont il faut se méfier - AFP

- Présidentielle : Macron engage un baryton pour corriger sa voix - LeParisien.fr

Haut de page

Le 17 février 2017

CAUSERIE

La causerie d'aujourd'hui est encore très dense, vous excuserez les fautes de frappe ou d'orthographe que je n'ai pas corrigées. On est en guerre que voulez-vous !

Rappel.

Personne n'est obligé de se connecter à ce portail politique. Il est fortement déconseillé à ceux qui privilégient la démagogie à la pédagogie ou qui confondent les deux, à tous ceux qui réfléchir réclame un effort au-dessus de leurs forces.

Ici, nous affichons ouvertement nos convictions, notre drapeau. Il suffit d'observer les images qui figurent dans le bandeau vertical à gauche de l'écran pour en avoir une idée très précise.

Quant à mes critiques ou polémiques, n'en seront choqués ou ne se sentiront visés uniquement ceux qui ont quelque chose à se reprocher et qui ne l'assument pas, c'est leur problème, pas le nôtre.

Afin d'épargner une nouvelle polémique aux lecteurs que cela n'intéresserait pas, ils peuvent la sauter en cliquant sur le lien suivant :
Lien vers la causerie du jour et les infos en bref.

Trois courriels reçu.

J'ai reçu deux courriels du militant qui me harcèle depuis des années, je n'ose plus vous le présenter. Le troisième vient d'un camarade qui lui répond indirectement.

Il en fallait plus pour me mettre de mauvaise humeur, ici le temps est radieux, 35°C. Je dois même vous avouer que ce fut un moment de détente de lui répondre, aussi vous m'excuserez quelques écarts de langage ou d'avoir pris quelques libertés sémantiques pour me soulager de cette épreuve ingrate que je me suis infligé, car je n'étais nullement obligé de lui répondre.

Et puis, une causerie n'est pas le lieu prédestiné pour se livrer à un exercice de style ou littéraire, convenez-en. Qui plus est, entre nous, nous sommes censés être animés de bonnes intentions et destinés à essayer de nous comprendre pour progresser ensemble, n'est-ce pas ?

Voilà quelqu'un qui ne doute de rien, qui nous prend vraiment pour des cons, il faut dire d'emblée les choses telles qu'elles sont, j'y tiens absolument pour que chacun puisse en juger librement par la suite.

Nous cumulerions toutes les tares possibles et inimaginables. Bien entendu, nous n'aurions pas de mémoire et nous n'aurions rien appris des expériences passées. Nous confondrions tout, et vous savez pourquoi, parce que nous ne réfléchirions pas ! Non mais sans blague, cela va faire sourire de nombreux lecteurs qui se disent ou qui savent que pour avoir une telle activité politique que la mienne en étant en Inde, c'est 24h/24 qu'il faut mobiliser son cerveau au service de notre cause, il ne faut pas se contenter des apparences, il faut au contraire se poser des centaines, des milliers de questions à partir de la réalité des faits pour essayer d'en comprendre la signification, et à partir de là définir une stratégie et des tâches politiques. Au départ il faut s'informer et lire des dizaines de milliers d'articles et textes divers.

Il dénigre ou déforme systématiquement mes analyses sans jamais aborder les éléments ou les arguments sur lesquels

elles reposent. Il les méprise parce que lui et ses dirigeants les ignorent, il fait dans le déni pour ne pas avoir à évaluer mes arguments qui posent des questions ou aboutissent à des conclusions embarrassantes.

Il est vrai que mettre en lumière que son courant politique n'a produit que des théories qui se sont avérées foireuses pendant plus d'un demi-siècle, c'est difficilement supportable, comme par exemple lorsqu'il expliquait que les institutions de la Ve République, qui avaient été forgées pour de Gaulle et son parti, étaient incompatibles avec un président et une majorité parlementaire issue d'un autre parti et que cela sonnerait le glas des institutions. Or les faits ont amplement prouvé le contraire dès lors que Mitterrand et le PS devaient se fondre dans les institutions de la Ve République, pourquoi, tout simplement parce que leur nature sociale était identique sur le fond à celle de de Gaulle et l'UDR (RPR, UMP, LR), 36 ans plus tard les institutions de la Ve République ont résisté à toutes les combinaisons politiques, y compris la cohabitation entre un président issu d'un parti et une majorité parlementaire composée de députés d'un autre parti. Comme vous pouvez le constater, j'étaie toujours mes arguments, je ne raconte pas n'importe quoi et chacun peut le vérifier.

LR et le PS sont des partis du capital, les deux le proclament, le premier en l'enrobant dans l'intérêt général de la nation, de la France, de sorte que toutes les classes y trouvent leur compte, le second en le parant d'un vernis populaire élimé qui s'adresse de préférences aux classes moyennes, pour qu'elles ne soient pas tentées de rallier la classe ouvrière.

Ce petit monsieur devrait nous expliquer pourquoi son courant politique ne tenait pas à caractériser le PS comme un parti de droite ou bourgeois. Vous avez deviné pourquoi, parce que ses dirigeants devraient abandonner leur stratégie et reconnaître qu'ils s'étaient fourvoyés pendant des décennies, ce qu'ils demeureront toujours incapables de faire, car il leur faudrait remettre en cause la nature de leur propre parti et de leur engagement politique qui ne correspondent pas vraiment aux intentions qu'ils affichent. Ils n'ont jamais été capables de définir une ligne politique indépendante du PS, ce qu'ils illustrent aujourd'hui en appelant à voter pour le candidat du PS à l'élection présidentielle ou celui qui serait le produit de la fusion avec celui du PG, ce qui revient au même.

Pour le justifier ces manoeuvriers professionnels ou les champions de l'embrouille se livrent à un tour de passe-passe éculé et minable. Dans le passé, coté pile ils définissaient la nature contre-révolutionnaire du Front populaire, et côté face ils appelaient à voter pour un gouvernement PS-PCF flanqué du MRG (PRG) comme s'il ne s'agissait pas d'un gouvernement de Front populaire. Comment cela fut-il possible ? Un peu d'imagination camarade, il suffisait d'ajouter que ce gouvernement ne devrait comporter aucun ministre bourgeois, donc aucn ministre issu du MRG pour que le tour soit joué, comme si ceux du PS n'était pas des bourgeois. Ils récidivent en 2017, voilà tout.

Nous avons affirmé à plusieurs reprises que le Front unique en direction des appareils du PS et du PCF s'était toujours soldé par un échec ou que le PS (et le PCF) au pouvoir avait toujours frayé la voie à la guerre, à la pire réaction. Il y a un passage de la lutte de classes que nos lecteurs devraient connaître par coeur ou se remémorer.

(Source : Wikipedia.org) En 1919, en Allemagne, les deux principaux dirigeants communistes Rosa Luxemburg et Karl Liebneck étaient assassinés par la police du président du Reich, Friedrich Ebert (SPD).

Par la suite un dirigeant proposera aux militants communistes allemands et aux sympathisants ouvriers du KPD (Parti communiste allemand) la réalisation du Front Unique entre la social-démocratie, le parti communiste allemand et les syndicats, il s'appelait Trotsky. (S. Just - Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI 1984)

En 1925 lors de la première élection présidentielle au suffrage universel, Hindenburg, le candidat d'une coalition de partis bourgeois est élu grâce au maintien du candidat du parti communiste (KPD) (Ernst Thälmann) au second tour, alors qu'en se retirant et en s'alliant au centriste soutenu par le SPD (parti social-démocrate), Wilhelm Marx, c'est ce dernier qui aurait été élu.

Le KPD avait adopté la position dictée par Staline qui fut apparemment plébiscitée par les militants et l'électorat du KPD, puisque Thälmann obtiendra encore plus de voix au second tour (1 931 151 contre 1 871 815 au 1er tour). Il faut croire que les militants et sympathisants du KPD n'avaient pas digéré l'assassinat de leurs dirigeants par la social-démocratie six ans auparavant. En 1932, le KPD obtiendra le double de voix (3 706 759).

L'élection d'Hindenburg en 1925 grâce au KDP aura pas la suite des conséquences dramatiques d'une portée mondiale.

En 1932 lors de l'élection présidentielle, Hindenburg se représentera soutenu par la social-démocratie face à la candidature d'Hitler, le parti communiste présentera un candidat (Thälmann) au premier tour qui se maintiendra au second tour face à Hitler et à Hindenburg qui sera élu avec 5 941 466 voix d'avance sur Hitler. Cette fois le maintien du candidat du KDP pouvait se justifier ou avait été légitimé, puisque Hindenburg n'avait pas eu besoin du report de ses voix pour battre Hitler.

Quelques mois plus tard Hindenburg nommera Hitler chancelier, c'est-à-dire chef du gouvernement, vous connaissez la suite. Dans la foulée, lors des élections législatives de juillet le Parti national-socialiste d'Hitler (NSDAP) deviendra le premier parti d'Allemagne et remportera ces élections avec 37,27%, alors que le SPD et le KDP qui présentaient des listes séparées obtiendront 35,9%, soit une différence de 503 332 voix seulement avec le NSDAP, et si on ajoutait le pourcentage ou les voix obtenues par différents partis dissidents de la social-démocratie, Hitler aurait été battu et peut-être que le cours de l'histoire aurait pris une tout autre

tournure par la suite, on ne le saura jamais.

On tirera comme conclusion de ce tragique épisode que les dirigeants social-démocrates et staliniens auront privilégié la division et auront préféré ouvrir la voix au régime nazi et à la Seconde Guerre mondiale plutôt qu'opter pour la révolution socialiste. A vous dégoûter à tout jamais de la social-démocratie et du stalinisme, mais pas pour tout le monde apparemment.

Vous me direz que j'apporte là de l'eau au moulin de mon détracteur. Certainement, si on s'en tient aux apparences. En réalité, pas vraiment, car les faits ont prouvé qu'il était impossible d'influer sur le cours de la social-démocratie et du parti stalinien, sur leur politique et le programme qu'ils présentaient aux électeurs, de sorte que tous les appels à l'unité devaient rester lettres mortes, et il n'en resterait que l'aspect opportunisme peu flatteur qui serait porté au crédit de ceux qui avaient lancé de tels appels.

Aujourd'hui, en 2017, près d'un siècle plus tard on n'a tiré aucun enseignement de ce qui s'est passé en Allemagne dans les années 20-30.

Les travailleurs viennent de subir en France la politique du gouvernement le plus réactionnaire depuis l'avènement de la Ve République en 1958, ce qui lui vaut un taux d'impopularité record et un rejet de la part de l'immense masse des travailleurs, et on leur demande de voter pour le candidat issu du parti qui est au pouvoir depuis 2012, il faut être tombé sur la tête, cela dépasse l'entendement.

Dans l'hypothèse où Hamon parviendrait à figurer au second tour de la présidentielle, ce serait uniquement parce que les médias l'auraient propulsé là à force d'un matraquage incessant pendant des mois, mais cela ne changerait absolument rien à ses véritables intentions ou à la politique qu'il appliquerait par la suite qui s'inscrirait forcément dans le prolongement de ses prédécesseurs. On vient d'en faire l'expérience avec Hollande, aucune mobilisation n'a eu raison de sa politique antisociale qu'il a appliquée à la lettre.

Devrions-nous marcher dans cette combine pourrie, faire naître des illusions dans la tête des travailleurs sur le PS après ce qu'il vient de leur faire subir, et espérer par la suite qu'ils nous en seront reconnaissants, je parle des travailleurs et non du PS qui pourra renvoyer l'ascenseur à leurs vils serviteurs ou complices.

Comment peut-on exiger des travailleurs qui se sont détournés du PS, des militants du mouvement ouvrier qui honnissent le PS qu'ils fassent preuve soudainement d'amnésie, qu'ils renient les convictions qu'ils ont acquises que le PS était un parti capitaliste, bourgeois, de droite, pourri jusqu'à la moelle, sur la base de leurs propres expériences. Comment peut-on espérer tirer profit d'un tel déni ? A qui profite-t-il, je vous laisse deviner.

Comment peut-on imaginer que sur des bases pourries puisse germer une issue politique favorable aux travailleurs. C'est démentiel et absolument rien ne peut le justifier.

On nous rétorquera que dans ces conditions il faut laisser les choses se passer comme elles doivent se passer, compte tenu de l'état d'esprit des masses et qu'il n'existe actuellement aucun scénario correspondant à leurs intérêts, il faut en prendre son parti, sauf à se prendre pour ce qu'on n'est pas ou péter plus haut que son cul ce qui est une fâcheuse habitude chez vos dirigeants, et croire qu'on serait en mesure de les influencer ou de modifier le cours des choses. C'est cela même.

Alors on nous répondra que nous serions prêts à favoriser l'élection de Macron ou Fillon sachant que Le Pen n'a aucune chance d'être élue. Si vous le prenez sur ce ton-là, tout à fait, car tôt ou tard cela se produira, car quoi qu'il en soit avec Hamon élu grâce à l'apport des voix des électeurs de Mélenchon, les travailleurs subiront la même politique, en plus dilluée, plus sournoise, plus démagogique, tout aussi efficace, il faudrait juste leur passer un peu plus de cirage ou de pommade pour que la douleur leur paraisse plus supportable, la fatalité rend docile et con, ils n'y échapperaient pas.

Ce que les capitalistes n'ont pas pu obtenir d'un coup depuis 40 ans, ils se sont employés à l'obtenir petit bout par petit bout, morceau par morceau, étape par étape sous le gouvernement Chirac-Jospin-Mélenchon, puis Hollande-Valls-Hamon, sans parler que le PS et le PCF n'ont cessé de participer à la rédaction de tous les textes de lois tournées contre la classe ouvrière au sein des différentes commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat adoptées depuis 1958, mais tout cela vous le savez, j'imagine que cela figure dans l'argumentaire du POID, non ? Sans blague !

Je terminerai cette présentation par le courriel qu'un camarade m'a adressé après que je lui eus envoyé vos deux courriels.

- "*Ce qu'il écrit est d'une imbécillité de la plus belle eau, avec des contradictions dont la plus grosse est sans doute qu'il perd son temps à écrire son mépris, avec toute la violence voulue, à quelqu'un qu'il présente comme un isolé sectaire, alors qu'il reconnaît implicitement le lire "tous les jours" (puisqu'il s'en "abreuve", quel masochiste!).*

Ce qu'il dit du gouvernement ouvrier, re-trouvaille récente du POID, est aussi très intéressant, à défaut d'être pertinent. Et

qu'ils paraissent s'intéresser un peu aux élections, elles qu'ils ont dédaignées pendant tant d'années. Ils découvrent donc l'Amérique, l'insulte à la bouche comme de coutume, pensant peut-être que c'est la langue qui se parle entre "ouvriers" de gouvernement. Comme on disait d'Aragon, les jeunes putains font les vieilles bigotes. Je t'enverrai sous peu la réponse que je lui ferais, si j'avais eu le bonheur que ce soit à moi qu'il envoie ces insanités. "

Quel bonheur, tu ne pensais pas si bien dire !

Pour le reste je suis blindé. Et puis je vais te dire un truc. Le chaos, en vivant en Inde depuis plus de 20 ans, c'est au quotidien que je le vis, j'ai eu le temps d'en étudier les effets sur les esprits et de concocter des anti-virus pour m'en préserver et le combattre. Ici les masses sont ultra arriérées et elles s'en accommodent comme elles peuvent, elles le vivent très mal en réalité, elles souffrent beaucoup, en France elles sont corrompues, elles s'en accommodent davantage, c'est pire, je vous plains de tout coeur. Quand on part de très bas, quand on se ramasse cela fait moins mal que lorsqu'on part de plus haut.

Et malgré tout on réussit à être de bonne humeur, il le faut bien.

Le premier courriel reçu de mon détracteur.

Effectivement, Tardieu, tu es très loin du terrain et tu ne comprends pas grand'chose à la situation réelle en France actuellement.

J'ai compris au moins une chose. Mon épouse vient de me téléphoner d'Aubagne, et elle m'a raconté que lorsqu'elle s'est présentée à CAF des Bouche du Rhône à Marseille, on lui a donné le numéro 647, elle a précisé qu'il devait y avoir plus de mille assurés sociaux qui attendaient leur tour depuis des semaines et que c'était insupportable.

En réalité, les syndicats dont vos amis depuis des décennies ne se sont jamais servis de leur position stratégique dans les instances dirigeantes de FO au sein des organismes sociaux pour déclencher une grève illimitée jusqu'à ce que le gouvernement ait embauché les dizaines de milliers d'agents nécessaire au traitement décent des assurés sociaux, et réouvert toutes les agences de la Sécurité sociale qui ont été supprimées au cours des décennies précédentes ou en ouvrir dans les communes où elles font gravement défauts. En réalité, en guise de défense de la Sécurité sociale, ils n'ont fait que défendre leur fond de commerce, les statuts du personnel afin de conserver leur influence sur lui et les privilèges qu'ils en retirent, jamais ils n'ont livré un combat pour exiger que la Sécurité sociale dispose des moyens matériels et humains pour pouvoir remplir sa mission conforme aux besoins de l'ensemble des travailleurs.

Ils ont dénoncé les dizaines de millards d'exonérations patronales, mais ils n'ont jamais réellement mobilisé le personnel de la Sécurité sociale pour les récupérer, ils se sont contentés de gérer la crise au sein des organismes sociaux en assurant la stabilité des rapports entre les travailleurs et l'Etat et le patronat, la paix sociale.

Depuis la fin 2013, les petits kapos de la Caf réclament à mon épouse des sommes énormes qui lui auraient été versées indûment, ils lui retiennent cette somme chaque mois sur ses allocations adultes handicapés, et lorsque le solde est épuisé, quelques semaines plus tard ils lui adressent une autre facture, ils lui ont déjà fait le coup au moins quatre fois, elle est excédée, désespérée, en sanglots, monsieur, elle n'en peut plus! Quand elle demande une explication, à quoi correspond cette somme pour éventuellement la contester, ils lui fournissent une réponse laconique ou ils changent de version, mieux, ils abandonnent une version mais ne la remplacent par aucune autre, c'est l'arbitraire et le mépris le plus total des droits de mon épouse, c'est du totalitarisme. Imaginez que deviez vivre avec 808 euros et qu'on vous annonce que vous devez rembourser 14.000 euros, vous suffoquez. Mais il y a pire encore, ils l'accusent d'avoir fraudé la Sécurité sociale, d'être une voleuse, une femme malhonnête, une délinquante. Ils n'ont jamais été en mesure de le prouver. Ils ont abandonné leur accusation, mais pas la facture qu'ils réclament à mon épouse. Sans explication, elle est passée successivement de 14.000 à 7.300 puis 2.400 euros pour remonter ensuite à 7.500 et redescendre à 1.400 euros pour finalement remonter brusquement à plus de 7.000 euros, mon épouse n'a pas pu me dire combien exactement elle était en pleurs et effondrée au téléphone, tous les courriers qu'elle a reçus l'atteste, c'est complètement dingue, non ? Voilà comment fonctionne l'organisme que cogère vos amis.

Tu es complètement aveuglé par ton sectarisme gauchiste qui n'a rien à voir avec Lénine ou Trotsky, l'analyse marxiste consiste en une "analyse concrète de la situation concrète" et non pas en un débit obsessionnel de présupposés idéologiques.

Quel "sectarisme gauchiste" ? Il doit s'agir de mon appel au boycott des élections présidentielles et législatives. Il est vrai que votre courant politique n'a jamais boycotté une seule élection, on pourrait le qualifier de légaliste ou de parlementariste bourgeois.

Cela doit être sectaire et gauchiste de ne pas vouloir soutenir un ex-ministre de Chirac ou de Hollande, de refuser de rouler pour le PS, les institutions et le régime, si c'est de cela dont il s'agit, je l'assume ou je le revendique et je l'ai déjà justifié.

En guise de "présupposés idéologiques" il se pose là :

Tout pas en avant réel vaut bien plus qu'une douzaine de programmes disait Marx.

Réel, vous savez ce que cela signifie ? D'où sortez-vous cette citation de Marx, fournissez-nous la source pour qu'on puisse vérifier dans quel contexte Marx s'était exprimé, à quoi faisait-il allusion. Je la connais depuis 39 ans mais je n'éprouve pas le besoin d'y recourir pour donner de la consistance à un discours creux, je la mets en pratique quotidiennement et je me l'applique, considérant que tout véritable progrès ou enseignement vaut mieux que des déclarations sans lendemain auxquelles vous êtes particulièrement attachées. Laissez Marx où il est, vous n'en êtes pas digne, vous nous faites honte.

Le POID, qui combat pour un gouvernement de la classe ouvrière (titre principal de la Tribune des travailleurs) réaffirme qu'aucune solution conforme aux intérêts des exploités ne peut se trouver dans le cadre de l'Union européenne et des institutions de la Cinquième république et qu'il faut donc les balayer....Est-ce clair ?

En effet, c'est un lieu commun ! Dites à n'importe quel travailleur que sa condition serait meilleure si c'était lui qui gouvernait, et je prends le pari qu'il sera d'accord avec vous ! Nous voilà bien avancés ! Quel démagogue ! Je peux me tromper, mais j'ai comme l'impression que les travailleurs doivent accomplir d'autres tâches ou résoudre d'autres problèmes avant d'y venir ou qu'ils se saisissent de cette perspective politique, par exemple identifier les obstacles qui se dressent devant eux pour les empêcher de prendre conscience de leur condition et de la situation sociale et politique et de se mobiliser contre le régime, j'ai aussi comme l'impression qu'aucun parti ne subordonne son intervention dans la lutte de classes à cette perspective politique, notamment dans les syndicats. Où, quand s'attaquent-ils à l'Etat, aux institutions ? Jamais, tu parles, c'est leur employeur et leur banquier! C'est clair assurément.

Nous sommes actuellement dans une situation de chaos et de décomposition politique, rien ne se passe comme prévu pour la bourgeoisie et tout peut arriver (moins que jamais il faut réfléchir avec des oeillères, ça va être dur pour toi!).

Vous brassez beaucoup du vent décidément. Cela fait des années que j'entretiens mes lecteurs sur la stratégie du chaos adoptée par l'oligarchie, dont font partie le néolibéralisme et sa philosophie nihiliste, la finance mafieuse, la guerre, Al-Qaïda, ainsi que les institutions politiques aux ramifications tentaculaires qui les pilotent et qui de fait gouvernent le monde, que vous et vos amis vous vous employez à les ignorer. On se demandera au passage comment on peut combattre un ennemi qu'on ignore ou en portant des oeillères puisque vous y tenez, qui plus est, qui détient le pouvoir.

Je ne sais pas si "rien ne se passe comme prévu pour la bourgeoisie", mais je constate qu'elle parvient toujours à ses fins, y compris à fomenter des guerres, coups d'Etat, guerres civiles, génocides, famines, etc. à se doter d'instruments politiques et financiers qui lui assurent un pouvoir toujours plus dictatorial, les riches n'ont jamais été aussi riches, le pouvoir économique n'a jamais été aussi concentré entre quelques mains ou banquiers, le pouvoir politique en étant le pendant, confisqué au profit de cette infime minorité qui préside au destin de l'humanité et l'entraîne vers l'abîme.

Vous êtes sous l'influence de la propagande des porte-parole médiatiques de l'oligarchie, vous prenez pour argent comptant toutes les fadaises qu'ils nous racontent à longueur de temps pour nous détourner de l'essentiel, et cela fonctionne à merveille, vous en faites la démonstration.

Il faut analyser l'actuelle pression d'une masse de travailleurs et de jeunes sur Hamon et Mélenchon pour une candidature commune autour de l'abrogation de la loi travail et de la remise en cause des traités européens....Serait-ce ou non un pas en avant réel favorisant la mobilisation populaire et constituant ainsi une brèche décisive dans cet édifice vermoulu.

"une masse de travailleurs et de jeunes", laquelle ? Celle qui est la plus corrompue par le capitalisme que l'on retrouve dans tous les partis dit ouvriers et les syndicats, tout du moins leurs éléments les plus actifs les yeux rivés sur leurs privilèges. Hamon a dit, Mélenchon a dit, et cela lui suffit, il est comme l'idiot du proverbe chinois qui regarde le doigt du philosophe et non la lune qu'il lui désigne, pitoyable d'en arriver là.

Contrairement à ce que tu nous abreuves chaque jour, les masses apprennent mille fois plus de leur expérience concrète que des prêchi-prêcha à l'infini !

Vous devriez prendre un peu de repos, à me lire "chaque jour" vous allez finir par être intoxiqué par mes "prêchi-prêcha" !

Les masses apprennent mille fois plus de leur expérience, si c'était le cas cela se verrait ou se saurait. Et puis la question n'est pas là. Apprendre quelque chose, c'est bien je vous l'accorde, ce n'est pas moi qui dirais le contraire, à condition que cela serve à quelque chose. Voyez, il existe des millions d'intellectuels en tous genres qui ont la tête bien pleine, à quoi cela leur sert-il, à rien apparemment puisqu'ils passent à côté de l'essentiel ou ils ne sont pas foutus d'interpréter correctement la situation, en fait ils n'y comprennent rien ou pas grand chose, vous avez eu amplement l'occasion de vous en apercevoir en lisant les milliers d'articles que j'ai mis en ligne et qui se terminaient tous dans une impasse politique.

Vous savez à quoi on reconnaît un bon chercheur ou scientifique, à ceci qu'il est capable d'orienter ses travaux dans une direction qui lui permettra de progresser ou de faire de nouvelles découvertes, dans le cas contraire il végètera comme vous et votre parti

Cela dit, de plus en plus de travailleurs et de jeunes plus particulièrement éprouvent de la méfiance vis-à-vis des médias, des institutions et de leurs représentants, mais ce n'est certainement pas grâce à vous pour m'avoir écrit que le combat contre la guerre idéologique et psychologique que mène la classe dominante contre les travailleurs était inutile, vous vous souvenez, n'est-ce pas? Les louanges adressées aux mal nommés réseaux sociaux ont fait long feu, pourquoi ? Parce que leurs utilisateurs se sont aperçus que s'ils ne possédaient pas les instruments politiques pour s'orienter ils seraient des proies faciles pour toutes sortes de manipulateurs ou charlatans.

Le second courriel du même auteur.

Que voilà un grand dialecticien qui confond la période 1981 et aujourd'hui, 2017, où tout peut arriver !!

Je vous rappelle qu'en 1981 votre courant politique tenait déjà ce discours, la théorie foireuse de "l'imminence de la révolution", cela doit vous dire quelque chose, non ? Vous êtes grabataire ou quoi, vous perdez la mémoire faites attention à vous.

Cela fait des années, des décennies qu'on entend le refrain lancinant que cela va péter du jour au lendemain, que le régime et les institutions sont à l'agonie, dites-donc ils ont du souffle, pour un peu on finirait pas croire qu'ils sont immortels, vous devriez vous présenter à l'Académie française !

Et quand tout peut arriver, quel (petit) pas réel en avant peut être la goutte d'eau faisant tout exploser et déboucher sur une situation révolutionnaire, indépendamment de la volonté des intéressés ou de leur conscience des enchaînements.....et ces élections n'ont justement rien à voir avec toutes celles qui les ont précédées.

Là on passe à la méthode Coué, à l'autopersuasion. Votre discours est bourré de clichés, de lieux communs, de généralités, de banalités, de formules à l'emporte-pièce mille fois rabâchées à en perdre la tête.

Rappelons quand même que le POID combat pour un gouvernement ouvrier (titre principal de la dernière Tribune des travailleurs), un gouvernement issu des délégués élus sur tous les lieux de travail et de vie, mandatés, révocables, s'organisant en pouvoir constituant souverain....un nouveau gouvernement de la Commune.

Pour durer 72 jours, c'est peu, on espérait davantage 146 ans plus tard !

Mais le sectaire, imbu de ses discours idéologiques, purement stériles, (après des années d'animation de son site, où en est-il le malheureux ?), déconnecté des événements réels (le chaos, notamment en France), en est réduit au monologue!

Admirable, quelle argumentation dites-moi, vous devez faire partie de ces gens qui ont la grosse tête mais certainement à force de réfléchir ou alors cela ne se voit pas.

Je vais vous raconter un truc monsieur le procureur. J'ai eu à de nombreuses reprises à affronter la critique de militants qui me reprochaient de soutenir votre courant politique et je vais vous dire pourquoi.

Parce que à peine avais-je annoncé soutenir le POI ou maintenant le POID après avoir lui un éditorial de D. Gluckstein ou un communiqué, que la semaine ou les semaines suivantes il publiait un article en contradiction avec le précédent ou que je condamnais, dans lequel il renouait avec le vieux démon du révisionnisme pour faire bref, de sorte que je passais pour un crétin ou un farfelu aux yeux de ces militants...

Et bien voyez-vous, j'en ai plus que marre de leur double langage, de leur double jeu, de leur hypocrisie ou de leur sournoiserie, de leurs coups tordus à la con, de leurs manoeuvres minables d'appareils que je n'ai cessé de dénoncer, qui leur fait dire tout et son contraire d'une semaine sur l'autre, pour finalement en revenir au constat qu'ils sont décidément incurables, que c'est leur véritable nature. Que vous le compreniez ou pas importe peu. Et je ne dois pas être le seul militant dans ce cas-là, qui peut supporter beaucoup de choses contraire à ses principes et j'en passe, mais qui n'admets pas qu'on le manipule, que de petits monarques ou despotes le prennent pour un abruti, car c'est bien de cela qu'il s'agit, qui m'aime me suive telle est en substance leur méthode bureaucratique et non démocratique insupportable. Mais vous êtes parfaitement libre de vous faire berner une fois de plus par ces bonimenteurs.

- Présidentielle: Face à Mélenchon, Hamon agite le réflexe du vote utile - L'Express.fr 15.02

L'Europe, obstacle majeur à une alliance Hamon-Mélenchon - Reuters

Les divergences sur l'Europe entre les deux principaux candidats de gauche à l'élection présidentielle, Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon, sont un obstacle majeur à une alliance que certains de leurs soutiens espèrent, sans forcément y croire.

Depuis la victoire à la primaire socialiste du candidat le plus à gauche du PS, Benoît Hamon, l'idée d'une alliance avec Jean-Luc Mélenchon travaille l'électorat de gauche mais beaucoup la jugent improbable. En cause, un fort ressentiment envers les socialistes dans le camp de Jean-Luc Mélenchon et des programmes présidentiels très éloignés, en particulier sur l'Europe.

"J'ai des différences importantes avec Jean-Luc Mélenchon sur la question européenne", a déclaré Benoît Hamon mardi sur France 5. "Je ne crois pas qu'il faille faire le pari que ça ne marchera pas, qu'il n'y a plus de relance de la construction européenne qui soit possible."

Alors que Jean-Luc Mélenchon annonce dans son programme qu'il faudra dès sa victoire à l'élection présidentielle cesser de respecter les traités européens, "moi, je ne le souhaite pas", a poursuivi l'ancien ministre de l'Education.

"Je souhaite qu'il y ait un nouveau traité budgétaire européen, qui permette une régulation politique et démocratique de la zone euro", a-t-il ajouté, en précisant que ce projet de traité, qu'il a confié à l'économiste Thomas Piketty, serait présenté "dans quelques semaines à nos partenaires allemands".

Avec Jean-Luc Mélenchon, "pour l'instant, nous n'avons pas eu de contact direct", a précisé Benoît Hamon.

L'échec de François Hollande, qui avait promis une renégociation du traité budgétaire européen lors de sa campagne électorale de 2012 avant de se heurter à un refus allemand, a contribué à creuser les divisions au sein de la gauche sur les dossiers européens pendant son quinquennat.

La question européenne déchire la gauche depuis le rejet par les Français du projet de Constitution européenne en 2005.

Le premier secrétaire du Parti socialiste, Jean-Christophe Cambadélis, a une nouvelle fois suggéré lundi qu'il serait mieux que Jean-Luc Mélenchon renonce. "Comment peut-il, à 10%, 11%, 12% espérer être majoritaire à lui seul ?", s'est-il interrogé.

Mais il n'y a aucune chance que Jean-Luc Mélenchon renonce, assure un ministre, en expliquant que Benoît Hamon ne vise pas directement Jean-Luc Mélenchon mais ses électeurs et une partie de ses soutiens.

"L'idée de Hamon, c'est de siphonner les voix de Mélenchon et de Jadot pour faire une pression assez forte sur Jadot et sur Laurent", explique ce ministre, à propos du candidat d'Europe Ecologie-Les Verts, Yannick Jadot, et du numéro un du Parti communiste, Pierre Laurent. Reuters 15.02

L'homme propose et dieu dispose.

- Mélenchon propose à Jadot et Hamon de soutenir une candidature unique, "la sienne" - AFP

Jean-Luc Mélenchon, candidat à la présidentielle de La France insoumise (LFI) a proposé mercredi une rencontre aux candidats du PS Benoît Hamon et écologiste Yannick Jadot pour soutenir une candidature, "la sienne". AFP 15.02

Dans les mailles du filet.

Avis aux opportunistes : Je me presse de rire de tout, de peur d'être obligé d'en pleurer. (Beaumarchais, le Barbier de Séville.)

Ils ne peuvent l'emporter seuls, mais en s'alliant, Mélenchon et Hamon peuvent gagner la présidentielle - Tribune généreusement offerte par Le Huffington Post le 15 février 2017

Gérard Filoche, membre du bureau national du Parti socialiste, ne fait pas dans le détail :

LVOG- Eux seuls ont quelque chose à y gagner.

Filoche - Hamon ne gagnera pas seul. Mélenchon ne gagnera pas seul.

Jean Luc Mélenchon vient de déclarer récemment qu'il ne voulait pas de "majorité composite".

"Personne ne peut croire qu'il est possible de gouverner un pays avec une majorité composite de gens qui s'attendent les uns les autres au coin du bois".

LVOG- Poulet, jambon, saucisson, "labellisés" s'il vous plaît !

Filoche - Ca c'est vrai! Il faut que les candidats de la majorité ne s'attendent pas "au coin du bois" mais soient derrière le président élu les 23 avril et 7 mai prochain même "labellisés" en soutien au programme commun de gouvernement qu'il aura formé.

Il serait impossible de gouverner autrement.

LVOG- Gaucherie garantie ou labellisée.

Filoche - Mais la majorité sera forcément plurielle à gauche ou ne sera pas.

LVOG- Quand la fin ou faim justifie les moyens.

Filoche - Donc il faut commencer par le commencement :

Rédiger un programme commun de gouvernement: cela doit être facile, d'ailleurs Mélenchon ne le conteste pas, il a déclaré que les positions étaient "voisines". Et si on les étudie bien, on le vérifie.

Se mettre d'accord sur les grandes lignes de la composition de ce gouvernement correspondant au programme signé.
Un gouvernement Hamon, Jadot, Laurent, Mélenchon.

Se mettre d'accord sur une liste partagée respectant chacune des sensibilités et partis de gauche, de 577 noms de candidats communs labellisés en soutien à ce gouvernement.

LVOG- Il est pressé de se goinfrer le bougre.

Filoche - Il faut aller vite car le dépôt des candidatures est le 17 mars.

LVOG- Ils ne seront les obligés de personne puisque les promesses électorales n'engagent que les crétins qui les prennent au sérieux ou ceux qui y trouvent leur compte.

Filoche - Personne ne se ralliera à personne. Personne n'exclura personne. Personne ne sera obligé de "scissionner" ou de soumettre son propre parti.

LVOG- Programme à la carte, c'est plus pratique.

Filoche - Le programme retenu ne sera ni celui de Benoit Hamon, ni celui de Yannick Jadot, ni celui de Jean-Luc Mélenchon.

LVOG- L'art de l'escamotage, de l'enfumage des escrocs.

Filoche - Ce ne sera pas des "bouts de programme" ni une "mosaïque de programme": il sera clairement retenu ce qui unit, et écarté ce qui divise.

LVOG- Eh hop, emballé c'est pesé !

Filoche - En 7 ou 8 ou 9 questions clefs, centrales, sera défini un programme d'action de transition non pas pour résoudre toutes les questions du socialisme, mais pour gouverner de 2017 à 2022. LVOG- Arrêtons-nous un instant

On aura compris que seule l'ambition personnelle ou la soif du pouvoir les guidait (Postes ministériels, statut et les prébendes qui vont avec...). Qu'ils n'en avaient rien à foutre du programme, des électeurs, des travailleurs, au fait où sont-ils passés ceux-là ? Ne cherchez pas, ils ne sont pas "labellisés", il faut dire que c'est si vulgaire, n'importe qui fera l'affaire. LVOG- Pas besoin de passer des "alliances" avec la droite, ils feront son boulot très bien sans eux.

Filoche - Il est en effet hors de question que des alliances se fassent avec la droite ou son prétendu "centre", car il s'agit justement de combattre la politique de droite du trio des candidats de la corruption et de l'argent, les Fillon, Le Pen, Macron.

Et de mettre en œuvre le programme commun de gouvernement de la gauche. LVOG- La gauche sous Jospin fut pluriel en effet en s'étendant à Chirac ! Quand on veut gouverner il faut s'en donner les moyens que voulez-vous.

Filoche - Mais en ce sens, au sein de la gauche, oui, la majorité sera composite tout comme la gauche sous Lionel Jospin fut plurielle. Si elle ne l'était pas, elle ne serait jamais une majorité.

Filoche - Il faut donc "composer" une large majorité de gauche appuyée sur une large majorité de partis, d'associations, de syndicats, à gauche. LVOG- Un sophisme en dernier recours : En "vérité", être de gauche consisterait à gouverner pour le compte des capitalistes en affirmant qu'il n'existe aucune alternative politique possible. Sans rire, vous, travailleurs, vous y gagnerez à tous les coups, il est vrai que le PS sait jouer de la matraque, même cela s'est déjà volatilisé.

Filoche - Il faut le faire ouvertement, largement, publiquement, expliquant toute la vérité, il s'agit de gagner ou de perdre, de refuser le choix entre LR et FN et d'ouvrir une page nouvelle de la gauche.

LVOG- Et le meilleur moyen de ne douter de rien, c'est encore de s'enfermer dans le déni.

Filoche -Dans tous les camps de la gauche, il y a des doutes, mais ils ne sont basés sur rien.

LVOG- Mais il y a des choses incontournables qui ont comme un parfum de doute...

Filoche - Il n'y aura pas non plus d'envolée invincible du candidat Benoit Hamon et vains sont ceux qui croient qu'il pourrait passer seul au second tour: malgré la belle primaire, l'avidité de victoire, la peur de la droite et de l'extrême-droite, les réflexes électoraux ne seront pas assez puissants pour vaincre l'héritage du quinquennat.

LVOG- Un autre exemple de déni.

Filoche - C'est pourquoi il ne faut pas croire ceux qui vous disent "c'est impossible". Ni ceux qui sèment le doute. Encore moins ceux qui énumèrent les obstacles.

Ceux qui argumentent du passé, des égos, des futurs candidats, des difficultés... agitent des obstacles, mais soit ils sont irréels, soit ils sont exagérés, soit ils sont "renversables".

LVOG- Voilà qu'il nous traiterait de sectaire. Au POID ils tiennent le même discours, qui se ressemblent s'assemblent. De l'idiot utile à l'électeur idiot utile

Filoche - Certains disent que les militants des deux côtés ne comprendraient pas, et reprocheraient leur candidat de s'être alliés, ou même d'avoir "capitulé". D'abord il faut dire que ça se passe toujours comme ça dans tous les processus unitaires dans toute l'histoire. Il y a toujours des ultras qui refusent, hurlent... mais que proposent ils donc à la place? Ces sectarismes là se surmontent vite. On passe vite du doute, de l'incrédulité, de la méfiance, à la raison, puis à la joie et à l'enthousiasme.

LVOG- Toujours à la gamelle. Attendez, mais c'est qu'il oserait tout : Car c'est nous les gamelles sur lesquelles ils taperaient, et on devrait leur servir de "garantie" en prime. Ah ben si un bulletin de vote cela ne doit pas être exploité à fond, c'est que cela ne servirait à rien !

Filoche - Certains demandent "des garanties": on les comprend il en faut. Ils ne veulent pas d'un "autre discours du Bourget". Ils veulent une "majorité cohérente".

Mais quelle garantie supérieure à part un programme commun de gouvernement, un accord de gouvernement, un accord de partage des circonscriptions?

LVOG- Laissez-nous nous partager le pouvoir, foutez votre bulletion dans l'urne et allez gratter, la vie continuera comme avant ne vous faites pas de soucis, en pire parce qu'il ne peut pas en être autrement dans le contexte actuel.

Si ceux qui détiennent le pouvoir sont capables d'empêcher le Président des Etats-Unis de gouverner, ils ne permettraient pas que quiconque s'avise à mettre en oeuvre un programme qui ne serait pas conforme à leurs intérêts, ils feraient tout pour le renverser et de nos jours ils en ont les moyens.

Battre la droite, ignorer que le PS n'a pas cessé d'appliquer un programme de droite depuis des lustres ou qu'il est également de droite.

Filoche - Il n'en existe aucune à part la mobilisation populaire, des comités populaires de soutien? Et pour qu'il y ait une telle mobilisation populaire, il faut commencer par gagner donc par battre LR et FN. Ce n'est jamais une défaite qui permettra cela...

LVOG- Sa seule préoccupation est électoraliste. Vous devez vous mobilisez pour faire élire des députés de leurs partis, ensuite vous rentrez dans votre caserne, vous vous mobiliserez plus tard ou jamais pour vos droits.

Ce n'est jamais une défaite qui ne permettrait pas quoi, que la gauche plurielle gouverne sous un président de droite, il filoche un mauvais coton !

LVOG- Ce qui serait terrible, c'est déjà ce qui est possible depuis que le PS est au pouvoir, les conditions que vivent au quotidiens des millions et millions de travailleurs et leurs familles, effectivement cela donne à réfléchir.

Filoche - Il y a de quoi réfléchir et choisir entre ce qui est possible et ce qui serait terrible.

LVOG- On doit aider les travailleurs à rompre avec les institutions pour prendre en mains leur destin, à parvenir à se dire qu'il n'existe pas d'autre voie que renverser le régime en place, certainement pas par les urnes, prendre le pouvoir politique et régler leurs comptes avec les capitalistes, l'oligarchie qu'il faut déchoir de leurs droits et privilèges, les abolir, les neutraliser pour qu'ils cessent de nuire à la société, dès lors tout deviendra possible, si et seulement si cette condition est remplie, sinon il n'y absolument rien à espérer, il faut se le dire une fois pour toute.

Quelques aphorismes et réflexions politiques.

1- Et dire qu'il y en a qui procréent encore dans un monde pareil ! C'est monstrueux quelque part, non ? En fait, je l'ai toujours pensé.

En donnant le biberon à un chevreau serré dans dans mes bras qui me regardait dans les yeux, sachant qu'il serait destiné à l'abattoir 6 mois plus tard ou à finir dans mon assiette, j'ai eu un instant la même pensée d'une tristesse infinie à me dégoûter de l'espèce humaine ou de moi-même. Je me suis demandé pourquoi j'avais dû subir cette expérience supplémentaire

2- Il est normal d'avoir toutes les peines du monde à nous en sortir ou à y voir clair, tant nous sommes influencés par l'idéologie dominante ou notre inconscience tout au long de notre existence. En réfléchissant à la situation à partir des faits, on pourrait aussi s'interroger sur l'incohérence de notre propre comportement. Cela me semble indispensable pour progresser.

Avant de juger les autres, ce qui est fortement déconseillé, on ferait bien de commencer par balayer devant notre porte, et il y a du boulot !

Même s'il faut commencer par changer la société pour ensuite changer les hommes, on changera la société si les hommes sont prêts à se comporter en hommes, vous saisissez la nuance ? On pourrait peut-être les aider à s'y préparer, non ?

On ne part jamais de nulle part pour parvenir quelque part ou vaut mieux savoir d'où on part. S'illusionner sur soi-même ne mène pas bien loin.

3- Plus de 99% des travailleurs ont adhéré à aucune formation politique. Ils estiment que cela n'est pas fait pour eux. La moitié environ d'entre eux s'y intéresseraient plus ou moins de loin.

Autrement dit leur condition, leurs droits, besoins, aspirations, l'orientation de la société, le monde dans lequel ils vivent, ils laissent le soin à d'autres d'en décider à leurs places. Ils subissent le sort qui leur a été réservé, aussi ne faut-il pas s'étonner s'ils cherchent à l'améliorer en versant dans l'individualisme, au lieu de prendre conscience qu'ils appartiennent à une classe sociale et qu'ils en partagent le destin.

Pris au premier degré, ce comportement est irresponsable, stupide, illogique. On peut accuser les partis ouvriers d'en être responsable. On doit surtout accuser l'école de les avoir formatés ainsi. Car c'est là qu'on les induit en erreur en ne leur enseignant pas que la nature des superstructures de la société, des institutions ou de l'Etat est déterminée par des rapports économiques ou sociaux, des intérêts de classe que vont incarner les différents partis politiques qui en assurent le fonctionnement.

Les partis politiques qui ont liés leur sort à celui du régime fonctionnent comme un fonds de commerce, dont les membres peuvent espérer tirer un profit individuel, à la manière d'un actionnaire à qui l'on verse des dividendes.

On va leur présenter les partis politiques comme une représentation idéologique qui poursuivrait ses propres objectifs, de sorte que leur nature sociale apparaisse indéterminée ou suffisamment floue, de manière à pouvoir pour donner lieu à toute sorte d'interprétations, qui par la suite donneront lieu à toute sorte de manipulations, afin que les exploités ne soient pas en mesure de déterminer quel est ou quels sont les partis politiques qui représentent réellement leurs intérêts de classe.

Ceux qui s'engageront dans de tels partis seront les premières victimes de ces manipulations. Ceux qui en auront pris conscience auront le choix entre les quitter ou y rester. Ceux qui y resteront deviendront donc consciemment des manipulateurs. Dorénavant ils défendront la ligne politique de leur parti parce qu'elle coïncide avec leurs intérêts sans plus se soucier du reste. Selon le zèle qu'ils y mettront et le talent qu'ils déploieront à cette fin, ils en seront récompensés en se voyant

confié un poste électif, en fonction de leur docilité ou servilité ils pourront grimper dans l'appareil du parti. Dès lors ce ne sera plus que leur mode de vie et les privilèges liés à leur fonction qui détermineront leur mode de pensée en bons agents, représentants ou serviteurs du régime, auquel ils doivent leur statut social.

Quand les partis politiques apparaissent ainsi suite à une multitude de grossiers mensonges, d'affaires ou de scandales de corruption, on a du mal à imaginer qu'ils servent autre chose que leurs propres intérêts, ils inspireront un profond dégoût aux travailleurs qui s'en détourneront ou qui parfois continueront de voter pour eux par dépit, mais surtout cela ne les incitera pas à s'engager dans un parti politique, le pire, c'est que ces partis serviront de repoussoir à quiconque voudrait ne serait-ce que s'intéresser à la politique, ce qui était le but recherché ou devait en être la conséquence inévitable.

Dès lors, sommés de s'exprimer lors d'élections, ceux qui ne se réfugieront pas dans l'abstention voteront en fonction des intentions trompeuses affichées par les différents partis, et tout peut arriver, hormis qu'un candidat incarnant les intérêts de la classe ouvrière soit élu.

Pour qu'il en soit autrement, il faudrait que les travailleurs aient décrypté la règle (truquée) adoptée lors de ces élections. Or, ils en sont incapables pour n'avoir pas acquis la conscience de classe qui leur permettrait de déterminer la nature sociale de chaque parti ou candidat, et de voter en connaissance de cause. Les partis ou candidats en lice à l'élection présidentielle le prouve si nécessaire.

Maintenant la question qui se pose à nous et à laquelle apparemment personne ou presque ne tient à réfléchir, c'est pourquoi les travailleurs ne sont pas capables de se poser les bonnes questions, pourquoi finalement ils abdiquent leurs droits à décider eux-mêmes de leur propre destin.

Pourquoi demeurent-ils insensibles au discours rompant avec le régime qui leur pourrit la vie au quotidien et leur promet pire encore dans l'avenir, pourquoi s'en détournent-ils ou le rejettent-ils au lieu d'y adhérer ou de s'en saisir, puisque on sait qu'au fond d'eux-mêmes ils partagent ce discours, ils perçoivent très bien qu'il n'existe aucune issue favorable à leurs intérêts dans le cadre du régime en place.

La question qu'on doit se poser dès lors, c'est comment faire pour que cette perception affleure à la surface, s'exprime, se traduise concrètement. Il ne faut pas se leurrer, il faut admettre que s'ils partagent l'essentiel de notre analyse ou de notre constat, ils sont encore loin de partager nos conclusions pratiques. Pourquoi, quels obstacles les empêchent-ils d'y venir ou de s'en saisir ? Peut-être l'inexistence d'un parti ouvrier qui les aiderait à cerner ces obstacles pour en venir à bout.

4- Les militants sont tellement sous l'influence de l'idéologie de la classe dominante que le seul fait d'avoir évoqué des évènements passés ou présents sous un autre angle que ses représentants, nous a valu toute sorte d'accusations. Ils sont si corrompus par cette idéologie qu'il leur est devenu impossible d'aborder sereinement un sujet sous un angle contradictoire ou d'y réfléchir, pour eux la seule version valable, c'est celle des représentants du régime que les médias distillent à longueur de temps, dès lors on se demandera comment ils pourraient analyser la situation et prétendre y comprendre quoi que ce soit puisque au départ ils s'emploient à la déformer.

En Oligarchie. OTAN de la désinformation ou de la dictature néolibérale mondiale sur les esprits.

- L'Otan et l'Union européenne derrière le Décodex - Réseau Voltaire 16.02

L'état-major militaire de l'Union européenne a dévoilé son rôle dans la création d'un service du quotidien Le Monde visant à décrédibiliser des sites Internet, le Décodex.

Ce service, techniquement subventionné par Google et Facebook, entend lutter contre l'influence russe supposée en Occident en accusant les sites Internet contestant l'Otan de ne pas être sérieux et de relayer la « propagande » supposée de Moscou.

Plusieurs médias ont été choisis pour collaborer à ce projet. Ils sont tous français, la racine du mal étant, selon les promoteurs de la campagne, non pas Sputnik et Russia Today, mais le Réseau Voltaire.

Lire :

- « La lutte continue », brève en anglais de l'état-major militaire de l'Union, EU vs disinfo.eu, 13 février 2017.

- « La campagne de l'Otan contre la liberté d'expression », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 5 décembre 2016. Réseau Voltaire 16.02

Confirmation

La lutte continue traduit en français.

La lutte continue (https://euvsdisinfo.eu/la-lutte-continue)

Feb 13, 2017 - Nouvelles et analyses.

Comme nous l'avons signalé le mois dernier, l'action se déroule contre la désinformation dans la campagne électorale française.

Première étape sur la voie d'un environnement d'information plus fondé sur les faits pour les électeurs, First Draft News a annoncé le lancement de CrossCheck. Ce projet de vérification collaborative vise à aider les électeurs français à comprendre ce qui et à qui faire confiance en ligne. CrossCheck est une coopération entre First Draft News, Google News Lab et dix-sept salles de rédaction en France, dont AFP, Le Monde, Les Echos et Libération. Il utilisera un logiciel à la fine pointe de la technologie pour détecter les tendances du contenu en ligne, puis vérifier les images, les vidéos, les mèmes et les commentaires, afin que les mythes soient rapidement démystifiés et que des histoires trompeuses ou confuses soient signalées avec exactitude. Des vérificateurs de faits renommés Bellingcat suivra en outre la propagation de la désinformation dans le cadre d'une recherche plus large sur les élections européennes.

Le projet CrossCheck sera mis en ligne le lundi 27 février et n'importe qui pourra en faire partie en partageant ses propres déboguages sur la prochaine page CrossCheckers. Suivez CrossCheck sur Twitter et aimez leur page sur Facebook pour en savoir plus! (Source : https://euvsdisinfo.eu/la-lutte-continue)

Menu (id)

East Stratcom Task Force FAQ (Le lien vers l'armée américaine ou l'OTAN - LVOG)
https://eeas.europa.eu/node/16043_ru

European Union External Action (Le lien vers l'Union européenne - LVOG)
https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage_ru

Qu'est-ce que First Draft News ?

https://fr.firstdraftnews.com - Ressources pour la collecte et la vérification d'informations à destination des journalistes (Avec une photo du siège social du Monde en page d'accueil de la version en français.)

Présentation de Samuel Laurent, éditeur délégué du Monde, partenaire de First Draft L’éditeur délégué du Monde présente à First Draft ses travaux en matière de lutte contre la désinformation en ligne et ses projets

(Redorer le blason des médias aux ordres - LVOG)

Outils pour renforcer la confiance envers les journalistes

Fort de son expérience dans le paysage journalistique américain, Josh Stearns nous présente des outils pour que journalistes et rédactions regagnent la confiance de leur audience.

L’entreprise Gallup rapportait au début de l’année 2016 que la confiance dans les médias, déjà très faible, avait atteint son niveau le plus bas. (...)

Nous nous trouvons désormais confrontés à un effet de rétroaction négatif stratégiquement et intentionnellement alimenté par les personnes bénéficiant de la propagation de sentiments de défiance et d’incertitude. Alors que la presse fait face à des menaces à la fois politiques et financières sans précédent, rétablir cette confiance est prioritaire.

Voici donc six pratiques à développer et dans lesquelles s’investir pour bâtir une relation de confiance avec son audience. Elles sont accompagnées d’exemples de personnes qui montrent la voie.

(Alors que la vérité est leur pire ennemi. - LVOG)

Il faut que les journalistes deviennent de véritables ambassadeurs de la vérité. En effet, les rédactions doivent participer activement à la défense des médias et à l’éducation numérique.

(Alors qu'ils sont à la source de la désinformation. - LVOG)

Nous devons cultiver le scepticisme chez nos lecteurs et les armer d'outils pour qu'ils nous aident à lutter contre la désinformation et que nous puissions donner sa chance à la vérité.

Guide pour la vérification visuelle des vidéos

Il s'agit d'un guide de référence rapide pour vous aider à identifier le qui, quoi, où, quand et pourquoi des vidéos des internautes.

Qu'est-ce que CrossCheck? (id)

Lancement de CrossCheck : à l'approche des élections françaises, les rédactions s'associent pour lutter contre la désinformation

CrossCheck réunit les compétences des secteurs des médias et des technologies pour s'assurer que fausses déclarations soient rapidement détectées et corrigées.

Lundi 6 février, First Draft et le Google News Lab sont au News Impact Summit à Paris et lancent CrossCheck, un outil de vérification collaboratif destiné à aider les citoyens à savoir à quoi et à qui se fier dans les flux des réseaux sociaux, des recherches sur Internet et des actualités, au cours des prochains mois. Facebook soutiendra cette initiative par des outils et un effort d'éducation à l'information sur sa plate-forme. 17 rédactions sont déjà parties-prenantes

CrossCheck réunit les compétences des secteurs des médias et des technologies pour s'assurer que les rumeurs et fausses déclarations soient rapidement détectées et que les nouvelles trompeuses ou fallacieuses soient corrigées. Avec l'élection présidentielle en ligne de mire, les journalistes de rédactions françaises et étrangères vont collaborer pour identifier et vérifier les contenus qui circulent en ligne, qu'il s'agisse de photos, de vidéos, de « memes », de commentaires ou de sites d'actualités.

Parmi les premiers partenaires du projet figurent l'AFP (Agence France-Presse), BuzzFeed News, France Médias Monde (via les Observateurs de France 24), France Télévisions, Global Voices, Libération, La Provence, Les Echos, La Voix du Nord, Le Monde, Nice-Matin, Ouest-France, Rue89 Bordeaux, Rue89Lyon, Rue89 Strasbourg, Storyful et StreetPress. Chaque rédaction mobilisera son expertise, ses ressources et sa connaissance du terrain pour accélérer et approfondir le processus de vérification et s'assurer que tous les citoyens aient accès à des informations vérifiées. Les membres du projet CrossCheck utiliseront ces informations dans leurs propres articles, programmes et contenus relayés sur les réseaux sociaux.

Chacun est invité à signaler les sites et contenus douteux

Le public sera également incité à participer : ils pourront envoyer leurs questions et des liens vers les sites et contenus douteux afin que CrossCheck puisse mener une enquête. Toutes les questions seront recensées sur un site dédié, où figurera également le résultat des investigations de CrossCheck.

Facebook soutiendra CrossCheck sur l'identification et la diffusion des contenus

En tant que partenaire du réseau collaboratif First Draft, Facebook offrira aux membres du projet CrossCheck l'accès à CrowdTangle, un outil facilitant l'identification et le suivi des contenus sociaux en lien avec les élections. Facebook soutiendra en outre la promotion des articles et des ressources de CrossCheck sur sa plateforme pour les publics concernés et, via un effort d'éducation à l'information sur sa plate-forme, aidera à expliquer le processus de vérification et à tenir les électeurs informés des actualités confirmées ou douteuses ayant trait aux élections.

Tirer les leçons des élections américaines en mobilisant les étudiants

Le projet bénéficiera de l'expérience et des enseignements que First Draft et le Google News Lab ont tirés de leur participation à Electionland, une initiative collaborative pour découvrir et rapporter les preuves de manipulation des électeurs au cours de l'élection présidentielle américaine de novembre dernier.

A l'instar du processus mis en œuvre par Electionland, des étudiants seront sélectionnés pour être formés aux technologies de pointes utilisées par les salles de rédaction et des techniques de recherche avancées. CrossCheck recrutera des volontaires au CFJ et à l'école de journalisme de Sciences Po. Les rédacteurs de CrossCheck résumeront et remettront dans leur contexte chaque allégation, créant un flux continu de bulletins d'actualité partageables sur le site CrossCheck. Ce flux sera supervisé par l'Agence-France Presse.

Membre fondateur de First Draft, Bellingcat cartographiera les schémas et les comportements au sein de l'écosystème

de désinformation dans le cadre d'un projet de recherche plus large ayant trait aux élections en Europe. Les bulletins et graphiques produits au fil de l'actualité et fournis par Bellingcat seront diffusés sur le site de CrossCheck pendant toute la durée du projet.

La directrice générale de First Draft, Jenni Sargent explique :

« Nous observons depuis longtemps la qualité du travail de vérification réalisé par de nombreuses rédactions en France. Face à un défi de cette ampleur, c'est vraiment l'union qui fait la force. En collaborant avec de nombreuses rédactions et en ouvrant le projet au public, je suis convaincue que nous serons en mesure de contribuer à limiter le flux de désinformation à un moment aussi crucial pour la France. »

David Dieudonné, en charge de Google News Lab pour la France, a déclaré :

"Après avoir soutenu avec succès First Draft associé à plusieurs rédactions et entreprises de technologies autour du projet Electionland, lors des élections américaines, il est naturel de poursuivre cette approche collaborative unique et efficace avec des rédactions partout en France pour aider à couvrir l'un des scrutins les plus suivis en Europe. Nous sommes fiers de ce partenariat et du nouveau modèle de journalisme collaboratif qu'il inaugure".

Participez : vous pouvez vous joindre au projet jusqu'au 10 février au plus tard

CrossCheck sera lancé le le lundi 27 février. Les rédactions et les étudiants qui souhaitent participer à CrossCheck sont invités à contacter crosscheck@firstdraftnews.com pour plus d'information.

Devenez CrossChecker, partagez vos propres démystifications et vos reportages figureront sur notre page CrossCheck qui sera bientôt en ligne, après vérification par notre équipe. Pour de plus amples informations, inscrivez-vous sur notre liste de diffusion First Draft (choisissez l'option Français).

A propos de CrossCheck

Développé à partir d'idées initialement partagées dans le cadre d'une réunion du réseau collaboratif First Draft en septembre 2016, CrossCheck a été co-construit avec des rédactions locales et nationales en France et le soutien d'organismes internationaux de presse et de technologies membres du réseau First Draft. (https://fr.firstdraftnews.com)

Si vous vous connectez à ce portail, vous ne serez pas surpris qu'ils fassent la promotion de... Macron !

Fakes et fakirs

Fake news (fausses nouvelles ou infos), c'est-à-dire les faits que les médias censurent ou les vérités qui contredisent la propagande ou les versions officielles, et qui pour cette raison ne doivent surtout pas parvenir à l'oreille du plus grand nombre par crainte qu'ils se soulèvent contre le régime pour le renverser.

Macron

Fakir : Personne qui donne un spectacle d'exercices : voyance, prestidigitation, hypnose, tours imités de ceux des fakirs. (Le Grand Robert de la langue française)

#Rewind - L'ambiance des meetings de Macron
https://www.youtube.com/watch?v=3BPckfQ8N7c

- Emmanuel Macron, le produit de l'année ? - LePoint.fr

- Une vidéo révèle comment les équipes de Macron chauffent l'ambiance de ses meetings via Telegram - Franceinfo

"Plus et mieux" que Minute. Qui cela ? Mais ceux qui nous gouvernent et leurs instruments de propagande : Les médias que l'Etat subventionnent.

- La presse aux ordres et la bonne information: Le magister dixit par Chems Eddine Chitour - Mondialisation.ca, 13 février 2017

Extrait.

«C’est beaucoup plus économique de lire Minute que d’acheter Sartre car pour le prix d’un journal, vous avez à la fois la nausée et les mains sales.» Pierre Desproges

Cette boutade de l’humoriste Pierre Desproges à propos du journal d’extrême droite « Minute », était là pour nous rassurer à l’époque sur la structuration du monde entre les bons et les mauvais, les pyromanes et les autres. De nos jours tout se brouille et le journal Minute de l’extrême droite, que l’on croyait seul à éructer ses insanités brutales, n’est plus le seul, il est secondé par une bien pensance qui, sous couvert de civilité, fait plus et mieux, mais d’une façon insidieuse pour formater l’imaginaire des citoyens lambda. Mondialisation.ca

Tiens, c'est marrant, cela fait déjà quelques années que je tiens ce discours qui m'a valu d'être traité de gauchiste.

Entre nous, qui rendait compte de la réalité, votre serviteur ou tous ceux qui ont nié la réalité pendant des années, et qui par la force des choses sont obligés d'y venir les uns après les autres ?

La Croix sous la bannière étoilée de l'Agence Française de Propagande (AFP).

- S’informant de plus en plus sur les réseaux sociaux, huit Français sur dix s’estiment ainsi exposés aux fausses nouvelles, d’après les résultats du baromètre annuel « La Croix » Kantar Sofres/Kantar Média sur la confiance dans les médias. Ils attendent des médias qu’ils jouent un rôle important lors de la présidentielle, pour fournir une « information vérifiée ». Un défi que les médias veulent relever.

...l’économiste des médias Julia Cagé, (...) redoute que la France « se retrouve dans une situation à l’américaine, où les médias traditionnels perdent complètement la main face aux réseaux sociaux ».

« Comme beaucoup de médias, nous nous sommes interrogés après sa victoire et avons engagé une réflexion collective », explique Michèle Leridon, directrice de l’nformation de l’Agence France-Presse. « La plupart des médias américains avaient appelé à voter pour Hillary Clinton en vain. On s’est donc dit qu’il fallait mieux capter le terrain, mais aussi mieux se faire entendre, en touchant un public plus large sur les réseaux sociaux. » (http://www.la-croix.com/Economie/Medias/Barometre-medias-Francais-veulent-information-verifiee-2017-02-02-1200821914)

Traduction : L'AFP doit diffuser plus largement encore sa propagande vénéneuse sur les réseaux sociaux pour intoxiquer davantage de personnes, de sorte que la mésaventure survenue à Hillary Clinton ne se reproduise pas.

A retenir au confessionnal :

1- Les fausse nouvelles ne sont pas relayées par les médias institutionnels.

2- S'ils en diffusent, c'est à leur insu (coupable mais pas responsable).

3- Ils n'en sont surtout pas à l'origine.

4- La majorité de la population a confiance dans les médias institutionnels

La méthode de l'amalgame.

1- Chez les maoïstes ou gauchistes.

J'ai posté ce commentaire dans le blog maoïste resistance-politique.fr, suite à leur article publié par mondialisation.ca : "La guerre est devenue un moyen de gouverner".

LVOG- "Incohérence ou confusion.

Vous dénoncez « la mise en accusation des salafistes », pourquoi, vous y seriez favorable ? Si n’importe qui dénonçait le fascisme, vous plaindriez-vous de la mise en accusation du fascisme ?"

Resistance-politique - « Rien ne sera plus comme avant » avaient déclaré certains journalistes et hommes politiques après les attentats qui ont frappé la France. L’intensification des politiques et pratiques sécuritaires préexistantes ne s’est pas fait attendre. Mise en accusation des salafistes, des musulman-e-s, de l’islam ou des immigrés en général. À la parole des politiques, s’est joint l’acte… policier. Resistance-politique.

Constatons que l'auteur de cet article n'a manifestement pas compris que ce genre d'amalgame était destiné à dresser la majorité de la population contre les musulmans, et qu'en le reproduisant tel quel il en devenait un agent, mieux encore, en regrettant la "mise en accusation des salafistes" il légitime l'existence de cette idéologie criminelle !

Quand j'entends Fillon déclarer qu'il veut s'en prendre au salafisme ou aux Frères musulmans, aux Etats qui diffusent l'idéologie criminelle wahhabite, l'Arabie saoudite et le Qatar en premier lieu, qui ont été jusqu'à présent instrumentalisés par les Etats-Unis et Israël pour réaliser leurs objectifs politiques au Moyen-Orient, je ne vois pas pourquoi nous devrions l'attaquer sur ce plan-là puisque nous paratageons son analyse, même si évidemment nos intentions ou nos objectifs différent totalement.

Il y a lieu de distinguer entre le contenu d'un discours politique et les véritables intentions de son auteur.

On peut partager certains passages d'un discours politique prononcé par un dirigeant ou un élu d'un parti ou n'importe quelle personne en général, à condition de faire ressortir ses réelles intentions, autrement dit en faisant ressortir de quelle manière il compte exploiter tel ou tel élément de son argumentation, quelle est la part d'hypocrisie contenue dans son discours.

On ne lui reprochera pas de tenir une position que nous partageons éventuellement, ce serait ridicule, or c'est ce que font les gauchistes ou ceux qui veulent se faire passer pour des opposants ou des gens de gauche, parce qu'ils n'ont pas d'autres moyens à leur disposition pour le prouver ou se faire passer comme tels, parce qu'en réalité ce sont des opportunistes qui se caractérisent par leur refus d'affronter le régime ou de combattre pour un changement de régime...

2- Le comble de la confusion. Exiger de BFM-TV qu'il fasse preuve de "transparence", c'est comme exiger du pape qu'il avoue ne pas croire en dieu.

Résultats électoraux contraires à leurs espérances, Penelopegate frappant un de leurs champions désignés...

Écoutez donc ces coquelets hurler à la persécution à la moindre publication d'informations gênantes pour l'un de leurs protégés du moment (Hillary Clinton, François Fillon…)...

Quelle mouche a donc piqué une des égéries du poulailler (Ruth Elkrieff de BFM-TV) pour dénoncer toute exigence de transparence comme « totalitaire » ? Entendre des "journalistes" évoquer le totalitarisme de l'information transparente, c'est un comble !

Par Pierrick Tillet (http://yetiblog.org/) le 08 février 2017

Apocalypse now en Syrie.

- Syrie : de l'uranium appauvri utilisé par les Etats-Unis contre Daech - LeParisien.fr

Des munitions accusées de causer des cancers et des malformations congénitales.

C'est la première utilisation confirmée de munitions à l'uranium par l'armée américaine depuis l'invasion de l'Irak en 2003. LeParisien.fr

Ils osent tout

- Quand l'assistant d'un parlementaire PS donne des conseils aux lobbyistes pour influencer les politiques - francetvinfo.fr

Mal connu, ce métier est aussi mal encadré, puisqu'il est, par exemple, possible d'assister un député pour la rédaction de propositions de lois tout en étant rémunéré par des lobbies. Dans son édition diffusée dimanche 12 février, "C Politique" a ainsi découvert que l'assistant du député PS du Pas-de-Calais Nicolas Bays apprenait aux représentants d'intérêt à livrer clés en mains un amendement aux parlementaires.

Prêt à défendre la fabrication de "mines antipersonnel"

Lors de cette formation de huit heures, cet assistant explique ainsi aux élèves lobbyistes comment s'"insérer dans l'ensemble des rouages du pays". Et de prendre l'exemple d'une usine de sacs plastique menacée de fermeture par la décision de la ministre Ségolène Royal d'interdire leur distribution en caisse des magasins.

"En l'occurence, vous appelez quelqu'un comme Emmanuel Macron, à l'époque à l'Economie, pour lui demander si au nom de l'environnement on est obligé d'aller détruire des emplois", raconte-t-il.

"Vous vous débrouillez pour que les parlementaires de la circonscription montent au créneau de manière publique, car c'est leur intérêt : ce sont leurs électeurs qui sont en train de se faire virer. (...) Soyons clair : les sacs plastique, on s'en fout, ils auraient pu faire des mines antipersonnel à l'uranium, on les aurait tout de même défendus", ajoute l'attaché parlementaire.

Interrogé par les équipes de "C Politique", Nicolas Bays, qui emploie ce collaborateur, est gêné aux entournures : "Il le faisait avant que je l'embauche, et doit donner huit heures de cours par an. Je ne savais pas qu'il apprenait aux lobbies à rédiger un amendement, c'est gênant. Il arrêtera." francetvinfo.fr

A voix haute personne ne savait rien, mais à voix basse tous savaient tout, puisqu'ils partagent les mêmes pratiques ou ont tous quelque chose à se reprocher.

La gamelle. De la Belle Alliance Populaire à La belle démocratie.

- Lancement de "La belle démocratie" par des collectifs citoyens pour "changer les pratiques politiques" - AFP

Les représentants de 24 collectifs citoyens de toute la France se sont réunis à Marseille pour lancer le label "La belle démocratie" avec l'objectif, aux élections législatives, de "changer les pratiques politiques" pour une "réappropriation citoyenne du pouvoir"... AFP

C'est fou le nombre de dirigeants politique qui veulent au nom des travailleurs ou des citoyens reconquérir ce qu'ils n'avaient jamais conquis, se réapproprier, ce dont ils ne s'étaient jamais appropriés, à moins qu'ils s'agissent de tout autre chose

Fabrication du résultat de la présidentielle.

- Chute libre pour Fillon, Macron en recul, Hamon s'envole (sondage) - AFP

Emmanuel Macron reste en tête des personnalités suscitant le plus de soutien ou de sympathie, mais est en recul, tandis que François Fillon dégringole et que Benoît Hamon s'envole, selon un sondage Odoxa rendu public mardi.

- Ni le droit ni la morale ne sortent grandis de l'affaire Fillon - Le Huffington Post

- Pour Bayrou, le maintien de Fillon "menace l'alternance" - AFP

- Les associations anti-racistes reçues à Matignon - AFP

- Fillon veut que les Français musulmans expriment leur "colère" - AFP

François Fillon a souhaité, lors d'une visite à la grande mosquée de Saint-Denis de La Réunion, voir "monter du fond" des Français musulmans "un cri de colère contre les extrémistes" se réclamant de l'islam.

M. Fillon voudrait voir "monter du fond même des citoyens français de confession musulmane ce cri de colère et de protestation contre les extrémistes, pas seulement contre les terroristes", mais "contre ceux qui déforment le message de l'islam et appellent à la division à l'intérieur de la communauté musulmane".

"Je réclame l'interdiction de tous ceux qui sont en contradiction permanente avec les valeurs de la République (...) La République a le droit de se défendre contre ceux qui appellent à sa destruction", a insisté l'ex-Premier ministre.

"Si la coexistence entre religions est exemplaire à La Réunion, elle ne l'est pas partout sur le territoire national", a-t-il regretté dans cette mosquée, la plus vieille de France, inaugurée en 1905 sur une île peuplée aujourd'hui d'environ 850.000 habitants, dont 5% de musulmans (85% de chrétiens, essentiellement catholiques).

"Je comprends que vous soyez choqués quand on parle de "totalitarisme islamique"", a encore déclaré l'auteur de Vaincre le totalitarisme islamique, aux responsables musulmans qui venaient de lui en faire la remarque.

"Il vaudrait mieux dire que ce sont des totalitaires qui se réclament de l'islam, qui brandissent le drapeau de l'islam, qui essaient de s'accaparer l'islam", a-t-il concédé.

L'ex-Premier ministre a également souhaité "que nous ayons un CFCM (Conseil français du culte musulman) qui soit plus une autorité religieuse. Je ne crois pas que nous ayons besoin d'une organisation du culte musulman en France qui ait un caractère politique".

"Nous avons besoin d'un islam dégagé des influences étrangères", a-t-il également affirmé. "Nous savons que les influences étrangères ne sont pas des influences innocentes - je ne les mets pas toutes dans le même panier- mais il y en a qui poursuivent un but politique", a-t-il déploré.

- Une majorité d'Européens se disent contre l'immigration provenant de pays musulmans - LeFigaro.fr

Selon un sondage du think tank britannique Chatham House, 55% des Européens souhaiteraient suspendre l'entrée des immigrés venant des pays musulmans. Cette proportion s'élèverait à 61% chez les Français. LeFigaro.fr

- Emmanuel Macron est le seul capable de renouveler notre système politique - Le Huffington Post

- En Marche!: Moscou pourrait oeuvrer contre la candidature Macron - AFP

Richard Ferrand, secrétaire général d'En Marche!, a demandé lundi aux "plus hautes autorités de l'Etat" de "garantir qu'il n'y aura pas d'ingérence d'une puissance étrangère dans notre vie démocratique", laissant entendre que la Russie pourrait oeuvrer contre...

- Le programme de Hamon amène la France tout droit vers l'arrêt cardiaque - Le Huffington Post

En oligarchie. Hommage au "chef-d'œuvre" de la barbarie.

- World Press Photo : l'ambassade de Russie à Ankara condamne le choix du jury - Franceinfo

L'ambassade russe à Ankara a condamné, mardi 14 février, la décision du World Press Photo de récompenser la photographie montrant l'assassin de son ambassadeur se tenant debout près du corps de sa victime.

Dans un message publié sur sa page Facebook, l'ambassade s'est élevée contre une décision "démoralisante", estimant qu'elle traduisait une "déchéance complète de l'éthique et des valeurs morales". Faire "la propagande de l'horreur du terrorisme est inacceptable", a-t-elle ajouté.

La photographie, prise le 19 décembre par Burhan Ozbilici, de l'agence Associated Press, montre le policier turc de 22 ans alors qu'il venait de tuer de neuf balles l'ambassadeur de Russie à Ankara, Andreï Karlov, lors de l'inauguration d'une exposition. On y voit l'assassin, Mevlüt Mert Altintas, doigt en l'air, une arme à la main, son visage montrant la colère.

Les juges qui lui ont décerné, lundi, le premier prix du plus prestigieux concours de photojournalisme ont salué le courage du photojournaliste, ainsi que la portée symbolique de cette image.

Mais ce choix a suscité la controverse au sein même du jury du World Press Photo, a révélé son président, Stuart Franklin, dans une tribune publiée par le quotidien britannique The Guardian. "C'est une photo d'un meurtre, le tueur et le tué, tous deux aperçus sur la même image, et moralement aussi problématique à publier qu'une décapitation terroriste", a-t-il écrit. Franceinfo

Libération.fr - Pour le photographe Nicolas Baudouin, au-delà de toute polémique, l'image de Burhan Ozbilici, récompensée par le World Press Photo 2017, fera partie des chefs-d'œuvre de l'histoire de la photographie de reportage.

Il ne fait donc aucun doute qu'au-delà de toute polémique et de son contexte géopolitique, cette image viendra s'ajouter aux incontournables chefs-d'œuvre de l'histoire de la photographie de reportage et mérite donc cette récompense institutionnelle qu'est le World Press Photo 2017. Libération.fr 15.02

Ils osent tout.

- Le directeur de la police s'indigne d'une tribune pour Théo - Reuters

- Incidents en banlieue: Le FN lance une pétition "pour soutenir la police" - AFP

- Hamon candidat de la "bienveillance" face au "bulletin de vote qui veut faire mal" - AFP

- Audrey Azoulay juge "irresponsables" les attaques contre les journalistes - AFP

Les attaques contre les journalistes de la part de responsables de la droite sont "irresponsables", a estimé mardi la ministre de la Culture Audrey Azoulay, s'interrogeant sur la viabilité de la candidature de François Fillon. AFP

- Macron qualifie la colonisation française de "crime contre l'humanité" et s'attire les foudres d'élus des Républicains et du FN - Franceinfo

- Hollande dénonce les attaques de la droite contre les pauvres - Reuters

- Le scandale russe aux États-Unis est un potentiel Watergate pour un ex-journaliste vedette de CBS - Le Huffington Post

- Les organisateurs de la "Marche des Femmes" appellent à une grève générale des femmes le 8 mars - Le Huffington Post

- Et si Donald Trump ne savait pas lire ? - LePoint.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

1.1- Le principal conseiller de Trump pour la sécurité fragilisé - AFP

La Maison Blanche a laissé planer un doute lundi sur l'avenir politique de Michael Flynn, principal conseiller de Donald Trump pour la sécurité, soupçonné de proximités avec la Russie.

"Le président évalue la situation, il parle au vice-président (...) et à plusieurs autres personnes", a indiqué le porte-parole de la présidence américaine Sean Spicer, au moment où les Etats-Unis s'interrogent sur un éventuel remplacement de Michael Flynn à ce poste stratégique, moins d'un mois après la prise de fonction de M. Trump.

La position de M. Flynn, conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump, s'est considérablement fragilisée depuis la publication vendredi par le Washington Post et le New York Times de la teneur de conversations entre lui et l'ambassadeur de Russie à Washington Sergey Kislyak.

Au moment où l'administration de Barack Obama ordonnait fin décembre des sanctions contre la Russie pour son ingérence présumée dans les élections américaines, Michael Flynn assurait le diplomate russe que Donald Trump serait beaucoup moins sévère à l'égard de Moscou. Selon les médias, de telles discussions peuvent être considérées comme illégales.

Les démocrates au Congrès réclamaient lundi le renvoi de l'ancien général pour ces accusations "ahurissantes", tandis que leurs collègues républicains optaient pour le mutisme.

(suit un tissu de mensonges)

Ces révélations ont manifestement placé l'administration Trump dans l'embarras. Les conseillers du président, qui sont apparus dans les médias pendant le week-end, n'ont pas cherché à défendre Michael Flynn.

(pour finalement...)

Ce n'est que lundi après-midi qu'une proche conseillère de Donald Trump a tenté de dissiper le malaise, assurant sur MSNBC que l'ancien soldat bénéficiait "de la confiance totale du président".

Kellyanne Conway a relevé que M. Flynn était un "pivot important" cette semaine avec les visites de dirigeants étrangers, les chefs de gouvernement canadien Justin Trudeau et israélien Benjamin Netanyahu.

1.2- États unis : démission du patron de la sécurité nationale de Donald Trump - Franceinfo

Le conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump Michael Flynn a été contraint de démissionner lundi 13 février... Franceinfo

1.3- La CIA refuse l'accès au CNS de l'adjoint du général Flynn - Réseau Voltaire

La CIA a refusé à Robin Townley l'accréditation Défense au niveau nécessaire pour siéger au Conseil national de sécurité (CNS).

Robin Townley avait été désigné comme principal assistant du conseiller de Sécurité nationale, le général Michael Flynn. Il devait exercer au sein du CNS la fonction de directeur pour l'Afrique, mais s'est ainsi trouvé contraint de présenter sa démission.

La décision de l'Agence est la « réponse du berger à la bergère » après le Mémorandum du président Trump mettant fin au siège permanent du directeur de la CIA au CNS.

Simultanément, la CIA tente de prouver que les contacts du général Flynn avant l'élection présidentielle avec l'ambassadeur de Russie, Sergey Ivanovich Kislyak, constituent un crime fédéral. Selon l'Agence, en confirmant au diplomate les déclarations pourtant publiques de Donald Trump sur la nécessité de lever les sanctions contre Moscou, Michaël Flynn aurait commis un délit d'espionnage.

Si la CIA parvenait à ses fins, le conseiller de sécurité nationale serait arrêté.

"Turmoil at the National Security Council, From the Top Down", David Sanger, Eric Schmitt, and Peter Baker, The New York Times, February 12, 2017. Réseau Voltaire 13.02

1.4- Trump accuse le renseignement américain de fuites à la presse - Reuters

Donald Trump a accusé mercredi les services de renseignement américains de fournir illégalement des informations à la presse après la parution dans le New York Times de révélations sur les relations entre des membres de son équipe de campagne et la Russie.

Dans un message matinal sur son compte Twitter, le président américain affirme que "des informations ont été illégalement fournies" au New York Times et au Washington Post "par la communauté du renseignement".

Donald Trump met en cause dans ce message le comportement de l'Agence de sécurité nationale (NSA) et du Bureau fédéral d'investigation (FBI), mentionnant entre parenthèses les acronymes des deux agences suivis par un point d'interrogation.

Dans un autre tweet, le locataire de la Maison blanche estime que la "connexion russe" est un "non-sens" se résumant à une simple tentative pour "couvrir les nombreuses erreurs commises par la campagne perdante d'Hillary Clinton".

Citant plusieurs sources, le New York Times a rapporté mardi que des écoutes et relevés téléphoniques avaient montré que plusieurs membres de l'équipe de campagne de Donald Trump et certains de ses associés avaient multiplié les contacts avec les services de renseignement russes au cours de l'année ayant précédé l'élection présidentielle.

Ces nouvelles révélations sont parues au lendemain de la démission de Michael Flynn, conseiller présidentiel à la sécurité nationale, mise en cause après des conversations téléphoniques tenues avec l'ambassadeur de Russie à Washington fin décembre, soit avant l'investiture de Donald Trump.

Une telle pratique est considérée comme illégale en droit américain. Des parlementaires, inquiets après ces révélations, ont demandé mardi une enquête officielle sur les relations entre la Maison blanche et la Russie.

Lors d'une conférence de presse tenue en compagnie du Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, le président américain est revenu sur la démission de Michael Flynn, le présentant comme "un homme formidable" et jugeant que ce qui lui est arrivé "est très, très injuste" et que les documents le mettant en cause ont été, a-t-il insisté, "diffusés de manière illégale". Reuters 14.02

1.5- Feltman prorogé à l'Onu - Réseau Voltaire

Le nouveau secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a procédé aux nominations de son équipe.

Le directeur des Affaires politiques, Jeffrey Feltman, a été prorogé dans ses fonctions pour une année. Durant le mandat de Ban Ki-moon, il s'agissait de la plus haute fonction diplomatique au monde.

M. Feltman représente les intérêts de l'État profond US. Diplomate de carrière, il a d'abord servi en Israël, puis pour le compte de l'Autorité provisoire de la Coalition en Irak (un organisme privé qui ne dépendait pas de la Coalition, mais concentrait les membres du « gouvernement de continuité » US). Ambassadeur au Liban, il organisa l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri, la Commission d'enquête de l'Onu et le Tribunal spécial contre les présidents Émile Lahoud et Bachar el-Assad. Par la suite, il devint l'assistant d'Hillary Clinton au département d'État, puis entra comme numéro 2 à l'Onu. Il est l'auteur du plan de capitulation totale et inconditionnelle de la Syrie (techniquement rédigé par l'Allemand Volker Perthes) [1].

[1] « L'Allemagne et l'Onu contre la Syrie », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 28 janvier 2016. Réseau Voltaire 16.02

1.6- Israël/Palestine : Trump s'éloigne de la solution à deux Etats - AFP

Marquant une rupture dans la politique américaine au Proche-Orient, Donald Trump a affirmé que la "solution à deux Etats" n'était pas la seule possible pour régler le conflit israélo-palestinien, assurant être ouvert à des alternatives si elles mènent à la paix.
En accueillant à Washington mercredi son "ami" le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, le nouveau président a vanté les liens indestructibles des Etats-Unis avec Israël, tout en appelant l'Etat hébreu à "la retenue" sur la poursuite de la colonisation dans les Territoires palestiniens.

Lors d'une conférence de presse commune, M. Netanyahu, qui entretenait des relations exécrables avec Barack Obama, a loué le nouveau locataire républicain de la Maison Blanche, jugeant qu'il offrait "une occasion sans précédent" pour faire avancer la paix.
"Il n'y a pas de meilleur soutien du peuple juif et de l'Etat juif que le président Donald Trump", a-t-il martelé. AFP 15.02

Qu'on ne s'y Trump pas, le nouveau président américain en affirmant, je cite : qu'il n'était pas arc-bouté sur la solution à deux Etats : un Etat de Palestine coexistant en paix avec Israël. "Je regarde deux Etats et un Etat, et si Israël et les Palestiniens sont contents, je suis content avec la solution qu'ils préfèrent. Les deux me conviennent", a dû vouloir dire par là ce que tout le monde pense tout bas, à savoir qu'il ne devait exister qu'un seul Etat, "l'Etat juif" d'Israël (Netanyahu). L'extrême droite l'a confirmé peu de temps après.

AFP - Le chef de la droite nationaliste religieuse israélienne Naftali Bennett a estimé pour sa part que l'idée d'un Etat palestinien était révolue. "Une nouvelle ère, de nouvelles idées, pas besoin d'un troisième Etat palestinien au-delà de la Jordanie et de Gaza", a tweeté le chef du Foyer juif, fervent partisan de la colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem-est occupées. AFP 15.02

Après ces encouragements, Netanyahu s'est soulagé en allant plus loin encore.

AFP - Après la rencontre, Benjamin Netanyahu, cité par la radio publique israélienne, a refusé de s'engager à continuer de soutenir l'idée de deux Etats.

Il a également demandé au président américain de reconnaître l'annexion du plateau syrien du Golan conquis par Israël. "Le président n'a pas été stupéfait par cette demande", a-t-il dit. AFP 15.02

1.7- Puzder, nommé secrétaire au Travail par Trump, contraint à se retirer - LeFigaro.fr

Après le refus de sa candidature par le Sénat américain, ce PDG d'une chaîne de fast-food, plombé par des révélations sur d'anciens épisodes de sa vie personnelle, a préféré retirer sa candidature, ce mercredi.

1.8- Trump abroge une règle anti-corruption dans le secteur énergétique - AFP

Le président américain Donald Trump a signé mardi l'abrogation d'une règle qui obligeait notamment les compagnies minières et pétrolières américaines à rendre publics les paiements versés aux Etats étrangers afin de prévenir des faits de corruption.

2- Union européenne

- CETA: le Parlement européen approuve l'accord commercial UE/Canada - AFP

Le Parlement européen s'est prononcé mercredi en faveur du CETA, le controversé accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada, en dépit de nombreuses protestations.

Avec ce vote favorable, une grande partie du texte devrait être appliquée de manière provisoire, a priori au printemps, le temps qu'il soit ratifié par les Parlements de l'UE, ce qui prendra des années.

Réunis en session plénière à Strasbourg, les eurodéputés ont été 408 à se prononcer en sa faveur, 254 à voter contre et 33 à s'abstenir.

Le texte - appelé Accord économique et commercial global (AECG, en anglais CETA) - supprimera 99% des droits de douane. Présenté comme un modèle d'accord commercial, il prône également la coopération en matière sociale, sanitaire et environnementale.

Parmi les principales cibles des critiques, les tribunaux arbitraux amenés à être mis en place une fois que le traité aura été définitivement approuvé.

Ces juridictions pourront être saisies par une entreprise afin de demander réparation à un Etat ayant pris une réglementation contraire à ses intérêts.

Avec l'approbation du Parlement européen, un long et incertain processus de ratification du CETA s'ouvre maintenant. Au total, 38 parlements nationaux et régionaux dans l'UE devront approuver le texte. AFP

3- Venezuela

3.1- Washington inflige des sanctions au vice-président du Venezuela - AFP

Les Etats-Unis ont imposé lundi des sanctions financières au vice-président du Venezuela Tareck El Aissami, au titre de la lutte contre le trafic de drogues, selon le site de l'OFAC, une agence du Trésor qui met en place ces sanctions gelant les actifs aux Etats-Unis des personnes visées. AFP

3.2- Venezuela: la démocratie est "en phase terminale" - AFP

La démocratie au Venezuela est "en phase terminale", a accusé mardi le président du parlement vénézuélien, Julio Borges, qui a mis en cause le régime "autoritaire" du président Nicolas Maduro. AFP

4- Syrie

- L'Otan suspend ses opérations en Syrie - Réseau Voltaire

Les ministres de la Défense de l'Alliance se sont réunis le 15 février 2017 au siège de l'Organisation à Bruxelles, en présence du général James Mattis, secrétaire à la Défense de l'administration Trump.

Les ministres ont décidé à la fois la création d'un pôle Sud chargé de contrôler l'Afrique et le Moyen-Orient et la suspension des vols de renseignement en Syrie.

Depuis le début de la guerre initiée par Washington, Londres et Paris contre la Syrie, en 2011, l'Otan assure la surveillance du champ de bataille au moyen de ses AWACS et des satellites de ses membres. Ces informations sont aussitôt triées et certaines d'entre elles sont transmises aux groupes jihadistes qui peuvent ainsi échapper à l'Armée arabe syrienne.

En retirant ses AWACS, l'Organisation entendrait ne pas prendre position dans le conflit qui oppose actuellement les kurdes entre eux. Réseau Voltaire 16.02

ECONOMIE

Egypte

- L'Egypte sur la voie du sacrifice économique - euronews.com

Après avoir obtenu la promesse d'un prêt de 12 milliards de dollars sur trois ans auprès du FMI pour soutenir son économie, après avoir dévalué sa monnaie, l'Egypte remanie son gouvernement pour mener à bien d'importantes réformes économiques. Des réformes indispensables pour redresser le pays et tenter d'insuffler un climat de confiance pour attirer les investisseurs. Car le pays continue de s'enfoncer dans la crise économique.

Premier indicateur, l'inflation devenue galopante. De 13 % en septembre 2016, le taux d'inflation a fait un bond spectaculaire, passant à 24 % en décembre et atteignant 30 % en janvier 2017.

Une inflation qui s'explique en partie par la dévaluation de la monnaie égyptienne face au dollar. Il fallait 8,83 livres pour un dollar en novembre, 16 en janvier 2017.

Cette dévaluation et le passage à un régime de change flottant, réclamés par le FMI, doivent permettre à terme au pays de reconstituer son stock de devises étrangères en facilitant les exportations.

Mais sur le marché intérieur, cette dévaluation est synonyme d'explosion des prix, car les importations en pâtissent.

Des produits importés tels que la farine de blé, le riz, le sucre ou encore le café, ont vu leurs prix augmenter jusqu'à 80 % en moyenne en l'espace de quelques mois seulement. Les denrées alimentaires ont globalement subi une hausse des prix de 40 % en un an.

Denrée de base, la consommation de blé de l'Egypte a atteint 19,6 millions de tonnes en 2016. Or le pays en importe la plus grande partie. Les importations de blé devraient s'établir à 11,8 millions de tonnes en 2017.

Aujourd'hui, près de 70 millions d'Egyptiens bénéficient d'une aide de l'Etat pour acheter ces marchandises de première nécessité dans des magasins contrôlés par l'Etat. Et pourtant, le marché noir explose lui aussi et la grogne commence à se faire sentir :

"Il n'y a pas un client qui arrive sans se plaindre. Des choses qui coûtaient 1 livre, en coûtent aujourd'hui 5, et ce qui coûtait 5 livres en coûte aujourd'hui 10. Certains prix sont exagérés et je ne sais pas pourquoi. Y'a-t-il une raison pour que le gouvernement laisse cela se produire ? Quelles sont leurs raisons ? Nous ne le savons pas", explique le directeur de la chaîne de magasins Samy Salama, Emad Maher.

Un sentiment d'incompréhension qui ne peut qu'augmenter avec la deuxième salve de réformes économiques. En échange de son prêt, le FMI a effectivement demandé au gouvernement d'Al Sissi une forte diminution des aides sur ces produits de première nécessité, sur l'essence et sur l'électricité (ainsi qu'une hausse de la TVA).

La Banque centrale égyptienne n'a de toutes façons plus les moyens de mener ces politiques d'aides, car elle ne dispose pas d'assez de devises pour répondre aux besoins de la population. Ses réserves en dollars sont passées en cinq ans de 40 à un peu moins de 20 milliards.

Avec la chute du tourisme, des prix du pétrole et des investissements étrangers, le pays est dans une mauvaise passe. Mais le remède risque de faire à nouveau descendre les Egyptiens dans la rue. euronews.com

Haut de page

Le 21 février 2017

CAUSERIE

Encore une causerie très dense.

Nouveau courriel reçu.

Nouveau courriel reçu du névrosé profond qui me harcèle depuis des années de ses inepties.

- "Un constat qui résume l'ensemble : après des années et des années de réflexions quotidiennes, des milliers et milliers de lignes (la plupart du temps bien fumeuses), et de consultation de ce site par des centaines et centaines de personnes.... à l'arrivée , un seul sympathisant !! Tout est dit !"

Et un seul lecteur fulmine à la lecture de mes causeries, tout est dit en effet ! Il n'est pas à une contradiction près, qui ne méritent même plus d'être relevées. Passons.

Présentation de cette causerie.

Aujourd'hui on va consacrer une grande partie de cette causerie à l'attaque de la classe dominante via ses médias contre les supports (portails ou blogs) qui diffusent des informations qu'ils censurent ou qu'ils déforment délibérément ou encore qu'ils inventent, en hurlant aux fake new pour mieux s'ériger en inquisiteur de la pensée ou en détenteur de la vérité, qu'ils s'emploient à fabriquer pour façonner les consciences conformément à leurs besoins, et ainsi neutraliser toute opposition au monstrueux modèle de société que l'oligarchie est en train de mettre en place.

C'est un sujet si dense qu'on ne peut évidemment pas tout dire en quelques pages. Qui plus est, la situation semblant inextricable

et confuse à bien des égards, il devient impensable d'aborder les différents acteurs qui y jouent un rôle sans les caractériser politiquement. Cela semblera peut-être arbitraire à ceux qui s'accommodent de leurs contradictions, mais c'est encore le moyen le plus efficace à notre disposition pour démasquer leurs véritables intentions et la fonction qu'ils remplissent, qui ne correspond pas toujours ou rarement pour être plus précis avec la cause qu'ils prétendent représenter ou défendre.

J'ai observé depuis des années que les uns et les autres partageaient les mêmes méthodes malhonnêtes ou sournoises dans leurs analyses, consistant à recourir à une multitude de moyens pour falsifier la réalité ou la déformer avec une arrogeance, un aplomb tel ou une sincérité désarmante, de sorte qu'en les dénonçant je prends le risque de passer pour un dogmatique, un donneur de leçons ou un procureur, alors qu'en réalité sur la base des faits je ne fais que remettre les uns et les autres ou les choses à leur place tout simplement.

S'agissant des intellectuels à l'origine des médias dits alternatifs, il est facile de prouver ce que j'avance ou de les confondre, puisque les milliers d'articles qu'ils ont publiés se caractérisaient pratiquement tous par leur incohérence, si bien qu'ils conduisaient systématiquement à une impasse politique ou dans les bras du régime, c'est d'ailleurs à cet endroit uniquement qu'on pourrait leur attribuer une certaine consistance ou logique ce qui mériterait qu'on salue leur détermination à étaler ainsi leur propre impuissance, peu importe qu'ils en aient eu ou non conscience puisqu'ils y trouvaient satisfaction, ce qui montre au passage qu'on ne poursuit pas les mêmes objectifs politiques, celui du combat du mouvement ouvrier, renverser l'ordre établi, s'emparer du pouvoir politique, changer radicalement de société, en finir avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'incarne de nos jours le capitalisme ou l'impérialisme.

Se donner les moyens d'atteindre ces objectifs devrait être une obsession, or chez eux ils font défaut puisqu'ils ne reconnaissent pas à la classe ouvrière son rôle historique et les tâches politiques notamment qui en résultent, ils interviennent et demeurent à l'extérieur du mouvement ouvrier, ils ne peuvent donc pas prétendre y jouer un rôle dirigeant.

C'est autre chose d'écrire de beaux articles ou de s'adresser à des gens d'une tribune, cela en est une autre de construire les instruments qui permettent de changer la société en allant à la rencontre des travailleurs quotidiennement et de confronter nos idées et nos convictions aux nombreux obstacles qui les retiennent de prendre leur destin entre leurs mains. La différence est qualitative, on passe à un niveau de conscience supérieur quand on s'organise dans un parti ouvrier, on se donne les moyens d'atteindre nos objectifs, on passe au plan pratique, on passe à l'action, on ne contente plus de paroles écrites ou orales, on s'engage véritablement. Le parti est la conclusion du Manifeste du parti communiste de Marx et Engels, et il concentre les enseignements de la lutte de classes, les expériences les plus élevées du mouvement ouvrier révolutionnaire, c'est de là qu'il tire sa légitimité.

Ceux qui lui refusent, ignorent le développement du capitalisme qui aboutit à sa putréfaction, au chaos et à la barbarie ou à sa négation en le dépassant. Pour eux l'horizon du capitalisme est indépassable. Ils sont plus proches des hommes qui pendant des millénaires contemplèrent l'horizon au-dessus des océans sans savoir ce qu'il y avait au-delà ou au bout, ils restent fixés au rivage du capitalisme, tandis que les hommes d'aujourd'hui doivent avoir les yeux rivés au-delà de cet océan de sueur, de larmes et de sang. Cet au-delà n'est pas inaccessible, dès lors qu'on ne se contente plus d'idées ou de paroles ou qu'on passe à l'action.

Eux ils sont en quête de respectabilité, de légitimité et il est puéril de l'autoproclamer. J'ai lu que la démission de Flynt sonnait comme un avertissement à tous ceux qui au sein de l'administration Trump envisagerait d'affronter les sommets de l'oligarchie, ce qui devrait en décourager plus d'un de s'y frotter, ils devraient faire profil bas s'ils voulaient conserver leur poste.

Pour passer à la radio ou à la télévision en France, il fallait avoir adopté la version officielle du 11 septembre 2001 sous peine d'être qualifié de complotiste et de se retrouver en compagnie de personne jugée indésirable pour cette raison. Du coup certains journalistes ou animateurs de blogs ou portails qui avaient bien retenu la leçon, n'ont cessé à ce jour contre la logique la plus élémentaire (niveau CE1) de demeurer fidèles à la parole de G.W. Bush, D. Cheney et de C. Powells. Cela ne leur aura servi à rien puisque plus tard certaines de leurs prises de positions aboutiront à les exclurent des médias mainstream.

Je rappelle pour la énième fois qu'il est impossible qu'un building de plus de 40 étages aux structures métalliques s'effondre sur lui-même en 5,6 secondes suite à un simple incendie (Tour n°7), et que la température maximum atteinte par la combustion du kérosène ne permet pas d'atteindre le degré de fusion de l'acier et de faire fondre des poutres de 10 cm d'épaisseur (Tours jumelles percutées par des avions).

S'agissant d'intellectuels de formation et professionnels on ne peut pas dire qu'on serait en présence d'idiots, dès lors il était parfaitement clair qu'ils s'étaient abaissés délibérément à mentir sur le 11 septembre 2001 pour des raisons inavouables ou des intérêts purement individuels qui n'avaient strictement rien à voir avec les intentions qu'ils affichaient ou la cause pour laquelle ils prétendaient lutter, trompant ainsi les gens qui leur faisaient confiance, donc finalement empruntant les mêmes méthodes que les médias institutionnels dont ils dénoncent à juste titre les pratiques. Cette bassesse n'aura servi strictement à rien puisqu'ils sont bannis des médias aux ordres, et qui plus est ils figurent sur la liste rouge des inquisiteurs du Monde ou des maîtres de l'internationale oligarchique numérique qui contrôlent vos ordinateurs, Internet, tous les grands moyens d'informations.

Si j'ai choisi cet exemple, c'est pratiquement parce qu'il se passe de tout commentaire et non pour revenir sur le 11/9. Concernant

les autres intellectuels ou les intellectuel en général, on peut les confondre facilement à partir d'une multitude d'exemples où ils font également dans le déni, pour certains sur la Syrie, pour d'autres sur la Libye, mais aussi sur la Russie ou la Chine sur lesquels ils comptent, alors que les travailleurs n'ont rien à attendre de ces régimes impérialistes, ils relaient également toutes les opérations montées par l'oligarchie pour détourner l'attention des travailleurs contre les institutions et le capitalisme, qui finalement ne servent que l'agenda ou la stratégie du chaos des oligarques, car nous n'irons pas comme eux jusqu'à leur attribuer des qualités philantropiques.

Cela démontre simplement qu'à des degrés divers ils sont corrompus par l'idéologie de la classe dominante et que ce n'est pas de ce côté-là qu'il faut chercher une issue politique à la crise du capitalisme.

Cela dit on reconnaît leur utilité pour diffuser des informations que les médias mainstream censurent et qui sans leur concours ne parviendraient pas à notre connaissance, c'est la seule qualité qu'on leur reconnaîtra pour nous rendre un indéniable service, aussi nous devons les soutenir contre l'entreprise du Monde (Facebook, Google, Microsoft, etc) destinée à les discréditer et à les faire disparaître.

Si j'ai tenu à apporter ici certaines précisions concernant la nature de ces médias dits alternatifs, c'est pour qu'on ne nous accuse pas de collusion avec leurs mensonges ou leur orientation politique qu'on ne partage pas. Je ne remets pas systématiquement en cause leur honnêteté ou leur talent, je mets simplement en évidence leurs limites et ce qu'on est en droit d'en attendre sans semer la moindre illusion à leur sujet afin que les choses soient parfaitement claires entre nous, entre celui qui écrit ces lignes et les lecteurs, jamais à aucun moment je n'ai tenté ou je chercherai à les manipuler.

Je sais pertinemment que la plupart des lecteurs sont devenus extrêmement susceptibles, et qu'ils sont à l'affût du plus infime détail dans lequel ils verront à tort ou à raison une contradiction qu'ils monteront en épingle au point de les aveugler et de perdre de vue que l'essentiel demeurait l'orientation politique de son auteur qui n'a jamais varié d'un millimètre ; C'est un peu comme s'ils prenaient un malin plaisir à se priver des moyens de progresser en manquant ainsi de discernement. Ce qui n'est pas mon cas me semble-t-il, car ce n'est pas parce que j'ai conscience de la nature de ces médias dits alternatifs que je vais en perdre la tête et les vouer aux gémonies.

Ils remplissent malgré tout un rôle progressiste à ce stade irremplaçable, puisqu'aucun parti ouvrier n'a été capable de remplir les tâches qu'ils assument, il est là le véritable problème. Les partis ouvriers ont déserté le combat sur une multitude de plans dont ceux idéologique et psychologique, de l'information, de la pédagogie en direction des masses qu'ils laissent le soin à des intellectuels petits-bourgeois d'accomplir avec tous les travers ou aspects indésirables, contreproductifs que cela peut comporter ou qui en résultent forcément, ensuite placer devant le fait accompli, il nous faut bien faire avec ces contradictions dont nous ne sommes pas responsables ou comptables, c'est ce qu'ai essayé de faire ici avec mesure.

Les faits étant à l'origine de notre interprétation matérialiste et dialectique du monde, il est donc indispensable qu'ils parviennent à notre connaissance pour comprendre dans quel monde nous vivons pour le changer, sinon cela s'avèrera impossible, c'est l'objectif du Monde ou de l'oligarchie qui sont nos ennemis, et non ces médias dits alternatifs que nous soutenons sans réserve, mais pas aveuglément.

Quelques réflexion politiques.

Remonter à la source.

Si on doit axer notre combat politique contre l'oligarchie et les institutions de la Ve République, c'est pour s'attaquer aux fondements du régime, au capitalisme qu'il faut abolir, éradiquer de la surface de la terre.

Proclamer qu'il faudrait abolir la Ve République n'a aucun sens ou ne sort pas de la posture, si cela ne s'appuie pas sur une mobilisation révolutionnaire des masses exploitées.

De même qu'il est inutile de dresser une liste de revendications sociales qu'un gouvernement satisferait, si elle ne s'accompagne pas ou ne repose pas sur l'expropriation sans indemnités des banquiers et des actionnaires du CAC40, des quelque 2.000 grandes entreprises.

Pourquoi demeurons-nous optimiste malgré tout ?

Parce que la désillusion présente vient d'un espoir qui pendant beaucoup trop longtemps a reposé sur une imposture. Elle peut être salutaire si on décide de relever ce défi ou de l'affronter, ou au contraire un terrible cauchemar et conduire à la démoralisation extrême, à la dépression, au suicide collectif.

Bref retour sur les primaires.

Je ne sais pas si quelqu'un l'a déjà mentionné, les primaires de ce qu'ils appellent encore la droite et la gauche a pu donner lieu à des manipulations qui ont dépassé leurs organisateurs, tant les résultats ont déjoué tous leurs pronostics. C'est à croire que quelque chose est en train de leur échapper...

Etats-Unis. Imposture et marché de dupes.

La démission du conseiller américain à la sécurité nationale, le général Michael Flynn, démontre que les institutions américaines sont contrôlées par la CIA et le Pentagone, derrière lesquels se tiennent un clan parmi les oligarques les plus puissants des Etats-Unis, qui depuis de nombreuses décennies se sont emparés du pouvoir dans ce pays.

Soyons plus précis, après avoir nommé tous les présidents des Etats-Unis depuis Reagan, les présidents américains successifs n'ont cessé de céder à leurs exigences au point de renforcer leur pouvoir dans des proportions telles, qu'ils sont parvenus petit à petit à placer leur personnel aux postes clés de l'administration ou des différentes institutions de l'Etat, de sorte que le président élu quel qu'il soit sera sommé d'obéir au doigt et à l'oeil à leurs dicktats sous peine d'être destitué ou supprimé physiquement si nécessaire.

Trump vient juste de démontrer qu'il n'avait ni les moyens ni l'intention de leur résister, autrement dit il va poursuivre comme prévu la politique d'Obama, Bush père et fils, le vice-président Mike Pence, le secrétaire d'Etat Rex Tillerson et le chef du Pentagone Jim Mattis viennent de le confirmer lors de leur tournée européenne... Trump, c'est la banalisation du capitalisme sauvage, c'est la dérégulation de l'économie tout azimut au profit de l'oligarchie anglo-saxonne qui va encore accroître sa fortune et son pouvoir politique.

Cela ne modifie en rien notre stratégique, la classe ouvrière américaine doit axer son combat politique à la fois contre l'oligarchie qui détient le pouvoir et contre les institutions que contrôle l'oligarchie...

Quelques données pour étayer notre analyse.

- Guerre froide entre Trump et ses espions - liberation.fr

Depuis son investiture, le nouveau président américain houspille à intervalles réguliers les agences de renseignement, outil pourtant essentiel à sa prise de décision. En retour, les puissantes officines à trois lettres (NSA, CIA, FBI), qui n'avaient pas manqué de scruter la présidentielle française en 2012, semblent prendre leurs distances avec une Maison Blanche hors norme qui ne leur inspire guère confiance. liberation.fr 18.02

- La sécurité de l'Amérique liée à celle de l'Europe, dit Mattis - Reuters

Le secrétaire américain à la Défense, James Mattis, qui effectue son premier déplacement en Europe, a évoqué vendredi l'émergence d'un "arc d'instabilité" à la périphérie du Vieux Continent et s'est efforcé de rassurer ses alliés, qui craignent un désengagement de Washington.

"Nous voyons tous que notre communauté de nations est menacée sur de multiples fronts, alors que l'arc d'instabilité se développe à la périphérie de l'Otan et au-delà", a déclaré le numéro un du Pentagone à Munich, ou se tient une conférence annuelle sur la sécurité.

"La sécurité de l'Amérique est liée de façon permanente à celle de l'Europe", a-t-il ajouté par la.

A Bruxelles, la veille, pour une conférence de l'Otan, l'ancien général du corps des "marines" avait jugé que les conditions permettant une coopération militaire avec la Russie n'étaient pas réunies, une déclaration sans précédent depuis l'investiture de la nouvelle administration américaine.

Mercredi, il a invité les Etats membres de l'Otan à respecter leur engagement en matière de dépenses militaires, ce que la chancelière allemande Angela Merkel s'est engagée à faire vendredi.

"Il est juste que ceux qui bénéficient de la meilleure alliance au monde prennent leur part des dépenses nécessaires pour défendre nos libertés", a répété Mattis vendredi. Reuters 17.02

Un coup d'Etat.

- La militante canadienne Naomi Klein voit dans le nouveau gouvernement des États-Unis un coup d'État très clair des grandes entreprises. (legrandsoir.info)

Naomi Klein - Que ce soit clair : ceci n'est pas un changement pacifique du pouvoir. C'est une prise de contrôle des commandes par le monde de l'entreprise. Ceux qui achetaient les deux plus grands partis pour défendre leurs intérêts ont décidé qu'ils en avaient marre de jouer le jeu. Apparemment, tous ces dîners fins avec les politiciens, toutes ces cajoleries et pots-de-vin légalisés insultaient leur sentiment de pouvoir de droit divin.

Désormais, ils suppriment l'intermédiaire et font ce que tout grand chef fait quand il veut que quelque chose soit fait comme il l'entend : ils le font eux-mêmes. C'est Exxon qui est ministre des Affaires étrangères. C'est Hardee qui est ministre de l'Emploi. C'est General Dynamics qui est ministre de la Défense. Et, pour tout le reste, ce sont les types de Goldman Sachs. Après avoir privatisé l'État par petits morceaux pendant des décennies, ils ont décidé de s'emparer du gouvernement lui-même. La dernière frontière du néolibéralisme. C'est pourquoi Trump et tous ses lieutenants qu'il a nommés rigolent bien des faibles protestations quant aux conflits d'intérêts – toute l'affaire n'est qu'un seul très grand conflit d'intérêts. (« Le cabinet de copains de Trump a peut-être l'air très fort, mais ces gens ont peur » - legrandsoir.info 16.02)

Le "capital financier mondialisé" a pris le pouvoir.

- Jean Ziegler (Membre du Comité exécutif des droits de l'homme à l'ONU) : « Les Etats ont été vidés de leur capacité normative et de leur efficacité. Ils se sont fait, en quelques sorte, mettre K.O. par les détenteurs –ceux-là, ultra performants- du capital financier mondialisé ». (« Les Chemins de l'espérance » Jean Ziegler, éditions Le Seuil)

Ce que les plus acharnés défenseurs du capitalisme ne peuvent pas comprendre.

Désinformation. L'art de prendre ses désirs pour la réalité.

L'art de ne retenir que les informations qui vous intéressent à la manière des médias, dont par ailleurs vous dénoncez les méthodes crapuleuses.

- Les Anglo-Saxons rétropédalent par Vila - legrandsoir.info 16.02

- "Avec le Brexit et l'élection de Trump, le monde anglo-saxon vire à 180° sa façon de voir les choses. Après avoir poussé le libéralisme à son paroxysme, il change de cap. Si on reprend la grande histoire du monde, ce n'est pas la première fois qu'il innove et avec un certains succès, d'ailleurs. Il a compris que la période de mondialisation qui a représenté, depuis le début de l'ère industrielle, une sorte de rente de l'occident sur le tiers monde s'achève. (...)

Du coup ces forcenés du mondialisme rétro-pédalent pour atténuer le basculement du centre de gravité de la richesse du monde de l'occident vers le reste du monde." legrandsoir.info 16.02

Toutes les décisions prises par Trump depuis son intronisation le 20 janvier prouvent exactement le contraire. Les Britanniques et les Américains, qui concentrent le pouvoir financier, ont décidé de s'émanciper des contraintes de l'UE qu'ils ont imposées à ses pays membres pour resserer le noeud coulant qui les étrangle déjà, afin qu'ils se plient à leurs injonctions, le tout agrémenté de menaces proférées ouvertement, mais qu'apparemment l'auteur de cet article a décidé de ne pas prendre en compte.

Nouvelles du ministère de la Vérité.

(En référence au roman "1984" de George Orwell)

Un peu de logique.

Qui a diffusé les fausses informations sur l'Irak de G.Bush et C. Powel, puis d'Obama et de Clinton sur la Libye pour justifier la guerre contre l'Irak et la Libye, sinon la totalité des médias qui aujourd'hui prétendent faire la chasse aux fake news ou fausses informations.

Comment croire que des médias liés à l'oligarchie financière ou propriétaires d'oligarques auraient une morale au-dessus de tout soupçon et auraient intérêts à permettre au peuple d'accéder à la vérité qui est la pire menace qui pèse sur le vieux monde pourri.

En oligarchie. L'inquisition ou le fascisme ordinaire.

- L'International Fact-Checking Network, auquel a fait appel Facebook pour vérifier la crédibilité des contributions de son site – pourtant à 99% inoffensives – est chapeauté par le Poynter Institute for Media Studies visant, selon les ultimes directives d'Obama du 26 décembre 2016, à protéger les gouvernements alliés des Etats-Unis de la propagande de la Russie, de la Chine entre autres.

Le Poynter Institute for Media Studies est financé par des fondations de George Soros : Arthur M. Blank Family Foundation, the Duke Reporters' Lab, the Bill & Melinda Gates Foundation, Google (on le retrouve), the National Endowment for Democracy, the Omidyar Network, the Open Society Foundations and the Park Foundation.

http://www.activistpost.com/2017/01/international-fact-checking-network-new-worldwide-ministry-truth.html

Réveillez-vous.

(Parole d'internautes.)

1- "Derrière ce "Decodex" est-ce que se ne serait pas plutôt un organisme de censure qui va se mettre en place avec loi à l'appui pour fermer et interdire tel ou tel site d'infos alternatif ? Je trouve que ça pue cette affaire !"

2- "Nous sommes passé sans nous en rendre compte d'un Etat de droit à un Etat policé."

Il vous en faut peu pour vous satisfaire dites-donc.

La bonne conscience ou la dignité à pas chère proclamée par un auteur d'articles publiés notamment par ces médias à leur propos une "bouffée d'air frais sans lequel on ne peut vivre dignement" (un internaute).

La stratégie du chaos.

3- "Ils donnent l'impression de chercher la guerre, mais le maintient d'un état de tension peut suffire, comme dans le cas de la guerre froide."

4- "Le decodex du Monde est un phénomène parmi d'autres des stratégies continuelles de certains médias occidentaux de museler l'opinion publique et de la manipuler. Ces stratégies s'accélèrent avec les diverses élections en Europe qui risquent de révéler au grand jour l'échec de l'Euro et de l'UE. Enfin, ils veulent entretenir les tensions dans les sociétés civiles et construire un "ennemi global" la Russie voire les Etats-Unis de Trump maintenant."

Il faut passer à l'offensive.

5- "Etre uniquement sur une position défensive c'est se condamner à perdre… "

La vérité est révolutionnaire.

- Edward Bernays, père de la propagande : « La manipulation consciente, intelligente des opinions et des habitudes organisées des masses joue un rôle important dans une société démocratique. Ceux qui manipulent ce mécanisme social imperceptible forment un gouvernement invisible qui dirige véritablement le pays. » (Source : Edward Bernays, Propaganda, Montréal, Lux Éditeur, 2008, p. 1)

- David Rockefeller. "Nous remercions le Washington Post, le New York Times, le Time magazine et leurs directeurs qui ont participé à nos réunions (Bilderberg) et ont respecté leurs promesses de discrétion pendant près de quarante ans. Il nous aurait été impossible de développer notre plan pour le monde si nous avions été soumis aux feux de la rampe durant toutes ces années. Mais le monde est aujourd'hui plus sophistiqué et préparé à marcher vers le gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est sûrement préférable à l'autodétermination nationale pratiquée ces derniers siècles."

- Victor Hugo à Adolphe Thiers : "Un peuple instruit est un peuple ingouvernable" .

Certains affirment que le Decodex du Monde serait une réaction des médias aux ordres au Brexit et à l'élection de Trump. Analyse hasardeuse ou erronée, parce que cette opération sert les mêmes intérêts que ceux qui sont derrière le Brexit et l'élection de Trump.

Ce serait davantage une machination, qui à l'instar du terrorisme serait un moyen destiné à atteindre des objectifs inavouables, en deux temps. Dans un premier temps ils se présentent comme les juges impartiaux au service de la vérité des informations diffusées par le canal d'Internet, en désignant les portails ou blogs qui seraient coupables d''enfreindre la vérité et en les mettant à l'index , pour ensuite justifier faire passer une loi qui interdirait ces portails ou blogs ou limiterait leur accès à Internet, de sorte qu'il ne resterait plus que les portails ou blogs passés maîtres de la désinformation pour le compte de l'idéologie néolibérale, de l'oligarchie.

Iront-ils jusque là ? Ils ont créé un instrument de communication accessible à tous qui comportent des failles ou qu'ils ne contrôlent pas, et ils n'aiment pas cela du tout manifestement. Il est peu probable dans l'état actuel des choses qu'ils iront plus loin, parce qu'il n'y a qu'une seule chose qu'ils craignent vraiment : le socialisme ou que le mouvement ouvrier international renoue avec le socialisme.

Or nous en sommes encore très éloignés, si on en juge par l'état de confusion ou décomposition des partis ouvriers, les analyses que diffusent les médias dits alternatifs ou indépendants, dont aucune n'est orientée vers le socialisme. Nos lecteurs ont pu le vérifier depuis des années.

Cela dit, la menace que représentent pour eux ces médias provient du fait qu'ils diffusent des informations qui peuvent permettre à leurs lecteurs de mieux comprendre la situation, sans pour autant leur proposer d'issue politique cohérente ou sérieuse répétons-le, leurs analyses aboutissent systématiquement dans une impasse politique, mais ils peuvent être amenés à s'en apercevoir et à se demander pourquoi, ce qui pourrait les conduite ensuite à se poser une multitude de questions qui les mettraient à un moment donné sur la bonne voie, ce qu'il faut éviter à tous prix évidemment, leur régime n'y résisterait plus très longtemps.

Quand on a l'impression de toucher la vérité et qu'il ne se passe rien ou que cela ne change rien, que cela ne sert finalement à rien, on sera tenté pour peu qu'on soit curieux ou qu'on persiste dans nos recherches, à se dire que cette vérité doit être incomplète ou doit comporter des lacunes, qu'il y manque le petit quelque chose qui changerait du tout au tout notre interprétation ou perception de l'évolution de la société et du monde, qui nous permettrait de renouer avec l'espoir et la conviction qu'il est possible de les changer, qu'historiquement rien ne permet de justifier que la civilisation humaine serait condamnée à régresser et à sombrer dans le chaos et la barbarie.

Ce dont des petits bourgeois des classes moyennes ou intellectuels issus généralement de la social-démocratie ou du stalinisme ou encore de l'anarchisme, déçus par ces idéologies ou leur impuissance à modifier le cours de la société qu'ils avaient eux-mêmes abandonnés, qui ont été à l'origine de la propagation et de la multiplication des ONG en tous genres, quand ce ne fut pas directement des membres du PS ou du PCF. Ils y furent encouragés par l'Etat et l'oligarchie financière qui tirait les ficelles derrière ou était destinée à en tirer profit sur le plan politique.

Outre la fonction d'accompagner les conséquences de la survie du capitalisme agonisant au stade de l'impérialisme liquidation, elles devaient servir à vampiriser et disloquer le mouvement ouvrier en se concentrant sur un aspect de ces conséquences au détriment de leurs causes qui ramenaient toutes au capitalisme qu'il ne s'agissait plus de combattre pour le renverser ou l'abolir.

Les ONG comptent cent fois, mille fois plus d'adhérents et de sympathisans que les partis ouvriers, donc c'est une affaire qui a fonctionné à merveille. Dorénavant les plus importantes sont directement créées ou financées ou les deux à fois par l'oligarchie ou des idéologues à son service, par les Etats également, et elles se voient confiées des missions par des institutions internationales du capital.

Elles se sont substituées à l'Etat dans certains domaines tout en empiétant sur le terrain (social) d'intervention du mouvement ouvrier, ce qui en fait des organisations de nature corporatiste puisqu'elles sont toutes orientées dans la même direction sans remettre en cause l'ordre établi.

Sur le plan de l'information et de sa diffusion, ce sont les médias dits alternatifs ou indépendants qui remplissent la même fonction. Si leur champ d'action et leur diversité est très large, ils ont tous en commun d'être incapables de proposer une issue politique à la crise du capitalisme.

Si les ONG se sont épanouies sur la misère du monde, les médias dits alternatifs se sont développés en la commentant ou en ont fait commerce également à des fins idéologiques plus que lucratives, mais pas toujours.

Ce qui les caractérise, c'est leur incohérence, leurs contradictions, l'impuissance qui en résulte. Leur modèle est individualiste, parce qu'une action collective pour venir à bout de l'origine des méfaits du capitalisme qu'ils dénoncent les répugne, pas question d'envisager sérieusement la nécessité d'un soulèvement populaire ou de recourir à une révolution pour régler définitivement les maux de la société qu'ils dénoncent par ailleurs à juste titre.

Les ONG et ces médias ont été créés dans cet esprit-là, ce sont leurs fondations, donc il est impossible d'agir dessus ou il est vain d'essayer de les réformer ou de leur faire adopter une autre direction. Autre point commun avec les médias institutionnels, les institutions ou l'Etat, le capitalisme, ils recourent à l'autocensure en tant qu'intellectuels en refusant obstinément d'étudier le développement et le fonctionnement du capitalisme et plus généralement le processus dialectique matérialiste et historique inconscient qui est à l'origine du développement de la civilisation humaine, de la société, du monde ou de l'humanité. A moins qu'ils n'aient pas les capacités intellectuelles de l'analyser jusqu'au bout qui conduit à l'alternative barbarie ou socialisme. Ils se condamnent ainsi au déni en limitant leur réflexion à la barbarie et en imitant les méthodes des médias mainstream.

Sur le plan politique on peut les caractériser de réformistes bourgeois ou de progressistes de droite consacrant leur temps et

leur énergie et souvent leurs talents à des digressions sans fins qui ne servent à rien au regard des décennies qui passent et des générations d'hommes et de femmes qui sont victimes de la survie du capitalisme à travers le monde. On en vient à ce constat, quand on observe qu'ils se satisfont de discours ou de mesures qui ne changent rien fondamentalement à la condition des exploités et des opprimés.

On conçoit très bien qu'il existe une marge entre le combat pour une cause sociale ou un droit politique et la lutte pour renverser le régime en place. Ce que je veux mettre en évidence, c'est que ce n'est pas parce qu'on se bat pour une revendication ou une cause que systématiquement on ne doit pas être partisan du renversement du régime ou un révolutionnaire.

Inévitablement également, leurs discours versent dans la confusion, ils sont eux-mêmes manipulés ou ils se laissent manipulés. Ils acceptent volontiers certaines interprétations que leur servent les représentants du régime, comme par exemple la version officielle du 11 septembre 2001

En guise de conclusion.

En guise de conclusion pour confirmer ce qui vient d'être dit, donnons la parole à l'un d'entre eux, les-crises.fr (Olivier Berruyer) qui nous révèle leur objectif : "*redonner à la masse de la population confiance dans les grands médias*", autrement dit faire en sorte que les travailleurs qui se sont détournés des médias aux ordres y retournent, pour leur plus grand bien, cela va s'en dire.

- "Face à ça, la première des missions n'est pas de s'occuper de sites rouges (la plupart des gens ne vont pas par hasard sur Iluminatis.com ou Mon-voisin-est-un-extraterestre.fr), mais de redonner à la masse de la population confiance dans les grands médias.

C'est le principal sujet, qui devrait occuper 90 % des débats et non pas 0,1 % comme aujourd'hui.

On est dans une situation surréaliste : c'est comme si 80 % de la population n'avait plus confiance dans les médecins, et allait consulter des chamanes, et que l'Ordre des médecins réagissait en… faisant la liste des mauvais chamanes, soit presque tous… Le tout sans s'interroger sur l'origine de la perte de confiance envers eux, ni y remédier…

Bref, le jour où tout le monde pourra aller en confiance sur Le-Monde.fr, sans se demander s'il n'y aura pas des mensonges non corrigés ou des omissions préoccupantes, où de vrais débats pluralistes seront présents, les gens ne passeront plus leur temps à aller sur des sites sur Internet.

Et ceci réalisé, je pourrai alors fermer mon site, ce qui est mon objectif..." (Source : DEC-INDEX : Quand Le Monde ressuscite L'Index de l'Église catholique 07.02.2017… - les-crises.fr)

Nous voilà bien avancé !

(Par des internautes)

1- "Pointer les incohérences et le danger du programme du FN ne sert pas à grand chose. Il vaut beaucoup mieux mettre en face des gens des propositions convaincantes pour les sortir de leurs misères."

2- "Le Monde ne reconnaitra jamais votre blog et vous n'obtiendrez jamais gain de cause. Le problème pour cette officine n'est pas de déterminer si un blog ou un site présente des faits avérés, sourcés, vérifiés mais si ces derniers sont en adéquation avec la ligne politique néoconservatrice du journal. "

3- Si vous voulez des exemples de journalisme de "renvoi d'ascenseur-copinage-complaisance-collusion-connivence-imposture-manipulation" allez sur le blog de Vanessa Schlouma : "jusqu'ici tout va bien"‘ qui s'est arrêté hélas en 2014 : http://vanessa-schlouma.blogspot.fr/ Tout y est entre journalistes, communicants, entreprises, le grand mélange des genres dénoncés et décryptés par cette dame.

4- "Vous comprendrez mieux en lisant ceci : Le Centre de formation des journalistes saisi par l'argent-roi." https://www.monde-diplomatique.fr/2003/02/RUFFIN/9931

5- "Les conflits en cours en Syrie, en Irak, en Afghanistan, en Ukraine, en Libye, au Zimbabwe, bouleversent les conditions de vie et génèrent des flux migratoires. Certains pays, enfin, vivent dans une insécurité alimentaire chronique : la République démocratique du Congo, la République centrafricaine, le Burundi, le Mali, le Niger. Ce n'est pas un hasard si la plupart de ces pays sont en proie à la guerre civile, au terrorisme et à l'intervention militaire étrangère. Le désordre qui y sévit est d'abord de nature politique et géopolitique. Loin d'être une fatalité, il résulte de causes endogènes et exogènes identifiables. La famine ne tombe pas sur les damnés de la terre comme frappe la foudre. C'est l'arme des puissants pour écraser les faibles." (Source :

Yémen. La famine arme des forts contre les faibles par Bruno Guigue - Arrêt sur Info 19.02)

Et on fait quoi pour mettre fin à ces horreurs ? Pas de réponse.

Les intellectuels et les membres des classes moyennent ne peuvent pas changer le monde sans le concours des masses révolutionnaires, mais comme elles leur répugnent ils sont voués à l'impuissance...

6- "L'inversion des courbes de croissance en Occident et dans le prolongement dans le reste du monde pousse la presse système à la manipulation (trafiquer les thermomètres) et à un déni de réalité (optimisme doctrinal) car notre système repose essentiellement sur une croissance devenue inaccessible. Cette inversion imposée par la physique nous amène à inverser jusqu'au sens des concepts qui permettent de décrire le réel pour se protéger d'une réalité devenue menaçante. Comme par réflexe, la classe politico-médiatique pratique un optimisme béat et traite tout qui met en doute cet optimisme de décliniste comme si le seul fait de dire que cela n'allait pas allait faire en sorte que cela n'aille pas (par prophétie auto-réalisatrice)."

7- "On se situe au croisement entre la crispation des ploutocrates (qui possèdent tous les grands médias) et l'effondrement éducatif (qui fait que les jeunes journalistes ne savent même plus écrire une phrase correcte, alors de là à réfléchir un tant soit peu…) Cela dit, il y a une différence avec l'index catholique. Autrefois l'Eglise était toute puissante. Aujourd'hui, qui lit Le Monde ?"

8- "En fait, dans mon entourage on lit Le Monde pour avoir les derniers éléments de langage et l'opinion majoritaire consensuelle chez les CSP+. Histoire d'avoir la bonne attitude dans sa vie professionnelle et sociale. Avec les personnes de confiance, on échange les vraies infos et on s'amuse des derniers bobards publiés. Le basculement de l'opinion à mon sens vient du traitement de la guerre en Syrie qui a été désastreux pour l'image du Monde. A des degrés divers, tout le monde a compris que les infos étaient au mieux partielles, au pire mensongères."

9- "L'argent commandant tout, il faudrait déjà supprimer toutes les aides à la presse.

Si le lecteur est le seul payeur on le respecte (et le journal est le seul produit).

Si l'argent vient de la pub c'est l'annonceur qu'on respecte (et le lecteur est le produit).

Si l'argent vient des aides, c'est le pouvoir politique que l'on respecte.

Dans le système actuel le moins important est le lecteur (d'ailleurs il disparait et ça tiens encore). Dans le système actuel nos impôts (les aides à la presse et aux medias) sont juste notre obole aux milliardaires pour que cela leur coûte moins cher de nous bourrer le mou."

Cela ne date pas d'hier

- La presse a toujours monstrueusement menti. Toujours. Et jusqu'à la création de l'internet, elle n'avait pas de contradicteur. La "presse libre" était un piège à c… Les puissances d'argent pouvaient financer 99% de la presse, et le reste était ostracisé et combattu avec vigueur. Jusqu'à aujourd'hui, sa principale arme était le silence total sur les nouvelles, blogs, et opinions qui les dérangent. Visiblement, ils ont décidé d'attaquer. Leur arme favorite, la diffamation n'est qu'un des aspects de la guerre qui se prépare(car elle n'est pas commencée) contre l'info alternative. (...) Demain, ce sera fermeture autoritaire, haute trahison, prison. Vous verrez, on y arrive.

- L'excellent Pierre Péan et Philippe Cohen avaient déjà dénoncé les dérives du Monde dans leur ouvrage "La face cachée du Monde" : "Usant de son pouvoir d'intimidation, Le Monde aurait insidieusement glissé de son rôle de contre-pouvoir vers l'abus de pouvoir permanent…"

C'était en 2003 et tout était déjà dit. Rien n'a semble-t-il changé depuis, si ce n'est que maintenant ce sont les sous-fifres et non plus les "grands pontes" qui font le sale boulot…

- Et avant MM. Péan et Cohen, il y avait eu Michel Legris, en 1976 : "Le Monde tel qu'il est" (Plon, 65 000 exemplaires). http://tempsreel.nouvelobs.com/culture/20030313.OBS8090/le-monde-du-mythe-au-mensonge-par-michel-legris.html Malgré son passage à la télé ("Apostrophes" du 7 mai 1976), Legris avait été ostracisé après la sortie de ce livre sacrilège. http://www.ina.fr/video/I04252732

- Ce sont les conséquences logiques de la loi Pleven puis de la loi Gayssot. Criminaliser la recherche des faits au nom de l'émotionel. Ils ne font pas ça par hasard, ils se protègent car les médias ne sont pas un contre pouvoir, ils sont le pouvoir. Montrer la vérité c'est révéler leur pouvoir de nuisance et surtout pour qui ils travaillent etd ans quel but. Car il n'y a que 2 façons d'exercer le pouvoir : par la force ou par la persuasion. La propagande est la base de leur pouvoir c'est pour cela qu'il s'attaquent aux

plus faibles : les enfants. Ensuite ce sont les poursuites judiciaires “et après il y a les coups” (les connaisseurs apprécieront).

No news plus nuisible que les fakes news car indétectable au premier abord.

- ... le Parlement ukrainien a élu Andreï Paroubi comme nouveau président du Parlement ukrainien à la majorité des députés. Andreï Paroubi est le cofondateur du parti néo-nazi ukrainien. Il a animé toutes ses milices militaires pendant plusieurs années. Il s’est occupé du commandement militaire de Maïdan. Cet homme-là a été nommé président du parlement ukrainien dans un contexte de tensions avec la Russie. On imagine ce que la nomination d’un tel personnage signifie pour la stabilité de l’Europe. Il n’y a pas une information là-dessus dans Le Monde. Le président du parlement du plus grand pays d’Europe est le fondateur du parti néo-nazi local et Le Monde n’en parle pas.

J’ai consacré du temps à cette histoire sur mon blog. j’ai même fait un très gros effort, j’ai fait traduire la prose de ce sinistre personnage des années 1990 en français. Dedans, on apprend que le rôle historique de l’Ukraine est de protéger la race blanche en Europe des hordes barbares asiatiques qui vont les envahir avec les Russes. Cet homme est président du parlement. C’est délirant. Il rencontre les plus grands dirigeants de l’Europe et cela ne pose aucun problème. C’est de ce genre de choses dont j’ai parlé et qui me font être haï par les grands médias. C’est parfaitement vrai. C’est parfaitement factuel. Ils n’en parlent pas. c’est un exemple de « no news » avec des conséquences dramatiques. (Olivier Berruyer fondateur et animateur du blog Les-Crises.fr - Source : interview au portail Le Grand Soir)

Quelques exemples de fake news répertoriés chez les inquisiteurs et repérés par des internautes.

Libération fake.

- Fausses informations, vraies conséquences - liberation.fr

Blogs américains, fermes à clics… Les «fake news» s’imposent comme un business lucratif, à des fins très politiques.

C’est la question à un million de dollars. Les fake news ont-elles influencé l’élection américaine ? Un rapport du renseignement a confirmé l’ingérence russe dans l’élection de novembre. Sans pour autant confirmer que celle-ci a favorisé directement l’arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche : les experts de la CIA, du FBI et de la NSA ont refusé de s’avancer sur ce terrain. «Le renseignement américain est chargé de surveiller et évaluer les intentions, les capacités et les actions d’acteurs étrangers. Il n’analyse pas le processus politique américain ou l’opinion publique américaine», indique le rapport. Impossible pour l’instant de savoir si, et à quel point, la désinformation à l’œuvre tout au long de la campagne a modifié l’issue du scrutin. liberation.fr 17.02

1- Une fausse question débouchant logiquement sur...

2- Une accusation...

3- Sans preuve...

4- Peu importe...

5- Mille fois répétée elle est destinée à se substituer à la réalité à laquelle chacun est prié d'adhérer.

Le Télégramme fake.

- "hier j’ai pris en flag le Télégramme, classé vert, en train de faire de la fake news, et de modifier après coup, mais l’URL les trahit. N’hésite pas à faire tourner.

https://web.facebook.com/damoclesinternational/photos/a.475760839179229.1073741828.331105460311435/1224636714291634/?type=3&theater"

Slate fake sous la forme d'une suggestion.

- Après les États-Unis, la Russie interfère-t-elle dans les élections aux Pays-Bas? - Slate.fr

Le spectre de l'ingérence russe flotte maintenant sur l'Europe...

- Des hordes de hackers russes déferlent sur la présidentielle par Philippe Huysmans - arretsurinfo.ch 16.2

Apparemment, ce serait devenu un must, une sorte de consécration à laquelle doit accéder tout candidat pour asseoir sa stature internationale, et son rôle de défenseur de la liberté; puisque chacun sait que les hackeurs russes Ukrainiens à la solde de Vladimir Poutine sont parmi ses pires ennemis. Accessoirement, c'est aussi très pratique pour détourner l'attention populaire de ses propres errements, comme ce fut le cas pour le DNC, la Convention Nationale Démocrate. Et si l'on devait malgré tout perdre quand même les élections, cela s'avère très pratique pour rejeter la responsabilité de son échec sur « les Russes ». Réchauffé ? Sans doute, mais n'est-ce pas dans les plus vieilles casseroles qu'on fait le meilleur bouillon ?

Quand l'anathème vaut preuve

Il semblerait que nos gouvernants, relayés par leurs chiens de garde[1], aient décidé que désormais, désigner l'ours russe comme responsable vaut automatiquement pour condamnation d'une action d'ingérence intolérable. Plus besoin d'enquête, plus besoin de preuves; la presse aux ordres se fait adjoint du procureur, greffier méticuleux au procès et commis du bourreau lors de l'exécution publique. La post-vérité dans toute sa splendeur.

S'agissant d'un domaine technique, et plus encore, relevant d'un domaine entouré d'une aura de mystère, il est assez facile de faire circuler les histoires les plus farfelues, la majorité de la population n'y verra que du feu. Et le temps que la supercherie soit éventée, si elle devait l'être, l'élection sera passée. Ce qui compte ici ce ne sont pas les faits, mais bien les bénéfices escomptés en terme d'image. Une énième campagne de com' du candidat Macron, qui faute de programme en est réduit à ce genre d'expédients pour continuer à exister jusqu'au premier tour, le 22 avril prochain. L'idée même repose sur un sophisme : le candidat Macron doit être un candidat formidable puisqu'il a un ennemi personnel aussi formidable que la Russie, incarnée par son Président. (...)

Et ça va continuer

Il ne faut pas se faire d'illusions, ce qui était visé, bien au-delà d'hypothétiques « cyberattaques russes », c'étaient les médias russes, tels Russia Today et Sputnik, qualifiés de « médias de propagande » :

Dans les rangs d'En Marche! on en est sûr, la Russie chercherait à déstabiliser la présidentielle française. C'est d'ailleurs le titre de la tribune publiée dans Le Monde mardi et signée par le secrétaire général du mouvement d'Emmanuel Macron, Richard Ferrand. Dans le viseur du proche de l'ancien ministre de l'Economie : le Kremlin, bien sûr, mais aussi des médias qualifiés de «médias de propagande», la chaîne de télévision multilangues Russia Today (RT) et l'agence de presse Sputnik, deux médias publics russes destinés aux opinions étrangères. SOURCE : EUROPE1

La bonne vieille propagande antirusse, et plus généralement tous les médias qui ne veulent pas danser sur l'air que l'oligarchie leur chante, comme en attestait le pathétique Decodex des « décodeurs » du Monde, détenteurs autoproclamés (et auto-certifiants) de l'orthodoxie et pourfendeurs des nouvelles « fausses » ou « orientées ».

Gageons qu'en dépit des évidences, les « cyberattaques russes » contre bébé Rotschild ne seront jamais classées au rang de fausse nouvelle. Un petit sourire entendu et l'on passera à autre chose. arretsurinfo.ch 16.02

New York Times fake.

Quand la dénonciation d'une "fausse nouvelle" est elle-même une fausse nouvelle. par Moon of Alabama - legrandsoir.info 17.02

Un nouvel article assez amusant sur les fausses nouvelles a été publié dans le New York Times d'aujourd'hui.

Voilà son titre : fausses Nouvelles, faux Ukrainiens : Comment un groupe de Russes a influencé un vote hollandais

C'est amusant parce qu'aucun élément de l'article ne vient corroborer le titre. Au contraire, l'article se révèle n'être lui-même rien d'autre qu'une fausse nouvelle. Il fait état d'événements anciens, qui ne sont pas des nouvelles, et il n'apporte aucun élément à l'appui de sa thèse.

Quelques expatriés ukrainiens ont fait campagne aux Pays-Bas contre un vote sur un accord d'association UE-Ukraine.

Des Hollandais d'origine russe ont fait campagne dans le même sens. Les Néerlandais ont finalement rejeté l'accord avec 61,1% de voix contre et 38,1% pour.

Ce vote a eu lieu en avril 2016. Je ne comprends pas pourquoi ce vote mérite aujourd'hui un article. Son but n'est certainement pas de d'informer sur l'actualité ou sur le vote lui-même. L'article n'explique pas sur quoi portait précisément le vote, ni ne mentionne les chiffres du résultat.

Quelques expatriés aux Pays-Bas ont participé à des discussions publiques et ont fait campagne contre l'accord et ils ont finalement gagné. Ils l'ont fait sans cacher leur identité, honnêtement et dans le cadre de la loi. Absolument rien ne prouve qu'ils aient eu une influence indue sur le vote. Mais cela ne convient pas au NYT. « C'est Poutine qui l'a fait » est un impératif permanent pour le NYT. Et donc, les Ukrainiens qui ont fait campagne doivent être de « faux Ukrainiens », et en réalité des Russes, parce qu'il est impossible, aux yeux du NYT, qu'un Ukrainien se prononce contre le putsch violent de Maidan et ses conséquences (citation du NYT)

L'auteur semble dire que les gens « des régions russophones d'Ukraine » (qui représentent au moins le tiers du pays) sont de « faux Ukrainiens » ? Qu'ils n'ont aucune volonté propre en tant qu'Ukrainiens et qu'ils sont seulement capables de « relayer la ligne du Kremlin comme des perroquets » ? Ces Ukrainiens russophones sontils de moindre valeur ? Est-ce mal de ne pas relayer comme un perroquet la ligne de Washington / Bruxelles ?

Voyons de plus près ces « Faux Ukrainiens » et ces « Groupe de Russes » :

Vladimir Kornilov semble avoir la quarantaine. Quand il est né, il n'y avait pas de « Russie » ni d'« Ukraine » comme aujourd'hui. La Russie historique comprenait l'Ukraine. Lorsque Kornilov est né, c'était l'Union Soviétique avec ses nombreuses entités fédérales. « Né en Russie » et « a grandi en Ukraine orientale » sont des catégorisations nationales que personne n'avait faites avant que l'URSS ne s'effondre. Les gens auraient dit « né à Moscou » et « grandi à Donetsk » ou quelque chose comme ça.

Le seul « Russe » mentionné dans l'article est un jeune étudiant qui est arrivé enfant aux Pays-Bas (id)

Ananjev se décrit lui-même publiquement comme quelqu'un qui « a été élevé comme un Hollandais mais qui est encore russe à 80% ». Kornilov et Ananjev sont les deux seuls noms que le NYT peut fournir à l'appui de sa thèse. Ils sont les « Faux Ukrainiens » et le « Groupe de Russe », dont le titre parle.

Le « faux Ukrainien » n'est pas « faux » du tout, c'est un vrai Ukrainien. Le « groupe de Russes » est un étudiant de Rotterdam élevé en Hollande. Le NYT n'a trouvé aucun signe d'une quelconque pression russe sur leurs idées ou leurs opinions. Il n'y a aucune preuve dans l'article, pas la moindre preuve, que ces personnes « aient fait basculer » le vote hollandais. Le NYT n'essaie même pas de le démontrer.

Le peuple néerlandais, a voté contre la préférence des éditeurs du NYT à une large majorité. Que la raison puisse en être le fait que l'accord sur lequel portait le vote n'était pas très bon, ou l'illégalité du putsch de Maidan organisé par les États-Unis, cela ne les intéresse pas du tout et ne soulève aucune question. A la place, ils nous servent de fausses allégations qu'ils présentent comme des faits sur une soi-disant influence étrangère, sans aucune preuve à l'appui.

L'expression « Fausse nouvelle » du titre ne prend sens que si on l'applique à l'article lui-même.

Il n'y a aucun argument dans l'article qui justifie le titre. Il n'y a pas de « faux Ukrainiens », il n'y a pas de « groupe de Russes » et les quelques militants expatriés n'ont pas « fait basculer le vote néerlandais ».

L'article est aussi une fausse nouvelle dans le sens qu'il ne contient aucune nouvelle du tout. Le vote a eu lieu il y a 10 mois. Avant le vote, les expatriés ont fait campagne contre l'accord tout à fait ouvertement. Rien n'a changé depuis. Il n'y a pas un seul fait nouveau dans l'article.

C'est de la propagande pure et simple. Il n'y a pas un seul fait qui vienne corroborer le titre. C'est un effort plutôt raté pour alimenter la campagne anti-russe qui a été exacerbée par Hillary Clinton pour gagner l'élection et ensuite pour expliquer son échec quand elle a été battue. Il colle avec l'illusion impériale de la « seule superpuissance » qui est le fonds de commerce du NYT. Mais il rate son coup. L'article ne convainc personne et il est facile à percer. Ce sont des fake news. (http://www.moonofalabama.org/2017/02/anti-russian-piece-about-fake-news-turns-out-to-be-such.html

20th Century Fox fake.

20th Century Fox s'excuse pour les «fake news» sur Trump et Poutine - sputniknews.com

20th Century Fox a présenté ses excuses à propos d'une série de faux sites de nouvelles et de fausses histoires destinés à promouvoir le nouveau film de la société américaine. La société a été largement critiquée de tous les côtés.

La société de production cinématographique 20th Century Fox a présenté ses excuses pour l'utilisation de fausses nouvelles pour promouvoir son nouveau film « Un remède pour le bien-être », informe le site Variety.

« Dans le cadre de la campagne de sensibilisation de nos films, nous faisons de notre mieux pour repousser les limites du

marketing traditionnel afin d'exprimer notre message aux consommateurs. Dans ce cas, nous avons eu tort », a déclaré la société dans un communiqué officiel.

Plus tôt, la société de production a lancé plusieurs sites qui ressemblent à des sites d'actualité réels. Les producteurs ont créé, notamment, des médias tels que le Salt Lake City Guardian, le NY Morning Post et l'Indianapolis Gazette.

Ces sites présentaient des « nouvelles » inventées sans mentionner qu'il s'agissait de fiction où que les sites faisaient partie d'une campagne publicitaire. En particulier, ces « médias » attiraient l'attention des lecteurs inconscients avec des histoires telles que: Donald Trump rencontre clandestinement Vladimir Poutine, M. Trump interdit les vaccinations, et Donald Trump refuse d'envoyer de l'aide dans une zone sinistrée en Californie.

20th Century Fox a tenté de justifier ses actions en indiquant la particularité de l'histoire du film.

« "Un remède pour le bien-être" est un film sur le "fake" médicament, qui n'aide pas à soigner les gens, mais les rend encore plus malades. Dans le cadre de la campagne publicitaire nous avons créé un faux site sur la santé et nous avons collaboré avec un créateur du fausses infos pour publier ces fausses nouvelles », a informé le New York Times en citant la déclaration de la société.

Après que le subterfuge a été exposé, Fox a été inondé de critiques sur les médias et réseaux sociaux.

« Cela dépasse absolument les bornes. Utiliser un faux site de nouvelles pour inciter les consommateurs à acheter des billets pour le film est en fait une forme de marketing trompeur », a estimé Bonnie Patten, la directrice exécutive de l'organisme pour la défense des consommateurs TruthinAdvertising.org.

À l'heure actuelle, tous les faux sites de nouvelles crées par 20th Century Fox ne fonctionnent pas et redirigent sur le site officiel du film « Un remède pour le bien-être ». sputniknews.com 17.02

HuffPost et AFP fakes.

Macron Vs Sputnik: les Fake News du HuffPost reprises par l'AFP - sputniknews.com

Mardi matin, Le Huffington Post a relayé les réactions de Sputnik et RT aux accusations gratuites de l'équipe Macron. Pourtant, exposer un démenti d'un média en déformant complètement l'accusation même et reformulant la réponse des médias, c'est de la fabrique de «fake news» par excellence… Un fake qui a déjà été repris par l'AFP.

Diffuser le démenti « des deux médias financés par le Kremlin » accusés gratuitement est une bonne chose en soi.

Pourtant, quand le HuffPost déforme l'accusation en question — les propos du collaborateur de M. Macron et la réponse des médias en question — ce n'est plus de l'information, c'est de la désinformation. Une « fake news » publiée et diffusée par le Huffington Post et déjà reprise par l'AFP, la plus grande agence de presse en français… Voilà comment les fausses nouvelles viennent au monde et sont propagées. Les juristes de Sputnik examinent d'ailleurs les suites à donner à cette affaire.

Ainsi, le 14 février, avec tout l'amour qu'il voue à Sputnik et RT, le Huffington Post, un média racheté par le géant américain AOL en 2012 et dont la branche française était détenue à son lancement à 51 % par la maison-mère américaine, à 34 % par Le Monde et à 15 % par le banquier Matthieu Pigasse, s'est réjoui des accusations « formulées par des cadres d'En Marche! » et de la réponse des deux médias en question. Et voilà ce qu'il a écrit:

« Il [le secrétaire général du mouvement français En Marche!, Richard Ferrand, ndlr] a notamment cité une "rumeur" partie d'un blog et relayée par Sputnik, selon laquelle Emmanuel Macron, lors de son déplacement au Liban, aurait dormi "aux frais du contribuable" à l'ambassade de France ».

Pourtant M. Ferrand n'a jamais accusé Sputnik ou RT de diffuser cette rumeur, issue en réalité d'un blog et reprise par les médias français et non ceux « du Kremlin ». Voilà ce que Richard Ferrand a réellement dit lors d'une émission sur France 2:

« Je crois qu'aujourd'hui, il faut regarder les faits: deux grands médias, Russian Today (sic) et Sputnik, qui appartiennent à l'État russe, font leur quotidien de la diffusion et de la propagation de fausses nouvelles, ces nouvelles sont reprises, sont citées et viennent peser sur notre vie démocratique. »

Un blog [qui a indiqué, ndlr], lorsqu'Emmanuel Macron est allé au Liban: « Il a dormi à l'ambassade du Liban, au fond, aux frais du contribuable », ce qui naturellement était inexact. Mais alors que s'est-il passé? Le magazine Les Inrockuptibles, non sans citer le blog, a donné cette fausse information, que deux porte-paroles de Monsieur Fillon ont repris, sur Europe 1, sur France Culture et ailleurs pour ensuite s'apercevoir qu'elle était inexacte, mais en attendant, le mal est fait.

Eh oui, comme l'a fait remarquer M. Ferrand, « la rumeur est partie et ensuite on vient comparer cela à d'autres faits qui sont plus embêtants ».

Couper des citations, c'est aussi un art. Et le HuffPost le maîtrise parfaitement. Le média présente ainsi la réponse de Sputnik:

« À titre de preuve, le collaborateur d'Emmanuel Macron a cité un article qui n'a jamais été publié par Sputnik », se défend le site, expliquant qu'il s'agit d'une «publication dans un blog et non d'un article du site. »

Que doit-on alors tirer de cette citation habilement tronquée? Que Sputnik a bien publié cette information, non sur son site principal, mais sur un blog. Espérons que le HuffPost a au moins ouvert le site pour l'étudier un peu avant d'en parler et de voir… que si des blogs écrits par des lecteurs de Sputnik sont bien présents sur le site, aucun d'entre eux n'a cité la rumeur en question, pas plus que le site principal d'ailleurs…

« Sollicitées par le HuffPost, les rédactions françaises des médias russes Spoutnik (sic) et RT France n'ont pas souhaité réagir aux accusations de l'entourage d'Emmanuel Macron », poursuit le Huffington Post.

Pourtant, la rédaction française de Sputnik n'a reçu aucune demande de la part de ses confrères du Huffington Post. Tant pis, car cette demande aurait pu empêcher l'apparition de la « fake news », qui poursuit déjà son bonhomme de chemin dans les médias français… La raison en est peut-être que le Huffington Post a tenté de contacter la rédaction française d'un inexistant « Spoutnik »…

La réponse de Sputnik au mouvement français En Marche! ne concernait en réalité que la déclaration de Richard Ferrand qui a accusé les deux médias de « s'ingérer dans la vie démocratique » de la France sans toutefois fournir de preuves, se limitant à citer un message d'un blog qui n'a rien à voir avec ces sites. sputniknews.com 17.02

- D'où les rumeurs sur Macron proviennent-elles en réalité? - sputniknews.com

Le candidat à la présidentielle Emmanuel Macron s'attaque déjà en personne à Sputnik pour la propagation de rumeurs que le site n'a jamais diffusées. Rejetant fermement toute accusation, Sputnik invite à creuser plus profond dans les origines de ces rumeurs. Oh surprise! Le sujet s'avère avoir été soulevé il y a déjà fort longtemps.

Les rumeurs autour de l'ancien ministre de l'Économie font couler toujours plus d'encre, entre autres à cause de la « chasse aux coupables » à laquelle se livre l'équipe de Macron. Sur Radio Classique, le candidat à la présidentielle française vient lui-même de reconnaître le caractère non truqué de la campagne électorale, pour ensuite critiquer les sites Sputnik et RT pour leurs prétendues attaques médiatiques.

« L'élection […] n'est pas truquée mais nous avons subi des attaques répétées, multiples, de hackers sur notre site internet, beaucoup viennent d'Ukraine avec de fortes présomptions », a assuré Emmanuel Macron, affirmant avoir des preuves de ces attaques. « Je souligne que plusieurs sites, Sputnik ou Russia Today, où vous avez beaucoup de journalistes français dont l'orientation politique n'est pas à démontrer […], ont produit des attaques en règle […] en propageant qui des rumeurs, qui des propos assez infamants qui ne relevaient pas du journalisme mais plutôt de la pire presse d'opinion », a-t-il ajouté.

L'un des prétendus coupables, Sputnik, s'est chargé de démêler l'écheveau de l'affaire.

« Révélation » ? 1

Si on regarde de plus près les crimes médiatiques attribués à Sputnik, le site ne se révèle pas si impliqué que ça. Ayant publié un article rédigé à partir d'une interview du fondateur du site WikiLeaks Julian Assange accordée au journal russe Izvestia, qui évoquait des informations « intéressantes » à propos d'Emmanuel Macron, le site a essuyé bien des foudres de la part des médias français ainsi que des partisans du candidat, ceci, alors qu'aucune information concrète n'a été mentionnée.

Qui plus est, les informations en l'espèce s'avèrent circuler dans les médias depuis déjà un certain temps, alimentées par des propos retentissants dans les cercles politiques de l'Hexagone. Parmi les probables raisons de cet émoi autour de la candidature de Macron, il y a les termes quelque peu osés prononcés par l'ancien président français Nicolas Sarkozy, dans un entretien au magazine Le Point en mai dernier :

« Que voulez-vous que j'en pense? Il est cynique. Un peu homme, un peu femme, c'est la mode du moment. Androgyne. Ce qui vous plait chez Macron, c'est que vous aimez toujours ceux qui ne vous obligent pas à choisir », avait déclaré l'homme politique à propos du candidat d'En Marche!.

Si la formulation de Sputnik attire tant de grogne, cela ne peut que signifier que l'on veut tout simplement discréditer M. Macron sans s'inquiéter de l'absence de preuves. En outre, alors que le site préfère parler du parcours politique de M. Macron que de sa vie privée, plusieurs médias français évoquent sans ménagement ce côté de la vie du candidat et choisissent hardiment leurs termes, tout en accusant Sputnik d'avoir jeté la rumeur dans l'espace médiatique.

Ces médias semblent ainsi utiliser ces rumeurs comme prétexte pour lancer une nouvelle polémique autour du candidat à la présidentielle française.

Macron gay? La fabrique d'une rumeur https://t.co/z26d1Roghz pic.twitter.com/vpRPD0Djsb — Actu en France (@ActuEnFrance) 8 ??????? 2017 ?.

Ce que disent les rumeurs d'homosexualité sur Emmanuel Macron https://t.co/5Vw0zNWvu8 par @askolovitchC — Slate.fr (@Slatefr) 9 ??????? 2017 ?.

Soutien de Bergé = lobby gay = Macron homosexuel, explique sérieusement un député de droite https://t.co/jdgWrWETlW pic.twitter.com/DVPY2jHKyt — Marianne (@MarianneleMag) 7 ??????? 2017 ?.

Le sujet Macron semble d'ailleurs avoir provoqué un scandale sur Closer: un article évoquant un proche d'Emmanuel Macron travaillant pour Mathieu Gallet — que plusieurs médias soupçonnent d'entretenir une liaison avec le candidat à la présidentielle et dont le nom n'a jamais été mentionné par Sputnik — est supprimé peu après la publication.

@B_Roger_Petit #Closer supprime un article sur Mathieu #Gallet très gênant pour #macron & #EnMarche pic.twitter.com/1F6WsgGGfz — titouont (@calielius) 6 ??????? 2017 ?.

« Révélation » ? 2

La plus récente rumeur qui vaut à Sputnik de se retrouver au cœur des critiques concerne les informations selon lesquelles Emmanuel Macron aurait séjourné à la résidence officielle de l'ambassadeur de France « aux frais des contribuables français » lors de sa visite au Liban. En réalité, la rumeur est issue du site d'info français Le Vent se lève, puis a été relayée par les Incrocks et mentionnée sur RT, qui a pourtant reconnu que l'information en question était difficile à vérifier.

Sur Sputnik France, aucune information sur le sujet n'a émergé, un constat également confirmé par Libération.

Alors que l'équipe Macron continue de s'arc-bouter sur ses accusations, les portes de Sputnik restent ouvertes à tous ceux qui souhaitent faire la lumière sur la situation, y compris les membres d'En Marche! et son candidat. sputniknews.com 17.02

Tous les prétextes sont bons pour s'attaquer à la liberté d'expression

- Le délit d'entrave numérique à l'IVG définitivement adopté au Parlement - LeFigaro.fr

L'extension du délit d'entrave aux sites de «désinformation» sur l'IVG a été définitivement adopté jeudi matin à l'Assemblée nationale. Voté à main levée, le texte punit de deux ans de prison et de 30.000 euros d'amende toute tentative en ligne de diffuser des informations «de nature à induire intentionnellement en erreur, dans un but dissuasif, sur les caractéristiques ou les conséquences d'une interruption volontaire de grossesse». Tous les groupes de gauche et une majorité de l'UDI ont voté en faveur du texte, tandis que Les Républicains ont voté contre «une atteinte à la liberté d'expression».

La ministre assure que cette loi n'instaure pas une forme de censure en ligne. «Les militants anti-IVG resteront libres d'exprimer leur hostilité à l'avortement. A condition de dire sincèrement qui ils sont, ce qu'ils font et ce qu'ils veulent», a-t-elle expliqué. Christian Kert, député Les Républicains des Bouches-du-Rhône, a pour sa part dénoncé un texte qui menace «la liberté de pensée» et «met en place une véritable censure gouvernementale».

De son côté, le planning familial s'est félicité de l'adoption d'un texte qui vise à «garantir une information fiable pour permettre à toutes les femmes d'exercer le droit». LeFigaro.fr

- Les parlementaires rétablissent le délit de consultation de sites djihadistes - LeFigaro.fr

France. Elections présidentielles : Les institutions en quête de légitimité introuvable.

Ils craignent que les masses se détournent des institutions que les élections doivent cautionner.

- Présidentielle : à deux mois du premier tour, "il y a un certain désarroi pour une partie de l'opinion" - Franceinfo

Rarement une élection présidentielle a été aussi indécise sous la Ve République.

Franceinfo a interrogé Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos, pour comprendre les raisons de ces hésitations dans l'électorat.

Brice Teinturier : C'est un des enseignements importants de cette enquête. Les électeurs ont des certitudes de choix plus faibles qu'à l'accoutumée, avec seulement environ 50% d'entre eux qui déclarent que leur intention de vote est définitive. Par ailleurs, les Français apparaissent moins sûrs d'aller voter qu'en 2012, avec environ six points de moins qu'il y a cinq ans. L'étude montre un certain désarroi pour une partie de l'opinion, une insatisfaction vis-à-vis de la campagne en cours.

Comment expliquer cette indécision et cette relative démobilisation ?

Il y a tout d'abord l'affaire Fillon.

Le deuxième élément d'explication relève des projets politiques qui sont, aujourd'hui, assez peu audibles.

Il n'y a donc pas de lignes de force très nettes, de débats sur les propositions qui polarisent et fixent le vote des électeurs. Cela ajoute au sentiment de flou et de désarroi de l'opinion.

Enfin, tout cela se joue sur fond de désengagement profond vis-à-vis du politique, après deux quinquennats qui ont déçu, à droite comme à gauche.

L'absence de candidat sortant peut-elle aussi expliquer cette incertitude ?

Oui, tout à fait. Le rapport au candidat sortant structure habituellement une élection présidentielle. Avec le renoncement de François Hollande, il n'y a pas de sortant et cela contribue à l'absence de ligne identifiée, d'aspérité, d'arête solide. C'est un moteur classique et fondamental de l'élection qui ne joue pas. En plus, tous les candidats se sont démarqués du quinquennat : personne ne revendique le bilan, ni Benoît Hamon, ni Emmanuel Macron. Chaque candidat tente donc de dérouler ses propositions dans son couloir, sans toujours se faire entendre. C'est une difficulté supplémentaire pour l'électeur. francetvinfo.fr

En Hamon et en aval

Faites tomber les masques. Hamon le félon consommé.

Toute issue du côté de Mélenchon étant bouchée, sa nature droitière s'expose pour rallier des voix de droite qui seraient allés à un autre candidat. Et ce n'est pas fini.

- Benoît Hamon veut "une nouvelle loi Travail" et non plus son abrogation. - Franceinfo

Commentaire d'un internaute

- "Hollande avait au moins attendu d'être élu pour annoncer ses renoncements... Hamon prouve chaque jour qu'il représente la continuité avec la politique de Hollande et Valls ; il est prisonnier du PS et n'y pourra rien changer."

Stop ou encore, Hamon le supplétif de Hollande.

- Election présidentielle : le camp Hamon dit "stop" aux discussions avec Mélenchon - Franceinfo

Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon, c'est fini. La discussion n'aura duré que 24h. Elle a été achevée samedi 18 février après une série d'échanges par courriers, téléphones et caméras interposées.

Depuis Lisbonne, où Benoît Hamon achevait samedi son premier déplacement international, le candidat du PS a acté l'échec de ces négociations pour une alliance avec Jean-Luc Mélenchon, qui étaient pourtant souhaitées par une partie de la gauche.

"On ne va pas non plus lui envoyer des rébus"

Entre la lettre envoyée par Jean-Luc Mélenchon à Benoît Hamon vendredi, et un coup de téléphone, le ralliement des deux

candidats semblait d'ores et déjà compromis.

Mais la déclaration du candidat de La France insoumise vendredi sur BFMTV, où il a clairement dit qu'il n'allait pas s'accrocher "au vieux corbillard du PS", a peut-être été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Les mots de Pascal Cherki, conseiller de Benoît Hamon, sont clairs : "Stop on arrête le feuilleton ! On ne va pas non plus lui envoyer des rébus à Mélenchon." Le candidat socialiste, lui, a froidement répliqué dans son discours à Lisbonne : "Je ne répondrai pas avec les mêmes mots à Jean-Luc Mélenchon."

La rupture consommée, le candidat socialiste en a donc profité pour s'adresser directement aux électeurs de gauche, expliquant qu'"il va falloir que nous choisissions l'horizon que nous jugeons désirable. Jugeons-nous désirable l'horizon que nous proposent Marine Le Pen et la droite ? (...) Je continuerai à être l'architecte et le maçon d'un rassemblement de la gauche qui ira au-delà des postures personnels." Il a ajouté, un rien bravache, qu'"aujourd'hui, je suis le mieux placé pour faire gagner la gauche." Franceinfo

Parole de croque-mort du socialisme.

- Mélenchon : "Je n'ai pas l'intention de m'accrocher à un corbillard" - LePoint.fr

Invité ce vendredi sur le plateau de BFM TV, le candidat à la présidentielle est notamment revenu sur l'épineux sujet de l'union de la gauche. LePoint.fr

Comment Hamon reprend les arguments de l'extrême droite selon lequel le wahhabisme serait un produit de l'islam.

Lisez attentivement, c'est écrit noir sur blanc. Sachez aussi que Hamon est entouré d'ultra sionismes. Les femmes ne sont pas plus libres ou égales en droit aux hommes que le serait les exploités aux exploiteurs, celui qui perd cela de vue tombe dans leur manipulation.

- Hamon dans un entretien au Journal du Dimanche. AFP 19.02

...il existe "un double déni", celui "de la République, qui a laissé se développer des ghettos sociaux et territoriaux" et "celui de musulmans qui disent que cette dérive-là est extérieure à l'islam" alors qu'il y a "une offensive très forte de groupes religieux qui testent la République et veulent mordre sur les libertés fondamentales, notamment celles qui concernent les femmes".

Mais comment donc établir que la femme est libre de porter le voile islamique ? "La République, c'est la liberté de conscience et de religion, y compris quand elle est visible, tant qu'elle ne trouble pas l'ordre public", élude Benoît Hamon en mettant en garde contre Marine Le Pen, qui "détourne la laïcité pour en faire un instrument antimusulman".

"Si elle arrive au pouvoir, c'est l'embrasement garanti des banlieues", prédit-il. AFP 19.02

Hamon en famille avec l'oligarque Bill Gates.

- Présidentielle : le point commun inattendu de Benoît Hamon et Bill Gates - LePoint.fr

Présidentielle : le point commun inattendu de Benoît Hamon et Bill Gates "Il faut une fiscalité qui se fonde non pas sur le nombre de travailleurs qu'il y a dans notre entreprise, mais sur la richesse créée par l'entreprise", avance Benoît Hamon (Non, la plus-value créée par la mise en oeuvre de la force de travail appliquée au capital et extorquée aux exploités par les exploiteurs. - LVOG)

Le fondateur de Microsoft et le vainqueur de la primaire de la gauche partagent une vision similaire de l'avenir du monde du travail.

Les soutiens internationaux se multiplient dans le camp Hamon. Après Thomas Piketty, l'économiste français qui a fasciné les États-Unis jusqu'à s'attirer les faveurs de Barack Obama, c'est un autre nom célèbre de la scène économique mondiale qui semble plébisciter le programme du candidat sorti vainqueur de la primaire de la gauche. En tout cas sur un point. (Piketty, Obama, Gates, dis-moi les faveurs de qui tu t'attires et je te dirai qui tu es. - LVOG)

Dans une interview accordée à Quartz, un site américain spécialisé en économie, Bill Gates détaille pourquoi la taxation des machines au sein des entreprises est, selon lui, essentielle. Une théorie économique soutenue par Benoît Hamon qui occupe une place de choix dans son programme de candidat à l'élection présidentielle.

Des robots qui remplacent les salariés

Le fondateur de Microsoft explique pourquoi il sera nécessaire de mettre en place une taxe sur la richesse créée par les robots dans l'entreprise dans un avenir proche. Il met en exergue le fait que les machines se développent dans les différents secteurs économiques et viennent dans certains cas remplacer le travail des salariés. Le propos du fondateur de Microsoft est clair : ces machines devraient être taxées au même taux que les humains. (Qui produit ces machines ? Les travailleurs qui demeurent à l'origine de la production des richesses qu'on le veuille ou non. - LVOG)

Améliorer les conditions de travail

D'après Bill Gates, cette robotisation du travail contribuera à améliorer les conditions de travail des salariés, car ces machines effectueront les tâches dites « pénibles » qui incombent aujourd'hui aux humains, notamment dans les usines. En filigrane, Bill Gates avance que les modèles d'organisation scientifique du travail notamment développés par Taylor et Ford aux XIXe et XXe siècles sont dépassés et qu'il est temps que les robots prennent le relais. Mais pas à n'importe quelle condition. (Quel brave homme, les oligarques sont des saints, Hamon n'aura pas de mal à prier pour eux. - LVOG)

Il souhaite que les robots soient imposés au même taux que les humains pour permettre un développement du travail moins pénible, et favoriser les emplois dans le secteur des services – en lien avec les personnes âgées ou les enfants, prend-il notamment comme exemple. « Il faut saisir cette opportunité de continuer à produire les biens et les services que nous avons actuellement et libérer une force de travail », avance-t-il. Et Bill Gates explique qu'il « est important d'avoir des dirigeants politiques pour accompagner ce phénomène ». (Ils sont tous à votre solde, mais c'est encore insuffisant, vaudrait mieux que vous les désignez vous-même après les avoir formés à votre idéologie. - LVOG)

Fiscalité sur la richesse créée

Taxer les robots, c'est un projet que défend Benoît Hamon depuis plusieurs mois et qui est au centre de sa stratégie économique. Il a d'ailleurs salué l'initiative de Bill Gates en publiant un message sur son compte Twitter. Ravi de voir que Bill Gates partage ma proposition de création d'une taxe sur la richesse créée par les robots https://t.co/hluTY5d5J3 — Benoît Hamon (@benoithamon) 18 février 2017 Le vainqueur de la primaire de la gauche compte notamment sur cette mesure pour financer le revenu universel d'existence, autre point phare de son programme présidentiel. « Si demain une machine remplace un homme et crée de la richesse, il est normal qu'elle cotise » pour la protection sociale, justifiait-il sur le plateau de L'Émission politique de France 2 en décembre dernier. « Il faut une fiscalité qui se fonde non pas sur le nombre de travailleurs qu'il y a dans notre entreprise, mais sur la richesse créée par l'entreprise », avance Benoît Hamon.

En attendant de voir Bill Gates débattre avec le candidat socialiste sur l'avenir du monde du travail, ce point d'accord pourrait représenter un bon moyen pour Benoît Hamon d'asseoir la crédibilité de ses propositions économiques face à ses détracteurs qui qualifient son programme d'utopiste et irréaliste. LePoint.fr 19.02

Pas le temps de commenter cet article, désolé.

Commentaires d'internautes.

1- "Gates, les taxes et Hamon

Comment se fait-il que B. Gates n'ait jamais proposé de taxe sur les logiciels qui ont détruit et continuent de détruire des centaines de milliers de jobs administratifs ? Non pas que ces logiciels soient une mauvaise chose mais un peu de cohérence ne ferait pas de mal, à défaut d'honnêteté intellectuelle ! "

2- "M Bill Gates, M Hamon et la robotisation.

M Bill Gates a été le plus grand pourvoyeur au monde de robots en répandant la pandémie Windows dans nos ordinateurs.

Pourquoi l'a-t-il fait si les robots sont si nocifs pour l'humanité ?

Si un remords de fin de vie le taraude, il peut faire don total de sa fortune injustement gagnée et vivre en ermite de la mendicité.

Voir M Hamon soutenir l'ineptie de la taxe robots et son corollaire, le revenu universel, est plutôt inquiétant. "

Serait-ce l'attitude de Trump qui les conduit soudain à ce revirement envers Macron?

Craignent-ils que Macron ne serait pas à la hauteur et que tout parte en vrille, que la situation leur échappe ?

- Présidentielle: Macron se défend de pratiquer un "grand écart" - AFP

- Macron, de contradiction en contradiction - liberation.fr

... il parle ; beaucoup, mais sans cohérence. Ces trois derniers jours ont été un florilège. Il dit que la colonisation est «un crime contre l'humanité», mais qu'il faut en assumer les aspects «positifs». Il confie que les antimariage pour tous ont été «humiliés», mais il défend la procréation médicalement assistée (PMA) pour les couples de femmes. En trois mois, il change trois fois de position sur la légalisation du cannabis, pour finalement défendre le statu quo.

- La ligne brisée d'Emmanuel Macron - LePoint.fr

Après avoir surpris et séduit par son langage et son positionnement, le fondateur d'En marche ! prend le risque de passer pour un opportuniste maladroit.LePoint.fr

- Emmanuel Macron multiplie les grands écarts et prend le risque de la déchirure - Le Huffington Post

- Emmanuel Macron en marche vers l'échec - Le Huffington Post

- Emmanuel Macron, l'apprenti sorcier de la politique - Atlantico.fr

- Présidentielle : Emmanuel Macron, l'heure du doute - LeParisien.fr

- Présidentielle 2017 : fin de l'état de grâce pour Emmanuel Macron - Franceinfo

- Emmanuel Macron : "La communauté LGBT trouvera toujours en moi un défenseur" - Franceinfo

Ou un coup qui a foiré lamentablement.

- Mis en examen ou pas, Fillon déterminé à aller jusqu'au bout - Reuters

- Fillon sera candidat "jusqu'à la victoire" - Reuters

- Les élus des Républicains font bloc derrière François Fillon - Franceinfo

La droite en ordre de bataille. Hier, jeudi 16 février, une dizaine de meetings se sont tenus partout en France pour soutenir François Fillon...

- "Ne nous laissons pas intimider", lance François Fillon à ses militants - Franceinfo

Le candidat à la présidentielle salue la ténacité de ses soutiens : "Voilà la meilleure réponse à ceux qui nous attaquent."

- Présidentielle : «J'ai confiance en François Fillon», assure Bruno Le Maire - LeParisien.fr

- Les Français toujours hostiles à une candidature Fillon - Reuters

Près de deux Français sur trois restent hostiles à une candidature de François Fillon à l'élection présidentielle mais celle-ci recueille un soutien croissant chez les sympathisants de droite, selon un sondage Ifop publié par le Journal du dimanche.

Tous les parlementaires sont corrompus.

- Scandale – Claude Bartolone, Gérard Larcher et 80 hauts parlementaires touchent des indemnités illégales par Luca Andreolli - arretsurinfo.ch 15.02

Se tramerait-il un nouveau scandale sur le front de la transparence des revenus des parlementaires?? Si l'on en croit une requête de l'Association pour une démocratie directe (APDD), la question a le mérite d'être posée. L'APDD demande ce mardi 19 avril l'arrêt du « versement des suppléments illégaux aux hauts parlementaires ». Selon nos confrères d'Europe 1, qui révèlent cette information, 80 élus toucheraient des surplus d'indemnités de fonction, qu'ils votent entre eux et pour eux, en dehors de tout cadre légal. Parmi les figures visées, on retrouve pêle-mêle le président socialiste de l'Assemblée nationale, Claude

Bartolone, celui du Sénat, Gérard Larcher (Les Républicains), mais aussi les vice-présidents des deux assemblées, des questeurs, des présidents de commissions, etc. Les sommes versées illégalement atteindraient plus de 1,5 million d'euros par an.

Chaque année : 565 000 euros de rallonges à l'Assemblée nationale, 1 million d'euros au Sénat

Le texte de loi organique de 1958 est pourtant clair : il prévoit que tous les députés et sénateurs perçoivent deux types bien précis d'indemnités, à savoir une de base et une de fonction, pour un total plafonné à un peu plus de 7 000 euros par mois. Or, l'APDD a remarqué, en épluchant les rémunérations de chacun des représentants des institutions ciblées, que certains touchaient des sommes nettes d'impôts en plus, explosant parfois la limite normalement autorisée. Ceci au titre « d'indemnités spécifiques de fonction ».

Bartolone, en tant que président de parlement, voit ainsi son salaire doubler. Les trois questeurs de l'Assemblée nationale touchent quant à eux 5 000 euros supplémentaires. Les six vice-présidents touchent de leur côté 1 000 euros par mois en plus des sommes légales. En comprenant en plus les huit présidents de commissions permanentes, la rapporteure générale de la commission des Finances et les élus secrétaires, le total des surplus d'indemnités est estimé à près de 565 000 euros par an.

Mais c'est encore plus élevé du côté du Sénat, qui représente 1 million d'euros de versements normalement indus chaque année. Comme Bartolone, le président Larcher se voit rétribuer 7 000 euros nets en plus de ses 7 000 euros légaux. Les questeurs de la chambre haute bénéficient chacun de 4 000 euros « en sus des montants définis par la loi ». Enfin, l'ensemble des autres hauts représentants sont gratifiés d'une rallonge de 2 000 euros.

Mimétisme ou synchronisation parfaite.

- New York: manifestation contre l'islamophobie sur Times Square - sputniknews.com 19.02

Plusieurs milliers de personnes se sont rassemblés à New York hier, en signe d'unité avec les musulmans contre la politique de Donald Trump.

La marche a été soutenue par des comédiens, des musiciens et des hommes politiques, parmi lesquels le maire de New York Bill de Blasio, l'homme d'affaires Russell Simmons et l'actrice Susan Sarandon.

Samedi 18 février, une manifestation monstre avait réuni 160 000 personnes, selon la police, et 500 000, selon les organisateurs, qui ont défilé à Barcelone en faveur de l'accueil des réfugiés et de l'ouverture vis-à-vis des migrants. Le rassemblement a réuni presque toutes les forces politiques et sociales, avec l'appui de personnalités du monde du spectacle. sputniknews.com 19.02

- Affaire Théo : plusieurs manifestations sous tension en France - LeFigaro.fr

Le colonialisme ou le pillage de la matière grise des pays dominés.

- Une part importante des migrants en France sont diplômés du supérieur - lefigaro.fr

Une étude publiée, ce mercredi, assure que les migrants qui s'installent dans l'Hexagone font partie de la population la mieux éduquée de leur pays. Pour certaines nationalités, ils sont même davantage diplômés que les Français natifs.

Ce travail démontre que c'est bien une population «suréduquée» qui, une fois diplômée, quitte son pays d'origine, non de la tranche la plus démunie.

Si les résultats de cette étude sont moins surprenants pour les pays européens, où l'on trouve des systèmes éducatifs équivalents au système français, les données sur les migrants issus des pays en développement sont à distinguer: nombreux sont ceux à avoir un diplôme du supérieur dans leur bagage.

D'après Mathieu Ichou, l'explication est simple: «Les personnes qui migrent d'un pays lointain doivent avoir beaucoup de moyens financer pour partir. Mais ils ont également besoin d'un capital culturel et de ressources sociales afin de surmonter les obstacles, les complications administratives.» lefigaro.fr 15.02

En vivant en Inde depuis plus de 20 ans, sans attendre cette étude je savais de quoi il en retournait vraiment.

Voilà ce que les abrutis de la pseuso-gauche ou extrême gauche ont encouragé.

Merkel est en train d'en virer plus de 80.000 qui apparemment ne correspondraient pas au profil ou aux besoins du patronat

en esclaves dociles, et ce n'est qu'un début.

Ils osent tout.

- Présidentielle 2017 : les ouvriers sont-ils oubliés ? - Franceinfo AFP

- Avec le Penelopegate, Fillon porte atteinte à la démocratie, selon Ayrault - AFP

- L'Ukraine pleure, trois ans après la révolution de Maidan - euronews.com

- Venezuela: Washington exige la libération d'une centaine de "prisonniers d'opinion" - AFP

- La première poupée transgenre est à l'image d'une adolescente américaine - Franceinfo

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Equateur

1.1- Equateur: le socialiste Moreno proche de la victoire - AFP

Le socialiste Lenin Moreno, candidat du parti au pouvoir en Equateur, s'approchait dimanche de la victoire contre son adversaire de droite, Guillermo Lasso, après le premier tour de l'élection présidentielle pour la succession de Rafael Correa, selon des résultats partiels.

L'ancien vice-président Lenin Moreno, candidat d'Alliance Pays (AP, au pouvoir), a recueilli 38,87% des voix face à l'ancien banquier conservateur Guillermo Lasso, du mouvement Créant des opportunités (Creo), crédité de 28,50%, selon ces résultats portant sur 81,90% des suffrages exprimés et communiqués par le Conseil national électoral (CNE).

Mais pour l'emporter à ce premier tour, le candidat d'AP doit totaliser au moins 40% des voix, avec dix points d'avance sur le leader de l'opposition de droite.

"Nous avons déjà les 10 points de différence avec Lasso et cela continue à augmenter", a tweeté le président Correa, qui plus tôt avait appelé à accepter "la volonté du peuple équatorien exprimée dans les urnes".

Le président du CNE, Juan Pablo Pozo, a recommandé d'"attendre le dépouillement de 100%" des bulletins, prévus pour lundi à la mi-journée, avant de confirmer une victoire ou un second tour, prévu le 2 avril.

A l'issue de trois mandats et dix ans au pouvoir, le charismatique mais controversé chef de l'Etat sortant va laisser un pays modernisé et aux inégalités sociales réduites, mais polarisé et en proie à la crise économique.

Fake news

1.2- Présidentielle en Equateur, la gauche en danger - 19.02 - Reuters

2- Ukraine

Kiev: manifestation ultra-nationaliste en soutien au blocage du charbon rebelle - AFP

Un millier de manifestants ultra-nationalistes ont défilé dimanche dans le centre de Kiev pour marquer leur soutien au blocage d'une voie ferrée reliant les régions rebelles de l'est, productrices de charbon, au reste du pays.

"Nous avertissons une nouvelle fois les autorités (ukrainiennes) qui achètent du charbon aux territoires occupés, qui se font de l'argent avec le sang versé", a déclaré Mykola Kokhanivski, à la tête du bataillon volontaire de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN), qui combat dans l'est de l'Ukraine contre les séparatistes prorusses.

Partant du Maïdan, une place centrale de Kiev où s'est tenue en 2014 la contestation pro-européenne ayant mené à la chute du régime prorusse de l'ex-président Viktor Ianoukovitch, les manifestants se sont dirigés vers les bâtiments administratifs du nouveau gouvernement.

"Honte au gouvernement corrompu!", "L'ennemi est parmi nous", scandaient les militants, qui étaient escortés par plusieurs centaines de membres des forces de l'ordre. AFP 19.02

3- Corée du Sud

En oligarchie. Bienvenue en «République de Samsung».

- Samsung, symbole de la connivence entre Etat et entreprises en Corée du Sud - Liberation.fr

L'arrestation du dirigeant de Samsung ce vendredi met en lumière le modèle des «chaebols», ces conglomérats devenus aussi puissants que l'Etat.

Il est le troisième dirigeant de l'histoire de Samsung à être arrêté. Lee Jae-yong a été interpellé vendredi par la police sud-coréenne. A l'instar de son père et de son grand-père, tous deux présidents de Samsung avant lui, il est soupçonné de corruption. L'actuel vice-président – son père s'est retiré à la suite d'une maladie – est accusé d'être lié au scandale qui a mené à la destitution de la présidente de la Corée du Sud, Park Guen-hye.

Le fils héritier de l'empire Samsung, déjà entendu à plusieurs reprises par la police, est soupçonné d'avoir versé des pots-de-vin à Choi Soon-sil. Cette femme de 40 ans est présentée comme la «gourou» de la présidente coréenne. Bien qu'elle n'ait aucune position officielle dans le gouvernement, elle aurait influencé la présidente dans son exercice du pouvoir. Mais surtout, elle aurait profité de sa position privilégiée pour forcer les conglomérats du pays à verser à ses fondations de fortes sommes d'argent. Avant d'être arrêtée en novembre dernier.

Ces puissants conglomérats qu'on nomme chaebols en Corée du Sud, auraient versé 70 millions de dollars aux fondations de Choi. Samsung, rien qu'à lui, en aurait versé 40 millions. Outre la plus grosse entreprise du pays, ce sont tous ces chaebols qui sont impliqués : LG, Hyundai, Lotte Group… Une pratique qui met en lumière leur proximité avec le pouvoir politique coréen.

Les chaebols ont été instaurés par le père de l'actuelle présidente, Park Chung-hee, au pouvoir de 1962 à 1979. Sous l'impulsion du dictateur coréen, l'Etat a soutenu le développement de ces entreprises multisectorielles pour vitaliser l'économie nationale. Au point que ces conglomérats sont devenus vitaux pour la Corée du Sud : «Les chaebols portent l'économie coréenne qui en est trop dépendante», observe Barthélémy Courmont, maître de conférences à l'université catholique de Lille et directeur de recherche à l'Iris. Les dix plus gros chaebols représentent 80% du PIB de la Corée du Sud. A lui seul, Samsung pèse pour 20% de l'économie du pays. En Corée du Sud, plusieurs économistes avaient tiré la sonnette d'alarme, dénonçant les relations étroites entre les conglomérats et le gouvernement.

Sur les dix plus gros conglomérats coréens, six sont dirigés par des hommes ayant un passé judiciaire. Depuis sa prise de fonction en 2013, Park Guen-hye en a gracié deux : Chey Tae-won, président de SK Group, spécialisé notamment dans les produits chimiques et Lee Jae-hyun, président de CJ Group qui fait affaire dans les produits pharmaceutiques ou les médias. Les deux hommes, accusés de corruption, ont été libérés après qu'ils ont effectué des donations aux fondations de Choi Soon-sil.

Système rejeté par les jeunes

Paradoxalement, Park Guen-hye a été élue en promettant de mettre la pression sur les chaebols pour réduire leur influence. Après des années où les Samsung et autres Hyundai étaient considérés comme le moteur de l'économie nationale, le modèle commence à être critiqué : «Ce système étroit entre les chaebols et le pouvoir est désormais rejeté par les Coréens, et notamment les jeunes», explique Barthélémy Courmont. Ces jeunes représentaient le gros des manifestations qui militaient pour le départ de la présidente Park, finalement destituée le 9 décembre dernier.

Les chaebols sont devenus le fer de lance du «Hallyu», le modèle de culture populaire que la Corée du Sud veut implanter en Asie. Au même titre que la K-Pop ou les soap-opéras coréens qui inondent notamment les télévisions chinoises. Pour Barthélémy Courmont, le système a atteint ses limites : «La stratégie coréenne de s'exporter à l'international est désormais mise à mal». Présent dans plus de 80 secteurs de l'économie sud-coréenne, Samsung est un poids lourd du modèle coréen : «Samsung est non seulement un géant économique mais son image est très liée à celle de la Corée du Sud dans le monde. Et si l'image de Samsung est écornée c'est tout le modèle économique qui peut s'écrouler», poursuit le chercheur. L'aura de l'entreprise, qui emploie 275 000 personnes dans le monde (cinq fois plus que Google), est telle que la Corée du Sud est parfois appelée «la République de Samsung». Liberation.fr 17.02

4- Etats-Unis

4.1- Donald Trump a tenu la première conférence de presse de son mandat en solitaire et à la Maison-Blanche - Franceinfo

"Vous pouvez dire tout ce que vous voulez sur la Russie, ce ne sont que des mensonges, des informations fabriquées pour faire oublier la défaite des démocrates, et toute la presse dit n'importe quoi", a ainsi déclaré Donald Trump Franceinfo 17.02

4.2- Lien entre le QG de Trump et Moscou: une absurdité, selon les renseignements US - sputniknews.com

Le lien entre le QG électoral de Donald Trump et les responsables haut gradés des services de renseignements russes est plus qu'une exagération, c'est une absurdité, a déclaré le chef de cabinet de la Maison-Blanche, se référant aux renseignements US.

Les services spéciaux américains ont qualifié de fausses les informations sur l'existence présumée de liens entre le QG électoral du président Donald Trump et les autorités russes, a annoncé le chef de cabinet de la Maison-Blanche, Reince Priebus.

« Les représentants de la communauté du renseignement au plus haut niveau m'ont confirmé que ces allégations étaient non seulement très exagérées, mais ne correspondaient même pas à la réalité. Ils ont fait comprendre sans équivoque que cette histoire est une pure absurdité », a-t-il déclaré sur les ondes de Fox News.

Plus tôt, le journal New York Times avait publié un article affirmant que des membres du QG électoral de Donald Trump auraient contacté de hauts responsables des services spéciaux russes. sputniknews.com 19.02

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

1.1- Grève des fonctionnaires programmée le 7 mars - Boursier

Les fonctionnaires seront en grève le 7 mars prochain, pour diverses raisons. A l'origine, le secteur de la santé a lancé le mouvement. Dans un communiqué publié ce mardi, les fédérations CGT, FO, Solidaires et FA-FP disent soutenir les actions programmées.

Santé et territoriale

Dans le secteur de la Santé, les agents interpelleront les pouvoirs publics - un mois et demi avant l'élection présidentielle - alors qu'ils estiment que l'accès égalitaire aux soins est en péril. Ils pointent du doigt les déremboursements de plus en plus nombreux, mais aussi "les dérégulations, les suppressions de postes et les réorganisations permanentes, auxquels s'ajoutent les regroupements d'hôpitaux (GHT), imposés par la loi Touraine".

La fonction publique territoriale fera également entendre sa voix afin de dénoncer les dérives de la réforme qui a entraîné "la fusion de communes, de conseils régionaux, la création de métropoles" contraignant les agents à des mobilités forcées et à une dégradation du service public. Enfin, certains ministères seront également mobilisés.

Des revendications communes

A l'occasion de cette journée de mobilisation, les trois versants de la fonction publique défendront également des causes communes, à commencer par la revalorisation du point d'indice. Après plusieurs années de gel, le gouvernement a acté l'an dernier une hausse de 1,2% en deux temps (juillet et février), jugée insuffisante par les organisations.

Les syndicats réclament également l'arrêt des suppressions de postes et des restructurations ainsi que la défense du statut général de fonctionnaire.... Boursier 14.02

1.2- Le gaz plus cher à partir du 1er mars ? - Boursier

Après avoir reculé en février, les tarifs réglementés du gaz devraient repartir à la hausse au 1er mars prochain... Selon les informations du 'Figaro', ils progresseraient fortement, de 2,6% en moyenne... Le gaz plus cher à partir du 1er mars ? Boursier 18.02

2- Grande-Bretagne

Haro sur les pauvres

Les véhicules polluants taxés à Londres à partir d'octobre - Reuters

Une redevance pour les véhicules les plus anciens et les plus polluants entrera en vigueur le 23 octobre à Londres, a annoncé vendredi Sadiq Khan, maire de la ville.

Baptisée T-charge, elle s'élèvera à dix livres (11,65 euros) par jour pour les véhicules à moteur diesel et à moteur essence immatriculés avant 2006 qui ne répondent pas à la norme antipollution européenne "Euro 4".

La nouvelle taxe s'ajoutera à celle de 11,50 livres par jour en vigueur dans le centre de la capitale entre 07h00 du matin et 18h00 pour réduire le trafic. Reuters

Haut de page

Le 25 février 2017

CAUSERIE

J'ai téléchargé et lu 1244 articles depuis le 1er janvier. J'ai ouvert les 2 fichiers correspondant aux articles de janvier et février, et j'ai cliqué sur propriétés et c'est le chiffre qui s'est affiché.

Vous ne trouvez pas qu'il y aurait comme un air de parenté entre le national-socialisme et le national-néolibéralisme ?

L'art de penser n'est pas donné à tout le monde.

Sans invoquer les programmes débiles de la télé, les jeux vidéos, les clubs de culture physique, etc. vous vous demandiez peut-être d'où vient le crétinisme qui semble si naturel chez la plupart des hommes modernes soumis à une division du travail poussée à l'extrême, je crois avoir une explication à vous proposer.

Le Capital de Marx et Engels, Tome I - Chapitre XIV : Division du travail et manufacture - V. - Caractère capitaliste de la manufacture

- ... un certain nombre de manufactures, vers le milieu du XVIII° siècle, employaient de préférence pour certaines opérations formant des secrets de fabrique, des ouvriers à moitié idiots (1).

« L'intelligence de la plupart des hommes », dit A. Smith, « se forme nécessairement par leurs occupations ordinaires. Un homme dont toute la vie se passe à exécuter un petit nombre d'opérations simples... n'a aucune occasion de développer son intelligence ni d'exercer son imagination... Il devient en général aussi ignorant et aussi stupide qu'il soit possible à une créature humaine de le devenir. »

Après avoir dépeint l'engourdissement de l'ouvrier parcellaire, A. Smith continue ainsi :

« L'uniformité de sa vie stationnaire corrompt naturellement la vaillance de son esprit... elle dégrade même l'activité de son corps et le rend incapable de déployer sa force avec quelque vigueur et quelque persévérance, dans tout autre emploi que celui auquel il a été élevé. Ainsi sa dextérité dans son métier est une qualité qu'il semble avoir acquise aux dépens de ses vertus intellectuelles, sociales et guerrières. Or, dans toute société industrielle et civilisée tel est l'état où doit tomber nécessairement l'ouvrier pauvre (the labouring poor), c'est-à-dire la grande masse du peuple. (2) »

Pour porter remède à cette détérioration complète, qui résulte de la division du travail, A. Smith recommande l'instruction populaire obligatoire, tout en conseillant de l'administrer avec prudence et à doses homoeopathiques. Son traducteur et commentateur français, G. Garnier, ce sénateur prédestiné du premier Empire, a fait preuve de logique en combattant cette idée.

L'instruction du peuple, selon lui, est en contradiction avec les lois de la division du travail, et l'adopter « serait proscrire tout notre système social... Comme toutes les autres divisions du travail, celle qui existe entre le travail mécanique et le travail intellectuel (3) se prononce d'une manière plus forte et plus tranchante à mesure que la société avance vers un état plus opulent. (Garnier applique ce mot société d'une manière très correcte au capital, à la propriété foncière et à l'Etat qui est leur.)

Cette division comme toutes les autres, est un effet des progrès passés et une cause des progrès à venir. ... Le gouvernement doit-il donc travailler à contrarier cette division de travail, et à la retarder dans sa marche naturelle ? Doit-il employer une portion du revenu public pour tâcher de confondre et de mêler deux classes de travail qui tendent d'elles-mêmes à se diviser (4) ? »

Un certain rabougrissement de corps et d'esprit est inséparable de la division du travail dans la société. Mais comme la période manufacturière pousse beaucoup plus loin cette division sociale en même temps que par la division qui lui est propre elle attaque l'individu à la racine même de sa vie, c'est elle qui la première fournit l'idée et la matière d'une pathologie industrielle (5).

« Subdiviser un homme, c'est l'exécuter, s'il a mérité une sentence de mort; c'est l'assassiner s'il ne la mérite pas. La subdivision du travail est l'assassinat d'un peuple (6). »

La coopération fondée sur la division du travail, c'est-à-dire la manufacture, est à ses débuts une création spontanée et inconsciente. Dès qu'elle a acquis une certaine consistance et une base suffisamment large, elle devient la forme reconnue et méthodique de la production capitaliste.

1- J. D. Tuckett : A History of the Past and Present State of the Labouring Population. Lond., 1846, v. 1, p.149.

2- A. Smith : Wealth of Nations, 1. V, ch. I, art. 11

3- Ferguson dit déjà : « L'art de penser, dans une période où tout est séparé, peut lui-même former un métier à part. »

4- G. Garnier, t. V de sa traduction, p.2, 5.

5- Ramazzini, professeur de médecine pratique à Padoue, publia en 1713 son ouvrage : De morbis artificum, traduit en français en 1781, réimprimé en 1841 dans l'Encyclopédie des sciences médicales. 7° Disc. Auteurs classiques.

6- D. Urquhart : Familiar Words. London, 1855, p.119. Hegel avait des opinions très hérétiques sur la division du travail. « Par hommes cultivés, dit-il dans sa philosophie du droit, on doit d'abord entendre ceux qui peuvent faire tout ce que font les autres. »

La preuve que penser est un art... qui échappe à l'élite intellectuelle.

Le Prof. Rodrigue Tremblay est professeur émérite d'économie à l'Université de Montréal.

- Le gouvernement impérial étasunien de Donald Trump : Une menace pour la démocratie américaine et un facteur de chaos pour le monde ? par Prof Rodrigue Tremblay - Mondialisation.ca, 14 février 2017

Extraits.

Il est toujours dangereux, et potentiellement désastreux dans une démocratie, quand un chef d'État décide de s'approprier les pleins pouvoirs et de gouverner par décret ou par ordonnance, sans passer par le traditionnel processus parlementaire, outrepassant souvent ainsi les ministères responsables et les représentants élus du parlement. Un tel procédé autocratique ressemble davantage à une gouvernance impériale qu'à celle d'un gouvernement démocratique responsable. (...)

Il est permis de douter de la sincérité du Président Donald Trump quant à sa volonté de mettre fin à l'influence des milieux financiers américains sur les politiciens étasuniens

Au cours de la campagne présidentielle de 2016, le candidat Donald Trump a sévèrement accusé ses rivaux d'être des porteurs de valises pour les financiers de Wall Street. Il a souvent répété que les milieux de Wall Street étaient le symbole d'une élite corrompue, laquelle a spolié l'Amérique et volé la classe ouvrière pour s'enrichir. Il s'est servi des médias sociaux pour lancer les pires accusations contre la candidate démocrate Hillary Clinton, allant jusqu'à dire, le 28 juillet 2016, que cette dernière n'était rien de moins qu'une « marionnette de Wall Street », et, le 19 octobre 2016, que les méga-banques avaient la haute main et un « contrôle absolu » sur ses rivaux Hillary Clinton et Ted Cruz, insinuant par le fait même que ces derniers étaient inaptes à occuper le fauteuil du Président américain, tandis que lui se voulait être le défenseur de la classe ouvrière.

Mais qu'à cela ne tienne ! Une des premières mesures du Président Trump a été d'annoncer le retrait de la réglementation bancaire connue sous le nom de loi Dodd-Frank, adoptée en 2010, dans la foulée de la crise financière des prêts subprime de 2008. Il est quand même surprenant que le président Trump réponde si rapidement aux souhaits de déréglementation des méga-banques américaines, alors même qu'il dénonçait avec force, il n'y a pas si longtemps, la corruption des milieux d'affaires de Wall Street.

Dans un deuxième temps, le Président Trump a recruté un ancien banquier de la grande banque Goldman Sachs, M. Steven

Mnuchin, pour le poste de ministre des Finances.

En outre, M. Trump a fait appel à la méga-banque d'affaires Goldman Sachs pour le conseiller et l'appuyer dans l'élaboration de sa politique économique. En effet, il a nommé M. Gary Cohn (1960-), le président de Goldman Sachs, au poste de président du Conseil économique national du président. Ce faisant, il s'est assuré que les banquiers de Wall Street aient un important mot à dire dans les politiques économiques et financières de son administration.

On peut certes s'interroger si ses attaques contre les milieux bancaires de Wall Street, et sur la prétendue influence indue qu'ils exerçaient sur les politiciens américains, étaient sincères, ou si elles n'étaient que de simples boutades de politicien pour se faire élire. (...)

L'élection de Donald Trump aux États-Unis avait fait naître l'espoir de la possibilité de mettre fin au chaos meurtrier au Moyen-Orient. Cependant, une fois pendant la campagne présidentielle et une autre fois après son arrivée au pouvoir, M. Trump a jeté une douche froide sur de tels espoirs. (...)

Les choses semblent avoir commencé à changer pour le mieux avec l'arrivée de nouveaux ministres expérimentés et compétents dans le processus décisionnel américain, en dehors du petit cercle fermé de la Maison-Blanche. Il était temps. Mondialisation.ca, 14 février 2017

Faut-il commenter tellement ce discours est déconnecté de la réalité, pathétique ? Quel idiot ! Apparemment la division du travail ne profite guère aux intellectuels, vous me direz qu'on avait déjà eu l'occasion de s'en apercevoir.

Taxer les robots et les machines : Une chimère.

Passons sur le fait qu'ils le soient déjà.

Une machine ne produit pas de richesses ou de plus-value. Elle transmet aux marchandises qu'elle contribue à produire, la force de travail qui a été nécessaire à sa propre production. Mais là où cela se complique, c'est que la valeur de la force de travail qu'elle cristalise n'est pas stable, elle évolue ou se déprécie en fonction de différents critères, de sorte qu'il est impensable de concevoir que le législateur pourrait évaluer la valeur de chaque machine pour la taxer, sachant qu'il devrait tenir compte des différents modèles de machines qui existent dans le monde et dont la valeur est également instable d'une année sur l'autre ou tout au long de la durée de vie de chaque machine.

Cela nous fait penser à la taxe Tobin qui ne peut pas évaluer les gains ou pertes d'un trader pour le compte d'un banquier, sachant que des opérations de l'ordre de la nanosecondes affectent les cours pendant lesquels le trader spécule, achète ou vend, de sorte que le résultat qu'il peut afficher en fin de journée par exemple ne correspondra pas aux gains ou aux pertes réaliser par le spéculateur tout au long de la journée, il représentera les différentes valeurs d'un titre en début et fin d'une séance de cotation. Un banquier peut avoir gagné un million de dollars en une journée, alors que la fluctuation de la valeur du titre sur lequel il a spéculé fera apparaître un gain ou une perte beaucoup moins importante ou infime. Certains titres peuvent prendre 20% pour finir avec un écart de 1% en fin de journée. Et quand on sait que les banquiers spéculent quand le titre est à la hausse ainsi que lorsqu'il est à la baisse, et que dans les deux cas ils empochent un gain, cet écart de 1% devient insignifiant, tout du moins pour ce qui nous occupe ici.

Le Capital de Marx et Engels, Tome I - Chapitre XV : Machinisme et grande industrie - II. - Valeur transmise par la machine au produit.

- La machine est en outre sujette à ce qu'on pourrait appeler son usure morale. Elle perd de sa valeur d'échange à mesure que des machines de la même construction sont reproduites à meilleur marché, ou à mesure que des machines perfectionnées viennent lui faire concurrence. Dans les deux cas, si jeune et si vivace qu'elle puisse être, sa valeur n'est plus déterminée par le temps de travail réalisé en elle, mais par celui qu'exige sa reproduction ou la reproduction des machines perfectionnées. Elle se trouve en conséquence plus ou moins dépréciée.

Notes qui apportent des précisions.

- « On estime en gros qu'il faut cinq fois autant de dépense pour construire une seule machine d'après un nouveau modèle, que pour reconstruire la même machine sur le même modèle. » (Babbage l.c., p.349.)

- « Depuis quelques années il a été apporté à la fabrication des tulles des améliorations si importantes et si nombreuses, qu'une machine bien conservée, du prix de mille deux cents livres sterling, a été vendue quelques années plus tard, soixante livres sterling... Les améliorations se sont succédé avec tant de rapidité que des machines sont restées inachevées dans les mains de leurs constructeurs mises au rebut par suite de l'invention de machines meilleures. Dans cette période d'activité dévorante, les fabricants de tulle prolongèrent naturellement le temps de travail de huit heures à vingt-quatre heures en employant le double d'ouvriers. » (L.c., p.377, 378 et 389.)

La valeur de la force de travail des machines qui entre dans la composition de la plus-value des marchandises qu'elle produit, tend donc à diminuer, contribuant ainsi à la baisse du taux de profit. A ne pas confondre avec la valeur d'échange d'une machine.

Et si Marx et Engels avaient eu raison ?

Le marxisme ou le socialisme repose essentiellement sur deux facteurs historiques, le développement du capitalisme (ou des forces productives) conduisant à son effondrement, et le refus des exploités et opprimés d'être soumis en esclavage (ou la lutte des classes), et la combinaison de ces deux facteurs, l'évolution de leurs rapports peut déboucher : soit sur la surexploitation, le chaos, la guerre et la barbarie, soit sur le développement harmonieux, le bien-être, la paix et la liberté.

- Le "précariat", une nouvelle classe sociale en colère - AFP

L'économiste britannique Guy Standing, dont l'ouvrage "Le précariat, les dangers d'une nouvelle classe" (Editions de l'Opportun) est paru en France jeudi 23 février, explique à l'AFP comment le développement des travailleurs précaires à travers le monde représente une aubaine pour les "populismes de droite", mais provoque aussi un "réengagement" politique chez les "progressistes". AFP 24.02

Encore faudrait-il que ce ""réengagement" politique chez les "progressistes"" contribue à la refondation du mouvement ouvrier international sur les bases du socialisme, sinon ce serait peine perdue d'avance...

Insupportable. Ce n'est pas un fake : Le capitalisme continue de faire des dizaines de millions de morts innocents.

- L'Onu veut 4 milliards de dollars pour nourrir 20 millions de personnes affamées - Reuters

Les Nations unies ont besoin de plus de quatre milliards de dollars (3,8 milliards d'euros) d'ici la fin mars pour aider près de 20 millions de personnes menacées de famine au Nigeria, en Somalie, au Soudan du Sud et au Yémen, a annoncé mercredi son secrétaire général... Reuters 22.02

- Famine: 1,4 million d'enfants risquent de mourir dans 4 pays - AFP 21.02

Au Yémen, depuis mars 2015, les bombardements saoudiens, ont généré un désastre humanitaire sans précédent. 462.000 enfants souffrent de malnutrition sévère. 450.000 dans le nord-est du Nigeria. Au Soudan du sud, plus de 270.000 enfants souffrent de malnutrition et la famine vient juste d'être déclarée dans certaines parties de l'Etat d'Unité (nord) où vivent 20.000 enfants. (Nigeria - source AFP 21.02.2017)

Au Sud-Soudan depuis décembre 2013, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont été tuées. 2,5 millions ont fui leurs foyers et près de 5 millions font face à une insécurité alimentaire « sans précédent », selon l'ONU.

En Somalie en 2011, la terrible famine consécutive à la sécheresse avait fait 260 000 morts. (Source : https://www.facebook.com/bruno.guigue.10) La sécheresse en Somalie a laissé 185.000 enfants au bord de la famine et ils seront quelque 270.000 d'ici quelques mois, a mis en garde l'agence onusienne. (Source AFP 21.02.2017)

On fait avec, on s'en accommode, on le tolère, mais quoi, le capitalisme avec ses terrifiantes injustices, qui peut légitimer ou justifier ce massacre de masse? N'est-ce pas suffisant pour rompre définitivement avec le capitalisme ? Chacun devrait se poser la question.

Voilà ce que j'ai lu dans la lettre de Mélenchon adressée aux Français de l'étranger.

Mélenchon - La France est présente dans le monde, du fait de ses méthodes, du fait de sa puissance, du fait de ses intérêts. Elle peut pratiquer une amicale coopération avec tous ceux qui le souhaitent.

LVOG - Il faut entendre par "méthode" le colonialisme et ses expéditions militaires, l'impérialisme et par "puissance" son oligarchie, son armée, quant aux intérêts, il s'agit de ceux des capitalistes, bref la même boutique côté pile et côté face. Comptent-ils s'y attaquer ? C'est ce qu'il prétend. Comment va-t-il s'y prendre ? A-t-il annoncé la fermeture de toutes les bases militaires françaises hors de France ? Nullement. A-t-il annoncé l'annulation de toutes les opérations militaires en cours ou le rapatriement de tous les militaires présents hors de France ? Nullement. A-t-il annoncé la fin du pillage des matières premières par les multinationales françaises dans les pays dominés ? Nullement.

- Quarante-trois pour cent des enfants américains vivent dans des familles à faible revenu par Shelley Connor - Mondialisation.ca 24.02

Quarante-trois pour cent de tous les enfants aux États-Unis vivent dans des familles à faible revenu, selon un rapport du Centre national pour les enfants vivant dans la pauvreté (CNEP), publié le mois dernier.

Le pourcentage d'enfants vivant dans des familles à faible revenu a augmenté d'un point entre 2009, le début officiel de la «reprise économique» proclamée par l'administration Obama, et 2015. Le CNEP définit «les familles à faible revenu» comme étant celles ayant un revenu sous le double du seuil de pauvreté fédérale (SPF), lequel est présentement établi à 24.036 $ pour une famille de quatre.

Le nombre total d'enfants vivant dans ces familles est de 30,6 millions, incluant 5,2 millions de bébés et de jeunes enfants de moins de trois ans.

Les très jeunes enfants sont les plus vulnérables à la pauvreté et au faible revenu. Quarante-cinq pour cent des enfants en bas de 3 ans vivent dans des familles à faible revenu et 23 pour cent (2,6 millions) vivent dans des familles dont le revenu est en deçà du niveau de pauvreté fédéral.

Selon le CNEP, les familles doivent généralement faire le double de ce niveau fédéral pour subvenir à leurs besoins. Toutefois, ce qui constitue un revenu suffisant pour vivre est très variable, car le prix de la nourriture, du loyer/hypothèque et des autres produits indispensables est considérablement plus élevé dans de nombreuses villes.

Subvenir aux besoins d'une famille de quatre à Boston, au Massachusetts, nécessite un revenu annuel d'environ 85.000 $ selon le rapport. À Akron, en Ohio, une famille de quatre nécessite un revenu d'environ 61.500 $ et à Tulsa, en Oklahoma, elle a besoin de 57.200 $. Beaucoup d'enfants de ces villes sont dans des familles qui luttent pour subvenir à leurs besoins de base sans toutefois être considérées comme étant «pauvres» ou «à faible revenu».

De nombreux enfants ont des parents qui travaillent, mais dont le revenu est insuffisant pour subvenir à leurs besoins essentiels. La moitié des enfants de familles à faible revenu âgés de moins de trois ans et 28 pour cent des enfants pauvres ont au moins un parent qui travaille à temps plein. Tandis que 84 pour cent des enfants qui ont des parents n'ayant pas fini leurs études secondaires vivent dans des ménages à faible revenu, 50 pour cent des enfants de familles à faible revenu ont au moins un parent qui a suivi des études supérieures. Quarante-et-un pour cent des enfants pauvres ont un parent qui est allé à l'université.

Les familles à faible revenu ont plus de chance de déménager, et ce, plus fréquemment. Le prix des loyers augmente sans cesse depuis 2009 et 71 pour cent des enfants de ménages à faible revenu sont dans des familles qui louent leur maison.

Les statistiques pour la pauvreté infantile exposent néanmoins la réalité de la vie sociale aux États-Unis. La majorité de la croissance de l'emploi d'après-récession a eu lieu dans le secteur des services, dans des emplois à bas salaire. L'industrie américaine a continué de régresser même dans les endroits où les manufacturiers continuaient d'embaucher: avec des salaires plus bas et moins d'avantages sociaux.

Il y a peu de raison d'espérer que le pronostic économique s'améliore pour les enfants de ces ménages à faible revenu lorsqu'ils atteindront l'âge adulte. Un indice de l'insécurité économique des jeunes adultes est que près de la moitié des gens dans leur jeune vingtaine ont besoin de l'aide de leurs parents pour payer leur loyer et autres produits de base, selon un article paru dans le New York Times.

Quarante pour cent des jeunes adultes entre l'âge de 22 et 24 ans ont besoin d'aide: cette aide médiane atteint les 250 $ par mois. Les jeunes adultes qui vivent dans les zones métropolitaines d'un million de personnes et 30 pour cent plus de chance d'avoir besoin de l'aide de leurs parents. Et ces chiffres augmentent continuellement. Dans les années 1980, moins de 30 pour cent de ce groupe d'âge avaient besoin d'aide.

Le bilan de l'administration Obama et l'hostilité du Parti démocrate envers la classe ouvrière ont ouvert la voie à Trump pour qu'il puisse se présenter comme un adversaire du «statu quo» qui ramènerait des emplois. Toutefois, l'administration Trump, remplie de milliardaires et de PDG de la grande entreprise, prépare une vaste intensification de l'assaut sur la classe ouvrière.

À travers sa campagne, Trump a dénoncé des programmes comme le SNAP (Programme d'aide supplémentaire à la nutrition). L'un de ses conseillers de campagne, Jack Kingston, a déclaré en 2013 que les enfants qui ont besoin de repas gratuits ou moins chers devraient être forcés de balayer les planchers afin de «leur sortir de la tête le mythe que les repas gratuits existent». Trump a promis de retirer plus d'un million d'Américains du programme SNAP et de l'aide temporaire pour les familles dans le besoin (TANF) en début d'année 2017.

Les jeunes enfants américains sont essentiellement des canaris dans une mine. Comme les jeunes adultes qui peinent de plus en plus à subvenir eux-mêmes à leurs besoins, l'instabilité financière des enfants est l'indicateur d'un niveau plus élevé d'instabilité économique pour l'ensemble de la classe ouvrière. Mondialisation.ca 24.02

Et pendant ce temps-là les affaires continuent tranquillement.

- Les dividendes à un niveau record, l'investissement et les salaires au point mort - Libération.fr

L'enquête d'un gestionnaire de fonds britannique révèle qu'en 2016 les entreprises ont versé des milliards de dollars à leurs actionnaires. Une stratégie néfaste à long terme plébiscitée par les sociétés françaises.

Mille milliards de dollars ! Il ne s'agit pas seulement du titre d'un film, sans doute le premier sur la mondialisation des entreprises réalisé par Henri Verneuil en 1982. C'est le montant des dividendes versés en 2016 à leurs actionnaires par les 1 200 plus grandes entreprises de la planète, cotées en Bourse. Ce chiffre mirobolant résulte d'une enquête annuelle réalisée par Henderson Global Investors (HGI), un important gestionnaire de fonds britannique.

Globalement, c'est business as usual par rapport à 2015, puisque cette somme n'a augmenté que de 0,1 %. En Australie ou au Royaume-Uni, les actionnaires ont même vu la masse globale de leurs dividendes baisser de 10,1 % et 3,5 %. A Londres, le Brexit explique cette soudaine modération : la chute de la livre a coûté à elle seule 7 milliards de dollars aux actionnaires britanniques…

Grosses banques.

Mais, surprise, dans ce contexte de modération relative, les actionnaires des grandes entreprises françaises ont été à la fête : l'an dernier, ils se sont partagés pour 54,3 milliards de dollars (environ 51,4 milliards d'euros) de dividendes, soit un bond de 11,8 % par rapport à ce qu'ils avaient empoché en 2015. Champion toutes catégories de la générosité envers les actionnaires, le laboratoire pharmaceutique Sanofi (6,6 milliards d'euros de dividendes), le pétrolier Total (5,9 milliards) et le groupe de médias Vivendi (5,5 milliards). Ce trio de tête est suivi par les grosses banques comme BNP et Société générale, dont les très bons résultats, en 2016, leur ont permis de particulièrement choyer leurs actionnaires, mis à la diète après la crise financière de 2008.

S'ils font le bonheur de ceux qui les reçoivent, les dividendes sont autant de deniers qui ne vont pas à l'outil industriel… et encore moins aux salariés quand ils ne sont pas eux-mêmes actionnaires. «La distribution de dividendes est utilisée par les conseils d'administration comme un instrument de communication financière pour montrer que l'entreprise est forte même si son cours de Bourse est en baisse», décrypte Loïc Dessaint, directeur général de Proxinvest. Cette société de conseil aux investisseurs institutionnels bouscule régulièrement le microcosme financier, en s'intéressant notamment aux grasses rémunérations des dirigeants du CAC 40… En clair, le versement d'un coquet dividende est le meilleur moyen d'éviter qu'un actionnaire, a fortiori un fonds d'investissement, quitte le navire pour investir dans une autre entreprise. Ce genre de mouvement est alors mécaniquement sanctionné par une baisse du cours de Bourse.

Le problème, c'est que cette politique de distribution des bénéfices aux actionnaires se décide parfois au détriment des investissements. «Des dividendes en hausse, alors que les bénéfices sont en baisse aboutissent généralement à un sous-investissement. Total a maintenu son dividende à 2,44 euros par action alors que son résultat net est passé de 13 à 5 milliards», détaille Loïc Dessaint.

Etat actionnaire.

L'an dernier, Proxinvest a examiné le montant des distributions de bénéfices dans les 300 plus grandes entreprises françaises. Une fois sur quatre, le cabinet a émis un avis négatif en estimant qu'ils étaient trop élevés. «Si les entreprises françaises distribuent une part trop importante de leurs bénéfices et se retrouvent en sous-investissement que l'on n'aille pas pleurer, ensuite, lorsqu'elles sont rachetées», met en garde Loïc Dessaint. D'autant que pour fidéliser leurs actionnaires, certains groupes vont plus loin en s'engageant à distribuer de juteux dividendes pour l'avenir. Le conglomérat énergétique Engie s'est d'ores et déjà engagé sur le versement d'un dividende de 70 centimes par titre en 2017 et 2018.

A l'opposé, les entreprises les plus chiches sont, la plupart du temps, celles dont le capital est contrôlé par une famille. Elles préfèrent laisser les résultats en caisse pour investir ou donner plus de valeur à leur outil de travail. Leur gain n'en sera que plus grand en cas de revente.

Reste le cas de l'Etat actionnaire : en 2016, il a perçu pour 3,9 milliards d'euros de dividendes de la part des entreprises dont il détient une part du capital. Lorsqu'il est actionnaire majoritaire, la tentation est grande pour l'Etat de réclamer un dividende élevé. Notamment pour boucler les fins de mois d'un budget déficitaire. En présentant son rapport sur l'Etat actionnaire, le mois dernier, le président de la Cour des comptes, Didier Migaud relevait qu'en 2015 EDF a dû s'endetter pour verser à l'Etat des dividendes. La puissance publique serait-elle aussi gourmande que les plus spéculatifs des fonds d'investissement ? Libération.fr

- Une plus-value immobilière de 1.000% pour Warren Buffet ? - LaVieImmo

Le milliardaire américain pourrait toucher le jackpot s'il trouve preneur pour sa villa californienne, achetée dans les années 70 pour une "bouchée de pain".

Warren Buffet a décidé de se séparer d'une partie de son patrimoine immobilier, et pourrait réaliser au passage une incroyable plus-value estimée à... 1.083%. Il s'agit d'une villa californienne d'une surface habitable de 330 mètres carrés.

Construite dans les années 1930, la demeure est située à Laguna Beach, à environ une heure en voiture de Los Angeles, dans une résidence sécurisée comprenant plusieurs courts de tennis et terrains de volleyball, ainsi qu'une piscine.

Selon le Wall Street Journal, le milliardaire américain de 86 ans l'a acquise en 1971 pour seulement 150.000 dollars, soit l'équivalent aujourd'hui de près de 870.000 euros en prenant en compte l'inflation. Et à en croire le journal anglo-saxon, l'oracle d'Omaha en demanderait quelque 11 millions de dollars (10,3 millions d'euros), soit presque 12 fois son prix d'acquisition. LaVieImmo 20.02

- Qui sont les 2.473 ultra-riches que compte la planète? - Slate.fr

De plus en plus riches, les milliardaires se portent bien, merci pour eux.

2.473. C'est le nombre de milliardaires dans le monde en 2015, révèle le New York Times sur la base d'un rapport pour l'année 2015-2016 de la compagnie Wealth-X, la firme de recherche financière de Bill Gates. Un chiffre en hausse de 6,4% par rapport à l'année précédente. À eux tous, ils cumulent une richesse de 7,68 billions de dollars.

A l'heure où Donald Trump s'est entouré d'un cabinet particulièrement fortuné, certaines statistiques donnent le tournis. En 2015, 212.615 personnes détenaient plus de 30 millions de dollars dans le monde. La plupart d'entre elles se concentrent au bas de l'échelle. Ainsi, 155.050 personnes possèdent entre 30 millions et 99 millions de dollars, pour un total 8,4 billions de dollars. Au sommet, Bill Gates, le fondateur de Microsoft, reste l'homme le plus riche du monde avec une fortune personnelle de 89,3 milliards de dollars, suivi par l'homme d'affaires et investisseur, Warren Buffett (73,5 milliards de dollars). Parmi le Top 10, 9 sont Américains et un seul Espagnol.

«Il y a de plus en plus d'inégalités dans le monde, mais il y a aussi des inégalités parmi les ultra-riches», dit Maya Imberg, directrice de la recherche à Wealth-X. Plus de la moitié des milliardaires ont une fortune estimée entre 1 et 2 milliards. Au-dessus de 5 milliards ne restent plus que 372 personnes. Et pour accéder à ce club prestigieux, mieux vaut être à la tête d'une entreprise high-tech (6 dans le top 10) ou travailler dans la finance (15% des milliardaires), nous apprend le New York Times.

8 milliardaires dans le monde détiennent autant de richesse que la moitié de la population slate.fr 21.02

Taxer les pauvres.

- Tabac à rouler: les prix augmentent à compter d'aujourd'hui - Boursier

Le prix du tabac à rouler augmente de 15% ce lundi, soit une hausse d'environ un euro, rappelle 'LCI'... Boursier 20.02

Fake du Pentagone et xénophobie

- Le faux SOS anti-russe de l'armée US - Réseau Voltaire

L'US Navy a relaté, le 14 février 2017, un incident qui l'aurait opposé à la marine russe en mer Noire.

Selon cette narration, quatre avions russes armés (Su-24 et Ilyushin Il-38) se seraient dangereusement approchés du destroyer USS Porter (DDG-78), refusant les contacts radio et violant les règles de la navigation militaire.

La gravité de cet incident, qui se serait tenu en eaux internationales, manifesterait l'agressivité de la Russie et la menace permanente qu'elle ferait peser sur la paix internationale.

Or :

- Il n'existe aucune preuve de cet incident qui a été démenti par le porte-parole des armées russes.

- L'incident aurait eu lieu le 10 février, c'est-à-dire 4 jours avant le communiqué des États-Unis.

Selon, l'ancien conseiller australien de Jimmy Carter et journaliste basé à Moscou, John Helmer, cette histoire aurait été inventée de toutes pièces par l'état-major états-unien pour exercer une pression sur l'équipe du président Donald Trump.

L'US Navy est placée sous le commandement de l'amiral John Richardson. Réseau Voltaire 22.02

- Facebook bloque la page du conseiller de Poutine pour l'Internet sputniknews.com

Le conseiller du président russe Vladimir Poutine pour l'Internet s'est vu bloquer sa page Facebook suite à une discussion avec un blogueur.

Le réseau social Facebook a bloqué pour trois jours la page de Guerman Klimenko, conseiller du président russe Vladimir Poutine pour le développement de l'Internet, a annoncé le responsable sur VKontakte, un réseau social russe similaire à Facebook.

Selon M. Klimenko, les administrateurs de Facebook auraient pris cette décision en réaction aux plaintes d'un blogueur, Stalik Khankichiev, avec lequel Guerman Klimenko, fondateur et directeur du service de blogs LiveInternet et de l'agrégateur Mediametrics, avait eu dernièrement des discussions très houleuses sur Internet.

« Stalik est finalement parvenu à ses fins. Facebook m'a bloqué et je passe sur VKontakte. Prière d'informer mes amis sur Facebook et de remercier Stalik », a indiqué M. Klimenko.

Un message envoyé par les administrateurs de Facebook indique que la page de Guerman Klimenko a été bloquée « suite à la publication de contenus violant les droits d'auteur », a précisé M. Klimenko. Il s'agirait d'une vidéo publiée par Stalik Khankichiev et partagée par Guerman Klimenko sur sa page.

En janvier, le réseau Facebook avait bloqué la page de l'écrivain russe de science-fiction Sergueï Loukianenko. sputniknews. com 22.02

Au temps des démagogues.

Méfiez des démagogues ou des donneurs de leçons qui tancent ceux qui ne tiendraient pas compte qu'il existe des nuances de gris entre le noir et le blanc, mais qui nient que le noir et le blanc existent également.

Généralement vous ignorerez leurs véritables intentions, parce que la manière sournoise qu'ils ont de présenter les choses est faites pour vous induire en erreur et vous empêcher d'en prendre conscience, et le meilleur moyen pour faire diversion consiste encore à déformer les arguments que d'éventuels contradicteurs pourraient leur opposer pour les démasquer ou à leur en prêter abusivement ou qui leur sont étrangers.

En prenant les devants cela présente l'avantage de pouvoir se présenter à moindre frais comme des gens à l'esprit ouvert, qui acceptent de prendre en considération les arguments de leurs adversaires, alors qu'en réalité il n'en est rien, il ne s'agit que d'une intention et d'un tour de passe-passe, peu importe puisque la plupart des gens n'y prêteront pas attention ou n'iront pas vérifier si la manière dont ils ont présenté et traité les arguments de leurs adversaires était impartial ou honnête, ils se contenteront d'une vague impression qui jouera en leur faveur pour embobiner leurs lecteurs ou leur auditoire ou se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas.

C'est ce qui leur permet de porter des jugements ou des accusations à l'encontre de ceux qui ne partagent pas leurs analyses, et de s'exonérer de toute responsabilité de la situation sociale actuelle et à venir, comme si cela était suffisant pour y échapper, quelle naïveté et procédé scélérat, c'est par exemple ce que vient de faire Gluckstein dans son dernier éditorial (la Tribune des travailleurs du 22 février 2017) lorsqu'il écrit : "Il reste que sur une question essentielle, une unité, certes limitée, était possible. Elle reste possible. Qui lui tourne le dos prendra la responsabilité qu'au 8 mai au matin la loi El Khomri continuera de s'appliquer", comme si on pouvait oublier que c'était cette politique opportuniste qui était à l'origine des divisions et de la dislocations de l'avant-garde du mouvement ouvrier et de son incapacité à construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, dont sa propre responsabilité depuis 40 ans ainsi que les autres dirigeants de son courant politique.

Le procédé ignoble de la culpabilisation ne fonctionne pas sur nous, il prend vraiment les militants et les travailleurs pour des abrutis. On se contrefout de vos accusations dégueulasses monsieur le contre-révolutionnaire, le temps est définitivement révolu où vous pouviez faire croire n'importe quoi aux militants parce qu'ils étaient inexpérimentés ou parce que vous possédiez pour ainsi dire le monopole de l'information.

Voyez-vous, une victoire de Hamon le 8 mai communiquerait une formidable impulsion à la lutte de classe des travailleurs qui vivraient ce moment historique comme leur propre victoire sur les capitalistes..., qui peut croire un instant ce genre de connerie monstrueuse à part ceux qui la formulent, franchement ? Ah, il y en a qui osent tout, c'est devenu une pandémie ! En

mai 1981 les appareils vendus des syndicats cadenassèrent le mouvement ouvrier, et ils remirent cela après mai 2012, je l'avais prédit sans prendre le moindre risque, et bien en mai 2017 ce serait exactement le même scénario qui se produirait si Hamon ou Mélenchon était élu.

Colporter les pires illusions dans un parti et un candidat acquis à la réaction permettrait d'ouvrir une issue politique favorable aux travailleurs, vous nous avez déjà fait le coup des dizaines de fois, d'autres parmi vos semblables ont fait le même coup dans pratiquement tous les pays sur tous les continents au cours du XXe siècle jusqu'à nos jours, sans que cela ne permette la moindre avancée en terme de construction du parti et de l'Internationale, voilà des faits matériels, concrets, palpables, objectifs que chacun peut vérifier ou que personne ne peut nier, rien à voir avec votre orientation politique bidon basée sur des suppositions ou une perspective qui ne s'est jamais réalisée nulle part dans le monde. Ils s'en foutent. Pourquoi ? Mais parce qu'ils ne poursuivent pas le même objectif que nous.

Quand je dis qu'ils s'en foutent littéralement je n'invente rien, je prends les lecteurs à témoin, hier Gluskstein se sentait pousser des ailes parce que Hamon avait pris l'engagement qu'il abrogerait la loi El Khomeri s'il était élu, depuis il s'est renié et Gluckstein assure que ce n'est pas grave et il passe à autre chose, à un autre engagement gratuit de Hamon cette fois sur les traités européens et ainsi de suite.

Non mais attendez, vous ne voyez pas qu'il se fout de votre gueule ouvertement, excusez-moi mais trop c'est trop pour laisser passer cela et ensuite se faire traiter de gauchiste ou de sectaire. Si être sectaire, c'est refuser de se faire manipuler par des aventuriers, nous le sommes et nous l'assumons, et si être gauchiste c'est refuser de voter Hamon ou cautionner cette escroquerie politique, alors vive le gauchisme, en fait l'extrême gauche !

Eux ils voudraient faire sauter la loi El Khomri qui ne changerait rien fondamentalement aux rapports entre les classes, nous nous voulons construire le parti pour préparer les conditions pour faire sauter le régime, réforme sociale ou révolution.

Après on nous accuse de ne pas avoir les pieds sur terre, d'être éloigné de la réalité, de ne pas savoir de quoi on parle, au contraire, on ne le sait que trop bien, hélas, vous venez de nous donner l'occasion d'en faire la démonstration !

L'hypothétique victoire du candidat du PS reposerait sur la plus crasse ignorance, le corporatisme, l'individualisme le plus vulgaire après avoir fait l'expérience de ce parti au pouvoir pendant 5 ans, alors de là à en faire un levier pour la lutte de classe des travailleurs, c'est pure démagogie, c'est rouler pour le régime.

La loi El Khomri, même si j'étais un patron je m'en foutrais tellement il existe de moyens de bénéficier d'une main d'oeuvre bon marché. Cela fait déjà plus de deux décennies que j'ai arrêté de travailler en France, mais avant cela j'ai bossé dans plus de 40 boîtes, la liste figure dans le portail, alors j'ai largement eu l'occasion de constater de quelle manière les patrons pouvaient s'y prendre pour avoir les mains libres en terme de contrat de travail, et s'il existe plus de 20 types de contrats précaires de nos jours, il existait déjà il y a 30 ans des dispositions tellement favorables aux patrons applicables au CDI qu'ils n'avaient que l'embarras du choix. Quelques exemples puisées dans mon expérience.

Un jour j'ai été embauché en CDI, quel bonheur, attendez, un CDI qui concernait un emploie non cadre, de simple employé je précise, comprenant une période d'essai de 3 mois renouvelable, au bout de 3 mois le patron la renouvela, et au bout du sixième mois il me vira, et il me remplaca par un autre pauvre type qui cherchait un boulot et il a dû lui faire le même coup et ainsi de suite. C'était légal.

Un jour j'ai été viré au bout de la période d'essai de 3 mois, et le patron me réembaucha deux mois plus tard en me recollant une période d'essai de 3 mois au bout de laquelle il me vira une seconde fois, mais là je le vis venir, je sabotai quelques machines à l'aide de colle ultra forte pour me venger. Quelque temps plus tard il déposa le bilan et fut atteint de troubles psychiatriques.

J'en ai encore une bonne à vous raconter. Un jour je bossais comme technicien SAV chez un revendeur Canon, le patron se jura de me casser, il me le dit en face, il m'envoya 6 lettres recommandées d'avertissements assortis d'entretiens, et c'est à l'issue de la 7e qu'il me vira, là encore c'était légal. Chaque fois je me disais que c'était la bonne, puis j'en pris l'habitude en me disant que ce serait pour la prochaine fois, jusqu'au jour où cela arriva effectivement, je l'en félicitai en lui disant qu'il y avait mis du temps en éclatant de rire ! Vous imaginez dans quelle ambiance je bossais.

Une autre fois, j'ai bossé dans une boîte où plus des trois quart du personnel étaient composés de stagiaires, moi je bossais au noir ! Le patron était un ancien directeur d'Alstom.

Un jour j'ai été cadre, attendez, pendant 6 mois seulement, j'ai été viré parce que le patron estimait que je ne partageais pas la politique de l'entreprise, c'était un motif légal suffisant. En fait, je refusais de signer une charrette de licenciements dans mon service, il voulait que j'en endosse la responsabilité et j'ai refusé catégoriquement.

Et puis je n'ai pas de leçons à recevoir.

Un jour j'ai organisé une grève générale illimitée avec occupation, elle fut victorieuse. Mitterrand et Maurois venaient de bloquer les salaires ou d'inaugurer une nouvelle période d'austérité pour les travailleurs, on fit grève pour une augmentation de salaires. A la suite de cette grève, il n'y eut aucune sanction ou représaille de la direction envers les salariés, personne ne quitta l'entreprise, sauf moi quelque temps plus tard parce que j'étais grillé, tout avancement ou tout évolution dans la hiérarchie était compromise, ma carrière professionnelle foutue en quelque sorte, parce que j'occupais un emploi très spécialisé, j'avais été formé sur une gamme de produits et ces produits n'étaient pas commercialisés ailleurs, donc en quittant l'emprise ma formation n'avait plus aucune valeur, j'étais bon pour recommencer ailleurs en repartant pratiquement de zéro avec en prime la précarité et mon couple brisé. Par la suite je bosserai dans 13 PME où je serai systématiquement viré ou conduit à démissionner... pour finalement prendre la décision de quitter la France et atterrir en Inde.

La loi El Khomeri va aggraver les conditions de travail, on en est bouleversé après avoir vécu les expériences suivantes il y plus de 40 ans.

J'ai bossé dans deux boîtes dont plusieurs ouvriers étaient atteints de gangrène au niveau de leurs mâchoires qui étaient devenues vertes, une dans le textile, et l'autre directement dans les produits chimiques bruts entrant dans la composition des conserves, et des vins et autres boissons, ils arrivaient dans des sacs de 50 kilos, c'était des blocs composés d'acides, de phosphates, de nitrates, etc. ils passaient dans des machines qui les réduisaient en poudre avant d'atterrir dans des sachets, et le tout était manipulé sans aucune protection, j'y suis resté une semaine ou dix jours, j'ai oublié, là aussi c'était légal.

- "Faut pas rêver, ça n'aura pas lieu" : Mélenchon écarte à nouveau une alliance avec Hamon - franceinfo 24.02

En famille. Dis-moi qui tu aimes et je te dirai qui tu es.

On se souviens encore de la déclaration d'amour de Mélenchon au futur Premier ministre grec de la troïka, Tsipras, puis de son ministre des Finances que Tsipras limogera, Varoufakis, il fera même bonne figure à la fête de l'Humanité si j'ai bonne mémoire, et bien voilà qu'il vient de déclarer sa flamme à Macron.

- Varoufakis aime beaucoup Macron, personnellement par Bruno Adrie - Arrêt sur Info 22.02

« Je l'aime beaucoup, personnellement » a dit Yanis Varoufakis lors d'une interview donnée à l'Opinion le 21 février 2017 en parlant d'Emmanuel Macron avant d'ajouter « On a travaillé ensemble ».

Pour Yanis Varoufakis, Macron a été le seul ministre du gouvernement Hollande « qui semblait comprendre ce qui était en jeu au sein de la zone euro ». Lui et Macron partagent, selon ses dires, « la même vision des profonds défauts de la zone euro ». « Nous étions en désaccord en matière de réformes microéconomiques ou sur la libéralisation du marché du travail, mais c'est quelqu'un que je respecte », a -t-il ajouté. Et pour finir : « Je crois que c'est mutuel. On connaît nos points d'accord et de désaccord. On a un vrai dialogue. »

Une telle déclaration, que toute personne saine d'esprit sera tentée de laisser couler en silence vers les égouts de l'oubli –, que nous importe, en effet, cette amitié ou ce respect mutuel supposés entre Yanis et Emmanuel – ne pourrait-elle pas avoir son importance en période électorale ? En effet, Yanis Varoufakis a su conserver, malgré son ratatinement sous la main de fer de la Troïka, une aura de penseur rebelle, de ministre hors pair, décontracté, audacieux, sans cravate et ne mâchant pas ses mots; malgré aussi, il faut le dire, son attachement avoué à l'Europe et un passé pas si brillant puisque avant de devenir membre de la coalition Syriza qui n'a servi, en définitive, qu'à étouffer les voix les plus radicales (Costas Lapavitsas, Zoé Konstantopoulou), il avait été conseiller du Pasok, ce faux parti de gauche comme tous les partis sociaux traîtres, dont l'existence est destinée à faire durer le statu quo, à garder le peuple bien arrimé au bûcher néolibéral, en l'oignant de grands jets d'eau fraîche avant chaque élection, pour lui faire croire que la cuisson s'est arrêtée, que les choses vont changer, qu'une équipe est là pour le sauver, malgré l'Union européenne, malgré l'OTAN, malgré la rapacité d'une oligarchie qui, elle aussi, est inextinguible.

En regardant le parcours de Yanis Varoufakis, il est difficile de ne pas penser à un autre universitaire, français celui-là, à Thomas Piketty, économiste de renom, l'auteur des mille pages qui l'ont rendu célèbre et que peu de gens ont lues, et qui s'est rangé, il y a peu, derrière le bonhomme carnaval Hamon, le pantin de papier mâché collé de travers à la magouille salivée, après avoir conseillé Hollande en 2012 et Royal en 2007. Étrange mimétisme. Étrange découverte des mêmes chemins de traverse s'offrant à deux universitaires tentés par la sophistique politico-électorale.

« Je l'aime beaucoup, personnellement » a donc proféré Yanis Varoufakis en pleine campagne macronienne, apportant à celui qui veut passer pour un réformateur, le soutien implicite de celui qui en est resté un dans l'esprit mal renseigné d'un public qui ne reçoit de l'actualité que les impressions floues que la presse mainstream veut faire passer pour de l'information.

« Je l'aime beaucoup, personnellement ». En disant cela, Yanis Varoufakis trahit une fois de plus son appartenance à la clique atlantiste et montre qu'il n'a fait jusqu'à présent que des simagrées. « Erratic marxist » – marxiste imprévisible, instable, capricieux, changeant, irrégulier – a-t-il dit de lui-même. Il nous avait prévenus, cet Hercule d'opérette qui avait dit

au journaliste Paul Mason qu'il détruirait les bases sur lesquelles l'oligarchie grecque fait reposer sa puissance politique. Ce qu'il voulait c'était juste être connu, se montrer, conquérir une cote médiatique à entretenir ensuite pour faire des petits concerts rémunérés. Ce petit chanteur n'a pas gagné l'Eurovision du bobard orbitalisé mais, au moins, maintenant, il peut faire carrière en coulisse et ça a l'air de lui plaire.

« Je l'aime beaucoup, personnellement ». Qui sait si en disant cela, il n'a pas voulu redorer l'auréole de saint Macron, en lui prêtant un peu d'or de la sienne, prise à l'icône trompeuse que les médias lui ont façonnée.

Je suis certain qu'aujourd'hui, Emmanuel aime beaucoup Yanis. Arrêt sur Info 22.02

Macron et Varoufakis sont de gauche évidemment, qui oserait le remettre en question.

Qui pendant 5 ans n'a pas entendu jours après jours ces centaines de chroniqueurs, commentateurs, dirigeants politiques, patrons, intellectuels et personnalités diverses affirmer que Hollande et son gouvernement, le PS faisaient une politique de droite... Fort de ce constat qui était correct, on aurait pu en déduire qu'ils en arriveraient à la conclusion que le PS était un parti de droite, et bien pas du tout, non pas parce qu'ils seraient fâchés avec la dialectique, mais parce que le régime pour tenir à besoin de maintenir l'illusion que le PS et ses satellites et alliés seraient de gauche, ainsi cette caractérisation de gauche du PS sert directement les intérêts du régime en place qu'il s'agit de préserver. C'est aussi l'objectif inavouable de tous ceux qui vont appeler à voter PS.

En famille. Prophétie ou numéro de voyance périmée.

"Les gens les plus dangereux (...) sont ceux qui ne veulent pas comprendre que, si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, la lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse et mensongère." (Lénine - L'impérialisme, stade suprême du capitalisme.)

- Expliquer aux masses que la scission avec l'opportunisme est inévitable et nécessaire, les éduquer pour la révolution par une lutte implacable contre ce dernier, mettre à profit l'expérience de la guerre pour dévoiler toutes les ignominies de la politique ouvrière nationale libérale au lieu de les camoufler : telle est la seule ligne marxiste dans le mouvement ouvrier mondial. (L'impérialisme et la scission du socialisme. - V. Lénine)

Grille de lecture.

Tout est dit là.

Besancenot du NPA considère qu'il est de gauche ainsi que : Arthaud (LO), Macron (En marche), Hollande (PS), Valls (PS), Fabius (PS), Moscovici (PS), DSK (PS), Lamy (PS), Attali (PS), Hamon (PS), Mélenchon (PG), Laurent (PCF), sans oublier les libertaires, les syndicalistes et les militants de quartier, gageons que leur fratrie et leurs animaux de compagnie en font partie également.

C'est lui qui l'a dit lundi, du coup ne serait-il pas légitime de tous les placer à droite au coté du PS ?

Comment voulez-vous que les travailleurs aient confiiance dans ce genre de militant ou parti lorsqu'ils affichent ouvertement leur collusion avec ce qu'il y a de plus pourri sur la scène politique ?

Au regard de leurs étiquettes ou des intentions qu'ils affichent, sur la base de cette déclaration, donc des faits et non d'une interprétation malintentionnée ou fallacieuse de notre part, ne serait-on pas en droit de les qualifier d'imposteurs, de charlatans ?

En associant tous les partis et syndicats au PS, Besancenot livre le prolétariat et le mouvement ouvrier pieds et mains liés au capitalisme et à ses institutions puisque le PS y est totalement subordonné. C'est plus qu'un simple reniement ou une trahison, c'est un aveu qu'il se place consciemment au côté des ennemis de la classe ouvrière après avoir abandonné le socialisme.

A défaut d'argument à opposer à ce simple aveu et constat, on entend d'ici certains hurler que cette caractérisation politique serait outrancière, attitude qui ne sert qu'à camoufler leur propre opportunisme.

Quand la situation se radicalise et la crise devient politique, à défaut de pencher à gauche les petits bourgeois liés au régime penchent de plus en plus ouvertement à droite ou dévoilent leur véritable nature ou intention, voilà tout. Pendant 5 ans Hollande leur a fourni à une multitude de reprises l'occasion de rompre avec le PS et de le caractériser de droite, et ils ont été incapables de s'en saisir, parce que ces partis dits de l'avant-garde du mouvement ouvrier ont atteint un degré de corruption irréversible, jamais ils ne constitueront la base du parti ouvrier révolutionnaire dont nous avons tant besoin pour rassembler les masses et renverser le régime.

En étant plus proche du PS qui incarne le capitalisme que de la classe ouvrière qui incarne le socialisme, l'extrême gauche dévoile ainsi sa nature contre-révolutionnaire.

Le plus cocasse ou ce qui illustre que le NPA est vraiment en dessous de tout, c'est d'entendre déclarer (mardi) un député du PCF (André Chassaigne) qu'il "ne place évidemment pas Emmanuel Macron à gauche" (AFP 21.02).

- Besancenot (NPA) voit venir "une grande recomposition à gauche - AFP

Olivier Besancenot, porte-parole du NPA, a estimé lundi que la France se dirigeait vers "une grande recomposition politique à gauche", avec un pôle "libéral", un pôle social-démocrate, et un pôle réunissant politiques, militants et citoyens.

"On va avoir un pôle libéral complètement assumé autour de Macron (...), il y aura un pôle qui va vouloir refaire la social-démocratie un peu à l'ancienne avec peut-être une compétition entre Hamon et Mélenchon", a d'abord analysé l'ancien candidat à l'élection présidentielle, soutien de Philippe Poutou (NPA) pour 2017.

"Et puis il y a un troisième pôle, qui est celui qui moi m'intéresse, dont on se sent beaucoup orphelin aujourd'hui dans des organisations politiques y compris du PC, du PG (Parti de gauche), chez Lutte ouvrière, chez des libertaires, chez des syndicalistes, chez des militants de quartier, (...) chez des gens sans parti qui ont participé par exemple à la mobilisation contre la loi Travail", a-t-il énuméré.

Jugeant qu'une crise de la représentation politique allait probablement se poursuivre au-delà de 2017, M. Besancenot a appelé à des "solutions stratégiques pour que le pouvoir devienne partagé", évoquant notamment la ""déprofessionalisation de la politique", notamment par l'instauration d'une rotation stricte des mandats: on fait deux mandats au cours de sa vie et ensuite on retourne au boulot", a-t-il expliqué. AFP 21.02

Selon Besancenot il existerait une gauche libérale, deux termes qui sont opposés ou s'exclut, reste à savoir celui qui s'efface devant l'autre, bon, vous l'aurez deviné facilement.

On est en présence d'une rhétorique du double langage, de la langue de bois, de la démagogie, ouvrant la voie à toutes les manipulations possibles et inimaginables des esprits en prétendant que Macron serait de gauche. L'auteur que se livre à cet exercice en est un agent manifestement qu'il en ait conscience ou non importe peu, les faits sont là et eux seuls nous intéressent.

La gauche libérale est un oxymore.

Oxymoron ou oxymore : Rhéthorique. Figure qui consiste à allier deux mots de sens incompatibles pour leur donner plus de force expressive. Ex. : Une douce violence. « Cette obscure clarté… » (Corneille). (Le Grand Robert de la langue française)

Que la gauche libérale réalise l'alliance de "deux mots de sens incompatibles" ne choque pas Besancenot qui a une conception de la gauche élastique qui s'étend de lui-même à l'ex-banquier Macron ou du NPA à En marche.

En concevant cette cohabitation des contraires au profit de la gauche, puisque c'est ainsi qu'il caractérise Macron et non de droite, Besancenot témoigne qu'il est incapable de déterminer ce qui distingue la droite de la gauche, qu'il ne possède aucun repère théorique ou historique pour départager les deux camps en présence au sein de la lutte des classes, ce qui le conduit à les amalgamer. Au-delà, une telle confusion le conduira à participer à des campagnes qui ont été conçues par les représentants de la classe dominante pour leurs propres intérêts politiques ou stratégiques ou à combattre contre le camp qu'il prétend incarner.

Dès lors qu'on ne se pose pas la question de savoir quels sont les rapports sociaux qu'incarne un dirigeant ou sa politique, son parti, quelles sont ses relations aux rapports sociaux existant pour déterminer sa véritable nature sociale ou les intérêts de quelle classe il représente véritablement, de quelle classe il est le représentant, on s'écartera de ce qui est déterminant, de ce qui est fondamental pour définir une conception de la lutte de classe, et on sera infailliblement enclin à tout confondre, ce qui conduira à pratiquer la collaboration de classe, à sombrer dans l'opportunisme au point de devenir un agent de la réaction.

Les médias aussi caractérisent Macron de gauche, Besancenot les imitent, ils lui servent manifestement de référence théorique, il est manifestement soumis à leur influence, il ne fait que reprendre leur rhétorique confirmant ce qui a été dit plus haut.

Macron vient d'annoncer qu'il "envisage de ne pas renouveler 120 000 postes de fonctionnaires sur cinq ans, 50 000 au niveau de l'État et 70 000 dans les collectivités locales", ainsi que des "économies à hauteur de 60 milliards, 15 milliards sur l'assurance-maladie, 10 milliards sur l'assurance-chômage" (Source : Franceinfo 25.02). Mais pour ce charlatan Macron est de gauche, la loi Macron était de gauche, etc. au même titre que tous les imposteurs qui se prétendent de gauche, Besancenot se fait ainsi le fossoyeur de ce que représente réellement la gauche, l'opposition au régime en place et résolue à le renverser pour instaurer le socialisme, de sorte que seule la droite demeure en lice, osons le dire, d'En marche au NPA puisque

Besancenot tient absolument à y être associé.

Les lecteurs aurons compris que Besancenot sert les intérêts de la réaction en dénaturant à l'extrême ce qui signifiait être de gauche, car si Macron qui vient de passer une alliance avec Bayrou, soutenu par Gattaz, président du Medef, et un parterre d'oligarques, est de gauche, cela signifie que cela ne veut plus rien dire du tout, qu'il n'existe plus rien qui distingue fondamentalement la gauche de la droite, hormis des nuances secondaires, autant dire qu'il n'existe plus pour l'éternité que le capitalisme et que le socialisme est mort et enterré, pour Besancenot assurément, qui rejoint ainsi les ennemis du socialisme, ce qui était inévitable après l'avoir abandonné.

Et s'il vous plaît ne diffamez pas Besancenot, ce n'est pas parce que Bayrou a rejoint Macron que Macron deviendrait soudainement de droite, non, il reste de gauche, Bayrou c'est le libéral, à eux deux il forme un couple de la gauche libérale !

Je ne l'ai pas dit avant pour ne pas rendre ma démonstration inutile, en fait, j'ai cité les médias comme source d'inspiration de Besancenot, mais j'aurais très bien pu citer Macron lui-même qui se définit "ni de droite ni de gauche" ce qui correspond à la caractérisation qu'en a donné Besancenot en déclarant qu'il appartenait à la gauche libérale, Macron serait de gauche et de droite donc libéral, les deux termes s'excluant, il n'est plus ni l'un ni l'autre et le tour est joué, donc Besancenot ne s'est pas cassé la tête il a puisé dans la terminologie de Macron.

Vous aurez constaté à quel point nos dirigeants sont inconsisants, cela ne concerne pas que Besancenot, il suffit que quelqu'un se proclame de gauche et ces crétins le répètent indéfiniment.

- Bayrou joue Macron et choisit encore la gauche - lefigaro.fr 22.02

Certains militants ont la faiblesse de penser qu'en période de réaction sur toute la ligne, on ferait mieux de mettre en sourdine nos désaccords et de concentrer nos attaques contre le gouvernement, estimant que ces polémiques feraient le jeu de notre ennemi.

C'est faire l'impasse sur le fait que toutes les batailles qu'ils mènent ont un contenu corporatiste, dans la mesure où elles ne sont pas destinées à faire prendre conscience aux travailleurs et aux militants qu'il leur faudra renverser le régime en place pour que leur condition change, elles ne sont pas orientées dans cette direction-là, du coup ils ne peuvent en tirer aucun enseignement politique pour la suite de leur combat et ne servent qu'à les épuiser et les démoraliser, à briser leur résistance puisque la totalité des luttes pour des réformes sociales se terminent systématiquement par des défaites.

Qui ne combat pas l'opportunisme, ne combat pas véritablement l'impérialisme, puisque l'opportunisme se caractérise par son refus de donner les moyens à la classe ouvrière d'affronter le capitalisme, disait en substance Lénine.

Il est clair que le mouvement ouvrier ne pourra jamais reprendre le chemin du socialisme tant qu'il n'aura pas rompu avec le PS et ses satellites ou alliés.

Hamon ou l'immondice

La sémantique employée ici appartient aux cyniques imposteurs qui estiment que le PS et Hamon sont de gauche.

On nous appelle à soutenir une candidature unique de la gauche, autrement dit celle du PS, Hamon. Autrefois Lénine vilipendait violemment les dirigeants du mouvement ouvrier qui étaient prêts à réaliser l'unité à n'importe quel prix avec les opportunistes, la social-démocratie passée dans le camp de la réaction, pas n'importe quand

Hamon vient de participer au dernier dîner de l'organisation d'extrême droite sioniste le Crif, en famille, en compagnie de Hollande et Macron.

- Hamon, le frondeur, les cocus et les arrivistes par Bruno Adrie - arretsurinfo.ch 20.02

Je vis dans une France où le député des Yvelines et conseiller régional d'Ile de France, ayant autrefois occupé les fonctions de député européen, de porte-parole du Parti socialiste, de ministre délégué à l'Economie sociale et solidaire et de ministre de l'Education Nationale, peut se présenter comme un socialiste frondeur alors qu'il n'a pas voté une motion de censure, sous prétexte qu'elle était de droite, contre la loi El Khomri. Je vis dans une France où il y a encore des gens pour s'accrocher à cette baudruche gonflée au gaz hilarant qui « traîne pourtant », nous rappelle Marianne, « une réputation d'apparatchik un rien combinard ».

Combinard, il l'a été indéniablement, lorsque, afin d'être élu à la tête du Mouvement des Jeunes Socialistes, il n'a pas hésité à faire repousser la limite d'âge à 29 ans alors que pour être candidat, il fallait avoir 25 ans maximum.

Combinard, il l'a été aussi en 2005 en rejoignant l'équipe Emmanuelli-Peillon, trahissant du même coup Montebourg qui l'avait nommé « porte-parole et cheville ouvrière du Nouveau parti socialiste »* trois ans auparavant, sous l'étiquette duquel il avait été élu député européen (2004).

Combinard, le député des Yvelines et conseiller régional d'Ile de France est aussi homme de réseaux : « Son aire d'influence s'étend du Mouvement des jeunes socialistes (MJS) à La Mutuelle des étudiants (LMDE), en passant par l'Union nationale lycéenne (UNL) et une bonne partie de l'UNEF »* lit-on dans Marianne. Et plus loin : « Pour Pascal Terrasse, député de l'Ardèche, « les réseaux Hamon, c'est une vraie entreprise de placement. »*

En lisant cela, je comprends que les intéressés, les arrivistes, les futurs placés, ceux qui se poussent du coude en escaladant les échelons de la machine électorale qu'on appelle encore PS, soutiennent Benoît Hamon, le manœuvrier, l'homme de réseau, l'apparatchik qui « s'occupe de tout le monde [et] place les uns et les autres sur des listes ou dans des cabinets, notamment locaux » et c'est d'ailleurs pour ce choix et pour leur arrivisme que je les méprise. « Tous à la gamelle ! », tel est leur perpetuum mobile.

Mais ceux que je ne comprends pas, ce sont les autres, les trompés, les cocus enflés par un candidat Hollande qui en 2012 avait dénoncé devant eux une finance sans visage pour aller aussitôt rassurer la vraie, celle qui en a plusieurs, des visages, et prépare ses mauvais coups dans les donjons de verre de la City. « Aujourd'hui, il n'y a pas de communistes en France », avait-il crié aux grands spéculateurs, « ou pas tellement… La gauche a été au gouvernement pendant 15 années durant lesquelles nous avons libéralisé l'économie et ouvert les marchés à la finance et aux privatisations. Il n'y a pas à avoir peur »**.

« Allez, venez messieurs les pirates! venez piller les biens des Français qui vont m'élire sous peu! Venez, je vous ouvre les portes du pays et vous tiens la France prête pour continuer la curée! », voilà ce qu'il leur a dit le futur président Hollande.

Alors ceux-là, les trompés, les cocus, les enflés, je les juge coupables, allons, pas autant que les arrivistes, mais coupables tout de même, d'avoir été naïfs et paresseux – contrairement aux arrivistes qui ne le sont pas et ne méritent aucune grâce -, coupables d'avoir soutenu le PS, cette deuxième droite comme l'ont qualifiée Jean-Pierre Garnier et Louis Janover, une deuxième droite qui n'a de socialiste que l'intitulé trompeur et dont la fonction a été et reste aujourd'hui de désarmer les salariés devant une offensive patronale de période de crise et de soumettre la France à l'OTAN, à l'Europe et à un capital dont la voracité est illimitée. arretsurinfo.ch 20.02

- Benoît Hamon, voiture-balai d'un PS vermoulu par Bruno Guigue - Mondialisation.ca, 20 février

Il faudrait l'admettre une fois pour toutes : M. Hamon n'est qu'un margoulin chargé de recycler la vieille garde d'un parti vermoulu qui contamine tout ce qu'il touche. Ni son programme de bric et de broc, ni ses concessions aux caciques solfériniens, ni le ralliement alimentaire des girouettes écologistes ne viendront démentir cette analyse.

Le pouvoir socialiste a trahi ses engagements, il a failli à sa mission et berné le peuple. La démonstration est plus que suffisante. Que M. Hamon se présente aujourd'hui la bouche en cœur n'y changera rien. Durant toutes ces années, que l'on sache, il a été ministre et député socialiste. Il vient d'investir pour les législatives ceux qui ont poignardé dans le dos les travailleurs de ce pays et ruiné l'indépendance nationale. Sa candidature est une supercherie, une arnaque. C'est la voiture-balai des rescapés d'un quinquennat de trahison.

Depuis 2012, ce dirigeant socialiste a approuvé la politique étrangère d'une présidence qui a battu tous les records de servilité atlantiste, d'arrogance néo-coloniale et de veule soumission à la politique sioniste. M. Hamon se réjouit de notre allégeance à l'OTAN, il répète comme un perroquet les poncifs néo-cons sur la Syrie, il est un chaud partisan de l'intégration européenne et ne voit aucun inconvénient à la politique dictée par l'ordolibéralisme allemand puisqu'il se garde bien d'indiquer comment y mettre fin.

Ses propositions en témoignent. Alors que la monnaie unique européenne est une usine à chômage et qu'il est urgent d'en sortir, M. Hamon veut la sauver. Comment ? En créant un parlement de l'euro. Avec qui, et pour quoi faire ? Il paraît qu'on en rit encore à Berlin. Il veut instituer le revenu universel, mais cette marotte électorale signifie en réalité l'acceptation du chômage de masse. C'est une idée néo-libérale déguisée en lubie progressiste, dans laquelle le secrétaire général de la CGT, à juste titre, voit la « négation du travail ».

Pour exécuter les diktats de la Banque centrale européenne et asservir le pays aux multinationales, le PS a poursuivi sous la présidence de François Hollande une démolition en règle des acquis de la Libération que la droite n'avait jamais osé entreprendre. Redoublant de zèle, les socialistes ont mené aussi loin que possible la mise en cause des droits collectifs, chaque régression permettant de franchir un nouveau seuil symbolique. M. Hamon a la bouche en cœur, mais il est socialiste. Demain, s'il est élu, il fera la même chose.

L'expérience historique sert quand même à quelque chose. Le rôle des socialistes, c'est d'organiser une alternance au pouvoir purement cosmétique, dont le principal résultat est d'empêcher une véritable alternative à la tyrannie du capital. C'est de nous distraire de l'essentiel pour garantir la pérennité d'un système dont la caste politicienne reçoit ses prébendes. C'est de

substituer à la véritable question, celle de la répartition du produit social et de l'exercice de la souveraineté populaire qui en est la condition, toute une série de contre-feux et de querelles grotesques.

De la théorie du genre à l'antisémitisme, du mariage pour tous au voile islamique, de la réforme de l'orthographe à la gestation pour autrui, de la dépénalisation du cannabis au revenu universel, le PS adore les controverses périphériques. Illusionniste par goût et par profession, il a une dilection particulière pour ces écrans de fumée qu'on jette aux yeux des citoyens médusés. M. Hamon va nous en servir, de la poudre aux yeux, vous allez voir. La voiture-balai de ce quinquennat d'imposture, elle aussi, est « en marche ». Mondialisation.ca, 20 février

L'aristocratie et la gamelle.

Accord Hamon-Jadot: les députés écologistes sortants seront "protégés" - AFP

Yannick Jadot et Benoît Hamon ont dit vendredi qu'aux termes de leur accord, les députés écologistes sortants seraient "protégés", sans candidat PS en face d'eux, y compris Cécile Duflot, dans la 6e circonscription de Paris. AFP 24.02

France. Institutions en quête désespérément de légitimité.

- Présidentielle 2017 : l'élection du rejet - LePoint.fr

Des affaires...

- La société de conseil de Fillon "en conformité" avec le code électoral - AFP

- Affaire Fillon : Il n'y a "pas d'éléments suffisants pour renvoyer François Fillon en correctionnelle. C'est positif" - Franceinfo

Bruno Retailleau, sénateur Les Républicains de Vendée, n'a pas manifesté d'inquiétudes, vendredi sur franceinfo, à la suite de l'ouverture d'une information judiciaire dans l'affaire Fillon. Franceinfo

... à l'affairisme forcené.

- François Bayrou, un renfort de poids pour Macron, selon la presse - AFP

L'offre d'alliance faite par François Bayrou à Emmanuel Macron est une bonne nouvelle pour le candidat d'En Marche ! à la présidentielle, qui gagne un renfort de poids bienvenu, estime jeudi la presse.

- Quand François Bayrou dézinguait Emmanuel Macron - Le Huffington Post

Depuis des mois, François Bayrou ne s'est pas privé de dire -haut et fort- tout le mal qu'il pensait d'Emmanuel Macron. "Il y a là un projet de société qui n'est pas le mien", assurait-il en septembre 2016 après la démission du ministre de l'Économie.

Il y a quelques jours encore, François Bayrou s'en prenait à la vacuité du discours d'Emmanuel Macron. Mais ça, c'était avant de... lui tendre la main en proposant une alliance rapidement acceptée par le candidat (peu rancunier) d''En Marche!".

Sur ses liens avec l'argent.

Derrière Emmanuel #Macron il y a des gds intérêts financiers incompatibles ac l'impartialité exigée par la fonction politique #BourdinDirect

— François Bayrou (@bayrou) 7 septembre 2016

Francetv info 22.02

Sur sa vision de la société.

Je ne me reconnais pas ds ce qu'E. #Macron incarne. Son projet de société est proche de celui défendu par N. #Sarkozy en 2007. #QuestionsPol — François Bayrou (@bayrou) 11 septembre 2016

Sur son bilan.

Emmanuel #Macron est le principal responsable de la politique économique de François #Hollande depuis quatre ans. Pour quel résultat ? #QDI

— François Bayrou... Le Huffington Post 22.02

François Bayrou n'avait pas de mots assez durs envers Emmanuel Macron qu'il traitait d'hologramme aux mains des puissants. Alors ce ralliement fait sourire la droite. "Il disait qu'il était le candidat des forces de l'argent, et qu'à chaque élection présidentielle, les forces de l'argent voulaient prendre le pouvoir sur la vie démocratique. Donc c'est assez étonnant de le voir aujourd'hui soutenir Emmanuel Macron", commente Thierry Solère, le porte-parole de François Fillon.

- Oui, Emmanuel Macron a un programme, mais il part dans tous les sens pour l'instant. - Le Huffington Post

En famille chez l'extrême droite sioniste.

- Hollande et Macron se revoient pour la 1re fois en six mois au dîner du Crif (et ça valait bien une bise) - Le Huffington Post

"J'en suis sûr": à quelques semaines de l'élection présidentielle, François Hollande a par ailleurs profité de ce dîner du Crif pour prédire que la France "ne succombera" pas à "l'extrémisme" et qu'elle "saura faire les choix qui correspondent à son honneur".

"La France, j'en suis sûr, elle saura faire les choix qui correspondent à son honneur et à sa grandeur", a-t-il lancé devant une assistance de plus de 700 personnes dont de nombreux ministres et responsables politiques, une vingtaine d'ambassadeurs, des dignitaires religieux, des chefs d'entreprises...

Le chef de l'Etat François Hollande, les présidents des deux chambres du Parlement Claude Bartolone et Gérard Larcher et plusieurs ministres dont Bruno Le Roux (Intérieur) ont répondu à l'invitation de Francis Kalifat, dont ce sera le premier dîner comme président du Crif, vitrine politique de la première population juive d'Europe (un demi-million de personnes). Et si le Premier ministre Bernard Cazeneuve n'en est pas, c'est uniquement parce qu'il est retenu en Chine, où il a entamé mardi une visite officielle de trois jours.

Le chef de l'Etat répondait au président du Crif, Francis Kalifat, qui a appelé à "faire barrage à l'extrême droite et à l'extrême gauche aux prochaines élections". Ni la candidate du Front national Marine Le Pen, en tête dans les sondages pour le premier tour, ni Jean-Luc Mélenchon, le champion de La France insoumise, n'ont été conviés au banquet. Trois candidats à la présidentielle étaient en revanche présents: François Fillon (LR), Benoît Hamon (PS) et Emmanuel Macron.

"Ce sera un des thèmes importants du dîner: le rejet des extrêmes. Bien sûr du FN et de l'extrême droite, mais aussi de l'extrême gauche. Toutes deux véhiculent la haine: d'un côté le rejet de l'étranger, de l'autre la délégitimation d'Israël", affirme le président du Crif.

Jean-Luc Mélenchon s'est dit "profondément choqué" par ce qu'il considère comme une "insulte". "Me comparer au parti d'extrême droite dont l'histoire européenne est mêlée aux pires atrocités commises contre les Juifs est une faute morale et politique", a-t-il réagi dans un communiqué, jugeant l'attitude du Crif "antirépublicaine".

Le candidat EELV Yannick Jadot, lui non plus, ne s'assoira pas à la table du Crif. "Les écologistes ont des positions qui ne sont pas claires, notamment à l'endroit du boycott anti-israélien qui, je le rappelle, est illégal", tranche Francis Kalifat.

Le ton a indéniablement changé depuis le dernier dîner annuel. En mars 2016, Roger Cukierman évoquait "le sentiment angoissant" des Français juifs "d'être devenus des citoyens de deuxième zone", dans un pays sonné par les attentats de 2015 et le maintien d'un niveau préoccupant de haine antijuive.

"Nous avons retrouvé notre place dans la communauté nationale", se réjouit, un an après, son successeur à la tête du Crif. AFP 22.02

- Un avion militaire israélien attaque l'armée syrienne à l'ouest de Damas - sputniknews.com

Dans la nuit du 21 au 22 février, un avion israélien a frappé des troupes syriennes positionnées à l'ouest de Damas, a annoncé à Sputnik une source au sein de l'armée syrienne.

Un avion israélien a attaqué cette nuit les positions de l'armée gouvernementale syrienne dans les montagnes de Qalamoun, près de la frontière libanaise, a déclaré ce matin à Sputnik une source au sein des troupes syriennes.

Comme l'a révélé plus tôt le média libanais Almasdarnews, un avion militaire israélien est entré dans l'espace aérien syrien après

avoir survolé la région d'Arsal barrens dans l'est du gouvernorat libanais de Beqa'a, où sont retranchés Al-Qaeda et Daech.

L'attaque de ce matin intervient un mois après que les avions israéliens ont frappé les positions de l'armée syrienne sur les hauteurs du Golan, territoire contesté entre Israël et la Syrie. sputniknews.com 22.02

Apologie et soutient armé aux barbares : Votez PS !

- Syrie : le plan français d'aide aux rebelles - LeFigaro.fr

Une note confidentielle du Quai d'Orsay esquisse ce que doit être la position française après la cuisante défaite des rebelles d'Alep, fin décembre.

Comment la France compte-t-elle sauver l'opposition syrienne dans ses derniers bastions? Le Figaro publie une note confidentielle rédigée par le ministère des Affaires étrangères qui esquisse ce que doit être la position française après la cuisante défaite des rebelles d'Alep, fin décembre.

Paris affiche deux priorités: aider les rebelles dans les «zones libérées» de Syrie - dans la province d'Idleb au nord-ouest et dans le sud frontalier de la Jordanie. Et torpiller la reconstruction de la «Syrie unitaire», option préconisée par la Haute représentante de l'Union européenne, Federica Mogherini.

Problème: les radicaux islamistes et les djihadistes font souvent la loi dans ces zones libérées dont Paris veut aider à la reconstruction. Le pari français est dangereux, répondent plusieurs chercheurs qui ont lu pour nous cette note du Quai d'Orsay. Même isolée sur le dossier syrien, Paris campe fermement sur sa position: entraver «le projet russo-iranien» en Syrie, affirme la note dont Le Figaro publie des extraits. LeFigaro.fr 23.02

Ce que "le plan français" entend saborder.

- L'entente russo-américaine au centre de la nouvelle conférence sur la Syrie - Liberation.fr

Jeudi s'ouvrira à Genève la quatrième session de négociations, sous l'égide de l'ONU, sur l'issue du conflit syrien. Liberation.fr

- La CIA a gelé toute aide aux « rebelles syriens » - Réseau Voltaire

Selon Reuters, la CIA a gelé toute aide aux « rebelles » syriens, bien que ceux-ci soient attaqués par les « jihadistes » [1].

Jusqu'à présent, les membres de l'Otan distinguaient les « rebelles » des « jihadistes ». Parfois, ils évoquaient des « modérés » et des « extrémistes ». En réalité, les « rebelles modérés » n'ont jamais été moins violents que les « jihadistes extrémistes ». Ainsi, dans une vidéo de propagande, un commandant de l'Armée syrienne libre (« modérée ») a-t-il mangé le cœur et le foie d'un soldat syrien et menacé de faire subir le même sort à tous les alaouites. Cette distinction sémantique renvoie à un document du MI6, antérieur à la guerre contre la Syrie, dans lequel les services secrets britanniques observent que les populations du Moyen-Orient élargi sont toutes anti-impérialistes. Cependant, pour rétablir la colonisation, il convient de s'appuyer sur des groupes « modérément » anti-impérialistes et de combattre les plus « extrémistes » avec qui il sera impossible de contrôler la région.

L'administration Trump envisage d'en finir avec tous les jihadistes, qu'ils soient catalogués « extrémistes » ou « modérés ».

[1] "Exclusive : CIA-backed aid for Syrian rebels frozen after Islamist attack - sources", Tom Perry, Suleiman Al-Khalidi and John Walcott, Reuters, February 21, 2017. Réseau Voltaire 22.02

- Les indépendantistes de la vallée de Ferghana contre la Syrie - Réseau Voltaire

Depuis le début des négociations d'Astana, la Turquie tente de sauver les jihadistes en Syrie. On assiste donc à la dissolution des groupes composés de mercenaires étrangers au sein d'une nouvelle structure, Hayat Tahrir al-Cham (l'Assemblée pour la libération du Levant).

Bien qu'elle soit contrôlée par Al-Qaïda, celle-ci diffère des précédentes en ce qu'elle est placée sous le commandement d'un Syrien, Abou Jaber Hashem Al-Cheikh (photo). Ce chef de guerre avait été condamné en 2005, en Syrie, pour son appartenance à la Confrérie des Frères musulmans. Il avait été relâché en vertu d'une amnistie présidentielle et sous le contrôle de la Mission d'observation de la Ligue arabe, fin 2011.

Sur la photographie ci-dessus, on voit un calicot porté depuis quelques jours dans les manifestations se déroulant en territoire

occupé par les jihadistes. Il représente côte à côte Abou Jaber Hashem Al-Cheikh et Mohammad Allouche, le chef de la délégation de l'opposition aux négociations d'Astana.

À leur tour, la Katiba al-Imam Bukhari (anciennement Mouvement islamique d'Ouzbékistan), le Parti islamique du Turkestan et la Katiba al-Tawhid wal Jihad (jihadistes venus d'Ouzbékistan et du Kirghizistan) ont rejoint le nouveau drapeau. Dans une vidéo proclamant leur ralliement, ces jihadistes déclarent que leur premier objectif est de renverser « le boucher » (comprendre : le président Bachar el-Assad).

Ce faisant, ils attestent de leur vrai visage de mercenaires : jusqu'à présent ces groupes issus de la vallée de Ferghana (Est de l'Ouzbékistan, Sud du Kirghizistan et Nord du Tadjikistan) affirmaient lutter soit pour l'indépendance de leur communauté en Asie centrale, soit pour leur rattachement à la Turquie. Réseau Voltaire 22.02

Qui va voter pour sa mise en liberté surveillée ?

- La mise en place du «mégafichier» n'attend pas - liberation.fr

Rien n'y aura fait. Le «mégafichier» de données des Français sera déployé dans toute la France d'ici à la fin mars, comme l'atteste un arrêté paru vendredi au Journal officiel et repéré par NextInpact.

Le système TES (titres électroniques sécurisés), qui concerne 15 millions de titulaires d'un passeport, a été étendu par décret, le 28 octobre, aux cartes d'identité. Il doit regrouper à terme les données de 60 millions de Français : état civil, noms et prénoms des parents, adresse, couleur des yeux, taille - mais aussi des données biométriques, photo du visage et empreintes digitales. Il doit être déployé cette semaine à Paris, dans le Val-d'Oise et dans les Hauts-de-Seine. Puis être étendu, d'ici au 28 mars, à toute la France métropolitaine.

Le fichier TES vise, insistent ses promoteurs, à simplifier la délivrance des titres d'identité, et à lutter contre la fraude. Mais nombre de voix se sont élevées pour dénoncer un double risque : la sécurité des données face aux tentatives de piratage, et les potentialités d'utilisation abusive d'une base centralisée de données biométriques.

Auditionné le 15 février au Sénat, le ministre de l'Intérieur, Bruno Le Roux, s'est voulu rassurant sur le niveau de sécurité du «mégafichier» : «94 % des mesures du plan d'action sont achevées». Les 6 % restants concernent le chiffrement des données biométriques, qui devrait commencer le 28 février, indique le ministère à Libération. Le TES fera l'objet, a précisé Le Roux aux sénateurs, d'un «réexamen annuel».

En novembre, face à la contestation, Bernard Cazeneuve avait annoncé que le transfert des empreintes digitales dans la base centralisée deviendrait optionnel, soumis au «consentement exprès et éclairé» du demandeur de carte d'identité. Pour l'heure, la mesure n'est pas en vigueur. Un projet de modification du décret a été transmis à la Cnil, qui devrait rendre prochainement son avis. Il devra ensuite passer par le Conseil d'Etat.

«Le projet de décret prévoit qu'en cas de refus de l'usager de voir ses empreintes enregistrées dans la base TES, le formulaire de demande sur lequel sont apposées ses deux empreintes est conservé de manière sécurisée», explique la Place Beauvau. Dans l'attente, ceux qui voudraient refuser le transfert de leurs empreintesdevront patienter : il reviendra aux mairies de les informer «qu'il leur appartient de différer leur demande jusqu'à la publication» du texte, explique une lettre envoyée par le ministère aux préfectures le 30 janvier.

Reste que Le Roux a déjà renvoyé une des «onze recommandations» au prochain gouvernement : la mise en place d'un mécanisme de chiffrement des données biométriques qui partagerait entre le ministère et une «autorité tierce» la possibilité de les déchiffrer. «La proposition […] modifierait profondément la gouvernance de la sécurité des systèmes d'information», fait valoir le ministère de l'Intérieur. La proposition n'est pas écartée, mais renvoyée à un «examen approfondi». liberation.fr

- Laurence Rossignol veut interdire l'accès des sites pornos aux mineurs - LeFigaro.fr

Ils sont en guerre contre la classe ouvrière et tous les peuples, normal, ils sont de gauche !

- Les démocrates américains en quête d'un nouveau chef - AFP

Les démocrates américains, peinant à se remettre de leur cuisante défaite à la présidentielle et débordés par des mouvements anti-Trump spontanés, élisent le nouveau chef de leur parti samedi pour reprendre l'initiative contre le président et les républicains.

L'enjeu est de taille pour les démocrates qui préparent les élections de mi-mandat en 2018 et la présidentielle de 2020. Il reste à ce jour deux favoris pour présider le parti démocrate (DNC): Tom Perez, Américain d'une famille originaire de République

dominicaine, ancien secrétaire au Travail de Barack Obama, soutenu par les caciques du parti, et Keith Ellison, un élu noir converti à l'islam issu du courant progressiste qui s'est dit favorable au lancement d'une procédure de destitution ("impeachment") de Donald Trump. AFP 24.02

- Brexit : la division des Travaillistes britanniques - euronews.com

Le parti travailliste britannique sort ébranlé par les résultats de deux élections législatives partielles. La question du Brexit fracture son électorat et représente un défi majeur pour son dirigeant. Jeremy Corbyn rappelle pourtant que « le parti travailliste est déterminé à ce que le Royaume-Uni ne se replie pas sur lui-même, mais au contraire à ce qu'il joue un rôle actif et positif pour le futur de l'Europe hors de l'Union européenne ». Mais l'ancien Premier ministre travailliste, Tony Blair, multiplie les appels pour maintenir l'adhésion à l'Union ou à tout le moins pour négocier un Brexit souple. Si la formation de Jeremy Corbyn peut se féliciter de la victoire à Stoke, la défaite dans la circonscription de Copeland est lourde politiquement. Cette région était un bastion travailliste depuis plus de 80 ans. euronews.com 24.02

Besancenot va adorer !

Ils osent tout

- Bayrou joue Macron et choisit encore la gauche - LeFigaro.fr

Le président du MoDem a créé la surprise en annonçant, mercredi, son ralliement au leader d'En marche !. Il avait déjà appelé à voter pour Hollande en 2012.

- Jadot et le PCF poussent Mélenchon et Hamon à s'entendre - AFP

- Face aux désaccords entre Mélenchon et Hamon, le PCF manoeuvre - AFP

- Le PCF milite pour l'union de la gauche... aux législatives - LeParisien.fr

« Il y a une gauche qui peut se réconcilier. On est dans une période où il est possible de construire quelque chose », veut-on croire du côté du Parti communiste français. LeParisien.fr

- Santé: Les candidats rivalisent sur les remboursements - Reuters

- «Enseigner de façon égalitaire aux filles et aux garçons, ça s'apprend» - Liberation.fr

- Jours fériés Des ponts avec les autres religions ? - Liberation.fr

Substituer deux fêtes chrétiennes habituellement chômées au profit d'une juive et d'une musulmane. C'est la mesure polémique du rapport sur l'islam de Terra Nova, think tank proche de la gauche, dévoilé ce mercredi.

- Comment l'ONU peut stopper le fléau de l'intégrisme en Iran - Le Huffington Post

- Un pro-Sanders pour ranimer les démocrates américains ? - Liberation.fr

- Les Britanniques veulent empêcher leur Reine de rencontrer Donald Trump - euronews.com

- Amnesty s'alarme des discours haineux propagés par Trump - AFP

- «On peut devenir français en conservant sa façon de manger» - Liberation.fr

- Brésil Un ministre accusé de corruption devient juge anticorruption - Liberation.fr

- L'UE s'attaque à nouveau à l'optimisation fiscale des entreprises - AFP

- La culture du cannabis autorisée aux Pays-Bas - euronews.com

- L'ONU a besoin de 4,4 milliards de dollars contre les famines - AFP

- La Turquie lève l'interdiction du foulard islamique dans l'armée - AFP

Leur monde de corrompus.

- Affaire Fillon : l'enquête confiée à des juges d'instruction - euronews

- Emplois fictifs : Marine Le Pen refuse d'être entendue - Franceinfo

- Le maire de New York interrogé pour des soupçons de corruption - Reuters

- Les patrons du FMI, habitués des tribunaux - Liberation.fr

- En Italie, le parquet de Milan a ouvert une enquête à l'encontre du patron de Vivendi, Vincent Bolloré - Liberation.fr

- Plusieurs médias, dont la BBC et Reuters, ont été espionnés par l'Allemagne - L'Express.fr

- Aux Philippines, la principale opposante au président Duterte a été arrêtée. - Liberation.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

1.1- Trump nomme un général en exercice à la tête du Conseil de sécurité nationale - AFP

Donald Trump a choisi H.R. McMaster, un général en exercice, vétéran d'Irak et d'Afghanistan, pour occuper le poste de conseiller à la sécurité nationale, après une difficile recherche qui a tenu Washington en haleine.

Le président américain a annoncé cette nomination lundi devant les journalistes dans sa résidence de Mar-a-Lago en Floride, espérant mettre un terme à un feuilleton qui a vu la démission de son premier choix, Michael Flynn, et le refus de son second, Robert Harward.

Il a qualifié le général McMaster d'"homme de formidable talent et de formidable expérience".

Herbert Raymond "H.R." McMaster, 54 ans, est un spécialiste de la contre-insurrection, notamment en Irak où il été déployé pendant la guerre de 1991 et deux fois après l'invasion américaine de 2003, de 2004 à 2006, puis de 2007 à 2008. Il a également servi en Afghanistan.

"Je suis impatient de rejoindre l'équipe de sécurité nationale et de faire tout ce qui est en mon pouvoir pour faire avancer et protéger les intérêts du peuple américain", a déclaré le général McMaster --en uniforme et bardé de ses décorations-- au cours d'une brève présentation à la presse, aux côtés du président à Mar-a-Lago.

Le général "McMaster a une grande expérience sur le terrain contre les ennemis de l'Amérique", a réagi Harry J. Kazianis, directeur du Centre d'étude sur les questions de défense au Center for the National Interest à Washington.

"Son expérience au Moyen-Orient sera évidemment essentielle dans le désir de Donald Trump d'écraser ISIS", a-t-il ajouté en parlant du groupe jihadiste Etat islamique.

H.R. McMaster est le quatrième général nommé par Donald Trump et le troisième actuellement en poste dans son gouvernement, signe de la propension du président américain, qui n'a jamais servi dans l'armée, à s'entourer de militaires.

Le Conseil de sécurité nationale (NSC) est un organe discret mais particulièrement stratégique à la Maison Blanche, chargé de rassembler les informations relatives à la sécurité nationale et de conseiller le président en matière de sécurité et de politique étrangère.

Henry Kissinger et Colin Powell ont chacun occupé ce poste.

L'élévation par Donald Trump de son chef stratège, Stephen Bannon, associé à l'extrême droite, comme membre permanent du NSC avait fait l'objet de vives critiques contre la "politisation" du Conseil.

"Vous ne pouvez pas mettre en oeuvre la politique étrangère depuis la Maison Blanche", estime Loren DeJonge Schulman, une ancienne du NSC sous le président Obama, faisant allusion au fiasco qui a entouré l'application du décret migratoire de M. Trump.

La presse américaine a fait état de tensions à la Maison Blanche sur le remplacement du Michael Flynn, en raison notamment de l'influence attribuée à Stephen Bannon.

Ni Donald Trump, ni H.R. McMaster n'ont répondu aux questions des journalistes sur la marge de manoeuvre du nouveau patron du NSC pour décider lui-même de la composition du Conseil.

Le président "a donné toute autorité à McMaster pour embaucher qui il voudra", a assuré lundi Sarah Huckabee Sanders, une porte-parole de la Maison Blanche.

Parmi les candidats en lice figurait l'actuel directeur intérimaire du NSC Keith Kellogg, 72 ans, général à la retraite peu connu à Washington. Il en restera le secrétaire général.

L'ancien ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, le néo-conservateur John Bolton, et le général à la retraite Robert Caslen était également sur les rangs. AFP 21.02

1.2- McMaster, le premier choix réaliste de Donald Trump - lepoint.fr

La nomination du général McMaster comme conseiller à la sécurité nationale est un signe inattendu et positif. La preuve, les Russes s'en plaignent déjà.

La désignation du général en activité Herbert Raymond « H.R. » McMaster, 54 ans, pour diriger le Conseil national de sécurité n'est pas seulement une divine surprise pour l'ensemble de la classe politique américaine, républicains et démocrates confondus (et sans doute aussi pour les alliés des États-Unis). Après un mois d'errements inquiétants, dans des nominations controversées et des décisions mal préparées, ce pourrait être aussi le signe que le nouveau président s'est aperçu que la conduite du plus puissant pays du monde ne souffre ni l'improvisation ni le copinage idéologique qu'il a pratiqués, et encore moins les idées reçues par une lecture approximative des journaux ou des réseaux sociaux.

Un proche de John McCain

Ce n'est pas un hasard si le choix d'un des généraux les plus respectés de l'armée américaine pour occuper les fonctions de premier conseiller du président sur les affaires touchant à la sécurité des États-Unis lui a été suggéré par un ancien officier, devenu parlementaire, Tom Cotton. Ce sénateur de l'Arkansas a servi en Irak et en Afghanistan sous les ordres de McMaster et a particulièrement apprécié la façon dont le général a su militairement, mais aussi humainement, gérer une révolte sunnite dans la région de Tal Afar. Cotton est par ailleurs très proche du sénateur John McCain, le héros de la guerre du Vietnam, qui était jusqu'alors le républicain le plus critique envers la façon dont Donald Trump mène les affaires du pays. Indice que la désignation de McMaster a été inspirée par le vieux sage du Parti républicain, celui-ci a immédiatement salué dans le nouveau responsable du NSC « un homme de caractère et de décision doué d'une grande valeur intellectuelle ». lepoint.fr 22.02

1.3- Trump veut étoffer l'arsenal nucléaire américain - Reuters

Les Etats-Unis doivent se placer "en tête du peloton" des puissances nucléaires et devront pour cela étoffer leur arsenal, a déclaré jeudi le président... Reuters

1.4- Trump accuse le FBI de laisser fuiter des informations - Reuters

Donald Trump s'en est pris vendredi au Federal Bureau of Investigation (FBI), accusant la police judiciaire américaine de ne pas avoir empêché que des informations sur la sécurité nationale soient communiquées à la presse.

Le président des Etats-Unis, qui s'est exprimé comme à son habitude via Twitter, a demandé que les personnes à l'origine des fuites soient retrouvées.

Selon la presse américaine, le FBI a refusé d'accéder à une demande de la Maison blanche de démentir un certain nombre d'articles récents affirmant que des membres de l'équipe du milliardaire républicain avaient été régulièrement en contact avec les agents des services de renseignement russes durant la campagne présidentielle.

"Le FBI est totalement incapable d'arrêter les 'fuiteurs' sur la sécurité nationale qui ont infiltré notre gouvernement depuis longtemps. Il ne peut même pas trouver les fuiteurs au sein du FBI lui-même. Des informations confidentielles sont données aux médias, ce qui pourrait avoir un effet dévastateur sur les Etats-Unis. TROUVEZ-LES IMMÉDIATEMENT", écrit le président dans deux tweets. S

elon la chaîne de télévision CNN et l'agence de presse Associated Press, le secrétaire général de la Maison blanche, Reince Priebus, a demandé à Andrew McCabe, le directeur adjoint du FBI, de démentir un article paru dans le New York Times du 14 février selon lequel les conseillers de campagne du candidat Trump avaient eu à plusieurs reprises des contacts avec des responsables du renseignement russe.

Cette demande est intervenue après qu'Andrew McCabe eut dit en privé à Reince Priebus que l'article était faux.

Un haut responsable de l'administration Trump a déclaré vendredi que le directeur du FBI James Comey avait lui aussi dit à Reince Priebus par la suite que l'article était faux. Priebus a alors demandé au FBI s'il pouvait faire corriger l'article, mais Comey a dit que le Bureau ne pouvait pas faire de commentaire.

Reince Priebus a demandé s'il pouvait dire que les responsables du renseignement lui avaient assuré que l'article était faux, et James Comey a répondu qu'il pouvait le dire, a déclaré le haut responsable aux journalistes. Reuters 24.02

2- Grèce

2.1- La Grèce fait des concessions pour s'entendre avec ses créanciers - AFP

La Grèce a accepté lundi des concessions pour sortir de l'impasse avec ses créanciers, zone euro et FMI, sur son plan de sauvetage, avant une série d'élections cruciales dans l'UE qui risquent de compliquer tout compromis.

Athènes a décidé de prendre des mesures qui devraient permettre de remplir les objectifs budgétaires fixés par ses créanciers européens afin d'avancer les négociations sur son plan de sauvetage.

Les chefs de mission (représentant les créanciers de la Grèce) vont ainsi pouvoir retourner à Athènes pour finaliser les détails d'un accord. Mais la date de leur retour n'a pas encore été divulguée.

Ils "vont travailler avec les autorités grecques sur un paquet supplémentaire de réformes structurelles du système fiscal, du système des retraites et de la régulation du marché du travail", a expliqué le président de l'eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem après une réunion des ministres des Finances de la zone euro à Bruxelles.

Selon une source gouvernementale grecque, les nouvelles mesures seront votées "d'ici la mi-mars".

"Il est probable qu'il s'agira d'une baisse du seuil d'exonération fiscale et de mesures sur les retraites (...), les deux points sur lesquels le FMI insiste", a précisé cette source.

Le commissaire européen aux Affaires économiques, Pierre Moscovici, a estimé qu'"un pas important avait été franchi vers une conclusion de la 'seconde revue'", sorte de point d'étape du plan d'aide à la Grèce, qui doit déboucher sur un accord définitif permettant le déboursement d'une nouvelle tranche du prêt de 86 milliards d'euros, consenti à l'été 2015, dans le cadre du troisième plan d'aide.

Tout en saluant les concessions faites par la Grèce, le Fonds monétaire international (FMI) a quelque peu tempéré l'enthousiasme général, en prévenant que "davantage de progrès" restait nécessaire. Il est encore "trop tôt pour spéculer" sur un accord durant cette mission, a averti le FMI. AFP 22.02

2.2- Le Premier ministre grec parle de "compromis honorable" - Reuters

Le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, a défendu vendredi devant les députés le dernier accord en date sur un plan d'aide conclu avec l'Eurogroupe parlant "de compromis honorable".

Une page est tournée dans les relations entre la Grèce et ses bailleurs de fonds, a-t-il estimé, car ils ont, selon lui, accepté après sept ans de cesser l'application de "perpétuelles politiques d'austérité" dans le pays.

Si vous me demandez mon avis, à savoir si j'accepte qu'il faille changer le contenu de notre politique, je vous dirais que non", a-t-il expliqué. "Mais dans toutes les négociations, s'il est évident qu'on peut obtenir des gains, il faut aussi faire des concessions".

"Aujourd'hui, je suis absolument convaincu que nous avons abouti à un compromis honorable". Reuters 24.02

3- Israël

- Israël: un soldat condamné à 18 mois de prison pour la mort d'un Palestinien - AFP

Un tribunal militaire israélien a condamné mardi à 18 mois de prison ferme un soldat accusé d'avoir achevé un assaillant palestinien, point d'orgue d'un procès qui a divisé le pays et déçu les défenseurs des droits de l'Homme.

La direction palestinienne, sans illusion avant le procès, s'est quand même indignée de la "légèreté" de la peine, "feu vert" donné selon elle aux "crimes des soldats" israéliens contre les Palestiniens.

Elor Azaria, qui a aussi la nationalité française, est le premier soldat israélien à être condamné pour homicide depuis plus de dix ans selon la presse.

Une fois la cour retirée, la famille a entonné l'hymne israélien autour du sergent de 21 ans, entré une heure plus tôt sous les applaudissements, les mains libres et arborant un large sourire crispé dans son uniforme olive.

A l'extérieur, des dizaines de personnes, étroitement surveillées, ont manifesté leur soutien au soldat, brandissant des pancartes proclamant: "On ne laisse pas tomber les combattants" ou "Mort aux terroristes".

Membre d'une unité paramédicale, le soldat a été filmé le 24 mars 2016 par un militant propalestinien alors qu'il tirait une balle dans la tête d'Abdel Fattah al-Sharif à Hébron en Cisjordanie occupée.

Le Palestinien venait d'attaquer des soldats au couteau. Atteint par balles, il gisait au sol, apparemment hors d'état de nuire. La vidéo s'était propagée sur les réseaux sociaux.

Immédiatement arrêté et assigné depuis à sa base, Elor Azaria plaidait non coupable. Il pensait que le Palestinien dissimulait une ceinture d'explosifs, ont plaidé ses avocats.

La cour a rejeté le plaidoyer.

Le soldat, condamné à 18 mois de prison ferme assortis d'une peine de 18 mois avec sursis, doit entrer en prison le 5 mars. Il est dégradé et redevient simple soldat.

Ses avocats ont annoncé leur intention de faire appel.

La présidente du tribunal Maya Heller a estimé que le soldat avait bel et bien tiré pour tuer alors que le Palestinien ne constituait pas une menace, et a retenu qu'Elor Azaria n'avait exprimé aucun remords.

Elle lui a cependant reconnu des circonstances atténuantes, évoquant le "territoire hostile" sur lequel s'étaient produits les faits et "l'épreuve subie par sa famille".

Plusieurs ministres du gouvernement considéré comme le plus à droite de l'histoire d'Israël ont volé au secours d'Elor Azaria.

"La sécurité d'Israël exige qu'il soit gracié", a dit le ministre de l'Education Naftali Bennett.

Le ministre de la Défense Avigdor Lieberman a affirmé sur sa page Facebook que "le verdict peut ne pas plaire mais chacun se doit de respecter les décisions du tribunal". Il "faut prendre en compte le fait qu'il y avait d'un côté un soldat exemplaire et de l'autre un terroriste venu tuer des juifs".

Le soldat encourait 20 ans de prison.

Pour les Palestiniens, Abdel Fattah al-Sharif n'était qu'un Palestinien de plus tombé sous les balles de l'occupant, et le procès n'aurait jamais eu lieu si les faits n'avaient été filmés.

"Est-ce que c'était un animal pour qu'on le tue de la sorte, de cette manière barbare. Ce n'était pas un animal. C'était un être humain, tout comme" Elor Azaria, a dit à l'AFP le père du Palestinien, Yousri al-Sharif.

Comme Nour Odeh, beaucoup d'internautes notaient qu'Israël punissait bien plus lourdement les jeunes lanceurs de pierres palestiniens qu'Elor Azaria. AFP 24.02

4- Brésil

- Brésil: le ministre des Affaires étrangères démissionne - AFP

Depuis qu'il a remplacé à la tête du Brésil Mme Rousseff, destituée à l'été 2016, Michel Temer a vu six de ses ministres et un proche conseiller quitter leurs fonctions, pour désaccords internes, accusations de corruption et maintenant problèmes de santé. AFP 24.02

5- Ukraine

5.1- Ukraine : les nationalistes d'extrême droite manifestent à Kiev - euronews.com

En Ukraine, les nationalistes d'extrême droite ont commémoré le 3e anniversaire de la révolution de Maïdan.

Ultra minoritaires au parlement ukrainiens, ils en ont profité mercredi pour manifester leur mécontentement. Ils réclament l'arrêt des relations commerciales avec la Russie et la défense des valeurs de la révolution de Maïdan.

Les nationalistes ont fait monter la pression ces derniers jours à Kiev. Des affrontements ont eu lieu près du bâtiment de l'administration présidentielle.

Des activistes ukrainiens sont aussi à l'origne d'un blocus routier qui empêche les camion immatriculés en Russie de traverser l'Ukraine alors qu'un énième cessez-le-feu est entré en vigueur à l'est de l'Ukraine.

Mercredi, le président Petro Poroshenko a annoncé s'être entretenu avec Donald Trump.

Pour lui, "les clés de la paix ne sont pas en Ukraine, elles sont à Moscou, au Kremlin", a-t-il insisté. euronews.com 22.02

5.2- Pour Porochenko, la «5e colonne» fomente un 3e Maïdan - sputniknews.com

La popularité de Porochenko passe de 47 % à 14 % ? La Main Du Kremlin ! Le PIB de l'Ukraine a diminué de moitié et le pays accumule plus de 60 milliards de dollars de dette ? Encore un coup des Russes ! Le président ukrainien voit la cinquième colonne partout, pratique pour ne pas assumer ses responsabilités.

Battant des records d'impopularité, avec une cote de confiance passant de 47 à 14 %, Piotr Porochenko préfère faire porter le chapeau à la Russie. Le président de l'Ukraine accuse en effet Moscou de préparer un « troisième Maïdan » dans son pays et de s'appuyer sur une « cinquième colonne » pour déstabiliser la société.

« Récemment, les services ukrainiens de sécurité ont identifié les membres de cette cinquième colonne: sur ordre direct de la Russie, ils prépareraient différentes mesures visant à déstabiliser la situation en Ukraine, à savoir administrer des sites, réunir des groupes avec des milliers de participants sous les noms de "révolution ukrainienne" et "troisième Maïdan" », affirme Piotr Porochenko.

Habitué à voir La Main Du Kremlin partout, le président ukrainien a rendu cette fois-ci la Russie coupable des appels propagés sur les réseaux sociaux à organiser un « troisième Maïdan » et à sortir dans la rue pour manifester son mécontentement à l'encontre du pouvoir.

Pourtant, selon des sociologues ukrainiens, le niveau très bas de confiance du peuple ukrainien à l'encontre du président actuel du pays bat des records. Par rapport à 2013, le nombre d'enlèvements a augmenté de 264 %, le vol de véhicules de 100 %, les meurtres de 67 % et les vols de 46 %.

Le PIB de l'Ukraine a diminué de moitié. Le pays, avec un niveau de croissance économique équivalent à celui du Soudan, a une dette de plus de 60 milliards de dollars. Pour la rembourser et la rembourser, les Ukrainiens paient des sommes astronomiques pour régler leurs charges. L'eau chaude et le chauffage central ont augmenté de près de 90 %, l'électricité de 60 %, le gaz naturel de plus de 40 %.

Et alors que la population est démoralisée, les nationalistes, sous prétexte de commémorer le 3e anniversaire du Maïdan, habillés en tenue de camouflage et portant des drapeaux de leurs organisations, se dirigent vers la place de l'Indépendance en fustigeant

le président Porochenko.

Les événements qui se déroulent depuis plusieurs jours dans la capitale ukrainienne ont une étonnante ressemblance avec ceux qui ont conduit au renversement du pouvoir et à l'arrivée du nouveau président en 2014. Mais Piotr Porochenko est convaincu que c'est la « cinquième colonne » qui marche dans les rues de Kiev. sputniknews.com 22.02

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

- 0,02% - Libération.fr

C'est la hausse du nombre de chômeurs en janvier, soit une quasi-stabilité par rapport à décembre. Sur trois mois, cependant, la tendance est à la baisse (-0,3%) et plus encore sur un an (-2,5%, soit environ 105 400 inscrits en moins). En incluant les catégories B et C (activité réduite), le nombre de demandeurs d'emploi s'affiche à la hausse en janvier : +0,4% sur un mois et + 0,5% sur un an. Libération.fr 24.02

Donc +0,4% et non 0,02% !

2- Hongkong

- A Hongkong, «les vieux sont comme des miettes fourrées sous un tapis» - liberation.fr

Dans un territoire où l'espérance de vie est l'une des meilleures du monde, les personnes âgées sont parquées dans des maisons de retraite puantes et sans intimité.

Il n'est que 16h40 dans la maison de retraite privée de la rue Yee Kuk, dans le nord de Hongkong, mais le dîner est déjà servi sur la table commune de cet immense dortoir rance et fétide, au milieu de dizaines de lits silencieux. Une télé déverse ses programmes sur les pensionnaires avachis. Une employée, le pas traînant, vient sans un mot verser les médicaments dans la tasse de Fong C., décorée d'un Mickey. «Le week-end c'est pire, il n'y a qu'une personne pour 40 patients», commente ce pensionnaire qu'une attaque cérébrale a laissé en partie paralysé.

Alors que la revue médicale The Lancet affirme ce mercredi que plusieurs pays pourraient voir leur espérance de vie atteindre 90 ans pour les femmes en 2030, à Hongkong les femmes vivent déjà en moyenne 87,3 ans (81,4 ans pour les hommes). Un marché juteux détenu aux deux tiers par les maisons de retraite privées qui, selon le député Fernando Cheung, prodiguent pourtant des services catastrophiques. L'élu ne décolère pas : «Ce ne sont pas des endroits pour des êtres humains mais c'est comme ça que nous traitons les personnes âgées à Hongkong : des miettes fourrées sous le tapis, hors de vue, et nous continuons à être en apparence cette ville prospère qui se targue de sa longévité.»

En 2046, un Hongkongais sur trois aura plus de 65 ans, un sur cinq plus de 75 ans, sur fond de décroissance de la population active et de pénurie de personnel médical et social. «Notre système est en train de s'effondrer, analyse Vivian Lou, directrice du Centre de recherche Sau Po sur le vieillissement à l'université de Hongkong. Le problème n'est pas une question de quantité de lits, qui seront suffisants entre le public et le privé. C'est une question de qualité.»

«Un sur trois vit dans la pauvreté»

Fong C. verse pour son lit l'équivalent de 600 euros par mois, le montant de ses aides sociales. Auxquelles il a ajouté 60 euros pour être près d'une fenêtre, dont la lumière est masquée par un gratte-ciel. Il n'a que 58 ans, mais comme lui, les gens qui ont perdu leur autonomie ou ont de gros handicaps croupissent dans les maisons de retraite. Le plus incommodant, dit-il, est son voisin de croisée, un septuagénaire voûté qui grille des cigarettes du soir au matin. «Ça empeste et c'est mauvais pour ma santé. Mais l'équipe encadrante prend sa défense», soupire le grand gaillard, recroquevillé dans sa «chambre». En fait de chambre, ce n'est qu'un lit en partie rouillé coincé dans un espace où tient à peine une petite table pliante en formica. La vie des pensionnaires, bourrée dans des sacs entassés sous les lits, s'exhibe sans pudeur, à cause des piètres cloisons de séparation entre les boxes, et de l'absence de porte.

«Pour un peu d'intimité, il faut payer cher, très cher», commente Wai-tung Ng, de l'ONG SoCo. Or, sur le million de Hongkongais de plus de 65 ans, «un sur trois vit dans la pauvreté, et il n'y a pas de pension retraite universelle». Le revenu médian des retraités est inférieur à 500 euros, et la somme versée lors du départ à la retraite permet en moyenne de subvenir à deux ans de vie. Or selon les projections du gouvernement, les deux tiers d'entre eux vivront encore plus de vingt années. Tradition chinoise oblige,

les enfants assument donc le fardeau financier.

C'est le cas de Verna, 72 ans, rencontrée lors d'une manifestation pour la retraite universelle, et qui gère son père centenaire. L'idée d'échouer dans le privé lorsqu'elle perdra son autonomie la «terrifie». Elle décrit, choquée, les escarres de son amie de 90 ans, lavée seulement une fois tous les deux jours dans son institut privé de Mong Kok.

Dans une ville où les loyers sont parmi les plus chers au monde, le secteur privé casse les prix pour attirer les revenus modestes. «Ils tirent quand même des bénéfices», décrypte Vivian Lou. Les salaires de misère génèrent un turnover tel que les maisons de retraite privées sont le premier secteur importateur de main-d'œuvre, essentiellement des Chinoises du continent sans formation et qui ne parlent pas le cantonais, la langue de Hongkong.

Bowling et ordinateurs tactiles

Dans ces conditions, une place dans le secteur public fait figure de Graal. Il faut en moyenne trois à quatre ans d'attente avant d'obtenir un des 28 000 lits, dans des établissements bénéficiant de vrais moyens humains et financiers. La Hong Kong Society for the Aged, l'un des organismes gérant des centres publics, offre même des ordinateurs tactiles pour connecter retraités et modernité, des jeux interactifs pour mesurer et retarder Alzheimer, des monte-charge pour jouer au bowling, des télés ergonomiques accrochées au plafond. Le gouvernement injecte des millions dans la recherche sur les maladies chroniques, la dépendance et tout projet technologique pouvant améliorer la santé, les soins et le bien-être des seniors.

«Le vieillissement de notre société est une réalité qu'il faut affronter mais le secteur privé n'a pas pris la mesure de la demande, estime Vivian Lou. Nous n'avons pas de système de protection sociale. Les établissements de long séjour ne peuvent être la solution car nous aurons trop de personnes âgées, et compter sur nos professionnels de santé est impossible car il y a une pénurie.» Les services à domicile en sont encore à leurs balbutiements. Une des solutions envisagées est de convertir les aides ménagères en personnel soignant. Des ONG proposent des formations pour que les Philippines et les Indonésiennes corvéables à merci qui poussent les fauteuils roulants dans les rues escarpées, cuisinent et lessivent pour leurs employeurs, deviennent l'un des piliers du système de soins. A Hongkong, l'espérance de vie doit encore augmenter jusqu'à 2060. liberation.fr 22.02

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries mars 2017

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mars 2017

CAUSERIE

Comme quoi il y en a parmi nous qui ont vraiment perdu la tête : Ils en arrivent à émettre des doutes sur les infos que l'on reproduit quand elles proviennent d'une agence de presse ou un média russe, apparemment la propagande officielle a plus d'effets sur des militants aguerris que sur de simples travailleurs.

A leurs places je me poserais des questions, et je leur conseillerais de se débarrasser de leur télévision, radio et autres médias toxiques. Je n'en dirai pas plus, ils doivent bien deviner ce que je pense de leurs critiques...

J'ai failli publier un article dans la causerie d'aujourd'hui provenant d'un média dit alternatif qui contenait peut-être une fausse information. C'est au dernier moment hier en fin de journée que je m'en suis aperçu par hasard, en me connectant à un autre blog et en lisant les commentaires des internautes.

J'ai envoyé un courriel à l'auteur de cet article et à la responsable du blog qui l'a publié pour avoir des explications. J'en ai également envoyé un à la personne qui était mise en cause dans cet article. J'attends leurs réponses.

Si j'ai un conseil à vous donner, fuyez Twitter et Facebook, tous ces supports pourris.

Pourquoi ne pas dire les choses telles qu'elles sont.

Eux, ils veulent sauver le régime, le réformer, replâtrer les institutions, sauver le PS, redorer son blason à coup d'illusions, promesses et pronostics sans lendemain, sauver les médias, faire en sorte qu'ils "redeviennent comme avant", sans doute quand ils étaient sous l'emprise du ministère de l'Information sous de Gaulle et de la censure. Nous, nous voulons les abattre pour qu'ils cessent de nuire à la société.

C'est la crise devenue permanente du capitalisme rendu au stade de l'impérialisme pourrissant, d'un système économique à bout de souffle, en faillite, qui s'exprime à travers :

- la crise sociale qui s'étend chaque jour à de nouvelles couches de la classe ouvrière et des classes moyennes ;

- la crise politique qui frappe et menace de dislocation tous les partis liés au régime en place ;

- le rejet croissant des institutions, des élus, de la justice, de la police ;

- la méfiance croissante envers les médias aux mains d'oligarques et subventionnés par l'Etat ;

- la radicalisation à droite de l'Etat ou du gouvernement, des partis de l'ordre, des médias, de la justice, de la police, de l'armée ;

- la recherche d'une issue politique à la crise du capitalisme par un nombre toujours plus grand de travailleurs déterminés à faire table rase du passé...

Ce sont les conditions objectives ou matérielles d'existence des travailleurs qui constituent le facteur qui en dernière analyse détermine leur comportement et influe sur leur mode de pensée, balayant tous les discours démagogiques, brisant tous les calculs d'appareils, déjouant toutes les prévisions destinées à les influencer ou à les conditionner pour qu'ils acceptent le sort que le capitalisme en crise leur a réservé.

Evidemment, tous les commentateurs autorisés ou auto-proclamés peuvent partager plus ou moins ce constat, mais ils ne peuvent pas aller au-delà. Pourquoi ? Parce qu'ils ne sont pas socialistes ou n'envisagent pas la rupture avec le capitalisme ou son abolition, ils estiment que les travailleurs ne seraient pas en mesure de gouverner, pour eux cette tâche échoit forcément à l'infime minorité d'exploiteurs qu'ils n'ont cessé de servir servilement ou auxquels ils doivent leurs statuts privilégiés.

Par conséquent, logiquement, ils sont conduits inévitablement à brasser du vent ou à produire des analyses qui aboutissent toutes dans une impasse politique, témoignant au passage leur impuissance à trouver une issue à la crise du capitalisme auquel finalement ils se soumettent en colportant des illusions dérisoires sur ses capacités à résoudre ses contradictions, alors que quotidiennement il fait la démontration qu'il en est totalement incapable autrement qu'en répendant la haine, le chaos et la guerre à travers le monde.

Abattre le régime capitaliste et la totalité de ses institutions, l'éradiquer de la surface de la planète, exproprier les capitalistes sans leur verser un centime, confisquer tous leurs pouvoirs ou abolir tous leurs privilèges pour qu'ils cessent de nuire à la société, constitue la seule réponse politique valable à la crise du capitalisme pour en finir une fois pour toute avec les conséquences dramatiques qu'il fait subir injustement à tous les peuples.

Certains estimeront que cette ligne politique est trop radicale, extrémiste, qu'elle pourrait rebuter ou effrayer bien des travailleurs... Nous leur répondrons que les milliards de travailleurs avec leurs familles à travers le monde qui subissent des conditions de travail et d'existence épouvantables ou n'ayant aucun droit, hormis celui de subir le sort insupportable que le capitalisme leur a réservé comprennent notre discours ou le partagent dès lors qu'on leur explique patiemment notre politique, et que ceux parmi les militants ouvriers qui s'y opposent ne partagent sans doute pas leur terrible destin, leur sort misérable, leurs multiples difficultés pour uniquement survivre, leur angoisse à vous nouer le ventre, surtout quand il est vide, leurs souffrances, leur cauchemar quotidien, parce que leur engagement politique a en réalité pour unique objectif de faire durer le plaisir ou de préserver leur mode de vie confortable, leur statut privilégié, leurs misérables intérêts individuels dans le cadre de l'ordre établi qu'ils refusent d'affronter par crainte des lendemains incertains, autrement dit vaut mieux encore conserver le régime capitalisme qui nous a si bien servi jusqu'à présent, plutôt que prendre le risque de le renversement ou d'opter pour le socialisme synonyme d'aventurisme... par ignorance.

La bonne conscience peut facilement s'accommoder de bien des reniements ou compromis pourris et faire preuve d'un cynisme inouï quand elle est élevée au rang de principe ou théorisée comme nous l'enseigne le réformisme qui est la négation du socialisme ou de l'émancipation du régne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Quand ils entendent dire ou qu'ils lisent que des millions de gosses sont condamnés à crever de faim dans les pires souffrances qui soient, même une telle inhumanité ou suprême injustice n'a aucune emprise sur eux ou ne coupera pas l'appétit de nos contradicteurs à la tête et au ventre décidément trop pleins.

Chaque travailleur ou militant qui lit ces lignes doit comprendre que face au capitalisme il n'existe que deux positions ou attitudes possibles : soit on s'en accommode en passant outre les conséquences monstrueuses qui en résultent pour tous les peuples, soit on admet qu'il faut s'en débarrasser une fois pour toute au moyen d'un soulèvement révolutionnaire.

Si on décide de s'en accommoder, il faut savoir qu'à partir de ce moment-là on n'aura plus aucune légitimité pour s'exprimer au nom des exploités et des opprimés, encore moins du socialisme, pour avoir autant de cadavres d'innocents sur la conscience.

Maintenant on comprend parfaitement que ceux qui adoptent cette attitude n'ont pas réellement conscience de la portée de leurs actes ou de l'orientation de leur engagement et ses conséquences. Mon intention n'était pas de les juger, mais uniquement de les aider à en prendre conscience. Chacun doit faire face à ses responsabilités en connaissance de cause, encore faut-il que quelqu'un les en informe ou leur dise de quoi il retourne.

La tâche qui est la mienne ici est particulièrement ingrate, parce que je sais pertinemment que mon discours sera déformé ou mal interprété par de nombreux lecteurs qui refusent de regarder la réalité en face, mais elle est aussi gratifiante parce que je fais ce que j'estime être mon devoir au service de la cause que je défends de manière totalement désintéressée, j'essaie d'en être digne, d'être à la hauteur de mon idéal, celui qu'en principe nous partageons tous, mais dont nombreux en sont très éloignés pour que demain nous soyons plus nombreux à marcher sur la voie de notre émancipation ou du socialisme, du règne de la liberté.

La situation politique se radicalise sur fond de chaos orchestré au niveau de l'Etat-PS.

Vous n'avez pas voulu nous prendre au sérieux, vous avez eu tort. C'est dommage, pour nous tous, j'ignore si vous en avez conscience, je vous laisse le soin d'en jugez vous-mêmes.

Vous êtes manifestement sous l'influence des médias-oligarques et de démagogues qui finalement usent des mêmes méthodes scélérates pour nous discréditer ainsi que notre discours.

Vous ne vouliez pas regarder la réalité en face, il faut dire que tout était fait pour vous en détourner ou vous la rendre supportable, dorénavant au quotidien vous la prenez en pleine gueule et ce n'est qu'un début.

Lecteurs anonymes en adoptant ce comportement vous avez fait le jeu de nos ennemis qui aujourd'hui en tirent profit pour amplifier leur offensive.

Individuellement vous ne pourrez pas vous en sortir, ils vont vous pourrir la vie au-delà de tout ce qu vous avez pu imaginer jusqu'à présent, ils vont vous broyer si ce n'est pas déjà fait. Collectivement on peut résister, encore faut-il savoir en qui on peut avoir un minimum confiance, avec qui on peut s'allier ou s'organiser.

Je vous ai proposé de constituer une association des sympathisants du courant politique que j'animais, La voix de l'Opposition de gauche, vous avez cru bon de rejeter cette proposition et c'était votre droit. Pourquoi ? Je n'en sais rien. Cependant j'ai constaté que même en préservant votre anonymat, vous estimiez inutile d'entreprendre une telle démarche qui ne comportait aucune contrainte, aucun engagement formel, aucun risque d'aucune sorte. Vous vous êtes peut-être dit que cela ne servirait à rien, du coup je n'ai pas insisté davantage, car au départ et pendant des années je n'avais pas envisagé de créer une structure dans laquelle des travailleurs pourraient se rassembler, estimant qu'il en existait déjà trop, ce fut sans doute une erreur de ma part.

Durant toutes ces années, l'évolution ou l'orientation de la situation mondiale et la manière dont les uns et les autres l'ont intérprétée ou traitée sur le plan pratique, n'ont fait que confirmer mes convictions et justifier mon propre rejet de toutes les formations politiques existantes, tellement elles se compromettaient en tenant des positions insupportables ou en versant dans en permanence dans la démagogie ce que je ne pouvais pas partager.

La gangrène ou la décomposition du mouvement ouvrier n'a cessé de s'approfondir durant les dernières décennies. Et quand à la question de savoir s'il était possible ou non de construire le parti dans le contexte social et politique de notre époque, on y répondra en déclarant que rien ne peut justifier que des dirigeants se réclamant du socialisme se compromettent, renient leurs principes, recourent à des méthodes déloyales pour évincer leurs opposants et imposer leur ligne politique.

Les militants qui croiraient qu'elle les aurait épargnés se font de graves illusions. Les militants qui m'ont écrit que leurs dirigeants leur avaient fait avaler bien des "couleuvres" en témoignaient si nécessaire, car ils ne s'en sont jamais remis eux-mêmes. C'est comme les gens qui ne lisent que des romans et ne verseraient pas dans une interprétation romanesque ou imaginaire de la réalité, ceux qui ne lisent que des romans policiers, ne tendraient pas à avoir une interprétation policière de la situation, et tous ceux qui demeurent accrocs de la télévision qui est la première source officielle de formatage ou conditionnement des esprits, leur attention ne serait pas centrée, axée, dirigée vers des sujets précis qui n'ont pas été choisis au hasard parmi des milliers d'autres pour les détourner d'autres questions plus brûlantes ou embarrassantes auxquelles ils ne doivent pas réfléchir, ceux qui passent leur temps sur les mal nommés réseaux sociaux pour étaler leur ignorance gaspillent leur temps et deviennent à leur insu des esclaves de ces instruments qui ont été conçus pour mieux les asservir...

Je ne suis pas épargné, bien que je me passe de tous ces travers en vivant en Inde, après avoir débranché la télévision depuis plus de deux ans, être absent des réseaux (anti) sociaux, en vivant dans un milieu hyper arriéré j'en subis l'influence, c'est ainsi que je me surprends à faire des conneries incroyables. Pourquoi ? Parce que je ne consacre pas suffisamment d'attention à mes propres affaires que je laisse à l'abandon. Heureusement quand j'ai fait une connerie, je m'en rends compte sur le champ, cela m'évite d'accuser injustement mon entourage d'en être responsable.

C'est pour dire qu'il ne faut pas se croire infaillible ou se prendre pour ce qu'on n'est pas, et que la moindre des choses c'est de commencer par examiner attentivement notre propre mode de pensée et notre propre comportement avant de porter un jugement sur quiconque ou quoi que ce soit.

La plupart des gens et des militants, il faudrait peut-être insister et dire particulièrement les militants, ne sont pas capables de

faire preuve d'une telle modestie, ils sont hypocrites en général ou se leurrent sur ce qu'ils croient avoir compris.

J'ai lu récemment un document interne du parti bolchevik datant de 1922 je crois, où Lénine fustigeait à juste titre les nombreux militants qui se comportaient en voyous, c'était à propos de l'attibution de logements par l'Etat qui faisait l'objet de passe-droits et autres actes de corruption qui tendaient à se généraliser. Lénine n'avait pas sa langue dans sa poche pour n'avoir jamais remisé le programme de la révolution socialiste au fond d'un tiroir, il ne ménageait personne, il disait sincèrement ce qu'il pensait quite à choquer ses interlocuteurs, telle était sa méthode et telle est la mienne. Ne comptez pas sur moi pour flatter la bêtise ou l'ignorance.

En aparté Je vais vous raconter un truc très vite qui après cela ne laissera aucun doute sur mes intentions. Un militant avec lequel j'ai de nombreux et importants désaccords m'a proposé de me verser de l'argent. Je ne lui ai pas répondu par crainte qu'il le regrette plus tard, alors que ma situation financière ne cesse de se dégarder, peu importe, je me suis dit que ce serait malhonnête d'accepter son offre. Ceux qui s'en offusquent, sont ceux qui aiment bien tourner autour du pot, auxquels il répugne d'appeler un chat un chat, qui ne supportent pas la réalité parce qu'elle est dure, cruelle ou laide souvent, parce qu'ils ne supportent pas ce qu'ils sont eux-mêmes. Nous voulions les aider à vivre ensemble cette épreuve, ils ont refusé, soit. En faisant ce portail, j'ai démontré que je ne partageais pas leur individualisme quasi pathologique, que j'étais prêt à tout partager avec eux pour être utile à notre cause, sans les convaincre ou cela ne leur suffit pas encore, souhaitons-leur d'être aussi exigeants envers eux-mêmes ou leurs dirigeants ou davantage encore.

Maintenant, je me dis que si nous étions parvenus à construire quelque chose ensemble, cela aurait contribué à modifier leur mode de pensée, leur vision du monde, leur comportement, à se débarrasser de leurs contradictions, à mieux supporter l'énorme pression qu'ils subissent quotidiennement, à les aider à vivre mieux débarrasser de toute hypocrisie, de tout jugement à l'emporte-pièces, bref, à se sentir plus libres et plus heureux sans empiéter sur les intérêts de leurs semblables quelque part dans le monde, dans la mesure où la mise en contact de travailleurs honnêtes et sincères, modestes, désireux de progresser, d'élever leur niveau de conscience favoriserait à la fois l'épanouissement de chacun et servirait notre cause commune, l'émancipation de l'humanité du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Mais en vivant à 10.000 kilomètres de la France, c'était peut-être une utopie, un objectif hors de notre portée. Je demande aux lecteurs d'y réfléchir, ensuite j'aviserai. Ma santé est mauvaise, je fume beaucoup trop, si nous devions en rester là je mettrais un terme à cette activité politique.

Ne sombrez pas dans la schizophrénie.

Leur morale...

Demander le programme : Démagogie, flatteries, promesses sans lendemain, mensonges grossiers, amnésie soudaine, mémoire sélective, non-dits, etc.

... et la nôtre.

Quelques titres qui tombaient à pic : Faites tomber les masques, en famille, la stratégie du chaos et de la guerre, en oligarchie, ils osent tout...

Cause toujours il en restera quelque chose.

Les manipulateurs professionnels doivent pouvoir proclamer leur bonne foi s'ils sont démasqués pour ne pas se voir accusés de falsifications volontaires. Aussi existe-t-il plusieurs parades pour déjouer cette accusation plus subtiles que mêler vérités et contrevérités, dont celle qui consistera à délivrer des vérités au conditionnel, des demi-vérités, ce qui leur permettra le cas échéant de faire jouer le bénéfice du doute en leur faveur.

Ce qu'ils ont fait de la jeunesse

Djihad. Prévenus mineurs, défis majeurs - Liberation.fr

A l’image d’un jeune Kurde passé à l’acte dont le procès s’ouvre ce mercredi à Paris, 53 mineurs sont actuellement mis en examen dans des dossiers de terrorisme, sans compter ceux qui font l’objet d’un suivi. Un public adolescent qui pose des défis nouveaux à la justice. Liberation.fr 28.02

France. Opportunisme débridé, démagogie hystérique, sinisme aggravé.

Un jour ils proclament que le gouvernement PS est le plus réactionnaire depuis l'avènement de la Ve République, et peu de

temps plus tard ils nous appellent à voter PS, et quand on refuse ils nous traitent de sectaire et de gauchiste (un sympathisant du POID), ils osent tout !

Quelle outrecuidance, quel mépris ! Mais pour qui se prennent-ils ces gens-là ? Ils se démasquent, c'est parfait.

On conseillera aux militants qui appelleront les travailleurs à voter PS de leur rappeler au préalable l'intégralité des traités scélérats, décrets anti-ouvriers, mesures antisociales, lois liberticides, que le gouvernement et le PS ont adoptés depuis mai-juin 2012. Ils devront pousser l'honnêté jusqu'à leur brosser un bref aperçu de ses faits d'armes passés depuis 1914, attention, vomissement garantie et réaction violente imprévisible !

La gauche et l'extrême gauche sont à des degrés divers des clones de la gauche américaine (le parti démocrate d'Obama et Clinton), et les syndicats ceux de l'AFL-CIO (ou CIA).

Ils ont dit.

A bas la révolution et le socialisme !

- Mélenchon mardi lors d'un meeting à Brest - "Faire une révolution, ça ne signifie pas prendre un bâton et monter sur une barricade: nous comptons sur le bulletin de vote, sur la raison, sur les milliers de gens qui s'impliquent parce que demain il va falloir que tout le monde s'y mette". AFP 28.02

Parole qu'un franc-maçon ne renierait pas.

- Le député radical de gauche Alain Tourret - "le programme de M. Hamon qui n'est pas celui d'une gauche rationnelle et raisonnable marquée par l'esprit des Lumières". Reuters 28.02

Aveu. Ils haïssent la gauche... même en parole.

- Un des parlementaires du PS à propos d'Hamon - "On fait le maximum pour essayer de ramener le candidat au centre". Reuters 28.02

Quand un des porte-parole du 1% (ou du CAC40) s'exprime.

- Jean-Marie Le Guen sur RTL - Il (Hamon - ndlr) ne peut pas s'adresser simplement à 20% des Français qui, pour telle ou telle raison, sont sensibles à des thèmes d'une gauche radicalisée". Reuters 28.02

A retenir

- Plus d'un tiers des électeurs disent encore ne pas savoir pour qui ils voteront. AFP 28.02

- Décodex. 21.000 téléchargements pour 6 millions d'internautes accrocs au Monde, un bid ! (Source : Le Monde)

Rappel. Qui détient le pouvoir aux Etats-Unis ?

- Gen. Wesley Clark : « J'y pense chaque jour » - arretsurinfo.ch 24.02

Le 2 mars 2007, il était interviewé par la journaliste Amy Goodman sur DemocracyNow et réaffirmait que dix jours après le 11-Septembre, les invasions de l'Irak et de la Libye, et de plusieurs autres pays du Moyen-Orient étaient déjà planifiées. Il dénonçait de nouveau ces plans secrets d'invasion lors d'une conférence à San Francisco le 3 octobre 2007, dont voici un extrait vidéo, ainsi que sa transcription complète.

Amy Goodman sur DemocracyNow

(http://www.democracynow.org/2007/3/2/gen_wesley_clark_weighs_presidential_bid)

Transcription de l'audio

Le 11-Septembre, nous n'avions pas de stratégie, pas d'accord inter-partis, ni une bonne compréhension de ce qui s'était passé, et nous avons eu à la place un coup d'État politique dans ce pays. Un coup d'État politique(*). Des types impitoyables ont pris

la direction de notre politique étrangère, sans se donner la peine de nous en informer. Je suis allé au Pentagone 10 jours après le 11-Septembre. Je ne pouvais pas rester à l'écart de notre armée. J'y suis allé pour voir Donald Rumsfeld, avec qui j'avais travaillé dans les années 70, et je lui ai demandé : « Est-ce que j'ai été bon sur CNN ? » Il a répondu « Oui » et a ajouté : « J'ai lu votre livre ». Le livre parle de la guerre du Kosovo.

Puis il me dit : « Personne ne va nous dire où et quand on peut bombarder un pays, personne ! » Il poursuit : « Je pense l'appeler 'coalition flottante'. Votre avis ? » J'ai répondu, « Monsieur, merci d'avoir lu mon livre, et… » Il m'a alors coupé en disant : « Merci. Je n'ai plus de temps à vous consacrer. » Vraiment ! Et alors que je descendais pour quitter le Pentagone, un officier de l'État-major m'appelle dans son bureau et me dit : « Je veux que vous sachiez que nous allons attaquer l'Irak. » J'ai demandé « Pourquoi ? » Il a répondu « Nous ne savons pas. » J'ai dit : « Avons-nous établi un lien entre Saddam Hussein et le 11/9 ? » Et il m'a répondu que non.

De retour au Pentagone, six semaines plus tard, j'ai revu le même officier et lui ai demandé « Est-il toujours prévu que nous attaquions l'Irak ? » Il a répondu « Monsieur, vous savez, c'est bien pire que ça. » Il a pris un document sur son bureau et me dit : « J'ai reçu ce mémo du Secrétaire à la Défense … qui dit que nous allons attaquer et détruire les gouvernements dans 7 pays en 5 ans. Nous allons commencer par l'Irak, et puis nous irons en Syrie, au Liban, en Libye, Somalie, au Soudan et en Iran. » J'ai dit « 7 pays en 5 ans ! » Je lui ai demandé « est-ce un mémo top secret ? » Il me répondit « Oui, Monsieur ! » Je lui ai dit : « Alors, ne me le montrez pas. » Il allait le faire. « Sinon je vais en parler. » J'ai gardé cette information pour moi pendant longtemps, 6 ou 8 mois, j'étais tellement abasourdi que je ne parvenais pas à en parler, et je ne pouvais pas croire que c'était vrai, mais c'est bien ce qui s'est passé.

Ces gens ont pris le contrôle de la politique des États-Unis, et j'ai compris alors, je me suis souvenu d'une réunion que j'avais eue avec Paul Wolfowitz en 1991. En 2001, il était vice-Secrétaire à la Défense, mais en 1991, c'était le sous-secrétaire, soit le numéro 3 au Pentagone. Il m'avait dit alors : « nous avons 5 ou 10 ans pour nettoyer tous ces régimes favorables à l'ex-Union soviétique, la Syrie, l'Iran, l'Irak, avant que la prochaine superpuissance n'émerge pour nous défier. » C'était une déclaration stupéfiante : l'armée servirait à déclencher des guerres et à faire tomber des gouvernements et non pas à empêcher les conflits. Nous allons envahir des pays. Mes pensées se bousculaient. J'ai mis ça de côté, c'était comme une pépite que vous conservez. Un groupe de gens a pris le contrôle du pays avec un coup d'État politique, Wolfowitz, Cheney, Rumsfeld… je pourrais nommer une demi-douzaine d'autres collaborateurs du Projet pour un Nouveau Siècle Américain (PNAC). Ils voulaient que le Moyen-Orient soit déstabilisé, qu'il soit chamboulé et placé sous notre contrôle. Tout cela nous ramène aux commentaires de 1991. En aviez-vous été informés ? Le plan a-t-il été annoncé publiquement ? Les sénateurs ou les députés ont-ils dénoncé ce plan ? Y a-t-il eu un débat public ? Absolument pas ! Et il n'y en a toujours pas ! Ils ont hâte d'en finir avec l'Irak pour pouvoir aller en Syrie. « Oh, nos légions vont y aller. »

Mais ce n'est pas pour ça que les Américains ont élu George W. Bush. En fait, ils ne l'ont pas vraiment élu. Ce n'est pas pour ça que beaucoup de gens… ce n'est pas pour ça qu'il avait fait campagne. Il avait fait campagne sur une politique étrangère humble. Nous avons eu la politique étrangère la plus arrogante de toute notre histoire. Il a fait campagne sur une absence d'intervention, et nous sommes en Afghanistan et en Irak. C'est stupéfiant !

Que vous soyez démocrate ou républicain, en tant qu'Américains, vous devez vous sentir concernés par la stratégie des Usa dans cette région. Quel est notre but ? Quelles sont nos motivations ? Pourquoi sommes-nous là-bas ? Pourquoi des Américains meurent-ils dans cette région ? C'est ça la vraie question. arretsurinfo.ch 24.02

Publié le 18 octobre, 2011

Source:

http://www.reopen911.info/News/2011/10/18/le-general-wesley-clark-affirme-quun-plan-etait-pret-des-le-12-septembre-2001-pour-envahir-7-pays-dont-la-libye-et-l%E2%80%99irak/

Et dire qu'il y en a encore qui se demandent qui gouverne les Etats-Unis, sidérant ! Pire encore, qui croient la version du 11-septembre de Bush, Wolfowitz, Cheney, Rumsfeld, hallucinant !

Question : Quelle légitimité peut-on accorder à ceux qui ont regardé les différentes vidéos (2006 et 2007) dans lesquelles l'ex-Général 4 étoiles retraité des Forces armées des Etats-Unis, Wesley Clark, révélait les plans militaires cachés du Pentagone et ses doutes sur la thèse officielle du 11-Septembre ou qui ont lu ses déclarations (5 mars 2006 sur ABC ; 2 mars 2007 sur DemocracyNow ; 3 octobre 2007, notamment), et qui savent donc que le Pentagone avait plannifié de déclencher la guerre contre 7 Etats (Afghanistan, Irak, Libye, Syrie, Somalie, Soudan, Iran), en réalité 8 en incluant le Liban, avant le 11-Septembre qui devait servir de prétexte, parce qu'un aussi vaste projet ne s'improvise pas sur un coin de table en 10 jours, qui persiste à croire que le Pentagone ne serait pas impliqué dans la réalisation du 11-Septembre ?

Réponse : Aucune.

Faire confiance dans des dirigeants, militants, journalistes, intellectuels qui pratiquent un tel déni serait faire preuve d'inconscience ou d'irresponsabilité, car en procédant de la sorte ils démontrent eux-mêmes qu'ils ne possèdent pas les qualités requises pour assumer le statut qu'ils se sont attribués ou qu'ils sont corrompus par l'idéologie de la classe dominante. Ils ne sont pas dignes de confiance, assurément. Et pourtant à les entendre parler au nom de la vérité ou dénoncer les mensonges de tel ou tel dirigeant politique ou média on pourrait croire qu'ils sont impartiaux ou intègres, parfaitement honnêtes, or ils ne le sont pas, c'est ce qu'illustre ici leur manque total de discernement, leur refus d'admettre la réalité.

Rappelons que nous sommes en présence de personnes qui ont un niveau intellectuel supérieur à la moyenne de la population et qu'ils sont familiers au maniement de la logique, ainsi ils étaient parfaitement en mesure de saisir le rapport de cause à effet qui existait entre les plans du Pentagone révélé par Wesley Clark, le 11-Septembre et les guerres qui allaient suivre. Nous n'aurons pas la crédulité de leur accorder la moindre défaillance intellectuelle en la matière.

C'est cela leur faille ou leur faiblesse qui permet de les démasquer. Et leurs contradicteurs qui les attaquent ou les censurent le savent pertinemment. Ils savent qu'ils sont corruptibles et que pour cette raison ils ne peuvent pas se défendre ou aller au bout de leurs analyses, ce qui les conduit à se contredire ou à l'impuissance, à tenir un discours qui lorsqu'on y regarde de plus près est incohérent et ne mène nulle part, ce qui révèle pour peu qu'on soit rigoureux, que ce ne sont pas de véritables opposants au capitalisme contrairement à ce qu'ils veulent se faire passer, ce qu'on peut vérifier lorsqu'un évènement qui se produit dans le monde fragilise ses fondements, ils se rangent au côté de ses représentants pour le défendre et en deviennent ses agents.

En complément

Je vous livre la réflexion que je me suis faite avant-hier avant de rédiger le passage précédent, comme quoi j'avais bien retenu la leçon, jugez plutôt vous-même.

Collusion entre le département d'État, la CIA, la NSA, le FBI et le Washington Post, le New York Times, CNN, CBS, le Pentagone et Goldman Sachs, JP Morgan, les premiers cercles de l'oligarchie financière, les dirigeants néoconservateurs des partis démocrate et républicain. La totalité des institutions leur sont acquises, ils occupent tous les postes de l'administration américaine. Ils ont conquis tous les pouvoirs politiques et économiques, exécutif, législatif, judiciaire, financier, médiatique, de sorte qu'il n'existe pratiquement plus de contre-pouvoir dans ce pays-là.

Chacun aura bien compris qui détient le pouvoir aux Etats-Unis et que ce n'est certainement pas le président qui n'est qu'une marionnette entre leurs mains. Par conséquent il s'agit d'un régime dictatorial incompatible avec l'expression la plus élémentaire de la démocratie quasiment hors la loi. Dans ces conditions, en appeler à la Constitution ou aux institutions relève de la pire inconsistance, crasse ignorance ou du charlatanisme.

Bien avant d'en arriver à cette situation extrême (droite), des milliers d'expériences, faits ou évenènements et l'évolution de certains indicateurs, facteurs ou rapports permettaient de nous renseigner très précisément sur ce qui était en train de se mettre en place aux Etats-Unis. Mais là aussi les évoquer valait d'être traité de sectaire ou gauchiste par les conciliateurs corrompus de tous bords, pour lesquels composer avec le régime et préserver leurs statuts et privilèges valait mieux que l'affronter ou promouvoir le socialisme.

Twitter où le terrain de prédilection des diffamateurs et provocateurs en tout genre.

Je compatis sincèrement à la réaction d'opposants à la guerre des puissances occidentales en Syrie qui font l'objet d'un traitement infâme sur les mal nommés réseaux sociaux. Mais j'ai envie de leur dire aussi : La faute à qui ?

Qu'on se comprenne bien, évidemment je ne leur demande pas de se renier ou de se taire, je constate seulement qu'ils ne vont pas au bout de leur analyse et qu'ils paient comptant leur inconsistance. Ils dénoncent l'attitude des puissances occidentales qui se placent au côté des barbares de Daesh et Al-Nosra, mais ils refusent de se placer au côté de la République arabe syrienne représentée par le président Bachar el-Assad soutenu par l'immense majorité du peuple syrien.

En adoptant cette position, ils se retrouvent en porte-à-faux et particulièrement vulnérables, ils ne veulent pas se faire passer pour des suppôts d'un supposé dictateur et se retrouvent ainsi totalement isolés et à la merci des porte-parole des barbares auxquels finalement ils tendent le bâton pour se faire taper dessus.

Ce qui nous distingue, c'est que contrairement à moi leur position repose sur un ou des principes déconnectés de la réalité, et ils ne veulent pas ou ils ne peuvent assumer jusqu'au bout leur position.

Il est vrai que notre position est inconfortable mais tenable pour peu qu'on ait un peu de courage, paradoxale mais pas contradictoire avec notre combat pour le socialisme, on fait avec la réalité telle qu'elle est, il faut l'accepter, on n'en porte nullement la responsabilité, on aurait préféré que ce soit un gouvernement ouvrier ou le mouvement ouvrier syrien qui affrontent ces barbares, plutôt qu'un gouvernement bourgeois, on aurait été plus à l'aise pour expliquer notre position et la partager avec le

plus grand nombre.

Ma position s'inscrit dans le cadre du processus historique en cours et elle part de la situation telle qu'elle existait au début de 2011, à savoir que la Syrie était un Etat souverain et indépendant, que la République arabe syrienne était un régime bourgeois, laïc, parlementaire, ni plus ni moins démocratique que n'importe quel régime occidental, et qu'en face il existait une horde de barbares sanguinaires au service des intérêts de l'oligarchie anglo-saxonne qui se destinaient à faire chuter ce régime pour instaurer une dictature théocratique archaïque, moyennâgeuse, implacable, féroce, conforme au wahhabisme qui en est le support idéologique.

En outre, ma position s'inspire de celle de Marx qui défendit l'unité de l'Allemagne malgré les Hohenzollern et Bismarck, j'ai déjà évoqué ce point dans une précédente causerie, je défends l'intégrité de la Syrie malgré Bachar el-Assad. Personne n'oserait un instant prétendre que Marx aurait été un suppôt de Guillaume 1er et de Bismarck, il estimait que l'unité de l'Allemagne constituait un progrès dans le cadre du processus historique inconscient, après avoir constaté que la constitution des peuples en nation constituait une étape incontournable pour permettre le développement des forces productives, qui contenait en germe et à terme leur dépassement (ou négation) et l'abolition du mode de production capitaliste... Je suis absolument convaincu que si à l'époque quelqu'un s'était avisé d'accuser Marx de soutenir Guillaume 1er et Bismarck parce qu'il partageait la même position sur l'unité de l'Allemagne qui devait être le prélude à la fin du régime monarchique, il aurait répondu si vous y tenez je l'assume, en précisant sur cette question uniquement. Et il le prouva par la suite en condamnant l'attaque de Bismarck contre la France pour briser la République et quand il annexa l'Alsace et de la Lorraine en 1871.

Ainsi ma position s'inscrit dans la continuité de la lutte du mouvement ouvrier pour son émancipation du règne de l'exploitation et de l'oppression, ce qui suffit pour garantir sa légitimité, car en tant que militant ouvrier je n'ai de compte à rendre à personne d'autres, surtout pas à des porte-parole de Daesh ou à des barbares issus du Front al-Nosra tous les deux provenant d'al-Qaïda, une créature de l'impérialisme américain, à des médias ou à des représentants des puissances occidentales, de l'OTAN ou des monarchies sunnites du Golfe qui les soutiennent.

On soutient tous les acteurs qui se placent au côté du peuple syrien qui défend la souveraineté, l'indépendance et l'intrégrité de la Syrie, hormis l'extrême droite qui dégage une odeur fétide pour se nourrir de la putréfaction dégagée par les victimes innocentes de l'impérialisme pourrissant.

Si vous demandez à un Syrien s'il préfèrerait vivre dans la Syrie présidée par Bachar el-Assad ou dans la Syrie dirigée par ces barbares, pas un Syrien normalement constitué ou sain d'esprit ne vous répondra qu'il préfèrerait la compagnie de ces monstres de cruauté.

Ceux qui ne supportent pas d'être traités de pro-Assad ou je ne sais quoi ne servent pas la cause du peuple syrien.

Ils sont à l'image du petit-bourgeois qui finalement est incapable de prendre position pour un camp, tergiverse, se dérobe, se renie, refuse de s'assumer, lâche, il ne veut pas prendre de coups, il ne veut pas affronter le courroux de ses ennemis, il craint l'affrontement par dessus tout qui compromettrait sa petite vie paisible, il gémit, se plaint parce que les choses ne se passent pas telles qu'il le souhaiterait, il en perd sa dignité bien mal placée au point d'en devenir méprisable ou répugnant, car il privilégie ses intérêts individuels au détriment de la cause (collective) qu'il prétend servir à condition que cela ne lui coûte rien.

Il s'improvise porte-parole d'une cause ou des masses populaires dont il n'est pas digne, il n'a aucune légitimité à s'exprimer en son nom ou en leur nom.

Ces journalistes ou intellectuels petits-bourgeois ne peuvent pas se prévaloir d'une quelconque légitimité populaire, puisqu'ils interviennent en dehors du mouvement ouvrier qui les répugne par ailleurs ou auquel ils refusent d'accorder un rôle historique dans le développement et le devenir de la civilisation humaine, alors ils sont conduits à exhorter les représentants de la bourgeoisie de leur accorder la légitimité dont ils se prévalent, pour pouvoir continuer à deverser jours après jours leur assertions insipides le regard rivé sur leur nombril qui fait office de centre du monde.

Bref, il faudrait les écouter, mais quand on leur parle, ils ne nous écoutent pas, ensuite ils se plaignent du traitement qui leur est accordé. Ils dénoncent l'incohérence de leurs détracteurs, mais ils sont tout aussi incohérents pour n'entrevoir l'histoire que par le petit bout de la lorgnette.

- La bataille de l'info : Contrôler le récit sur la Syrie par Louis Allday - investigaction.net

Dans le contexte actuel, exprimer un avis à peine contraire, pointer des faits basiques mais mal perçus tels que l’existence d’un soutien populaire pour le gouvernement syrien, relever la violence des groupes rebelles… Tout cela suffit à attirer sur soi les persiflages et l’hostilité des médias sociaux.

Ces attaques sont rarement des confrontations d’opinions, elles se réduisent le plus souvent à des attaques personnelles,

hystériques, au vitriol ou pire. Une poignée d'arguments sont à chaque fois soulevés pour s'en prendre à ceux qui contestent l'opinion imposée : ce serait de l'islamophobie que de critiquer l'action des groupes rebelles ou de les qualifier d'extrémistes; et ce serait de l'orientalisme négateur de la personnalité syrienne que de mettre en évidence le rôle central de l'impérialisme U.S.

Même les critiques les plus légitimes se trouvent qualifiées de « fascistes », « stalinistes », poutinistes » ou les trois à la fois. Une telle stigmatisation des opinions contradictoires a pour but de faire taire toute opposition, de laisser le champ libre à la version imposée du récit et de justifier l'éventuel soutien de l'opinion en faveur d'une possible intervention en Syrie. (...)

Cela reste malheureusement un moyen efficace de faire taire les dissensions et d'imposer les paramètres souhaités au débat. (...)

Aucune guerre n'a été à ce point médiatisée avec mauvaise foi que l'actuel conflit syrien. Cet article tente de corriger quelques énormes mensonges qui circulent, de montrer à quel point certaines voix dissonantes sont exclues du débat par l'intimidation et les calomnies, et de démasquer aussi les propos prétendument neutres de certaines voix au sujet du conflit.

Un des nombreux mensonges qui polluent le récit dominant serait la non intervention de l'Occident dans le déclenchement du conflit en Syrie...

Pour lire la suite : Source: http://www.investigaction.net/la-bataille-de-linfo-controler-le-recit-sur-la-syrie/#sthash.tXDtWGv5.dpuf

Ils osent tout. Quand George W. Bush exprime un regret agrémenté d'un énorme mensonge, de son temps les grands médias américains étaient indépendants.

- Les médias perdent leur importance aux États-Unis selon George W. Bush - sputniknews.com

« Il est difficile de rassembler le pays lorsque les médias sont tellement divisés. Quand j'étais président, vous [les médias, ndlr] aviez beaucoup plus de poids parce que vous n'étiez que trois. Aujourd'hui, il y a tellement de médias que les sources d'information parlent sous le couvert de l'anonymat. C'est un autre monde », a déclaré George W. Bush à la chaîne NBC News, commentant les paroles de l'animateur sur les divisions importantes dans le pays et la promesse de M. Trump de réunir les États-Unis.

Auparavant, M. Trump avait qualifié des médias comme le New York Times, NBC News, ABC, CBS, CNN d'« ennemis des Américains »

George W. Bush considère que les médias jouent un rôle important dans la société démocratique mais pour cela ils doivent être, avant tout, indépendants.

« Je pense que les médias sont indispensables pour la démocratie et nous avons besoin de médias indépendants pour engager à la responsabilité des gens comme moi. Je veux dire que le pouvoir peut provoquer des contraintes. Cela peut être désastreux et c'est important pour les médias de ramener à la responsabilité des gens qui abusent de leur pouvoir », a expliqué George W. Bush. sputniknews.com 27.02

Le saviez-vous

- Le rôle diplomatique secret de Google dénoncé par Julian Assange - numerama.com 24.10.2014

Dans un livre publié en septembre dernier, le fondateur de Wikileaks décrit en profondeur le rôle diplomatique joué très discrètement mais efficacement par Google, en particulier dans les pays arabes. Pour Julian Assange, Google est devenu une officine au service des intérêts américains, notamment grâce à sa filiale Google Ideas dirigée par Jared Cohen.

Personne ne veut reconnaître que Google a beaucoup grandi et en mal. Mais c'est le cas". En septembre dernier est paru chez OR Books le livre When Google Met Wikileaks, écrit par Julian Assange. Le magazine Newsweek en publie cette semaine de très longs extraits, dans lesquels le fondateur de Wikileaks décrit avec minutie le rôle de l'ombre joué par Google dans la politique internationale des Etats-Unis. Le passage est véritablement passionnant, et mérite d'être lu. Il est étayé par des documents, dont beaucoup avaient fuité sur Wikileaks, qui donnent corps à l'analyse.

En résumé, Julian Assange estime qu'à travers l'action très politique de deux responsables de Google, son président Eric Schmidt et le beaucoup plus discret Jared Cohen, la firme de Mountain View est devenue une officine diplomatique au service des intérêts américains. Elle accomplirait une version modernisée du soutien qu'apportait la CIA aux dictateurs d'Amérique du Sud pendant la guerre froide. Il ne s'agit plus aujourd'hui de soutenir les régimes autoritaires contre les tentations communistes du peuple, mais de soutenir les rebelles contre les régimes autoritaires islamiques du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Déguisé sous des traits humanitaires, l'objectif fondamental reste toutefois le même : défendre le libéralisme économique et les

intérêts stratégiques américains.

Le libéralisme économique étant perçu comme une résultante des droits de l'Homme, il suffirait de défendre la liberté d'expression, de faciliter la communication entre les hommes et de mettre en valeur toutes formes de libertés individuelles pour que le libéralisme économique s'impose de lui-même. A cet égard, Internet est une aubaine. On sait que l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) a ainsi financé un clone de Twitter à Cuba, ou tenté d'imposer des réseaux sociaux en Afghanistan, au Kenya ou au Pakistan.

Jared Cohen, l'homme de l'ombre des révolutions arabes

De son côté, Google a fondé Google Ideas, une structure méconnue dont l'agenda est exclusivement politique. Il s'agit de voir "comment la technologie peut permettre aux gens de faire face à des menaces en étant confrontés au conflit, à l'instabilité et la répression". L'organisation est dirigée par Jared Cohen, un ancien conseiller diplomatique de Condoleeza Rice et d'Hillary Clinton au ministère des affaires étrangères du gouvernement américain.

Selon sa fiche Wikipedia, Jared Cohen est un jeune spécialiste (33 ans) de l'anti-terrorisme, de la "contre-radicalisation", du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud, des libertés sur Internet, et de "l'encouragement à l'opposition dans les pays répressifs". Il fut considéré l'an dernier par TIME comme l'une des 100 personnalités les plus influentes, tandis que le New Yorker lui avait consacré dès 2007 un portrait élogieux, qui rappelle qu'il s'était rendu en Iran pour aider l'opposition dès ses jeunes années d'étudiant.

L'activité de Cohen au sein de Google Ideas lui a valu jusqu'aux inimités de Stratfor, l'officine privée très influente et proche du pouvoir dont les e-mails avaient fuité en 2011 sur Wikileaks, valant au pirate-informateur pas moins de 10 ans de prison. Ils voyaient l'activité diplomatique de Google comme une forme de concurrence.

Dans un courriel interne cité par Julian Assange, daté du 27 février 2012, le responsable aux renseignements de Stratfor avait parlé en ces termes d'un projet confidentiel de Jared Cohen de se rendre dans les semaines suivantes à la frontière entre l'Iran et l'Azerbaïdjan :

Google a le soutien et la protection aérienne de la Maison Blanche et du Département d'Etat. En réalité, ils font des choses que la CIA ne peut pas faire. Mais je suis d'accord avec toi. Il va se faire kidnapper ou se faire tuer. C'est ce qui pourrait arriver de mieux pour exposer le rôle secret qu'a Google pour faire mousser les soulèvements, pour être franc. Le gouvernement US pourra prétendre qu'il ne savait rien, et c'est Google qui tiendra le sac de merde.

Dans son livre, Julian Assange décrit par ailleurs toute une galaxie de fondations et associations qui sont directement ou indirectement liées à Google Ideas et à la diplomatie américaine, fondées ou rejointes par Jared Cohen. Parmi elles figurent Movements.org, créé par Cohen, qui a fusionné avec Advancing Human Rights. Or ce choix n'est pas neutre. AHR a été fondé par Robert Bernstein, qui a démissionné en 2010 de la prestigieuse association Human Rights Watch qu'il avait pourtant fondée. Il reprochait à HRW d'avoir été trop critique contre les violations des droits de l'homme par Israël. Par opposition, Advancing Human Rights ne s'intéresse donc qu'aux "sociétés fermées", fermant les yeux sur des régimes critiquables aux apparences plus démocratiques.

Un pouvoir d'influence sans précédent ?

De là à dire que Google Ideas protège aussi les intérêts israéliens en aidant à déstabiliser les puissances arabes voisines, il n'y a qu'un pas que Julian Assange prend garde de ne pas franchir. Il met toutefois en garde contre le pouvoir d'influence politique de Google, qui joue aussi bien sur des faits de société que sur des enjeux beaucoup plus stratégiques.

"Google est perçu comme une entreprise essentiellement philanthropique", écrit Assange. Mais, fait-il remarquer, si une entreprise militaire privée comme Academi (anciennement Blackwater) "avait un programme tel que Google Ideas, ça lui vaudrait un examen critique intense" auquel Google échappe, grâce à son image de bienfaiteur de l'Internet.

"Les aspirations géopolitiques de Google sont fermement mêlées dans celles de l'agenda des affaires étrangères de la plus grande superpuissance mondiale. A mesure que le monopole de Google sur la recherche et les services Internet s'accroît (…), son influence sur les choix et les comportements sur la totalité des être humains se traduit en un véritable pouvoir d'influer sur le cours de l'histoire". numerama.com 24.10.2014

- Comment Google a volontairement aidé à renverser le régime d'El-Assad - numerama.com 23 mars 2016

Un courriel trouvé dans les archives du cabinet d'Hillary Clinton montre que Google Ideas, la « filiale diplomatique » de Google (désormais Jigsaw), a sciemment contribué à fragiliser le régime de Bachar El-Assad en Syrie.

Google n'est pas seulement un moteur de recherche, ni même une multinationale aux multiples services en ligne. C'est aussi

une puissance diplomatique obscure, que le fondateur de Wikileaks Julian Assange avait décrit dans un livre passionnant publié en septembre 2014, When Google Met Wikileaks.

À seulement 35 ans, cet ancien conseiller diplomatique de Condoleeza Rice et d'Hillary Clinton au ministère des affaires étrangères du gouvernement est un spécialiste de l'anti-terrorisme et de la « contre-radicalisation », et un bon connaisseur du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud. C'est aussi, dans ce cadre, un militant de la défense des libertés sur Internet, qui aident à faire tomber les régimes autoritaires.

Cohen est à la tête de Jigsaw, anciennement appelé « Google Ideas ». Le rôle de cette filiale discrète est purement géopolitique, et vise à apporter un soutien aux opposants et à tout ce qui favorise notamment la liberté d'expression dans le monde, pour déstabiliser les régimes défavorables aux valeurs occidentales. Mais jamais Cohen ou Jigsaw ne le disent aussi nettement.

Mon équipe prévoit de lancer un outil pour encourager davantage de défections et donner confiance à l'opposition

Or la confirmation de l'agenda politique de Google et de sa filiale est venu dans un e-mail retrouvé dans les archives d'Hillary Clinton, qui ont fuité. On peut y lire un courriel envoyé par Jared Cohen le 25 juillet 2012, au cabinet de la secrétaire d'État. dans lequel l'homme informe la diplomatie américaine d'une initiative que Google Ideas s'apprête à lancer :

Objet : Syrie

Secrétaires-adjoints Burns, Jake, Alec,

Merci de garder ça pour vous, mais mon équipe prévoit de lancer un outil dimanche qui va traquer publiquement et cartographier les défections en Syrie et de quelles parties du gouvernement elles proviennent. Notre logique derrière ça est que bien que les gens traquent les atrocités, personne ne représente visuellement et ne cartographie les défections, dont nous pensons qu'elles sont importantes pour encourager davantage de défections et donner confiance à l'opposition.

Étant donné la difficulté à avoir des informations de Syrie en ce moment, nous réalisons un partenariat avec Al-Jazeera qui sera le premier propriétaire de l'outil que nous avons construit, traquera les données, les vérifiera et les diffusera en Syrie. J'ai attaché quelques visuels qui montrent à quoi ressemblera l'outil. Merci de garder ça vraiment pour vous, et faites moi savoir s'il y a quelque chose que nous devons prendre en compte ou auquel nous devrions penser avant le lancement. Nous pensons que ça peut avoir un impact important.

De fait, Google a sorti cet outil de cartographie des défections, toujours visible sur le site d'Al Jazeera (mais désormais inactif). Sur le site de Google, l'outil est décrit de façon beaucoup plus neutre dans le courriel envoyé à l'administration américaine :

« Peu après le soulèvement en Syrie qui a éclaté en mars 2011, un flux régulier de soldats, de chefs militaires, et de responsables gouvernementaux a commencé à faire défection vers l'opposition. Lorsque les défections ont commencé à se produire, les gens se sont tournés vers les médias sociaux pour raconter leurs histoires. Dans de nombreux cas, des transfuges ont téléchargé des vidéos personnelles sur Internet pour annoncer leur changement d'alliance. Les informations associées à ces vidéos ont fourni les métadonnées nécessaires pour cartographier et suivre les défections, y compris le nom du transfuge, sa description, sa date de la défection et sa relation à l'organisation.

Google Ideas, Al Jazeera, MayNinth, Movements.org et Potato se sont associés pour développer une visualisation interactive des données qui utilisait ces vidéos et leurs données associées pour cartographier les reportages vidéo disparates de défections du régime syrien. »

L'histoire ne dit pas à quel point l'outil a pu aider à encourager à grossir les rangs de la rébellion, mais Google a clairement contribué, en toute connaissance de cause, à tenter de renverser un gouvernement. Et il est aussi, désormais, associé aux opérations qui visent à contrer la propagande de l'État islamique, qui se nourrit en Syrie des cendres laissées par la guerre entre le régime d'Assad et la rébellion. numerama.com 23 mars 2016

Dernières nouvelles du ministère de la Vérité

L'info

- Le chef de la CIA dément la publication du NYT sur les liens du QG de Trump et Moscou - sputniknews.com 27.02

L'actuel directeur de la CIA s'est entretenu au téléphone avec les journalistes des médias américains influents pour démentir la publication du New York Times sur les liens entre le QG électoral de Donald Trump et les renseignements russes.

Le porte-parole de la Maison Blanche Sean Spicer a mis en contact le directeur de la CIA Mike Pompeo et le président de la commission du renseignement du Sénat Richard Burr avec les journalistes du Washington Post et du Wall Street Journal pour évoquer la publication parue le 15 février dans le New York Times au sujet des liens présumés entre le QG électoral de Donald Trump et les renseignements russes, indique le portail d'information Axios.

D'après la source, MM. Burr et Pompeo ont indiqué que la publication en question ne correspondait pas à la réalité, sans toutefois argumenter leurs déclarations.

L'histoire fait suite à la publication polémique parue le 15 février dans le New York Times qui assurait que des membres du QG électoral de Donald Trump étaient entrés à plusieurs reprises en contact avec les renseignements russes au cours de l'année 2016.

Le Washington Post a indiqué la semaine dernière que la Maison Blanche s'était assurée le soutien d'une série de représentants des milieux du renseignement et de parlementaires qui se sont adressés aux médias américains pour démentir cette publication. L'édition a notamment cité le nom de Richard Burr et de Devin Nunes, chef de la commission du renseignement de la Chambre des représentants des États-Unis.

Donald Trump a réagi à la publication, démentant catégoriquement les informations relayées. Le ministère russe des Affaires étrangères a pour sa part fait savoir que cette publication témoignait encore une fois des jeux politiques internes aux États-Unis. Le Kremlin a qualifié ces « fuites » d'infondées. sputniknews.com 27.02

Confirmation.

- «Aucune preuve» de contacts entre Trump et Moscou, selon le Comité pour le renseignement du Congrès - arretsurinfo.ch 28.02

L’enquête du Comité pour le renseignement du Congrès américain sur les contacts présumés entre l’équipe de campagne de Trump et les services de renseignement russes n’a découvert aucune preuve les établissant, a annoncé le président du Comité.

«Nous n’avons vu aucune preuve» que l’équipe de campagne de Donald Trump aurait communiqué avec la Russie, a déclaré Devin Nunes, président du Comité permanent pour le renseignement de la Chambre des représentants, aux journalistes. «A l’heure actuelle, je n’ai aucune preuve d’appels téléphoniques. Cela ne signifie pas qu’ils n’y en a pas eu. Nombreux sont ceux m’ayant dit qu’il n’y avait rien», a-t-il ajouté.

Evoquant la démission de Michael Flynn, ancien conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump, face à des accusations de contacts «inappropriés» avec la Russie, Devin Nunes a reconnu que ce dernier avait parlé à l’ambassade russe à Washington avant l’investiture mais a ajouté qu’il n’avait fait que son travail. «Je continue d’affirmer que Flynn a fait ce qu’il devait faire, notamment préparer le président élu à entrer en fonction», a-t-il rappelé.

Les appels à enquêter sur les liens entre Trump et la Russie sont «une chasse aux sorcières»

Le président du Comité permanent pour le renseignement a également dénoncé le «Moscow Project», lancé par l’organisation américaine Center for American Progress qui appelle à mener une enquête indépendante sur les liens entre les associés de Trump et la Russie. «Nous ne pouvons pas faire une chasse aux sorcières contre le peuple américain», a estimé Devin Nunes.

Le 14 février, le New York Times a publié un article se fondant sur les propos de quatre responsables américains sous couvert d’anonymat et affirmant que l’équipe de campagne de Donald Trump avaient été en contact permanent avec des agents du renseignement russe. Hormis Michael Flynn, l’article mentionnait l’ex-directeur de campagne de Donald Trump Paul Manafort et les conseillers Carter Page et Roger Stone. Donald Trump a qualifié ces allégations d’«absurdité», tandis que pour le Kremlin, il s’agissait là d’«une histoire risible», ces accusations ne se basant sur aucun fait.

Source: https://francais.rt.com/international/34580-aucune-preuve-contacts-entre-trump-russie

La fausse information reprise en boucle par la totalité des médias-oligarques ou institutionnels.

Rappel. Huit médias français, dont Le Monde, ont décidé de collaborer avec Facebook pour réduire la présence de fausses informations sur le réseau social. En France, outre Le Monde, les médias partenaires sont l’Agence France-Presse (AFP), BFM-TV, France Télévisions, France Médias Monde, L’Express, Libération et 20 Minutes. lemonde.fr 06.02.2017

AFP

Donald Trump, sommé de s'expliquer sur la Russie ... - AFP.com

https://www.afp.com/.../donald-trump-somme-de-sexpliquer-sur-la-russie-denonce-les...

Le New York Times a révélé, citant quatre responsables ou ex-responsables ... de campagne du républicain et de hauts responsables du renseignement russe.

Le Monde

La journée de Donald Trump : son équipe de campagne aurait eu des ...

www.lemonde.fr/...trump/.../la-journee-de-donald-trump-abrogation-interrogatoire-et-de...

Selon le « New York Times », le renseignement américain a intercepté des ... équipe de campagne aurait eu des contacts répétés avec le renseignement russe ... Le Monde.fr avec AFP | 15.02.2017 à 03h36 • Mis à jour le 15.02.2017 à 09h22.

Libération

Le cauchemar russe de Donald Trump - Libération

www.liberation.fr/planete/2017/02/.../le-cauchemar-russe-de-donald-trump_1548659

15 févr. 2017 - Le New York Times a publié, mardi, un article décrivant l'enquête en cours du FBI sur ... des services de renseignement russes, avant l'élection du 8 novembre. ... Si les liens avec le gouvernement russe sont établis par les autorités .... Entre deux gaffes, Trump promet un nouveau décret sur l'immigration.

L'Express

Piratage, intox, contacts... Les intrusions russes dans la ... - L'Express

www.lexpress.fr/.../le-piratage-russe-et-autres-accusations-d-ingerence-dans-l-election...

Barack Obama, convaincu qu'il s'agissait de favoriser Donald Trump en ... Le New York Times et CNN révèlent que des membres de campagne de Trump ont eu .... En cours de vérification, il ferait état de liens entre Moscou et le président-élu, ...

20minutes.fr

Etats-Unis: L'équipe de campagne de Trump accusée d ... - 20 Minutes

www.20minutes.fr › Monde

15 févr. 2017 - Dans son édition électronique, le New York Times a affirmé mardi soir que l'équipe de campagne de Donald Trump avait e... ... Etats-Unis: L'équipe de campagne de Trump accusée d'avoir été en contact avec la Russie ... de hauts responsables des services de renseignement russes avant son élection…

BFM-TV

L'équipe de campagne de Donald Trump a eu des contacts ... - BFMTV

www.bfmtv.com/.../l-equipe-de-campagne-de-donald-trump-a-eu-des-contacts-repetes-a...

15 févr. 2017 - Le New York Times révèle en effet ce mardi que l'équipe de campagne de ... des contacts répétés avec les services de renseignement russes.

France Médias Monde

L'équipe de campagne de Trump a multiplié les contacts ... - France 24

www.france24.com/.../20170215-contacts-equipe-campagne-trump-services-russie-et...

15 févr. 2017 - D'après le New York Times mardi, des membres de l'équipe de campagne de Donald Trump, ... ont eu des contacts répétés avec de hauts responsables des services de renseignement russes. ... L'équipe de campagne de Donald Trump a eu des contacts répétés avec de hauts .... France Médias Monde.

France Télévisions

Accusé de liens avec la Russie, Donald Trump dément - France Info

www.francetvinfo.fr › ... › Présidentielle américaine › Donald Trump

15 févr. 2017 - Le "New York Times" affirme qu'il y a eu des contacts répétés entre l'équipe de ... républicain et les services de renseignement russes pendant l'année électorale. ... Ces agences ont alors essayé de déterminer si l'équipe de ... a déclaré son porte-parole, Dmitri Peskov, lors d'un point-presse, mercredi.

Le Figaro

Contacts répétés entre la campagne Trump et Moscou ? (presse)

www.lefigaro.fr › ACTUALITE › Flash Actu

15 févr. 2017 - Par Le Figaro.fr avec AFP; Mis à jour le 15/02/2017 à 07:43; Publié le ... russes avant son élection à la Maison-Blanche, selon le New York Times. ... montrent des contacts répétés avec les services de renseignement russes.

Le NouvelObs

L'équipe Trump était en lien avec les renseignements russes pendant ...

tempsreel.nouvelobs.com › Monde › L'Amérique selon Trump

15 févr. 2017 - L'équipe Trump était en lien avec les renseignements russes pendant ... Mais loin de clore le chapitre sur la nature exacte des interactions entre l'équipe Trump et le ... et CNN ont ainsi affirmé que l'équipe de campagne de Donald Trump avait ... Selon le "New York Times", les services de renseignement ...

France Soir

Le "New York Times" accuse des proches de Trump de ... - France Soir

www.francesoir.fr › Politique › Monde

15 févr. 2017 - C'est le New York Times qui l'affirme, et la révélation pourrait créer une véritable onde de ... responsables des services de renseignement russes avant l'élection présidentielle de novembre 2016. ...

Huffington Post

L'équipe de Donald Trump aurait eu plusieurs contacts avec les ...

www.huffingtonpost.fr/.../lequipe-de-donald-trump-aurait-eu-plusieurs-contacts-avec-...

15 févr. 2017 - Rédaction du HuffPost avec AFP ... INTERNATIONAL - La crise russe continue à la Maison Blanche. ... Le New York Times affirme mardi 14 février qu'elle a eu des contacts ... l'attaché de presse de la Maison Blanche, en faisant référence à sa ... Donald Trump accuse aussi les services du renseignement ...

Europe1

Des contacts répétés entre l'équipe Trump et la Russie selon le New ...

www.europe1.fr › Accueil › international

15 févr. 2017 - Le New York Times affirme que l'équipe de Donald Trump a eu de nombreux contacts avec les services de renseignements russes lors de la campagne électorale. Le Kremlin ... Par Rédaction Europe1.fr avec AFP. russie ...

Ouest-France

États-Unis. L'équipe de Trump a multiplié les contacts avec les Russes

www.ouest-france.fr › Accueil › Monde

15 févr. 2017 - AFP. Facebook; Twitter; Google+; Lire le journal numérique ... de renseignement russes au cours de l'année qui a précédé l'élection, rapporte le ... Les révélations du New York Times interviennent alors que le conseiller à la ...

Yahoo

L'équipe de Trump a multiplié les contacts avec les Russes, rapporte ...

https://fr.news.yahoo.com/léquipe-trump-multiplié-les-contacts-avec-les-russes-10332...

15 févr. 2017 - ... ont multiplié les contacts avec les services de renseignement russes au ... Les révélations du New York Times interviennent alors que Michael .... Le vice-président américain visite le camp nazi de Dachau. Actualités. AFP ...

Euronews

Agence France-Presse - Trump est un agent russe qui s'ignore, selon ...

fr.euronews-direct.bce.lu/.../3230081-trump-est-un-agent-russe-qui-signore-selon-un-an...

Donald Trump, le candidat du parti républicain à l'élection présidentielle, est “un ... vendredi un ancien patron de la CIA, dans un éditorial du New York Times. ... les services de renseignements russes à espionner sa rivale démocrate et remis ...

Etc., etc., etc.

Comme quoi ils ont de la suite dans les idées ou leur propagande est plannifiée à l'avance.

6 mois plus tôt, ils avaient lancé le même fake news pour favoriser leur candidate H. Clinton

- Donald Trump, le pantin de Poutine | Slate.fr

https://www.slate.fr/story/120823/trump-pantin-poutine

13 juil. 2016 - Les services de renseignements russes ont piraté les serveurs du Comité national ... Chad Buchanan / Getty Images North America / AFP. ... Comme l'a déclaré au New York Times un expert des finances de campagne, ...

- Trump est un agent russe qui s'ignore, selon un ancien patron de la CIA

www.tendanceouest.com/actualite-190890-trump-est-agent-russe-qui-ignore-selon-ancie...

5 août 2016 - Donald Trump à Ashburn, en Virginie, le 2 août 2016 - AFP/Archives ... un ancien patron de la CIA, dans un éditorial du New York Times. ... "Dans le monde du renseignement, nous dirions que M. Poutine (le président russe) ...

Fabrication d'un président par les médias-oligarques.

- Minutes d'antenne sur BFMTV: Macron = Fillon + Hamon + Mélenchon + Le Pen - sputniknews.com

Depuis l'annonce de la candidature d'Emmanuel Macron, la chaîne BFMTV semble avoir son favori. C'est du moins ce que laisse conclure un simple calcul des heures dédiées au candidat d'En Marche! et aux autres...

Alors que l'espace médiatique et télévisé de l'Hexagone est saturé de sujets électoraux, BFMTV affiche clairement ses préférences. Depuis que le fondateur d'En Marche! s'est porté candidat à la présidentielle, la chaîne semble succomber à la tentation de consacrer plus de temps d'antenne à ses prestations qu'à celles de tous les autres candidats… réunis.

Concrètement, BFMTV s'emploie à relayer en intégralité tous les grands meetings du candidat, dont l'apparition sur la chaîne est beaucoup plus fréquente que celle de ses adversaires. Pour appuyer ses dires, Marianne a décidé de calculer le nombre de minutes des réunions publiques des différents candidats diffusées, et ce depuis le mois de novembre. Le magazine a analysé les chaînes d'infos en continu le jour de chaque meeting (avec 1 000 participants ou plus).

Macron le plus diffusé

En somme, BFMTV a relayé à peu près sept heures de prestations de l'ancien ministre de l'Économie, soit autant que l'ensemble de ses principaux concurrents, Fillon, Mélenchon, Le Pen et Hamon. Ainsi, la chaîne du groupe NextRadioTV a relayé les interventions de Macron pendant 426 minutes au total au cours des quatre derniers mois, contre 440 minutes pour ses principaux rivaux, 182 minutes pour François Fillon, 135 pour Jean-Luc Mélenchon, 63 minutes pour Marine Le Pen et 60 pour Benoît Hamon (ce qui équivaut, par exemple, à son discours d'investiture exclusivement).

Autre fait curieux, bien que les réunions du candidat d'En Marche ! soient habituellement un peu plus longues que celles de ses concurrents, BFMTV ne les coupe pas.

Hamon à l'arrière

Mais ce n'est pas la seule révélation de Marianne. A analyser le nombre de meetings couverts, Macron sort toujours gagnant de cette course télévisée avec cinq de ses sept réunions publiques retransmises (61 minutes en moyenne par session). François Fillon bénéficie du même chiffre (cinq sur sept prestations relayées), ce qui correspond pourtant à seulement 26 minutes de diffusion en moyenne. Ensuite, la chaîne a couvert deux meetings sur cinq de Jean-Luc Mélenchon (22 minutes en moyenne), alors que sept meetings de Benoît Hamon n'ont été relayés que pendant neuf minutes en moyenne.

Autres chaînes d'infos

Comme le révèle l'analyse, Emmanuel Macron est de nouveau en tête de liste sur iTélé (groupe Canal+), en minutes d'antenne (une heure et 46 minutes). Pourtant, il bénéficie du même nombre de meetings diffusés que François Fillon et Marine Le Pen (une seule réunion pour chacun). LCI (groupe TF1) a de son côté retransmis sur cette même période quatre minutes de plus de réunions de Fillon que de celles de Macron. France Info a curieusement relayé un meeting de chaque candidat, sauf Benoît Hamon.

La réponse de BFMTV

L'enquête de Marianne n'a pas laissé indifférente la chaîne concernée. Selon le directeur général de BFMTV Hervé Béroud, les calculs ne seraient « pas honnêtes », vu qu'ils comprenaient « les candidats partis en campagne très tôt, comme Emmanuel Macron », et des candidats issus des primaires. sputniknews.com 27.02

Elections présidentielles françaises. Légitimité introuvable.

Mimétisme France-Etats-Unis.

Comment déstabiliser un ou des candidats en créant artificiellement un climat de violence (provocations) généralisée ou le laissant s'instaurer pour faire élire le candidat fétiche de l'oligarchie. La méthode du gouvernement français (PS).

- Fillon accuse le gouvernement d'un "climat de quasi-guerre civile" - AFP

Le candidat de la droite à l'élection présidentielle, François Fillon, a "accusé" dimanche le gouvernement de laisser "se développer dans le pays un climat de quasi-guerre civile" qui perturbe la campagne, après des incidents visant plusieurs candidats. AFP

- Marine Le Pen à Nantes: des autocars pris pour cible en marge du meeting - AFP

Plusieurs autocars transportant des militants du Front national ont été pris pour cible dimanche par des manifestants hostiles à la venue de Marine Le Pen à Nantes, peu de temps avant le début de son meeting, a constaté une journaliste de l'AFP.AFP

La débâcle annoncée.

- Avis de tempête sur la campagne de Hamon - Reuters

- Présidentielle : Benoît Hamon face à la fronde - Franceinfo

- L'aile droite du PS grogne contre Hamon qui revendique "sa liberté" - AFP

- Hamon ou Macron ? Le grand désarroi des vallsistes - LePoint.fr

- Jean-Marie Le Guen refuse de soutenir Benoît Hamon - Le Huffington Post

- Jean-Louis Missika, bras droit d'Anne Hidalgo, explique son soutien à Emmanuel Macron - Le Huffington Post

L'unité trop compromettante.

- Hamon abandonne l'idée d'alliance avec Mélenchon : "Il m'a confirmé qu'il serait candidat" - Franceinfo

Benoît Hamon a clos définitivement les interrogations sur une possible candidature commune avec Jean-Luc Mélenchon, dimanche 26 février sur TF1. Le candidat socialiste, qui a rencontre son rival vendredi, affirme que ce dernier lui a confirmé "qu'il serait candidat".

"Je l'ai vu, il m'a confirmé ce que je savais, c'est qu'il sera candidat. Dont acte, la situation est maintenant claire", a expliqué Benoît Hamon. Franceinfo 26.02

Le POID a dégotté une info insignifiante pour remonter le moral des dirigeants du PS.

La Tribune des Travailleurs.

23 février 2017 – Grande Bretagne : le candidat du Parti travailliste britannique (Labour Party), Gareth Snell, a remporté une législative partielle à laquelle participait le chef du parti europhobe d'extrême droite United Kingdom Independence Party (UKIP) dans le bastion pro-Brexit de Stoke-on-Trent, dans le centre de l'Angleterre.

Le POID passera sous silence à ses lecteurs deux jours plus tard la cuisante défaite du Parti travailliste britannique dans la circonscription de Copeland qui était un bastion travailliste depuis plus de 80 ans. (Source : euronews.com 24.02) On ne se refait pas.

Je vote pour l'impérialisme français

- Niger: 16 soldats tués mercredi, la France apporte son soutien - AFP

La France va venir en aide au Niger dont 16 soldats ont été tués et 18 blessés mercredi dans une "attaque terroriste" contre une patrouille de l'armée à Tilwa dans la zone de Ouallam (ouest) près du Mali. AFP 26.02

Sécurité alimentaire oblige.

- Présidentielle: l'accord Hamon-Jadot approuvé par les écologistes - AFP

Après plus de trois semaines de tractations, les électeurs écologistes ont approuvé dimanche à une très large majorité l'accord conclu entre Yannick Jadot et Benoît Hamon.

Outre le retrait de M. Jadot, l'accord avec les écologistes comporte un volet programmatique, dont de nombreux points sont en rupture avec la doxa socialiste, et un volet électoral, qui sécurise les députés EELV sortants -dont Cécile Duflot- et doit permettre aux Verts de constituer un groupe à l'Assemblée.

Le député européen EELV avait annoncé dès jeudi son renoncement au profit du socialiste, une décision plébiscitée par les électeurs de la primaire écologiste : 79,53% d'entre eux ont dit "oui" à l'accord (blanc: 5,08%, "non": 15,39%), malgré la campagne en faveur du "non" menée par des membres de l'aile gauche d'EELV, opposé à un "deal" n'incluant pas Jean-Luc Mélenchon.

La plateforme programmatique sur laquelle s'est engagé Benoît Hamon constitue "une rupture avec l'orientation du PS" sur le nucléaire, Notre-Dame-des-Landes ou encore les institutions, fustige dans le JDD le député Christophe Caresche, qui annonce

-sans que ce ne soit une surprise de la part de ce représentant de l'aile droite du PS- son ralliement à Emmanuel Macron.

Le député du Nord Christian Bataille, proche de Manuel Valls, avait déclaré vendredi qu'il ne pourrait voter pour Benoît Hamon si ce dernier maintenait ses choix en matière de nucléaire.

"Il y a un glissement à gauche qui risque de provoquer une hémorragie vers Emmanuel Macron", s'inquiète un responsable parisien. Lequel estime aussi que Benoît Hamon a fait une "erreur" en acceptant que Cécile Duflot se maintienne sur sa circonscription.

"Cela donne l'impression d'une tambouille d'appareil" et cela "va donner une justification politique et morale aux loyalistes pro-gouvernementaux pour partir", regrette ce proche d'Anne Hidalgo. "Il peut y en avoir une trentaine ou une quarantaine qui franchissent la ligne cette semaine", prévient-il.

Motif d'irritation supplémentaire: l'accord laisse libre EELV de présenter ou de soutenir des candidats face à ceux du PS, ce qu'il a bien l'intention de faire. Caroline De Haas, en pointe dans la lutte contre la loi travail, devrait ainsi défier Myriam El Khomri, Julien Bayou, le porte-parole d'EELV, prévoit de se présenter face à Seybah Dagoma, Alexis Braud, le porte-parole de Yannick Jadot, face à Stéphane Le Foll... AFP

Le coup éculé du "vote utile" ne fonctionne plus et tant mieux.

- Présidentielle : le Parti communiste en appelle à une "intervention populaire" pour une union de la gauche - franceinfo

Le porte-parole du Parti communiste, Olivier Dartigolles, a plaidé lundi 27 février sur franceinfo pour une "intervention populaire" afin de permettre l'union de la gauche pour la présidentielle.

Franceinfo : Pensez-vous qu'une alliance est toujours possible ?

Quelqu'un seul, ou même deux personnes, ne peuvent pas décider qu'on referme cette porte. La question est grave, il s'agit d'éviter un second tour Le Pen-Fillon ou Le Pen-Macron.

"Nous butons sur le présidentialisme" - Olivier Dartignolles, porte-parole du PCF. franceinfo 27.02

Si "le présidentialisme" constitue un obstacle à la présentation d'un candidat unique de la prétendue gauche, pourquoi ne le caractérise-t-il pas ? Parce que cet obstacle, c'est la Constitution de la Ve République devant laquelle ils se prosternent, qu'ils tiennent absolument à cautionner et préserver.

Maoïste for ever

- Daniel Cohn-Bendit se rallie à Macron - Liberation.fr

J'ai reçu un courriel d'une formation maoïste (adepte du parti unique) qui supplie Hamon et Mélenchon de s'entendre pour présenter un candidat unique...

Expropriation générale sans indemnités. Les 0,7% qui gouvernent la France.

- Les millionnaires continuent de fuir la France - sputniknews.com

En 2016, les riches ont continué de quitter massivement la France, signale le journal indien Business Standard, se référant au rapport Global Wealth Review 2017.

Selon le rapport, 12 000 millionnaires ont quitté la France en 2016.

Auparavant, le rapport sur l'année 2015 avait révélé que 10 000 personnes ayant une fortune égale ou supérieure à un million de dollars avaient quitté la France. Le nombre de millionnaires en France avait alors diminué de 3 %, passant à 323 000 personnes. Paris avait été particulièrement frappé par les départs : 7 000 millionnaires avaient quitté la capitale française, soit 6 % de leur nombre total. sputniknews.com 27.02

Ils osent tout

- Présidentielle: Christine Angot exhorte François Hollande à se représenter - AFP

La romancière Christine Angot exhorte François Hollande à se représenter à la présidentielle pour ne pas laisser la France "se désintégrer" et aller "dans le mur", face à l'extrême droite et à l'islamisme, dans une lettre ouverte parue dans Le Journal du Dimanche. AFP

- Grand Orient de France : la visite de François Hollande est un "hommage" - Franceinfo

- Nantes : plus de 2 000 manifestants contre la venue de Marine Le Pen - Franceinfo

- Paris: manifestation contre les "casseroles" des élus - AFP

"Stop corruption privilèges", "Fillon en prison": comme dimanche dernier, une centaine de personnes se sont rassemblées samedi 25 février place de la République à Paris pour dénoncer la corruption des élus, à l'appel d'un collectif citoyen. AFP

Initiée par un photographe, Vincent Galtier, sur Facebook (RT). Cette manifestation est une initiative venue de Facebook (huffingtonpost.fr). Aucune légitimité.

- Macron défend sa méthode de changement par «le peuple» - LeFigaro.fr

- Hollande au Salon de l'agriculture pour un "message de solidarité" - L'Express.fr

- S'il te plaît, drag-queen, raconte-moi une histoire... - Liberation.fr

- Haïti: le carnaval n'est pas du goût des sinistrés de l'ouragan Matthew -

Les dépenses réalisées pour l'organisation du carnaval national dans la ville des Cayes exaspèrent les familles frappées il y a cinq mois par l'ouragan Matthew et qui vivent encore dans des conditions inhumaines. AFP

- Italie: des milliers de personnes à la bataille d'oranges d'Ivrée - AFP

- Le couple Obama décroche un contrat d'édition record chez Penguin - AFP

- Bush parle d'un climat "plutôt détestable" à Washington - Reuters

- New York : manifestation de soutien à la presse face à Trump - AFP

Quelque 250 personnes ont manifesté dimanche 26 février pour soutenir le New York Times et les médias face à l'administration Trump, dans un climat de plus en plus lourd entre la presse et le nouveau président américain. AFP

Le New York Times, l'un des médias les plus corrompus au monde ! Abonné des réunions annuelles du groupe Bilderberg depuis 1954.

- Un documentaire sur les “Casques blancs” récompensé aux Oscars - euronews.com

Ils ont récompensé leurs barbares !

RT : Le fait que le documentaire sur les Casques blancs ait remporté un Oscar (https://francais.rt.com/international/34536- documentaire-sur-casques-blancs-recompense-oscars) est-il une victoire artistique ou plutôt politique ?

La journaliste Vanessa Beeley. : Je pense que c’est une victoire pour la propagande. On peut les féliciter pour leurs talents d’acteurs, plutôt que pour leur rôle humanitaire. Une journaliste de RT, Lizzie Phelan, et moi, nous étions à Alep-Est à peu près au même moment, lors de la libération de l’occupation du Front Al-Nosra, et aussi après la libération (https://francais.rt.com/international/33130-ancienne-citadelle-alep-rouvre-portesvisiteurs) de la ville, lors des cérémonies de célébration qui ont eu lieu avant Noël. Nous avons toutes les deux parlé aux civils dans différents quartiers libérés d’Alep-Est, qui sortaient après un emprisonnement qui a duré quatre ans et demi. Nous avons demandé à ces gens ce qu’ils savaient sur les Casques blancs. Et quand je mentionnais ce nom, une étiquette qui leur a été attribuée par les directeurs de la campagne de marketing et par les médias occidentaux, la plupart des civils n’avaient aucune idée de qui étaient ces Casques blancs.

Après quelques explications sur le sujet, après une mention de la défense civile, ils répondaient presque tout de suite : «Ah,

vous voulez dire la défense civile, le Front Al-Nosra».

Et c'était une réaction spontanée des Syriens qui habitaient dans des quartiers libérés. Et nous avons aussi obtenu un nombre de témoignages attestant qu'ils opéraient aux côtés des organisations terroristes à Alep-Est, ils ont même participé à certaines atrocités perpétrées par les terroristes (https://francais.rt.com/international/31274-alep-liberee-quand-afp-donne-la-parole-aux-rebelles-decapiteurs-enfants) à Alep-Est, aux alentours d'Alep et à Idleb. Par exemple, un de leurs leaders, un ami proche de Raed Saleh, le soi-disant président des Casques blancs – son nom est Mustafa al-Haj Yussef – montre sur l'une de ses pages dans les réseaux sociaux qu'il est lié à Daesh et à Ahrar Al-Cham. Il appelle à l'unité de l'organisation terroriste ebn question sur le territoire syrien, il a appelé à bombarder les civils à Damas lors des élections de 2014, alors qu'il était déjà membre des Casques blancs. Ils annoncent que beaucoup de leurs membres sont d'anciens combattants, mais qu'ils ont renoncé à se battre afin de rejoindre une organisation humanitaire. Mais de telles déclarations sur les réseaux sociaux entrent en contradiction avec ce récit.

Source: https://francais.rt.com/opinions/34565-al-jazeera-tribune-changer-image-groupes-terroristes (https://francais.rt.com/opinions/34565- al-jazeera-tribune-changer-image-groupes-terroristes)

- Des manifestants forment le drapeau de l'UE à Bucarest - Reuters

Ils se démasquent...

Leur vieux monde craque de partout.

- Pays-Bas : le candidat de l'extrême droite favori aux législatives - Franceinfo

Aux Pays-Bas, le populiste Geert Wilders domine la campagne des législatives. Il dénonce le système, l'Europe et les étrangers. Franceinfo

- «L'image de la Corée du Sud est atteinte» - Liberation.fr

Lee Jae-yong, président et héritier de Samsung, a été mis en examen pour corruption. Liberation.fr

- Brésil : "Temer, dehors !" scandent des manifestants au carnaval de Rio - Franceinfo

Stratégie du chaos, provocations, guerres, corruption...

- Affrontements au Haut-Karabakh : l'Azerbaïdjan et l'Arménie se renvoient la balle - presstv.com

La République d'Azerbaïdjan a annoncé ce samedi 25 février la mort de plusieurs de ses militaires lors d'affrontements avec l'Arménie au Haut-Karabakh.

Le ministère azerbaïdjanais de la Défense a déclaré dans un communiqué que les forces arméniennes avaient lancé ce samedi une attaque contre les positions de ce pays au Haut-Karabakh.

Le ministère de la Défense de la République autoproclamée du Haut-Karabakh a annoncé dans un communiqué que les forces arméniennes n'avaient subi aucune perte en vies humaines et que seules les forces azerbaïdjanaises en avaient subi lors de leur attaque.

Lors des échauffourées du début du mois d'avril entre les deux parties, quelque 75 militaires ont été tués.

Le ministère azerbaïdjanais de la Défense a également annoncé avoir abattu un drone et détruit un poste de contrôle de l'Arménie. presstv.com 25.02

- Les Philippins se soulèvent contre le président Duterte - euronews

Les Philippins ont affronté la police pour manifester contre la brutale guerre antidrogue menée par le président. Et comme un symbole, ils avaient choisi le 31e anniversaire de la chute du dictateur Ferdinand Marcos. "Le parralèle qu'on voit entre Duterte et Marcos c'est qu'il font taire les dissidents...

Exploités : Brisez vos chaînes ! L'internationale mafieuse ressert les boulons.

- JPMorgan et Microsoft forment une grande alliance dans la Blockchain - latribune.fr

Santander, ING et UBS sont aussi de cette alliance, aux côtés d'Intel et de BP, dans le but d'élaborer des standards d'utilisation de cette technologie émergente de stockage et de transmission d'information.

Une trentaine d'entreprises, principalement des secteurs de la banque et de la technologie, viennent d'annoncer ce mardi la création d'un vaste consortium, "Enterprise Ethereum Alliance", autour d'un projet fondé sur la Blockchain, la technologie novatrice de stockage et de transmission d'informations dite de "chaînes de blocs" (le sous-jacent de la monnaie virtuelle Bitcoin), que l'on compare volontiers à "un grand livre comptable public, anonyme et infalsifiable".

La première banque américaine, JPMorgan Chase, mais aussi les espagnoles Santander et BBVA, la néerlandaise ING, Crédit Suisse et UBS, et la taïwanaise Fubon Financial, se sont associées à Microsoft et Intel, Accenture et Thomson Reuters, ainsi que le géant pétrolier BP et des startups (Brainbot, ConsenSys, BlockApps, String Labs, etc) dans l'objectif d'élaborer des standards d'utilisation d'Ethereum, un type de Blockchain, un protocole d'échanges décentralisés permettant de créer des "contrats intelligents" (smart contracts), qui a le potentiel de révolutionner de nombreux champs d'activité, du paiement au commerce international.

Ethereum est un type de Blockchain développé par le jeune programmeur russo-canadien Vitalik Buterin (23 ans), qui était présent au lancement de l'alliance ce lundi.

Exploration des cas d'usage

Certains participants décrivent cette alliance au New York Times comme une façon de s'assurer une autre option que celle poussée par IBM, le projet collaboratif Hyperledger, lancé par la Fondation Linux, dont Intel, Accenture et JPMorgan font aussi partie, aux côtés d'Airbus et BNP Paribas par exemple. En parallèle, une soixante d'entreprises financières se sont associées au sein de la "startup" R3 CEV, un consortium développant des applications commerciales de la technologie Blockchain, autour des données de connaissance client (le "KYC") par exemple, qui a subi une série de défections (Morgan Stanley, Goldman Sachs, Santander) ces derniers mois. D'autres institutions financières, telles que Citigroup, Capital One, Nasdaq ou Visa, ont investi dans la startup californienne Chain Inc (aux côtés du français Orange Digital Ventures) qui veut bâtir une infrastructure blockchain dédiée aux services financiers.

La vaste alliance Enterprise Enthereum montre à quel point les grandes multinationales, en particulier de la finance, prennent au sérieux cette nouvelle technologie. Pour autant,celle-ci n'est pas encore mature, relève Antoine Oliveau, associé chez Deloitte, spécialiste des stratégies d'innovation dans la banque.

« La Blockchain en est encore dans la phase d'exploration des cas d'usage et son développement se fait à un rythme beaucoup plus lent qu'anticipé. Son déploiement à grande échelle ne se fera pas avant 2020-2025 » prédit-il. latribune.fr 28.02

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis.

L'Etat profond à l'offensive à visage découvert.

1.1- Buffett tacle Trump en saluant l'apport des "immigrants" à la prospérité - AFP

Le milliardaire Warren Buffett a insisté samedi sur la contribution des "immigrés" et de "l'Etat de droit" à la prospérité des Etats-Unis, au moment où le président Donald Trump veut accélérer l'expulsion des clandestins et s'en est pris à des juges.

"Depuis 240 ans --soit une période qui représente moins de trois fois le temps de ma présence sur Terre- les Américains ont combiné inventivité humaine, économie de marché, un flot d'immigrés talentueux et ambitieux et l'Etat de droit pour arriver à une abondance qui a dépassé le rêve des pères fondateurs", écrit l'octogénaire dans sa lettre annuelle aux actionnaires de son holding Berkshire Hathaway.

Le parrain du capitalisme américain et ancien soutien de Hillary Clinton prend ainsi subtilement le contrepied de Donald Trump qui prépare un nouveau décret limitant l'immigration et vient d'ordonner un renforcement de la lutte contre les sans-papiers.

L'année précédente, en pleine campagne pour la Maison Blanche, le milliardaire philanthrope de 86 ans avait déjà délivré un message aux accents politiques en exhortant les candidats à ne "pas parier contre l'Amérique".

Au cours du dernier trimestre 2016, son holding Berkshire, qui possède notamment des parts dans les groupes Kraft Heinz et Coca Cola et a récemment investi dans le géant Apple, a en tout cas profité à plein de l'euphorie qui a saisi Wall Street après l'élection de M. Trump en novembre.

Selon les résultats publiés samedi, son conglomérat a dégagé entre octobre et décembre un bénéfice net de 6,3 milliards de dollars, en hausse de près de 15% sur un an.

Sur l'ensemble de l'année 2016, le bénéfice s'est établi à 24,1 milliards, en très léger recul sur un an. AFP 26.02

Xénophobie institutionnelle et propagande.

1.2- Washington défie le Kremlin avec une chaîne TV russophone - AFP

Trois décennies après avoir contribué à la chute du communisme en Europe de l'Est, la Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL) financée par Washington défie à nouveau Moscou, cette fois-ci avec une chaîne télévisée russophone.

Baptisée "Heure Actuelle" ("Nastoïachtchee Vremia" en russe) cette chaîne ciblant 270 millions de téléspectateurs dans l'ex-espace soviétique 24 heures sur 24, aspire à contrebalancer les médias pro-Kremlin.

Son lancement ce mois-ci survient alors que les relations entre la Russie et l'Occident sont au plus bas, marquées par l'annexion par la Russie de la Crimée et la campagne militaire russe en Syrie.

L'Occident soupçonne par ailleurs le Kremlin de vouloir propager, notamment via internet, de fausses nouvelles afin de stimuler la popularité de politiciens pro-russes et de déstabiliser les pays de l'Otan et de l'Union européenne.

Moscou a vivement réagi à l'arrivée du nouveau média financé par les États-Unis. "Il s'agit d'un blanchiment d'argent sous prétexte de combat contre la propagande russe", a affirmé un présentateur vedette pro-Kremlin, Dmitri Kisseliov, sans fournir de preuves de ses allégations.

RFE/RL qui émet les programmes vers 23 pays en 26 langues, a lancé la chaîne en collaboration avec la "Voix de l'Amérique", service radio-télévision du gouvernement américain ciblant plus de 236 millions personnes par semaine, en 45 langues.

Lors de la Guerre froide, ces stations ont livré une bataille idéologique en faveur de l'Occident et voyaient souvent leur signal brouillé par les régimes communistes.

Avides d'informations objectives, les gens derrière le Rideau de fer parvenaient toutefois à écouter en catimini ces émissions qui les encourageaient à s'opposer au totalitarisme.

Selon l'éditeur exécutif de "Heure Actuelle" Kenan Aliev, l'objectif de la chaîne, similaire, vise le régime du président russe Vladimir Poutine.

"Notre ambition, c'est de gagner le public dans cette région importante, systématiquement bombardée par une énorme quantité de désinformations, de mensonges et de propagande", a-t-il souligné. "Nous ressentons le besoin d'informations objectives et essayerons de fournir ce genre de service à nos téléspectateurs", a ajouté M. Aliev, interrogé par l'AFP.

"Heure Actuelle" offre par satellite, par câble et par internet ses programmes à partir de Prague où RFE/RL est basée depuis son transfert de Munich en 1995.

Certains programmes sont consacrés aux pays baltes, à la Moldavie et à l'Ukraine, ex-républiques soviétiques où vivent d'importantes minorités russes.

"La chose la plus importante, c'est que nous pouvons nous adresser via des réseaux sociaux et le numérique à un public difficilement accessible comme celui en Russie", a déclaré à l'AFP la directrice de "Heure Actuelle", Daisy Sindelar.

Le Congrès américain a approuvé le financement de RFE/RL pour des "décennies", assure le président de la station, Thomas Kent. Le budget opérationnel approuvé de "Heure Actuelle" se chiffre à 10 millions de dollars (9,5 millions d'euros). "Nous espérons que la singularité de ce que nous faisons aidera à préserver notre financement", ajoute M. Kent.

Parmi les concurrents, figure le service russe de la BBC, doté d'un nouveau bureau à Riga en Lettonie où les Russes d'origine représentent un quart des deux millions d'habitants de ce pays balte.

En avril, la Lettonie avait interdit pour six mois les émissions de la chaîne russophone Rossia RTR TV, l'accusant d'avoir incité à la haine et d'avoir diffusé des déclarations anti-ukrainiennes.

Pour sa population d'origine russe et contrer les médias pro-russes, la chaîne lettone LTV a créé sa propre station de radio-télévision et un site d'informations en russe.

Riga est aussi devenu un centre pour des médias russes indépendants ayant des difficultés à travailler en Russie, dont le site Meduza géré par d'ex-journalistes du site d'informations Lenta.ru.

En Estonie voisine, la radio-télévision ERR a lancé trois médias russophones. Ses habitants d'origine russe représentent un quart de la population de ce pays d'1,3 million de citoyens. AFP 25.02

Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL)

Wikipedia.org - Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL) est une radio et un groupe de communication privés financés par le Congrès des États-Unis. L'organisation reçoit ses fonds du Congrès des États-Unis via la CIA, mais aussi des financements privés. En 1971, la CIA cesse de financer Radio Free Europe, qui est placé sous la surveillance du International Broadcasting Bureau (en) (I.B.B.), dont les membres sont nommés par le président américain.

Commentaires d'internautes.

1- "Ca relève de la psychiatrie maintenant. Tout ça pour faire de l'anti-Trump, autrement dit ces irresponsables narguent un pays étranger, pour faire de l'opposition interne."

2- "CNN ou BBC en version russe... ils vont se ramasser ils n'ont déjà plus de crédibilité dans leur propre pays. Même la moitié des Américains est pro Poutine selon des sondages réalisés aux USA, ce que Obama trouvait inquiétant et incompréhensible, et ce malgré l'énorme force de frappe et propagande des médias mainstream antirusse..."

3- "Seulement voilà : La population russe étant généralement bien plus éduquée que celle des US, les Américains perdent leur temps s'ils pensent pouvoir lui faire avaler les bobards de CNN et Fox !"

Trump : Le président du Pentagone.

1.3 - Trump accorde une hausse "historique" au budget de la Défense - Reuters

Donald Trump a annoncé lundi une augmentation du budget de la Défense des Etats-Unis qu'il a qualifiée d'historique.

Son projet de budget fait la part belle au Pentagone, conformément à ses promesses de campagne, et prévoit des coupes partout ailleurs dans le fonctionnement de l'Etat fédéral pour compenser les dépenses accrues en matière de Défense.

Le Pentagone devrait bénéficier d'une enveloppe supplémentaire de 54 milliards de dollars - soit une progression de 9,2% par rapport au précédent budget - avec liberté de dépenser cet argent à sa guise, a expliqué à la presse un responsable de la Maison blanche chargé du budget.

Inversement, tout ce qui ne ressort pas du Pentagone sera source d'économies, à hauteur de 54 milliards. Ce sera en particulier le cas de l'aide internationale.

"Ce budget est un budget de sécurité nationale et de sécurité publique", a déclaré le nouveau président américain lors d'une rencontre avec les gouverneurs des Etats fédéraux.

"Il comprendra une hausse historique des dépenses en matière de Défense afin de rebâtir les capacités militaires des Etats-Unis en cette période où nous en avons tant besoin", a-t-il ajouté.

"Nous allons faire plus avec moins, le gouvernement sera plus modeste et devra rendre des comptes", a-t-il promis.

Donald Trump entend en outre consacrer plus de moyens au développement des infrastructures aux Etats-Unis, là

aussi conformément à ses engagements. Il présentera son plan dans ce domaine mardi devant le Congrès. "Nous allons commencer à dépenser beaucoup pour les infrastructures", a-t-il déclaré.

Les négociations sur le budget au Congrès, qui a le dernier mot en la matière, durent généralement des mois.

Quelques heures avant l'intervention de Donald Trump, on expliquait de source proche du dossier que le président voulait accorder au Pentagone plus de moyens pour la construction de bateaux, d'avions et pour établir "une présence plus solide dans les voies navigables internationales clés", comme le détroit d'Ormuz et la mer de Chine méridionale.

Le budget du département d'Etat, de l'ordre de 50 milliards de dollars, pourrait être réduit, lui, de 30%, ce qui entraînerait une restructuration majeure.

Dans une lettre adressée aux responsables du Congrès, 120 anciens généraux et amiraux américains se sont élevés lundi contre ce coup qui pourrait être porté à la diplomatie et à l'aide internationale.

"Nous savons, de par notre expérience sous l'uniforme, que de nombreuses crises auxquelles notre pays est confronté n'ont pas de solution uniquement militaire", écrivent les officiers, parmi lesquels figurent l'ancien chef d'état-major de l'US Army, George Casey, l'ancien directeur de la CIA et commandant des forces américaines en Irak et en Afghanistan, David Petraeus, l'ancien commandant en chef de l'Otan, John Stavridis, ou encore l'ancien directeur de la NSA, Keith Alexander.

"Le département d'Etat, l'Usaid, (...) le Peace Corps et d'autres agences de développement sont cruciaux pour éviter des conflits et réduire le besoin d'exposer nos hommes et femmes en uniforme au danger", ajoutent les anciens généraux en appelant le Congrès à "renforcer la diplomatie et le développement en même temps que la défense pour assurer la sécurité de l'Amérique".

L'Agence de protection de l'environnement (EPA) devrait elle aussi pâtir des coupes budgétaires envisagées.

S'exprimant vendredi dernier devant la Conservative Political Action Conference (CPAC), grand-messe annuelle des conservateurs américains, Donald Trump a promis une forte hausse du budget de la Défense afin de parvenir au "plus grand effort militaire de l'Histoire" des Etats-Unis. [nL8N1G95T8]

Certains experts s'interrogent toutefois sur la nécessité d'une forte hausse des dépenses militaires, qui représentent déjà quelque 600 milliards de dollars. Reuters 26.02

On prend les paris : Ce matin à Wall Street les actions des entreprises du complexe militaro-industriel-financier grimpaient en flèche.

Bienvenue au club des milliardaires de la Maison Blanche.

1.4 - Etats-Unis : le Commerce confié au "vautour" Wilbur Ross - latribune.fr

Le Sénat américain vient de confirmer la nomination du milliardaire Wilbur Ross à la tête du département du Commerce. Cet investisseur expérimenté et ancien banquier d'affaires a construit sa réputation en rachetant des entreprises en faillite et en les restructurant par des méthodes drastiques et redoutées.

Le club des milliardaires s'agrandit à la Maison Blanche. L'investisseur et homme d'affaires Wilbur Ross, désigné par Donald Trump à la tête du département du Commerce a été confirmé ce lundi à son nouveau poste par le Sénat où il a bénéficié d'un bon soutien des démocrates. Il a obtenu 72 voix favorables contre 27 opposées à sa nomination. Durant la séance à la chambre haute, il a dû répondre aux multiples questions concernant des probables conflits d'intérêts entre ses activités personnelles et son nouveau poste dans le gouvernement. Il devrait jouer un rôle prépondérant dans l'application des promesses de campagne de Donald Trump relatives au commerce et au protectionnisme.

Déjà présent pendant la campagne

Lors de la campagne présidentielle, Wilbur Ross a déjà participé à l'élaboration du programme de Donald Trump sur les aspects des échanges commerciaux. Il avait rejoint l'équipe du candidat après la convention de Cleveland pour mettre en place le plan des "100 premiers jours". Il avait notamment exprimé à plusieurs reprises des critiques sur l'accord de libre échange d'Amérique du Nord (Alena) avec le Canada et le Mexique et sur l'intégration de la Chine au sein de l'Organisation mondiale du commerce à partir de 2001. Selon lui, ces deux événements ont contribué "à détruire massivement des emplois dans l'industrie américaine" comme le souligne Reuters. Il avait déclaré dans une interview à la chaîne NBC en novembre dernier avec le nouveau secrétaire au Trésor Steven Mnuchin "qu'il y a le commerce, le commerce intelligent et le commerce stupide. Nous avons fait beaucoup de commerce stupide".

Né en 1937 dans le New-Jersey, Wilbur Ross est le fils d'un père juriste et d'une mère enseignante. Il est sorti diplômé de l'université de Yale en 1959 et a obtenu un M.B.A à l'université de Harvard en 1961. Il a entamé sa carrière dans la banque chez Rothschild en 1976 pour y rester jusqu'en 2000. En 2000, il fonde sa propre société financière WL Ross & Co. LLC avec laquelle il va mener de nombreux rachats et restructurations. "Le roi de la faillite"

Ross a bâti une grande partie de sa fortune en rachetant des groupes sidérurgiques en difficultés. Après avoir restructuré plusieurs sociétés dans ce secteur, il a réussi un coup de maître en les revendant à Mittal pour 4,5 milliards de dollars. Il va par la suite s'intéresser à d'autres secteurs comme le textile, le charbon et les pièces détachées des automobiles. Il s'est ainsi taillé une réputation en redressant de nombreuses sociétés en faillite notamment dans le midwest américain, région qui a fortement contribué à la victoire de Donald Trump à la présidentielle américaine. Toutes ces opérations vont lui valoir le titre de "roi de la faillite".

Mais ce père de deux enfants a également fait l'objet de critiques notamment pour ses méthodes employées dans certains secteurs. Il est parfois décrit comme un "vautour". Quelques restructurations ont parfois provoqué des dégâts considérables. A la suite d'une reprise mettant en cause la sécurité des travailleurs, 12 mineurs avaient trouvé la mort en Virginie occidentale comme le souligne Politico. La sénatrice démocrate du Massachussets réputée pour son franc-parler s'est également montrée très critique sur cette confirmation sur Twitter :

@CommerceGov nominee Wilbur Ross is practically a cartoon stereotype of a Wall Street fat cat with no interest in anyone but himself.

— Elizabeth Warren (@SenWarren) 27 février 2017

"La nomination de Wilbur Ross au Département du commerce est pratiquement une caricature d'un gros bonnet de Wall-Street sans aucun intérêt pour personne mais d'abord pour lui même."

Wilbur Ross est connu pour encourager le commerce international. "Je suis moi-même favorable au commerce mondial. Beaucoup de nos entreprises sont engagées dans le commerce international. Mais au fil des ans, j'ai aussi compris qu'un certain nombre de nos transactions commerciales ont été de mauvaises affaires" avait-il déclaré au Wall-Street Journal. "Je suis pour un commerce sensé. Etre contre le commerce peut jouer contre le travailleur américain et le milieu industriel."

Celui dont la fortune est estimé à 2,5 milliards de dollars par le magazine Forbes a notamment construit sa réussite en délocalisant des emplois de l'industrie automobile au Mexique. Ce qui semble rentrer en contradiction avec le slogan répété par Donald Trump "America first" et ses propres paroles. Selon ses dires rapportés par le New-York Times, Ross a assuré qu'il voulait utiliser sa connaissance de l'économie globale pour améliorer les revenus des classes inférieures et moyennes américaines. latribune.fr 28.02

2- Syrie

- Vetos russe et chinois à l'Onu à des sanctions contre Damas - Reuters

La Russie et la Chine ont opposé mardi leur veto à un projet de résolution du Conseil de sécurité des Nations unies prévoyant des sanctions contre la Syrie pour l'utilisation d'armes chimiques contre sa population civile.

Le texte avait été préparé par les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni après la publication d'un rapport de la mission d'enquête de l'Onu et de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) qui a conclu que les forces gouvernementales syriennes étaient responsables de trois attaques au chlore et que les djihadistes de l'Etat islamique avaient utilisé du gaz moutarde.

Neuf des 15 membres du Conseil de sécurité ont voté en faveur de la résolution. La Bolivie s'est prononcée contre le texte. L'Ethiopie, l'Egypte et le Kazakhstan se sont abstenus.

Pour être adoptée, une résolution doit rassembler neuf votes en sa faveur et ne déclencher aucun veto des membres permanents du Conseil (Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni et Russie).

La Russie a opposé son veto à six résolutions sur la Syrie depuis le début du conflit en mars 2011. La Chine s'est jointe à Moscou lors de cinq de ces votes.

Mardi, le président russe, Vladimir Poutine, en visite au Kirghizistan, a estimé que ce projet de résolution était "absolument inadapté" à la situation.

L'ambassadrice des Etats-Unis auprès des Nations unies, Nikki Haley, lui a répondu après le vote.

"Cette résolution est très appropriée", a-t-elle dit. "C'est toujours triste au Conseil de sécurité quand ses membres commencent à trouver des excuses aux autres Etats membres qui tuent leur propre peuple. Le monde est assurément devenu plus dangereux."

L'ambassadeur adjoint de Russie auprès des Nations unies, Vladimir Safronkov, a qualifié les déclarations faites contre Moscou au Conseil de Sécurité de "scandaleuses".

Il a parlé de "provocation" à propos de la présentation au vote de la résolution. "(...) Vous connaissiez notre position bien à l'avance", a-t-il dit.

La France, pour sa part, "regrette vivement" que la résolution n'ait pas été adoptée, a déclaré son ministre des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault. Reuters 01.03

Haut de page

Le 3 mars 2017

CAUSERIE

Quelques réflexions

1- La dialectique est la loi du mouvement qui préside à la transformation de la matière, de l'homme, de la société, du monde, de l'univers.

2- La vérité se suffirait à elle-même, confondant, quelle absurdité !

3- L'inconsistance des hommes réside dans le fait qu'ils passent par différents états et différentes étapes au cours de leurs vies et qu'ils ont tendance à l'oublier aussi vite, à n'en tirer aucun enseignement.

4- Voter est un droit. Et alors ? Si c'est un droit il faut l'exercer.

Tiens donc, sans s'interroger sur son contenu ou sa portée, sur son origine ?

Ce sont des membres de la petite-bourgeoisie ou des classes moyennes qui ont combattu à la fin du XIXe siècle pour l'obtenir. C'est un droit démocratique bourgeois à l'origine, car à cette époque les ouvriers luttaient de préférence pour améliorer leur condition de travail ou d'existence quotidienne qui était misérable, ce n'est que plus tard que le mouvement ouvrier dirigé par des membres des classes moyennes s'en saisira, sans pour autant que ce droit ne change fondamentalement leur condition des exploités, mais permettra en revanche à la classe moyenne de rapprocher sa condition de celle des bourgeois ou des aristocrates. Elle se servira de la classe ouvrière pour atteindre ses propres objectifs, d'où sa participation aux institutions ou sa collaboration de classe constante avec la classe dominante.

Ceux qui s'expriment au nom de la classe ouvrière de nos jours, notamment Hamon et Mélenchon ne font pas exception à cette règle qui ne fut jamais violée. Jamais dans le cadre des institutions en place pour la classe ouvrière ce droit ne dépassera le stade d'illusions ou de promesses électorales non tenues, jamais il ne lui permettra de conquérir le pouvoir politique pour changer radicalement sa condition, en France comme partout ailleurs dans le monde.

Ce droit n'a servi qu'à cautionner son état d'exploité et d'opprimé ou légitimer le régime en place. C'est simplement un constat. Qu'il fut plébiscité par les masses exploitées ignorance et par conséquent manipulables, c'est un fait qu'on ne peut nier, qu'en certaines occasions leur vote ait alimenté la crise politique et la lutte des classes, c'est avéré, mais de là à tirer la conclusion qu'il aurait été un jour à l'origine de leur soulèvement, c'est absolument faux, bien au contraire puisque ceux qu'elles avaient élus ou portés au pouvoir s'empresseront de les trahir, ce qui les laissera désarmées et démoralisées, et il ne pouvait pas en être autrement, puisqu'il était inconcevable ou impossible qu'un véritable parti ouvrier accède au pouvoir dans le cadre de la III, IV ou Ve République. Chaque fois que fut porté au pouvoir par les urnes une majorité PS-PCF ou un gouvernement de Front populaire (parfois aux relents d'union nationale), en 1936, 1946, 1981, 1997, 2012, il en résulta quoi, rien, la vie continua comme avant pour les capitalistes. En revanche quand les ouvriers chassèrent le tsar du pouvoir en février 1917 en Russie, 8 mois plus tard ils renversaient le gouvernement de Front populaire et les institutions semi-féodales qui étaient demeurées en place, ils s'emparèrent du pouvoir politique par une révolution socialiste organisée par un véritable parti ouvrier révolutionnaire, le parti bolchevik de Lénine et Trotsky, démontrant que c'était la voie à suivre pour aboutir à une transformation radicale de la société au profit des exploités et des opprimés. La suite est une autre histoire, ne confondons pas tout.

Tel est le contenu et la portée réels de ce droit (de vote) qui demeure réservé à ceux qui entendent maintenir en place l'ordre établi.

Les travailleurs n'ont rien à attendre du prochain locataire de l'Elysée, ils ne doivent avoir aucune illusion dans les candidats qui concourent à l'élection présidentielle à laquelle ils doivent refuser de participer. Ils doivent prendre en mains leur destin et se mobiliser pour imposer leurs droits et défendre leurs acquis sociaux, en construisant le parti ouvrier qui les guidera tout au long du processus révolutionnaire jusqu'au renversement des institutions et la constitution d'un gouvernement ouvrier, d'une République sociale qui décrètera le capitalisme hors la loi...

5- La fin justifie les moyens. Quelle fin ? Qui doit profiter à qui ? Se valent-elles toutes ? Faut-il condamner ces moyens ? Tout dépend qui y recourent et contre qui. Si c'est la minorité pour réprimer la majorité, on a le devoir de les condamner, mais si c'est l'inverse on a le droit de les déclarer légitimes.

Comment peut-on vivre sans idéal ?

La civilation humaine a progressé en tendant vers un idéal. De nos jours elle n'a plus d'idéal et elle se condamne à une régression sans fin. Voilà pourquoi notre devoir est de partager notre idéal avec le plus grand nombre. Maintenant, quand on s'abaisse à le brader parce qu'on n'a pas le courage d'affronter l'animosité ou le pessimisme ambiante, sa portée s'en trouve inhibée, annihilée.

L'absence d'alternative au capitalisme fait l'affaire des esprits vils et hypocrites qui ne veulent pas se donner la peine d'étudier le développement du capitalisme, et au-delà du processus matérialiste dialectique et historique depuis que l'homme à commencer à se doter de représentations matérielles pour interpréter des pulsions ou des sensations liées à sa nature et à ses besoins ou au contact du monde extérieur.

Quelques centaines de millénaires plus tard ou davantage encore, une fois atteint un stade supérieur de développement matériel après avoir développé ses facultés abstraites, s'il ne veut pas retourner au stade primaire ou sauvage de l'obscurantisme qui l'habitait jadis, il doit impérativement se servir de ses facultés pour accéder à la conscience de ce processus historique, et s'il n'y parvenait pas, il serait voué à disparaître ou à dégénérer au point qu'il ne subsisterait plus chez lui aucune trace d'humanité.

Sur le plan politique cela se traduit par l'alternative suivante : soit on conserve le capitalisme et on opte ainsi pour un monde déshumanisé, cauchemardesque, soit on passe au socialisme qui permet d'entrevoir la fin du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, de la nécessité, de toute forme d'oppression, et d'avancer vers le règne de la liberté.

Placés dans un contexte défavorable et par ignorance, les hommes (plus précisément les exploités) ont abdiqué leurs droits et leur pouvoir ou on (les exploiteurs) leur a confisqués, dès lors ils ne peuvent pas être maîtres de leur destin, ils ne peuvent pas décider librement l'orientation de la société, ils ne peuvent que les subir, et ils se leurrent quand ils croient ou prétendent le contraire dans le cadre des rapports sociaux qui président à leur condition, d'où la nécessité de les renverser, d'inverser les rapports qui existent entre les classes en s'emparant du pouvoir politique.

Ceux qui croient pouvoir s'en sortir individuellement ou échapper au sort que les tyrans qui gouvernent le monde ont réservé aux plus faibles d'entre nous se trompent lourdement, la preuve en est qu'ils sont angoissés de multiples manières, par le bruit de la guerre qui parvient jusqu'à leurs oreilles, les attentats, le fanatisme, la violence aveugle qui peut frapper n'importe qui n'importe où, sans parler des aléas de l'existence, la perte d'un emploi, une grave maladie, un accident, une séparation ou un divorce, un décès, une simple loi etc. qui peuvent intervenir n'importe quand et ruiner, briser soudainement leur vie et les ravaler au niveau vulnérable et peu enviable des plus faibles dont ils s'étaient désintéresser jusqu'à présent, non pas par mépris, mais par ignorance qu'on ne s'en sortira que collectivement, ce qui est parfaitement possible, puisqu'unis nous constituons l'immense majorité de la population ou une force invincible dès lors que nous combattons dans la même direction pour atteindre un objectif politique.

L'humanité en est rendue au stade où cette prise de conscience est indispensable et doit être partagée par le plus grand nombre pour modifier l'orientation de la société ou le cours du monde, et chacun doit comprendre que cela passe par un engagement politique car de simples discours ou un bulletin de vote n'a jamais présidé nulle partdans le monde dans le passé à un changement de régime.

C'est l'idéal humaniste qu'on doit adopter pour donner un sens à sa vie, dont on pourra être fier à chaque instant. On doit admettre qu'on ne peut pas conserver sa dignité en vivant coupé du reste du monde ou en étant indifférent au sort abominable qui accable plus des trois quarts de l'humanité.

A propos d'un article qui prêtait à polémique.

Avant-hier, je vous ai informé du problème que j'avais rencontré avec un article que je me suis refusé de publier craignant qu'il comporte une fausse information. Son auteur a répondu au courriel que je lui avais adressé, suite à quoi je lui ai adressé un

bref message et le passage de ma causerie que je n'avais pas pu mettre en ligne.

Je tiens à préciser à l'adresse des lecteurs du portail La voix de l'Opposition de gauche, que s'ils ne trouvaient pas sur le Net un article que j'avais mis en ligne il y a des années, ce ne serait pas parce que je l'aurais retiré, mais parce que j'ai dû changer de serveur pour héberter le portail il y a de cela environ 4 ans, et suite à la détérioration du disque dur de mon ordinateur, à plusieurs attaques informatiques et surtout à la bêtise que j'avais commise en ne sauvegardant pas tous les fichiers sur un disque dur externe, j'ai perdu définitivement un certain nombre de fichiers, des fichiers qui remontent aux années 2004-2005 de la rubrique économie essentiellement.

Il faut savoir que personne d'autre que le propriétaire d'un portail ou d'un blog ne peut accéder aux fichiers qui figurent dans le serveur qui héberge un portail ou un blog, hormis des hackers ! L'accès à ces fichiers est protégé par un Identifiant client et un mot de passe. Maintenant vous pouvez me contacter si vous ne parveniez pas télécharger un document, car il arrive aussi qu'à l'intérieur d'un serveur des fichiers soient endommagés.

L'article que je n'avais pas mis en ligne avant-hier.

- Autocensure. La peur mauvaise conseillère par Slobodan Despot - arretsurinfo.ch 25.02

Affolé par son classement «orange» dans le Decodex, le grotesque outil de censure du Monde, l'animateur du (par ailleurs très intéressant) site les-crises.fr, Olivier Berruyer, a commencé par lancer un appel aux dons afin de se pourvoir en justice contre cette atteinte à sa réputation (voir Antipresse 64)…

…Puis, sans doute saisi de panique, il a «fait le ménage» dans son site en effaçant quelque 600 articles susceptibles de le compromettre aux yeux des censeurs de grand chemin. Ce que l'inquisiteur en chef du Decodex, Samuel Laurent, n'a pas manqué de remarquer.

Voici donc un «opposant» qui, tout en se décrédibilisant par ses propres soins, arrive précisément là où les outils de dressage de Google et des grands médias veulent tous nous faire arriver: à l'autocensure.

Pour sa part, la «Main courante» de l'Antipresse n'a supprimé aucune publication et continue de porter avec panache son Label rouge Decodex! arretsurinfo.ch 25.02

Depuis la milice de la pensée a rétrogradé le site les-crises.fr en lui attribuant le label orange, encore un effort et il passera au vert et les-crises.fr obtiendra une subvention de l'Etat...

Le commentaire lu dans le blog les-crises.fr qui m'interpella.

Catherine Le 26 février 2017 à 11h36

Olivier, on vous attribue d'avoir supprimé 600 articles de votre blog dans les suites des attaques du Décortex.

http://arretsurinfo.ch/autocensure-la-peur-mauvaise-conseillere/

Merci de démentir.

MESSAGE DE MODERATION (Les-crises.fr)

Une réponse est en cours de préparation par Olivier, mais laissez lui un peu de temps, il n'a pas les moyens matériels et humains qu'a notre grrrrand journal de référence. Et évitez de croire en premier abord ce que dit ce .. euh, journal, patientez.

Plus loin dans un autre commentaire j'ai lu ceci :

- "cet article se base sur les tweets de Samuel Laurent (Le Monde - ndlr) qui affirme qu'Olivier aurait "nettoyé" son site de 600 articles."

LVOG - J'ai envoyé un courriel à monsieur Berruyer pour lui demander des explications : Pas de réponse. Vous aurez noté que ce post laissé par une lectrice sur son blog datait du 26 février, nous sommes le 3 mars. Monsieur Berruyer n'a pas trouvé deux minutes pour faire taire cette rumeur peu à son avantage ou répondre à ce post dans son blog qui porte préjudice à son intégrité et il ne m'a pas répondu non plus, faut-il en conclure que monsieur Despot était dans le vrai, l'attitude de monsieur Berruyer encourage à le penser.

La réponse de Slobodan Despot à mon courriel

- "*Bonjour Jean-Claude.*

Je n'ai pas compté les articles, mais on m'a signalé que les contributions de certaines personnes de ma connaissance avaient été retirées des crises. Vérification faite, toute mention de mon propre nom a disparu, alors qu'Olivier Berruyer avait repris, notamment, mon essai sur le Syndrome Tolstoïevsky, qui avait bénéficié en son temps d'un écho considérable et de commentaires nombreux et favorables.

A moins d'un bug dans le moteur de recherche, je constate donc qu'une épuration a bien eu lieu. Je serai bien entendu heureux de publier un correctif si le chiffre avancé s'avère faux.

Je déplore quoi qu'il arrive la réaction de Berruyer, qui légitimise considérablement le gadget de flicage du Monde."

Ma réponse de ce matin.

Bonjour,

Merci de votre réponse.

Effectivement votre article (le Syndrome Tolstoïevsky) n'est pas ou plus référencé ni par Google ni par Yahoo qui sont les plus importants moteurs de recherche.

A ce stade on pourrait émettre l'hypothèse qu'une personne est intervenue auprès de Google et Yahoo notamment, sans en connaître le motif (ni l'identité, je rajoute après coup), peu importe.

Ensuite, je me suis connecté au blog Les-crises.fr et dans la case "recherche" j'ai tapé "Syndrome Tolstoïevsky", puis "Slobodan Despot" et le message suivant s'est affiché : "Aucun résultat trouvé", ce qui signifie que c'est le propriétaire de ce blog qui a retiré cet article du serveur qui l'hébergeait puisqu'il est le seul à pouvoir y accéder.

Vous avez là la confirmation et la preuve absolue que monsieur Berruyer a bien procédé à une autocensure sur injonction du Monde.

Je vais donc pouvoir publier votre article dans ma causerie du jour.

Ne vous offusquez pas si j'étrille ou égratigne au passage les médias dits alternatifs ou indépendants qui ne propose aucune alternative au capitalisme, contrairement à moi qui milite ouvertement pour le socialisme, le socialisme scientifique de Marx et Engels, ce qui est mon droit, tout comme c'est celui des intellectuels de demeurer sous le joug du capitalisme, ils doivent en assumer les conséquences.

Bien à vous.

Tardieu Jean-Claude

Un extrait de deux causeries où j'avais évoqué le blog Les-crises.fr.

S'il peut y avoir quelque chose de tordu chez ceux qui dénoncent la version officielle du 11-septembre, c'est une certitude absolue chez ceux qui y adhèrent. Le 15 juin j'écrivais à propos du propriétaire du blog Les Crises.fr : "il se pourrait que monsieur Berruyer envisage de revendre son blog ou en bon démagogue qu'il est, il ait décidé de modifier l'image que ses pairs ont de lui", comme quoi j'ai du pif !

Rappel de la causerie du 3 mai 2016.

Pour qui roulent le blog Les Crises ? Devinez.

Olivier Berruyer (Les Crises.fr) : «Les gens pensent qu'il n'y a pas de propagande dans les démocraties» https://www.youtube.com/watch?v=Go0Bfd2js9M

Arrêt sur Info à propos de la vidéo d'Olivier Berruyer (Les Crises.fr) :

- S'il exclut le «complot et le fait que des gens tirent les ficelles», il souligne néanmoins l'impact d'une telle tendance, notamment sur les questions internationales. Un problème qu'il résume en une phrase : «Dans les médias, il n'y a pas de complot, il y a des gens qui pensent pareil».

Quel crétin ou il le fait exprès ! Les médias sont une composante essentielle de leur dispositif, dans la mesure où ils ont pour tâche principale non pas d'informer, mais d'empêcher la population d'accéder à certains faits trop compromettant ou de lui dévoiler la vérité sur leurs réelles intentions, ce qui correspond à la définition du complot qu'il le veuille ou non.

Et quand tous les gens dont les articles sont publiés par Arrêt sur Info incluant les auteurs de ce portail "pensent pareil" que les médias institutionnels sur le capitalisme par exemple, assurément "il n'y a pas de complot", ils ne font que manifester leurs véritables intentions ou la collusion qui existent entre eux sans forcément que leurs lecteurs ne s'en aperçoivent.

L'oligarchie possède les médias, dès lors l'unique mission des journalistes qui y officient consiste à diffuser leur propagande, leur idéologie ou leur politique, de sorte que la majorité de la population soit conditionnée et y adhère pour que le gouvernement puisse appliquer tranquillement son programme ou sa stratégie. (...)

L'uniformité de la pensée ou l'homogénéité idéologique qui s'exprime à travers l'ensemble des médias participe à un gigantesque complot contre la population dans la mesure principalement où ils s'efforcent de le nier. (...)

En conclusion, à les entendre, l'oligarchie, leurs représentants et les médias ne vous cacheraient rien, d'ailleurs quel intérêt auraient-ils à agir de la sorte franchement ? En gros, ils vous disent tout, ce qui est inexact évidemment, donc vous pouvez avoir confiance en eux, ils prétendront tout vous dire ou ne rien vous cacher parce qu'ils seraient adeptes de la liberté d'expression ou seraient animés des meilleures intentions du monde à votre égard, pourvus d'une morale irréprochable, ce qui également est destiné à vous mettre en confiance pour mieux vous embobiner ou parvenir à leurs fins. C'est de la démagogie pure ou du populisme.

Rappel de la causerie du 15 juin 2016

Coïncidence, hier j'ai publié un article sur le 11 septembre 2001, et ce matin je découvre que le blog Les Crises venait de faire de même, mais en soutenant la théorie officielle de l'avion qui se serait écrasé sur le bâtiment du Pentagone.

Tout comme Jean-pierre Desmoulins, Olivier Berruyer du blog Les Crises expose un certain nombre d'arguments pour soutenir sa théorie en refusant d'aborder ceux qui la mettent en pièces.

- Les « théories fumeuses » du 11 Septembre : Le Pentagone - Les crises.fr

(...)

Le propriétaire de ce blog, Olivier Berruyer, un économiste de formation, en a changé l'orientation qui était dédiée à l'économie pour s'improviser géopoliticien, Géo trouve tout, quoi ! Il paraît que ce blog demeure le plus visité en France pour ses analyses économiques, et qu'il figure parmi les 100.000 blogs ou portails les plus fréquentés de la planète, il a donc acquis une certaine notoriété.

Le portail OJIM rapporte que monsieur Berruyer était il y a peu de temps encore "l'invité régulier de nombreux médias", dont BFM Business, France 3, Radio Ici & Maintenant, France 24, etc. bien qu'il soit connu pour ses positions anti-néolibérales ou qu'il tienne un discours similaire à celui des souverainistes, des nationalistes, des opposants à l'UE, jusqu'au jour où il commis l'erreur fatale ou que ne lui pardonnent pas les médias aux ordres dont Le Monde et Libération notamment, mais aussi Mediapart, d'avoir pris fait et cause pour la Russie contre l'Ukraine, autrement dit de s'attaquer à la propagande de l'Otan, ce qui lui valu du jour au lendemain de violentes attaques et de figurer parmi les "conspirationnistes", ce qu'apparemment il n'a pas supporté.

On pourrait ajouter que pour avoir comme clients en tant qu'actaire (analyste si vous préférez) des banques, des institutions financières et des compagnies d'assurance, qui le font vivre car ce n'est pas avec son blog qu'il aurait le train de vie d'un économiste, il se peut qu'il ait connu quelques difficultés avec ces clients au point de vouloir se racheter ou regagner la confiance des uns et des autres, d'où cette idée d'articles sur le 11 septembre 2001 qu'ils approuveront tous assurément.

En recoupant tous ces éléments et en les rapprochant de ces articles dans lesquels il visait le principal protagoniste de la théorie sur le Pentagone niant l'existence d'un avion dans l'attaque contre le Pentagone et catalogué comme" complotiste", Thierry Meyssan, le fondateur du Réseau Voltaire, qui est lui-même un géopoliticien réputé mondialement, il se pourrait que monsieur Berruyer envisage de revendre son blog ou en bon démagogue qu'il est, il ait décidé de modifier l'image que ses pairs ont de lui pour à nouveau être présentable à leurs yeux et être à nouveau invité sur les plateaux de télévision. On se souvient que le blog Rue89 était étiqueté plutôt à gauche, jusqu'au jour où il fut racheté par le Nouvel Observateur qui était franchement à droite, ce qui révéla aux naïfs qu'ils avaient été manipulés, tout comme Libération.

Nous vivons dans un monde glauque où domine l'imposture et la désinformation, la démagogie et le mensonge, aussi faut-il se méfier ou vaut-il mieux s'y reprendre à deux fois avant de caractériser quelqu'un, avant d'accorder sa confiance à qui que ce soit, avant de s'associer à quoi que ce soit, sinon on prend le risque de se faire manipuler.

Vaut mieux toujours prendre du recul, prendre le temps de réfléchir, s'y reprendre à plusieurs fois si nécessaire, rien ne presse, et dans le doute vaux mieux encore s'abstenir ou avouer son ignorance, ce qui n'est pas un crime, sauf bien sûr quand on a une haute opinion de sa petite personne.

Le meilleur candidat néolibéral pour la poursuite de la stratégie du chaos et de la guerre.

Macron candidat "anti-système"
https://www.youtube.com/watch?v=j6JXHXmsdVU

La classe dominante détenait déjà tous les pouvoirs, mais il était disséminé ou réparti entre de nombreux acteurs qui considéraient que le capitalisme pouvait emprunter différentes voies pour assurer son développement, sauf que dorénavant c'est de sa survie qu'il s'agit face à l'exacerbation de ses contradictions et à la crise qui le ronge, aussi il est devenu urgent que l'ensemble de ses représentants ne parlent plus que d'une seule voix et adoptent la stratégie définie par les idéologues de l'oligarchie, quitte à recourir aux grand moyens pour l'imposer en premier lieu au peuple qui est destiné à la subir.

La concurrence féroce que se livrent les différents impérialismes dans le monde pour conserver leur statut n'est qu'un aspect de l'évolution du capitalisme. La concentration croissante du capital entre quelques oligarques va de pair avec la concentration du pouvoir politique entre leurs mains, que personne ne doit pouvoir leur contester, d'où leur propagande hystérique à l'approche de chaque élection pour faire élire leur candidat préféré. A cette fin, c'est tout l'appareil des Etats et les superstructures du régime qu'ils contrôlent qui sont mobilisés, pour mener à bien cette opération qui prend de plus en plus l'allure d'une campagne militaire pour terrasser tous les autres candidats qu'ils considèrent désormais comme leurs ennemis, y compris ceux qui avaient leur faveur précemment, Fillon par exemple qui avait l'appui du groupe Bilderberg et qu'ils ont brutalement largué ou sacrifié au profit de Macron sans doute parce que Fillon a persisté à vouloir normaliser les rapports de la France avec la Russie, l'ennemi juré des va-t-en-guerre extrémistes néolibéraux ou néoconservateurs de l'Etat profond.

En un temps record ils ont mobilisé la magistrature et les médias pour briser Fillon et propulser Macron au premier plan de telle sorte qu'il semble en mesure de remporter l'élection présidentielle, alors que deux mois plus tôt personne n'aurait osé parier sur lui. Tout comme avec Trump, avec Macron ce n'est pas un parti politique qui va gouverner, mais directement l'oligarchie financière, selon le principe qu'on n'est jamais mieux servi que par soi-même, tel était l'objectif de ces opérations montées de toutes pièces.

C'est le complexe mafieux militaro-industriel-financier-médiatico-judiciaire qui est au commande ou qui détient tous les pouvoirs contre le reste de la population.

Parole d'internautes.

1- Un texte de Diana Johnstone, originellement paru dans Counterpunch, qui brosse un rapide tableau des élections françaises et des manœuvres combinées des grands médias pour promouvoir un candidat et éliminer les autres :

http://arretsurinfo.ch/france-encore-une-horrible-campagne-presidentielle-letat-profond-monte-a-la-surface/

D. Johnstone établit surtout un parallélisme entre les mécanismes mis en place lors des élections américaines et ceux des élections françaises. Conclusion : l'état profond dévoile partiellement son visage, en orchestrant des campagnes contre les candidats indésirables et en faisant la promotion du chouchou du système, de chaque côté de l'Atlantique. De fait, on ne peut être que frappé par les similitudes de ton et de moyens, et l'impression est que nos dirigeants de l'ombre doivent se trouver plutôt désemparés pour se sentir obligés de plonger les mains dans le cambouis avec autant d'ostentation.

2- ...Cet article de Diana Johnstone est remarquable. Outre le parallèle que vous évoquez, il définit exactement le sens de chaque candidature, et il fait le lien entre le choix de l'État profond ("Macron est le vainqueur programmé") et la campagne orchestrée contre les médias russes et alternatifs ("fake news", Décodex).

Je retiens ce passage : "Un second tour entre Mélenchon et Le Pen serait une rencontre entre une gauche ravivée et une droite revivifiée, un vrai changement (…). Mais l'establishment néolibéral, pro-OTAN et pro-Union européenne, s'active à empêcher que cela n'arrive".

3- De Rugy, ça représente quoi ?

L'exemple même du non-événement relaté par la presse à gages…

Et qui peut apporter le moindre crédit à un parjure car ce type avait signé la charte des primaires “de gauche” qui l’obligeait à soutenir le vainqueur… Bref, un politicard de la pire espèce tels que les prétendus écologistes savent en pondre par dizaines…

4- Les forces en mouvement sont extrêmement puissantes et organisées. Tout ceci ne peut avoir été prévu que de longue date, bien sûr je suis un complotiste et gnagnagna… Mais tout coïncide avec le fait qu’un inconnu il y a quelques mois, jamais candidat à quelque élection que ce soit, même pas quadragénaire, au train de vie faramineux, lié avec la haute finance et les oligarques, soit au second tour face à l’épouvantail traditionnel.

Quand on y pense quand même ! Effectivement, c’est pas la joie et nous assistons, impuissants, à l’avènement du pire. L’effondrement poursuit son cours.

5- Oui les “médias” sont devenus l’arme de destruction massive, au moment précis ou quelqu’un en “haut ” ou dans ‘l’état profond’, (la France a aussi le sien) tire les ficelles pour manipuler l’opinion ou du moins le tenter avec ces effets d'”annonces, ces fausses pistes, ces gros titres et son mode “judiciaire ” qui fait froid dans le dos. Ce qu’a fait Fillon “au moins” le “quart” des élus le font déjà en toute légitimité même si l’éthique en souffre devant la masse des français à qui on demande “honnêteté” et “probité” tous les jours.

Tout cela pour lancer “l’élu”, le rejeton choyé par les grosses fortunes de France et de Navarre. Les médias sont devenu un “pouvoir” dans “le pouvoir”, ce qui fait dire à Diane Johnston que l’on peux l’accoler avec le lobby “militaro-industriel” : c’est son bras armé près à frapper quiconque prétends défier le pouvoir en place, le système qui lui dirige le pays avec ces ramifications vers les transnationales étrangères. Oui la démocratie a vraiment été confisquée et les citoyens n’ont plus de prise à travers le système électoral d’autant que l’on vient d’adopter le système américain encore plus injuste pour le peuple.

Ils osent tout.

1- Un certain Philippe Huysmans nous enjoint d'arrêter "de servir la soupe aux médias" en vantant les mérites de la Constitution bonapartiste et antidémocratique de la Ve République :

- "La constitution a été rédigée précisément pour vous protéger contre leurs possibles velléités totalitaires", du président de la République ou du gouvernement. (Source: http://www.levilainpetitcanard.be/articles/edito/arretez-de-servir-la-soupe-aux-medias_1356798985 ou http://arretsurinfo.ch/arretez-de-servir-la-soupe-aux-medias/)

A défaut de se tourner vers la classe ouvrière, cet intellectuel se prosterne devant la Constitution de la Ve République qui est compatible avec les subventions que l'Etat verse aux médias, dont il dénonce à juste titre la dérive "totalitaire", on ne peut imaginer plus incohérent. 2- Les idéologues du régime ne savent plus quoi invoquer, et la quasi-totalité des intellectuels (et de nombreux militants) reprennent en boucle leurs inepties, la dernière en date : "nous vivrions actuellement dans l’ère de la « post-vérité », dans laquelle la vérité a perdu sa valeur de référence dans le débat public, au profit des croyances et des émotions suscitées ou encouragées par les fausses nouvelles devenues virales grâce aux réseaux sociaux.

Là encore il faudrait en revenir aux temps heureux où la vérité servait de "valeur de référence dans le débat public" grâce aux médias qui en auraient été les garants, comme la Constitution était garante de la démocratie pour Philippe Huysmans. (Source: http://www.acrimed.org/Post-verite-et-fake-news-fausses-clartes-et ou http://arretsurinfo.ch/post-verite-et-fake-news-fausses-clartes-et-points-aveugles/)

Comme quoi lorsqu'on affirme que tous ces gens-là sont subordonnés au régime, on ne les insulte pas ou on ne les diffame pas, on ne leur fait pas un procès d'intention non plus, on s'en tient uniquement aux faits à partir desquels on les caractérise pour que chacun sache à quoi s'en tenir.

Maintenant il faut se poser la question de savoir pourquoi, qu'est-ce qui a changé chez les médias pour qu'ils les vilipendent de la sorte.

Quant à "l’intrication profonde de ces médias avec une oligarchie économique et politique décrédibilisée" qui serait responsable de "la diminution de la diffusion et de la crédibilité des grands médias", elle est directement le produit de l'évolution du capitalisme et de la crise qui le mine qui conduit l'oligarchie financière à concentrer entre ses mains non seulement l'essentiel des richesses produites dans le monde, mais tous les pouvoirs. On est passé de la collusion entre le pouvoir économique et le pouvoir politique ainsi que l'ensemble des représentations idéologiques des superstructures du régime à leur identification avec les seuls besoins de l'oligarchie ou du capitalisme.

C'est l'exacerbation poussée à l'extrême des contradictions et de la crise du capitalisme qui conduisent ses représentants ou porte-parole à interdire à quiconque de s'exprimer librement ou de contester la politique dictée par l'oligarchie financière anglo-saxonne qui domine le capitalisme mondial.

Dès lors, il est désuet de contester ce processus sans remettre en cause non seulement la politique dictée par l'oligarchie, mais l'existence de l'oligarchie et du capitalisme eux-mêmes, s'y refuser conduit à l'impuissance ou à une impasse politique ou pire encore.

Etats-Unis. Ca Trump énormément. Il fallait oser le dire.

Pour Robert Jules de La Tribune, Trump "face aux élus du Congrès, le président américain a adopté un profil bas... (il) va devoir se mettre à l'école de la démocratie et de ses institutions... (qui) commandent, bien plus sûrement que les médias et les intrigues politiques." (Source : latribune.fr 01.03)

Le Congrès et l'ensemble des institutions américaines seraient les garants de la démocratie que les médias piétinent, alors qu'en réalité ils sont tous complètement corrompus et acquis à l'oligarchie financière qui possède les médias.

- Etats-Unis: Trump savoure l'accueil favorable de son discours au Congrès - AFP

Le président Donald Trump semblait avoir rassuré le camp républicain et une partie des Américains avec son premier discours devant le Congrès...

"C'était un discours très, très fort", a estimé Ted Cruz, ex-rival des primaires, sur MSNBC mercredi matin. "Il était différent du discours d'investiture, et c'est en partie car il a passé six semaines dans la fonction, cela pèse sur une personne".

"Ce n'était pas un nouveau départ", a insisté son porte-parole, Sean Spicer, qui s'est félicité de "l'élan" créé par l'événement. Les sondages sont positifs: 76% des téléspectateurs interrogés par CBS News/YouGov ont approuvé l'allocution, tandis que 70% des téléspectateurs se sentaient plus optimistes après avoir écouté le président, selon une enquête CNN/ORC.

Et, cerise sur le gâteau pour l'homme d'affaires, Wall Street a terminé en forte hausse, le Dow Jones dépassant pour la première fois les 21.000 points.

L'événement de mardi, retransmis sur les grandes chaînes, a attiré 48 millions de téléspectateurs selon Nielsen...

Au Congrès, l'opposition démocrate a été comme désarçonnée. Les élus étaient venus avec la ferme intention d'exprimer leur rejet de la politique du républicain, et beaucoup ont refusé d'applaudir.

Mais ils ont été forcés de prendre acte du changement de ton.

Donald Trump est resté suffisamment vague pour que chaque faction politique y trouve son compte.

Au-delà des discours, les démocrates continuent de dénoncer une présidence pour l'instant très conservatrice, selon eux, que ce soit sur l'immigration ou l'économie, avec la dérégulation engagée par l'exécutif.

"Avec Donald Trump, les discours ne veulent pas dire grand chose", a lancé le chef des démocrates du Sénat, Chuck Schumer, sur CBS. "Ses discours sont populistes, destinés aux travailleurs qui ont voté pour lui. Mais il gouverne à l'extrême-droite, au profit des groupes d'intérêts." AFP 01.03

Rien de changé !

- Trump soutient la loi sur la surveillance d'internet - Reuters Le gouvernement de Donald Trump souhaite renouveler sans l'amender la loi FISA sur la surveillance d'internet, dont certains aspects sont dénoncés par les défenseurs de la vie privée, a déclaré mercredi un responsable de la Maison blanche. Reuters 01.03

- Rick Perry confirmé comme secrétaire américain à l'Energie - Reuters

L'ancien gouverneur du Texas Rick Perry a été confirmé jeudi au poste de secrétaire américain à l'Energie par les sénateurs.

Aux Etats-Unis, le département de l'Energie est chargé de la politique énergétique des Etats-Unis et supervise le programme nucléaire militaire du pays.

Avec l'ancien gouverneur du Texas (2000-2015), c'est un défenseur supplémentaire de l'industrie des hydrocarbures qui rejoint la nouvelle administration. Reuters 03.03

Fillon dans le "viseur" de l'Etat profond auquel sont subordonnés la justice et les médias

- François Fillon : la justice dans son viseur - Franceinfo

- Convoqué par les juges d'instruction, François Fillon contre-attaque - Franceinfo Franceinfo

François Fillon a déjà connu des prises de parole dans la tempête, mais celle de ce mercredi 1er mars dépasse toutes les autres. "Mon avocat a été informé que je serai convoqué le 15 mars par les juges d'instruction, afin d'être mis en examen", déclare le candidat devant ses soutiens réunis à son QG de campagne à Paris. François Fillon contre-attaque

Devant les cadres de la droite, François Fillon accuse : "Je n'ai pas été traité en justiciable comme les autres" et considère même que "l'État de droit a été systématiquement violé". Sa convocation a lieu le 15 mars, deux jours avant la clôture des parrainages. Une date "entièrement calculée pour m'empêcher d'être candidat à la présidentielle", déclare François Fillon. Il précise aussitôt qu'il se rendra au rendez-vous fixé par les juges d'instruction. Il y a un peu plus d'un mois, François Fillon avait déclaré qu'il renoncerait à la présidentielle s'il était mis en examen. Aujourd'hui, c'est une tout autre annonce qu'il a faite : "Je ne cèderai pas, je ne me rendrai pas, je ne me retirerai pas, j'irai jusqu'au bout", a-t-il déclaré. Franceinfo 01.03

- Discours de François Fillon : Bruno Lemaire et les centristes de l'UDI quittent le navire - Franceinfo

- François Fillon : les défections s'accumulent dans son camp - AFP

Après Bruno Le Maire mercredi, c'est Gilles Boyer, conseiller d'Alain Juppé et trésorier de la campagne de François Fillon, qui a jeté l'éponge jeudi. Trois parlementaires proches du maire de Bordeaux ont fait de même, Benoist Apparu, Edouard Philippe et Christophe Béchu car la campagne prend une "tournure incompatible" avec leur "façon d'envisager l'engagement politique".

De son côté, l'ancien Premier ministre Dominique de Villepin a tancé François Fillon qui, dit-il, "emporte son camp dans une course vers l'abîme". Le député LR Georges Fenech a lui appelé à parrainer Alain Juppé, adversaire malheureux de M. Fillon à la primaire.

"La base, elle, tient" et "je m'appuie sur les Français", a rétorqué dans la journée le candidat devant la presse. Et s'il était lâché par tous les élus LR? "On fera sans eux!", a-t-il répliqué depuis Nîmes.

Sur la scène de la salle Parnasse à Nîmes, le candidat n'a rien lâché. "Vous avez devant vous un combattant. Que celles et ceux qui ont du cran se lèvent!", a lancé l'ancien Premier ministre sous l'ovation d'environ 3.000 militants chauffés à blanc.

"Sept jours sur sept, 24 heures sur 24, la machine à broyer, la machine à scoops, la machine à rumeurs s'est mise en marche. Mais je vous le redis: je n'ai pas l'intention de me coucher", a-t-il prévenu. AFP

Mimétiste Etats-Unis-France jusque dans les moindres détails.

Aux Etats-Unis, des maires ont interdit par décret en 2016 à la population de distribuer de la nourriture aux clochards sous peine d'amendes : qu'ils dégagent ou crèvent !

- Calais : «Désolé, je ne peux plus vous nourrir à cause d'un arrêté municipal» - Liberation.fr

Pour éviter tout «appel d'air», la maire de la ville interdit depuis ce jeudi «la présence prolongée» dans la zone des dunes, bannissant de facto les associations qui font des dons alimentaires aux migrants. Liberation.fr 02.03

Merkel qui les avait accueillis les bras ouverts et donnaient des leçons à tous les chefs d'Etat s'apprêtent à les incarcérer avant de les expulser manu militari... Liberation.fr

Ils osent tout

- Hollande met en garde contre une manifestation contre la justice - Reuters

- "Cyberattaques" et présidentielle: Hollande décrète la "mobilisation" générale - L'Express.fr

- Moralisation de la vie publique : le plan Macron - Franceinfo

- Bruxelles menace de sanctions les pays n'accueillant pas de réfugiés - AFP

- L'ex-président égyptien Moubarak blanchi pour la révolte de 2011 - Reuters

- Israël: appel d'un soldat condamné à 18 mois de prison pour homicide - AFP 01.03

... le lendemain :

- Israël: incarcération reportée du soldat Azaria - AFP 02.03

- L'affaire russe repart à Washington, un ministre de Trump pris dans la nasse - AFP

- Avortement: mobilisation à Bruxelles pour contrer Trump - AFP

Les représentants de près de 50 pays participaient à une conférence jeudi 2 mars à Bruxelles pour réunir des millions d'euros afin de compenser l'interdiction décrétée par le président américain Donald Trump d'allouer des fonds fédéraux aux ONG étrangères soutenant l'avortement. AFP 02.03

- Face aux menaces sécuritaires, la Suède rétablit le service militaire - euronews.com

La Suède va rétablir le service militaire. La décision a été prise ce jeudi en conseil de ministres. Cela sera effectif à partir de cet été.Cela concernera les jeunes nés après 1999.La conscription durera 11 mois. Le service militaire avait pourtant été abandonné en 2010. euronews.com

---

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Grèce

- Les médecins grecs en grève contre l'austérité - euronews.com

Les médecins des hôpitaux publics étaient en grève ce jeudi en Grèce. Ils ont manifesté, notamment dans les rues d'Athènes.

Les praticiens protestent contre de nouvelles mesures d'austérité qui devraient toucher le système de santé.

Leurs pensions de retraite sont amenées à diminuer et leurs cotisations devraient augmenter.

D'après eux, les hôpitaux publics sont au bord de la rupture entre manque de médicaments et baisse des effectifs.

"On ne pas se dire que ce qui est perdu est perdu. Nous allons nous battre pour récupérer nos droits et nous serons en alerte face aux nouvelles charges que ce gouvernement entend mener contre nos revenus", indique Afrodite Renziou, médecin dans un hôpital public d'Athènes.

L'un de ses collègues, Gerasimos Roubis, ajoute :

"Nous les médecins, nous sommes aussi victimes des ravages de la crise économique avec ces créanciers de la Grèce qui demandent une baisse de nos salaires. Notre seule option, c'est de nous unir au reste de la population et de contre-attaquer".

"Sept années de crise économique ont sévèrement touché le système de santé qui souffre d'une dégradation de ses services et d'une baisse sensible du nombre de médecins. Les jeunes praticiens, en particulier, cherchent de meilleures conditions de travail dans d'autres pays de l'Union européenne", conclut Stamatis Giannisis, du bureau d'euronews à Athènes. euronews.com 03.03

Haut de page

Le 9 mars 2017

CAUSERIE

Encore un Indien (40 ans environ) qui vient de se pendre dans mon village, la vie est belle, quoi !

Cela a déclenché une bagarre entre plusieurs familles dans le village, la police a dû intervenir car cela avait dégénéré en bataille générale, quelle tristesse !

Comme je voudrait vous donner de bonnes nouvelles. J'ai encore prêté 2.000 roupies à la fille d'Adi et son époux qui n'arrivaient pas à finir le mois. Adi est l'une des soeurs de ma compagne et plus encore, mais cela reste entre nous. J'ai encore dû acheter du dentifrice pour Adi et je lui ai donné 100 roupies pour faire des courses. Accablée de difficultés et de santé fragile, elle a dit à sa soeur que si elle ne m'avait pas elle se serait déjà suicidée, quelle bonheur !

Voilà dans quel milieu je baigne quotidiennement, cela a de quoi vous mettre les nerfs à vif, non ? Cela fait réfléchir, alors quand un abruti m'écrit que je devrais commencer par réfléchir avant d'écrire un tas de conneries dans ce portail, je deviens féroce. Lui est un intellectuel retraité français, un nanti quoi, ceci explique cela. Les militants qui se disent trotskystes sont généralement aussi arrogeants et méprisants que leurs collègues du PS, à croire que la proximité idéologique finit par déteindre sur leur mentalité épouvantable.

A part cela mes 8 petites chèvres et leurs mères se portent à merveille, ma compagne Selvi aussi. Quelle femme courageuse, elle est extraordinaire ! On peut être hyper arriéré sans être forcément mauvais ou avoir un tas de défauts. Je suis parfois très dur avec elle. Imaginez que vous ayez à faire l'éducation d'une femme de 47 ans comme si vous aviez à faire à une petite fille de 10 ans, ce n'est pas facile sans la froisser, sans qu'elle pense que je la méprise. Je dois feindre la colère pour qu'elle prenne au sérieux ce que j'essaie de lui inculquer, sinon elle s'en tape ou elle se marre. Je dois même lui ôter de l'esprit que je ne suis pas animé de mauvaises intentions envers elle, cela me contrarie, je ne veux pas non plus qu'elle en vienne à me détester. Parfois je perçois qu'elle a un doute, c'est affreux, alors je me radoucis et je deviens plus tendre.

Ce n'est pas un jeu, elle fait une multitude de conneries qui peuvent avoir des conséquences très graves, j'essaie juste de faire en sorte qu'elle commence à réfléchir à ce qu'elle fait. On en parle ouvertement, elle comprend mais c'est au-dessus de ses moyens, donc on revient cent fois sur notre ouvrage et elle progresse lentement, à son rythme. Je peux le mesurer parce qu'elle prend conscience que mes conseils sont utiles, c'est aussi ou surtout pour lui faciliter la vie et ne pas rendre la mienne infernale par la même occasion.

Ma brave Selvi est ultra arriérée, ce qui ne veut pas dire qu'elle serait idiote. Un jour j'ai dit à une de mes connaissances en France que les Indiens ne pensaient pas et cela l'a choqué, et pourtant c'est la stricte vérité, la plupart des gens ne pensent pas et on peut le constater en observant qu'ils manquent totalement de logique, ils agissent avant de penser, et comme ils ne s'en rendent pas compte, cela ne leur sert à rien ou ils n'en tireront aucune leçon pour la suite, ils n'en retiendront rien, ils ne progresseront jamais. C'est comme en politique, c'est uniquement cette prise de conscience qui permet ensuite de modifier notre mode de penser ou notre comportement, pour notre bien uniquement. On essaie de vivre plus intelligemment pour se soulager de maux inutiles ou qu'on peut éviter.

C'est difficile de devoir adopter l'attitude d'un pédagogue sans tomber dans le travers du donneurs de leçons que je déteste. On fait au mieux.

A part cela j'ai un petit article en préparation, où j'étrille Emmanuel Todd qui a affirmé au nom du "principe d'égalité" qu'il fallait réserver un traitement égal ou équitable aux élites et au peuple, en veillant surtout à ne pas favoriser la plèbe, car il est bien connu que la société capitaliste y veille, Todd en est le garant, ignoble, mais il ne s'en aperçoit pas...

On actualisera ce soir ou demain la rubrique *Articles d'actualité*.

On n'arrête pas le progrès.

Après l'OTAN politique et l'OTAN économique (UE), voici venu le temps de l'OTAN médiatique (Google Media Lab et First Draft).

- C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches. (Victor Hugo, L'Homme qui rit.)

- Du fait que l'aristocratie financière dictait les lois, dirigeait la gestion de l'Etat, disposait de tous les pouvoirs publics constitués, dominait l'opinion publique dans les faits et par la presse, se reproduisaient, dans toutes les sphères, depuis la cour jusqu'au café borgne, la même prostitution, la même tromperie éhontée, la même soif de s'enrichir, non point par la production, mais par l'escamotage de la richesse d'autrui déjà existante, et se déchaînait, notamment aux sommets de la

société bourgeoise, la manifestation des convoitises les plus malsaines et les plus déréglées… » (Les luttes de classes en France - K. Marx)

- On n'y comprend plus rien, Henri de Castries, président du groupe Bilderberg dirigé par Rockefeller, soutient Fillon, et Macron est aussi leur candidat. Non mais attendez, lui, c'est le cocu, le cornard, l'outsider, le deuxième couteau destiné à dépecer le PS, il n'est pas destiné à devenir président de la République, il est juste là pour faire barrage à Hamon, le vrai match c'est Fillon-Le Pen.

Ils sont capables de tout et pire encore, ce qu'on ne parvient pas à se foutre dans le crâne, sans doute parce que nous sommes trop honnêtes ou parce qu'il nous reste un brin de scrupule, de principe ou de morale, à moins qu'on soit trop lâches pour imaginer une telle machination, je veux parler de nos dirigeants.

Ils sont capables de fabriquer des guerres mondiales, de terribles épidémies, famines ou des krachs boursiers, de trafiquer des photos, des images, de produire des faux témoignages ou documents à la pelle, alors soutenir tout et son contraire du jour au lendemain, franchement où est le problème pour eux, il n'y en a pas, leur détermination est à toute épreuve. Et ils n'en ont rien à foutre de nos jugements, la plupart des gens leur trouveront des circonstances atténuantes, tenez, ils leur proposeront et ils les adopteront, sinon dans quelque temps ils auront absolument tout oublié de cette expérience.

Même entre eux ils ne se font pas de cadeaux, ils sont même particulièrement féroces. Ils ne sont pas forcément d'accord entre eux, hormis leur objectif et qu'ils n'ont qu'un seul ennemi, le prolétariat mondial.

Ils osent tout. Qui a dit ?

1- "Les autorités allemandes "devraient être jugées car elles aident et hébergent des terroristes""

Réponse : Recep Tayyip Erdogan.

2- "Nos valeurs équivalent à nos intérêts lorsqu'il s'agit des droits de l'homme"

Réponse : Rex Tillerson, l'ancien PDG d'ExxonMobil devenu secrétaire d'Etat américain, soulignant "l'engagement" de Washington envers "la liberté et la démocratie". (Source : AFP 03.03)

En complément.

- Quand la Maison-Blanche «copie-colle» un communiqué d'ExxonMobil - LeParisien.fr

Entre la Maison-Blanche et ExxonMobil, c'est depuis quelque temps l'accord parfait. Ce n'est pas forcément une surprise, puisque l'administration Trump compte parmi ses membres le secrétaire d'Etat Rex Tillerson, accessoirement ancien PDG du géant américain du pétrole et du gaz.

La dernière preuve remonte à lundi : l'entreprise diffuse un communiqué de presse pour vanter son plan d'investissement de 20 milliards de dollars sur dix ans. Il prévoit notamment la création de 45 000 emplois dans la région du Golfe du Mexique. Une demi-heure plus tard, la Maison-Blanche se fend de son propre communiqué. Donald Trump y «félicite» ExxonMobil pour son «ambitieux» plan d'investissement. «Le président Trump a promis le retour des emplois en Amérique. L'optimisme se répand dans tout le pays et contribue déjà à la création d'emplois. Et ce n'est qu'un début», peut-on encore lire.

A la lecture des communiqués, un journaliste du Washington Post. Christopher Ingraham, est frappé par plusieurs similitudes entre les deux textes. Il constate même que la Maison-Blanche a effectué un copier-coller d'un paragraphe entier du communiqué d'ExxonMobil, comme le prouvent les deux captures d'écran ci-dessous. LeParisien.fr 08.03

Quand il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir, Le Parisien associé à l'opération destinée à censurer le Net doit s'en réjouir... Ne parlons pas du Washington Post qui en est à l'origine...

Serions-nous en oligarchie sans même nous en être aperçus ?

Réseau Voltaire - L'idée de « Quatrième pouvoir » suppose que l'on reconnaisse la même légitimité aux 14 trusts qui détiennent la grande majorité des médias occidentaux qu'aux citoyens. C'est affirmer la substitution d'une oligarchie à la démocratie. (Le nouvel Ordre Médiatique Mondial - Réseau Voltaire 07.03)

Et cela ne date pas d'hier, ce qui est nouveau, c'est leur alliance pour imposer une unique interprétation de la situation et une orientation politique, signe que leur système économique craque de partout...

Réseau Voltaire - Lors du Watergate, des médias ont revendiqué former un « Quatrième pouvoir », après l'Exécutif, le Législatif et le Judiciaire. Ils ont affirmé que la presse exerçait une fonction de contrôle du gouvernement au nom du Peuple. Passons sur le fait que ce qui était reproché au président Nixon était comparable à ce qu'à fait le président Obama : placer son opposition sur écoutes. On le sait aujourd'hui, la source du Watergate, « Gorge profonde », loin d'être un « lanceur d'alerte » était en réalité le directeur du FBI, Mark Felt. Le traitement de cette affaire était une bataille entre une partie de l'administration et la Maison-Blanche dans laquelle les électeurs ont été manipulés par les deux camps à la fois. (id)

14 trusts : 21st Century Fox, Bertelsmann, CBS Corporation, Comcast, Hearst Corporation, Lagardère Group, News Corp, Organizações Globo, Sony, Televisa, The Walt Disney Company, Time Warner, Viacom, Vivendi (id)

Voulez-vous trimballer cette casserole derrière vous ?

Un militant (trotskyste) m'a écrit qu'il estimait "les mouvements anti-Trump sont globalement sains" et il ne voyait aucune objection à y participer, alors que ces mouvements étaient organisés par les partis et organisations liés aux oligarques qui avaient soutenu H. Clinton, donc la pire pourriture qui soit que personne de censé ne louera pour leurs bonnes intentions envers le peuple américain hormi la frange des classes moyennes dites de gauche qui entend préserver ses privilèges en échange de son soutien au programme ultra réactionnaire du parti démocrate.

Pour justifier sa position, ce militant invoquera le pope Gapone qui était une personnalité habitée par des contradictions inconciliables, tiraillé entre sa fidélité au tsar Nicolas II en qualité d'agent de sa police politique, l'Okhrana, et le sort miséreux du prolétariat dont il soutenait les revendications sociales et politiques au point que le tsar avait lancé un mandat d'arrêt contre lui la veille de la grève générale la manifestation sanglante du 22 janvier (9 janvier) 1905 à Saint-Pétersbourg, qui allait donner le signal de départ de la première révolution prolétarienne en Russie, manifestation dont Gapone devait prendre la tête.

Contrairement aux "mouvements anti-Trump" qui sont étrangers à la classe ouvrière et ne portent aucune réforme sociale ou politique devant bénéficier à l'ensemble des travailleurs, Gapone le "prêtre socialiste" dixit Nicolas II (la veille) était sincèrement engagé au côté de la classe ouvrière, ce que confirmera si nécessaire la supplique qu'il avait rédigée à l'adresse du tsar ce 22 janvier (9 janvier) 1905 :

« Nous nous présenterons demain, à 14 heures 30, au Palais d'Hiver, pour t'exposer les aspirations de la nation entière : convocation immédiate d'une assemblée constituante, responsabilité des ministres devant le peuple, amnistie, abolition de tous les impôts directs. Jure-nous de satisfaire nos exigences, sinon nous sommes prêts à mourir devant ton palais. Si en proie à des hésitations, tu ne te montres pas au peuple, si tu laisses couler le sang des innocents, tu briseras le lien moral entre lui et toi » (Source : wiképédia.org)

Ou encore : "Nous sommes venus vers toi, Sire, pour chercher justice et protection. Nous sommes tombés dans la misère. On nous opprime, on nous écrase d'un travail au-dessus de nos forces. (...) Sire, est-ce conforme aux lois divines, par la grâce desquelles tu règnes ? (...) Démolis le mur entre toi et ton peuple, et qu'il gouverne en commun avec toi." (source : lemonde.fr 24.08.2005)

I. Ksenofontov précisera en 1996 (Georgui Gapone : invention et vérité, aux éditions Rosspen), que "si Gapone a eu des contacts avec l'Okhrana, il était complètement sincère dans sa lutte pour les droits des ouvriers", ce qui n'est pas vraiment le cas des Obama, Clinton, Soros et Cie à l'initiative des "mouvements anti-Trump" chacun en conviendra.

Pour la petite histoire, Gapone sera exfiltré de Russie vers la Suisse sous la protection du mouvement ouvrier, il sera accueilli par Plekhanov et d'autres leaders mencheviks avant de gagner Paris. De retour en Russie quelques mois plus tard, il sera assassiné par l'Okhrana pour l'avoir trahie. (Source : wiképédia.org)

Tout cela juste pour démontrer que lorsqu'on tient absolument à avoir raison... on en vient à perdre la raison !

Les manifestations "des casseroles" auxquelles nous avons assisté ces dernières semaines un peu partout en France, et qui n'ont jamais rassemblé plus que quelques dizaines ou centaines de personnes, sont du même tonneau que les "mouvements anti-Trump", des provocations de la réaction néoconservatrice.

Les "mouvements anti-Trump" aux Etats-Unis sont de nature ultra réactionnaire, hyper individualiste, corporatiste, peu d'ouvriers doivent y participer, les membres des classes moyennes paupérisés doivent s'en détourner...

Réseau Voltaire - ... Raphaël Glucksmann appelle à une contre-manifestation dimanche dans un autre quartier de la capitale.

Raphaël Glucksmann partage les idées et le carnet d'adresse de son père, l'essayiste néo-conservateur André Glucksmann. Ce dernier fut employé, à la fin des années 80 à Londres, par le programme de la CIA, Exchange. Raphaël, quant à lui, fut conseiller de Mikheil Saakachvili, président de la Géorgie lors de la « révolution des roses », puis gouverneur de la région

ukrainienne d'Odessa à l'issue du coup d'État de la place Maidan. Raphaël a épousé Eka Zgouladze, ministre de l'Intérieur de Géorgie (dans le gouvernement qui mit la majorité de son opposition en prison) et aujourd'hui ministre de l'Intérieur d'Ukraine (dans le gouvernement qui massacre la population du Donbass). Réseau Voltaire 03.03

Cette manifestation a fait un flop réunissant quelques centaines de personnes place de la République, pendant que Fillon triomphait place du Trocadéro.

On pourrait peut-être y voir le résultat du match Fillon-Macron du 1er tour de la présidentielle. Si vous aviez loupé le matraquage hystérique pro-Clinton des médias américains pour évincer Trump, vous avez le bonheur d'assister à celui pro-Macron pour battre Fillon, avec peut-être en perspective le même résultat inverse à leurs sondages truqués.

Ayant tiré les leçons de leur lamentable échec aux Etats-Unis, ils tentent tardivement et maladroitement de cadenasser (censurer) le Webb en France. S'ils parvenaient à leur fin, cela signifierait que la société française est aussi décomposée que la société américaine ce qui augurerait rien de bon pour l'avenir. Ils ont corrompu la société, le niveau de vie de la majorité de la population est beaucoup trop élevé pour que l'idée de renverser l'ordre établi lui vienne à l'esprit.

Nouvelles du Ministère de l'Information, de la propagande ou de la Vérité.

Parmi nous, il y en a qui se moquent de l'intérêt que l'on porte à la guerre idéologique et psychologique que mène la classe dominante contre les travailleurs ou l'ensemble de la population, dont fait partie le traitement de l'information par les médias institutionnels dont la rhétorique est ensuite reprise en choeur par tous les partis politiques, considérant que cela n'aurait pas d'impacts sur le cerveau des gens, ne les influencerait pas ou ne contribuerait pas à conditionner leur mode de pensée et plus généralement leur comportement, cela n'aurait pas non plus de conséquences sur la lutte des classes ou sur le cours de l'histoire, or il se trouve qu'une simple "opération de désinformation peut être entendue comme un facteur déclenchant du fameux «article 5 » (ONU- ndlr), c'est-à-dire le point de départ d'une vraie guerre" (Antipresse), un détail estimeront nos détracteurs qui ne sont plus à un déni près, à croire qu'ils tiennent à rivaliser avec les négationnistes.

Les auteurs de fausses informations et les inquisiteurs qui mènent la chasse aux théories du complot sont les mêmes acteurs, les multinationales de l'informatique et du Net, qui incluent les mal nommés réseaux sociaux qui trônent au sommet de Wall Street et les médias détenus également par des oligarques.

Leur objectif est facile à deviner. Faire en sorte que l'autocensure que s'imposent les médias, la rétention d'informations qu'ils pratiquent deviennent la règle sur le Net en rendant inaccessibles les blogs ou portails qui contreviennent à cette règle ou en les marquant du sceau de l'infâmie, tels les hérétiques ou les traîtres que l'on désigne à la vindicte publique et qu'on voue à l'excommunication ou qu'on excute en guise de châtiment pour avoir commis le crime d'avoir osé défier l'autorité des tyrans qui détiennent le pouvoir et entendent faire régner une dictature de fer.

Ils ne peuvent supporter la contradiction. Ils procédent donc par exclusion sur la base d'un déni permanent destiné à servir d'interprétation exclusive de la situation en se substituant à la réalité, par conséquent ils entendent dicter la version de l'histoire que vous devez adopter, toute autre interprétation étant marquée du sceau de la théorie du complot et leurs auteurs seront jugés pour haute trahison envers la sainte vérité établie.

Le lynchage en public, le coup de force, le harcèlement, la diffamation, la calomnie, les insultes, les provocations, les fausses accusations, la fabrication de preuves, de documents, d'images, de témoins, le recours à des experts corrompus ou niais, l'usage de la violence, la sainte vérité ne recule devant aucun moyen pour imposer sa dictature.

Dès lors, seul le renversement du régime s'impose comme une nécessité absolue pour conquérir notre liberté. Si cela ne se traduisait pas par la lutte pour le pouvoir, l'humanité serait réduite en esclavage et anéantie.

Quand on a cette perspective à l'esprit et qu'on vient nous dire que le combat que nous menons ici est inutile et ne mérite que le mépris, on a du mal à comprendre où veulent en venir ceux qui émettent un tel jugement. Préfèrent-ils laisser le champ libre à ceux qui entendent instaurer cette terrible dictature, qu'ils ne s'y prendraient pas autrement. Ils sont inconscients ou irresponsables et dangereux à ce titre, car il faut bien comprendre que si l'oligarchie engloutit des dizaines de milliards de dollars pour conditionner le peuple, c'est parce que cela influe sur la lutte des classes, partant de là s'en désintéresser ou s'en détourner avec arrogeance est criminel. Il est également inconscient ou irresponsable de se détourner de la lutte des classes, puisque c'est uniquement d'elle d'où émergera une issue politique pour liquider ce vieux monde pourri.

Il y en a qui se demandent pourquoi la lutte de classe est dans une impasse, qu'ils ne cherchent pas plus loin. C'est parce que ses dirigeants ont toujours négligé cet aspect de la situation ou les instruments qui servent à endoctriner le peuple pour le rendre servile ou taillable et corvéable à merci, et ces instruments ne se limitent pas aux moyens d'information ou de communication, ils concernent l'ensemble des représentations idéologiques du régime, ce qui nous fait dire que l'ensemble de la population est plus ou moins sous influence qu'elle en ait conscience ou non.

Quand on refuse de l'admettre ou qu'on estime que cela influe nullement sur l'orientation de la société, on aura forcément une vision faussée de la réalité, ce qui ne permettra pas d'agir dessus, cela explique peut-être pourquoi les partis dits ouvriers et les syndicats ne figurent pas parmi les pestiférés du Décodex, leur bonne conduite leur vaut d'être épargnés, pour le moment, car il suffirait qu'ils s'agitent un peu trop pour qu'ils bénéficient du même traitement. J'ai déjà indiqué qu'en cas de révolution ils couperaient tout simplement le Net, comme cela plus personne ne disposerait de la moindre information sur ce qui se passe réellement, hormis s'en remettre aux médias traditionnels du ministère de la vérité ou notre bourreau.

Aucun parti ouvrier n'a pris l'initiative d'appeler à une manifestation devant le siège du journal Le Monde à Paris en exigeant le retrait du Décodex, puis celui de Facebook pour exiger le retrait du Cross-Check, normal, ils sont tous Charlie ! Du moment que la liberté de pensée ou de s'exprimer s'applique à eux-mêmes, ils se moquent bien que le peuple soit par ailleurs conditionné, puisque par bien des aspects ils partagent les mêmes pratiques envers leurs militants.

Quand je pense qu'il m'a fallu plus de 40 ans pour m'apercevoir par moi-même qu'on m'avait fourni de fausses informations sur une multitude de faits historiques, en tombant par hasard sur des données qui avaient été soigneusement escamotées pour m'empêcher d'interpréter librement le cours de l'histoire, plus précisément en soustrayant à ma connaissance le rôle déterminant de certains acteurs dans la survenance de certains évènements, les rapports réels qui existaient entre certains facteurs et qui déterminèrent leur évolution, je ne peux m'empêcher de me dire que tout aura été fait pour m'interdire de comprendre la situation et que l'enjeu était politique.

Aux Etats-Unis, ils ne s'en sont jamais remis. A nous de voir si on tient à y ressembler dans l'avenir, on en prend le chemin, assurément.

Le plus navrant ou dramatique, c'est qu'on ne peut même pas appeler à un rassemblement de tous ceux qui ont intérêt à mettre en échec cette entreprise manichéenne, parce qu'on est littéralement pris en otage par des dirigeants bornés et des intellectuels narcissiques tenant des positions insupportables qui ne peuvent que diviser, disloquer, atomiser les opposants à l'oligarchie ou au capitalisme, c'est à se demander si cela ne fait pas leur affaire.

Les rebondissements de la campagne dopent les audiences des médias - AFP

Des chaînes d'infos aux JT en passant par les sites des journaux, la couverture de la campagne présidentielle et de ses rebondissements dope les audiences des médias.

Entre septembre et décembre 2016, 47,4 millions de téléspectateurs ont regardé une émission ayant trait aux élections présidentielles, contre 39,6 millions pendant la période de 2011, lors de la précédente campagne, selon Médiamétrie. AFP 06.03

Ce qu'en pensent quelques internautes (des travailleurs soit dit en passant)

1- "*Je regarde autour de moi et je constate, malheureusement, l'efficacité de cette propagande. Beaucoup de personnes ne "s'informent" que par les média traditionnels – directement ou via les réseaux sociaux. Et un mensonge repris par l'ensemble des média possède un parfum de vérité pour eux.*

Et c'est là que prend toute sa dimension la campagne" anti-fake news et sites complotistes", lancée depuis quelques temps et dont le site Les-Crises a été l'une des victimes. Essayez de discuter avec des personnes qui ne jurent que par les média mainstream; montrez leur vos sources et ils vous répondront que vos informations proviennent de dangereux manipulateurs complotistes."

Les pires dans ce domaine, ce sont encore les dogmatiques qui n'ont jamais rompu avec les théories foireuses qu'ils avaient adoptées un jour, et qui malgré leur faillite politique avérée s'y accrochent en désespoir de cause, méprisant ceux qui ont l'audace de leur faire remarquer et dont ils déformeront les propos rendant ainsi toute discussion sérieuse impossible.

Pire que Panurge ! Ils nous ont dotés d'autres chaînes.

Le journal de 20H est regardé chaque soir par quelque 15 millions de téléspectateurs, j'ignore si cela inclut le fait que plusieurs adultes peuvent se retrouver simultanément devant leur poste de télé, si l'audimat n'en tenait pas compte, cela signifierait que quelque 25 à 35 millions de personnes regarderaient les infos télévisées chaque soir sur les différentes chaînes. (Source : http://www.premiere.fr/TV/News-Tele et http://lemediascope.fr)

2- "*Comme vous avez raison. Je me suis fait piéger hier par mon épouse qui m'a demandé de regarder avec elle la catastrophique émission "C dans l'air" consacrée à l'abominable Fillon puis jusqu'à vingt heures de subir les fadaises de BFM TV toujours sur le mêmes fadaises. Il y a bien longtemps que je ne regarde plus tous les médias "mainstream" à la télé ni ne les écoute à la radio. Quand je me suis remis devant mon ordinateur après le repas du soir j'avais l'impression d'avoir fait durant ces deux heures de vision un séjour en enfer et je vous comprends très bien lorsque vous affirmez l'étendue de cette propagande*

sur des cerveaux serviles, fermés à toute analyse. Ces téléspectateurs deviennent les perroquets pathétiques des insanités et contre-vérités assénées par ces chaînes sans foi ni loi et il est quasiment impossible de discuter sérieusement avec ces individus qui, lorsque vous essayez d'ouvrir les yeux, se ferment comme des huîtres à tout discours objectif et raisonné. La route est encore longue pour tenter ne serait-ce que de retrouver le chemin de la citoyenneté. Et celles du socialisme, du communisme ou de l'anarchisme je n'ose même pas en parler."

En effet, il est à craidre qu'à ce rythme-là le socialisme demeurera éternellement une utopie à défaut de se réaliser.

Après tout, Marx affirmait que l'homme n'acceptera jamais de vivre en esclavage, mais il n'a jamais prédit qu'il parviendrait un jour à s'émanciper de cette condition. Il n'est écrit nulle part que le socialisme se réalisera un jour, les marxistes toujours lucides n'ont jamais affirmé autre chose, contrairement à leurs disciples auto-proclamés qui en versant dans le dogmatisme prétendirent que c'était inévitable, mais comme ils refuseront d'actualiser le marxisme et de le diffuser auprès des travailleurs, on est en droit de penser qu'ils n'y croyaient pas eux-mêmes, ce qui explique peut-être pourquoi nous en sommes rendus au niveau théorique et organisationnel zéro ou presque.

Vous avez adoré Charlie, vous tomberez sous le charme de Décodex.

Certains dénomment le Décodex "Déconnodex" ou "Gestapex", Le Monde ou la gestapo de la pensée, la vraie, l'unique, l'exclusive liberté de la pensée...

Vu par quelques internautes.

1- "Décodexofficiel? Ça veut dire quoi officiel? Avalisé par qui, par quelle autorité? Ce n'est pas illégal de se revendiquer comme officiel? Ce n'est pas une usurpation, une tromperie sur la marchandise? Une forme de concurrence déloyale?"

Ils ont tous les droits, vous l'ignoriez, réveillez-vous...

2- "*Le Décodex a été créé dans un but de discrédit sur une très courte période, la période électorale.*"

Les faits vous démontreront le contraire...

3- "*Marrants ces décodeurs : il suffit de lire la bio de leur patron Niel dans wikipedia pour voir les origines de sa fortune : minitel rose, peep show. (Il a apparemment été condamné pour détournement de fonds dans un de ses peep shows). Ils viennent faire la morale et du "décodage" louangeur des propos imbéciles et démagos de leur candidat Macron.*"

4- "*Comme Xavier Niel, Claude Perdriel, le propriétaire de Sciences et Avenir, a construit une partie de sa fortune sur le minitel rose*"

5- "*Si les journaux avaient encore un peu d'honneur, ils auraient dénoncé et ridiculisé d'emblée le Décodex, à commencer par le Canard enchaîné. Malheureusement, qu'ils soient timides ou de mauvaise foi, ils sont partie prenante d'un système de mensonge et de diversion : le système qui propulse Macron à la tête de ce pays.*

Décodex, c'est la police de la pensée, l'arme d'intimidation, l'équivalent des menaces de déréférencement que la grande distribution fait peser sur les petits producteurs. Et cette menace n'est qu'un premier pas : on commence par colorier votre site en rouge ou en orange, puis on vous traite comme un conspi, autant dire un paria qui mérite la prison ou l'asile psychiatrique."

Pour autant, une opération qui aura une influence limitée ou qui fera un flop.

«Fake news», un même terme pour plusieurs réalités - lefigaro.fr

Employée à cor et à cri, l'expression désignant les fausses informations circulant sur Internet s'est finalement vidée de sa substance. lefigaro.fr 06.03

Le mérite en revient à tous ceux qui l'ont dénoncée et combattue, ce que le mouvement ouvrier ne pourra pas revendiquer pour être trop corrompu.

Commentaire d'un abonné du Figaro

- "*Et les Figaro, Libé, Le Monde et tous les autres médias français ne font-ils pas dans les fake-news ? Exemple concret, où avez-vous entendu Trump parler d'attentat en Suède lors de son intervention en février dernier ? Tous les médias s'en sont donnés à coeur joie. Alors comment croire ces médias ?*" (Orthographe pour les nuls : en France, on prescrit un média, des médias (1983). -

Le Grand Robert de la langue française - LVOG)

Il existe des milliers d'exemples du même genre... Prenez les manuels scolaires, les dictionnaires, les encyclopédies, ils en sont bourrés !

Cross check, cet ami qui vous veut du bien par Philippe Huysmans - arretsurinfo.ch 04.03

PLUS QU'UN AMI, PRESQUE UN GRAND FRÈRE, LE NOUVEL OUTIL DE « VÉRIFICATION DES FAITS » MIS EN PLACE PAR FACEBOOK AURA MIS MOINS DE 24H AVANT DE TOMBER LE MASQUE ET DE SE RÉVÉLER POUR CE QU'IL EST. UN OUTIL DE CENSURE AU PROFIT EXCLUSIF D'UN SYSTÈME AUX ABOIS.

Dans un communiqué de presse daté du 3 mars, Facebook annonçait l'activation en France de l'outil de « fact-checking », en collaboration avec les médias suivants : AFP, BFMTV, L'Express, France Médias Monde, France Télévisions, Libération, Le Monde et 20 Minutes.

L'objectif, louable sur le papier, est de limiter la diffusion de fausses nouvelles sur internet. En pratique, il ouvre la porte à toutes les dérives et il aura fallu moins de 24h pour que nous en voyions les premiers effets. Désormais, sur Facebook et google, c'est Big brother qui décidera de ce que vous pouvez lire.

Il est désormais possible pour les utilisateurs de Facebook de signaler un contenu qu'ils pensent être « une fausse information ». Celle-ci sera alors marquée pour être examinée par « des organisations tierces, disposant d'une expertise dans la vérification d'informations et adhérant à la charte élaborée par le réseau international de fact-checking Poynter ». Comprenez, les journalistes des médias susmentionnés. Qui forcément sont compétents pour cette tâche, et sont forcément indépendants.

Notez que j'avais déjà épinglé (http://www.levilainpetitcanard.be/articles/thema/fact-checking-nique-ta-niouze_1924715164) dans un précédent article les liens douteux qui existent entre Poynter et des personnages sulfureux comme George Soros ou Pierre Omidyar. À la lecture du long article (https://www.facebook.com/notes/mark-zuckerberg/building-global-community/10154544292806634) qu'avait publié Mark Zuckerberg sur sa page Facebook, j'avais cru comprendre qu'il s'agirait non pas de censurer, mais plutôt de favoriser la présentation de points de vue à partir d'un éventail de perspectives différentes. (http://www.levilainpetitcanard.be/articles/actu/cross-check-cet-ami-qui-vous-veut-du-bien_2108972285#extrait)

Une belle et bonne idée, mais dans les faits, on n'y est pas du tout. Et en pratique, ce sera la censure, pure et simple.

Dans le communiqué de presse, il est indiqué :

Lorsqu'une publication sera qualifiée de fausse information par deux des organisations de fact-checking, elle sera identifiée comme étant contestée. Cette publication affichera alors un pictogramme et mentionnera que l'information est contestée. Un message invitera l'utilisateur à se rendre sur le site de l'un des vérificateurs tiers pour en savoir plus. Lorsqu'un utilisateur envisagera de partager une publication identifiée comme non fiable, un avertissement « contesté par des tiers » s'affichera. Par ailleurs, la visibilité de ces publications pourra être réduite dans les fils d'actualité des utilisateurs.

Reste à voir ce que l'on entend par visibilité réduite et surtout, sur base de quels critères objectifs cette censure, puisqu'il faut bien l'appeler ainsi, sera appliquée. On peut raisonnablement penser que cette formule est surtout un euphémisme destiné à rassurer les utilisateurs, et qu'en pratique, les articles marqués par les censeurs disparaîtront purement et simplement des fils d'actualité. Il ne faut pas non plus se laisser abuser par la mention d'un avertissement lors du partage de ces articles contestés : dans la mesure où vous ne les verrez plus dans votre fil, cela ne s'appliquera qu'aux gens qui partagent l'article directement sur base de l'URL de celui-ci. En l'état, il est difficile de savoir précisément dans quelle mesure les articles seront relégués, Facebook ayant fait montre de la plus parfaite opacité en la matière, comme à l'accoutumée.

Néanmoins, une chose est sûre, il s'agit bien de censure, et non d'une fonctionnalité visant à mieux informer les utilisateurs. En termes de développement, il était nettement plus simple de s'en tenir à une simple mention, un avertissement signalant à l'utilisateur le caractère contesté de l'article. Et en dernier ressort, pourquoi ne pas permettre aux utilisateurs de choisir eux-mêmes s'ils souhaitaient voir ou non les articles litigieux ? Or nous le voyons, la solution imposée ne laisse aucun choix à l'utilisateur lui permettant de se faire sa propre idée. Il est infantilisé, et désormais, il ne lira que des articles doubleplusbon certifiés par le Miniver. Ah, et pour ceux qui s'imagineraient un peu naïvement qu'il s'agit d'un outil généraliste destiné à lutter contre la prolifération des fausses nouvelles; et que sa mise en service en pleine campagne présidentielle est pure coïncidence, laissez-moi vous détromper. C'est écrit dessus (https://crosscheck.firstdraftnews.com/france-fr/) (Élection française – CrossCheck).

Ce qu'il y a de vraiment bien avec les détenteurs de la Vérité Vraie, c'est qu'ils ont le chic pour se placer invariablement dans les situations les plus inextricables, indéfendables, et systématiquement révélatrices quant à leurs objectifs réels. C'est la fameuse Turbine à claques (https://blog.mondediplo.net/2017-02-22-Charlot-ministre-de-la-verite)de Monsieur Lordon. Je les

avais déjà épinglés sèchement lorsque Le Monde avait publié une fausse nouvelle (http://www.levilainpetitcanard.be/articles/actu/le-monde-publie-a-nouveau-une-faussenouvelle_ 1076631199) concernant Donald Trump, puis dans les trois heures, avait caviardé celui-ci en douce afin de réduire la portée de leurs affirmations mensongères. On pensait alors qu'ils avaient touché le fond, mais non…

Un exemple révélateur... et scandaleux.

Vous ne rêvez pas, en pleine campagne présidentielle française, les fact-checkers ont épinglé une vidéo (https://www.facebook.com /2017Anonymous/videos/1325696307492242/) satirique raillant sur Facebook les soutiens du candidat « anti-système » Macron au titre qu'elle serait « douteuse ». Sur base de quoi ?

« L'énumération des soutiens politiques, globalement vraie, reste douteuse. La longévité politique de certains soutiens est exagérée. Renaud Dutreil, décrit comme « député depuis 25 ans », ne l'a été qu'entre 1993 et 2008, soit 15 ans. Le fait qu'Ismaël Emelien, ancien bras droit de Dominique Strauss-Kahn, ait rejoint En Marche! en 2016 suffit à dire que DSK soutient Macron.

La liste de soutiens économiques s'appuie aussi sur des rumeurs non corroborées. Les soutiens de Xavier Niel, Vincent Bolloré et Bernard Arnault sont flous. […] »

Comme on le voit, les motifs avancés sont consternants. L'énumération est globalement vraie… Mais l'auteur décrit Renaud Dutreil comme étant député depuis 25 ans alors qu'il ne l'était que depuis 15 ans ? On mentionne des rumeurs non corroborées de soutiens ? Non mais allo, quoi ! Cette vidéo n'est pas un article de presse, c'est un pamphlet, une satire politique, qui par principe autorise l'exagération et la caricature.

Que serait une campagne présidentielle sans exagération, que ce soit de la part des candidats eux-mêmes ou de leurs porte-paroles quand ce n'est pas le fait de la presse ? Rumeurs non corroborées de soutien de la presse dominante à Macron ? Mais qui oserait le nier ? Il suffit pour s'en convaincre de voir le nombre de unes et d'articles consacrés ces douze derniers mois à la petite merveille, alors qu'il ne s'est jamais présenté au suffrage de quelque élection que ce soit.

Il s'agit ni plus ni moins que de censure d'opinion. C'est une dérive gravissime qui ne laisse rien présager de bon pour la suite des événements. Comment des « fact-checkers », eux-mêmes payés par les susmentionnés milliardaires pourraient-ils prétendre à l'objectivité, étant à la fois juges et partie ? Depuis quand juge-t-on de la « véracité » d'une opinion politique ? D'une caricature ?

Vont-ils aussi, dans la foulée, marquer les vidéos des guignols de l'info comme douteuses ? Ah non, c'est vrai, suis-je bête, le problème de leur effroyable insolence a été résolu lorsque Bolloré a pris le contrôle de Canal+.

En fait ce ne sont pas tant les opinions politiques qui dérangent nos bons maîtres, mais encore faut-il que nous ayons les bonnes. Désormais Cross-Check y veillera. arretsurinfo.ch 04.03

Enfumages par Fernand Le Pic - Antipresse n° 66 du 5.3.2017

Nato Lex Sed Lex

Tout est parti de cette application Decodex promue par la société d'édition Le Monde, et dont la promesse officielle est de démasquer «les sources trompeuses» et déterminer «en temps réel» si les sites et profils de réseaux sociaux «sont plutôt fiables ou non».

Nous avons en effet décidé de remonter à la source technologique de Decodex fournie par Google. Partant de la direction du Monde (sans jeu de mot), nous avons débouché sur un terrain de jeu militaire tentaculaire. Il associe le Pentagone et l'OTAN à une quantité innombrable de structures publiques (organisations internationales, organisations intergouvernementales, organisations régionales, etc.) et privées (grands groupes internationaux, médias, ONG, etc.)

Il nous a fallu un certain temps pour découvrir un fil rouge exploitable. Nous avons suivi celui de la doctrine otanienne connue sous le nom de «Comprehensive Approach».

Elle témoigne d'une extraordinaire détermination américaine à faire jouer ensemble des pays et des univers professionnels des plus variés, afin d'y piocher les capacités dont elle besoin pour maintenir et renforcer son leadership. Cette «Comprehensive Approach» fut imaginée dès le lendemain de la disparition du Pacte de Varsovie mais n'atteignit sa pleine maturité qu'au tournant de l'année 2010. Schéma CMOC Schéma CMOC

Schéma publié par la National Defense University (Washington DC), déc. 2011 (p. 128) [1]

Grand chemin faisant, après avoir notamment annexé la plupart des anciens États du Pacte de Varsovie de gré ou de force, l'OTAN n'a cessé d'affiner cette doctrine, pour y inclure en particulier la «désinformation». Cette dernière est associée à un concept de «guerre hybride», dont on assigne l'origine à la Russie, qu'on peut ensuite accuser d'en faire ses choux gras, avec notamment le retour très réussi de la Crimée au sein de la Mère patrie.

Depuis lors, on ne compte plus les déclarations officielles, les commentaires d'experts, les colloques, les conférences, les articles, les livres et surtout les effets d'annonce au sujet des «menaces hybrides», qu'il faudrait donc à présent traiter de toute urgence.

Ce concept a pourtant fait son apparition officielle dans le jargon de l'OTAN dès 2009 [2] et, à l'époque, sans aucun rapport avec la Russie. En fait il était devenu un sujet de réflexion encore plus tôt puisqu'il s'inspire très directement d'un célèbre rapport des deux officiers supérieurs chinois, les nommés Qiao Liang et Wang Xiangsui, publié en Chine en 1999 sous le titre de Guerre hors limites (...) [3], et immédiatement traduit en anglais, la même année, sous le titre Unrestricted Warfare.

Cette doctrine de l'OTAN voit donc le jour aux États-Unis et bien avant le coup d'État de Maïdan. Autrement dit, ce n'est pas la réintégration de la Crimée qui a déclenché une «réponse» à une «attaque hybride» imaginée et menée pour la première fois par la Russie. Il semblerait plutôt que les stratèges américains du Perception Management aient fait coïncider une doctrine préalable avec une succession d'actions conçues pour provoquer une telle perception. Un renversement chronologique très classique dans ce domaine, d'autant qu'il permet de justifier en parallèle une augmentation substantielle des budgets de défense européens, eux-mêmes très profitables à l'industrie militaire américaine.

C'est donc l'élaboration otanienne de ce panier de «menaces hybrides» que nous allons explorer dans les prochaines livraisons d'Antipresse, ouvrant ainsi une première enquête à épisodes, façon série américaine. On y trouvera bien sûr quelques infos sur les attaques conventionnelles et non conventionnelles, mais aussi des cas intéressants de collaboration directe et structurée d'ONG avec l'OTAN, ou de relais politiques mis à la charge de l'Union européenne et des pays membres du Partenariat pour la Paix, dont la Suisse. On rencontrera aussi des scenarii de «migrations économiques» de populations, dans des réflexions très antérieures aux expéditions que l'Europe connaît aujourd'hui. Les questions de l'«extrémisme idéologique», de l'«instrumentalisation du droit international», entreront également dans cet inventaire. Mais c'est surtout le nouveau traitement des opérations de désinformation (aussi vieille que le monde), qui accaparera notre attention.

Un rapport du patron militaire de l'OTAN, le Commandant suprême des forces alliées en Europe ou «SACEUR» (Supreme Allied Commander Europe), en date du 25 août 2010, explique en effet en quoi la désinformation s'inscrit dans la guerre hybride pour «discréditer le rôle de l'OTAN, sa légitimité, sa crédibilité, et sa conduite, tout en sapant en parallèle l'activité des gouvernements des états membres». Même si cela ressemble fort à l'hôpital qui se moque de la charité, puisque le patron de l'OTAN feignait ainsi de redécouvrir les principes de subversion qui gouvernent sa propre doctrine [4], c'est son intégration dans le concept de guerre hybride qui méritera toute notre attention, puisqu'aujourd'hui, une opération de désinformation peut être entendue comme un facteur déclenchant du fameux «article 5 », c'est-à-dire le point de départ d'une vraie guerre.

C'est en raison de la masse de sources très hétérogènes à relier entre elles et qu'il nous faudra présenter dans un langage purifié de sa gangue d'acronymes militaires, que les résultats de notre exploration seront traités par morceaux et par étapes dans les prochains numéros de l'Antipresse.

Nous bouclerons la boucle lorsque nous aurons su expliquer en quoi Decodex et bien d'autres «outils» et cercles d'influence, travaillent, en fait et en droit, dans un cadre otanien très précis, non seulement idéologique, mais également organique et fonctionnel. Et que nous aurons su décrire très objectivement en quoi ces applications et développements informatiques aux budgets quasi illimités ne sont que des armes de braconnage sur nos terres de pensée ancestrales, donnant l'illusion aux faux héritiers de la liberté de la presse de pouvoir jouer les gardes-chasses du bon côté de la battue, confondant cette liberté avec un lâcher de gibier.

Alors, si nous ne sommes pas stoppés net d'ici-là par cette traque que l'on eût préférée à courre, nous vous donnons rendez-vous dans un très prochain numéro d'Antipresse hybride (ou sans brides?)!

NOTES:

[1] « Capability Development in Support of Comprehensive Approaches», consultable sur le site de l'ETHZ.

[2] Voir: «Multiple Futures Projects final report» (avril 2009). Et: International Military Staff M-0423-2009 «Development of a Military Concept for Countering Hybrid Threats» (23 juillet 2009).

[3] Il sera traduit en français dès 2003.

[4] Par exemple la «NATO PSYOP Policy: MC 402, AJP-3.7» qui autorise le soldat de l'OTAN mais aussi ses relais privés, à «user de méthodes de communication et autres moyens, en direction d'audiences agréées, en vue d'en influencer les perceptions,

les attitudes et les comportements, dès lors qu'ils affectent l'accomplissement des objectifs militaires et politiques [de l'OTAN]».

Le gouvernement sud-africain envisage de réglementer les réseaux sociaux pour freiner la diffusion de fausses informations et d'images truquées. - Libération.fr

«Les fausses informations dans les médias sociaux représentent un défi auquel l'Afrique du Sud est confronté», a déclaré David Mahlobo, ministre de la Sécurité d'Etat. «Nous envisageons de réglementer dans ce domaine», a-t-il ainsi déclaré en réponse à une question lors d'une conférence de presse sur la sécurité. Si David Mahlobo estime que ce type de mesures va susciter une vague de critiques et de craintes parmi les militants des droits humains, le gouvernement va, selon lui, faire participer la société civile à ce processus. Un projet de loi sur le cybercrime et la cybersécurité, destiné à pénaliser les infractions sur Internet, est en cours de préparation depuis deux ans et doit prochainement être soumis au Parlement. Libération.fr 05.03

L'Onu reconnaît que la Russie n'a pas frappé son convoi humanitaire en Syrie - sputniknews.com

L'Onu a reconnu que les forces armées russes n'avaient rien à voir avec l'attaque contre son convoi humanitaire en 2016 près d'Alep, en Syrie, cette conclusion a été tirée à la suite de l'examen de la zone pilonnée et des munitions utilisées.

La commission internationale d'enquête des Nations unies sur les incidents en Syrie a conclu, dans son rapport, que les forces armées russes n'étaient pas impliquées dans l'attaque contre le convoi humanitaire survenue au mois de septembre en 2016 non loin de la ville d'Alep. Cet incident a souvent été mentionné en tant qu'exemple des prétendus crimes de guerres de la Russie en Syrie.

La commission indépendante a tiré cette conclusion après une analyse des munitions utilisées, de la superficie de la zone attaquée et de la durée de l'attaque.

La commission n'a d'ailleurs attribué aucun crime de guerre commis en Syrie à la Russie. Bien que le rapport cite de nombreux cas de largage de bombes artisanales au chlore depuis des hélicoptères qui entraînaient des victimes parmi la population civile, il résume que « les informations recueillies n'attestent de l'implication des forces russes dans aucun des incidents ».

Un convoi humanitaire de l'Onu et du Croissant-Rouge syrien composé de 31 camions a été la cible de tirs dans la nuit du 19 au 20 septembre dernier au nord-ouest d'Alep. Les camions transportaient de l'aide destinée à 78 000 personnes habitant Orum al-Koubra. Selon l'Onu, 18 des 31 camions ont été touchés. Le Croissant-Rouge a pour sa part précisé qu'un volontaire et plusieurs civils avaient trouvé la mort dans l'attaque.

Les États-Unis et leurs alliés ont, à maintes reprises, accusé la Russie d'être derrière l'attaque contre le convoi. Le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov avait déclaré de son côté qu'aucune preuve tangible prouvant ces allégations n'avait été livrée. sputniknews.com 05.03

Les fameux «pirates russes» étaient donc la CIA? - sputniknews.com

WikiLeaks a publié la première partie d'une importante base de données baptisée Vault 7 et qui révèle les techniques de cyber-surveillance et de piratage de la CIA. Les révélations sur les capacités choquantes de l'agence et sur le soi-disant «piratage russe» ont provoqué l'ire des internautes.

Pour ce qui est de la dimension politique de Vault 7, les utilisateurs de Twitter ont souligné que les révélations concernant les capacités de la CIA en Russie rendent encore plus hypocrites les allégations sans fondement de l'administration Obama au sujet de l'« ingérence russe dans la présidentielle américaine ».

« Obama a accusé la Russie de cyberattaques tandis que sa CIA a transformé l'électronique grand public connecté à Internet en Russie en dispositifs d'écoute. Wow ! », s'étonne un tweeternaute.

D'autres ont souligné un détail très important concernant les capacités et les efforts de la CIA visant à cacher leurs activités douteuses via des empreintes numériques factices, accusant des tiers, notamment la Russie. «

Avec l'UMBRAGE et d'autres outils, la CIA peut non seulement augmenter son nombre total de types d'attaque, mais aussi masquer son activité en laissant des "empreintes digitales" des groupes dont les techniques d'attaque ont été utilisées », peut-on lire dans un extrait du document de WikiLeaks publié par un utilisateur.

« En fait depuis le début les hackers russes n'étaient rien d'autre que la CIA… » sputniknews.com 08.03

WikiLeaks révèle un programme de piratage de la CIA jugé risqué - AFP

La CIA peut transformer votre télévision en appareil d'écoute, contourner les applications de cryptage voire contrôler votre véhicule, selon des documents publiés mardi par WikiLeaks, qui met en garde contre le risque d'une prolifération des "armes" informatiques ainsi exposées.

WikiLeaks a publié près de 9.000 documents présentés comme provenant de la CIA, estimant qu'il s'agissait de la plus importante publication de matériels secrets du renseignement jamais réalisée.

Pour le site créé par l'Australien Julian Assange, ces documents prouvent que la CIA opère comme l'agence de sécurité nationale (NSA), principale entité de surveillance électronique des Etats-Unis, mais avec moins de supervision.

Selon le site, ces documents montrent que l'agence de renseignement a élaboré plus d'un millier de programmes malveillants, virus, cheval de Troie et autres logiciels pouvant infiltrer et prendre le contrôle d'appareils électroniques.

Ces programmes ont pris pour cible des iPhone, des systèmes fonctionnant sous Android (Google) -qui serait toujours utilisé par Donald Trump-, le populaire Microsoft ou encore les télévisions connectées de Samsung, pour les transformer en appareils d'écoute à l'insu de leur utilisateur, affirme WikiLeaks.

La CIA s'est également intéressée à la possibilité de prendre le contrôle de véhicules grâce à leurs instruments électroniques.

En piratant les smartphones, relève le site, la CIA parviendrait ainsi à contourner les protections par cryptage d'applications à succès comme WhatsApp, Signal, Telegram, Weibo ou encore Confide, en capturant les communications avant qu'elles ne soient cryptées.

"De nombreuses vulnérabilités exploitées par le cyber-arsenal de la CIA sont omniprésentes et certaines peuvent déjà avoir été découvertes par des agences de renseignement rivales ou par des cyber-criminels", met en garde WikiLeaks.

Dans un communiqué, Julian Assange estime que ces documents prouvent des "risques extrêmes" induits par la prolifération hors de toute supervision des "armes" de cyberattaque, sans même avertir les fabricants des appareils visés.

Edward Snowden a affirmé sur Twitter que ces documents semblaient "authentiques".

Mais le fait d'exploiter des failles est "imprudent au-delà des mots", estime M. Snowden. "Parce que n'importe quel pirate informatique peut se servir de ces vulnérabilités mises au jour par la CIA pour s'introduire dans n'importe quel iPhone dans le monde".

La directrice générale de l'association Electronic Frontier Foundation, Cindy Cohn, reproche à la CIA de n'avoir pas aidé à combler les lacunes de sécurité des appareils visés.

"Ces fuites montrent que nous sommes moins en sécurité avec la CIA quand elle décide de laisser en l'état les failles, plutôt que de les combler", a-t-elle estimé.

Cette affaire est d'autant plus embarrassante pour la CIA qu'elle fait partie des agences qui avaient conclu en octobre que la Russie avait interféré dans la campagne présidentielle américaine, en piratant justement le parti démocrate puis en diffusant, par l'intermédiaire de WikiLeaks, des emails d'un proche conseiller d'Hillary Clinton.

La célèbre agence est par ailleurs accusée par Donald Trump, comme les autres agences de renseignement, de faire fuiter des informations suggérant que certains de ses proches ont eu des contacts l'an dernier avec le renseignement russe. AFP 08.03

Se référant à des documents confidentiels, le site Web lanceur d'alerte Wikileaks a annoncé que le consulat américain à Francfort-sur-le-Main était une « base secrète de hackers » de la CIA opérant en Europe, au Proche-Orient et en Afrique. Selon les employés du site, les documents montrent que les hackers de la CIA bénéficiaient de passeports diplomatiques et étaient couverts par le département d'État. sputniknews.com 08.03

La CIA accuse WikiLeaks d'aider les ennemis des Etats-Unis - AFP

La CIA a accusé mercredi WikiLeaks d'aider les adversaires des Etats-Unis en révélant les méthodes qu'elle utiliserait pour transformer l'iPhone d'Apple ou des téléviseurs Samsung en outils d'espionnage.

"Le public américain devrait s'inquiéter de toute publication de WikiLeaks qui a pour but d'altérer la capacité de la communauté du renseignement à protéger l'Amérique des terroristes et autres adversaires", a dénoncé une porte-parole de la CIA, Heather Fritz Horniak.

D'après le Washington Post, le FBI se prépare pour sa part à "une grande chasse aux taupes" pour déterminer comment WikiLeaks a obtenu les documents. AFP 08.03

Je vous fais grâce de la suite de cet article où Apple, IBM, Google, Microsoft, etc. tombaient des nus et manifestaient leur soutien aux utilisateurs, alors qu'ils sont tous en cheville avec la CIA, le FBI, la NSA, etc.

France. Election pour un régime en quête de légitimité

- La participation à l'élection présidentielle 2017 sera-t-elle historiquement faible? - Le Huffington Post

Depuis plusieurs semaines, les commentaires et instituts de sondage ne cessent de souligner la faiblesse des taux de participation à la prochaine élection présidentielle. A-t-on raison de pronostiquer une participation très faible en avril prochain? Le Huffington Post

- Macron, Hamon, Dupont-Aignan, Arthaud au-delà des 500 parrainages - AFP

Emmanuel Macron, Benoît Hamon, Nicolas Dupont-Aignan et Nathalie Arthaud ont dépassé le seuil des 500 parrainages requis pour se présenter à l'élection présidentielle, déjà franchi par François Fillon, selon un nouveau décompte publié mardi par le Conseil constitutionnel.

Parmi les autres candidats totalisant à ce stade le plus de parrainages figurent François Asselineau (480), Jacques Cheminade (370), Jean Lassalle (233) et Rama Yade (113).

Au total, 37 noms figurent dans la liste publiée mardi. Une dizaine de candidats, dont la liste officielle sera publiée le 20 ou 21 mars, devraient rester en lice pour l'élection des 23 avril et 7 mai. AFP 07.03

On se demandera qui a bien pu parrainer Nathalie Arthaud (LO), mais on aurait pu se poser la même question il y a des décennies en arrière pour les candidats de la LCR (NPA) ou de l'OCI (POI et POID), sachant qu'ils ne possédaient pas suffisamment d'élus répartis dans toute la France pour obtenir ces parrainages, ils avaient dû passer par des élus extérieurs à leurs organisations.

On peut se questionner sur les intentions de ces élus sachant que de préférence ils étaient proches du PS ou du PCF, mais pas forcément ; intentions qui pour les premiers devaient consister à aller chercher des voix à l'extrême gauche pour ensuite les faire basculer sur le candidat du PS au second tour de la présidentielle, pour les seconds diminuer d'autant le score des candidats du PS et du PCF au premier tour, au point qu'il arrive un jour où ces voix manqueraient au candidat du PS qui serait éliminé au soir du premier tour, ce qui s'est passé le 21 avril 2002.

Chut, c'est une question tabou !

Non, ils n'ont pas abandonné Fillon.

On rappelle que Henri de Castrie est l'actuel président du groupe Bilderberg.

- Présidentielle : Henri de Castries n'a «aucun doute sur la détermination de François Fillon» - LeParisien.fr

Henri de Castries, ancien patron d'Axa, supporte coûte que coûte François Fillon dans la campagne, malgré la tempête que celui-ci traverse.

Lorsque Henri de Castries nous reçoit vendredi, c'est pour dépasser la polémique, parler « du fond » et des programmes d'Emmanuel Macron et de Marine Le Pen que ce proche de François Fillon cible sans ménagement.

Pensez-vous que François Fillon puisse tenir encore longtemps ?

Henri de Castries. Il a la légitimité de sa très large victoire à la primaire. Les électeurs trancheront. Pour que notre pays retrouve de la croissance, pour que les Français retrouvent un espoir, un chemin. Le projet de François Fillon est beaucoup plus convaincant que celui d'Emmanuel Macron ou de Marine Le Pen. Il a un socle extrêmement solide et le débat n'a pas commencé.

Vous qui le connaissez bien, vous ne doutez pas de sa détermination ?

Il avance sur son chemin. Moi je n'ai jamais eu de doutes sur la force de son caractère et la profondeur de sa détermination. C'est l'une des choses qui m'a fait le rejoindre, parce que je le connais depuis 1995 et j'ai vu à cette époque comment il a fait la réforme des télécoms, je l'ai vu ensuite sur les retraites... Il n'est pas extraverti, mais il a une détermination extrêmement forte, il

a une vision, de l'expérience et c'est ce dont nous avons besoin pour redresser le pays.

Que pensez-vous des défections qui autour de lui se multiplient ?

C'est vraiment de l'écume. Ce que l'on doit à nos concitoyens, c'est une explication sur le fond.

Mais tout de même, peut-il encore être audible et demander des sacrifices aux Français ?

François Fillon a reconnu qu'il avait commis des erreurs de jugement mais est-ce que le débat actuel est à la hauteur de ce que sont les enjeux pour le pays et pour les Français ? Nous ne sommes pas dans le monde de la Bibliothèque (...) leparisien.fr 03.03

Et les jours suivants le confirmeront :

- François Fillon : le pari de la mobilisation réussi - Franceinfo 05.03

- François Fillon reste candidat après le soutien "à l'unanimité" du comité politique des Républicains - Franceinfo

Après le retrait définitif d'Alain Juppé, François Fillon a gagné la partie et reste dans la course à la présidentielle, Les Républicains lui ayant "unanimement" renouvelé son soutien lundi soir. - Franceinfo 06.03

- Les girouettes de l'affaire Fillon - LePoint.fr

Fenech, Pécresse, Lagarde, Solère, Jégo... Chez LR comme à l'UDI, ils ont tenté de lâcher François Fillon avant de revenir au bercail. LePoint.fr 08.03

- L'UDI rentre dans le rang après s'être désolidarisé de François Fillon - Le Huffington Post

- Prêt non déclaré : Fillon dénonce une "opération de déstabilisation politique" - Franceinfo

Le candidat de la droite l'a annoncé mercredi sur LCP, après la parution d'un nouvel article du "Canard enchaîné". Franceinfo 08.03

Quand le Ministère de la Vérité fabrique son candidat.

- Entre Hamon et Macron, Hollande refuse de trancher - Le Huffington Post

- Macron, seule arme anti-FN d'un PS traumatisé par 2002 - LePoint.fr

- Présidentielle : la tentation Macron pour les poids lourds du PS - Franceinfo

- Sondage: Macron devant Le Pen pour la première fois au 1er tour - AFP

- Macron a le "souhait" d'une femme Premier ministre - AFP

- Les jeunes aussi nombreux à souhaiter la victoire de Le Pen que de Macron - AFP

- Présidentielle 2017 : nouveaux ralliements pour Emmanuel Macron - Franceinfo

- Delanoë apporte son soutien à Macron - Reuters

L'ancien maire de Paris Bertrand Delanoë a annoncé mercredi son soutien à Emmanuel Macron, candidat du mouvement "En Marche!" à l'élection présidentielle, face au programme "dangereux" du socialiste Benoît Hamon... Reuters

- Jean-Christophe Cambadelis semble avoir changé d'avis sur les parrains PS d'Emmanuel Macron - Franceinfo

Alors qu'Emmanuel Macron devance Benoît Hamon dans les sondages, la direction du PS semble infléchir sa position quant aux élus PS qui parraineraient le leader d'En Marche. Franceinfo

Retour de bâton

- Conflit d'intérêt: démission d'un membre de l'équipe de campagne de Macron - AFP

Emmanuel Macron a confirmé mardi la démission d'un membre de son équipe de campagne, Jean-Jacques Mourad, pour une "apparence de conflit d'intérêt" avec le laboratoire pharmaceutique Servier.

Médecin cardiologue de profession, Jean-Jacques Mourad est le frère de Bernard Mourad, homme d'affaires et proche conseiller de M. Macron. AFP

- Macron: soupçons de favoritisme autour d'un déplacement à Las Vegas en 2016 - AFP

L'Inspection générale des finances (IGF) soupçonne un délit de favoritisme concernant l'organisation d'une soirée à Las Vegas en 2016, où Emmanuel Macron, alors ministre de l'Économie, avait rencontré des entrepreneurs français, affirme Le Canard enchaîné dans son édition de mercredi. AFP

Comment ils légitiment la Constitution et le régime en place.

- Une proposition de loi pour inscrire l'égalité hommes-femmes dans la Constitution - Le Huffington Post

- Nathalie Arthaud «tout doit être public et connu de tous» - Liberation.fr

- Jean-Luc Mélenchon «cette transparence ne doit pas épargner les puissants, les grands patrons, les oligarques» - Liberation.fr

Le roi est nu !

- Mini-sommet à Versailles: l'Europe à plusieurs vitesses prend corps - AFP

Leur monde corrompu ou mafieux

Philippines - Le chef de la diplomatie philippine récusé par le parlement - Reuters

Les parlementaires philippins ont démis de ses fonctions mercredi le ministre des Affaires étrangères, Perfecto Yasay, huit mois après sa nomination par le président Rodrigo Duterte, invoquant à l'appui de leur décision des "questions incontournables" relatives à ses qualifications pour le poste. Reuters

Sénégal - Le maire de Dakar incarcéré pour détournement présumé - AFP

Le maire de Dakar, Khalifa Sall, dissident de la majorité au pouvoir et probable candidat à la présidentielle de 2019 au Sénégal, a été inculpé et écroué pour détournement présumé de fonds publics, une arrestation visant selon ses avocats à l'écarter des élections. AFP

Argentine - L’ex-présidente argentine Cristina Kirshner une nouvelle fois entendue par les juges - euronews.com

L’ancienne présidente argentine une nouvelle fois entendue par la justice pour une affaire de Corruption. Cristina Kirshner est soupçonnées d’avoir encaissé des dessous-de-tables versés par des entreprises de BTP alors qu’elle était sénatrice et son défunt mari président. euronews.com

Ukraine - Le chef du service fiscal placé en détention - euronews.com

La lutte contre la corruption en Ukraine a été marquée par le placement en détention provisoire du chef du service fiscal, Roman Nasirov, en attendant son procès pour détournement de fonds. Les accusations portent sur plus de 70 millions d’euros de recettes fiscales... euronews.com

Acharnement contre tous les peuples.

- Le nouveau décret de Donald Trump sur l'immigration vise toujours autant les musulmans - Le Huffington Post

- Israël interdit d'entrée les partisans de son boycott - AFP

Le parlement israélien a annoncé lundi avoir voté une loi interdisant l'accès à l'Etat hébreu aux partisans de son boycott international. AFP

- Israël: le Parlement veut limiter les appels à la prière des mosquées - AFP

Le Parlement israélien a commencé mercredi à se prononcer sur des projets de loi pour limiter, voire interdire, les appels à la prière des mosquées, une initiative promue par le gouvernement mais décriée par les arabes israéliens qui y voient un "acte raciste". AFP 08.03

- Kim Jong-Un interdit aux Malaisiens de quitter la Corée du Nord après l'assassinat de son demi-frère - Le Huffington Post

Ils osent tout

- Inauguration du Train de la présidentielle, qui va parcourir la France - AFP

Le Train de la présidentielle, qui va parcourir la France jusqu'au 13 avril pour présenter l'histoire de l'élection présidentielle sous la Ve République à travers le prisme "politique et médias", a été lancé dimanche à Paris. AFP

Un énorme fake news, non ?

- "Révolution culturelle": Macron multiplie les références aux maoïstes - AFP

- Macron en appelle à la "dignité de la vie publique" - AFP

Un banquier n'a pas de dignité, pas d'amis, il n'a que des intérêts...

- 4 propositions pour que société civile et politiques puissent co-construire la démocratie - Le Huffington Post

- Osons le dire, les hommes politiques à haute responsabilité ne sont pas assez rémunérés - Le Huffington Post

- Palmyre outragé, libéré… et surtout instrumentalisé - Liberation.fr

- L'incroyable histoire de l'adolescent dont la révolte a déclenché la guerre civile syrienne et ses centaines de milliers de morts - Atlantico.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Israël

- Israël interdit d'entrée les partisans de son boycott - AFP

Le parlement israélien a annoncé lundi avoir voté une loi interdisant l'accès à l'Etat hébreu aux partisans de son boycott international.

Dans un communiqué, la Knesset (parlement) a indiqué avoir "adopté en deuxième et troisième lectures le projet de loi sur l'Entrée en Israël".

"Aucun visa ou aucune autorisation de séjour de quelque type que ce soit ne sera accordé à une personne n'étant ni un citoyen israélien ni un résident permanent si elle, ou l'organisation ou l'institution dans laquelle elle milite, a sciemment lancé un appel public à boycotter l'Etat d'Israël ou s'est engagée à prendre part à un tel boycott", selon ce texte.

Israël a intensifié son combat sur le plan légal contre le mouvement BDS "Boycott, désinvestissements, sanctions", qui milite pour un boycott mondial de l'Etat hébreu jusqu'à ce qu'entre autres ce dernier se retire des territoires qu'il occupe.

Israël taxe ce mouvement d'antisémitisme, une accusation que celui-ci dément.

Le journal israélien Haaretz estime que, de par sa rédaction, cette nouvelle loi ouvre la porte à son éventuelle utilisation à l'encontre des Palestiniens vivant en Israël avec le statut de résident non permanent.

L'année dernière, les autorités israéliennes ont refusé de renouveler les documents de voyage d'un membre fondateur de BDS, Omar Barghouti, dont la famille est palestinienne et qui est né au Qatar. AFP 06.03

ECONOMIE

France

1- Quand les lobbys empêchent de légiférer sur les perturbateurs endocriniens - Franceinfo

On en trouve partout : dans les boites de conserve, les cosmétiques, les emballages, les produits d'entretien, les bouteilles plastiques, les jouets... Ils sont invisibles et dangereux. Ce sont les perturbateurs endocriniens. Ils miment, bloquent et modifient l'action d'une hormone et perturbent ainsi le fonctionnement normal d'un organisme. Ils sont suspectés de favoriser cancers, diabète et maladies de la reproduction.

Le travail de sape des lobbys

Pas joyeux joyeux, la menace est connue depuis 25 ans, pourtant, aucune réglementation n'existe nulle part. Bizarre non? En 1998, l'Europe se saisit de la question des perturbateurs endocriniens. Sous la pression du Parlement européen, la commission lance en 1999 une stratégie d'action. Une stratégie tellement efficace que 15 ans plus tard, en 2015, rien n'est fait. Ou plutôt, le travail de sape des lobbys de la puissante industrie chimique a été efficace. Franceinfo 08.03

2- La France affiche un déficit commercial record en janvier - latribune.fr

Selon les Douanes, le déficit commercial s'est élevé à 7,9 milliards d'euros en janvier 2017. Un niveau jamais atteint.

Avoir un seul champion, c'est très compliqué. Il suffit que celui-ci fasse un peu moins bien que d'habitude ou qu'il cesse d'élever son niveau de jeu pour que toute l'équipe en souffre. En janvier, en raison de livraisons d'Airbus moins élevées que d'habitude, le déficit commercial de la France s'est élevé à 7,9 milliards d'euros selon les Douanes. C'est un record. Un triste record.

"Cette aggravation très forte est due en partie au niveau extrêmement bas des ventes d'Airbus, qui subissent le contrecoup des livraisons exceptionnellement élevées du mois précédent", expliquent les Douanes. "Celle-ci coïncide avec une importation inhabituelle à cette date de certains produits pharmaceutiques. Enfin, la dégradation du solde de produits énergétiques constatée depuis plusieurs mois s'aggrave, en raison notamment de la remontée des prix du pétrole", poursuivent-elles.

La fenêtre de tir se referme

Ce dernier point est intéressant. Concrètement, si la remontée du pétrole devait se poursuivre, il en serait fini des espoirs de la France de rééquilibrer sa balance commerciale, en déficit depuis 2003, ou, au moins, sa balance commerciale de produits manufacturés. C'était pourtant ce que prévoyait le gouvernement au début du quinquennat. Il ne manquerait plus que l'euro reprenne du terrain face au dollar pour que la fenêtre de tir favorable pour les exportateurs et en particulier pour ceux qui exportent hors de la zone euro se referme. latribune.fr 08.03

Haut de page

Le 11 mars 2017

CAUSERIE

(J'ai reproduit plus tard le contenu d'un article à lire en rapport avec la causerie du matin.)

La rubrique *Articles d'actualité* a été actualisée.

Afficher sa loyauté envers les institutions de la Ve République est un exercice périlleux ou les "***quatre vérités***" du POID.

Gluckstein vient d'affirmer dans son éditorial (Tribune des travailleurs du 8 mars 2017), que le rassemblement ou meeting en soutien à la candidature du candidat de LR, François Fillon, place du Trocadéro le 5 mars dernier, s'inscrivait dans la "*tradition*" de "*tentatives de coups d'État, coups de force et coups tordus (...) contre la justice et les institutions de l'État*" dont Gluckstein entend ici se faire le défenseur, c'est son droit et nous ne lui contesterons pas.

En revanche il semblerait que son acharnement à soutenir le PS et son candidat l'ait aveuglé une fois de plus ou révéle la véritable nature opportuniste de sa petite entreprise (POID). Poursuivons la lecture savoureuse de cet éditorial.

Plus loin Gluckstein en vient naturellement à afficher ouvertement son soutien aux institutions de la Ve République qu'il prétend par ailleurs combattre, ce dont nous étions portés à douter fortement pour ne pas dire que nous étions intimement convaincu du contraire depuis belle lurette, cet épisode conforte donc notre appréciation politique. Voici donc la suite :

- "*...Fillon surfe sur une vague dangereuse qui ne peut que laisser des traces. La Ve République est certes un régime bonapartiste, mais elle avait tout de même intégré, au moins formellement, la notion traditionnelle héritée de Montesquieu sur la séparation des pouvoirs. Au rassemblement du Trocadéro, le 5 mars, on a entendu les manifestants dénoncer les « juges rouges », appeler à « nettoyer le pays », s'engouffrant dans la brèche ouverte par l'appel à manifester contre la « justice manipulée ». Cette tentative de déstabilisation de l'appareil d'État va au-delà de l'élection présidentielle et transgresse la limite qui distinguait jusque-là la droite traditionnelle de l'extrême droite.*"

Toute tentative de caractériser le pouvoir en place et ses magouilles pour ce qu'ils sont, Hollande et son gouvernement, donc le PS, se voit estampiller d'extrême droite. On retrouve là la même méthode scélérate employée par les idéologues conservateurs et les médias pour décrédibiliser les journalistes, intellectuels ou militants qui proposent des versions différentes des faits de celles des représentants de l'Etat ou leurs porte-parole.

L'imposture serait imparfaite sans la falsification des faits, qui va le conduire à en appeler au Medef pour justifier son attaque contre Fillon qui va de pair avec son soutien à Hamon, vous ne rêvez pas, il en a appelé au syndicat patronal dont apparemment Gluckstein partagerait les mêmes intentions. Venons-en aux faits.

Gluckstein a écrit que l'attitude de Fillon "*inquiète, y compris dans les cercles dirigeants de la classe capitaliste. Il y a encore quelques semaines, Fillon était le candidat du Medef*", vous avez bien noté " *Il y a encore quelques semaines*", or c'est absolument faux, la ou les preuves (moteur de recherche Google) :

7 avril 2016 - Avec son mouvement "En Marche", Macron séduit déjà le Medef https://www.marianne.net/.../avec-son-mouvement-en-marche-macron-seduit-deja-le-...

17 novembre 2016 - Macron: Elus, patrons, médias... Qui sont les soutiens du candidat ... www.20minutes.fr Emmanuel Macron, tout frais candidat à l'élection présidentielle, a un ... début novembre, a été son premier soutien dans le monde de l'entreprise. ... Leur porte-parole, Pierre Gattaz, saluait la création d'En Marche !

18 janvier 2017 - Gattaz critique Fillon et juge « intéressant » le projet de Macron bfmbusiness.bfmtv.com/.../gattaz-ecorne-fillon-et-juge-interessant-le-projet-de-macron-...

18 janvier 2017 - Pierre Gattaz reproche à François Fillon de mettre "le feu au pays". Ici, lors d'une conférence de presse le 19 septembre 2016 à Paris.

Gattaz reprochait à Fillon de mettre "*le feu au pays*" se transforme sous la plume du faussaire Gluckstein pris ici en flagrant délit en "*Fillon était le candidat du Medef*" !

Gluckstein est allé encore plus loin dans la fabrication de faux arguments. Sachant que Gattaz soutenait Macron, il en a appelé à l'ex-présidente du Medef, Laurence Parisot, qui elle soutenait Juppé contre Fillon. Or il se trouve que Hollande, Macron, Hamon et Juppé tenait le même discours sur la Russie qu'Obama ou étaient des partisans de la "*guerre froide*", des va-t-en-guerre jusqu'au boutiste contre la Syrie, contrairement à Fillon qui s'y refusait ou entendait la briser, tout du moins dans les intentions qu'ils affichaient dans ses discours à l'instar de Trump, hormis cet élément, quel que soit le candidat qui serait élu, il poursuivrait la politique de ses prédécesseurs à l'intérieur comme à l'internationale. Gluckstein le sachant pertinemment, cela signifie qu'il n'a pas hésité un instant à rejoindre le camp de la guerre juste pour justifier son argumentation et au-delà sa ligne politique de soutien au candidat du PS, pro-OTAN, pro-guerre, pro-UE, pro-troïka, pro-ONU, anti-ouvrier, antisocialiste, etc. bref, réactionnaire sur toute la ligne.

Pour conclure, Gluckstein s'est bien passé de signaler que des avocats et des professeurs d'université avaient caractérisé

l'opération menée depuis l'Elysée contre Fillon de « *coup d'Etat institutionnel* » dans un appel publié mi-février par le portail Atlantico puis repris par la plupart des médias, ce que j'ai vérifié, quelques exemples.

18 février 2017 - François Fillon : appel de juristes contre un coup d'Etat institutionnel ... www.atlantico.fr/.../francois-fillon-appel-juristes-contre-coup-etat-institutionnel-geoff...

18 février 2017 - Affaire Fillon : 13 juristes dénoncent un "coup d'État institutionnel" - Le ... www.lepoint.fr › Justice

19 février 2017 - Ces juristes anti-mariage pour tous qui dénoncent un coup d'Etat ... https://www.challenges.fr/.../ces-juristes-anti-mariage-pour-tous-qui-denoncent-un-coup-...

22 février 2017 - Affaire Fillon. Quelques doutes sur « le coup d'Etat institutionnel » – 1 ... libertes.blog.lemonde.fr/.../affaire-fillon-quelques-doutes-sur-le-coup-detat-institution...

Que pour décrédibiliser les auteurs de cet appel l'Agence Française de Propagande (AFP) se soit empressée de signaler qu'ils figuraient parmi les opposant du "*mariage pour tous*" qui n'était pas du tout le sujet abordé, n'étonnera personne, cela témoigne seulement qu'ils étaient à court d'arguments pour contrer la contre-offensive de Fillon contre la machination ourdi au plus haut sommet de l'Etat pour faire élire Macron.

Nous passerons le fait qu'une centaine de parlementaires (Assemblée nationale et Sénat) dont Bartolone, le président PS de l'Assemblée nationale, aient commis un "*crime*" similaire à celui de Fillon sans pour autant être inquiétés par la justice ou jetés en patûre à l'opproble publique par les médias qui font unanimement campagne pour Macron.

Gluckstein qui s'exprime publiquement n'est pas très curieux décidément, pas un instant il ne sera demandé pourquoi cette affaire est sorti à ce moment-là, alors qu'une partie des faits reprochés à Fillon datent des années 80, il n'a pas cherché à comprendre ce qui se passait réellement, il s'est détourné des faits tout bonnement puisqu'ils auraient contredit son argumentation fabriquée de toutes pièces.

On aurait pu penser qu'il allait axer ses coups contre Macron qui vampirise le PS et que les médias présentent déjà comme le prochain président de la République, mais peut-être craignait-il que le pronostic médiatique se révèle une nouvelle fois foireux et que ce soit Fillon qui figure au second tour face à Le Pen, ce qui ne justifierait en rien de falsifier les faits.

Gluckstein est tellement sous influence (et isolé), qu'il reprend à son compte la rhétorique officielle de la menace, du danger qui menacerait pour justifier le vote "*utile*" en faveur du candidat du PS, c'est pitoyable ! En 2012, le "*danger*", c'était aussi bien Le Pen que Sarkozy ou Hollande, et on a été servi pour avoir eu le président et le gouvernement les plus réactionnaires de la Ve République, c'est le parti de Gluckstein qui l'avait affirmé lui-même, bon depuis il ne le dit plus, normal, c'est du passé, il est passé à autre chose et ainsi de suite, en 2017 quel que soit le candidat qui sera élu, y compris hypothétiquement Hamon, assurément vous serez servis de la même manière.

Il y a fort à craindre que dans l'avenir ou dès demain la situation sociale et politique en France dégénère comme aux Etats-Unis, où plus personne n'ose plus depuis plus d'un demi-siècle envisager un quelconque changement politique, même en rêve cette idée ou perspective a totalement disparu de la tête du peuple américain, quel cauchemar !

En guise d'épilogue, un extrait de cet appel de juristes qualifiant l'opération montée contre Fillon de « coup d'Etat institutionnel ».

Atlantico.fr - Les termes de « coup d'Etat institutionnel » définissent parfaitement les manoeuvres employées à l'encontre de François Fillon, pour tenter de l'empêcher, à tout prix, de concourir à l'élection présidentielle.

Le pouvoir a dévoyé le droit pénal et la procédure pénale pour tenter de détruire la réputation de son principal adversaire ; le but de cette vaste opération étant de favoriser l'élection d'un successeur déjà coopté, faux nez d'une candidature sociale-démocrate ou socialelibérale qui était d'avance vouée à l'échec.

Le candidat de la droite et du centre était jugé dangereux car il avait déjà recueilli la confiance de plusieurs millions de ses compatriotes lors de primaires irréprochables. Il fallait donc, pour tenter de le discréditer, lui imputer à délit des faits qui ne tombent manifestement pas sous le coup de la loi. L'allégation d'un « détournement de fonds publics » est contraire aux termes du code pénal et incompatible avec les principes constitutionnels.

Contraire aux termes du Code pénal d'abord : le texte qui définit ce délit, l'article 432-15, ne vise, comme auteurs possibles de celui-ci, qu'une « personne dépositaire de l'autorité publique » ou « chargée d'une mission de service public », qu'un « comptable public » ou un « dépositaire public », qualités que n'a évidemment pas un parlementaire.

Au surplus, il est plus que douteux que les sommes versées à un parlementaire pour organiser son travail de participation au pouvoir législatif et au contrôle du pouvoir exécutif puissent être qualifiés de fonds publics.

Contraire aux principes constitutionnels ensuite : à celui de la séparation des pouvoirs, seul garant du caractère démocratique des institutions et obstacle à la tyrannie. L'indépendance dont dispose le parlementaire, y compris dans la gestion de ses crédits destinés à rémunérer ses collaborateurs, n'est pas un simple caprice. C'est le préalable nécessaire à l'une de ses missions constitutionnelles qu'est le contrôle de l'exécutif. Pour préserver le principe de séparation des pouvoirs, les assemblées disposent, comme elles l'entendent, de leurs crédits de fonctionnement. Incriminer l'emploi discrétionnaire de ces dotations serait s'en prendre à l'exercice de la fonction d'un parlementaire, s'attaquer par là-même au principe constitutionnel de l'indépendance des assemblées parlementaires, corollaire de la séparation des pouvoirs. Pour l'exécutif, prétendre contrôler l'utilisation des dotations d'un parlementaire au moyen d'une procédure pénale enfreint donc ce principe.

Dans le cas de François Fillon, l'atteinte à la Constitution est d'autant plus grave que la procédure pénale est engagée illégalement. En admettant qu'il y ait eu violation du règlement d'une assemblée parlementaire, une enquête n'aurait pu être menée que par le bureau de l'assemblée en cause. C'est bien d'ailleurs la procédure qu'a retenue le Parlement européen pour sanctionner une candidate à l'élection présidentielle française.

A plus forte raison, le pouvoir ne pouvait-il laisser le parquet national financier (PNF) se saisir d'une telle enquête (ou l'y inciter) ? Il saute aux yeux que les faits allégués contre le candidat n'entrent pas dans les chefs de compétence énumérés par l'article 705 du code de procédure pénale (loi du 6 décembre 2013) de ce ministère public : non seulement ces faits ne répondent à la définition d'aucune des infractions mentionnées dans ces chefs de compétence, mais encore nul ne saurait prétendre sérieusement qu'ils présentent « une grande complexité », au sens dudit article.

C'est encore au prix d'une double erreur que le président de la République se retranche derrière l'indépendance de la justice. D'abord, les officiers du ministère public ne sont pas « la justice », la Cour européenne des droits de l'homme leur dénie l'appartenance à l'autorité judiciaire. Ensuite, ils ne sont pas statutairement indépendants du gouvernement, mais subordonnés au ministre de la Justice.

Il y a pire. Le bras armé du pouvoir, en l'espèce, est ce parquet national financier. Il est un organe d'exception au sens technique du terme, un organe à compétence dérogatoire au droit commun, limitativement définie. Faut-il rappeler sa genèse, à savoir le refus du pouvoir de se conformer au fonctionnement régulier du ministère public, faute d'avoir réussi à museler un procureur général de la Cour de Paris trop indocile à ses yeux (il est loin le temps où les tenants de ce pouvoir socialiste remettaient en cause le caractère exceptionnel de certaines juridictions, comme les cours d'assises spéciales en matière de terrorisme, sans parler de la Cour de sûreté de l'Etat) ?

Dès le début de l'enquête visant François Fillon, le parquet national financier s'est comme ingénié à justifier la suspicion légitimement née de cette origine : la précipitation avec laquelle l'enquête a été ouverte, sans même le respect d'un délai suffisant pour lire à tête reposée le Canard enchaîné laisse perplexe ; surtout, la publication dans Le Monde par deux « journalistes » familiers du président de la République, de son secrétaire général etc., des procès-verbaux de l'enquête à peine sont-ils clos, au mépris de secret de l'enquête, démontre irréfutablement une collusion entre les officiers du ministère public ou leurs délégataires et ces « investigateurs ». Le même journal combat d'ailleurs les moyens de défense constitutionnels invoqués par la défense de François Fillon en faisant appel à un civiliste…

Dans leur acharnement, ceux qui ont ourdi cette machination ont pourtant négligé ou sous-estimé un risque : celui d'une action engagée contre l'Etat, en application de l'article L.141-1 du Code de l'organisation judiciaire, en réparation du dommage causé par le fonctionnement défectueux du service public de la justice au cas de faute lourde. En effet, il ne se discute pas que la violation du secret de l'enquête ou de l'instruction en matière pénale constitue un fonctionnement défectueux du service public de la justice et que le rôle actif ou passif du parquet dans cette violation caractérise une faute lourde.

Il reste que la tentative de déstabilisation et de disqualification du candidat de la droite et du centre à l'élection présidentielle est sans précédent par sa violence et par l'implication ouverte de l'Etat.

Affaire Fillon: quand le parti des médias pratique un hold-up démocratique par OJIM - Arrêt sur Info 10.03

APRÈS LE BREXIT, LA VICTOIRE DE DONALD TRUMP, ET L'ÉLECTION-SURPRISE DE FRANÇOIS FILLON AUX PRIMAIRES DE LA DROITE, LES MÉDIAS OCCIDENTAUX PANIQUENT ET RÉVÈLENT D'UNE MANIÈRE TOUJOURS PLUS FLAGRANTE LEUR FONCTION DE PURS PROPAGANDISTES DU SYSTÈME LIBÉRAL-LIBERTAIRE, QUITTE À INTERFÉRER COMME JAMAIS DANS LE PROCESSUS DÉMOCRATIQUE, TENTANT, PAR DES LEVIERS TOUT À FAIT INDIFFÉRENTS AU DÉBAT D'IDÉES, DE PROPULSER MACRON D'UN CÔTÉ ET DE DÉTRUIRE FILLON DE L'AUTRE.

Nous l'avions étudié dans un dossier spécial de l'OJIM : l'élection de François Fillon, à l'automne dernier, aux primaires de la droite, représentait un nouveau camouflet à l'encontre de médias français qui avaient dans leur majorité fait campagne pour Alain Juppé depuis qu'ils avaient pris la mesure de la faillite irrémédiable du PS. Nous ne pouvions imaginer, alors, que ces

médias dominants ne s'avoueraient pas vaincus pour autant, mais qu'ils mettraient tout en œuvre pour faire élire quoi qu'il en soit Alain Juppé, que celui-ci s'appelle Alain Juppé ou… Emmanuel Macron. Ces élections présidentielles de 2017, plus rocambolesques et absurdes que jamais, où aucun débat d'idées ou véritable confrontation de programmes n'ont encore pu avoir lieu à peine deux mois avant le scrutin, dans la décomposition des partis de gouvernement et de l'agora présumée du débat public, fait néanmoins émerger pour la première fois la cohérence sous-jacente de tout un système sous la bannière d'une même idéologie à l'emprise transversale, l'idéologie libérale-libertaire. Si le système démocratique moderne est fondé sur la règle, édictée par Montesquieu, de la séparation des pouvoirs : judiciaire, législatif et exécutif, auquel on peut adjoindre le quatrième pouvoir – médiatique, la dérive progressive de nos démocraties occidentales a finalement vu s'organiser, de manière sans doute plus ou moins volontaire, une collusion inédite pour un nouveau genre, subtil, travesti, sophistiqué, de tyrannie, où tous les pouvoirs, s'ils ne sont fondus ensemble, s'articulent néanmoins ensemble, autour d'un programme à la fois unique et indiscutable.

UN TOTALITARISME SOFT

L'exécutif, depuis au moins une vingtaine d'années, comme l'a éloquemment démontré le philosophe Jean-Claude Michéa, n'est jamais issu que d'une alternance de façade qui n'oscille qu'entre la mise en œuvre des deux pans du même programme. Soit la droite est aux affaires, et elle piétine les intérêts de la nation pour se consacrer exclusivement à des réformes libérales. Soit la gauche est aux affaires, et elle fait oublier son abandon du peuple et des questions sociales en faisant progresser en grandes pompes le libéralisme des mœurs (ce fut la loi Taubira du « Mariage pour tous » lors du dernier quinquennat), qui est le revers inéluctable d'un libéralisme économique qu'elle soutient de la même manière que la droite (loi Macron). À côté de cet exécutif dont la légitimité plébiscitaire est donc devenue tout à fait illusoire, le législatif a été mis sous tutelle des instances de Bruxelles, et donc d'une technocratie non élue qui ne vise qu'à mettre en œuvre de manière homogène et sur tout le continent le même programme libéral-libertaire. L'indépendance du judiciaire, après un scandale comme celui du « Mur des cons », dans les bureaux du syndicat de la Magistrature, ne peut que paraître tout à fait improbable. Sa conformité à l'idéologie libérale-libertaire régnante est telle qu'on peut, dans les couloirs, se lâcher contre ses opposants avec la virulence la plus décomplexée, sans risquer de heurter qui que ce soit de la maison. Cette idéologie est celle, encore, qui est divulguée avec une force de frappe inégalée par les médias dominants, le quatrième pouvoir ayant acquis une puissance tout à fait inédite à notre époque, et alors que son rôle est passé d'une action critique à une action essentiellement prescriptive (« voilà ce qu'il est de bon ton de penser sur tel ou tel sujet »).

UNE GUERRE OUVERTE

Le constat est donc simple : tous les pouvoirs ne sont pas concentrés dans les mains de la même personne, mais ils sont concentrés dans les mains d'un seul système idéologique, dual mais cohérent, structuré, au-dessus des partis de gouvernement devenus de simples exécutants de son programme, au-dessus des patries devenues de simples territoires où exercer un tel programme, au-dessus des peuples, simple matériau humain interchangeable à disposition d'un même programme, entretenus dans un simulacre de souveraineté, méprisés voire purement et simplement haïs. Ces derniers, globalement récalcitrants à tous les paramètres de mise en œuvre du programme libéral-libertaire, notamment à celui qui prévoit leur dissolution par l'immigration massive, sont conditionnés par tous les moyens, directs ou indirects, jusque dans leurs feuilletons du soir, soumis à un chantage moral inique et permanent, abaissés dans leur propre estime afin de briser leurs réflexes, symboliquement exclus de l'humanité au cas où ils se rebellent trop ouvertement. Et depuis qu'a commencé d'enfler en Europe comme en Amérique une vague dite « populiste », c'est-à-dire s'insurgeant au nom des intérêts de cette plèbe immonde, la guerre est ouverte, tous les moyens sont permis, et la peinture de démocratie cosmétique s'effrite pour laisser de mieux en mieux voir l'acier du pilon.

FRANÇOIS FILLON CONTRE AMEL JUCRON

L'élection de François Fillon aux primaires de la droite, dont le résultat semblait pour beaucoup d'observateurs, alors, se confondre déjà avec celui de la présidentielle, a donc pris à revers le Parti des médias. On aurait pu croire néanmoins qu'il en reste là, d'autant que Fillon n'en demeurait pas moins un libéral pur jus, réformiste, européiste, mondialiste, quasi thatchérien. Oui, mais d'un autre côté, sur le plan des mœurs, il montrait en revanche très clairement un réalignement sur les valeurs originelles de la droite promu à la fois par un mouvement comme « Sens commun » issu de la Manif pour tous, que par la tendance « dextrogyre » des opinions occidentales. Idem sur le plan géopolitique, en prônant un rapprochement avec la Russie et l'élaboration d'un monde multipolaire, il se démarquait franchement de la doxa mondialiste. En somme, à la synthèse libérale-libertaire, Fillon tentait d'opposer une alternative libérale-identitaire, dont la pertinence, ou même la possibilité, peut paraître très discutable. Quoi qu'il en soit, cette prise de distance par rapport au programme officieux s'avéra intolérable pour le système, au point qu'il décida de contester ce premier résultat des urnes en détruisant méthodiquement le candidat Fillon, tout en propulsant un nouveau Juppé, moins libéral-libertaire que libertaire-libéral, encore plus fantoche que le précédent, hystérique là où l'autre était rébarbatif, juvénile voire immature, là où l'autre était à demi sénile, illuminé, là où l'autre était soporifique, sans programme parce qu'appliquant précisant Le Programme quand l'autre prétendait encore qu'il s'agissait du sien : Emmanuel Macron.

UNE MÉCANIQUE DE HAUTE PRÉCISION

Cette collusion de pouvoirs redevenus indivis permet au système de déployer, avec un remarquable tempo, dans une saisissante harmonie, et avec l'efficacité d'une broyeuse, sa stratégie multimodale d'élimination du candidat Fillon au profit du

zombie hyperactif. Tous les rouages s'enclenchent mutuellement afin qu'aucune friction ne vienne perturber la machine en raison d'un choix imprévu au niveau de l'exécutif. Autrefois, la dictature, c'était du gros rouge qui tâche et de la coercition manifeste. Aujourd'hui, au XXIe siècle, loin des temps primitifs, la tyrannie s'exerce comme une mécanique de haute précision. Le Canard enchaîné se déchaîne et mène la contre-offensive du système en jouant de sa gouaille anarchisante, puisque plus que jamais, au stade où nous en sommes et comme l'avait prophétisé Guy Debord : tout est inversé, et plus une entité nous est présentée comme « rebelle » et « subversive », plus on peut être certain qu'elle constitue un ramassis de mâtons. Le Canard, donc, depuis fin janvier, c'est-à-dire très précisément depuis l'ouverture de la campagne, se met à feuilletoner des révélations, France 2 enchérit en ressortant un vieil entretien de Madame Fillon avec une journaliste américaine, le Parquet National Financier embraye, les instituts de sondage – dont on sait qu'ils servent essentiellement à réaliser les prophéties de la presse qui sont en réalité ses désirs -, tambourinent crescendo la chute de Fillon et l'ascension de Macron.

ASSASSINAT POLITIQUE

C'est sur un blog hébergé par Médiapart que, le 7 février, Régis Desmarais signe un papier qui démonte point par point la manœuvre et en identifie les bénéficiaires. « M. Fillon a ainsi rémunéré sa femme sur un poste d'attaché parlementaire. Sur ce sujet, rien de neuf dans le monde politique. La plupart des élus, si ce n'est la totalité, emploient des proches sur des postes directement rattachés à l'exercice de leur mandat électif (…). La pratique est courante, non interdite par la loi et connue de la presse depuis des lustres. Mme Fillon a été rémunérée de 1989 à 2013 pour un montant de 830 000 euros… bruts ! Et oui, la presse brandit ce montant proche du million d'euros en omettant de préciser que la somme est en euros bruts. En net, Mme Fillon a perçu 639 000 euros et l'État a récupéré 191 000 euros ! En salaire mensuel net, sur la période considérée, Mme Fillon a donc perçu 2 218,75 euros. C'est une jolie somme, mais le travail d'un attaché parlementaire correspond à un travail d'agent de catégorie A de la fonction publique et le montant du salaire net n'est pas manifestement choquant ni déraisonnable. Qui aurait alors travaillé pendant 24 ans sans rémunération pour François Fillon ? Personne assurément. De fait, Mme Fillon n'est certainement pas restée inerte pendant toute cette période. » Dans tous les cas, cette affaire qui n'en est pas vraiment une aurait pu être éventée depuis longtemps : « François Fillon, à la différence de M. Macron, n'est pas un jeune nouveau dans le paysage politique. Il a détenu différents portefeuilles ministériels et il a été Premier ministre de Nicolas Sarkozy pendant cinq années… Cinq années au cours desquelles son épouse a perçu une rémunération d'attaché parlementaire. Étrange que la presse qui fait son travail ne se soit pas emparée de cette question à l'époque. »

LE FILTRE

« Dans un monde ou plus de 99% des richesses planétaires sont entre les mains de 1% de la population mondiale, il est hors de question que la démocratie, qui par nature est la loi de la majorité donc des moins fortunés, laisse passer des candidats qui ne sont pas autorisés et souhaités par le système. Ce que les électeurs citoyens doivent comprendre dans cette affaire, c'est que nos démocraties contemporaines sont des simulacres. Oui, on choisit les candidats puis celui qui occupe la fonction suprême mais à la condition que ces candidats soient validés et pré-filtrés par le système (…). La désignation inattendue de Fillon par les électeurs de la primaire a coupé l'herbe sous le pied de ceux qui attendaient la désignation d'Alain Juppé, un candidat en tout point conforme aux désirs du système. Il était donc nécessaire de virer Fillon et nous assistons aujourd'hui à son assassinat politique pour que ce dernier n'accède pas à la fonction présidentielle. Cette mise à l'écart de Fillon est d'autant plus nécessaire qu'un autre beau et jeune candidat, sorti de presque nulle part, est en vogue et correspond en tout point au profil du candidat du système : Emmanuel Macron. Méditons sur le beau travail des journalistes qui laissent dans l'ombre cette fameuse histoire des 120 000 euros (80% de l'enveloppe budgétaire de représentation du ministère de l'économie) consommée par Macron avant son départ de Bercy pour financer des prestations sans lien avec le ministère de l'économie mais en très fort lien avec la préparation de sa candidature présidentielle. Sur ce sujet, mutisme de la presse. » À une époque où les journalistes ne sont plus que des propagandistes, il arrive que certains bloggeurs remplissent la mission à leur place.

COMPLOTISME ?

Comme le système tremble sur ses bases, ses manœuvres sont de plus en plus brutales, désespérées et… visibles. Si bien que la dénonciation, au moins au premier degré, des procédés que nous tentons de mettre en lumière, finissent par se multiplier. Quelle est la défense du système médiatique ? Accuser de « complotisme » ceux qui le critiquent. Or, qui dit « complotisme » dit « théories nazies à la mode durant les heures les plus sombres de notre Histoire ce qui prouve que le ventre de la bête est encore fécond » et qu'il serait bon de vous pendre à Nuremberg pour le bien de l'Humanité. Certes. Le levier est tout de même sacrément usé. Que le système libéral-libertaire lutte naturellement, spontanément et par toutes les armes à sa disposition pour sa préservation n'implique pas forcément des conspirateurs conscients et organisés. Les faits sont néanmoins là : depuis vingt ans, les peuples européens sont menés là où ils ne veulent pas aller, que ce soit dans l'Europe sous des espèces technocratiques et libérales ou que ce soit vers la dissolution de leurs identités respectives. Tous les sondages le prouvent. Ces peuples sont officiellement consultés. C'est donc qu'il existe quelque part un hiatus ! Et il faut, par conséquent, être parfaitement déraisonnable pour ne pas en conclure que si ces peuples sont objectivement dépossédés de leur souveraineté au gré d'un perpétuel ramdam pseudo-démocratique, c'est que leur dépossession est le fruit d'un complot, d'autant que l'intérêt du complot en question se mesure à l'explosion parallèle des bénéfices de ceux qui profitent de l'ultra-libéralisme.

RÉPLIQUES DIVERSES

Le complot est d'ailleurs tellement manifeste que les derniers événements ne font que révéler une manœuvre toujours plus caricaturale. Si, le 5 mars, François Fillon organise sa réplique par un appel au peuple, c'est bien parce qu'il connaît la répartition des forces antagonistes. Immédiatement, le Point Godwin est bégayé hystériquement par un système aux abois : « Si cet appel à une manif dimanche contre « le coup d'État des juges » se confirme, le camp Fillon basculerait dans le factieux », juge le chef du service France de Libération. « Un mauvais remake du 6 février 1934 ? », commente le conseiller de Paris Jacques Baudrier. « Irresponsable et anti-républicain. #6février1934 », twitte l'ex-ministre Corinne Lepage. Quand il se révolte contre la tyrannie libérale-libertaire effective, le peuple est systématiquement accusé par celle-ci de fascisme imaginaire. « La liberté, c'est le fascisme », ânonne ainsi Big Brother par tous ses divers canaux qui s'imaginent chacun bien à tort des personnalités indépendantes.

Après le succès du rassemblement, Juppé renonce officiellement, ce qui implique qu'il se tenait donc prêt, jusque là, à reprendre la place que les médias lui avaient confiée dès l'origine. Il n'abandonne pas sans donner des gages au système qui l'a chéri, allant jusqu'à accuser la droite de « radicalisation » : « Comme l'a montrée la manifestation d'hier au Trocadéro, le noyau des militants et sympathisants LR s'est radicalisé. », ose affirmercelui qui montre comment il fut toujours le candidat des médias auxquels il donne des gages en partant, et non de la droite, semblant confondre le Trocadéro et le Bataclan. Quel incident ? Quel bras tendu ? Quel lynchage de Musulman peut bien lui permettre d'évoquer une quelconque radicalisation ? Enfin, comment celui qui, en 1990, défendait au RPR la préférence nationale, la fermeture des frontières et l'arrêt total de l'immigration, peut-il se permettre de reprocher à son parti un simple retour progressif à ses fondamentaux ? Avant que celui-ci ne revienne sur 25 ans de course à la conformité idéologique décrétée par la gauche, il reste une sacrée marge pour qu'on puisse évoquer une quelconque « radicalisation ».

TO BE CONTINUED…

Et comme par hasard, après le succès de ce rassemblement, tiens donc, une nouvelle « révélation » du Canard, le 8 février, sur un prêt non déclaré du candidat des Républicains, vient prouver, si cela était encore nécessaire, comment s'organise l'étrange agenda médiatico-judiciaire… Chaque pseudo-découverte se manifeste bien comme un coup porté à la candidature de Fillon, exploité selon la posture ou la réplique de la cible. Comme par hasard, le second Alain Juppé, après extinction définitive du premier, est annoncé devant Le Pen dans les sondages du 7 mars, devenu désormais l'ultime carte du système. Nous verrons bientôt comment se poursuit la campagne présidentielle la plus invraisemblable de la Ve République, ce qui est certain, en tout cas, c'est qu'elle n'est invraisemblable que parce que la nature parodique de notre prétendue démocratie s'y dévoile pour la première fois avec autant d'éclat.

OJIM – 10 mars 2017

Haut de page

Le 18 mars 2017

CAUSERIE

Passage rédigé avant le 16 mars.

Quand la réalité dépasse de loin la fiction ou l'imagination la plus fertile.

Le contenu des articles que nous mettons aujourd'hui en ligne est littéralement explosif, subversif, à lire absolument et à faire circuler.

Précisons qu'ils sont du domaine public, à ceci près que la totalité des médias-oligarques les censurent afin qu'ils demeurent ignorés par la majorité de la population. Les documents dont il s'agit ont pour origine des officines ou des institutions qui ont pignon sur rue ou tout à fait respectables, tels le Pentagone, la CIA, les grands médias américains notamment.

Mais quel intérêt ont-ils à révéler soudain les dessous de certaines affaires sachant qu'ils n'étaient pas vraiment à leur avantage ou qu'ils les mettaient en cause, après s'être donné tant de mal pour les camoufler ou les nier pendant des décennies ? Parce qu'ils considèrent qu'il y a prescription. Ce sont des histoires anciennes que tout le monde ou presque a oublié ou ignore de nos jours. Et puis c'est sans conséquence politique, puisque la plupart ou la totalité des acteurs de l'époque ne sont plus en poste ou ont disparu, et quand ce n'est pas le cas, il faut y voir comme un avertissement ou une menace adressée à ceux qui leur résistent, dans le genre, voyez de quoi nous sommes capables, rien ne nous arrête, si vous persister vous subirez le même sort. Sans compter que c'est une opération de communication ou de marketing pour redorer leur imagine ou louer leurs talents, surtout qu'ils terminent toujours en affirmant qu'ils auraient mis fin à certaines pratiques illégales depuis des années ou des décennies, ce qui n'est évidemment pas le cas la plupart du temps, mais les naïfs le croiront. Comment prouver le contraire puisqu'ils continuent d'agir dans l'ombre, hormis quand des transfugent osent parler. Dans ce cas-là, leur voix sera étouffée sous

un torrent d'articles de presse à caractère diffamatoire destinés à discréditer leurs auteurs qui seront qualifiés de théoriciens du complot ou de déséquilibrés mentaux et l'affaire n'ira pas plus loin, il faudra attendre encore un demi-siècle pour que la vérité qu'ils avaient enterrée refasse surface et ainsi de suite.

Ce qu'on retiendra, ce sont les rapports qu'ont tissé les différents acteurs qui concentrent le pouvoir, exécutif, législatif, judiciaire, médiatique et financier ou oligarchique, comment ces rapports ont évolué au fil du temps, comment ils se sont structurés pour finalement s'étendre à l'ensemble de la société, y compris le mouvement ouvrier.

On retiendra également comment ils s'emploient à fabriquer non seulement des évènements susceptibles d'influer directement sur l'orientation de la société ou de la modifier dans une direction précise, mais aussi le traitement ou interprétation dont ils feront l'objet et qui deviendra la version officielle que tout le monde sera prié d'adopter ou de croire sur parole ou aveuglément, et qui sera reprise par l'ensemble des médias aux ordres, la boucle de la forfaiture ou du complot étant ainsi bouclée à l'insu de la population qui en y ignorera tout, ils pourront ainsi continuer de sévir indéfiniment en toute illégalité et impunément.

On vient de vous présenter brièvement la cour des grands où s'écrit et se fabrique l'histoire. Maintenant allons faire un tour dans la cour de récréation de la maternelle où s'ébattent nos pitoyables dirigeants. Vous avez pu observer les semaines précédentes comment ils s'étaient jetés comme un seul homme sur l'os à ronger Fillon que l'oligarchie et l'Elysée leur avaient balancé et qui était destiné à orienter la campagne électorale dans une direction déterminée ou a favoriser l'élection de Macron, surtout ne dites pas que ce genre de machination ou coup tordu serait téléguidé ou que les Glucsktein, Gauquelin, Arthaud, Poutou seraient sous influence, non pensez-vous ! Ceci explique très bien cela.

Ce qui nous distingue, c'est qu'eux ils prennent pour argent comptant les histoires que leur racontent les manipulateurs professionnels des consciences du régime, sans forcément y croire d'ailleurs, parce que cela les arrange, ils s'en accommodent et en deviennent les complices, ils se partagent les rôles pour que les travailleurs et les militants ne comprennent pas ce qui se trame dans leur dos, c'est tellement évident qu'on en serait presque gêné pour eux, je parle de ces dirigeants, car de notre côté on fait tout pour aider travailleurs et militants à démêler le vrai du faux pour mieux comprendre la situation et le rôle des uns et des autres, au passage, chacun aura compris pourquoi ces dirigeants ne peuvent pas ou plutôt surtout ils ne tiennent pas à accomplir cette tâche...

L'intérêt de savoir de quoi il retourne permet de cerner précisément la véritable nature et les réelles intentions des différents acteurs politiques en fonction de l'attitude qu'ils adoptent, observant qu'à l'instar de ceux qui nous gouvernent ainsi que les médias ils pratiquent le déni, la censure, on est en droit d'en déduire qu'ils partagent les mêmes objectifs ou tout du moins qu'on n'est pas vraiment en présence d'ennemis. La réalité est cruelle parfois, ne soyez pas injuste, ne m'en voulez pas je n'y suis pour rien, la faute à qui, à ces dirigeants. En adoptant ce comportement, ce n'est pas seulement la réalité qu'ils fuient, mais aussi la vérité. Qu'ils soient Charlie allait de soi !

Autres chose.

J'ai remis en ligne dans la page d'accueil le document du camarade Pierre Savaing sur l'histoire de l'OCI, organisation où j'ai milité pendant un peu plus de trois ans à la fin des années 70 et au début des années 80.

J'ai découvert par hasard un document qui pourrait intéresser les militants qui ne le connaîtraient pas *Bolchevisme contre lambertisme* publié en 2016 par le GMI, un groupe de militants issus du courant révisionniste communiste internationaliste qui dirige le POI et le POID (ex-OCI-PCI-PT), dit aussi lambertiste du nom du fondateur de ce courant "trotskyste" du mouvement ouvrier, Pierre Boussel dit Lambert, qui fut toujours attelé au char de la social-démocratie dégénérée, au stalinisme et aux bureaucraties syndicales corrompus.

Ce qui est intéressant et frappant à la lecture de ce document, c'est de constater que toute sa vie Lambert fut "*une nullité théorique, un orateur médiocre, un auteur illisible. Opportuniste, retors, combinard, manoeuvrier...*". A partir de ce constat accablant ou sans appel dressé par d'ex-dirigeants qui l'ont bien connu pendant parfois de longues décennies, on se demande comment certains d'entre eux pour ne pas dire la plupart ou pratiquement tous en sont arrivés à la conclusion qu'un individu aussi malfaisant les aurait "trahis" seulement à partir de 1981.

Je pense qu'ils n'ont pas réellement compris l'infâmie que fut l'oeuvre de toute une vie, celle de Lambert, sa portée historique qui devait laisser l'avant-garde du mouvement ouvrier totalement désarmée et désorganisée, impuissante, pour affronter la formidable offensive qu'allait lancer la réaction mondiale dans la foulée de l'implosion de l'URSS.

J'ai envie de dire à ces ex-dirigeants de l'OCI-PCI que si Lambert a trahi en 1981, sachant qu'il entretenait des liens organiques depuis les années 40-50 avec les social-impérialistes ainsi qu'avec les staliniens (il fut réintégrer dans la CGT en 1954 par Benoît Frachon un dirigeant stalinien pur jus), c'est comme s'ils affirmaient que la trahison de la social-démocratie datait de cette époque, ce qui évidemment n'aurait aucun sens ou ne correspondrait pas à la réalité. La trahison de Lambert ne datait pas du début des années 80, elle fut le fil conducteur qui relia chaque étape de sa longue carrière d'agent du régime.

La lecture de ce document est instructive, car parvenu à la fin il ne reste plus une seule miette du mythe ou de la légende que les dirigeants actuels de ce courant politique (du POI et du POID) avaient fabriqué autour de sa personnalité ou que Lambert s'était employé à construire lui-même. En revanche demeure l'ensemble des rapports qu'il avait établis et qui servirent de trame à sa stratégie, dont ceux avec les différentes couches du prolétariat ou plus généralement sa conception de la lutte de classe qui ne permit jamais de construire le parti.

Que les ex-dirigeants ou militants de ce courant politique et ceux qui en font toujours partie y soient toujours attachés au lieu de les identifier, de les caractériser et de s'en séparer conduira au même résultat.

La causerie du jour

Pour être totalement franc, j'ai à nouveau hésité à actualiser le portail.

Las Vegas, le casino, quelle farce, quelle mascarade, quelle parodie de démocratie, ils ne se donnent même plus la peine de faire semblant !

Vous ignorez encore ce qui vous attend, vous en êtes qu'au hors d'oeuvre, ici en Inde on a le droit au repas complet et c'est très lourd à digérer, indigeste, ce que vous êtes en train de vivre, c'est le lot quotidien du peuple indien depuis, depuis quand, disons quelques siècles. On a dit que la Grèce leur avait servi de laboratoire récemment, 40 ans plus tôt le Chili et l'Argentine, sans oublier le peuple américain qui leur avait servi de cobaye bien avant. Leur objectif : imposer leur régime oligarchique monstrueux à l'ensemble de la planète

- Inde: victoire du parti de Modi à la régionale en Uttar Pradesh - AFP

Le nationaliste hindou Narendra Modi a consolidé samedi son statut d'homme fort de l'Inde avec la victoire éclatante de son parti à l'élection régionale en Uttar Pradesh, État le plus peuplé du pays et c?ur de l'Inde hindiphone.

Les scrutins de cette terre aux 200 millions d'habitants, qui a donné à la nation huit de ses Premiers ministres depuis l'indépendance, sont considérés comme un baromètre de popularité du pouvoir en place à New Delhi. Le score historique qu'y réalise le Bharatiya Janata Party (BJP) sonne comme un plébiscite pour le style politique flamboyant et personnifié du Premier ministre.

"On dit que la route de Delhi passe par Lucknow. Cette victoire met M. Modi en position extrêmement favorable pour 2019", lorsqu'il briguera un second mandat, estime Gilles Verniers, professeur à l'université indienne d'Ashoka.

Sur les cinq résultats régionaux annoncés samedi, le BJP a nettement emporté l'Uttar Pradesh et l'État montagneux de l'Uttarakhand. Il affirme aussi être en mesure de former des coalitions gouvernementales à Goa et au Manipur.

Largement battu en Uttar Pradesh, la patrie de la dynastie Gandhi, le parti de Congrès se consolera avec sa reconquête du Pendjab (nord).

Pour le BJP, "c'est un mandat historique donné par le peuple de ces États", s'est félicité son chef Amit Shah. Une télévision indienne est allée jusqu'à parler de "tsuNaMo" (NaMo comme Narendra Modi).

Les nationalistes hindous ont raflé à eux seuls 311 des 403 sièges de l'assemblée locale de l'Uttar Pradesh, État pauvre et rural aussi peuplé que le Brésil, selon les chiffres quasi-définitifs de la commission électorale.

Aucun parti n'avait atteint une majorité aussi écrasante dans cette région, au complexe tissu social de castes et de communautés, depuis les grandes heures du parti du Congrès au début des années 1980 sous le règne d'Indira Gandhi.

"Ma gratitude au peuple de l'Inde pour sa foi continuelle, son soutien et son affection envers le BJP. C'est une leçon d'humilité et une grande émotion", a tweeté Narendra Modi.

(Le journaliste de l'Agence Française de Propagande (AFP) exulte. - LVOG)

Dès la fin de matinée, devant le quartier général du BJP à Lucknow, ses partisans se lançaient de la poudre couleur safran, la teinte emblématique du parti, et distribuaient des pâtisseries, le tout au rythme enjoué des tambours.

Gangrené par la prévarication, l'Uttar Pradesh "devrait maintenant connaître un développement rapide. La corruption et le népotisme vont aussi disparaître", s'enthousiasmait Viti Kumar, une femme au foyer venue manifester sa joie.

Le Bharatiya Janata Party avait fait de sa campagne un référendum autour de la personne de Narendra Modi, saturant l'espace public de son image et de sa présence.

La pratique du pouvoir de M. Modi tend à instaurer "un lien direct entre le Premier ministre et la population, où les institutions et les partis n'ont pas voix au chapitre", note Gilles Verniers.

"Tout est ramené à la force et la capacité de travail d'un seul individu. On est là dans le parfait manuel du populisme", ajoute ce spécialiste de l'Uttar Pradesh.

Malgré les gigantesques perturbations monétaires qu'elle a entraînées, la démonétisation choc de l'automne pourrait bien avoir joué en faveur du Premier ministre. Il n'a eu de cesse de la présenter comme une attaque contre les riches et la corruption, se peaufinant par là une image de champion des pauvres.

"Je pense que la démonétisation était une immense folie. Mais en politique, vous pouvez retourner une décision économique calamiteuse en un puissant atout", commente le journaliste politique Parsa Venkateshwar Rao.

"La seule alternative possible au BJP en 2019, c'est une grande alliance de partis d'opposition", estime M. Verniers. Laminé en 2014, le parti du Congrès, qui dominait la politique indienne depuis l'indépendance, est en net déclin. AFP 11.03

Vous voyez, ici aussi il n'existe aucune issue politique et c'est ce qu'ils nomment un parti "populiste" qui est au pouvoir. Modi est sous influence de l'USAID, une officine de la CIA, on est mal barré !

Ils ont baissé la rémunération des comptes bancaires comparables au Livret A si vous voulez, où j'ai placé mon petit capital, résultat mon revenu va passer de 17 à 12.700 roupies par mois au mois d'août prochain (158,75 euros), heureusement qu'on a le salaire de ma compagne en plus, 7.000 roupies. Eh oui, on fait partie des pauvres, lentement mais sûrement on s'appauvrit un peu plus chaque jour ! Mais je comprends que cela puisse laisser indifférents mes lecteurs

Tenez je vais vous avouer un truc qui va vous étonner : En dehors des classes supérieures, les Indiens honnissent le régime, dire qu'ils le haïssent est franchement en dessous de la réalité, ils le vomissent ou leur condition si vous préférez en ouvrant les yeux le matin et en les fermant le soir. Etonnant, n'est-ce pas ? Et il n'est pas nécessaire d'avoir beaucoup d'imagination pour en déduire que l'immense majorité des peuples sont animés par le même état d'esprit. Ne serait-ce pas ce qui devrait guider notre politique ?

De nos jours en occident les intellectuels sont en dessous de tout, la corruption et la lâcheté les a rendu séniles avant l'âge, y compris ceux du mouvement ouvrier. Si parmi ceux du XVIIIe et du XIXe siècle il se trouvait un grand nombre de révolutionnaires, de nos jours ils sont tous réactionnaires à des degrès divers, y compris les plus progressistes d'entre eux. Cela laisse songeur ou nous interpelle. On se demandera pourquoi. Ceux qui ont rejoint le mouvement ouvrier seront les premiers étonnés, que dis-je, consternés qu'on pose cette question parce qu'elle les concerne ou les vise en premier lieu. Force est de constater que leur développement intellectuel a été stoppé par quelque chose, et que, lorsqu'on le met en évidence, cela a le don de les rendre furieux, hystérique ou ils nous méprisent, et s'ils sont incapables de réagir autrement c'est sans doute parce nous avons visé juste en décrivant ce qu'on observe lorsqu'on les place face à un miroir qui reflète leur médiocrité de pensée, mais aussi morale, qui est à l'image de la décadence et de la décomposition du régime. C'est assurément peu flatteur.

Médiocrité morale car lorsqu'ils font dans le déni ou qu'ils refusent systématiquement d'aborder certains aspects de la situation présente ou passée à partir des faits, de l'enchaînement des faits, ils savent parfaitement ce qu'ils font, ils adoptent consciemment une attitude malhonnête ou hypocrite, et les plus nuisibles sont ceux qui vont emprunter le masque de la gauche ou de l'extrême gauche, alors qu'au départ leurs intentions étaient sans doute sincères ou saines, nous leur accordons volontiers, mais cela ne suffit pas à faire un état de conscience supérieur ou ne pallie pas de graves carences intellectuelles.

Les intellectuels inconsistants ou opportunistes qui dirigeaient la social-démocratie au détour du XXe siècle furent démasqués relativement rapidement lorsqu'ils furent confronter à l'épreuve de la Première Guerre mondiale, parce qu'il existait à cette époque un cercle de dirigeants social-démocrates dont l'autorité au sein du mouvement ouvrier était inconstestable du fait qu'ils maîtrisaient le marxisme pour les confronter et empêcher que le mouvement ouvrier tout entier ne sombla dans le social-chauvinisme ou social-impérialisme qui allait devenir dès lors la seconde et unique nature de la social-démocratie. Certains théoriciens du marxisme sombrèrent à leur tour dans le plus vil opportunisme, dont K. Kautsky, ainsi le cercle des dirigeants marxistes se réduira durant les premières années de la guerre.

A l'issue de la guerre et au profit de la révolution russe, certains dirigeants rejoindront le camp des marxistes, pendant que d'autres le quitteront. La social-démocratie allemande fera assassiner en 1919 ses deux principaux dirigeants, Rosa Luxembourg et Kark Liebneck. En dehors du parti bolchevik ou du parti communiste russe, dans aucun autre pays il n'existera de dirigeants maîtrisant suffisamment le marxisme pour construire de véritable partis communismes et guider les mouvements révolutionnaires

qui allaient voir le jour à l'issue de la guerre et qui se solderont tous par des défaites.

En Russie, l'inertie de l'histoire, l'isolement de la révolution russe, quatre ans de guerre suivi par trois années de guerre civile puis la disparition du plus illustre dirigeant marxiste en 1924, Lénine, allait sceller le sort de la révolution et du parti communiste qui servait de guide au mouvement ouvrier révolutionnaire international qui allait à son tour sombrer dans l'opportunisme, le stalinisme. Les intellectuels communistes qui tenteront de résister à la dégénérescence stalinienne seront physiquement liquidés, et par dizaines de milliers les dirigeants ou cadres du parti bolchevik seront supprimés, de sorte qu'il ne restera plus que des intellectuels servils et corrompus ayant fait allégeance à Staline qui prendront le contrôle du mouvement ouvrier révolutionnaire international (L'Internationale communiste ou IIIe Internationale) pour mieux briser toutes les révolutions qui surgiront dans les années 30 à travers le monde.

Une fois le mouvement ouvrier international stalinisé ou épuré de ses éléments révolutionnaires, le socialisme sera pour ainsi dire retourné au stade antérieur d'utopie, de sorte que les staliniens le caricatureront tout en en donnant une image totalement déformée, épouvantable, monstrueuse, et les intellectuels qui y adhèreront légitimeront une version du socialisme qui en réalité en était la négation ou y était totalement étrangère puiqu'elle relevait de la collaboration avec le capitalisme au lieu de l'affronter pour le renverser et instaurer ensuite le socialisme. L'Opposition de gauche ayant été décapitée par l'assassinat ordonné par Staline de son principal dirigeant en 1940, Trotsky, très faible sur le plan numérique et davantage sur le plan théorique, sortira encore plus affaibli à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. Du milieu des années 20 jusqu'au soulèvement hongrois de 1956, le mouvement ouvrier internationale, les intellectuels de gauche, mais aussi les représentants du capitalisme qui y trouvaient leur intérêt, le socialisme allait être identifié au stalinisme, disons que cela allait être la version qui allait figurer dans les manuels scolaires et dans tous les discours officiels, c'est ainsi qu'inconsciemment tous ceux qui allaient adhérer à un parti communiste croyant rejoindre un parti combattant pour le socialisme allaient être victime de cette formidable imposture. L'immense majorité des intellectuels, la quasi-totalité de ceux disposant d'un pouvoir ou pouvant influer sur le cours de la société ou de l'histoire versèrent dans cette forfaiture, au point qu'on ne peut pas en citer un seul qui aurait rejoint l'Opposition de gauche ou la IVe Internationale fondée par Trotsky, hormis André Breton et quelques surréalistes pendant une brève période avant d'être récupérés par le stalinisme.

- "*Les monstrueuses iniquités inhérentes à la structure capitaliste ne sont pas pour nous scandaliser moins aujourd'hui qu'elles ne faisaient hier, aussi n'avons-nous pas cessé de vouloir — autrement dit d'exiger de nous-mêmes — qu'y soit mis un terme. Pour cela, nous ne doutons pas plus qu'alors qu'il faille en passer par des moyens révolutionnaires*." (André Breton, octobre 1957. Source : Message envoyé au meeting organisé par le P.C.I. pour le quarantième anniversaire de la Révolution d'Octobre et publié dans « La Vérité » du 19 novembre 1957 - http://www.marxists.org/francais/general/breton/works/1957/breton.htm)

Alors que le social-chauvinisme ou social-impérialisme n'allait sévir que pendant une très brève période avant que le communisme le supplante, une fois l'Opposition de gauche qui incarnait la continuité du marxisme ou du communisme vaincue le stalinisme devait sévir pendant plus d'un demi-siècle (ou jusqu'à nos jours) à la direction du mouvement ouvrier conjointement avec la social-démocratie dégénérée que les capitalistes allaient réactiver pour servir la même cause, la contre-révolution à l'échelle mondiale.

Les intellectuels qui allaient rejoindre le PS ou le PCF allaient être les témoins vivants et les complices de cette imposture d'une portée historique. Ils ne la dénonceront jamais parce qu'ils y trouvaient leur compte, voilà tout.

Quant à ceux qui rejoindront l'Opposition de gauche, aucun d'entre eux ne sera de la trempe de Lénine ou Trotsky, aucun d'entre ne maîtrisera suffisamment le maxisme pour prétendre en assurer la continuité, je n'invente rien, c'est Trotsky qui l'a affirmé en 1939-40, et pourtant il s'en trouvera pour oser se comporter comme tel avec toutes les conséquences néfastes ou catastrophiques qui devaient en découler infailliblement. La dislocation de l'avant-garde du mouvement ouvrier et la multitude d'organisations ou sectes qui allaient surgir à partir des années 40 l'illustrèrent à leur manière. Comme ce fut le cas en Russie lorsque Lénine disparût, ce furent les dirigeants les plus médiocres et malfaisants qui s'emparèrent de la direction de l'Opposition de gauche, qui éclata rapidement et qui ne s'en remit jamais. Après coup on peut affirmer qu'ils lui portèrent le coup de grâce, car incapables de définir une stratégie politique pour construire un nouveau parti communiste, ils allaient se mettre au service de la social-démocratie dégénérée et/ou du stalinisme, autrement dit opter pour le réformisme bourgeois au détriment du socialisme sous l'étiquette du trotskysme, assassinant une seconde fois Trotsky.

Je ne prétends nullement être l'intellectuel qui se situerait au-dessus du lot ou qui possèderait les qualités qui avaient fait tant défaut aux dirigeants de ce courant politique, loin s'en faut, je me contente de dresser un simple constat sur la base duquel il me semble possible de réfléchir pour éviter de reproduire les erreurs du passé (et du présent) et définir de quelle manière nous devons concevoir le parti, pour qu'il constitue un pôle de regroupement pour l'ensemble des militants sincères ou honnêtes, révolutionnaires et qui entendent demeurer fidèles au socialisme.

Il va de soi qu'aucun parti actuellement existant n'est qualifié pour remplir cette condition puisqu'ils n'ont cessé de démontrer le contraire.

Vous avez pu constater depuis les années 80 que les dirigeants de ces partis ont essayé de construire différents types de partis qui se sont tous soldés par des échecs. Aucun ne s'est départi de son sectarisme originel contrairement parfois aux apparences, j'en veux pour preuve qu'aucun n'accepterait que j'y adhère et qu'y organise une tendance, ils ne supportent déjà pas que je

puisse m'abonner à leurs journaux, alors imaginez un peu quel cauchemar je serais pour eux.! Ceux qui possèdent des courants ou tendances sont alignés sur les plus droitières qu'incarne la politique de leur direction, de sorte que les autres courants ou tendances servent juste à assurer la survie de leur appareil ou à le légitimer, ils s'en accommodent servilement parce que leurs militants y trouvent leur compte, ils sont aussi corrompus. Leurs dirigeants incarnent l'incurie politique, l'imposture que nous dénonçons, nous ne voyons donc pas comment ils pourraient admettre de construire un parti qui respecterait le droit de tendance et qui accepteraient qu'une véritable discussion politique s'engage dans leur parti, ils s'en trouveraient déstabilisés, fragilisés, menacés, il ne faut se faire aucune illusion à ce sujet. Quant aux autres dirigeants ou formations politiques issues de ces partis, ils sont bâtis sur le même modèle sectaire et dogmatique, ils ont été formatés par le lambertisme et ils n'ont jamais réellement rompu avec lui, là aussi ils n'ont cessé de le démontrer.

Tous vous diront qu'ils sont ouverts à la discussion (parlons-en, jugez par vous-même, etc. écrivent-ils dans leurs publications), je les ai pris au mot et je me suis aperçu très rapidement que c'était absolument impossible, sauf si vous êtes d'accord avec eux et que vous acceptez de ne pas évoquer certains sujets, unanimement ils traiteront avec le plus profond mépris vos arguments, ils refuseront de les aborder, et à ce jour je n'ai pas rencontré en 10 ans un seul militant issu du courant lambertiste avec qui il aurait été possible de discuter sérieusement, donc j'abandonne.

En conclusion, ce qui est le plus préoccupant à mon avis, pour notre cause, c'est la malhonnêteté ambiante, car rien ne peut être entrepris ou ne peut se construire sur des rapports viciés à la base, même une maison comportant uniquement un rez-de-chaussée finira par se fissurer de partout si les fondations ne sont pas solides ou saines.

Sur le plan personnel j'ai continué d'entretenir pendant de longues années des relations avec des gens avec lesquels j'étais en désaccord sur un tas de sujets, mais avec lesquels je partageais aussi pas mal d'idées, et cela n'a été rendu possible que parce nous nous parlions franchement, tout du moins c'est ce que je croyais, j'ai même été jusqu'à croire que c'était ce qui avait cimenté nos relations, et le jour où malheureusement ce ne fut plus le cas en me faisant un procès d'intention, je le pris très mal, nos relations cessèrent aussitôt à mon initiative car j'étais en droit de penser que cela ne datait pas d'hier et qu'elle s'était bien foutue de moi. Il y a ainsi des gens qui sont assez sournois et ignobles pour se faire un malin plaisir d'user de votre sincérité qu'ils assimilent à de la crédulité pour vous abuser, entre nous, c'est franchement dégueulasse.

Les partis ouvriers se sont toujours construits par en haut au départ, ce sont des intellectuels ou des membres des classes moyennes qui en ont été à l'initiative. Au XIXe siècle, épouvantés par la condition ouvrière particulièrement injuste ou inhumaine ils prirent la direction du mouvement ouvrier... De nos jours, ils sont engagés pour un tas de cause, l'environnement ou les droits de telle ou telle communauté ou minorité, sauf la condition ouvrière qui ne les manifestement intéressent pas, peut-être parce que cela les forcerait à avoir des rapports avec le mouvement ouvrier et qu'ils n'y tiennent pas, soit, cela peut se comprendre, et bien qu'ils en prennent la direction, de quoi, mais du mouvement ouvrier. Comment le pourraient-ils sans programme et théorie révolutionnaire, et puis faurait-il encore qu'ils en aient la volonté et surtout qu'ils aient le courage d'affronter le régime, or c'est ce qui leur fait le plus défaut, toutes les causes pour lesquelles ils s'engagent sont compatibles avec l'existence du régime, d'ailleurs même les oligarques et le législateur y mettent la main à la pâte, par contre quand il s'agit de défendre une réforme sociale à caractère politique (retraite, Sécu, etc.), ils répondent tous aux abonnés absents parce qu'ils ne veulent pas affronter directement le régime. L'éphémère "Nuit debout" l'a suffisamment illustré si nécessaire.

Il n'y a plus rien de progressiste dans le capitalisme, et il n'y a plus trace d'humanisme chez les intellectuels.

De nos jours les intellectuels sont décidément trop corrompus, ils bénéficient d'un statut privilégié, d'un mode de vie confortable, et leurs prises de position ne leurs servent qu'à se donner bonne conscience, à se faire passer pour des gens de gauche ou progressistes, alors qu'en réalité ils ne valent pas mieux que les dirigeants du mouvement ouvrier avec lesquels ils rivalisent d'hypocrisie. Que faudrait-il pour qu'ils réagissent ? Là je n'en sais rien.

A l'époque de Marx et Engels, des centaines d'intellectuels à travers toute l'Europe s'étaient engagés au côté de la classe ouvrière... A cette époque le capitalisme était encore dans sa phase ascendante, l'espoir d'un monde meilleur et plus juste avec ou sans le capitalisme était une perspective crédible, alors que de nos jours rendu au stade de l'impérialisme en putréfaction, cet espoir doit être placé forcément au-delà du capitalisme pour être cohérent, cela nécessite un effort de volonté ou d'abnégation colossale pour des gens qui ont troqué leur dignité contre un statut de nantis et qui sont limités ou médiocres sur le plan intellectuel. La corruption de l'intellectuel, il n'y a pas à chercher bien loin pour la repérer, il suffit qu'il conçoive et estime légitime l'existence des riches et des pauvres, tout le reste sera à l'avenant. C'est marrant, quand on est pauvre et un peu développé intellectuellement on ne pense pas comme eux, on trouve cela illégitime

J'ai un conseil à donner aux lecteurs, exigez toujours des réponses aux questions que vous posez. Exigez qu'on prenne en compte vos arguments, qu'on les examine sérieusement. Ne vous contentez pas de lieux communs, de généralités, de sophismes, ne craignez pas d'être ridicules face à des gens qui ont un statut supérieur au vôtre, qui sont inconsistants, qui passent leur temps à se contredire ou à tenir des discours incohérents, faites-leur remarquer, mettez-les face à leurs responsabilités, moquez-vous d'eux s'ils persistent dans le déni ou le mensonge, frappez-les où cela fait mal. Répondez à leur mépris ou à leur arrogeance en les traitant d'imbéciles ou d'ignares, cela les déstabilisera, sauf les plus cyniques ou pourris évidemment.

Vous n'avez pas à être complexés face à ces gens-là ou à vous sentir inférieurs en leur présence. Laissez-les débiter leurs

fadaises, et quand ils ont terminé, vous leur dites : c'est tout, c'était pour en arriver là, cela ne valait vraiment pas la peine. Vous voulez les coincer facilement, demandez-leur s'ils ont lu les articles publiés par les médias alternatifs, s'ils vous répondent non, alors vous pouvez leur dire qu'ils parlent sans savoir de quoi ils parlent parce qu'ils ignorent l'essentiel de la situation, vous ne prenez aucun risque, vous êtes certains de les moucher, c'est un truc imparable, d'une efficacité redoutable. Généralement on s'en aperçoit parce qu'ils sortent des trucs énormes, c'est inévitable s'ils n'ont pour seule source d'information que les médias mainstream et la littérature du mouvement ouvrier.

Un autre conseil, vous ne vous sentez pas en mesure de rivaliser avec eux (ou vous n'en avez pas envie), pas de problèmes, tenez-vous en à vos droits, à vos besoins, à vos aspirations, ils sont tous légitimes et se passent de toute justification, observez leur réaction et retenez-vous d'éclater de rire si possible car cela va devenir cocasse. Ils sont universels, c'est suffisant. Si tout au long du processus historique les esclavages n'avaient pas fait prévaloir leurs droits, besoins ou aspirations la civilisation humaine ne se serait jamais développée, elle n'aurait jamais vu le jour.

Si maintenant rejoindre un parti vous révulse, ce qu'on comprendrait parfaitement, essayer au moins de partager vos idées, faites connaître ce que vous savez sans chercher à convaincre que votre interprétation serait la meilleure. Les faits parlent d'eux-mêmes la plupart du temps, il faut juste les prendre dans leur enchaînement, il s'en dégage une logique, et comme elle repose ou se traduit par des rapports, en les inversant on aboutit à une autre logique, une réalité ou un monde se substitue au leur, leur orientation change de direction, vous vous situez au-delà du capitalisme et non dans un univers fantasmagorique. Il faut avoir une activité militante, on ne peut pas se contenter d'idées ou de discours, sauf à les partager encore une fois. Après tout c'est passionnant de rencontrer des gens qu'on ne connaît pas, il y a du rebut forcément, mais aussi de bonnes surprises.

Aider la conscience de classe des travailleurs de progresser par n'importe quel moyen devrait être notre obsession, c'est à la portée de chacun à défaut de pouvoir compter actuellement sur un parti pour accomplir cette tâche politique. Toutes les tentatives d'entrisme dans des partis ouvriers furent futiles ou inutiles et se soldèrent par des échecs. Voilà ce que dira Trotsky en avril 1939 de celle de 1934 dans la SFIO :

- "*En France, la régénération de notre groupe a commencé avec l'entrée dans le parti socialiste. Cette politique ne fut pas clairement comprise par tous; elle nous permit pourtant de gagner de nouveaux militants. Malheureusement, ces recrues étaient habituées à un milieu large et, après la scission, elles se sont un peu découragées. Au fond, elles n'étaient pas suffisamment trempées, elles n'ont pas su s'accrocher et elles ont été reprises par le courant du Front populaire. C'est regrettable, mais explicable.*" (L. Trotsky : Oeuvres - avril 1939 - Discussion dans la IVe Internationale. Source : http://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1939/04/lt19390400b.htm)

Les militants de l'Opposition de gauche (la Ligue communiste) seront exclus de la SFIO un an plus tard, et comme l'avouera 5 ans plus tard Trotsky, cette expérience n'aura servi strictement à rien pour ne pas dire que cette tactique fut désastreuse et que cette décision fut une erreur politique. On peut ajouter que l'issue du Front populaire était connue d'avance et que Trotsky passa outre, car rien ni personne ne pouvait y changer quoi que ce soit malheureusement, il fallait s'en tenir à ce constat puisque c'était la réalité, et partant de là définir une autre tactique pour construire le parti, dans des conditions difficiles certes, car les travailleurs et les militants étaient bourrés d'illusions dans le Front populaire, mais qui seraient rapidement suivies de désillusions, c'était inévitable ou prévisible. Non seulement les militants de l'Opposition de gauche dépensèrent leur énergie pour rien, ils sortiront affaiblis et plus divisés que jamais de cette expérience. Désespérée pour désespérée, il était dérisoire de se lancer dans une telle aventure qui serait forcément sans lendemain compte tenu des rapports qui existaient entre la SFIO et le PC d'un côté et le prolétariat de l'autre. Je ne pense pas que Lénine aurait soutenu une telle orientation, il y aurait vu sans doute une résurgence du fâcheux penchant de Trotsky à vouloir concilier l'inconciliable tout en étant animé de bonnes intentions cela va de soi, le terme concilier n'est pas tout à fait juste ici, celui de combinaison illusoire serait plus approprié parce que Trotsky n'avait aucune illusion dans la SFIO ou dans le Front populaire.

Près d'un demi-siècle plus tard, le dirigeant de l'OCI Pierre Lambert rescidivera en connaissance de cause en envoyant des militants ou cadres dans le PS, l'opération dont l'issue était connue d'avance se soldera par l'intégration de ces militants ou cadres dans le PS et leur rupture avec l'OCI, ce dont feu-Lambert et sa clique de bureaucrates se moqueront éperdument une fois leur objectif politique atteint, porter Mitterrand et le PS au pouvoir, on peut même affirmer qu'ils en tireront une certaine satisfaction puisqu'ils saisiront cette occasion pour liquider leur parti (PCI) au profit d'un clone de la SFIO, et pousser encore plus loin l'opportunisme en lorgnant sur les militants du PS (et du PCF), témoignant ainsi qu'ils n'avaient retenu aucun enseignement des expériences passées et qu'ils étaient animés par d'autres intentions que celles qui animaient Trotsky. Quant aux militants de l'OCI-PCI qui devaient prendre du galon dans les instances des syndicats, en particulier dans FO, ils finiront tous par épouser la ligne réformiste ou de collaboration de classes de leurs dirigeants, tout en conservant leur étiquette trotskyste pour qu'on ne les accuse pas de collusion ou de trahison, en vain, plus personne n'est dupe de leur imposture désormais.

Vous ne voudriez tout de même pas qu'on conseille aux militants de les imiter. Bref, il faut écarter cette tactique désastreuse et les aventures hasardeuses consistant à chercher des raccourcis pour construire le parti ou influer sur l'orientation de tel ou tel parti. Les travailleurs ou militants inorganisés peuvent se regrouper ou se rapprocher de groupes en fonction de leurs convictions pour continuer à avoir une activité militante en attendant des jours meilleurs, nous sommes désolés de n'avoir rien de mieux à leur proposer, qu'ils sachent que ce n'est pas la première fois que cela se produit dans l'histoire de la lutte de classe et qu'il existe une multitude de militants qui sont dans le même cas qu'eux à travers le monde.

Concernant la France, voici aussi ce que disait Trotsky en 1939 (source : id) : "le mal français traditionnel, cette incapacité d'organisation" ou encore s'agissant de la situation : "Il nous faut nous préparer surtout et attendre un élément nouveau, un facteur nouveau dans la configuration générale des forces", l'irruption violente et incontrôlée des masses révolutionnaires à l'assaut du régime ? Si vous avez attentivement suivi les positions adoptées par tous les partis, si ce soulèvement se produisait peu de temps après les prochaines élections, il défierait tous leurs pronostics foireux puisque le prochain président de la République sera Fillon ou Macron, et non Hamon (pour se faire plaisir) ou Le Pen (pour se faire peur).

Il ne suffit pas de le dire ou de le savoir, il faut commencer par l'appliquer à soi-même.

Celui qui croit les gens sur parole, est un imbécile fini dont on ne peut rien espérer. (Vladimir Lénine, « La crise du parti », 19 janvier 1921, OEuvres t. 32, Progrès, p. 37) (Lénine, La crise du parti, 19 janvier 1921).

La réalité est cruelle.

Pour paraphraser Lénine, on pourrait ajouter qu'il n'y a que les imbéciles pour croire qu'elle les épargnera.

On vous a fait croire que vous viviez sous un régime démocratique, alors que vous viviez déjà en oligarchie depuis des lustres. Et vous l'avez cru.

On vous a fait croire que le PS et ses satellites ou alliés électoraux étaient de gauche, alors qu'ils n'ont eu de cesse de démontrer qu'ils étaient de droite depuis plus d'un siècle. Et vous l'avez cru.

On vous a fait croire qu'il existait des syndicats indépendants de l'Etat, alors qu'ils n'ont eu de cesse de démontrer le contraire. Et vous l'avez cru.

On vous a fait croire que les médias et la justice étaient indépendants, alors qu'ils n'ont eu de cesse de démontrer le contraire. Et vous l'avez cru.

On vous a fait croire que le progrès social issu de la lutte de classe du prolétariat était acquis pour l'éternité car inscrit dans les gènes progessistes, humanistes du capitalisme, et que vous marchiez inexorablement sur la voie qui mènait au bien-être et à la paix, alors que la crise du capitalisme devait entraîner la brutale décomposition de l'ensemble de la société et mettre à mal tous vos droits sur fond de chaos et de guerre. Et vous l'avez cru.

On ne vous accablera pas davantage, car on vous a trompés délibérément le plus souvent à votre insu.

Pour que le socialisme se réalise il fallait en prendre conscience et en tirer des enseignements pratiques, sauf que ni l'un ni l'autre ne se produira en l'absence de dirigeants possédant les qualités requises.

Devrait-on en conclure que l'amélioration de la condition ouvrière et le développement d'une importante classe moyenne au cours des décennies qui ont suivi la fin de le Seconde Guerre mondiale seraient à l'origine de l'insouciance dans laquellle ont baigné des générations de travailleurs et de leur impuissance de nos jours ?

C'est un peu comme lorsqu'une crise ou une guerre survient, tout le monde semble surpris, alors qu'en réalité elles étaient inscrites à terme dans le processus qui se déroulait sous nos yeux, et dont le dénouement ne pourrait pas être favorable aux exploités et aux opprimés, sauf à prendre les capitalistes pour des philanthropes prêts à sacrifier leurs intérêts au profit des nôtres.

On s'accommoda de bien des aspects insupportables de la situation, sous prétexte qu'ils ne nous concernaient pas directement, en espérant secrètement demeurer épargné jusqu'à la fin de notre courte existence, en vain.

Il faut reconnaître qu'on y a été encouragé par les démagogues, les dogmatiques et autres charlatans ou imposteurs qui sévissaient au sein du mouvement ouvrier, allant jusqu'à briser la détermination de centaines de milliers de travailleurs parmi les plus avancés qui l'avait rejoint, imprimant profondément le mode de pensée de l'ensemble des militants et cadres, de sorte qu'ils se comportent inconsciemment comme leurs dirigeants ou leurs anciens dirigeants en se réfugiant dans le déni et le mépris dès qu'on aborde des sujets aussi embarrassants que celui-là, parce qu'ils sont bourrés de tics, d'idées préconçues, de tabous n'ayant rien à envier aux vieilles bigotes superstitieuses, etc. ce qui a le don de servir de repoussoir aux travailleurs et jeunes qui envisageraient de s'organiser.

La société et le mouvement ouvrier sont en piteux état, à l'image de leurs dirigeants.

Tous les courants du mouvement ouvrier ont fait faillite, il n'y a donc plus rien à en tirer, c'est le premier constat qu'il faut admettre,

il faut donc le reconstruire sur une base de classe indépendante, celle du marxisme, du socialisme.

Il n'existe qu'un moyen d'en finir avec la confusion actuelle, caractériser l'Etat ou le régime, caractériserle PS et les directions des syndicats, caractériser l'idéologie de la classe dominante, et vous verrez qu'on y voit soudain beaucoup plus clair...

Vous aurez peut-être l'impression de vous sentir bien seul, mais rassurez-vous, dites-vous bien que tous les peuples exploités et opprimés sont avec vous. Mais si maintenant vous espériez vous retrouver en compagnie de ceux qui représentent le règime, vous allez être déçus et il va vous falloir redoubler de courage, de volonté et de patience pour conserver votre dignité en attendant des jours meilleurs...

Ah "les jours heureux" (Programme du Conseil national de la Résistance ou du Front populaire), les "Trente glorieuses" (1945-1975) !

- Famine: le monde vit sa "pire crise humanitaire" depuis 1945, affirme l'ONU - L'Express.fr

L'organisation internationale alerte sur le risque de malnutrition et de famine qui touche 20 millions d'habitants de trois pays d'Afrique, et au Yémen. L'Express.fr 12.03

Vous les entendez geindre de douleur, non, alors dormez tranquilles braves gens ! Vous entendez le bruit des canons, non, alors dormez tranquilles braves gens !

Quand les faits objectifs sont ignorés, l'ère du totalitarisme est arrivée.

- "Un nouveau gadget conceptuel vient de naître: la post-vérité.

Le dictionnaire d'Oxford l'a décrété «mot de l'année 2016». Il le définit ainsi: Néologisme qui fait référence à des circonstances dans lesquelles les faits objectifs ont moins d'influence pour modeler l'opinion publique que les appels à l'émotion et aux opinions personnelles. L'encyclopédie en ligne Wikipédia nous apprend que l'ère de la post-vérité (ou ère post-factuelle) représente «une culture au sein de laquelle les leaders orientent les débats vers l'émotion en usant abondamment d'éléments de langage et en ignorant ou en faisant mine d'ignorer les faits et la nécessité d'y soumettre leur argumentation, cela à des fins électorales»."

(La post-vérité : une supercherie - par Jacques Perrin arretsurinfo.ch - Source : http://www.zeit-fragen.ch/fr/editions/2017/no-6-6-mars-2017/la-post-verite-une-supercherie.html)

Au diable la vérité quand elle leur déplaît ou quand elle n'est pas à leur avantage ! Raison de plus pour y rester fidèle et la partager avec le plus grand nombre s'ils la craignent à ce point-là.

Faire peur à quelqu'un pour en obtenir quelque chose, c'est le coup classique

C'est l'ère du totalitarisme de la pensée, l'apogée et le crépuscule du subjectivisme, de l'individualisme basée sur des facteurs subjectifs au détriment de la réalité objective.

La réalité objective, c'est notre condition d'esclave moderne, les difficultés quotidiennes qui nous pourrissent la vie, les maux que leur société nous impose, toutes les souffrances et humiliations inutiles et injustes qu'ils nous font subir, nos multiples privations ou frustrations, l'absence de liberté dans tous les domaines, le climat délétère, l'atmosphère nauséabonde qu'ils font régner et à laquelle personne ne peut échapper, etc. qui nous conduisent à en rechercher la cause et à en conclure qu'il faut faire table rase de la société telle qu'elle existe, renverser l'ordre établi et ses institutions pour reconstruire la société sur de nouvelles bases sociales épurées du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qui est à l'origine de la haine, du chaos et de la guerre.

Voilà pourquoi ils veulent nous détourner de la réalité objective, ils ne tiennent pas à ce qu'on établisse le lien de cause à effet qui existe entre notre condition et le monde extérieur, la société, les rapports sociaux en vigueur.

Ils privilégient les émotions parce qu'elles sont dénuées de raison, de logique ; vous apercevez un serpent et vous prenez peur, alors qu'il est inoffensif à la distance qu'il est par rapport à vous, vous claquez dans vos mains et il prend la fuite, le danger était dans votre tête uniquement parce que vous n'aviez pas toute votre tête, c'est cela, ils veulent vous faire perdre la tête... pour mieux la formater ou vous la couper !

Qui a dit ?

- "les démocraties sont tout à fait fondées à interdire des mouvements anti-démocratiques, nazis ou communistes par exemple"

Réponse : Chantal Delsol, membre de l'Institut, fondatrice de l'Institut Hannah Arendt, philosophe et historienne des idées. (Source : http://www.lefigaro.fr/vox/societe/2017/03/10/31003-20170310ARTFIG00144-chantal-delsol-le-populisme-est-attache-a-des-enracinements-que-detestent-les-elites.php)

Elle représente bien les "experts" véreux auxquels recourent les médias-oligarques...

Point de vue

L'ère des coquilles vides par Slobodan Despot - Lettre d'information ANTIPRESSE n° 67 du 12.3.2017

Le plus étrange printemps français

Nous évoluons désormais dans des systèmes sédévacantistes: des systèmes fondés sur la souveraineté populaire, mais où le siège du souverain est vide.

Après la perte du Tao vient la bonté.

Après la perte de la bonté vient la vertu.

Après la perte de la vertu vient la justice.

Après la perte de la justice vient le rite.

Le rite est l'écorce de la droiture et de la sincérité et le commencement du désordre.

(Livre du Tao, ch. XXXVIII)

La France ne respire plus en cette veille de présidentielle. La sidération est universelle: comment en est-on arrivé là? D'où sort ce Rastignac de synthèse dont on parle partout? Où sont passés les partis qui régnaient hier encore?

La comète Macron® a troué le firmament politique français et entraîné dans son sillage les décombres de tout ce qu'on pouvait appeler le «centre». Ne restent à leur place que le FN et son miroir, Mélenchon. Et tous contemplent l'improbable fuite en avant de Fillon, qui impose l'admiration par son entêtement même.

Les formes sont respectées, et d'autant plus qu'elles sont totalement creuses. La traque au Fillon est certes légale, mais son calendrier compromet sa légitimité. On a oublié les leçons du XXe siècle, où rien ne fut plus légaliste que les régimes totalitaires.

C'est l'une de ces évidences qu'on n'ose même plus rappeler publiquement, tant elles sont… évidentes. Du point de vue de l'intérêt public, il est ainsi infiniment moins grave de surpayer sa femme et ses enfants que de déposséder la nation du fleuron de son économie comme l'a fait Macron® entre autres en vendant Alsthom à General Electric. A moins de quarante ans, le joli Emmanuel s'est déjà illustré comme l'un des plus redoutables prédateurs du patrimoine industriel français, mais nul ne le lui reprochera. Qu'a-t-on à lui reprocher si tout est légal? Ne vivons-nous pas sous un état de droit? L'intérêt public n'est codifié ni par un article de loi, ni par un impératif moral. On lui reprochera peut-être, mollement, ses cachotteries fiscales ou sa promotion payée sur la caisse de l'État. Mais ces licences restent peu de chose auprès des conséquences de son action ministérielle.

Ce qui a vraiment changé

Le phénomène Macron® est incompréhensible dans le cadre de la culture politique dans laquelle nous avons été élevés. Il relève pourtant d'une réalité qui ne date pas d'hier: la réalité de ces pouvoirs de l'ombre que dénonçait dès 1958 le Président de Simenon dans son prophétique discours à l'Assemblée. Une Assemblée «où les partis ne sont plus que des syndicats d'intérêts».

Rien de nouveau sous le soleil, alors? Si, justement: le fait que tout se joue en plein soleil et non plus en coulisses. Plus besoin de longues ascensions, d'«entrisme», de double jeu ni de double langage. Plus besoin même de l'ébauche d'un programme. Bien au contraire. Les spin-doctors vous le diront: dans une campagne de pure «comm» politique, mettre en avant un contenu est «clivant» et donc dangereux. M. Hollande avait promis des choses qu'il n'a pas tenues ni ne pouvait tenir: il n'a fait que décevoir. Un candidat qui ne promet rien ne déçoit personne. Son argument n'est pas de l'ordre de la promesse, mais du charme. Il suffit d'être «dans le vent»: s'assurer de toujours tenir le couteau par le manche. Et puis, bien entendu, bénéficier de la bienveillance fidèle d'un nombre prépondérant de médias, ce dont le candidat s'est assuré tant par ses relations personnelles que par ses services rendus à leurs patrons.

Là encore, ce ne sont que truismes. Macron® exploite à l'extrême la stratégie du look et les complaisances du système. Ce n'est même pas de sa faute. Il incarne la fin de vie d'une Ve république aussi adaptée à ce temps que le télégraphe ou la machine à écrire. Il a émergé à la faveur d'une innovation venue on ne sait d'où. Ou plutôt non: venue on sait d'où: d'Amérique. Les soudaines primaires qui, à droite comme à gauche, ont propulsé des candidats extrêmes, ouvrant un boulevard pour l'extrême… centre! Mais cela encore — les primaires — fait partie de la révolution dont nous sommes témoins.

Ce qui est nouveau en 2017, c'est la carte blanche laissée à cette hypnose collective déguisée en changement politique. Les règles du jeu sont rebattues du jour au lendemain. Des figures apparaissent et disparaissent comme par enchantement. Les mensonges sont sans conséquences. Le ludion peut bien se prétendre «anti-système» bien qu'il en soit un pur produit, soutenir que le libéralisme est «une valeur de gauche», et même déclarer ringard le processus électoral en soi: nul ne lui en tient rigueur sinon ses adversaires politiques — dont la position est par définition suspecte de parti pris. L'arbitrage de la décence n'existe plus. Au milieu du balancier, là où les intérêts s'annulent et où il ne reste que le jugement mûr et impartial, il n'y a plus personne.

Ce n'est pas que le poste en question ait jadis été occupé par des personnes en particulier. C'est tout simplement que la décence commune, l'objectivité et la logique ne guident plus le débat public. Pas plus que la raison d'État, la raison politique tout court. Le jeu des institutions est devenu mobile, tournoyant, comme une scène de théâtre. Comme s'il se jouait dans des couloirs déserts. Comme si le navire de l'Etat était devenu une coquille vide. Exit les institutions et les partis. Voici venu le temps des des manieurs d'opinion.

Le règne de la carpe et du lapin

Le petit Macron® est un péril avéré pour l'intérêt national, mais il est «propre sur lui» (en comparaison d'autres, en tout cas). Il est l'antipode exact du prince de Talleyrand, qui était une crapule cynique, «de la merde dans un bas de soie» (selon Bonaparte), mais dont l'expérience et le sens de l'État ont sauvé la France lors du Congrès de Vienne en 1815. Il s'enrichit certes au passage, mais la mémoire de la nation a su faire la part des choses.

De Talleyrand à Macron®, un paramètre de la vie publique a fondamentalement changé. La raison et le bon sens ont fait place à une alliance mortelle, l'alliance entre les clercs et les magistrats, entre la morale et le droit.

La morale et le droit sont le marteau et l'enclume entre lesquels tout ce qui nous a définis au cours des siècles se fait tailler en pièces au jour le jour. Raison d'État, coutumes et mœurs innées, modes de gouvernement public et privé, expressions d'identité: tout y passe. Une caste s'est cristallisée, possédant à la fois une idéologie rigide et les moyens de la traduire rapidement en articles de loi. Et le bon peuple observe médusé, la bouche ouverte et les bras ballants, comment des bizarreries dont il se gaussait la veille encore deviennent les nouvelles normes au petit matin. «Mariage pour tous! Non mais quoi encore? Pourquoi pas les noces de la carpe et du lapin!» Et hop! Essayez aujourd'hui de vous moquer de cet acquis définitif de l'humanisme…

L'avantage de la stratégie du choc juridique, c'est qu'elle est une crémaillère. Une fois qu'une loi a fait «clic», grâce au lobbying des minorités, des «représentants de la société civile» (nouvel avatar des pouvoirs illégitimes) ou des corporations, propulsée au besoin par la vague émotionnelle des tsunamis médiatiques, elle est verrouillée pour de bon. Revenir en arrière? Impossible. Il y faudrait des majorités parlementaires, impossibles à réunir dès lors qu'il s'agit de contrer les intérêts de la suprasociété. Les «élus», une fois élus, ne rêvent que d'être recrutés. Le suffrage de la masse ne leur sert que de strapontin pour accéder au monde de quelques-uns. A-t-on vu des chiens pisser dans leur gamelle?

Même les Suisses, avec leur système unique au monde de démocratie directe, peinent à détricoter la camisole que leur impose un establishment apatride. De plus en plus souvent l'on voit les décisions les plus souveraines, celles obtenues par référendum, rester lettre morte. Incompatibilité avec la législation européenne, les fatwas de la CEDH ou on ne sait quel décret de quelle institution sans mandat populaire: les juristes trient et censurent, déplaçant la souveraineté du peuple vers la primauté du droit.

Le peuple? Quel peuple?

C'est bien le problème: nous évoluons désormais dans des systèmes sédévacantistes: des systèmes fondés sur la souveraineté populaire, mais où le siège du souverain est vide.

En France, la souveraineté du peuple n'est qu'une pétition révocable par le pouvoir législatif (comme l'a montré l'annulation du référendum sur la Constitution européenne), et le pouvoir législatif n'est qu'un consultant de l'exécutif (art. 49.3). On le sait, la patrie de la Révolution n'a jamais cessé d'être une monarchie. Mais il y a un fait nouveau. Les monarchies éprouvent de temps à autre le besoin de recourir au peuple, ce recours que la France ne connaît ni ne comprend plus. Le Front national est devenu, pour ainsi dire, l'interprète exclusif de l'entité «peuple», son ventriloque.

Mais de quel peuple parle-t-on?

Dans son livre Fin de partie — Requiem pour l'élection présidentielle, Vincent Coussedière semble considérer cette question comme

le seul et unique enjeu de cet étrange printemps. Le défi lancé au pays, écrit-il, ne se résume pas à choisir l'homme (ou la femme) le plus capable de gouverner. «Le défi est un défi archi-politique, qui consiste à réinstituer un peuple capable de légitimer un homme.»

Nul ne semble s'apercevoir de l'inanité des systèmes de gouvernement modernes où le principal intéressé, ce souverain qui les légitime, est écarté des débats, atomisé, réduit en une bouillie muette et indifférenciée, l'équivalent du raya infidèle sous un pouvoir islamique. Le gouvernement pour le peuple et par le peuple est peut-être une illusion, mais un gouvernement contre le peuple et pourtant en son nom est une absurdité de phase terminale qui conduit sûrement à la catastrophe. C'est en son nom que les oligarchies aujourd'hui hissent pignon sur rue avec des hologrammes de type Macron® — afin d'achever de le réduire à une masse servile.

Slobodan Despot Lettre d'information ANTIPRESSE n° 67 du 12.3.2017

Entretien avec Jean-Claude Michéa, philosophe.

Beaucoup se sont enthousiasmés à la victoire de Donald Trump et du Brexit : qu'en avez-vous pensé ?

Si quelque chose peut nous réjouir dans ces deux événements, du reste très différents, c'est uniquement le fait que, dans les deux cas, les grands médias du système et leurs instituts de sondage – malgré les moyens de manipulation dignes de Big Brother dont ils disposent par définition – ont piteusement échoué dans leur tentative d'imposer aux électeurs, et notamment à ceux des classes populaires, la ligne politique qui correspondait le mieux aux intérêts des secteurs les plus modernistes de l'élite au pouvoir (ceux que représentait Hillary Clinton aux États-Unis et que continue à représenter Angela Merkel en Europe). De là, cette incroyable croisade médiatique qui vise aujourd'hui – du matin jusqu'au soir et sept jours sur sept – à nous présenter le Brexit et l'élection de Donald Trump comme une menace terrifiante pour le « monde libre » et le point de départ d'une nouvelle apocalypse « populiste ». Il y a même quelque chose de tout à fait surréaliste à voir ce même monde médiatique qui célèbre d'ordinaire sans le moindre état d'âme toutes les vertus de l'ordre capitaliste mondial (et que Marx appelait déjà la « presse aux ordres de la Bourse »), reprocher en même temps au nouveau président américain d'en incarner la figure la plus impitoyable ! Il reste que personne ne peut sérieusement croire que Donald Trump et Theresa May seraient subitement devenus des ennemis résolus de l'oligarchie financière et de la logique du profit ! C'est pourquoi il me semble beaucoup plus raisonnable de voir dans cette hallucinante croisade anti-Trump et anti-Brexit qu'orchestre en continu la fraction dominante des grands médias libéraux (celle dont le citoyennisme marchand de France-info représente en France la forme la plus caricaturale) l'un des signes les plus spectaculaires du fait que les classes dirigeantes de la planète sont aujourd'hui en plein désarroi et qu'elles éprouvent la plus grande difficulté – notre actuelle campagne présidentielle en offre chaque jour l'illustration – à s'accorder de manière cohérente sur la meilleure façon de sauver un système capitaliste mondial qui prend l'eau de toute part. C'est dire l'ampleur de la crise qui nous attend !

(Source : https://comiteorwell.net/2017/03/01/jean-claude-michea-emmanuel-macron-le-brexit-et-donald-trump)

Dossier sur la Syrie.

Vous aurez remarqué au passage que nous aussi nous avons de la suite dans les idées, on ne lâche pas le morceau, on ne laisse pas tomber le peuple syrien, on ne traite pas ce sujet entre la poire et le fromage (entre nous je me passe de l'un et l'autre, passons), on ne s'en débarrasse pas après l'avoir évoqué en coup de vent, pourquoi le devrions-nous, nous avons bonne conscience, c'est tout ce que je vous souhaite.

Une vidéo ou une preuve matérielle.

ALEP : Pierre Le Corf visite le QG des CASQUES BLANCS/a visit to WHITE HELMETS HQ [eng. subs]
https://www.youtube.com/watch?v=ZWxQHPwoNMk

Oscar pour les «Casques blancs»: Assad félicite Al-Qaïda pour sa première récompense - sputniknews.com

Le président syrien Bachar el-Assad a déclaré que l'Oscar du meilleur court métrage documentaire avait été décerné au groupe terroriste Front Fatah al-Cham, appelé auparavant Front al-Nosra.

« Tout d'abord, nous devons féliciter le Front al-Nosra pour son premier Oscar. C'est un événement sans précédent de la part de l'Occident de décerner un prix à Al-Qaïda », a dit le président syrien, interviewé par la chaîne chinoise de télévision Phoenix TV sur l'Oscar du meilleur court métrage documentaire remporté par le film « Les Casques blancs » d'Orlando Van Einsiedel.

Le chef de l'État syrien a également ajouté qu'il y avait de nombreuses preuves des liens directs de l'organisation « Les Casques blancs » avec les groupes terroristes.

« Vous pouvez trouver sur Internet plusieurs vidéos- et bien sûr des images diffusées par les Casques blancs eux-mêmes — les accusant de terrorisme, où vous pouvez observer des gens portant des casques blancs en train de se congratuler devant

des corps de soldats syriens », a-t-il ajouté.

En outre, M. Assad est persuadé que « les Oscars, le prix Nobel… sont autant de récompenses politisées ». sputniknews.com 14.03

Assad rencontre des députés européens et accuse l'UE de propagation du terrorisme - arretsurinfo.ch

Lors d'une rencontre entre le président syrien et une délégation du Parlement européen, Bachar el-Assad a fustigé l'UE qui, selon lui, a soutenu l'extrémisme en Syrie, causant un afflux migratoire vers l'Europe et la propagation du terrorisme.

«Les mesures adoptées par plusieurs pays européens vis-à-vis de la Syrie – et des pays du Moyen-Orient en général – qui consistent à soutenir l'extrémisme et imposer des sanctions économiques contre Damas ont mené à la situation actuelle : la propagation du terrorisme et l'afflux massif de réfugiés dans ces pays [européens]», a déclaré le président de la Syrie Bachar el-Assad le 12 mars à Damas, dans des propos rapportés par l'agence de presse syrienne Sana. Cette intervention du chef d'Etat syrien a eu lieu à l'issue d'une rencontre avec une délégation de parlementaires européens présidée par Javier Couso, vice-président du Comité des Affaires étrangères du Parlement européen.

Le président syrien s'est félicité de cette visite. «Les députés du Parlement européen entendent prendre connaissance de la situation et en présenter une image fidèle à leurs peuples», a-t-il précisé. Il a ajouté que la perception faussée de la crise syrienne en Occident était dûe à la «perte de confiance envers les médias» couvrant le conflit, qui, selon lui, déforment l'information.

Les membres de cette délégation ont pour leur part exprimé leur volonté de rétablir des relations diplomatiques entre la Syrie et l'Union européenne, rompues depuis 2011. Ainsi, Javier Couso a déclaré qu'il entendait faire son possible pour annuler les sanctions économiques européennes à l'encontre la Syrie. (RT 13.03 - Source Source: https://francais.rt.com/international/35153-bachar-el-assad-accuse-europe-propagation-terrorisme)

Syrie: deux gouverneurs en "exil" attendent la chute des jihadistes - AFP

"Bienvenue dans la province d'Idleb", affirme le gouverneur Ali Jassem à l'adresse des visiteurs dans un bureau de la province voisine de Hama, où il tente au mieux de gérer les affaires de son gouvernorat contrôlé par des rebelles et jihadistes.

Nommé à ce poste il y a un an alors que le gouvernorat d'Idleb échappe depuis 2015 au régime, M. Jassem n'est pas le seul responsable gouvernemental à faire son travail à distance, au 2e étage d'une école dans la ville de Hama (centre).

Un étage plus haut, son collègue de Raqa ronge son frein en attendant le moment où le groupe Etat islamique (EI) sera chassé de la capitale officieuse de l'"émirat" auto-proclamé en juin 2014.

A partir de ce bâtiment, ces hauts responsables dirigent les services de l'Etat dans les deux capitales provinciales qui échappent toujours au contrôle de l'Etat, alors que la guerre entrera mercredi dans sa septième année.

Sous le portrait du président Bachar al-Assad, Abed Khaled al-Hamoud, 53 ans, est assis à son bureau avec à droite le drapeau syrien et à gauche celui du parti Baas, au pouvoir depuis plus d'un demi-siècle.

Il affirme représenter "la continuité de l'État" dans la province septentrionale de Raqa.

"L'Etat syrien assume toutes ses fonctions et nous sommes toujours présents même si on n'est pas là-bas", assure cet homme jovial, chemise blanche, sans cravate.

La province de Raqa a été la première à tomber en mars 2013 aux mains des rebelles avant que l'EI chasse ensuite ses anciens alliés.

"Bien que l'État n'y lève aucun impôt, les salaires des 67.000 fonctionnaires et retraités sont versés chaque mois, qu'ils se trouvent encore à Raqa ou dans les autres provinces", explique-t-il.

L'argent est laissé à Hama jusqu'à ce que les employés ou des gens de leur confiance viennent le récupérer.

Dans la salle de classe qui lui sert de bureau, le gouverneur d'Idleb explique: "Nous sommes temporairement à Hama, mais nous sommes sûrs de rentrer à Idleb grâce aux victoires de l'armée".

Seconde capitale provinciale à échapper au régime, la ville est tombée en mars 2015 aux mains d'une coalition regroupant les jihadistes du Front al-Nosra (alors ex-branche syrienne d'Al-Qaïda) et des rebelles islamistes.

"Toutes les institutions, les compagnies et administrations publiques ont été transférées ici", dit-il.

Les compagnies de l'eau de Raqa et d'Idleb ont pris ainsi chacune des bureaux au siège de la compagnie de l'eau de Hama, comme pour l?électricité.

"A Idleb, les administrations publiques sont fermées et pour une carte d'identité ou un passeport, les gens doivent venir ici. Ce n'est pas très loin car les gouvernorats d'Idleb et de Hama sont voisins", souligne M. Jassem.

Au même étage, des agriculteurs attendent devant la porte de Mohammad Hmachdo, directeur de la planification d'Idleb.

"Nous distribuons des vaccins pour les enfants, des médicaments pour les animaux, et même de petits générateurs pour les pompes à eau", explique-t-il.

A l'étage du gouvernorat de Raqa, la situation est beaucoup plus compliquée. "Daech ne laisse sortir personne, sauf si vous êtes gravement malade. Alors les gens viennent clandestinement à travers le désert", déclare le gouverneur.

"L'aller-retour peut prendre jusqu'à 20 jours. Un jour, un élève devant passer son baccalauréat est parti de Raqa à cheval jusqu'à Alep puis a pris un taxi jusqu'à Hama pour passer ses examens", assure-t-il.

Un contrat de mariage, un acte de naissance ou de décès est enregistré parfois avec deux ou trois ans de retard.

Pire encore, "Daech a détruit toutes les archives (...) Il nous faut les reconstituer. C'est un énorme travail, mais cela prouve que l? État fonctionne", assure le gouverneur.

Au bout du couloir, une banderole indique "Conseil municipal de la ville de Raqa". Dans une salle, son chef assure qu'une partie des 740 employés municipaux, qui sont restés là-bas, continuent à travailler.

Les communications avec eux sont encore possibles mais menées de manière secrète pour des raisons de sécurité.

"Ils nettoient la ville, ramassent les ordures (...) sous la supervision d'un 'émir' de Daech, mais c'est le gouvernement qui paie leur salaire", assure Talal al-Cheikh, 49 ans.

Quant au gouverneur hôte, celui de Hama, Mohammad al-Hazaoui, il relève que sa province est la seule à accueillir trois gouverneurs.

"J'espère que, si la situation militaire évolue favorablement, ils pourront rentrer chez eux". AFP 14.03

Fake d'un fuck ! Princier, s'il vous plaît !

La Syrie est devenue une chambre de torture - euronews.com

“La Syrie toute entière est devenu une chambre de torture, un lieu d’horreur sauvage et d’injustice absolue.”

C’est la conclusion du Conseil des droits de l’Homme de l’Onu, sur les prisons surpeuplées de Syrie. Hommes, femmes, enfants, innocents, meurent sous la torture. Selon l’enquête de l’Onu, Bachar al Assad est responsable d’“extermination et de crime contre l’humanité.”

“S’assurer que justice soit faite, établir la vérité et réparer, tout cela se produira si le peuple syrien cherche la réconciliation et la paix, explique Zeid Ra’ad al-Hussein, haut commissaire onusien pour les droits de l’Homme. Cela ne peut pas être négociable. La détention demeure une question centrale en Syrie, elle est déterminante pour parvenir à un accord politique.”

Zeid Ra’ad al-Hussein appelle à l’arrêt des tortures, des exécutions, réclame la libération de tous les détenus, ou au moins des informations pour leurs familles. Le gouvernement syrien dément ces accusations.

Selon la commission d’enquête de l’ONU, l’armée syrienne a également commis un crime de guerre en bombardant une source d’eau fin décembre.

La source, située à Wadi Barada, une localité rebelle, n’a pas été contaminée par l’opposition, comme l’affirmait le régime.

Elle a privé d’eau plus de 5 millions de personnes.

Autre crime imputé à l'aviation syrienne ou russe : le bombardement du QG du Croissant rouge à Idlib, en février. Et l'utilisation de chlore autour de Damas et Idlib. euronews.com 14.03

Qui est Zeid al-Hussein ?

La Croix - Zeid al-Hussein, âgé de 50 ans, appartient à la dynastie des Hachémites, une des plus grandes dynasties arabes régnant au Moyen-Orient. Son père, le prince Ra'ad bin Zeid, était chef de la Maison royale d'Irak et de la Syrie et prétendant au trône irakien. Cousin éloigné du roi de Jordanie Abdallah II, Zeid Al Hussein n'est cependant pas appelé à régner.

Il a fait ses études dans les universités Johns Hopkins (Etats-Unis) et Cambridge (Royaume-Uni), où il a obtenu son doctorat en 1993. Il est marié depuis 2000 avec l'Américaine Sarah Butler, qui a aussi travaillé pour l'ONU et l'Unicef. la-croix.com 18.06.2014

Massacre ordinaire. Une preuve matérielle contre une allégation, Libération privilégie l'allégation.

- Syrie. Bavure américaine près d'Alep ? - Libération.fr

Les habitants ont été les premiers à signaler jeudi soir que la frappe était le fait de l'aviation de la coalition dirigée par les Etats-Unis. Les débris des missiles récupérés sur le site confirment que le missile provenait de l'armée américaine. Celle-ci avait annoncé un peu plus tôt «une frappe aérienne sur un rassemblement d'Al-Qaeda en Syrie, dans la province d'Idlib, tuant plusieurs terroristes». La frappe serait tombée à la sortie de la mosquée dans le village d'Al-Jineh, à 30 km d'Alep. Bilan : une cinquantaine de morts, principalement des civils. Le Pentagone a démenti, montrant une photo aérienne d'une mosquée toujours debout. Libération.fr 17.03

Quand cette photo a-t-elle été prise ?

Reuters - ...le capitaine Jeff Davis, porte-parole du Pentagone, a montré à la presse des photos du site qui, a-t-il dit, ont été prises après le bombardement. On y voit une mosquée intacte située à côté de la cible localisée par le Pentagone. Reuters 17.03

J'ai regardé et téléchargé cette photo, effectivement la mosquée semble intacte, par contre un bâtiment situé à une quinzaine de mètres de la mosquée est complètement détruit et une voiture se trouvant dans la rue séparant la mosquée et ce bâtiment est entièrement calcinée, donc les personnes qui se trouvaient à cet endroit-là après être sortis de la mosquée n'avaient aucune chance d'en réchapper.

Et puis, depuis quand devrait-on croire sur parole le Pentagone ? Pourquoi le Pentagone ne montre-t-il toujours pas les images des 84 caméras de surveillance situés aux abords de leur bâtiment et sur lesquels figurent l'objet volant qui l'a percuté le 11 septembre 2001 après avoir confisqué ces 84 films ?

Le gouvernement fasciste avec lequel s'accommode l'UE, Wahington, l'OTAN et l'ONU

Et Paris évidemment...

- À Riga, le défilé de la Waffen SS hué par les habitants - Sputnik

Dans la capitale lettone, le 16 mars est toujours une journée sensible: c'est le jour du défilé annuel des partisans de la Waffen SS, une armée connue pour son soutien au régime nazi.

Cette année, tout comme les années précédentes, la manifestation a été accompagnée par des slogans antifascistes tels que « La Honte de la Lettonie » ou « Le fascisme ne passera pas! ». Quelques participants antinationalistes venus de différents pays européens ont déployé des affiches avec des devises antifascistes et contre les légionnaires lettons.

Les vétérans de la Waffen SS et leurs recrues n'étaient pas les seuls destinataires de ces huées, certains hommes politiques participant à la marche en soutien aux légionnaires étant également visés.

Six députés et plusieurs ministres du groupe nationaliste ont assisté à cet événement selon les informations de l'agence balte « Delphi ». Ils sont venus malgré les appels de Maris Kucinskis, Premier ministre letton, à se tenir à l'écart de cette manifestation afin de ne pas salir la réputation du pays en s'affichant avec des néo-nazis. (Le titre était justifié puisqu'il y a des ministres nazis dans le gouvernement letton actuel. - LVOG)

D'après la police, le défilé a rassemblé plus de 2 000 personnes dont la plupart sont des jeunes hommes qui chantaient des chansons nationalistes et scandaient « La Lettonie aux Lettons » ou encore « Défendons notre pays ».

À en juger d'après les propos d'Alexandre Goponenko, politologue antifasciste, on a pu observer un sérieux changement dans le comportement des manifestants par rapport aux années précédentes.

« Si avant ils marchaient en baissant les yeux maintenant, ils le faisaient avec beaucoup plus d'aisance », a-t-il fait remarquer à Rossiskaya Gazeta.

Selon M. Goponenko, nombreux sont les effectifs de l'Otan en poste sur les bases militaires lettonnes qui ne se sont pas prononcés contre ces manifestations.

« Les pays occidentaux commencent petit à petit à s'habituer à l'impunité des successeurs des fascistes et ont cessé de lutter contre la propagation des idées ultra radicales. Cela pourrait avoir des conséquences néfastes pour l'Europe », a-t-il déploré.

La Waffen-SS était la branche militaire de l'armée politique du régime nazi uniquement constituée de nationaux-socialistes convaincus, soumis à de sévères critères de sélection notamment basés sur les théories raciales nazies. Sputnik 16.03

France. Bienvenue chez les mutants ou en route vers la lobotomie générale.

- Ecrans. Les ados surconnectés. - Libération.fr

Toujours plus équipés et toujours plus connectés : les 13-19 ans passent plus de 15 heures par semaine sur Internet (1 h 30 de plus qu'en 2015), tandis que les 7-12 ans y passent en moyenne 6 h 10 et les 1-6 ans plus de 4 h 30, selon l'étude annuelle «Junior Connect», publiée mardi. En outre, 88 % des 13-19 ans possèdent un smartphone et leur consommation de vidéos, notamment via YouTube, est en train d'exploser. Liberation.fr15.03

C'est dingue, non ?

Le Ministère de la Vérité ou la machine à fabriquer du consentement à l'occasion de l'élection présidentielle française.

Surtout n'allez pas les accuser de parti pris, de manquer d'impartialité, d'être animées d'arrière-pensées inavouables, etc. ils vous traiteraient de comploteurs.

L'introuvable fait-divers évoqué par François Fillon en meeting - Le Huffington Post

Mais d'où vient cette histoire sordide racontée par François Fillon? C'est la question que s'est posé vendredi 10 mars Le Dauphiné Libéré puis l'émission de C8 "La Nouvelle édition". Le Huffington Post

François Fillon : polémique autour de ses costumes de luxe - Franceinfo

François Fillon: une "nouvelle campagne" sous assistance respiratoire - Le Huffington Post

François Fillon mis en examen, une première pour un candidat à la présidentielle - Franceinfo

Pour la première fois, un candidat à la fonction suprême a été mis en examen ce mardi 14 mars. Franceinfo

Qui est le déontologue de l'Assemblée nationale ? - Franceinfo

Le déontologue de l'Assemblée nationale s'est saisi lundi 13 mars de l'affaire des costumes de François Fillon, révélée par Le Journal du Dimanche. Franceinfo

Des virements des enfants Fillon intriguent les enquêteurs - LeParisien.fr

Sur les 46 000 euros nets touchés par Marie Fillon comme attachée parlementaire de son père au Sénat, celle-ci aurait rétrocédé environ 33 000 euros sur le compte joint de ses parents. LeParisien.fr

Pour trois quarts des Français, Fillon a tort de se maintenir - Reuters

Trois quarts des Français (75%) jugent que François Fillon, fragilisé par une enquête sur des emplois potentiellement fictifs de

sa famille, a tort de maintenir sa candidature à la présidentielle, selon un sondage Odoxa publié vendredi. Reuters 17.03

À Châteauroux, Marine Le Pen va plus loin dans le discours complotiste - Le Huffington Post

On le sait, le "système" est l'une des cibles favorites de la présidente du Front national. Mais à Châteauroux ce samedi 11 mars, Marine Le Pen est allée encore plus loin dans la rhétorique complotiste...Le Huffington Post

Marine et Jean-Marie Le Pen ont-ils sous-évalué leur patrimoine ? - Franceinfo

Selon le journal Le Monde, Marine Le Pen et son père, Jean-Marie, sont sous le coup de deux procédures de redressement fiscal. Ils auraient sous-estimé une partie de leur patrimoine immobilier. Franceinfo

Dans le même registre.

- Bienvenue dans les années 1930 - Slate.fr

Les similitudes entre le monde des années 1930 et le nôtre, après le Brexit et l'élection de Trump, sont bien plus nombreuses, pertinentes et inquiétantes qu'on pourrait le croire. Rejet des élites... Slate.fr

- La Moldavie interdit à ses responsables de se rendre en Russie - Reuters

- Graves violations des droits de l'homme dans le sud-est turc - Reuters

Environ 2.000 personnes ont été tuées et des quartiers entiers rasés dans le sud-est de la Turquie au cours des dix-huit derniers mois, disent les Nations unies vendredi dans un rapport qui fait état en outre de graves violations des droits de l'homme. Reuters

Tiens, une découverte ! La "fake news", c'est de ne pas en avoir parlé plus tôt.

- Pétition pour suspendre un eurodéputé polonais sexiste - AFP

- L'Ukraine se dit rassurée par la nouvelle administration américaine - AFP

L'Ukraine est rassurée par les engagements pris par la nouvelle administration américaine dans le conflit opposant Kiev aux séparatistes de l'est du pays, soutenus par Moscou, a déclaré jeudi à l'AFP le chef de la diplomatie ukrainienne. AFP

Nous rappelons que c'est un régime néonazi qui est en place en Ukraine...

En complément.

Afghanistan: un général appelle à renforcer les troupes américaines - AFP

Le chef des forces américaines au Moyen-Orient s'est prononcé jeudi devant le Congrès pour un renforcement des troupes... AFP

Ils vont avoir du mal à imposer leur nouvelle inquisition.

- Berlin veut durcir l'encadrement juridique des réseaux sociaux - Reuters

Le ministre allemand de la Justice, Heiko Maas, a dévoilé mardi un projet de loi visant à contraindre les réseaux sociaux tels que Facebook ou Twitter à supprimer au plus vite les messages diffamatoires ou menaçants, sous peine de se voir condamnés à de lourdes amendes.

"Ce projet de loi fixe des normes juridiquement contraignantes concernant la façon dont les gestionnaires de réseaux sociaux répondent aux plaintes et les oblige à effacer les contenus illégaux", a déclaré Heiko Maas dans un communiqué.

Les organisations qui ne se conformeront pas aux nouvelles règles encourront une amende de 50 millions d'euros.

En 2015, Berlin a persuadé Facebook, Twitter et Youtube de signer un code de bonne conduite par lequel ils s'engageaient à retirer dans un délai de 24 heures tout discours de haine diffusé sur leurs plateformes.

Le projet annoncé mardi vient graver ces obligations dans le marbre de la loi et oblige les sites de réseaux sociaux à supprimer ou retirer les contenus illégaux, à communiquer régulièrement sur le volume de plaintes déposées et à faciliter les procédures d'alerte pour leurs utilisateurs.

Selon une étude rendue publique mardi par l'Agence de protection de la jeunesse, émanation du ministère de la Justice, YouTube s'est révélé capable de supprimer dans un délai d'une semaine environ 90% des contenus illégaux diffusés sur sa plateforme de publication de vidéos, une proportion plus de deux fois supérieure au taux de 39% atteint par Facebook. Sur Twitter, le bilan est bien plus préoccupant puisque seulement 1% des contenus contestés a été supprimé.

Dans un communiqué, un représentant de YouTube a dit étudier le projet de loi. "Nous allons continuer d'améliorer nos dispositifs pour remédier au plus vite aux discours de haine."

Personne n'était immédiatement disponible chez Facebook pour évoquer le projet de loi que Twitter a refusé de commenter.

L'Allemagne possède déjà une des législations les plus sévères en matière de diffamation, menaces, injures et incitation au crime. Le gouvernement veut aller plus loin dans l'univers diffus et souvent anonyme des réseaux sociaux.

Heiko Maas et d'autres membres du gouvernement d'Angela Merkel disent souhaiter que les réseaux sociaux soient désormais soumis à des contraintes légales similaires à celles des diffuseurs traditionnels plutôt qu'à celles, plus souples, qui entourent les opérateurs télécoms.

La question de la diffusion de messages racistes, appelant à la violence ou d'informations volontairement falsifiées a pris une nouvelle importance depuis l'arrivée ces deux dernières années en Allemagne de centaines de milliers de migrants, à plus forte raison à quelques mois des élections législatives du 24 septembre. Reuters 14.03

A retenir : La menace de la censure du Net devient de plus en plus prégnante. Les messages à caractère raciste est un faux prétexte pour viser les informations diffusées sur le Net en les qualifiant abusivement de falsiiées, informations que les gouvernements et les médias censurent, afin de les faire disparaître. A "quelques mois des élections législatives du 24 septembre" pour que les Allemands votent "bien" ou qu'ils élisent les candidates des partis désignés par l'oligarchie.

- Le guide bidon d'Harvard sur les sites dits de « fausses nouvelles » Par Stephen Lendman - Arrêt sur info 16.03

Les 63'000 dollars de frais de scolarité et de pension versés annuellement par les parents sont-ils justifiés au vu de la qualité de l'enseignement dispensé ?

A la suite de l'opération de remplacement d'une démocratie par une dictature fasciste menée à Kiev par l'Administration Obama, Harvard a exprimé son inquiétude à propos d'une « agression russe » inexistante. Des membres de la Faculté ont fait appel en faveur d'une intervention militaire américaine.

Pas un mot au sujet du soutien américain à la prise du pouvoir par des putschistes, l'opération la plus éhontée menée en Europe depuis la marche sur Rome de Mussolini en 1922.

Aucune explication sur ce plan orchestré à Washington. Silence radio sur une crise majeure survenue en plein coeur de l'Europe et non résolue à ce jour. Trump, qui récolte les pots cassés laissés par Obama, n'a pas encore indiqué clairement où il en était sur la question ukrainienne.

Harvard en rajoute une couche ! Sa bibliothèque universitaire University Library a publié un guide bidon intitulé « Fausses nouvelles, désinformation et propagande ».

Ce guide recommande d'utiliser FactCheck.org, Politifact, Snopes.com, le Washington Post Fact Checker et d'autres prétendus vérificateurs de faits, qui mettent tendancieusement en cause les vérités dites sur les questions importantes, et ont pour fonction de censurer et de dénigrer les sources alternatives fiables d'informations et d'analyses.

Se ralliant aux attendus « politiquement corrects » de l'Amérique profonde, Harvard renonce à la liberté d'expression médiatique et universitaire.

Il vaut mieux ignorer ses « Conseils pour analyser de nouvelles sources ». Le bon sens reste votre meilleur guide pour rester circonspect vis-à-vis de ces médias scélérats et savoir les éviter. Ils sont payés pour mentir, tromper leur monde et inventer de fausses nouvelles – plus l'information sera valable et pertinente, plus elle passera à la trappe.

Harvard a publié une liste de plusieurs centaines de sites qu'il qualifie de « tendancieux », « conspirationnistes », « non fiables », « faux », et autres qualificatifs injustifiés.

Je connais bien une partie d'entre eux, que je considère comme des sources fiables (aux antipodes des médias scélérats payés pour mentir).

21st Century Wire
Activist Post
Antiwar.com
Before Its News.com
Black Agenda Report
Boiling Frogs Post
Common Dreams
Consortium News
Corbett Report
Countercurrents
CounterPunch
David Stockman Contracorner
Fort Russ
Freedoms Phoenix
Global Research
The Greanville Post
Information Clearing House
Intellihub
Intrepid Report
Lew Rockwell
Market Oracle
Mint Press News
Moon of Alabama
Naked Capitalism
Natural News
Nomi Prins
Off-Guardian
Paul Craig Roberts
Pravda.ru
Rense
Rinf
Ron Paul Institute
Ruptly TV
Russia-Insider
Sgt Report
ShadowStats
Shift Frequency
Solari
Sott.net
South Front
Sputnik News
Strategic Culture.org
The Anti-Media
The Duran
The Intercept
The People's Voice
The Saker
The Sleuth Journal
Third World Traveler
Voltairenet
What Really Happened
Who What Why
WikiLeaks
Zero Hedge

Les lecteurs peuvent se fier à ces sites et à tous ceux que la bibliothèque d'Harvard recommande d'éviter. Les sources à proscrire sont celles du New York Times, du Washington Post, de CNN et de toutes les grandes chaînes qui répandent de fausses nouvelles. (Article original: http://sjlendman.blogspot.ch/ - Stephen Lendman 14.03

Présidentielle française.

Aucun "doute" n'est permis : ils sont bien de droite !

- L'aile droite du PS se rallie à Macron - Le Point.fr

Dans une tribune révélée par "Le Figaro", le pôle des réformateurs du Parti socialiste s'apprête à appeler à voter pour le candidat d'En marche !

« Face à ce naufrage qui menace, la candidature d'Emmanuel Macron peut rassembler largement les Français, au-delà de clivages ressentis comme de plus en plus inopérants. Elle marque une rupture générationnelle et son projet ambitieux et crédible représente l'espoir d'un renouveau politique dans lequel le social-réformisme a toute sa place. C'est à la construction d'une nouvelle alliance européenne et réformiste, autour d'Emmanuel Macron, que nous appelons en tant que socialistes. » Le Point.fr 09.03

Crainte et obscur désir.

- Législatives : risque de majorités introuvables - LeParisien.fr

Inquiétude d'un habitué du Parlement : «Pour la première fois, les législatives ne refléteront pas forcément la présidentielle. Cela va valdinguer.»... LeParisien.fr

- Macron entend disposer d'une majorité "cohérente" au Parlement - AFP

La palme du cynisme

- La vidéo touchante de Hollande réconfortant le frère d'une victime de l'Hyper Cacher - LeParisien.fr

Alors on la boycotte cette élection présidentielle ? Alors on la renverse la Ve République ?

- Présidentielle : la Ve République à bout de souffle - LeParisien.fr

C'est une révolte ? Non, sire, c'est une révolution ! Un peu comme le royaume de Louis XVI, la Ve République, fondée il y a presque soixante ans par le général de Gaulle, prend l'eau de toutes... LeParisien.fr

- Pourquoi il est plus urgent de réformer les institutions que de demander une 6ème République - Le Huffington Post

Le doute conçu pour favoriser Macron

Au passage, à 8 jours d'intervalle ils ont employé exactement la même sémantique.

- Gauche : le doute des électeurs socialistes - Franceinfo

Benoît Hamon ou Emmanuel Macron ? Les militants et sympathisants socialistes s’interrogent, doivent-ils voter selon leurs convictions ou voter utile pour contrer la montée du Front national ?

"Personnellement j’hésite entre Hamon et Macron. Le vote utile pour Emmanuel Macron n’est pas exclu", témoigne Alexis Vlandas, militant socialiste. À Bordeaux ce jeudi soir, 9 mars, certains sympathisants de Benoît Hamon sont venus assister au meeting d’Emmanuel Macron pour les aider à faire leur choix. Franceinfo 09.03

Bartolone vient de lancer qu'il voterait Macron dès le 1er tour si Le Pen risquait d'être élu.

- Présidentielle 2017 : les doutes des militants du Parti socialiste - Franceinfo

À Metz (Moselle), à moins de six semaines du premier tour de la présidentielle, les doutes de la gauche s'affichent en vitrine. Ces militants socialistes parcourent tous les jours les rues de la ville pour tenter de remobiliser leur électorat. Mais dans ce quartier populaire, Benoît Hamon n'a pas encore conquis. Électeurs de

François Hollande en 2012, ils sont aujourd'hui déçus et indécis. Cette habitante hésite entre Emmanuel Macron et Benoît

Hamon, qu'elle juge trop effacé. Franceinfo 17.03

Ceux qui appellent à voter Hamon sont des vendus ou des traîtres, des agents du régime.

- Présidentielle 2017 : aux Antilles, Benoît Hamon loue le bilan du quinquennat - Franceinfo

En marche vers le totalitarisme.

- La stratégie de Macron pour grignoter les électeurs à gauche et à droite - Le Huffington Post

- Macron plutôt que Hamon... Dans la tête de Jean-Yves Le Drian - LePoint.fr

- Robert Hue se met En marche ! - LePoint.fr

L'ancien refondateur du PC, "progressiste de gauche", a officialisé son soutien à Macron. Par peur du Front national.

- Test. Qui matcheriez-vous pour une place dans un éventuel gouvernement Macron? - Slate.fr

Swipez à gauche ou à droite et choisissez ceux qui devraient, selon vous, occuper un poste.Nous parlions récemment de l'ambidextrie du candidat Emmanuel Macron, dont les propositions sont un florilège d'idées, neuves ou recyclées, qui brouillent les pistes et semblent transcender le clivage gauche-droite...

Ils osent tout

- Jean-Christophe Cambadélis : "Le prochain président va être élu par défaut" - LePoint.fr

- Vous candidats à l'élection présidentielle, n'oubliez pas l'épargne salariale et l'actionnariat salarié! - Le Huffington Post

- Présidentielle 2017 : Hamon présente un programme économique ancré à gauche - Franceinfo

- Le fric serait-il la came des puissants? - Le Huffington Post

- A Paris, bientôt de nouveaux sièges anti-SDF dans le métro ? - Liberation.fr

- Les Français bien dans leur job - Liberation.fr

- Les crimes de haine en hausse de 23% en 2016 dans neuf villes américaines - Reuters

Stratégie du chaos et de la guerre, décharge et déséquilibré

- Syrie: le double attentat de Damas a fait 74 morts - AFP

- Raid aérien sur un marché de qat au Yémen, 22 morts - Reuters

Au moins 22 civils ont péri et des dizaines d'autres ont été blessés vendredi au Yémen par une frappe aérienne de la coalition sous commandement saoudien sur un marché de qat, une plante narcotique très populaire dans le pays. Reuters

- Ethiopie: un éboulement dans une décharge fait au moins 46 morts - AFP

- Un autobus fonce dans une foule en Haïti, 34 morts et 15 blessés - Liberation.fr

A feu et à sang

- Le Pentagone dément avoir bombardé une mosquée en Syrie - Reuters

- L'armée israélienne tue un jeune Palestinien en Cisjordanie - Reuters

- Israël dit avoir ciblé des armes destinées au Hezbollah en Syrie - AFP

- Plus de 40 réfugiés somaliens tués au large du Yémen - AFP

L'ONU, un instrument mafieux et criminel de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sionniste depuis sa création.

Avis à ceux qui en appellent à l'ONU ou qui refusent de rompre avec, dont évidemment Mélenchon, Hamon...

- Démission d'une responsable de l'ONU au sujet d'un rapport critique d'Israël - AFP

Une responsable des Nations unies a présenté vendredi sa démission après que le patron de l'ONU lui a demandé de retirer un rapport accusant Israël d'imposer aux Palestiniens des conditions pouvant s'apparenter au régime d'apartheid.

"Le secrétaire général de l'ONU (Antonio Guterres) m'a demandé hier matin de retirer (le rapport), je lui ai demandé de repenser sa décision mais il a insisté", a expliqué lors d'une conférence de presse à Beyrouth Rima Khalaf, secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO).

"Sur ce, je lui ai présenté ma démission de l'ONU", a ajouté Mme Khalaf, de nationalité jordanienne.

Auteure du rapport et basée à Beyrouth, la CESAO est composée de 18 pays arabes, dont l'Etat de Palestine comme un membre à part entière, selon son site internet. Elle oeuvre à renforcer la coopération et à promouvoir le développement.

Mercredi, les Etats-Unis, principal allié d'Israël, ont réclamé le retrait du rapport, se disant "outrés" par un texte qui conclut que l'Etat hébreu est "coupable de politiques et de pratiques constitutives du crime d'apartheid".

"Quand quelqu'un publie un rapport (...) diffamatoire au nom de l'ONU, il est pertinent que cette personne démissionne", a réagi l'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley, à la démission de Mme Khalaf, se félicitant de la décision de M. Guterres de "prendre ses distances" du rapport.

Mercredi, elle s'est engagée, en tant que représentante du président Donald Trump, à défendre Israël bec et ongles au sein de l'organisation.

M. Guterres a accepté la démission de Mme Khalaf mais démenti qu'elle soit le résultat de pressions américaines, a indiqué aux journalistes son porte-parole Stéphane Dujarric, en précisant que le rapport avait été retiré du site internet de la CESAO.

Le patron de l'ONU "ne peut pas accepter qu'un secrétaire général adjoint ou tout autre responsable de l'ONU (...) autorise une publication sous le logo de l'ONU sans consulter les départements concernés et lui-même", a-t-il dit.

M. Dujarric avait plus tôt cette semaine indiqué que le rapport avait été rédigé sans consultations avec le secrétariat de l'ONU, estimant que le texte "ne reflète pas les positions" de M. Guterres.

L'ambassadeur israélien à l'ONU, Danny Danon, s'est félicité dans un communiqué de la démission de Mme Khalaf. "Au fil des années, Khalaf a oeuvré pour porter préjudice à Israël (...) sa mise à l'écart par l'ONU aurait dû intervenir il y a longtemps".

"On s'attendait bien sûr à ce qu'Israël et ses alliés exercent des pressions énormes sur le secrétaire général de l'ONU pour qu'il désavoue le rapport et qu'ils lui demandent de le retirer", a indiqué Mme Khalaf lors de son point de presse.

"Il est normal que le criminel s'attaque à ceux qui défendent la cause de ses victimes mais je ne peux accepter d'être soumise à ces pressions", a-t-elle dit en lisant sa lettre de démission à M. Guterres.

Selon le rapport, dont l'un des auteurs est Richard Falk, un ex-Rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme dans les Territoires palestiniens, "Israël est coupable d'imposer un régime d'apartheid au peuple palestinien (ce qui constitue) un crime contre l'humanité". AFP 17.03

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Corée du Sud

- Corée du Sud: la Cour constitutionnelle limoge la présidente - AFP

La désormais ex-président de Corée du Sud, le 29 novembre 2016, à Séoul

La plus haute instance judiciaire de Corée du Sud a entériné vendredi la destitution de la présidente Park Geun-Hye, qui est ainsi emportée par un retentissant scandale de corruption.

Les agissements de Mme Park "ont porté gravement atteinte à l'esprit (...) de la démocratie et de l'Etat de droit", a déclaré le président de la Cour constitutionnelle, Lee Jung-Mi. "La présidente Park Geun-Hye (...) a été congédiée".

La décision unanime des juges de la Cour, qui valident ainsi la destitution le 9 décembre de Mme Park par l'Assemblée nationale, constitue le point d'orgue politique de ce scandale à rebondissements.

Elle signifie que Mme Park doit quitter la Maison bleue, la présidence sud-coréenne, et qu'une élection présidentielle anticipée devra être organisée sous 60 jours.

Mme Park, premier chef de l'Etat sud-coréen limogé de la sorte, perd aussi son immunité présidentielle, ce qui l'expose à d'éventuelles poursuites judiciaires.

Le scandale est centré sur la confidente de l'ombre de la présidente, Choi Soon-Sil, jugée pour avoir soutiré des millions de dollars à de grands groupes industriels.

La Cour a estimé que Mme Park avait enfreint la loi en permettant à son amie de se mêler des affaires de l'Etat.

"Le président doit user de son pouvoir conformément à la Constitution et aux lois et les détails de son travail doivent être transparents, afin que le peuple puisse évaluer son travail", dit l'arrêt.

"Mais Mme Park a complètement dissimulé les ingérences de Mme Choi dans les affaires de l'Etat, les a démenties quand des soupçons ont émergé et a même critiqué ceux qui avaient émis ces soupçons". AFP 10.03

Egypte

Révolution de palais ou le "printemps arabe"

- Libération pour Moubarak, fin symbolique du Printemps arabe en Egypte - AFP

La libération décidée lundi par la justice de l'ex-président Hosni Moubarak, qui a régné d'une main de fer pendant 30 ans, vient clore symboliquement le chapitre du Printemps arabe en Égypte.

La fin des affaires judiciaires et la future remise en liberté de M. Moubarak, 88 ans, mettent un point final aux déboires de l'ex-président, qui avait été contraint de quitter le pouvoir le 11 février 2011, à l'issue d'une révolte de 18 jours réprimée dans le sang.

"L'idée du Printemps arabe a cessé d'exister en Egypte", a affirmé lundi à l'AFP Mai Mogib, professeur de Sciences politiques à l'Université du Caire.

Selon elle, "discuter de Moubarak et des symboles de son temps est (désormais) acceptable dans les médias et dans la rue".

Après un intermède démocratique entre la mi-2012 et la mi-2013, qui a vu l'élection de l'islamiste Mohamed Morsi à la présidence, le pays est retombé entre les mains des militaires avec Abdel Fatah al-Sissi, qui a renversé le premier président civil du pays.

L'opposition islamiste a été laminée et nombre de leaders du Printemps arabe ont été emprisonnés ou contraints à l'exil.

Quant à la situation économique du pays, calamiteuse, elle est devenue la préoccupation majeure des Égyptiens.

M. Moubarak a été jugé dans deux grandes affaires depuis son départ du pouvoir.

Dans l'un des principaux dossiers, il a été accusé d'avoir incité au meurtre des participants aux manifestations pendant la révolte, au cours de laquelle quelque 850 personnes ont été tuées lors d'affrontements avec la police.

Il a été condamné à la prison à vie en juin 2012 mais un nouveau procès avait été ordonné par la justice.

En novembre 2014, un autre tribunal qui le rejugeait avait finalement ordonné l'abandon des accusations, blanchissant ainsi M. Moubarak, mais le parquet avait introduit un recours en cassation.

Le 2 mars dernier, la cour de Cassation a finalement confirmé l'abandon des charges.

Dans un autre grand procès, la cour d'appel avait confirmé en janvier 2016 une peine de trois ans de prison pour M. Moubarak et ses deux fils, Alaa et Gamal, dans une affaire de corruption.

Il était accusé avec eux d'avoir détourné plus de 10 millions d'euros, alloués à l'entretien des palais présidentiels. Outre les trois ans de prison, tous trois ont été condamnés ensemble à payer une amende de 125 millions de livres égyptiennes (environ 15 millions d'euros) et à rembourser à l'État 21 millions de livres (2,5 millions d'euros).

Pour cette affaire, M. Moubarak a purgé sa peine et ses deux fils ont été remis en liberté. AFP13.03

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Italie

- L'Italie vote un revenu mensuel de 480 euros sous condition - Reuters

Le Parlement italien a approuvé jeudi un plan de lutte contre la pauvreté qui prévoit le versement sous condition de 480 euros par mois aux plus défavorisés.

Il s'agit de la première tentative d'instauration en Italie d'un revenu permanent pour les familles dans le besoin.

Les allocataires devront s'engager à scolariser les enfants, à les faire vacciner et, pour les chômeurs, à rechercher un emploi.

"A la base, il s'agit d'un programme qui ressemble à ceux dont disposent presque tous les pays de l'Union européenne, qui visent à soutenir ceux qui vivent dans la pauvreté", a déclaré Raffaele Tangorra, directeur général pour la politique sociale au ministère de Travail.

Le nombre de personnes en graves difficultés matérielles s'est établi à 11,5% de la population en 2015 en Italie, contre en moyenne 8,5% dans le reste de l'UE, selon l'Institut de la statistique (Istat).

Ceux qui vivent dans la "pauvreté absolue" sont 4,6 millions de personnes, soit 7,6% de la population, contre 6,8% en 2014.

Le taux de chômage en Italie oscille autour de 12% de la population active depuis 2013. Le taux de chômage des jeunes est d'environ 40%.

La Finlande est le premier pays de l'Union européenne à avoir mis en place cette année une expérience-pilote de revenu universel pour les chômeurs. Environ 2.000 sans-emploi pris au hasard reçoivent 560 euros par mois sans condition. Reuters 09.03

Haut de page

Le 21 mars 2017

CAUSERIE

Ici il fait déjà 41°C à l'ombre, c'est dur ! Je me suis relu très vite tellement j'avais hâte de fuir le bureau, tant pis pour les fautes... Et dire que je vais devoir cuisiner pendant 2 heures !

Précision.

Je rappelle qu'il était reproché à M.Berruyer qui anime Les-crises.fr par les inquisiteurs du Monde (Décodex) et Antipresse, d'avoir supprimé 600 articles de son blog, et en me livrant à une rapide vérification j'avais pu constater qu'effectivement des articles n'étaient plus disponibles sur le Net. Il vient de répondre trois semaine plus tard. Ses explications sont convaincantes si on lui attribue le bénéfice du doute. Il a eu tort d'estimer que les personnes qui se posaient des questions somme toute légitimes seraient sous l'influence des chiens de garde de la pensée unique ou du Monde.

Cela dit, j'ai peut-être été injuste envers M.Berruyer il se peut qu'il ait négligé la gestion des archives de son blog au profit de la rédaction d'articles de fond, ce qui n'est pas un crime, puisque je regrette de ne pas disposer de temps pour me livrer à cette activité qui de ce fait se trouve être diluées dans les causeries. Je n'avais pas pris suffiamment en compte que nos activités étaient sensiblement différentes.

Par souci d'impartialité j'ai contacté M.Berruyer et j'attends sa réponse.

Bien mal acquis ne profite qu'un temps...

Un internaute : "Il est urgent de ne plus considérer comme acquis ce que nous avons construit grâce à l'argent."

Il corrompt tout, y compris ceux qui n'en ont pas et qui voudraient en avoir pour imiter ceux qui en ont... Voilà ce qui arrive quand on n'a pas d'autre idéal.

Il est de bon ton de dire que l'argent ne fait pas le bonheur mais y contribue, tout comme l'économie de guerre contribue à la paix, ne vivez-vous pas en paix ?

Comment le bonheur des uns fait le malheur des autres.

Le 20 mars est la date définie par l'ONU comme celle du « bonheur » et du « bien-être ». Soutenue par Ban Ki-moon et votée à l'unanimité par les États membres de l'ONU, la résolution instaurant cette journée est entrée en vigueur en juillet 2012.

Sur les 155 pays étudiés, les 10 premiers du classement sont des pays développés (Norvège, Danemark, Islande, Suisse, Finlande, Pays-Bas, Canada, Nouvelle-Zélande, Australie, Suède). La Norvège détrône ainsi le Danemark (1er en 2016) et la Suisse (vainqueur en 2015). La France, classée à la 31e place derrière les États-Unis (14e), l'Allemagne (16e) et le Royaume-Uni (19e)

Même si les pays qui caracolent en tête sont tous développés et riches, le rapport souligne que l'argent n'est pas le seul ingrédient de la recette du bonheur.

Il énumère notamment "la compassion, la liberté, la générosité, l'honnêteté, la santé, les filets sociaux et la bonne gouvernance" comme étant les critères fondamentaux pour favoriser le bonheur. La méthodologie utilisée consiste à demander à un échantillon d'environ 1 000 personnes de répondre à une série de questions sur la perception de leur qualité de vie sur une échelle de 1 à 10. lepoint.fr et AFP 20.03

Et ils en sont fiers !

- Armement : la France, supermarché de l'Arabie saoudite - LePoint.fr

François Hollande a autorisé la vente à Riyad de 455 millions d'euros d'armes, dont une grande partie pourrait être destinée à la guerre au Yémen.

Une autorisation administrative portant sur une vente considérable d'armements à l'Arabie saoudite a agité le microcosme ces dernières semaines. D'un côté, le ministère des Affaires étrangères et Matignon y étaient réticents, arguant que ces matériels étaient destinés à la guerre au Yémen. De l'autre, le ministère de la Défense estimait que l'allié saoudien devait être soutenu sans restriction. Il a finalement obtenu gain de cause.

Quand la France annonce 20 milliards d'euros de prise de commandes d'armements pour l'année 2016, elle se flatte de monter sur le podium mondial des marchands d'armes. LePoint.fr 20.03

Et pendant ce temps-là les affaires continuent.

- L'Arabie saoudite et la Chine signent pour 65 milliards de dollars de contrats - Réseau Voltaire 20.03

Quand l'UE se substitue à l'ONU.

- Armes chimiques: Sanctions européennes contre 4 militaires syriens - Reuters

L'Union européenne a imposé lundi des sanctions contre quatre hauts responsables militaires syriens accusés d'avoir utilisé des armes chimiques contre des civils, des mesures du même genre ayant été bloquées aux Nations unies par les vetos de la Russie et de la Chine. Reuters 20.03

Les maîtres du monde. LePentagone et la CIA détiennent le pouvoir de tuer qui bon leur semble dans le monde.

- La CIA autorisée à tuer des suspects par drones: plus de décès sur les ordres US? - Sputnik

Le chef de la Maison-Blanche a donné le feu vert à la Central Intelligence Agency (CIA) à organiser des attaques de drones contre les positions de « militants présumés », a annoncé le Wall Street Journal, citant des sources officielles américaines.

Trump donne carte blanche à la CIA pour éliminer des suspects avec des drones Pourtant, Laurie Calhoun, chargée de recherche au Independent Institute et auteur du livre « We Kill Because We Can: From Soldiering to Assassination in the Drone Age » (« Nous tuons parce que nous le pouvons: du métier de soldat au meurtre à l'âge des drones ») estime que Donald Trump n'est pas le premier à avoir autorisé la CIA à éliminer les terroristes présumés à l'aide de drones. Selon elle, l'administration Obama y a eu recours « au moins jusqu'en 2013, et même peut-être après ».

« Je ne voudrais pas utiliser le terme "fausses nouvelles" mais le Wall Street Journal a en quelque sorte déformé la perspective: M. Trump n'a pas été le premier à avoir donné ces pouvoirs à la CIA, c'était la politique d'Obama », a expliqué Laurie Calhoun à Sputnik.

Néanmoins, la différence principale entre M. Trump et M. Obama est que l'ancien président prenait de temps en temps lui-même la décision concernant ce type d'attaque alors que le nouveau dirigeant américain « veut renoncer complètement à participer à la prise de décision quant à la faisabilité des frappes aériennes sans pilote », selon Mme Calhoun.

« En tant que commandant en chef, il (Donald Trump, ndlr) remet toute la responsabilité des décisions de ce type sur le Pentagone et sur la CIA, et c'est mauvais car ils sont prédisposés à assassiner », a-t-elle ajouté.

« Ainsi, nous voyons une sorte de fusion des concepts "opérations militaire" et "opération secrète", aboutissant à l'augmentation de personnes tuées sur les ordres du gouvernement des États-Unis », a conclu Laurie Calhoun.

Les États-Unis ont été les premiers à utiliser des avions sans pilote munis de missiles pour tuer des militants présumés dans les années qui ont suivi les attentats du 11 septembre 2001 contre New York et Washington.

Les attaques de drones Predator et Reaper armés de missiles contre des cibles outre-mer ont commencé sous le président George W. Bush et poursuivies par Barack Obama. Sputnik 16.03

Le bonheur c'est aussi de crever tranquillement pendant son sommeil. C'est injuste.

Décès du milliardaire philanthrope américain David Rockefeller - Reuters

Le milliardaire et philanthrope américain David Rockefeller, ancien président de la Chase Manhattan Bank et patriarche d'une des familles américaines les plus illustres, s'est éteint lundi à New York, à l'âge de 101 ans, a annoncé sa famille.

Lorsqu'il fut à la tête de la Chase, de 1969 à 1981, Rockefeller établit un tel réseau de relations étroites avec des gouvernements et des multinationales que les observateurs dirent que la banque avait sa propre politique étrangère.

En 1973, Rockefeller fonda la "Trilatérale", organisation privée qui censée favoriser les relations entre l'Amérique du Nord, le Japon et l'Europe de l'Ouest et qui regroupa des personnalités d'influence.

L'ancien président George H.W. Bush a salué en lui "l'un des plus généreux philanthropes" et "un précieux conseiller" par "ses relations et sa compréhension des problèmes". "Il était l'homme d'affaires parfait", utilisant "son nom et sa fortune pour faire le bien, ici comme à l'étranger", a souligné l'ex-président Bill Clinton. Reuters et huffingtonpost.fr 20.03

Il présidait aussi le groupe Bilderberg, rassurez-vous la relève est assurée...

Leur stratégie. Une fois que le peuple spolié de toute représentation s'est détourné de la politique, tout est possible.

Depuis des années, j'explique qu'aux Etats-Unis leur objectif avait été de dégoûter, de détourner les travailleurs de la politique en combinant plusieurs procédés et en procédant par plusieurs étapes, en corrompant leurs représentants qui abandonneront le combat pour des réformes sociales à caractère politique (ou collectif) dans un premier temps, donc qui adopteront le régime et ne contesteront plus les institutions ou le capitalisme, pour ensuite favoriser le tryptique fantasmagorique drogue, sexe and rosk'n roll autour duquel ils forgeront la mythique opposition entre démocrates et républicains (entre libéraux ou progressistes de gauche et conservateurs ou puritains de droite), destinée à incarner ou à se substituer à la lutte des classes, le mouvement ouvrier se fondant littéralement dans le parti démocrate, au point plus tard que leur collusion avec l'oligarchie s'afficherait ouvertement sans entraîner de réactions (organisées) une fois parvenu à un niveau tel de décadence ou de décomposition, processus inconscient dont la phase ascendante est terminée ou qui semble avoir atteint ses limites. Quelque 70 ans plus tard, la majorité des travailleurs américains vient de rejeter démocrates et républicains.

En France, nous n'en sommes encore qu'au début de ce processus qui s'est accéléré sous Hollande. C'est Macron qu'apparemment ils ont désigné pour franchir l'étape suivante, qui doit consister à copier le modèle américain en fondant un parti démocrate sur les cendres du PS qui alternerait au pouvoir avec LR, les primaires ayant été conçues uniquement dans cette perspective-là, ce qui se confirmera si Macron devait figurer au second tour de la présidentielle face à Le Pen, puisqu'il serait soutenu par le PS et ses satellites ou alliés électoraux, LR se réfugiant d'avance dans le statut d'opposition parlementaire de manière à ce que les rôles des uns et des autres soient respectés, tous les autres partis sortant affaiblis, divisés, en crise après cette expérience, complètement marginalisés et impuissants.

La candidature de Macron est davantage politique que celle Fillon, avec Macron ils peuvent espérer en finir avec le PS en prime. Et puis si Fillon ne rompait pas avec la stratégie favorisant le complexe militaro-industriel-financier puisque c'est impossible au regard de la crise du capitalisme, en revanche en s'opposant à la guerre froide avec la Russie, c'est un des principaux arguments pour justifier l'augmentation du budget de la défense qui disparaîtrait, il ne leur resterait plus que la menace du terrorisme pour le justifier, ce qui serait un peu léger, à moins qu'ils fomentent de nouvelles guerres, de ce côté-là ils ne sont jamais à court d'imagination. On notera au passage que la propagande de guerre de l'OTAN contre la Russie profite autant au complexe militaro-industriel-financier qu'à Poutine qui peut ainsi justifier l'augmentation du budget de la défense de la Russie et la politique d'austérité qu'il impose à la classe ouvrière.

Si à l'issue de la Seconde Guerre mondiale ils ont pu se lancer aux Etats-Unis dans le maccarthysme, c'était auréolé de leur victoire sur l'Allemagne et le Japon, ils s'en servirent pour finir de corrompre, briser ou disloquer le mouvement ouvrier américain, mais en Europe, en France et en Allemagne ou encore en Italie une telle stratégie était impensable du fait que c'était l'Armée rouge qui allait libéré l'Allemagne du nazisme et les militants des partis communistes qui en France et en Italie avaient largement contribué à la libération de ces pays des régimes inféodés au nazisme. Il leur faudra attendre l'implosion de l'URSS pour finir de pourrir le mouvement ouvrier et espérer liquider les partis qui se réclamaient de la classe ouvrière ou du socialisme d'ici quelques décennies.

Si en Allemagne le mouvement fut amorcé dès la fin des années 50 en réponse à la construction du mur de Berlin, ce n'est qu'à partir de la réunification qu'il prendra un nouvel élan qui se concrétisera 10 ans plus tard avec l'adoption de Hartz IV ou de l'agenda 2000 par Schröder sans entraîner une mobilisation massive du mouvement ouvrier en Allemagne pour avoir achevé en douceur son tournant social-libéral, la CDU et le SPD alternant au pouvoir en poursuivant la même politique réactionnaire pendant plus de 50 ans sans jamais qu'aucun parti ne constitue une menace pour le régime.

C'est en France que la situation allait s'avérer la plus compliquée pour mettre en oeuvre la même stratégie consistant à lier ouvertement les principaux partis au régime. Une première tentative eut lieu en 1983 sous la forme d'une déclaration où le PS faisait allégeance à l'économie de marché ou au capitalisme, donc abandonnant officiellement le socialisme. Dès 1958 de Gaulle s'était fixé comme objectif de liquider les partis et les syndicats qu'il souhaitait intégrer à l'Etat, ils le seront davantage par la suite sans pour autant en finir avec le clivage mythique de la gauche et de la droite qui constituait un obstacle au tournant corporatiste qu'imposait la crise du capitalisme, parce que même de manière déformé il continuait de rythmer la lutte des classes qu'il s'agissait à tous prix de neutraliser. De Gaulle échouera lors du référendume de 1969 à avancer davantage dans cette voie, sans pour autant que la classe dominante renonce à son objectif. Dès que les prémices de la chute prochaine de l'URSS virent le jour et plus encore par la suite, le PS se hâta de se défaire des oripeaux honteux du socialisme suivi de peu par le PCF, ces deux partis n'ayant plus aucune raison de se présenter sous un faux masque, le PCF abandonnant la dictature du prolétariat au profit de la dictature du capital, conversion officielle qui devait sceller leur destin ou mener à leur disparition à terme, le PCF ne devait plus que survivre artificiellement accrochés aux basques du PS qui apparaissait de plus en plus comme un parti de droite ou de la réaction au point que la question de son existence allait être posée. C'est Hollande et son gouvernement qui lui porteront le coup de grâce à partir de 2012, légitimer par le mouvement ouvrier qui avait appelé à voter pour lui et qui à partir de là était voué à connaître le même sort.

On aura observé qu'aux Etats-Unis, en Allemagne ou en France, en fait dans tous les pays, cette stratégie de confiscation du

pouvoir politique au profit de l'oligarchie allait se réaliser pas à pas grâce au soutien indéfectible du mouvement ouvrier corrompu. On en est rendu au stade où en France un candidat de l'oligarchie incarnant ni la droite ni la gauche nous dit-on, alors qu'en réalité il les incarne tous les deux, inconnu il y a peu et jamais élu il prendrait la direction de la 6è puissance mondiale.

En représentant à la fois la droite et la gauche, cela lui permettrait s'il était élu d'estimer illégitime toute opposition à sa politique d'où qu'elle viendrait, de neutraliser pour ainsi dire ses opposant ce dont nous avons déjà un avant-goût, à ceci près qu'une fois passées la fiction des élections, la réalité de la lutte de classes reprendrait ses droits et Macron se trouverait dans l'incapacité de continuer à tenir le même langage ou plus personne ne l'écouterait, il deviendrait la cible à abattre, parce que la nature ultraréactionnaire de sa politique et de ce qu'il incarne passerait au premier plan et pourrait servir de déclencheur à un gigantesque soulèvement populaire...

Avec Fillon président les choses se présenteraient autrement, les rapports entre LR et le PS ainsi que les syndicats demeureraient inchangés et ils continueraient leur jeu de rôles qui a plutôt réussi au régime jusqu'à présent. On voit bien ici qu'on est en présence de deux dispositifs distincts qui se différencient par la manière dont ils se disposent par rapport au mouvement ouvrier.

Avec Macron, ce serait un coup de massue brutal porté au mouvement ouvrier pour exiger son abdication sans condition, le neutraliser avec les risques de réactions violentes qui pourraient en résulter de la part de nombreux militants sincères combattant au côté de la classe ouvrière, sans parler de la crise que cela provoquerait dans les syndicats et les partis dits ouvriers. Avec Fillon, on resterait dans le jeu classique de la collaboration de classes qui a pourri le mouvement ouvrier, avec les concessions à la marge que cela induirait en échange de la paix sociale, ce que rejette une partie de l'oligarchie qui a opté pour Macron où la manière forte.

Macron ou les banksters au pouvoir

Parole d'internaute.

1- Las Vegas, bon choix “indeed”. Les valeurs progressistes? Fric et égoïsme. Le patron? Bienfaiteur de l’humanité. La logique? y’en a pas. Ils s’en tapent.

Il y a quoi autour de Las Vegas? Rien, un désert avec des cadavres plus ou moins bien enterrés pendant la nuit.

Trois exemples cinématographiques sur Las Vegas:

Casino (Scorcese), Show-girls (Verhoeven), Les Diamants sont éternels (Hamilton).

Quel choix Ô combien révélateur de leur vision du monde. La Sodome et Gomorrhe moderne.

2- En 2012, la banque Rothschild est mandatée pour la cession des actifs de Nestlé au laboratoire pharmaceutique Pfizer pour un montant de 9 milliards d’euros, et c’est Emmanuel Macron qui est aux manettes. Dans cette opération, la banque aurait pu recevoir entre 1,5% et 3% de la transaction sous forme de commission. Et quelle commission Emmanuel Macron a-t-il réussi à négocier ? Les deux entreprises siégeant en Suisse et aux Etats-Unis, certaines rémunérations auraient-elles pu se faire en dehors de la juridiction française ? Et dans le cas d’une rémunération sous forme de dividendes (ce qui est aussi une possibilité) sur combien d’années les étalements ont-ils été prévus ?

3- La naïveté à l’égard d’un Canard, en réalité totalement inféodé à ses sources – du style les copains de promo de Macron sortant un dossier de Bercy pour le transmettre à un Gaillard pas exactement “nanar” – laisse rêveur. Sérieusement, vous croyez que les salaires particulièrement juteux du Canard – outres les célèbres “chocolats” – pour pondre quelques lignes par semaine (et toucher allègrement ailleurs) ne justifient pas certaines compréhensions, sinon certaines connivences ?

Quant à l’absence d’enrichissement personnel chez Macron… euh, comment dire ? sans même trop s’interroger sur les potentiels conflits d’intérêts du dossier SFR débloqué par Macron pour son copain Drahi (M. Paradis Fiscal qui le lui rend bien aujourd’hui), le montage assez curieux de “l’Airbus du parapétrolier” Technip / FMC (avec l’ancien employeur de Macron aux dividendes), les arrières-plans des ventes des aéroports de Toulouse (pacte secret) Nice et Lyon etc. on a juste un ministre en exercice qui met à profit un voyage officiel à Londres pour faire une levée de fonds, se fait organiser sur fonds publics une petite soirée de promo perso à Las Vegas et qui a pompé 120 000 euros de frais de bouche à Bercy pour préparer sa candidature et recevoir jusqu’à ses “amis Facebook”…

Bref encore un chevalier blanc. Lui aussi s’est engagé à se retirer s’il était mis en examen… à suivre ?

4- J’ajouterais que si vous avez un sujet sérieux, par exemple dans l’espace social la manière dont EDF malgré ses obligations a longtemps contourné la mise en oeuvre des tarifs sociaux de l’énergie (en arnaquant au passage les plus démunis) ce n’est pas

la peine d'espérer que le volatile doré sur feuille s'en préoccupe. J'ai testé, avec démontage complet du système à l'appui.

Le fond de commerce du Canard, ce sont les règlements de comptes entre politiques, servis sur un plateau à la rédaction. Les fichiers ou les photocopies arrivent bien chauds rue St Honoré, deux coups de fil pour la sauce et un petit rewriting puis quelques verres dans l'annexe en face et voilà. Un petit billet de 7000 balles tombera à la fin du mois et les chocolats en fin d'exercice.

D'où toute l'ironie de la dénonciation, par les mêmes, des tambouilles Pénélope etc.

L'ironie suprême étant que contrairement aux fantasmes de ses lecteurs le Canard laqué ne pratique pas un journalisme d'investigation.

Il fonctionne, en réalité, comme ces vieilles feuilles de chantage, au fil du courant et de ses propres intérêts pas du tout désintéressés.

5- En marche vers un scandale Servier

Hasard ou conséquence, le leader d'En Marche plaidait quelques jours plus tôt pour mieux rembourser les médicaments vendus par… les laboratoires Servier.

Irène Frachon a relevé que le "représentant santé" (et principal inspirateur du programme d'E. Macron), Jean-Jacques Mourad, était en fait rémunéré par le laboratoire Servier.

Son frère, Bernard Mourad, ancien de Morgan Stanley, conseiller bancaire de Drahi, négocie avec le milliardaire le rachat de SFR. A. Montebourg alors ministre s'y oppose, remplacé par E. Macron, Drahi emporte le morceau. Sitôt E. Macron candidat, Bernard Mourad devient un de ses plus proches conseillers… https://blogs.mediapart.fr/jberman/blog/070317/macron-en-marche-vers-un-scandale-servier?utm_source=facebook&utm_medium=social&utm_campaign=Sharing&xtor=CS3-66

6- L'implosion en cours du PS pour favoriser une alliance "droite gauche" afin de contrer les… « populismes », l'alliance avec Bayrou et un programme néo libéral, progressiste et européiste soutenu par les milieux politico- financiers pourrait donner naissance à un parti "démocrate" en opposition au parti Républicain!

7- Lors de la vente de l'aéroport de Toulouse Blagnac bradé aux Chinois (Groupe Casil Europe / 49.9 % des parts , des irrégularités, abus de pouvoir auraient été commis par le ministre de l'économie de l'époque, un certain Emmanuel Macron http://www.ladepeche.fr/article/2017/02/28/2525795-privatisation-de-l-aeroport-macron-dans-le-viseur.html

Concessions autoroutières : opacité d'État

Emmanuel Macron, avant de démissionner de son poste, a fait appel du jugement de la CADA. La décision n'interviendra donc pas avant les élections présidentielles. Quels sont les intérêts protégés dont le secret doit être si bien gardé ?

http://www.anticor.org/2016/12/15/concessions-autoroutieres-opacite-detat/

Le pire n'est pas dans les contrats (écrit) mais ce qui est promis autour de la table pendant les négociations !

Les autoroutes avec Raymond Arvrillier (de 15:36 à 26:36)

https://www.franceculture.fr/emissions/les-pieds-sur-terre/des-citoyens-qui-changent-le-monde-4-lorchidee-et-les-autoroutes

8- Il ne vous aura pas échappé j'imagine que Ismaël EMELIEN, le chargé de com de Macron à son cabinet au ministère et maintenant dans sa campagne vient de HAVAS … :

"A 27 ans, Ismaël Emelien, de l'écurie Havas Worlwide (ex Euro RSCG), devient la tête pensante de la com' du nouveau ministre de l'Economie" http://www.lopinion.fr/2-septembre-2014/emmanuel-macron-choisit-communicant-l-ecurie-fouks-15877

Et, suprême, à nouveau, bien sûr, coïncidence, le patron de HAVAS, Yannick Bolloré, roule pour Macron. https://www.mediapart.fr/journal/france/140716/yannick-bollore-en-marche-avec-emmanuel-macron?onglet=full

Les faits leur donnent raison.

- Ils sont tous contre Macron - Liberation.fr

Le candidat d'En marche dispose du plus fort pronostic de victoire au second tour... Liberation.fr

- Présidentielle - Débat : et le plus convaincant a été... Emmanuel Macron ! - LePoint.fr

- Pour E. Macron, "l'état d'urgence doit être maintenu" aussi longtemps que nécessaire - Franceinfo

- Macron accepte d'être dépeint en "populiste", pas en "démagogue" - AFP

Parce qu'être populiste ou démagogue cela ne reviendrait pas au même...

Les néostaliniens et autres opportunistes sont désabusés.

Rappelons que Nikonoff et le Pardem s'étaient lancés dans la course à la présidentielle en voulant présenter un candidat (Nikonoff) et ils ont dû y renoncer.

- Rassemblement pour la démondialisation - Jacques Nikonoff - Le 19 mars 2017.

La chaîne de télévision TF1 organise ce qu'elle appelle faussement le « Grand Débat », lundi 20 mars, avec seulement 5 des 11 candidats à l'élection présidentielle.

Ainsi TF1 prétend choisir à la place des Français les candidats à l'élection présidentielle qui lui semblent dignes d'intérêt. Alors que 11 candidats ont été validés par le Conseil constitutionnel après avoir obtenu au moins 500 parrainages, le système en a sélectionné 5 : Madame Le Pen et Messieurs Fillon, Hamon, Macron, Mélenchon.

TF1 ne respecte pas le principe d'égalité et choisit ceux qui ont le droit de débattre, avec la complicité du CSA et des 5 candidats eux-mêmes ! C'est peut-être ça, d'ailleurs, le plus écœurant. Car ces 5 candidats présélectionnés par le système acceptent cette situation scandaleuse. Elle leur paraît même naturelle puisqu'aucun d'entre eux ne s'est désisté en protestation contre cette manipulation de l'élection.

Ils veulent rester dans le système, recherchent son soutien, et se félicitent que les autres voix soient étouffées pour conserver leur monopole. Jacques Nikonoff.

Il a raison, aucun ne mérite une voix ouvrière. Cela dit, Nikonoff ne va pas jusqu'à appeler au boycott de ces élections truquées, aucun parti dit ouvrier à ma connaissance n'y appelle parce qu'aucun n'entend rompre avec les institutions de la Ve République, CQFD.

Dans quel monde vivent-ils ? Crédibilité zéro.

Bouleversant, choquant, somme toute normal quand on se donne la peine de réfléchir un instant.

- Mélenchon censuré : les médias font la campagne de Macron, Fillon, Hamon & Le Pen ! par le PRCF - legrandsoir.info 15.03

Les médias-oligarques favoriseraient certains candidats au détriment des autres, et "ce n'est pas une impression", non, sans blague ! C'est à croire qu'on ne serait pas en démocratie.

Entre nous, c'est dans la nature du parlementarisme bourgeois, mais comme ils n'ont eu de cesse d'y participer et de le légitimer, le dénoncer est au-dessus de leur force. Pourquoi ? Parce qu'au-delà il faudrait affronter le régime et cela n'a jamais été dans la nature du stalinisme.

Qu'est-ce qui fait défaut à D. Gluckstein ? Ce qu'il reproche à Hamon et Mélenchon.

Editorial de Daniel Gluckstein de la Tribune des travailleurs du 15 mars 2017 : Qu'est-ce qui fait défaut ?

Alors que Mélenchon et Hamon ne "*font pas référence*" à l'abrogation de la réforme El Khomri dans "*leurs récentes interviews*", selon Gluckstein il faudrait faire comme si, pour y croire très fort fermez les yeux ou croisez les doigts, attendez la suite avant d'aller brûler un cierge, car peu importe qu'ils ne soient pas non plus favorables à la rupture avec l'UE, vous devrez vous contenter d'une "*remise en cause, même limitée, du carcan de l'Union européenne*", formule jésuitique de l'ordre du sophisme qui vous appelle à la soumission à l'ordre établi en somme.

Pourquoi ou comment en sommes-nous arrivés là sinon que les dirigeants du mouvement ouvrier dont D. Gluckstein s'est employé jusqu'à ce jour à faire croire que les partis dits ouvriers et les syndicats seraient les "*deux piliers indissociables de la démocratie politique*", alors qu'ils n'ont eu de cesse de collaborer avec les institutions de la Ve République que le même D. Gluckstein caractérise par ailleurs de bonapartiste et d'antidémocratique. En réalité ce sont surtout "deux piliers" du régime pour y être inféodés.

Depuis l'époque de l'OCI, puis du PCI, du MPPT, du PT, du POI et maintenant avec le POID, il n'a cessé de servir de flanc gauche à ces partis et aux appareils vendus des syndicats avec lesquels il n'a jamais rompu, du coup on comprend pourquoi ils s'accommodent du mot d'ordre de la rupture avec les institutions de la Ve République puisque leurs dirigeants savent par expérience que c'est sans conséquences pratiques ou du vent.

Il l'illustre très bien lui-même en voulant nous faire croire qu'un gouvernement qui serait issu d'une majorité parlementaire composée forcément majoritairement par des députés du PS pourrait abroger la loi El Khomeri, là il fait dans la fabulation ou la mythomanie, "*qui osera dire aux travailleurs que c'est la même chose d'avoir un gouvernement qui applique et aggrave la loi El Khomri ou un gouvernement qui l'abroge ?*", il prête ouvertement au PS des intentions qu'il n'a jamais eu, peu importe, dans son délire il va jusqu'à réécrire l'histoire au profit du PS : "*Qui osera leur dire que c'est la même chose d'avoir un gouvernement qui ne fait que du « copier-coller des directives européennes » ou un gouvernement qui formule la question du carcan de l'Union européenne et de sa remise en cause ?*", c'est à croire que le gouvernement issu du même parti ne s'est pas borné pendant 5 ans à faire du « *copier-coller des directives européennes* », d'un coup de baguette magique après un siècle passé dans le camp de la réaction pour un peu le PS pourrait devenir un parti révolutionnaire, à ce compte-là on pourrait aussi être tenté de voter Le Pen ! Pour faire renaître des illusions dans le PS dans la tête des travailleurs, on ne ferait pas mieux.

Ensuite il s'enfonce un peu plus dans l'imposture en affirmant que : "*Ce qu'il faut dégager, ce sont les contre-réformes réactionnaires (à commencer par la loi El Khomri) et les institutions qui permettent de les imposer*", alors qu'en fait il faut commencer par dégager les institutions pour pouvoir abolir la Constitution et toutes les lois antisociales, on ne combat pas les "*contre-réformes réactionnaires*" dans la perspective d'ontenir leur abrogation, même si cela pourrait se produire exceptionnellement et de manière fort limitée, elles seraient remplacées quelque temps plus tard par d'autres "*contre-réformes réactionnaires*" similaires (Voyez le CPE), ce n'est pas notre objectif, parce qu'on sait qu'à ce jeu-là le régime demeurerait en place indéfiniment, on les combat parce qu'elles incarnent la nature, les fondements du régime incompatibles avec nos besoins ou aspirations.

Dès lors on ne voit pas trop comment "*le premier acte en ce sens, c'est de se donner les moyens de l'unité*" avec le PS qui a adopté ces "*contre-réformes réactionnaires*".

Pour Gluckstein l'impossibilité pour Hamon et Mélenchon de réaliser l'unité proviendrait de leur manque de "*volonté*" et non des contradictions dans lesquelles ils sont empétrés entre leur nature inféodée au régime et leurs discours qui consistent à masquer (maladroitement) leur imposture, parce qu'il se refuse à les caractériser pour ce qu'ils sont réellement.

Jeu de rôle institutionnel.

Le cirque électoral

- Onze candidats en piste pour l'Elysée - AFP

Onze candidats disputeront le premier tour de l'élection présidentielle le 23 avril, a annoncé samedi le Conseil constitutionnel après validation de la liste complète des parrainages.

Trois candidats - Philippe Poutou, Jean Lassalle et Jacques Cheminade - se sont qualifiés in extremis et rejoignent les huit premiers à avoir franchi le cap des 500 signatures: François Fillon, Benoît Hamon, Emmanuel Macron, Nicolas Dupont-Aignan, Jean-Luc Mélenchon, Nathalie Arthaud, Marine Le Pen et François Asselineau. AFP

La tondeuse

- Enquête électorale : les indécis détiennent la clé du scrutin présidentiel - lemonde.fr

A cinq semaines du premier tour de la présidentielle, 66 % des électeurs seulement sont certains d'aller voter, selon la dernière vague d'enquête du Cevipof pour « Le Monde ». lemonde.fr 17.03

Et parmi ces 66 %, un tiers peut encore changer d'avis ou ne sait pas exactement pour quel candidat il va voter.

Ils ont tous les droits.

- Débat présidentiel : pourquoi TF1 a le droit de zapper Nicolas Dupont-Aignan - Franceinfo

Le candidat à l'élection présidentielle conteste son absence au débat organisé lundi 20 mars sur la chaîne. Franceinfo

Illusion et instrumentalisation.

- Pari réussi pour la démonstration de force de Jean-Luc Mélenchon - Franceinfo

- Benoît Hamon réussit son pari à Bercy - Franceinfo

Un scoop !

- Le Roux a employé ses filles comme collaboratrices parlementaires - AFP

Le Premier ministre Bernard Cazeneuve va rencontrer mardi le ministre de l'Intérieur Bruno Le Roux à la suite des révélations de l'émission Quotidien (TMC) sur les CDD de ses deux filles comme collaboratrices parlementaires à l'Assemblée nationale, a-t-on appris auprès de Matignon. AFP 20.03

L'AFP se lamente parce que les barbares sont en difficulté.

- En Syrie, les rebelles en passe de perdre un nouveau fief (Homs - ndlr) - AFP

Libération voulait y croire...

- La rébellion en pleine démonstration de force à Damas - Liberation.fr 20.03

... hélas ! 24 heures plus tard...

- Syrie: fin des combats à Damas où la vie reprend - AFP 21.03

C'est dommage, cela aurait été si chouette la capitale de la Syrie à feu et à sang avec en prime la tête de Bachar el-Assad...

Ils osent tout

- Hollande : «La démocratie est menacée quand l'invective remplace la perspective» - Liberation.fr

- Présidentielle : "Benoît Hamon a un projet clair, un projet de gauche, un projet ambitieux" - Franceinfo

- «La mention du sexe, quel qu'il soit, n'a plus sa place» - Liberation.fr

- Pékin : la reconnaissance faciale pour éviter les abus de papier toilette - Franceinfo

Ils ont été jusqu'à placer des caméras de surveillance dans les toilettes publiques, quel monde de dingues !

Haut de page

Le 22 mars 2017

CAUSERIE

On ajoutera des articles dans la rubrique *Articles d'actualité* plus tard, je crève de chaud et j'ai hâte de sortir du bureau.

Cette causerie m'a été inspiré par les commentaires (désabusés) que j'ai lus à la suite d'articles publiés par différents blogs.

Un peu de cohérence ne ferait de mal à personne.

Tout le monde semble tomber des nus. Mais dans quel monde viviez-vous jusqu'à présent ?

Vous ne vouliez pas vous poser cette question ou le savoir, et bien vous allez y être obligés et c'est très bien ainsi, cela vous forcera à réfléchir un peu plus que d'ordinaire et à vous remettre en cause, tout du moins il faut l'espérer, c'est tout le mal qu'on vous souhaite.

Pourquoi les gens s'étonnent-ils de ce qui se passe actuellement ? A les entendre les médias étaient différents autrefois, la société était meilleure, etc.

Vraiment ? Les médias et les partis institutionnels n'ont pas changé de nature, ils sont restés inféoder au régime, compte tenu de la dépendance totale de l'économie vis-à-vis de l'oligarchie financière, compte tenu du niveau de de la soumission de l'Etat au marché, compte tenu du contrôle totale exercé par l'oligarchie sur les médias, compte tenu du degré de corruption et de dégénérescence atteint par le mouvement ouvrier et son avant-garde, désormais les oligarques estiment qu'ils concentrent suffisamment de pouvoir pour imprimer leur diktat à l'ensemble de la société ou décider de son orientation uniquement en fonction de leurs besoins puisque tous les contre-pouvoirs ont été neutralisés ou achetés.

La lutte de classe des exploités n'a pas disparu, mais compte tenu de son orientation corporatiste, opportuniste, réactionnaire, compte tenu de l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire profondément ancré dans les masses laborieuses et susceptible de les rassembler, l'oligarchie est amenée à faire comme si c'était le cas sachant qu'elle peut compter sur le soutien indéfectibles des appareils corrompus de tous les syndicats et de tous les partis qui leur sont organiquement liés. C'était déjà le cas hier, ce le sera encore plus demain.

Pourquoi les gens s'étonnent-ils de ce qui se passe actuellement ? A les entendre les médias étaient différents autrefois, la société était meilleure, etc.

Ils ne s'en étonneraient pas s'ils avaient pu caractériser les différents acteurs sociaux ou politiques ainsi que les institutions conformément à leur nature de classe, or ils en furent empêchés par l'interprétation qui leur en fut donnée par les médias et ces différents acteurs liés au régime. En réalité, ils ont toujours été aussi hypocrites. En revanche ce qui a changé, c'est qu'hier ils se servaient de l'URSS, la Chine, etc. pour agiter la menace du communisme qui a pratiquement complètement disparue et qu'ils ont entretenue pendant des décennies pour justifier leurs dépenses en armement ou leurs interventions militaires aux quatre coins de la planète, ils l'ont remplacé par la Russie de Poutine et le terrorisme qu'ils ont créé de toutes pièces dans le même but, voire l'augmentation du budget de la Défense conformément aux "voeux" exprimés par l'OTAN et Trump.

C'est sur le plan politique que ce changement allait avoir de graves conséquences qui expliquent davantage leur comportement débridé et tyrannique actuel. Les sociaux-démocrates s'empressèrent de se débarrasser des oripeaux du socialisme qui les encombraient depuis des lustres, tandis que les staliniens profiteraient de l'occasion pour les imiter, de sorte que le mouvement ouvrier qu'ils contrôlaient (et contrôlent toujours) allait se retrouver sans direction, et tous les autres courants du mouvement ouvrier qui étaient liés au PS ou au PCF et donc déjà profondément gangrenés par l'opportunisme allaient se disloquer pour finalement abandonner le programme de la révolution socialiste.

Du coup seul le capitalisme allait demeurer en lice et comme perspective pour toutes les composantes du mouvement ouvrier, qui tous tour à tour allaient adopter les besoins du régime au détriment de ceux des travailleurs, ne serait-ce que par leur collaboration avec les appareils des syndicats qu'ils n'allaient par renier mais renforcer au lieu de rompre avec eux, leur existence en dépend largement, y compris sur le plan financier.

Toute perspective du socialisme ou de changer la société étant renvoyée à une date indéterminée ou très éloignée dans le futur, semble-t-il, les représentants ou porte-parole de l'oligarchie allaient se servir de cet argument comme levier pour justifier leur offensive contre l'ensemble de la société au nom de la préservation de ce qui pourrait l'être encore, comme si la société était atteinte par un mal mystérieux et impossible à cerner, qui plus est incurable, qui la menacerait et la forcerait à concevoir la nécessité d'accepter d'innnombrables sacrifices pour préserver les valeurs fondamentales de liberté et de démocratie sur laquelle elle reposait, de sorte que la régression sociale sans fin par laquelle ses sacrifices se traduiraient serait présentée comme un moindre mal nécessaire auquel chacun devrait se soumettre de bonne grâce en attendant des jours meilleurs qui ne viendront jamais évidemment, mais cela l'oligarchie ne peut pas l'avouer.

Bref, cette terrible fatalité qui s'est soudain abattue injustement sur la société et dont tout le monde ignore l'origine, est la cause de tous nos malheurs ou souffrances, et si personne n'en serait responsable, elle n'épargne personne non plus, aussi il serait équitable, voire charitable que chacun en assume une partie et prenne son mal en patience, sans accuser injustement ceux qui gouvernent et qui s'emploient honnêtement à vous rendre compte des efforts qu'ils font pour vous aider à supporter sincèrement cette épreuve dans une période difficile dont tout le monde se serait bien passé.

Ils n'étaient pas plus hypocrites hier qu'aujourd'hui, ils le sont plus ouvertement engaillardis par l'absence de toute opposition organisée ou alternative au capitalisme depuis qu'ils ont pris le contrôle de l'exécutif, du législatif, du judiciaire, des médias, de l'ensemble de l'économie et du mouvement ouvrier.

Leur arrogeance, leurs opérations illégales, leur intention ouvertement affichée de museler la liberté d'expression, à censurer les opposants au régime, leurs appels à la délation digne de Vichy, l'instauration d'un régime policier, la militarisation de la société, leur formidable imposture ou leur propension au mensonge éhonté ou grotesque, etc. posent paradoxalement problème à tous ceux qui se disaient de gauche, et qui pour ignorer ce que cela signifiait se faisaient des illusions sur la nature du régime en place, sur sa faculté à incarner le progrès social ou qui croyaient que le capitalisme disposait de capacités illimitées, de sorte que secrètement ils espéraient qu'il réaliserait progressivement le socialisme ou qu'il leur permettrait d'améliorer leur condition ou de maintenir leur mode de vie relativement confortable. Ils ne comprennent rien à ce qui est en train de se passer pour avoir adopté une interprétation erronée des rapports sociaux qui existaient dans la société et qu'ils ne se sont jamais donnés la peine d'étudier, parce que finalement ils étaient parvenus à s'accommoder du capitalisme qui leur procurait certains privilèges, dès lors pourquoi se poser davantage de questions, pourquoi chercher à l'affronter ou envisager de le renverser.

Et ils en sont toujours là. Ils ne peuvent pas ou ne veulent pas se résoudre à envisager que la solution à leur problème se situerait au-delà du capitalisme, ils ne sont qu'au début de leur cauchemar. Ils avaient placé leur espoir dans Hollande et on sait ce qu'il en est advenu, maintenant ils se rabattent sur Hamon ou Mélenchon qui n'envisagent pas de briser les lois de fonctionnement du capitalisme pour s'y soumettre, ce qu'ils ne saisiront pas puisqu'ils les ignorent, ces gens de gauche formulent naïvement un voeu ou un souhait et ils voudraient que par miracle il soit exaucé sans tenir compte de la réalité qui devrait se conformer à leurs désirs, c'est désolant ou consternant de puérilité sachant qu'ils ont acquis un certain niveau de développement intellectuel qui ne leur sert à rien ici, hélas !

C'est eux que vise en priorité la propagande officielle et la désinformation, la censure à laquelle se livrent les médias oligarchiques, pour leur interdire de comprendre la situation ou ce qui se passe réellement pour qu'ils ne soient pas tentés de s'orienter vers le socialisme, pour briser leur résistance, les faire rentrer dans le rang.

La plus grande menace qui plane de nos jours sur le régime, sur l'oligarchie et l'élite qui la sert servilement réside là. Les classes moyennes, les couches supérieures du prolétariat, les intellectuels, les éléments les plus avancés de la classe ouvrière, tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans l'orientation actuelle de la société ou la condamnent ne doivent pas réaliser la jonction avec la classe ouvrière, avec le gros des troupes des masses exploitées pour affronter le régime, en aucun cas ils ne doivent renouer avec le socialisme. A suivre.

Ils osent tout.

- L'affaire Le Roux, pas une bonne nouvelle pour Fillon, estime la presse - AFP 22.03

Le ministre de l'Intérieur Bruno Le Roux a démissionné mardi, après qu'eut été révélé qu'il avait employé ses deux filles comme collaboratrices parlementaires. Entre nous, on s'en fout, on ne l'aurait jamais attaqué sur ce plan, pas davantage Fillon, c'est tellement insignifiant...

1- Pourquoi Hollande sacrifie-t-il Leroux ?

Parce que la ficelle était un peu grosse et tout le monde avait compris d'où venaient les attaques contre Fillon : de l'Elysée qui soutient Macron. Pour éviter que les projecteurs se reportent sur l'escroc Macron en proie également à des accusations d'abus de bien sociaux ou détournement de fonds publics. (Lire les détails dans le blog Les-crises.fr)

- François Hollande "suspecté d'instrumentaliser la justice contre François Fillon, a voulu montrer qu'il savait sacrifier ses amis, que la gauche elle sait trancher et remet du sel sur la plaie Fillon des affaires", analyse Cécile Cornudet, des Echos.

2- Une mauvaise nouvelle pas vraiment pour celui que vous croyez...

- L'affaire Bruno Leroux, obligé de démissionner après l'ouverture d'une enquête sur l'emploi de ses deux filles comme collaboratrices parlementaires, n'est pas une bonne nouvelle pour François Fillon, lui aussi aux prises avec la justice, estime mercredi la presse.

3- Elle tombe au bon moment...

- François Fillon semblait relancer sa campagne", note Bernard Stéphan, dans La Montagne.

4- La version, la vraie, que vous êtes censés croire par cette démonstration...

- "Il y avait donc bien deux poids, deux mesures, selon qu'on était ou non LR, et un acharnement suspect des médias. Ce trop commode raisonnement s'est effondré en une journée", assène Laurent Joffrin, de Libération.

Bernard Stéphan, dans La Montagne : "la rapidité de l'éviction et la célérité de la justice montrent que François Fillon n'a pas été victime d'un "complot", d'un assassinat politique", d'un "acharnement judiciaire+ comme certains de ses partisans et lui-même l'ont dit".

Philippe Marcacci, de l'Est Républicain en rajoute une couche : cela "prouve que la justice travaille avec célérité pour tous"... mais pas pour Macron !

5- Leur objectif: inciter Fillon à imiter Leroux...

- Cette décision permet au président de la République "de souligner à quel point François Fillon aurait été bien inspiré d'en faire autant", relève Hubert Coudurier, du Télégramme.

6- Et ceux qui lâchent le morceau...

- Ce qui fait dire à Sébastien Lacroix, dans L'Union/L'Ardennais que "Hollande et Cazeneuve ont tôt fait de comprendre qu'ils avaient l'occasion d'en remettre une louche sur Fillon".

Aveu. Comment à leur manière ils légitiment le boycott de l'élection présidentielle.

- Voter ne sert à rien - Le Huffington Post

La fin de cet article est instructif, on pourrait la signer :

Le Huffington Post - A la lumière de tout cela, pourquoi voter? Pour garantir le statu quo, le vote étant la procédure par laquelle le système se relégitimise pour se perpétuer.

Mais si l'on souhaite que les choses évoluent vraiment, voter ne sert à rien. Le Huffington Post 22.03

Excellent, incroyable de lucidité, n'est-ce pas ?

Vous avez dit affairistes. Les affaires sont les affaires.

- L'affaire Le Roux, pas une bonne nouvelle pour Fillon, estime la presse - AFP

L'affaire Bruno Leroux, obligé de démissionner après l'ouverture d'une enquête sur l'emploi de ses deux filles comme collaboratrices... AFP

- Pierre Moscovici s'est aussi fait offrir des costumes de luxe - Franceinfo

Interrogé, le commissaire européen a assuré que ces cadeaux n'avaient pas eu de contreparties. - Franceinfo 22.03

Voterez-vous pour un candidat adoubé par le Président de la Commission européenne ?

- Hamon à Bruxelles reçoit l'appui de Moscovici - AFP

Le candidat PS à la présidentielle Benoît Hamon était mardi à Bruxelles pour défendre son projet européen, auprès du président de la commission Jean-Claude Juncker puis du commissaire européen Pierre Moscovici, qui lui a apporté un discret soutien. AFP 22.03

Sérieusement, Daniel Gluckstein (POID) avait cru discerner dans les propos d'Hamon une "remise en cause, même limitée, du carcan de l'Union européenne", sait-il encore lire ou il se fout ouvertement des militants et travailleurs auxquels il s'adresse ? (voire la causerie d'hier)

Matraquage quotidien au-delà de la nausée...

Le bourrage des urnes

- Macron prend l'ascendant sur Le Pen après le débat - Reuters

Le harcèlement

- Les affaires Fillon n'en finissent pas de rebondir - Liberation.fr

Nouvelles révélations concernant François Fillon. Selon le Canard enchaîné de ce mercredi, le député de Paris, via sa société 2F Conseil, a signé un contrat... Liberation.fr

Ils osent tout

- 91 % des Français lisent des livres - LeFigaro.fr

Vous êtes sûr que ce ne serait pas 100% ?

Haut de page

Le 23 mars 2017

CAUSERIE

Il est 22h36 à Pondichéry, mercredi 22. J'ai ajouté 6 articles minutieusement sélectionnés.

Je mets désormais de préférence en ligne les articles qui peuvent aider les lecteurs à se forger leur propre conviction. N'étant pas l'auteur de ces articles, on ne pourra pas m'accuser de vouloir orienter les convictions des lecteurs, tout au plus on pourrait me reprocher de partager des informations sourcées et vérifiables qui permettent de mieux comprendre la situation, je le revendique.

Je ne fais que faire ce que je devais faire conformément à mes principes et mon engagement politique, je n'ai aucun mérite en la matière.

La nature de ces informations est suffisamment abominable pour ne pas avoir à les interpréter, et en arriver à la conclusion qu'il faut d'urgence éradiquer le capitalisme de la surface de la planète, tout autre comportement contribuerait à sa survie en cautionnant ses multiples méfaits et crimes. Dès lors, à chacun de voir quel contenu il entend donner à sa bonne conscience en étant averti qu'il devra l'assumer jusqu'au bout.

Voilà le modèle monstrueux de société que l'oligarchie veut imposer au monde entier.

Un aperçu extrait de : Le texte officiel du gouvernement chinois sur la situation des droits de l'homme aux Etats-Unis. (à télécharger dans cette page, en deux parties)

- Il y a eu au total 58 125 incidents de violence armée (http://www.gunviolencearchive.org/), dont 385 fusillades de masse aux États-Unis en 2016, faisant 15 039 morts et 30 589 blessés. Les États-Unis ont le deuxième taux d'incarcération pénitentiaire (http://www.statista.com/) le plus élevé au monde, avec 693 prisonniers pour 100 000 habitants (www.statista.com, April 2016). En 2016, 70 millions d'Étasuniens sont passés par la case prison – c'est presque un adulte sur trois. (harvardlawreview.org, 5 janvier 2017) [2 millions (https://fr.wikipedia.org/wiki/Prison_aux_ %C3%89tats-Unis) y sont encore pour wikipedia, NdT]

- Selon les données du crime publiées par le FBI, l'application de la loi a entraîné environ 10 797 088 arrestations en 2015 à l'échelle nationale. Le taux d'arrestation estimé pour les États-Unis en 2015 était de 3 363 arrestations pour 100 000 habitants (ucr.fbi.gov).

- Les médias ont recensé 1 348 décès liés aux arrestations entre le 1 juin 2015 et le 31 mars 2016, soit une moyenne de 135 personnes abattues par mois (www.bjs.gov, 22 décembre 2016). Au total, 963 personnes ont été abattues par la police en 2016 (github.com/washingtonpost/data-police-shootings).

- Les décès dans les prisons ont continué à augmenter. Selon les données publiées par le Bureau of Justice Statistics en décembre 2016, entre 2001 et 2014, il y a eu 50 785 décès de détenus aux États-Unis. Pour la seule année 2014, il y a eu 3 927 décès de détenus dans les prisons étatiques et fédérales. Il s'agit du plus grand nombre de décès de détenus, depuis que le Programme de déclaration des décès en prison (DCRP) a commencé à recueillir des données en 2001.

- Les écarts de revenu ont continué à s'élargir. Le 17 mai 2016, le site internet du Guardian rapportait que les 500 principaux dirigeants des États-Unis gagnaient 340 fois le salaire moyen des travailleurs, en 2015. Indexés à l'inflation, les salaires

des travailleurs ordinaires ont stagné depuis 50 ans (Www.theguardian.com, 17 mai 2016). Businessinsider.com a révélé que, tandis que les salaires des PDG des 350 plus grandes entreprises américaines ont augmenté d'environ 940% entre 1978 et 2015, après ajustement de l'inflation, la rémunération du travailleur typique n'a augmenté que de 10% (Www.businessinsider.com, 15 août 2016). Le site internet du Wall Street Journal indique qu'au cours des 30 dernières années, près de 70% des revenus sont allés aux 10% des Américains les plus riches, phénomène qui a été sarcastiquement nommé la plus étonnante « réussite économique » de ces dernières années par The Time (www.newser.com, 8 décembre 2016).

- Les centres pour le contrôle et la prévention des maladies ont signalé qu'il y a eu 41.149 cas de suicide aux États-Unis en 2013, soit environ 41% de plus qu'en 1999. Le suicide était la dixième cause de décès aux États-Unis en 2013, emportant deux fois plus de vies que l'homicide (www.bls.gov, décembre 2016). En 2015, le taux de suicide aux États-Unis a atteint son niveau le plus élevé en près de trois décennies (www.bbc.co.uk, 22 avril 2016). Fin de l'extrait.

Terrifiant, n'est-ce pas ? C'est le sort qui nous attend si nous ne réagissons pas. Alors on le garde ou on s'en débarrasse de leur système économique monstrueux et mafieux, belliqueux et criminel, barbare ?

La suite peut-être dans la journée ou plus tard, je dois aussi prendre le temps de m'occuper de ma maison et de mes affaires que je néglige comme toujours !

Haut de page

Le 22 mars 2017

CAUSERIE

On ajoutera des articles dans la rubrique *Articles d'actualité* plus tard, je crève de chaud et j'ai hâte de sortir du bureau.

Cette causerie m'a été inspiré par les commentaires (désabusés) que j'ai lus à la suite d'articles publiés par différents blogs.

Un peu de cohérence ne ferait de mal à personne.

Tout le monde semble tomber des nus. Mais dans quel monde viviez-vous jusqu'à présent ?

Vous ne vouliez pas vous poser cette question ou le savoir, et bien vous allez y être obligés et c'est très bien ainsi, cela vous forcera à réfléchir un peu plus que d'ordinaire et à vous remettre en cause, tout du moins il faut l'espérer, c'est tout le mal qu'on vous souhaite.

Pourquoi les gens s'étonnent-ils de ce qui se passe actuellement ? A les entendre les médias étaient différents autrefois, la société était meilleure, etc.

Vraiment ? Les médias et les partis institutionnels n'ont pas changé de nature, ils sont restés inféoder au régime, compte tenu de la dépendance totale de l'économie vis-à-vis de l'oligarchie financière, compte tenu du niveau de de la soumission de l'Etat au marché, compte tenu du contrôle totale exercé par l'oligarchie sur les médias, compte tenu du degré de corruption et de dégénérescence atteint par le mouvement ouvrier et son avant-garde, désormais les oligarques estiment qu'ils concentrent suffisamment de pouvoir pour imprimer leur diktat à l'ensemble de la société ou décider de son orientation uniquement en fonction de leurs besoins puisque tous les contre-pouvoirs ont été neutralisés ou achetés.

La lutte de classe des exploités n'a pas disparu, mais compte tenu de son orientation corporatiste, opportuniste, réactionnaire, compte tenu de l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire profondément ancré dans les masses laborieuses et susceptible de les rassembler, l'oligarchie est amenée à faire comme si c'était le cas sachant qu'elle peut compter sur le soutien indéfectibles des appareils corrompus de tous les syndicats et de tous les partis qui leur sont organiquement liés. C'était déjà le cas hier, ce le sera encore plus demain.

Pourquoi les gens s'étonnent-ils de ce qui se passe actuellement ? A les entendre les médias étaient différents autrefois, la société était meilleure, etc.

Ils ne s'en étonneraient pas s'ils avaient pu caractériser les différents acteurs sociaux ou politiques ainsi que les institutions conformément à leur nature de classe, or ils en furent empêchés par l'interprétation qui leur en fut donnée par les médias et ces différents acteurs liés au régime. En réalité, ils ont toujours été aussi hypocrites. En revanche ce qui a changé, c'est qu'hier ils se servaient de l'URSS, la Chine, etc. pour agiter la menace du communisme qui a pratiquement complètement disparue et qu'ils ont entretenue pendant des décennies pour justifier leurs dépenses en armement ou leurs interventions militaires aux

quatre coins de la planète, ils l'ont remplacé par la Russie de Poutine et le terrorisme qu'ils ont créé de toutes pièces dans le même but, voire l'augmentation du budget de la Défense conformément aux "voeux" exprimés par l'OTAN et Trump.

C'est sur le plan politique que ce changement allait avoir de graves conséquences qui expliquent davantage leur comportement débridé et tyrannique actuel. Les sociaux-démocrates s'empressèrent de se débarrasser des oripeaux du socialisme qui les encombraient depuis des lustres, tandis que les staliniens profiteraient de l'occasion pour les imiter, de sorte que le mouvement ouvrier qu'ils contrôlaient (et contrôlent toujours) allait se retrouver sans direction, et tous les autres courants du mouvement ouvrier qui étaient liés au PS ou au PCF et donc déjà profondément gangrenés par l'opportunisme allaient se disloquer pour finalement abandonner le programme de la révolution socialiste.

Du coup seul le capitalisme allait demeurer en lice et comme perspective pour toutes les composantes du mouvement ouvrier, qui tous tour à tour allaient adopter les besoins du régime au détriment de ceux des travailleurs, ne serait-ce que par leur collaboration avec les appareils des syndicats qu'ils n'allaient par renier mais renforcer au lieu de rompre avec eux, leur existence en dépend largement, y compris sur le plan financier.

Toute perspective du socialisme ou de changer la société étant renvoyée à une date indéterminée ou très éloignée dans le futur, semble-t-il, les représentants ou porte-parole de l'oligarchie allaient se servir de cet argument comme levier pour justifier leur offensive contre l'ensemble de la société au nom de la préservation de ce qui pourrait l'être encore, comme si la société était atteinte par un mal mystérieux et impossible à cerner, qui plus est incurable, qui la menacerait et la forcerait à concevoir la nécessité d'accepter d'innnombrables sacrifices pour préserver les valeurs fondamentales de liberté et de démocratie sur laquelle elle reposait, de sorte que la régression sociale sans fin par laquelle ses sacrifices se traduiraient serait présentée comme un moindre mal nécessaire auquel chacun devrait se soumettre de bonne grâce en attendant des jours meilleurs qui ne viendront jamais évidemment, mais cela l'oligarchie ne peut pas l'avouer.

Bref, cette terrible fatalité qui s'est soudain abattue injustement sur la société et dont tout le monde ignore l'origine, est la cause de tous nos malheurs ou souffrances, et si personne n'en serait responsable, elle n'épargne personne non plus, aussi il serait équitable, voire charitable que chacun en assume une partie et prenne son mal en patience, sans accuser injustement ceux qui gouvernent et qui s'emploient honnêtement à vous rendre compte des efforts qu'ils font pour vous aider à supporter sincèrement cette épreuve dans une période difficile dont tout le monde se serait bien passé.

Ils n'étaient pas plus hypocrites hier qu'aujourd'hui, ils le sont plus ouvertement engaillardis par l'absence de toute opposition organisée ou alternative au capitalisme depuis qu'ils ont pris le contrôle de l'exécutif, du législatif, du judiciaire, des médias, de l'ensemble de l'économie et du mouvement ouvrier.

Leur arrogeance, leurs opérations illégales, leur intention ouvertement affichée de museler la liberté d'expression, à censurer les opposants au régime, leurs appels à la délation digne de Vichy, l'instauration d'un régime policier, la militarisation de la société, leur formidable imposture ou leur propension au mensonge éhonté ou grotesque, etc. posent paradoxalement problème à tous ceux qui se disaient de gauche, et qui pour ignorer ce que cela signifiait se faisaient des illusions sur la nature du régime en place, sur sa faculté à incarner le progrès social ou qui croyaient que le capitalisme disposait de capacités illimitées, de sorte que secrètement ils espéraient qu'il réaliserait progressivement le socialisme ou qu'il leur permettrait d'améliorer leur condition ou de maintenir leur mode de vie relativement confortable. Ils ne comprennent rien à ce qui est en train de se passer pour avoir adopté une interprétation erronée des rapports sociaux qui existaient dans la société et qu'ils ne se sont jamais donnés la peine d'étudier, parce que finalement ils étaient parvenus à s'accommoder du capitalisme qui leur procurait certains privilèges, dès lors pourquoi se poser davantage de questions, pourquoi chercher à l'affronter ou envisager de le renverser.

Et ils en sont toujours là. Ils ne peuvent pas ou ne veulent pas se résoudre à envisager que la solution à leur problème se situerait au-delà du capitalisme, ils ne sont qu'au début de leur cauchemar. Ils avaient placé leur espoir dans Hollande et on sait ce qu'il en est advenu, maintenant ils se rabattent sur Hamon ou Mélenchon qui n'envisagent pas de briser les lois de fonctionnement du capitalisme pour s'y soumettre, ce qu'ils ne saisiront pas puisqu'ils les ignorent, ces gens de gauche formulent naïvement un voeu ou un souhait et ils voudraient que par miracle il soit exaucé sans tenir compte de la réalité qui devrait se conformer à leurs désirs, c'est désolant ou consternant de puérilité sachant qu'ils ont acquis un certain niveau de développement intellectuel qui ne leur sert à rien ici, hélas !

C'est eux que vise en priorité la propagande officielle et la désinformation, la censure à laquelle se livrent les médias oligarchiques, pour leur interdire de comprendre la situation ou ce qui se passe réellement pour qu'ils ne soient pas tentés de s'orienter vers le socialisme, pour briser leur résistance, les faire rentrer dans le rang.

La plus grande menace qui plane de nos jours sur le régime, sur l'oligarchie et l'élite qui la sert servilement réside là. Les classes moyennes, les couches supérieures du prolétariat, les intellectuels, les éléments les plus avancés de la classe ouvrière, tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans l'orientation actuelle de la société ou la condamnent ne doivent pas réaliser la jonction avec la classe ouvrière, avec le gros des troupes des masses exploitées pour affronter le régime, en aucun cas ils ne doivent renouer avec le socialisme. A suivre.

Ils osent tout.

- L'affaire Le Roux, pas une bonne nouvelle pour Fillon, estime la presse - AFP 22.03

Le ministre de l'Intérieur Bruno Le Roux a démissionné mardi, après qu'eut été révélé qu'il avait employé ses deux filles comme collaboratrices parlementaires. Entre nous, on s'en fout, on ne l'aurait jamais attaqué sur ce plan, pas davantage Fillon, c'est tellement insignifiant...

1- Pourquoi Hollande sacrifie-t-il Leroux ?

Parce que la ficelle était un peu grosse et tout le monde avait compris d'où venaient les attaques contre Fillon : de l'Elysée qui soutient Macron. Pour éviter que les projecteurs se reportent sur l'escroc Macron en proie également à des accusations d'abus de bien sociaux ou détournement de fonds publics. (Lire les détails dans le blog Les-crises.fr)

- François Hollande "suspecté d'instrumentaliser la justice contre François Fillon, a voulu montrer qu'il savait sacrifier ses amis, que la gauche elle sait trancher et remet du sel sur la plaie Fillon des affaires", analyse Cécile Cornudet, des Echos.

2- Une mauvaise nouvelle pas vraiment pour celui que vous croyez...

- L'affaire Bruno Leroux, obligé de démissionner après l'ouverture d'une enquête sur l'emploi de ses deux filles comme collaboratrices parlementaires, n'est pas une bonne nouvelle pour François Fillon, lui aussi aux prises avec la justice, estime mercredi la presse.

3- Elle tombe au bon moment...

- François Fillon semblait relancer sa campagne", note Bernard Stéphan, dans La Montagne.

4- La version, la vraie, que vous êtes censés croire par cette démonstration...

- "Il y avait donc bien deux poids, deux mesures, selon qu'on était ou non LR, et un acharnement suspect des médias. Ce trop commode raisonnement s'est effondré en une journée", assène Laurent Joffrin, de Libération.

Bernard Stéphan, dans La Montagne : "la rapidité de l'éviction et la célérité de la justice montrent que François Fillon n'a pas été victime d'un "complot", d'un assassinat politique", d'un "acharnement judiciaire+ comme certains de ses partisans et lui-même l'ont dit".

Philippe Marcacci, de l'Est Républicain en rajoute une couche : cela "prouve que la justice travaille avec célérité pour tous"... mais pas pour Macron !

5- Leur objectif: inciter Fillon à imiter Leroux...

- Cette décision permet au président de la République "de souligner à quel point François Fillon aurait été bien inspiré d'en faire autant", relève Hubert Coudurier, du Télégramme.

6- Et ceux qui lâchent le morceau...

- Ce qui fait dire à Sébastien Lacroix, dans L'Union/L'Ardennais que "Hollande et Cazeneuve ont tôt fait de comprendre qu'ils avaient l'occasion d'en remettre une louche sur Fillon".

Aveu. Comment à leur manière ils légitiment le boycott de l'élection présidentielle.

- Voter ne sert à rien - Le Huffington Post

La fin de cet article est instructif, on pourrait la signer :

Le Huffington Post - A la lumière de tout cela, pourquoi voter? Pour garantir le statu quo, le vote étant la procédure par laquelle le système se relégitimise pour se perpétuer.

Mais si l'on souhaite que les choses évoluent vraiment, voter ne sert à rien. Le Huffington Post 22.03

Excellent, incroyable de lucidité, n'est-ce pas ?

Vous avez dit affairistes. Les affaires sont les affaires.

- L'affaire Le Roux, pas une bonne nouvelle pour Fillon, estime la presse - AFP

L'affaire Bruno Leroux, obligé de démissionner après l'ouverture d'une enquête sur l'emploi de ses deux filles comme collaboratrices... AFP

- Pierre Moscovici s'est aussi fait offrir des costumes de luxe - Franceinfo

Interrogé, le commissaire européen a assuré que ces cadeaux n'avaient pas eu de contreparties. - Franceinfo 22.03

Voterez-vous pour un candidat adoubé par le Président de la Commission européenne ?

- Hamon à Bruxelles reçoit l'appui de Moscovici - AFP

Le candidat PS à la présidentielle Benoît Hamon était mardi à Bruxelles pour défendre son projet européen, auprès du président de la commission Jean-Claude Juncker puis du commissaire européen Pierre Moscovici, qui lui a apporté un discret soutien. AFP 22.03

Sérieusement, Daniel Gluckstein (POID) avait cru discerner dans les propos d'Hamon une "remise en cause, même limitée, du carcan de l'Union européenne", sait-il encore lire ou il se fout ouvertement des militants et travailleurs auxquels il s'adresse ? (voire la causerie d'hier)

Matraquage quotidien au-delà de la nausée...

Le bourrage des urnes

- Macron prend l'ascendant sur Le Pen après le débat - Reuters

Le harcèlement

- Les affaires Fillon n'en finissent pas de rebondir - Liberation.fr

Nouvelles révélations concernant François Fillon. Selon le Canard enchaîné de ce mercredi, le député de Paris, via sa société 2F Conseil, a signé un contrat... Liberation.fr

Ils osent tout

- 91 % des Français lisent des livres - LeFigaro.fr

Vous êtes sûr que ce ne serait pas 100% ?

Haut de page

Le 24 mars 2017

CAUSERIE

J'ai bouclé rapidement cette causerie, il y a largement matière à réflexion. J'ajouterai d'autres documents demain matin.

Cessez d'être tolérants envers ceux qui vous manipulent ou se foutent de vous, et soyez un peu plus avenant envers ceux qui oeuvrent sincèrement et honnêtement à vos côtés, on apprécierait, merci pour eux.

Cessez de vous leurrrer vous-même, cessez de jouer aux indignés ou aux veuves effarouchées, cessez de vous étonner pour un oui ou pour un non, un peu de cohérence, de sérieux et de dignité.

A l'époque de de Gaulle, quand il n'existait qu'une seule chaîne de télévison, l'ORTF, l'information était tellement muselée ou manipulée, censurée, conçue pour flatter le président de la République et son gouvernement qu'on avait fini par appeler le ministre de l'Intérieur Alain Pierrefite le ministre de l'Information...

Les mêmes personnes qui se disent de gauche ont également oublié qu'il fut une époque où le PS et le PCF étaient colonialistes, xénophobes, racistes, homophobes, sexistes, etc, bref, épouvantablement archaïques et réactionnaires, tandis que parallèlement pour faire bonne mesure ils pouvaient tenir des discours enflammés sur le socialisme auquel ils n'ont évidemment jamais cru pour en être des ennemis acharnés.

A s'en tenir aux apparences ou à ne vouloir entendre ou ne retenir que ce qui nous arrange, on a préparé les conditions politiques qui devaient nous conduire à la situation actuelle.

Avertissement aux lecteurs.

On en est rendu au point où il devient très délicat de rendre compte d'une manifestation qui s'est tenue quelque part dans le monde, compte tenu que généralement on ignore sa véritable origine ou qui en ont été les organisateurs ainsi que leurs réels objectifs ou leurs intentions, car il est devenu impossible de se fier au compte rendu qui en est fourni par les agences de presse qui se livrent presque systématiquement à une interprétation falsifiée ou une manipulation des faits.

Cela commence par une présentation de la situation qui ne correspond pas forcément à la réalité. Selon que le dirigeant au pouvoir dans un pays fait partie ou non des vassaux de Washington, le contexte sera abordé sous un angle biaisé ou non par l'agence de presse, et comme la presque quasi-totalité des lecteurs ignorent quelle est la situation exacte sociale ou politique dans tel ou tel pays, il sera facile de leur faire gober n'importe quoi par la suite.

Compte tenu que les articles de la presse écrite ou les infos délivrées par les chaînes de télévision ou les radios ne sont plus que des copier/coller des dépêches ou articles des agences de presse occidentales (AP, Reuters, AFP, Euronews pour les plus importantes) qui sont toutes subventionnées par des Etats, voire des officines privées telle que la CIA par exemple, et qu'elles relaient leur propagande pour obtenir l'adhésion de leurs peuples à leur politique, à différents niveaux ils traffiqueront les faits ou les déformeront ou emploieront le non-dit, la censure de certains aspects de la réalité qui présentent pour eux l'inconvénient d'être contradictoires avec leur présentation des faits, de sorte que les lecteurs, téléspectateurs ou auditeurs ne doivent pas en prendre connaissance sous peine de rendre caduque leur entreprise de conditionnement des masses.

Comme je n'ai ni le temps ni les moyens de vérifier quotidiennement les tenants et les aboutissants des manifestations dont ils rendent compte, je n'en fais plus état ou de moins en moins, et j'attends que d'autres les aient abordées sérieusement et publient des articles dans les médias dits alternatifs pour les évoquer ou tout simplement mettre leurs articles en ligne.

Un exempe récent.

L'AFP a présenté sous un angle avenant ou progressiste auquel n'importe quel travailleur ou citoyen souscrirait, la manifestation qui a eu lieu récemment place de la République contre les "casseroles" ou la corruption des élus, sans préciser qu'un néolibéral ou ultra réactionnaire en était à l'origine ni ses véritables intentions, Raphaël Glucksmann, et qu'elle était dirigée uniquement contre Fillon au profit de Macron (voire la causerie du 1er mars).

Autrement dit, l'objectif de cette manifestation tel que les médias l'ont présentée ou en ont rendu compte n'était pas tourné contre les institutions corrompues de la Ve République comme le citoyen lambda était censé le croire, il consistait à exploiter ou instrumentaliser l'honnêteté des masses pour servir un objectif inavouable en les appelant à soutenir après coup ou à participer à une manifestation qui avait pour unique vocation de participer et légitimer l'opération en cours de déstabilisation de Fillon orchestrée depuis l'Elysée afin qu'il renonce à se présenter au profit de Macron, l'héritier naturel de Hollande.

La principale manipulation de l'AFP a consisté à ne pas révéler que Glucksmann y appelait, et quand bien même des médias l'aurait fait, ils se seraient bien gardés de rappeler qui était en réalité ce funeste individu, car aussitôt les intentions inavouables qui étaient derrières cette opération aurait été éventée et cela aurait dissuadé le peu de personnes susceptibles de se mobiliser de participer à cette manifestation. Elle fut un bide et tant mieux.

Un autre exemple datant d'hier.

- Vague d'arrestations au Bélarus pour préparation de "troubles massifs" - AFP

Les forces de sécurité du Bélarus ont arrêté 26 personnes, suspectées de fomenter des troubles, a annoncé la télévision d'Etat jeudi, après une série de manifestations contre le régime autoritaire du président Alexandre Loukachenko.

La chaîne publique STV a cité le KGB de cette ancienne république soviétique, selon lequel ces arrestations ont eu lieu dans le cadre d'une enquête pour préparation de "troubles massifs".

L'ONG bélarusse Vyasna avait auparavant fait état jeudi de 17 arrestations, celles-ci ayant débuté dans la nuit de mardi à mercredi.

Selon la même source, les arrestations ont visé tant des opposants comme Zmiter Dachkevitch, l'un des chefs de l'organisation Jeune Front, libéré en 2013 après deux ans et demi de détention, que des membres des forces de sécurité ou d'anciens militaires.

Ces personnes, détenues par le KGB bélarusse, sont accusées d'avoir appelé à des violences lors de manifestations antigouvernementales prévues samedi, selon cette ONG de défense des droits de l'homme.

La télévision bélarusse a diffusé des images montrant l'arrestation d'un homme et la fouille de son domicile, où la police affirme avoir trouvé un fusil, des grenades factices et un drapeau de l'armée insurrectionnelle ukrainienne, une formation ultranationaliste de la Seconde guerre mondiale.

Plusieurs personnes arrêtées étaient membres, selon la télévision bélarusse, de la "Légion blanche", un groupe radical actif dans les années 1990 au Bélarus, mais depuis très largement tombé dans l'oubli.

Ces arrestations font suite à des déclarations du président Loukachenko selon lesquelles plusieurs dizaines de personnes s'entraînaient dans des camps au Bélarus et à l'étranger en vue de préparer des "provocations armées".

Ces dernières semaines, des manifestations ont rassemblé dans plusieurs villes du Bélarus des milliers de personnes exigeant la démission de M. Loukachenko et dénonçant une taxe visant les citoyens qui travaillent moins de six mois par an.

Plusieurs dizaines de manifestants, dont des journalistes et des chefs de l'opposition, ont été jugés après ces rassemblements et condamnés à des peines allant de la simple amende à 15 jours de prison.

L'Union européenne a levé en 2016 la plupart des sanctions prises contre le Bélarus à la suite de signes d'ouverture du président Loukachenko, qui dirige le pays sans partage depuis 1994.

Mais l'UE a haussé le ton jeudi. "Les manifestants pacifiques qui ont été arrêtés récemment doivent être immédiatement libérés", a indiqué une porte-parole du service des Affaires étrangères de l'UE, Maja Kocijancic, dans une déclaration écrite à l'AFP.

Ces arrestations "montrent qu'il est vraiment nécessaire d'avoir un processus de démocratisation plus généralisé dans le pays. La liberté d'association et de réunion doit être assurée", a-t-elle insisté, ajoutant que l'UE était "en contact avec les autorités bélarusses afin de passer les messages nécessaires appelant à la retenue". AFP 23.03

A mon avis, uniquement à la lecture de cet article, j'en déduis que le mobil de ces arrestations peut être vrai ou fabriqué par le président Alexandre Loukachenko pour prévenir toute tentative de déstabilisation en vue d'entraîner sa chute.

On retrouve à peu près les mêmes ingrédients qu'en Ukraine, avec le même soutien de l'UE à des formations ultranationalistes ou néonazis qualifiése de " manifestants pacifiques". On s'abstiendra de prendre partie en attendant d'en savoir plus. A suivre.

Autre chose dans le même registre.

On en est arrivé à un tel degré de schizophrénie chez la plupart des gens, y compris les militants, que lorsque vous donnez une vraie info à quelqu'un (donc sourcée et vérifiable), la personne mettra aussitôt en doute sa véracité, et le plus extraordinaire, c'est qu'elle n'aura pas ce réflexe lorsqu'une info lui parviendra par la voie officielle, le gouvernement ou les médias institutionnels.

Un militant m'a écrit que les théories du complot ne l'intéressaient pas, laissant entendre que j'en serais particulèrement friand avec toutes les conséquences que vous pouvez deviner. Et dans le même courriel il m'expliquait que cela n'avait aucune importance que Soros soit derrière les manifestations anti-Trump aux Etats-Unis et il ne voyait pas pourquoi il ne faudrait pas y participer ou les soutenir.

Le problème, c'est que ces manifestations ont été conçues par les oligarques les plus extrémistes parmi les néoconservateurs, afin d'obtenir un soutien populaire à la politique guerrière menée par les prédécesseurs de Trump pour le contraindre de la poursuivre. Autrement dit, soutenir ou participer à ces manifestations devait consister à légitimer la poursuite des guerres engagées par Bush et Obama, autant dire que je me suis empressé de les condamner sachant de quoi il en retournait vraiment. J'ai une autre explication plus précise à vous proposer : le parti démocrate agirait de la sorte pour faire croire aux Américains qu'il existerait une autre politique que celle adoptée par Trump que le parti démocrate incarnerait, sachant que Trump va en réalité poursuivre cette politique, juste pour brouiller les pistes et dresser les Américains les uns contre les autres pour permettre

à Trump d'appliquer tranquillement sa politique qui est identique à celle de son prédécesseur, en somme la stratégie du chaos appliquée aux Etats-Unis.

Apparemment ce ne fut pas le cas de ce militant trotskyste qui doit être mal informé, qui est visiblement déconnecté de la réalité et est en proie à une terrible confusion, puisqu'il en arrive à soutenir des initiatives qui sont destinées à servir les intérêts de la pire réaction.

Visiblement on ne vit pas dans le même monde et on ne peut pas se comprendre partant de là, c'est la conclusion à laquelle je suis arrivé, dépité je dois l'avouer, quelle misère !

Je me suis fait la réflexion qu'il était impossible de discuter avec des militants qui se contentent des médias institutionnels et de la littérature du mouvement ouvrier tous les deux aussi corrompus pour s'informer et interpréter ensuite la situation. Ils vont parler de quoi au juste, de ce qu'ils savent, mais ils ne savent rien ou l'essentiel leur échappe, ils vont tenir des propos incohérents assaissonnés de théorie marxiste, de principes ou de formules pour leur donner plus de consistance, finalement pour se faire passer pour plus savants ou éclairés qu'ils ne le sont en vérité.

Il faut vraiment manquer de discernement ou de perspicicaté, de volonté et de courage pour continuer à s'informer auprès des médias institutionnels. A mes yeux ces gens-là n'ont absolument aucune crédibilité puisqu'ils se laissent manipuler et manipulent les autres. En les lisant ou en les écoutant, on s'aperçoit que ce qui prime chez eux ce n'est pas les faits, mais la manière dont ils les interprètent, que partant de là on pourra difficilement contester puisqu'on ne parle pas de la même chose et on ne se situe pas sur le même plan, c'est leur vérité un point c'est tout. Et quand malgré tout on a la patience d'essayer de discuter avec ce genre de militants, on aboutit à une juxtaposition de monologues sans intérêt, et à la conclusion qu'on a trop de désaccords pour envisager de faire quelque chose ensemble.

Je ne consacrerai plus de temps à ce genre d'exercices inutiles et je ne répondrai plus aux courriels de tels militants.

Autre chose.

Hier j'ai traité un peu vite la rencontre que devait avoir Hamon avec le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, auquel il devait soummetre son projet européen, j'ai ironisé en laissant entendre que ce serait juste une formalité.

Erreur, j'avais oublié qu'on était en campagne électorale et que Macron devait être le candidat de Juncker, donc forcément il l'appelerait à revoir sa copie, et c'est ce qui s'est produit.

Vous me direz que ce n'était pas une grave erreur, certes, je n'avais émis aucune illusion sur les intentions de vis-à-vis de l'UE, mais bon, je me suis aperçu de cette erreur donc je corrige.

Il peut aussi arriver que je me fasse manipuler en faisant référence à des articles publiés par des médias alternatifs, mais c'est toujours involontaire et relativement rare, et quand je m'en aperçois je rectifie aussitôt publiquement, ce qui n'est pas le cas des médias institutionnels ou des partis ouvriers

Les dernières nouvelles du Ministère de la Vérité pris en flagrant délit de mensonge.

Le Kremlin évoque "de fausses informations" après l'article du "Canard enchaîné" sur les activités de conseil de François Fillon - Franceinfo

François Fillon est soupçonné par Le Canard enchaîné d'avoir été rémunéré 50 000 dollars pour avoir organisé une rencontre entre un homme d'affaires libanais et le président russe en 2015, au Forum économique international de Saint-Pétersbourg (Russie), suivie d'une rencontre avec le PDG de Total, Patrick Pouyanné.

"En ce qui concerne les rencontres avec le président, elles sont organisées par le protocole présidentiel et il est là aussi exclu qu'un intermédiaire joue un rôle", a déclaré à la presse le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, qui a qualifié les révélations de l'hebdomadaire français de "fausses informations". Une rencontre spontanée et informelle, selon le Kremlin

Selon le porte-parole, Vladimir Poutine a bien rencontré en juin 2015 le Libanais Fouad Makhzoumi, client de la société de conseil 2F Conseil de François Fillon. Mais, selon lui, la rencontre dans les couloirs du forum entre le chef de l'Etat russe et le milliardaire était spontanée et informelle. "Le président a parlé et été pris en photo avec une grande quantité de participants", dont l'homme d'affaires, a indiqué le porte-parole.

La société 2F "n'a jamais été rémunérée ni par l'Etat russe, ni par une entreprise privée de ce pays", a également réagi l'entourage du candidat de la droite à la présidentielle, mardi soir, jugeant les éléments du Canard enchaîné "dénués de tout

fondement". Franceinfo 22.03

Des communications de Trump écoutées de manière "incidente" - Reuters

Des communications privées de Donald Trump ont peut-être été captées de manière "incidente" par les services de renseignement au moment où, après son élection, ils cherchaient à déterminer le rôle de la Russie dans le piratage de la campagne présidentielle américaine. Reuters 22.03

Fake News – Affaire des écoutes de Washington Par Philippe Huysmans - Arrêt sur Info

Hier, au cours d'une conférence de presse, Devin Nunes, actuel président de la Commission du renseignement de la Chambre des représentants a confirmé que des agences de renseignement américaines avaient collecté des informations concernant des citoyens américains participant au processus de transition de l'administration suite à l'élection de Donald Trump.

Il a précisé que ces collectes, très probablement légales, avaient été réalisées entre novembre 2016 et janvier de cette année et ne concernaient en aucune manière la Russie. Le problème, selon lui, est qu'un certain nombre de ces documents laissaient clairement deviner l'identité réelle des citoyens américains concernés, et que ces documents avaient largement circulé parmi des responsables (autorisés) de l'administration Obama :

« The real issue, Mr. Nunes told reporters, was that he could figure out the identities of Trump associates from reading reports about intercepted communications that were shared among Obama administration officials with top security clearances. He said some Trump associates were also identified by name in the reports. Normally, intelligence agencies mask the identities of American citizens who are incidentally present in intercepted communications. » SOURCE : NYTIMES

Il a ajouté que la Commission du renseignement allait procéder à une enquête approfondie concernant ces opérations de surveillance et la dissémination des informations (confidentielles, ndlr) qui en résultèrent.

Il s'est par ailleurs entretenu avec le président Trump pour lui faire part de ces découvertes, jugeant « important » que le président soit informé. Celui-ci s'est dit satisfait.

Pendant ce temps, dans la presse des bisounours

C'est étrange, à l'époque où nous vivons, plus connectée que jamais, les nouvelles ont toujours du mal à franchir l'Atlantique, et quand elles le font, quelquefois, le contenu fait penser à ce qui reste d'un message après avoir été transmis par « téléphone arabe ».

Alors précisons tout de suite que cette news avait fait l'objet d'une dépêche AFP dont le contenu reste encore accessible aujourd'hui dans le cache de Google. Bon alors évidemment, c'est l'AFP, c'est l'aspect « téléphone arabe » de la chose. Soit ils sont sourds, soit ils sont moins-comprenants, soit [mettez ici ce que vous voulez].

Parce qu'en effet le contenu :

Donald Trump's communications may have been swept up in intelligence gathering on suspected foreign agents, according to explosive allegations made by the Republican head of the House intelligence committee.

Devin Nunes — who worked on Trump's transition team and is now leading an investigation into possible links between that campaign team and Russia — said Trump's communications may have been intercepted late last year.

Nunes however said there was no evidence that then-president Barack Obama ordered the surveillance — as Trump has claimed — or that the Republican billionaire was the target.

Rather, Nunes suggested, Trump's communications were picked up during court-approved targeting of suspected foreign intelligence operatives.

The communications were not linked to Russia, he said, adding that they appeared to have «little or no intelligence value.»

«The president himself and others in the Trump transition team were clearly put into intelligence reports,» Nunes told reporters in front of the White House after briefing the president on the situation.

The information collected — spanning the November-January period between Trump's election victory and his inauguration — was «widely disseminated» in US intelligence circles, he said.

US intelligence community rules dictate that information on Americans picked up incidentally in surveillance must be scrubbed or masked in intelligence reports.

Nunes suggested those involved in the surveillance had violated those rules.

As for Trump, he indicated he felt vindicated by the revelation.

«I somewhat do. I must tell you I somewhat do,» he said during a separate White House meeting. AFP/FILE / NICHOLAS KAMM

Ne semble pas refléter (c'est un euphémisme) les propos de l'intéressé, dont la vidéo est disponible un peu partout.

Et dans la presse française ça devient…

Apparemment, quelques idées se seraient encore perdues en cours de route, d'autres auraient été ajoutées, bref, c'est plus de l'intox, ça confine à l'art abstrait (France24) :

Le président de la commission du Renseignement de la Chambre des représentants a affirmé mercredi que des communications de l'équipe Trump, voire de Donald Trump lui-même, avaient été interceptées pendant la période de transition.

Donald Trump, dans la tourmente pour avoir accusé sur Twitter, sans éléments de preuve, Barack Obama de l'avoir placé sur écoute, s'est dit, mercredi 22 mars, conforté par les déclarations d'un élu républicain sur de possibles opérations de surveillance qui n'avaient pas été révélées à ce jour.

Devin Nunes, président de la commission du Renseignement de la Chambre des représentants, a affirmé, tout en restant avare en détails, que les agences de renseignement américaines avaient intercepté des communications des membres de l'équipe Trump, voire de Donald Trump lui-même, durant la période de transition.

«Il y a beaucoup d'informations dans les rapports que j'ai vus qui m'amènent à penser que l'administration précédente et nombre d'agences avaient une très bonne idée de ce que le président élu Trump faisait», a déclaré l'élu républicain, après avoir rencontré le chef de l'État à la Maison Blanche. «J'ai pensé qu'il était important que le président le sache», a-t-il ajouté.

Des écoutes récoltées de manière fortuite

Donald Trump, qui s'exprimait au même moment lors d'une table ronde avec des élus afro-américains, a fait part de sa satisfaction. « Êtes-vous conforté par ces déclarations ? », lui a demandé un journaliste. « Oui, d'une certaine manière. Je suis content qu'ils aient trouvé ce qu'ils ont trouvé », a-t-il répondu, sans autres précisions.

Soulignant que ces écoutes avaient probablement été récoltées de manière fortuite, c'est-à-dire que les personnes concernées n'étaient pas directement visées par la surveillance, Devin Nunes a jugé troublant que leurs identités aient été «dévoilées» et s'est interrogé sur les raisons de ce choix.

Mais le fait que l'élu républicain aille directement voir le locataire de la Maison Blanche sans informer au préalable les autres membres de la Commission du renseignement a provoqué le colère des démocrates qui ont dénoncé un coup politique.

Lors d'une audition parlementaire lundi, le directeur du FBI avait affirmé ne disposer d'aucune information permettant d'accréditer la thèse d'écoutes de la Trump Tower mise en avant par Donald Trump. SOURCE FRANCE24 AVEC AFP

Exit donc le principal sujet de la conférence, à savoir que le nom des personnes sous écoutes étaient facilement reconnaissables (quand ils n'étaient pas en clair), et bonjour un tout nouveau grief, qui ne figure absolument pas dans la déclaration de l'intéressé : « voire de Donald Trump lui-même ». Or Devin Nunes a déclaré, au contraire, que ces écoutes concernaient des personnes liées à la transition présidentielles, et non le président lui-même ou des membres de l'équipe de campagne (cela se passe après l'élection, ndlr)[1].

Une accusation pareille serait gravissime, surtout venant du président de la Commission du Renseignement, et à ce titre, l'invention pure et simple d'un pareil argument devrait valoir au journal qui l'aurait publié un joli macaron DecodexTM rouge, et la qualification de « fake news » sans parler du joli petit article dans Crosscheck qui va bien avec.

Mais vous n'en verrez rien, il n'y aura pas d'erratum, et encore moins de macaron. Ceci n'est pas une fausse news. C'est de la réalité augmentée. D'ailleurs on ne peut pas coller un macaron rouge à un journal mainstream, il n'y a rien pour l'accrocher, du coup, ça ne tient pas. Arrêt sur Info 23.03

[1] Representative Devin Nunes of California, the Republican chairman of the House Intelligence Committee, introduced the new claim into the deepening controversy over Russian meddling in the 2016 election. Yet Mr. Nunes also told reporters on Wednesday that he had no evidence to support Mr. Trump's claim that he was directly or personally wiretapped. SOURCE : NYTIMES

Les médias traditionnels en pleine débâcle, par Paul Craig Roberts - Arrêt sur Info 23.03

Il ne reste plus grand monde pour faire confiance aux « médias traditionnels », autrement dit à la « press-titution ». Un vent de panique s'est emparé de ces médias, à mesure que la classe dirigeante s'est aperçue qu'elle ne pouvait même plus compter sur eux pour contrôler l'information dans le sens de ses intérêts.

Pour s'attaquer à ceux des médias alternatifs qui disent la vérité, un groupe secret, appelé PropOrNot (1), a publié une liste de 200 sites web accusés d'être des « agents de la Russie ». Cette tentative destinée à jeter le discrédit sur des sites d'informations fiables a été fragilisée par le caractère anonyme de PropOrNot.

A la suite de quoi une nouvelle liste – attribuée à une certaine Melissa Zimdars dont personne n'a jamais entendu parler – a été publiée sur le site de la bibliothèque de l'Université d'Harvard. Les sites répertoriés sur cette liste figurent également sur celle de PropOrNot; à la nuance près que ceux de la liste de Zimdars ne sont plus épinglés comme « agents de la Russie » mais simplement comme « diffuseurs de fausses nouvelles« .

Personne parmi mes lecteurs ne pense que je diffuse des fausses nouvelles. Quand j'ai voulu prendre ma retraite ils m'ont même demandé de continuer à leur fournir des informations fiables, sachant que les grands médias leur mentent.

Je viens d'apprendre par des blogueurs français que le journal Le Monde a également classé comme conspirationnistes des sites web qui ont traduit et publié mes rubriques en français.

Il apparaît que cette croisade contre la vérité est en train de se répandre dans tout l'Empire américain.

Le journal Le Monde sera confronté à la même situation que le Washington Post et la Bibliothèque de Harvard qui, après s'être ridiculisés, ont été contraints de prendre des distances avec leurs listes. Car j'ai non seulement travaillé comme journaliste pour des quotidiens français comme Libération à la fin des années 80 et Le Figaro au début des années 90, mais j'ai aussi reçu la Légion d'Honneur de la part du Président français. Cet honneur m'a été rendu à l'Ambassade de France à Washington par Edouard Balladur lui-même – alors Ministre français de l'économie et des finances, et devenu par la suite Premier Ministre ; cela dans le cadre d'une grande cérémonie à laquelle assistaient de hauts fonctionnaires de l'Administration Reagan, porteurs d'une lettre du Président américain au Président français, remerciant la France d'avoir récompensé mes contributions.

Que Le Monde publie une telle liste confirme ce que Udo Ulfkotte (2) avait lui-même révélé dans son célèbre ouvrage, à savoir qu'il n'y a en Europe aucun journaliste ayant pignon sur rue qui n'ait figuré sur les fiches de paie de la CIA.

Je me suis demandé si la liste de PropOrNot avait été créée par un organe de la « press-titution » tel que CNN, le New York Times, le Washington Post, NPR, MSNBC, afin de préserver leur monopole sur l'analyse de l'information, ou si c'était une création de la CIA dans une tentative de protéger les médias qui, travaillent pour elle en contrôlant les informations livrées à un public crédule et ignorant. Je pense plutôt qu'elle émane de la CIA, ou du Département d'Etat, qui, ayant perdu leur crédibilité, jouent leur dernière carte pour reprendre le contrôle de l'information.

Ce monde de mensonges qui encadre nos vies et escamote la réalité dans le monde occidental a détruit toutes les justifications de l'hégémonie exercée jusque là par l'Occident sur l'humanité. Aujourd'hui l'Occident, corrompu, violent, cupide et malfaisant au-delà de toute mesure, n'est qu'une addition de peuples qui s'accommodent de l'assassinat de millions de millions de Musulmans dans de nombreux pays (3). Quand le diable peut agir en toute impunité, quel espoir reste-t-il à l'humanité ?

Prenant sans doute en compte l'accueil critique qu'a reçu sa liste, le site web de la Bibliothèque d'Harvard a maintenant identifié Melissa Zindars, comme professeur adjoint de communication au Merrimack College. La bibliothèque a pris ses distances avec sa liste en la qualifiant « informelle ». Le lien vers la liste des sites de « fausses nouvelles » répertoriée par Zimdars existe toujours mais donne accès à autre chose.

Stephen Lendman (1) a diffusé une copie de cette liste sur son blog. Il est à noter que Wikileaks figure également sur la liste de Zimdars, preuve de l'absurdité de la chose, dans la mesure où Wikileaks ne diffuse ni commentaires ni nouvelles, mais uniquement des documents vérifiés. Arrêt sur Info 23.03

Propagande destinée à légitimer les multinationales et les institutions supranationales au détriment des Etats

- Patrimoine des candidats : « Les Français exigent désormais une transparence totale » - LeParisien.fr

Ancien directeur du Trésor et banquier, Daniel Lebègue préside l'antenne française de Transparency International... LeParisien.fr

Une ONG entre de bonnes mains !

Qu'est-ce que Transparency International ?

wikipedia.org - Le lien historique entre l'association et le gouvernement américain est illustré par le fait que le fondateur de l'association, Peter Eigen, est un ancien directeur régional de la Banque mondiale, organisation dont le président est désigné par le gouvernement américain, et dont le siège est situé à Washington.

Le conseil de direction actuel de la section américaine de l'association compte divers représentants de multinationales (Gillette, Fairfax group,...) à côté de représentants des universités et d'autres organismes. Dans le conseil consultatif, on trouve, entre autres, deux anciens membres de la NED, un de la Banque mondiale, un membre actif de l'Institut Peterson et deux du Carnegie Endowment for International Peace, organisation non-gouvernementale vouée à promouvoir les États-Unis et favoriser leur engagement sur la scène internationale.

Selon Bernard Carayon, « l'ONG n'est une organisation indépendante ni financièrement ni culturellement ». Son existence doit en effet beaucoup à des fondations et des multinationales anglo-saxonnes, ainsi que des institutions gouvernementales américaines. Cependant, ces liens ne semblent pas affecter le fonctionnement de l'ONG. À titre d'exemple, en 2012, Exxon Mobil est mentionné dans le rapport de 2012 comme ayant effectué une donation supérieure à 50.000 dollars à l'ONG17. La même année, Exxon Mobil est classée dernière en termes de transparence parmi les 42 compagnies de pétrole et gaz prises en compte dans le rapport. (Exxon Mobil s'en tape royalement ! - Ndlr)

Transparency International France est inscrit comme représentant d'intérêts auprès de l'Assemblée nationale. L'organisation déclare à ce titre, sans préciser la date du dernier exercice comptable, un budget global de 516 475 euros, dont 13 000 euros de financement public, et indique que les coûts annuels liés aux activités directes de représentation d'intérêts auprès du Parlement sont compris entre 10 000 et 20 000 euros.

Transparency International est inscrit depuis 2008 au registre de transparence des représentants d'intérêts auprès de la Commission européenne. L'organisation déclare en 2015 pour cette activité 16 collaborateurs à temps plein et des dépenses d'un montant compris entre 1 000 000 et 1 250 000 euros. Elle indique avoir perçu sur le même exercice 3 982 717 euros de subventions des institutions de l'Union européenne. wikipedia.org

Parole d'internaute.

1- "*Les libéraux à l'ancienne s'opposaient aux privilèges de l'ancien régime. A ce titre ils sont favorables au fait que chacun gagne en raison de ses talents et de son travail, et non de sa naissance noble. C'était un net progrès par rapport à l'ancien régime. Mais pour que ça marche, ils attribuent un rôle important à l'État pour mettre tout le monde sur la même ligne de départ, à commencer par une éducation accessible, des règles identiques pour tous (règles sanitaires, de poids et mesures, surveillance et sanction des fraudes, droits de succession, etc)* (Cela s'appelle la République - LVOG). *Comme vous voyez ça ne ressemble en rien au néo-libéralisme qui ne veut plus d'Etat du tout.*

C'est pourquoi l'expression "ultra libéralisme" est trompeuse : le libéralisme à l'oeuvre aujourd'hui n'est pas une "exagération" (ultra) du libéralisme d'origine, mais une transgression du cadre du libéralisme ; il est donc vraiment "néo", c'est à dire nouveau. Et c'est pas beau à voir."

2- "*J'ai été en Hongrie et en République Tchèque et en parlant avec les "gens d'en bas" je me suis vite aperçu qu'ils avaient une rage féroce contre le "libéralisme des Droits de l'Homme"…*

Leur principal reproche concerne la dégradation de la qualité de vie…

Certes au temps de l'URSS ils ne vivaient pas dans le "luxe" mais ils avaient TOUS un boulot, un toit, étaient éduqués et soignés, avaient droit à une retraite modeste mais assurée.

C'était là le "minimum vital" que devait garantir un état qui se respecte.

Aujourd'hui ils deviennent les spectateurs honteux de la décomposition de l'humanité. Ils sont devenus les "esclaves du capital" et ceux qui ne collaborent pas servilement sont rejetés par ce système et finissent par crever dans la rue de faim, par manque de soins et sans que leurs enfants puissent bénéficier de la moindre éducation.

Et quand on leur dit qu'ils ont gagné le droit d'être "libres", ils répondent : "Libres de devenir des esclaves et ce crever comme des merdes ?"…

L'un d'entre eux m'a dit : "Les occidentaux ne peuvent pas encore comprendre car ils ne sont pas encore tombés assez bas"…"

La plupart des gens ne pensent pas, tout en étant persuadés du contraire. Comment cela ?

En réalité on pense pour eux. Ils adoptent le mode de pensée ou la pensée dominante ou ils pensent dans le cadre qui a été défini par les idéologues du régime, ce que prouve le fait qu'ils sont incapables de penser la société au-delà du capitalisme, toute référence au socialisme mise à part.

L'humain d'abord ou la voix de la réaction.

Vidéo. Individualisme et politique (John Pilger) (2012)
https://www.youtube.com/watch?v=T2kn2Vw1ytA

Un exemple d'actualité pour l'illustrer.

L'humain d'abord. Solidarité... avec les institutions et le régime.

- Nicolas Hulot et 80 ONG lancent un «appel des solidarités» - lefigaro.fr

La campagne, qui durera jusqu'au 21 avril, a pour objectif de pousser les candidats à la présidentielle à s'engager dans la lutte contre les inégalités. Les citoyens peuvent également faire des propositions qui seront transmises aux députés lors de la rentrée parlementaire 2017.

À un mois de l'élection présidentielle, Nicolas Hulot lance ce jeudi, avec près de 80 associations et ONG, un «appel des solidarités». L'objectif de ce mouvement est d'inviter les citoyens français à se rassembler autour du mot «présent» et pousser les politiques à faire de la solidarité «la pierre angulaire de leurs actions».

«Cet appel couvre effectivement des sujets très larges mais qui ont des éléments en communs. Et le principal c'est la nécessité de remettre l'humain et la volonté des citoyens au cœur du débat».

Un index levé sera le signe de ralliement des soutiens. Symboliquement, la réplique de la statue de la Liberté à Paris sur l'Île aux cygnes, au bord de la Seine, a troqué ce jeudi sa flamme contre une main reprenant ce geste. lefigaro.fr 23.03

Donc "campagne" soutenu par la maire de Paris (et le PS) qui a autorisé que cette statue soit ainsi défigurée.

Parmi les ONG qui portent le projet figurent le WWF, Greenpeace, ATD Quart Monde, Les Petits frères des pauvres, Action contre la faim, Oxfam, ou encore l'Association des paralysés de France, Médecins du monde, le Secours catholique, le Secours islamique, ou SOS Racisme, toutes subventionnés par l'Etat ou des officines occultes telles que l'USAIDS ou des oligarques.

Qui a dit ?

"La société, sans s'obliger à un dogme, peut se donner des principes communs comme l'amour de la patrie... ?"

Réponse : Mélenchon dans un entretien donné hier au Parisien.

Mélenchonneries.

Enrichissez-vous grâce à l'Union européenne.

- Mélenchon affiche un patrimoine de près d'un million d'euros - AFP

"j'épargne beaucoup parce que je suis très bien payé au Parlement européen", explique-t-il.

Vous ne voudriez tout de même pas qu'il coupe le bras qui le nourrit, le malheureux !

Il n'a rien à envier à Fillon, Leroux, Bartononé etc.

- Népotisme, voiture de fonction… Jean-Luc Mélenchon attaqué sur son passé d'élu local - capital.fr

Jean-Luc Mélenchon s'est montré intraitable sur l'intégrité des élus lundi soir lors du grand débat de TF1. Pour son vieil ennemi Christian Schoettl, élu de l'Essonne, le candidat de «La France insoumise» est pourtant loin d'être irréprochable en la matière.

Alors, on va lui faire une piqûre de rappel, et lui parler de sa propre désinvolture. Parce qu'en décembre 2009, c'est sa fille Maryline qu'il a fait embaucher par le conseil général de l'Essonne.

Capital : Et pourquoi n'aurait-il eu pas le droit de le faire ?

Christian Schoettl : Mais parce qu'elle n'a pas été embauchée comme collaboratrice du groupe socialiste au conseil général. Là, le recrutement aurait été à la discrétion du politique, comme pour les attachés parlementaires d'un député. Mais en 2009, c'est en tant qu'agent administratif que Maryline Mélenchon a été engagée. Pour réaliser ce recrutement, la collectivité territoriale devait respecter les règles, notamment d'impartialité, qui s'appliquent à toute la fonction publique.

Quand une administration a un poste vacant, elle doit publier une offre d'emploi, recevoir les candidats et recruter le plus compétent, sans bien sûr se préoccuper de savoir quelle est son appartenance politique. Or, à l'issue de cette procédure de recrutement, qui voit-on arriver à un poste de «chargée de coopération» ? La fille d'un ancien vice-président du conseil général, par ailleurs toujours sénateur de l'Essonne. La fille de l'ami des présidents socialistes successifs du conseil général – à l'époque, c'est Michel Berson qui est à sa tête. Vous avouerez que c'est quand même une étrange coïncidence. D'autant plus étrange, que ce n'est pas la première.

Capital : Vous voulez dire que ce n'est pas la première fois que Maryline est embauchée grâce à son père ?

Christian Schoettl : Son premier job, elle le décroche comme agent administratif à la mairie de Viry-Châtillon, toujours dans l'Essonne. On est en 1998 et elle a 24 ans. Son père est déjà vice-président du Conseil général. C'est, avec Julien Dray, l'un des leaders de la Gauche socialiste, un courant du PS qui entraine dans son sillage pas mal d'élus de l'Essonne. Justement, le lieutenant de Jean-Luc Mélenchon s'appelle Gabriel Amard, et c'est le maire de Viry-Châtillon. Mieux : on le surnomme «monsieur gendre», parce qu'il est le compagnon de Maryline. Si ce n'est pas du favoritisme, je voudrais qu'on me dise ce que c'est.

Voyez Jean-Luc Mélenchon, encore lui. J'ai là une facture adressée en décembre 1998 au Conseil général par une petite boite de communication événementielle, l'agence Eventissimo, et signée de Mélenchon lui-même. La commande concerne la «conception» artistique d'une carte de vœux, mais sans la fabrication ni l'impression. Cette simple «création» a coûté 94.671 francs soit 18.489 euros aux contribuables essonniens ! Et vous savez qui était la patronne d'Eventissimo ? Je vous le donne en mille : Isabelle Thomas, l'égérie du mouvement étudiant de 1986 contre la loi Devaquet, et animatrice l'aile gauche du PS avec Jean-Luc Mélenchon.

Capital : En 2007, vous avez enfin obtenu une victoire contre Jean-Luc Mélenchon…

Christian Schoettl : En effet. J'avais attaqué Mélenchon parce qu'en 2004, d'avril à juin, il avait utilisé pendant trois mois un véhicule avec chauffeur du conseil général. Or il n'y avait plus droit puisqu'il n'était plus au Conseil général. Cela pourrrait s'apparenter à un détournement de fonds public dont il a bénéficié, lui, et personne d'autre. J'ai porté plainte ce qui a conduit le procureur de la République à lui signifier un rappel à la loi sous la forme d'un avertissement solennel.

Capital : C'était peut-être pour un usage professionnel ?

Christian Schoettl : J'en doute. Jean-Luc Mélenchon était devenu sénateur. Pourquoi n'utilisait-il pas le généreux pool de voitures du Sénat si tel était le cas ? Vous savez, Mélenchon est un professionnel de la politique, qui a toujours vécu de la générosité des contribuables.

Tenez, un dernier exemple : entre 2000 et 2002, lorsqu'il était devenu ministre délégué à l'Enseignement professionnel, il n'a quasiment jamais plus mis les pieds au Conseil général. Mais plutôt que de démissionner, il a continué à percevoir une indemnité de 2.300 euros par mois. Au total, c'est 57.500 euros d'argent public qu'a perçu le conseiller fantôme. On en pense ce qu'on en veut, mais si la France de Mélenchon est insoumise, Jean-Luc n'est pas indifférent au fric. capital.fr 22.03

En famille ou du consensus au consentement.

- Ce détournement du "Grand débat" de TF1 laisse les candidats littéralement sans voix - Le Huffington Post

Publiée le mardi 21 mars au lendemain du débat, cette vidéo est un véritable carton puisqu'elle a été vue plus de 1,1 million de fois et a généré près de 36.000 likes et partages.

... "beaucoup de gens appuient le message d'un débat creux et stérile" dans les commentaires de la vidéo. "Ca ne peut que refléter le regard que l'on porte sur notre classe politique à l'heure actuelle", analysent Amaury , expliquant être très "surpris" par le succès de leur vidéo. Le Huffington Post 22.03

Le régime policier est toujours à l'origine de la guerre civile

- Chers candidats à la présidentielle, il n'y aura pas de paix sociale tant que vous laisserez les policiers à leur détresse - Le Huffington Post

Fabrication d'un président.

- Présidentielle: Fillon a bénéficié de «prêts familiaux» de 30.000 euros pour paiement de «dettes fiscales» - 20minutes.fr

Aveu.

- Macron, Hollande et le PS attaquent Fillon après la démission de Le Roux - LePoint.fr

- Jean-Yves Le Drian se rallie à Emmanuel Macron - Franceinfo

Hollanderie.

- Emmanuel Macron : «On ne peut pas être timidement européen, sinon on a déjà perdu» - Liberation.fr

Quand Macron donne la nausée...

- Emmanuel Macron provoque un tollé en affirmant qu'il avait "des fins de mois difficiles" avec 1 000 euros - Franceinfo

- Taxe d'habitation : Emmanuel Macron défend son projet devant les maires de France et se fait siffler - Franceinfo

Le «cabinet noir» dévoilé.

- Bienvenue Place Beauvau: ce que révèle le livre dont parle François Fillon - lefigaro.fr 23.03

Dans Bienvenue Place Beauveau, trois journalistes mettent en lumière certaines pratiques de François Hollande pour éliminer ses adversaires. S'appuyant sur ce livre, François Fillon a accusé jeudi François Hollande d'être impliqué dans la «machination» dont il se dit victime.

François Fillon a dénoncé, jeudi soir lors de l'Émission politique, un «scandale d'État» et accusé François Hollande d'organiser à la tête d'un «cabinet noir» les fuites dans la presse sur ses affaires judiciaires. «Il y a un livre qui sort ces jours-ci, dont j'ai pu lire les bonnes feuilles, qui a été écrit par des journalistes qui sont très loin d'être mes amis puisque deux d'entre eux sont des journalistes du Canard enchaîné», a fait valoir François Fillon, qui fait référence à Bienvenue Place Beauvau, Police: les secrets inavouables d'un quinquennat écrit par Didier Hassoux, Christophe Labbé, et Olivia Recasens.

«C'est un livre sur le ministère de l'Intérieur et la place Beauvau, qui explique que François Hollande fait remonter toutes les écoutes judiciaires qui l'intéressent à son bureau, ce qui est d'une illégalité totale, comment il est branché directement sur Bercy, sur Tracfin, sur les informations qui lui sont apportées en permanence, comment il est au courant des moindres faits, des moindres filatures, y compris concernant son ancien Premier ministre Manuel Valls», a-t-il expliqué.

Selon lui, «on cherchait un cabinet noir, on l'a trouvé, en tout cas, à travers ces allégations». «Moi, ce soir, solennellement, je demande qu'il y ait une enquête d'ouverte sur les allégations qui sont portées dans ce livre, parce que c'est un scandale d'État». «Si ce qui est écrit dans ce livre est vrai, je pense que dans l'histoire récente de la Ve République, un chef d'État n'est jamais aussi loin dans l'illégalité, la prise de pouvoir sur des services sur lesquels il ne devrait pas avoir autorité», a-t-il également affirmé.

«Difficile de ne pas voir la patte de Hollande»,

Dans leur livre-enquête, qui est paru jeudi 23 mars, les trois journalistes lèvent le voile sur la manière dont François Hollande a tenté d'utiliser le ministère de l'Intérieur et ses outils pour tenter de se faire réélire en 2017. Un objectif mis de côté, entre temps,

mais qui n'enraille pas la volonté du chef de l'État d'annihiler les chances de la droite à parvenir au second tour de l'élection présidentielle. «Derrière ces ennuis à répétition qui ciblent les principaux rivaux du président sortant, difficile de ne pas voir la patte de Hollande», écrivent ainsi les trois auteurs du livre, dont Valeurs actuelles publie cette semaine les bonnes feuilles.

Selon l'hebdomadaire, François Hollande aurait, depuis l'Elysée, coordonné une cellule pour, dans un premier temps, mettre hors-jeu l'ancien président, Nicolas Sarkozy. Cinq ans après sa défaite lors de l'élection présidentielle de 2012, Nicolas Sarkozy a été visé, lui et son entourage, par treize affaires. «Depuis l'arrivée de Hollande au pouvoir, c'est comme si une malédiction judicaire s'était abattue sur son prédécesseur», ironisent ainsi les trois journalistes. «Pour orchestrer les affaires judiciaires il existe une mécanique complexe aussi efficace que redoutable. Hollande a su en tirer profit», ajoutent-ils.

L'ancien président n'aurait pas été le seul à subir les manœuvres de François Hollande. Manuel Valls, aurait, lui aussi, été dans la viseur de l'actuel président de la République. Sébastien Gros, l'homme de confiance du premier ministre, est photographié et surpris, en septembre 2014, par la police des Courses et Jeux alors qu'il est en «grande conversation avec le patron de l'un des cercles de jeux parisiens visé par une opération mains propres». Puis surviennent les rumeurs d'une liaison entre le premier ministre et sa ministre de l'Education, Najat Vallaud-Belkacem. Mais aussi la publication d'un livre, en octobre 2016 qui déstabilise un de ses amis, Jean-Marie Le Guen, alors qu'il caresse l'idée de se présenter à la présidentielle. «Manuel Valls croit voir partout l'ombre maléfique de Hollande. Son entourage en est totalement persuadé: le château fomente des coups bas contre lui», notent les journalistes.

Mise en cause par François Fillon qui l'accuse d'avoir organisé un «cabinet noir», François Hollande a publié jeudi soir avant la fin de «L'Émission politique» un communiqué pour démentir les accusations du candidat de la droite. «Le président de la République condamne avec la plus grande fermeté les allégations mensongères de François Fillon ce soir sur France 2, peut-on lire dans ce texte. Depuis 2012, et c'est un fait établi, l'exécutif n'est jamais intervenu dans aucune procédure judiciaire et a toujours respecté strictement l'indépendance de la magistrature. Et sur les affaires particulièrement graves concernant M. Fillon, parce qu'elles touchent à l'intégrité et à l'exemplarité, le président de la République n'en a été informé que par la presse. Le seul scandale ne concerne pas l'État, mais une personne qui aura à en répondre devant la justice. Les propos de M. Fillon, qui s'ajoutent aux révélations des dernières semaines, n'ont donc aucun fondement et provoquent un trouble insupportable à la campagne présidentielle qui appelle dignité, sérénité et responsabilité.»

De son côté, Didier Hassoux, l'un des trois coauteurs du livre Bienvenue Place Beauvau* sur lequel Fillon s'est appuyé pour demander l'ouverture d'une enquête, a contesté la version que l'ancien premier ministre a donnée de l'ouvrage. «On n'a pas écrit ça», a affirmé le journaliste du Canard Enchaîné sur France-Info, ajoutant: «La seule personne qui croit qu'il y a un cabinet noir à l'Élysée, c'est François Fillon. Il y croit tellement que le 24 juin 2014, il est allé voir Jean-Pierre Jouyet, le numéro deux de l'Élysée, pour lui demander d'activer le cabinet noir. Ce cabinet noir n'existe pas!» Interrogé sur ces deux démentis, Fillon a réagi à celui du chef de l'État par un ironique: «Bien sûr!». Il a répondu au journaliste «J'ai eu le PDF», en s'en remettant au jugement des Français. lefigaro.fr 23.03

Commentaire d'internautes

- "*Je viens de lire le livre en question et je pense que non seulement Fillon n'a pas menti, bien au contraire, ce livre démontre bien la patte de Hollande dans les affaires. Il a purgé l'entourage de Valls, donner ordre de mener un véritable blitzkrieg sur Sarkozy (afin qu'il ne puisse se représenter), en choisissant le même juge d'instruction (Tournaire) que sur l'affaire Fillon.*

Ma conviction après la lecture de ce livre n'en sort que renforcée : c'est bien Hollande et ses proches collaborateurs qui ont monté l'affaire Fillon."

Le vieux monde pour le meilleur et le pire

- Hermès a volé de record en record en 2016 mais jouera la prudence en 2017 - La Tribune

Le sellier-maroquinier du Faubourg Saint-Honoré a annoncé mercredi avoir franchi le cap du milliard d'euros de bénéfice net, à 1,1 milliard (+13% sur un an). La Tribune 23.03

- Hausse du nombre d'agressions contre les médecins - LeFigaro.fr Selon le Conseil de l'ordre, 968 incidents ont été rapportés en 2016. Les violences sont révélatrices des failles du système de soins. LeFigaro.fr 23.03

- Les «droits fondamentaux» mis à mal dans les prisons françaises en 2016 - LeFigaro.fr

Deux poids deux mesures.

- Attaque terroriste à Londres: "émotion" et "solidarité" dans le monde entier - L'Express.fr

Quand les puissances occidentales massacrent des peuples. Les Irakiens et les Syriens n'ont que ce qu'ils méritent !

- Un quartier dévasté à Mossoul, des dizaines de victimes - Reuters

Des dizaines d'habitants de Mossoul ont péri ensevelis sous les décombres de plusieurs bâtiments dévastés vendredi dernier par une explosion massive provoquée par des raids aériens, rapportent jeudi témoins et membres de la Protection civile irakienne. Reuters

- Syrie: plus de 40 civils tués lors de raids - AFP

Plus de 40 civils ont été tués en 48 heures en Syrie dans des raids aériens probablement menés par la coalition dirigée par les Etats-Unis... AFP

Ils osent tout

- La "République exemplaire" ne tolère aucune "suspicion", selon Hollande - Reuters

- Présidentielle : la Haute Autorité de la primaire de la gauche tacle le manque de "loyauté" de Valls à l'égard de Hamon - Franceinfo

- Recep Tayyip Erdogan, le persécuteur persécuté - Liberation.fr

- Le repli national, ennemi du bien commun - Liberation.fr

- “Article 175” : l’Allemagne veut réhabiliter les homosexuels condamnés après guerre - euronews.com

- Italie: un "mafia tour" pour touristes fait polémique en Sicile - L'Express.fr

---

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Allemagne

- Les pauvres en Allemagne sont de plus en plus pauvres - Reuters

Les riches en Allemagne sont de plus en plus riches mais les pauvres sont aussi de plus en plus pauvres, selon un rapport du ministère du Travail et des Affaires sociales.

Dans la première économie d'Europe, sur la période 1995-2015, les gens dont les rémunérations figurent parmi les 40% plus basses du pays ont vu leur salaire brut horaire reculer de 4 à 7% en termes réels.

A l'inverse, les 60% restants ont connu des augmentations allant de 1 à 10% sur la même période.

Le rapport, auquel Reuters a eu accès, n'a pas encore été publié officiellement et doit au préalable obtenir l'approbation d'autres ministères.

Les réfugiés sont pris en compte dans ce rapport - au total, 890.000 d'entre eux sont arrivés en Allemagne en 2015 - ce qui selon le ministère a contribué à la hausse du taux de pauvreté.

Le rapport note que le taux de pauvreté parmi les enfants nés dans les années 1980 avait augmenté de six points par rapport à ceux nés durant la décennie précédente.

Aujourd'hui, la proportion d'enfants qui risquent de vivre dans la pauvreté en Allemagne se situe entre 15 et 21%.

Une étude de l'Institut Leibniz de recherche économique RWI parue ce mois-ci montre que sur les 7,5 millions d'Allemands ayant un emploi peu rémunéré - ce qu'on appelle les "mini-jobs" en Allemagne - environ 13% gagnent moins que le salaire minimum légal

de 8,50 euros de l'heure. Reuters 23.03

Yémen

- Au Yémen, une situation humanitaire catastrophique - lefigaro.fr

Les chiffres sont vertigineux: «14 millions de personnes sont en situation alimentaire d'urgence, 500.000 enfants sont atteints de malnutrition aiguë, 8000 civils ont été tués depuis 2015 et 20.000 cas de choléra ont été détectés»...

... l'urgence est multiple: famine, manque d'eau potable, infrastructures détruites, sans compter les centaines de blessés dans les bombardements, qui affluent chaque jour dans les centres de soins.

... «On observe l'utilisation d'armes comme les bombes à sous-munitions alors qu'elles ont été interdites depuis la signature du traité d'Oslo en 2008»... lefigaro.fr 23.03

J'ai censuré les déclarations des ONG auxquels Le Figaro offrait une tribune, et qui se nourrissent exclusivement de la misère des peuples, et qui sont financées par ceux qui sont responsables de cette tragédie épouvantable.

ECONOMIE

BCE

- Afflux des banques sur les prêts "gratuits" de la BCE - latribune.fr

La Banque centrale européenne a accordé pour 233 milliards d'euros de prêts à long terme à intérêt nul, qui rapportent en fait de l'argent aux banques. C'est deux fois plus qu'attendu par les économistes.

C'est un peu l'effet « dernière démarque » à la fin des soldes. Les banques de la zone euro ont afflué en masse sur la dernière vague des prêts avantageux accordés par la Banque centrale européenne (BCE) afin de stimuler les prêts à l'économie réelle : en tout, 474 établissements se sont présentés au guichet de Francfort et la BCE leur a accordé quelque 233,5 milliards d'euros de prêts à long terme (quatre ans) à un taux d'intérêt nul voire négatif (-0,4%), sous réserve d'avoir atteint certains objectifs de crédits aux ménages (hors immobilier) et aux entreprises (non financières).

C'est plus du double de l'estimation médiane des économistes interrogés par l'agence Bloomberg (110 milliards).

Les banques ont profité de cette quatrième et dernière vague d'opérations ciblées de refinancement de long terme, appelées « TLTRO II » dans le jargon de l'institution, pour mettre de côté des liquidités bon marché. Les banques italiennes notamment : UniCredit a emprunté 24,4 milliards d'euros et Intesa 12 milliards.

Vers la fin du Quantitative easing

Si l'on retraite des montants utilisés pour rembourser de précédents crédits TLTRO accordés par la BCE pour 16,7 milliards, les sommes nettes allouées par la Banque centrale ont atteint le niveau record de 216 milliards d'euros, le plus élevé de tout le programme lancé en septembre 2014. Lors de la vague précédente de prêts, il y a trois mois, 62,2 milliards d'euros avaient été alloués à quelque 200 établissements. En cumulé, les 12 opérations de TLTRO I et TLTRO II ont apporté 834 milliards d'euros de liquidités aux banques européennes.

La fin de ce programme est le premier signe d'un changement de politique de la BCE, qui pourrait remonter le taux des dépôts, actuellement négatifs (-0,4%), ce qui revient à "taxer" les excès de liquidités des banques. Après quinze trimestres consécutifs de croissance positive et un raffermissement de l'inflation en zone euro, la BCE s'apprête à mettre un terme en décembre prochain à sa politique monétaire accommodante (« quantitative easing » ou QE), son plan massif de rachat de dettes (d'Etat et d'entreprise), qui sera ramené à partir d'avril à 60 milliards d'euros par mois contre 80 milliards précédemment. latribune.fr 23.03

Haut de page

Le 28 mars 2017

CAUSERIE

On ajoutera des articles demain matin, plus le temps, je dois cuisiner.

Etonnant, ils étaient unanimement Charlie, et quand des centaines de civils syriens et irakiens innocents se font bombarder par les Américains, ils restent silencieux, ils se taisent. Idem quand il s'agit de Yéménites. Non, c'est normal. Il faut bien que tout le monde vive, non ? Bon, ceux qui ont le droit de rester en vie... à quatre pattes devant leurs maîtres.

Cela a du bon tout de même de vivre en paix chez les fabriquants d'armes qui serviront à la guerre ailleurs, vous ne trouvez pas ? Heureusement que j'ai ma bonne conscience pour moi. Après tout, je ne suis responsable de rien, c'est pratique. Pas très digne en vérité, mais qui s'en soucie franchement à notre époque de décadence généralisée ?

Au fait, l'Inde où je vis a décliné l'invitation de faire partie de la coalition qui bombarde les peuples du Moyen-Orient ou du Golfe d'Aden. Parfois je ne sais pas pourquoi, je me sens plus Indiens que Français... Je plaisante puisque je suis un citoyen du monde, mais pour un peu cela pourrait être justifié.

Autre chose qui vous occupe sans doute davantage l'esprit : le chaos à venir, où, mais en France voyons !

La présidentielle n'est qu'un mauvais moment à passer, c'est la suite qui va être le plus intéressant et dont peu ne parlent, les législatives où n'émergera aucune majorité hormis composée d'une coalition plutôt à géométrie variable que stable de partis de droite, En marche ou le parti démocrate, le PS et LR avec leurs satellites respectifs.

Ce sera une occasion pour consolider le consensus droite-gauche, et de vérifier que cette caractérisation était bien une imposture puisque droite et gauche ont toujours oeuvré à la défense du régime en place. Aux Etats-Unis, qui ont une longueur d'avance sur la France, cela fait belle lurrette que l'on évoque ouvertement les démocrates républicains et les républicains démocrates ou les démocrates néoconservateurs et les républicains néoconservateurs ou néolibéraux, histoire de montrer qu'ils représentent bien tous les deux la même classe sociale. (A suivre)

La palme du cynisme en la matière doit être attribuée aux représentants des classes moyennes, qui le sachant ont passé outre étant gouvernés uniquement par leurs propres intérêts, donc prêts à soutenir l'un ou l'autre parti, et sachant qu'elles représentent environ 50% de la population américaines ou un peu plus (61% selon certains), ce sont elles qui se chargent d'assurer la stabilité des institutions.

Mais parmi elles, certaines couches sont particulièrement malmenées ou menacées, voire perdent leur statut privilégié et se paupérisent après placé leur destin successivement entre les mains des démocrates et des républicains qui finalement ne les ont pas épargnées, elles sont donc à même d'entendre un autre discours qui cette fois se situerait au-delà du capitalisme. Leur tâche consiste à rallier la classe ouvrière et à l'organiser sur la base d'un programme socialiste...

Quelques réflexions politiques.

C'est pitoyable d'en être arrivé là !

- Apparemment, plus de 30% des électeurs ne savent toujours pas s'ils vont aller voter ou non, et parmi les 70% affirmant qu'ils vont aller voter, 50% sont "indécis" ou ne savent toujours pas non plus pour qui ils iront voter, et bien qu'ils s'en abstiennent. On aurait envie de leur dire qu'ils se rapprochent des partis ouvriers qui ne participent pas à cette mauvaise farce, mais lesquels ? Ceux qui meurent d'envie (ouvertement) d'appeler à voter pour un ex-ministre de Hollande ou de Chirac ?

Ce qui nous attend et auquel évidemment nous ne sommes pas du tout préparé.

- "*il y a un régime pire que celui des institutions incapables et corrompues. C'est le régime qui suit l'effondrement des institutions, autrement dit le règne du chaos. La montée des pitres nous venge et nous soulage, mais elle sape en même temps les fondements mêmes de l'ordre où nous vivons.* " Antipresse n°69.

En oligarchie, qui plus est sous la Ve République, le pouvoir est héréditaire à l'instar d'une monarchie.

- Un internaute. "*Macron est un cheval de Troie. Qui dirige la France selon la Constitution? Le Premier ministre. Si Macron est élu, qui sera nommé Premier ministre? François Hollande. Soutenu comme en 2012 par Bayrou et tous les "socialistes" non frondeurs. Seuls les aveugles n'ont pas compris la manoeuvre pour vendre du Hollande sans Hollande. Il a fallu feindre la trahison de Macron abandonnant Hollande, alors qu'il n'est que le faux nez de Hollande.*"

Bravo pour cette blague, vous me direz que très sérieusement Mélenchon avait bien envisagé d'être le Premier ministre de Hollande, cela aussi ses sympathisants l'ont oublié.

Mais vous avez raison, Macron est bien l'héritier de Hollande, son "*dauphin*" (Fillon), son clone ou celui de Hillary Clinton ou Obama.

La déflation va de pair avec l'économie de guerre

- Un internaute. "*L'hyper inflation en Allemagne, ça dure en gros 1 an à cheval sur 1922/23. Ça tue le rentier, mais effectivement, l'Allemand moyen ou le petit entrepreneur se démerde, il a pris l'habitude pendant les privations de la guerre : troc, échange de services, payement à la demi journée pour les ouvriers… C'est dur mais ça passe. En plus, l'hyperinflation n'est pas un accident, c'est délibéré, pour rembourser les dommages de guerre en monnaie de singe. Quand le gouvernement décide que ça suffit, ça s'arrête. Lire l'"Obélisque Noir" de EM Remarque sur le sujet.*

C'est les politique déflationnistes catastrophiques menés entre 1929 et 1932 qui font effectivement plonger l'Allemagne, avec l'effet que l'on sait…

Et effectivement, la propagande néolibe met toujours en garde contre l'inflation, dont les petites gens souffrent peu, alors que la déflation est 10 fois pire..."

On peut partager l'appel du POID du 19 mars, à quelques réserves près que j'explique ici.

POID - "*Hamon et Mélenchon proclament l'un et l'autre leur refus de l'héritage politique du gouvernement Hollande-Valls. L'un et l'autre parlent de l'abrogation de la loi Travail, et se disent contre les diktats de la « troïka » (Commission européenne/ Fonds monétaire international/Banque centrale européenne).*

Unis sur cette base en une seule candidature, ils pourraient ouvrir la voie à une mobilisation permettant, au moins sur un point, de rompre avec la politique du gouvernement précédent : l'abrogation de la loi El Khomri combattue par des millions de grévistes et manifestants unis avec les organisations syndicales au printemps dernier."

Prétendre que Hamon refuse "*l'héritage politique du gouvernement Hollande-Valls*", sans doute comme Mélenchon refuse "*l'héritage politique du gouvernement*" Chirac-Jospin dont il avait fait partie, cela ne mérite même pas d'être commenté.

Hamon et Mélenchon "*pourraient ouvrir la voie à une mobilisation*" nous dit-on, qu'est-ce que cela signifie ?

Que Hamon et Mélenchon pourraient prendre l'initiative d'en appeler à la mobilisation de la classe ouvrière ? Impensable, Hamon ne l'a jamais fait dans le passé parce qu'il y était opposé, donc on ne voit pas pourquoi il y serait favorable demain, la majorité des députés refuseraient d'abroger la loi El Khomri. Est-ce à dire qu'il devrait enclencher le 49.3 tant décrié par les opposants à la loi El Khomri ? Absurde. Et si le gouvernement voulait abroger la loi El Khomri il serait immédiatement renversé par une motion de censure. Qui appellerait à cette mobilisation ? Le PS ? Impensable, de toutes manières rien ne dit que les travailleurs seraient prêts à le suivre. Le PCF ? Il ne représente pratiquement plus rien pour les travailleurs, il est totalement discrédité et c'est très bien ainsi. Les syndicats ? Lesquels, ceux qui ont organisé 14 journées d'action pour faire passer cette loi au lieu d'appeler à la grève générale jusqu'au retrait ? Inimaginable, chacun en conviendra. Qui alors ? Des partis comme le POI, le POID, le NPA ou LO qui sont marginalisés ou ne représentent qu'une infime minorité de travailleurs, qui plus est n'ont jamais été foutus de s'entendre dans le passé pour mener la moindre bataille ensemble ? Une pure vue de l'esprit. Qui alors ? Personne en réalité n'est en mesure ou n'aurait la volonté d'appeler à une telle mobilisation et encore moins de l'organiser pour qu'elle ait une chance d'aboutir.

Les militants doivent regarder la situation en face et l'admettre telle qu'elle est. Bon, c'est désagréable parce qu'elle est le produit de 70 ans d'incurie politique, d'aventurisme ou pire encore. Et bien c'est l'occasion ou jamais d'en faire un bilan rigoureux, honnête et sérieux pour repartir sur de bonnes bases, sinon nous ne nous en sortirons jamais, je ne cesse de le répéter, en vain, hélas !

Qu'on commence par étudier de quelle manière a évolué chaque facteur déterminant et leurs rapports durant les 7 dernières décennies, ensuite seulement une discussion sérieuse pourra s'engager dans le mouvement ouvrier sur son orientation et les tâches qu'il doit se fixer, sinon, à quoi bon parler de ce qu'on ne connaît pas, hein franchement, pour passer le temps, on a mieux à faire, non ?

J'ai constaté plusieurs inflexions dans le discours du POID allant dans le sens de l'orientation politique que je défends. Son discours est plus axé contre Macron qui est effectivement le candidat le plus dangereux pour la classe ouvrière puisque son ambition est de poursuivre la stratégie inaugurée par Hollande pour instaurer une société et des institutions sur le modèle américain, où finalement les droits politiques des travailleurs seraient pour ainsi dire déclarés hors la loi, dans la mesure où quelle que soit la manière dont ils s'exprimeraient ils ne seraient jamais pris en compte et le bulldozer néolibéral achèverait de modeler la société toute entière à son image hideuse, perspective qui serait un véritable cauchemar ou ce que vivent déjà aux quotidiens

les travailleurs américains. Je pourrais ajouter et nous aussi en Inde.

Même si le POID a remis cela avec "*l'indépendance des organisations ouvrières*" qui est une formidable forfaiture, un discours intolérable parce qu'il ne reflète pas les véritables rapports qui existent entre l'Etat et les syndicats, par ailleurs, il a fait état que la classe ouvrière "*a besoin de syndicats indépendants*", ce qui peut laisser penser qu'ils n'existent pas actuellement, histoire peut-être de satisfaire une partie de ses propres militants qui le pensent à juste titre, à moins qu'il ne s'agisse d'une surinterprètation de ma part, certains y verront le double langage habituel de ces dirigeants.

Il manque l'essentiel dans cet appel, la nécessité de s'attaquer aux fondements du capitalisme ou d'exproprier les capitalistes, mesure sans laquelle il demeurera impossible de changer de politique ou de satisfaire les revendications sociales des travailleurs. Cet appel se situe au niveau de ce qui est supportable pour les candidats du capital Hamon et Mélenchon.

Il y manque également l'abolition de la Constitution de la Ve République sans laquelle la rupture avec la Ve République n'est que parole en l'air, vide ou n'a aucun contenu politique, ce qui va de pair avec "*l'Union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe substituée à l'Union européenne*" qui est une formule tout aussi élastique ou creuse qui laisse le soin à chacun de la remplir de ses illusions, par exemple qu'une telle union pourrait exister sans au préalable que les masses révolutionnaires aient aboli le capitalisme et renversé ses institutions nationales dans chaque pays.

Peuples d'Europe, libérez-vous des chaînes du capitalisme, ensuite vous pourrez envisager la liberté, pas avant ! Pour la Fédération des Républiques sociales d'Europe délivrées du capitalisme et de l'UE.

On peut soutenir cet appel une fois adoptées ces précisions ou rectifications. Pour télécharger cet appel cliquez ici.

Pour illustrer ce qui vient d'être dit. Tirons au sort notre destin, en guise de programme politique "une alliance" ou "l'unité" sans principe.

- "Unité": nouvelle mobilisation pour une alliance Hamon-Mélenchon - AFP

"Unité pour gagner!": près de trois cents personnes se sont rassemblées samedi place de la République à Paris, pour appeler à une candidature commune entre Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon, "seule voie possible pour faire gagner la gauche".

"Unité pour changer, unité pour gagner", scandaient les militants réunis place de la République sous un soleil éclatant, tandis que certains agitaient des pancartes représentant Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon unis sous une inscription "Une victoire, pas deux défaites".

"Il existe des différences évidentes (entre les deux candidats) mais il y a aussi beaucoup de choses en commun et s'il n'y a pas d'union, c'est Rothschild qui va gagner ? C'est l'homme aux costumes de luxe ?", ironise l'économiste Frédéric Boccara, membre du Parti communiste, devant une foule conquise.

"Il faut additionner des voix pour être au deuxième tour, la division ne nous a jamais fait gagner, jamais, jamais", s'époumone Gérard Filoche, membre du Bureau national du Parti socialiste, mégaphone à la main.

"Nous demandons un accord politique, une plateforme commune comme en 36 avec le Front populaire, sinon c'est la défaite assurée", poursuit l'ancien inspecteur du Travail.

Pierre Larrouturou, fondateur du parti Nouvelle donne, prend à son tour la parole alors qu'une militante brandit une pancarte "Tirons au sort notre candidat". AFP 26.03

Unité pour "gagner", quoi, qui y gagnerait quelque chose ? Unité pour "changer", ils nous refont le énième coup du changement. Le Front populaire : Contre le socialisme, pour le fascisme et la guerre, non merci !

La conscience de quoi, à quel niveau ?

John Pilger (voire la vidéo) rappelait en 2012 qu'un "*souffle de liberté qui émanait du mouvement des droits civiques, et du mouvement anti-guerre*" balayait le capitalisme en occident quarante ans plus tôt, regrettant amèrement qu'il n'existe plus de nos jours ou si peu, apparemment sans comprendre pourquoi.

Pour sympathique que soient ces mouvements et les gens qui y ont participé ou qui s'y sont engagés sincèrement, ils ne remplaçaient ni un programme ni une théorie sur lesquels s'appuyer pour pouvoir rassembler les exploités afin de changer la société ou de vaincre le capitalisme pour en finir avec les multiples maux dont il est à l'origine et en extirper la racine.

Faire l'économie de l'analyse du développement du capitalisme depuis son origine jusqu'à nos jours, c'est justement tomber dans le panneau du subjectivisme qui ravage aujourd'hui la société S'émouvoir, s'indigner, se révolter des injustices que le capitalisme fait subir à tous les peuples et plus particulièrement à ses couches les plus faibles ou vulnérables ou aux exploités et opprimés en général, est certes louable ou généreux et honore ceux qui mènent ce combat, mais cela est insuffisant, car cela laisse intact ses causes objectives ou matérielles, les rapports sociaux qui en sont à l'origine et qui continueront de sévir encore et encore, si on ne les inverse pas au profit de la majorité au détriment de la minorité qui détient le pouvoir, rien ne changera dans l'avenir.

La conscience qui ne dépasse pas le stade de l'émotion, du sentiment et même de la notion de droit est vouée à l'échec. Imaginez que vous ayez de mauvais outils et que vous deviez usiner un morceau d'acier, le résultat sera défectueux même en y mettant la meilleure volonté du monde ou le plus grand professionnalisme qui soit. Entre une idée ou une opinion et la matière, on est dans un rapport de cause à effet conflictuel, et l'inverser peut conduire à retourner ses armes contre son propre camp, c'est ainsi par exemple qu'il y en a qui s'en prennent aux préjugés archaïque du peuple qui n'en est pas responsable, ils le culpabilisent pour mieux l'affaiblir et le soumettre, sans s'attaquer à leurs origines qui renvoient à la structure de la société par le capitalisme, aux rapports sociaux qui lui servent de fondement et sur lequel fermente la xénophobie, le racine et toutes les discriminations qui ont lieu dans la société.

Il n'y a pas de gens bons ou méchants ou encore mauvais, ils existent des rapports de dominant à dominé qui tendent à se reproduire à tous les niveaux de la société et à lui empoisonner l'existence. En se débarrassant du capitalisme, ce qui ne se fera pas en un jour, on se débarrassera progressivement de ces rapports sans laisser la moindre trace d'amertume, tandis que le capitalisme et ses tendances guerrières ou belliqueuses traîneront toujours derrière lui un lot de haine, de rancoeur, de violence qui ne demandent qu'à s'extérioriser ou s'épanouir, ils sont si organiquement liés qu'on ne peut les éradiquer qu'ensemble, en traitant et extrayant la racine de tous les maux de la société : le capitalisme.

C'est logique, en changeant la matière de notre réflexion, on va changer la représentation qu'en ont les peuples et ils vont adopter un autre mode de pensée, un autre comportement, et toutes les tendances détestables du capitalisme vont s'évaporer pour finir par disparaître. Si vous ne disposez que de pierres, vous imaginerez tout ce qu'on peut en faire, mais vous ne pourrez pas imaginer tout ce que vous pourriez faire si vous disposiez de fer, et si vous mesurez la portée de l'emploi de chaque matière, vous ne vous projetterez pas de la même manière ou aussi loin. On change de monde pour ainsi dire. On peut envisager de faire un tas de choses qu'on n'aurait pas imaginées autrefois, on ne pense plus tout à fait de la même manière.

C'est donc la conscience de ces rapports qu'il faut acquérir sans jamais cesser de les étudier et de les avoir à l'oeil ou à l'esprit. Celui qui les a en permanence à l'esprit ne risque plus rien, il est immunisé contre le capitalisme et ses mauvaises infuences et intentions. On peut encore se faire manipuler ou commettre des erreurs, mais c'est naturel puisque personne n'est parfait, l'homme ne l'est pas, il est perfectible, il est en mesure de se perfectionner, ce qui ne veut pas dire qu'il va automatiquement progresser, il peut stagner ou végéter à un certain niveau qui peut être médiocre toute sa vie ou s'élever à un niveau de conscience supérieur.

(Reprise le lendemain matin)

Il y a des gens qui ne supportent pas ceux qui ne leur ressemblent pas, et c'est compréhensible, puisque pour justifier qu'ils auraient des droits égaux on leur explique qu'ils sont identiques ou sont semblables, alors que ce n'est pas le cas. Du coup ils rejettent le principe d'égalité ou que d'autres personnes qui ne leur ressemblent pas partagent les mêmes droits qu'eux, parce qu'ils ont l'impression qu'on se fout d'eux, ce qui est effectivement le cas puisque cet argument est démagogique et sert à détourner leur attention de l'inégalité des droits qui existent entre l'ensemble des exploités et l'infime minorité d'exploiteurs, et qu'en réalité ils sont spoliés du droit à l'égalité, étant donné que la classe dominante concentre tout le pouvoir tandis que la classe dominée n'en dispose d'aucun.

En fonction de la place qu'occupe notre interlocuteur dans la société, son statut social, son niveau de développement intellectuel, la classe à laquelle il appartient, on doit être en mesure d'adapter notre discours pour l'amener à la conclusion que la nécessité d'abolir le capitalisme et ses institutions est une nécessité. Il ne s'agit pas de changer de discours comme peut le faire par exemple un Mélenchon en fonction de son interlocteur histoire de le flatter, mais d'aborder le même sujet pour parvenir à la même conclusion en le traitant sous un angle différent, quitte ensuite à développer nos propres idées...

Plus de 90% des travailleurs ne participent pas à la lutte de classe ou n'y ont jamais participé, autant ont des connaissances politiques défectueuses, donc les aborder sous cet angle et s'en tenir là ne mène nulle part dans 90% des cas ou plus.

Prenons les trois premères lignes de l'éditorial de Daniel Gluckstein de la Tribune des travailleurs du 22 mars au bout desquelles la plupart des lecteurs décrocheront ou cesseront leur lecture, tout simplement parce qu'ils ne comprendront pas ce genre de discours destiné à une élite dont ils ne font pas partie :

- "*Décrétant l'élection du président de la République au suffrage universel direct, De Gaulle expliquait qu'il s'agissait « de la rencontre d'un homme et d'un peuple ».*

Cette logique bonapartiste s'est illustrée dans le débat télévisé du 20 mars."

En dehors des générations de retraitées, aucun travailleur ou jeune n'est en mesure de cerner la personnalité de de Gaulle en dehors de quelques lieux communs du genre le libérateur de la France de l'Allemagne nazi, et ils seront encore moins nombreux à comprendre ce que signifie le bonapartisme.

Certes, le POID a le droit de s'adresser de préférence à des militants et non à l'ensemble des masses exploitées, y compris aux classes moyennes ou à la petite bourgeoisie.

Alors comment comprendre qu'il puisse écrire dans le même temps que "la seule classe capable d'imposer le changement radical qui s'impose parce qu'elle n'a rien à y perdre : la classe ouvrière" ? On ajoutera des pans entiers des classes moyennes ou de la petite bourgeoisie qui rejettent l'orientation néolibérale de la société

Etats-Unis. Les colonisateurs et la bonne conscience de leurs sujets.

- Le livre d'histoire américaine le plus important de votre vie par Richard Oxman - Arrêt sur Info 25.03

- Selon Harper's Magazine (avril 2017), il y a au moins vingt-huit universités américaines qui ont des programmes d'études sur l'esclavage aux Etats-Unis. Mais, en revanche et cela me paraît très instructif, aucun établissement d'enseignement supérieur aux États-Unis ne s'intéresse, sous quelque forme que ce soit, au fait que les peuples autochtones – hommes, femmes et enfants de tous âges – aient été éliminés (avec un objectif génocidaire) pour leur voler les terres sur lesquelles les institutions prestigieuses qui existent maintenant ont été construites.

Il est facile de créer un programme, mais il est pratiquement interdit de mentionner l'éventualité de rendre des terres sur lesquelles les Amérindiens ont un droit légal. Il y a quelques campus où l'on discute formellement des réparations à consentir aux Afro-Américains, mais vous aurez du mal à trouver quelqu'un – même dans les cafés des campus – qui plaide pour la restitution aux Amérindiens de ce qui leur a été volé par les ancêtres de ces présidents d'université grassement rémunérés. (...)

Et le grand public, y compris les lecteurs de médias alternatifs, regarde ailleurs quand les entreprises se comportent de manière criminelle. Regarder ailleurs, comporte souvent aussi la publication d'articles pro-indiens et la tenue de conférences sur des questions liées aux Indiens. En effet, se joindre au concert des récriminations politiquement correctes (sans aucune intention de faire quoi que ce soit de plus à propos de quoi que ce soit) équivaut à se rendre à un carrefour abandonné pour crier dans le désert qu'il est injuste de ne pas accorder de pardon à Leonard Peltier (*). Est-ce que cela ne s'appelle pas regarder ailleurs quand c'est là tout ce qu'on fait pour libérer Leonard Peltier ? Marcher en cercles avec des pancartes et participer à des veillées aux chandelles n'a pas plus d'impact si ce n'est de procurer aux participants un sentiment d'auto-satisfaction et / ou le plaisir de la socialisation. C'est ce que j'appelle du militantisme pour le moins équivoque. Et en tout cas… sans consistance. (...)

Mais au niveau global ceux que je critique ici sont de peu d'importance. Au plan macroscopique, nous devons tout d'abord reconnaître que les États-Unis sont pourris jusqu'à l'os quand il s'agit des Indiens (et de désigner des « indésirables »). (...)

En réponse aux Haudenosaunee (les six Nations iroquoises) qui hésitaient entre soutenir les Anglais ou les séparatistes au milieu des années 1770, le Général George Washington a envoyé des instructions écrites au Général de division John Sullivan pour qu'il prenne des mesures contre elles. Voilà ses ordres :

«… détruire tous les campements de la région … que le pays ne soit pas simplement occupé mais détruit … vous refuserez absolument d'écouter toute les demandes de paix avant d'avoir mené à bien la destruction totale de leurs campements … Notre sécurité future réside dans leur incapacité à nous nuire … et dans la terreur que leur inspirera la sévérité du châtiment qu'ils recevront. »

Cela vous rappelle quelque chose ?

Les ordres de Washington sont clairement l'écho de ce que les États-Unis font dans le monde entier depuis leur création. Et ce que les Ecossais-Irlandais – employés par Washington pendant la Révolution – avaient fait à la demande de ses précurseurs contre d'autres âmes de seconde classe en Europe … avant de migrer vers le soi-disant Nouveau Monde (qui n'était pas nouveau du tout, sauf pour les blancs voleurs et génocidaires).

Rien de tout cela n'est réellement enseigné dans nos écoles. Mais je soutiens que si un professeur lisait seulement les 77 premières pages de l'Histoire des peuples indigènes des États-Unis de Roxanne Dunbar-Ortiz, cela l'inciterait à proposer un programme pour l'enseigner. Cela permettrait de voir que pratiquement tous les problèmes actuels – de la violence domestique due aux armes jusqu'aux des abominations que nous perpétrons à l'étranger (et plus) – ont leurs racines solidement ancrées dans le traitement des Amérindiens par les Européens (de leurs premiers contacts à nos jours).

Mais, bien sûr, cela pourrait détourner un enseignant ou un militant de participer aux veillées aux chandelles… Ou de marcher en cercle. Arrêt sur Info 25.03

(*) Leonard Peltier est un militant amérindien anishinaabe/lakota, né le 12 septembre 1944, incarcéré depuis 1976 et condamné à deux peines à perpétuité. Il est membre de l'American Indian Movement. Wikipédia.org

Les sionistes n'ont rien inventé en envahissant un pays et en confisquant les terres de ses habitants, en les massacrant...

Guerre contre les médias institutionnels.

Quelques caractérisations de ces officines officielles de propagande par des internautes :

Tendancieux, fielleux et moralisateurs, délateurs dans le pur style des chasseurs de sorcières, insinuations, falsifications, malveillants, calomniateurs, toxiques – et anonymes, mensonges, stupidités, inversion accusatoire, allégations fielleuses, diabolisation, sournois sous-entendus, aveuglement idéologique, confusionnisme, diffamation comme système de défense, affirmations en guise defaits, arrogance pathologique...

Vous pouvez en dire autant de toutes les chaînes de télévision ou de radio sans pour autant que les gens (et les militants ouvriers) qui le savent ne les boycottent. Ils sont inconsistants, à croire qu'ils en redemandent. Apparemment ils ignorent que cela se paiera un jour ou l'autre. Si je ne suis pas partisan d'un appel au boycott de ces médias-oligarques, c'est parce que je sais que cele ne servirait à rien, ceux qui les dénoncent en font la démonstration, pas tous mais presque.

Alors vous imaginez, liquider le capitalisme, quel grand saut dans le vide, quelle horreur, mon dieu, maman, au secours ! comment pourraient-ils s'y résoudre si ce n'est par la force des choses, puisqu'ils n'ont même pas la volonté de ne pas allumer leur télé le soir, ils sont addicts à ce poison et ils ne sont pas prêts de s'en passer, hélas !

Parole d'internautes (Les crises-fr) :

1- Extraits… C'est l'un des aspects les plus importants de notre système médiatique – et, pourtant, presque inconnu du public ; la plus grande partie des nouvelles internationales dans tous les médias principaux provient de quatre agences de presse seulement : New York, Londres, Paris et Berlin. La position de monopole de ces agences a plusieurs conséquences : elles déterminent le choix des reportages, elles décident de quoi on parle et de quoi on ne parle pas, et il est évident que les reportages sont très uniformes et ils sont souvent simplement copiés…https://www.kla.tv/index.php?a=showlanguage&lang=fr&id=9484

- 1.) L'agence américaine Associated Press (AP) Avec plus de 4 000 employés dans le monde entier, AP appartient aux entreprises de médias des Etats-Unis et a sa rédaction principale à New York. Les informations de l'AP sont utilisées par environ 12 000 médias et atteignent ainsi chaque jour plus de la moitié de la population mondiale.

2.) L'Agence France Presse (A.F.P.), qui est quasiment publique, a son siège à Paris et emploie également environ 4 000 personnes. Chaque jour l'A.F.P. expédie plus de 3 000 informations et 2 500 photos à des médias dans le monde entier…

3.) L'agence britannique Reuters à Londres, est une agence privée, et emploie un peu plus de 3 000 personnes. En 2008 Reuters a été acheté par Thomson le patron canadien des médias – une des 25 personnes les plus riches du monde – et a fusionné en Thomson Reuters dont le siège est à New York.

4.) L'agence de presse allemande (DPA) emploie environ 1 000 journalistes dans environ cent pays. La DPA possède des maisons d'édition de médias allemands et des stations de radiodiffusion. Sa rédaction principale est depuis 2010 dans la maison d'Axel Springer à Berlin. La DPA collabore étroitement avec l'AP américaine et possède la licence pour la commercialisation des services de l'AP dans l'espace germanophone… …Et l'achat de part dans le capital de grands groupes médiatiques de la part de milliardaires (Bolloré and co en France) n'arrange en rien cette 'orientation de l'info) …

2- "Les journalistes en danger c'est la démocratie qui est en jeu. " euh, au vu de ce que nous savons des médias, coller "démocratie" et "journaliste" dans la même phrase est comment dire, déplacé ?

Si on parlait de vrais journalistes qui respectent la charte de Munich, oui, mais la plupart n'ont même jamais entendu parler de cette déontologie.

Comment parler de démocratie alors que la majorité de la presse appartient à des oligarques ? alors que cette même presse, prise la main dans le pot de confiture crée des déconnex ? des ministères de la vérité ?"

3- "J'admire le raisonnement qui assimile le nombre de journalistes au pluralisme des médias, tout en démontrant qu'ils se recopient les uns les autres.

Est-ce que quelqu'un leur a fait remarqué que s'il n'y avait qu'un seul journal, il publierait 100% de nouvelles originales ?"

4- "... du point de vue de l'establishment cette situation est idéale : avec un contenu standardisé et prévisible dans les médias, il y a moins de surprises à attendre et de contre-feux à allumer, donc le contrôle des masses et la fabrique du consentement deviennent aisés. Il faut leur reconnaître : la prise de contrôle des principaux médias par l'establishment a été un réel succès."

5- "Ils en ont de la chance les abonnés du Monde de devoir payer, en plus, pour se désinformer et se faire formater. Le Monde n'est plus un journal, ce n'est plus qu'un infâme outil de propagande : d'un côté des articles comme ce torchon hallucinant et de l'autre, le Décodex qui nous dit quoi lire, quoi penser et notamment que le Monde est une lecture saine et fiable.

Ceci est donc à mettre directement en rapport de cela, prochaine étape de la dictature rampante."

6- "Je ne sais pas vous, mais moi ce genre d'édito me donne la nausée. Il semblerait que l'on soit passé sur l'autre versant, celui de la dégringolade orwellienne, en plus con. Le Monde est allé trop loin dans l'erreur et la fabrication de la post vérité grotesque et intenable, il s'y enferre lamentablement jusqu'au suicide programmé."

7- "Le Monde est devenu un torchon dans les mains de millionnaires. "

8- "Le Monde de Bergé-Niel et Pigasse est devenu aussi fiable que le torchon Minute,c'est dire!

Un conseil: ne lui donnons pas un centime et faisons de même pour ses satellites: Télérama,L'Obs, Les Inrocks, Courrier International."

9- "Avant tout les journalistes d'aujourd'hui sont ignares !"

10- "Le Monde n'est pas seulement un journal infâme, mais aussi extrêmement dangereux."

11- "Nous ne sommes plus dans le journalisme, mais dans une tentative de manipulation de l'opinion publique, une manipulation qui pourrait préparer une guerre contre la Russie."

12- "Toutes les opinions autres seront alors pourchassées, non pas avec des arguments, mais en dénigrant leur auteurs. Tous les moyens sont bons, mensonges, stupidité, inversion accusatoire."

Avertissement aux lecteurs.

Attention, vous ne devez pas davantage vous fier aux commentaires laissés par des internautes à la suite d'articles, car il arrive qu'ils écrivent n'importe quoi, la preuve.

Un internaute a posté ceci :

- Voici un article original de Paris-Match qui devrait valoir à la journaliste un stage de rééducation "pensée unique et touche pas à mon Macron", au Monde.

"A La Réunion, le bide de Macron". Si, si, vous avez bien lu. Cela doit être le premier article négatif de la MSM sur Macron, c'est un collector.

Bon, il semble que le titre de l'article était vraiment trop politiquement insupportable donc le nom du lien semble avoir été changé pour un titre qui n'a plus rien à voir avec l'article. http://www.parismatch.com/Actu/Politique/Pour-Emmanuel-Macron-rien-n-est-joue-1219136

Un autre internaute lui a répondu quelque temps plus tard :

- Confirmation du changement de titre de l'article de PM après une sévère remontée de bretelles ? Pas de bol, l'indexation sur Google actualités, ce soir encore, fait apparaître le titre initial : "A La Réunion, le bide de Macron". Ce titre était excellent, n'était-il pas ?

https://news.google.fr/nwshp?hl=fr&ei=eOnXWLHrNoKQUY3Fq7AN&ved=0EKkuCAooBQ

Je suis allé sur le moteur de recherche Google et j'ai tapé : article de Paris Match sur le meeting de Macron à la Réunion et voici la réponse que j'ai trouvée :

Google le 27.03.

- Image issue d'un article pour la recherche "Meeting de Macron à la Réunion par Paris Match" (source : Paris Match) A La Réunion, le bide de Macron Paris Match-25 mars 2017 Emmanuel Macron sur le marché de Saint-Leu, samedi, à La Réunion. ... le candidat En Marche!, accueilli avec chaleur, a raté son meeting. (DIRECT) Emmanuel Macron est arrivé International-Clicanoo-24 mars 2017...

Autrement dit, l'article de Paris Match figure toujours en ligne sans que le titre originel ait été modifié.

J'ai envoyé un courriel au responsable du blog Les-crises.fr pour l'en informer. Je lui ai dit qu'il pourrait être attaqué pour propager des fake news via les commentaires de ses lecteurs.

Des militants m'ont demandé de modifier la structure de mon portail pour que n'importe qui puisse s'y exprimer, intention généreuse mais ingérable et dangereuse. Qu'ils m'adressent leurs courriels, je les publierai s'ils présentent un intérêt et ne sont pas diffamatoires, et s'ils n'ont pas confiance, et bien qu'ils s'abstiennent ou qu'ils ailleurs voir ailleurs.

Et puis c'était inutile puisque je fais les questions et les réponses à leur place. Quelle prétention diront les esprits obtenus ou malintentionnés. Oui parfaitement, parce que je prends en compte les arguments de mes adversaires, je ne les occulte pas contrairement à eux qui méprisent mes arguments, je les traite avec le même sérieux que mes propres arguments, j'essaie de toujours aller au fond que chacune des questions que nous abordons, y compris quand elles ne vont pas dans le sens de l'orientation politique que je défends.

Je n'ai attendu après personne pour rechercher et étudier toutes les hypothèses liées à une question ou à une situation, je passe même le plus clair de mon temps à cela pour remonter à ses origines, je ne suis pas du genre à tout savoir ou à pouvoir fournir une réponse spontanément à toutes les situations que je rencontre.

Ils s'attaquent aux futures générations d'esclaves de leur nouvel ordre mondial

- [Bien sûr…] Et maintenant l'Éducation Nationale recommande le Décodex ! - les-crises.fr 28.03

Lettrre d'un lecteur au responsable du blog Les-crises.fr

Bonjour M. Berruyer,

Je viens d'un seul coup de me rendre compte à quel point vous avez 1000 fois raisons sur cet affaire de Decodex, et qu'il est du devoir de tous de ne rien laisser passer. Mon fils est en 5e, et en tant que parent d'élève je m'informe de ce qui s'y passe comme tous les autres parents via Liberscol [NdR : le "cartable électronique" du collège auquel ont accès les parents]. Et voilà ce que le collège vient d'envoyer à tous les parents :

http://www.clemi.fr/fileadmin/user_upload/espace_familles/guide_emi_la_famille_tout_ecran.pdf

S'il vous plait ne zappez pas et allez à la page 22 de ce document, vous y lirez un chapitre tenez-vous bien de Mr Samuel Laurent. Je suis plus qu'en colère et je vais faire un scandale dès demain au collège de mon fils. Ce qu'il se passe est gravissime, et je vous soutient à 100% dans votre action en justice contre ces gens, il ne faut plus rien laisser passer. Y aura-t'il une 2e collecte ? Je veux participer. Ne lachez rien. Bien à vous,

Le lecteur m'a réécrit ce soir :

Bonjour Olivier,

J'ai exprimé ce matin tout mon ressenti au directeur du collège de mon fils en lui faisant remarquer :

1 – qu'une information se devait d'être neutre et non partisane

2 – que j'étais adulte et responsable et que je n'avais nullement envie d'être « guidé » (Surtout par Samuel Laurent)

3 – qu'un collège relevant de l'Éducation Nationale censé défendre la langue française diffuse un document truffé d'anglicismes

(digital native, real life, fact-checking etc.), même s'ils sont devenus à tort ou à raison langage courant sur le Net, me paraissait contraire à la loi du 4 août 1994 et à notre constitution.

Je l'ai senti gêné, et sans que je lui demande il a purement et simplement retiré ce document du Liberscol du collège. Fin de l'épisode. (Pour l'instant)

Lors de la publication de vos premiers articles sur le Decodex j'avoue très honnêtement avoir fait partie des personnes qui trouvaient que vous en faisiez trop. Cet épisode m'a ouvert les yeux et votre réaction était je le reconnais saine. Cette histoire va beaucoup plus loin qu'on ne le pense.

Cordialement

Comme quoi, la mobilisation, ça paye… Mais combien d'autre collèges où cela continue ?

En attendant vous pouvez réagir, en contactant le Clémi (Par mail : http://www.clemi.fr/fr/nous-contacter.html, Twitter @LeCLEMI, Facebook), pour vous plaindre en indiquant entre autres qu'il ne revient pas au Clémi de faire de la publicité pour des entreprises privées (comme Le Monde), et encore moins pour des outils biaisés et très contestables comme le Décodex.

Extrait de cet article.

- Le sous-titre du document publié par le ministère (CLEMI) est révélateur : "Quels réflexes adopter face à la désinformation ?". Il est bien question d'un dressage, style behavioriste, cher aux anglo-saxons. Susciter le réflexe plus que la réflexion sous la houlette d'une corporation. Alors que la désinformation se combat par la réinformation et la stimulation de l'esprit critique. Quel aveu de nos libéraux socio-démocrates !

...le CLEMI existe depuis près de 50 ans et il a toujours collaboré avec les quotidiens nationaux et régionaux; son action, ses orientations ont toujours été définies par le ministère, c'est pourquoi j'approuve le commentaire précédent. quant à la croix, comme l'huma, ce journal ne tient que par les aides de l'état!

Commentaires d'internautes

1- "*Ce n'est pas Le Monde qui veut investir les écoles. (...)*

Décodex est né de la volonté du GOUVERNEMENT !

Si vous lisez ce papier de La Croix , vous y verrez que dès 2016 Audrey Azoulay a conditionné les subventions à la presse en imposant je cite :

Une " démarche de progrès sur plusieurs thématiques d'intérêt collectif comme le photojournalisme, l'éducation aux médias ou l'égalité entre hommes et femmes "

L'ÉDUCATION AUX MÉDIAS = DÉCODEX !"

(http://www.la-croix.com/Economie/Medias/Des-aides-presse-elargies-ciblees-bientot-conditionnelles-2016-10-05-1200794096)

2- "*Chose intéressante, dans ce guide dans le chapitre théorie du complot il y a ce passage :*

"Pour l'historien Jérôme Grondeux, il faut « savoir distinguer entre le fait et l'interprétation, entre ce qui relève des faits établis, des faits prouvés et ce qui relève de la manière dont on explique les faits»."

C'est très intéressant, c'est exactement la frontière que franchit le decodex avec leur défense de l'euro, ils ne sont plus dans les faits mais dans la manière dont on explique les faits.

Je sais pas pour vous mais pour moi, le fact-checking c'est juste une vérification des faits, pas LA vérité sur comment interpréter les faits.

Là ça devient clairement un outil politique.

D'ailleurs pour justifier le classement de les-crises en orange ils mettent aussi leur lien vers Fabius et Al-Nosra, indiquant la citation d'Olivier et celle du Monde. On voit bien que les 2 disent la même chose mais les-crises est classé avec les sites de

la fachosphère.

Comme quoi l'outil à discréditer est en état de marche, prêt à bourrer le crâne de nos enfants."

(Source : http://www.les-crises.fr/bien-sur-et-maintenant-leducation-nationale-recommande-le-decodex)

Les partis dit ouvriers se sont-ils emparés de cette question ? Sans doute que non pour ne pas être accusés de faire dans la théorie du complot. Il est bien connu qu'ils ne manipulent jamais les faits qu'ils traitent ou la situation, n'est-ce pas ? Ils ne tiennent pas à se mettre les médias à dos, on comprend...

- Nouvelleaks par Slobodan Despot - Antipresse n°69

Ame qui vive?

Qu'est-ce que l'irruption des pitres dans la vie publique nous apprend sur nous-mêmes?

Nous Européens n'aurons bientôt plus les moyens de regarder la réalité en face. Tout s'évertue à nous en ôter l'envie. Les politiques et les médias veillent comme dans Molière à mettre des noms convenables sur les laideurs qui choquent — voire à escamoter celles-ci lorsqu'elles deviennent proprement innommables.

Sans qu'on s'en soit aperçu, des taxations infamantes — «fachosphère», «extrême droite» — sont désormais appliquées à des gens qu'on ne peut associer ni de près ni de loin à ces idées radicales. De gauche, de droite ou de nulle part surgissent de nouveaux «pestiférés» dont ni les propos, ni le langage, ni les opinions, ni la manière d'être ne peuvent être qualifiés d'extrêmes — pour peu que les mots aient encore un sens. Leur seul tort, le plus souvent, est de ne pas prendre pour argent comptant les aberrations et les simplifications de la rumeur dominante. Exercer son discernement, vouloir attirer l'attention sur le fond des problèmes est devenu en soi, et a priori, un motif de disqualification.

Le règne de la peur

Dans ce fossé grandissant entre la réalité vécue et ses représentations obligées tâtonne et s'égare la population ordinaire, celle qui travaille et qui vote. Elle tâtonne, parce qu'elle a perdu certains repères essentiels d'une vie en société. La confiance dans les médias est au plus bas, les écoles produisent des ignares et de futurs chômeurs, les politiques s'illustrent par leur conformisme et leur indécision et les certitudes qu'on croyait immuables concernant la famille, la communauté nationale, l'éducation ou l'identité sexuelle sont dénigrées avec une hargne effarante. Les règles de vie ne procèdent plus d'expériences transmises, mais de définitions imposées. Le dressage a remplacé l'éducation.

Cela dit, tout va bien. Nous le disons et nous le répéterons jusqu'à ce que le mal frappe à notre porte et s'invite dans notre cuisine. Nous le répétons encore lorsqu'il a profané notre chambre à coucher. Nous ne le pensons pas, bien entendu, mais n'osons même plus nous avouer ce que nous pensons. Et encore moins le dire. Où le dire? Dans des meetings? Mais les directions des partis écoutent-elles la base? Dans les réseaux sociaux, cette procrastinante agglomération de solitudes? Même plus: ce dernier exutoire est lui-même en train de se corseter et de se censurer. Les délits verbaux et les propos «discriminants» sont plus sévèrement punis, au travail et dans la vie publique, que des actes criminels et la mémoire infinie de l'internet garde trace de toutes nos frasques à l'attention des éventuels employeurs à venir. Nous ne nous en sommes pas aperçus, mais nous sommes ligotés. Et les anomalies de 2016 — contre-information russe, Brexit, Trump — ont eu pour premier effet concret un sensible resserrement de la camisole.

Le temps des pitres

L'union de la peur et de l'absurde engendre l'apathie. D'où l'émergence de la «PRAF-attitude» dont parle Brice Teinturier («Plus rien à faire, plus rien à foutre». La vraie crise de la démocratie, voir le Cannibale lecteur d'Antipresse 68). De fait, le premier parti dans les démocraties modernes est celui de l'abstention.

L'apathie a une sœur jumelle: la dérision. D'où l'irruption sur la scène politique de figures qui annoncent la négation de la politique elle-même. Voici, en France, le Macron®, la logomachine publicitaire projetée sur les planches. Voici en Italie Beppe Grillo, qui brouilla suffisamment les cartes pour soulever une lame de fond — avant de se rallier spectaculairement au système.

Et voici maintenant que la Serbie s'apprête à élire son président. Alors que le premier ministre actuel, Vucic, s'est illustré par son activisme et son méthodique accaparement du pouvoir, il se retrouve contesté par un Borat de province qui aurait poussé la farce jusqu'à véritablement se porter candidat. Ce sympathique provocateur s'est inventé un nom de famille ridicule (Preletacevic = «Survoleur»), se fait appeler «Le Blanc» parce qu'il s'habille toujours de blanc et réduit sa communication à un slogan sans aucun contenu: Samo jako!, autrement dit: «Allons-y fort!» Il revendique une attitude «cool», dénonce la «nervosité» du pouvoir et prétend rassembler tous les mécontents sans idée ni cause. Il se définit comme la voix de cette «société civile» qui ne veut plus

se reconnaître dans aucun parti car les partis, désormais, incarnent la magouille et la corruption. En quelques semaines, ce pur mouvement («en marche!» pourrait aussi être sa devise!) sans aucun programme est devenu le principal concurrent de l'homme fort du pays.

Est-ce un rebelle ou un pantin, un Coluche inconnu ou un produit de marketing? Les deux sont possibles, encore qu'on l'a vu avec les têtes d'Otpor, le noyau de la «révolution colorée» serbe qui fit tomber Miloševic. Peut-être se moque-t-il même d'eux, de ces théoriciens de la «reprise non-violente du pouvoir». Peut-être — mais il est en train de pousser leur propre stratégie de la «société civile en marche» dans des raffinements inattendus.

Le ras-le-bol, la privation de parole et la déception nous font en effet oublier une vérité fondamentale: c'est qu'il y a un régime pire que celui des institutions incapables et corrompues. C'est le régime qui suit l'effondrement des institutions, autrement dit le règne du chaos. La montée des pitres nous venge et nous soulage, mais elle sape en même temps les fondements mêmes de l'ordre où nous vivons. En Serbie, en Ukraine, des guerres civiles ont commencé dans la liesse festive et la satire. Elles n'ont débouché sur aucun progrès notable, sinon celui du pouvoir des mafias et du grand capital globalisé. Les pitres sont le papier à mouches qui attire et qui fixe des énergies susceptibles de mettre en péril de système — si elles s'unissaient autour d'un projet plutôt que d'un rejet.

Mais comment élaborer aujourd'hui un projet? Les projets impliquent la confiance et l'audace. Or nous sommes atomisés, éparpillés, méfiants. Or la peur grégaire est devenue la tonalité de fond de l'existence dans les pays qui ont jadis inventé la démocratie et les droits de l'individu. L'absurde est devenu le moyen d'expression de cette peur. La liberté d'expression n'est plus qu'un luxe incongru et la démocratie, un rite. L'Europe se meurt par les deux bouts: à la fois par l'ineptie des institutions et par l'effondrement des personnalités individuelles. Les deux sont du reste liés par la vieille loi alchimique: ce qui est en haut est comme ce qui est en bas. Aucun projet politique, quel qu'il soit, n'a la moindre chance de réussir s'il ne s'accompagne d'une reconstruction des personnalités. En commençant par redéfinir le sens de l'existence et de la vie en communauté — deux questions auxquelles l'islam fournit des réponses sommaires mais efficaces.

Face à cette concurrence établie sur nos terres, les «outils» de la politique et du droit apparaissent dérisoires. Nous nous évertuons à imposer des lois-cadres à notre existence sans oser dire ce qu'elle est à nos yeux. Nous sommes devenus frêles et timorés, reléguant l'essentiel dans les allusions. Lorsque ce rapport sera inversé, que l'essentiel sera explicite et que le fond se remettra à dicter la forme, nous aurons retrouvé notre âme. Tout le reste est pitrerie. Antipresse n°69

De quoi sont capables Hollande et Attali, les mentors de Macron ?

François Hollande - L'affaire "Caton" - Histoire d'une manipulation politique
https://www.youtube.com/watch?v=GIX8IejCdQE

Macron : Imposteur et escroc.

Présidentielle 2017 : Tout savoir (ou presque) sur le parcours de Macron.
https://www.youtube.com/watch?v=1xjq2qV5geU

Enfumages par Fernand Le Pic - Antipresse n°69

Emmanuel Macron ou la xyloglossie 2.0

Et si la rhétorique vide du golden boy était entièrement pompée dans le lexique de la pub bancaire?

Des millions de Français ont regardé le débat télévisé réunissant cinq des onze candidats à la présidentielle.

Ils ont tous constaté la vacuité du verbe de l'un d'eux: Emmanuel Macron. Et pourtant, des sondages flatteurs le plaçaient en tête pour sa force de conviction. Comment peut-on absorber la promesse de diriger la France dans un tel néant verbal? Comment réussit-on à placer des contradicteurs aussi chevronnés dans une orbite sémantique aussi lâche? Seule Marine Le Pen a osé extraire ce constat de la torpeur ambiante. Est-ce seulement parce qu'il est jeune qu'une majorité de Français avale ses incantations fictives comme des sucreries? Qu'elle se pâme de ses périphrases comme la poésie d'une nouvelle fonction Smartphone? Qu'elle adule une pensée absente de sa parole et qui se tapirait dans un faciès enjôleur? Macron serait-il un thaumaturge 2.0 lorsqu'il lance ses «je vous aime» contrefaisants d'un vieux tube de Julien Clerc?

Le fait est qu'il «passe». Nous sommes allés en chercher la raison dans la construction de son format publicitaire, au sens propre du terme.

On sait que Macron s'est entouré d'agences de publicité spécialisées dans la grande consommation et l'e-commerce pour organiser sa communication politique.

Les premières s'adressent à la fameuse «ménagère moins de 50», mais comme madame Macron n'est déjà plus dans la cible et que lui-même n'y est pas encore, les standards les plus récents de la com en ligne ont prévalu.

C'est Adrien Taquet, cofondateur de l'agence «Jésus et Gabriel», déjà tout un symbole, qui aurait trouvé le nom du parti politique de Macron en forme de slogan «En Marche!». Dans les casernes, le terme appartient plutôt au vocabulaire des adjudants, ce n'est donc pas là qu'on trouvera la source d'inspiration. Certains y vont la traduction française de «Move on», un contretorpilleur déguisé en ONG appartenant à la flotte de George Soros. C'est possible, mais ce n'est qu'une hypothèse.

Pourquoi ne pas fouiner dans l'univers de référence bancaire de Macron? Surprise, son agence a manifestement pompé le dernier slogan de «Soon», la banque en ligne d'Axa. Une banque résolument de son temps, dont l'offre est «100% mobile, sans conditions de revenus, idéale pour les jeunes!», dont la signature publicitaire depuis 2013 n'est autre que: «La révolution bancaire en marche!».

Autre point commun avec la banque d'Axa, le mode de développement. Ils appellent cela le mode «lean start-up», c'est-à-dire exprimer des convictions très générales avec force, dont les fonctionnalités sont construites progressivement et de façon itérative avec les utilisateurs. Exactement comme le mode d'accouchement du «programme» de Macron.

Le destin du jeune énarque et gendre idéal (sa propre épouse ne s'y est pas trompée), est donc bien le premier cas pratique de lancement d'un produit politique «en mode lean start-up». On comprend beaucoup mieux pourquoi, dans l'opération phénoménale de R&D qu'a été son passage à Bercy comme ministre de l'économie, on lui ait aussi ajouté l'appli «ministre du numérique».

On ne s'étonne pas non plus que le site de promotion de campagne de Macron propose le paiement en ligne. Peut-être que s'il est élu, il en fera même un service bancaire?

Nous commençons à comprendre pourquoi quelqu'un qui ne dit rien et dont les promesses politiques ne reposent sur aucune démonstration réelle peut ainsi séduire une telle proportion d'admirateurs dans le monde merveilleux et paradisiaque des sondés. Macron n'est évidemment plus un homme politique, c'est totalement ringard. C'est aussi dépassé que «culture française», ce plat cuisiné qu'on gardera peut-être encore congelé pour un en-cas. Macron est simplement un produit-geek lancé sur le marché pour impacter le code source du hardware sociétal, façon drag and drop.

Son verbiage n'est pas de la langue de bois mais du format compressé ZIP et tant pis pour ceux qui n'ont pas le plug-in de décompression.

Mais tout ce travail n'est pas que du fait des agences de com. Comme tout corps spongieux en politique, Macron s'est imbibé tout seul du langage bancaire, que d'ailleurs, il «assume pleinement». Le «bon sens près de chez vous», il le laisse à Fillon. Lui qui est d'accord sur tout et avec tout le monde, c'est plutôt «le pouvoir de dire oui» du Crédit Lyonnais, même si à l'époque de cette pub, il n'était pas encore né. A «l'autre façon d'être une banque», il substitue l'autre façon d'être candidat, «parce que le monde bouge» comme dirait le CIC. Et lorsque Fortuneo déclare «j'aime ma banque» il assène qu'il aime son public qui applaudit en phase avec les ordres envoyés par «chat», par ses metteurs en scène. Il ne se cache de rien, les voix des Français le captivent, comme autrefois la BNP qui osait: «Votre argent m'intéresse». Même la presse s'est installé dans le registre «investissez dans la réussite» comme le slogan d'HSBC, pour pousser à voter Macron.

S'il est élu, il pourra dire «Aujourd'hui je l'ai fait» et remercier ING Bank. Antipresse n°69

Election présidentielle française.

Tout est dit ici

- Francetv info - L'élection présidentielle de 2017 était réputée comme imperdable pour le candidat Les Républicains. Mais depuis les affaires qui frappent l'ancien Premier ministre, ce dernier stagne à 18% dans les sondages avec une dynamique à la baisse. Francetv info 24.03

Dans un dernier sondage publié hier (27.03), l'écart entre Macron et Fillon se resserre, il n'est plus que de 4%...

Parole d'internaute

- "*La présence d'une caisse noire avec à la tête le chef de l'Etat, cela a toujours existé. Le fait qu'il y ait des gens sur écoutes et qu'on remonte en permanence l'info au président, cela existe depuis longtemps. Mais là, ce qui est dit, c'est que ces infos remontées ont été diffusées à la presse à des fins électorales et c'est cela qui est grave. Comment expliquez-vous que le secret*

de l'instruction soit systématiquement violé et que deux heures après avoir rencontré la justice, toute l'info soit dans les journaux ? Il y a des informateurs, des manipulateurs. (...)

Alors, arrêtons de se voiler la face et de faire semblant de s'étonner. Personne n'est dupe. Une enquête doit être diligentée."

Là vous êtes dupe pour le coup !

Le camp Fillon saisit la justice, nouvelle étape de la contre-offensive - AFP

La contre-offensive de François Fillon prend un tour judiciaire avec la saisine lundi du parquet par six responsables LR pour des "infractions" commises selon eux par l'exécutif et relevées par le livre "Bienvenue Place Beauvau".

Ce qui est décrit dans l'ouvrage comme un éventuel "cabinet noir anti-Sarkozy", "structure clandestine, aux ramifications complexes", est qualifié par ces élus LR d'"association de malfaiteur". François Hollande est mis directement en cause pour "collecte frauduleuse de données" personnelles, lui qui aurait déclaré en février 2014, selon "Bienvenue Place Beauvau": "Sarkozy, je le surveille, je sais tout ce qu'il fait". AFP 27.03

- Sarkozy a dénonce "l'ingérence du pouvoir médiatique" dans la justice - AFP

En pleine affaire Fillon, Nicolas Sarkozy a récemment fustigé "l'ingérence du pouvoir médiatique" dans le fonctionnement de la justice, lors d'une intervention devant des avocats du barreau de Paris, rapportée par l'hebdomadaire Valeurs Actuelles lundi soir. AFP 27.03

- Pécresse accuse le pouvoir de manipulation, veut porter plainte - Reuters

Valérie Pécresse, présidente Les Républicains de la région Ile-de-France, a annoncé samedi son intention de porter plainte contre une tentative, orchestrée selon elle par le pouvoir socialiste, d'instrumentaliser une interpellation de son fils pour détention de cannabis, afin de la déstabiliser.

Elle se fonde sur des faits rapportés dans le livre de trois journalistes, "Bienvenue place Beauvau", sur lequel s'est déjà appuyé François Fillon pour accuser cette semaine François Hollande d'être partie prenante à une "machination" à son encontre.

Dans ce livre, Olivia Recasens, Didier Hassoux et Christophe Labbé racontent comment ils ont été informés pratiquement en direct, au début de l'automne 2016, de l'interpellation du jeune homme avec quatre grammes de cannabis par un haut responsable de la police parisienne, ancien conseiller de Manuel Valls qui était encore Premier ministre.

Selon eux, un collaborateur du président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, fait alors "le tour de ses contacts journalistes" pour les mettre au courant. "Le renseignement aura mis moins d'une heure pour être exploité politiquement", écrivent-ils.

Dans un communiqué, Valérie Pécresse, qui dit s'être déjà étonnée à l'époque du traitement réservé à son fils (une garde à vue de sept heures), déclare apprendre ainsi qu'elle aurait "été la victime d'une tentative de déstabilisation politique savamment orchestrée".

"MM. Hollande, Valls, Bartolone et (Bernard) Cazeneuve doivent rendre des comptes sur les faits relatés dans ce livre", ajoute-t-elle. "J'ai demandé à mon avocat (...) de saisir la justice et de porter plainte, notamment pour atteinte à la vie privée, violation du secret de l'enquête et violation du secret professionnel." Reuters 26.03

- Macron gaffe à nouveau en parlant de la Guyane comme d'une "île" - Le Huffington Post

Méprise? Décalage horaire? Lapsus? Après avoir qualifié par erreur d'"expatriée" une femme habitant en Guadeloupe au détour d'un selfie avec un lycéen au mois de décembre, Emmanuel Macron a en tout cas déclenché une nouvelle vague de commentaires mécontents ce dimanche 26 mars.

Interrogé lors de son déplacement à la Réunion sur la situation qui paralyse en ce moment la Guyane, le candidat En Marche! s'est de nouveau pris les pieds dans le tapis en qualifiant cette région d'outre-mer comme une "île".

Une erreur de géographie, car contrairement à La Réunion, la Martinique ou la Guadeloupe, la Guyane n'est pas une île, mais un territoire français situé sur le continent américain et qui partage des frontières avec le Suriname et le Brésil. Le Huffington Post

- Lexique de campagne : qu'est-ce que le vote utile ? - Franceinfo

Dans son lexique de campagne, France 2 revient cette semaine sur une expression qu'a notamment utilisée Benoît Hamon... Franceinfo

Ils ont décidé que ce serait Macron et personne d'autres.

- Fillon s'est fait offrir une montre de plus de 10.000 euros - AFP

- Macron toujours donné en tête du premier tour, d'après un sondage Ifop-Fiducial - Reuters

Tu m'étonnes !

- R.A.S. sur la déclaration de patrimoine de Macron, selon une lettre de la Haute autorité - Le Huffington Post

- Présidentielle : Macron en passe d'enterrer le clivage gauche-droite - Franceinfo

- "Cabinet noir à l'Elysée" : François Fillon fait de la "diffamation", juge Emmanuel Macron - Franceinfo

- «Cabinet noir» : les griefs flous et sans fondement de la fillonie - Liberation.fr

- Présidentielle: Fillon veut "pourrir" la campagne, accuse Cambadélis (PS) - AFP

- «Cabinet noir» : chasse au scoop ou au dahu ? - Liberation.fr

- Hamon dans une maison de retraite, se décrit en "anti-Fillon" - AFP

- Hamon fait un pied de nez à Fillon en rendant visite aux infirmières qui l'avaient malmené dans "L'Emission politique" - Franceinfo

- Fillon est "indigne de la fonction présidentielle" déclare Hamon - AFP

François Fillon "est indigne de la fonction présidentielle", a déclaré vendredi le candidat socialiste Benoît Hamon, en réponse aux accusations de "scandale d'Etat" et de "cabinet noir" portées par le candidat de la droite. AFP

- Fillon s'enferme dans "la théorie du complot", affirme Bayrou - AFP

- Dans le grand Ouest "terre de mission", Marine Le Pen attaque François Fillon - AFP

Une "alternative" dans le cadre du régime actuel, chimère, tromperie pour le légitimer.

- Six syndicats dévoilent leur alternative à la loi travail - lefigaro.fr

L'intersyndicale ayant mené bataille en 2016 contre la loi travail, dont la CGT et Solidaires, ont lancé une «plateforme revendicative» portant sur la rémunération, la réduction du temps de travail et l'emploi, dont les résultats sont publiés ce 28 mars.

Ils ne désarment pas. La CGT, FSU, Solidaires, Unef, UNL et Fidl, qui ont lancé en janvier une «plateforme revendicative», vont en dévoiler ce mardi la version «finalisée, enrichie et légitimée par les débats». L'intersyndicale, à laquelle FO ne s'est pas jointe, avait lancé ce projet dans le but de «poursuivre la lutte contre la loi travail, à partir de propositions communes», expliquaient-ils dans un communiqué commun. lefigaro.fr 28.03

Ils osent tout

- Face à la «menace terroriste», la tour Eiffel va se doter d'une «paroi en verre» - LeFigaro.fr

- «La priorité est de protéger les enfants de la publicité» - LeFigaro.fr

- Présidentielle : Marine Le Pen est "soumise" à Vladimir Poutine, selon Benoît Hamon - Franceinfo

Le président russe a reçu la candidate du FN à la présidentielle, qui était en visite à Moscou.

- Le pape appelle les Européens à défendre l'UE avec passion - Reuters

- Traité de Rome : "Il ne faut pas sous-estimer le chemin parcouru" - Franceinfo

- ONU: premières négociations pour bannir l'arme nucléaire - AFP

- États-Unis : des adolescentes refoulées d'un vol… à cause de leurs leggings - lepoint.fr

Trois gamines d'une dizaine d'années accompagnées par leurs parents portaient une sorte de pantalon collant, la compagnie aérienne United Airlines refusa leur embraquement dans cette tenue « inappropriée » , une des fillettes accepta d'ajouter une robe par-dessus son pantalon et put embarquer, les deux autres sont restées au sol rapporte Libération. lepoint.fr

La NED/CIA en action.

- Hong Kong : des opposants pro-démocratie inculpés - euronews.com

Devant les bureaux de la police de Hong Kong, des leaders du “mouvement des parapluies”.

On avait déjà traité ce sujet...

- L'opposant russe Navalny condamné à 15 jours de détention après les manifestations - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Allemagne

- Allemagne : la CDU d'Angela Merkel remporte l'élection régionale dans la Sarre et douche les espoirs du SPD - Franceinfo

En famille, Angela (Merkel - CDU) qui rit et Martin (Schulz - SPD) qui pleure. Depuis 2012, comme l’Allemagne, la Sarre est dirigée par une grande coalition CDU-SPD...

2- Argentine

- Argentine La rue contre la rigueur - Libération.fr

Manifestations, rues bloquées, piquets de grève sur la chaussée, barrages humains… Buenos Aires vit un début d’année au diapason de la tension sociale et de la colère contre la politique de rigueur du gouvernement libéral de Mauricio Macri, dont les réformes plombent le pouvoir d’achat. Jeudi prochain, la CTA, la puissante Centrale des travailleurs argentins, appelle à un nouveau défilé. Et le 6 avril, l’ensemble des syndicats convoquent une grève générale, la première de l’ère Macri. Photo Victor R.Caivano. Libération.fr

- La pauvreté en Argentine attisée par l'inflation - La Tribune

"La pauvreté a augmenté en Argentine durant les neuf premiers mois de 2016, passant de 29% à 33,6% de la population, stimulée par une inflation annuelle de 40%, selon une étude de l'Université catholique argentine. La pauvreté touche 13 millions des 41 millions d'Argentins, soit 32,6% de la population. Elle était de 29% fin 2015 et la dévaluation du peso argentin en décembre 2015 l'a fait bondir. Dans les premiers mois de 2016, un million de nouveaux pauvres ont été recensés." La Tribune

3- Irak

- Des dizaines de civils tués après une frappe de la coalition à Mossoul - Reuters

Plusieurs dizaines de civils, peut-être plus de 200, ont péri après une frappe aérienne de la coalition sous commandement américain dans la partie occidentale de Mossoul, la grande ville du nord de l'Irak, où sont assiégés les djihadistes du groupe

Etat islamique (EI).

Le Commandement central des forces américaines (CentCom), qui supervise les opérations militaires au Moyen-Orient, a confirmé que la cible avait été touchée par un avion de la coalition sous commandement américain.

Le CentCom précise dans un communiqué que la mission visait des combattants et des équipements de l'EI "à l'endroit correspondant à celui où ont été signalées les pertes civiles" par des habitants ayant fui la zone des combats et des responsables irakiens.

Cette opération a été conduite le 17 mars dernier dans le quartier d'Al Djadidah, contrôlé par l'Etat islamique. Aucun bilan précis n'a été fourni mais le chef de la municipalité de Mossoul, Abdoul Sattar al Habbo, qui supervise les secours, a déclaré samedi soir que 240 corps avaient été extraits des décombres. Une précédente estimation faisait état de 130 morts.

L'ampleur du nombre de victimes civiles a conduit les forces gouvernementales irakiennes à stopper une nouvelle fois leur offensive contre la partie occidentale de Mossoul.

"Le nombre élevé de morts parmi les civils dans la Vieille ville nous a forcés à arrêter nos opérations pour revoir nos plans", a déclaré samedi un porte-parole de la police fédérale irakienne. "Nous devons nous assurer qu'éliminer Daech de la Vieille ville n'aura pas un coût humain trop élevé parmi les civils. Il nous faut des opérations d'une précision chirurgicale pour cibler les terroristes sans causer de dommages collatéraux parmi les habitants."

PUISSANTE EXPLOSION ET IMMEUBLES EFFONDRÉS

Selon des responsables de la défense civile et des habitants, plusieurs immeubles se sont effondrés après que les frappes visant les djihadistes à Al Djadidah ont provoqué une puissante explosion.

La cause exacte de l'effondrement des immeubles n'a pas été établie de manière précise mais un député et deux habitants ont expliqué que les frappes aériennes pourraient avoir touché un camion de l'EI rempli d'explosifs, détruisant plusieurs bâtiments dans un quartier densément peuplé.

Les civils sont également menacés par les djihadistes qui les utilisent comme boucliers humains dans la vieille ville de Mossoul.

"Ce qui se passe dans la partie ouest de Mossoul est extrêmement grave et ne peut être toléré en aucun cas", a commenté le président du Parlement irakien, Salim al-Jabouri.

Jusqu'à 600.000 civils se trouveraient encore dans les derniers quartiers contrôlés par l'EI sur la rive droite du Tigre, compliquant la progression des forces gouvernementales.

Selon l'Observatoire irakien des droits de l'homme citant des informations non confirmées par les autorités, et ne tenant pas compte de ce qui s'est passé à Al Djadidah, près de 700 civils ont été tués depuis le début de l'offensive contre Mossoul-Ouest, le 19 février dernier.

"Le droit humanitaire international est clair: les parties au conflit, toutes les parties, sont obligées de faire tout ce qui est possible pour protéger les civils. Cela signifie que des combattants ne peuvent pas se servir de la population comme boucliers humains et qu'ils ne peuvent pas non plus mettre des vies en péril par un usage sans discernement de leur puissance de feu", a rappelé Lise Grande, de l'Onu.

- "Et là ! Il n y a plus personne ! Il est où le bouffon de l'Elisée qui criait "halte au massacre" quand il y a avait les combats pour la libération d'Alep par les russes et l'armée syrienne? Il est où notre bouffon de ministre des affaire étrangère qui condamnait le massacre des terroristes modérés par l'armée syrienne et les russes?

Silence donc cette fois, puisque c'est leur maitre américain qui est à l'action !"

4- Yémen

4.1- Yémen: démonstration de force rebelle deux ans après l'intervention arabe

Deux ans après l'intervention d'une coalition militaire arabe au Yémen, les rebelles qui contrôlent la capitale Sanaa se disent prêts à résister jusqu'au bout, alors que les lignes de front sont figées et les efforts de paix au point mort.

Les rebelles chiites Houthis et leurs alliés, les partisans de l'ex-président Ali Abdallah Saleh, ont marqué cet anniversaire en organisant dimanche une manifestation géante à Sanaa, sous le slogan "Résistance à l'agression".

Selon des correspondants de l'AFP, des centaines de milliers de Yéménites --certains venant de régions contrôlées par les rebelles-- ont convergé vers la place Sabine en scandant des slogans hostiles à l'Arabie saoudite, qui conduit la coalition arabe, et en promettant de "résister jusqu'au bout".

"Nous sommes de retour aujourd'hui sur la place Sabine pour envoyer un message aux Arabes et aux musulmans: est-ce que votre religion vous autorise à agresser un peuple dans sa totalité sans aucune raison?", a demandé Abdullah Qadiry, un manifestant.

Symboliquement, un tribunal rebelle avait condamné à mort la veille le président Abd Rabbo Mansour Hadi pour "haute trahison".

M. Hadi, qui vit la plupart du temps à Ryad, a été reconnu coupable d'avoir "usurpé le titre de président après la fin de son mandat", d'avoir "incité à l'agression menée par l'Arabie saoudite" et d'avoir "porté atteinte à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de la République yéménite", a écrit l'agence rebelle Saba.

En complément, admirez le "parfois" !

- Au Yémen - Les raids aériens de la coalition se poursuivent sur une base quasi-quotidienne, faisant parfois des victimes civiles. AFP 26.03

4.2- 2.000 monuments historiques détruits en 2 ans de guerre au Yémen - sputniknews.com

En deux années de combats au Yémen, plus de 2.000 objets du patrimoine culturel et des dizaines de musées ont été détruits, signale le directeur général des musées et antiquités yéménites Muhannid Al Siyani dans un commentaire pour Sputnik.

Les pertes culturelles du Yémen sont énormes. Interviewé par Sputnik, le directeur général des musées et des monuments yéménites Muhannid Al Siyani indique que plus de 2 000 objets historiques et des dizaines de musées ont été détruits dans le pays en deux ans de guerre.

Selon le représentant yéménite, une liste contenant 50 lieux d'importance culturelle a été préparée pour la coalition internationale. Cependant, des frappes aériennes ont ciblé ces lieux dont plusieurs ont été attaqués jusqu'à 10 fois.

Il n'y a encore aucune donnée définitive sur l'étendue des dommages. Selon le représentant yéménite, des experts seront capables d'entreprendre des recherches et d'évaluer l'état des monuments historiques dès que cela deviendra matériellement possible. Actuellement, la plupart des objets rares sont abrités dans des endroits sécurisés, afin de les protéger des frappes aériennes.

Le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (Onu) a adopté une résolution pour qualifier de crimes les attaques contre les monuments historiques au Yémen. Selon le directeur, cette décision pourrait être utilisée dans le cadre d'une accusation préparée contre les actions militaires et les pays qui les mènent. sputniknews.com 27.03

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- Guyane

- Les raisons de la colère en Guyane à l'heure de la grève générale - huffingtonpost.fr

"Ça fait trop longtemps que ça dure! Tout ce que nous avons est pillé, il est temps que l'on reconnaisse la population guyanaise". À l'instar de cette femme venue prêter main forte pour bloquer le rond-point de l'aéroport de Cayenne dimanche, une partie de la Guyane est à bout.

Ce territoire ultramarin d'Amérique du Sud de plus de 260.000 habitants, touché par un vaste conflit social, vit au ralenti depuis plusieurs jours et affronte ce lundi 27 mars une grève générale lancée par les syndicats.

La Guyane est le territoire le plus violent de France, avec 42 homicides en 2016, et ces socioprofessionnels dénoncent le manque de moyens pour lutter contre les violences qui résultent en partie, selon eux, d'un développement économique trop faible.

Ces derniers s'inquiètent notamment de l'explosion démographique qui touche le territoire. On y compte près de 30 naissances pour mille, contre 11 en métropole. Un taux de natalité élevé que la croissance économique ne parvient pas à absorber et qui finit par diminuer fortement le PIB par habitant au point d'être deux fois plus faible que le PIB par habitant national.

Cette région française souffre aussi depuis de nombreuses années d'un taux de chômage très élevé. En 2015, il y était évalué à 22%, indique l'Insee. Plus du double des 9,7% de la France métropolitaine. Un ensemble de raisons qui pousse ces socioprofessionnels comme l'ensemble des manifestants guyanais à réclamer au gouvernement un véritable plan pour rattraper un retard "sécuritaire, économique, éducatif, sanitaire, foncier et énergétique".

Le mécontentement est en effet très large. Depuis une semaine, la Direction de l'agriculture et de la forêt est par exemple occupée en permanence par 50 agriculteurs ulcérés des lenteurs administratives et qui dénoncent des refus d'aide. Des transporteurs bloquent aussi le port de Degrad des Cannes (15 km de Cayenne), inquiets de la répartition des marchés du chantier du futur pas de tir d'Ariane 6.

"Nous avons une immigration impressionnante de part et d'autre", déplore encore David Riché, président de l'association des maires de Guyane, sur Franceinfo avant de revenir sur le problème de l'insécurité qui ne se limite pas aux vols et homicides. "L'insécurité concerne la santé: trouvez-vous normal que l'on ait un taux de rapatriement sanitaire exponentiel? Nous n'avons jamais vu cela. Nous avons des hôpitaux, des cliniques qui se meurent", regrette-il.

Les barrages qui paralysent la région rassemblent pêle-mêle des salariés d'EDF, des personnels du centre médico-chirurgical de Kourou, inquiets d'un désengagement de La Croix Rouge qui gère l'établissement, un collectif qui réclame un commissariat à Kourou et un autre collectif contre la délinquance, "les 500 frères", qui défilent cagoulés.

Dans son ensemble, le sentiment d'abandon est le point commun des revendications. "Quand, en Bretagne, les élus et la population, les bonnets rouges, ont réclamé un plan Marshall, ils ont eu un pacte d'avenir en un mois et 28 jours. En Guyane, nous attendons un pacte d'avenir depuis 2013, depuis 4 ans. Nous ne l'avons toujours pas," rappelle David Riché.

Sentiment renforcé par l'envoi sur place samedi d'une délégation menée par Jean-François Cordet, conseiller maître à la Cour des comptes et ancien préfet de Guyane, et composée de plusieurs hauts fonctionnaires connaissant bien la région pour entamer des discussions, mais d'aucun ministre. Treize des 22 maires de Guyane ont exigé la venue d'un membre du gouvernement et refusent de rencontrer cette mission interministérielle.

Une critique a priori entendue car Cordet a annoncé dimanche qu'une "autorité ministérielle viendra parapher" les engagements du gouvernement. Ce dernier a d'ailleurs a déclaré devant la presse que "25 policiers, 23 gendarmes (viendront) renforcer les effectifs de la police nationale et de la gendarmerie", ainsi que "la fidélisation d'un escadron de gendarmes mobiles à Cayenne".

L'ancien préfet a promis la mise en place d'un scanner à l'aéroport pour lutter contre le trafic de drogues, a annoncé une enveloppe d'urgence de "60 millions d'euros supplémentaires" pour le centre hospitalier de Cayenne, fortement endetté, et l'arrivée d'une aide pour dégeler dans les prochains jours des subventions européennes que les agriculteurs attendent depuis 2014. huffingtonpost.fr 26.03

Réponse du gouvernement aux revendications sociales légitimes des Guyannais : plus de policiers et des subventions pour les patrons !

Francetvinfo.fr 26.03 - À la veille de l'appel à la grève générale, le président du Medef Guyane, Stéphane Lambert, a assuré dimanche 26 mars sur franceinfo son soutien au mouvement de contestations. "Nous sommes contraints d'en arriver là" a-t-il regretté. Il a dénoncé "l'incurie" du gouvernement et demande un "plan de développement fait par, pour, et avec les Guyanais".

Quelles sont les difficultés auxquelles font face les entreprises ?

L'économie guyanaise repose beaucoup sur la commande publique, on n'a pas eu les moyens de générer une économie endogène. Il y a eu une baisse de la commande publique qui a entraîné beaucoup de difficultés. Elle s'est positionné en même temps qu'une augmentation de la population, qui est de 3% par an. Tous les 17 à 20 ans, la population double. Sans ces facteurs-là, nous tiendrions assez bien. Mais si on maintient le même rythme de croissance économique qui est de 3% par an, par rapport à notre population, cela ne suffit pas. Dans une classe de 25 élèves, entre 6 et 8 trouveront du boulot dans les 20 ans qui viennent. 60 à 70% des élèves ne trouveront jamais de boulot, jamais. francetvinfo.fr 26.03

2- Canada

- Le gouvernement libéral canadien a annoncé que la marijuana serait légalisée d'ici au 1er juillet 2018. - Liberation.fr

Une loi doit être présentée avant le 10 avril. Les dix provinces et trois territoires pourront décider comment le cannabis sera distribué

et vendu et en fixeront les prix. L'âge minimum pour en acheter sera de 18 ans, mais les provinces seront libres de hausser la barre. Quant aux Canadiens souhaitant cultiver leur cannabis, le nombre de plants sera limité à 4 par ménage. Liberation.fr 27.03

Pour mieux pourrir la jeunesse... (Parole d'un vieux consommateur !)

Haut de page

Le 31 mars 2017

CAUSERIE

Pondichéry 15h11.

10 articles ont été mis en ligne dans la rubrique *Articles d'actualité*.

On rajoute un mot en direction des militants subissant l'influence de l'idéologie de la classe dominante qui estiment que le moment n'est pas venu de propager les idées du socialisme ou le programme de la révolution socialiste, en fait pour eux ce ne sera jamais le bon moment, on le sait pas expérience.

On pourrait ajouter tous ceux qui cultivent le scepticisme pour des raisons diverses, et qui à tout prendre ne partagent pas le sort des prolétaires qui n'ont rien à perdre, et qui pour cette raison sont mûrs pour le socialisme ou en finir avec le régime en place.

- "*Tous ceux qui parlent de "surestimation de l'idéologie", d'exagération du rôle de l'élément conscient, etc., se figurent que le mouvement purement ouvrier est par lui-même capable d'élaborer et qu'il élaborera pour soi une idéologie indépendante, à la condition seulement que les ouvriers "arrachent leur sort des mains de leurs dirigeants". Mais c'est une erreur profonde.*" (Que faire ? Lénine, 1905.)

Une erreur dramatique, un obstacle à la construction du parti, rien de moins.

Lénine poursuivait en donnant la parole à Kautsky avant qu'il ne devienne un renégat du marxisme :

- "*Beaucoup de nos critiques révisionnistes imputent à Marx cette affirmation que le développement économique et la lutte de classe, non seulement créent les conditions de la production socialiste, mais engendrent directement la conscience (souligné par K. K.) de sa nécessité. Et voilà que ces critiques objectent que l'Angleterre, pays au développement capitaliste le plus avancé, est la plus étrangère à cette science. Le projet de programme donne à croire que la commission a élaboré le programme autrichien partage aussi ce point de vue soi-disant marxiste orthodoxe, que réfute l'exemple de l'Angleterre. Le projet porte: "Plus le prolétariat augmente en conséquence du développement capitaliste, plus il est contraint et a la possibilité de lutter contre le capitalisme. Le prolétariat vient à la conscience de la possibilité et de la nécessité du socialisme". Par suite, la conscience socialiste serait le résultat nécessaire, direct, de la lutte de classe prolétarienne. Et cela est entièrement faux. Comme doctrine, le socialisme a évidemment ses racines dans les rapports économiques actuels au même degré que la lutte de classe du prolétariat; autant que cette dernière, il procède de la lutte contre la pauvreté et la misère masses, engendrées par le capitalisme. Mais le socialisme et la lutte de classe surgissent parallèlement et ne s'engendrent pas l'un l'autre; ils surgissent de prémisses différentes.*

La conscience socialiste d'aujourd'hui ne peut surgir que sur la base d'une profonde connaissance scientifique. En effet, la science économique contemporaine est autant une condition de la production socialiste que, par exemple, la technique moderne, et malgré tout son désir, le prolétariat ne peut créer ni l'une ni l'autre; toutes deux surgissent du processus social contemporain. Or, le porteur de la science n'est pas le prolétariat, mais les intellectuels bourgeois (souligné par K. K.) : c'est en effet dans le cerveau de certains individus de cette catégorie qu'est né le socialisme contemporain, et c'est par eux qu'il a été communiqué aux prolétaires intellectuellement les plus développés, qui l'introduisent ensuite dans la lutte de classe du prolétariat là où les conditions le permettent.

Ainsi donc, la conscience socialiste est un élément importé du dehors (Von Aussen Hineingetragenes) dans la lutte de classe du prolétariat, et non quelque chose qui en surgit spontanément (urwüchsig). Aussi le vieux programme de Hainfeld disait-il très justement que la tâche de la social-démocratie est d'introduire dans le prolétariat (littéralement: de remplir le prolétariat) la conscience de sa situation et la conscience de sa mission. Point ne serait besoin de le faire si cette conscience émanait naturellement de la lutte de classe... " (id)

En 1848, en 1871, en 1905, en 1917, il était légitime de propager le communisme, mais pas en 2017, dites plutôt que vous avez

cessé d'y croire ce serait plus honnête.

La causerie de ce matin.

Je n'ai pas trouvé le temps d'ajouter de nouveaux articles, ce sera fait cet après-midi, sans faute. J'ai privilégié l'actualité politique en France. Avant de lire la causerie du jour qui est très dense, un crétin m'a écrit en substance que je ne savais pas ce qui se passait en France, bref que j'étais un abruti, jugez par vous-même.

Appel.

Nous appelons tous les militants et travailleurs a participé à ce rassemblement.

Le syndicat de Maruti Suzuki en Inde (MSWU) appelle à faire du 4 AVRIL une JOURNÉE INTERNATIONALE pour la libération des 13 syndicalistes emprisonnés. Le POID appelle ses militants à se tenir prêts à se rassembler à l'ambassade d'Inde le 4 avril au soir. « Lorsque les syndicats sont touchés, c'est la démocratie qui est en cause. Tout le mouvement ouvrier est en cause. » écrit le POID qui a décidé de s'adresser à tous les partis se réclamant du mouvement ouvrier et de la démocratie « pour une rencontre, afin de construire ensemble une réponse unitaire pour exiger la libération des 13» .

Le capitalisme ne vous dégoûtait pas encore ?

Le (vrai) visage hideux du capitalisme. Traite des blanches, trafic d'organes, ventre à louer, embryons et enfants à vendre, et maintenant le lait maternel.

- Le Cambodge a interdit l'exportation de lait maternel, mis en place par une entreprise américaine il y a quelques semaines.
- Liberation.fr

Ambrosia Labs achetait ce lait auprès de Cambodgiennes pauvres puis le congelait et l'expédiait aux Etats-Unis, où il était vendu 20 dollars (18,40 euros) les 147 ml. Sur son site, la société fanfaronnait que c'était une première mondiale.

Mardi, le Premier ministre, Hun Sen, a demandé que «des mesures immédiates soient prises pour empêcher l'achat et l'exportation du lait maternel» : «Certes le Cambodge est pauvre et a des difficultés, mais pas au point de devoir vendre le lait maternel de ses mères», a-t-il insisté.

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance a rappelé que le Cambodge a le taux de mortalité le plus élevé de la région chez les nourrissons, avec 97 décès pour 1 000 naissances. Et la plupart des enfants cambodgiens souffrent de malnutrition : 45 % montrent des signes de retard de croissance modéré ou sévère. Liberation.fr 30.03

Fabrication du consentement. Une technique bien rodée... mais largement éventée.

- Navalny « démocrate » made in USA par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 29.03

La presse occidentale met en scène l'opposant russe Alexei Navalny, un bloggeur financé par la Ned/CIA. Outre qu'il n'a d'audience que parmi les bobos de Moscou et de Saint-Petersbourg, sa visibilité masque la véritable opposition intérieure russe : au sein du Kremlin, de nombreux hauts-fonctionnaires regrettent le temps où ils pouvaient passer leurs week-ends en Occident.

Manlio Dinucci - Un policier défonce la porte de la maison avec un mini bélier, l'autre entre en braquant son pistolet et crible de balles l'homme qui, réveillé en sursaut, a attrapé une batte de base-ball, pendant que d'autres policiers pointent leurs pistolets sur un enfant qui a les mains en l'air : scènes d'ordinaire violence « légale » aux États-Unis, documentées il y a une semaine avec des images vidéos par le New York Times, qui parle de « sillage de sang » provoqué par ces « perquisitions » effectuées par d'ex-militaires recrutés dans la police, avec les mêmes techniques que les ratissages en Afghanistan ou en Irak.

Tout cela, nos grands médias ne nous le montrent pas : ces mêmes médias qui mettent en première page la police russe qui arrête Alexei Navalny à Moscou pour manifestation non autorisée. « Un affront aux valeurs démocratiques fondamentales », d'après le département d'État US qui réclame fermement son relâchement immédiat et celui d'autres personnes arrêtées. Federica Mogherini aussi, haute-représentante de la politique étrangère de l'UE, condamne le gouvernement russe parce qu'il « empêche l'exercice des libertés fondamentales d'expression, d'association et d'assemblée pacifique ». Tous unis, donc, dans la nouvelle campagne lancée contre la Russie avec les tons typiques de la Guerre froide, en soutien du nouveau paladin des « valeurs démocratiques ».

Qui est Alexei Navalny ? Comme on peut lire dans son profil officiel, il a été formé à l'université états-unienne de Yale en tant que fellow (membre sélectionné) du « Greenberg World Fellows Program », un programme créé en 2002 pour lequel

sont sélectionnés chaque année à l'échelle mondiale à peine 16 personnes avec des caractéristiques propres à en faire des « leaders globaux » [1]. Ils font partie d'un réseau de « leaders engagés globalement pour faire du monde un endroit meilleur », composé actuellement de 291 fellows de 87 pays, en contact les uns avec les autres et tous reliés au centre états-unien de Yale.

Navalny est en même temps co-fondateur du mouvement « Alternative démocratique », un des bénéficiaires de la National Endowment for Democracy (Ned), puissante « fondation privée à but non lucratif » états-unienne qui avec des fonds fournis y compris par le Congrès finance, ouvertement ou en sous-main, des milliers d'organisations non-gouvernementales dans plus de 90 pays pour « faire avancer la démocratie » [2]. La Ned, une des succursales de la CIA pour les opérations secrètes, a été et est particulièrement active en Ukraine. Elle y a soutenu (selon ce qu'elle écrit) « la Révolution de Maïdan qui a abattu un gouvernement corrompu qui empêchait la démocratie ». Avec pour résultat que, avec le putsch de Place Maïdan, a été installé à Kiev un gouvernement encore plus corrompu, dont le caractère démocratique est représenté par les néo-nazis qui y occupent des positions clé.

En Russie, où ont été interdites les activités des « organisations non-gouvernementales indésirables », la Ned n'a pas pour autant cessé sa campagne contre le gouvernement russe, accusé de mener une politique étrangère agressive pour soumettre à sa sphère d'influence tous les états faisant autrefois partie de l'Urss. Accusation qui sert de base à la stratégie USA/Otan contre la Russie. La technique, désormais consolidée, est celle des « révolutions oranges » : s'appuyer sur des cas vrais ou inventés de corruption et sur d'autres causes de mécontentement pour fomenter une rébellion anti-gouvernementale, de façon à affaiblir l'État de l'intérieur pendant que de l'extérieur s'accroit sur lui la pression militaire, politique et économique. Dans ce cadre s'insère l'activité d'Alexei Navalny, qui s'est spécialisé à Yale comme avocat défenseur des faibles face aux abus des puissants. Réseau Voltaire 29.03

[1] M. Navalny a été parrainé pour ce programme par Michael McFaul, futur ambassadeur des États-unis à Moscou.

[2] « La NED, vitrine légale de la CIA », par Thierry Meyssan, ?dnako (Russie) , Réseau Voltaire, 6 octobre 2010.

L'arnaque : Emmanuel Hollande

Cet article a été rédigé lors des trois derniers jours.

Il y a quelque chose d'étrange ou peut-être de révélateur dans le revirement du Medef privilégiant Fillon à Macron après la présentation de leurs programmes économiques.

Jusqu'à présent le président du Medef, monsieur Gattaz n'avait cessé de vanter les vertus impénétrables de l'ex-banquier porté au pinacle par les médias-oligarques, tandis que Fillon était empétré dans les affaires et voué au gémonies, au point qu'on aurait pu être en droit de penser qu'ils avaient décidé qu'il devait être éliminé lors du premier tour de la présidentielle du 23 avril prochain.

Personnellement, j'en ai toujours douté, parce que Fillon s'appuie sur un parti structuré contrairement à Macron, et il bénéficie également du soutien indéfectible de l'oligarchie, ce dont avait témoigné le président du groupe Bilderberg, Henri de Castries, lorsqu'il avait déclaré le 8 mars dernier, qu'il n'avait «aucun doute sur la détermination de François Fillon», autrement dit qu'il lui renouvelait sa confiance et qu'il demeurait bien officiellement leur candidat.

Dans ma causerie du 9 mars, je m'étais interrogé à haute voix :

- "*On n'y comprend plus rien, Henri de Castries, président du groupe Bilderberg dirigé par Rockefeller, soutient Fillon, et Macron est aussi leur candidat. Non mais attendez, lui, c'est le cocu, le cornard, l'outsider, le deuxième couteau destiné à dépecer le PS, il n'est pas destiné à devenir président de la République, il est juste là pour faire barrage à Hamon, le vrai match c'est Fillon-Le Pen.*"

Apportons quelques précisions.

Gattaz et un panel d'économistes viennent de déclarer que le programme économique de Macron présente de graves lacunes pour ne pas dire ouvertement qu'il est aussi creux que le candidat lui-même, louant Fillon comme si les gamelles qu'ils trimballent derrière lui avaient soudainement disparu.

Face à un tel méli-mélo je me suis dit qu'il fallait considérer la situation dans son ensemble pour essayer d'y comprendre quelque chose, où ils veulent en venir et comment ils comptent s'y prendre pour y parvenir ou encore, qu'est-ce qui était prévu, qu'est-ce qu'ils ont manigancé, qu'est-ce qui s'est passé comme c'était prévu et qu'est-ce qui s'est passé différemment, et dans ce cas-là, comment ont-ils réagi. On pourrait résumer cela ainsi : de quelle manière les principaux candidats étaient-ils perçus par les électeurs et comment les ont-ils présenté pour influencer leurs votes afin que le candidat privilégié des oligarques soit élu, sachant que pour eux l'essentiel c'était de pouvoir poursuivre leur offensive antisociale contre la classe ouvrière.

Deux candidats incarnaient leur politique néoconservatrice ultra libérale, Macron et Fillon. Le premier sorti récemment du néant

n'avait aucune légitimité politique, tandis que le second pouvait se prévaloire d'une longue expérience politique derrière lui. Le premier n'avait ni parti ni élu, aucune institution dans lequel il serait représenté ou pour le soutenir, tandis que Fillon détenait la majorité au Sénat et près de la moitié des élus à l'Assemblée nationales, plus un important tissu d'élus à travers tout le pays pour le soutenir, plus le parti Les Républicains dont l'origine remonte à la fondation de la Ve République. Le premier n'a pour ainsi dire aucun programme, le second en a un parfaitement homogène.

Bref, si on analyse la consistance de chacun des deux candidats on s'aperçoit spontanément que Macron en manque singulièrement comparativement à Fillon. Qui plus est, l'équipe de Macron est hétéroclite ou faite de bric et de broc constituée de seconds couteaux ou de râtés, Bayrou, Hue, Cohn Bendit, etc.

D'un autre côté, on ne peut pas faire l'impasse sur la campagne hystérique médiatico-judiciaire qui a été menée contre Fillon pour le déstabiliser et le contraindre à retirer sa candidature, apparemment orchestrée depuis l'Elysée. Au regard des derniers développements on pourrait aussi se demander si cette opération n'a pas été montée de toutes pièces pour que le nom des deux candidats (ainsi que celui de Le Pen) parviennent aux oreilles des électeurs des milliers de fois de façon à éclipser tous les autres, principalement Hamon et Mélenchon, focalisant à outrance l'attention sur Macron et Fillon sans que les tenants de cette tactique ne dévoilent leur réelle intention, hormis favoriser la candidature de Macron au détriment de Fillon, c'est tout du moins ce que chacun est invité à penser, mais était-ce bien le but qu'ils s'étaient fixés ?

Il y a donc quelque chose qui ne colle pas dans tout cela. Les apparences sont trop évidentes, comme si on avait voulu nous orienter dans une mauvaise direction. J'en suis arrivé à la conclusion provisoire que tout ce capharnaüm avait été conçu pour atteindre non pas un mais deux objectifs : Propulser Macron sur le devant de la scène en le présentant comme le candidat idéal pour faire diversion, et il faut avouer que l'opération a été un succès au-delà de toute espérance, histoire de briser et d'affaiblir à la fois le PS et les centristes dont une partie se rallieraient à Macron pour tenter de sauver les meubles ou leurs peaux, les charognards en tous genres, les plus affairistes d'entre tous, les pires laquais, les misérables traîtres sur lesquels personne ne peut compter, bref, les raclûres, les élites les plus réactionnaires, opération qui pourrait déboucher sur la création d'un nouveau parti, le parti démocrate bâti sur le modèle du parti démocrate américain, personne ne peut ignorer qu'ils en rêvent depuis longtemps, dont Valls.

La baudruche Macron pourrait rapidement se dégonfler pour céder la place au vrai candidat de l'oligarchie : Fillon, puisque la vocation de Macron n'est pas de devenir président, tout du moins en 2017, mais d'achever le PS devenu trop encombrant avec ses "frondeurs", ce que personne ne pouvait réaliser de l'intérieur de ce parti, seul un aventurier extérieur au PS pourrait y parvenir, telle était sa mission. En marche ou le parti démocrate est trop jeune et fragile pour accéder au pouvoir du premier coup, ce sera pour la prochaine fois, une fois qu'il aura été structuré et qu'il aura fait ses preuves.

Mais alors pourquoi l'avoir porté au pinacle ? Pour préparer les esprits à ce qui les attendait avec Fillon dont le programme est indéfendable tellement il est ouvertement néolibéral ou ultra réactionnaire. Et puis il a été le Premier ministre d'un président de la République de sinistre mémoire qui fut très impopulaire au point de ne pas avoir été réélu en 2012, comme carte de visite pour se présenter devant les électeurs, ce n'était pas très convenable, cela aurait été comme si Sarkozy avait demandé aux électeurs de lui faire à nouveau confiance. Il leur suffira de transférer sur le programme de Fillon une partie des mérites qu'ils attribuaient jusque là à Macron pour que le tour soit joué.

Et les affaires ? Ils les ont sortis pour réaliser leur machination, certes, ils ont forcé un peu le trait, ils ont chargé la mule Fillon, certes, et après, il en fallut de peu que Sarkozy ne soit réélu, ils peuvent bien les enterrer aussi rapidement qu'ils les avaient déterrées. Ils doivent ménager Macron qui a toujours une autre mission à remplir, à moins que ce ne soit Valls qui s'en charge s'il quittait le PS, c'est la condition que vient de fixer Macron pour adhérer à son mouvement En marche ! Cambadélis a tenu des propos contradictoire sur la radiation ou non des membres du PS qui rejoignaient Macron, du coup on laissera cela de côté pour le moment. Ils peuvent aussi renoncer provisoirement à cet objectif compte tenu que Hamon est devancé par Mélenchon.

Fillon vient d'axer la fin de sa campagne contre Emmanuel Hollande, tout en affirmant qu'il était absolument convaincu qu'il sortirait blanchi de toutes les accusations portées contre lui, hormis le bluff qui n'est pas de mise à trois semaines du premier tour, pour afficher une telle certitude qui a de quoi étonner au premier abord, c'est qu'il a forcément obtenu des garanties en haut lieu. Et dans la foulée, il a annoncé qu'il était certain de "gagner cette élection".

Macron a pris la place de Hollande que Valls ne pouvait pas occuper pendant la présidentielle, ce qu'a confimé sa défaite lors de la primaire de la "gauche", mais rien ne dit qu'ils ne vont pas inverser les rôles plutôt après que pendant ou avant les législatives. Tout dépendra du score réalisé par les différents candidats lors du 1er tour et si Macron est en mesure de se présenter au second tour, ces éléments détermineront le rôle assigné aux différents acteurs et partis pour tenter de parvenir à une majorité stable, ce qui est loin d'être gagné d'avance.

On se demande également comment Hamon pourrait assumer la direction du PS sans provoquer une énorme hémorragie au sein de ce parti, à moins qu'il opère une mutation propice à une synthèse avec son aile droite, Cambadélis ayant annoncé - contrairement à ce qu'il avait affirmé quelques semaines plus tôt, que les membres du PS qui avaient rallié Macron lors de la présidentielle, ne seraient pas exclus de leur parti d'ici les législatives, comptant sur cette échéance électorales pour se requinquer, ce qui est un pari osé en désespoir de cause, ce qui signifie qu'ils vont tout faire pour tenter de conserver le PS tel quel, alors que c'est la crise

du capitalisme ou du régime qu'ils refusent d'affronter qui le conduit à la dislocation. Tout va dépendre là encore des scores de Hamon et Mélenchon. Si Hamon s'écroulait, ils n'auraient aucune raison de le ménager et de passer un compromis avec lui, il leur serait plus facile de reprendre la main à la direction de leur parti en lui imputant cette défaite sans trop faire de vagues, mais s'il résistait les choses pourraient s'avérer plus compliquées. Reste à savoir quelle position vont adopter les électeurs qui se disent de gauche.

Quant au ralliement de Valls à Macron, compte tenu que Valls incarne le bilan désastreux de Hollande, ce serait plutôt un cadeau embarrassant ou empoisonné pour Macron. D'ailleurs son équipe a déjà annoncé que Macron "ne gouvernerait pas" avec Valls et d'autres ex-ministres ralliés à Macron qui seraient réduis à jouer uniquement un rôle parlementaire au côté du gouvernement. Autrement dit, si le scénario Macron à l'Elysée se réalisait, il ne pourrait gouverner qu'avec le soutien du PS, ce qui à terme contribuerait à l'affaiblir davantage. Trois jours après avoir rédigé ce passage on en a eu confirmation, le président du groupe PS au Sénat, Didier Guillaume, proche de Manuel Valls, a estimé que les "socialistes" avaient "vocation" à "gouverner dans une majorité avec Macron s'il est élu (Source : AFP 30.03).

L'avantage de ce mécanisme, c'est qu'il permet d'éliminer Hamon et Mélenchon. Ils font monter très haut artificiellement Macron de manière à ce que lorsqu'il redescendra il gardera une longueur d'avance suffisamment importante pour que Hamon et Mélenchon soient éliminés, tandis que Fillon se hissera tranquillement au second tour et sera élu face à Le Pen.

Et le vote utile en faveur de Macron ? Aux oubliettes, tartufferie, la stabilité des institutions est prioritaire, quitte à les affaiblir par la suite ou en faire de simples rouages du mondialisme dirigé par l'oligarchie financière anglo-saxonne, l'économie guidant leur stratégie, la politique y est subordonnée, c'est un instrument pour atteindre des objectifs économiques qui leur permettront de renforcer leur pouvoir politique et de dominer la société et le monde soumis à une dictature implacable.

Le hold-up sur les institutions ne peut se réaliser d'un coup, hormis un coup d'Etat. Aux Etats-Unis ils s'y sont pris pratiquement dès la rédaction de la Constitution avec un système électoral favorisant le bipartisme de droite, de sorte que le zèle auquel recourra chaque parti pour se différencier de l'autre le portera plutôt vers l'extrême droite, surtout sur le plan social en servant toujours plus les banquiers, avec 20.000 milliards de dollars, le démocrate Obama a battu tous les records en la matière. Aux Etats-Unis ils sont parvenus à privatiser les droits politiques du peuple, de sorte que tous les chemins partent et mènent à Wall street, ils ont réduit les droits politiques du peuple américain à une collecte de fonds auprès des institutions financières après avoir acheté et neutralisé le mouvement ouvrier.

Ils monopolisent les droits politiques de sorte qu'aucune alternative politique ne puisse voir le jour. Et quand bien même certains s'aviseraient de ranimer le socialisme, il apparaîtrait tellement aux antipodes du régime oligarchique pour la quasi-totalité des travailleurs américains, qu'il faudrait être doué d'une extraordinaire propension à l'abstraction pour imaginer un instant qu'il pourrait se réaliser un jour, autant dire que face à l'oligarchie qui contrôle tous les centres de pouvoir, ce n'est certainement pas avec la conception obsolète de la lutte de classes à laquelle s'accroche désespérément les dirigeants corrompus de l'avant-garde du mouvement ouvrier que le socialisme paviendra à s'imposer.

Vous trouverez ci-dessous les principaux faits et les principales déclarations qui permettent d'illustrer mon analyse, au-delà de ce que le lecteur est déjà censé connaître. J'ai essayé d'aller à l'essentiel.

Pour la petite histoire, j'ai reçu un courriel que je n'ai pas lu ou ouvert, il est parti directement dans la poubelle de celui qui l'avait rédigé, dans le titre son auteur affirmait que j'étais loin de la réalité, bref que j'ignorais de quoi je parlais, contrairement à ses dirigeants qui avaient été bien inspirés (une fois de plus) en appelant à voter Hamon qui depuis avoisine les 10% des intentions de vote, comme quoi j'ai raison de ne plus perdre mon temps à essayer de discuter avec des "trotskystes" qui ne valent décidément pas mieux que les sociaux-libéraux et les staliniens, de minables manoeuvriers pour préserver leur boutique ou SARL.

Macron et Valls.

- Présidentielle : pour Valls, « le vote utile face à Le Pen, c'est Macron » - LeParisien.fr

- Présidentielle: Valls votera Macron dès le premier tour - AFP

Manuel Valls a franchi le pas mercredi en annonçant qu'il voterait dès le premier tour de la présidentielle pour Emmanuel Macron, une décision qui a suscité un remerciement prudent du candidat d'En Marche! et l'indignation de son concurrent PS Benoît Hamon, qui a appelé à "sanctionner" l'ex-Premier ministre.

Après avoir "remercié" son ancien chef du gouvernement sur Europe 1, Emmanuel Macron, a toutefois assuré qu'il serait "le garant du renouvellement des visages, du renouvellement des pratiques". Et son équipe n'a pas tardé à réaffirmer qu'il "ne gouvernerait pas" avec M. Valls.

L'ancien Premier ministre, qui a progressivement rompu avec la candidature de Benoît Hamon depuis la primaire socialiste fin

janvier, a justifié sa défection par la volonté de "ne vouloir prendre aucun risque pour la République" face au niveau élevé de la candidate du Front national Marine Le Pen, promise à une qualification au second tour selon les sondages.

"Donc je voterai pour Emmanuel Macron. Je prends mes responsabilités", a-t-il affirmé sur BFMTV/RMC.

"L'intérêt supérieur du pays, l'intérêt supérieur de la France, va au-delà des règles d'un parti, d'une primaire et d'une commission", a fait valoir le finaliste défait de la primaire socialiste pour justifier le reniement de son engagement, signé de sa main, à soutenir le vainqueur de la primaire.

Après le ralliement de Jean-Yves Le Drian, c'est un nouveau soutien de poids pour Emmanuel Macron parmi les socialistes. Mais pas aussi chaudement désiré que celui du ministre de la Défense.

"Ce ne sont pas les décisions des uns et des autres qui détermineront la majorité présidentielle ni mon gouvernement", avait affirmé M. Macron dès mardi lors d'une conférence de presse.

Pour l'ancien ministre de l'Economie, ce soutien traduit le fait que "les primaires n'étaient pas en situation de regrouper l'ensemble de la gauche" et que "les sociaux-démocrates et les femmes et les hommes de gauche responsables sont prêts à s'inscrire dans une démarche qui est la mienne", a-t-il analysé mercredi.

En baisse dans les sondages, autour de 10 à 11%, Benoît Hamon avait anticipé cette défection dès dimanche, en dénonçant à l'avance un "ralliement" en forme de tentative de "mise à mort".

A son QG mercredi, le candidat PS a lancé mercredi un "appel solennel" aux électeurs pour "sanctionner ceux qui se prêtent à ce jeu morbide".

"Je vous demande en même temps de tourner la page de cette vieille politique, de tourner le dos à ces politiciens qui ne croient plus en rien et qui vont là où le vent va, au mépris de toute conviction", a déclaré le candidat PS, en appelant à nouveau Jean-Luc Mélenchon et les communistes "à unir leurs forces aux siennes".

Ce dernier lui a sèchement opposé une fin de non-recevoir, décision qu'a déplorée M. Hamon.

C'est l'ancien ministre de l'Economie Arnaud Montebourg, candidat battu à la primaire socialiste rallié à M. Hamon, qui a signé l'attaque la plus virulente. "Chacun sait désormais ce que vaut un engagement signé sur l'honneur d'un homme comme Manuel Valls: rien. Ce que vaut un homme sans honneur", a-t-il tweeté.

"Je pense que quand on ne respecte pas la parole donnée ?et je pense à (ce qu'a fait) Macron avec le président de la République ou à Valls? quand les idées passent au second plan (...) eh bien on se ressemble et on s'assemble", a commenté la maire de Lille Martine Aubry, en meeting à Lille avec M. Hamon.

"Ce n'est pas un ralliement. C'est une prise de position responsable", s'est défendu M. Valls, en précisant qu'il ne participerait pas à la campagne Macron.

Son prédécesseur à Matignon, Jean-Marc Ayrault, a assuré qu'il ne fallait pas compter sur lui pour "rajouter de la division à la division". "Viendra le moment du vote à l'élection présidentielle, je prendrai mes responsabilités", a-t-il ajouté, sans préciser son propos.

Le patron du PS Jean-Christophe Cambadélis, critiqué pour l'absence de sanctions contre les socialistes soutenant Macron, a appelé "au calme", en se disant "triste" et en refusant"toute Saint-Barthélémy socialiste" à l'égard "des manques individuels de certaines de ses personnalités". AFP 29.03

- La presse fustige Valls, "Monsieur Déloyal" - AFP

La presse de jeudi juge sévèrement le ralliement de Manuel Valls à Emmanuel Macron, au mépris de son engagement de soutenir le vainqueur de la primaire socialiste, Benoît Hamon.

"Monsieur Déloyal" en Une. "Valls le pivot devenu girouette" en titre d'éditorial. De deux formules ciselées, Libération stigmatise l'attitude de l'ex-Premier ministre.

Dans son éditorial, Laurent Joffrin est cinglant : "Il était l'apôtre d'une gauche qui pense le réel. Il devient l?homme d'une gauche qui prend le vent. Il voudrait être le pivot d'un grand rassemblement progressiste. Le voilà changé en girouette. Il y a décidément une victime dans cette campagne : le respect de la parole donnée".

"C'est entendu : Manuel Valls - comme François de Rugy avant lui - est parjure", écrit Guillaume Tabard dans le Figaro même si, selon le chroniqueur, "ce n'est pas la "trahison" de Manuel Valls qui plombe la campagne de Benoît Hamon ; c'est l'effondrement de la candidature socialiste qui provoque un sauve-qui-peut à gauche dont Emmanuel Macron tire profit".

Par son choix, Manuel Valls prend le risque de "faire imploser le PS", titre Le Monde.

"La fin d'un parti ?" s'interroge d'ailleurs en Une La Croix. Les autres commentateurs répondent sans hésiter.

"Le Parti socialiste, celui d'Epinay, capable de rassembler autour d'un programme commun, est mort hier, sans panache, rongé par les rivalités idéologiques et personnelles" et Manuel "Valls a planté le dernier clou sur son cercueil", analyse Jean-Marie Montali dans Le Parisien.

Cécile Cornudet, du quotidien économique Les Echos, estime que "Manuel Valls a sans doute précipité ce qu'il avait lui-même théorisé. Les deux gauches du PS ne se réconcilieront plus. Epinay a vécu".

C'est "le PS, tel que l'avait construit François Mitterrand, (qui) a vécu", précise Patrice Chabanet dans Le Journal de la Haute-Marne.

Il reste que, "en reniant ainsi son engagement de la primaire, (Manuel Valls) affaiblit un peu plus la parole politique, déjà abîmée dans cette campagne", commente Bruno Dive de Sud-Ouest.

Pour Gilles Grandpierre de L'Union, "cette promesse était donc un chiffon de papier. Il s'est dédit. Politiquement, l'effet n'est pas glorieux".

Voilà maintenant Manuel Valls "catalogué comme le Ganelon ou le Iago de cette période électorale", écrit Bruno Mège dans Le Montagne, comparant l'ancien chef de gouvernement aux traitres de La Chanson de Roland et d'Othello.

Bien peu finalement trouvent des circonstances atténuantes au théoricien des deux gauches "irréconciliables" du PS. Pour Michel Urvoy de Ouest-France, "on pourrait tout autant reprocher à Benoît Hamon son flirt douteux avec la gauche radicale".

"Si, aujourd'hui, Manuel Valls a rompu son engagement de soutenir Benoît Hamon, c?est peut-être qu?en bon "éléphant" du PS il a la mémoire longue, et se souvient du "frondeur" qui a pourri pendant deux ans l?action du gouvernement socialiste", estime Jean-Claude Souléry dans La Dépêche du midi.

Manuel Valls est à la fois "parjure et cohérent avec sa ligne, marqueur de son engagement", résume Xavier Brouet du Républicain lorrain. Il "a, en quelque sorte, moralement tort et politiquement raison". AFP 30.03

- Soutien de Valls à Macron : pourquoi une telle annonce ? - Franceinfo

"Un choix fait d'une certaine manière au nom de la cohérence. Malgré tout, il a trahi sa parole et piétine la charte des primaires. Manuel Valls contribue à la descente aux enfers de Benoît Hamon", explique Nathalie Saint-Cricq sur le plateau de France 2.

Manuel Valls a voulu rester fidèle à sa ligne politique de centre gauche et sa méthode, la transgression. "En 2014, il rêvait d'un PS qui change de nom et qui devient la maison commune de tous les progressistes jusqu'à François Bayrou. Ce projet, Manuel Valls en rêvait, Emmanuel Macron l'a fait. Ce n'est donc ni étonnant, ni surprenant qu'il le soutienne. La première victime, c'est l'institution des primaires qui s'apparentent à un fiasco total", conclut la journaliste. Franceinfo

- Valls prêt à des "compromis" avec la droite en cas de victoire de Fillon - LePoint.fr

Après avoir pris la décision de soutenir Macron, Manuel Valls a confié à L'Obs sa volonté de "trouver des compromis" si Fillon l'emportait.

Manuel Valls a donc tenu à s'expliquer dans L'Obs sur sa décision. Comme il l'avait déjà dit sur BFM TV, il a fait ce choix, en conscience, pour ne "prendre aucun risque pour la République" face à une possible victoire du FN. Mais, comme Cazeneuve et Cambadélis, l'ancien pensionnaire de la place Beauvau pense déjà au coup d'après. Il va évoquer jusqu'à la ligne de conduite à adopter pour son parti, en cas de victoire du camp LR.

"Même si François Fillon sortait vainqueur de ce combat, il faudrait aussi chercher à trouver des compromis avec la droite parlementaire. Sans se renier, sans gommer nos différences. Mais il faut en finir avec les dogmes. Ne plus s'enfermer dans

des postures figées, politiciennes, repliées sur elles-mêmes", explique-t-il à L'Obs. LePoint.fr 29.03

- Valls se renie pour peser après les législatives - Liberation.fr

Pour comprendre le reniement de Manuel Valls, il ne faut pas avoir en tête l'échéance présidentielle, mais plutôt les futures élections législatives. En apportant son vote à Emmanuel Macron, l'ex-candidat à la primaire socialiste ne veut pas peser sur le premier tour de la course à l'Elysée, mais prend acte d'une possible, pour ne pas dire probable, recomposition de la future majorité présidentielle. Tous les états majors ont déjà en tête ces législatives qui s'annoncent aussi inédites qu'imprévisibles. «C'est un véritable trou noir, confirme un dirigeant du PS. On n'a aucune visibilité de ce qui peut se passer.» Chacun se prépare donc à toutes les options. Mais une est privilégiée : celle d'une majorité introuvable à l'Assemblée nationale. Pour une raison presque mathématique : pour la première fois, cinq partis (FN, LR, En marche, PS, et France insoumise) ont, selon les circonscriptions, vocation à passer le premier tour. Et donc à s'affronter dans des triangulaires ou quadrangulaires au second tour.

Avec un possible Emmanuel Macron à l'Elysée, un dirigeant du PS tient le raisonnement suivant : «Aux législatives, le ressort du vote utile tombe. Donc une partie de la droite et de la gauche qui avait voté Macron à la présidentielle va revenir à la maison. LR et le PS seront beaucoup plus haut que lors de la présidentielle.» Et comme les experts de la chose électorale misent sur un groupe d'au moins 80 députés frontistes, la barre des 288 députés (sur un total de 577) risque d'être très difficile à franchir pour le camp du nouveau président.

Officiellement, dans l'entourage de Macron, on refuse de prendre cette question très au sérieux, puisqu'elle revient de fait à fragiliser leur candidat. Mercredi matin, François Bayrou a assuré n'avoir «aucun doute» que Macron, s'il est élu, aura une majorité parce que «les Français sont logiques et cohérents». «Nous allons présenter des visages nouveaux, expérimentés, pour un certain nombre, qui ont chacun un parcours. Ces candidats arriveront en tête dans les circonscriptions et ils gagneront le second tour, parce que la gauche sera en miettes et les Français auront cette cohérence-là», a prophétisé le patron du Modem. Mais en privé, un proche de Macron reconnaît que ce pari est loin d'être gagné : «C'est vrai que c'est difficilement imaginable aujourd'hui, mais comme c'était difficile d'imaginer, il y a encore trois mois, que Macron se retrouve en position de favori dans cette élection présidentielle.»

Le pari de Manuel Valls est donc clairement celui-là : un Macron élu à l'Elysée, mais ne disposant pas de majorité absolue. Avec un petit groupe d'une trentaine de députés réformistes, il espère donc avoir un rôle pivot. Tout en gardant une forme d'indépendance. «Son but est de monnayer le plus cher possible sa future influence notamment auprès de Macron», confirme un dirigeant socialiste. Reste à savoir si cette petite boutique pourra exister à l'intérieur du PS ou pas. En tout cas, la création d'un nouveau parti n'a pas été formellement évoquée pour l'instant. «Ce n'est absolument pas à l'ordre du jour», insiste son entourage, même si l'intéressé a semé mercredi de petits cailloux menant à sa «maison des progressistes». Si Macron l'emporte, «Bayrou sera son aile droite, Valls son aile gauche, avec En marche au milieu tout petit», confirme un proche. «Manuel a compris qu'il avait peu de chances de pouvoir l'emporter de l'intérieur, il lui fallait reprendre l'offensive, oxygéner son courant pour ne pas le perdre», avance un hiérarque PS passé chez Macron. Sans compter que, dans l'entourage de Benoît Hamon, on espère bien réussir à gauchir la ligne du PS : «Pour les législatives, il y a une logique politique à faire alliance avec Mélenchon, les Verts et les communistes, pour construire un groupe rose, rouge, vert. Mais est-ce qu'on sera suivi par le reste du PS sur cette option, rien n'est moins sûr.» D'où l'hypothèse sérieuse d'un possible éclatement du Parti socialiste…

Dans l'entourage du candidat d'En marche, personne n'est dupe du jeu de l'ex-Premier ministre : «A gauche, Valls se voit comme le futur pôle central de la majorité présidentielle. A droite, Sarkozy espère garder son influence en misant sur un Wauquiez ou un Baroin à Matignon. Tout cela nous fait doucement rigoler. On ne peut pas dire que l'on veut renouveler les usages et les visages de la vie politique, et se préparer à nouer des alliances avec les partis traditionnels.» Sauf que Macron n'aura peut-être pas le choix.

Un dirigeant socialiste fait cette analyse : «On est en train de vivre la décomposition de la Ve République et le retour des délices de la IVe et ses logiques de coalitions.» Et de promettre qu'en cas de majorité introuvable, Macron n'aura d'autre choix que «d'aller débaucher des députés un par un pour faire voter ses textes ou de nouer une alliance de coalition avec d'autres partis». Mercredi, en tout cas, Valls a clairement fait comprendre qu'il voulait en être. Liberation.fr 29.03

- PS : pas de sanction contre Valls, mais une lettre aux militants - LePoint.fr

« Je ne vais pas saisir la commission d'éthique pour exclure Manuel Valls », déclare au Point Jean-Christophe Cambadélis, en réponse aux demandes des hamonistes en colère contre le manquement de l'ancien Premier ministre à la charte de la primaire. Certes, en déclarant qu'il voterait pour Emmanuel Macron dès le premier tour de la présidentielle, Manuel Valls a manqué à ses engagements. Mais le patron du Parti socialiste refuse de se laisser entraîner dans des procès pour exclusion à répétition. Le PS a, estime-t-il, « tout intérêt à rester groupé jusqu'aux législatives, qui seront meilleures que la présidentielle ».

« Une élection ne dissout pas une Histoire », poursuit-il, rappelant que le PS a déjà connu des moments d'infortune (qui ne l'ont pas tué) et de fortune (qui ne signifiaient pas non plus que tous les problèmes étaient réglés). « On vous dit ou prédit la saignée macroniste, reprend le patron de Solférino. Il est vrai qu'une partie de notre électorat voit dans le vote Macron un moyen utile de faire barrage à François Fillon pour défaire Marine Le Pen. Pourtant, nous avons toujours pris nos responsabilités face

à Marine Le Pen, et nous le ferons encore. » Cela signifie, entre les lignes, que le PS appellera à voter Macron, mais seulement au second tour de la présidentielle, pas avant.

- Boutih: L'"effondrement" de Hamon "signe la fin du PS" - AFP

"C'est l'effondrement de Benoît Hamon dans les intentions de vote qui signe la fin du PS", insiste le député socialiste Malek Boutih, un soutien de M. Valls - que le journal de gauche Libération traite jeudi de "girouette" et de "monsieur déloyal".

Selon Henri Rey, du Centre de recherches politiques de Paris (Cevipof), la campagne de M. Hamon, "fonctionne" - "il y a des meetings, des salles pleines, beaucoup de jeunes autour de lui" - mais pâtit de la "démonétisation" du parti socialiste liée à l'impopularité du quinquennat du président François Hollande. Et ses efforts pour se démarquer de cet héritage ne convainquent pas, selon lui.

Les déchirements actuels rendent la situation du parti "plus que compliquée" et démontrent que la synthèse entre les différentes composantes de ce parti, encore possible avant la présidence de François Hollande, "ne fonctionne plus": entre une tendance social-libérale, défendue par M. Valls, et celle plus à gauche de M. Hamon, il y a des lignes "qui apparaissent comme irréconciliables", a-t-il expliqué à l'AFP.

"Il y a un processus de clarification qui est en train de s'opérer", juge-t-il car "les lignes sont maintenant très écartées".

La presse, elle s'interroge sur l'avenir même du parti: "le parti socialiste en marche vers son explosion", titre le Monde dans son édition datée de vendredi. Le site internet du Nouvel Obs, plus caustique, évoque le risque de "cataclysme", sous le titre: "les socialistes en slip". AFP 30.03

Emmanuel Hollande. Le "contrat" passé entre En marche et le PS.

- Présidentielle: Valls-Macron, un contrat de méfiance - AFP

Cadeau embarrassant, voire empoisonné, le soutien de Manuel Valls et de certains de ses partisans, qui pourrait acter l'implosion du PS, a été accueilli avec méfiance dans le camp d'Emmanuel Macron qui s'évertue à rappeler que l'ancien Premier ministre ne pèse qu'"une voix"... AFP 30.03

- Guillaume: les socialistes ont vocation à "gouverner" avec Macron - AFP

Le président du groupe PS au Sénat, Didier Guillaume, a affirmé jeudi sur CNews que les "vallsistes" ne prendraient pas l'étiquette En Marche! mais précisé que les "socialistes" avaient "vocation" à "gouverner dans une majorité avec (Emmanuel) Macron s'il est élu".

"Non", les vallsistes ne pendront pas l'étiquette "En Marche!", car "les vallsistes c'est les socialistes", a déclaré l'ancien directeur de campagne de Manuel Valls pendant la primaire.

"Les gens qui soutiennent Emmanuel Macron, qui sont dans son organisation politique, sont En Marche, sont membres de ce parti. Les socialistes ont vocation à être à l'Assemblée nationale, à gouverner dans une majorité avec Macron s'il est élu, ou à être dans l'opposition si c'est un autre", a-t-il précisé.

Pour M. Guillaume, il n'y a pas lieu d'exclure Manuel Valls ou les parlementaires PS qui ont parrainé M. Macron.

"Vous savez les procès de Moscou n'ont jamais été quelque chose de très bon. Exclure quoi ? Exclure des socialistes qui vont se retrouver au deuxième tour de l'élection présidentielle, en votant pour le même candidat ? Exclure des socialistes qui après l'élection présidentielle devront composer un groupe, une majorité pour aider le candidat, si Macron est élu, à exercer la magistrature suprême ? Ca n'a aucun sens", a-t-il expliqué.

"Ce qu'il faudra faire demain, c'est rassembler tout le monde (...) autour du président de la République qui sera élu, si c'est Macron. Avec une majorité, avec un groupe parlementaire à l'Assemblée nationale. On sera tous là à voter contre Marine Le Pen, à voter pour Emmanuel Macron si c'est lui, et s'il est élu président de la République, il faudra une majorité et les socialistes, les sociaux-démocrates, les sociaux-réformistes, devront être dans cette majorité", a-t-il insisté. AFP 30.03

La baudruche commence à se dégonfler...

- Laxisme ou sérieux budgétaire? Querelle d'experts sur le programme de Macron - AFP

- Macron et le risque de sa cour penchée - Liberation.fr

- Les ralliements à Macron, arme à double tranchant - Reuters

- Le «général courage» Bertrand Soubelet prend ses distances avec Macron - Liberation.fr

En complément : Macron en monarque.

- Emmanuel Macron veut recréer les chasses présidentielles, cette lointaine tradition royale qui renvoie à François 1er. Selon le candidat d'En Marche, ces chasses présidentielles, supprimées en 2010, "fascinent partout" dans le monde et participent de "l'attractivité" de la France. (Source : franceculture.fr)

PS.

C'était fait pour.

- Présidentielle : «La primaire a accéléré le processus d'autodestruction du PS» - LeParisien.fr

- La mort du PS est-elle annoncée ? - Franceinfo

- Après la "trahison" de Valls, "l'explosion" du PS ? - AFP

Certains parlent de "clarification", d'autres "d'explosion": la perspective d'une scission du PS, souvent annoncée, a en tout cas pris de l'épaisseur mercredi avec la décision de Manuel Valls de soutenir Emmanuel Macron. AFP

- Le choix de Valls pour Macron scelle l'implosion du PS - Reuters

Le choix de Manuel Valls, annoncé mercredi, de voter Emmanuel Macron à l'élection présidentielle entérine au Parti socialiste le divorce entre deux gauches irréconciliables, possible prélude à une scission du parti fondé en 1971.

Anticipant les critiques, Manuel Valls a estimé n'avoir aucune leçon à recevoir de "ceux qui n'ont respecté aucune règle pendant cinq ans". "Mais c'est vrai le Parti socialiste ne sera plus comme il a été jusqu'à maintenant après cette élection", a-t-il reconnu.

Dans une lettre aux militants, il demande de se méfier des sondages "qui ont déjà démontré qu'ils pouvaient être démentis par la réalité" et rappelle que "ceux qui ont rejoint En Marche ! ne sont plus au Parti socialiste". Reuters 30.03

En complément.

- L'ex-préfet de la région Ile-de-France sera jugé pour fraude fiscale - AFP

L'ancien préfet de la région Ile-de-France Jean Daubigny, ancien directeur de cabinet de Manuel Valls au ministère de l'Intérieur... AFP

Schulz (SPD) allié de Merkel (CDU) au gouvernement et "regardant dans la même direction", on n'en doute pas.

- Hamon reçoit le soutien de Schulz, assume le désaccord avec Merkel - Reuters

Mélenchon.

- Mélenchon refuse sèchement toute alliance avec Hamon - AFP

Enivré par une dynamique favorable depuis dix jours, Jean-Luc Mélenchon est déterminé à creuser l'écart avec Benoît Hamon, encore affaibli mercredi par le départ de Manuel Valls, et a sèchement refusé de rallier le candidat socialiste à la présidentielle.

"J'ai marché mon chemin, sans ne céder à rien, je ne vais pas commencer aujourd'hui! A faire le contraire ou à m'engager dans je ne sais quel arrangement qu'on me suggère de faire", a répondu le candidat de La France insoumise, devant plus de 5.000 personnes selon son équipe réunies aux Docks du Havre.

Après l'annonce du soutien de Manuel Valls à Emmanuel Macron avant même le premier tour, Benoît Hamon avait appelé un peu plus tôt le leader de la France insoumise et les communistes à "unir leurs forces aux (s)iennes".

Dans la foulée, le secrétaire national du PCF Pierre Laurent a relancé l'idée d'une candidature commune "pour créer les conditions de la victoire", appelant à une rencontre entre MM. Mélenchon, Hamon et l'écologiste Yannick Jadot "dans les prochains jours". Il a ensuite ajouté que la "dynamique de campagne" de Jean-Luc Mélenchon était un "atout".

Tout en plaignant M. Hamon, "malheureux candidat" que le PS "agite" et "que l'on dépouille chaque jour d'une partie de son équipage", M. Mélenchon a encore refusé "la tambouille" politicienne. Il a invité le socialiste s'il le souhaite à le rejoindre, mais "qu'il ne demande rien, comme nous, nous ne demandons rien".

"Je ne dépends que de vous, c'est à vous que j'ai fait la promesse, je ne négocierai rien, avec personne!", a-t-il tranché, comparant ses troupes, après la lecture du poème de Baudelaire, à de "petits albatros" qui doivent "s'envoler".

"Puisque ce n'est de nouveau pas possible, puisqu'il préfère continuer, qu'il continue, je le regrette profondément", a réagi M. Hamon, en meeting à Lille, devant plus de 3.000 personnes. "Sans rassemblement, la qualification au second tour sera difficile", a rappelé le socialiste.

"La campagne de Jean-Luc Mélenchon entre dans une belle dynamique", s'est réjoui mercredi son directeur de campagne Manuel Bompard, citant notamment "340.000 soutiens citoyens" sur le site de La France insoumise. "On est grisés, le bon pronostic (que nous avions) se réalise", selon Danielle Simmonet, co-responsable du Parti de gauche.

Au Havre, le député européen, qui a répété que Benoît Hamon n'était pas un concurrent, a affiché l'objectif de rattraper François Fillon, désormais troisième dans les sondages. "Il faut qu'on lui passe devant, on a dix jours, après, on s'occupera du suivant", a-t-il lancé, se sentant apparemment porté par "l' "immense force que nous avons maintenue, allumée comme un brasier".

Ayant lui-même passé 30 ans au PS, il a estimé que "le Parti socialiste vient d'éclater sous nos yeux (...), réduit à l'emballage, contenant des matériaux connus et assez explosifs quand on les rapproche".

Tourné vers le premier tour, le candidat de La France insoumise accélère sa campagne, avec deux meetings par semaine, assortis de visites de terrain. Marseille le 9 avril, Lille le 12, Toulouse le 16... les villes réservées au dernier élan n'ont pas été choisies par hasard. Pour la dernière semaine, LFI annonce un "événement surprise", peut-être une reprise de l'expérience réussie de l'hologramme. AFP 29.03

- Sondage: Mélenchon fait une percée, Fillon en berne - AFP

Jean-Luc Mélenchon se hisse en tête des personnalités politiques auxquelles les Français souhaitent voir jouer un rôle important, avec un bond de 19 points en un mois, loin devant François Fillon qui décroche (-8), selon un sondage Kantar Sofres-OnePoint diffusé jeudi.

Avec 47% d'opinions favorables, le candidat de La France insoumise devance celui d'En Marche! (41%, "1) de 6 points et le socialiste Benoît Hamon, son rival à gauche dans la course à l'Elysée, en nette progression à 36% ("6).

Jean-Luc Mélenchon progresse dans tous les secteurs de l'opinion, selon cette enquête pour le Figaro Magazine, qui ne porte pas sur des intentions de vote.

François Fillon, le candidat de la droite, dégringole pour sa part à 18% après plusieurs semaines de rebondissements autour des emplois présumés fictifs de membres de sa famille.

Marine Le Pen, candidate du Front national à la présidentielle, perd un point à 24% et le souverainiste Nicolas Dupont-Aignan en gagne 4 à 16%.

La confiance dans l'exécutif connait par ailleurs une embellie, avec un gain de 5 points pour le président François Hollande, à 21%, et de 3 points pour le Premier ministre, Bernard Cazeneuve, qui obtient la confiance de 32% des personnes interrogées "pour résoudre les problèmes" de la France. AFP 30.03

Fillon

- A 18% dans les sondages, Fillon se dit certain de "gagner cette élection", voici pourquoi. - Le Huffington Post

- "Emmanuel Hollande", le nouvel angle d'attaque de Fillon contre Macron - LePoint.fr

- Présidentielle: Fillon cible Macron rebaptisé "Emmanuel Hollande" - AFP

François Fillon a poursuivi sa contre-offensive jeudi à trois semaines du premier tour de l'élection présidentielle, affirmant que les juges ne pourraient jamais établir que l'emploi de son épouse était fictif et ciblant particulièrement Emmanuel Macron, rebaptisé "Emmanuel Hollande".

Deux jours après la mise en examen de son épouse dans l'affaire de ses emplois présumés fictifs à l'Assemblée nationale et à La Revue des deux mondes, François Fillon s'est montré très offensif jeudi matin sur RTL.

"La démonstration a été faite que cette accusation (d'emploi fictif) était fausse. Il y a un nombre de témoignages considérables. Des preuves matérielles, des témoignages. Et je vous le dis dans les yeux: jamais les juges ne pourront démontrer que l'emploi de mon épouse était fictif. Jamais", a-t-il lancé.

M. Fillon a de nouveau demandé "que la justice enquête" sur les révélations du livre "Bienvenue Place Beauvau" sur lequel il s'appuie pour dénoncer l'existence d'un supposé "cabinet noir" à l'Elysée, et ce malgré la prudence affichée par plusieurs ténors LR, de Gérard Larcher à Laurent Wauquiez. Comme il l'avait fait samedi, il a jugé "très possible" d'avoir été placé sur écoutes téléphoniques à auxquelles François Hollande pourrait avoir "accès".

Excédé d'être interrogé sur ces affaires judiciaires, l'ancien Premier ministre s'en est une nouvelle fois pris à "l'ensemble du système médiatique". "Ca fait deux mois que vous alimentez cette chronique, (...) deux mois que les Français sont privés d'une campagne présidentielle". Mais "malgré deux mois de démolition intensive, ce n?est pas vous qui allez choisir le président de la République, c'est les Français".

S'agissant de ses adversaires, M. Fillon a essentiellement ciblé Emmanuel Macron, rebaptisé à plusieurs reprises "Emmanuel Hollande". Une continuité du leader d'En Marche! avec le président sortant "symbolisée encore hier par le ralliement de Manuel Valls", a-t-il dit alors que les sondages le donnent distancé derrière l'ancien ministre de l'Economie.

"La méthode qui consiste à vouloir faire plaisir à tous les électeurs, à dire un petit mot pour les uns et un petit mot pour les autres, c'est la façon la plus ancienne et la plus vieille de faire de la politique", a également dénoncé M. Fillon, ralliant la dénomination "En Marche", "slogan (du candidat centriste) Jean Lecanuet dans les années 1960".

Quant à l'affaire d'emplois fictifs qui lui a valu une mise examen, ainsi qu'à sa femme Penelope, "jamais les juges ne pourront démontrer que l'emploi de mon épouse était fictif", a-t-il assuré. "La démonstration a été faite que cette accusation était fausse. Il y a un nombre de témoignages considérables. Des preuves matérielles, des témoignages", a-t-il assuré.

Sept candidats, dont Emmanuel Macron, Marine Le Pen et François Fillon, ont passé un "grand oral" devant le monde rural réuni à Brest à l'initiative du Conseil de l'agriculture française.

Le candidat des Républicains a été le plus applaudi, déclarant qu'il fallait "arrêter d'emmerder les agriculteurs" qui cumulent "les difficultés: crises sanitaires, accidents climatiques, prix extrêmement fluctuants et beaucoup trop bas pour couvrir (les) coûts". AFP 30.03

- En Charente-Maritime, les résistants du fillonisme s'accrochent - LePoint.fr

Les militants de base refusent de lâcher leur candidat, malgré la pression juridico-médiatique et le retrait des ténors locaux LR. LePoint.fr

- Fillon plébiscité par des patrons, Macron ne lève pas le doute - Reuters

Le président du Medef, Pierre Gattaz, a exprimé clairement sa préférence pour le programme du candidat Les Républicains, empreint selon lui de "pragmatisme, cohérence, confiance".

"Le programme économique et social de François Fillon a une vision vers le plein emploi, une ambition (...). Les réformes restent tout à fait pragmatiques, cohérentes pour aller vers la croissance", a-t-il dit à des journalistes après ces entretiens.

Un avis qui reflète les conclusions d'une étude du cabinet d'analyses économiques COE-Rexecode, dont Pierre Gattaz partage les interrogations concernant le programme d'Emmanuel Macron.

Le programme d'Emmanuel Macron "va dans le bon sens" mais "il ne va pas jusqu'au bout des réformes", a dit le président du Medef, s'inquiétant de l'impact sur le coût du travail du projet du candidat d'En Marche !, en tête des intentions de vote pour le second tour.

En cause, sa volonté de transformer le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) en baisse des cotisations sociales, ce qui se traduirait par une hausse de l'impôt sur les sociétés payé par les entreprises. Reuters 30.03

- Fillon certain d'être blanchi par la justice avec son épouse - Reuters

- Soupçons d'emplois fictifs: Penelope Fillon à son tour mise en examen - AFP

Son avocat, Me Pierre Cornut-Gentille, a noté que "les magistrats instructeurs ont décidé de mettre en examen Penelope Fillon, dans la logique d'une enquête et d'une instruction conduites exclusivement à charge, au mépris de la séparation des pouvoirs et de la présomption d'innocence, dans des délais de rapidité hors norme".

"Lorsque cette affaire sera examinée dans la sérénité et le respect des principes de droit, je maintiens que l'innocence de Penelope et de François Fillon sera reconnue", a ajouté Me Cornut-Gentille dans un communiqué diffusé par l'équipe du candidat à la présidentielle. AFP

Ils ont de la suite dans les idées.

- Neuf Français sur dix veulent la reconnaissance du vote blanc, mais pas les trois favoris à la présidentielle - huffingtonpost.fr

C'est une aspiration constante qui confirme une volonté de nouveauté dans la sphère politique. Les électeurs français sont favorables à une vraie reconnaissance du vote blanc. Alors qu'ils étaient 79% selon un sondage YouGov pour Le HuffPost en octobre 2016, ils sont désormais 86% selon une étude Ifop publiée ce mardi 28 mars par le think thank Synopia. Cela s'inscrit aussi dans un contexte où près de 250.000 internautes ont signé une pétition sur Change.org réclamant une telle reconnaissance.

Dans le sondage Ifop pour Synopia, on apprend que si ce vote blanc était en application, 40% des électeurs envisageraient de se porter sur ce suffrage, au détriment principalement de Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen.

Alexandre Malafaye, président de Synopia dans une tribune publiée sur Le HuffPost, propose pour sa part que l'élection soit annulée au-delà de 30% de bulletins blancs. "Les formations politiques disposent alors d'un délai de trois ou quatre mois pour s'organiser, revoir leurs programmes et présenter de nouveaux candidats. Pendant ce temps, un gouvernement technique est chargé de gérer les affaires courantes. Le Président sortant reste en poste, son mandat est prorogé jusqu'au prochain suffrage, mais ses pouvoirs sont limités aux domaines réservés (diplomatie et défense)", ajoute-t-il dans sa volonté de tester ce vote blanc sur la présidentielle.

Changer la constitution

Sans aller jusqu'à une telle extrémité, reconnaître le vote blanc pourrait avoir pour conséquence de donner la victoire à un candidat qui n'obtient pas 50% des voix au second tour. L'Opinion rappelle qu'en 1995, Jacques Chirac n'auraient obtenu que 49,5% des voix et François Hollande 48,6% en 2012. Pour contrecarrer ce problème constitutionnel, le sénateur Roland Courteau prévoit dans sa proposition de loi de "modifier l'article 7 de la Constitution, afin qu'au second tour de la présidentielle, le vainqueur puisse être élu à la majorité relative".

Mais on ne trouve rien de tout cela chez Emmanuel Macron, François Fillon et Marine Le Pen. huffingtonpost.fr 30.03

Ils osent tout

- Les Français sont plus tolérants mais restent pétris de préjugés - LeFigaro.fr

La Commission nationale et consultative des droits de l'Homme (CNCDH) rend ce jeudi matin son rapport annuel sur le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie en France. LeFigaro.fr

Remplacer les "Français" par leurs dirigeants qui tolèrent l'apartheid en Israël, le racisme aux Etats-Unis, l'antisémitisme qui sévit au sein du gouvernement et du parlement en Ukraine, Lettonie, etc. la xénohobie hystérique envers la Russie notamment...

- Les pays arabes dénoncent les ingérences étrangères au Moyen-Orient - AFP

Exceptées celles américaines, britanniques, françaises, allemandes...

- Espionnage : “Ankara is watching you”, Berlin horrifiée - euronews.com

Welcome to NSA/CIA !

ACTUALITE EN TITRES

Encore un record à mettre au compte d'Emmanuel Hollande.

- 69 430 - Liberation.fr

C’est le nombre de détenus dans les prisons françaises, un record. De quoi renouer avec les pics de juillet 2016 (69 375 personnes). Liberation.fr

En France...

- Paris : 35 arrestations après une manifestation pour un homme tué par la police - LeFigaro.fr

Etats-Unis. Le PIB en hausse...

- USA: le Congrès révoque un texte de protection de la vie privée sur internet - AFP

Les fournisseurs d'accès à internet américains pourront continuer à vendre les données personnelles de leurs clients à des tiers sans obtenir d'autorisation explicite, après la révocation par le Congrès mardi d'une réglementation de l'ère Obama. AFP

Facebook l'inquisiteur.

- Facebook promet au Pakistan de lutter contre le blasphème - Reuters

Facebook s'est engagé auprès des autorités pakistanaises à s'attaquer aux contenus à caractère blasphématoire circulant sur le réseau social, à la suite de plaintes du gouvernement d'Islamabad, a dit mardi le ministre pakistanais de l'Intérieur. Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

En oligarchie, les patrons sont mafieux et font dans le racket. A exterminer en urgence.

- Télécoms : les plaintes ont bondi de 50% en 2016 - bfmbusiness.bfmtv.com

Le nombre de plaintes de consommateurs des télécoms a bondi de 50% en 2016, selon l'Association française des utilisateurs de télécommunications (Afutt). Dans le détail, l'Afutt a reçu l'an dernier 2.466 plaintes en ce qui concerne l'internet fixe (+68%), 2.104 plaintes pour le mobile (+37%) et 450 pour la téléphonie fixe, en légère hausse.

L'ensemble SFR/Numericable/RED représente 55,8% des plaintes, alors qu'il était déjà "leader" l'an dernier avec 39% des récriminations. Dans l'internet, "l'achat de SFR par Numericable semble s'être traduit par un certain désordre dans la qualité des prestations fournies aux abonnés de ces prestataires" qui s'est "amplifié en 2016", note l'Afutt.

Dans le mobile, l'observatoire note aussi "la forte progression, deux années consécutives, du taux de plaintes ayant pour origine les clients de SFR" et la décroissance de celles concernant Orange.

Les plaintes concernant Orange baissent à 13,7%, ainsi que celles concernant Free à 11,5%, tandis que les plaintes touchant Bouygues Telecom sont quasiment constantes à 10,9%. bfmbusiness.bfmtv.com 29.03

Meurtre sioniste ordinaire. Une balle pour une paire de ciseaux.

- Une Palestinienne abattue par la police israélienne à Jérusalem - Reuters

Un policier israélien près de la porte de Damas à Jérusalem. Les forces de l'ordre israéliennes ont abattu mercredi une Palestinienne qui menaçait de les attaquer à l'aide d'une paire de ciseaux à l'entrée de la vieille ville de Jérusalem. L'incident s'est produit porte de Damas, une des voies fortement gardée donnant accès à Jérusalem-Est, qui a été le théâtre d'agressions du même type par le passé.

"La police a répondu à une situation qui présentait une menace vitale et elle a abattu la terroriste sur place", a déclaré Mickey Rosenfeld un des porte-parole de la police.

Luba Samri, une autre porte-parole de la police, a précisé que l'assaillante était une habitante de Jérusalem-Est âgée de 49 ans. Reuters 30.03

En oligarchie, ils assument la dictature, et vous ?

- Etats-Unis : la fouille très appuyée d'un ado dans un aéroport provoque un tollé - Franceinfo

Cette vidéo a provoqué l'indignation des internautes. Jennifer Williamson, une mère de famille américaine, a filmé et diffusé sur

Facebook, dimanche 26 mars, la palpation très appuyée qu'a subie son fils à l'aéroport de Dallas-Fort Worth (Texas).

Aaron, 13 ans, souffre de troubles sensoriels, une maladie qui modifie la perception des stimulations, comme le toucher ou la vue. Sa mère demande alors aux agents de sécurité si son fils peut éviter le scanner corporel. Problème : la fouille qui suit est très appuyée et semble excessive. Au total, elle dure près de deux minutes.

“On a vécu un enfer, s'est indignée la mère sur Facebook. Après, il n’a pas arrêté de me demander : 'Je ne sais pas ce que j’ai fait. Qu’est-ce que j’ai fait de mal ?’” Au total, la vidéo a été vue plus de 7 millions de fois et a été largement commentée. Interrogées par la télévision américaine WFAA, les autorités assument ce contrôle. Franceinfo 30.03

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Washington affirme que le sort d'Assad sera décidé par les Syriens - AFP

Le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson a affirmé jeudi que le sort du président Bachar al-Assad serait décidé par les Syriens, dans la première prise de position publique à ce sujet de la nouvelle administration américaine.

M. Tillerson s'exprimait lors d'une visite en Turquie largement axée sur la Syrie, au lendemain de l'annonce par Ankara de la fin de son opération militaire lancée en août dans le nord de ce pays afin d'en chasser les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) et les milices kurdes syriennes.

"Le sort du président Assad, à long terme, sera décidé par le peuple syrien", a déclaré M. Tillerson lors d'une conférence de presse avec son homologue turc Mevlüt Cavusoglu.

L'opposition réclame le départ d'Assad tout comme l'a fait pendant longtemps l'administration de Barack Obama, bien que celle-ci se soit abstenue lors de ses derniers mois au pouvoir de lancer des appels en ce sens, laissant implicitement entendre qu'elle ne serait pas hostile à son éventuel maintien.

Mais l'administration de Donald Trump n'avait pas à ce jour exprimé une position claire sur le sujet. Les déclarations de M. Tillerson semblent même prendre le contre-pied de celles de la représentante américaine à l'ONU Nikki Haley et le porte-parole du département d'Etat Mark Toner qui ont affirmé il y a quelques jours que le sort d'Assad restait une pierre d'achoppement et qu'il ne pouvait pas faire partie de l'avenir politique de la Syrie.

M. Tillerson, plus haut responsable de l'administration Trump à se rendre en Turquie, s'est entretenu à Ankara avec le président Recep Tayyip Erdogan et son Premier ministre Binali Yildirim.

Des sources à la présidence turque ont indiqué que M. Erdogan a insisté sur la nécessité de coopérer "avec des acteurs convenables et légitimes dans la lutte contre le terrorisme".

La Turquie dénonce régulièrement en effet le soutien apporté par Washington en Syrie aux milices kurdes des YPG dans la lutte contre l'EI. Ankara, qui appuie de son côté d'autres groupes armés sous la bannière de "l'Armée syrienne libre", considère les YPG comme un groupe terroriste émanant du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

M. Tillerson a esquivé plusieurs questions sur le sujet. Saluant la Turquie comme "un partenaire clef" dans la lutte contre l'EI, il a affirmé que les deux pays partageaient le même objectif: "vaincre l'EI".

Ankara affirme vouloir travailler avec ses alliés, mais sans les milices kurdes, à la reconquête de Raqa, la capitale de facto du groupe Etat islamique en Syrie.

"Nous avons discuté aujourd'hui de différentes options qui se présentent à nous et il s'agit pour être franc d'options difficiles", s'est borné à dire M. Tillerson.

"Il n'est pas réaliste de travailler avec un groupe terroriste tout en luttant contre un autre", a pour sa part déclaré M. Cavusoglu au sujet du soutien américain aux YPG contre l'EI.

Ankara a annoncé mercredi soir la fin de son opération "Bouclier de l'Euphrate" dans le nord de la Syrie, sans spécifier si les troupes turques s'en retireraient pour autant.

Dans le cadre de cette opération, les rebelles syriens appuyés par la Turquie ont repris aux jihadistes plusieurs villes dont Jarablos, Al-Rai, Dabiq et enfin Al-Bab, où l'armée turque a subi de lourdes pertes.

Mais la Turquie s'est gardée de lancer des attaques contre des localités tenues par les milices kurdes, dissuadée par les alliances que ces dernières ont nouées avec Washington et Moscou.

"La politique turque vis-à-vis des milices kurdes est dans l'impasse. Ses mains sont liées du fait de ces alliances et ses efforts se sont heurtés à un mur russo-américano-syrien", affirme à l'AFP l'expert Marc Pierini, professeur invité à Carnegie Europe. AFP 30.03

- Le départ d'Assad n'est plus la priorité américaine, dit Nikki Haley - Reuters

La priorité de la politique syrienne des Etats-Unis n'est plus d'obtenir le départ du président Bachar al Assad, a annoncé jeudi l'ambassadrice des Etats-Unis auprès des Nations unies, Nikki Haley.

"Notre priorité n'est plus de nous asseoir ici et de nous focaliser sur les moyens de faire partir Assad. Notre priorité est de regarder vraiment comment nous pouvons faire progresser les choses, avec qui nous devons travailler pour améliorer véritablement le sort des gens en Syrie", a-t-elle dit devant un petit groupe de journalistes.

"Nous ne pourrons pas forcément nous focaliser sur Assad comme l'a fait la précédente administration", a-t-elle ajouté. Reuters 30.03

Venezuela

- Venezuela : le président du Parlement accuse Maduro de "coup d'Etat" - AFP

Le président du Parlement vénézuélien Julio Borges a accusé jeudi le président Nicolas Maduro de "coup d'Etat" après la décision de la Cour suprême, réputée proche du pouvoir, de s'octroyer le droit d'édicter des lois.

"Au Venezuela, Nicolas Maduro vient de commettre un coup d'Etat", a déclaré M. Borges lors d'une conférence de presse devant le Parlement, en appelant l'armée à sortir du "silence" face à la rupture de l'ordre constitutionnel.

"Nicolas Maduro ne peut pas être au-dessus de la Constitution", a-t-il ajouté, estimant que le président avait "retiré le pouvoir au peuple vénézuélien".

Lors d'un nouveau coup de force du camp présidentiel, la Cour suprême s'est attribuée jeudi les pouvoirs du Parlement, le bastion des opposants, deux jours après leur avoir enlevé leur immunité. AFP 30.03

Brésil

- Brésil: l'ex-patron des députés condamné à 15 ans de prison pour corruption - AFP

Autrefois l'un des politiques les plus influents du Brésil, l'ancien chef des députés Eduardo Cunha, qui avait ?uvré à la destitution de l'ex-présidente de gauche Dilma Rousseff, a été condamné jeudi à 15 ans de prison pour corruption.

La décision du juge anti-corruption Sergio Moro a été annoncée par le parquet de Curitiba (sud), dans le cadre de la vaste affaire de pots-de-vin au sein du géant pétrolier Petrobras.

"Parmi les crimes de corruption, de blanchiment d'argent et d'évasion de devises, il existe des preuves matérielles, c'est pourquoi les peines additionnées totalisent 15 ans et 4 mois de réclusion", selon le document.

La justice reproche notamment à Eduardo Cunha d'avoir reçu "illégalement" 1,3 million de francs suisses (environ 1,5 millions de dollars) pour avoir oeuvré en tant que médiateur de Petrobras dans l?acquisition des droits d'exploitation d'un site pétrolier au Bénin.

M. Cunha, membre du Parti du Mouvement démocratique brésilien (PMDB, centre droit) de l'actuel président Michel Temer, qui a succédé fin août à Mme Rousseff après la destitution de cette dernière, avait été arrêté en octobre 2016.

Tout puissant il y a encore quelques mois, ce Machiavel brésilien aux cheveux poivre et sel et costumes italiens impeccables avait été suspendu le 5 mai de ses fonctions de président de l'Assemblée par le Tribunal suprême fédéral (STF).

Ce député évangélique ultra-conservateur de 58 ans était accusé d'avoir "menti" à ses pairs en niant être le titulaire de comptes bancaires en Suisse, alimentés par des millions de réais correspondant à des pots-de-vin versés en marge de contrats de Petrobras à l'étranger, selon les enquêteurs.

Né en 1958 de parents italiens à Rio de Janeiro, Eduardo Cunha s'est formé en économie et a touché à tout avant d'embrasser la politique.

Il a été courtier en assurances, économiste chez Xerox, propriétaire de radio évangélique, dirigeant d'entreprises publiques avant de devenir député de l'Etat de Rio en 2001, puis député fédéral à partir de 2002.

Partisan de la création d'un "Jour de la fierté hétérosexuelle", adversaire acharné de l'avortement, il s'est assuré au fil des années de solides soutiens au parlement.

Eduardo Cunha était l'égérie du groupe parlementaire informel "BBB", pour "Boeuf, Bible, Balles", qui veille aux intérêts des puissants lobbies néo-pentecôtistes, des armes à feu et de l'agro-business.

Volontiers volubile sur les règlements du parlement, Eduardo Cunha se refermait comme une huître quand on l'interrogeait sur ses comptes en Suisse et les folles dépenses de son épouse, une ex-présentatrice de la TV Globo, dans les boutiques de luxe de Paris.AFP 30.03

Mexique

- Mexique : un juge acquitte un jeune homme accusé de viol car "il n'avait pas l'intention de satisfaire un désir sexuel" - Franceinfo

La décision de justice a provoqué un véritable tollé. Un juge mexicain a décidé de relaxer un jeune homme accusé de viol au motif qu'il n'avait pas, selon lui, "l'intention de satisfaire un désir sexuel", rapporte l'agence Reuters, mercredi 29 mars.

Les faits remontent à la nuit du 1er janvier 2015, note The Guardian (en anglais). La victime, une adolescente de 17 ans, a raconté avoir été agressée lors de la soirée du réveillon par quatre jeunes hommes de son lycée privé. L'un d'entre eux s'appelle Diego Cruz. Il est âgé de 21 ans et appartient à une riche famille de l'Etat de Veracruz. Pour le juge, il n'y avait pas d'"intention charnelle", même si le jeune homme était accusé d'avoir touché la poitrine et d'avoir pénétré la victime avec ses doigts.

Cette décision a suscité une vive indignation. Plusieurs associations de défense des droits de l'homme dénoncent une impunité parmi l'élite du pays. Le procureur de l'Etat de Veracruz a annoncé qu'il allait faire appel de cette décision, d'après Reuters. Le Conseil de la magistrature fédérale du Mexique a suspendu le juge concerné et ouvert une enquête sur lui. Franceinfo 30.03

Je n'ai pas eu le temps de traité un autre sujet sur le Mexique, les journalistes sont devenus la cible privilégiée de la mafia qui n'hésite plus à les assassiner en plein jour en pleine rue...

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries avril 2017

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 3 avril 2017

CAUSERIE

Quelques réflexions glanées ici ou là...

1- (A propos du gouvernement de Front populaire de 1936.) "Un gouvernement de "gauche", "aidé" par les luttes ouvrières est la perspective, explicite ou non, de beaucoup de militants. Cette éventualité ouvre sans doute des possibilités énormes, mais sans une direction révolutionnaire, sans un programme clair et une force capable de le réaliser, les espoirs et les luttes de la classe ouvrière se soldent par des échecs."

C'est exact dans une certaine mesure, au-delà les évènements passés ont démontré que c'était un contresens ou une contrevérité, car dès lors qu'il n'existe pas de direction révolutionnaire, ce sont les directions réformistes et staliniennes qui allaient prendre la direction du mouvement révolutionnaire des masses pour le conduire dans une impasse politique qui lui serait fatale.

Ce genre de raisonnement est creux et affligeant, cela fait penser à quelqu'un qui s'épancherait sur le triste sort d'un gosse qui vient de se faire écraser par une voiture pour avoir traversé quand le feu de signalisation était au vert, et qui s'exclamerait : s'il l'avait su il serait encore en vie, pardi ! Sans que lui viennent à l'esprit de savoir pourquoi il ne le savait pas et ainsi de suite.

Un tel gouvernement est voué à l'échec ou à tomber et prépare le retour de la réaction au pouvoir, dans la mesure où il refusera toujours de s'attaquer aux fondements du capitalisme, de désarmer, de neutraliser les capitalistes, au contraire il leur laisse les mains libres pour mieux le combattre ainsi que la classe ouvrière, dans ces conditions le soutenir, c'est se condamner à connaître le même sort, c'est imparable.

Sachant qu'il n'y a rien à en attendre, il vaut mieux exiger qu'ils adoptent certaines mesures qu'il refusera obstinément d'appliquer en expliquant d'emblée aux travailleurs pourquoi, parce qu'elles sont incompatibles avec la nature des partis qui le composent et le régime auquel ils sont inféodés, donc sans leur laisser la moindre illusion sur ce genre de gouvernement de collaboration de classes. C'est ainsi qu' peut on aider les travailleurs à prendre conscience de la nature de ces partis et de ce gouvernement qu'ils devraient renverser, mais ce qu'ils ne peuvent pas réaliser sans un partis ouvrier révolutionnaire pour les organiser et guider leur combat, parti qu'on les invite à construire ensemble...

C'est logique, non ? Mais bon, les militants préfèrent apparemment que l'on raconte des chimères aux travailleurs, vous m'excuserez de ne pouvoir m'y résoudre.

2- Ajoutons que si de Gaulle avait agi comme Hollande aujourd'hui, les Français auraient découvert dès 1965 la photo d'un

Mitterrand reçu en audience par un maréchal d'un autre âge. La carrière du jeune franciscain se serait arrêtée là.

25 ans ce seraient écoulés, il y aurait eu prescription, vous méconnaissez la nature humaine et ses faiblesses.

Quand on voit à quel point les gens peuvent être amnésiques au bout d'une très brève période et inconséquents, on se dit que tout est possible. Voyez les principaux candidats à l'élection présidentielle, ex-ministre de Sarkozy, de Hollande ou de Chirac...

3- "De toutes les tyrannies, la tyrannie exercée pour le bien de ses victimes est peut-être la plus oppressante. Il vaudrait mieux vivre sous des barons du crime que sous des fouineurs moraux tout-puissants. La cruauté du baron du crime peut parfois s'assoupir, sa cupidité peut à un certain moment être rassasiée; mais ceux qui nous tourmentent pour notre propre bénéfice le feront indéfiniment, car ils le font avec la bénédiction de leur conscience."

Parce que les peuples attribuent un pouvoir supérieur aux tyrans sans lequel ils ne seraient que de vulgaires roquets aboyant dans le désert auxquels personne ne prêterait attention.

4- Quand on regarde la vidéo sur le parcours de Macron, on ne peut s'empêcher de se dire qu'on est en présence d'une ordure finie, ignoble, infâme, abjecte, immonde, monstreux, sinistre, les mots nous manquent pour qualifier cette saloperie qui se situe aux antipodes de l'humanisme, incarnant la sauvagerie, la bestialité, la barbarie.

Sa cible, son ennemi à abattre, c'est la civilisation humaine qui a produit les hommes pour la détruire dont il fait partie.

Faire table rase du passé qui façonne la société d'aujourd'hui à travers ses institutions n'a jamais été autant d'actualité. Cela nécessite que les travailleurs s'emparent de leur destin et du pouvoir politique, qu'ils décident de passer à l'action, qu'ils brisent le mécanisme, le carcan qui les maintient en servitude et fait leur malheur.

Il faut tout arrêter et décider de refonder la société sur la base de nouveaux rapports sociaux, où l'argent ou la monnaie seront réduits uniquement à des moyens de circulation et dématérialisés de tout pouvoir avant de disparaître pour toujours.

S'enrichir, amasser de l'argent, augmenter sa fortune, concentrer du pouvoir, devenir tout puissant, c'est le règne de la tyrannie version oligarchique qu'ils nous promettent.

Vous aurez constaté que le PS aura joué un rôle déterminant dans la mise en place de cette société nauséabonde, basée sur l'injustice, la spoliation de tout un peuple hormis son élite corrompue. Je me demande si un jour on parviendra à prendre réellement conscience de la dangerosité qu'a toujours représentée ce parti depuis plus d'un siècle. Qu'on est encore besoin de se poser la question est très préoccupant et augure mal de l'avenir.

Si on n'arrivait à remettre en cause les rapports qu'on a pu concevoir (ou tisser) avec le PS dans le passé, on est foutu. Cela signifierait qu'on cautionnerait une imposture, dans ce cas-là on serait en bien mauvaise posture pour prétendre changer la société, ce qui ne nous gênerait guère puisqu'on aurait cessé de croire que cela serait possible ou même souhaitable partant de là. Qui souhaite cautionner une telle vilénie, qui souhaite faire abstraction de toute dignité ? Comment peut-on imaginer donner un sens à sa vie et faire en sorte qu'elle soit supportable en versant dans l'amoralité et asocialité ?

On sursaute en pensant à Macron, on est pris de spasmes, de convulsions, on se crispe, on se sent menacé, c'est un terrible prédateur sans scrupule ni principe ni morale. Il inspire le dégoût, la haine la plus profonde, ils présentent les mêmes caractéristiques psychologiques ou mentales des pires dictateurs du passé et du présent.

La plupart des gens l'ignorent, tout comme ils ignorent qu'ils sont destinés à lui ressembler s'ils l'élisent président, la fortune en moins, donc à sceller leur destin dans le malheur. Voyez à quel état de délabrement en sont rendus les Etats-Unis et de déchéance les Américains sans avoir aucune chance de pouvoir en sortir un jour, effrayant, non ?

Cela devrait faire réfléchir avant qu'il ne soit trop tard, si ce n'est pas déjà le cas.

Et ça ?

- En 2016, 108 millions de personnes étaient menacées par la famine dans le monde - Franceinfo

Cette insécurité alimentaire risque de s'aggraver encore cette année... Franceinfo 31.03

En occident, c'est plutôt l'obésité la menace, le risque, alors...

Et ça encore ?

- Au Somaliland, la famine frappe une terre oubliée par la communauté internationale - slate.fr

Ce territoire aride bordé par les eaux du golfe d'Aden sur sa côte nord, par les frontières avec Djibouti à l'est, l'Ethiopie au sud et la Somalie à l'est, est toujours officiellement rattachée à l'État somalien selon les statuts de l'ONU, mais est en réalité de facto indépendant depuis 1991, à l'issue d'une guerre de trois ans.

Mais depuis le début de l'année 2017, la sécheresse frappe indifféremment la Somalie et le Somaliland. Le «-Land» n'a plus ici d'importance. Une grave crise alimentaire menace des millions de personnes dans la Corne de l'Afrique.

«Six ans après que la famine a été déclarée dans plusieurs zones du centre et du sud de la Somalie, le pays est une fois de plus au bord de la catastrophe. Cette fois-ci, la sécheresse est plus étendue, touchant le Somaliland, le Puntland (une autre région autonome, NDLR) et les zones pastorales de la Somalie, ainsi que le centre et le sud du pays, les zones les plus touchées par la famine en 2011. Le nombre de personnes en danger immédiat est plus élevé et les enfants sont parmi les plus affectés», nous indique dans une note l'Unicef, l'agence des Nations unies pour l'enfance.

Plus de 35.400 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère ont été traités avec des aliments thérapeutiques dans des centaines de centres nutritionnels dans toute la Somalie entre janvier et février. Ce qui représente une augmentation de 58 % par rapport à la même période en 2016, selon les Nations unies.

«La répétition d'épisodes pluvieux médiocres a provoqué une situation d'extrême sécheresse»

Roland Marchal, spécialiste de l'Afrique de l'Est au Centre de recherches internationales de Sciences-Po.

«Ces chiffres sont un signal d'alarme, note Leila Pakkala, la directrice régionale de l'Unicef pour l'Afrique de l'Est et australe. Les enfants meurent de malnutrition, de faim, de soif et de maladie. Lors de la famine de 2011, environ 130.000 jeunes enfants sont morts, dont la moitié avant que la famine ne soit déclarée. Nous travaillons avec nos partenaires sans relâche pour faire en sorte que cela ne se reproduise pas.»

«La question cruciale aujourd'hui, ce sont les pluies. Si elles arrivent le moins prochain, la famine aura été sévère mais pas dramatique. En revanche, si la pluie ne tombe pas avant juin ou juillet, la situation risque d'être vraiment dramatique», pointe l'universitaire Roland Marchal. slate.fr 31.03

J'ai du mal à comprendre comment on peut s'accommoder d'une telle situation, sans doute parce qu'on n'en a pas vraiment conscience.

Vraiment ?

Daniel Gluckstein (POID) s'est encore surpassé dans son dernier éditorial "*De lutte de classe, ne leur en déplaise !*".

Vraiment ?

- "*Dans la vraie vie, les travailleurs sont conscients que leurs intérêts sont contradictoires à ceux des actionnaires, des banquiers, des patrons*" (...) "*dans la vraie vie, les travailleurs savent que la lutte de classe est pour eux une obligation*", ah bon, dites-donc ils en savent des choses !

C'est marrant, on ne s'en était pas rendu compte jusqu'à présent. Franchement, si c'était le cas nous n'en serions pas là. Il faut croire que ceux qui sont engagés sans la lutte de classe combattent sur une orientation politique qui ne prête pas vraiment à remettre en cause le régime en place. Chut, cela il ne faut pas le dire, vous allez briser son argumentation bidon !

Vraiment ?

- "*et qu'ils n'ont d'autre choix que se battre pied à pied, unis avec leurs organisations indépendantes*", sans blague d'où les sort-il celles-là ? En réalité, les syndicats ne sont indépendants que lorsque les travailleurs s'en saisissent et violent l'orientation corporatiste de leurs appareils vendus. Chut cela il ne faut pas le dire, vous allez contrarier leurs appareils corrompus !

Et lorsque les travailleurs passent à l'offensive, ils doivent s'organiser en comités et élirent leurs propres représentants en intégrant si possible les syndicats qui se battent à leur côté, en aucun cas ils ne doivent laisser l'initiative aux syndicats qui les trahiront. Nous ne roulons ni pour Mailly ni pour Martinez, ni pour le PS ni pour le PCF, bref, ni pour le régime, mais pour le socialisme.

Point de vue.

Huffingtonpost.fr - Tête pensante de Nuit debout, le philosophe et économiste antil-libéral Frédéric Lordon n'est pas un homme de ralliement. Il confesse d'ailleurs avoir cessé de voter depuis longtemps pour ne pas apporter sa "caution" aux institutions de la Ve République dont il n'a de cesse de pourfendre les dérives.

"D'un certain point de vue, ce qui s'est passé sur Nuit Debout était l'expression de cette disposition d'esprit. Jouer le jeu dans ces institutions est une affaire soit perdue d'avance, soit entièrement privée de sens", expliquait-il récemment au micro de Daniel Mermet. Défenseur de la grève générale comme seul moyen d'abattre un régime inique, l'intellectuel reconnait toutefois (et c'est rare) que la candidature de Jean-Luc Mélenchon pourrait changer la donne.

"Je pense que cette élection soulève des enjeux politiques d'une intensité qu'on a pas vue depuis 1981, et peut-être même supérieure, et que par là d'ailleurs, elle s'annonce d'une redoutable violence. [...] Là où un enjeu surgit, c'est autour de la candidature de Mélenchon", plaide le philosophe.

S'il n'apporte techniquement aucun soutien au candidat de la France insoumise, Frédéric Lordon plaide en faveur du basculement institutionnel prôné par Jean-Luc Mélenchon tout en mettant en garde contre la tentation :

"J'ai toujours une méfiance vis à vis des stratégies qui se proposent de passer par les instutitions pour changer les institutions. Les institutions de la Ve République correspondent bien à la personnalité de Mélenchon. Je pense qu'il s'y trouverait pas mal", prévient-il en citant l'exemple de François Mitterrand. Son idée? Contribuer à l'élection de Mélenchon tout en le contraignant à appliquer son programme. "Aussi bien pour le protéger que pour le surveiller, il faudra que l'élection ne soit que le début d'un processus politique d'une toute autre ampleur qui passera nécessairement par des mobilisations populaires", prévient-il en référence des grèves de la joie qui avaient accompagné la victoire du Front populaire en 1936. huffingtonpost.fr 31.03

Ce que dit Frédéric Lordon de Mélenchon est pertinent jusqu'à un certain point seulement. Mélenchon président, il se révèlerait aussitôt un Tsipras ou un Blum pour ceux qui ne le savaient pas encore. Mais comme il n'a aucune chance de figurer au second tour et encore moins de l'emporter le 7 mai, la question ne se pose pas.

Du coup appeler à voter pour Mélenchon ne peut contribuer qu'à faire naître de faux espoirs et des illusions trompeuses dans ce charlatan, qui après la défaite au lieu de constituer un encouragement pour la suite se traduiront par une terrible démoralisation.

A quoi cela sert-il d'insister auprès des travailleurs sur le fait que leurs droits politiques sont spoliés, puisqu'ils n'ont même pas conscience que leurs besoins ou aspirations sont légitimes ? Vous ne pensez pas que cela devrait-être la première question qu'on devrait se poser, pourquoi, et quelle en est la signification politique. On leur prête souvent une conscience qu'ils n'ont pas pour ne pas poser les questions qui révèlent une autre réalité, qui à son tour pose d'autres questions beaucoup plus embarrassantes parce qu'elles mettent en cause d'autres acteurs, ces intellectuels pétris de suffisance ou ces dirigeants faillis pour avoir été incapables de les organiser. A suivre.

En Inde, ils goudronnent. Aux Etats-Unis ils dégoudronnent.

Leur modèle de société néolibérale. Confirmation de l'état de délabrement avancé des Etats-Unis.

- Faute de financement, des routes sont dégoudronnées dans plusieurs Etats. L'élue républicaine d'Omaha, Nebraska, (400 000 hab) n'a pas d'autre solution au délabrement que de dégoudronner plusieurs kilomètres de rues : « Nous avons 50 ans de retard dans l'entretien des infrastructures. Elles s'effondrent ». Après les pluies, certains habitants transbahutent des brouettes de gravier pour boucher les ornières. La Société américaine de génie civil (ASCE) affirme que l'état des infrastructures va de « médiocre » à « dangereux ». Elle estime à 2 000 milliards de dollars le coût des rénovations (jusqu'à 4 590 milliards au total, voir page 8). http://www.infrastructurereportcard.org/wp-content/uploads/2017/01/2017-Infrastructure-Report-Card.pdf).

... selon le Watson Institute for International Studies de l'université Brown, le bilan économique de la guerre déclenchée en 2003 par George W Bush pour faire tomber le régime de Saddam Hussein en Irak, pourrait représenter 6.000 milliards de dollars d'ici à 2053 en incluant les intérêts d'emprunts et les pensions aux anciens combattants (et déjà 2.000 milliards de dollars dépensé en 2013). http://www.latribune.fr/actualites/economie/international/20130314trib000754033/6.000-milliards-de-dollars-le-cout-total-de-la-guerre-en-irak.html

Le gouvernement et le parti (PS) les plus va-t-en-guerre, réactionnaires et adeptes de la théorie du complot.

- Syrie : la diplomatie française moins pressée de voir partir Assad. - LeParisien.fr

- Présidentielle : Jean-Marc Ayrault met en garde contre l'"ingérence" russe. - Atlantico.fr

Institutions en quête de légitimité. Elections présidentielles françaises

Benoît Macron et le PS En Marche.

Ca vole et ça siffle bas ! Vous avez aimé Emmanuel Hollande, vous apprécierez Benoît Macron !

- Hamon ne veut pas qu'on siffle Macron, enfin "pas encore". - Le Huffington Post

Alors que le candidat socialiste avait évoqué le nom d'Emmanuel Macron à un moment de son discours, les militants présents ont aussitôt hué dans la salle. "Ah non, par principe, on peut siffler l'extrême droite, la droite corrompue mais là... pas encore", a improvisé Benoît Hamon, déclenchant les rires de l'assistance. Le Huffington Post

- Chronique d'une supercherie ou comment le PS compte sur Emmanuel Macron pour se maintenir au pouvoir - Le Huffington Post

Par Vincent Chriqui, maire de Bourgoin-Jallieu et directeur de campagne de François Fillon.

Le point de départ de cette élection, c'est le bilan catastrophique de François Hollande. Le chômage persistant, le mauvais état des comptes publics, la hausse des impôts, l'insécurité grandissante, l'affaiblissement de la France dans le monde: doté d'une impopularité record, le président n'a même pas été en mesure de se représenter, une première sous la Vème République.

Mais la gauche de gouvernement ne pouvait s'en tenir là. Il est dans la nature d'une organisation politique de chercher à se maintenir au pouvoir coûte que coûte, même après un échec, même contre la volonté d'une immense majorité des Français, et quel qu'en soit le moyen. Ce moyen ne pouvait être Benoît Hamon, le représentant des "frondeurs" qui ont empoisonné la vie du gouvernement. Ce sera donc Emmanuel Macron.

Pour apprécier le stratagème, il faut considérer la présidence de la République dans toutes ses composantes. C'est la clé de voûte de la Vème République et elle ne repose pas que sur un homme: lorsque les électeurs se rendront aux urnes les 23 avril et 7 mai prochains, ils se prononceront sur un candidat mais aussi un projet, un gouvernement, une majorité.

La majorité très incertaine d'Emmanuel Macron? Chacun sait qu'elle ne pourrait que reposer sur une alliance avec le PS.

Un projet, quel projet? Emmanuel Macron a affirmé que "c'est une erreur de penser que le programme est le cœur d'une campagne" et il s'est beaucoup renié. Mais l'homme qui a d'abord construit sa popularité sur son aptitude à remettre en cause les dogmes socialistes (en critiquant les 35 heures, l'ISF, le statut de la fonction publique...) a abandonné toute velléité de réforme au moment de rédiger son programme.

Débarrassé de tout ce qui pourrait déplaire et en particulier de toute économie sur les dépenses, il promet désormais la continuité parfaite de la politique menée jusqu'ici. Difficile d'ailleurs d'imaginer qu'il pourrait en être autrement et que l'homme qui a été le principal inspirateur de la politique économique et sociale de François Hollande, comme conseiller puis comme ministre, puisse incarner la rupture...

S'agissant du gouvernement, la boucle est bouclée avec le soutien apporté par Manuel Valls. Il est d'ailleurs assez pathétique de voir la chronique des ralliements seulement freinée par l'entourage du candidat lui-même, qui demande en coulisses d'éviter un mouvement trop rapide ou trop visible afin de ne pas faire révéler le pot-aux-roses!

Ce ne sont pas les candidats "En Marche" choisis sur internet, totalement inconnus du public et sans aucun ancrage local, qui vont constituer une majorité.

Quant à la majorité très incertaine d'Emmanuel Macron, chacun sait qu'elle ne pourrait, le cas échéant, reposer que sur une alliance avec le PS. Ce ne sont pas les candidats "En Marche" choisis sur internet, totalement inconnus du public et sans aucun ancrage local, qui vont, même à la faveur d'une vague présidentielle, constituer une majorité. Soit un grand nombre de députés PS sortants seront in fine repeints aux couleurs de la majorité présidentielle, soit ils seront agrégés à la majorité après l'élection. De toute façon, Macron ne pourra gouverner qu'avec le PS, et Manuel Valls a d'ailleurs clairement affiché sa volonté d'être à la tête de la future majorité...

Bien sûr les équipes du candidat sont à l'œuvre pour essayer par tous les moyens de mettre en scène le candidat "ni droite ni gauche", mais les faits sont là: aucun député de droite, aucun des 199 députés Les Républicains, ni aucun des 27 députés UDI, n'a parrainé Macron!

Emmanuel Macron est clairement l'héritier de François Hollande par son goût des synthèses molles et sa tendance à dire à chacun ce qu'il veut entendre.

Le candidat en est réduit à afficher quelques élus amers ou recalés du suffrage universel pour essayer de faire illusion. Comme souvent, c'est entre responsables du PS que la cruauté est la plus grande et c'est ce qui a conduit le ministre Thierry Mandon à dire d'Emmanuel Macron que c'était le "premier candidat qui voulait faire la révolution en s'appuyant sur le musée Grévin". Et quant au candidat lui-même, enfin, il a beau tenter par tous les moyens de tenir à distance François Hollande, il est clairement l'héritier du président de la République par son goût des synthèses molles et sa tendance à dire à chacun ce qu'il veut entendre. Emmanuel Macron doit tout à François Hollande qui a dit de lui: "Macron c'est moi". On ne saurait être plus clair. Aujourd'hui, la supercherie apparaît clairement. Voter Macron c'est continuer avec cinq ans de plus de socialisme: cinq ans de plus de non réforme économique, de dérive des comptes publics, de laxisme face à l'insécurité. Les Français, dans leur immense majorité, ne veulent pas de cette issue. C'est pourquoi je suis persuadé qu'ils choisiront le seul projet d'alternance pour notre pays: celui de François Fillon. Le Huffington Post 31.03

Macron : les grands mots sans grands remèdes - LePoint.fr

Il parlait naguère sans langue de bois. Devenu candidat, le fondateur d'En marche ! a lissé son discours alors que le pays a besoin d'une thérapie de choc. LePoint.fr

#Macronitude : la cyberguerre qui va faire vaciller Macron - LePoint.fr

Une campagne à l'encontre du candidat d'En marche !, menée par les fillonistes, sera lancée ce week-end selon "Le Parisien". Elle associe Macron à Hollande. LePoint.fr 31.03

Fillon.

Sondage présidentielle: Fillon réduit l'écart avec Macron et Le Pen - AFP

François Fillon ("2) redresse la barre et réduit l'écart qui le sépare d'Emmanuel Macron (-1) et Marine Le Pen (-1), en légère baisse, au 1er tour de l'élection présidentielle, selon un sondage BVA-Salesforce diffusé samedi.

Le candidat d'En Marche!, avec 25% d'intentions de vote, et celle du Front national, créditée de 24%, sont toujours au coude-à-coude pour la première place.

Encore loin derrière, le candidat de la droite gagne pour sa part deux points en une semaine à 19% et enraye plusieurs semaines de baisse liée aux soupçons d'emplois fictifs de membres de sa famille, selon cette enquête menée pour Orange et la presse régionale.

A gauche, l'écart se creuse entre Jean-Luc Mélenchon, qui gagne un point à 15% d'intentions de vote, et Benoît Hamon, stable à 11,5%.

Le souverainiste Nicolas Dupont-Aignan perd un point à 3%, Nathalie Arthaud en gagne 0,5 à 1% et les autres candidats recueillent au mieux 0,5% d'intentions de vote. 7% des personnes interrogées n'ont pas exprimé d'intentions de vote.

Au total, 38% (-2) des Français interrogés prévoyant de voter n'expriment pas d'intentions de vote ou disent pouvoir changer d'avis. 74% se disent aujourd'hui intéressés par l'élection présidentielle, sans changement.

Commentaire d'un internaute.

- "Sondage du journal le Point se vendredi ou Fillon perd deux points a 17% au contraire de celui de BVA qui lui accorde deux point de plus.Il y a la une certaine contradiction entre deux sondeurs."

Les juges n'ont pas fait l'affaire Fillon, mais ils devraient cibler avec plus d'équité la gauche et la droite - Le Huffington Post

Cette campagne présidentielle est passionnante, renversante et atypique. Qui aurait pu prévoir qu'un deuxième tour plausible pourrait opposer Emmanuel Macron à Marine Le Pen? Que la droite classique pourrait n'avoir aucun représentant dans la joute finale, que Benoît Hamon, avec des déserteurs le fuyant, irait de mal en pis et que Jean-Luc Mélenchon se sentirait pousser des ailes au point de briguer une troisième place en reléguant François Fillon?

Tout évidemment peut encore bouger, notamment pour Emmanuel Macron dont la fiabilité du projet économique est

vivement contestée et dont l'inquiétude est perceptible sur un autre plan: certes François Bayrou a fait alliance avec lui mais son mouvement apparaît de plus en plus comme la béquille d'un socialisme qui considère que son sauveur est paradoxalement un continuateur de François Hollande et un adepte de la réforme douce.

Manuel Valls vient de le rejoindre, en violation de son engagement pour la primaire, et "En Marche!" à force de recycler à gauche va persuader les citoyens qu'Emmanuel Macron n'est ni de droite ni de droite. Dérangeant pour quelqu'un qui a construit sa montée sur le dépassement des frontières traditionnelles et s'en est vanté!

Une victoire d'Emmanuel Macron signerait l'écroulement de la droite et de la gauche - Le Huffington Post

Fillon mitraille Macron, appelle à "casser la baraque" - Reuters

- Service national de Macron: des "centres aérés" pour grands, selon Fillon - AFP

Taxant ses adversaires d'"immaturité" ou d'"irréalisme", François Fillon s'est posé de son côté en homme d'expérience, comme ancien Premier ministre (2007-2012) et ancien président de la Commission de la Défense à l'Assemblée nationale.

"Notre pays ne peut pas se permettre de confier cette responsabilité (de chef des armées) à un président de la République qui se prétend lui-même immature, inexpérimenté, ou à un président enfermé dans des schémas idéologiques irréalistes", a asséné François Fillon.

"Nous ne pouvons nous permettre d'appliquer aux relations avec les autres puissances le "marketing du vide"", a-t-il ajouté. AFP 31.03

Mélenchon

Dommage qu'on n'ait jamais eu un dirigeant ayant l'éloquence ou le charisme de l'illusionniste Mélenchon.

Volatile en perdition.

- Sondage: Mélenchon écrase Hamon et talonne Fillon - AFP

Jean-Luc Mélenchon distancerait Benoît Hamon au 1er tour de l'élection présidentielle, avec 16% d'intentions de vote, et talonne désormais François Fillon, loin derrière le duo de tête Emmanuel Macron/Marine Le Pen, selon un sondage Odoxa publié vendredi.

Jean-Luc Mélenchon creuse l'écart avec Benoît Hamon, le candidat socialiste à la dérive à seulement 8% (-4,5), selon cette enquête pour Le Point et Dentsu consulting.

17% des personnes interrogées n'ont pas exprimé d'intentions de vote au 1er tour.

Seuls 58% des électeurs potentiels de Jean-Luc Mélenchon se disent cependant sûrs de leur choix, contre 85% de ceux de Marine Le Pen, 84% de ceux de François Fillon, 69% de ceux d'Emmanuel Macron et 61% de ceux de Benoît Hamon. AFP 31.03

Sondage présidentielle: Mélenchon incarne le mieux la gauche - AFP

Les Français pensent que Jean-Luc Mélenchon est le candidat à l'élection présidentielle qui incarne le mieux "les idées et les valeurs de la gauche", selon un sondage Ifop publié par le Journal du Dimanche (JDD).

En famille. L'ONU serait le "seul organe légitime pour assurer la sécurité collective"... de l'Etat sioniste !

Service et OTAN: Mélenchon détaille son programme de défense - AFP

Rétablissement du service national, dénucléarisation militaire, développement de l'arme "cyberguerrière", sortie de l'Otan: Jean-Luc Mélenchon a détaillé vendredi ses propositions de défense accompagnant sa vision géopolitique du monde.

Il propose de rétablir un service national de 9 à 12 mois, obligatoire (sauf maladie et objection de conscience) pour garçons et filles entre 18 et 25 ans, rémunéré au Smic.

Un quart des jeunes mobilisés pourra choisir une composante militaire, les autres ouront pour options la police de proximité, la

sécurité civile, les associations labellisées d'intérêt général, etc. Les jeunes conscrits ne seront pas envoyés en opérations extérieures.

"Il n'y a personne en Europe à part votre serviteur qui dit que l'avenir de la défense, de sa patrie (...) est de sortir de l'Otan et de sortir de cet engrenage militaire!", argumente le candidat. Pour lui, c'est à l'ONU de devenir le "seul organe légitime pour assurer la sécurité collective". Il refuse donc toute construction d'une "défense européenne" qu'il assimile à "une guerre contre la Russie". AFP 31.03

Selon Mélenchon l'ONU serait le "seul organe légitime pour assurer la sécurité collective", Netanyahu et Trump ne devraient pas le désapprouver.

En complément.

- Israël : Benjamin Netanyahu, libre de grignoter la Palestine - LePoint.fr

Malgré une résolution de l'ONU, le Premier ministre israélien a annoncé la construction d'une nouvelle colonie en Cisjordanie. Une première en 25 ans. LePoint.fr 31.03

Ils osent tout

- Emmanuel Macron est le seul candidat à proposer une politique étrangère digne de la France - Le Huffington Post

- A Sarcelles, Hollande exprime sa "grande fierté" sur l'école - AFP

François Hollande a déclaré vendredi à Sarcelles éprouver une "grande fierté" face à son bilan sur l'école, estimant avoir "tenu (ses) engagements" sur ce terrain, notamment dans les quartiers populaires. AFP

- Bayrou déplore une campagne "hystérisée" par le camp Fillon. - Reuters

- Guantanamo: les images du gavage forcé d'un détenu resteront secrètes - AFP

Une cour d'appel à Washington a refusé vendredi d'ordonner au gouvernement américain de publier des vidéos montrant un prisonnier de la base militaire de Guantanamo être nourri de force. AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Equateur

- Le camp présidentiel revendique la victoire en Equateur - Reuters

Lenin Moreno, dauphin du président socialiste sortant Rafael Correa, a revendiqué la victoire à l'élection présidentielle organisée dimanche en Equateur mais son adversaire soutenu par la droite, l'ancien banquier Guillermo Lasso, a contesté les résultats et réclamé un nouveau décompte.

Lenin Moreno a récolté 51,1% des suffrages contre 48,9% pour Guillermo Lasso, a annoncé la commission électorale après dépouillement d'un peu plus de 95% des bulletins. La commission s'est cependant abstenue de proclamer un vainqueur.

Après s'être déclaré victorieux sur la base d'un sondage sortie des urnes, Guillermo Lasso a dénoncé ces résultats, qui interrompent le mouvement de balancier à l'oeuvre en Amérique latine par lequel la droite est revenue au pouvoir en Argentine, au Brésil et au Pérou.

"Ils ont franchi une limite", a réagi le candidat conservateur devant ses partisans réunis dans un hôtel dans sa ville de Guayaquil, sur la côte.

"Nous allons défendre la volonté du peuple équatorien face à cette tentative de fraude", a-t-il ajouté, en s'étonnant de la rapidité avec laquelle les résultats ont été annoncés quand il avait fallu plusieurs jours après le premier tour en février.

Plusieurs centaines de ses partisans se sont rassemblés devant les locaux de la commission électorale aussi bien à Quito, la capitale, qu'à Guayaquil, en agitant des drapeaux de l'Equateur tout en scandant "Non à la fraude" et "Nous ne voulons pas être le Venezuela".

Le président vénézuélien Nicolas Maduro, lui-même accusé de pratiques dictatoriales par ses opposants dans un pays en pleine crise économique, a multiplié les messages de félicitations pour Lenin Moreno sur Twitter.

La police de Guayaquil a tiré des grenades lacrymogènes pour empêcher des manifestants de briser un cordon de sécurité devant les locaux de la commission électorale, a rapporté un journaliste de Reuters.

Ignorant cette contestation, Lenin Moreno a célébré dès dimanche soir les résultats de l'élection avec ses partisans.

"A partir de maintenant, travaillons pour le pays! Nous tous!", a-t-il lancé à la foule de ses soutiens rassemblée à Quito. Aux côtés du chef de file de la gauche, en fauteuil roulant depuis qu'il a été blessé par balles dans une attaque à main armée en 1998, figuraient son colistier et actuel vice-président Jorge Glas ainsi qu'un Rafael Correa radieux.

"La révolution a une nouvelle fois triomphé en Equateur", a tweeté ce dernier, qui a annoncé qu'il s'installerait en Belgique, le pays de son épouse, à l'issue de son mandat. "La droite a perdu, malgré ses millions et ses médias."

Au premier tour, le 19 février, l'ancien vice-président, de 2007 à 2013, est arrivé en tête avec 39,35% des voix; il ne lui aurait fallu que 40% pour être directement élu et s'épargner un second tour qui s'annonçait plus difficile du fait des reports de voix anticipés.

Après une décennie de "socialisme corréiste", et sur fond de récession économique liée à la baisse des cours du pétrole, les électeurs devaient trancher entre la poursuite des politiques du président sortant que porte Lenin Moreno, âgé de 64 ans, ou la rupture libérale qu'entend mener l'ancien président de Banco de Guayaquil (1994-2012).

Paraguay

- Les manifestations de vendredi ont fait un mort au Paraguay - Reuters

Les troubles qui ont éclaté au Paraguay après un vote secret du Sénat autorisant une modification de la Constitution permettant au président Horacio Cartes d'être candidat à un second mandat, ont fait un mort.

Rodrigo Quintana, un manifestant de 25 ans, a été tué par une balle en caoutchouc tirée par la police, a annoncé l'opposition paraguayenne. Selon son médecin, le manifestant a été gravement blessé à la tête. Le ministère de l'Intérieur a promis l'ouverture d'une enquête.

Vendredi, à la suite du vote à huis clos des sénateurs, des manifestants ont pris d'assaut le Congrès (Parlement) et ont déclenché un incendie à l'intérieur du bâtiment,

Les troubles devraient se poursuivre. Samedi, des manifestants venus de l'intérieur du pays, étaient en train d'arriver dans la capitale.

Les pompiers ont réussi à contrôler les flammes après le départ des manifestants vendredi soir, mais les heurts se sont poursuivis dans d'autres quartiers d'Assomption et d'autres localités du pays jusqu'aux premières heures de samedi.

Des magasins et des bâtiments publics ont été saccagés. Environ 200 manifestants ont été arrêtés, a annoncé la police.

Plusieurs politiques et journalistes ont été blessés, a rapporté la presse. La police compte des blessés dans ses rangs, a annoncé le ministre de l'Intérieur, Tadeo Rojas.

Un député ayant participé aux manifestations de vendredi après-midi a été opéré après avoir été touché par des balles en caoutchouc.

Ceux qui sont opposés à la modification de la Constitution estiment que les institutions démocratiques risquent d'être affaiblies et estiment que le vote à huis clos du Sénat est illégal.

L'amendement va maintenant être porté devant la Chambre des députés, où il semble qu'il bénéficie d'un fort soutien. Le vote, qui devait avoir lieu samedi matin, a été reporté, le temps que le calme revienne, a annoncé le président de la Chambre, Hugo Velazquez.

Vénézuela

- Au Vénézuela, la Cour suprême recule pour tenter de calmer le jeu - Reuters

La Cour suprême du Venezuela est revenue samedi sur sa décision controversée d'assumer les pouvoirs de l'Assemblée nationale, une initiative qui avait été critiquée à l'étranger que l'opposition avait qualifiée de "coup d'Etat".

Prise mercredi soir, la décision de la Cour suprême de se substituer à l'Assemblée nationale, où l'opposition est majoritaire, a suscité un regain de tension dans un pays où les opposants au président socialiste Nicolas Maduro tentent depuis des mois d'obtenir la tenue d'un référendum révocatoire visant à écourter son mandat.

La Cour suprême a annulé ses deux décisions controversées dans la matinée, a indiqué le gouvernement. Son président Maikel Moreno devait s'adresser à la nation dans la journée.

"La controverse est close", avait déclaré le président Nicolas Maduro, peu après minuit devant le Conseil de défense du gouvernement qui avait été réuni pour "inviter" la Cour suprême à réexaminer sa décision.

La décision du président pourrait ne pas être suffisante pour apaiser la colère de la population.

"On ne peut prétendre simplement normaliser la nation après avoir réalisé un 'coup d'Etat'", a déclaré Julio Borges, président de l'Assemblée nationale. Il a déchiré en public cette semaine les décisions controversées de la Cour suprême et a refusé d'assister au Conseil de défense où siègent les présidents des principales institutions du pays.

Ayant déjà annulé la plupart des mesures prises par le Congrès depuis sa prise de contrôle par l'opposition en 2015, la Cour suprême pro-Maduro a fait un pas de plus mercredi en décidant de reprendre les fonctions de l'Assemblée nationale parce que la loi n'avait pas été respectée.

Elle soutenait ne pas avoir eu d'autre choix au motif que le Parlement ne s'était pas séparé de trois députés de l'opposition accusés d'avoir acheté des voix lors des élections législatives de 2015.

Les pressions internationales se sont également accrues. A la suite de l'Organisation des Etats américains (OEA) qui avait réagi jeudi, l'Argentine a annoncé que les ministres des Affaires étrangères des pays du Mercosur se réuniraient ce samedi pour discuter de la situation au Venezuela.

De Genève, le Haut Commissaire de l'Onu aux droits de l'homme, le Jordanien Zeid Ra'ad al Hussein, a demandé à la Cour suprême de reconsidérer sa décision. D'autres condamnations sont aussi venues des Etats-Unis et de l'Union européenne.

La décision de la Cour suprême devrait apaiser les tensions dans l'immédiat, mais les opposants au président Maduro, au Venezuela et à l'étranger, n'ont toujours pas digéré que les autorités aient empêché la tenue d'un référendum révocatoire l'an dernier et reporté les élections locales prévues pour 2016.

L'opposition demande désormais que l'élection présidentielle de l'an prochain soit avancée et que les élections locales se tiennent effectivement.

Samedi, l'Assemblée nationale tenait une réunion en plein air à Caracas, à laquelle participaient plusieurs centaines de sympathisants de l'opposition.

Dès avant les événements de cette semaine, le secrétaire général de l'OEA, Luis Almagro, s'est dit favorable à une suspension du Venezuela, mais il est peu probable qu'il réunisse les deux tiers des voix nécessaires. Une réunion spéciale de l'OEA est prévue lundi à Washington.

Colombie

- Colombie: manifestations contre le gouvernement de Santos - AFP

Des milliers de personnes ont manifesté samedi dans les principales villes de Colombie contre le gouvernement du président Juan Manuel Santos, à l'initiative de son prédécesseur Alvaro Uribe et des opposants au processus de paix avec les Farc.

Les manifestants ont défilé sur des slogans comme "Plus jamais Santos!", "Santos dehors", "Défendons la démocratie" ou encore "Sauvons la Colombie du socialisme", en réclamant notamment le départ de M. Santos, récompensé par le Nobel de la

Paix pour ses efforts visant à mettre fin à ce conflit armé avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc, marxistes), la plus ancienne guérilla du pays.

Le gouvernement du président Santos a signé fin novembre, à l'issue de quatre années de négociations à Cuba, un accord de paix avec les Farc, qui comptent environ 7.000 combattants.

Alvaro Uribe, qui a dirigé le pays de 2002 à 2010, a défilé dans son fief politique de Medellin, la deuxième ville du pays, accusant l'accord de paix de garantir un "impunité totale" aux guérilleros auteurs de crimes graves.

A Bogota ont notamment défilé l'ancien président Andrés Pastrana (1998-2002), ainsi que l'ancien vice-président de M. Uribe, Francisco Santos.

Brésil

- La contestation continue au Brésil - euronews.com

Des dizaines de milliers de Brésiliens sont redescendus manifester dans les rues vendredi pour protester contre les mesures d'austérité imposées par le gouvernement du président Michel Temer, un "échauffement" avant la grève générale convoquée pour fin avril, estiment les syndicats.

"Aujourd'hui est un nouveau jour de manifestations contre la réforme des retraites, la législation du travail et toutes les attaques que le gouvernement Temer et ses alliés commettent contre les travailleurs", a déclaré à l'AFP Marcella Azevedo, leader du Mouvement des Femmes en lutte, aux côtés d'étudiants, professeurs, syndicalistes et militants de gauche qui défilaient à Sao Paulo.

Des manifestations se sont également déroulées à Brasilia, Rio de Janeiro, Belo Horizonte et dans d'autres grandes villes du pays. Des dizaines de milliers de Brésiliens avaient déjà manifesté leur colère le 15 mars dans tout le pays, notamment contre le projet de réforme des retraites.

Les syndicats ont estimé que les manifestations de vendredi étaient "un échauffement" avant la grève générale convoquée pour le 28 avril.

Arrivé au pouvoir en 2016, après la destitution de la présidente de gauche Dilma Rousseff, Michel Temer a lancé une série de mesures d'austérité impopulaires pour tenter de relancer l'économie du Brésil. Après avoir fait approuver par le Congrès le gel des finances publiques sur 20 ans, l'autre réforme phare prévoit d'élever l'âge minimum de départ à la retraite à 65 ans, un changement radical dans un pays où les travailleurs peuvent s'arrêter à 54 ans. Cette dernière mesure, discutée au Congrès, crée de fortes résistances, même au sein de la base alliée au président Temer.

Les résultats des réformes du gouvernement se font attendre et le chômage a battu dans la période de décembre à février un nouveau record, touchant 13,5 millions de personnes (13,2% de la population active), selon des données divulguées vendredi.

Serbie

- Le Premier ministre serbe donné élu président dès le premier tour - Reuters

Le Premier ministre serbe, Aleksandar Vucic, a été élu dimanche président de la république dès le premier tour, avec 55% des voix, confirmant sa suprématie politique dans l'ancienne république yougoslave.

Son plus proche adversaire, l'ex-médiateur de la république pour les droits de l'homme Sasa Jankovic, est relégué à près de quarante points, avec un peu plus de 16% selon les projections des instituts Ipsos et CRTA.

Agé de 47 ans, le chef du gouvernement, candidat du Parti progressiste de Serbie (SNS), abordait ce scrutin en grand favori, profitant de la dispersion de l'opposition. Les projections diffusées dimanche soir confirment sa domination sans conteste sur la Serbie, qu'il veut faire entrer dans l'Union européenne tout en préservant des relations privilégiées avec la Russie.

"Pour moi, il est important que cette élection ait démontré qu'une large majorité de Serbes privilégient la poursuite de notre voie européenne tout en maintenant des liens étroits avec la Chine et la Russie", a-t-il dit devant ses partisans.

L'ex-nationaliste qui s'est mué en partisan de l'intégration européenne s'apprête à assumer une fonction en théorie honorifique en Serbie. Mais les analystes estiment qu'il continuera à détenir la réalité du pouvoir en contrôlant le SNS.

Aux yeux de ses partisans, le Premier ministre dispose du sang-froid et de la fermeté nécessaires face au manque de stabilité régionale dans les Balkans.

Ses adversaires l'accusent en revanche de penchants autoritaires comme en témoigne à leurs yeux sa mainmise sur les médias depuis que son parti est arrivé au pouvoir en 2012 et que lui-même a accédé à la tête du gouvernement il y a trois ans.

"S'il n'y pas de second tour, c'est que nous vivons dans une société politiquement immature", a commenté le sociologue Jovo Bakic sur la chaîne de télévision N1. "Où ailleurs dans le monde n'y a-t-il pas de second tour ? En Corée du Nord."

Aleksandar Vucic rejette ces accusations mais peine à faire oublier son passé dans les derniers jours de l'ex-Yougoslavie. Alors âgé d'un peu moins de 30 ans, il était un ministre redouté de l'Information dans le gouvernement de Slobodan Milosevic, chargé de faire respecter la législation draconienne destinée à museler toute voix critique contre l'exécutif durant la guerre au Kosovo en 1998-1999. Considérée à l'Ouest comme un Etat paria pendant les conflit guerres qui ont suivi l'éclatement de la Yougoslavie dans les années 1990, la Serbie a ouvert des négociations d'adhésion avec l'Union européenne et espère les boucler d'ici 2019.

Dans une interview accordée à Reuters à une semaine du scrutin, Aleksandar Vucic a déclaré que la Serbie était déterminée à rejoindre l'UE mais a ajouté qu'il voulait aussi améliorer les relations avec la Russie, l'allié traditionnel de Belgrade.

Arménie

- Arménie: le parti au pouvoir largement en tête des législatives - AFP

Le parti au pouvoir en Arménie arrive largement en tête des élections législatives organisées dimanche dans cette ex-république soviétique, selon des résultats partiels de la Commission électorale centrale portant sur la moitié des bureaux de vote.

Ces législatives sont les premières organisées en Arménie après une réforme constitutionnelle controversée visant à instaurer un régime parlementaire.

Alors que les bulletins avaient été dépouillés dans 50,4% des bureaux de vote, le Parti républicain du président arménien Serge Sarkissian arrivait en tête avec 50,43% des voix, et la coalition d'opposition menée par l'homme d'affaires Gaguik Tsaroukian obtenait 28,29%, a indiqué lundi la Commission électorale centrale.

"Selon les premiers résultats des élections, le Parti républicain a toutes les chances de former le nouveau gouvernement", a déclaré lors d'une conférence de presse le porte-parole du parti, Edouard Charmazanov.

Le parti nationaliste Dachnaktsoutioun obtenait 6,88% des voix, selon ces mêmes résultats partiels, et devrait donc lui aussi entrer au Parlement.

Le taux de participation a été de 60,86%.

Avant la publication de ces résultats partiels, un sondage effectué à la sortie des bureaux de vote après leur fermeture dimanche à 16h00 GMT, réalisé par l'Association des Sociologues d'Arménie et le groupe Baltic Surveys/Gallup International, attribuait 46% des voix au Parti républicain et 25% à la coalition de l'opposition.

Le scrutin, surveillé par les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), constitue un test pour la démocratie dans cette ancienne république soviétique de 2,9 millions d'habitants qui n'a jamais connu un transfert de pouvoir à l'opposition via un processus électoral.

Gaguik Tsaroukian, l'un des hommes d'affaires les plus riches du pays, a bâti sa campagne sur des promesses de réduire les prix du gaz et de l'électricité et d'augmenter les salaires des fonctionnaires et les retraites.

Au total, cinq partis et quatre coalitions étaient en lice pour 101 sièges du Parlement. Dans ce scrutin proportionnel, un parti doit obtenir 5% pour être représenté au Parlement, tandis qu'une coalition doit obtenir au moins 7%.

L'opposition a fait état de fraudes. Le ministère de l'Intérieur a annoncé dimanche à la mi-journée avoir reçu 320 plaintes pour violations des procédures du vote.

"Nous avons observé de nombreuses irrégularités dans les bureaux, des violations du secret du vote, et des votes multiples", a déclaré à l'AFP Hovsep Khourchoudian, un dirigeant d'une des coalitions d'opposition.

Pendant la campagne électorale, la délégation de l'Union européenne en Arménie et l'ambassade des Etats-Unis ont exprimé dans un communiqué commun leur "inquiétude face aux informations faisant état d'intimidation des électeurs, d'achat de votes et de l'utilisation des ressources de l'administration en faveur de certains partis".

"J'ai voté pour le Parti républicain, parce que le Premier ministre Karen Karapetian est un homme énergique avec des idées neuves", a déclaré Svetlana Sarkissian, 37 ans, à la sortie d'un bureau de vote à Erevan.

En revanche, Garnik Mnatsakanian, 69 ans, dit avoir "voté pour Tsaroukian parce qu'il se préoccupe vraiment de la vie des gens ordinaires".

La plupart des partis en lice ont fait campagne sur des thèmes comme les emplois, les salaires, les retraites, dans un pays où près de 30% de la population vit sous le seuil de pauvreté.

Le souvenir des violences post-électorales qui ont secoué le pays il y a huit ans est encore présent, et le gouvernement a promis de tenir cette fois un scrutin exemplaire pour élire "un Parlement en qui la société aura confiance".

Le président Serge Sarkissian, dont l'élection en 2008 a donné lieu à des affrontements entre la police et des partisans de l'opposition ayant fait 10 morts, a assuré à l'AFP avoir fait "d'énormes efforts pour que le vote crucial (de dimanche) soit impeccable".

La réforme constitutionnelle de 2015, initiée par le président et adoptée à l'issue d'un référendum contesté, prévoit de diminuer les pouvoirs de l'exécutif et d'accroître ceux du Parlement après la fin du second et dernier mandat de Serge Sarkissian, fin 2018.

L'opposition y voit surtout une façon de permettre à Serge Sarkissian, 62 ans, de maintenir son emprise sur le pays en changeant de casquette l'année prochaine, prenant la direction effective de son parti politique.

Birmanie

- Birmanie: le gouvernement de Suu Kyi résiste aux législatives partielles - AFP

Le gouvernement d'Aung San Suu Kyi, qui peine à relancer la Birmanie, a remporté de nombreux sièges lors des législatives partielles, mais a été battu dans des régions habitées par les minorités ethniques, selon les résultats annoncés dimanche.

Les élections de samedi étaient considérées comme un premier test électoral pour la "Dame de Rangoun" et son parti, la Ligue nationale pour la démocratie (NLD), après un an d'exercice du pouvoir.

Pendant des décennies, la Birmanie a vécu sous la dictature militaire et rêvé de démocratie. Les attentes des Birmans étaient donc très fortes après les élections historiques de novembre 2015 qui ont porté au pouvoir Aung San Suu Kyi.

Après une année au sommet de l'Etat, Suu Kyi reste une figure très largement adulée mais des dents commencent à grincer.

Le processus de paix est au point mort et les perspectives économiques ne sont pas bonnes. La croissance ralentit et l'investissement étranger devrait diminuer pour la première fois en quatre ans, tandis que le pouvoir d'achat des Birmans est grignoté par une inflation à deux chiffres.

La majorité parlementaire de la NLD n'était pas menacée par les élections de samedi, qui visaient à pourvoir 19 sièges essentiellement laissés vacants car leurs titulaires avaient été promus au gouvernement.

La NLD a selon les premiers résultats conservé ses positions autour de Rangoun et dans les régions centrales plus au nord, s'imposant dans neuf scrutins selon Hla Thein, président de la Commission électorale de l'Union.

Mais elle a essuyé une défaite embarrassante dans des régions plus lointaines, notamment dans celles hébergeant des minorités ethniques et où la violence a persisté en dépit des promesses d'Aung San Su Kyi de rétablir la paix.

La défaite la plus embarrassante pour la NLD lui a été infligée dans l'Etat Mon (sud) par le mouvement soutenu par l'armée USDP qu'elle avait largement battu dans la même circonscription il y a un an.

Dans l'Etat de Rakhine (ouest), à nouveau déchiré par un conflit ethnique et religieux, la NLD a été battue par le leader du parti local Arakan, connu pour son intransigeance vis-à-vis de la minorité musulmane Rohingya, et qui a remporté un siège à la chambre basse du Parlement birman.

L'élite politique et économique birmane, dont le NLD et l'armée, est depuis longtemps dominée par l'ethnie majoritaire Bamar, et régulièrement accusée de vouloir écraser les cultures des minorités locales.

Ces tensions génèrent régulièrement des violences, comme dans l'état de Rakhine à nouveau déchiré depuis octobre dernier et l'émergence d'une nouvelle rébellion de la minorité musulmane Rohingya, réprimée dans le sang par l'armée.

Quelque 75.000 Rohingyas ont depuis fui ces violences militaires, que des enquêteurs de l'ONU ont qualifiées de possibles crimes contre l'humanité.

Dans le nord-est, le parti local Shan a gagné plusieurs sièges dans des régions où le vote a été annulé en 2015 en raison des violences.

Le NLD et l'USDP ont également gagné chacun un siège au Parlement régional.

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1- Appel à la grève dans les boutiques SFR - La Tribune

Les salariés de SFR Distribution, la filiale de SFR s'occupant des boutiques, sont appelés à faire grève et se rassembler samedi devant les points de vente dans plusieurs villes pour des revendications.

2- Les salariés de Vélib' veulent "perturber le système" - BFM Business

Les salariés de Vélib' ont promis de perturber le système de vélo en partage afin d'obtenir des garanties pour le maintien de leur emploi, alors que le marché, actuellement détenu par JCDecaux, pourrait être repris par Smoove.

3- Les agents du Centre Pompidou sont en grève non pas pour eux-mêmes mais pour la pérennité du musée - huffingtonpost.fr

A l'appel de deux organisations syndicales -FO et l'UNSA- les agents du Centre Pompidou se sont mis en grève. L'établissement a été fermé au public, et le dîner annuel des amis du musée national d'art moderne, si important pour le musée, n'a pas pu avoir lieu, pour la première fois depuis sa création.

Ce qui est en cause, dans ce mouvement, c'est la volonté du ministère de la culture et de la communication d'imposer au Centre Pompidou de recruter des fonctionnaires alors que, depuis l'origine, le personnel du Centre est composé uniquement d'agents contractuels. huffingtonpost.fr

4- La CFDT devient le premier syndicat dans le privé - latribune.frr

Fait inédit, la CGT a perdu sa place de première organisation syndicale dans le privé au profit de la CFDT. Selon les données du ministère du Travail. A l'issue des élections déterminant la représentativité, la CFDT a obtenu 26,37% des suffrage et la CGT 24,85%.

Le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, ne pouvait pas cacher sa joie, saluant un résultat « historique ». On peut le comprendre.... Son organisation syndicale est devenue la première dans le secteur privé aux dépens de la CGT qui recule d'une place. C'est « La » principale information, après la publication par le ministère du Travail des résultats de la mesure de la représentativité syndicale qui intervient désormais tous les quatre ans à la suite d'une réforme de intervenue en 2008. La CFDT a recueilli 26,37% des suffrages, la CGT 24,85%, FO 15,59%, la CFE-CGC 10,67% et la CFTC 9,49%. Savoir quelles organisations peuvent négocier des accords interprofessionnels

Déjà, lors de la première mesure d'audience en 2013, la CGT et la CFDT s'étaient retrouvées au coude à coude, il s'en était fallu d'un cheveu : 26,77% des voix pour la CGT, 26% pour la CFDT, suivies de FO (15,94%), la CFE-CGC (9,43%) et la CFTC (9,3%).

Parmi les syndicats dits non-représentatifs - ceux qui ont fait moins de 8% des voix -, l'Unsa est montée à 5,35% (4,26% en 2013) et Solidaires est restée stable à 3,46% (3,47%).

Si, cette fois on se concentre sur le poids "relatif", qui prend en compte le seul périmètre des syndicats jugés représentatifs au plan national, la CFDT a recueilli 30,32%, la CGT 28,57%, FO 17,93%, la CFE-CGC 12,27% et la CFTC 10,91%.

C'est ce poids relatif qui est valable pour apprécier si accord interprofessionnel est considéré comme majoritaire. C'est également à partir de ces résultats que les postes de conseillers prud'homaux (collèges salariés) sont répartis depuis la suppression des élections prud'homales. Mais comment, dans le détail, est appréciée cette représentativité syndicale ? Celle-ci a été décidée par une loi d'août 2008. Jusque ici, depuis un arrêté de 1966, seuls les syndicats affiliés aux 5 organisations syndicales CGT, CFDT, CFTC, FO et, pour les cadres, la CFE-CGC, bénéficiaient d'une représentativité de droit ce qui signifiait que ces syndicats n'avaient pas besoin de faire la preuve de leur représentativité pour avoir un délégué syndical dans une entreprise et pour négocier des accords (entreprises et branches). A l'inverse, d'autres syndicats non affiliés à ces confédérations devaient faire la preuve de leur représentativité, les syndicats SUD par exemple. Depuis 2008 donc, à l'issue d'une période transitoire, ces règles sont révolues. Tous les syndicats sont placés sur un même pied d'égalité. Il n'y a plus de "présomption irréfragable de représentativité".

Le nouveau critère principal: les résultats aux élections

Pour éviter toute les contestations possibles et pour mettre fin à l'éternel débat sur la représentativité syndicale, le principe qui prévaut, c est le nombre de voix recueillies lors de différentes élections : les institutions représentatives du personnel dans les grandes entreprises, le vote de représentativité dans les très petites entreprises (qui a eu lieu fin 2016) et, pour les branches relevant du secteur de l'agriculture, les élections dans les chambres agricoles.

Ce vendredi 30 mars, le ministère du Travail a donc révélé les résultats « agglomérés » de ces différents scrutins. Ils permettent donc de savoir quelles sont les organisations représentatives dans chacun des quelques 800 branches professionnelles et au niveau national.

Au niveau de la branche, le seuil de représentativité pour négocier un accord est fixé à 8%. Idem au niveau national, on l'a dit. Au total, plus de 5,66 millions de salariés du privé se sont exprimés, soit un taux de participation de 42,76%. C'est 195.518 salariés de plus que lors de la précédente mesure de l'audience syndicale. La CGT reste en tête si l'on additionne secteurs public et privé

La CFDT est donc désormais la première organisation syndicale dans le privé. Mais sa percée a surtout eu lieu dans les établissements de plus de 11 salariés. En effet, la CGT reste la première organisation auprès des salariés des TPE (25,12%), devant la CFDT (15,49%). La CGT est aussi en tête dans le secteur public.

Ce qu'a tenu a précisé Philippe Martinez, le secrétaire général de la centrale : "C'est un résultat qui montre que ce qu'on craignait, c'est-à-dire qu'on a un déficit d'implantation qui se confirme (...). Mais quand on prend le public et le privé, la CGT reste la première organisation syndicale".

Il est certain que la CGT a dû pâtir auprès des salariés du flottement constaté à la tête de la confédération depuis le départ de Bernard Thibault en 2013... Et sa succession totalement ratée qui s'est traduite par « l'affaire Thierry Lepaon », le nouveau secrétaire général débarqué en 2015 et remplacé par Philippe Marinez.

Reste que pour le prochain président de la République, alors que des réformes sociales importantes s'annoncent, c'est plutôt un atout d'avoir la « réformiste » CFDT comme première organisation dans le privé... latribune.fr 31.03

Haut de page

Le 5 avril 2017

CAUSERIE

Vous m'excuserez (une fois de plus, mais vous devez y être habitués) de ne pas tenir compte des susceptibilités des uns et des autres, de ne rien laisser passer, de ne pas flatter la médiocrité, les temps sont durs, la réalité est pénible, la situation insupportable, je sais, merci, ici aussi en Inde on est servi.

Cela ne vous soulagera pas si je vous dis que c'est mille fois pire que chez vous en France, notre seule lot de consolation, si je puis dire, c'est de rester honnête et digne, de ne pas verser dans l'agressivité ou la haine aveugle.

Plein de gens tiennent des discours dont ils ne croient pas un mot, cela se sent d'ici sans avoir à supporter leur haleine fétide, hormis Poutou qui est bien sympathique mais plutôt léger, inconsistant, et Arthaud qui est aussi cruche que Laguiller. Nos

pires ennemis ne sont pas ceux qu'on croit, ce ne sont pas ceux qui nous promettent un avenir plus abominable encore, les Macron, Fillon ou Le Pen, mais les Hamon et Mélenchon qui se présentent sous de faux masques, et qui ont contribué pendant de longues décennies à pourrir davantage le mouvement ouvrier tout en soutenant le régime en place.

La situation délétère actuelle est leur héritage, autant ou plus encore que celui des différents présidents de la République qui se sont succédés depuis 1958. Plus que tout j'invite les lecteurs à ne jamais rien oublier du passé, à l'étudier attentivement, car c'est la clé pour comprendre le présent ou sans laquelle on ne peut pas comprendre ce qui se passe ou l'orientation de la société...

Pourquoi tous ces articles sur Macron et Fillon ? Pour éviter aux militants ou aux lecteurs de croire et de raconter de grosses conneries aux travailleurs ou autour d'eux.

Le blog ***Arrêt sur Info*** cesse d'être actualisé.

A nos chers et fidèles lecteurs

Vous suivez régulièrement Arrêt sur Info depuis l'été 2014. Par vos visites, vos articles, vos traductions, vos conseils, vos dons, vous avez grandement contribué à son développement et rayonnement.

Nous vous sommes infiniment redevables.

Vous avez partagé vos impressions, vos doutes, vos espoirs…

Vous avez subi avec bienveillance les périodes où le site – mis à l'épreuve par les attaques de robots (malveillants?) – ralentissait ou devenait par moment inaccessible à nombre d'entre-vous.

Vous êtes aujourd'hui en attente de savoir pourquoi il n'y a plus eu de nouveaux articles sur Arrêt sur Info depuis le 25 mars.

L'administration du site, son développement exponentiel, son animation permanente, tout cela a été réalisé de façon autonome, par l'abnégation et l'engagement bénévole de Silvia Cattori. Elle n'est plus en mesure de continuer d'assumer la lourde charge que représente la gestion d'un site aussi important.

Quoi qu'il en soit, Arrêt sur Info demeure accessible.

Dans la perspective d'une formule qui assure la pérennité du site, votre avis et vos suggestions, nous seront précieux.

Silvia Cattori 4 avril 2017

Est-ce une "victime" du Décodex du Monde qui l'avait inscrit sur sa liste rouge ou pour des raisons personnelles, professionnelles ou de santé ? Ce blog ne faisait que publier des articles que l'on trouvait ailleurs, hormis les articles de son animatrice. Elle a été la seule à publier mon article sur Amnesty Internationale.

Dans mon cas, le temps et l'énergie que je déploie pour actualiser mon portail est sans commune mesure du fait des causeries qui est un vrai travail de rédaction et de réflexion, harassant et ingrat. Les lecteurs s'en foutent complètement, ils consomment c'est tout, merci à eux de se désintéresser totalement de ma situation, après tout il est vrai qu'ils ne m'ont rien demandé, donc ils ne me doivent rien, ainsi on est quitte.

Parole d'internaute.

1- "*Le propre de ceux qui hurlent au complotisme est de ne justement jamais s'intéresser aux dossiers en détails pour s'en faire une opinion personnelle: ils préfèrent écouter les médias mainstream et continuer à regarder ceux qui se posent des questions avec dédain.*

Il y a bien évidemment un juste milieu, celui de l'analyse des faits; entre voir des complots partout et n'en voir nulle part."

En effet, il faut faire preuve de discernement ici comme ailleurs, il y a les vrais et les faux complots, ces derniers ont pour vocation par leur aspect grotesque de discréditer ceux qui dénoncent les véritables complots ourdis par l'oligarchie ou les Etats.

Comme je l'ai déjà signalé dans une précédente causerie, j'ai constaté que des militants expérimentés qui au premier abord sont censés avoir développé un esprit critique ou plus libre que la moyenne de la population ou avoir acquis un certain niveau de conscience, croient volontiers les versions ou théories que leur servent sur un plateau ceux qui nous gouvernent et leurs

porte-parole médiatiques, plutôt qu'un militant ou un journaliste ou toute autre personne qui parce qu'elle n'est pas accrédité par le pouvoir en place ou leurs braves dirigeants raconterait forcément n'importe quoi.

Ils sont sous influence assurément et ne s'en aperçoivent pas, ils sont manipulés et colportent la propagande officielle.

Et vous savez pourquoi ils adoptent cette attitude stupide ? Parce ce militant ou ce journaliste ou cette personne leur tient par ailleurs un discours qu'ils ne partagent pas, du coup tout ce qu'ils peuvent dire ou écrire est douteux ou est à jeter. Vous vous demandiez pourquoi nous ne parvenons pas à nous rassembler, vous avez là une partie de l'explication...

2- "*Bien que les débats tentent d'entretenir un clivage gauche/droite, le vrai clivage est entre les tenants de ce mondialisme et les souverainistes qui se rebellent.* "

La question qu'il faut se poser est de savoir qui entretient ce clivage et qui s'y oppose en se demandant quelles sont les réelles intentions des uns et des autres. Mais la question posée ainsi sera faussée si au préalable on n'a pas défini précisément ce qu'on entend par droite et gauche. Il faut même aller plus loin et se demander quelle définition en donnent les uns et les autres et pourquoi.

On pourrait identifier à la droite les possédants, les classes dominantes, les exploiteurs, le régime capitaliste, tandis que la gauche serait incarnée par les acteurs ou facteurs qui s'y opposent ou en sont la négation, les classes dominées, les exploités, le socialisme.

Mais cette définition originelle qui présentait l'avantage de distinguer nettement deux camps, celui des partisans du régime capitaliste et celui des partisans de son renversement au profit du socialsme a été dévoyée, falsifiée et finalement abandonnée par les agents du capitalisme sévissant au sein du mouvement ouvrier, les réformistes et les staliniens, pour y substituer une version au rabais, idéologique, éducorée définissant de gauche toute action ou mesure ayant un contenu social abstraction faite du contexte politique dans lequel elle se présente ou des réelles intentions de leurs auteurs qu'ils pourront ainsi présenter ou qualifier de progressistes ou d'humanistes, c'est ainsi qu'ils ont créé les gaullistes de gauche par exemple, en allant plus loin, le parti démocrate américain qui est oligarchique peut ainsi être présenté de gauche avec ses milliardaires philanthropes.

A travers ce dernier exemple, qui est caricatural mais bien réel, on s'aperçoit que la définition de la gauche qui s'est substituée à la version originelle et qui est dorénavant adopté par tous repose sur un déni, et pas de n'importe quoi, de la lutte des classes, de l'inconciliabilité fondamentale qui existe entre exploiteurs et exploités et qui est à l'origine des rapports sociaux sur lesquels repose le capitalisme.

Autrement dit, cette définition de la gauche a ceci de particulièrement pernicieux, qu'elle intègre la collaboration de classe puisqu'elle fait disparaître l'opposition irréductible entre les classes sociales au profit de la classe qui détient le pouvoir, ce qui signifie que de nos jours se réclamer de gauche, c'est en réalité être de droite sans en avoir conscience.

On nous rétorquera que lorsqu'on est favorable au progrès social on est bien de gauche, quelle naïveté, si c'était réellement le cas cela signifierait que tous les patrons et actionnaires seraient de gauche puisqu'ils ne vous diront jamais le contraire. Et bien non, être de gauche implique un certain engagement, une certaine détermination, car sans s'en donner les moyens politiques pratiquement cette déclaration se réduira à des idées ou ne dépassera jamais le stade des voeux pieux, d'une intention généreuse sans lendemain, tandis que ceux qui gouvernement continueront d'appliquer une politique antisociale et injuste.

En fait cela revient à être de gauche en pensée ou vituellement et de droite dans la réalité, puisqu'on n'agira pas ou on refusera de s'engager pour changer les rapports sociaux qui sont à l'origine de la régression sociale, on s'accommodera de la société telle qu'elle est. C'est le cas de tous les dirigeants des partis institutionnels, aucun n'est de gauche, ils sont tous de droite. Alors qu'est-ce qui les distingue ? Ceux qui ont une étiquette de droite l'assument et ceux qui ont une étiquette de gauche ne l'assument pas, c'est tout. Sauf lorsque l'offre est trop alléchante, un poste ministériel par exemple, là on peut être de gauche et rejoindre un gouvernement de droite, les exemples ne manquent pas, Kouchner par exemple. Mais pourquoi pas dans l'autre sens ? Question stupide, parce que ceux qui participent à un gouvernement de gauche sont (déjà) de droite, donc pas besoin d'en rajouter !

Cette version corrompue de la gauche est fondamentalement individualiste, elle porte en elle l'affairisme, le corporatisme, et au-delà fraie la voie au fascisme. Comment cela ? Puisque je ne suis pas disposé à affronter le régime pour obtenir gain de cause, tout autre moyen pour y parvenir sera le bienvenu, y compris les plus vils.

Quant au "*clivage est entre les tenants de ce mondialisme et les souverainistes*", il recoupe les mêmes intérêts de classe liés à la classe dominante, au régime qu'il ne s'agit évidemment pas de remettre en cause. Donc on peut très bien se dire de droite ou de gauche ou même d'extrême droite ou d'extrême gauche et être partisan du mondialisme (à ne pas confondre avec la mondialisation) ou du souverainisme.

En fait, tous ces clivages expriment la lutte des classes de manière déformée. Ils coincident avec les différentes voies ou les différents moyens dont dispose la classe dominante pour préserver son hégémonie sur la société, alors qu'en réalité son comportement lui est dicté par les contradictions des lois de fonctionnement du capitalisme à l'oeuvre.

Cette confusion est poussée à l'extrême de nos jour, parce que la crise du capitalisme en est rendu au stade où ce sont ses fondements qui sont fragilisés, directement menacés par la lutte de classe du prolétariat qui exige que ses besoins soient satisfaits, alors qu'ils sont incompatibles avec son existence, la classe dominante lutte désespérément contre tous les peuples pour la survie de son système économique en faillite, aussi lui faut-il tenter de neutraliser la lutte de classe des exploités, mais aussi celle des capitalistes qui n'acceptent pas non plus le sort que leur réserve l'oligarchie, ce que reflète le clivage entre mondialistes et souverainistes.

En conclusion, les travailleurs et les militants doivent se situer exclusivement sur leur terrain de classe indépendant et ne pas en dévier d'un millimétre sous peine d'être récupés ou manipulés par ceux qui oeuvrent à leur malheur et celui des générations futures.

Il faut en revenir aux principes ou aux enseignements de la lutte de classes que nous ont légués les marxistes. Il faut s'en tenir à nos besoins ou aspirations qui sont légitimes, refuser catégoriquement d'abdiquer nos droits, tous nos droits sociaux et politiques, que cela nous servent de théorie et de programme, de drapeau pour construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire digne de notre idéal de liberté, du socialisme, pour rassembler les travailleurs manuels et intellectuels les plus déterminés ou conscients qui serviront de guides au soulèvement révolutionnaire des masses à venir.

Il est évident que si nous ne sommes pas parfaitement clairs sur toutes les questions déterminantes que se posent ou se poseront les travailleurs et les militants, nous n'irons jamais de l'avant. Au lieu d'être intransigeant envers les autres militants qui ne partagent pas nos idées, commençons par l'être envers nous-même.

Quotidiennement on essaie de nous entraîner sur une autre terrain que le nôtre, les planches savonneuses ou pourries ne manquent pas. Voyez le discours social-patriote de Mélenchon par exemple. Il ne s'agit pas seulement d'avoir la volonté d'y résister, il faut en avoir les moyens, s'en donner les moyens. On ne peut pas se renier sur ceci ou cela, s'accommoder de ceci ou cela, collaborer à ceci ou cela sous prétexte que cela ne serait pas compromettant, si on a conscience que celà l'est, c'est déjà trop.

Un exemple à ne pas suivre pour terminer. J'ai eu la patience de télécharger et de visionner en entier le meeting de Mélenchon à Châteauroux le 2 avril, 2 heures, 4 minutes et 6 secondes en comptant la présentation, c'est long !

- "*Le monde d'avant ne réapparaîtra jamais. Le changement climatique va tout bouleverser. Tout. Vous devrez vivre autrement. Et vous avez à l'ordre du jour un changement gigantesque dans les manières de faire, car, cette fois-ci, vous ne pouvez pas dire, si j'ose dire : nous allons changer la propriété des moyens de production, comme on l'a beaucoup dit dans ma jeunesse. Ni de dire : nous allons changer la répartition de la richesse. Il faudra changer la manière de consommer, de regarder la nature. Votre relation les uns aux autres est modifiée par la présence tout plus grande de ce que l'on appelait le corps inorganique de l'homme, c'est-à-dire l'environnement.*" (à 1.47.53)

Il est vrai que sa "*jeunesse*" est loin, alors que la mienne à 62 ans me semble si proche. Après avoir passé plus de 30 ans à servir avec zèle un parti et un régime qui auront pourri l'existence de ceux à qui il s'adressait, qu'il ne reste plus trace de sa jeunesse politique qu'il a renié, il n'était pas utile qu'il le rappelle, à moins que ce message ait été destiné aux généreux et bien intentionnés banquiers qui ont accepté de lui accorder un prêt de 5 millions d'euros.

Au diable le socialisme !

Les voilà rassurés "*changer la propriété des moyens de production*" et "*changer la répartition de la richesse*" ne font pas partie de son programme ou de ses objectifs politiques, parce que sa vision de la société et du monde ne va pas au-delà de l'horizon du capitalisme qui demeure pour lui indépassable. Il est donc de droite.

Qu'il aille donc raconter cela à un pauvre ou à un miséreux qui se prive déjà sur tout qu'il "*faudra changer*" sa "*manière de consommer*" peut-être en sera-t-il réduit à lécher son assiette pour ne pas se voir traité de gaspilleur ! Personne n'a sifflé dans l'assistance, il faut croire qu'elle était composée de nantis.

Bref, j'ai trouvé sa prestation particulièrement démagogique et médiocre, destinée uniquement à faire naître des émotions parmi le public, c'est dans l'air du temps, nulle sur le plan pédagogique, par un mot sur le gouvernement, sur la mandature de Hollande, sur le PS, sur Macron, sur les institutions, sur le chômage de masse, sur l'UE et la troïka, sur les guerres...

Par contre il a terminé son discours sur un thème qui ne tenait pas du hasard, pour marquer les esprits et soulager les portefeuilles au profit de son compte en banque, tel un vulgaire camelot il a trouvé le moyen de placer son dernier bouquin sur la vertu... Nous avons dit plus haut que la "version corrompue de la gauche est fondamentalement individualiste", Mélenchon l'a confirmé à

sa manière.

Pas question de s'attaquer à la propriété privée des moyens de production et de répartition des richesses qui concerne le mode de vie de la totalité des exploités, l'ensemble des rapports sociaux de la société, par contre si des mesures peuvent être adoptées pour permettre aux classes et couches nantis de vivre ou respirer mieux, de profiter davantage des privilèges que leur accordent les capitalistes, elles seront les bienvenues.

Et dire que tous ces gens-là avaient oubliés qui il était, ce qu'il avait fait durant toute sa vie. Effrayant à vrai dire !

Ont-ils constaté qu'il n'y avait rien de spontané dans son attitude, la mimique qui accompagnait chaque sujet abordé était destinée à produire un effet qu'il attendait pour continuer ? Mélenchon leur a fait un numéro de comédien sans croire un traitre mot de ce qu'il leur a raconté, c'était perceptible sur son visage et sa gestuelle pour peu qu'on ait les yeux rivés dessus. D'ailleurs ce n'était pas nécessaire puisqu'il s'est contenté de dire à l'assistance ce qu'elle était venue entendre, des platitudes navrantes, autrement dit elle n'aura rien appris, cela ne lui aura servi à rien et elle ne sera pas plus avancée au bout du compte.

C'est tout l'art du sophiste qui déballe des lieux communs qui lui servent de lampions pour éclairer sa caverne qui demeure irrémédiablement vide, hormis son imposante personne qui sert à occuper l'espace pour faire impression. Car Mélenchon leur a fait le numéro du philosophe avec sa petite vertu, comme quoi ils osent vraiment tout, faisant référence aux stoïciens pour lesquels la device Supporte et abstiens-toi était davantage un appel au sacrifice ou au martyr, à l'abdication plutôt qu'à l'affrontement, ce dont Mélenchon s'est défendu en précisant qu'ils avaient dit aussi des bêtises, parce qu'en plus il s'est permis de juger les plus grands philosophes de l'Antiquité, qui à ce stade du développement de l'humanité n'avaient pas d'issue à lui proposer pour s'émanciper du règne de la nécessité qui ponctuait le processus matérialiste dialectique dont ils étaient des acteurs au point de se consumer.

Trouver le bonheur dans la vertu est désuet car réservé à une élite bien-pensante et repue. La tentation était trop grande de ne pas sombrer dans la morale, à défaut d'engrainer les enseignements de la lutte de classes. Cela fut bien amené par le sujet auquel il consacra l'essentiel de son discours, la santé. C'est immorale de ne pas permettre à quelqu'un de se soigner, assurément, mais c'est immorale aussi de confisquer l'essentiel des richesses produites par les exploités, c'est le système capitaliste qui est immorale et non son existence qui ne provient pas de considérations de cet ordre mais matérielles, objectives, dialectiques, et c'est sous cet angle qu'il faut le combattre.

Vous aurez compris que ce serait trop demander à Mélenchon qui finalement s'est employé à ménager l'ordre établi.

La tentation du totalitarisme les saisit quand leur pouvoir est menacé

- La croyance ordolibérale et sa stratégie sectaire contre les « diffuseurs de fausses informations » par Jean-Yves Jézéquel
- Mondialisation.ca, 31 mars 2017

L'oligarchie, chevillée au système de la haute finance internationale, impose au monde entier son ordolibéralisme. Chacun aura remarqué ces derniers temps, que le monde des « élites », imposant à tous une loi de profit mais seulement pour la caste de ses privilégiés, est entré dans la surenchère de la falsification, de la manipulation, du mensonge, du discours « va-t-en guerre », de la militarisation à outrance, « du management de la terreur », car il est aux abois et sur le point de s'effondrer. On ne compte plus les listes qui se succèdent dénonçant les sites innombrables « diffusant de la fausse information » les « fake news ».

Les premiers prix de mensonge et de falsification, les maîtres de la diffusion de fausses informations, ont pris l'initiative de créer des systèmes qui permettraient aux personnes de boycotter les innombrables « sites et réseaux sociaux se livrant à la désinformation de masse »! Les loups s'adressent aux moutons en espérant leur faire croire que, bien qu'ils soient prédateurs, ils sont tout de même les garants et seuls protecteurs de leur liberté de savoir, l'ultime rempart assurant leur liberté de penser et de la pensée, ceux qui se soucient de leur sort et se penchent attentivement sur leur condition de moutons exposés au risque de ne plus vouloir accepter de se faire tondre et déchiqueter pour le plus grand bonheur de la prédation ! Les loups sont soucieux, quant à eux, de voir leurs victimes, continuer de jouer ce rôle de victimes qui les a si bien enrichis et à si bon compte…

Comment les moutons pourraient-ils devenir autre chose que des moutons ?

Il y avait sans doute pour ces prédateurs, le danger de voir surgir une mutation du troupeau docile en horde de fauves déchaînés! Il fallait arrêter cela d'urgence. Il fallait trouver les coupables ou sorcières ayant fomenté une telle mutation sans tarder.

On a donc vu pousser comme une forêt de champignons hallucinogènes, les listes des condamnés, publiées par les grands inquisiteurs de la vérité et de la vertu, déclarant la croisade d'un « axe du bien » mobilisé pour une chasse aux sorcières !

Comme le « Malleus maleficarum » de Kramer et Sprenger, publié en 1488, servait de guide pour la chasse aux sorcières, aujourd'hui le « bréviaire » des nouveaux Inquisiteurs est publié lui aussi pour aider ces fanatiques du « journalisme », aux ordres

de l'Eglise néo conservatrice et ultra libérale, à dénicher les « fauteurs de troubles ». Les « empêcheurs de tourner en rond », les « lanceurs d'alertes », les « hérétiques dissidents » de la pensée unique et du politiquement correct, les « non alignés », les « journalistes indépendants », les « analystes non-conformistes », les « subversifs critiques », ceux qu'ils aiment tant nommer « les rouge-bruns » ou les « complotistes » des réseaux sociaux, doivent être débusqués et arrêtés. Bref, il faut faire la chasse à cette nouvelle « sorcellerie » qui s'oppose à l'empire tout puissant de la « vérité révélée» idéologique et donc sectaire qu'est l'ultra libéralisme hégémoniste. Tous ceux qui ne pensent pas le monde et ne regardent pas le monde avec les filtres de cette idéologie doivent être arrêtés, torturés, exterminés par le feu des bûchers de la malveillance, du mensonge devenu la « vérité »…

C'est là l'avènement de ce que ces nouveaux apôtres de l'intolérance ont nommé « la post-vérité » prenant sans complexe la place de la « vérité » congédiée quant à elle dans les cachots obscures de la condamnation diffamatoire et parfaitement odieuse !

Alors, comment se nomment les nouveaux « Malleus maleficarum » de la « Post-vérité » ?

L'avocat Dan Shefet et la sénatrice Nathalie Goulet vont présenter le 30 mars prochain au Sénat français, un projet de loi pour lutter contre les « fake news », prévoyant jusqu'à un an de prison ferme et 15000 euros d'amende pour ceux qui auront diffusé des fausses informations. Ces gens là ont l'intention de se référer à l'outil du « Décodex » et sur le « CrossCheck » pour permettre une application de la loi! On ne peut pas imaginer un système plus corrompu au point qu'il s'encense lui-même, se congratule lui-même, se louange lui-même, s'auto proclame comme une référence suprême de vérité et de moralité ! Proposer cette loi en soi, c'est comme si Al Capone était plébiscité par le Sénat pour devenir la référence de la lutte efficace contre la mafia et les mafieux et Eliot Ness l'exemple du trublion renégat à éliminer coûte que coûte!

Le « PropOrNot », par exemple, a publié une liste de 200 sites web accusés d'être des « agents de la Russie ». Mais la ficelle s'étant avérée un peu trop grosse, la même liste a été attribuée à une inconnue : Melissa Zimdars. On trouve sa publication sur le site de la bibliothèque de l'Université d'Harvard. Cet agent de l'inquisition médiatique qualifie les éléments de la liste en question comme « diffuseurs de fausses informations ». Il est sans doute intéressant de connaître cette liste que l'on trouve au complet dans un article posté sur mondialisation.ca le 23 mars 2017 par le Dr. Paul Craig Roberts : « Les medias traditionnels en pleine débâcle ».

Quand, dans une société, on en arrive à un tel degré d'aveuglement ou d'une volonté consciente parfaitement assumée, déclarant sans ambage la « post-vérité » comme légitime, c'est qu'on est soit un imbécile, soit un pervers. Dans les deux cas de figure il faut envisager un grand coup de balaie sur ce monde crépusculaire, sans états d'âme!

De son côté Google dit qu'il va bloquer les 200 sites en question, « diffusant de la fausse information », inscrits sur la liste noire des inquisiteurs patentés.

Facebook annonce qu'il va mettre en place un filtre pour trier les fausses nouvelles !

Le PDG de Apple déclare mettre au point des outils capables de faire échec aux « Fake News » !

« Le Monde » persiste et signe en affirmant que son « déconnant Decodex » est absolument fiable : il est capable de détecter les mensonges et donc les menteurs par la même occasion!

Imaginons un instant ce scénario.

Il existe une de ces nombreuses expériences menées par des psychologues cognitivistes, qui consistait à placer dans un amphithéâtre un groupe de 100 journalistes. Une dizaine de comédiens devait mettre en scène une action rapide, surprenante, inattendue, sur une durée de une minute, avec plusieurs événements enchaînés dans ce laps de temps très court.

A la fin de la mise en scène, les journalistes étaient immédiatement invités à faire chacun un compte rendu de ce qu'il avait vu.

L'expérience renouvelée de multiples fois a démontré qu'il y avait autant d'événements que de journalistes. Les cent récits étaient tous différents les uns des autres : devant les mêmes faits, il n'y avait pas deux récits qui coïncidaient parfaitement au point qu'on pouvait penser que chacun avait assisté à des événement différents. Pourtant il s'agissait de la même histoire.

Les psychologues voulaient démontrer ainsi que la subjectivité est toujours présente dans n'importe quelle démarche humaine et il est stupide de prétendre à l'objectivité absolue dans la manière de rapporter les faits. C'est une personne qui regarde et vit les choses avec ce qu'elle est, avec son bagage intellectuel, sa formation, son parcours de vie, ses conditionnements sociaux, normatifs, culturels, familiaux…

Personne ne peut prétendre à l'objectivité absolue. Quand un journaliste prétend ne rapporter « que des faits », il se fait des illusions et se leurre lui-même. Même un scientifique qui observe le comportement d'une particule élémentaire dans une chambre

de Wilson, constate que la particule tient compte de la manière de faire et d'observer du scientifique en adaptant son comportement à ce que cet observateur cherche à faire ou à voir ! Ce qui veut dire que quelque chose de la personne agit à l'insu de la personne sur le phénomène pourtant extérieur à la personne.

Après ces observations, quel est le Grand Inquisiteur qui va pouvoir nous dire « sérieusement » ce que sont les « faits objectifs » à retenir comme tels dans les réseaux d'information et ce que sont les « faits erronés » à bannir des réseaux d'information ? On est en plein délire. Tous ces charlatans qui veulent se faire passer pour les tenants de la « vérité » appelée désormais « post-vérité », ne sont pas autre chose que des sectateurs pratiquant le sectarisme à haute dose et faisant passer leur secte comme détentrice de la « plénitude des moyens de salut » et à laquelle chacun d'entre nous doit adhérer par croyance, par obligation, par devoir, pour le salut du système qui veut notre soumission et notre adoration inconditionnelle !

Les maîtres du monde ne supportent pas que le pouvoir puisse leur échapper. Ils constatent que tout leur échappe. C'est pourquoi nous assistons à ce raidissement, à cette « radicalisation » du sécuritaire, du contrôle, de la censure même de l'information la plus fiable parce qu'elle n'est pas au service exclusif de leur projet qui reste encore et toujours celui du profit à travers une idéologie intouchable : celle de l'ordolibéralisme qui règne sans partage sur les nations.

Jean-Yves Jézéquel

Jean-Yves Jézéquel, philosophe et psychanalyste, diplômé du troisième cycle en sciences humaines, est l'auteur d'une vingtaine d'essais en philosophie, spiritualité, religion, psychologie. Il publie également depuis 2014, une série d'analyses sur les grandes questions actuelles de société.

Macron le candidat de la gouvernance.

- Les enjeux de l'élection présidentielle en France. La gouvernance contre le peuple. par Diana Johnstone - Mondialisation.ca, 03 avril 2017

Extrait.

C'est quoi, la "gouvernance"?

Il devient de plus en plus clair que l'élite dirigeante transatlantique a décidé depuis un bon moment que la démocratie représentative traditionnelle ne convient plus au monde globalisé basé sur la libre circulation du capital. Il faut passer au nouveau système, la « gouvernance », un terme emprunté au monde des affaires. Il s'agit de la bonne gestion de grandes entreprises, unies dans un seul but et dédiées au maximum d'efficacité. Cette origine se reconnaît dans certains aspects de la gouvernance politique : l'unanimité quant aux « valeurs » et objectifs ; l'utilisation de comités spécialisés pour traiter certaines questions délicates, un rôle attribué à la « société civile » et aux « organisations non-gouvernementales » ; l'utilisation de la psychologie et de la communication pour former l'opinion publique ; l'isolement des trublions ; et surtout la cooptation des dirigeants.

La vie politique en Occident correspond de plus en plus à cette description. Malgré l'alternance des partis au pouvoir, les politiques les plus fondamentales sont toujours les mêmes.

Aux Etats-Unis, le remplacement de la démocratie par la gouvernance est facilité par le système des deux partis. Les électeurs n'ont de choix qu'entre deux candidats, tous les deux sélectionnés et approuvés par les principaux actionnaires de l'entreprise nationale. Tout allait bien jusqu'au moment où la grande favorite de toute l'élite, Hillary Clinton, fut battue par un intrus, Donald Trump. La réaction hystérique sans précédent montre bien le refus de l'élite de céder le pouvoir à l'outsider, qui est toujours loin d'avoir pris tout le pouvoir. Quoi qu'il arrive, l'accident Trump illustre le mécontentement grandissant de la part des populations soumises à une globalisation dite inévitable qui les laisse sans perspective.

Hillary Clinton elle-même affectionne le terme « gouvernance » pour qualifier ses objectifs, notamment dans ses relations avec Goldman Sachs et la « société civile ». Mais même Hillary n'était pourtant pas un produit aussi pur de la gouvernance que le candidat français Emmanuel Macron.

La Gouvernance personnifié

Il suffit de regarder les couvertures des magazines pour saisir le rôle de Macron dans l'élection actuelle. Son joli minois accompagne une pléthore d'articles triviaux qui célèbrent le Wunderkind comme une vedette du show business. En janvier, la magazine Foreign Policy présentait Macron au public américain comme « le politicien français anglophone et germanophile que l'Europe attend ».

Son parcours professionnel ne laisse aucun doute sur les raisons pour lesquelles les médias apprivoisés perçoivent dans cet Emmanuel-là le Messie de la croissance.

Né à Amiens il y a 39 ans, Emmanuel Macron a passé une grande partie de sa vie à l'école. Comme la plupart des dirigeants français, Macron a accumulé des diplômes prestigieux. Il a raté l'ENS mais a fait Sciences Po et l'ENA, et fut admis en 2004 à l'Inspection Générale des Finances. A l'IGF il s'est fait remarquer par un homme d'influence, Jean-Pierre Jouyet, qui l'a recommandé à Jacques Attali, le plus spectaculaire des gourous de haut niveau, qui, depuis 35 ans, régale les dirigeants de ses visions futuristes (Jérusalem en tant que future capitale du monde, par exemple). En 2007, Attali a coopté Macron dans sa prestigieuse « Commission pour la libération de la Croissance », chargée par le Président de la République de formuler des recommandations afin de relancer la croissance économique en France.

L'objectif principal de ce cénacle de grands patrons était d' « instaurer une nouvelle gouvernance au service de la croissance ».

Inutile de souligner que les 40 membres de la commission représentaient les intérêts du grand capital, et pas seulement le capital français. Parmi les voisins invités à formuler la liste de 316 propositions pour remodeler la France se trouvaient la Deutsche Bank et Nestlé. Tout ce beau monde légua au jeune Macron un carnet d'adresses bien rempli.

En 2008, sur recommandation d'Attali, Macron est passé à la Banque Rothschild, où il est rapidement devenu millionnaire, grâce à sa commission sur un achat par Nestle qui valait neuf milliards de dollars.

Comment expliquer une ascension digne d'un roman de Balzac ? Il était « impressionnant » se souvient Attali. Emmanuel « était très habile, extrêmement apprécié de tous les membres de la commission. Il n'a antagonisé personne et s'est créé des relations personnelles, et pour un gamin de cet âge, arriver immédiatement à être visible par 40 personnes puissantes, influentes et qui jugent, c'est un accélérateur de carrière extraordinaire. »

Voilà le mot clé de l'ascension sociale : les « relations ».

Alain Minc, un autre bon connaisseur des réseaux du pouvoir, commente la réussite de Macron en expliquant qu'un banquier d'affaires doit être intelligent, souple, rapide et charmant – qualités nécessaires pour « un métier de pute ».

Macron exprime sa sagesse en petites phrases.

« Il faut des jeunes qui aient envie de devenir milliardaires. »

Ou bien :

« On se fout des programmes! Ce qui compte c'est la vision!"

Il est clair qu'il possède une vision parfaite des sommets.

Comment former les gouverneurs de la gouvernance

Le chemin vers le sommet est balisé de contacts. L'élite de la gouvernance se reproduit par la cooptation. Ils se reconnaissent, ils se sentent, ils s'entendent.

Aujourd'hui, en réaction à une telle observation, la police de la pensée risque de crier au complotisme. Mais il n'y a ni complot ni conspiration car il n'y an a pas besoin. Ceux qui pensent de la même manière s'accordent sans problème. On n'a pas besoin de consigne.

Par ailleurs, les sentinelles de la pensée qui crient « conspi » dans ces cas semblent croire que ceux qui possèdent un immense pouvoir, surtout un pouvoir financier, ne l'utilisent pas. « Que le peuple décide ! » pensent-ils généreusement. A la manière de George Soros, par exemple.

En réalité, ceux qui possèdent beaucoup de pouvoir non seulement l'utilisent, mais ils sont convaincus qu'il doivent l'utiliser, pour le bonheur de l'humanité, pour le bien général. De leur position supérieure, ils ne doutent pas qu'ils savent ce qu'il faut faire, alors pourquoi permettre aux masses ignorantes de causer un gâchis? C'est dans cet esprit qu'il y a quarante ans, David Rockefeller a fondé la Commission Trilatérale, pour remédier à un « excès de démocratie » qui amènerait les classes travailleuses à formuler trop de revendications.

L'idéologie de nos jours fait en sorte que les masses se divertissent en se querellant sur les questions d'identité, sur quel groupe est plus victime que les autres, sur combien de genres faut-il reconnaître, et qui faut-il « haïr » pour lutter contre le crime de « haine ».

Pendant ce temps, les membres de l'élite délibèrent entre eux et décident.

Grâce à Jouyet, en 2007 Macron fut coopté par le club des Gracques, qui se consacre à la propagation des « valeurs » basées sur l'idée que l'Etat social keynésien est dépassé par la globalisation et la construction de l'Europe.

En 2011, Macron fut coopté par le Club de la Rotonde, qui conseilla au Président Hollande d'infliger à la France un "choc de compétitivité" – c'est-à-dire de favoriser l'investissement en réduisant les dépenses publiques et les coûts du travail.

En 2012, Macron fut accueilli par la French-American Foundation, qui se vante de sélectionner les « jeunes leaders » de l'avenir.

En 2014, l'arriviste est arrivé. Le 31 mai et le 1 juin de cette année, Macron assistait à la réunion annuelle de Bilderberg, tenue à Copenhague. Cet aréopage de sommités fut fondé en 1954 par le Prince Bernhard des Pays-Bas. Pas un mot n'en sort pour informer le public du consensus qui peut s'y réaliser.

Et le programme?

Abondamment vu et approuvé, Macron passa du rôle de conseiller du Président Hollande à Ministre de l'Economie, des Finances et du Numérique dans le gouvernement de Manuel Valls, où il se pressa de faire adopter l'agenda de la Commission Attali, sous prétexte de promouvoir la croissance et, bien sûr, de « créer des emplois ». On compte parmi ses exploits la vente du secteur d'énergie d'Alstom à General Electric, contre le refus de son prédécesseur Arnaud Montebourg.

Au gouvernement, Macron a réussi à faire adopter les mesures les plus impopulaires de la Présidence Hollande, ce qui n'est pas peu dire. Sa « Loi pour la Croissance », dite Loi Macron, allait dans le sens des directives de Bruxelles exigeant de nombreuses dérégulations de l'économie, mais n'a pas pu obtenir une majorité au parlement. Elle a dû être adoptée en recourant à l'Article 49.3 de la Constitution qui permet au Premier Ministre d'adopter une loi sans vote du parlement.

Sa réussite suivante, la « réforme » (ou démantèlement) de la Loi Travail, portait le nom de la jeune Ministre du Travail, Myriam El Khomri, qui donnait un joli visage et une appellation évoquant la « diversité » à une législation qui a suscité des semaines de protestations, divisé le Parti Socialiste et obligea Valls à utiliser encore une fois l'Article 49.3.

A la suite de cela, l'histoire passa à l'humour noir. Le passage « à feu et à sang » de Macron à travers le gouvernement Hollande/Valls a laissé le Parti Socialiste divisé et démoralisé. Suite à quoi, Macron quitte le champ de ruines politiques pour se présenter comme l'alternatif, l'héroïque champion de « l'avenir », « ni droite ni gauche », dans son nouveau mouvement vigoureusement appelé En Marche. Il condamne ce qu'a fait le gouvernement socialiste dans la perspective de faire la même chose, mais plus intensément et sous une autre étiquette.

En ce moment, Macron arrive en tête des sondages avec Marine Le Pen pour le première tour. Les grands médias font ce qu'ils peuvent pour que le charme du banquier suffise pour gagner l'élection à la Présidence de la République.

Les Médias et le Peuple

Malgré l'influence croissante d'Internet, la grande majorité de la population compte toujours sur la télévision et la presse pour s'informer. Dans cette élection, assez déroutante pour les gens peu politisés, les médias ont atteint un record de partialité. Echaudés par la catastrophe Trump, les gardiens médiatiques de la bonne pensée en France singent leurs collègues américains en cherchant des boucs émissaires à blâmer pour les déconvenues de la gouvernance globale. Cela doit être la faute des Russes ! Ou des « fake news » prodiguées par les sites qui ne suivent pas la ligne du journal Le Monde.

Parmi les onze candidats, les gardiens médiatiques de la bonne pensée s'émerveillent du jeune génie Macron, traitent ses rivaux principaux en délinquants, jettent quelques os aux petits candidats anodins, et ignorent les autres. Soutenu par les grands médias, Macron est le candidat de la gouvernance autoritaire, contre tout ce qui reste de la démocratie française.

Elections présidentielles françaises.

- Présidentielle : des électeurs indécis ou désintéressés - Franceinfo

À vingt jours du premier tour de l'élection présidentielle, 40% des électeurs se disent toujours indécis. Abstention et mobilisation sont devenus des enjeux majeurs.

A 19 jours du scrutin, il devient pourtant de plus en plus crucial de convaincre, alors qu'environ un tiers des électeurs disent vouloir s'abstenir, un record pour une élection présidentielle qui parvient d'habitude à mobiliser environ 80% des Français.

Un Français sur trois environ (38% selon l'institut BVA, 31% pour l'Ifop) n'a pas encore décidé pour qui il va voter ou peut encore changer d'avis. AFP 03.04

La menace : Emmanuel Hollande.

- François Hollande conseillerait Emmanuel Macron - Atlantico.fr 31.03

...à en croie Le Monde, le président de la République pencherait vers le leader d'En Marche ! avec lequel il échange "toujours des SMS".

Selon le quotidien, au cours de ces conversations, François Hollande donnerait son avis sur la campagne d'Emmanuel Macron. "Le président, qui dissèque la stratégie de son ancien protégé, lui conseille notamment de 'rester de gauche'", écrit Le Monde.

Le journal cite également cette confidence édifiante du chef de l'État faite à des proches récemment : "Je ne veux pas prendre une position qui pourrait lui être défavorable. Déjà que Fillon dit qu'il est mon 'porte-serviettes'".

Dans le même article du Monde, on trouve aussi une confidence faite par François Hollande à Gaspard Gantzer, le chef de la communication de l'Élysée, à propos de Macron : "Emmanuel, c'est le fils qu'on voudrait avoir". Voilà ce qui expliquerait la relation qu'entretiennent les deux hommes… Atlantico.fr 31.03

Vidéo. Macron, se voit-il déjà à la place de Hollande en plagiant son discours?

https://www.youtube.com/watch?v=C75wKnXu0MY ou https://www.facebook.com/ridiculeTV/

Fanatisme néoconservateur ultra libéral.

Vidéo. Comprendre Macron, grâce à Edouard Tétreau (qui le soutient) - Les-crises.fr 05.04
www.dailymotion.com/embed/video/x5hab56

Une vidéo vraiment exceptionnelle, qui permet de mieux comprendre une certaine frange du soutien à Macron, de façon presque chimiquement pure je dirais. Et ce grâce au chroniqueur consultant Édouard Tréteau, un proche soutien de Macron.

Notez bien : remplacez “Europe” par “France”, et “Macron” par “Jean-Marie Le Pen”, et vous avez une belle vidéo nationaliste d’extrême-droite (la moitié du temps, c’est de l’incitation à la haine de pays étrangers ou de candidats français ; notez le “tous losers”, équivalent du “tous pourris”).

Car qu’est-ce qui est plus Nationaliste (je n’ai pas dit Souverainiste, c’est différent), qu’un Européiste forcené, qui veut construire une Nation – avec des peuples qui ne le veulent pas… Et la guerre a toujours été un moyen puissant pour ce faire.

Commentaires d'internautes.

1- "Je suis désolé mais j’ai arrêté à 2:46. J’ai essayé, promis. Mais autant d’inepties en 166 secondes… Jamais vu. A ceux qui sont allés au bout, vous êtes des héros."

2- "J’ai stoppé à 3:59. Il delire complètement ce type !"

3- "Moi j’ai tenu jusqu’a 6:52 !

Je crois qu’on tient une nouvelle discipline olympique, l’ecoutage d’eurobéat."

4- "En guise de fausses nouvelles, nous tenons là, en la personne du gugusse Tétreau, un véritable expert. On frémis à l’idée qu’un tel individu pourrait devenir ministricule d’un Micron devenu président !"

5- "Tetreau a été (et l’est peut-être encore) salarié d’une fondation de Soros dont il partage la vision délirante sur la Russie et sur l’UE. Sur la liberté de la presse aussi d’ailleurs."

6- "On pensait avoir tout vu et tout subi avec Sarko et Hollande, si Macron est élu c’est une catastrophe en vue. L’anti France par excellence. Ces gens détestent leur pays, les Français (beurk une nationalité caca). Deja qu’ils prétendent qu’il n’y a pas de culture en France (celle du CAC 40 oui sans doute?).

Je n’ose pas croire que quand je marche dans la rue, il y aie une personne sur 4 qui va voter Macron... c’est bizarre je ne

connais personne qui va voter Macron.

Ou les sondages sont total bidon ou alors c'est à désespérer des gens, qu'ils ne viennent pas ensuite se plaindre ou manifester contre la loi travail version XXXXL à venir."

7- "Je connais beaucoup de monde qui vont voter Macron. Notamment dans la génération 68 de mes parents (quasi tous mes oncles et tantes) qui a été bercée à Libération, France Inter, Le Nouvel Obs…..

Ils refusent de voir l'évolution néfaste de leurs habituels sources d'information et voteront comme on leur dit. J'ai tout tenté pour leur ouvrir les yeux mais l'effet de la propagande est si forte qu'ils ont abdiqué toute réflexion critique.

Alors oui, une personne sur 4 votant Macron n'est pas si impensable quand on vient de mon milieu."

8- "Oui j'ai observer exactement le même phénomène dans ma famille, officiellement ils se disent ouvert d'esprit et prêt a écouter d'autre son de cloche. Sauf qu'en pratique quand on leur donne un article, une vidéo, un livre ou quoique ce soit qui critique macron ou l'Europe il ne le lise pas, ne l'écoute pas (pas le temps, j'ai des soucis plus grave, etc..) et répétè en boucle le discours officiel de TF1 / le monde.

C'est juste flippant de voir à quel point ils sont formaté, d'autant plus qu'a la base ce ne sont à priori pas des idiots complets (ingénieurs, opticien, banquier). Mais quand j'essaie de leur en faire prendre conscience, j'ai droit au choix au petit rire style "tu est un simple d'esprit tu comprend rien au monde / crois n'importe quoi" ou à l'absence de réponse (car ils n'ont souvent aucun arguments à opposer et ça les fait chier).

Bref Ils sont convaincu de défendre le parti du bien."

9- "Mais ce type est un extrémiste ! Et sa haine de la Russie : il regrette le bon vieux temps de l'opération Barbarossa ? Au fou !

Et Macron est du même tonneau ? Macron, le candidat de la haine BCBG ? Je vote contre !

- "les Russes sont comme ça, ils provoquent"
- "c'est un pays dangereux, qui s'est fixé comme objectif détruire l'UE"
- "c'est une puissance qui s'est ingérée dans l'élection américaine"
- "des Fakes news alimentées par la Russie"
- ??? … "on a quelques éléments probants en terme de géographie effectivement"

Et en terme psychiatrique ? M. Tréteau c'est Alain S. à l'envers, faut qu'il aille consulter, et autre chose que les cours de bourse.

J'aime bien en revanche le ton légèrement narquois du journaliste qui a bien compris où était le filon, celui du complotisme parfumé."

Qui est Edouard Tétreau ?

Wikipedia - Après une douzaine d'années dans l'industrie des médias et de la finance, il fonde en 2004 Mediafin , société de conseil en stratégie. Il est par ailleurs aujourd'hui trustee du Committee for Economic Development (CED), think tank basé à Washington, à l'origine du plan Marshall, administrateur de la Maison française à l'université Columbia, et enseignant à HEC Paris, pour le cours 'Managing in Times of Financial Crises'. Il a travaillé dans le passé pour des entreprises et organisations telles que Schroders à Londres, AXA Private Equity à New York, ou le European Council on Foreign Relations (http://www.ecfr.eu/ [archive]). Wikipedia.org

- Edouard Tétreau prend les rênes du Conseil européen-ECFR. par Laurance N'kaoua - lesechos.fr

A la tête, pour la France, du Conseil européen-ECFR, financé notamment par George Soros, ce fan de Jean Monnet veut voir se dessiner une grande unité européenne, diplomatique, économique, de la défense... « C'est une question de survie : aucune nation ne peut s'en sortir seule. Nous sommes à l'ère des Etats-continents », déclare, avec ferveur, ce quadragénaire souriant, affable mais tenace... et perfectionniste. (...)

Son métier d'origine? La finance, à laquelle il a consacré douze ans, après un parcours sans faute : une enfance parisienne, une scolarité à Saint-Louis-de-Gonzague, chez les pères jésuites à qui, dit-il, il doit beaucoup - et HEC, dont il sort en 1992 (majeure entrepreneurs). « Mais, à vingt-deux ans, je n'étais pas mûr pour créer mon entreprise », sourit ce chrétien plein de fougue, qui a reçu une éducation rangée dans une famille bourgeoise et catholique. Il s'oriente donc vers la banque d'affaires, chez Schroders, à Londres. (...)

... ce fils de banquier, dont l'un des faits d'armes est d'avoir recommandé, le 16 mars 2000, aux clients et investisseurs du

Crédit Lyonnais « de prendre les profits avant un éventuel e-krach », quitte bientôt la finance. (...)

Quant à HEC, il y reviendra aussi, mais en tant que professeur affilié. De 2010 à 2013, il y enseignera le management des crises financières, lui qui, quelques semaines à peine avant la crise des subprimes, s'est installé à New-York afin de développer des fonds d'investissement direct pour son client Axa (on le dit proche de Claude Bébéar). (...)

Et il aime, dit-on, la lumière médiatique. lesechos.fr 09.09.2014

- "C'est du vide, du vent" : quand des participants à un meeting de Macron quittent la salle avant la fin de son discours - Franceinfo

La scène se passe lors du meeting d'Emmanuel

Macron à Marseille (Bouches-du-Rhône), samedi 1er avril. Le candidat En marche ! est devant 6 000 personnes. Mais quinze minutes après le début de sa prise de parole, plusieurs participants vont quitter la salle. Déçus par ce qu'ils entendent. "C'est du vide, du vent", lâche un homme en sortant. Plus loin, un autre évoque "des banalités". Pour justifier son départ, un troisième estime qu'Emmanuel Macron "ne va pas assez au fond des choses, c'est trop superficiel pour moi".

La séquence, filmée par les reporters de "C à vous" a été diffusée, lundi 3 avril, dans l'émission sur France 5. Franceinfo

- Où sont passés les millions d'Emmanuel Macron? - challenges.fr

L'ONG anti-corruption Anticor vient de saisir la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique sur l'incohérence entre les revenus et le patrimoine d'Emmanuel Macron. www.challenges.fr

- Macron en meeting à la réunion, un fiasco total!

Salle vide, des gens partent par grappes.... Le fiasco Total de Macron en marche arrière... #MacronFiascoALaRéunion

https://www.youtube.com/embed/OU_B1ePENXs

- La déchéance.

- Le chanteur Renaud votera Macron - AFP

Emmanuel Macron est "le seul qui me paraît intègre, le seul sans parti, le seul sans casserole au cul et la seule alternative aux Le Pen et aux Fillon", a estimé lundi le chanteur Renaud... AFP

Fillon

- "J'ai offert au pouvoir le moyen de m'éliminer", regrette François Fillon - Franceinfo

Sur BFMTV, lundi, le candidat des Républicains a accusé les autorités de l'avoir mis en examen dans le but de le faire tomber. Franceinfo

- Fillon: "mon épouse ne sera pas condamnée", "le dossier est vide" - AFP

François Fillon a affirmé lundi que son épouse, mise en examen dans l'affaire de ses possibles emplois fictifs notamment comme assistante parlementaire, "ne sera pas condamnée", assurant que "le dossier est vide".

"Mon épouse ne sera pas condamnée. Depuis le début je vous le dis, cette affaire a été montée de toute pièce", a déclaré le candidat de la droite à la présidentielle sur BFMTV et RMC.Il a dénoncé "une calomnie dans Le Canard enchaîné", ou encore "une enquête d'enfer pendant trois semaines, qui ne débouche sur rien".

"Le dossier est vide", a dit François Fillon. "Si j'avais le moindre doute sur ma culpabilité je ne serais pas candidat à l'élection présidentielle", a ajouté le candidat, lui-même mis en examen.

Interrogé sur son engagement précédent à se retirer en cas de mise en examen, M. Fillon a dénoncé "une manipulation".

"Je ne pouvais pas imaginer à cet instant être victime d'une manipulation pareille", s'est-il justifié. "J'ai d'ailleurs commis une erreur, d'une certaine façon, en disant cela, parce que j'ai offert au pouvoir le moyen de m'éliminer de la compétition présidentielle, il suffisait de me mettre en examen". AFP

- Pourquoi François Fillon se voit inverser la tendance en trois semaines - LeParisien.fr

Les 3 articles suivants vous paraîtront peut-être rébarbatifs, un aurait suffit direz-vous, je ne le pense pas car compte tenu de leur teneur il était préférable de montrer aux lecteurs qu'à 6 jours d'intervalle une société prétend que Fillon devance Macron et le Pen et qu'il sera sans doute élu, alors que la totalité des instituts de sondages en France prédisent l'inverse.

- Présidentielle 2017: retour de Fillon en tête des sondages - sputniknews.com

Tandis que la plupart des sondages assurent que Marine Le Pen et Emmanuel Macron s'affronteront au second tour de la présidentielle, prévu le 7 mai, une étude réalisée par la société Brand Analytics et basée sur l'analyse des réseaux sociaux donne François Fillon en tête du premier tour de la présidentielle.

À moins de quatre semaines du premier tour du scrutin, le candidat du parti Les Républicains (LR), François Fillon, est repassé en tête des intentions de vote, révèlent les résultats d'une enquête organisée sur les réseaux sociaux par Brand Analytics.

Selon les données fournies par cette société, qui se spécialise dans l'étude de l'opinion publique et dans l'analyse des réseaux sociaux à l'échelle internationale, après deux semaines de recul au deuxième rang du classement des candidats pressentis, François Fillon est à nouveau en tête.

Sur la période comprise entre le 14 et le 28 mars, l'ex-Premier ministre mène la course avec 23,6 %, devançant Emmanuel Macron de 0,5 %, indiquent les résultats de l'étude. Or, selon les données précédentes couvrant la période allant du 1er au 21 mars, c'est l'ex-ministre de l'Économie qui se classait premier avec 25,9 %, soit 4 points de plus que M. Fillon.

Marine Le Pen clôt le peloton de tête avec 20,9 %. Viennent ensuite loin derrière Jean-Luc Mélenchon (13,5 %) et Benoît Hamon (11,9 %).

Si on suit la dynamique de ces six dernières semaines, on constate que, d'après Brand Analytics, le candidat LR s'est maintenu en tête des sondages jusque fin février-début mars, lorsqu'il s'est vu dépasser par Emmanuel Macron (23,9 % contre 27,8 %). Au cours des deux semaines qui ont suivi, il a cédé encore du terrain, mais l'écart entre lui et son principal rival est resté presque inchangé (21,9 % contre 25,9 %).

Les résultats de l'étude montrent en outre que la candidate du FN stagne depuis le début du mois de mars autour de 20 % et que Jean-Luc Mélenchon bénéficie d'un certain regain de popularité (13,5 % contre 4,4 % il y a six semaines).

La société Brand Analytics est un leader en termes de monitorage des réseaux sociaux, selon le classement AdIndex 2016. Elle recueille les données sur les compagnies, produits, données, personnes ou événements sur les réseaux sociaux et dans les médias, définit la tonalité des messages et détermine les tendances. « Nous ne faisons qu'"écouter" les propos des gens sur les réseaux sociaux. On ne nous ment pas, nous n'obligeons personne à répondre à des questions inconfortables et à donner des réponses qui influeront sur leur vie sociale », a expliqué à Sputnik Svetlana Krylova, directrice du centre d'analyse Brand Analytics soulignant que la compagnie ne réalisait pas ses propres sondages. sputniknews.com 29.03

- Fillon donné favori: Brand Analytics explique sa méthodologie - sputniknews.com

La récente dépêche de Sputnik sur la hausse de la popularité de François Fillon a fait du bruit. Certains médias ont même mis en doute ces données de Sputnik contraires à la plupart des sondages. Le centre d'analyse Brand Analytics fournit ses explications concernant les résultats de l'enquête qu'il a menée en temps réel sur les réseaux sociaux.

Les résultats de l'étude de Brand Analytics donnant François Fillon, candidat de la droite, en tête du 1er tour de la présidentielle en France seraient plus précis que les sondages utilisant les technologies traditionnelles, a déclaré dimanche à Sputnik Svetlana Krylova, directrice du centre d'analyse Brand Analytics.

L'étude donnant François Fillon victorieux au premier tour a été réalisée entre le 14 et le 27 mars sur la base de plus de 1,6 million de messages et commentaires sur les élections et les candidats à la présidentielle publiés par plus de 620 000 internautes francophones localisés en France.

Les études précédentes de Brand Analytics ont déjà prédit les résultats des présidentielles en France et aux États-Unis en 2012, de la présidentielle au Venezuela après la mort de Hugo Chavez en 2013, la victoire de Donald Trump à la présidentielle américaine

en 2016 et le Brexit. sputniknews.com 02.04

- Le 2e tour se jouera entre Fillon et Macron, selon une étude des réseaux sociaux - sputniknews.com

Contrairement à la plupart des sondages, qui utilisent les méthodes d'analyse traditionnelles, Emmanuel Macron et François Fillon seraient en tête des intentions de vote des électeurs. Cela ressort d'une étude de Brand Analytics, qui analyse des millions de messages sur Internet en temps réel.

Le second tour de la présidentielle française se jouerait entre le dirigeant d'En Marche ! Emmanuel Macron et le candidat du parti Les Républicains François Fillon, contrairement à ce qu'annoncent la plupart des sondages, a annoncé mardi le centre d'analyse Brand Analytics (BA), qui réagit très vite à l'évolution de l'opinion publique en analysant des millions de messages sur les réseaux sociaux.

D'après une nouvelle étude de Brand Analytics, Emmanuel Macron recueille actuellement 24,6 % des intentions de vote, devant François Fillon (23,9 %). Or les sondages utilisant les méthodes traditionnelles donnent la victoire au premier tour à la dirigeante du Front national Marine Le Pen qui devrait affronter Emmanuel Macron au second tour.

Selon Brand Analytics, Marine Le Pen n'arrive qu'en troisième position avec 19,4 %.

Viennent ensuite le candidat de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon (12,7 %), le candidat du Parti socialiste Benoît Hamon (12,6 %) et le candidat de Debout la France, Nicolas Dupont-Aignant (2,3 %).

Il y a quelques jours, François Fillon était donné favori, d'après une étude de BA. D'ailleurs, Brand Analytics a noté à l'époque qu'il serait prématuré d'affirmer que le candidat de la droite était certain de l'emporter.

« Fin mars, Fillon devançait ses concurrents de quelques dixièmes de point. Il ne s'agit pas d'un avantage stable de 2, 3 ou 4 % que nous avions enregistré pendant des mois pour le Brexit ou la victoire de Donald Trump. Au début de la "saison des scandales" il y a quelques semaines, M. Fillon a reculé par rapport à ses concurrents principaux. À trois semaines de l'élection, les scandales autour des candidats influent toujours sur les indécis. Notre conclusion est donc — non, nous ne croyons pas que Fillon est certain de remporter [la présidentielle, ndlr], son avantage est minime et il reste encore beaucoup de temps », a déclaré à Sputnik Svetlana Krylova, directrice du centre d'analyse Brand Analytics. sputniknews.com 04.04

ACTUALITE EN TITRES

Le temps des cagoulards est de retour

- Pourquoi les policiers veulent porter des cagoules - LeFigaro.fr

Près de 80.000 exemplaires ont été commandés. Mais son port, très encadré, restera exceptionnel. LeFigaro.fr

Quel bonheur !

- Vente aux enchères record du diamant "Pink star" - euronews.com

Un magnifique diamant de plus de 59 carats (59.6) connu sous le nom de «Pink Star» a été adjugé pour la somme record de 71,2 millions de dollars américains à une vente aux enchères de Sotheby's à Hong Kong. Cette vente confirme la bonne santé du marché mondial de la joaillerie se porte bien.

Patti Wong, la présidente de Sotheby's en Asie se réjouit :

"nous sommes très heureux parce qu'il y a eu beaucoup de discussions sur l'économie en Chine qui ne se porterait pas aussi bien qu'il y a quelques années ", mais elle ajoute "aujourd'hui, Hong Kong a prouvé qu'il était encore le centre international de vente."

La vente de cette gemme ovale établit un nouveau record du monde pour un diamant ou un bijou. Ce joyau est le plus grand diamant rose vif et le plus pur répertorié par l'institut Américain de Gemmes. euronews.com 05.04

Ils osent tout

- Theresa May en quête d'argent frais en Arabie saoudite - AFP

La Première ministre britannique Theresa May a entamé mardi une visite en Arabie saoudite où existe, selon elle, "un énorme potentiel d'investissements pour doper l'économie" de son pays... AFP

Alors qu'ils ignoraient qui en était véritablement les auteurs. N'appellent-ils pas cela une "fake news" ?

- Pluie de condamnations internationales après l'attaque chimique présumée en Syrie - euronews.com

L'attaque chimique présumée dans la ville de Khan Cheikhoun, en Syrie, a entraîné une vague de condamnations internationales. euronews.com 04.04

Fake news de Reuters sur la Syrie.

Hollande verrait bien finir son mandat en apothéose avec le bombardement de la Syrie par l'OTAN...

- L'attaque au gaz est un test pour l'administration américaine, estime Jean-Marc Ayrault - Reuters

L'attaque au gaz menée mardi matin dans le nord-ouest de la Syrie contre une ville tenue par les rebelles est un "test" pour la nouvelle administration américaine qui doit clarifier sa position vis-à-vis de Bachar al Assad, a estimé Jean-Marc Ayrault. Reuters 04.04

- Attaque chimique en Syrie: projet de résolution devant l'ONU - AFP

Les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni ont présenté mardi soir un projet de résolution condamnant l'attaque chimique en Syrie et appelant à une enquête complète et rapide, à la veille d'une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU.

L'attaque chimique présumée a provoqué une vague d'indignation internationale, Washington, Paris et Londres pointant du doigt le régime de Bachar al-Assad, qui a démenti "catégoriquement" toute implication et accusé les insurgés d'être responsables de la tragédie.

Réagissant en fin de journée, l'armée syrienne a démenti "catégoriquement avoir utilisé toute substance chimique ou toxique à Khan Cheikhoun", dans un communiqué publié par l'agence officielle Sana.

"Les groupes terroristes (ndlr: les insurgés) et ceux qui les soutiennent sont responsables d'avoir utilisé des substances chimiques et toxiques et d'avoir été négligents avec les vies de civils innocents", a-t-elle ajouté.

Malgré de multiples accusations, le gouvernement syrien a toujours démenti utiliser des armes chimiques depuis le début en 2011 de la guerre.

Mais pour l'opposition syrienne, il ne fait pas de doute que le régime de Damas a utilisé des "obus contenant du gaz chimique". Ce "crime horrible" rappelle l'attaque de l'été 2013 que la communauté internationale avait "laissé impunie", a-t-elle dénoncé.

Des groupes rebelles syriens, dont l'ex-branche d'Al-Qaïda, ont promis de venger les victimes de l'attaque sur Khan Cheikhoun.

Le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson a prévenu que le président Assad devait rendre des comptes pour les attaques chimiques de son régime.

Pour le président français François Hollande, "une fois encore le régime syrien va nier l'évidence de sa responsabilité dans ce massacre". AFP 04.04

- Attaque chimique à Idlib: Moscou dénonce l'intox propagée par Reuters - sputniknews.com

Moscou a pointé du doigt les récentes accusations de l'agence Reuters sur l'attaque chimique perpétrée dans la province syrienne d'Idlib. Selon le ministère russe de la Défense, le média britannique «déforme les premières informations propagées par la source».

Le ministère russe de la Défense a annoncé mardi n'avoir porté aucune frappe aérienne dans la zone du village de Khan Cheikhoun, dans la province d'Idlib, où une attaque « chimique » aurait été perpétrée selon l'Observatoire syrien des droits de

l'homme (OSDH).

« Les avions russes n'ont mené aucune frappe dans la zone de Khan Cheikhoun, dans la province d'Idlib. En annonçant l'implication des avions russes dans le bombardement de Khan Cheikhoun avec des armes chimiques, l'agence britannique Reuters a réussi à déformer les premières informations propagées par la source — l'Observatoire syrien des droits de l'homme, qui n'avait rien dit à ce sujet », a déclaré le ministère russe de la Défense.

Auparavant, l'agence Reuters, citant l'Observatoire syrien des droits de l'homme, a rapporté que « des avions appartenant au gouvernement russe ou syrien » ont attaqué avec des armes chimiques la ville de Khan Cheikhoun, dans la province d'Idlib. Pourtant, dans son message d'origine, l'OSDH a seulement supposé l'existence des frappes aériennes sans indiquer leur appartenance.

Mardi matin, l'Observatoire syrien des droits de l'homme a annoncé qu'au moins 58 personnes, dont onze enfants, avaient été tuées dans la province d'Idlib (nord-ouest de la Syrie) dans des frappes aériennes.

Damas a également rejeté les accusations concernant l'attaque. Selon une source au sein des forces armées syriennes, Damas ne détient pas d'armes chimiques, et les déclarations au sujet de l'attaque perpétrée dans la province d'Idlib pourraient faire partie d'une « campagne de propagande contre l'armée syrienne ».

Rappelons que l'un des premiers cas d'utilisation des armes chimiques par Daech en Syrie remonte au printemps 2013. Une attaque terroriste au sarin a fait de nombreux morts en été 2013 dans la Ghouta orientale. Plusieurs pays ont alors essayé de rejeter la responsabilité sur le président syrien Bachar el-Assad. Les terroristes de Daech ont notamment utilisé des obus chargés de gaz toxique au cours d'une attaque contre une base aérienne de la province syrienne de Deir ez-Zor, en avril 2016, ce qui a provoqué de graves problèmes respiratoires chez les militaires touchés.

La Russie a plusieurs fois appelé la communauté internationale à coordonner ses efforts en vue de mettre fin au terrorisme chimique. Moscou a proposé d'adopter une résolution spéciale du Conseil de sécurité de l'Onu. Malheureusement, les partis pris politiques et la position anti-Assad ont empêché d'adopter cette résolution et d'écarter cette menace. sputniknews.com 04.04

- La Maison-Blanche se convertit à la démocratie par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 4 avril 2017

Extraits.

Lentement l’administration Trump met en place sa nouvelle politique proche-orientale.

Après avoir réformé le Conseil de sécurité nationale, après avoir échangé des renseignements avec l’armée russe, après avoir interdit à ses hommes de continuer à soutenir des jihadistes où que ce soit, et après avoir lancé de véritables attaques contre eux au Yémen, en Irak, en Libye et en Somalie, le nouveau président des États-Unis a fait annoncer qu’il mettait fin à l’ingérence de son pays dans la vie politique syrienne. (...)

Qu’on se le dise : avec Donald Trump, la Maison-Blanche s’est enfin convertie à la démocratie, c’est-à-dire au « Gouvernement du Peuple par le Peuple, pour le Peuple » selon la célèbre formule d’Abraham Lincoln. Les États-Unis sont en train de redevenir une puissance normale. Ils abandonnent leur ambition impérialiste. Ils renoncent à la doctrine Wolfowitz de domination globale. Ils reconnaissent à nouveau que tous les hommes sont égaux, qu’ils soient occidentaux ou non.

La stupeur des États membres de l’Otan est à la mesure de l’évènement : comme ils ne cessent depuis le 11-Septembre d’utiliser le concept de « démocratie » à contre-sens, ils sont restés cois. (...)

Quoi qu’il en soit, le retour de l’Otan au Droit international a débuté. Elle rejoint la position de la Syrie qui le défend par son sang et celle de la Russie et de la Chine qui l’ont protégé par sept veto successifs au Conseil de sécurité.

L’étape suivante reste celle qu’exprimait déjà la Syrie en juillet 2012 : convaincre l’ensemble de l’Organisation de l’Atlantique-Nord de cesser de manipuler le terrorisme international. C’est-à-dire admettre que les Frères musulmans actuels ne sont pas une confrérie arabe, mais constituent une branche des services secrets britanniques ; et reconnaître qu’ils ne sont pas musulmans, mais se cachent derrière le Coran pour mieux faire avancer l’impérialisme anglo-israélien. Réseau Voltaire 04.04

On pourait se dire : tient en voilà un qui était bien mal inspiré, semble-t-il, pas si sûr en lisant attentivement la déclaration du porte-parole de la Maison blanche après ce bombardement aux armes chimiques, même si par ailleurs Meyssan outrepasse littéralement la réalité en prêtant à l'administration américaine de réaliser le « Gouvernement du Peuple par le Peuple, pour le Peuple », c'est grotesque, mais logique de la part de quelqu'un qui refuse d'envisager que cette tâche historique revienne à la classe ouvrière et à ses représentants, et non à l'oligarchie ou à la classe des capitalistes dont finalement il se fait le porte-parole.

On peut admirer la perspicacité dont peut faire preuve Meyssan ou reconnaître qu'il est particulèrement bien informé, tout en demeurant lucide, c'est préférable ici comme partout ailleurs.

- Les USA attribuent l'attaque chimique en Syrie au régime d'Assad - Reuters

La Maison blanche a imputé mardi l'attaque à l'arme chimique commise mardi matin dans la province d'Idlib en Syrie au gouvernement du président syrien Bachar al Assad, tandis que le département d'Etat évoquait un possible crime de guerre.

Le gouvernement américain estime qu'il s'agit d'une attaque au gaz sarin, qui a été menée, "de façon quasi-certaine", par les forces loyales au président syrien Bachar al Assad, apprend-on dans l'entourage de l'administration américaine.

Le secrétaire d'Etat Rex Tillerson a déclaré que cette attaque montrait comment Assad opère, avec "une barbarie sauvage, sans complexe". Il a appelé l'Iran et la Russie, les alliés du président syrien, à faire usage de leur influence sur le régime syrien pour faire en sorte que ce genre d'attaque "horrible" ne se reproduise plus.

"Ces actes odieux du régime de Bachar al Assad sont une conséquence de la faiblesse et de l'irrésolution de l'administration précédente", a pour sa part déclaré le porte-parole de la Maison blanche Sean Spicer à propos du prédécesseur de Donald Trump, Barack Obama. "Le président Obama a dit en 2012 qu'il établirait une 'ligne rouge' contre l'utilisation des armes chimiques et n'a rien fait." (...)

Sean Spicer a refusé de dire ce que feraient le gouvernement américain concernant la dernière attaque, qui s'est produite dans le village de Khan Cheikhoune. Il a toutefois souligné que le président Donald Trump avaient évoqué le sujet avec son équipe de la sécurité nationale.

Le département d'Etat a dit enquêter sur l'attaque, qui aurait fait une centaine de morts, selon l'Union des Organisations de Secours et Soins Médicaux (UOSSM).

"Nous rassemblons les faits (...) et si c'est ce que cela paraît, alors c'est clairement un crime de guerre", a dit un responsable du département d'Etat qui s'exprimait sous le sceau de l'anonymat.

Lors de son point de presse, le porte-parole de la Maison blanche a réaffirmé l'opinion exprimée par les principaux conseillers de Donald Trump ces jours derniers, à savoir que les Etats-Unis n'avaient plus pour priorité le départ de Bachar al Assad mais la défaite de l'Etat islamique. Reuters 04.04

Tout est dit dans le dernier paragraphe.

Stratégie du chaos

- Crise politique au Venezuela: heurts entre manifestants et la police - AFP

Des heurts faisant neuf blessés, dont un par balle, ont opposé mardi à Caracas la police à des manifestants protestant contre le coup de force de la Cour suprême qui s'est attribuée les pouvoirs du Parlement. AFP 04.04

- Argentine : les affaires, encore les affaires pour Cristina Kirchner - AFP

Les dossiers de corruption contre l'ex-présidente argentine Cristina Kirchner s'empilent dans les tribunaux : mardi, elle a été mise en cause dans une affaire de blanchiment, sa quatrième inculpation en un an. AFP 04.04

Grèce ou "la gauche de la gauche"... de la troïka !

L'épopée austéritaire de la "gauche radicale" continue en grèce, par Laurent Dauré - ruptures-presse.fr 30.03

Selon des informations obtenues auprès de sources proches du dossier par Reuters (voir l'article – en anglais – publié par l'agence de presse le 29 mars), la Grèce et ses créanciers internationaux sont sur le point de converger vers une position commune quant à nouveau plan d'austérité. Celui-ci porte sur une vaste « réforme du marché du travail », des coupes budgétaires (avec les retraites en ligne de mire) et une privatisation accrue dans le secteur de l'énergie.

L'objectif des négociations actuelles entre Athènes, l'UE et le FMI est de parvenir à un accord officiel avant la réunion au sein de l'Eurogroupe des ministres des Finances le 7 avril prochain à Malte. La Commission européenne n'a pour l'instant pas confirmé l'existence d'un accord préliminaire.

Les tractations avançaient péniblement depuis plusieurs mois, laissant craindre une nouvelle crise. Pour obtenir la participation du FMI au « plan de sauvetage » (celui qui est à l'œuvre actuellement expire en 2018), le gouvernement Syriza a accepté le mois dernier des mesures d'austérité supplémentaires d'un montant évalué à 2 % du PIB. Pièce de résistance : un programme de réduction des pensions de retraite, qui fournirait jusqu'à la moitié des économies souhaitées en 2019. L'abaissement du plafond donnant droit à une exemption d'impôts devrait également dégager autour de 1 % du PIB.

Athènes aurait par ailleurs accepté de réduire (encore) l'implication de l'État dans une importante entreprise publique : la DEI, principal et historique fournisseur d'électricité. La part du capital public était déjà passée de 51 % à 34 % en 2012. Il est anticipé que la vente de certains actifs de la DEI va déclencher des protestations, notamment du côté des syndicats ; ceux-ci ont en effet déjà annoncé leur intention de s'opposer à de telles mesures. Le ministre de l'Énergie George Stathakis doit faire une visite le 31 mars dans le nord de la Grèce, où l'entreprise publique est un employeur majeur.

Le gouvernement Syriza espère qu'une issue favorable des négociations ouvrira la voie à un allègement de la dette. Le ministre des Finances Euclide Tsakalotos a déclaré qu'une restructuration de celle-ci permettrait au pays d'emprunter de nouveau sur les marchés avant l'expiration du plan de renflouement actuel.

« Nous avons besoin d'un nouveau modèle politique et économique pour sauver l'UE de la dissolution. » – Dimitrios Papadimoulis, président du groupe Syriza au Parlement européen

Le 30 mars, Dimitrios Papadimoulis, vice-précident du Parlement européen et chef de file du groupe Syriza, a publié une tribune (en anglais) sur le site EUobserver intitulée « Un nouveau modèle est nécessaire pour sauver l'UE ».

Dans ce texte, l'eurodéputé issu la « gauche radicale » met l'entière responsabilité de la crise financière et sociale qui sévit en Grèce depuis 2010 sur la mauvaise gestion et la corruption des dirigeants de la Nouvelle démocratie (ND) et du Pasok, les deux principaux partis avant la montée en puissance de Syriza. Il mentionne l'impact négatif des politiques d'austérité mais sans attribuer clairement la paternité de celles-ci à la troïka (UE, BCE et FMI). M. Papadimoulis affirme par ailleurs que l'économie grecque avait de toute façon de profonds problèmes structurels.

Selon le député européen, le bilan du gouvernement Syriza est positif, en particulier dans la lutte contre la pauvreté et le chômage. Il se félicite de la tournure des négociations avec les créanciers et s'enorgueillit de la collaboration fructueuse avec les institutions européennes, en particulier la Commission. M. Papadimoulis est optimiste : pour lui, la Grèce est en marche vers « des réformes réussies et des résultats fiscaux positifs ».

Il tire en outre fierté de « l'optique pro-européenne » qu'a adoptée le gouvernement Syriza, affirmant que celle-ci contribue à faire avancer, avec le concours d' « une large part de l'électorat européen et des forces politiques progressistes », la trop fameuse arlésienne de « l'Europe sociale ». Le vice-président du Parlement européen en appelle à « un nouveau modèle politique et économique [qui permettra] de sauver l'UE de la dissolution. » Selon lui, le « gouvernement grec devrait intensifier ses efforts et parvenir à une croissance durable à l'intérieur du cadre de l'UE. »

Avec une telle « gauche radicale », l'Union européenne et les puissances d'argent dont elle permet l'épanouissement, malgré le rejet populaire – et populiste ! – grandissant que celles-ci suscitent, peuvent continuer à bénéficier d'un certain répit. Le légitime mécontentement des peuples est neutralisé, sa matérialisation politique est entravée par les promesses irréalisables d' « autre Europe »... (publié par Les-crises.fr 05.04)

A ceux qui ont la mémoire courte ou sélective. Quand Mélenchon soutenait Tsipras en connaissance de cause. Les preuves.

Causerie du 10 mai 2012. (Le 6 mai 2012 Tsipras avait été chargé de former un gouvernement par le président grec)

Le refus en Grèce de M. Tsipras (Syriza, l'équivalent du Front de gauche en France) de s'attaquer aux institutions qui servent de remparts à l'adoption d'une politique en rupture avec le diktat de l'UE et du FMI, témoigne de sa soumission à la fois à ces institutions et au capital puisqu'elles incarnent ses intérêts, de son refus de s'attaquer au pouvoir politique du capital, donc finalement renoncer à s'attaquer aux fondements du capitalisme sur le plan économique, aux rapports sociaux de production, à la propriété privée des moyens de production et d'échange. Ainsi nous avons sous les yeux la véritable nature démocratique petite-bourgeoise de M. Tsipras et de sa coalition Syriza. Fin de l'extrait.

Syriza aux USA: Réunions à huis-clos avec le ministère des Affaires étrangères et le FMI - 2 février 02 2013 - mondialisation.ca
Après la réunion de Tsipras au FMI, l'agence a publié un bref communiqué qui reconnaît que Lipton (n°2 et premier directeur adjoint du FMI - ndlr) et le dirigeant de Syriza « ont eu une discussion constructive et sincère sur les défis économiques auxquels la Grèce est confrontée. »

Tsipras a pris la parole devant plusieurs auditoires aux Etats-Unis. Son discours le plus important, prononcé mardi à Washington à l'institut Brookings, s'adressait clairement à la classe dirigeante américaine.

« J'espère vous avoir convaincu que je ne suis pas aussi dangereux que certains le croient, » a obligeamment déclaré Tsipras devant l'assistance rassemblée par le groupe de réflexion Brookings Institute de Washington. « Ce voyage montre l'évolution continue de son profil politique, de plus en plus social-démocrate, » a déclaré Domenico Lombardi, un partenaire influent du Brookings Institute et ancien représentant de l'Italie au Conseil d'administration du FMI, au Wall Street Journal. mondialisation. ca 02.02 2013

Rappel dans la causerie du 5 février 2014.

"Notre élection ne signifie pas que nous allons sortir de l'euro. Au contraire nous allons garder l'euro", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse conjointe avec des responsables de la gauche radicale allemande. "Je ne crois pas que le rejet du programme d'austérité signifierait une sortie du pays de la zone euro", a-t-il ajouté. (AFP 22.05.2012)

Cela signifiait que dès mai 2012 nous étions fixés sur les véritables intentions de Tsipras, y compris Mélenchon qui n'était pas censé l'ignorer.

- Mélenchon a trouvé un modèle: le Grec Alexis Tsipras - AFP 03.02.2014

- Dans la causerie du 8 juin 2014.

En lisant ce matin un article de Libération, j'ai appris qu'Alexis Tsipras (Syriza ou le Front de gauche grec, allié du Front de gauche en France) soutenait la nomination de Juncker à la tête de la Commission européenne.

La question de Libération à Arthaud (LO) vallait son pesant de cacahuètes :

- "Soutenez-vous vous aussi comme le candidat d'extrême gauche Alexis Tsipras la nomination de Juncker à la tête de la commission européenne «au nom de la démocratie et du respect des électeurs»?"

- Dans la causerie du 7 juillet 2014

Qui a dit ? Faites tomber les masques ou dans quel camp sont-ils vraiment ?

- "Je dis de toute la puissance de ma voix que l'appartenance de notre pays au camp occidental, son appartenance à l'Union européenne et à l'OTAN, ne sont pas contestées." Réponse : Alexis Tsipras, président du parti Syriza en Grèce allié du Front de gauche au sein du GUE-NGL au Parlement européen, le 14 mai 2014. (source : A. Tsipras : La Grèce appartient au camp occidental, l'UE et l'OTAN, site du parti de gauche Antarsya, 15/05/2014.)

24 janvier 2015

- Raquel Garrido, secrétaire nationale du Parti de gauche soutient la comparaison entre Jean-Luc Mélenchon et Alexis Tsipras, le leader du parti grec Syriza. Ils "savent incarner un désir populaire fort", a-t-elle affirmé. lci.fr 24 janv 2015

- Julien Dray, vice-président du PS a déclaré : "Le programme de Tsipras (...) est plus social-démocrate qu'un programme de rupture avec le système". AFP 25.01.2015

11 juillet 2015

- Lu sur le blog de Jean-Luc Mélenchon le 11 juillet 2015 :

- "il est bien normal que nous disions de notre côté pourquoi c'est un devoir de soutenir Tsipras à cette heure sans faiblir."

- "Je partage l'avis de mon camarde Guillaume Etievant lorsqu'il écrit : « J'irais même plus loin en affirmant que les choses vont dans le bon sens si on reprend l'historique des négociations depuis le début (...) aucune attaque contre les salaires ni les pensions de retraites, ni la protection sociale. " (Source : https://blogs.mediapart.fr/antoine-montpellier/blog/150715/melenchon-en-soutien-tsipras-mais)

13 juillet 2015

Donc 2 jours plus tard dansle portail du PG :

- "Le gouvernement d'Alexis Tsipras a résisté pied à pied comme nul autre ne l'a aujourd'hui fait en Europe. Il doit accepter un armistice dans la guerre qui lui est menée. Notre solidarité lui est due."

- "Notre devoir est de tenir bon en tenant tous les bouts du problème posé. Il faut soutenir Alexis Tsipras".

Sans rire le titre de son article était : Grèce : un accord contraint qu'il ne faut pas soutenir. (Source : http://www.jean-luc-melenchon.fr/2015/07/13/grece-un-accord-contraint-quil-ne-faut-pas-soutenir)

Et Mélenchon ose appeller son engagement politique : L'ère du peuple! Ils osent tout les populistes !

Grèce : les retraités en colère contre la 12ème baisse de leurs pensions - euronews.com

En attendant la conclusion d'un accord décisif sur la dette grecque entre Athènes et ses créanciers, ce sont les retraités qui font de nouveau monter la pression.

Mardi, des milliers d'entre eu sont redescendus dans les rues de la capitale grecque pour dénoncer une nouvelle coupe dans les pensions…la douzième baisse consécutive en sept ans.

Ces retraités sont furieux :

"Hormis les personnes handicapées, tout le mondre devrait descendre dans la rue, explique cette manifestante. Car les créanciers vont demander d'autres coupes. C'est un tel appauvrissement que vous réfléchissez à deux fois avant d'acheter un yahourt."

"Ils nous coupent nos pensions au moment même où ils nous disent qu'ils pourraient nous donner un coup de pouce, dit ce retraité. Non seulement ils ne nous donnent rien mais ils abaissent encore plus nos pensions".

En échange d'une nouvelle tranche d'aide financière, le gouvernement d'Alexis Tzipras a accepté de nouvelles baisses des pensions d'ici 2018. Une décision qui pourrait affaiblir un peu plus encore la majorité au Parlement. euronews.com 04.04

Haut de page

Le 7 avril 2017

CAUSERIE

A propos des derniers développements en Syrie.

Une accusation portée sans preuve, cela ne s'apparente-t-il pas à une fake news ? Et qui en est l'auteur ? L'OTAN, le Pentagone, Trump, Reuters, AFP, la totalité des médias instititutionnels, les auteurs du Décodex, Facebook, Twitter et Cie.

Pour justifier le bombardement de la Syrie auprès de la population pour qu'elle le cautionne une fois conditionnée par de fausses informations, au détriment du peuple syrien. Maintenant vous comprenez pourquoi nous nous intéressons tant à cet aspect de la guerre qu'ils nous mènent ? Si non, vous êtes incurables ! On n'ose pas le croire.

Il est minuit dans le siècle.

Je demande aux lecteurs qui ne se reconnaissent pas dans ce que je dénonce (l'apathie ou la résignation rampante) d'avoir la gentillesse ou la délicatesse de se manifester, parce qu'à un moment donné cela devient indispensable de pouvoir se compter pour envisager la suite.

Les masques tombent. En oligarchie, l'avènement du totalitarisme mondial.

"On sait, en effet, que la propagande totalitaire n'a pas besoin de convaincre pour réussir et même que ce n'est pas là son but. Le but de la propagande est de produire le découragement des esprits, de persuader chacun de son impuissance à rétablir la

vérité autour de soi et de l'inutilité de toute tentative de s'opposer à la diffusion du mensonge. Le but de la propagande est d'obtenir des individus qu'ils renoncent à la contredire, qu'ils n'y songent même plus.

Cet intéressant résultat, l'abasourdissement médiatique l'obtient très naturellement par le moyen de ses mensonges incohérents, péremptoires et changeants, de ses révélations fracassantes et sans suite, de sa confusion bruyante de tous les instants. Cependant, si chacun, là où il se trouve, avec ses moyens et en temps utile, s'appliquait à faire valoir les droits de la vérité en dénonçant ce qu'il sait être une falsification, sans doute l'air du temps serait-il un peu plus respirable." [Encyclopédie des Nuisances, George Orwell devant ses calomniateurs, Quelques observations.]

A l'heure où l'impérialisme américain vient de bombarder une base aérienne de l'armée de la République arabe syrienne en lui imputant sans preuves et sans attendre les conclusions d'une commission d'enquête indépendante l'utilisation d'armes chimiques, ce qu'ont démenti les autorités syriennes et russes.

Voici la réflexion que cela m'a inspiré à chaud.

Le droit à la défense qui jusqu'à présent permettait de distinguer un Etat de droit d'un régime totalitaire ainsi que la présomption d'innocence, n'existent plus nulle part dans le monde, dans la mesure où vous êtes jugé coupable sur la base de simples présomptions à charge en l'absence de toute preuve matérielle avant même l'ouverture d'une enquête ou d'un procès, qui plus est en vous refusant de faire valoir les faits qui permettrait d'établir votre innocence, votre culpabilité étant établie sans autre forme de procès et sans que vous puissiez le constester.

On ne vous jugera pas sur la base des faits que vous auriez commis, mais sur les faits qu'on vous imputera et dont la qualification sera établie par votre accusateur qui tiendra également le rôle de juge et de procureur, de sorte que toute contestation sera inutile car non prise en compte, l'énoncé des faits ayant valeur de verdict définitif.

Bref, l'accusé est jugé coupable, et tous les éléments à venir ou tous les témoignages qui seront appelés à se succéder à la barre ne serviront qu'à confirmer cette sentence, tout élément contraire sera systématiquement évacué ou déclaré hors sujet, puisque la condamnation prononcée avant tout jugement est sans appel.

Quelque part ce n'est pas nouveau, certes, mais là ils franchissent un pas de plus vers le totalitarisme.

Le passage que j'avais commencé à rédiger dans l'après-midi d'hier et que j'ai complété ce matin.

Les plus grossiers mensonges s'étallent quotidiennement dans la totalité des médias, sans que cela ne choque plus que cela les gens, qui pour la plupart y demeurent fidèles. Sans doute y sont-ils encouragés par les médias dits alternatifs qui adoptent sans vergogne la même pratique détestable.

Il y en a un qui vient d'affirmer que le passage à l'euro ne s'était pas traduit par une importante hausse des prix au cours des années suivantes, tandis qu'un autre a été jusqu'à prétendre que l'OTAN aurait finalement adopté la démocratie et que le gouvernement du peuple par le peuple pour le peuple était enfin réalisé avec l'avènement de Trump rien de moins que cela. Et ce dont des intellectuels qui dénoncent les mensonges des médias qui sortent des trucs pareils.

Incroyable, n'est-ce pas ? Il y a de quoi être dubitatif, les bras nous en tombent.

Généraux, procureurs, prédateurs, inquisiteurs, dictateurs.

Les médias-oligarques repartent à la charge de plus belle contre la Syrie après que des gaz toxiques aient causé la mort de dizaines de personnes suite au bombardement de l'armée syrienne d'une position tenue par les barbares à la solde de Washington. Ils accusent Bachar el-Assad et ressortent la fable de l'attaque chimique de 2013 qu'ils lui avaient attribuée, omettant de préciser que plus tard différents rapports dont un de l'ONU l'avaient disculpé tout en accusant ces barbares. (Pour les détails précis et vérifier que je n'invente rien, lire plus loin.)

Ils récidivent donc effrontément bénéficiant de l'immunité que leur accorde le ministère ou le tribunal de la Vérité qu'ils ont eux-mêmes mis en place ; comme dans un régime totalitaire ils se permettent tout, ils sont juges et parties et peuvent ainsi agir en toute impunité.

Nous sommes passés d'une société que les gouvernants justifiaient à travers une certaine interprétation de la réalité à une société gouvernée par le déni permanent de la réalité, franchissant un dégré de plus dans l'imposture faisant office de gouvernance totalitaire, puisqu'il faut bien caractériser la société qu'ils sont en train de mettre en place pour conserver le pouvoir.

La lutte pour la vérité, c'est la lutte pour le pouvoir que se disputent les différentes classes. Après qu'on ne vienne pas nous

raconter que cette question ne serait pas du ressort de la lutte des classes. Mais on peut concevoir que ceux qui ne combattent pas réellement pour prendre le pouvoir le nient.

Une nouvelle fois nous nous retrouvons à contre-courant de la tendance générale et donc très isolés. Mais il en faudrait beaucoup plus pour nous déstabiliser, car nous nous appuyons exclusivement sur des faits matériels incontestables et vérifiables, où le doute n'existe pas.

Ils ont bien fait passer un coup d'Etat fasciste pour une révolution démocratique en Ukraine, sans que cela ne soulève un tollé général ou une condamnation en règle...

Qu'il s'agisse de l'Ukraine ou de la Syrie ou de bien d'autres questions, on n'ose même plus évoquer l'attitude du mouvement ouvrier, tant il est décomposé et devenu réactionnaire pour avoir conservé les mêmes rapports ou liens avec le PS et ses satellites ou alliés qui sont alignés sur Washington ou l'OTAN, son comportement ne peut que conforter la réaction.

Encore un exemple où il s'est illustré en se faisant le complice de la stratégie de la tension ou du chaos de l'OTAN :

- "...le dramatique exode de millions de personnes qui, déracinées de leurs terres, risquent leur vie (et souvent la perdent) pour rejoindre l'Europe. Exode non imprévu, mais lucidement planifié en tant qu'instrument stratégique pour alimenter tensions et conflits." (La fiction du G7 Affaires étrangères à Lucques par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 4 avril 2017)

Qui a dit ?

- Les USA «ont toujours préféré la gauche, parce que la gauche est atlantiste et la gauche, c'est une démocratie molle. Donc l'establishment américain préfère des démocraties molles que des démocraties fortes et ça partout dans le monde. »

Réponse : Le dirigeant d'entreprise et spécialiste des questions géopolitiques et d'intelligence économique, le général Jean-Bernard Pinatel. (Source : sputniknews.com 06.04

Entendez par "démocratie molle", la démocratie anesthésiée, confisquée par la réaction de gauche.

On ne s'étonne plus pourquoi les militants ont le cerveau ou la volonté ramollie après tant d'années de collaboration de classes avec le PS...

Elections présidentielles françaises en quête de légitimité.

- Les écarts se resserrent un peu dans un sondage Elabe - Reuters

Emmanuel Macron et Marine Le Pen sont au coude à coude dans les intentions de vote pour le premier tour de la présidentielle française avec 23,5% des voix, mais le premier perd deux points et la seconde 0,5 point dans un sondage Elabe pour BFMTV et l'Express publié mercredi soir.

L'enquête d'opinion, la première menée après le débat télévisé qui a réuni l'ensemble des candidats mardi soir, voit également François Fillon gagner un point en une semaine pour se situer à 19%.

Le candidat de la droite et du centre retrouve ainsi son niveau de début décembre.

Mais il est talonné par Jean-Luc Mélenchon, qui poursuit sa hausse entamée début mars et gagne deux points à 17%. Le candidat de la France insoumise a bondi de cinq points depuis début mars et distance très nettement le socialiste Benoît Hamon, qui passe sous la barre des 10%, à 9% (-1 point en une semaine).

Au second tour, Marine Le Pen serait devancée tant par Emmanuel Macron (38%-62%) que par François Fillon (43%-57%).

L'institut Elabe souligne toutefois que "ces deux hypothèses de second tour enregistrent à ce stade un fort taux de personnes ne souhaitant pas exprimer d'intentions de vote (21% dans l'hypothèse Le Pen/Macron et jusqu'à 36% dans l'hypothèse Le Pen/Fillon), qui doit inviter à la prudence dans l'interprétation des résultats". Reuters 6.04

Emmanuel Hollande

Tiens donc, il présenterait de nombreux défauts...

- Macron sur France 2 tente de lever les ambiguïtés sur son projet - AFP

- Dans L'Emission politique, Macron tente d'expliquer sa position incompréhensible sur la Syrie - Le Huffington Post

- "Pardon de vous le dire" : le tic de langage répété 16 fois par Emmanuel Macron à L'Emission politique - francetvinfo.fr

On connaissait les formules incompréhensibles d'Emmanuel Macron, on a découvert son tic de langage préféré, jeudi 6 avril lors de son grand oral à L'Emission politique, sur France 2. En 2h30 d'émission, le candidat à l'élection présidentielle a répété pas moins de 16 fois l'expression "Pardon de vous le dire !"

Que ce soit face aux questions de Léa Salamé, aux arguments économiques de François Lenglet ou aux attaques de Bruno Retailleau, Emmanuel Macron a usé et abusé de ces quelques mots pour retourner la situation à son avantage, et faire (poliment) la leçon à ses contradicteurs.

Mais la pirouette était un peu trop visible. Les réseaux sociaux ne se sont d'ailleurs pas privés de moquer ce tic de langage, tout comme d'autres formules dont l'ex-ministre de l'Economie raffole, comme "et en même temps" ou "je voudrais être très clair". francetvinfo.fr 06.04

Donald Fillon

- Fillon fait une nouvelle fois monter la tension avec Hollande - AFP

À 17 jours de la présidentielle, François Fillon a fait monter la tension avec François Hollande jeudi, l'accusant une nouvelle fois d'être à la manoeuvre dans l'affaire des emplois fictifs et promettant de poursuivre "tous ceux qui sont à l'origine" des révélations dans la presse.

Le 23 mars sur France 2, le candidat des Républicains (LR) avait accusé le chef de l?État d'être à la tête d'un "cabinet noir" exploitant les affaires judiciaires contre lui.

Jeudi sur France Inter, la menace s'est faite plus précise: "J'ai les dates, les jours, les personnes qui ont communiqué les documents. Le moment venu, je poursuivrai tous ceux qui sont à l'origine de cette affaire."

C'est François Hollande qui a déclenché l'affaire? "Oui, bien sûr", a réaffirmé M. Fillon. Les documents à l'origine des premières révélations, "je sais d'où ils viennent. Ils viennent d'un service de l'État", a-t-il accusé.

Le porte-parole du gouvernement Stéphane Le Foll, proche de M. Hollande, a dénoncé des "accusations diffamatoires".

"La justice est indépendante et il n'y a jamais eu de cabinet ni noir, ni gris, ni blanc, ni jaune. Et c'est l'honneur de François Hollande." "La justice, et ça François Fillon ne veut pas l'accepter, a été indépendante dans la conduite des affaires judiciaires, c'est un acquis de ce quinquennat", a ajouté M. Le Foll.

En soirée, le parquet national financier a annoncé qu'il n'enquêterait pas sur les soupçons de "cabinet noir", estimant que les affirmations du livre "Bienvenue Place Beauvau", invoqué par M. Fillon, "sont trop imprécises et manquent trop d'étai pour pouvoir justifier l'ouverture d'une enquête préliminaire". AFP 06.04

- Fillon: "je suis toujours là" malgré "les torrents de boue" - AFP

De la boue... à la farine !

- Fillon enfariné avant un meeting à Strasbourg - AFP

François Mélenchon Tsipras

S'il le dit lui-même...

- Pour sa porte-parole Danielle Simonnet, Jean-Luc Mélenchon "assume le populisme de gauche" - Le Huffington Post

- Le plan B de Jean-Luc Mélenchon? "Ce n'est pas du chantage à l'Europe" - Le Huffington Post

Si Jean-Luc Mélenchon est élu président de la République, la France s'engagerait-elle à son tour dans une sortie de l'Union européenne? L'argument, brandi par les soutiens de son rival Benoît Hamon, est écarté par les partisans de la France insoumise, convaincus que l'Europe pliera sur les réformes sociales exigées à condition que la France menace de faire sécession.

"C'est pas un chantage à l'Europe. Si Jean-Luc Mélenchon est élu sur un programme anti-austérité, d'investissements, de planification écologique, il faut qu'il puisse mener sa politique", plaide sa porte-parole Danielle Simonnet, invitée de notre webémission ".

"A l'issue des négociations avec l'Union européenne, le peuple tranchera" par référendum, explique l'élue parisienne, convaincue que d'autres pays soutiendront les demandes de renégociation des traités portées par Paris.

Qu'adviendra-t-il si, à l'issue du référendum, les Français ne votaient pas comme le souhaitent Jean-Luc Mélenchon? Quittera-t-il le pouvoir? "Oui, c'est évident. On ne pas défendre le référendum révocatoire sinon. Mais je ne perds par espoir que, parce qu'il y a un plan B, on arrive à les faire plier sur la négociation des traités."

Dans le même temps, sitôt élu, Jean-Luc Mélenchon engagerait son grand chantier pour une nouvelle constitution française.
Un processus qui devrait durer deux ans et au terme duquel le président de la République quitterait le pouvoir pour céder la place à la République parlementaire qu'il appelle de ses voeux. Le Huffington Post 06.04

Syrie. Pouvoir ou régime totalitaire militaro-médiatico-oligarchique. Fake news pour justifier une intervention militaire.

Résumé en guise de présentation.

2013

Un précédent démenti depuis mais pas rectifié par les porte-parole de l'OTAN :

AFP - Le régime syrien a été accusé d'avoir utilisé du gaz sarin le 21 août 2013 dans l'attaque de localités aux mains des rebelles en périphérie de Damas, qui avait fait au moins 1.429 morts, dont 426 enfants, selon les Etats-Unis.

Les rapports qui infirmeront la thèse officielle reprise aujourd'hui en choeur par tous les médiamensonges : le rapport de l'ISTEAMS du 11 septembre 2013 (ISTEAMS - Ce rapport est en libre accès sur internet : https://bsnews.info/wp-content/uploads/2013/09/ISTeams-Ghouta-Rreport.pdf), le rapport final de l'ONU du 18 décembre 2013 (https://unoda-web.s3.amazonaws.com/wp-content/uploads/2013/12/report.pdf), l'article de Seymour Hersch du 19 décembre 2013, le rapport de Théodore Postol et Richard Lloyd du 14 janvier 2014 (Le « rapport du MIT [lMassachusets Institute of Technology] »), le rapport des avocats turcs paru le même jour (http://www.wpc-in.org/sites/default/files/documents/war-crimes-committed-againts-the-people-of-syria.pdf), le second article de Seymour Hersch du 17 avril 2014.

Tous ces documents (55 pages) peuvent être téléchargés (en français) à l'adresse suivante : Synthèse sur l'attaque à l'arme chimique en Syrie le 21 août 2013 par François Belliot — 30 juin 2015 - http://arretsurinfo.ch/synthese-sur-lattaque-a-larme-chimique-en-syrie-le-21-aout-2013

- Comment les services occidentaux ont fabriqué « l'attaque chimique » de la ghouta - Réseau Voltaire 11 septembre 2013

- Attaque chimique à la Ghouta: un témoin fait la lumière sur les événements d'août 2013 - Sputnik 26 août.2016

D'autres articles existent.

2017

La version d'Assad et de Poutine :

Une fuite d'armes chimiques entreposées par les rebelles dans un dépôt bombardé par les forces gouvernementales syriennes...

Peu importe : La parole des barbares d'Al-Nosra vaut mieux que celle de Poutine ou Assad ou n'importe qui pour le Pentagone.

L'explication, rejetée par les rebelles, n'a pas été jugée crédible par les Etats-Unis.

Accusation sans preuves :

Reuters : Le caractère chimique de l'attaque semble ainsi se préciser même si les circonstances restent controversées.

Les médias en choeur : Les "accusations occidentales".

Trump : "Ces actes odieux par le régime d'Assad"

AFP - "même si les circonstances restent controversées"

AFP- Le HuffPost - "L'attaque chimique présumée"

Notez qu'ils disent eux-mêmes qu'ils ne disposent d'aucune preuve, mais ils appellent tous à bombarder la Syrie.

Pas de temps à perdre :

A New York, les Etats-Unis, la France et le Royaume-uni ont exigé la tenue ce jeudi d'un vote du Conseil de sécurité de l'ONU sur un projet de résolution demandant une enquête sur cette attaque...

Il faut battre le fer pendant qu'il est chaud :

Ils bombardent la Syrie sans plus attendre.

On attend les communiqués des différents partis ouvriers et des syndicats condamnant ce bombardement. Attention, qui ne dit rien consent ! A suivre.

Les infos par ordre chronologique

- Moscou: la résolution US sur l'attaque chimique en Syrie basée sur de fausses infos - sputniknews.com

Le projet de résolution sur l'attaque chimique contre la ville syrienne de Khan Cheikhoun soumis par les Etats-Unis et d'autres pays est basé sur de fausses informations, a déclaré la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Maria Zakharova.

Le 4 avril, l'aviation syrienne a frappé un entrepôt terroriste abritant des substances toxiques près de la ville de Khan Cheikhoun. Selon Maria Zakharova, ce fait a été immediatement instrumentalisé par "des médias engagés" pour accuser le gouvernement syrien d'utilliser des armes chimiques contre son peuple.

« Des échantillons de sol ont été prélevés et transmis à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques. Malheureusement, sans rien entreprendre et uniquement guidés par des informations fallacieuses, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne ont de nouveau jeté — il est impossible de dire « proposé » — au Conseil de sécurité de l'Onu un projet de résolution qui revêt un caractère anti-syrien et risque d'exacerber la situation politique déjà tendue qui règne en Syrie et dans la région dans son ensemble », a déclaré la diplomate. sputniknews.com 05.04

- La conférence de Bruxelles sur la Syrie condamne l'attaque de Khan Cheikhoun AFP

- Attaque chimique en Syrie : la responsabilité d'Assad est «certaine», pour Carla Del Ponte - lefigaro.fr

La représentante de la Commission d'enquête de l'ONU sur la Syrie assure qu'il est «certain» que le régime syrien ait eu recours à «un gaz mortel». Elle demande par ailleurs au Conseil de sécurité de «juger Bachar el-Assad» et réclame «justice pour tous ces enfants tués».

- Attaque en Syrie: les Etats-Unis menacent de passer à l'action - AFP

Donald Trump a menacé de passer à l'action en Syrie après une attaque chimique présumée imputée au régime de Damas, que le président des Etats-Unis a qualifiée d'"odieuse" et d'"affront à l'humanité".

Son chef de la diplomatie Rex Tillerson a également mis en garde la Russie sur son soutien indéfectible à Damas, pendant que le Conseil de sécurité de l'ONU négociait une résolution de condamnation de cette attaque qui soulève une indignation internationale.

Le président républicain a reconnu que son "attitude vis-à-vis de la Syrie et d'Assad avait nettement changé", soulignant que "ce qui s'était passé était inacceptable".

Avec ce raid imputé au régime syrien, de "nombreuses lignes" ont été "franchies", a-t-il souligné, en allusion à la "ligne rouge" que s'était fixée son prédécesseur Barack Obama à propos des attaques chimiques du régime syrien.

Mais alors que Donald Trump a maintes fois plaidé pour se rapprocher de son homologue russe Vladimir Poutine, en particulier pour régler la crise syrienne, son administration s'est montrée mercredi très sévère contre Moscou.

Le secrétaire d'Etat Tillerson a prévenu qu'il était "temps que les Russes réfléchissent vraiment bien à la poursuite de leur soutien au régime Assad". Attendu les 11 et 12 avril à Moscou, il a ajouté qu'"il n'y avait aucun doute dans (son) esprit: le régime syrien sous la gouverne de Bachar al-Assad est responsable de cette attaque atroce".

Même fermeté à l'ONU de l'ambassadrice américaine Nikki Haley qui a fustigé la Russie pour n'avoir pas su tempérer son allié syrien. Elle a menacé de mesures unilatérales des Etats-Unis en cas d'échec d'une action "collective" des Nations unies.

Le Conseil de sécurité, réuni en urgence, a repoussé au plus tôt à jeudi le vote d'une résolution, le temps pour les Occidentaux de négocier avec la Russie. Moscou avait jugé "inacceptable" le projet de texte des Etats-Unis, de la France et du Royaume-Uni.

L'ambassadeur français à l'ONU François Delattre a précisé que les négociations se déroulaient dans "un bon état d'esprit" et dit "espérer" un vote "le plus tôt possible", peut-être dès jeudi.

Mais d'autres diplomates paraissaient plus pessimistes, tablant sur un nouveau veto russe.

Le projet de résolution demande une enquête de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et que la Syrie fournisse les plans de vol ainsi que toute information sur des opérations militaires au moment de l'attaque.

L'ambassadeur adjoint pour la Russie, Vladimir Safronkov, a jugé que la résolution occidentale avait été préparée à la hâte et n'était pas utile, mais il a accepté une éventuelle "enquête objective".

Mercredi, l'armée russe a en partie disculpé son allié syrien, affirmant que l'aviation de Damas avait frappé un "entrepôt" des rebelles contenant des "substances toxiques". En explosant, ces dernières se seraient disséminées dans l'atmosphère. AFP 06.04

- Moscou dénonce les «projets apocalyptiques» sur les raids US contre l'armée syrienne - sputniknews.com

Des médias étrangers sont allés jusqu'à supposer que les USA ou l'Europe pourraient porter des frappes aériennes contre les troupes de Damas suite aux nouvelles accusations de l'opposition syrienne contre le président Bachar el-Assad. Le Kremlin condamne ces spéculations lourdes de conséquences.

Il est inacceptable de spéculer sur les éventuelles frappes américaines ou européennes contre l'armée gouvernementale syrienne, a déclaré mercredi à Moscou le porte-parole du président russe Dmitri Peskov, s'exprimant au sujet du scandale autour de l'attaque chimique présumée en Syrie dont l'opposition accuse Damas.

« Je ne crois pas que les spéculations apocalyptiques sur cette éventualité soient admissibles », a indiqué M. Peskov devant les journalistes à la question de savoir quelles mesures prendrait la Russie si les États-Unis et l'Europe attaquaient les troupes de Bachar el-Assad.

Damas ne détient plus d'armes chimiques depuis 2014, date à laquelle les armes chimiques syriennes ont été détruites en mer sous contrôle d'experts américains. Le ministère russe de la Défense a pour sa part annoncé que l'aviation syrienne avait frappé un dépôt de munitions des terroristes dans la province d'Idlib. Ce dépôt aurait abrité des arsenaux d'armes chimiques destinées à être envoyées en Irak. sputniknews.com 05.04

- Macron: Assad devra "répondre de ses crimes devant des tribunaux internationaux" - AFP

Bachar al-Assad devra "répondre de ses crimes devant des tribunaux internationaux", a estimé mercredi Emmanuel Macron... AFP

- Syrie: Hollande veut une réaction internationale "à la hauteur de ce crime de guerre" - AFP Le président François Hollande a dénoncé mercredi un "crime de guerre" en Syrie après l'attaque chimique présumée contre la ville de Khan Cheikhoun, selon un communiqué de l'Élysée diffusé mercredi à l'issue d'un Conseil de Défense.

- Syrie: Hamon s'en prend à Le Pen, Fillon, Mélenchon, "inféodés" à Poutine - AFP

- Il faut "éliminer" Bachar al-Assad: le revirement de François Fillon - Le Huffington Post

- Attaque "chimique": les Etats-Unis frappent la Syrie - AFP

Les Etats-Unis ont frappé jeudi soir la Syrie, tirant des dizaines de missiles de croisière contre une base aérienne du régime en réponse à une attaque chimique présumée que Donald Trump a qualifiée de "honte pour l'humanité".

La frappe a été menée avec "59 missiles" Tomahawk, a annoncé un responsable de la Maison Blanche, précisant que Washington avait visé la base aérienne de Shayrat, qui est "associée au programme" d'armes chimiques de Damas et "directement liées" aux évènements "horribles" de mardi.

Le président Donald Trump a affirmé que ces opérations étaient "dans l'intérêt vital de la sécurité nationale" des Etats-Unis. La télévision syrienne les a de son côté qualifiées d'"agression".

Le 4 avril, un raid imputé à l'armée syrienne contre la localité de Khan Cheikhoun dans le nord-ouest de la Syrie a fait au moins 86 morts, dont 27 enfants.

Jeudi, Rex Tillerson a en outre plaidé pour le départ du président syrien, après avoir dit le contraire il y a une semaine.

Dorénavant aux yeux du patron de la diplomatie américaine, "le rôle d'Assad à l'avenir est incertain et avec les actes qu'il a perpétrés, il semblerait qu'il n'ait aucun rôle pour gouverner le peuple syrien".

Jeudi dernier, lui et l'ambassadrice américaine à l'ONU Nikki Haley avaient semblé s'accommoder du maintien au pouvoir du chef de l'Etat syrien, avant de hausser le ton cette semaine.

L'ancienne secrétaire d'Etat démocrate Hillary Clinton, qui avait milité pour une approche plus musclée de l'administration de Barack Obama contre le régime de Damas, s'est dite favorable à des frappes pour "détruire" les bases aériennes syriennes.

Perçu comme un isolationniste et hostile à l'interventionnisme de l'Amérique au Moyen-Orient, Donald Trump avait reconnu mercredi que l'attaque chimique avait eu "un énorme impact" sur lui et que son "attitude vis-à-vis de la Syrie et d'Assad avait nettement changé".

L'indignation internationale a pris de l'ampleur après des images d'enfants pris de convulsions sous leur masque à oxygène, de personnes gisant dans les rues et saisies de spasmes, de la mousse sortant de la bouche. Le caractère chimique de l'attaque semble ainsi se préciser, même si les circonstances restent controversées.

En Turquie, où de nombreux blessés ont été évacués, les premières analyses "effectuées à partir des éléments prélevés sur les patients laissent penser qu'ils ont été exposés à un agent chimique", selon le ministère de la Santé. Des médecins et des ONG comme Médecins sans frontières (MSF) ont également évoqué l'utilisation d'"agents neurotoxiques", en particulier le gaz sarin.

Le régime syrien a été accusé d'avoir utilisé du gaz sarin le 21 août 2013 dans l'attaque de localités aux mains des rebelles en périphérie de Damas, qui avait fait au moins 1.429 morts, dont 426 enfants, selon les Etats-Unis.

Mais le chef de la diplomatie syrienne Walid Mouallem a réaffirmé que l'armée de son pays "n'a pas utilisé et n'utilisera jamais" d'armes chimiques contre son peuple, "pas même contre les terroristes", expression du régime pour désigner rebelles et jihadistes.

D'après lui, l'aviation a frappé "un entrepôt de munitions appartenant" à des jihadistes et "contenant des substances chimiques". Une explication déjà avancée par l'armée russe mais jugée "fantaisiste" par des experts militaires. AFP 07.04

- Poutine dénonce des accusations infondées sur le raid syrien - Reuters

Vladimir Poutine juge "inacceptable" de formuler des accusations "sans fondement" à propos de l'attaque à l'arme chimique qui a fait des dizaines de morts mardi dans le nord-ouest de la Syrie, a déclaré jeudi le Kremlin.

Vladimir Poutine a "souligné qu'il était inacceptable de faire des accusations infondées contre quiconque avant de conduire une enquête minutieuse et impartiale", peut-on lire.

Le Kremlin avait déjà qualifié jeudi l'attaque de mardi dans un village de la province syrienne d'Idlib de "crime monstrueux" mais ajouté que les conclusions des Etats-Unis à ce sujet ne reposaient pas sur des données objectives.

La Russie, principale alliée de la Syrie, affirme que la contamination aux gaz est le résultat d'une fuite d'armes chimiques entreposées par les rebelles dans un dépôt bombardé par les forces gouvernementales syriennes.

L'explication, rejetée par les rebelles, n'a pas été jugée crédible par les Etats-Unis. Reuters 6.04

- Damas a informé l'Onu que les substances chimiques provenaient de Turquie - sputniknews.com

Damas a informé l'Onu que des substances chimiques avaient été transportées vers la Syrie, notamment à Alep-Est, depuis le territoire turc, a annoncé jeudi le ministre syrien des Affaires étrangères Walid Mouallem. De même, le chef de la diplomatie syrienne a mis en doute la logique des accusations d'utilisation des armes chimiques à l'encontre du gouvernement syrien tandis que les troupes gouvernementales combattaient efficacement les terroristes sur divers fronts.

« Dans cette situation, est-il logique pour nous de recourir aux armes chimiques? », a demandé crûment M. Mouallem lors d'une conférence de presse à Damas. « Il est étrange que les États-Unis ne disposent pas d'informations sur l'attaque survenue, alors que ces informations ont été fournies à de Mistura (envoyé spécial du Secrétaire général de l'Onu pour la Syrie, ndlr). »

Plus tôt, M. Mouallem a déclaré que les premières informations faisant état d'une attaque chimique étaient arrivées quelques heures avant que l'aviation syrienne ne réalise le 4 avril sa première frappe sur un entrepôt de munitions du groupe terroriste Front al-Nosra (rebaptisé Front Fatah al-Cham).

Le ministère russe de la Défense a communiqué que l'aviation syrienne avait attaqué à Khan Cheikhoun un entrepôt de munitions des terroristes contenant des arsenaux d'armes chimiques destinés à des combattants en Irak. Une enquête sur l'incident a été ouverte par l'Onu et l'OIAC, mais aucune de ces deux organisations n'a publié de conclusion sur les coupables éventuels. sputniknews.com 06.04

Khan Cheikhoun, l'emballement médiatique, diplomatique... et politique - sputniknews.com

L'émotion est à l'ordre du jour dans les médias, après la tragédie de Khan Cheikhoun. Radios et journaux, qui tiennent pour responsables Bachar al-Assad, demandent aujourd'hui des comptes aux décideurs politiques pour leurs positions pas assez fermes à l'égard de Damas. Une affaire qui résonne jusque dans la campagne présidentielle.

Ce matin, nombre de journaux anglophones ont consacré leur Une à l'attaque de Khan Cheikhoun. Parmi ces journaux, on relèvera le Daily Telegraph, le Washington Post et le Wall Street Journal. En France, le mouvement est moins suivi, hormis Libération qui, sur une photo de cadavres d'enfants, titre sobrement « Les enfants d'Assad », accusant le Président syrien d'être derrière ce massacre. L'Opinion présente quant à lui une caricature dressant le parallèle entre les enfants de Khan Cheikhoun et le petit Aylan, cet autre « enfants-soldat de la guerre informationnelle » dont nous vous parlions déjà en août dernier, lorsqu'une autre photo d'enfant, celle du jeune Omran Daqneesh venait de faire le tour du monde.

En somme, des « Une » qui, comme on pouvait s'y attendre, versent en plein pathos, annihilant toute réflexion sur la guerre en Syrie par l'émotion que causent ces images horribles.

Depuis mardi matin et cette attaque, les réactions d'indignation — légitimes — se sont succédé. Cependant, n'est-il pas encore trop tôt pour regarder dans la direction pointée par les médias et les chancelleries occidentales et pour accuser Damas d'être derrière ce drame? Pourtant, « il y a beaucoup de points d'interrogation », comme le rappelle à notre micro Christian Chesnot, grand reporter à France Inter et co-auteur avec Georges Malbrunot du livre Les Chemins de Damas, le dossier noir de la relation franco-syrienne (Ed Robert Laffont, 2014). Il rappelle que, si Damas a employé des armes chimiques, les rebelles ne sont pas exempts de toute critique.

« On sait depuis le début […] que les rebelles, le Front Al-Nosra, on du chimique. C'est sûr, cela a été répertorié par l'ONU. C'est du chimique qui venait de Libye, via la Turquie, etc. »

D'autant plus que si les autorités syriennes ont fait détruire, sous la supervision de l'OIAC (Organisation pour l'interdiction des armes chimiques) en 2014, leur arsenal chimique déclaré, rien de tel n'a été exigé des groupes rebelles. Un point également soulevé par le géo politologue Alexandre Del Valle, coauteur avec Randa Kassis du livre Comprendre le chaos syrien: des révolutions arabes au jihad mondial (Éd. L'Artilleur, 2016) « le régime avait pris des engagements, pas des rebelles » insiste-t-il.

Il juge l'attaque de Khan Cheikhoun « extrêmement surprenante », tout comme Frédéric Pichon, chercheur associé à l'Université de Tours, auteur du livre Syrie: Pourquoi l'Occident s'est trompé (éd. Éditions du Rocher, 2014), qui pose la question du timing de cette attaque, « l'un des éléments qui interrogent un bon nombre d'experts »:

« La guerre menée par l'armée syrienne est brutale, violente, mais on ne peut pas dénier aux dirigeants syriens un tout petit peu de sens politique. Donc, sauf à considérer qu'ils sont complètement idiots ou débiles, cette frappe intervient à un moment où, depuis Alep, la Syrie était un petit peu revenue en grâce auprès des Occidentaux. »

L'attaque, survenue alors que se tenait à Bruxelles un sommet visant à entériner le processus de reconstruction de la Syrie. Un processus engagé après les avancées observées lors des derniers rounds de négociations à Genève et Astana ces deux dernières semaines. Genève et Astana qui ont marqué des progrès dans l'apaisement des tensions entre gouvernement et opposition en Syrie. Un calendrier effectivement « troublant » selon Christian Chesnot.

Même constat pour Alexandre del Valle, « on se demande quel est l'intérêt du régime, sauf s'il était suicidaire ». S'il tient, comme nos autres intervenants, à préciser qu'il ne nie pas la réalité de faits, il dénonce une « récupération émotionnelle et médiatique »:

« Il y a une campagne de désinformation, une guerre psychologique, à partir de faits réels, sur laquelle s'appuient tous ceux qui étaient opposés à la nouvelle doctrine de l'administration américaine. »

Une administration qui a récemment renoncé à faire du départ de Bachar el-Assad un préalable indispensable à tout règlement de la crise syrienne, cette même condition qui bloque la situation et fait perdurer le conflit syrien depuis maintenant 6 ans. Pour lui, une chose est claire, cette tragédie va perturber les négociations qui avaient pourtant commencé.

D'ailleurs, personne ne se pose la question de bon sens: à qui profite le crime de Khan Cheikhoun? Alexandre del Valle se lance dans l'exercice, tenant à n'écarter aucune piste:

« Si l'opposition armée avait pu être à l'origine de cette opération, elle aurait eu un gain énorme, en tout cas c'est à elle que cela profite. Cela ne veut pas forcément dire, quand ça profite à quelqu'un, que ce quelqu'un en est l'instigateur, mais on ne peut pas totalement écarter l'hypothèse d'une manipulation. »

En tout état de cause, avant d'incriminer tel ou tel partie, une enquête approfondie sur le terrain s'impose. Une mission qui s'annonce particulièrement difficile, comme nous l'explique Christian Chesnot, l'accès à la zone pour des observateurs internationaux risque de s'avèrer problématique.

« La zone où s'est produit l'attaque est tenue par le Front Fatah al Sham, c'est-à-dire l'ex Front Al-Nosra, la branche syrienne d'al-Qaida. Donc ça va être compliqué pour des enquêteurs de l'ONU de venir enquêter sur place compte tenu des conditions de sécurité. »

Un constat appuyé par Frédéric Pichon « je vois mal comment des prélèvements vont pouvoir être effectués dans la région dans les jours qui viennent, ou alors il faudra se poser la question de l'origine de ces prélèvements. »

D'autant plus que sans même évoquer les conclusions d'une telle enquête, « l'imputabilité est très difficile à prouver » soulignent Christian Chesnot et Alexandre del Valle: « les enquêtes passées ont toujours montré qu'on n'a pas pu déterminer avec certitude d'où venait les tirs et à qui on pouvait les attribuer », indique ce dernier.

Cependant, l'émotion est de mise — tout particulièrement dans les médias —, mais également dans les cercles diplomatiques. Dans la droite ligne de son prédécesseur (Samatha Power), Nikki Haley, ambassadrice américaine à l'ONU, n'a pas hésité à exhorter le Conseil de Sécurité à l'action en brandissant des photos d'enfants morts. Une scène dont le Wall Street Journal a fait ses choux gras.

Il faut dire que comme dit précédemment, la responsabilité de l'attaque — de Londres à Washington en passant par Paris — a immédiatement été imputée à Damas, malgré les démentis et les doutes légitimes. Une accusation qui marque donc un retournement d'attitude des chancelleries occidentales à l'encontre des autorités syriennes. En effet, Nikki Haley, déclarait jeudi dernier: « il faut changer nos priorités, et notre priorité n'est plus de rester assis là, à nous concentrer sur les moyens de faire partir Assad. »

Le même jour, Rex Tillerson, le secrétaire d'État américain, déclarait depuis Ankara que « le sort du président Assad, à long terme, sera décidé par le peuple syrien ». Une ligne docilement suivie par le chef de la diplomatie française, Jean-Marc Ayrault, qui était pourtant tenant jusqu'alors d'une ligne particulièrement stricte à l'encontre de Bachar al Assad. Frédéric Pichon souligne « l'effet d'aubaine » que représente cet emballement médiatique et politique et dans lequel certaines chancelleries occidentales n'ont pas hésité à s'engouffrer:

« Il faut y voir une manière de reprendre la main, politiquement, au moins émotionnellement et diplomatiquement. »

Après l'impact émotionnel auquel la presse française et anglo-saxonne ont largement contribué, on observe que Washington hausse le ton. Donald Trump a déclaré mercredi, non sans attirer l'attention des médias, « mon attitude vis-à-vis d'Assad a changé » ajoutant que ces « actes odieux perpétrés par le régime d'Assad ne peuvent pas être tolérés. » Si certains spéculent déjà quant à la possibilité d'une intervention militaire américaine, Christian Chesnot estime qu'il s'agit là d'un « coup de sang » du président américain.

Pour le journaliste, s'il est évident qu'américains et Occidentaux « ne pouvaient pas rester les bras croisés » face à des photos d'enfants gazés, il doute néanmoins fortement — tout comme Alexandre del Valle et Frédéric Pichon — que l'on assiste à un revirement de situation ou à tout changement dans les rapports de forces sur le terrain.

« Les Américains ont peu de leviers en Syrie, puisque ce sont les Russes qui contrôlent le ciel avec leurs S300 et S400 » souligne-t-il.

« Je ne crois pas du tout que les États-Unis ou Donald Trump vont engager une action unilatérale en Syrie », déclare Frédéric Pichon qui fait par ailleurs référence à une déclaration de Jean-Marc Ayrault, plaidant en faveur du dialogue plutôt que de la guerre.

Pour eux, la volonté d'en finir avec la crise syrienne en avançant dans le processus de résolution politique et diplomatique l'emportera sur la crise émotionnelle. D'autant plus que, comme l'explique Christian Chesnot, un autre calendrier préoccupe aujourd'hui les autorités américaines et russes:

« Ce que les Américains et les Russes préparent avec leurs alliés locaux, c'est la bataille de Raqqa et de l'Est syrien. »

« Il faut que l'orage médiatique passe » relativise Alexandre del Valle. Pourtant, cet orage frappe de plein fouet la campagne présidentielle, en France. « On va pouvoir diaboliser plus facilement ceux qui avaient des visions pragmatiques et en accord avec le monde multipolaire » lâche Alexandre del Valle, qui redoute un phénomène d'instrumentalisation à des fins purement personnelles et électoralistes.

Il rappelle les précédents épisodes où « on a vu l'Occident sauter sur l'occasion » — ces opportunités offertes par de tels emballements médiatiques, avec des mots émotionnellement chargés « les mots gaz, massacre, c'est comme les mots purification ethnique, camps ou charnier » — à des fins de politique intérieure.

Le géopolitologue rappelle ainsi les campagnes de désinformation qui avaient eu lieu à propos du Kosovo, des « armes de destructions massives en Irak » ou encore « les massacres imminents à Benghazi » en Libye, menant toutes à des interventions militaires des pays de l'OTAN.

« L'Occident aujourd'hui vit ce que j'appelle une dégénérescence de la démocratie, une perversion de la démocratie — comme les philosophes grecs l'avaient annoncé — en démagogie. Donc le moindre événement est utilisé par les démagogues, qui font de l'émotion et qui ne font pas du long terme. »

Des inquiétudes qui ne sont pas partagées par Frédéric Pichon et Christian Chesnot, estimant que la question syrienne n'était jusqu'à présent pas centrale dans la campagne. Pour Christian Chesnot, même si Bachar al-Assad a de nouveau « terni son image », revenant à celle de 2013, celle « de l'homme qui gaze son peuple », les candidats font aujourd'hui preuve de discernement dans le dossier syrien, aucun ne remettant en cause la nécessité de punir le dirigeant syrien en cas de preuve avérant sa responsabilité dans l'attaque de Khan Cheikhoun. sputniknews.com 06.04

- La télévision d'Etat syrienne qualifie les frappes américaines d'"agression" AFP

La télévision d'Etat syrienne a qualifié vendredi d'"agression" les frappes américaines contre une base aérienne du régime, une source militaire évoquant des "pertes".

"Agression américaine visant des cibles militaires syriennes avec plusieurs missiles", a alerté la chaîne sitôt après l'annonce américaine.

"L'une de nos bases aériennes dans le centre du pays a été visée à l'aube par un missile tiré par les Etats-Unis, provoquant des pertes", a ensuite signalé une source militaire citée par la télévision d'Etat, sans préciser s'il s'agit de pertes humaines ou matérielles.

"Cette agression américaine vient après la campagne médiatique de dénigrement menée par des pays (...) après ce qui s'est passé à Khan Cheikhoun", a indiqué pour sa part l'agence officielle Sana.

L'attaque chimique présumée, qui a fait au moins 86 morts dans cette ville du nord-ouest syrien selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme, a été imputée au régime de Bachar al-Assad, notamment par Washington, Paris et Londres. AFP 06.04

AFP 06.04...selon Julien Legros, chercheur CNRS au laboratoire chimie organique de l'Université de Rouen, la thèse russe n'est pas "impossible". Elle implique, selon lui, que les composants qui forment l'agent toxique, sarin ou autre, soient stockés dans un même baril. L'explosion provoquée par une frappe militaire pourrait alors déclencher une réaction chimique sous l'effet de la chaleur, le liquide se transformant en gaz toxique.

Certes, si cette explosion produit trop de chaleur, cela peut provoquer une pyrolyse et une grande partie du produit va être détruite. Mais, selon lui, même si ce sont seulement "10% qui se vaporisent, ces 10% là sont très mortels".

"Si 10 mg suffisent à tuer une personne, si vous avez 10% d'une tonne, ça suffit largement à tuer quelques centaines de personnes", ajoute-t-il. AFP 06.04.

Parole d'internaute.

1- Y a de l'espoir quand même : plus de la moitié des commentaires que j'ai pu lire sur le site du Figaro mettent en cause le sérieux des accusations du "clan" occidental. L'impression que les gens ouvrent enfin les yeux après toutes ces années de manipulation médiatique et politique sur ce qui se passe en Syrie.

2- L'arme chimique était la ligne rouge à ne pas franchir ; elle le fut pourtant à la Goutha... jusqu'à ce qu'on découvre les armes avaient été tirées d'une zone "rebelle". Après, la Syrie a démantelé son armement chimique. Quel serait l'intérêt d'Al-Assad, alors qu'il est en train de remporter cette guerre, d'utiliser des armes chimiques qu'il n'a plus et qui font pousser des cris d'orfraies à "la communauté internationale" ?

3- Pensez vous que le gouvernement Syrien prendrait des risques à employer des gaz toxiques alors qu'il est en passe de remporter la partie ?

4- Arrétez votre propagande mensongère ! les Etats-Unis font 100 fois pire !

5- Bizarre cette histoire, même si toutes les apparences semblent accuser Bachar, et par ricochet son allié russe. Car ce n'est pas à eux que profite ce crime de guerre, qu'ils n'auraient eu aucun intérêt militaire ou politique à commettre. Surtout que la Syrie a théoriquement détruit ou restitué son arsenal chimique sous contrôle international. Bref, s'ils sont coupables, c'est qu'ils ont agi irrationnellement, ce qui ne leur ressemble pas. Après, une bavure ou un coup de sang stupide est toujours possible, à moins qu'ils ne contrôlent pas leurs troupes.

Non, c'est à l'Occident que le crime profite. Ca lui permet de couler au pilori Bachar et d'embarrasser la Russie, et aussi de détourner le regard des crimes de guerre "conventionnels" que lui même commet à Mossoul et ailleurs.

Toutes ces bombes qui tombent comme par mégarde sur des écoles ou des mosquées bourrés de réfugiés, faisant des centaines de morts... A ce rythme, les pertes civiles occasionnées par la coalition ne devraient pas tarder à dépasser celles imputées aux Russes.

Et puis, les USA ont l'indignation sélective. Je n'ai pas le souvenir que les bombes au phosphore balancées sur Gaza les aient tellement indignés, pas plus que leurs propres bombes à l'uranium appauvri. Ils oublient aussi, ces hypocrites, qu'ils ont mené la plus grande guerre chimique de l'histoire en larguant des milliers de tonnes d'agent orange sur la jungle vietnamienne, intoxiquant des millions de civils à la dioxine.

6- C'est n'importe quoi ! Comment peut on encore écrire de telles mensonges et comment certains peuvent encore y croire ? Pour ceux qui ont des trous de mémoire, je vous rappelle que tout le stock d'armes chimiques de la Syrie a été démantelé sous le contrôle de l'ONU ! Donc de deux choses l'une : soit l'ONU n'a pas fait (ou mal fait) son travail, soit, si le travail a été fait, l'attaque vient d'ailleurs et pas du gouvernement. D'ailleurs, qu'aurait à gagner Bachar El Assad d'une telle attaque ? Rien ! Mais bon, le public aime se faire enfumer et plus c'est gros, moins il utilise son sens du discernement pour de méler le vrai du faux.

7- L'imposture du titre, classique de l'AFP - qui après tout ne fait que reprendre la voix de ses maîtres. Pour qu'il y ait attaque chimique, il aurait fallu que les munitions soient chimiques. Or, c'est le dépôt et l'atelier de fabrication d'arme des gentils rebelles d'Hayat Tahrir Al Sham (ex Al Nusra) qui contenait ces composants chlorés. Ils avaient été retrouvés en grandes quantités, dans leurs emballages saoudiens, dans les ateliers de fabrication d'arme des jihadistes à Alep.

8- Voici un cas d'école de désinformation...

Comment et pourquoi une armée qui est sur la pente ascendante irait s'emmerder à employer des gaz ... quel intéret et quels bénéfices sur le plan international ?

Ca me rappelle étrangement l'histoire des deux obus de mortier sur le marché de Sarajevo ... longtemps mais très longtemps après on a reconnu sur le bout des lèvres que ce n'était pas les Serbes.

9- De la propagande de guerre reprise sans filtre, personne peut nier les morts, donc demandons une enquête de L'ONU indépendante.pour info Khan Cheikhoun est une ville tenu par al-Nosra, Arhar-al-Cham etc. toute une flopée de barbus coalisés c'est un des filtres de la propagande faire croire que c'est la fameuse "ASL" donc si même des infos facilement vérifiables ne sont pas mentionnées on est dans la propagande de guerre donc sans aucune pertinence le CSA devrait être saisis la presse française n'as pas a faire relais de propagande d'un conflit qui ne nous concerne pas.

10- Madame, les enfants vous touchent ? Alors pourquoi vendez-vous des armes à l'Arabie Saoudite ?

11- Toujours nulle part des photos sur les atrocités commises par l'Arabie Maudite et le Qatar au Yemen.

12- Pas tant de bruit dans le dernier massacre fait par la "coalition" ... Ah, mais c'est vrai, c'était fait proprement, avec des bombes...

13- C'est quoi les photos que brandit l'ambassadrice américaine? Des photos des enfants de Falloujah qui naissent plein d'anomalies à cause des armes chimiques et radioactives utilisées par les US en Irak ?

14- Toujours des accusations sans présenter la moindre preuves.

15- Les bombardements ont sans doute touché un stock d'armes cachées par l'ennemi au milieu des habitations!

16- Responsable Onusienne qui accuse sans preuves pour servir ses intérêts. Assad a aucun intérêts á effectuer ce type d'attaque d'autant plus que son départ n'était plus une priorité. Mais par contre les terroristes eux ont intérêt que les choses tournent mal pour le gouvernement qui retrouvait une posture favorable aux yeux de l'occident. L'enquête ne devrait pas être difficile....

17- On se demande à quelle école tous ces pontes ont reçus leur diplômes,souvent en droit.Normalement quand il y a eu crime, il y a investigation pour inculper le suspect, qui a droit a un avocat pour sa défense. Mais à l'international ça ne pose aucun problème de monter des actions violents sur des accusations sans enquête préalable. Combien de fois on a vu des interventions destructrices de pays entiers avec mis à mort de leurs dictateurs présumés, des nombreux morts parmi les civils, sur des allégations qui s'avèrent fausses après quelques temps.

18- Une enquête à distance, un conclusion trop rapide pour être honnête, et un obscur observatoire des droits de l'homme qui couvre toujours les crimes des rebelles. Pour l'opinion publique il ne fait aucun doute que c'est un coup monté.

19- C'est incroyable ces prétendues "enquêtes" à distance, faites du fond d'un bureau !

20- On veut nous refaire le coup de Collin Powell à l'ONU qui agitait sa petite fiole... Quel serait l'intérêt d'Assad à se servir d'armes chimiques ??

21- Mme del Ponte a déjà enquêté, jugé, et condamné : sa justice lui est donc dictée par les forces politiques qui l'ont nommée; et ça n'a de justice que le nom; terreur judiciaire est plus juste, où le préjugé suffit.

22- Qu'elle en apporte la preuve. Si c'est comme pour les armes de destructions massives en Irak ont a compris.

23- Il n'y a pas encore eu d'enquête mais la représente de la commission d'enquête a trouvé un coupable.

24- La même personne en 2013:

http://m.washingtontimes.com/news/2013/may/6/syrian-rebels-used-sarin-nerve-gas-not-assads-regi/

25- Il ne semble pas qu'Assad soit stupide.

Alors que les événements étaient en train de tourner en sa faveur, il n'aurait eu aucun intérêt à commettre ce massacre mais , d'autres intervenants ont au contraire tout intérêt à le faire plonger ainsi que son puissant alliié .

26- Qui peur croire que Assad s'amuserait à utiliser cette arme, alors qu'il sort vainqueur de cette guerre. Il etait défendu par le président des USA, de la Russie, et vous pensez qu'il allait commettre une telle erreur. Non, mais arretez, S.V.P.

27- Assad, alors qu'il est sur le point de gagner cette guerre, et que l'administration américaine était bien disposée vis à vis de

son régime, décide d'utiliser l'arme chimique, alors même que d'autres armes sont à sa disposition pour mater la rébellion (avec l'appui de la Russie). N'y a-t-il que moi que ça choque? A oui j'oubliais, Assad n'a pour objectif que de "massacrer son peuple". Merci pour cette explication M. Ayrault, et bravo pour cette accusation étayée Mme Del Ponte. Quant à Trump, il semblerait que sa colonne vertébrale ne soit pas à la hauteur de sa gouaille...

28- Depuis 2014 l´armée Syrienne n´a plus de stock d´arme chimique et ceci a été confirmer par Kerry ! Les rebelles avaient un stock d´arme chimique qui a été bombarder par l´armée Syrienne qui ne pouvait pas savoir que des terroristes étaient en possession de tels armes.

Qui les leurs a fournies ?

29- C'est sûrement vrai... Tout comme l'Irak était remplie d'armes de destruction massive... Accuser sans preuve, utiliser des images d'enfants morts pour manipuler l'opinion publique...

C'est indigne de nos gouvernements, et pourtant c'est devenu la routine...

30- Preuves ?

Aucune.

Logique ?

Aucune (Assad est en train de gagner la guerre et a même été adoubé par l'administration US il y a seulement quatre jours).

Le false flag des djihadistes "modérés" crève les yeux.

31- On avait également accusé avec empressement Assad de la destruction du convoi humanitaire à Alep, qui s'est avérée être une "erreur" avouée par Al Nosra. Rectification trés peu véhiculée dans la presse.

France : Etat policier, confirmation.

- Paris : la police autorisée à fouiller les bagages dans le métro - LeFigaro.fr

Cette décision du préfet de police de Paris fait suite à l'attentat de Saint-Pétersbourg et vient s'ajouter au redéploiement de 140 gendarmes, lundi.

Rassurer la population et faciliter le travail de la police. C'est le sens de l'arrêté pris par le préfet de police de Paris, Michel Cadot. Ce dernier autorise la police, ce mercredi 5 avril, entre 7 heures et 22 heures, à fouiller les bagages des usagers du métro et du RER, que ce soit «sur les lignes, stations, gares, arrêts et couloirs».

Ordinairement, la police doit avoir un motif précis pour procéder à la fouille de bagages: repérer quelqu'un sur le point de ou qui vient de commettre une infraction, un délit ou un crime, ou encore savoir que cette personne fait l'objet de recherches précises. Avec cet arrêté, plus besoin de ce motif. La police pourra contrôler qui elle veut, ou elle veut, sans avoir besoin d'avancer une justification.

Ce type d'arrêté n'est pas exceptionnel. Bien au contraire, il est même pris très régulièrement, précise la préfecture de police. Ainsi, par exemple, si une rue de la capitale se révèle être particulièrement criminogène, le préfet peut prendre le même type d'arrêté pour un lieu précis. Cependant, il s'agit en général d'opérations ponctuelles dont la durée n'excède pas une ou deux heures.

Un renouvellement quotidien

Car cette mesure ne saurait être permanente. Le code de procédure pénale indique qu'elle «ne peut excéder 24 heures». Il faudra donc renouveler l'arrêté quotidiennement, aussi longtemps que le préfet souhaitera la maintenir. Ce qui pourrait durer un certain temps étant donné le souhait exprimé par le ministre de l'Intérieur, Matthias Felk, de renforcer la sécurité danes les transports en commun d'Île-de-France. Lundi, le gouvernement a déployé 140 gendarmes supplémentaires pour participer à leur surveillance. LeFigaro.fr 05.04

Commentaires d'internautes

1- Dérive inquiétante vers un Etat policier !

2- Imaginez des fouilles de bagages à la Gare de Lyon....il faudrait 2000 policiers...

3- Ah bon ? on va "sécuriser" quelques centaines de stations de métro ?

Du genre La Défense aux heures de pointe ?

Une douzaines de flics pour fouiller quelques dizaines de milliers de gens ?

On voudrait nous rassurer, mais à part rehausser le niveau de sottise, je ne vois pas.

Et ça, ça fait vraiment peur !

Allemagne. Les inquisiteurs veulent "frapper fort"

- Réseaux sociaux: Berlin veut frapper fort contre les propos haineux - AFP

L'Allemagne a décidé mercredi de frapper un grand coup contre les contenus haineux en ligne en menaçant les géants de l'internet d'amendes pouvant atteindre 50 millions d'euros, un sujet sur lequel Berlin se veut en pointe en Europe.

Le conseil des ministres a validé un projet de loi en ce sens, visant des réseaux sociaux tels que Facebook, après des mois de débats notamment en raison de la frontière parfois floue séparant la liberté d'expression et les discours racistes.

Les propos xénophobes, les incitations à la haine et autres déclarations révisionnistes ou antisémites sont vivement combattus en Allemagne, un pays qui se veut moralement exemplaire depuis la fin de la dictature nazie.

"Les publications manifestement délictueuses doivent être effacées ou bloquées dans les 24 heures suivant leur signalement, les autres contenus délictueux doivent être effacés ou bloqués dans les sept jours suivant leur signalement", indique le gouvernement dans un communiqué, ajoutant que la règle vaut aussi pour les copies de ces "posts".

Outre les propos racistes, le projet de loi vise aussi l'apologie du "terrorisme", la pédophilie, la diffamation, l'incitation à commettre des crimes et les menaces en tous genres.

Mais ce projet de loi, qui doit être adopté par les parlementaires avant l'été, a suscité en amont d'âpres critiques de ceux qui y voient une atteinte à la liberté d'expression.

Facebook a déploré le fait qu'à l'avenir "ce sont seront donc aux sociétés privées plutôt qu'aux tribunaux de juger ce qui est illégal en Allemagne". AFP 5.04

Ils osent tout

- À Nancy, la victoire est "à portée de main" (Hamon) - AFP

- Cambadélis lance un appel pour sauver le soldat Hamon - AFP Alors que Benoît Hamon est tombé sous les 10% d'intention de vote...

- Cybermenaces: la "sécurisation des résultats" de la présidentielle, "priorité nationale", assure Fekl - AFP

- Julia Cagé : "redonner du pouvoir d'achat avec le revenu universel" - Franceinfo

- Un an plus tard, En Marche! vise le développement durable - AFP

- Les Allemands n'ont jamais fait autant confiance à leurs médias - LePoint.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela

- Venezuela: nombreux heurts lors d'une manifestation d'opposants - AFP

Des dizaines d'opposants au président socialiste vénézuelien Nicolas Maduro ont été blessés jeudi à Caracas lors de heurts entre manifestants et forces de l'ordre, et 30 ont été arrêtés, dans un climat de tension croissante.

Dès jeudi soir l'opposition vénézuélienne a cependant appelé à une nouvelle manifestation ce week-end: "Samedi, il faut que le double de personnes soient dans les rues du pays (...), le peuple ne fait rien de mal, il ne fait qu'exiger ses droits", a déclaré Freddy Guevara, le vice-président du parlement, lors d'une conférence de presse.

En fin de journée, jeudi, des affrontements de moindre intensité persistaient entre manifestants et policiers dans l'est de la capitale, près de neuf heures après le début de la mobilisation.

Les échauffourées ont débuté quand le cortège d'environ 10.000 personnes, rassemblé sur l'autoroute principale de la ville, a tenté de se diriger vers le centre de Caracas, avant d'être bloqué par une barrière installée par l'armée.

"Nous voulons virer Maduro, nous sommes lassés de cette dictature, nous n'avons pas peur", a confié à l'AFP Yoleidy Rodriguez, étudiante de 22 ans.

Dans la capitale, aux abords du Parlement, ce sont les chavistes (du nom de l'ancien président Hugo Chavez, 1999-2013) qui ont manifesté par milliers, dénonçant l'ingérence étrangère dans la crise que traverse le Venezuela.

"Nous allons affronter l'impérialisme, les groupes économiques qui veulent renverser le gouvernement révolutionnaire", a déclaré à l'AFP Vismar Cifuentes, fonctionnaire venu défiler pour défendre le président.

Très impopulaire et soumis à une importante pression internationale, le chef de l'Etat de 54 ans refuse d'organiser des élections anticipées comme l'exige l'opposition et entend rester au pouvoir jusqu'au prochain scrutin, prévu en décembre 2018.

Argentine

- L'Argentine à l'arrêt pour la première grève générale de l'ère Macri - AFP

Avions cloués au sol, transports publics à l'arrêt, incidents avec la police : l'Argentine a vécu au ralenti jeudi en raison de la grève générale à l'appel des principales organisations syndicales, la première contre le président libéral Mauricio Macri.

"Le pays a été paralysé. Nous soulignons l'ampleur de cette grève et le niveau d'organisation et de discipline", a déclaré lors d'une conférence de presse Juan Carlos Schmid, secrétaire général de l'influente Confédération générale du travail (CGT).

Le mouvement est "suivi à 90%", a assuré Pablo Micheli, dirigeant de la Centrale des travailleurs d'Argentine (CTA).

Le ministre du Travail Jorge Triaca a reconnu que "la grève était très suivie", tout en accusant les syndicats d'avoir des motivations politiques, en cette année d'élections législatives, prévue en octobre.

La grève coïncidait avec le Forum économique mondial sur l'Amérique latine, déclinaison régionale du rendez-vous annuel de Davos, en Suisse.

D'importantes mesures de sécurité entouraient l'hôtel accueillant l'évènement, inauguré par le président Macri et attirant de nombreux leaders du monde des affaires et de la politique à Buenos Aires.

Durant la grève générale, d'une durée de 24 heures, aucun vol national ni international n'a décollé ni atterri, affectant 60.000 passagers selon l'Aviation civile, et tous les transports publics étaient à l'arrêt.

L'industrie, la santé, l'éducation et le secteur bancaire ont également été paralysés par l'appel des trois principales organisations syndicales, poussant M. Macri à parler "de comportements mafieux" qui "n'aident pas les travailleurs".

Lors d'une conférence de presse, il a d'ailleurs qualifié ce mouvement social de "non nécessaire".

Selon les chiffres officiels, un tiers des Argentins vit en dessous du seuil de pauvreté alors que l'inflation annuelle a atteint 40% et que les augmentations de salaires n'ont pas suivi, provoquant une perte de pouvoir d'achat.

Autre mesure qui a durement affecté le porte-monnaie des Argentins, le gouvernement a remis en cause la politique de fortes subventions des factures de gaz, d'électricité et d'eau. AFP 07.04

Haut de page

Le 8 avril 2017

CAUSERIE

La causerie figure à la suite de l'article ci-dessous mis en ligne hier soir.

Vendredi 7 avril 23h20 à Pondichéry en Inde.

Je viens de prendre connaissance de l'article de Thierry Meyssan qui se trouve à Damas, qui fournit une autre analyse sur la situation et des détails sur l'attaque américaine qu'aucun média dans le monde n'avait à sa disposition.

J'ajoute qu'ayant pris connaissance de cet article il y a près de 2 heures, j'ai eu le temps de recouper une partie des informations fournies par M. Meyssan avec celles publiées par l'AFP, notamment que les Russes avaient été prévenus par les Américains 2 heures avant l'attaque américaine, ce qui a permis à Damas d'évacuer les militaires et les avions de la base aérienne bombardée qui était pratiquement vide.

La dépêche de l'AFP à Moscou disait ceci : "*De l'aveu du porte-parole, les Russes n'ont été prévenus qu'avec deux heures d'avance de l'imminence de ces bombardements*".

Pour en apprendre davantage.

- Thierry Meyssan: Derrière l'attaque états-unienne de la Syrie (26'25")

Entretien avec la Pravda, enregistré quatre heures après l'attaque états-unienne contre la base syrienne de Sha'irat, le 7 avril 2017.

Donald Trump affirme son autorité sur ses alliés par Thierry Meyssan

Ne vous laissez pas illusionner par les jeux diplomatiques et le suivisme des grands médias. Ce qui s'est passé ce matin en Syrie n'a aucun rapport ni avec la présentation qui vous en est faite, ni avec les conclusions qui en sont tirées.

Réseau Voltaire | Damas (Syrie) | 7 avril 2017

Ce matin, les États-Unis auraient tiré 59 missiles de croisières depuis la Méditerranée pour détruire la base militaire aérienne syrienne de Sha'irat. Il s'agirait d'une action unilatérale visant à sanctionner une attaque à l'arme chimique qu'ils attribuent à l'armée arabe syrienne.

Stupéfaite par l'ampleur de l'action états-unienne, la totalité des commentateurs conclut à un virage à 180° de l'administration Trump sur la question syrienne. La Maison-Blanche aurait enfin adopté la position de son opposition états-unienne et de ses alliés britanniques, français et allemands.

Vraiment ?

La réalité ne correspond pas à la communication

Des missiles de croisière états-uniens ont traversé sans encombre la zone contrôlée par la nouvelle arme russe permettant d'inhiber les communications et commandes de l'Otan. Selon le général Philip Breedlove, alors Suprême commandeur de l'Otan, cette arme a permis à la Russie de prendre l'avantage sur les États-Unis en matière de guerre conventionnelle. Elle aurait dû perturber les systèmes de guidage de ces missiles. Elle n'a pas fonctionné, soit que le Pentagone ait enfin trouvé une riposte technique, soit qu'elle ait été désactivée par la Russie.

La défense anti-aérienne syrienne comprend des S-300 contrôlés par l'armée arabe syrienne et des S-400 servis par l'armée russe. Ces armes sont supposées capables d'intercepter des missiles de croisière, bien que cette situation ne s'est à ce jour jamais présentée au combat. Il s'agit bien sûr d'armes au déclenchement automatique. Elles n'ont pas fonctionné non plus. Aucun missile anti-missile n'a été tiré, ni par l'armée russe, ni par l'armée syrienne.

Lorsque les missiles de croisière états-uniens ont atteint leur cible, ils ont trouvé une base militaire quasi-vide, qui venait juste d'être évacuée. Ils auraient donc détruit le tarmac, des radars et des avions depuis longtemps hors d'usage, des hangars et des habitations. Ils ont cependant fait une douzaine de victimes, dont neuf sont décédées.

Alors qu'aucun missile de croisière n'a officiellement été égaré ou détruit, seuls 23 et non pas 59 ont frappé la base de Sha'irat.

Que signifie cette mise en scène ?

Le président Trump tente depuis son accession à la Maison-Blanche de changer la politique de son pays, et de substituer des formes de coopération aux affrontements actuels. Sur la question du « Moyen-Orient élargi », il a pris position pour la « destruction » des organisations jihadistes (et non pas pour leur « réduction », comme l'évoquait son prédécesseur).

Au cours des derniers jours, il a reconnu la légitimité de la République arabe syrienne et donc le maintien au pouvoir du président démocratiquement élu Bachar el-Assad. Il a reçu le président égyptien, le maréchal Abdel Fattah al-Sissi, allié de la Syrie, et l'a félicité pour sa lutte contre les jihadistes. Il a rétabli un canal direct de communication entre Washington et Damas.

Le problème du président Trump était de convaincre ses alliés d'appliquer sa politique quel que soit l'investissement qu'ils aient pu dépenser pour renverser la République arabe syrienne.

Il est certes possible que le président Trump ait fait volte-face en trois jours à la simple vue d'une vidéo diffusée par YouTube, mais il est plus probable que son action militaire de ce matin s'inscrit dans la logique de son action diplomatique précédente.

En attaquant, le président Trump a satisfait son opposition qui ne pourra donc pas s'opposer à la suite des opérations. Hier, Hillary Clinton appelait à bombarder la Syrie en riposte à l'usage supposé d'armes chimiques.

Donald Trump a ordonné de tirer des missiles de croisière sur une base quasi-vide après en avoir informé la terre entière, dont la Russie et la Syrie.

Damas, en sacrifiant cette base et la vie de quelques hommes lui a donné l'autorité pour conduire une vaste action contre tous ceux qui emploient des armes chimiques. Or, à ce jour, les seuls utilisateurs de ces armes identifiés par les Nations unies sont : les jihadistes.

Daesh, également informé de l'attaque états-unienne (mais par ses commanditaires britanniques, français et allemands), a immédiatement lancé une attaque à Homs désormais privé de base aérienne.

Nous verrons dans les prochains jours comment Washington et ses alliés réagiront à l'avancée des jihadistes. Ce n'est qu'à ce moment là que nous saurons si la manœuvre de Donald Trump et le pari de Vladimir Poutine et de Bachar el-Assad fonctionneront.

Source : « Donald Trump affirme son autorité sur ses alliés », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 7 avril 2017, www.voltairenet.org/article195897.html

Samedi 8 avril 13h20 à Pondichéry

Dossier Syrie.

Les faits relatés dans les articles ou extraits d'articles suivants confirment en partie la thèse avancée hier par Thierry Meyssan de Damas.

Des responsables américains ont précisé avoir informé la Russie avant les tirs de missiles et avoir pris soin de ne pas viser la partie de la base de Chayrat sur laquelle se trouvaient des troupes russes. Reuters 07.04

- Ce que l'on sait sur le bombardement de la base aérienne syrienne - AFP

La piste elle-même n'a pas été visée, notamment parce les missiles Tomahawk ne sont pas assez puissants pour créer des dommages suffisants, a indiqué vendredi un haut responsable militaire américain.

L'OSDH a affirmé plus tard que des avions avaient pu à nouveau décoller vendredi de la base visée, sans dire s'il s'agissait d'avions syriens ou d'avions russes.

Le capitaine Davis a affirmé que "toutes les précautions avaient été prises pour exécuter la frappe avec un minimum de risques" pour le personnel présent sur la base et notamment les Russes qui s'y trouvaient.

La frappe "n'était pas faite pour viser des gens", a-t-il dit.

Selon lui, les Russes ont été prévenus à l'avance de la frappe via la ligne de communication spéciale mise en place par les militaires américains et russes depuis l'automne 2015 pour éviter tout incident aérien entre leurs avions respectifs dans le ciel syrien.

Il y a eu de "multiples conversations" avec les Russes jeudi via la ligne spéciale, a-t-il dit. Le porte-parole a indiqué que les militaires américains connaissaient "l'endroit précis" de la base utilisé par les militaires russes, a-t-il précisé.

Le porte-parole américain a laissé entendre que la frappe n'avait pas vocation à être répétée.

Pour Waddah Abded Rabbo, directeur du quotidien al-Watan proche du pouvoir à Damas, "le régime n'avait aucun intérêt à provoquer une attaque chimique surtout après qu'Assad a obtenu ce qu'il attendait depuis six ans: la reconnaissance et la légitimité par les États-Unis.

"Pourquoi aurait-il gâché cette opportunité en lançant une attaque chimique dans une localité qui n'a aucune importance stratégique ou militaire?"

Pour lui, ce sont "vraisemblablement les Turcs qui ont mené cette opération car le rapprochement entre le gouvernement syrien et Washington leur est inacceptable".

"Toute cette opération les remet en scène et les rapproche de nouveau des Américains avec l'espoir que Washington changera d'avis sur Assad", estime-t-il. AFP 07.04

- Sergueï Soudakov, membre de l'Académie des sciences militaires de Russie.

Les États-Unis ont annoncé leur intention de frapper via des canaux diplomatiques. La Russie a également prévenu les Syriens qui ont évacué les soldats et le matériel de la base, a déclaré Sergueï Soudakov, membre de l'Académie des sciences militaires de Russie. sputniknews.com 07.04

- La Russie se réserve désormais le droit de réagir à des frappes US en Syrie - sputniknews.com

Selon un vice-président de la commission de la défense du parlement russe, la suspension du mémorandum avec les États-Unis sur la prévention d'incidents aériens en Syrie permettra à la Russie de réagir opportunément à des menaces américaines, à l'instar de leur frappe sur une base syrienne.

En réponse à l'attaque contre une base aérienne en Syrie, Moscou a suspendu le mémorandum russo-américain sur la prévention des incidents et la garantie de la sécurité des vols au cours de l'opération en Syrie. en réponse à l'attaque contre une base aérienne en Syrie.

« Cette décision est absolument logique : à présent, beaucoup se posent la question de savoir pourquoi les missiles sol-air n'ont pas été utilisés. La réponse est que la Russie agit agissait dans le cadre du mémorandum. La sortie du de ce mémorandum permettra de réagir opportunément à différentes des menaces différentes, concernant notamment nos aérodromes et nos unités se trouvant dans ce pays », a déclaré à Sputnik Iouri Chvytkine, vice-président de la commission de la défense de la Douma (chambre basse du parlement russe). sputniknews.com 07.04

- La Suède remet en question la légitimité de la frappe US en Syrie - sputniknews.com 07.04

- Le Daily Mail retire un article sur le plan US d'organiser une attaque chimique en Syrie - sputniknews.com

Le Daily Mail britannique retire de son site l'article intitulé «Les États-Unis ont soutenu le projet d'effectuer une attaque chimique en Syrie et d'en rejeter la responsabilité sur le gouvernement d'Assad» datant le 29 janvier 2013. S'agit-il d'une coïncidence? Sputnik attend la réponse du journal en question pour en connaître les causes.

En janvier 2013, le quotidien britannique Daily Mail publie un article de la journaliste Louise Boyle qui évoque le sujet du

projet américain portant sur l'organisation d'une attaque chimique en Syrie ayant pour objectif de «faire accuser le gouvernement de Bashar al-Assad». Cependant sur fond d'escalade du conflit actuel, l'article a été retiré du site. Sputnik s'est adressé à la direction du Daily Mail afin de savoir quand cet article avait été supprimé et pour quelle raison. Pour l'instant, aucune réponse n'été donnée.

Selon les propos publiés il y a quatre ans, ce projet américain devait servir de prétexte pour renforcer les opérations militaires sur le territoire syrien effectuées par la coalition internationale.

« Les fuites des messages électroniques prouvent, au préalable, que la Maison-Blanche avait donné son accord à la réalisation de l'attaque chimique en Syrie qui pourrait servir de cause pour accuser le régime d'Assad, puis renforcer les opérations militaires internationales dans un pays affaibli », était-il écrit dans l'article de 2013.

De même, le rapport publié contenait la correspondance entre deux personnalités haut placées de la compagnie Britam Defence qui révélait que « le schéma approuvé par Washington » supposait que « le Qatar financerait l'utilisation des armes chimiques par des forces de l'opposition syrienne »

En plus, l'auteur de l'article a indiqué que cette correspondance avait été rendue publique par un hacker malaisien qui avait pu avoir accès aux résumés ainsi qu'aux copies des passeports de ses dirigeants via un serveur non-sécurisé de la compagnie.

Dans la nuit de jeudi à vendredi, 59 missiles «Tomahawk» ont été tirés depuis des destroyers de l'U.S. Navy dans l'est de la Méditerranée, touchant plusieurs cibles sur la base aérienne de Shayrat, dans la région d'Homs, dans l'ouest de la Syrie.

Commentant ce bombardement, Igor Konachenkov, porte-parole du ministère russe de la Défense, a déclaré que « chaque spécialiste comprenait que la décision de porter les frappes aériennes contre la Syrie avait été prise par Washington bien avant les événements dans la localité de Khan Cheikhoun, ceux-ci n'étant qu'un prétexte formel. Cette démonstration de force militaire était dictée uniquement par des raisons de politique intérieure ». sputniknews.com 07.04

Commentaires d'internautes

1- Assad combat le terrorisme et les Américains le soutiennent qui sont les dictateurs avec leurs alliés

2- "diminuant la capacité du gouvernement syrien à mener des frappes"

Donc, Daesh et ses alliés les "gentils rebelles coupeurs de têtes" ne font pas partie des dommages collatéraux. Toujours la même alliance tripartite : USA-Daesh-Rebelles coupeurs de têtes et toujours le même objectif.

3- Je suis inquiet, car si ceux qui profèrent de telles accusations avec l'aplomb de leur statut "d'experts" sont capables de dire de telles énormités, il n'est pas étonnant que le monde aille si mal !

Pour moi la seule question est : " à qui profite le crime" ? A moins d'être complètement aveuglé par la haine de Assad, la réponse est "pas à lui" ! Les seuls gagnants dans cette affaire sont les terroristes de Daesh et Al Nustra.

Pas besoin de faire sciences po et de se dire expert pour le comprendre ! Mais quand on voit la précipitation des occidentaux pour accuser Assad, quand on voit qu'ils remettent sur le tapis l'attaque de la Ghouta, alors qu'il a été prouvé que Assad n'y était pour rien, on comprend immédiatement d'où vient le coup et que les intentions des USA et de ses alliés est de donner un coup de main à leurs assassins qu'ils ont rebaptisé "rebelles modérés" ! C'est une honte pour l'occident !

Election présidentielle française en quête désespérément de légitimité.

Si c'était Fillon qui était élu le 7 avril prochain, ce serait le parti officiel de l'ordre qui serait au pouvoir, LR et ses satellites de droite, et le parti supplétif de l'ordre, le PS, figurerait dans l'opposition parlementaire.

L'avantage de ce scénario pour le régime, c'est que le PS pourrait se présenter plus facilement sous le masque de la gauche et redorer son blason, aidé en cela par les parasites d'extrême gauche gravitant autour depuis un siècle qui ne l'ont toujours pas caractérisé de droite, permettant ainsi que cette imposture perdure jusqu'aux prochaines élections ou préparant l'alternance suivante et ainsi de suite.

Quand le PS est au pouvoir, LR revendique l'alternance, et quand c'est LR qui est au pouvoir, c'est le PS qui revendique l'alternance pour en fait appliquer la même politique destinée à satisfaire les besoins de la classe des capitalistes.

LR au pouvoir, le PS prétend incarner l'opposition populaire avec la complicité des partis d'extrême gauche et des syndicats. Et

quand c'est le PS qui est au pouvoir, c'est LR qui va enfourcher le rôle d'opposant à la guerre idéologique que mène le PS avec zèle pour le compte de l'oligarchie, contribuant ainsi à créer l'illusion qu'il résisterait au rouleau compresseur du néolibéralisme, alors qu'en réalité il en est un des principaux acteurs.

Cette confusion est le produit du consensus qui existe entre LR et le PS qui appliquent la même politique en se partageant les rôles et les tâches selon qu'ils sont au pouvoir ou dans l'opposition parlementaire. C'est ainsi qu'on en arrive à la situation ou des travailleurs qui se prétendent de gauche ou même d'extrême gauche vont participer indistinctement à des campagnes initiées par LR ou le PS, alors qu'elles sont tournées contre leurs intérêts.

En conclusion, si Fillon était élu, sous la pression des militants du mouvement ouvrier et de millions de travailleurs qui rejetteraient la politique réactionnaire de Fillon, le PS et les bureaucrates syndicaux, ainsi que la pseudo-gauche et extrême gauche seraient amenés à appeler à la mobilisation les masses populaires pour mieux briser leur résistance et permettre au gouvernement d'appliquer sa politique, donc Fillon président alimenterait la lutte des classes.

Il en irait tout autrement si Macron était élu puisqu'il serait amené à gouverner avec le PS ou son soutien, ce qui signifie qu'il concourrait à briser toute tentative de mobilisation contre Macron et son gouvernement, à neutraliser la lutte de classes avec la complicité des appareils corrompus des syndicats auxquels tous les partis dits ouvriers sont liés. Ce serait comme si Hollande avait été réélu.

Cette situation et ces rapports permettraient à l'extrême gauche de figurer comme la seule opposition au régime, sachant que LR et l'UDI ou le FN ne censureraient pas un tel gouvernement néoconservateur, encore faudrait-il qu'elle rompe avec le PS et les appareils des syndicats, l'opportunité de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire s'en trouverait renforcée, légitimée.

On évacue l'hypothèse Hamon qui ne sert plus qu'à maintenir en survie artificielle le PS, qui demeure malgré tout indispensable à la stabilité du régime.

Quant à celle de Mélenchon, elle pourrait se traduire par une situation comparable à la Grèce en l'absence de volonté pour affronter le régime, encouragée par le harcèlement, la mobilisation, le sabotage de la réaction, à moins que les masses révolutionnaires saisissent l'occasion qui leur serait donnée pour se dresser contre le régime et balayer tous les obstacles à leur mobilisation, tout dépendrait de quelle manière et à quel moment Mélenchon abdiquerait, comment les travailleurs l'interprèteraient et s'ils parviendraient à trouver la voie de l'auto-organisation pour unifier leur combat et se fixer des objectifs politiques, ce qui nécessiteraient qu'ils soient mûrs pour prendre leur destin en mains et passer à l'action, afin de poser les principes ou les bases d'une République sociale.

Ce dernier scénario me semble inenvisageable dans l'état actuel des choses parce que le prolétariat s'est embougeoisé. Sa majorité a encore trop à perdre pour se lancer dans une telle aventure. Elle aspire juste à conserver ses avantages ou tout au plus à obtenir une amélioration de sa condition qui n'est pas désespérée, elle n'a pas acquis le niveau de conscience politique suffisant pour s'attaquer aux fondements du capitalisme et à ses institutions, ce que prouve d'une certaine manière sa participation à cette élection.

Jusqu'à présent les travailleurs ont supporté tous les sacrifices qui leur ont été imposés dans le cadre du régime. Demain seront-ils prêts à de plus lourds sacrifices pour briser ce carcan pour entrevoir un avenir meilleur ? La désillusion qui suivrait la capitulation de Mélenchon pourrait se traduire au contraire par une profonde démoralisation et démobilisation d'autant plus qu'ils n'auraient pas que la réaction contre eux, mais la totalité des partis qui ont déjà gouverné, ainsi que les appareils vendus des syndicats. Ils se retrouveraient plus seuls que jamais avec pour tout soutien une avant-garde disloquée et en proie à des contradictions inextricables qui ne pourrait pas constituer un pôle de regroupement pour les organiser. C'est pourtant la seule voie ou issue politique qu'il leur resterait.

- A J-16, les électeurs jouent avec les nerfs des candidats - Reuters

A 16 jours du premier tour, la dixième élection présidentielle de la Ve République reste la plus incertaine, avec une réduction des écarts dans les intentions de vote en faveur des candidats du carré de tête, dont est absent le socialiste Benoît Hamon. Reuters 07.06

- Mélenchon et Fillon viennent chatouiller les deux favoris - LePoint.fr

Selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour "Le Point", Emmanuel Macron et Marine Le Pen sont à portée de tir du candidat de La France insoumise et de son rival LR.

À 15 jours du premier tour, Jean-Luc Mélenchon continue sa « remontada » et joue désormais à armes égales avec François Fillon. Les deux hommes grignotent l'avance de Marine Le Pen et d'Emmanuel Macron, qui n'ont plus rien d'intouchable favori, selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour Le Point. À la question « Si le premier tour de l'élection présidentielle de 2017

avait lieu dimanche prochain, pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez ? », Emmanuel Macron obtient 23,5 % (- 2,5 points par rapport au sondage du 31 mars) et Marine Le Pen 23 % (- 2). À leurs trousses, François Fillon respire avec 18,5 % (+1,5), mais doit désormais lutter avec Jean-Luc Mélenchon, qui récolte, lui, 18 % (+ 2).

« À eux seuls, les quatre premiers totalisent 83 % des intentions de vote et ne laissent que des miettes (17 %) aux sept autres candidats », dont celui du Parti socialiste qui chute à 9 %, observe Gaël Sliman, le président d'Odoxa.

De quoi confirmer, une énième fois, le caractère absolument incertain et inédit de l'élection présidentielle. Du jamais-vu sous la Ve République à deux semaines du premier tour. Si le candidat d'En marche ! et sa rivale du Front national figurent toujours en tête, leur baisse brutale - en 7 jours - les met à portée de tir de François Fillon et Jean-Luc Mélenchon.

- Mélenchon rejoint Fillon, Macron et Le Pen toujours en tête mais en baisse (sondage) AFP

Jean-Luc Mélenchon, en forte hausse, et François Fillon sont désormais au coude-à-coude, avec 19% d'intentions de vote au 1er tour de l'élection présidentielle, et réduisent l'écart avec Emmanuel Macron et Marine Le Pen, tous les deux en baisse, selon un sondage BVA Salesforce diffusé samedi.

Avec 19% d'intentions de vote, le candidat de La France insoumise gagne 4 points en une semaine et rejoint celui de la droite (19%, =), qui ne parvient pas à se relancer.

Emmanuel Macron (23%, -2) voit quant à lui son avance s'effriter et se retrouve à égalité avec Marine Le Pen (23%, -1), selon cette enquête pour Orange et La Presse régionale. L'écart entre le duo de tête et ses poursuivants n'est plus que de quatre points à deux semaines du 1er tour.

Le candidat de La France insoumise prend principalement des voix au socialiste Benoît Hamon qui passe sous la barre des 10%, avec à 8,5% (-3) d'intentions de vote.

Le souverainiste Nicolas Dupont-Aignan est crédité de 3,5% ("0,5), le trotskiste Philippe Poutou de 1,5% ("1) et les autres candidats de 0% à 1%. 9% des personnes interrogées n'ont pas exprimé d'intentions de vote au 1er tour.

Neuf électeurs de Marine Le Pen sur dix (89%) et 79% de ceux de François Fillon se disent sûrs de leur choix. Ce n'est le cas que de 63% de ceux d'Emmanuel Macron, 59% de ceux de Jean-Luc Mélenchon et 43% de ceux de Benoît Hamon.

Près de quatre personnes prévoyant de voter au 1er tour sur dix (38%) n'expriment pas d'intentions de vote ou peuvent encore changer d'avis.

21% des personnes interrogées n'ont pas exprimé d'intentions de vote. AFP 08.04

- Le Pen (25%) devance Macron (24%) et Fillon (20%), selon un sondage Opinionway - Reuters

Marine Le Pen reste en tête des intentions de vote pour le premier tour de l'élection présidentielle, avec 25%, devançant Emmanuel Macron (24%) et François Fillon (20%), les trois candidats étant stables, selon le sondage quotidien Opinionway-Orpi pour Les Echos et Radio classique. Reuters

Commentaires d'internautes

1- Et bien je continu à retenir (depuis plusieurs semaines) les chiffres de cet analyste Canadien : LE PEN 23% FILLON 22% ET MACRON BATTU avec 20% MELENCHON 16% et HAMON à 12% (mais attention si HAMON s'écroule, MELANCHON peut même passer devant MACRON.) et oui le scénario HOLLANDE / MACRON se dégonfle progressivement comme une baudruche... Et heureusement car ce quinquennat qui se tetmine est une catastrophe !

2- Mais plusieurs sondages en Suisse donnent Fillon nettement devant Macron.

Fillon continue son ascension, Hamon en chute libre - valeursactuelles.com

Présidentielle. D'après la dernière mesure Filteris sur le poids numérique des candidats à la présidentielle, François Fillon gagne des points et talonne Marine Le Pen.

François Fillon regagne du terrain petit à petit. C'est la conclusion de l'analyse Filteris du jour. Tandis que Marine Le Pen voit son score de la veille baisser (-0,59 point à 23,30%), François Fillon gagne, lui, 0,04 point et est crédité de 22,72%. Il est suivi

par Emmanuel Macron qui se retrouve à 22,09% (+0,28). Le candidat de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon poursuit également sa progression (+0,08 point à 17,51%). Hamon en chute libre

Le candidat socialiste est toujours en chute libre. En effet, chaque jour, il perd de plus en plus de points. Ainsi, aujourd'hui, l'ancien ministre de l'Education est à nouveau privé de 0,53 point et est à 7,83%. valeursactuelles.com 07.04

- "La bulle Macron, un matraquage publicitaire massif" tempsreel.nouvelobs.com 20.02.2017

Pour le politologue Thomas Guénolé, les médias ont "suscité artificiellement l'intérêt" pour la candidature d'Emmanuel Macron, au risque de "piper les dés de la démocratie".

Thomas Guénolé est politologue, enseignant à Sciences Po Paris et à Paris II, auteur de "La Mondialisation malheureuse" (éditions First, 2016) et "Petit guide du mensonge en politique" (Fayard, 2017, réédition).

Vous vous êtes attaché à mesurer l'exposition médiatique dont a bénéficié Emmanuel Macron, et vous en concluez qu'il a bénéficié d'une "bulle" médiatique en 2016. Comment parvenez-vous à cette observation ?

Nous avons pu mesurer la bulle grâce à un indicateur fiable : nous avons comparé des données analysées via Talkwalker par Véronique Reille Soult, directrice générale de Dentsu Consulting. Durant le printemps et l'été 2016, Emmanuel Macron a recueilli 43% de part de voix dans les parutions des médias, contre 17% sur les réseaux sociaux, c'est-à-dire les contenus émis par les gens au sujet du candidat.

L'écart est si considérable qu'on peut raisonnablement qualifier cette situation de gigantesque bulle médiatique. Ceci, pour "vendre" la marque Macron par un effet bien connu des publicitaires : "l'effet de simple exposition". En résumé, cet effet veut qu'en répétant encore, encore et encore le même item à une population, toute une partie de cette population va développer artificiellement un sentiment positif envers cet item. Bref, cette bulle médiatique Macron, c'est du matraquage publicitaire massif. Je n'ai pas le souvenir de cas aussi puissants récemment.

Comment l'expliquez-vous ?

Il y a bien sûr des marottes dans le journalisme politique. Un nouveau Premier ministre a ainsi presque toujours droit à une série d'articles positifs durant les premiers mois qui suivent sa prise de fonction. Cela arrive aussi parfois pour un simple ministre. Mais c'est sans commune mesure avec la bulle que nous avons mesurée pour l'ex-ministre de l'Economie.

Il y a trois hypothèses envisageables pour expliquer ce phénomène, et je n'ai pas d'éléments suffisants pour trancher entre les trois. La question est : pourquoi un média se met-il à vendre du Macron d'une manière aussi colossalement disproportionnée ?

La première hypothèse est celle de la préférence politique : le média '"roule" pour le candidat parce qu'il correspond à sa propre ligne éditoriale et politique. Cela donne donc, pour lui, des angles d'articles systématiquement favorables, des papiers qui retiennent généralement leurs coups, des critiques évidentes qu'on oublie de faire, etc. Ce choix est légitime, car un média n'a pas à être neutre. Et ce n'est pas un problème en soi. Ça devient un problème quand une grande proportion des médias se mettent à soutenir le même candidat par matraquage massif.

La deuxième hypothèse, c'est l'effet mimétique. Les médias s'observent beaucoup les uns les autres et il y a un effet moutonnier. En l'occurrence, un magazine fait sa couverture sur Emmanuel Macron, puis les autres journaux suivent à leur tour.

La troisième possibilité, c'est la volonté de l'actionnariat. Tel actionnaire veut vendre du Macron, comme autrefois tel autre actionnaire de grand média a voulu vendre du Sarkozy. C'est peut-être en raison de ses multiples positionnements extrêmement favorables aux intérêts des 0,1% les plus riches du pays. Emmanuel Macron est quelqu'un qui dit qu'un jeune devrait avoir envie de devenir milliardaire, qu'il faut supprimer l'ISF pour les grands investisseurs, et ainsi de suite. Ce qui ne manque pas de trouver un certain écho. Et, comme ministre, il a défendu une ligne très favorable aux grands groupes privés, c'est un fait.

Son exposition médiatique n'est-elle pas due, plus simplement, au fait qu'Emmanuel Macron fait vendre des journaux, qu'il fait de l'audience à la télé ? Bref, qu'il intéresse les consommateurs de médias ?

Au démarrage, la curiosité initiale des gens n'était pas suffisante. C'est le matraquage médiatique massif qui, par "effet de simple exposition", a suscité artificiellement l'intérêt des gens et abouti à ces niveaux d'audience. Et puisque l'intérêt fabriqué ainsi est artificiel, cela revient à piper les dés de la démocratie. C'est un danger. Il y a pourtant des pistes pour protéger le pluralisme démocratique dans notre pays. Il faudrait engager une réflexion sur les quotas.

Votre étude sur le matraquage médiatique au bénéfice d'Emmanuel Macron porte sur 2016. Mais début 2017, la bulle Macron continue-t-elle ?

La primaire de la gauche, puis les affaires de François Fillon, ont créé une parenthèse en janvier-février. Nous observons donc que les parts de voix d'Emmanuel Macron à la fois dans les médias et sur les réseaux sociaux redescendent dans les deux cas, grosso modo, autour de 20%.

J'attends toutefois la fin de février pour calculer si le matraquage médiatique a repris, mais il semble que ce soit le cas si je regarde les couvertures de plusieurs magazines ces toutes dernières semaines… Il faudrait que des médias se calment dans leur volonté obsessionnelle de nous vendre Emmanuel Macron : autrement nous ne serions même plus dans le matraquage médiatique, mais dans le gavage d'oie !

Qui plus est, c'est le matraquage d'une marque mais jusqu'à présent, il n'y a pas grand-chose derrière. La consultation des fiches thématiques de son site Internet montre que les propositions concrètes restent maigres.

A quelques semaines seulement du premier tour, on ne peut toujours pas identifier le cap vers lequel Emmanuel Macron veut nous emmener. Le candidat n'a exposé clairement ni sa vision, ni ses valeurs, sans même parler de son programme – même si le programme est beaucoup moins important pour les gens que la vision et les valeurs. Je ne vois chez lui qu'un seul exemple de cap clair : son positionnement en faveur d'une Europe fédérale. Mais c'est le cas d'à peu près tout le monde en dehors de l'extrême droite et des altermondialistes : bref, à ce jour le "macronisme" reste à l'état gazeux. tempsreel.nouvelobs.com 20.02.2017

Demandez le programme du gouvernement de la "gauche de la gauche" de la troïka.
Coupes supplémentaires dans les retraites et augmenter les impôts

- Athènes accepte des réformes pour sortir de l'impasse avec ses créanciers - AFP

Athènes s'est entendue vendredi avec ses créanciers sur les réformes qu'elle doit encore entreprendre pour parvenir à un accord, après des mois d'un surplace qui suscitait une inquiétude grandissante sur le redécollage de l'économie grecque.

"La bonne nouvelle aujourd'hui, c'est que nous avons résolu les gros problèmes concernant les réformes à faire et maintenant nous n'avons plus qu'à parcourir la dernière ligne droite", a déclaré le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, lors d'une conférence de presse à l'issue d'une réunion des 19 ministres des Finances de la zone euro à La Valette.

Selon M. Dijsselbloem, le gouvernement grec est maintenant prêt à effectuer des coupes supplémentaires dans les retraites en 2019 et augmenter les impôts en 2020. AFP 07.04

Haut de page

Le 9 avril 2017

CAUSERIE

La causerie de mars a été formatée au format pdf. J'ai actualisé l'image qui illustre l'actualité, pas de place pour la farce électorale française, la guerre contre la Syrie m'a semblé plus importante, par respect envers le peuple syrien, si vous le permettez.

Si vous voulez connaître la position du PCF, du PG, du NPA ou de LO sur les derniers évènements survenus en Syrie, ce n'est pas difficile : Unanimement elle procède du déni adopté par le camp de la guerre, c'est-à-dire que tous les partis ont adopté le parti pris consistant à occulter les faits qui ont été exposés par les autorités syriennes et russes, préférant la version des barbares et de leurs représentants basés à Londres reprise en choeur par Trump, le Pentagone, l'OTAN, Bruxelles et évidemment Hollande ainsi que la totalité des agences de presse et des médias occidentaux.

On se trouve donc en présence d'une imposture similaire à celle qui avait servi à justifier le bombardement de l'Irak et de la Lybie par l'impérialisme américain et ses vassaux, dont la France.

Concernant le mouvement ouvrier français, la palme de l'ignominie ou de la pourriture revient naturellement à la pseudo-extrême gauche qui a procédé à un copier/coller de la déclaration de Trump, lisez, cela se passe de commentaires.

En quelque sorte, sur la base des faits, on pourrait avancer que le mouvement ouvrier tel qu'il existe de nos jours est devenu l'ennemi de la classe ouvrière et de tous les peuples résistants à l'impérialisme américain.

Propos outrancier diront certains, si peu en réalité. Mais il est vrai qu'ils sont fâchés avec la réalité, ils ont un grave problème avec elle. Quand on leur disait qu'à force de refuser de la regarder en face ils sombreraient dans le pire opportunisme qui soit, on y est, ils soutiennent Trump, le Pentagone et l'OTAN. Décidément le dogmatisme a causé des ravages irrémédiables au point de les conduire à un tel déni.

Le plus cocasse, si je puis dire, c'est que ce sont ces gens-là qui osent nous accuser de ne pas faire preuve de mesure, de ne penser qu'en noir et blanc, etc. alors qu'ils ne sont même pas capables de faire preuve de la logique ou du discernement le plus élémentaire, en fait, ce sont des ignares ou ils sont malhonnêtes ou les deux à la fois, simple constat. Après avoir tout accepté de la part de leurs dirigeants faillis ou corrompus, ils ont accepté les versions de Bush du 11/9, 16 ans plus tard ils emboîtent le pas à Trump, c'est logique, c'est normal, ils sont profondément décomposés, ils sont mûrs pour se faire manipuler par tous les bouts et ne comprennent plus rien à rien, s'ils ne réagissent pas, ils sont perdus pour notre cause.

Sans surprise, Hollande et son clone Macron ainsi que l'UE ont appelé les Américains à continuer de bombarder la Syrie et exigé la tête du président syrien derrière lequel se range ou se reconnaît l'immense majorité du peuple syrien.

LO accuse sans preuve.

LO - Syrie : les bombes du régime et celles de l'impérialisme - Nathalie Arthaud, 7 avril 2017

L'attaque au gaz des habitants de Khan Sheikhoun, mardi 4 avril, est une nouvelle horreur dans la guerre impitoyable que le régime syrien livre à son propre peuple depuis 2011.

Le NPA prend la défense des barbares.

NPA - Déclaration de Philippe Poutou : après le bombardement Etats-unien en Syrie, 7 avril 2017

Pour la première fois depuis 6 ans, l'armée du criminel de guerre El Assad a été la cible de frappes aériennes. 59 missiles américains ont détruit la base aérienne de Shayrat, d'où auraient décollé les appareils responsables de l'attaque de mardi aux armes chimiques contre les populations civiles de Khan Sheikhoun, qui a fait au moins 86 morts, dont 27 enfants. (...)

Le boucher El Assad avec les armées iranienne et russe ont tué des centaines de milliers de Syriens, bombardant sans cesse les populations civiles et les forces de la résistance à son pouvoir sanguinaire.

Le PG et le PCF tiennent un double langage en s'en remettant à l'ONU, ce qui revient à laisser les mains libres à l'impérialisme américain qui n'a que faire de l'ONU.

PG - L'emploi d'arme chimique est intolérable, l'intervention des Etats-Unis irresponsable, 7 avril 2017

Le Parti de Gauche condamne avec gravité l'intervention militaire des Etats-Unis de Trump en Syrie.

L'emploi d'arme chimique est intolérable. L'utilisation de gaz Sarin à Khan Cheikhoun est donc un crime qui ne pourra rester impuni. Quel qu'il soit, son auteur devra être traduit un jour devant un tribunal international.

PCF - Syrie : « Trump alimente l'escalade militaire », 7 avril 2017

Le Parti communiste français exprime sa profonde réprobation de ces bombardements américains de même qu'il a condamné avec force l'usage des armes chimiques et la poursuite de la guerre en Syrie.

J'imagine que les autres partis vont tenir le double langage habituel condamnant indistinctement Trump et Assad, sachant que Trump et les faucons du Pentagone se taperont complètement de cette condamnation, en revanche ils pourront se féliciter de celle d'Assad, et qu'ainsi le mouvement ouvrier français soit neutralisé, réduit à l'impuissance.

Vous aurez compris au passage pourquoi les investitures à la candidature présidentielle de LO et du NPA étaient compatibles avec l'ordre mondial imposé par Washington. Cela vaut pour Mélenchon évidemment.

Quelques articles et déclarations.

Khan Cheikhoun : la version US remise en cause par la sénatrice Tulsi Gabbard - PressTV

La présumée attaque chimique qui a incité Donald Trump à « tirer ses missiles contre le territoire syrien » au mépris du droit international n'a fait l'objet d'aucune enquête préalable au niveau international ni d'aucune résolution onusienne.

La frappe US a eu lieu suivant le même schéma que celui de l'invasion de l'Irak en 2003 par l'administration Bush.

Vendredi, des manifestations anti-guerre se sont multipliées aux États-Unis par les « déçus » de Trump qui croyaient avoir élu un président « en rupture avec ses prédécesseurs », mais finissent par comprendre qu'ils se sont trompés. Même au sein des milieux politiques US, la démarche de Trump est loin d'avoir reçu l'approbation générale.

La sénatrice Tulsi Gabbard, celle-là même qui s'était rendue en décembre à Damas rencontrer le président syrien, a remis en cause la version officielle et a exprimé des doutes sur « la culpabilité d'Assad » dans l'attaque chimique à Khan Cheikhoun.

Sur CNN, la sénatrice démocrate a dénoncé « une guerre dévastatrice et contre-productive » qui vient de commencer, exactement au nom des « mêmes prétextes à l'aide desquels nous avons déclenché la guerre contre l'Irak ». Gabbard a dit « douter totalement de l'implication d'Assad dans l'attaque chimique de Khan Cheikhoun ». PressTV 08.04

Sénateur US: les Américains sont fatigués de tuer pour l'Arabie saoudite et la Turquie - sputniknews.com

Le président Trump doit comprendre que le public américain est fatigué de voir les États-Unis faire la guerre pour des pays étrangers comme l'Arabie Saoudite et la Turquie, a déclaré à Sputnik le sénateur de l'État de Virginie Richard Black, évoquant la récente frappe américaine contre une base militaire en Syrie.

Le sénateur américain Richard Black s'est confié à Sputnik sur les vraies causes de ces tirs.

Il estime ainsi que certains groupes en Syrie, qui avaient l'intention de perturber le processus de paix dans le pays, auraient poussé le président américain Donald Trump à effectuer l'attaque:

« Partiellement, cela aurait un rapport avec le blocage d'un accord de paix réussi, et, dans ce cas, ce sont les rebelles qui voulaient arrêter le processus de paix, car en ce moment ils sont faibles et le gouvernement syrien est fort », a déclaré à Sputnik le sénateur de l'État.

Le fait que les rebelles en Syrie disposent du gaz neurotoxique, selon lui, ne soulève pas de doutes: « Je n'ai pas de preuves, mais nous savons que l'aviation syrienne a ouvert le feu, bombardé l'entrepôt, et je crois qu'il y avait des bombes avec du gaz sarin, des obus d'artillerie que les rebelles conservaient pour les utiliser dans l'avenir. » sputniknews.com 08.04

La situation actuelle en Syrie ressemble à celle de l'Irak en 2003 - PressTV

Le ministère russe de la Défense a souligné que la situation actuelle de la Syrie ressemblait beaucoup au dossier chimique irakien en 2003.

Le ministère russe de la Défense a affirmé aujourd'hui, samedi 8 avril, que le Pentagone et le département d'État américain n'étaient pas parvenus à prouver l'existence d'armements chimiques dans la base aérienne de Shayrat visée dans la nuit du 6 au 7 avril par des missiles américains.

Selon ce rapport, dans l'optique de Moscou, l'envoi d'experts internationaux est le seul moyen permettant d'avoir accès à des témoignages sur l'emploi présumé d'armes chimiques dans la base aérienne syrienne prise pour cible par les États-Unis.

Igor Konachenkov, porte-parole du ministère russe de la Défense, a souligné que 24 heures après les tirs de missiles US en direction de la base de Shayrat à Homs, ni le Pentagone, ni le département d'État n'avaient pu présenter de preuves suffisantes sur l'existence d'armements chimiques dans cette base syrienne.

« Des dizaines de représentants des médias, de politiciens locaux, de pompiers et de policiers se sont rendus sur place. Aucun armement présent sur cette base ne contenait de matière chimique. Aucun visiteur n'a utilisé de masques à gaz. Ils vont bien », a poursuivi Igor Konachenkov. PressTV

Le Pentagone n'a aucune preuve de l'existence d'armes chimiques sur la base de Shayrat - sputniknews.com

Igor Konachenkov a souligné que « tout membre de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), respectée même par les États-Unis, sait qu'il est impossible de cacher les restes d'agents chimiques ou de leurs précurseurs sur les lieux de stockage même après des mois ou des années. »

Selon M. Konachenkov, cette situation « ressemble par trop au tube rempli de poudre blanche de Colin Powell ou aux rapports du Premier ministre britannique au sujet de la présence présumée d'armes chimiques en Irak ».

D'après le général russe, le seul moyen d'obtenir des preuves objectives est d'étudier la présence d'armes chimiques à l'aérodrome, en utilisant des équipements spéciaux pour prélever et marquer des échantillons pour leur analyse scientifique ultérieure.

« De la même façon que des experts russes l'ont fait à Alep après l'utilisation d'armes chimiques par des terroristes», a-t-il souligné.

Par ailleurs, le ministère russe a indiqué que la frappe avait détruit un entrepôt logistique, un bâtiment de formation, un réfectoire, six avions MiG-23 en réparation et un radar. La piste de l'aérodrome n'a pas été sérieusement touchée par les frappes. sputniknews.com 08.04

Zakharova: les USA «auront honte» pour la frappe en Syrie - sputniknews.com

Moscou estime que les frappes américaines sur une base en Syrie traduisent la lutte entre des clans et structures militaires, politiques et financiers des États-Unis qui ne parviennent pas à accepter les résultats de la présidentielle, dont les Américains auront honte.

« Je dirais que ce que nous voyons aujourd'hui, c'est le jeu de "trônes" américain. C'est une guerre entre les clans politiques et les structures militaro-financières et politico-financières qui refusent d'accepter les résultats de la présidentielle », a signalé Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, vendredi soir, en direct sur la chaîne de télévision NTV.

« Ce que nous avons vu aujourd'hui est vain, inepte et dangereux parce que les objectifs ne sont pas compréhensibles. Les États-Unis sont absolument dépourvus de toute stratégie à l'égard de la Syrie. La frappe est une mesure forcée résultant de cette lutte politique intérieure colossale », a-t-elle noté. sputniknews.com 08.04

Haut de page

Le 10 avril 2017

CAUSERIE

Au temps de l'imposture et du déni.

Les personnes ou acteurs qui se prétendent de gauche ou se présentent comme des opposants, des rebelles, des contestataires, des progressistes, des démocrates, des républicains, des libres penseurs, des humanistes, se retrouvent rapidement confrontés à des contradictions qui les forcent à adopter la même rhétorique et les mêmes méthodes que la réaction à défaut de pouvoir les justifier, dans la mesure où ils refusent d'affronter le régime ou d'envisager la nécessité historique de supprimer le capitaliste pour en finir avec les maux qu'ils dénoncent stérilement.

Ce sont généralement des gens sincères ou animés de bonnes intentions au départ, mais comme ils n'ont pas conscience du processus matérialiste dialectique à l'oeuvre, ils vont être conduits à vouloir faire jouer un rôle historique au régime capitaliste qu'il ne peut matériellement pas assumer, du fait qu'il est le produit de ce processus dialectique et qu'il en subit les lois, lois qui sont à la fois à l'origine de son existence et de son développement avec toutes les conséquences que cela impliquent, parce qu'ils ne comprennent pas ou ne veulent pas admettre que tout processus dialectique comporte un commencement et une fin, ce qui ne veut pas dire que l'histoire s'arrêterait là, ce processus dialectique va se poursuivre en engendrant de nouveaux rapports ou développements, sauf si à un moment donné un facteur venait contrarier ce processus qui se rétracterait sur lui-même ou entrerait en putréfaction, de sorte qu'un nouveau stade de développement serait dés lors compromis, et c'est justement à cette situation que nous sommes confrontés de nos jours.

Ce facteur qui se dresse comme un défi colossale à la civilisation humaine et qui empêche pour le moment l'humanité de franchir une nouvelle étape de son développement, réside dans l'incapacité des exploités et des opprimés de prendre conscience de la nécessité historique de se débarrasser du capitalisme ou de passer à un autre mode de production et de distribution des richesses...

La volonté de refuser ou de combattre les conséquences désastreuses ou monstrueuses du capitalisme entré en putréfaction et le refus d'envisager son abolition traduit la contradiction à laquelle sont en proie les contestataires ou opposants au capitalisme qui n'ont pas conscience de cette nécessité historique. Et du fait qu'ils n'ont pas acquis ce niveau de conscience politique, ils sont logiquement ou naturellement amenés à se soumettre au capitalisme ou à cautionner sa survie. Cependant, certains vont aller plus loin encore.

Parmi ces personnes, il y en a qui vont se servir de leur statut social ou de leur expérience au sein du mouvement ouvrier pour théoriser cette soumission ou abdication au capitalisme, et tenter de regrouper autour d'eux des gens qui n'ont pas forcément des idées préconçues en la matière qu'ils vont manipuler et détourner du socialisme, qui est la seule alternative possible au capitalisme ou pour que l'humanité puisse se débarrasser des obstacles qui l'empêchent d'atteindre un stade de développement supérieur ou de renouer avec le progrès social.

Comment vont-ils procéder pour les manipuler ? En employant les mêmes méthodes que celles qu'ils dénoncent chez ceux qui nous gouvernent ou leurs porte-parole médiatique. Ils vont ignorer délibérément certains faits censurés par ailleurs par les médias institutionnels, ils vont volontairement déformer la réalité de sorte qu'aucune issue politique ne puisse apparaître à la crise du capitalisme, entrainés dans la spirale sans fin du déni, du mensonge ou de la démagogie ils vont être conduits à soutenir les thèses, théories ou versions officielles produites par le gouvernement et les médias aux ordres, donc à se ranger au côté de la réaction qu'ils prétendent combattre, parce qu'ils ne peuvent pas se couper du bras qui les nourrit, du régime auquel ils sont subordonnés.

J'en ai fait l'expérience hier, notamment, et c'est ce que je vais vous relater maintenant.

Vous savez que j'ai mis en ligne avant-hier un article et une vidéo sur la Syrie au lendemain de l'attaque américaine, dans lesquels Thierry Meyssan fournissait un certain nombre d'informations précieuses pour comprendre la situation ainsi qu'une analyse que personne n'était forcée d'adopter.

Hier en me connectant au blog Les-crises.fr j'ai trouvé un article qui était consacré à la Syrie. J'ai voulu placer un commentaire tout à fait banal consistant à communiquer aux lecteurs l'existence de l'analyse fournit par monsieur Meyssan. Censuré ! J'ai essayé à 4 ou 5 reprises, même traitement, censuré.

Le blog Les-crises.fr et son propriétaire Olivier Berruyer prétendent défendre la liberté d'expression, on s'aperçoit ici qu'il n'en est rien, que c'est une imposture.

Pourquoi parce que ce blog est dans le colimateur du Décodex du Monde, mais surtout parce que le Réseau Voltaire est caractérisé de complotiste par ces inquisiteurs que rejoint monsieur Berruyer. Il faut préciser aussi que Les-crises.fr soutiennent toujours la version du 11 septembre 2001 de G.W. Bush contrairement au Réseau Voltaire.

Olivier Berruyer est membre des classes moyennes et son blog s'adresse principalement à cette couche de la population de nantis qui ne connaissent pas vraiment de fins de mois difficiles, il a même été jusqu'à nier tout récemment que le passage à l'euro se serait traduit par une forte augmentation des prix lors de la décennie suivante, voilà pour le fond de commerce de cette petite entreprise. Allons plus loin.

Cet individu est foncièrement malhonnête, on est en présence d'un manipulateur professionnel, car il a parfaitement conscience de ce qu'il fait et c'est très facile de le confronter ou à prouver.

Il a donc mis en ligne une vidéo sur la situation en Syrie d'un dénommé Bassam Tahhan intitulée *Trump dans le bourbier syrien*, en la faisant précéder de la mention suivante : Intéressante interview de Bassam Tahhan, professeur de lettres arabes, islamologue et politologue franco-syrien né en Syrie (interviewé aussi précédemment ici par France info et là par France 24).

J'ai téléchargé et visualisé l'interview de monsieur Bassam Tahhan, et j'ai constaté que ses propos étaient similaires à ceux de Thierry Meyssan, à ceci près que ceux de Meyssan étaient plus précis pour être présent à Damas en Syrie. Alors vous vous demanderez pourquoi le propriétaire du blog Les-crises.fr a-t-il censuré mes commentaires qui faisaient référence à la vidéo de monsieur Meyssan ?

Pour au moins deux raisons.

La première, parce que monsieur Bassam Tahhan vit en France, il a été interviewé sur les quaies de la Seine à Paris, alors que monsieur Meyssan est persona non grata en France et aux Etats-Unis. Monsieur Bassam Tahhan avait accès aux plateaux de télévision du régime français, alors que monsieur Meyssan en est banni depuis 2002, lui il intervient sur différentes chaînes de télévision au Moyen-Orient (en Syrie et en Iran) et en Russie, donc dans des pays qui sont considéré par les Américains et l'OTAN comme les ennemis des puissances occidentales.

La seconde, parce que monsieur Meyssan conteste la version officielle du 11 septembre 2001 que monsieur Berruyer soutient ainsi que la totalité des médias et des gouvernements occidentaux qui ont caractérisé monsieur Meyssan de "complotiste", ainsi que son portail, le Réseau Voltaire.

Pour ces deux raisons, monsieur Berruyer estime qu'il peut faire référence à un acteur "respectable" qui avait encore récemment

ses entrées à France info et à France 24 et qui n'a pas maille à partir avec les autorités américaines et françaises, tandis qu'il doit bannir toute référence à un acteur jugé infréquentable par ses mêmes autorités.

Autrement dit, la conception de la liberté d'expression de monsieur Berruyer s'arrête là où commence la fatwa prononcée par les inquisiteurs de la pensée unique qui détiennent le pouvoir et avec lesquels il n'a pas l'intention de se froisser, bref, ses intérêts personnels passent avant la nécessité d'informer objectivement les personnes qui se connectent sur son blog et lui attribuent une confiance dont il n'est visiblement pas digne.

Une personne a laissé un commentaire sur son blog qui met en évidence la duplicité ou le double jeu auquel joue monsieur Berruyer, qui pour ne pas se voir accusé par les inquisiteurs du Décodex d'avoir donné la parole à un acteur (Bassam Tahhan) tenant un discours sur l'attaque américaine sur la Syrie qui tranche avec la propagande officielle, avait cru bon de mentionner que monsieur Bassam Tahhan avait été interviewé par des médias étatiques, FranceInfo et France24, il aurait pu ajouté RMC et BFM TV entre autres.

Voici ce commentaire (blue rider Le 09 avril 2017 à 03h50)

- Olivier, merci de donner la parole à M. Tahhan. “Néammoins cependant toutefois” comme disait un de mes profs de droit, citer FranceInfo et France24 au crédit de M. Tahhan pourrait passer auprès de certains de vos lecteurs pour du renoncement ou une forme de trahison de basse intensité je trouve. M. Tahhan y a été reçu une seule fois en tout et pour tout, au début du conflit, lorsque nos chers médias n’avaient pas encore ajusté le tir de leur propagande, et tâtonnaient dans l’urgence, à la recherche de la bonne potiche pour poser sur la cheminée de leurs enfumages. Mais rassurez-vous, suite à ses déclarations et prises de positions, et compte tenu de ses remarquables connaissances sur le dossier syrien, évidemment opposées à 180° à la doxa belliciste du quai d’Orsay… il n’y a plus JAMAIS été invité. DECODEX, SED LEX. .

PS. Vous nous organisez une interview avec lui ? Et vous lui demanderez son point de vue sur les médias et le DECODEX ? Je serai aux avant-postes et reconnaissant éternel. Fin.

Là vous rêvez !

Et puis vous êtes mal informé : Bassam Tahhan "est intervenu sur France 24 depuis sa création jusqu’à aujourd’hui, en arabe sur une cinquantaine d’émissions-débats avec Toufik Mejyyed et Adel Gastel), et en français avec Vanessa Burggraf." (Wikipedia.org)

C'est triste à dire, mais ce genre de blog et de parasites se nourrissent des conséquences désastreuses de la survie du capitalisme. C'est leur fond de commerce, aussi leurs auteurs n'ont aucun intérêt à ce que le capitalisme disparaisse, donc leurs auteurs sont amenés à le cautionner. Tout cela parce que le mouvement ouvrier a estimé que ce champ d'action ne faisait pas partie de la lutte des classes ou pour mépriser la lutte contre la désinformation et le conditionnement des masses, pas assez noble pour ses dirigeants qui se livrent aux mêmes pratiques, ceci expliquant peut-être cela.

Des intellectuels d'horizons divers leur envoient des articles, parce qu'il n'existe pas d'autres supports pour les publier.

Personnellement, je n'en ai absolument rien à faire que ce soit un militaire, un ecclésiastique, un banquier, un patron du CAC40, un ministre, un membre de droite, d'extrême droite, de gauche, d'extrême gauche, un stalinien, un social-libéral, un anarchiste, un poète, un journaliste ou le boutiquier du coin qui me fournisse une information si elle est étayée ou sourcée et me permet de mieux comprendre dans le monde dans lequel je vis.

Je considère que c'est une priorité absolue, sans quoi, je devrais admettre ou pire, cautionner que chacun à partir de ses propres idées ou convictions pourrait justifier la censure d'une multitude d'acteurs, et ainsi se priver d'une multitude d'informations sans lesquelles il ne serait pas possible d'interpréter la situation, bref jamais je ne me résoudrai à légitimer les pratiques ou méthodes auxquelles recourent les idéologues du régime ou l'élite qui lui est dévouée pour nous contraindre à nous soumettre à l'ordre établi.

Je continuerai de publier des articles d'auteurs divers dont je ne partage pas en partie les intentions ou les analyses, dès lors qu'ils contribuent à amélioler la compréhension du monde dans lequel nous vivons. Je continuerai de mettre en ligne des liens ou des vidéos d'auteurs dont je ne partage pas toutes les idées. En revanche, je censure les articles ou vidéos qui sont uniquement des instruments de propagande au service de la réaction.

J'ai parfaitement conscience que la plupart des lecteurs ne partagent pas mes idées ou positions, cependant je ne considère pas que les miennent seraient plus respectables que les leurs ou l'inverse. Ce sont uniquement les faits qui permettront d'établir quelles étaient les idées ou positions conformes à la réalité et à nos intérêts de classe, quelle était la meilleure méthode ou pédagogie pour avancer ensemble ou réaliser un pas vers notre objectif. Ceux qui s'arrogent le droit d'en juger à leur place sont des manipulateurs, des charlatans, des imposteurs.

Je n'appelle pas les lecteurs à boycotter les blogs ou portails en question, je les invite à redoubler de vigilance quand ils les consultent, parce qu'ils véhiculent l'idéologie de la classe dominante. Cela ne doit pas les affoler outre mesure, puisque c'est le cas de la totalité des médias. Et ils ne peuvent même pas se rabattre vers les publications du mouvement ouvrier qui vaut guère mieux ou qui est pire encore parfois, voyez où en sont rendus LO et le NPA sur la Syrie par exemple, qui ont adopté des positions dignes de l'extrême droite.

Les lecteurs seront forcément plus ou moins manipulés qu'ils le veuillent ou non, surtout ceux qui ont une haute opinion d'eux-mêmes, usurpée ou qui se leurrent sur leur niveau de conscience, qui pratiquent eux-mêmes la censure que je dénonce, c'est à chacun de forger son esprit critique à partir de ses propres expériences, personne ne peut le faire à leur place et personne ne doit se substituer à eux pour faire ce travail.

Concluons sur une note ironique, comme quoi je n'ai pas du tout un état d'esprit belliqueux.

Le censeur Berruyer a mis en ligne le 10 avril un article dont le titre semblait lui être destiné : Chomsky : “Si vous courez après le pouvoir et les privilèges, ce sera toujours au détriment de la vérité et de la justice.”

Parole d'internaute

- "Je ne veux pas me répéter concernant la ligne éditoriale du magazine L’Histoire. C’est une revue que j’ai cessé de lire depuis les années 1990, bien qu’étant professeur d’histoire, et malgré les nombreux articles intéressants qu’elle offre à ses lecteurs. Je me suis privé de ces articles car j’étais rebuté par l’esprit biaisé de sa rédaction, la bande à Winock et Cie.

En 1983, elle publiait les photos du jeune Mitterrand parmi les étudiants de l’Action française en affectant de se demander s’il n’essayait pas de rejoindre “la contre-manifestation organisée par la gauche” ! C’était onze ans avant les révélations de Pierre Péan, lesquelles ont permis à L’Histoire d’interroger un auteur maison : Henry Rousso, alors que dans sa thèse sur Vichy, il n’avait rien trouvé concernant Mitterrand.

L’Histoire passait pour proche du Parti socialiste. Elle a suivi la pente de ce parti : vers l’atlantisme, vers la trahison, vers Emmanuel Macron."

Aveu. Quand les médias-oligarques vendent la mèche. En oligarchie, vous êtes accusé, exécuté, puis parfois jugé, pire, éventuellement acquitté !

- Quand François Hollande applaudit les frappes en Syrie, qui le ridiculisent - Le Huffington Post

Grille de lecture.

Le Huffington Post - On ne pouvait qu'applaudir.

A quoi ?

A "une enquête rapide" de l'ONU réclamé par Hollande "prélude à une punition exemplaire des coupables désignés", Assad et Poutine ainsi que les Iraniens voyons, qui d'autres sinon ?

Mais alors pourquoi Le Huffington Post se lamente-t-il ? Parce que "la punition a déjà eu lieu, ce qui induit que le coupable a été désigné avant enquête" et que Hollande a applaudi.

Et Le Huffington Post ? Mais il a applaudi aussi.

Alors que reproche Le Huffington Post à Hollande ? D'être une marrionnette de Washington un peu trop ouvertement ou que la politique du gouvernement français est dictée depuis les Etats-Unis, bref il aurait "trahi" un secret de polichinelle.

On retiendra que Le Huffington Post avait avoué que que "le coupable a été désigné avant enquête".

Le Huffington Post - Donc le président Hollande aura fini par se trahir lui-même.

Résumons: le président de la République, après l'épouvantable drame provoqué en Syrie par l'utilisation d'armes chimiques, prend l'initiative d'appeler au vote d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU exigeant une enquête rapide prélude à une punition exemplaire des coupables désignés. On ne pouvait qu'applaudir.

Or, alors qu'un consensus s'esquissait autour du vote d'un texte permettant de démasquer, sans contestation possible, les responsables de ce forfait afin de sanctionner le crime, Donald Trump décide unilatéralement, pour des raisons de pures politiques intérieures, de court-circuiter l'ONU (donc de saborder la proposition française, au risque de décrédibiliser toute enquête objective) et de frapper la Syrie. Et que fait Hollande (soutenu par un seul candidat à l'élection présidentielle, Benoît Hamon): il approuve sans la moindre restriction le coup de dés de Trump qui, pour lui, constitue pourtant un véritable coup de poignard dans le dos. Puis, 24 heures plus tard, il réitère la demande d'un vote de l'ONU afin de diligenter une enquête. Ce qui est devenu totalement absurde puisque la punition a déjà eu lieu, ce qui induit que le coupable a été désigné avant enquête.

Pour Trump, de plus en plus cerné par les révélations démontrant que les Russes ont largement contribué à son élection, c'est une aubaine. Il sort du piège. Il sera désormais en mesure de proclamer "vous voyez bien que je suis capable d'affronter Poutine!". En fait, il lui rend sans doute service. Le résultat d'une investigation objective sous l'égide des Nations Unies risquait, en effet, de placer le maître du Kremlin en mauvaise posture alors qu'il pourra, désormais, arguer d'une violation du droit international (ce que les pays comme la Suède ou la Suisse ont d'ores et déjà dénoncé) et affirmer que le résultat de l'enquête n'a aucune valeur puisqu'il a été anticipé. Le Huffington Post 09.04

Quand les inquisiteurs du Décodex ou du ministère de la Vérité font dans le fake news

- Syrie : « Nous sommes face à une attaque délibérée et qui a pour objectif de terroriser » - lemonde.fr 06.04 Qualifié de « ligne rouge » par l'ancien président américain, Barack Obama, le recours à des attaques chimiques contre la population a été avéré à plusieurs reprises depuis le début de la guerre en Syrie. (Pure mensonge démenti par différentes sources dont l'ONU - Ndlr) La communauté internationale accuse le régime de Bachar Al-Assad d'avoir à nouveau utilisé ces armes chimiques, mardi 4 avril, à Khan Cheikhoun, une ville dans le nord-ouest du pays. lemonde.fr 06.04

Dogmatisme et sclérose. Un exemple à ne pas imiter.

- "*Des millions d'étudiants et de jeunes travailleurs ne se sont pas inscrits sur les listes électorales. Des millions de travailleurs étrangers ou mineurs ne peuvent pas l'être. Une partie du prolétariat et de la jeunesse se rendra aux urnes pour voter contre les partis bourgeois, en utilisant les bulletins de vote pour Arthaud, Poutou, Hamon ou Mélenchon. Mais une bonne part d'entre eux va s'abstenir, voter blanc ou nul. Par écoeurement et par colère d'avoir été une fois de plus trahie. Parce qu'aucun des candidats qui se disent les représentants de la classe ouvrière et de la jeunesse ne défend un programme communiste pour en finir avec le capitalisme et son cortège de calamités pour l'immense majorité de la population.*" (GMI)

Vraiment ?

"*Parce qu'aucun des candidats qui se disent les représentants de la classe ouvrière et de la jeunesse ne défend un programme communiste pour en finir avec le capitalisme*", parce que vous croyez vraiment que "*des millions d'étudiants et de jeunes travailleurs*", des "*millions de travailleurs étrangers ou mineurs*", une "*partie du prolétariat et de la jeunesse*" défendraient, réclameraient aujourd'hui "*un programme communiste*", auraient atteint un tel niveau de conscience politique, mais dans quel monde vivent ces militants, dans une bulle, la leur, c'est tellement grotesque que cela en est pathétique. On a envie de dire vulgairement, mais quelle connerie, et il y en a pour croire cela ? Vous voyez à quoi on arrive quand on s'écarte de la réalité.

En réduisant notre discours en direction de la classe ouvrière et des classes moyennes au programme communiste, on se coupe de 99,99% des travailleurs... A méditer tranquillement, sérieusement. A suivre.

Election présidentielle française en quête de légitimité.

- Présidentielle : qui sera au second tour ? - Franceinfo

Décidément, les Français jouent avec les nerfs des candidats. Le duel annoncé entre Marine Le Pen et Emmanuel Macron n'est plus certain. Marine Le Pen et Emmanuel Macron, sont en perte de vitesse depuis une quinzaine de jours. Dans la dernière ligne droite, c'est désormais un match à quatre.

Tout est encore possible dans ce match à quatre, car beaucoup de Français ne sont pas sûrs de leur vote. Franceinfo 09.04

- Présidentielle : pour la première fois, un sondage place Jean-Luc Mélenchon troisième au premier tour, devant François Fillon - Franceinfo

- Mélenchon, le candidat nouveau est arrivé - LeParisien.fr

En cinq ans, le leadeur de la France insoumise a modifié son image, adapté sa stratégie et rénové son discours. Le but : élargir son électorat et se présidentialiser. LeParisien.fr 09.04

- "Dimanche en politique" : Emmanuel Macron voit "une forme d'injustice" dans l'impopularité de François Hollande - Franceinfo

- Présidentielles : 20 000 sympathisants derrière François Fillon Porte de Versailles - Franceinfo

- Pierre Gattaz penche pour François Fillon - LePoint.fr

Dans une interview au "Parisien", le président du Medef a taxé de "dangereux" et de "destructeurs" les programmes de Le Pen, Mélenchon et Hamon.

Dossier sur la Syrie

- La plupart des Allemands désapprouvent les frappes US sur la Syrie - sputniknews.com

9% des Allemands sont opposés aux frappes US sur la Syrie, révèlent les résultats d'une enquête. En outre, 80% des sondés jugent que de telles attaques ne doivent pas se reproduire.

La décision de Washington d'effectuer des frappes sur la base aérienne syrienne de Shayrat est une erreur. C'est en tout cas l'avis que partagent la plupart des Allemands interrogés dans le cadre d'une enquête commandée par le journal Bild.

Selon l'étude réalisée par l'institut d'opinion publique Emnid, 59 % des personnes interrogées désapprouvent les frappes américaines sur la Syrie. Seuls 25 % des sondés les considèrent comme étant une mesure indispensable. sputniknews.com 09.04

- Frappes US en Syrie: la Bolivie se paie Washington à l'Onu - sputniknews.com

En réaction à la frappe américaine visant la base de Shayrat, l'ambassadeur bolivien à l'Onu a évoqué l'invasion en Irak lancée sous le prétexte fallacieux de présence d'armes chimiques dans le pays.

Lors de la réunion du Conseil de sécurité convoquée suite à l'attaque de missiles US contre la base aérienne de Shayrat en Syrie, l'ambassadeur bolivien auprès des Nations unies Sacha Llorenti a présenté une photo de l'ex-secrétaire d'État américain Colin Powell brandissant un flacon de poudre blanche, prétendue preuve que Bagdad possédait des armes de destruction massive.

« Il faut absolument qu'on se rappelle ces images qui viennent précisément de cette salle, où nous sommes aujourd'hui : on nous a assuré qu'il y avait des armes de destruction massive en Irak, et que c'était le motif de l'invasion, qui a causé un million de morts et entrainé toute une série d'atrocités dans la région », a déclaré le diplomate.

Il a également cité le Président bolivien Evo Morales qui avait estimé que le problème des armes chimiques en Syrie n'était qu'une « excuse pour une intervention militaire » tout en accusant Washington de « se moquer du droit international ».

En 2003, Washington et Londres avaient affirmé que l'Irak de Saddam Hussein détenait d'importants stocks d'armes de destruction massive. Sans attendre le résultat d'une enquête de l'Onu, ils avaient lancé une guerre de huit ans et neuf mois, qui a entrainé la chute de Saddam Hussein. sputniknews.com 08.04

- Attaque chimique: si Washington possède des «preuves sécrètes», qu'il les dévoile - sputniknews.com

Le sénateur russe Konstantin Kossatchev a réagi à la déclaration de l'ambassadrice des États-Unis à l'Onu, Nikki Haley, sur l'existence de preuves de l'implication des autorités syriennes dans l'attaque chimique du 4 avril dans la province d'Idlib, exigeant que ces données soient dévoilées au monde.

Si les États-Unis possèdent des preuves attestant l'implication du Président Bachar el-Assad dans l'attaque chimique, qu'ils les présentent à la Russie et au Conseil de sécurité de l'Onu, a déclaré le président de la commission des affaires étrangères du Conseil de la Fédération (chambre haute du parlement russe) Konstantin Kossatchev.

« L'ambassadrice des États-Unis à l'Onu, Nikki Haley, a déclaré dans une interview à CNN ce qui suit: 1 — nous avons des preuves irréfutables, mais sécrètes de l'implication de Bachar el-Assad dans l'attaque chimique. 2 — Notre Président les a vues et le directeur de la CIA les a montrées aux partenaires. On ne les montrera pas aux autres. 3 — Pour ces raisons les Russes doivent renoncer à leur soutien à Assad », a-t-il écrit sur sa page Facebook.

« Et si on présentait ces "preuves" aux Russes? Au Conseil de sécurité de l'Onu? En fin, au monde entier », a pointé le sénateur.

Selon lui, cela atteste de « l'absence absolue des liens de causalité à l'américaine, ou du cynisme américain basé sur

des escroqueries et des mensonges ».

« Ou alors les preuves sont absolument irréfutables et c'est pourquoi elles sont classifiées? Et on nous propose de nouveau, dans la plus pure tradition soviétique, de condamner Pasternak (Boris Pasternak, poète et romancier russe, persécuté pour son roman Le Docteur Jivago, ndlr), sans l'avoir lu? », a-t-il fait remarquer.

Ce dimanche, Nikki Haley avait déclaré que les États-Unis possédaient des preuves de l'implication de l'aviation syrienne dans l'utilisation des armes chimiques et que le Président en avait pris connaissance. Cependant, selon la diplomate, ces preuves sont basées sur des matériaux secrets et ne peuventpas être révélées pour l'instant. sputniknews.com 10.04

- Ex-ambassadeur turc aux USA: l'attaque d'Idlib, une tentative pour torpiller la trêve - sputniknews.com

La présumée attaque chimique d'Idlib avait pour l'objectif de torpiller le régime de cessez-le-feu en Syrie, a déclaré l'ex-ambassadeur turc aux États-Unis, Faruk Logoglu, contacté par Sputnik. sputniknews.com 06.04

- L'enfant «sauvé» en Syrie par les Casques blancs était déjà mort au moment du tournage - sputniknews.com

L'ONG Casques Blancs, qui présente régulièrement des vidéos montrant toutes les atrocités des attaques chimiques en Syrie, a été de nouveau discréditée par un groupe d'experts indépendants, qui se sont penché sur ses opérations de sauvetage effectuées dans la province d'Idlib en 2015.

L'ONG Swedish Doctors for Human Rights (SWEDHR) a publié une déclaration selon laquelle les opérations de sauvetage de l'ONG Casques Blancs, qui auraient été filmées dans la foulée d'attaques chimiques en Syrie, constituaient un « fake » et qu'elles avaient été effectuées sur un enfant déjà mort.

Les Casques Blancs, rappelle SWEDHR, ont publié le 13 février 2017 un rapport concernant des attaques chimiques « suspectes » survenues par le passé dans la ville syrienne d'Alep et y ont également exposé des détails de l'attaque chimique à Sarmin dans la province d'Idlib, dont l'ONG a fait part le 15 avril 2015.

Une vidéo montrant les conséquences de cette attaque a été par la suite présentée à la communauté mondiale et a même valu un Oscar à l'organisation en 2017, poursuit SWEDHR, qui s'est de son côté chargée d'envoyer la vidéo en question à un expert en la matière en vue d'analyses ultérieures.

Or, « la seringue utilisée pour une injection intracardiaque, que l'on voit sur le corps de l'enfant mort, soit était vide initialement, soit son contenu n'a jamais été introduit dans le sang du garçon », poursuit l'organisation, se référant aux résultats de l'expertise. Il n'est pas exclu, poursuit-il, que l'enfant soit mort lors des procédures de sauvetage représentées dans la vidéo. Cela ne veut certainement pas dire non plus que le personnel soignant ait provoqué sa mort. sputniknews.com 10.04

- Syrie: les alliés d'Assad déterminés à lutter contre le "terrorisme" - AFP

Les chefs des armées russe et iranienne ont affirmé samedi leur détermination à poursuivre leur lutte contre les "terroristes" en Syrie, la "première des priorités" également pour les Etats-Unis selon le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson.

Lors de leur entretien au téléphone, le général Valery Gerasimov et le général Mohammad Bagheri ont exprimé leur volonté de poursuivre leur coopération militaire en soutien au président Bachar al-Assad, "jusqu'à la défaite totale des terroristes et de ceux qui les soutiennent".

Au lendemain de la frappe punitive américaine contre une base aérienne de l'armée syrienne, en réaction à une attaque chimique présumée imputée au régime syrien qui a fait 87 morts mardi dans la localité rebelle de Khan Cheikhoun, les deux généraux russe et iranien ont également "condamné l'opération américaine", la qualifiant d'"agression contre un pays indépendant", selon l'agence officielle iranienne Irna.

Les frappes américaines, les premières contre le régime Assad depuis le début de la guerre civile en Syrie en mars 2011, "visent à ralentir les victoires de l'armée syrienne et de ses alliés, et à renforcer les groupes terroristes", ont-ils accusé dans un communiqué.

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a réaffirmé la position de la diplomatie russe, qui estime que les accusations selon lesquelles le régime syrien a mené une attaque chimique sur la localité de Khan Cheikhoun "ne sont pas conformes à la réalité".

M. Lavrov, lors de sa première conversation avec M. Tillerson depuis cette attaque, a aussi affirmé que cette frappe contre le

régime syrien "fait le jeu du terrorisme".

Le Secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson, dans un entretien avec la chaîne de télévision CBS qui sera diffusé dimanche, a assuré que "la première des priorités (pour les Etats-Unis en Syrie) est la défaite du groupe Etat islamique".

Dans cet extrait diffusé samedi, M. Tillerson estime que battre l'EI et éradiquer son auto-proclamé "califat" éliminerait une menace non seulement pour les Etats-Unis mais "pour la stabilité de l'ensemble de la région".

"Une fois que la menace de l'EI aura été réduite voire éliminée, je pense que nous pourrons alors tourner notre attention directement vers la stabilisation de la situation en Syrie", a-t-il développé, en se déclarant "confiant de pouvoir prévenir une continuation de la guerre civile (à travers le pays) et amener les différentes parties à la table (des négociations) pour entamer le processus de discussions politiques".

A ce sujet, le patron de la diplomatie américaine a souligné que de telles discussions nécessiteront la participation du président syrien Bachar al-Assad et de ses alliés.

Le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson est attendu à Moscou les 11 et 12 avril pour une visite prévue de longue date et la Syrie doit figurer haut dans les discussions.

Le ministre britannique des Affaires étrangères Boris Johnson a lui annoncé qu'il annulait sa visite en Russie prévue lundi, en raison "des développements en Syrie qui ont changé fondamentalement la situation". AFP 09.04

- Syrie: nouvelles évacuations de rebelles à Homs - AFP

Au moins 242 rebelles ont déjà quitté Waer ainsi que leurs familles en vertu d'un accord conclu entre le régime et la rébellion sous la supervision de la Russie, principale alliée de Damas, a indiqué la même source.

L'évacuation de samedi était la quatrième organisée depuis la conclusion d'un accord d'évacuation conclu en décembre 2015.

Un nouvel accord supervisé par la Russie a été signé début février pour achever l'évacuation du quartier dans l'impasse depuis plusieurs mois.

L'évacuation doit permettre au régime du président Bachar al-Assad de prendre le contrôle total de la troisième ville de Syrie.

La plupart des rebelles ont été chassés de la ville en 2014, après deux ans de bombardements intenses et d'un siège asphyxiant imposé par les troupes gouvernementales.

Mais le quartier de Waer est lui resté sous contrôle rebelle et a été soumis ces derniers mois à des frappes aériennes intenses qui ont tué des dizaines de personnes, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

D'après cette ONG, 12.000 personnes au total, dont 2.500 rebelles, doivent quitter la dernière poche rebelle en vertu de l'accord.

Elles devront se rendre dans le nord de la province de Homs, à Jarablos, dans la province septentrionale d'Alep, ou encore dans celle d'Idleb (nord-ouest), dernier grand bastion des insurgés. AFP 08.04

- Intensification des frappes russes dans la province syrien d'Idlib - Reuters

Des avions attribués à l'armée russe ont mené huit raids dimanche sur le village syrien de Khan Cheikhoune frappé mardi par une attaque au gaz, ont rapporté des habitants et des rebelles, qui précisent qu'aucune victime n'est à déplorer.

Des raids aériens ont ciblé d'autres villages tenus par les rebelles dans la province d'Idlib, notamment Sarakeb et Sarmin, où des bombes incendiaires ont été larguées selon des rebelles et des activistes.

A Deraa, dans le sud-ouest de la Syrie, des avions attribués à la Russie ont intensifié leurs frappes sur l'Armée syrienne libre (ASL) et des groupes djihadistes samedi et dimanche, afin de les repousser du quartier de Manchiya, où de violents combats font rage depuis près de deux mois. Reuters 10.04

- Etats-Unis : nouveau remaniement au sein du Conseil national de sécurité euronews.com

Aux Etats-Unis, une nouvelle proche conseillère de Donald Trump est évincée du conseil national de sécurité. Kathleen

McFarland quitte à son tour l'équipe dirigée par le général McMaster, après Steve Bannon, lui aussi écarté il y a cinq jours.

Cette ancienne analyste en sécurité nationale pour la chaîne Fox News choisie par Donald Trump pour intégrer son équipe, se voit offrir en échange le poste d'ambassadrice des Etats-Unis à Singapour. euronews.com 10.04

Haut de page

Le 11 avril 2017

CAUSERIE

J'ai mis en plein écran l'image de la ville syrienne ravagée qui figure plus haut, pour montrer à ma compagne et sa soeur qui sont toutes les deux illettrées et profondément arriérées ce que signifie la guerre menée par les Etats-Unis et ses alliés contre le peuple syrien.

Elles ont fixé l'écran, les yeux ronds, la bouche entrouverte, puis elles sont demeurées silencieuses quelques instants qui m'ont semblé interminables, l'atmosphère était pesante, elles n'arrivaient pas à réaliser ce qu'elles avaient sous les yeux, alors je leur ai dit que ce n'était pas un décor de cinéma ou une mise en scène, mais que c'était bien ce qui restait d'une ville comparable à Pondichéry ou Chennai. Selvi s'est alors écriée : "il faut les tuer, c'est horrible".

Effectivement, c'est le sort qu'on devrait réserver aux auteurs de cette guerre et de toutes les autres, à tous ceux qui les ont orchestrées, soutenues ou qui en ont été les complices, car c'est vraiment abominable, monstrueux de cruauté, de barbarie de faire supporter une telle épreuve à un peuple tout entier, innocent ou dont les autorités n'ont jamais déclaré la guerre à personne, à aucun Etat ou peuple dans le monde.

Je voulais tester leur réaction sachant qu'elles étaient totalement vierges de toute idée politique et je n'ai pas été déçu. Je dois préciser qu'elles ne regardent pas la télévision ou très rarement, pas chez moi puisque je n'en ai pas, elles n'écoutent pas la radio et elles ne lisent pas les journaux, leur univers s'arrête au bout du village où elles habitent ou ne va pas plus loin que leurs lieux de travail situés à 10 minutes de chez elles, j'allais oublier le temple qui se trouve entre les deux où elles prient pour le salut de mon âme! Elles ne subissent donc pratiquement aucune influence ou pression du monde extérieur, aussi leur réaction est pour ainsi dire la plus naturelle qui soit et m'est très précieuse pour mieux cerner la nature humaine et la manière dont elle peut se manifester ou évoluer au contact de certains facteurs.

Tous les peuples aspirent naturellement au bien-être et à la paix, hormis leurs dirigeants qui les traitent comme du bétail, et sont prêts à les envoyer à la boucherie s'ils estiment que c'est nécessaire pour préserver leurs privilèges.

Les destructions causées par toutes ces guerres doivent se chiffrer au total en dizaines de milliers de milliards de dollars en additionnant les infrastrutures, les immeubles ou maisons d'habitation, les entreprises et les cultures ainsi que tout le matériel ou les machines détruites. Bien entendu ces pays n'ont pas les moyens financiers de les reconstruire ou de les fabriquer à nouveau, ils devront donc emprunter cette somme colossale auprès de ceux qui ont commis ces destructions.

On est donc bien dans une logique d'économie de guerre, qui seule peut palier l'absence de croissance mondiale ou s'y substitue pour que le régime capitalisme en putréfaction puisse survivre à lui-même. C'est cela qui fait tourner la machine capitaliste et fournit des emplois dans les pays occidentaux, qui permettent ainsi à leur population de conserver un mode de vie supérieur au reste de l'humanité dans l'indifférence quasi-générale, puisque tout le monde ou presque en tire profit. Cela explique l'attitude infâme des dirigeants du mouvement ouvrier en France.

Suite de la causerie d'hier

Nous avons dit (à propos du GMI) : "En réduisant notre discours en direction de la classe ouvrière et des classes moyennes au programme communiste, on se coupe de 99,99% des travailleurs... A méditer tranquillement, sérieusement." Poursuivons.

Qu'observe-t-on avec Mélenchon ? Un phénomène pratiquement identique à celui de 2012 qui s'est amplifié, nul ne peut nier que son discours attire les foules. Maintenant il faut distinguer ce qu'il dit, la manière dont il le dit et la manière dont les travailleurs l'interprètent.

Que dit-il ? Qu'il faut renégier les traité de l'UE, sinon, sinon quoi laissant entendre qu'il faudra en sortir. Il dit la même chose de l'euro, si la BCE lui mettait des bâtons dans les roues. Qu'il faut sortir de l'OTAN. Que la Ve République est à bout de souffle et qu''il faut une VIe République, laissant entendre là encore que la Ve République serait liquidée. Il dit qu'il faudra s'attaquer

aux privilèges des oligarques, laissant entendre qu'il faudra s'attaquer aux fondements du capitalisme, etc. etc.

Maintenant, nous, nous savons qu'il n'a pas du tout l'intention d'appliquer ce programme. Pourquoi ? Mais parce qu'il coïncide avec celui de la révolution socialiste et nécessiterait d'affronter directement la classe des capitalistes.

Comment les travailleurs ont-ils interprété son discours ? Exactement comme je viens de le faire, ce qui signifie que la perspective de sortir de l'UE ne les rebute pas, pas plus que l'abandon de l'euro, la liquidation de la Ve République, la nécessité de se mobiliser pour affronter les capitalistes etc. etc.

La différence qui existe entre Mélenchon et les trotskystes, ceux du POI ou du POID, c'est qu'il a su trouver la bonne formule, la forme, les mots, le ton qu'il fallait pour s'adresser aux masses, alors que nos dirigeants en ont toujours été incapables.

On nous rétorquera qu'il y avait à boire et à manger dans son discours, beaucoup d'approximations, d'hésitations, certes, certes, mais que croyez-vous qu'il arrive quand vous tenez aux travailleurs un discours au carré, que vous estimez d'une précision ou d'une clarté absolue, qu'il n'y en aura pas pour l'interpréter autrement ou y trouver ce qui n'y figurait pas, c'est inévitable, alors ce n'est pas un problème ou n'infirme pas ce que nous venons d'exposer, on pourrait même dire au contraire dans le cas de Mélenchon dans la mesure où les masses sont sans aucun doute plus à gauche ou révolutionnaire que lui, autrement dit notre argument trouve ici sa justification si nécessaire.

Notre malheur si je puis dire, c'est que nous n'avons jamais eu de dirigeants ayant le charisme de Mélenchon pour présenter aux masses le programme de la révolution socialiste, ce n'est donc pas notre programme ou le socialisme qui serait en cause, mais uniquement nos dirigeants ainsi que tous ceux des différents groupes de militants issus de ce courant politique, ne parlons pas de ceux des autres courants trotskystes qui sont misérables ou des crétins, Poutou, Besancenot, Krivine, Laguiller, Arthaud et Cie.

Comment justifier l'inexistence d'un parti ouvrier révolutionnaire ? Un exercice périlleux.

Comment pour justifier leur décomposition ou leur incapacité à construire un nouveau parti ouvrier sur les bases du socialisme, des trotskystes en arrivent à souhaiter la survie des partis sociaux-libéraux et staliniens qui sont devenus des piliers du régime, des instruments de la contre-révolution, de la réaction.

- "*Mais nous ne confondons pas les contraires. Ce qui est aujourd'hui en question, ce n'est pas la liquidation de ces vieux partis par le prolétariat révolutionnaire. Ce qui est en question, c'est la liquidation de ces partis par une offensive réactionnaire de la bourgeoisie qui entend priver la classe ouvrière de tout instrument politique pour chasser les partis bourgeois, postuler à son propre pouvoir. Et c'est pourquoi nous sommes inconditionnellement pour défaire cette offensive.* "(Éditorial du bulletin « Combattre pour le socialisme » n°64 (n°146 ancienne série) - 1er mars 2017 - http://socialisme.free.fr)

Sur quoi s'appuie leur argumentation ? Sur l'ignorance des masses dont ils n'ont pu conquérir les éléments les plus conscients ou avancés qui ont sombré dans le gauchisme ou l'opportunisme du fait du dogmatisme incurable de ces dirigeants consistant à vouloir imposer leur théorie au lieu de partir de la réalité et des rapports existant entre les classes. Il suffit de lire leur littérature pour en être convaincu, sa lecture rebutera 99,99 % des travailleurs qui ne sont pas prêts à entendre un tel discours, même le discours le plus juste qui soit.

Ils s'évertuent à expliquer qu'en France les dirigeants du PS et du PCF s'emploient à déduire leurs propres partis, que tous les acteurs politiques y mettent la main à la pâte, omettant de préciser que la classe dominante à laquelle sont liés ces dirigeants s'emploie à les préserver sous perfusion, les finance ou subventionne, leur accorde des tribunes gratuites dans ses médias, allant même jusqu'à les porter au pouvoir lorsque leurs candidats sont usés jusqu'à la corde (Sarkozy) sachant qu'ils poursuivront la politique de leurs prédécesseurs.

Tous les arguments qu'ils avancent sont falacieux ou relèvent de la falsification des faits, car jamais la classe des capitalistes ne s'est autant enrichie que lorsqu'un président de la République (Mittarrand, Hollande) ou un Premier ministre (Jospin) était issu du PS, et chacun s'accorde à reconnaître que jamais un représentant du parti officiel de l'ordre au pouvoir (LR de nos jours) n'aurait pu appliquer une politique aussi antisociale ou liberticide tournée contre les travailleurs que lorsque le PS était au pouvoir.

Lorsque les travailleurs votent pour le PS ou le PCF, c'est par dépit, parce qu'ils n'ont pas d'autres alternatives hormis l'abstention ou le vote blanc ou nul, parce que ceux qui se présentent comme l'avant-garde du mouvement ouvrier ou du prolétariat ont totalement failli, c'est cette faillite politique qu'exprime avant tout ce vote du désespoir.

Les socialistes sont devenus des néoconservateurs ultra libéraux, les communistes sont devenus des staliniens, divisés entre réformistes bourgeois impérialistes ou souverainiste social-chauvins, les trotskystes sont devenus : soit des réformatistes bourgeois, soit ils se sont fossilisés en se coupant des masses.

Finalement affirmer que les travailleurs n'avaient pas ou plus d'illusions dans le PS et le PCF et souhaiter que ces partis

continuent d'exister, les soutenir en fait (Appeler à voter Hamon), devait conduire leurs auteurs à connaître le même sort.

Je pourrais accuser ces militants d'être de mauvaise foi ou d'être malhonnêtes intellectuellement parler, mais ce serait trop facile, les faits suffisent à eux-mêmes. En revanche je prétends qu'ils ne croient même pas dans leur argumentation frelatée pour avoir écrit "Il est absolument certain que le PS, le PCF sont passés du côté de l'ordre bourgeois, et ce définitivement.", vraiment, sans blague, tout le monde le saurait d'après ce qu'ils affirment dans cet article, en premier lieu les travailleurs, alors pourquoi s'employer à nouveau à essayer de convaincre qui au juste ? Eux peut-être ! En fait, c'est un facteur qu'ils n'ont jamais été capables d'intégrer dans leur analyse de la situation, qui plus est dans leur stratégie, d'où leur refus d'envisager que ces partis disparaissent ou soient réduits à une portion congrue parce qu'ils demeurent indispensables pour justifier leur ligne politique.

La situation actuelle est pour l'essentiel le produit de la faillite des intellectuels de l'avant-garde trotskyste, qui pour avoir rompu avec le marxisme n'ont jamais été capables de développer une politique indépendante conforme au socialisme, de définir une stratégie pour construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire.

Ils peuvent produire de très longs articles qui épateront peut-être les plus naïfs, mais nous ne sommes pas dupes. Tous les arguments qu'ils avancent pour justifier leur appel à voter Hamon sont bourrés de contradictions (et de non-dits révélateurs) et peuvent être facilement démontés, pas un ne résisterait à une analyse sérieuse. J'emploie le conditionnel car set article faisant 14 pages, je ne l'ai lu qu'en diagonal pour ne pas choper une migraine. Le peu que j'en ai lu, notamment la partie consacrée au sauvetage désespéré du PS et du PCF, m'a permis de constater à quel point leur exercice était puéril, aussi j'invite les lecteurs que cela intéresserait à le lire très attentivement afin d'exercer ou d'aiguiser leur esprit critique, un excellent entraînement je vous assure. Qu'ils ne perdent jamais de vue que le courant trotskyste dit lambertiste (CCI-POI, TCI-POID, GMI, La Commune, Combattre pour le socialisme, etc.) a eu plus de 70 ans pour construire un parti et qu'ils n'y sont jamais parvenus, au contraire il s'est complètement disloqué, mais comme ces gens-là ne doutent décidément de rien, ils en sont fiers et pas instant il ne leur viendra à l'esprit qu'ils en portent la responsabilité.

(A suivre avec les conséquences qui en ont découlées, je croule sous les tâches ménagères et il fait 40°C à l'ombre, je ne suis pas un putain de nanti qui s'accommode du vieux monde pourri, je dois me démerder pour survivre, vous m'excuserez, je suis excédé, quel temps précieux nous font perdre ces gens-là !)

Parole, parole, parole...

Propos rapportés par l'AFP ou différents médias.

"Mélenchon a changé", comment cela, se serait-il déjà renié ? La vrai question n'est pas de savoir combien de fois, puisque finalement il est resté fidèle au renégat du socialisme qu'il est devenu il y a près de 40 ans.

Qu'est-ce qui fait vivre ? Il s'est présenté avec "encore plus d'espoir dans ses bagages", les illusions, c'est léger au départ, mais très lourds lorsque vient le temps de la désillusion...

L'art de brasser du vent...

Vincent Tiberj, spécialiste de la gauche et professeur à Sciences-Po : "d'un point de vue idéologique, il brasse assez large" (LeParisien.fr 10 avril)

Le populisme assumé.

Le Huffington Post le 10 avril - La veille de son discours, chez On n'est Pas Couché, Jean-Luc Mélenchon affirmait lui même avoir changé. Il n'est plus l'homme toujours en colère, mais le philosophe rassurant. Il ne veut plus "construire une nouvelle Europe" mais sortir des traités. Il n'affirme plus son internationalisme, mais le laisse entendre. Il ne veut plus accueillir tout le monde, mais tarir le flux d'immigrés en arrêtant les guerres. Il ne chante plus la Marseillaise et l'Internationale, mais seulement la Marseillaise. Il ne s'adresse plus à ses "camarades", mais aux gens. Ce qu'une frange de son électorat regrette est peut-être ce qui lui vaut sa nouvelle popularité.

Un soutien naturel

- Présidentielle : Bernard-Henri Lévy vote Macron - LeParisien.fr

Après Alain Minc et Jacques Attali, le philosophe «BHL» se met à son tour en Marche derrière Emmanuel Macron. (...) Peu de temps avant d'appeler de ses vœux un second mandat de François Hollande. Ni l'un, ni l'autre (Sarkozy - ndlr) n'étant aujourd'hui qualifié dans la course Elyséenne, c'est donc pour Emmanuel Macron que le philosophe s'est mis en marche. LeParisien.fr 10.04

De quel candidat s'agit-il ?

- A l'automne 2016, «on a eu des offres du côté de l'Arabie Saoudite et du Qatar, auxquelles je n'ai pas donné suite par cohérence politique»

Réponse : M. Le Pen selon l'eurodéputé FN Bernard Monot. (liberation.fr 10.04)

J'en suis une victime.

- Les départs à la retraite ont diminué en 2016 - BFM Business

Le nombre de nouvelles retraites personnelles attribuées par l'Assurance retraite a diminué de 6,6% en 2016. En cause : le recul de l'âge légal de départ à 62 ans. BFM Business 10.04

S'ils le disent eux-mêmes...

- Les milieux d'affaires ukrainiens sont les plus corrompus au monde - sputniknews.com

L'Ukraine remporte le classement des pays où les milieux d'affaires sont les plus touchés par la corruption. Un signe alarmant pour cet État déjà englué dans une profonde crise économique.

La corruption est un problème important pour l'Ukraine et il semble que les efforts pour le régler soient vains. Selon la récente étude menée par la société Ipsos MORI à la demande de l'entreprise Ernst & Young, elle est en tête du classement mondial des pays avec les milieux d'affaires les plus corrompus.

Afin de dresser le classement, Ipsos MORI a interviewé 4 100 personnes de 41 pays différents entre novembre 2016 et janvier 2017. Outre l'Ukraine, Chypre, la Grèce, la Slovaquie, la Croatie, le Kenya, l'Afrique du Sud, la Hongrie, l'Inde et l'Égypte complètent le top 10. À l'inverse, le plus bas niveau de corruption est observé au Danemark, en Norvège, en Finlande, en Suisse et en Suède.

L'enquête a révélé que 88 % des Ukrainiens interrogés estiment que le business ukrainien est profondément touché par la corruption. Selon Alexey Kredisov, représentant de Ernst & Young en Ukraine, l'absence de croissance économique et d'amélioration du climat des affaires ainsi qu'un système pénal peu effectif expliquent en grande partie le fait qu'un grand nombre d'entrepreneurs violent les normes éthiques.

« Ces chiffres alarmants méritent l'attention des autorités du pays, et en particulier celle des représentants des pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires de l'Ukraine » a-t-il souligné. sputniknews.com 10.04

Cette info ne vient pas de l'agence de presse russe, mais de "la société Ipsos MORI à la demande de l'entreprise Ernst & Young".

Ils osent tout.

- Les Etats-Unis affirment avoir cloué au sol 20% de l'aviation syrienne - AFP

- Nouvelles révélations sur Penelope Fillon, à deux semaines du scrutin - La Tribune

- Bernie Sanders relance sa «révolution» - LeFigaro.fr

Figure de la gauche américaine, Bernie Sanders veut emmener le Parti démocrate vers la gauche avec son mouvement, «Our Revolution». LeFigaro.fr

- LVMH: les ventes du premier trimestre bondissent de 15% - AFP

Le numéro un mondial du luxe LVMH a vu ses ventes bondir de 15% au premier trimestre, à 9,88 milliards d'euros... AFP

- Strasbourg: Des plots en béton posés en urgence devant la cathédrale, mais que se passe-t-il? - 20minutes.fr

- Piratage des élections américaines : un Russe arrêté et incarcéré en Espagne - Franceinfo

Piotr Levachov est soupçonné d'avoir participé à des cyberattaques menées durant la campagne électorale américaine. Franceinfo

- Une virginité vendue aux enchères 2,3 millions d'euros - Liberation.fr

Agée de 18 ans, une mannequin roumaine a mis sa «première fois» en vente au plus offrant sur Internet. Un juteux business pour le site «d'escorts» qui a passé l'annonce depuis l'Allemagne. Liberation.fr

Haut de page

Le 12 avril 2017

CAUSERIE

Hier soir je me suis livré à un exercice avec ma compagne Selvi qui est ultra arriérée.

Elle est partie se coucher avant moi après avoir donné à manger à sa soeur qui était arrivée très tard. Je suis passé derrière elle, elle avait laissé un torchon sur une chaise, un sac plastique sur la table, le ventilateur allumé alors qu'il n'y avait plus personne dans la pièce, les chaises étaient dans tous les sens et pour finir elle n'avait pas fermer le gaz à la bouteille, je passe quelques détails insignifiants.

Je lui ai fait remarquer en rigolant, en lui disant : "tu vois Selvi, quand je dis que tu n'as pas de tête, c'est vrai". Elle ne l'a pas mal pris. Plus tard je lui ai dit que son attitude révélait un manque d'attention à ce qu'elle fait, un manque d'attention en général du fait qu'elle n'a jamais été entraînée à réfléchir à l'enchaînement des faits tel qu'on peut l'apprendre à l'école en pratiquant un tas d'excercices qui font appel à divers mécanismes mentaux ou logiques, mais aussi pour avoir toujours vécu dans un milieu relativement fermé, uniforme, peu ouvert au monde extérieur ou recroquevillé sur lui-même, ce qui ne favorise pas l'épanouissement des facultés intellectuelles, dans ces conditions même le développement de l'observation s'en trouve altéré.

Chez moi, c'est spontanément que je range les chaises à leur place, j'éteins le ventilateur, etc. parce que je suis développé, j'ai eu la chance d'aller à l'école, d'apprendre à lire et d'étudier. Mes facultés d'observation, d'attention, de concentration ne se sont pas développées toutes seules, il a fallu que je les alimente, et si je ne les mets pas à contribution, elles vont avoir tendance à diminuer ou vont présenter de graves carences, j'ai pu le constater sans un certain effroi, car c'est indispensable pour progresser, c'est mon obsession depuis 43 ans.

Pendant les deux décennies où j'ai cessé de militer, j'ai régressé, mais par chance comme j'ai continué à lire puis je me suis lancé dans des études de linguistique, j'ai pu limiter la casse et ne pas revenir à l'état d'arriération profond de mes 19 ans. Je possédais les bases pour ne pas sombrer en Inde, mais cela aurait pu être possible, je dois peut-être mon salut au 11 septembre 2001, quel paradoxe, n'est-ce pas ? puisque c'est le jour où j'ai renoué avec le militantisme et le socialisme. Vous aurez observé que je n'ai pas porté de jugement sur ma compagne, de quel droit j'aurais pu franchement. Je me suis borné à étudier son comportement qui m'a rappelé le mien autrefois, en essayant de l'aider à progresser mais pas seulement. J'ai aussi voulu lui faire prendre conscience que j'étais plus apte qu'elle à juger certaines situations et à prendre des décisions, et qu'en aucun cas elle ne devait en prendre seule qui engageraient notre avenir et pourraient nous causer de graves désagréments, ce dont nous n'avons vraiment pas besoin parce que notre vie est déjà suffisamment difficile ou compliquée pour ne pas en rajouter. On arrive tout juste à nous en sortir et je ne voudrais pas que notre mode de vie se dégrade davantage, car nous n'avons plus de marge de manoeuvre, on a atteint le stade de la pauvreté, descendre plus bas et notre vie deviendrait rapidement insupportable.

Elle a plus ou moins conscience de cela, mais parfois elle l'oublie, donc un rappel en douceur est nécessaire pour que nos rapports ne se détériorent pas non plus, j'essaie de la préserver autant que moi, sachant que je partirai avant elle puisqu'elle est plus jeune que moi, elle a 15 ans de moins que moi, aussi j'essaie de lui donner un enseignement qui lui sera utile plus tard, quand je ne serai plus là.

Je pourrais très bien m'en foutre et me dire que je vis ma vie de mon côté et qu'elle vit la sienne de son côté, mais je ne suis pas fait ainsi. Hormis ces petits rappels ou cet enseignement à petite dose, elle vit sa vie à sa façon, je n'interviens jamais dans ses affaires, je lui donne mon avis quand elle me le demande, sinon je m'abstiens, et quand elle s'avise de s'immiscer dans mes affaires, ce qui arrive fréquemment, je lui dis de s'occuper des siennes et elle n'insiste pas.

Chacun vit sa vie à sa manière, comme il peut, progresse à son rythme, et je tiens le même discours aux personnes qui se connectent sur ce portail depuis le premier jour, je ne change pas de personnalité ou de personnage, de discours, qu'on s'adresse à des gens ultra arriérés ou illettrés ou à des gens développés, qui ont fait des études supérieures, entre nous tout est clair et net et doit le demeurer, tel est mon principe. La différence qui existe entre moi et ma compagne et mes lecteurs, c'est que pour ma compagne ce qui nous unit prime sur ce qui nous éloigne ou nous sépare, tandis qu'avec mes lecteurs c'est l'inverse.

Cela m'a inspiré la réflexion suivante ce matin.

La pire attitude qui soit ici comme en général dans la vie, c'est le laxisme, la fainéantise intellectuelle, le dilettantisme, l'éclectisme, le manque de rigueur, de principes, de valeurs, l'absence de discipline, de mémoire, le relativisme absolu qui se satisfait de définitions ou de caractérisations approximatives ou aussi lâches qu'un élastique, et qui empêchent d'accéder à la connaissance de sorte qu'on est réduit à la passivité, à subir le sort qu'on nous a réservé ou à se faire manipuler par manque d'audace, de volonté, de détermination, de courage, car finalement l'absence d'idéal se paie très cher un jour ou l'autre.

Institutions de la Ve République en quête désespérément de légitimité.

La nausée. Un "dégoût" ou une "colère" légitime.

- Election présidentielle : 67% des Français ressentent de la déception, du dégoût ou de la colère face à la campagne, selon notre sondage Ipsos / Sopra Steria - Franceinfo

Ce sont des chiffres pour le moins inquiétants, à douze jours du premier tour. Si deux Français sur trois déclarent s'intéresser à l'élection présidentielle, selon une enquête Ipsos / Sopra Steria* publiée mardi 11 avril, 67% affirment aussi que la campagne leur fait d'abord ressentir de la déception, du dégoût ou de la colère, et 64% assurent qu'elle ne leur a "pas appris grand-chose sur les programmes et les personnalités" des onze candidats.

Autant d'indicateurs qui expliquent pourquoi, à moins de deux semaines du jour J, seuls 66% des Français ont l'intention de se rendre aux urnes le 23 avril pour aller voter. Si ce chiffre se confirmait, le record historique de 2002 – 28,4% d'abstention au premier tour – serait largement battu. Franceinfo11 avril

Quels que soient le taux de participation et le candidat élu, dors et déjà ces élections sont marquées du sceau de l'illégitimité. C'est de là qu'il faudra partir ensuite...

Et il y a de quoi... Entre ceux qui sont incapables de s'assumer...

- "Ce n'est pas une agression !" : échange tendu entre Alexis Corbière et Patrick Cohen dans "C à vous" - Franceinfo

Le porte-parole de Jean-Luc Mélenchon et le journaliste se sont écharpés, lundi, sur la question de l'Alliance bolivarienne, qui figure dans le programme du candidat de la France insoumise. Franceinfo 11.04

... et ceux qui regrettent que les médias ne leur soient pas (plus) favorables...

- Violences dans ses meetings: Fillon renvoie les journalistes à leurs "propres responsabilités" - Le Huffington Post

"Je condamne toutes les violences. Simplement j'invite ces journalistes à se poser la question: pourquoi est-ce que dans les meetings il y a une crispation à leur égard? Chacun doit se poser des questions...", a plaidé le candidat LR.

Interrogé sur sa rancoeur à l'égard des médias, François Fillon a regretté "l'absence de recul" de la presse. "Le coeur du débat politique, ce ne sont pas les sondages ni ce que pensent les analystes de la vie politique française", a-t-il précisé en rappelant que "pendant la primaire, les médias avaient décidé que je n'avais aucune chance".

"Il faut que les médias réfléchissent à leur responsabilité dans la construction du jugement politique des Français", plaide-t-il. Reprenant une critique chère à Marine Le Pen, François Fillon porte un jugement sévère sur France2 et son Emission politique, dénonçant un programme "à charge" et critiquant une "mise en scène" de la chaîne lors de son face à face peu flatteur face aux infirmières.

"On a vu la différence cette semaine avec l'émission de M. Macron. Il y a un problème. Je pose la question: est-ce que c'est le rôle du service public d'être dans cette forme de déséquilibre. Qu'un grand journal choisisse son candidat ça fait partie des traditions mais pas le service public". Le Huffington Post 11.04

En famille. Ceux qui osent tout et vous prennent vraiment pour des cons !

- Mélenchon surpris par "le virage à droite complètement inouï" de Macron - AFP

Jean-Luc Mélenchon s'est déclaré surpris mardi par "le virage à droite complètement inouï" d'Emmanuel Macron, critiquant sa volonté de vouloir recourir aux ordonnances pour réformer le marché du travail.

"Il veut gouverner pendant l'été à coup d'ordonnances pour annuler le code du travail mais à mon avis, cela ne va pas lui porter chance de parler comme ça, car les gens savent l'importance du code du travail pour leur vie", a estimé le candidat à la présidentielle pour la France Insoumise (LFI) à Villeneuve-d'Ascq (Nord).

"C'est bien, il vaut mieux qu'il scie lui-même la planche sur laquelle il est assis, cela me fait moins de travail à faire!", a ironisé M. Mélenchon, en marge d'une visite à Lilliad, un bâtiment de l'Université de Lille à caractère scientifique, basé sur l'Innovation. AFP 11.04

Non mais, parce que voyez-vous, jusqu'à hier Mélenchon ignorait qu'une brochette d'oligarques, de milliardaires, de banquiers, etc. bref, de réactionnaires en tous genres, Valls, Attali, BHL soutenaient Macron, y compris Gattaz qui doit cependant ménager Fillon, ces "gens savent l'importance du code du travail pour leur vie" dorée que Mélenchon préservera, faisons-lui confiance sur ce point au moins...

Quand La Médiasphère devient la Macronsphère.

- Pourquoi LCI a supprimé le replay de La Médiasphère - lefigaro.fr

«Trou noir», «neuneu», «kiki qui fait de la politique»... Lundi, sur LCI, les chroniqueurs de l'émission La Médiasphère n'avaient pas de mots assez durs pour qualifier le candidat d'En Marche!, Emmanuel Macron. Les invités de Christophe Moulin, animateur de l'émission, ont notamment fustigé le dernier meeting de l'ancien ministre, qui se tenait à Marseille le 1er avril dernier.

Après avoir consacré une bonne partie de l'émission à critiquer Emmanuel Macron, les journalistes ont changé de cible, s'attaquant à la candidate du Front national, Marine Le Pen, actuellement visée par une enquête pour soupçons d'escroquerie et recel d'abus de biens sociaux.

Problème, comme le révélait mardi le journal Libération , le replay de l'émission, mis en ligne la veille, n'était plus disponible sur le site de la chaîne mardi. Selon le quotidien, qui indiquait dans son article une source interne de la chaîne d'info du groupe TF1, «deux candidats se seraient sentis attaqués injustement». Selon le site internet du journal, le replay de l'émission aurait ainsi été supprimé pour «protéger la chaîne et ses intervenants sur le plan juridique».

Invité ce matin sur Europe 1, le directeur général de LCI, Thierry Thuillier, est revenu sur la polémique, et a démenti avoir retiré la vidéo à la demande d'un candidat: «Lorsqu'on est saisi via notre service politique, on regarde de quoi il s'agit. (...) Hier, il y avait de quoi dire! Nous avons estimé qu'à la fois sur le plan éditorial et quand on aborde les histoires judiciaires, il faut un peu de rigueur.»

Selon le patron de la chaîne, les équipes de l'émission n'ont pas «su cadrer» et qu'il «était important de rappeler les contextes». «On est à trois semaines d'une élection présidentielle, on parle de candidats sur le terrain judiciaire. Nous avons pensé que nous n'avions pas été assez rigoureux», a conclu Thierry Thuillier. lefigaro.fr 05.04

Vidéo. L'émission censurée par Macron sur LCI ! (Version complète)
https://www.youtube.com/watch?v=jsqP5SrrOBA

En famille, c'est naturel.

- Le ministre allemand des Finances soutient Macron face à Fillon - AFP

Le ministre allemand des Finances a rompu mardi la neutralité officielle de mise concernant l'élection présidentielle française, en indiquant qu'il préférait le centriste Emmanuel Macron à François Fillon, pourtant proche de lui sur le plan politique. AFP 11.04

Dossier Syrie.

L'info fournie par Thierry Meyssan a été confirmée.

- Seuls 23 missiles américains auraient atteint la base précise la Russie. - leparisien.fr 07.04

- Seuls 23 missiles américains ont atteint la base d'al-Chaayrate, a déclaré à la presse le porte-parole de l'armée russe Igor Konachenkov. - 20minutes.fr 07.04

Voilà ce qui arrive quand on privilégie la version officielle : On ne comprend plus rien à la situation.

Quelques commentaires d'internautes laissés sur le blog Les-crises.fr

- Oui, un revirement à 180° qui ne peut s'expliquer par la manipulation.

- Trump n'est qu'un crétin redneck sans cervelle qui ne fonctionne que sur le pathos. Ce type est très dangereux.

- Trump, après son effort surhumain pour décrocher son poste, est prêt à tout pour le conserver.

- Je me fous de savoir si Trump a été trompé par son entourage. Le fait est qu'il a agi de façon débile.

- Le plus grave dans cette affaire, outre le fait d'être passé très près d'une guerre entre puissances nucléaires...

- Ce type est un mégalo dangereux qui est arrivé au pouvoir par accident.

- Le pire est de se dire que Clinton aurait fait exactement la même chose.

Les 6 positions de l'administration Trump sur la Syrie - Réseau Voltaire 11.04

En deux semaines, l'administration Trump a défendu 5 positions différentes sur la Syrie :

- Jusqu'au 30 mars 2017

Elle considérait que le président Bachar el-Assad avait été élu par ses concitoyens et était donc légitime au pouvoir. Le 30 mars 2017, son ambassadrice aux Nations unies, Nikki Haley, confirmait que la priorité des États-Unis n'était plus de renverser le président syrien.

- Les 5 et 6 avril 2017

Après l'attaque chimique de Khan Sheikhoun, le président Trump et son secrétaire d'État Rex Tillerson considéraient que Damas en était responsable, qu'il avait « franchi la ligne rouge » et que Bachar el-Assad devait partir. Ce faisant ils reprenaient la position des néo-conservateurs et précisément celle d'Hillary Clinton.

- Du 6 au 10 avril 2017

Pour le conseiller national de Sécurité, HR McMaster, et le secrétaire à la Défense, James Mattis, les États-Unis ne s'intéressent pas à savoir si le président el-Assad doit rester ou partir, mais comment empêcher l'usage d'armes chimiques en Syrie et ailleurs.

- Le 9 avril 2017

Lors de diverses interview de ce dimanche, Rex Tillerson revint à sa position antérieure. Pour lui, la priorité était de détruire Daesh. Le sort du président el-Assad ne sera envisagé que par la suite avec la Russie. Ce point de vue était confirmé par HR McMaster. Nikki Haley déclarait pour sa part que les États-Unis ont de multiples priorités en Syrie et que la paix ne peut pas survenir avec le président el-Assad.

- Le 10 avril 2017

Le porte-parole de la Maison-Blanche, Sean Spicer, indiquait que la décision de bombarder un aéroport syrien avait été prise à la fois à cause de l'attaque chimique de Khan Sheikhoun et parce que Damas utilise des bombes artisanales. Tandis que James Mattis publiait un communiqué reliant explicitement et exclusivement le bombardement de Chayrat à l'attaque de Khan Sheikhoun.

- Le 11 avril 2017

À l'issue d'une réunion avec les ministres des Affaires étrangères du G7, Rex Tillerson affirme que la Russie doit choisir son camp : avec Washington ou avec Damas. Il n'est plus question de ce que pourrait être l'action de l'administration Trump vis-à-vis de la Syrie en cas de désaccord avec l'administration Poutine.

Alors que la presse interprète les événements comme un revirement à 180° de la position de Donald Trump, son conseiller adjoint, Sebastian Gorka, contacte des sites internet qui avaient fait campagne pour Trump et qui hurlent à la trahison. Il les rassure : selon lui, malgré les apparences, le président n'a pas changé de position.

“What’s Trump’s plan for Syria ? Five different policies in two weeks”, Spencer Ackerman, The Guardian, April 11, 2017.

Source : « Les 6 positions de l’administration Trump sur la Syrie », Réseau Voltaire, 11 avril 2017, www.voltairenet.org/article195943.html

Et si Trump n’avait pas viré casaque ? par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 11.04

Donald Trump, qui avait été élu sur son programme de fin de l’impérialisme et de service des intérêts de son peuple, a-t-il brusquement changé de bord, trois mois seulement après son arrivée à la Maison-Blanche ?

C’est l’interprétation ultra-majoritaire du bombardement de la base de Chayrat, le 6 avril 2017. La totalité des alliés des États-Unis a approuvé cette action au nom de principes humanitaires. La totalité des alliés de la Syrie l’a condamnée au nom du Droit international.

Pourtant, lors du débat au Conseil de sécurité des Nations unies, l’argument d’une attaque chimique perpétrée par Damas n’était pas soutenu par le représentant du secrétaire général. Au contraire celui-ci soulignait l’impossibilité à ce stade de savoir comment cette attaque avait pu avoir lieu. La Bolivie a même mis en doute l’existence de cette attaque qui n’est connue que par les Casques blancs, c’est-à-dire un groupe d’Al-Qaïda que le MI6 encadre pour les besoins de sa propagande. Au demeurant, tous les experts militaires soulignent que les gaz de combats doivent être dispersés par des tirs d’obus et jamais, absolument jamais, par des bombardements aériens.

Quoi qu’il en soit, l’attaque états-unienne contre la base de Chayrat s’est caractérisée par sa brutalité apparente : les 59 missiles BGM-109 Tomahawk avaient une puissance cumulée presque deux fois équivalente à la bombe atomique d’Hiroshima. Pourtant, l’agression s’est aussi caractérisée par son inefficacité : s’il y a bien eu des martyrs tentant d’éteindre un incendie, les dégâts sont si peu importants que la base fonctionnait à nouveau le lendemain.

Force est de constater que soit l’US Navy est un « tigre en papier », soit cette opération n’est qu’une mise en scène.

Dans ce cas, on comprend mieux que la défense anti-aérienne russe n’ait pas réagi. Ce qui suppose que les missiles anti-missiles S-400, dont le fonctionnement est automatique, aient été volontairement désactivés au préalable.

Tout s’est déroulé comme si la Maison-Blanche avait imaginé une ruse visant à emmener ses alliés dans une guerre contre les utilisateurs d’armes chimiques, c’est-à-dire contre les jihadistes. En effet, à ce jour, selon les Nations unies, les seuls cas établis d’usage de ces armes en Syrie et en Irak leur ont été attribués.

Au cours des trois derniers mois, les États-Unis ont rompu avec la politique du Républicain George Bush Jr. (qui signa la déclaration de guerre du Syrian Accountablity Act) et de Barack Obama (qui soutint le « printemps arabe », c’est-à-dire la réédition de la « Grande révolte arabe de 1916 » organisée par les Britanniques). Cependant Donald Trump n’était pas parvenu à convaincre ses alliés, notamment allemands, britanniques et français.

Sautant sur ce qui paraît être un changement radical de la politique US, Londres a multiplié les déclarations contre la Syrie, la Russie et l’Iran. Son ministre des Affaires étrangères, Boris Johnson, a annulé sa visite à Moscou.

Seulement voilà : si Washington a changé de politique, pourquoi donc le secrétaire d’État Rex Tillerson a-t-il, au contraire, confirmé son déplacement à Moscou ? Et pourquoi donc le président Xi Jinping, qui se trouvait être l’hôte de son homologue états-unien durant le bombardement de Chayrat, a-t-il réagi si mollement, alors que son pays a fait par 6 fois usage de son veto pour protéger la Syrie au Conseil de sécurité ?

Au milieu de cet unanimisme oratoire et de ces incohérences factuelles, le conseiller adjoint du président Trump, Sebastian Gorka, multiplie les messages à contre sens. Il assure que la Maison-Blanche considère toujours le président el-Assad comme légitime et les jihadistes comme l’ennemi. Gorka est un ami très proche du général Michael T. Flynn qui avait conçu le plan de Trump contre les jihadistes en général et Daesh en particulier.

Source : « Et si Trump n’avait pas viré casaque ? », par Thierry Meyssan, Al-Watan (Syrie), Réseau Voltaire, 11 avril 2017, www.voltairenet.org/article195918.html

- Syrie: "pas de doute" que le régime est responsable de l'attaque, selon Mattis - AFP

Le secrétaire américain à la Défense Jim Mattis a affirmé mardi qu'il n'y avait "pas de doute" sur le fait que le régime syrien était responsable de l'attaque chimique du 4 avril.

Les Etats-Unis et la Russie se sont affrontés mardi à propos de l'attaque chimique présumée en Syrie et du sort du président Bachar al-Assad, laissant présager des entretiens tendus mercredi à Moscou pour le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson.

Signe d'une nouvelle poussée de fièvre, quelques heures après l'arrivée dans la capitale russe de M. Tillerson, le secrétaire à la Défense James Mattis a accusé le régime syrien de l'attaque du 4 avril. Un responsable américain est même allé plus loin en s'interrogeant sur le rôle de la Russie, alliée de la Syrie, dans ce raid qui a fait 87 morts, dont des dizaines d'enfants.

Mais le président Vladimir Poutine a mis en garde contre des "provocations" à l'arme chimique qui seraient, selon lui, en préparation en Syrie afin de mettre en cause le président Assad.

En tout cas, pour le chef du Pentagone, "il n'y a pas de doute que le régime syrien est responsable de la décision d'attaquer et de l'attaque elle-même" contre la localité syrienne de Khan Cheikhoun, dans le nord-ouest de la Syrie.

M. Mattis a ainsi justifié la frappe punitive ordonnée le 6 avril par le président américain Donald Trump "pour dissuader le régime" de Damas de lancer une autre attaque de ce type.

Des responsables à la Maison Blanche se sont même interrogés sur la responsabilité de Moscou: "Comment est-il possible que leurs forces se trouvaient dans la même base que les forces syriennes qui ont préparé, planifié et mené cette attaque (...) et ne l'aient pas su à l'avance?", s'est demandé l'un d'eux.

"C'est une question que nous devons poser aux Russes", a-t-il averti, à la veille d'entretiens à Moscou entre Rex Tillerson et son homologue russe Sergueï Lavrov.

Il s'agit de la toute première visite en Russie d'un ministre américain depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, lequel avait prôné un rapprochement avec M. Poutine.

Le président russe, pour qui la frappe américaine du 6 avril fut une "agression contre un Etat souverain", a averti contre d'éventuelles manipulations. "On s'apprête à balancer de nouveau quelque substance et à accuser les autorités syriennes de son utilisation", a déclaré le chef du Kremlin.

La diplomatie russe espère des "négociations productives" avec M. Tillerson, qui fut décoré par le président Poutine du temps où il était PDG du pétrolier ExxonMobil, plaidant pour une "coopération constructive" et non la "confrontation" avec les Etats-Unis.

On ne sait pas encore si M. Tillerson verra M. Poutine, le Kremlin et le département d'Etat refusant de le confirmer.

De son côté, le porte-parole de la Maison Blanche Sean Spicer a jugé que M. Assad avait fait pire qu'Hitler, une comparaison hasardeuse qu'il a vite amendée devant le tollé. Il a ensuite présenté des excuses pour ce "commentaire inapproprié et manquant de sensibilité".

Après avoir semblé prendre ses distances avec la crise syrienne, notamment sur le sort du président Assad, l'administration Trump a fait volte-face la semaine dernière en bombardant pour la première fois le régime de Damas.

Réunis mardi avec leurs partenaires du G7 en Italie, les Etats-Unis ont martelé que l'avenir de la Syrie devait s'écrire sans son président. Rex Tillerson affirmant même que "le règne de la famille Assad touche à sa fin".

Le secrétaire d'Etat s'est en outre interrogé devant la presse en Toscane sur l'"alliance à long terme" entre Moscou et Damas. "La Russie ne préférerait-elle pas se réaligner sur les Etats-Unis et les autres pays occidentaux et du Moyen Orient qui cherchent à résoudre la crise syrienne?", a-t-il demandé.

"Un dirigeant qui a tué, et qui continue de tuer, des centaines de milliers de gens de son propre peuple (...) doit partir", a insisté à Washington le porte-parole du département d'Etat, Mark Toner.

Mais même si le départ du président syrien demeure un objectif des Etats-Unis, "vaincre le groupe jihadiste Etat islamique reste la priorité", a réaffirmé le chef du Pentagone James Mattis lors d'une conférence de presse avec le général Joseph Votel, chef des forces américaines au Moyen-Orient.

L'Iran, autre allié de la Syrie, a prévenu qu'une nouvelle action militaire américaine contre Damas ne resterait pas "sans réponse", tandis que la diplomatie russe annonçait pour "la fin de la semaine à Moscou" une rencontre entre les ministres des Affaires étrangères de la Russie, de la Syrie et de l'Iran. AFP 11.04

Chili.

- Les étudiants chiliens manifestent contre la réforme de l'enseignement - Reuters

Des milliers d'étudiants chiliens ont défilé dans les rues de plusieurs villes du pays pour réclamer une amélioration de la réforme de l'enseignement supérieur alors que le Parlement débat d'une réforme. Reuters 12 avril

Ils osent tout.

- "Même Hitler n'en était pas arrivé à utiliser des armes chimiques", selon le porte-parole de Trump qui parle d'Assad - Le Huffington Post

- Pour Benoît Hamon, "si vous aimez vos enfants vous ne pouvez pas voter Marine Le Pen" - Le Huffington Post

Il a dû s'inspirer de la représentante américaine à l'ONU Nikki Haley produisant des photos d'enfants morts, après l'attaque chimique en Syrie attribuée à Assad...

500.000 enfants irakiens victime de l'embargo américain "parce que ça en valait la peine" avait déclaré Madeleine Albright. https://www.youtube.com/watch?v=RM0uvgHKZe8&app=desktop

Remarque d'un internaute dans un autre article qui peut s'adresser à Hamon: "Quand les enfants du Donbass étaient massacrés par les missiles Grad personne ne s'appitoyait devant leur photos…"

Ne votez pas non plus Hamon, mieux, ne votez pas du tout !

- Hamon se pose en candidat des jeunes et des défavorisés - Reuters

- Le "communiste" Mélenchon devient la cible de toutes les attaques - Le Huffington Post

- Mélenchon surpris par "le virage à droite complètement inouï" de Macron - AFP

- Macron répond à la percée de Mélenchon en se posant en candidat de "l'indignation" et du renouvellement - AFP

- Fillon renvoie Mélenchon et Le Pen dos-à-dos - AFP

- Un vice-ministre syrien en colloque à Paris: Jean-Marc Ayrault "indigné" - AFP

Le ministre français des Affaires étrangères Jean-Marc Ayrault s'est déclaré "indigné" par la réception mardi à Paris, lors d'un colloque organisé par des députés, d'un vice-ministre syrien, Ayman Soussan. AFP 11.04

Haut de page

Le 13 avril 2017

CAUSERIE

J'ai laissé de côté un tas de sujets par manque de temps (Guyane, Venezuela, Russie), car je dois aussi m'occuper de mes affaires, un homme au foyer travaille 7 jours sur 7 en Inde, de 6 heures du matin jusqu'à 19 ou 20 heures, cela inclut le temps que je passe à actualiser le portail. Je suis hyper actif, donc je n'arrête jamais, mais quand il fait plus de 40°C à l'ombre.

Une autre fois, demain peut-être je vous parlerai de l'impression que je ressens en regardant des films français des années 30 à 60. C'est étrange, je les avais adorés quand j'étais jeune, maintenant il me semble désuets, superficiels, bourés de clichés, nuls pour la plupart d'entre eux. Il y aurait beaucoup de choses à dire sur les acteurs et leurs personnages... A croire que la société a beaucoup changé et nous aussi en vieillissant, c'est étrange, quand on observe les partis ouvriers on a l'impression qu'ils sont totalement sclérosés, non, vous ne trouvez pas ? Loin de moi l'idée que le parti serait dépassé, au contraire, il n'a jamais été aussi indispensable, la question n'est pas là.

Cela dit, si je ne savoure plus ces films comme autrefois, je prends un grand plaisir à en analyser le contenu et à revoir le pays de

mon enfance, surtout Paris où j'ai grandi, c'est si loin d'ici...

Sous nos yeux.

- Famine : le cri d'alarme du Nigéria, du Yémen, du Soudan et de la Somalie - Franceinfo

L'ONU lance un cri d'alarme, 20 millions de personnes meurent de faim en ce moment au Nigéria, au Yémen, au Soudan et en Somalie. Les Nations unies redoutent une famine plus meurtrière qu'en 2011. Franceinfo 12.04

Une victime n'importe où dans le monde de la survie du capitalisme, est une victime de trop, une terrible injustice, un crime.

Ils s'émeuvent volontiers sur le sort de ces malheureux enfants, ces "mignons petits bébés" gazés par le soi-disant horrible dictateur Assad, sur ces milliers de mignants qu'ils ont encouragés à risquer leur vie pour rejoindre l'eldorado occidental en train de couler et qui périssent par dizaines de milliers lors de cette folle aventure, sur les centaines de milliers de morts causés par leurs guerres impérialistes ou de rapine en Syrie, en Irak, en Libye, en Afghanistan, mais quand des dizaines de millions d'innocents crèvent de faim du fait de leurs guerres leurs canaux lacrymaux sont soudainement desséchés ou taris, leurs cordes vocale sont désespérément muettes, leurs oreilles complètement bouchés, à croire que les profits du complexe militaro-indutriel auraient un pouvoir paralysant ou anesthésiant sur leur capacité à s'émouvoir de la misère du monde avec laquelle finalement chacun s'accommode plus ou moins hypocritement pour ne pas combattre pour y mettre définitivement un terme.

Je vis dans un pays (Inde), où les gens guidés par un vieille instinct ou un réflexe inconscient demande toujours à la personne qui entre chez eux si elle a mangé, même au téléphone c'est la première chose qu'ils demandent à la personne qu'ils ont au bout du fil.

Le spectre de la faim, de la famine hante toujours les esprits parce qu'il y a des dizaines de millions d'Indiens qui quotidiennement ne mangent pas à leur faim. Avoir le ventre plein, ici c'est déjà le début du bonheur !

Avant-hier la soeur de ma compagne est arrivée très tard alors que nous avions fini de dîner. Il n'y avait plus de riz, alors Selvi en a fait cuire. Adi n'a pas voulu manger sur place, il était déjà 22h30. Elle a demandé à sa soeur de lui mettre du riz et deux portions des trois currys (pommes de terre, aubergine, poulet) dans un récipient qu'elle emporterait pour elle et une vielle indienne qui n'a plus de famille et de toit et qu'elle héberge la nuit dans sa minuscule pièce de 10 m², vielle dame décharnée qu'elle nourrit également apparemment ainsi que d'autres personnes du village qui doivent lui donner des restes de temps en temps, sinon elle n'a rien à manger. Cela se passe à 50 mètres de chez moi.

En France, la pauvreté ou la misère est plus ou moins dissimulée, on ne l'a pas sous les yeux en permanence, mieux ou pire, on peut même facilement éviter de la voir ou d'y penser, l'oublier. En Inde elle vous saute littéralement à la gueule, elle vous bouffe les tripes, elle vous ronge les nerfs dès qu'on la traduit sur le plan politique, car là le spectacle est plus que navrant, pitoyable, on enrage, pas particulèrement en écoutant les candidats à l'élection présidentielle qui ne sont que des misérables pantins dont on n'a rien à attendre de bon, mais en observant qu'on ne parvient pas à rassembler nos forces pour combattre ensemble et construire le foutu parti qui nous fait tant défaut.

Se coltiner cette misère omniprésente et être réduit à l'impuissance pour la combattre, c'est le pire cauchemar qui pouvait nous échoir en somme, et je dois avouer que je le supporte très mal, d'où parfois mes emportements. C'est un puissant facteur pour vous pousser à essayer de comprendre comment on a pu en arriver là. Cela m'obsède, car je ne peux pas me résoudre à accepter les explications qui nous ont été fournies puisqu'elles n'ont pas contribué à résoudre nos problèmes politiques, bien au contraire la décomposition et la dislocation de l'avant-garde se sont encore amplifiées au cours des dernières années ou décennies.

Dans ce domaine, on a cru à plusieurs reprises qu'on avait touché le fond ou qu'on avait atteint les limites précédant un rebond, un nouveau départ sur de nouvelles ou bonnes bases, pour hélas constater qu'on s'embourbait toujours plus dans l'opportunisme ou qu'on ne parvenait pas à renouer avec le fil du socialisme, qui sinon se serait traduit par d'autres rapports avec l'ensemble des travailleurs et les différents acteurs politiques, parce qu'on refuse toujours d'admettre nos erreurs passées qu'on reproduit à l'infini.

Disons qu'en principe nous partageons tous les mêmes objectifs et les mêmes méthodes pour les atteindre, nous interprétons tous plus ou moins de la même manière la société et le monde dans lesquels nous vivons, quelles sont leur orientation, ainsi que celle du capitalisme, nous sommes tous d'accord qu'il faut se débarrasser du capitalisme et ses institutions, cependant il y a quelque chose qui ne colle pas quelque part.

Il me semble que nous ignorons encore comment vivent et pensent les travailleurs dont les conditions sont très diverses ou hétérogènes. Nous semblons méconnaître leurs relations au capitalisme et aux institutions, aux autres classes ou alors nous n'en tenons pas compte et il faudrait savoir pourquoi, quant à savoir comment cela se traduit, ce n'est pas bien difficile, il suffit d'observer que nous ne parvenons pas à regrouper les travailleurs et les membres des classes moyennes les plus avancès ou conscients dans un parti, j'en déduis donc que nous n'avons toujours pas trouvé la bonne formule et le discours approprié pour s'adresser à eux.

On peut aborder les travailleurs en leur disant ce qu'ils ont envie d'entendre sans forcément être un démagogue ou imiter Mélenchon. Et pourquoi cela fonctionne-t-il, parce que dans ce cas-là les travailleurs ont l'impression qu'on les écoute, parce qu'on part de leurs préoccupations, on les aborde sous un angle qui leur est familier et ils se reconnaissent dans le discours qu'on leur tient. Ensuite on peut aller plus loin ou étayer leur pensée en développant la nôtre qui en est la suite ou le complément logique sur le plan politique. C'est autre chose que de se lancer dans un grand discours qui présuppose qu'ils se situent d'emblée sur le même plan politique que nous, alors que ce n'est pas le cas. On n'a jamais pris le temps de leur expliquer notre politique, on leur impose et on pense que parce qu'elle est juste ils vont nous rejoindre et cela ne fonctionne pas, c'est normal car en réalité les choses sont beaucoup plus compliquées que cela.

Voyez Mélenchon, c'est un cabotin, il joue un personnage, il peut obtenir l'adhésion à sa candidature de millions de travailleurs dans le cadre d'une élection, mais le même personnage n'a jamais pu rallier plus de quelques milliers d'adhésions à son parti qui n'a pas un seul député à l'Assemblée nationale, parce que pour construire un parti la propagande ou les discours ne suffisent pas, il faut aller au bout de ses analyses, il faut que se produise réellement une modification qualitative de l'état d'esprit des travailleurs, ce qui est impossible quand on s'en tient à des analyses superficielles de la situation, cette inconsistance est incompatible avec un engagement politique sérieux et durable. C'est seulement quand on s'est forgé une solide conviction et qu'on s'y tient, qu'on aura envie de la partager avec le plus grand nombre.

Un grand nombre de travailleurs apprécient que Mélenchon affiche une détermination sans faille, occultant son passé et son inconsistance légendaire avec laquelle s'identifie sa carrière politique se réduisant à manipuler des mots ou des idées creuses, vides, et si cela fonctionne, c'est parce que son auditoire est incapable par lui-même de remplir ce vide, Mélenchon a adopté l'attitude du flatteur qui vit au dépend de ceux qui l'écoutent et auxquels finalement il n'apporte rien. Ils ignorent ses véritables intentions, ils lui attribuent une détermination sans faille sans savoir au juste ce qu'elle recouvre, tout comme ils remplissent ses idées creuses ou vides d'illusions, c'est une baudruche qui se gonfle au moment des élections et qui se dégonfle aussitôt après, cela fait penser à toutes les campagnes ou batailles que mènent les différents partis et auxquelles participent des centaines de milliers de travailleurs, qui parviennent chaque fois à recruter quelques centaines de militants et qui les reperdent par la suite, parce qu'il en faut beaucoup plus pour réellement construire un parti. A suivre.

Rapporté par un internaute.

- « Depuis la fin de la guerre froide, […] on assiste à une décadence vertigineuse de la démocratie, à tous les niveaux et dans toutes les sphères de la vie publique des pays occidentaux, témoignant d'une tendance très puissante au totalitarisme généralisé. J'appelle cela le totalitarisme occidental. […] La course du monde occidental vers le totalitarisme est occultée par le voile épais de la désinformation, de la propagande idéologique et du mensonge qui surpassent ceux de l'époque hitlérienne et stalinienne, tant par leurs moyens techniques et leur ampleur que par leur pénétration intellectuelle et leur hypocrisie.
Le totalitarisme belliqueux de l'Occident s'avance sous le déguisement de l'humanisme, de la démocratie, de la lutte pour les droits de l'homme, de la justice. Mais par sa nature, ses actes et ses conséquences, ce totalitarisme est plus terrible et plus dangereux que ses précédents hitlérien et stalinien. En effet, il ne se dévoile pas, il est plus profond et ne rencontre aucune opposition sérieuse […]. » (Alexandre Zinoniev, « Une guerre contre l'Europe »)

Allez donc raconter à nos dirigeants que la "tendance au totalitarisme" ou le néolibéralisme et la "désinformation", la "propagande idéologique et du mensonge" ou la guerre psychologique que mène la classe dominante contre les masses sont indissociables, ils vous riront au nez. Du coup, ils ne pouvaient pas comprendre pourquoi elle avait adopté le "déguisement de l'humanisme, de la démocratie, de la lutte pour les droits de l'homme, de la justice", la preuve en est qu'ils ont continué de tenir le même discours devenu totalement inaudible, à défaut de le rejeter ou de pouvoir en changer pour demeurer sur un terrain de classe indépendant, glissant un peu plus vers l'opportunisme.

Si nos dirigeants ont largement adopté ce "déguisement", c'est parce qu'ils ne voulaient pas caractériser le régime et ses représentants, dont Hollande et le PS, nous, nous avons rejeté ce "déguisement" et nous les avons caractérisés. Nous n'avons participé à aucune campagne initiée par Hollande ou le PS, nous les avons combattues, nous n'employons pas ou plus ces expressions trompeuses et inappropriées, nous évoquons l'humanisme du socialisme, nous ne prétendons pas avoir vécu un jour ou l'autre en démocratie, nous estimons vivre en oligarchie, nous ne défendons pas les droits de l'homme mais ceux du citoyen, les droits politiques des exploités et des opprimés, nous n'avons jamais prétendu qu'il existerait une justice en régime capitaliste, hormis lorsqu'il s'agit de servir les intérêt des nantis.

Nous n'avons jamais alimenté la moindre illusion dans le régime, nous ne l'avons jamais ménagé, nous lui livrons une lutte à mort en nous inspirant de la méthode et du combat de Lénine qui fut inflexible envers le capitalisme et ses représentants.

Institutions en quête de légitimité.

Glissement avant l'effondrement final ?

- Présidentielle: Le Pen et Macron cèdent du terrain à Fillon et Mélenchon - AFP

Toujours en tête des intentions de vote au premier tour de la présidentielle, Marine Le Pen et Emmanuel Macron cèdent du terrain à François Fillon et Jean-Luc Mélenchon à moins de deux semaines du scrutin, selon un sondage Ifop-Fiducial diffusé mercredi.

Avec 23,5% d'intentions de vote suivant le calcul de l'institut, la candidate du Front national perd 1,5 point sur une semaine, et le candidat d'En Marche! est en repli de 2 points sur la même période, à 22,5%.

L'écart se resserre entre le duo de tête et ses poursuivants, qui gagnent un point à 19% pour le candidat de la droite François Fillon et 2,5 points à 18,5% pour celui de la France insoumise Jean-Luc Mélenchon, selon ce sondage pour Paris Match, Cnews et Sud Radio.

Avec 8,5% (-1) d'intentions de vote, le socialiste Benoît Hamon semble faire les frais de l?ascension de Jean-Luc Mélenchon. Le souverainiste Nicolas Dupont-Aignan recule d'un point à 3,5%, le trotskiste Philippe Poutou en gagne un à 2% et le centriste Jean Lassalle grignote 0,5 point à 1,5%.

Les autres candidats sont crédités de moins de 1%.

L'indice de participation est évalué à 68% du corps électoral, sans changement sur une semaine, dans ce "rolling".

Et 70% des électeurs ayant exprimé une intention de vote se disent sûrs de leur choix. C'est le cas de 84% des électeurs potentiels de Marine Le Pen et de 80% de ceux de François Fillon, de 66% de ceux de Jean-Luc Mélenchon, de 65% de ceux d'Emmanuel Macron et de 55% de ceux de Benoît Hamon. AFP 12.04

Emmanuel Hollande

- Présidentielle : François Hollande soutient timidement Emmanuel Macron - Franceinfo

À 11 jours du premier tour de l'élection présidentielle, François Hollande sort du silence qu'il s'était imposé. Le chef de l'État s'inquiète de la montée des extrêmes et soutient Emmanuel Macron à demi-mot.

Un soutien, là encore, implicite : "La politique a besoin de renouvellement, dit le président au Point. Je n'ai pas découragé Emmanuel Macron quand il a voulu lancer son mouvement, un pari 'audacieux'." François Hollande n'en dira pas plus.

Emmanuel Macron serait donc "son héritier" ? Dans une autre confidence présidentielle, cette fois au site d'info ludique et décalée Kombini, François Hollande indique qu'il "faut aller vers ceux qui sont plutôt dans la suite" et qu'il a "plusieurs" héritiers... histoire de bien tout compliquer. Franceinfo 12.04

Parole de suppôt de barbares. Péril en la demeure...

- François Hollande met en garde contre "le péril Jean-Luc Mélenchon" - Franceinfo

Ça y est François Hollande est en campagne. Jean-Luc Mélenchon réussit l'exploit de faire sortir de sa réserve le président de la République. Ce dernier avait jusqu'ici concentré son tir sur le seul Front national, et c'est pour ça qu'une petite phrase tirée d'un entretien au magazine Le Point, à paraître ce jeudi (article payant), fait beaucoup de bruit. "Il y a un péril face aux simplifications, aux falsifications, qui fait que l'on regarde le spectacle du tribun plutôt que le contenu de son texte", y affirme François Hollande. "Le tribun", c'est Jean-Luc Mélenchon. Qu'importe si le président pense effectivement à lui, son entourage embraye : "Le danger populiste ne se limite pas à Marine Le Pen, il y a un péril extrémiste de gauche comme de droite". Franceinfo 12.04

Hollande, c'est du Joseph Goebbels (ministre de la Propagande de Hitler), quoi !

- Quarante économistes apportent leur soutien à Emmanuel Macron - AFP

Quarante économistes ont signé mercredi une tribune dans Le Monde pour soutenir le candidat à la présidentielle Emmanuel. AFP 12.04

- Berger (CFDT) juge "scandaleux" les propos du bras droit de Mélenchon en faveur de Chavez - AFP

Dossier Syrie

Parole d'internaute

- Le professeur Theodore Postol, professeur émérite de Science, Technologie et Politique Nationale de Sécurité au Massachussets Institute of Technology démonte en long et en large la thèse d'une attaque aérienne à Khan Sheykhun lors de la dispersion de gaz toxique. Il critique vertement le "rapport des renseignements" produit par la maison blanche pour justifier son bombardement de rétorsion.

Son argument principal est que les débris supposés de la bombe au sarin témoignent d'un écrasement par un souffle d'explosion vertical extérieur, incompatible avec la dynamique d'une bombe s'écrasant au sol. Il est très ferme dans ses propps, conclut à la mise en scène volontaire, s'inquiète d'abord et avant tout de la falsification et de l'instrumentalisation des données des renseignements à des fins politiques. En passant, il rappelle le cas de l'épisode de la Ghoutta.

Très éloigné en qualité et consistance du pathos dégoulinant de Kareem Shaheen dans le Guardian qu'il faudrait croire sur parole.

https://drive.google.com/file/d/0B_Vs2rjE9TdwR2F3NFFVWDExMnc/view

La Russie oppose son veto à l'Onu à une résolution sur la Syrie Reuters13 avril La Russie a comme prévu opposé son veto à l'adoption d'un texte présenté par les Etats-Unis, le Royaume-uni et la France pour faire avancer l'enquête sur l'attaque chimique du 4 avril en Syrie. La Chine, qui a opposé son veto à six précédentes résolutions sur la Syrie depuis le début du conflit, s'est cette fois abstenue, comme l'Ethiopie et le Kazakhstan. Dix pays ont voté en faveur du texte, contrairement à la Russie et la Bolivie qui ont voté contre. Au cours de cette réunion, l'ambassadeur adjoint de la Russie, Vladimir Safronkov, a assuré les 15 membres du Conseil de sécurité qu'ils se trompaient en accusant Bachar al Assad. "Je suis stupéfait par cette conclusion. Personne ne s'est rendu sur le site du crime. Comment savez vous cela ?". Les puissances occidentales estiment qu'il s'agit d'une attaque au gaz sarin et qu'elle est imputable aux forces du président Bachar al Assad, ce que Damas dément.

- Trump veut s'entendre avec la Russie malgré des relations "au plus bas" - AFP

Le président américain Donald Trump a plaidé pour une entente entre les Etats-Unis et la Russie, malgré une rencontre glaciale à Moscou entre les chefs des diplomaties des deux puissances nucléaires dont les relations sont "au plus bas".

La guerre en Syrie demeure le contentieux le plus lourd entre Washington et Moscou, Donald Trump traitant son homologue syrien Bachar al-Assad de "boucher" et d'"animal" et jugeant "possible" que la Russie ait été au courant de l'attaque chimique du 4 avril, imputée au régime de Damas.

Signe des divergences patentes entre Occidentaux et Russes, ces derniers ont opposé à l'ONU leur veto à un projet de résolution du Conseil de sécurité réclamant une enquête internationale sur cette attaque chimique présumée à laquelle Washington a répondu par une frappe punitive le 6 avril.

M. Trump avait prôné tout au long de sa campagne et au début de sa présidence un rapprochement avec son homologue russe Vladimir Poutine.

"Ce serait merveilleux (...) si l'Otan et notre pays pouvaient s'entendre avec la Russie", a-t-il lancé mercredi lors d'une conférence de presse à la Maison Blanche avec le secrétaire général de l'Alliance atlantique Jens Stoltenberg.

Mais "à l'heure actuelle, nous ne nous entendons pas du tout avec la Russie", a reconnu Donald Trump, parlant même d'une "relation peut-être au plus bas (niveau) de tous les temps".

Le président américain s'exprimait à l'issue d'une visite très tendue à Moscou de son secrétaire d'Etat Rex Tillerson, lequel a vu le président Poutine et son ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

Dans une ambiance glaciale, les deux pays ont étalé leurs divergences sur la Syrie et la défiance qui prévaut entre ces anciens adversaires de la Guerre froide. Rex Tillerson, ex-PDG d'ExxonMobil et qui avait été décoré par Vladimir Poutine en 2013, a déploré le "faible niveau de confiance entre nos deux pays".

"Les deux plus grandes puissances nucléaires ne peuvent pas avoir ce genre de relations", a-t-il souligné, lors d'une longue conférence de presse avec M. Lavrov, où les deux hommes se sont à peine regardés.

Ils ont toutefois plaidé pour une "lutte implacable contre le terrorisme", en allusion au combat contre les jihadistes.

Mais les Etats-Unis et la Russie restent aux antipodes sur la Syrie. Tant sur la responsabilité du régime dans l'attaque du 4 avril sur la localité syrienne de Khan Cheikhoun (87 morts, dont 31 enfants), que sur le sort du président Assad.

Donald Trump a jugé qu'il était "temps de mettre fin à cette guerre civile brutale, de vaincre les terroristes et de permettre aux réfugiés de revenir chez eux", en Syrie où la semaine dernière les Etats-Unis ont frappé pour la première fois le régime après l'attaque chimique.

"Des jeunes enfants qui meurent. Des bébés qui meurent. Des pères qui tiennent leurs enfants morts dans leurs bras. Des enfants morts. Il n'y a pas pire à voir et ça ne devrait pas être permis. C'est un boucher. C'est un boucher. C'est pourquoi nous devions faire quelque chose à cet égard", a tonné M. Trump à propos du dirigeant syrien.

Dans une interview à la télévision Fox Business diffusée mercredi matin, le président américain avait estimé que "quand on balance du gaz, des bombes ou des barils d'explosifs (...) au milieu d'un groupe de gens (...) on est un animal".

Donald Trump avait paru ébranlé la semaine dernière au lendemain de l'attaque chimique présumée. Mercredi, il a même jugé "possible" que la Russie, alliée de la Syrie, ait été au courant de ce raid, en précisant que le Pentagone se penchait sur cette question.

Au même moment à New York, la Russie opposait son veto à un projet de résolution du Conseil de sécurité présenté par les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni et réclamant une enquête sur l'attaque.

C'est la 8e fois depuis le début de la guerre en 2011 que Moscou bloque toute action de l'ONU contre son allié syrien.

Washington, Londres et Paris ont protesté avec force. "Le jour du Jugement dernier pour Assad", a tweeté l'ambassadrice américaine à l'ONU Nikki Haley.

A Moscou, Rex Tillerson - après avoir semblé s?accommoder fin mars d'un maintien au pouvoir du président syrien - a réclamé son départ "organisé" dans le cadre d'une transition politique.

Mais M. Lavrov a rappelé les précédents chaos provoqués selon lui par les chutes des "dictateurs" Saddam Hussein ou Mouammar Kadhafi.

Et avant de recevoir M. Tillerson, M. Poutine a déploré que les relations russo-américaines se soient détériorées depuis que M. Trump est à la Maison Blanche. A un niveau pire même que sous la présidence de Barack Obama.

Rare signe de détente, M. Lavrov a indiqué que "le président Poutine (était) prêt à rétablir" l'accord de prévention des incidents aériens en vigueur en Syrie jusqu'à la frappe américaine du 6 avril.

Moscou intervient militairement en soutien à Damas depuis septembre 2015 et les Etats-Unis pilotent depuis septembre 2014 une coalition internationale anti-jihadistes.

"Malgré tous les problèmes, il existe des perspectives considérables pour travailler ensemble", a toutefois assuré le chef de la diplomatie russe. AFP 12.04

- Poutine: deux versions possibles sur l'attaque chimique en Syrie - sputniknews.com

Le président russe Vladimir Poutine a admis l'existence de deux versions possibles dans l'affaire de l'attaque chimique à Idlib.

Deux versions existent concernant l'attaque chimique perpétrée près d'Idlib: la chute d'un missile syrien sur un site clandestin contenant des matières toxiques, et une provocation intégralement mise en scène, a déclaré le président russe Vladimir Poutine.

« Ici plusieurs versions sont possibles. Je crois qu'on peut en relever deux principales parmi elles », a déclaré le président russe.

La première version, selon le président russe, « c'est la chute d'un missile syrien sur un site clandestin contenant des matières toxiques ».

« C'est tout à fait possible, car les terroristes y ont à maintes reprises eu recours, et personne ne le conteste. Soit dit en passant, des armes chimiques ont été utilisées en Irak contre la coalition internationale et l'armée irakienne », a indiqué Vladimir Poutine.

Et d'ajouter: « Mais tous essaient de ne pas s'en apercevoir, et personne cherche à ne pas faire de bruit sur cette question, bien que tous se soient mis d'accord sur le fait que les terroristes avaient utilisé des matières toxiques (…). Alors, ils en possèdent. Et si c'est ainsi, alors pourquoi ne peuvent-elles pas se trouver en Syrie? C'est une seule et même bande ».

« Et la deuxième version, c'est tout simplement une mise en scène, autrement dit, une provocation. Ceci est spécialement conçu pour faire du bruit et créer les conditions préalables, un prétexte pour exercer une pression accrue sur les autorités syriennes légitimes », a déclaré le président russe.

Vladimir Poutine a noté qu'auparavant on avait déjà parlé de l'attaque à Idlib comme d'une provocation.

« Mais pour donner une réponse définitive, il faut mener une enquête approfondie sur cet incident. Et il n'y a pas d'autres options. Voilà ce que nous proposons de faire », a conclu Vladimir Poutine.

« Ce qui pourrait être encore plus simple serait de venir dans cet aéroport, contre lequel on a porté les frappes et depuis lequel des avions chargés d'armes chimiques auraient décollé, et de tout contrôler. Si nos partenaires nous disent que des civils auraient été touchés par les frappes, alors que ces civils laissent passer les observateurs de l'Onu, les organisations internationales sur ces lieux, et il faudra tout vérifier », a indiqué le président russe.

Les autorités russes demandent une enquête impartiale sur cette affaire avec l'implication de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC). En l'absence d'une telle enquête, l'origine de l'intoxication aux produits chimiques des habitants de Khan Cheikhoun reste donc controversée. sputniknews.com 12.04

Haut de page

Le 15 avril 2017

CAUSERIE

Il y en avait qui avaient formulé des doutes sur notre orientation politique, sur notre état mental, psychologique. Cette causerie devrait les rassurer.

On ajoutera demain de nouveaux articles sur la Syrie et les Etats-Unis.

L'espoir irraisonné témoigne de l'ignorance des peuples, mais il est objectivement justifié, parce que les peuples aspirent à un autre sort que celui épouvantable auquel les destine le capitalisme.

Mais qu'est-ce qui fait tourner l'économie capitaliste à l'époque de l'impérialisme pourrissant ?

Pardi, la machine de guerre avec les gigantesques destructions de forces productives qu'elle entraîne, accessoirement parce que tout le monde ou presque s'en fout, d'innombrables souffrances imposées à des peuples innocents qui n'aspirent qu'à une chose, vivre en paix.

Ca y est, tout le monde réalise enfin que Trump va poursuivre la politique belliqueuse adoptée par G.W. Bush au lendemain du 11 septembre 2001, qui s'inscrivait d'ailleurs dans le prolongement de celle de ses prédécesseurs depuis des lustres, puisque les Etats-Unis n'ont jamais cessé d'être en guerre depuis le début du XXe siècle, c'est même leur marque de fabrique depuis que les anglo-saxons se sont emparés de ce continent en massacrant sa population indigène ou en la chassant de ses terres, ce qu'il réitéreront près de deux siècle plus tard en Palestine.

Trump est un tyran, nous n'en avions jamais douté et l'avions affirmé avant qu'il soit élu. Et je n'ai eu aucun mérite pour être parvenu à cette déduction, puisque l'administration américaine, l'ensemble des institutions de ce pays ont été infiltées ou sont passées sous le contrôle des néoconservateurs depuis les années 70, l'époque de Reagan ou même avant, donc on ne voyait pas comment par miracle en 2017, soit près d'un demi-siècle plus tard, les néoconservateurs auraient pu céder la place ou auraient abdiqué les positions ou le pouvoir qu'ils avaient acquis ou encore un changement de régime aurait pu se produire, qui plus est en ayant un oligarque à sa tête. Voilà pourquoi nous n'avons pas suivi les analyses des géopoliticiens ou géostratèges qui nous annonçaient une ère nouvelle avec Trump. Et puis, qui plus est, le capitalisme en crise ne peut se passer de l'économie de guerre.

Et demain, quel que soit le candidat qui sera élu Président de la République en France, il en ira de même.

Pourquoi ? Quelle question, mais parce que seul un soulèvement révolutionnaire du prolétariat pourrait imposer un changement de régime et de politique ! Ah ben ouais, c'est con de ne pas y avoir pensé ! Vous êtes excusé, car il faut être marxiste ou socialiste pour avoir cela à l'esprit et par les temps qui courent les marxistes ou socialistes se comptent sur les doigts de la main, allez les deux si vous y tenez vraiment. Ce n'est pas prétentieux de ma part, il faut bien que quelqu'un le dise puisque c'est vrai.

Il y a quelques jours nous brocardions le manque de rigueur de la plupart des travailleurs et des militants, leur incohérence ou inconsistance qui consiste à faire preuve d'amnésie, à oublier les expériences passées qui sont si instructives, à faire preuve de mémoire sélective, à ne conserver à l'esprit que ce qui leur est agréable ou leur procure un réconfort psycholique désuet ou superficiel qui parce qu'il ne correspond pas à la réalité qui est une et indivisible volera un jour ou l'autre en éclats.

C'est quand même extraordinaire qu'on n'ait jamais cessé de vivre dans un monde en guerre et qu'on ne s'en soit jamais soucié jusqu'à présent ou si peu, entre le fromage et le dessert. Il faut que le bruit des canons se rapprochent et parviennent jusqu'à nos oreilles pour qu'on daigne s'en inquiéter enfin, quoique en espérant seulement ne jamais y être confrontés directement, donc on ne peut pas parler d'une véritable prise de conscience.

On en arrive à croire n'importe quoi, y compris les contes les plus absurdes ou grotesques pour se rassurer ou se donner bonne conscience. Si on croit s'en sortir à bon compte de la sorte, on se fait de graves illusions, car cet état d'esprit va profondément influencer et modifier notre mode de pensée et notre comportement au point de nous rendre méconnaissable quand on se regardera dans un miroir, non seulement on aura perdu tout repère extérieur pour s'orienter, mais on aura aussi perdu toute notion des principes fondamentaux qui avaient accompagné l'essor de la civilisation humaine, on en arrivera au stade où on ne sera même plus capable de réagir en présence d'une imposture puisqu'on ne sera plus en mesure d'en reconnaître les symptômes, parvenu ainsi à un tel niveau de confusion il ne nous restera plus qu'à subir servilement notre misérable existence.

On a tout supporté en réalité, qu'on l'admette ou non. On a vécu dans une société économiquement développée, on s'est élevé intellectuellement pour en arriver là, c'est pitoyable, indigne, on devrait être en proie à un sentiment de honte insupportable pour avoir autant manqué de volonté ou de courage. Bien entendu ceux qui parlent en notre nom en portent la lourde responsabilité.

On a vécu dans le déni permanent, exactement comme ces trois primates qui se bouchent les yeux, les oreilles et la bouche, on n'est guère plus évolué en somme, même ou surtout avec un bac +7.

Le premier déni a consisté à refuser d'admettre notre propre ignorance, en refusant de l'assumer on ne pouvait guère trouver le moyen d'y mettre un terme, c'était le meilleur moyen pour ne jamais progresser. Quand on a progressé, ce fut pour ainsi dire malgré nous, par exemple on nous a dit qu'il fallait aller à l'école, et nous sommes allés à l'école, on nous a expliqué pourquoi et nous nous sommes contentés de ces explications qui n'en étaient pas en réalité, un ramassis de lieux communs ou de banalités consternantes sur lesquels nous ne nous sommes jamais penchés par la suite, car nous devions nous laisser vivre ainsi ou balloter tout au long de notre existence sans même nous en apercevoir pour ne l'avoir jamais étudiée.

Vivre ou profiter de la vie en se laissant guider par une société qui était le produit d'un processus historique inconscient pour le meilleur et le pire selon qu'on avait eu l'opportunité de naître au bon ou au mauvais moment et endroit. C'est le sort ou la fatalité qui devait déterminer le cours de notre existence dès notre naissance, alors pourquoi aurait-il dû en être autrement par la suite, pourquoi chercher à y changer quoi que ce soit. Jusqu'à présent nous n'avons fait que vivre et surtout travailler, que pour reproduire un modèle de société déjà existant, nous adaptant à ses transformations ou à son évolution sans nous demander vers quoi elle nous entraînait puisque de notre naissance à notre mort tout était déjà écrit, programmé ou semblait l'être.

C'est de la sorte que vivent la plupart des peuples. Ce sont des reproducteurs ! Oui, car sinon l'espèce s'éteindrait ! C'est très primaire en somme, comme la guerre ! C'est plus l'instinct animal de survie des hommes qui continue de guider leurs activités, plutôt que l'idéal de s'émanciper de cette condition d'esclave envers la nature et les hommes qui détiennent le pouvoir. Que leurs besoins les plus élémentaires soient satisfaits ou qu'ils tirent certaines satisfactions artificielles de leur condition et les voilà comblés ! On a même créé à leur attention une multitude de nouveaux besoins plus ou moins inutiles ou même nuisibles pour eux sur lesquels ils se sont jetés.

Mais ils ont fait plus fort encore, et là on va aborder un facteur que je n'ai jamais traité à fond, compte tenu que la consommation de biens matériels stagnait ou progressait trop lentement, que la population occidentale était équipée ou suréquipée en biens d'équipement qui se consomment lentement parce qu'ils ont une durée de vie de plusieurs années ou davantage encore, ils ont mis le paquet sur la consommation des services qui présentent les mêmes avantages que l'industrie militaire en temps de guerre, aussitôt acquis, consommés et renouvelés et ainsi de suite, le téléphone, Internet par exemple, la bagnole aussi qui si elle ne consomme pas d'essence ne sert à rien, et même que l'essence s'évapore rapidement sous l'effet de la chaleur, c'est magique, c'est merveilleux, quelle rente ! Voyez les imprimantes, dorénavant on vous les donne pratiquement (en Inde en tout cas), par contre le prix des cartouches est exorbitant, au bout de la troisième cartouche (couleur), vous avez dépensé la même somme que pour cette machine ! Personnellement je n'en achète plus, je vais faire imprimer un fichier dans un copie service en noir et blanc et je ne dépense qu'une roupie, alors qu'avec une cartouche d'encre qui vaut 350 roupies on peut imprimer 50 pages environ et l'encre est sèche au bout de quelques mois, la cartouche couleur vaut 850 roupies, l'imprimante 2200 roupies. Bref, mon imprimante jet d'encre HP va finir à la poubelle.

Plus fort encore, ils ont même réussi à imposer ces services dans les pays où la population peine à acquérir les biens d'équipement élémentaires (Mobylette ou scooter, ventilateur, réfrigérateur, table, etc.) ou peine même à se nourrir, à se vêtir, à survivre dans le dénuement le plus extrême. Le téléphone portable, de préférence sytle smartphone et Internet priment sur l'alimentation, l'éducation, la santé, l'habillement. Ici des miséreux qui portent des vêtements en lambeaux possèdent un

portable ! Ils vont recharcher leur téléphone au lieu de s'acheter des légumes ou une chemise.

Bon, l'Inde et les pays semblables sont une caricature qui illustre bien ce qui se passe inconsciemment dans les pays occidentaux. Je suis certain qu'il y a autour de vous un tas de gens qui prétendent ne pas avoir de temps pour faire un tas de choses ou s'occuper de leurs gosses par exemple, et qui passent des heures sur Internet ou pendus à leur smartphone (ou devant leur téléviseur). Heureusement qu'ils existent pour ceux qui nous gouvernent ! Autre avantage, ces services sont à usage individuel, donc chacun veut y accéder...

Ou est là-dedans l'ébauche d'une prise de conscience de la société, nulle part. Mais alors les gens qui en parlent, ils parlent de quoi ? De ce qu'ils ne connaissent pas ou de ce qu'ils n'ont jamais appris par eux-mêmes. Leur connaissance se limite à leurs expériences qu'ils n'ont jamais analysées ou étudiées, dont ils n'ont tiré aucun enseignement. Le contenu de leur connaissance repose généralement sur les expériences ou les enseignements des autres, les élites qui sont censées avoir acquis des connaissances, surfaites ou frelatées généralement, qui bénéficient d'un statut supérieur dans la société, et qui pour cette raison n'ont pas envie d'en changer et n'aideront pas le peuple à saisir sa condition ou à en prendre conscience, elles figurent elles-mêmes parmi les services auxquels fait appel le régime pour les conditionner.

On arrêtera là pour aujourd'hui.

Tout s'explique, rien ne se produit sans qu'il y ait une ou des causes à l'origine et ainsi de suite. C'est logique. Ne dites pas que c'est banal puisque la plupart des gens igorent cette logique ou n'en ont pas conscience. Et puis ce qui compte, ce n'est pas le savoir ou d'avoir accumulé des connaissances, mais ce qu'on en fera par la suite, et si on ne les partage pas elles n'auront servi à rien au bout du compte, c'est ce qui arrive quand on croit posséder la vérité, j'espère avoir démontré au passage que ce n'était pas mon cas, car cet état d'esprit m'est étranger.

Cette causerie m'a été en partie inspirée par la lecture des notes de Lénine sur la *Science de la logique* de Hegel dont j'ai relu des passages hier soir. En voici quelques extraits commentés.

- "*La logique est la théorie non des formes extérieures de la pensée, mais des lois de développement de « toutes les choses - matérielles, naturelles et spirituelles » - c'est-à-dire des lois de développement de tout le contenu concret du monde et de la connaissance de celui-ci, c'est-à-dire le bilan, la somme, la conclusion de l'histoire de la connaissance du monde.*"

Ce passage est remarquable car Lénine considérait à juste titre que les lois de développement s'appliquaient également aux choses spirituelles et qu'elles avaient un contenu concret, ce qui signifie que les choses spirituelles jouent aussi un rôle objectif dans le développement de la société, ce que niaient effectivement les marxistes à l'époque de Lénine (lire plus loin) mais de nos jours également qui attribuent aux expériences intellectuelles ou aux mécanismes psychologiques ou mentaux un rôle subjectif ou négligeable sur lequel il n'est pas nécessaire de se pencher ou dont il ne faudrait pas tenir compte dans notre conception de la lutte de classe, ce qui est une gravissime erreur. Quand j'insiste sur la nécessité de lutter également contre la guerre idéologique et psychologique que mène la classe dominante contre les masses pour les conditionner et les dissuader de résister, on me rit au nez, on me prend pour un crétin qui n'a rien compris à la nature humaine ou à la lutte de classe.

La théorie est le produit d'une observation, elle est pour ainsi la prise de conscience de ce qui existe, c'est un constat et non une création sortie du cerveau de l'homme, elle est conforme à la réalité, et quand ce n'est pas le cas, c'est que la faculté d'observation de l'homme était défectueuse ou qu'il a substitué sa propre réalité à la réalité existante, qu'elle soit fantasmagorique ou qu'elle ait été conçue à des fins inavouables.

Plus généralement, la théorie recense les conditions ou les causes qui produisent les mêmes effets, les facteurs qui se traduiront par les mêmes rapports quand le contexte est similaire, les lois qui déterminent le comportement de la matière dans des circonstances particulières...

La théorie recense, traduit, exprime quelque chose qui existe indépendamment de celui qui la conçoit, elle est donc la propriété de personne. Le théoricien découvre ce qui existe déjà, il n'invente rien, il dévoile les relations qui sont à l'origine de l'évolution

Saisir ces lois de développement, c'est acquérir la véritable connaissance du monde, tout autre procès relève de l'obscurantisme.

- "*« Pas seulement abstraitement un universel, mais l'universel qui englobe en soi la richesse du particulier, de l'individuel, du singulier » (toute la richesse du particulier et du singulier !) ! ! Très bien.*"

L'universalité devrait être le principe le plus préciseux partagé par tous les hommes ou les unir, toutes les formes de discrimination et les guerres impérialistes en sont la négation.

- "*L'absolu et le relatif, le fini et l'infini=parties, degrés d'un seul et même univers.*"

Ils ont pour origine l'inorganique qui donne naissance à l'organique ou à toutes les espèces vivantes, l'un et l'autre sont inclus dans la matière à l'état primaire.

- "*(C'est très profond : la chose en soi et sa transformation en chose pour les autres (Engels - Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande.). La chose en soi est de façon générale une abstraction vide et sans vie.*

Dans la vie en mouvement tout et toute chose est aussi bien « en soi » que « pour les autres » par rapport à l'autre, et passe d'un état dans l'autre."

Toujours et encore la dialectique. La vie en mouvement ou l'ensemble de ses manifestations qui ne sont ni vides ni sans vie, sauf quand on procède par abstraction, d'où la nécessité de la concevoir en mouvement et de considérer l'ensemble de ses manifestations. L'abstraction a son utilité pour identifier ou isoler un élément du reste du monde, mais ce n'est qu'en le replaçant dans le monde et en observant son comportement ou les différents états par lesquels il passe qu'on peut cerner sa substance.

- "*La dialectique est la théorie de la façon dont les contraires peuvent être et sont habituellement (dont ils deviennent) identiques — des conditions dans lesquelles ils sont identiques en se changeant l'un en l'autre — des raisons pour quoi l'esprit humain ne doit pas prendre ces contraires pour morts, figés, mais pour vivants, conditionnés, mobiles, se changeant l'un en l'autre. En lisant Hegel...*"

La dialectique est la théorie de la transformation de la matière, qui permet de saisir les différents états par lesquels elle passe, et partant de là on peut dans bien des cas pronostiquer son orientation et son devenir. Cela s'applique à la société. La dialectique c'est l'ensemble des lois qui président à la transformation de la matière. Elle existe indépendamment des hommes qui sont régis par les mêmes lois ainsi que leur histoire, ce dont ils n'ont pas conscience.

La dialectique, c'est la loi des lois, la loi suprême à laquelle sont subordonnés la nature, les hommes, la société, l'univers. L'étudier, en comprendre le fonctionnement, c'est parvenir à la conscience universelle ou tout du moins tenter de s'en rapprocher. Cela devrait être l'objectif, l'idéal des hommes qui aspirent à la liberté, parce que pour exister réellement elle ne peut se concevoir et se réaliser qu'à l'échelle universelle.

- "*L'idée de la transformation de l'idéal en réel est profonde : très importante pour l'histoire. Mais dans la vie personnelle de l'homme également, il est clair qu'il y a là beaucoup de vrai. Contre le matérialisme vulgaire.*"

Heureusement ! La théorie intègre les conditions qui permettent de réaliser l'idéal quand les circonstances s'y prêtent. Se passer de la théorie en politique, c'est se priver des moyens pour réaliser notre idéal.

- "*D'une part, il faut approfondir la connaissance de la matière jusqu'à la connaissance (jusqu'au concept) de la substance afin de trouver les causes des phénomènes. D'autre part, connaître réellement la cause c'est approfondir la connaissance en allant de l'aspect extérieur des phénomènes à la substance.*"

La substance renferme potentionnellement les phénomènes auxquels elle va donner lieu ou auxquels elle sera liée, qui détermineront son devenir. La matière est périssable, même si elle réapparaît sans cesse sous une autre forme, elle ne disparaît jamais réellement. Elle change d'état au fur et à mesure que notre connaissance progresse, telle qu'on la perçoit, qu'on la conçoit, qu'on la façonne, mais son unité demeure inchangée.

- "*La cause et l'effet ne sont ergo que des moments de l'interdépendance universelle, de la liaison (universelle), de l'enchaînement réciproque des événements, ils ne sont que des maillons dans la chaîne du développement de la matière.*"

C'est la définition de la dialectique. Qu'il manque un maillon à cette chaîne, et notre vision de la réalité s'en trouvera faussée.

- "*Les concepts sont les produits les plus élevés du cerveau, produit le plus élevé de la matière.*"

C'est la définition par excellence du matérialisme.

- "*Sur le fond, Hegel a entièrement raison contre Kant. La pensée, en s'élevant du concret à l'abstrait, ne s'éloigne pas — si elle est correcte (et Kant, comme tous les philosophes, parle de la pensée correcte) — de la vérité, mais s'approche d'elle. L'abstraction de la matière, celle de la loi naturelle, l'abstraction de la valeur, etc., en un mot toutes les abstractions scientifiques (justes, sérieuses, non creuses) reflètent la nature plus profondément, plus fidèlement, plus complètement. De l'intuition vivante à la pensée abstraite, et d'elle à la pratique — tel est le chemin dialectique de la connaissance de la vérité, de la connaissance de la réalité objective. Kant rabaisse le savoir pour faire place nette à la foi : Hegel place haut le savoir, assurant que la connaissance, c'est la connaissance de Dieu. Le matérialiste place haut la connaissance de la matière, de la nature, renvoyant Dieu et la canaille philosophique qui le défend dans la fosse aux ordures.*"

Ce passage est remarquable. C'est bien que ce soit Hegel et Lénine qui expliquent que la pensée est liée à la matière et qu'elle influe sur son devenir, car lorsque c'est moi qui l'affirme on me rétorque que cela n'a pas d'importance. A force de farfouiller dans "la fosse aux ordures" de la franc-maçonnerie et de traiter avec dédain cet aspect fondamental de la connaissance, on voit où cela a mené bon nombre de nos dirigeants.

- "*La vérité la plus simple obtenue par la voie la plus simple, celle de l'induction, est toujours incomplète car l'expérience est toujours inachevée. Ergo : lien de l'induction avec l'analogie — avec la supposition (la prévision scientifique), relativité de tout savoir et contenu absolu dans chaque pas en avant de la connaissance.*"

Il faut peut-être entendre ici déduction par induction. Ergo signifie donc ou en conclusion. Le savoir est à la fois relatif et absolu parce que la matière apparaît stable alors qu'elle est sans cesse en mouvement. En revanche le mouvement à bien une existence absolue, dans le cas contraire on ne pourrait le saisir, sauf à le nier.

- "*Aphorisme : On ne peut pas comprendre totalement « le Capital » de Marx et en particulier son chapitre I sans avoir beaucoup étudié et sans avoir compris toute la Logique de Hegel. Donc pas un marxiste n'a compris Marx ½ siècle après lui !*"

Et un siècle et demi après non plus ! On s'en est même plutôt éloigné.

- "*Très profond et intelligent ! Les lois de la logique sont le reflet de l'objectif dans la conscience subjective de l'homme.*"

Mais comme la conscience subjective de l'homme est imparfaite ou perfectible, le reflet de l'objectif dans son cerveau correspondra plus ou moins à la réalité, il sera le plus souvent partiel et partial. Dit autrement, sans étudier à fond l'objectif, ce qui nécessite au préalable d'avoir développé certaines facultés intellectuelles et de se trouver dans des dispositions mentales ou psychologiques appropriées ou favorables pour mener à bien une telle expérience, les lois de la logique demeureront un mystère pour la plupart des hommes qui seront condamnés à subir leur condition, elles donneront lieu à des polémiques sans fin que seul le développement des faits départagera, encore faudra-t-il qu'ils en prennent conscience, comme quoi nous ne sommes pas au bout de nos peines !

- "*En fait, les fins de l'homme sont engendrées par le monde objectif et le supposent, elles le trouvent comme un donné, comme un existant. Mais il semble à l'homme que ses fins sont prises en dehors du monde, sont indépendantes du monde (« liberté »).*"

On aura compris que l'homme ne peut saisir ses fins et agir dessus ou déterminer son destin (son orientation) de manière consciente qu'en partant du monde objectif ou de ce qui existe.

- "*Remarquable : à l' « idée » en tant que coïncidence du concept et de l'objet, à l'idée en tant que vérité, Hegel arrive par l'activité pratique, orientée vers une fin de l'homme. Sur le bord de : c'est par sa pratique que l'homme prouve la justesse objective de ses idées, de ses concepts, de ses connaissances, de sa science.*"

Cela devrait interpeler bien des hommes dont le comportement est contradictoire avec les valeurs ou les principes, les idées qu'ils prétendent avoir adoptés. Il semblerait qu'ils aient renié ces valeurs ou principes ou qu'ils peinent à les mettre en pratique lorsqu'on observe leur comportement ou qu'on en tire le bilan. Quant à leurs idées, si on les juge au regard des résultats calamiteux qu'elles ont produits en pratique, on est bien forcé d'en déduire qu'elles étaient erronées ou que leur conception de l'objet était défectueux.

Les hommes généralement ne jugent pas les autres sur leur comportement ou la manière dont ils mettent en pratique leurs idées, auquel cas ils ne seraient pas aussi injustes et ils ne manqueraient pas tant de discernement. J'écris cela en connaissance de cause parce que c'est parfois pénible à supporter.

On arrêtera là ces citations. (page 46, version Internet) Vous avez de quoi vous occuper le week-end !

Comment s'exprime la soumission à l'ordre établi ou le légitimisme ?

- "*Certes, on peut s'abstenir. Pour autant, l'abstention n'est pas la solution la plus efficace car elle ne porte aucune exigence politique, elle n'est qu'un retrait, un abandon, elle est passive, ce n'est pas un engagement.*" Pardem.

L'abstention ou plutôt le boycott - une expression qui brûle la langue de ces légitimistes, exprime le rejet des institutions, si cela n'exprime pas une "exigence politique", l'abolition de ces institutions, qu'est-ce qui peut en exprimer une alors, voter pour le candidat du Pardem sans doute, pas de bol ses pairs ont estimé qu'il n'avait aucun rôle à jouer dans cette farce, tous les rôles étaient pris apparemment !

Du coup Nikonoff sombre dans l'infantilisme et adresse "un carton rouge" aux institutions... avec lesquels il ne peut pas rompre, car c'est la réelle signification politique du boycott.

Pour qui ou quoi roulent-ils ? Idiot utile ou agent du régime ?

- Grèce : l'impasse économique, par Coralie Delaume publié par Les-crises.fr le 15 avril

Commentaires d'internautes inspirés par la lecture de cet article :

- "*On ne dira jamais assez la gravité de la trahison de Tsipras.*", qui en réalité est resté fidèle à lui-même...

- "*La faute de Tzipras est la faute commune à la plupart des politiciens : promettre ce qu'on est incapable de tenir. promettre la fin de l'austérité et les lendemains qui chante aux grecques c'étaient vraiment les prendre pour des gogos ou des abrutis.*"

Vous aurez compris que les Grecs (ou d'autres peuples) ne pouvaient pas échapper à l'austérité parce qu'il n'existerait aucune alternative au capitalisme, qu'on se le dise.

La fonction de ce type de blog ou portail est de conditionner les travailleurs pour qu'ils en arrivent à la conclusion que l'horizon du capitalisme est indépassable pour l'éternité. Ils roulent pour le régime en place, leurs propriétaires sont des mystificateurs qui n'ont rien à envier au "*télévangéliste*" Macron.

Régime, institutions et élections en quête de légitimité.

Dernière manipulation sondagière

- Le Pen (23%) devance Macron (22%) et Fillon (20%), selon un sondage Opinionway - Reuters

Marine Le Pen est en tête des intentions de vote au premier tour de l'élection présidentielle, avec 23%, devançant Emmanuel Macron (22%), François Fillon (20%) et Jean-Luc Mélenchon (17%), selon le sondage quotidien Opinionway-Orpi pour Les Echos et Radio Classique publié vendredi. Reuters 14.03

Je ne m'aventurerai pas à un pronostic. Peut-être qu'on avance vers un duel Mélenchon - Le Pen parce que Macron est une baudruche, Fillon trimballe trop de casseroles, Hamon est cassé et les autres comptent pour du beurre. Le vote "utile" à "gauche" devrait jouer en faveur de Mélenchon, tandis que les voix de droite vont se disperser.

Vous me direz alors : pourquoi ne pas soutenir Mélenchon ? Je me suis posé la question évidemment.

Parce que les faux espoirs et les désillusions qui les accompagnent se reportent toujours sur ceux qui les ont colportés, ils n'ont jamais servi notre cause, cela s'apparente à vouloir forcer le destin, ce qui peut être envisageable uniquement quand l'enjeu est décisif, ce qui n'est pas le cas ici. Imaginez plutôt ce qui se serait passé et à quoi cela aurait servi si nous avions soutenu Syriza ou Tsipras, où nous en serions aujourd'hui, on nous accuserait d'en avoir été les complices et rien d'autres.

Est-ce qu'il ne serait pas préférable que Fillon ou Macron remporte cette élection ? Ce n'est pas de cette manière qu'il faut poser la question et ce n'est pas de cette manière que je la pose. Si vous suggérez que je favoriserais l'élection de Fillon ou Macron, vous n'avez rien compris à la lutte des classes ou parce que vous vous situez sur le terrain électoraliste.

Si l'un ou l'autre était élu, cela signifierait simplement que les conditions n'étaient pas réunies pour qu'il en soit autrement, voilà tout. Dès lors c'est sur ces conditions qu'il faut travailler, par pour faire élire un sauveur suprême en 2022, mais pour préparer les travailleurs à affronter le régime pour le renverser, prendre le pouvoir. C'est la seule voie.

Mimétisme Francois Emmanuel Gattaz.

- Présidentielle : Macron, le choix implicite de François Hollande - L'Opinion

François Hollande le dit sans le dire, à sa manière, mais il apporte bien son soutien - implicite - à Emmanuel Macron dans le Point et dans le Monde. L'Opinion 14.04

- En visite dans des entreprises, Hollande éreinte les programmes de Mélenchon, Le Pen et Hamon - AFP

- Présidentielle : Gattaz s'en va-t-en guerre - LePoint.fr

Le numéro 1 du Medef a accusé Hamon, Mélenchon et Le Pen d'être des "aprentis sorciers de l'économie"... LePoint.fr

Quand Libération ménage Macron et falsifie l'histoire des Frères musulmans

- La droite manipule un off de Macron pour l'accuser de sympathies «islamistes» - Liberation.fr

- Frères musulmans : les faits derrière les fables - liberation.fr

Serait-il déjà élu ?

- Pourquoi le handicap sera une priorité du prochain quinquennat de François Fillon - Le Huffington Post

Intention inavouable. Pourquoi lui font-ils de la pub ?

- Nathalie Arthaud : comment s'organise sa campagne ? - francetvinfo.fr

La France a cette particularité d'avoir plusieurs candidats à la présidentielle qui incarnent l'extrême gauche, dont Nathalie Arthaud qui n'hésite pas à cibler Jean-Luc Mélenchon. francetvinfo.fr 14.04

Soudain ils ne peuvent plus retenir l'intérêt qu'ils portent à Poutou et Arthaud... Si à eux deux ils prennent 2 à 3% à Mélenchon ou plus si possible, cela pourrait s'avérer suffisant pour qu'il ne figure pas au second tour de la présidentielle...

Qu'ils se rassurent, Mélenchon leur donne des gages de bonne conduite s'il était élu.

- Mélenchon: "je n'ai pas l'intention de faire Cuba en France" - AFP

Interrogé dans l'édition du quotidien Ouest-France à paraître samedi sur son éloge des héritages des anciens présidents Hugo Chavez (Venezuela) et Fidel Castro (Cuba), il s'est défendu des critiques de ses rivaux à la présidentielle d'être un "communiste": "C'est un signe d'extrême désarroi intellectuel de m'affronter sur un terrain pareil avec une telle caricature".

"Je les ai défendus, s'est-il justifié, dans des circonstances où ils étaient attaqués" et "Cuba a défendu tous les mouvements de libération nationale d'Amérique latine et dû subir l'embargo des États-Unis pourtant condamné par l'ONU". (Mais Mélenchon ne s'est pas empressé de défendre la Syrie, l'Irak, la Lybie, le pays le plus développé d'Afrique sous Kadhafi il faut rappeler... - LVOG)

M. Mélenchon a encore récusé que la politique menée par Hugo Chavez au Venezuela ait conduit le pays à la ruine: "Le Venezuela avait une politique social-démocrate. Personne n'a été exproprié. Il n'y a pas eu de nationalisations non plus. J'ai soutenu Chavez contre l'agression des Américains. Et aujourd'hui, le problème de ce pays, c'est d'abord la baisse du prix du pétrole. Je n'y suis pour rien". AFP 15.04

Que Maduro le nationalise, cela lui évitera de dire comme Mélenchon, "*je n'y suis pour rien*" !

Merci à monsieur Mélenchon de caractériser la politique de Chavez. Et pour n'avoir exproprié "*personne*", Maduro se retrouve confronté (tout comme Chavez) à une situation de tentative de coup d'Etat permanent qui un jour ou l'autre se terminera mal...

Demain s'il était élu, pour refuser de rompre avec le capitalisme, il ne pourrait pas appliquer sa politique social-démocrate, il vous sortira "*je n'y suis pour rien*". Du Tsipras tout craché. Vous voulez voter pour un type qui n'est pas capable d'assumer ses responsabilités, qui se fout ouvertement de vous ?

Psychologie de la peur et grandes manoeuvres.

- Jean-Luc Mélenchon : l'inquiétude des marchés financiers - Franceinfo

- Jean-Luc Mélenchon : un programme fiscal dur envers les plus aisés - Franceinfo

- Présidentielle : la CFDT cible la vision « assez totalitaire » de Mélenchon - LeParisien.fr

- Refus de François Fillon d'aller chez Jean-Jacques Bourdin: le candidat dénonce "un mensonge", le journaliste riposte -

Le Huffington Post

- Franc-maçonnerie: sept obédiences lancent un appel au vote, contre le FN - AFP

- Front national : la menace des hauts fonctionnaires - LePoint.fr Le président de la Cour d'appel de Versailles annonce dans "L'Obs" qu'il démissionnera en cas de victoire du parti d'extrême droite à la présidentielle. LePoint.fr

- FN : incendie criminel au QG de campagne de Marine Le Pen - Franceinfo

Dossier Syrie.

- **“**La Maison-Blanche a publié un rapport de renseignement manifestement faux, trompeur et amateur**”** par Theodore Postol (MIT) - Les-crises.fr 13.04

Analyse du rapport de renseignement de la Maison-Blanche du 11 avril 2017, par Theodore Postol

Une évaluation rapide du rapport de renseignement de la Maison-Blanche publié le 11 avril 2017 à propos de l’attaque à l’agent neurotoxique à Khan Cheikhoun, en Syrie.

Theodore A. Postol, Professeur émérite en science, technologie et politique de sécurité nationale, Massachusetts Institute of Technology (version pdf d’abord, et en texte dans l’article après) (https://fr.scribd.com/document/344995943/Report-by-White-House-Alleging-Proof-of-Syria-as-the-Perpetrator-of-the-Nerve-Agent-Attack-in-Khan-Shaykhun-on-April-4-2017#from_embed)

Cher Larry :

Je réponds à ce que vous me transmettez que je comprends être un communiqué de la Maison-Blanche affirmant avoir découvert des informations à propos de l’attaque à l’agent neurotoxique le 4 avril 2017 à Khan Cheikhoun, en Syrie. Ce que je comprends de votre note est que le résumé des renseignements de la Maison-Blanche vous a été communiqué dans la journée du 11 avril.

J’ai examiné le document avec soin, et je crois qu’on peut montrer, sans aucun doute, que le document ne fournit aucune preuve d’aucune sorte que le gouvernement des États-Unis ait eu une connaissance concrète que le gouvernement syrien ait été la source de l’attaque chimique de Khan Cheikhoun, en Syrie, à approximativement 6 à 7 heures du matin le 4 avril 2017.

En fait, une preuve principale citée dans le document porte à croire à une attaque qui aurait été exécutée par des individus au sol, et non pas depuis un avion, le matin du 4 avril.

Cette conclusion se fonde sur une hypothèse faite par la Maison-Blanche lorsqu’elle cite la source de l’émission de sarin et les photographies de cette source. Ma propre analyse est que la source a très probablement été falsifiée ou mise en scène, donc aucune conclusion sérieuse ne pourrait être tirée des photographies auxquelles la Maison-Blanche a fait référence.

Cependant, si l’on suppose, ce que fait la Maison-Blanche, que la source du sarin venait de ce lieu et que cette localisation n’a pas été falsifiée, la conclusion la plus plausible est que le sarin a été répandu par un engin de dispersion improvisé fabriqué à partir d’une section d’un tube de roquette de 122 mm remplie de sarin et bouchée des deux côtés.

Le seul fait incontestable énoncé dans le rapport de la Maison-Blanche est l’affirmation qu’une attaque chimique utilisant un agent neurotoxique s’est produite à Khan Cheikhoun, en Syrie, ce matin-là. Bien que le communiqué de la Maison-Blanche répète ce point de nombreuses fois dans son rapport, celui-ci ne contient absolument aucune preuve que cette attaque ait été le résultat d’une munition lâchée depuis un avion. En fait, le rapport ne contient absolument aucune preuve qui indiquerait qui est le coupable de cette atrocité.

Le rapport accumule au contraire les observations d’effets physiques dont souffrent les victimes qui indiquent sans aucun doute un empoisonnement par un agent neurotoxique.

La seule source que le document cite comme une preuve que l’attaque ait été perpétrée par le gouvernement syrien est le cratère qu’il affirme avoir identifié sur une route au nord de Khan Cheikhoun.

J’ai localisé ce cratère en utilisant Google Earth et il n’y a absolument aucune preuve que le cratère ait été créé par une munition conçue pour disperser du sarin après avoir été larguée d’un avion.

La carte Google Earth en image 1 à la fin de ce paragraphe montre le lieu de ce cratère sur la route au nord de Khan

Cheikhoun, comme décrit dans le communiqué de la Maison-Blanche.

Les données citées par la Maison-Blanche sont plus conformes à la probabilité que les munitions étaient placées sur le sol plutôt que lâchées depuis un avion. Cette conclusion suppose que le cratère n'a pas été falsifié avant les photographies. Cependant, en se référant à la munition dans ce cratère, la Maison-Blanche indique que c'est la source inexacte des données qu'elle a utilisée pour conclure que la munition provenait d'un avion syrien.

L'analyse des débris visibles sur les photographies citées par la Maison-Blanche indique clairement que la munition était très certainement placée sur le sol avec un explosif de détonation externe sur le dessus qui a écrasé le conteneur afin de disperser la présumée charge de sarin.

Puisque le temps semble être essentiel ici, j'ai assemblé un résumé des preuves que j'ai que le rapport de la Maison-Blanche contient des conclusions fausses et trompeuses dans une série d'images à la fin de cette discussion. Chacune des images a une description en dessous, mais je vais résumer ces images ci-dessous et attendre d'autres questions sur la base des conclusions que je propose ici.

L'image 1 montre une capture de Google Earth du coin nord-est de Khan Cheikhoun où se trouve le cratère identifié comme la source de l'attaque au sarin et mentionné dans le rapport de la Maison-Blanche.

La capture Google Earth affiche également la direction du vent depuis le cratère. À 3 heures du matin, le vent allait directement vers le sud à une vitesse d'environ 1,5 à 2,5 m/s. À 6 heures du matin, le vent se déplaçait vers le sud-est de 1 à 2 m/s. La température était également basse, de 10 à 13°C près du sol. Ces conditions sont absolument idéales pour une attaque à l'agent neurotoxique.

Lorsque la température près du sol est faible, qu'il n'y a pas de soleil et des vents très lents, l'air frais et dense reste près du sol et il n'y a presque aucun mouvement vers le haut de l'air. Ces conditions impliquent que les particules, les gouttelettes ou les nuages de gaz dispersé restent près du sol lorsque l'air environnant se déplace sur le sol. Nous percevons ce mouvement comme une douce brise dans un matin calme avant le lever du soleil.

On peut se représenter un nuage de sarin comme un nuage d'encre généré par une pieuvre qui s'échappe. Le nuage d'encre flotte dans l'eau, et à mesure que l'eau se déplace lentement, le nuage se déplace aussi. Comme le nuage est déplacé par l'eau, il se propagera lentement dans toutes les directions à mesure qu'il se déplace. Si la couche d'eau où l'encre est incorporée se déplace de manière à rester près du fond de l'océan, le nuage couvrira les objets alors qu'il se déplace avec l'eau.

C'est la situation qui se produit lors d'une nuit fraîche avant le lever du soleil lorsque les vents ne se déplacent que doucement.

Les images 5 et 6 montrent des tableaux qui résument la météo à intervalles de 3 heures à Khan Cheikhoun le jour de l'attaque, le 4 avril, la veille de l'attaque, le 3 avril et le lendemain de l'attaque, le 5 avril. La caractéristique frappante de la météo est qu'il y avait des vents relativement élevés dans les heures du matin à la fois les 3 avril et 5 avril. Si l'attaque par gaz avait été exécutée le jour précédent ou le lendemain matin, l'attaque aurait été très inefficace. Les vents beaucoup plus élevés auraient dispersé le nuage d'agent neurotoxique et le mouvement de vents d'altitudes plus élevées aurait élevé l'agent neurotoxique dans les airs. Il est donc absolument clair que l'heure et le jour de l'attaque ont été soigneusement choisis et n'étaient pas un hasard.

L'image 2 montre une photographie de haute qualité du cratère identifié dans le rapport de la Maison-Blanche comme la source de l'attaque au sarin. En supposant qu'il n'y avait pas de falsification de preuves au cratère, on peut voir ce que la Maison-Blanche prétend être un diffuseur de l'agent neurotoxique.

Le diffuseur ressemble à un tube de 122 mm similaire à ceux utilisés dans la production de fusées d'artillerie.

Comme le montre le gros plan du tube dans le cratère de l'image 3, le tube semble être scellé à l'avant et à l'arrière. Il est également à noter que le tube est aplati dans le cratère, et a également une ligne de fracture qui a été créée par une rupture fragile de l'enveloppe métallique lorsque le tube a été soudainement écrasé vers l'intérieur depuis le dessus.

L'image 4 montre la configuration possible d'un dispositif de dispersion de sarin improvisé qui aurait pu être utilisé pour créer le cratère et la carcasse écrasée de ce qui était à l'origine un tube cylindrique. Une bonne estimation de la façon dont ce mécanisme de dispersion a fonctionné (encore une fois, en supposant que le cratère et la carcasse n'aient pas été mis en scène, comme l'a supposé le rapport de la Maison-Blanche), est qu'un bloc d'un puissant explosif a été placé sur une extrémité du tube rempli de sarin et a détoné.

L'explosif a agi sur le tube comme si un maillet l'avait écrasé. Il a conduit le tube dans le sol tout en créant le cratère. Étant donné que le tube était rempli de sarin, qui est un fluide incompressible, lorsque le tuyau a été aplati, le sarin a agi sur les parois et les extrémités du tube, provoquant une fissure sur toute la longueur du tube et également la rupture du bouchon à l'extrémité

arrière. Ce mécanisme de dispersion est essentiellement le même que le fait de frapper un tube de dentifrice avec un gros maillet, ce qui entraîne une rupture du tube et le dentifrice est soufflé dans de nombreuses directions selon la manière exacte de la rupture de l'enveloppe du tube de dentifrice.

Si c'est bien le mécanisme utilisé pour disperser le sarin, cela indique que le tube de sarin a été placé sur le sol par des individus au sol et qu'il n'a pas été largué par un avion.

L'image 8 montre le diffuseur de sarin improvisé avec une fusée d'artillerie typique de 122 mm et la fusée d'artillerie modifiée utilisée dans l'attaque au sarin du 21 août 2013 à Damas.

À cette époque (le 30 août 2013), la Maison-Blanche d'Obama a aussi publié un rapport de renseignement contenant des inexactitudes évidentes. Par exemple, le rapport indiquait sans équivoque que la fusée d'artillerie contenant le sarin utilisée à Damas avait été tirée depuis une des zones contrôlées par le gouvernement syrien. Il s'est avéré que la munition particulière utilisée dans cette attaque ne pouvait pas aller plus loin qu'environ 2 km, donc très loin d'une zone contrôlée par le gouvernement syrien à cette époque. Le rapport de la Maison-Blanche à l'époque contenait aussi d'autres erreurs cruciales et importantes que l'on pourrait convenablement qualifier d'amateurs. Par exemple, le rapport affirmait que les lieux de lancement et l'impact des pointes des roquettes d'artillerie avaient été observés par des satellites des États-Unis. Cette affirmation était absolument fausse et n'importe quel analyste du renseignement compétent l'aurait su. On pouvait voir les fusées depuis le Space-Based Infrared Satellite (SBIRS) mais le satellite ne pouvait absolument pas voir les points d'impact parce que les points d'impact n'ont pas été accompagnés d'explosion. Ces erreurs étaient des indicateurs clairs que le rapport de renseignement de la Maison-Blanche avait en partie été fabriqué et n'avait pas été vérifié par des experts du renseignement compétents.

La même situation semble se répéter avec l'actuel rapport de renseignement de la Maison-Blanche. Aucun analyste un tant soit peu compétent ne se prononcerait sur le fait que le cratère présenté comme la source de l'attaque au sarin soit une preuve que le projectile proviendrait d'un avion. Aucun analyste un tant soit peu compétent ne pourrait se prononcer sur le fait que la photo de la carcasse de la cartouche de sarin soit effectivement une cartouche de sarin. N'importe quel analyste compétent aurait des doutes quant à savoir si les débris dans le cratère sont réels ou une mise en scène. Aucun analyste compétent n'aurait laissé passer le fait que la cartouche de sarin a été écrasée avec force par le dessus, plutôt que explosée à l'aide d'une charge explosive à l'intérieur. Toutes ces grossières erreurs d'amateurs montrent que ce rapport de la Maison-Blanche, tout comme le précédent rapport de la Maison-Blanche sous l'administration Obama, n'a pas été examiné correctement par la communauté du renseignement, comme cela a été rapporté.

J'ai travaillé avec la communauté du renseignement par le passé et je m'inquiète gravement de la politisation du renseignement qui semble arriver de plus en plus fréquemment ces derniers temps ; mais je sais que la communauté du renseignement possède des analystes très compétents. Et si ces analystes avaient correctement été consultés sur les déclarations du rapport de la Maison-Blanche, ils n'auraient pas approuvé ce document.

Je suis disponible pour développer substantiellement ces commentaires. Je n'ai eu que quelques heures pour examiner rapidement le rapport de la Maison-Blanche. Mais une lecture attentive rapide montre sans beaucoup d'analyses que ce rapport ne peut pas être correct, et il semble que ce rapport n'a pas été correctement vérifié par la communauté du renseignement.

C'est un problème vraiment très grave.

Le président Obama a été initialement mal informé sur les supposés indices du renseignement selon lesquels la Syrie avait perpétré l'attaque à l'agent neurotoxique à Damas, le 21 août 2013. C'est une information qui est désormais publique. Le président Obama a indiqué que sa compréhension initialement fausse était due au fait que les renseignements montraient clairement que la Syrie était la source de l'attaque à l'agent neurotoxique. Cette information fausse a été corrigée lorsque le Directeur du renseignement national d'alors, James Clapper, a interrompu le Président durant un exposé des renseignements. D'après le président Obama, M. Clapper a dit au Président que les renseignements selon lesquels la Syrie était l'auteur de l'attaque n'étaient pas un truc facile à faire avaler.

La question à laquelle doit répondre notre nation est comment le Président a-t-il été initialement induit en erreur sur des conclusions aussi profondément importantes ? Une deuxième question, tout aussi importante, est comment la Maison-Blanche a produit un rapport de renseignement manifestement incorrect et amateur, qui a été rendu public et jamais rectifié ? La même information fausse dans le rapport du renseignement publié par la Maison-Blanche le 30 août 2013 a été solennellement fournie par le Secrétaire d'État John Kerry dans sa déposition au Comité des affaires étrangères du Sénat !

Nous faisons de nouveau face à une situation où la Maison-Blanche a publié un rapport de renseignement manifestement faux, trompeur et amateur.

Il est tard dans la soirée pour moi, donc je vais arrêter mon examen ici.

Je suis prêt à fournir à mon pays toute analyse ou toute aide qui relève de ma compétence. Ce que je peux dire de façon certaine

ici, c'est que ce que raconte maintenant la Maison-Blanche au pays ne peut pas être vrai et le fait que cette information a été fournie dans ces conditions pose les questions les plus sérieuses sur la gestion de notre sécurité nationale.

Sincèrement vôtre, Theodore A. Postol

Professeur émérite en science, technologie et en politique de sécurité nationale

Massachusetts Institute of Technology

Theodore Postol est professeur de Science, Technologie et de Stratégie en Sécurité Nationale dans le programme de Science, Technologie et Société du MIT (Massachusetts Institute of Technology). Il a fait ses études de premier cycle en physique et de deuxième cycle en ingénierie nucléaire au Massachusetts Institute of Technology. Après avoir obtenu son doctorat, le Professeur Postol a rejoint l'équipe du Laboratoire National Argonne, où il a étudié la dynamique microscopique et la structure des liquides ainsi que des solides amorphes à l'aide de la diffusion de neutrons, de rayons X, et de lumière, en parallèle avec des techniques informatisées de dynamique moléculaire. Par la suite, il s'est dirigé vers le bureau du Congrès d'Évaluation Technologique pour étudier les méthodes de déploiement des missiles MX, et, plus tard, il a travaillé comme conseiller scientifique auprès du chef des opérations navales.

Après avoir quitté le Pentagone, le Professeur Postol a participé à la mise en place d'un programme à l'Université de Stanford pour former les chercheurs en milieu de carrière à étudier les développements dans les technologies d'armement relatives à la défense et à la stratégie de contrôle des armes. En 1990, la Société Américaine de Physique remet le prix Leo Szilard au Professeur Postol. En 1995, il reçoit le prix Hilliard Roderick des mains de l'Association Américaine pour l'Avancée des Sciences, et en 2001 le prix Norbert Wiener remis par Les Professionnels de l'Informatique pour la Responsabilité Sociale pour avoir débusqué un grand nombre d'affirmations fausses sur les défenses par missiles.

- Erdogan et Poutine soutiennent l'enquête sur Khan Cheikhoune - Reuters

Le président turc Recep Tayyip Erdogan et son homologue russe, Vladimir Poutine, sont convenus jeudi de soutenir l'enquête de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) sur l'attaque de Khan Cheikhoune, rapportent des sources présidentielles turques. Reuters14 avril

- Ayman Soussan à l'opinion occidentale: vos dirigeants vous mentent sur la réalité syrienne - sputniknews.com

Dans une interview accordée à Sputnik, le ministre adjoint des Affaires étrangères syriens Ayman Soussan évoque la diabolisation de l'État syrien et du Président Bachar el-Assad, ainsi que d'autres «grands mensonges» colportés par les dirigeants occidentaux à leurs peuples à l'encontre de la réalité syrienne.

Lorsqu'on parle de la guerre qui est en cours en Syrie, on parle du monde entier, puisque les évènements dans ce pays constituent « le sort du monde », explique à Sputnik le ministre adjoint des Affaires étrangères syriens Ayman Soussan.

Il a fait remarquer que, dans les médias français, il y avait « un grand manque d'informations » et, au contraire, un important afflux de clichés qui imposent une répartition des rôles, selon laquelle l'État syrien serait le méchant. D'après M. Soussan, « on a besoin de plus d'efforts pour que l'opinion publique connaisse la réalité ». Ainsi, il s'adresse à l'opinion occidentale :

« Vos dirigeants vous ont menti sur la réalité de ce qui se passe en Syrie. [Ils] savent réellement ce qui se passe en Syrie. […] L'histoire jugera bien ce que les dirigeants et les chancelleries occidentales ont joué et ont fait dans cette affaire syrienne ».

La liste des sujets contrefaits par l'Occident commence par une note des renseignements américains portant sur l'incident récent survenu à l'aérodrome de Shayrat, notamment sur l'utilisation de l'arme chimique par la Syrie. M. Soussan qualifie cette note de « pire mensonge ». Et d'expliquer :

« Je le nie catégoriquement et je suis devant les auditeurs, sûr, certain et sincère de ce que je dis. […] Les Américains eux-mêmes, au milieu de 2014, ont annoncé que l'arsenal chimique syrien était démantelé. Ce sont les Américains qui le disent, pas nous ».

À la déclaration de François Hollande affirmant qu'il était satisfait des frappes américaines contre la base de Shayrat, M. Soussan a lancé qu'il « aurait mieux fait de laisser un bon souvenir et changer de cap, qui a été un fiasco total, pour la sécurité de la France, de l'Europe et du monde ».

Cependant, d'après M. Soussan, le principal résultat de la coalition dirigée par les États-Unis est la multiplication par deux des territoires contrôlés par Daech :

« Ça veut dire que les États-Unis ne sont pas sérieux dans leur combat contre le terrorisme, pour une seule raison : parce que ce sont les Américains qui ont créé Daech », estime-t-il.

En outre, il a déclaré que Daech était également soutenu par de grandes puissances, des pays limitrophes comme la Turquie et les monarchies pétrolières, qui payent sans compter.

Malgré 90 courriers envoyés à l'Onu par la Syrie portant sur l'interdiction des armes chimiques ainsi que sur l'effort des organisations terroristes pour s'en procurer, « il n'y a eu aucune, aucune mesure », estime le ministre adjoint des Affaires étrangères syriens. Concernant les renseignements sur les réseaux terroristes en Europe, M. Soussan estime que selon leurs statistiques, il y a 5 000 terroristes venant de pays de l'Union européenne :

« Imaginez si ces 5 000 [djihadistes, ndlr] reviennent en Europe, ce qu'ils peuvent faire. Déjà, à Bruxelles et à Paris, avec une petite poignée de terroristes ils ont créé le désordre, la pagaille et la peur », poursuit-il.

Ensuite, le ministre adjoint des Affaires étrangères syriens revient sur la définition des soi-disant « rebelles modérés » et pour bien illustrer l'absurdité de cette notion, il compare la situation à l'Europe :

« Qu'est-ce que "rebelle modéré" veut dire ? Quelqu'un qui porte les armes et vous tue, comment peut-on l'appeler modéré ? Imaginez un Basque porter les armes pour son indépendance. Peut-on le qualifier d'opposant modéré ? […] L'opposition modérée, pour nous ça veut dire opposition qui a un agenda national, avec qui l'on peut discuter ».

D'après M. Soussan, la déclaration des médias occidentaux selon laquelle il est difficile d'évaluer les pertes à Alep-Est est un autre exemple de manipulation et de diabolisation de l'État syrien :

« Pendant trois ans, les terroristes ont retenu des personnes en otage ! Personne ici n'a parlé des 12 000 victimes des mortiers et des bombonnes de gaz lancées à Alep-Ouest. Le gouvernement syrien a libéré Alep des 7 000 terroristes qui tenaient en otage 300 000 habitants ».

Ce qui est aussi important, d'après le ministre adjoint des Affaires étrangères syriens, ce sont les informations diffusées dans les médias occidentaux selon lesquelles la ville d'Alep a été complètement rasée, ce qui est aussi un grand mensonge.

Suite à l'invitation de Ayman Soussan à Paris, Jean Marc Ayrault s'est dit « indigné » qu'« après l'ignoble attaque chimique, des députés LR invitent un vice-ministre d'el-Assad, à Paris, au centre culturel russe ». M. Saussin a également fait part de son opinion à cet égard :

« J'ai l'impression que M. Ayrault n'a fait que condamner, être indigné, être choqué, depuis qu'il est là. Il n'a rien fait. »

Et de conclure :

« Je pense, comme ministre des Affaires étrangères d'un pays civilisé, qu'il aurait mieux fait de m'inviter à prendre un café pour parler et discuter afin de sortir de cette crise. Dans des temps pareils, le dialogue, ce n'est pas un luxe, c'est une nécessité. C'est comme ça que les gens civilisés se comportent ». sputniknews.com 13.04

- Syrie: Bachar al-Assad se défend après l'attaque chimique présumée - AFP

Le président syrien Bachar al-Assad a accusé les pays occidentaux d'avoir monté l'attaque chimique présumée à Khan Cheikhoun, qualifiée de "crime de guerre" par Washington.

Dans un entretien exclusif accordé à l'AFP à Damas, M. Assad a affirmé que son armée n'était pas responsable de l'attaque présumée qui a provoqué selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) la mort de 87 civils dans cette ville rebelle du nord-ouest syrien le 4 avril.

"Il s'agit pour nous d'une fabrication à 100%", a déclaré le chef de l?Etat syrien qui s'exprimait, mercredi, pour la première fois depuis cette attaque qui a suscité un vif choc dans le monde.

"Notre impression est que l'Occident, principalement les Etats-Unis, est complice des terroristes et qu'il a monté toute cette histoire pour servir de prétexte à l'attaque" menée le 7 avril par les Etats-Unis contre une base aérienne du régime syrien, a-t-il ajouté.

Cette attaque chimique présumée a provoqué une brusque montée des tensions autour du conflit en Syrie. Dénonçant une attaque "très barbare", le président américain Donald Trump a ordonné le bombardement de la grande base d'Al-Chaayrate,

la première frappe américaine contre le régime depuis le début du conflit en 2011.

"Notre puissance de feu, notre capacité à attaquer les terroristes n'a pas été affectée par cette frappe", a affirmé M. Assad à l'AFP.

Pour l'administration américaine, il n'y a "pas de doute" que le régime de Damas est responsable de l'attaque chimique présumée. Et M. Trump a jugé "possible" que la Russie, principal allié de Damas, ait été au courant de cette attaque.

Cette attaque est un "crime de guerre", a jugé jeudi la diplomatie américaine en dénonçant le contenu de l'entretien exclusif qu'a accordé le chef de l'Etat syrien à l'AFP.

"Malheureusement, c'est du Assad typique. Il tente de balancer des fausses informations, de semer la confusion", a condamné le porte-parole du département d'Etat Mark Toner. "Ce n'est pas seulement une violation des lois de la guerre, mais c'est, nous le pensons, un crime de guerre", a-t-il insisté à propos de l'attaque à Khan Cheikhoun.

Dans l'entretien à l'AFP, le président syrien a assuré que son régime ne possédait plus d'armes chimiques depuis leur destruction en 2013. "Il y a plusieurs années, en 2013, nous avons renoncé à tout notre arsenal.

Le regain de tension entre Américains et Russes a été palpable durant la première visite du secrétaire d'Etat Rex Tillerson à Moscou où il a rencontré mercredi le président Vladimir Poutine après le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

M. Tillerson a déploré le "faible niveau de confiance entre (nos) deux pays".

"A l'heure actuelle, nous ne nous entendons pas du tout avec la Russie", a reconnu Donald Trump à Washington, en évoquant une "relation peut-être au plus bas (niveau) de tous les temps". Mais jeudi, il s'est dit convaincu que les choses "vont s'arranger" avec la Russie.

M. Poutine a, lui, estimé que les relations bilatérales s'étaient détériorées depuis l'arrivée à la Maison Blanche de M. Trump qui avait pourtant prôné au début de sa présidence un rapprochement avec Moscou.

Mais M. Lavrov a indiqué jeudi au sujet de sa rencontre avec M. Tillerson que les deux hommes étaient "arrivés à la position commune qu'une situation semblable ne doit pas se répéter", en allusion à la frappe contre la base.

- 'Hystérie occidentale' -

"Sur fond d'hystérie occidentale, il est fondamental de ne pas succomber aux provocations et de ne rien permettre qui puisse casser les efforts entrepris dans le cadre des processus (de paix) de Genève et d'Astana", a ajouté M. Lavrov qui a rencontré jeudi à Moscou son homologue syrien Walid Mouallem.

Dans une autre illustration des divisions internationales sur la Syrie, la Russie a mis mercredi à New York son veto à un projet de résolution du Conseil de sécurité présenté par les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni et réclamant une enquête sur l'attaque de Khan Cheikhoun.

Interrogé par l'AFP, M. Assad a affirmé qu'il n'accepterait "qu'une enquête impartiale" sur Khan Cheikhoun, en s'"assurant que des pays impartiaux y prendront part pour être sûr qu?elle ne sera pas utilisée à des fins politiques".

L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques a annoncé avoir ouvert une enquête et a dit jeudi que l'attaque chimique présumée était "une allégation crédible", selon des évaluations préliminaires de ses experts.

A Moscou, M. Tillerson, qui avait semblé s?accommoder fin mars d'un maintien au pouvoir du président syrien, a réclamé le départ "organisé" de M. Assad dans le cadre d'une transition politique.

Mais M. Lavrov a rappelé les précédents chaos provoqués selon lui par les chutes des "dictateurs" irakien Saddam Hussein ou libyen Mouammar Kadhafi.

Moscou intervient militairement en soutien à Damas depuis septembre 2015 et les Etats-Unis pilotent depuis septembre 2014 une coalition internationale luttant contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI). AFP 14.04

Commentaire d'un internaute

- "*Plus personne ne croit les mensonges même pas subtils des gouvernements occidentaux désireux de renverser la seule*

autorité légitime de Syrie et plonger sa population dans un chaos total. Nous ne sommes plus en 1960. Nous ne gobons plus de tels mensonges."

- Attaque d'Idlib: Lavrov dénonce la réticence des pays occidentaux à envoyer des experts sputniknews.com

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a qualifié de «faux prétextes» l'absence de volonté des pays occidentaux d'envoyer des experts sur les lieux de l'attaque chimique perpetrée à Idlib.

Le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov a commenté l'absence de volonté des pays occidentaux d'envoyer des experts sur les lieux d'une frappe aérienne sur la ville de Khan Cheikhoun dans la province d'Idlib, en Syrie, qui a été suivie par l'intoxication aux produits chimiques de nombreux habitants.

« Pour répondre à la question de nos collègues américains, français et britanniques — pourquoi ferment-ils les yeux sur le fait qu'il est nécessaire de visiter non seulement l'aéroport (en Syrie), qui, selon leurs soupçons, aurait été l'endroit où des avions auraient été chargés avec des armes chimiques, mais aussi l'endroit où ces obus auraient été tirés », a déclaré Sergueï Lavrov.

Et d'ajouter: «Ils ont dit qu'ils ne savaient pas qui contrôlait cette région, qu'il était dangereux d'y envoyer des inspecteurs. Ce ne sont que de faux prétextes ».

Selon le ministre, « tous savent parfaitement que la région où l'aviation syrienne a porté des frappes est contrôlée ces six derniers années par Daech, et que des armes chimiques produites dans cette région ont été utilisées en Irak et en Syrie ». sputniknews.com 13.04

- «Les USA mènent un double jeu dans la région syrienne d'Idlib» - sputniknews.com

La région d'Idlib est au cœur de la guerre en Syrie. Les États-Unis, la Turquie, l'opposition syrienne et les groupes radicaux y cherchent à atteindre leurs objectifs qui ne sont pas toujours compatibles, selon un expert turc interrogé par Sputnik.

Les États-Unis mènent un double jeu dans la région syrienne d'Idlib, point névralgique de la guerre en Syrie, a déclaré à Sputnik Fehim Tastekin, analyste politique et expert turc du Proche-Orient, commentant la situation en Syrie après la frappe américaine contre la base aérienne de Shayrat.

« D'une part, les Américains luttent contre Daech aux côtés des Kurdes, d'autre part, la CIA essaie de soutenir les groupes d'opposition radicaux par tous les moyens, parce que la Syrie est loin d'être un pays que les États-Unis considèrent comme leur ami », a indiqué M. Tastekin.

Selon l'analyste, les États-Unis ont profité de la discussion sur l'emploi présumé d'armes chimiques et tiré une soixantaine de missiles contre une base syrienne afin de se créer une marge de manœuvre en Syrie sur fond de relations tendues avec Moscou.

« On ne peut pas dire que les États-Unis ont renforcé leur position par leur frappe […]. Mais les États-Unis se posent comme objectif d'évincer la Syrie et l'Iran de la région en tant qu'acteurs géopolitiques. Ils poursuivront leurs tentatives de le faire », a estimé M. Tasketin.

Les actions turques déstabilisent aussi la situation en Syrie, d'après lui. La Turquie, qui aide les forces radicales et l'opposition syriennes, a déjà atteint le point de non-retour. Elle comprend que si les groupes armés qu'elle soutient essuient une défaite en Syrie, ils se retireront sur son territoire.

« La Turquie s'est mise dans une position où elle ne peut plus renoncer à ses objectifs en Syrie », a-t-il noté.

Les enjeux sont de poids pour tous les acteurs compte tenu de la situation imprévisible en Syrie.

« La région d'Idlib sera le théâtre où se jouera le dernier acte de la tragédie baptisée Guerre en Syrie. Ici, on assistera aux affrontements les plus violents, tant sur le plan militaire que politique, entre les acteurs principaux de la région », a conclu M. Tastekin. sputniknews.com 14.04

Xénophobie ordinaire au service de la propagande de guerre. Il faut bien justifier l'économie de guerre auprès des peuples.

- Assad, un autocrate honni par l'Occident, défendu par la Russie - AFP

Commentaires d'internautes sur la Russie et les Etats-Unis.

1- ""Honni " par la classe politico-mediatique occidentale , pas par les peuples Européens . Nuance ! Ce mépris affiche par les médias, de l'opinion générale des citoyens qui " pensent mal " va se payer très cher , bandes de terroristes intellectuels manipulateurs ."

2- "L'occident préfère s'allier avec le très démocrate- roi d'Arabie Saoudite qui coupe des têtes, lapide des femmes, fouette à tout de bras, l'Occident préfère voir la Syrie sous la coupe des terroristes djihadistes, les fameux égorgeurs "modérés"..... Honte et déshonneur sur l'Occident!"

3- "Les médias ont vite zappé sur la manifestation des étudiants syriens, condamnant l'intervention américaine sur leur pays le journal de 20 H. G.bouleau : pas même un mot ."

J'ai trouvé un article qui relatait cette manifestation, mais pas dans un média occidental.

- Les étudiants de Damas manifestent contre les frappes US à Shayrat - sputniknews.com

Les étudiants syriens sont descendus dans les rues de Damas pour protester contre le bombardement de la base aérienne de Shayrat, une agression qui, selon eux, atteste de la politique de deux poids deux mesures des États-Unis.

Indignés par la récente agression des États-Unis contre leur pays, les étudiants ont marché le 12 avril dans les rues de Damas. Les manifestants se sont rendus près du bâtiment de l'Onu en brandissant des pancartes montrant leur gratitude à l'armée syrienne, à la Russie et à l'Iran pour leur lutte contre le terrorisme. Le chef de la branche syrienne de l'Union des étudiants à l'Université de Damas Iyad Talab a expliqué à Sputnik le sens de cette manifestation.

« Avec cette manifestation, les étudiants ont condamné l'attaque des États-Unis contre l'aérodrome de Shayrat. Pour justifier l'attaque contre l'Armée arabe syrienne, qui chaque jour gagne des batailles contre les organisations terroristes, les États-Unis utilisent comme prétexte les images truquées par les Casques blancs », a déclaré le militant.

Les étudiants syriens sont descendus dans les rues de Damas pour protester contre le bombardement de la base aérienne de Shayrat, une agression qui, selon eux, atteste de la politique de deux poids deux mesures des États-Unis.

Indignés par la récente agression des États-Unis contre leur pays, les étudiants ont marché le 12 avril dans les rues de Damas. Les manifestants se sont rendus près du bâtiment de l'Onu en brandissant des pancartes montrant leur gratitude à l'armée syrienne, à la Russie et à l'Iran pour leur lutte contre le terrorisme. Le chef de la branche syrienne de l'Union des étudiants à l'Université de Damas Iyad Talab a expliqué à Sputnik le sens de cette manifestation.

« Avec cette manifestation, les étudiants ont condamné l'attaque des États-Unis contre l'aérodrome de Shayrat. Pour justifier l'attaque contre l'Armée arabe syrienne, qui chaque jour gagne des batailles contre les organisations terroristes, les États-Unis utilisent comme prétexte les images truquées par les Casques blancs », a déclaré le militant. sputniknews.com 13.04

4- "Là où l'Occident est hypocrite, c'est qu'il dit défendre les droits humanitaires mais si'il n'avait pas donner à tour de bras des armes à la rebellion, il y aurait longtemps que la guerre serait terminée .. .Tous ces morts, un programmes bien planifié !

- En 1964, on vous a raconté que le Nord-Vietnam avait attaqué la flotte US dans le Golf du Tonkin. C'était faux.
- En 1967, on vous a raconté que L'Égypte avait attaqué Israël. C'était faux.
- En 1991, on vous a raconté que l'armée de Sadam Hussein débranchait les couveuses dans les maternités de Koweit City. C'était faux.
- En 2001, on vous a raconté que les afghans étaient derrière le 11 Septembre.
- En 2003, on vous a raconté que l'Irak possédait des armes de destruction massive. C'était faux.
- En 2011, on vous a raconté que Kadhafi massacrait son peuple. C'était faux.
- En 2014, on vous a raconté que les ukrainiens avaient tout seuls pacifiquement renversé leur gouvernement démocratiquement élu.
- Aujourd'hui, on vous raconte le même genre de salade sur la Syrie et la Russie et vous y croyez toujours !"

5- "Toutes les preuves de l'agression américaine contre la Syrie sont sur les sites officiels américains, et ils osent nous faire croire que ce n'était pas prévu ? Déjà il y a eu la signature par Bush de "l'accountability syrian act" en 2003 vraie déclaration de guerre contre ce pays souverain :

https://www.congress.gov/108/crpt/hrpt314/CRPT-108hrpt314.pdf

Etude pour "régime change" en Syrie :

https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/06/0315_syria_saban.pdf

Les blocus, les accusations non fondées sur l'attentat qui a tué Hariri et juste après avoir agressé l'Irak. Quoique ce projet de faire tomber les Assad remonte loin dans l'histoire, car dès 1983 il y a eu les Frères Musulmans qui ont servi selon un plan pré-établi : http://www.informationclearinghouse.info/46846.htm

La partition de la Syrie ou son dépeçage en plusieurs régions sur la base religieuse et ethnique méthode bien éprouvé pour l'Usarmy :

https://www.ruor.uottawa.ca/bitstream/10393/31052/1/ASSALY,%20Tania%20Assaly%2020141.pdf

Reconfigurer le moyen-orient pour mieux exploiter ces ressources précieuses, voilà le projet américain du PNAC déjà connu. Combien de pays en guerre depuis 2001 ? Des millions de réfugiés convergent de ces pays bombardés, agressés par des escadrons de la mort sous bannière islamiste, encadrés, entrainés, financés par nos grands pays soit disant "démocratiques" voleurs et pilleurs depuis le colonialisme."

6- "Selon la déclaration du commandement militaire syrien, hier le 12 avril de 17h30 à 17h50 (heure de Damas) la soi-disant « coalition internationale » a porté plusieurs frappes sur les positions de Daech à Djalta, à l'est du province Deir ez-Zor, en faisant exploser le dépôt d'armes chimiques des terroristes, ce qui a causé la mort aux centaines de gens, des terroristes comme des civils.

Un grand nuage blanc est monté, devenu ensuite jaune. L'incendie durait jusqu'à 22h30, plusieurs sont morts d'étouffement.

Le ministère russe de la défense vient d'annoncer l'envoi sur place des drones de renseignement pour estimer les dégâts."

7- "Votre source ?"

8- "Ca commence à être repris par la presse française, notamment ouest-france. Sinon RT, sputnik … http://www.ouest-france.fr/monde/syrie/syrie-damas-fait-etat-d-un-bombardement-de-depots-de-gaz-toxique-4926866

9- "Ce que vous dites est une des thèses permettant d'expliquer ce qui s'est passé, une deuxième étant son abdication devant l'« état profond », mais on peut en trouver d'autres.

Quelle que soit la raison, comme je l'ai déjà dit, les conséquences sont désastreuses pour lui, pour les États-Unis (qui s'en moquent) et pour la paix mondiale.

Trump passe désormais pour quelqu'un absolument imprévisible, faisant une chose et son contraire à une ou deux semaines d'intervalle. Il a violé la constitution des États-Unis en agissant sans l'aval du Congrès. Il a violé le droit international en attaquant un pays ce qui constitue le crime suprême pour l'ONU et en fait, désormais, un criminel de guerre.

Ceux qui pensent qu'il va sortir un lapin de son chapeau pour se tirer de ce bourbier me rappellent un peu les défenseurs inconditionnels de Tsipras qui, face aux actions de plus en plus douteuses de celui-ci, nous expliquaient qu'on allait voir ce qu'on allait voir.

Pour bien montrer où nous en sommes arrivés, Tillerson a quasiment posé un ultimatum aux Russes. En substance, soit avec nous et contre Assad, soit avec Assad et contre nous."

Guerres et stratégie du chaos, déstabilisations des Etats par les Etats-Unis et l'UE.

Afghanistan

- Afghanistan: les Etats-Unis larguent "la mère de toutes les bombes" - AFP

Les Etats-Unis ont largué jeudi contre le groupe Etat islamique en Afghanistan la plus puissante bombe non-nucléaire qu'ils aient jamais employée, surnommée la "mère de toutes les bombes", pour la plus grande fierté du président américain.

"Je suis tellement fier de nos militaires. C'est un nouveau succès", a déclaré Donald Trump à la presse.

"Je leur ai donné carte blanche. (...) Franchement, c'est pour cela qu'ils ont autant de succès ces derniers temps. Si vous comparez ce qu'il s'est passé ces huit dernières semaines à ces huit dernières années, vous verrez qu'il y a une énorme différence", a-t-il ajouté.

La frappe avec la bombe GBU-43, représentant environ onze tonnes de TNT, a visé vers 14h30 GMT une "série de grottes" dans la province de Nangarhar (est de l'Afghanistan), où un soldat américain a été tué dans une opération contre les jihadistes le week-end dernier.

Cette énorme bombe guidée par GPS, longue de plusieurs mètres et larguée par la porte arrière d'un avion de transport C-130, n'avait jamais été utilisée au combat auparavant.

Elle a été lâchée en soutien aux forces afghanes et américaines opérant dans la région, selon le Pentagone.

"C'est la plus forte explosion que j'ai jamais vue. L'endroit a été envahi par des flammes très hautes", a déclaré à l'AFP Esmail Shinwari, gouverneur du district d'Achin où la munition a été larguée.

"De lourdes pertes ont été infligées à l'ennemi", a relevé Shahhussain Murtazawi, un porte-parole de la présidence afghane, sur Facebook.

La bombe est connue sous l'acronyme MOAB (Massive Ordnance Air Blast), ou bombe à effet de souffle massif. Elle détonne juste avant de heurter le sol, créant une onde de choc destructrice.

Selon Hans Kristensen, expert de la Fédération des scientifiques américains spécialisé dans la surveillance de l'arsenal militaire américain, elle a une puissance égale à environ 1/30ème de celle de la plus petite bombe nucléaire américaine actuelle, la B61-12.

Selon l'US Air Force, le dernier test de la bombe GBU-43 en 2003 avait provoqué un panache de poussière et de fumées visible à plus de 32 kilomètres. AFP 13.04

Méga-bombe larguée en Afghanistan: Snowden dévoile la véritable cible - sputniknews.com

En réalité, la bombe américaine larguée hier dans l'est de l'Afghanistan visait les tunnels des terroristes dont la construction avait été financée par la CIA, a écrit Edward Snowden sur son compte Twitter.

Pour appuyer ses propos, M. Snowden a publié un article du journal américain New York Times où il est écrit noir sur blanc que la construction des tunnels de Tora Bora, un réseau de cavernes situées dans les montagnes de Safed Koh (est), a été « financée en partie par la Central Intelligence Agency (CIA) » dans les années 1980, quand la CIA soutenait les djihadistes face à l'URSS.

« Tora Bora était une base fortifiée (…) un complexe construit pour les moudjahidines (combattants engagés dans le djihad, ndlr), qui a été en partie financé par la CIA », d'après le New York Times. sputniknews.com 14.04

Iran

- Washington prend des sanctions contre le frère du commandant des GRI - Reuters

Les Etats-Unis ont mis en place des sanctions contre le frère du commandant des Gardiens de la révolution (GRI), Qassem Soleimani, pour son implication présumée dans des violations des droits de l'homme dans des prisons iraniennes, a annoncé jeudi la Maison blanche.

Russie

- Prise d'otages de Beslan: la Russie condamnée pour défaillances - AFP

La Russie aurait pu empêcher la prise d'otages de Beslan en 2004 et a fait preuve de graves défaillances dans sa gestion, a jugé jeudi la Cour européenne des droits de l'Homme, une décision qualifiée d'"inadmissible" par Moscou.

- La Russie ne participera pas à l'Eurovision 2017 - sputniknews.com

L'Union européenne de radio-télévision a confirmé que la Russie ne participerait pas à l'Eurovision 2017 qui se tiendra à Kiev. Ioulia Samoïlova, candidate russe qui a été interdite d'entrer en Ukraine, a fait part de sa réaction suite à cette nouvelle.

Cette année, la Russie ne prendra pas part au Concours Eurovision de la chanson qui aura lieu à Kiev. La chaîne de télévision russe Pierviy Kanal a également refusé de diffuser l'évènement suite aux sanctions imposées par l'Ukraine à la candidate

russe, sanctions qui l'interdisent d'entrer dans le pays pendant trois ans.

Le président du comité de contrôle de l'Eurovision Frank-Dieter Freiling a fait remarquer que les organisateurs du concours condamnaient l'interdiction imposée à Ioulia Samoïlova d'entrer en Ukraine par les autorités locales :

« Nous condamnons fermement la décision des autorités ukrainiennes d'interdire à Ioulia Samoïlova d'entrer [dans le pays, ndlr], puisque nous croyons que cela sape l'intégralité et le caractère non-politique de l'Eurovision et sa mission d'unifier tous les peuples dans le cadre de la concurrence amicale », a-t-il déclaré.

Le 22 mars, la porte-parole du Service de sécurité d'Ukraine (SBU) a fait savoir que les services secrets ukrainiens avaient interdit à Mme Samoïlova, la candidate russe à l'Eurovision, d'entrer en Ukraine pour une période de trois ans, en l'accusant de s'être produite en 2015 en Crimée, péninsule rattachée à la Russie en 2014. Un déplacement que Kiev a qualifié de « violation de la législation ukrainienne » et en raison duquel les autorités ukrainiennes ont appelé la Russie à changer de candidat. sputniknews.com 13.04

Venezuela

- Venezuela: nouveaux heurts après le décès d'un 5e manifestant - AFP

De nouveaux incidents ont éclaté jeudi au Venezuela après le décès d'une cinquième personne lors des manifestations contre le président socialiste Nicolas Maduro dont l'opposition demande le départ.

La police a fait usage de gaz lacrymogènes et de balles en caoutchouc pour disperser une manifestation d'un millier de personnes jeudi à Caracas, a constaté l'AFP. Une deuxième marche de 1.500 personnes s'est déroulée sans incidents dans la capitale.

Dans la journée, une source au parquet national avait annoncé à l'AFP la mort d'un homme de 32 ans qui avait été touché par un tir mardi soir au cours d'une mobilisation dans la ville de Cabudare (nord-ouest).

"Il est effectivement mort à l'aube dans l'Etat de Lara" (nord-ouest), a déclaré cette source souhaitant rester anonyme. Il s'agit du cinquième mort depuis le début de la vague de manifestations lancée par l'opposition le 1er avril. Le parquet à ouvert une enquête.

Déjà dans ce même Etat, un adolescent de 13 ans et un homme de 36 ans avaient été tués mardi soir lors de ces manifestations, avaient annoncé les autorités mercredi.

Deux étudiants de 19 ans sont morts le 6 et le 11 avril après avoir été blessés par balle dans des conditions similaires.

Des dizaines de personnes ont été blessées et plus d'une centaine arrêtées au cours de la semaines lors d'affrontements avec la police, selon les autorités.

Le député de l'Etat de Lara Alfonso Marquina (opposition) a dénoncé sur Twitter "une nouvelle victime de la dictature". Il accuse les "colectivos", ces groupes de civils armés proches du gouvernement, d'en être responsables.

Les morts sont le produit "de la violence d'un gouvernement qui renie la Constitution", a déclaré jeudi le président du Parlement, où l'opposition est majoritaire, Julio Borges.

Des protestations sporadiques (blocages de route, rassemblements) continuent d'avoir lieu régulièrement à travers le pays.

Les antichavistes (du nom de l'ancien président Hugo Chavez, 1999-2013), qui appellent à défiler massivement lors de la "mère de toutes les manifestations", le 19 avril à Caracas, avaient également demandé à leurs partisans de se mobiliser localement ce jeudi.

L'opposition est très en colère depuis les 15 ans d'inéligibilité décidés vendredi contre l'un de leurs leaders, Henrique Capriles, principal rival de Nicolas Maduro qui l'avait battu de peu lors de la présidentielle de 2013. AFP 14.04

Serbie

- La Serbie subit-elle une attaque diplomatique de l’Occident? - sputniknews.com

L’élection présidentielle à peine achevée, des poids lourds politiques des États-Unis et de l’UE se sont déjà élancés à Belgrade, tout d’abord le sénateur américain John McCain et ensuite le chef de la diplomatie allemande Sigmar Gabriel, situation

évaluée différemment par des experts serbes dans un entretien avec Sputnik.

La Serbie a des possibilités politiques pour regrouper autour d'elle certaines forces au Monténégro, en République serbe de Bosnie et en Macédoine et, avec le soutien de la Russie, renforcer la coopération avec la Bulgarie, ce qui peut compromettre les plans à long terme des centres d'influence atlantiques dans cette partie de l'Europe, a déclaré à Sputnik Dusan Prorokovic, du Centre des alternatives stratégiques.

« La politique extérieure de Belgrade se distingue de celle de ses voisins, ce qui est notamment illustré par ses relations avec Moscou, ainsi que sur l'exemple de la Syrie. La Serbie a été l'unique pays européen qui a répondu à l'appel de la Russie, en y envoyant une aide humanitaire en 2016. À mon avis, Belgrade a donné ainsi un signal politique explicite à Assad. La Serbie est aussi un partenaire stratégique de la Chine dans cette région », a relevé l'interlocuteur de l'agence.

Et de conclure que les visites à Belgrade de John McCain et de Sigmar Gabriel pourraient être considérées comme une tentative d'instrumentaliser la politique extérieure serbe dans l'intérêt de l'Otan et de l'Union européenne.

Or, le politologue Dragan Djukanovic interprète différemment ces visites.

Après l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, la politique américaine sur le volet balkanique ne change pas. Pour les États-Unis, l'adhésion de certains pays à l'Otan reste toujours une priorité. À l'heure actuelle, c'est le Monténégro qui est au centre de leur attention, et je ne vois pas que la Serbie soit soumise à une puissante pression, pour qu'elle change de position sur sa neutralité », a souligné M. Djukanovic.

Selon lui, les visites à Belgrade du sénateur américain et du ministre allemand s'expliquent tout simplement pas le fait que la Serbie ne cesse de pratiquer une politique dans plusieurs directions, en s'appuyant à la fois sur Washington, Bruxelles et Moscou. sputniknews.com 14.04

On a laissé de côté la Hongrie provisoirement en attendant d'en savoir davantage sur la situation.

Ils osent tout. AFP

- A Toulouse, Fillon se pose en défenseur des travailleurs - Franceinfo

Le candidat de la droite à la présidentielle François Fillon s'est posé en défenseur des travailleurs, jeudi à Toulouse, accusant ses adversaires d'avoir "capitulé sur l'industrie". Franceinfo

- Marion Maréchal-Le Pen dézingue Philippe Poutou : "un crasseux, mal rasé, mal élevé" - Closer

- Les mille et un mensonges de Bachar el-Assad - LePoint.fr

- Oui, on skie en Afghanistan ! - Franceinfo

- Le pape François va laver les pieds de détenus repentis de la mafia - AFP

- La Corée du Nord aurait "placé un engin nucléaire dans un tunnel prêt à servir dès samedi matin" - Le Huffington Post

- «[L'Otan] n'est plus obsolète. […] C'est un rempart pour la paix internationale.» - Liberation.fr

- Attaque chimique en Syrie : des écoutes américaines prouvent la responsabilité du régime - europe1.fr

Haut de page

Le 17 avril 2017

CAUSERIE

Pondichéry dimanche 21h55.

J'ai corrigé l'avant-propos de la causerie d'hier que j'ai mis en ligne rapidement hier sur les coups de 14h. Nous étions dimanche, notre seul jour de repos et je devais encore préparer notre salade de crudités, Selvi dormait , épuisé par sa semaine de travail et la chaleur, il faisait 43°C à l'ombre.

La causerie de lundi matin.

Nos causeries ne rencontrent pas d'écho et nous en sommes désolé.

A croire que nos lecteurs préfèrent la compagnie des bonimenteurs et autres charlatans qui les flattent. Il faut dire que l'on ne ménage personne, le ferait-on qu'on nous le reprocherait, à juste titre, donc ne changeons rien. On n'est pas là pour se faire plaisir ou se raconter des histoires.

Quelques réflexions politiques.

Puisque obtenir votre consentement semble impossible, autant s'en passer.

La droite officielle prétendait nous imposer un modèle de société.

La droite officieuse ou la gauche si vous préférez, une fois au pouvoir y a ajouté l'arrogeance et le mépris des masses laborieuses en faisant dans le déni ou l'imposture permanente.

L'extrême droite "ni gauche ni droite" va plus loin encore et ose en recourant à la désinformation, au mensonge grossier et vous fait un bras d'honneur en prime !

Ces trois étapes vers le totalitarisme coïncident avec une plus grande concentration du capital et la main mise sur le pouvoir politique et les médias par l'oligarchie.

"La gauche qui permet de gouverner" : C'est la droite, Hollande vient de le prouver une fois de plus.

- Présidentielle : "Jean-Luc Mélenchon ne représente pas la gauche qui permet de gouverner", estime François Hollande - Franceinfo

"La gauche qui permet de gouverner", cela signifie la gauche qui se fond dans les institutions pour gouverner, qui est compatible avec les institutions, qui s'y soumet donc ce n'est pas la gauche, puisque par nature elle lutte pour renverser les institutions et le régime, l'ordre établi pour instaurer de nouveaux rapports sociaux entre les classes ou les inverser en faveur de la majorité des exploités au détriment de la minorité des exploiteurs.

On pourrait ou plutôt on devrait traduire "ni gauche ni droite" de Macron et Le Pen par extrême droite.

Contradiction du capitalisme.

La baisse tendancielle du taux de profit qui se matérialise par l'"érosion continue du poids des salaires dans l'économie depuis le début des années 1980 au sein des pays riches" (FMI), se traduit par un chômage de masse et un nombre toujours croissant de travailleurs employés à temps partiel, précarisés, et par conséquent qui vont consommer moins, qui vont être rejetés du marché ou devenir insolvables. Ce processus alimente la surproduction et la concurence que se livrent les multinationales pour conserver ou accroître leurs parts de marché pour écouler leurs marchandises.

L'art de brasser du vent pour qu'il continue de souffler dans la même direction.

Certains se gossent des perles des médias, alors qu'ils ne sont pas en reste. On pourrait prendre une multitude de sujets et faire le même constat. Les articles suivants ont également été publiés tels quels par d'autres blogs ou portails.

La tactique de Tsipras pour résister aux pressions de la mafia financière (legrandsoir.info) (01.07.15) De nouveau, la Grèce peut sauver l'Occident (mondialisation.ca) (03.07.15) Syriza donne une leçon magistrale de démocratie au monde (mondialisation.ca) (04.07.15) Tsipras ne capitule pas, il poursuit sa stratégie (legrandsoir.info) (10.07.15)

Peu de temps après, ils publieront de nombreux articles sur la Grèce où on pourra lire exactement l'inverse, toujours tels quels.

Les sociaux-démocrates et le staliniens accompagnent le capitalisme, les appareils des syndicats font de même, et ceux qui se présentent comme des anti-impérialistes les imitent.

Les médias dits alternatifs colportent des illusions dans ceux qui prétendent contester le régime tout en le préservant, contradiction qui se traduit par des désillusions douloureuses sans que cela les gêne le moins du monde.

Ceux qui rédigent ces articles ne sont pas directement concernés par les conséquences désastreuses ou tragiques de la survie du capitalisme, ils bénéficient d'un statut supérieur à la majorité des exploités, ils les analysent comme ils commenteraient une course hippique ou un défilé de mode ou de majorettes.

La seule chose qui distingue ces médias dits alternatifs réside dans les faits qu'ils portent à notre connaissance et que les médias institutionnels censurent. Il ne faut pas leur en demander ou en attendre davantage. Il faut prendre les différents analyses qu'ils proposent comme autant d'hypothèses et rien d'autres, ensuite c'est à chacun en recoupant les faits de réaliser sa propre interprétation ou de se forger sa propre conviction, de sorte que par la suite si nous nous étions trompé nous puissions déterminer quel élément de la situation nous avons négligé, sur ou sous-estimé, ce qui nous permettra d'aiguiser notre esprit critique et de progresser.

Ce matin j'ai fait une expérience intéressante. J'ai lu les commentaires à la suite d'une recette d'aubergines. Une personne l'a testé et l'a trouvé très bien, une autre a estimé qu'elle comportait trop d'épices, une autre qu'il n'y en avait pas assez ! Cette recette présentait une lacune, elle indiquait des quantités d'épices pour 3 aubergines, alors qu'une aubergine peut avoir une taille et un poids qui varie du simple au triple ou davatage encore, j'entends en prenant la même variété d'aubergine, donc j'en suis arrivé à la conclusion que la première personne avait préparé cette recette en employant la quantité d'aubergines correspondant à la quantité d'épices indiquée, la seconde a dû employer des aubergines de petites tailles et la troisième de grandes tailles.

Tout cela pour dire que le moindre détail pour peu qu'on le négilge peut aboutir à un résultat ou une conclusion complètement différente de celui ou de celle auquel on s'attendait. Dans le cas de notre recette les internautes étaient induits en erreur dès le départ sans le savoir, parce que la quantité d'épices indiquée correspondait manifestement à de très grosses aubergines, car une cuillère à café de graines de cumin et de paprika était une quantité importante, et effectivement avec de petites aubergines ce plat devait être immangeable, tout juste passable avec des aubergines de taille moyenne, et plutôt fade avec de très grosses aubergines.

Ces trois personnes n'ont pas interprété différemment la même recette, elles n'ont pas forcément des goûts différents, elles ont été induites en erreur par celui qui a rédigé cette recette, et celle qui s'est régalée a eu plus de chance, à moins qu'elle ait fait preuve de plus de perspicacité que les deux autres.

En voilà une faculté qui fait cruellement défaut à nos dirigeants et qui est particulièrement révélateur. Une exemple tout frais.

Certains ont appelé ou appellent à voter Hamon qui était voué à être laminé sur sa droite et sur sa gauche, du coup pour essayer de sauver les meubles ou conserver un minimum d'électeurs correspondant à la droite et à la gauche du PS, il devait faire preuve de zèle dans tous les sens et accentuer encore les contradictions auxquelles était en proie le PS, de sorte que son discours en deviendrait encore plus inaudible, au risque de mettre encore plus en lumière la véritable nature et fonction de ce parti lié organiquement au régime. Bref, c'était manifestement misé sur le mauvais cheval, qui n'avait aucune chance de figurer à l'arrivée parmis les deux partis qui seraient en lice pour le second tour.

Cela ressemble à un suicide politique de la part de ces dirigeants, car cela met en lumière la médiocrité de leurs facultés intellectuelles, leur manque de discernement ou de perspicacité, notamment, bref, cela témoigne qu'ils n'ont pas les qualités requises pour diriger un parti ouvrier.

Sur la Syrie, ils ont été aussi médiocres ou pire encore puisqu'il s'agit là d'une guerre, en ne dénonçant pas immédiatement une machination des Américains pour justifier le combardement de la Syrie. De qui ne veulent-ils pas se couper en adoptant cette attitude, du régime, des institutions et des médias ou des masses ?

Un cuisinier amateur peut réussir un plat et passer pour un grand cuisinier en suivant à la lettre une recette, mais dans le cas de la lutte de classe il n'en existe pas de prête à l'emploi, tout repose sur les qualités, les capacités, les facultés de ses dirigeants, plus que sur leur expérience puisqu'ils peuvent très bien s'avérer incapables d'en tirer les enseignements leur permettant de progresser ou de comprendre la situation pour définir une stratégie politique.

Un cuisinier amateur qui a acquis une solide expérience en réalisant des dizaines de fois les mêmes recettes qui lui étaient suggérées, pourra par la suite se lancer et modifier les ingrédients qui entrent dans la composition d'un plat pour finalement créer une nouvelle recette. Autrement dit, c'est comme s'il allait agir sur certains facteurs qui composent la situation pour créer une nouvelle situation ou de nouveaux rapports. Encore faut-il qu'à la base il ait compris comment se comportaient ces facteurs dans une situation donnée, qu'il maîtrise ses facteurs, qu'il connaisse ses réactions et comment ils réagissent les uns sur les autres, sinon il prendra le risque de créer une situation qui n'aura rien à voir avec l'objectif qu'il se sera fixé, sa recette sera pour ainsi dire insipide, incomestible.

On se lasse de manger toujours les mêmes recettes, aussi avec l'expérience nous serons amené à en créer de nouvelles qui

seront tout aussi excellentes que celles des meilleurs livres de cuisine. Parfois elles sont plus ou moins réussis, on rectifie et on arrive à un résultat satisfaisant, bien qu'il soit différent de celui qu'on escomptait, on a aussi parfois de bonnes surprises.

En ce qui concerne la lutte de classe, il n'existe pas de recettes, parce qu'il n'existe pas deux situations parfaitement identiques, il faut donc adapter les ingrédients au fur et à mesure que la société ou le monde se transforme pour que la sauce prenne, la seule chose que l'on sait ou sur laquelle on peut s'appuyer, c'est la nature des différentes classes qui entrent dans la composition des rapports sociaux, il suffit de s'y tenir pour trouver la bonne recette.

Le matraquage macronite.

- Présidentielle : Macron, une semaine pour ne pas décrocher - LeParisien.fr

- Macron-Le Pen, une semaine pour ne pas tout perdre - Le Huffington Post

Syrie

- L'armée syrienne reprend une ville de la province de Hama - Reuters

L'armée syrienne et ses alliés ont repris dimanche la ville de Soran, près de Hama, capitale de la province du même nom dans le centre-ouest de la Syrie, grâce à un soutien aérien massif de la Russie, ont déclaré des rebelles et des habitants. Reuters 16.04

Présentation fallacieuse laissant entendre que les Syriens marcheraient avec les barbares rebaptisés rebelles contre l'armée syrienne.

Haut de page

Le 16 avril 2017

CAUSERIE

Avant-propos du premier sujet de cette causerie sur la Syrie et les Etats-Unis.

C'est tellement évident, grotesque, que cela nous interpelle forcément. La première question qu'on se posera, c'est comment avons-nous pu en arriver là tellement cela paraît à peine croyable, on ne veut pas le croire et pourtant c'est bien la réalité, le totalitatisme est en bonne voie pour devenir la forme de gouvernance mondiale.

Effectivement, ils agissent comme si les peuples n'existaient pas, normal leurs dirigeants, principalement ceux du mouvement ouvrier ont abdiqué face à la tyrannie, ils ont renié le socialisme.

C'est dialectique, la quantité se transforme en qualité.

On a refusé de caractériser le régime en place de dictature quand il comportait encore des failles permettant de le combattre pour en atténuer les conséquences ou lui attribuer un vernis démocratique trompeur ou illusoire avec lequel on s'est accommodé au lieu d'inscrire notre combat dans la perspective de le renverser, nous leur avons accordé le temps nécessaire et nous leur avons fournit les moyens de combler ces failles, qui se sont refermées comme un noeud coulant passer autour de notre cou ou de nos droits politiques, de telle sorte que nous nous retrouvons littéralement asphyxiés, tétanisés, incapables de nous dresser contre la tyrannie.

On lira des dizaines et dizaines d'articles rédigés par des gens très sérieux et publiés aux quatre coins du monde sur ce qui vient de se produire en Syrie, où finalement les faits sont dillués dans une masse de considérations individuelles sans intérêt, qui ont la vertu de nous faire perdre de vue l'essentiel ou de nous écarter des faits. Pourquoi ? Pour la raison qui a été évoquée plus haut, parce qu'on a à faire à des gens, des intellectuels qui se complaisent dans le monde dans lequel nous vivons actuellement.

Vous avez le droit de prendre pour des ignares ou des manipulateurs tous ceux qui concluent leurs articles ou analyses en affirmant que Trump ne savait pas ce qu'il faisait, qu'il aurait commis une erreur, qu'il aurait agi à la légère, qu'il serait influencé contre son gré, qu'il mentirait sans en avoir conscience, qu'il ne serait pas celui qu'on croyait, qu'il cacherait ses véritables intentions, qu'il disposerait du pouvoir, qu'il gouvernerait, etc. tout cela n'est qu'un ramassis d'inepties ou le plus souvent se mêlent vérités et contrevérités de sorte que personne ne sait quoi en penser, à croire que c'est leur objectif ou qu'ils ne le savent pas eux-mêmes. Par principe, un intellectuel sait de quoi il parle même lorsqu'il n'en sait rien, parce qu'il se croit supérieur au reste

de la population.

Trump vient de menacer la terre entière de connaître le même sort que la Syrie, et quel chef d'Etat, quel parti politique en réponse s'est engagé à rompre toute relation avec les Etats-Unis ? Aucun, absolument aucun.

J'en profite une nouvelle fois pour m'adresser aux lecteurs et leur demander leur soutien, ensuite nous verrons en fonction des réponses ce qu'on pourrait envisager de faire ensemble. Y en a-t-il qui ont réellement pris conscience du danger qui nous menace ? C'est une façon de le vérifier. Sans autre engagement de leur part je précise, c'est-à-dire sans que cela signifie qu'ils partageraient mes idées par ailleurs.

Contexte et chronologie des faits survenus en Syrie entre le 4 et 7 avril 2017.

Khan Sheikhoun et sa région est sous le contrôle du front Al-Nusra, qui est une branche d'Al-Qaïda. Pas un soldat syrien, pas un journaliste, pas un étranger n'y était présent au moment des faits.

- Le 4 avril à 4 heures du matin les barbares ont annoncé par l'intermédiaire de leurs médias et Twitter qu'une attaque chimique allait avoir lieu.

- Le même jour entre à 6h et 6h30 du matin ils annoncent que cette attaque chimique vient d'avoir lieu.

- Ce n'est que 5 heures plus tard, entre 11h30 et 12h que l'armée syrienne lancera une attaque aérienne sur Khan Sheikhoun et sa région.

- Plus tard et les jours suivants ces barbares déguisés en casques blancs vont diffuser des vidéos censées relater cette attaque chimique, où on pourra les voir sur les lieux de cette attaque sans masque ni tenue appropriée, sans gants comme s'ils étaient imunisés contre les armes chimiques, notamment le gaz sarin.

- 72 heures plus tard sur la base des déclarations unilatérales de ces barbares, les Etats-Unis saisiront ce prétexte pour bombarder une base aérienne syrienne où est présente l'armée russe allié de la Syrie.

En conclusion, le front Al-Nusra a annoncé qu'une attaque chimique venait de se produire à Khan Sheikhoun et va l'attribuer à l'armée syrienne plusieurs heures avant que celle-ci lance une attaque aérienne sur Khan Sheikhoun et sa région.

Questions que les Américains et leurs vassaux ainsi que leurs médias ne se sont pas posés :

- Comment le front Al-Nusra a-t-il pu avoir connaissance d'une attaque chimique plusieurs heures avant qu'elle ait lieu ?

- Comment déguisés en casques blancs ont-ils pu se rendre sur les lieux d'une attaque chimique sans aucune protection et sans être eux-mêmes atteints ou emportés par ces substances chimiques ?

- Comment l'armée syrienne pourrait être responsable d'une attaque chimique s'étant soi-disant produite plusieurs heures avant son attaque aérienne ou sachant qu'elle n'était pas présente sur les lieux ?

Les réponses à ces questions permettent d'affirmer sans l'ombre d'un doute qu'on est en présence d'un scénario en deux actes fabriqué de toutes pièces par les Américains et leurs alliés du front Al-Nusra, pour justifier le bombardement de la Syrie au moment où l'armée syrienne remporte victoire sur victoire sur l'armée de barbares supplétive du Pentagone et de l'OTAN en Syrie.

Un commentaire.

- Quant au prétexte de l'attaque chimique, il n'était évidemment qu'un habillage de fin de série, mais ça, on le savait déjà. Toutefois, le fait qu'on n'ait pas éprouvé besoin de lui insuffler une once de crédibilité, sans pour autant que les masses rechignent, en dit long sur le niveau d'apathie populaire face au mensonge d'État d'une démocratie intrinsèquement falsifiée. Mais les officiers du Pentagone s'en moquent. Les militaires n'ont pas vocation à vivre en démocratie, ils se contentent de gérer et faire durer leur propre royaume, toujours plus puissant, robotisé, impersonnel et clos. (Antipresse n°72)

Le complément naturel de l'attaque américaine du 7 avril.

- Syrie : Des centaines de morts après le bombardement d'un dépôt de produits chimiques (Ministère de la Défense) - legrandsoir.info 13.04

Selon une déclaration officielle du ministère syrien de la Défense, la coalition dirigée par les Etats-Unis ont effectué une frappe aérienne contre des positions de Daech à Deir Ezzor, en visant un dépôt de produits chimiques appartenant au groupe, provoquant la mort de centaines de militants ainsi que de civils.

Selon cette déclaration, « Hier, entre 17h30 et 17h50, des avions de combat de la dénommée coalition anti-Daech ont frappé une position de Daech dans le village de Hatla à l'est de Deir Ezzor. Suite à l'attaque, un énorme nuage blanc s'est formé – qui a plus tard viré au jaune – après l'explosion d'un dépôt de produits chimiques. Une énorme incendie a éclatée jusqu'à 22h30. On compte des centaines de morts – y compris des civils – suite à la dispersion de produits toxiques ».

La déclaration affirme que cet incident confirme sans aucun doute que « des groupes terroristes, en particulier Daech et Jabhet al-Nosra, possèdent déjà des armes chimiques, et ont la capacité d'obtenir, transporter, stocker et employer de telles armes avec l'aide de certains pays de la région. Cela souligne aussi que ces groupes terroristes se coordonnent avec leurs soutiens pour accuser l'Armée Arabe Syrienne d'employer des armes chimiques ». (Source : https://www.almasdarnews.com/article/breaking-civilians-killed-us-jets-bomb-isis-chemical-depot-deir-ezzor-syrian-mod/)

- Attaque contre un convoi d'évacuation à Alep: le bilan s'alourdit à 118 morts - sputniknews.com

L'attaque terroriste, qui a visé ce dimanche un convoi d'évacuation à l'ouest d'Alep, a fait 118 morts et 224 blessés, indiquent des sources médicales. Le bilan précédent faisait état de 70 victimes et une cinquantaine de blessés. L'opération d'évacuation a repris récemment, d'après l'agence Sana.

Le bilan de l'attentat terroriste, perpétré ce samedi après-midi dans le quartier de Rachidine à l'ouest de la ville syrienne d'Alep et ayant visé un convoi de cars évacuant de la province d'Idlib les habitants des villages chiites d'Al-Foua et de Kefraya, s'est alourdi à 118 morts et 224 blessés, a appris l'agence Sputnik auprès de sources médicales.

Rappelons qu'un terroriste-kamikaze à bord d'un véhicule s'est approché de la colonne de cars garés dans le quartier contrôlé par l'opposition armée syrienne avant d'actionner sa charge explosive. Les personnes évacuées, dont beaucoup de femmes et d'enfants, attendaient leur transfert ultérieur vers un camp de réfugiés. L'explosion s'est produite près d'une station-service ce qui a déclenché un puissant incendie.

À l'heure actuelle, l'opération d'évacuation a repris, annonce l'agence d'informations syrienne Sana, et ce en dépit de cette attaque meurtrière. La première partie de cars, transportant des centaines de personnes évacuées, est arrivée à Alep.

Se référant à son correspondant sur place, l'agence Sana précise que 15 cars sont arrivés dans le quartier de Ramoussa, avant de mettre le cap sur Jibrine où les personnes évacuées seront placées dans un camp provisoire. La colonne a été précédée par des ambulances transportant des victimes de l'attentat.

Rappelons aussi qu'un accord intervenu entre l'armée syrienne et des chefs de certains groupes terroristes par le biais de médiateurs a permis de commencer l'évacuation des combattants de deux villes proches de Damas en échange de celle des habitants des villages chiites assiégés d'Al-Foua et Kefraya.

En vertu de l'accord conclu entre les belligérants, les djihadistes déployés à Zabadani et Madaïa devraient se rendre dans la province d'Idlib et plusieurs milliers d'habitants de localités chiites bloquées auront la possibilité d'aller à Alep.

Vendredi matin un convoi composé de 60 cars transportant des combattants sont partis de Zabadani. Dans le même temps, 75 cars et 20 véhicules mécanisés ont quitté Al-Foua et Kefraya avec 5 000 civils à bord.

Les localités d'Al-Foua et de Kefraya sont assiégées par des combattants depuis plus de trois ans. Environ 20 000 habitants restent encerclés dans des circonstances dramatiques, puisque l'on parle même de morts de faim. Depuis le début du siège, 2 000 habitants, dont 400 enfants, ont été tués par les terroristes. sputniknews.com 15.04

Faites tomber les masques. Quand ils se croient tout puissants, ils commettent l'erreur d'en dire trop ou pas assez.

- Quand Christophe Barbier écrit un éditorial sur les éditorialistes, la situation devient hors de contrôle - Le Huffington Post

L'ancien directeur de l'Express a eu des mots discutables sur la relation lecteurs - éditorialistes. Et les internautes ne l'ont pas loupé.

"Se confronter au terrain pollue l'esprit de l'éditorialiste." Interrogé vendredi 14 avril, sur le rôle de son métier par les lecteurs du Journal du Dimanche, Christophe Barbier donne très rapidement le ton d'un échange... étonnant.

Une interview durant laquelle l'ancien directeur éditorial de la rédaction du magazine l'Express enchaîne les petites phrases et les prises de positions discutables sur le statut de "l'éditorialiste."

"Se confronter au terrain pollue l'esprit de l'éditorialiste. Son rôle est de donner son opinion, d'affirmer ses certitudes, par essence improuvables", déclare-t-il pêle-mêle avant d'évoquer les lecteurs dans une tirade assez surréaliste, les comparant à du "lierre rampant", s'élevant grâce aux "éditorialistes" dans le rôle du "tuteur": "L'éditorialiste est un tuteur sur lequel le peuple, comme du lierre rampant, peut s'élever."

Des mots qui n'ont pas franchement plu à tout le monde, à commencer par les internautes, qui se sont allègrement moqués de la vision sociétale de Christophe Barbier.

Sur le site de l'Opinion, le blogueur Jérôme Godefroy répond lui aussi à l'éditorialiste à l'écharpe rouge. Et comme sur les réseaux sociaux, il en prend pour son grade. "Christophe Barbier passe autant de temps à réfléchir qu'à se faire maquiller avant d'entrer sur un plateau de télévision. Il réfléchit donc beaucoup", écrit notamment Jérôme Godefroy.

Régulièrement accusés - à tort ou à raison - d'être déconnectés de la réalité, nul doute que cette intervention de Christophe Barbier ne va pas arranger la vision qu'ont les Français des éditorialistes. "Et l'on s'étonnera, devant tant de vanité, que les journalistes soient à ce point détestés...", conclut pour sa part Godefroy. Le Huffington Post 15.04

Sous la dictature de fer de l'oligarchie, l'éditocrassie consiste donc non pas à informer, mais à asséner des certitudes "improuvables" que le peuple incrédule et servile est destiné à adopter sans broncher.

On a à faire à de dangereux psychopathes. Et dire que cela laisse indifférent nos dirigeants...

Terrifiant, non ?

Régime, institutions et élections en quête de légitimité.

Matraquage macronique.

- Le 23 avril, assisterons-nous à la mort du clivage gauche-droite? - Le Huffington Post

- Macron, le trentenaire qui veut s'offrir l'Elysée pour premier trophée - AFP

- Emmanuel Macron, un jeune surdoué qui bouscule les usages - AFP

- Le Pen passe derrière Macron dans notre compilateur de sondages de l'élection présidentielle - Le Huffington Post

- Seul Emmanuel Macron s'adresse à la France plurielle - Le Huffington Post

- Ils marchent derrière Macron et ont soif de changement - AFP

- Dumontet - Macron, c'est le cœur et (en même temps) la raison - LePoint.fr

Emmanuel Macron est le seul à porter un espoir dans cette campagne. LePoint.fr

- Sens commun au gouvernement ? François Fillon "perdu, isolé" "radicalise sur la droite extrême" - Franceinfo

- Le coup de gueule du dessinateur Joann Sfar trollé par des mélenchonistes - L'Express.fr

Après avoir publié un message critique à l'égard du candidat de la France Insoumise, le dessinateur a été la cible de commentaires contradictoires sur les réseaux sociaux. L'Express.fr

- 3 fragilités du programme de Jean-Luc Mélenchon qui pourraient enrayer sa dynamique dans la dernière semaine - Le Huffington Post

- Présidentielle : Mélenchon, l'homme idéal pour... Marine Le Pen - LeParisien.fr

Un second tour Jean-Luc Mélenchon, Marine Le Pen ? C'est le (nouveau) scénario rêvé par les équipes de campagne de la

candidate FN, alors que sa dynamique connaît un léger tassement. LeParisien.fr

Propagande USA-OTAN

- Hongrie: contesté dans la rue, Viktor Orban maintient le cap - AFP

Le Premier ministre Hongrois Viktor Orban, contesté dans la rue pour ses projets de loi visant les universités étrangères et les ONG... AFP 15.04

- A peine libéré, l'opposant Alexeï Navalny candidat à la présidentielle - euronews.com

Alexeï Navalny ne renonce pas. L'ennemi numéro un du Kremlin est entré en campagne pour la présidentielle de 2018. Le blogueur anticorruption compte défier Vladimir Poutine, il a installé ses bureaux à Chelyabinsk. Des QG comme celui-ci, il espère en ouvrir 77 en Russie. Mais s'opposer au maître du Kremlin euronews.com 15.04

Haut de page

Le 18 avril 2017

CAUSERIE

Ils l'ont constaté, et vous ?

Carnage en Syrie - Au moins 126 personnes, dont 68 enfants, ont été tués samedi à Rachidine, une localité proche d'Alep, dans le nord de la Syrie. Les habitants venaient de sortir de leurs villages, assiégés depuis cinq ans.

Commentaire d'un abonné du Figaro :

- "*Peu de bien-pensants sur les plateaux et les ondes pour condamner ce carnage perpétré par des djihadistes quand ces mêmes accusent Assad d'utiliser des gaz toxiques sans la moindre preuve ! Formatage de l'opinion... comme pour la présidentielle française !*"

Les "bien-pensants" qui sont les VRP de la propagande de guerre du Pentagone et de l'OTAN, et qui ont pour fonction de formater les esprits, soutiennent les barbares et font campagne pour Macron, normal.

Parole d'internaute.

Commentaires d'internautes suite à l'article du GEAB *Amérique de Trump la levée du tabou du défaut de paiement US* publié par Les-crises.fr

- "Moi je suis toujours sidéré de lire ce genre d'analyse incomplète. (...)

Maintenant au sujet de cet article , ce qu'il ne dit pas , et là ou s'arrête le traitement incomplet de ce sujet , est que plus vous faites de planche à billet , de QE et d'endettement , plus les inégalités se creusent et plus les tensions augmentent au sein du corps social.

Le revers de l'argent facile c'est la dislocation d'une nation et plus largement du monde.

Loin de moi l'idée de vouloir mettre tout le monde au même revenu et de tenir des propos communistes ce n'est pas mon discours. Mais lorsque un système ne profite que toujours plus à un petit nombre toujours plus restreint , alors il y a danger. Et c'est bien cela que l'argent facile engendre.

Depuis un bon moment je me suis fais mon idée sur ce qui va probablement se passer et les prémices déjà bien avancés sont déjà là sous nos yeux. (Sauf pour ceux qui sont aveuglés par leur dogmatisme et qui par nature ont réponse à tout. - LVOG)

Il n'y aura pas de défaut, pas de catastrophe biblique de la finance ou de la bourse. (Des journalistes, des scientifiques, des dirigeants politiques ont parfois fait toute leur carrière sur la base de pronostics bidons ou de conclusions chimériques annonçant une multitude d'évènements qui ne se sont jamais produits, l'imminence de la révolution, la chute de la Ve République, de la

Bourse, du dollar, la troisième guerre mondiale et j'en passe. Ils furent à la hauteur de leur statut de faussaire généralement grassement rémunéré. Les générations se succédant, ils étaient assurés de toujours trouver un public suffisamment nombreux et crédule pour croire leurs sornettes, c'était une forme de rente à vie en somme. Ils ont même des partisans, des disciples qui colportent leurs niaiseries auprès des travailleurs après les avoir théorisées, contribuant à amplifier la confusion à laquelle le peuple est en proie. Voilà comment à peu de frais le régime dispose de toute une armée de propagandistes à son service. Et ils continuent de sévir sous nos yeux. - LVOG)

Car depuis 2008 , il a été décidé de mettre tout le fric nécessaire en face pour l'éviter. (Depuis 2008, tout ce fric comme vous dites dépasse 40.000 milliards de dollars (Fed, BCE, Banque centrale du Japon, Banque centrale d'Angleterre, etc. En fait on n'en connaît la montant exact, c'est une estimation basée sur les chiffres que nous avons en tête. - LVOG) Evidemment le fric à crédit j'entends, du faux argent sorti du chapeau qui ne correspond à rien de réel. (Un facteur nouveau et de type mafieux sur lequel personne ne veut se pencher. Pourquoi ? Parce qu'il faudrait réviser notre analyse du capitalisme, donc notre conception de la lutte des classes, notamment, et comme apparemment personne n'y tient ou est capable de mener à bien ce travail, on continue comme avant comme si ce facteur n'existait pas, ensuite il ne faut pas s'étonner du résultat, nul évidememnt. - LVOG)

De la funny money comme on dit.

Et que se passe t il depuis 2008 ?

Il y a toujours plus de précaires et de pauvres et de chômeurs de part le monde , il y a des tensions qui montent de partout et des discours qui s'extrèmisent sans cesse.

Donc ce n'est plus du côté des financiers qu'il faut regarder depuis un bon moment mais c'est bien dans la rue que ça se passe désormais.

C'est là ou est le vrai danger et c'est là qu'on voit arriver des gros ennuis à venir. (Tout dépend de l'orientation politique des gens qui descendent dans la rue. Tous les mouvement sociaux ou politique qui ont un penchant corporatiste ou nationaliste sont successibles un jour d'être récupérés par l'extrême droite, il est là le véritable danger, dans le refus de rompre avec le réformisme bourgeois, le social-impérialisme, l'opportunisme, bref avec le PS et le PCF et leurs satellites ainsi que les appareils corrompus des syndicats, avec les institutions.

Les militants ne sont pas des dialecticiens. La plupart ne comprennent pas que le régime de Vichy et la guerre étaient inscrits dans le Front populaire, que la Ve République fut engendrée par la IVe République, que le corporatisme est le produit du réformisme, ils louent le Front populaire, ils sont nostalgiques de la IVe République, du capitalisme des années 50-60 auquel ils attribuent des vertus démocratiques, alors qu'il était colonialiste, impérialiste, guerrier, un moindre mal comparé à notre époque et aux méfaits du néolibéralisme prétendent-ils, bref, on aura compris que ces militants sont réactionnaires et ne peuvent pas se revendiquer du socialisme. On nous rétorquera que le socialisme repose bien sur le capitalisme, sur le plan économique effectivement, mais pas sur le plan politique puisqu'il en est la négation, or bien des militants font cette confusion, ce qui les amène à s'accommoder du capitalisme et à sombrer dans l'opportunisme. Vous avez saisi ? - LVOG)

La finance n'existe plus depuis lors ou il a été décidé d'injecter de l'argent artificiel sorti de nulle part et les marchés libres sont devenus des marchés administrés qui indiquent tous de fausses valeurs. (Précisons. Non, la finance existe toujours, à ceci près qu'elle s'est emparée de tous les rouages du pouvoir, législatif, exécutif, judiciaire, médiatique, et c'est elle qui fixe les règles, dicte les lois, fomente les guerres, élit les présidents, etc. Elle contrôle les monnaies, les taux de change, les instruments financiers, les matières premières, partant de là s'il y a quelqu'un qui administre les marchés, c'est bien elle, l'oligarchie financière. Son problème, c'est l'hétérogénéité du monde, des continents, des pays, des nations, des peuples, des classes qui réagissent en fonction d'autres critères ou intérêts que les siens, et leurs réactions peuvent être imprévisibles, violentes. D'où la nécessité de les contrôler ou surveiller davantage, de les infiltrer, de les corrompre, de les conditionner pour qu'ils ne soient plus en mesure de s'opposer à sa politique et à ses besoins. - LVOG)

En gros le capitalisme comme on l'entend dans le sens premier du terme a disparu depuis 2008. (Pas tout à fait, mais ce n'est pas totalement faux, disons que désormais il utilise à fond tous les moyens dont il disposait déjà depuis longtemps, la Fed a été créée en 1913 et ce sont les mêmes banquiers depuis cette date qui possèdent la planche à billets ou qui détiennent le pouvoir monétaire, le nerf de la guerre. En plaçant à la tête de l'Etat un oligarque, le capitalisme a indiqué par là qu'il estimait désormais n'avoir plus aucun concurrent susceptible de rivaliser avec lui, qu'il revendiquait tout le pouvoir et qu'il n'admettrait pas que quiconque ose lui contester, il était seul juge de ce qu'il devait en faire, le peuple étant ravalé au rang de serf... - LVOG)

Donc ces analyses de type GEAB sont dépassées et depuis bien longtemps."

Cette analyse rejoint en partie la mienne.

Ce qui déboussole les bureaucrates indéboulonnables et faillis des partis ouvriers, c'est que le capitalisme ne s'est pas

effrondré brutalement, alors qu'il l'aurait dû depuis près d'un demi-siècle, ils n'en tiennent pas compte et ne cherchent pas à comprendre pourquoi ou qu'est-ce qui s'est passé, ils s'accrochent désespérément à la version du capitalisme du XIXe et XXe siècle, du coup ils produisent des analyses erronées qui se traduisent par des stratégies foireuses pour un résultat nul.

Les institutions de la Ve République dans le registre farces et attrapes.

Faites vos jeux. Le bleu, le blanc, le rouge gagnant à tous les coups !

Le Pen-Macron
Le Pen-Fillon
Le Pen-Mélenchon
Macron-Fillon
Macron-Mélenchon
Fillon-Mélenchon

Les chroniqueurs paniquent, quel casse-tête ! Et demain, ils deviendront hystériques, quel cauchemar !

Ils amusent la galerie qui joue à se faire peur, alors que quel que soit le résultat, cela ne changera absolument rien, disons que pour eux les choses seront plus ou moins compliquées, ils devront adapter leur discours, voire se contredire ouvertement, cela ne les changera guère... Un moment de flottement ou de confusion, puis tout rentrera dans l'ordre (établi) puisqu'il sera préservé à l'issue de cette élection, n'est-ce pas cela l'essentiel ?

- Présidentielle: l'écart se resserre au sein du quatuor de tête - AFP

L'écart se resserre entre Marine Le Pen (22%), Emmanuel Macron (22%), François Fillon (21%) et Jean-Luc Mélenchon (18%), selon un sondage OpinionWay/Orpi mardi pour Les Echos et Radio Classique. AFP 17.04

- Étude des réseaux sociaux: Fillon en avance de 2,1% sur Macron - sputniknews.com

Si le candidat Les Républicains François Fillon stagne autour des 24% dans les intentions de vote au premier tour, prévu le 23 avril, l'écart entre lui et Emmanuel Macron s'accentue et dépasse déjà la barre de 2%, témoigne une récente étude de Brand Analytics basée sur l'analyse des réseaux sociaux.

À moins d'une semaine du premier tour de la présidentielle, François Fillon cumule 24,4 % des intentions de vote. Et si au cours de ces derniers jours il n'a pas enregistré d'importante progression et continue d'osciller autour des 24 %, l'écart entre lui et Emmanuel Macron (22,3 %) a augmenté et est désormais de 2,1% contre 0,9 % le 14 avril, révèle une étude de la société de monitorage des réseaux sociaux Brand Analytics.

Crédité de 19,9 % des intentions de vote, le candidat de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, vient clore le peloton de tête.

Marine Le Pen, donnée favorite de la course présidentielle par Ipsos et Opinionway, ne recueille que 16,3 % des intentions de vote, témoigne l'étude.

Viennent ensuite avec un important écart Benoît Hamon du Parti socialiste (7,1 %), Philippe Poutou du NPA (5,0 %) et Nicolas Dupont-Aignan de Debout la France (1,4 %).

La société Brand Analytics est le leadeur en termes de monitorage des réseaux sociaux, selon le classement AdIndex 2016. Elle recueille les données sur les compagnies, produits, données, personnes ou événements sur les réseaux sociaux et dans les médias, définit la tonalité des messages et détermine les tendances. sputniknews.com 17.04

Le matraquage macronique.

- Macron et Le Pen en duel à Paris pour lancer le sprint final - AFP

- Porté par l'euphorie de ses partisans à son meeting de Bercy, Emmanuel Macron se voit déjà à l'Elysée - Le Huffington Post

- Macron à Bercy: un public de novices enthousiastes - AFP

- Macron : "Est-ce que vous entendez le murmure du printemps ?" - LePoint.fr

- Présidentielle : Macron, une semaine pour ne pas décrocher - LeParisien.fr

Le PS En Marche ou l'art d'accommoder les rogatons.

- Législatives : la petite manœuvre du PS pour épargner En marche ! - LePoint.fr

Selon "Le Parisien", le PS aurait trouvé la solution pour ne pas avoir à investir de candidats contre ses propres "transfuges" qui ont rallié Emmanuel Macron.

En coulisses, le PS prépare déjà le coup d'après. Conscient, que les chances de Benoît Hamon d'accéder aux plus hautes fonctions de l'État sont désormais infimes, le Parti socialiste a décidé de la jouer stratégique pour les législatives. Comme le révèle Le Parisien, un accord électoral (qui doit encore être avalisé par un vote d'Europe Écologie-Les Verts) aurait été acté la semaine dernière avec les écologistes : parmi les 42 circonscriptions qui leur ont été promises, une dizaine sont tenues par des députés PS sortants, ralliés au candidat d'En marche !, révèle le quotidien.

« Habile, la manœuvre permet au Parti socialiste de se dispenser d'investir des candidats au mois de juin contre ses propres transfuges ayant rallié Emmanuel Macron », explique Le Parisien, qui affirme que la même méthode a été employée avec les autres partenaires du PS, l'Union des démocrates et des écologistes (UDE) et le Parti radical de gauche (PRG). Le PS ne présenterait ainsi aucun candidat dans les quatre circonscriptions de Lyon, ville de Gérard Collomb, proche d'Emmanuel Macron. Un exemple parmi d'autres.

« C'était couru d'avance. Cambadélis envoie les partenaires à la casse pour avantager Macron », fulmine Danielle Auroi, député EELV sortante, dans les colonnes du quotidien. « On comprend pourquoi le PS n'a pas condamné ceux partis à En marche !. » Il est vrai que depuis plusieurs semaines, si les mots sont fermes, les sanctions elles, se font attendre pour les socialistes qui ont lâché Benoît Hamon, le candidat officiel du parti. Jean-Christophe Cambadélis a beau multiplier les menaces, le fait est que des ténors du PS, dont l'ex-Premier ministre Manuel Valls et le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian, ont déjà clairement pris position en faveur d'Emmanuel Macron, et qu'il paraît compliqué de les sanctionner. Le candidat d'En marche ! symbolise pour une partie de la gauche le vote « utile » visant à faire barrage à la candidate frontiste, une priorité pour beaucoup.

Du côté d'En marche ! le geste ne semble pas émouvoir. Emmanuel Macron revendique d'ailleurs depuis le début de sa campagne l'absence « d'accord d'appareil » qui participe à son image de candidat du renouveau. En marche ! présente d'ailleurs des candidats dans des circonscriptions où l'on retrouve des ténors du PS, notamment celle de Jean-Christophe Cambadélis.

« Ras-le-bol », « dindon de la farce »… Du côté des partenaires PS, la pilule semble en revanche avoir du mal à passer. Ceux qui sont restés fidèles au parti et au candidat investi par les militants pourraient bien se retrouver le bec dans l'eau en cas de victoire d'Emmanuel Macron à la présidentielle. De nouvelles divisions en perspective qui s'ajoutent au chaos global qui règne aujourd'hui au sein de la gauche. LePoint.fr 17.04

Commentaire d'un internaute

- "*Pour ceux qui n'avaient pas compris.*

On constate, pour ceux qui en doutaient encore, que le vrai candidat du PS et de M. Hollande est bien M. Macron. M. Hamon, ce qui est injuste puisqu'il a gagné la primaire, n'est là que pour jouer les utilités.

Il est trahi par ceux qui auraient du le soutenir, au premier rang desquels M. Valls et M. Hollande, qui devrait se souvenir qu'il a été si longtemps le premier secrétaire du PS.

Toute cette élection n'aura été qu'une vaste manipulation, d'abord pour éliminer le candidat de la droite avec des procédés de basse police et ensuite pour introniser le dauphin, M. Macron, dont on voit bien qu'il n'a pas plus de convictions que M. Hollande.

Commencer comme "ennemi de la finance" pour finir en installant le candidat des banques, c'est un parcours assez exceptionnel pour un homme de gauche. "

Comme quoi ni Hollande ni le PS n'étaient de gauche.

Pour pouvoir résoudre un problème, il est préférable ou fortement recommandé de commencer par se poser les bonnes questions. Comment s'aperçoit-on qu'on se pose les bonnes questions ? Quand une question en appelle une autre et ainsi de suite, jusqu'à ce qu'on atteigne l'origine ou la "substance" d'un problème. Ce n'est qu'après qu'on sera en mesure de le relier à l'ensemble de la situation ou de le saisir dans son contexte historique, et éventuellement d'en comprendre la portée.

Exercice pratique.

Partez de l'hypothèse que ni Hollande ni le PS n'étaient de gauche et imaginez ou cherchez tout ce que cela impliquerait, en principe un tas de questions devraient surgir spontanément à votre esprit, questions auxquelles vous devrez trouver des réponses cohérentes ou satisfaisantes. Si ce n'était pas le cas, recommencez l'exercice autant de fois que nécessaire pour y parvenir, en vous demandant si à un moment ou à un autre vous ne vous êtes pas posé de mauvaises questions.

Une mauvaise question, c'est une question à laquelle on ne peut pas répondre ou généralement une question qui n'en suscite pas une autre immédiatement. Car ce n'est que lorsqu'on est parvenu à la source de notre problème que les questions se tarissent. En fait, ce n'est pas tout à fait exact, ensuite on se posera de nouvelles questions mais elles se situeront sur un plan plus élevé, et ainsi de suite jusqu'à obtenir une vision universelle...

Quand vous vous serez livré à ce genre d'exercices des milliers de fois avec des questions très diverses, y compris de votre vie quotidienne, vous commencerez seulement à maîtriser les bases élémentaires de la dialectique. Continuez ensuite jusqu'à la fin de votre vie et vous serez assuré de mourir conscient, serein et moins idiot. C'est aussi une façon de donner un sens à sa vie, de la rendre plus supportable sans avoir à se compromettre. Vous y gagnerez en dignité, car vous en tirerez une certaine satisfaction sans attenter aux intérêts de vos semblables et en servant votre cause ou idéal.

Attention, cet exercice n'est pas recommandé aux personnes présentant de graves déséquilibres mentaux ou atteintes de troubles de la personnalité prononcés. Je dis cela très sérieusement.

Cette expérience nous conduit à remettre en cause une partie des idées qui ont façonné plus ou moins consciemment notre personnalité, elle est similaire à une auto-analyse psychanalytique et présente donc les mêmes avantages et dangers, car elle peut libérer au passage à notre insu ou inconsciemment des pulsions plus ou moins incontrôlables. Puisque cette expérience agit sur la structure de notre personnalité, elle peut la modifier ou la destructurer provisoirement, la destabiliser, avant qu'elle ne se stabilise à nouveau sur la base de nouveaux rapports, il est donc recommandé de maîtriser pas à pas ce processus.

Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'à l'arrivée on va adopter un nouveau mode de pensée, on ne sera plus le même homme ou la même femme, nos rapports au monde extérieur s'en trouveront profondément modifiés... Maintenant on ne passe pas brutalement ou d'un coup de baguette magique de l'idéalisme au matérialisme, d'un état de conscience inférieur à un état de conscience supérieur, il ne faut pas exagérer non plus les risques que comporte cette expérience, c'est à chacun de la mener à son rythme, tranquillement, sereinement.

Cet état peut être comparé à celui d'une personne qui s'adonne à l'alcool ou à certaines drogues, et qui demeure pendant une période plus ou moins longue dans un certain état de conscience avant de redescendre sur terre, parce que même lorsqu'on a atteint un degré de conscience supérieur on n'est jamais conscient 24h/24, de la même manière qu'on ne passera pas notre temps à observer nos faits ou gestes en permanence, ni même à interpréter tout ce qu'on voit ou entend, il y a des moments où nous saisissons le monde extérieur avec davantage d'acuité que d'autres, de même que nous avons des instants de lucidité, tandis que le reste du temps nous ne prêtons pas une attention soutenue à ce qui nous entoure et c'est bien normal, c'est naturel.

Conscience et inconscience se côtoient sans forcément s'affronter ou poser problème, notre cerveau ou notre mental a besoin de ce relâchement, de cette liberté de vagabondage pour respirer ou s'épanouir, l'exercice ou l'épreuve finale réside dans notre capacité à mobiliser notre conscience quand cela est nécessaire. L'homme est perfectible, ce qui signifie qu'il n'est pas parfait et qu'il ne le sera jamais, il peut se perfectionner, progresser, devenir meilleur, sinon quel sens aurait son existence ? Soyons donc modeste, mais déterminé à progresser, pas pour en tirer profit personnellement, ce qui serait mesquin ou vulgaire, même si on en tire une grande satisfaction sur le plan individuel, parce que notre sort est lié au reste de l'humanité, à celui de notre environnement, de notre planète. Si on ne peut pas être heureux au détriment des autres, on ne peut pas progresser non plus sur le dos d'autrui. Rien ne vaut qui ne peut pas être partagé par le plus grand nombre. A suivre

Ils osent tout

- Fillon: "36 ans au service du pays me donnent plus d'autorité morale" que Macron - AFP

- Suicide. Sauvé par un flash-ball - Liberation.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela

- Venezuela: l'armée soutient Maduro avant une nouvelle manifestation - AFP

A deux jours d'une nouvelle grande manifestation de l'opposition, le président socialiste du Venezuela, Nicolas Maduro, a reçu lundi le soutien "inconditionnel" de l'armée, acteur incontournable du jeu politique dans ce pays en crise politique et économique.

"Les forces armées nationales bolivariennes (...) ratifient leur loyauté inconditionnelle envers Monsieur le président", a assuré le chef des armées et ministre de la Défense, Vladimir Padrino Lopez, lors d'un rassemblement de milliers de membres de la milice civile, organisé en présence de M. Maduro, face au palais présidentiel de Miraflores, à Caracas.

M. Maduro est un "président véritablement chaviste (du nom de Hugo Chavez, président de 1999 à son décès en 2013, ndlr) que les forces armées admirent profondément", a affirmé le général Padrino Lopez, balayant ainsi les fissures apparues ces dernières semaines dans le clan présidentiel, avec notamment de dures critiques formulées par la procureure générale de la Nation.

Coiffé d'une casquette militaire, M. Maduro l'a remercié pour cette marque de confiance: "La loyauté se paie avec de la loyauté", a-t-il lancé face aux miliciens qui l'ovationnaient.

Cette force civile armée, créée par M. Chavez en 2010, compterait 500.000 membres aujourd'hui.

Peu avant, le chef de l'Etat avait annoncé le déploiement de soldats dans tout le pays, en amont d'une nouvelle manifestation d'opposants mercredi - date anniversaire de la révolution de 1810 qui a conduit à l'indépendance du Venezuela.

C'est aussi la date choisie par l'opposition, majoritaire au Parlement et portée par le mécontentement populaire, pour appeler à "la mère de toutes les manifestations" afin d'exiger des élections anticipées. Le gouvernement appelle pour le même jour à "la marche des marches", laissant craindre de nouvelles échauffourées.

Depuis début avril, une vague de manifestations antichavistes, marquées par de violents heurts avec la police qui ont fait cinq morts et des centaines de blessés, est organisée à travers le Venezuela pour mobiliser la population, étranglée par la crise économique de ce pays pétrolier ruiné par la chute des cours du brut.

"Fini le temps des traîtres, des trahisons, fini le temps des hésitations, que chacun se définisse: on est avec la patrie ou on est contre elle", a lancé le président vénézuélien.

L'opposition promet, elle, que la manifestation de mercredi sera "le début de la fin" pour le chavisme, qu'elle souhaite voir éjecté du pouvoir, unique moyen, selon elle, de sortir de la crise politique et économique.

Lundi, onze pays latino-américains ont demandé au Venezuela de "garantir" le droit de manifester pacifiquement. Dans leur communiqué commun, ils "réitèrent leur refus de la violence" et expriment leur "profonde tristesse" après la mort de cinq personnes lors des dernières manifestations.

Cette vague de protestations avait été déclenchée le 1er avril, par la décision du Tribunal suprême, réputé proche de Maduro, de s'arroger les pouvoirs du Parlement, déclenchant un tollé diplomatique qui l'a poussé à faire machine arrière 48 heures plus tard.

L'opposition crie à la tentative de coup d'Etat, mais le chef des armées l'a accusée lundi de s'appuyer sur des groupes d'"extrême droite" pour mener un "programme criminel" qui incluerait "des actes terroristes, des émeutes, des pillages, du vandalisme et diverses formes de violence".

L'armée au Venezuela - 165.000 hommes et 25.000 réservistes - est un acteur crucial du rapport de force politique, comme le reflète son poids au sein du gouvernement: sur 32 ministères, 11 sont dirigés par des militaires ou d'anciens militaires.

L'opposition l'accuse d'être l'unique soutien assurant le maintien au pouvoir du chavisme.

"Chavez avait intégré les militaires dans la gestion du gouvernement et la tendance s'est approfondie avec Maduro", explique à l'AFP l'analyste Luis Vicente León.

L'armée contrôle la production et la distribution d'aliments de première nécessité, actuellement frappés par une grave pénurie, mais aussi une société pétrolière, une télévision, une banque, une usine d'assemblage automobile et une entreprise de construction.

La précédente vague de manifestations ayant secoué le Venezuela en 2014 avait fait 43 morts, selon le bilan officiel. AFP 18.04

Palestine occupée

- Plus de 1.000 Palestiniens détenus par Israël en grève de la faim - AFP

Plus d'un millier de Palestiniens détenus dans les prisons israéliennes ont entamé lundi une grève de la faim collective, un mouvement de protestation inédit depuis des années lancé par Marwan Barghouthi, leader de la deuxième Intifada condamné à la perpétuité.

Cette grève de la faim vise à "mettre fin aux abus" de l'administration pénitentiaire, a indiqué Marwan Barghouthi, figure de la résistance palestinienne à l'occupation israélienne, dans une tribune envoyée au quotidien New York Times depuis sa prison de Hadarim, dans le nord d'Israël.

Dans de nombreuses villes de Cisjordanie et de la bande de Gaza, des milliers de manifestants ont défilé en solidarité avec les grévistes, tant la question des prisonniers incarcérés par l'Etat hébreu --actuellement 6.500-- est centrale pour les Palestiniens.

Depuis 1967 et l'occupation par l'armée israélienne des Territoires palestiniens, plus de 850.000 d'entre eux ont été emprisonnés par Israël, selon leurs dirigeants.

Ces dernières années, plusieurs Palestiniens se sont lancés dans des grèves de la faim individuelles pour protester contre des abus. Elles les ont mené au bord de la mort et se sont conclues par des accords sur leur libération. Certains ont toutefois été arrêtés de nouveau ensuite.

Ces initiatives individuelles ont suscité de vifs débats dans la société palestinienne, de nombreuses voix dénonçant des actes dangereux pour ceux qui les mènent et sans impact sur les conditions de l'ensemble des prisonniers.

Cette fois-ci, pour la première fois depuis des années, il a été décidé d'un mouvement collectif, pour porter "des demandes humanitaires prévues dans le droit international et reconnues comme faisant partie des droits de l'Homme", a indiqué à l'AFP Fedwa Barghouthi, l'épouse de Marwan Barghouthi, lors d'une manifestation à Ramallah.

Les prisonniers demandent entre autres des téléphones publics dans les prisons, des droits de visite élargis, la fin des "négligences médicales" et des mises à l'isolement, ainsi que l'accès à des chaînes télévisées et de la climatisation.

La présidence palestinienne a appelé le gouvernement israélien à répondre à ces demandes pour "la liberté et la dignité des prisonniers".

La dernière grève massive dans les prisons israéliennes remonte à février 2013, lorsque 3.000 Palestiniens avaient refusé de se nourrir, durant une journée, pour protester contre la mort en détention d'un des leurs.

Marwan Barghouthi, grand rival du président Mahmoud Abbas au sein de son parti du Fatah et régulièrement en tête dans les sondages sur une hypothétique présidentielle palestinienne, est à l'origine de ce mouvement, une "première" depuis son incarcération il y a 15 ans, selon son épouse.

"Les prisonniers palestiniens souffrent de torture, de traitements dégradants et inhumains et de négligence médicale, certains ont été tués en détention", a-t-il dénoncé dans sa tribune au New York Times.

Il a pointé du doigt "un apartheid judiciaire qui garantit une impunité pour les Israéliens ayant commis des crimes contre des Palestiniens et criminalise (...) la résistance palestinienne".

Environ 1.300 prisonniers participent au mouvement "et ce chiffre pourrait augmenter dans les heures à venir", a déclaré à l'AFP Issa Qaraqee, chargé de la question des prisonniers au sein de l'Autorité palestinienne. Le Club des prisonniers a évoqué le chiffre de "1.500" grévistes.

Le porte-parole de l'administration pénitentiaire israélienne Assaf Librati a parlé d'"environ 1.100" détenus dans huit prisons israéliennes. "L'administration pénitentiaire israélienne ne négocie pas", a-t-il prévenu.

Selon le Club des prisonniers, "l'administration pénitentiaire a confisqué tous les biens qui se trouvaient dans les cellules des grévistes".

Cette grève de la faim illimitée est lancée à l'occasion de "la journée des prisonniers", observée chaque année par les Palestiniens depuis plus de 40 ans. Elle est observée et relayée par des membres de tous les mouvements politiques et les

messages se sont multipliés durant la journée venus tant du Fatah que du Hamas, au pouvoir dans la bande de Gaza. La branche armée du mouvement islamiste a promis en soirée que "l'ennemi pliera et les portes des prisons se briseront" avec cette grève.

Parmi les 6.500 Palestiniens actuellement détenus par Israël, figurent 62 femmes et 300 mineurs. Environ 500 d'entre eux sont sous le régime extra-judiciaire de la détention administrative qui permet une incarcération sans procès ni inculpation. Treize députés sont aussi emprisonnés. AFP 17.04

Haut de page

Le 19 avril 2017

CAUSERIE

Médias dits alternatifs : Mystification ou arnaque.

Examinons en titres (le 19) le blog *Les-crises.fr* de monsieur Olivier Berruyer.

Pour bien comprendre à quel genre d'entreprise foncièrement malhonnête et intéressée de surcroît nous avons à faire, prenons le cas du traitement qu'il accorde à la Syrie.

Les jours suivants l'attaque présumée chimique survenue le 4 avril dernier à Khan Cheikhoun, il a publié plusieurs articles qui concluaient tous à l'absence de preuves permettant d'affirmer que l'armée syrienne aurait utilisé ce genre d'arme.

Et ne voilà-t-il pas que le 19 avril, n'ayant manifestement pas trouvé d'articles plus récents et respectables pour faire passer le président syrien pour un horrible tyran, il publie un article d'Amnesty International datant du 7 février *Syrie : L'horrible prison de Saidnaya* accusant l'armée syrienne de se livrer un massacre sur des prisonniers, de sorte que Bachar el-Assad mérite le qualificatif de "boucher" employé par Trump pour justifier le bombardement de la Syrie le 17 avril. Or, il s'agissait d'une vulgaire machination ou d'un rapport à charge contre Assad entièrement fabriqué.

Vous avez saisi l'astuce minable, n'est-ce pas ?

Si Assad est capable de torturer et de pendre des dizaines de milliers de prisonniers, alors pourquoi ne serait-il pas capable de gazer son propre peuple, de noyer son chien, d'égorger son épouse en proclamant son innocence, franchement ? Il s'agit d'installer le doute dans le cerveau des gens par n'importe quel moyen, afin de les empêcher de se forger une conviction qui contreviendrait à l'ordre établi ou à la stratégie politique de la classe dont monsieur Berruyer représente les intérêts.

Dans l'article que j'ai rédigé et publié (1) suite au rapport d'Amnesty International je suis remonté jusqu'à la source de son commanditaire en fournissant des preuves irréfutables et sourcées que chacun pouvait vérifier : Le milliardaire américain Georges Sorros qui travaille de concert avec la CIA pour déstabiliser tous les régimes qui refusent de se soumettre à la dictature de l'impérialisme américain.

On aura compris que monsieur Berruyer a publié cet article d'Amnesty International uniquement dans le but de se couvrir de toute accusation ou pour ne pas apparaître comme un suppôt de Assad, auquel cas il serait grillé dans les médias, il ne veut pas se mouiller, il ne veut pas prendre partie, ce type sournois est un péteux, la vérité des faits l'importe peu contrairement à l'image qu'il veut donner de lui-même, seule la notoriété de son blog et de sa petite personne l'intéresse.

L'art de tout dire et son contraire est très répandu comme vous avez pu le constater vous-mêmes. Il a pour origine : soit un manque de conviction pour assumer ses idées, soit plus généralement des intentions inavouables que l'on maquille en se servant d'éléments extérieurs comme caution pour brouiller les pistes pour tromper les esprits faibles ou crédules.

Note.

1- Qui a commandé le rapport d'Amnesty International sur la Syrie ? (12.04) (La voix de l'Opposition de gauche)

Pour le reste, ce blog sert à cautionner l'ordre établi ou à distraire, à détourner les travailleurs des questions essentielles qu'ils ont à résoudre en mettant en scène ou en instrumentalisant leurs illusions, tout en feignant de s'y opposer à l'aide de critiques parfois acerbes pour se distinguer des médias institutionnels, dont il copie finalement les méthodes détestatables puisqu'il recourt également à la censure quand un lecteur tente d'insérer un commentaire incompatible avec sa ligne politique, je fais

référence ici à ma propre expérience ces derniers jours.

Quand monsieur Berruyer publie un article qu'il a rédigé ou son équipe et qu'il a signé, ce n'est qu'une suite de copier/coller d'extraits de documents ou de twitts soigneusement sélectionnés qu'il a été péché sur Internet et qu'il aligne les uns à la suite des autres, autrement dit il n'analyse rien, il n'apporte rien à ses lecteurs, puisque le procédé qui consiste à mettre bout à bout des faits et d'en déduire certaines conclusions est à la portée du premier venu, ce qui ne l'empêche pas de se faire passer pour un intellectuel qui compte... et engrange les dons !

C'est aussi l'art consommé du lieu commun en guise de révélation comme nous allons le vérifier tout de suite.

Non, il n'était pas prévu qu'un oligarque gouvernerait en faveur de l'oligarchie ou qu'il se fondrait dans les institutions en place !

- [Vidéo] Quand Donald Trump mange son chapeau…

Dollars, monnaie chinoise, taux bas, Fed, Janet Yellen : dans l'entretien qu'il vient de donner au Wall Street Journal, Donald Trump fait un virage à 180 degrés avec tout ce qu'il a pu affirmer pendant sa campagne présidentielle.

Un relais d'une officine spécialisée dans la diffusion de la propagande de guerre Pentagone-OTAN-Bruxelles contre la Syrie.

- Syrie : L'horrible prison de Saidnaya, par Amnesty International

Parce que lutter contre la propagande de nos médias ne signifie pas non plus oublier les crimes du gouvernement en Syrie…

Avec les compléments de Trump et Obama réunis !

Comment alimenter une polémique fabriquée de toutes pièces sur la base du principe qu'il n'y a pas de fumée sans feu.

- Seymour Hersh critique les médias pour avoir mis en avant l'histoire de hacking russe sans regard critique, par Jeremy Scahill

Un article économique totalement obsolète.

[GEAB] Amérique de Trump : la levée du tabou du défaut de paiement US.

Macron ceci, Macron cela...

Une dizaine d'articles en quelques semaines, pour démontrer quoi ? Rien que l'on sache déjà !

Se soumettre ou se suicider, pas d'autres alternatives au capitalisme.

[Vers le Grexit ?] – Grèce : l'impasse économique, par Olivier Delorme

Alors que Les-crises.fr emploie les mêmes méthodes, par exemple en censurant les données qui contredisent la version du 11 septembre 2001 de monsieur Berruyer.

- Dérives du journalisme, naufrage d'une « journaliste » du Monde, par Jacques Sapir

Cela vaut pour absolument tous les médias dits alternatifs, anti-impérialistes, etc. Donc vigilance, à consulter ou lire en sachant que vous ne trouverez pas ici les réponses aux questions fondamentales que vous vous posez légitimement.

Le saviez-vous ? En oligarchie tous les coups sont permis.

- En Caroline du Nord, un proviseur punit les élèves à coups de planche en bois - slate.fr

Il est courant de rappeler qu'aux États-Unis, les châtiments corporels sont toujours autorisés dans vingt-et-un états. Une enquête avait révélé qu'au cours de l'année scolaire 2013-2014, 110.000 étudiants ont été punis physiquement, notamment dans le Mississippi, l'Alabama, l'Arkansas, ou le Texas. Une pratique approuvée par 75% des parents.

Mais ce système n'était pas plus remis en question qu'on ne s'intéressait réellement à la façon dont ces punitions étaient appliquées. Une école de Caroline du Nord semble désormais cristalliser le débat, explique le site NPR. C'est son proviseur, David Matheson, qui pratique lui-même la punition: à coups de planches en bois. Selon la gravité des actes, l'élève doit choisir entre une ou plusieurs journées d'exclusion, et un ou plusieurs coups. Du propre aveu d'une élève, sanctionnée pour n'avoir pas rangé son téléphone, son père a choisi pour elle: «Vous n'avez qu'à la taper.»

Ce proviseur est pourtant régulièrement alerté des effets des châtiments corporels par les associations de défense de droits de l'enfant. L'association NC Child transmet aux chefs d'établissements concernés des documents prouvant que les châtiments corporels entraînent mauvais résultats, phobie scolaire, décrochage, violence et toxicomanie. Des collectifs appellent à mettre fin à cette pratique.

Mais ni les proviseurs, ni les parents n'en ont cure: «Je pense que si plus d'écoles faisaient comme nous, la société serait bien meilleure», affirme Matheson.

Au Texas, un juge spécialisé dans la protection des mineurs avait été filmé en train de donner des coups de ceinture à sa fille. Et n'a d'ailleurs pas été poursuivi. Plusieurs autres cas de violences graves perpétrés sur des enfants ont été signalés ces dernières années aux États-Unis. Les parents, disaient avoir été inspirés par la méthode Michael Pearl, un pasteur prônant l'usage systématique de la baguette et de la fessée. Méthode qui s'est largement développée auprès de familles chrétiennes, notamment de celles pratiquant l'école à la maison. Le pasteur conseille de frapper les enfants avec un tuyau en plastique… dès l'âge de 6 mois. slate.fr 18.04

Voilà ce qu'il en est réellement de la puissance occidentale qui veut imposer son modèle à la terre entière, démocratique cela va de soi. Terrifiant, non ?

En complément : Infrastructures : les États-Unis se délabrent - Franceinfo

Des graviers et de la terre à la place du goudron. Nous sommes pourtant au cœur d'une grande ville américaine, Omaha, dans le Nebraska. Depuis trois ans, les habitants n'ont plus ni trottoir, ni bitume. "Un jour, nous avons appelé la mairie pour qu'elle rebouche des nids de poule. Des employés sont venus et ont retiré le bitume. On s'est dit 'chouette, on va enfin avoir une route toute neuve'. On a attendu, attendu, attendu, et finalement, la mairie nous a dit que ça resterait comme ça…", raconte Joanne Amoura, une habitante de la ville.

Comme dans le Nebraska, une trentaine d'États a renoncé à bitumer les routes, pour faire des économies.

D'après une enquête nationale, un pont sur neuf est délabré, faute d'investissements. Les besoins des États-Unis se chiffreraient à 2 000 milliards d'euros, c'est cinq fois le budget de la France. Franceinfo17.04

A croire qu'on est mieux loti en Inde ! Quel monde gouverné par des dingues ! Tenez justement.

- Goldman Sachs plonge à Wall Street - latribune.fr

Perplexité à Wall Street. Goldman Sachs n'a pas du tout réalisé la performance attendue au premier trimestre : si ses bénéfices ont bondi de 80% à 2,1 milliards de dollars, le produit net bancaire (PNB) des emblématiques activités de marchés a reculé de 2,4% à 3,3 milliards, son plus bas niveau depuis cinq trimestres. Or ces activités de courtage avaient dopé ses résultats les trimestres précédents et constituent la vitrine de la banque d'affaires pour attirer institutionnels et grandes fortunes.

En outre, ces résultats en demi-teinte contrastent avec ceux de ses concurrentes, notamment JP Morgan Chase et Bank of America, dont les activités de trading ont grimpé de 14% et 21% respectivement, et encore plus sur les marchés obligataires (+17% et +29%). On attend les résultats de sa principale rivale, Morgan Stanley, ce mercredi.

Reflétant cette déception, l'action Goldman Sachs plonge de plus de 5,7% ce mardi à la mi-séance à Wall Street, dans les 213 dollars.

« L'environnement opérationnel a été contrasté », a expliqué le Pdg, Lloyd Blankfein, invoquant la concurrence dans les activités de liquidité sur les marchés et une toile de fond plus favorable pour la garantie d'opérations dans la banque d'investissement.

La première banque d'affaires mondiale au classement des fusions et acquisitions, et cinquième banque américaine par le total des actifs, justifie sa performance terne sur les marchés de taux et matières premières (revenus tout juste en hausse de 1%) par les incertitudes politiques, l'attentisme des clients et la faible volatilité. Autant d'éléments qui ont pourtant affecté l'ensemble des banques actives sur les marchés... latribune.fr 18.04

Pour un changement de régime aux Etats-Unis. Rupture des relations économiques, commerciales, politiques, diplomatiques et militaires avec les Etats-Unis !

Vive la croissance ! Le vieux monde voué à finir à la décharge et nous aussi si on ne balaie pas toutes ces ordures.

- Éboulement mortel au Sri Lanka: les ordures s'accumulent à Colombo - AFP

Des centaines de tonnes d'ordures s'accumulaient mardi dans la capitale du Sri Lanka, après l'effondrement d'une décharge vendredi qui a fait au moins 31 morts.

La décharge à ciel ouvert de Kolonnawa, à la limite nord-est de la capitale Colombo, où s'entassent 23 millions de tonnes d'ordures et où 800 tonnes de déchets solides supplémentaires étaient déversées chaque jour, est désormais inutilisable. Elle s'était écroulée en détruisant 145 habitations d'un bidonville.

Les autorités ont relogé temporairement 1.700 personnes du bidonville dans des écoles publiques voisines. De nombreux bâtiments ont étés endommagés dans l'éboulis et menacent de s'effondrer. AFP 18.04

- Un gigantesque éboulement dans une décharge d'Addis-Abeba fait une centaine de morts - lemonde.fr

Au moins 113 personnes ont été tuées et des dizaines blessées par un immense éboulement d'ordures dans la plus grande décharge d'Ethiopie, en périphérie d'Addis-Abeba, que les riverains attribuent à des travaux d'aplanissement sur la partie supérieure du site.

Le bilan de cette catastrophe, survenue dans la soirée de samedi 11 mars au sud-ouest de la capitale éthiopienne, est désormais de 113 morts, selon un bilan officiel du mercredi 15 mars. Les autorités Addis-Abeba ajoutent que des enfants figuraient parmi ces victimes.

Mme Moges a précisé que la plupart des personnes tuées étaient des « squatteurs » habitant sur cette décharge et fouillant quotidiennement les hauts amoncellements de déchets à la recherche d'objets susceptibles d'avoir de la valeur.

Des témoins et rescapés interrogés par l'AFP ont affirmé qu'un flanc de la principale montagne de déchets s'était subitement détaché samedi soir et avait emporté des habitations de fortune des résidents de la décharge de Koshe, qui signifie « saleté » en argot amharique, la principale langue du pays.

Koshe est depuis plus de quarante ans le principal lieu d'entreposage des ordures d'Addis-Abeba, capitale de 4 millions d'habitants à la croissance démographique galopante. Selon les résidents interrogés par l'AFP, la décharge compte environ 300 habitants vivant dans une cinquantaine d'abris de fortune, dont quelques-uns ont été épargnés par l'éboulement. lemonde.fr 12.03.2017

En complément : A Bangkok, les vendeurs de rue chassés des grandes artères - AFP

Les vendeurs de rue seront à l'avenir bannis des grands artères de Bangkok, a annoncé mardi la municipalité de la capitale thaïlandaise, qui poursuit une grande croisade pour faire place nette, au grand dam de nombreux habitants.

Avec leurs étals ambulants qui proposent aussi bien de la soupe de nouilles que des fruits ou des sex toys, ces milliers de vendeurs représentent pour beaucoup le charme de la grise mégalopole d'Asie du Sud-Est. Ils donnent un aspect provincial à cette tentaculaire agglomération de plus de 12 millions d'habitants.

Mais les élites de Bangkok et la municipalité comptent suivre le modèle de Singapour qui, dans les années 80, a nettoyé ses rues des stands ambulants.

"Tous les types d'étals -les vêtements, les produits contrefaits et les stands d'alimentation- seront interdits dans les principales rues de la ville", a expliqué à l'AFP Wanlop Suwandee, conseiller du gouverneur de Bangkok.

"Ils ne seront plus autorisés pour des raisons d'ordre et d'hygiène", a-t-il ajouté.

Les fonctionnaires insistent sur la gêne occasionnée par les vendeurs ambulants de la ville qui bloquent les trottoirs et laissent peu d'espace pour les piétons.

Mais les petits stands de nourriture de rue sont très populaires auprès des touristes et de beaucoup d'habitants de Bangkok

qui cuisinent rarement. Et cela représente une option bon marché: un bol de nouilles au poulet ne coûte que 35 bahts (moins de un euro), tout comme une brochette de porc grillé avec un peu de riz.

"Supprimer tous les vendeurs de rue, c'est comme se débarrasser de notre culture elle-même", a regretté Chiwan Suwannapak, qui travaille pour une agence de tourisme de Bangkok.

Et beaucoup craignent que cela soit dommageable pour le tourisme.

Certaines rues symboliques, comme Khao San road, le quartier des petits hôtels prisés des routards étaient jusqu'ici le paradis des vendeurs de CD piratés et sacs imitant les marques de luxe.

Il y a deux ans, la mairie de Bangkok affirmait que quelque 20.000 vendeurs de rue étaient enregistrés, mais une étude de 2000 en recensaient plus de 400.000. AFP 18.04

France. Mystification électorale.

En famille. Ils sont des nôtres... A qui Mélenchon a-t-il adressé ce MSM "républicain" ?

- "*Que notre campagne et notre opposition républicaine soit la démonstration de l'échec du projet des violents.*"

Réponse : Le candidat officiel de l'oligarchie financière, Emmanuel Macron, qui sans rire incarnerait les valeurs républicaines selon Mélenchon. Il faut donc en déduire selon Mélenchon qu'il partage les mêmes valeurs que Macron, s'il le dit, on ne va pas le contredire ou prétendre qu'il ne l'aurait pas dit. Vous comprenez pourquoi on ne peut pas partager ces valeurs avec lui, ce serait se compromettre... Et puis, que valent des principes ou des valeurs qui n'auraient pas un contenu de classe ? Il ne faut jamais oublier de se poser cette question.

Le HuffPost - C'était juste après son apparition sur scène et en hologramme dans six autres salles. Jean-Luc Mélenchon a débuté son meeting ce mardi 18 avril par une référence à la tentative d'attentat déjouée dans la matinée à Marseille avec l'arrestation de deux jeunes hommes.

"Je veux solennellement dire à Monsieur Fillon, Madame Le Pen et Monsieur Macron que je leur envoie ma solidarité personnelle la plus totale", a lancé le candidat de la France.

Avant cet appel lors de son meeting, Jean-Luc Mélenchon avait déjà fait part de sa solidarité auprès de François Fillon et Emmanuel Macron de manière plus privée. En milieu de journée, il leur avait adressé un SMS à chacun, avec contenu personnalisé, dont le contenu a été révélé par BFMTV. Le HuffPost 19.04

Quel ignoble charlatan ! Non mais, vous imaginez un instant exprimer votre "solidarité personnelle la plus totale" avec cette pourriture ? Comme dans toute expérience, l'essentiel réside dans sa signification politique.

Qui maintenant aurait la moindre illusion sur les véritables intentions de Mélenchon, qui se traduiraient s'il parvenait à l'Elysée par sa totale soumission à l'ordre établi ? Tout comme avec Tsipras, les uns et les autres hurleraient à la capitulation, à la trahison, alors que Mélenchon n'aura cessé de démontrer qu'il n'a jamais eu l'intention d'affronter le régime pour appliquer ne serait-ce que le 10e de son programme. Mais pourquoi n'en ont-ils pas tenu compte ? S'ils l'ont sciemment occulté c'est parce qu'ils étaient de la même veine que lui, ils ne valaient guère mieux, ce sont tous des fripouilles, des mystificateurs professionnels qui n'ont qu'un seul ennemi : le socialisme.

Tiendrais-je ici un discours outrancier sur cet illusionniste ? Vérifions-le immédiatement en citant quelques extraits du discours qu'il a tenu hier, il y a de quoi largement confirmer ce que j'affirme.

Mélechon : « Nous n'avons pas l'intention de faire un putsch ! » (Traduisez : pas question de faire table rase du passé, on garde tout. Patience, il va le dire lui-même plus loin. - LVOG)

Lors d'un meeting à Dijon retransmis dans six autres villes par hologrammes, le candidat de La France insoumise a décrit sa méthode de gouvernement s'il était élu à l'Elysée le 7 mai.

Une fois l'Assemblée constituante élue par des élections organisées après un référendum les autorisant, "le gouvernement gouvernera dans le cadre des institutions de la Ve République", a expliqué le candidat. (Cela commence très mal ! Précisons ce qu'a rapporté Le Parisien : s'il était élu il procèderait à "l'organisation d'un référendum pour convoquer une assemblée constituante, qui aura la charge de tirer un trait sur la Ve République, et de dessiner les contours de la Vie" (LeParisien.fr 19.04) ou l'art de n

"Ne croyez pas ce qu'ils vous disent: "il veut sortir de l'Europe, de l'euro" (...), allons, un peu de sérieux", a d'ailleurs déclaré le candidat "insoumis". (Prenons-le au "sérieux" : pas de sortie de l'UE et de l'euro. - LVOG)

Attaqué par ses concurrents sur sa volonté d'appliquer immédiatement son plan B consistant à sortir des traités européens avec les pays qui souhaitent accompagner la France, M. Mélenchon s'est dit "sûr" de parvenir à négocier une modification des traités. AFP 19.04 (Cela impliquerait que les 26 autres chefs d'Etat et les 26 autres Parlements nationaux de l'UE accepteraient cette "modification des traités" : ridicule, grotesque ! - LVOG)

La popularité de Mélenchon s'explique par le fait qu'il a droitisé son discours ou évacué toute rupture avec le régime au fur et à mesure qu'il obtenait le soutien d'une frange de plus en plus large des couches les plus nantis du prolétariat qui sont loin d'être des révolutionnaires, et qui espèrent ainsi conserver leurs statuts ou leurs privilèges au détriment du reste de la classe ouvrière dont ils n'ont que faire, il faut dire les choses telles qu'elles sont.

Et s'il était élu, quand demain il subirait de plein fouet l'énorme pression de la réaction qui ferait tout ce qui serait en son pouvoir pour l'empêcher de gouverner et obtenir sa chute, il irait encore plus loin dans le reniement de son programme ou de ses promesses électorales, puisqu'il n'appellerait pas les masses à se mobiliser ou à se soulever pour imposer aux capitalistes les quelques mesures qu'il avait un temps envisagées d'appliquer, sans vraiment y croire ou sans aucune conviction.

Matraquage macronique.

- Cazeneuve met en garde contre un vote Le Pen, Fillon ou Mélenchon - AFP

Quelle question ! Bien sûr que non...

- "Flou", "creux", "vide"... Les critiques contre Emmanuel Macron sont-elles justifiées ? - Franceinfo

Depuis le début de la campagne, le candidat du mouvement En marche ! cultive lui-même une forme d'ambiguïté. Franceinfo 19.04

- Entrepreneur Français dans la Silicon Valley depuis 10 ans, je soutiens Emmanuel Macron - Le Huffington Post

Je suis devenu entrepreneur par envie de changer le monde, par esprit révolutionnaire. Le Huffington Post 19.04

On a trouvé un fanatique de Hollande.

Cela existe, ce n'est pas un canular ! Ayez la patience de lire cet article (extrait). Assurément, il va vous donner la nausée, mais c'est très instructif, car cela donne une idée assez précise de jusqu'où ils sont capables d'aller dans l'imposture et la manipulation des cerveaux. La suite après cette lecture.

- Pourquoi voter Hamon, c'est voter utile - Le Huffington Post

"Macron n'est pas de Gauche!". Mais qu'est-ce qu'être de Gauche aujourd'hui ?

Malik Lounès, ex-dirigeant de SOS Racisme et de la Licra, président de l’association LOLitik, rédacteur du blog de la Bise de Malik.

Plus d'Europe à moins de pays pour mieux d'Europe, voilà la voie ouverte par l'Allemagne, l'Espagne la France et l'Italie, prêts à partager plus de souveraineté en matière fiscale, sociale, de défense, de culture, d'enseignement et de recherche. Vive François Hollande, ce Président à l'envers qui finit par faire quand il est sur le départ ce qu'il n'a pas su impulser à son arrivée. Finalement et contre toute attente, voilà qu'il nous laisse un héritage qui rentrera peut-être dans l'Histoire comme la première pierre de futurs Etats-Unis d'Europe.

Et, toi pauvre électeur-trice de Gauche, que vas-tu faire de ton vote, alors que ton candidat désigné par la primaire se voit promettre une Bérézina électorale sans précédent? Vas-tu voter pour Emmanuel "Konservator", le beau gosse sympa qui va réduire à peau de chagrin les droits des salariés et qui demain t'expliquera que la meilleure façon de partager le travail, c'est de supprimer le salaire minimum garanti? Ou pour le bourru Méluche, notre "Archaos" au puissant chant de coq gaulois qui gonfle sa poitrine pour faire rempart à la mondialisation ultra-libérale? Nous aimerions rêver d'une souveraineté soudainement libérée de la mondialisation, mais nous savons tous qu'un coq n'impressionne que ses poules. (...) Mélenchon, ce grand défendeur de la liberté de la presse qui traite les journalistes comme des chiens et boycotte les médias de son électorat, France Inter, Médiapart ou Libération, pour ne citer qu'eux...

La question, c'est l'emploi, le problème, c'est la mondialisation, la solution, c'est l'Union qui fait la Force. Allemagne, Espagne, France, Italie, c'est un marché dont aucun acteur de taille mondiale ne peut se passer, aucune multinationale, banque,

assurance, fond d'investissement, aucun Gafa (Google-Apple-Facebook-Amazon), aucune puissance économique d'aucun continent ne peut être absent, car à seulement quatre pays, nous sommes quasiment le 2 ème PIB mondial, à égalité avec la Chine. (...)

Nos quatre pays peuvent constituer un nouvel super-Etat doté d'une masse critique politico-économico-culturelle suffisante pour imposer à la mondialisation des règles du jeu en adéquation avec nos valeurs. Il n'y a pas deux gauches irréconciliables, seulement deux offres de gauches irréconciliables. Nuance. À nous de savoir créer une troisième offre politique de Gauche à la hauteur du défi qu'est la mondialisation, en mettant nos pas dans la voie ouverte par François Hollande à la fin de son mandat pour aller vers les Etats-Unis d'Europe.

Electrices et électeurs de Gauche, la vraie, celle qui ne se résigne pas à ce monde dominé par l'argent, sans pour autant verser dans une insoumission lyrique qui nie la réalité, il nous faut revenir aux fondamentaux. Nous n'élisons pas une Reine ou un Roi qui fera de nous ce qu'il voudra, mais un-e Président-e de la République dont le pouvoir dépendra de sa majorité à l'Assemblée Nationale. L'élection présidentielle se gagne sur un programme politique associé à une personnalité, les législatives sur la base d'un projet de mandature porté par des collectifs, alias les partis politiques. huffingtonpost.fr 18.04

Un cauchemar, n'est-ce pas ?

Vous avez lu ou entendu différents dirigeants du PS dont Cambadelis affirmer que, si Macron était élu il devrait gouverner avec le PS, car sinon il lui serait impossible d'avoir une majorité à l'Assemblée nationale.

Maintenant lisons ce qu'il a écrit au tout début de son article sur Macron.

Malik Lounès - Macron n'est pas de Gauche parce que c'est un candidat de la conservation du système, et donc de "l'adaptation" des individus au dit système. La force du capitalisme néolibéral, c'est de faire croire qu'il n'y a pas d'autre système qui ne reposerait pas sur l'absolue loi du marché et sa fameuse main invisible, partout, et pourtant temps nulle-part, puisque quotidiennement violée par ses meilleurs zélateurs, ceux qui nous la chantent, la clament, l'acclament pour mieux nous la claquer dans la gueule, tout en nous mangeant la laine sur le dos. (Fin de l'extrait)

Autrement dit le PS a bien l'intention de continuer à nous tondre en gouvernant éventuellement avec Macron et ils en ont parfaitement conscience.

D'ailleurs comment comprendre que le PS pourrait présenter une "*troisième offre politique de Gauche*" si Macron n'est pas gauche, car à part Hamon et Mélenchon on ne voit pas quel autre candidat se revendiquerait de gauche. Finalement, mettre ses "*pas dans la voie ouverte par François Hollande*" pour présenter une "*troisième offre politique de Gauche*", cela ne signifierait-il pas marcher dans les pas de Blair qu'incarne par excellence le clone de Hollande, Macron ?

Le PS serait la caution de gauche d'un parti de droite, comme les sociaux-démocrates américains au clan Clinton et le tour est joué. Se débarrasseront-ils ensuite ou un jour du PS ? Avec ces gens-là tout est une question d'opportunité, peu importe tout le monde a désormais compris sa véritable nature.

On peut ajouter, que, comme aux Etats-Unis, ceux qui refuseront de l'admettre et continueront de prétendre que le PS serait un parti de gauche, couvriront cette combine pourrie qui a fini par achever le mouvement ouvrier américain, parmi eux, certains courants qui s'intitulent trotskystes qui ont tissé des liens avec le PS (et ou le PCF) via les appareils vendus des syndicats.

Haut de page

Le 21 avril 2017

CAUSERIE

Je n'ose pas vous souhaiter de passer un bon week-end, mais le coeur y est !

On ajoutera plus tard ou demain des articles d'actualités.

Un brin de causette plus pratique que littéraire, je laisse cela à Mélenchon pour embobiner les crédules, nous avons déjà fait nos preuves également en la matière, tenez, dans un registre supérieur nous avons brièvement traité de la logique de Hegel en compagnie de Lénine récemment, mais là je ne sais pas pourquoi, peut-être à cause des élections, j'ai eu envie soudainement de m'adresser plutôt au peuple qu'aux intellectuels, aux élites ou aux nantis, à chacun son milieu de prédilection que voulez-vous,

on ne se refait pas.

Hélas parfois ! car je crois que visiblement je n'ai pas ciblé les bonnes personnes en réalisant ce portail qui me vaut que des inimitiés. Je l'ai compris depuis un bon moment, mais je n'arrive pas à le modifier en conséquence, peut-être parce qu'à force de penser je suis devenu davantage un intellectuel dans ma manière de m'exprimer, alors que dans mon fort intérieur je suis demeuré un ouvrier.

C'est apparemment difficile de combiner les deux, mais cela provient peut-être du fait que je continue de m'adresser aux composantes du mouvement ouvrier, alors qu'il n'y a plus rien à en tirer au stade de décomposition où il est parvenu, hormis quelques exceptions, trop peu pour former le socle d'une quelconque organisation de militants. Ce portail ne peut intéresser que de jeunes militants qui n'ont pas l'expérience et les qualités requises pour entreprendre quoi que ce soit avec moi, ils n'y sont pour rien et moi non plus. Les autres plus âgés sont fossilisés et incapables de progresser, donc il n'y a rien à en attendre. Quant aux travailleurs qui n'ont aucune expérience de la lutte de classe, mon portail doit les soûler ou ils n'y comprennent rien, hormis ceux qui ont commencé à progresser intellectuellement et qui souhaitent aller plus loin.

Les critiques des uns et des autres sont les bienvenues, à l'exception de celles des dogmatiques qui détiennent la vérité, qui savent tout mieux et avant tout le monde, même ce qu'ils n'ont jamais étudié sérieusement ou qu'ils ignorent totalement, qui s'en remettent à la parole des médias officiels et vous prennent pour un imbécile.

Si j'ai un conseil pratique à vous donner, c'est de vous en tenir aux faits, aux choses les plus simples, ensuite c'est à vous de forger votre propre conviction au lieu de ne pas en avoir ou d'adoper celle des autres.

Par exemple, j'ai encore lu ce matin quelque chose que tous les médias et responsables occidentaux censurent sur l'attaque présumée chimique survenue en Syrie à Khan Cheikhoun en Syrie, à savoir que cette attaque a eu lieu aux environs de 7 heures du matin, ce ne sont pas les Russes ou les autorités syriennes ou Trump qui l'affirment ou je ne sais qui, ce sont les barbares d'Al-Nosra qui l'ont déclaré, c'est leur version et de personne d'autres. Or il se trouve que l'armée syrienne a bien mené une attaque aérienne sur Khan Cheikhoun le même jour, mais entre 11h30 et 12 heures. A 7 heures du matin il n'y avait aucun bombardier russe ou syrien dans les airs de Khan Cheikhoun, il est donc matériellement impossible d'imputer les conséquences des faits survenus 5 heures plus tôt à l'armée syrienne ou russe, sauf à se livrer à une grotesque imposture, les choses sont donc parfaitement claires. Il n'y a donc pas de mystère ou de doute à avoir, hormis le fait qu'on ignore ce que les barbares ont fabriqué à 7 heures du matin, à la limite on s'en fout, cela ne présente aucun intérêt de savoir comment ils ont procédé pour tuer près de 90 Syriens, d'où sortent-ils ces cadavres, qu'ils aient été gazés ou non, eux seuls étaient sur place, donc ils sont les seuls acteurs et responsables de ce crime monstrueux, voilà tout.

Point barre, on en restera là, on s'en tient à la déclaration d'Al-Nosra qui innocente l'armée syrienne et russe, pourquoi faire compliqué quand les choses sont si simples. Ceux qui maintenant rédigent de longs articles sur cette affaire et qui oublient de mentionner ce fait capital pour établir la vérité, ne sont pas des gens rigoureux ou sérieux, ils n'ont que cela à faire ou ils sont payés pour, je n'en sais rien et je m'en fous. Vous allez peut-être dire qu'ils ont été cinglés d'avoir fait une telle déclaration qui les dénonçait ou que c'était une erreur monumentale, en effet, et alors, pourquoi vous en doutiez encore, et qu'est-ce que cela change puisque tout le monde censure leur déclaration ou leur fait confiance.

Il faut se réveiller, le règne de la tyrannie est passée à une autre dimension favorisée par des médias totalement corrompus. Hitler avait promis aux Allemands qu'ils auraient tous une Volswagen en échange de leur soutien, et qu'est-ce qu'ils ont eu au bout du compte ? Vous connaissez la réponse. Ne croyez pas que l'incroyable ne se réalisera jamais, sinon vous êtes perdus ! Je sais que plus personne ne croit dans le socialisme, et vous voyez où cela nous a mené. Entre nous, on ferait mieux d'y croire avant qu'il ne soit trop tard !

Bon, allez, on se détend un peu, c'est bon pour le cerveau.

On peut être satisfait de la page d'accueil de notre portail, vous ne trouvez pas ? A qui pourrait-elle faire honte hormis ceux qui refusent de regarder la réalité en face. On doit pouvoir être fier de ses idées et de son comportement, sinon cela signifie qu'on doit encore progresser pour être digne de notre idéal. Faut-il encore en avoir un... évidemment.

C'est vrai que dans le portail on n'aborde pas la vie sous l'angle le plus agréable qui soit, mais l'est-elle ? On aurait pu dire sous l'angle le plus facile, pas pour se compliquer la vie pour le plaisir, mais parce qu'elle ne l'est pas non plus. La facilité, c'est comme l'oisiveté, cela n'aide pas à progresser et on n'en tire aucune satisfaction.

En ce moment, le soir, je regarde des films tirés des nouvelles d'Agatha Christie's, et je trouve que le personnage plutôt maniaque ou précieux d'Hercule Poirot présente des qualités et une finesse d'esprit dont on peut s'inspirer et qu'il revendique "j'ai de l'ordre, de la méthode, de la psychologie", il en faut assurément, et il ne vous aura pas échappé que cette combinaison se situe au antipode du traitement immédiat et irréfléchi de l'information qu'on tente de nous imposer. Cela fait de Poirot un redoutable dialecticien que cette série de films a su mettre en scène de manière remarquable, au point qu'il m'arrive de ne pas saisir comment il a pu parvenir à certaines déductions logiques qui lui permettaient de clore les énigmes les plus ardues qui soient. Tout le mérite en

revient à la romancière qui était douée d'une imagination extraordinaire.

Outre la perspicacité hors du commun du personnage, j'ai pris ces notes à chaud qui peuvent avoir valeurs de principes ou de conseils parfois :

- Prendre ses distances avec les apparences et ne jamais se laisser influencer par les émotions des personnes liées à une affaire criminelle (ou autres), qui cependant peuvent s'avérer révélatrices par la suite si elles étaient feintes, donc sans les négliger puisqu'elles peuvent comporter un indice ou un détail utile à la résolution d'une enigme.

- Affecter un air détaché pour mieux observer le comportement des différents protagonismes liés à une affaire, afin de mieux cerner leur personnalité et leur caractère parce qu'ils auront alors tendance à se lâcher en sa présence, sous-estimant son sens profondément aiguë de l'observation. Ce n'est pas de la sournoiserie, mais avoir de la présence d'esprit là où on ne l'attend pas.

- Emettre autant d'hypothèses que nécessaire sans jamais prononcer de conclusions hâtives sans preuves irréfutables.

- Prendre le temps de la réflexion, mieux, se détendre, car la pression ou l'excitation perturbe le fonctionnement des petites "cellules grises".

- Ecarter toute déduction qui défierait la logique, sans se fier à ce qui paraît logique au premier abord et peut constituer une fausse piste, car une logique peut en cacher une autre...

Quant à son aspect extérieur particulièrement raffiné et élégant, je lui laisse volontiers, vous comprendrez facilement pourquoi.

Mimétisme. Quand ils enfantèrent un monstre.

Qu'est-ce qui rapproche l'Afghanistan du Venezuela ?

Après la "mère" de toutes les bombes balancée par les Américains sur l'Afghanistan, "la mère de toutes les manifestations" lancée par les agents de l'impérialisme américain sur le président vénézuélien Maduro.

Quelques réflexions après avoir visualisé l'intégralité du meeting de Mélenchon à Toulouse.

Mélenchon et Macron ont adopté le show spectacle à l'américaine en empruntant les mêmes mimiques sur fond de drapeaux tricolores, avec sa claque et sa marionnette débitant un discours démagogique ponctué de promesses, c'est tout ce dont la Ve République pouvait être digne.

C'est un numéro de cabotin où on sent bien que les mots s'enchaînent mécaniquement sans réelles convictions ou que celui qui les prononcent à autres choses en tête. Macron a avoué débiter un texte qu'il ne comprenait pas sans que le ridicule ne l'atteigne tant il est imbu de sa médiocre personne, tandis que Mélenchon mâche des expressions préemballées qu'il peine cependant à digérer en oubliant ou en ajoutant ici ou là des prépositions qui n'ont pas lieu d'y être, trahissant le peu d'importance qu'il doit leur accorder, à moins que cela soit dû à la fatigue ou au surmenage car j'ai cru percevoir qu'il s'en apercevait mais se résignait à faire avec plutôt que déléguer une partie de sa prestation à un autre dirigeant de son mouvement, ne soyons pas cruel, nous ne lui en tiendrons pas rigueur.

Il n'a fait qu'effleurer un ensemble de problèmes auxquels sont confronter les travalleurs sans jamais remonter à leurs origines, trop compromettant semble-t-il, car il faudrait en conclure à la nécessité d'abolir le capitalisme le plus rapidement possible, or Mélenchon y est opposé.

Son exercice voué à flatter les libres penseurs et les francs-maçons dont il fait partie, accessoirement les anarchistes ou anarcho-syndicalistes très présents dans la région toulousaine, fut plus que lourd, emphatique sur la liberté qu'il a abordée sous tous les angles, sauf un, le plus essentiel, celui qui détermine tous les autres, la liberté et le droit de vivre dans une société débarrassée du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme. Etrangement l'homme pourrait, doit, dit-il, oeuvrer pour accéder à un niveau de conscience supérieur, mais sa conscience devrait lui commander de ne pas remettre en cause les rapports sociaux en vigueurs qui sont à l'origine de tous les maux qui accablent les exploités et les opprimés de la terre entière. Il faut donc en conclure que lorsque Mélenchon fait référence au principe selon lequel la liberté de chacun s'arrête où commence celle des autres, il faut entendre par là celle des exploiteurs sur laquelle il ne faut surtout pas empiéter, apparemment entre soumis et servitude ou émancipation et liberté Mélenchon a fait son choix, en toute conscience évidemment.

Un point de vue commenté.

- Comprendre la crise politique française, par Romaric Godin

Lecture. Dans un ouvrage récent, Bruno Amable et Stefano Palombarini examinent avec précision les conditions de la désintégration de la vie politique française. Une grille de lecture pertinente qui met en lumière les limites d'une grande alliance « réformatrice » et « pro-européenne » au centre comme mode de résolution de cette crise.

Quel qu'en soit le résultat, l'épisode électoral français de 2017 apparaîtra inévitablement comme une césure majeure dans l'histoire politique du pays. L'effondrement inévitable des deux grands mouvements historiques de la Cinquième République, réduits aux derniers quartiers de leurs partisans, alors même que les institutions nées en 1958 sont bâties pour le bipartisme, est le symptôme d'une crise politique de grande ampleur. Une crise dont sortira un nouveau paysage politique, fondé sur de nouvelles césures.

(Le capitalisme en putréfaction est dorénavant en proie à une crise permanente qui se traduit logiquement par une crise sociale et politique permanente. Et son issue signera la mort de l'un des deux protagonistes, la classe des capitalistes ou celle des ouvriers ou des travailleurs.

Romaric Godin affirme que les institutions de la Ve République "sont bâties pour le bipartisme", ce qui n'est pas faux, dès lors qu'on admet que le PS était déjà un parti de droite en 1958, autrement dit qui gouvernerait pour les capitalistes s'il parvenait au pouvoir et qui ne remettrait pas en cause la Ve République. Ceux qui ont prétendu que la Ve République avait été conçu uniquement pour de Gaulle et le parti officiel de l'ordre se sont fourvoyés lamentablement, les trotskystes lambertistes notamment, parce qu'ils ont sciemment falsifié la nature du PS en le faisant passer pour un parti de gauche, ce qu'il n'était pas et ce qu'il a amplement prouvé par la suite. Il est facile de comprendre qu'un véritable parti de gauche au pouvoir aurait été incompatible avec l'existence de la Ve République, il l'aurait immédiatement abolie, or le PS s'est fondu sans peine dedans parce qu'il n'était pas un parti de gauche. C'est cette mystification qui a consisté à le faire passer pour un parti de gauche qui a brisé la détermination de plusieurs générations de militants qui ont été manipulés à poursuivre le combat pour construire un parti ouvrier révolutionnaire. - LVOG)

La politique comme rapport de force sociologique

C'est cette crise, débutée dans les années 1980, qu'analysent avec précision et recul, deux économistes, Bruno Amable et Stefano Palombarini, dans un ouvrage récent, L'Illusion du Bloc Bourgeois[*]. Une lecture nécessaire pour comprendre les événements politiques qui se déroulent sous nos yeux. Les deux auteurs entendent la politique comme un ensemble de rapport de force sociologique. « Un pays, expliquent-ils, ne choisit pas son destin à l'issue d'une délibération collective et rationnelle, pas plus qu'il ne confie son avenir à des dirigeants éclairés qui décident pur lui ». Le voile est donc d'emblée déchiré sur la réalité du choix démocratique : ce choix est déterminé par la constitution de « bloc sociaux » qui sont capables de définir des intérêts communs et, ainsi, de s'allier, pour construire des majorités.

(L'alliance de la classe des capitalistes avec les classes moyennes entraînant derrière elle les couches les plus arriérées de la classe ouvrière faciles à influencer ou l'alliance de la classe ouvrière avec les classes moyennes qui demeurent soumises au capitalisme, de sorte que ces "majorités" gouvernent sans jamais remettre en cause l'ordre établi, pour qu'il en soit autrement il faudrait une situation révolutionnaire qui se traduirait par la rupture de pans entiers des classes moyennes avec le capitalisme, un des enseignements de la Commune de Paris. - LVOG)

Le temps des deux « blocs »

Si le système bipartisan français a pu ainsi opposer dans les années 1970 – et en partie dans les années 1960 – un « bloc de gauche » à un « bloc de droite », c'est parce que chaque camp avait su trouver un compromis acceptable entre ces différentes composantes sociologiques. Les ouvriers communistes et les employés et fonctionnaires socialistes pouvaient accepter, même après la rupture de la brève « union de la gauche », une unité fondée sur des intérêts communs : celle d'une intervention accrue de l'Etat dans l'économie et d'une politique de redistribution généreuse. Ce compromis avait été construit par François Mitterrand lors du fameux congrès d'Epinay de 1971 où il parvient à réaliser une synthèse entre les principales composantes de la gauche non communistes. A ce moment, le PS – à la différence de la défunte SFIO – devenait un partenaire acceptable pour le PCF. Le « bloc de gauche » devenait sociologiquement fort et capable de l'emporter, ce qu'il fit dix ans plus tard. (Poursuivons notre commentaire précédent. Ce passage illustre tout simplement que l'arrivée au pouvoir de Mitterrand et de la majorité PS-PCF ne précéderait pas une situation révolutionnaire (L'imminence de la révolution des trotskystes lambertistes), mais qu'au contraire elle préfigurerait son enterrement. - LVOG)

En face, la droite pouvait – bon gré, mal gré – maintenir un « bloc social » autour de l'idée d'un Etat protecteur pour les entreprises, mais pas « captateur », refusant ainsi les nationalisations, ainsi que d'une politique de baisse d'impôts. Cette position permettait de rallier les cadres et professions intermédiaires, ainsi que les ruraux. Malgré les divisions UDF-RPR, ce « bloc » social restait cohérent. Globalement, ce système s'est progressivement mis en place après 1958 et s'est imposé pendant les années 1970. C'est lui qui agonise sous nos yeux.

(La crise du capitalisme et la mondialisation portent des coups terribles à toutes les classes et couches de la société, ce

sont d'importants facteurs de dislocation de tous les rapports existant de sorte que tous les partis institutionnels sont conduits à se désagréger à leur tour, et toutes les combines ou "blocs" explosent. - LVOG)

La fin des deux « blocs »

Que s'est-il passé ? Pour les deux auteurs, ce bipolarisme a subi une pression interne qui l'a finalement fait éclater. Cette pression est elle-même le fruit de deux phénomènes externes : l'évolution du capitalisme vers une forme financiarisée et ultra-compétitive et la question européenne. Ces deux évolutions ont donné la main à une des composantes des deux blocs, les « modernistes », majoritairement à gauche, et les « néolibéraux » au sein du bloc de droite. Ces deux mouvements se sont imposés politiquement au sein de leurs blocs, donnant alors un poids démesuré dans la pratique politique aux classes moyennes et supérieures, les plus favorables à ces politiques. Ce phénomène a ainsi conduit à une contradiction majeure : pour se faire élire, les deux blocs continuaient à utiliser la synthèse sociologique des années 1970, mais, une fois élue, les « classes populaires » (définies par les auteurs comme ceux qui ont un lien de subordination dans le travail), qui, à droite comme à gauche, demandent la protection de l'Etat, étaient oubliées. Progressivement, ces classes ont donc abandonné leur « bloc » originel pour se réfugier dans l'abstention ou dans le vote Front National, lequel a profité du vide créé alors pour construire un discours hybride permettant d'attirer les déçus des deux blocs. Et, progressivement, une synthèse est devenue inévitable entre « modernistes » et « néolibéraux », ce que les auteurs appellent le « bloc bourgeois ».

(Cette "synthèse" entre « modernistes » et « néolibéraux » correspond à la répartition des rôles entre parti démocrate et parti républicain aux Etats-Unis qui sont traversés par la même idéologie ultra réactionnaire. Il faut préciser que d'autres facteurs décisifs sont intervenus dans l'évolution du capitalisme pour comprendre l'ancrage à droite de pans entiers des couches moyennes ou supérieures du prolétariat, qui se sont développées ou ont vu leurs statuts réhaussés à l'occasion de la révolution électronique ou informatique et du basculement vers une société de services dont les acteurs étaient relativement privilégiés par rapport au reste de la classe ouvrière. Quand un secteur économique voit le jour au détour de progrès technologiques, il manque cruellement de main d'oeuvre qualifiée, les différents concurrents vont se l'arracher à prix d'or, cela va favoriser la distribution de revenus supérieurs à la moyenne, ce qui n'est pas un problème puisqu'il réalise des profits gigantesques, ce qui influencera l'état d'esprit de ses bénéficiaires, qui s'estimeront satisfaits de leur condition et chanteront les louanges du régime, cautionneront son orientation néolibérale et européenne, mondialiste... On ne peut pas dire que les travailleurs du secteurs des nouvelles technologies, de la plupart des grandes entreprises, du secteur de l'aéronautique, de l'armement, de la chimie, des hydrocarbures, pharmaceutique, etc. soient les plus à plaindre. Les salariés des entreprises tournées vers l'exportation ou dont l'essentiel du chiffre d'affaires est réalisé à l'exportation bénéficient de rémunérations supérieures, pas tous évidemment, il vaut mieux être employé par la maison mère que par un sous-traitant. Les cadres de toutes ces entreprises bénéficient d'un mode de vie très confortable, ce qui ne les poussera pas à couper la main qui les nourrit, même parfois au prix de lourds sacrifices. - LVOG)

Le choix du « modernisme »

Selon les deux auteurs, ce phénomène n'est cependant pas un phénomène subi ou « naturel ». Il est le fruit de choix conscients. A gauche, c'est le « tournant de la rigueur » de 1983 qui a décidé de la victoire des « Modernistes ». Lesquels ont, depuis, dominé le PS. Ce choix a été justifié par la « construction européenne » dans une forme de chantage : ou l'Europe et le néolibéralisme ou rien. C'est Jacques Delors qui, selon les auteurs, incarne le mieux ce choix qui, irrémédiablement, devait mener à un divorce entre le PS et les classes populaires, et donc à l'implosion du « bloc de gauche ». Les référendums européens de 1992 et surtout celui de 2005 ont été les deux moments fondateurs de cette rupture. (En 1983 le PS a assumé publiquement sa rupture avec le socialisme qui en réalité datait de 1914, sauf qu'au lieu d'en tirer la signification politique qui s'imposait, les différents courants du mouvement ouvrier ont continué de le caractériser de gauche, ils ont fait comme si finalement rien ne s'était passé, ils se sont enfermés dans un déni permanent dont on paie le prix fort aujourd'hui. Vous pouvez en déduire que tous nos dirigeants étaient censés en être conscients et qu'ils nous ont délibérément trahis au lieu de rompre à ce moment-là avec le PS. - LVOG)

François Hollande et la mort du PS

Dès 2002, le bipartisme français montrait des signes d'essoufflement. Le « 21 avril » avait été la preuve que le PS ne pouvait plus réaliser l'union des classes populaires et des classes moyennes. François Hollande avait cependant pu en 2012 réussir une dernière fois la synthèse d'Epinay. En tenant un discours de refondation de l'Europe et de combat contre la finance, il était parvenu à rallier les classes populaires. Les deux auteurs expliquent cette persistance du bloc de gauche par la capacité du PS à se concentrer sur « des réformes néolibérales qui n'entamaient pas immédiatement le potentiel d'unification du bloc de gauche », comme par exemple celle des marchés financiers ou des marchés des biens. Mais une fois élu, François Hollande a atteint les limites de cette stratégie, il lui a fallu toucher au cœur du système, à la relation salariale avec les lois Macron et El-Khomri. Ceci a fait apparaître la contradiction du PS qui a perdu le soutien des classes populaires. Parallèlement, pour les classes sociales favorables aux réformes, le PS, enfermé dans sa contradiction, n'apparaît plus comme capable de « poursuivre les réformes nécessaires ». Sa pertinence a donc disparu et c'est ce qui explique le renoncement de François Hollande à briguer un nouveau mandat et l'incapacité de Benoît Hamon à convaincre.

(Ce passage ou cette période confirme ce qui a été dit plus haut. Et pourquoi on parle d'embourgeoisement, de corruption du prolétariat, du mouvement ouvrier, parce qu'il faut que la réalité les rattrape ou les frappe durement pour qu'ils veuillent

bien admettre l'évidence qu'ils n'ont cessé de nier. Et pour avoir refusé d'admettre pendant des décennies que la réalité ne correspondait pas à celle qu'on leur dépeignait, et avoir continué à s'encanailler avec le PS et ses satellites ou à se bercer d'illusions, ils se retrouvent livrés à eux-mêmes, sans direction pour affronter le régime, ils ne comprennent rien ou pas grand chose à la situation et ils sont prêts une nouvelle fois à s'en remettre à un sauveur suprême ou un bonimenteur les 23 avril et 7 mai prochains. Le PS n'était pas en proie à une contradiction, je m'élève vigoureusement contre cette affirmation. Il y avait sa véritable nature et l'interprétation frauduleuse qu'en faisaient les différents acteurs du mouvement ouvrier qui ont induit volontairement en erreur les travailleurs et les militants. Le PS il est comme il est, il n'a pas une double nature, et nos dirigeants non plus, en réalité ils partagent la même, le jour où on sera parvenu à le comprendre, on pourra enfin envisager de refonder le mouvement ouvrier sur de nouvelles bases, pas avant... - LVOG)

La tentation du « bloc bourgeois »

Désormais, l'ambition « modernisatrice » ou « réformatrice » doit nécessairement assumer sa base sociologique. C'est ce qu'une partie du PS tente de faire depuis plusieurs années en revendiquant le « divorce » avec les classes populaires définies comme désormais « intellectuellement de droite » puisqu'elles rejettent la construction européenne. En réalité, cette identité est bien là aussi le fruit de ce choix de l'identification de la construction européenne avec le néolibéralisme. Alors que les classes populaires n'ont d'abord rejeté que ce dernier, et les orientations néolibérales de l'Europe, elles ont fini par accepter cette identification imposée par les « modernistes » et sont devenues eurosceptiques.

(Rectifions, les classes populaires subissent cette identification qui leur a été imposée, et c'est la raison pour laquelle elles rejettent l'UE, à juste titre. On a voulu les dresser contre l'UE, alors qu'ils fallaient les dresser contre le néolibéralisme qui incarne le capitalisme, pour conforter ou alimenter leur rejet du capitalisme, toutes les institutions qui l'incarnent, dont l'UE, mais avant tout la Ve République. - LVOG) Ce divorce oblige désormais les « modernistes » à trouver des alliés ailleurs, principalement sur leur droite où une partie de la classe moyenne accepte les « réformes » et l'Europe telle qu'elle est. C'est celle alliance que les deux auteurs appellent le « bloc bourgeois ». Ce « bloc » est aujourd'hui clairement incarné par Emmanuel Macron qui a appelé à « dépasser le clivage droite-gauche » et qui tente la synthèse entre les « modernistes » des deux camps. Pour les auteurs, ce bloc bourgeois n'est cependant pas la solution, car sa base sociologique est assez faible, de l'ordre d'un quart de l'électorat. Elle doit donc s'élargir par des promesses envers des couches sociales qui vont se retrouver « victimes » de la politique menée. D'où de futures déceptions.

(Quel aveu ! C'est parce que "sa base sociologique est assez faible" qu'ils ont appelé les médias à la rescousse pour décrédibiliser et censurer tous ceux qui s'opposent à Macron ou plus généralement à la politique néolibérale et impérialiste impulsée par l'oligarchie anglo-saxonne, pour que des pans entiers des masses populaires y adhèrent ou n'y soient pas franchement hostiles au point de se mobiliser, ce qui leur fera une force d'appoint pour obtenir une majorité et gouverner tant bien que mal. D'où notre combat acharné pour briser nette cette manoeuvre. - LVOG)

Le clivage gauche-droite persiste

Dans la logique du « bloc bourgeois », la vie politique se restructurerait autour de la seule question de la souveraineté, comprise comme la quintessence de tout le reste. On aurait donc des pro-européens favorables aux « réformes » s'opposant à des souverainistes favorables au maintien de l'Etat-providence. On voit, au reste, au sein des équipes d'Emmanuel Macron, comme au sein des milieux proches du FN, cette volonté de tout réduire à la souveraineté et d'organiser un face-à-face de ce type dès le premier tour. Mais, estiment les auteurs, la division droite-gauche est encore pertinente. Les souverainistes de droite ne rejettent en effet nullement les « réformes » libérales, ce qui leur alienent leurs homologues de gauche. Même au sein du FN, la conversion à l'Etat-providence, qui nie l'essentiel de l'histoire du parti, semble surtout relever d'un « transformisme », nom italien de l'opportunisme politique pur. Même chose au sein du pôle pro-européen où une partie de la gauche n'a pas renoncé à changer ou refonder l'Europe. La primauté donnée à la question de la souveraineté ne règle pas le problème social.

(En effet, la question n'est pas la rupture ou non avec l'UE, mais la rupture avec le capitalisme et ses institutions nationales notamment. Et c'est bien pour cette raison que Mélenchon n'y est pas favorable. Il a déclaré qu'il n'était pas communiste, il est donc pro-capitaliste, c'est clair, net et précis. - LVOG)

Jeu complexe à quatre

L'offre politique française s'organise donc autour de quatre pôles a priori irréconciliables : le souverainisme de gauche ; le souverainisme de droite ; l'européisme de gauche et l'européisme de droite. Certes, l'offre politique peine encore à s'organiser autour de ces pôles au cours de cette élection présidentielle. Si le « bloc bourgeois » vise à fusionner le deux dernières composantes, la distance entre Benoît Hamon, François Fillon et Emmanuel Macron, tous trois, « pro-européens » prouve les limites de l'exercice. Pour autant, à droite comme à gauche, la question européenne empêche toute reformation des anciens « blocs ». L'avenir du pays dépendra de la capacité de ces quatre pôles à trouver une base sociale suffisante pour former une majorité stable dans le pays, autrement dit une majorité qui ne soit pas une majorité de circonstance, comme en 2002, ni une majorité éphémère comme en 2012. Tant qu'une telle base ne sera pas trouvée, la crise politique perdurera.

(Elle est faite pour durer jusqu'à la chute du régime. Quant à l'UE, elle cristalise la crise du capitalisme en proie à la résistance des masses exploitées qui refusent d'être vouées à une régression sociale sans fin, le sort que lui réserve l'UE. Ce qu'il faut comprendre également, c'est que pour sortir de sa crise le capitalisme devrait réaliser le socialisme à l'échelle mondiale, c'est inconcevable évidemment, c'est à cette contradiction que le capitalisme se cogne la tête contre les murs, ce n'est pas sa raison d'être, sa mission, d'où la fuite en avant dans les guerres et les machinations destinées à déstabiliser les Etats qui résistent à l'emprise de l'impérialisme américain sans jamais aller jusqu'à rompre avec le capitalisme, etc. - LVOG)

Les faiblesses du « bloc bourgeois »

Il n'est pas certain que le « bloc bourgeois » d'un Emmanuel Macron soit capable de relever seul un tel défi. Certes, la France a connu un tel bloc sous la quatrième république, lors, pour bloquer les voies du pouvoir aux Communistes comme aux Gaullistes, Socialistes, Radicaux et Chrétiens-démocrates pouvaient s'allier. Mais la base sociale de ce « bloc bourgeois » d'alors était bien plus large et elle se définissait dans une vision également plus large : celle de la « défense du monde libre » dans un contexte de guerre froide et de persistance à l'ouest de régimes autoritaires. La fonction sociale du « bloc bourgeois » du 21e siècle qu'examinent les auteurs est très différente et c'est ce qui explique qu'il pourrait bien n'être qu'illusion. (Parce qu'il ne peut-être que foncièrement antisocial ou incarner la réaction sur toute la ligne. - LVOG)

Une grille de lecture utile

Ce petit livre est en tout cas d'une densité qui invite à la réflexion sur la situation actuelle de la politique française. Il rend limpide quelques réalités de cette campagne comme l'échec du PS ou le caractère impossible de la reformation du « bloc de gauche » derrière une alliance entre Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon. Il est aussi un élément de réflexion nécessaire pour ce qui suivra cet épisode électoral et qui sera, sans aucun doute, un moment crucial de la crise politique française. La grille de lecture proposée ici pour la France mériterait, du reste, d'être élargie à d'autres pays européens où l'évolution du capitalisme moderne a provoqué des décompositions politiques avancées, toutes singulières, mais assez souvent marquées par la disparition de la social-démocratie et l'affaiblissement de la droite traditionnelle.

(Le "capitalisme moderne" se caractérise par la confiscation ou la tentative de confiscation du pouvoir politique par l'oligarchie et l'élite qui est à son service, parce que tous les gouvernements qui se sont succédés depuis les années 70 lui ont permis de concentrer le pouvoir économique dans des proportions telles qu'il est devenu impossible à un gouvernement quel qu'il soit de lui résister sous peine de subir ses représailles, voire d'entraîner sa chute. Aucun parti au pouvoir n'a osé l'affronter au cours des 5 dernières décennies, seul un véritable parti socialiste ou communiste pourrait relever ce défi, mais malheureusement il n'existe pas, il reste à construire. - LVOG)

[*] B. Amable et S. Palombarini, L'Illusion du Bloc Bourgeois, Ed. Raisons d'Agir, 176 pages, 8 €.

Un internaute a précisé ceci : A noter que B. Amable et S. Palombarini ont signé l'appel à voter pour Jean-Luc Mélenchon.

Un attentat à la rescousse d'une scrutin incertain. La Ve République où le coup d'Etat permanent

A qui doit profiter le crime ?

- L'Etat islamique revendique une attaque contre des policiers à Paris - Reuters

Vous aurez remarqué que l'ensemble des médias ont spontanément accordé le même traitement à cet évènement, en le consacrant uniquement à la réaction des différents candidats au premier tour de l'élection présidentielle de dimanche. Pure coïncidence ou une aubaine...

- L'équipe Macron redoute la semaine de trop dans l'Obs - Atlantico.fr

- Valeurs Actuelles - Emmanuel Macron "patine dans les sondages" ....et "a perdu sa superbe". (Source : Atlantico.fr21.04)

- Hollande appelle "tous les Français à aller voter" - AFP

- Présidentielle: la CFDT met en garde contre l'abstention - AFP

- Présidentielle : entre "déception" et "dégoût", les Français à l'heure du choix - Franceinfo

Le contexte.

Le message est clair et il correspond à la partition du candidat Macron : Maintenant ce n'est pas sur un programme que vous

devez allés voter, mais pour un sauveur suprême, moi en l'occurence, l'autre moi de moi Président !

C'est marrant, je me suis dit hier qu'une attaque terroriste tomberait à point parce que les sondages ne sont pas favorables à leur candidat, Macron. Quelques jours plus tôt ils avaient annoncé avoir déjoué un attentat terroriste à Marseille. Puis simultanément on apprenait que Macron et Le Pen étaient talonnés par Fillon et Mélenchon dans les sondages.

Voilà qui avait aussi de quoi les inquiéter.

- Entrepreneur dans la Silicon Valley, je rentre en France si Jean-Luc Mélenchon est élu - huffingtonpost.fr

Je pensais être minoritaire dans mon milieu, mais étonnamment, plus j'en parle, plus j'apprends que mes connaissances entrepreneurs votent aussi Mélenchon. huffingtonpost.fr 20.04

- Présidentielle: Pamela Anderson soutient Mélenchon - AFP

Une tragédie peut en cacher une autre.

- Présidentielle : quand Mark Ruffalo, Danny Glover et Noam Chomsky appellent à voter pour Jean-Luc Mélenchon huffingtonpost.fr

La dynamique autour de Jean-Luc Mélenchon prend une ampleur internationale. Aux Etats-Unis, les acteurs Mark Ruffalo, Danny Glover et le professeur de linguistique Noam Chomsky ont lancé une pétition pour appeler à voter en faveur du candidat de la France insoumise à l'élection présidentielle. L'objectif ? Ne pas répéter la "tragédie" du choix Clinton/Trump.

L'acteur qui interprète Hulk dans Avengers et celui qui incarne Roger Murtaugh dans L'Arme fatale refusent que l'élection présidentielle française ne se limite à un choix entre le candidat "de l'establishment libéral" et "le populisme de la droite xénophobe". Une critique à peine voilée d'Emmanuel Macron, François Fillon et Marine Le Pen. "C'est le scénario qui a entraîné l'élection du président Donald Trump aux Etats-Unis", expliquent les célébrités américaines. Elles appellent donc à soutenir le candidat de gauche le mieux placé dans les sondages : Jean-Luc Mélenchon.

Pour sa porte-parole, Jean-Luc Mélenchon peut gagner, car il n'a pas été "englué dans le piège des primaires", comme Bernie Sanders aux Etats-Unis. huffingtonpost.fr

Macronique hystérique... avant la débâcle ?

- Emmanuel Macron, les vieilles gloires du jeune premier - Liberation.fr

A des années-lumière de l'image de trentenaire moderne qu'il s'est forgée, le candidat d'En marche s'entoure dans ses meetings comme dans ses dîners de people un rien dépassés. Un tropisme qui devient stratégique pour atténuer son côté hors-sol et le rapprocher du peuple.

- Le plaidoyer de "The Economist" en faveur d'Emmanuel Macron - LePoint.fr

L'hebdomadaire britannique, qui s'effare de la possibilité d'un second tour Le Pen-Mélenchon, explique pourquoi il choisit le candidat d'En marche !

- Emmanuel Macron s'est entretenu avec Barack Obama au téléphone - Le Huffington Post

- Présidentielle : pourquoi Dominique de Villepin choisit Emmanuel Macron - LeParisien.fr

Quand on est dans le déni permanent, on peut tout se permettre ou presque.

- Cambadélis ne tirera "aucune leçon" en cas de défaite du PS - Le Huffington Post

De cette élection présidentielle, il n'y aura "aucune leçon" à tirer ni "aucune conséquence" pour le Parti socialiste. C'est en tout cas ce dont semble convaincu Jean-Christophe Cambadélis, comme il l'a expliqué dans l'émission "C à vous" ce mercredi 19 avril. Le Huffington Post 20.04

Merci, on l'avait déjà compris !

Ils osent tout .

- «Je laisserai un pays en bien meilleur état que celui que j'ai trouvé.» - Liberation.fr

- Le chef du Labour prépare une campagne résolument de gauche - Reuters

- Des spécialistes de la santé mentale américains assurent que Donald Trump souffre de "narcissisme malfaisant" - francetvinfo.fr

- Un institut lié au Kremlin auteur d'un plan pour l'élection US - Reuters

- Cent ans après, deux des petits bergers de Fatima seront canonisés - AFP

- La Turquie est-elle devenue une dictature? - LeFigaro.fr

- Venezuela : de nouvelles violences éclatent entre manifestants et forces de l'ordre lors d'un rassemblement contre Nicolas Maduro - Franceinfo

- La reine Elizabeth II fête ses 91 ans, toujours bon pied bon oeil - AFP

Dossier Syrie.

Ils prononcent un verdict avant toute enquête ou sans posséder la moindre preuve, puis ils fabriquent les preuves pour le légitimer. On a envie de dire : le coup classique.

Lisez bien, ils le disent eux-mêmes.

Tous les rapports sur l'attaque chimique survenue en 2013 à la Ghouta ont conclu à l'impossibilité de l'attribuer de façon catégorique à l'un des protagonistes, ce qui n'empêche pas les puissances occidentales et leurs chiens de garde médiatiques de continuer de l'attribuer à l'armée syrienne 4 ans plus tard. C'est là qu'on s'aperçoit qu'effectivement ils sont à l'origine des plus dangereuses et violentes "fake news" ou fausses informations.

Utilisation "irréfutable" de gaz sarin en Syrie - AFP

L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a annoncé mercredi que des tests prouvaient de manière "irréfutable" que du gaz sarin ou une substance similaire avait été utilisé lors d'une attaque chimique présumée en Syrie début avril.

La France apportera "dans quelques jours (...) la preuve que le régime syrien a bien organisé la frappe chimique" sur la ville de Khan Cheikhoun, qui a fait 87 morts le 4 avril, a déclaré le chef de la diplomatie française Jean-Marc Ayrault, mercredi 19 avril. "Nous ne sommes pas les seuls. L'OIAC (l'organisation pour l'interdiction des armes chimiques) va poursuivre son enquête", a-t-il ajouté. AFP 19.04

Reuters - "Nous avons des éléments qui nous permettront de démontrer que le régime a sciemment utilisé l'arme chimique", a dit le ministre français des Affaires étrangères dans le cadre de l'émission "Questions d'info" diffusée mercredi sur LCP, en collaboration avec l'AFP, Le Monde et franceinfo.

"C'est une question de jours, nous apporterons la preuve que le régime a bien organisé ces frappes", a-t-il ajouté, précisant que "les services de renseignement français et le renseignement militaire" menaient une enquête. Reuters 19.04

Commentaires d'internautes.

1- "Et pourrions nous savoir qui a donné les échantillons, svp ? Dans la mesure où aucun expert de cette organisation ne s'est rendu sur le terrain."

Il a raison, à ce jour absolument personne n'a pu se rendre sur les lieux, ce qui signifie que les chefs d'Etat des puissances occidentales et l'UE ont une confiance absolue dans les barbares d'Al-Nosra, remarquable, non ?

2- "Les bonnes âmes sont scandalisées pour des morts "gazés" , mais pas du tout lorsqu'ils s'agit de morts, même plus nombreux, par voitures ou camions kamikazes. Et encore moins s'agissant de morts "collatéraux" des bombardements américains. Très logique !"

En effet, vous avez le droit d'en déduire que tous ces chefs d'Etat ne valent pas mieux que ces barbares puisqu'ils en font eux-mêmes la démonstration.

3- "Et pour les responsables de l'attentat à la bombe pendant l'évacuation des assiégés syriens, il a aussi des preuves à nous montrer ?"

- Lavrov à Ayrault: l'attaque chimique présumée d'Idlib est une provocation - sputniknews.com

La situation en Syrie et notamment la récente attaque chimique présumée de Khan Cheikhoun ont été au centre d'un entretien entre les ministres russe et français des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov et Jean-Marc Ayrault. Le chef de la diplomatie russe a qualifié l'incident d'Idlib de provocation.

Moscou considère l'intoxication des habitants de Khan Cheikhoun, qui a fait au moins 80 morts et 200 blessés dans la province syrienne d'Idlib, de provocation, a déclaré mercredi le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov lors d'un entretien téléphonique avec son homologue français Jean-Marc Ayrault.

« Évoquant la situation en Syrie, Sergueï Lavrov a tenu à souligner que la Russie considérait l'incident du 4 avril avec des armes chimiques comme une provocation fragrante destinée à saper le régime de cessez-le-feu et le processus politique en Syrie », a indiqué le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué publié à l'issue de l'entretien.

« La Russie a toujours préconisé le respect du droit international, jugeant notamment d'inadmissible l'ingérence dans les affaires des États souverains. Elle insiste sur une enquête objective et indépendante de l'incident à Khan-Cheikhoun », a conclu le ministère. sputniknews.com 19.04

En complément

- Des soldats irakiens victimes d'armes chimiques en Irak - AFP

Plusieurs soldats irakiens ont dû être soignés après une attaque à l'arme chimique perpétrée samedi par le groupe Etat islamique (EI) dans la ville de Mossoul, a rapporté mercredi un responsable américain. AFP 19.04

Mais aussi des militaires américains, notamment. Chut ! ces armes chimiques ont été livrées par les puissances occidentales à leurs alliés du Golfe ou à la Turquie, qui les ont ensuite transmises à l'armée de barbares qu'ils emploient en Irak et en Syrie pour le compte des mêmes puissances impérialistes... On sait que le gaz qui a servi à l'attaque chimique de la Ghouta en Syrie en 2013 provenait de Turquie membre de l'OTAN

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grande-Bretagne

Coup d'Etat thatchérien.

Comment cela ? La Première ministre conservatrice britannique Theresa May s'est engagée à réaliser le Brexit, il n'y a donc pas de raison pour que ceux qui y sont favorables ne votent pas pour elle ou les candidats du parti conservateur, et elle est assurée d'emporter le vote des opposants au Brexit qui figurent majoritairement parmi l'électorat de son parti et qui ne vont pas voter pour les travaillistes.

Législatives anticipées au Royaume-Uni, le pari de Theresa May - AFP

Dans une annonce surprise, la Première ministre conservatrice britannique Theresa May a appelé mardi à la tenue d'élections législatives anticipées le 8 juin, un pari destiné à renforcer sa majorité en vue des négociations du Brexit.

Les divisions au parlement de Westminster "menacent nos chances de faire du Brexit un succès. Tenir ces élections est l'unique moyen d'assurer la stabilité pour les années à venir", a-t-elle expliqué dans une déclaration solennelle devant sa résidence officielle du 10, Downing Street.

Pour valider la tenue du scrutin, trois ans avant sa date prévue, Mme May doit encore obtenir mercredi l'aval du parlement à la majorité des deux tiers. (C'est fait. - LVOG)

Cela ne devrait poser aucun problème puisque le leader de l'opposition travailliste, Jeremy Corbyn, a immédiatement "accueilli favorablement" l'annonce.

La perspective d'élections anticipées et le scénario possible d'une Première ministre confortée par le vote populaire a aussitôt fait grimper la livre sterling qui a atteint son plus haut en deux mois face au dollar.

Côté UE, le scrutin anticipé "ne change pas les plans" des 27, a réagi un porte-parole du président du Conseil européen, alors que les négociations devraient commencer fin mai/début juin pour un divorce effectif prévu fin mars 2019.

Mme May compte tirer profit de l'extrême faiblesse des travaillistes dans les sondages pour asseoir son autorité et conforter sa majorité.

Elle a pris les rênes de l'exécutif, sans être élue, quelques jours après le coup de tonnerre du référendum du 23 juin 2016 où les Britanniques se sont prononcés à près de 52% pour un Brexit, conduisant son prédécesseur David Cameron à la démission.

Les prochaines élections législatives n'étaient prévues que pour 2020. Mais Theresa May, dont la popularité est au zénith, a estimé que c'était le bon moment pour renforcer sa légitimité et avoir les coudées franches.

"Nous avons besoin de nouvelles élections et nous en avons besoin maintenant. Nous avons une opportunité unique de le faire avant d'entrer dans le vif des négociations" avec l'UE, a-t-elle déclaré.

Actuellement, le parti conservateur ne dispose que d'une courte majorité de 17 députés au parlement de Westminster et le gouvernement n'est pas à l'abri d'une rébellion dans son propre camp susceptible de freiner son action.

La tentation était grande d'accroître cette majorité avec des sondages qui prédisent tous un boulevard aux Tories face aux travaillistes et leur leader radical Jeremy Corbyn en cas d'élections anticipées.

Deux enquêtes d'opinion publiées au cours du week-end par les instituts YouGov et ComRes donnent 21 points d'avance aux conservateurs.

"Elle est au plus fort politiquement et elle a tout intérêt à empocher ce soutien politique aujourd'hui" avant que cela ne devienne "extrêmement difficile pour elle", a commenté une source diplomatique d'un pays européen. "La bonne nouvelle côté européen c'est que du coup elle sera moins fragile pour encaisser toutes les concessions qu'elle devra faire", a ajouté cette source.

Un mandat renforcé permettrait également à Mme May d'aborder plus sereinement la question de l'Ecosse qui s'est engagée sur la voie d'un nouveau référendum d'indépendance en réponse au Brexit, rejeté par une majorité d'Ecossais.

Réagissant à l'appel à des élections anticipées, la Première ministre écossaise Nicola Sturgeon a dénoncé "un des revirements les plus spectaculaires de l'histoire politique récente" destiné à "forcer un Brexit dur et imposer de nouvelles coupes budgétaires en chemin".

Le risque -considéré comme faible par les analystes- pour Theresa May, qui a longtemps écarté le scénario d'élections anticipées, est que les europhiles se mobilisent fortement contre elle.

Le leader du parti libéral-démocrate, Tim Farron, a d'ores et déjà appelé les pro-UE à saisir "cette chance pour changer la direction de notre pays" et "éviter le désastre d'un Brexit dur", qui verrait une sortie du pays du marché unique.

"Chaque vote pour les conservateurs rendra les choses plus difficiles pour l'opposition qui veut nous empêcher de faire le boulot", a insisté Mme May.

Si elle a fini par se résoudre à ce scrutin "avec réticence", c'est seulement parce que "c'est l'unique moyen d'apporter de la stabilité pour les années à venir", a-t-elle assuré. AFP 18.04

Il y en a encore qui n'ont toujours pas compris que c'est la Grande-Bretagne qui a façonné les Etats-Unis tels que nous les connaissons aujourd'hui, qui ignore que les banquiers britanniques qui ont conçu la Banque d'Angleterre et la Fed appartenaient aux mêmes familles, que la City est une antenne ou peut-être même le siège social de Wall Street, etc.

Au cas où personne ne l'aurait remarqué, si En Marche! et son satellite le PS ainsi que LR sont la réplique des partis démocrate et républicain américains, avant eux, les partis conservateur et travailliste britanniques en étaient déjà des clones. J'avoue que cette interprétation est étrangère à celle adoptée par les dirigeants du mouvement ouvrier qui en sont restés à la conception du monde et de la lutte des classes de la première moitié du XXe siècle, signalez-leur au passage que nous sommes en avril 2017...

On vous a fait croire que le Brexit serait une aubaine pour les travailleurs britanniques, en réalité, c'est tout le contraire qui allait se produire. Encore une fois nos dirigeants ont fait preuve d'un remarquable sens de l'observation ou de perspicacité. J'avais envie d'ajouter que cela les perdra, en attendant, c'est nous qui trinquons !

Venezuela

- Venezuela: un soldat tué par des manifestants, selon le pouvoir - AFP

Un des principaux responsables du pouvoir du président vénézuélien Nicolas Maduro a affirmé mercredi qu'un militaire, membre de la Garde nationale du Venezuela, avait été tué par des manifestants de l'opposition.

"Ils viennent d'assassiner un garde national à San Antonio de los Altos, les "pacifiques"", a déclaré dans son émission télévisée hebdomadaire ce responsable, Diosdado Cabello, accusant les opposants de la mort du militaire.

San Antonio de los Altos se trouve dans la périphérie de Caracas.

Le parquet a confirmé à l'AFP la mort du militaire.

M. Cabello n'a pas précisé les circonstances du décès mais en a accusé le dirigeant de l'opposition Henrique Capriles et ses partisans. "Ils peuvent être sûrs que justice sera faite", a-t-il lancé.

La mort de ce militaire porte à trois le nombre des personnes décédées pendant les vastes manifestations contre le président Maduro qui ont eu lieu mercredi à Caracas et dans plusieurs autres villes du Venezuela.

Un adolescent est décédé de ses blessures après avoir été touché à la tête par les tirs d'un groupe d'inconnus à moto qui visaient un rassemblement d'opposants à San Bernardino, dans le nord-ouest de Caracas, a déclaré à l'AFP Amadeo Leiva, directeur de la clinique où il avait été transporté.

Une jeune femme de 23 ans a, elle aussi, "reçu un tir dans la tête" à San Cristobal, dans l'ouest du Venezuela, a indiqué à l'AFP une source du parquet sous le couvert de l'anonymat. L'ONG Provea a précisé que sa mort était survenue "dans le cadre des manifestations".

Au total, huit personnes ont été tuées depuis le début de l'actuelle vague de manifestations anti-Maduro, le 1er avril.

Des foyers de violence subsistaient mercredi en fin de soirée dans plusieurs secteurs de la capitale et dans d'autres villes.

L'opposition, qui veut que M. Maduro quitte le pouvoir et réclame des élections anticipées, a convoqué de nouveaux rassemblements pour jeudi. AFP 21.04

Russie

- Les Témoins de Jéhovah interdits en Russie - euronews

Les Témoins de Jéhovah sont désormais considérés en Russie comme une organisation “extrémiste” : leurs 395 organisations locales doivent être liquidées et leurs biens confisqués.

La décision a été prise par la Cour suprême de Russie qui faisait suite à une demande du ministère de la Justice.

Les Témoins de Jéhovah revendiquent en Russie 175 000 membres. euronews 21.04

ECONOMIE

Multinationale

- Une multinationale pétrolière poursuit l'Italie pour avoir protégé son littoral - bastamag.net

C'est au tour de l'Italie d'être trainé en justice par une multinationale pétrolière. Son crime : vouloir protéger son littoral des risques d'une marée noire. L'Italie est poursuivie devant un tribunal d'arbitrage international par Rockhopper Exploration, une compagnie britannique pétrolière et gazière qui lui réclame des dommages et intérêts. En cause : l'interdiction votée par le Parlement italien en janvier 2016 de toute nouvelle activité d'exploration et de production à moins de 12 mille marins de la côte, soit une vingtaine de kilomètres [1].

Or, Rockhopper a obtenu en 2015 les autorisations pour exploiter un gisement sous-marin, situé dans l'Adriatique à environ dix kilomètres au large de la côte des Abruzzes. Le gisement est estimé à 40 millions de barils de pétrole et 184 millions de m3 de gaz. Après s'être vu refusé la concession en février 2016, suite à l'interdiction votée par le Parlement italien, Rockhopper fait aujourd'hui valoir que cette décision viole le traité de la charte européenne de l'énergie de 1998 censé « fournir une plateforme stable pour les investissements dans le secteur de l'énergie » [2]. La multinationale a déclaré poursuivre l'Italie devant un tribunal d'arbitrage international pour « des dommages financiers très importants » sur la base de ses potentiels futurs profits et non des investissements passés [3].

Ce type de demandes de compensation de la part de multinationales se multiplient, en particulier sur le pétrole, le gaz ou l'exploitation minière, des secteurs que tentent d'encadrer les législations environnementales et de protection des travailleurs. En Europe, le géant suédois de l'énergie Vattenfall réclame plus de 3,7 milliards d'euros à l'Allemagne en compensation de sa décision de sortir du nucléaire. La compagnie canadienne Lone Pine Ressources réclame également 250 millions de dollars au Canada, suite au moratoire sur la fracturation hydraulique mis en œuvre par le Québec, sous le fleuve Saint-Laurent. La société civile s'inquiète de voir le Ceta, l'accord de libre échange entre le Canada et l'Union européenne soutenu par François Hollande, occasionner de nouvelles mises en cause des règlementations environnementales dans les années à venir. bastamag.net 03.04

Haut de page

Le 22 avril 2017

CAUSERIE

J'ai lu dans un article que la fusillade survenue avant-hier à Paris favorisait le camp de la guerre, donc Macron...

S'il était élu, je pourrais mettre un terme à ce portail, on verra.

News personnelles en vrac, dans la bonne humeur.

Ici tout est calme, soleil radieux, chaleur écrasante, ma compagne Selvi est fan de Prince et de Satriani, mes 11 chèvres vont bien, ma mère de 83 ans aussi, je me suis fait arracher une dent de sagesse chez le meilleur dentiste du coin, aucune infection, aucune douleur, sauf à mon porte-monnaie, j'ai dû sacrifier le bambou qui était en train de détruire le mur d'enceinte du jardin, il était magnifique, dommage, demain c'est *loving Sunday morning* (Scorpion), grasse matinée jusqu'à 8 heures, je rappelle que c'est notre seul jour de repos de la semaine, on vit sous un régime féodal ici, à cause du décalage horaire je vais être obligé de faire quasiment une nuit blanche en attendant le résultat du premier tour, du coup on fera peut-être une petite sieste dans l'après-midi, quoiqu'avec Selvi les siestes sont souvent courtes et agitées, je n'en dirai pas plus...

Bon week-end... quand même !

Parole d'internaute.

- "Si jamais Macron devait être élu, je considèrerais personnellement cela comme un coup d'État de la classe dirigeante. Comme le résume laconiquement Lordon : « des milliardaires possèdent la presse et entreprennent de porter un banquier d'affaire à la présidence de la République. Voilà. »

Un matraquage médiatico-sondagier qui ferait passer la passion de la presse pour Sarkozy 2007 pour une amourette de vacances ; une propagande hallucinante sur je ne sais quelle fraîcheur/dynamisme/modernité pour des recettes complètement ringardes (les vieilles lunes néolibérales qui n'ont marché nulle part) ; le feuilleton débile des ralliements quotidiens, égrenés avec gourmandise par les éditorialistes, concernant des fossiles que le commun des mortels ne calculait

même plus depuis le XIXè siècle (Robert Hue, sérieusement ?!) ; aucun débat public sérieux sur le fait qu'il veut dégommer le modèle social issu de l'après-guerre…

Ça devient de plus en plus gros, signe qu'on est vraiment aux abois là-haut. Pour cette échéance, ça passera peut-être au forcing et au bourrage de crâne, mais ce sera la dernière fois."

Si Macron était élu, ce serait sans doute la dernière fois que vous auriez eu l'occasion de vous exprimer lors d'un scrutin puisqu'ensuite le pouvoir politique sera confisqué par l'oligarchie, exactement comme aux Etats-Unis.

Ce qu'on n'a pas voulu voir ou comprendre, c'est que le chef de fil du capitalisme mondial n'allait pas seulement finir par influencer profondément, mieux ou pire, imposer ses modes, goûts ou lubies dans le domaine culturel, vestimentaire, artistique, architectural, musical, cinématographique, gastronomique, etc. ou tout simplement le mode de vie et de pensée du peuple, mais aussi sur le plan politique et de la structure de l'Etat en s'appuyant sur l'UE, tout simplement parce que c'est l'économie qui domine ou détermine tous les rapports dans la société, leur contenu et leur orientation.

L'impérialisme pourrissant, le capitalisme en crise étant incompatible avec l'expression les plus élémentaires de la démocratie, la concentration de la richesse sur le plan économique devait s'accompagner obligatoirement de la domination absolue ou incontestable de l'oligarchie sur le plan politique. Non seulement aucun parti dit de gauche ou d'opposition ou censé représenter les intérêts des exploités et des opprimés même de manière déformée ou très limités ne devait plus pouvoir prétendre accéder au pouvoir, il devait être écarté coûte que coûte ou se voir interdire de concourir à une élection déterminante comme l'élection présidentiel, il fallait faire comprendre au peuple que la question du pouvoir était réservée aux élites, à ceux qui détiennent le pouvoir économique et abandonner définitivement l'espoir de changer la société par la voie institutionnelle, qu'il devrait se résigner à devoir choisir entre des candidats représentant l'oligarchie et subir en silence le sort que lui réserverait l'heureux élu.

On aura compris que dans ces conditions il ne reste plus qu'une voie aux masses laborieuses et au mouvement ouvrier pour faire valoir leurs exigences, adopter une stratégie politique ayant pour objectif de renverser le régime en place par un soulèvement révolutionnaire ou renouer avec le socialisme.

Pour illustrer mon analyse.

- La fin du système des partis par Jean-Claude Paye

Extrait - Nous nous trouvons dans une nouvelle configuration de la « scène politique » , de l'espace de la représentation politique. Nous passons d'un système organisé autour d'un parti de masse dominant ou d'une structure binaire de deux organisations « alternatives », gauche et droite, à un mode de gouvernance qui abandonne le système des partis et qui, dans les faits et dans le langage, rejette le politique.

Si hier, la crise de représentation des partis a conduit à un renforcement effectif de l'Exécutif, aujourd'hui, l'augmentation de ses prérogatives aboutit à un accroissement purement formel de son pouvoir, car il ne travaille pas pour son propre compte, mais pour celui d'organisations supra-nationales, des structures intermédiaires de l'Empire, tels que l'Union Européenne, le Conseil de l'Europe ou l'Otan. L'appareil exécutif national, dans son viol permanent du Parlement, apparaît comme un simple relais. Ainsi, parler de crise de représentation des partis politiques n'est pas suffisant. Il ne s'agit plus d'un fait lié à une conjoncture politique particulière, mais d'un événement d'ordre structurel.

Le phénomène de la candidature Macron révèle une mutation dans l'exercice du pouvoir d'État, à savoir la fin de toute médiation avec la société civile. Les différents lobby se substituent aux partis. Les grandes entreprises ont la capacité de défendre directement leurs intérêts, contre la grande majorité de la population, sans que la décision prise prenne la forme d'une défense de l'intérêt collectif.

Autrement dit, la classe économiquement et politiquement dominante devient également la classe régnante, celle qui occupe les devants de la « scène politique », de l'espace de la légitimation. La classe dominante gère directement ses intérêts et promotionne ouvertement ses candidats. Le processus de légitimation de cette procédure ne relève plus de la représentation, mais du marketing, la scène politique se confondant avec celle des médias.

La candidature Macron est ainsi le symptôme d'une société capitaliste avancée, dans laquelle les rapports sociaux sont complètement transformés en rapports entre choses, entre marchandises. Les divergences exprimées par les différents candidats se réduisent à la compétition des images, à la concurrence des marchandises. Ainsi, Macron se place hors langage. Chacun peut mettre ce qu'il veut entendre dans ce qui est dit. Il ne nous demande pas d'adhérer à un discours, mais de regarder son image et d'être en fusion avec elle.

Il n'y a plus de place pour la politique et la confrontation de points de vue divergents, mais à un abandon de sa vie privée et publique, afin de s'adapter aux changements permanents des rapports de production et à la fluidité renforcée des forces

productives, c'est à dire aux exigences, constamment renforcées de la rentabilité du capital. Comme un inventaire à la Prévert ne forme pas un programme, rien n'est déterminé. Au nom de la nécessaire adaptation à la « modernité », est promue la propension à tout accepter, à renoncer à tout acquis social. Ainsi, tous les espoirs sont permis pour ses commanditaires, aucune limite n'étant fixée a priori à leurs futures exigences.

Non seulement Emmanuel Macron s'inscrit dans la continuité de l'action du gouvernement sortant, mais il la magnifie, lui donnant sa véritable dimension, celle de la « société liquide ». Cette dernière se caractérise par l'absence de projet précis, sinon de gouverner pragmatiquement. Ce type de gouvernementalité ne peut que donner une place encore accrue aux « experts », renforçant la tendance déjà bien affirmée de gestion de la chose publique par ordonnances, ainsi que par l'emploi de la procédure du 49-3 [1], déjà abondamment utilisée par le gouvernement sortant.

Ici, point d'alternative, le « hors-système » se résume à une capacité revendiquée d'adaptabilité à toute mutation sociale, quelle qu'elle soit. La fluidité exprimée se reflète dans le nom même de son mouvement « En marche ! », une injonction qui ne précise aucunement vers quoi elle se dirige, mais qui nous indique qu'il s'agit d'abandonner toute résistance à la machine économico-politique. (La fin du système des partis par Jean-Claude Paye, Réseau Voltaire 20 avril 2017)

Ce changement structurel ou de forme de gouvernance du régime a été amorcé par Jospin en renforçant le régime présidentiel ou son aspect bonapartiste en faisant précéder les élections législatives par l'élection présidentiel, de sorte que le rôle et le pouvoir des partis soient ravalés au second rang.

La mission historique du républicanisme bonapartiste étant parvenue à son terme, il devait céder la place à un régime bonapartiste oligarchique.

Le parti de l'ordre (LR, ex-UMP) achevera sa mutation néolibéral sous Sarkozy, c'était sa mission.

Et c'est Hollande qui sera chargé de liquider le PS, en deux temps, par le biais des primaires, puis faute de pouvoir se représenter et de pouvoir finaliser l'opération de l'intérieur malgré toute la bonne volonté affichée par Valls pour la mener à bien, il recourra à Macron.

Pour rappel, François Hollande en 2015 : « Il faut un acte de liquidation. Il faut un hara-kiri. Il faut liquider le PS pour créer le parti du Progrès », En Marche !

Le coup de grâce au PS et plus généralement à ce qu'il était convenu d'appeler la gauche sera donc porté par Macron avec le concours de Mélenchon, qui par son discours et son programme populiste devait attirer un grand nombre d'électeurs qui traditionnellement votait PS, contribuant ainsi à vider le PS d'une partie de ses électeurs dits de gauche, tandis que Macron attirerait ceux les plus à droite, laissant à Hamon quelques miettes ou une peau de chagrin.

Et la Constitution de la Ve République dans tout cela ? Si Macron était élu, elle survivrait à cette épreuve, la Constitution américaine qui a un siècle et demi de plus s'est très bien accommodée de Reagan, Clinton, Bush, Obama et maintenant Trump, quand on détient tous les pouvoirs, on fait ce qu'on veut ou presque, où est le problème, pourquoi poser des questions aussi stupides, franchement ?

- Les fenêtres de l'histoire, par Frédéric Lordon

Extrait - Dans un parfait contretemps politique, l'élection de Mitterrand venait fermer le cycle keynésien-fordien de l'État social : commencement de la grande régression néolibérale. Quelles mobilisations pouvait-il y avoir dans un tel contexte de recul et d'adversité idéologiques ?

Trente-six ans plus tard, c'est le néolibéralisme lui-même qui arrive en bout de course, et fait lever une contestation internationale. Les données générales de la légitimité sont sur le point de basculer. Que le capital soit plus agressivement conquérant que jamais n'empêche pas qu'il est en train de perdre la bataille du bon droit. (Les fenêtres de l'histoire, par Frédéric Lordon 19 avril)

L'orientation du capitalisme n'est pas déterminé par le droit ou des droits, mais par ses besoins pour assurer sa survie. Passons, j'ignore si c'est ce qu'il a voulu dire par là. Arrêtons-nous plutôt au premier paragraphe.

Eh oui ! et c'est ce que j'ai écrit hier, il était absolument aberrant dans le contexte social et politique de 1981 de croie un instant qu'une révolution pourrait se produire, c'était la thèse foireuse soutenue par les trotskystes lambertistes (PCI, aujourd'hui le POI et le POID) qui n'ont jamais été foutus d'analyser correctement la situation et les rapports entre les classes.

Et n'étant pas à une contradiction ou une aberration près, parmi ces militants ou ex-militants de ce courant politique il s'en trouve encore pour affirmer que l'analyse de leurs dirigeants de la situation en 1981 était correcte, mais que leurs dirigeants les auraient soudainement trahis, alors qu'en réalité leur analyse révélait leur véritable nature ou leurs réelles intentions qui

n'avaient jamais été de construire un parti ouvrier révolutionnaire, mais uniquement de porter le PS au pouvoir, ce qui les conduisit presqu'aussiôt d'ailleurs à liquider leur propre parti et à abandonner le programme de la révolution socialiste histoire de le confirmer. Tout se tient, tout s'explique, mais on peut aussi tout nier d'un bloc, tout est possible, plutôt le pire que le meilleur.

«Comme une onde qui bout dans une urne trop pleine» (Baudelaire)

- À 24 heures du 1er tour, voici les tout derniers sondages - Le Point.fr

Si l'overdose sondagière vous gagne, réjouissez-vous, ce samedi sera une journée off ! Le Code électoral interdit la publication de toute nouvelle enquête d'opinion. Mais pas la compilation des derniers sondages rendus publics ce vendredi par les instituts.

OpinionWay a réactualisé ce vendredi matin peu après midi son estimation quotidienne. Le PrésiTrack OpinionWay / ORPI pour Les Échos et Radio Classique accorde désormais 23 % d'intention de vote à Emmanuel Macron, 22 % à Marine Le Pen, 21 % à François Fillon (+ 1 par rapport à hier) et 18 % à Jean-Luc Mélenchon, en recul d'un point.

Odoxa Dentus Consulting a réalisé une enquête auprès de 2 500 personnes, dont 1 000 ont été interrogées vendredi matin, c'est-à-dire après l'attentat qui a coûté la vie à un policier sur les Champs-Élysées. Emmanuel Macron conforte sa première place avec 24,5 % (en recul de 0,5 point) devant Marine Le Pen 23 % (+1). Derrière eux, François Fillon et Jean-Luc Mélenchon se partagent la 3e place avec 19 % chacun. Ils perdent tous les deux 0,5 point.

Le Roling quotidien de Paris Match, Cnews et Sud radio, réactualisé à 18 heures, donne à peu près les mêmes chiffres avec le quinté suivant : Emmanuel Macron 24,5 % (+ 0,5) ; Marine Le Pen (22,5 %) ; François Fillon (19,5 %) ; Jean-Luc Mélenchon (18,5 %) et Benoît Hamon (7 %).

Enfin, l'institut canadien Filteris qui analyse la data et l'impact de chaque candidat sur les réseaux sociaux a publié deux enquêtes vendredi. Celle de 6 heures du matin plaçait François Fillon en première position (22,09 %), devant Marine Le Pen (21,75 %), Jean-Luc Mélenchon (21,11 %) puis Emmanuel Macron (19,92 %). Afin de mieux coller aux évolutions instantanées et brutales de l'opinion publique française, Filteris annonce une toute dernière étude peu avant minuit... Nous la diffuserons quelques minutes plus tard. Le Point.fr 21.04

Qui a dit ?

(Après la fusillade sur les Champs-Elysées)

- «Je souhaite que cessent les polémiques, notamment contre les responsables en place...»

Réponse : Macron, non, Mélenchon exonérant les va-t-en-guerre Hollande-Ayrault-Fabius-Le Drian d'avoir alimenté le terrorisme...

Quand ils en pincent pour l'illusionniste et le flattent...

- Jean-Luc Mélenchon est le seul choix rationnel de cette présidentielle, la preuve par la science - huffingtonpost.fr

Ce que démontrent les deux épidémiologistes Wilkinson et Pickett, c'est que, même pour les riches, il vaut mieux vivre dans une société plus égalitaire en termes de revenus. huffingtonpost.fr 21.04

- 7 actions "insoumises" qui montrent que Mélenchon a mené la meilleure campagne à gauche - huffingtonpost.fr

L'hologramme Mélenchon, la péniche "insoumise", le one-woman show politique, le tribun "youtuber", les grandes démonstrations de force en plein air, les débuts de meeting à l'extérieur de la salle ou les actions surprises chez les multinationales ont jalonné sans aucun doute la meilleure campagne à gauche. Tout cela sans compter une mobilisation extrêmement réactive et synchronisée des "Insoumis" sur les réseaux sociaux... huffingtonpost.fr 21.04

- 3 raisons pour lesquelles Jean-Luc Mélenchon pourrait être l'antidote au vote Front national - huffingtonpost.fr

Son mouvement politique, la France insoumise, est capable d'attirer les électeurs "périphériques" du Front national au premier tour de la présidentielle. huffingtonpost.fr 21.04

La soumission ou l'affrontement classe contre classe.

- A Nantes, la justice donne tort aux éboueurs en grève - Reuters

Le tribunal administratif de Nantes a donné raison vendredi à Nantes Métropole et ordonné aux éboueurs de la ville de libérer les accès aux établissements dédiés à la collecte des déchets, bloqués depuis plusieurs semaines en raison d'un mouvement social.

La CGT et Force ouvrière devront s'exécuter immédiatement, sans quoi elles seront contraintes de verser 250 euros par jour de retard, et devront par ailleurs verser chacune 1.000 euros à Nantes Métropole pour les frais de justice.

Les syndicats protestent contre la fin de ce qu'on appelle le "fini-parti", qui permettait aux agents de terminer leur journée sitôt leur tournée achevée.

Ce système "datant de l'après-guerre" est "accidentogène", selon la communauté urbaine, dans la mesure où il "encourage la précipitation" des agents.

Son abandon, déjà acté "dans la plupart des grandes villes", est aussi une "mesure d'équité vis-à-vis des autres salariés payés 35 heures", toujours selon Nantes Métropole.

D'après les syndicats, la collectivité entendait aussi profiter des nouvelles journées de travail de sept heures pour réorganiser les tournées des éboueurs et supprimer des postes.

L'avocat de la communauté urbaine avait justifié son recours en référé par la multiplication des départs de feux de poubelles, ces derniers jours, dans la ville.

L'avocat de la CGT et Force ouvrière, Rémi Bascoulergue, avait pour sa part mis en doute le fait que "40%" des agents soient "empêchés de travailler" par les grévistes, comme le soutenait la communauté urbaine. Le mouvement social est "quasi-unanime" chez les éboueurs, selon lui. Reuters 22.04

Ils osent tout. Stratégie du chaos, de la tension et de la guerre. Dérégulation de la finance

Venezuela.

- Spirale de la violence au Venezuela: 20 morts en trois semaines - AFP

Onze personnes ont péri lors de troubles dans la nuit de jeudi à vendredi à Caracas, ce qui porte à 20 le nombre de morts depuis le commencement de la vague de manifestations en avril contre le président socialiste Nicolas Maduro.

Le parquet vénézuélien a annoncé vendredi "la mort de 11 personnes" âgées de 17 à 45 ans, certaines électrocutées et d'autres tuées par balle, ajoutant que six individus ont également été blessés "lors des faits de violence survenus" dans le quartier de El Valle.

Dans cette zone du sud-ouest de la capitale, les habitants avaient décrit durant la nuit des scènes de pillages et d'affrontements violents avec les forces de l'ordre. Des images tournées par certains résidents avaient montré un véhicule anti-émeutes partiellement incendié par des cocktails Molotov.

"On aurait dit une guerre. Les militaires et la police lançaient des gaz (lacrymogènes, ndlr), des civils armés tiraient sur les bâtiments. Avec ma famille on s'est jeté par terre. C'était horrible. On a réussi à dormir jusqu'à ce que ça se termine, vers trois heures du matin", a raconté à l'AFP Carlos Yanez, habitant de 33 ans d'El Valle.

Le parquet a par ailleurs annoncé l'ouverture d'une enquête sur la mort dans la nuit d'un homme dans le quartier de Petare (est de Caracas).

Il a été tué par balle "lors de la manifestation de (jeudi) soir", a affirmé sur Twitter Carlos Ocariz, maire du quartier et membre de l'opposition, exigeant "qu'une enquête soit menée et qu'on punisse les coupables !".

Déterminée à poursuivre la mobilisation jusqu'à obtenir des élections anticipées, l'opposition a convoqué pour samedi une "marche du silence" vers les sièges de l'épiscopat vénézuélien dans tout le pays et pour lundi un "blocage national" des routes.

Ces défilés tournent souvent à l'affrontement entre manifestants et forces de l'ordre, qui échangent tirs de gaz lacrymogènes et balles en caoutchouc contre jets de pierres et cocktails Molotov. Outre les vingt morts, environ 600 personnes ont été arrêtées depuis début avril, selon l'ONG Foro Penal.

Mercredi et jeudi, des dizaines de milliers de personnes ont encore manifesté dans les rues du pays.

Les violences autour de ces mobilisations ont fait trois morts mercredi et des incidents ont éclaté jeudi à Caracas ainsi qu'à Maracaibo (nord-ouest), Valencia (nord) et San Cristobal (ouest).

L'évacuation de 54 bébés d'une maternité d'El Valle pendant les affrontements a suscité une controverse entre les deux camps.

Le gouvernement a accusé "des bandes armées engagées par l'opposition" d'avoir "attaqué" l'établissement. L'opposition a rétorqué que les nouveaux-nés avaient dû être placés en lieu sûr car ils étaient "très affectés" par les tirs de grenades lacrymogènes des forces de l'ordre.

Pour l'exécutif, c'est l'opposition qui fomente les violences. "Ces délinquants veulent faire croire que le Venezuela est dans le chaos, le pays est calme", a déclaré Freddy Bernal, un dirigeant du parti socialiste au pouvoir.

Dans le camp anti-Maduro, on dénonce au contraire la répression des forces de l'ordre : "Ne lancez plus de bombes, s'il vous plaît", a crié jeudi un manifestant nu qui s'était juché sur un véhicule blindé militaire, à travers un nuage de gaz lacrymogène.

Jeudi, l'Union européenne a condamné les violences "très regrettables" survenues pendant les manifestations tandis que le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a demandé "que tous les efforts soient faits pour réduire les tensions et empêcher de nouveaux affrontements".

Neuf pays latino-américains ont jugé, dans un communiqué commun, "urgent que les autorités vénézuéliennes prennent des mesures pour garantir les droits fondamentaux et préserver la paix sociale".

M. Maduro, qui dénonce un "coup d'Etat terroriste" fomenté selon lui par les Etats-Unis - une accusation rejetée par Washington - a renforcé ces derniers jours la présence policière et de l'armée qui lui a apporté son soutien "inconditionnel".

Alors que son mandat court jusqu'à fin 2018, sept Vénézuéliens sur dix souhaitent son départ immédiat, selon un sondage Venebarometro. AFP 21.04

Syrie

- Le chef du Pentagone accuse Damas d'avoir toujours des armes chimiques - AFP

Le secrétaire américain à la Défense Jim Mattis a soutenu, lors d'une visite en Israël vendredi, qu'il n'y avait "pas de doute" que le régime syrien avait conservé des armes chimiques, mettant en garde Damas contre leur utilisation.

M. Mattis a rencontré les dirigeants israéliens qui ont fermement soutenu la frappe américaine du 7 avril contre une base aérienne syrienne, en réaction à l'attaque chimique présumée du régime de Bachar al-Assad sur une localité rebelle du nord de la Syrie.

"Il ne peut y avoir aucun doute pour la communauté internationale que la Syrie a conservé des armes chimiques, en violation à son accord et à ses affirmations sur leur destruction", a affirmé M. Mattis devant la presse en présence du ministre de la Défense israélien Avigdor Lieberman.

"C'est une violation des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies, et elle devra être traitée au niveau diplomatique", a ajouté le chef du Pentagone, estimant que le régime syrien "prendrait une mauvaise décision en essayant d'utiliser à nouveau" des armes chimiques.

L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a annoncé mercredi que des tests prouvaient de manière "irréfutable" que du gaz sarin ou une substance similaire avait été utilisé à dans la localité de Khan Cheikhoun (nord-ouest de la Syrie) début avril.

Une étude israélienne a montré que le régime Assad était toujours en possession de "plusieurs tonnes" d'armes chimiques, a affirmé un responsable militaire.

Le président syrien a répété à plusieurs reprises que son régime ne possédait plus d'armes chimiques depuis leur destruction en 2013 après un accord américano-russe encadré par une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU.

Il a fermement démenti avoir utilisé des armes chimiques à Khan Cheikhoun.

Quelques heures après le départ du secrétaire américain à la Défense, l'armée israélienne a visé des positions en Syrie,

en représailles à trois tirs de mortier en provenance de son voisin du nord.

Les tirs ont touché le nord du plateau du Golan occupé par Israël sans faire de blessé. Une porte-parole militaire israélienne a indiqué qu'il s'agissait "très probablement de tirs errants résultant des combats internes en Syrie".

Lors de sa visite de 24 heures, M. Mattis a également rencontré le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu puis le président israélien Reuven Rivlin.

M. Netanyahu était tout sourire en accueillant le chef du Pentagone, saluant le "changement bienvenu" dans la politique américaine au Moyen-Orient depuis l'élection de Donald Trump.

Israël est particulièrement satisfait des "mots très clairs et très francs" de Donald Trump et Jim Mattis contre l'Iran et ses activités "déstabilisatrices" au Moyen-Orient, a expliqué M. Netanyahu.

Il a évoqué la possibilité de voir se constituer une sorte de front commun contre l'Iran et le groupe Etat islamique, reliant les Etats-Unis, Israël et des pays arabes.

Il y a de "grandes opportunités devant nous, parce que beaucoup de nos voisins arabes comprennent" qu'ils subissent les mêmes menaces, a-t-il déclaré.

M. Mattis s'était montré sur la même longueur d'onde un peu plus tôt.

"Notre alliance avec Israël est la pierre angulaire d'une structure de sécurité plus large qui inclut la coopération avec l'Egypte, la Jordanie, le royaume d'Arabie saoudite et nos partenaires du Golfe", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse.

Les relations entre Israël et les Etats-Unis s'étaient tendues sous l'administration Obama sur la question notamment des territoires palestiniens occupés par l'Etat hébreu depuis un demi-siècle.

Les désaccords avaient atteint un sommet avec l'accord sur le nucléaire iranien conclu en 2015 entre Téhéran et les grandes puissances, fierté de Barack Obama mais farouchement combattu par M. Netanyahu.

Interrogé sur les intentions de l'administration américaine au sujet de cet accord, qualifié de "stupide" par Donald Trump, Jim Mattis s'est borné à rappeler que "les Etats-Unis ont signé" cet accord "et il continue d'être appliqué".

"En aucun cas" cela n'exonère l'Iran quant à ses "autres activités" dans la région, y compris au Yémen et en Syrie en guerre, a-t-il indiqué.

Donald Trump vient d'ordonner la réévaluation de l'accord afin d'examiner si la suspension des sanctions contre l'Iran est "vitale" pour les intérêts de sécurité nationale des Etats-Unis. AFP 21.04

- Assad: Washington permet aux terroristes délogés de Mossoul de passer en Syrie - sputniknews.com

Les membres du groupe terroriste Daech évincés de la ville irakienne de Mossoul pénètrent sur le territoire syrien en grand nombre et sapent les positions de l'armée syrienne à Deir ez-Zor, Washington les laissant faire, a déclaré le Président syrien Bachar el-Assad dans une interview accordée à Sputnik.

Interviewé par Sputnik, le Président syrien Bachar el-Assad a signalé que le nombre exact de terroristes entrant en Syrie depuis l'Irak n'était pas déterminé, mais, selon des estimations basées sur les informations fournies par les habitants des régions concernées, il s'agissait de dizaines de milliers d'individus.

« Les États-Unis passent à l'offensive contre Daech à Mossoul, ils sont contre Daech, mais dans le même temps, ils soutiennent Daech et lui permettent de traverser la frontière [et d'accéder, ndlr] depuis l'Irak en Syrie. Cela signifie qu'ils ont aidé Daech à arriver à Deir ez-Zor et à saper les positions de l'armée syrienne qui défend Deir ez-Zor », a déclaré le Président syrien.

Selon Bachar el-Assad, Washington voudrait que Deir ez-Zor soit pris par Daech et il est probable que les Américains misent sur un scénario similaire à celui de Jarablos et d'autres régions : négocier avec Daech pour qu'il quitte Deir ez-Zor et ensuite annoncer la ville libérée pour y envoyer leurs protégés pour des attaques. sputniknews.com 22.04

- Israël tire des missiles sur l'armée syrienne dans la province de Quneitra - sputniknews.com

Les positions de l'armée syrienne dans la province de Quneitra ont été la cible d'une frappe de missiles israéliens.

L'aviation israélienne a tiré vendredi des missiles sur les positions des troupes gouvernementales syriennes à Khan Arnabeh, dans la province de Quneitra, portant un préjudice, a annoncé l'agence syrienne Sana.

« Les avions israéliens ont tiré deux missiles contre une position de notre armée depuis le territoire occupé [le plateau du Golan, ndlr] à 18h45. Cela a provoqué un préjudice matériel », a précisé Sana qui cite une source militaire.

Selon la source, la frappe a eu lieu au moment où l'armée syrienne repoussait des attaques de groupes terroristes dans la province de Quneitra, leur infligeant de lourdes pertes.

« Ces actions n'arrêteront pas la lutte de nos forces armées contre les groupes terroristes qui agissent comme des alliés d'Israël dans ce secteur », a ajouté le militaire.

Le service de presse de l'armée israélienne avait antérieurement annoncé que les troupes du pays avaient pris pour cible les régions frontalières de la Syrie en réponse aux tirs de mortier contre la partie des hauteurs de Golan contrôlée par Israël. Les militaires israéliens estiment que les tirs de mortiers n'étaient pas intentionnels et qu'il s'agit d'obus de mortier tiré lors des combats entre les forces gouvernementales et l'opposition en Syrie. sputniknews.com 20.04

- Trump demande un examen du dispositif contre l'inversion fiscale - Reuters

Donald Trump va demander vendredi au département du Trésor d'examiner différentes dispositions prises au cours des 18 derniers mois par son prédécesseur Barack Obama, dont l'une vise à dissuader les entreprises américaines de déménager leur siège à l'étranger pour bénéficier d'une fiscalité plus avantageuse, a annoncé le secrétaire au Trésor Steve Mnuchin.

Le président américain va signer ces décrets à l'occasion de sa première visite dans les locaux du département du Trésor.

Prié par des journalistes de dire si parmi les dispositifs visés par cet examen figure celui concernant l'"inversion fiscale", Steve Mnuchin a répondu: "C'est l'une des choses importantes et l'une des choses que nous allons examiner."

L'inversion fiscale est un mécanisme par lequel des entreprises américaines délocalisent leur siège social dans un pays à taux d'imposition plus bas en achetant une société basée dans ce pays. Sous Barack Obama, le département du Trésor a adopté en avril 2016 de nouvelles règles destinées à lutter contre cette pratique, ce qui a notamment amené les laboratoires Pfizer et Allergan à renoncer à leur projet de fusion de 160 milliards de dollars (150 milliards d'euros).

Donald Trump va aussi demander vendredi au Trésor américain d'examiner deux prérogatives accordées après la crise de 2008 aux autorités de régulation pour maîtriser les activités des grandes institutions financières, a dit Steve Mnuchin.

Un premier décret présidentiel va interdire provisoirement aux autorités de régulation d'accroître la liste des institutions financières non-bancaires jugées d'importance systémique, et qui sont soumises à ce titre à des exigences renforcées. Ce même décret va aussi demander un examen des procédures appliquées à ces "institutions financières d'importance systémique" (SIFI).

L'autre document que signera Donald Trump va suspendre le recours à l'"autorité de liquidation ordonnée", qui sert à démanteler les institutions en difficultés financières, sauf dans les cas que le président considère comme une urgence. Là aussi, un examen du dispositif va être engagé, a dit Steve Mnuchin. Reuters 21.04

L'oligarchie est au pouvoir, elle l'était déjà, mais en présence de besoins pressants et en l'absence de toute opposition organisée, elle se sent pousser des ailes, elle y est encouragée par l'élection d'un de ses membres et c'est bien normal.

Haut de page

Le 23 avril 2017

CAUSERIE

Les blogs ou les portails d'information font de la politique et se comportent comme des partis ou des chapelles qui ont leurs propres dévôts auxquels elles proposent tout un catalogue d'icônes incarnant le saint dogme de l'ordre établi qui constitue leur ligne éditorialiste et auquel ils sont priés de se conformer.

Un internaute faisait remarquer que les articles qu'ils publient étaient destinés à une clientèle de gens convaincus et que c'était là leur limite pour ne pas dire qu'ils ne servaient pas à grand chose finalement, ce qui me paraît plutôt réducteur, puisque quotidiennement un tas de gens font la découverte de ces blogs ou portails. Ils y trouveront une critique de l'ordre établi ou des excès du capitalisme qu'ils dénoncent mais qui doit demeurer leur horizon indépassable, autrement dit ils servent à le cautionner tout en fournissant des arguments hypocrites à leurs lecteurs pour qu'ils puissent se donner bonne conscience.

Ces blogs ou portails ne leur offrent aucune alternative politique ni aucun idéal. On aura compris que dans ces conditions-là, en l'absence de toute issue politique à la crise du capitalisme qui ne pourrait être que collective (sous la forme d'un soulèvement des masses révolutionnaires), leurs lecteurs seront amenés à chercher des solutions individuelles à leurs difficultés, à adopter un mode de pensée individualiste qui présente l'avantage d'être inoffensif et compatible avec l'existence du régime en place ou son idéologie.

Les mêmes arguments pourraient s'adresser à ceux qui à l'instar de Mélenchon estiment que ce sont les hommes qui doivent changer pour changer la société, et non la société qui doit changer pour changer les hommes, ce qui est le meilleur moyen de ne jamais y parvenir. Les hommes, leur psychologie, leur mode de pensée, leur comportement sont dictée avant tout par les rapports sociaux en vigueur et non l'inverse. C'est la société telle qu'elle existe qui influence ou formate les consciences, d'où les maux qui en résultent parce qu'elle est le produit d'un processus inconscient. Si le contraire était vrai, cela signifierait que les hommes feraient consciemment leur propre malheur, or ce n'est pas le cas. S'ils font leur propre malheur c'est bien la preuve qu'il existe une force matérielle (ou des rapports) qui les domine et dont ils ignorent la nature, dont ils n'ont pas conscience, force matérielle qu'incarne la classe dominante dont ils doivent se débarrasser pour s'approprier leur propre destin et orienter consciemment la société dans une direction qui soit conforme à leurs besoins ou aspirations, qui sont incompatibles avec l'existence du capitalisme et plus généralement le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme auquel ils doivent mettre un terme.

Toute prise de conscience qui ne s'accompagne pas ou qui ne se fixe pas pour objectif l'abolition du capitalisme, qui ignore ou se détourne de cette nécessité historique, demeurera partielle, partiale, inconsistante, incohérente, pire, injuste, car en ne rompant pas avec le capitalisme, cette conscience au rabais, si faible, vulnérable, inopérante, confine à l'impuissance, à la passivité face aux multiples méfaits et crimes commis par le capitalisme à travers le monde sur des peuples innocents, elle les amènera à adopter les arguments des capitalistes pour les justifier, ce qui ne sera pas le cas quand on adoptera une conscience de classe, qui sera reliée à l'objectif cité plus haut, en finir définitivement par n'importe quel moyen, coûte que coûte, le plus tôt possible avec le capitalisme, l'éradiquer de la surface de la terre. C'est aussi cela être de gauche et rien d'autre.

La conscience de classe s'attaque aux causes des maux de la société, à leurs origines, à leurs racines, aux fondements du capitalisme, alors que la conscience de l'humaniste en général ne traite que superficiellement ses conséquences afin de mieux les supporter sans les supprimer.

Parole d'internaute.

- "*Cela fait des semaines que les journalistes disent que non il n'y a pas de complaisances entre patrons de presse et certains candidats, que non il n'y a pas de censure, ni de parti pris et qu'ils sont entièrement libres …Bref encore une fois seules les gens bien informés comprennent comment le système fonctionne et la majorité avale le blanc le jaune et la coquille.*" (Les-crises.fr)

Les "*gens bien informés comprennent comment le système fonctionne*", c'est beaucoup dire, partiellement seulement, ce qui ne sert pas à grand chose, hormis d'avoir l'impression d'être moins ignorant ou manipulable que la moyenne des gens, ce qui reste à démontrer, car si la majorité semble gober tout ce que les journalistes leur racontent, en réalité dans bien des cas ils n'en pensent pas moins que vous mais ils sont incapables de l'exprimer.

On pourrait en dire de même des "*gens bien informés*" qui semblent avoir compris beaucoup de choses, sauf l'essentiel manifestement, qui ne vont pas au bout de leur analyse de la société, et qui finissent par adopter l'interprétation superficielle qu'en donnent d'autres journalistes ou intellectuels qui s'accommodent du régime.

La "*majorité avale le blanc le jaune et la coquille*" sans y mettre les formes contrairement à vous, voilà tout.

Matraquage macronique jusqu'à la dernière minute.

- Les Français d'Amérique aux urnes en avance pour voter utile - AFP

- 23 avril 2017, jour J du grand effondrement de notre système politique? - Le Huffington Post

- La présidentielle vue de l'étranger : à Berlin, la gauche et la droite votent Macron - LeParisien.fr

Normal la CDU gouverne avec le SPD !

- Emmanuel Macron: Peut-on vraiment être "trop jeune" pour être un bon leader? Ce qu'en disent les experts... - Le Huffington Post

Les experts, il fallait oser, les corrompus, la tarte à la crême, la risée...

Dossier Syrie.

- Attaque chimique en Syrie : enquête préliminaire contradictoire - euronews

Le président de la commission d'enquête internationale sur la Syrie a rendu vendredi ses premières conclusions après l'attaque chimique de Khan Cheikhoun en Syrie.

Comme d'autres organisations, Paulo Pinheiro estime que des agents chimiques ont bien été ultilisés le 4 avril dans la province d'Idleb. Mais selon lui les victimes seraient surtout mortes après des blessures causées par des armes conventionnelles.

Quant à la responsabilité du régime de Bachar Al-Assad, le président de la commission d'enquête affirme ne pas pouvoir tirer de conclusion à ce stade. euronews 22.04

Lire l'article dans la rubrique Syrie : *L'attaque neurotoxique qui n'a pas eu lieu » rapport de T. Postol du 18 avril 2017 sur Khan Cheikhoun par Caroline Galactéros (20.04)*

Haut de page

Le 24 avril 2017

CAUSERIE

A l'extrême droite toute !

Il se peut que je n'actualise pas le portail jusqu'au second tour, j'ai besoin de repos et la situation politique en France ne présente aucun intérêt particulier jusqu'au 7 avril, sauf évènement exceptionnel.

L'américanisation des institutions française est en bonne voie, elle vient de s'accélérer brutalement, bientôt ce pays sera aussi pourri que les Etats-Unis, quelle horreur ! Vous aurez observé que le prolétariat et le mouvement ouvrier américain ne s'en étaient jamais remis. Ils sont aujourd'hui dans un état de putréfaction avancée plutôt effrayant, au point que les marionnettes qui gouvernent pour le compte de l'oligarchie ne se préoccupent même plus de ce qu'ils pensent ou non puisqu'ils n'ont plus aucun droit politique, c'est comme s'ils n'existaient plus, et s'ils résistent, ils les répriment, les embastillent, les assassinent. C'est le sort que vous réserve Macron.

Mes idées, mes théories, mes analyses, mes propositions n'intéressant apparemment personne, soit, je serai sans doute amené à cesser cette activité politique prochainement. Je me fais vieux, je suis épuisé, et que je termine mes vieux jours dans mon trou en Inde sans plus donner signe de vie n'indisposera personne, je veux dire par là que personne ne me regrettera et ce sera très bien ainsi. J'aurai fait ce que j'ai pu et je pourrai quitter ce monde dignement.

Il y en a qui s'avilissent ou se suicident politiquement sur la fin, moi je préfère disparaître tranquillement sans me faire prier, en choisissant mon heure, ce sera mon ultime acte conscient en hommage à la liberté pour laquelle j'ai combattu une bonne partie de ma vie. Tout jugement ou toute condamnation prononcée contre moi par des personnes animées de pensées malveillantes sera considéré comme une atteinte à la liberté et se retournera contre leurs auteurs. Ce n'est pas un testament, mais cela y ressemble. Il arrive qu'on en fasse plusieurs ! J'ai laissé mon imagination vagabondée, semble -t-il.

Adressons-nous à des travailleurs.

Dès lors que quelqu'un dispose d'un revenu supérieur à la satisfaction des besoins les plus élémentaires ou parvient à les satisfaire par n'importe quel moyen, il va se soumettre ou se laisser corrompre par le régime, et plus son revenu ou son statut social augmentera, plus il sera conduit à s'en accommoder, à le cautionner ou à le soutenir.

On pourra entrer en conflit avec le régime pour exiger une amélioration des conditions (de travail, notamment) dans lesquels on

obtient ce revenu ou pour qu'il augmente, ce qui ne conduira pas forcément (loin de là) à le remettre en question, pour qu'il en soit autrement il faudra prendre conscience des rapports sociaux qui sont à l'origine de sa condition. Il en va de même généralement, lorsqu'on souhaite satisfaire des besoins supplémentaires ou accéder à des besoins nouveaux.

Quand dans un pays l'immense majorité de la population peut satisfaire ses besoins élémentaires ainsi qu'un certain nombre de besoins supplémentaires dans des conditions relativement acceptables, peu importe ici de quelle manière, elle ne sera pas portée à remettre en cause l'ordre établi ou à devenir révolutionnaire, elle ne cherchera pas à comprendre ni comment ni pourquoi elle doit malgré tout faire face à des difficultés ou la société présente tant d'aspects négatifs, elle continuera d'en ignorer les origines. Et lorsque sa condition se dégradera, elle ne sera pas en mesure d'affronter cette nouvelle situation.

Elle sera impuissante à modifier l'orientation de la société, parce que les moyens ou les instruments qu'elle avait créés pour améliorer ses conditions de travail ou d'existence dans le cadre du régime en place s'avèreront inopérants ou impuissants, car au fil du temps ils se seront eux-mêmes accommodés du régime ou auront été corrompus également, de sorte qu'elle ne pourra pas ou plus s'en servir pour exprimer ses besoins ou défendre ses droits, qui pour être satisfaits ou prise en compte nécessite à un moment donné d'attaquer frontalement le régime et de le renverser afin de s'emparer du pouvoir politique.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que la société telle qu'elle existe aujourd'hui ne fonctionne pas selon la volonté des hommes, elle est le produit de rapports économiques ou sociaux entre les classes, dont l'évolution est dictée ou leur est imposée par les lois de fonctionnement du régime capitaliste, selon la place qu'ils occupent au sein de ses rapports, c'est ainsi que les exploiteurs, les patrons, les gros actionnaires, les riches qui subissent également ses lois de fonctionnement du régime capitaliste vont devoir adopter des mesures ou une politiquen une stratégie consistant à s'attaquer aux acquis ou au droits sociaux des exploités, de la classe ouvrière, des classes moyennes, des travailleurs en général uniquement pour préserver leur statut et leurs privilèges ou leur domination de classe qui coïncident avec la préservation du régime lui-même.

Et lorsque ces mesures ou cette politique s'avèrent de plus en plus antisociales, se traduisant par l'accroissement des inégalités sociales dans des proportions monstrueuses, donc toujours plus injustes envers les travailleurs, liberticides, antidémocratiques, belliqueuses, guerrières, impérialistes, c'est uniquement par ce sont ces lois de fonctionnement du capitalisme qui y conduisent inexorablement, autrement dit les capacités de ce régime fondé sur le la propriété privé des moyens de production et de répartition des richesses ne sont pas illimites. Au delà d'un certain niveau de développement, et cela peut paraître paradoxal ou contradictoire et difficile à comprendre, il se transforme en son contraire pour préserver son existence. Il devient un frein, puis une entrave, un obstacle à tout progrès social, au bien-être de la population, il devient une menace pour sa sécurité et pour la paix, un facteur de guerre civile qu'il va dès lors sans cesse alimenter, encourageant tout en prétendant les combattre, la xénophobie et le racisme, toutes les formes de discriminations entre les différentes couches qui composent la société afin qu'elles s'affrontent entre elles au lieu de diriger leurs coups contre le régime.

Pour assurer sa survie, les lois de fonctionnement du régime capitaliste, les fondements sur lesquelles elle repose, c'est-à-dire les inégalités entre les classes qui en sont à l'origine, imposent aux tenants du régime de toujours plus concentrer le pouvoir économique et politique pour que leurs représentants puissent appliquer les mesures qu'ils leur dictent. En pratique cela se traduit sur le plan économique par la concentration du capital ou des richesses entre les mains de quelques oligarques détenant des fortunes colossales, et sur le plan politique par la confiscation de la démocratie ou des droits politiques que les travailleurs ont conquis par leur lutte de classe en s'appuyant sur leur ignorance et la corruption de ses représentants.

En conclusion, on aura compris que ce régime à bout de souffle, décadent, en décomposition, en faillite, à l'agonie, monstrueux par sa cruauté, dont la mission historique est achevée, synonyme uniquement d'inégalités, d'injustices, de haine, de chaos, de guerre, de barbarie et mille autres maux et souffrances qu'il impose au peuple travailleur, ne peut pas être réformé, qu'il est impossible de modifier ou d'inverser son orientation, nous devons le renverser par une révolution pour qu'il disparaisse, il n'existe pas d'autres alternatives politiques.

Les travailleurs doivent adopter le principe imprescriptible selon lequel leurs besoins, aspirations ou droits ainsi que les moyens pour s'emparer du pouvoir politique, instaurer une République sociale afin d'en finir avec le capitalisme sont légitimes, et ils doivent combattre et se détourner de quiconque voudrait leur contester.

Les travailleurs doivent comprendre que si le régime capitaliste repose sur leur ignorance du développement ou du fonctionnement du capitalisme ainsi que la corruption de leurs représentants, ils doivent tout faire pour parvenir à cette compréhension et s'organiser dans un nouveau parti ouvrier avec des dirigeants qui aient rompu ou qui n'aient aucun lien avec le capitalisme, ses représentants ou ses institutions.

C'est la tâche que doit se fixer chaque militant ouvrier révolutionnaire combattant pour le socialisme, aider par tous les moyens à leur disposition les travailleurs à progresser, être à leur côté dans leur lutte quotidienne, les organiser et construire le parti sans lequel nous ne parviendrons jamais à vaincre le capitalisme.

Bienvenue en oligarchie ou hold-up réussi de l'oligarchie sur les institutions de la Ve République.

Présidentielle : les résultats définitifs du premier tour - latribune.fr 24.04

Voici les résultats définitifs du premier tour fournis par le ministère de l'Intérieur, qui précise que le taux de participation s'est établi à 78,69%, contre 80,42% lors du premier tour du scrutin présidentiel de 2012.

Article publié à 7h27, actualisé à 9h29 avec les réactions des marchés.

Le second tour verra s'affronter deux candidats aux antipodes. Emmanuel Macron et Marine Le Pen se sont qualifiés dimanche pour le second tour de l'élection présidentielle qui se tiendra le 7 mai prochain, à l'issue d'un premier auquel onze candidats ont participé.

Voici les résultats définitifs du premier tour fournis par le ministère de l'Intérieur, qui précise que le taux de participation s'est établi à 78,69%, contre 80,42% lors du premier tour du scrutin présidentiel de 2012.

Emmanuel Macron (En Marche !) : 23,75%
Marine Le Pen (Front National) : 21,53%
François Fillon (Les Républicains) : 19,91%
Jean-Luc Mélenchon (La France insoumise) : 19,64%
Benoît Hamon (Parti socialiste) : 6,35%
Nicolas Dupont-Aignan (Debout la France) : 4,75%
Jean Lassalle (Résistons) : 1,22%
Philippe Poutou (Nouveau parti anticapitaliste) : 1,10%
François Asselineau (Union populaire républicaine) : 0,92%
Nathalie Arthaud (Lutte ouvrière) : 0,65%
Jacques Cheminade (Solidarité et progrès) : 0,18%

À la Bourse de Paris, les banques décollent

À l'ouverture de la Bourse de Paris, les titres du secteur bancaire prenaient près de 8% lundi matin, galvanisés par l'anticipation d'une victoire du candidat Emmanuel Macron à la présidentielle française. A 09H12, l'action Société Générale prenait la tête du CAC 40 (+8,03% à 50 euros) devant Crédit Agricole (+7,68% à 13,39 euros) et BNP Paribas (+6,74% à 66,18 euros) dans un marché en forte progression de 3,66%.

Le CAC 40 a quant à lui bondi de 4,1%, à 5.267,88 points et des hausses soutenues ont été constatées dans les Bourses de Londres (+1,37%), Francfort (+2,37%) et Madrid (+3,48%). (avec Reuters et AFP) latribune.fr 24.04

No comment !

Tout est dit ici :

- La surprise du 1er tour de la présidentielle... c'est qu'il n'y en a pas eu - Le Huffington Post

Macron, le candidat de l'oligarchie, des médias détenus par 9 milliardaires, du Medef, du CAC 40, l'emporte, tout est dans l'ordre des choses.

Effectivement le scénario concocté par les idéologues néolibéraux et savemment orchestré depuis l'Elysée et relayé par un matraque médiatico-judiciaire incessant a parfaitement fonctionné. Comme quoi ils apprennent vite de leurs erreurs qui n'en étaient pas vraiment, contrairement à nos piètres dirigeants.

Sans ce matraque permanent, la manipulation dont fut l'objet la primaire de la "gauche", la machination montée contre Fillon et la fusillage survenue en plein Paris trois jours avant le scrutin pour faire monter le taux de participation, sans oublier la diabolisation hystérique des blogs et portails opposés à leur scénario décrits comme "complotistes" afin que les électeurs s'en détournent au profit des médias institutionnels favorables à Macron, ce dernier n'avait absolument aucune chance de figurer au second tour de la présidentielle.

C'est l'histoire d'une formation machine (de marketing) à fabriquer du consentement, à conditonner les esprits des électeurs. Je vous invite à lire les déclarations des différents courants trotskystes (NPA, LO, POI, POID, plus tous les groupes qui en sont issus) et vous constaterez qu'ils n'en ont toujours pas pris la mesure, pour eux le pouvoir de conditionnement des médias sur la psychologie des masses n'existe pas, il n'a aucune influence sur elles bien que les faits démontrent exactement le contraire, partant de là c'est perdre son temps que de s'intéresser à ces courants politiques fossilisés, dont étrangement la décomposition ou la dislocation est liée à celle du PS et du PCF. Prenez pour l'illustrer le courant trotskyste dit lambertiste.

En 1981 il appelle dès le premier tour à voter Mitterrand, ce qui entraîne une crise dans le PCI, Stéphane Just, un de ses dirigeants en sera exclu quelques années plus tard et les dirigeants du PCI procèderont à la liquidation de leur propre parti (PCI) au profit du MPPT.

En 2002, Jospin est éliminé au premier tour de la présidentielle, ce qui alimente la crise au sein du PS qui se répercute chez ses satellites, la même année des militants vont être exclus du PT et former le CRI avant de rejoindre plus tard le NPA (Tendance Claire)

En 2012, Hollande est élu, il poursuit la politique de Sarkozy entraînant de nouvelles tensions au sein du PS au bord de l'éclatement. Ce sera le POI qui scissionnera.

On s'aperçoit ainsi qu'à chaque étape de la crise du PS, elle se répercute au sein de ce courant trotskyste. Après ils diront qu'ils n'étaient pas liés organiquement au PS.

En 2017, ni le POI ni le POID ne sera en mesure de présenter un candidat à l'élection présidentielle. Le candidat officiel du PS qu'ils soutiendront du bout des lèvres (tout comme Mélenchon) sera laminé au premier tour.

Ce courant politique ainsi que ceux du NPA et de LO ont traversé la seconde moitié du XXe siècle sans jamais réellement prendre la mesure des profondes transformation de la société durant toute cette période, accrochés au basques du PS et du PCF, ils étaient voués à connaître le même sort.

Revenons à notre sujet.

Doit-on regretter d'avoir appeler au boycott de cette élection au lieu d'appeler à voter Mélenchon ? Certainement pas.

Les résultats du premier tour confortent plutôt notre stratégie, qui consistait à prendre la réalité telle qu'elle était au lieu de lui substituer des rapports faussés ou qui n'existaient pas. Mélenchon traînait derrière lui un boulet encombrant avec son passé au PS, de plus son programme était un couteau sans lame, dérisoire et trompeur, cela était suffisamment pour dissuader bien des électeurs de voter pour lui. Quant à sa fausse modestie, elle transpirait la suffisance. Il a dilué son programme qui manquait déjà de consistance pour brasser le plus large possible à gauche et à droite de son électorat potentiel, résultat il a gagné et perdu des voix des deux côtés l'effet se neutralisant pour ainsi dire, il était donc condamné à plafonner en dessous du seuil qui lui aurait permis d'être présent au second tour.

En laissant de côté ici les abstentionnistes (21,31%), il faut constater une fois de plus que la majorité des travailleurs ont voté contre leur camp ou leurs intérêts, ce qui tend à prouver que leur niveau de conscience politique n'a pas progressé. Il faut en déduire que les violents coups que leur ont portés Hollande, Valls et Macron n'ont pas altéré leur mode de vie au point de leur faire prendre conscience qu'il y aurait péril en la demeure à confier leur sort à des candidats réputés pour leurs liens avec le capital.

Le pourcentage total des voix exprimées obtenus par les candidats officiellement de droite (donc hors PS, mais En Marche! et le FN compris) atteint 72,26%, tandis que les candidats officiellement de gauche ont obtenu 27,74%, on pourrait donc être porté à en déduire que la majorité de la population s'estime satisfaite de sa condition.

Cela les militants ne peuvent pas le comprendre ou refuse de l'admettre et se réfugient dans un déni suicidaire, le même qui nous a conduit à la situation d'aujourd'hui, peut-être pour n'avoir jamais connu les difficultés que doivent endurer les travailleurs qui vivent dans la pauvreté ou n'avoir jamais vécu dans un pays ou la pauvreté était le lot de la majorité de la population ou en proie à la guerre. Du coup ils réagissent comme des petits bourgeois plus que comme des militants ouvriers digne de parler au nom des travailleurs ou de représenter le socialisme.

Le niveau de conscience des travailleurs ou leur interprétation de leur condition et plus généralement de la société dépend essentiellement des conditions objectives auxquelles ils sont confrontées. Ils sont plus vulnérables et susceptibles d'être manipulés par les médias ou les instituts de sondages quand ils estiment ces conditions supportables, voire quand elles leur semblent menacées, ils adopteront alors le réflexe de la majorité ou ce qu'on leur présente comme telle pour se sentir plus fort ou espérer échapper à cette menace, alors ils vireront plutôt à droite ou à l'extrême droite.

Vos dirigeants ne vous donneront pas ce genre d'analyses, ils vont encore vous raconter des sornettes, on serait tenté d'ajouter, comme toujours ou presque. Tenez, dans son communiqué le POID affirme que "ce 23 avril, un coup mortel a été porté à la Ve République", tu parles, c'est comme si on avait écrit que l'élection de Reagan, Bush pére ou fils ou encore Trump avait porté "un coup mortel" à la Constitution américaine, ils nous avaient déjà fait le coup lors de l'élection e Giscard, puis de Mitterrand, vous connaissez la suite.

D'autres petits malins se donnent déjà rendez-vous à la prochaine présidentielle en 2022, selon eux elle sonnera l'heure de Mélenchon ou de son mouvement s'il existe encore, parce que les travailleurs auront été totalement dégoûtés de Macron et

sa politique ultra libérale. Mais c'est sans compter qu'entre temps ils auront remis sur selle LR qui sera alors l'alternance à En Marche! le clone du parti démocrate américain, les médias le magnifieront et ils auront eu le temps de peaufiner les primaires pour éliminer tous les autres partis ou mouvement et le tour sera joué. Attendez, vous les prenez pour des débutants ou des abrutis ou quoi, il faut vous informer ou suivre, cela fait des années qu'ils préparaient leur coup et que Macron était sur le feu, prêt à entrer en scène pour jouer le dernier acte de cette comédie. Vous croyez qu'ils vont prendre le risque de donner une seconde chance à Mélenchon, vous voulez rire sans doute, ce n'est pas sérieux.

Pour autant, la place n'est pas encore nette, le PS existe encore même laminé, ils doivent le faire disparaître si possible, le FN aussi, et ils s'en serviront aussi longtemps que l'alternance LR-En Marche ne sera pas certaine de fonctionner à tous les coups. Ils veulent imposer le modèle américain qui fonctionne à merveille où finalement démocrates et républicains s'affrontent tout en gouvernant ensemble, tandis que tous les autres partis sont hyper marginalisés, quasiment inexistant, tout comme la démocratie, c'est la même dictature qu'ils veulent nous imposer, celle de l'oligarchie.

Mélenchon marche dans leur combine ou les aide à sa façon, voyez ce que disent ces proches : "Je préférerais vous dire le contraire, mais la politique ne passe plus par les partis, constate dans les allées du parc des expositions Gabriel Amard, gendre du candidat et compère politique depuis 1986. Ou encore : "Jean-Luc a eu la lucidité de reconnaître ça et de construire une espèce de réseau social, un mouvement horizontal. Gabriel Amard, proche de Jean-Luc Mélenchon. (Source : Franceinfo 23.04)

Mélenchon a adopté la même posture bonapartiste que Macron hors ou sans parti, populiste, chez Macron c'est l'oligarchie qui sera amenée à gouverner à la place des partis par l'intérmédiaire de ses représentants ou l'élite acquise à son idéologie et soigneusement sélectionnée pour remplir cette fonction, tandis que chez Mélenchon se sera le vide ou l'illusion parce qu'il n'accèdera jamais au pouvoir !

Le PCF n'avait pas fait autre chose en reniant dans les années 80 la dictature du prolétariat qui incarnait l'exercice du pouvoir politique par la classe ouvrière et ses représentants organisés dans un parti, ce qui signifiait que ce parti n'avait plus aucune raison d'être puisque l'objectif pour lequel il avait été fondé avait été abandonné, c'était en quelque sorte un suicide politique, ce qui sera confirmé par la suite.

Le parti, c'est l'instrument qui permet de rassembler les membres de la société issus d'une ou de plusieurs classes ayant les mêmes intérêts de classe ou combattant pour faire valoir les droits d'une classe distincte des autres, dans un parti bourgeois ou capitaliste on peut admettre la présence d'éléments de différentes classes y compris de la classe ouvrière, mais son programme et sa politique seront subordonnés aux besoins de la classe des capitalistes au détriment de ceux de la classe ouvrière, tandis que dans un parti ouvrier il pourra également y avoir des militants de différentes classes mais ils mettront en oeuvre une politique et un programme qui seront conformes aux objectifs politiques de la classe ouvrière. Cela signifie que quel que soit le parti, sa politique sera au service des intérêts fondamentaux d'une classe bien précise et en aucun cas il ne servira les intérêts de la classe qu'il a définie comme son ennemi à vaincre.

En abandonnant le parti, c'est sa nature de classe qui se dilue, qui disparaît autant que sa raison d'être ou son objectif politique, ce qui vaut également pour Macron et En Marche! qui ne vise pas à sauver la classe des capitalistes mais dont l'unique objet est de permettre à l'oligarchie d'appliquer sa stratégie pour perpétuer son existence ou le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, qui au cours des millénaires antérieurs est passé par différentes phases ou étapes avant de prendre la forme actuelle du capitalisme, qui, parce qu'il a atteint un niveau de contradiction insoutenable doit être rigoureusement plannifié et dirigé d'une main de fer pour ne pas s'effondrer ou se disloquer. Autrement dit, il est devenu impossible de laisser les capitalistes (et les banquiers) dirigés leurs entreprises ou décidés de leur destin. Le pouvoir économique et politique doit être concentré et centralisé plus que jamais auparavant, ce qui nécessite que le nombre d'intervenants ou d'oligarques qui contrôlent ce processus ou concentrent tous les pouvoirs soit restreint pour que cette politique soit réellement appliquée ou soit efficicace, ils ne peuvent plus se permettre qu'elle parte dans tous les sens ou que chaque capitaliste ou banquier décide quelle politique il va appliquer dans son coin ou dans chaque pays, les sommets de l'oligarchie doivent pouvoir tout contrôler ou maîtriser, et étendre son pouvoir tentaculaire à toute la planète, aucun continent ou pays ne doit lui échapper, d'où ses opérations de déstablisation des régimes qui échappent encore en partie à son contrôle, dont la Russie, la Chine, le Venezuela, la Bolivie, etc.

Hamon (PS) a déjà appelé à voter Macron au second tour, tout comme Pierre Laurent (PCF) et Alexis Corbière (La France insoumise). Le programme de Hamon était de droite, celui de Mélenchon n'était pas vraiment de gauche pour ne pas s'attaquer aux fondements du capitalisme, nulle part il n'était question d'exproprier sans indemnité les banquiers et les les patrons du CAC 40 ou des 2.000 grandes entreprises, ni même d'abroger toutes les lois anti-ouvrières adoptées depuis 40 ans ou plus, ni même évidemment de rompre avec l'UE, l'euro, le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE, l'ONU...

Bref, tous se ralient à Macron qui incarne l'extrême droite néolibérale ou fasciste, alors qu'on nous avait appelé à voter pour Hamon ou Mélenchon, et les mêmes nous apprennent qu'ils vont s'abstenir le 7 mai prochain, après avoir refusé d'appeler au boycott de cette élection manipulée, truquée. Si Hamon n'avait pas un programme de droite, ce sont donc des électeurs de droite qui ont voté pour lui, et si Mélenchon n'avait pas réellement un programme de gauche, aussi choquant que cela puisse être une grande partie des électeurs qui ont voté pour lui n'était pas non plus véritablement de gauche, ils n'auront aucun mal à voter Macron, à la limite les seuls qui étaient vraiment de gauche se sont abstenus ou ont voté Poutou ou Arthaud. En fait, ils n'ont pas voulu s'abstenir au premier tour en colportant des illusions dans deux candidats inconsistants dont un franchement de droite (Hamon)

et voilà qu'ils y sont contraints par la force des choses au second, entre nous ils auraient mieux fait de ne pas se compromettre au premier tour en appelant au boycott.

Imaginons un instant que Mélenchon figure au second tour contre Macron, qu'est-ce qui se serait passé ? LR et le PS auraient appelé à voter Macron, les électeurs du FN se seraient abstenus massivement, une partie se serait reporté sur Macron et une autre sur Mélenchon, qui n'aurait pu compter que sur les voix de Poutou et Arthaud, donc mathématiquement parlant il aurait été battu et Le Pen aurait été élue. Aux législatives, Mélenchon ne pouvant obtenir la majorité et Le Pen non plus, elle aurait dû laisser gouverner LR, le PS et En Marche ! Le chaos s'en serait suivi pendant quelque temps avant que Le Pen soit conduite à démissionner, LR ou En Marche prenant le relais et ainsi de suite, Mélenchon et son mouvement demeurant dans l'opposition parlementaire...

En politique, il n'y a pas pire que l'indécision. Il n'existe que deux voies, se soumettre au régime ou l'affronter. Le Pen pas plus que Mélenchon n'était appelé à gouverner parce qu'aucun des deux n'entendait affronter le régime, et surtout s'en donner les moyens, Le Pen parce qu'elle y est liée organiquement, Mélenchon parce que c'est un charlatan.

Ce qu'il faut comprendre aussi, c'est que si Mélenchon n'a jamais pu mobiliser les masses en dehors de la période d'effervescence électorale, il n'y serait pas parvenu une fois parvenu au pouvoir s'il avait été élu, et pour avoir manifesté à de multiples reprises sa condamnation de toute violence, il aurait tout fait pour l'éviter, il aurait refusé d'affronter la classe dominante car il savait qu'elle aurait réagi violemment, il aurait refusé d'appeler les masses à se mobiliser par crainte des violences, et son électorat plutôt de droite ou qui n'était pas porté à recourir à une révolution pour faire appliquer le programme de Mélenchon ne se serait pas mobilisé également par crainte des violences, bref, au bout du compte, Mélenchon aurait emboîté le pas à Tsipras et on en serait resté là, voilà tout. Franchement, est-ce que cela valait vraiment le coup de voter pour lui ou une candidature unique Mélenchon-Hamon pour en arriver là ? C'était plutôt se compromettre qu'autre chose.

S'il n'y a pas de sauveur suprême, il n'y a pas non plus de recourcis pour atteindre notre objectif politique.

Dernier matraquage avant les résultats dimanche soir.

- «Rassemblement», «renouvellement» et «performance»: le bilan de campagne d'Emmanuel Macron - L'Opinion

- Parmi les électeurs, beaucoup d'hésitation et peu de conviction - AFP

Certains ont hésité jusqu'à la dernière minute. D'autres ont voulu faire barrage. Parmi des électeurs interrogés dimanche matin par l'AFP, rares sont ceux qui se disent pleinement convaincus par l'un ou l'autre des candidats en lice au premier tour de la présidentielle. AFP 24.04

Le matraquage se poursuit de plus bel après.

Soulagement

- C'est fini, Emmanuel Macron sera notre prochain président de la République - Le Huffington Post

Cette fois, ça y est. C'est fini. Le Huffington Post 24.04

- Macron déjà président? Le second tour de la présidentielle aura lieu le 18 juin - Le Huffington Post

- Emmanuel Macron superstar - LePoint.fr

- Résultats du 1er tour de la présidentielle: la folle soirée du porte-parole d'Emmanuel Macron - Le Huffington Post

- Après la Macron mania, le candidat d'En Marche saura-t-il parler au peuple d'ici le second tour? - Le Huffington Post

Macron l'héritier de Hollande.

- L'idéologie est morte, vive l'idéologie ! LePoint.fr

Le traditionnel clivage droite-gauche a été balayé. Mais il en instaure un nouveau, tant Macron et Le Pen incarnent des représentations opposées de la société française.

Les sondages, dont on dit tant de mal depuis le Brexit, l'élection de Trump et la primaire de la droite, ne se sont donc pas

trompés. Bien au contraire, ils ont correctement prédit non seulement le nom des deux finalistes, mais aussi leur ordre d'arrivée à l'issue du premier tour. Ils ont saisi, en temps réel, l'envie grandissante, chez les électeurs, de rayer de la carte le clivage droite-gauche qui structure la politique française depuis l'avènement de la Ve République, et d'en finir avec le bipartisme pépère qui regardait la roue de l'alternance tourner toujours en sa faveur.

Emmanuel Macron représente une offre nouvelle, inédite, dont le succès paraissait invraisemblable il y a seulement un an. Il propose tout simplement de faire imploser le système politique tel qu'il existe, avec ses vieilles ficelles et ses éternels revenants. LePoint.fr 24.04

Premier faux pas.

- Présidentielle : Macron et le syndrome du Fouquet's - LePoint.fr

Le candidat arrivé en tête a choisi d'aller fêter le résultat du premier tour à La Rotonde, une brasserie parisienne. A-t-il commis sa première erreur ?

De sa lévitation porte de Versailles, Emmanuel Macron a promis d'aller « au-delà » de ses partisans et de « rassembler tous les Français ». Donc, comme des millions de Français, nous l'avons suivi du regard, scruté ses moindres gestes, grâce aux motards de la télévision, ne pouvant nous empêcher de voir en lui, ce même pas quadragénaire, notre prochain président. Et nous voulions savoir vers qui irait son premier geste de finaliste de la présidentielle. La chose a son importance, comme toujours dans l'histoire des campagnes.

Dans un pays, peut-être le seul au monde, où au cours d'une campagne les candidats se réclament d'une histoire millénaire, assument parler aux morts et convoquent les héros, la force des symboles compte. Ainsi Emmanuel Macron, dimanche soir, s'est-il rendu à La Rotonde, une brasserie parisienne du boulevard Montparnasse, ivre de sa première place, conservant dans le regard cette impression de vertige, saluant au passage « les marcheuses » et « les marcheurs », « toutes » et « tous » et « chacune » et « chacun » se trouvant sur son chemin.

En soi, rien de scandaleux, sauf que trois semaines plus tôt, à Charleville-Mézières, le même homme, à l'évidence sincère, a fait pleurer d'émotion un ouvrier dans un discours « à la France qui souffre ». Un sentiment de duperie a dominé alors, en même temps qu'un signe d'adhésion à des codes sociaux différents de ceux défendus durant des mois. Voici donc que, même pas élu, Macron, candidat du renouveau, y compris dans les pratiques, s'est rendu à La Rotonde, où l'y ont retrouvé nombre de convives, lesquels avaient reçu un SMS d'invitation signé « Brigitte et Emmanuel ». Celui qui n'a eu de cesse de clamer qu'il n'était pas le candidat du quartier de La Défense, de la gouvernance mondiale, des centres-villes, des start-up, des people, de la gauche soumise aux règles du marché offre l'image d'un masque qui tombe. Un aveu qui, parce qu'il intervient au soir du premier tour, rend cette virée d'autant plus maladroite. Pourquoi donc, en outre, festoyer si la République est en danger par la seule présence de Marine Le Pen au second tour ? La presse a parlé de Jacques Attali, Erik Orsenna, Pierre Arditi, Stéphane Bern parmi les invités. Ceux-là n'ont tué personne, et méritent le respect, sauf qu'ils sont loin de l'idée que l'on se fait de ce « peuple de France » mille fois évoqué par Macron durant sa campagne. LePoint.fr 24.04

Emmanuel Hollande victorieux !

- Emmanuel Macron vainqueur du 1er tour de l'élection présidentielle, c'est la victoire de François Hollande - Le Huffington Post

Sa victoire est à la fois tactique et doctrinaire. Tactiquement, il a su rendre possible la victoire d'Emmanuel Macron. Il en a assuré l'ascension en faisant de lui son conseiller, l'a nommé ensuite ministre de l'économie. Par ailleurs, la construction du mouvement "En marche" n'a pas déclenché les foudres élyséennes. M. Hollande a eu plus de souci de malmener M. Hamon que M. Macron. Son soutien devenant presque gênant en fin de campagne que le jeune candidat à la présidentielle invitait le président de la République à s'occuper de sa fonction avant toute chose.

M.Hollande est un habile manœuvrier, c'est certainement une leçon bien apprise du Mitterrandisme. Dimanche soir, il a assuré sa quasi réelection sous un autre nom. Son ancien premier ministre Manuel Valls est même disponible en cas de besoin. Nous assistons là à un chef d'œuvre du transformisme politique.

C'est aussi une victoire doctrinaire du président de la République. Ce dernier n'a pas trahi la gauche, il a achevé de poursuivre cette fois sans fard, la transformation du PS en parti de droite ou de centre-droit. La mutation opérée à partir de 1983 connaissait ainsi son accomplissement. La loi El khomri et la loi Macron, en étaient les plus éclatants symboles. Ici il ne parait pas nécessaire de revenir sur la capitulation pour réorienter la construction européenne. Lionel Jospin avait largement ouvert la voie en 1997 avec l'acceptation du Pacte de stabilité et de croissance.

Mais ne l'oublions pas le hollandisme économique est un macronisme avant toute chose. Par les positions stratégiques qui ont été les siennes: conseiller de François Hollande, ministre de l'économie, il a largement façonné les orientations libérales du quinquennat

et surtout ses échecs.

Aujourd'hui M. Macron reprend son propre héritage et veut s'il est élu le rendre pérenne. Il prépare un super CICE, compte aller plus loin dans la flexibilisation du marché du travail par le biais des ordonnances, et modifier la fiscalité, particulièrement l'ISF, dans un sens encore plus inégalitaire. Le président de la République peut donc s'assurer de la continuité de son œuvre.

C'est aussi une victoire doctrinaire dans le champ européen car le président renonçant à réorienter les institutions européennes et poser la question de l'euro, s'est alors rabattu sur le marché du travail pour satisfaire leurs attentes

M. Macron ne dit rien d'autre en assurant l'Allemagne, faux nez, de l'Union européenne que les réformes attendues seront réalisées à savoir la réduction du périmètre de l'Etat social.

La victoire de M. Hollande est presque totale. Une victoire à la Pyrrhus car il laisse le parti socialiste à terre. Ce parti a vécu. Mais les hommes qui le composent sauront offrir leur service au candidat d'"En Marche". Mais comme ils ne parviendront pas à eux seul à faire advenir un succès aux législatives à M. Macron, ils trouveront leurs alliés avec des membres des Républicains, prêts à déserter leur navire.

Il n'est pas non plus surprenant de voir Jean Claude Juncker, ou la chancellerie Allemande se féliciter de la victoire probable de M. Macron car c'est une grande coalition qui se dessine. N'oublions pas que c'est la formule politique qu'affectent les institutions européennes pour assurer la mise en œuvre des réformes dites "structurelles".

Depuis dimanche soir, nous entendons une agitation dans laquelle des voix nous disent que les vieux clivages ont disparu, que M. Macron incarne la nouveauté tant attendue. Bien au contraire, c'est pour reprendre un titre célèbre, à l'ère du vide à laquelle nous assistons. Son discours du premier tour, assez creux somme toute, semblait déjà tourner vers les prochaines échéances électorales tant la question des alliances va se poser.

Ce qui est à regretter, c'est que le fond ne soit jamais discuté.

A aucun moment, un débat sérieux ne s'est engagé pour mettre en lumière l'absence de nouveautés dans les propositions du jeune candidat. Pourtant, ce sont trente années de politiques d'inspirations libérales qui ont nourri notre recul économique et la montée du Front National.

Ce soir il est trop tôt d'affirmer que les idées de M Macron sont majoritaires dans notre pays.

Plus de 55% des électeurs ne se reconnaissent dans aucun des deux candidats du second tour. Et sans vouloir se livrer à des mathématiques électorales contestables, l'addition des voix de M. Melenchon et Hamon donne la gauche en tête. Là est le véritable problème, l'absence de ce courant politique au second tour, ce qui rend le débat à nouveau interdit.

En effet, les critiques doivent être reportées à plus tard car le FN menace. Le vrai débat sur les choix de politique économique et sociale pour ne citer que ceux là, et qui devrait être au cœur de la présidentielle, sera maintenu dans le silence.

Il faudra attendre les législatives nous dit-on. De ce jeu politique délétère, il parait nécessaire d'en sortir. Comme le dit le grand poète Turque N. Hikmet "être captif là n'est pas la question, il s'agit de ne pas se rendre".

La gauche, pas celle du PS du moins pas celui d'aujourd'hui, a un impératif de renaitre de ses cendres pour offrir une autre politique économique et sociale que celle qui est proposé par le candidat de droite, M. Macron. Le débat est à cette condition.

Le clivage gauche-droite n'est pas mort ce soir, il persiste plus que jamais. La France ne peut avoir pour seul choix: la droite ou l'extrême droite.

Frederic Farah - Professeur de sciences économiques et sociales, co-auteur de TAFTA, l'accord du plus fort

- Hollande va officiellement appeler à voter pour Macron - AFP

Le PCF a lui, comme le 21 avril 2002, appelé à faire barrage au Front national tout en prévenant qu'un vote Macron ne vaudrait pas adhésion au programme de l'ancien ministre de l'Economie de François Hollande. AFP 24.04

- Berlin salue la première place de Macron, Gabriel (SPD) sûr de sa victoire - Reuters

Avertissement et quelques aveux.

- Emmanuel Macron sera élu président, mais il fera ensuite monter en flèche le vote Le Pen et Mélenchon - Le Huffington Post

Si Emmanuel Macron est incontestablement un très brillant stratège, il aura été sur la forme un très piètre candidat: mauvais orateur, mauvais débatteur, sans charisme; et multipliant les gaffes rédhibitoires, telles que d'expliquer que pour un jeune de banlieue d'aujourd'hui, l'alternative dans la vie se résume à devenir chauffeur Uber ou à dealer du shit. Par ailleurs, sur le fond, les scores des uns et des autres au premier tour indiquent que son programme pro-mondialisation est rejeté par la majorité de l'électorat français. Néanmoins, parce que le second tour lui fera affronter Marine Le Pen, et parce que la très large majorité des Français serait prête à voter même pour une chèvre si cela fait barrage à l'extrême droite, Emmanuel Macron sera selon toute vraisemblance élu président de la République le 7 mai 2017.

Son programme consiste toutefois à aller encore plus loin dans l'actuelle "mondialisation malheureuse". Partant du postulat que gouverner dans l'intérêt des 0,1% les plus riches ruisselle ensuite en surcroît de croissance et de prospérité sur tout le reste de la population, ce projet politique consiste à intensifier les privatisations, à déréglementer les activités de la haute finance, à baisser les taxes sur les investisseurs et les actionnaires, à réduire la voilure des services publics, à réduire massivement les effectifs des fonctionnaires, à faciliter les licenciements, et à baisser les protections sociales pour la population prise dans son ensemble. Ce projet implique en outre de maintenir ou d'accroître l'ouverture de l'économie du pays à la concurrence de biens et services pourtant produits via le dumping social, fiscal ou écologique. Cela entraîne la pérennisation du chômage de masse du fait de cette concurrence déloyale. Et cela conduit le même projet à abaisser les protections sociales que contient le droit du travail, en arguant du fait que seules ces réformes permettent d'être compétitif face aux pays pratiquant le dumping.

Le projet de la "mondialisation malheureuse" n'est pas particulier à Emmanuel Macron. Avec une intensité comparable à ce que ce dernier propose, il a notamment été appliqué dans l'Allemagne de Gerhard Schröder, au Royaume-Uni de Tony Blair, ou auparavant par les Etats-Unis d'Amérique de Bill Clinton. Sous une forme plus radicale, il a auparavant été imposé dans la plupart des pays d'Amérique du Sud et en Russie durant les années 1990 (voire dès les années 1980 pour le Chili). Toujours est-il que ce type de réformes aboutit invariablement à la même conséquence sociale centrale: le basculement de la majorité de la population dans ce que le sociologue Guy Standing appelle le précariat, nouvelle grande classe sociale composée des gens qui ont des débuts de mois difficiles et qui ne savent pas où ils en seront socio-économiquement dans les trois mois qui viennent.

Dans les démocraties où ces politiques sont appliquées, cette explosion du précariat conduit à la montée du vote antisystème, sous deux grandes formes: le vote antisystème xénophobe et raciste; le vote antisystème altermondialiste. Il y a bien sûr des nuances. Dans les pays qui ont une expérience historique récente d'un régime d'extrême droite, grosso modo seul le vote antisystème altermondialiste monte. C'est le cas des pays d'Amérique du Sud dans les années 2000, avec par exemple Lula au Brésil et Rafael Correa en Equateur. Dans les pays qui ont au contraire une expérience historique récente d'un régime d'extrême gauche, seul le vote antisystème d'extrême droite (ou le glissement de la droite vers l'extrême droite) apparaît: par exemple la Hongrie de Victor Orbán. Et dans les pays qui n'ont connu récemment ni l'un ni l'autre, ce sont les deux votes antisystème à la fois qui grimpent: c'est le cas au Royaume-Uni, avec le parti xénophobe UKIP et avec l'altermondialiste Jeremy Corbyn devenu leader de la gauche. C'est également le cas en France, avec la montée de la xénophobe raciste Marine Le Pen et de l'altermondialiste Jean-Luc Mélenchon.

De fait, parce qu'il compte radicaliser l'application du projet économique de la "mondialisation malheureuse" en France, la présidence d'Emmanuel Macron porte en germe la montée en flèche des deux votes antisystème.

Thomas Guénolé - Politologue, maître de conférences à Sciences Po

Quand politilogue rime avec crétinisme, je n'ai pas le temps de commenter cet article.

Ils osent tout.

- Hollande : "la démocratie est plus forte que tout" - AFP

Dossier Syrie.

- Daech s'est excusé auprès d'Israël (Moshe Yaalon) - presstv.com

L'ancien ministre israélien des affaires militaires Moshe Yaalon a déclaré que Daech avait tiré seulement une fois par erreur en direction des forces israéliennes après quoi il s'est excusé immédiatement.

Il a par ailleurs prétendu que c'étaient les Iraniens qui dirigeaient les attaques contre Israël.

« Daech n'a jamais fait une telle chose, nous confrontons toujours l'Iran », a-t-il encore prétendu.

Il est utile de rappeler que pendant les six années de guerre en Syrie, les militaires israéliens n'ont ménagé aucun effort pour accorder des soins médicaux aux terroristes opérant dans ce pays.

À noter, également, que les allégations de Moshe Yaalon interviennent alors que les chasseurs du régime israélien ont visé, ce dimanche 23 avril, un stock d'armements de l'armée syrienne à Naba al-Fawar, dans la banlieue de Quneitra au sud de la Syrie.

Dans cette attaque, trois soldats syriens ont été tués et deux autres blessés, a-t-on appris de la chaîne al-Mayadeen. presstv. com 23.04

- Les forces de Damas et leurs alliés progressent près de Hama - Reuters

L'armée gouvernementale syrienne et ses alliés gagnent du terrain au détriment des rebelles près de Hama, a-t-on appris dimanche auprès de sources militaires et de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Les forces de Damas se sont emparées de la ville de Halfaïa et de villages situés dans les alentours un an après leur capture par les insurgés.

"Nous avons pris le contrôle de Halfaïa et de plusieurs collines des environs", a déclaré la source gouvernementale syrienne.

Appuyées par des frappes aériennes russes et par des milices soutenues par l'Iran, les forces gouvernementales syriennes ont pénétré en territoire rebelle au nord de Hama, étendant leur présence dans la province du centre de la Syrie.

Située à mi-chemin entre Damas et Alep, Hama fut un des bastions du soulèvement contre Bachar al Assad en 2011. L'avancée de l'armée ces derniers jours dans ses alentours a presque totalement effacé les gains territoriaux qu'avaient enregistrés les insurgés, dont des groupes djihadistes, le mois dernier dans ce secteur. Reuters 24.04

Haut de page

Le 25 avril 2017

CAUSERIE

Plus loin j'ai reproduit de nombreux commentaires d'internautes désabusés, démoralisés, ce serait intéressant de les commenter un à un, car ils sont très révélateurs...

Un internaute : "*De nombreux électeurs se sont fait berner par la formidable campagne de marketing menée par les oligarques qui tiennent nos médias*".

Entre nous, ils se sont fait berner par tous les bouts...

Une élection illégitime, les deux candidats en lice au second tour sont ultra minoritaires.

(Source : ministère de l'Intérieur)

Inscrits : 47 581118
Votants : 37 003 546
Abstention : 10 577 572
Blancs : 659 302
Nuls : 285 431
Exprimés : 36 058 813 (75,78%)

Abstention + blancs + nuls + non-inscrits = + 25% des électeurs.

Pourcentage des inscrits :

Macron : 18,18%
Le Pen : 16,14%

Ils osent tout, alors osons une analyse destinée aux militants.

Contrairement à ce qu'a affirmé le POID ou le dirigeant du courant trotskyste lambertiste Daniel Gluckstein dans un communiqué publié le 23 avril, l'élection de Macron ne portera pas "un coup mortel" à la Ve République, il vous suffira de lire les articles de presse suivant pour en être convaincus.

Ce courant trotskyste n'a cessé de clamer pendant des décennies que la Ve République avait été conçue exclusivement pour de Gaulle et son parti, aujourd'hui LR, et comme il ose tout, il continue ! Vérifions ce qu'il en a été réellement

En réalité, la Ve République a supporté l'élection d'un président qui n'était pas issu du parti gaulliste (UDR), Giscard, de centre droit (UDF) (1974), par la suite elle a passé avec succès l'épreuve de l'alternance à deux reprise, la première avec l'élection de Mitterrand (1981), la seconde en 2012 avec François Hollande, mieux, elle passa sans encombre celle de la cohabitation à deux reprises (entre 1986-1988, puis entre 1997-2002). Bref, les faits ont amplement démontré que les dirigeants de ce courant trotskyste n'avaient cessé de se réfugier dans un déni permanent.

Ils ont caractérisé la Constitution de la Ve République d'antidémocratique et de bonapartiste. Bien, mais était-ce là l'essentiel ? Apparemment non, puisqu'elle a démontré qu'elle était capable de s'adapter à d'autres partis que celui pour lequel elle avait été fondée au départ. Vous me direz que nous ne sommes pas plus avancés, attendez, ce qu'on ne vous a pas dit et vous devinerez facilement pourquoi, c'est qu'en réalité tous les partis qui composaient le Parlement participaient à la gouvernance, à la rédaction des lois au travers une multitude de commissions à l'Assemblée nationale et au Sénat notamment, autrement dit ils se partageaient les rôles ou les fonctions et gouvernaient ensemble pour le compte de la classe dominante. Vous avez pu être trompés parce que c'était le président en fonction ou les membres de son gouvernement qui annonçaient les lois ou mesures qui allaient être adoptées, le Parlement se contentant de les entériner par un vote symbolique, la majorité votant pour et l'opposition votant contre selon un scénario parfaitement réglé, alors qu'en réalité ils y avaient tous mis la main à la pâte. Autrement dit, tous les partis qui participaient au Parlement ont pratiqué depuis l'avènement de la Ve République à une sorte d'union nationale plus ou moins camouflée ou à laquelle personne n'a jamais porté beaucoup d'importance.

Or aujourd'hui avec l'élection de Macron, anticipons un peu, cette union nationale va devenir le mode de gouvernance officiel sans que cela pose de problème à la Ve République puisqu'elle en est coutumière depuis plus d'un demi siècle. Vous me direz qu'il n'y a rien de nouveau là-dedans, puisqu'il existait déjà un consensus entre LR et le PS. Effectivement, sauf que là un degré de plus va être franchi dans l'émergence d'un régime totalitaire puisqu'il va être officialisé, vous saisissez la distinction ?

En fait, la Constitution de la Ve République était de nature dictatoriale, totalitaire et tous les partis se sont prêtés à ce jeu pendant toutes ces décennies. Il était impossible pour des partis qui caractérisaient de gauche le PS de la présenter ainsi, puisque le PS participait à ces institutions. Les dirigeants trotskystes vous ont induit consciemment en erreur sur la véritable nature du régime en place, uniquement pour justifier les liens qu'ils avaient tissés avec le PS et le PCF, ainsi que leurs relais dans les syndicats.

On aurait pu se borner à dire, qu'à partir du moment où le président élu et la majorité parlementaire n'entendaient pas remettre en cause l'existence de la Ve République ou la domination de classe des capitalistes, il n'y avait absolument aucune raison d'affirmer qu'elle aurait pu être menacée, sauf à manquer singulièrement de logique ou être animé d'intentions inavouables pour prétendre le contraire et tromper travailleurs et militants. Dans les articles ou les titres suivants vous pourrez lire que Macron s'apprête à gouverner avec le soutien du PS, de LR et leurs satellites, EELV, UDI, MoDem, PRG, etc... avec les voix des électeurs de Mélenchon, la cerise sur le gâteau ou en prime.

L'arnaque ou la machination François Macron pilotée par les sommets de l'oligarchie financière.

- Le PS apporte son soutien à Macron, pas un "chèque en blanc" - Reuters 24.04

L'appel du candidat socialiste à voter pour Emmanuel Macron a été renouvelé par le Premier secrétaire du parti, Jean-Christophe Cambadélis, après un Bureau national organisé lundi. "Sans conditions, comme nous l'avons fait pour Jacques Chirac contre Jean-Marie Le Pen" en 2002, a-t-il dit à la presse.

François Hollande, chef du PS pendant onze ans, est également descendu dans l'arène en appelant à voter pour Emmanuel Macron, qui a viré en tête dimanche, avec des mots très forts sur la menace que représenterait le FN.

Le gouvernement, qui s'est réuni autour du Premier ministre Bernard Cazeneuve, a lui aussi apporté un soutien "sans conditions" au candidat d'En Marche! "pour battre Marine Le Pen", a-t-on appris à Matignon.

Du côté de l'aile gauche du parti, Marie-Noëlle Lienemann, sénatrice de Paris, souligne que le PS ne propose "pas d'alliance à Emmanuel Macron".

Arnaud Montebourg a apporté lundi après-midi son soutien à son successeur à Bercy. "J'appelle à combattre et rejeter Mme Le Pen"

a-t-il écrit sur Twitter.

Jean-Christophe Cambadélis s'est refusé quant à lui à évoquer les scrutins des 11 et 18 juin et l'avenir du Parti socialiste. "Le temps de l'explication de cette défaite viendra, mais pas maintenant", a-t-il commenté devant la presse.

L'avenir du Parti socialiste reste en suspens. Lundi matin, Manuel Valls a indiqué sur France Inter souhaiter gouverner avec Emmanuel Macron dans une future majorité.

"Nous devons être prêts à le soutenir, à l'aider, à participer à cette majorité", a déclaré l'ancien Premier ministre.

Le bureau national du Parti radical de gauche (PRG) réuni lundi a lui aussi appelé à voter Macron et a proposé au candidat d'En Marche ! "de construire une coalition autour de lui pour gouverner la France". Reuters 24.04

La totalité du PS se range derrière Macron. C'était à prévoir, on le savait déjà. On n'ignorait pas que la tendance de gauche du PS n'avait jamais existé en réalité, et que ceux qui se caractérisaient ainsi iraient jusqu'au bout de cette infâme mystification quand bien même elle serait dévoilée au grand jour quitte à passer pour les pires imposteurs et réactionnaires. C'est fait.

On a le droit d'en dire de même de tous ceux qui sciemment ont couvert, entretenu cette escroquerie politique, dont tous les courants trotskystes, en particulier celui dénommé lambertiste qui s'était développé à l'ombre du PS, ce qui permet de comprendre pourquoi leurs dirigeants n'ont jamais eu l'intention de construire le moindre parti ouvrier révolutionnaire contrairement à la légende à laquelle croient encore leurs militants et ex-militants en niant les faits.

Finalement la théorie de ses faussaires aura reposé depuis le départ sur un seul et unique facteur : le refus de caractériser le PS comme un parti de droite, ce qui d'ailleurs sera à l'origine de toutes les crises que traversera ce courant politique au fur et à mesure que la véritable nature du PS apparaîtra au grand jour.

On comprend dès lors pourquoi ils n'accordaient pas une importance particulière à la caractérisation du PS du moment qu'on le considérait de gauche, cela s'entend, car dans le cas contraire vous étiez exclu de leur parti.

On comprend mieux également l'utilité de le caractériser de parti ouvrier bourgeois, expression ou formule géniale trouvée par Engels que ces faussaires allaient détourner en lui donnant un tout autre contenu, cultivant l'ambiguité et la démagogie qu'ils allaient entretenir pendant plus d'un demi-siècle jusqu'à nos jours, de sorte qu'elle permettrait toutes les combinaisons ou manipulations possibles afin de justifier leur collusion avec le PS et donc le régime directement ou indirectement par le biais des appareils des syndicats liés au PS, et de camoufler leurs véritables intentions le plus longtemps possible à leurs militants qu'ils endormiraient à coup de syllogismes frauduleux et de sophismes.

L'affaire marcha à merveille jusqu'à ce que le PS parvienne au pouvoir en 1981, jusque là seulement des soupçons avaient affleuré à la surface et avaient été rapidement étouffés ou traités en recourant aux méthodes expéditives des staliniens.

L'appel à voter Mitterrand dès le premier tour servit d'agent révélateur de cette escroquerie politique. A cette occasion ils montèrent une cabale contre un de leurs dirigeants (Stéphane Just) qui contestait leur orientation politique et ils l'exclurent ainsi qu'un groupe de militants, c'était en 1984. Deux ans plus tard si je ne me trompe pas, ce fut au tour de quelque 400 de leurs dirigeants, cadres et militants de tirer à leur manière le bilan de cette imposture en rejoignant le PS, dont Cambadelis. Jospin emprunter la même voie mais séparément apparemment. Entre temps ou pratiquement simultanément, les dirigeants de ce courant trotskyste allaient liquider leur parti, le PCI, pour lui substituer un parti du type SFIO ou PS, MPPT, puis PT en 1991, sans se soucier de l'hémorragie que cela provoquerait dans leurs rangs, puisque cette opération était entre autres destinée à purger leur parti des éléments restés fidèles au socialisme ou à ce qu'ils croyaient être le programme de la révolution socialiste, de sorte que ceux qui y demeureraient devraient désormais cotôyer des transfuges du PS et du PCF ou de leurs satellites respectifs, des militants ou cadres ou encore ex-élus de ces partis qui honissaient "le grand soir" (Schivardi, notamment), la révolution, le socialisme et le communisme, le marxisme, donc progressistes de droite.

Selon Schivardi leur parti allait compter jusqu'à 4.000 militants ou adhérents issus du PS, et dès lors constituer la majorité de leur parti toujours dirigé par le courant communiste internationaliste ou trotskyste minoritaire dans son propre parti. Je ne sais pas si vous en comprenez la signification politique. Cette contradiction allait s'avérer intenable, explosive un jour ou l'autre, elle se concrétisa par la scission du POI quelques années plus tard.

Entre temps et par la suite un tel parti devait être conduit à la paralysie, devenir impossible à diriger, ses effectifs devaient s'éroder, et il allait devenir très difficile de nier la contestation qui allait se développer en son sein, au point qu'ils ne pourront plus la contenir et devront l'évoquer dans Informations ouvrières, symptôme d'une crise profonde qui le laminait de l'intérieur, mais aussi alimentée de l'extérieur par leur adaptation croissante à l'appareil de FO tenu par le PS, allant jusqu'à cautionner ouvertement les journées d'action destinées à briser la résistance des travailleurs et des militants, à ménager Hollande et le gouvernement, à soutenir par un silence complice et coupable toutes leurs campagnes destinées à dresser des couches de travailleurs les unes

contre les autres pour mieux les diviser et les affaiblir, les aidant ainsi à faire passer leur politique ultra réactionnaire tout en la condamnant, pratiquant un double langage et jeu permanent qui ne devait plus tromper que ceux parmi leurs militants qui le voulaient bien ou qui étaient eux-mêmes corrompus.

Depuis l'élection de Mitterrand en 1981 jusqu'à ce mois d'avril 2017, ils n'auront de cesse de lorgner vers le PS (et le PCF). S'ils n'appelleront pas officiellement à voter Hollande en 2012, dans les colonnes d'Informations ouvrières Schivardi déclarera que leur position consistait bien à faire battre Sarkozy ce qui revenait exactement au même, en plus sournois.

Qu'ils aient émis fin 2016 le souhait que Hamon et Mélenchon présentent une candidature unique qu'ils auraient soutenu officiellement était dans l'ordre des choses, tout comme l'appel de Hamon et de Corbière à voter Macron au second tour de la présidentiel, Macron soutenu par Drahi, Gattaz, Merkel, Juncker, Obama, etc. qui est ouvertement de droite, qui incarne l'extrême droite néolibérale ou ultra libérale, impérialiste, fasciste.

Ce courant est mort politiquement et ce n'est pas nous qui le regretterons pour en avoir fait partie à la fin des années 70. On comprend mieux aussi pourquoi il n'y avait rien à en tirer. La dégénérescence des courants trotskystes a atteint son terme. Aucun d'entre eux ne devait constituer un pôle de regroupement pour la classe ouvrière, susceptible d'organiser ses éléments les plus conscients ainsi que ceux des classes moyennes. Ils ne devaient attirer que des déçus du PS et du PCF qui n'étaient ni socialisme ni communiste, des syndicalistes issus principalement de l'aristocratie ouvrière, réformistes, corporatistes, anticommunistes ou encore toutes sortes d'éléments petits bourgeois, individualistes, décomposés s'agissant particulièrement du NPA.

Tous devaient servir de repoussoir au socialisme et étaient voués à végéter. Au PS et parmi les idéologues néolibéraux, il y en a assurément qui l'avaient bien compris, parfois depuis très longtemps. Ils ont compris que ces partis ne constituaient pas ou plus une menace, et que le contexte politique était favorable pour passer à la phase suivante de leur plan qui devait consister à porter le coup de grâce au PS sans que cela ne déstabilise davantage les institutions. En quelque sorte, la situation politique est si pourrie qu'ils peuvent tout se permettre sans prendre le moindre risque, dites-moi, honnêtement, c'est bien ce qui est en train de se passer, n'est-ce pas?

Macron peut compter sur le PS et sur LR, leurs dirigeants respectifs viennent de le démontrer en appelant à voter pour lui comme un seul homme. Bon, il y aura bien quelques exceptions ou tensions ici ou là, mais elles seront vite étrouffées.

Quelle conclusion faut-il tirer de tout cela ?

Que vouloir se faire des amis à bon compte ne mène nulle part. Que refuser de regarder la réalité en face est la pire des attitudes à adopter, car forcément au fil du temps on en arrive à justifier ou à cautionner ce qu'on condamnait ou rejetait la veille encore, cela conduit à se renier et finalement à abandonner nos principes, à trahir notre idéal.

La méthode de Lénine consistait à être ferme sur les principes tout en étant flexible dans leur application, les dirigeants trotskystes l'ont interprété à l'envers, voilà tout.

- Alain Minc: «Emmanuel Macron élu, il y aura une cogestion de gouvernement avec Les Républicains» - L'Opinion 25.04

Minc expliquait à l'antenne que plus l'écart entre Macron et Le Pen serait important au second tour, plus il aurait les mains libres pour appliquer son programme ultra réactionnaire. C'est en ayant cet argument en tête qu'il faut juger les appels à voter Macron. Voir les titres suivants.

Etes-vous certains que les électeurs de Mélenchon étaient de gauche ?

- À Paris, les Insoumis préfèrent le vote Macron au vote blanc : "Il faut que l'adversaire sache combien il a de gens contre lui" - Franceinfo 25.04

- Présidentielle : des électeurs mélenchonistes coincés «entre un banquier et une fasciste» - LeParisien.fr 25.04

- Second tour : le doute des Mélenchonistes à Toulouse - Franceinfo 25.04

Emmanuel Macron pourra compter sur le soutien de 160 "hollandais" pour le second tour de la présidentielle - Le Huffington Post

Une fois n'est pas coutume, l'heure est à l'unité chez les socialistes. Après que François Hollande a déclaré voter pour

Emmanuel Macron au second tour de la présidentielle, cent soixante "hollandais", ministres, parlementaires et responsables locaux, ont suivi son exemple dans une tribune publiée dans la soirée du lundi 24 avril sur le site du Monde où ils défendent également le bilan du quinquennat et leur "culture sociale-démocrate".

Les signataires défendent le "travail mené pendant cinq ans au service de la France et des Français, y compris l'effort indispensable de redressement", pointant "les résultats (...) création d'emplois,rétablissement des comptes publics et redémarrage de l'investissement".

Outre "les progrès sociaux accomplis avec la retraite à 60 ans pour les carrières longues, le tiers payant généralisé, la prime d'activité pour 5 millions de personnes, la Sécurité sociale pérennisée et des services publics préservés", ils affirment que "l'engagement majeur de François Hollande a été tenu : la jeunesse de 2017 vit mieux que celle de 2012".

"Nous revendiquons notre culture sociale-démocrate qui (...) vise à concilier l'économie de marché, les exigences écologiques, la réduction des inégalités, la démocratie sociale pour réduire les conflits et préserver les libertés individuelles", écrivent aussi les auteurs de la tribune. "Fidèles à (leur) idéal européen", ils appellent aussi à "réformer la zone euro, faire de la recherche et de l'énergie des priorités" ou à une "responsabilité collective" de l'UE face au terrorisme. Le Huffington Post 25.04

Demandez le programme...ultra réactionnaire.

- Alain Minc: «La principale mesure d'Emmanuel Macron sera de faire le changement de la loi El Khomri par ordonnances» - L'Opinion

Alain Minc: Si Macron a une majorité de centre droit, son programme sera un peu décalé vers la droite, tout cela se terminer par le programme de celui qui fut mon premier candidat Alain Juppé qui avait plusieurs lois El Khomri...

Vous avez aimé Macron I, vous aurez Macron II, Macron III. Et si vous avez apprécié la loi El Khomri I, vous aurez la II, la III jusqu'à liquidation totale du Code du travail.

Parole d'internaute

1- "Je m'y attendais plus ou moins, mais c'est néanmoins incroyable à voir. Un an de matraquage médiatique peut donc bel et bien conditionner l'esprit des gens.

C'est juste sidérant.

Je suis sidéré."

2- "Certes nos médias ont été unanime , Macron y a été monopolistique"ment" adulé, mais ceux ci sont largement rejeté dans la population "périphérique". comme ils l'ont été aux USA ou aux RU … Pourquoi donc notre Clinton à nous est passé ? … je crains que nos oligarques aient bien appris de ces 2 défaites de l'establishment , et ont su adapter leur stratégie en sortant la carte Macron du jeu classique du bipartisme et ont en fait "le révulsionnaire" …que dire, ils ont bien joué ! et moi j'ai la nausée."

3- "Si les élections pouvaient changer quoi que ce soit, il y a longtemps qu'elles auraient été supprimées. » [Coluche]

Plus précisément :

1. Elles servent à casser et détourner les luttes contre le système. Le dernier exemple en France: au moment où l'idée de la grève générale devenait populaire pour défendre les retraites à l'automne 2010, les dirigeants PS, PC et PG se prononcent contre et proposent à la place 2012 ou un référendum…Les politiciens professionnels s'étaient aussi mis au service de la bourgeoisie pour casser la grève générale de Mai 68.

2. Elles sont presque toujours sous contrôle de l'oligarchie (à travers mode de scrutin, média, corruption, chantage, coopatation, etc en fonction des moments et des pays)

3. Si le contrôle par tous les instruments de pouvoir de la bourgeoisie ne suffit pas, elles sont annulées, avec la complicité des partis du système (par ex.référendum de 2005)

4. Si le peuple entend faire respecter sa souveraineté, celui-ci est massacré (par ex. Chili de 1973)

Conclusion: les réformes proposées par les candidats de gauche vont dans le bon sens, mais elles demandent une révolution sociale."

4- "Macron nous débarrasse du PS, du Modem et de l'UMP en un seul coup. C'est la dernière carte pour le maintien du néolibéralisme en France, et comme la situation ne risque pas de s'arranger avec ses politiques, ils sont cuits pour la prochaine fois."

5- "Les français ne sont plus un grand peuple, mais un ramassis de gens décérébrés adorant un gourou qui brasse du vent, et dont le vide de la pensée donne le vertige.

Bon d'accord c'est sous le coups de la colère…

6- "Malheureusement, sous le coup de la colère, vous êtes pourtant très réaliste.

Je ne peux m'empêcher de penser à ce qu'avait écrit George Orwell : "Un peuple qui élit des corrompus, des renégats, des imposteurs, des voleurs et des traitres, n'est pas victime! Il est complice!"

Personnellement, je n'avais pas beaucoup d'espoir vis à vis des Français avant les élections. "

7- "Le Score de Macron a de quoi épouvanter : personne ne se serait donc aperçu que ce candidat n'est pas venu de nulle part ? Que les "grands" médias le soutenaient à fond… lui inventaient une histoire providentielle… Alors même qu'il vient de faire passer la Loi "travail", envers et contre tous : chacun de l'applaudir et "marcher" avec lui !

–

Personne ne s'est donc étonné du changement de ton du "MONDE", (entr'autres) dont les proprios milliardaires se sont hâtés de remplacer les journalistes professionnels par des porte-plumes serviles ? – Pour qui a pris quelques renseignements, ce personnage aux discours creux dont ne sortent que des Lapalissades, a déjà réussi à trahir ses proches et ses amis et, se voyant surpris, à fuir comme un lâche.- Oh !… le beau Président dont nous allons avoir à supporter les mensonges, les calculs, les "Kon'ries" et l'avidité… pendant 5 ans…peut-être plus, si les masochistes en demandent encore.

Il va nous faire regretter les 2 présidents précédents ! – Il y a plusieurs années que je ne regarde plus la télé. Je crois qu'il faut maintenant bouder toute la presse et les médias de l'oligarchie. "

8- "Hamon ne peut être que complice, vu sa rapidité à appeler à voter Macron "

9- "Quant aux électeurs de Hamon, ils doivent être bien fier actuellement. Hamon a parfaitement rempli son rôle en empêchant Mélenchon d'être au second tour. Et 6% des gens sont tombés dans le panneau…

Je suis vraiment dépité ce soir, et hors de question d'aller voter au second tour. "

10- "J'ai la mauvaise impression que soit les français sont lobotomisés, soit c'est truqué ! Macron ou Le Pen pour moi nous allons à la destruction de nos toutes nos valeurs. "

11- "Je suis extrêmement déçu de ce résultat, nous aurons un banquier président, et le jour où un banquier voudra notre bien il tombera de la m erde en barres.

Ce qui me sidère, c'est de constater à quel point les Français aiment être pris pour des abrutis… "

12- "Les médias ont encore une influence monumentale sur les esprits, avec le battage anti macron sur internet, je suis stupéfait de voir que la baudruche ne s'est pas dégonflé; les Français sont des veaux. "

13- "La grande masse des gens ne sont pas politisés et votent sur une vague intuition et sur des critères inconscients.

Surtout dans le contexte d'hyper personnification de la 5eme république…

La France n'est pas une grande nation mais un peuple qui ne pense plus. "

14- "De trop regarder la télévision transforme en chien de Pavlov ! Ouaf ! Ouaf !

Macron va vous donner votre nonos, mais aussi un coup de pied au cul ! "

15- "Macron 17 000 articles de presse plus de 70 couvertures de magazine avec 0 électeurs à la base, le gavage des oies fontionne

à plein régime et gagne.

Lepen là ou les medias l'ont voullu. "

16- " Il me semble que l'individualisme l'a emporté sur le bien commun, et que les grands médias y ont contribué. Faudra-t'il davantage de souffrances pour y remédier ? "

17- "Pour le reste, on a l'extrême droite libérale qui fait face à l'extrême droite souverainiste. Entre les deux, je ne choisis pas, je n'irai pas voter au deuxième tour… "

18- "Pour le moment, à cette heure, ce n'est même plus la peine de prendre en compte Mme Le Pen qui n'est là, comme prévu, que pour faire triompher son adversaire au 2ème tour. C'est arithmétique.

Je l'avais dit et écrit il y a des mois: ce sera Macron élu président au 2ème tour contre Mme Le Pen l'épouvantail de service. Wall-Street, Washington, la City, l' "Europe" de Bruxelles, Berlin, la BCE, tous les européistes, etc., vont sabler le champagne. La France sera la dernière à se rendre compte de la merde dans laquelle elle se complait et s'enfonce. Nous sommes cons et c'est bien fait pour nous. On a ce qu'on mérite.

En attendant, c'est une belle baffe pour la quasi totalité du personnel politique accroché à ses prébendes et tous ses privilèges, ils ont finis par se faire éjecter par les sbires de la haute finance usurière triomphante et devraient mordent la poussière.

Reste qu'il faudrait au 2ème tour une abstention et des votes blancs massifs.

Mais tout ceci est bien dérisoire ! "

19- "C'est juste hallucinant, les médias nous ont fabriqués un candidat et les gens ont votés pour lui c'est juste sidérant.

Maintenant, le seul réconfort que j'aurais est que je sais pertinemment ce qui nous attend : plus de néo-libéralisme, de chômage, de pauvreté et surtout plus de guerre, dans quelques temps les gens qui ont votés pour lui n'auront que leurs yeux pour pleurer et honnêtement ceux qui se retrouveront sur le carreaux directement ou indirectement par sa faute l'auront bien mérités.

Néanmoins tout n'est pas fini il reste les législatives et sa majorité est loin d'être gagnée concernant Macron, ça va être une mosaique ingouvernable je pense, wait and see. "

20- "Pour ma part, il est hors de question que dans 15 jours je choisisse lequel ou laquelle sera mon bourreau. Je suis consterné que plus de 23% de gens aient pu voter pour un produit de marketing, sans aucune autre consistance que le soutient du CAC 40, de quelques vieux chevaux de retour de la politique et d'autres passés du "col mao au rotary". Je suis encore plus consterné mais nullement surpris que les Hamon, Fillon, Juppé etc… appellent à voter pour lui, la vieille classe politique moisie prouve encore son mépris du peuple et sa constance à conserver leur poste et les avantages qui vont avec.

Nous allons entrer dans une période où la violence envers les réfractaires à l'ordo-européo-libéralisme s'accentuera. "

21- "Quelques remarques :

1° le prochain président est soutenu par un peu plus de 15% des français inscrits sur les listes électorales

2° le FN fait moins de 16% des inscrits comme à chaque élection depuis 40 ans

3° Hollande rêvait d'un deuxième tour Macron-Le Pen pour rester au pouvoir ; chapeau l'artiste

4° Comme à chaque élection le résultat est proche du temps de parole des candidats. Le matraque médiatique pour Macron (et Le Pen) a marché. Comme avec Blair, Renzi ou Sarkozy en leur temps.

Il faudrait faire un tableau avec les temps de parole et les résultats.

5° Le Pen c'est l'assurance de n'avoir jamais d'alternance. "

Hypothèse, extrapolation, certitude.

- Présidentielle : "Il est probable qu'il y ait une mort du PS" après la claque reçue par Hamon - francetvinfo.fr

Avec seulement 6,35% des voix pour Benoît Hamon lors du premier tour, le PS a essuyé un échec cuisant. Pour savoir si le Parti socialiste pourra se remettre d'un tel revers, franceinfo a interrogé Renaud Payre, professeur de sciences politiques et directeur de Sciences Po Lyon.

Au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle, le Parti socialiste se réveille avec la gueule de bois. La claque est immense. Son candidat, Benoît Hamon, n'a obtenu que 6,35% des voix, un score historiquement bas. Si l'aventure du député des Yvelines se conclut dans la douleur après une primaire triomphante, le calvaire du PS, lui, ne fait que commencer.

Le Parti socialiste, héritier de la SFIO de Jean Jaurès et Léon Blum, peut-il mourir ? Franceinfo a posé la question à Renaud Payre, professeur de sciences politiques et directeur de Sciences Po Lyon.

Franceinfo : Le PS traverse-t-il une crise d'une gravité inédite ?

Renaud Payre : C'est inédit, tout en ne l'étant pas. La situation que l'on connaît actuellement n'est pas sans rapports, sans clin d'œil, avec la présidentielle de 1969 [le candidat de la SFIO, Gaston Defferre, avait récolté 5% des voix]. La famille socialiste s'était alors recomposée en 1971 lors du Congrès d'Epinay. Les socialistes ont déjà connu des situations catastrophiques. Mais cette fois, le PS se trouve dans un état de délabrement difficilement dépassable. Par le passé, il y a eu des accidents bienvenus pour la famille socialiste, mais là, on sent bien que les 6% décrochés par Benoît Hamon au premier tour laisseront des traces. Il y a surtout une recomposition qui est en train de s'opérer à gauche.

Le PS peut-il disparaître dans les prochaines semaines ?

Il me semble que ce n'est pas du tout à exclure. Il est même problable qu'il y ait une mort du PS, en tout cas une restructuration qui fera que le PS ne ressemblera plus du tout à celui qui a été construit, soit en 1971 par François Mitterrand, soit dans les restructurations qu'a connues le parti, notamment avec Lionel Jospin. Et cela pour des raisons multiples : les résultats du premier tour sont un séisme et il y a aussi la "victoire" de la France insoumise [19,62% des voix], malgré le discours de déception de Jean-Luc Mélenchon, qui ne parvient pas à accéder au second tour. Ils font un score inédit, ce qui montre la possibilité de faire émerger une grande force de gauche. Sans oublier, bien sûr, En marche ! qui va se pérenniser, se structurer pour devenir le parti du probable futur président, Emmanuel Macron.

On pourrait donc imaginer l'aile gauche du PS avec Jean-Luc Mélenchon et l'aile droite avec Emmanuel Macron ?

Je n'y crois pas vraiment. Nous sommes, en cette fin du mois d'avril, face à un électorat de gauche qui se divise en trois forces : la force France insoumise, la force PS, très fragilisée, et En marche !, qui repose sur un éléctorat de gauche. De ces trois forces, je suis presque convaincu qu'il n'en restera que deux à l'issue des législatives. Les investitures pour ce scrutin vont contribuer à une forme de clarification. Et l'élément faible actuellement, c'est forcément le Parti socialiste avec ses 6%.

A vous écouter, la fin du PS est inéluctable. Comment ses dirigeants peuvent-ils l'empêcher ?

Je ne vois pas comment. Il est trop tôt pour analyser exactement le vote pour Benoît Hamon, mais on ne peut pas exclure qu'il y ait eu un côté légitimiste. Un vote de socialistes qui ne se retrouvaient pas tout à fait dans le programme ou la campagne du vainqueur de la primaire mais qui ont quand même voté pour lui. Ils auraient pu se retrouver chez Emmanuel Macron ou rejoindre Jean-Luc Mélenchon. Je le répète, au moment des législatives, on aura droit à un moment de vérité. C'est là que toutes ces forces vont connaître un tournant, En marche ! en premier lieu. Il y aura plusieurs candidats et on verra bien comment les forces en présence se récomposeront. Mais je ne crois pas que le PS puisse perdurer à l'issue de ces législatives.

Quelle est la part de la responsabilité de François Hollande dans cette défaite du PS ?

Elle est entière, et pourtant il est celui dont on ne parle pas depuis la proclamation des résultats. L'homme de la synthèse, celui qui, en 2012, s'adressait à l'ensemble de la gauche, n'a pas fait comme l'un de ses modèles en politique, Lionel Jospin : il n'a pas ouvert le pouvoir à l'ensemble des forces de gauche. De fait, on a eu un président qui a choisi des chefs de gouvernement incarnant un courant très marqué : son second Premier ministre, Manuel Valls, parlait même des "deux gauches irréconciliables". Le chef de l'Etat a eu une responsabilité entière, il a déboussolé ses électeurs. Benoît Hamon aurait pu faire une magnifique campagne mais il partait avec un handicap considérable. francetvinfo.fr 24.04

Quand Le Figaro se convertit à la la lutte des classes, c'est qu'ils ne sont pas très rassurés pour la suite...

- Macron-Le Pen ou le retour fracassant de la lutte des classes, par Mathieu Slama - lefigaro.fr

FIGAROVOX/ANALYSE- Mathieu Slama voit dans le résultat du premier tour du scrutin présidentiel la preuve que la politique ne peut pas exister en dehors de la lutte des classes.

Consultant et analyste politique, Mathieu Slama collabore à plusieurs médias, notamment Le Figaro et Le Huffington Post, où il intervient particulièrement sur les questions de politique internationale. Il est l'auteur de La guerre des mondes, réflexions sur la croisade de Poutine contre l'Occident, (éd. de Fallois, 2016).

On croyait le concept de lutte des classes dépassé. Les intellectuels de gauche Chantal Mouffe et Jean-Claude Michéa, pourtant nourris à la pensée marxienne, déclaraient récemment qu'il devait être repensé. Aucun candidat de gauche, à l'exception de Nathalie Arthaud, n'ont évoqué le concept lors de la campagne.

Or il n'en est rien. La lutte des classes ressurgit politiquement à la faveur d'un duel de second tour qui va opposer le libéral Emmanuel Macron à la souverainiste Marine Le Pen.

L'électorat de Macron réunit la France qui va bien, la France optimiste, la France qui gagne bien sa vie, la France qui n'a besoin ni de frontières ni de patrie, ces vieilles lunes de l'ancien monde: cette France «ouverte», généreuse parce qu'elle en a les moyens. La France de Marine Le Pen est la France qui souffre, celle qui s'inquiète. Elle s'inquiète de son avenir, de ses fins de mois, elle souffre de voir les patrons gagner autant d'argent, elle gronde face à l'incroyable arrogance de cette bourgeoisie qui lui donne des leçons d'humanisme et de progressisme du haut de ses 5000 euros par mois.

La France d'en haut s'apprête à confisquer aux classes populaires l'élection présidentielle.

La France de Le Pen perdra sans doute face au «front républicain» qui se prépare. Quoiqu'on pense de la candidate du Front national, il y a là une forme d'injustice qui interroge: la France d'en haut s'apprête à confisquer aux classes populaires l'élection présidentielle, la seule élection qui engage véritablement leur destin.

Il suffisait de constater, hier soir, la différence entre les militants de Macron - des consultants branchés, des étudiants en écoles de commerce, sûrs de leur supériorité de classe -, et les soutiens de Le Pen, des gens simples, timides, ne maîtrisant pas les codes sociaux et médiatiques. Quel contraste, également, entre l'ambiance vulgaire de boîte de nuit chez Macron et le bal improvisé chez Le Pen.

Derrière cette lutte des classes se cache un affrontement entre deux visions du monde. La vision libérale et universaliste, qui ne croit ni en l'État, ni en la nation ; et la vision que l'on nomme aujourd'hui populiste ou encore souverainiste, qui veut restaurer l'État, les frontières et le sens de la communauté face aux ravages de la mondialisation. C'est le grand combat qui, au final, n'aura jamais cessé depuis 1789.

Malgré son talent indéniable, l'ancien banquier Emmanuel Macron ne révolutionne rien. Karl Marx le décrivait déjà dans le Manifeste du Parti communiste: la bourgeoisie, écrivait-il, a brisé sans pitié les liens complexes entre les hommes «pour ne laisser subsister d'autre lien, entre l'homme et l'homme, que le froid intérêt, les dures exigences du paiement au comptant» ; «elle a fait de la dignité personnelle une simple valeur d'échange» ; elle a «dépouillé de leur auréole toutes les activités qui passaient jusque-là pour vénérables et qu'on considérait avec un saint respect. Le médecin, le juriste, le prêtre, le poète, le savant, elle en a fait des salariés à ses gages.». Elle a donné «un caractère cosmopolite à la production et à la consommation» et a «soumis la campagne à la ville». Avec son concept d'homme-entreprise, Macron poursuit la logique implacable du capitalisme qui réifie l'Homme et relègue la politique à un simple instrument de soutien aux intérêts privés. La manière dont il a utilisé tous les codes de l'entreprise et du management durant sa campagne présidentielle n'est pas anodine et mériterait une analyse approfondie.

L'erreur de Mélenchon est d'avoir cru qu'il était possible de jouer sur tous les tableaux. Il a eu, incontestablement, une intuition géniale en s'adressant non plus à la gauche mais au peuple dans son ensemble, celui qui est victime de la mondialisation sauvage. Mais il a échoué parce qu'il a refusé d'aller jusqu'au bout de cette logique et d'embrasser la cause populiste et souverainiste. Il a aussi échoué parce qu'on ne peut pas défendre le peuple avec un régime parlementaire, régime de tous les compromis qui profitent toujours aux lobbies et aux intérêts privés. La justice sociale n'est possible qu'avec un État fort et un président qui décide souverainement, exerçant le mandat que lui a confié le peuple.

L'erreur de la droite dans cette campagne a été symétrique de celle du Parti socialiste: celle de croire que la politique pouvait s'extraire des enjeux de classe. La recomposition politique dont on parle tant se fera en partie autour de cet enjeu parce qu'il sous-tend tous les autres: le rapport à la mondialisation, à l'État et à la nation. Et peut-être assistera-t-on, dans un avenir lointain, à une réunion de la France de Le Pen et celle de Mélenchon contre la France des libéraux. lefigaro.fr 24.04

Quelques commentaires d'internaute à la suite de cet article.

1- "En synthèse, Macron c'est l'aventurisme et le bling-bling de Sarkozy couplés à l'amateurisme et l'imposture de Hollande.

Chirac fit regretter Mitterand,
Sarkozy fit regretter Chirac,
Hollande a (presque) fait regretté Sarkozy,
Et chose jusque là inconcevable pour moi, Macron sera pire que Hollande!

S'il faudra en plus se taper des discours niais et creux comme celui d'hier de Macron pendant 5 ans, ce sera double peine."

2-" On peut effectivement penser que la masse des électeurs de Le Pen et de Macron sont en grande partie des électeurs bernés. Je pense que si une enquête était faite sur le degré de culture politique, de connaissance de l'Histoire, de connaissance des sciences de la stratégie politique était faite de ces personnes, leur niveau s'avèrerait très bas. Ce n'est pas un jugement de valeur moral, mais un jugement de valeurs spirituelles. Ils ont le droit de se désintéresser de la science politique, mais alors qu'ils se désintéressent du vote, comme le font bien des abstentionnistes. Il n'est pas question en politique d'aller au plus facile ni au plus simple, mais au plus logique sur la base des valeurs de tolérance, de partages dans la vie quotidienne de justice et d'amour.

Tant qu'une propagande politique basique de valeurs de domination, de concurrence, d'apologie de l'individualisme dominera dans les médias (Web inclus) les électeurs jugeront et choisiront majoritairement selon ces critères.

Le combat basique consiste à expliquer autour de soi que chacun doit aller chercher la connaissance et le savoir pour comprendre au mieux. Surtout ne pas attendre une vérité préfabriquée. Condorcet reviens! Dissertation philosophique et politique sur cette question : s'il est utile aux hommes d'être trompés ? « Plus un peuple est éclairé, plus ses suffrages sont difficiles à surprendre… même sous la constitution la plus libre, un peuple ignorant est esclave. »"

3- "Analyse erronée. Le vote de lutte des classes était à gauche, dans les 22% réunis chez Mélenchon, Arthaud et Poutou. Le vote Le Pen est avant tout préoccupé par l'immigration, l'insécurité et le terrorisme (tous liés dans leur esprit).

http://www.ipsos.fr/decrypter-societe/2017-04-23-1er-tour-presidentielle-2017-comprendre-vote-francais

Regardez les pages 13 et 14, c'est cristallin.

Préoccupations Le Pen : immigration 69, terrorisme 46, insécurité 42, chômage 19

Préoccupation inégalités sociales : Mélenchon 42, Le Pen 10

C'est clair, non ?

Il y a certes une composante très populaire et des gens en (grande) difficulté dans l'électorat Le Pen, mais beaucoup attribuent leurs problèmes à l'immigration plutôt qu'au capitalisme. C'est essentiellement un électorat de droite radicalisé, pas du tout de gauche qui serait passé de l'autre bord en y ajoutant du rejet anti-immigré. Raison pour laquelle le système sera bloqué jusqu'à ce que ça craque, car la majorité sociologique populaire pour renverser la table est divisée."

4- "Je pense qu'il y a quiproquo : lorsque l'auteur parle de lutte des classes, il parle de la classe des votants, pas de ce qu'ils disent au sujet de leurs préoccupations."

5- "J'avais lu un jour je ne sais plus ou une chose assez pertinente.

Jusqu'ici les financiers se contentaient d'influencer voire de corrompre les politiciens qui avaient le pouvoir.

Aujourd'hui ils ne se prennent plus la tête, ils envoient carrément un des leurs, comme ça au moins c'est plus direct et on s'embête plus."

6- "La lutte de classes ne peut pas être obsolète. Elle se fonde sur la disparité des conditions, d'une part, et l'aspiration à l'égalité et l'indignation devant l'injustice, d'autre part. Quand on sait que 1% détient autant que 99%, que cela ne cesse de s'aggraver, que c'est peut-être pire qu'aux temps des Pharaons et que les riches sont les premiers à pratiquer la lutte de classes, par exemple en promouvant un Trump (ou une Clinton) ou un Macron, il est impensable d'imaginer qu'elle ne se radicalise pas de nouveau dans les années à venir du côté des perdants. Sociologiquement, l'existence des classes est un fait observable."

7- "Réduire le choix des Français à une simple lutte des classes est insuffisant. Il y a aussi la question de la disparition en tant que membre d'une grande nation ouverte au monde par sa culture et son savoir. Que peut-on échanger lorsqu'on est dépossédé de tout pouvoir, de toute existence, jusqu'à la culture elle-même.

La victoire de la gouvernance mondiale de la haute finance qui entend s'imposer à toute la planète, par des moyens

financiers colossaux, par les révolutions colorées, et par les bombardements “humanitaires” tend à se confirmer. Ils savent vendre leurs illusions et trouver des soutiens parmi les populations qui s’y laissent prendre. Transformer les populations en troupeaux soumis et exploitable voilà le but des mondialistes financiers."

8- "Analyse beaucoup beaucoup trop simpliste : je connais pas mal de personnes qui font partie de l’électorat de droite, aisées, ce qu’on pourrait nommer “des bourgeois”, qui voteront Le Pen sans hésitation, car ils estiment que “Macron est l’héritier de Hollande, un socialo de la pire espèce” (entendu tel quel).

A l’inverse, pas mal de gens des quartier défavorisés, des immigrés, des mal logés, des déclassés, ont voté au 1er tour pour Macron le banquier et voteront pour lui au second tour sans hésiter. Par conscience de classe ? Non, tout simplement parce qu’ils gobent, inconsciemment, les bobards de ceux qui leur ont martelé pendant des mois qu’ils pouvaient eux aussi faire partie des “winners” à la Macron.

Combien d’étudiants fauchés, de working poor à moins de 1000 euro par mois, ont voté Macron ? Les chiffres sont hallucinants et démontrent que la réalité est beaucoup plus complexe que cette analyse bâclée."

9- "Cette analyse me semble faussée car si la composante principale de cette élection avait été la lutte des classes, il y aurait un résultat franc pour deux classes opposées. On aurait un second tour entre Mélenchon et Macron, tous deux à 30%.

Or c’est tout l’inverse : on a grosso modo un quatuor qui se tient dans un mouchoir de poche.

En fait, il y a au moins trois oppositions à prendre en compte, et qui apparaissent plus ou moins suivant les candidats :

– libéral / étatiste
– souverainiste / mondialiste
– progressiste / conservateur

Il y a des gens, riches ou pauvres qui votent uniquement parce qu’un candidat est conservateur. D’autres qui choisissent le plus souverainiste, d’autres le plus libéral, etc. Ce discours ressort nettement dans les micro trottoirs, quand on ne choisit pas volontairement d’écouter que les plus caricaturaux “il est beau, jeune” qui n’illustrent que peu de votants.

La lutte des classes passe au second plan (d’ailleurs, le vote FN en est la preuve à lui seul car pas mal de pauvres votent FN).

Ceux qui, ici, traitent les électeurs de veaux ou d’idiots parce qu’ils n’ont pas voté pour “la bonne classe” n’ont simplement pas compris que les gens ne votent pas – tous – en raisonnant “classes”; et ne parlent donc pas le même langage qu’eux."

10- "Les éduqués supérieurs” sont très “forts”, car ils fonctionnent en réseau et trustent tous les fonctions stratégiques de la société, dont les médias de masse. Elément déterminant en période de campagne électorale et de bourrage de mou.

Et ça marche ! Les opérations dites “PsyOps” marchent. Voir la fabrication de toute pièce en quelques mois du candidat du système “Macron”, et la mise en branle hyper-médiatisée de son mouvement surgit du néant “En Marche”. Il faudrait plutôt dire “ça marche”, du feu de dieu !

Evidemment, tout cela ne permet pas à une démocratie vraiment authentique de s’épanouir.

Le suffrage est aujourd’hui dit universel, mais dans les faits les classes dominantes le rendent de facto “censitaire”, comme au XIXième siècle, mais d’une façon beaucoup, beaucoup plus subtile.

Macron, c’est Guizot, mais avec toutes les techniques et outils de manipulation modernes mis à sa disposition, pour manipuler la masse des sujets du système, qui sont d’autant plus facilement manipulables qu’ils sont mal informés et désorientés.

Guizot disait “Enrichissez vous !”, Macron dit aux jeunes “Aspirez à devenir milliardaires !”"

11- “La France de Marine Le Pen est la France qui souffre, celle qui s’inquiète. Elle s’inquiète de son avenir, de ses fins de mois, elle souffre de voir les patrons gagner autant d’argent, elle gronde face à l’incroyable arrogance de cette bourgeoisie qui lui donne des leçons d’humanisme et de progressisme du haut de ses 5000 euros par mois.”

Ah bon ? et comment on explique, les résultats en Seine-St-Denis: JLM=34% EM=24%, MLP=14% FF:13% ? ou dans la Creuse: EM=22,5% JLM=21% MLP=20% FF=17% ?

Ces départements ont peu voté Le Pen et pourtant ils ne me semblent pas remplis que d'"arrogants bourgeois donnant des leçons du haut de leur 5000 euros par mois". Cet article est au mieux simpliste, au pire, pro-FN."

12- "Le problème principal actuel est la financiarisation outrancière de l'économie (cf. 2008). Tant qu'on ne s'attaquera pas à cette financiarisation rien ne changera. Macron est le parangon de cette financiarisation. "Vendu" comme socialiste (sic), propulsé par Hollande et consorts (Attali, Rotschild, Hermand…), il se trouve à la tête d'un pseudo-parti fourre-tout. Macron est le symptôme de la peur ambiante. Réconfortant les marchés et les "cadres" (France Info le disait hier).

"C'est le scénario parfait dont le marché rêvait désespérément », a réagi le stratégiste Deutsche Bank, Sébastien Galy, spécialiste de macro-économie et des devises, auprès de l'agence Bloomberg." (La Tribune du 24 avril).

Désespérément…"

13- "Macron, c'est l'oligarchie encore plus ouvertement au pouvoir. C'est la destruction complète du système social français qui arrive à grand pas bien lourd.

De l'autre côté, Le Pen, que tout le monde conspue à longueur d'antenne. La candidate terreur qui permet de justifier la "non existence" d'alternative: à part, Macron, le fascisme…

– Si Macron passe. On se retrouve avec un système de destruction qu'il sera très dur de combattre même par la rue. Sous ses oripeaux de modernisme et de "liberté", il aura un pouvoir fou. La moindre protestation de la rue fera passer les opposants comme au choix : arriérés, fascistes, populistes, xénophobes."

Dans les régimes fascistes, néonazis ou les dictatures militaires le procédé est le même, ils les traitent de communistes, d'ennemis de la nation, de traîtres... Aujourd'hui ils se contentent de complotistes, de suppôt du terrorisme, etc. mais demain ?

Dossier Syrie

Le Trésor américain sanctionne 271 scientifiques syriens - Reuters

Les Etats-Unis ont annoncé lundi avoir mis sur liste noire 271 employés d'un centre de recherche syrien soupçonné de développer des armes chimiques, trois semaines après l'attaque chimique sur le village de Khan Cheikhoune en Syrie qui a fait près de 90 morts.

En vertu de ces sanctions, les banques américaines doivent geler les avoirs que posséderaient les personnes figurant sur la liste tandis que les sociétés américaines n'ont plus le droit d'être en relations d'affaires avec elles.

Les 271 scientifiques visés sont des personnes "hautement qualifiées" susceptibles de voyager hors de Syrie et d'utiliser le système financier international même s'ils n'ont pas de biens à l'étranger, ont précisé des responsables de l'administration américaine lors d'une téléconférence avec les journalistes.

"Ces sanctions de grande ampleur visent le centre du soutien scientifique à l'horrible attaque à l'arme chimique du dictateur syrien Bachar al Assad sur des civils innocents, hommes, femmes et enfants", a déclaré le secrétaire américain au Trésor, Steven Mnuchin, selon le communiqué. Reuters 24.04

Syrie: Damas prêt à une trêve à Khan Cheikhoun pour une enquête AFP

Le régime syrien est prêt à instaurer un cessez-le-feu à Khan Cheikhoun, ville sous contrôle rebelle victime début avril d'une attaque chimique présumée, si des experts internationaux y sont envoyés pour enquêter, a annoncé lundi l'armée russe, alliée de Damas.

"La Syrie est prête à introduire un moratoire total sur les actions de ses forces armées, de son aviation et de son artillerie dans cette zone afin d'assurer la sécurité d'une mission d'experts à Khan Cheikhoun", dans la province d'Idleb (nord-ouest), a indiqué le ministère russe de la Défense dans un communiqué.

Le régime de Damas est prêt à prendre cette décision à la demande de la Russie, l'un de ses principaux alliés avec l'Iran, précise le communiqué.

"Nos collègues syriens ont également confirmé leur volonté d'assurer les conditions de sécurité nécessaires pour le travail d'une mission spéciale d'experts à l'aérodrome de Shayrat" utilisé par les forces gouvernementales et frappé en avril par des missiles américains, souligne le ministère russe.

La Russie et l'Iran ont demandé la semaine dernière à l'Organisation internationale pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) de mettre en place une nouvelle équipe chargée d'"établir si des armes chimiques ont été utilisées à Khan Cheikhoun et comment elles ont été livrées sur le site de l'incident présumé".

Mais cette initiative ne tenait pas compte de l'enquête de l'OIAC déjà en cours et a été rejetée par l'organisation.

Moscou et Téhéran demandaient également aux enquêteurs de se rendre sur la base aérienne de Shayrat, frappée par les Etats-Unis après l'attaque chimique présumée du 4 avril, pour "vérifier les allégations concernant le stockage d'armes chimiques" à cet endroit.

Lundi, le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov a dit espérer que "l'OIAC enverra finalement (...) ses spécialistes à Khan Cheikhoun et à l'aérodrome et que tout sera transparent", lors d'une conférence de presse avec son homologue européenne, Federica Mogherini. AFP 24.04

Quand de dangereux psychopathes nous gouvernent.

- Theresa May prête à effectuer une «frappe initiale préventive» nucléaire - sputniknews.com

Michael Fallon a déclaré que Theresa May, Premier ministre de Grande-Bretagne, était prête à utiliser l'arsenal nucléaire du pays, même si le Royaume-Uni n'était pas attaqué.

Le Royaume-Uni est prêt à effectuer une frappe nucléaire préventive, en cas de nécessité, informe le journal britannique The Independent, citant la déclaration du ministre de la Défense du pays, Michael Fallon.

En particulier, M. Fallon a noté que Theresa May, le Premier ministre britannique, était prête à lancer des missiles balistiques intercontinentaux Trident dans « les circonstances les plus extrêmes », même si le Royaume-Uni lui-même n'était pas ciblé par une attaque nucléaire. Toutefois, le ministre n'a pas précisé de quelles circonstances exactes il s'agissait.

Le commentaire du ministre était une réponse à l'appel du chef du Parti travailliste, Jeremy Corbyn, « de créer un monde sans armes nucléaires », note le journal.

Le Trident II est un missile balistique à trois étages, destiné à être tiré depuis des sous-marins nucléaires. D'une portée de plus de 11 000 kilomètres, le missile est équipé de huit ogives nucléaires indépendantes. Lockheed Martin a commencé sa mise au point en 1977. Les premiers Trident II ont équipé les Marines américaine et britannique en 1990. sputniknews.com 25.04

Haut de page

Le 26 avril 2017

CAUSERIE

La causerie du jour figure plus loin, pour ceux qui ont déjà lu la première partie publiée ce matin très tôt. Cliquez ici pour y accéder.

Pondichéry, 4h53 du matin, pas de courant, impossible de dormir, trop chaud, alors je me suis levé et je vous propose un article sur Macron pour se détendre un peu après ce coup d'Etat de l'oligarchie. Je dois m'occuper de mes affaires aujourd'hui, donc je n'aurai peut-être pas le temps d'actualiser le portail.

Bonne journée à tous et gardez le moral.

Dites-vous bien que tout est une question de rigueur et de détermination, et que c'est ce qui a fait le plus défaut à nos dirigeants qui ont failli sur toute la ligne. Absolument aucun n'a été à la hauteur des tâches qu'il avait à accomplir depuis la mort de Trotsky. Soit ils étaient médiocres et mégalomanes, soit ils nous ont trahis délibérément ou les deux à la fois.

Au lieu de se prendre pour ce qu'on n'est pas, on ferait mieux de réfléchir ensemble ou collectivement pour élaborer une stratégie politique pour renverser l'oligarchie et le capitalisme qui prenne en compte tous les aspects de la société et du monde tels qu'ils sont et non tels qu'on voudrait qu'il soit ou qu'ils n'ont jamais été, erreur fatale et tragique.

On doit impérativement, immédiatement, modifier notre conception de la lutte des classes, non pas pour bazarder nos principes ou les enseignements de la lutte des classes que nous ont légués les marxistes, mais au contraire pour s'y tenir plus fermement que jamais, pas à la manière d'un dogmatique puisque c'est ce qui nous a conduit où nous en sommes, mais en les appliquant en tenant compte des importantes transformations qu'a connues la société au cours des dernières décennies en remontant à la fin de la Seconde Guerre mondiale, c'est-à-dire avec la flexibilité nécessaire pour atteindre toutes les couches de la classe ouvrière et des classes moyennes.

Nous n'avons rien à rogner, rien à balancer du programme de la révolution socialiste, notre objectif demeure la prise du pouvoir politique et le moyen pour y parvenir le soulèvement révolutionnaire des masses, mais il nous faut adapter notre discours et notre comportement à l'état d'esprit des masses pour les pénétrer profondément afin d'élever leur niveau de conscience politique et les organiser, ce que nous n'avons jamais été foutus de faire jusqu'à présent.

Il faut abandonner les discours qui ne sont que de vulgaires exercices de propagande destinés uniquement à des militants, et qui n'apportent rien aux travailleurs qui ne les lisent même pas ou n'y comprennent rien, n'en retiennent rien manifestement, qui ne les intéressent pas, réservons-les plutôt à un usage théorique ou à la formation des militants et cadres. Notre discours doit être lisible et se concentrer sur les faits, il doit les informer, leur apporter ou leur apprendre quelque chose, ce que les médias censurent, en quelque sorte nous devons réinvestir le terrain que nous avons abandonné aux intellectuels qui s'expriment dans les médias dits alternatifs puisque dorénavant c'est uniquement là que nous trouvons les données essentielles qui nous permettent de nous informer et non dans les publications du mouvement ouvrier.

Et surtout, répétons-le, on doit partir de la société, des classes telles qu'elles sont, de l'état d'esprits des masses tel qu'il est dans sa diversité. Il faut en discuter avec les travailleurs, les décrire sous tous les angles, sinon les travailleurs ne comprendront pas de quoi on leur parle et où nous voulons en venir. Quand on écoute nos dirigeants et les militants qui reproduisent leurs discours on se demande de qui et de quoi ils parlent, on est choqué par le décalage qui existe entre leurs discours et la réalité, ils semblent totalement coupés des masses ou ils ne les connaissent pas, ils vivent dans une bulle déconnecté de la réalité que vivent les travailleurs tout en étant persuadés du contraire à les entendre, un tel aveuglement est stupéfiant. Oui, on en arrive à se demander pourquoi ils militent au juste et s'ils le savent eux-mêmes tellement ils sont à côté de la plaque, on a pu le vérifier une multitude de fois dans notre portail, je n'invente rien.

On ne demandera à personne de faire son autocritique ou de se livrer à un examen de conscience, on demandera à chacun de réfléchir aux questions que nous avons soulevées ainsi qu'à la voie que nous proposons pour atteindre notre objectif.

Nous devons nous maîtriser et ne pas céder à la rancoeur ou à l'invective, cela dit on ne fera pas l'économie de la polémique qui sera salutaire pour épurer nos cerveaux de toutes les théories foireuses qui les encombrent et les obscurcissent depuis si longtemps. Soyons modeste par dessus tout, ensuite il sera plus facile d'être honnête intellectuellement. Il faut se dire aussi que dans la situation dans laquelle nous nous trouvons, nous allons devoir faire avec ce que nous avons pour parodier Trotsky, nous allons devoir faire d'importantes concessions, mais sans jamais renier nos principes, en conservant notre liberté d'expression, il vaut mieux le savoir pour éviter bien des incompréhension et des polémiques inutiles.

Il est 5h45, le jour se lève, le soleil est au rendez-vous et le combat continue...

La victoire volée du morveux de chez Rothschild par Bruno Guigue - 24 avril 2017

Lancé sur le marché comme une savonnette, le bébé Cadum de la finance s'installera à l'Elysée le 7 mai. Certes, Macron est vainqueur, mais il a emporté la mise au terme d'une campagne qui a pulvérisé les records de médiocrité et de partialité. Adoubé par le capital transnational, le morveux de chez Rothschild a gagné un match truqué. Si Macron a gagné dimanche, c'est parce que neuf milliardaires contrôlent la presse française, que Macron est leur candidat et que ces rapaces décident à notre place.

Durant la campagne, la fabrique du consentement a tourné à plein régime, elle a fait la "journée des trois 8" ! Des cajôleries de Bourdin aux mensonges du "Monde" en passant par la servilité des hétaïres sur le retour de Bfm/Tv, la caste journalistique a justifié ses émoluments en passant consciencieusement la serpillière pour le commis de l'oligarchie. Propulsé au firmament cathodique, le jeune banquier rompu au marketing a vendu son rêve de pacotille, proposant aux gogos, par exemple, de faire de la France une "start-up nation" où chaque Français pourrait monter sa "start-up".

Ce prestidigitateur se fait passer pour un candidat "progressiste", alors qu'il s'accommode de 85 milliards d'évasion fiscale tout en voulant sabrer le régime d'assurance-chômage pour faire des économies. Cet illusionniste de première bourre a même réussi à faire croire aux employés que grâce à sa potion magique ils deviendraient cadres et aux cadres qu'ils deviendraient patrons. Macron le sait. Quand on est un freluquet né avec une cuillère en argent dans la bouche, on ne mord pas la main qui vous nourrit.

Cet apôtre de l'ubérisation de l'économie et du détricotage du code du travail, cet apologiste du marché sans frontières et de la mondialisation capitaliste a gagné de justesse, le 23 avril, en se qualifiant pour le second tour. Mais s'il l'a emporté sur ses concurrents, c'est parce qu'il y avait promotion sur les ventilateurs ! Macron, c'est un courant d'air. Adepte de la pensée

magique, il sermonne comme un télévangéliste, fait des moulinets avec les bras et promet des lendemains qui chantent. Macron, c'est un symptôme, celui de la dépolitisation et de la déculturation d'une société laminée par le rouleau compresseur libéral, évidée par cette calamité qu'est l'euro et déstructurée par l'individualisme made in USA.

Jouant de sa belle gueule, le gigolo de la caste a investi l'espace médiatique pour y déverser sa bouillie pour les chats. Il a recyclé les vielles lunes libérales, et les médias lui ont servi la soupe en même temps qu'à un Front national ravi de jouer les épouvantails. N'oublions pas. Le repoussoir lepéniste, c'est le faire-valoir de Macron. Le second tour de l'élection présidentielle, le 7 mai, sera une coproduction Macron/Le Pen destinée à expédier le premier à l'Elysée en étouffant toute alternative sérieuse. Et le pire, c'est que cette supercherie a été orchestrée et exécutée aux yeux de tous, comme si c'était dans l'ordre des choses.

Le Don Juan des classes moyennes boboïsées, cependant, n'aura pas la tâche facile. Car on l'attend au tournant ! A supposer qu'il obtienne une majorité de bric et de broc aux élections législatives, il va se heurter à une opposition à trois têtes qui ne lui fera pas de cadeaux. Le FN, bien sûr, à qui un tel président garantit une rente tribunicienne. La droite, qui va refaire ses forces après le retrait de Fillon. Mais aussi, et surtout, une gauche qui a changé de visage. Quand le rimmel va dégouliner, la vacuité du programme finira par se voir. Le mariage de la carpe et du lapin va rapidement lasser les gourmets. Séducteur asexué, ce mouflet qui hurle pour jouer au dur risque de subir rapidement la panne fatidique.

Bruno GUIGUE

(Source : https://www.legrandsoir.info/la-victoire-volee-du-morveux-de-chez-rothschild.html)

La causerie du jour. Pondichéry, 16h15.

La guerre idéologique et psychologique que mène la classe dominante contre les masses pour les conditionner ne devait avoir aucune influence ou conséquence politique parce que soi-disant cela n'avait aucun lien avec la lutte des classes, c'est ce qu'un sympathisant trotskyste du POID m'avait écrit en substance, les faits ont démontré le contraire.

Quand j'évoquais les institutions et les think tanks mis en place par l'oligarchie et ses idéologues auxquels participaient de nombreux dirigeants du PS et Macron, leur influence ou leur pouvoir susceptible de peser sur le cours des choses, j'ai eu le droit à la même réaction de mépris, j'étais un crétin influencé par d'obscures complotistes, cela c'est un autre ex-militant du courant communiste internationaliste qui me l'a suggéré, les faits m'ont encore donné raison et leur a donné tort comme pratiquement à chaque fois, mais ils n'en démordront pas, ils sont fossilisés, irrécupérables, toute discussion est une perte de temps avec de tels militants.

Pourquoi j'écris cela, pour que les militants ou les travailleurs sachent à qui ils ont à faire pour ne pas se faire manipuler, ensuite à eux de voir.

Qui peut justifier que l'on déserte le terrain de la guerre idéologique et psychologique au profit des idéologues de l'oligarchie et de leurs médias ? Absolument aucun argument ne peut le justifier, sauf à donner raison à ceux qui prétendent que les partis sont dépassés et qu'il faudrait s'en passer dans l'avenir, Macron en tête... qui ne pourra pas gouverner sans le soutien de plusieurs partis, dont le PS et LR, à moins que En Marche ! remplace le PS comme vient de le suggérer Valls, mais dans ce cas-là En Marche ! deviendra un parti.

Aussi longtemps que les classes existeront, les partis qui les représentent existeront et la lutte des classes également. Tout le reste est du baratin.

L'article qui suit et la déclaration de Valls est extraordinaire, il confirme ce que j'ai affirmé hier. J'en viens à penser très modestement je précise, que je suis plus près du terrain ou que j'incarne davantage la situation réelle que tous les dirigeants réunis dits de l'avant-garde. Je n'en reviens pas moi-même. Et le plus incroyable dans tout cela, c'est que pas un seul militant ne m'apporte son soutien, pas un seul, vous entendez.

- Valls décrète la fin du PS, veut rejoindre la majorité de Macron - Reuters

L'ex-Premier ministre socialiste Manuel Valls a décrété mardi soir la fin du PS né il y a 46 ans et invité ses partisans à participer à la future majorité d'Emmanuel Macron, favori des sondages pour l'élection présidentielle.

L'ancien candidat à la primaire de la gauche, qui avait réuni ses partisans à la Maison de la Chimie, à Paris, a estimé que "l'urgence (n'était) pas le PS, encore moins son unité", face au "danger du Front national" qui "n'est pas écarté".

"Tous nos repères viennent de voler en éclats", a déclaré Manuel Valls, selon des éléments de son discours obtenus par Reuters. "Les Français viennent de rejeter les vieilles étiquettes (...) La gauche partisane telle que nous l'avons connue n'existe plus. C'est la fin d'un cycle, celui d'Epinay (création du PS en 1971-NDLR). C'est la fin d'une histoire. Une page se tourne ; il faudra en réécrire

une autre."

Il a en revanche estimé que l'échec des partis de gouvernement traditionnels à régler les problèmes des Français avait créé ces dernières décennies "une immense bombe à retardement qui explose dans les urnes".

Pour l'ex-Premier ministre, il faut maintenant "permettre la réussite du quinquennat d'Emmanuel Macron" en écartant les "petites tactiques de bas étage qui voudraient qu'un Macron mal élu soit un ballon d'oxygène pour la gauche."

"Je veux parier sur la réussite d'Emmanuel Macron, pas sur son échec", a-t-il lancé. "Emmanuel Macron n'est pas un adversaire politique (...) Il a désormais la responsabilité de rassembler largement et de bâtir une majorité présidentielle, progressiste, forte et cohérente."

"Nous devons participer à cette majorité présidentielle et (...) à la majorité gouvernementale, à la majorité parlementaire qu'il faudra construire", a-t-il ajouté. "Oui il faudra soutenir un gouvernement qui, d'une manière ou d'une autre, sera un gouvernement d'union nationale d'entente républicaine avec des hommes et des femmes venant de gauche et de droite."

Il a averti ses partisans que cela aurait pour eux des conséquences et qu'ils devraient notamment revoir leurs alliances dans leurs territoires.

"On n'est pas là pour se dire, 'on quitte le PS, on va à En Marche ou pas'. Ce que nous souhaitons, et ce que souhaite Manuel Valls, c'est que la gauche de gouvernement soit présente dans le gouvernement d'Emmanuel Macron si il est élu", a dit Didier Guillaume, président du groupe socialiste au Sénat, à des journalistes.

Emmanuel Macron a pour sa part fixé des règles strictes pour l'octroi de l'investiture d'En Marche ! à d'éventuels candidats venus du PS ou des Républicains pour les législatives : l'adhésion à son projet et le renoncement à leur ancien parti pour adopter l'étiquette En Marche !. Reuters 25.04

Hier j'ai expliqué que la Ve République s'accommodera très bien de Macron parce qu'elle a toujours fonctionné sous la forme d'une union nationale déguisée, et le lendemain Valls affirme qu'il " faudra soutenir un gouvernement qui, d'une manière ou d'une autre, sera un gouvernement d'union nationale", vous ne pourrez pas dire que je me contente de commenter l'actualité, je la précède parfois, contrairement à nos dirigeants qui sont toujours à la traîne.

Encore un mot.

Pour ceux qui veulent sincèrement comprendre la situation et partir de la réalité. La gauche ne représente que 2%, les votes Poutou et Arthaud puisque c'étaient les seuls tout du moins oralement qui étaient en faveur de la liquidation du capitalisme et la rupture de l'UE...

Donc ne croyez surtout pas ceux qui avanceront que la gauche représenterait 20, 22, 25% ou plus de 50%, c'est une imposture basée sur une définition au rabais de la gauche, celle qui s'accommode du capitalisme et qui n'a rien de socialiste.

Un aveu. A qui devait profiter le crime ? Qui en a été l'instigateur ou l'a commandité ?

Selon le sondage Jour du Vote de l'Ifop pour Paris Match CNews et Sud Radio, la menace terroriste qui a ressurgi lors de la dernière semaine de la campagne a changé le vote de 4% des votants (Source : Cette France coupée en quatre au 1er tour est-elle le signe d'une abstention record pour le second? - huffingtonpost.fr 24.04)

Il fallait moins de 4% pour que Macron ou Le Pen ne figure pas au second tour.

Ils osent tout décidément. Cela vous étonne, alors vous n'êtes pas au bout de vos surprises.

Le plus extraordinaire, c'est que la totalité du mouvement ouvrier en est le complice par son silence.

Un autre aveu, c'était "notre candidat" : Emmanuel Hollande .

- Présidentielle : "Notre candidat était en tête", Ségolène Royal se félicite de la première place d'Emmanuel Macron - Franceinfo 25.04

Comment s'est réparti l'électorat (Source : id) ?

Emmanuel Hollande : la caution des urnes ou le candidat du PS.

Macron : 31% de CSP+, dont 36% de Cadres supérieurs, 19% de CSP- ; 45% des personnes qui ont voté pour lui ce dimanche avaient mis un bulletin Hollande dans l'urne au premier tour de la précédente élection présidentielle, 16% avaient voté Bayrou et 17% avaient voté pour Nicolas Sarkozy.

Mélenchon : Minoritaire.

Mélenchon : 25% de CSP-, 30% ayant un diplôme inférieur au baccalauréat.

Le Pen : La voie de garage de la majorité.

Le Pen : 13% de CSP+, 33% de CSP-, Plus de 50% de l'électorat de Marine Le Pen est composé de personnes appartenant aux catégories populaires. 45% ayant un diplôme inférieur au baccalauréat

Fillon : Le grand bourgeois.

Fillon : - de 10% des électeurs du candidat de droite sont des employés, et - de 4% sont des ouvriers. 50% de cet électorat est composé de diplômés du supérieur souvent détenteur d'un patrimoine important.

Macron et Le Pen incarnerait la lutte des classe pouvait-on lire avant-hier dans Le Figaro, alors que Macron et Le Pen représente les intérêts de la même classe sociale, celle des capitalistes. Ce n'était pas ce que voulait dire l'auteur de cet article, qui prétendra que Macron "le libéral" incarnerait la classe des exploiteurs et Le Pen "la souverainiste" incarnerait la classe ouvrière, laissant sous-entendre que Le Pen et Mélenchon mèneraient le même combat, amalgame dont Mélenchon porte la responsabilité, et l'auteur de cet article explique très bien pourquoi à sa manière, lorsqu'il relève qu'il a commis l'erreur d'avoir voulu élargir sa base électorale en refusant toutefois "d'aller jusqu'au bout de cette logique et d'embrasser la cause populiste et souverainiste", autrement dit de rompre avec l'UE.

En réfléchissant un peu on se dit que c'était mal poser une question, pire, qu'il s'agissait là d'une contrevérité, non pas que Mélenchon aurait envisagé sérieusement de rompre avec l'UE puisqu'il n'en a jamais eu réellement l'intention, mais bien plutôt qu'il s'y serait résolu et il aurait perdu de nombreux électeurs qui y étaient opposés, ce qu'il savait pertinemment et l'a convaincu de ne pas adopter cette position dans le cadre de sa campagne électorale, demeurant ainsi prisonnier de ses propres contradictions, parce que finalement il n'avait pas d'autre alternative pour tenter de rassembler suffisamment de voix pour figurer au second tour, finalement sa marge de manoeuvre était pratiquement nul et en empruntant le même registre que Hollande sur la renégociation des traités de l'UE, il se condamnait lui-même à l'avance à l'échec, car dès lors aucun électeur potentiel de Le Pen, Poutou ou Arthaud focalisé sur la question de l'UE ne voterait pour lui.

Macron et Le Pen incarnent bien la lutte de classe, celle de la classe dominante, aucun des deux candidats n'incarne la lutte de classe du prolétariat, qui se trouve ainsi sur le plan politique temporairement neutralisé, la question du pouvoir étant laissée à la discrétion de la classe des capitalistes parce que le mouvement ouvrier n'a pas été capable de la poser correctement. On pourrait rétorquer que dans le cadre de cette élection s'était impossible, certes, mais en dehors également parce qu'il n'y avait pas de pire confusion qu'avancer le gouvernement ouvrier et en même temps soutenir Hamon ou une candidature Hamon-Mélenchon qui était la négation du gouvernement ouvrier. A suivre.

Parole d'internaute.

1- "C'est quoi le fascisme, au départ ?

Des gens, qui se disaient de gauche, issus du parti socialiste italien et qui l'ont quitté. Et qui se sont mis à parler au peuple, mais pour mieux l'asservir, tout en se mettant finalement au service du grand capital.

Au vu de cet angle historique, qui pourrait-on qualifier de "fasciste", dans cette élection ?"

2- "Manuela Cadelli – "Le néolibéralisme est un fascisme"

http://www.les-crises.fr/le-neoliberalisme-est-un-fascisme-par-manuela-cadelli/"

3- "Le pouvoir fasciste type années 30, c'est un pouvoir qui suspend les droits fondamentaux de l'homme, et qui règne par la force brute sur toute la société.

Aujourd'hui le pouvoir n'est pas fasciste au sens des années 30, mais il n'est pas aussi démocratique qu'il se prétend, et malheureusement il conduit une politique de classe qui fait le lit de forces potentiellement fascistes au sens des années 30. "

4- "Le coup des ordonnances (et du 49.3,qui est du même tonneau) est évident : c'était un bon gros message, pas si subliminal que ça, adressé à ses "amis" de la finance et de l'oligarchie. Il faut bien rassurer ceux qui tirent vos ficelles de temps en temps. "

Un "pouvoir qui suspend les droits fondamentaux " des travailleurs est l'équivalent d'un pouvoir fasciste, non ?

5- "Par ailleurs Macron entend gouverner par ordonnances. Ce qui revient à dire qu'il n'a pas besoin du parlement pour imposer son programme.

Qui est adepte de la dictature?

Les bobos de gauche comme de droite qui se sentent au-dessus du peuple et s'en désolidarisent, se reconnaissent dans Macron. Ils sont d'accord pour imposer leur prédominance à un peuple qu'ils soupçonnent de populisme donc de fascisme. De ce fait ils s'aveuglent sur la dictature qui se met en place. Ils ont la fâcheuse tendance à croire que le bien est du côté de la finance dans laquelle ils se reconnaissent comme étant la liberté, la leur, mais pas celle du peuple.

Ils ignorent que ces mêmes financiers ne leur feront aucun cadeau en cas de nécessité.

Combien de ces bobos se sont retrouvés à la rue aux Etats-Unis pour sauver la finance?"

6- "Macron trouve que la condition des travailleurs n'est pas assez dégradée.

Ce qui n'empêche pas la CFDT d'appeler à voter Macron.

Quand on connaît ce "syndicat", c'est assez logique.

CFDT – Medef – FMI – UE, même combat !"

Le réformisme conduit au corporatisme qui s'accommode du fascisme, non ?

7- "Hélas, tous les syndicats (sauf FO) appellent à faire gagner Macron, CGT comprise."

Normal puisqu'ils sont tous corrompus, aucun n'appellera au boycott.

Ne vous faites pas de faux espoirs

- Présidentielle : pourquoi Emmanuel Macron ou Marine Le Pen ne pourront pas se réjouir au soir de leur élection - Franceinfo

Deux finalistes mais une France fragmentée. Quel que soit le vainqueur de l'élection présidentielle, dimanche 7 mai, sa tâche s'annonce extrêmement compliquée. C'est le constat d'une enquête d'opinion réalisée avant le premier tour, du 19 au 22 avril, pour "comprendre le vote des Français", par Ipsos/Sopra Steria pour France Télévisions, Radio France, LCP, Public Sénat, RFI, France 24, Le Point et Le Monde*.

Que ce soit Emmanuel Macron ou Marine Le Pen qui accède à l'Elysée, leur chemin paraît semé d'embûches. Personnalités et programmes jugés inquiétants, pessimisme des Français, fragmentation et hostilité des électorats...

Quel que soit le prochain locataire de l'Elysée, il peut déjà faire une croix sur un quelconque état de grâce. "Traditionnellement, le chef de l'Etat nouvellement élu bénéficiait d'une bienveillance relative à l'égard de son action et de sa personnalité. Même si l'on était contre le candidat élu, on lui laissait sa chance pour une sorte de période d'adaptation", pointe Stéphane Zumsteeg.

Avec 24,01% des voix pour Emmanuel Macron et 21,30% pour Marine Le Pen, un constat s'imposera pour le futur vainqueur de la présidentielle : "La défiance est majoritaire dans une logique de premier tour où une immense majorité des Français n'a pas voté pour Emmanuel Macron ou pour Marine Le Pen", assure Stéphane Zumsteeg.

En dehors des électeurs d'Emmanuel Macron et de Marine Le Pen, ceux de Benoît Hamon, Jean-Luc Mélenchon et de François Fillon se montrent donc majoritairement défiants vis-à-vis des finalistes du second tour. "L'électorat qui a voté pour Benoît Hamon ou Jean-Luc Mélenchon peut voter Emmanuel Macron au second tour pour faire barrage au Front national. Mais ce vote ne sera pas un vote d'adhésion et n'entraînera aucune bienveillance en cas d'élection", note Stéphane Zumsteeg. Même chose pour ceux de François Fillon qui souhaiteraient s'opposer à Marine Le Pen : "Ils redoutent que le candidat d'En marche ! soit l'héritier de François Hollande." Franceinfo 26.04

La "défiance" ne remplace pas un parti ouvrier révolutionnaire et son programme qui n'existe pas, si cela peut les rassurer. Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais j'ai comme l'impression que Macron en aura absolument rien à foutre que les travailleurs fassent preuve ou non de "bienveillance" à son égard, j'ai même cru comprendre qu'ils les haïssaient profondément.

C'est oublié que Hollande a gouverné pendant 5 ans, alors que lors des législatives le PS n'avaient obtenu que 25% des suffrages et était malgré tout parvenu à constituer une majorité relativement stable à l'Assemblée nationale.

L'indécision et son refus d'affronter directement le régime qui caractérise Mélenchon feront le reste.

Cela dit sur une ligne politique de rupture avec le régime, il est possible de construire le parti, encore faut-il en avoir la volonté. Observant qu'aucun parti n'appelle clairement au boycott du second tour, il faut en déduire qu'aucun parti n'en a la volonté.

Etats-Unis. Tout pour les riches ! L'oligarchie est destinée uniquement à augmenter la fortune des riches, sinon à quoi bon.

- Trump veut drastiquement baisser l'impôt des sociétés - Reuters

Le président américain Donald Trump entend fortement réduire le taux d'imposition des entreprises et proposer un important rabais fiscal aux multinationales qui rapatrient aux Etats-Unis des bénéfices réalisés à l'étranger, ont dit mardi des responsables.

Avec les promesses de dérégulation dans nombre de secteurs et de grands travaux d'infrastructures, celle d'un allègement de la fiscalité a largement contribué à la forte hausse de Wall Street observée depuis la victoire de Donald Trump.

La réforme fiscale que présentera vraisemblablement le secrétaire au Trésor Steve Mnuchin ce mercredi ne contiendra cependant que des grands principes et ne devrait donc pas être la refonte complète du code des impôts espérée par certains.

"On continue de travailler sur ce projet", a dit à des journalistes un responsable de la Maison blanche.

Parmi les mesures retenues figure celle de faire passer de 39,6% à 15% le taux maximal d'imposition des petites et moyennes entreprises ainsi que des sociétés individuelles, a dit un autre responsable.

Le taux d'imposition maximal des plus grandes entreprises, actuellement de 35%, sera également ramené à 15%, selon le projet de réforme fiscale, qui prévoit également de faire passer de 35% à 10% le taux d'imposition des bénéfices réalisés à l'étranger par les multinationales et rapatriés aux Etats-Unis. Reuters 25.04

Venezuela. Quand une ONG se fait le porte-parole de l'impérialisme américain

- Venezuela : la "chasse aux sorcières" s'intensifie, "la situation des droits humains est dramatique" - Franceinfo

Amnesty International publie mercredi un rapport accablant à l'encontre du gouvernement du président de la Bolivie, Nicolas Maduro. L'ONG dénonce une "chasse aux sorcières" contre les manifestants, arrêtés et emprisonnés. (Maduro président de la Bolivie ! Oui, on sait que vous en avez après tous les Etats après lesquels en ont et que vous êtes une officine de la CIA. - LVOG)

L'ONG de défense des droits humains Amnesty International a publié mercredi 26 avril un rapport dénonçant l'utilisation "illégale" du système judiciaire par les autorités vénézuéliennes "pour intensifier les persécutions et les sanctions à l'égard de ceux qui ne partagent pas leurs opinions".

Dans le pays d'Amérique du sud, "la dissidence est interdite" assure Erika Guevara-Rosas, la directrice du programme Amériques à Amnesty International. Elle a ajouté que les autorités n'ont "aucune limite" quand il s'agit de "punir ceux qui expriment un point de vue différent de la position officielle".

Le rapport détaille les "actions illégales commises par les autorités" pour réprimer la liberté d'expression et donne des exemples : des militants non violents sont arrêtés pour des infractions contre la patrie, des recours injustifiés à la détention provisoire sont lancés et des campagnes de diffamation dans les médias sont menées contre des membres de l'opposition.

Amnesty International cite notamment l'arrestation, le 11 janvier 2017, du député de l'opposition Gibert Caro, d'une militante du parti d'opposition Voluntad Popular (Volonté populaire) Steicy Escalona, et de deux membres de sa famille par les agents du service bolivarien de renseignement. Devant les médias, le vice-président de la République avait affirmé qu'une arme à feu et des explosifs leur avaient été "confisqués".

Le député s'est également vu accusé d'"activités terroristes". Il est en prison depuis le mois de mars, mais n'a toujours pas été présenté à un juge. Steicy Escalona a été quant à elle déférée devant un tribunal militaire et inculpée de vol de biens militaires et de rébellion. Selon l'ONG, ils représentent la manière dont les autorités s'y prennent pour "réduire l'opposition au silence, à l'heure où les manifestations se multiplient dans le pays".

Autre exemple donné par Amnesty International : le cas d'Yon Goicochea, leader étudiant et dirigeant actuel de Voluntad Popular. Il a été arrêté en août dernier pour port d'explosifs, et se trouve depuis maintenu en détention, au secret, jusqu'au 1er septembre. Une décision de justice datant du 20 octobre 2017 reconnaît pourtant que "toutes les conditions requises pour sa libération sont réunies". "La situation des droits humains dans ce pays est dramatique" a déclaré Erika Guevara-Rosas.

Dans la plupart des cas, insiste le rapport, "les accusés sont poursuivis pour des infractions graves telles que trahison de la patrie, terrorisme ou vol de biens militaires, ou rébellion", des qualifications qui "permettent de recourir à la détention provisoire même lorsqu'il n'existe pas suffisamment de preuves recevables pour étayer les charges".

Ces infractions relèvent de "juridictions spéciales", "rarement impartiales" et qui ne devrait pas "juger des civils". Amnesty International a également recueilli des informations sur le cas de détenus dont les contacts avec leurs familles ou avocats sont restreints, "des actes de tortures et d'autres mauvais traitements" conclut le rapport. Franceinfo 25.04

On retrouve les mêmes ingédients qu'en Ukraine que cautionne cette saloperie d'ONG.

L'oligarchie anglo-saxonne-sioniste est organiquement liée à l'Etat juif, et le sionisme est indissociable du néolibéralisme.

- Pas d'excuses de Londres pour la déclaration Balfour - Reuters

Les dirigeants palestiniens ont fait savoir mardi que le Royaume-Uni avait rejeté leur demande d'excuses pour la déclaration Balfour de 1917, qui a contribué à la création de l'Etat d'Israël, et ont annoncé leur intention d'aller en justice.

Dans un discours à l'Assemblée générale des Nations unies en septembre dernier, le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas avait demandé que des excuses soient présentées pour cette déclaration, qui est en fait une lettre du secrétaire au Foreign Office de l'époque, Arthur Balfour, datée du 2 novembre 1917.

Mais la Première ministre britannique Theresa May a prévu d'organiser une commémoration du centenaire de la déclaration. Elle a invité son homologue israélien Benjamin Netanyahu à participer à l'événement en novembre prochain. D'autres commémorations sont prévues en Israël dans le courant de l'année.

"La réponse est arrivée dans une lettre écrite au ministère (palestinien) des Affaires étrangères disant que les excuses étaient refusées", a déclaré à la station de radio la Voix de la Palestine Manuel Hassassian, le diplomate représentant l'Autorité palestinienne au Royaume-Uni.

Dans sa déclaration, le 2 novembre 2017, le secrétaire au Foreign Office Lord Balfour écrivait à Lord Lionel Walter Rothschild (1868-1937), un haut représentant de la communauté juive britannique, alors que la Palestine était sous mandat britannique :

"Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif, et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte ni aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, ni aux droits et au statut politique dont les Juifs jouissent dans tout autre pays." (Les sionistes chasseront de leurs terres les "collectivités non juives existant en Palestine", les massacreront ou les conduiront à l'exil avec la bénédiction de sa grâcieuse majesté et l'ONU. - LVOG)

Les Palestiniens ont longtemps condamné ce document comme étant une promesse du Royaume-Uni de remettre des terres qu'il ne possédait pas. (Un siècle plus tôt, c'était les banquiers juifs dont les Rothschild qui détenaient la Banque d'Angleterre et allaient créer la Fed, qui avaient financé la guerre de la couronne britannique contre la France et lui avait permis d'emporter la victoire, elle avait donc une dette envers eux et ne pouvait rien leur refuser. - LVOG) Israël a déclaré son indépendance en 1948, à la fin du mandat britannique et après le vote par les Nations unies d'un plan de partage de la Palestine, rejeté par les représentants palestiniens, qui partageait la région entre un Etat arabe et un Etat juif. Israël s'est emparé de la Cisjordanie, de la bande de Gaza et de Jérusalem-Est au terme de la guerre des Six-Jours en 1967, territoires revendiqués par les Palestiniens pour y établir un Etat indépendant. Reuters 25.04

Le rejeton de Rothschild Macron devrait être invité...

Avis à ceux (dont Mélenchon) qui en appellent à l'ONU pour régler la question palestinienne, apparemment ils ont oublié que l'ONU avait cautionné la confiscation de la Palestine par les sionistes...

Ils osent tout

- En Arabie Saoudite, «déradicaliser par le salafisme» - Liberation.fr

Dans le royaume wahhabite qui a vu la naissance d'Oussama ben Laden et d'Al-Qaeda, les autorités ne lésinent pas sur les moyens mis à disposition pour en finir avec l'extrémisme islamiste. Et c'est à travers l'étude de la charia que les intervenants reconvertissent avec succès les jihadistes repentis... Liberation.fr

Quand on sait que le wahhabisme est l'idéologie ou la référence des barbares d'Al-Qaïda et de Daesh, il y a de quoi féliciter les autorités saoudiennes...

Allez Drahi : Vive la charia et le royaume d'Arabie Saoudite !

Haut de page

Le 27 avril 2017

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de terminer la causerie du jour, elle sera mise en ligne demain matin.

Le portail de Michel Collon (Investig'Action) a été attaqué et est indisponible (http://www.michelcollon.info ou http://www.investigaction.net). Je l'ai appris par un courriel que j'ai reçu. Je l'ai contacté ensuite pour lui exprimer ma solidarité totale, et en retour il m'a adressé un article sur Macron que j'ai mis en ligne (2017, le coup d'Etat), à lire absolument et à faire circuler. Pour être honnête, je n'ai pas eu le temps de le lire en entier.

Il fait plus de 40°C à l'ombre et je suis littéralement épuisé, je ne tiens plus debout, car en plus du portail je suis accablé par les tâches ménagères, un très mauvais et court sommeil chaque nuit, et c'est la même chose chaque été depuis 21 ans, sauf que là j'ai vieilli. Je continue de m'activer comme si j'avais encore 20 ans, mais la mécanique ne suit plus manifestement.

Je suis consterné par ce qui se passe en France et la réaction des partis ouvriers, bien que je m'y attendais, ne parlons pas des syndicats qui sont en dessous de tout, tous appellent à voter pour le candidat de l'oligarchie sauf FO, mais Mailly a fait mieux si je puis dire, il s'est félicité de la rencontre entre les syndicats de Whirlpool avec Macron qui aurait "respecté la démocratie représentative" (Source : AFP 26.04), alors qu'il s'apprête à liquider ce qui reste de nos droits et du Code du travail. Et après le POI et le POID osera encore affirmer qu'il existe en France des syndicats indépendants, quelle mystification, quelle ignoble tromperie !

Le pire est encore à venir assurément, dans des proportions dont vous n'avez pas idée. Si les militants qui se battent quotidiennement au côté des travailleurs pour défendre leurs droits méritent le respect et notre soutien, leurs dirigeants ne méritent que mépris et qu'on les expulse du mouvement ouvrier.

Haut de page

Le 28 avril 2017

CAUSERIE

J'imagine très bien qu'il est "devenu embarrassant d'être un Américain", comme il est tout aussi embarrassant de décliner sa nationalité française quand on vit en Inde ou ailleurs, on doit s'empresser de préciser qu'on n'a absolument rien à voir avec la politique mise en oeuvre par le gouvernement ou qu'on y est farouchement opposé.

On peut aussi trouver embrrassant d'appartenir au mouvement ouvrier quand on observe son degré de pourriture, là aussi il faut préciser nos réelles ou sincères intentions.

Si on ne doit jamais se faire passer pour ce qu'on n'est pas, on doit éviter de faire en sorte qu'on nous prenne également pour ce

que nous ne sommes pas.

Vous estimerez peut-être que c'est désuet ou inutile, certes, c'est juste une question de principe ou de dignité, ce qui apparemment fait le plus défaut aux militants. Et puis, merde, on a quand même encore le droit d'affirmer nos convictions ou de nous en tenir à notre idéal !

Voyez-vous, l'heure des comptes ou de la clarification politique a sonné et je trouve cela très bien, je regrette juste une chose, c'est que cela intervienne si tard, les uns et les autres auront tout fait pour retarder ce moment qui voit tomber tous les masques des imposteurs. Certains assument, d'autres sont tétanisés, on va faire en sorte de les achever, c'est le meilleur service qu'on peut rendre à notre classe et au mouvement ouvrier, aux militants.

Leur modèle, leur maître, leur conception du monde, leur idéal.

- USA. Un gouvernement d'imbéciles et de criminels de guerre par Dr. Paul Craig Roberts - Mondialisation.ca, 25 avril 2017

Extrait - C'est devenu embarrassant d'être un Américain. Notre pays a connu successivement quatre présidents criminels de guerre. Clinton a lancé deux fois des attaques militaires contre la Serbie, ordonnant deux fois à l'OTAN de bombarder la Yougoslavie, en 1995 et en 1999, ce qui constitue deux crimes de guerre pour Bill. George W. Bush a envahi l'Afghanistan et l'Irak et attaqué des provinces du Pakistan et du Yémen depuis les airs. Cela correspond à quatre crimes de guerre pour Bush. Obama a utilisé l'OTAN pour détruire la Libye et a envoyé des mercenaires pour détruire la Syrie, commettant ainsi deux crimes de guerre. Trump a attaqué la Syrie avec des forces étasuniennes, devenant ainsi un criminel de guerre, dès le début de son mandat.

Dans la mesure où les Nations unies ont participé à ces crimes de guerre, de même que les vassaux européens, canadiens et australiens de Washington, tous sont coupables de crimes de guerre. Peut-être l'ONU elle-même devrait-elle comparaître devant le Tribunal des crimes de guerre, en même temps que l'Union européenne, les États-Unis, l'Australie et le Canada.

Un record. La civilisation occidentale, si c'est une civilisation, est la plus grande fauteuse de crimes de guerre dans l'Histoire humaine. Mondialisation.ca, 25 avril 2017

Et monsieur Paul Craig Roberts n'est pas vraiment un gauchiste ou un socialisme, il avait fait partie du gouvernement ou des conseillers de Ronald Reagan !

- Le néolibéralisme est un fascisme, par Manuela Cadelli - lesoir.be 03.03.2016

Grille de lecture.

Cet article a fait l'objet d'une nouvelle publication dans le blog Les-crises.fr hier.

Cet article comporte trois parties.

La première qui est la plus longue dresse un constat qui permet de cerner la nature fascisante du néolibéralisme.

La seconde très brève tend à associer les citoyens à cette dérive de la société par leur passivité envers la remise en cause de leurs valeurs ou droits par le néolibéralisme.

Enfin dans la troisième un peu plus longue que la précédente, l'auteur dresse la liste des moyens avec lesquels selon elle les citoyens peuvent réagir ou résister au rouleau compresseur du néolibéralisme sans retenir ni les syndicats ni les partis ouvriers, donc en écartant le mouvement ouvrier, en privilégiant les réseaux sociaux.

Or, les réseaux sociaux sont justement les instruments dont se servent les néolibéraux pour décrédibiliser le mouvement ouvrier afin d'amplifier sa dislocation en instrumentalisant des masses anonymes qui vont servir leur stratégie de différentes manières, soit en les manipulant en les orientant vers un objectif qu'ils leur auront indiqué histoire de pouvoir le légitimer, soit en les dressant contre le mouvement ouvrier, ses représentants, éventuellement un chef d'Etat ou de gouvernement disons progressiste ou qui refuse de s'aligner sur Washington ou Bruxelles, procédé qu'utilisent habituellement les fascistes.

Cela dit, il faut préciser que si les réseaux sociaux ont été créés et sont détenus par les oligarques qui trônent à Wall Street ce n'était certainement pas pour qu'ils servent des intérêts opposés à ceux de l'oligarchie, c'est l'évidence même, mais bien plutôt pour les servir. Que chacun se soit engoufré dedans sans même se donner la peine de réfléchir un instant à leur nature et à leurs fonctions ou encore à leurs conséquences ou à leur portée donne une idée assez précise du degré d'inconscience politique qui prédomine au sein de la population et du mouvement ouvrier.

On a déjà évoqué cette question à plusieurs reprises dans nos causeries sans avoir épuisé ce sujet, aussi pourrait-on ajouter que ces mal nommés réseaux sociaux ont en vérité une fonction profondément antisociale, antidémocratique contrairement aux apparences. Comment cela, comment ou pourquoi ? Parce qu'ils flattent l'individualisme, favorisent la mégalomanie, ils accompagnent en quelque sorte l'atomisation des individus dans la société en attribuant à ce processus des vertus ou en le parant de pouvoirs qu'ils ne maîtrisent pas ou qui leur sont étrangers, en réalité qui n'existent pas, pire, car il contribue ainsi à développer chez eux des rapports entre eux et le monde extérieur totalement faussés, qui se traduira par une tendance affirmée à la schizophrénie, voilà pour l'aspect psychologique, psychanalytique ou mental.

Sur les réseaux sociaux, les travailleurs s'expriment à titre individuel face à un écran, ils interviennent sur ce plan-là et non en tant que membre d'une classe, et ils vont participer à une opération qui va se situer sur un plan général, qui comme chacun sait se confond de préférence ou en général avec les intérêts de la classe dominante, dont chacun de ses membres a parfaitement conscience d'appartenir à une classe sociale distincte des autres contrairement aux travailleurs.

Prenons un exemple récent. Un appel est lancé à se mobiliser contre la corruption de "la classe politique" ou des élus. A ce stade on peut estimer que cet appel est légitime s'il est destiné à dénoncer la corruption de tous les élus concernés. Mais là où cela va se gâter, c'est que cet appel est lancé au moment même où un élu en particulier est accusé de corruption et se trouve dans le colimateur de la justice et harceler par les médias, et cela en pleine campagne électorale présidentielle, c'est donc lui que cet appel visera principalement, de sorte que la mobilisation de ceux qui répondront à cet appel sera détournée à leur insu de son objet, à seule fin de cautionner une machination qui a été fomentée contre cet élu en particulier. Les personnes qui auront répondu à cet appel ignoreront à quel usage il était destiné ou les véritables intentions de ceux qui en étaient à l'origine, elles seront ainsi manipulés.

Sur le plan politique ces réseaux sociaux et la manipulation dont ils font l'objet, ont été célébrés et décrits comme étant des instruments favorisant l'épanouissement de la démocratie, mais là encore la réalité est tout autre quand on se penche sérieusement sur ce sujet. En réalité, ils constituent un puissant antidote à l'auto-organisation des masses sur des bases politiques conformes aux besoins des travailleurs, ils en sont la négation pour que justement ils ne soient pas tentés de se structurer autour ou avec un ou des partis ouvriers pour organiser leur résistance face au régime et le combattre dans une perspective ou un objectif politique précis. C'est ainsi que tous les appels qui ont circulé sur les réseaux sociaux et qui ont regroupé des milliers de travailleurs ou jeunes ont précédé des actions ou ont donné lieu à des rassemblements ou encore ont été le point de départ de manifestations importantes dans différents pays plus qu'en France, qui soit ne comportaient aucune direction structurée, aucune orientation précise ou aucun objectif politique, qui allaient se traduire par l'adoption d'aucune tâche politique susceptible de lier entre elles les personnes qui y avaient participé de sorte que ces rassemblements étaient voués à disparaître ou à s'éteindre aussi spontanément qu'ils avaient vu le jour sans laisser la moindre trace, sans que leurs participants ne puissent en tirer un quelconque bénéfice ou le moindre enseignement pour la suite, leur laissant un goût amer, l'illusion du spontanéisme de masse se terminant par une profonde démoralisation ou dans la solitude, retournant à leur point de départ puisque tel était leur état lorsqu'ils ont rejoint ces réseaux sociaux dont ils avaient espéré beaucoup inconsciemment et qui finalement ne leur aura rien rapporté. Dans ce cas ces appels servent de soupape au régime, pour atténuer la pression qui pèse sur lui en endiguant la contestation ou la faire refluer, la briser contre un mur, histoire de lui faire comprendre que toute résistance ou mobilisation est finalement inutile, l'élection de Macron l'illustre parfaitement si besoin était.

Ces appels peuvent également avoir été conçus dans un objectif politique précis, briser une candidature, soutenir un président en difficulté ou au contraire entraîner sa chute, légitimer une mesure réactionnaire rejetée par la majorité de la population. Ces appels sont lancés par des porte-parole du néolibéralisme présentés de gauche, chaque fois se trouve derrière ou à l'origine des think tanks néoconservateurs, des ONG financées par des oligarques sans que les personnes qui vont y participer le sachent ou en aient conscience, le but est de les instrumentaliser, de s'en servir comme bouclier contre les opposants au régime ou au gouvernement, et évidemment une fois leur objectif atteint ou la fonction de ces appels épuisée, ceux qui en étaient à l'initiative se retireront ou disparaîtront et ce mouvement sorti de nulle part s'interropera net, laissant ses participants complètement désemparés, abrutis, parce qu'ils n'auront rien compris à l'expérience qu'ils venaient de vivre.

On nous rétorquera que ces appels peuvent faire l'objet de débordements ou que les masses peuvent s'en saisir pour leur donner un autre contenu ou une autre orientation que celui ou celle pour lesquels ils avaient été conçus. Certes, on a pu le voir en Tunisie et en Egypte par exemple, mais sans direction politique appropriée et sans parti pour les organiser et les guider, ils se sont tous terminés de la même manière, c'est-à-dire conformément aux objectifs que s'étaient fixés leurs véritables instigateurs, sans que le peuple n'en tire aucun profit, on est bien d'accord, n'est-ce pas ?

La réaction en se présentant telle quelle ou en affichant ses véritables intentions n'est pas en mesure de mobiliser les masses, elle se sert donc de cet instrument en se présentant sous un faux masque pour mobiliser les troupes qui feront à sa place la sale besogne qu'elle ne peut pas faire elle-même. Le même procédé est employé quand elle recourt à des "rebelles modérés" qui peuvent être au départ de simples citoyens vulnérables et mécontents de leur condition, ce qui est facile à trouver dans n'importe quel pays du monde, et qu'elle dresse contre le gouvernement en place ou le chef de l'Etat, en Syrie par exemple. C'est ce procédé qu'elle a utilisé dans toutes les révolutions dites colorées ou le "printemps arabe", en instrumentalisant les peuples pour parvenir à ses fins et dont ces pleuples n'avaient eu nullement connaissance évidemment. Bref, c'est le même procédé auquel elle recourt dans toutes les guerres en envoyant le peuple au casse-pipe ou à la boucherie.

Faut-il ou non condamner les réseaux sociaux ?

Tout dépend en dernier ressort du contexte politique, des rapports réels entre les classes. Rien ne dit en effet qu'un jour un tel appel ne puisse pas servir notre cause, mais nous n'en sommes pas là, apparemment, vous venez le constatez si nécessaire à l'occasion de l'élection présidentielle. Ceux qui avaient investi les réseaux sociaux en pensant que cela contrebalancerait la censure des médias ou le mauvais traitement qu'ils accordaient à Mélenchon par exemple, devront en conclure que cela n'aura servi à rien, car les réseaux sociaux ne remplacent pas l'organisation des masses sur une base de classe, le parti, voilà l'enseignement que l'on peut tirer de cette expérience.

Vous aurez constaté que si je boycotte les réseaux sociaux, j'ai mis un lien vers la page Facebook du POID qui fournit des informations sur les mouvements sociaux en cours. C'est logique, je ne participe pas à une opération destinée à accompagner et favoriser l'atomisation de la classe ouvrière (et ses droits), et je favorise la prise de conscience qu'elle peut agir collectivement sur son propre terrain de classe. Vous avez saisi la distinction, n'est-ce pas ? C'est cela aussi être ferme ou intransigeant sur ses principes et flexible sur leur application.

L'incompréhension des origines économiques du néolibéralisme qui est le produit du développement et de la crise, de l'effondrement du capitalisme, conduit infailliblement dans une impasse politique ou aux pires confusions, nous en avons ici l'illustration si nécessaire.

Extraits.

Manuela Cadelli - Le libéralisme était une doctrine déduite de la philosophie des Lumières, à la fois politique et économique, qui visait à imposer à l'Etat la distance nécessaire au respect des libertés et à l'avènement des émancipations démocratiques. Il a été le moteur de l'avènement et des progrès des démocraties occidentales.

Le néolibéralisme est cet économisme total qui frappe chaque sphère de nos sociétés et chaque instant de notre époque. C'est un extrémisme.

Le fascisme se définit comme l'assujettissement de toutes les composantes de l'État à une idéologie totalitaire et nihiliste.

Je prétends que le néolibéralisme est un fascisme car l'économie a proprement assujetti les gouvernements des pays démocratiques mais aussi chaque parcelle de notre réflexion. L'État est maintenant au service de l'économie et de la finance qui le traitent en subordonné et lui commandent jusqu'à la mise en péril du bien commun.

L'austérité voulue par les milieux financiers est devenue une valeur supérieure qui remplace la politique. Faire des économies évite la poursuite de tout autre objectif public. Le principe de l'orthodoxie budgétaire va jusqu'à prétendre s'inscrire dans la Constitution des Etats. La notion de service public est ridiculisée.

Le nihilisme qui s'en déduit a permis de congédier l'universalisme et les valeurs humanistes les plus évidentes : solidarité, fraternité, intégration et respect de tous et des différences. Même la théorie économique classique n'y trouve plus son compte : le travail était auparavant un élément de la demande, et les travailleurs étaient respectés dans cette mesure ; la finance internationale en a fait une simple variable d'ajustement.

Déformation du réel

Tout totalitarisme est d'abord un dévoiement du langage et comme dans le roman de Georges Orwell, le néolibéralisme a sa novlangue et ses éléments de communication qui permettent de déformer le réel. Ainsi, toute coupe budgétaire relève-t-elle actuellement de la modernisation des secteurs touchés.

Les plus démunis ne se voient plus rembourser certains soins de santé et renoncent à consulter un dentiste ? C'est que la modernisation de la sécurité sociale est en marche. (...)

Culte de l'évaluation

Le darwinisme social domine et assigne à tous et à chacun les plus strictes prescriptions de performance : faiblir c'est faillir. Nos fondements culturels sont renversés : tout postulat humaniste est disqualifié ou démonétisé car le néolibéralisme a le monopole de la rationalité et du réalisme. Margaret Thatcher l'a indiqué en 1985 : « There is no alternative ». Tout le reste n'est qu'utopie, déraison et régression. Les vertus du débat et de la conflictualité sont discréditées puisque l'histoire est régie par une nécessité.

Cette sous-culture recèle une menace existentielle qui lui est propre : l'absence de performance condamne à la disparition et dans

le même temps, chacun est inculpé d'inefficacité et contraint de se justifier de tout. La confiance est rompue. L'évaluation règne en maître, et avec elle la bureaucratie qui impose la définition et la recherche de pléthore d'objectifs et d'indicateurs auxquels il convient de se conformer. La créativité et l'esprit critique sont étouffés par la gestion. Et chacun de battre sa coulpe sur les gaspillages et les inerties dont il est coupable.

La Justice négligée

L'idéologie néolibérale engendre une normativité qui concurrence les lois du parlement. La puissance démocratique du droit est donc compromise. Dans la concrétisation qu'ils représentent des libertés et des émancipations, et l'empêchement des abus qu'ils imposent, le droit et la procédure sont désormais des obstacles.

De même le pouvoir judiciaire susceptible de contrarier les dominants doit-il être maté. La justice belge est d'ailleurs sous-financée ; en 2015, elle était la dernière d'un classement européen qui inclut tous les états situés entre l'Atlantique et l'Oural. En deux ans, le gouvernement a réussi à lui ôter l'indépendance que la Constitution lui avait conférée dans l'intérêt du citoyen afin qu'elle joue ce rôle de contre-pouvoir qu'il attend d'elle. Le projet est manifestement celui-là : qu'il n'y ait plus de justice en Belgique.

Une caste au-dessus du lot

La classe dominante ne s'administre pourtant pas la même potion qu'elle prescrit aux citoyens ordinaires car austérité bien ordonnée commence par les autres. (...)

Malgré la crise de 2008, et les incantations éthiques qui ont suivi, rien ne s'est passé pour policer les milieux financiers et les soumettre aux exigences du bien commun. Qui a payé ? Les gens ordinaires, vous et moi.

Et pendant que l'État belge consentait sur dix ans des cadeaux fiscaux de 7 milliards aux multinationales, le justiciable a vu l'accès à la justice surtaxé (augmentation des droits de greffe, taxation à 21 % des honoraires d'avocat). Désormais pour obtenir réparation, les victimes d'injustice doivent être riches. Ceci dans un Etat où le nombre de mandataires publics défie tous les standards mondiaux. Dans ce secteur particulier, pas d'évaluation ni d'études de coût rapportée aux bénéfices. Un exemple : plus de trente ans après le fédéralisme, l'institution provinciale survit sans que personne ne puisse dire à quoi elle sert. La rationalisation et l'idéologie gestionnaire se sont fort opportunément arrêtées aux portes du monde politique.

Idéal sécuritaire

Le terrorisme, cet autre nihilisme qui révèle nos faiblesses et notre couardise dans l'affirmation de nos valeurs, est susceptible d'aggraver le processus en permettant bientôt de justifier toutes les atteintes aux libertés, à la contestation, de se passer des juges qualifiés inefficaces, et de diminuer encore la protection sociale des plus démunis, sacrifiée à cet « idéal » de sécurité.

Le salut dans l'engagement

Ce contexte menace sans aucun doute les fondements de nos démocraties mais pour autant condamne-t-il au désespoir et au découragement ? lesoir.be 03.03.2016

L'auteur de cet article est une magistrate, elle appartient aux classes moyennes, cela se voit .

Question que se poseront des gens dont les conditions d'existence leur permettent de continuer à vivre relativement confortablement ou qui ne sont pas directement concernés par cette menace ou les conséquences insupportables de la politique antisociale mise en oeuvre par tous les gouvernements réactionnaires qui se sont succédés depuis plus de 30 ans et qui ont durement frappé la classe ouvrière.

En ce qui concerne des pans entiers de la classe ouvrière, cette menace a déja été mise à exécution et elle a déjà produits des effets désastreux, brisant des vies, disloquant des familles, conduisant au désespoir la jeunesse ouvrière sacrifiée.

La réaction mobilisée s'est trouvée un nouvel ennemi : Les abstentionnistes ou ceux qui refusent de voter Macron.

Après la chasse à ceux qui refusaient d'être Charlie, aux antisionistes, à ceux qui bravent la censure des médias-oligarques, voilà venu celle aux abstentionnistes.

Chacun aura compris que Macron sera mal élu, qu'il est déjà ultra minoritaire dans le pays et donc illégitime, alors si en plus son cas s'aggravait par un taux d'abstention record cela pourrait lui compliquer encore plus la tâche, d'où l'union nationale derrière

sa candidature.

Chacun devrait admettre ou comprendre, mais là cela va s'avérer beaucoup plus difficile, que l'ordre qui nous est ainsi intimer de voter Macron sous peine de se voir qualifier de suppôt du FN ou du fascisme, relève de la pire infâmie dont seule une dictature ou un pouvoir totalitaire peut être capable.

A force de refuser de caractériser les partis et le régime, la situation sur la base des faits ou de leurs méfaits devrait-on dire, on en arrive à faire le jeu de nos pires ennemis ou à se ranger à leurs côtés, dans ce cas-là ne vous étonnez pas ensuite que votre militantisme tende à produire des effets inverses de ceux recherchés.

Quand on subit l'influence de l'idéologie et du discours de la classe dominante, qu'on est en proie à la pire confusion, qu'on fait preuve de crasse ignorance, qu'on se réfugie dans le déni, qu'on est animé d'intentions inavouables, on n'a pas le droit de s'étonner des conséquences désastreuses qui en découlent, et surtout on n'est pas digne de parler au nom des travailleurs et encore moins du socialisme.

Quelques réactions salutaires de travailleurs qui tranchent avec les prises de positions misérables des dirigeants du mouvement ouvrier dont aucun à ma connaissance n'appelle au boycott du second tour de la présidentielle.

1- "C'est bien dans l'esprit du moment. partout dans la presse mainstream, ils nous emmerdent avec ça, la chasse aux abstentionnistes, en particulier avec JLM, et les insoumis, alors qu'ils ont pas compris que le seul débat qui animent certains c'est de savoir s'il faut voter blanc ou s'abstenir. voter Lepen, certainement pas, mais voter Macron, jamais.

Pas envie de me dire qu'il a eu ma voix quand il gouvernera par ordonnance, à casser tout ce qui tient encore dans mon pays, pour faire plaisir à ses petits copains du CAC, et aux parvenus de l'UE."

2- "Panique à bord des élites. S'abstenir n'est pas faire le jeu du FN, mais de décredibiliser Macron qui gagnera, mais sans pouvoir se targuer d'un soutien populaire." 3- "Et pendant ce temps-là :

43 700 chômeurs de plus en mars et hier annonce de la liquidation judiciaire de MIM, 791 salariés perdent leur emploi.

Avec François Hollande, nous avons chômage de masse et précarité, avec Emmanuel Hollande, nous aurons précarité de masse et chômage.

Y a pas de doute, Nagui, faut voter Emmanuel Hollande surtout quand on fait partie des 5% du haut de la pyramide des revenus !

Nagui, comment s'appelle le fait de profiter de moyens de communication de masse pour diffuser ses propres idées politiques qui sont aussi celles de la caste la plus privilégiée ?"

4- "Oui, ce choix entre fascisme et antifascisme est fallacieux. En réalité, ce que l'on nous demande est de choisir entre fascisme doux et fascisme dur, ou plutôt entre totalitarisme "horizontal" et totalitarisme "vertical". Ce dernier prend la forme d'un autoritarisme étatique tendant à contraindre par des réglementations la population à se conformer à ses directives et à ses vues totalisantes, sans égard pour les libertés publiques et individuelles. Le premier, en revanche, est un totalitarisme pernicieux, une sorte de "laissez-faire, laisser crever": autrement dit, celui qui ne se conforme pas de lui-même au jeu du marché tout puissant pour s'y vendre, ou n'a pas, quoi qu'il fasse, les attributs nécessaires pour s'y maintenir (en tant que marchandise invendable) disparaîtra "tout naturellement". Et là encore, l'individu est sommé de se conformer en son entier (en son intimité) aux lois du marché.

Quiconque a connu le chômage, et d'autant plus quand il a duré, sait à quel point notre société est déjà fasciste. Les institutions de notre République ne le sont peut-être pas (encore), mais beaucoup de nos concitoyens, notamment quand ils jouissent d'un minimum de pouvoir sur leurs "semblables" montrent leur vrai visage, et ce sont souvent les mêmes qui nous exhortent à faire barrage au "fascisme"…"

5- "Si l'un ou l'autre est élu avec une forte participation, le pouvoir qu'il détient est d'autant plus légitime.

"Les Français m'ont élus" Ils m'ont conférer le pouvoir de …"

Imaginons que l'abstention soit massive… les citoyens gardent la légitimité de contester le pouvoir en place. Mon avis c'est qu'il me parrait assez responsable de garder cette légitimité de contestation si on est opposés aux politiques proposés."

6- "Si l'on ne s'abstient pas ou qu'on ne vote pas blanc et que Macron a 80% des voix, ce sera une carte blanche. Il considérera, comme Fillon, que sa victoire, surtout une victoire d'une telle ampleur, est une adhésion à son programme et qu'il

est donc parfaitement légitime de gouverner par ordonnances."

7- "Le vote blanc augmente la participation. Nous aurons Macron président, mais si la participation tombe bas (moins de 70 %, ce qui semble très possible), il sera élu au mieux par 1/3 des inscrits (et 1/4 des citoyens) ce qui rendra sa légitimité très faible. Il est plus efficace de s'abstenir."

8- ""'l'abstention n'exprime que l'indifférence à la chose publique."

Vous parlez à la place des autres, en considérant que votre interprétation de l'abstention est la seule qui vaille.

L'abstention est multiforme ; il y a un abstentionnisme militant, un abstentionnisme de dégoût, un abstentionnisme indifférent, un abstentionnisme stratégique, etc. etc."

9- "Ensemble relativisons la future victoire de Macron :

Au premier tour il a obtenu 24% (8.657000 voix) mais en tenant compte des bulletins nuls, des blancs et des abstentionnistes cela donne environ 18% des inscrits.

Mais si on tient compte maintenant des 9.500000 de non-inscrits (source du ministère de l'intérieur) son pourcentage tombe à 15,7%.

Dès lors on comprend mieux que, afin de pouvoir obtenir une légitimité qu'il n'a pas, la valetaille médiatique et tous les bouffons, jocrisses, fesse-mathieu, jean-foutre et autres médiocres de la politique et du spectacle appellent à voter pour le pantin afin de faire barrage au FN.

Si l'on en juge depuis dimanche par les commentaires et les réactions venus d'un peu partout il réussit l'exploit d'être haï avant même d'être élu. Cela promet !"

Union nationale derrière Macron. Mystification. En quoi la négation de la démocratie peut-elle constituer un choix ?

- Présidentielle : le choix de l'abstention - Franceinfo 27.04

Le PCF au service de Macron : C'est aussi un parti de droite !

Pierre Laurent Secrétaire national du Parti Communiste Français, sénateur de Paris

Pour créer une gauche émancipatrice dès les législatives, nous, Parti Communiste, appelons à battre Marine Le Pen

Et le plus largement possible! En nous appuyant sur le score de Jean-Luc Mélenchon, nous ouvrirons de nouvelles perspectives de luttes et transformations sociales dès les 11 et 18 juin.

LVOG - Cet appel à voter Macron a pour vocation de briser l'élan créé par la candidature de Mélenchon afin d'aider Macron à obtenir une majorité lors des législatives, et au-delà diviser les travailleurs afin que la mobilisation contre Macron et sa politique ultra libérale soit un échec.

Ensuite notre stalinien de service entonne un discours qui aurait comme un gant à Macron :

Pierre Laurent - Marine Le Pen veut une société de haine, du rejet de l'autre, du racisme et de la xénophobie, une société qui divisera ceux qui ont des intérêt communs au profit de son clan et des puissances d'argent, qui substituera aux principes fondamentaux d'égalité et de fraternité dans la République des principes de discrimination entre Français, entre ceux qui vivent et travaillent dans notre pays selon leur origine et leur nationalité.

LVOG - Parce que le protégé de Rothschild n'incarnerait pas les "puissances d'argent", en faisant acte d'allégeance à l'Etats d'apartheid d'Israël il ne ferait pas acte de "racisme", en tenant le même discours que Hollande sur la Russie, le Venezuela, etc, il ne ferait pas preuve de "xénophobie", il a été bien au-delà que faire preuve de "discrimination entre Français, entre ceux qui vivent et travaillent dans notre pays selon leur origine et leur nationalité", il a fait preuve de discrimination envers toute une classe, celle des travailleurs qui composent la majorité de la population toutes origines ou nationalités confondues, il a affiché ses visées dictatoriales en annonçant qu'il liquiderait le Code du travail et si possible tous leurs droits par ordonnance.

Ensuite ce zélé agent du néolibéralisme a repris à la virgule près la propagande belliqueuse du Pentagone et de l'OTAN,

de l'impérialisme américain :

Pierre Laurent - Marine Le Pen veut un monde dangereux où toutes les aventures guerrières deviendraient possibles, où toutes les rivalités nationalistes seraient encouragées. Avec Donald Trump, Vladimir Poutine, Bachar El-Assad, et les extrême droites européennes comme alliés, elle menacerait la sécurité du monde si elle présidait la France, un des cinq membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU. huffingtonpost.fr 27.04

Pour cette ordure, "toutes les aventures guerrières" ne seraient pas déjà "possibles", il ne manque plus qu'une guerre mondiale qui ne pourrait être décidée que par et pour l'oligarchie dont Macron est le candidat, comme les deux fois précédentes, mais ce n'est pas la version du PCF, ni celle d'aucun parti du mouvement ouvrier...

"Macron ne peut pas nous comprendre"

- Le témoignage d'ouvriers de Whirlpool : "Macron ne peut pas nous comprendre" - Le Huffington Post

Ce mercredi 26 avril, à Amiens, les deux candidats à la présidentielle ont joué un des grands moments de la campagne en allant au contact des ouvriers de Whirlpool.

Pas de doute, pour eux, ce sera Marine Le Pen. "Macron ne peut pas nous comprendre", assurent-ils. La candidate du Front national "est la seule qui a parlé de nous". "Il faut lui laisser sa chance", expliquent encore les deux ouvriers. Le Huffington Post

L'économiste Jacques Attali, soutien d'Emmanuel Macron, a qualifié mercredi le sort des salariés de l'usine Whirlpool d'Amiens d'"anecdote", le secrétaire général d'En marche! intervenant aussitôt pour demander qu'il "se taise". Le Huffington Post 26.04

Vous avez aimé Emmanuel Hollande, vous apprécierez Emmanuel Mailly.

Emmanuel Macron "a respecté la démocratie représentative" en rencontrant les syndicats de Whirlpool mercredi à Amiens, au moment où Marine Le Pen faisait "un coup de com", a commenté jeudi Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO.

Quant à Emmanuel Macron, "je ne suis pas d'accord avec lui sur ses positions mais il a au moins respecté une chose, c'est la démocratie représentative" en ayant d'abord "une première discussion avec les syndicats" avant de venir sur le site, a dit M. Mailly. AFP 25 et 26.04

Quel misérable mystificateur, il reproche à Le Pen d'avoir fait "un coup de com", alors que c'est la marque de fabrique de Macron ! Ils osent tout !

Les dirigeants du POI et du POID qui collaborent depuis 20, 30, voire 40 ans avec la direction PS de FO et qui a ce titre se sont vus confier des postes de permanents à vie, ont-ils annoncé qu'ils allaient démissionner ?

Le bilan de Hollande-Valls-Macron : Toujours plus de chômeurs

- Chômage : le triste bilan du quinquennat Hollande - Franceinfo

43 700 demandeurs d'emploi supplémentaires en un mois. La barre symbolique des 3,5 millions de chômeurs est à nouveau dépassée en mars. Il y a moins de demandeurs d'emploi ayant travaillé quelques heures : les catégories B et C. Ils n'ont exercé aucune activité et ont donc basculé dans la catégorie A. 585 000 chômeurs de plus avec Hollande

Ce résultat porte un coup à la fragile inversion de la courbe du chômage, l'objectif du quinquennat. Depuis mai 2012, le chômage n'a pas cessé d'augmenter jusqu'en octobre 2015 où il a atteint un pic : 3 579 000 chômeurs.

La courbe devient ensuite irrégulière, mais tend vers le bas. Insuffisant, il y a 585 000 chômeurs de plus depuis l'élection de François Hollande. Un triste bilan sur le front de l'emploi pour le président. Franceinfo 27.04 M

acron président, président, président scande Pierre Laurent en choeur avec Hollande, Valls, tous les dirigeants syndicaux, Gattaz, Parisot, le CAC 40 et les marchands de canons !

Ainsi va leur vieux monde pourri.

- Une base militaire attaquée au Cachemire indien, 3 morts - Reuters

Des militants séparatistes ont tué trois soldats indiens jeudi aux premières heures au Cachemire... Reuters 27.04

- C’est une initiative inédite en Inde : le gouvernement local du Cachemire a ordonné mercredi le blocage des réseaux sociaux pour un mois - Libération.fr

- Afrique du sud: une ville saccagée par des affrontements - AFP

De violents affrontements ont opposé des manifestants aux forces de l'ordre dans la ville de Coligny, au nord-ouest de l'Afrique du sud... AFP 27.04

- Damas: l'explosion due "vraisemblablement" à une frappe israélienne - AFP

L'explosion qui s'est produite près de l'aéroport de Damas est "vraisemblablement" le résultat d'un raid aérien israélien ayant visé des dépôts, a rapporté jeudi la télévision du Hezbollah libanais, groupe allié au régime syrien. AFP 27.04

- Dix garde-frontières iraniens tués à la frontière pakistanaise - Reuters

Dix gardes-frontières iraniens ont été tués mercredi par un commando extrémiste sunnite venu du Pakistan, rapporte l'agence de presse Tasnim. L'attaque a été revendiquée par le groupe Djaïch al Adl, précise l'agence. Reuters 27.04

- Brésil: quatre morts violentes en cinq jours dans une favela de Rio - AFP

Quatre personnes ont été tuées en cinq jours lors d'opérations policières dans le Complexe d'Alemao, une des plus grandes favelas de Rio de Janeiro, ont indiqué les autorités locales. AFP 27.04

- Yémen La guerre continue, la faim gagne - Liberation.fr

Plus de deux ans après le début de l’intervention militaire saoudienne, l’ONU a organisé une conférence des donateurs, mardi à Genève. Dans ce pays détruit par les bombes de la coalition arabe, soutenue notamment par la France, la famine menace. Liberation.fr 27.04

- L'UE lance une procédure contre la Hongrie, Orbán vient se défendre - Liberation.fr

Alors que l’exécutif européen a ouvert ce mercredi un dossier d’infraction contre la Hongrie concernant la liberté d'installation des établissements d'enseignement, le Premier ministre est venu se défendre devant les députés européens. Liberation.fr 27.04

Dossier Syrie

Lu dans un article publié hier par le blog Les-crises.fr.

- On ne sait pas comment et par qui les échantillons de gaz ont été récupérés dans cette zone rebelle ; (A ce jour seuls les barbares d'Al-Nosra y sont présents sur place, alors pourquoi poser cette question ? Pour semer le doute ? Qui profiterait à qui ? - LVOG)

- On y lit que le gaz sarin récupéré est de la même nature que du gaz récupéré dans une grenade en 2013, ce que cela prouverait que c’est du sarin “gouvernemental” et donc que Damas est coupable. C’est un élément important, certes, mais qu’est-ce qui dit que 1/ des rebelles ne pourraient pas en fabriquer de la sorte ? 2/ surtout, qu’est-ce qui dit que des rebelles n’auraient pas pu en récupérer de stocks gouvernementaux ?

- On n’a apparemment aucune preuve dans le document que le gaz a bien été émis par une bombe venant d’un avion.

- On comprend assez mal. Dans l’hypothèse d’un accident, le bombardement aurait touché des stocks chimiques au sol, mais cela semble désormais peu probable. Dans l’hypothèse d’une manipulation, des rebelles auraient profité d’une attaque aérienne pour faire exploser au sol un obus de sarin. En quoi la réponse du rapport blanchit-elle des rebelles ?

- Surtout les services de renseignement n’indiquent en rien des motifs possibles du gouvernement syrien : pourquoi mener une telle attaque, tant au niveau militaire local qu’au niveau politique national ?

Commentaires d'Internautes

1- Eh bien franchement j'ai lu ce rapport, je n'y trouve aucune preuve de quoi que se soit. C'est même un charabia assez mal écrit. C'est pas avec ce genre de rapport que je vais me ranger derrière l'avis de notre cher ministre. C'est un point de vue et c'est tout. N'importe qui peut pondre ce genre de rapport.

Comment la France a obtenu des échantillons ? Agent sur place ? j'en doute. Fourni par Al-Qaïda ?

Seul le débile qui a voté Macron peut se faire enfumer par ce genre de torchon !

2- Peut-on faire confiance en la bonne foi de notre gouvernement ?

En quoi le gouvernement syrien a-t-il intérêt à l'usage d'arme chimique, contre bien sûr "son propre peuple", avec plein d'enfants victimes de préférence, cela d'un point de vue militaire d'abord, et ensuite d'un point de vue politique national et international ?

3- C'est du sarin gouvernemental. Oui de fabrication gouvernementale syrienne. Et donc le gouvernement syrien est responsable . Non. Faute logique élémentaire surtout si l'on sait que lors de la destruction des stocks gouvernementaux deux sites sur les douze étaient sous contrôle des rebelles et que leur stocks n'ont pas été détruits sous la responsabilité conjointe Syrie-Russie-USA.

Bref. Manipulation probable encore. On a avancé mais rien prouvé. À part que ça peut bien venir aussi probablement des rebelles.

- J'aimerais réellement connaître la source de l'info que rapporte Alfred et que je trouve intéressante ; or c'est à la personne qui avance un argument ou une info d'en apporter la caution.

- Dans son premier rapport (OIAC), publié début novembre, l'équipe affirme avoir visité 21 des 23 sites déclarés par la Syrie, et 39 des 41 installations y étant localisées.

Source : http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2014/02/05/syrie-le-plan-de-demantelement-de-l-arsenal-chimique-retarde_4359727_3218.html

- Un début de réponse :

http://foreignpolicy.com/2016/08/17/how-the-islamic-state-seized-a-chemical-weapons-stockpile/

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela

- Le Venezuela se retire de l'Organisation des Etats américains - AFP

Le Venezuela, secoué par une vague de manifestations de l'opposition où une trentaine de personnes ont perdu la vie en près d'un mois, a annoncé mercredi son retrait de l'Organisation des Etats américains (OEA), accusée d'"ingérence" par le gouvernement du président Nicolas Maduro.

"Demain (jeudi) nous présenterons une plainte devant l'OEA et nous lancerons un processus qui prend 24 mois" pour faire sortir le pays sud-américain de cet organisme régional basé à Washington, a annoncé à la télévision la chef de la diplomatie vénézuélienne Delcy Rodriguez.

L'OEA, dont le secrétaire général Luis Almagro a traité le chef de l'Etat vénézuélien de "dictateur", s'est réunie mercredi pour convoquer un mini-sommet des ministres des Affaires étrangères de la région sur la crise vénézuélienne, sans préciser de date.

Mme Rodriguez avait déjà menacé mardi soir de quitter l'organisation si une telle réunion avait lieu. Début avril, elle avait accusé plusieurs pays de la région d'agir de concert en faveur d'une ingérence dans les affaires du Venezuela, pour "satisfaire les intérêts de Washington". AFP 27.04

Haut de page

Le 29 avril 2017

CAUSERIE

Macron, ce n'est pas ni la droite ni la gauche, c'est la droite et son reflet dans un miroir.

Pourquoi ? Pardi ! parce que la droite et ce qu'ils appellent la gauche sont compatibles, interchangeables ou parce que si peu de choses permet de les distinguer.

Leur choix : Entre deux fachos. La preuve.

- Le mentor d'Emmanuel Macron était pétainiste par Valentin Martin - Comité Valmy 28.04

Le mentor d'Emmanuel Macron était pétainiste

En 2015, Emmanuel Macron déclarait à la presse « avoir été rééduqué sur le plan intellectuel par le philosophe Paul Ricoeur ».

Qui était donc ce mentor ?

Dans sa jeunesse, Paul Ricoeur fut un des doctrinaires oubliés de l'idéologie pétainiste. Il se fit par la suite le continuateur en France et à l'étranger de l'oeuvre conceptuelle de philosophes nazis. Plusieurs de ses articles soigneusement cachés mais récemment retrouvés vont dans ce sens. (http://www.sens-public.org/article537.html)

Au début 1939, Ricoeur écrit un article dans Terre Nouvelle où il évoque la « pureté du discours d'Hitler ». Cela faisait référence au discours du 30 janvier 1939 devant le Reichstag où le Fuhrer exhortait à « l'annihilation de la race juive en Europe ». Ricoeur y fustigeait les « valeurs impures de la démocratie » et « la dureté de la France pour l'Allemagne désarmée ».

En 1939, Ricoeur comprend « qu'il se tournera vers la philosophie allemande ». Il est alors sélectionné pour la participation à l'université d'été de Munich de l'été 1939.

Fait prisonnier dans un oflag en 1941, il rédige cette même année plusieurs textes de propagande qui seront repris dans la revue pétainiste L'unité française : « Propagande et culture », « La jeunesse et le sens du service social », « Le Risque ».

Il débute alors sa thèse de philosophie sur la « Volonté » en se nourrissant de la lecture d'Etre et Temps du philosophe Martin Heidegger, membre éminent du parti nazi

A la fin de cette année 1941, sont créés les Cercles Pétain qui sont des universités internes aux Oflag visant à promouvoir l'idéologie pétainiste auprès des prisonniers. Ricoeur devient « l'un des plus brillants conférenciers » du Cercle Pétain.

Après 1945, en tentant de minimiser cette « passade pétainiste », il poursuivit sa carrière internationale de philosophe en développant en France la philosophie irrationaliste de « l'herméneutique », centrée sur les thèses de Heidegger et de Gadamer.

Heidegger fut un des idéologues majeurs du régime nazi.

Gadamer fut également un conférencier du Troisième Reich. En mai 1941, à l'Institut allemand de Paris alors occupée, il prononça une conférence sur « Le peuple et l'histoire dans la pensée de Herder » où il justifiait la défaite des Lumières françaises face au nationalisme allemand.

Cette philosophie a eu une influence réelle sur Emmanuel Macron, car non seulement il s'en revendique - « Aux côtés de Ricoeur j'ai appris le siècle précédent et appris à penser l'Histoire » écrit-il dans son dernier ouvrage -, mais en plus il en a conservé les concepts. Ainsi des mots d' « herméneutique » et de « récit » dont il abreuve les auditeurs de France Culture par exemple.

A chacun ses lectures et ses amitiés.

Mais voir aujourd'hui un candidat à la présidence de la France se faire le porte-drapeau de la cause anti-fasciste, alors même

qu'il affiche avoir eu pour mentor un doctrinaire pétainiste, relève de la mascarade. Comité Valmy 28.04

En complément

Le Huffington Post est l'équivalent du torchon américain The Washington Post.

- Pétain voterait Le Pen, et vous? - Le Huffington Post

- Emmanuel Macron accuse Marine Le Pen "de diriger un parti qui a commis un attentat contre de Gaulle" - Le Huffington Post

- Parce que la République est menacée, nous, CFDT et Unsa, appelons à voter pour Macron, le seul candidat républicain - Le Huffington Post

- Présidentielle : José Bové appelle à voter "sans aucune retenue" pour Emmanuel Macron au second tour - Franceinfo

- François Ruffin votera pour Emmanuel Macron au 2e tour de la présidentielle "mais restera un opposant ferme" - Le Huffington Post

- Militant du vote blanc, Matthieu Kassowitz appelle à voter Macron au second tour - Le Huffington Post

- Pour la 1000e de TPMP, Hanouna interpelle Emmanuel Macron qui s'empare du micro - Le Huffington Post

Saint-Macron, Saint-Simon et la colonisation par Valentin Martin - Comité Valmy 28.04

Lors de son discours d'Alger, Emmanuel Macron déclara que « la colonisation était un crime contre l'humanité ».

Invité peu après sur France Culture à s'expliquer notamment sur cette déclaration, il s'affirma par ailleurs affilié à la pensée de Saint-Simon (https://www.franceculture.fr/histoire/emmanuel-macron-le-recit-national-nest-pas-un-roman-totalitaire).

Le même Saint-Simon, philosophe du 19è siècle considéré par certains historiens comme « le premier des socialistes et le dernier des gentilhommes », écrivait d'ailleurs :

« Peupler le globe de la race européenne qui est supérieure à toutes les autres races d'homme, le rendre voyageable et habitable comme l'Europe, voilà l'entreprise par laquelle le Parlement européen devra continuellement exercer l'activité de l'Europe, et la tenir toujours en haleine. »

Cette entreprise civilisatrice fut effectivement suivie à la lettre par les apôtres du saint-simonisme au XIXè siècle. Ceux-ci furent les chantres et les initiateurs de la colonisation de l'Orient, notion qui incluait toute la superficie du globe en dehors de l'Europe. Le Saint-Simonien, Prosper Enfantin, auteur de « La colonisation de l'Algérie », fut un idéologue de premier rang de la colonisation de peuplement.

Peu prisée par le peuple, la pensée saint-simonienne qui visait à donner tout le pouvoir aux banques et aux industriels d'une Europe supranationale, sans reconnaître les souverainetés nationales, était fort appréciée des banquiers. « Aujourd'hui c'est près de Rotschild qu'il faut voler. », écrivait le même Enfantin en 1817.

Certaines mauvaises langues affirment que les Rotschild fondèrent une grande partie de leur fortune sur la prédation des colonies. Par exemple la East Indian Company qu'ils possédaient leur permit de piller les tonnes d'or du Bengale, ce qui provoqua indirectement la mort de millions de personnes.

Le bon Edmond de Rotschild, en tant que père du sionisme, créa également les colonies sionistes de Palestine à partir de 1882.

Que Macron fût associé-gérant de la banque Rotschild (où il empocha des millions d'euros en quelques années) et qu'il se déclare saint-simonien, cela ne pose pas de problème. N'est-ce d'ailleurs pas la Fondation Saint-Simon qui le mit sur le devant de la scène politique (http://www.comite-valmy.org/spip.php ?article8491) ?

En revanche, s'il considère la colonisation « comme un crime contre l'humanité », lui et les siens, banquiers et autres apôtres de la colonisation, si humanitaire et sociale soit-elle, ne devraient-ils pas payer en premier lieu ? Comité Valmy 28.04

Offres de service.

Pourquoi l'ex-présidente du Medef, madame Parisot et monsieur Baroin (LR) postulent-ils au poste de Premier ministre de Macron, qu'est-ce qui les encourage à faire preuve d'une telle arrogeance, sinon qu'ils savent que Macron leur est redevable de son statut de présidentiable, on peut en dire autant d'Attali ou de Minc qui l'ouvrent à tout propos.

L'ONU telle qu'elle est.

Après la Commission des droits de l'homme...

- L'Arabie Saoudite élue à la Commission des droits des femmes de l'ONU - lesoir.be

L'Arabie Saoudite a obtenu le feu vert, par vote secret, de 47 des 54 Etats membres du Conseil économique et social des Nations unies. lesoir.be 25.04

- Wikileaks offre $10.000 à qui dévoilera le vote de la Suède sur cette décision polémique de l'ONU - Le Huffington Post

Mais quels pays ont voté pour l'adhésion de l'Arabie saoudite à la Commission de la condition de la femme à l'ONU? Après les indignations exprimées à l'issue de ce scrutin à bulletin secret, s'ensuit une chasse aux informateurs sur les réseaux sociaux.

L'adhésion de l'Arabie saoudite à la Commission de la condition de la femme suscite de nombreuses réactions outrées, parce que la dictature octroie peu de droits aux femmes. Celles-ci ont interdiction de conduire, elles doivent se référer à un tuteur de sexe masculin, leur père, mari ou fils, si elles veulent partir à l'étranger, travailler, se marier, bénéficier de soins, sortir de prison, etc.

Cette imposture est d'autant plus mal vécue qu'elle a été validée par plusieurs pays européens, reconnus comme défenseurs de l'égalité homme-femme.

D'après les calculs du directeur de l'ONG UN Watch, transmis au HuffPost, au minimum 6 membres de l'Europe ont voté en faveur de l'Arabie saoudite.

Il est arrivé à ce chiffre de la manière suivante: parmi les 54 membres du Conseil économique et social de l'ONU, 13 pays sont européens (Andorre, Belgique, République tchèque, Estonie, France, Allemagne, Irlande, Italie, Bosnie-Herzégovine, Espagne, Norvège, Suède et Grande-Bretagne). 41 ne le sont pas. Or, ils ont été 47 à voter pour. Donc, 47 - 41 = 6 pays européens au minimum à avoir donné leur aval.

La Belgique regrette son vote

De son côté, le gouvernement belge s'embourbe dans des excuses et des explications qui ne convainquent pas. Devant la pression de l'opposition, le premier ministre Charles Michel a dû déclarer "regretter" cette décision. La veille, son ministre des Affaires étrangères, Didier Reynders, n'avait pas voulu clairement indiquer la nature du vote.

Ce dernier est depuis sur la sellette et a proposé jeudi 27 que soit "modifiée la procédure" afin que ce type de vote soit porté à la connaissance du gouvernement avant qu'il n'ait lieu. Une manière habile de s'exonérer de toute implication.

"L'argent saoudien nous a-t-il aussi corrompus?", demandent les Irlandais

En Irlande, plusieurs citoyens tancent le gouvernement pour qu'il s'explique. "L'Irlande a-t-elle voté pour installer l'Arabie saoudite au conseil des droits des femmes? Retweetez cela, s'il vous plaît. L'argent saoudien nous a-t-il corrompus nous aussi?", demande cet internaute.

Même son de cloche en Norvège. "L'opposition norvégienne demande des réponses au sujet du vote pour l'Arabie saoudite, grâce à l'intervention de UN Watch", écrit Hillel Neuer, en tweetant un article du journal The local.

Pour se défendre, l'ambassadeur de Norvège auprès de l'Arabie saoudite s'est fendu d'une tribune pour le moins étonnante, niant l'oppression que subiraient les femmes dans ce pays ("elles sont gâtées", "elles ont toujours un chauffeur pour s'occuper d'elles", etc.), préférant rappeler les discriminations qui courent en Norvège, comme les inégalités de salaire.

Les regards se tournent également du côté de la France. Au ministère des Affaires étrangères, on assure au HuffPost que "la nature de ce vote ne sera jamais dévoilée puisqu'il s'est déroulé à bulletins secrets". S'agit-il d'un aveu? "La France vote toujours en fonction de ses principes", nous rétorque-t-on.

Reste à savoir quels principes, même si l'on suppute qu'il s'agit là d'une tournure pour laisser penser que notre pays s'est opposé

à cette adhésion.

Une question se pose alors: pourquoi conserver le secret sur ce vote? "Je ne connais aucune règle aux Nations Unies qui empêche les gouvernements de divulguer à leurs citoyens comment leurs représentants ont voté", déclare au HuffPost Hillel Heuer, de UN Watch.

Afin de donner un peu de sens à ce vote très controversé, un politique français -qui ne veut pas apparaître publiquement sur ces questions- a expliqué au HuffPost, qu'inclure le pays le plus rétrograde en matière de droits des femmes dans cette commission avait pour objectif de le tirer vers le haut en la matière, dans l'espoir que sa participation à ces débats finissent par imprégner sa politique en faveur de l'égalité réelle.

"C'est un mensonge, réplique Hillel Neuer. Les diplomates des Nations unies et les ministres des Affaires étrangères ont trouvé cette ligne de défense parce qu'ils sont embarrassés par les 'deals' cyniques qu'ils passent en secret. Ils essaient de justifier l'injustifiable." Le Huffington Post 28.04

Commentaires d'internautes

1- Hallucinant.

La compromission des gouvernants n'a plus de limite : entre ceux qui sont clairement dans le coup et ceux qui avalisent sans broncher, ca va mal …

2- Là on atteint vraiment la profondeur abyssale de l'inexistence de l'ONU!

3- Dans un monde ou les fils spirituels de Rabelais, Montesquieu, La Fontaine, Rousseau, Voltaire, Zola, Céline, Camus et tant d'autres, vont élire un banquier d'affaire qui estime que la Culture française n'existe pas, il n'y a rien là d'étonnant…

La Culture française n'existe pas, la Saoudie protége les femmes et c'est Russia Today qui a permis l'élection de D. Trump et fait décoller les ventes de 1984 de G. Orwell en Oceania.

4- Cette commission reflète la corruption du conseil des droits de l'homme de l'ONU. Deux ONG qui ont critiqué la charia (lapidation, mariage forcé, etc.) devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU ont été interrompus. Le président du Conseil leur a ordonné de s'abtenir de tout jugement de valeur sur une croyance ou une loi religieuse.

Bref, faire respecter les droits de la femme en Arabie Saoudite, pour ne pas la nommer, est de l'islamophobie. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2008/06/17/01011-20080617FILWWW00427-la-charia-en-question-a-l-onu.php https://www.youtube.com/watch?v=obNV3SFehRw

5- La guerre, c'est la paix, la liberté c'est l'esclavage, l'ignorance c'est la force, la charia c'est l'émancipation de la femme

Ne cherchez pas la gauche ici.

- Comment la gauche social-libérale est devenue l'idiote utile des excès de la mondialisation - Altantico.fr

Comment expliquer le processus de balkanistation actuelle de la gauche, sur la base de divisions plus ou moins légitimes sur le plan des idées, peut-on parler d'une forme d'immaturité politique à ce sujet ? Alors que la gauche est en voie d'explosion, comment celle ci pourrait elle se réinventer sur le terrain idéologique ? Quelles sont les questions que la gauche doit se poser pour parvenir à reconnecter aux problématiques actuelles ?

Sylvain Boulouque : L'explosion de la gauche n'est que la résultante de cultures politiques des gauches dans la mesure où nous avons deux voire trois gauches qui existent. La première est la gauche "gouvernementale", qui s'adapte aux transformations du monde actuel quitte à abandonner une partie de son corpus idéologique. (Incarnée par Hollande, Valls, Macron, etc. - LVOG)
La deuxième gauche, que l'on pourrait qualifier de "social-démocrate", est prête à gouverner mais pas à perdre une partie de son âme. C'est celle des frondeurs, incarnée par Benoît Hamon, qui ne veulent pas renier les principes qui les ont fait élire. (La survie et la crise du capitalisme avec ses conséquences désastreuses pour la classe ouvrière et en partie pour les classes moyennes passent à la trappe, alors qu'elles sont à l'origine de l'explosion de ce qu'il appelle la gauche. Tu parles d'un historien !- LVOG)

Enfin, la troisième gauche est la gauche plus radicale. Elle peut être rejoint par la gauche social-démocrate, mais cherche à transformer le système de fond en comble. Ce qu'il s'est passé, c'est qu'une partie de la gauche sociale-démocrate a voté pour la gauche radicale pour exprimer son mécontentement de la gauche gouvernementale. Le paradoxe, c'est que le candidat social-démocrate qui se présentait était en rupture avec la gauche gouvernementale. (On aura apprécié "la gauche plus radicale"

qui n'est pas davantage de gauche pour ne pas remettre en cause le régime, car il est faux d'affirmer qu'elle "cherche à transformer le système de fond en comble", c'est une mystification, elle cherche uniquement à en atténuer les excès tout en s'y adaptant, ce qui justement l'exclut de la gauche. Vous prenez trois bouteilles d'huile de tournesol, sur la première vous coller une étiquette huile de tournesol, sur la seconde un étiquette huile d'olive, et sur la troisième une étiquette huile de sésame, à l'arrivée vous aurez trois bouteilles d'huile de tournesol, voilà pour ces trois gauches ! - LVOG)

Alors qu'une frange de la gauche s'était récemment convertie à une forme de libéralisme, ce courant "social libéral" semble se comporter aujourd'hui avec la ferveur du converti, alors que le l'économie mondiale, elle aussi, pu évoluer au cours de ces dernières années. N'y a t il pas un temps de retard idéologique sur cette question ? Quels sont les moyens, pour cette gauche, de se réinsérer dans un monde actuel, qui semble mettre à mal les théories développées au cours de ces dernières années ? (Le néolibéralisme ne se réduit pas à une idéolologie ou à une théorie, c'est la réponse du sommet du capitalisme mondial aux contradictions et à la crise de ce système économique, qui ne suffit manifestement pas ou plus à les contenir. Et que ces "théories" en arrivent à être contestées signifie qu'ils contrôlent de moins en moins le monstre qu'ils ont engendré, comme Al-Qaïda si vous voulez. D'où leur hystérie en période électorale, par crainte que cela se traduise sur le terrain politique. - LVOG)

Sylvain Boulouque : En France, certainement. Dans la mesure où les principaux responsables socialistes n'ont pas pensé suffisamment tôt la mondialisation. Maintenant qu'ils le font, le problème est qu'ils n'ont pas pensé à la réforme du système que cette dernière entraîne, avec la contestation qui l'accompagne. (Rectifions : Ils n'en ont pas eu les moyens parce que la situation sociale et politique ne le permettait pas. Il ne suffit pas de penser qu'il faut réformer le "système", la Constitution, les institutions ou le mode électoral, il faut que les principaux partis institutionnels y soient préparés, maintenant c'est en bonne voie depuis que le PS et LR ont adopté le système des primaires, avec quelques couacs apparemment, ce n'est pas encore tout à fait au point, Macron sera y remédier certainement. - LVOG) Du coup, il y a effectivement un retard idéologique. (En fait de "retard idéologique", il veut dire par là qu'il existe des partis qui ne sont pas acquis au néolibéralisme et qui viennent jouer les troubles fêtes dans le processus législatif, ce qu'il regrette. - LVOG) Deuxièmement, il manque à la gauche ce qui pourtant était sa raison d'être pendant très longtemps : l'internationalisme. Il y a eu très peu de discussion sur l'international sur les dirigeants de la gauche social-démocrate (voire social-libérale) ces dernières années, alors que c'est ce moment-là qu'on aurait dû penser ensemble, à travers le monde, aux modes de régulation de l'économie. (Quel crétin ou il le fait exprès, le néolibéralisme est synonyme de dérégulation de l'économie au profit des multnationales, donc pour se faire passer de gauche il était difficile de le revendiquer, à moins de s'appeler Obama qui même sur ce plan-là supplanta Bush, j'ai lu cela quelque part. - LVOG) Il y a donc un manque idéologique – par paresse intellectuelle ou défaut de réflexion – qui fait que la gauche a un retard sur l'analyse du monde. (Là il lui reproche de ne pas s'être engagée à fond dans le néolibéralisme. - LVOG) Le problème est qu'elle ne propose pas de solutions alternatives. (Comment le pourrait-elle puisque la seule alternative, c'est le socialisme et qu'elle y est étrangère ou réfractaire. - LVOG) Jusqu'ici, les modèles idéologiques qui ont fait vivre la gauche étaient de dimension utopique. (Il évoque ici le socialisme en recourant à un amalgame avec le stalinisme. On avait déjà compris que lui était acquis à la cause du néolibéralisme. - LVOG) Mais ceux-ci aillant disparus, la gauche ne propose plus que de la gestion quotidienne en se contentant de mettre du "mercurochrome sur les bobos trop importants de la mondialisation". (C'est effectivement le programme de ces "trois gauches". - LVOG)

Aux Etats Unis, Bernie Sanders prône une "démocratie socialiste", alors que le linguiste Noam Chomsky qualifiait le candidat démocrate comme étant plutôt un "New dealer" en référence aux politiques de F.D.Roosevelt. Quel pourrait être l'avenir idéologique de cette gauche de la gauche française ?

Sylvain Boulouque : cela renvoie au débat entre plusieurs figures de la gauche américaine, Noam Chomsky incarnant une forme traditionnelle et Bernie Sanders se revendiquant plus d'un modèle Rooseveltien de relance de l'économie par de grands travaux. On est dans un processus classique de social-démocratie, voire "à l'ancienne". Ce débat, on le retrouve en France entre deux partis de la gauche, avec d'un côté une branche plus traditionnelle dans son discours, analogue à Chomsky en disant qu'il faut tout transformer de fond en comble, et accusant les grands sociaux-démocrates d'être uniquement des "gestionnaires de capital". Du coup, on se retrouve toujours avec le même cas de figure qu'au début : on a deux, voire trois gauches. Une contestatrice, une social-démocrate et une gauche gestionnaire qui va non plus tenter de transformer la société, mais au contraire s'y adapter. On est dans processus inverse : la gauche ne réforme plus la mondialisation ; c'est la mondialisation qui réforme la gauche. (Puisque cette pseudo-gauche est viscéralement liée au régime capitaliste, c'est lui et son cours qui dicte son attitude, elle épouse son destin qui entraîne son déclin, sa décomposition, sa dislocation finale où elle apparaît sous son véritable visage, de droite ou celui de la réaction. - LVOG)

Sylvain Boulouque

Sylvain Boulouque est historien, spécialiste du communisme, de l'anarchisme, du syndicalisme et de l'extrême gauche. Il vient de publier sa nouvelle note, La gauche radicale : liens, lieux et luttes (2012-2017), à la Fondapol (Fondation pour l'innovation politique). Altantico.fr 28.04

Je classe ce genre d'historien parmi les négationnistes, les falsificateurs conscients de l'histoire.

Voilà ce qu'ils ne digèrent pas.

- Mélenchon et La France insoumise sont les mieux placés pour incarner la gauche, selon un sondage - Franceinfo

Selon un sondage Odoxa pour franceinfo, ce vendredi, 45% des sondés estiment que Jean-Luc Mélenchon incarne le mieux la gauche.

35% des personnes interrogées placent La France insoumise devant le Parti socialiste (14%) et le mouvement En Marche d'Emmanuel Macron (11%). Quant à Europe-Écologie-Les-Verts, le parti arrive loin derrière (2%) tout comme les formations d'extrême-gauche (1% pour Lutte ouvrière et le Nouveau Parti anticapitaliste).

"Logiquement, Jean-Luc Mélenchon domine aussi le palmarès des personnalités qui incarnent le mieux la gauche", note le président d'Odoxa, Gaël Sliman. 45% des Français le préfèrent à Benoît Hamon (14%), Emmanuel Macron (13%), Manuel Valls (12%) ou encore… François Hollande, qui ne récolte que 8%.

Malgré cette domination, Jean-Luc Mélenchon est "déjà en train d'abîmer le socle sur lequel il pourrait ériger sa statue", avertit Gaël Sliman. Entre jeudi 20 avril et lundi 24 avril, c'est-à-dire avant et après le premier tour, il a perdu trois points auprès des Français, six auprès des sympathisants de gauche, et 17 auprès des sympathisants du PS.

Jean-Luc Mélenchon paie lourdement son attitude du soir du premier tour où il a sans doute donné aux Français et aux sympathisants de gauche l'image d'un mauvais perdant. Surtout, il a choqué le peuple de gauche en refusant d'appeler clairement à voter contre Marine Le Pen. Gael Sliman, président d'Odoxa. Franceinfo 28.04

Son attitude l'honore.

Trois analyses que j'ai rédigées à 48 heures d'intervalle.

1- Le numéro d'illusionnisme de Mélenchon flanqué de son ectoplasme technologique ou le recours au don d'ubiquité réservé aux croyants pour réaliser le miracle de la multiplication des bulletins de vote façon petits pains frappés du sceau bleu blanc rouge, n'aura pas dépassé le stade du miroir aux alouettes promis à se fracasser contre le mur médiatico-oligarchique érigé contre sa candidature. Aucun exercice divinatoire dans tout cela, c'était écrit.

Les prédictions qui se réalisent sont agassantes quand on n'a pas su les faire mentir. Une telle expérience laisse un goût amer dans la bouche ou désemparé quand on y avait cru, bien que ce ne soit pas très raisonnable. Après avoir voulu ratisser large, il ne lui restait plus grand chose à renier à la fin de sa campagne pour tenter de gagner de nouveaux électeurs, puisqu'il avait déjà renié l'essentiel avant qu'elle ne débute, donc l'issue fatale était prévisible.

Coincé entre Macron et Le Pen, sa marge de manoeuvre était très faible. En lissant son discours sur l'UE il a perdu une partie de l'électorat du PS qui a préféré demeurer fidèle à Hamon, et il s'est aliéné les voix de ceux qui exigeaient une rupture avec l'UE. S'il avait tenu un discours plus radical, il aurait perdu les électeurs du PS qui refusaient de rompre avec l'UE, mais il aurait pu empiéter sur l'électorat de Le Pen et récupérer une grande partie des voix de l'extrême gauche qui lui aurait apporté son soutien. Au passage, Mélenchon a ménagé Hollande et le PS durant toute sa campagne, se contentant de petites phrases insignifiantes, alors que leur bilan était accablant de l'adoption de TSCG à loi El Khomeri en passant par la loi sur la sécurité et le recours à l'état d'urgence ou au 49.3. Il ne risquait rien au regard de l'impopularité de Hollande et du PS, et pourtant.

Il a donc fait un mauvais calcul, d'autant plus que l'opération de marketing Macron est un demi succès seulement, car malgrès le matraquage médiatique quotidien il a réalisé un score très faible, à peine plus de 18% des suffrages exprimés, ce qui signifie qu'il existait une importante réserve de voix dont Mélenchon aurait pu profiter en étant plus offensif et radical au lieu d'affecter une fausse modestie.

Et puis Mélenchon ne pouvait pas apporter de réponses satisfaisantes à la question de l'immigration que le FN agitait sans cesse pour rameuter ou vampiriser l'électorat ouvrier précarisé ou fragilisé focalisé sur cette question, parer le piège des réfugiés déversés par l'OTAN par cargaisons entières via la Turquie sur la France et l'Europe, au contraire il est tombé en plein dedans, c'était fait pour. De la même manière sa position sur la Syrie est restée ambiguë. Il a voulu concilier la chèvre et le loup et il est revenu bredouille, de nombreux électeurs parmi les ouvriers et les employés sont demeurés perplexes, il a manqué de convictions pour se protéger des attaques féroces des médias qui ne l'ont pas ménagé pour autant, une erreur de plus, à moins ce ne fut délibéré comme je le pense, sur ce terrain-là non plus plus il n'entendait pas affronter le régime.

Et puis Mélenchon n'était pas un produit aussi frais que Macron. Il présentait tous les symptômes d'un produit frelaté ou avarié de longue date, bourré de contradictions, ce qui n'a sûrement pas manqué d'interpeler plus d'un électeur. L'opération peau neuve et voix douce pouvait passer pour une escroquerie aux yeux de ceux qui avaient en mémoire son parcours politique et ses prises de position passées.

Certains qui le critiquent regrettent maintenant qu'il ne figure pas au second tour, ce n'est pas mon cas, je prends la réalité telle

qu'elle est, s'il en est ainsi, c'est qu'il y a des raisons à cela qui méritent une explication politique.

On nous dit aussi que les résultats du 1er tour de la présidentielle expriment le rejet de la politique menée par Hollande depuis mai 2012. Certes, mais ce n'est qu'un constat, au-delà il faudrait se pencher sur son contenu réel au lieu d'extrapoler, afin de mieux cerner l'état d'esprit des travailleurs et jeunes, leurs rapports aux différents partis et aux institutions, à l'Etat, pour savoir où ils en sont réellement de manière à pouvoir adapter notre discours pour qu'ils le saisissent et progressent.

Macron est l'héritier naturel de Hollande qui tous deux incarnent l'oligarchie ou l'extrême droite néolibérale, on doit en déduire que tous ceux qui appellent à voter Macron sont de droite ou figurent dans le camp de nos ennemis et qu'on doit les combattre comme tels. Si on refuse de les caractériser ainsi, on les ménage, cela signifie qu'on refuse de les affronter et on court à notre perte.

Il serait temps de se souvenir que la lutte de classes, c'est classe contre classe. Dès lors à chacun de prendre et d'assumer ses responsabilités.

2- Avoir un beau programme et de généreuses intentions, c'est une chose, se donner les moyens de l'appliquer en est une autre, or c'est là que le bât blesse.

C'est aussi ce qui justifie l'existence du parti ouvrier révolutionnaire, ce qui témoigne de sa nécessité et des limites d'une coalition ou d'un mouvement composé d'éléments disparates fait de bric et de broc en ce qui concerne celui de Mélenchon, hétérogénéité qui en constitue la force jusqu'à un certain point, mais qui au-delà constitue une faiblesse, un obstacle irréductible qui l'empêche de se donner les moyens pour atteindre certains objectifs politiques, dont celui de la prise du pouvoir par les travailleurs.

Tout au plus ce type de formation politique peut se fixer vaguement ou à demi-mot cet objectif sans en faire son axe de combat, alors qu'il est déterminant pour pouvoir par la suite appliquer son programme, ce qui reviendra à l'abandonner en cours de route ou à l'édulcorer, à renier ses engagements.

Dans ce genre de formation politique, ce n'est jamais l'élément le plus conscient qui entraînera l'ensemble de ses composantes, mais bien plutôt le moins conscient, ne serait-ce parce qu'il est le plus nombreux ou majoritaire ou encore parce que cela est plus économique où cela réclame moins d'efforts et de sacrifices de s'accommoder du régime que de l'affronter, tout du moins c'est ce que croient les éléments les moins conscients qui se trompent lourdement.

Si vous mettez autour d'une table une dizaine de personnes présentant des niveaux de développement allant de l'arriération profonde à un niveau de conscience supérieure ou universelle, et que vous leur soumettez un ensemble de mesures sur lesquelles elles doivent se prononcer à l'unanimité ou à une très grande majorité pour qu'elles puissent être appliquées, et que parmi ces personnes figurent certaines censées être favorables à ces mesures, d'autres opposées et d'autres encore indécises ou qui n'en comprennent pas le contenu ou la portée, à l'arrivée vous ne pourrez pas appliquer la plupart de ces mesures parce que les éléments arriérés se seront alliés à ceux qui y étaient opposées, ceux-ci les ayant convaincus ou plutôt manipulés en recourant à des moyens hypocrites ou démagogiques, malhonnêtes ou déloyaux comme vous voudrez, autrement dit vous ne pouvez pas passer outre la faiblesse de la majorité qui a un moment donné ou un autre vous tirera vers le bas et fera échouer votre projet.

Il faut donc exclure ce genre de mécanisme qui peut présenter tous les atours de la démocratie, mais qui en réalité s'oppose à la réalisation de la démocratie, car en dernier lieu elle réside moins dans la composition de ceux qui y participent et dans laquelle on trouve tout et son contraire, que dans le niveau de conscience de ceux qui sont déterminés à lui permettre de se réaliser parce qu'ils maîtrisent le processus dialectique dans lequel elle s'inscrit.

Il ne suffit pas de décréter qu'on va appliquer telle ou telle politique, les choses sont beaucoup plus compliquées que cela.

On va rencontrer une multitude d'obstacles dont on ne viendra pas à bout sans avoir cerné leur nature et en avoir fourni la signification politique, ce que l'immense majorité des travailleurs est évidemment incapable de faire, sauf à leur prêter un niveau de conscience qu'ils n'ont pas encore atteint. On va donc se retrouver dans l'obligation de leur fixer des tâches pour atteindre des objectifs politiques, alors qu'ils n'auront pas pleinement conscience de leur signification ou de leur portée politique, on peut même affirmer plutôt moins que plus, ce qui signifie qu'on va passer outre leurs faiblesses, parce que c'est au cours de cette expérience, en appliquant ces tâches, qu'ils vont acquérir le niveau de conscience qui leur faisait défaut jusque là, ce qui leur permettra de continuer leur combat en ayant toujours plus conscience de la situation et des objectifs qu'ils doivent se fixer et ainsi de suite jusqu'à la prise du pouvoir ou le renversement de l'ordre établi.

Si maintenant c'est le parti qui va fixer ces tâches politiques aux travailleurs, c'est lui qui va les mettre en oeuvre en mobilisant l'ensemble de ses militants qui ont déjà acquis le niveau de conscience politique adéquat, tâche que ne peut pas se fixer ou réaliser un mouvement ou une coalition de parti puisque leurs composantes sont disparates, au mieux il ne mobiliserait qu'une minorité de leur effectif et prendrait le risque de se disloquer, les alternoiments de Mélenchon sur l'UE en sont un exemple concret qui l'illustre très bien, elles lui ont fait perdre des voix précieuses puisqu'il lui a manqué à peine 620.000 voix pour figurer au second tour.

Le parti rassemble les éléments les plus conscients et les plus déterminés du prolétariat et des classes moyennes dont la fonction est de guider l'ensemble des masses exploitées, les entraîner au combat contre le régime pour l'abattre et prendre le pouvoir politique, il ne peut donc pas et il ne doit pas se transformer en parti de masses. On pourrait dire qu'entre les objectifs politiques que les travailleurs doivent atteindre et les moyens pour y parvenir, leur mobilisation révolutionnaire auquel le parti ne peut pas se substituer, dont il peut être le fer de lance sans pouvoir l'organiser tout seul, il existe un espace où peut se développer un mouvement susceptible d'organiser les masses, qui à un moment donné contraintes par la force des choses ou le développement du processus révolutionnaire adopteront les objectifs politiques du parti, parce qu'elles n'auront pas d'autres alternatives que capituler et se soumettre ou se lancer à l'assaut du régime.

Vous aurez noté que j'ai fait une distinction entre ce mouvement et sa nature ou ses dirigeants d'un côté, et ses militants ou les masses de l'autre qui ne suivront pas aveuglément ses dirigeants. Vous vous souvenez peut-être qu'à plusieurs reprises en exposant ma stratégie, j'avais indiqué qu'il nous fallait impérativement construire le parti, mais aussi à côté une organisation ou une association qui regrouperaient les travailleurs qui entendaient lutter contre le régime, sans toutefois avoir atteint le niveau de conscience suffisant pour adopter le socialisme ou le programme de la révolution socialiste. Je me demande aujourd'hui si le mouvement de Mélenchon ne pourrait pas remplir cette fonction, dans la mesure où il est parvenu à organiser des dizaines ou centaines de milliers de travailleurs et jeunes à travers tout le pays.

On a parfaitement conscience qu'il véhicule ou exprime une multitude d'illusions, mais ce n'est pas là l'essentiel, l'essentiel réside dans cette mobilisation et l'espoir qu'elle a suscité chez des millions de travailleurs et jeunes qu'une autre politique était possible. J'ai également conscience que le parti n'existe pas, tout du moins aucun parti n'a adopté à ce jour la stratégie que j'ai définie. Et c'est important de le préciser pour comprendre pourquoi j'ai boycotté l'élection présidentielle et je n'ai pas soutenu la candidature de Mélenchon, et pourquoi on pourrait être amené à soutenir son mouvement lors des législatives de juin prochain.

Cela tient au fait que Mélenchon a maintenu la même orientation politique et il a respecté ses engagements vis-à-vis de ses électeurs en refusant d'appeler à voter Macron au second tour de la présidentielle, ce qui signifie que la force qu'il a su mettre en mouvement lors de sa campagne présidentielle demeure intact pour affronter les législatives. Or à ce jour, son mouvement est en mesure de présenter des candidats dans 454 sur quelque 550 circonscriptions et de l'emporter dans des centaines d'entre elles, ce qui constitue un nouvel élément dans la situation susceptible de la modifier radicalement, dans la mesure où il pourrait l'emporter dans un tiers ou la moitié de ces 454 circonscriptions pour peu que l'ensemble des partis de gauche (POI, POID, LO, NPA, ParDem) soutiendraient ses candidats ou participeraient à cette bataille, quitte même à présenter leurs propres candidats sous l'étiquette de FI, ce qui personnellement ne me poserait aucun problème puisque je partage les mesures sociales figurant dans le programme de FI et une partie des mesures politiques dont la sortie de l'OTAN et le refus de participer aux guerres de l'impérialisme américain.

Cela étant dit, son programme ne remet pas en cause l'existence du régime ou les rapports existant entre les classes, il ne changerait pas fondamentalement la condition des travailleurs, il est même moins à gauche que celui de Mitterrand, son modèle. Mais Mélenchon est une chose et les travailleurs qui se tournent vers son mouvement en est une autre. Quelque part Mélenchon et son équipe ne nous intéressent pas. Nous savons que s'il avait été élu président de la République, il se serait comporté comme Tsipras en Grèce, cela ne fait absolument aucun doute, c'est aussi une des raisons pour lesquelles il ne fallait pas appeler à voter pour lui.

Si ce scénario se réalisait, il existerait au sein de l'Assemblée nationale une puissante opposition à Macron qui l'obligerait à gouverner par décret ou ordonnance, il ne pourrait pas gouverner sans le soutien du PS et de LR pour obtenir une majorité, en admettant que cela suffise, bref, cela mettrait en lumière le clivage irréconciliable qui existe entre d'une part l'oligarchie, les capitalistes, l'élite à leur service, et d'autre part les masses exploitées, alimentant le rejet de la politique ultra libérale de Macron et de tous les partis qui la soutiennent, de sorte qu'ils deviendraient immédiatement minoritaires et illégitimes, Macron également, ce qui non seulement lui compliquerait la tâche, mais rendrait la situation explosive dans un contexte de mobilisation de masse, au point que tout pourrait arriver, c'est-à-dire que cela pourrait déboucher sur une situation révolutionnaire dans laquelle le parti pourrait se construire rapidement.

La situation politique a été modifiée, elle n'est plus la même avant et avant le premier tour de la présidentielle, et contrairement à ce qu'on pourrait croire après la défaite de Mélenchon, elle est extrêmement favorable à la mobilisation révolutionnaire des masses qui ne se reconnaissent ni dans Macron ni dans Le Pen.

Cette modification de la situation politique doit donc s'accompagner d'un tournant stratégique de notre part, qui en fait consiste à mettre en oeuvre ce que j'avais préconisé précédemment en empruntant un détour inattendu ou dont nous ne sommes pas à l'origine, ce qui ne nous cause aucun problème puisqu'il s'inscrit en grande partie dans le cadre ne notre stratégie pour prendre le pouvoir et renverser le régime en place.

Reste à définir les rapports précis que l'on doit adopter envers le mouvement de Mélenchon, le soutenir ou participer à ses combats tout en conservant notre entière liberté d'action et d'expression, de manière loyale et honnête, c'est-à-dire sans le considérer comme un ennemi ou un adversaire mais plutôt comme un compagnon avec lequel on doit faire un bout de la route ensemble puisqu'on ne peut pas faire autrement pour atteindre nos propres objectifs politiques.

Notre but est de profiter des avantages et des limites que présente ce mouvement, afin de présenter notre politique aux travailleurs et jeunes de manières à combattre leurs illusions ou élever leur niveau de conscience politique, éventuellement recruter ceux qui sont prêts à adopter le socialisme.

3- Réflexion après avoir visionné la dernière vidéo de Mélenchon.

On ne peut pas convaincre quand on n'a pas de convictions, et je pense qu'il en a. Il a une démarche social-démocrate qui malheureusement viendrait s'écraser sur un mur sans pouvoir le franchir, si à côté de son mouvement n'existait pas un parti ouvrier révolutionnaire qui avancerait des objectifs politiques qu'un mouvement ne peut pas proposer parce qu'il est très hétérogène, mais pour lesquels il peut être amener à combattre, quand l'alternative qui est donnée aux travailleurs consiste à se soumettre parce que leur mouvement ne permet pas de franchir le mur ou saisir le moyen qu'un parti leur propose ou leur suggère pour venir à bout de ce mur et entrevoir un monde meilleur.

Le personnage est sympathique à première vue parce qu'il paraît sincère. Il a su créer une dynamique et drainer des foules de travailleurs et jeunes à ses meetings, il a séduit 30% de la jeunesse, beaucoup moins de retraités par égoïsme, qui ont dû estimer qu'être gouvernés par un énarque valait mieux pour sécuriser leurs vieux jours ou garantir leur petit confort, ils se trompent, car le chaos qui vient ne les épargnera pas, il n'épargnera personne, donc ils feraient bien d'y réfléchir avant le mois de juin.

Il a su trouver la bonne formule pour se présenter devant les travailleurs, la bonne intonation, en tenant des discours compréhensibles par le plus grand nombre, bref, il a adopté le comportement auquel j'essaie de me tenir depuis le début des causeries en août 2008, je n'ai pas son expérience des ors de la République, mais j'ai celle de la vie dans mon milieu, le milieu ouvrier depuis ma naissance, auquel on ne s'adresse pas en ministre repu ou nanti ou en intellectuel arrogant, ce qu'il a compris également.

Le mouvement (FI) dont il est le porte-parole, s'il ne se disloque pas d'ici les législatives, il peut rendre la tâche qui attend Macron insurmontable, parce qu'il peut raffler un nombre considérable de circonscriptions et obliger Macron à passer en force pour appliquer son programme, ce qui pourrait déclencher une mobilisaton des travailleurs dont on ignore aujourd'hui quelle pourrait être l'importance, qui serait alimenter par le climat délétère entretenu par un Macron impérial, le rejeton d'Attali et Rothschild, explosif, produit par la politique de Macron en France mais aussi au Moyen-Orient ou ailleurs, qui se traduirait par un rejet communicatif et finalement incontrôlable, et pourquoi pas révolutionnaire.

Sauf que parvenu à ce stade, si la situation évoluait dans cette direction et qu'on voudrait poursuivre ou aller plus loin, puisque ce mouvement ne le permet pas pour les raisons qu'on a évoquées plus haut, il est impératif de rassembler l'avant-garde dans un parti ouvrier révolutionnaire qui exprime consciemment la quintescence de ce mouvement, de manière à ce que la question du pouvoir se concrétise sous la forme d'un objectif politique : l'abolition des institutions de la Ve République, pas dans 1, 3 ou 5 ans, mais tout de suite, pour changer radicalement de politique, comment, en l'imposant dans la rue et les entreprises, en fait, faire ce qu'a fait la réaction dans une multitude de pays, mais à l'envers ou pour atteindre un objectif politique aux antipodes du sien, la chasser du pouvoir !

Le mouvement qui s'est construit autour de Mélenchon peut correspondre à une étape de la mobilisation des travailleurs contre le régime sur le plan politique, parce qu'il était en adéquation avec l'état d'esprit ou le niveau de conscience politique de millions de travailleurs et jeunes. Il a rempli cette tâche en s'appuyant sur une masse hétérogène, et on comprend très bien qu'il ne remplit pas les conditions et qu'il n'a pas les qualités indispensables pour aller défier le régime ailleurs que dans les urnes, son mouvement se disloquerait si Mélenchon lui donnait une orientation révolutionnaire, ce n'est pas sa faiblesse, c'est dans sa nature composite.
A suivre

Quelques prises de position

NPA

- Dimanche 7 mai, beaucoup voudront faire barrage au FN en votant Macron, nous le comprenons.

LO

- Arthaud : Je voterai blanc, pour rejeter Le Pen sans cautionner Macron."

POI

- Informations ouvrières : Pas une voix à M. Macron et à Mme. Le Pen

POID

- La Tribune des travailleurs : Entre la peste et le choléra on ne choisit pas

ParDem

- Abstention citoyenne

Sale abstentionniste, sale nazi, c'est la dernière insulte du moment.

C'est tellement scandaleux et décalé par rapport à ce que pense la majorité des gens, qu'ils sont eux-mêmes obligés de traiter le sujet, bref ils ont dépassé les bornes de l'infâmie et se sont trahis eux-mêmes.

- La chasse aux sorcières contre les abstentionnistes est ouverte - Le Huffington Post

Depuis les résultats du 1er tour, la ligne officielle du régime est claire: tous avec Macron contre le FN. Gare à quiconque oserait en dévier. Ou même seulement se poser des questions.

Depuis dimanche, une extraordinaire machine à culpabiliser, stigmatiser, amalgamer s'est mise En Marche. Hésiter à voter Macron, c'est être frontiste, c'est être fasciste. Allez, c'est être Nazi tant qu'on y est. Rien n'est trop exagéré pour satisfaire sa bienpensance républicaine.

Du coup, les électeurs de Mélenchon n'ont pas le droit d'hésiter; Pierre-Emmanuel Barré n'a pas le droit de faire une chronique sur l'abstention et quand Emmanuel Macron se plante lamentablement à Whirlpool, on peut lire un peu partout qu'il "reprend la main".

Condamnations, excommunications, censures, contre-vérités médiatiques. Effectivement, le fond de l'air est frais. Il était déjà mal vu d'être abstentionniste avant le 1er tour. C'est maintenant carrément interdit. On connaît la chanson: c'est "faire le jeu du FN".

Alors disons-le clairement, au risque d'être cloué au pilori: non, s'abstenir ce n'est pas faire le jeu du FN. Depuis 2002, il est arrivé que les scores électoraux du FN fléchissent alors même que l'abstention était forte. Ce qui prouve qu'il n'y a pas de corrélation mécanique.

Dire que s'abstenir c'est faire le jeu du FN, c'est aussi grandement préjuger de ce que feraient les millions d'abstentionnistes si on les obligeait à voter. Il est fort à parier qu'un certain nombre d'entre-eux pourrait être tenté par le vote FN. D'autant plus sûrement que, comme le vote FN, la démarche de l'abstention est celle d'une contestation, d'une protestation. L'abstention structurelle ne fait pas le jeu du FN, elle est au contraire un immense bassin de rétention contre le FN.

C'est pourquoi il faut opposer à la stratégie du "vote utile" une stratégie de "l'abstention utile".

La stratégie du vote utile nous mène droit dans le mur, c'est-à-dire droit à la victoire du FN. Parce que c'est justement l'instrumentalisation de la peur du FN qui conduit les partis dits républicains à s'exonérer de réellement réformer nos institutions. Et c'est justement de cet immobilisme que se nourrit structurellement le FN. La stratégie du vote utile doit voler en éclat pour que les forces politiques non-extrêmes comprennent qu'il faut démocratiser notre système.

C'est tout l'enjeu de l'abstention utile... Le Huffington Post 28.04

- Présidentielle : "Je ne veux plus voter pour le moins pire..." Des abstentionnistes font entendre leur voix - Franceinfo

- Ces médias qui traquent les partisans du «ni-ni» - Sputnik

Depuis lundi matin, abstentionnistes, partisans du « ni-ni » ou ceux qui ont fait le déplacement jusqu'aux urnes pour exprimer leur désaveu du panel de présidentiables à coups de votes blancs doivent avoir les oreilles qui sifflent. Si on savait les électeurs du FN dénigrés ou psychiatrisés depuis des décennies, c'est visiblement à présent au tour de ceux qui n'ont pas publiquement clarifié leur intention de voter contre le FN — ou en faveur d'Emmanuel Macron — d'être directement pris à parti par certains « observateurs ».

Le moins que l'on puisse dire, c'est que leur cible est toute désignée: devant Nicolas Dupont-Aignan ou François Asselineau, c'est Jean-Luc Mélenchon — et son électorat — qui est enjoint de clarifier sa position face au FN. Fer-de-lance de cette charge contre le candidat de la « France insoumise », les médias marqués à gauche. On retrouve, par exemple, dans le tabloïd Libération (propriété de Patrick Drahi, ami et soutien de la première heure d'Emmanuel Macron) des titres sans équivoque tels que « Jean-Luc Mélenchon, un silence écrasant » ou encore une lettre ouverte d'un étudiant militant de la France insoumise qui

s'indigne de la non-prise de position de son champion.

L'Obs (propriété de Pierre Bergé, Xavier Niel, Matthieu Pigasse, amis et soutiens de la première heure d'Emmanuel Macron) ne semble pas pardonner à l'ancien ministre de Lionel Jospin de ne pas avoir donné de consigne de vote claire. Des chroniques, telle que « Et pourtant, je voterai Macron, par Raphaël Glucksmann » font flores, justifiant sa démarche de « stigmatiser » le « ni-ni » aujourd'hui, comme lors qu'il était « l'apanage d'une partie de la droite ». De manière moins subtile, dans « Mélenchon, sans-culotte ou sans c…? », Sylvain Courage explique que Mélenchon n'ayant pas donné de consigne de vote « révèle ainsi la nature antidémocratique de son projet. »

Dans L'huma, un dessin de Jul joue sur la carte de la culpabilisation: sa légende? « Les réfugiés seront les premières victimes de l'abstention… Le 7, votez pour battre Le Pen! »

Mais les médias plus marqués à droite ne sont pas en reste. On retrouve ainsi dans Le Point un édito de Michel Richard intitulé: « Pour Mélenchon, un banquier égale un fasciste ». Le directeur délégué de la rédaction de l'hebdomadaire y décrit le non-positionnement public du candidat de la France Insoumise: il « entre dans une pathétique cure de silence! » avant de conclure ainsi « Et, aujourd'hui, soudain, le mystère de cette panne. Cette extinction de voix. Ce silence pathétique, comme si rien, finalement, ne lui importait vraiment. »

Les lignes éditoriales de certaines rédactions sont encore plus claires, comme Marianne qui titre sobrement, sur une photo d'Emmanuel Macron « Le Rempart »

Ou encore comme celle de Society, magazine bimensuel pour « hipsters », dont la dernière Une laisse peu de place à l'abstention. On peut y voir deux bulletins: « Marche » ou « Crève »:

Dans ses colonnes, Thierry Vedel, chercheur au Cevipof (Centre de recherche politique de Sciences Po) et professeur de communication politique décrypte — avec justesse — les stratégies à adopter par chaque candidat « Macron n'a quasiment rien à faire, son seul risque serait une abstention élevée, donc il voudra peut-être dramatiser un peu l'enjeu pour que les gens se déplacent. »

D'autres rédactions affichent publiquement leur parti-pris « La neutralité des journalistes n'existe pas. Oui, nous sommes anti-FN. Point final. » Tweete Louis Lepron, rédacteur en chef du Konbini.

Le service public n'offre pas un meilleur visage, comme France Inter, où l'humoriste Pierre-Emmanuel Barré est allé jusqu'à démissionner de son poste de chroniqueur après s'être fait retoquer son dernier billet d'humeur où il défendait le point de vue des abstentionnistes. « Trente minutes avant ma chronique, ils n'étaient pas d'accord avec l'idée générale. Pourtant, j'ai fait bien pire, » explique-t-il au Parisien, estimant avoir été censuré.

Une censure que dément le producteur de l'émission, Nagui « Qu'il casse Macron ou Le Pen, ok. Mais qu'il encourage l'abstention, c'est faire le jeu du FN. » ajoutant « je lui ai finalement proposé de faire sa chronique demain (jeudi) sans changer une ligne. Et moi, j'aurais ajouté un mot pour dire d'aller voter. » Finalement diffusé sur internet par l'humoriste, le sketch a été visionné plus de 5 millions de fois en moins de 24h.

François-Bernard Huyghe, Directeur de recherche et Responsable de l'Observatoire Géostratégique de l'Information à l'IRIS, salue le courage de l'humoriste. Il appelle à ne pas criminaliser les opinions qui divergent, dépeignant une approche particulièrement manichéenne de la scène politique:

« On a un effet de conformité morale, qui n'arrive pas à imaginer qu'il y ait une tierce attitude entre le camp de la Raison, du Bien, du libéralisme, de la société ouverte et le camp du mal qui serait celui de Marine Le Pen, les peurs, les haines, etc. Bah oui, mais les gens ont le droit de penser d'une troisième façon et qu'outre l'abstention […] il y a un important vote blanc ou nul, dont on ne tient pas compte dans l'électorat français, qui veut bien dire quelque chose. »

Il décrit ainsi une dramatisation de la situation, une pression pour le moins « théâtrale », sur Jean-Luc Mélenchon afin de le faire « rentrer dans le rang ». Lui, l'ancien ministre de Lionel Jospin qui en 2002 proclamait: « Abaissez le plus bas possible Le Pen! ».

« Ce qui est intéressant, c'est la façon dont on met ça en scène, comme si Marine Le Pen avait la moindre chance de l'emporter. Comme si elle n'avait pas contre elle les médias, la bourse, les syndicats et les organisations de la société civile. »

Des syndicats, qui eux aussi appellent les gens à voter. Comme la CFDT, dont on peut lire sur une affiche: « Les effets secondaires de l'abstention durent 5 ans. VOTEZ », dont le ton médicamenteux n'est pas sans rappeler celui de la campagne de l'« Homophobiol ».

Mais n'est-ce pas être en plein décalage que d'escompter forcer les « insoumis » à voter Macron, alors même qu'une bonne

partie d'entre eux iront certainement d'eux-mêmes voter contre Marine Le Pen. N'est-ce pas être aveugle au fait que cette gauche-là, tout comme les électeurs de partis d'autres couleurs politiques, ne veulent pas du programme économique et social d'Emmanuel Macron? Dans une France où la colère ne cesse de monter depuis plus de dix ans, la présence du Front national et le score de Jean-Luc Mélenchon ne sont-ils pas des indicateurs assez clairs de cette tendance? Les choses ont bien changé depuis 2002, ce qui semble échapper à bon nombre d'observateurs… qui semblent avoir perdu de vue qu'ils ne sont plus les prescripteurs d'opinion tout-puissants qu'ils furent naguère?

Est-ce d'ailleurs parce qu'ils sont trop souvent coupés des réalités du terrain? Cette presse qui « se considère dans le cercle de la raison ou de la pensée unique » précise François-Bernard Huyghe. Des personnalités qui présentent des caractéristiques sociales similaires, celles de ces fameux « gagnants de la mondialisation », et qui « ne se voient qu'entre eux, sont dans le même cercle idéologique et semblent avoir beaucoup de mal à imaginer que des gens pensent autrement qu'eux, sauf à être habités par la haine, la peur ou par l'erreur et la manipulation. »

Des médias, qui ont « largement contribué à la montée du phénomène Macron » même si aucune statistique ne peut venir appuyer cette théorie, François-Bernard Huyghe souligne qu'« il est très probable qu'il ait beaucoup de sympathie parmi les rédacteurs et les journalistes, ce qui sociologiquement s'explique. »

Une attitude, conformiste que l'expert juge particulièrement « inquiétante », rappelant les bases du débat démocratique:

« La démocratie c'est le conflit — bien réglé dans le cadre de la lutte conventionnelle des partis et des élections — mais la démocratie c'est quand même le conflit et admettre que des gens puisse penser autrement que vous sans être criminels ou stupides. »

Par cette campagne d'hystérie médiatique, n'est-ce pas cette fois-ci le champ du dédain qui se serait élargi? À force de stigmatiser les abstentionnistes qui « font le jeu du FN », n'est-on pas simplement en train d'insulter la diversité des motivations des électeurs, bref, la démocratie? Sputnik 28.04

En complément.

- Présidentielle : pour Emmanuel Macron, "ne pas se positionner" entre lui et Marine Le Pen, "c'est décider d'aider" la candidate FN - Franceinfo

Quand Macron vend la peau de l'ours avant de l'avoir tué.

- Macron exclut une "coalition" avec LR ou le PS et tacle Baroin - AFP

Emmnuel Macron a exclu toute "coalition" avec LR ou le PS s'il est élu président, et lâché une critique contre le sénateur-maire (Les Républicains) de Troyes François Baroin, selon lui constant dans "la recherche de son intérêt personnel", dans un entretien au Figaro.

"L'objectif que je fixe est clair: obtenir aux législatives une majorité absolue qui soit une majorité présidentielle", a déclaré M. Macron dans cette interview mise en ligne vendredi soir.

"Il n'y aura pas de coalition avec les deux grands partis existants, ni avec LR ni avec le PS. Mais dans les temps qui arrivent, il y aura une refondation de la vie politique qui verra des socialistes et des Républicains me rejoindre individuellement", a estimé le candidat d'En Marche!

"C'est la clé pour ne pas avoir de majorité coulissante. On ne peut pas se le permettre dans les temps d'incertitude que nous traversons", a-t-il poursuivi.

Favori du deuxième tour de l'élection présidentielle, M. Macron cherche désormais à rassembler à droite comme à gauche, tout en fustigeant l'attitude de certains responsables, comme M. Baroin.

"Nous avons M. Baroin, qui est l'un des responsables d'un parti qui fait 20%" au premier tour de la présidentielle.

"Et il dit de manière absolument invraisemblable: "moi je veux bien être Premier ministre de M. Macron". Vous me direz, il a voulu être celui de M. Sarkozy, il a voulu être ensuite celui de M. Fillon, il voudrait devenir le mien. Il manifeste donc une vraie constance: la recherche de son intérêt personnel", a raillé M. Macron, avant de glisser une autre pique au premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis, soupçonné de calcul politique.

"Jeudi, M. Cambadélis disait que, s'il est réélu député, il ne voterait pas l'habilitation à réformer le Code du travail. Très bien! Mais moi je suis clinique: M. Cambadélis est le chef d'un parti qui fait 6 %... Donc sa principale préoccupation est surtout de savoir

combien de députés il aura avec l'étiquette socialiste", a-t-il estimé.

"Cette cécité prouve qu'ils ne sont pas en situation d'avoir une majorité", a encore cinglé M. Macron. AFP 28.04

Il emprunte un ton impérial et méprisant qui va lui coûter très cher, on peut déjà parier qu'il va se ramasser aux législatives. En inspirant la haine, sans F, il prend le risque de se mettre tous les partis à dos, surtout leurs électeurs potentiels qui auraient pu se reporter sur ses candidats. L'ennemi à abattre, c'est Macron et En Marche ! pour précipiter la crise du régime.

Emmanuel Macron : "Gardez-moi de mes amis..." - LePoint.fr

Parisot, Attali, Valls, les offres de service au favori du second tour sont chaque jour plus nombreuses. Une sollicitude embarrassante pour Emmanuel Macron.

« J'aimerais travailler dans une équipe au sens large. Je ne sais pas si c'est celle que proposera Emmanuel Macron, ça peut être dans un gouvernement, mais il y a plein d'autres missions à accomplir pour la France », assurait Laurence Parisot en début de semaine sur Franceinfo. Et pour être sûre d'avoir été bien claire, elle a récidivé auprès de Marianne, jeudi 27 avril, se disant « prête » pour Matignon en cas de victoire d'Emmanuel Macron. Sur Twitter, Richard Ferrand, secrétaire général d'En marche !, a commenté cette offre de service d'une manière cinglante. Une fin de non-recevoir qui a amené Laurence Parisot à démentir ses ambitions supposées. LePoint.fr 28.04

Macron souhaite Xavier Bertrand dans son "large rassemblement" - AFP

Emmanuel Macron veut "un large rassemblement" allant du ministre PS de la Défense Jean-Yves Le Drian au président LR de la région Hauts-de-France Xavier Bertrand, face au FN de Marine Le Pen, a affirmé jeudi le candidat d'En Marche! à la présidentielle.

"Je me fiche des clans. Les chapelles ne m'intéressent pas. Je veux un large rassemblement. De Jean-Yves Le Drian à Xavier Bertrand, il y a une vraie cohérence", fait-il valoir.

C'est la première fois que M. Macron, qui s'était déjà affiché auprès de Christian Estrosi, cite aussi clairement l'ancien ministre LR de Nicolas Sarkozy comme une personnalité pouvant entrer dans sa future équipe, s'il était élu le 7 mai. AFP 28.04

Assurément, ce n'est pas une "faute morale et politique" de soutenir le régime néonazi de Kiev, d'apartheid de Tel-Aviv, raciste et criminel de Washington.

- Aurore Bergé : "Il n'y a pas d'abris anti-mondialisation" - Franceinfo

Aurore Bergé, conseillère municipale des Yvelines et membre du comité politique En Marche réagit à l'actualité et défend le programme d'Emmanuel Macron sur le plateau de Julien Bendetto sur Franceinfo, vendredi 28 avril.

...la décision de Jean-Luc Mélechon (La France insoumise) de ne donner aucune consigne de vote, Aurore Bergé la qualifie de "faute morale et politique".

"... le message qu'on livre, c'est que nous on ne ment pas aux Français. Il n'y a pas d'abris anti-mondialisation", affirme Aurore Bergé. Franceinfo 28.04

On croirait entendre Thatcher ! Le but est d'ancrer profondément dans l'esprit de la population qu'elle n'échappera pas au sort qu'ils lui ont réservé parce qu'il n'existerait pas d'alternative au capitalisme, et qu'au lieu de résister ou de le combattre, il vaut mieux se soumettre.

En complément

- Brexit: Theresa May dans les pas de Margaret Thatcher - L'Express.fr

Et la Hongrie, la Russie, le Venezuela, la Bolivie, la Chine...

- Macron veut prendre des mesures rapides contre la Pologne - Reuters

Ils osent tout

- Élection présidentielle : les patrons à l'heure du choix - Franceinfo

- Berlin contre la rupture du processus d'adhésion de la Turquie à l'UE - Reuters

- Crise au Conseil de l'Europe après un voyage en Syrie - Reuters

Le bureau de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté vendredi une motion de défiance contre son président, le conservateur espagnol Pedro Agramunt, après que celui-ci a effectué une visite très controversée en Syrie. Reuters 28.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

- Obama critiqué pour avoir accepté une conférence rémunérée par Wall Street - Le Huffington Post

L'ancien président américain Barack Obama a été taclé ce jeudi 27 avril par une personnalité de la gauche américaine pour avoir accepté, moyennant 400.000 dollars, de prononcer un discours en septembre prochain lors d'une conférence

---

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Brésil

- Brésil: Plusieurs grandes villes paralysées par la grève générale - Reuters 28.04

L'appel des syndicats à la grève générale au Brésil pour protester contre la politique d'austérité du président Michel Temer paralysait les transports dans plusieurs grandes villes vendredi matin, tandis que les entreprises et les écoles étaient nombreuses à être fermées.

Cet arrêt de travail de 24 heures, s'il est suivi, sera la première grève générale au Brésil depuis plus de 20 ans.

A Sao Paolo, principale ville du pays, ainsi qu'à Rio de Janeiro et dans d'autres grandes agglomérations, les manifestants bloquaient les grands axes et l'accès aux aéroports à l'aide de pneus en flammes et autres matériaux empilés en forme de barricades.

Des affrontements entre policiers et manifestants se sont produits dans plusieurs villes.

Les grévistes entendent protester contre les projets de loi en cours de discussion devant le Congrès, le parlement brésilien, qui visent à assouplir le droit du travail avec notamment un allongement de la durée des cotisations retraites.

"Cela va être la plus grande grève de l'histoire du Brésil", a déclaré Paulo Pereira da Silva, le président du syndicat Forca Sindical.

Près d'un tiers du gouvernement de Michel Temer et plusieurs de ses alliés au Congrès sont sous le coup d'enquêtes judiciaires déclenchées dans le sillage de la retentissante affaire de corruption "Lava Jato" ("Lavage express") autour de la compagnie pétrolière Petrobras.

La cote du président Temer est en chute libre. Il a succédé à Dilma Rousseff, du Parti des travailleurs (PT, gauche), destituée en août dernier pour maquillage des comptes publics.

"Temer ne veut même pas négocier", déclare Vagner Freitas, président de la Centrale unique des travailleurs (CUT), principale confédération syndicale du pays, dans un communiqué.

"Il ne veut que répondre aux exigences des chefs d'entreprises (...) pour démanteler la sécurité sociale et légaliser l'exploitation des travailleurs." Reuters 28.04

ECONOMIE

Etats-Unis

- Pourquoi Wall Street vole de record en record malgré les premiers cent jours décevants de Donald Trump - Atlantico.fr

Alors que la quasi totalité des initiatives prises par l'exécutif reste lettre morte face à l'hostilité d'une partie du Congrès, le Nasdaq vient de dépasser les six mille points pour la première fois de son histoire et les sociétés sont valorisées à des multiples qui donnent le vertige.

Etonnant visage de l'Amérique au moment où Donald Trump fête les premiers cent jours de sa présence à la Maison Blanche. Wall Street célèbre à sa manière son bilan par une hausse ininterrompue qui commence à donner le frisson à certains opérateurs de marché.

Le dollar est au plus haut, alors que le président souhaitait le faire baisser pour favoriser les exportations du pays. Les milieux financiers auraient matière à s'inquiéter devant l'emballement irraisonné de la Bourse. D'autant que la quasi totalité des initiatives prises par l'exécutif reste lettre morte face à l'hostilité d'une partie du Congrès, tandis que le retour en force des lobbies conduit à une véritable paralysie. Au total, le sentiment prévaut que la politique officielle prolonge le style de la campagne électorale en restant reste celle du verbe, plutôt que celle des actions concrètes.

L'épreuve de vérité va pourtant apparaître rapidement avec le projet de réforme fiscale qui sera examiné par les parlementaires. Il représente un pactole pour les entreprises dont les impôts tomberaient à 15% seulement au lieu de 35% présentement. Les particuliers bénéficieraient d'une simplification de l'impôt sur le revenu avec diminution de la tranche supérieure du barème. Un ensemble de dispositions qui a peu de chances d'être adopté dans son ensemble en raison du manque à gagner qu'il ferait subir aux finances publiques, mais dont la seule perspective a réussi depuis des mois à susciter l'engouement des milieux économiques et explique l'emballement de la Bourse. Le Nasdaq vient ainsi de dépasser les six mille points pour la première fois de son histoire. L'indice Standard and Poor a progressé de sept pour cent depuis le début de l'année. Les sociétés sont valorisées à des multiples qui donnent le vertige, car les chiffres d'affaires qui sont publiés ces dernières semaines font état de profits en hausse moyenne de treize pour cent.

La Bourse a parié jusqu'ici sur la parole du Président, en tablant sur les mirifiques projets de développement envisagés par la Maison Blanche. Quelques signes de fragilité apparaissent néanmoins comme un certain tassement récent de la consommation, un retour de la baisse des prix du pétrole qui demeure un indicateur clé. Toutefois cette baisse de régime est compensée par un rebond de l'investissement qui parait vigoureux et secoue l'anémie enregistrée dans ce secteur depuis plusieurs années. Atlantico.fr 28.04

Complexe militaro-industriel-financier.

- Les dépenses militaires continuent d'augmenter dans le monde - Liberation.fr

Les dépenses militaires ont atteint 1 686 milliards de dollars (1 544,3 milliards d'euros) dans le monde en 2016. Soit l'équivalent du PIB du Canada ou encore de 2,2% du PIB mondial selon le dernier rapport du Stockholm International Peace Research Institute (Sipri). Malgré le manque de communication de certains Etats, le Sipri publie chaque année les données les plus complètes «sur les dépenses publiques pour les forces et les activités militaires, y compris les salaires et les avantages sociaux, les frais de fonctionnement, les achats de matériel militaire et d'armes, les infrastructures militaires, la recherche et développement, l'administration centrale, le commandement et le soutien», précise l'institut dans un document.

Plus de 30% des dépenses militaires mondiales sont américaines

Les dépenses ont continué de croître principalement en Asie et en Océanie, en Europe centrale et de l'Est et en Afrique du Nord. Mais avec 611 milliards de dollars (559,6 milliards d'euros) engagés en 2016, les Etats-Unis restent sur la première marche du podium des dépenses militaires une hausse de 1,7% par rapport à 2015.

Loin derrière les Etats-Unis, la Chine a dépensé 215 milliards de dollars (196,9 milliards d'euros). Une hausse de 5,4% par rapport à 2015. «La tendance mondiale suit celle des Etats-Unis», constate la directrice de programme du Sipri. La Russie occupe, quant à elle, la troisième place, mais avec «seulement» 69,2 milliards de dollars (63,4 milliards d'euros) de dépenses militaires.

En Asie et en Océanie, les dépenses militaires ont augmenté de 4,6% sur la même période. «Ce sont des Etats inquiets face à une Chine qui devient de plus en plus puissante et de plus en plus revendicatrice au niveau régional», précise Aude Fleurant. Selon elle, la puissance toujours accrue de la Chine «conduit certains gouvernements à se donner les moyens de pouvoir

dialoguer avec elle et de riposter en cas d'agression». Ainsi, les dépenses militaires de l'Inde ont augmenté de 8,5% en 2016 à 55,9 milliards de dollars (51,2 milliards d'euros). Même constat en Europe centrale et orientale après l'intervention de la Russie en Ukraine en 2014.

La hausse des dépenses militaires produit une augmentation quasi inexorable de la production de matériel militaire dans nombre de pays développés. Résultat : des pays en guerre peu regardants envers le droit international humanitaire parviennent à se fournir en matériel militaire sans trop de difficulté. Un exemple? Le Qatar (qui fait partie de la coalition des pays arabes au Yémen), bombarde les populations et rebelles houthis yéménites avec des Mirage français. «Ne pas vendre des Mirages ou des Rafales à ces pays, c'est prendre le risque de fermer des lignes de production en France», constate Aude Fleurant à propos de l'avion de chasse des usines Dassault.

Certes, les politiques de contrôle des exportations des armements existent dans des pays producteurs de matériel militaire. Mais celles-ci sont suffisamment floues pour permettre des ventes à des Etats qui ne respectent pas les droits humains. Liberation. fr 28.04

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries mai 2017

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mai 2017

CAUSERIE

En guise de 1er mai, la causerie du jour. Les infos en bref et le reste demain.

Je ne vous souhaite pas un bon défilé, et pour cause, tous les syndicats, chacun à leur manière appellent à voter Macron. Et après cela il y en a qui prétendent qu'il existerait des syndicats indépendants, certainement pas de l'Etat ou du régime qu'ils soutiennent tous. Ils vont aller voter avec Parisot, Gattaz, Drahi, Attali, Valls, Fillon, Sarkozy, Hollande...

- La CFDT, la CGT, la CFTC, la FSU et Solidaires exhortent leurs adhérents à «faire barrage» à l'extrême droite au second tour. liberation.fr 25.04

Compte tenu des informations que je possède, j'appelle à voter pour les candidats du mouvement de Mélenchon aux élections législatives, et tous les partis ouvriers, militants, travailleurs à s'y rallier ou à les soutenir tout en conservant leur liberté d'expression et d'action, leurs convictions.

Première partie.

Pourquoi la candidature unique Hamon-Mélenchon était impossible ou une vue de l'esprit que seuls des gens bornés ou aux intentions inavouables pouvaient imaginer.

Hamon a été propulsé candidat du PS par Hollande et sa clique pour faire barrage à Mélenchon, et tous ceux qui l'avaient compris au sein du PS ont voté Hamon à la primaire de la "*gauche*". Hamon a affirmé qu'il appellerait à voter Mélenchon s'il parvenait au second tour en espérant que Mélenchon n'y parvienne pas, ce qui se concrétisa très rapidement en appelant voter Macron le soir même des résultats du premier tour.

On nous dira que ce sont là des lieux communs ou que c'était parfaitement prévisible, certes, mais l'essentiel est ailleurs. Au cas où Mélenchon aurait été qualifié pour le second tour et que Hamon aurait appelé à voter pour lui, le vote en faveur de Mélenchon aurait perdu toute crédibilité ou aurait été dénaturé. Pire, le raliement de Hamon aurait été un puissant facteur de dislocation de son mouvement au lieu de constituer un facteur d'unité, les millions d'électeurs qui n'avaient pas voté pour Hamon n'ayant pas l'intention de mêler leurs voix à celles de Hamon, sinon ils auraient voter pour lui.

Pire encore, cela aurait très mal auguré la suite en plombant la campagne des législatives avec le boulet Hamon à la patte ou dans toutes les mémoires. Mélenchon et son mouvement seraient apparus comme de vulgaires manoeuvriers d'appareil prêts à

tout pour se faire élire et indigne de confiance, sa dynamique aurait été brisée nette.

Il n'y a que les adeptes de ces méthodes de boutiquiers, les combinards sans principe, pour imaginer qu'un tel compromis n'aurait eu aucune influence sur l'état d'esprit des électeurs qui justement n'en pouvaient plus de ces arrangements pourris destinés à les berner à l'arrivée, car c'est bien de cela dont il serait agi.

Les électeurs de Mélenchon ont sanctionné au passage le PS. Ils ne voulaient voter pour aucun candidat du PS, qui plus est un ex-ministre de Hollande qui partageait sa politique et celle de Macron, et dans lequel ils n'avaenit aucune raison d'avoir confiance. On peut comprendre que des militants qui ont manifesté une confiance aveugle dans des dirigeants qui les ont trompés pendant 40 ans, ne comprennent pas que les électeurs rompent avec cette pratique qui les a menés où nous en sommes, ou qui souhaitent que leur vote ne soit pas détourné, instrumentalisé, récupéré par le représentant d'un parti qui incarne la négation de leurs valeurs ou de leurs principes, de leurs intérêts ou aspirations.

Toute alliance ou tout accord avec le PS à quelque niveau que ce soit doit être banni, sous peine de perdre toute crédibilité et finalement de faire le jeu de la réaction puisque c'est le camp auquel il appartient.

On pourrait se dire à la lecture de l'extrait suivant de l'article 2017, le coup d'Etat, que Hamon ayant été manipulé par Hollande et Jouyet contre Mélenchon (et Fillon), le ramener dans le camp de Mélenchon aurait en quelque sorte pu faire capoter l'opération de Hollande, à première vue seulement, tout comme cela aurait pu servir de repoussoire à ceux qui se destinaient à voter Mélenchon, mais ne voulait pas entendre parler du candidat officiel du PS. On nous dira que la déclaration de Hamon aurait pu avoir le même effet avant le premier tour et faire perdre des voix à Mélenchon, sans doute, de manière limitée parce que Mélenchon face à Le Pen, on n'imaginait pas quelle autre alternative aurait pu avoir Hamon hormis le vote blanc, donc cela ne lui a rien coûté et n'a sans doute eu aucune influence auprès des électeurs potentiels de Mélenchon.

Pour imaginer l'attelage électoral Hamon-Mélenchon, il fallait ignorer ou feindre d'ignorer que la candidature de Hamon était un pur produit de Hollande, et non qu'il aurait incarné un quelconque courant de gauche qui aurait été séduit par son programme incompatible avec celui de Mélenchon qu'ils rejetaient. Le courant de gauche du PS est une légende inventée uniquement pour justifier le soutien que les trotskystes (POI-POID) devaient lui apporter pendant près de 70 ans et camoufler leur véritable nature contre-révolutionnaire ou opportuniste.

C'était aussi occulter que Cambadélis demeurait le secrétaire nationale du PS et qu'aucune décision de la sorte ne pourrait avoir lieu sans son accord et celui de Hollande ou de la direction du PS, qui évidememnt se seraient opposés farouchement à une candidature commune Hamon-Mélenchon.

Ce n'est pas un hasard si ceux qui se livrent à cette interprétation frauduleuse refusent toujours de caractériser le PS de parti de droite et de rompre avec l'appareil de FO dont le secrétaire national (Mailly) est encarté au PS, c'est très significatif de ce que représente le trotskysme défiguré.

Ces gens-là n'ont vécu que de calculs minables, de vulgaires manoeuvres, de combines d'appareils pourries et de coups tordus, au point d'orienter leurs analyses et leur politique uniquement en fonction du PS ou de leurs rapports au PS.

Ils ont appelé à une candidature unique avant que les sondages placent Mélenchon nettement devant Hamon, et ils ont continué à tenir le même discours par la suite, comme si c'était à Mélenchon de se désister en faveur de Hamon, ce qui aurait entraîné la dislocation de son mouvement.

J'ai reçu un courriel d'un militant ou d'un sympathisant du POID qui confirmait que ces gens-là veulent toujours avoir raison, qu'ils ont toujours raison, alors que les faits démontrent exactement le contraire, comme quoi ce n'est pas d'hier qu'il y en a qui osent tout ! Ces gens-là ne doutent de rien, vous comprenez mieux pourquoi ils n'ont jamais construit le parti, ils n'en auraient jamais eu réellement l'intention qu'ils ne s'y seraient pas pris autrement, c'est la déduction logique à laquelle je suis parvenu depuis déjà longtemps et qu'ils viennent de confirmer à leur manière.

Extrait de l'article : 217, le coup d'Etat.

- "*Hollande et son ami (Jean Pierre Jouyet, le Secrétaire Général de l'Élysée - ndlr) sont parfaitement informés de l'état d'esprit de la majorité des militants socialistes, et du désamour profond qu'il règne à l'égard de la politique gouvernementale. Ils sont quasiment certains du résultat de la primaire et de l'éviction de Valls. Mais, dans le doute, ils vont miser sur Hamon. Pourquoi ? Encore une fois, l'élection de Valls serait contre productive. Hamon est celui qui cristallise l'aile gauche du PS et qui peut empêcher le « populisme » (cf. les objectifs de la NED) de gauche de progresser en le divisant. En langage clair : il s'agit de contenir Mélenchon dans son pré carré.*

Comme prévu, c'est ce qui va se passer.

Hamon est élu candidat. Les soutiens de Valls rejoignent, officiellement ou pas, un à un, le camp Macron et Valls lui même ne tardera pas. Le PS sera réduit à sa plus simple expression et ne servira, à l'avenir, qu'à entretenir la division parmi les tenants de la gauche de transformation sociale, laissant ainsi le champ libre aux centristes pour mener à bien leurs desseins.

Le scénario à gauche et au centre est donc réglé."

Entre nous, c'est ce qu'il a toujours été, un parasite au sein du mouvement ouvrier pour mieux le gangrener et finir par le pourir littéralement de l'intérieur, alors qu'il aurait fallu commencer par le caractériser politiquement pour rompre avec lui et le chasser du mouvement ouvrier. Mais voilà, aucun de nos dirigeants n'en a eu la volonté ou le courage, tous sont corrompus.

Pire, ils veulent même le sauver contre lui-même, ils l'ont déclaré eux-mêmes, qui cela, mais les staliniens et les trotskystes parce que sans le PS ils n'existeraient plus, voyez où et à quoi ils en sont réduits, à supporter le même sort que le PS, à jouer un rôle insignifiant dans la lutte des classes, pas des places, là ils conservent encore une certaine capacité de nuisance qui leur sert à empêcher la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire, sinon ils auraient déjà disparu. Cela pourrait leur arriver assez rapidement si la société et le paysage politique finissait par ressembler à celui des Etats-Unis, c'est en bonne voie avec l'élection annoncée de Macron, bien que, son mandat risque d'être fort mouvementé ou contrarié, car bien des militants refusent le diktat de leurs dirigeants et des millions de travailleurs ne sont pas prêts à accepter de nouveaux sacrifices.

L'espoir est mince, mais il existe, tout dépendra de la capacité du mouvement ouvrier à se recomposer sur de nouvelles bases, à condition de rompre avec toutes les analyses ou théories foireuses que nous ont servies nos dirigeants pendant 70 ans, la tâche est titanesque et ce n'est pas gagné d'avance. Nous n'avons pas d'autre choix que de croire que c'est possible et tout faire pour y parvenir.

Il ne suffit pas de proclamer rupture avec les institutions de la Ve République, il faut commencer par rompre avec ses piliers, dont le PS et tous les appareils corrompus des syndicats qu'il faut caractériser clairement, sinon c'est se livrer à une escroquerie politique.

Les militants sont abreuvés de grands et beaux discours sur ce que ferait tel ou tel parti ou sur ce qu'il faudrait faire dans l'avenir, ils mettent en perspective un certain nombre d'objectifs politiques, mais cela demeure des paroles, cela ne leur coûte rien d'évoquer finalement un hypothétique futur, se focaliser sur ces discours est le meilleur moyen de se faire manipuler.

Je leur conseille au contraire de concentrer leur attention sur le présent ou d'observer attentivement comment ils se comportent envers les institutions, les différents partis, les appareils des syndicats, tous les acteurs politiques, et de s'en tenir à ces rapports car ils révèlent leurs véritables intentions. Ils pourront ainsi vérifier par eux-mêmes si leurs paroles ou théories sont bien en accord avec leurs actes, la manière dont ils les mettent en pratique, si c'est le cas, ils pourront leur accorder un minimum de confiance, dans le cas contraire ils devront en déduire qu'ils ont à faire à des escrocs qui les trompent délibérément.

Deuxième partie.

Extrait commenté de l'adresse du POID à tous les travailleurs - Dimanche 19 mars 2017

Puisque "*Hamon et Mélenchon proclament l'un et l'autre leur refus de l'héritage politique du gouvernement Hollande-Valls*", il faut les croire sur parole et surtout ne pas se poser trop de questions sur les conséquences politiques qui découlerait d'un rapprochement Hamon, notamment la réaction des électeurs potentiels de Mélenchon.

Et d'en conclure qu'"*unis sur cette base*" pourquoi ne présenteraient-ils pas "*une seule candidature*" que le POID appelle de ses voeux et soutiendrait. Un scénario qu'il inscrit dans une perspective prometteuse dont ses dirigeants ont le secret.

A ce stade de la campagne électorale le duel Macron-Le Pen est déjà une quasi-certitude, ce qui signifie que Hamon et Mélenchon seront éliminés et qu'ils devront annoncer publiquement la position qu'ils adopteront pour le seconde tour. Quant à savoir lequel des deux devrait être le candidat unique en cas de fusion de leurs candidature, il n'y avait aucun doute que le PS refuserait à son candidat de s'effacer en faveur de Mélenchon ou de ne pas être présent au premier tour de la présidentielle. On peut le vérifier ici par exemple.

Jeudi (16 mars - ndlr), Arnaud Montebourg a demandé au député européen d'"*abandonner*" sa candidature (...) le camp Hamon n'imagine pas d'autre solution qu'un Mélenchon se rangeant derrière son champion, qui a gagné sa légitimité, lui, dans une primaire où quelque 2 millions de personnes se sont prononcées. "*Pas un électeur de Jean-Luc Mélenchon ne pense qu'il sera président de la République*", ajoute un proche de M. Hamon. (Source : AFP 17 mars 2017)

Vous aurez noté que ces déclarations dataient de la veille de l'appel du POID, donc il ne pouvait pas ignorer les intentions de l'appareil du PS.

Donc à les entendre au POID, dans l'hypothèse où Mélenchon aurait accepté de s'effacer au profit de Hamon, il aurait fallu voter

pour Hamon, le candidat officiel du PS, inimaginable même sous la torture, non merci se seraient exclamés la plupart des électeurs de Mélenchon, on a déjà donné ! Par la suite et le score final de Hamon le confirmera, seuls voteront Hamon les électeurs traditionnels du PS sans conscience politique et plutôt nantis, ou encore ceux qui n'avaient pas compris que c'était Macron le véritable candidat du PS et non Hamon.

Le POID sait également à quoi s'en tenir à propos de Macron. On pouvait lire dans le même document :

- "*La défense de la démocratie est contradictoire avec le soutien à Macron. La défense des droits des travailleurs et l'indépendance des organisations ouvrières sont contradictoires avec le soutien à Macron.*"

Hamon sait aussi parfaitement à quoi s'en tenir sur Macron, ce qui ne l'empêchera pas dès le soir des résultats du premier tour de déclarer qu'il votera Macron et appellera à voter pour lui. Sans surprise pour personne, surtout pas pour le POID.

Mais nous, nous nous moquons de ce pense le POID, l'essentiel pour nous c'est ce que pense les travailleurs et particulièrement ceux qui auraient voté pour ce candidat unique Hamon-Mélenchon, et la réaction qu'il aurait eu en entendant Hamon se rallier à Macron en leurs noms, avec la complicité de Mélenchon car ce dernier n'aurait pas été sans savoir quelle aurait été l'attitude de Hamon en cas de duel Macron-Le Pen, ils en auraient déduit qu'une fois de plus ils avaient été dupés par des bonimenteurs, Hamon et Mélenchon, et le mouvement de Mélenchon serait parti à vau l'eau, une aubaine pour Macron en prévision des législatives intervenant dans la foulée.

On se demande alors comment le POID a pu imaginer un seul instant une candidature unique Hamon-Mélenchon, sachant très bien que Hamon n'avait rien à faire de la "*défense de la démocratie*" et de la "*défense des droits des travailleurs*" et qu'il le confirmerait en appelant à voter Macron. Le POID était prêt à voter pour un tel candidat. Cela signifie que le POID se fichait pas mal de soutenir un candidat qui serait animé de telles intentions et comptait en tirer profit par le suite s'il était élu, comme si soudainement il pourrait être animé d'autres intentions, là ce n'est plus du domaine de la spéculation mais de la prestidigitation, du charlatanisme. Chacun savait que Hamon ne reviendrait jamais sur la loi El Khomri ou les traités européens, qu'il était opposé à leur abrogation et que la mobilisation qui s'en suivrait pour l'exiger était du domaine de la fabulation.

Le PS a toujours été un fidèle serviteur du régime, et chaque fois qu'il est parvenu au pouvoir, soit il a réussi à empêcher que les masses se mobilisent, soit il s'est employé à casser leur mobilisation. Le PS est un des piliers du régime, un des principaux fossoyeurs du socialisme, il ne peut donc pas remplir une tâche inverse ou devenir un fossoyeur du régime et un partisan du socialisme.

Il sert de rempart au régime contre les masses, pour les contenir, détourner leur combat du régime, d'où sa stratégie qui consiste à alimenter le racisme et toutes les formes de discriminations pour les diviser à travers la politique qu'il applique, tout en prenant l'initiative de campagnes pour combattre ces préjugés qui finalement servent à faire monter l'extrême droite contre lequel ensuite il s'affiche comme un rempart, son attitude est uniquement dictée par la nécessité dans laquelle il se trouve de trouver les moyens pour pouvoir appliquer la politique qui correspond aux besoins des capitalistes.

Quelle tactique adoptée pour les législatives ?

Ces champions toutes catégories de l'unité à toutes les sauces ou sans principe que sont ces trotskystes du POID ont déjà prévu de présenter des candidats aux législatives de division, car ils viendront concurrencer ceux du mouvement de Mélenchon. Ne serait-il pas préférable qu'ils présentent des candidats communs ou que le POID soutiennent ceux de FI, plutôt que prendre le risque qu'ils ne puissent pas se présenter au second tour et pourquoi pas qu'ils l'emportent finalement.

J'ai lu que FI pourrait être présent au second tour dans plus de 237 circonscriptions sur 577. Dès lors tous les partis, POI, POID, NPA, LO, PRCF, ParDem, etc. ne devraient-ils pas présenter un candidat unique avec FI ? On nous dira peut-être, mais pourquoi pas l'inverse et présenter des candidats du POI, du POID, du NPA, etc., tout simplement parce qu'ils ne récolteraient qu'un nombre de voix misérables et seraient battus à tous les coups, or ce n'est pas le but de la manoeuvre qui consiste à obtenir un maximum d'élus face à En Marche, LR et le PS pour mettre en difficulté Macron, paralyser le fonctionnement des institutions, alimenter la crise politique, obliger Macron à se démasquer et à afficher ses ambitions dictatoriales qui entraîneraient une radicalisation immédiate du mouvement ouvrier, de la classe et de pans entiers des classes moyennes.

Manoeuvres électorales

- Législatives: La France insoumise pose ses conditions pour des accords - AFP

Forte des presque 20% des voix et des sept millions d'électeurs de Jean-Luc Mélenchon au premier tour de la présidentielle, La France insoumise pose pour les législatives des conditions strictes à d'éventuelles alliances avec le PCF mais aussi avec EELV ou les socialistes.

"Mon rôle est de vous aider à rester groupés. D'être la force qui va appeler, qui va rassembler", a déclaré vendredi M. Mélenchon à ses militants, en annonçant qu'il prendrait la tête de la campagne législative pour son mouvement.

Selon un calcul effectué par l'AFP à partir des scores de la présidentielle, modérés par la participation aux législatives en 2012 (55%), les candidats de la France insoumise (LFI) arriveraient premiers, deuxièmes ou au-dessus des 12,5% d'inscrits nécessaires pour se maintenir au second tour dans 237 circonscriptions sur 577.

Un potentiel électoral que LFI entend faire fructifier. "On ne va pas y aller dans un combat de résistance à Emmanuel Macron mais dans un esprit de conquête", promet le directeur de campagne de M. Mélenchon, Manuel Bompard, une des têtes pensantes de La France insoumise.

Le mouvement maintient les règles fixées avant la présidentielle dans une "charte": un candidat soutenu par La France insoumise s'engage dans un cadre national, avec une même charte graphique pour tout le monde dans le matériel de campagne, un "engagement moral" à une discipline de vote au sein du futur groupe parlementaire et un rattachement à l'association de financement de LFI.

"On peut dire à la fin de cette campagne que notre méthode était la bonne, la question de la charte est renforcée par le résultat des élections", estime M. Bompard, conscient d'un rapport de force en faveur de La France insoumise.

Avoir soutenu Jean-Luc Mélenchon pour la présidentielle est aussi considéré comme "la moindre des choses" pour tout prétendant à l'investiture. Une condition évidemment difficile à remplir pour tous ceux qui ont soutenu le candidat PS Benoît Hamon, y compris Europe Écologie-Les Verts.

Vendredi, le parti de David Cormand a formellement appelé la formation mélenchoniste à envisager des "candidatures communes". Pour que soient représentés à l'Assemblée nationale les "près de 26% des électeurs" qui ont voté pour "les forces qui se réclament de la gauche et de l'écologie", soit les électeurs de M. Mélenchon et ceux de M. Hamon.

Le camp de l'ex-candidat socialiste à la présidentielle souhaite aussi des candidatures communes, avec La France insoumise, le PCF et EELV, a également assuré à l'AFP, le député européen Guillaume Balas, proche de Benoît Hamon. "Si on parvient à faire des alliances, on peut avoir un nombre de députés importants. Si ce n'est pas le cas, tout le monde va se faire ratiboiser", a-t-il alerté.

Dans l'immédiat, La France insoumise manifeste peu d'enthousiasme à accueillir les uns ou les autres. "Vous partez du principe que les deux électorats s'additionnent", souffle un membre de l'équipe Mélenchon. "L'équipe de Benoît Hamon n'a pas les moyens de retirer des candidats socialistes ou d'empêcher qu'il y en ait contre des candidats France insoumise", avance une autre.

Les choses se présentent différemment pour le PCF ou Ensemble, qui ont soutenu la candidature présidentielle de M. Mélenchon mais ont jusqu'ici refusé de signer la charte.

Avec le parti communiste, l'atmosphère est particulièrement glaciale. Le ressentiment est encore grand aujourd'hui au sein de La France insoumise envers des communistes accusés d'être entrés tardivement dans la campagne présidentielle, et de manière "autonome", avec le même candidat mais ni le même programme ni les mêmes affiches.

Lors d'une rencontre des deux organisations vendredi après-midi, le PCF a proposé des retraits réciproques dans 30 circonscriptions au total, 15 réservées au PCF, 15 à La France insoumise. Selon le parti de Pierre Laurent, une nouvelle réunion mardi sera l'occasion d'examiner une telle option circonscription par circonscription. AFP 29.04

Si Mélenchon acceptait de passer un compromis avec les appareils du PS et de EELV, il trahirait ses électeurs et tous ceux qui soutiennent son mouvement qui éclaterait, hormis avec des membres du PS ou de EELV qui l'ont soutenu publiquement. Car s'il cédait, cela signifierait qu'il ferait élire des députés membres du PS ou de EELV qui par la suite soutiendraient Macron.

Si je n'ai pas appelé à voter Mélenchon au premier tour de la présidentielle, c'est parce que je savais d'avance que s'il était élu il ne pourrait pas gouverner car il n'aurait pas de majorité à l'Assemblée nationale, il aurait dû accepter une cohabition et nommer Macron, Fillon ou Baroin Premier ministre. Cela aurait été ridicule et gaché une occasion de pouvoir aller beaucoup plus loin que ce qu'il avait envisagé lui-même. Il aurait pu prendre des mesures par décret ou ordonnance qui n'aurait jamais été appliqués faute de soutien suffisant à l'Assemblée nationale, et on ne le voyait pas appeler à la grève générale pour qu'elles soient appliquées. Il le confirma lors de l'émission "15 minutes pour convaincre", jeudi 20 avril sur France 2, où il avait déclaré "*Je ne suis pas un homme de pagaille*" et qu'il n'avait pas l'intention de "*tout chambouler*". (Franceinfo 20 avril 2017)

Nous ne sommes pas animés par des calculs bassement institutionnels ou législatifs ni des adeptes de la "*révolution par les urnes*" ou "*citoyennes*", nous savons que seul un soulèvement révolutionnaire des masses pourrait balayer, renverser ou mettre un terme au régime.

Nous ne sommes pas des sectaires ou des dogmatiques bornés ou fossilisés, nous concevons que le boycott est une arme ou tactique politique à laquelle on peut recourir, tout comme la possibilité de se servir des institutions en place contre le régime, tout est une question de contexte politique et de rapports entre les classes, comment les exploiter pour aller de l'avant, pour construire le parti en principe.

L'immense majorité des travailleurs aspirent au progrès social ou à vivre dans une société meilleure et plus juste, sans pour autant qu'ils soient parvenus à la conclusion qu'il fallait renverser le régime pour que la société adopte cette orientation, et garantir dans le présent comme dans le futur la préservation de leurs acquis sociaux et politiques. Nous en prenons acte, c'est la réalité et nous nous y tenons.

Nous avons observé que l'état d'esprit ou le niveau de conscience politique des travailleurs et jeunes correspondait davantage aux mesures qui figuraient dans le programme du mouvement initié par Mélenchon, plutôt que dans le programme de la révolution socialiste dans lequel figure également la plupart de ces mesures sociales ou politiques. Par conséquent, il ne serait pas logique et cohérent de ne pas soutenir le mouvement de Mélenchon lors des élections législatives, sachant qu'en cas de succès ce processus accélèrera ou amplifiera la crise des institutions et du régime, ce qui va donc dans le sens de l'objectif que nous poursuivons.

Pour ainsi dire, le mouvement de Mélenchon constitue la première étape d'un processus politique qui pourrait se radicaliser par la suite, et ouvrir la voie à une issue politique à la crise du capitalisme conforme aux intérêts des travailleurs à l'étape suivante s'il parvenait à se structurer à travers tout le pays, période favorable à la construction du parti, car très rapidement va se trouver poser la question des moyens à se donner pour répondre à la question du pouvoir après avoir pris conscience qu'elle ne pourrait pas être résolue dans le cadre de la Ve République ou que la "*révolution par les urnes*" avait ses limites ou était inopérante pour accomplir la tâche que la situation commandait, renverser le régime. Si les exigences que partagent les membres et les sympathisants du mouvement de Mélenchon devenaient majoritaires dans le pays et se traduisaient par un haut niveau d'organisation et une élévation du niveau de conscience politique des masses, alors la question de trouver le moyen de les imposer se trouverait posée, le refus de se soumettre plus longtemps à des institutions antidémocratiques pourrait s'emparer des masses qui pourraient avoir l'audace d'affronter directement le régime.

Reste à savoir quelle serait la réaction des dirigeants de ce mouvement en présence d'un tel développement que les uns auraient souhaité et qui effraierait les autres, dans quelle mesure ils pourraient le contrôler ou au contraire contribuer à l'amplifier.

C'est uniquement dans cette perspective révolutionnaire que j'appelle tous les militants et travailleurs à soutenir le mouvement de Mélenchon, que j'appelle tous les partis dits ouvriers à le soutenir également lors des législatives.

Sinon que faire ? Quelqu'un aurait-il une meilleure idée, une autre perspective à proposer ? Les opportunités permettant de rassembler les masses sur le terrain politique sont extrêmement rares. Nous en avons une qui se présente, ne la laissons pas passer sous aucun prétexte, chacun conservant sa liberté de parole et d'action ou ses propres idées ou convictions évidemment, on en aura plus que besoin par la suite.

Et si à un moment donné Mélenchon capitulait et que son mouvement se dissolvait, et bien on en prendrait acte et on passerait à autre chose, on pourrait se dire qu'on a loupé une bonne occasion d'avancer vers le socialisme.

Ce n'est pas parce que nous soutenons ce mouvement que nous serions responsable des décisions prises par ses dirigeants. Nous savons que nous ne partageons pas les mêmes interprétations ou analyses de la situation, et partant de là les mêmes conclusions ou objectifs politiques, nous n'avons donc pas à nous sentir coupables de leurs décisions ou de leurs discours, nous sommes uniquement comptables de la construction du parti sachant qu'il sera amené un rôle décisif au cours du processus révolutionnaire à venir, que ce soit à cette occasion ou plus tard.

N'écoutez pas les militants qui ressassent des lieux communs sur Mélenchon.

On sait qu'il est réformiste et non communiste, qu'il n'est pas révolutionnaire, qu'il a servi le PS pendant plus de 30 ans, qu'il a voté oui à Maastricht en 1992, qu'il a été ministre de Chirac et Jospin, qu'il est franc-maçon, etc. dites-vous bien que dans la période qui vient ou qui vient de s'ouvrir, celui qui possède la capacité de mobiliser les masses, de leur inspirer confiance, de leur donner confiance en elles-mêmes est plus précieux que tout autre argument aussi juste soit-il.

Après tout, Mélenchon ne partage pas notre programme qui demeure le seul valable pour passer au socialisme, devrions-nous le pilonner pour autant ? Certainement pas, car dans l'état actuel des choses, c'est lui et non nous qui est le mieux placé pour aider les travailleurs à faire le premier pas vers le socialisme, à rompre avec les institutions et le régime. Et si ce n'est pas un dirigeant qui se réclame du marxisme, du communisme ou du trotskyste, c'est tout simplement parce qu'il en existe aucun qui ait été capable de comprendre la psychologie des travailleurs, la manière dont ils interprètent leur condition, leur état d'esprit.

Mélenchon a du charisme, alors qu'aucun de nos dirigeants n'en a. Il possède l'art de l'éloquence, pendant que nos dirigeants en sont restés à ânonner des formules apprises par coeurs qu'ils sont les seuls à comprendre. Mélenchon sait allier pédagogie

et démagogie, alors que les trotskystes sont de piètres pédagogues et des spéculateurs qui frisent la mégalomanie. Mélenchon recourt à un discours simple que tout le monde peut saisir, les trotskystes se ridiculisent en employant une terminologie absconse destinée uniquement à une élite, les militants aguerris. Mélenchon évoque la vie de tous les jours des travailleurs, quand les trotskystes éructent leur propagande. Mélenchon aborde les travailleurs sous des angles différents, les trotskystes ont démontré qu'ils en étaient totalement incapables.

Bref, vous aurez compris pourquoi il vallait mieux que Mélenchon soit à sa place et nos trotskystes à la leur, et pourquoi c'est Mélenchon qui à cette étape peut rassembler les masses et non les trotskystes, à qui il arrive toutefois d'avoir de bonnes idées ou qui pourront servir plus tard.

Quelques éléments sur la situation politique qui justifient ma tactique.

- Présidents de la cohabitation? Ce que pourront faire Macron et Le Pen s'il n'ont pas de majorité aux législatives - huffingtonpost.fr

Un président à peine élu privé de majorité dans la foulée: inédit sous la Ve République, ce blocage institutionnel n'a jamais été aussi crédible. Quel que soit le vainqueur du second tour de l'élection présidentielle, ni Emmanuel Macron ni Marine Le Pen n'ont l'assurance de disposer d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale le 18 juin prochain, date du second round des législatives.

Pour conjurer le scénario d'une cohabitation imposée avant même qu'ils n'aient eu le temps d'appliquer leur programme, les deux finalistes de la course à l'Elysée misent sur "la cohérence des Français" et sur l'efficacité des institutions de la Ve République qui ont (presque) toujours offert une majorité cohérente au chef de l'Etat. Méthode Coué qui n'offre pourtant aucune garantie. "Rien dans la Constitution ne crée une automaticité entre le résultat de l'élection présidentielle et celui des législatives", rappelle le constitutionnaliste Pascal Jan.

Exception notable avec les législatives de 1988. A peine réélu à l'Elysée, François Mitterrand ne parvient pas à obtenir la majorité absolue. Des centristes (Michel Durafour et Jacques Pelletier) et des personnalités non-encartées entrent au gouvernement. Mais la fragilité de la majorité socialiste est telle que Michel Rocard va devoir pleinement user du fameux article 49-3 (il en détient le record) pour imposer son agenda législatif.

La comparaison s'arrête là: car au moins le PS dispose-t-il à l'époque d'une majorité relative qui empêche le RPR de Jacques Chirac de prétendre regagner Matignon. Qu'adviendra-t-il si Emmanuel Macron ou Marine Le Pen ne disposent même pas du plus grand nombre de députés au Palais Bourbon? Les paris sont ouverts.

Le scénario d'une cohabitation pure Première hypothèse, un mouvement d'opposition hostile aux deux candidats, celui de Jean-Luc Mélenchon ou celui des Républicains, obtient la majorité absolue à l'Assemblée nationale. C'est le scénario d'une cohabitation pure telle que la France l'a connue en 1986, 1993 et 1997. Le chef de file du parti majoritaire, probablement Jean-Luc Mélenchon ou François Baroin, devient alors premier ministre.

Le président de la République peut alors être tenté de désigner un autre chef de gouvernement mais ce choix devra être validé par un vote de confiance de l'Assemblée. Autrement dit, impossible de court-circuiter les législatives au risque d'entraîner un blocage total du régime.

Une fois la cohabitation installée, la marge de manoeuvre politique d'Emmanuel Macron ou de Marine Le Pen se réduit considérablement. Le "domaine réservé" du chef de l'Etat (chef des armées en vertu de l'article 15, négociation et ratification des traités à l'article 52) devient un domaine partagé avec le premier ministre, ce qui contraint les deux dirigeants de l'exécutif à s'entendre sur les noms des ministres de la Défense et des Affaires étrangères. Tous deux représentent la France à l'étranger ce qui peut conduire à un affaiblissement de Paris sur la scène internationale. Sur le plan intérieur, la primauté bascule du côté de Matignon: ce sera donc le programme du premier ministre qui sera appliqué et non celui du président.

Face à l'Assemblée, le pouvoir du président se réduit à un rôle d'empêchement: il peut refuser de signer des ordonnances voulues par son premier ministre, mais ne peut le démissionner, à moins d'ordonner une dissolution. Le chef de l'Etat peut aussi saisir le Conseil constitutionnel de sa propre initiative.

Pour Marine Le Pen, impossible de recourir au référendum puisque l'article 11 prévoit que c'est le gouvernement qui en fait la proposition. Si le chef de l'Etat dispose d'au moins 185 députés, il peut toutefois tenter de lancer à travers eux un référendum d'initiative partagée. Une procédure en réalité inapplicable compte tenu des 4,5 millions de signatures de citoyens requises pour valider le référendum: "Réunir plus de 500.000 signatures dans une pétition est déjà extrêmement difficile. 4,5 millions, c'est quasiment impossible", prévient Pascal Jan.

S'agissant d'Emmanuel Macron, qui présente le profil atypique d'un potentiel président transpartisan, nul doute que l'ancien banquier tenterait de négocier des majorités de projet avec le groupe dominant à l'Assemblée nationale. Mais si son premier

ministre est majoritaire, rien ne peut le contraindre à jouer le jeu.

Le scénario d'une Assemblée nationale balkanisée

Une autre hypothèse, totalement inédite, n'est pas à exclure. Celui d'une Assemblée nationale totalement balkanisée en plusieurs groupes antagonistes. Au vu des projections du premier tour de la présidentielle (à relativiser en l'absence de dynamique issue du second tour et faute de connaître la participation aux législatives), le scénario est plausible: faute d'accord à gauche ou d'entente entre la droite et l'extrême droite, les triangulaires et quadrangulaires au second tour des législatives devraient être majoritaires, rendant hautement aléatoire l'issue du scrutin.

"C'est le scénario d'une majorité introuvable. Le président fera ce qu'il peut pour trouver des majorités d'idée. Ce qui l'empêchera d'appliquer toute l'étendue de son programme et affaiblira encore un peu plus la fonction présidentielle", pronostique Pascal Jan.

Dans ce cas de figure, impossible d'anticiper qui sera en mesure de gouverner, à moins que deux ou trois groupes a priori irréconciliables ne mettent de côté leurs divergences pour revendiquer Matignon. Côté exécutif, le président de la République pourrait être tenté de nommer un premier ministre de son bord politique, mais avec le risque permanent de le voir renversé par une motion de censure. Il pourrait aussi nommer un gouvernement d'union nationale en débauchant des personnalités d'horizons divers, mais toujours avec le risque d'une censure imminente (article 50 de la Constitution) à chaque projet de loi clivant politiquement. Impossible également de recourir au 49-3, au risque de se voir opposer une motion de censure.

Marine Le Pen, dont le programme nourrit le plus grand nombre de réserves au vu des appels à voter pour son adversaire, se retrouverait de fait dans une situation d'incapacité à gouverner. Emmanuel Macron, qui a théorisé le principe de "majorité d'idées" autour de réformes transpartisanes, pourrait être tenté de le mettre en pratique en négociant au cas par cas avec la gauche ou la droite.

Mais dans tous les cas, aucun des deux présidents ne serait en mesure d'appliquer le programme sur lequel il ou elle a été élu. Le scénario d'une dissolution à court terme, voire d'une démission, serait alors l'ultime recours. huffingtonpost.fr 29.04

Haut de page

Le 2 mai 2017

CAUSERIE

On ajoutera de nouveaux articles plus tard.

Quelques réflexions politiques.

1- L'art de poser les mauvaises questions. Un exemple : pour ou contre la mondialisation.

Comment s'exprime-t-elle ? Globalisme ou mondialisme contre souverainisme auquel il faut associer nationalisme, social-patriotisme, chauvinisme qui font si bon ménage avec le corporatisme ou le pétinisme, crédo de l'extrême droite et du mouvement ouvrier pour refuser de s'attaquer non pas à la mondialisation mais à ceux qui détiennent le pouvoir économique et l'oriente dans une direction bien précise.

Nous ne sommes pas des ennemis de la mondialisation, nous sommes des ennemis de la manière dont elle se réalise au profit d'une infime minorité de privilégiés au détriment du reste de la population mondiale.

Que ce soit le capitalisme ou le socialisme qui réalise ou achève la mondialisation et le résultat et ses conséquences seront opposés, des guerres incessantes avec le capitalisme, la paix universelle avec le socialisme, la prise en compte des besoins de l'humanité dès lors que le pouvoir souverain est détenu par le peuple avec le socialisme, la confiscation du pouvoir politique au profit des besoins de moins de 1% de la population avec le capitalisme.

Un boutiquer vous vend sa marchandise uniquement pour réaliser un profit, vous, vous achetez des aliments pour vous nourrir, des vêtements pour vous couvrir, etc. Un capitaliste fabrique et commercialise un produit à seul fin de réaliser un bénéfice, peu importe que ceux qui le produisent vivent misérablement ou qu'il ne puissent pas l'acquérir, peu importe qu'il soit inutile, peu importe qu'il en existe d'autres du même genre sur le marché, bref peu importe pour lui dans quelle condition une marchandise sera produite et à quoi elle pourra bien servir ou quel usage il en sera fait, qui pourra l'acquérir ou qui s'en

servira, pendant combien de temps, seul compte pour lui le retour sur investissement et son profit.

On est donc en présence de deux logiques irrémédiablement inconciliables ou opposées, aussi bien dans leurs fondements que dans leurs finalités ou leurs résultats ou conséquences.

Serions-nous contre la production de ces marchandises en admettant qu'elles correspondent réellement à un besoin ? En aucun cas. Serions-nous contre la production et la libre circulation de ces marchandises au niveau planétaire ? En aucun cas.

En revanche nous sommes contre les conditions dans lesquelles elles sont produites, nous sommes contre l'exploitation qui en est faite et qu'elles ne soient pas accessibles à tous.

Voilà pourquoi nous ne sommes pas contre le développement des forces productives qui est à la base du régime capitalisme et nous ne sommes pas contre la mondialisation.

Nous somme juste contre les conditions dans lesquels elles se développent et l'usage qui en est fait, de sorte qu'elles sont destinées à ne satisfaire que les besoins d'une infime minorité de la population qui peut jouir des plaisirs de l'existence, alors que le reste de l'humanité qui produit les richesses doit subir d'innombrables sacrifices et souffrances assortis de quelques moments de satisfactions superficiels juste pour avoir le droit de survivre ou supporter sa condition d'esclave.

Les travailleurs n'ont pas de patrie, mais ils doivent défendre les droits qu'ils ont obtenus dans le cadre de l'Etat-nation, non pas en entonnant des chants patriotiques destinés à glorier l'Etat des capitalistes, mais en luttant pour un Etat ouvrier ou une République sociale qui inscrirait leurs droits dans la Constitution.

Ils doivent inscrire leur combat contre toutes les institutions internationales financières ou politiques mises en place par les capitalistes qui veulent leur imposer les droits ou les besoins des capitalistes dans la perspective de cet Etat ouvrier ou de cette République sociale étendue à l'humanité toute entière, et non pas en leur opposant l'Etat-nation des capitalistes qui ne sert qu'à les asservir et à facilité la mise en place d'un nouvel ordre mondial destiné à pérénniser le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Ils doivent éviter de tomber dans le piège qui consiste à vouloir participer ou à s'adresser à ces institutions internationales financières ou politiques des capitalistes, qui ont été uniquement conçues pour que la conception de la mondialisation des capitalistes l'emporte sur celle des travailleurs ou le socialisme.

La subordination des partis politiques et des institutions nationales de chaque pays à ces institutions internationales financières ou politiques des capitalistes a eu pour conséquence la dillution du pouvoir politique, qui dès lors a échappé à leur contrôle au profit de l'oligarchie qui s'en est emparée et règne dorénavant en maître absolu sur la destinée de chaque peuple dépouillé de tout droit politique ou presque.

Mais ils ne sont pas parvenus à éliminer les partis politiques ni les institutions nationales de chaque pays, c'est la seule faille que comportait leur dispositif et qu'il faut exploiter pour renverser l'ordre établi. Pourquoi, parce qu'il est impossible de supprimer les classes sociales aux intérêts antagoniques, c'est le point faible de leur conception de la mondialisation, de leur système économique qui ne peut pas exister sans développer la lutte de classe des exploités et des opprimés sur laquelle repose le socialisme.

C'est ainsi que le capitalisme légitime le socialisme. Paradoxe parmi tant d'autres, qui fait que ceux qui l'ignorent ou s'en détournent en viennent à se poser des questions qui ne servent qu'à justifier la survie du capitalisme, au lieu de concevoir qu'il existe réellement une alternative au capitalisme, le socialisme ou on peut appeler cela autrement peu importe.

Un mot rajouté plus tard.

Ceux qui critiquent la version capitaliste de la mondialisation et ses institutions, et qui se plaignent d'être assimilés ou de subir le même traitement que les souverainistes de droite, voire d'extrême droite ou des nationalistes, n'ont qu'à s'en prendre qu'à eux-mêmes pour cultiver leurs ambiguïtés sur leurs réelles intentions ou leur refus de rompre avec le capitalisme.

2- La situation qui prévaut en France est semblable à bien des égards à celle qui prévaut aux Etats-Unis et dans les pays d'Amérique latine où le gouvernement allie capitalisme et progrès social pour les couches les plus défavorisées, Venezuela, Bolivie, Equateur et quelques pays que je n'ai pas en tête concernant la position dominante des médias qui sont détenus presque exclusivement par des oligarques.

Cela a pour conséquence de leur permettre de mener une guérilla permanente contre tous les opposants au régime en place ou contre les régimes en place lorsqu'ils ne sont pas inféodés à Washington jusqu'à entraîner leur chute.

3- Voter Macron est une injonction, un ordre agrémenté de menaces, d'insultes, de diffamations...

C'est la manifestation d'un excès de pouvoir...

C'est la manifestation d'un abus d'autorité...

C'est la manifestation d'un acte totalitaire...

Réflexion après avoir lu l'article 2017, le coup d'Etat

En remontant la piste Macron on aboutit à Rothschild, au sommet de l'oligarchie.

Macron fait président par les Rockefeller qui trône au groupe Bilderberg et à la Commission trilatérale, quand on apprend cela on sourit en pensant aux crétins qui ne voient dans les références au groupe Bilderberg et à la Commission trilatérale que des histoires de "complotistes", une fois de plus les faits leur donnent tort. Il y a des militants qui prennent un malin plaisir à se ridiculiser eux-mêmes, c'est comme cela.

Notre ennemi a concentré tant de pouvoir qu'il ne nous laisse pas le choix, il faut l'abattre. La stratégie que j'avais définie pour les Etats-Unis trouve ainsi sa pleine justification en France, ce qu'il faut mettre en avant ou en perspective, c'est la nécessité d'un changement de régime sans lequel jamais aucune autre politique ne verra le jour.

Désolé, c'est à prendre ou à laisser, car il n'existe aucune demi-mesure en la matière. Après la tête de Louis XVI, le tour est à celle de Macron.

Il n'a aucune expérience politique, tout ce qu'il tient vient de ses mentors, il va donc commettre erreur sur erreur, il va devenir leur cauchemar !

Soit le peuple se soumet, soit il se soulève.

4- On a trouvé sans mal un mot d'ordre à partir du 8 mai : A bas Macron, chassons-le du pouvoir ! A bas les institutions de la Ve République, Assemblée constituante souveraine !

Puisque Mélenchon et d'autres ont adopté l'Assemblée constituante souveraine et qu'ils ont contribué à la populariser, pourquoi pas, temporairement tout du moins. Il existe une grande différence entre avancer un mot d'ordre ou un objectif politique au cours d'une processus (dynamique ou en cours) ou lorsqu'il découle directement de l'évolution de la situation et plaquer un argument théorique coupé de la réalité, aussi juste soit-il, ce qui a le don de vous faire passer pour un vulgaire propagandiste, doctrinaire, qui veut imposer à tous prix son point de vue.

L'absence de représentant des exploités au second tour de la présidentielle témoigne de la confiscation du pouvoir politique par les représentants des exploiteurs ou de l'oligarchie, ce qui permet d'avancer l'Assemblée constituante souveraine et de la légitimer du même coup. Chacun peut ainsi s'en saisir et expliquer autour de lui pourquoi et ainsi de suite.

Ensuite tout dépend par ce qu'on entend par Assemblée constituante souveraine, qui serait appelé à y participer. Si c'était tous les partis sans distinction, cela équivaudrait à l'Assemblée nationale actuelle ou à celle qu'on a connue sous la IVe République... qui a dû céder la place à la Ve. Il faudrait que ce soit une assemblée constituante "populaire, citoyenne, ouvrière", une "constituante du peuple" qui contrairement à celle que Maduro veut convoquer intègrerait les partis politiques, de sorte que les représentants officiels de la réaction en soient exclue, au Venezuela ils viennent de déclarer qu'ils y étaient farouchement opposés, normal puisqu'une telle assemblée constituante ressemblerait plutôt à un soviet qu'à un parlement bourgeois !

Mélenchon pédagogue et démagogue en voici l'illustration.

- Présidentielle : Emmanuel Macron répond à Jean-Luc Mélenchon et refuse de retirer sa réforme du droit du travail - Franceinfo

Ému par les cris de soutien de ses sympathisants en ce 1er mai, Jean-luc Mélenchon entend bien rester au cœur du débat, et il adresse "un conseil" à Emmanuel Macron : "Madame Le Pen essaye au moins de parler aux Insoumis. (...) Il pourrait faire un geste, il pourrait leur dire 'Je vous ai compris', comme il a l'habitude de le dire, 'je retire mon idée de réforme du Code du Travail'", a-t-il lancé en direction du candidat victorieux du premier tour.

Réponse d'Emmanuel Macron cet après-midi : pas de concession. Le candidat refuse de retirer sa réforme du droit du travail. "Il faut être cohérent jusqu'au bout. S'il n'y a pas de cohérence, il y a des petits arrangements d'arrière-boutique, on bricole des bouts

de programme sur des coins de table, c'est ce qui a été ait depuis trente ans et qui a mené à l'échec de toutes les politiques publiques pour l'emploi qui ont été menées depuis trente ans. Ça n'est pas de ça dont nous voulons", explique Benjamin Griveaux, porte-parole d'Emmanuel Macron. Emmanuel Macron campe sur ses positions alors que le vote des 7 millions d'électeurs de Jean-Luc Mélenchon est l'un des enjeux majeurs du second tour. Franceinfo 01.05

Quand "ni, ni" se renie déjà!

- "La partie n'est pas finie", prévient Jean-Luc Mélenchon - Reuters

Jean-Luc Mélenchon a mis en garde les électeurs de la France insoumise contre la "terrible erreur" que représenterait selon lui un vote en faveur du Front national et s'est déclaré prêt à devenir Premier ministre, estimant son mouvement capable de remporter les élections législatives en juin.

Invité dimanche soir du journal télévisé de TF1, le fondateur de la France insoumise a récusé toute ambiguïté dans sa position pour le second tour.

"Ma position, ce n'est pas 'ni, ni' (ni Marine Le Pen, ni Emmanuel Macron, NDLR). Je ne voterai pas Front national. Je combats le Front national et je le dis à tous ceux qui m'écoutent : ne faites pas la terrible erreur de voter Front national car vous pousseriez le pays à un embrasement général", a-t-il déclaré.

Mais selon lui "tout va se jouer aux législatives".

"A mon avis, la France va se débarrasser de Marine Le Pen à cette élection présidentielle, et nous, dans un mois, nous allons tous ensemble nous débarrasser de la politique de M. Macron", a-t-il déclaré.

"Je suis prêt à gouverner ce pays si nous conquérons la majorité", a-t-il dit en évoquant l'éventualité d'une candidature à Lille, Marseille ou Toulouse.

Mais la réflexion se poursuit pour savoir si "la bonne façon de mener la bataille c'est d'y aller soi-même ou d'être en retrait, comme un général sur sa colline", a expliqué Jean-Luc Mélenchon. Reuters 01.05

Fanfaronnade, en signifiant que sa position n'est pas 'ni, ni', il apporte son soutien à Macron, il capitule en rase campagne. C'est un scélérat, on le savait !

Pire, il serait prêt à devenir le Premier ministre de Macron après avoir formulé le voeux d'être celui de Hollande, torpillant tous les espoirs que les travailleurs qui ont voté pour sa candidature avaient placés en lui,

Question : il n'obtiendra pas la majorité absolue pour pouvoir gouverner, dès lors avec qui voudrait-il gouverner, avec les débris du PS et de EELV qui ont appelé à voter Macron, qui ont le même programme que Macron ?

On savait depuis très longtemps qu'il n'affronterait jamais le régime et qu'il capitulerait, mais on ignorait que cela interviendrait aussi rapidement, dommage. Cela ne change rien pour le moment à la position que nous avons adoptée, parce que l'immense majorité des travailleurs qui le soutiennent n'auront pas saisi la subtilité de son double jeu qui vient de s'exprimer ici. Notre tactique n'est pas liée à la personnalité et aux contradictions de Mélenchon, mais à l'attitude des travailleurs et à l'objectif que nous nous sommes fixés.

Faites tomber les masques. Martinez en famille ou un agent du régime. Chassez-le de la CGT !

- Martinez (CGT) "en profond désaccord" avec des sections syndicales appelant à battre "les deux candidats" AFP

Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, s'est dit lundi "en profond désaccord" avec certaines sections de la CGT qui appellent à battre les deux candidats à la présidentielle.

Emmanuel Macron ou Marine le Pen, "ce n'est pas la même chose", a dit le leader syndical sur Europe 1.

"Le Front national, c'est un parti raciste, xénophobe, anti-femmes et anti-salariés parce que c'est un parti aussi libéral", a-t-il ajouté. (Comme le PCF et le PS il y a 70 ans, vous l'avez oublié ? - LVOG)

Alors que leurs centrales respectives ont appelé à "battre le FN", des organisations CGT, FSU et SUD appellent "à battre les deux candidats". Réunies au sein d'un collectif fraîchement créé ("Front social"), elles défileront place de la République à partir

de 14H30, aux côtés des centrales nationales CGT, FO, Solidaires et FSU, mais avec un slogan distinct: "Peste ou choléra, on n'en veut pas". Le syndicat Info'Com CGT vient de réaliser une affiche avec le même slogan.

"Je suis en profond désaccord" avec ce slogan, a réagi M. Martinez, qui a également dit sur LCI "condamner fermement" l'affiche d'Info'Com.

Il a rappelé que le mot d'ordre de la CGT était "pas une voix pour Marine Le Pen", mais refusé de dire pour qui il voterait le 7 mai. Pour lui, Marine Le Pen au second tour, "c'est une catastrophe".

Environ 70 organisations sont réunies au sein du Front social, dont de nombreux syndicats SUD et CGT d'entreprises ou structures locales (CGT Goodyear, CGT Info'Com, SUD PTT...), ainsi que des syndicats FSU, le NPA, des collectifs et associations comme le DAL (Droit au logement). AFP 01.05

Soutien inconditionnel à ce collectif "Front social".

Bonnet rouge et rouge bonnet : La réaction !

- Présidentielle. La CGT Bretagne appelle à voter Macron - letelegramme.fr

La CGT Bretagne a appelé à voter Emmanuel Macron au second tour sans toutefois nommer clairement le candidat d'En Marche!. Pour le syndicat, "ni l'abstention, ni le vote blanc ne constituent des moyens de battre efficacement le Front national".

"Le FN n'est pas un parti comme les autres, et dans le cas présent, en complémentarité avec les actions et initiatives engagées par la CGT pour combattre les idées d'extrême droite, le 7 mai est aussi un moyen de mobilisation et d'expression par les urnes. Le vote constitue un élément de la démocratie, de la citoyenneté. Les salariés doivent l'utiliser", ajoute la CGT Bretagne. (En Marche! non plus n'est pas un parti ou un mouvement comme les autres, il incarne l'extrême droite néolibérale qui a spolié les travailleurs américains de tout droit social et politique et fomentée toutes les guerres impérialiste au cours de la seconde moitié du XXe siècle, tous les coups d'Etat en Amérique Latine, en Afrique et au Moyen-Orient. En étant aussi proches de Reagan, Bush, Clinton, Obama et Trump on se demande ce qui les distingue encore de la pire réaction. - LVOG)

"Mettre le FN au plus bas, c'est renforcer notre capacité d'intervention au lendemain du second tour des élections pour continuer à porter les exigences revendicatives en développant le rapport de force et le mouvement social. Jamais ce parti de la xénophobie n'a été aussi proche de prendre le pouvoir. Il faut mettre fin à la présence du FN à chaque élection", affirme le syndicat. (Ils tiennent à ce que Macron soit "au plus haut" le soir du 7 mai, alors que ses mentors et porte-parole ne cessent d'affirmer que ce serait le scénario idéal pour que Macron puisse faire référence à cette légitimité inespérée pour appliquer tranquillement son oeuvre de démolition antisociale. - LVOG)

"Le bulletin du candidat face au FN est le seul moyen qui permettra de continuer à la France de vivre dans une démocratie, pays des lumières et des droits de l'Homme, ce n'est en aucun cas un vote d'adhésion à un projet politique." letelegramme.fr 28.04

Quelle infâmie :! Il fallait oser le dire. Attention, ce ne sont pas des gens animés par une crasse ignorance ou qui n'auraient pas conscience de ce qu'ils font, ce sont des vendus, ils savent parfaitement ce qu'ils disent et font. A vomir.

Faites tomber les masques. Emmanuel Hollande ou les miasmes de la médiocratie.

- Hollande adoube Macron à Bruxelles pour faire barrage à Le Pen - AFP

- Tony Blair: «Macron serait une force de changement en Europe» - Liberation.fr

- "Votons Emmanuel Macron!", l'appel de Dany Boon pour le second tour de l'élection présidentielle 2017 " - Le Huffington Post

- Nicolas Hulot votera "sans hésitation" pour Emmanuel Macron - Le Huffington Post

- Le monde de la culture mobilisé contre le Front National - AFP

- Un millier d'avocats rejoignent un appel à voter Macron, pour défendre "l'État de droit" - AFP

- Insulté par Gilles Lellouche, Mathieu Kassovitz et Benjamin Biolay, Nicolas Dupont-Aignan porte plainte - francetvinfo.fr

Vendredi, Nicolas Dupont-Aignan a révélé, sur France 2, qu'il apportait son soutien à Marine Le Pen en vue du second tour et

qu'il allait s'engager dans sa campagne de l'entre-deux-tours. Une prise de position rapidement critiquée sur les réseaux sociaux, y compris dans le milieu culturel.

Sur Instagram, le chanteur Benjamin Biolay a publié une photo de l'élu avec la légende suivante : "A tes risques et périls petite teupu. Tu vas Le payer cher #toutsauflefn"

Sur Twitter, l'acteur et réalisateur Mathieu Kassovitz a lui cité un message de Nicolas Dupont-Aignan, en l'assortissant de la mention suivante : "Espèce de trou du cul".

Quant au cinéaste Gilles Lellouche, il s'est fendu d'un tweet qualifiant le nouveau soutien de Marine Le Pen d'"espèce de grosse merde".

Dans la foulée, Mathieu Kassovitz a publié un nouveau message. Loin de présenter ses excuses, le réalisateur de La Haine en a rajouté une couche.

Je rajouterais : je t'encule Therese. Impatient de vous retrouver dans un tribunal pour parler de votre anus. francetvinfo.fr 29.04

- L'entourage de Dupont-Aignan dénonce les propos "abjects" de Guillon - AFP

Laurent Jacobelli, porte-parole de Nicolas Dupont-Aignan, a dénoncé lundi soir dans un communiqué les propos "profondément abjects" de l'humoriste Stéphane Guillon, qui a ironisé sur le décès de la mère du président de Debout la France. Stéphane Guillon : "il a perdu sa maman il y a deux jours donc j'ai respecté ce moment. Je me suis dit que ma mère aurait fait la même chose si je m'étais engagé aux côtés de Marine Le Pen et si j'avais déclaré être son Premier ministre, vouloir travailler avec elle: je pense que ma mère se serait aussi laissée mourir comme Mme Dupont-Aignan". AFP 01.05

En complément.

Macron : Quelle légitimité ? Aucune !

- Lyon: manifestation de soutien à Macron - AFP

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté samedi à Lyon pour soutenir la candidature d'Emmanuel Macron à la présidentielle. AFP 29.04

Russie. La NED/CIA à la manoeuvre.

- Manifestations en Russie pour demander le départ de Poutine - Reuters

Quelques centaines de manifestants antigouvernementaux se sont rassemblés dans le calme samedi à Moscou, face à une impressionnante présence policière, pour demander la démission du président Vladimir Poutine. Reuters 01.05

- Russie : 17 militants LGBT arrêtés à Saint-Pétersbourg - Liberation.fr

-Répondant à l'appel de l'organisation de l'opposant à Poutine Mikhail Khodorkovski, les manifestants s'étaient allongés ce lundi sur l'artère principale de la ville avec drapeaux tchétchènes et LGBT et faux sang pour dénoncer la répression du président Ramzam Kadyrov. Liberation.fr 01.05

ONG persona non grata

- Défense : trois « ONG » anglo-saxonnes interdites en Russie - Réseau Voltaire - 29.04

Le procureur général de Russie a déclaré indésirables les trois « ONG humanitaires » créées par la famille de Mikhaïl Khodorkovski (photo) :

- Open Russia (Royaume-Uni) (administrateurs : Henry Kissinger et Lord Jacob Rothschild),
- Open Russia Civic Movement (Royaume-Uni),
- Institute of Modern Russia (États-Unis).

Elles s'ajoutent aux 7 autres « ONG » interdites au titre de la loi de juillet 2015 :

- National Endowment for Democracy (NED),
- OSI Assistance Foundation (George Soros),
- Open Society Foundation (George Soros),
- US-Russia Foundation for Economic Advancement and the Rule of Law (fondation d'Etat états-uno-russe),
- International Republican Institute (IRI/NED),
- Media Development Investment Fund (Otan),
- National Democratic Institute for International Affairs (NDI/NED).

En lien avec l'Otan, les associations de Mikhaïl Khodorkovski ont mené campagne depuis 3 ans pour populariser le thème des « fake news », de la manipulation des sites internet alternatifs occidentaux et de l'intervention des services secrets russes dans les élections aux États-Unis et en France. Elles conduisent également une campagne en Russie visant à discréditer à l'avance les prochaines élections [1].

Depuis la multiplication par la CIA des coups d'État masqués en « révolutions colorés », plusieurs États se sont dotés de lois leur permettant d'interdire les « ONG » (en réalité des organisations gouvernementales) utilisées par les services secrets anglo-saxons. Réseau Voltaire - 29.04

[1] « La campagne de l'Otan contre la liberté d'expression », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 5 décembre 2016.

Si nous prenions un jour le pouvoir, nous ferions de même, y compris envers tous les médias détenus par des oligarques, qui seraient fermés, leur matériel confisqué et leurs propriétaires emprisonnés avant d'être jugés et sans doute excécutés, à moins qu'on les envoie gratter dans une mine ou une fonderie...

- La Place Rouge noire de monde pour le 1er mai - euronews.com

Des milliers de personnes se sont rassemblées autour du Kremlin, pour participer au traditionnel et très suivi défilé du 1er mai.

Les syndicalistes, les anciens combattants des organisations de jeunesse étaient invitées à participer à la célébration sous les murs du Kremlin. Près de 130 000 personnes ont participé à l'évènement à Moscou. Ces centaines de manifestations ont eu lieu dans tout le pays.

Depuis quelques années, "ces défilés connaissent un regain de popularité et représente aussi une occasion pour les nostalgiques de l'ex-Union Soviétique de sortir les drapeaux rouges, les vieux étendarts et portraits de Lénine, entre autres…

Mais depuis la Perestroïka, c'est aussi devenu la « fête du Printemps et du Travail » et le début des vacances de mai qui durent jusqu'aux célébrations de la victoire sur l'Allemagne nazie le 9 mai 1945… euronews.com 01.05

- Hongrie: des milliers de pro-européens défilent contre l'influence russe - AFP

Des milliers de Hongrois ont défilé lundi à Budapest en faveur de l'Union européenne et contre les politiques du Premier ministre Viktor Orban, qui selon les manifestants lient trop leur pays à la Russie. AFP 01.05

Parole d'internaute.

1- Le pouvoir matérialisé en un pseudo-front qui se voudrait républicain, une sorte de dictature à parti unique divisé en deux, et qui pratique l'alternance et la fausse opposition théâtrale

- Si j'ai bien compris les articles de M. Huyghe, le discours pro-Macron asséné par nos élites ne relève pas du mensonge, mais du baratin, comme aussi le discours pro-UE. Langue de coton, en effet, qui correspond à notre cauchemar aseptisé.

Le complotisme chic qui rend la "post-vérité" responsable de résultats électoraux qui déplaisent aux élites ? Une "version de classe de la causalité diabolique", les classes dirigeantes intimant à la plèbe "de regarder la télévision et de lire les journaux pour rester dans le cercle de la raison".

Quant à la "post-vérité" telle qu'elle est définie par le dictionnaire d'Oxford, "Circonstances dans lesquelles les faits objectifs ont moins d'importance pour modeler l'opinion publique que l'appel aux émotions et aux opinions personnelles", les exemples abondent depuis 1989 :

– la "révolution roumaine" et le charnier de Timisoara
– les soldats de Saddam arrachant les bébés de leurs couveuses
– les Serbes commettant un génocide au Kosovo

– Kadhafi/Assad massacrant son peuple
– Poutine envahissant l'Ukraine tous les quatre matins

2- Le fait est que le faux, chez certaines personnes, sert avant tout à qualifier les informations qui pourraient remettre en cause leur statut. C'est ainsi que le vrai devient faux.

Et à l'inverse, les infos servant à conserver leur statut sont qualifiées de vraies, peu importe qu'elles le soient.

Donc déjà, sans internet, on nageait dans le faux. Si au départ le procédé utilisait le bouche à oreilles pour se répandre, l'invention de la TV a permis de l'étendre. C'est ainsi que la population s'est retrouvée enduite d'erreurs en une phrase : " Moi président, blablabla" (F.H) ; " Je suis de gauche" ; " je suis ni à droite, ni à gauche, mais pas au centre non plus" (E.Macron). Puis, internet est né. Ceux qui avaient le monopole du procédé l'ont alors perdu au profit de la majorité. Le trust du mensonge voit d'un mauvais œil la perte de son monopole. "Vite, une loi ! Dénigrons et criminalisons tout ça. Ainsi, nous redeviendrons les grands architectes des fausses infos". Trop tard … Autant vider l'océan avec une cuillère. En passant de la TV à internet, la majorité possède les moyens de répandre de fausses infos, et elle peut mystifier et perturber ceux d'en haut.

3- "Plus Macron sera mal élu (seulement 18% au 1er tour -et 16% pour Le Pen- contre 22% pour Hollande en 2012), plus facilement on pourra s'en débarrasser".

L'espoir fait vivre.

Hollande a gouverné avec 4 % d'opinions favorables.

4- Les quadrangulaires risquent d'être majoritaires pour ces législatives 2017 et il n'est pas exclu qu'un certain nombre de pentagulaires aient également lieu (PS, LR, FN, FI et EM).

Comme EM va ratisser des élus au PS et chez LR pour ces législatives, les alliances des élections précédentes vont voler en éclat.

La règle pour qui veut garder son siège et ou conquérir celui qu'il convoite sera à coup sûr le chacun pour soi et dans ce contexte, comment des alliances seraient possibles ?

Nous allons nous retrouver dans une situation similaire aux pays nordiques avec une assemblée à 4 ou 5 partis ayant chacun de 15 à 25 % des sièges – donc x partis d'opposition – mais avec une différence de taille : avec au dessus un Président précédemment élu et censé gouverné avec une majorité claire.

5- Diana Johnstone: "Lorsque le Président Macron se hâtera de poursuivre le démantèlement de l'état social qu'il avait déjà entamé dans le gouvernement Hollande, je me demande avec quel enthousiasme les ouvriers qui avaient voté Marine Le Pen iront rejoindre les partis « de gauche » qui auront contribué à élire Macron en « barrant la route au fascisme ». Quelle sera la gratitude de la classe ouvrière pour cette héroïque protection ?"

6- Bon, ça va, quoi, les délires juridiques : un traité ne s'applique que tant qu'on le respecte. Aucun traité ne saurait s'appliquer contre la volonté populaire, qui passe loin devant tout autre considération dans notre constitution, aussi imparfaite soit elle, et dans le droit international. Point. Si un gouvernement décide de ne plus appliquer un traité avec l'avale d'un vote populaire, rien, absolument rien, ni dans les faits, ni dans le droit international, ne peut s'y opposer. Sauf si l'Allemagne envahit la France, c'est la seule possibilité.

7- Violation fondamentale du principe de séparation des pouvoirs – Dans un silence médiatique assourdissant, le décret signé par l'ancien Premier ministre Manuel Valls et Jean-Philippe Urvoas, le ministre de la Justice, le 5 décembre dernier – jour du départ de Manuel Valls de Matignon – met la Cour de Cassation sous l'autorité quasi directe du Gouvernement, à travers la nouvelle institution créée par ledit décret qui est l'Inspection générale de la justice, laquelle dépend directement du ministre de la Justice et donc du Premier ministre…

Sommes-nous encore en démocratie ?

http://www.liberation.fr/france/2016/12/07/la-cour-de-cassation-victime-d-une-atteinte-manifeste-au-principe-de-separation-des-pouvoirs_1533696et

http://www.justice.gouv.fr/le-ministere-de-la-justice-10017/inspection-generale-de-la-justice-10027/

8- Une loi qui prépare celle des pleins pouvoirs… si Macron ne parvient pas à gouverner, je veux dire si Macron ne parvient pas à imposer les GOPE,TSG et autres mesures de provincialisation de la France.

Car nous en sommes là.

La loi allemande des pleins pouvoirs de 1933, également connue sous le nom de loi d'habilitation ou sous sa dénomination officielle de Gesetz zur Behebung der Not von Volk und Reich vom 24. März 1933 (loi du 24 mars 1933 de réparation de la détresse du peuple et de l'État), est une loi allemande qui donna à Adolf Hitler le droit de gouverner par décret, c'est-à-dire de promulguer des textes à portée législative sans approbation parlementaire.

Après la Reichstagsbrandverordnung (« décret sur l'incendie du Reichstag »), elle constitua la deuxième étape législative de la Gleichschaltung (« mise au pas »), qui déboucha sur l'instauration du système totalitaire nazi.

9- La souveraineté nationale appartient au peuple … Aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice. La justice et la presse sont en principe des piliers de la démocratie. Ils devraient être les ultimes remparts contre les coups d'état et non pas les organisateurs.

"Présidentielle : à temps de parole égal, le second tour aurait pu opposer… Mélenchon à Macron" : Étienne Girard et Myriam El Barch, 30/04/2017, Mariane : https://www.marianne.net/politique/presidentielle-temps-de-parole-egal-le-second-tour-aurait-pu-opposer-melenchon-macron

"Si d'aventure aucune suite n'était donnée à cette information ça prouverait de façon incontestable la partialité des magistrats et confirmerait un "coup d'état institutionnel" : Serge GRASS, Dossier Macron (http://u3c.free.fr/actions/encours/macron/macron_sommaire.php), http://u3c.free.fr/actions/encours/macron/macron_sommaire.php

10- Je ne partage pas votre optimiste.

5 ans supplémentaires de sarkollandie vont nous anéantir.

La pègre oligarco-politico-financière est en train de gagner sur tous les tableaux. Après nous avoir dépouillés en 2008, elle continue de se goinfrer de la spéculation, des délocalisations et du malheur des peuples.

J'aime mon pays. Depuis 50 ans, je le vois disparaitre dans le trou noir de l'Union Européenne et l'arnaque de la dette. Les déviances du FN ne sont pas pires à celles du PS, LR ou FdG : carriérisme, cupidité, corruption, racisme à l'envers, attrait du pouvoir. Je refuse ce fear project ! (...)

Macron, c'est 666 ! Ne comptez pas le maitriser une fois dans la place. Lui et ses parrains nous rongeront jusqu'à l'os.

11- Si la démocratie est l'expression du peuple, il apparaît clairement que si cette expression est appelée "populisme", cela montre la volonté des dirigeants de passer par-dessus le peuple. C'est le totalitarisme qui prend le nom de front républicain. Le totalitarisme n'est pas du côté qu'on veut nous faire croire.

LVOG - Si vous pensez au FN vous vous trompez.

12- Espérer en un sursaut lors des législatives est malheureusement illusoire. FI et FN totaliseront une centaine de députés sur 577, si tout va bien. Aux élus EM se joindront, suivant les besoins, ceux du PS et la majorité de ceux des LR (d'où découle la nécessité de maintenir l'impression d'une pluralité de choix dans l'esprit des électeurs le plus longtemps possible, et la réaction de l'équipe Macron aux offres de service désordonnées des élus des deux partis anciens). Après une victoire de Macron, sa majorité est assurée. Elle lui votera le droit de légiférer par ordonnances et l'essentiel sera décidé durant l'été sans débat parlementaire.

LVOG - Pourquoi être si pessimiste, FI peut emporter une centaine de députés ou beaucoup plus si les abstentionnistes votent, ils le feront s'ils ont vraiment l'impression que cela peut réellement servir à quelque chose.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Espagne

- Des milliers de personnes manifestent à Madrid contre la corruption - AFP

Des milliers de personnes ont manifesté lundi à Madrid pour défendre les droits des travailleurs, et "contre la corruption", l'un des slogans des manifestations du 1er mai, a constaté une journaliste de l'AFP.

La marche dans le centre de la capitale intervient après un nouveau scandale touchant le Parti populaire au pouvoir, soupçonné de malversations autour de la gestion d'une entreprise publique régionale de gestion des eaux. AFP 01.05

Italie

- Tempête en Italie autour des ONG secourant les migrants en mer - AFP

Les navires privés de secours aux migrants complices des trafiquants ?

Mais ces derniers jours, le procureur Zuccaro a multiplié les déclarations fracassantes dans les médias, assurant avoir "des preuves" de contacts entre des passeurs et des ONG

Il a ainsi évoqué un enregistrement, non utilisable dans un éventuel procès en Italie, entre un passeur en Libye et un navire d'ONG.

Jeudi, le procureur a regretté de ne pas avoir les moyens d'enquêter sur ses hypothèses: certaines ONG sont "peut-être" financées par des trafiquants ou peuvent aussi viser à "déstabiliser l'économie italienne".

Le ministre de la Justice Andrea Orlando a alors demandé au procureur de s'exprimer avant tout "au travers de ses enquêtes", tandis le Conseil supérieur de la magistrature doit déterminer si M. Zuccaro est allé trop loin.

Le chef du gouvernement Paolo Gentiloni est alors intervenu depuis Bruxelles: "Si la magistrature a des informations utilisables et crédibles, le gouvernement ne va certainement pas s'y opposer. Ceci étant dit, pour nous l'activité des organisations de bénévolat est précieuse et bienvenue".

"Les ONG sont accusées d'un fait très grave (...) A ceux qui disent que ce n'est pas le moment de les attaquer, je réponds qu'ils font partie de cette bande d'hypocrites qui ont toujours fait semblant de ne pas voir le business de l'immigration", a renchéri Luigi Di Maio, l'un des responsables du Mouvement 5 étoiles (M5S, populiste).

"Le secours en mer est un impératif absolu", a répliqué samedi sur Twitter le Haut commissaire de l'ONU pour les réfugiés, Filippo Grandi, demandant que le débat se recentre sur "comment mettre fin aux guerres, réduire la pauvreté, offrir des voies organisées, combattre le trafic". AFP 29.04

On avait mis un article en ligne bien argumenté qui démontrait la collusion qui existait entre ces ONG et ces "passeurs"...

Venezuela

- Venezuela: Maduro veut une nouvelle Constitution, l'opposition non - AFP

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a convoqué lundi une assemblée constituante chargée de rédiger une nouvelle Constitution, une initiative aussitôt rejetée par l'opposition qui a appelé les citoyens à refuser de participer à ce processus.

M. Maduro a fait cette annonce devant une foule de ses partisans réunis dans le centre de Caracas à l'occasion de la Fête du travail du 1er mai.

Au même moment se déroulaient dans d'autres quartiers de nouvelles manifestations de l'opposition pour des élections anticipées, marquées par des affrontements entre des milliers de manifestants et les forces de sécurité.

M. Maduro a déclaré qu'il convoquait une assemblée constituante chargée de rédiger une nouvelle Constitution pour remplacer celle de 1999. Il a précisé qu'il s'agirait d'une assemblée constituante "populaire, citoyenne, ouvrière", d'une "constituante du peuple" et non "des partis politiques".

M. Maduro a indiqué qu'une partie des 500 membres de cette assemblée seraient élus par divers secteurs de la société, et que par exemple les retraités, les minorités sexuelles ou les handicapés auraient leurs représentants.

Les autres membres de l'assemblée constituante "seront élus selon un système territorial avec un caractère municipal et local", a dit M. Maduro.

La nouvelle Constitution remplacerait celle de 1999, adoptée à l'initiative de Hugo Chavez, président de 1999 à son décès en 2013 et mentor de M. Maduro.

La Constitution de 1999 avait été rédigée par 131 constituants élus au suffrage direct, universel et secret, puis approuvée par référendum.

L'opposition vénézuélienne a immédiatement rejeté l'initiative de M. Maduro, estimant qu'il s'agissait d'une poursuite du "coup d'Etat" mené selon elle contre le Parlement qu'elle contrôle.

Elle a appelé à de nouveaux rassemblements pour mardi et mercredi.

Le président du Parlement, Julio Borges, a lui aussi appelé les Vénézuéliens à se révolter contre l'initiative de M. Maduro.

"C'est une escroquerie pour tromper le peuple avec un mécanisme qui n'est rien d'autre qu'une volonté d'aggraver le coup d'Etat et de chercher avec la Constitution à détruire la Constitution elle-même, la démocratie et le vote", a déclaré M. Borges au cours d'une conférence de presse.

"Nous appelons le peuple à se rebeller et à ne pas accepter ce coup d'Etat", a lancé le président du Parlement.

Pour l'analyste Eugenio Martinez, spécialiste des élections, "le chavisme convoque la seule élection qu'il pense être capable de gagner: l'élection d'une assemblée nationale constituante en manipulant les listes électorales et le système de vote".

Après son annonce, M. Maduro a réuni au palais présidentiel de Miraflores les principaux responsables politiques et militaires. il a justifié son initiative en accusant ses opposants de refuser toute discussion. "L'opposition a bloqué le jeu", a-t-il affirmé.

Etats-Unis

- Etats-Unis: le Congrès dope l'armée - AFP

Les priorités de Donald Trump attendront. Le Congrès s'apprête à adopter un budget dopant la Défense, comme le réclamait le président américain, mais qui bloque d'autres priorités et interdit le financement, au moins jusqu'en octobre, du mur à la frontière mexicaine.

Majorité républicaine et opposition démocrate ont dévoilé lundi le fruit de plusieurs semaines de négociations, menées indépendamment de la Maison Blanche, afin de financer l'Etat fédéral jusqu'à la fin de l'année budgétaire 2017, soit jusqu'au 30 septembre.

La Chambre des représentants puis le Sénat devraient adopter ce texte avant la fin de la semaine, permettant d'éviter une fermeture des administrations centrales, celles-ci n'étant financées que jusqu'à vendredi soir à minuit.

La proposition de loi, longue de 1.665 pages, détaille 1.163 milliards de dollars de dépenses pour l'année, soit un peu moins du tiers de tout le budget fédéral, les deux autres tiers (dépenses sociales, retraite...) étant en pilotage automatique, sans que le Congrès ait à approuver les dépenses.

Sur ces plus de mille milliards de dollars, la Défense en obtient 598.5, soit une augmentation de 25,7 milliards ou 4,5% par rapport à 2016.

Le budget de la Défense inclut de nouveaux avions, hélicoptères, drones et navires et une hausse de salaire de 2,1% pour les 1,3 million de soldats américains, ainsi que 150 millions de dollars en aide létale et non-létale à l'Ukraine.

"L'Amérique sera plus forte et plus en sécurité grâce à ce budget", a déclaré le président républicain de la Chambre, Paul Ryan. "Il correspond à l'engagement du président Trump à reconstruire notre armée pour le 21e siècle et à renforcer nos frontières pour protéger notre pays". AFP 01.05

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Grèce

- Grèce Un 1er Mai anti-austérité - Liberation.fr

Les défilés du 1er Mai ont été doublés d'une grève nationale de vingt-quatre heures en Grèce contre de nouvelles mesures de rigueur imposées en échange de la poursuite du versement de prêts internationaux. Avec la grève, qui coïncide certes avec une journée fériée dans le pays, la plupart des services publics étaient à l'arrêt, tout comme les bateaux et trains. Une grève générale est prévue le 17 mai. Liberation.fr 01.05

Haut de page

Le 4 mai 2017

CAUSERIE

Il y a les chiens, les rats, les veaux, les moutons, les ânes, les singes et... les chèvres !

Je n'aurais jamais imaginé que je finirais éleveur de chèvres ! Comme quoi la vie nous joue de drôle de tour !

Cette activité ne me plait pas, parce que je la trouve particulièrement cruelle. Parvenus à l'âge de 6 mois, c'est-à-die quand leur croissance est terminée, on revend les mâles qui partent à l'abattoir, les pauvres bêtes n'auront vécu que 6 mois. Le plus atroce, c'est quand on les a élevés au biberon comme nos propres enfants, on s'y attache, c'est terrible ! Je m'en suis livré auprès de ma compagne, mais elle ne veut rien savoir. Bon, après tout c'est elle que cela regarde.

Je vais bien avoir ma petite retraite à partir de septembre prochain, mais lorsque je trépasserai ma compagne ne pourra pas bénéficier de ma retraite, aussi suis-je condamné à économiser jusqu'à la fin de mes jours pour qu'elle ne se retrouve pas dans le besoin plus tard.

Les chèvres permettent d'avoir un revenu d'appoint plus intéressant que la rémunération devenu misérable des comptes bancaires. Et puis, ma retraite sera versée en euros, il suffirait que l'écart du taux de change avec la roupie se resserre dans l'avenir pour que ma retraite ne suffise plus à notre survie. Comme quoi jusqu'au bout on n'est pas libre de notre destin dans ce vieux monde pourri, croire le contraire, c'est se leurrer soi-même.

J'aurais aussi pu devenir une saloperie de permanent bureaucrate dans un parti ou un syndicat corrompu, ce que je ne souhaite à personne.

Au fait, on ne pourra pas me taxer d'être un opportuniste inféodé aux institutions parce que j'appelle à voter pour le mouvement de Mélenchon aux législatives, car à 62 ans je n'ai jamais voté à des présidentielles ou à des législatives, sauf peut-être une fois, je ne me souviens plus très bien si c'était aux municipales ou aux législatives en 1976 ou 1977, alors sous l'influence de l'OCI j'avais voté PS contre J-P Fourcade (UDF), j'habitais dans une minuscule chambre de bonne que j'avais loué à Saint-Cloud (92).

En Inde aussi nous avons un gouvernement néolibéral.

Le gouvernement Modi a décidé de mettre un terme au "ration card" ou carnet de rationnement qui permettait aux Indiens de se procurer certaines denrées alimentaires et du kérosène à un prix inférieur au marché, ce qui profitait surtout aux plus de 300 millions de pauvres.

Il y a près d'un an ils ont voulu imposer le port du casque à tous les utilisateurs de deux-roues à moteur sans résultat. Là ils viennent de passer à la phase répressive en imposant de lourdes amendes à tout contrevenant.

En Inde, vous pouvez conduire sans permis, sans assurance, sans lumière, avec des pneus usés jusqu'à la corde, vous pouvez transporter 3, voire 4 personnes dont des enfants sur une moto ou un petit scooter, modifier la structure de votre véhicule, rouler en surchage avec des pneus dégonflés et rechapés, particulièrement les bus et les poids lourds, transporter dix passagers dans une voiture de tourisme 5 places, rouler en sans inverse sur une 4 voies, y faire séjourner votre troupeau de chèvres ou de vaches, y compris la nuit, vous arrêter sur la bande d'arrêt d'urgence pour pique-niquer, voyager sur le toit d'un bus, ajouter des colis sur votre galerie sans limitation de hauteur, être bourré ou à moitié aveugle, etc.

Bref, vous avez tous les droits y compris les plus débiles qui soient, sauf de rouler sans casque ! Qui plus est il n'existe pas de Sécurité sociale en Inde, donc sauf à atterrir dans un hôpital publique qui tient lieu de mouroir, vous irez dans une clinique privée en cas d'accident et vous casquerez, cela ne coûtera rien à l'Etat ou à la collectivité. Donc que portiez ou non un

casque n'engage personne d'autre que vous sur tous les plans, c'est vous qui prenez le risque de mourir, et bien non, même cette liberté on vous l'interdit ! On est bien aussi en dictature.

Quelques réflexions politiques.

1- Vous avez sans doute encore en mémoire le contenu du bandeau défilant qui figurait dans ce portail depuis pas mal de temps : "Le PS, un parti de droite, anti-ouvrier, lié au FN, sioniste d'extrême droite, capitaliste, colonialiste, impérialiste, réactionnaire, un siècle de mystification, de mensonges, d'impostures, de guerres, de combat contre le socialisme. A bas le PS ! Rupture avec les appareils corrompus des syndicats !.....".

C'était du lourd, difficile à admettre, à digérer, et pourtant cela correspondait à la réalité, rien de plus, sans exagération de ma part, c'était la réalité que tous les partis dits ouvriers se sont employés à camoufler au fil du temps ou avec laquelle ils ont tous fini par s'accommoder, il n'y a donc pas lieu de s'étonner de la suite.

Au lieu de tenter de tirer profit de ce parti ou de ses contradictions pour aboutir à la situation actuelle, on aurait mieux fait de s'en tenir à son imposture pour qu'il disparaisse le plus tôt possible ou le marginaliser, réduire ou anéantir sa capacité de nuisance. J'ai du mal à comprendre qu'on laisse proliférer un virus en attendant qu'il disparaisse au lieu de le combattre à la racine pour l'extraire du mouvement ouvrier, pourquoi on laisse la gangrène s'étendre, car à ce jeu-là, le jour où effectivement il disparaîtra il se pourrait bien qu'elle ait gagné tous le corps et qu'il n'existe plus aucun organe sain en dehors de quelques cellules isolées.

De cette élection le PS sort brisé. Souvenez-vous que j'avais évoqué le PASOK en Grèce en évoquant le sort à venir du PS, sans savoir alors comment ni quand cela allait arriver, mais dans un délai relativement proche au regard de l'évolution de la situation politique et de la crise du capitalisme, sachant que notre ennemi mène une lutte de classe permanente qui ne connaît pas de répit, on n'allait plus attendre 107 ans (1905-2012).

Et comme je l'ai expliqué quelques semaines avant le 23 avril, avec Macron ils faisaient d'une pierre deux coups, casser le PS et imposer aux institutions des rapports calqués sur ceux qui existent aux Etats-Unis entre les partis et les classes, en fait ce processus est très loin d'être achevé et il pourrait très bien ne jamais l'être si les travailleurs les en empêchaient. Remettre en selle LR ne devrait pas poser de problèmes insurmontables. Maintenir le PS à l'état végétatif ou de survie artificielle non plus. Quant au FN, ils sont intéressés, et bien ce n'est pas l'argent qui leur manque pour qu'il soit réduit au rebus. Et ce qu'on appelle par défaut la gauche radicale elle se sera disloquée toute seule, une partie se ralliera à En Marche, une autre à LR, la troisième deviendra passive, il ne restera plus qu'un quart ou moins encore pour continuer le combat politique. L'extrême gauche ravagée par ses compromissions et son dogmatisme aura fait naufrage et ne s'en remettra jamais, c'est en tout cas ce qui s'est passé aux Etats-Unis.

Nous n'en sommes même pas rendu à mi-chemin de ce processus, donc il y a encore lieu d'espérer que nous pourrons l'enrayer, on doit y mettre toutes nos forces, car il s'agit d'un mécanisme infernal destiné à nous broyer, on doit en avoir parfaitement conscience et agir à la hauteur de la menace qu'il constitue sur l'issue de la lutte de classes, qui si elle nous échappait serait catastrophique, sans vouloir noircir le tableau, il l'est déjà suffisamment comme cela.

Vouloir manoeuvrer quand en face de soi on a un ennemi possédant un tel pouvoir, c'est se fourvoyer assurément et en payer les conséquences un jour ou l'autre. On ne doit rien leur laisser passer. On connaît leur nature et leurs intentions, il faut donc s'en tenir là ou les combattre comme tels.

Bien que le PS ait été engagé dans deux guerres mondiales, toutes les guerres coloniales, bien qu'il ait délibérément instrumentalisé le racisme et l'antisémitisme pour favoriser le développement de l'extrême droite, bien qu'il ait participé à des gouvernements bourgeois du début à la fin du XXe siècle, ce qui ose se dénommer la gauche et l'extrême gauche ne l'a jamais caractérisé de parti bourgeois, capitaliste, de droite, c'est à croire qu'il aurait largué une bombe atomique sur n'importe quel pays que cela ne leur suffirait pas encore, chacun aura compris que parvenu à ce niveau-là, il ne s'agissait plus d'interprétation erronée mais bien sciemment de la volonté politique de soutenir un des piliers du régime.

Dès lors, il faut en tirer la conclusion que les dirigeants de cette pseudo-gauche et extrême gauche ne valaient guère mieux et qu'il y avait lieu de tirer définitivement un trait dessus et de les combattre de la même manière. Il faut bien comprendre que lorsque des gens en arrivent à justifier l'injustifiable à l'aide d'arguments fallacieux, en faisant preuve d'une mauvaise foi évidente, qui recourent à un déni grotesque permanent allant jusqu'à réécrire l'histoire au grès des évènements, qui font preuve de malhonnêteté intellectuelle tout en se livrant à des procès d'intention ou pire encore, bref, il n'y a plus de discussion possible avec eux, sauf à se bercer d'illusions, perdre son temps et dépenser son énergie en pure perte.

On aura compris également pourquoi ils avaient toujours été incapables de développer une stratégie et une ligne politique indépendante ou conforme aux besoins fondamentaux et collectifs du prolétariat, tous les courants politiques corrompus du mouvement ouvrier seront conduits à intégrer les contradictions du capitalisme qui se traduisaient sur le plan politique et qui contribueront finalement à leur dislocation, en ayant lié leur destin à celui du PS et du PCF, ils subiront le même sort.

Il y a des gens ou des militants assez naïfs pour croire qu'on pourra toujours s'en sortir ou que se serait juste comme un mauvais passage dans la vie qui finirait par passer, ils se trompent lourdement, car lorsqu'on en est réduit à dépendre d'une décharge pour survivre, on ne croit plus aux miracles, tout espoir d'une vie meilleure est définitivement exclu jusqu'à la fin de vos jours, ils doivent bien se graver cela dans la tête une fois pour toute, ensuite peut-être pourront-ils réfléchir sereinement, c'est tout le mal qu'on leur souhaite.

2- C'est dommage de ne pas y avoir pensé.

Si vous vouliez savoir ce que vous finiriez par boire, il fallait vous tourner de l'autre côté de l'Atlantique pour le savoir ; si vous vouliez savoir ce que vous finiriez par manger, il fallait vous tourner dans la même direction ; si vous vouliez savoir ce que vous finiriez par fumer, il fallait vous tourner vers les Etats-Unis ; si vous vouliez savoir à quoi finiraient par ressembler l'architecture des grandes villes, il fallait vous tourner vers les Etats-Unis ; si vous vouliez savoir à quoi finiraient par ressembler les arts ou la culture, il fallait vous tourner vers les Etats-Unis ; si vous vouliez savoir à quoi finiraient par ressembler l'agriculture et l'élevage, il fallait vous tourner vers les Etats-Unis ; si vous vouliez savoir à quoi finiraient par ressembler votre mode de pensée et votre mode de vie, il fallait vous tourner vers les Etats-Unis ; et finalement si vous vouliez savoir à quoi finiraient par ressembler les institutions, vous n'aviez même plus besoin de vous poser la question pour connaître la réponse.

Born or made in USA : Malboro, Coca Cola, MacDo, Cadillac, jean, gratte-ciel, Apolo, Hollywood, Elvis, cocaïne, CIA, NSA, ONU, CNN, New York Times, Fed, FMI, Banque mondiale, féminisme, écologisme, LGTB, anticommunisme, Capone, KKK, Al-Qaïda, néolibéralisme, et bien sûr, guerre...

Quel modèle de société ! Jusqu'à la nausée.

- USA: l'addiction aux opiacés fait des ravages - AFP

Aux Etat-Unis, l'overdose est devenue la première cause de mort accidentelle dans le pays. Une "épidémie" née il y a une dizaine d'années de la commercialisation de médicaments opiacés...

- Etats-Unis : le gouvernement Trump ordonne un non-lieu dans l'enquête sur l'homicide d'un Noir par la police. - Franceinfo

- Aux Etats-Unis, une anti-IVG à la tête du Planning familial - Liberation.fr

En complément. Quand ses vassaux versent dans la xénophobie aggravée.

- Homosexuels en Tchétchénie: cinq ministres européens écrivent à Lavrov - AFP

Cinq chefs de la diplomatie de pays européens, dont la France et l'Allemagne, ont écrit à leur homologue russe Sergueï Lavrov pour exprimer leur "profonde inquiétude" concernant le sort des homosexuels en Tchétchénie, dans une lettre dont l'AFP a obtenu copie mercredi. AFP 03.05

4- Comment fonctionnent les institutions en oligarchie aux Etats-Unis... et demain en France.

Washington (AFP) - Majorité républicaine et opposition démocrate ont dévoilé lundi le fruit de plusieurs semaines de négociations, menées indépendamment de la Maison Blanche, afin de financer l'Etat fédéral jusqu'à la fin de l'année budgétaire 2017, soit jusqu'au 30 septembre. AFP 01.05

Ils ont porté un pantin à la Maison Blanche qui va appliquer la politique dictée par l'oligarchie aux partis républicain et démocrate qui l'ont adoptée en choeur.

Plus qu'un consensus, cette symbiose ne devant pas apparaître publiquement bien que ce soit un exercice de plus en plus périlleux, chacun des deux partis revendiquent ou rejettent certaines mesures conformément à leur étiquette, de manière à ce que le régime paraisse démocratique ou que cette politique exprime les besoins ou les sensibilités de chaque classe, alors qu'en réalité elle va profiter essentiellement à l'oligarchie.

5- Non-dit révélateur.

Dans sa page Facebook, le POID a rendu compte des manifestations du 1er mai, pas de celles organisées par 70 organisations (Front social) appelant à voter ni Macron ni Le Pen, non celles des appareils pourris dessyndicats qui appellent à voter Macron, excepté FO qui a déjà passé la brosse à reluire à Whirlpool à Macron, un chantre de "la démocratie représentative" ou la répartition des rôles sous la Ve République est minutieusement respectée pour que les brebis soient bien gardées, le POID (et le POI) assurant le service d'ordre pour qu'aucune ne s'égare.

On ne peut pas dire que l'impartialité soit leur point fort, c'est un euphémisme.

Duplicité renchérit sur fausseté : la duplicité est une fausseté odieuse, par laquelle un homme se met sciemment en opposition avec lui-même, avec ce qu'il a dit ou fait, avec ce qu'il fait ou éprouve. (Lafaye, Dict. des synonymes, Suppl., p. 148.) (Le Grand Robert de la langue française)

Il faut préciser que la duplicité pour être efficace doit forcément prendre les formes les plus fourbes ou sournoises.

Il est facile de sélectionner minutieusement les évènements dont on rendra compte en prenant soin d'occulter ceux qui mettraient en cause des personnes ou des acteurs politiques qu'on entend ménager, sans que nos interlocuteurs ou lecteurs ne s'en aperçoivent et qu'on pourra ainsi manipuler à leur insu.

Pourquoi ne pas rendre compte de l'opposition qui existe dans tous les syndicats et qui s'organise dans l'unité si chère au POID (et au POI) contre l'appel des appareils corrompus à voter Macron ? Pour ne pas leur faire du tort, pour ne pas les contrarier parce que les dirigeants de ce parti a passé un pacte pourri avec les Mailly, Martinez et Cie. ? On aura compris que leur conception de l'indépendance des syndicats consistait en réalité à soutenir les appareils inféodés au régime contre les militants qui le combattent.

Et ceux qui appellent clairement à ne voter ni Macron ni Le Pen.

- J'ai pris connaissance que le PRCF appelait à ne voter ni pour Macron ni pour Le Pen, dont acte.

- Le Front syndical de classe également.

Au moins avec Macron les choses sont claires !

Publié le 2 mai 2017 par FSC

- ...voter pour lui c'est conforter sa légitimité au deuxième tour pour appliquer sa politique alors que déjà il se réclame d'un vote pourtant très minoritaire au premier tour pour légitimer son programme réactionnaire. (...)

Au final, au plus profond le refus d'utiliser le vote Macron comme bouclier anti-Le Pen, c'est la volonté de résistance au chantage d'avoir en permanence à choisir le moins-pire, de tirer les enseignements de décennies d'impuissance et surtout l'affirmation de la volonté d'indépendance du monde du travail par l'affirmation de ses propres aspirations dégagées de la tutelle des classes dominantes. frontsyndical-classe.org

Un rejet du Ni-Ni de P. Martinez sans mandat confédéral !

Publié le 30 avril 2017 par FSC

Le rejet du Ni-Ni constitue un appel déguisé au vote Macron qui n'est pas dans la mandat de la CGT.

La condamnation du Ni-Ni de P. Martinez exprime donc une opinion strictement personnelle en contradiction avec le mandat confédéral!

Surtout le ralliement déguisé à un vote Macron sous la pression de l'establishment médiatique ne correspond ni à l'intérêt des travailleurs ni au positionnement de nombreuses structures (UD, syndicats ...) de la CGT qui refusent le choix d'un Front républicain bidon qui cautionne de fait la politique réactionnaire de Macron en utilisant l'épouvantail F_haine. FSC 30.04

5- La duplicité qui prend la forme d'un double discours ou qui consiste à jouer un double jeu est sans doute la vertu la mieux répandue en politique.

Il est parfaitement clair que ce que certains ont appelé avec mépris les petits candidats n'étaient en réalité que des candidatures de division pour prendre des voix à certains candidats afin qu'ils ne figurent pas au second tour de la présidentielle.

Les candidatures de François Asselineau, Jacques Cheminade, Nicolas Dupont-Aignan, Jean Lassalle étaient destinées à empêcher François Fillon de figurer au second tour, et celles de Philippe Poutou et Nathalie Arthaud, sans oublier celle de Benoît Hamon étaient destinées à empêcher Jean-Luc Mélenchon de rester en lice.

On observera non seulement qu'ils sont parvenus à leur fin, pire puisque les deux candidats demeurant au second tour sont

justement ceux qui avaient été désignés par l'oligarchie et ses porte-parole. Vous vous direz peut-être que c'est un peu fort que je leur reproche, parce qu'en porte aussi une part de responsabilité pour ne pas avoir appelé à voter Mélenchon, sachant que l'objectif de participer au second tour était atteignable puisqu'il ne lui a manqué que quelque 600.000 voix.

Attendez, là il y a confusion. Philippe Poutou, Nathalie Arthaud et Benoît Hamon ont décidé de participer à cette mascarade en sachant pertinemment qu'il ne pourrait rien en sortir de bon pour les travailleurs et en ayant parfaitement conscience qu'ils concourraient à l'élimination de Jean-Luc Mélenchon, finalement leurs candidatures ne servaient qu'à cautionner l'idée que la Ve République serait démocratique et à légitimer ainsi le futur président de la Ve République.

Contrairement à eux, dès le départ je me suis inscrit en opposition avec leur démarche, demeurant fidèle au constat ou à la conclusion que dans le cadre des institutions de la Ve République, jamais un président de la République, un gouvernement ou une majorité parlementaire ne pourrait appliquer une politique conforme aux intérêts des travailleurs, c'est le premier point.

Ensuite, dans l'hypothèse où Mélenchon aurait été élu président de la République, jamais il ne aurait pu disposer d'une majorité absolue au parlement, les législatives à venir vont le confirmer si nécessaire, donc il aurait dû nommer Macron Premier ministre et le laisser former son gouvernement, puis gouverner contre les intérêts des travailleurs. On ne pouvait évidemment pas cautionner un tel scénario, une telle cohabitation, c'est le second point.

Pour finir, à quoi cela aurait-il donc servi de faire élire Mélenchon, sinon uniquement colporter des illusions chez les travailleurs et les militants ? Il fallait se souvenir aussi que Mélenchon avait déjà participé à une cohabition avec la réaction, quand il fut secrétaire d'Etat de Chirac dans le gouvernement Jospin, on peut donc imaginer qu'il s'en serait accommodé une fois de plus, tout comme sous Mitterrand entre 1986 et 1988 alors qu'il était au PS, c'est le troisième point.

En conclusion, ma décision de ne pas soutenir la candidature de Mélenchon était justifié aussi bien au regard des expériences du passé que de la situation qui prévaudra au lendemain des législatives de juin prochain, sauf si exceptionnellement son mouvement obtenait la majorité absolue à l'Assemblée nationale, ce qui hier comme aujourd'hui relève de la pure spéculation, qui plus est les derniers développements laissent plutôt à penser que son mouvement pourrait même se disloquer ou se trouver considérablement affaibli avant cette échéance électorale, mais là encore personne ne peut dire ce qui va se passer pendant les deux mois à venir.

En revanche, si je n'ai pas appelé à voter Mélenchon pour les raisons qui viennent d'être évoquées, j'appelle à voter pour les candidats de son mouvement aux législatives parce que cela permettrait de déboucher sur une toute autre situation politique. J'ai déjà traité ce sujet dans une précédente causerie à laquelle je vous renvoie, cependant j'ajouterai un élément que je n'avais pas abordé et qui est de la première importance.

On a bien compris que ce qui se profilait derrière les primaires de la droite et de la pseudo-gauche, c'était une situation institutionnelle à l'américaine où il n'existe plus que deux partis en lice dès le premier tour de l'élection présidentielle, le parti républicain et le parti démocrate, LR et En Marche en France. Si le mouvement de Mélenchon parvenait à obtenir entre un tiers et la moitié des sièges à l'Assemblée nationale, cela signifierait que Macron devrait s'allier à LR ou éventuellement aux débris du PS pour obtenir une majorité absolue, ce scénario probable a déjà été évoqué par les dirigeants de ces partis qui y sont préparés.

Ce scénario leur serait imposé sans qu'ils puissent échapper à ses conséquences politiques qui se retourneraient contre eux et leur remodelage des institutions, car en soutenant la politique ultra réactionnaire de Macron ils en partageraient tous la responsabilité, ils perdraient tous leurs appuis dans la classe ouvrière et les classes moyennes, plus aucun de leurs partis ne ferait illusion auprès des travailleurs, ce serait l'ensemble du peuple travailleur qui les rejetterait et se dresserait contre eux mettant ainsi en péril les institutions et le régime.

Cette perspective politique est tout à fait plausible, sauf si Mélenchon et son mouvement s'écroulaient, dans ce cas-là les conséquences du scénario qui vient d'être évoqué seraient atténuées. Gageons que tous les partis dits ouvriers qui n'ont jamais réellement rompu avec le PS et/ou le PCF s'emploieront à faire obstacle à un développement révolutionnaire de la situation. Tout dépendra de la réaction des travailleurs et des militants, de quelle manière ils vont intervenir dans la lutte des classes.

La France insoumise ou indécise ? Un tiers de trop !

- Présidentielle : seuls un tiers des militants de la France insoumise se prononcent en faveur du vote Macron au second tour
- francetvinfo.fr

La France insoumise a dévoilé mardi 2 mai le résultat de la consultation de ses militants sur la conduite à tenir au second tour de l'élection présidentielle. Ce résultat "donne à voir à voir des avis partagés", souligne le mouvement : 34,83% des personnes interrogées ont choisi un vote en faveur d'Emmanuel Macron. Deux tiers des militants ont opté pour le vote blanc ou nul (36,12%) ou l'abstention (29,05%). Le mouvement annonce que 243 128 militants ont voté lors de cette consultation ouverte aux 430 000 personnes qui avaient soutenu Jean-Luc Mélenchon sur sa plateforme depuis le lancement de sa candidature.

Dans le détail, 87 818 "insoumis" optent pour un vote blanc ou nul, 84 682 pour un vote en faveur de Macron, et 70 628 pour l'abstention. francetvinfo.fr 02.05

Les masques tombent. Le temps des collabos avec les ennemis du progrès social ou de la civilisation humaine.

- L'Académie des sciences appelle à voter pour Emmanuel Macron - Sciences et Avenir

- Le journal La Croix appelle à voter Emmanuel Macron : "Il s'agit avant tout d'éviter l'élection de Marine Le Pen" - Franceinfo

Et le matraquage continue de plus bel...

- Aubry envoie un courrier aux Lillois pour les enjoindre à voter Macron - BFMTV

- Présidentielle : 170 médecins appellent à voter Macron - LeParisien.fr

- Pour les droits des femmes, donnons à Emmanuel Macron la plus large victoire! - Le Huffington Post

C'est un appel d'Hillary Clinton ?

- Duel Macron Le Pen: Tad Devine, le stratège de Bernie Sanders, appelle les Français à voter pour le candidat "En Marche!" - Le Huffington Post

Mediapart aussi, c'est là qu'on s'aperçoit qu'un tas de gens, médias, associations, etc. qu'on nous avait présentés comme indépendants, alternatifs ou progressistes étaient en vérité de vulgaires réactionnaires.

Croyez-vous que les gens qu'ils ont bernés vont leur tourner le dos demain ? Vous plaisantez, n'est-ce pas? Ils seront une minorité. Rappelez-vous une des pires faiblesses des hommes, c'est leur absence de rigueur et de cohérence, surtout en politique.

Mais pourquoi enfin, c'est incompréhensible. Pas tant que cela, qu'est-ce qui a changé dans leur mode de vie relativement confortable entre avant et après les élections ? Rien. Alors pourquoi voudriez-vous qu'ils changent quoi que ce soit à leur mode de pensée ou leur comportement, s'ils sont corrompus par le régime, qu'ils en aient ou non conscience ils le demeureront demain, voilà tout.

Mais alors que faudra-t-il pour qu'ils changent ? Beaucoup plus, que tout s'écroule autour d'eux et qu'ils se sentent menacés à leur tour ou que leur condition de vie soit gravement entamée. Il n'y a que cela de vrai qui compte pour eux puisqu'ils sont individualistes en premier lieu.

Et leur niveau de développement intellectuel ? Il passe après ou il ne leur sert à rien. Mettez-leur un pistolet sur la tempe, laissez-les le ventre vide, et là leur cerveau si mal conçu commencera à travailler seulement. Ils sont pitoyables par certains côtés, ils sont très vulnérables parce qu'ils se laissent facilement acheter, comme quoi vous n'avez pas à les envier, bien au contraire.

Comment maintenant ils fabriquent une majorité parlementaire à Macroligarchie.

- Macron aurait de 249 à 286 députés En Marche !, selon une enquête Opinionway-SLPV Analytics - Reuters

Le mouvement d'Emmanuel Macron, En Marche !, obtiendrait de 249 à 286 députés aux élections législatives de juin en France métropolitaine, selon une enquête Opinionway-SLPV Analytics pour les Echos publiée mercredi.

Selon cette étude portant sur 535 des 577 sièges de l'Assemblée nationale, le Front national, dont la candidate à l'élection présidentielle, Marine Le Pen, affrontera dimanche l'ex-ministre de l'Economie, n'aurait que 15 à 25 députés.

Le parti d'extrême droite ferait encore moins bien que le Parti socialiste, pourtant laminé, avec 28 à 43 sièges.

En revanche, le parti Les Républicains et ses alliés centristes de l'UDI sont crédités de 200 à 210 députés.

Quant au Front de gauche, qui réunit le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon, candidat de la France insoumise arrivé quatrième au premier tour de la présidentielle, et le Parti communiste, il n'obtiendrait que six à huit sièges.

"Cela montre qu'il n'est pas impossible qu'En Marche ! atteigne la majorité absolue dans l'hypothèse haute, avec les Français de l'étranger et l'Outre-mer", estime le directeur général adjoint Bruno Jeanbart.

"Dans l'hypothèse basse, EM serait le groupe principal, ce qui est suffisant pour essayer de constituer une majorité. La question c'est de savoir comment et avec qui", ajoute-t-il.

Emmanuel Macron, favori des sondages, a créé En Marche ! il y a à peine plus d'an, le 6 avril, avec l'intention de casser le classique clivage droite-gauche et l'alternance entre les deux principaux partis de gouvernement qui se partagent le pouvoir depuis des décennies.

La majorité absolue à l'Assemblée est de 289 députés.

Cette enquête s'appuie sur des sondages d'intention de vote au premier tour des législatives par force politique, avec pour hypothèse que chaque grand courant représenté à la présidentielle présentera des candidat.

Est également prise en compte la structure de l'électorat à partir des résultats des élections de 2012, des régionales de 2015 et du premier tour de la présidentielle de 2017, avec un bonus aux sortants qui se représentent.

Cette étude confirme jusqu'à un certain point la recomposition du paysage politique français, au détriment essentiellement de la gauche socialiste et radicale.

Il y aurait ainsi au second tour 90 à 116 duels EM-FN, 180 duels EM-droite, 46 duels EM-gauche, 154 duels droite/FN, 32 triangulaires FN-droite-EM et six à 32 duels gauche-FN

Si cette étude dit vrai, le PS serait ainsi encore plus affaibli que lors des législatives de 1993, lors desquelles ils n'avaient obtenu que 57 sièges. Reuters 03.05

Commentaire d'internaute

1- Avec 1/4 des voix , on a la majorité, avec 1/5 ème rien. C'est la démocratie !

2- Un type de scrutin inique, 4 partis du même poids, autour de 20% et des résultats qui pourraient aller de 1 à 30 fois plus...

Ils ont raison ce sondage est grotesque. Mélenchon a déclaré que son mouvement pouvait se donner pour objectif d'obtenir la majorité absolue, il était sans doute un peu trop optimiste.

L'enjeu de la présidentielle et des législatives n'est pas le même, les participants ne sont pas confrontés aux mêmes conditions ou rapports, or il semblerait que ce sondage n'en tienne pas compte. Maintenant il est vrai aussi que le découpage électoral des circonscriptions favorisaient jusque là les partis qui alternaient au pouvoir pour qu'ils disposent justement d'une majorité absolue ou s'en rapprochent le plus possible. Reste à savoir si ce facteur demeure encore valable, surtout après la débâcle du PS. Il se peut aussi que En Marche!, LR et le PS se coalisent contre FI. Est-ce que les électeurs seront dupes ?

Point de vue.

- La vision de Cake publié par Les-crises.fr 03.05

Apres avoir voté Insoumis au premier tour, je m'apprête a ne pas suivre la tendance du front républicain au deuxième. Je me vois donc prise dans la tourmente de l'incomprehension, de la pression et de la culpabilisation, voire meme de l'accusation. Je m'explique ici, pour ceux que ça intéresse et qui n'ont toujours pas compris le pourquoi du comment.

Cet article fait partir d'une longue série visant à discuter les opinions diverses en lien avec l'élection du 7 mai.

Elle ne reflète pas forcément l'opinion du site Les-crises – qui n'aura d'ailleurs aucune position officielle pour cette élection.

En 2002, j'ai écouté ce qu'on m'a dit et j'ai voté « utile ». Cela n'a pas suffi.

J'ai donc à nouveau écouté, et j'ai été voter Chirac au deuxième tour, sans état d'âme, fière de faire « Barrage au Front National ».

C'était il y a 15 ans.

On a fait barrage et quel est aujourd'hui le résultat de ce barrage ?

Le pays va-t-il mieux qu'il y a 15 ans ?

Y-a-t-il moins de chômeurs ?

La santé publique est-elle en meilleur état ?

L'éducation nationale ?

Et surtout, le vote FN a-t-il baissé…?

En gros, j'ai fait barrage, mais pour quoi exactement…?

Et ça fait 15 ans qu'à chaque élection, on me sort la même rengaine.

Front républicain…

Il faut faire BARRAGE.

Le « Peuple » a choisi ses représentants.

Ce ne sont pas les miens.

On commence déjà a m'expliquer qu'il faut voter Macron pour faire « barrage au Front National », pour éviter le bruit

des bottes dans la rue.

Soyons très clair : j'exècre le Front National et toutes ses idées nauséabondes, mais ne voir que cela serait faire abstraction de qui il y a en face.

Pendant des décennies, les financiers de tout ordre ont contrôlé les gouvernements en arrière-plan, derrière les rideaux, l'air de pas y toucher. Maintenant, ils se sont rendus compte qu'ils n'avaient pas besoin d'intermédiaires et ils y vont directement.

Emmanuel Macron est à mon sens la plus grande escroquerie Marketing politique de tous les temps.

Il y a encore 6 mois, vous posiez la question dans la rue sur « Qui est Emmanuel Macron », plus de la moitié des gens n'en aurait eu aucune idée. Comme quoi ça aide d'avoir des potes patrons de presse, de chaine de télé ou de Radios.

A chaque fois que je l'écoute parler, je n'entends que du vide, du creux, des phrases toutes faites qui ne veulent rien dire, des lapalissades. Quant à son programme, il va là ou même Sarkozy n'avait pas osé aller en termes de casse sociale.

Pour info, la Loi El Khomri ne s'appelle comme ça que pour éviter d'entacher le nom de Macron aux yeux du peuple.

Je passerai aussi sur tout ce qu'il a pu dire de méprisant a propos des travailleurs ou des chômeurs, a propos des petites gens qui ne sont que pour lui des manants, des cases Excel, des stagiaires ou des esclaves.

La plupart des guerres dans ce monde, des famines, des épidémies évitables, sont dues a l'appât du gain, au pouvoir, à l'envie d'avoir toujours plus, au profit à tout prix.

Pour moi Emmanuel Macron est aussi dangereux que Marine Le Pen.

Je vie en démocratie, je reconnais et j'accepte le choix du peuple.

Vous avez choisi vos « champions », très bien.

En 2002 comme en 2017, j'ai fait mon devoir citoyen. Il s'arrête là, je ne peux pas aller plus loin.

J'irai voter, comme à chaque élection depuis que je suis en âge de le faire, mais pour aucun de ces deux-là.

J'y réfléchis depuis dimanche, votre pression fait son travail sur moi et sur ma conscience mais plus j'y réfléchis et plus j'en suis sure :

Ce n'est même pas que je ne veux pas voter Macron, mais je ne peux pas.

Maintenant, ne me montrez pas du doigt car je refuse de choisir entre la peste et le choléra.

Ne tentez pas de me culpabiliser en me parlant du bruit des bottes ou je vous parlerai du bruit des liasses de billets, des larmes silencieuses des petits vieux sans retraite, des cris des licenciés qui perdent leurs maisons, des murmures des ouvriers qu'on traite d'illettrées, du silence des morts dans la rue, des sanglots des malades qui n'oont pas les moyens d'etre soignés correctement, des cris des enfants sous les bombes pour toujours plus de pétrole, ou encore du grincement fatigué des dents des "Sans-Dents" dont malheuresement je fais partie.

Fasciste ou Bankster ?

Ni l'un ni l'autre, bien au contraire…

J'assume mon choix.

Maintenant assumez le vôtre, c'est eux que vous avez voulu, c'est eux que vous avez, alors surtout, ne venez pas me faire chier et ne venez pas me mettre ce désastre sur le dos.

Merci.

- Il ne suffit pas de « faire barrage » au FN, il faut lutter contre l'origine du mal. Par Jacques-Marie Bourget, Gérard Mordillat, Bertrand Rothé et Kevin Victoire - Les-crises.fr 03.05

En ces heures nous gens ordinaires mais réputés insoumis, récalcitrants, utopistes, sommes priés par une avalanche de « républicains » dont on ignorait jusque-là qu'ils l'étaient, de « faire barrage ». Lourde tâche, faut jouer le béton. Donc on nous commande de choisir entre « l'extrême droite et l'extrême finance ». Avouez que la supplique à considérer le vote Macron – donc Wall Street- comme un geste de « gauche » n'est pas une évidence pour qui n'est pas Alain Minc. Il faut réfléchir.

Regardons quelques tristes chiffres : le 23 avril 7,6 millions de citoyens français ont mis d'ans l'urne un bulletin brun. Un record. En 2002, au premier tour contre Chirac, il avait déjà récolté l'incroyable moisson de 4,8 millions de « patriotes ». Presque 3 millions d'électeurs en plus en quinze ans ! Si rien ne vient entraver la courbe infernale, Marine Le Pen le sait, elle sera forcément présidente. Plutôt que perdre du temps, et des amis, dans un pingpong joué sur une table tournante par des joueurs qui procrastinent, il serait plus utile de définir comment couper l'herbe qui pousse de plus en plus verte sous les pieds du Front National, pardon le mouvement « Bleu Marine ».

Dans notre malheur nous avons de la chance. Pendant que les politiciens au pouvoir depuis longtemps poussaient le char des dérèglementations et du libéralisme, nos universitaires et experts en sciences sociales ou économiques ont fait leur travail. Les causes du développement du vote FN sont là, contenues dans leurs rapports, leurs thèses et leurs livres.

Pour cette démonstration et pour éviter toutes polémiques, nous resterons dans le banal, l'ordinaire les sources ordinaires, nous allons citer essentiellement des travaux de prix Nobel, des rapports publiés dans Le Monde, des Echos et Libération. Ce qui ne signifie pas pour autant que tous ces supports n'impriment que des paroles d'Evangile. Nous allons aussi nous appuyer sur la dernière étude d'Emmaüs, glaçante..

Comme la grenouille s'élève au-dessus de son bocal, la cote du FN grimpe à l'échelle du chômage. Les cartes du vote FN et celle du non emploi de longue durée se superposent comme des calques. Produire un drame n'est pas difficile, la recette est imparable : délocalisation, désindustrialisation, chômage, pauvreté et donc montée du FN. La mécanique d'un loto perdant. La plupart des économistes en conviennent -et la profession ne compte pas que des salauds ou des crétins- tout commence avec la « mondialisation », autour de 1990. Aux Etats-Unis Paul Krugman (longtemps un des grands défenseurs de ce système de globalisation), rendu lucide à partir de 2007, évoque soudain « la face sombre de la mondialisation ». Quatre ans plus tard il souhaite que les Etats-Unis augmentent de 25 % les droits de douane sur les produits chinois. Idem pour Maurice Allais, un Nobel en

Economie de souche, aussi libéral que Jean Tirole (Nobel de Toulouse), mais bien plus pragmatique, écrit : "le chômage de masse des pays occidentaux est lié à la libéralisation incontrôlée des échanges". Plus proche de nous, Stéphane Beaud, Gérard Mauger et de jeunes chercheurs en sciences sociales montrent que depuis 2008 le phénomène décrit par leurs savants confrères s'est accéléré. Les petites industries pointues qui avaient pu résister jusque là, se sont effondrées. Le

phénomène de paupérisation s'étend aujourd'hui « bien au-delà des classes populaires, comme le montrent le déclin des classes moyennes et la fuite accélérée des jeunes expatriés 1». Et l'auteure de la postface, Florence Weber, de conclure : « la France est en manque d'une politique industrielle volontariste qui tienne compte des potentialités propres à sa culture « nationale » 2». Il faut donc s'attaquer à la cause du problème : la mondialisation. Or, pour en revenir à notre mouton, rien dans le programme d'Emmanuel Macron ne laisse prévoir d'inflexion dans ce domaine. Nous en restons aux temps de Clinton I, Schröder et Blair (avec un zeste de Maggie). Ni les réformes libérales que le candidat s'est engagé à intensifier, et encore moins les ordonnances prévues pour juillet prochain, ne vont dans le bon sens. Le lendemain de la petite victoire du 27, et du pot de la « Rotonde », la hausse de 10 % du cours des multinationales nous indique que la mondialisation a voté pour frère Emmanuel.

Pas besoin d'être un chômeur en fin de droit pour être pauvre. De plus en plus de ces malheureux, à sec le 10 du mois, travaillent, et ceux-là ajoutent le désespoir au désespoir. Dans son rapport « Le Combat continue » Emmaüs écrit : « un tiers de la société française lutte, au quotidien, contre le déclassement 3 ». Pour ceux qui préfèrent les mathématiques à la géographie deux chiffres devraient retenir l'attention. On constate qu'il y a un peu plus de citoyens pauvres que d'électeurs du FN. En effet, « Il y a, en France, près de 9 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Un million de plus qu'il y a dix ans 4 ». Ce million de voix que le FN a gagné en cinq ans. Quand ces chômeurs ou « travailleurs pauvres » votent encore, c'est le plus souvent un bulletin du FN qu'ils introduisent dans l'urne. Pour être plus précis, « Les électeurs dont le foyer touche moins de 1 250 euros par mois sont 32% à être séduits par madame Le Pen 5». Emmanuel Macron ne parle pas de cette plaie purulente sur son beau système… Que peut-il dire sans mettre en cause la validité de son programme, celui des banques et du Cac 40 ? Sans jamais l'évoquer il n'est pas assez aveugle pour connaitre qu'il devra, autrement qu'en lançant des lignes de bus qui ont échoué, lutter un peu -au moins avec des mots gadgets- contre la « précarité ». En attendent l'émeute, l'ex associé de Rothschild, pour sortir de la misère, nous propose l'ubérisation, la micro entreprise, le développement du travail indépendant. Un moyen de diviser un peu plus le monde du travail et de faire du travailleur un loup pour le travailleur. Si l'on revient à des choses sérieuses, aux travaux de nos efficaces et modestes savants qui étudient notre société qui va si mal, ce morcellement, cette mise en concurrence crée encore plus de misère. C'est démontré, avant de naître la politique Macron a échoué. Ainsi, selon Emmaüs, si les « indépendants » représentent 9 % de la population active française, ils représentent 24 % des travailleurs pauvres 6. La messe est dite. Parfois lui-même un peu étourdi par ses mots, oubliant sa ligne générale qui est d'airain, le candidat Macron convient de l'aléatoire de sa solution : « Ils travaillent 60 ou 70 heures pour toucher le smic. » Mais, pour vendre son projet malgré tout, malgré nous, il retourne la douleur en ajoutant : « Mais ils entrent dans la dignité, […] ils mettent un costume, une cravate… Qu'est-ce qu'on leur a offert de mieux depuis 30 ans ? 7». Ah le costume ! Nous vivons l'élection du costume, de l'habillage.

Dans cette montée générale de la pauvreté, tragédie dans le drame, un phénomène devrait retenir toutes les attentions : son développement chez les jeunes. C'est une explication première du vote Marine Le Pen « en tête chez les 18-258 », avant que Mélenchon et ses Insoumis ne viennent leur secouer le cocotier bleu Marine. Toujours et encore, référons nous à ce rapport d'Emmaüs : « Celles et ceux qui poussent les portes de nos communautés, en quête d'espoir et de réconfort sont de plus en plus jeunes 9 ». Quelques pages plus loin on apprend que les moins de 18 ans vivant en dessous du seuil de pauvreté, est la population la plus importante chez les jeunes, et celle qui a le plus augmenté en dix ans… Le rapport de remarquer : « On a beaucoup parlé de la chance et de la malchance d'être né ici ou ailleurs. Mais il faut aussi parler de ceux qui ont eu la malchance d'être nés au mauvais moment : des enfants de la crise qui devront payer toute leur vie le fait d'avoir eu 20 ans en 2008 10 ». Et la réponse d'Emmanuel Macron ne se fait pas attendre. Peu téméraire, lui ne souhaite pas, créer un « Smic jeune », mais se verrait bien augmenter la durée du travail : « Quand on est jeune 35 heures ce n'est pas assez, On veut travailler plus… 11». Une solution dont Gattaz a rêvé sans oser la demander.

Autre variable, celle de « la montée des inégalités »12. « L'aigreur » gagne cette fois la classe moyenne. La description du phénomène est beaucoup plus récente que celle des délocalisations. Avant le magistral travail de Thomas Piketty (Il appelle à voter Macron - LVOG), Paul Krugman dans « L'Amérique que nous voulons 13 » estimait déjà que la société de 2010 ressemblait énormément à celle des années 20, temps si favorable à la montée de l'extrême droite. Dans ce magnifique livre, il explique avec des tonnes de références que, depuis trente ans, le partage de la valeur ajoutée entre capital et travail privilégie largement les actionnaires. Les exigences des fonds de pension, celle de leurs quinze pour cent de retour sur investissement, ont laminé les revenus du travail. Krugman analyse ensuite les évolutions de l'impôt, « Le taux le plus élevé d'imposition sur le revenu (qui de nos jours est de 35 % seulement) était monté jusqu'à 63 % sous le premier mandat Roosevelt et jusqu'à 79 % sous le second, au milieu des années 1950… pour atteindre 91 % 14 ». La conclusion est sans appel. Elle recoupe en grande partie celle de Thomas Piketty : « aujourd'hui, l'inégalité des revenus est aussi forte que dans les années 1920 », et il en appelle à un nouveau New Deal, une réforme fiscale qui devrait permettre de limiter sa progression. Quelle gueule aurait l'impôt sous Macron ? Le gouvernement de François Hollande avait aligné la fiscalité des revenus du capital sur celle du travail. Alors que son fils Emmanuel souhaite sortir le capital financier de l'ISF. Ne voyez pas là le moyen de protéger les plus riches ! Non, non, il le proclame l'objectif n'a d'autre but que de « favoriser l'investissement ». Là le banquier oublie qu'il y a déjà un excès d'épargne dans notre pays ; et que les catégories aisées paient, en valeur relative, bien moins d'impôts que les classes moyennes.

L'idéologie de cette évolution porte un nom, le néolibéralisme, et a pris corps dans une institution : l'UE.

Le néolibéralisme a des visages multiples, mais Pascal Lamy, l'ancien patron de l'OMC, le résume très bien. Le visage du libéralisme, c'est le sien : « Le principe de réalité c'est l'économie, le principe de plaisir, c'est la politique 15 ». Fermez le ban ? Non, notre homme sûr de sa puissance n'a peur de rien et en rajoute : « le capitalisme sous cette forme est douloureux parce qu'efficient, et efficient parce que douloureux 16 ». L'avenir sera donc celui de la pauvreté et d'une double violence, celle de

la misère et de l'injustice. Or dans l'entourage d'Emmanuel Macron certains rêvent que ce faux Lamy devienne son premier ministre. Purges et saignées prises pendant l'été pour « réformer » le code du travail ne seront que de premiers missiles de cette idéologie guerrière et antidémocratique.

Nous l'avons dit et ce n'est plus original, l'Europe est également une pourvoyeuse de vote FN. Invention américaine, portée par Jean

Monnet qui ne comptait que des amis à la CIA et à Washington, et par Robert Schuman (qui fut ministre de Pétain après lui avoir voté les pleins pouvoirs), cette Europe ne s'est jamais libérée de sa curatelle américaine. Les sceptiques pourront se convaincre en lisant « Aux origines du carcan européen » de l'historienne Annie Lacroix-Riz (Editions Delga). Inutile de rêver. La « belle idée » Europe n'existe qu'au moment de l'exécution de son hymne, « à la joie ». La ligne générale, historique et continue de Bruxelles est claire : « mondialisez-vous ». Déjà en 1957 Pierre Mendes France avait mis en garde les députés français, le traité de Rome allait, disait-il, entrainer une abdication de la démocratie : « Au nom d'une saine économie on en vient aisément à dicter une politique monétaire, financière, sociale ». Cet homme, qui représentait alors la conscience morale de la gauche, s'opposait à d'autres visionnaires beaucoup moins sociaux. Eux applaudissaient des deux mains à la création de la CEE. Jacques Rueff par exemple s'en réjouissait, il voyait là « l'aboutissement et le couronnement de l'effort de rénovation de la pensée libérale »17.

Aujourd'hui constatons qu'il n'y a pas de place pour une politique humaine et sociale qui serait compatible avec l'Europe, les plus modérés en conviennent. Ainsi Michel Rocard a déclaré à Bruxelles le 18 et 19 Novembre 2015 " L'Europe, c'est fini, on a raté le coche, c'est trop tard, " et de rajouter " l'Europe s'est dotée d'un système d'institutions paralytiques ". Quant à la possibilité d'infléchir les traités même Benoit Hamon, avec la candeur et la générosité qui ont construit son engagement, en convient : "Le passage d'une Europe allemande à une Europe française, personne n'y croit. Cette stratégie est vouée à l'échec 18». Emmanuel Macron sait tout cela, il est conscient et prépare déjà les paroles de sa capitulation devant Merkel et les fantômes de Washington : « d'abord je ne suis pas face à Berlin, je suis avec Berlin. Qu'on le veuille ou non. Parce que notre destin est là. Nous avons des différences. Nous aurons des désaccords. Mais je ne vais pas dire aujourd'hui aux Françaises et aux Français que je vais défendre leurs intérêts face à Berlin. Non. 19»

Puisque les pauvres sont nombreux, le mépris social est devenu une pratique ordinaire, celle que l'on voit dans les films de Ken Loach. Emmaüs mesure cela aussi : « les membres de ce tiers en lutte quotidienne s'épuisent de ne pas être entendus, d'être moqués, insultés, stigmatisés 20 ». Par petites pointes la plupart des medias, une grande partie des intellectuels et le monde politique ont abandonné le peuple, le monde ouvrier. Puis ils en sont venus progressivement à les mépriser, le fameux « esprit Canal » prémisse des « sans dents » avec ses Deschiens a fait son œuvre. A partir de là tout est permis. Il suffit d'ouvrir Le Monde pour s'en rendre compte. Voilà comment le journal analyse le second tour de la présidentielle… Résumons par l'image donnée par la feuille vespérale au lendemain du 23 avril. Que vivons nous ? « monde fermé contre la société ouverte 21 » titrent les journalistes de Niel Bergé et Pigasse (soutiens de Macron). Société ouverte ? Ouverte comme une porte de chez Whirpool ? La suite, celle du mépris, est connue… les salariées de Gad traitées « d'illettrées », les jeunes de banlieue associés à des dealers : « Allez à Stains [Seine-Saint-Denis] expliquer aux jeunes qui font chauffeur Uber qu'il vaut mieux ça qu'aller tenir les murs ou dealer 22».

Vous l'aurez compris il nous semble incohérent de faire barrage à Marine Le Pen en votant Emmanuel Macron. Impossible de dire « oui » à ce qui fait fructifier le FN depuis 20 ans. Impossible de glisser dans l'urne le nom d'un candidat qui va le faire progresser plus encore et conduire la fille du parachutiste au pouvoir en 2022. Pour lutter contre le racisme (le mal) il faut lutter contre les causes : la pauvreté, le rejet, la stigmatisation. En utopistes lucides, et fatigués d'être bernés à force d'avoir été trop souvent « utiles » à l'instant de l'urne, notre objectif est de faire baisser le vote d'extrême droite, de le voir s'en retourner à ces temps où « Jean-Marie » s'affichait avec l'œil en bandeau sur de petites affiches que le monde ignorait.

Pour ceux qui se sentent plus à l'aise avec la philosophie qu'avec les sciences sociales, et qui nous proposent de voter Macron « avec des gants » ou encore « avec un tisonnier s'il le faut », voici une brève citation d'Hannah Arendt, les mots du courage et de la morale (pour employer un mot disparu), elle tombe à pic : « Politiquement, la faiblesse de l'argument du moindre mal a toujours été que ceux qui choisissent le moindre mal oublient très vite qu'ils ont choisi le mal 23 ».

Notes :

1 Stéphane Beaud et Gérard Mauger, Une génération sacrifiée ? Postface de Florence Weber, Editions rue d'Ulm, sciences sociales, 2017, p 184 2 Ibid p 202

2 Ibid p 202

3 Emmaüs. Le combat continue, les liens qui libèrent. Mars 2017 p 11 4 Ibid p 23 5

4 Ibid p 23

5 http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2017/article/2017/04/24/presidentielle-diplome-revenus-profession-quel-est-le-profil-sociologique-des-electeurs_5116769_4854003.html#Mb0Ilp20ROTMVh6D.99

6 ibid p 35

7 http://www.liberation.fr/elections-presidentielle-legislatives-2017/2017/03/30/quartiers-populaires-macron-chasseur-de-tetes_1559542

8 En savoir plus sur : https://www.lesechos.fr/elections/presidentielle-2017/0212008030046-presidentielle-le-vote-du-premier-tour-passe-au-crible-2082024.php#z49jv30T1SZuGKCd.99

9 Ibid p 39

10 Ibid p 36

11 http://tempsreel.nouvelobs.com/politique/election-presidentielle-2017/20161110.OBS1025/emmanuel-macron-quand-on-est-jeune-35-heures-ce-n-est-pas-long.html

12 https://www.franceculture.fr/politique/exode-urbain-et-inegalites-les-cartes-du-vote-fn

13 Paul Krugman, L'Amérique que nous voulons. Ed. Flammarion, 2008, 337p

14 Paul Krugman, L'Amérique que nous voulons, Flammarion, 2008. P 63.

15 Citation du blog de Coralie Delaume, extrait d'Arte, Faut-il punir la GB ?

16 Libération 15 février 2017

17 Ces deux citations sont tirées de L'Europe sociale n'aura pas lieu, François Denord et Antoine Schwartz, Raison d'agir, 2009.

18 http://www.liberation.fr/elections-presidentielle-legislatives-2017/2017/04/14/benoit-hamon-je-refuse-de-m-accrocher-au-monde-ancien-je-me-projette_1562956

19 Intervention d'Emmanuel Macron sur TF1 le 25 avril

20 Emmaüs. Le combat continue, les liens qui libèrent. Mars 2017 p 12

21 Le Monde, 26 avril 2017

22 http://www.liberation.fr/elections-presidentielle-legislatives-2017/2017/03/30/quartiers-populaires-macron-chasseur-de-tetes_1559542

23 Responsabilité et jugement, Arendt Hannah, éd. petite bibliothèque Payot, 2003, p. 79

Parole à la peste qui a engendré le choléra. Attention, c'est à gerber !

Cet article a été commenté par Olivier Berruyer (OB), propriétaire du blog Les-crises.fr

Voter Macron pour la République, sans illusions – Par "Une cinquantaine de personnalités" - Libération 02.05Plusieurs personnalités politiques, intellectuelles et associatives alertent avant ce second tour : partout des remparts qui protégeaient la démocratie et semblaient intangibles sont déjà tombés, par exemple en Hongrie, en Turquie, aux Etats-Unis…

Engagés, chacun à sa manière, dans des associations, l'enseignement, la recherche, la politique, le journalisme, la culture, les arts, nous ne pouvons pas rester silencieux quand le Front national accède à nouveau au second tour de l'élection présidentielle. (Grâce à vous ! - LVOG) Et ce avec un score et un nombre d'électeurs inédits. Voter Marine Le Pen, c'est encore et toujours voter pour son père, Jean-Marie Le Pen, et son idéologie directement issue du fascisme, du vichysme et de l'OAS, y compris dans leurs formes les plus brutales. (Voter Macron, c'est toujours voter pour Hollande le scélérat ! -LVOG) Le ripolinage de l'image de la première ne cache pas ce que ce mouvement représente depuis des décennies, ni son rôle néfaste dans les pires tourmentes qu'a connues la France. L'heure est grave. Le risque de basculement que d'aucuns considèrent comme une impossibilité – cela fut également le cas pour l'élection de Trump ou le Brexit – est réel. (Impossible en fait, pure mystification. - LVOG) Et la crainte d'un passage à un régime autoritaire, discriminatoire, xénophobe, raciste, sexiste, homophobe,

antidémocratique et de surcroît sans vrai programme économique ni solutions contre le chômage, n'a rien d'illusoire en cette période de montée des populismes en Europe. (Parce que le régime que nous promet Macron ne serait pas autoritaire, antidémocratique, prêt à poursuivre avec le même talent que Hollande l'instrumentalisation de la xénophobie, du racisme, du sexisme, de l'homophobie. - LVOG)

Nous comprenons les réticences à répondre aux injonctions à faire barrage au FN qui se répètent depuis des années. Notre démarche n'est ni moralisante ni culpabilisante. Nous souhaitons juste alerter sur une réalité simple.

Si le populisme «soft» de Macron est néolibéral et camoufle mal ses accointances avec de grands groupes financiers, celui de Marine Le Pen est autoritaire et fermé à l'Europe et au monde, prônant le rétrécissement de nos horizons et le rabougrissement de la France. (Le populisme «soft» de Obama s'est traduit par l'accroissement des inégalité, l'appauvrissement des classes moyennes, de nouvelles guerres, la dérégulation de la finance, la montée du racisme, ectc. - LVOG) Oui, avec Marine Le Pen, l'Etat de droit, nos libertés, nos modes de vie, nos attentes sont gravement menacés. (Ils le furent par Hollande qui est le parrain de Macron. - LVOG) La vie de millions de nos concitoyens, de nos amis, de nos voisins risque de sombrer dans un labyrinthe de souffrances sans issue (Pas les vôtres, ouf, on s'en serait douté ! - LVOG) : les migrants, les minorités, plus largement celles et ceux que le FN a toujours considérés comme aux marges ou trop libres, trop déviants, trop différents, cosmopolites, universalistes. (Qui sont le produit de votre vassalité envers l'impérialisme américain. - LVOG) Oui, Marine Le Pen est l'ennemie de la République des femmes et des hommes libres et démocrates. (Tout comme Macron. - LVOG)

Pour mesurer ce que veut dire l'installation d'un régime «fort» et nationaliste, regardons déjà du côté de la Hongrie ou de la Turquie qui ont en quelques mois perdu tous les garde-fous qu'on croyait intangibles. (Pourquoi ne pas regarder du côté de l'Ukraine et de son gouvernement néonazi que vous avez légitimé ou encore celui d'Israël. - LVOG) La France n'est pas non plus l'Amérique de Trump, avec des contre-pouvoirs puissants qui freinent les ardeurs antidémocratiques de son président. (Lesquels, les médias et la magistrature aux ordres, vous qui rampez devant l'oligarchie et son rejeton ? - LVOG)

OB : Ah bon ?? Mais alors 1/ comment ça se fait ? 2/ pourquoi n'avez vous rien fait pour changer ça ? 3/ Pourquoi n'exigez vous pas de Macron qu'il change ça après son élection ? Êtes-vous à ce point irresponsables ?

Gardons enfin à l'esprit l'histoire, et le suivisme passé de nos institutions dans les moments sombres qu'a vécus notre pays. (Vous en êtes les fidèles héritiers. - LVOG)

OB : et surtout le suivisme des grands soumis, surtout dans le domaine politique

Le gouvernement de Hollande et de Valls a dirigé la France, sur certains sujets, les yeux rivés sur le FN comme sur une boussole : déchéance de nationalité, accueil indigne des réfugiés, renoncement au droit de vote des étrangers, etc. Il s'est largement trompé en regardant de ce côté, au lieu de regarder vers sa gauche. (Vous voulez dire vers l'OTAN, la Turquie ? - LVOG) Ne lui donnons pas raison en laissant la moindre chance d'arriver au pouvoir à Marine Le Pen. Et refusons l'impasse où il nous a conduits. (A les entendre ils n'auraient rien à se reprocher, imposteurs ! - LVOG)

OB : non, il n'a pas "regardé du mauvais coté", il a simplement exprimé ce qu'il était… Valls va faire un jour du social et de la fraternité, sérieusement ?

Note : cette tribune a été signée par des députés PS et des ministres d'Hollande- il faut le faire…

Nous avons voté le 23 avril pour des candidats divers. Mais toutes et tous, nous ne nous résoudrons pas à considérer qu'il n'y a pas de différences entre un Macron et une Le Pen. Le premier est certes un néolibéral dont le programme ne nous convient pas, mais il garantit l'Etat de droit, l'existence d'une opposition libre d'agir et de s'exprimer, la possibilité de s'organiser en mouvement social, les valeurs de base de la République. (On s'étrangle en lisant cela. Pour cette pourriture, avoir des droits mais ne pas pouvoir les exercer, avoir des droits qui ne seront jamais pris en compte ou respecter, avoir des droits qui ne déboucheront jamais sur des mesures pratiques, peu importe ils existent et c'est suffisant. La même chose vaut pour les valeurs de la République et tant pis si elles sont foulées aux pieds, de la même manière que vous avez le droit de vous exprimer et tant pis si vous êtes censuré, vous pouvez vous organiser librement, à condition de ne pas remettre en cause l'ordre établi. - LVOG)

OB : on pourrait avoir la liste svp, pour vérifier ? Merci d'avance

La seconde est la représentante assumée d'une tradition de national-populisme, excluante, jouant sur la peur, la haine et la stigmatisation de boucs émissaires, préparant la casse organisée de toute une série de droits fondamentaux et de libertés individuelles. Là, il n'y a plus à choisir, juste à éviter le pire.

OB : par chance, le gouvernement passé n'a cassé aucun droit ni aucune liberté…

Renvoyer dos à dos ces deux traditions politiques et ne plus tracer de frontière entre les vrais républicains

OB : ah oui, Valls, un vrai Républicain – tendance Adolphe Thiers quand même…

et l'extrême droite est non seulement une erreur historique, mais une faute politique qui pourrait être extrêmement lourde de conséquences le 7 mai au soir.

L'équation Macron égale Le Pen est une illusion grossière et dangereuse. (Effectivement, Macron à terme est plus dangereux. - LVOG)

OB : bien peu de gens disent ça…

Mettre en avant la banque Rothschild, ancien thème antisémite qui sévit depuis la fin du XIXe siècle, pour délégitimer Macron est une ficelle rétrograde et intolérable. (Amalgame ordurier. C'est son mentor ultra sioniste le banquier Attali qui avait déclaré que Jérusalem devrait être la capital du nouvel ordre mondial, pas Le Pen ou je ne sais qui, en réalité le pire antisémite. - LVOG

OB : PARDON ?

C'est bête, il aurait du aller "apprendre la banque" au Crédit coopératif – mais bon, ça gagnait un peu moins…

Quant à l'argument que voter Macron aujourd'hui serait préparer la victoire de Le Pen aux prochaines élections, il est tout simplement vide de sens : avoir le mal tout de suite pour l'éviter dans cinq ans est d'une logique étonnante…

Se battre dès aujourd'hui – et demain, y compris face à Macron – pour mieux entendre et écouter celles et ceux qui votent Le Pen, et pour jeter les bases d'une nouvelle gauche, énergique et porteuse d'espoir, vaudra toujours mieux que de subir cinq ans la politique liberticide, anti-européenne, pro-patronale et antirépublicaine du FN. Nous savons déjà de quoi ce dernier a été et est capable dans les villes qu'il a dirigées et qu'il dirige. (Pour avoir soutenu la candidature de Hollande ou avoir fait partie de son gouvernement, vous êtes bien placés pour en parler. - LVOG)

OB : cette gauche, vous allez la bâtir avant ou après avoir bâti "l'Europe sociale" – c'est juste pour savoir…

Pensons aussi aux années 30, au sectarisme du Parti communiste et du Parti social-démocrate qui ont contribué à faciliter l'arrivée au pouvoir de Hitler en 1933. (Non ce sont les banquiers juifs qui l'ont financé, qui ont étranglé l'économie allemande, c'est l'alliance du capital avec le nazisme qui a porté Hitler au pouvoir et qui a été conçue en prévision de la Seconde Guerre mondiale en réponse à la crise du capitalisme... - LVOG)

OB : PARDON ?

Et ne perdons pas de vue ceci : si Marine Le Pen gagnait, ce serait la première fois depuis Vichy que l'extrême-droite accède au pouvoir. (Pour terminer la sale besogne entamée par Hollande et ses prédécesseurs. - LVOG)

Certes, Macron est un phénomène construit de toutes pièces, certes ses grandes orientations économiques et sociales n'entrent pas dans nos choix, certes face à l'extrême droite nous nous retrouvons, comme en 2002, acculés à un vote forcé. Cette situation ne peut pas indéfiniment se répéter. (On croirait qu'elle n'a pas été fabriqué de toutes pièces, ils nous prennent pour des abrutis ma foi ! Et puis personne n'est obligé de voter. - LVOG)

OB : on parie ?

Et c'est dès maintenant qu'il faut s'atteler à inventer les solutions qui nous permettront demain d'y échapper.

OB : c'est donc le moment d'exiger des gestes de Macron. Vous faites quoi ?

Mais voter blanc, s'abstenir ou voter Le Pen, c'est aussi compromettre lourdement l'avenir, le nôtre et celui des générations futures. (Avec Hollande c'est déjà fait, on vous remercie. - LVOG) Sans oublier que le FN à 25 %, 35 % ou 45 %, ça n'aura pas le même sens ni les mêmes conséquences en termes de renforcement de son influence, de sa parole et de potentiels passages à l'acte. (De même que 25 %, 35 % ou 45 % de votes blancs ou nuls et d'abstentionnistes. - LVOG)

Le 7 mai, nous voterons donc pour défendre la République et la démocratie en utilisant le bulletin Macron, ce qui ne revient pas à lui donner quitus. (Libre à cette vermine de partager la conception de la République et de la démocratie de Macron qui en est justement la négation. - LVOG) Dès le lendemain de ce vote, nous travaillerons sans relâche à la reconstruction du désir et de l'espoir de changement économique, écologique, social et sociétal (On n'en a rien à foutre de cote désir ou de votre espoir, seuls les actes comptes pour nous : renverser le régime en place et instaurer une République sociale - LVOG). En tâchant de

nous donner les moyens, collectivement, de le faire. (Jamais, sans vous et contre vous ! - LVOG)

Parmi les premiers signataires

Esther Benbassa, sénatrice EELV, universitaire, Pierre Serne, conseiller régional EELV d'Île-de-France, ancien responsable de la fédération des associations LGBT européenne – Pouria Amirshahi, député, Jean-Christophe Attias, universitaire, Bertrand Badie, universitaire, Étienne Balibar, universitaire, Jean-Pierre Baro, comédien et metteur en scène, Jean Baubérot, universitaire, Jérôme Beaugé, coordinateur politique Inter-LGBT, Simone Bitton, cinéaste, Daniel Borrillo, juriste, Khadidja Bourcart, Manifeste des libertés, Daniel Breuiller, vice-président de la métropole du Grand Paris, Aymeric Caron, journaliste et auteur, Antoine Comte, avocat, David Cormand, secrétaire national d'EELV, Denis Crouzet, professeur universitaire, Élisabeth Crouzet-Pavan, universitaire, Christine Delphy, directrice de recherche, Rokhaya Diallo, journaliste et auteure, Tara Dickman, consultante et formatrice, Cécile Duflot, ancienne ministre, députée EELV de Paris, Charles Fiterman, ancien ministre, Françoise Gil, sociologue, Liliana Hristache, présidente de l'association Rom Réussite, Eva Joly, députée européenne EELV, Farouk Mardam Bey, éditeur, Karim Miské, écrivain, Christian Métairie, maire d'Arcueil, Marie-Rose Moro, universitaire, Henri Raczymow, écrivain, Louis-Georges Tin, président du CRAN, Dominique Vidal, journaliste et historien.

Rothschild, Drahi, Niel, Pigasse, Bergé, Arnault, Pinaut, Dassault, Lagardère, Bouygues, Boloré, Hollande, Valls, Cazeneuve, Hamon, Cohn Bendit, Juppé, Fillon, Villepin, Madelin, Hue, Braouzec, Laurent, Le Drian, Bayrou, Gattaz, Parisot, Martinez, Berger, etc. auraient pu signer cet appel.

Tirez la chasse derrière, ça pue, merci !

Parole d'internaute

Tous ces commentaires témoignent du profond travail de réflexion ou de maturation politique qui est en train de se réaliser chez les travailleurs (souvent des couches supérieures). Ce n'est pas parce qu'ils sont approximatifs ou parce que leurs conclusions ne se traduisent pas sur le plan pratique qu'on devrait les négliger et encore moins les mépriser. Ils ne se soumettent pas volontiers à l'ordre établi et cherchent à comprendre ce qui se passe réellement pour résister...

1- Vous l'aurez compris il nous semble incohérent de faire barrage à Marine Le Pen en votant Emmanuel Macron. Impossible de dire « oui » à ce qui fait fructifier le FN depuis 20 ans.

2- Le néo-libéralisme n'est qu'une idéologie, voire une utopie dont s'est emparée une mafia qui l'a érigé en système global pour en faire un instrument de domination mondiale à finalité fasciste.

C'est lorsque le néo-libéralisme s'appuie sur un stade de développement mondial qu'il s'affirme comme irréversible et dévoile sa nature fasciste en interdisant toute voie alternative. Les TINA, "too big to fail" et autres décrets d'austérité générale sont des arguments parfaitement totalitaires.

3- La description de la situation colle bien avec la réalité : on a un fascisme financier qui dicte ses lois au politique, qui devient de plus en plus un fascisme politique (loi sécuritaire, diminution du social et de l'Etat, le tout au profit des intérêts privés).

...la "caste au dessus du lot" peut très bien être appelée oligarchie si on regarde la structure du pouvoir et même "oligarchie financière" puisqu'elle se base sur ce domaine en particulier.

4- Toute la France des vieux de la vieille est en marche derrière Macron. Après les ralliements de Collomb, Valls, Cohn Bendit, Juppé, Villepin, Madelin, Hue, Braouzec, Le Drian, Bayrou, voilà que cette cohorte s'enrichit de Borloo, et de de Tapie. C'est tout dire.

Macron un jeune premier propulsé au pouvoir par une campagne médiatique frénétique, et rejoint par tous les vieux routiers et roublards de la politique française.

Il va être élu, l'épouvantail FN est ressorti du placard à cette élection, comme aux précédentes. Et comme l'animal inquiète légitimement. Les maîtres du pognon, donc des médias forcent ainsi la main de milliers de gens qui la mort dans l'âme vont déposer un bulletin pour celui ou celle qui dès qu'il sera élu les maltraitera dans leur vie quotidienne, de par les conséquences des réformes économiques libérales qu'il mettra en oeuvre à coup de 49.3 et de coups de matraques de CRS.

Voilà où nous en sommes rendus, la démocratie est bien morte. Le capital, la finance exercent une dictature sans partage, grâce à l'appareil de propagande médiatique qu'ils possèdent, ils contrôlent suffisamment d'esprits pour forcer l'issue de chaque scrutin en leur faveur.

Notre régime aux mains d'une oligarchie du pognon, ne s'appelle pas démocratie, mais médiacratie. Le vote censitaire est rétabli

de fait, quoique de façon plus subtile qu'au 19ème siècle.

5- Marianne il y a vingt ans, c'était Jean-François Kahn et Philippe Cohen… Aujourd'hui, c'est Caroline Fourest et Renaud Dély.

La pente raide.

6- Wikipédia - "Renaud Dély a participé en 2008 à la réalisation d'un rapport de Terra Nova, laboratoire d'idées proche du Parti socialiste, […]. Il soutient l'opinion que « la gauche parviendra mieux à retrouver une identité en assumant son ancrage dans une société libérale » "

Bon ben voilà, c'est clair et net : Terra Nova est le think tank qui a décidé en 2011 que le PS ne devait plus se soucier des classes populaires "la classe ouvrière n'est plus le cœur du vote de gauche, elle n'est plus en phase avec l'ensemble de ses valeurs, elle ne peut plus être comme elle l'a été le moteur entraînant la constitution de la majorité électorale de la gauche."

C'est là http://tnova.fr/rapports/gauche-quelle-majorite-electorale-pour-2012

Alors zut avec votre morale ! Allez au diable, vous qui avez sciemment abandonné les plus pauvres au FN.

7- "Pensons aussi aux années 30, au sectarisme du Parti communiste et du Parti social-démocrate qui ont contribué à faciliter l'arrivée au pouvoir de Hitler en 1933"

Interprétation (révisionnisme ?) historique douteuse (honteux ?) Ca suffit.

- Fritz Thyssen, l´homme le plus riche d´Allemagne, au capital provenant de l´industrie sidérurgique, premier capitaliste finançant Hitler (cent milles marks or en 1923)

- Recul des Nazis dans les élections de novembre 1932 (près de 2 millions de voix) = 38 des grands capitalistes d´Allemagne écrivent une pétition au président Hindenburg pour exiger la nomination de Hitler comme chancelier national

http://www.mariosousa.se/quiavaitpayeetarmehitler.html

8- « Voter Macron n'est pas voter pour Macron » selon le directeur de Politis, Denis Sieffert. A bout d'argument le pauvret ne s'aperçoit pas que l'on peut tout aussi bien lui rétorquer que "voter Le Pen ce n'est pas voter pour Le Pen." Totale déshérence de la pensée politique.

9- Le syndrome de Stockholm désigne un trouble du comportement chez des otages qui finissent par prendre fait et cause pour leurs bourreaux. Porter au second tour de l'élection présidentielle un candidat qui a déjà eu l'occasion de nuire et n'a pas caché son intention de continuer à le faire me semble relever de la psychiatrie.

10- Comment se fait il que les estimations données à 20h, issues du dépouillement partiel (effectué dans l'urgence...) d'un panel de bureaux de vote des campagnes et villes moyennes, où ils ferment à 19h, aient pu donner un résultat si proche du vote final ?

Comment expliquer des erreurs si faibles pour des estimations effectuées dans ces conditions ? Alors que la FI a réalisé ses meilleurs scores dans les grandes villes où les bureaux ferment à 20h (en tête, et parfois très largement, à Marseille, Grenoble, Nîmes, Montpellier, Lille etc, et dans pas mal des grandes villes de l'agglomération parisienne) ?

En plus les électeurs qui ont appris arrivés au bureau de vote qu'ils étaient radiés (500 000)...

La bande à Hollande, c'était quand mêmes des maîtres du trucage de congrès du PS, c'est pas les scrupules qui les étouffent, et ils ont de l'expérience en la matière... Tout ça ressemble étrangement au primaire du PS pendant lesquels le score de TOUS les candidats n'a pas bougé d'un centième entre les estimations issues de dépouillements très partiels et le résultat définitif... Statistiquement tellement improbable que l'on est même plus dans le domaine du possible...

Vraiment, je n'ai aucune certitude, mais tout ça ne sent pas très bon... Des gens on des doutes et cherchent, j'espère qu'ils continueront à chercher s'il y a quelque chose à trouver.

11- Pour moi, le vote utile est le vote pour ses propres idées. Si celles-ci ne sont pas représentées je ne vois pas au nom de quoi on devrait choisir ?

Leur vieux monde tangue

- Scandale dans l'armée allemande: la ministre de la Défense annule une visite aux Etats-Unis - AFP

- UE/adhésion de la Turquie: Erdogan prêt à claquer la porte - AFP

- Démission surprise du Premier ministre tchèque, en conflit avec un ministre - AFP

- Mourir de soif en prison, le scandale qui agite les Etats-Unis - AFP

Pour être trop bruyant en détention, Terrill Thomas a eu l'eau coupée durant sept jours dans sa cellule d'une prison américaine: il en est mort et son cas fait des remous dans un pays à la politique carcérale très controversée.

"Ils l'ont jeté dans une cellule à l'isolement, sans matelas, ni couverture, ni oreiller. Ils lui simplement donné du Nutriloaf, une nourriture à peine comestible", relate à l'AFP Erik Heipt, l'avocat représentant la famille de M. Thomas.

Mêlant des céréales à de la viande et à d'autres aliments broyés et cuits sous la forme d'un pain compacté, le Nutriloaf est servi comme mesure disciplinaire dans les prisons américaines.

Les troubles bipolaires du prisonnier auraient dû plutôt lui valoir un traitement médicamenteux. En fait de quoi les gardiens, irrités qu'il ne conserve pas son calme, ont décidé de couper les conduites alimentant le lavabo et les W.C. de sa cellule minuscule.

"Terrill Thomas souffrait d'une crise de santé mentale. Au lieu de répondre à ses graves besoins médicaux, la prison du comté de Milwaukee County l'a puni", dénonce M. Heipt.

Le calvaire du détenu va durer sept jours, au cours desquels il perd 16 kilos. Il sombre dans une profonde faiblesse et expire finalement sur le sol bétonné de sa cellule. Son avocat n'hésite pas à employer le mot "torture".

"Terrill Thomas a enduré une mort atroce. Il a passé sept jours privé d'eau. Des témoins l'ont entendu implorer de l'eau vers la fin", poursuit Erik Heipt. AFP 03.05

Inutile de préciser qu'il était afro-américain ou Noir (38 ans)...

- Soudan du Sud : la guerre civile continue et vide le pays - Franceinfo

- Los Angeles : entre 5000 et 10 000 jeunes vivent dans la rue - Franceinfo

- Macédoine: la droite reprend ses manifestions à Skopje - AFP

- La ministre philippine de l'Environnement écartée du pouvoir - Reuters

Ils osent tout

- François Hollande: "Aujourd'hui, je suis à deux doigts d'être aimé!" - Le Huffington Post

Le petit monarque haï par son peuple doit prendre pour lui l'idôlatrie hystérique qui s'est emparée des râclures qui appellent à voter Macron...

- Ségolène Royal signe un arrêté pour améliorer le bien-être des dauphins en parcs aquatiques - Le Huffington Post

C'est le dauphin de Hollande qui va apprécier cette tendre sollicitude !

Grèce. Tsipras et Syriza étaient bien de droite.

- La Grèce s'accorde avec ses créanciers et va pouvoir parler dette- Reuters

En s'engageant à baisser les pensions de retraite et à réduire les exemptions fiscales, la Grèce a ouvert la voie au versement d'une nouvelle tranche d'aide et à l'ouverture de discussions sur une restructuration de sa dette.

Après des mois de négociations, Athènes et ses créanciers internationaux sont parvenus mardi matin à un accord sur les

réformes comprises dans le plan d'aide, a annoncé le ministre grec des Finances, Euclide Tsakalotos.

Le gouvernement grec doit encore légiférer sur ses nouvelles promesses de réformes -- qui prévoient aussi une libéralisation du marché de l'énergie -- avant que les ministres européens des Finances n'approuvent le versement d'une nouvelle tranche d'aide, probablement lors de la prochaine réunion de l'Eurogroupe, prévue le 22 mai. Reuters 03.05

Haut de page

Le 5 mai 2017

CAUSERIE

Montesquieu -" Lorsqu'on enlève l'honneur d'un peuple par la corruption, il n'en reste rien".

En oligarchie ou temps de le peste brune néolibérale

Les Animaux malades de la peste par Jean de La Fontaine (1621-1695)

Un mal qui répand la terreur,
Mal que le Ciel en sa fureur
Inventa pour punir les crimes de la terre,
La Peste (puisqu'il faut l'appeler par son nom)
Capable d'enrichir en un jour l'Achéron,
Faisait aux animaux la guerre.
Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés :
On n'en voyait point d'occupés
A chercher le soutien d'une mourante vie ;
Nul mets n'excitait leur envie ;
Ni Loups ni Renards n'épiaient
La douce et l'innocente proie.
Les Tourterelles se fuyaient :
Plus d'amour, partant plus de joie.
Le Lion tint conseil, et dit : Mes chers amis,
Je crois que le Ciel a permis
Pour nos péchés cette infortune ;
Que le plus coupable de nous
Se sacrifie aux traits du céleste courroux,
Peut-être il obtiendra la guérison commune.
L'histoire nous apprend qu'en de tels accidents
On fait de pareils dévouements :
Ne nous flattons donc point ; voyons sans indulgence
L'état de notre conscience.
Pour moi, satisfaisant mes appétits gloutons
J'ai dévoré force moutons.
Que m'avaient-ils fait ? Nulle offense :
Même il m'est arrivé quelquefois de manger
Le Berger.
Je me dévouerai donc, s'il le faut ; mais je pense
Qu'il est bon que chacun s'accuse ainsi que moi :
Car on doit souhaiter selon toute justice
Que le plus coupable périsse.
- Sire, dit le Renard, vous êtes trop bon Roi ;
Vos scrupules font voir trop de délicatesse ;
Eh bien, manger moutons, canaille, sotte espèce,
Est-ce un péché ? Non, non. Vous leur fîtes Seigneur
En les croquant beaucoup d'honneur.
Et quant au Berger l'on peut dire
Qu'il était digne de tous maux,
Etant de ces gens-là qui sur les animaux
Se font un chimérique empire.
Ainsi dit le Renard, et flatteurs d'applaudir.
On n'osa trop approfondir

Du Tigre, ni de l'Ours, ni des autres puissances,
Les moins pardonnables offenses.
Tous les gens querelleurs, jusqu'aux simples mâtins,
Au dire de chacun, étaient de petits saints.
L'Ane vint à son tour et dit : J'ai souvenance
Qu'en un pré de Moines passant,
La faim, l'occasion, l'herbe tendre, et je pense
Quelque diable aussi me poussant,
Je tondis de ce pré la largeur de ma langue.
Je n'en avais nul droit, puisqu'il faut parler net.
A ces mots on cria haro sur le baudet.
Un Loup quelque peu clerc prouva par sa harangue
Qu'il fallait dévouer ce maudit animal,
Ce pelé, ce galeux, d'où venait tout leur mal.
Sa peccadille fut jugée un cas pendable.
Manger l'herbe d'autrui ! quel crime abominable !
Rien que la mort n'était capable
D'expier son forfait : on le lui fit bien voir.
Selon que vous serez puissant ou misérable,
Les jugements de cour vous rendront blanc ou noir.

Fin.

Wikipédia - Cette fable illustre la maxime « La raison du plus fort est toujours la meilleure » (La Fontaine, Le loup et l'agneau). C'est toujours le plus faible que l'on punit quand on a la force de le faire, c'est la loi des vainqueurs. Pour donner raison au lion (symbole du roi, donc du plus fort), le renard dit que ce n'est point un péché de manger des moutons. Mais, lorsqu'un âne (honnête, mais sans doute naïf) dit qu'il a mangé de l'herbe d'un pré sans en avoir le droit, les animaux décident de le sacrifier. Ils ont ainsi (une fausse) bonne conscience en le mangeant. Les personnages sont ancrés dans la réalité du temps de La Fontaine, mais leurs attitudes restent universelles. Le dénouement est tragique, mais il permet d'insister sur l'hypocrisie et sur le scandale d'une justice contrôlée par les puissants.

Réflexions personnelles

1- Un problème entre nous, c'est que nous n'avons pas accès aux mêmes documents, par exemple je ne reçois et je ne peux lire aucun journal d'aucun parti, je me contente de ce que je trouve sur le Net. Si vous avez en possession une info qui contredit ce que j'ai écrit, communiquez-la moi que je puisse rectifier. Parfois on peut être amené à s'avancer en fonction de ce qu'on sait de chaque parti, mais on peut aussi se tromper.

On a dîner hier soir en écoutant Prince pour mettre un peu d'ambiance, Selvi ma compagne a succombé au personnage. Du coup cela m'a rappelé une info lue hier.

On a appris qu'aux Etats-Unis la première cause de mort accidentelle dans ce pays était due à un usage excessif de médicaments opiacés (USA: l'addiction aux opiacés fait des ravages - AFP 04.05). Et c'est bien ce qui a causé le décès brutal de l'artiste. Je l'ai vérifié sur le Net, et je suis tombé sur un article stupéfiant, sans jeu de mots.

Ces médicaments (analgésiques) ont causé la mort de centaines de milliers d'Américains et fait d'autres victimes à travers le monde. Ils ont pour effet de rendre les patients fortement dépendant à l'opium au point de se retrouver en manque exactement comme un héroïnomane conduit à prendre des doses de plus en plus fortes jusqu'à ce que survienne l'overdose fatale.

Quand on lit cet article on se dit que ce n'est pas possible tellement c'est monstrueux, et pourtant c'est la stricte réalité. Je le reproduis ci-dessous pour que les lecteurs prennent la mesure du degré de pourriture atteint par le régime américain, qui devrait servir de modèle à la terre entière, en France avec Macron.

- Etats-Unis: Le fléau des opiacés fait des ravages - lematin.ch

Un bébé sur six naît dépendant aux opiacés dans le comté de Cabell. Et dix ans après le début d'une épidémie qui a déjà tué des centaines de milliers de consommateurs dépendants, les Etats-Unis cherchent toujours la parade contre cette crise.

Dans cette juridiction de Virginie occidentale, ce sont ainsi 500 bébés qui ont dû être sevrés en 2016 dès leur venue au monde, sur 2900 naissances.

Dans l'Etat voisin de l'Ohio, les autorités sont obligées de louer des camions réfrigérants, normalement réservés au transport alimentaire, afin de stocker le nombre croissant de cadavres des victimes d'overdoses.

Les hôpitaux du New Hampshire ont tellement de patients dépendants aux opiacés qu'ils doivent les traiter dans les blocs opératoires et les salles normalement dédiées aux nouveaux-nés.

Et à Palm Beach, en Floride, où Donald Trump passe ses week-ends, dix personnes sont mortes d'overdoses pour la seule journée de vendredi, probablement après la consommation d'héroïne mélangée à du fentanyl, un opiacé de synthèse extrêmement puissant qui augmente sensiblement le risque de surdose. Le chanteur Prince avait d'ailleurs succombé en avril 2016 à une overdose de ce même fentanyl, réputé être 80 fois plus puissant que la morphine.

Depuis que l'administration Barack Obama a décidé en septembre 2016 de se lancer dans la lutte contre la trop grande consommation d'antidouleurs, en demandant une réduction de la distribution des opiacés sur ordonnance, les toxicomanes se tournent vers l'héroïne mexicaine.

Alors qu'il y a six ans, 80% des morts par overdose étaient dues à la prescription de médicaments opiacés, près de la moitié sont désormais dues à une prise d'héroïne et de fentanyl.

Plus de 33'000 personnes sont mortes aux Etats-Unis en 2015 à la suite d'overdoses d'opiacés, chiffre en hausse de 15,5% par rapport à 2014. Ce nombre record de 10 décès par overdose pour 100'000 habitants est 10 fois plus important que celui de 1971, lorsque Washington avait déclaré «la guerre aux drogues» après une épidémie d'overdoses.

«Les médecins doivent bercer ces bébés 24 heures sur 24 alors qu'ils hurlent leur dépendance», confie Paul Farrell, avocat dans le comté de Cabell en Virginie occidentale, l'Etat américain le plus touché par cette crise.

«Ici, on meurt chaque jour», poursuit M. Farrell, qui a intenté une action dans les comtés voisins de Cabell et de Kanawha contre plusieurs groupes pharmaceutiques, coupables selon lui de distribuer une quantité massive d'opiacés, alimentant la dépendance de leurs habitants.

Quelque 780 millions d'antidouleurs ont été vendus en Virginie occidentale entre 2007 et 2012, soit 421 pilules par tête. C'est ce qui ressort d'une enquête de la DEA, l'agence anti-drogue américaine, dévoilée par le journal Charleston Gazette-Mail.

Les producteurs et les distributeurs d'opiacés sont soupçonnés d'avoir alimenté la crise.

Le gouverneur de l'Etat du Maryland, Larry Hogan, a lui décrété «l'état d'urgence» le 1er mars devant cette crise sans précédent. Cette décision lui permet de débloquer des fonds spéciaux normalement réservés aux catastrophes naturelles.

Le maire de New York, Bill de Blasio, a lancé il y a deux semaines une nouvelle campagne visant à combattre la dépendance. Dans sa ville, 1075 personnes sont mortes par overdose en 2016.

Pour Paul Farrell, il va y avoir «une explosion encore jamais vue de l'abus d'héroïne dans les cinq prochaines années».

Pour recueillir des fonds, des villes et des comtés poursuivent en justice les fabricants, comme Purdue Pharma, qui produit l'OxyContin, l'antidouleur le plus vendu au monde. Mais également les grossistes et les exploitants de pharmacies, comme la chaîne de grande distribution Walmart.

«Nous avons eu 450 décès par overdose l'an dernier», a déclaré à l'AFP le procureur général adjoint du New Hampshire, James Boffetti, dénonçant «le marketing» de ces sociétés qui «a exacerbé ce problème de dépendance». Dans cet Etat d'1,3 million d'habitants, les décès par overdose sont trois fois plus nombreux que par arme à feu, selon un rapport du Violence Policy Center.

Ces comportements «rappellent ceux de malfaiteurs et font penser à du racket», déclare Paul Hanly, dont le cabinet d'avocats Simmons Hanly Conroy LLC poursuit 11 distributeurs et fabricants d'opiacés.

Mais les grandes sociétés pharmaceutiques font front commun et réfutent ces accusations. L'une d'elle, Cardinal Health, a déclaré à l'AFP que ces «procès ne font pas avancer le travail nécessaire pour résoudre la crise d'abus d'antidouleurs, une épidémie entraînée par la dépendance, la demande et le détournement de médicaments pour un usage interdit». lematin.ch 21.03.2017

2- J'ai envoyé un courriel à ma fille qui vit à la Réunion pour l'anniversaire de ma petite-fille. J'avais joint un article, 2017, le coup d'Etat. Elle m'a répondu qu'effectivement elle était mal informée et que le monde devait être pire que ce qu'elle imaginait. C'est tellement démoralisant que je n'ai pas osé la relancer. Je ne tiens pas à lui pourrir la vie inutilement.

Car en effet, c'est un cauchemar et c'est désolant. Il n'y a pas à tergiverser, il faut en finir avec le capitalisme le plus tôt possible.

Revenons aux principes fondamentaux.

Quand des ex-présidents du FMI, de l'OMC, des banquiers, des hommes d'affaires, des oligarques, etc, se disent de gauche, ont soutenu Hollande et maintenant soutienne Macron, on se dit qu'il y a forcément une raison à cela et qu'il serait plus que temps de mettre de l'ordre dans tout cela ou de cesser de mêler entre eux les torchons et les serviettes, les torchons pour eux évidemment.

La droite entend préserver le régime en place, la gauche le renverser.

La droit entend maintenir les rapports sociaux établis entre les classes au profit de la classe des exploiteurs ou des capitalistes minoritaire dans la société, la gauche entend inverser ses rapports.

Les pro capitalistes ou la droite :

- La droite réactionnaire : LR, UDI, MoDem, PRG
- La droite contre-révolutionnaire : PCF, PS, MRC, EELV
- La droite humaniste : PG, PRCF, ParDem

Les anticapitalistes :

La gauche institutionnelle : NPA, LO, POI, POID.

Les socialistes :

L'extrême gauche : GMI, La voix de l'Opposition de gauche et d'autres voix éparpillées...

Les partis ou les différents acteurs politiques n'ont pas été caractérisés sur le plan politique en fonction de leur nature, de leurs réelles intentions ou objectifs, de la classe sociale qu'ils représentaient réellement, mais en fonction du masque qu'ils portaient, du rôle et de la place que les représentants du régime leur avaient assignés et que le peuple ignorant adoptera à son tour.

On leur a ainsi assigné à tort une double nature ou des contradictions qui ne correspondaient pas à leur véritable nature ou à leurs réelles intentions, mais provenaient du processus dialectique historique auquel ils participaient, qui parce qu'il se déroulait inconsciemment favorisera une telle confusion qui prendra la forme d'une imposture.

C'est ainsi par exemple que le capitalisme a pu jouer un rôle progressiste sans que cela n'ait jamais été son objectif, sinon son acharnement à détruire tous les acquis du développement de la civilisation humaine n'aurait aucun sens. On lui attribuera volontiers cette vertu qu'il n'a pas méritée ou qu'il a usurpée, parce que le progrès social s'est toujours réalisé malgré lui, soit qu'il y ait été contraint pour des raisons économiques, soit qu'il y ait été forcé par la lutte de classe des exploités et des opprimés, parce qu'on ignore quelles furent les forces qui furent à l'origine du développement de la civilisation humaine.

C'était donc le développement des forces productives et de la lutte des classes qui constituaient les réels facteurs à l'origine du progrès social de l'humanité et non les esclavistes, les féodaux ou les monarques, les bourgeois ou les capitalistes, en dernier lieu, c'était le processus dialectique matérialiste et historique inconscient qui préside à la transformation de la matière, de la nature, des hommes, de la société, du monde, de l'univers.

Les partis ou les différents acteurs politiques servent les intérêts ou les besoins, la destinée d'une classe sociale bien déterminée et ils ne peuvent pas servir ceux d'une autre classe. Mais comment déterminer avec certitude quelle classe sert un parti ou un acteur politique ?

Les traîtres, révisonnistes, renégats, opportunistes, charlatans, aventuriers et autres illusionnistes professionnels en tous genres vous répondront que cela dépend de sa composition, de son programme, de ses dirigeants, de son histoire, etc. d'un tas de facteurs selon ce qui les arrange, mais s'agissant d'un parti ouvrier ils oublieront le principal, l'essentiel, la nécessité historique d'en finir avec le capitalisme et ses institutions qui doit se traduire en pratique dans son combat politique quotidien au côté de la classe ouvrière, ses prises de position ou déclarations, les moyens qu'il mettra en oeuvre pour combattre la réaction sur tous les fronts, sans jamais rien lui concéder, avancer et réaliser cet objectif politique, élever le niveau de conscience des exploités, les organiser et construire le parti qui leur permettra de renverser l'ordre établi ou de s'emparer du pouvoir politique pour pouvoir abolir le capitalisme, bref, réaliser la dictature du prolétariat et en finir avec la dictature du capital.

Tout parti, tout dirigeant ou acteur politique qui refuse d'inscrire son combat politique dans cette perspective est dès lors pro capitaliste, il ne mérite pas de figurer parmi la gauche, il se place lui-même dans le camp de la droite et doit être caractérisé comme tel. Sinon plus rien ne veut rien dire, parce qu'on craint de trancher une question déterminante, on ne tient pas à

se mouiller, on fait partie des faibles, des indécis, des lâches, des gens qui discourent à longueur de temps pour ne rien dire finalement, on est alors en présence d'un amateur, un dilettante, un aventurier, un imposteur dont les convictions fluctuent en fonction de ses intérêts individuels, sans vraiment de principes, de scrupules, d'idéal, bref en qui il est recommandé de ne pas placer sa confiance.

Généralement ces gens-là tiennent un double discours, et là où on peut les confronter, c'est qu'ils ne peuvent pas l'assumer. Demandez donc à un dirigeant du Front de gauche ou à ce qu'il en reste s'ils combattent pour en finir avec le capitalisme, maintenant, pas à la saint-glinglin, vous connaissez tous la réponse, aucun ne pourra affirmer que c'est le cas, ainsi vous êtes fixé.

Quant à ce qu'on a nommé la gauche, pourquoi institutionnelle, tout simplement parce qu'elle n'a jamais rompu avec le PS et/ou le PCF, estimant qu'ils avaient encore un rôle à jouer au sein du mouvement ouvrier ou au côté de la classe ouvrière, y compris au sein des institutions. Ils ont tissé mille liens avec les appareils de ces partis de droite au travers différentes institutions, Libre pensée, franc-maçonnerie, divers comités, etc. sans parler des syndicats qui leur assurent le couvert ou les financent indirectement.

Et puis, elle n'a jamais boycotté une élection sous la Ve République, pendant des décennies elle a appelé à respecter "la discipline républicaine", c'est-à-dire à voter au second tour des élections pour le candidat du PS ou du PCF encore en lice, parfois dès le premier tour. Elle n'a cessé de ménager le PS et de colporter des illusions dans ce parti.

Si on caractérise de gauche ces formations politiques, c'est davantage parce que des militants parmi les plus avancés ou qui entendent demeurer fidèles au socialisme s'y organisent plutôt qu'autres choses. Ce qui caractérise ces partis, c'est leur sectarisme sur fond d'arrière-pensées inavouables qui les empêchent de se rassembler pour lutter ensemble. Ils sont plus prompts à s'entendre avec des dirigeants, des cadres, des élus, des militants du PS ou du PCF plutôt que s'entendre entre eux, comme si finalement leurs dirigeants ne partageaient pas vraiment grand chose si vous voyez ce que je veux dire, l'essentiel dont il a été question plus haut pour être plus précis, à moins qu'ils préservent les intérêts de leur petite boutique, les uns et les autres intervenant dans des secteurs différents ou défendant des causes spécifiques, de sorte qu'ils ne risquent pas de se marcher sur les pieds ou de se rencontrer, généralement ils s'ignorent affectant le plus profond mépris les uns envers les autres, vous avouerez que cela est plutôt étrange pour des gens prétendant partager le même idéal ou lutter pour la même cause.

La dislocation et le déclin de cette gauche étaient la suite logique de celles du PS et du PCF, le masque du trotskysme dévoyé est tombé avec. Le dernier méfait de LO et du NPA aura été de participer à la grotesque mascarade de l'élection présidentielle de 2017, et celui du POI et du POID d'avoir eu la perspicacité (sic!) d'appeler à une candidature unique Hamon-Mélenchon, sachant que Hamon ne se désisterait jamais pour Mélenchon, faute d'avoir eu les moyens de présenter des candidats.

Si on les nomme institutionnel, c'est aussi parce qu'ils partagent certaines positions avec des partis qui se sont succédés au pouvoir depuis 40 ans, parfois parmi les plus réactionnaires qui soient, par exemple sur la Syrie concernant LO et le NPA.

Cette classification est sans doute imparfaite ou peu être améliorée, j'en ai bien conscience, disons qu'elle aide à y voir plus clair. Elle n'a pas pour fonction de distribuer les bons et les mauvais points.

Vous allez peut-être vous demander comment puis-je appeler à voter aux législatives pour les candidats du mouvement de Mélenchon que je classe à droite ? Je vous répondrai qu'il vaut mieux voter en sachant pour qui ou quoi on vote plutôt que l'ignorer et se faire berner ! Là en l'occurence, il n'y aura pas lieu d'avoir la moindre illusion ni dans le contenu de ce vote ni dans les intentions de ceux pour qui on votera, comme je l'ai expliqué dans deux précédentes causerie, c'est juste une question tactique et rien d'autre. Vaut mieux voter pour le candidat de droite le plus progressiste, que voter pour un candidat de gauche qui est un épouvantable réactionnaire, non ? Je n'y peux rien et vous n'y pouvez rien si Mélenchon et son mouvement, ses candidats ne sont pas de gauche, c'est comme cela, il faut vous faire une raison.

A quoi cela servirait-il de voter pour les candidats du POI, POID, NPA ou LO qui feront un score minable ? A rien sauf peut-être à avoir le choix au second tour entre un candidat de EM et LR ou FN. Cela vous dit ? Moi, non. Et à quoi cela servirait-il sinon permettre à Macron de pouvoir gouverner tranquillement. C'est ce que vous souhaitez ? Pas moi. Vous voyez, j'assume, je vais au bout de ma logique, c'est parfaitement clair, aucune illusion, aucune confusion ou embrouille

Cette position peut encore évoluer, tout va dépendre de l'attitude de Mélenchon. S'il s'alliait au PS, ce qui semble improbable, on aviserait, non, on cesserait immédiatement de le soutenir, et s'il s'effacait au profit d'un candidat du PS dans certaines circonscription, on lui retirerait notre soutien dans ces circonscriptions, car jamais nous n'appellerions à voter pour un candidat du PS.

Encore une question. Dans votre classement, vous faite figurer le PCF avec le PS, comment appeler à voter pour ses candidats... Uniquement sous l'étiquette FI, dans le cas contraire, pas une voix pour un candidat du PCF.

Le PCF fidèle à lui-même.

- La tension monte d'un cran entre France insoumise et PCF - Reuters

Les tensions déjà vives entre La France insoumise et le Parti communiste français (PCF) sont encore montées d'un cran jeudi avec la décision du mouvement de Jean-Luc Mélenchon d'engager des poursuites contre ses alliés communistes pour "usurpation" d'image en vue des élections législatives de juin.

"Le PCF cherche à semer la confusion chez les électeurs qui ont voté pour le candidat de la France Insoumise en faisant croire que les candidats du PCF aux législatives ont le soutien de Jean-Luc Mélenchon", écrit le mouvement dans un communiqué.

"Il n'en est rien. Les seuls candidats qui ont ce soutien sont ceux validés par la France Insoumise", ajoute-t-il. "En conséquence nous exigeons du Parti communiste l'arrêt immédiat de l'utilisation de la photo de Jean-Luc Mélenchon ainsi que de tous les éléments graphiques appartenant à la France Insoumise."

Face à ce qu'elle considère comme une "usurpation", La France insoumise (FI) annonce sa "décision d'engager des poursuites judiciaires" afin de "faire cesser cette situation puisque nos rappels à l'ordre répétés ne sont suivis d'aucun effet".

"Nous déplorons un procédé qui, au nom de 'l'identité communiste', refuse tout accord national mais s'approprie l'image de la France insoumise et de son candidat dans le but de gonfler artificiellement le score du PCF", peut-on lire dans le communiqué.

Le PCF n'a pas tardé à réagir en exprimant son incompréhension face à la charge lancée à son encontre.

"Nous ne comprenons pas l'agacement soudain exprimé" par la France insoumise, a dit Olivier Dartigolles, porte-parole du parti dans un communiqué. "L'heure est au rassemblement, pas à la polémique."

Dans les faits, le rassemblement en est encore au stade de la chimère malgré les mises en garde, place du Colonel Fabien, contre une concurrence qui pourrait s'avérer "mortelle".

Les discussions sur une entente entre les deux mouvements en vue des élections législatives des 11 et 18 juin sont au point mort. Deux réunions, organisées vendredi et mardi, se sont achevées sans avancées concrètes.

Les échanges achoppent toujours sur la question d'une charte que le mouvement de Jean-Luc Mélenchon souhaite faire signer à tous les candidats mais que refuse le PCF.

La France insoumise, forte du score de Jean-Luc Mélenchon au premier tour de la présidentielle (19,6%), entend présenter des candidats dans l'ensemble des circonscriptions, y compris dans celles des communistes sortants.

Le mouvement de l'eurodéputé, qui est arrivé en tête dans 67 circonscriptions et dans quatre des dix plus grandes villes de France le 23 avril dernier, se montre pour l'heure réticent à "tout arrangement" avec d'autres forces politiques au nom de la "cohérence".

Mardi, le secrétaire national du PCF Pierre Laurent a regretté dans une tribune publiée sur Mediapart que "les premières propositions discutées vendredi (lors d'une réunion entre les deux mouvements-NDLR) envisagent un accord limité à un petit nombre de circonscriptions".

Les déclarations de candidatures pour les législatives doivent être déposées entre le lundi 15 et le vendredi 19 mai.

A l'heure actuelle, dix élus Front de Gauche siègent à l'Assemblée nationale au sein du groupe la Gauche démocrate et républicaine (GDR) et une vingtaine au Sénat au sein du groupe communiste, républicain et citoyen (CRC). Reuters 04.05

Macron a fait savoir qu'il considèrerait chaque voix portée sur son nom comme une adhésion à son programme. Laurent a appelé à voter Macron le 7 juin, cela signifie qu'il adhère au programme de Macron, dès lors on comprend pourquoi il ne peut pas adhérer à celui de FI.

Parole d'internaute.

1- "Sage remarque que " L'élection présidentielle est le triomphe de la dépossession".

En France avec la Vème République où le "président" est quasi un monarque.

Elire un monarque, c'est se considérer comme ses sujets et non comme un "peuple souverain".

Pourtant, l'élection présidentielle est celle qui mobilise le plus de Français. Ah ! Les contractions à la française !"

Où l'absence de maturité politique des masses laborieuses...

2- "Les lecteurs de Mediapart savent combien peu JLM et la FI y sont en odeur de sainteté. Plenel peut commencer à dire des gentillesses à Mélenchon, maintenant qu'il a été "dégagé" lui aussi et après s'être assuré qu'il le serait. Ce qui n'empêche pas un dernier coup pour la route, façon "il est aigri + position ambiguë + les extrêmes se rejoignent"."

3- "Petit rappel historique toujours utile :

À l'élection de 1925, Paul von Hindenburg avait été le candidat de la droite politique et avait été vigoureusement opposé à une grande partie de la gauche modérée et du centre.

Cependant, en mars 1932, les forces politiques de centre gauche ont décidé de s'unir avec la droite modérée de Hindenburg, afin de faire barrage à l'élection d'Hitler. Ce fut très utile, Hindenburg est élu.

Janvier 1933 : Alors que les nazis ont moins de députés qu'un an auparavant, Hindenburg appelle Hitler au pouvoir.

27 février 1933, incendie du Reichtag, il n'y aura plus de consultation démocratique jusqu'en 1945.

Le vote utile, a-t-il été utile ?"

LVOG - Ayez quand même à l'esprit que le régime qui prévalait avant que Hitler devienne chancelier du Reich n'était pas vraiment démocratique, ceci explique cela. Sinon vous ne comprendrez pas dans quel monde nous vivons en 2017. C'est hélas le cas de la plupart des gens ! Pourquoi ? Mais parce qu'ils ne le savent toujours pas, pardi ! On les a abreuvés de la démocratie par ci, la démocratie par là, le retour à la démocratie... qui n'a jamais existé...

4- "L'abbé Sieyès, en 1789, avait déjà déjà dit qu'un système représentatif était préférable à un système démocratique. À part la Commune de Paris, la France à toujours vécu sous un régime représentatif.

Dire d'un système politique qu'il est démocratique ET représentatif est une contradiction ; dire une chose et son contraire."

Vive la Commune de Paris ! Moins ses faiblesses toutefois... La prochaine fois, on poursuivra les chiens de Versaillais jusque dans leur tanière et on les exterminera jusqu'au dernier.

Macronligarchie (dessus).

- Cazeneuve dénonce "l'outrance" de Le Pen, vante la "présidentialité de Macron" - AFP

- Macron déplore "les pudeurs de gazelle" de certains indécis - AFP

- Barack Obama apporte son soutien à Emmanuel Macron - Reuters

- Macron rend hommage à Jaurès dans le Tarn - Reuters

Il n'y a qu'à Marx et Engels qu'ils ne peuvent pas rendre hommage, vous aurez compris pourquoi et pourquoi nous ne rendrons jamais hommage à Jaurès.

- Pour son premier voyage à l'étranger, Trump choisit Israël et l'Arabie saoudite - AFP

Déjà sous Vichy les Présidents d'Université !

- Quand les Présidents d'Université appellent leurs étudiants à voter Macron ! - Les-crises.fr 04.05

Quelques commentaires sélectionnés d'internautes.

1- Un copié collé des jeunesses hitlériennes remises au gout du jour ! Atterrant.

2- C'est absolument terrifiant !

Il n'y a rien d'autre à dire.

3- Les présidents d'université disent à leurs étudiants ce qu'ils doivent voter dimanche : voilà une magnifique démonstration de cléricalisme au XXIe siècle !

4- En realite, on est face à ce qu'Emmanuel Todd appelle un flash totalitaire. Et comme pour Charlie, on ne s'en prend pas seulement au camp d'en face mais aussi au camp de ceux qui veulent rester en retrait et qui sont pries de choisir leur camp dans les plus brefs delais. Le paralllele entre Charlie et cet entre 2 tours est saisissant : meme terrorisme intellectuel, meme systemes familiaux a l'oeuvre (la famille souche autoritaire-inegalitaire de l'Ouest qui manifeste le 11 janvier et qui vote Macron des le 1er tour).

5- On serait cynique on pourrait dire qu'ils anticipent la victoire de Macron qui va augmenter le principe de l'autonomie des universités … ils se placent, se signalent.

Mais plus profondément c'est le symptôme d'une déliquescence du principe de neutralité du service public. On est à la limite de la faute professionnelle.

6- La limite est belle et bien franchie à mon avis.

7- A mon sens, ces exhortations à "faire le bon choix" (qui est assez vieux pour comprendre la référence ?) trahissent une appréhension grandissante face à des menaces convergentes à l'encontre du statut actuel.

1) Les étudiants ont été passablement agités dans le passé récent — et pas en faveur des présidents d'université. Ces appels et pétitions sont une façon de les cornaquer, alors que Mélenchon a rencontré un singulier succès auprès des jeunes.

2) Macron a très clairement annoncé qu'il amplifiera la réduction des dépenses publiques et les privatisations. Ces hauts fonctionnaires d'université font donc un peu de lèche pour se faire bien voir (et ainsi conserver le reliquat de budgets, ou se positionner pour les fusions d'établissements).

3) Il ne s'agit point ici du fameux 1% — plutôt du 10%, voire du 20%. Qu'ils soient PS, LR ou Bayrou, ils commencent à sentir que les craquements du système se font maintenant entendre plus proches. Avec Macron, ils espèrent repousser les échéances face à un FN plutôt moins bien disposé envers les professions intellectuelles.

4- voici le mail que j'ai reçu :

"Madame, monsieur,

Veuillez trouver ci-dessous et en pièce jointe une déclaration de la Coordination des Universités de Recherche Intensive Françaises (CURIF) au sujet des élections présidentielles de 2017.

DECLARATION DE LA CURIF

La France est à un moment clé de son histoire où les valeurs universelles et humanistes de la République sont en question.

Les présidentes et présidents de la coordination des universités de recherche (CURIF) – comme la conférence des présidents d'université et les présidents d'organismes de recherche – appellent à aller voter au second tour des élections présidentielles contre Madame Le Pen, dont le programme menace les fondements même de notre société, des sciences et de l'université.

Cordialement,

Jean Chambaz"

Ils pourront bien entendu aller se faire voir.

7- Le lien suivant contient l'e-mail qui a été envoyé aux personnels des trois universités lilloises (mais pas aux étudiants a priori). https://framadrive.org/s/IR3pX2SOZtKvGks

8- Je confirme !

Étudiant aux Arts & Métiers (ENSAM), j'ai été absolument surpris de recevoir un mail de mon tout nouveau directeur d'école : M. Laurent Champaney.

Tout va bien!

"Chers étudiants, chers personnels,

Dimanche, notre pays est appelé à s'exprimer lors d'élections qui génèrent de grands débats compte-tenu des choix proposés aux citoyens. Je ne souhaite pas abuser de ma position ni de ma capacité à vous écrire tous pour orienter votre choix. Je souhaite juste vous rappeler ce que représente notre appartenance à l'institution « Arts et Métiers » et la conduite qu'elle nous impose.

[… Blabla sur les valeurs]

Ne pas nous exprimer n'est pas digne des valeurs que nous portons. S'abstenir ou voter blanc ne représente pas qui nous sommes ! Nous devons prendre parti, faire des choix et assumer ceux de la société afin de continuer notre action.

Je vous invite donc à vous exprimer clairement dimanche, pour porter les valeurs républicaines qui nous unissent aux seins des Arts et Métiers et qui permettront à notre établissement de continuer longtemps ses missions au service de la société.

Avec tout mon attachement à nos valeurs.

L. C"

9- Pour information, je suis également ancien élève des Arts et Métiers, autrement dit Gadz'arts ! Bravo á la direction de l'école pour cette chasse aux sorcières, plus moyen d'échapper à l'inquisition, bientôt des accompagnateurs dans les isoloirs comme dans la Turquie d'Erdogan, si tu votes mal, hop, au veld'hiv !

10- On a l'impression que les thuriferaires de l'oligarchie ne prennent même plus la peine de se faire discrets.

Un peu comme les Maurassiens en 1940 lorsque leur champion Pétain prit le pouvoir.

Et aujourd'hui, bienvenue au champion de l'oligarchie: CAC Macron !

11- La "notion d'égalité"? Elle est où cette notion? La France ne vit pas en république, mais dans un système féodal basé non sur la famille (quoique…), mais sur l'élection, et dans le cas présent sur l'élection d'une marionnette choisie par des oligarques qui ont réalisé un battage médiatique assez incroyable pour parvenir à leur fin. En tout cas un battage indigne d'une démocratie, ce que n'est pas la France. Dans une démocratie c'est le peuple qui tranche les questions de société, ce ne sont pas des professionnels de la politique qui peuvent faire ce qu'ils veulent une fois élus sans aucun contrôle que les manifestations de rue et la grève.

Un autre exemple d'égalité? Un quidam condamné à un mois de prison ferme pour le vol de 20 centimes. D'autres quidams volent des dizaines de milliers d'euro, des centaines de milliers ou des millions: ils ne vont jamais en prison et ils demeurent éligibles.

Relire "les animaux malades de la peste". Rien n'a véritablement changé depuis Jean de la Fontaine.

12- Bon les amis je pense que tout cela commence sérieusement à ressembler à une dérive totalitaire. Face à ce constat, deux choix s'offrent à nous :

– Lutter pour la liberté d'expression sous toutes ses formes (comme le font les opposants à un régime dictatorial).

– S'expatrier.

13- De mon côté je suis tombé sur ceci :

http://www.courrier-picard.fr/27959/article/2017-05-04/le-president-de-luniversite-appelle-faire-barrage-marine-le-pen

14- Qu'est ce qui fait que MLP ne posait pas problème avant et devient une horreur au second, n'était il pas plus logique de mettre

la pression avant pour permettre à un “democrate” de postuler au poste de 1er poste de l’état ?

15- Donc contre le totalitarisme, usons de méthodes totalitaires…

16- La direction de l’INSA a envoyé le même type d’appel à tous ses étudiants et personnels aujourd’hui même.

Manuel Tunon de Lara, président de l’université de Bordeaux a envoyé le hier un mail à tous les étudiants et personnels de l’université (plusieurs dizaines de milliers de personnes) pour appeler à faire barrage au FN. Ses arguments sont puissants, jugez vous même:

“Moi-même issu de l’immigration à une période où l’Espagne franquiste et les pays d’Europe ont dramatiquement souffert du populisme nationaliste, des discriminations et de la mise à l’écart des « élites », je ne peux me résoudre aujourd’hui à rester silencieux devant le risque de voir l’Histoire se répéter.”

Notez la totale contradiction dans ses deux dernières phrases:

“Je n’ai aucune leçon à donner à quiconque et chacun doit garder son libre arbitre, pouvoir exprimer ses convictions. Il est néanmoins de ma responsabilité d’appeler la communauté universitaire à aller voter dimanche prochain et à faire barrage par son vote à l’accession de Marine Le Pen à la Présidence de la République Française.”

Je peux fournir le mail de Bordeaux et le pdf de l’INSA pour enrichir l’article si vous le souhaitez.

17- Je suis en prépa, mais je suis inscrit en cumulatif à l’université et j’ai reçu aussi une lettre de la CURIF (via UPMC).

A titre d’information la CURIF regroupe 13 universités française (http://www.curif.org/fr/a-propos/membres/) : Pierre-et-Marie-Curie (Paris 6), Paris-Sorbonne (Paris 4), Paris-Diderot (Paris 7), Paris-Nanterre (Paris 10), Strasbourg, Aix-Marseille, Paris-Sud (Paris 11), Montpellier, Rennes 1, Grenoble-Alpes, Toulouse 1, Paul-Sabatier (Toulouse 3), Lille 1, Bordeaux, Claude-Bernard (Lyon 1), Nice Sophia-Antipolis, Paris-Descartes (Paris 5), Lorraine (Nancy et Metz)

17- Je trouve fou qu’on ait le droit de faire de la propagande électorale à quelques jours du scrutin, cela devrait être interdit, d’autant que les universités sont un argument d’autorité pour les élèves. C’est une méthode dangereuse et douteuse; et je suis neutre dans cette affaire : j’ai voté pour un petit parti mais avec un projet sérieux (si vous voyez… :P)

18- Anciennement étudiant à la faculté de droit d’Angers, je confirme avoir reçu par mail un message similaire du doyen de l’université. Faute de place je ne peux coller sa déclaration dans ce commentaire, mais il semble que le droit de réserve ne veut plus rien dire pour ces gens là. Plusieurs étudiants, de l’université de Rennes, Nantes, de l’ESSEC et d’autres confirment également avoir recu un long discours comme dans l’article ci-dessus .

19- “il semble que le droit de réserve ne veut plus rien dire pour ces gens là…”

Ca fait plusieurs fois que je lis dans les commentaires cette expression fausse : “droit de réserve”, alors qu’il s’agit de l’OBLIGATION de réserve. Merci d’employer le mot qui convient, et qui permet d’estimer que ceux qui l’enfreignent commettent une faute lourde passible de sanctions appropriées.

http://droit-finances.commentcamarche.net/faq/23883-obligation-de-reserve-definition

20- Il y a aussi Angers : http://www.angersmag.info/Elections-l-appel-au-vote-du-president-de-l-Universite-d-Angers_a13214.html 30000 personnes priées de fait de voter pour … (devinez ; je me refuse à écrire ce nom, mon clavier m’en voudrait) pour contrer l’autre (ben tiens).

21- Je suis doctorant à l’Université de Montpellier (UM, gros pôle universitaire de Montpellier, médecine, droit, économie, sciences de la nature, mathématiques, informatique, …) et le président de l’UM a transmis la pétition et l’appel à voter Macron de l’UM3 à l’ensemble du personnel administratif et scientifique de l’UM.

A titre personnel, je suis ébahi par tant d’audace. Plus ébahi encore que le jour où j’ai intégré mon labo et où j’ai compris qu’une partie de l’élite scientifique avait une opinion très arrêtée sur la politique de la France.

22- Ce n’est pas tout à fait du même ordre mais aujourd’hui j’ai également vu que plusieurs maires avaient appelé – par courrier – à voter Macron pour faire barrage au FN (avec l’argent du contribuable donc). Département de la Marne (51), mais aussi à Nancy (54) et Saint-Denis (93).

http://www.20minutes.fr/strasbourg/2061235-20170503-marne-maire-envoie-lettre-administres-appeler-voter-emmanuel-macron

23- Les présidents d'université utilisent les fichiers à des fins autres qu'administratives. C'est un délit.

24- Une preuve supplémentaire de cette "élite" qui se délite. Mais n'est ce pas aussi qu'ils ont le sentiment que quelque chose de précieux est en train de leur échapper : la manipulation des cerveaux de ce peuple qu'ils méprisent au plus haut point. Dans un tel contexte de déshérence il ne leur restera bientôt plus qu'une seule alternative dont ils ne se gêneront pas d'abuser : la violence physique. A ce titre Macron est bien un "Bourbon fin de règne".

25- Je sais le sujet sensible, mais qui n'a pas vécu certains réseaux (…) ne peut comprendre ce genre de mouvement pas du tout spontané.

Il est si nécessaire à certains de s'accaparer l'héritage d'une résistance qu'ils trahissent chaque jour, d'afficher des valeurs "humanistes" pour oublier leur collaboration à un monde de destruction ailleurs…

Et plus ils trahissent, détruisent, plus il faudra des écrans de fumée comme Obama pour faire croire à une Amérique protégeant les faibles ou Macron en bleu de travail pour faire oublier qu'il est la finance

Ils osent tout.

- Venezuela: le chef de l'opposition nie toute "violence" de son camp - AFP

- Manifestations au Venezuela: un leader étudiant tué - AFP

L'asile de fous de Hollande

- Dissident. L'artiste russe Piotr Pavlenski obtient l'asile en France - Liberation.fr

Il s'était cousu les lèvres, enroulé nu dans du fil barbelé, cloué la peau des testicules sur les pavés de la place Rouge. Et avait aussi mis le feu aux portes du siège du FSB (ex-KGB) à Moscou… Liberation.fr 04.05

Vous imaginez un militant mettre le feu aux portes du siège de la DGSI, manu militari il serait foutu en tôle, mieux ils l'abattraient sur place ! Mais là c'est en Russie que cela s'est passé... Propagande oblige !

- Côte-d'Ivoire 40 tonnes de faux médicaments saisis - Liberation.fr

Ils osent tout et plus encore.

- Al-Jazeera aurait réalisé un faux tournage d'une nouvelle «attaque chimique» en Syrie - sputniknews.com

Une fausse séquence montrant l'armée syrienne avoir recours aux armes chimiques contre des civils aurait été commandée par une personne se trouvant sur le territoire européen, a affirmé à Sputnik une source militaro-diplomatique.

Un groupe de stringers de la chaîne Al-Jazeera a récemment réalisé un tournage falsifié d'une nouvelle « attaque chimique » qui aurait été perpétrée par l'armée syrienne contre des civils, a affirmé à Sputnik une source militaro-diplomatique.

« Les résultats apportés par le spectacle télévisé présenté par les Casques blancs d'une attaque au sarin qui aurait été perpétrée par les autorités syriennes à Khan Cheikhoun ont inspiré les terroristes à poursuivre le tournage de la "série télévisée" », a indiqué l'interlocuteur de Sputnik, ajoutant que des informations concordantes concernant la provocation ont été obtenues depuis plusieurs sources.

Toujours selon la source, le tournage a eu lieu dans les localités de Saraqib, d'Erich et de Jisr al-Shugur (province d'Idlib) et a impliqué près d'une trentaine de voitures de pompier et d'ambulances ainsi que près de 70 habitants locaux avec des enfants provenant d'un camp de réfugiés.

« Afin de rendre la séquence plus réaliste, celle-ci a été filmée à l'aide de téléphones portables depuis plusieurs angles de vues ainsi qu'à l'aide d'un quadrirotor. À l'issue du "tournage" chaque participant, enfants compris, a reçu du groupe 1 000 livres syriennes et un lot alimentaire », a poursuivi la source.

« Plusieurs publications simultanées de fausses vidéos accompagnées de commentaires criards sur les réseaux sociaux devaient avoir lieu d'ici dimanche sur l'ordre du commanditaire et du sponsor du tournage dans un pays européen », a conclu l'interlocuteur. sputniknews.com 03.05

Haut de page

Le 6 mai 2017

CAUSERIE

Finalement je n'ai pas ajouté de nouveaux articles, tous ceux que j'ai lu ces derniers jours ne nous apprenaient rien de bien intéressant.

Dimanche 7 mai 2017, 20h : Macron illégitime, dégage !

Quelques réflexions personnelles et politiques.

1- J'ai le privilège de pouvoir passer quasiment tout mon temps à penser à notre cause sans être perturbé par quoi ou qui que ce soit, j'ignore si le résultat est à la hauteur, mais je ne peux pas m'empêcher de me dire que je suis parvenu à comprendre beaucoup plus de choses que la plupart des gens qui y consacrent beaucoup moins de temps.

En même temps, comme je suis quelqu'un de très modeste, je ne peux pas l'admettre, j'en suis même gêné rien que d'y penser, c'est pour dire, peut-être parce que je sais que je n'ai pas les capacités d'un intellectuel, et pourtant dans bien des cas je parviens à une profondeur d'analyse supérieure à la leur, ce qui me perturbe parce que je ne comprends pas pourquoi ils n'y parviennent pas, je n'ai pas de réponse à cette question, je ne peux même pas invoquer les conditions du moment puisque je subis les mêmes. Les intellectuels ont la tête trop pleine et mal faite dit-on.

Quand je regarde des films qui comportent des énigmes, je constate que très souvent pour en venir à bout il faut se vider le cerveau, et surtout il ne faut pas se fier à ce qui semble logique et va nous induire en erreur, encore moins aux apparences. Autrement dit, il faut aborder chaque situation sans tenir compte de notre expérience ou de nos connaissances, il faut faire comme si elle était nouvelle et qu'on avait tout à découvrir à son sujet, ce qui implique de se remettre totalement en cause, de partir du constat qu'on ne sait rien.

Si j'apprécie particulièrement ce genre d'histoires, c'est parce que c'est un excellent exercice qui va nous servir quand on réfléchira à une question politique. Au lieu de s'en remettre à des formules apprises par coeur, une théorie ou je ne sais quoi, on remet les compteurs à zéro, on fait le vide dans sa tête et on essaie d'avancer le plus loin possible, et c'est ainsi qu'on découvre un tas de choses à côté desquelles on était passé tout en se croyant très intelligent, cela donne à réfléchir et nous incite à faire preuve de plus de modestie, ce n'est jamais inutile.

L'avantage de ce genre d'exercice, c'est qu'on est obligé de faire preuve d'une attention soutenue, d'une profonde concentration, on doit tout observer, tout prendre en compte, y compris les moindres détails, dont la plupart demeuront au second plan ou s'avèreront sans intérêt, alors que certains passeront par la suite au premier plan ou s'avèreront capitaux pour comprendre le rapport de cause à effet qui existait entre différents facteurs ou acteurs.

Chaque fois que je parviens à une conclusion, je me demande qu'est-ce que j'ai pu oublier et je me repasse tous les facteurs, j'essaie d'en oublier aucun, je ne néglige rien, c'est harassant mais indispensable, et quand ma conclusion va à l'encontre d'une idée admise, je vais y réfléchir des heures, des jours entiers, des semaines parfois jusqu'à épuisement complet des hypothèses ou des questions qui me seront venues à l'esprit, et si j'ai le moindre doute, je reprends tout à zéro encore une fois, dix fois s'il le faut jusqu'à temps que je parvienne à des réponses satisfaisantes, cohérentes, et quand ce n'est pas le cas, je laisse tomber provisoirement et je me remets à l'ouvrage quelques heures plus tard ou le lendemain et ainsi de suite.

Je ne suis pas borné, mais l'inverse, obstiné, je pense que c'est la bonne méthode pour progresser. La plupart des gens se satisfont de peu, ils s'accommodent de la médiocrité, la leur pour commencer, moi je ne la supporte pas, chez moi en premier, chez les autres quand ils veulent nous l'imposer, ils n'ont pas d'idéal, moi j'en ai un et il me passionne par dessus tout, pourquoi, pardi parce qu'il est universel !

Vous m'excuserez cette digression très personnelle, car parfois c'est difficile de supporter ce que leur vieux monde débile nous impose, surtout quand on a une idée assez précise de ce qu'il pourrait être et qu'il ne sera pas avant longtemps comme nous sommes partis, hélas, surtout pour les générations à venir !

2- Au XIXe siècle, sur un peu moins d'un milliard d'habitants deux hommes seulement parvinrent à un niveau de conscience universelle, Marx et Engels. Au XXe siècle, sur un peu plus d'un milliard d'habitants, trois au milieu du XXe siècle, un homme seulement parvint à un niveau de conscience universelle, Lénine. Au XIXe siècle, sur 7,3 milliards d'habitant, aucun homme n'a atteint un niveau de conscience universelle. A ce rythme-là, c'est la civilisation humaine qui va disparaître, non ?

Nous sommes nombreux à posséder un bout ou un petit bout de cette conscience universelle. Et à quoi cela nous sert-il ? A rien ! On ne peut pas les additionner parce qu'on n'additionne pas des saucissons, des pommes et des alumettes. On ne peut pas non plus les coller bout à bout parce que leurs contours ne correspondent pas. Il faudrait les assembler à la manière d'un puzzle et chercher ensemble les pièces manquantes pour en venir à bout, sauf que personne ne veut mettre en commun les pièces qu'il possède au risque que le tableau demeure inachevé et la scène qu'il représentait s'estompe à jamais faute de l'avoir fixé à temps. La page blanche sur laquelle nous devions écrire l'histoire est devenu toute noire, et il n'y a plus rien à en tirer.

3- Plus personne n'ignore en France que Macron est l'héritier de Hollande et Valls.

Question : Les Français étaient entre 5 et 10% à être satisfaits de l'action du président de la République François Hollande avant qu'il annonce qu'il ne se représentait pas, vont-ils être 50, 60, 70% à voter pour son clone Macron qui présente le même programme ?

4- On était bien déjà sous une dictature, ils le disent eux-mêmes.

Le Point : "la logique même des élections républicaines, c'est-à-dire à l'obligation de faire un choix".

Voter, c'est légitimer la Constitution et les institutions de la Ve République dans le cadre desquelles s'incrit l'élection présidentielle.

Refuser de voter ou boycotter l'élection présidentielle, c'est rejet ce cadre, la Constitution et les institutions de la Ve République.

Question : Quels partis ouvriers ont-ils appelé au boycott de cette élection ? Aucun.

Autrefois on était gouverné par des monarques ou des empereurs auto-proclamés. De nos jours, nous les élisons. Hier ces autocrates étaient illégitimes, aujourd'hui ils le sont. Vous avez compris pourquoi, n'est-ce pas ? Dans ces conditions, peut-on affirmer que la démocratie aurait progressé, quand finalement les droits politiques concédés au peuple ne servent qu'à légitimer son propre asservissement au régime en place ?

5- De quoi était grosse la machination destinée à porter Macron à l'Elysée ? Qui est l'élite qui soutient Macron, de quoi est-elle capable pour l'imposer ? Parce que ce sont des fanatiques qui ne tolèrent pas qu'on puisse faire une interprétation de la situation différente de la leur ou qu'on puisse tout simplement avoir des idées ou des aspirations qui ne correspondent pas aux leurs, ils se font tyrans et n'hésitent pas à recourir aux moyens les plus détestables pour les imposer, à harceler, diffâmer, insulter, menacer, réprimer, détruire tous ceux qui leur résistent.

Un petit tour dans leur vieux monde sordide.

Quand le rabbin et l'extrême droite font bon ménage.

Le 2 mai, le rabbin Shmuley, qui se présente dans sa bio Twitter comme le «rabbin le plus connu d'Amérique» (il reprend une citation de médias) s'est rendu à la Maison-Blanche pour rencontrer Steve Bannon, l'énigmatique conseiller en chef du président Trump. Visiblement très content de leur échange, il publie une photo sur Twitter et écrit: «Steve est un ami génial et déterminé de l'Etat juif.» slate.fr 05.05

Une "tâche" !

Jean-Claude Juncker: arriver au sommet de l'Onu à Genève bourré, c'est fait! - sputniknews.com

https://www.youtube.com/watch?v=1fASN9oYGdw

On a tous eu dans la vie des moments embarrassants, où l'on sait qu'on a bu «un coup de trop». Mais lorsqu'il s'agit du président de la Commission européenne lors d'un sommet important, cela fait vraiment tâche. Qui plus est, M. Juncker semble être coutumier du fait…

Le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker est arrivé au sommet de Genève en état d'ivresse, relate le tabloïde britannique The Sun en se référant à des « sources diplomatiques ». Ainsi, d'après les informations, M. Juncker s'est cogné aux meubles et a percuté des personnes tout en se comportant de manière désinvolte avec les collègues plus jeunes.

« Son comportement était bizarre et un peu embarrassant pour tout le monde », relatent les sources, citées par le média britannique. Et de conclure :

« C'était clair, Juncker était bien bourré ».

Ce n'est pas la première fois que l'on soupçonne le chef de la Commission européenne d'abus d'alcool. Par exemple, lors du Sommet du Partenariat oriental à Riga en 2015, Jean-Claude Juncker, plutôt de très bonne humeur, comme on peut l'observer sur la vidéo publiée sur les réseaux sociaux, semble être très détendu lorsqu'il accueille tous les participants au sommet. Ainsi, chacun de ceux qui arrivaient, recevaient de la part du président de la Commission européenne des bisous sur la joue ou sur la nuque et même des gifles amicales. sputniknews.com 05.05

Dans quel camp sont-ils ? MSF tombe le masque.

L'Etat sioniste soigne les barbares d'Al-Qaïda (Al-Nosra - Daesh) qui affrontent l'armée syrienne sur le plateau du Golan et sa région, et MSF fait le même "bon boulot" après être entré illégalement en Syrie.

- MSF suspend ses activités dans un hôpital de la banlieue de la Ghouta - sputniknews.com

Suite à une incursion armée d'une trentaine de belligérants dans l'hôpital de Hazzeh, dans la banlieue de Damas en Syrie, le 29 et le 30 avril, où opère l'organisation, Médecins sans frontières (MSF) a suspendu ses activités. Joint par téléphone par Sputnik, la docteur Said Fliti, coordinateur de l'aide médicale en Syrie, revient sur l'événement.

Une trentaine de personnes masquées et armées se sont introduites dans l'hôpital de Hazzeh, dans la banlieue de Damas en Syrie, où travaillent les médecins de l'organisation MSF. Les agresseurs, appartenant aux forces d'opposition, semblaient être à la recherche de plusieurs choses et sont repartis avec une ambulance qui a été retrouvée endommagée quelque temps après.

Dans une interview accordée à Sputnik, la docteur Said Fliti, coordinateur de l'aide médicale en Syrie, explique que faute de preuves assez solides, ils ne sont pas encore en mesure de dire à quel groupe armé les assaillants appartenaient.

Pourtant, concernant l'origine de cette attaque, la docteur a confirmé qu'elle n'était pas liée à l'État syrien mais à des groupes rebelles qui n'ont rien à voir avec lui:

« Nous parlons de groupes armés, issus de l'opposition. C'est ce qui s'est passé à la Ghouta. »

Mme Fliti déclare ne pas avoir peur de représailles et explique qu'elle et ses collègues entendent protéger les patients, leur équipe et les infrastructures. Et de rajouter, que les Médecins sans Frontières travaillaient partout, « là où on a besoin de MSF », sans faire de distinction entre les régimes, par exemple à Hazzeh, dans la Ghouta orientale.

Cependant, Mme Fliti déclare qu'il est difficile pour eux de travailler avec le gouvernement syrien:

« Il nous faut un permis de travail. Mais vraiment, nous n'avons aucun problème, les mandats MSF nous permettent de travailler partout. »

Du côté syrien, Bachar Wammoy, un entrepreneur qui travaille actuellement dans tout le pays et fait parvenir de l'aide humanitaire, dans une interview à Sputnik revient sur les groupes combattants auxquels a pu être confrontée l'organisation Médecins sans frontières. Ainsi, depuis au moins cinq ans la zone est contrôlée par deux groupes terroristes, l'un est armé par la Turquie et l'autre par l'Arabie saoudite :

« Dans la Ghouta, l'armée syrienne n'est pas présente. Elle se trouve à l'extérieur de cette zone. Et Médecins sans frontières se trouve à l'intérieur, là où il y a les combats. Donc ce qui est arrivé à MSF est 100 % la responsabilité d'une des deux organisations ».

Et de conclure :

« Médecins sans frontières a peut-être le désir d'apporter une aide humanitaire, mais le jour où ils ont décidé de franchir les frontières syrienne illégalement, ils ont décidé d'aller dans les zones contrôlées par Al-Qaïda, l'État islamique et tous les autres, car ils sont tous pareils sous des noms différents, ils représentent le même mal. Ils ont tous la philosophie wahhabite ». sputniknews.com 05.05

Election présidentielle ou ils osent tout.

- Sans rire, le patron du blog Les-crises.fr, Olivier Berruyer, lance une pétition pour un "référendum d'initiative citoyenne".

Un internaute lui fait remarquer que cela aurait plus de poids si un ou des partis politiques avaient été à l'initiative de cette pétition ou la reprenaient à leur compte, et Berruyer de lui faire une réponse... à la Macron : non, "parce que c'est un sujet trop sérieux pour être confié aux politiques".

- Après le coup de "l'attentat terroriste" 3 jours avant le 1er tour de la présidentielle, ils nous font le coup 2 jours avant le second tour du piratage informatique visant Macron. Qui peut encore les croire ?

- France/présidentielle: un piratage massif touche la campagne Macron - AFP

A la veille du second tour dimanche entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, la présidentielle française a connu un énième rebondissement avec la fuite sur internet de milliers de documents de la campagne du candidat centriste, une "déstabilisation" aussitôt dénoncée par l'ancien ministre. AFP 05.05

Que craignent-ils ?

- Hollande souhaite le score "le plus élevé" pour Emmanuel Macron - AFP

La pire crevure à la rescousse

- "Front républicain" : un rassemblement contre Marine Le Pen initié par BHL - Franceinfo

Un rassemblement contre l'abstention mettant en avant le "front républicain" se tient ce vendredi 5 mai à la Maison de la Chimie, à Paris. " C'est l'image du jour, deux anciens Premiers ministres, de gauche, de droite, Manuel Valls, Jean-Pierre Raffarin, mais aussi de nombreuses personnalités politiques, des intellectuels, des écrivains, se rassemblent en ce moment même", décrit Dorothée Lachaud. Franceinfo05.05

Leur obsession : Le rejet !

- Libération : Conséquence du «ni-ni», la participation devrait toucher le fond lors du second tour, tandis que le vote blanc pourrait exploser. Libération 05.05

- LePoint.fr : Présidentielle : les votes blancs et nuls feront cette élection

Le Point se désole : "Un « séisme électoral » est largement redouté.

Arithmétiquement, le vote blanc équivaudra à une abstention. Autant de soutiens en moins pour Emmanuel Macron dans son duel contre Marine Le Pen. (...) en ce 7 mai, près des deux tiers des votants vont devoir se prononcer entre deux candidats à qui ils n'avaient pas accordé leur confiance 15 jours plus tôt. De mémoire d'observateur des élections, le fait est inédit. Comment les reports vont-ils se répartir ? Combien feront de leur non-choix un choix, soit en restant chez eux, soit en déposant un bulletin blanc ou nul dans l'urne ?

Sanctionner la valeur élective du vote blanc est une demande ancienne. Elle est apparue dès le milieu du XIXe siècle et s'est très vite heurtée à une fin de non-recevoir en France. Le décret de février 1852 a inscrit dans le marbre un tel rejet (...)

La raison principale du refus français est que cela contreviendrait à la logique même des élections républicaines, c'est-à-dire à l'obligation de faire un choix. Tous les ministères de l'Intérieur ont repris cet argument. On peut ne pas être satisfait de l'offre politique présentée. S'y soustraire, c'est, en revanche, s'abstenir. Un comportement longtemps tenu pour moralement répréhensible… à défaut d'être juridiquement sanctionné.

Si voter n'a jamais été obligatoire en France, choisir le fut toujours. Un impératif qui a permis, ce faisant, d'« encadrer » les suffrages au sein même du système partisan fondé sur le scrutin majoritaire à deux tours. La sacralisation de l'acte de vote a suffi à faire le reste, et déjà en fournissant une motivation, même aux plus perplexes. (...) en reconnaissant le vote blanc (une proposition défendue par plusieurs candidats du premier tour), les Français pourraient se réconcilier avec les élections et participer en plus grand nombre. Une telle réforme rendrait plus difficile l'obtention d'une majorité.

Pourtant, elle renforcerait la nécessité pour les professionnels de la politique d'offrir des programmes correspondant réellement aux attentes des Français. En franchissant un certain seuil, comme la moitié des suffrages exprimés, le chiffre des blancs et nuls obligerait à invalider puis à reporter une opération électorale. Une façon, finalement, de renforcer le vote d'adhésion en desserrant l'emprise de l'offre électorale. Bref, une solution pour faire du vote un choix véritable et non par défaut.

La consécration du bulletin blanc et nul ne sera pas pour ce 7 mai. La tentation de voter à côté des deux candidats finalistes est largement dénoncée comme une inconséquence civique. Les électeurs du second tour auront-ils donné corps – par leur participation et leur vote utile – à un sursaut républicain ? La « discipline républicaine » empêchera-t-elle l'arrivée au pouvoir de la candidate d'extrême droite ?

Deux cas de figure se présentent : soit ce comportement électoral a un effet direct sur l'accession à l'Élysée de Marine Le Pen, et il se verra imputer la responsabilité d'une crise politique sans précédent depuis la fin de la IVe République mais aussi sur les équilibres européens ; soit la victoire d'Emmanuel Macron fait oublier l'instrumentalisation politique sans précédent dont ces votes ont fait l'objet, mais restera alors le souvenir de la menace qu'ils auront fait peser, avec l'obligation de mener une réforme d'envergure (représentation proportionnelle, recomposition du système de partis). Le débat sur ces « voix pas comme les autres » ne fait donc que s'ouvrir. Sur ce terrain aussi, celui des institutions de la démocratie électorale en France, le 7 mai sera une date à marquer d'une pierre blanche. LePoint.fr 05.05

Le Point ne serait en rien mêlé à cette "instrumentalisation politique", aucun média, ni les oligarques, ni Hollande n'en seraient à l'origine, ils nous prennent pour des abrutis ou on a rêver ! Ils osent tout, l'imposture décomplexée...

En famille. Petit arrangement et grande tension

- Législatives: Macron renonce à exiger de ses candidats qu'ils quittent leur parti - AFP

Les candidats investis sous l'étiquette "majorité présidentielle", si Emmanuel Macron accède à l'Elysée, n'auront pas forcément à quitter leur parti d'origine, a expliqué le candidat d'En Marche! vendredi, revenant sur ce qui était jusque-là une exigence, notamment pour les socialistes. AFP 05.05

- LR dénonce "l'irresponsabilité inquiétante" de Macron - AFP

Bernard Accoyer, secrétaire général de LR, a dénoncé "l'irresponsabilité inquiétante" d'Emmanuel Macron, après que le candidat d'En marche! à la présidentielle s'est dit vendredi dans Le Parisien "convaincu que Les Républicains se scinderont" après le 7 mai.

"Au dernier jour de (sa) campagne, M. Macron se montre d?une irresponsabilité inquiétante", affirme M. Accoyer dans un communiqué publié à deux jours du second tour de la présidentielle.

"Oubliant que le Bureau politique des Républicains, au nom d'une certaine idée de la France et de la République, a appelé à faire battre Marine Le Pen, M. Macron, ce (vendredi) matin dans le Parisien, souhaite la disparition du principal mouvement de la droite et du centre, premier parti de France. Ce sont des déclarations arrogantes, mensongères et irresponsables".

M. Macron "prend ses désirs pour des réalités (...) Notre famille politique a une histoire forte et un avenir certain. Dès le lendemain de l'élection présidentielle, nous conduirons une campagne législative d'alternance, autour de François Baroin avec nos alliés de l'UDI. Une alternance dont notre pays a tant besoin après cinq ans de "Hollandisme"", affirme également M. Accoyer.

Il "invite M. Macron à comprendre que son élection ne sera pas le résultat d'un débat de campagne présidentielle normal, dont les Français ont été privés, et à admettre que ce sera le vote des Français aux élections législatives qui décidera démocratiquement de la majorité et donc de la politique qu'ils auront choisie pour la France. Les tentatives de débauchage individuel ou les aventures individuelles au lendemain de son élection, ne sauraient remplacer la liberté de nos compatriotes à choisir leur avenir les 11 et 18 juin prochains" lors des législatives, assure-t-il. AFP 05.05

Tant mieux ! Pas d'accord entre FI et la vermine.

- Législatives: pas d'accord national trouvé entre La France insoumise et EELV - AFP

Aucun accord national ne sera passé entre La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon et Europe Ecologie-Les Verts pour les élections législatives...

"Nous avons reçu une fin de non-recevoir de La France insoumise puisque son exigence, c'est la soumission", a déclaré à l'AFP David Cormand, secrétaire national d'EELV, parlant d'une décision "irresponsable".

De son côté, le directeur de campagne de Jean-Luc Mélenchon, Manuel Bompard, a rappelé que, "comme on le dit depuis le début, on est prêt à défendre le rassemblement mais sous un même programme, avec une identité visuelle commune sur tout le territoire".

"On ne va pas se diluer dans un système à géométrie variable à cinq semaines du premier tour des législatives", a-t-il ajouté.

Le responsable n'a cependant pas exclu des accords locaux avec les écologistes dans certaines circonscriptions.

M. Cormand a regretté que la division de la gauche d'opposition à Emmanuel Macron, si le candidat d'En Marche! l'emporte dimanche, lui fasse courir le risque de n'avoir qu'une vingtaine d'élus à l'Assemblée nationale. "Quand on regarde les résultats du premier tour de la présidentielle dans les circonscriptions, un rassemblement permettrait d'espérer, entre 220 et 230 députés", a-t-il estimé.

EELV a passé un accord national avec le Parti socialiste, portant sur une centaine de circonscriptions - 42 réservées à EELV, 53 où il ne présente pas de candidat - en échange duquel son candidat à la présidentielle Yannick Jadot s'est désisté au profit de Benoît Hamon. AFP 05.05

Ils osent tout

- Royaume-Uni : les absences scolaires à l'amende - Franceinfo

Au Royaume-Uni, un père de famille a été condamné pour avoir emmené ses filles en vacances, en dehors de la période des vacances scolaires. Franceinfo 05.05

Et si c'était son employeur qui lui avait imposé de les prendre à cette date ? On réprime quand même !

- La ministre allemande de la Défense s'excuse d'avoir critiqué l'armée - Reuters

- L'UE appelle à la libération d'un avocat chinois - AFP

Si c'est l'UE qui a lancé cet appel, cela nous laisse indifférent...

Les grandes oreilles sont partout.

- Vault 7: WikiLeaks ne lâche plus la CIA et publie de nouveaux documents compromettants - sputniknews.com

Après avoir publié fin avril des données concernant le projet de la CIA Scribble, Wikileaks met en ligne un nouveau lot de documents qui révèlent la technologie d'espionnage électronique Archimedes.

Le site lanceur d'alerte WikiLeaks a publié des documents qui décrivent la technologie Archimedes permettant à la CIA d'attaquer les ordinateurs à l'intérieur des réseaux locaux (LAN) généralement utilisés dans les bureaux.

La technologie rend notamment possible une redirection du trafic d'un ordinateur ciblé à l'intérieur d'un réseau local vers un serveur spécial de la CIA, en utilisant pour cela un autre ordinateur infecté par un logiciel malveillant et contrôlé par l'Agence. sputniknews.com 05.05

Ils ont développé un tas de technologies pour tout espionner, surveillé, contrôlé et ce sont les premiers à hurler aux espions ! Normal.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grande-Bretagne

- GB: large victoire des conservateurs aux élections locales - AFP

Les conservateurs ont remporté vendredi une large victoire aux élections locales britanniques, de bon augure pour la Première ministre Theresa May en vue des législatives du 8 juin dont elle espère sortir renforcée pour négocier le Brexit.

Les Tories remportent 28 des 88 conseils qui étaient à renouveler à travers le pays, obtenant 1.900 sièges, soit un gain de 558 par rapport aux précédentes élections, selon des résultats publiés par l'agence PA en fin d'après-midi.

Le Labour, principal parti d'opposition, essuie en revanche un revers de taille, avec une perte de 320 sièges et seulement 9

conseils remportés, un score qui risque de mettre encore plus sous pression son leader Jeremy Corbyn déjà décrié.

Ce dernier a reconnu que son parti avait perdu "trop" de conseillers, et appelé ses troupes à la mobilisation alors que les sondages pour les législatives placent les travaillistes 20 points derrière les conservateurs.

Les Tories profitent aussi de l'effondrement du parti europhobe Ukip (-114 sièges), "victime de son propre succès", selon son leader Paul Nuttall.

Les résultats sont aussi difficiles pour les Libéraux-démocrates, qui cherchent à renaître politiquement et s'affirmer en alternative crédible au Labour en incarnant la résistance à un Brexit "dur". Mais la ligne tarde à convaincre: les "Lib-Dem" perdent 37 sièges.

Pour le Pr Eric Kaufmann, de l'Université de Londres, ces résultats suggèrent que les Tories constituent vraisemblablement aux yeux des Britanniques la meilleure solution à une de leurs principales préoccupations: le Brexit.

"Les conservateurs ont réussi à attirer ceux qui ont voté pour quitter (l'UE) tout en réussissant à retenir les partisans du maintien", a-t-il expliqué à l'AFP.

Organisé jeudi, ce scrutin local visait à renouveler près de 5.000 conseillers dans tout le pays, à l'exception notable de la capitale, et les maires de plusieurs métropoles.

En Écosse, le parti indépendantiste SNP de la Première ministre Nicola Sturgeon, qui veut faire progresser l'idée d'un nouveau référendum d'indépendance, arrive en tête en nombre de sièges, mais la forte progression des conservateurs sonne comme un avertissement avant le scrutin législatif.

Le Labour y a lui perdu le contrôle du conseil de Glasgow, son fief depuis plus de 40 ans. AFP 06.05

Algérie

Algérie: victoire sans surprise des partis au pouvoir aux législatives - AFP

Le parti au pouvoir en Algérie depuis l'indépendance et son principal allié ont remporté la majorité absolue aux élections législatives de jeudi, marquées par une forte abstention, mais la principale coalition islamiste a contesté ce résultat.

Sans surprise, dans un pays frappé par la chute des revenus du pétrole et une inertie politique durable, le Front de libération nationale (FLN) du président Abdelaziz Bouteflika a conservé la place centrale qu'il occupe depuis l'indépendance il y a 55 ans.

Il a obtenu 164 sièges sur les 462 de l'Assemblée nationale populaire, la chambre basse du Parlement, a annoncé le ministre de l'Intérieur Nourredine Bedoui en présentant les résultats préliminaires au cours d'une conférence de presse.

Le FLN perd cependant du terrain car il en avait obtenu 220 aux précédentes législatives de 2012.

Pour le politologue Rachid Grim, ce recul s'explique par "tous les scandales qui ont secoué ce parti", mais il souligne que "l'essentiel a été sauvegardé par le pouvoir".

Le FLN conserve la majorité absolue grâce à son allié du Rassemblement national démocratique (RND), en nette progression avec 97 sièges contre 70 il y a cinq ans. Ce parti, créé en 1997, est dirigé par le directeur de cabinet de la présidence Ahmed Ouyahia.

Si l'on y ajoute les sièges des petits partis proches du pouvoir, comme les islamistes du Rassemblement de l'espoir de l'Algérie (TAJ, 19 élus) et le Mouvement populaire algérien (droite, 13 élus), le bloc majoritaire qui soutient le gouvernement est, à deux députés près, exactement de la même taille que lors du précédent mandat.(liberation.fr 05.05)

"Il n'y a pas de surprise. Les partis au pouvoir prennent les deux premières places et les islamistes montent sur la dernière marche du podium", a commenté le politologue Rachid Tlemçani.

L'ensemble des partis islamistes obtiennent 67 sièges contre 60 en 2012.

Mais ce rebond est plus faible que celui qu'ils espéraient car ils avaient réalisé il y a cinq ans leur plus mauvais score depuis le premier scrutin pluraliste en 1990.

Cette année, cette mouvance avait tenté de surmonter ses divisions en partant avec deux coalitions rassemblant plusieurs mouvements et partis.

Abderrazak Makri, premier responsable du Mouvement de la société pour la paix (MSP, islamiste) qui a présenté des listes communes avec le Front du changement (FC) s'est dit "déçu", affirmant à l'AFP que les élections "ont été truquées et falsifiées massivement à l'échelle locale".

Selon lui, "sans fraude", sa coalition islamiste aurait obtenu 120 sièges au lieu des 33 annoncés. Il a assuré que des recours seront introduits vendredi, tout en affirmant que son mouvement ferait "tout pour sauvegarder l?unité du pays".

Comme attendu, une majorité d'électeurs ont boudé les urnes, le taux de participation atteignant seulement 38,25% sans tenir compte du vote des nombreux Algériens vivant à l'étranger, selon le ministère. En 2012, ce taux s'était élevé à 42,90% au total.

Le gouvernement n'avait pourtant pas ménagé sa peine pour pousser les électeurs aux urnes, malgré la situation économique difficile. La baisse des revenus pétroliers a fait flamber le prix des denrées alimentaires.

Une série de scandales de corruption révélés par la presse dont les derniers concernent des candidats ayant payé pour figurer sur des listes électorales, a également alimenté la désillusion des Algériens.

"Les gens sont déçus par la précédente législature qui n'a rien accompli", estime M. Tlemçani. En particulier les jeunes, qui ne votent pas car "la coupure entre l'élite et la jeunesse s'est aggravée ces dernières années".

De leur côté, les partis de la mouvance démocratique ont obtenu moins de sièges que ce qu'ils espéraient.

C'est notamment le cas du plus vieux parti d'opposition, le Front des forces socialistes (FFS) (passé de 26 à 14 sièges), du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) (9 sièges), qui avait boycotté les législatives de 2012, et du Parti des travailleurs (PT) (de 24 à 11 sièges) de la figure de proue de l'extrême gauche Louisa Hanoune.

Dans un communiqué le FFS estime que ces résultats "fragilisent encore plus le pays et consolident les responsables de la crise multidimensionnelle que nous vivons". Le parti s'interroge également sur l'absence de procès verbaux après le dépouillement dans plusieurs wilayas (préfectures).

Haut de page

Le 8 mai 2017

CAUSERIE

Actualisation sommaire du portail.

Sauf imprévu, observez ce qui s'est passé aux Etats-Unis, les travailleurs et le mouvement ouvrier ne s'en sont jamais remis et on est très mal barré pour qu'il en soit autrement en France et ailleurs, voyez en Grèce.

Réflexion personnelle

Parmi ma famille en France métropolitaine et mes ex-potes, vous savez ce que leurs gosses ont choisi comme profession ? L'armée, la police ou la banque ou encore devenir patron ! Vous comprenez pourquoi je ne me suis jamais entendu avec ma famille et pourquoi je n'ai plus de potes en France, je précise, issus de la classe ouvrière. A l'opposé, ma fille a décidé d'être institutrice, elle a sauvé l'honneur de la famille !

C'est dur à supporter d'être issu de ce milieu ouvrier pauvre et arriéré et d'en être sorti, pire, avoir eu le privilège inespéré de me développer intellectuellement et avoir atteint un certain niveau de conscience politique qui me vaut d'être un paria parmi les miens, ce qui est le comble. Et vous devinez facilement pourquoi, parce qu'ils ne tolèrent pas les gens qui sont différents d'eux ou qui ne reproduisent pas le même mode de vie ou de pensée qu'eux. Je n'y suis pour rien et je n'y peux rien.

A cela s'ajoute l'état d'esprit délétère qui règne dans le mouvement ouvrier, qui l'a conduit à l'état de putréfaction où il en est rendu de nos jours. Vous avouerez que dans des conditions aussi hostiles, il faut s'accrocher pour y croire encore ou supporter ces gens-là.

Lorsque j'ai décidé de changer de vie il y a près de 30 ans, il y a 29 ans exactement, j'avais le choix de rencontrer ma nouvelle compagne parmi les différentes classes de la société indienne, et entre les plus riches ou distinguées, développées ou instruites, et celle la plus pauvre et arriérée j'ai jeté mon dévolu sur cette dernière parce que je n'ai jamais supporté l'arrogeance des autres que je trouvais puantes, la plus répugnante étant encore les classes moyennes pour être issues très souvent des couches inférieures qu'elles méprises dorénavant, peut-être pour en avoir gardé un mauvais souvenir et par crainte d'y retomber un jour.

En réalité, je n'ai pas réellement eu le choix, car sinon j'aurais opté pour quelqu'un avec qui j'aurais pu partager beaucoup de choses, autant chercher une aiguille dans une meule de foin et rester seul le restant de mes jours. Quand on entend parler des gens de démocratie et de liberté, on se demande bien de quoi ils veulent parler, car en me référant à ma propre existence j'ai acquis la certitude qu'ils n'existaient pas et qu'ils restaient à conquérir, hormis pour les nantis, et encore, cette élection vient de le démontrer avec éclat si nécessaire.

Un avertissement aux lecteurs.

Méfiez-vous des interprétations que les uns et les autres vont faire des élections présidentielles. Elles sont une nouvelle défaite pour la classe ouvrière, elle était programmée, donc sans surprise, on ne pouvait pas y échapper quel que soit le scénario qui devait advenir.

Comme toujours, il y a des petits malins, les faussaires professionnels, qui vont additionner les absentionnistes et les votes blancs et nuls, plus les votes en faveur de Macron qui étaient juste destinés à "faire barrage" à Le Pen, les votes par défaut ou réputés sans conviction qui se sont portés sur le pantin de l'oligarchie, afin de minimiser l'ampleur de cette défaite de la classe ouvrière, mais surtout pour justifier leur ligne politique, parce que même lorsque les faits leur donnent tort, ils trouveront toujours le moyen de clamer qu'ils avaient eu raison.

Ce qu'ils ne vous diront pas, c'est que quel que soit l'état de faiblesse du pouvoir en place, il pourra toujours appliquer sa politique si son ennemi demeure profondément divisé, éclaté, atomisé, donc s'il est inorganisé, car dans ce cas-là il ne pourra que lui offrir une faible résistance dont il lui suffira de ne pas tenir compte pour gouverner à sa guise, d'autant plus qu'il trouvera dans le mouvement ouvrier suffisamment de relais ou d'agents pour l'aider à réaliser sa sale besogne.

Ajoutons que contrairement au mouvement ouvrier qui n'est jamais parvenu à rompre avec la pourriture social-impérialiste (PS) et le stalinisme (PCF) qui le divisent, la droite aussi diverse soit-elle, est capable de s'unir pour affronter la classe ouvrière ou faire passer ses mesures les plus réactionnaires, lui infliger les pires défaites, c'est ce que viennent d'annoncer ses dirigeants qui sont prêts à soutenir Macron. L'unité du mouvement ouvrier ne pouvait pas se réaliser avec le PS et le PCF, elle devait se réaliser non seulement contre eux, mais sans eux, et si cela s'avérait impossible, et bien il fallait concevoir une autre tactique et avoir la patience de développer les instruments politiques pour y parvenir.

Aussi incroyable que cela puisse paraître, imperturbablement, quoi qu'il puisse se passer, nos dirigeants continueront ainsi à tenir exactement le même discours qui produira les mêmes effets à la fin catastrophiques, sans qu'ils ne pensent un seul instant à se remettre en cause, pourquoi le devraient-ils, puisqu'il ne s'agit pas d'une défaite, sinon comment faire croire que l'espoir existe encore et qu'ils en sont les dignes représentants, c'est leur gagne-pain à ces braves dirigeants, il faut bien qu'ils justifient d'une manière ou d'une autre leur statut.

Nous nous retiendrons que plus de 20 millions ont voté Macron, plus de 10 millions ont voté Le Pen, que parmi les 16 millions d'abstientionnistes, votes blancs ou nuls au moins la moitié des électeurs auraient voté Fillon ou Hamon, donc à l'arrivée entre 35 et 38 millions d'électeur sur 47 auraient voté à droite, soit entre 74 et 80%.

On pourrait en déduire que c'est environ le pourcentage de la population qui parvient encore à s'en tirer, j'entend sur le plan matériel ou financier, ce qui constitue une base suffisamment large et solide pour assurer la stabilité du régime qui nous dit-on s'effondrerait (lire plus loin), charlatanerie ! Peut-être que vous faites une autre lecture de la situation, estimant que le nombre de personnes qui contestent l'orientation (néolibérale) de la société est beaucoup plus important. Certe, c'est possible, c'est même probable, mais cela ne sort pas de leur tête si vous voulez, elles n'ont même pas été foutues de l'exprimer par un bulletin de vote ou l'absence d'un bulletin de vote, ce qui vous donne une idée assez précise de la solidité ou de la fiabilité de leurs convictions, si vous comptez dessus ou si vous vous les comptez parmi les opposants au régime vous vous faites de graves illusions et vous ne tarderez pas à déchanter.

Quand nos dirigeants ne se comportent pas en prophètes, ils prétendent pouvoir faire des miracles, libre à vous d'y croire ou de les croire. Si vous croyez que c'est en trafiquant la réalité qu'on parviendra à quelque chose, libre à vous, mais ne venez pas vous plaindre ensuite ou dire que vous ne saviez pas à quoi vous en tenir, soyez honnêtes, s'il vous plaît.

Entre être confronté à des conditions d'existence matérielle insupportables au quotidien sans aucun espoir d'amélioration à l'horizon, et craindre que l'orientation de la situation finisse par porter atteinte à votre mode de vie relativement confortable, la marge est aussi vaste et profonde qu'un océan, j'ai connu les deux et je peux en parler. Dans le premier cas, c'est au ventre

des travailleurs que vous vous adressez, dans le second c'est à leur cerveau, et à ma connaissance ils ne fonctionnent pas du tout de la même manière et leur rôle est différent, on est bien d'accord, n'est-ce pas ?

Les deux ont un estomac à remplir. Le premier peine à l'être et le second est repu. Ils n'auront donc pas vraiment la même idée sur la question ou ils n'aborderont pas la situation et leur condition de la même manière. Les deux ont un cerveau, pour le premier il a une fonction rudimentaire, principalement alimentaire, pour le second elle est accessoire, au point de lui donner la nausée à force de se gaver d'idées qui lui encombrent jusqu'à l'estomac. Pour le premier penser lui donne des cauchemars, pour le second cela lui procure du bien-être.

Bref, bien qu'ils aient les mêmes organes et les mêmes besoins, dans la réalité la situation se présente différemment. On dit qu'on est mieux disposer à penser le ventre plein plutôt que vide, sinon il risque de nous monter au cerveau. L'un comme l'autre ne sont pas très regardant sur ce qu'ils ingurgitent jusqu'à avoir des lourdeurs ou des aigreurs d'estomac, avoir la grosse tête ou choper une migraine. L'obésité touche davantage les pauvres que les riches empoisonnent, et les nantis s'empoisonnent l'esprit à vouloir être toujours plus riches quitte à ce que ce soit au détriment des pauvres.

Ne pourrait-on pas concevoir une alimentation saine qui s'adresserait aux deux et leur donnerait satisfaction en évitant tous ces désagréments qui finissent par empester l'atmosphère ?

Tout semble être une question de méthode ou de pédagogie. Quand un pauvre est réduit à un tube digestif, c'est qu'il est miné par la faim, et quand c'est le cas d'un intellectuel, c'est qu'il est proche de la fin.

Réflexion politique

Au tout début des années 50, Alexandre Hébert suggéra à Pierre Lambert de construire un parti des travailleurs au lieu d'un parti trotskyste, il l'écoutera 35 ans plus tard, quand il sera alors déjà très tard ou peut-être trop tard pour adopter un type d'organisation qui tienne compte des profondes modifications intervenues dans les rapports entre les classes et à l'intérieur de chaque classe, sans pour autant faire l'économie de la construction d'un parti sur le modèle de celui de Lénine si on tenait compte du principal enseignement de la révolution russe de 1917.

Autrement dit l'un et l'autre s'étaient fourvoyés, l'un voulant construire un parti des travailleurs, l'autre un parti trotskyste, alors que la situation commandait de construire les deux à la fois, pour organiser les masses les plus avancées qui pouvaient participer à la lutte de classe, et organiser les éléments les plus conscients de la classe ouvrière et des classes moyennes qui pouvaient accéder au socialisme.

Pourquoi il était impossible et aberrant de vouloir construire un parti trotskyste, tient à plusieurs facteurs, dont deux me viennent à l'esprit spontanément, le fait que seule une infime minorité de travailleurs parviendraient à s'élever au niveau du socialisme, et ensuite, le fait qu'il serait impossible de maintenir en haleine pendant des décennies des militants dans l'attente de la révolution qui tarderait à venir, à moins qu'ils aient atteint un niveau de conscience pratiquement égal à celui des maîtres du marxistes, ce qui aurait été pour le moins utopique, pour ces raisons, un tel parti aurait fini par dégénérer et ses militants par le quitter ou en être exclus, par se disloquer, et c'est ce qui s'est effectivement produit.

Quant au parti des travailleurs, il aurait dû avoir pour fonction d'intervenir dans la lutte des classes de manière à permettre aux travailleurs qui s'y étaient engagés de ne pas se retrouver à nouveau atomisés une fois une bataille terminée, que ce soit au niveau de leur entreprise, au niveau local ou national, il aurait pu ainsi conserver un lien avec leur classe et la lutte de classes, ce qui leur aurait été utile pour comprendre la situation et ainsi élever leur niveau de conscience, tout en demeurant organisés dans une structure souple et de participer à des actions.

Les trotskystes qui auraient été à l'initiative d'un tel parti auraient dû permettre aux travailleurs qui le rejoignaient d'en assurer le fonctionnement et la construction ou le développement eux-mêmes sur la base de principes démocratiques, au lieu que ce soit des trotskystes qui en assurent la direction, la monopolise, ce qui le vouerait à l'échec. Un tel parti aurait dû permettre aux travailleurs qui s'y organisaient d'exprimer leurs illusions ou de les laisser manifester leur ignorance du processus historique, au lieu de les refouler et finalement de les conserver, alors qu'en leur permettant de les manifester, il aurait été possible ensuite de leur en faire prendre conscience sur la base de cette expérience une fois qu'ils en aurait tiré des enseignements avec l'aide des trotskystes. Il fallait les laisser faire cette expérience au lieu de les en empêcher, toute erreur pouvant se rattraper, l'essentiel n'étant pas de ne jamais faire d'erreur, nous en faisons tous, mais de les corriger et d'en comprendre la nature, la signification politique pour ne plus les reproduire, ce qui implique qu'on ne les fait pas intentionnellement, mais par ignorance, ce qu'il faut admettre, donc l'essentiel c'est de ne jamais agir en étant animé d'intentions mauvaises ou inavouables, ensuite personne ne vous tiendra rigueur de commettre des erreurs, répétons-le encore une fois, nous en faisons tous et cela ne nous empêche pas pour autant de combattre honnêtement pour notre cause.

Les trotskystes auraient dû s'en tenir à un rôle de pédagogues ou de conseillers auprès de ces travailleurs en leur suggérant des analyses et des tâches ou des objectifs, plutôt qu'en décidant à leur place ou en leur imposant. La direction d'un tel parti aurait dû être collective et en aucun cas revenir à un quarteron de dirigeants trotskystes autoproclamés.

Un tel parti aurait été conçu afin que les travailleurs disposent d'un cadre dans lequel ils puissent s'exprimer librement tout en s'adressant à l'ensemble des travailleurs, de sorte que privés de la possibilité de pouvoir influer sur le cours des choses ou de pouvoir changer la société dans l'immédiat, ils existaient cependant en tant que membre d'une classe et prenait leur destin en mains et commençaient à donner corps à leur idéal d'émancipation ou de liberté, s'ils subissaient la pression ou l'influence de l'idéologie réactionnaire de la classe dominante, ils étaient dorénavant en mesure de l'identifier et de la combattre, d'en diminuer ou d'en contrer les conséquences, ce qui devait contribuer à renforcer leur indépendance de classe et les aider à prendre confiance en eux.

Un professeur face à ses élèves à deux façons de procéder, soit il leur fait un exposé et il leur indique ce qu'ils doivent retenir, soit il leur demande de lui soumettre ce qu'ils ont retenu, y compris en ajoutant des éléments non évoqués dans cet exposé ou des appréciations personnelles afin de mieux cerner leur personnalité. La première méthode est très dirigiste et doit être écartée, la seconde est plus féconde parce qu'elle fait appel à toutes les facultés de l'élève qui ne demandent qu'à se développer, c'est semble-t-il l'objet de l'école selon moi. Ne serait-ce pas cette méthode que l'on devrait employer avec les travailleurs et les militants pour qu'ils progressent par eux-mêmes au lieu de leur inculquer ce qu'ils doivent penser et qui ne sert strictement à rien?

Un véritable parti communiste devrait également disposer d'une direction collégiale, aucun dirigeant ou aucune clique de dirigeants ne devrait pouvoir s'accaparer le parti ou en disposer à sa guise, hormis les décisions qui relèveraient exclusivement de questions de sécurité des militants ou matérielles du parti, aucune ne devraient demeurer secrète.

J'ai milité dans un parti (l'OCI) en ignorant la liste et le nom des permanents de ce parti, qui ils étaient et que faisaient-ils dans le parti, qui les avait désignés, quelle était leur rémunération, qui en avait décidé ainsi, comme j'ignorerai jusqu'au bout qu'il y en avait qui avaient été infiltrés dans le PS et peut-être d'autres partis, comment certains avaient été propulsés permanents dans les syndicats, dont FO, etc. etc. J'ai découvert cela effaré des décennies plus tard. Les mêmes pratiques intolérables perdurent de nos jours, elles sont indignes d'un parti ouvrier.

Au secours, le régime s'effondre !

Editorial de Daniel Gluckstein de la Tribune des travailleurs du 3 mai 2017

Titre : Quand un régime s'effondre…

Cela doit être la millième fois que son courant politique nous le sort depuis 1958, comme quoi... ils osent bien tout !

Comme dit Lordon à la suite de Spinoza : vaut mieux en rire qu'en pleurer.

- "*Mélenchon revendique de pouvoir devenir le Premier ministre… de Macron président*", ça c'est du lourd, du lourdingue, après qu'il ait été secrétaire d'Etat de Chirac, qu'il ait rêvé à voix haute de devenir celui de Hollande, qu'y avait-il à attendre de plus de Mélenchon, rien qui vaille. D'où mon appel au boycott de la présidentielle dès le premier tour.

Mais cette attaque contre Mélenchon n'était pas anodine, elle devait servir à justifier la ligne politique de Gluckstein, encore un peu de patience on y arrive.

- "*les responsables de cette situation sont ceux qui ont organisé la division*", entendez par là Hamon et Mélenchon. On a entendu Gluckstein appeler à une candidature d'unité Hamon-Mélenchon quand Hamon était encore devant Mélenchon, mais lorsque Mélenchon s'est retrouvé largement devant Hamon, l'avez-vous entendu appeler Hamon à se retirer au profit de Mélenchon, non, Gluckstein aurait volontiers voté pour un candidat investi par le PS, mais pas pour un candidat soutenu par des centaines de milliers de travailleurs sous l'étiquette FI. Il n'a jamais digéré la perspective de la disparition du PS (et du PCF) parce qu'il n'a jamais pu s'en passer, en l'incluant dans sa stratégie il a conduit son courant politique là où il en est, il disparaîtra avec lui.

En votant pour Mélenchon, plus de 7 millions de travailleurs ont voté contre Hamon et son programme qui a bien des égards était pire que celui de Mélenchon, ils ont désavoué au passage Gluckstein qui n'a pas refusé d'appeler à voter Mélenchon parce qu'il savait qu'il ne mettrait pas en oeuvre le 10e de son programme s'il était élu, mais parce que pour lui le seul candidat qui avait grâce à ses yeux était Hamon. Il a reproché à Mélenchon de vouloir devenir le Premier ministre de Macron, mais cela ne le dérangeait pas que Hamon ait été ministre de Hollande, autant dire qu'il voue un culte inavouable au PS.

Ce qu'on s'aperçoit ici, c'est que la démarche et les préoccupations de Gluckstein sont purement bureaucratiques, d'appareil, alors que mon appel à soutenir le mouvement de Mélenchon lors des législatives s'appuie sur les centaines de milliers de travailleurs qui lui ont témoigné leur soutien et les quelque 7 millions qui ont voté pour lui au premier tour de la présidentielle, non pas pour que monsieur Mélenchon devienne Premier ministre, mais pour que Macron et les partis qui lui serviraient d'alliés pour gouverner ne disposent que d'une majorité relative à l'Assemblée nationale, une majorité la plus faible possible pour qu'il se retrouve en

difficulté pour gouverner, notamment. On comprend dès lors pourquoi ce n'est pas la préoccupation de Gluckstein, pourquoi il fustige le dissident du PS Mélenchon qui marche sur ses plates-bandes en rassemblant des centaines de milliers de travailleurs, ce que Gluckstein et son parti n'ont jamais été foutus de réaliser, et aussi pourquoi le POID va présenter des candidatures de division aux législatives, histoire d'affaiblir le mouvement de Mélenchon ou oter des voix précieuses à ses candidats sachant qu'ils auront tous les autres candidats contre eux, ceux de EM, LR et du PS et bien sûr du FN. Et à qui cela profitera, sinon à Macron.

Vous vous demandiez encore quelle était la nature de ce courant trotskyste, vous avez la réponse. Je rappelle que j'en ai fait partie autrefois quand j'étais jeune, naïf et ignorant, et que j'ai totalement rompu avec lui.

Désignation de l'homme de paille de l'oligarchie. D'un coup d'Etat à l'autre.

Emmanuel Macron accomplit un exploit retentissant: jamais élu auparavant, comme Charles de Gaulle; et plus jeune des 25 présidents de la République juste devant Louis Napoléon-Bonaparte (40 ans en 1848).

Au total, 47,6 millions de personnes étaient appelées ce dimanche aux urnes.

Le candidat d'En Marche ! a remporté 66,06% des suffrages exprimés, soit 20 703 694 de voix, selon un décompte fourni par le ministère de l'Intérieur sur la base de 99,99% des suffrages reçus.

Le second tour a été marqué par la plus forte abstention depuis 1969 (25,38%, soit 12 080 880).

Les blancs et nuls approchent les 9% des inscrits (plus de 4,2 millions), un record pour une présidentielle.

Au total, plus d'un Français sur trois a refusé de choisir dimanche entre les deux candidats.

Le candidat d'En Marche ! est arrivé en tête dans plus de 26 000 communes alors que la candidate du Front national est en tête dans seulement 9 000 localités, alors qu'elle avait emporté la mise dans environ 19 000 localités au premier tour.

Selon un sondage Ipsos/Sopra Steria pour France Télévisions, 43% de ses électeurs disent avoir voté pour lui en premier lieu pour faire barrage à Marine Le Pen, 33% disent avoir voté pour lui pour le renouvellement qu'il représente, seulement 16% pour son programme et 8% pour sa personnalité. Plus inquiétant pour le nouveau président, 61% des sondés ne souhaitent pas lui donner une majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Selon un sondage Kantar Sofres-OnePoint, En Marche! recueillerait entre 24% et 26% des intentions de vote aux législatives, devant Les Républicains (22%), le Front national (21-22%), la France insoumise (13%-15%) et le PS (8-9%). Le plus dur pour les cadres socialistes et LR aura été de contenir leurs divergences internes en vue des élections législatives, ces deux partis étant profondément divisés sur l'attitude à tenir vis à vis du nouveau chef de l'Etat. Faut-il s'opposer dans l'espoir d'imposer une cohabitation au nouveau président comme l'espèrent François Baroin et Benoît Hamon? Discuter au cas par cas après les législatives comme le prescrivent Bernard Cazeneuve et NKM? Ou forger d'emblée une majorité de rassemblement comme s'y préparent Manuel Valls et Bruno Le Maire? Les jeux sont ouverts.

Réaction des sponsors médias-oligarques de Macron

Le quotidien Le Monde voit plusieurs "raisons de relativiser ce succès" : "une grande partie des Français n'a pas voté "pour" un candidat mais "contre" l'extrême droite", ainsi que le niveau record d'abstentions et de vote blancs et nul. Emmanuel Macron sera "le président dont la légitimité sortie des urnes sera, probablement, la plus rapidement remise en cause".

Pour le quotidien de gauche Libération, il s'agit d'une "victoire sous pression", car "la forte abstention, malgré la menace FN, est déjà le signe d'une insatisfaction vis-à-vis du nouveau président".

Le quotidien de droite Le Figaro voit "une élection en demi teinte", avec la plus forte abstention depuis 1969 et une dispersion de l'électorat en quatre blocs. Le journal anticipe des législatives difficiles pour le nouveau président "d'ores-et-déjà privé d'un état de grâce".

(Source ; Franceinfo et AFP 08.05

Parole de prédateur ou colonisateur.

Le discours de Trump ? Non, de Macron :

- “Durant les cinq années qui s’ouvrent, ma responsabilité sera d’apaiser les peurs, de nous faire renouer avec l’optimisme, de retrouver l’esprit de conquête, qui dit, mieux que tout, le génie francais. "

Un autre :

Obama : “they said this day would never come”. (Ils disaient que ce jour ne viendrait jamais

Macron : “tout le monde nous disait que c’était impossible”.

Union nationale prévisible avec Macron pour faire passer son programme scélérat.

Législatives 2017: face à Macron, le PS et Les Républicains écartelés entre trois stratégies concurrentes Se rallier, discuter ou s'opposer: à gauche comme à droite, les tensions ne font que commencer.

Le plus dur pour les cadres socialistes et LR aura été de contenir leurs divergences internes en vue des élections législatives, ces deux partis étant profondément divisés sur l'attitude à tenir vis à vis du nouveau chef de l'Etat. Faut-il s'opposer dans l'espoir d'imposer une cohabitation au nouveau président comme l'espèrent François Baroin et Benoît Hamon? Discuter au cas par cas après les législatives comme le prescrivent Bernard Cazeneuve et NKM? Ou forger d'emblée une majorité de rassemblement comme s'y préparent Manuel Valls et Bruno Le Maire? Les jeux sont ouverts.

A droite, premières tensions et premières menaces d'exclusion

Eliminée dès le premier tour après la campagne ratée de François Fillon, plombée par les affaires, la droite des Républicains s'est fixée comme priorité de remporter les élections législatives en vue d'imposer une cohabitation au jeune chef de l'Etat. Premier ministre potentiel et chef de file LR, François Baroin en a fait la promesse: "Je vais me battre aux côtés de nos candidats (...) pour une majorité absolue".

Convaincue que ses idées sont "majoritaires" dans le pays, l'ex-UMP, alliée aux centristes de l'UDI, veut croire que ses électeurs se vengeront de l'élimination de leur candidat au premier tour des législatives. "L'alternance est encore possible", a renchéri sur Twitter le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes Laurent Wauquiez, non sans mettre en garde ses propres amis contre les "compromissions".

Emmanuel Macron est un Président élu sans enthousiasme. Pour la droite l'heure n'est pas à la compromission.

Dans le viseur: l'ancien champion du renouveau Bruno Le Maire qui a d'emblée proposé ses services à Emmanuel Macron. "Je peux travailler dans une majorité de gouvernement", a-t-il assuré sur TF1 en estimant que ses valeurs n'étaient pas incompatibles avec le projet porté par le fondateur d'En Marche!.

"Si Bruno Le Maire, ou tout autre candidat, entre au gouvernement et s'il est candidat aux législatives, il aura (face à lui) un candidat LR ou UDI, lui et tous les autres", a riposté François Baroin sur France2 en agitant la menace d'une exclusion. Menace pas du tout du goût du président de la région Paca Christian Estrosi, lui-même bien disposé à l'égard du nouveau président qui a nettement devancé Marine Le Pen dans sa ville de Nice.

"Emmanuel Macron offre une voie de la réforme, nous ne devons pas laisser la gauche s'accaparer cette chance", a plaidé Christian Estrosi, très critique à l'égard de flirt d'une partie de sa famille politique vis à vis du FN.

"On ne peut pas être dehors quand il fait beau et dedans lorsqu'il pleut, on est d'un coté ou de l'autre, il faut assumer. Si on est Républicain, on n'est pas majorité présidentielle", a prévenu à son tour le patron des députés LR Christian Jacob.

Ni ralliée, ni dans l'opposition, Nathalie Kosciusko-Morizet a quant à elle défendu une troisième voie. Critiquant la position de Bruno Le Maire en se montrant "surprise" de voir "que certaines personnalités, sans qu'il y ait de changement de projet, rejoignent Emmanuel Macron", l'ancienne porte-parole de Nicolas Sarkozy ne ferme pas la porte à des accords au cas par cas avec le nouveau président sur certains projets.

Grand écart entre l'aile droite et l'aile gauche du PS

Du côté du Parti socialiste, les stratégies ne sont guère plus coordonnées. Le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, et le chef de file des législatives, le premier ministre Bernard Cazeneuve, ont adopté une ligne du "ni-ni" vis à vis d'Emmanuel Macron: à savoir, ni ralliement, ni opposition.

"La gauche de gouvernement [...] doit apporter sa contribution à la réussite du pays et du quinquennat qui commence", a

estimé l'actuel chef de gouvernement. "Personne ne peut souhaiter l'échec de ce quinquennat qui s'ouvre", a complété Jean-Christophe Cambadélis. Former "un groupe autonome, ni vraiment dans l'opposition, ni dans la majorité" et rester "un partenaire intelligent pour faire progresser des projets de loi", voilà la ligne officielle résumée par la porte-parole du PS Corinne Narassiguin.

Problème: ni l'aile droite, ni l'aile gauche du Parti socialiste ne l'entendent de cette oreille. Soutien dès le premier tour d'Emmanuel Macron, Manuel Valls a défendu le principe d'un "rassemblement des progressistes" au sein d'une "majorité présidentielle large et cohérente". Son bras droit, Jean-Marie Le Guen, a lui affirmé "s'inscrire complètement dans la majorité présidentielle".

Nous devons bâtir une majorité présidentielle large et cohérente à l'Assemblée. Le temps est au dépassement et à la clarté pour réussir.

A l'inverse, le candidat malheureux du PS Benoît Hamon s'est posé en défenseur d'une opposition frontale à Emmanuel Macron, jugeant qu'une union de la gauche serait majoritaire dans le pays. "Ce soir, nous avons trouvé une majorité seulement pour dire non à l'extrême droite. C'est à l'occasion des élections législatives des 11 et 18 juin prochains que vous allez choisir la politique que vous souhaitez", a lancé le député des Yvelines, avant d'appeler à un "maximum de candidatures d'union à gauche" avec les écologistes et les mélenchonistes.

Seul souci: Jean-Luc Mélenchon a d'ores et déjà fermé la porte à toute négociation, exigeant un ralliement de la gauche sous sa bannière comme tout préalable à une investiture.

Autant de divisions qui pourraient grandement arranger les affaires du nouveau président Macron, dont le jeune mouvement n'est pas assuré de disposer d'une majorité absolue en juin prochain. huffingtonpost.fr 08.05

C'est un euphémisme ! Mais qu'ils se rassurent, FI risque de n'obtenir que quelques dizaines d'élus, PCF, NPA, LO, POI, POID, PRCF, ParDem, etc. vont s'y employer, Macron obtiendra le soutien de LR et du PS pour faire passer ce qu'il veut comme une lettre à la poste... Sauf, si les militants ouvriers en décidaient autrement, mais est-ce encore possible ? A suivre.

Il était leur candidat

- Trump dit qu'il a hâte de travailler avec Macron - Reuters

- Juncker félicite Macron, partisan d'une "Europe forte et progressiste" - Reuters

- Tsipras: "la victoire de Macron, une inspiration pour l'Europe" - AFP

Parole d'internaute

1- "Je soutiens qu'un pays aussi riche et aussi conservateur que la France ne peut mener aucune révolution."

2 - "Si on peut admettre, bon gré mal gré, que le scrutin est valide, je ne crois pas qu'on ait déjà eu en France un président aussi peu légitime."

3- "“La manipulation délibérée et intentionnelle du comportement et des attitudes des masses est un élément essentiel de l'Entreprise Démocratie. Des organisations travaillant dans le secret, dirigent les processus sociaux.

Ce sont les gouvernement réels dans notre pays..”

C'est du fameux propagandiste Edward Bernays (le neveu de Freud)

Le processus électoral autour du Macron, inconnu et sans parti voici un an, en est une des meilleures illustrations semble t-il.

Quelle escroquerie !"

Haut de page

Le 10 mai 2017

CAUSERIE

On ajoutera peut-être ce soir de nouveaux articles.

On reviendra demain ou les jours suivants sur la situation politique en France, quitte à se répéter, en présence de pardoxes, quand on les prend en compte nos positions peuvent prêter à confusion ou incompréhension, d'où la nécessité de se faire pédagogue plus que jamais.

Macron débute son mandat en ayant une popularité de 15% environ, ce qui correspond à celle de Hollande en fin de mandat. A combien sera-t-il dans quelques mois ? On n'ose pas dire dans 5 ans...

Le mot du jour.

Marche ou crève ou la marche vers l'abîme.

On est condamné à progresser ou à la barbarie !

Toute chose qui cesse de se développer, de progresser, qui stagne ou qui ne parvient pas à se dépasser va commencer par régresser, puis par entrer en putréfaction. Il en va ainsi des hommes, des peuples, des nations, des Etats, des sociétés, des systèmes économiques, des institutions, des partis politiques...

Chacun peut le vérifier par lui-même en observant l'évolution de son entourage, de quelle manière se comportent les gens en vieillissant, soit ils vont parvenir à un niveau de conscience toujours plus élevé, soit ils vont régresser infailliblement.

Le champ de nos expériences étant limité à notre petite vie routinière ou étriquée ne suffit pas pour développer un degré de conscience élevé, il faudra l'étendre à celui de notre entourage et à la société toute entière pour les enrichir et avoir ainsi l'occasion d'atteindre un niveau de conscience supérieur, l'idéal étant de se rapprocher le plus possible d'un état de conscience universel, une sorte de vision ou d'ouverture d'esprit à 360° qui couvre l'ensemble du champ des expériences humaines et de la nature.

Toute tentative pour justifier la survie du capitalisme ou perpétrer le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme constitue un frein, un obstacle à la réalisation de cet idéal. Cela démontre à quel point la perception de la réalité des hommes est réduite ou se confond avec leur propre ignorance ou leur niveau de conscience misérable pour concourir ainsi à leur propre malheur. Leur vision du monde ne va pas plus loin que le bout de leur nez ou de leurs intérêts immédiats, à la manière d'un animal sauvage s'en remettant à son instinct ou à son atavisme et dont rien ne les distinguerait et se condamnant de la sorte à perpétrer le règne de la barbarie. Quel bien triste constat.

Question aux petits comptables.

Les travailleurs britanniques ont-il vraiment souhaité la mise en oeuvre de la politique antisociale de Blair ? Les travailleurs allemands ont-il réellement voulu l'application de le politique antisociale de Schröeder ?

Dans les deux cas ils y étaient majoritairement opposés, et pourtant elle est passée et elle est toujours en place. Pourquoi, comment, des questions qu'il est préférable de ne pas se poser, on comprend, elles sont trop compromettantes.

Alors vous pouvez toujours additionner mécaniquement 25,38% d'abstentionnistes, plus 6,35% de votes nuls, plus 2,21% de votes blancs, plus 40 à 50% de votes Macron anti-FN, plus encore 8 à 10% de non-inscrits, cela ne donnera jamais une majorité prête à se mobiliser sur une ligne ou à une stratégie politique en rupture avec le régime.

Tout au plus cela donnera une indication à un moment donné sur l'état d'esprit de millions de travailleurs et jeunes sans pouvoir en conclure qu'ils partageraient les mêmes aspirations, tant leur niveau de conscience politique est faible ou mal assuré, sans direction ou pire encore.

Depuis des décennies et des décennies il y a des militants qui rament pour organiser les travailleurs ou faire en sorte que les plus déterminés se rassemblent, et ne voilà-t-il pas qu'un mouvement (FI) se dessine, que tous s'acharnent dessus pour le détruire. Que comptent-ils y gagner ? Ils seront satisfaits quand il se sera disloqué et que ces travailleurs seront à nouveau complètement démoralisés ou une nouvelle fois réduit à la passivité. Ils ne rejoindront pas leurs minuscules partis, dogmatiques, sectaires qui ont vécu aux crochets du PS ou du PCF et des appareils pourris des syndicats.

Laissons le mouvement de Mélenchon se développer et construisons à côté un véritable parti ouvrier révolutionnaire.

Mélenchon véhicule des illusions, en fait il se fait l'écho des illusions de ces travailleurs et jeunes. Laissons-les en faire l'expérience, c'est le meilleur moyen pour qu'ils abandonnent leurs illusions et se tournent ensuite vers le socialisme, ayons cette intelligence d'esprit de laisser ce processus dialectique s'accomplir puisque de toutes manières on doit en passer par là. Occupons-nous de nos affaires, combattons sur la base de nos idées, soumettons-leur sans essayer de leur imposer et un jour ou l'autre ils comprendront par eux-mêmes la nature de leurs illusions.

Peu importe les discours de Mélenchon, nous n'en attendons rien, seuls les faits doivent compter, quels rapports il entretient avec les autres partis, quelles décisions il prend, comment évolue son mouvement, comment il se dispose aux législatives. On sait que le personnage que je n'ai cessé de traiter d'illusionniste ou de charlatan pendant toutes ces années n'est pas digne de confiance, là n'est pas la question. Ce qui nous intéresse, c'est le comportement de ces millions de travailleurs et jeunes qui se sont reconnus dans son mouvement, ces centaines de milliers qui y ont activement participé au cours des derniers mois. Ne confondons pas les deux, ne commettons pas cette erreur. A suivre.

May et les conservateurs ont le vent en poupe en Grande-Bretagne, Merkel et la CDU également en Allemagne, Roy en Espagne tient le coup, Tsipras en Grèce également, aux Etats-Unis ils ont Trump, en Turquie Erdogan a renforcé son pouvoir, etc. et en France Macron est arrivé.

Réflexions de quelques internautes

1- Par bien des aspects, une très forte frange de l'élite française est devenue plus Néocon que les Néocons américains eux-mêmes. Et ce n'est pas peu dire. Or la distance qui sépare l'immense majorité des français de la compréhension de la philosophie et l'idéal Néoconservateur est très grande. Comment croyez-vous que le fameux "french bashing" soit devenu même a la mode en France? Comble du ridicule. Nos élites parmi les plus influentes sont venues au monde sur les fonds baptismaux des Néocons et tels les fameux "envahisseurs" de la série culte des années 70, sont désormais infiltrées partout la ou les leviers d'influences sur nos pensées et modes de vie s'actionnent.

2- En France, nous ne le sentons que par épisodes, mais aux USA, cet anti-russisme est en effet permanent, martelé tous les jours à la télévision et dans les journaux. La présence des Russes en Syrie et le "blanchiment" via casques interposés des baroudeurs extrémistes takfiris, aura permi aux médias de glisser habilement d'une haine à l'autre, de celle du 'terroriste', mal en point depuis la mort de Ben Laden malgré quelques surgeons dans l'Europe lointaine, à celle qui avait déjà une histoire, une archéologie presque, la haine du Russe en général. Churchill les détestait. Pas de Gaulle qui savait que les 3/4 des forces allemandes avaient été abattues par les Russes/soviétiques. Néanmoins, l'ironie française, ce mépris bavard aurait dit Benjamin Constant, reprend le dessus, nourrie d'une belle ignorance bien crasse, comme celle du Marquis de Custine qui du haut de ses trois semaines à St-Petersbourg, a fait le malin et cru rivaliser avec Tocqueville (De la Démocratie en Amérique) avec son minable pamphlet.

Les Français, même s'ils ne sont pas (encore) matraqués seront très vite prêts à renfourcher les clichés américains rodés. Déjà qu'ils "posturent", la main sur le coeur lors de l'hymne national, comme si on était, non devant le Louvre, mais à la tribune (4ème rang) du Capitole!

3- Ceux qui s'appellent les Maitres du Monde, cela inclus les USA et de nombreux autres pays, font un constat objectif de la situation, ils savent que les carottes sont cuites

Les raisons sont multiples :

Surpopulation, épuisement des ressources naturelles, pollutions.

Sur chacun de ces points, ils savent que c'est la fin y compris pour eux, ce que bien évidement ils ne peuvent pas admettre en ce qui les concernent.

Dans le film : The day the earth stood still, avec Keanut Reeves, pour survivre la Terre et le reste des espèces vivantes doivent se débarrasser de l'Humanité, thème repris dans le documentaire fiction La Terre sans l'homme.

Sauf que, ceux qui nous dirigent ont eux l'instinct de conservation individuel et pour qu'eux vivent, ils doivent changer les règles drastiquement.

Ils osent tout. La séquence des opportunistes.

Elections législatives. Mélenchon et FI sont la cible privilégiée d'En Marche! au POID en passant par le FN et le PS.

Les masses exploitées, la classe ouvrière et les couches inférieures des classes moyennes sont très hétérogènes, en présence de la crise du capitalisme qui les frappe durement et en l'absence des conditions permettant de déboucher sur une crise révolutionnaire, elles sont amenées à interpréter la situation chacune en fonction de leur condition spécifique sans véritable direction, elles ont seulement en commun de rejeter l'orientation et la décomposition de la société, la mise en coupe réglée de leurs acquis sociaux ou politiques qu'elles estiment plus menacées que jamais.

Partant de ce constat elles ne peuvent pas se rassembler ou réaliser l'unité sur des objectifs politiques qui remettraient brutalement en cause l'ordre établi, bien qu'il faudra en passer par là un jour ou l'autre sous peine de voir s'aggraver toujours plus leur condition.

C'est donc verser dans le gauchisme que d'exiger du mouvement dans lequel des millions de travailleurs et jeunesse reconnaissent qu'il adopte des positions qui soient en rupture avec le régime.

Quelles que soient les réelles intentions des dirigeants de ce mouvement que nous avons parfaitement cernées depuis longtemps, quelles que soient les limites de ce mouvement, leur reprocher revient à reprocher à ces travailleurs et jeunes de ne pas avoir encore adopté le socialisme ou de ne pas avoir encore atteint un niveau de conscience politique leur permettant d'y accéder ; bien que ce mouvement véhicule de graves illusions, il n'en constitue pas moins un véritable progrès en terme d'organisation et de représentation des travailleurs, un pôle de regroupement qui les aide à prendre confiance en eux-mêmes et à faire naître l'espoir qu'il est encore possible de changer la société, confiance et espoir sans lesquels absolument rien n'est possible, c'est donc contre cet acquis très fragile que s'acharne le POID et absolument tous les partis de l'extrême droite à l'extrême gauche.

Ce mouvement que j'ai critiqué violemment injustement ces derniers mois, tout comme "Nuit debout", ce qui fut une erreur politique j'en conviens, s'est constitué contre le PS, Hollande et le gouvernement, contre leur politique ultra réactionnaire semblable à celle de leurs prédécesseurs au pouvoir, ne serait-ce pas cela qui lui serait reproché en dernière analyse, d'avoir contribué à laminer le PS ? On est en droit de le penser, lisez la suite qui est révélatrice à ce sujet.

Outre le communiqué du POID du 7 mai, j'ai consulté sa page Facebook où j'ai relevé les éléments suivants qui tendent à démontrer ce que je viens d'avancer, reliez tous ces éléments entre eux et vous parviendrez peut-être à la même conclusion que moi.

Le 5 mai. Ils ne précisent pas que Ruffin, l'un des organisateurs de "Nuit debout" et candidat FI a appelé à voter Macron dès le 28 avril.

4 mai 2017 – Ruffin, réalisateur du film «Merci patron», publie une «Lettre ouverte à un futur président déjà haï », s'adressant à Macron. On y lit : « Vous êtes haï, vous êtes haï, vous êtes haï. Je vous le martèle parce que, avec votre cour, avec votre campagne, avec la bourgeoisie qui vous entoure, vous êtes frappé de surdité sociale. Vous n'entendez pas le grondement : votre heure, houleuse, sur le parking des Whirlpool, n'était qu'un avant-goût. C'est un fossé de classe qui, face à vous, se creuse. L'oligarchie vous appuie, parfait, les classes supérieures suivent. (…)Vous êtes haï, vous êtes haï, vous êtes haï. Et c'est dans cette ambiance électrique que, sans concession, vous prétendez « simplifier le code du travail par ordonnances ». C'est dangereux. Comme si, le 7 mai, les électeurs vous donnaient mandat pour ça. »

Le 5 mai. Ils relaient les accusations du PCF et de EELV contre Mélenchon, alors qu'ils ont appelé à voter Macron.

4 mai 2017 – Alors que le PCF a soutenu la candidature de Mélenchon à l'élection présidentielle, un communiqué virulent du comité national de la France insoumise le met en garde contre l'utilisation de l'image de Mélenchon pour les élections législatives et décide d'engager des poursuites judiciaires. Laurent, secrétaire du PCF rappelle « Nous vous avons fait une proposition qui permettrait de rassembler nos forces dans le maximum de circonscriptions, sous la bannière commune la force du peuple à l'Assemblée nationale (…). Vous avez contesté puis refusé cette proposition ». De son coté, Cormand, responsable des verts (EELV), met la France insoumise en garde à ce que le « dégagisme » si cher à Mélenchon n'emporte pas toute la gauche en juin.

Le 5 mai. Ils omettent de préciser que Martinez a appelé à voter Macron.

5 mai 2017 – Le secrétaire général de la CGT, Martinez, a appelé Macron à faire preuve « d'un peu d'humilité ». Macron « a fait 24% des votants au premier tour. S'il est déjà dans l'idée que tous ceux qui vont voter pour lui adhèrent à son programme, c'est une grave erreur politique », a-t-il ajouté.

Parce que Martinez aurait l'intention de l'empêcher d'appliquer sa politique ?

Le 7 mai. Ils feignent d'ignorer que Mélenchon n'a pas appelé à voter Macron et qu'il n'obtiendra pas la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Une photo de Mélenchon illustrée ainsi "Mélenchon à Matignon ?"

On a du mal à suivre les positions de Mélenchon...

Pourquoi dénigrer ainsi gratuitement Mélenchon, pour casser la dynamique qu'il a créée ? A qui cela profiterait-il ? Vous avez deviné, bravo !

Le 8 mai. Bien qu'ils proclament que Macron est ultra minoritaire et illégitime, cela ne les gêne pas le moins du monde que Mailly soit prêt à collaborer avec Macron.

8 mai 2017 – Mailly, secrétaire général de Force ouvrière, inquiet de la volonté du nouveau président d'aller vite en juillet pour modifier le code du travail par ordonnances, demande à discuter. Il déclare dans une interview au Parisien : « Je ne veux pas d'ordonnance sur les questions sociales. Au-delà de la méthode, nous ne voulons pas d'une loi Travail XXL qui ferait sauter les derniers verrous pour donner par exemple aux entreprises la possibilité de moduler par accord le temps de travail jusqu'à 48 heures. Ou qui ouvrirait la possibilité de décentraliser la question des salaires. Nous ne voulons pas non plus du plafonnement des indemnités prud'homales en cas de licenciement abusif, ni du référendum entre les mains de l'employeur. »

Arrêtons-nous là quelques instants. Vous avez compris ou non pour qui le POID roulait ? Il ménage tous ceux qui ont appelé à voter Macron en les présentant sous un angle avantageux, et il tape sur celui qui a réfusé d'appeler à voter pour lui. C'est clair, non ? Poursuivons.

Les faussaires du POID réécrivent l'histoire en direct sous nos yeux. La preuve.

Extrait du communiqué du POID du 7 mai.

Que disent-ils ?

- "*Comment en est-on arrivé là ?*

- La division : même dans ces conditions difficiles, l'unité entre Hamon (désigné comme candidat par la primaire du PS parce qu'il remettait en cause, au moins partiellement, la politique de Hollande) et Mélenchon pour une candidature unique pour l'abrogation de la loi El Khomri – première mesure visant à inverser le cours des choses – aurait totalement modifié la situation. Mais ces deux candidats, refusant la voie de l'unité, aiguisant la division, ont choisi de faire élire Macron."

Foutaises, Hamon n'a pas été "désigné comme candidat par la primaire du PS parce qu'il remettait en cause, au moins partiellement, la politique de Hollande", c'était une candidature qui avait été conçue dans un double objectif, faire barrage à Mélenchon et ensuite laminer le PS plus particulièrement ceux qui s'étaient opposés (mollement ou formellement) à la politique de sa direction, de Hollande et du gouvernement, signer son arrêt de mort.

Valls qui était le mieux placé pour incarner Hollande et sa politique qui inspireraient le rejet lors des primaires, personne ne l'ignorait, dès lors celui qui incarnait "les frondeurs", Hamon devait l'emporter. L'appareil du PS devait sacrifier Valls parce qu'il ne devait pas concurrencer Macron.

C'est ce scénario cousu de fils blancs que les dirigeants du POID s'emploient à nier pour une énième fois ménager le PS dont par ailleurs ils diront le plus grand mal, personne ne doit être dupe de leurs réelles intentions, ce qui explique pourquoi ils accusent Mélenchon d'être responsable de l'élection de Macron ou de l'impossibilité de présenter un candidat unique, alors qu'ils savaient pertinemment que quel qu'ait été le candidat du PS, les deux candidats n'auraient jamais pu s'entendre.

Comment en est-on arrivé là demandent-ils.

Parce que tous les courants se réclamant du trotskysme l'ont trahi ou n'ont pas été foutu de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire au cours des 70 années qui viennent de s'écouler, de construire une organisation ou un mouvement de masse au côté du parti, ils ont oublié cette explication.

- "*Ce président ultra-minoritaire n'a aucune légitimité.*" Et après ? Vous non plus, pas davantage le POI, le NPA, LO, le PRCF, le ParDem aucun de ces partis insignifiants, décomposés, sectaires, dogmatiques, opportunistes ou gauchistes selon le contexte pour s'être tous encanaillés avec le PS et/ou le PCF pendant des lustres jusqu'à aujourd'hui.

- "*il (le POID - ndlr) présente des candidats aux élections législatives pour aider à la réalisation de l'unité*"

En réalité ce sont des candidatures de division.

Dès lors logique le POID peut se présenter en champion de l'unité en orchestrant la division en présentant ses propres candidats qui n'ont absolument aucune chance d'être élus, par contre ils pourront ainsi empêcher le mouvement de Mélenchon (FI) de réunir suffisamment de suffrages pour figurer au second tour ou ses candidats d'être élus dès le premier tour, favorisant ainsi l'élection de députés d'EM, LR ou du PS.

En quelques mots.

Une journaliste : "Le Parti socialiste n'a plus d'espace entre la radicalité d'un Mélenchon et la tentation Macron"

Un universitaire : "Pour résumer, on pourrait dire que Macron est un Obama français ce dernier était aussi inconnu avant d'être élu et a été, de la même façon, soutenu par les médias."

Une intellectuelle : "... le président sortant François Hollande mérite le prix Nobel de la manipulation politique. A un moment où lui et son gouvernement étaient si impopulaires que tout le monde attendait l'élection afin de s'en débarrasser, Hollande, avec l'assistance zélée des principaux médias, des banques et des divers oligarques a réussi à promouvoir ce conseiller économique et ministre, qui n'était que récemment connu, en candidat du « changement », ni de gauche ni de droite, une star politique – soutenu par tous les vieux politiciens dont le public veut se débarrasser.

C'est une preuve éclatante du pouvoir de la "communication" dans la société contemporaine, un triomphe de l'industrie de la publicité, des médias de masse et des milliardaires qui les possèdent.

Il peut y avoir des manifestations de rue dans les mois qui viennent, mais elles auront peu d'impact sur la promesse de Macron de démanteler le code du travail par décret et de laisser les travailleurs et les patrons régler les conflits entre eux, à un moment où le pouvoir de ces derniers est renforcé par les délocalisations et où le monde du travail est désorganisé et affaibli par les différents effets de la mondialisation."

Un journaliste : "L'Histoire se répète : en 1940, les Français soutinrent Philippe Pétain pour se préserver du nazisme, mais c'est Pétain qui installa le fascisme. En 2017, ils ont voté Macron pour se protéger du fascisme et c'est lui qui l'instaurera."

Parole d'internaute.

1- Endettement de la commune suite à des investissement coûteux car grosses subventions a priori mais non tenues.

Rencontre avec Emmanuel Macron et le directeur adjoint de son cabinet qui était Emmanuel Lacresse.

Je lui est parlé de l'endettement du village et il m'a dit « oui, c'est embêtant mais vous avez de forêts ? », je lui ai dit « Oui », il me dit « C'est bien. Vous avez un patrimoine locatif ? », je lui dit « Oui », réponse : « Eh bien, il faut le vendre ».

Alors je regrette que tous les maires qui ont patronnés Emmanuel Macron n'aient pas entendus ce qu'il m'a dit car non Monsieur Macron, la commune, la France ne sont pas à vendre.

2- Avec la baisse de la dotation de l'Etat (il reste par mois 200 euros de dotation globale de fonctionnement à la mairie de Monêtier-Allemont) et bientôt l'exonération de la taxe d'habitation, les maires asphyxiés seront bientôt obligés de vendre leurs forêts communales. Après les aéroports, les entreprises, notre patrimoine national et les terres, que restera-t-il aux Français de cette France gâteau que les riches se partagent?

3- "C'est l'objectif de l'endettement : nourrir les rapaces avec la carcasse de ceux qui se sont si "mal débrouillés" qu'ils doivent tout vendre pour ne pas mettre en péril le profit des banques."

Il en est des communes comme des pays (grèce, Portugal)

Et les parias du mouvement ouvrier...

- Première manif anti-Macron du «Front social» à Paris - Liberation.fr

Plusieurs milliers de personnes (1 600 selon la police, de 7 000 à 10 000 selon les organisateurs) ont manifesté lundi après-midi à Paris, de République à Bastille à l'appel du collectif «Front social» en scandant «anticapitalistes» ou «Macron démission ! Un jour, ça suffit». Ils répondaient à l'appel de sections CGT, SUD ou Unef et d'associations qui n'ont jamais accepté la fin de la bataille contre la loi travail et avaient appelé entre les deux tours à «battre les deux candidats». «Ce n'est pas un président qui a été élu,

c'est un PDG», a dénoncé Mickaël Wamen, de la CGT Goodyear à Amiens. Liberation.fr 08.05

En Marche vers l'abîme.

Ils osent tout, on ne pensait pas mieux dire.

Sylvain Maillard, porte-parole d'Emmanuel Macron et membre du comité politique En Marche, réagit au résultat de l'élection présidentielle sur le plateau de Julien Benedetto, lundi 8 mai.

La victoire d'Emmanuel Macron est-elle la victoire de l'audace, de la France qui ose ? "C'est la France de l'espoir, c'est la France optimiste, la France qui se dit éternelle, conquérante, qui au-delà des problèmes, des blocages de notre monde et de notre pays se dit qu'on peut réussir, qu'on peut être les numéros 1 dans le monde au 21ème siècle". franceinfo Franceinfo9.05

Prédiction plutôt prématuré, mais qui sait...

- Comment Macron sera réélu en 2022 - Slate.fr

Et bien voilà chers lecteurs de Slate, c'est tout simple. Vous avez eu la primeur, il y a deux ans, quand personne n'y croyait, de lire qu'Emmanuel Macron pouvait battre tous ses adversaires et devenir président de la République. Impossible, impossible, disait le monde politico-médiatique. Si, si possible. Le génie de saisir la volonté de renouvellement des Français et beaucoup de chance. Une chance inouïe: tous ses adversaires ont été frappés par le sort et sont tombés. Le 7 mai: 66% des voix, plus que toutes les prévisions.

Chers lecteurs fidèles, voici un nouveau pronostic du même acabit: Emmanuel Macron va réussir. Mieux, il sera réélu en 2022 si les petits cochons ne le mangent pas. Pourquoi donc? Mais parce que c'est à nouveau très simple: Emmanuel Macron arrive pour installer des politiques… qui ont marché partout ailleurs mais qu'en France les anciens partis ont été incapables de mettre en œuvre.

Nicolas Sarkozy voulait les mêmes, déjà. Mais il y a eu, contre lui, la crise des subprimes et, en lui, son manque d'esprit de suite. François Hollande, après un an dans l'impasse fiscale, a fait demi-tour pour les appliquer. Mais il a manqué de détermination contre les «frondeurs», ces Attila qui auront non seulement saboté le quinquennat mais coulé le parti socialiste. Emmanuel Macron a, lui, l'esprit de suite et une détermination puissance mille. Il a la vision, il a l'habileté, il a la force et il a, on l'a dit, la chance. Déjà, la conjoncture mondiale en amélioration est bonne fille.

Des solutions qui marchent? Oui, la flexi-sécurité, oui la politique de l'offre, oui l'autonomie des universités, oui le soutien à l'innovation, oui la formation professionnelle, tout ça sont des politiques expérimentées, prouvées, elles marchent. Il suffit de les importer d'Europe du nord, d'outre-Rhin, puis de les remodeler un peu en fonction de notre système à nous. Cette partie du travail reste à faire et, certes, elle n'est pas si simple. Mais le résultat est connu d'avance: le chômage va baisser. Certains droits acquis seront (un peu) écornés, ceux liés à des statuts, mais d'autres naîtrons, ceux qui encouragent la mobilité, le changement, la multiplicité des carrières. C'est le deal: un moins ici, un plus là pour adapter l'Etat social aux nouveaux métiers.

En France, il n'est que temps. Il sera enfin mis fin aux scandales de la préférence pour le chômage et du monde du travail coupé entre les «in» vieux et les «out» jeunes et femmes. L'Etat social est sommé de travailler mieux? Bravo. Le mal français ne vient pas de ces réformes, il vient de ne les avoir pas faites. Comme les autres.

Mais encore faut-il qu'Emmanuel Macon puisse les faire voter, qu'il dégage une majorité puis que la rue ne se soulève pas pour les bloquer. C'est vrai. Mais cette élection va changer l'air du pays. L'air politique puis l'air social. Le président disposera de nombreux députés de son nouveau parti. Et il ne devrait pas trop avoir de mal à les compléter pour atteindre une majorité à l'Assemblée. Un Manuel Valls comme un Bruno Le Maire ont déjà dit qu'ils voulaient «travailler pour la France». C'en est fini de cette division droite gauche aussi infranchissable qu'un mur, avec une opposition systématique à tout ce que propose l'adversaire.

Et le climat social, la rue? Ce sera un peu plus compliqué parce que Jean-Luc Mélenchon veut y amener le combat. Il a cru être au second tour, raté. Et nouvelle défaite à venir, il n'obtiendra que peu de députés. Ses électeurs vont en conséquence se trouver privés de représentation législative. Une seule solution: la sédition! Slate.fr 09.05

Maladie infectieuse et contagieuse, pandémie mortelle

- Qu'est-ce que le macronisme ? - Franceinfo

Par exemple, Macron :

- « Il vaut mieux être payé à 3,5 euros de l'heure que d'être un dealer »
- « La vie d'un entrepreneur est bien plus dure que celle d'un salarié »
- « Il faut des jeunes Français qui aient envie de devenir milliardaires »
- « Les employées de l'abattoir Gad sont pour beaucoup illettrées »

Bientôt nobélisé ou embaumé ?

- C'est quoi cette médaille à l'effigie d'Emmanuel Macron ? - Franceinfo

Ils les ont déjà élus.

- À la rencontre des futurs députés de "La République en marche" - Franceinfo

Qui seront les députés qui représenteront le parti "La République en marche" à l'Assemblée nationale ? Franceinfo 09.05

« le Roi est mort, vive le Roi ! »

- Hollande a voté dès le premier tour pour Macron - AFP

Bernard Poignant, ex-conseiller du président de la République sortant, a affirmé que François Hollande avait voté Emmanuel Macron dès le premier tour de la présidentielle, dans un documentaire qui sera diffusé mardi à 20h50 sur France 5. AFP 09.05

- Macron et son mouvement entament leur mue - Reuters

La présidence par intérim du mouvement a été confiée à Catherine Barbaroux, jusqu'ici déléguée nationale, a annoncé son secrétaire général, le député Richard Ferrand.

"Il a été décidé que le mouvement En Marche ! allait évoluer afin d'élargir son assise", a dit ce soutien de la première heure, lors d'une conférence de presse.

Il a précisé que le nouveau parti, "La République en marche", tiendrait son congrès fondateur avant le 15 juillet.

Il a ajouté que Catherine Barbaroux et lui-même ne garderaient leurs fonctions de présidente par intérim et de secrétaire général jusqu'à ce congrès uniquement.

En Marche !, dont l'avènement a contribué à dynamiter le paysage politique français en remettant en cause le classique clivage droite-gauche, doit désormais devenir "le parti du président", a déclaré à Reuters un proche d'Emmanuel Macron.

C'est sous cette étiquette que ses candidats, dont la liste sera présentée jeudi en fin de matinée, se présenteront aux élections législatives des 11 et 18 juin.

Emmanuel Macron et La République en marche refuseront tout accord d'appareil et tout mécanisme de double investiture, a-t-il précisé. Les candidats et futurs députés du MoDem de François Bayrou, allié du président élu, constitueront l'exception.

Selon une enquête Harris interractive-M6 publiée dimanche, l'alliance En Marche!-MoDem recueillerait 26% des intentions de vote, devant la coalition Républicains-UDI (22%), le Front national (22%) et la France insoumise (13%).

Pour accroître ses chances de rassembler le plus largement, Emmanuel Macron a semble-t-il quelque peu assoupli la règle qui imposait initialement à un candidat investi par En Marche ! de renoncer à son parti d'origine.

"Nous voulons une majorité composée de femmes et d'hommes qui viennent du PS, des Républicains, du centre mais aussi, et ce sera au moins la moitié de nos candidats, de la société civile", a rappelé Christophe Castaner sur BFM TV.

"Ils pourront garder leur attachement (à un parti politique) s'ils le souhaitent. Mais ils doivent s'engager à soutenir la majorité présidentielle sur le projet qui est devenu hier soir un contrat entre Emmanuel Macron et les Français", a-t-il dit.

S'ils sont élus, ils devront ainsi siéger dans le groupe parlementaire La République en marche à l'exception de tout autre. "Nos candidats seront administrativement rattachés à l'étiquette de La République en marche", a dit Richard Ferrand. "On ne va pas organiser l'état de fronde permanent".

"On a besoin de gens qui savent comment ça fonctionne, mais il n'est pas nécessaire d'avoir une grosse composante de cette origine, explique Renaud Dutreil, qui a créé le mouvement La droite avec Macron, à franceinfo. Reuters et Francetv info 08.05

- Qui est Catherine Barbaroux, la présidente par intérim d'En Marche! - huffingtonpost.fr

Elle fait partie du premier cercle du futur président de la République.

Catherine Barbaroux, jusque-là déléguée du mouvement En Marche!, en a été nommée ce lundi 8 mai présidente par intérim en remplacement d'Emmanuel Macron à l'issue d'un conseil d'administration, a annoncé le secrétaire général Richard Ferrand.

Catherine Barbaroux, âgée de 68 ans, a par le passé travaillé au cabinet du ministère de l'Environnement puis du ministère du Commerce entre 1981 et 1986, sans avoir de mandat électif. Elle a également été déléguée générale à l'emploi et à la formation professionnelle au ministère du Travail de Martine Aubry, puis d'Elisabeth Guigou, de François Fillon et de Jean-Louis Borloo, entre 1997 et 2005.

Petite main dans la campagne de Mitterrand en 1974 Directrice des ressources humaines de Prisunic et du groupe Pinault-Printemps-Redoute entre les années 80 et 90, Catherine Barbaroux a également été présidente de l'Adie (Association pour le droit à l'initiative économique), pionnière dans le microcrédit, entre 2011 et 2016.

Elle a rapidement intégré le premier cercle d'Emmanuel Macron, qu'elle a rencontré en 2015 en lui remettant un rapport sur la levée des freins à l'entrepreneuriat individuel lorsqu'il était ministre de l'Economie.

En 1974, Catherine Barbaroux avait par ailleurs participé à la campagne présidentielle de François Mitterrand. Elle était l'une des petites mains au QG du candidat socialiste, où elle répondait au courrier de syndicats et d'associations.

Désormais, Catherine Barbaroux présidera notamment à la transformation d'En Marche! qui doit "changer son assise" et sera donc rebaptisé, dixit Richard Ferrand, après l'élection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République.

Ce dernier a démissionné lundi midi de la présidence de la formation qu'il a créée et qui revendique quelque 285.000 adhérents, sans obligation de cotisation. huffingtonpost.fr 08.05

Ah ben merde alors, elle est de gauche ! La réaction d'un militant sous influence, de qui, devinez ? De ceux qui ont martelé sans cesse que le PS était de gauche, pardi !

Les offres de service se bousculent.

- Que pensent les syndicats d'Emmanuel Macron ? - francetvinfo.fr

"Il y a beaucoup d'imprécisions dans les mesures annoncées", a jugé sur franceinfo le secrétaire général de Force ouvrière (FO), Jean-Claude Mailly, lundi. Le patron de FO a évidemment dans son viseur la réforme du Code du travail, promise par le président élu.

"S'il persiste dans l'idée de faire des ordonnances au mois de juillet, ça veut dire qu'il va balayer le dialogue social et la concertation : il y aura problème d'une manière ou d'une autre, donc on attend de voir", avertit Jean-Claude Mailly. Et de donner ce conseil au futur président : "S'il veut rassembler, il faut qu'il évite les clivages, il faut qu'il soit capable de modifier les choses, de réviser certaines annonces."

Jean-Claude Mailly aura l'occasion de le dire en face à Emmanuel Macron. Le responsable syndical a annoncé qu'il serait reçu la "semaine prochaine" à l'Elysée, après l'investiture du nouveau chef de l'Etat. "Si c'est pour nous recevoir et ne rien changer, ce n'est pas la peine : ça s'appelle de le communication", tranche-t-il.

Le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, a écrit une lettre ouverte à Emmanuel Macron, publiée mardi dans Le Monde. Il l'y met en garde contre la tentation de présider seul et de réformer sans concertation.

"Le mythe de l'homme providentiel, qui décide tout d'en haut, est un mythe dangereux pour notre démocratie."

Le leader de la CFDT rappelle à l'ancien ministre de l'Economie de François Hollande les "conditions particulières" de son élection : celles d'un vote utile pour faire barrage à Marine Le Pen. Ces conditions "vous obligent certes à tenir compte de ceux qui vous ont soutenu mais aussi de ceux qui ont voté pour vous, non par adhésion à votre programme, mais par rejet du Front national", écrit-il. "Dans les cinq ans à venir, vous serez à la tête d'un pays qui devra faire face à d'immenses défis. Et, vous le savez bien, vous ne pourrez pas les affronter seul", poursuit-il.

Laurent Berger lance cette injonction : "Partagez le pouvoir ! Donnez de l'air à notre société ! Laissez de l'espace aux organisations dont la mission est de faire entendre la voix de ceux qui n'en ont pas. Faites confiance aux organisations qui permettent aux individus de s'organiser ensemble pour peser sur leur avenir !"

Philippe Martinez (CGT)

Invité par un journaliste à choisir une mesure du programme d'Emmanuel Macron qui lui "plaît", le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, a simplement mais clairement répondu : "Je sèche". Dès vendredi 5 mai, au dernier jour de la campagne, le chef de la CGT a appelé Emmanuel Macron à faire preuve "d'un peu d'humilité", en lui rappelant qu'il avait bénéficié d'un important "vote par défaut au premier tour", dans l'émission "Ecorama" du site Boursorama.

"Il faut savoir écouter la base, il ne faut pas gonfler les épaules en disant 'ça y est, vous avez voté pour moi, je ne m'occupe plus de vous'", a tancé le syndicaliste. Et de souligner qu'Emmanuel Macron "a fait 24% des votants au premier tour". "S'il est déjà dans l'idée que tous ceux qui vont voter pour lui adhèrent à son programme, c'est une grave erreur politique", a-t-il ajouté.

"Quand on n'écoute pas ceux qui sont en colère, ceux qui souffrent parce qu'ils ne gagnent pas assez, ceux qui subissent des lois comme la loi Travail, faut pas s'étonner qu'il y ait des gens déçus."

Et comme Jean-Claude Mailly, Philippe Martinez déclare, à propos de la décision d'Emmanuel Macron de rencontrer les syndicats une fois élu, qu'il ne faut pas que ce soit "un alibi pour dire : 'ça y est, je les ai vus, je me suis débarrassé des boulets, maintenant je fais ce que je veux'." francetvinfo.fr 10.05

Pensez-vous, il va se gêner ! Et le pire c'est qu'ils le savent.

- A peine élu, Macron "déjà sous pression" pour la presse - AFP

Pas de répit pour le nouveau président. "A peine élu et déjà sous pression", Emmanuel Macron s'engage dans la bataille des législatives avec pour enjeu d'éviter une Assemblée ingouvernable, estime la presse mardi.

"Des législatives incertaines, dès le mois prochain, vont constituer un puissant aiguillon" pour le nouveau chef de l'Etat, à qui il reviendra "de proposer une ligne claire aux Français", commente François Ernenwein dans La Croix.

"Emmanuel Macron est bien placé pour savoir que lorsqu'un quinquennat commence mal, il s'achève médiocrement", avertit Paul-Henri du Limbert dans Le Figaro.

"Jamais sous la Ve République, les électeurs n'ont refusé d'accorder à un président fraîchement élu une majorité parlementaire. (...) Rien n'est moins sûr dans cette France chamboulée", écrit Frédéric Vézard dans Le Parisien pour qui gagner le scrutin des 11 et 18 juin apparaît comme "une nouvelle "Mission impossible"".

D'autant que les partis traditionnels n'ont pas dit leur dernier mot. "Eliminés dès le premier tour de la présidentielle, PS et LR aimeraient se refaire aux législatives", souligne Libération qui s'interroge: "la dynamique Macron aura-t-elle définitivement raison des organisations politiques traditionnelles?"

Pour le directeur du Monde, Jérôme Fenoglio, "le nouveau président optimiste de ce pays en dépression devra très vite démontrer par des signes concrets qu'il a reçu les messages de cette campagne. En commençant, lors de la mise en place de ses équipes, par ne transiger avec aucune des exigences qui ont fait chuter certains de ses concurrents : la probité, la compétence, et l'attention portée à une crise sociale qui ne s'est en rien atténuée ce 7 mai".

Sur ses gardes, L'Humanité, sous la plume de Jean-Emmanuel Ducoin, se dresse contre la volonté du nouveau président de "mener une guerre éclair", notamment sur la réforme du droit du travail. "C'est la raison pour laquelle les législatives vont se transformer en mère de toutes les batailles politiques", insiste l'éditorialiste du journal communiste.

"Nombreux sont les électeurs qui ont voté contre Marine Le Pen ou ont choisi leur bulletin de vote par dépit, en l'absence de leur candidat préféré. Et nombreux sont les Français qui souhaitent que les prochaines élections législatives installent une cohabitation au sommet de l'Etat", constate Nicolas Beytout dans L'Opinion.

"Il appartiendra aux vingt millions d'électeurs d'Emmanuel Macron de dire s'ils préfèrent une cohabitation stérile à une cogestion fertile, une majorité cohérente à un Parlement ingouvernable", ajoute Michel Urvoy dans Ouest France. Ce que Philippe Palat résume d'une formule lapidaire: Emmanuel Macron, "à peine élu, et déjà sous pression, sera-t-il Président ou résident??" AFP 09.05

- Législatives : quatre scénarios après la victoire d'Emmanuel Macron à la présidentielle - franceinfo

Les élections législatives des 11 et 18 juin donneront aux Français l'occasion de laisser les mains libres au nouveau président pour gouverner. Ou au contraire d'orienter sa politique vers la droite ou vers la gauche.

Hypothèse n° 1 : Emmanuel Macron remporte une majorité absolue à l'Assemblée nationale

C'est le scénario rêvé par Emmanuel Macron, celui aussi que ses soutiens présentent officiellement comme le plus probable. "Les Français ont choisi un nouveau président. Ils lui donneront une majorité nouvelle et forte", veut croire François Bayrou, en vertu de l'habitude prise par les électeurs à agir ainsi sous la Ve République.

Sûrs de leur capacité à remporter cette bataille, les macronistes se montrent fermes sur la stratégie à adopter dans cette campagne qui s'ouvre. "Nous aurons 577 candidats dans 577 circonscriptions sous une bannière unique qui s'appellera La République en marche", a indiqué lundi matin, sur France Inter, Benjamin Griveaux, porte-parole d'En marche !. Les socialistes ou les Républicains qui souhaiteraient faire partie de la majorité présidentielle sont donc priés de solliciter l'investiture d'En marche ! et de ne pas se présenter sous leur étiquette d'origine.

Si Emmanuel Macron réussit son pari en juin, il pourra mettre en œuvre son programme avec une grande liberté, soutenu par une Assemblée nationale à ses couleurs. PS et LR seraient alors clairement dans l'opposition et disposeraient chacun de cinq ans pour se reconstruire.

Mais cette hypothèse n'est pas forcément la plus plausible. A la différence de ses prédécesseurs, Emmanuel Macron ne dispose pas d'un parti installé ni d'élus implantés dans les territoires. Elu par la grâce du vote utile au premier tour et du front anti-FN au second, il ne pourra pas non plus compter sur sa popularité pour soulever les foules. Selon un sondage Ipsos/Sopra Steria publié dimanche soir, le nouveau chef de l'Etat a du souci à se faire : 61% des Français indiquent en effet ne pas souhaiter qu'il obtienne une majorité au Parlement.

Hypothèse n° 2 : la droite remporte les législatives et impose une cohabitation

La droite et son nouveau commandant en chef, François Baroin, n'ont pas perdu l'espoir de remporter la mise lors des élections législatives. Une opposition qui devient majoritaire à l'Assemblée dans la foulée d'une élection présidentielle, ce serait du jamais-vu sous la Ve République. Certains élus LR estiment que la débâcle présidentielle est en grande partie due à l'affaire Fillon et "au débat d'idées confisqué", et imaginent la droite prendre une belle revanche en juin. Dans ce cas, il est probable que François Baroin soit nommé à Matignon. Emmanuel Macron, lui, devrait rester cantonné à son domaine réservé, la politique internationale.

Mais l'histoire semble trop belle pour Les Républicains. Selon un sondage Kantar Sofres réalisé juste avant la présidentielle, En marche ! recueillerait entre 24% et 26% des intentions de vote aux législatives, devant Les Républicains (22%), le Front national (21-22%), la France insoumise (13%-15%) et le PS (8-9%). Peu convaincus par la capacité de leur camp à gagner, certains élus LR évoquent déjà, comme Bruno Le Maire, la possibilité de "travailler dans une majorité de gouvernement" avec Emmanuel Macron.

Au sein des Républicains, traversés par de fortes dissensions, on sert les rangs comme on peut. Si jamais l'ancien ministre de l'Agriculture entrait au gouvernement, il aurait "un candidat LR face à lui", a averti François Baroin dimanche soir sur France 2. "Si Bruno Le Maire rejoint le gouvernement dans une dizaine de jours, de fait il quitte la famille, de fait il appartient à En marche !" a-t-il menacé. Ces menaces suffiront-elles à dissuader les éventuels transfuges ?

Hypothèse n° 3 : privé de majorité absolue, Emmanuel Macron doit composer avec une partie du PS et de LR

Au soir du 11 juin, il est possible qu'En marche ! ne parvienne pas à obtenir les 289 sièges nécessaires à l'obtention d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale. Le seul sondage qui, à ce jour, propose une projection en sièges, réalisé par OpinionWay le 3 mai, estime entre 249 et 286 le nombre de sièges que pourrait gagner le parti d'Emmanuel Macron (200 à 210 pour LR et l'UDI, 28 à 43 pour le PS, 15 à 25 pour le FN et 6 à 8 pour le Front de gauche).

Dans ce cas, deux solutions s'offriront à Emmanuel Macron. La première : essayer de construire une majorité de coalition avec l'appoint de députés PS et LR qui s'affranchiraient de leurs camps respectifs. Dans ce cas, les groupes parlementaires socialiste et Les Républicains (aujourd'hui les plus importants dans l'Hémicycle) pourraient se scinder en deux avec, d'un côté, ceux qui soutiendraient la politique d'Emmanuel Macron, et de l'autre, ceux qui resteraient dans l'opposition. Un remaniement interviendrait alors pour que ces tendances soient représentées au gouvernement.

Deuxième solution, si la précédente échoue : s'en remettre à des majorités fluctuantes selon les textes soumis au Parlement. Sur tel projet de loi, des socialistes apportent leur soutien, sur tel autre, ce sont une partie des Républicains qui viennent au secours

du gouvernement. C'est la ligne que semble défendre, à droite, Jean-Pierre Raffarin, pour qui "il faudra aider la France à réussir" et qui évoque un "parlementarisme constructif". Une perspective qui promet de belles crises de nerfs dans les couloirs de l'Assemblée, et qui aurait l'inconvénient d'affaiblir considérablement la présidence Macron.

Hypothèse n° 4 : les législatives accouchent d'une France ingouvernable

Dernière hypothèse : les élections législatives débouchent sur une Assemblée nationale morcelée, à l'image du résultat du premier tour de la présidentielle. Pour schématiser : plusieurs forces politiques – En marche !, LR, l'UDI, le PS, le FN, la France insoumise et les communistes – se partagent le gâteau sans qu'aucun n'approche de la majorité absolue ou ne se détache nettement des autres.

Dans ce cas, la marge de manœuvre du futur gouvernement se trouverait extrêmement réduite, car il serait incapable de faire adopter ses textes. La France serait alors ingouvernable. L'article 49-3 de la Constitution, dont Michel Rocard avait fait usage à 24 reprises entre 1988 et 1991, ne peut plus être utilisé à une telle fréquence.

Depuis la révision constitutionnelle de 2008, il est limité aux budgets de l'Etat et de la Sécurité sociale, et à un texte supplémentaire par session parlementaire.

Il serait très difficile pour Emmanuel Macron de tenir cinq années dans ces conditions. Le chef de l'Etat disposerait toujours de la possibilité de dissoudre l'Assemblée nationale et de renvoyer les électeurs aux urnes. Sans aucune certitude sur le résultat. franceinfo 09.05

Parti Sans laissé d'adresse et déjà En Marche!

- "Impossible" pour Valls d'avoir sa carte au PS et l'investiture En Marche! assure Cambadélis AFP

Manuel Valls a annoncé lundi 9 mai qu'il sera "candidat de la majorité présidentielle" sous l'étiquette "La République en marche" pour les législatives de juin dans sa ville d'Evry, pour "faire réussir Emmanuel Macron".

"Comme j'invite d'ailleurs tous les députés sortants, les progressistes, ceux qui ont appelé à voter Emmanuel Macron avant le premier tour, ceux qui souhaitaient sa victoire, moi je serai candidat de la majorité présidentielle, et souhaite m'inscrire dans ce mouvement qui est le sien, la République en marche", a-t-il déclaré sur RTL.

"Ce Parti socialiste est mort, il est derrière nous, pas son histoire et ses valeurs, mais il doit se dépasser", a affirmé M. Valls, souhaitant que le parti soit "beaucoup plus clair" vis-à-vis du président élu Emmanuel Macron.

"C'est pas en quelques jours que le Parti socialiste va traiter son bilan, son histoire, et voir la forme qu'il va prendre demain", a-t-il poursuivi. "Aujourd'hui l'essentiel c'est de donner une majorité large et cohérente, sans futurs frondeurs, si vous voyez ce que je veux dire, à Emmanuel Macron pour qu'il puisse gouverner".

"Et en plus Emmanuel Macron porte quelque chose qui paraît essentiel, c'est la recomposition politique", a-t-il encore dit. "Il faut aller jusqu'au bout de cette recomposition, ceux qui restent au milieu du gué seront emportés".

"Le Parti socialiste, c'est une histoire pour moi. J'y suis attaché. Mais ce parti est mort, pas son histoire et ses valeurs, mais il doit se dépasser", a dit Manuel Valls. "La république, ça me va bien, la république, c'est notre bien le plus précieux", a-t-il continué.

"Parce que je suis républicain, parce que je suis un homme de gauche, parce que je suis socialiste, je ne suis pas en embuscade", s'est défendu le candidat dans la première circonscription de l'Essonne.

Au même moment sur Europe 1, le porte-parole d'Emmanuel Macron, Benjamin Griveaux, a indiqué que Manuel Valls n'avait pour l'heure "pas été investi par la Commission nationale d'investiture". "Il aurait dû déposer sa candidature comme chacun, puisque la règle est la même pour tous", a ajouté le proche du nouveau président.

"Il lui reste 24 heures", a conclu Benjamin Griveaux. Les candidats de "La République en marche", la nouvelle étiquette du parti d'Emmanuel Macron, doivent être investis pour les législatives avant jeudi midi dans chacune des 577 circonscriptions.

Le Premier secrétaire du Parti socialiste Jean-Christophe Cambadélis a souligné mardi qu'il était "impossible" à Manuel Valls d'avoir à la fois sa carte d'adhérent au PS et de briguer l'investiture En Marche! aux législatives comme l'ancien Premier ministre l'a annoncé dans la matinée.

"Ca c'est impossible", a répondu M. Cambadélis, interrogé à l'entrée du siège du PS à Paris, où se tient un Bureau national sous

haute tension dans la matinée.

"Il faut faire cela très gentiment et très calmement", a poursuivi le député de Paris.

Si ceux qui visent une double appartenance "veulent s'affirmer contre le gouvernement alors qu'il n'est pas encore constitué, qu'ils restent au Parti socialiste. S'ils veulent faire autre chose, qu'ils le disent, mais ça ne représente que 5% du Parti socialiste", a ajouté M. Cambadélis.

"Si certains veulent partir ou se singulariser qu'ils le fassent et nous laissent travailler", a-t-il insisté.

Mardi matin sur RTL, M. Valls a annoncé qu'il serait "candidat de la majorité présidentielle" aux élections législatives et qu'il souhaitait s'inscrire dans le mouvement de M. Macron, La République en marche. franceinfo et AFP 09.05

- Législatives : Manuel Valls est un homme "en fuite" qui inspire du "dégoût", lance un eurodéputé PS francetvinfo.fr

Premier lieutenant d'Hamon, l'eurodéputé Guillaume Balas demande à ce que «les choses» soient «clarifiées». Un temps annoncé à ce BN, Hamon n'est finalement pas venu. Ni Martine Aubry dont les proches se faufilent derrière Balas pour échapper aux caméras. «Benoît ne voulait pas se retrouver au milieu de ces chicayas. Ce n'est pas son sujet. Il prendra le temps d'une explication dans les 48 heures», promet l'un de ses proches, le conseiller régional d'Ile-de-France, Roberto Romero. Car au-delà du cas Valls, l'aile gauche du parti veut aussi empêcher le PS d'avoir, dans ces législatives, une ligne de «soutien» aux prochains gouvernements Macron.

Le député européen socialiste Guillaume Balas, a réagi, mardi 9 mai sur franceinfo, à l'annonce de Manuel Valls de sa volonté d'être candidat de la majorité présidentielle aux législatives. Ce proche de Benoît Hamon qualifié l'attitude de l'ex-Premier ministre de "fuite d'un homme", qui inspire du "dégoût". Le "Parti socialiste doit affirmer de manière claire son ancrage à gauche" et ne pas "devenir la cinquième roue du carrosse d'une majorité macroniste qui, en fait, n'aura pas besoin de lui", a estimé Guillaume Balas. Guillaume Balas : Plus rien ne m'étonne de Manuel Valls. Il inspire toujours plus de dégoût sur le fait de ne jamais respecter aucun cadre collectif. Il n'avait pas respecté celui de la primaire. Il ne respecte pas aujourd'hui celui des délibérations du Parti socialiste. C'est la fuite d'un homme.

Mais le flou vient de votre direction, la plateforme législative proposée par la direction du PS met l'accent sur les convergences avec Emmanuel Macron et laisse tomber le programme de Benoît Hamon.

La direction du PS, ce n'est pas le PS. Ce matin [mardi], nous allons beaucoup dire que ce texte ne convient pas car l'orientation politique qu'il y a derrière n'est pas celle qui constitue le Parti socialiste et son histoire. Il est impossible aujourd'hui d'y adhérer. J'espère que la direction entendra raison. C'est sa responsabilité. Autrement, elle prend le risque d'un parti désuni au moment des législatives. Ce n'est pas nous qui déstabilisons les électeurs de gauche. Ce qu'ils attendent, c'est un parti de gauche qui a des propositions de gauche. Responsable et réformiste, mais de gauche. Tout le monde dit que le Parti socialiste doit se dépasser, mais pour faire quoi ? Que la social-démocratie soit très malade, c'est certain. C'est pour cette raison que Benoît Hamon a proposé une voie qui est celle d'un dépassement du Parti socialiste français par la création d'un espace politique nouveau et qui associe notamment l'écologie et la démocratie. Cela veut dire qu'il y a un espace politique entre la radicalité de Jean-Luc Mélenchon et la trahison pour aller vers Emmanuel Macron, pour une gauche moderne, responsable, qui veut transformer tout en gouvernant. Cette gauche est à construire aujourd'hui. francetvinfo.fr 09.05

- Bachelay juge que Valls "s'en va pour des raisons de carrière et d'opportunisme" - AFP

Le député PS Alexis Bachelay a affirmé mardi que Manuel Valls, qui a annoncé son souhait de se présenter sous la bannière du mouvement d'Emmanuel Macron pour les législatives, s'en allait "pour des raisons de carrière et d'opportunisme".

"Manuel Valls s'en va pour des raisons de carrière et d'opportunisme", a affirmé M. Bachelay, soutien de Benoît Hamon, sur BFMTV, estimant que "tant que le PS était au sommet et lui a permis d'avoir des mandats et d'accéder à de hautes responsabilité", l'ancien Premier ministre gardait sa place au sein du parti.

"Maintenant que nous connaissons des difficultés (...), il quitte le navire, c'est triste et pathétique", a déploré le député des Hauts-de-Seine.

Des difficultés dont Manuel Valls est "responsable", selon M. Bachelay: "C'est lui qui a théorisé les gauches irréconciliables, c'est lui qui a recouru de façon abusive au 49.3 avec des mots durs, clivants". Mais "nous allons nous relever", affirme-t-il.

Alors que le Parti socialiste se réunit en Bureau national mardi, M. Bachelay a affirmé que M. Valls ne venait "plus depuis plusieurs mois et comme il a appelé à la mort du PS, je ne crois pas qu'il ait envie d'observer un cadavre".

"Je pense qu'il ne remettra plus les pieds à Solférino", a-t-il ajouté

Mais les charges viendront aussi d'ex-soutiens de Manuel Valls. Si Jean-Marie Le Guen, sans arrêter sa marche, lance un sonore «bien sûr qu'il est socialiste !», la secrétaire d'Etat chargée des personnes âgées, Pascale Boistard, pourtant présente aux derniers déjeuners organisés par l'ancien Premier ministre, cartonne : «Ce n'est pas parce que les moments sont difficiles qu'on doit tourner le dos à sa famille politique […] Je suis très déçue.» Le sénateur Luc Carvounas, vallsiste historique, prend clairement ses distances avec son mentor. Le maire de Dijon, François Rebsamen esquive : «Le PS ne tourne pas autour des états d'âme de Manuel Valls. Je ne fais pas d'exclusion.» Autre membre du gouvernement, André Vallini (Relations avec le Parlement) se plante devant la nuée de micros : «C'est un peu précipité. Il faut garder son sang-froid», dit-il avant d'appeler «les socialistes […] à contribuer à la réussite du quinquennat d'Emmanuel Macron».

Patron des socialistes à l'Assemblée, le député de Seine-et-Marne Olivier Faure est sur la même ligne de «réussite du quinquennat». Mais s'il commence par expliquer que l'annonce matinale de Valls est un «non-événement», il finit son propos avec virulence : «Les vrais amis, ce ne sont pas ceux qui, lorsqu'on est dans la tourmente, s'en vont ramper devant le nouveau pouvoir.» Très proche d'Hamon, le député de Paris Pascal Cherki, observe le ballet des caméras sur le trottoir. Il fait simplement référence à une phrase prononcée par Emmanuel Macron sur Manuel Valls dans un des documentaires sur sa campagne diffusé la veille à la télévision : «Il disait que c'était le "traître absolu"… C'est violent quand même…» Le ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, prend ensuite la marée médiatique. Profitant de la situation, sa collègue de l'Education, Najat Vallaud-Belkacem, longe les grilles de Solférino pour s'engouffrer dans la cour sans un mot. Aux abris. AFP 09.05

- Législatives: pas besoin d'une "plateforme" PS selon Didier Guillaume, proche de Valls AFP

Didier Guillaume, président du groupe PS au Sénat et proche de Manuel Valls, a estimé mardi qu'une "plateforme socialiste" n'était pas nécessaire pour les élections législatives de juin, au vu des divisions du parti et de son score à la présidentielle.

"Je ne pense pas qu'il faille une plateforme du Parti socialiste pour ces élections législatives, parce que le Parti socialiste est divisé, il y a des gens qui ne s'aiment pas à l'intérieur, qui ne pensent pas la même chose", a-t-il déclaré sur CNews.

"Le Parti socialiste est mort (...) quand on fait 5% ou 6% à l'élection présidentielle, le Parti socialiste, il y a eu un acte de décès", a-t-il continué, affirmant qu'il y avait aujourd'hui "trois lignes qui s'affrontent" au sein du PS, et dénonçant les menaces de "purges" et les cyniques qui veulent "dégager Cambadélis".

"Des partis qui n'ont pas été au second tour de l'élection présidentielle voudraient exclure des anciens ministres, des anciens Premiers ministres? Ca n'a aucun sens", a-t-il affirmé, mentionnant également les menaces d'expulsion du côté du parti Les Républicains.

Il a estimé que l'ancien Premier ministre Manuel Valls avait "pris ses responsabilités" en déclarant mardi qu'il serait candidat de la majorité du président élu.

Il a lui aussi encouragé ceux qui ont soutenu Emmanuel Macron au sein du PS à "s'inscrire dans la majorité présidentielle, c'est absolument indispensable pour travailler pour le pays".

"Un nouveau monde politique est en train de s'écrire devant nous, et il faut en être soit des acteurs soit des spectateurs", a-t-il aussi dit.

Il ajouté que le ralliement à la majorité présidentielle du mouvement La République en marche se ferait "sans condition".

"Il n'y a pas à négocier (...) il s'agit de savoir si oui ou non, (...) nous sommes favorables au programme présidentiel d'Emmanuel Macron", a-t-il dit. AFP 09.05

- Le PS présentera des candidats dans plus de 400 circonscriptions - Reuters

Le Parti socialiste présentera des candidats aux élections législatives dans plus de 400 circonscriptions, a annoncé son premier secrétaire mardi, au surlendemain de l'élection d'Emmanuel Macron qui bouleverse le paysage politique français.

Jean-Christophe Cambadélis a ajouté que le PS était prêt à discuter d'une candidature commune avec La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon et la République en marche, le mouvement du président élu, dans les circonscriptions où le Front national a fait plus de 60% au second tour de l'élection présidentielle.

"C'est une belle journée pour les socialistes (...) nous avons réussi à trouver un chemin commun, même s'il y a toujours

des interrogations", a-t-il dit lors d'une conférence de presse après une réunion des candidats socialistes et l'adoption d'une plate-forme programmatique pour les scrutins des 11 et 18 juin.

Les circonscriptions dans lesquelles le PS ne présentera pas de candidat sont celles réservées à ses alliés, notamment le Parti radical de gauche et les écologistes, et celles où un accord est envisagé pour une candidature commune face au FN.

Interrogé sur le cas Manuel Valls, qui souhaite être candidat de la majorité présidentielle, Jean-Christophe Cambadélis a précisé que si l'ancien Premier ministre socialiste obtenait l'investiture du mouvement d'Emmanuel Macron, le PS présenterait un candidat face à lui.

Les investitures de la République en marche seront annoncées jeudi. "Nous verrons ce qui est proposé et nous en tirerons les conséquences", a dit Jean-Christophe Cambadélis.

Cette position est également valable pour la "poignée" de socialistes tentés de rejoindre La France insoumise, a-t-il détaillé. "Ça ne dépasse pas, dans les deux cas, 10 personnes."

Arrivé cinquième du premier tour de la présidentielle, avec 6,3%, Benoît Hamon n'a pas exclu de présenter ses propres propositions en parallèle à celles arrêtées mardi par le bureau national du PS, a fait savoir l'entourage de l'ancien candidat.

"Si c'était une volonté de différenciation dans la campagne des législatives, ça poserait un problème", a dit Jean-Christophe Cambadélis. "Nous nous sommes mis d'accord, il faut respecter cet accord."

"Benoît Hamon voulait être plus précis sur un certain nombre de choses, c'est évident. Il voulait que les marqueurs de sa campagne présidentielle soient très présents dans la plate-forme", a poursuivi le premier secrétaire.

Mais, a-t-il ajouté, "on ne pouvait pas remettre tous les marqueurs parce que sinon ça voulait dire : 'écoutez, vous avez tranché à la présidentielle, aux législatives c'est la même chose'. Non, il faut être plus large".

Estimant que "rien n'est fait", le patron du PS a refusé de répondre à ceux qui prédisent une lourde défaite en juin, réduisant les députés socialistes à quelques dizaines, contre 288 aujourd'hui.

Quant à la position générale des socialistes vis-à-vis du vainqueur de la présidentielle, "nous ne voulons pas l'échec d'Emmanuel Macron parce que nous ne voulons pas l'échec de la France", a dit Jean-Christophe Cambadélis. Reuters10.05

La stratégie inavouable et fatale partagée par tous ceux qui ont bouffé au râtelier du PS pendant plus d'un demi-siècle.

Partant du principe que Macron n'aura pas de majorité tout seul, ils rêvent d'un groupe PS charnière qui empêcherait le président élu d'avoir la main trop lourde sur les réformes libérales. «On est réalistes, le but est de sauver les meubles», souligne la porte-parole du parti, Corinne Narassiguin Francetv info 09.05

"Les socialistes sont écartelés entre trois lignes. Tout d'abord la ligne officielle du parti, Jean-Christophe Cambadélis qui doit mener la campagne des législatives prône le ni-ni, ni dans l'opposition ni dans la majorité. Ensuite, il y a la ligne Benoît Hamon. L'aile gauche du parti qui souhaite être une véritable force d'opposition. Enfin, il y a la liste des réformistes de Manuel Valls qui souhaite un rassemblement avec la majorité présidentielle", indique Béatrice Gelot. Francetv info 08.05

En complément

- Cazeneuve exhorte le PS à faire réussir Macron - Reuters

- Boutih (PS) a sollicité l'investiture En Marche!, Savary (PS) aimerait le faire - AFP

LFI : Pas d'accord avec le PCF.

- La France insoumise annonce qu'il n'y aura pas d'accord avec le PCF - AFP

La France insoumise a annoncé mardi qu'il n'y aurait pas d'accord pour les élections législatives de juin avec le PCF, lui en renvoyant la responsabilité de cet échec, dans un communiqué.

"Tous nos candidats porteront le programme "L'avenir en commun" en invitant les 7 millions d'électeurs qui l'ont soutenu à

l'élection présidentielle à reproduire leur vote pour une majorité nouvelle à l'Assemblée nationale", indique Manuel Bompard, directeur des campagnes du mouvement de Jean-Luc Mélenchon, se disant "excédé par des combinaisons sans principe" proposées par les communistes.

Le numéro un du PCF "Pierre Laurent a décidé de rompre les discussions", aux yeux de M. Bompard, qui en "prend acte" et le "déplore".

Un peu plus tôt, alors qu'une entente paraissait déjà compromise, le secrétaire national du Parti communiste Pierre Laurent avait renouvelé avec "un peu de colère" son appel à un accord avec La France insoumise (LFI), prévenant qu'il ne restait que "quelques heures" pour une telle entente.

Parmi les raisons du blocage, ce sénateur de Paris avait évoqué des discussions "très étriquées", ne concernant que des "retraits réciproques de candidatures portant sur moins de 15 circonscriptions pour chaque formation sur les 577" existantes.

"Tour à tour, la direction du PCF a rejeté tout accord national, puis a demandé 50% des circonscriptions (ainsi que le renouvellement de ses députés sortants), puis un échange de 20 circonscriptions, puis de 13, puis a rompu. Dans le même temps, elle a conclu des accords départementaux avec le PS et EELV comme dans la Somme et le Jura", accuse Manuel Bompard, qui se dit "excédé par des combinaisons sans principe, illisibles pour nous qui voulons faire naître une nouvelle majorité".

Dès dimanche soir, Jean-Luc Mélenchon avait lancé un appel aux électeurs de La France insoumise à se "fédérer" pour les législatives afin de s'opposer à Emmanuel Macron, "nouveau monarque présidentiel".

Son directeur des campagnes vante "la grande diversité" des candidats LFI déjà investis (17 issus du PCF, 6 d'EELV notamment), synonyme d'un "large rassemblement".

Il n'y a pas non plus eu d'accord avec Europe Ecologie-Les Verts malgré un appel au rassemblement des écologistes.

Les discussions entre les communistes et l'équipe Mélenchon sur un éventuel accord pour les législatives coincent sur plusieurs points depuis leur reprise après le premier tour de la présidentielle, où le candidat LFI, soutenu par le PCF, est arrivé quatrième avec 19,58% des voix.

La question de l'utilisation de l'image de Jean-Luc Mélenchon par le PCF a aussi envenimé les relations, avec début mai des menaces de "poursuites judiciaires" émanant de la France insoumise. "Dans les circonscriptions où Jean-Luc Mélenchon ne souhaite pas l'utilisation de son image, nous respecterons ce droit", a assuré M. Laurent mardi.

Faute d'accord national, le numéro un du PCF a indiqué que les communistes mèneraient la campagne "avec la main tendue" et feraient des "offres" à leurs partenaires localement. Cette campagne des communistes sera lancée jeudi lors d'un meeting au gymnase Japy dans le XIe arrondissement de Paris. AFP 10.05

Le capitalisme sans masque

- Plus d'homicides au Mexique que dans des pays en guerre - Reuters

Le Mexique est des pays considérés en conflit le deuxième au monde en termes d'homicides et n'est devancé que par la Syrie, selon un rapport publié mardi. En 2016, près de 23.000 homicides ont été recensés au Mexique, contre 60.000 en Syrie, 17.000 en Irak et 16.000 en Afghanistan.

- Le gouverneur de Jakarta en prison pour «blasphème» - Liberation.fr

C’est un coup de poignard dans le rêve d’une Indonésie tolérante et multiconfessionnelle. Ahok, gouverneur de Jakarta, a été condamné mardi à deux ans de prison pour «blasphème contre l’islam» et emprisonné.Actualités

- Yémen: le choléra fait au moins 34 morts - AFP

Au moins 34 personnes sont mortes du choléra et 2.022 cas suspects ont été recensés en une période de seulement 11 jours au Yémen...

- Chips : la pénurie qui inquiète les Japonais - Franceinfo

Le Japon est en pénurie de chips. C'est une catastrophe dans le pays puisque les Japonais sont accros aux chips. Cette année, il

n'y a pas assez de pommes de terre. Les rares paquets se vendent aux enchères.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

1.1- Trump limoge le patron du FBI, Washington sous le choc - AFP

Le président des Etats-Unis Donald Trump a limogé mardi le patron du FBI James Comey, provoquant une onde de choc à Washington où des élus ont évoqué le spectre du Watergate.

Dans un courrier à James Comey publié par l'exécutif, Donald Trump lui signifie qu'il met fin à ses fonctions "avec effet immédiat".

"Si j'ai apprécié que vous m'ayez informé, en trois occasions distinctes, du fait que je ne faisais pas l'objet d'une enquête, je suis cependant d'accord avec l'analyse du ministère de la Justice selon laquelle vous n'êtes pas capable de diriger de manière efficace le Bureau", ajoute-t-il. AFP 10.05

1.2- Trump révèle qui pourrait être derrière les fuites des données secrètes dans les médias - sputniknews.com

Le Président américain est d'avis que Sally Yates, ancienne procureure générale des États-Unis, pourrait être liée aux fuites des informations confidentielles dans les médias.

Évoquant les fuites des données dans l'espace médiatique, un cas fréquent ces derniers temps, le Président américain Donald Trump a mentionné la personnalité de l'ex-procureure générale des États-Unis Sally Yates, estimant qu'elle pourrait être impliquée dans les fuites des données confidentielles.

« Demandez à Sally Yates sous serment si elle sait comment les informations classifiées ont pénétré dans les journaux peu après qu'elle les ait présentées devant le conseil de la Maison-Blanche », a-t-il écrit sur son compte Twitter.

Le dirigeant américain a démis Mme Yates, désignée par l'administration de Barack Obama, de ses fonctions de procureure générale après son refus d'exécuter le décret sur l'immigration. Cette dernière était à la tête du département de la Justice des États-Unis après l'investiture de Donald Trump et était entre autres chargée du travail des services de renseignement. sputniknews.com 09.05

Corée du Sud

- Corée du Sud: le favori Moon remporte largement la présentielle - AFP

Moon Jae-In, ancien avocat spécialisé dans la défense des droits de l'Homme, a confortablement remporté mardi l'élection présidentielle en Corée du Sud, selon un sondage sortie des urnes.

M. Moon, grand favori des sondages et candidat du Parti démocratique de centre-gauche, a recueilli 41,4 % des voix, selon ce sondage réalisé par trois chaînes de télévision. Le conservateur Hong Joon-Pyo était loin derrière avec 23,3 % du vote, suivi du centriste Ahn Cheol-Soo avec 21,8%. AFP 09.05

Haut de page

Le 13 mai 2017

CAUSERIE

Le portail ne sera pas actualisé les jours prochains, en principe, j'ajouterai quelques articles quand j'aurai le temps. Etant donné

la tournure des évènements je pense que ce portail n'a plus aucune utilité. Je vais peut-être me reposer enfin ou profiter de ma retraite, après il sera trop tard ! J'aurais encore voulu servir notre cause, mais comme tous les partis s'acharnent à faire en sorte qu'elle soit perdue d'avance, je m'interroge, se sacrifier ne servirait à rien...

Quand la liberté de bombarder un pays pour imposer un changement de régime, inspire forcément le respect !

- (l'ex-secrétaire d'État US) Mme Rice a appelé à ne « jamais se mêler aux voix condescendantes qui prétendent que certaines personnes en Afrique ou au Proche-Orient ne sont tout simplement pas intéressées par la liberté, qu'elles ne sont tout simplement pas prêtes pour la liberté ou qu'elles ne sont pas prêtes pour les responsabilités de la liberté ». sputniknews.com 12.05

Quand la liberté de bombarder un pays pour imposer un changement de régime, inspire forcément le respect !En réalité, il ne suffit pas d'être intéressé par la liberté, et il est faux de prétendre que les peuples y soient spontanément préparés, pour pouvoir réellement en profiter. Je caricature parce que je n'ai pas le temps de me livrer à une longue démonstration.

Prenez un arborigène illettré qui n'est jamais sorti de sa forêt et donnez-lui un réfrigérateur. Sa durée de vie n'exèdera pas quelques semaines dans le meilleur des cas, parce qu'il en aura fait un usage disons hors normes ou n'aura pas respecté certaines précautions, par exemple, fermer la porte, s'il ne s'est pas électrocuté avant !

La liberté, cela ne se vend pas, ne s'achète pas, ne descend pas du ciel ou ne se trouve pas sous le sabot d'un cheval, cela se conquiert pas à pas... Seuls des inconscients ou des manipulateurs peuvent prétendre le contraire pour en faire un usage exclusif ou abusif au détriment des peuples, tout en affichant une bonne conscience comparable à celle de Mme Rice.

De nos jours il est de bon ton de donner la liberté à n'importe qui sans se soucier du cadre dans lequel elle va s'exercer ni des conséquences qui peuvent en découler. Un gosse exige sa liberté, lui refuser et on va vous traiter de parent tyrannique, par exemple, alors que vous souhaitiez uniquement le protéger contre l'usage dangereux ou les abus qu'il aurait pu en faire...

On ne va épiloguer sur cette question, il me vient un truc à l'esprit que m'avait raconté un médecin indien qui ne voulait plus soigner certaines personnes parmi les plus misérables. Parce qu'au lieu de s'en tenir à ses prescriptions, elles avalaient des tubes entiers de comprimés, et se retrouvant à l'article de la mort elles avaient porté plainte à la police pour tentative d'empoisonnement. Les policiers leur donnèrent raison et notre médecin fut obligé de leur verser une forte somme d'argent pour ne pas se retrouver en prison, alors qu'il avait soigné ces gens gratuitement par pitié pour leur misérable condition. Le brave homme avait cru bien faire, mal lui en avait pris et il jura qu'on ne l'y prendrait plus.

Vous l'avez cru Condoleezza Rice ?

Condoleezza Rice nomme le véritable but poursuivi par les USA lors de l'invasion de l'Irak - sputniknews.com

En 2003, après la chute du régime de Saddam Hussein, Condoleezza Rice, l'ex-secrétaire d'État US, parlait d'«un Irak démocratique» et de «l'autonomie gouvernementale irakienne». En 2017, ses propos sont différents: «Les USA ont envahi l'Irak pour renverser Saddam Hussein, pas pour apporter la démocratie». Mais quel était le vrai but des USA?

Condoleezza Rice, la conseillère à la sécurité nationale des États-Unis sous la présidence de George W. Bush, a déclaré jeudi dans une interview lors d'une réunion au sein de la Brookings Institutions que le but poursuivi par les États-Unis lors de l'invasion de l'Irak en 2003 était le renversement du président Saddam Hussein et non l'établissement de la démocratie dans ce pays du Proche-Orient.

« Nous ne sommes pas allés en Irak afin d'apporter la démocratie, nous sommes allés en Irak pour renverser Saddam Hussein… C'était un problème de sécurité », a déclaré Mme Rice, qui a également occupé le poste de secrétaire d'État américain de 2005 à 2009.

Condoleezza Rice, conseillère à la sécurité nationale sous la présidence du Président George W. Bush à l'époque, a nié que les États-Unis aient été déterminés à utiliser leur force militaire afin d'imposer la démocratie en Irak en 2003 ou en Afghanistan lorsqu'ils occupaient ce pays en 2001.

« Je n'aurais jamais dit au président Bush d'utiliser la force militaire pour apporter la démocratie en Irak et en Afghanistan », a-t-elle déclaré. sputniknews.com 12.05

La vraie nature du blog Les-crises.fr ou pour qui roule-t-il ?

- Le capitalisme n'est pas réformable – Entretien avec Alain Accardo 13.05.2017

Tous les commentaires qui figuraient à la suite de cet entretien étaient favorables au capitalisme, ce qui n'a rien d'étonnant.

A la suite d'un autre article publié par ce blog, j'ai relevé le commentaire suivant révélateur :

"*Après, on peut voir des complots partout évidemment mais OB s'acharne à démontrer que c'est faux*.", OB, c'est Ollivier Berruyer le propriétaire et animateur de ce blog.

Car voyez-vous les représentants de l'oligarchie ne comploteraient pas, pas davantage les institutions qu'elle contrôle, des médias au Pentagone ou la CIA en passant par l'OTAN ou la Commission européenne, non, car ces gens ne sont pas animés d'intentions inavouables ou criminelles envers les peuples, alors pourquoi devraient-ils leur cacher quoi que ce soit, franchement c'est ridicule. Vraiment ?

Réponses de quelques internautes à monsieur Berruyer, porte-parole de ces graves gens qui détiennent le pouvoir.

1- "La presse n'est qu'un des pions contrôlée par l'oligarchie qui concourent à soutenir un parti. En parallèle cette tentative de créer un parti hégémonique rassemblant toutes les sensibilités destiné à terme à devenir un parti unique est le signe des régimes autoritaires. Les citoyens sentant consciemment ou inconsciemment le piège sauront-ils résister ?

L'application strictes des règles émanant du siège de Bruxelles doit se doter d'un outil politique adapté, réduire, museler le plus possible le débat interne à chaque pays et particulièrement en France poids lourd de l'Union.

La presse se doit d'être un allié. Dans les pays dits démocratiques on ne supprime pas les partis brutalement, on construit pierre par pierre un parti unique en pratiquant l'imposture qui consiste à faire croire que ceci relève de la volonté des citoyens."

2- Qu'il n'y ait aucun complot dans la presque unanimité médiatique me semble vrai. Mais si le consensus éditorial par osmose est un fait, le pilonnage journalistique en faveur d'un candidat reflète plus que l'entre soi du recrutement des commentateurs, une uniformisation non de la pensée, mais de ce qui est convenable de dire, parce que moderne, d'avenir, de porteur, de désirable. La marche inexorable de l'Histoire ainsi appréciée doit d'être illustrée, expliquée, servie et toute alternative ne peut-être que rétrograde, ringarde, dangereuse, en un mot populiste.

La maitrise des clichés, des images, des associations pour enjoliver ou démolir a pu atteindre dans cette campagne électorale une perfection consommée.

Le danger vient d'une convergence entre le monde du divertissement de masse célébrant le sourire même dans l'échec, le jeunisme, la beauté au détriment de l'intelligence, bref le voyeurisme des jeux du cirque et la politique qui engage un avenir, détermine une orientation et applique une volonté. L'amalgame entre ces deux mondes entraine une confusion uniformisant leur approche, confondant le ludique et la réalité.

Combien de femmes ou d'hommes politiques en couple avec des journalistes ? De politiques redevables aux grands patrons ? D'éditorialistes refusant de recevoir à leur micro tel ou tel au prétexte que leur égo souffrirait, dans le ridicule de leur insignifiance et leur inutilité, de ne pas avoir l'impression de choisir leur invité ?

Si la manipulation est involontaire et consensuelle elle n'en demeure pas moins une manipulation.

3- "L'affaire Fillon est sortie pendant la campagne présidentielle…

Hamon c'est trouvé désigné à l'insu de son plein gré…

La loi électorale sur les temps d'antenne des candidats a été baffouée…

Citez moi une seule personnalité, autre qu'Emmanuel Macron, qui ait fait l'objet d'une campagne médiatique massive pendant près de deux ans sans avoir jamais été élu et sans avoir fait la moindre campagne politique personnelle ?

Tout ceci relève donc du hasard et de l'action de journalistes qui, à l'insu de leur plein gré, ne sont ni des marionnettes, ni des …

Faudrait quand même pas prendre les enfants du bon dieu pour des canards sauvages." 4- "cet article tente-il de disculper les journalistes de leur immense responsabilité dans l'effondrement de la démocratie ?

Il suffit de relire la Charte des journaliste pour mesurer à quel point cette profession trahit, non seulement cette charte mais aussi et surtout l'opinion

A partir du moment où l'information sur les FAITS n'est pas garantie
A partir du moment où tous les journalistes disent la même chose
A partir du moment où les journalistes ne respectent aucun principe de neutralité
A partir du moment où les journalistes ne s'imposent pas le principe démocratique du pluralisme

Il n'y a plus de démocratie !

Les médias avec leurs journalistes sont en mission pour un projet qui n'a jamais été soumis à l'approbation du peuple

Médias et journalistes ne sont plus que des agents de propagande"

En complément quelques commentaires d'internautes sur des sujets divers.

1- La puissance du capitalisme est résumé par cette phrase de Slavoj Žižek : "Aujourd'hui il est plus facile d'imaginer la fin du monde que d'imaginer la fin du capitalisme"

Telle une religion, c'est devenu un dogme.

2- ...loin d'être là "à la bonne place au bon moment" par un heureux hasard, le candidat Macron a été construit de manière volontaire et réfléchie. Et par conséquent que la liquidation de Valls et Fillon n'a pas été non plus un heureux hasard pour ce dernier, mais une étape nécessaire dans la poursuite de son accès à la présidence.

3- Il y a même une presse qui affirme que le PS est de gauche et que la CFDT défend les gens qui travaillent. Quand un membre du PS est qualifié de gauche radical, ça laisse songeur…

4- Au risque de donner l'impression de vouloir faire dans la surenchère : le PS (ou ses ancêtres) était-il de gauche sous Guy Mollet ? avec A. Millerand ? à l'époque du Cartel des Gauches ? les socialistes étaient-ils où que ce soit pendant la Résistance ou en Mai 68 ? étaient-ils de gauche au moment de voter les crédits de guerre en 1914, c'est-à-dire d'abandonner conjointement la défense de la classe ouvrière, le pacifisme, la grève révolutionnaire, l'internationalisme, l'antimilitarisme, au profit de la défense de la bourgeoisie, du bellicisme, de la guerre impérialiste, du nationalisme et du militarisme ?

Il me paraît plus juste historiquement de dire que le PS/SFIO a été de gauche jusqu'en 1914 de façon à peu près constante, et qu'il ne l'a plus été qu'épisodiquement ensuite (le Front Populaire ; 1981-1982) – en tout cas à titre de collectif et sans juger des individus.

5- Comme tout salarié qui se respecte, un journaliste ne va surtout pas aller froisser son employeur en sortant un "article" (je ne dis pas enquête, c'est trop fatiguant) qui déplairait au Monarque et qui de toutes façons serait censuré.

De plus, le recrutement, comme partout, permet de s'attacher des "collaborateurs" bien "compréhensifs de l'intérêt de l'entreprise" et ils ne vont surtout pas embaucher un "fouteur de merde" même s'il est génial.

Comme dans toutes les entreprises on ne recrute plus des employés pour leurs qualités professionnelles, leur créativité ou leur sens du "travail bien fait" mais pour leur faculté à courber l'échine devant leurs supérieurs et les approuver béatement.

Et la presse ne fait surtout pas exception.

6- Les faits reprochés à Fillon (sans doute véridiques sur le fond) sont restés "au chaud" pendant plusieurs années et sortis au moment opportun (après les primaires bien sûr et dans la dernière ligne droite). Qui peut croire au concours de circonstance en effet. On finit par se poser des questions. La dénonciation de la corruption par certains médias ne serait elle qu'un leurre, une fausse vertu pour organiser "des coups". Les tiroirs sont pleins d'enveloppes, il suffit d'en sortir quelques unes en temps utile.

7- J'ai, modestement, le fort sentiment que nous sommes arrivés à un moment où ce ne sont pas seulement les partis qui ont volé en éclats mais simplement notre liberté.

8- "N'importe quoi. Les média ne sont pas un contre pouvoir, ils sont le pouvoir n°1. Ce sont eux qui fabriquent les esprits, qui modèlent la population. L'objectif est de faire accepter à la population tout ce qui permettra d'assoir encore plus leur pouvoir. Adam Weishaupt dans Considérations sur le gouvernement mondiale secret et l'avenir (1791) l'explique très bien : pour prendre le contrôle d'un pays il faut prendre le controle de l'esprit des gens et donc en priorité infiltrer les organismes qui forment l'esprit

des gens. A l'époque il recommande d'infiltrer les universités.

Aujourd'hui on peut parler de toute l'éducation et des médias. Internet est en train d'être envahi. Vous verrez, à l'avenir, les sites des journaux qui n'acceptent aucun commentaire sans être enregistré seront magiquement plus ouverts… car protégés par des armées de trolls payés à faire le sale boulot. C'est déjà le cas mais ça se développe doucement."

9- Mais surtout, Macron a bénéficié de réseaux très puissants. D'abord la French American Foundation dont il fut un Young Leader en 2012, en même temps que le Premier ministre pressenti Édouard Philippe.

https://frenchamerican.org/youngleadersclasses

Quant à Édouard Philippe, voilà aussi un type qui sait travailler son entregent

http://www.bilderbergmeetings.org/participants.html

Comme l'écrivait Baltasar Gracian dans "l'Homme de Cour", ce chef-d'oeuvre, "Le plus court chemin pour devenir grand personnage est de savoir choisir son monde".

10- À New York, lors d'un banquet, le 25 septembre 1880, le célèbre journaliste John Swinton se fâche quand on propose de boire un toast à la liberté de la presse :

« Il n'existe pas, à ce jour, en Amérique, de presse libre et indépendante. Vous le savez aussi bien que moi. Pas un seul parmi vous n'ose écrire ses opinions honnêtes et vous savez très bien que si vous le faites, elles ne seront pas publiées. On me paye un salaire pour que je ne publie pas mes opinions et nous savons tous que si nous nous aventurions à le faire, nous nous retrouverions à la rue illico. Le travail du journaliste est la destruction de la vérité, le mensonge patent, la perversion des faits et la manipulation de l'opinion au service des Puissances de l'Argent.

Nous sommes les outils obéissants des Puissants et des Riches qui tirent les ficelles dans les coulisses. Nos talents, nos facultés et nos vies appartiennent à ces hommes. Nous sommes des prostituées de l'intellect. Tout cela, vous le savez aussi bien que moi ! »

(Cité dans : Labor's Untold Story, de Richard O. Boyer and Herbert M. Morais, NY, 1955/1979.)

A propos du produit Macron

Résumons très simplement quelle fut leur stratégie pour la présidentielle 2017.

- Mettre en avant Macron en le magnifiant

- Axer les coups contre Fillon pour qu'il ne figure pas au second tour

- Considérer comme acquis le ticket de Le Pen pour le second tour en l'épargnant jusqu'au second tour, plannifier une attaque armée spectaculaire à quelques jours du 1er tour qui lui profitera

- Faire bénéficier Mélenchon d'une généreuse couverture médiatique pour le faire monter face au PS, puis le diaboliser la dernière semaine pour l'empêcher de figurer au second tour

- Marginaliser Hamon et affaiblir, casser le PS, faire en sorte qu'il ne s'en remette pas au profit de En Marche !

- Accorder une large tribune aux candidats marginaux, histoire de limiter le nombre de voix se portant sur Fillon ou Mélenchon

- Orchestrer le duel Macron contre Le Pen sachant que Le Pen n'a aucune chance de l'emporter, mais en entretenant le doute pour que Macron enregistre le scrore le plus élevé au second tour et puisse ainsi revendiquer une légitimité incontestable pour appliquer au pas de charge son programme de démolition.

- L'opération a marché comme sur des roulettes, les uns et les autres ont parfaitement joué le jeu, hormis le fait que Macron n'a aucune légitimité !

L'omerta. Question taboue.

Question taboue : un élève de 15 ans a des rapports sexuels avec sa prof de 35 ans, les parents de cet élève l'apprennent et font un scandale, quelle sera la réaction du proviseur du lycée ? J'aurais pu prendre pour exemple votre fils et votre voisine ou une de vos connaissances qui avait à peu près le même âge que vous, sa mère. Comment, veuillez répéter j'ai mal entendu, vous porteriez plainte pour détournement de mineur ou abus sexuel sur un mineur, vous exigeriez que cette enseignante soit mutée et sanctionnée, c'est bien cela n'est-ce pas ?

Qu'un garçon de 15 ans ait des relations sexuelles avec une femme de l'âge de sa mère pourrait s'apparenter à une relation incestueuse. Sans porter de jugement sur ce genre de relation, il est étonnant que personne ne l'ait relevé concernant Macron

Sur quoi ils ont-ils bâti le vote Macron ?

Le HuffPost - Heureusement pour lui peut-être, un vote peut aussi se jouer au dernier moment. Vote utile en fonction des sondages, par conviction en fonction d'une situation particulière au moment du scrutin. Mais aussi les émotions ressenties, l'image donnée par un candidat, une phrase forte, sont autant de facteurs pouvant entraîner une adhésion de dernière minute à un candidat plutôt qu'à un autre. Le HuffPost.

Que risque-t-il ?

- "Les puissances d'argent ont réussi, via une intense propagande médiatique, à imposer leur candidat favori à la présidence de la République française. En donnant l'impression du neuf à de très vieux intérêts – les leurs –, elles ont accompli l'exploit de permettre la continuation de l'oeuvre d'un président à l'impopularité record. Le marketing et la « com' » fonctionnent, c'est indéniable, du moins dans une certaine mesure. Chapeau, bien joué.

Mais les dominants auraient tort de fanfaronner. Cette martingale n'est pas inépuisable. Et le peuple, particulièrement celui des classes populaires, ne souhaitait pas avoir un président au service des possédants, de l'oligarchie transnationale. Alors comment réagira-t-il à une politique farouchement pro-UE, pro-OTAN, pro-américaine et pro-mondialisation néolibérale ? Personne n'en sait rien pour l'instant mais gageons que les années à venir ne seront pas de tout repos pour le pouvoir." ruptures-presse.fr 05.05

Qui a dit ?

« J'ai fais beaucoup de couvertures parce que je fais vendre ! Comme une lessive, rien de plus, rien de moins. (...) Ma grande chance c'est que les gens ne lisent que très peu les medias. Il regardent les titres et les couvertures, les photos. »

Réponse : Macron. (Source : Envoyé Spécial" "En marche vers l'Élysée".)

Au passage, il s'est comparé à une lessive qui à au moins le mérite d'être utile comparativement à lui qui est uniquement nuisible. Il avoue aussi qu'ils s'est joués des ignares qui ne lisent pas mais se contentent des titres, des photos, des apparences en somme.

Voilà grâce à quoi ce parvenu est devenu président, autant dire que ce sale type doit finalement porter un jugement plutôt médiocre sur sa personne ou sait à quoi s'en tenir.

Le Pen et Macron, les deux faces d'une même médaille -

(Source : networkpointzero.wordpress.com)

Il est temps de mettre les pendules à l'heure et de rappeler, aux uns et autres, certaines vérités pour que cesse dans ce pays une imposture qui entache gravement le jeu démocratique.

Aussi est- il important de se remémorer la façon dont a été promu le Front National et comment il a été nourri par les prédécesseurs, puis par les laudateurs de Macron. Nous analyserons la façon dont le jeu démocratique est faussé dans le but exclusif de servir les dessins des puissants et des importants, ceux des libéraux qui nous gouvernent depuis plus de 30 ans.

Le Front National, la créature de Mitterrand.

Il y a certains événements que les responsables politiques n'aiment pas se remettre en mémoire et pour cause.

C'est François Mitterrand, alors président de la République socialiste, qui va ancrer le Front National dans le paysage politique français. C'est un fait historique. Pour quelle raison ? Par pure tactique politique et peut être aussi par porosité idéologique (mais ça c'est une autre histoire). Ainsi, dans le but exclusif d'installer définitivement cette organisation d'extrême droite dans le jeu politique afin diviser la droite républicaine, Mitterrand va s'attacher à promouvoir le FN et en faire un outil qui

servira aux socialistes pour se maintenir au pouvoir ou, à défaut, de s'assurer une alternance pour les décennies à venir. Nous en avons la preuve aujourd'hui.

Les faits.

Fondé en 1972, le Front national est pendant plus de dix ans quasi groupusculaire. Jean-Marie Le Pen obtient 0,75 % des voix aux élections présidentielles de 1974. Il ne parvient pas à recueillir 500 signatures pour se présenter en 1981, il obtiendra 0,2 % des voix aux élections législatives de juin de la même année et il ne fera pas mieux aux cantonales de mars 1982. Il n'a alors ni élus locaux, ni tribunes pour s'exprimer, ni relais d'opinion.

1981, Mitterrand vient d'être élu à la présidence de la République. Premier président socialiste de la Vème République, tacticien hors pair, manipulateur froid, cet homme s'est entouré de conseillers choisis et calibrés. Deux d'entre eux vont s'attacher à mettre en contact Jean-Marie Le Pen et Mitterrand : François de Groussouvre et Guy Penne.

Par l'intermédiaire d'un ami commun, François de Groussouvre demande à rencontrer Jean-Marie Le Pen. Il accepte. Cette rencontre ne doit rien au hasard et elle a été probablement commanditée par Mitterrand. Sans doute que ce dernier voulait en savoir un peu plus sur le personnage et son état d'esprit à l'égard de la droite républicaine. Bingo. Celui ci déclare que son pire ennemi est Giscard d'Estaing (sous entendu la droite républicaine). Mitterrand va s'en servir.

Mais c'est Guy Penne qui va l'inviter à l'Elysée. Ces deux là se tutoient. Ils se sont connus quand ils étaient étudiants. Une lettre va mettre définitivement en selle Le Pen.

En 1982, Mitterrand fait un discours à Orléans dans lequel il rappelle notamment son attachement « au pluralisme politique, vecteur de rassemblement du peuple français ».

Saisissant l'occasion, (ou a-t-il été conseillé par Grossouvre ?) Le Pen décide d'écrire à Mitterrand pour se plaindre de la place que lui font les media.

« Monsieur le président, écrit-il, notre mouvement vient de tenir à Paris son VIe congrès. Si vous ne disposiez, comme moyen d'information, que de la télévision d'État, vous n'en auriez rien su. En effet, cette situation faite aux formations politiques non représentées à l'Assemblée nationale, déjà très injuste avant vous, s'est encore aggravée » …

Le Pen apporte la lettre à Guy Penne dans les bureaux même de l'Élysée. Mitterrand lui répond en Juin 1982 :

« Il est regrettable que le congrès d'un parti soit ignoré par la Radio-Télévision. […] Elle ne saurait méconnaître l'obligation de pluralisme qui lui incombe […]. L'incident que vous signalez ne devrait donc plus se reproduire. Mais d'ores déjà, je demande à Monsieur le Ministre de la Communication d'appeler l'attention des responsables des sociétés Radio-Télévision sur le manquement dont vous m'avez saisi « .

Tout cela ne va pas sans heurts. Mais, comme d'habitude, les journalistes obéissent. S'en suit une série d'apparition et notamment une interview au journal de 20h. Très bon tribun, Le Pen fait le spectacle et donc de l'audience. Il ne quittera plus les plateaux de télévision et de radio.

Le Front National est propulsé.

C'est Pierre Bérégovoy, Premier Ministre de Mitterrand qui « lâchera le morceau ». Écoutez bien : « On a tout intérêt, dit il, à pousser le Front national, il rend la droite inéligible. Plus il sera fort, plus on sera imbattable. C'est la chance historique des socialistes »

La proportionnelle aux législatives de 1986..

Mais cela ne suffit pas. Mitterrand enfonce le clou. Le tournant libéral prit par le gouvernement socialiste deux ans après son accession au pouvoir (la traitrise de l'électorat est une seconde nature dans ce milieu) va, petit à petit, grignoter son électorat.

En avril 1985, à la suite d'élections cantonales perdues, François Mitterrand instaure une proportionnelle « intégrale » en vue du scrutin législatif de 1986. Les responsables socialistes prédisent alors une défaite et la victoire de la droite. La proportionnelle, accompagnée d'une hausse du nombre de députés de 491 à 577, permet à la gauche d'espérer atténuer cette défaite annoncée, quitte à laisser entrer le Front national dans l'hémicycle. Plusieurs mois plus tard, Jean-Marie Le Pen et 34 députés d'extrême droite ont ainsi été élus.

Le Front National s'inscrit alors durablement dans le paysage politique français.

« Est-ce que le Front national est dangereux? Non. Il ne peut pas prétendre à autre chose qu'à un bavardage politique », explique le socialiste Roland Dumas, ancien ministre des affaires étrangères de Mitterrand. C'est aussi l'avis de ce dernier quand il dit « C'est une force comme les autres. Il ne faut pas en avoir peur »

Bien entendu et logiquement, dès son arrivée à Matignon, après les législatives de 1986, Jacques Chirac (RPR) supprime la proportionnelle. Il s'enlève une épine du pied.

Écoutons ce que disait Bastien Leccia, ami intime de Mitterrand : « Sans Le Pen, les socialistes ne seraient pas resté au pouvoir pendant dix ans. Mitterrand est un fin tacticien, c'est un champion. C'est une règle, vous savez, diviser l'adversaire. Si vous êtes socialistes, vous ne pouvez qu'être d'accord »

Depuis, en analysant attentivement les résultats électoraux, il est incontestable, même si d'autres paramètres sont en jeu, que le Front national a progressé dans les élections lorsque les socialistes étaient au pouvoir et qu'il a plafonné et même régressé lorsque la droite républicaine était majoritaire.

On confisque la démocratie !

Comme le disait très justement Albin Wagener, maître de conférences en sciences du langage, doyen de la faculté des Humanités (UCO) d'Angers, contrairement à ce qui a été agité dans les médias, en écho au tonitruant traumatisme du 21 avril 2002, les scores du Front National ne sont pas inquiétants en eux-mêmes : finalement, la place de ce parti reste celle que l'on connaît, et sa vague tant espérée par ses dirigeants ne parvient qu'à se fracasser sur les rochers du front républicain. Non, le FN n'est pas la menace principale qui obscurcit l'horizon de notre pays, bien que les idées défendues par ce parti témoignent d'un amateurisme politique et économique désarmant, tout en étant doublées d'une profonde erreur d'analyse des rapports humains, basée sur la méfiance et la détestation.

« Cessons donc de ne voir que le FN, dit il, là où des éléments bien plus alarmants n'auraient pas ainsi dû échapper au traitement politique et médiatique de l'actualité. Ce qui est ici bien plus inquiétant, c'est la façon dont nos deux principaux partis LR et PS , ceux-là même qui façonnent et dévorent le jeu politique depuis au moins les débuts de la cinquième République, ont réussi à confisquer l'essence même de la démocratie, au nez et à la barbe de ceux qui s'en réclament. Pendant que les démocrates les plus virulents étaient occupés à se liguer contre le FN, symbole le plus saillant des risques liés aux dérives démocratiques, la droite républicaine et le PS s'alliaient pour étouffer littéralement tous les autres partis sous le poids de la responsabilité de la montée du FN ».

En gros : pour empêcher le FN de gagner, il suffisait de voter LR ou PS, donnant ainsi le baiser de la mort à tous les autres partis qui représentent une alternative sérieuse à la politique que la France expérimente depuis trente ans au moins. Ce faisant, en prétendant partir en croisade pour la démocratie et en agitant le chiffon rouge des dérives du FN, /Hollande, Fillon et Macron/ ont agi en anti-démocrates, non pas en se liguant contre le FN en tant que tel, mais en interdisant aux autres partis démocratiques d'exister dans le paysage politique.

Le soutien médiatique et politique indécent de Macron, le matraquage, parfois odieux, contre Jean Luc Mélenchon ou François Fillon et la quasi impunité du FN entretenu par les media durant la campagne du premier tour des présidentielles confortent cette analyse. Il fallait tout faire pour que Macron se retrouve au second tour face à Marine Le Pen. Ils ont réussi. Plus de 40% des électeurs de Macron ont voté, non par adhésion, mais pour faire barrage au FN. La peur a été bien entretenue.

Et maintenant, on en appelle au sursaut républicain.

Bien évidemment le Front National se sera servi du second tour pour asseoir son audience et cette audience servira à Macron pour les futures échéances électorales. Il suffira, pour lui, d'agiter à nouveau l'épouvantail Marine Le Pen et ainsi de suite. La mécanique est bien rodée et la politique libérale, européiste et atlantiste bien enclavée dans la politique française.

Macron et Le Pen sont bien les deux faces d'une même médaille.

Pour conclure…

Albin Wagener le souligne. « Nous nous retrouvons, nous citoyens, pris au piège d'un jeu de dupes. Dès que le Front National monte, alors même que l'on nous intime de défendre la démocratie, c'est la démocratie même qui en pâtit. Que le FN fasse un score élevé constitue peut-être une menace, mais la menace réelle est la façon dont la droite républicaine et le PS écrasent tous les autres parties pour conserver sans vergogne l'alpha et l'oméga du jeu politique ».

La France fait ainsi penser à un malade qui souffrirait d'un cancer du poumon, et qui se plaindrait de sa maladie tout en continuant de consommer deux paquets de cigarettes par jour.

Il faudra bien un jour y mettre un terme. Maintenant ? networkpointzero.wordpress.com

Réf. « la main droite de Dieu » Enquête sur François Mitterrand et l'Extrême Droite de 'Emmanuel Faux, Thomas Legrand et Gilles Perez.

Quelques infos politiques

Le Parti socialiste menacé d'éclatement - Franceinfo

Du Parti socialiste émergent de nouveaux mouvements. - Franceinfo

Les maires socialistes de Paris et de Lille, Anne Hidalgo et Martine Aubry, l'ex-garde des Sceaux Christiane Taubira, des intellectuels et artistes, ont aussi lancé "Dès demain", un "mouvement d'innovation", tandis que Benoît Hamon veut fonder un mouvement de gauche transpartisan, mais sans quitter le PS et après les législatives

Le parti socialiste fait le ménage dans son programme, alors que les idées phares de Benoît Hamon, candidat PS lors de la présidentielle, sont passées à la trappe. Franceinfo 11.05

Les législatives continuent de secouer l'échiquier politique - AFP

Jean-Luc Mélenchon qui rompt avec les communistes et va se présenter à Marseille, En Marche! qui fait lanterner Manuel Valls, Marion Maréchal-Le Pen qui se retire "temporairement"... tout l'échiquier politique continuait d'être secoué mercredi pour les législatives des 11 et 18 juin.

Manuel Valls/Emmanuel Macron : "Ils se détestent cordialement" - Franceinfo

La candidature de Manuel Valls pour La Réublique En Marche aux législatives a été refusée par l'équipe d'Emmanuel Macron.

Comme l'explique Jean-Paul Delevoye, président de la commission nationale d'investiture de "La République En marche" : "Les règles s'appliquent à tous, y compris à Manuel Valls (...). Et nous voyons bien aujourd'hui qu'il n'est pas forcément opportun pour le mouvement En Marche! d'intégrer cette candidature, quel que soit le passé. Et en même temps, il faut analyser la parole d'un premier ministre", a-t-il déclaré. Menace d'exclusion du Parti socialiste

L'aventure avec En Marche! semble donc mal embarquée, et cette tentative de ralliement pourrait lui coûter cher. Manuel Valls est ce mercredi 10 mai au soir menacé d'exclusion par le Parti socialiste. "Il y a une procédure en cours, il est déféré devant la commission des conflits", a déclaré Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du Parti socialiste sur Beur FM. L'ancien Premier ministre pourrait donc se retrouver sans parti. Franceinfo

Cazeneuve: impossible de partir aux législatives en se disant "dans l'opposition" - AFP

Le maire de Melun démissionne de LR pour briguer une investiture En Marche! - AFP

Et le matraquage continue.

Législatives : 428 candidats investis par La République en marche - Franceinfo

C'est un premier couac pour Emmanuel Macron dans la course aux législatives : cette liste de "marcheurs" ne plaît pas à François Bayrou qui s'en agace. Franceinfo

L'Instant politique - La liste des candidats de La République en Marche investis aux législatives dévoilée - Franceinfo

École : ce qu'Emmanuel Macron veut changer - Franceinfo

Emmanuel Macron : l'homme qui voulait changer la politique - Franceinfo

Emmanuel Macron : vers une présidence inspirée de celle de Barack Obama ? - Franceinfo

Macron sur plage : Tout est à vendre !

La Baule : Veolia privatise la plage et provoque la colère des habitants - Franceinfo

Législatives : la stratégie d'Emmanuel Macron pour attirer la droite - Franceinfo

Emmanuel Macron espère toujours des ralliements du côté des Républicains. Pour le moment, c'est le statu quo. Franceinfo

"En Marche !" : première journée de deux nouveaux candidats - Franceinfo

La République en marche : quelle stratégie avant la passation de pouvoir ? - Franceinfo

Macron explique aux enfants ce que signifie l'étoile sur le maillot de l'OM - Le Huffington Post

Quelques réflexions politiques

J'ai rédigé ces différents passage au cours des derniers jours, c'est décousu ou il y a des répétitions, je m'en excuse, je n'ai ni le temps ni le courage de mettre tout cela en ordre, je suis épuisé et il fait plus de 40°C. Si les lecteurs sont honnêtes, ils reconnaîtront volontiers que l'analyse que je leur ai fournie depuis des années sur les rapports entre les classes a été confirmée par l'évolution ou l'orientation de la situation politique.

Ils ont entendu comme moi, même mieux que moi puisque je n'ai pas mis les pieds en France depuis 15 ans (mai 2002), que cela allait péter, que la situation était insupportable, patati patata, et puis finalement elle n'a fait qu'empirer sans que rien ne se produise, pas d'explosition sociale, pas de soulèvement révolutionnaire, même pas un début de recomposition du mouvement ouvrier, absolument rien, le désert ou le néant politique dans notre camp. On est bien d'accord n'est-ce pas ?

Les uns et les autres ont passé leur temps à se justifier ou à nous expliquer qu'ils avaient toujours raison et ils n'en démordront pas quoi qu'il arrive, autant dire qu'hormis ralentir la marche inexorable à la barbarie à laquelle nous semblons condamnés, nos dirigeants sont des incapables ou des imposteurs.

Les masses ne sont pas prêtes à se soulever, elles sont sans direction, elles sont embourgeoisées ou corrompus et le mouvement ouvrier également. Nous avions cru qu'en s'adressant au meilleur de chacun on parviendrait peut-être à susciter une réaction des lecteurs ou militants, en vain, autant dire que pisser dans un violon aurait eu le même résultat, ce qui est révélateur à plus d'un titre de l'état d'esprit ambiant qui n'augure rien de bon pour la suite, c'est un euphémisme.

Et vous n'êtes pas au bout de vos peines. A la place de Macron je supprimerais le 13e mois et la 5e semaine de congés payés, le smic et les 35 heures ou ce qu'il en reste, j'accélèrerais la privatisation de la Sécu, c'est très facile à réaliser en transférant tout sur les mutuelles ou les assurances, je modifierais la Constitution de manière à éliminer tous les partis politiques hormis le sien et LR, cela aussi c'est très facile à réaliser, il suffit d'institutionnaliser les primaires et de décréter que seuls les candidats qui en seraient issus pourraient concourir à l'élection présidentielle, quant aux candidats des autres partis, ils devraient réunir autant de voix que celui des primaires ayant été retenu et qui aurait obtenu le moins de voix, soit aux alentours de 4 ou 5 millions pour écarter la plupart des candidats hormis peut-être le FN et celui du mouvement de Mélenchon s'il existait encore, en cas de besoin ils pourraient placer la barre encore plus haute pour qu'il ne reste plus que celui du FN il ne leur resterait plus qu'à régler le cas de l'Assemblée nationale, rien de plus facile en réhaussant le pourcentage requis pour figurer au second tour, entre 15 et 20% au lieu de 12% aujourdhui, et le tour serait joué made in USA, vous seriez ainsi spoliés de tous vos droits politiques.

J'y ai pensé et vous savez qu'ils osent tout, alors croyez-vous qu'ils n'auraient pas déjà échaffaudé ce genre de scénario ? C'est donc maintenant qu'il faut essayer de les stopper net, après il sera trop tard. Sinon pourquoi auraient-ils porté Macron à la présidence ? Terrible perspective, n'est-ce pas ? Vous n'y croyez pas, tant pis. Vos dirigeants ne sont que des bavards et pire encore qui ont toujours un train de retard, ils ne risquent pas de vous tenir ce discours, continuez de les écouter, mais ne dites pas après qu'on ne vous avait pas prévenu.

Premier passage.

Comment peut-on soutenir les candidats du mouvement de Mélenchon aux législatives sans cautionner son programme réformiste qui n'est qu'un couteau sans lame puisqu'il ne se destine pas à s'attaquer aux fondements du capitalisme ou de neutraliser l'oligarchie qui détient le pouvoir ?

Poser ainsi la question ne peut aboutir une fois de plus qu'à une polémique sans fin qui ne peut être que nuisible à notre cause. Chacun sait que les participants à ce mouvement ne partagent pas les mêmes positions, pour prendre un exemple très simple que tout le monde connaît, l'UE.

Il y en a qui souhaitent demeurer dans l'UE quoiqu'il arrive, d'autres à condition de renégocier les traités, et enfin il y en a

qui n'envisagent que la rupture avec l'UE. Si je ne dis pas de bêtise, la position officielle de LFI correspond au maintien dans l'UE en renégociant les traités. Ceux qui ne partagent cette option savent très bien que c'est la ligne officielle de la direction de LFI et qu'elle est majoritaire, ils n'en font donc pas un préalable à leur appartenance ou à leur soutien à ce mouvement, sans doute parce qu'ils estiment que globalement son programme est orienté dans la bonne direction ou comporte suffisamment d'aspects positifs et qu'il pourra évoluer dans une direction conforme à leur position une fois confronté à la réalité, hypothèse peu probable pour ne pas dire invraisemblable puisque Mélenchon n'entend pas aller à l'affrontement avec le régime ou avec l'UE.

On n'est donc pas en présence d'un processus idéologique figé tel que se le représente les adhérents ou les partisans de LFI et non sa direction qui a une position arrêtée et quasi définitive, c'est ce que nous retiendrons tout en maintenant nos désaccords sur la question de l'UE de la même manière que peuvent les exprimer les membres de LFI, ce qui est valable pour un grand nombre de sujets.

Jusqu'à un certain point on peut qualifier de démocratique le fonctionnement de ce mouvement, pas au-delà, car on sait pertinemment qu'il serait remis en cause si la majorité venait à adopter des positions en contradiction avec celles de sa direction qui refuserait de s'y plier.

Depuis le début on explique que ce mouvement a un rôle limité à jouer et qu'il n'est destiné qu'à accomplir certaines tâches, aussi serions-nous mal venus soudainement de ne plus en tenir compte sous je ne sais quel prétexte qu'un esprit malintentionné n'aura aucun mal à trouver tant nos désaccords avec Mélenchon sont profonds, irréconciliables, sinon nous n'avancerions pas la nécessité de construire le parti parallèlement, cela n'aurait aucun sens, aussi notre démarche est parfaitement cohérente et sérieuse, et on peut l'exposer aux militants et aux travailleurs sans passer pour des opportunistes ou des gens qui tiendraient un double langage, ce qui n'a jamais été notre cas.

Maintenant on ne pourra pas empêcher les critiques vénimeuses de ceux qui se prennent pour de grands révolutionnaires, et qui coupés des masses passent leur temps à refaire le monde dans leurs minuscules formations politiques, où ils ressassent entre eux des vérités qui jusque là n'ont jamais servi notre cause. Nous les partageons, mais ce qui nous distinguent de ces gauchistes ou de ces socialistes fossilisés, c'est que nous essayons de saisir l'occasion qui se présente à nous pour rendre dans l'avenir ces vérités accessibles au plus grand nombre, sachant que cela ne peut pas se réaliser d'un coup ou du jour au lendemain et qu'il faut en passer par un lent et long processus de maturation politique dont le rythme ou les délais, les étapes, nous sont imposés, et qu'il faut faire avec et l'accompagner au lieu de lui tourner le dos avec l'arrogance habituel du militant détenant la vérité révélée que personne d'emblée n'est prêt à partager, donc qui sert strictement à rien, en tout cas ni à élever le niveau de conscience politique des travailleurs, ni à favoriser leur organisation.

Si tous les travailleurs pourraient adhérer au programme de la révolution socialiste, force est de constater que seulement une infime minorité y est préparée ou serait en mesure de l'adopter... (Malheureusement j'ai perdu la suite que je n'avais pas sauvegardée et qui a été effacée lors d'une micro coupure ! Je crois que je l'ai traité dans un autre passage.)

Deuxième passage.

Ce que j'ai voulu dire dans mes deux précédentes causeries, c'est que quelques soient les calculs auxquels on se livre, ils sont parvenus à faire élire un parvenu sans expérience politique, jamais élu, sans parti, inconnu deux ans auparavant, qu'ils ont entièrement fabriqué pour la circonstance. Ils sont parvenus à leur fin. Est-ce que quelqu'un l'aurait déjà oublié ? Jamais !

Et alors ? Comment cela et alors, vous ne voyez pas que la situation est beaucoup plus préoccupante ou grave que l'élection de ce pantin, parce que les conditions qui ont permis son élection n'ont pas disparu le 7 mai, elles existent toujours et elles vont faire des ravages dans les années à venir s'il demeure au pouvoir.

Et alors ? Comment cela et alors, vous ne comprenez pas que s'ils sont parvenus à conditionner le peuple pour le faire élire, ils vont se servir des mêmes méthodes et instruments pour faire passer sa politique, et qu'il est donc impératif non seulement de combattre sa politique, mais aussi de s'attaquer aux moyens qu'ils emploient pour conditionner les masses.

De quelle faiblesse, de quelle inconscience a-t-il fallu faire preuve pour en arriver à se faire manipuler de cette manière là, la crainte de l'affrontement (de la violence) avec le régime, inconsciemment la plupart du temps, que l'on peut instrumentaliser facilement à l'aide de vieux fantasmes du passé ou enfouis dans le subconscient de la population de sorte qu'on peut l'orienter à sa guise dans une direction en vue d'aboutir à un effet ou un objectif à son insu, mieux, dont elle sera la principale victime.

Pourquoi s'emploient-ils à montrer sans cesse des scènes de violence à la population, pour la terroriser, lui inspirer la terreur, plus basiquement la peur, autour de laquelle viendra se greffer tout un comportement qui une fois banalisé servira à la justifier. On craint les Russes parce qu'on est parvenu à se convaincre qu'ils constituaient une menace pour la paix, la peur qu'ils vous inspirent a été mise en scène, théâtralisé, mise en image, décriten si bien qu'elle vous semble une réaction normale, alors qu'en réalité elle a été entièrement fabriquée, comme Macron et le duel avec Le Pen.

On dit que la haine serait mauvaise conseillère, tout dépend dans quelle direction on l'oriente. Et la peur peut vous sauver, comme

elle peut vous perdre. plus sûrement quand elle est le produit d'une machination. Cette machination comporte une faiblesse qu'il faut exploiter. C'est une construction, et comme toute construction elle peut être démontée pièce par pièce jusqu'à ce qu'il n'en reste plus rien ou plus deux pièces ne tiennent debout. C'est ce que certains ont commencé à faire et il faut continuer, car elle va continuer à produire ses effets nuisibles sur l'ensemble de la société.

Il faut donc sans cesse avoir à l'esprit de quoi Macron est le produit, pour que lorsqu'il avancera sa politique, immédiatement son origine saute aux yeux des gens, ainsi spontanément ensuite ses intentions inavouables leur paraîtront plausibles, évidentes et leur inspireront un profond rejet, dégoût, de la haine, car là ils comprendront comment il les a bernés ou il a tenté de les berner pour lui retirer toute confiance, tout soutien.

Si Macron a été désigné le candidat et le président des oligarques, des banquiers, des médias, des plus fortunés, des rentiers, des aristocrates, etc. c'est pour appliquer un programme conforme à leurs besoins et non à ceux du peuple travailleur que tous méprisent, haïssent, au point que Macron n'a pas pu se contenir et l'a manifesté à plusieurs reprises, car pour eux c'est naturel de traiter ainsi leur ennemi.

Aussi le peuple doit le savoir, se le graver profondément dans le cerveau, ne l'oublie jamais, sinon il est foutu. Ensuite, il doit appliquer la réciprocité, les haïr sans en rougir ; face à un char qui fonce sur vous pour vous réduire en chair à pâté, vous ne sortez pas votre stylo ou votre fusil, vous tirez un missile et vous le stopper net.

Entre vivre à genoux ou devenir un être servile, et vivre debout ou demeurer digne, il faut choisir.

Troisième passage.

Désormais chacun peut également comprendre pourquoi Hollande et le PS ont instrumentalisé tous les thèmes de société qui pouvaient diviser toutes les classes, donc tous les partis qui les représentaient ou étaient censés les représenter, et pourquoi nous avons refusé de marcher dans cette combine pourrie, qui finalement est parvenue à broyer tous les partis, même les plus petits, on pourrait dire les désintégrer puisqu'ils sont parvenus à atteindre tous les courants livrés à des tensions extrêmes, pas seulement entre eux, mais à l'intérieur de chaque courant, n'épargnant personne, allant même jusqu'à créer des conflits dans les familles ou les couples qui ont pu se déchirer à cette occasion. Il s'agissait donc bien d'une entreprise de destruction systématique, de démolition programmée et non pas pour oeuvrer à des buts progressistes ou humanistes comme ils se sont efforcés de le faire croire aux naïfs, qui justement n'avaient pas à l'esprit qui ils étaient vraiment et de quoi ils étaient capables pour parvenir à leurs fins. Sinon pourquoi aurions-nous insisté aussi lourdement sur la nature réactionnaire du PS ?

Si dans tout il faut peser le pour et le contre, surtout il ne faut pas oublier de penser dans quelle perspective, pour servir quelle cause, ce qui vaut aussi bien pour le futur que pour le passé, qui, si on l'ignore ou on décide de faire l'impasse dessus se traduira par bien des mésaventures ou des désillusions, qui pourront parfois avoir des conséquences d'une gravité exceptionnelle qui pourront affecter durablement notre mode de vie, donc cela vaut le coup d'y réfléchir à deux fois avant de se lancer dans une telle aventure quand on ne sait pas trop bien de quoi il retourne vraiment. Apprenons à faire preuve de davantage de discernement pour apprendre à nous orienter dans la direction conforme à nos besoins. C'est ni plus ni moins ce que font nos ennemis.

Les sophistes et les démagogues vous diront également qu'il y a du bon et du mauvais en toute chose, certes, admettons-le ici, maintenant tout dépend de ce qu'on appelle par bon ou mauvais et pour qui. Quand quelqu'un aborde n'importe quel sujet sous cet angle, il suffit de se poser ces questions pour comprendre les intentions de celui qui le traite ainsi, autrement dit où il veut en venir, et même si ce n'est pas dit explicitement, on sait qu'il y viendra tôt ou tard, on y est préparé, on sait qu'il veut nous entraîner dans une direction précie et on ne se laissera pas prendre au dépourvu, on ne se laissera pas impressionné ou manipulé, on saura quoi en penser, du coup l'opération foirera lamentablement. Soyons vigilant, ne nous laissons pas endormir ou enfumer par tous ces bimenteurs.

Macron est un homme lige soumis à ses suzerains de la finance, il ne détient absolument aucun pouvoir, c'est un parvenu sans principe et sans morale, hormis ceux que lui ont transmis ses maîtres ou qu'il partage avec eux pour tenir son rôle ou son rang. C'est un figurant formaté pour jouer un acte unique et voué à la déchetterie du régime, comme Sarkozy et Hollande. C'est un produit hautement toxique, alors gare à ceux qui seraient tentés de l'approcher.

Plus tôt nous nous en débarrasserons mieux cela vaudra, sans pour autant se focaliser sur ce personnage insignifiant car on s'y userait en pure perte. C'est plutôt à l'oligarchie, le sommet du capitalisme qu'il faut réserver nos coups, contre les institutions qu'il faut concentrer nos attaques, ne rien leur passer, n'admettre aucun compris d'aucune sorte, demeurer d'une intransigeance absolue à leur égard et s'en tenir à ce principe, notre indépendance de classe n'est pas négociable, aucun de nos droits ne doit être bradé sous peine d'y perdre notre âme pour parodier Marx.

Osera-t-on nous faire un procès en sorcellerie pour oser faire preuve d'une telle intolérance tout à fait a propos ou légitime selon nous ? Vous savez à l'avance quelle en serait la signification politique.

La force de notre ennemi, c'est qu'il ose tout, tandis que ses opposants tergiversent ou se perdent en conjectures inutiles et en polémiques à l'infini, ce qui est le signe de leur faiblesse. Alors relevons ce défi, soyons forts, faisons preuve d'audace, cessons d'avoir peur, dressons-nous, soulevons-nous et on ne donnera pas cher du régime.

Quatrième passage.

Mémoire sélective qui en arrange plus d'un et fait des ravages.

Selon Lénine et Trotsky, la SFIO (PS) et le PCF n'ont jamais été socialiste ou communiste. Tout le monde ou presque l'ignore ou l'a oublié, personne n'en a donc tenu compte, ceux qui prétendent le contraire sont des menteurs.

Mélenchon a dit avant-hier en parlant des dirigeants du PS que c'était "des gens qui nous ont trahi pendant cinq ans", en réalité si on s'en tenait strictement à sa véritable nature de parti bourgeois, capitaliste ou de droite, le PS est resté fidèle à lui-même depuis plus d'un siècle. Mélenchon également, ce qui ne devrait être une surprise pour personne, hormis les éternels manipulateurs qui se cachent derrière une étiquette trotskyste.

Mélenchon l'a confirmé à sa manière en affirmant qu'il pourrait envisager "une cohabitation" avec Macron qui comme chacun sait n'est que le clone ou l'héritier de Hollande, dirigeant du PS. Quoi de plus naturel en somme en famille ! Comme quoi il y a quelques jours j'ai eu raison de caractériser le parti de Mélenchon (Parti de gauche) de droite, humaniste ou progressiste avais-je précisé, un clin d'oeil à son programme de 2012 qu'il a repris en 2017 L'humain d'abord et aux quelques réformes sociales qu'il contenait.

Donc tout est dans l'ordre des choses.

Autrefois par commodité ou convention la SFIO et le PCF, par économie de langage pour ne pas sans cesse avoir besoin d'employer des périphrases ils ont été étiquetés à gauche. D'autres explications existent basées sur d'autres éléments sans que pour autant ou sur le fond leur nature n'en soit modifiée.

Or, et c'est là la gravissime erreur que nous avons commise, déjà emporté par le besoin d'obtenir des résultats immédiats ou privilégiant le mouvement spontané des masses, soumis à la pression du moment, nous l'avons tout simplement oublié, pour finalement considérer comme acquis qu'ils étaient de gauche, alors que rien de nouveau ne s'était produit et permettait de l'affirmer. Et c'est ainsi que cette vue de l'esprit vint se substituer à la réalité des rapports qui étaient établis entre ces partis et l'Etat, les institutions représentant la classe des capitalistes, le régime, rapports que l'on peut observer quotidiennement sous nos yeux.

Tous en eurent conscience, tous s'en accommodèrent, tous se turent, les uns parce qu'ils savaient qu'ils faisaient partie des piliers du régime, les autres parce qu'ils s'étaient gravement compromis avec eux et ne pouvaient pas l'assumer.

Voyez comment réagissent ces veuves effarouchées qui se disent choquées par le discours de Mélenchon ou le tournent en dérision, alors qu'ils savaient parfaitement à quoi s'en tenir. C'est leur manière de faire durer l'imposture à laquelle ils ont participé, ils n'ont pas le choix, sauf à se démasquer eux-mêmes ou admettre s'être fourvoyés pendant plus d'un demi-siècle, impensable, ils ne s'en remettraient pas, peu importe parce qu'elle finira par les broyer de la même manière qu'elle a eu raison du PS et du PCF.

En tant que parti bourgeois, le PS fut amené logiquement à prendre de plus en plus en charge la crise du capitalisme et à en reporter exclusivement les conséquences sur les travailleurs qui ont fini par rompre avec ce parti, sans qu'aucun courant du mouvement ouvrier ne le caractérise de droite ou ne leur explique ce qui s'était réellement passé, parce qu'ils n'y tiennent pas, on ne sait jamais des fois qu'il pourrait renaître de ses cendres ou pourrait continuer de servir le régime sous un autre masque, ce qu'il s'apprête à faire d'ailleurs, de sorte que délibérément aussi ténue soit-elle l'illusion qu'il serait un parti de gauche doit être entretenue, confirmant la nature contre-révolutionnaire de ces courants du mouvement ouvrier.

En attendant, c'est Mélenchon qui assume l'intérim de la fonction que le PS ne peut plus remplir auprès des masses laborieuses pour le compte du régime, quand il déclarre Hier à Marseille) "je ne veux pas affaiblir le PS, je veux le remplacer", autant dire que son mouvement connaîtra le même sort, mais beaucoup plus rapidement, la désillusion de ceux qui y avaient cru sera beaucoup plus cruelle et violente. Et dans l'état actuel des choses, cela pourrait prendre la même tournure qu'aux Etats-Unis il y a déjà fort longtemps ou plus près de nous en Grèce, où la soit-disant trahison de Tsipras n'a pas débouché sur une recomposition du mouvement ouvrier, mais s'est plutôt soldée par une profonde démoralisation des travailleurs désormais livrés à eux-mêmes, donc impuissant à s'opposer aux mesures réactionnaires du gouvernement.

Le PS avait pour tâche de contenir la classe ouvrière, de la détourner du socialisme, Mélenchon s'apprête à le remplacer pour accomplir la même sale besogne, tout cela nous le savons.

Si Mélenchon était socialiste ou révolutionnaire, il tiendrait à peu près ce langage sur l'UE par exemple : Moi je suis favorable à

la rupture avec l'UE, mais je sais que la majorité y est opposée ou n'est pas prête à franchir ce pas, aussi je lui propose ceci, on élabore un certain nombre de propositions conformes aux besoins des travailleurs, ensuite on les soumet à la Commission européenne, et en fonction de sa réponse, soit elle est positive et nous restons dans l'UE, soit elle est négative et nous rompons immédiatement avec l'UE de manière à pouvoir mettre en applications les mesures sociales contenues dans ces propositions. Voilà ma démarche à laquelle je vous demande d'adhérer en toute connaissance de cause.

S'agissant de la rupture avec l'UE l'argumentaire est simple et à la portée de tous : Citez-nous une réforme sociale que l'UE aurait adoptée depuis le Traité de Rome ? Il y en a absolument aucune. L'UE a-t-elle défendu la Sécurité sociale ? Non, elle n'a cessé de s'y attaquer. L'UE a-t-elle défendu le droit à la retraite dès 55 ou 60 ans ? Non, elle n'a cessé de s'y opposer. L'UE a-t-elle privilégier la hausse des salaires ? Non, au contraire elle s'y est toujours opposée. L'UE a-t-elle protéger les services publics ? Non, au contraire elle s'est employée à les démenteler, à les privatiser. L'UE s'est-elle attaquée au pouvoir des banques et des multinationales ? Non, jamais, au contraire elle a contribué à renforcer leur pouvoir. L'UE a-t-elle favorisé une couche de travailleurs, certains corps de métier ? Non, au contraire, elle s'est attaquée aux agriculteurs, aux élevers, aux viticulteurs, aux pécheurs, bref à toutes les professions, sauf une, l'armée. L'UE a-t-elle été un facteur de paix en Europe ou dans le monde ? Non, elle a soutenu toutes les guerres fomentées par l'impérialisme américain jusqu'au coeur de l'Europe. L'UE a-t-elle soutenu les gouvernements progressistes dans le monde ? Non, elle s'est alignée sur les Etats-Unis qui y ont fomenté des coups d'Etat pour les faire tomber. L'UE a-t-elle dénoncé le coup d'Etat néonazi qui a eu lieu en Ukraine ? Non, elle l'a soutenu, elle y a participé. Etc. Etc. Etc.

Ainsi, sur toutes les questions fondamentales qui concernent l'ensemble des travailleurs des différentes classes, l'UE a joué un rôle essentiellement destructeur, déstabilisateur, antisocial, réactionnaire. Voilà des faits et des arguments qui justifient amplement la nécessité de rompre avec cette institution supranationale

Mélenchon y est opposé et on n'en attendait pas davantage de sa part.

Mais alors, il y a une chose que nous ne comprenons pas, pour le soutenir ou lui réserver un autre traitement que pour le PS ou le PCF ?

Tout d'abord parce que La France insoumise est un mouvement et non un parti, c'est-à-dire qu'il peut être dissout du jour au lendemain, il peut durer des années ou être éphémère. Et qu'est-ce que cela change par rapport à un parti ? Pour répondre à cette question il faut revenir à la fondation des partis.

Les partis traditionnels du mouvement ouvrier furent le produit d'une âpre lutte de classes et leurs fondateurs ou leurs dirigeants étaient étrangers à la classe ouvrière. Ils virent le jour au bout d'un long processus ou suite à un événement marquant de la lutte des classes, une guerre par exemple. Y furent associés immédiatement des pans entiers de la classe ouvrière, d'où émergèrent des dirigeants qui revendiquèrent la direction de ces partis ou voulurent peser sur leur orientation. Très vite ils entrèrent en conflit avec leurs dirigeants fondateurs, les uns étant en contact quotidiennement avec les masses ouvrières, les autres demeurant confinés dans leurs bureaux ou arpentant les allées du pouvoir. Autrement dit, pour les uns la lutte de classe correspondait à un besoin vital, matériel et moral, pour les autres davantage à un concept.

Dès lors, dans la tête de ses dirigeants, le parti coïncidait avec la conception ou l'interprétation du monde à laquelle ils étaient parvenus, qui correspondait à un certain type de rapports entre les classes et qui par la suite ne connaîtrait aucune évolution, elle était comme gravée dans le marbre pour l'éternité ou jusqu'à la disparition de leur parti. Ce qui explique pourquoi les dirigeants de la SFIO ne sont jamais devenus socialistes, et pourquoi les dirigeants du PC ne sont jamais devenus communistes, ou alors il leur aurait fallu construire un autre parti ou qu'ils rejoignent un autre parti. Ceci explique aussi pourquoi le stalinisme n'est pas le produit du communisme, parce que le parti bolchevik ou communiste russe ne pouvait pas se transformer en parti stalinien, il fallait liquider physiquement ses dirigeants, le détruire de fond en comble de manière à construire un autre parti sur ses cendres.

Le mouvement politique de Mélenchon s'inscrit avant tout dans un cadre institutionnel et électoral sur la base d'un programme qui ne se destine pas à terme à modifier ou à inverser les rapports existant entre les classes, il est donc ni anticapitaliste, ni révolutionnaire et ni socialiste.

Il émerge dans une période où les masses rejettent le PS et ne se reconnaissent dans aucun parti ouvrier, de sorte qu'elles se retrouvent sans direction pour mener leur combat politique ou tout simplement exprimer leur rejet de la politique du gouvernement.

Ce ne sont pas les couches les plus défavorisées qui participent à ce mouvement, mais les couches intermédiaires ou supérieures du prolétariat ainsi qu'une minorité des couches inférieures des classes moyennes, ce ne sont donc pas les couches qui n'ont plus rien à perdre, mais celles qui sont davantage subordonnées au régime, qui par conséquent n'ont nullement l'intention de rompre avec lui à ce stade, donc qui sont réfractaires à un discours radical prônant sa liquidation, c'est ainsi que le discours et le programme de Mélenchon et son mouvement LFI correspondent aux attentes de ces couches d'exploités.

LFI assume le rôle que le PS n'est plus en mesure de jouer en ayant uniquement l'avantage de la nouveauté par rapport au PS tout

en ayant revêti son masque d'autrefois. En quelque sorte à des périodes différentes les discours sont les mêmes, il n'y a que les dirigeants et les formations politiques qui ont changé, ce qui suffit néanmoins à ces couches pour se leurrer elles-mêmes, parce qu'elles ne sont pas prêtes pour devenir révolutionnaires pour avoir été corrompues par le régime et le demeurées, puisqu'elles en tirent encore certains avantages ou satisfactions de leurs statuts qui influencent leur interprétation de la situation politique et la manière dont elles comptent y intervenir, qui en gros ne dépasse pas le cadre électoral ou le fonctionnement des institutions.

Au lieu de les brocarder ou de les traiter de petits bourgeois, nous estimons qu'il est préférable qu'elles fassent cette expérience et que cette expérience aille à son terme, car elle va se traduire infailliblement par une violente désillusion et démoralisation chez tous ceux qui se seront investis dans ce mouvement ou auront placé leurs espoirs en lui.

L'avantage ou plutôt le vice de ce nouveau mouvement, c'est qu'il n'a jamais fait ses preuves, ses dirigeants peuvent donc tenir un discours en apparence radical, tandis que leurs véritables intentions ne seront pas mises à l'épreuve, ce qui autorise bien des illusions à leur sujet dont ils useront et abuseront à volonté, et c'est uniquement grâce à ce subterfuge, dont ils ne sont pas à l'origine mais qui fait leur affaire, que ce mouvement ou que ses dirigeants pourront continuer éventuellement d'exister, dans ces conditions sans notre soutien. Pourquoi ? Parce qu'ils en seront réduits à jouer le même rôle que le PS autrefois, ce mouvement aura épuisé sa raison d'être ou la limite de ce qu'on pouvait en tirer une fois la page électorale tournée aura été atteinte.

Le PS et le PCF avaient été portés au pouvoir en 1936, ils ont eu à cette occasion les moyens de démontrer de quoi ils étaient capables ou quelle était leur véritable nature pour les caractériser politiquement de manière définitive. Par la suite, fort de cette expérience, les enseignements politiques qu'il était possible d'en tirer auraient dû suffire pour justifier notre refus de soutenir ces partis liés au capitalisme ou ennemis du socialisme. On n'en fit rien, le justifiant en expliquant que des travailleurs demeuraient attachés à ces partis et qu'au cours de la lutte de classe les travailleurs se dirigeaient spontanément vers ses partis, il ne fallait pas se couper des masses, etc. ces partis développèrent rigoureusement la même politique puisqu'ils ne pouvaient pas en adopter une autre, de sorte que le résultat sera chaque fois strictement identique à celui qui avait conclu les expériences précédentes et ainsi de suite jusqu'à nos jours pratiquement, ce qui signifie que seuls ces partis tirèrent profit de cette argumentation, et qu'on n'a jamais rien appris des expériences passées et de nos propres erreurs qu'on n' a finalement jamais cessé de reproduire.

Et si cette argumentation a été plus ou moins abandonnée récemment à contrecoeur, c'est uniquement parce qu'elle ne servait plus à rien une fois les masses s'étant totalement détournées de ces partis, elle était si décalée par rapport à l'état d'esprit des masses qui rejettaient catégoriquement le PS qu'elle serait apparue comme un soutien flagrant ou un peu trop évident à ce parti, ce qui n'empêcha pas les plus farouches opportunistes de prendre partie pour une candidature Hamon soutenu par Mélenchon, autrement dit une ultime tentative de remettre en selle le PS par un moyen déguisé ou détourné, bref une nouvelle escroquerie politique, en vain, le sort du PS ayant été scellé par sa direction.

Cinquième passage.

Soutenir la candidature de Mitterrand en 1981 ou soutenir le mouvement de Mélenchon lors des législatives de 2017 serait-il la même chose ?

Jospin trotskiste : Lambert parle - lexpress.fr 04/10/2001

L'Express - Qu'en est-il de votre stratégie d'entrisme, c'est-à-dire le fait d'avoir envoyé des militants trotskistes au sein du Parti socialiste fondé à Epinay, à partir de 1971 (3)?

Lambert - Nous ne faisons pas de la politique politicienne. Quels que soient les «chefs» qui montent sur les épaules des travailleurs pour parler en leur nom, s'ils se disent «pour la rupture avec le capitalisme», c'est positif. Dès lors, je suis prêt à les appuyer, indépendamment des désaccords que j'ai par ailleurs avec eux. C'est ce qui a guidé notre attitude à l'égard du PS dans les années 70, jusqu'à l'appel à voter François Mitterrand dès le premier tour en 1981. Mais, en 1982, quand le PS fait le tournant de la rigueur, je le condamne. Dans les années 70, la démarche de Lionel Jospin s'inscrit dans ce que je viens de vous expliquer. lexpress.fr 04/10/2001

Il faut que les jeunes le sachent et que les plus vieux qui l'auraient oublié s'en souviennent, la candidature de Mitterrand en 1981 n'avait pas soulevé un enthousiasme et encore moins un engagement militant comme celui auquel nous avons assisté envers Mélenchon, elle avait suscité l'espoir sans plus, sans illusion. A l'époque, les dimanches matins lors des diffusions sur le marché de Clichy, je vendais littéralement du Mitterrand à des travailleurs plutôt désabusés ou perplexes qui m'écoutaient par politesse, en souriant, s'ils voteraient Mitterrand ce serait surtout par dépit et ils avaient raison.

Mélenchon ne s'est pas déclaré en faveur de la rupture avec le capitalisme, on ne l'appuie pas, on soutient la dynamique qui s'est développée à partir de son intervention politique, ce n'est pas du tout la même chose.

A aucun moment on ne laisse place à la moindre illusion sur ses véritables intentions, demain il pourrait se déclarer favorable à

la rupture avec le capitalisme qu'on ne changerait pas d'attitude à son égard, car on sait d'avance qu'il n'en ferait rien.

Notre démarche s'inscrit dans le cadre des centaines de milliers de travailleurs et jeunes qui ont participé au mouvement de Mélenchon et les 7 millions qui ont voté pour sa candidature au premier tour de la présidentielle, elle a donc pour origine les masses et leur mobilisation, elle n'a donc rien à voir avec une vulgaire manoeuvre d'appareil reposant sur une déclaration ou une intention manifestée par un de ses dirigeants.

On soutient le mouvement de Mélenchon lors des législatives de juin 2017, mais en aucun cas on ne soutient Mélenchon ou son programme. Si demain il changeait de discours ou de position, nous n'aurions pas besoin de le condamner ou de déclarer qu'il aurait trahi quoi que ce soit, puisque nous ne lui avions jamais accordé la moindre confiance, vous saisissez la nuance avec le soutien accordé à une candidature (Mitterrand) propulsée par l'appareil du PS.

Sixième passage que j'avais enregistré sur mon portable.

En admettant que Mélenchon pourrait être nommé Premier ministre de Macron, comment peut-on imaginer un instant Macron laissant son Premier ministre organiser des élections à une Assemblée constituante qui aurait pour tâche d'adopter une nouvelle Constitution et de liquider la Ve République ? C'est grotesque au possible, chacun en conviendra, qui peut croire un truc pareil, absolument personne en France ni même dans le monde ou alors il faut être complètement cinglé.

Vous imaginez le Premier ministre proposé à Macron l'abolition des lois Macron et El Khomri ? Je crois qu'on est tombé là sur la tête, quelle connerie !

C'est pourtant l'argument que le POID (notamment) a osé se servir contre Mélenchon ! Si le POID voulait se ridiculiser, il a gagné. C'est du dénigrement mais ce n'est pas gratuit. Question : Pourquoi tiennent-ils donc à descendre le mouvement de Mélenchon, à qui cela profiterait-il ? Réponse : Ils ne peuvent pas invoquer le combat contre des illusions puisqu'on vient de voir que cette hypothèse était complètement infondée, ridicule, alors qui hormis Macron et le PS, histoire de faire perdre des voix aux candidats de LFI au profit de ceux du PS, parce qu'ils estiment qu'il aurait encore un rôle à jouer au côté des travailleurs ou dans le mouvement ouvrier, parce qu'ils ne peuvent pas s'en passer, toute leur stratégie reposant sur le PS et le PCF... depuis 70 ans. Je n'ai pas trouvé d'autres explications.

Soyons sérieux, il est plus qu'improbable que LFI puisse obtenir la majorité absolue à l'Assemblée nationale parce que tous les partis vont se liguer contre eux, y compris le POI, le POID, le NPA, LO, le ParDem, le PRCF, cela dit, si cela se réalisait dès que le Premier ministre Mélenchon voudrait adopter une loi Macron s'y opposerait, le Conseil constitutionnel s'y opposerait, cela ouvrirait immédiatement une crise politique et institutionnelle, Macron devrait démettre son Premier ministre ou démissionner lui-même ou dissoudre l'Assemblée nationale, les travailleurs et le mouvement ouvrier pourrait se mobiliser, la crise politique pourrait déboucher sur une crise révolutionnaire, diable, tout mais pas cela s'écrient en choeur nos braves anticapitalistes ou révolutionnaires de pacotille qui n'en seraient pas à l'origine, vaudrait mieux encore préserver le régime !

Dès lors qu'est-ce que cela nous coûte de nous engager dans cette voie-là, qu'y avons-nous à perdre même si on sait d'avance que ce scénario n'a pratiquement aucune chance de se réaliser, qu'avons-nous donc à proposer d'autres aux travailleurs, rien, absolument rien, hormis la révolution socialiste qu'ils rejettent ?

J'ai avancé cet argument uniquement pour montrer que même s'il existait une chance infime que ce scénario se réalise, les uns et les autres n'en voudraient pas.

L'Allemagne. Le modèle de Macron.

Rainer Piske, 54 ans dont 32 passés derrière le volant de son taxi, est adhérent. "Je gagne 1.135 euros par mois et ça ne suffit absolument pas pour vivre", constate-t-il.

Malgré ses 40 heures de travail hebdomadaires rémunérées en fonction du salaire minimum généralisé instauré dans le pays en 2015, soit 8,84 euros bruts de l'heure, ce père de famille doit recourir à l'aide sociale. "C'est injuste", estime-t-il.

Petra est employée par une société de services qui la paie 10,51 euros bruts de l'heure, "soit 1.115 euros par mois après impôts" pour 39 heures de labeur par semaine.

Une fois payés le loyer, l'assurance et le téléphone, il lui reste 350 euros par mois pour se nourrir, s'habiller, acheter ses médicaments -elle est diabétique- et s'offrir de temps à autre le luxe d'aller manger une glace.

"J'ai le sentiment de m'être fait avoir", lâche-t-elle en songeant à son quotidien difficile et à un avenir encore plus sombre. D'ici cinq ans, après 41 ans de travail, elle pourra prendre sa retraite. "Je préfère ne pas y penser (...) Je vais toucher 665 euros et tomber dans la catégorie des retraités pauvres", angoisse Petra. "J'espère seulement être encore en mesure, physiquement,

de pouvoir continuer à travailler après l'âge de la retraite, grâce à un job à 450 euros par mois".

Ces "mini-jobs", non soumis aux cotisations sociales mais appréciés par certains comme solution temporaire, sont l'une des mesures phares de l'Agenda 2010, du nom des réformes du marché du travail d'inspiration libérale conduites par l'ancien chancelier social-démocrate (SPD) Gerhard Schröder entre 2003 et 2005.

Autre pilier de l'Agenda 2010, "l'introduction de Hartz IV (une maigre allocation vers laquelle bascule tout chômeur au-delà d'un an sans emploi, ndlr) a accru la peur du chômage dans la société allemande et beaucoup de gens ont été poussés vers des emplois précaires", analyse Eric Seils, chercheur de la fondation Hans-Böckler, interrogé par l'AFP.

Il y voit le "revers du miracle de l'emploi" dans la première économie européenne, où le taux de chômage -avec 5,8% de la population active en avril-, est au plus bas depuis la Réunification.

Ainsi, 9,7% de la population allemande dotée d'un emploi vivait en-dessous du seuil de pauvreté (environ 940 euros) en 2014 en Allemagne, contre 7,5% en 2006 et 9,5% dans l'ensemble de l'Union européenne, selon les derniers chiffres connus d'Eurostat.

Ces différentes réformes, défendues par les gouvernements de coalition de la chancelière conservatrice Angela Merkel, sont au coeur de la campagne pour les législatives.

Dans la Ruhr, la désespérance des travailleurs allemands pauvres AFP 11.05

Des déchets prématurés.

- Le chômage frappe des seniors de plus en plus jeunes - Franceinfo

"Le chômage des seniors a explosé. Les plus de 50 ans retrouvent difficilement un emploi, et ça commence dès 45 ans dans certains secteurs. Pôle Emploi organise des sessions pour que les nouveaux seniors ne décrochent pas. Depuis deux ans, Pascal Luquin passe ses journées chez lui. Au chômage, presque tout son temps est consacré à répondre aux petites annonces sur son ordinateur. Il envoie une dizaine de candidatures par jour.

À 46 ans, ce chômeur est déjà considéré comme un senior. "Une agence d'intérim m'a déjà fait comprendre que j'étais trop âgé, que 25-30 ans c'était l'idéal", confie cet ancien infographiste. Selon la définition de Pôle Emploi, un senior a plus de 50 ans. Mais désormais, cet âge n'est plus la référence." Franceinfo

Profiteurs, escrocs, malhonnêtes, vauriens, déchets, salopards !

- Allocataires privés de RSA :«Une fois de plus, on tape sur la misère» - Liberation.fr

Dans le Nord, 15 000 personnes auraient vu leur Revenu de solidarité active raboté car ils n’étaient pas inscrits à Pôle Emploi, tandis que l’Oise a sanctionné un bénéficiaire «alcoolisé».

Sale temps pour les bénéficiaires du RSA. 45 000 des 115 000 allocataires du revenu de solidarité active du département du Nord sont menacés de le voir raboté. Leur faute ? Avoir omis de s’inscrire à Pôle Emploi. Environ 15 000 d’entre eux auraient déjà été pénalisés. En février, Fabienne Vandewynckel, une mère de famille de Caudry, près de Cambrai, a vu fondre de 250 euros le pécule mensuel d’environ 530 euros qu’elle partage avec son mari. «L’équivalent de mon budget alimentaire, souffle-t-elle. Ça nous a fait très mal. Une fois payés le loyer et l’électricité, il ne nous restait rien.»

En 2016, le conseil départemental du Nord a décidé de mettre de l’ordre dans les fichiers des bénéficiaires du RSA, une prestation sociale dont il a la charge. Leur nombre a bondi de plus de 20 % depuis 2010 et avec eux, les dépenses du département. Au premier semestre, un pôle «droits et devoirs» a vu le jour.

Objectif : faire la chasse aux allocataires qui n’auraient pas entrepris de démarches pour retrouver le chemin de l’emploi. Les listes des bénéficiaires ont été croisées avec celles de Pôle Emploi. Le département a décidé d’engager une riposte graduée contre ceux qui n’y figuraient pas : 100 euros par mois en moins en guise d’avertissement, puis jusqu’à quatre mois de suspension, voire une radiation d’un an. Etre inscrit à Pôle Emploi n’est pas obligatoire pour toucher le RSA. Mais le département du Nord l’utilise comme une preuve que les allocataires cherchent bien un travail, ce qui, en revanche, est requis. Son initiative n’est donc «pas dans l’illégalité», assure-t-on à la caisse nationale des allocations familiales (Cnaf).

Fabienne Vandewynckel, elle, ne décolère pas. «Une fois de plus, on tape sur la misère», soupire-t-elle. Quand la première mise en garde est arrivée, elle traversait une dépression sévère. «A aucun moment le département n’a cherché à savoir ce que je vivais, assure-t-elle. Tout s’est fait par courrier.» Son mari est chauffeur à temps partiel. Il ne se savait pas obligé de pointer chez

Pôle Emploi. Fabienne Vandewynckel, elle, n'a jamais cru que l'opérateur public lui serait d'une grande aide. «Le département semble croire qu'inscrire les bénéficiaires du RSA à Pôle Emploi suffira à les remettre au travail, abonde Serge Havet, responsable pour le département du Nord de l'association AC ! Agir ensemble contre le chômage. Mais même les directeurs d'agence me disent qu'ils n'ont pas de solution pour eux.»

Les conseillers sont souvent démunis face à ces chômeurs qui, dans leur jargon, figurent parmi les plus «éloignés de l'emploi». «80 % des bénéficiaires du RSA n'ont pas de qualification et n'ont pas travaillé depuis trois ou quatre ans, poursuit Serge Havet. Qu'est-ce qu'on peut leur proposer comme poste ?» Pôle Emploi concentre ses efforts sur les chômeurs indemnisés ou ceux qui approchent de la fin de droits.

Hasard du calendrier, le département de l'Oise vient aussi de s'illustrer pour avoir sanctionné un bénéficiaire du RSA. Agacé de voir des sans-abri «s'alcooliser» dans sa ville, Arnaud Dumontier, maire LR de Pont-Sainte-Maxence, les a dénoncés au conseil départemental. «Toucher l'aide de l'Etat pour la picoler, c'est intolérable», a-t-il déclaré au Parisien. Ce type de mouchardage n'est pas rare, indique-t-on au département de l'Oise. Récemment, un homme lui a «signalé» un voisin qui aurait touché le RSA en résidant six mois par an à l'étranger…

A chaque fois, le conseil «recoupe les informations». Il peut ensuite infliger des sanctions décidées par une commission où siègent travailleurs sociaux, conseillers à l'emploi, allocataires du RSA, etc. L'un des sans-abri de Pont-Sainte-Maxence a vu son aide amputée de 80 %. Non pas - n'en déplaise à l'édile - pour son alcoolisme présumé, mais pour non-respect de ses obligations en matière d'insertion. «Chaque allocataire signe un contrat d'engagement réciproque, explique une conseillère technique en charge de l'action sociale. Plusieurs signaux dans son dossier montraient qu'il n'était pas dans une démarche de réinsertion. Il avait quitté sa cure de désintoxication au bout de vingt-quatre heures et ne s'était pas présenté à une convocation.»

De tels cas restent toutefois exceptionnels. En 2016, seules 1 000 sanctions ont été prononcées dans l'Oise pour 35 000 bénéficiaires, soit dans moins de 3 % des cas. La suspicion autour des bénéficiaires du RSA n'en reste pas moins une lubie récurrente des politiques. Le Haut-Rhin espérait conditionner l'aide à sept heures de bénévolat par semaine à partir de 2017. Mais l'initiative a été jugée illégale par un tribunal administratif. Le département a dû se contenter d'en faire une «incitation». liberation.fr 12.05

Ils osent tout.

- Emotion en Argentine après la réduction de peine d'un tortionnaire sous la dictature - Liberation.fr

- Le gouvernement australien a annoncé des tests de dépistage de l'usage de la drogue parmi les chômeurs pour les dissuader de dépenser leurs allocations en stupéfiants. - Liberation.fr

- Virage à gauche du Labour qui promet des renationalisations - Reuters

Moldavie. La prochaine cible de l'OTAN

- Entre la Russie et l'Otan, la Moldavie a fait son choix - sputniknews.com

L'ex-république soviétique de Moldavie favorise un partenariat stratégique avec Moscou et s'oppose catégoriquement à l'idée d'adhérer à l'Alliance atlantique.

La Moldavie compte garder son statut neutre et reste hostile à l'idée d'une adhésion à l'Otan, a déclaré le Président de l'ex-république soviétique Igor Dodon lors d'une réunion avec le président de la Douma (chambre basse du parlement russe) Viatcheslav Volodine, à Moscou.

Selon le dirigeant moldave, son pays s'oppose tant à une fusion avec n'importe quel autre État qu'à une adhésion à l'Alliance atlantique. « Nous sommes catégoriquement opposés à l'Otan », a souligné M. Dodon.

Il a également promis d'œuvrer pour construire des relations « étroites et mutuellement bénéfiques » entre Chisinau et Moscou, en dépit de la réticence de « certains hommes politiques moldaves ».

« Nous ne permettrons à personne de nuire à nos relations bilatérales, qui sont en train de passer à une nouvelle étape, en raison d'ambitions personnelles ou de parti politique », a indiqué le dirigeant moldave. sputniknews.com 11.05

Haut de page

Le 14 mai 2017

CAUSERIE

C'est dimanche, notre seul jour de repos en Inde, ce matin j'en ai profité pour faire un peu de ménage, les articles d'avril ont été archivés, la rubrique *Articles d'actualité* a été actualisée, et les causeries ont été formatées en pdf, 197 pages d'infos et d'analyses, qui dit mieux ?

J'ai récolté les infos d'hier. On verra cela demain.

Mélenchon a été égal à lui-même en revendiquant le bilan du gouvernement Jospin sous Chirac (auquel il avait participé en tant que secrétaire d'Etat à la formation professionnelle) qui fut le champion des privatisations, il falliat oser le dire, bref, on n'en attendait pas davantage de lui. Deux semaines auparavant, il avait bien affirmé que les syndicats confédérés avaient adopté une position correcte avant le second tour, allant jusqu'à dégoter une de leurs déclarations qu'il avait soigneusement sélectionnée, alors qu'en réalité ils avaient déjà appelé à voter Macron, vous vous en souvenez, nous l'avions mentionné dans une causerie.

Ceux qui se disent les plus honnêtes ou qui prétendent diffuser la vérité, sont en réalité des faussaires ou des falsificateurs professionnels de l'histoire, rien de nouveau.

Nous soutenons le mouvement FI de Mélenchon parce que c'est le seul à rassembler ou mobiliser des centaines de milliers de travailleurs et jeunes contre Macron et sa politique, alors que tous les autres partis végètent chacun dans leur coin, dans leur bulle, en étant totalement coupés des masses et incapables de les organiser, rongés par un gauchisme légendaire ou un complexe de supériorité qui les a conduit à soutenir le PS pendant près de 70 ans et à vivre à ses crochets par le biais des appareils des syndicats, et à mépriser tout mouvement de masse qui aurait émergé notamment contre le PS.

Ils ne peuvent pas comprendre ce qui distingue un mouvement d'un parti, comme ils n'ont jamais compris que le parti ne pouvait rassembler que les travailleurs les plus conscients susceptibles d'accéder au socialisme, et que tous les autres disposant de niveaux de conscience intermédiaires devraient être organisés dans une structure différente, tant par sa nature, ses statuts, son rôle et ses objectifs politiques, éventuellement son progamme qui forcément ne serait pas socialiste et comporterait bien des illusions que l'expérience pratique s'emploierait à briser.

Quels rapports avoir avec le mouvement de Mélenchon, La France insoumise ?

Tout d'abord il ne faut le ramener ou l'identifier à la personne de Mélenchon ou ses dirigeants, à leurs déclarations, c'est ce que font les faussaires qui le dénigrent ou le méprisent pour être plus précis. Nous avons caractérisé Mélenchon de charlatan une multitude de fois, et nous n'avons aucune raison de modifier cette appréciation, il vient d'ailleurs lui-même de confirmer qu'elle était amplement justifier.

Ensuite, il faut se demander dans quelle situation politique intervient ce mouvement, après l'élection de Macron dont les intentions n'ont pas été révélées sur le plan politique, le processus entamé avec la liquidation du PS est loin d'être achevé, il a un rapport avec la refonte des rapports entre les classes qui à terme doivent tenir compte de la prise du pouvoir par l'oligarchie et se solder par la spoliation de tous les droits politiques des travailleurs, qui se retrouveraient dans une situation comparable à celle des travailleurs américains privés de tout droit politique depuis déjà des lustes sans que le mouvement ouvrier n'ait été en mesure de se refonder, l'oligarchie demeurant sans ennemi de taille à rivaliser son pouvoir absolu, nous avons évoqué brièvement cet aspect-là hier.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, les élections présidentielles et législatives demeuraient le seul terrain où les travailleurs pouvaient encore exercer leur droit politique pour orienter la société dans une direction favorable à la satisfaction de leurs besoins ou aspirations, tout du moins telle était l'illusion à laquelle ils étaient amenés à croire, l'objectif de Macron sera de la supprimer car elle est source d'instabilité, dorénavant vous ne devrez plus croire qu'il serait possible de changer la société par l'intermédiaire de vos représentants, vous devrez vous en remettre aux seuls partis habilités par le régime oligarchique, La République en marche ou Les Républicains. Vous aurez compris que c'est une chape de plomb qui va s'abattre sur vous, tous vos droits et le peu de liberté dont vous disposiez si Macron parvient à ses fins, l'oligarchie. Aux Etats-Unis le régime est totalitaire, et le problème c'est que les travailleurs et les militants l'ignorent encore ou ne comprennent pas ce que cela signifie pour le peuple américain.

Pour cette raison nous soutenons le mouvement FI de Mélenchon, sans cautionner ses dirigeants ni leur programme. Non pas pour que FI obtienne la majorité absolue à l'Assemblée nationale, ni que Mélenchon devienne Premier ministre de Macron puisque ces deux hypothèses sont farfelues, mais pour permettre, d'une part de mettre en difficulté Macron en l'obligeant à recourir à l'union nationale dès le premier jour de son quinquénnat parce que son parti n'obtiendra pas la majorité absolue à l'Assemblée nationale, d'autre part afin que les travailleurs soient représentés et conservent l'espoir que tout est encore possible,

de sorte qu'ils ne sombrent pas dans une profonte dépression qui les laminerait, car c'est ce qui s'est produit aux Etats-Unis, pour qu'ils trouvent la force de se mobiliser en masse contre Macron et le régime le moment voulu, sans qu'on sache à l'avance sur quoi cette mobilisation pourrait déboucher si Macron perdait le contrôle de la situation, je sais que cette opportunité est mince, mais elle existe, et temps qu'elle existera nous devrons soutenir tout mouvement qui s'inscrit dans cette perspective, inconsciemment cela va s'en dire, tout autre attitude serait suicidaire ou consisterait à dire que nous avons perdu d'avance la guerre de classe et qu'on doit abandonner la perspective du socialisme, nous ne pouvons, nous ne devons pas nous résoudre à cette défait définitive.

Nous poursuivons le combat politique sur la base du programme de la révolution socialiste tout en sachant que Mélenchon, son mouvement et son programme y sont opposés, et nous conservons notre entière liberté de parole et d'action, ainsi nous ne renions rien, nous ne bradons pas nos principes, nous restons fidèle à notre idéal.

FI porte des revendications sociales que nous partageons, nous sommes également pour la rupture avec l'OTAN, mesure hautement plus importante que la sortie de l'UE quand on sait que c'est l'économie d'armement qui sert de volet d'entraînement du capitalisme au stade de l'impérialisme pourrissant. Nous ne soutenons pas les illusions qu'il colporte par ailleurs, surtout dans l'UE qui est le volet économique de l'OTAN, nous combattons ces illusions en s'en tenant aux faits et non en recourant au mépris ou à l'invective comme le font les gauchistes du NPA, de LO, du POI et du POID dont la crise n'est pas étrangère à celle du PS et du PCF.

Nous ne tenons pas à faciliter l'élection des candidats du parti de Macron, de LR ou du PS contrairement aux gauchistes. Nous nous tenons au côté des travailleurs et des militants qui entendent infliger une première défaite politique à Macron lors des législatives. A suivre.

Haut de page

Le 15 mai 2017

CAUSERIE

Pondichéry 15 mai 2017, 15h05, 47°C à l'ombre, 36°C dans la pièce où je travaille, c'est dur !

J'ai ajouté 2 articles.

Le déchaînement hallucinant de superlatifs pour qualifier Macron doit vous donner la nausée, ici en Inde les leaders politiques sont déifiés !

L'israélien Gilad Atzmon : "*le politiquement correct est plus dangereux qu'une tyrannie car il n'autorise aucune opposition.*"

On se détend un peu pour commencer la semaine.

Macron l'arnaque dit aussi NTM (nique ta mère pour les savants) ou le Parcours d'un Psychopathe Précoce dénommé pour cela le fusible à 3P, prononcer 3 pets.

A part assouvir un fantasme sexuel, qu'est-ce que peut trouver une femme d'une quarantaine d'années mariée et mère de trois moutards à un gosse de 15 ans ? Apparemment leur différence d'âge serait encore plus important puisque Macron aurait 39 ans et sa nounou 64.

Tout le monde a compris que c'est un vulgaire homme de paille que manipulent les idéologues de l'oligarchie, et que sans sa nounou qui a orienté sa carrière de parvenu aventurier personne n'en aurait jamais entendu parler.

Le type semble pour le moins déséquilibré et avoir des réactions désordonnées sans pour autant être un abruti complet, pour n'avoir jamais dépassé le stade infantile de sa croissance si on en croit un de ses proches, M. Patriat, qui a affirmé qu'il ne pouvait pas se passer de sa nounou : "S'il ne la voit pas pendant une heure, il l'appelle" (AFP14 mai 2017), ce qu'a démontré également son omniprésence à ses côtés durant toute la campagne présidentielle.

Bref, après Moi 1er, on a un non-moi en guise de président, plus vulnérable, plus faible, plus influençable ou manoeuvrable encore puisqu'il est incapable de prendre la moindre décision sans l'accord d'Attali ou de sa nounou.

On est passé de l'imposture à la mystification suprême en guise de gouvernance.

Une vidéo.

Le capitalisme n'est pas réformable - Entretien avec Alain Accardo

https://www.youtube.com/watch?v=e3Zsxp49lAs

J'ignore qui est Alain Accardo.

En régime totalitaire.

- Dès le début existait une ambigüité dans l'idéal démocratique, qui ressurgira pleinement deux siècles plus tard, et qui est embusquée dans un petit mot du titre de son manifeste : Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Qu'y a-t-il donc de bien différent entre l'homme et le citoyen ? De nos jours, on dit droits de l'homme, on ne dit plus droits du citoyen. C'est que l'humaniste contemporain ne pense plus en termes de majorité opprimée, versus l'élite, majorité qui ferait valoir son « droit naturel » au pouvoir liée à l'égalité des individus. L'humaniste contemporain pense au contraire en termes de minorités à défendre, éventuellement contre une majorité oppressive, au nom des droits de l'homme, homme tout court, droits universels situés au-delà même de tout système politique, représentatif ou non. Et bien sûr au-delà de toute notion de « peuple ». C'est peut-être bien parce que ce peuple a tout simplement… disparu :

Quel peuple reste-t-il ? Quel peuple nous reste-t-il ? Il devrait surgir en chacun de nous une réponse évidente et immédiate à cette question. Pour ma part, je n'en ai aucune.

Conclusion

Je ne veux tirer de ce qui précède qu'une conclusion simple : s'il n'est plus ni pouvoir politique, ni peuple, nous devrions humblement cesser de prononcer le mot « démocratie ». (Ce que veut dire – et ne veut plus dire – « Démocratie », par Stéphane Gaufrès 11.05 - www.pauljorion.com

Commentaires d'internautes sur le blog belge www.pauljorion.com

- « La démocratie est morte et enterrée depuis belle lurette » Je crois que la démocratie est une illusion, entretenue par ceux qui ont le vrai pouvoir. Ceux qui ont le pouvoir de création monétaire, les maîtres de la monnaie, autrement dit les banquiers. Les Lumières, la Révolution de 1789, ont accouché de libertés individuelles, mais pas de la Démocratie pour autant. 1789 accouche d'une république bourgeoise articulée autour de :

Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

Art. 17. La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité.

« La propriété c'est le vol » disait Proudhon, la propriété des moyens de production par la classe des possédants est par définition incompatible avec la démocratie.

Je fais ici la différence entre propriété d'usage (posséder son logement pour y habiter), et la propriété lucrative des capitalistes qui exploitent la force de travail des prolétaires pour en tirer du profit.

Alors effectivement, nous sommes régulièrement appelés à sauver une République bourgeoise articulée autour du pourvoir de l'argent, mais la Démocratie reste un horizon, très, très lointain.

On y revient...

- On a une sympathie, on a une sympathie pour… pour ce qu'était le socialisme au 19e siècle et au début du 20e, avant qu'il ne subisse une décadence, une dégradation dans beaucoup de pays. www.pauljorion.com

Toujours le même constat, et après ?

- La majorité des Français n'a pas voulu qu'il soit placé à la présidence de la République Française !

C'est une minorité de Français qui a imposé ce président à la majorité des citoyens de ce pays ! On retrouve encore logiquement

la perversion du système électoral de la 5ème République et l'injustice qu'elle fait régner dans cette parodie de « démocratie »… Une minorité, comme on le voit dans cette élection, peut, en réalité, s'imposer très facilement à une majorité : en résumé, 20 millions de voix l'emportent sur 27 millions de voix !

Tout s'est bien déroulé sans le moindre écart des prévisions et des diagnostics du monde médiatique, puisque tout était prévu d'avance, pensé d'avance, voulu d'avance, organisé d'avance, et imposé comme convenu sans le moindre doute sur l'issue finale. Des élections pipées, donne une fausse élection présidentielle.

L'équipe au pouvoir, largement désavouée par les Français, s'est donc arrangée astucieusement pour rester au pouvoir, malgré une impopularité record.

Un représentant « commercial » envoyé en mission par la Banque Rothschild dirige la France aujourd'hui. On ne peut pas rêver un scénario plus idéal pour exprimer la façon dont le Grand Capital Financier organise son pouvoir absolu sur le monde entier. Ce pouvoir exorbitant montre son visage rayonnant de plaisir : il a gagné, il est le Maître, c'est lui qui décide et qui met en place ses pions disciplinés pour une ère de profits démesurés assurés par des peuples enfin dressés et soumis au dictat de la Loi de l'argent… (Le résultat final des « fausses élections présidentielles françaises » - Jean-Yves Jézéquel 08.05)

Vous avez oublié un élément déterminant pour comprendre la situation ou les rapports entre les classes : Ils les a achetés avant.

Les peuples sont en mesure de se prononcer sur le capitalisme, ils savent ce qu'ils lui doivent, tout du moins c'est ainsi qu'ils pensent, alors qu'ils ne pensent rien ou rien de bon du socialisme, soit parce qu'ils n'en ont jamais fait l'expérience, ils en ignorent tout ou soit le peu qu'ils en savent est négatif, alors pourquoi le soutiendraient-ils ?

- ...le président sortant François Hollande mérite le prix Nobel de la manipulation politique. A un moment où lui et son gouvernement étaient si impopulaires que tout le monde attendait l'élection afin de s'en débarrasser, Hollande, avec l'assistance zélée des principaux médias, des banques et des divers oligarques a réussi à promouvoir ce conseiller économique et ministre, qui n'était que récemment connu, en candidat du « changement », ni de gauche ni de droite, une star politique – soutenu par tous les vieux politiciens dont le public veut se débarrasser.

C'est une preuve éclatante du pouvoir de la "communication" dans la société contemporaine, un triomphe de l'industrie de la publicité, des médias de masse et des milliardaires qui les possèdent. (Emmanuel Macron élu président de la France. La fête des vainqueurs. - Diana Johnstone 07.05

Un triomphe peut rapidement se transformer en cauchemar...

Mystification jusqu'à l'hystérie.

Ces médias qui ont déjà béatifié Emmanuel Macron par Jack Dion - marianne.net

Les médias qui avaient porté Emmanuel Macron au pinacle avant même qu'il ne fût élu avaient un grave problème à résoudre : comment encenser quelqu'un qu'ils avaient déjà béatifié ? Ils ont donc eu recours à la seule technique connue à ce jour, la surenchère permanente, au risque de franchir des bornes au-delà desquelles il n'y a plus de limite.

Pour L'Express, le nouvel élu est « Le Kid ». Logique, vu qu'il est le symbole de la politique telle qu'on la rêve sur la côte californienne. Pour Guillaume Dubois, directeur de l'hebdomadaire, Emmanuel Macron est celui « en qui plusieurs générations placent un bel espoir… la France est jeune, la France y croit, la France est de retour ». Avant, du temps de François Hollande, la France n'était pas la France, ce dont nul ne s'était encore aperçu.

"Un aimant qui attire la chance"

L'autre éditorialiste de L'Express, Christophe Barbier, qui avait fait la promotion de l'heureux élu, assure le service après-vente avec fougue et enthousiasme : « Quelque chose est né en ce début de mai, plus inédit et plus radical encore que le chambardement de 1981. Il ne faut pas regarder ce que cette révolution a détruit, ruines encore fumantes des partis traditionnels et des ambitions d'antan, mais ce dont elle pose les premières pierres : des fondations qui s'appellent espérance et, peut-être, un édifice qui se nomme nouvelle France ». C'est Stalingrad après la reconstruction.

Dans la foulée, au fil des pages, on évoque « un 'empereur' providentiel », un homme qui « reste fasciné par les gens de culture, pas par les politiques », un personnage dont « même les échecs deviennent romanesques », jusqu'à cette confidence de Jacques Attali, qui fut son cerveau droit : « Assez vite, je me suis dit qu'il serait un jour Président ». Il paraît même qu'il l'a pronostiqué dès sa naissance, grâce à un don de visionnaire hors norme.

Paris Match compare d'office Emmanuel Macron à John Kennedy. On retrouve l'inévitable Jacques Attali, qui explique: « Macron, un homme exceptionnel, un aimant qui attire la chance ». On apprend que le nouveau président a mené une campagne « à l'américaine », ce qui est la marque suprême de la modernité. On lit qu'il « fait de son âge et de sa décontraction une arme fatale », tel Alain Delon dans ses films de jeunesse.

"Un petit prince chez les jésuites"

On découvre qu'au lycée de la Providence, à Amiens, il fut « un petit prince chez les jésuites », et qu'il avait « un look de poète mais déjà le tempérament d'un chef ». On précise que sa vie « est un vrai roman de Stendhal ». On ajoute que du temps de l'ENA, il était « déjà la star ». On découvre que pendant son stage à la préfecture de l'Oise, les secrétaires étaient « sous le charme de ce bourreau de travail au sourire perpétuel ».

Au passage, Stéphane Bern, qui a bien étudié sa vie, son œuvre et son parcours, exulte : « Il a la vraie noblesse de cœur et d'intelligence qu'on ne rencontre que chez les 'royaux' ». Quant aux premiers membres du mouvement En Marche, ils sont formels : « Il a les lettres de Mitterrand et les chiffres de Rocard ». Et rien de Mendès-France, de Léon Blum ou de Jaurès? Comme c'est dommage.

Pour la filiation Mitterrand, soyons juste, on peut s'en référer à Frédéric Mitterrand, qui confie au Figaro : « La France va être amoureuse de Macron…Il va y avoir un sentiment très profond d'attachement, de séduction devant les utopies qu'il met en scène, mais aussi d'émotion devant sa fragilité ». On sent le scénario d'un futur documentaire enamouré pour une grande chaine de télévision. On en pleurerait.

"Un collecteur de rayons de soleil et de séismes"

Et puis il y a Le Point, tout aussi enthousiaste. Dans son éditorial, Franz-Olivier Giesbert va droit au but en écrivant, le stylo entre les dents : « Emmanuel Macron est mort s'il laisse passer les cent premier jours de son quinquennat sans réaliser, à la hache, l'essentiel de son programme, notamment la simplification et l'assouplissement du droit du travail ». A la hache, donc. Et pourquoi pas au char d'assaut ?

L'alter ego de FOG, Etienne Gernelle, fait d'Emmanuel Macron un « Machiavel » à la française. Nicolas Baverez le rêve en De Gaulle. Visionnaire, le philosophe allemand Peter Sloterdijk, qui voit chez Jean-Luc Mélenchon des « traits fascisants », écrit du nouveau président : « Il y a du médiumnique en lui…C'est une personnalité qui fonctionne comme un émetteur-récepteur : c'est un collecteur de rayons de soleil et de séismes encore peu perceptibles dans le pays ». Après Madame Soleil, Monsieur Macron.

Mais ce n'est pas fini. Pour Romano Prodi, ex-Président de la Commission de Bruxelles , « il peut être le leader d'une Europe forte ». Arielle Dombasle dit du nouvel élu et de son épouse : « J'aime que ce couple soit né dans les paroles de Marivaux, Musset et Diderot. Il y a entre eux une conversation inachevée ». Quant à l'ineffable Bernard Henry Lévy, il compare le successeur de François Hollande à Hoche, Saint-Just, Bonaparte, Benazir Bhutto, Kennedy, Jacques Decour et Théodore Roosevelt. Puis il conclut : « Il y a dans sa passion joyeuse, dans son optimisme juvénile et raisonné, fervent et didactique, quelque chose qui, d'ores et déjà, répond au malaise dans la civilisation française ». Fermez le ban.

Dans L'Alouette, pièce sur Jeanne d'Arc, Jean Anouilh faisait dire à l'un de ses personnages : « La propagande est une chose sommaire. L'essentiel est de dire quelque chose de très gros et de le répéter souvent, c'est comme cela qu'on fait une vérité ». Certains ont compris la leçon. marianne.net10.05

L'intronisation d'Emmanuel Macron tourne à l'extase chez les commentateurs télé par Xavier Frison - marianne.net

À l'occasion de la passation de pouvoir entre François Hollande et Emmanuel Macron, certains journalistes ont viré "gagas". Exemple avec France 2 et BFMTV.

Une partie de la presse avait déjà tressé des lauriers en or massif à Emmanuel Macron, au soir de sa victoire du 7 mai. Pour son investiture au cours de la passation de pouvoir avec François Hollande ce 14 mai, certaines chaînes de télévision n'ont pas moins versé dans la flagornerie.

En ce dimanche matin, le service public était particulièrement en forme, à l'heure de semer sur le parcours du nouveau président mille qualificatifs plus élogieux les uns que les autres. Compilés par certains twittos, dont le journaliste Samuel Gontier, les saillies des commentateurs de France 2 ne laissent guère planer de doutes sur la cote d'amour d'Emmanuel Macron auprès de ces derniers. Florilège.

Laurent Delahousse orchestrait "ces instants républicains", avec une myriade d'envoyés spéciaux dans les rues de Paris. La seule remontée des marches en courant du nouveau président suscite l'admiration : "Il a monté les marches quatre à quatre, à

une vitesse incroyable. Ça rappelle Jacques Chaban-Delmas", apprécie le journaliste Franck Ferrand.

Tandis que les figures obligées de la passation de pouvoir se déroulent sans surprise particulière, le plateau de France 2 est en ébullition : "C'est l'investiture la plus romanesque de la Ve République", "On est véritablement dans le roman, et même, osons le mot, dans l'épopée". Rien que ça. Et quand Laurent Delahousse y va de sa description du nouveau président, voilà le résultat : "Ce visage, ce masque d'Emmanuel Macron, cette gravité qui arrive".

Le journaliste vedette de France 2 peut bien feindre de demander si "les Français avaient besoin d'être réassurés sur la présidentialisation d'Emmanuel Macron ?", pour lui, il n'y a aucun doute. D'ailleurs, quand Emmanuel Macron prend une femme en larmes dans ses bras, "c'est le protecteur de la Nation" qui se présente à nous. "Des personnes se sont réfugiées dans ses bras. Autrefois, les rois touchaient les écrouelles le lendemain du sacre, il y a un peu de ça", lâche un intervenant, dans une comparaison tout en simplicité.

Invité sur le plateau, l'ancien patron du Monde Eric Fottorino voit lui en Emmanuel Macron "un alliage". Et pas de la camelote, s'il vous plaît : "Les aciéries font des métaux spéciaux. Il est d'un autre métal." Plus fort, plus rare, plus indestructible, cela va de soi.

Serge Moati, lui, est marqué au fer par Gérard Collomb, incapable de retenir ses larmes au moment de serrer la main de celui en qui il a cru avant bien d'autres : "L'image de Gérard Collomb bouleversé, ça me fait penser à Mitterrand embrassant Mendès-France", estime le journaliste.

Et puis, le type a "de la gueule", selon un autre intervenant sur le plateau de France 2 ce dimanche matin. D'ailleurs, Nathalie Saint-Cricq ne se sent "pas autorisée en tant que femme à dire qu'il a le physique de l'emploi", renvoyant cette responsabilité incongrue à ses collègues masculins, mais il se passe clairement quelque chose dans le coeur de la patronne du service politique de la chaîne.

"Il y a cinq ans, on parlait de la pluie, là on parle d'Emmanuel Macron. Quelque chose a changé", entend-on encore sur le plateau.

Au moment où Emmanuel Macron revient de son petit tour de voiture à l'Élysée, costume détrempé, en refusant le parapluie tendu par un membre du personnel, c'est l'éclat de rire charmé sur le plateau de France 2. Même rigolade quelques secondes plus tard, quand on entend Emmanuel Macron dire sur le perron "Je vais me changer, je pense". Les commentateurs s'extasient devant tant d'autodérision.

Sur BFMTV, on avait choisi un consultant bien particulier en la personne de Mounir Mahjoubi, candidat La République en marche pour les législatives et proche d'Emmanuel Macron. Une façon d'éviter les remarques de pisse-froid en ce jour de gloire pour le nouvel arrivant à l'Élysée. En complément, un curieux dispositif permettait d'entendre Ruth Elkrief au téléphone, dans une liaison qui donnait l'impression que l'éditorialiste de BFMTV avait été envoyée à Bagdad. Elle s'exprimait en fait de la salle de presse de l'Élysée, mezza voce pour ne pas déranger les confrères. Ce qui ne l'a pas empêché d'en faire des tonnes : "C'est la marque d'Emmanuel Macron, s'extasie Ruth Elkrief après le premier discours du nouveau président. Tout en rendant hommage à tous les présidents qui l'ont précédé (…) lui, il veut trancher. C'est le personnage Macron qui parle, sa jeunesse, son énergie, sa volonté de rendre les choses différentes".

Ludovic Vigogne, journaliste à l'Opinion, estime pour sa part que Macron a la baraka : "On voit que l'alignement des planètes continue pour Emmanuel Macron : aujourd'hui il fait beau, et en plus la passation d'Emmanuel Macron tombe un dimanche. C'est génial, ça permet une audience maximale, tous les Français peuvent être devant leur télé et assister aux premiers pas d'Emmanuel Macron. Et puis ça va permettre peut-être à plus de badauds d'être sur les Champs-Élysées".

Le fait de ne pas encore connaître le nom de celui qui sera le Premier ministre d'Emmanuel Macron, annoncé le lendemain ? Sur le plateau de BFMTV, on s'enflamme : "On est vraiment dans l'invention d'une politique, la redéfinition d'une fonction en direct, c'est très inédit."

Vers 14h, le journaliste en plateau sur BFMTV pouvait lâcher, en guise de résumé, à l'évocation d'Emmanuel Macron remontant les Champs Élysées sur un véhicule de l'armée : "On retiendra quand même cette image spectaculaire d'Emmanuel Macron sur cet engin militaire". On retiendra aussi sans doutes ces envolées des commentateurs, tout aussi spectaculaires. marianne.net 14.05

Commentaires d'internautes

1- "Sur Europe 1 il était question d'un "sacre". Ces journaleux ont perdu tout sens commun. Pour avoir d'honnêtes informations nous devrons désormais nous brancher sur l'étranger. Pitoyable."

2- "La presse qui depuis pas mal de temps n'est souvent plus qu'un organe de propagande gouvernemental et en particulier a poussé de manière honteuse au résultat de l'élection actuelle semble encore une fois franchir un seuil dans le léchage de bottes, ce coup-ci en sombrant dans le plus grand ridicule.

Entendre des choses comme “ces yeux-là vous rendent président” ou “Des personnes se sont réfugiées dans ses bras. Autrefois, les rois touchaient les écrouelles le lendemain du sacre, il y a un peu de ça.” dans la bouche de journalistes est quand même hautement inquiétant et devrait normalement conduire toute personne dotée d’un cerveau à se rendre compte de l’état de décrépitude des médias.

La conclusion logique de ce billet en tout cas me semble qu’il va devenir complètement impossible de trouver la moindre information dans les journaux ou à la TV sur le gouvernement pour la période de 5 ans qui débute et qu’on ne sera abreuvés que de louanges plus ou moins déguisées.

Donc encore plus qu’avant, il semble qu’il va falloir éviter à tout prix de lire ou d’écouter ces torchons, il faut se renseigner ailleurs, c’est une question de salubrité mentale."

3- "On peut qualifier ce cinéma de pornographique, non?

Quel bonheur d’y échapper!

J’attends la suite avec une très grande impatience. Plus dure sera la chute."

4- "C'est l'extase totale chez pratiquement tous les journalistes et économistes qui sévissent dans nos médias , mais est-ce vraiment étonnant quand on sait que Macron veut appliquer une politique économique qui servira les intérêts des employeurs de ces mêmes journalistes !

Et certains osent appeler encore la France une démocratie !"

5- "Ces propos sont délirants et franchement comiques.

D'autant plus comiques qu'on devait en lire de semblables dans la Pravda aux pires moments du stalinisme le plus implacable.

Mais il faut bien voir que tous ces concours de niaiserie grégaire viennent de la bande des 9.

Ces milliardaires, stars du Cac 40 , qui possèdent tous les médias, et qui doivent fort bien rémunérer tous ces serviteurs de luxe du système.

Mais une chose sera fort cruelle : toutes ces déclarations indignes et hautement stupides vont ressortir lorsque la politique de Macron aura plongé le pays dans un marasme plus grand encore qu'au temps d'Hollande (ce qui relève de l'exploit).

Et là ça va faire mal, très mal ..."

La "lessive" Macron qui lave plus blanc que blanc.

Dans Envoyé Spécial, Macron se compare à une "lessive"... comme l'avaient fait plusieurs de ses détracteurs - huffingtonpost.fr

Dans Envoyé spécial sur France 2, diffusé jeudi 11 mai, on peut entendre cette phrase du président élu : "Je fais vendre, comme une lessive". Il s'exprimait au sujet de l'engouement médiatique autour de lui pendant la campagne présidentielle.

Avant lui, nombreux sont ses détracteurs à avoir utilisé la même image. Michel Onfray avait ainsi ironisé : "tout est fait pour que le jour où vous ayez besoin d'une lessive, vous achetiez la lessive Macron".

La journaliste Charline Vanhoenacker s'était également amusée lors d'une chronique dans "L'émission politique" : "Vous me faites penser à ce baril de lessive nouvelle formule... Quand on l'ouvre, y'a Jacques Attali qui en sort".

Avant d'apporter son soutien au candidat d'En Marche!, François Bayrou avait lui aussi utilisé cette formule, pour fustiger l'engouement autour d'Emmanuel Macron. huffingtonpost.fr 12.05

En complément

- Renseignement Changement en série dans les services - Liberation.fr

DGSE, DGSI, «cellule anti-EI»… Les nouveaux venus seront vraisemblablement issus du cercle de Macron ou de celui de Le Drian.

- Administration Les hauts fonctionnaires priés d'être loyaux - Liberation.fr

Le nouveau chef de l'Etat prévoit de remanier la haute administration, via des contrats d'objectifs et une ouverture à des figures du privé.

Dans quel pays est-ce possible ?

Il rêvait de s'appeler Hitler, c'est désormais chose faite.

Un Nazi autoproclamé a officiellement été «rebaptisé» Isidore Heath Hitler lundi dernier. Voici le rêve de toute une vie qui s'est enfin réalisé… Il a pu changer son nom de famille en Hitler lundi dernier, 8 mai, jour de la capitulation définitive de l'Allemagne nazie en 1945 et marquant la fin de la Seconde guerre mondiale

« C'est génial. Mon permis de conduire est modifié, mon assurance, mon enregistrement, tout ce dont j'avais besoin est modifié… Je suis le nouvel Hitler! », raconte le jeune homme, visiblement enthousiasmé.

Au cours d'une audience du tribunal des affaires familiales convoqué pour examiner le cas de son plus jeune fils, M. Hitler serait entré dans le Palais de Justice habillé en uniforme nazi.

D'après l'enregistrement de l'audience, le tribunal lui a conseillé de se faire aider. Cependant, le « nouvel Hitler » a refusé net sous prétexte que son psychiatre était d'origine juive.

Réponse : Aux Etats-Unis, bien sûr! (Source : Sputnik France 14 Mai 2017)

Quelle attitude adoptée face aux membres ou aux sympathisants de FI ?

Prenons comme exemple l'UE. Eux ils sont majoritairement pour demeurer dans l'UE, nous nous sommes pour la rupture avec l'UE. Nous ne sommes manifestement pas sur la même longueur d'onde, donc nous n'allons pas essayer de les convaincre de quoi que ce soit, et cela vaut pour n'importe quelle question sur laquelle nous sommes en désaccord avec eux. Puisqu'ils ne sont pas convaincus de la nécessité de rompre avec l'UE, toute tentative de les convaincre du contraire reviendrait à vouloir leur imposer une position qui ne correspond pas à la conclusion de leur réflexion, donc qui ne serait pas le produit de leur propre expérience.

Nous savons qu'ils ne sont pas en mesure de justifier sérieusement ou de manière cohérente leur position, donc nous n'allons pas aller sur leur terrain. Nous allons nous borner à leur exposer la nôtre qui repose uniquement sur des faits qui se sont déroulés depuis le traité de Rome. Des faits qui se sont traduits par des effets ou des conséquences qui eux aussi sont des faits. Et l'enchaînement de ces fait témoigneront de l'orientation de l'UE depuis 1950 jusqu'à nos jours sans qu'on ait besoin de les interpréter ou de les caractériser. C'est de la logique pure, matérialiste, dialectique, de sorte qu'elle est incontestable. Le seul moyen de la contester consisterait à s'écarter de la réalité ou verser dans le déni, ce qui ne mène à rien sinon à recourir à un moment ou un autre à des moyens malhonnêtes pour le justifier, ce qui est détestable.

Nos interlocuteurs peuvent y recourir malgré eux, inconsciemment ou en étant de bonne foi, parce qu'ils croient ce qu'on leur a raconté sans se douter que cela ne correspond pas à la réalité. 99,99% d'entre eux ignorent d'où vient vraiment l'UE, qui, quoi, comment, quand, ils n'en savent rien précisément. Ils le sauraient que cela ne leur servirait à rien, au départ ou pour le moment, donc il serait inutile d'attaquer par là, nous garderons cela pour la fin en leur montrant que tout se tient, et que les réponses à ces questions confirment notre conclusion.

Nous allons tout simplement nous installer sur notre terrain de classe et ne plus en bouger, de sorte que les différents acteurs qui ont contribué à façonner l'UE apparaissent sur leur propre terrain de classe qui n'est évidemment pas le nôtre, sans même avoir à les citer, du coup sans même avoir à l'évoquer on saisira leurs réelles intentions qui sont évidemment inavouables, les faits vont parler d'eux-mêmes sans avoir à y ajouter quoi que ce soit, on les laissera parler à notre place, ils se suffiront à eux-mêmes tout au long de notre argumentation, de manière à ce qu'à aucun moment on donne l'impression d'interpréter les faits à l'aide d'une théorie ou d'une doctrine ou de recourir à des formules ou des principes ou je ne sais quel subterfuge subjectif pour les influencer, on fera donc en sorte que ce reproche ne leur vienne pas à l'esprit pour se concentrer uniquement sur les faits et s'y tenir.

Demandez-leur s'ils peuvent citer une seule réforme sociale collective que l'UE aurait adoptée depuis le traité de Rome. Il n'en existe pas et nous le savons. L'UE n'a fait que contribuer à une formidable régression sociale dans tous les domaines, j'entends sur les questions essentielles : Conditions de travail, temps de travail, durée du travail, Code du travail, contrat de travail, retraites, Sécurité sociale, santé, éducation, services publics, liberté individuelle, paix, etc. il suffit de ramener les faits à une simple question : En quoi l'UE a-t-elle eu une action bénéfique pour les travailleurs dans tous ces domaines ? En rien, nulle part.

En fait, ce sont nos interlocuteurs qui doivent être amenés à se la poser si nous nous en sommes tenus à cette conduite. Pas besoin d'énumérer des faits précis, tout le monde est censé faire le même constat, tout le monde sait que la situation s'est dégradée ou aggravée dans tous les domaines pour en avoir fait l'expérience directement ou indirectement par le biais des membres de notre famille, nos relations, nos collègues de travail, etc. Nous nous en tiendrons à l'essentiel.

De toutes manières, en dehors des aristocrates et de l'élite qui les sert, toutes les catégories, couches ou communautés de la population ont subi les effets négatifs de la politique de l'UE et des gouvernements qui se sont succédés depuis plus de 30 ans dans tous les domaines cités plus haut, donc faire prévaloir qu'une d'entre elles auraient bénéficié d'un traitement de faveur, ce ne serait qu'à la marge ou dérisoire à côté de la dégradation de leur condition, à notre connaissance ce traitement de faveur ne s'applique pas à leur condition de travail, leur temps de travail, leur durée du travail, leur retraite, etc. personne n'a été épargnée par la politique antisociale de l'UE.

Comme quoi s'est confortable de s'en tenir à notre terrain de classe, je vous le conseille, avec un peu d'entraînement cela devient spontané, sans à produire d'effort on vient facilement à bout de ce genre d'argument qui ne sert qu'à faire diversion ou à nous détourner de l'essentiel, si vos interlocuteurs ne sont pas des imbéciles ou des gens de mauvaise foi ils en conviendront eux-mêmes, parce que c'est évident.

Les faits sont accablants pour l'UE, au-delà pour le capitalisme. Du coup on n'a même plus besoin de justifier notre conclusion, elle s'impose d'elle-même.

Si nos interlocuteurs la rejettent, c'est parce qu'ils ont décidé de se détourner des faits, peut-être parce qu'ils s'accommodent de leurs conséquences ou ils bénéficient d'un statut privilégié qui les aide à les supporter, auquel cas ils ne se sentent pas concerner par tous ceux qui les subissent ou ne les supportent pas, dans ce cas-là leur engagement politique n'est destiné qu'à servir leurs intérêts individuels et il n'a rien à voir avec une quelconque cause collective et ne présente aucun intérêt.

Il est donc indispensable de s'entendre dès le départ avec nos interlocuteurs sur le sens de notre engagement politique, quelle cause il doit servir, individuelle ou collective, étendue aux besoins ou aspirations de l'ensemble des exploités et des opprimés.

En ouvrant à l'écran des articles de presse, j'ai observé qu'ils étaient accompagnés de brèves vidéos. En général je ne les regarde pas car je n'en ai pas le temps et cela me semble inutile, cependant par curiosité j'ai visionné celles qui donnaient la parole à des militants de FI pour écouter un peu leurs discours. Et là j'ai découvert que des travailleurs de 25 à 45 ans environ expliquaient que c'était la première fois de leur vie qu'ils s'étaient engagés en politique, qu'ils participaient à une expérience politique dans une structure, parce qu'ils avaient senti que le moment était venu de le faire et qu'ils ne pouvaient pas s'en tenir à des idées ou à un rôle de spectateurs parce que la situation était trop grave, ils avaient décidé de franchir le pas en ayant bien conscience qu'ils avaient tout à découvrir en manifestant un enthousiasme sincère...

Le courriel fielleux reçu d'un militant ou sympathisant du POID : "*Terminer au cul de Mélenchon, candidat au poste de premier ministre de Macron.....encore bravo !!*" C'est tout ce qu'il a trouvé comme argument en réponse à ma longue démonstration des derniers jours destinée à justifier mon soutien aux candidats de FI lors des législatives.

J'aurais pu lui répondre que ce courant politique avait produit les Jospin, Cambadélis et bien d'autres pourritures, et que ses dirigeants avaient passé leur temps à lécher le cul de Bergeron, Blondel et Mailly qui tous avaient leur carte du PS, à quoi bon remuer la merde, sinon prendre le risque d'être incommodé par ces miasmes... Bref, chacun aura apprécié l'élégance du procédé. Dégueulasse, tirez la chasse !

Revenons à ces travailleurs qui de leur propre initiative ont décidé de rejoindre FI.

J'ai trouvé cela très bien, et je me suis dit qu'il valait mieux les encourager à persévérer, plutôt que les traiter avec mépris ou condescendance ou pire les prendre pour des cons comme le font les donneurs de leçons ou les gauchistes dont le bilan calamiteux parle de lui-même. C'est de là que m'est venue l'idée de réfléchir à la meilleure méthode pour m'adresser à eux

Si je militais dans un parti, je serais heureux de constater que des centaines de milliers de travailleurs se mobilisent ou s'organisent, même si ce n'était pas dans mon parti, pour résister à la politique du gouvernement, je me dirais qu'en tissant des liens avec eux je pourrais peut-être en recruter certains une fois l'heure sonnée de la désillusion qui ne tarderait pas à venir. Ils sont honnêtes et sincères, alors pourquoi adopter un ton belliqueux à leur égard, parce qu'ils sont bourrés d'illusions, notre propre expérience de militant devrait au contraire nous inciter à faire preuve de modestie pour avoir colporté des théories foireuses auprès des travailleurs ou avoir accordé notre confiance à des dirigeants qui n'étaient finalement que des imposteurs ou qui nous ont trahis.

J'ai décrit plus haut quel était mon état d'esprit à l'égard des militants et des sympathisants de FI et la méthode pour s'adresser à eux, qui à mon avis devrait les destabiliser ou ne devrait pas les laisser indifférents, les faire réfléchir.

C'est uniquement nos propres expériences qui nous conduisent à adopter telle ou telle idée ou comportement, orientation, et personne ne peut se substituer à nous ou nous convaincre de quoi que ce soit si nous n'y sommes pas préparé ou si les conditions ne sont pas réunies.

Quand on a compris cela, on ne cherche plus à imposer nos idées, on se borne juste à les soumettre aux autres travailleurs en se disant qu'un jour ou l'autre ils les partageront si elles étaient correctes, parce qu'elles correspondaient aux tâches ou aux objectifs politiques qu'ils devaient réaliser pour avancer vers leur émancipation du capital.

Néostalinisme. Qu'on se le dise, il y en a qui ne doutent décidément de rien.

ParDem - L'enjeu principal des élections législatives des 11 et 18 juin sera le score obtenu par les candidats du Parti de la démondialisation.

Quant à la France Insoumise, elle reprend le modèle désastreux du Premier ministre grec de Syriza, Monsieur Tsipras. Sa soumission au système est totale après avoir fait croire l'inverse. C'est la seule roue de secours du système européen en France si le consensus sur le statu quo reposant sur des candidats classiquement néolibéraux ne fonctionne plus. Ce n'est certes pas du tout le premier choix de l'oligarchie, mais cela constitue bel et bien le dernier, si tout le reste échoue. ParDem

L'art du lieu commun pour justifier la division qui profitera à Macron et ses alliés.

Et tout cela pour quoi, devinez, redorer le blason des institutions de la Ve République :

ParDem - Les vrais enjeux politiques sont de récupérer des institutions démocratiques. ParDem

Le matraquage continue plus que jamais

Et dire que pas un seul parti ouvrier n'a appelé au boycott avant le premier tour...

- Macron, une ascension météorique portée par une bonne étoile - AFP

Une bonne dose d'intuition, une part de risque et un joli concours de circonstances ont conduit Emmanuel Macron à l'Elysée en empruntant la voie express, quelques mois après avoir lancé son parti et chamboulé le paysage politique, à 39 ans seulement.

- 6 caractéristiques qui font d'Emmanuel Macron un leader - Le Huffington Post

- Ce que Jean-Michel Macron, le père d'Emmanuel Macron, a apporté à la science - Le Huffington Post

- Le selfie de Macron vaut le détour(nement) - Le Huffington Post

Le plus dur reste à faire et c'est cela qui les rend fou !

Législatives 2017: PS, Modem, LR, société civile... Les comptes d'apothicaire de Macron - huffingtonpost.fr

Pour tenir sa double promesse de recomposer et renouveler la scène politique, le mouvement du président est contraint de marcher sur un fil.

En Marche, combien de divisions? Pour tenir sa double promesse de recomposer la scène politique française tout en renouvelant ses acteurs, Emmanuel Macron se retrouve contraint de jouer les juges-arbitres et ses amis les experts-comptables d'un délicat équilibre politique. La brève polémique provoquée par la colère de François Bayrou sur le nombre d'investis Modem aux élections législatives, précédée par les couacs des premières investitures concédées, ont démontré à ceux qui en doutaient à quel point il est difficile de faire table rase du passé tout en cherchant à constituer une majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Après 24 heures de négociations, la fièvre est retombée côté Modem. Et les candidats de La République En Marche (LREM), réunis en séminaire ce samedi 13 mai, ont pu saluer le retour au calme. "Nos deux piliers n'ont pas changé depuis le lancement d'En marche!: le renouvellement et le rassemblement", a répété son secrétaire général Richard Ferrand, en préconisant de "faire l'Histoire sans petites histoires!". Manière de tourner la page des ratés de ces derniers jours.

"Le renouvellement que vous représentez devant moi n'a jamais été réalisé avant sous la Ve République", a plaidé Emmanuel Macron selon des personnalités présentes, demandant à ses candidats de ne "jamais (être) des assis, des installés, des habitués".

Mais l'apaisement avec l'allié François Bayrou a un prix: selon les informations du Monde, le président du Modem aurait obtenu près d'une centaine de circonscriptions pour les siens contre 38 lors de la présentation initiale des 428 premières investitures. Un "accord politique" qui doit encore être confirmé et qui ne va pas faciliter la tâche des cadres d'En Marche!, soucieux de préserver les équilibres entre les ralliés socialistes, écologistes, centristes, Les Républicains et les candidatures issues de la société civile, mises en avant comme le gage du renouveau que veut incarner le jeune président de la République.

La gauche très ou trop bien servie?

Parmi les critiques exprimées à voix haute par François Bayrou, celle d'un trop grand nombre d'élus sortants et/ou d'anciens membres du PS. De fait, En Marche! admet que 153 investitures ont été attribuées soit à des socialistes ou ex-socialistes, à quelques écologistes pro-gouvernement ou encore à des radicaux de gauche.

Sur les 23 parlementaires ou suppléants sortants investis, tous appartenaient à la majorité sortante, dont une très nette part (16) de socialistes. Dans le lot, une ministre écologiste de François Hollande, Barbara Pompili, investie dans sa circonscription de la Somme.

A cela, il faut ajouter le choix d'En Marche! de ne pas investir de candidat contre des membres ou d'anciens membres du gouvernement, dont le très emblématique Manuel Valls, Jean-Marie Le Guen, Stéphane Le Foll, Marisol Touraine, Myriam El Khomri ou Ségolène Neuville.

Pour se défendre de "recycler" les sortants du PS, le parti présidentiel met en avant le fait que 70 à 100 députés PS sortants avaient à l'origine sollicité leur investiture, dont de nombreux proches de Manuel Valls. En vain.

Une minorité LR / UDI peut-être appelée à grossir

Face à la déferlante de la majorité sortante, la droite et le centre-droit peuvent s'estimer lésés. Parmi les 428 premières investitures, on ne compterait qu'une quarantaine d'apparentés LR/UDI et aucun parlementaire sortant. De quoi nourrir l'impression que LREM ne marche que sur une seule jambe, la gauche.

Pour donner le change, d'anciens collaborateurs de droite ont été investis, dont deux collaboratrices de l'ancienne équipe Juppé, Aurore Bergé et Marie Guévenoux ainsi qu'un ancien collaborateur de Jean-Pierre Raffarin, Blaise Mistler. Autre appel du pied qui n'a échappé à personne: pour l'heure, En Marche! n'a investi personne face aux députés sortants LR Bruno Le Maire, Thierry Solère ou Franck Riester. Le juppéiste Gilles Boyer, dont c'est la première candidature, et les anciens suppléants de Christian Estrosi et de Edouard Philippe sont également épargnés.

La stratégie de conserver une marge de 150 circonscriptions gelées jusqu'à mercredi est assumée: permettre des ralliements de dernière minute du côté des Républicains et du centre. Le choix d'un premier ministre issu de ces rangs pourrait accélérer le mouvement.

Avantage à la société civile... sur le papier

Si la recomposition macroniste s'apparente bien à un grand jeu de vases communicants, il ne faut pas nier le réel effort de renouvellement des candidatures choisies. Sur le papier, les candidats néophytes et/ou sans appartenance partisane font une entrée remarquable dans l'aventure En Marche!. Comme l'a détaillé avec grand soin la direction du parti présidentiel, 197 candidats retenus n'avaient jusqu'ici aucun passé politique notable.

Ce choix non plus ne s'est pas fait sans difficulté, entre des candidats qui n'avaient pas demandé à l'être et ceux qui ont dû céder la place à des ténors ou à des personnalités médiatiques, comme le champion des maths Cédric Villani ou le juge Eric Halphen.

Mais pour mesurer l'ampleur véritable du renouvellement annoncé, il faudra attendre le 18 juin, date du second tour des législatives. Histoire de vérifier que les circonscriptions les plus favorables n'ont pas été réservées aux seuls sortants. huffingtonpost.fr 13.05

En Marche!: une partie du PS "recyclée"... mais de nombreux recalés - AFP

En Marche, usine à "recycler" du PS comme l'en accusent ses adversaires? Le parti d'Emmanuel Macron a certes investi plus d'une vingtaine de députés sortants de gauche, mais il fait valoir que beaucoup de postulants socialistes ont été recalés.

Dans la première vague de 428 candidats annoncée jeudi, 22 députés sortants de gauche (seize PS, une ex-PS, deux radicaux de gauche et trois écologistes), et une sénatrice MoDem, Leila Aïchi.

Le secrétaire général d'En Marche!, Richard Ferrand, qui espère convaincre des élus de droite de rejoindre le parti d'Emmanuel Macron, a promis de faire connaître d'ici mercredi le nom des derniers impétrants. Les dosages peuvent donc encore changer avant la clôture des candidatures, vendredi.

D'autant que François Bayrou, qui s'estimait lésé par de premiers arbitrages accordant un nombre selon lui insuffisant d'investitures au MoDem dans des circonscriptions gagnables, a annoncé dans la nuit la conclusion d'un accord "équilibré" avec la République en Marche!

"In fine, il devrait y avoir maximum 10% de députés sortants investis, souligne un député proche de M. Macron. Jamais un grand parti n'a fait cela! (...) Et quand la droite explique que ça penche du côté du PS... ça n'est pas l'avis des députés PS qui frappent à la porte!"

Christophe Borgel, en charge des élections au PS, souligne pour sa part qu'"il y a beaucoup moins de députés (sortants) investis que ce que certains annonçaient".

Pour le député de Haute-Garonne, il ne devrait pas y avoir plus de "7 ou 8" députés issus du PS parmi les dernières investitures du parti présidentiel attendues la semaine prochaine.

Selon des sources à En Marche! et au PS, entre 70 et 100 députés PS sortants ont sollicité l'étiquette du parti de M. Macron.

Parmi ceux finalement choisis, de nombreux fidèles de la première heure du président élu : Richard Ferrand, Christophe Castaner, Jean-Jacques Bridey, Stéphane Travert...

Les députés Réformateurs (l'aile droite du PS) sont aussi bien représentés, dans le sillage du sénateur-maire de Lyon Gérard Collomb, qui a été l'un des premiers soutiens de M. Macron.

Mais parler de "recyclage du PS, c'est absolument faux", souligne une source proche des Réformateurs, qui déplore notamment qu'une députée de cette tendance, Bernadette Laclais, se soit vu refuser l'investiture au profit du MoDem Patrick Mignola en Savoie.

Un autre député, proche de Manuel Valls, déplore même "une volonté d'éradication de tout un tas de gens!" "On n'est pas vraiment dans la bienveillance", souligne-t-il. Le député Malek Boutih n'a ainsi pas obtenu l'investiture En Marche! Pas davantage qu'un autre proche de M. Valls, Hugues Fourage.

L'ex-Premier ministre lui-même a bénéficié d'un compromis: il ne pourra pas se revendiquer d'En Marche!, mais il évite un adversaire macroniste. D'autres de ses proches, comme Gilles Savary, Philippe Doucet ou Olivier Dussopt n'auront pas cette chance.

"Je ne comprends pas les règles intransigeantes d'En Marche! Macron veut faire table rase du passé mais au détriment de sa future majorité", s'énervait mardi auprès de l'AFP M. Savary.

Pour l'un de ces députés, les vallsistes ont été plutôt moins bien traités que les "Hollandais" dans les arbitrages d'En Marche! - en tout cas pour l'instant. Parmi les ministres n'ayant pas d'adversaire désigné: Stéphane Le Foll, Marisol Touraine, Myriam El Khomri, Ségolène Neuville... mais pas Juliette Méadel.

Pour "limités" qu'ils soient, ces transferts du PS à En Marche! contribuent en tout cas à "clarifier" la situation au PS, déchiré depuis le début du quinquennat entre son aile droite et son aile gauche.

"Avec le départ d'une partie des Réformateurs, et celui de Manuel Valls, oui il y a une clarification", souligne un proche de l'ex Premier ministre.

Dans un message posté jeudi soir, M. Valls a annoncé agir désormais en "homme libre", laissant entendre qu'il se passerait de l'étiquette PS pour briguer un nouveau mandat dans la première circonscription de l'Essonne.

"L'objet de Manuel Valls n'est plus la recomposition du PS, elle est malheureusement impossible", avait affirmé mardi à l'AFP Malek Boutih. AFP 13.05

Que la bête meurt !

- "Mort" du PS : Manuel Valls persiste et signe - lepoint.fr

L'incendie de la maison socialiste continue. Et les déclarations de Manuel Valls de cette semaine ajoutent de l'huile sur le feu. Mardi 9 mai, il franchissait le Rubicon pour certains de ses proches au parti en annonçant vouloir se présenter sous l'étiquette La République en marche pour les législatives de juin. Sur RTL, il doublait même cette annonce d'un constat : « Ce Parti socialiste est mort, il est derrière nous, pas son histoire et ses valeurs, mais il doit se dépasser », avait affirmé Manuel Valls. La porte restait ouverte pour une refondation. Elle semble désormais close.

Samedi, l'ancien Premier ministre en a rajouté une couche, selon Le Monde. Dans son édition du 13 mai, le quotidien rapporte cette phrase lancée en privé par Manuel Valls : « L'histoire est finie pour le PS. Tout le monde le sait, mais on va quand même aux législatives en faisant semblant d'être toujours ensemble, c'est pathétique. » lepoint.fr 13.05

En famille. Le dernier numéro d'un "marchand d'illusions".

Si vous ne l'aviez pas encore compris, vous comprendrez ici pourquoi je n'ai pas appelé à voter Mélenchon.

- Mélenchon fixe l'objectif de La France insoumise, "gouverner le pays" - AFP

Ridiculisant des "marchands d'illusions, des faussaires, des gens qui viennent avec une pancarte et se préparent à faire le contraire", "une troupe qui bêle en cadence", Jean-Luc Mélenchon a réaffirmé sa volonté d'incarner le seul vote d'opposition de gauche pour ces élections législatives. "Nous avons un drapeau clair, net, sans tache, honnête, loyal, fier, il s'appelle la France Insoumise et ya basta!", a-t-il crié sous les applaudissements. (Quand vous aurez lu la suite, vous aurez envie de lui répondre que les taches figuraient dans les non-dits ou que c'était lui la tache, le faussaire ! - LVOG)

Jean-Luc Mélenchon a fixé samedi pour objectif à son mouvement, La France insoumise, d'obtenir une majorité au terme des législatives de juin pour se mettre en position de "gouverner le pays". (Et en plus il est mégalomane ! - LVOG)

"La France insoumise sera sans doute le mouvement qui rassemblera le plus de députés", a lancé M. Mélenchon lors de la convention nationale des candidats de son mouvement à Villejuif (Val-de-Marne).

"Nous sommes candidats partout, avec comme objectif gouverner le pays et constituer une nouvelle majorité", a-t-il ajouté, espérant que les 7 millions de voix (19,6% des suffrages) qu'il a obtenues au premier tour de la présidentielle donneront à son mouvement l'élan nécessaire pour remporter le scrutin des 11 et 18 juin.

"La France insoumise propose aux électeurs d'organiser une nouvelle cohabitation, de mettre en échec la politique macroniste", a-t-il dit. "Nous le pouvons, c'est à portée de main, que viennent les jours heureux!" (La cohabitation à laquelle il a participé avec Chirac avait été le prélude aux "jours heureux"... des actionnaires du CAC40 ! - LVOG)

Le chef de La France insoumise a loué les vertus de la cohabitation: quand Lionel Jospin a été le Premier ministre de Jacques Chirac, cela "a été le moment le plus positif pour la France avec la mise en place des 35 heures: nous avons alors créé plus d'emplois qu'à aucun moment en France". (Et le record en matière de privatisations, "les jours heureux", quoi ! Rien que ce passage montre qui est vraiment Mélenchon pour ceux qui ne le savaient pas encore. Et qu'il se fout éperdument de notre sort. - LVOG)

En revanche, "le président Macron a prévu de faire passer par ordonnances, cet été, une série de mesures d'une extrême gravité", a-t-il mis en garde.

Le premier vote qu'Emmanuel Macron mettra à l'ordre du jour du Parlement "sera un vote de renoncement demandé à une Assemblée soumise, et nous, nous sommes pour la composition d'une Assemblée insoumise", a lancé le candidat arrivé quatrième au premier tour de la présidentielle.

Selon lui, "la négociation entreprise par entreprise sur des questions comme les horaires de travail ou les salaires, c'est jeter tout le pays dans une compétition entre les travailleurs et les entreprises, surtout dans les plus petites". "C'est un projet de contre-révolution et de violence sociale terrible qui frappe un siècle et demi d'avancées sociales", a-t-il affirmé, qualifiant de "crevards" les députés socialistes tentés de rejoindre le mouvement d'Emmanuel Macron.

Evoquant la jeunesse du nouveau président (39 ans) et son expérience à lui (il a 65 ans), M. Mélenchon a encore estimé qu"il faut que ce jeune homme soit tempéré de sa folie par un homme âgé qui s'occupera du peuple". AFP et huffingtonpost.fr 13.05

Parce que la France de la finance de Macron serait compatible avec celle du peuple de Mélenchon ? Un aveu.

Pas de candidat France insoumise face à des communistes ayant parrainé Mélenchon - AFP

La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon ne présentera pas de candidats aux législatives face à des députés communistes sortants ayant parrainé la candidature présidentielle de Jean-Luc Mélenchon, a annoncé samedi son directeur de campagne, Manuel Bompard.

"Le comité électoral a décidé que nous ne présenterions pas de candidats là où des communistes sortants ont adressé leur parrainage à Jean-Luc Mélenchon", a déclaré M. Bompard lors d'une convention nationale des candidats de La France insoumise à Villejuif (Val-de-Marne).

Cette déclaration intervient alors que, après des mois d'une entente fragile, le Parti communiste et La France insoumise ont renoncé il y a quatre jours à trouver un accord pour les législatives, un échec dont les états-majors se rejettent la responsabilité.

"Certains dirigeants s'en prennent à nous, nous ne voulons pas entrer dans ces polémiques", a seulement dit M. Bompard samedi.

Cette convention nationale de La France insoumise doit permettre aux candidats venus de toute la France de lancer véritablement la campagne pour les législatives des 11 et 18 juin, dont l'objectif est de faire du mouvement la première force d'opposition à gauche, pour "refuser de donner les pleins pouvoirs au gouvernement Macron".

"C'est une grande fierté que de voir revenir dans le combat civique des gens dégoûtés de la politique", a déclaré M. Bompard, assurant que "tout cela ne s'arrêtera pas aux législatives".

"Le rassemblement", a-t-il poursuivi, "ne peut se faire au détriment d'une cohérence politique", ajoutant: "Nous avons proposé un cadre cohérent et homogène, La France insoumise, et un programme."

"A tous ceux qui regardent vers nous, nous leur disons "ne regardez pas l'ancien monde, venez avec nous construire le monde nouveau"", a lancé M. Bompard. "Nous ne demandons à personne de déchirer sa carte de parti."

"Pour être efficaces, nous devons être cohérents dans la lignée de la présidentielle et c'est à cette condition que nous pourrons obtenir la majorité", a-t-il aussi souligné. AFP 13.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Allemagne

En Allemagne, le parti conservateur d'Angela Merkel a remporté dimanche un scrutin régional clé en Rhénanie du Nord-Westphalie.

La CDU de la chancelière devance avec 34,5 % le SPD de Martin Schulz qui, avec 30,5 %, enregistre son pire score historique dans le Land le plus peuplé d'Allemagne, qu'il dirigeait jusqu'à présent, selon des sondages de sortie des bureaux de vote dimanche soir. Ce scrutin régional avait valeur de test à quatre mois des législatives. Pour les sociaux-démocrates, c'est une défaite retentissante, au moment où le parti traverse une période difficile. AFP 14.05

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Emploi : la terrible prédiction de la Banque mondiale - Les Echos

"L'automatisation pourrait faire disparaître près de 70 % des emplois dans les pays en voie de développement, selon le directeur de l'institution." Source : Les Echos

Une "banquise" de bouteilles en plastique recouvre le fleuve Congo à Kinshasa - France 24

" Depuis plusieurs mois, la principale artère fluviale de Kinshasa est recouverte d'une épaisse couche de déchets, constituée pour l'essentiel de bouteilles en plastique. Selon notre Observatrice, ces détritus, dispersés partout dans la capitale de la RD Congo faute de politique de gestion des déchets efficace, arrivent là à cause des fortes pluies." Source : France 24

ECONOMIE

BCE

- Cinq pays détiennent 90% des liquidités injectées par la BCE - Reuters 02.05

Environ 90% de l'excédent de liquidités injecté par la Banque centrale européenne (BCE) pour soutenir l'activité économique dans la zone euro ont profité à cinq des plus riches pays de la région, montre mardi une étude de la banque centrale.

Elle cite "l'aversion au risque" parmi les raisons expliquant le fait que ces liquidités se concentrent en Allemagne, en France, aux Pays-Bas, au Luxembourg et en Finlande alors que dans d'autres pays, des banques dépendent encore de la BCE pour se fournir en liquidités.

En clair, les banques des pays les plus riches restent réticentes à prêter des liquidités à l'étranger près de dix ans après l'éclatement de la crise financière et en dépit des efforts entreprises par la BCE pour assurer la cohésion de la zone et favoriser le crédit.

"Il semble qu'après la crise financière, une augmentation généralisée de l'aversion au risque et des limites plus prudentes en matière de risque interne au sein des banques continuent de limiter les flux de liquidités transfrontaliers et la redistribution interbancaire des liquidités au sein de la zone euro", résument les 14 auteurs de l'étude.

La BCE a distribué environ 1.500 milliards d'euros d'excédent de liquidités (le solde entre les liquidités déposées par les établissements bancaires auprès des banques centrales et les réserves obligatoires) depuis 2015 par le biais d'achats de titres sur les marchés et d'opérations de refinancement à long terme à des taux extrêmement faibles.

Mais le fait que ces liquidités restent concentrées dans les pays les plus riches de la zone euro au lieu d'irriguer ceux qui semblent en avoir le plus besoin risque de nuire à l'efficacité de cette politique et montre que l'objectif de l'Union européenne de créer une véritable union bancaire est très loin d'être atteint.

L'étude publiée mardi montre que 60% des montants consacrés par la BCE et les banques centrales nationales à des achats d'obligations finissent en Allemagne, entre autres sur des comptes détenus en territoire allemand par des banques britanniques. La France en a quant à elle reçu 20%.

Les auteurs de l'étude expliquent aussi la concentration des liquidités dans les cinq pays cités par des facteurs extérieurs comme le fait que les banques les plus saines attirent davantage de déposants ou les nouvelles dispositions réglementaires qui freinent les prêts interbancaires. "Les retours des banques et une analyse approfondie suggèrent que les obligations réglementaires et les modèles économiques des banques ont une forte influence sur le niveau de liquidités excédentaires détenues au niveau de chaque banque", dit l'étude.

Haut de page

Le 16 mai 2017

CAUSERIE

Face à la menace brandie et répétée par Macron d'amplifier la loi El Khomri, un seul mot d'ordre : Grève générale illimitée jusqu'à l'engagement écrit de ne pas modifier le code du travail en faveur des capitalistes, abrogation de la loi El Khomri!

A bas les journées d'action, à bas la collaboration de classes, à bas le dialogue sociale, aucune relation avec Macron, combat classe contre classe jusqu'à la chute du régime !

Au fait, comment doit-on caractériser un régime qui entend court-circuiter le Parlement dès le lendemain des élections législatives ? Un régime totalitaire.

Avis à ceux qui envisagent de le ménager, qui envisageraient de négocier quoi que ce soit avec Macron, de lui envoyer

des délégations de travailleurs pour connaître ses réelles intentions, ils se placeraient eux-mêmes du côté des ennemis de la classe ouvrière. Et ne vous fiez surtout pas à ceux qui affirment qu'il ne faut rien lâcher...

Petites histoires indiennes pour se détendre un peu.

Même température qu'hier, 47°C à l'ombre. J'ai enlevé les carters de l'ordinateur et j'ai placé le ventilateur sur le côté pour le refroidir, du coup c'est moi qui cuis ! Le courant est mauvais, entre 190 et 200 volts, je dois attendre qu'il atteigne au minimum 200 volts pour remplir le réservoir d'eau et ne pas griller le moteur ! Bon, cela m'a obligé à me lever et à faire l'aller retour jusqu'à l'interrupteur à l'extérieur de la maison une dizaine de fois dans la matinée, je n'ai pas grogné parce que c'était bon pour mes jambes ! Il faut penser à tout, c'est fortement recommandé ici.

Je vais avoir un autre voisin. Un jeune couple avec des enfants, un peu moins pauvre que celui situé en face de chez moi, quoique, il possède un petit camion mais cela doit faire vivre au moins une dizaine de personnes, donc ils sont aussi pauvres ou presque. Ils n'ont ni l'électricité ni l'eau sur leur terrain, ils m'ont demandé si je pouvais leur fournir de l'eau le temps de la construction de leur petite maison (donc pendant plusieurs mois) et je n'ai pas pu leur refuser évidemment. Ils ont installé 5 barils en plastique pouvant contenir 150 litres d'eau à 5 mètres de la grille d'entrée et je les remplis à l'aide de mon tuyau d'arrosage. Ils m'ont proposé de me verser quelque chose pour les frais d'électricité, on verra cela plus tard leur ai-je dit. Le frère de ma compagne (Selvi) m'a dit que j'aurais dû refuser, et je sais que mon voisin n'aurait pas osé demander un tel service à un Indien, entre eux ils ont des rapports vraiment pourris ou très durs, c'est souvent une source d'emmerdements il faut dire. Moi je suis toujours prêt à rendre service, c'est ma vocation, mais si on abuse de ma gentillesse, je romps les relations sur le champ et généralement je préviens les gens à l'avance.

Dans la vie quotidienne, je me comporte comme en politique, je ne sais pas ce que c'est que de jouer un double rôle ou de tenir un double langage, je tiens à avoir une rectitude morale sans faille, par principe, c'est ce qui détermine ma personnalité, comme quoi sur le plan psychologique je suis plutôt équilibré, n'est-ce pas ?

J'ai prêté mille roupies au jeune couple d'en face de chez moi parce qu'il n'avait pas assez d'argent pour faire face aux aléas de l'existence, il me les rendra à la fin du mois au moment de la paie. La femme vient régulièrement se fournir en eau chez moi, là aussi je ne peux pas lui refuser, le point d'eau est à plus de 50 mètres de chez eux, à 80 mètres de mon nouveau voisin. La plupart des Indiens ont des conditions de vie très difficiles ou épouvantables, en France on ne les supporterait pas. C'est aussi pour cela que la violence est omniprésente en Inde, ils peuvent s'emporter au quart de tour, ils le savent et le craignent, donc généralement ils sont calmes, mais ce n'est qu'une apparence.

Depuis déjà une dizaine de jours, une partie du village où habite le frère et la soeur de Selvi est privée d'eau, du coup ils nous donnent tout leur linge à laver. C'est moi qui fais les machines à laver et étend le linge, et c'est Selvi qui le plie. On leur rapporte deux jours plus tard, ils habitent à 2,5 kilomètres de chez nous, sur le chemin du boulot à Selvi. C'est moi qui paie la lessive, mais bon, ils sont plus pauvres que moi !

Donc voilà, pendant que j'écris ou formate ces causeries, je dois m'occuper d'un tas de choses en même temps, sans oublier les chèvres !

Passons à notre affaire.

Une pure coïncidence, qui oserait en douter ?

Les banquiers du groupe Bilderberg s'installe au pouvoir en France, après Macron, le Premier ministre qu'il vient de nommer, Édouard Philippe, a participé à la dernière réunion annuelle du Groupe de Bilderberg en 2016, à Dresde en Allemagne.

Vous avez le droit de vous inquiéter au plus haut niveau.

Au passage, je tiens à préciser que mon soutien à FI jusqu'aux législatives est conditionné à l'état d'esprit des travailleurs qui ont rejoint ce mouvement. Si je m'apercevais que la majorité d'entre eux percevaient les déclarations de Mélenchon comme une trahison de leur engagement fortement teinté d'illusions et qu'ils décidaient de le déserter, je les suivrais ou je retirerais mon soutien à FI qui n'aurait plus aucune raison d'être. Ce n'est pas une question de principe, mais de cohérence politique, vous comprenez.

Ensuite, à quoi servirait-il de leur conseiller de s'orienter vers tel ou tel parti puisqu'ils sont malheureusement tous décomposés et corrompus. On pourrait se dire que ce serait mieux que rien ou cesser de militer, sauf que ce serait oublier un peu vite ou ignorer que les dizaines de milliers de travailleurs qui se sont un jour engagés dans un de ces partis ont effectivement cessé de militer par la suite, tout du moins sur le plan politique ou dans un parti, j'en veux pour preuve leur effectif respectif famélique et les nombreux témoignages que m'ont adressé d'ex-militants ces dernières années.

Les militants, cadres et pourquoi pas les dirigeants qui partagent l'essentiel de mon analyse devraient se rassembler pour fonder un nouveau parti ouvrier révolutionnaire, mais apparemment cela semble impossible, ne les intéresse pas, ils ne le souhaitent pas, ils sont heureux comme ils sont ou ils se satisfont de la situation, tant pis, ils se condamnent eux-mêmes (et nous avec, l'humanité entière) à subir ce qui les attend sans que l'ombre d'une issue politique ne pointe à l'horizon, jamais, autant qu'ils en prennent conscience dès maintenant, ce suicide politique marquera la fin de tout espoir de voir un jour le socialisme se réaliser, condamnant la civilisation humaine à vivre désormais et indéfiniment jusqu'à son extinction dans le chaos, la guerre et la barbarie.

Si pour avoir raison à tout prix ou ne pas avoir à se déjuger c'était leur choix, on ne disposerait plus d'aucun argument pour les amener à faire preuve de davantage de discernement ou de rigueur intellectuelle et morale, toute discussion entre nous deviendrait inutile. Pour en manquer singulièrement, ceux qui se sont embarqués dans l'aventure avec Mélenchon ne vont pas tarder à en faire les frais et le prix à payer sera très cher, car la plupart d'entre eux ne s'en remettront jamais, comme tous ceux qui sont passés par les différents courants trotskystes notamment, ils sortiront brisés de cette expérience, là aussi je possède pas mal de lettres qui en témoignent et c'est bien triste.

Habituellement ou par nature nous sommes optimiste, mais s'il arrive un moment où une sombre et dramatique perspective se dresse inexorablement devant nous, nous sommes bien obligé d'en prendre acte.

Vous allez peut-être penser que cela doit être difficile de vivre en étant parvenu à cette conclusion, en effet, mais personnellement je demeure disponible pour participer à toute nouvelle expérience qui verrait le jour, sérieuse évidemment, comme quoi l'espoir aussi ténu soit-il ne disparaîtra jamais, parce que l'idéal que nous portons repose sur des bases objectives et historiques, sinon il n'aurait jamais pu germer dans la tête des hommes et s'y ancrer profondément.

Le monde est fou quelque part, et celle folie s'est emparée de nous. Et le problème, c'est que nous refusons obstinément d'en convenir, nous sommes pris dans cette spirale infernale et nous ne parvenons pas à prendre nos distances avec, notre manque de volonté et de modestie nous perdra.

Quand notre engagement politique se caractérise par un manque de cohérence et de multiples contradictions, il est condamné ou ne servira à rien. C'est un peu ce qui arrive à Maduro au Venezuela qui n'ont pas voulu aller au bout de la logique qui imposait de rompre avec le capitalisme et de s'attaquer au pouvoir de l'oligarchie qui finira par avoir sa peau, il ne le peut pas davantage que Chavez de par la nature de son régime qui ne tient que grâce au soutien de l'armée qui en dernier lieu est la garante des institutions et du capitalisme, il en est prisonnier et en périra comme bien d'autres avant lui pour ne pas avoir adopté résolument le socialisme.

Il en va ainsi des militants qui veulent ménager leurs idées acquises, leurs dirigeants, leur parti, ils ne tiennent pas à les remettre en cause, ils s'y accrochent désespérément, alors qu'elles sont désuètes ou qu'ils ne le méritent pas, ils connaîtront le même sort, c'est une certitude.

A cause de la survie du capitalisme ils auront le droit à la peste et au choléra.

- Le choléra a fait au moins 115 morts à Sanaa au Yémen - Reuters

L'état d'urgence a été décrété à Sanaa, la capitale du Yémen contrôlée par les milices chiites houthies, en raison d'une épidémie de choléra qui y a fait au moins 115 morts, selon un bilan fourni communiqué lundi par l'agence de presse yéménite Saba. Reuters 15.05

Le même modèle totalitaire privant les peuples de tout droit politique doit s'imposer partout où les conditions sont réunies.

Primaire socialiste en Espagne: Sanchez promet un virage à gauche - AFP

Parole d'internaute.

- "*Nous sommes prisonniers du " toujours plus". Toujours plus de pouvoirs, plus de puissance, celui de l'argent. La volonté de puissance est une des grandes faiblesses humaines, elle ne connaît pas de limite. Tous ceux qui résistent sont discrédités, méprisés, traités de populistes ou de fascistes.*

La grande crainte des puissances de l'argent c'est la prise de conscience des résistants de tout bord qui sont majoritaires. Mais par leurs divisions idéologiques, leurs accusations mutuelles, les peurs réciproques, ils sont incapables de faire barrage à la montée grandissante et dramatique des puissances de l'argent qui ont perdu toute considération humaine du monde et capables de le détruire.

Le dieu argent, les adorateurs du veau d'or, nous imposent des "sauveurs", des narcissiques dépourvus d'empathie, très doués, mais idiots utiles, pour nous tromper et nous imposer leur dieu comme seule référence."

Excès de pouvoir et manque de discernement vont de pair généralement.

Les "puissances de l'argent" n'ont pas "perdu toute considération humaine du monde", elles n'en ont jamais eu, ce n'est pas du tout pareil. Vous leur accordez une vertu qu'elle n'ont jamais eu, votre interprétation de l'histoire est défectueuse ou romanesque, c'est la preuve que quelque part vous cultivez encore des illusions dans ceux qui détiennent le pouvoir, cela vous perdra si vous ne parveniez pas à vous en séparer.

Et oui, dans la vie, beaucoup plus souvent qu'on ne le pense on doit rompre avec certaines croyances qui sont infondées ou ne correspondent pas à la réalité. On en est bourré, y compris les militants et surtout les intellectuels.

C'est une obsession.

Hier soir j'ai profité que ma compagne Selvi n'était pas là et que la sono du temple hurlait m'empêchant d'écouter de la musique en sirotant mon cocktail du soir, pour réfléchir posément à notre affaire.

Si Macron désignait un Premier ministre issu de LR, ce serait pour affaiblir LR après avoir cassé le PS, parce que dans l'état actuel des choses il est convaincu que son parti n'obtiendra pas la majorité absolue à l'Assemblée nationale, ce qui viendrait ternir ou contrarier sa victoire. Ce serait donc un moyen pour espérer diviser LR et passer devant, car qui plus est, Macron n'est pas du tout certain que les élus du PS feraient le compte pour obtenir une majorité absolue. Or une cohabitation avec LR rappellerait trop le fonctionnement de la Ve République avec lequel il veut tourner la page pour instaurer un régime totalitaire à l'américaine.

Cette majorité absolue est le point faible et une obsession pour Macron et ses parrains, il faut dès lors axer notre combat politique contre Macron et son parti pour les briser, les faire tomber. En même temps recourir à un Premier ministre issu de LR ne manquera pas de témoigner de son ancrage à droite ainsi que le PS, c'est une faille dans leur dispositif qui témoigne de leur faiblesse parce qu'ils sont ultra minoritaires dans le pays, qu'il faut exploiter à fond, dès lors tous ceux qui le soutiendront seront catalogués à droite, ce qui signifiera que les partis qui se partagent le pouvoir sont tous de droite et que ceux qui seraient à gauche n'y figurent pas, ce qui permettrait aux travailleurs de se reconnaître uniquement dans le ou les partis qui ne figurent pas au gouvernement ou qui ne le soutiennent pas, ce qui pourrait favoriser leur radicalisation et leur mobilisation contre le gouvernement qui se retrouverait totalement isolé.

Suite ce matin après avoir "appris" que Macron avait nommé Premier ministre Édouard Philippe issu de LR.

Ce pourrait être un Premier ministre éphémère ou par intérim jusqu'aux législatives seulement, la suite le dira.

Le PS s'apprête à se poser en recours contre le gouvernement de "droite" de Macron, ils osent tout après avoir soutenu Macron ! Personne n'est dupe. Vous avez le droit de tirer sur l'ambulance pour l'achever.

A force d'en appeler à une "cohabitation nécessaire" avec Macron, Mélenchon est en train de briser l'espoir inconscient qu'il avait fait naître dans la tête de millions de travailleurs. Ce carriériste est d'un cynisme sans borne. Il est prêt à se fondre dans les institutions de la Ve République, ce qu'il n'a cessé de faire depuis près de 40 ans.

Qui peut imaginer un instant un Premier ministre proposer à Macron l'abolition de la loi Macron ? Poser la question à ceux qui soutiennent Mélenchon devrait les destabiliser et leur montrer à quel point si leur démarche est sincère et honnête, ce n'est pas le cas de celle de ce charlatan.

En oligarchie macrocéphale

(macrocéphale : qui a une grosse tête)

Aduler par les élites

- Emmanuel Macron : les bons points du Cercle des économistes - lepoint.fr

Des économistes du cercle de réflexion ont vanté les mérites du projet du nouveau président, lundi, lors d'une conférence de presse.

« La réponse de Macron au problème central macroéconomique de la France est cohérente. » Voilà ce que pense le directeur de la recherche économique de Natixis, Patrick Artus (chroniqueur du Point.fr) du programme du nouveau président. Il n'a pas été le seul à lui distribuer des bons points, lundi 15 mai, lors de la conférence de presse intitulée « Un nouveau président, et après ?

» organisée par Le Cercle des économistes, le think tank qui supervise, chaque année, les rencontres économiques d'Aix-en-Provence.

Malgré leurs sensibilités différentes et quelques critiques, Philippe Aghion (professeur au Collège de France), Agnès Benassy-Quéré (Conseil d'analyse économique), Claire Waysand (Inspection générale des finances), Christian Saint-Étienne (Conservatoire national des arts et métiers) et Jean-Hervé Lorenzi (président du Cercle des économistes) ont tous dressé un tableau plutôt flatteur de la politique économique proposée par le nouveau chef de l'État, au point de prêter le flanc à l'accusation de pensée unique. « Le programme de Macron a été fait par plein d'économistes dans tous les sens, et ça se voit car il y a un certain consensus dans la science économique », explique l'un d'eux pour justifier un tel unanimisme. lepoint.fr 15.05

Le monarque et sa cour.

- Equipe élyséenne : les premiers nommés - liberation.fr

C'est à lui qu'Emmanuel Macron confie les clés de l'Elysée, comme secrétaire général. Ce rôle de premier plan dans le dispositif présidentiel est à l'aune de la confiance que le chef de l'Etat place dans ce haut fonctionnaire, comme lui surdiplômé (Sciences-Po, Essec, ENA). Depuis trois ans, les deux hommes travaillent en liaison étroite, souvent jusque tard dans la nuit. A Bercy d'abord, où le ministre de l'Economie l'avait choisi comme directeur de cabinet. Durant les centaines d'heures de préparation de la loi Macron, la bonne entente entre les deux hommes se mue en amitié. Le ministre se repose bientôt totalement sur ce bras droit, aussi discret qu'efficace. A l'automne 2015, Kohler est de toutes les réunions préparatoires au lancement du mouvement En marche sur lequel Macron veut appuyer sa conquête du pouvoir. Privé de job après la démission du ministre, le haut fonctionnaire se recase à la compagnie de fret maritime MSC, dont il devient le directeur financier. Fin 2016, son nouvel employeur réclame sa présence physique à Genève. C'est essentiellement à distance qu'il suit l'évolution de l'aventure macronienne. Néanmoins, par mails et échanges WhatsApp, le conseiller spécial était resté en contact permanent avec le candidat et ses anciens équipiers de Bercy.

Pour diriger son cabinet, Macron a choisi de faire confiance à Patrice Strzoda. C'est à ce haut fonctionnaire de 64 ans qu'il va revenir de gérer le Palais et d'assurer le suivi des questions régaliennes. Une mission sur mesure pour l'ancien directeur de cabinet de Bernard Cazeneuve au ministère de l'Intérieur et à Matignon. Préfet de Bretagne au moment des manifestations violentes contre la loi travail, Strzoda venait d'être nommé préfet de la région Ile-de-France.

C'est à Philippe Etienne qu'échoit le poste stratégique de conseiller diplomatique du chef de l'Etat. Cet ambassadeur de 61 ans, membre de la fameuse promotion Voltaire - celle de François Hollande, Ségolène Royal et Jean-Pierre Jouyet entre autres - est pour l'heure en poste à Berlin. Une expérience qui a sans doute pesé lourd dans le choix de Macron d'en faire son sherpa. Pour concrétiser son ambition répétée dimanche de «refonder et relancer» l'Europe, le Président aura le plus grand besoin de ses talents de diplomate expérimenté. Lundi, pour le premier déplacement présidentiel à Berlin, Philippe Etienne sera au côté de Macron.

Attention délicate du chef de l'Etat, le nom d'Ismaël Emelien figure dans cette première salve de nominations. Ce fidèle d'entre les fidèles hérite du titre de «conseiller spécial», rôle un temps joué par Aquilino Morelle pour François Hollande ou Henri Guaino pour Nicolas Sarkozy. Inspirateur et maître d'œuvre de la partie d'échecs que Macron a engagée en lançant son mouvement, ce trentenaire a travaillé sans relâche pour la victoire. Sa connaissance des mouvements de l'opinion et son sens tactique en font un collaborateur précieux pour le Président. Lequel ne doute d'ailleurs pas du total dévouement de l'ex-petite main de la campagne de DSK et son ancien conseiller à Bercy. liberation.fr 14.05

Qui a dit ?

- "J'ai toujours pensé qu'il y avait deux Macron"

"Le Macron du discours, avec lequel, je suis très souvent d'accord – pas sur tout, mais très souvent d'accord – et que j'aime bien, par ailleurs, parce que c'est quelqu'un de sympathique et d'intelligent."

"Il y a le Macron des actes", qui n'est "pas le Macron des discours",

"Le Macron des actes, c'est l'homme qui murmure à l'oreille du président les mesures de la première partie du quinquennat, c'est l'homme qui organise la politique économique de la France entre 2012 et 2015 et c'est le ministre dont objectivement on ne peut pas dire qu'il ait fait des choses absolument considérables."

"Le Macron des actes, c'est un homme politique nommé par la grâce d'un président qu'il va finir par trahir. J'aime bien le Macron des discours, moins le Macron des actes." (1)

- "Qui est Macron ? Pour certains, impressionnés par son pouvoir de séduction et sa rhétorique réformiste, il serait le fils naturel

de Kennedy et de Mendès France. On peut en douter. Le premier avait plus de charisme ; le second plus de principes"

"Macron, qui n'assume rien mais promet tout, avec la fougue d'un conquérant juvénile et le cynisme d'un vieux routier (si j'ose dire, s'agissant du promoteur des autocars). De quoi restera-t-il le nom ? D'une révolution manquée ou d'une victoire éclair ? D'une trahison misérable ou d'une ambition démesurée ? Personne ne peut le dire aujourd'hui." (2)

- "Il marche sur l'eau en ce moment. Il guérit les aveugles, il multiplie les pains, il répand la bonne parole. A la France paralysée, il ordonne 'Lève-toi et en marche !' ; aux électeurs déboussolés, il dit 'celui qui vient à moi n'aura jamais faim et celui qui croit en moi n'aura jamais soif'. Et tout ça, tout seul, sans réel programme, ni réelle équipe. Il suffit de croire en lui. D'avoir la foi." (3)

- «Emmanuel Macron est un homme de gauche» (4)

Réponse : Le Premier ministre, Édouard Philippe.

(1) A l'Opinion en septembre 2016
(2) Dans une chronique pour Libération le 18 janvier 2017
(3) Dans "Libération" le 15 février 2017
(4) Édouard Philippe, pendant la campagne présidentielle - L'Opinion 15.05

Attendez, quand on a lu cela, on comprend tout de suite que ce sera ni le Président de la République, ni le Premier ministre qui vont gouverner.

De plus, Hollande a déjà fait le ménage dans les ministères. Ils n'auront même pas besoin de remplacer les technocrates qui étaient en place. L'oligarchie leur transmettra les consignes à suivre ainsi que les mesures ou lois, ordonnances ou décrets à imposer, et ils n'auront plus qu'à s'exécuter.

Décidément, encore une coïncidence, s'exclameront les naïfs ou les ignares.

- Macron devrait nommer un Premier ministre sélectionné par l'Otan - voltairenet.org

Le nouveau président français devrait nommer lundi 15 mai un Premier ministre sur une liste pré-sélectionnée par l'Otan :

- Sylvie Goulard (députée européenne, conseillère du New Pact for Europe) ;
- Christine Lagarde (ancienne assistante parlementaire au Congrès des États-Unis, directrice du FMI) ;
- Édouard Philippe (maire du Havre).

Tous trois ont été invités par Henry Kissinger (et formellement par le président Henri de La Croix cinquième duc de Castries) à la dernière réunion annuelle du Groupe de Bilderberg (9 au 12 juin 2016, Dresde, Allemagne) où ils ont été appréciés.

Il semble peu probable que Madame Lagarde soit immédiatement nommée. Les sponsors de Monsieur Macron préférant qu'elle ne le soit qu'en 2019 de sorte qu'elle puisse d'abord terminer son second mandat à la tête du FMI. voltairenet.org 14.05

Union nationale déguisée. Grandes manoeuvres ou numéro de prestigiditation grotesque... mais non sans risques.

- France: Emmanuel Macron face au défi de la recomposition - AFP

Tenu par ses promesses de renouvellement et de recomposition politique, Emmanuel Macron dévoile mardi le premier gouvernement de son quinquennat après avoir, fait inédit sous la Ve République pour un président issu de la gauche, nommé un Premier ministre de droite, le juppéiste Edouard Philippe (LR).

De retour de son premier voyage à l'étranger depuis son investiture, à Berlin lundi auprès de la chancelière Merkel, le chef de l'Etat reçoit dans la matinée à l'Elysée son chef de gouvernement.

Objectif: peaufiner la composition et l'annonce, prévue "en fin de journée", d'une équipe gouvernementale devant incarner le "renouvellement politique" cher à M. Macron mais avec aussi des personnalités expérimentées, pour former un "alliage", paritaire hommes-femmes, dans la perspective de la bataille des législatives de juin.

Depuis sa nomination, le président trentenaire a certes fait la part belle aux moins de 50 ans: un Premier ministre de 46 ans, plus jeune locataire de Matignon depuis 30 ans, jamais ministre; un numéro 2 de l'Elysée de 44 ans; et un conseiller spécial de 30 ans.

Mais les cinq nominations officielles concernent pour l'heure exclusivement des hommes, dont quatre énarques, comme M. Macron.

Pour incarner la société civile, le chef de l'Etat veut convaincre l'écologiste Nicolas Hulot d'accepter un "ministère de la transition écologique". Habitué à refuser ministères et candidatures diverses, l'ex-présentateur de TF1 a décidé "cette fois-ci de franchir le pas", sous certaines conditions, selon un proche.

Dans le sillon ouvert par Edouard Philippe, d'autres prises devraient suivre chez LR, tel l'ancien ministre et candidat à la primaire de la droite Bruno Le Maire, qui se verrait bien au Quai d'Orsay ou à la Défense.

"Il a demandé un poste régalien", selon une source. Autres noms cités à droite: le juppéiste Benoist Apparu ou le lemairiste Franck Riester.

Une trentaine d'élus LR et UDI ont jugé lundi que leurs familles politiques devaient "répondre à la main tendue" par le nouveau président. Nathalie Kosciusko-Morizet, qui lorgne aussi sur la Défense, a rejoint les signataires, comme Jean-Louis Borloo.

A gauche, Jean-Yves Le Drian est donné comme seul survivant du gouvernement Cazeneuve, à la Défense comme actuellement ou ailleurs. Piliers de la campagne venus du PS, Richard Ferrand et Christophe Castaner et Gérard Collomb, donné favori pour l'Intérieur, semblent incontournables.

Après la passe d'armes autour des investitures d'En Marche et du MoDem, François Bayrou entrera bien au gouvernement, selon l'entourage du chef de l'Etat, peut-être à la Chancellerie.

Et les femmes? Emmanuel Macron, dont le premier cercle durant la campagne était très masculin, a promis la parité. Les noms de Marielle de Sarnez, bras droit de Bayrou, de l'ex-ministre chiraquienne Anne-Marie Idrac ou encore de la députée européenne MoDem Sylvie Goulard circulent aussi.

Emmanuel Macron pourrait également choisir de propulser de jeunes espoirs féminins du privé, comme Astrid Panosyan, passée par la direction d'Unibail-Rodamco, la spécialiste de la communication Axelle Tessandier, la productrice de cinéma Frédérique Dumas ou Amélie Castéra-Oudéa, cadre sup d'Axa, intéressée par les Sports.

Dans cet "alliage", il doit montrer une cohérence dépassant les débauchages individuels.

Les mots, lundi, du Premier ministre sortant Bernard Cazeneuve à Edouard Philippe sonnent d'ailleurs comme une mise en garde au credo "et de gauche et de droite" macronien.

"On ne vient pas de nulle part. Et si l'on veut fermement montrer la direction, il faut savoir quels sont ses héritages dont on est comptable", a lancé, sur le départ, M. Cazeneuve, plus éphémère Premier ministre de la Ve.

Edouard Philippe va tâcher d'éviter de battre ce record, alors que son parti LR rêve de priver La République En Marche ! (REM) de la majorité lors des législatives des 11 et 18 juin et d'installer son chef de campagne, François Baroin, à Matignon.

Mercredi, la REM publiera le nom de ses derniers candidats, avec plusieurs sortants LR, espère-t-on à En Marche!.

Jean-Luc Mélenchon, dénonçant l'"attelage hasardeux" entre Macron-Philippe, a renouvelé son appel à une "cohabitation nécessaire" avec une majorité de gauche emmenée par La France insoumise. AFP 16.05

Une révélation : Ils étaient tous de droite!

- Edouard Philippe entre à Matignon en "homme de droite" - Reuters

Edouard Philippe s'est présenté lundi en "homme de droite" dans sa première déclaration après sa nomination... Reuters 15.05

L'ENA, Rocard, Juppé, Drahi et Le Parrain.

Neuf choses que vous ignorez (peut-être) sur Edouard Philippe, le nouveau Premier ministre - francetvinfo.fr

Depuis plusieurs jours, son nom revenait en boucle parmi les favoris pour Matignon. Lundi 15 mai, le député-maire Les Républicains du Havre (Seine-Maritime), Edouard Philippe, a été nommé Premier ministre par le nouveau président de la République, Emmanuel Macron.

Enarque de 46 ans, ce proche d'Alain Juppé a longtemps milité au PS avant de rejoindre l'UMP puis Les Républicains. Voici sept choses que vous ignorez (peut-être) sur le nouveau du chef du gouvernement. Il a fait Sciences Po et l'ENA

Né à Rouen (Seine-Maritime) en 1970, Edouard Philippe est le fils de deux professeurs de français. "Nous [lui et sa sœur] avons reçu une éducation très libre", dit-il dans Le Point en 2010. Après avoir passé son bac à Bonn (Allemagne), où son père avait été muté comme directeur du lycée français de la ville, il fait une année d'hypokhâgne avant d'entrer à Sciences Po pour "trois années de rêve", décrit-il au Point. "Faire l'ENA a été moins amusant."

Diplômé de la section "service public" de Sciences Po, il intègre l'ENA en 1995 et sort parmi les quinze premiers du classement final. "C'était un vrai centriste, drôle et sympathique, ami aussi bien avec des gens de gauche que de droite", se souvient un de ses anciens camarades de promo à l'ENA, Julien Carmona, à Challenges. Avant même le début de la formation, Edouard Philippe se rapproche ainsi de Jérôme Guedj, alors assistant parlementaire d'un certain Jean-Luc Mélenchon. "Tu as déjà été admissible, ton profil m'intéresse. On va bosser ensemble", lance le premier au second, selon Le Monde. "Les deux jeunes étudiants topent et se retrouvent à bûcher tout l'été… dans le bureau du Sénat de Jean-Luc Mélenchon", raconte le quotidien.

A sa sortie de l'ENA, en 1997, Edouard Philippe choisit de rejoindre le Conseil d'Etat avant de se lancer en politique, pour participer à "l'histoire en train de se faire", dit-il à l'hebdomadaire.

Il a milité au PS pour Michel Rocard

Pendant sa scolarité à Sciences Po, le jeune Normand milite pendant deux ans pour le PS et pour Michel Rocard, alors Premier ministre de François Mitterrand. "J'avais grandi dans un milieu plutôt à gauche où l'on votait socialiste, et il y avait chez lui un côté social-démocrate assumé qui m'allait bien, confie-t-il au Point, j'aimais ses discours sur l'exigence de réforme."

Mais après l'éviction de Michel Rocard de la tête du PS, il rend sa carte du parti et se rapproche de la droite. "Je n'ai pas été emballé par ce que j'y ai vu [au PS], notamment quand François Mitterrand a décidé d'avoir la peau de son ancien chef de gouvernement."

Il est très proche d'Alain Juppé

Progressivement, Edouard Philippe se rapproche du maire du Havre Antoine Rufenacht (1995-2010), ancien collaborateur de Raymond Barre puis directeur de campagne de Jacques Chirac en 2002. Cette même année, il participe à la création de l'UMP au côté d'Alain Juppé. "Les deux hommes ne se quitteront plus", note Challenges.

Lors d'un entretien de "huit minutes et demie", Alain Juppé explique alors au jeune Edouard Philippe "comment il voulait que ça se passe, comment on allait organiser le parti, quel était le plan, et comment il travaillait avec ses collaborateurs", raconte-t-il au JDD.

En 2004, lorsque Alain Juppé est condamné à 18 mois de prison avec sursis dans l'affaire des emplois fictifs du RPR, Edouard Philippe rejoint le secteur privé. Trois ans plus tard, il intègre le cabinet d'Alain Juppé lorsque ce dernier est nommé ministre de l'Ecologie de François Fillon, sous la présidence de Nicolas Sarkozy. Lorsqu'Alain Juppé quitte son portefeuille en 2008, Edouard Philippe rejoint de nouveau le privé et devient directeur des affaires publiques d'Areva.

Ils ont une très grande confiance réciproque et se ressemblent sur de nombreux points : leur intelligence, leur culture, leur vision de la société. Aurore Bergé, ancienne membre de l'équipe de campagne d'Alain Juppé à Challenges

En 2016, il devient l'un des porte-parole d'Alain Juppé à la primaire de la droite. Après la défaite de ce dernier, il soutient François Fillon, avant de se mettre en retrait de la campagne après les révélations sur l'affaire Penelope Fillon.

Il a failli en venir aux mains avec Nicolas Sarkozy en 2002

Le 13 décembre 2014, Edouard Philippe est invité par Laurent Ruquier sur le plateau d'"On n'est pas couché" sur France 2. Après une demi-heure d'interview, Léa Salamé lui pose une question "cash" : "Edouard Philippe, est-ce que c'est vrai que vous en êtes venu aux mains avec Nicolas Sarkozy ?"

D'abord évasif, l'intéressé répond : "Oui, il y a eu des explications franches... Mais c'était il y a très longtemps."

Avant de développer : "Ça s'est passé en 2002. J'avais dû faire quelque chose qui ne plaisait pas complètement à Nicolas Sarkozy, et on s'en est expliqué. Et il est euh... [mimant un geste avec les deux poings] virulent, vif... Et euh, en fait... moi aussi !" Interrompu par Laurent Ruquier, Edouard Philippe ne donnera pas plus de détails sur les raisons de l'altercation.

On en apprend finalement davantage dans Le Monde, lundi 15 mai. La scène s'est en fait déroulée le 17 novembre 2002, lors

du congrès fondateur de l'UMP. "Alors ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy avait tenté de voler la vedette à Alain Juppé, en arrivant – par surprise – à l'heure du déjeuner. Edouard Philippe l'empêche de faire une entrée triomphale", raconte Le Monde.

"Après les premières prises de parole, on me fait dire que le ministre de l'Intérieur veut me voir. Dans la loge, il s'avance vers moi. Il me tape contre le poitrail avec le poing, et lâche : 'Toi, tu ne me refais jamais ça !' Il continue, je repousse son bras, nous sommes tous les deux déséquilibrés. Cela aurait pu déraper… Finalement, il s'est calmé d'un coup et moi, j'étais flageolant", se souvient Edouard Philippe. Qui conclut : "Il est sanguin et moi, je n'aime pas qu'on m'engueule."

Il a chroniqué la campagne présidentielle pour "Libération"

A la suite de son retrait de la campagne, le maire du Havre débute des chroniques hebdomadaires pour le quotidien Libération, où il décrit la campagne présidentielle vue de l'intérieur. "Je l'ai regardé dans mon bureau, au Havre. Lundi matin. Tout seul. A 10h25, j'ai allumé la télévision", écrit-il à propos du discours d'Alain Juppé le 6 mars. Ce jour-là, l'ancien Premier ministre confirme qu'il ne sera pas candidat à la présidence de la République après l'annonce de la mise en examen de François Fillon. "Je savais ce qu'il allait dire. Il ne me l'avait pas dit, parce qu'il prévient rarement. J'ai l'habitude."

Le député Les Républicains a aussi publié un premier roman en 2007, L'Heure de vérité (Flammarion), co-écrit avec son ami Gilles Boyer, ancien directeur de cabinet d'Alain Juppé à la mairie de Bordeaux. Au printemps 2011, ils publient ensemble Dans l'ombre (JC Lattès), un roman de politique-fiction dans lequel "les politiques et les apparatchiks vivent ensemble. Ni les uns, ni les autres ne peuvent survivre seuls", note le site de l'éditeur.

Il n'a pas fourni une déclaration de patrimoine complète

Selon Mediapart (édition abonnés), Edouard Philippe aurait écopé d'un blâme de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) pour avoir refusé de fournir certaines informations sur sa déclaration de patrimoine de 2014, pourtant exigées par la loi.

Sur la valeur de ses biens immobiliers, le député du Havre a systématiquement écrit "aucune idée", décrit le site d'investigation. La valeur de son appartement à Paris ? "Aucune idée." Ses parts dans une résidence de Seine-Maritime ? "Aucune idée." Malgré la relance de la HATVP, Edouard Philippe aurait refusé d'estimer la valeur de ses propriétés.

Sa "mauvaise humeur" face à la transparence rattrape Edouard Philippe cité comme 1er ministrable. Info de @mediapart https://t.co/T1w8kTiwKS — Edwy Plenel (@edwyplenel) 12 mai 2017

Il ne s'agit cependant pas d'une infraction. Interrogé par Mediapart, le maire du Havre concède : "Comme beaucoup de parlementaires sans doute, j'ai essayé de concilier le respect de la loi et une forme de mauvaise humeur", précisant qu'il n'a omis aucun bien et qu'il a bien indiqué le prix de ses achats. "Je n'avais pas accès aux bases de données qui permettent une évaluation."

Il n'a pas toujours cru au candidat d'En marche !

Le député-maire du Havre n'a pas toujours cru en l'ancien ministre de l'Economie. "Pour gagner la présidentielle, il faut avoir fait le tour de France, jugeait-il en 2016 auprès du JDD. Il y a de la place pour les jeunes, mais l'enracinement, le lien charnel avec le pays, c'est important." En septembre 2016, interrogé par L'Opinion, il lâche : "Il y a deux Macron. Celui des discours – avec lequel je suis souvent d'accord –, et il y a le Macron des actes (...) dont on ne peut pas dire qu'il ait fait des choses considérables." Il faut dire qu'à cette époque, Edouard Philippe est convaincu qu'Alain Juppé peut remporter la primaire de la droite.

Pas plus tard qu'en janvier 2017, dans une chronique publiée dans Libération, Edouard Philippe écrit à propos d'Emmanuel Macron : "Pour certains, impressionnés par son pouvoir de séduction et sa rhétorique réformiste, il serait le fils naturel de Kennedy et de Mendès France. On peut en douter. Le premier avait plus de charisme, le second plus de principes." On a connu plus flatteur.

Selon plusieurs proches du nouveau président de la République, Emmanuel Macron et Edouard Philippe s'apprécient toutefois beaucoup. "Je l'aime bien, car c'est quelqu'un de sympathique et d'intelligent", confiait le juppéiste en septembre 2016 à L'Opinion. "Je l'aime beaucoup à titre personnel. J'ai de l'estime pour son intelligence", disait-il déjà en février 2015 à propos du ministre de l'Economie, note le JDD. "Macron pense à 90% la même chose que moi."

Il est fan du film "Le Parrain", a une peur bleue du dentiste, et aurait aimé être chef d'orchestre

Ces trois détails "intimes" ont un seul point commun : c'est Edouard Philippe lui-même qui les a livrés dans un portrait chinois publié en 2010 dans Le Point. "J'ai des peurs absurdes. Je suis effrayé à l'idée d'aller chez le dentiste. J'ai peur des requins. Du coup, je ne suis pas à l'aise quand je nage dans la mer", confesse-t-il par exemple.

S'il était un personnage de roman, Edouard Philippe pense à "Cyrano de Bergerac, parce qu'il est le plus français des héros. Il a la manière, le courage, un amour du fond et de la forme." Toujours sur le plan culturel, le maire du Havre évoque sa passion musicale pour Bruce Springsteen, et filmique pour Sean Connery – "un Ecossais formidablement classe. Il est beau jeune, vieux et dans tous ses films" – et pour Le Parrain de Francis Ford Coppola – "Je l'ai vu au moins cinquante fois. C'est juste une tragédie parfaite en trois actes, merveilleusement interprétée et d'une beauté visuelle à couper le souffle."

Une autre réponse prend un sens singulier au regard du destin que l'on prête désormais à Edouard Philippe. Lorsque Le Point l'interroge sur le métier qu'il aurait rêvé de faire, l'élu normand répond : "Chef d'orchestre". "Malheureusement, je n'avais pas le talent pour cela", ajoute-t-il. A voir lorsqu'il s'agira de mener des ministres à la baguette plutôt que des musiciens. francetvinfo.fr 16.05

Dit aussi le "boulet", la magouille ou le corrompu.

- Edouard Philippe à Matignon: les boulets du nouveau Premier ministre - lexpress.fr

Petits soucis de transparence

Il y a tout d'abord un problème lié à la transparence, pourtant tant défendue par Emmanuel Macron durant sa campagne. Comme l'a révélé Mediapart vendredi, le maire du Havre a écopé d'un blâme de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) pour avoir refusé de fournir certaines informations sur sa déclaration de patrimoine de 2014, pourtant exigées par la loi.

Du lobbying pour Areva

Notamment en tant que directeur des affaires publiques -de lobbyiste, en somme- d'Areva jusqu'en 2010.

L'Observatoire du nucléaire, association militante qui dénonce les activités de communication de l'industrie nucléaire, reproche notamment à Edouard Philippe d'avoir oeuvré en coulisse pour permettre à Areva d'exploiter des mines d'uranium au Niger à bas prix.

Dans une interview accordée au Talk du Figaro, Edouard Philippe a eu l'occasion de donner son avis sur la forme d'opposition que devait prendre son parti, Les Républicains, face à Emmanuel Macron. Reconnaissant qu'il était d'un "élémentaire bon sens" de s'accorder avec la majorité sur certains textes, le député juppéiste n'en a pas moins critiqué la notion de "débauchage individuel", par le pouvoir en place, chez ses opposants.

Et le maire du Havre de prendre un exemple précis, celui de Nicolas Sarkozy en 2007 qui, au lendemain de son élection, a tenté de contrecarrer la gauche en y piochant des personnalités comme Bernard Kouchner, Fadela Amara, Jean-Pierre Jouyet ou Eric Besson pour son gouvernement. "Je ne crois pas au système d'ouverture. J'ai vu Nicolas Sarkozy pratiquer l'ouverture en 2007. (...) Je ne vois pas quel est l'impact politique de cette ouverture", a-t-il répété le 3 mai, quelques jours avant la victoire d'Emmanuel Macron. Reste à savoir s'il verra autre chose que de "l'ouverture" dans sa nomination à Matignon.

Ecole buissonnière au Palais-Bourbon

Comme le rapporte le site de l'hebdomadaire Capital, le nouveau Premier ministre ne laissera visiblement pas un souvenir impérissable au Palais-Bourbon. Il a été l'un des députés les moins actifs de la législature finissante, se plaçant à la 478e place (sur 504) du classement établi par Capital, grâce à des données amassées par le collectif Regards Citoyens. Sur cinq ans, Edouard Philippe ne s'est présenté que 124 fois en commission (en sachant qu'au total, plus de 400 réunions ont lieu en une année). Côté production législative, l'élu s'est contenté de déposer 6 amendements et n'a rédigé aucun rapport ni proposition de loi. Il était plus productif en 2011, année où il publiait un roman, Dans l'ombre (JCLattès). Une fiction "erotico-machiste" qui ne devrait pas plaire à toutes ses futures collaboratrices. lexpress.fr 15.05

Puisqu'on vous le dit. Du jamais vu !

- Législatives : La République en marche publie une nouvelle liste avec plus de candidats issus du MoDem - Franceinfo

Au total, environ 80 candidats sont issus de la formation de François Bayrou. Numéro deux du parti centriste, la députée européenne Marielle de Sarnez se voit ainsi investie à Paris, tout comme Marc Fesneau, secrétaire général du parti, dans le Loir-et-Cher.

Après la publication de cette nouvelle liste, les cas de 66 circonscriptions restent à trancher. Parmi elles, une trentaine sont gelées pour des candidats ou des personnalités de droite et de gauche "qui ont manifesté leur soutien au projet du président de

la République", a précisé Jean-Paul Delevoye à Reuters.

La majeure partie de la trentaine de circonscriptions restantes concernent les départements d'Outre-mer. La commission se réunit une nouvelle fois mardi, trois jours avant la date limite des dépôts de candidatures, le 19 mai. Franceinfo 16.05

Quand le CRIF sélectionne les candidats du parti de Macron en fonction de leur soumission au sionisme.

A l'heure où les Palestiniens célèbrent le 69e anniversaire de la Nakba, je n'ai pas pu m'empêcher de reproduire cet article

- En Marche rejette un de ses candidats aux élections parlementaires suite aux pressions du lobby pro-israélien - Arrêt sur Info 15.05

Le lobby israélien en France semble avoir un droit de veto sur qui peut se présenter ou non comme candidat aux élections parlementaires pour le compte du parti du nouveau président Emmanuel Macron. Les médias français ont rapporté vendredi que l'organisation « En Marche! » de Macron avait retiré un de ses candidats aux élections de l'Assemblée nationale en juin. Ceci s'est produit après que les groupes de pression de la LICRA et du CRIF aient exigé que le candidat Christian Gerin – un producteur de télévision – soit retiré de la liste des candidats pour avoir envoyé ce qu'ils ont prétendu être des tweets antisémites et pour avoir exprimé son soutien au mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (https://bdsmovement.net/) (BDS).

L'un des tweets de Gerin faisait savoir son soutien à la campagne BDS. Un autre à la fin du mois de février appelait à la « séparation du CRIF et de l'État ». Le CRIF est une organisation communautaire juive ainsi qu'un lobby pro-israélien. Le tweet de Gerin faisait référence au gala annuel de CRIF.

«C'est antisémite car derrière le terme « Crif », c'est « juifs » qui est sous-entendu», a déclaré le président du CRIF, Francis Kalifat, au journal Le Parisien.

Mais on ne peut nier que le CRIF fonctionne en France comme l'AIPAC (http://www.info-palestine.eu/spip.php?article15647) aux États-Unis – comme étant le principal lobby français de soutien à Israël et à ses objectifs. Comme l'a souligné le journal Le Figaro en février, le dîner annuel du CRIF a pris une importance croissante (http://www.info-palestine.eu/spip.php?article12906) dans la politique française au cours des dernières années; et cette année, s'y sont retrouvés plusieurs candidats à l'élection présidentielle, y compris celui qui a emporté le gros lot. La critique du rôle extraordinaire que le dîner du CRIF a pris dans la politique française a été exprimée par des figures connues.

« Le CRIF ne représente plus personne et ne fonctionne pas de manière démocratique », a déclaré à Figaro Phillippe Karsenty, adjoint au maire de Neuilly-sur-Seine et une personnalité bien connue dans la communauté juive.

« Le CRIF a cessé d'être le représentant des juifs face aux politiques et est devenu le représentant des politiques face aux Juifs » (Karsenty est célèbre pour avoir inventé que la télévision française avait fabriqué les images du meurtre du petit garçon palestinien Muhammad al-Durra (http://www.info-palestine.eu/spip.php?article13740) en 2000 dans Gaza).

L'écrivain Alain Finkielkraut a comparé le CRIF à un tribunal où « des membres du gouvernement français comparaissent devant un procureur communautaire ».

En 2012, François Bayrou, un ancien candidat à la présidence qui, cette année, a soutenu Macron, a refusé une invitation à se rendre au dîner CRIF. « J'ai réfléchi beaucoup pendant de nombreuses années et je suis arrivé à la conclusion que je ne devrais plus participer à ces rassemblements communautaires », a expliqué M. Bayrou. « Je pense que la France est une, que ses citoyens sont avant tout des citoyens avant qu'ils ne soient juifs, catholiques, musulmans, bouddhistes, agnostiques ou athées ». Bayrou exprimait une position classique de la laïcité républicaine.

Le plus important, c'est que l'un des premiers rôles du CRIF est de s'attaquer au mouvement pour les droits des Palestiniens. Le président (http://www.info-palestine.eu/spip.php?article14214) sortant François Hollande (http://www.info-palestine.eu/spip.php?article14773) et son ancien premier ministre, Manuel Valls, ont utilisé leurs apparitions au CRIF pour exprimer leur ferme soutien à Israël et attaquer la campagne BDS. A la tribune du CRIF l'année dernière, Valls avait promis de nouvelles mesures de répression contre les militants pro-Palestine (http://chroniquepalestine.com/france-face-aux-menaces-de-valls-personnalites-appellent-boycott-produits-israeliens/). (Dans un tweet (https://twitter.com/gerin17juin/status/384445750262136832) de 2013 dénoncé par la LICRA, Gerin a qualifié Valls de « viscéralement sioniste, raciste et islamophobe ».)

En 2015, Hollande (http://info-palestine.eu/spip.php?article12144) a profité de son discours au CRIF pour qualifier d'antisémites les critiques d'Israël et de son idéologie d'État, le sionisme. Dans son dernier discours au CRIF en tant que président en février, Hollande (http://www.infopalestine.eu/spip.php?article15711) se vantait que « la France a combattu le mouvement BDS sans faiblesse ». Il a également prétendu – sur la base de son interprétation d'une décision du tribunal qui est en d'appel devant la Cour européenne des droits de l'homme – que la France est le seul pays à avoir interdit les appels à boycotter des biens israéliens.

Bien que Marine Le Pen n'ait jamais été invitée à un dîner du CRIF, le président du CRIF, Roger Cukierman, en a surpris plus d'un en 2015 lorsqu'il a déclaré que le leader du Front national était « personnellement au-delà des critiques ». Le Pen lui a renvoyé le compliment avec des louanges pour Israël et des attaques contre le mouvement BDS.

Compte tenu du rôle très controversé que le CRIF joue dans la politique française, il devrait être possible de critiquer son rôle politique sans être accusé d'antisémitisme. Et il est également facile de comprendre pourquoi le CRIF veut que ses critiques soient traitées d'antisémites quand il a un intérêt manifeste à protéger son influence politique croissante.

Dans un autre tweet mis en (http://www.licra.org/communique-antisemitisme-la-licra-demande-a-emmanuel-macron-de-retirer-linvestitureen- marche-a-m-christian-gerin/) avant par la LICRA, Gerin avait partagé une déclaration (http://www.france-palestine.org/Apres-la-tueriede- Nice-il-faut-s-opposer-a-la-recuperation-indecente-par) de l'Association France Palestine Solidarité. La déclaration avertissait que l'attaque par camion de juillet 2016 qui a tué des dizaines de personnes à Nice ne devrait pas être exploitée politiquement par Israël et ses partisans. La déclaration est venue en réponse à des appels de certains politiciens qui comparaient les Palestiniens à l'État islamique et exhortaient la France à emboîter le pas à Israël comme modèle de lutte contre le terrorisme. Les dirigeants israéliens ont toujours cherché d'exploiter ce type de violence pour exhorter les juifs français à quitter la France. Des dirigeants français avaient dénoncé ces appels (http://www.huffingtonpost.co.uk/2015/01/12/frances-jews-should-not-b_n_6456086.html). Même le chef de la LICRA a demandé au Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou d'arrêter de demander aux Juifs de quitter l'Europe après ces attaques.

Mais la LICRA a néanmoins exigé que Macron retire la candidature de Gerin et a déclaré qu'elle pourrait envoyer ses tweets aux procureurs. La LICRA n'a pas relevé que Gerin a également exprimé des félicitations envers Israël. En 2013, il a écrit que le documentaire The Gatekeepers (http://www.imdb.com/title/tt2309788/), dans lequel les anciens chefs de renseignement israéliens critiquent la politique de leur pays, « est une leçon de démocratie qui est à mettre au crédit d'Israël ».

Selon Le Parisien, le CRIF et la LICRA devraient maintenant s'en prendre à un autre candidat parlementaire de Macron, qu'ils accusent d'appuyer la campagne BDS. Dans un tweet maintenant supprimé, William Tchamaha (http://www.leparisien.fr/elections/legislatives /legislatives-la-republique-en-marche-retire-un-candidat-pour-ses-positions-anti-israel-12-05-2017-6943281.php) a inclus un lien vers une information traitant de la critique par l'ONU d'une nouvelle loi israélienne visant à faciliter le vol de terres palestiniennes. Tchamaha, un conseiller pédagogique de lycée, aurait également qualifié Israël d' « État hors-la-loi qui violait le droit international » et exhortait le boycott des produits israéliens.

Le CRIF qui a promis d'être « vigilant » devrait enquêter sur les opinions d'autres candidats au sein du parti de Macron. Le message clair que le lobby israélien de France envoie à tous les novices en politique qui soutiennent le nouveau président est que toute critique d'Israël leur coûtera cher.

Quant à Macron, il a déjà condamné avec force la campagne BDS et a promis de poursuivre la politique de répression de Hollande contre le militantisme pro-palestinien. Le nouveau président a peut-être promis aux électeurs français une rupture avec l'ancienne façon de faire de la politique, mais quand il s'agit des exigences d'Israël et de son lobby, rien ne change.

Ali Abunimah | 12 mai 2017 – The Electronic Intifada

(https://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/frances-macron-dumps-parliamentarycandidate- after-israel-lobby-pressure)

Ali Abunimah est un journaliste palestino-américain, auteur de The Battle for Justice in Palestine (http://www.haymarketbooks.org/pb/The- Battle-for-Justice-in-Palestine).

[La traduction laisse à désirer.]

Source : Chronique de Palestine (http://www.chroniquepalestine.com/france-macron-doigt-oeil-lobby-pro-israelien)

La "zizanie" ou tous les coups pourris sont permis, ça promet !

- Les Républicains : doutes sur les législatives après la nomination d'un Premier ministre de droite - Franceinfo

Jean-Louis Borloo a signé l'appel à saisir la main tendue d'Emmanuel Macron au centre et à droite après la nomination d'Edouard Philippe comme Premier ministre ce lundi 15 mai. Mais que pensent Les Républicains de tout cela ? "Ici, chez Les Républicains, on attend avec impatience demain et l'autre onde de choc. C'est l'annonce du gouvernement qui pourrait voir la jeune garde du parti rejoindre Édouard Philippe et prendre des postes ministériels. C'est ça qu'ici, chez Les Républicains, on craint le plus", observe Patricia Issa-de Grandi au siège des Républicains.

Dans moins d'un mois, la bataille des législatives s'annonce plus incertaine pour la droite. "Une bataille qui va être difficile à mener s'il y a peu de combattants, en tout cas s'il manque des ténors. Bernard Accoyer se refuse à parler d'exclusion. Emmanuel Macron

a réussi à semer la zizanie chez Les Républicains comme il a pu le faire au Parti socialiste", explique la journaliste. Franceinfo 16.05

Hémorragie contrôlée, sortez les serpillières. Ils nous auront tout fait !

- L'hémorragie des élus LR vers le camp Macron s'amplifie - AFP

Ce positionnement pourrait préfigurer l'entrée au gouvernement, mardi, de plusieurs élus LR, notamment Bruno Le Maire, ex-ministre sous Sarkozy et candidat dans l'Eure, une circonscription où La République en marche (REM), le parti du chef de l'Etat ne présente d'ailleurs aucun candidat.

Ce germaniste pourrait obtenir le portefeuille des Affaires étrangères... ou de la Défense. Lundi, il s'est empressé de tweeter ses "félicitations" à M. Philippe, affirmant qu'il fallait "dépasser les vieux clivages pour servir la France et les Français".

L'accession de M. Philippe à Matignon constitue un sérieux revers pour la droite, déjà éprouvée par sa cinglante défaite au premier tour de la présidentielle. La direction des Républicains a immédiatement fait savoir à M. Philippe qu'il s'était placé "de lui-même en dehors de (sa) famille politique".

Pour limiter les dégâts, LR table sur les législatives de juin. "L'équation politique de ce gouvernement sera fixée par les députés", a tweeté Jean-Pierre Raffain, ajoutant "je vote LR en juin".

"La campagne législative doit être la campagne de la clarté. Notre projet est clair, sur la diminution des impôts, sur l'augmentation du pouvoir d'achat, sur la restauration de l'autorité de l'Etat et sur la protection des Français. C'est le projet que porteront les candidats des Républicains et de l'UDI dans chacune des circonscriptions", assurait lundi dans un communiqué le comité de campagne de LR.

Le comité, en prenant "acte" de la nomination de M. Philippe, regrettait la décision de ce dernier de "défendre à présent le projet du candidat En Marche! qu'il a combattu".

En tant que nouveau chef de la majorité, "vous aurez à faire battre les 577 candidats" LR et UDI aux législatives, "dont, parmi eux, nombre de collègues avec lesquels vous avez siégé pendant cinq ans", lui écrit également Bernard Accoyer, secrétaire général de LR, dans une lettre dont l'AFP a obtenu copie.

Alain Juppé a qualifié Edouard Philippe d'"homme de grand talent", qui a "toutes les qualités" pour être Premier ministre, tout en réaffirmant qu'il soutiendrait les candidats de droite aux législatives.

Mais "si la droite et le centre ne sont pas majoritaires" en juin, "le pays ne comprendrait pas que nous nous engagions dans une opposition systématique. Il faudra alors trouver les voies et les moyens d'un travail constructif dans l'intérêt de la France", a insisté le maire de Bordeaux.

"Ceux qui veulent faire croire qu'ils pourront demain imposer une cohabitation à Macron bernent un peu nos compatriotes" car la droite est déjà "fracturée, entre ses électeurs qui aspirent à une alternance et ses dirigeants qui pour un certain nombre d'entre eux soutiennent Macron", affirme Nicolas Bay, secrétaire général adjoint du FN.

Mais "je ne crois pas à cette aventure", lançait il y a peu devant la presse un responsable LR, proche de Sarkozy. "Je la trouve trop menaçante. Il y aura un accident de parcours", croit savoir le même. AFP 16.05

Vraie fausse rumeur.

- Jean-Baptiste Lemoyne, sénateur (ex-LR) de l'Yonne : "Les Républicains est un parti en voie de disparition" - Franceinfo

Jean-Baptiste Lemoyne, sénateur de l'Yonne, répond aux questions de Djamel Mazi, lundi 15 mai, sur Franceinfo.

Emmanuel Macron a nommé Edouard Philippe à Matignon. Le nouveau premier ministre est Républicain. Le président "met en oeuvre la recomposition politique sur laquelle il a fait campagne et sur laquelle les Français lui ont donné un mandat. C'est une belle espérance pour la France, l'espérance d'en finir enfin avec des clivages idéologiques un petit peu désuets et surtout l'envie d'aller au résultat, à l'efficacité, bref d'en finir avec la tragédie du chômage de masse, d'une dette abyssale", explique-t-il.

De nombreux Républicains rejoignent Emmanuel Macron. La droite a-t-elle été annexée par le nouveau président? "Non il n'y a pas d'annexion, ce sont des démarches volontaires. On ne m'a pas mis un pistolet sur la tempe pour rejoindre Emmanuel Macron".

La République en Marche pourrait-elle avoir amorcé la fin des Républicains? "A moyen terme, Les Républicains est un parti en voie de disparition. On voit qu'il y a là des gens qui n'ont plus grand chose en commun. Entre un Laurent Wauquiez et un Alain Juppé, il y a un gouffre qui se creuse chaque jour. Il y a un énorme rétrécissement de la droite et du centre", estime Jean-Baptiste Lemoyne. Franceinfo 16.05

Comme c'est dit en termes élégants.

- Nomination d'Edouard Philippe : "La politique réformatrice qui va être mise en place doit être accompagnée" selon un élu LR - Franceinfo

Près d'une trentaine d'élus Les Républicains et UDI ont appelé, lundi 15 mai, à "répondre à la main tendue" par Emmanuel Macron, qui vient de nommer Premier ministre Edouard Philippe, jusqu'ici député-maire LR du Havre. Parmi eux, Pierre-Yves Bournazel, conseiller régional LR en Île-de-France et candidat aux législatives à Paris. "On ne va pas passer cinq ans à critiquer des réformes pour lesquelles on est d'accord, ce serait une manière de faire de la politique complètement archaïque", a déclaré l'élu Les Républicains, lundi soir sur franceinfo.

franceinfo : Êtes-vous prêt à travailler avec le gouvernement d'Edouard Philippe ?

Pierre-Yves Bournazel : Je connais Edouard Philippe depuis un certain temps. Nous avons travaillé ensemble dans la campagne des primaires d'Alain Juppé. Je dois dire que je suis heureux de cette nomination, parce qu'il est un homme d'État. Il a le sens de l'intérêt général. Aujourd'hui, la situation en politique est très claire. Il y a une recomposition autour des réformes nécessaires, vitales au pays. (…) Donc je soutiens Edouard Philippe comme Premier ministre et comme chef de la majorité.

franceinfo : Est-ce vraiment une recomposition ? N'est-ce pas une volonté tactique d'Emmanuel Macron d'attirer un Premier ministre de droite pour affaiblir Les Républicains à quelques semaines des législatives ?

Non, je crois que c'est un geste fort que de dire : "Nous sommes d'accord sur des réformes vitales pour le pays et nous allons travailler ensemble pour faire gagner la France". C'est un discours qui plaît, car on revient à l'intérêt général. On ne va pas passer cinq ans à critiquer des réformes pour lesquelles on est d'accord. Ce serait une manière de faire de la politique complètement archaïque.

franceinfo : Cette position n'est pas largement partagée à droite : le secrétaire général du parti Les Républicains, Bernard Accoyer, a qualifié la démarche d'Edouard Philippe de "décision individuelle"…

Vous savez, il y a beaucoup d'élus LR et UDI, d'hommes et de femmes de droite modérée et du centre, qui gardent leurs convictions. Pourtant, ils veulent d'abord être au service de la France. Ils pensent donc que le choix de ce Premier ministre et la politique réformatrice qui va être mis en place doivent être accompagnés. Il ne faut pas rester à côté du chemin. L'opposition frontale, contre ses propres idées d'ailleurs, c'est cela la vieille politique. Franceinfo 16.05

Ils osent tout.

- Trump accusé d'avoir révélé aux Russes des informations classifiées AFP

Le président américain Donald Trump était de nouveau dans la tourmente lundi soir, accusé d'avoir divulgué des informations classifiées au chef de la diplomatie russe et la Maison Blanche tentait d'éteindre l'incendie tout en restant évasive sur le fond. AFP

- Washington accuse la Syrie d'avoir brûlé ses prisonniers dans un "crématorium" Le Huffington Post

Les Etats-Unis ont accusé lundi la Syrie d'avoir brûlé dans un "crématorium" une partie des milliers de prisonniers assassinés ces dernières années et ont exhorté la Russie à faire pression sur son allié pour qu'il mette fin à ces "meurtres de masse".

Ces allégations relaient un rapport, photos satellites à l'appui, qu'avait publié en février Amnesty International. Le Huffington Post

Amnesty International incarne la pourriture des faucons néoconservateurs.

C'est peut-être cela qu'ils ne digèrent pas.

- Le régime syrien en passe de contrôler totalement Damas - AFP

La perte de trois importants quartiers de la capitale syrienne est la dernière d'une série de défaites cuisantes pour la rébellion qui cherche à renverser le président Bachar al-Assad depuis 2011.

Lundi, l'armée syrienne a annoncé la fin de l'évacuation d'insurgés et de civils de Qaboun, ex-quartier rebelle dans le nord-est de Damas. "Nos forces armées rétablissent la sécurité à Qaboun", a annoncé une source militaire syrienne, tandis que le gouverneur de Damas a indiqué que le quartier a été "vidé des terroristes", terme utilisé par le régime pour désigner rebelles et jihadistes.

"Alep (deuxième ville du pays) reprise et Damas en passe de l'être totalement, cela signifie que la rébellion n'est plus une alternative politique ou militaire. Le régime n?est donc aucunement menacé et n'a pas besoin de faire de concessions" lors de négociations politiques, estime le géographe français Fabrice Balanche, spécialiste de la Syrie.

Depuis six ans, la capitale, avec ses 1,6 million d'habitants, a été cependant bien moins ravagée que les deux métropoles d'Homs et Alep.

"Le régime s'est retrouvé consolidé grâce aux forces étrangères russes et iraniennes au détriment d'un peuple sans défense", déclare à l'AFP Mohammad Allouche, dirigeant de Jaich al-Islam (Armée de l'Islam), le groupe rebelle le plus puissant autour de Damas. AFP 15.05

- La santé infantile peut pâtir des plans d'ajustement du FMI selon une étude - AFP

Les programmes d'austérité du FMI dans les pays pauvres peuvent affaiblir la capacité de certains parents à assurer la bonne santé de leurs enfants, conclut une étude scientifique publiée lundi. AFP 15.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Palestine

- Les Palestiniens commémorent le 69e anniversaire de la Nakba: plusieurs blessés - AFP

Les Palestiniens commémorent chaque année la "Nakba" (la "catastrophe" en arabe), synonyme d'exode pour des centaines de milliers de personnes ayant été expulsées ou ayant pris la fuite en 1948.

Plus de 12 millions de Palestiniens vivent à travers le monde, dont la moitié dans les Territoires occupés et en Israël, selon des chiffres officiels palestiniens. Plus de 5,5 millions sont enregistrés comme réfugiés auprès de l'ONU.

Avant les heurts au checkpoint, plusieurs milliers de personnes ont marché sous les drapeaux palestiniens dans Ramallah. Ils portaient une clé surdimensionnée, symbole traditionnel des maisons perdues à l'époque et dans lesquelles les Palestiniens espéraient revenir après le conflit israélo-arabe.

"Je viens tous les ans commémorer cet anniversaire, cette catastrophe", disait Salha Orabi, 62 ans, descendante de réfugiés et résidente du camp de Jalazoun, près de Ramallah.

"La Nakba, pour nous, signifie la destruction. Nous sommes bien placés pour savoir ce que cela signifie, nous avons dû fuir, c'est nous qui avons quitté nos maisons et nos terres".

Le droit au retour reste une revendication primordiale des Palestiniens et l'une des questions les plus épineuses pour faire la paix avec Israël après presque 70 ans de conflit. AFP 15.05

ECONOMIE

Chine

Routes de la soie: Xi se pose en rempart contre le protectionnisme - AFP

Le président chinois, Xi Jinping, s'est posé lundi en rempart contre le protectionnisme devant un parterre de chefs d'Etat venus célébrer à Pékin son projet de "Nouvelles routes de la soie".

"La mondialisation fait face à des vents contraires", a résumé l'homme fort du régime communiste, au deuxième jour d'un sommet qui rassemble autour de lui une trentaine de responsables mondiaux, dont les présidents russe, Vladimir Poutine, et turc, Recep Tayyip Erdogan, mais peu de grands dirigeants occidentaux.

Le communiqué final publié lundi soir affirme que les pays signataires "rejettent toutes les formes de protectionnisme".

Xi Jinping a lancé en 2013 l'initiative des Nouvelles routes de la soie, un ensemble de projets d'infrastructures, afin d'arrimer l'Asie à l'Europe et à l'Afrique à l'instar des caravanes qui traversaient l'Asie centrale dans l'Antiquité.

Dans un discours très remarqué, M. Xi avait déjà défendu le libre-échange et la mondialisation en début d'année au Forum économique de Davos (Suisse), au moment où l'arrivée au pouvoir de Donald Trump faisait craindre une dérive protectionniste aux Etats-Unis.

Si le milliardaire américain a fait de la Chine une de ses cibles favorites pendant sa campagne électorale, accusant Pékin de "voler" des millions d'emplois aux Etats-Unis, il s'est montré beaucoup moins agressif depuis son arrivée à la Maison Blanche. Pékin et Washington ont même annoncé la semaine dernière un accord commercial portant sur la viande, le gaz naturel et certains services financiers.

Donald Trump n'a pas fait le déplacement de Pékin. A l'exception de l'Italien Paolo Gentiloni, aucun dirigeant du G7 n'a participé au sommet, donnant l'impression que les Occidentaux craignent que la Chine ne cherche avant tout à tirer à elle la couverture du commerce international.

Plusieurs pays européens ont refusé de s'associer à un communiqué sur le commerce préparé par la Chine, a par ailleurs indiqué à l'AFP une source diplomatique.

Ces pays - parmi lesquels l'Allemagne, l'Estonie et la Hongrie - ont jugé que ce texte ne faisait pas suffisamment mention des préoccupations des Européens en matière de transparence des marchés publics ou de normes sociales et environnementales.

Pékin, qui s'efforce de consolider ses relations commerciales avec le reste du monde, est prêt en tout cas à investir largement dans les projets des Nouvelles routes de la soie.

Xi Jinping a annoncé dimanche à l'ouverture du sommet une nouvelle enveloppe de 113 milliards d'euros pour ces différents projets réunissant une soixantaine de pays: voies ferrées, ports, parcs industriels...

La Banque de développement de Chine a déjà prévu, à elle seule, de débloquer plus de 800 milliards d'euros d'investissements sur 900 projets.

Pékin assure que son initiative est ouverte à tous et a invité au sommet des représentants des Amériques, comme les présidents du Chili et de l'Argentine. Une vision saluée par les participants.

"En ces temps où la tentation est grande de répondre à la crise de la mondialisation par l'isolement et par les murs, cette initiative offre une vision de connectivité, de coopération et de dialogue", s'est félicité le chef du gouvernement grec, Alexis Tsipras.

Dans le cadre des privatisations imposées par ses créanciers, Athènes a dû céder à des capitaux chinois le contrôle du port du Pirée, un projet initialement combattu par M. Tsipras, qui a fini par s'y rallier. Ces investisseurs chinois aspirent à faire du Pirée "un pont entre l'Asie et l'Europe".

Evoquant la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne et la nécessité pour Londres de trouver de nouveaux partenaires commerciaux, le ministre britannique des Finances, Philip Hammond, a assuré que son pays était prêt à "travailler à la réussite de cette initiative avec tous les partenaires des Nouvelles routes de la soie". AFP 15.05

Haut de page

Le 17 mai 2017

CAUSERIE

Pondichéry, 21h07.

Je viens de m'apercevoir que j'avais oublié de formater la causerie du jour au format pdf.

- La causerie du 17 mai 2017 au format pdf.

La suite de la causerie de ce matin plus loin :

Cliquez ici

Du 1 au 15 mai, dans plus de 65 pays on s'est connecté à notre portail. Je ne suis pas en mesure d'interpréter les statistiques fournies par le logiciel de la société qui héberge le portail.

- La synthèse géographique du 1er au 15 mai 2017.

J'ai corrigé les fautes d'orthographe et de frappe, j'écris n'importe comment parfois, c'est l'horreur ! Je fatigue. Il faut dire que pour sortir 40 pages en 3 jours, je n'ai pas le temps de regarder attentivement ce qui figure à l'écran. Pour remédier à cet inconvénient (j'avais tapé "cette" et j'ai corrigé !) je vous propose un nouveau service, la causerie du jour en pdf, corrigée évidemment, puisque je vais passer par word et son correcteur.

Les erreurs que j'ai trouvées rien que dans la causerie d'hier :

- sociale pour social (faute d'inattention)
- dôté pour coté (faute de frappe)
- cuit pour cuis (faute d'inattention, après "moi", 1er personne du singulier)
- dixaine pour dizaine (faute de frappe)
- fait pour fais (faute d'inattention, après "moi", 1er personne du singulier)
- rappelerait pour rappellerait (j'ai plaqué la terminaison à la suite du verbe à l'infinitif sans tenir compte de la prononciation)
- signfiera pour signifiera (faute de frappe)
- sinisme pour cynisme (un oublie ou une ancienne erreur !)
- destabiliser pour déstabiliser (un oublie ou une ancienne erreur !)
- prestigiditation pour prestidigitation (inversion de deux syllabes)

Je rappelle que je frappe directement au clavier ce qui me vient à l'esprit et qui sera conservé par la suite, pas de brouillon ou de plan, une relecture rapide pour ne pas dire distraite avec des yeux bien fatigués. Autre chose, toutes les lettres qui figuraient sur les touches du clavier sont effacées. Je peux taper sans regarder le clavier, mais je ne m'y fie pas, j'ai tellement peur de faire des erreurs que j'en fais encore plus, normal !

Et puis, je n'utilise le français qu'avec l'ordinateur, le reste du temps je n'emploie que le tamoul et l'anglais. Pour conserver l'usage de la langue parlée, j'en suis venu à parler tout seul en français ! C'est grave docteur? Je ne le pense pas, sinon je serais devenu dingue depuis longtemps !

- La causerie du 14 au 16 mai 2017 au format pdf.

La suite plus tard dans la journée... en principe. La suite de la causerie.

Les pendules sonnent rarement à la même heure.

On pouvait lire en guise de conclusion de l'article mis en ligne dans cette page *2017, le coup d'Etat* :

- "Or l'oligarchie actuelle cherche avant tout à maintenir sa position privilégiée. A cette fin, elle maintient obstinément le système de valeurs organisé autour de la croissance matérielle et de la surconsommation – un système qui accélère notre entrée dans la crise écologique. » L'heure du choix de société a sonné…"

Or l'oligarchie incarne non seulement le capitalisme financier, mais le capitalisme dans son ensemble et son devenir au stade suprême de l'impérialisme pourrissant, et partant du constat que ce système économique était voué à la faillite ou à s'effondrer,

au-delà c'est le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'elle tend à perpétrer par n'importe quel moyen, mafieux, totalitaire ou la guerre toujours et encore contre tous les peuples, toutes les classes, y compris celle des capitalistes quand leur existence s'avère inutile ou nuisible à sa stratégie.

L'oligarchie incarne le sommet du capitalisme mondial, le niveau de développement du capitalisme le plus élevé, la fusion de l'industrie et de la finance à laquelle l'industrie doit se soumettre impérativement. Elle incarne la concentration du capital ou des richesses produites dans des proportions inégalées dans le passé, et son pendant négatif, les inégalités sociales qui ne cessent de croître.

La stratégie adoptée par l'oligarchie correspond aux besoins du capitalisme parvenu au dernier stade de sa crise, plus précisément, ce sont les rapports sociaux qui en sont à l'origine et qui alimentent la lutte des classes qui en sont la cause, fondés sur les inégalités entre les classes qui traduisent des conditions et des besoins inconciliables entre les classes, qui à leur tour vont se traduire par un ensemble de contradictions qui vont caractériser les lois de fonctionnement du système économique capitaliste et qui vont s'appliquer à tous les secteurs économiques, de sorte que le développement du capitalisme débouchera sur toujours plus d'inégalités sociales entre les classes ou la suppression de ces classes si le prolétariat parvenait à s'emparer du pouvoir politique et à inverser ces rapports sociaux en sa faveur dans un premier temps, les abolir par la suite.

C'est uniquement dans ce sens que "l'heure du choix de société a sonné", le concevoir autrement nous condamnerait à demeurer sous le joug du capitalisme et du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, là il n'existe pas de demi-mesure ou de troisième voie.

Mystification et figuration

Un scoop.

En Marche ! n'est pas un parti... mais le devient.

Macron est un figurant, tous les membres de son gouvernement seront des figurants, tous les députés de REM seront des figurants... Comment cela ? Pourquoi, vous n'avez pas encore compris que la politique qu'ils vont appliquer leur sera transmise par les idéologues au service de l'oligarchie qui l'auront rédigée sous ses ordres. Sinon quel sens aurait la désignation de Macron ? Il a dit qu'il exigeait des hauts fonctionnaires loyaux, aux ordres quoi, c'est clair, non ? Pas de "frondeurs", pas de contestataires, pas de questions, pas de discussions ouvertes...

C'est un régime vertical, totalitaire, comme peut l'être le fascisme qui est en train de s'installer durablement si on n'en prend pas la mesure.

La logique qui tue.

En Marche ! n'est ni de droite ni de gauche, non, il est de droite et de gauche affirment-ils, et comme la droite ne pouvait pas être de gauche, c'était bien la gauche qui était de droite. C'est dommage que les militants n'y pensent pas ou n'en tirent aucune conclusion.

Eh oui ! on n'a jamais vu un capitaliste confondre ses intérêts avec ceux d'un ouvrier. Par contre un ouvrier confondra volontiers ses intérêts avec ceux de son patron, normal, c'est lui qui rédige sa feuille de paie et non l'inverse. Mais cela ne vient pas spontanément à l'esprit de l'ouvrier. Eh oui, messieurs les gauchistes, il n'est pas né marxiste !

Mon père ouvrier en bâtiment (menuisier) a voué toute sa vie un culte à ses patrons et aux puissants, j'en ai tiré des leçons en me jurant de ne jamais y ressembler ! Et c'est ce qui a pourri nos relations jusqu'à sa mort, il y a de cela 15 ans déjà. Raison de plus pour haïr le capitalisme.

Parole d'internaute.

- "*Ce qui me consterne le plus ce n'est pas de voir à quel point la presse nous prend pour des demeurés, c'est de voir que globalement ça marche !*"

Vous avez le jeu de mot facile !

J'ignore si les cons osent tout, en tout cas, ceux qui prennent les gens pour des cons osent tout assurément, non sans un certain succès il faut bien l'admettre.

Il paraîtrait que le ministère de l'Intérieur aurait publié une statistique selon laquelle seulement 4,98 % des électeurs inscrits auraient voté « pour soutenir le programme de Macron », c'est-à-dire moins de patrons en tous genres et de CSP+ ainsi que

les membres de leurs familles, plus un nombre indéterminé d'écervelés que compte le pays, on a envie de dire : qui dit mieux ou plutôt moins, grotesque !

Mais pourquoi se servir de cette statistique qui ne rime à rien, vous demanderez-vous peut-être ? Juste pour vous faire croire que tout est possible, maintenir mobiliser des militants en recourant à n'importe quel subterfuge, quitte à triturer la réalité, c'est une méthode de conditionnement comme une autre, malhonnête, dont les auteurs paieront le prix le moment voulu. Sur le Net j'ai recherché cette statistique, en vain.

Il y en a qui affirment encore que les syndicats seraient indépendants, alors qu'ils ont appelé à voter Macron, hormis Mailly (FO) qui a trouvé des vertus démocratiques à Macron. Et bien il y en a qui les croient. Et puis, s'ils ont organisé 13 ou 14 journées d'action pour faire passer la loi El Khomri, cela prouve bien qu'ils sont indépendants, non ? De quoi ? Chut ! Quand tu es con, tu ne poses pas ce genre de questions. Ils appellent cela aussi la démocratie.

C'est désespérant, n'est-ce pas ?

En lisant un tas d'articles, je me suis aperçu que quelques auteurs - on les compte sur les doigts d'une main, en arrivaient à affirmer que le PS était de droite depuis plus d'un siècle. Un jour ou l'autre tous le déclareront en choeur, quand cela ne présentera plus aucun intérêt, ensuite ils pourront toujours se prévaloir auprès de leurs lecteurs ou des militants de toujours leur avoir dit la vérité, et cela marchera parce qu'ils sont amnésiques de manière générale.

La vertu de vous raconter n'importe quoi réside dans le fait que vous finissez par ne plus rien croire du tout, même la vérité vous semble suspecte, vous n'êtes plus en mesure de la discerner du mensonge ou de la fabulation, c'était leur objectif pour que vous vous en détourniez.

Aux Etats-Unis, ils ont fini par dégoûter et détourner les Américains de la politique, afin qu'ils les laissent gouverner tranquillement. C'était le pire qui pouvait leur arriver. Je me suis battu pour qu'on n'en arrive pas là en France, mais hélas on y est !

Il y a deux fossoyeurs en chef en France, Macron et Mélenchon. Macron (et Valls) nous a rendu service à sa façon en liquidant le PS, comme nous sommes ingrats, nous avons appelé au boycott au second tour de la présidentielle. Quant à Mélenchon j'ai refusé d'appeler à voter pour sa candidature, par contre j'appelle à soutenir son mouvement lors des législatives, on pourrait ajouter contre lui après qu'il est décidé de le torpiller.

En l'espace de quelques jours il a montré de quoi il était capable en terme de reniement ou de trahison diront certains, appelant de ses voeux une VIe République et la convocation d'une Assemblée constituante, pour finalement annoncer qu'il se fondrait bien dans la Ve République en tant que Premier ministre compatible avec Macron, tout le personnage est résumé ici, au-delà il n'y a rien, que du baratin, du vide. Je crois qu'on peut déjà annoncé que son mouvement ne survivra pas à cette épreuve. Je me demande même si pour avoir annoncé la couleur brutalement, cela vaut encore le coup de soutenir son mouvement. On ne tient pas spécialement à l'enterrer prématurément, mais on doit tenir compte des faits et de leur portée au cours de l'évolution de la situation politique. Maintenant il est vrai que les travailleurs et les membres de ce mouvement n'interprèteront pas forcément ses dernières déclarations de la même manière qu'on vient de le faire.

A ce propos, il m'est revenu à l'esprit quelque chose en rapport avec le sujet précédent, il y a tout lieu de penser que 30, 40% ou plus sont prêts à donner sa chance à Macron, j'en suis absolument convaincu, je sais comment réagissent les gens de mon milieu, le milieu ouvrier, je pense à ma mère, à ma soeur et je suis certain qu'elles pensent de la sorte. Alors pourquoi n'en irait-il pas de même des membres de FI vis-à-vis de Mélenchon malgré ses déclarations qui ne laissent aucun doute sur ses réelles intentions ? Il est peut-être prématuré pour adopter un autre rapport avec son mouvement, de toute manière cela ne changerait rien à l'attitude à avoir envers eux que j'ai décrit dans une précédente causerie.

Quand on pose les bonnes questions à un travailleur ou à un militant, il va forcément se trouver acculer et obliger de reconnaître que vos arguments sont justes, tout du moins dans son fort intérieur, qu'il l'admette ouvertement est une autre affaire, tout dépend des rapports que vous avez établis avec lui, il faut que les conclusions auxquelles il est amené à venir semblent provenir de lui, il ne faut donc pas être dans un rapport de dominant à dominé tel que nous y incite les rapports sociaux existant, il faut se conduire en socialiste, j'allais dire avant l'heure, comme si ces rapports avaient déjà été abolis, tout du moins en faire abstraction ou s'en libérer le temps d'une discussion loyale et fraternelle, je pense que c'est ainsi que l'on doit concevoir nos rapports si on veut parvenir à partager nos idées avec le plus de travailleurs ou de militants possible.

Ce n'est pas facile de se comporter d'égal à égal avec quelqu'un, parce qu'on craint qu'à un moment donné l'autre prenne le dessus sur nous ou que nous ne contrôlions plus la situation, se sentir dominé est désagréable, et bien si on en a conscience, on peut se dire que c'est la même chose pour la personne qui est en face de nous, donc épargnons-lui ce désagrément, soyons simple, modeste, et tout se passera bien. C'est à cela que devrait servir aussi la formation des militants, enseigner ce genre de rapports, non ?

Vive le roi !

Réflexion d'un touriste qui tentait de suivre l'actualité politique française en écoutant les commentateurs de la radio : Je ne savais pas que c'était aujourd'hui le sacrement du nouveau roi de France...

Pourquoi tant d'éloges ou de superlatifs à propos de Macron ? Pour camoufler qu'il est vide, creux, que c'est juste un figurant dans une mauvaise pièce de théâtre que sa nounou sert à meubler. Si vous n'en êtes pas tout à fait convaincu, lisez l'article d'Atlantico consacré à la conférence de presse qu'il a donnée à Berlin avec Merkel. (Le titre de l'article que vous pouvez trouver sur le Net : Emmanuel Macron en appelle à une "refondation historique de l'Europe" - Atlantico.fr 15.05)

Le seul talent de Macron doit résider dans sa faculté à retenir des textes ou des paroles à la manière d'un acteur de théâtre et à les rendre en entrant dans le personnage qu'il incarne. Attali, sa nounou et tous ceux qui l'ont approché devraient le confirmer.

Etat policier et militarisation de la société et des esprits.

Macron s'en va-t-en-guerre

Macron remonte l'avenue des Champs-Élysées à bord d'un véhicule militaire

Il réserve sa première visite officielle à un établissement militaire (un hôpital) à Clamart.

Il annonce une visite à l'armée française d'occupation au Mali la semaine suivante.

Pour ne pas être en reste, à peine nommé le Premier ministre se rend à la préfecture de police de Paris.

En famille, il ne lui manquait plus que l'eucharistie! A quand la béatification !

- Le pape adresse à Emmanuel Macron ses "voeux très cordiaux" - L'Express.fr

Emulation réciproque

- Hillary Clinton « En Marche ! » - voltairenet.org

Hillary Clinton a annoncé la création d'Onward Together, une association visant à renverser le président Trump et à le remplacer par l'ancienne secrétaire d'État.

La dénomination d'Onward Together (En avant ensemble) est la reprise littérale de Kadima ! du général Ariel Sharon et d'En Marche ! du président Emmanuel Macron. voltairenet.org 16.5

Marche, marche, marche, marche... ou crève !

- Quelque 550 candidats de Macron investis, Le Maire, Riester ou Le Foll protégés - AFP

Quelque 550 candidats de La République en marche! pour les législatives étaient investis mardi soir et plusieurs ténors de la droite, comme Bruno Le Maire, et de la gauche, comme Stéphane Le Foll, seront protégés, a-t-on appris de sources concordantes.

Une vingtaine de circonscriptions restaient encore à pourvoir mardi soir après une nouvelle réunion de la Commission d'investiture, a indiqué à l'AFP un de ses membres.

Parmi elles, certaines sont situées dans les Outre-mers et doivent être encore attribuées.

Mais d'autres n'auront aucun candidat de La République en marche! afin d'épargner des personnalités de droite ou de gauche dont la sensibilité est compatible avec le projet de M. Macron.

Sont concernés, selon un autre membre de la Commission, Les Républicains Franck Riester (Seine-et-Marne), Benoist Apparu (Marne) et Bruno Le Maire (Eure), qui pourraient aussi intégrer le gouvernement dévoilé mercredi.

A gauche, Marisol Touraine (Indre-et-Loire) et Stéphane Le Foll (Sarthe) sont également épargnés.

De même, la ministre du Travail Myriam El Khomri (PS) et Pierre-Yves Bournazel (LR), qui s'affrontent à Paris mais pourraient

chacun se montrer favorables aux réformes de M. Macron, n'auront aucun candidat de La République en marche! face à eux, a-t-on appris de même source.

Proche du maire de Nice Christian Estrosi, Marine Brenier (Alpes-Maritimes) devrait également avoir le champ libre.

Au total, une bonne dizaine de circonscriptions seront concernées, après un dernier affinage. Le parti de M. Macron, qui a dévoilé une liste de 511 noms lundi soir, avait déjà annoncé appliquer un tel traitement de faveur à l'ancien Premier ministre Manuel Valls dans l'Essonne.

La fin du dépôt légal des candidatures pour les législatives (11-18 juin) est vendredi. AFP 17.05

Chaud devant...

- Emplois : les dossiers chauds qui attendent le nouveau gouvernement - Franceinfo

Plus d'un millier de personnes, dont Jean-Luc Mélenchon et Philippe Poutou, ont manifesté dans la Creuse en soutien aux salariés de GM&S, ce mardi 16 mai. L'ambiance est explosive : 277 ouvriers menacent de faire exploser l'usine de GM&S avec des bonbonnes de gaz. Ils protestent contre la menace de liquidation qui pèse sur l'entreprise depuis plusieurs mois. l'équipementier automobile n'est pas le seul dossier qui attend le nouveau président de la République.

3 000 emplois en danger chez William Saurin

En plus de GM&S, d'autres dossiers sont en souffrance : Whirlpool (290 emplois en danger), William Saurin (3 000 salariés), Tati et Vivarte (2 700 emplois). Les salariés n'arrêtent pas de se battre. Pour chacun de ses dossiers, des repreneurs sont en lice, mais ils ne sauveront pas l'ensemble des emplois. Chez GM&S, la situation semble aujourd'hui inextricable. Le futur gouvernement d'Emmanuel Macron devra apporter des réponses très rapidement.

Un peu plus tard, il y aura les restructurations d'Arc International. "L'usine de cristal dans le Pas-de-Calais risque le défaut de paiement en juin. 5 500 emplois sont concernés. L'ancien ministre Macron avait organisé un premier sauvetage en 2015 avec un repreneur américain. Vivarte, le groupe de textiles et chaussures, en est à son 5e plan social. 900 emplois vont être supprimés. Un démantèlement complexe qui prendra du temps", conclut le journaliste. Franceinfo 16.05

De la rupture à la déchirure.

- Les Républicains : le parti se déchire entre pro-Macron et pro-Baroin - Franceinfo

Deux lignes sont en train de s'opposer chez Les Républicains, et la scission est proche. "Hier, ils étaient 22 élus LR et UDI à signer un appel à rejoindre Emmanuel Macron. Ce soir, ils sont plus de 160 à avoir signé cet appel", assure Patricia Issa-de-Grandi, en direct du QG Les Républicains, dans le 15e arrondissement de Paris. De l'autre côté, la droite dure, celle de François Baroin, ne lâche rien pour les législatives. "Ches les Républicains, on lance également un appel au rassemblement et au soutien de leur candidat pour les législatives", ajoute la journaliste. "Chez Les Républicains, c'est la guerre des nerfs"

Depuis, les deux lignes du parti se répondent à coup de communiqués de presse opposés. "Vous l'avez compris, à droite chez Les Républicains, c'est la guerre des nerfs. C'est à celui qui fera craquer l'autre, mais personne ne veut endosser cette responsabilité d'une scission." Moins d'un mois avant le premier tour des législatives, le parti est plus divisé que jamais. Franceinfo 17.05

- Un contre-appel des Républicains contre Macron - Reuters

Les membres du bureau politique des Républicains ont dénoncé "à 95%" la main tendue à Emmanuel Macron par plusieurs élus de droite et ont lancé un "contre-appel", a-t-on appris mardi soir dans l'entourage du secrétaire général du parti, Bernard Accoyer.

A la suite de la nomination d'Edouard Philippe, député-maire LR du Havre, au poste de Premier ministre, une vingtaine d'élus de la droite et du centre avaient appelé lundi soir leur camp à répondre favorablement "à la main tendue par le président de la République".

"Cet appel est un coup de poignard dans le dos de nos 577 candidats aux législatives", a dénoncé Eric Woerth pendant le bureau politique, selon des propos rapportés par un participant.

Le contre-appel, qui sera soumis aux candidats investis par l'alliance LR-UDI pour les législatives des 11 et 18 juin, les invite à s'engager "à défendre résolument les valeurs et le projet politique de la droite et du centre". "Ce projet n'est évidemment pas

celui des candidats En Marche", poursuit le texte.

Seuls deux membres du bureau politique, le maire de Nice Christian Estrosi et la sénatrice du Bas-Rhin Fabienne Keller, tous deux signataires de l'appel lancé lundi, ont soutenu cette démarche devant l'instance dirigeante du parti.

En revanche, plusieurs proches d'Alain Juppé ont apporté leur soutien au "contre-appel". "Juppéiste ne rimera pas avec opportuniste", a déclaré Virginie Calmels, proche du maire de Bordeaux, dont les propos étaient également rapportés. Reuters 17.05

La division En Marche !

Le PCF torpille le mouvement de Mélenchon...

- Le Parti communiste a investi 484 candidats pour les législatives - AFP

Le Parti communiste a publié mardi une liste de 484 candidats investis pour les législatives, avec le choix de se désister dans certaines circonscriptions pour soutenir des candidats de La France insoumise, EELV, du PS ou d'Ensemble!.

Dans cette liste à parité homme-femme, le PCF soutient notamment les candidatures de Clémentine Autain (Ensemble!), de la féministe Caroline de Haas ou de François Ruffin, investi par La France insoumise. Malgré de très fortes dissensions avec le mouvement de Jean-Luc Mélenchon, le PCF a également retiré ses candidats dans plusieurs circonscriptions des Bouches-du-Rhône, notamment la 4e où se présente l'ancien candidat à la présidentielle.

Au total, 40% des candidats présentés par le PCF ont "moins de 50 ans, dont 20% ont moins de 40 ans". La moyenne d'âge est de 51 ans, a précisé le PCF dans un communiqué. Un quart des candidats sont des retraités, 26% des employés, 20% des fonctionnaires et 7% des ouvriers.

De même source, "70% n'ont jamais encore exercé de mandat électif".

Malgré le soutien du Parti communiste à la candidature de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle, les deux mouvements n'ont pas réussi à s'entendre sur des candidatures communes plus nombreuses.

Outre la question financière, les deux parties reconnaissent une différence de vue stratégique.

La France insoumise souhaite mener une campagne nationale avec une identification visuelle unique et très claire, et une campagne basée sur son programme à la présidentielle, "l'Avenir en commun" dans le but d'obtenir la majorité et de contraindre le président Emmanuel Macron à une cohabitation. L'affiche de campagne, présentée mardi à la presse reprend celle utilisée pour la présidentielle, avec un grand portrait de Jean-Luc Mélenchon, auquel sont accolés les portraits du binôme candidat. Le logo de La France insoumise, le phi grec, est représenté en bonne place, de même que le slogan "la force du peuple".

De son côté, le PCF estime que "la diversité n'est pas un problème" et refuse l'"exigence d'un alignement" politique mais aussi visuel demandé par le mouvement de M. Mélenchon. "Nous avons un désaccord profond sur notre conception d'un rassemblement à gauche à vocation majoritaire: imposer une force hégémonique, ou installer une vraie coalition de projet", constate un membre de la direction. AFP 17.05

Xénophobie ordinaire et stratégie du chaos

- Etats-Unis : les démocrates exigent le transcript de l'échange Trump-Lavrov - euronews

- Kiev accuse Moscou d'une cyberattaque contre le site de la présidence - Reuters

- Kiev multiplie les sanctions contre les médias et les réseaux sociaux russes - Liberation.fr

- Russie: une chanson pour décourager les étudiants de manifester - L'Express.fr

- Tchétchénie: des associations LGBT accusent Kadyrov de "génocide" devant la CPI - L'Express.fr

- Venezuela: 42 morts en six semaines de manifestations - AFP

- Mexique: indignation après un nouveau meurtre de journaliste - AFP

- Centrafrique: au moins 26 morts à Bangassou selon l'ONU - AFP

Haut de page

Le 19 mai 2017

CAUSERIE

- La causerie du 18 mai 2017 au format pdf.

On se détend un peu.

Hier soir, la jeune femme tamoule qui habite en face de chez moi, Kagelvéli, a remis à ma compagne Selvi une photo de Macron embrassant sa nounou qu'elle avait découpée dans un journal indien en tamoul, elle n'en revenait pas de la différence d'âge qu'il y a entre eux, Selvi s'écriant, c'est sa maman, c'est dégueulasse ! J'ai aussitôt pensé en me marrant à la sortie de Berlusconi que les médias ont brocardé en l'accusant de sexisme, alors qu'il se tape des putes qui ont 40 ans de moins que lui, mais au moins il n'en a épousé aucune, l'honneur est sauve, morale ou jugement épiscopal oblige !

C'est intéressant de constater qu'une femme ultra arriérée peut adopter des principes ou des valeurs qui sont apparus au cours du développement de la civilisation humaine, alors qu'une femme évoluée, une aristocrate ou fille d'industriels, ex-épouse d'un banquier, visiblement perturbée psychologiquement, frustrée à force d'être blasée, en viendra à laisser libre cours à son instinct primaire ou animal, à ses fantasmes décomplexés.

L'attitude (dominatrice) de cette femme qui considère que rien ne doit entraver la satisfaction de ses désirs, témoigne de la décadence d'un régime à bout de souffle, alors que celle de cette femme ultra arriérée s'inscrit dans le cadre d'un processus en cours ou inachevé, où certaines régles ou valeurs jouent encore un rôle progressiste. Autrement dit, cette femme arriérée sera amenée à progresser, c'est déjà le cas des femmes plus jeunes qu'elle, Selvi à 47 ans, alors que la femme évoluée est vouée à régresser. En quelque sorte l'attitude de ces deux femmes correspond à l'orientation de la situation économique et politique de la France et de l'Inde.

Mais qu'on ne se fasse pas d'illusions, sous le règne du capitalisme elles connaîtront dans l'avenir le même tragique destin. Les droits concédés aux femmes par le capitalisme ne devaient servir qu'à les exploiter au même titre que les hommes, tout en aliénant leur personnalité et non pas pour qu'elles s'épanouissent, leur émancipation de la domination des hommes a été conçue pour qu'elles se retrouvent sous la coupe du capitalisme, mais cette fois, seules pour l'affronter, donc plus faibles ou vulnérables.

Ils assument, iront-ils jusqu'au bout ?

Le recyclage des déchets fanatiques de l'Union européenne et de la guerre.

Un gouvernement de transfuges, de traîtres, près à transgresser toutes les règles établies par fidélité envers leur ambition dévorante et insatiable, les hommes de main de l'oligarchie, par définition destinés à exécuter des besognes souvent basses ou criminelles.

Tu m'as appris ce qu'est le monde ! Ô monde des intérêts, de la ruse, de la politique et des perfidies, à nous deux maintenant ! (Balzac, les Ressources de Quinola)

Ils savent quelle cause scélérate ils vont servir, et les ministres n'ont pas été désignés par hasard. Je n'ai pas eu le temps d'examen chacun de leur cas, cependant je me suis aperçu que certains avaient en commun d'avoir été humiliés, et que leur fournir l'occasion de se venger pourrait les conduire à accomplir leur sale besogne avec zèle.

Leur consanguinité les rend apte à tous les crimes. Et qui doivent-il assassiner ? Le peuple.

Il est très tard et je viens de regarder un épisode des aventures du célèbre détective belge d'Agatha Christies, Hercule Poirot, qui m'inspire visiblement.

Ce qui rend si attractive ou passionnante ses petites histoires, c'est l'ingéniosité avec laquelle des criminels mettent en scène leurs mauvaises intentions tout en déployant une batterie d'artifices pour les dissimuler et ainsi défier ou mettre en échec la logique, sachant que c'est ce qui fait le plus défaut à la plupart des gens dont les policiers.

Cependant l'art consommé de l'intrigue ou le scénario le plus ingénieux imaginé comportera des imprévus ou présentation des imperfections au moment de sa réalisation qui échapperont à son auteur, mais pas à un fin observateur qui s'acharnera à les découvrir. Finalement, c'est l'assurance du malfaiteur ou du criminel d'agir selon une logique parfaite qui le perdra.

Quelque part Macron incarne la même chose, c'est le même procédé qu'il met en oeuvre pour berner le peuple, il défie la logique, sachant que le peuple en manque singulièrement, il rassemble la droite et la gauche qui incarnent des classes et des intérêts opposés en lui faisant croire que ce sera pour le bien commun ou général, alors qu'en réalité il oeuvrera uniquement pour le compte de la classe dominante et contre la classe dominée.

Confondre une logique qui est le produit d'une construction ou d'un montage intellectuel, d'un concept idéologique, et la logique de la lutte des classes va réserver bien des surprises à Macron et sa cour de bras cassés.

Le centrisme, c'est le dépassement de la droite ou la droite extrême avançant sous différents masques : modéré, humaniste, de gauche ou démocrate. Cela se traduit en pratique par la confusion savamment entretenue entre valeurs ou morale et l'intérêt général qu'il prétend servir, en réalité le capital, les uns servant sournoisement à justifier l'autre.

Ce qui définit le centrisme, ce sont aussi les moyens fallacieux, malicieux ou sournois auxquels il recourt pour enrober son discours populiste et camoufler sa véritable nature ou ses réelles intentions.

Le centrisme, de droite à l'origine, n'aura aucun mal à se lier à la gauche de droite, pour finalement rester fidèle à son origine. Sa trajectoire ou son orientation correspondra aux besoins du capitalisme sur le plan institutionnel, ce qui l'amène logiquement à se présenter aujourd'hui sous la forme du corporatisme.

Le centrisme n'existe pas en tant que courant politique indépendant. Il est le lien social entre la droite et la gauche de collaboration de classes conduisant au corporatisme, donc menant au fascisme ou réalisant le programme du fascisme sans que le parti de l'extrême droite ne participe au gouvernement.

Le centrisme est donc par nature amené à devenir le pôle de regroupement de l'extrême droite néolibérale, les pires ennemis de la classe ouvrière.

François Bayrou a créé fin février 2006 avec la New Democrat Coalition américaine, composante parlementaire du Parti démocrate, une « internationale », ou plutôt une Alliance mondiale des démocrates. (Source : wikipedia.org)

Pendant des décennies et des décennies jusqu'à nos jours nos dirigeants n'ont cessé de marteler que la classe ouvrière n'avait pas été défaite, alors qu'en réalité elle avait enregistré tellement de reculs et de défaites, elle avait perdu tellement d'acquis ou de droits sociaux et politiques qu'elle en était rendue finalement au même point, par étapes et non brutalement ou d'un coup, par le biais du réformisme et de la collaboration de classes auxquels recourra le mouvement ouvrier en s'assurant les services du PS pour connaître à l'arrivée le sort auquel il le destinait.

A l'arrivée on s'aperçoit qu'étape par étape la réaction parvient à ses fins ou à réaliser ses objectifs dans tous les domaines. Pourquoi l'occulter ou le nier, pourquoi ne pas en tenir compte, pourquoi ne pas s'en tenir aux faits, à la réalité ? Peut-être parce qu'elle ne correspond pas à l'interprétation qu'on en a donné, et qui servait à justifier une politique opportuniste ou des intentions inavouables.

Si vous voulez en savoir plus sur le centrisme en France :

https://fr.wikipedia.org/wiki/Centrisme_en_France
http://www.centrisme.free.fr/prod04.htm
http://www.lecentrisme.com/p/histoire-du-centrisme-en-france.html

A savoir :

François Bayrou a créé fin février 2006 avec la New Democrat Coalition américaine, composante parlementaire du Parti démocrate, une « internationale », ou plutôt une Alliance mondiale des démocrates.

La liste complète des figurants du gouvernement

- Découvrez qui sont les membres du gouvernement d'Edouard Philippe - franceinfo

Gérard Collomb, ministre de l'Intérieur

Age : 69 ans

Parti politique : PS

Investi en politique depuis plus de 40 ans, Gérard Collomb n'incarne pas vraiment le renouvellement cher à Emmanuel Macron. Député de 1981 à 1988, sénateur depuis 1999 et maire de Lyon depuis 2001, il n'a toutefois jamais occupé de poste ministériel. Surtout, il est le premier élu local de poids à avoir soutenu Emmanuel Macron. Sa ville est par ailleurs considérée par plusieurs observateurs comme un laboratoire du "macronisme" économique.

Nicolas Hulot, ministre de la Transition écologique et solidaire

Age : 62 ans

Parti politique : aucun

Cette fois-ci, c'est la bonne. Après plusieurs rendez-vous manqués avec la politique, Nicolas Hulot prend enfin la tête du grand ministère qui lui était promis de longue date. Un poste qu'il a refusé une première fois en 2002, puis en 2016. Entre-temps, le créateur de l'émission "Ushuaïa" a failli se présenter à la présidentielle de 2007 (avant de renoncer), à celle de 2012 (battu par Eva Joly lors de la primaire écologiste) et a songé à partir à la bataille en 2017. Dans l'entre-deux-tours, Nicolas Hulot, qui n'avait pas pris parti pendant la campagne, a appelé dans Le Monde à voter Macron par "raison" et non par "adhésion", accusant le candidat de n'avoir "pas pris la mesure de l'exigence de solidarité dans laquelle se trouvent le pays, l'Europe et le monde".

François Bayrou, ministre de la Justice

Age : 65 ans

Parti politique : MoDem

L'actuel maire de Pau a derrière lui une longue expérience politique : près de 20 ans de mandats à l'Assemblée nationale, neuf années à la tête du conseil général des Pyrénées-Atlantiques… François Bayrou a aussi été ministre de l'Education nationale dans les gouvernements d'Edouard Balladur puis d'Alain Juppé, de 1993 à 1997. Surtout, il a été candidat à trois reprises à la présidentielle, en 2002, 2007 et 2012, avec la volonté d'incarner "un centre indépendant".

Sylvie Goulard, ministre des Armées

Age : 52 ans

Parti politique : MoDem

Diplômée de Sciences Po et de l'ENA, Sylvie Goulard a une carrière politique entièrement tournée vers les questions européennes. Eurodéputée depuis 2009 (élue sur la liste UDI-MoDem), elle a aussi conseillé le président de la Commission européenne, Romano Prodi, entre 2001 et 2004. Elle a choisi de soutenir Emmanuel Macron dès sa déclaration de candidature, au mois de novembre. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères

Age : 69 ans

Parti politique : PS

Ministre de la Défense durant tout le quinquennat de François Hollande, Jean-Yves Le Drian a supervisé les opérations extérieures menées par l'armée française contre les groupes jihadistes au Sahel, en Irak et en Syrie. Des missions qui ne sont à ce jour pas terminées et sur lesquelles il continuera à avoir un œil depuis le Quai d'Orsay. Expérimenté, sérieux et apprécié à gauche comme à droite, il est un atout de poids pour le président Macron, qui n'est pas un spécialiste des questions de défense. Richard Ferrand, ministre de la Cohésion des territoires

Age : 54 ans

Parti politique : PS

De tous les politiques qui entourent Emmanuel Macron, Richard Ferrand en est le plus proche. Entre les deux hommes, la

confiance se noue dès l'été 2014, lorsque le député du Finistère, inquiet de la réforme des professions réglementées, est reçu par le nouveau ministre de l'Economie. Le courant passe immédiatement et l'ancien aubryste tombe sous le charme. Nommé rapporteur général de la loi Macron, Richard Ferrand gagne la confiance de son nouveau mentor, qui lui confie le secrétariat général de son mouvement, En marche !. A ce poste, il devient un rouage essentiel de la campagne victorieuse d'Emmanuel Macron. Deux jours après le second tour, il annonce qu'il quitte le Parti socialiste, auquel il avait adhéré en 1980.

Agnès Buzyn, ministre de la Santé

Age : 54 ans

Parti politique : aucun

Médecin spécialiste d'hématologie, d'immunologie des tumeurs et de la transplantation, Agnès Buzyn occupe depuis mai 2016 le poste de présidente de la Haute Autorité de santé. Par le passé, elle a également présidé le conseil d'administration de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) et dirigé l'Institut national du cancer.

Françoise Nyssen, ministre de la Culture

Age : 65 ans

Parti politique : aucun

D'origine belge, Françoise Nyssen dirige la maison d'édition Actes Sud, basée à Arles (Bouches-du-Rhône). On ne lui connaît pas d'engagement politique, mais avant le second tour, elle avait publié un texte dans lequel elle écrivait : "Dimanche, je voterai avec détermination et joie pour Emmanuel Macron", reconnaissant au candidat d'En marche ! d'avoir "mis la culture en première position de son programme".

Bruno Le Maire, ministre de l'Economie

Age : 48 ans

Parti politique : Les Républicains

Haut fonctionnaire formé à l'Ecole normale supérieure, Sciences Po et l'ENA, Bruno Le Maire a commencé sa carrière politique auprès de Dominique de Villepin, duquel il a fini par s'émanciper. Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes puis ministre de l'Agriculture sous Nicolas Sarkozy, il a tenté (sans succès) d'incarner le renouveau au sein de sa famille politique, en se présentant à la présidence de l'UMP en 2014 puis à la primaire de la droite en 2016. Entre les deux tours de la présidentielle, le député de l'Eure a été l'un des premiers élus LR à se dire prêt à contribuer à une majorité autour d'Emmanuel Macron.

Muriel Pénicaud, ministre du Travail

Age : 62 ans

Parti politique : aucun

Muriel Pénicaud a travaillé comme dirigeante dans de nombreux grands groupes comme Danone ou Dassault Systèmes, deux entreprises dans lesquelles elle a notamment été en charge des ressources humaines. Le ministère du Travail ne lui est pas inconnu, puisqu'elle a travaillé au cabinet de Martine Aubry entre 1991 et 1993.

Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Education

Age : 52 ans

Parti politique : aucun

Professeur de droit public, Jean-Michel Blanquer est un proche du sénateur Les Républicains François Baroin, qu'il connaît depuis le CM2, selon Le Monde. Il a été en 2006 directeur adjoint du cabinet de Gilles de Robien, alors ministre de l'Education nationale au sein du gouvernement de Dominique de Villepin. Il a ensuite été directeur général de l'enseignement scolaire au ministère, de décembre 2009 à novembre 2012, avant de prendre en 2013 la direction générale de l'Essec, une grande école de commerce. Dans une chronique publiée dans Le Point en mai, il saluait la "troisième voie" prônée par Emmanuel Macron en

matière d'éducation.

Jacques Mézard, ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation

Age : 69 ans

Parti politique : Parti radical de gauche

Ancien adjoint au maire d'Aurillac et conseiller général du Cantal, Jacques Mézard est sénateur du Cantal depuis septembre 2008. Cet élu du Parti radical de gauche préside le groupe Rassemblement démocratique et social européen au palais du Luxembourg. "Emmanuel Macron, c'est le choix d'une nouvelle génération capable de réussir la nécessaire modernisation de la vie politique, de briser le clivage gauche-droite souvent artificiel", écrivait-il en janvier dans un appel adressé à ses camarades de centre-gauche.

Gérald Darmanin, ministre de l'Action et des Comptes publics

Age : 34 ans

Parti politique : Les Républicains

Fidèle de Xavier Bertrand, le maire de Tourcoing (Nord) est l'un des nouveaux visages de la droite, qui était promis à un rôle important au sein de son parti. Depuis la victoire d'Emmanuel Macron et la nomination d'Edouard Philippe à Matignon, il avait multiplié les appels du pied. Dans un tweet il a ainsi salué "la décision du président de la République d'avoir dépassé les clivages politiques au service de notre pays".

Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation

Age : 53 ans

Parti politique : aucun

Professeur de génétique et de biologie moléculaire, Frédérique Vidal a dirigé la faculté des sciences de l'université Nice Sophia Antipolis de 2009 à 2012, avant de prendre la présidence de l'ensemble de l'établissement. Elle avait été réélue en 2016 pour un nouveau mandat de quatre ans à la tête de l'université.

Annick Girardin, ministre des Outre-mer

Age : 52 ans

Parti politique : Parti radical de gauche

Ce nom vous dit sans doute quelque chose : Annick Girardin occupait déjà des fonctions sous le gouvernement Valls (secrétaire d'Etat à la Francophonie, puis à la Fonction publique, sans oublier une participation importante des négociations à la COP21). L'élue de Saint-Pierre-et-Miquelon, engagée au Parti radical de gauche, était la première habitante de l'île à atteindre un poste ministériel. "Elle avait une bonne réputation sur les questions d'outre-mer", confie au JDD Gaspard Gantzer, membre de la garde rapprochée de François Hollande. Reste un handicap pour monter plus haut sur les questions internationales : sa LV1 anglais. "J'accumulais les zéros en anglais au collège", confie-t-elle cash.

Laura Flessel, ministre des Sports

Age : 45 ans

Parti politique : aucun

Laura Flessel n'est pas la première championne olympique nommée au ministère des Sports. Avant elle, David Douillet ou Alain Calmat avaient occupé le poste. Mais jamais aussi jeune que "la Guêpe", 45 ans, qui a décroché des médailles aux Jeux d'Atlanta (1996), Sydney (2000) et Athènes (2004). Le nom de l'escrimeuse n'avait pas circulé pour prendre le portefeuille, conséquence peut-être de son absence d'engagement politique, si ce n'est derrière la candidature de Paris 2024.

Elisabeth Borne, ministre chargée des Transports

Age : 56 ans

Parti politique : aucun

Quoi de plus logique que de nommer la directrice de la RATP au ministère des Transports ? Elisabeth Borne avait commencé en 2015 un mandat à la tête de la régie des transports en commun parisiens après un passage au ministère de l'Ecologie (qui comprenait les Transports) avec Ségolène Royal. Par le passé, elle avait aussi fréquenté les cabinets de Lionel Jospin à Matignon, celui Jack Lang rue de Valois et la garde rapprochée de Bertrand Delanoë à la mairie de Paris. Cette polytechnicienne connaît bien les rouages de la fonction publique, puisqu'elle a aussi occupé le poste de préfète de la région Poitou-Charentes. Reste à savoir si celle qui se rendait au travail tous les matins en métro pour montrer l'exemple va garder cette habitude…

Marielle de Sarnez, ministre déléguée aux Affaires européennes

Age : 66 ans

Parti politique : MoDem

C'est la plus proche collaboratrice de François Bayrou, dont elle a dirigé le cabinet quand celui-ci était ministre de l'Education nationale. Elle est entrée en politique pour soutenir la candidature de Valéry Giscard d'Estaing à l'élection présidentielle de 1974. Elle a ensuite travaillé auprès de différents responsables de l'UDF, comme Simone Veil ou Raymond Barre. Députée européenne depuis 1999, elle est aujourd'hui candidate aux législatives dans la 11e circonscription de Paris.

Christophe Castaner, secrétaire d'Etat en charge des Relations avec le Parlement

Age : 51 ans

Parti politique : PS

Maire socialiste de Forcalquier (Alpes-de-Haute-Provence) depuis 2001 et député depuis 2012, il a soutenu Emmanuel Macron avant même qu'il ne se déclare officiellement candidat à la présidentielle. Rapporteur de la loi Macron à l'Assemblée nationale en 2015, Christophe Castaner a subi une lourde défaite aux régionales en Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'obligeant à retirer sa liste au profit de celle de Christian Estrosi pour faire barrage au Front national. Début mars, il a annoncé qu'il se mettait en congé du PS pour se ranger pleinement derrière Emmanuel Macron.

Marlène Schiappa, secrétaire d'Etat chargée de l'Egalité des femmes et des hommes

Age : 34 ans

Parti politique : En marche !

Cette féministe est responsable du pôle "égalité femmes-hommes" d'En marche ! Blogueuse, elle a fondé le réseau Maman travaille, qui milite notamment sur les thèmes de la conciliation vie professionnelle-vie personnelle et de l'égalité parentale. Elle a travaillé au cabinet de Laurence Rossignol, ministre des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes, pendant quelques mois en 2016. Adjointe au maire socialiste du Mans depuis 2014, Marlène Schiappa a cofondé le "mouvement des élu-e-s français-es pour l'égalitéé" et a rejoint le mouvement d'Emmanuel Macron dès le début de la campagne présidentielle.

Sophie Cluzel, secrétaire d'Etat chargée des Personnes handicapées

Age : 56 ans

Parti politique : aucun

Sur un thème dont il avait fait sa carte blanche au cours du débat d'entre-deux-tours, Emmanuel Macron a choisi une militante engagée de longue date dans la lutte pour l'intégration des personnes handicapées. Cette mère de quatre enfants, dont une fille trisomique, a fondé différentes associations de scolarisation d'enfants handicapés dont le collectif SAIS92 et l'association Grandir à l'école. Présidente de la Fédération nationale des associations au service des élèves présentant une situation de handicap (FNASEPH) depuis 2011, elle a organisé en 2012 le premier Grenelle de l'intégration des jeunes handicapés dans la société.

Mounir Mahjoubi, secrétaire d'Etat chargé du Numérique

Age : 33 ans

Parti politique : En marche !

C'est l'un des hommes du président. Lui qui avait activement participé à la campagne numérique de Ségolène Royal en 2007 et de François Hollande en 2012 est devenu directeur de la campagne numérique d'Emmanuel Macron. Pour rejoindre En marche !, il a quitté en 2016 la présidence du Conseil national du numérique, où il avait été nommé par François Hollande. Mounir Mahjoubi est le co-fondateur de plusieurs start-up comme Equanum, La Ruche qui dit oui ! ou French bureau. Il est investi pour les législatives sous l'étiquette La République en marche dans la 16e circonscription de Paris. franceinfo 17.05

Qui a dit ?

- Macron « se présente en tribun adepte d'un populisme désinvolte », qui « n'assume rien mais promet tout, avec la fougue d'un conquérant juvénile et le cynisme d'un vieux routier ». « De quoi restera-t-il le nom ? » . « D'une révolution manquée ou d'une victoire éclair ? D'une trahison misérable ou d'une ambition démesurée ? »

Réponse : Édouard Philippe dans une chronique dans Libération en janvier 2017.

- « Emmanuel Macron est le candidat sans projet car c'est le candidat sans convictions : il change de discours suivant l'auditoire »

Réponse : Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, le 19 février dernier, sur Europe 1, il étrillait Macron vertement. (lexpress.fr 17.05)

- "M. Macron n'aura pas de majorité [...] Loin d'être le remède d'un pays malade, il sera au contraire son poison définitif"

Son élection, estimait-il, "précipiterait la France dans l'instabilité institutionnelle et conduirait à l'éclatement de notre vie politique. Alors dans ce vide, le populisme le plus abject arrivera, celui de Mme Le Pen", disait-il aussi, après avoir décrit le "populisme light" d'Emmanuel Macron : "Un populisme chic, avec un beau sourire, de beaux costumes, une belle histoire." Le qualifiant de "pur produit du système", il attaquait aussi un candidat qui "ne sort jamais de l'ambiguïté. Il promet tout, finance tout, rembourse tout : les lunettes, les prothèses auditives et les soins dentaires ! C'est Noël avant l'heure".

Réponse : Gérald Darmanin, le nouveau ministre de l'Action et des Comptes publics

En complément.

Coup d'Etat et monarchie héréditaire.

- "6 points communs qui relient Emmanuel Macron et Louis-Napoléon Bonaparte" - Le Huffington Post

- Bayrou avait pourtant promis au moins 4 fois de ne pas entrer dans un gouvernement - Le Huffington Post

- La droite aux affaires, la gauche en vitrine - Liberation.fr

- Ces ministres qui exécutaient Macron - LePoint.fr

- Édouard Philippe, un député cancre à Matignon - LePoint.fr

Peu présent à l'Assemblée, réticent sur la transparence, opposé aux projets défendus par Macron..., le maire du Havre n'est pas le député le plus exemplaire. LePoint.fr 17.05

En oligarchie en famille. Ah ces syndicats indépendants ! Mailly en appelle à "la concertation"... pas à la mobilisation.

Jean-Claude Mailly : la nomination de Muriel Pénicaud au ministère du Travail est "plutôt rassurante" - AFP 17.05

Muriel Penicaud, 62 ans, a été nommée ministre du Travail dans le gouvernement d'Édouard Philippe, mercredi 17 mai. Sur franceinfo, Jean-Claude Mailly, le secrétaire général de Force ouvrière, a estimé que cette nomination était "plutôt rassurante".

La nouvelle ministre "a une grande expérience à la fois en cabinet ministériel, puisqu'elle fut au cabinet de Martine Aubry lorsqu'elle était ministre du Travail, et à la fois comme DRH de grandes entreprises, dont Danone qui est une entreprise réputée sur sa dimension sociale", a-t-il indiqué.

Selon Jean-Claude Mailly, Muriel Penicaud est quelqu'un "de direct, qui dit les choses et qui a une connaissance à la fois technique et politique des dossiers". Le secrétaire général de FO rappelle que la nouvelle ministre n'est pas la seule à décider, et que "c'est la ligne globale de la politique économique et sociale qui va peser".

Jean-Claude Mailly en appelle à la concertation

Le programme d'Emmanuel Macron comporte "volontairement des zones d'imprécisions, voire de flou, estime Jean-Claude Mailly. Cela mérite des éclaircissements". Le secrétaire général de FO souligne que le nouveau président a "une responsabilité immense".

"S'il veut que les choses se passent bien, il n'a pas intérêt à cliver socialement, prévient-t-il. Cela veut dire qu'il faut de véritables concertations et tenir compte de ce que disent les organisations syndicales. Est-ce que l'on est prêt à une véritable concertation, à bouger les lignes, ou est-ce que l'on veut passer en force ? Espérons que c'est la concertation qui l'emportera." Francetv info 17.05

Quel imposteur ! Ouf, on en connaît qui doivent être soulagés ! Les travailleurs eux ont le droit de s'inquiéter.

Les faussaires ou la machine à fabriquer du consentement tourne à plein régime.

Six Français sur dix approuvent le nouveau gouvernement - L'Express.fr

D'après une enquête Elabe réalisée pour BFMTV, 61% des Français sondés se disent satisfaits de la composition du premier gouvernement du quinquennat Macron. L'Express.fr 17.05

REM en tête des intentions de vote, loin devant LR-UDI et FN - Reuters

Trente-deux pour cent des Français sont prêts à voter pour le mouvement d'Emmanuel Macron et le MoDem aux élections législatives, 19% pour Les Républicains et l'UDI, 19% pour le Front national, 15% pour La France insoumise et 6% pour le Parti socialiste, selon un sondage Harris Interactive publié jeudi. Reuters 17.05

Sur le Parti de gauche.

- "L'avenir en commun"... avec Macron, non merci !

Philippe Juraver, 28 avril : "La trahison se pare toujours des plus encourageantes promesses sans lendemain"... il arrive même qu'elle les devancent !

Pour une majorité France Insoumise les 11 et 18 juin ! - Parti de Gauche le 10 Mai 2017

- "Après la majorité pour battre Le Pen, construisons une majorité pour l'Avenir en commun", c'est une manière comme une autre d'avouer avoir participé à la mystification "la majorité pour battre Le Pen"...

Ils osent proclamer que "le goût du bonheur reste contagieux", à croire qu'ils partagent celui de Macron et sa cour.

Ces gens-là sont heureux, vous non, c'est que vous ne vivez pas dans le même monde que les dirigeants du PG...

Information-désinformation. A propos du Venezuela

- L'information modulée selon certains intérêts par Oscar Fortin -14 mai 2017

La vérité des faits passe au second plan.

Cette question de l'information-désinformation (http://www.toupie.org/Dictionnaire/Desinformation.htm) revient de plus en plus sur les réseaux sociaux. Je voudrais laisser la parole à certains grands spécialistes et à certaines organisations dont le but premier est justement de décoder les tactiques et manoeuvres utilisées pour donner au mensonge l'allure de la pure vérité.

Dans un article publié en 2016 sur le site Armand Colin

(http://www.armand-colin.com/information-desinformation-comment-savoir) la problématique de l'information-désinformation est presentée de la façon suivante :

« Comment se forger une opinion sur les informations que l'on reçoit sur les réseaux, dans les médias ? Comment agit la désinformation et quel risque représente-t-elle pour la société… Dans La désinformation : les armes du faux (http://www.armand-colin.com /la-desinformation-les-armes-du-faux-9782200601362) (Armand Colin, 2016), François-Bernard Huyghe (http://www.armand-colin.com /francois-bernard-huyghe), expert de l'information et de la stratégie, présente la genèse de la désinformation, la resitue dans l'histoire des sociétés, analyse ses mécanismes profonds. Alors que nous sommes submergés par les informations vraies ou fausses, voici un ouvrage salutaire, qui, s'il ne se veut pas rassurant, nous avertit et nous permet de prendre pleinement conscience du phénomène. »

Dans les temps que nous vivons où peuples et nations se disputent leurs droits et pouvoirs, les médias de toute nature deviennent une arme de premier plan pour convaincre l'opinion publique et l'humanité entière que leurs prétentions sont justes et qu'elles répondent aux grandes valeurs dominantes de nos sociétés. Déjà, beaucoup a été écrit sur l'usage de ces médias de la part, évidemment, des plus puissants, pour justifier les interventions en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Syrie et maintenant, plus près de nous, au Venezuela. Dans ce dernier cas, le Venezuela, l'usage de la désinformation des faits devient pratiquement caricatural.

Je me permets de vous référer à cet article www.investigaction.net/le-departement-detat-usa-financeles- fausses-informations-contre-le-venezuela/#sthash.hLtju3Ni.dpuf) récent qui raconte comment tous ces montages se réalisent à l'insu de l'opinion publique qui n'a d'autres références pour décoder les faits. Voici quelques extraits.

« La tâche de financer la confusion, en faveur d'une situation de guerre non conventionnelle contre le Venezuela, est dirigée par le département d'État. C'est ce que montre (https://www.state.gov/documents/organization/238222.pdf) la Justification Budgétaire du Congrès (Congressional Budget Justification or CBJ), un rapport annuel fait au Congrès des États-Unis par cet organisme sur ses opérations à l'étranger.

En finançant les médias vénézuéliens, les États-Unis renforcent l'une des armes les plus puissantes contre le chavisme. Mark Weisbrot, un économiste du Centre de Recherche Économique et Politique (Center for Economic and Policy Research), un think-tank de Washington, a affirmé (http://inthesetimes.com/article/3697/no_strings_attached/) que « dans un certain nombre de pays, y compris le Venezuela et la Bolivie, l'USAID agit plus comme une agence impliquée dans des actions secrètes, comme la CIA, que comme une agence d'aide ou de développement. »

Les noms des organisations étrangères spécifiques qui reçoivent ces fonds sont des secrets d'État, exactement comme dans le cas de la CIA. Quand on demande des informations sur les organisations réceptrices, l'USAID répond qu'elle ne peut « confirmer ou nier l'existence d'antécédents ».

« Le circuit d'élaboration de la fausse information commence avec la déformation d'un fait, immédiatement reprise par les médias internationaux. La note est effacée en 1 à 4 heures, mais l'information continue à tourner sur les réseaux sociaux. Quand on connaît la version réelle, aucun média international ne corrige l'information, tout au moins pas avec la même véhémence. C'est ce qui s'est passé avec plusieurs morts survenues pendant les guarimbas, encore en cours, attribuées à « des collectifs chavistes » (appelés « paramilitaires » par les agents politiques).

Le département d'État a défini la ligne éditoriale des fausses informations : constituer un dossier de terrorisme d'État et de crimes contre l'humanité contre le Gouvernement vénézuélien (en faisant usage de la notion de « collectifs paramilitaires ») pour, de cette façon, aiguiser le siège diplomatique et financier contre lui. Comme cela a été fait contre le Nicaragua, Haïti, la Syrie et la Libye. »

« L'instrumentalisation des fausses informations comme arme d'une guerre psychologique et médiatique leur a servi, entre autres, à provoquer des scénarios d'intervention contre la Lybie et la Syrie. On pourra prendre comme exemple le supposé bombardement de la Place Verte à Tripoli en 2011, ou « l'attaque chimique » du gouvernement syrien la même année. Les mêmes méthodes sont utilisées au Venezuela avec l'obtention des mêmes résultats comme objectif »

Je termine avec cet exemple d'une nouvelle diffusée sur nos médias qui attribuait à l'armée d'avoir utilisé des excréments d'humain contre une opposition paisible. Or, la veille, j'avais suivi sur telesurtv.net le déroulement de ces évènements en direct où on voyait ces terroristes payés par l'opposition tirer de ces flacons d'excréments contre les policiers qui assuraient les limites prévues pour les manifestants. À ce moment, leur manifestation se réalisait face à l'Édifice du Ministère de la Justice auquel ils ont causé de nombreux dommages. Nous sommes évidemment loin de la nouvelle qui attribue aux policiers d'avoir utilisé ces excréments contre une opposition pacifique.

La vérité sur ce qui se passe au Venezuela nous est cachée [en partie ? ndlr]. Le pétrole et les mines d'or font l'envie des prédateurs nationaux et internationaux ayant à leur tête l'immense pouvoir dont dispose Washington.

Dernière info

- Violences au Venezuela: Maduro déploie l'armée dans l'ouest - AFP

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a commencé à envoyer 2.600 militaires dans l'Etat de Tachira (ouest), après des pillages et des attaques, alors qu'il est confronté depuis début avril à une vague manifestations ayant fait un 43e mort.

"J'ai ordonné le transfert de 2.000 soldats et 600 agents des opérations spéciales", a déclaré mercredi le ministre de la Défense Vladimir Padrino Lopez à la télévision d'Etat VTV, précisant agir à la demande du président socialiste.

Les militaires ont commencé à arriver à Tachira dans la nuit de mercredi à jeudi.

La veille, le chef de l'Etat avait une nouvelle fois prolongé l'état d'urgence économique, en vigueur depuis janvier 2016, qui lui permet de restreindre les "garanties" constitutionnelles et de prendre des mesures spéciales d'"ordre social, économique, politique et juridique".

Dans la nuit de mardi et mercredi, des dizaines de commerces ont été saccagés et deux commissariats incendiés à Tachira. M. Maduro a accusé mercredi des "paramilitaires" d'avoir voulu attaquer une unité militaire dans la ville de La Grita (ouest).

Des troubles agitent aussi d'autres régions du pays sud-américain, avec dans l'est de Caracas, à San Antonio Los Altos, des barricades montées par des manifestants encagoulés.

"Nous ne pouvons pas parler de manifestations. Il s'agit d'actions subversives (...) qui virent déjà à l'insurrection armée", a accusé le général Padrino Lopez.

"L'idée est de transformer le Venezuela en une Syrie et (l'Etat de) Tachira en un Alep", a-t-il ajouté, mais "nous n'allons pas permettre que la patrie verse dans la chaos". AFP 18.05

Que reprochent-ils à Trump ? D'avoir fourni des informations sur Daesh à la Russie. Pourquoi, les Etats-Unis protègent-ils Daesh ?

Médias US: un coup d'État se prépare aux États-Unis - sputniknews.com

Depuis son élection, Donald Trump est la cible d'attaques des principaux médias américains. Des attaques qui se nourrissent de fuites au plus haut niveau de l'État, ce qui laisse à penser que Trump serait menacé de destitution. Parmi les accusations portées, celles d'avoir des liens avec Moscou ou de révéler des informations secrètes au Kremlin.

Des rapports récents sur les liens présumés de Donald Trump avec la Russie suggèrent qu'à Washington, l'on s'efforce en permanence de destituer M. Trump. C'est en tout cas ce qu'estime Jake Novak, chroniqueur pour la chaîne CNBS. De plus, le journaliste suppose que Donald Trump est la cible d'un coup d'État.

Jake Novak est convaincu que la fuite d'informations sur ce que M. Trump discute avec Moscou ou de quelles donnés il a partagé avec son homologue est un plus grand scandale que le simple fait que Président d'un pays partage des informations avec un autre. Il rappelle que ce n'est pas la première fois que des personnes haut placées dans le gouvernement américain tentent de diffuser des informations non confirmées concernant des liens de M. Trump avec Moscou. Le journaliste est sûr que c'est un crime très sérieux.

M. Novak note que toutes ces fuites d'informations sur des liens entre le Président américain et la Russie ont quelque chose en commun. Toutes ont été immédiatement reprises dans de nombreuses déclarations de hauts fonctionnaires et visent à discréditer Donald Trump.

Selon Jake Novak, il y a deux sources possibles pour la fuite de ces informations. La première serait un proche du Président des États-Unis agissant comme « taupe » à la Maison-Blanche. Une autre piste serait à chercher du côté des structures de renseignement du Congrès.

En conclusion, le journaliste souligne qu'en réalité, il n'y a pas une seule preuve de l'une des accusations portées contre Donald Trump. Dans ce cas, toutes les attaques contre le Président des États-Unis ne font que renforcer la détermination de

ses partisans, qui ont élu M. Trump, en voyant en lui un ennemi de la classe politique actuelle. sputniknews.com 17.05

- Donald Trump est «foutu» selon plusieurs membres de son administration - Slate.fr

- Maison-Blanche : nouvelle accusation contre Donald Trump - Franceinfo

Chaque jour, un élément vient renforcer le procès en amateurisme contre le nouveau président. Il aurait peut-être commis une faute grave. Franceinfo 17.05

- Etats-Unis : "Donald Trump se dirige droit vers une procédure de destitution" - Franceinfo

L'accumulation d'accusations d'obstruction à la justice, de collusion avec la Russie et de conflits d'intérêts à l'encontre du président américain pourraient déclencher une procédure de destitution, estime le politologue Allan Lichtman.

- Les parieurs en ligne misent sur une destitution de Trump - Reuters

- Etats-Unis: un procureur spécial nommé pour enquêter sur Trump et la Russie - AFP

Le ministère de la Justice a nommé mercredi un procureur spécial pour garantir l'indépendance de l'enquête sur une éventuelle collusion entre des proches de Donald Trump et la Russie, un rebondissement dans cette affaire qui assombrit le mandat du président américain.

Le numéro deux de la Justice, Rod Rosenstein, a annoncé la nomination de Robert Mueller, très respecté directeur du FBI de 2001 à 2013, sous George W. Bush puis Barack Obama. Le ministre de la Justice, Jeff Sessions, proche du président, s'était récusé en mars dans l'enquête sur les ingérences russes dans la campagne présidentielle de 2016.

La nomination vise à isoler les investigations du pouvoir politique en réduisant au minimum la supervision de ce ministère, qui exerce la tutelle du FBI et donc sur les agents qui enquêtent depuis l'été dernier dans cette affaire mêlant politique et espionnage.

Le milliardaire républicain, qui se plaignait encore le matin d'être maltraité par les médias, a réagi sèchement par voie de communiqué, sans mentionner M. Mueller.

"Comme je l'ai dit à de nombreuses reprises, une enquête complète confirmera ce que nous savons déjà: il n'y a eu aucune collusion entre mon équipe de campagne et une entité étrangère", a-t-il déclaré, ajoutant: "Je suis impatient que cette affaire se conclue rapidement".

La nomination représente un revers et une surprise pour la Maison Blanche, pour qui l'enquête actuelle se suffisait à elle-même.

Dans un consensus rare, à l'inverse, élus républicains et démocrates ont applaudi la nomination de M. Mueller.

"Bob était un bon procureur fédéral, un grand directeur du FBI et on ne pourrait pas trouver de meilleure personne pour assumer cette fonction", a déclaré la sénatrice démocrate Dianne Feinstein.

"Mueller est un superbe choix. Un CV impeccable. Il sera largement accepté", a tweeté l'élu républicain Jason Chaffetz. "Un choix excellent", a abondé la sénatrice républicaine Susan Collins.

Concrètement, M. Mueller devient le chef de l'enquête et sera beaucoup plus indépendant qu'un procureur normal ou que le patron du FBI. Il ne peut être démis que pour faute.

Son périmètre d'investigations inclut "tout lien et/ou coordination entre le gouvernement russe et des individus associés à la campagne du président Donald Trump", mais aussi "tout sujet" découlant de ces investigations, ce qui lui donne de facto les coudées franches.

C'est un magistrat équipé de pouvoirs similaires, Kenneth Starr, qui avait failli faire tomber le président Bill Clinton dans l'affaire Whitewater, devenue affaire Monica Lewinsky, dans les années 1990.

Les élus démocrates du Congrès ont crié victoire, bien que certains estiment qu'il ne s'agisse que d'une première étape et réclament la création d'une commission spéciale sur la Russie, au mandat plus large que la stricte enquête policière.

L'opposition réclamait unanimement la nomination d'un procureur spécial depuis le limogeage soudain du directeur du FBI

James Comey, le 9 mai, soupçonnant une tentative d'entrave à la justice.

Depuis cette éviction brutale, la presse a rapporté que Donald Trump aurait fait pression sur M. Comey pour qu'il classe le volet de l'enquête concernant Michael Flynn, son éphémère conseiller à la sécurité nationale soupçonné de jeux troubles avec les Russes. Le policier aurait refusé, mais consigné cette conversation dans des notes qui ont commencé à fuiter dans les médias.

M. Comey a été invité à s'expliquer lors d'auditions publiques au Congrès mais n'avait pas encore accepté mercredi soir.

Le milliardaire a aussi admis dans une interview que le limogeage était lié à son exaspération vis-à-vis de l'enquête sur les ingérences russes.

Au Congrès, la majorité républicaine avait rejeté les appels à un procureur spécial mais exprimait depuis des jours son malaise face aux interventions du président dans l'enquête.

L'inquiétude a atteint les milieux d'affaires et Wall Steet a terminé la journée de mercredi sur sa plus forte baisse depuis l'élection de novembre.

Jeudi matin, les Bourses de Tokyo, Shanghai et Hong Kong ont ouvert en nette baisse, plombées par la chute du dollar découlant des déconvenues politiques du président Trump.

A ces événements s'ajoutait une affaire distincte, reflétant selon les détracteurs de l'homme d'affaires son incapacité à exercer la fonction suprême.

Donald Trump aurait donné au chef de la diplomatie russe et à l'ambassadeur de Moscou, dans le Bureau ovale le 10 mai, des informations secrètes sur un projet d'opération du groupe Etat islamique, déclenchant la consternation parmi les élus et dans les milieux du renseignement.

Pour le chef d'Etat, le calendrier est particulièrement inopportun, car il doit s'envoler vendredi pour une tournée internationale de huit jours. AFP 18.05

- Poutine propose de révéler la teneur de la conversation Trump-Lavrov - AFP

Vladimir Poutine s'est ouvertement moqué mercredi du scandale des renseignements confidentiels révélés par son homologue Donald Trump, fustigeant un establishment américain "stupide", et a proposé de révéler la teneur de l'entretien entre son chef de la diplomatie et le président américain.

Le président russe, qui peut observer à distance la multiplication des déboires rencontrés par son homologue américain, s'exprimait pour la première fois sur le scandale des informations classifiées que Donald Trump a livrées, selon le Washington Post, au ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

Interrogé lors d'une conférence de presse à Sotchi avec le Premier ministre italien Paolo Gentiloni, le chef de l'Etat russe a manié l'ironie et la critique cinglante pour évoquer l'affaire des divulgations.

"Je devrais adresser une réprimande (à Sergueï Lavrov, ndlr), parce qu'il n'a pas partagé ces informations secrètes avec nous. Ni avec moi, ni avec des représentants des services spéciaux russes", a plaisanté M. Poutine, suscitant l'hilarité de son chef de la diplomatie et de plusieurs hauts responsables russes présents.

Ensuite, redevenant plus sérieux, il a annoncé que "si l'administration américaine l'autorise, nous sommes prêts à fournir l'enregistrement de la conversation entre Lavrov et Trump au Congrès et au Sénat américains".

Dans la foulée de la conférence de presse, le conseiller du Kremlin Iouri Ouchakov, cité par les agences russes, a cependant précisé qu'il ne s'agissait pas d'un "enregistrement audio" mais d'une retranscription "faite par une personne spéciale qui est présente lors des entretiens" de ce genre.

Selon le Washington Post, M. Trump a divulgué des renseignements concernant une opération préparée par le groupe jihadiste Etat islamique (EI), lors d'une rencontre le 11 mai avec Sergueï Lavrov et l'ambassadeur russe aux Etats-Unis Sergueï Kisliak dans le Bureau ovale.

Ces informations avaient été communiquées par un partenaire des Etats-Unis qui n'avait pas donné l'autorisation à Washington de les partager.

Furieux contre M. Trump, le sénateur républicain américain John McCain a affirmé qu'il s'agissait d'un "message inquiétant aux alliés de l'Amérique et à ses partenaires dans le monde".

Aux yeux de M. Poutine, ce scandale met en valeur le climat "grandissant de schizophrénie politique" aux Etats-Unis.

"Que vont inventer de plus ces personnes qui génèrent ces bêtises? S'ils ne comprennent pas qu'ils portent préjudice à leur propre pays, ils sont tout simplement stupides. S'ils comprennent tout, ils sont dangereux et malhonnêtes", a-t-il estimé.

Donald Trump lui-même s'est défendu sur Twitter, de son "droit" à partager des informations concernant "le terrorisme et la sécurité aérienne".

Une opinion partagée mercredi par la Première ministre Theresa May: "les décisions concernant le sujet de discussion du président Trump avec les gens qu'il reçoit à la Maison Blanche sont du ressort du président Trump", a déclaré Mme May.

"Nous continuons à travailler avec les Etats-Unis et nous continuons à partager des renseignements avec les Etats-Unis, comme nous le faisons avec d'autres de par le monde", a-t-elle insisté.

Un responsable de l'administration américaine a confirmé mardi soir à l'AFP des informations du New York Times selon lesquelles le renseignement partagé par le président américain provenait d'Israël où Donald Trump est attendu la semaine prochaine.

Pour sa part, Israël adoptait mercredi un profil très bas devant ces informations, se gardant de les commenter directement. AFP17.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Brésil

- Le président brésilien mis en cause par un homme d'affaires - Reuters

Le président brésilien Michel Temer a acquiescé au versement d'une somme d'argent à un témoin clé dans le scandale Petrobras afin qu'il reste silencieux, selon le témoignage d'un homme d'affaires, rapporte mercredi le quotidien O Globo.

1- Grèce

1.1- Grèce : mobilisation générale contre l’austérité - euronews.com

Journée sous tension en Grèce, alors que le pays est paralysé par une nouvelle grève générale contre l’austérité. A Athènes, des protestataires ont jeté des cocktails molotov sur les forces de l’ordre, qui ont répliqué par des gaz lacrymogènes.

Parallèlement à ces incidents, des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour dire non à de nouvelles baisses de retraites ou hausses d’impôts dictées par les créanciers, en échange du versement d’une nouvelle tranche d’aide.

La grève, qui affecte notamment les transports, rassemble les secteurs public et privé.

“Quand vous faites face à une attaque massive, vous répondez par une mobilisation massive. C’est une attaque qui frappe et achève les pensions de retraites, les contrats entre employeurs et syndicats, les petites et moyennes entreprises, qui représentent 92% de l‘économie grecque”, souligne Thanos Vassilopoulos, vice-président de la fédération des employés du secteur privé.

Justement, les syndicats des petites et moyennes entreprises protestent notamment contre l’ouverture des magasins le dimanche. Une réforme réclamée par les créanciers. “Nous n’allons pas forcément gagner plus si les magasins restent ouverts le dimanche. Nous sommes des êtres humains, nous ne pouvons pas travailler comme des esclaves toute la semaine. Et au service de qui ? Les gens n’attendent pas le dimanche pour faire leurs courses.”, indique Efi Michali, représentante des employés du secteur cosmétique.

Après ces réformes, Athènes espère tourner la page de l’austérité et ouvrir les discussions sur l’allègement de sa dette publique.

De notre correspondante à Athènes, Symela Touchtidou : “Cette mobilisation se termine ce jeudi, jour où le Parlement doit voter les mesures imposées par les créanciers. Athènes croit qu’après ces nouvelles réformes, l‘économie grecque, la seule de la zone euro à être toujours en récession, retrouvera le chemin de la croissance.” euronews.com 17.05

1.2- «Quitter la Grèce, c’est l’ambition de tous les jeunes» - Liberation.fr

Confrontés à un taux de chômage abyssal, les étudiants grecs renouent avec l’émigration. Un drame pour Athènes, qui voit fuir ses diplômés les plus qualifiés. Liberation.fr 17.05

La énième grève générale qui n'aura servi strictement à rien.

Le plus étonnant, c'est une façon de parler, c'est qu'aucun parti ouvrier n'expliquera aux militants et aux travailleurs pourquoi et comment les Grecs en sont arrivés là, quels sont les véritables rapports entre les classes, mais aussi entre les classes et le régime, les institutions, comment peut-on en arriver à un tel degré de confusion, de soumission à l'ordre établi, jusqu'à quel degré d'avilissement on peut descendre, combien d'humiliations et de frustrations on peut subir sans remettre en cause les fondements de la société qui se confondent avec le capitalisme.

Adopter ce comportement conduit à tout justifier hypocritement, en permanence, à s'abaisser toujours plus au point d'y perdre toute notion de dignité, d'humanité, on en arrive à adopter l'idéologie de la classe dominante ou notre mode de pensée en est fortement imprégné, on est pris dans un engrenage infernal qui nous entraîne toujours plus bas où l'idée même de liberté devient incongrue, inaccessible, on est pour ainsi dire bon pour l'abattoir.

Ce qui vaut aujourd'hui pour la Grèce, valait déjà pour les Etats-Unis et une multitude de pays, vaudra demain pour la France.

Haut de page

Le 22 mai 2017

CAUSERIE

- La causerie du 22 mai 2017 au format pdf. (34 pages)

L'oligarchie ou le régime ploutocratique qui est en train de se mettre en place avec son lot d'inégalités et d'injustices monstrueuses ne vous fait-il pas penser à l'Ancien régime, à la monarchie et au régime féodal ?

On assiste à une régression sans fin dans absolument tous les domaines, comme si la civilisation humaine ayant atteint un certain stade de développement et ne parvenant pas à le dépasser, était condamnée à refaire à l'envers le chemin qui l'avait conduit de l'état sauvage ou de la barbarie à un état social inachevé.

Ce qui est remarquable et à la fois terrifiant, c'est de constater à quel point cette logique semble immuable, on n'ose pas dire que ce processus serait inévitable parce que nous sommes engagés dans un combat pour tenter d'enrayer cette tendance, bien que nous sommes obligés de le penser au regard du sort épouvantable qui est déjà réservé quotidiennement à des dizaines de millions d'hommes et de femmes, mais aussi de notre impuissance à inverser ce processus destructeur.

La dislocation de tous les rapports ou liens collectifs conduit à l'atomisation de la population, à l'absence de tout droit social ou politique, sans défense, elle devient faible et terriblement vulnérable. La remise en cause de toutes les connaissances acquises, leur détournement ou leur interprétation fallacieuse ou la tendance à les relativiser ou à les nier ou encore le nihilisme qui prévaut dans le mode de pensée, renvoie l'humanité à une époque où les puissants et l'élite à son service recouraient à l'obscurantisme et à la tyrannie pour maintenir le peuple sous son joug.

L'oligarchie concentrant désormais tous les pouvoirs, exécutif, législatif, judiciaire, médiatique, économique, c'est exactement à cela que nous assistons. Et pourquoi en est-il ainsi ou pourquoi en sommes-nous arrivés là? Parce que les peuples ignorent le processus historique qui en est à l'origine, il n'en a pas conscience parce que sa logique ou sa dialectique lui échappe ou lui fait défaut, de sorte qu'il ne peut pas s'en saisir pour lui donner une autre orientation ou franchir l'étape décisif qui permettrait à l'humanité de mettre un terme au règne de la nécessité ou de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Si c'est bien l'action des hommes qui est à l'origine du développement de la civilisation humaine, elle peut tout aussi bien être à l'origine de sa destruction ou de son extinction.

Les actions des hommes ont toujours coïncidé avec l'interprétation qu'ils en faisaient, la manière dont ils les interprétaient, ils les théorisaient pour en tirer profit dans l'avenir sans accéder à la conscience de leur portée ou de leurs conséquences parce qu'elles s'inscrivaient dans le cadre d'un processus historique inachevé, et qui pour cette raison devait leur échapper, et une fois parvenu à son terme deux options se présentaient à eux, soit ils parviendraient à en prendre conscience et ils pourraient les orienter dans une direction qui leur permettrait d'en tirer le meilleur profit ou de vivre dans une société meilleure ou plus juste, soit ils n'y parviendraient pas et leurs actions contribueraient à leur propre destruction ou malheur ou ils se condamneraient à vivre dans une société soumise à la haine, au chaos, à la guerre, à la barbarie.

Cela signifie que les hommes doivent impérativement parvenir à prendre conscience de ce processus matérialiste dialectique et historique pour en modifier l'orientation par leur action (révolutionnaire), ce dont ils sont manifestement incapables à l'heure où nous écrivons ces lignes.

Ceux qui ont commencé à en prendre conscience ont commis la gravissime erreur de négliger cet aspect de la réalité, considérant que les représentations idéologiques posséderaient un pouvoir inférieur aux conditions objectives auxquelles étaient confrontés les exploités et les opprimés, alors qu'elles sont en mesure de les conditionner, d'agir profondément sur leur psychologie, de formater leur cerveau de sorte qu'ils demeureront incapables de progresser ou de trouver la voie de leur émancipation, l'issue politique qui permettrait d'en finir avec la crise du capitalisme et de passer au socialisme ou au communisme et d'entrevoir enfin le règne de la liberté.

Quant à ceux qui se cantonnent à élever le niveau de conscience des masses laborieuses, qui voudraient changer les hommes avant de changer la société ou pour pouvoir la changer plus tard, autrement dit jamais parce que cela prendrait un temps infini pour qu'un à un ils progressent, ce sont tous des imposteurs, des charlatans ou des marchands de rêves de la pire espèce parce que finalement ils flattent l'individualisme qui aveugle les peuples ou cause leur perte.

Et ce n'est pas un hasard s'ils rejettent tous l'idée d'affronter le régime en place, s'ils condamnent toute action collective qui pourrait modifier ou inverser les rapports sociaux existant, ils honnissent le recours à la violence pour y parvenir. En réalité, ces gens à l'aspect si aimable, aux intentions si généreuses ou humanistes au premier abord, sont jaloux de leur propre bonheur ou du niveau de conscience qu'ils ont acquis qui se limite à leurs propres intérêts ou se confondent avec ceux du régime, il faudrait peut-être dire de leur statut privilégié, car sur le plan matériel ils sont servis, ils sont à l'abris du besoin ou ils bénéficient d'un mode de vie relativement confortable qu'ils ne prendraient pas le risque de remettre en cause pour rien au monde.

Ainsi on est en présence de gens qui d'un côté privilégient l'action et néglige l'élévation du niveau de conscience du peuple travailleur, et de l'autre qui inversent les priorités ou subordonnent l'action à une élévation préalable du niveau de conscience des travailleurs, alors qu'il faut prendre en compte les deux facteurs simultanément ou n'en négliger aucun. Sinon, toute action servira strictement à rien et toute pensée également. Toute action ne donnera lieu à aucun enseignement qui pourrait leur servir par la suite, donc ils ne progresseront pas, leur niveau de conscience stagnera ou régressera infailliblement, ils seront conduit à la passivité, à supporter leur triste sort sans réagir en attendant des jours meilleurs qui n'arriveront jamais, ou toute pensée ne débouchera sur aucune action collective susceptible de pouvoir changer la société et qui finalement continuera de se décomposer, tout comme leur mode de pensée.

De nos jours, l'homme a produit de quoi se détruire ou au contraire s'émanciper du règne de la nécessité et accéder à la liberté. La civilisation humaine peut s'orienter dans l'une ou l'autre direction, elle est à un tournant décisif de son destin. C'est une question de vie ou de mort, la lutte des classes est une lutte à mort, et force est de constater que nous sommes très mal engagés pour la gagner.

Le Macron nouveau est arrivé !

Hymne à la joie d'un relais du groupe Bilderberg.

- Empreinte US: Macron et Philippe, «Young Leaders» de la French-American Foundation.

Dans sa récente publication sur sa page Facebook, la French-American Foundation, qui œuvre depuis 1976 à l'amélioration des relations entre les deux États, a exprimé sa joie que le Président Emmanuel Macron et son Premier ministre Édouard Philippe fassent partie de ses « Young Leaders » (Jeunes Leaders), un de ses programmes phares.

Depuis 2012, Emmanuel Macron est Young Leader de la French-American Foundation. (http://french-american.org)

Au moins il y en a qui savent à quoi s'en tenir avec Macron.

Avez-vous remarqué qu'aucun dirigeant syndical évoquant Macron ou la ministre du Travail n'a exigé l'abrogation des lois Macron et El Khomri dans leurs déclarations aux médias? Avez-vous constaté qu'ils étaient tous prêts à discuter avec lui, son Premier ministre

ou sa ministre du Travail ? Cela ne vous a pas échappé bravo !

C'est à croire que Macron serait prêt à négocier, je ne sais pas, la baisse du temps ou de travail, l'abaissement de l'âge du départ à la retraite, la réouverture des services publics fermée ces dernières années, etc.

C'est à croire qu'ils ne le connaissent pas, qu'il n'a jamais sévi contre les travailleurs, qu'il n'a jamais été ministre de l'Economie de Hollande, qu'il n'a jamais manifesté la moindre intention de poursuivre la politique réactionnaire de Hollande, que sa collusion avec les oligarques n'a jamais existé.

Bref, ils s'en foutent, ils se foutent de vous !

Le PS a dégagé, enfin, pas complètement hélas, il est encore bien implanté dans les syndicats. Mais bon, on est en droit d'espérer que l'influence ou le pouvoir de nuisance qu'il exerçait sur ou contre le mouvement ouvrier est dorénavant bien entamé ou compromis. On continuera de le pilonner jusqu'à ce que mort s'en suive. On souhaite le même sort au PCF.

Maintenant, compte tenu de leurs dispositions ou de la nature des appareils des syndicats, c'est aux Mailly, Martinez et Cie. de dégager. Les militants révolutionnaires ou fidèles au socialisme devraient se rassembler et constituer des courants révolutionnaires dans les syndicats en liant leur combat quotidien à la perspective du renversement du régime capitaliste, bref renouer avec l'objectif du combat du mouvement ouvrier, sinon à quoi bon, qu'ils aillent adhérer à la CFDT, à la CFTC ou à l'UNSA qui sont les partenaires privilégiés du Medef.

Eh oui, il faut être logique, cohérent, sérieux !

Imposture, mystification, même les miracles sont possibles !

Plus l'imposture gagne en intensité, plus les moyens mis en oeuvre pour l'imposer et protéger ses différents acteurs relèveront de l'autoritarisme dans tous les domaines et à tous les niveaux.

Ce qu'il y a eu de nouveau avec Hollande, ce ne fut pas de franchir une nouvelle étape dans l'imposture, mais de l'assumer ouvertement, de la dévoiler finalement au grand jour, oui, nous sommes les amis de la finance, oui nous sommes de droite. Cela n'aurait pas pu être possible sans l'acquisition de la quasi-totalité des médias par 9 oligarques qui n'ont eu de cesse de la relayer.

Parvenu à ce stade, ils ont décidé de fabriquer un candidat et un mouvement qui porterait leur idéologie au pouvoir en la personne de Macron pour poursuivre la politique de Hollande, en s'appuyant sur Le Pen et Mélenchon et sans se soucier du mouvement ouvrier qu'ils savaient profondément décomposé et tout aussi corrompu ou impuissant à contester leur pouvoir.

Ils ont à peine besoin de maquiller leurs mauvaises intentions à l'égard des travailleurs qu'ils qualifient d'espoir, l'essentiel pour eux ne réside pas dans les opposants à leur politique qu'ils savent profondément divisés et qui demeurent les otages de partis ou de syndicats corrompus ou de dirigeants insignifiants, non, pour eux l'essentiel consiste pas à pas à appliquer leur politique qui vise à détruire nos droits les uns après les autres. Après s'être satisfaits de petites victoires ou de victoires partielles, voici venu le moment d'emporter le morceau ou ce qu'il en reste en soumettant l'ensemble de la société au talon de fer du néolibéralisme qui a déjà pulvérisé pratiquement tous les rapports dans un certain nombre de pays et soumis leurs peuples, aux Etats-Unis en premier lieu, qui leur sert de modèle, en Grande-Bretagne, en Allemagne, en grande partie en Grèce, en Italie, en Espagne...

Généralement quand un nouveau président entrait en fonction, il annonçait quelques mesures sociales en faveur des exploités, or cette époque est définitivement révolue, aucune revalorisation du smic, des prestations sociales, des retraites, aucune mesure destinée à l'emploi, aux service publics, bien au contraire, c'est la réaction sur toute la ligne en guise de programme, sans oublier évidemment l'état d'urgence et les interventions militaires en Afrique et au Moyen-Orient qui vont se poursuivre et le budget de la Défense augmenté.

Et vous savez quel discours tiennent les dirigeants des syndicats ? On va voir ce que Macron nous propose, parce que voyez-vous ils l'ignorent, tout cela pour justifier "la concertation", le "dialogue social" auquel ils entendent tous participer, bref, la collaboration de classes habituelle. Et qu'en pensent tous les partis dits ouvriers ? Rien, pourquoi vous vous attendiez à une autre attitude de leur part ? Passons aux choses sérieuses. Au fait, combien il coûte le dernier modèle d'Apple ? ; Tu pars où en vacances cette année ? J'hésite entre les Maldives et les States. Et bien moi je viens de faire un héritage et je vais pouvoir me payer la croisière de mes rêves dans le Pacifique... A tout hasard, ceci n'expliquerait-il pas cela ?

Dites-le à ceux qui feignent de l'ignorer.

- Les élections législatives s'avèrent un point clé pour l'équipe Macron. "On y verra plus clair avec les rapports de force qui existeront au sein de l'Assemblée nationale. C'est ce qui déterminera la marche à suivre pour le gouvernement et le contenu

des ordonnances" réformant le code du travail, souligne M. Groux, chercheur au centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) AFP 19.05

- Réforme du travail : "Il faudra aller vite", affirme Edouard Philippe - Franceinfo

Edouard Philippe assure que la réforme du Code du travail, qui est "majeure", donnera lieu à "une discussion" avec les partenaires sociaux et le Parlement, mais qu'il faudra ensuite "aller vite" pour la mettre en œuvre, dans un entretien au Journal du dimanche.

"C'est une réforme majeure. Une bonne réforme est une réforme bien pensée, bien discutée, puis bien exécutée. La réforme du Code du travail a été bien pensée. Nous allons désormais la discuter pour l'enrichir et l'expliquer. Cela veut dire une discussion avec les organisations syndicales, qui est indispensable, et une discussion parlementaire qui aura lieu à l'occasion du vote de la loi d'habilitation qui permettra au gouvernement de prendre des ordonnances dans le cadre défini par le Parlement", déclare le Premier ministre. Franceinfo 21.05

Grille de lecture.

Vous observerez que lorsque la question du rapport de forces est d'actualité ou déterminante, personne ne veut en entendre parler, en revanche, elle nous sera servi à toutes les sauces pour justifier les journées d'action ou la participation au dialogue social, le refus d'appeler à la grève générale quand la situation l'impose.

C'est un fait indéniable que quelques dizaines ou plus d'une centaine de députés de La France insoumise en juin prochain à l'Assemblée nationale n'aurait pas la même signification politique, et qui sait ne se traduirait pas de la même manière sur le terrain de la lutte des classes.

Certains le nient en ne retenant que les aspects négatifs de La France insoumise ou les illusions dont serait porteur ce mouvement, comme s'il fallait tuer dans l'oeuf l'espoir renaissant dans la tête de millions de travailleurs et jeunes qu'il serait possible de changer la société, ou faire en sorte que cette expérience vouée à l'échec avorte prématurément. Après des années ou des décennies de défaites, de désillusions en désespoir, les travailleurs semblaient rongés par une sorte d'apathie ou de dépression contagieuse dont ils ne sortiraient jamais, et voilà qu'ils trouvent enfin la force ou le courage, la volonté de se battre sur le terrain politique, au lieu de s'en féliciter et de les encourager, certains font tout pour qu'ils retournent à cet état léthargique ou briser net leur mobilisation sous prétexte qu'elle serait engagées dans une mauvaise direction, comme s'ils pouvaient trouver spontanément ou d'eux-mêmes la voie du socialisme.

Nous préférons saluer et soutenir leur engagement politique, tout en sachant qu'il conduira dans un premier temps dans une impasse. A nous ensuite de faire en sorte qu'ils en tirent les enseignements pour la suite de leur combat politique, afin qu'il n'aient pas vécu cette expérience en pure perte. Sinon, tout sera à recommencer et ainsi de suite.

La suite m'a été inspirée par le dernier éditorial de la Tribune des travailleurs (POID).

Il y a comme une forme d'hypocrisie ou de malhonnêteté intellectuelle à formuler une hypothèse sur la base des intentions de Mélenchon que l'on connaît parfaitement, et d'en tirer une conclusion qui ne sert finalement qu'à justifier une décision politique, alors que l'on sait pertinemment que cette hypothèse est invraisemblable, grotesque même.

Tout le monde connaît Mélenchon, tout le monde sait qu'il n'aura jamais la volonté d'affronter le régime ou de rompre avec lui, encore moins d'appeler à le renverser. Alors à quoi cela sert-il de se lancer dans des suppositions plus qu'hasardeuses à son sujet, sinon à justifier la présentation de candidats lors des législatives contre ceux du mouvement de Mélenchon, des candidats de division.

La rupture avec la Ve République et l'Union européenne ou l'élection d'une Assemblée constituante n'a jamais été la priorité de Mélenchon, ces trois facteurs n'ont pas été au centre de sa campagne électorale, il ne les a jamais développés et il refuse de rompre avec l'UE, donc à quoi bon affirmer que ce serait ce que "les électeurs de Mélenchon à l'élection présidentielle seraient en droit d'attendre" puisque ses électeurs en sont restés au stade de leurs revendications immédiates ou purement alimentaires et en aucun cas ils ne se situaient sur le terrain politique, c'est d'ailleurs ce qui a expliqué l'attitude sibylline de Mélenchon sur ces questions, ne souhaitant visiblement pas développer sur ces thèmes demeurés vagues, hormis qu'il s'opposait à la rupture avec l'UE, on a même pu constater qu'au fil des semaines vers la fin de la campagne électorale il avait plutôt droitisé son discours face à l'UE pour pécher des voix parmi les électeurs qui étaient hostile à la rupture avec l'UE.

Donc présenter des candidats qui adopteraient ces positions sous prétexte que les électeurs de Mélenchon seraient frustrés après qu'il eut affirmé qu'il se satisferait d'une cohabitation avec Macron ne tient pas. On a envie de dire que si les électeurs de Mélenchon étaient sur cette ligne, on se demande pourquoi ils n'ont pas voté de préférence pour Poutou ou Arthaud, pourquoi ils n'ont pas déjà rejoint le POID.

Cela dit, les positions du POID sont correctes, ce qui l'est moins en revanche c'est son interprétation du niveau de conscience des travailleurs qui ne sont manifestement pas prêts pour faire table rase du passé, ce que signifierait la rupture avec les institutions de la Ve République et l'UE, ainsi que l'élection d'une Assemblée constituante, et Mélenchon et son mouvement incarnent justement les illusions qu'ils ont encore dans le régime et les institutions, mais qu'ils n'ont plus depuis déjà longtemps dans les partis qui en assurent le fonctionnement.

Donc la question serait plutôt de savoir comment s'y prendre pour les aider à perdre ces illusions, et leur proposer ce qui incarne la négation de ces illusions ne suffit manifestement pas à combler leur manque de maturité politique que l'on peut peut-être expliqué par leur ignorance du fonctionnement de la société ou la confusion politique dans laquelle ils ont été plongés depuis des décennies, de sorte qu'ils n'en sont pas encore arrivés au point de concevoir qu'il existerait une issue politique à la crise du capitalisme et qu'ils en seront les principaux acteurs.

S'ils s'identifient à Mélenchon, c'est qu'il existe bien une raison à cela. Il leur dit ce qu'ils avaient envie d'entendre et pas davantage parce que c'est un fin manipulateur. Ils ne risquent pas de progresser avec Mélenchon, il faut donc le liquider tout comme le PS a été liquidé, et le meilleur moyen de s'en débarrasser ou qu'il se démasque lui-même, c'est encore de le mettre face à ses responsabilités, non pas en le portant au pouvoir puisqu'on sait que c'est impossible, mais qu'il soit en situation d'y croire ou de le faire croire pour être plus précis parce que nous avons à faire à un mégalomane, aussi est-il préférable de le pousser en avant ou de le pousser à l'erreur, plutôt que de le tirer en arrière et de faire en sorte qu'il puisse continuer à nuire aux travailleurs et au mouvement ouvrier.

On a envie de dire : Montrez-nous monsieur Mélenchon de quoi vous êtes capables, histoire que son imposture ou sa faillite politique apparaisse au grand jour et que les travailleurs qui s'étaient tournés vers lui s'en détournent et se demandent ce qui s'est passé, pourquoi et comment ils ont pu se faire berner ainsi, et c'est là qu'un parti comme le POID pourrait s'avérer déterminant pour les aider à répondre à ces questions, pour peu que le POID soit en mesure de leur expliquer...

Regardez ce qui s'est passé en Grèce.

Les travailleurs se sont détournés du PASOK (le PS grec). Ils se sont tournés ensuite vers Syriza qui les a bernés à son tour. Maintenant ils savent à quoi s'en tenir au sujet de Syriza qui connaîtra le même sort que le PASOK. Et après ?
Rien, puisqu'apparemment aucun parti ouvrier n'a été en mesure de leur expliquer ce qui s'était réellement passé ou plutôt, pourquoi les choses s'étaient passées de cette manière-là, parce qu'aucun parti n'a eu le courage, l'audace, la présence d'esprit ou n'a fait preuve de suffisamment de discernement pour leur expliquer que c'était leur interprétation de la situation politique ou de la société qui en était la cause, leur ignorance du fonctionnement du capitalisme et de ses institutions, et que sans progression de leur niveau de conscience politique et d'organisation, ils ne parviendraient jamais à trouver une issue politique à la crise du capitalisme qui leur pourrit littéralement l'existence.

Qu'est-ce qui a fait le succès de Mélenchon et de Tsipras ? Leur éloquence, leur talent d'orateur, leurs discours. Certes le contenu était démagogique, populiste, tout ce qu'on voudra de malsain, on est bien d'accord sur ce point semble-t-il, mais on a négligé la forme, la simplicité de leur discours, leur apparent charisme, leur bonhomie qui en faisaient des personnages au premier abord sympathiques, à la fois ordinaires et accessibles dans lesquels des millions de travailleurs se sont reconnus. Ils ont réussi là où le dogmatique ou le théoricien forcené échouera toujours parce qu'en procédant ainsi il se coupe du peuple travailleur, il ne peut pas lui inspirer confiance. Or à ce stade c'est cela qu'il faut conquérir chez les travailleurs, pour faire naître chez eux l'espoir que changer la société est possible, pour qu'il le partage, s'en empare et le réalise finalement. Utilisé à mauvais escient cela donne un Mélenchon ou Tsipras, à bon escient un Marx ou un Lénine !

J'avais terminé ce passage quand j'ai découvert ce courriel dimanche matin dans ma boîte aux lettres. Je remercie au passage le militant qui me l'a envoyé.

Le CCI est le courant communiste internationaliste, un des trois courants qui se réclament du trotskysme, il dirigeait le POI avant de scissionner en 2015 et donner naissance au POID.

Lettre à un militant du CCI (POI)

(Les commentaires de La voix de l'Opposition de gauche sont signés Tardieu et figurent entre parenthèses. - Tardieu)

Paris, le 19 mai 2017

Mon cher camarade,

Merci de m'avoir fait passer la résolution de la direction nationale du CCI du 13 mai dont j'ignorais l'existence. Quelques réflexions sur cette résolution.

En soi, que le CCI appelle à « nous inscrire dans la bataille pour apporter le plus grand nombre de voix possible aux candidats France insoumise » n'est pas une surprise. Depuis plusieurs mois, la lecture d'Informations ouvrières laissait deviner cette évolution. Désormais, les choses sont dites, et non plus simplement suggérées. En soi, cette consigne de vote, par définition tactique, pourrait relever d'une discussion politique entre militants se réclamant du programme de la IVe Internationale.

(C'est ce que j'avais évoqué dans une causerie. - Tardieu)

J'avoue en revanche avoir été surpris du terrain politique sur lequel le CCI appelle à la victoire de La France insoumise : « Seul, une nouvelle fois, et dans le prolongement de son refus de se désister pour Hamon, Jean-Luc Mélenchon, en refusant de se lier à un accord avec le PCF, marque son refus net de s'associer au raccommodage d'un « rassemblement de la gauche » avec ceux qui se sont soumis aux intérêts du capital financier. »

Je laisse de côté pour l'instant l'interprétation donnée du refus de l'unité de l'accord avec le PCF. Allons à l'essentiel. Donc, Mélenchon marquerait « son refus net de s'associer au raccommodage d'un rassemblement de la gauche avec ceux qui sont soumis aux intérêts du capital financier » ? Le jour même où la direction nationale du CCI adoptait cette résolution, Jean-Luc Mélenchon déclarait devant les candidats de La France insoumise réunis à Paris : « La France insoumise propose aux électeurs d'organiser une nouvelle cohabitation », citant en exemple le gouvernement de cohabitation Chirac-Jospin (1997-2002) qui fut, selon lui, « un des moments les plus positifs de la vie de l'économie française ».

(Je n'ai pas attendu cette déclaration de Mélenchon pour rappeler qu'il demeurait pour moi le ministre de Chirac-Jospin avec son record de privatisations ou encore qu'il s'était fondu dans les institutions de la Ve République... - Tardieu)

Tu es comme moi un vieux militant. Je ne te ferai pas l'insulte de te rappeler que le gouvernement Chirac-Jospin, appliquant les directives européennes, a :

- privatisé EDF-GDF, dressant contre lui, dans la rue, par dizaines de milliers, électriciens et gaziers avec leurs syndicats ;

- instauré les « emplois jeunes », mesure de déréglementation et de précarisation généralisée ;

- mis en application le plan Juppé contre la Sécurité sociale, voté par la majorité précédente, malgré la mobilisation de millions de travailleur avec leurs organisations syndicales ;

- mis en place l'euro ;

- adopté une énième contre-réforme de l'enseignement technique et professionnel public signée du ministre délégué à l'Enseignement professionnel Mélenchon) ;

- décidé de s'aligner sur l'impérialisme américain pour prendre part à l'intervention militaire en Afghanistan ;

- décidé de faire signer, au sommet européen de Barcelone, par Chirac et Jospin les dispositions s'attaquant aux retraites ouvrières, qui ont provoqué les grèves et manifestations des travailleurs en France en 2003.

En plaçant sa campagne législative dans la perspective d'un gouvernement du type Chirac-Jospin, Mélenchon respecte la logique de la Ve République, où la cohabitation entre le président et le Premier ministre a pour seule fonction de permettre, quelles que soient les circonstances, que le président fasse respecter une Constitution dont l'article 88-1 exige la stricte application des traités de l'Union européenne. C'est sans doute la raison pour laquelle, du premier tract de masse de campagne de La France insoumise, ont disparu l'appel à l'Assemblée constituante et à en finir avec la Ve République (tout comme l'exigence d'abrogation de la loi El Khomri).

(C'est ce que j'ai rappelé dans cette causerie, j'ai précisé que pour gagner des voix il avait droitisé son discours. - Tardieu)

Il reste que l'objectif de la campagne de La France insoumise, de l'aveu même de Mélenchon, est la réalisation d'un gouvernement anti-ouvrier du type Chirac-Jospin. En baptisant cela « refus net de s'associer au raccommodage (…) avec ceux qui sont soumis aux intérêts du capital financier », la direction du CCI couvre l'orientation de cohabitation, donc de sauvetage des institutions de l'État bourgeois au service du capital financier.

Il est vrai que sa résolution prétend qu'« en raison de l'effondrement des partis qui ont, avec des hauts et des bas, structuré le mouvement ouvrier durant toute son histoire, le capital financier ne dispose plus de la carte du « Front populaire » pour faire reculer et vaincre la classe ouvrière ». (Et pourtant, souvenons-nous que Laurent (PCF) et Mélenchon (PG) refuseront de se situer dans l'opposition au gouvernement PS-EELV-PRG au début du quinquennat de Hollande malgré l'adoption du TSCG, de la "règle d'or" et de l'ANI, etc. Mélenchon formulant même le voeu à haute voix de devenir son Premier ministre, on était donc

en présence d'une sorte de Front populaire, sans la forme mais avec le contenu, le Front de gauche soutenant le gouvernement de l'extérieur. J'avais évoqué cela à l'époque dans des causeries. Maintenant Macron a fait mieux, il a intégré des transfuges du PS, du PCF, du PRG, de LR, de l'UDI, plus le MoDem, REM réalise l'union nationale à lui tout seul, et son programme n'est pas seulement entièrement tourné contre les travailleurs, il intègre les objectifs du fascisme, hormis la mise hors la loi du mouvement ouvrier après avoir obtenu le soutien des dirigeants des syndicats, ce qui revient pour ainsi dire à le neutraliser, donc en résumé REM et le programme de Macron, c'est l'union national dans la forme et le fascisme par son contenu, ni l'un ni l'autre n'étant entièrement achevés. La suite on la connaît, chacun jouera son rôle. Les partis de droite ont déjà annoncé qu'ils soutiendront les mesures antisociales que prendra Macron, ceux de la pseudo-gauche pourront les condamner sans que cela leur coûte quoi que ce soit puisqu'ils seront minoritaires ou réduits à l'impuissance et ne mobiliseront pas le prolétariat. Le ni droite ni gauche de REM incarne davantage le fascisme ou le totalitarisme que le FN, dont la menace est agitée uniquement pour faire diversion. - Tardieu)

Cette innovation « théorique » contredit l'affirmation centrale du Programme de la IVe Internationale selon laquelle « les « fronts populaires » d'une part, le fascisme de l'autre sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne ». Mais que fut le gouvernement Jospin, modèle de Mélenchon, sinon une variante particulière de Front populaire dans le cadre des institutions de la Ve République ? Que serait demain un gouvernement Macron-Mélenchon calqué sur le modèle du gouvernement Jospin sinon un gouvernement de Front populaire constitué pour sauver les institutions de la Ve République et la domination capitaliste ? (J'irai encore plus loin, la cohabitation est une forme de gouvernance constitué d'une dose de Front populaire et d'union nationale, dans la mesure où les partis dits de droite n'ont aucun intérêt à entraîner la chute du président de la République de droite, et les partis dits de gauche n'ont aucun intérêt à entraîner la chute du Premier ministre issu de leur rang. A l'arrivée cela précipitera leur chute à tous et cela donnera En Marche! et Macron. - Tardieu

S'agissant des raisons pour lesquelles Mélenchon a refusé l'accord avec Hamon d'abord, et avec le PCF ensuite, la résolution de la direction nationale du CCI lui attribue le noble motif de refuser de « s'associer au raccommodage (…) avec ceux qui sont soumis aux intérêts du capital financier ». En réalité, il s'agit de tout autre chose, d'un objectif stratégique dont la porte-parole de La France insoumise, Raquel Garrido, indique qu'il vise la destruction des organisations existantes. A savoir que la « référence immédiate » de La France insoumise vient d'Amérique latine, là où « les instruments politiques pour prendre le pouvoir (…) sont nouveaux. Pas les vieux partis communistes ou les vieux partis sociaux-démocrates ou les syndicats. Il est hors de question de recomposer ou de réorganiser les partis en crise ». Garrido définit en ces termes La France insoumise : « C'est un mouvement citoyen de base, notre idéologie est le populisme humaniste. A bien des égards, nous avons adopté la stratégie populiste de Chantal Mouffe et Ernesto Laclau ». Et de préciser que le populisme est une « stratégie de démarcation entre eux et nous. Ce qui peut vouloir dire un nous ethniquement pur contre les étrangers, c'est le populisme d'extrême droite et qui peut vouloir dire aussi : nous, les gens, contre eux, l'oligarchie. Ça, c'est notre stratégie » (1).

(Ce qui était dit ici, c'était que La France insoumise se situait en dehors du mouvement ouvrier, refusait toute référence au mouvement ouvrier réduit à la social-démocratie dégénérée et au stalinisme, assumait sa rupture avec le mouvement ouvrier, y compris son avant-garde demeurée fidèle au socialisme aussi marginale soit-elle elle existe tout de même, donc avec l'objectif de son combat qui demeure l'émancipation du salariat, l'abolition du capitalisme, dès lors La France insoumise s'était fixée un autre objectif qui consistait à faire croire de manière démagogique ou populiste qu'il existerait une troisième voie "humaniste" au-dessus de la lutte des classes pour finalement se vautrer dans la collaboration de classes, tout ce fatras idéologique ne devait servir qu'à le justifier maladroitement. - Tardieu)

Ce que Mélenchon revendique, c'est, d'une part que La France insoumise « occupe la place du Parti socialiste », et d'autre part que le PCF se soumette à ses diktats. Mais ce « mouvement unique » n'est qu'une resucée du parti unique cher aux staliniens naguère, le « grand parti de la classe ouvrière » ayant été « dégagé » par le « grand mouvement des Insoumis ». Sur quelles bases ?

A ce sujet, la résolution de la DN du CCI salue « la percée spectaculaire et inédite des sept millions de voix qui se sont portés au premier tour sur la candidature de Jean-Luc Mélenchon pour manifester leur adhésion au terme « dégagiste » de sa campagne et leur volonté d'aller jusqu'au bout de la rupture avec tout le système, avec tous ses partis ». Elle précise que cela « leur a permis de casser la baraque ».

(J'ai toujours indiqué que depuis des lustres les travailleurs n'avaient plus d'illusions dans le PS ou le PCF, mais qu'en revanche ils en conservaient dans les institutions et le régime, ce que confirme à sa manière ces "sept millions de voix qui se sont portés au premier tour sur la candidature de Jean-Luc Mélenchon" puisqu'il n'a jamais eu l'intention de rompre avec les institutions et le régime, d'ailleurs tout au long de ses meetings, il n'en a jamais été question, on n'a pas entendu d'exclamations du genre à bas les institutions ou le capitalisme, en revanche on a entendu ses participants chantés en choeur le chant des Versaillais ! - Tardieu)

Donc le CCI soutient le « dégagisme ».

Précisons : quand les masses, en Tunisie ou en Amérique latine, crient « Dégage » ou « Que se vayan », c'est, bien sûr, le mouvement spontané de mobilisation pour en finir avec les vieux régimes d'oppression et d'exploitation pourris vendus à l'impérialisme. Autre chose est le « dégagisme » comme programme politique. Dans l'élection présidentielle, trois des quatre candidats arrivés en tête du premier tour partageaient ce même thème, bien que situés à « gauche », au « centre » et à « l'extrême droite » de l'échiquier politique. En soi, le dégagisme n'a aucun contenu de classe et permet de se concentrer sur

le renouvellement des individus en contournant la question des institutions et de leur rapport avec les classes. Le gouvernement Macron n'en fournit-il pas une illustration ?

La direction du CCI feint donc de voir un phénomène positif dans un mécanisme destiné à brouiller les frontières de classe. Cela n'est pas sans conséquence. Ainsi, 7 millions d'électeurs sont crédités par elle d'une volonté consciente « d'aller jusqu'au bout de la rupture avec tout le système, avec tous ses partis ». De quel système s'agit-il ? Pas du système capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production. Car si 7 millions voulaient consciemment aller jusqu'au bout de la rupture avec le système capitaliste, les conditions seraient plus que mûres pour que la classe ouvrière prenne immédiatement le pouvoir. Donc le mot « système » désigne ici autre chose. De nombreux responsables politiques de tous bords en France mettent en cause le « système » ou « l'establishment », une manière de s'attaquer au personnel politique mais ni aux institutions ni au système capitaliste lui-même. Voilà où conduit l'adaptation à un populisme sans frontière de classe.

(J'ai écrit dans une causerie que Macron et Mélenchon jouaient la même partition dans un registre différent, autrement dit, qu'ils étaient plutôt complémentaires qu'ennemis. - Tardieu)

Par ailleurs, que veut dire « en finir avec tout le système et tous ses partis » ? La direction du CCI met-elle sur le même plan les partis de la bourgeoisie et les partis dont les origines, même lointaines, se situent dans l'histoire du mouvement ouvrier ?

Pour la IVe Internationale, le sort des vieux partis comme instruments de la révolution est historiquement réglé (depuis 1914 pour la social-démocratie, 1933 pour les partis staliniens). Mais les travailleurs ne sont pas indifférents à la question : qui détruit les vieux partis, comment et dans quel but ?

(Hormis par le fascisme, on ne peut que se réjouir qu'ils soient détruits. C'est la crise du capitalisme qui s'est chargée de les détruire en les forçant à monter au créneau et à se découvrir, faudrait-il le regretter ? - Tardieu)

Si la décomposition des vieux partis s'opère dans le cadre de la reconstruction du mouvement ouvrier sur un nouvel axe, c'est-à-dire de la construction de partis ouvriers authentiques, d'une nouvelle direction révolutionnaire pour la classe ouvrière, c'est un pas dans la bonne direction. C'est d'ailleurs sur cet objectif que s'est constituée la IVe Internationale afin de résoudre la « crise de la direction révolutionnaire du prolétariat ».

Mais s'il s'agit de substituer aux partis existants des « mouvements » (« Debout », « En Marche », « Ensemble », « En Avant », « Podemos », « Indignés », « Cinq étoiles ») qui n'ont pas plus l'intention de renverser le capitalisme que les vieux partis, mais qui, en outre, sont fondés sur la négation de la lutte de classe… Qui, se réclamant du programme de la IVe Internationale, osera dire que cela est positif ?

(La question n'est pas de savoir si ces « mouvements » seraient légitimes ou non, ils existent sans se soucier qu'on pose ou non cette question. La question est plutôt de savoir quel contenu leur donnent les travailleurs qui s'y engagent ou leur accordent leur confiance, qu'il faut distinguer des intentions de leurs dirigeants qui ne coïncident pas forcément, ensuite on évalue sur le plan tactique celui qu'on privilégiera, quels sont les facteurs qui nous semble déterminants pour déterminer une position. Qu'est-ce qui a le plus d'importance, les déclarations de Mélenchon ou que des centaines de milliers de travailleurs se soient engagés spontanément sur la voie du militantisme, certes avec des illusions, mais cela est un autre facteur à prendre en considération, est-ce que c'est en privilégiant les déclarations de Mélenchon qu'on combattra efficacement leurs illusions et qu'on les aidera à s'en débarrasser ou leur propre expérience de ces illusions, à condition qu'on les aide à en tirer les enseignements politiques pour qu'ils puissent continuer leur combat ailleurs que dans La France insoumise, car l'on sait par avance qu'ils iront de désillusion en désillusion. J'ai envie de dire, laissons-les y croire et faire cette expérience, plus tôt ils se tourneront dans une autre direction, vers des partis ouvriers. On sait également que cette expérience se soldera par un échec, laissons-les la vivre pour qu'ils le constatent par eux-mêmes, sinon ils auront tendance à vouloir la renouveler et ainsi de suite, et c'est vrai que La France insoumise à intégrer tous les travers de la social-démocratie dégénérée et du stalinisme. - Tardieu)

Encore une fois, nous ne critiquons pas Mélenchon : c'est son droit de fonder toute sa stratégie sur les théories des éminents « postmarxistes » (c'est ainsi qu'il se définissent) cités par Garrido, qui revendiquent la négation de la lutte des classes. Il est logique que, conséquent avec ce choix, quand Le Parisien lui pose la question : « De toute votre vie militante avez-vous changé de principe ? », il réponde : « Oui. Avant, on se référait en termes de classe. Pour moi, à présent, c'est l'intérêt humain qui doit primer. » Il est logique, aussi, qu'il en déduise l'interdiction des drapeaux rouges et de L'Internationale dans ses meetings, leur substituant La Marseillaise et le drapeau tricolore des versaillais.

(J'ignorais qu'ils avaient été aussi clairs, ils assument à leur tour, mais il n'est pas dit que les travailleurs qui se sont engagés dans leur mouvement ou qui ont voté Mélenchon partagent leur engouement pour l'humain d'abord au détriment de leurs intérêts de classe. Le PS avait assumé en adoptant officiellement l'économie de marché ou le capitalisme en 1983, quelques années plus tard, ce fut au tour du PCF d'abandonner la dictature du prolétariat au profit de la dictature du capital, tandis que le parti de l'ordre troquait les intérêts nationaux au profit de ceux des multinationales qu'incarnent les institutions telles que l'UE, le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE, l'OMC, etc., il n'y a pas de doute que Mélenchon et Macron en sont les dignes successeurs. - Tardieu)

Mais qui la direction nationale du CCI croit-elle abuser en évoquant « ce qui nous différencie fondamentalement de la politique de Jean-Luc Mélenchon sur la lutte des classes, sur la nécessité de construire un parti ouvrier révolutionnaire » (une paille !), tout en appelant ses militants à tout faire, « sans condition », pour assurer le succès de celui qui incarne le « refus net de s'associer (...) avec ceux qui se sont soumis aux intérêts du capital financier » alors qu'en réalité il revendique d'être le Premier ministre de Macron ?

(Effectivement, nulle part Mélenchon ne s'est engagé à exproprier le capital financier. Je ne soutiens donc pas le processus engagé par les participants à La France insoumise pour les mêmes raisons que la direction nationale du CCI (POI), j'inclus Mélenchon dans ceux qui "se sont soumis aux intérêts du capital financier", mais je persiste à dire que tel n'est pas le cas ou l'intention de ceux qui se sont engagés dans La France insoumise, sans pour autant en faire des révolutionnaires convaincus. Ils peuvent facilement se méprendre sur les intentions de Mélenchon qui pratique un double langage, sinon ce ne serait pas un populiste. - Tardieu)

La direction du CCI croit justifier son choix en écrivant que « nous nous reconnaissons dans l'aspiration de ces centaines de milliers de travailleurs, de jeunes, à porter leurs suffrages sur les candidats de France insoumise ». C'est un tour de passe-passe ! Qu'une large fraction de l'électorat de Mélenchon soit guidée par la volonté de rompre avec la politique des gouvernements précédents et de s'engager sur la voie d'une autre politique rompant avec la dictature du capital, cela ne fait aucun doute. Peut-on pour autant créditer cet électorat d'une telle conscience de la situation que, par exemple, ces électeurs rejetteraient l'objectif de Mélenchon de « former une « majorité nouvelle » à l'Assemblée nationale, qui reste, ils ne l'oublient pas, l'assemblée-croupion de la Ve République bonapartiste » ? Non, bien sûr. Car il y a une contradiction entre ces aspirations et le contenu de la politique de Mélenchon. Cela s'appelle les illusions. Le rôle d'une avant-garde révolutionnaire, c'est d'aider les masses à dégager le contenu sain de leurs aspirations de la gangue mortelle des illusions. N'est-ce pas ce que nous a appris le camarade Lambert ?

(Cela s'appliquait à Mitterrand pour lequel feu-Lambert appela à voter dès le 1er tour en 1981, donc cet argument est plutôt mal venu. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour laquelle j'ai refusé d'appeler à voter Mélenchon, c'est cohérent. Là en l'occurrence il s'agit plutôt de se substituer aux masses, une fâcheuse habitude chez ce courant politique qui les conduit à adopter une position opportuniste. On ferait mieux de s'interroger sur les origines de leurs illusions qui ramènent à leur interprétation de leur condition, et qui se traduit par les rapports qu'ils entretiennent avec les institutions et le régime. Et je précise qu'il n'y a aucune contradiction dans ma position vis-à-vis de Mitterrand et de Mélenchon, parce qu'on ne peut pas comparer le PS et La France insoumise dont la composition et les expériences passées étaient ou sont différentes, sans parler de la situation ou des rapports entre les travailleurs et les partis censés les représenter. Début 1981 en tant que militant du CCI (OCI) tous les dimanches matins je diffusais sur le marché de Clichy (92), le PS y était présent également, deux ou trois conseillers municipaux cantonnés dans un coin, la candidature de Mitterrand ne suscitait manifestement aucun engouement populaire c'est le moins qu'on pouvait dire ou constater, contrairement à La France insoumise qui a rassemblé des centaines de milliers de travailleurs et jeunes à travers tout le pays. - Tardieu)

Mais créditer Mélenchon d'une volonté de rupture qui – les faits et ses propres déclarations le montrent – n'est pas la sienne, c'est, d'une part, renforcer les illusions au lieu de les combattre et, d'autre part, rechercher un substitut à la construction d'un parti, ce que les pablistes appelaient naguère de « nouvelles avant-gardes ». Il y a encore quelques mois, les résolutions de la DN du CCI créditaient les cadres syndicaux, éclairés par des directions au-dessus de toute critique, d'une compréhension telle de la situation qu'elle permettait de faire l'économie de la construction d'un parti révolutionnaire. Aujourd'hui, ce sont les militants de La France insoumise, crédités d'une volonté de s'opposer à la volonté de leur chef de gagner une majorité à l'Assemblée (où cela, au fait ?), chef qui, par ailleurs, incarne le « refus net, etc. » … Visiblement, la direction du CCI n'en est pas à une contradiction près ! Surtout quand elle prend soin d'appeler ses militants à « l'engagement sans condition aux côtés des candidats France insoumise pour pousser le plus loin possible avec eux le rejet des institutions et de toutes les combinaisons visant à les préserver ». L'engagement « pour pousser le plus loin possible le rejet des institutions et toutes les combinaisons » ne devrait-il pas être au premier chef un engagement à rejeter l'appel de Mélenchon à former un gouvernement de cohabitation ?

(Les deux courant du CCI (du POI et du POID) se focalisent sur les déclarations de Mélenchon et ses objectifs affichés, ainsi que sur les illusions que manifestent les travailleurs qui se tournent vers La France insoumise, ils tiennent un discours purement négatif ou font systématiquement dans la dénégation, ils semblent ne pas comprendre ou ne pas vouloir comprendre la signification ou la portée politique du soutien dont bénéficie (encore) le mouvement de Mélenchon. Que croient-ils, qu'en entendant le discours du POID les travailleurs qui se tournent vers FI vont perdre spontanément les illusions qu'ils ont dans Mélenchon et ce mouvement ou plutôt celles qu'ils ont dans les institutions et le régime ?

Je reconnais là leur autre fâcheuse tendance qui consiste à se prendre pour ce qu'ils ne sont pas ou à s'attribuer un pouvoir et un rôle qu'en pratique ils n'ont pas ou qu'ils sont incapables de jouer du fait de leur quasi inexistence pour plus de 90% des travailleurs. Ils versent une fois de plus dans la politique fiction, tout comme leurs collègues du POI, les uns refusant d'admettre que dans la situation telle qu'elle est et non telle qu'on voudrait qu'elle soit, la seule forme que puisse prendre la mobilisation de centaines de milliers de travailleurs coïncide avec des illusions dans les institutions et le régime, les uns les niant en leur prêtant un niveau de conscience politique qu'ils n'ont pas, bref, cela ne peut aboutir qu'à un dialogue de sourds, comme d'habitude.

Dans l'histoire de la lutte de classe depuis plus de deux siècles, nulle part dans le monde, jamais la classe ouvrière n'a commencé

à se mobiliser sans manifester des illusions dans les institutions et le régime en place, jamais elle n'est parvenue à mettre en place un gouvernement ouvrier qui n'incarne pas ces illusions, pas même en Russie en 1917 où il lui faudra huit mois pour s'en débarrasser, car ce n'est qu'à travers sa propre expérience de la lutte de classe qu'elle parvient à se libérer plus ou moins de ses illusions, tout dépend effectivement s'il existe ou non une avant-garde ou un parti qui incarne les tâches historiques qu'elle doit accomplir. Il y a lieu de croire que si Mélenchon était nommé Premier ministre par Macron, une hypothèse par ailleurs totalement invraisemblable ou farfelue, ou qu'une cohabitation se mettait en place, en moins de huit mois elle éclaterait et le mouvement de Mélenchon également, c'est pour le coup une certitude absolue s'agissant de FI, moins en ce qui concerne Mélenchon réduit à l'état de serpillière à l'instar de Tsipras en Grèce, là dessus aucun doute n'est permis.

Laissons de côté cette fiction qui ne sert qu'à nous détourner de l'essentiel, c'est-à-dire du rapport de forces qui existe entre les classes et qui concentre l'attention de Macron, car pour lui et son camp c'est une question déterminante. Plus le rapport de forces que traduiront les résultats des législatives lui sera favorable, plus il sera encouragé à frapper fort et vite, c'est-à-dire sans que le mouvement ouvrier ne soit en mesure de réaliser ce qui se passe et de se mobiliser, puisqu'il aura adopté un certain nombre de mesures sans que les travailleurs et les militants n'aient pu s'en saisir, réfléchir à leurs conséquences et éventuellement en tirent la conclusion qu'ils doivent passer immédiatement à l'action, donc sans que le processus de maturation de leur conscience de classe ne puisse opérer. Il est donc souhaitable de tout faire pour que ce rapport de forces ne soit pas à l'avantage de Macron, c'est le sens du soutien que j'apporte à FI et rien d'autre, sans émettre la moindre illusion dans Mélenchon, dans La France insoumise ou encore dans les travailleurs qui les soutiennent. Or ni le CCI-POI, ni le CCI-POID n'abordent cette question décisive, qui à mon avis était la seule qui méritait une discussion sérieuse avant d'adopter une position. - Tardieu)

Toujours à la recherche d'un substitut à la construction du parti, et désormais à la traîne du populisme mouvementiste de Mélenchon (qui, revendiquant de « fédérer le peuple », rejette les partis et ignore les syndicats), la direction du CCI écrit que le capital financier « cherchera à se tourner vers le seul facteur d'ordre susceptible aujourd'hui d'éviter une confrontation frontale avec la classe, les directions du mouvement ouvrier ». Que le gouvernement Macron cherche et cherchera à intégrer les organisations syndicales, c'est une évidence. Qu'il y ait aux sommets de ces organisations une certaine perméabilité à ces pressions, que certains dirigeants soient prêts à faire un pas – et même plusieurs – dans ce sens, c'est dans l'ordre des choses. Ce qui est étonnant, c'est que les dirigeants du CCI écrivent cela maintenant, après avoir fait mine de l'ignorer pendant des années. Cette brusque déception amoureuse ne peut cependant justifier de « passer de l'autre côté du cheval ». Les choses ne sont pas jouées. Les organisations syndicales sont des organisations de classe. Il y aura débat en leur sein et il y a tout lieu de considérer que la résistance des militants interdira leur intégration corporatiste. Mais aux dirigeants du CCI qui semblent vouloir brûler aujourd'hui ce qu'ils ont adoré hier, on fera observer que ce qui pèse lourdement dans le sens de l'intégration corporatiste des organisations syndicales, c'est l'intégration de Mélenchon lui-même (intégration revendiquée) dans la perspective du gouvernement de cohabitation. C'est le fait que, passés les discours de la campagne présidentielle sur une éventuelle VIe République, La France insoumise se soumet au cadre des institutions et, de ce fait, accentue la pression sur les organisations ouvrières pour qu'elles s'y alignent.

(Laissons les dirigeants du CCI-POI et du CCI-POID se déchirer entre eux, leur polémique porte sur des positions qu'ils ont partagées pendant des décennies, leurs critiques valent réciproquement et ne nous intéressent pas, personnellement j'ai rompu avec ce courant politique. - Tardieu)

Voilà, mon cher camarade, les quelques réflexions que m'inspire la lecture de cette résolution de la DN du CCI. Pour moi, cette résolution vérifie notre analyse : à la racine de la crise qui a vu l'éclatement du CCI en juin 2015 et, à sa suite, de la IVe Internationale, il y avait le renoncement à construire le parti révolutionnaire et la recherche de voies de traverse et de substituts. Ce qui conduit, en toutes circonstances, au ralliement inconditionnel aux appareils, aujourd'hui : au programme et à la politique de La France insoumise.

(Id. - Tardieu)

Je suis convaincu que ce nouveau développement suscitera des discussions, des réactions et une résistance à cette remise en cause des acquis de la IVe Internationale.

Pour notre part, tu le sais (puisque tu as acheté la revue L'Internationale n° 6), nous avons, dans la préparation de la Conférence internationale du CORQI et du 52e Congrès de la section française entrepris une élaboration et ouvert une discussion, sur les racines de la crise. Les militants du CCI (toi-même) êtes fraternellement invités à vous exprimer dans le cadre de cette discussion, à faire connaître votre point de vue, vos désaccords, si vous le souhaitez.

En dépit de tout ce qui a pu nous séparer, je t'adresse, mon cher camarade, mes fraternelles salutations.

D. A.

P. S. : Au moment de conclure cette lettre me parviennent des tracts du POI mettant en oeuvre cette nouvelle orientation. Celui de Paris 18e dénonce la candidature soutenue par le PCF et appelle à voter pour les candidats de La France insoumise « qui prolongent le mouvement des millions de travailleurs, jeunes, militants ouvriers qui en votant Mélenchon ont indiqué leur volonté

de rupture avec le quinquennat ». Celui de Mantes dénonce « la droite affairiste et clientéliste » et appelle à voter pour « de jeunes candidats éloignés des querelles locales et des vieilles rivalités suicidaires » et appelle à « une République laïque, démocratique et sociale » (c'est à dire les termes de la Constitution de la Ve République).

(Et du discours du POID, ma foi, ils nous prennent pour des illettrés et des amnésiques, c'est incroyable ! Ils sont pitoyables, incurables décidément. - Tardieu)

(1) Interview reproduite dans « Europe solidaire », 12 avril 2017.?

Communiqué de presse du POID

64 candidats aux législatives, pour la rupture avec l'Union européenne et la Ve République, pour une Assemblée constituante souveraine, pour un gouvernement ouvrier.

Le 7 mai, Macron a été élu. Mais les faits établissent qu'il est ultra minoritaire. Le président Macron est illégitime. Il a annoncé son programme : la poursuite de la destruction du Code du travail et la précarisation généralisée, la destruction de la Sécurité sociale, la liquidation des régimes de retraites, une baisse supplémentaire de 60 milliards d'euros des dépenses publiques… tout cela en application des directives de l'Union européenne. Pour appliquer son programme, il prétend utiliser tous les instruments antidémocratiques de la Ve République, à commencer par les ordonnances.

Face à ce programme de guerre contre la classe ouvrière et la démocratie politique, les représentants des grandes formations politiques – F. Baroin, J. C. Cambadelis, B. Hamon, P. Laurent, J. L. Mélenchon – ont tous indiqué qu'ils s'engagent, en cas de victoire, à gouverner avec Macron, soit dans le cadre d'une nouvelle majorité présidentielle, soit dans le cadre d'une cohabitation.

Mais sous la Ve République, la cohabitation entre le président et le Premier ministre a pour seule fonction de permettre, quelles que soient les circonstances, que le président préside et fasse respecter la Constitution, dont l'article 88-1 exige la stricte application des directives européennes.

Partisan d'un gouvernement ouvrier, le Parti ouvrier indépendant démocratique présente 64 candidats dans 35 départements, contre toute cohabitation, pour la rupture avec l'Union européenne et la Ve République, pour une Assemblée constituante souveraine.

Au moment où l'offensive fait rage contre les partis, le POID réaffirme qu'il ne saurait y avoir de démocratie politique sans partis ni syndicats et que la classe ouvrière a besoin d'un parti ouvrier pour défendre et représenter ses intérêts.

Dans chacune de ces circonscriptions, les candidats du POID lient les combats généraux contre les diktats de l'Union européenne – destruction du Code du travail, de la Sécurité sociale, des services publics, de l'industrie – et leur déclinaison particulière.

Le Parti ouvrier indépendant démocratique – parti de lutte de classe – combat pour un gouvernement ouvrier, ce qui est incompatible avec toute cohabitation dans le cadre des institutions de la Ve République. Partisan de l'unité ouvrière et de la démocratie, le POID appelle toutes celles et tous ceux qui rejettent toute légitimité au président Macron et veulent combattre pour la liquidation des institutions de la Ve République et de l'Union européenne à agir dans l'unité sur cet objectif commun. Fin.

La voix de l'Opposition de gauche - Vos candidatures sont des candidatures de division destinées à fournir à Macron un rapport de forces favorable pour appliquer sa politique au bulldozer.

99,99% des travailleurs ne liront pas ce communiqué de presse, dont le contenu ne dépasse pas le niveau du lieu commun, figé, fossilisé, donc sans intérêt. Si vous croyez qu'affirmer qu'aucune autre politique ne verra le jour sous la Ve République fait avancer les choses, vous devez être les seuls à le croire. Les travailleurs viennent d'en faire l'expérience pendant 59 ans et cela fait aussi 59 ans que vous leur servez le même discours sans que cela n'ait abouti à quoi que ce soit concrètement, il faut donc en déduire que le problème est ailleurs... Tenez, je vais vous mettre sur la piste.

Vous feriez mieux de vous demander pourquoi aussi peu de travailleurs rejoignent votre parti ou toutes les formes d'organisations que vous leur proposez, cela vaut pour le passé évidemment, pourquoi ils sont si nombreux à se tourner vers FI, pourquoi vous n'êtes jamais parvenu à susciter un tel espoir chez les travailleurs, et ne répondez pas que c'était parce qu'ils ne pouvaient pas s'élever massivement au niveau du socialisme puisque l'on sait que spontanément c'est impossible, relisez Lénine si nécessaire et ne nous prenez pas pour des imbéciles.

Parole d'internaute

- "Je suis moyennement convaincu par tous ces géopolitologues qui nous expliquent que si nos diplomaties font n'importe quoi

c'est parce qu'elles sont trop préoccupées de valeurs…

La réponse se trouve dans les actes, les alliés, et les résultats. Je ne vois pas beaucoup de valeurs dans les actions, les alliés et les résultats de l'Occident. Quelles valeurs nous poussent à soutenir les milices néonazies en ukraine? Les décapiteurs "modérés" en syrie ? A nous allier aux pétromonarchies du Golfe?

Peut on être directeur de recherches à l'iris et être naïf comme un enfant?"

L'Iris est noyauté par les néoconservateurs, je vous le dis en passant. Les valeurs sont le cache-sexe du néolibéralisme ou des néoconservateurs, qu'ils se disent de droite ou de gauche, de gauche de préférence. Ces valeurs associées à des intentions inavouables ont le même pouvoir que des bombes à fragmentation, ils vont pouvoir atteindre différents objectifs ou différentes couches de la population en même temps, un vrai bonheur !

Ils avancent ces valeurs pour mieux les combattre parce qu'elles sont incompatibles avec les besoins de l'oligarchie. Et le plus fort, c'est que personne n'osera remettre en cause leur prétention à incarner ces valeurs. Il suffit qu'ils le proclament pour qu'on soit prié de les croire sur parole et le tour est joué. Par exemple, les oligarques ne sont-ils pas de grands philanthropes, alors pourquoi leurs représentants seraient-ils animés de mauvaises intentions envers les peuples, franchement. Et ça marche, en marche !

Macron ou l'infant de Rothschild.

"Ca fait rien", ce n'est pas lui qui gouvernera, mais les idéologues néoconservateurs de l'oligarchie.

Bayrou, le 22 févier 2017- "C'est un truc bizarre, président de la République. Vous n'avez pas l'âge qu'il faut mais ça fait rien." huffingtonpost.fr 09.05

Sous la tutelle de sa baladine.

- "Emmanuel Macron, les coulisses d'une victoire": Quand Brigitte Macron tape sur les doigts de son mari. - huffingtonpost.fr

On entend notamment Emmanuel Macron demander des chocolats, mais son épouse ne l'entend pas de cette oreille: "Je ne veux pas que tu manges des saloperies!". huffingtonpost.fr 08.05

Na ! Vous avez vu le niveau, il a 39 ans. Alors on comprend pourquoi il est aussi vide ou creux, hormis lorsqu'il a mémorisé les réponses aux questions qu'on va lui poser et qui lui ont été soufflées par Attali et Cie. Sa baladine doit ignorer que le chocolat est riche en magnésium et que c'est bon pour le cerveau...

Régime totalitaire. Au pas !

Au pas en monarchie absolue !

- Ministres : Emmanuel Macron exige confidentialité et discipline - Franceinfo

- Couleuvres - Liberation.fr

Premier plat servi à la table du Conseil des ministres : une assiette de couleuvres. Celles que les impétrants venus d'ailleurs sont bien forcés d'avaler... Liberation.fr 19.05

Avaler des couleuvres : subir des affronts sans protester, accepter, supporter comme des vérités n'importe quelles déclarations. (Le Grand Robert de la langue française)

- Édouard Philippe dévoile sa méthode anti-couacs et met en garde les ministres de son gouvernement - Le Huffington Post

Dans Le JDD ce dimanche 21 mai, le premier ministre Edouard Philippe dévoile ce qui ressemble à une stratégie anti-couacs et qu'il présentera plus longuement lors du prochain Conseil des ministres. L'ancien maire du Havre confirme et explicite un peu plus ce que le chef de l'Etat avait ébauché durant le premier rendez-vous de son équipe ministérielle, jeudi matin.

Cette ligne directrice tient en quatre mots: "collégialité, efficacité, loyauté et exemplarité". Cela est finalement très fidèle à l'esprit de la Ve République et à la volonté édictée par chaque exécutif. Le tout est en réalité de savoir si les ministres se plieront à l'exercice; dans la semaine, Annick Girardin -passée de la Fonction publique à l'Outre-mer- a par exemple dit son scepticisme à l'égard de la suppression des 120.000 postes de fonctionnaires.

Pas de communication avant un arbitrage

Edouard Philippe les met en garde sur deux points. Une fois une décision arbitrée, ils devront tous s'y tenir. "La liberté intellectuelle et la diversité des ministres ne seront un atout que si, une fois passé le temps de la discussion, il y a une parfaite loyauté vis-à-vis des décisions arbitrées", lance le premier ministre. Il donne une deuxième consigne en amont de ces arbitrages. "Personne n'a vocation à exposer sur la place publique des positions qui ne sont pas arbitrées", estime-il dans une volonté de "ne pas nourrir un bavardage permanent".

Le chef du gouvernement lui même se refuse à faire tout annonce au cours de cette longue interview au JDD. Sur Notre-Dame-des-Landes, sur le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu et même sur la réforme du code du Travail, le premier ministre n'évoque aucune décision ferme. "Nicolas Hulot et moi souhaitons que toutes les options soient sur la table", dit-il à propos de l'aéroport nantais. "Laissons le ministre des Comptes publics (Gérald Darmanin, ndlr) examiner ce dossier", élude-t-il sur la réforme des impôts qu'Emmanuel Macron aimerait enterrer.

Et Edouard Philippe de conclure en évoquant sa méthode. "Un chef, ce n'est pas quelqu'un qui prend les décisions seul à la place des autres. Un bon premier ministre doit faire en sorte que les décisions soient discutées, instruites, tranchées puis appliquées", affirme-t-il. Le Huffington Post 21.05

Avant-hier on se moquait de Macron et son gouvernement composé de figurants, de pions, 24 heures plus tard on en avait confirmation.

Les membres du gouvernement sont appelés à se soumettre sans broncher au nouveau monarque ou à se démettre. On se demande comment peuvent se passer les conseils des ministres sachant que Macron n'est maître ni de sa parole ni de ses actes, n'a aucun pouvoir. En amont, Attali et sa clique doivent avoir rédigé des notes destinées à chaque ministre, fixé leurs tâches et objectifs, j'imagine qu'ils doivent être accompagnés d'une note explicative pour qu'ils comprennent ces instructions et les appliquent à la lettre. Et s'ils posent des questions, Macron y répondra s'il possède déjà des réponses toutes prêtes, sinon il les renverra vers leur chef de cabinet ou les technocrates qui ont préparé ces dossiers. Et surtout en aucun cas ils ne devront prendre des initiatives sans en avoir référé au préalable à Macron, le Premier ministres ou les personnes habilitées à juger de leur opportunité ou non.

Le Conseil des ministres aussi secret qu'une réunion du groupe Bilderberg.

- Après un Hollande trop bavard, un Macron mutique inquiète les médias - AFP

L'Élysée version Macron limite pour l'instant au maximum les contacts avec les médias, veut choisir les journalistes qui suivent le président et a tenu jeudi la presse à l'écart des nouveaux ministres, des pratiques aux antipodes de l'ère Hollande qui inquiètent les médias.

Après une campagne sur tous les plateaux et dans tous les journaux, à l'Élysée, c'est le silence radio. Un "verrouillage" difficile à l'heure des réseaux sociaux et de l?information en continu.

Emmanuel Macron applique son credo d'un président à "la parole rare", pour re-sacraliser une fonction qu'il jugeait galvaudée sous Nicolas Sarkozy et François Hollande, omniprésents dans les médias et friands de "off" avec les journalistes.

Depuis dimanche, les journalistes n'ont que très peu de contacts avec ses communicants, placés sous la houlette de Sylvain Fort et Sibeth Ndiaye.

D'abord mise sur le compte du flottement des premiers jours d'installation, cette volonté de secret s'est manifestée de manière flagrante jeudi lors du premier Conseil des ministres: journalistes et photographes ont été priés de quitter la cour d'honneur de l?Élysée, sans pouvoir, comme c'est l'usage, interroger et filmer les ministres à la sortie.

De plus, lors de son premier point de presse après le Conseil, le porte-parole du gouvernement Christophe Castaner a longuement souligné que le président exigeait de ses ministres "confidentialité" et "discrétion" envers la presse.

"Les journalistes ne manqueront pas de continuer à poser des questions, mais il appartiendra à chacun des ministres de veiller au respect de ce qui se discute au sein du Conseil des ministres", a-t-il averti.

Décision encore plus inhabituelle: pour le déplacement d'Emmanuel Macron au Mali vendredi, les responsables presse de l?Élysée ont contacté directement les journalistes qu'ils veulent inviter, sans laisser ce choix aux rédactions, une entorse sans précédent aux relations entre pouvoir et médias.

"Le président souhaite pouvoir emmener des spécialistes, plutôt que la presse politique", a fait valoir son entourage.

Ce choix délibéré est très mal passé dans les rédactions. Christophe Castaner s'est vu accusé de vouloir "verrouiller la communication"', ce qu'il a nié, et a dû faire face à une rafale de questions critiques.

"Le fait que la cour d'honneur ait été fermée, qu'il n'y ait pas de caméra de pool pour filmer la photo de famille, que l'Élysée choisisse quelle rédaction, et pire quels journalistes au sein des rédactions, est amenée à suivre les déplacement du président.. Rassurez-moi M. Castaner, ça va bien se passer entre vous et la presse?" lui a lancé un journaliste de l'émission "Quotidien".

Des questions éludées par le porte-parole, qui s'est contenté d'invoquer des problèmes de sécurité et de délai d'organisation. "J'entends bien vos inquiétudes, je les relaierai", a-t-il cependant répondu, en promettant de respecter les conditions de travail des médias.

Il a aussi promis que, "dès la semaine prochaine", les journalistes pourront de nouveau interroger les ministres à la sortie du Conseil, expliquant que l'interdiction de jeudi était liée à la prise de la photo du gouvernement, sur le perron de l?Élysée.

Pour mieux se faire entendre, jeudi après-midi, dans une lettre ouverte au président, les sociétés des journalistes d'une vingtaine de grands médias (AFP, BFMTV, Europe 1, Le Figaro, France Info, France Inter, Libération, Mediapart, Le Parisien, Le Point, RFI, RTL, RMC, TF1, Télérama, Le Monde...) et Christophe Deloire, secrétaire général de Reporters sans frontières, ont fait part à Emmanuel Macron de leurs "inquiétudes quant à l'organisation de la communication présidentielle en train de se mettre en place". AFP18.05

Crime de lèse-majesté envers les scribouillards du régime

- « Monsieur le président, il n'appartient pas à l'Élysée de choisir les journalistes » - lefigaro.fr

LETTRE OUVERTE. Une vingtaine de rédactions, dont « Le Figaro », signent une lettre ouverte au président de la République afin de lui « transmettre nos inquiétudes quant à l'organisation de la communication présidentielle ».

Monsieur le Président,

Vous effectuez demain votre premier déplacement de chef d'Etat au Mali. Avant votre décollage, nous souhaitons vous transmettre nos inquiétudes quant à l'organisation de la communication présidentielle qui est en train de se mettre en place depuis votre entrée en fonction.

Pour des raisons de place ou de sécurité, nous comprenons la nécessité de constituer des pools de journalistes - parfois, et à condition que toutes les rédactions y aient accès selon un roulement établi. En revanche, il n'appartient en AUCUN CAS à l'Elysée de choisir ceux d'entre nous qui ont le droit ou non de couvrir un déplacement, quel qu'en soit le thème (défense, diplomatie, économie, éducation, social...). Ce n'est pas au président de la République, ou à ses services, de décider du fonctionnement interne des rédactions, du choix de leurs traitements et de leurs regards. Ce choix relève des directions des rédactions et des journalistes qui les composent, qu'ils soient permanents ou pigistes, JRI ou reporters, photographes ou dessinateurs.

Aucun de vos prédécesseurs ne s'est prêté à ce genre de système, au nom du respect de la liberté de la presse. Alors que la défiance pèse de plus en plus sur l'information, choisir celui ou celle qui rendra compte de vos déplacements ajoute à la confusion entre communication et journalisme, et nuit à la démocratie.

Premiers signataires: Les sociétés des journalistes de l'AFP, BFM TV, Les Echos, Europe 1, Le Figaro, Rédaction nationale de France 3, France Info, France Inter, Libération, les JT de M6, Mediapart, Le Monde, Le Parisien, Le Point, RFI, RMC, RTL, Télérama, TF1

Jean-Philippe Baille, directeur de la rédaction de RTL
Frédéric Barreyre, directeur de la rédaction de France Culture
Luc Bronner, directeur de la rédaction du Monde
Christophe Deloire, secrétaire général de Reporters sans frontières
Guillaume Dubois, directeur de L'Express
Nassira El Moaddem, directrice du Bondy Blog
Jean-Marc Four, directeur de la rédaction de France Inter
Johan Hufnagel, directeur des éditions de Libération
Laurent Joffrin, directeur de la publication de Libération
Eric Kervellec, directeur de la rédaction de France Info

Edwy Plenel, directeur de Mediapart
Alexis Brézet, directeur des rédactions du Figaro. lefigaro.fr 18.05

En complément. Quand les larbins se mettent à baver sur leur maître, ingrats!

- Travail de sagouin", "gros connard"... Quatre fois où Emmanuel Macron et son équipe s'en sont pris aux journalistes - huffingtonpost.fr

L'émission "Quotidien", le magazine "Les Inrocks" ou encore France 2... Ces dernières semaines, de nombreuses rédactions ont subi le courroux de l'équipe du président.

Sylvain Fort, le responsable des relations presse d'En Marche! et futur chef de la communication élyséenne, n'a pas supporté cette question posée par un journaliste de "Quotidien" à Emmanuel Macron : "La Rotonde, c'est votre Fouquet's ?".

Furieux, le communicant contacte alors Yann Barthès en le traitant de "gros connard" et de "débile profond", cette dernière insulte étant contestée. Sur le terrain, les équipes de TMC se verront appliquer des mesures de rétorsion allant de pressions directes à la menace de boycott en passant par un accès désormais plus restreint au candidat Macron, rapporte Le Monde.

Au soir du second tour, un autre épisode déplaît aux équipes du désormais président élu. Pendant sa couverture de la soirée électorale, France 2 diffuse le discours de Jean-Luc Mélenchon.

Le directeur de l'information de France Télévisions, Michel Field, reçoit alors un coup de téléphone. Au bout du fil, un conseiller du président fraîchement élu est furieux et critique ce choix éditorial. "J'ai mis ça sur le compte de l'exaltation de la soirée, excuse Michel Field. Ils ont dû se chauffer la tête. Je leur ai expliqué le b.a.-ba de l'information et de la priorité au direct."

Le documentaire "Emmanuel Macron : les coulisses d'une victoire", diffusé sur TF1 au lendemain de l'élection du champion d'En marche !, comporte une autre séquence révélatrice. On y voit Sibeth Ndiaye, l'incontournable chargée des relations presse du candidat, passer un savon à un journaliste des Inrocks. Elle lui reproche un article intitulé : "Macron prend la défense de La Manif pour tous et revendique de parler avec Zemmour et de Villiers". Les Inrocks reprennent une interview d'Emmanuel Macron dans L'Obs. Le candidat y déplore "l'humiliation" qu'auraient subie, selon lui, les opposants au mariage pour tous, après l'adoption de la loi Taubira.

"Je me permettais de vous appeler parce que j'étais un peu étonnée par un titre dans un papier sur votre site internet. Vous indiquez que Macron prend la défense de La Manif pour tous et revendique de parler avec Zemmour et de Villiers. Son propos est légèrement plus nuancé, en particulier concernant Zemmour", commence-t-elle. Et elle poursuit, furieuse : "Non, il n'a pas dit : 'On a humilié La Manif pour tous, putain !' Faites votre boulot les gars aussi. Non mais là, ça me saoule. Franchement, là, je suis saoulée(...) Ça, c'est pas du travail de journaliste. C'est du travail de sagouin." huffingtonpost.fr 19.05

- Les casseroles du gouvernement - Franceinfo

Mediapart a fouillé dans le passé des nouveaux ministres, et personne n'est épargné. A commencer par le Premier ministre. En 2014, Edouard Philippe n'a pas joué le jeu de la transparence. Il n'a pas indiqué la valeur de ses biens immobiliers dans sa déclaration, que tous les députés devaient remplir. Il a écopé d'un blâme de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique.

Gerard Collomb, ministre de l'Intérieur, traîne lui une vieille affaire. Dans les années 90, il est député du Rhône et conseiller municipal d'opposition à Lyon. Il est entendu en 2006 par la justice comme témoin dans une affaire de détournement de subventions. Fondateur de l'association mise en cause, il ne sera finalement pas inquiété. "PenelopeGate" version Le Maire

Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, a eu son petit "PenelopeGate" ! En 2013, il est accusé d'avoir rémunéré sa femme en tant qu'assistante parlementaire pendant 6 ans, sans qu'elle n'ait jamais vraiment travaillé.

Muriel Pénicaud, ministre du Travail est quant à elle concernée par une enquête de l'Inspection générale des finances. En cause, une soirée à Las Vegas en 2016 en l'honneur d'Emmanuel Macron. Cette fête qui a coûté 381 000 euros était organisée par Business France, dont Muriel Pénicaud était directrice générale à l'époque. Il y aurait donc eu un manquement au code des marchés publics. Franceinfo19.05

Le ministre de la Justice et son parti (notamment) sont corrompus jusqu'à l'os.

- [Bayrougate 1] Fictif(s) : deux ans à l'UDF payé par la République, par Nicolas Grégoire - Les-crises.fr 19.05

Source : Nicolas Grégoire, pour Medium, le 2 avril 2017.

Emploi fictif. Le terme resurgit de scandale en scandale. Pendant presque deux ans, j'ai eu deux emplois fictifs. A l'Assemblée nationale, et au Sénat. Je percevais un salaire, des fiches de paie, pour une activité que je n'exerçais pas. Jamais personne ne s'en est ému. Pourquoi suis-je le seul, en vingt ans, à l'avouer sans contrainte ?

Durant mon séjour rue de l'Université, bordée par l'Assemblée, quadrillée de partis politiques et refuge de l'ENA, je n'ai vu mes parlementaires, Jean-Jacques Hyest et Ambroise Guellec, que trois fois. Pour signer mes contrats. Pour travailler une matinée à trier du courrier. Et enfin, vidé et amer, en perte totale de repères, pour demander à être licencié.

Fraîchement diplômé en journalisme européen, c'est un peu par hasard que j'ai rejoint l'équipe de Force démocrate, jeune parti d'un petit nouveau plein d'ambition : François Bayrou.

Démocratie Moderne, magazine du parti dont Bayrou était directeur de la publication, cherchait un rédacteur. Jeune, malléable, pas regardant sur le salaire et recommandé par un ancien cadre, j'ai fait l'affaire.

"Force démocrate, c'est le parti qui monte, avec six ministres au gouvernement", me confie d'un ton feutré Rémy le Gall, rédacteur-en-chef de Démocratie Moderne, peu avant mon embauche. "Au début, il faut faire profil bas, surtout ne menacer personne. Et après, tout naturellement, tu t'imposes, comme une évidence."

A peine arrivé, je suis appelé au bureau de Huguette Ducloux, directrice des services. "Le parti n'a pas beaucoup d'argent, donc les parlementaires détachent des assistants pour nous aider", me dit-elle. "L'utilisation des fonds est à leur discrétion, mais si l'on vous demande ce que vous faites au parti, vous ne dites pas que vous y travaillez. Vous dites que vous êtes un militant", conclut-elle avec un demi-sourire entendu. Deux affirmations contradictoires dans une même phrase. Double langage politique, auquel j'allais vite m'habituer.

Au pouvoir

Au cours des mois, je découvre les nombreux avantages de l'appartenance au "troisième plateau" de Force démocrate, qui allait dévorer l'UDF. A un poste modeste mais stratégique, je fais partie du clan. Le clan protège les siens. Et le pouvoir corrompt.

Besoin d'envoyer quelque chose du bureau ? Colis et lettres sont livrés par des motards de la gendarmerie nationale, qui font les coursiers pour le parti sans broncher. "Je t'envoie un motard !"

Problème avec la banque ? Il suffit de tourner son siège. "Dis moi, tu as un contact pour ma banque à Paris ?" Au services des élections, quelqu'un lève le nez et s'empare d'un énorme Rolodex, qu'il appelle "la bomba". "Bouge pas… Voilà. Tu notes ?" Le directeur de la banque au détail d'une grande banque à trois lettres est dérangé en pleine réunion sur sa ligne directe. Mon agence passera des lettres de menaces à l'obtention d'un prêt. En me déclarant fonctionnaire. Et en saisissant de fausses données financières dans son système informatique, "pour que ça passe". Prêt que, gagnant 9200 francs par mois (1405 €) je ne rembourserai jamais. La banque à trois lettres ne fit jamais valoir sa créance.

Vol d'une console vidéo dans mon bagage à Orly ? Un fax autoritaire à Aéroports de Paris, avec en-tête de l'Assemblée. Je suis immédiatement remboursé, sans demande de justificatifs. Je réalise que j'aurais pu inventer un ordinateur portable, engranger des milliers d'euros.

Contrôle routier ? Le motard regarde ma carte du Sénat avec autorité. "Et vous êtes assistant de quel sénateur ? Depuis combien de temps ?" En costume de banquier, je hausse immédiatement le ton. "Non mais dites donc, vous allez arrêter de m'emmerder, ou vous allez avoir de gros problèmes !" En à peine un an, j'ai adopté du politique le langage, dont la classique menace de "problèmes". Immédiatement, son binôme plus âgé le pousse de côté. "Excusez-le monsieur. C'est un jeune, il est pas habitué. Excusez-le". "Bon, ça va." Je repars en trombe, énervé d'avoir été pris de haut par ce qui n'est plus pour moi qu'un coursier.

Une matinée à l'Assemblée

Député mais aussi vice-président du Conseil régional de Bretagne, Ambroise Guellec fit un jour part de son déplaisir de me voir passer mon temps au parti. Je me retrouve dans son petit bureau de la rue de l'Université. En bon assistant, je commence par trier le courrier. Demande après demande d'aide, de subventions, de locaux. Certains y incluent, naïfs, leur carte du parti. Une lettre et un projet sortent du lot. Je passe à Guellec : "ça m'a l'air bien, ça." Après un bref coup d'œil, il la repose sur mon liège. "Non, on ne peut pas les aider". Je demande pourquoi. Il me regarde, visiblement exaspéré. "Mais parce que c'est une association de gauche !"

Le soir même, je reviens "au siège" et demande à Rémy le Gall de me sortir de cette situation. "Tu y vas, et tu lui dis que t'as pas le temps", me répond-il tranquillement. "Mais comment ça, je peux pas lui dire ça !" Le Gall me jette un de ses sourires narquois. "Tu lui dis que tu as vu ça avec Bayrou."

C'est ainsi que, le lendemain, j'annonce à un parlementaire que mon activité illégale étant trop prenante, je ne vais plus bosser pour lui. "Et bien si c'est ça, j'arrête de payer !" me lance-t-il. "Non, je réponds tranquillement. J'ai vu ça avec François. Vous allez continuer à payer. Et je ne travaillerai plus pour vous." Il baisse la tête, vaincu. Le pouvoir n'est pas toujours où l'on croit.

Fin de partie

Tout commence avec la fille de l'accueil. Appelons-la Emilie. Dans l'entrée du siège, spartiate espace sur cour composé d'un bureau, d'un canapé et de l'escalier principal, elle arrondit ses fins de mois en faisant la permanence du soir. Elle est très belle, rayonnante. Nous flirtons. Un soir, elle m'appelle. Et me dit s'être fait agresser sexuellement par Le Gall.

Les policiers refusent de prendre sa plainte. Elle me raconte aller de commissariat en commissariat avant de comprendre la futilité de sa démarche. Le lendemain, elle décide d'en informer Ducloux. Qui, me dit-elle, l'écoute patiemment, puis lui dit "à qui cherchez-vous à nuire ?" Emilie n'en trouve plus ses mots. Elle quitte le siège en pleurs.

La rumeur, grâce à moi, enfle. En comité de rédaction, Rémy le Gall prend les devants. "J'imagine que vous avez entendu les accusations portées contre moi. Tout cela est bien évidemment faux. Je pense ne pas avoir besoin de ça pour séduire". Pour garder mon job, je me tais. C'est à mon tour de baisser la tête. "Rémy. Tu ries comme lui", me dit Emilie, soudain distante. La lune de miel est terminée.

Un conseiller municipal me propose un HLM. 80 m² dans le 12e, pour 190 €. "Là j'ai un pompier, et puis après je t'en file un, si tu veux." Je refuse. "C'est gentil, mais je suis sûr que d'autres gens en ont plus besoin que moi." Il est stupéfait. On me propose la fédération des Jeunes du 8e. Je refuse. Maintenant le clan se méfie. Les regards changent. Et puis vient ce déjeuner. Lors d'une grande tablée à La Poule au Pot, cantine officieuse de l'UDF, quelqu'un me reproche d'être un jeune apparatchik, mené uniquement par l'ambition. "C'est vrai, j'aime les responsabilités. Mais au fond, si je fais ce métier c'est pour, un jour, aider la France." La salle hurle de rire. Rémy le Gall, rouge pivoine et larme à l'œil, se tourne vers moi. "Tu es un idéaliste, c'est bien !" Et j'ai compris qu'il fallait partir. Que ces gens me menaçaient. Au plus profond de mon être.

Que sont-ils devenus ?

En 1999, Huguette Ducloux devient conseillère de Nicole Fontaine, présidente du Parlement européen. Elle est aujourd'hui retraitée.

Rémy le Gall devient directeur de la communication de la mairie de Versailles. Scénariste de bande-dessinée, il publie quatre fictions sur la politique. En 2012, il est décoré Chevalier des Arts et Lettres. En 2016, il est condamné à six mois de prison pour harcèlement sexuel sur quatre de ses subordonnées. Durant son procès, il est décrit comme faisant "régner la terreur, la manipulation et le mensonge".

En 2004, Jean-Jacques Hyest est élu président de la Commission des Lois du Sénat. En 2015, il est nommé au Conseil constitutionnel. Hyest siège également à la Haute Cour de justice de la République. Il est décoré Chevalier dans l'ordre des Palmes académiques.

Ambroise Guellec reste vice-président de la région Bretagne jusqu'en 2004. Il y est toujours conseiller régional.

De ralliement en retournement, François Bayrou est sûrement toujours convaincu d'être, un jour, président de la République. La moralité et l'exemplarité sont ses derniers chevaux de bataille. Épilogue

Aujourd'hui, je me revois dans cette période un peu comme un étranger. Un nihiliste qui, à la moindre difficulté, cherchait à écraser. Un homme que le titre gonflé, "je suis attaché parlementaire", suffisait à faire passer devant tout le monde aux urgences, sans avoir rien demandé. Comme tous les politiques, le pouvoir m'aidait à panser des plaies profondes, allant jusqu'à l'enfance.

Je vois aisément pourquoi, après des décennies d'impunité, François Fillon ne comprend pas qu'on l'emmerde "pour des costards" ou son indemnité parlementaire. Sa réalité n'est pas la nôtre.

Devant les affaires, je regarde les pantomimes d'outrage et les appels au complot avec une ironie toute professionnelle. L'enrichissement, les cadeaux, les voyages, les grands travaux avant les municipales, les élections internes truquées… Je n'ai plus jamais voté. Les sortants sont balayés. Les nouveaux jurent que tout va changer. Et on recycle. Ad nauseam. Malgré tout j'ai mal. Pour mon pays, car j'y habite. Et parce que j'ai cru en lui.

Dans son livre "Les mains propres", publié en 2014, Corinne Lepage écrit : "Lorsque j'ai été élue au Parlement européen en 2009, le MoDem avait exigé de moi qu'un de mes assistants parlementaires travaille au siège parisien. J'ai refusé en indiquant que cela me paraissait d'une part contraire aux règles européennes, et d'autre part illégal. Le MoDem n'a pas osé insister mais mes

collègues ont été contraints de satisfaire à cette exigence."

Bayrou, évidemment, nie. En politique, il faut toujours nier. Même la main dans le sac. "Si ça se sait, il niera", ai-je tellement entendu sur d'autres sujets. Il me semblerait un peu naïf de ne pas y voir un système. Un système peut-être accentué chez les petits partis, qui n'ont pas beaucoup de subventions. Mais dont on retrouve la trace du PS au FN. Un système dans un monde politique qui se juge lui-même. Se finance lui-même.

Et se renouvelle entre lui. C'est cette impunité, cette indignité cachée entre phrases choc et plateaux télé, qui a fait le lit de l'extrémisme qui sans une révolution morale finira, un jour, à l'Elysée.

Aujourd'hui je regrette d'avoir délaissé une carrière de journaliste pour, même de quelques décimales, participer à la lente putréfaction des institutions françaises. Et je regrette d'avoir joui de cette impunité, qui transforme tant de politiques en fossoyeurs du bien public. "Tu te rends compte que tu vas être diabolisé ? Tu ne pourras plus travailler nulle part", me dit un ancien du Figaro. Fonctionnement mafieux. Où seule la loyauté est récompensée. Et la trahison punie. Parfois jusqu'à la mort. "Qu'ils viennent. De toutes façons, je ne peux pas tomber de ma fenêtre, j'habite au rez-de-chaussée !"

- [Bayrougate 2] Réactions après l'accusation d'emplois fictifs contre Bayrou - Les-crises.fr 19.05

Pas avant le deuxième tour, par Nicolas Grégoire

Source : Nicolas Grégoire, pour Medium, le 3 mai 2017.

En dénonçant Bayrou, je voulais changer la politique. Censuré, espionné, cambriolé, j'ai découvert que je ne pouvais pas gagner.

Le 2 avril, j'ai décrit dans une tribune mon parcours dans les bas fonds de la politique. Emplois fictifs, extorsion, agressions sexuelles, tout y était, version François Bayrou. Plus de soixante-dix mille lecteurs plus tard, j'ai découvert les dessous d'une élection ou tout s'accordait, jusqu'au sommet de l'Etat, pour protéger Emmanuel Macron. Chronique d'un échec annoncé. Et d'une France qui n'est pas la nôtre.

Maintenant ou jamais

"Bonjour ! Je m'appelle Nicolas Grégoire, j'ai eu deux emplois fictifs à l'UDF pour François Bayrou. Et aujourd'hui, je balance"

C'était le bon moment : un mois avant le premier tour. Dans une élection qui s'annonçait serrée. Avec un bon texte, des preuves et une campagne sur les réseaux sociaux, tout le monde m'entendrait. Les médias, d'abord réticents, finiraient par relayer. Et François Hollande, soucieux de sa réputation et peu enclin à protéger ennemis et traîtres, resterait neutre.

En lisant mon brouillon, mes amis découvrent un Nicolas inconnu, un peu inquiétant. "Tout est vrai, sauf le rez-de-chaussée. Je préfère qu'on ne sache pas à quel étage j'habite". Après quelques jours de relecture, ma souris reste comme suspendue au-dessus de Publier. Le temps ralentit. Avec l'angoisse des grandes décisions, mon doigt s'écrase sur le bouton.

Quinze minutes de célébrité

"Si vous devez lire une chose aujourd'hui, lisez-ça. Vraiment"?—?quelqu'un sur Twitter

D'abord partagé par trois personnes, Fictif(s) se propage sur les réseaux sociaux. De programmeur en programmeur. Puis un journaliste informatique. Puis France Culture. Puis Cécile Duflot. Puis tout le monde. Pendant deux jours je regarde, fasciné, mon histoire sillonner la France. Et faire le tour des rédactions.

Très vite, les demandes d'interviews arrivent. En choisissant mes mots, je leur dis la même chose. Oui, la politique, c'est vraiment ça : les avantages, les passe-droits. La vie en première classe. Oui, les emplois fictifs sont répandus. Dans tous les partis. "Ah bon, François Bayrou ne me connaît pas ? Pourtant, quand il y avait une coquille dans le journal du parti, il savait où me trouver !" J'insiste sur l'urgence de changer la vie politique avant que, demain ou après-demain, Marine Le Pen gagne l'Elysée. "François Bayrou a l'amnésie pratique. Je ne crois pas qu'il aura l'honneur d'admettre. Oui, il faut moraliser la vie politique. Mais Bayrou ne peut en être ni la caution, ni l'instrument".

Le jour de la parution de Fictif(s), je reçois un email d'un journaliste de Marianne. "Compte-tenu de sa qualité, seriez-vous intéressé pour une éventuelle reprise sur le site de Marianne ?" J'accepte. Deux jours plus tard, je relance. Aucune réponse. Le lendemain, Marianne publie deux pages d'interview exclusive de François Bayrou.

Mediapart, qui n'avait pas voulu de mon papier, le publie maintenant sans mon autorisation. En signant "la rédaction de

Mediapart". Mes mails de protestation et de demande d'accès abonné n'ont pas de réponse.

Très vite, la qualité de mes conversations téléphoniques avec les journalistes est particulièrement mauvaise. Après deux ou trois minutes, les voix se hachent, deviennent métalliques. "Vous voyez, j'habite dans une zone où ça capte plutôt mal. Ça va, mais je capte tout juste. Et là, clairement, quand j'appelle certaines personnes, de la bande passante s'échappe quelque part".

Je contacte le Canard Enchaîné, dont je connais le rédacteur en chef, Erik Emptaz. "Le Canard vous remercie d'avoir pensé à lui, me répond la secrétaire de rédaction. Votre message est transmis à Erik Emptaz". Soulagé, je réponds "vous vous réveillez enfin, c'est bien. Je commençais à me demander si vous protégiez Bayrou". Le Canard ne publiera rien. Et enchaînera les révélations sur Fillon et Le Pen.

Les interviews s'enchaînent. On m'enregistre. On prend note. J'avertis : "Attention, il va y avoir des pressions !" Et toujours la même réponse. "Ah mais Bayrou et ses amis ne font pas la loi chez nous !" Et le sujet ne sort pas.

6 avril. Pour répondre aux demandes des médias et faire taire les mauvaises langues, je publie toutes mes preuves sur Twitter. Et mets les originaux en lieu sûr. Corinne Lepage, qui avait avant moi dénoncé les emplois fictifs chez François Bayrou, retweete immédiatement. Deux minutes plus tard, elle se rétracte.

22h. Dans un appartement éteint et silencieux, je lis à côté de ma fille qui dort à poings fermé. Mon chien bondit en direction de la porte d'entrée en poussant des hurlements. Exactement comme il y a huit ans, quand on essayait de me cambrioler. Je me lève. "Qu'est ce qui se passe, mon chien ?" J'entends quelqu'un dévaler l'escalier. Je reste là, une bonne minute. Le doute s'installe. Dans quoi me suis-je foutu.

Ca sort !

"C'est lui, Grégoire, qui vous a donné ça ? Il est gonflé, le mec !"?—?Jean-Jacques Hyest, devant mon contrat de travail

Quand les autres rédactions bloquent le sujet, Hervé Chambonnière, grand reporter au quotidien régional Le Télégramme, mène son enquête. Avec sérieux, courant après le scoop, il analyse mes preuves, appelle mon ancienne secrétaire de rédaction. Qui lui confirme que je travaillais au parti. Il rend visite à Jean-Jacques Hyest et Ambroise Guellec, mes financiers. Qui nient me connaître et m'avoir embauché. "Après 1988, impossible !" lui jure Hyest. Avant de retrouver la mémoire, devant un CDI signé de sa main.

Quatre jours après mes révélations, le Télégramme sort en exclusivité un article d'une page.

Bayrou se réfugie derrière son entourage, qui crie à l'élucubration. J'exulte. J'ai dû m'auto-publier. Me dénoncer. Mais la vérité, maintenant, règne. Et Sylvain Maillard, porte parole d'En Marche, me suit sur Twitter.

Le Télégramme en poche, j'appelle l'AFP. On prend mon message. A 20h, un SMS. "Bonjour, je suis journaliste AFP au bureau de Rennes. Pouvons-nous nous rencontrer ?" Tout sourire, mon ex-femme me dit "tu avais raison. Il suffisait qu'un seul le sorte !" L'ancien du Figaro, naguère si pessimiste, me félicite.

Et pourtant les beaux jours sont terminés. Je vais découvrir les rouages d'une machine à influencer le résultat de l'élection présidentielle. Une alliance d'intérêts dont je n'aurais jamais deviné l'existence ou l'ampleur. Pressions, surveillance et petites lâchetés

"Mon rédacteur en chef ne veut pas le passer. Je comprends pas, je lui ai montré les preuves"?—?un journaliste de RMC.

10 avril. Trois journalistes d'Europe 1 me contactent en cinq minutes. A Paris, un homme à la voix de chroniqueur m'enregistre dans la cabine. "Mettez vos ceintures, le tourbillon médiatique va commencer", dis-je à mes proches. On me dit que ça va passer au journal de 18 heures, ou à la matinale. Et le lendemain, sur Europe 1, j'entends : "sinon en politique aujourd'hui, pas grand-chose. On tourne en rond".

Je contacte le journaliste. "On va le passer votre témoignage, me dit-il. Mais il y a beaucoup d'actu en ce moment". Agacé, je prolonge par texto. "Bayrou, c'est au moins 12 ans de permanents du siège payés avec des contrats parlementaires : vous avez mon témoignage en 97 et celui de Lepage en 2009. (…) C'est un système couvert par tout le monde, amnistié cette année par un gouvernement de gauche. On n'est pas dans l'anecdote. C'est un scandale énorme. Faites votre enquête". Une semaine après, je relance. On me répond "ce sujet est en attente".

11 avril. Après un détour obligatoire sur une messagerie cryptée, je vois la journaliste de l'AFP au café du coin. Nous parlons longuement. Elle semble très intéressée.

12 avril. France Info m'invite à la matinale. "A la suite de votre annonce sur l'emploi fictif en tant qu'attaché parlementaire, seriez-vous disponible pour qu'on en discute pour une éventuelle interview en studio demain matin à 7h40 ?" J'accepte. Quelques heures plus tard, la chargée de production me dit "non, c'est trop compliqué pour demain. (…) Et comme on a déjà fait un sujet dessus ma rédaction en chef préfère attendre. Je suis désolée". Je ne trouve aucune trace du sujet. Je demande qu'on me donne le nom du journaliste qui a couvert. Pas de réponse.

Le même jour, le responsable des investigations du Nouvel Observateur me dit "je vais prendre vos coordonnées, un journaliste va vous rappeler". Personne ne rappelle. Et pourtant l'Obs couvre avec assiduité les affaires Fillon et Le Pen.

Après un début fracassant, je me sens cerné par un mur de silence. Au téléphone, l'ancien du Figaro est furieux. "C'est très grave ! On parle d'une élection présidentielle ! Bien sûr que quand ton rédac-chef te refuse un sujet comme ça, tu as envie de ne rien dire pour ne pas perdre ta place. Mais journaliste, c'est pas n'importe quel métier ! On a des responsabilités ! Il faut s'insurger !"

L'enthousiasme fait place à l'impatience. Puis à l'indignation. J'interpelle journalistes et rédactions sur Twitter. "Et ça, pourquoi vous n'en parlez pas ?" Je contacte les quotidiens. Ils connaissent mon papier, que de nombreux journalistes ont relayé sur les médias sociaux. J'envoie des mails à des adresses souvent bien cachées. En y mettant des pisteurs très sophistiqués. Certains ne les détectent pas. A Libération, l'Express, on ouvre mon mail, on clique sur ma tribune. Je les vois faire en direct. Et il ne se passe rien. D'abord réservé, Hervé Chambonnière finit par partager mon incrédulité. "C'est fou. Personne ?" Ce qui n'était qu'une possibilité devient pour moi une évidence : on protège François Bayrou. Mais surtout, via lui, Emmanuel Macron. La bonne société parisienne a choisi son candidat.

— T'as vu, ça sort nulle part !

— Attends, tu viens avec des preuves, et tu n'as aucun rédac-chef qui sort le truc, parce qu'ils ont tous peur d'être punis. Je vais te dire notre profession, elle est morte.

Silences et barbouzeries

"Le message est très clair : tu ne sortiras rien le week-end du premier tour. C'est déjà serré, tu vas pas faire chier"

18 avril. Je formate mon téléphone et mets à jour sa sécurité. Les problèmes de batterie et de qualité sonore disparaissent.

20 avril. Sur l'écran de mon ordinateur, une alerte de l'antivirus. "Votre protection est désactivée". Impossible de reprendre la main sur le système. Au bout de trois minutes, tout revient à la normale. 21 avril. J'écris à un journaliste de Libération : "je viens avec des preuves d'un système de financement illégal d'un parti (fiches de paie, contrats de travail, preuves que je bossais à l'UDF) et ça ne sort pas. (…) Tous les jours on sort des trucs (et c'est bien) sur Fillon et Le Pen. Et Bayrou, allié de Macron, rien. C'est quand même plus que bizarre, vous ne trouvez pas ? D'ailleurs pourquoi Libé ou aucun quotidien national ne couvre ? J'aimerais qu'on m'explique en quoi les emplois fictifs chez Bayrou ce n'est pas de la news." Et j'ajoute, écoeuré : "puisque c'est ainsi, je vais sortir un deuxième papier sur les trucs hallucinants qui se passent de mon côté (…). En tous cas, je n'épargnerai personne".

J'appelle ensuite une amie, journaliste en Suède. En lui racontant ma semaine, j'ai l'impression d'évoluer dans une réalité parallèle. Où l'information est sous contrôle. Où l'on espionne les lanceurs d'alertes. "Bon allez, je te laisse, dis-je, il faut que j'aille à la piscine avec ma fille. A bientôt !" Deux heures plus tard, je m'installe à mon bureau, allume mon ordinateur. Rien. Des pans entiers de mon disque dur ont été effacés. Je pense à un piratage. Puis me souviens avoir éteint ma machine. Il fallait donc y accéder physiquement. On s'est introduit chez moi. Un vertige me prend. La voix tremblante, j'appelle l'ancien du Figaro.

— On m'a effacé mon disque dur.

— Tu sais qui fait ça…

— Les services ?

— Bah oui… C'est illégal. Quelqu'un risque sa carrière. Mais ils le font surtout pour te déstabiliser. Ne t'inquiètes pas, dans quinze jours, ça sera fini.

Comment les services auraient-ils pu aller si loin sans l'aval de l'Elysée ? En tous cas, mission accomplie. Alors que chaque jour sort une révélation sur Fillon ou le FN, le clan Macron a l'air blanc comme neige. Sur les plateaux télé, François Bayrou donne des leçons d'honnêteté. Et personne ne lui pose la question qui dérange.

24 avril. Mediapart sort un article, La revanche de François Bayrou. Ses détournements de fonds n'y sont pas mentionnés, alors

que Mediapart dispose des preuves. Sur Twitter, encore une fois, je m'immisce. "Et les emplois fictifs de Bayrou, vous ne couvrez pas ?" Silence. Cette nuit-là, je rêve que je rentre chez moi. Que quelqu'un m'attend dans mon entrée. Ganté de cuir, pour m'étrangler.

— On va te traiter de parano, de conspirationniste.

— Je m'en doute. Mais je me suis pas cambriolé moi-même, non plus !

L'agence prend son temps

"Je vous prie d'arrêter d'être désobligeant"?—?journaliste de l'AFP

En plein blackout médiatique, je m'accroche à l'AFP. Et encore une fois, j'attends. Le 18, une semaine après l'interview, la journaliste me dit ne pas avoir "contacté tous les protagonistes. Ca devrait sortir mardi matin".

Le 21 avril, jour de mon cambriolage et vendredi d'avant le premier tour, nouveau texto : "Avez-vous le contact de l'ancienne secrétaire de l'UDF ?" J'en suis sur le cul. Elle n'a même pas fini son article. "Dix jours pour faire une dépêche AFP ! Mais je te la dicte tout de suite, moi : 'Un ancien assistant parlementaire accuse François Bayrou d'avoir favorisé un système d'emplois fictifs…' Ca tient en une colonne".

L'AFP ajoute "je ne connais pas la date de publication, car nous attendons la réaction de M. Bayrou". Immédiatement, je tape :

— C'est honteux.

— Pardon ?

— Bayrou refuse de réagir en espérant que ça ne sorte pas et vous rentrez dans son jeu. C'est hallucinant.

— Ecoutez, ma collègue ne l'a pas encore contacté car elle croule sous le travail et je dois encore avoir M. Hyest. Evitez certains commentaires. Bonne journée.

— Vous avez des preuves, des contrats de travail. Le Télégramme est sorti il y a dix jours. Contrairement à vous, je dirai et j'écrirai ce que je voudrai.

— Vous n'allez pas me dicter ce que je dois faire ou écrire. Je vous prie d'arrêter d'être désobligeant.

— Oh, je ne vous dicte rien. Vous n'avez pas besoin de moi.

J'appelle Chambonnière. "Je vais sortir un deuxième papier. Mais cette fois-ci, je vais m'attaquer aux médias". Il a un blanc. "C'est pas une bonne idée". Iceberg, droit devant

"Tous les animaux sont égaux, mais (il semble que cela ait été rajouté) il y en a qui le sont plus que d'autres."?—?Georges Orwell, La ferme des animaux

Le soir, je regarde le ballet des motards autour de la voiture de Macron. Le dîner dans son Fouquet's à lui. Au diable les apparences.

Le mercredi d'après le premier tour, l'AFP me demande encore des précisions. Quinze jours ! La dépêche n'est pas encore prête ! "Je n'ai jamais vu une attitude pareille, même Bayrou que je viens d'avoir au téléphone n'a pas été aussi agressif", me glisse miss AFP Bretagne. Elle m'écrit ensuite "l'unique raison pour laquelle je n'ai pas rédigé le papier c'est tout simplement que je n'ai pas eu le temps. (…) Je vous aurais dit si mes chefs bloquaient le papier". Tout va bien alors. Mais cela n'a plus d'importance. "De toutes façons, écris-je en conclusion, il fallait que ça sorte avant le premier tour, pour qu'acculés, Bayrou et surtout son allié Macron fassent des promesses fortes. Maintenant que Macron est assuré d'avoir la présidence, tout cela ne sert plus à grand-chose. J'ai perdu mon pari".

La dépêche devrait sortir quelques jours avant l'élection. Devrait. Hier sûrement confiant d'avoir Matignon, Bayrou tremble, pantomime l'indignation. Il est sale, il le sait. Et pourtant, il s'absout. Comme je l'ai entendu dire en bureau politique : "on me dit 'tu ne ramènes pas autant que Léotard'. C'est vrai, et j'en suis fier". "Et quand il revenait d'Afrique, rigole un élu, il avait les mains vides. Parce que c'était Lehideux qui portait les valises !"

En politique, on a une drôle vision de la morale. Qui s'élastifie encore pour les élections. Macron trahit Hollande. Valls trahit

Hamon. Les Républicains trahissent Juppé pour Fillon. Puis Fillon pour Juppé. Et retournent vers Fillon. Nicolas Dupont-Aignan trahit la République. Et l'Elysée trahit la liberté d'expression. Comme disait déjà Cicéron en s'adressant au Sénat : "vous êtes des putes".

Cette réalité, les grands médias la connaissent bien. Mais vous comprenez, le peuple est trop simplet. Il faut lui tenir la main. Des grands médias contrôlés par une poignée de milliardaires. Et des journalistes politiques emplis d'eux-mêmes. Inféodés. Accros aux confidences de cocktails. A leurs places dans le Falcon présidentiel. Des journalistes méprisés par les politiques, qui jouissent à les manipuler.

Il est loin le temps où Maurice Maréchal, directeur du Canard Enchaîné, virait son journaliste pour avoir eu la Légion d'honneur. "Il ne fallait pas la mériter !" Ces copinages, cette soumission au clic de la grande presse, et surtout cette confusion entre informer et occulter, font le lit des extrémismes.

Pendant ce temps, dans l'Aisne, un homme vole une pièce de vingt centimes et écope d'un mois ferme. A Bordeaux, un autre homme sans ressources prend quinze jours pour un paquet de saucisses, des gâteaux et une brosse à dents. Et ma voisine fait des ménages au noir, pour compléter sa retraite. Avec quarante-deux ans de cotisation et une prothèse de genou. Noyée dans les vaines promesses, une France s'écroule. Le Front National a huit millions de votants. Le 7 mai, ils seront peut-être le double. Dans cinq ou dix ans, ils fêteront leur victoire. C'est le début de la fin pour une Cinquième usée, presque impotente.

Les politiques doivent être tenus en laisse. Il faut réformer la rémunération des parlementaires. Qu'ils arrêtent de l'utiliser pour s'acheter, légalement, des villas sur la côte d'Azur. Il faut punir sévèrement toute corruption. Tout favoritisme. Par une peine de prison ferme et l'inéligibilité à vie. Il faut une vraie transparence. Que pour tout, les politiques rendent des comptes. Il faut une nouvelle République, avec comme modèle la Suisse.

Et surtout il faut sortir cette race de seigneurs de ses palais, ses banquets, ses voitures à cocardes, ses gardes armés, ses jets privés, ses centre-villes privatisés. Ces politiques qui ne représentent qu'eux-mêmes.

La France appartient à ses habitants.

Epilogue

"C'est quand même sympa de la part de l'AFP de ne pas vouloir perturber l'élection avec de veilles affaires. Comme pour Fillon !"

3 mai. Histoire de laisser une dernière chance, j'écris encore à l'AFP.

— Bonjour, vous êtes vraiment sûre que vos chefs ne bloquent pas le sujet ?

— Pour être honnête, je ne sais pas. Dès que j'en sais plus je vous dis. Ca peut effectivement paraître après le second tour. Je ne suis plus décisionnaire depuis que je l'ai rédigé.

Dépité, je pars au bistrot du coin. Et m'épanche auprès de la tenancière. "Les médias décident pour qui on doit voter". Elle hausse les épaules en essuyant un verre. "Ça c'est pas nouveau". Je touille mon café chantilly. "Oui, mais il faut pas que Bayrou ait Matignon. Sinon je suis dans la merde". Elle s'empare d'un plat de pommes de terre. "Bayrou premier ministre ? Quelle drôle d'idée ! Il passera pas, Macron. C'est Le Pen qui va passer". J'arrête de touiller. "Ah bon ?" Elle nappe les pommes de terre d'huile. "De toutes façons on l'aura à un moment ou à un autre. Autant l'avoir maintenant."

A Libération par Nicolas Grégoire - Les-crises.fr 19.05

Toutes les preuves nécessaires à un sujet sur Bayrou sont disponibles depuis un mois.

J'ai fourni carte de l'Assemblée, fiche de paie et contrats de travail. Mes parlementaires ont admis au Télégramme que l'emploi était fictif. La secrétaire de rédaction a confirmé que je travaillais au parti. François Bayrou était mon supérieur direct. Maintes fois apostrophés, vous n'avez rien fait.

Hormis l'intrusion et la surveillance, mes papiers sont parfaitement sourcés. J'ai les preuves de tous mes envois et réceptions aux médias. De toutes mes conversations. Et preuves ou pas, l'effacement d'une partie de mon disque dur est un scandale d'Etat. Mon seul pouvoir, c'était d'en parler.

Bien sûr, vous n'êtes pas les seuls. Europe et RMC bloquent le sujet depuis un mois. La dépêche AFP, rédigée et vérifiée, attend dans un placard depuis onze jours. Le Canard n'a pas couvert. Et Médiapart s'est couvert.

Ce sujet pouvait bousculer le premier tour. Par lâcheté, politisation ou incompétence, vous l'avez empêché de sortir. Bayrou est un rouage fort de l'équipe Macron. Ne pas couvrir, c'était les protéger.

Source : Médium, 8 mai 2017

En famille. Aveu. Ils osent tout.

- Cazeneuve appelle à voter à gauche pour faire "réussir" Macron - AFP

"Notre pays a besoin de gauche", a lancé Bernard Cazeneuve, jeudi soir, en appelant à élire des députés de gauche pour préserver le "bilan" de François Hollande et faire "réussir" la présidence Macron.

Macron désigne un Premier ministre et deux ministres aux poste clés de l'économie issu de LR et Cazeneuve du PS appelle à faire "réussir" la présidence Macron afin de préserver le "bilan" de Hollande, ce qui signifie que LR et le PS avaient bien le même programme et que Macron et son gouvernement ont pour tache de poursuivre la politique de Hollande. On ne pouvait donc pas caractériser de consensus leurs rapports mais bien d'identité, tant sur le plan de leurs intentions qu'idéologique. AFP 20.05

REM, LR, MoDem, PS, PRG sont des partis de la réaction, de droite...

- Écologie : Macron et Hulot sont-ils compatibles ? - Franceinfo

Du jaune...

- La CFDT sous le quinquennat Macron: un rôle à définir. - AFP 19.05

La paillasse.

... à la cirrhose.

- Martinez (CGT) souhaite "des hommes politiques au gouvernement, pas des gestionnaires" - AFP

Interrogé à propos de la nouvelle ministre du Travail, Muriel Pénicaud, le leader de la CGT a répondu qu'il mise sur "le programme, les mesures" qu'elle défendra et non pas sur sa personne.

Concernant la loi travail qu'Emmanuel Macron entend pousser plus loin, M. Martinez a prévenu: "vouloir continuer dans la casse du code du travail en favorisant les licenciements, en donnant moins de droits aux salariés et plus aux patrons des grandes entreprises, eh bien ça ne règlera pas l'emploi, tout le monde le sait, tout le monde l'a reconnu l'année dernière et donc il faut faire autre chose". AFP 19.05

C'est qui "il" ? Macron, il lui donne la main ou plutôt lui tend la main que Macron saura saisir n'en doutons pas. Au fait, pourquoi n'a-t-il pas profité de l'occasion pour renouveler l'exigence de l'abrogation de la loi El Khomri ? C'était politiquement incorrect, on comprend...

Confirmation. Les homosexuels ont obtenu un nouveaux droit grâce à Hollande : celui de se faire insulter ou tabasser plus qu'avant.

Libération - ...les signalements pour insultes ou violences homophobes ont bondi de 20% en 2016.

Jeudi soir, Cyril Hanouna a cru drôle de piéger et humilier en direct des homosexuels. On peut invoquer la liberté d'expression. On peut aussi trouver grave et lamentable de jeter en pâture à 1,5 million de téléspectateurs la vie privée d'un homme. Libération 19.05

A tous les ignares ou crétins dit de gauche ou d'extrême gauche qui ont soutenu les campagnes du PS sur les thèmes de la lutte contre le racisme, la xénophobie, le sexisme, l'homophobie, l'écologie, etc. ont été manipulés, parfois sciemment, ils ont ainsi servi les intentions inavouables de Hollande dont Macron est le produit, autant dire qu'ils portent une part de responsabilité de la situation actuelle.

Ils osent tout

Cadeau aux trusts pharmaceutiques.

- Douze vaccins obligatoires pour les enfants italiens - euronews.com

Le gouvernement italien a adopté vendredi un décret-loi rendant obligatoires 12 vaccins pour pouvoir inscrire des enfants à l'école. euronews.com 20.05

- Le Qatar se dit victime d'une campagne l'accusant de soutien au "terrorisme" - AFP

Le Qatar s'est dit samedi victime d'une campagne calomnieuse de certains médias qui l'ont accusé de "soutien" au terrorisme, des allégations qualifiées de "mensongères" par Doha.

- Washington appelle l'Iran de Rohani à démanteler son "réseau de terrorisme" - AFP

Mimétisme. Xénophobie ordinaire et stratégie du chaos.

- L'US Air Force signale un incident avec des avions chinois - Reuters

Deux avions de chasse chinois ont intercepté mercredi un appareil américain de manière "non professionnelle" alors qu'il volait dans l'espace aérien international au-dessus de la mer de Chine orientale, a rapporté jeudi l'US Air Force. Reuters

- Le Japon proteste après une incursion chinoise près des Senkaku - Reuters

Le Japon a fait décoller sa chasse jeudi après l'intrusion de quatre navires de la garde-côtes chinoise accompagnés d'un drone dans un secteur que se disputent les deux puissances asiatiques en mer de Chine orientale. Reuters

- Venezuela: sanctions économiques de Washington, les manifestations continuent - AFP

Les Etats-Unis ont porté un rude coup au camp du président Nicolas Maduro en plaçant sur leur liste noire financière huit membres de la Cour suprême vénézuélienne, accusés d'avoir aggravé la crise politique du pays en affaiblissant l'autorité du Parlement. AFP

- "Faute d'amour", portrait d'une Russie déshumanisée à Cannes - AFP

- Les Etats-Unis bombardent un convoi pro-régime en Syrie - AFP

Les Etats-Unis ont bombardé jeudi un convoi lié au régime syrien près de la frontière jordanienne six semaines après les premières frappes de l'administration Trump dans le pays, tout en assurant ne pas chercher à s'impliquer dans la guerre civile.

"La coalition a frappé des forces pro-régime (...) qui posaient une menace pour des forces américaines et des forces alliées (syriennes) à Al-Tanaf" près de la frontière jordanienne, a déclaré le colonel Ryan Dillon, un porte-parole militaire de la coalition antijihadistes commandée par Washington.

Un autre responsable américain a précisé à l'AFP, sous couvert de l'anonymat, que les forces pro-régime frappées étaient "probablement" des milices chiites, sans être plus précis sur leur identité.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, huit personnes "pour la plupart non-syriennes" ont été tuées dans cette frappe.

En revanche le régime de Damas n'avait pas confirmé jeudi soir la frappe américaine.

Le secrétaire américain à la Défense Jim Mattis a assuré que les Etats-Unis ne cherchaient pas à "augmenter leur rôle" dans la guerre civile mais défendraient leurs troupes si elles sont menacées. AFP 19.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grèce

- Le parlement grec entérine baisse des retraites et hausse d'impôts - Reuters

Les députés grecs ont adopté jeudi soir des réformes, une baisse des pensions de retraite et des hausses d'impôts réclamées par les créanciers internationaux d'Athènes pour conclure un examen de suivi des réformes prévues par le plan d'aide et pour obtenir le déblocage d'une nouvelle tranche.

En début de soirée, des milliers de manifestants s'étaient rassemblés aux abords du parlement avec des banderoles frappées des mots "Non aux plans d'aide! Non à l'austérité!".

Des échauffourées se sont produites entre les policiers et de petits groupes d'individus cagoulés qui lançaient des cocktails Molotov. La police a tiré des gaz lacrymogènes pour les disperser. Reuters

Uruguay

- Uruguay: 22e marche silencieuse pour les disparus sous la dictature - AFP

Des milliers de manifestants ont marché en silence samedi sur l'avenue principale de la capitale de l'Uruguay en mémoire des disparus au cours de la dictature militaire (1973-85) et afin de réclamer justice auprès de l'État. AFP

Colombie

- Colombie : émeutes à Buenaventura - euronews.com

Des violences ont éclaté dans la ville colombienne de Buenaventura, à l'issue d'une semaine de grèves et de manifestations. La ville a été le théâtre de scènes de vandalisme et d'affrontements entre policiers et protestataires qui ont dressé des barrages routiers en incendiant des pneus ou des branches. Ces émeutes ont fait au moins un mort et plusieurs blessés. Une quarantaine de personnes ont été interpellées…

"C'est triste de voir la population de Buenaventura se comporter de la sorte. Des équipements ont été détruits. Il va falloir désormais se sortir de cette situation. La grève s'est déroulée de manière pacifique, mais se termine tragiquement", se désole une habitante de la région.

Buenaventura, le port le plus important de Colombie, est frappé par la pauvreté. Une partie de la population n'a pas accès à des services de base comme l'eau courante. Dans ce contexte, des magasins ont été pillés. Les manifestants réclament davantage d'investissements publics. euronews.com 21.05

Etats-Unis

- En Arabie saoudite, Trump et le roi Salmane signent pour plus de 380 milliards de dollars d'accords - Le Huffington Post

"Le président et le secrétaire d'Etat (Rex) Tillerson vont assister à une cérémonie de signature de près de 110 milliards de dollars" d'accords militaires, a déclaré le responsable. Ces accords visent à "soutenir à long terme la sécurité de l'Arabie saoudite et de la région du Golfe face aux menaces de l'Iran", a-t-il ajouté sans détailler ces accords.

Les accords signés dépassent les 380 milliards de dollars, a annoncé plus tard samedi le ministre saoudien des Affaires étrangères, Adel al-Jubeir. "Les deux pays ont signé une série d'accords (...). La valeur des investissements dépasse les 380 milliards de dollars", a déclaré Adel al-Jubeir lors d'une conférence de presse conjointe avec le secrétaire d'Etat Rex Tillerson.

L'agence officielle saoudienne SPA a fait état de 34 accords dans des domaines aussi divers que la défense, le pétrole et le transport aérien, sans cependant fournir de montant total. Le Huffington Post 20.05

Tunisie

- Tunisie: l'armée tire en l'air pour repousser des manifestants - AFP

Depuis près d'un mois, des habitants campent dans la zone d'El-Kamour et entravent la circulation des camions vers les champs pétroliers de Tataouine pour réclamer une meilleure répartition des richesses et des recrutements prioritaires dans les sociétés du secteur.

Les manifestants demandent notamment que 70% des emplois reviennent à des habitants de la région de Tataouine.

Le gouvernement d'union de Youssef Chahed est confronté à une grogne sociale croissante, en particulier dans les régions de l'intérieur. Les mouvements prennent régulièrement l'allure de sit-in bloquant routes et accès à certains sites. AFP 20.05

Haut de page

Le 24 mai 2017

CAUSERIE

- Causerie du 24 mai, 17 pages.

Il n'y a que le mouvement ouvrier et son avant-garde qui ne parviennent pas à se refonder. Sont-ils voués à disparaître ?

Dégénérés, décomposés, disloqués, fossilisés, putréfiés, doit-on en déduire que le prolétariat ne parviendra jamais à atteindre le niveau de conscience pour dépasser le stade du capitalisme et à s'organiser pour y parvenir, donc à accomplir la tâche historique qui consistait à passer du règne de la nécessité à celui de la liberté, à mettre un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme ?

Son déclin est-il inexorable ainsi que celui de la civilisation humaine qui lui est lié, que le capitalisme entraîne vers l'abîme ?

J'ai envie de dire qu'en discuter à l'infini est devenu indécent au regard des difficultés et des souffrances que le capitalisme impose injustement quotidiennement à des centaines de millions de travailleurs et leurs familles.

Les uns et les autres refusent obstinément de répondre aux questions que nous avons posées. Ils ont rompu avec le marxisme et je vais en donner un exemple.

Le POID nous dit qu'il existerait une contradiction entres les aspirations des travailleurs qui entendent rompre avec les institutions et qui ont voté Mélenchon ou qui participent ou soutiennent son mouvement, et la politique de Mélenchon qui s'inscrit dans le cadre de ses institutions ou d'une cohabitation plus qu'hypothétique avec Macron.

Je pense que leurs aspirations ne sont pas fondées telles qu'on les entend, parce qu'ils n'ont pas conscience de la signification politique ou de la portée historique de la liquidation des institutions, ce qui explique pourquoi ils se sont tournés vers Mélenchon, bref, ils ne sont pas du tout convaincus de la nécessité de renverser le régime en place, autrement dit leurs illusions qu'ils peuvent avoir dans Mélenchon sont secondaires par rapport à celles qu'ils manifestent encore dans le régime. Et la question qu'il faut se poser, c'est pourquoi ? On pourrait être plus précis, quels intérêts y trouvent-ils, quels sont leurs réelles motivations ?

Une autre question devrait nous venir spontanément à l'esprit. Comment interprètent-ils leur condition. Ne leur prêtons-nous pas une interprétation qui ne correspond pas à la leur ? En allant plus loin, on devrait aussi se demander comment ils interprètent la situation. Sont-ils en mesure d'en tirer la conclusion qu'elle est le produit du développement du capitalisme et de la lutte des classes ? Qui oserait penser qu'ils auraient atteint ce niveau de conscience politique ? Ne serait-ce pas là plutôt l'origine de leurs illusions ?

Il ne faut pas oublier qu'ils sont à la fois le problème et la solution ou que tout changement de société ne pourra pas s'accomplir sans eux, ce qui nécessite qu'ils aient atteint un certain niveau de conscience, et le fait qu'ils se tournent vers Mélenchon tendrait à prouver qu'ils n'y sont pas encore parvenus, loin s'en faut. Donc je pense qu'il y a un erreur d'appréciation sur la nature des illusions de ces travailleurs, ils baignent encore en pleine confusion que Mélenchon entretient par ses prises de positions, ils savent plus ou moins ce qu'ils ne veulent plus, mais peine à savoir ce qu'ils veulent vraiment, j'entends sur le plan politique.

Macron, le Premier ministre et Gattaz pour le Medef viennent de confirmer qu'ils comptaient sur les législatives pour "pour réformer le Code du travail le plus vite possible" (Gattaz), donc en recourant aux ordonnances. C'est pour ainsi dire un fait acquis, puisque même si REM n'obtenait pas la majorité absolue, ils pourront compter sur LR et le PS pour obtenir une majorité à l'Assemblée nationale. Maintenant, paradoxalement ou en désespoir de cause, il faut se dire que la situation serait différente ou le rapport de forces ne se présenterait pas de la même manière si FI avait 50 ou 150 députés, reste à savoir comment ils réagiraient. J'ai l'impression que pour Mélenchon la situation serait plus confortable si FI n'obtenait qu'une poignée d'élus, j'en suis même arrivé à la conclusion que seule sa candidature comptait pour lui.

Les arguments politiques avancés par le POID sont corrects, je n'ai jamais légitimé une hypothétique cohabitation Macron-Mélenchon, et je sais que quels que soient le nombre d'élus qu'aura FI, ce ne sera pas suffisant pour empêcher Macron d'appliquer sa politique, en revanche sur le plan tactique cela pourrait avoir une influence sur le positionnement des différents acteurs du mouvement ouvrier... On attend que les partis ouvriers condamnent vigoureusement l'attitude des dirigeants syndicats qui ont accepté de rencontrer Macron après qu'il eut fait connaître ses intentions.

Quoi qu'il en soit, nous devrons concentrer notre combat politique contre les institutions dont l'aspect antidémocratique à fait l'objet d'une démonstration éclatante lors de la présidentielle, donc contre Macron en martelant qu'il est ultra minoritaire et illégitime, contre l'Assemblée nationale, contre l'oligarchie et ses médias qui entendent instaurer un régime totalitaire.

Puisque la politique de Macron est ouvertement réactionnaire sur toute la ligne, puisqu'il a indiqué clairement gouverner pour le compte de l'oligarchie, puisqu'il a manifesté l'intention de passer en force, il faut proposer aux travailleurs résolument leur négation, la République sociale, le socialisme et le soulèvement révolutionnaire des masses exploitées pour les imposer, tout en soutenant toute initiative qui s'inscrirait dans cette direction, sachant qu'elle sera forcément bourrée d'illusions ou de contradictions dans un premier temps, et sans perdre de vue que les faits ou le développement de la situation se chargera de les mettre à nu ou de les broyer, à nous de faire en sorte que les travailleurs et les militants en tirent le moment voulu les enseignements politiques qui s'imposeront pour aller de l'avant, les recruter, les organiser, ne leur tournons pas le dos, ne les traitons pas de petits bourgeois ou de lèche-culs de Mélenchon, c'est humiliant, évitons toute forme d'invectives ou de mépris qui ne serviront pas notre cause, soyons modestes, patients, fraternels, procédons méthodiquement, logiquement, essayons d'avoir une attitude exemplaire, prenons la réalité telle qu'elle se présente à nous, car c'est le seul moyen pour parvenir à partager nos idées.

Nous devons expliquer la situation et notre politique aux travailleurs et non tenter de leur imposer. Ils doivent se forger eux-mêmes leurs propres convictions, personne ne peut le réaliser à leur place. Qui sait écouter peut inspirer la confiance et le respect, toute autre démarche est vouée à l'échec. Militer n'est pas un truc qui s'improvise et qu'on fait en dilettante ou qu'on décide à la légère, car il ne faut pas oublier qu'on peut influencer le mode de pensée ou d'existence d'un tas de gens, les déstabiliser ou leur occasionner plus de problèmes qu'on en résoudra, c'est une énorme responsabilité que l'on endosse et dont on doit avoir parfaitement conscience. Je sais qu'aucun militant n'a reçu une formation où ces principes auraient été enseignés et c'est un tort, donc on ne les jugera pas. C'est un peu comme lorsqu'on décide d'avoir un enfant, on doit être en mesure d'en assumer toutes les responsabilités et elles sont énormes.

Les militants doivent parler entre eux de tout cela, librement, ils ont tout à y gagner je leur assure. Je sais que la vie est faite de bien des désillusions, cela fait partie de cet apprentissage qui finalement dure toute une vie, tout comme notre lutte. Adoptons cet état d'esprit positif, optimiste, humaniste, en ne cessant jamais de nous situer sur le terrain de la lutte des classes, et je vous garantis que quels que soient les épreuves que vous réservera l'existence ou la société vous pourrez les surmonter et en tirez profit, et si votre condition ne vous procure que peu de plaisirs, en compensation de tous vos efforts, de votre droiture d'esprit ou morale, vous tirerez satisfaction de votre comportement ou de votre état d'esprit, vous en serez agréablement surpris et ce sera amplement mérité. Bien mal acquis ne profite jamais dit-on, et bien si nous demeurons digne de notre idéal, nous n'aurons pas à rougir de profiter aussi de la vie, de nous sentir heureux parfois, nous serons certains d'atteindre la vieillesse sereinement.

Régime totalitaire. Grâce au PS et aux médias l'oligarchie a conquis le pouvoir politique et France Télévision passe (officiellement) sous la coupe du CAC40.

LVOG - Articles composés de plusieurs extraits de presse de sources diverses.

- Pujadas viré et remplacé par Anne-Sophie Lapix, fille de Claude Lapix, le plus grand promoteur de Saint-Jean-de-Luz, et épouse d'Arthur Sadoun qui prendra la présidence de Publicis France le 1er juin 2017.

Lapix, habitée par une ambition dévorante, arrogante et décomplexée, cynique, "mordante" selon Virginie Spies, sociologue des médias, dans l'Express.

Ce couple de pouvoir que forment Anne-Sophie Lapix et Arthur Sadoun reçoit à domicile. « Une fois par mois, ils font un dîner dans leur maison de maître du XVIe arrondissement avec des grands patrons et des personnalités des médias », nous renseigne un convive. Récemment, on a pu y voir le P-DG d'Orange Stéphane Richard, le producteur Stéphane Courbit, et Alexandre Bompard, le P-DG de la Fnac, au conseil de laquelle siège Arthur Sadoun.

De l'avis général, Arthur est à l'aise avec les barons du CAC 40. Comme son père, l'ancien dirigeant de l'Ifop et grand résistant Roland Sadoun (1923-2005). « Enfant, il sautait sur les genoux de Michel Bon, le président de Carrefour, et Alain Minc, qu'il côtoie au polo, le suit depuis longtemps », relate une bonne connaissance.

Mon ami Yannick Bolloré

Que font ces deux rivaux quand ils se croisent ? La bise. « On est quasiment de la même génération, on évolue dans le même

milieu et on a plein d'amis en commun », nous confie le P-DG d'Havas, Yannick Bolloré. « Arthur est très facile à joindre, très blagueur et très fort pour se faire aimer des gens », poursuit le fils de Vincent Bolloré. capital.fr 28.04

France Télévisions collabore régulièrement avec l'empire Publicis et lui a même confié le repositionnement de ses chaînes. Du coup, certains y voient un conflit d'intérêts. Le débauchage de Lapix simultanément à l'arrivée à l'Elysée de Macron ne serait donc pas forcément une coïncidence, selon ses détracteurs. De plus, il est reproché à son mari d'être l'un des soutiens financiers du leader de "La République en marche", même s'il ne l'a jamais reconnu publiquement.

Quelques jours après l'arrivée d'Emmanuel Macron aux commandes de l'Etat, l'annonce du départ de David Pujadas apparaît comme une décision… politique. Même si Delphine Ernotte s'en défend, sa proximité avec le nouveau président de la République ne serait pas étrangère à cette éviction. En effet, le 3 mai dernier, le président de France Télévisions s'était empressé d'embrasser Brigitte Macron lors de son arrivée sur le plateau du débat d'entre deux tours.

Delphine Ernotte a de son côté réagi en déclarant qu'il s'agissait de sa décision et qu'elle n'avait pas à l'expliquer. Cependant, l'explication semble toute trouvée. En effet, lors de son arrivée à la tête du groupe du service public, il y a 2 ans, Delphine Ernotte a été très claire : plus de modernité, plus de femmes et moins de blancs de plus de 50 ans.

Une promesse tenue avec le renvoi notamment de Julien Lepers, animateur vedette de Question Pour un Champion, qui n'a pas hésité à parler d'une véritable discrimination.

Les propos de Delphine Ernotte sont d'autant plus problématiques du fait qu'il s'agisse du service public. Par ce statut, l'Etat est actionnaire de France Télévisions. La politique discriminatoire menée par Delphine Ernotte est donc financée par… le contribuable.

Mais cette éviction devrait plaire à Emmanuel Macron. En effet, David Pujadas sera remplacé par Anne-Sophie Lapix dont le mari, Arthur Sadoun, est président de Publicis France, présent au CAC 40. Une véritable petite tambouille entre amis.

En complément.

- Michel Field, le directeur de l'information de France Télévisions, démissionne - leparisien.fr 22.05

- Charles Hufnagel, frère de Johan Hufnagel, directeur en charge des éditions du journal Libération, a été nommé au poste de directeur de la communication du Premier ministre.

Parole d'internaute.

- "Complément d'enquête – France 2 – 24/03/17 L'aveu d'un journaliste Pierre Le Masson SNJ de La Voix du Nord : notre rôle c'est d'informer les gens pour qu'ils votent correctement ....contrairement aux idées reçues la propagande n'est pas née dans une dictature mais aux coeur de la démocratie les USA avec : Edward Bernays la fabrique du consentement ... l'idée qui a présidé à la naissance de l'industrie des relations publiques était explicite : l'opinion publique devait être « scientifiquement » fabriquée et contrôlée à partir d'en haut, de manière à en prendre le contrôle ? L'ingénierie du consentement est l'essence même de la démocratie, persuader et suggérer, nous sommes pareils à Mowglie devant Kaa."

Ce n'était donc pas la démocratie ! Quand on relate un fait ou une expérience, la pire des choses consiste à ne pas aller au bout de son analyse...

Instrumentalisation et formatage des consciences. Intentions inavouables et généreuses donations.

- Valérie Pécresse subventionne SOS Racisme et l'inter LGBT ! Mercredi, lors de la Commission permanente d'Ile-de-France, la présidente du Conseil régional a distribué 25 000 € à l'association antiraciste. L'édile de droite est donc plus généreuse que la mairie de Paris et le Conseil départemental de Seine-Saint-Denis, tous deux de gauche, qui ont respectivement distribué 1 000 et 2 000 €. Pas de jaloux, Valérie Pécresse a également versé 25 000 € à l'Inter LGBT.

Une sélection de quelques vidéos.

David Pujadas viré par une Macroniste !
https://www.youtube.com/watch?v=-bSz1urEz6w

Comment Macron nous a été imposé. https://www.youtube.com/watch?v=o-ftuePsv2E

La flingueuse de France Télévisions
https://www.youtube.com/watch?v=Ms9NTorQkk4

Virus Zika® breveté en 1947 par la Fondation Rockefeller...
https://www.youtube.com/watch?v=uiDeaon7zbs

Le lobby pharmaceutique et l' empire Rockefeller
https://www.youtube.com/watch?v=PdRCgnkIX_I

Qui a dit ?

« Je pense que vous pourriez dire (...) que le traité de Rome, qui a créé le Marché commun, a été mûri pendant ces réunions de Bilderberg et aidé par le flot de nos discussions. »

Réponse: Le diplomate américain George McGhee.

(Source : « L'Europe sociale n'aura pas lieu », de François Denord et Antoine Schwartz, édition Raisons d'agir, page 40.)

La première réunion du groupe Bilderberg présidé par Rodkefeller a eu lieu en 1954 et le traité de Rome a été signé trois ans plus tard.

Macron ou la psychopathie aggravée

"Macron est un psychopathe" : l'analyse d'un psychiatre italien
https://www.youtube.com/watch?v=NNDgsw39m9s

Révélation MACRON Wikileaks 22/05 - La campagne d'E.M payée par des banques. 13 Millions d'€ de dons !
https://www.youtube.com/watch?v=YKF52PrdiRU

Vous comprendrez le déroulement des opérations. Voici comment Emmanuel Macron a payé sa campagne. Plus de 13 millions d'Euros payés en grande partie (plus de 57%) par du racolage financier auprès des banquiers d'affaires Rothschild mais aussi dans divers pays, notamment la Suisse, l'Angleterre, les États Unis, il a même tenté l'Afrique. Toute une équipe de banquiers autour de lui qui se sont occupés grâce à leur carnet d'adresses de trouver des fonds, notamment une grande partie chez les Rothschild, mais aussi dans le privé. Voyez tous les détails dans la vidéo.

Bon visionnage ;) et pardon pour les fautes d'orthographe, je m'en suis rendu compte trop tard ;) J'ai mis un S sur 1 don(s) Mais je sais que vous ne m'en voudrez pas)

Le dauphin et la reine mère n'attirent pas les foulent.

- Kennedy arrive ! (Mais les trottoirs de Paris sont vides par Daniel Schneidermann - nouvelobs.com 15.05

Bruine ou éclaircies, ils restèrent désespérément vides. Vide la place Charles de Gaulle. Vide la place de l'Hôtel de ville, que montraient les impitoyables plans aériens. Mais la machine semblait ne pas les voir, ces trottoirs vides, qui criaient pourtant l'indifférence populaire à cette journée de Sacre. Toute une machine tournait à vide, et se voyait tourner à vide, car la machine a des yeux, et ces yeux voyaient comme les nôtres ces trottoirs vides. C'est un vrai talent, toute une journée, de parvenir à ne pas voir l'immanquable éléphant dans le couloir. nouvelobs.com15.05

Qui ne le souhaite pas ?

- LREM lance sa campagne pour donner une majorité à Macron - Reuters

Le secrétaire général de La République en marche (LREM), Richard Ferrand, a lancé mardi la campagne des législatives en appelant ses partisans à tout faire pour convaincre les électeurs de donner une majorité à Emmanuel Macron au mois de juin. Reuters 23.05

- Le Medef souhaite que Macron ait une majorité de députés - Reuters

Le Medef souhaite qu'Emmanuel Macron obtienne une majorité aux élections législatives pour réformer le Code du travail le plus vite possible, a déclaré son vice-président chargé des PME, Thibault Lanxade, lundi sur France Inter.

"Il faut aller vite. Il faut qu'il ait l'entièreté des moyens", a-t-il déclaré. "Il faut qu'il ait une majorité pour pouvoir faire en sorte que

ses ordonnances puissent passer."

Pour Thibault Lanxade, "il faut faire en sorte que ça puisse être effectif le plus tôt possible" pour bénéficier du retour de la croissance "avec un code du travail plus flexible". Reuters 22.05

En complément.

- Et si on cessait de critiquer les énarques - Le Point.fr

Ils seraient partout. À la présidence de la République, à Matignon, omnipotents aux commandes de l'administration. Mais, au fond, qu'y a-t-il d'extraordinaire et de problématique à cela ? Des administrateurs, formés à l'administration, se retrouvent à diriger l'univers administratif. Certes, il y a beaucoup d'énarques parmi les élus politiques et les titulaires de portefeuilles, mais n'est-ce pas aussi absolument normal ? De jeunes gens aimant l'action publique accèdent quelques années après leurs études, encore plus ou moins jeunes, à des postes de responsabilité en la matière....

L'ENA, le contenu de son cursus, sa place peut-être trop importante dans l'ensemble des grands corps de l'État, tout cela n'est certainement pas parfait. Mais l'ENA bashing systématique, quasi compulsif, tourne en rond. Des ajustements peuvent s'opérer, mais les critiques obsessives devraient cesser. Le Point.fr 23.05

L'appât du gain achève la dislocation du PS et crée de vives tensions à LR.

Grille de lecture ou analyse de la situation politique à 10 jours du 1er tour des législatives.

Ils ont été plus loin qu'aux Etats-Unis en procédant au mélange des genres en associant dans le même gouvernement des membres de différents partis, mais rien ne dit que cela durera, car ils ont besoin d'un second parti pour assurer l'alternance tous les 5 ans.

REM ne pourra pas gouverner éternellement et ils le savent. Ils savent qu'à brève échéance, bien avant la fin du quinquennat, ils auront besoin d'un parti similaire pour assurer la relève, et ce parti ne peut être que LR, à moins qu'ils le brisent et misent sur le MoDem, sauf qu'il est intégré dans REM, et on ne voit pas l'UDI assumer ce rôle ou un autre parti, certainement pas le PS, ou alors il faudrait qu'ils virent ceux qui s'étaient opposés à Hollande, mais dans ce cas-là cela deviendrait une coquille vide, et de toutes manières cela ne règlerait pas le sort de LR. Dernière hypothèse, le PS changerait de nom et fusionnerait avec le MoDem qui sortirait de REM pour créer un nouveau parti, le parti démocrate qui serait étiqueté à gauche ou de centre-gauche.

REM se présentant comme un parti de droite avec un Premier ministre issu de LR, dès lors le sort de LR semblerait scellé, à moins qu'il n'ait été nommé uniquement pour diviser les rangs de LR, l'affaiblir le temps de cette élection, afin de lui ravir la première place à l'issue des législatives à défaut d'obtenir une majorité absolue, et un autre Premier ministre serait nommé immédiatement après l'annonce des résultats, qui pourrait être issu ou non du PS, dans ce cas-là le destin de LR serait assuré.

Le PS réduit à une portion congrue ne pourrait plus prétendre jouer un rôle de premier plan, il ne disparaîtrait pas, mais serait intégré dans une coalition dominée par REM et le MoDem, il servirait uniquement à officiellement donner une caution de gauche à REM, même si c'était les éléments les plus droitiers du PS qui étaient demeurés dans ce parti. Quant à ses "frondeurs" qui sont tout autant des affairistes, ils pourraient rejoindre le mouvement de Mélenchon qui entre temps se sera un peu plus droitisé, à moins qu'il se disloque au lendemain des législatives après avoir subi une lourde défaite, c'est envisageable.

L'élément qui déterminera le sort des uns et des autres est pour le moment largement inconnu, l'attitude des électeurs, des travailleurs : S'abstiendront-ils massivement, leur vote se portera-t-il massivement sur les candidats de FI ? La crise qui a éclaté au FN va-t-elle conduire ses électeurs à s'abstenir ou à se reporter sur un autre parti, lequel, FI ? REM présentant des candidats inconnus dans un très nombre de circonscription profitera-t-il de la dynamique présidentielle et bénéficiera-t-il du matraquage médiatique ou l'inverse ? Nul ne peut répondre à ces questions à l'heure qu'il est, en tout cas j'en suis incapable en me basant uniquement sur les informations disponibles sur le Net.

- Législatives : Cambadélis perd ses nerfs face à une journaliste - LePoint.fr 24.05

- Hamon soutient les adversaires de Valls et El Khomri - Reuters

Le candidat socialiste dans la course à l'Elysée, Benoît Hamon, a annoncé mardi qu'il soutenait les adversaires de Manuel Valls et de Myriam El Khomri dans la perspective des élections législatives pour lesquelles il est lui-même candidat.

Benoît Hamon apporte son soutien à Michel Nouaille, candidat communiste opposé à Manuel Valls dans la première circonscription

de l'Essonne.

Finaliste malheureux de la primaire, l'ancien Premier ministre n'avait pas respecté sa promesse de soutenir le vainqueur et avait appelé à voter pour Emmanuel Macron dès le premier tour de l'élection présidentielle.

Candidat à sa réélection, Manuel Valls n'est investi ni par le PS ni par La République en Marche, qui n'ont pas présenté de candidats contre lui.

Dans la 10e circonscription de l'Essonne, Benoît Hamon soutient le candidat communiste Philippe Rio plutôt que le député sortant Malek Boutih, estampillé "majorité présidentielle".

Opposant à la loi Travail défendue l'année dernière par la ministre Myriam El Khomri, Benoît Hamon ne soutient pas cette dernière dans la 18e circonscription de Paris, lui préférant la féministe Caroline de Haas, candidate sous la bannière EELV/PCF.

Dans la deuxième circonscription de Haute-Garonne, Benoît Hamon appuie le candidat EELV Salah Amokrane, qui l'a conseillé sur les questions d'égalité et de justice sociale durant la campagne, au détriment du député socialiste sortant Gérard Bapt, qui brigue un dixième mandat.

Benoît Hamon est candidat à sa réélection dans la circonscription de Trappes, dans les Yvelines, où il a été dépassé par le candidat de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, au premier tour de l'élection présidentielle. Reuters 23.05

J'ai lu qu'il y avait 21 candidats qui se présentaient dans la circonscription de Valls, à croire qu'ils ont envie qu'il soit élu !

- Législatives : investis par le PS, ils s'affichent "avec Macron" - LePoint.fr

De la police au code couleur, certaines affiches ressemblent en tous points à celles des candidats investis par REM. Logiquement, le bleu domine assorti d'une allégeance à la « majorité présidentielle » : le passé socialiste est bien vite oublié.

En revanche, l'entourloupe est plus grande pour les investis PS profitant de l'étiquette de la majorité d'Emmanuel Macron. « Avec Emmanuel Macron, pour une majorité de progrès », peut-on lire sur fond bleu au-dessus de la photo de l'ancienne ministre du Travail Myriam El Khomri. Les logos des partis qui la soutiennent – PS, PRG, UDE, et Génération écologie – ont été relégués en bas à droite du tract. Presque invisibles.

La plus remarquée ? L'ancienne ministre de la Santé Marisol Touraine, qui elle aussi s'est débarrassée des encombrants oripeaux socialistes. Exit le rose, place au bleu clair. Et puis pourquoi s'embêter quand on peut tout bonnement supprimer la mention « Parti socialiste » de son kit de campagne ? La candidate de la 3e circonscription d'Indre-et-Loire, bien qu'elle ait été investie par le PS, se présente donc comme « candidate de la majorité présidentielle avec Emmanuel Macron ».

Énervés, les militants socialistes tourangeaux ont lâché la députée sortante lundi, lui préférant EELV. Une cinquantaine de militants et de responsables socialistes tourangeaux ont lancé un appel aux électeurs les invitant à « porter leurs votes dès le 11 juin prochain sur les candidats fidèles aux valeurs de la gauche et de l'écologie ». La fédération socialiste d'Indre-et-Loire est même allée jusqu'à lancer une procédure d'exclusion contre elle. Son premier secrétaire, Francis Gérard, est remonté contre Marisol Touraine : « C'est une trahison, elle joue sa carte personnelle, c'est de l'opportunisme électoraliste. » Selon Le Figaro, le premier secrétaire du PS se serait contenté de lui passer un savon au téléphone, ce que Marisol Touraine dément : « Je n'ai absolument pas eu de rappel à l'ordre de la part de Jean-Christophe Cambadélis, les choses se passent très tranquillement », explique-t-elle au quotidien.

Emmanuel Macron avait pris soin de ménager les membres du PS jugés compatibles. Son parti n'a investi personne dans la 18e circonscription de Paris – où se présente Myriam El Khomri – ni dans la 3e circonscription d'Indre-et-Loire – où se présente Marisol Touraine. Un espace dans lequel les candidates se sont engouffrées.

Mais d'autres candidats socialistes vont encore plus loin. Il récupère l'habillage macroniste, même s'ils ont un candidat REM en face d'eux. Ainsi, le député sortant de l'Isère Erwann Binet a fait coller partout un cliché de lui serrant la main au nouveau président.

Pêle-mêle, ce camouflage est aussi le fait de Pierre-Yves Le Borgn' et de Philip Cordery pour les Français de l'étranger, de François André dans la 3e circonscription d'Ille-et-Vilaine, d'Éric Vève dans la 1re circonscription du Calvados, ou encore d'Anthony Pitalier dans la 3e circonscription de Vendée. À nouveau, on cherche le rose, on cherche le logo, pour ne trouver que du bleu et du « majorité présidentielle ».

Rappelons, car on s'y perd, la ligne officielle du parti : ni soutien ni opposition à Macron. Jean-Christophe Cambadélis a notamment envoyé la semaine dernière une note dans les fédérations valant rappel à l'ordre pour ceux qui utilisent l'expression

« majorité présidentielle » ou la photo d'Emmanuel Macron sur leurs affiches. Sauf que ce « rappel à l'ordre » n'a semblé effrayer personne. Solférino reste silencieux sur ces candidats aventureux. Sur France Inter lundi, le premier secrétaire du PS a estimé à « une petite quinzaine » ces candidats PS « qui s'affichent avec la formule majorité présidentielle », en rappelant que ce n'était pas « la position du Parti socialiste ». Mais sans préconiser une quelconque exclusion. lepoint.fr 23.05

Quelle bande de rats !

- Pour Cambadélis, un changement de nom du PS "n'est pas impossible" - Le Huffington Post

Le changement de nom du Parti socialiste est une vieille rengaine qui revient souvent du côté de Solférino. Et en ce lundi 22 mai, c'est le premier secrétaire du parti, Jean-Christophe Cambadélis, qui a évoqué cette hypothèse.

Invité sur France inter, le candidat aux législatives dans la 16e circonscription de Paris a prédit un renouvellement en profondeur de son parti. "Le PS va se refonder, se restructurer, et je serai au milieu de ce travail. Il faut regarder l'évolution des courants progressistes en Europe : il y a peut-être une reformulation du progressisme à inventer", a-t-il déclaré.

Cette refondation doit-elle passer par un changement de nom pour le PS? "Ce n'est pas impossible, on décidera", répond Jean-Christophe Cambadélis. "Aujourd'hui, on voit bien qu'il faut une continuité mais il faut aussi incarner", a-t-il poursuivi.

C'est la première fois que le député de Paris adopte cette position, chère à Manuel Valls. En 2014, "Camba" expliquait en effet qu'il était "favorable à changer la carte d'identité du Parti socialiste, (...) mais pas au changement de nationalité" de son parti.

"Je reste sur la position de François Mitterrand. Socialiste est un beau nom qui a fait ses preuves, autant le garder", soutenait-il alors. Les bouleversements politiques observés depuis trois années, que ce soit au sein de sa formation politique ou du côté de Jean-Luc Mélenchon et Emmanuel Macron, ont finalement conduit Jean-Christophe Cambadélis à changer d'avis sur cette question. Le Huffington Post 22

- Jean-François Copé : "Le parti LR a besoin d'être revu de fond en comble" - Franceinfo

Une refondation complète. Voilà ce que demande Jean-François Copé pour son parti.

Les Républicains (LR). "Je pense que le parti LR, il a besoin d'être revu de fond en comble, du sol au plafond. Il faudra tout recommencer", a expliqué le maire de Meaux (Seine-et-Marne) sur le plateau des "4 Vérités" sur France 2, lundi 22 mai. Pour l'ancien candidat à la primaire de la droite et du centre, ce chantier doit intervenir après le second tour des législatives. "Au lendemain du 18 juin quoi qu'il arrive, il faudra tout réorganiser", assure-t-il.

"Pour faire quoi ?", interroge Jean-François Copé, avant de livrer sa réponse : "Pour faire que les voix différentes soient mieux entendues, pour faire qu'il n'y ait pas qu'une seule ligne avec le doigt sur la couture du pantalon, pour ne pas que celui qui est chef, s'il doit y en avoir un, vire tous ceux qui ne sont pas d'accord avec lui". Pas de doute pour l'ex-patron de l'UMP : "Il faut changer, il faut ouvrir, il faut qu'il y ait des sensibilités, des tendances différentes." Franceinfo 22.05

- Laurent Wauquiez fustige «ceux qui ont préféré se vendre» à Emmanuel Macron - LeFigaro.fr

- Woerth accuse Macron de vouloir créer un "parti unique" - AFP

Le député LR Eric Woerth a accusé dimanche Emmanuel Macron de vouloir créer un "parti unique" et jugé ce projet "très dangereux", appelant à voter pour les candidats de la droite et du centre aux législatives afin de bâtir une "opposition constructive" au chef de l'Etat.

Emmanuel Macron "cherche à créer un parti unique, c'est d'une grande violence (...) Le parti unique, c'est évidemment dangereux parce qu'il n'y a rien entre ce parti-là et les extrêmes. A un moment donné, il n'y a plus d'alternance possible", a affirmé au Grand Rendez-vous Europe 1-Cnews-Les Echos Eric Woerth, en charge du projet des Républicains pour les législatives des 11 et 18 juin.

Le nouveau chef de l'Etat "va cumuler absolument tous les pouvoirs, je pense que c'est critiquable (...) Le pouvoir ne sera pas à Matignon, pas à Bercy, il sera à l'Elysée autour d'Emmanuel Macron," a ajouté le député de l'Oise.

"En face de cela, il y a une autre alternative, c'est voter pour une majorité de droite et du centre qui travaillera avec le président de la République sans confrontation", a-t-il dit, assurant ne "pas être du tout dans l'idée d'une opposition systématique", mais d'une "opposition constructive".

Eric Woerth a estimé que le Premier ministre Edouard Philippe, issu des Républicains, s'est "fourvoyé politiquement" en acceptant ce poste. "Il va être dans une position humainement extrêmement difficile, à moins d'avoir une dose de cynisme absolue. Il va aller faire campagne contre tous les candidats qu'il a désignés lui-même au sein de la commission nationale d'investiture", a-t-il ajouté.

"Je me garderai bien de juger les hommes. C'est un ami (...) Je pense que, politiquement, il se fourvoie", a affirmé le député LR, pour qui Edouard Philippe "avait un rôle à jouer au sein de la droite" en vue d'une victoire aux législatives. AFP 21.05

- L'UDI prête à travailler avec Macron, selon Lagarde - Reuters

Le centriste Jean-Christophe Lagarde, président de l'UDI, se dit prêt à travailler avec Emmanuel Macron, sans pour autant être "macroniste", en faisant valoir son soutien "à 100% sur l'Europe ou sur l'égalité des Français devant la retraite".

A trois semaines des élections législatives, dans un entretien au Parisien Dimanche, il met en garde le chef de l'Etat contre la tentation du "pouvoir absolu" à l'Assemblée nationale, "la pire illusion française qui a toujours abouti aux désillusions".

Le dirigeant centriste, allié aux Républicains pour le scrutin des 11 et 18 juin, envisage trois scénarios de coopération avec le nouveau pouvoir. "Sommes-nous pour autant macronistes? Non."

Si LR et l'UDI obtiennent la majorité absolue (au moins 289 députés), "pas question alors de faire la guerre au président", explique-t-il. "Il est suffisamment libéral pour qu'on puisse trouver des terrains d'entente et que ça se passe bien."

Si La République en Marche accède à l'Assemblée avec la majorité absolue "les élus UDI voteront les textes qui leur paraîtront bons." "Il aura notre soutien à 100% sur l'Europe ou sur l'égalité des Français devant la retraite".

S'agissant de la réforme du marché du travail, à laquelle l'exécutif veut procéder par ordonnances, les centristes celles-ci si elles sont "coécrites avec les groupes parlementaires", précise-t-il.

Troisième option : si une majorité relative se dégage, "il faudrait alors discuter pour construire une plate-forme de gouvernement rassemblant toutes les idées que l'on partage et arbitrer les autres". Une coalition à l'allemande à laquelle participerait l'UDI indépendamment de LR, souligne Jean-Christophe Lagarde. Reuters 22.05

En famille. Les dirigeants syndicaux sont satisfaits de leur rencontre avec le président de l'oligarchie.

Partant de là vous avez le droit de vous soulager et de les traiter de tout ce que vous voudrez, hormis de syndicalistes ouvriers !

- Macron veut boucler la réforme du travail en septembre - Reuters

Emmanuel Macron veut boucler la réforme du droit du travail en septembre, ont annoncé mardi les présidents de la CPME et de la CFE-CGC après avoir rencontré séparément le chef de l'Etat.

Le président s'est entretenu avec les partenaires sociaux des réformes qu'il veut mener dans les premiers mois de son quinquennat, les syndicats demandant du temps pour la concertation et le patronat des mesures rapides et fortes.

François Asselin (CPME) a précisé le calendrier aux journalistes : "concertation jusqu'à la mi-juin, à peu près, (...) loi d'habilitation durant l'été, avec une volonté du président de la République de passer au vote courant septembre".

Il s'agit du vote de la loi de ratification, Emmanuel Macron voulant réformer sur ce sujet par ordonnances, a-t-il précisé.

François Hommeril (CFE-CGC) a expliqué que le président souhaitait voir la loi de ratification votée fin septembre.

Pour les réformes des retraites et de l'assurance chômage, "on pourrait attendre, ou espérer en tout cas, aboutir sur quelque chose de construit, en tout cas de structuré, aux alentours de la moitié de l'année 2018", a dit François Asselin.

L'entourage d'Emmanuel Macron a précisé qu'il appartiendrait au Premier ministre, Edouard Philippe, et à la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, qui verront les syndicats et le patronat à partir de mercredi, "d'établir un calendrier opérationnel et de discuter dans le détail des mesures".

"Le président a indiqué que la concertation était un élément indispensable pour mener ces réformes", a-t-on souligné.

Le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, a demandé à Emmanuel Macron de donner du temps à la concertation.

"Je lui ai demandé que la méthode ne soit pas à la hussarde, qu'il n'y ait pas une forme de précipitation qui ferait qu'il y aurait d'ici à la fin de l'été, fin août, le sentiment qu'il faudrait avoir tout réglé", a-t-il dit aux journalistes.

Même message du secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly : "Je plaide (...) pour que le calendrier soit détendu".

"Il y aura une concertation cet été mais on ne règle pas certains problèmes en trois réunions, c'est évident, ou alors c'est un blocage. Je n'ai pas senti une volonté de blocage du président", a-t-il dit aux journalistes.

Le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, a exprimé des désaccords avec le président mais salué le fait qu'il semblait prêt à donner un peu de temps à la concertation.

"Le calendrier a l'air d'avoir bougé (...) J'ai cru comprendre que l'agenda rapide qui était prévu n'est pas aussi rapide que ce que j'avais cru comprendre. L'échéance de fin août ou du 1er septembre a l'air plus floue", a déclaré Philippe Martinez, saluant une "bonne nouvelle".

Le président du Medef, Pierre Gattaz, a pressé Emmanuel Macron de réformer rapidement et fermement le marché du travail et de baisser bien davantage qu'annoncé le coût du travail.

"La réforme du marché du travail devrait aller vite et je crois que c'est essentiel d'aller vite sur ce gros problème français", a-t-il dit après son entretien avec le président.

Il a dit lui avoir demandé de supprimer le dispositif de pénibilité et le prélèvement de l'impôt à la source et assuré que, en l'absence de modification, son projet de transformer le CICE en baisse des cotisations augmenterait le coût du travail.

Il a fait état de divergences avec Emmanuel Macron sur l'"amplitude" et "la rapidité" des réformes et estimé que si des mesures fortes étaient prises, l'économie repartirait.

François Asselin a précisé qu'Emmanuel Macron avait décidé d'un moratoire sur des contraintes liées à la pénibilité, sans abandonner le dispositif ni l'ambition de traiter ce sujet.

Le porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner, a estimé mardi matin sur France 2 qu'il fallait "que les syndicats entendent la nécessité de faire bouger les lignes".

"Si on cherche à faire une loi qui rassure tout le monde et donne raison à tout le monde, (...) il n'y aura pas de texte", a-t-il dit, jugeant qu'"on n'a pas le droit de bloquer la France parce qu'on n'est pas d'accord avec telle ou telle mesure". Reuters et huffingtonpost.fr 23.05

Je vais dire un truc aux militants trotskystes du POI et du POID : Le jour où on pourra lire dans l'éditorial de votre journal que vos dirigeants ou votre parti a rompu avec les appareils pourris des syndicats, que leurs permanents ont démissionné de leurs fonctions au sein des instances des syndicats, ce jour-là on se posera la question de savoir si vos dirigeants et votre parti sont dignes de la confiance des travailleurs, pas avant !

Y aurait-il un militant de ces partis qui pourrait nous communiquer combien ils ont de permanents dans les syndicats, combien participent à différentes institutions, depuis combien d'années et quelle est leur rémunération ? J'ai déjà posé cette question dans le passé et personne ne m'a jamais répondu. Vous aurez pu observer si vous êtes attentifs, que pas un ex-dirigeant ou transfuge n'a abordé ce sujet dans ses déclarations ou entretiens ou ouvrages.

Macron va aussi frapper les classes moyennes.

Il a décidé d'abolir l'ISF et de taxer le patrimoine immobilier, cela va-t-il s'appliquer à l'habitation principale, à partir de quelle valeur ?

Un journaliste faisait remarquer que "les classes moyennes, c'était plutôt de l'immobilier", tandis que "le 1% les plus riches" possède un patrimoine plutôt composé "d'actions et d'obligations".

Quelques articles de presse de la veille.

Comment s'adresse le suzerain à ses vassaux.

- Travail: Macron rappellera aux syndicats ses priorités dont les ordonnances - AFP

"A ce stade, il ne va pas discuter du contenu précis de la réforme, car dès mercredi le Premier ministre et la ministre du Travail vont à leur tour recevoir les partenaires sociaux, pour construire de manière opérationnelle un agenda social, en affinant le calendrier des réformes, le cadre et la méthode de concertation", a précisé l'entourage du chef de l'Etat.

Le président ne compte pas non plus négocier mardi le principe des ordonnances. "Son agenda social et ses convictions ont été largement exprimés au cours de la campagne, les Français et les syndicats savent de quoi il retourne. Car il considère qu'il doit aller vite", a indiqué l'Elysée.

Les ordonnances resteront son choix même s'il dispose d'une majorité absolue à l'Assemblée à l'issue des législatives, souligne-t-on à l'Elysée.

La future réforme sera aussi l'occasion pour le nouveau président de mettre en pratique son credo : à lui les grandes lignes, au gouvernement la "déclinaison opérationnelle".

Le chef de l'Etat écoutera en retour mardi les partenaires sociaux et leurs priorités. Quant aux menaces de conflit social, il "est convaincu qu'il faut être capable de se dire ce sur quoi on est d'accord, ce sur quoi on n'est pas d'accord et ce sur quoi on est capable de discuter".

"A charge ensuite au gouvernement de déterminer un calendrier de concertation et de décider la manière concrète dont cette réforme sera mise en oeuvre, le calendrier de concertation ou encore la date où le projet de loi d'habilitation sera présenté au Conseil des ministres", a conclu l'Elysée. AFP 23.05

Le quinquennat de Hollande n'a jamais eu lieu et Macron n'a jamais été ministre de l'Economie de Hollande.

- Droit du travail: FO "prête à discuter" si "des marges de manoeuvre" existent - AFP

Force ouvrière est "prête à discuter" de la réforme du travail voulue par Emmanuel Macron s'il existe de véritables "marges de manoeuvre", assure dimanche son secrétaire général, Jean-Claude Mailly, dans un entretien publié en ligne par Les Echos.

"De ce que j'ai pu entendre et lire, le message qu'envoie l'exécutif est que sur le code du travail, il y a des marges de manoeuvre, de vraies marges de discussion", dit M. Mailly au quotidien économique, affirmant que "si c'est le cas, Force ouvrière est prête à discuter".

La discussion "doit être une vraie concertation sur le fond avec le temps nécessaire", prévient-il, mettant en garde contre la précipitation ayant, selon lui, conduit à la fronde sociale sur la loi El Khomri à la fin du quinquennat de François Hollande.

"Le conseil que je donne au gouvernement, c'est : "ayez des relations équilibrées avec les principales organisations syndicales, n'ayez pas d'interlocuteur privilégié, ça finit toujours mal"", poursuit-il, dans une référence voilée à la CFDT, soutien des précédentes réformes sociales.

M. Macron, comme ministre de l'Économie, "n'a pas fait preuve d'un grand esprit d'écoute et de dialogue", affirme M. Mailly, en citant notamment la loi éponyme qui a libéralisé le travail du dimanche. "Mais être ministre et président de la République, ce n'est pas la même chose. Nous le jugerons aux actes", conclut-il. AFP 21.05

Parole d'internaute

1- "Le candidat devenu président avait fortement envisagé de tirer sur les prud'hommes, avec en plus des difficultés actuelle rappelées :

“Seuls trois points, pour l'heure, semblent actés. Les indemnités prud'homales en cas de licenciement abusif seront bien plafonnées…”

http://www.liberation.fr/france/2017/05/02/loi-travail-2-les-pistes-du-chantier-macron_1566846

Certes ça devrait faire bondir les syndicats, mais comme plusieurs ont effectivement appelé à voter pour le nouveau POTF (par réf. à POTUS), pas sûr que ça manifeste tant que ça.

Et comme le gouvernement est en train d'acheter encore plus la presse (si, si, c'est possible !) pour lui brosser le poil dans le bon sens, ainsi par exemple le journal cité au-dessus : http://www.liberation.fr/france/2017/05/21/a-propos-de-mon-frere-directeur-de-la-communication-de-matignon_1571113 (“Quelles étaient les probabilités pour qu'un des responsables de la rédaction d'un titre

de gauche soit le frère du responsable de la communication d'un Premier ministre de droite ? Quasiment nulles. Sauf dans les films. Et encore. Et pourtant. Il se trouve que le conseiller à la communication du nouveau Premier ministre Edouard Philippe n'est autre que mon frère Charles Hufnagel." : CQFD), donc ça ne risque par d'être le 4ème pouvoir qui va les gêner non plus.

Bref, on va à la catastrophe (pour les sans-dents uniquement) encore plus vite que prévu.

2- "Le sujet des Prud'Hommes m'interpelle particulièrement parce que je peux en parler d'expérience à titre de demandeur-salarié. La lenteur des procédures, notamment, m'avait conduit en 2014 à écrire à Mme Taubira en lui faisant une liste de propositions. Un courrier poli m'avait été renvoyé…point.

Quelques chiffres :

– sur 10 ans en moyenne, 200 000 nouvelles saisines déposées chaque année (ce chiffre n'a quasiment pas baissé alors que les ruptures conventionnelles ont explosé)
– chaque année, 200 000 saisines "en stock" selon le terme employé par le Ministère de la Justice
– délai en 1ère instance en hausse continuelle, de 15 mois en moyenne en 2015
– seulement une conciliation sur 10 aboutit
– plus de 60% de taux d'appel (sachant que dans les grandes villes le délai pour une audience en appel est d'environ 2 ans).

Bien qu'un avocat ne soit pas obligatoire en 1ère instance, un salarié qui tente de se défendre seul n'a quasiment aucune chance face à l'avocat d'une entreprise."

Macroniques

- Loi de moralisation de la vie politique : la fin des emplois familiaux - Franceinfo

Dans la rubrique ils osent tout.

- Richard Ferrand reste muet sur le "montage immobilier" révélé par le "Canard enchaîné", un porte-parole dénonce des "boules puantes" - Le Huffington Post

Richard Ferrand est le ministre de la Cohésion des territoires.

Le Huffington Post - "Que les boules puantes arrivent une semaine après la nomination de quelqu'un au poste de ministre alors que le sujet est connu aux Mutuelles de Bretagne depuis des années, franchement, ça ne trompe personne", a laissé entendre Benjamin Griveaux, porte-parole du parti et candidat aux élections législatives dans la 5ème circonscription de Paris. Le Huffington Post 24.05

N'était-ce pas le cas de Fillon (entre autres) ? Chut !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Pays-Bas

- Une coalition penchant à droite envisagée aux Pays-Bas - Reuters

Le Parti libéral (VVD) du Premier ministre néerlandais Mark Rutte devrait chercher à former une coalition Reuters 22.05

Philippines Philippines: la loi martiale instaurée dans le Sud du pays - AFP Le président philippin Rodrigo Duterte a instauré mardi la loi martiale à Mindanao (sud) où de violents accrochages se sont produits avec des combattants liés au groupe Etat islamique (EI), et a abrégé sa visite en Russie où il rencontrait Vladimir Poutine. AFP 23.05

Bahreïn La police tire sur des manifestants à Bahreïn, 5 morts - AFP La police a ouvert le feu mardi à Bahreïn pour disperser des manifestants, faisant cinq morts et ravivant les tensions entre la dynastie sunnite et la population à majorité chiite dans ce pays du Golfe allié des Etats-Unis. AFP

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Etats-Unis

- Trump prévoit de fortes coupes budgétaires, surtout pour les pauvres - Reuters 24 mai

La Maison blanche a présenté mardi le premier projet de budget de la présidence Trump, une feuille de route qui prévoit de réduire considérablement le financement des programmes destinés aux plus pauvres pour combler le déficit.

S'il était adopté tel quel par le Congrès, le projet de budget Trump réduirait de 3.600 milliards de dollars (3.200 milliards d'euros) les dépenses publiques d'ici la fin de la décennie.

Au premier rang de ces coupes budgétaires, 800 milliards de dollars seraient économisés à la faveur d'une diminution de l'assurance santé Medicaid, destinée aux plus pauvres, et 192 milliards seraient prélevés dans les programmes de distribution de coupons alimentaires.

Le budget octroyé du Département d'Etat et celui consacré à l'aide au développement et à la lutte contre des maladies comme le sida, la tuberculose et le paludisme, serait aussi réduit d'un tiers.

A l'inverse, le budget de la Défense serait, comme annoncé, l'un des seuls à augmenter, de 10% par rapport à l'actuel, et une avance de 1,6 milliard de dollars serait affectée à la construction d'un mur le long de la frontière avec le Mexique, promesse de campagne de Donald Trump qui s'est engagé à en faire rembourser par la suite le coût par Mexico.

Interrogé sur les coupes budgétaires qui vont durement affecter les plus pauvres, le directeur du budget de la Maison blanche, Mick Mulvaney, adéclaré : "Il faut avoir de la compassion pour les gens qui reçoivent des fonds fédéraux, mais il faut aussi avoir de la compassion pour ceux qui paient pour cela." Reuters 24.05

Et dire que certains ont osé affirmer que Trump avait rendu le pouvoir au peuple...

ECONOMIE

UE

L'Union européenne des multinationales.

- La justice européenne invalide la taxe française sur les dividendes des grandes entreprises - Ruptures 18.05

La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a estimé le 17 mai que la taxe de 3 % sur les dividendes des grandes entreprises instaurée en France était contraire au droit bruxellois.

La modeste contribution additionnelle à l'impôt sur les sociétés avait été mise en place par la loi de finances rectificative pour 2012. Il s'agissait pour Bercy de compenser l'annulation d'un autre prélèvement déjà censuré par la CJUE.

L'Association française des entreprises privées (Afep) et une vingtaine de grands groupes français – dont Danone, Total, LVMH, Vivendi et Sanofi – avaient saisi la justice européenne pour contester cette taxe sur les dividendes distribués. Les géants du CAC 40 arguaient que les bénéfices de leurs filiales étrangères se trouvaient taxés deux fois : une première dans le pays d'origine, une seconde lors de leur distribution sous forme de dividendes par la maison-mère. Le Conseil d'État avait transmis le recours à la CJUE en juin 2016.

La justice européenne vient de donner raison à l'Afep et aux multinationales, mettant en avant l'article 4 de la directive bruxelloise sur les sociétés mères et leurs filiales, qui vise précisément à empêcher une double imposition des bénéfices distribués par une filiale à sa société mère.

L'Afep « se félicite de la décision de la Cour de justice de l'Union européenne, qui constitue un signe fort pour l'attractivité de la France. »

Il se trouve que l'Afep a rédigé récemment avec le Medef, le Groupe des fédérations industrielles (GFI) et le Cercle de l'industrie (lobby patronal auprès des institutions européennes créé par Dominique Strauss-Kahn) une lettre pour encourager Emmanuel Macron à aller plus loin en matière d'intégration européenne – un conseil qui semble superflu tant est grand le zèle du nouveau président dans le domaine.

On comprend aisément l'attachement au projet européen des lobbies patronaux. Le jugement récent de la CJUE l'illustre à merveille. Dans un communiqué, l'Afep « se félicite de la décision de la Cour de justice de l'Union européenne, qui constitue un signe fort pour l'attractivité de la France. » Les pleurnicheries patronales trouvent toujours une oreille compréhensive à Bruxelles.

La timide taxe rapportait chaque année deux milliards d'euros à l'État. L'Afep et les grands groupes français ne comptent pas se contenter de son annulation, ils veulent contraindre le ministère des Finances à rembourser aux entreprises concernées quatre milliards d'euros « indûment » perçus.

Avec Emmanuel Macron à l'Élysée, Édouard Philippe à Matignon et Bruno Le Maire à Bercy, il semble très peu probable que l'État s'oppose aux injonctions de la justice européenne. Par conséquent, on peut s'attendre à une confirmation française de l'illégalité du prélèvement. Il reviendra au gouvernement de soigner sa « com' » pour faire passer la pilule auprès des Français. Peut-être plus compliqué : il s'agira aussi de se montrer inventif pour combler le manque à gagner fiscal… ruptures-presse.fr 18.05

Haut de page

Le 25 mai 2017

CAUSERIE

- Causerie du 25 mai, 11 pages.

Je crois avoir compris, mais je peux me tromper, que beaucoup de travailleurs étaient abattus ou profondément démoralisés par l'évolution de la situation en France et dans le monde. Sans que je ne sache pourquoi, cela m'excite plutôt, l'adversité est comme une provocation qu'on ne peut pas laisser passer, un défi permanent qu'on doit relever, comme on doit relever la tête.

La plupart des gens vivent soumis, résignés, ils demeurent profondément ignorants, il y a quelque chose de choquant là-dedans. C'est vrai qu'ils se laissent vivre et se permettent de se plaindre, et quand vous leur livrez vos idées progressistes ou révolutionnaires qui sont tout à fait sensées, ils vous prennent pour des abrutis, c'est le monde à l'envers qui a de quoi décontenancer plus d'un militant je suppose. Il ne faut pas prêter plus d'importance que cela à cette attitude, sans l'ignorer évidemment.

Je crois que cela ne sert à rien d'essayer de les convaincre de quoi que ce soit, puisqu'ils ne sont pas en mesure de comprendre ce que vous leur expliquerez. Il vaut mieux les faire parler le plus possible, pour ensuite les placer face à leurs contradictions, parce que forcément ils vont les exprimer.

Je procède de la sorte avec ma compagne qui est ultra arriérée. Nos rapports ne sont pas toujours faciles. Je l'aime beaucoup cette brave femme. Des fois je me dis qu'elle vient juste de descendre de son arbre ou de sortir de sa grotte et qu'elle se trouve plongée dans notre monde sans y avoir été préparée, ce qui lui cause énormément de difficultés quotidiennement, ainsi qu'à son entourage, dont moi en premier lieu. Discrètement je la regarde agir et je perçois le moment où elle va faire une connerie malgré elle, et sur le champ je lui en montre les conséquences, parce qu'évidemment elle n'a rien vu venir, elle réalise ou se remémore son geste et sourit, elle sourit parce qu'elle a compris où était le problème. Prenons un exemple très simple, si vous retirez le couvercle qui était posé sur une casserole où cuisait du riz, avant vous prenez soin de le retourner au-dessus de la casserole pour que l'eau qui figurait sur le couvercle ne s'égoutte pas sur le sol, ensuite vous le posez sur l'évier... Quand elle ferme la porte de l'enclos des chèvres, elle ne s'assure pas qu'il n'y a pas un espace par lequel les chevreaux pourraient sortir, résultat on les retrouve dans le jardin à bouffer nos plantes !

Absolument tous les jours, le soir quand elle rentre, disons durant les quinze premières minutes il va falloir qu'elle illustre ce que je viens de vous raconter, du coup je suis devenu très vigilant à chacun de ses gestes. J'ai l'impression d'être en présence d'une petite fille en bas âge qui a tout à apprendre. On ne se dispute pas. Parfois je suis un peu énervé parce que j'ai autre chose en tête de plus important à penser. J'ai été obligé d'adapter ma pédagogie à son état et non l'inverse. J'essaie de transposer cet enseignement dans mes causeries, car je pense qu'il a une valeur universelle et que c'est le seul moyen de progresser ensemble, fraternellement. Mais il arrive aussi qu'on soit maladroit ! L'essentiel, c'est d'être bien intentionné et de reconnaître ses erreurs. Après, le jugement des autres, on s'en tape !

C'est la réalité.

Après avoir démontré à quel point le peuple était manipulable, pourquoi Macron devrait-il se gêner, franchement ? Il a le président qu'il mérite. Et puis cela démontre aussi que le peuple n'était pas mûr pour gouverner, pour la démocratie, du coup il récolte un régime totalitaire.

Quelle que soit les pressions qui ont été exercées sur le peuple, absolument personne n'a obligé un électeur à glisser un bulletin Macron dans l'urne ou à aller voter.

Alors quand maintenant un membre du cabinet d'un ministre sort que dans une région il n'y aurait pas un jeune qui saurait "lire et écrire correctement", il y en a qui hurlent au scandale, on est tenté de leur répondre que les 20 millions qui ont élu un bouffon à la présidence de la République ne devaient sans doute pas savoir lire et écrire non plus, et on est loin du compte !

Si vous avez regardé à la télévision ou sur Internet des extraits des meetings de Macron ou des entretiens qu'ils avaient donnés pendant la campagne électorale sur le thème "c'est le printemps", il y a "des arbres, des fleurs, des oiseaux, des poissons", vous vous êtes peut-être dits que vous étiez en présence d'un demeuré, mais ce que vous avez oublié de penser, c'est qu'il s'adressait à des demeurés, parce qu'il estimait que seuls des simples d'esprit pouvaient avoir fait le déplacement pour l'écouter, c'est l'idée qu'il se faisait du peuple et les faits lui ont donné raison malheureusement.

Quand on évoque le niveau de conscience médiocre des travailleurs, au mieux on nous rétorque que là n'est pas le problème, au pire on nous insulte. Et quand on évoque l'embourgeoisement des travailleurs et du mouvement ouvrier, on a le droit au même traitement. Et pourtant c'est la réalité.

Ce qui a fait autrefois les heures de gloire du marxisme ou des théoriciens du socialisme scientifique ce ne furent pas de grands discours de propagande, mais leur description rigoureuse de la réalité, de la société, des différentes classes et de leurs rapports, sans concession...

LREM - LR.

J'ai affirmé dans une récente causerie que leur objectif avec Macron président serait d'imposer en France des institutions calquées sur celles des Etats-Unis, où finalement à chaque élection deux seuls partis à la solde de l'oligarchie s'affrontent, l'un étant censé incarner la droite et l'autre la gauche. Je n'avais pas pris le temps de vérifier combien de partis ils existaient aux Etats-Unis en dehors des partis républicain et démocrate, je savais qu'il en existait d'autres mais sans les connaître précisément. Lors d'une recherche sur un tout autre sujet, sur Wikipédia je suis tombé sur la liste de ces partis, j'ignore si elle est complète, peu importe ici, les voici :

Parti libertarien
Parti vert
Parti de la Constitution
Parti réformateur
Parti socialiste
Parti socialiste des travailleurs (SWP)
Parti de l'égalité socialiste
Parti communiste des États-Unis d'Amérique (CPUSA)
Parti ouvrier socialiste d'Amérique
Parti Marijuana
Parti du monde des travailleurs (WWP)
Parti nazi américain (ANP)
Working Families Party
Parti national californien

On ne va s'étendre ici sur ce sujet. Toujours est-il qu'il existe au moins 16 partis aux Etats-Unis et seulement deux alternent au pouvoir ou se partagent les élus à la Chambre des représentants et au Sénat, seulement deux sont retenus pour concourir à l'élection présidentielle, ainsi est faite la Constitution qui intègre les règles électorales en vigueur.

Et cela depuis plus d'un siècle si je ne dis pas de bêtise, ce qui signifie que depuis déjà un siècle au moins, les travailleurs américains n'ont aucun droit politique, hormis ceux de constituer des partis ou des syndicats, avec tout ce que cela comprend en terme de droit d'expression, tout en étant tenus à l'écart des institutions qui ont été confisquées par l'oligarchie et les deux partis qui représentent ses intérêts, les partis républicain et démocrate.

Le mouvement ouvrier étant ainsi marginalisé, a cru bon de s'allier au parti démocrate ou de le soutenir précipitant sa déchéance et sa perte, du coup de nos jours il est exsangue ou totalement décomposé, il ne s'est jamais remis de cette épouvantable expérience.

Voilà ce qui nous attend, si nous ne tirons pas immédiatement les leçons de nos erreurs passées et présentes.

Dictature mondiale

- La radicalisation de l'Occident par prof. Jules Dufour - Mondialisation.ca 19.05

En Occident, les États cherchent à attirer l'attention sur le processus de radicalisation des individus qui, par leur nombre, ne menacent en rien les pouvoirs en place. Très peu d'analyses sont proposées pour mettre en lumière les conséquences néfastes du processus de radicalisation des États qui font la guerre, la préparent et font la promotion d'une gouvernance destructrice des valeurs humaines au profit du capital. Nous avons analysé les actions posées par les États occidentaux dans le cadre de la guerre mondiale contre le terrorisme et nous avons démontré que le terrorisme était généré principalement par l'Occident . Il est donc temps de rectifier la donne concernant le terrorisme et de cesser de débattre des concepts du processus de radicalisation de cas individuels et sporadiques et de s'interroger sur la menace permanente de la militarisation, de la perte des libertés et de la gouvernance autoritaire qui ont pris de l'ampleur au cours des dernières années.

Beaucoup d'attentats terroristes font partie intégrante du processus des guerres livrées par l'US-OTAN, comme dans le cas de la Syrie. Des centaines de morts ou blessés des attentats financés par l'extérieur s'ajoutent à des dizaines de millions de victimes des guerres. C'est ce que l'observe depuis 1945. Un total de 200 guerres livrées par l'Occident (1945-2000) afin de maintenir son hégémonie sur l'ensemble planétaire avec près de 41 millions de morts (Leitenberg, Milton, 2006, p. 79) et des centaines de millions de blessés, de déplacés et de réfugiés. C'est le prix qu'a payé l'humanité pour instaurer et assurer les assises du capitalisme dans l'ensemble du monde. Ce système économique et politique est protégé par des superpuissances nucléarisées (tels que les États-Unis et Israël) qui dominent la scène internationale en dictant la conduite du monde. La plupart des États sont sous le joug de ces puissances et ils doivent se conformer aux règles imposées. (...)

Les gouvernements des États occidentaux n'hésitent pas à utiliser la force et la violence pour réprimer toute résistance à leur endroit. Les dirigeants font appel à des forces policières ou même militaires pour rétablir l'ordre qu'ils ont eux-mêmes défini. Quand cette résistance pose un danger pour cet ordre dit démocratique ils instaurent l'état d'urgence et ont recours à des arrestations dites préventives. Alors se développe un processus de militarisation avec un pouvoir donné aux militaires de patrouiller et d'intervenir à leur guise. Nous avons été témoin, au cours des dernières années, de ce processus dans plusieurs pays de l'UE et, tout particulièrement en France, où l'état de siège et l'état d'urgence ont été instaurés et où les droits collectifs et individuels ont été érodés de façon significative. Les dernières élections présidentielles ont été placées sous la surveillance de plus de 50 000 policiers et soldats. (...)

La perte progressive de la jouissance des droits et des libertés fondamentales a été observée dans l'ensemble des régimes dits démocratiques de l'Occident. Un virage généralisé vers la droite s'est développé de sorte que ces régimes se sont transformés peu à peu en « dictatures ». (...)

Conclusion

Les sociétés occidentales exercent un pouvoir radical sur le devenir de l'humanité. L'inconscience et l'indifférence de la majorité entraînent la gouvernance des États vers des pratiques dictatoriales en imposant des règles qui restreignent progressivement la liberté de manifester et de défendre les droits fondamentaux. Les divers ordres d'enseignement collaborent à ce processus en assurant le renouvellement des valeurs capitalistes, soit celles de la recherche du pouvoir et de la domination et surtout en faisant prévaloir les principes de la compétition à toutes les échelles de l'activité humaine.

Quand le vieux monde fait régner la terreur à l'échelle mondiale.

- Les USA accentuent les bombardements aériens en Afghanistan - Reuters

L'aviation américaine a largué plus de bombes sur l'Afghanistan en avril que pendant n'importe quel autre mois depuis 2012, montrent les dernières données du Pentagone publiées au moment où des responsables de l'armée américaine pressent Donald Trump de donner son feu vert à l'envoi de renforts au sol.

L'US Air Force a largué 460 bombes et missiles le mois dernier, plus de deux fois plus qu'en mars et sept fois plus qu'en avril 2016. Reuters 25.05

- Attentat de Manchester : des militaires en armes se déploient dans les rues du Royaume-Uni - Franceinfo

- Brésil : l'armée déployée pour contenir les manifestants - LeFigaro.fr

- Après Manchester, Macron veut prolonger l'état d'urgence et une nouvelle loi antiterroriste - AFP

- Indonésie: attentat dans un terminal de bus de Jakarta - AFP

- L'Etat islamique a revendiqué son premier attentat-suicide en Somalie. - Liberation.fr

En régime totalitaire, "couac" et "bourde", le déni a valeur de verdict définitif.

Il faut battre le fer pendant qu'il est chaud.

- Ferrand épinglé par Le Canard enchaîné, premier accroc du quinquennat Macron - AFP

Face à la polémique, l'entourage du Premier ministre Edouard Philippe a assuré à l'AFP que "la probité de Richard Ferrand" n'était "pas en cause". "Il ne saurait être question" de sa démission", a renchéri le porte-parole du gouvernement Christophe Castaner.

Le ministre de la Cohésion des territoires, secrétaire général de La République en Marche! qu'il fut un des premiers à rejoindre en provenance du Parti socialiste, dénonce une "pseudo-affaire". AFP 25.05

- Le Parquet financier n'ouvrira pas d'enquête sur le cas Richard Ferrand - L'Express.fr

Ouf !

- Pourquoi François Bayrou reste au gouvernement malgré sa mise en examen - francetvinfo.fr

Parce qu'il ne sera jugé que le 10 janvier 2019 ! Ouf !

- La grosse gaffe du cabinet de Richard Ferrand - Le Point.fr

"Pas simple de trouver un jeune qui sache lire et écrire correctement", répond le cabinet du ministre pour justifier l'emploi de son fils à l'Assemblée.

En plus d'une affaire qui mêle famille et immobilier, l'hebdomadaire révèle que le ministre de la Cohésion des territoires a aussi employé son fils comme collaborateur parlementaire.

Richard Ferrand était alors député du Finistère. Le cabinet du ministre a confirmé à Franceinfo qu'Émile Ferrand, 23 ans à l'époque, a bien été rémunéré par l'Assemblée nationale entre le 13 janvier et le 16 mai 2014 pour un total de 6 796,51 euros net, soit en moyenne 1 699,13 euros par mois. « Rien de mirobolant » pour le cabinet du ministre.

Plus surprenant en revanche, c'est la manière dont le cabinet justifie l'embauche du jeune homme. Franceinfo témoigne d'échanges d'e-mails qui « semblent attester » qu'Émile Ferrand a bien rédigé la lettre d'information de son député de père, géré son blog, son compte Facebook et lui a même réservé ses billets de train. Des tâches qui nécessitent visiblement des compétences rares dans la région. « Je vous invite à aller faire un tour en Centre-Bretagne. Ce n'est pas simple de trouver un jeune, volontaire, pour travailler cinq mois, qui sait lire et écrire correctement, aller sur Internet », explique le cabinet du ministre à Franceinfo. Le Point.fr 24.05

Ils haïssent le peuple, du bétail, de la chair à canon...

Pas un "excès", un détournement de fonds publics.

- Enveloppe parlementaire. Les excès du candidat LREM Alain Tourret - Liberation.fr

Le député Alain Tourret, investi cette année par La République en marche, n'a pas vraiment utilisé son indemnité parlementaire comme il est censé le faire. Cette enveloppe de 5 300 euros net par mois est destinée à couvrir les frais engagés par les députés dans le cadre de leur mandat. Mediapart révèle que Tourret aurait, en 2013, déboursé près de 5 000 euros à Darty en utilisant cet argent public. Idem pour l'achat de sa télé, des parties de golf ou de vacances au Club Med. Il a fait savoir à Mediapart, après la publication de l'article, qu'il avait remboursé plus de 16 000 euros. Liberation.fr 25.05

- Attentat de Manchester: la bourde de Gérard Collomb sur l'enquête britannique - L'Express.fr

Le nouveau ministre de l'Intérieur a dévoilé des éléments de l'enquête sur l'attentat de Manchester que les policiers britanniques souhaitaient garder sous silence. L'Express.fr25.05

Régime totalitaire En Marche !

- Après Manchester, Macron veut prolonger l'état d'urgence et une nouvelle loi antiterroriste - AFP

Le chef de l'Etat a également demandé au gouvernement de "proposer des mesures de renforcement de la sécurité face à la menace terroriste hors état d'urgence afin qu'un texte législatif soit préparé dans les prochaines semaines", selon un communiqué de l'Elysée. AFP 25.05

- Renseignement : l'Elysée tient à sa task force - Liberation.fr

Le rôle de cette structure, sous l'autorité directe du Président, serait d'unifier l'analyse des informations collectées par les services français. Mais en pleine phase de nominations, sa mise en place semble quelque peu précipitée.

Cette "task force" antiterroriste rattachée à l'Elysée comprendra "50 à 60 personnes" qui "jour et nuit collecteront toutes les informations avec un accès direct aux plus hauts responsables" pour que "des décisions puissent être prises dans la demi-heure", selon le porte-parole du gouvernement Christophe Castaner.

Jusqu'ici le Conseil national du renseignement est déjà rattaché à l'Elysée, mais son coordonnateur "n'a pas la puissance qu'aura demain le responsable de la task force", a-t-il ajouté. Liberation.fr 25.05

- Haro et racket. Leur cible : La jeunesse.

- Les policiers pourront bientôt délivrer de simples contraventions pour l'usage ou la détention de stupéfiants - Franceinfo

Consommer ou détenir des stupéfiants sera bientôt puni d'une simple contravention, a affirmé le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb sur BFMTV, mercredi 24 mai. Cette mesure pourrait être mise en place "dans les 3-4 mois", a-t-il déclaré. Interrogé par l'AFP, son entourage a plutôt évoqué "la fin de l'année" comme échéance, assurant que "les mesures de réflexion et de concertation sur le sujet" seraient lancées "sans attendre".

Lors de sa campagne pour l'élection présidentielle, Emmanuel Macron prévoyait déjà l'instauration de cette mesure. En février, il expliquait au Figaro que cette amende pourrait être d'environ 100 euros, et qu'une telle mesure serait "plus dissuasive et efficace" qu'une procédure judiciaire qui ne va pas toujours à son terme.

Actuellement, l'usage de drogues est passible d'une amende de 3750 euros et d'une peine pouvant aller jusqu'à un an de prison.

Un syndicat de policiers, l'UNSA, s'est félicité de "l'application de cette revendication syndicale de longue date". "Les procédures habituelles concernant les usagers [de drogue] se révélaient jusqu'à présent trop lourdes au vu des sanctions pénales, et trop chronophages pour les services de police" explique le communiqué, et n'avaient "jamais démontré la moindre efficacité en matière de lutte contre les trafics". Franceinfo 25.05

En famille. Populisme de macronistes

- Législatives: Bertrand accuse En Marche! de "s'attaquer" aux retraités - AFP

Xavier Bertrand, président LR des Hauts-de-France, a accusé En Marche!, le parti du président Emmanuel Macron rebaptisé La République en marche, de "s'attaquer" aux retraités, avec son projet d'augmenter la CSG pour tous les Français, mercredi à Toulon.

"M. Hollande avait inventé les riches à 4.000 euros par mois, En Marche vient d'inventer les retraités riches à 1.200 euros. Je ne plaisante pas, je suis sérieux", a affirmé M. Bertrand, car "En Marche veut une augmentation de 1,7% de la CSG sans aucune compensation. Ca fait plusieurs dizaines d'euros par mois en moins sur votre revenu et votre pouvoir d'achat". AFP 25.05

- Aubry accuse Macron de vouloir "un Parlement à sa botte" - AFP

Martine Aubry, maire de Lille, a accusé mercredi Emmanuel Macron de préparer "un Parlement à sa botte"... AFP 25.05

- Cazeneuve juge que "La République en marche ne peut pas être un parti unique" - AFP

Bernard Cazeneuve appelle les électeurs à voter pour la "gauche de gouvernement", jugeant que "La République en marche ne

peut pas être un parti unique dans lequel tout le monde viendrait se fondre en niant d'où il vient", explique-t-il dans le Journal de la Saône-et-Loire mercredi. AFP 25.05

En famille. Laissez-nous le temps d'anesthésier nos troupes.

- Code du travail : réunions de travail - Franceinfo

L'entretien avec le président est cordial, le patron de la CGT pense même avoir entendu une bonne nouvelle. " L'agenda n'est pas aussi rapide que ce que j'avais pu comprendre", dit-il à la presse après l'entretien avec Emmanuel Macron. Même son de cloche chez Force ouvrière : selon Jean-Claude Mailly, le président serait prêt à ralentir le rythme. " Il ne faut pas précipiter les choses. Il faut qu'on ait le temps suffisant", dit-il.

Mais l'Élysée ne laisse planer le doute longtemps. En début d'après-midi, le président le confirme : la réforme du Code du travail sera bien bouclée dès la rentrée. De quoi satisfaire le patronat, et son représentant, Pierre Gattaz. Presser le pas ou ralentir, l'agenda annoncé par l'Élysée est d'ores et déjà au cœur de négociations qui s'annoncent difficiles, même avec la CFDT. Franceinfo 24.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Brésil

- Crise politique au Brésil: chaos à Brasilia où l'armée est déployée - AFP

Manifestations dispersées à coups de gaz lacrymogène, incendie au ministère de l'Agriculture: la forte mobilisation contre le président brésilien Michel Temer a semé le chaos à Brasilia, poussant le gouvernement à déployer l'armée pour reprendre le contrôle de la situation.

"Actuellement, il y a des troupes fédérales ici, au palais d'Itamaraty (siège du ministère des Affaires étrangères, ndlr), et d'autres troupes arrivent pour assurer la protection des bâtiments ministériels", a annoncé le ministre de la Défense, Raul Jungmann, devant la presse.

Les heurts ont éclaté au moment où la foule déferlait dans le centre de la capitale brésilienne, en direction du palais présidentiel Planalto: la police a fait barrage en utilisant des grenades lacrymogènes, certains manifestants cagoulés répliquant par des jets de pierres.

Envahi par les protestataires qui ont "déclenché un incendie dans une salle", le ministère de l'Agriculture a dû être évacué dans l'après-midi, selon son service de presse. La police fait état de plusieurs blessés, dont au moins un par balles.

Au même moment, d'autres affrontements entre manifestants et policiers ont eu lieu dans le centre de Rio de Janeiro, lors d'une mobilisation contre la réforme du système des retraites, une des mesures-phare du gouvernement Temer pour tenter de sortir le Brésil de la crise économique.

Déployer l'armée à Brasilia "est une mesure extrême qui montre que le gouvernement a perdu tout contrôle, c'est un très mauvais signe pour notre démocratie", explique à l'AFP André Cesar, analyste politique du cabinet de consultants Hold.

Une décision qui inquiète même des alliés-clés du président Temer, comme Tasso Jereissati, président du parti social-démocrate (PSDB).

"La présence de troupes nous effraie toujours un peu", rappelle-t-il, en référence aux années de plomb de la dictature militaire (1964-1985) .

Acculé par de graves accusations de corruption, le président tente de s'accrocher au pouvoir en essayant d'éviter la défection de ses alliés politiques.

Mais les tractations ont tourné court à cause du chaos ambiant dans les alentours du Congrès, où les parlementaires pouvaient entendre les détonations de grenades assourdissantes depuis les locaux de l'assemblée législative.

"Dehors Temer!", scandait le cortège qui a rassemblé 35.000 personnes selon les autorités locales, 100.000 pour les organisateurs, de ces manifestations, convoquées notamment par plusieurs syndicats et le Parti des travailleurs (PT, gauche).

Francisca Gomes, une concierge de 59 ans venue de Sao Paulo, portait avec trois camarades un cercueil en carton noir sur lequel on pouvait lire: "Repose en paix, Temer".

"C'est la fin de ce gouvernement putschiste", affirme-t-elle, faisant allusion à la façon dont Michel Temer, 76 ans, a accédé au pouvoir en 2016, en remplacement de la dirigeante de gauche Dilma Rousseff, destituée par le Parlement pour maquillage des comptes publics.

Les appels à sa démission se multiplient depuis la semaine dernière, quand a été rendu public un enregistrement dans lequel il paraît donner son accord au versement de pots-de-vin.

Rejetant fermement cette option, Michel Temer est toutefois menacé par un possible éclatement de sa coalition, tandis qu'une enquête a été ordonnée par la Cour suprême et que plusieurs motions ont été déposées pour tenter d'obtenir sa destitution.

La pression populaire, qui avait beaucoup pesé dans l'éviction de Mme Rousseff en août 2016, pourrait également sceller le sort du chef de l'Etat, veut croire Dorival Pereira, un commerçant de 60 ans qui a voyagé pendant 18 heures en provenance de l'Etat de Mato Grosso do Sul pour manifester à Brasilia.

"En démocratie, quand le peuple est dans la rue, aucun gouvernement ne résiste. Et le peuple le fera tomber", affirme-t-il.

Les Brésiliens sont exaspérés par les scandales de corruption qui s'enchaînent ces dernières années, surtout le dernier, gigantesque, entourant le géant pétrolier Petrobras, qui a éclaboussé une grande partie de la classe politique. Dans cette affaire, le chef de l'Etat est accusé d'obstruction à la justice.

"Temer va tomber. Tout le monde dit que ce gouvernement est mort", a assuré à l'AFP la sénatrice Gleisi Hoffmann, du PT.

Mais Mauro Pereira, député du parti PMDB du président, a assuré que ce dernier resterait au pouvoir en raison de "l'inquiétude pour l'économie brésilienne".

Car cette crise pourrait freiner les réformes libérales promues par M. Temer et retarder la reprise, ce qui préoccupe les marchés: Bourse et réal se sont effondrés la semaine dernière à l'annonce des révélations sur le président. AFP 25

- Vers un « printemps latino » ? par Thierry Meyssan (16.05)

Honduras

- Honduras: un agent américain ordonne de tirer, deux femmes enceintes tuées - AFP

Un agent de la police antidrogue américaine a ordonné d'ouvrir le feu sur des civils lors d'une opération conjointe au Honduras, qui s'est soldée par la mort de quatre d'entre eux, dont deux femmes enceintes, a fustigé un rapport officiel publié mercredi.

Le compte-rendu de l'opération rédigé par des inspecteurs généraux des ministères américains des Affaires étrangères et de la Justice ont violemment critiqué le rôle du policier de la DEA dans cette fusillade survenue le 11 mai 2012 à Ahuas, dans le nord-est hondurien.

Ce jour-là, peu après 2H00 du matin, une équipe constituée d'agents de l'antidrogue américaine et de la police du Honduras escortait un canoë chargé de cocaïne saisie dans une région reculée de ce pays d'Amérique centrale.

C'est alors que leur bateau a heurté un bateau-taxi transportant seize passagers. Des policiers ainsi qu'un tireur hondurien à bord d'un hélicoptère américain qui escortait le convoi ont alors ouvert le feu.

Quatre personnes dont un adolescent de 14 ans et deux femmes ont été abattues, tandis que les autres se sont jetées à l'eau. Selon les familles, les deux femmes étaient enceintes.

Dans un premier temps, les autorités ont prétendu avoir répondu en situation de légitime défense à des tirs provenant du bateau-taxi.

Le rapport de 424 pages, en s'appuyant sur des images filmées par un patrouilleur aérien américain, a toutefois mis en

évidence qu'aucun de ces passagers n'était armé.

Il a également mis en exergue le rôle prépondérant joué par le policier de la DEA, qui a ordonné à son homologue hondurien à bord de l'hélicoptère de faire feu sur les civils.

Le gouvernement américain a lancé en avril 2012 l'opération Anvil, pour lutter contre la contrebande de cocaïne acheminée d'Amérique du Sud jusqu'aux forêts honduriennes. AFP 25.05

Venezuela

- Maduro promet une assemblée constituante fin juillet - Reuters

Le président du Venezuela, Nicolas Maduro, s'est engagé, comme il l'avait promis au début du mois, a mettre en place cet été une assemblée constituante chargée de réécrire la Constitution.

L'élection de ses 540 membres aura lieu fin juillet et les élections régionales, initialement prévues en 2016, seront organisées le 10 décembre, ont précisé les autorités.

L'opposition, qui exige le départ du président Maduro et organise des manifestations quasi quotidiennes depuis bientôt deux mois, refuse la création de cette constituante, y voyant une manœuvre pour éviter un scrutin présidentiel. Reuters 25.05

Tunisie

- Tunisie: "ni terroristes ni casseurs", des manifestants du sud ne "lâchent rien" - AFP

"Ni terroristes ni casseurs": près du site pétrolier d'El-Kamour, dans le sud tunisien, des protestataires assis en plein soleil et munis de grands réservoirs d'eau se disent déterminés à défendre leurs "droits", mais insistent sur leur caractère pacifique après des violences.

A plus de 130 km de Tataouine, en plein désert, ils sont environ 250 à poursuivre la contestation. Initié mi-mars pour réclamer notamment le "droit à l'emploi", leur sit-in s'est inscrit dans la durée malgré l'ouverture de négociations avec les autorités, avant de basculer dans la violence lundi.

Alors que le calme est revenu depuis la veille, certains, pieds nus et têtes couvertes pour se protéger du soleil, se rafraichissent près de cinq réservoirs. D'autres jouent aux cartes dans leurs tentes, ou discutent des évènements qui ont abouti lundi à la mort d'un des leurs, percuté par une voiture de la Garde nationale (gendarmerie).

"Nous ne sommes ni des terroristes, ni des casseurs! Nous sommes des habitants de cette région marginalisée qui réclament leurs droits à une vie digne", affirme à l'AFP Saber Bou Ajalaa, un chômeur de 28 ans.

Dénonçant une "diabolisation" du mouvement et la tentative des forces de l'ordre de les chasser des lieux, il se dit "plus que jamais déterminé". "Nous ne sortirons pas du cadre pacifique", promet-il, près d'une voiture de la protection civile calcinée et encore fumante.

Dans plusieurs tentes, des matelas usés, des marmites vides ou encore un stock de produits alimentaires gisent au sol, témoignant des semaines de vie rudimentaire déjà écoulées.

C'est devant le complexe pétrolier gardé par l'armée qu'Anouar Sekrafi, 21 ans, a été tué durant des heurts avec les forces de l'ordre.

Selon le ministère de l'Intérieur, il a été percuté accidentellement par une voiture de la Garde nationale alors qu'elle faisait marche arrière.

Des manifestants continuent toutefois de réfuter cette version, en s'appuyant notamment sur une vidéo partagée en masse sur les réseaux sociaux où l'on voit une voiture de la gendarmerie roulant à grande vitesse en direction du manifestant. Quelques instants plus tard, un attroupement est visible autour du même homme gisant au sol.

"Les manifestants jetaient des pierres sur les agents de la Garde nationale et d'un coup j'ai vu des véhicules des forces de l'ordre circulant rapidement: l'une d'elles a percuté un manifestant qui est tombé sur le ventre puis a été écrasé", affirme à l'AFP Tarek Saïdi, l'auteur de la vidéo.

A Tunis, un collectif citoyen a réclamé l'ouverture d'une enquête "impartiale" et, mardi, des milliers de personnes en colère ont assisté aux funérailles du jeune homme, à Bir Lahmer, à 30 km au nord de Tataouine.

A El-Kamour, un mémorial fait de pierres et orné d'une plaque commémorative a été érigé à l'endroit même de l'accident.

Habib Lilaoui, 31 ans, n'en démord pas. "C'est à cause des autorités et de leurs fausses promesses que nous en sommes arrivés là, jusqu'à perdre notre ami!", enrage-t-il.

Le 10 mai, ces manifestants ont entendu le chef de l'Etat Béji Caïd Essebsi annoncer le recours à l'armée pour protéger les sites de production d'éventuels blocages.

"Le président nous a laissé tomber! Le chef du gouvernement et le ministre de l'Emploi (Iyed Hammami) encore davantage!", estime Radhouane Harrar, un chômeur de 43 ans.

"Nous n'avons peur de personne, même pas des scorpions et des serpents qui se promènent entre nos tentes. Nos revendications sont légitimes", renchérit Béchir Bilouli, 27 ans.

Recrutement de 5.000 chômeurs, création d'un fonds d'investissement de 100.000 dinars (40.000 euros) par an...: à Tataouine, face aux propositions faites jusque-là par le gouvernement, le porte-parole du comité de coordination du mouvement, Tarek Haddad, en fournit volontiers la liste.

A ceux qui voient des mains politiques tirer les ficelles, il dément "toute influence extérieure" et revendique le soutien d'une région tout entière.

Des tags reprenant le slogan du mouvement --"Errakh lé" ("On ne lâche rien")-- captent le regard à divers endroits de la cité, dont certaines routes restent entravées par des pneus, des grosses pierres et du sable.

"Le mot d'ordre de la révolution (de 2011) était "Dégage". Maintenant, c'est "Errakh lé"", clame Abdessalem, un habitant du centre-ville, la trentaine. AFP 24.05

Haut de page

Le 26 mai 2017

CAUSERIE

On n'a pas eu de mousson ou de grosses pluies depuis octobre 2015, j'entends le tonnerre et il commence à pleuvoir. Si le site n'était pas actualisé demain, ce serait pour cause de coupure de courant ou pire...

- Causerie du 26 mai, 10 pages.

Un courriel reçu du psychopathe qui me harcèle depuis des années, sympathisant de la tendance communiste internationaliste du POID.

- "*Ca se soigne*

Jamais Marx, Lénine, ou Trotsky n'auraient osé prendre la masse de travailleurs pour des abrutis, masse des travailleurs qui ont pourtant osé faire la révolution en 1789, 1830, 1848, 1871 en France....1936, 1945-1947, 1953, 1968, 1995, 2003...et en 1905, 1917 en Russie après pourtant des décennies de tsarisme !!! (Vous avez oublié toutes les guerres coloniales, impérialistes auxquels ils ont participé ou qu'ils ont soutenues. Pour vous donner un ordre de grandeur approximatif, les Etats-Unis ont fomenté ou directement participé à 200 guerres, chacun peut le vérifier sur Wikipédia par exemple. - Tardieu)

Et toi, planqué derrière ton ordinateur, tu te permets de faire de la morale, de rabaisser ta femme au rang d'animal !! (D'abord ce n'est pas ma femme, mais ma compagne. Ensuite, à ma connaissance les homo sapiens ou leurs contemporains néandertaliens étaient des hommes et non des animaux. - Tardieu)

On se demande bien qui, en réalité, est l'abruti et qui, dans ses meilleurs jours, a le culot de se prendre pour Lénine, avec toutes les conneries débitées à longueurs de pages et de pages....il ne faut vraiment pas avoir honte et être un mégalo de première

grandeur, frappé de narcissisme obsessionnel !! Même dans un coin perdu de l'Inde, ça doit pouvoir se soigner !!" (J'espère bien que non pour ne pas vous ressembler ! - Tardieu)

Fin

Ma réponse à ce tissu de saloperies.

Je la dédie à ma compagne Selvi.

Monsieur,

Je vous dirais bien de ne pas prendre votre cas pour une généralité, mais je pense que c'est inutile parce que votre cas est incurable ! Et vous voyez, même les crétins de votre genre je les respecte.

Vous ignorez tout du milieu dans lequel je vis, et vous n'avez jamais été en contact avec une personne qui semble être sortie de la préhistoire. Vous me direz qu'elle a tout de même subi l'influence d'une civilisation. Certes, mais une civilisation qui a toujours maintenu le peuple à l'écart du progrès social ou de pratiquement tout développement, de sorte qu'il a atteint un niveau de conscience à peine plus élevé que ce qu'il était dans la nuit des temps, mais cela on ne peut le saisir qu'en observant attentivement son comportement, disons à la manière d'un anthropologue.

Que vous n'ayez pas développé les facultés qui permettent de se livrer à ce genre d'observation, ne vous permet pas de juger et encore moins d'insulter ceux qui y portent un intérêt.

Le respect est un principe qui visiblement vous fait défaut, et en m'attribuant des intentions peu avenantes envers ma compagne vous étalez votre ignorance et votre mépris pour tout ce que vous ne comprenez pas. Vous avez eu la réaction d'un être particulièrement borné dont le mode de pensée est anti-scientifique.

Savez-vous que l'Inde est le pays qui comporte en pourcentage le nombre le plus élevé au monde d'illettrés ?

Savez-vous qu'en Inde il existe encore plus de 50 millions de personnes qui ne sont pas intégrées dans la société. Parmi elles un grand nombre sont nomades, et parmi celles qui se sont sédentarisées au cours du demi-siècle passé, elles se sont installées en lisière des villes et des villages, et il n'y a pas si longtemps elles vivaient encore dans les forêts. Un grand nombre d'Indiens qui sont aujourd'hui intégrés dans la société proviennent de ces populations et ils en sont demeurés très proches par leur mode de pensée ou leur niveau d'évolution.

Et bien voyez-vous, ma compagne en est une représentante, et comme elle est une femme, elle est encore plus proche de ces peuples indigènes. Je vais même vous dire un truc qui va vous clouer le bec. Elle en parle volontiers, c'est un sujet de plaisanterie, et elle arbore parfois spontanément la même coiffure que les Katuvasi, à la maison seulement, à l'extérieur ou dans la rue elle en aurait honte, alors que cela ne pose aucun problème avec moi, au contraire je trouve que c'est très gracieux, c'est une sorte de chignon que les femmes portent sur le côté en laissant pendre une grande mèche, cela me fait penser à la queue d'un perroquet.

Elle a d'autres sources récurrentes d'humiliation, par exemple la couleur de sa peau très foncée qui la traumatise littéralement, et qu'elle partage avec les Katuvasi. Au Tamil Nadu ou chez les dravidiens, avoir la peau très foncée est une tare, un défaut, une malédiction... Après trois ans de vie commune elle me demande encore si j'aime la couleur de sa peau, et je lui réponds qu'elle est magnifique, d'autant plus qu'en été elle bronze et devient aussi noire qu'une Ethiopienne, d'ailleurs la ressemblance morphologique est tout à fait étonnante. Son illettrisme lui procure aussi une profonde humiliation. Elle a travaillé pendant 20 ans chez des Allemands, et tout ce qu'ils ont pu lui apporter pendant cette longue période fut le port du soutien-gorge ! A l'opposé, l'une des premières choses à laquelle je me consacrai fut de lui apprendre à lire et à écrire sa langue, que depuis elle maîtrise plus ou moins avec bien des difficultés parce qu'elle ne la pratique pas suffisamment.

Bref, lorsque j'ai rencontré cette femme, elle était craintive, il y avait quelque chose de triste dans son regard, les hommes la terrorisaient littéralement, depuis le décès de son épouvantable époux 23 ans auparavant, elle n'avait eu aucun contact avec un homme et elle n'avait jamais envisagé de refaire sa vie. Depuis qu'elle vit avec moi, elle se sent en sécurité et apaisée, elle s'est épanouie, et si elle n'a pas pu se séparer totalement de ses complexes d'infériorité, ils ne la tourmentent plus comme dans le passé parce que je l'ai aidée à les dépasser en leur donnant une signification sociale ; on n'a pas évoqué les castes parce qu'elles ont pratiquement disparu, sauf pour l'état civil ou le législateur et chacun comprendra pourquoi sous ce régime semi-féodal d'où le régime néolibéral est si proche, les afro-américains pourraient vous en parler mieux que moi.

Chacun aura compris sur la base des faits, j'y tiens, des rapports que j'ai avec ma compagne, que je lui témoigne un profond respect, sans ignorer tout ce qui nous rapproche et tout ce qui nous sépare et demeurera irréductible dans le futur. Je suis quelqu'un de très attentionné au sort de mes semblables au cas où vous ne l'auriez pas remarqué - la misère du monde que je

vois défilé quotidiennement sous mes yeux m'accable ou m'attriste profondément - du plus misérable au plus nantis, dont vous devez faire partie, et ma longue réponse en témoigne, je n'y étais pas obligé, j'aurais pu vous mépriser puisque c'est ce que vous méritiez, mais j'ai estimé que c'était une bonne occasion pour partager une expérience autre que politique avec les lecteurs.

J'ai déjà parlé de tout cela dans de précédentes causeries et vous avez feint de l'ignorer pour vous connecter quotidiennement sur mon portail selon vos dires.

Votre intention était manifestement de me nuire ou de porter atteinte à mon intégrité morale, et je pense que cela avait davantage à voir avec un autre passage de ma causerie où j'évoquais une fois de plus à la manière d'Engels et de Lénine l'embourgeoisement des travailleurs et du mouvement ouvrier, j'aurais pu ajouter l'influence de l'idéologie de la classe dominante sur leur mode de pensée dont vous venez justement de nous donner un échantillon peu glorieux ou détestable.

Ce que vous ne supportez pas en fait, c'est la réalité, du coup vous ne l'avez jamais comprise et vous ne pouvez pas comprendre les gens qui ne pensent pas comme vous, vous les méprisez ou pire encore. Vous avez évolué tant bien que mal durant le premier tiers de votre existence, et ensuite vous vous êtes fossilisé, ce qui ne vous a jamais permis de faire la critique de votre courant politique et vous a conduit à reproduire ses erreurs en les justifiant par des procédés indignes.

C'est vous aussi qui m'aviez écrit qu'il ne fallait pas accorder d'importance à l'idéologie et à la manière dont les masses étaient conditionnées. C'est vous aussi qui estimiez qu'accorder de l'importance aux institutions telles que le groupe Bilderberg était inutile. Or Macron est le produit de cette idéologie, du conditionnement des masses, et il était le candidat de l'oligarchie financière qui trône au sommet du groupe Bilderberg ou encore de la French-American foundation où il avait été recruté. Bref, vous avez eu faux sur toute la ligne, les faits le prouvent.

Et à aucun moment vous ne vous êtes demandé comment cela avait pu se traduire au niveau de votre analyse de la situation, des prises de position de votre courant politique, des rapports qu'il avait entretenus avec les différentes classes ou leurs représentants. Inutile puisqu'avant même d'examiner la réalité, votre interprétation de la situation devait correspondre à votre théorique gravée dans le marbre depuis un siècle ou plus. Et c'est un tel aveuglement qui devrait servir de phare ou d'avant-garde à la classe ouvrière, autant dire qu'elle serait condamnée à l'obscurité pour l'éternité.

Vous pouvez vous gargariser tant que vous voudrez de citations ou de références aux marxistes, répéter sans cesse les mêmes formules, les mêmes sophismes, les mêmes lieux communs, vous n'aurez aucune légitimité pour parler en notre nom ou au nom du socialisme temps que vous refuserez d'aborder la réalité telle qu'elle est. Pour l'illustrer, ce n'est pas un hasard si le discours de vos dirigeants ne se renouvelle pas ou fait preuve d'une telle médiocrité en matière d'imagination, car seule la réalité peut en fournir la matière, à défaut ils se condamnent à reproduire en boucle la même rhétorique depuis 40 ans coupée de la réalité.

Et vous savez pourquoi ils ont réussi leur coup d'Etat avec Macron ? Parce qu'ils sont partie de la réalité, sinon ils n'auraient jamais pu parvenir à leur fin.

Vous faites partie de ces gens ignobles qui essaient de me faire passer pour ce que je ne suis pas ou pour ce que je ne me prends pas, mais avec moi cela ne prend pas voyez-vous.

Et puis je ne me cache pas derrière un ou plusieurs pseudonymes, je n'avance pas masqué, mes lecteurs savent pratiquement tout de moi.

Au fait, vous n'avez pas répondu à mes questions : Il y a combien de permanents du POID et du POI dans les syndicats, depuis combien d'années, quelle est leur rémunération, quels sont leurs avantages en nature, quelle est la rémunération des permanents de ces partis ? Quand comptent-ils mettre un terme à leur statut de permanent ou rompre avec les appareils corrompus des syndicats ? Les dirigeants de votre courant politique déclarent-ils désormais leur véritable rémunération aux organismes sociaux ? Ont-ils remboursé la somme importante qu'ils leur avaient escroquée pendant des décennies, faut-il que je les interroge ou que je m'adresse au ministre pour obtenir une réponse ?

C'est peut-être cela qui l'a mis hors de lui !

Adieu petit monsieur, je n'ouvrirai plus jamais aucun de vos courriels.

Fin.

Je crois être assez vieux (62 ans) pour pouvoir dire tout ce que je pense.

Les hommes sont ce qu'ils sont. Ils ne sont ni bons ni mauvais. Ils peuvent être bons quand le contexte s'y prête, et ils peuvent être mauvais ou même cruels quand les circonstances leur sont défavorables. Or, plus il y a de guerres à travers le monde, plus il y

a d'actes de barbarie commis sur tous les continents, plus il y a d'inégalités et d'injustices dans tous les pays, plus les facultés des hommes seront mises à rude épreuve, plus ils auront tendance à réagir émotionnellement ou moins leur comportement sera rationnel, moins ils seront aptes à réfléchir, on vient d'en avoir un exemple saisissant.

Il faut à tous prix en avoir conscience ou prendre le temps d'y réfléchir. On nous dit que nous vivons à une époque très troublée, confuse, certes, mais ô combien riche en contradictions, donc en matériaux pour réfléchir et imaginer un monde meilleur car c'est possible. C'est de là que doit émerger la théorie révolutionnaire pour changer la société et nulle part ailleurs.

Qui a dit ?

"Prenez quelqu'un qui est dans le bon état d'esprit, vous pouvez tout lui prendre et le jeter à la rue, je vous garantis qu'il sera rapidement de nouveau au top".

"Prenez une personne qui a une mauvaise mentalité, vous pouvez lui offrir tout ce qu'elle veut, elle finira quand même par se retrouver au fond du trou".

En mars, il avait comparé les esclaves à des immigrés en quête du rêve américain.

Réponse: Ben Carson, afro-américain, ministre du Logement de Trump, le 24 mai. (Source : huffingtonpost.fr 25.05).

En Marche vers la monarchie absolue ! Sont-ils en train de rejouer le même coup que lors de la présidentielle ?

- Législatives 2017 : un record de candidatures depuis 2002 - latribune.fr

La bataille promet d'être difficile. A quelques semaines du premier tour des élections législatives, le ministère de l'Intérieur a publié, ce mardi 23 mai, la liste complète des candidats à la députation. 7.882 candidats devraient s'affronter sur les 577 circonscriptions du territoire français. Ce nombre reste néanmoins inférieur au record de 2002 qui avait vu s'affronter 8.221 candidats.

Au regard des chiffres mis en ligne par le ministère, le nombre de candidats a explosé en 30 ans . Alors qu'il y avait seulement près de 2.800 candidats en 1988, le nombre de prétendants à l'Assemblée nationale a plus que doublé (x 2,8) pour les prochaines échéances électorales de juin. Et surtout, le nombre de candidatures pour 2017 est largement supérieur à la moyenne des dernières décennies qui se situe à 6.260.

En ce qui concerne la moyenne du nombre de candidats par circonscription, la tendance est plutôt à la hausse. En 1988, les prétendants aux élections étaient environ 5 à se présenter par circonscription. En 2017, ils sont près de 14, soit presque trois fois plus. Sur les trois dernières décennies, la moyenne se situe à 11.

Certaines circonscriptions vont faire l'objet de batailles électorales très disputées. En France métropolitaine, le record du nombre de candidatures se situe dans la 18ème circonscription de Paris avec plus de 26 candidatures dont celle de l'ancienne ministre du Travail Myriam El Khomri. La seconde circonscription de Paris devrait être également très disputée avec 24 candidats et les candidatures de Nathalie Kosciusko-Morizet et Henri Guaino. A Paris, la lutte promet d'être rude avec 374 postulants pour seulement 18 sièges. A l'inverse, la circonscription qui compte le moins de candidats se situe en Corse du Sud avec sept prétendants. latribune.fr 24.05

J'ignore dans quelle mesure ce sondage est fiable ou fabriqué, s'il correspondait à la réalité, ce serait inutile d'appeler à voter pour les candidats de la France insoumise, autant boycotter cette élection, insister serait se compromettre. Il se pourrait que l'abstention, les votes blancs et nuls avoisinent 40% ou plus, ce qui expliquerait ces résultats.

La piètre prestation de Le Pen lors du débat face à Macron, sa défaite, ses reniements et maintenant la crise qui disloque son parti, sont autant d'éléments qui vont dissuader de nombreux électeurs de voter pour ses candidats.

Cette analyse vaut pour La France insoumise dont la quasi-totalité des candidats sont inconnus des électeurs. De plus ses candidats vont devoir affronter une multitude de candidats qui sont étiquetés de gauches, de sorte que le vote de "gauche" va se trouvez éparpillé, éclaté, au grand bonheur de LREM et de LR, peut-être même du PS. Etait-ce voulu ? Devinez !

Bon, je sens que l'heure approche où je vais pouvoir enfin profiter de ma retraite...

Le matraquage maconique s'emballe.

- Emmanuel Macron résiste à la poignée de main de Donald Trump et impressionne les médias américains - Franceinfo

- Emmanuel Macron : a-t-il réussi ses premiers pas sur la scène internationale ? - Franceinfo

- Macron dans la cour des grands à l'Otan - AFP

- Macron prend le pouls de ses homologues à Bruxelles - Reuters

- La majorité absolue à l'Assemblée pour Macron, selon un sondage - Reuters

- Macron prend l'antiterrorisme en main - LeFigaro.fr

- Macron et RSF mobilisés pour Mathias Depardon - Liberation.fr

Quel bonheur leur société !

- Tous nos vieux de bonheur - Liberation.fr

Près de 700 000 personnes âgées vivent en maison de retraite, contre leur gré pour une large partie d'entre elles. Liberation.fr 25.05

- Près de 50 000 enfants disparus par an et des familles démunies - Liberation.fr

En France, en 2016, 49 347 mineurs ont été enregistrés dans le fichier des personnes disparues.

Le bilan des disparitions d'enfants en France a de quoi affoler. Parmi ces 49 347 mineurs recensés en 2016, l'immense majorité sont des fugueurs (48 156).

Un chiffre que la directrice de l'association, Anne Larcher, invite à ne pas «relativiser» puisque, selon le CFPE, même en cas de fugue, l'épreuve vécue par les familles est terrible : un tiers des enfants sont retrouvés dans les jours qui suivent, un autre tiers dans les trois mois et le dernier tiers parfois des années plus tard. Restent près de 1 200 enfants dont la situation est plus préoccupante : 497 ont été enlevés ou détournés par une personne majeure, souvent l'un des deux parents, et 687 font l'objet de disparitions «inquiétantes» , c'est-à-dire que les éléments de l'enquête ne permettent pas encore de déterminer les motifs de leur disparition. Liberation.fr 25.05

Ils osent tout

- Barack Obama reçoit le Prix allemand des médias - AFP

- Erdogan reçu à Bruxelles, l'UE veut "continuer à coopérer" avec la Turquie - AFP

Terrorisme d'Etat pour terroriser la population

- Le terroriste de Manchester faisait-il partie d'un groupe djihadiste autrefois soutenu par Londres ? francais.rt.com

Salman Abedi, Britannique d'origine libyenne, a baigné dans un contexte familial djihadiste et ressentait un désir de «vengeance». Il était également proche d'un groupe djihadiste libyen qui aurait reçu l'appui du Royaume-Uni pour renverser Kadhafi.

Alors que l'enquête suit son cours pour déterminer les motivations et liens entretenus par Salman Abedi avec des groupuscules terroristes, un article du Middle East Eye semble affirmer que le jeune homme de 22 ans auteur de l'attentat suicide de Manchester, ainsi que d'autres membres de sa famille, avaient des liens très étroits avec un groupe djihadiste appelé Groupe islamique combattant libyen (GICL), une branche d'Al-Qaïda qui aurait été appuyée par Londres dans les années 1990 pour éliminer Mouammar Kadhafi.

L'article du Middle East Eye rappelle notamment qu'en 2002, un ancien agent du MI6 devenu ensuite lanceur d'alerte, David Shayler, avait accusé l'agence d'espionnage britannique d'avoir collaboré avec le GICL en 1996 dans le but d'assassiner le dirigeant libyen. Une allégation que le gouvernement britannique a toujours fermement nié.

Le Middle East Eye affirme également qu'en 2011, le Royaume-Uni a permis aux membres répertoriés du GICL vivant sur le territoire britannique de rentrer en Libye pour lutter contre le gouvernement de Kadhafi.

Des liens étroits avec le djihadisme libyen

Depuis que son identité est connue, de nombreux détails sont apparus à propos de Salman Abedi et de sa famille. Selon son jeune frère Hachem, arrêté le 23 mai dernier par les autorités libyennes, Salman Abedi était connu des services de renseignement britanniques comme «appartenant au groupe Etat islamique».

L'auteur de l'attaque suicide de Manchester est né dans la troisième ville britannique, où vit notamment une importante communauté libyenne.

Selon un responsable de sécurité libyen, le père de Salman Abedi, Ramadan, était membre du GICL, un groupe hostile à Mouammar Kadhafi et très actif dans les années 1990.

Traqué par les autorités libyennes de l'époque, comme les autres membres du GICL, Ramadan Abedi avait trouvé refuge en Grande-Bretagne, d'abord à Londres puis à Manchester, où la famille s'était installée dans une banlieue résidentielle modeste, Fallowfield.

Selon les médias britanniques, les Abedi fréquentaient la mosquée locale de Didsbury. Ramadan y faisait l'appel à la prière, et l'un des frères d'Abedi, Ismael, 23 ans, arrêté par la police immédiatement après l'attentat, y faisait du bénévolat.

Salman Abedi avait entamé en 2014 des études de commerce et de management à l'université de Salford, dans l'agglomération de Manchester, mais avait abandonné après un an.

Un porte-parole de la communauté libyenne de Manchester, Mohamed Fadil, a expliqué à l'AFP que Salman Abedi était «plutôt à l'écart, tranquille et réservé». «Les gens savaient qu'il avait des problèmes de comportement, il n'était pas respectueux ni poli, plutôt introverti et très bizarre, on dit dans la communauté qu'il buvait de l'alcool et fumait de l'herbe», a ajouté le porte-parole, pour qui les séjours libyens du jeune homme seraient à l'origine de sa radicalisation.

Un désir de vengeance après le meurtre d'un ami tué par des Britanniques

Selon un proche de Salman Abedi à Tripoli, l'une des motivations du jeune homme pourrait avoir été le fort désir de vengeance qu'il ressentait depuis la mort en mai 2016 d'un ami poignardé par un groupe de jeunes Britanniques.

«Cet incident a suscité un sentiment de colère chez les jeunes Libyens de Manchester et surtout chez Salman, qui a exprimé clairement son désir de vengeance», a expliqué cette même source à l'AFP. «Nous avons réussi à calmer les jeunes du quartier qui se sentaient visés par l'attaque en tant que musulmans, mais il semble que Salman n'a pas oublié l'incident», a-t-il ajouté.

Selon les médias britanniques, l'ami présumé de Salman, Abdul Wahab Hafidah, avait été pourchassé puis tué par un groupe de jeunes, dont le procès est toujours en cours.

Interrogée par le Wall Street Journal, la sœur de Salman, Jomana, a donné une autre raison à ce désir de vengeance : «Il a vu des enfants – des enfants musulmans – mourir dans le monde et il voulait les venger. Il a vu les bombes que les Etats-Unis ont lâché sur des enfants en Syrie et il voulait les venger», a-t-elle expliqué au journal new-yorkais.

Quatre jours avant l'attentat, selon un proche de la famille qui vit lui aussi à Manchester, Salman Abedi se trouvait en Libye. «Son père voulait qu'il reste en Libye. Mais Salman a insisté pour rentrer à Manchester», a-t-il dit sous couvert de l'anonymat.

Ramadan Abedi était rentré dans son pays en 2011 pour combattre les forces de Mouammar Kadhafi aux côtés des rebelles pendant la révolte qui a renversé le dirigeant libyen, selon des médias britanniques.

Selon le Wall Street Journal encore une fois, Salman l'y aurait accompagné.

Six ans après la révolte, la Libye est toujours plongée dans le chaos et le groupe Etat islamique, qui a revendiqué l'attentat, y est implanté même s'il a récemment subi des revers à Syrte, dans le nord du pays. francais.rt.com 25.05

Commentaires d'internautes

1- Tiens encore un pur produit de nos sociétés qui se retourne contre nous. On bombarde au moyen orient, on crée des groupes terroristes pour renverser des dictateurs et nous assurer une part des ressources locales au profit des multinationales, au final c'est toujours le peuple qui paye les pots cassés en finançant nos armées qui envahissent ces pays et en se prenant un attentat par ci par là pour justifier ces guerres que l'on a initiées.. Si tout le monde était au courant que ces gens étaient des

terroristes, pas des menaces potentielles, mais bien des terroristes que l'on a formés et armés nous mêmes, pourquoi les arrêter que maintenant..

2- A trop jouer avec le feu on finit par se brûler. Tant que ces djihadistes massacrent des musulmans et détruisent leur pays, l'occident qui les a créés les protègent et quand ils se retournent contre ceux qui les nourrissent ils deviennent des terroristes. On avait vu ça avec les terroristes algériens qui en Algérie avaient commis les pires massacres et même le revendiquaient, et qui avaient trouvé refuge en Angleterre, Suisse, France, Allemagne, états-unis, Canada.....jusqu'à aujourd'hui, des terroristes condamnés en Algérie pour actes terroristes ou apologie du terrorisme et dont l'Algérie a demandé l'extradition, continuent de vivre pépères en Europe ou aux états-unis.

3- Les pires terroristes ce sont ceux qui ont créé ces terroristes d'El Qaïda à Daesch en passant par El Nosra, Boko Haram...

Régime totalitaire. Ils massacrent les peuples.

- Le Pentagone reconnaît sa pire bavure dans une attaque contre Daech - huffingtonpost.fr

Le Pentagone a reconnu ce mardi 24 mai la pire bavure de la campagne contre le groupe Etat islamique -105 victimes civiles dans un bombardement le 17 mars à Mossoul- attribuant toutefois ce terrible bilan à des explosifs de l'EI, et non à la bombe américaine elle-même. huffingtonpost.fr 25.05

- Syrie: 35 civils tués par des frappes de la coalition (OSDH) - AFP

Des frappes aériennes de la coalition dirigée par les Etats-Unis ont fait au moins 35 morts parmi les civils jeudi dans une ville de l'est de la Syrie aux mains du groupe Etat islamique, a annoncé une ONG, l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Parmi les personnes tuées figurent au moins 26 parents de combattants de l'EI, des Syriens mais aussi des Marocains, a précisé à l'AFP le chef de l'OSDH, Rami Abdel Rahman.

"Les neuf autres sont des civils syriens, dont cinq sont des enfants", a-t-il précisé.

Le Pentagone s'est refusé à tout commentaire. AFP 26.05

- États-Unis : des innocents exécutés à cause de tests ADN du FBI erronés - AFP

Le FBI fait son mea culpa. Le service de renseignement américain reconnaît des manquements par le passé dans ses analyses scientifiques, qui ont conduit à condamner à mort et faire exécuter plusieurs prisonniers. Il a publié dimanche 19 avril un communiqué, en réponse à un rapport de l'Inspection générale (OIG).

Selon ce document publié en juillet, 60 prisonniers auraient été condamnés à mort aux États-Unis à cause d'analyses scientifiques erronées et de témoignages douteux. Trois d'entre eux ont été exécutés. Les autres ont passé des années dans le couloir de la mort pour rien.

La police fédérale admet des "erreurs de scientifiques du FBI dans l'analyse de cheveux au microscope ou de rapports de laboratoires" dans des affaires criminelles.

L'un des trois prisonniers, exécuté au Texas en 1997, n'aurait pas encouru la peine capitale sans les éléments à charge défectueux.

Un autre détenu a été innocenté 27 ans après sa condamnation. Au moins cinq autres verdicts ont été annulés, après que les "analyses erronées et les témoignages scientifiquement intenables" d'un analyste du FBI ont été mis au jour.

Des affaires traitées à la légère

Dans ses recommandations au ministère de la Justice, l'OIG dresse la liste des condamnés dont les dossiers doivent être réexaminés. Leurs cas ont été revus par des scientifiques indépendants et posent question. L'institution demande donc aux autorités de revoir les pièces à conviction et de "prendre des mesures immédiates pour s'assurer que ces accusés soient bien alertés que leur peine a pu être entachée par des analyses et des témoignages peu fiables".

En 1997, un premier rapport de l'OIG avait pointé des irrégularités graves commises dans des enquêtes judiciaires par treize analystes dulaboratoire du FBI à Quantico, en Virginie.

Mais 17 ans plus tard, le même OIG accuse le FBI de ne pas en avoir tiré les leçons et d'avoir traité à la légère les affaires de peine de mort dans les huit années qui ont suivi. Les autorités locales, la défense ou l'accusation n'ont pas été alertés, et trois hommes ont été exécutés, faute de réexamen de leur dossier. AFP 20.04

Un internaute en rajoute :

- En dehors du FBI, il y a le cas récent d'Annie Dookhan, une chimiste experte judiciaire qui a volontairement falsifié plus de 34000 tests de dépistage de drogues, ce qui a conduit a presque autant de condamnations injustifiées. 21000 de ces condamnations ont été annulées le mois dernier.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Palestine occupée.

- Les grévistes de la faim palestiniens dans une phase "critique" - AFP

Les centaines de Palestiniens en grève de la faim depuis 39 jours dans les prisons israéliennes entrent dans une phase "critique", a averti jeudi le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), après avoir vu tous les détenus.

"Les médecins du CICR ont rendu visite à tous les détenus en grève de la faim et surveillent de près leur situation", a déclaré le chef du département de la santé du CICR en Israël et dans les territoires palestiniens occupés, Gabriel Salazar, dans un communiqué.

"Six semaines après (le début de) la grève de la faim, nous sommes préoccupés par les éventuelles conséquences irréversibles sur leur santé. Du point de vue médical, nous entrons dans une phase critique", a-t-il estimé.

Cet appel intervient au 39e jour de la grève de la faim collective entamée par des centaines de prisonniers palestiniens -emmenés par le très populaire dirigeant du Fatah, Marwan Barghouti- pour réclamer des visites médicales régulières et l'accès au téléphone, entre autres.

M. Barghouthi purge cinq peines de perpétuité pour des attentats meurtriers pendant la deuxième Intifada (2000-2005).

Les grévistes de la faim sont issus de toutes les mouvances politiques palestiniennes, du Fatah du président Mahmoud Abbas et de son grand rival Marwan Barghouthi, aux partis de la gauche en passant par le Hamas islamiste. AFP 26.05

Ethiopie.

- Peine de prison en Ethiopie pour un dirigeant de l'opposition - Reuters

Un dirigeant de l'opposition en Ethiopie a été condamné jeudi à six ans et demi de prison après avoir été reconnu coupable de publication sur Facebook de commentaires relevant de "l'incitation au terrorisme", a rapporté son avocat.

Yonatan Tesfaye, ancien porte-parole du parti d'opposition Semayawi, avait été arrêté en décembre 2015 après avoir accusé la coalition au pouvoir, le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (EPRDF), d'user de la force contre le peuple au lieu de privilégier le dialogue.

Ses commentaires avaient été postés sur Facebook le mois précédent, peu après le début de manifestations d'étudiants, de lycéens et de paysans oromo, l'ethnie la plus nombreuse du pays, pour protester contre un projet d'expansion de la capitale, Addis-Abeba.

Les troubles, qui se sont poursuivis l'an dernier et ont fait environ 500 morts, ont amené les autorités à imposer l'état d'urgence en octobre. Les associations de défense des droits de l'homme, et certains pays occidentaux, accusent les autorités éthiopiennes d'utiliser la législation antiterroriste pour museler l'opposition et empêcher toute dissidence. Reuters 25.05

Haut de page

Le 28 mai 2017

CAUSERIE

- Causerie du 28 mai, 8 pages.

Qui a dit ?

Message à tous les progressistes.

- "Les gens qui ne pensent qu'aux aspects de fond, ce sont de belles âmes, mais comme ils ne gagnent pas, on en a un peu rien à foutre".

Réponse : Le Premier ministre, Edouard Philippe. (huffingtonpost.fr 15.05)

Traduction : Donnez-vous le pour dit, sans surprise, le Premier ministre n'en a "rien à foutre" des questions sociales qui préoccupent les masses laborieuses parce que leurs représentants "ne gagnent pas", ne peuvent pas gagner dans le cadre des institutions ou du jeu électoral truqué, conclusion à en tirer : Elles doivent les renverser.

Bref, quand ils ne vous traitent pas d'illettrés, ce qui est une insulte dans leur bouche, ils vous disent en face qu'ils n'en ont rien à foutent de vous et vos besoins ou aspirations.

La jeunesse est révolutionnaire !

- Plus de la moitié des jeunes en Europe participerait à un «soulèvement de masse» - wsws.org

Ce n'est pas tous les jours que les jeunes se font demander, par une importante organisation internationale, s'ils voudraient participer à un «soulèvement de masse». Mais c'est exactement ce que l'Union européenne de radio-télévision, la plus grande alliance de chaînes de télévision publiques du monde, a fait dans un sondage de près d'un million de personnes âgées entre 18 et 35 ans.

Lorsqu'on leur a demandé «Participeriez-vous activement à un soulèvement à grande échelle contre la génération au pouvoir si elle se produisait dans les prochains jours ou les prochains mois?», plus de la moitié des répondants, 53%, ont dit oui. En Grèce et en France, le nombre était de plus de 60%.

La question semble avoir été formulée pour atténuer le résultat, en embrouillant intentionnellement la question en faisant référence à un conflit intergénérationnel. Mais les réponses aux autres questions indiquent clairement les sentiments qui motivent les jeunes à dire qu'ils participeraient à un «soulèvement». Le sondage a découvert que les jeunes sont extrêmement préoccupés par les inégalités sociales, s'opposent à la guerre et compatissent avec les réfugiés.

Lorsqu'on a demandé à plus de 500.000 personnes si «Les banques et l'argent dirigent le monde», près de 9 jeunes sur 10 ont dit qu'ils étaient d'accord.

Dans le même ordre d'idées, lorsque les répondants se sont fait demander si l'écart entre les riches et les pauvres s'agrandissait, 89% ont répondu dans l'affirmative.

Lorsqu'on leur a demandé si «les politiciens sont corrompus», les répondants ont été encore plus catégoriques: seulement 8% d'entre eux ont dit «Non, peu d'entre eux le sont». L'écrasante majorité a répondu «oui»: soit «quelques-uns le sont» ou «ils le sont pratiquement tous».

Thomas Grond, le dirigeant des Jeunes Publics à l'Union européenne de radio-télévision, a dit au WSWS que les chiffres montraient un effondrement «catastrophique» dans la confiance des institutions sociales. «La confiance dans les médias, les politiciens, les institutions religieuses, il n'y en a plus.»

«Une grande partie de la jeune population ne sent pas que les politiques tiennent compte d'eux», a dit Grond. «Elles servent à préserver le système, et il n'y a pas beaucoup de changement. Et où il y a du changement, c'est rétrograde.»

Lorsqu'on lui a demandé s'il était surpris par le fait que tant de jeunes personnes ont dit qu'elles seraient prêtes à participer à un «soulèvement à grande échelle», Grond a répondu franchement: «Pas vraiment.» Il a dit que le sondage montre que, malgré

leur scepticisme envers les institutions sociales, les jeunes sont généralement optimistes à propos de l'avenir, et «prêts à participer» dans la vie politique. «La société ne leur donne tout simplement aucune chance de démontrer ce qu'ils sont capables de faire», a-t-il dit.

Grond a dit qu'il était surpris par l'opposition largement ressentie envers le nationalisme parmi les participants du sondage. «78% des jeunes en Allemagne ont noté la montée du nationalisme et dit que c'était une mauvaise chose», a affirmé Grond. Par opposition, seulement 11% des répondants ont dit que la montée du nationalisme était un développement positif.

Significativement, en Allemagne, où la classe dirigeante est engagée dans une campagne pour réhabiliter le nationalisme et le militarisme – incluant par des universitaires comme Jörg Baberowski, qui a dit que «Hitler n'était pas cruel» et «n'était pas un psychopathe» – plus de deux tiers des jeunes ont dit qu'ils ne seraient pas prêts à se battre dans une guerre.

À travers l'Europe, malgré la promotion incessante du militarisme et des sentiments proguerres par les médias, plus de la moitié des jeunes gens ont dit qu'ils refuseraient de «se battre pour [leur] pays».

À commencer par le référendum britannique du 23 juin 2016 pour quitter l'Union européenne, suivi de l'élection du milliardaire fascisant Donald Trump comme président des États-Unis en novembre, les médias internationaux n'ont cessé d'affirmer que les populations des pays les plus avancés sont envahies par une montée du nationalisme, du militarisme et des sentiments de droite.

Le sondage montre quelque chose de très différent. À l'affirmation: «l'immigration enrichit leur société», près de trois quarts des personnes sondées ont répondu dans l'affirmative. wsws.org 22.05

Parole à d'enseignant-chercheurs et de chercheurs.

- Élections présidentielles - Groupe Jean-Pierre Vernan - groupejeanpierrevernant.info 18.05

(Le groupe Jean-Pierre Vernant réunit 59 universitaires proches de la gauche de gouvernement, et exerçant les fonctions de Biatss, d'enseignant-chercheurs et de chercheurs dans les universités Paris 1 Panthéon Sorbonne, Paris 2 Panthéon Assas, Paris 3 Sorbonne Nouvelle, Paris 5 Paris Descartes, Paris 7 Denis Diderot, Paris 8 Vincennes Saint-Denis, Paris 10 Nanterre, Paris 12 Paris-Est Créteil, Paris 13 Nord et Paris-Est Marne-la-Vallée. http://www.groupejeanpierrevernant.info

Extraits.

1- Lobby soit qui manigance.

Comme M. Minc, M. Macron a recours à la falsification pour se construire auprès des journalistes une image d'intellectuel – son échec au concours de l'Ecole Normale Supérieure semble être resté comme une brûlure cuisante. Assistant éditorial (correcteur d'épreuves) de l'ouvrage La Mémoire, l'histoire, l'oubli (Seuil, 2000), il se présente encore comme assistant de Ricœur – qui a pris sa retraite universitaire en 1981 quand M. Macron avait 4 ans – ayant entretenu de longues conversations philosophiques d'égal à égal avec celui-ci [15]. Chacune de ses tirades "philosophiques" suffit à démontrer que son DEA n'a laissé que de vagues traces mal digérées [16].

M. Macron (Inspection des finances) est à l'évidence une émanation de cette logique (l'abandon de l'intérêt général au profit de l'intérêt privé - ndlr), incarnée par le groupe anonyme des Gracques et en particulier par M. Jouyet (Inspection des finances). M. Macron est entré en politique à l'occasion du rapport Attali-Macron commandé en 2008 par M. Sarkozy. Notons que M. Attali a la particularité d'être passé par le Corps des mines avant l'Inspection des finances. Le parrain en politique de M. Macron est M. Minc (Inspection des finances) qui s'était lui-même fait connaître par le rapport Nora-Minc. M. Minc, condamné pour plagiat , illustre bien le changement du rapport au savoir des lobbies néolibéraux : conserver l'apparence de l'érudit pour accréditer le mythe d'une sphère gestionnaire compétente au service de l'intérêt général

Notes

[15] http://www.lemonde.fr/politique/article/2016/09/01/emmanuel-macron-un-intellectuel-en-politique_4991027_823448.html#jhP4h9HLuGv55OpA.99%20%20voir aussi: http://www.lexpress.fr/actualite/politique/macron-philosophe-ces-intellectuels-qui-n-y-croient-pas_1827700.html

[16] M. Macron, dans ses phases messianiques, s'est fait une spécialité d'énoncés du type : "J'ai toujours assumé la dimension de verticalité, de transcendance, mais en même temps elle doit s'ancrer dans de l'immanence complète, de la matérialité" http://www.lejdd.fr/Politique/Emmanuel-Macron-confidences-sacrees-846746 qui alternent avec une rhétorique "indie mystique" sur la transsubstantiation et la libération d'"énergies".

2- Élections présidentielles : la lutte des places.

Plus personne, hormis les candidats à l'élection présidentielle, ne fait mine de croire ni à l'Homme providentiel ni aux calculs relevant plus du Pari Mutuel Urbain que de la démocratie.

Une partie de la difficulté provient de la nature même du mouvement populiste de M. Macron : il ne possède qu'une base électorale restreinte (les quelques 6% d'électeurs sociaux libéraux) et doit donc l'élargir en obtenant le consentement de groupes sociaux aux intérêts divergents à son entreprise d'adaptation du pays à un capitalisme de type Silicon Valley , fait d'exaltation de l'individu, de start-up numériques, de GAFA, de mondialisation néolibérale et de New Public Management. Pour ce faire, la start-up césariste de M. Macron utilise les techniques usuelles du marketing pour promouvoir le "produit" Macron, à commencer par la surexposition médiatique. Le corps électoral est découpé en segments de marché travaillés séparément sur la base de questionnaires destinés à trouver les slogans les plus efficaces.(...)

Bien plus qu'un chat de Cheshire, M.Macron a ainsi toutes les apparences d'un chat de Schrödinger, constitué d'états superposés. La "Révolution" annoncée est peut-être là, dans cette synthèse entre Robert Hue, Alain Madelin, François Rugy et Xavière Tiberi, pour ne citer que quelques noms.

La production d'énoncés contradictoires est cependant plus un symptôme qu'une habitude. Le messianisme de M. Macron reposant sur le récit (storytelling) d'une pacification de la société par l'indifférenciation politique, son discours se compose le plus souvent d'énoncés ouverts, euphémisés, cotonneux, à la logique évanescente destinés avant tout à nier tout antagonisme économique et social. .(...)

Plus généralement, les adjectifs "véritable", "vrai" et "réel" sont devenus, dans leur usage politique, les marqueurs d'une falsification du discours : créer un changement apparent là où l'intention est de poursuivre dans la continuité la logique dominante.

Nous entendons par néolibéralisme l'idéologie consistant à soumettre l'ensemble des relations humaines au marché et à la mise en concurrence : http://www.monde-diplomatique.fr/1998/03/BOURDIEU/3609

Sur les conseils de M. Niel, M. et Mme Macron sont conseillés par Mme Marchand, spécialisée dans l'émission et le contrôle de rumeurs ainsi que dans la production de photographies avantageuses de paparazzi ou du rachat de photographies gênantes : http://www.vanityfair.fr/enquetes/articles/article-magazine-mimi-marchand-la-reine-des-people-au-chevet-des-macron/51393

Les "clefs de la garde-robe" de Mme Macron ont été confiées à Mme Arnaud, DGA de Vuitton, épouse de M. Niel et fille de M. Arnaud : http://www.gala.fr/l_actu/news_de_stars/photos_-_brigitte_macron_entierement_relookee_par_delphine_arnault_pour_paraitre_plus_jeune_376762

3- Troisième partie. Nel mezzo del cammin di nostra vita.

La colère des classes moyennes se poursuit, délaissant, dédaigneuse, les deux grands partis de gouvernement, en cours de dislocation. (...) Le populisme de M. Macron a optimalement fonctionné et offre au néolibéralisme une adhésion qui a pratiquement doublé, puisqu'elle atteint maintenant 10% du corps électoral [2]. Ainsi, le vieux monde s'offre un peu de répit en prolongeant pour quelque temps son règne avec, pour tout navire amiral, un canot de sauvetage. (...)

La start-up En Marche a, selon les préceptes du centralisme technocratique, une gouvernance resserrée structurée en cercles concentriques. M. Macron (appelé "EM" ou "le chef" ou "le boss") est au centre, entouré d'un premier cercle, très restreint, qui a le pouvoir d'arbitrage. M. Kohler est le bras droit de M. Macron. M. Pisani-Ferry assure la coordination du programme, et il est secondé par un jeune économiste, M. Amiel. Les autres personnages du premier cercle sont des communicants ou des stratèges politiques, comme M. Emelien : l'objet de la campagne n'est pas de produire des idées politiques publiques mais des éléments de langage calibrés pour des segments électoraux. Le deuxième cercle complète le premier : des managers de pôles thématiques, M. Bigorgne, M. Casas, M. Cazenave, M. Piechaczyk, qui sont chargés de chapeauter des chefs de groupe et de consolider [sic] les documents programmatiques. (...)

Le troisième cercle comprend ceux qui ont contribué directement au programme. Il est constitué de M. Coulhon, chef du groupe En Marche pour l'enseignement supérieur et la recherche, de M. Aghion, théoricien des politiques menées depuis 10 ans, de M. Lichtenberger, du groupe Marc Bloch et de Terra Nova et de M. Korolitski, qui met en œuvre les programmes IDEX/ISITE, LABEX, EQUIPEX, IDEFI, Instituts Convergences, formations numériques, ainsi que ceux du PIA3 au Commissariat général à l'investissement — il avait auparavant œuvré onze ans au ministère, notamment pour concevoir et déployer le système LMD. (...)

Sautons temporairement le quatrième cercle pour passer au cinquième cercle, qui se compose des candidats aux législatives, recrutés par des méthodes inspirées du secteur privé, conformément à la stratégie de marketing politique qui a assuré l'élection du produit de l'année. Il s'agit d'obtenir l'adhésion à une division fonctionnelle du travail politique qui cantonne les parlementaires dans le rôle de simples exécutants (subordinate). À cette fin, l'investiture de la "République en marche" est soumise à la signature

d'un "contrat avec la nation" qui engage les candidats sélectionnés à voter sans délibération les projets présentés par le futur gouvernement — en violation de l'article 27 de la constitution qui interdit le mandat impératif.

Le sixième cercle se compose des adhérents d'En Marche structurés en groupes (sub-nation). (...)

Le septième cercle est celui des "marcheurs" devenus tels par une adhésion effectuée en un clic. Contrairement à l'affichage, aucun de ces trois cercles extérieurs n'a eu la moindre incidence sur le programme. (...)

Le quatrième cercle, dont nous connaissons désormais exactement les pratiques, est de loin le plus intéressant: il s'agit du cercle des courtisans, un mixte de présidents et vice-présidents d'université et d'établissement, directeurs d'instituts et de centres de recherche, recteurs, dirigeants de syndicats étudiants, tous ceux qui sont pris dans l'irréversibilité de l'engagement dans les strates bureaucratiques s'empressent, à l'heure de la curée, tentant d'anticiper ce que le "boss" attend. Ceux-là pensent avoir compris comment prospérer sous un régime d'économie de la promesse : ils se vivent en stratèges dans l'accompagnement de la politique de la terre brûlée. (...)

Le populisme de M. Macron reposant sur le récit (storytelling) d'une pacification de la société par l'indifférenciation politique, son discours et son programme se composent le plus souvent d'énoncés ouverts, euphémisés, cotonneux, à la logique évanescente destinés avant tout à nier tout antagonisme économique et social. (...)

Le néolibéralisme s'est libéré des racines naturalistes du libéralisme, faisant des mécanismes économiques le fruit d'un "penchant naturel de l'Homme pour l'échange". Le néolibéralisme nie toute naturalité au marché : pour qu'il existe, il faut le produire par une intervention gouvernementale énorme destinée à promouvoir un régime d'inégalité. Si le néolibéralisme produit médiocrité et bureaucratie sans limite, c'est qu'il est par essence une méthode de gouvernement qui repose sur la production illimitée de dispositifs de mise en concurrence. Fin.

Et quel est le meilleur moyen de lutter contre cette concurrence ? S'organiser.

En famille.

- À Bruxelles, Trump fait savoir à Macron qu'il était "son" candidat - L'Express.fr

Et le chef de la Maison Blanche de faire cet aveu, lors du déjeuner à l'ambassade américaine à Bruxelles, au président de la République: "You were my guy!" Traduction, "C'était vous!" Emmanuel Macron aurait été "le candidat" de Donald Trump. L'Express.fr 25.05

Ils osent tout.

- Temps de parole : La République en marche s'estime lésée - LePoint.fr

- Le porte-parole du gouvernement critique Hanouna mais relève son "talent" - L'Express.fr

Le Monde pris à son propre piège.

- Malkovich cité à tort dans Swissleaks : la condamnation du Monde confirmée - AFP

La cour d'appel de Paris a confirmé mercredi la condamnation du journal le Monde, qui avait affirmé à tort que l'acteur américain John Malkovich détenait un compte caché en Suisse, dans le cadre des révélations dites SwissLeaks sur la banque britannique HSBC.

Chose rare, Le Monde est condamné à publier en une du journal et en page d'accueil de son site internet un communiqué judiciaire, une fois la décision devenue définitive.

Les journalistes auteurs de l'article, Gérard Davet et Fabrice Lhomme, ont été condamnés chacun à 1.500 euros d'amende, et le directeur de la publication à 1.000 euros d'amende.

Tous trois ont été condamnés à verser solidairement au total 10.000 euros de dommages et intérêts à John Malkovich.

L'avocat du Monde, Me Christophe Bigot s'est dit "très choqué" par cette décision qui lui apparaît "totalement excessive".

Me Julia Minkowski, avocate de l'acteur, avec Me Hervé Temime, s'est félicitée de la décision de la cour d'appel, soulignant une nouvelle fois la "légèreté confondante" de l'enquête des journalistes.

Dans son édition datée du 10 février 2015 et sur son site internet dès le 8 février, Le Monde avait publié une enquête revenant sur le système d'évasion fiscale mis en place par la banque britannique HSBC avec, pour plaque tournante, sa filiale suisse HSBC Private Bank Suisse (HSBC PB).

Le quotidien citait les noms de plusieurs personnalités ayant détenu, durant la période allant de 2005 à 2007, un compte caché en Suisse. Dans ce que le journal appelait "le gotha des évadés fiscaux" figurait le nom de John Malkovich.

Ses avocats ont fait valoir que l'acteur avait en fait un compte-titres dans une banque qui a été rachetée par HSBC. Ce compte avait été clôturé le 30 novembre 1999, soit un mois avant la création même de HSBC PB, et il avait été dûment déclaré à l'administration fiscale américaine. AFP 24.05

"Si la plupart des sources utilisées sont fiables, la présentation des faits par le site lemonde.fr est souvent trompeuse. Il relaie également parfois des rumeurs non vérifiées. Soyez prudents avec le site lemonde.fr et croisez avec d'autres sources. Si possible, remontez à l'origine de l'information"

Commentaires d'internautes

1- Ne lisez pas le monde, c'est plus simple et on gagne du temps

2- Le Monde? Source fiable?

OSDH cité comme source unique du conflit syrien pendant plus de deux ans avant qu'on sache que ce fameux "observatoire" n'était qu'un homme seul dans une mainson… à Coventry…

Source fiable? Toutes les intox de CNN, NYT et Wa Po balancées par des "sources anonymes" du renseignement US?

Source fiable? Toutes les déclarations officielles de l'OTAN reprises comme argent comptant sans aucun recul ni enquête?

Source fiable? Le gouvernement putschiste, véreux et fasciste d'Ukraine?

3- Mon divorce du Monde fut prononcé alors qu'il tentait encore de "rendre compte" de ce coup d'État "sans violence ni nazis" en Ukraine. Nous ne nous sommes pas revus depuis.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Syrie: l'armée reprend la route reliant Damas à Palmyre - AFP

L'armée syrienne est parvenue à reprendre pour la première fois depuis 2014 l'autoroute reliant Damas à la cité antique de Palmyre, après avoir chassé grâce au soutien russe le groupe Etat islamique (EI) d'une large zone désertique, rapporte une ONG.

La ville millénaire, inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco et située en plein désert syrien, était accessible depuis mars à partir de Homs, troisième ville de Syrie (150 km plus à l'ouest).

Mais depuis jeudi soir, il est possible de s'y rendre de nouveau à partir de la capitale syrienne. AFP 26.05

Irak

- L'EI teste ses armes chimiques sur des hommes: "Comme les Nazis" - 7sur7.be

Ou la CIA ! - LVOG

Selon The Times, Daesh teste ses armes chimiques sur des "cobayes humains". Des documents ont été découverts par les

forces spéciales irakiennes à l'université de Mossoul. Des experts ont authentifié ces preuves. Et leur contenu fait froid dans le dos.

Dans ces documents, on apprend que l'EI expérimente ses armes chimiques sur des prisonniers vivants. Au moins deux personnes sont mortes lors de ces terribles pratiques. Par exemple, un homme pesant plus de 100 kg a été empoisonné par du sulfate de thalium dissimulé dans sa nourriture. Au bout de 48 heures, il a commencé à se plaindre: tournis, fièvre, gonflement du ventre et de la tête. Dix jours plus tard, il mourait.

Pour Daesh, le sulfate de thalium est considéré comme "le poison idéal". Pourquoi? Il est difficile à détecter et les premiers symptômes se manifestent seulement après quelques jours.

L'EI dispose d'un autre poison mortel. Il s'agit d'une forme de nicotine qui peut être injectée et propagée par simple contact humain. Lors d'une injection, le "cobaye" perd rapidement la conscience et il ne faut que 120 minutes pour déclarer sa mort. 7sur7.be 21.05

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

USA

- USA: 30% de la population se dit en difficultés financières - lefigaro.fr

Au total, 73 millions d'adultes aux Etats-Unis "ont, à des degrés divers du mal à s'en sortir", plus particulièrement les populations noires et hispaniques, note la Fed dans son rapport 2016 sur le bien-être financier des ménages.

Près de la moitié des Américains (44%) affirment par ailleurs ne pas être en mesure de faire face à une dépense exceptionnelle de 400 dollars, sauf à devoir vendre un bien ou à emprunter, note le document. "Une importante proportion d'adultes ont du mal à assumer les dépenses courantes et auraient du mal à faire face à des difficultés inattendues", souligne la Fed.

Les frais médicaux, au coeur d'une intense bataille politique à Washington, constituent un fardeau particulièrement lourd pour les ménages. En 2016, 10% d'entre eux devaient encore honorer des dettes liées à des dépenses médicales consenties l'année précédente.

La dette étudiante reste également un point noir, selon le rapport qui indique qu'un tiers des personnes ayant contracté un emprunt pour financer leurs études sont en retard dans leurs remboursements.

Selon le rapport, la situation globale des ménages américains s'est toutefois légèrement améliorée en 2016, 70% d'entre eux affirmant être à l'aise financièrement ou vivre de manière correcte contre 69% en 2015 et 62% en 2013. lefigaro.fr 19.05

Ceci explique cela...

Haut de page

Le 31 mai 2017

CAUSERIE

- Causerie du 31 mai, 24 pages.

Je bâcle la causerie parce que j'en ai plus que marre.

Quelques réflexions en vrac

1- Poutine aurait pu moucher le roquet Macron en détaillant la propagande et les fake news, la désinformation quotidienne de l'AFP, mais il s'en est abstenu, préférant s'en tenir à une stratégie qui consiste à laisser chacun s'exprimer comme il l'entend, ce qui est interprété par ses ennemis comme une faiblesse, du coup ils sont tentés de se lâcher ou s'expriment ouvertement, pour plus tard subir une réponse cinglante qui les clouent sur place en dévoilant leur duplicité ou leurs grossiers mensonges.

C'est une stratégie que j'utilise aussi, et je dois dire que cela marche assez bien pour démasquer les personnes particulièrement arrogantes ou méprisante qui sont animés de mauvaises intentions, et qui en profitent pour étaler leur crétinisme comme vous avez pu le constater récemment.

2- Macron est un roturier recruté par l'aristocratie, les travailleurs doivent le savoir, c'est un raté, un type insignifiant, superficiel, vide, creux et sans pouvoir que les médias surdimensionnent ou gonflent artificiellement pour facilité l'exercice de son mandat et protéger ses parrains. Il n'a aucune personnalité, même sa façon de serrer la main ou marcher est composée et sonne faux, tout sonne faux chez lui, tout est faux, composé, fabriqué pour servir son ambition et assumer un rôle peu enviable au service de ses maîtres qui veillent sur lui jour et nuit. Et ne parlons pas de sa vieille nounou sur laquelle il vaut mieux éviter les gros plans, enlevez-lui sa lampe à bronzer et il ne restera plus qu'une vieille peau ridée, pendante et hideuse, imaginez un instant le tableau le matin au réveil ou en sortant de la douche...

3- Quand on prend connaissance d'une info ou d'une donnée, la première chose à faire est d'être très circonspect ou de n'en tirer aucune conclusion hâtive, sinon vous prenez le risque de vous ridiculiser auprès de votre auditoire, qui ne pourra pas ou plus vous prendre au sérieux. Autrement dit la retenue et la réflexion sont fortement conseillers. Cela s'impose particulièrement en présence d'infos semblant aller dans le sens de votre propre analyse, pour ne pas aller d'illusions en désillusions en permanence et étaler publiquement votre crédulité ou votre ignorance. Il y a ainsi des militants qui sans faire preuve du moindre discernement sautent sur la moindre info qui justifierait à leurs yeux leur ligne politique. Bref, qu'est-ce qu'on ne ferait pas pour se prouver qu'on a toujours raison, comportement aussi infantile que futile qui témoigne un manque de maturité politique ou de maturité tout court, ce qui est déplorable à un âge déjà avancé ou lorsqu'on est persuadé d'avoir atteint un certain niveau de conscience... plutôt défaillant.

4- L'avant-garde : C'est toujours trop tard à la soupe ou la faute à une sorte de fatalité contre laquelle on ne pouvait pas lutter, un acharnement du mauvais sort qui s'abat soudain sur vous ! C'est quand l'assiette est vide ou que les carottes sont cuites, que la guerre est déclenchée qu'ils constatent que cela devait arriver un jour ou l'autre et que finalement on n'y peut rien. Avant, non !

Prenez le cas de Stéphane Lardy ex-dirigeant de FO qui vient d'être recruté pour le ministère du Travail du régime oligarchique. En 2016 en pleine discussion de la loi El Khomri, il avait déjà été nommé par le gouvernement Valls à l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS). En janvier 2013, quand François Chérèque (CFDT) fut nommé à l'IGAS, Mailly avait déclaré " Cela ne donne pas une image d'indépendance syndicale" (lire plus loin les détails), on doit donc en déduire que FO "ne donne pas (non plus) une image d'indépendance syndicale", c'est un euphémisme. Aucun syndicat en réalité n'est indépendant de l'Etat et du capitalisme. Pratiquement à la même époque ce fut au tour de Lepaon (CGT) d'être recyclé par le gouvernement à l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI).

Et après, certains osent (tout) nous dire qu'il faudrait défendre les syndicats indépendants, mais ils sont introuvables, ils n'existent pas, ils sont tous corrompus ! Ce nouvel épisode met en relief ce que nous savions, dénoncions, combattions férocement et qui nous a valu des insultes de la part de ceux qui couvrent ces agents du capital, qui se sont compromis avec eux. Gageons que cela va alimenter la crise à l'intérieur des différents partis ouvriers dont la collusion avec la direction de FO est avérée.

5- En 1978, l'OCI avait célébré le 40e anniversaire de la proclamation de la IVe Internationale en organisant une conférence à la Mutualité à Paris. En mai 2017, J-J. Marie du POID (Tendance communiste internationaliste) a célébré le centenaire de la révolution russe dans un local en Belgique devant une poignée de militants. On ne peut pas parler d'une conférence dans ces conditions-là, disons plutôt qu'il s'est livré à un exposé intéressant et bien structuré que j'ai téléchargé et visualisé lentement afin de réfléchir à plusieurs questions.

C'était un J-J. Marie bien vieux et bien fatigué, qui, s'il insista sur le rôle déterminant de Lénine lors de la révolution russe, fit pratiquement passer à la trappe Trotsky, ce qui pour un trotskyste était assez inattendu, mais peut-être justifié. Il ne faut pas oublier que si Lénine a réorienté la direction du parti bolchevik à son retour en Russie en avril 1917 en lui fixant pour objectif la préparation de l'insurrection, c'est Trotsky qui organisera l'Armée rouge sans laquelle il aurait été impossible de vaincre la contre-révolution lors de la guerre civile et donc sauver le tout nouvel Etat ouvrier. Pas une seule fois non plus J-J. Marie ne fera allusion à l'Histoire de la révolution russe de Trotsky. Malheureusement Lénine et Trotsky ne parvinrent jamais à avoir les rapports quasi fusionnels qu'entretinrent Marx et Engels, Trotsky n'a jamais atteint le niveau de conscience de Lénine, ce qui n'est pas un reproche de ma part mais un simple constat.

Je ne veux pas m'étendre sur l'exposé de J-J. Marie par manque de temps.

J'ai relevé plusieurs choses intéressantes concernant le rôle des différents acteurs ou belligérants de la révolution russe et de la guerre civile que les lecteurs pourront découvrir en écoutant cet exposé, mais c'est surtout l'attitude de J-J. Marie qui m'a interpellé. A un moment donné il a rappelé qu'en Russie au début du XXe siècle il existait des espaces publics, des jardins ou parcs ou les chiens et les classes inférieures n'avaient pas accès, ce qui m'a rappelé qu'en Inde à la même époque des écriteaux stipulaient qu'ils étaient interdits aux chiens et aux Indiens.

Dans une ou deux causeries j'ai abordé ce sujet sous un angle critique, faisant remarquer que si dorénavant ce ne sont plus

les Britanniques qui gouvernent l'Inde, les jardins ou les lieux touristiques sont accessibles aux Indiens, ils sont particulièrement dégueulasses et ils puent la merde, du coup vaut mieux les éviter, à l'exception toutefois du Taj Mahal ! Je relate ici ma propre expérience lors de deux visites à Mahabalipuram dans les années 90. Vous avez sans doute déjà vu des images des rues des grandes villes en Inde pour savoir que la propreté n'est pas vraiment une préoccupation des Indiens, cela vaut pour de nombreux pays en Afrique et en Asie qui sont de véritables poubelles ou décharges. Qui plus est en Inde il n'existe pas de toilettes publiques et personne ne se rend dans un café pour aller aux toilettes, les Indiens se soulagent sur place ou dans un endroit discret qui ne soit pas trop éloigné de l'endroit où ils se trouvent, l'Inde étant surpeuplé, le spectacle est garanti. Il y a des toilettes dans le marché central de Pondichéry, mais je n'ai pas eu la curiosité d'aller voir dans quel état elles sont. Alors vous pouvez facilement imaginer ce qu'il en était un siècle plus tôt. Et il en était de même en Russie.

J'ai oublié de vous dire que le couple qui a emménagé il y a quelques mois seulement dans la maison située pratiquement en face de chez moi, n'a pas trouvé indispensable de construire des toilettes, donc ils continuent de se soulager dans le terrain vague légèrement boisé qui est mitoyen de leur petit terrain et d'en respirer les effluves pour ne pas avoir construit de mur autour de leur terrain. Le soir et le matin avec la rosée ou lorsqu'il pleut, c'est une véritable puanteur. Le mur qui clôture mon terrain m'en protège, sauf quand le vent vient de l'ouest. Tout est une question de moyen financier, par économie un pauvre ne construira pas de toilettes. Quand on sort, tout le long de la route on peut voir des dizaines d'Indiens en train d'uriner ou de déféquer, ils ne prennent même pas la précaution de se cacher, bref, c'est une fonction naturelle.

Alors évidemment confronté à une population plus évoluée et plus riche, le choc entre les deux ou l'incompréhension était inévitable. C'est la différence de développement économique entre la Grande-Bretagne et l'Inde ou les inégalité sociales à l'intérieur de la Russie, qui était à l'origine de cette discrimination envers certaines couches ou classes de la population ou de cette restriction qui a été interprétée à tort comme une preuve du racisme des Anglais envers les Indiens, c'est là que je voulais en venir, ou une preuve du mépris que les classes supérieures russes auraient témoigné envers les classes inférieures, mépris qu'elles leur témoignaient pas ailleurs de mille manière, mais pas dans le cas qui nous occupe ici, or J-J. Marie est passé à côté et apparemment personne ne lui a fait remarquer, ce qui n'a pas manqué d'attirer mon attention.

Au-delà du contexte de cet exposé qui s'est tenu devant quelques dizaines de personnes, vingt peut-être, je l'ignore, je me suis demandé comment on pouvait être parvenu à un âge si avancé et avoir vécu en Russie, avoir passé une grande partie de sa vie à étudier le mode de vie des Russes à différentes époques, on pouvait encore commettre cette erreur d'appréciation sans que personne ne vous reprenne, cela signifie qu'entre dirigeants il existait un certain type de rapports ou d'état d'esprit malsain où on s'interdisait de signaler les faiblesses d'une analyse ou d'une conclusion, de sorte que chacun pouvait s'enferrer dans ses propres erreurs sans qu'elles ne soient jamais corrigées, erreur ici insignifiante qu'on se comprenne bien, mais qui témoigne de rapports malsains qui finalement n'aident pas à progresser. De là on peut facilement imaginer que ces mêmes rapports avaient cours quand il s'agissait d'aborder des questions politiques, ce qui expliquerait pourquoi pendant des décennies certaines questions ne furent jamais abordées, et lorsque l'évolution de la situation se chargea de les propulser au premier plan, elles devinrent explosives au point qu'il fut impossible de les aborder et de les traiter sereinement.

J'ai cru percevoir dans le ton ou l'état d'esprit de J-J. Marie une sorte de désillusion ou de désenchantement salutaire qui se serait imposé tardivement à lui et qu'il aurait finalement adopté en y reconnaissant des mérites, mais cela reste une impression personnelle. Il faut dire aussi que le lieu ou les conditions ne portaient pas à l'extase ! Merci à lui et bonne continuation. Au fait contrairement aux crétins qui pratiquent le culte de la personnalité, J-J. Marie a eu bien fait de rappeler que Lénine avait dit plein de conneries, ce qui n'enlevait rien au fait que personne d'autre plus que lui n'avait servi notre cause avec autant de talent et de dévouement au XXe siècle, c'est que nous retiendrons.

J'ai retenu également de son exposé ce que je savais déjà mais qu'on peut rappeler, à savoir qu'en février 1917 dans toute la Russie il n'y avait pas plus de 5.000 militants au parti bolchevik et qu'il y en aura 200.000 huit mois plus tard, ce qui suffit à justifier la construction du parti.

On a tendance à prêter aux différentes couches des masses laborieuses un état d'esprit ou un niveau de conscience qui correspondent plus ou moins à la réalité, ils peuvent progresser ou refluer en fonction de leurs expériences ou du développement de la situation politique, de sorte qu'il est inutile d'en tirer des conclusions qui seront valables aujourd'hui et dépassées demain.

On devrait mieux s'en tenir au constat qu'un grand nombre d'acteurs ou de représentants des couches populaires possèdent un bout de la vérité, et qu'on ne parvient pas à les mettre bout à bout si je puis dire. Chacun se réfère à une partie de la réalité ou en a une vision limitée, la percevant sous un angle plus ou moins ouvert sans en avoir une perception total ou universelle ou une vue à 360°. Il en va ainsi également de chaque travailleur, de chaque militant en fonction de sa condition ou de son expérience. Cependant le petit bout de la vérité que possède chacun recoupe souvent une portion de la vérité des autres, parce qu'ils partagent la même condition ou ont fait les mêmes expériences, mais les interprétations qu'ils en font divergent ou les s'opposent, parce qu'ils ne se réfèrent pas aux mêmes facteurs de la réalité, ils ne leur accordent pas la même importance ou en ignorent une grande partie tout simplement. Il faut donc partir de l'angle sous lequel ils perçoivent la réalité pour les aider à l'ouvrir toujours plus en intégrant les facteurs déterminant qui font défaut à leur analyse, de manière à alimenter leur réflexion et favoriser leur maturation politique.

C'est ce langage qu'il faut tenir aux travailleurs et aux militants pour qu'ils progressent. La question n'est pas de savoir qui a tort ou raison, qui détiendrait la vérité, mais comment faire pour partager la même vision de la société sur l'essentiel pour parvenir à trouver les moyens pour la changer. Contrairement à la pensée unique qui consiste à imposer un mode de pensée, à substituer à la réalité une conception particulière de la réalité, nous devons partir de l'expérience de chacun, l'intégrer dans notre propre vision de la société afin de l'élargir sans cesse. Nous devons proposer aux travailleurs et aux militants de progresser ensemble, au lieu d'essayer de les convaincre de quoi que ce soit, notre démarche doit être librement consentie, consciente, et non autoritaire.

Le passage de l'idéologie allemande auquel J-J. Marie fit référence.

K. Marx, F. Engels : l'idéologie allemande (Page 9 version numérique)

La division du travail ne devient effectivement division du travail qu'à partir du moment où s'opère une division du travail matériel et intellectuel 24. À partir de ce moment la conscience peut vraiment s'imaginer qu'elle est autre chose que la conscience de la pratique existante, qu'elle représente réellement quelque chose sans représenter quelque chose de réel. À partir de ce moment, la conscience est en état de s'émanciper du monde et de passer à la formation de la théorie "pure", théologie, philosophie, morale, etc.

Mais même lorsque cette théorie, cette théologie, cette philosophie, cette morale, etc., entrent en contradiction avec les rapports existants, cela ne peut se produire que du fait que les rapports sociaux existants sont entrés en contradiction avec la force productive existante; d'ailleurs, dans une sphère nationale déterminée, cela peut arriver aussi parce que, dans ce cas, la contradiction se produit, non pas à l'intérieur de cette sphère nationale, mais entre cette conscience nationale et la pratique des autres nations, c'est-à-dire entre la conscience nationale d'une nation et sa conscience universelle 25.

Peu importe du reste ce que la conscience entreprend isolément; toute cette pourriture ne nous donne que ce résultat : ces trois moments, la force productive, l'état social et la conscience, peuvent et doivent entrer en conflit entre eux car, par la division du travail, il devient possible, bien mieux il arrive effectivement que l'activité intellectuelle et matérielle, — la jouissance et le travail, la production et la consommation échoient en partage à des individus différents; et alors la possibilité que ces éléments n'entrent pas en conflit réside uniquement dans le fait qu'on abolit à nouveau la division du travail. Il va de soi du reste que "fantômes", "liens", "être suprême", "concept", "scrupules" 26 ne sont que l'expression mentale idéaliste, la représentation apparente de l'individu isolé, la représentation de chaînes et de limites très empiriques à l'intérieur desquelles se meut le mode de production de la vie et le mode d'échanges qu'il implique.

Cette division du travail, qui implique toutes ces contradictions et repose à son tour sur la division naturelle du travail dans la famille et sur la séparation de la société en familles isolées et opposées les unes aux autres, — cette division du travail implique en même temps la répartition du travail et de ses produits, distribution inégale en vérité tant en quantité qu'en qualité; elle implique donc la propriété, dont la première forme, le germe, réside dans la famille où la femme et les enfants sont les esclaves de l'homme. L'esclavage, certes encore très rudimentaire et latent dans la famille, est la première propriété, qui d'ailleurs correspond déjà parfaitement ici à la définition des économistes modernes d'après laquelle elle est la libre disposition de la force de travail d'autrui. Du reste, division du travail et propriété privée sont des expressions identiques — on énonce, dans la première, par rapport à l'activité ce qu'on énonce, dans la seconde, par rapport au produit de cette activité.

De plus, la division du travail implique du même coup la contradiction entre l'intérêt de l'individu singulier ou de la famille singulière et l'intérêt collectif de tous les individus qui sont en relations entre eux; qui plus est, cet intérêt collectif n'existe pas seulement, mettons dans la représentation, en tant qu'"intérêt général", mais d'abord dans la réalité comme dépendance réciproque des individus entre lesquels se partage le travail. Enfin la division du travail nous offre immédiatement le premier exemple du fait suivant : aussi longtemps que les hommes se trouvent dans la société naturelle, donc aussi longtemps qu'il y a scission entre l'intérêt particulier et l'intérêt commun, aussi longtemps donc que l'activité n'est pas divisée volontairement, mais du fait de la nature, l'action propre de l'homme se transforme pour lui en puissance étrangère qui s'oppose à lui et l'asservit, au lieu qu'il ne la domine. En effet, dès l'instant où le travail commence à être réparti, chacun a une sphère d'activité exclusive et déterminée qui lui est imposée et dont il ne peut sortir; il est chasseur, pêcheur ou berger ou critique critique 27, et il doit le demeurer s'il ne veut pas perdre ses moyens d'existence; tandis que dans la société communiste, où chacun n'a pas une sphère d'activité exclusive, mais peut se perfectionner dans la branche qui lui plaît, la société réglemente la production générale ce qui crée pour moi la possibilité de faire aujourd'hui telle chose, demain telle autre, de chasser le matin, de pêcher l'après-midi, de pratiquer l'élevage le soir, de faire de la critique après le repas, selon mon bon plaisir, sans jamais devenir chasseur, pêcheur ou critique. Cette fixation de l'activité sociale, cette pétrification de notre propre produit en une puissance objective qui nous domine, échappant à notre contrôle, contrecarrant nos attentes, réduisant à néant nos calculs, est un des moments capitaux du développement historique jusqu'à nos jours. C'est justement cette contradiction entre l'intérêt particulier et l'intérêt collectif qui amène l'intérêt collectif à prendre, en qualité d'État, une forme indépendante, séparée des intérêts réels de l'individu et de l'ensemble et à faire en même temps figure de communauté illusoire, mais toujours sur la base concrète des liens existants dans chaque conglomérat de famille et de tribu, tels que liens du sang, langage, division du travail à une vaste échelle et autres intérêts; et parmi ces intérêts nous trouvons en particulier, comme nous le développerons plus loin, les intérêts des classes déjà conditionnées par la division du travail, qui se différencient dans tout groupement de ce genre et dont l'une domine toutes les autres. Il s'ensuit que toutes les luttes à l'intérieur de l'État, la lutte entre la démocratie, l'aristocratie et la monarchie, la lutte pour le droit de vote, etc., etc., ne sont que les formes illusoires sous lesquelles sont menées les luttes effectives des différentes classes entre elles (ce dont les théoriciens allemands ne soupçonnent pas un traître mot, bien qu'à ce sujet on leur ait assez montré la voie dans les Annales

franco-allemandes et dans La Sainte Famille 28); et il s'ensuit également que toute classe qui aspire à la domination, même si sa domination détermine l'abolition de toute l'ancienne forme sociale et de la domination en général, comme c'est le cas pour le prolétariat, il s'ensuit donc que cette classe doit conquérir d'abord le pouvoir politique pour représenter à son tour son intérêt propre comme étant l'intérêt général, ce à quoi elle est contrainte dans les premiers temps. Précisément parce que les individus ne cherchent que leur intérêt particulier, — qui ne coïncide pas pour eux avec leur intérêt collectif, l'universalité n'étant somme toute qu'une forme illusoire de la collectivité, — cet intérêt est présenté comme un intérêt qui leur est "étranger", qui est "indépendant" d'eux et qui est lui-même à son tour un intérêt "général" spécial et particulier, ou bien ils doivent se mouvoir 29 eux-mêmes dans cette dualité comme c'est le cas dans la démocratie.

Par ailleurs le combat pratique de ces intérêts particuliers, qui constamment se heurtent réellement aux intérêts collectifs et illusoirement : collectifs, rend nécessaire l'intervention pratique et le refrènement par l'intérêt "général" illusoire sous forme d'État. La puissance sociale, c'est-à-dire la force productive décuplée qui naît de la coopération des divers individus conditionnée par la division du travail, n'apparaît pas à ces individus comme leur propre puissance conjuguée, parce que cette coopération elle-même n'est pas volontaire, mais naturelle; elle leur apparaît au contraire comme une puissance étrangère, située en dehors d'eux, dont ils ne savent ni d'où elle vient ni où elle va, qu'ils ne peuvent donc plus dominer et qui, à l'inverse, parcourt maintenant une série particulière de phases et de stades de développement, si indépendante de la volonté et de la marche de l'humanité qu'elle dirige en vérité cette volonté et cette marche de l'humanité.

Cette "aliénation", — pour que notre exposé reste intelligible aux philosophes —, ne peut naturellement être abolie qu'à deux conditions pratiques. Pour qu'elle devienne une puissance "insupportable", c'est-à-dire une puissance contre laquelle on fait la révolution, il est nécessaire qu'elle ait fait de la masse de l'humanité une masse totalement "privée de propriété", qui se trouve en même temps en contradiction avec un monde de richesse et de culture existant réellement, choses qui supposent toutes deux un grand accroissement de la force productive, c'est-à-dire un stade élevé de son développement. D'autre part, ce développement des forces productives (qui implique déjà que l'existence empirique actuelle des hommes se déroule sur le plan de l'histoire mondiale au lieu de se dérouler sur celui de la vie locale), est une condition pratique préalable absolument indispensable, car, sans lui, c'est la pénurie qui deviendrait générale, et, avec le besoin, c'est aussi la lutte pour le nécessaire qui recommencerait et l'on retomberait fatalement dans la même vieille gadoue. Il est également une condition pratique sine qua non, parce que des relations universelles du genre humain peuvent être établies uniquement par ce développement universel des forces productives et que, d'une part, il engendre le phénomène de la masse "privée de propriété" simultanément dans tous les pays (concurrence universelle), qu'il rend ensuite chacun d'eux dépendant des bouleversements des autres et qu'il a mis enfin des hommes vivant empiriquement l'histoire mondiale, à la place des individus vivant sur un plan local. Sans cela : 1° le communisme ne pourrait exister que comme phénomène local; 2° les puissances des relations humaines elles-mêmes n'auraient pu se développer comme puissances universelles, et de ce fait insupportables, elles seraient restées des "circonstances" relevant de superstitions locales, et 3° toute extension des échanges abolirait le communisme local. Le communisme n'est empiriquement possible que comme l'acte "soudain" et simultané des peuples dominants, ce qui suppose à son tour le développement universel de la force productive et les échanges mondiaux étroitement liés au communisme. Autrement, comment la propriété, par exemple, aurait-elle pu somme toute avoir une histoire, prendre différentes formes ? Comment, disons, la propriété foncière aurait-elle pu, selon les conditions diverses qui se présentaient, passer en France, du morcellement à la centralisation dans les mains de quelques-uns, et en Angleterre de la centralisation entre les mains de quelques-uns au morcellement, comme c'est effectivement le cas aujourd'hui ? Ou bien comment se fait-il encore que le commerce, qui pourtant représente l'échange des produits d'individus et de nations différentes et rien d'autre, domine le monde entier par le rapport de l'offre et de la demande, — rapport qui, selon un économiste anglais, plane au-dessus de la terre comme la fatalité antique et distribue, d'une main invisible, le bonheur et le malheur parmi les hommes, fonde des empires, anéantit des empires, fait naître et disparaître des peuples, — tandis qu'une fois abolie la base, la propriété privée, et instaurée la réglementation communiste de la production, qui abolit chez l'homme le sentiment d'être devant son propre produit comme devant une chose étrangère, la puissance du rapport de l'offre et de la demande est réduite à néant, et les hommes reprennent en leur pouvoir l'échange, la production, leur mode de comportement réciproque.

Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes.

Du reste, la masse d'ouvriers qui ne sont qu'ouvriers — force de travail massive, coupée du capital ou de toute espèce de satisfaction même bornée — suppose le marché mondial; comme le suppose aussi du coup, du fait de la concurrence, la perte de ce travail en tant que source assurée d'existence, et non plus à titre temporaire.

Le prolétariat ne peut donc exister qu'à l'échelle de l'histoire universelle, de même que le communisme, qui en est l'action, ne peut absolument pas se rencontrer autrement qu'en tant qu'existence "historique universelle". Existence historique universelle des individus, autrement dit, existence des individus directement liée à l'histoire universelle.

Notes

24 - À ce niveau, Marx a écrit dans la colonne de droite : Première forme des idéologues, prêtres, coïncide.

25 - A hauteur de cette phrase, Marx a écrit dans la colonne de droite : Religion. Les Allemands avec l'idéologie en tant que telle.

26 - Termes du vocabulaire des jeunes -hégéliens, et de Stirner en particulier.

27 - On sait que Bauer se voulait le champion d'une école philosophique «critique».

28 - Les Annales franco-allemandes étaient une revue éditée à Paris par Marx et A. Ruge. Seul parut le premier numéro, en février 1844.

Il contenait deux articles de Marx : «Sur la question Juive», «Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel » et un long article d'Engels : «Esquisse d'une critique de l'économie politique». Les divergences entre Marx et Ruge ne permirent pas de poursuivre cette parution.

En 1845, à Francfort-sur-Main, avait paru l'ouvrage de Marx et Engels : La Sainte Famille, ou Critique de la Critique critique, Contre Bruno Bauer et consorts . Titre allemand : Die heilige Familie, oder Kritik der kritischen Kritik. Gegen Bruno Bauer und Consorten.

29 - L'édition MEGA donne une version légèrement différente : sich begegnen [s'affronter], au lieu de sich bewegen [se mouvoir].

Si l'impérialisme correspond à l'ère des guerres et des révolutions, on est en droit de se demander si une véritable révolution prolétarienne et socialiste pourrait avoir lieu si elle n'était pas précédée d'une guerre, scénario qu'on ne souhait pas évidemment ou qu'en aucune manière on aurait l'idée de favoriser...

Du coup cela pose la question des conditions à remplir pour qu'une révolution soit déclenchée dans un pays en paix, à laquelle nous n'avons répondu jusqu'à présent que par des formules creuses ou inappropriées, sans qu'on réfléchisse apparemment aux moyens à substituer à la guerre s'ils existent pour qu'une révolution se réalise. Engels eu raison de signaler qu'en Angleterre, le pays où le capitalisme (l'impérialisme) était le plus développé à l'époque, le prolétariat et le mouvement ouvrier s'étaient embourgeoisés, ce qui explique peut-être pourquoi par la suite jusqu'à nos jours il ne connut aucune révolution prolétarienne, alors que depuis cette époque coloniale glorieuse l'impérialisme britannique fut supplanté par les Etats-Unis et l'Allemagne et le prolétariat perdit en grande partie ses privilèges, pas suffisamment apparemment pour renouer avec le socialisme.

Nos dirigeants décidèrent de faire l'impasse sur cet aspect crucial de la situation sociale après avoir enfourché à leur tour le réformisme qui fit illusion durant toute une période (Les Trente glorieuses), pour mieux à terme creuser la tombe de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier, une fois la crise du capitalisme ayant atteint un stade où toute réforme sociale ou progressiste était devenue incompatible avec la survie du capitalisme, il apparut qu'ils n'avaient jamais été en mesure de s'implanter profondément parmi les masses et d'y diffuser le socialisme, de sorte que dorénavant il leur est totalement étranger et leur discours leur semble inaudible ou incohérent, coupé de la réalité ou purement utopique, bref, ils ont récolté ce qu'ils ont semé et ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes, alors qu'à chaque époque depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale des millions de travailleurs et jeunes connurent des conditions d'exploitation épouvantables ou des difficultés sans nombre pour tout juste survivre qui les détournaient du capitalisme et étaient susceptibles de les placer sur la voie du socialisme pour peu qu'on s'adresse à eux, or nos dirigeants s'en détournèrent au profit des masses privilégiées les plus corrompues par le capitalisme qui une fois ayant obtenu satisfaction sur leurs revendications sociales devaient se détourner de la lutte de classe et demeurer subordonnées au capitalisme, erreur fatale qui conduira à la marginalisation et à la dislocation de l'avant-garde ouvrière organisée. A aucun moment ils n'aidèrent la classe à élever son niveau de conscience politique, à mieux comprendre le fonctionnement de la société, et elle finit par se détourner du mouvement ouvrier, livrée à elle-même, aux bonimenteurs, aux charlatans en tous genres, ou pire vers l'extrême droite en proie au désespoir ou à une terrible confusion. On a déjà expliqué tout cela, en vain.

Dans quel monde voudraient-ils nous faire vivre ?

La mise en concurrence des hommes entre eux est "l'état normal du règne animal".

- Dialectique de la nature - Friedrich Engels (1883)

Seul l'homme est parvenu à imprimer son sceau à la nature, non seulement en déplaçant le monde végétal et animal, mais aussi en transformant l'aspect,- le climat de sa résidence, voire les animaux et les plantes, et cela à un point tel que les conséquences de son activité ne peuvent disparaître qu'avec le dépérissement général de la terre. S'il est parvenu à ce résultat, c'est d'abord et essentiellement grâce à la main. Même la machine à vapeur, qui est jusqu'ici son outil le plus puissant pour transformer la nature, repose en dernière analyse, parce que c'est un outil, sur la main. Mais la tête a accompagné pas à pas l'évolution de la main; d'abord vint la conscience des conditions requises pour chaque résultat pratique utile et plus tard, comme conséquence, chez les peuples les plus favorisés, l'intelligence des lois naturelles qui conditionnent ces résultats utiles.

Et avec la connaissance rapidement grandissante des lois de la nature, les moyens de réagir sur la nature ont grandi aussi; la main,

à elle seule, n'aurait jamais réalisé la machine à vapeur si, corrélativement, le cerveau de l'homme ne s'était développé avec la main et à côté d'elle, et en partie grâce à elle.

Avec l'homme, nous entrons dans l'histoire. Les animaux aussi ont une histoire, celle de leur descendance et de leur développement progressif jusqu'à leur état actuel. Mais cette histoire, ils ne la font pas, et dans la mesure où ils y participent, c'est sans qu'ils le sachent ni le veuillent. Au rebours, plus les hommes s'éloignent des animaux au sens étroit du mot, plus ils font eux-mêmes, consciemment, leur histoire, plus diminue l'influence d'effets imprévus, de forces incontrôlées sur cette histoire, plus précise devient la correspondance du résultat historique avec le but fixé d'avance. Si cependant nous appliquons ce critérium à l'histoire humaine, même à celle des peuples les plus développés de notre temps, nous trouvons qu'ici encore une disproportion gigantesque subsiste entre les buts fixés d'avance et les résultats obtenus, que les effets inattendus prédominent, que les forces incontrôlées sont beaucoup plus puissantes que celles qui sont mises en oeuvre suivant un plan. Il ne peut en être autrement tant que l'activité historique la plus essentielle des hommes, celle qui les a élevés de l'animalité à l'humanité, celle qui constitue le fondement matériel de tous leurs autres genres d'activité, - la production de ce dont ils ont besoin pour vivre, c'est-à-dire aujourd'hui la production sociale, - reste soumise au eu des effets non intentionnels de forces non contrôlées et n'atteint que par exception le but voulu, mais aboutit le plus souvent au résultat contraire. Dans les pays industriels les plus avancés, nous avons dompté les forces de la nature et les avons contraintes au service des hommes ; nous avons ainsi multiplié la production à l'infini, si bien qu'actuellement un enfant produit plus qu'autrefois cent adultes. Et quelle en est la conséquence ? Surtravail toujours croissant et misère de plus en plus grande des masses, avec, tous les dix ans, une grande débâcle. Darwin ne savait pas quelle âpre satire de l'humanité, et spécialement de ses concitoyens, il écrivait quand il démontrait que la libre concurrence, la lutte pour la vie, célébrée par les économistes comme la lus haute conquête de l'histoire, est l'état normal du règne animal. Seule une organisation consciente de la production sociale, dans laquelle production et répartition sont planifiées, peut élever les hommes au-dessus du monde animal au point de vue social de la même façon que la production elle même les a élevés en tant qu'espèce. L'évolution historique rend une telle organisation de jour en jour plus indispensable, mais aussi de jour en jour plus réalisable. D'elle datera une nouvelle époque de l'histoire, dans laquelle les hommes eux-mêmes, et avec eux toutes les branches de leur activité, en particulier la science de la nature, connaîtront un progrès qui rejettera dans l'ombre la plus profonde tout ce qui aura précédé. Fin de l'extrait.

"Surtravail toujours croissant et misère de plus en plus grande des masses, avec, tous les dix ans, une grande débâcle", il semblerait que ces facteurs ne soient plus valables à notre époque en occident, tout du moins pour la majorité : les masses disposent de temps libres, de deux jours de congés hebdomadaires, de cinq semaines de congés payés, bien souvent d'un 13e mois si ce n'est plus, parfois un intéressement, des avantages en nature par le biais du CE, les deux conjoints travaillent le plus souvent, etc. quant à la débâcle cela fait 72 ans qu'elle n'a pas eu lieu en France ou en Europe, 88 ans aux Etats-Unis, etc.

Cela devrait nous questionner, non ? Non, surtout c'est le genre de questions qu'il ne faut surtout pas se poser. C'est dommage, parce que temps qu'on refusera de se les poser et d'y répondre on n'avancera pas. C'est terrible d'être aussi borné !

Décryptage. Propagande de l'OTAN de bas étage ou l'art nauséabond de l'intrigue digne de l'Ancien régime.

- MacronLeaks, l’ombre du soupçon - Liberation.fr

Le piratage de l’équipe de campagne d’En marche a débouché sur la publication de milliers de documents internes. Si Moscou fait figure de principal suspect, toutes les hypothèses restent ouvertes. Liberation.fr 28.05

Ils portent une accusation contre Moscou sans apporter la moindre preuve. On ne défend pas Moscou contrairement à Mélenchon, on montre comment ils procèdent pour conditionner les masses.

Il suffit de désigner un seul suspect, et à défaut de trouver le véritable coupable ce suspect fera l'affaire, il en faut bien un tout de même ! Dit autrement, on aura observé que si "toutes les hypothèses restent ouvertes", une seule aura été retenue, celle correspondant à la culpabilité de Moscou. Ils utilisent le même procédé scélérat pour décrédibiliser quiconque ose remettre en cause leur propagande...

Pourquoi ? Parce que cela ne fonctionne pas à tous les coups.

- Vladimir Fédorovski : "L'opinion publique française est la plus russophile d'Europe" - lepoint.fr 28.05

Qui a dit ?

Qui a vanté le " talent d'animateur" de la plus crasse et infâme médiocrité de l'audiovisuel français, Cyril Hanouna ?

Réponse : Le porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner, sur France Info vendredi matin.

Quand même une bonne nouvelle.

- Décès de Zbigniew Brzezinski, voix influente de la politique étrangère américaine - AFP

Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller à la sécurité nationale du président Jimmy Carter au tournant des années 80 et grande figure de la politique étrangère américaine, est décédé à l'âge de 89 ans.

Dans un communiqué, Jimmy Carter a salué le "rôle essentiel" joué par M. Brzezinski dans toutes les grandes décisions de politique étrangère de son mandat.

M. Carter cite notamment "la normalisation des relations avec la Chine", la signature du traité SALT II limitant la course aux armements nucléaires avec l'Union soviétique, la négociation des accords de paix israélo-égyptien de Camp David, ou le traité redonnant à Panama le contrôle de son canal stratégique.

Barack Obama a aussi salué la mémoire de M. Brzezinski, "grand serviteur de l'Etat", "puissante intelligence", et "avocat passionné du leadership américain".

"Son influence s'étend sur des décennies" et "j'ai été l'un des présidents américains qui ont bénéficié de sa sagesse et de ses conseils", a souligné l'ancien président dans un communiqué.

Originaire d'une famille aristocratique de Pologne, M. Brzezinski nourrissait une méfiance sans faille pour l'Union soviétique, qui le plaçait plus du côté des "faucons" de la politique étrangère américaine que des "colombes" malgré son affiliation démocrate.

"Pendant ses quatre ans auprès de M. Carter, à partir de 1977, bloquer l'expansionnisme soviétique à tout prix a été le leitmotiv de la politique étrangère américaine, pour le meilleur ou pour le pire", relevait samedi le New York Times.

M. Brzezinski a notamment soutenu l'aide américaine aux rebelles islamiques afghans contre les troupes soviétiques en Afghanistan, soutien qui a favorisé pour beaucoup l'émergence ultérieure dans le pays des talibans et d'Al-Qaïda.

M. Brzezinski a joué un rôle clé dans la définition de la politique américaine face au nouveau régime chiite iranien après la révolution de 1979 conduite par l'ayatollah Khomeiny, et la prise d'otage du personnel de l'ambassade américaine à Téhéran.

Il défendra, contre l'avis du secrétaire d'Etat de l'époque Cyrus Vance, le projet d'une expédition armée pour délivrer les diplomates américains.

L'expédition se terminera en fiasco, et mènera à la démission de Cyrus Vance, lassé de ses guerres d'influence perpétuelles avec M. Brzezinski.

Après la fin de la présidence Carter, M. Brzezinski restera une voix influente à Washington, encore invité à témoigner en tant qu'expert par le Congrès jusqu'à très récemment.

En 2003, il avait été l'un des rares figures de la politique étrangère américaine à s'opposer à l'invasion de l'Irak décidée par le président George W. Bush.

Dans son dernier tweet, le 4 mai, M. Brzezinski taclait Donald Trump, à l'élection duquel il s'était opposé.

"Un leadership américain sophistiqué est la condition sine qua non pour un monde stable. Mais nous n'avons pas le premier, et le second va de pire en pire", écrivait-il.

Zbigniew Brzezinski était né le 28 mars 1928 à Varsovie d'un père diplomate.

Son père, en poste à Montréal pendant la Seconde Guerre mondiale ayant décidé de ne pas rentrer en Pologne devenue communiste, le jeune Zbigniew fait ses études de Sciences politiques et économiques à l'université McGill de Montréal puis à Harvard.

Après une thèse de doctorat sur "Le totalitarisme soviétique et les purges" en 1956, il fut professeur à Harvard puis à l'université Columbia de New York où il dirigera l'Institut des affaires communistes (1966-1968).

Spécialiste des questions communistes et des relations Est-Ouest, il sera "assistant spécial" du président Jimmy Carter chargé des problèmes de Défense (1977-1981) et directeur du Conseil national de Sécurité à la Maison Blanche.

Il est mort à Falls Church, en Virginie (est des Etats-Unis), a précisé sa famille.

"Il était connu par ses amis comme Zbig, par ses petits-enfants comme Chef et par sa femme comme l'amour de sa vie. Je le connaissais comme le plus inspirant, aimant et dévoué père qu'une fille puisse avoir", a déclaré sa fille Mika Brzezinski, journaliste sur NBC. AFP 29.05

La pire des ordures qui soit, bravo ! On y reviendra peut-être.

Macron superman

- Vladimir Poutine reçu par Emmanuel Macron : "C'est le roi Soleil qui reçoit l'empereur de toutes les Russies" selon Yannick Jadot - Franceinfo

- Au G7, Macron aimante l'attention - LeParisien.fr

Le G7 des figurants.

- Pour son grand oral international, Macron reçu avec encouragements - Liberation.fr

A l'Otan puis au G7, le nouveau président français s'est positionné en facilitateur et a maîtrisé sa communication.

- Le président français Emmanuel Macron en première ligne au sommet du G7 - AFP

- Visite de Poutine: Macron promet un dialogue "exigeant" et sans "concession" - AFP

- La "féroce" poignée de main de Macron et Trump a emballé les journalistes américains - huffingtonpost.fr

- Accord climat : le bras de fer peut commencer entre Macron et Trump - LeParisien.fr

- Au G7, Macron fait assaut d'amabilité envers Trump - AFP

- Après le G7, Macron veut positiver - LePoint.fr

Malgré le refus des États-Unis de confirmer leur maintien dans l'accord de Paris sur le climat, Emmanuel Macron se félicite des succès du G7. LePoint.fr 29.05

- Au G7, Macron refuse de répondre à une question sur Ferrand - AFP

Le président Emmanuel Macron s'est refusé samedi à répondre à une question sur Richard Ferrand, à l'issue du G7 en Italie, et confirmé qu'il refuserait désormais de parler de politique française lors de ses déplacements internationaux. AFP 29.05

- Macron fustige Russia Today et Sputnik, "des organes de propagande" - L'Express.fr

- Macron trace la voie d'une coopération avec Poutine - LeFigaro.fr

- Macron aux sommets - Franceinfo

Macron invisible.

- Rencontre avec Poutine : "Emmanuel Macron, on ne sait pas grand-chose de sa politique étrangère" - Franceinfo

Bertrand Badie, professeur en relations internationales à Sciences-Po Paris, a expliqué, dimanche sur franceinfo, le manque de visibilité autour de la politique étrangère d'Emmanuel Macron. Franceinfo 30.05

Les vapeurs enivrantes du pouvoir absolue...

- Arrivée d'une ex-lobbyiste du vin à l'Elysée : cette nomination "pose question", réagit un addictologue. - Franceinfo

Avant toute enquête ou investigation, toute preuve...

- Macron sur la Syrie: l'utilisation d'armes chimiques déclenchera "une riposte immédiate" - AFP 30.05

LGBT made in USA/CIA propulsé par l'oligarchie anglo-saxonne.

- La France accueille un premier réfugié tchétchène LGBT - L'Express.fr

Un Tchétchène, victime de persécutions en raison de son homosexualité, a été accueilli lundi en France. "Les arrivées vont continuer", assure le président de SOS Homophobie. L'Express.fr 30.05

Macronmania.

- Je vous apprends à caricaturer Emmanuel Macron en quelques coups de crayon - Le Huffington Post

Vous en avez marre d'attendre le portrait officiel d'Emmanuel Macron? Le Huffington Post 29.05

En famille. Déjà vendu... et recyclé les déchets de la collaboration de classes.

- Un ex-négociateur FO au cabinet de la ministre du Travail - AFP

L'ancien négociateur de Force ouvrière, Stéphane Lardy, est nommé directeur adjoint du cabinet de la ministre du Travail, où il travaillera au côté du directeur de cabinet Antoine Foucher, ancien cadre du Medef, selon le Journal officiel paru samedi.

Il exercera en tandem avec Claire Scotton, ancienne sous-directrice adjointe à la Direction du travail, également désignée directrice adjointe de cabinet de Muriel Pénicaud.

M. Lardy a été secrétaire confédéral de FO chargé de l'emploi et de la formation professionnelle de 2007 à mi-2016, date à laquelle il avait intégré l'Inspection générale des affaires sociales (Igas).

Cette nomination n'est "pas une demande de FO", "Stéphane Lardy n'a plus de mandat Force ouvrière depuis plus d'un an (...) Ils lui ont demandé de venir, c'est sa liberté individuelle", avait commenté mercredi Jean-Claude Mailly, le patron de FO, sur franceinfo. "C'est un bon connaisseur des dossiers, tout le monde le reconnaît", estime M. Mailly. AFP 29.05

Mailly a eu raison de préciser que ce n'était "pas une demande de FO", on aurait pu se méprendre ! Apparemment il se félicite de cette nomination de son petit camarade du PS qui milite dans le XIIIe arrondissement de Paris.

- Loi sur l'emploi : risque et sacrifice par Stéphane Lardy , Secrétaire confédéral de Force ouvrière en charge de l'emploi et de la formation professionnelle - liberation.fr 12.05.2013 (http://www.liberation.fr/futurs/2013/05/12/loi-sur-l-emploi-risque-et-sacrifice_902312)

- Stéphane Lardy (ex-FO) entre au cabinet de la ministre du Travail - anti-k.org

L'Obs le 24/05/17 – Comme directeur de cabinet, la nouvelle ministre du Travail, a nommé un ancien du Medef, Antoine Foucher. Comme pour contrebalancer ce choix, Muriel Pénicaud vient de choisir Stéphane Lardy, comme conseiller chargé de la formation, de l'apprentissage et de la pénibilité.

Il a été pendant des années l'homme fort de Force ouvrière sur les questions d'emploi et de travail, pilier des négociations sociales. Il a un temps fait figure de successeur potentiel de Jean-Claude Mailly. Mais réformiste affiché, militant socialiste, il n'était pas du goût de la mouvant trotskiste du syndicat.

Il y a un peu plus d'un an, en pleine discussion de la loi El Khomri, il a été nommé par le gouvernement Valls à l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS). anti-k.org

Un ex-cadre de FO rentre au gouvernement pour mettre en place la loi Travail 2 - Anti-k.org

Les messages de bienvenue de Jean-Claude Mailly, président de la centrale syndicale de Force Ouvrière, au nouveau président Macron n'avaient rien présagé de bon. La stratégie est désormais totalement assumée avec l'entrée de Stéphane Lardy, ex-cadre de FO, au cabinet du ministère du Travail.

Jean-Claude Mailly avait déjà accueilli le président banquier et son gouvernement de droite avec une douceur inattendue de la

part d'un dirigeant syndical. Il avait en effet félicité la ministre du Travail repêchée au CAC 40 pour « sa grande expérience », puis s'était réjoui de la nomination d'un membre du MEDEF (Antoine Foucher) à la direction du cabinet de la ministre (« c'est quelqu'un que je connais, qui aime la négociation collective »), pour enfin affirmer publiquement que légiférer par ordonnances n'était « pas un problème » si « on est d'accord sur le contenu » et qu'il y avait « des marges de manœuvre ». Tout cela constituait un bel appel du pied à l'exécutif (vous avez dit lèche-botte ?), qui vient d'être récompensé par le parachutage au gouvernement d'un ancien cadre important de la centrale syndicale, Stéphane Lardy, pressenti il y a un an pour être justement le successeur de Jean-Claude Mailly.

Celui-ci prendra donc place à la direction du cabinet ministériel avec Antoine Foucher. Membre du Parti Socialiste, Stéphane Lardy est considéré comme un « réformiste », c'est à dire prêt à accepter les réformes structurelles dont a besoin le patronat pour restaurer et augmenter ses profits sur le dos des travailleurs. Avec le MEDEF et le CAC 40 a ses côtés, il aura donc pour tâche d'élaborer et de mettre en œuvre la loi Travail 2 que nous prépare Macron, mais aussi la réforme de l'assurance chômage, de la formation professionnelle, ainsi que celle de la retraite que Macron souhaite lancer d'ici la fin de l'année. Bon programme pour un prétendu « syndicaliste »...

L'amabilité de Jean-Claude Mailly envers Macron et la nomination de Stéphane Lardy sont des signes d'un repositionnement de la centrale syndicale en faveur d'une collaboration plus forte avec le patronat. Après la mobilisation contre la loi Travail du printemps 2016 qui ne lui a pas bénéficié dans les urnes (FO a reculé, de 15,94% en 2013 à 15,59% en 2017), le syndicat s'oriente vers une politique plus ouverte de conciliation de classe. D'après Guy Groux, du centre de recherche de Sciences Po Paris, le Cevipof « On a le sentiment qu'il y a chez Mailly une envie de revenir dans un jeu contractuel plus classique et de faire concurrence à la CFDT ». Anti-k.org (courant du NPA) 25.05

- En janvier 2013, François Chérèque, qui venait de quitter ses fonctions de secrétaire général de la CFDT, avait été, lui aussi, nommé inspecteur général des affaires sociales, Jean-Marc Ayrault le chargeant ensuite de suivre la mise en œuvre du plan de lutte contre la pauvreté. « Cela ne donne pas une image d'indépendance syndicale« , avait commenté sèchement Jean-Claude Mailly. Le secrétaire général de FO s'abstiendra sans doute de rééditer un semblable commentaire. lemonde.fr 06.04.2016

Martinez en remet une couche

- Réforme du code du travail: "il faut négocier", dit Martinez AFP 30.05

Le leader de la CGT a réaffirmé qu'il souhaite des précisions concernant "le calendrier" de la réforme.

"On a démarré le quinquennat, même la campagne électorale, avec une volonté ferme du candidat de régler cela très rapidement pendant l'été. Il y a besoin de discuter. Quand on veut négocier on s'écoute, on accepte les propositions des syndicats, la CGT en a fait plusieurs", a-t-il dit.

"Il y a des points de conflit majeurs", a-t-il insisté, citant notamment "les indemnités prud'homales".

"Faire croire que c'est le code du travail la raison majeure du chômage en France, c'est un mensonge pur et simple", a-t-il ajouté. AFP 30.05

Et faire croire que "les indemnités prud'homales" serait un "des points de conflit majeurs" est un mensonge... partagé avec la CFDT.

Tous d'accord pour casser le code du travail.

Qui a dit ?

"Je ne suis pas En Marche mais je veux que ça marche"

Réponse : Le député LR Thierry Solère a jugé mardi qu'"il n'y aucune raison qu'un Républicain s'oppose" aux futures ordonnances réformant le code du travail, estimant que le "sens de l'intérêt général" se diffuse dans tous les camps.

"Si je suis réélu député, je voterai toutes les mesures qui vont dans le bon sens pour abaisser les charges, fluidifier le marché du travail, mieux assurer la sécurité des Français, lutter contre le communautarisme", a déclaré sur LCP ce candidat à un second mandat dans la 9ème circonscription des Hauts-de-Seine, face auquel LREM n'a investi aucun candidat.

"Nous aurons à débattre de ça avec les députés qui seront élus", mais "il n'y aucune raison qu'un Républicain s'y oppose" à cette nouvelle réforme du code du travail promise par Emmanuel Macron, a-t-il dit.

M. Solère a par ailleurs approuvé la position de François Baroin, chef de file LR pour les législatives, qui a prôné lundi "le

désistement" en cas de victoire possible du FN. "Le ni-ni pour les élections locales qui a eu sa place pendant quelques années aujourd'hui n'a plus sa place, notamment pour l'élection nationale qu'est l'élection législative", a estimé ce député. AFP 30.05

On gouvernera en famille.

C'est Mélenchon qui va être frustré !

- Le gouvernement d'accord pour un front républicain face au FN - Reuters

Le porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner, a répondu mardi à l'appel de François Baroin, chef de file de la droite, en annonçant que les candidats de la République en marche (LREM) se désisteront aux législatives dans les circonscriptions où le Front national est en mesure de l'emporter.

"Partout où le candidat de la République en marche, en se maintenant, ferait prendre le risque d'une élection du Front national, partout nous retirerons notre candidat", a déclaré Christophe Castaner sur LCI.

"Et partout où le maintien du candidat nous permettra d'empêcher cette élection, nous nous maintiendrons", a ajouté ce fidèle d'Emmanuel Macron. Reuters 30.05

Des infos qui pourraient être qualifiées de contrevérités par Macron.

- Quand les succès syriens mettent à mal le double jeu US - fr.sputniknews.com

L'armée syrienne et ses alliés, dont la Russie, enregistrent de nouveaux succès face aux terroristes de Daech. Certains d'entre eux sont révélateurs des complicités presque non voilées entre les djihadistes et ceux qui prétendent les « combattre ».

Aux dernières nouvelles sur le front syrien, un groupe militaire russe a coupé la voie aux terroristes de Daech qui quittaient Raqqa via un corridor offert par les soi-disant Forces démocratiques syriennes, une coalition principalement kurde, soutenue par les États-Unis, à condition qu'ils se dirigent vers Palmyre.

« Le 25 mai, un convoi de terroristes composé de 39 camionnettes avec des armes se dirigeant vers Palmyre a été repéré et anéanti par les avions des forces aérospatiales russes. 32 pick-up dotés de mitrailleuses lourdes ont été détruits et plus de 120 terroristes abattus », a communiqué à Sputnik une source du ministère russe de la Défense.

Mis à part l'efficacité des forces aériennes russes opérant en Syrie, un autre fait saute aux yeux: la complicité, elle aussi une fois de plus, entre la pseudo-coalition « anti-Daech » dirigée par les USA, les FDS soutenus par les USA et le groupe terroriste Daech, que les deux premiers sont censés « combattre ».

Parallèlement à cela, Le Parisien annonçait la reprise par l'armée syrienne de la route reliant Damas à Palmyre. Comme le note le quotidien français, « les troupes syriennes, appuyées par l'aviation russe, ont réussi à chasser les combattants de l'EI d'une zone désertique de plus de 1 000 km2. Les djihadistes se sont retirés face à l'intensité des frappes russes. »

L'offensive promise par le président syrien Assad en vue de reprendre les territoires en zone désertique à faible densité se confirme et suit donc son cours avec le soutien de ses alliés, dont évidemment la Russie. Et c'est vraisemblablement cela qui pose de nouveaux problèmes aux « braves partenaires » de la coalition US.

Bref rappel des péripéties de la guerre syrienne. Les terroristes, ayant obtenu un très large soutien extérieur, avançaient sur plusieurs fronts, l'armée gouvernementale se retrouvant acculée à la défensive. Les principaux médias et experts occidentaux donnaient « quelques semaines », voire « au maximum quelques mois » avant qu'Assad ne tombe. Les risques de voir la grande cité historique de Damas tomber dans les mains des barbares de Daech ou d'Al-Qaida étaient effectivement élevés. Puis intervient la Russie à la demande officielle du gouvernement légal syrien. Cela a permis une bascule militaire: L'armée gouvernementale retrouve l'initiative et passe à l'offensive en libérant plusieurs villes et localités. Évidemment, les plus grands succès seront les libérations d'Alep, la deuxième ville du pays et de la cité antique de Palmyre, patrimoine culturel aussi bien de la Syrie que de toute l'humanité.

Dans ce nouveau schéma que l'Occident et ses acolytes n'avaient guère prévu, le gouvernement syrien a retrouvé le contrôle sur pratiquement toute la Syrie dite « utile », à savoir les cinq plus grandes villes du pays et les territoires sur lesquels se trouvent 80 à 85 % de la population. Mais il ne compte pas en rester là et annonce poursuivre la libération de tout le territoire national et au vu des derniers événements, l'offensive en zone désertique se poursuit avec succès.

Des victoires qui provoquent une nouvelle hystérie de côté de ceux dont les objectifs n'ont jamais changé, à savoir faire tomber

Assad, y compris si pour cela des villes millénaires ayant vu la civilisation naître devaient tomber aux mains des barbares coupeurs de têtes.

Quoi qu'il en soit, la Russie et ses alliés surveillent de près la situation. Et ce malgré toutes les complicités, voilées ou non, entre les terroristes et ceux qui prétendent les combattre sur le théâtre de guerre syrien. Quant à la Syrie, elle semble plus que jamais déterminée à vaincre le terrorisme, malgré les pertes subies au cours de toutes ces dernières années. Pour cela, elle sait sur qui elle peut compter. fr.sputniknews.com 29.05

- Sylvie Goulard admet la présence de forces françaises en Syrie - Réseau Voltaire

Interrogée par Europe 1, la ministre des Armées françaises, Sylvie Goulard, a reconnu la présence de Forces françaises en Syrie.

C'est un secret de polichinelle : des commandos français opèrent illégalement en Syrie depuis 2011, avec une brève interruption entre mars et juillet 2012.

Les Forces spéciales françaises fournissent un encadrement à divers groupes jihadistes. Elles avaient notamment organisé l'Émirat islamique de Baba Amr (en 2012) et l'attaque de la plus ancienne communauté chrétienne du monde à Maaloula. Réseau Voltaire 27.05

« Syrie : Sylvie Goulard confirme la présence de forces spéciales françaises », Europe 1, 26 mai 2017.

- Le G7 exige une pression russe sur Damas: «le jeu des terroristes», selon un député russe - sputniknews.comLes pays du G7 ont appelé Moscou à influencer Damas pour que la République arabe respecte le cessez-le-feu, une situation qui jouerait en faveur des groupes terroristes, a affirmé samedi 27 mai à Sputnik le vice-président du comité des affaires étrangères de la Douma (chambre basse du parlement russe), Alexei Chepa.

Lors du sommet du G7, les dirigeants des pays-membres ont fait une déclaration conformément à laquelle Moscou devrait exercer une influence sur le Président de la République arabe syrienne pour que les troupes gouvernementales cessent les combats. Selon un député russe, un tel discours ne fait que le jeu des terroristes.

« Ce sont des déclarations insensées: ne nous battons pas, mais détruisons-les. De telles déclarations font le jeu de Daech » a commenté M. Chepa.

Selon le parlementaire, il est impossible de lutter contre les terroristes de manière pacifique. Il a également ajouté que la plupart des accords concernant la libération d'un grand nombre de localités en Syrie étaient conclus aujourd'hui. Des négociations sont également menées avec les différentes forces de l'opposition en Syrie.

« Mais avec Daech et le Front al-Nosra [rebaptisé Front Fatah al-Cham, ndlr], il n'y a pas de négociation, parce qu'ils ne veulent mener aucune négociation, entamer aucun processus de réconciliation, c'est pourquoi la seule façon de parler avec eux, c'est malheureusement par la force » a conclu le député. sputniknews.com 27.05

Des institutions corrompues à balayer !

Assistants parlementaires : Marielle de Sarnez visée par une enquête - LeParisien.fr

La classe politique française aurait-elle pris de (très) mauvaises habitudes ? L'affaire Fillon, ironiquement appelée Penelope Gate, a semé le trouble sur le travail réel des attachés... LeParisien.fr 30.05

Législatives : une candidate LREM de Seine-Saint-Denis accusée d'avoir loué un logement insalubre - LeParisien.fr

Une candidate de La République en marche pour les élections législatives à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) est accusée d'avoir mis en location un appartement dans un immeuble insalubre, durant cinq ans. Le parti d'Emmanuel Macron a précisé lundi soir avoir saisi le «comité d'éthique» pour examiner l'affaire concernant Véronique Avril, candidate dans la 2e circonscription de Seine-Saint-Denis.

Selon Mediapart, qui publie l'enquête, Véronique Avril a acheté en 2011 un appartement de 23 m² dans le centre de Saint-Denis, «alors que l'immeuble insalubre était déjà classé depuis des années en état de péril imminent» à la suite d'arrêtés pris en 2004 et 2008.

Cette chargée de mission à la Ville de Paris, ancien membre du Conseil d'administration de Médecins sans frontières, a

notamment loué son bien «à une famille de cinq personnes», pour «650 euros (charges comprises)» par mois, «très au-dessus des tarifs pratiqués dans la ville», d'après le site d'information. LeParisien.fr 30.05

Affaire Ferrand : le document qui pourrait mettre à mal la version du ministre - Franceinfo

Me Alain Castel était intervenu dans l'affaire immobilière à l'origine de l'affaire qui place le ministre de la Cohésion des territoires en difficulté. L'ancien bâtonnier de Brest a livré son témoignage dans les colonnes du "Parisien".

Richard Ferrand avait-il un intérêt personnel dans l'opération immobilière conclue entre la mutuelle qu'il dirigeait et sa compagne propriétaire du local ? Le ministre de la Cohésion des territoires le nie, mais un document pourrait mettre à mal sa version. Il s'agit d'un compromis de vente daté de décembre 2010 dans lequel Richard Ferrand apparaît comme étant le premier à avoir voulu acheter le local en question. Et à l'époque, il est déjà question d'une SCI qui le remplacerait comme acquéreur. Cette SCI va être créée par sa compagne dans la foulée.

Si rien n'est illégal, la méthode étonne l'avocat du vendeur de l'époque. "C'est tout à fait choquant sur le plan moral", s'offusque Me Alain Castel dans les colonnes du Parisien, pour qui "ce montage permettait un enrichissement personnel de monsieur Ferrand et de sa compagne au détriment de la mutuelle" de Bretagne. Franceinfo 30.05

Affaire Ferrand : le document qui pourrait mettre à mal la version du ministre - Franceinfo

Me Alain Castel était intervenu dans l'affaire immobilière à l'origine de l'affaire qui place le ministre de la Cohésion des territoires en difficulté. L'ancien bâtonnier de Brest a livré son témoignage dans les colonnes du "Parisien". Franceinfo 30.05

- Ferrand déstabilisé par de nouvelles révélations - Reuters 30.05

Les affaires sont les affaires.

- Une députée, "désinvestie" pour son soutien à Macron, poursuit le PS - AFP 30.05

- Emploi d'assistants: Hortefeux et Alliot-Marie annoncent aussi une plainte contre une eurodéputée FN - AFP 30.05

- Sarnez visée par une enquête : le tweet de Bayrou qui choque les magistrats - LeParisien.fr 30.05

Mélenchonneries

Quand Mélenchon félicite Macron...

En marge du meeting, M. Mélenchon s'est étonné que M. Poutine soit reçu au château de Versailles par le président français. "C'est quand même le maximum qu'on puisse faire pour une visite d'Etat", a-t-il estimé, tout en félicitant de pouvoir établir un dialogue avec le dirigeant russe comme il l'avait prôné ces derniers mois. AFP 30.05

Macron l'homme du Pentagone et de Daesh

- Macron rencontre le chef de l'opposition syrienne, dit son soutien - Reuters

Emmanuel Macron a réaffirmé mardi son soutien à l'opposition syrienne lors de sa rencontre à Paris avec le coordinateur général du Haut Comité de l'opposition syrienne, Riyad Hijab, indique l'Elysée.

Le chef de l'Etat français a rappelé lors de cet entretien "son engagement personnel sur le dossier syrien et son soutien à l'opposition syrienne en vue d'une transition politique en Syrie", précise la présidence française dans un communiqué.

La France, qui soutient l'opposition modérée en Syrie, a réclamé sans relâche ces dernières années le départ du président Bachar al Assad, qui bénéficie du soutien de ses alliés russe et iranien.

Lundi, lors d'une conférence de presse avec le président russe Vladimir Poutine, Emmanuel Macron a plaidé pour une transition démocratique en Syrie qui préserve "un Etat syrien", mettant en garde contre le risque d'un Etat failli. Reuters 30.05

- Polémique entre Mélenchon et Cazeneuve : l'ex-ministre a déposé plainte - Franceinfo

La polémique est partie d'une phrase lancée par Jean-Luc Mélenchon en déplacement à Montreuil (Seine-Saint-Denis) mercredi dernier et diffusée hier, dimanche 28 mai, dans l'émission "C'est politique" sur France 5. "Cazeneuve, le gars qui s'est occupé de l'assassinat de Rémi Fraisse, le gars qui a fait gazer, matraquer toutes les manifestations", s'est exclamé le leader de La France insoumise.

Jean-Luc Mélenchon fait référence à la mort de Rémi Fraisse en 2014, au cours d'affrontements près du chantier du barrage de Sivens. Ce jeune militant écologiste est tué par le jet d'une grenade, lancée par des gendarmes. Bernard Cazeneuve était alors le ministre de l'Intérieur.

Bernard Cazeneuve a annoncé dimanche soir sa décision de "porter plainte" contre Jean-Luc Mélenchon, après ses propos. "Coutumier de l'outrance et de l'abaissement du débat public, Jean-Luc Mélenchon a franchi la frontière de la diffamation. Par ses propos à mon sujet, il démontre que l'insulte est devenu son mode de pensée et d'expression", a réagi l'ancien ministre de l'Intérieur dimanche dans un communiqué.

Ce lundi, en déplacement près de Lyon (Rhône), il a confirmé avoir déposé plainte pour diffamation. Pour lui, le terme "assassinat" employé par Jean-Luc Mélenchon ne passe pas. Franceinfo 30.05

- Le PS dénonce des propos "diffamatoires" de Mélenchon envers Cazeneuve sur l'affaire Rémi Fraisse - Le Huffington Post

L'accusation ne passe pas du tout. Ce dimanche 28 mai, le Parti socialiste a dénoncé les propos "diffamatoires" et "provocateurs" de Jean-Luc Mélenchon envers Bernard Cazeneuve au sujet de l'affaire Rémi Fraisse. Lors d'un rassemblement de "La France insoumise" à Montreuil mercredi, l'ex-candidat à la présidentielle s'en était pris violemment à l'ancien Premier ministre, "le gars qui s'est occupé de l'assassinat de Rémi Fraisse", comme vous pouvez le voir dans notre vidéo en tête d'article.

"Jean-Luc Mélenchon s'en prend à l'ancien Premier ministre Bernard Cazeneuve avec des méthodes que ne réprouverait pas l'extrême droite sur internet", a dénoncé le Parti socialiste dans un communiqué publié ce dimanche soir. "Ces propos diffamatoires et volontairement provocateurs ne sauraient faire oublier que Jean-Luc Mélenchon n'a pas voulu prendre position contre Marine Le Pen au second tour de la présidentielle", ajoute le parti.

"Jean-Luc Mélenchon a sans doute gagné le premier prix de l'outrance à l'occasion du dernier dîner organisé par l'alliance bolivarienne, et s'en est trouvé grisé. On ne peut pas lui en vouloir, c'est tellement narcissisant", avait déjà regretté Bernard Cazeneuve vendredi dans une déclaration transmise à l'AFP.

Rémi Fraisse, un jeune militant écologiste, avait été tué en 2014 par le jet d'une grenade de gendarmes près du chantier controversé de retenue d'eau à Sivens dans le Tarn. Bernard Cazeneuve était alors ministre de l'Intérieur.

Pour n'avoir pas interdit l'emploi des grenades offensives, notamment, Cazeneuve qui était ministre de l'Intérieur à l'époque est responsable de la mort de ce manifestant, au même titre que Hollande et Valls.

En voilà un qui sait de quoi il parle.

- "C'est un tordu" : quand Patrick Mennucci parle de Jean-Luc Mélenchon - Franceinfo

Patrick Mennucci est le candidat du PS qui affrontera Jean-Luc Mélenchon lors des législatives

Ces officines aux intentions inavouables entre indicateurs, provocateurs ou procureurs au service de la réaction.

Ils peuvent interdire toutes les ONG, on ne les défendra pas.

- Un pique-nique contre la loi anti-ONG du gouvernement hongrois - euronews.com

Hier une centaine de personnes a pris place devant le Parlement de Budapest pour dénoncer le projet qui obligerait ces organisations à publier les noms de leurs donateurs étrangers.

Impensable pour un manifestant interrogé par euronews : “je pense que la Hongrie est fasciste et il faut y mettre un terme. Je crois que c’est la façon la plus pacifiste d’y parvenir.” “La stigmatisation de ces organisations, et pas seulement la stigmatisation mais le listing de ces organisations, donne une vision future de la profonde crise démocratique de ce pays”, selon Dóra Papp, directrice de la Fondation Krétakör. La Hongrie s’est attiré les foudres de ses partenaires européens avec des projets de réformes telles que celle-ci, mais rien ne semble arrêter le gouvernement conservateur de Viktor Orban selon notre correspondante, Andrea

Hajagos : “le Conseil de l’Europe a appelé la Hongrie à suspendre le débat parlementaire sur l’amendement de cette loi, le mois dernier. euronews.com 30.05

Le président égyptien Sissi promulgue la loi sur les ONG - Reuters

Le président égyptien Abdel Fattah al Sissi a promulgué la loi qui encadre l'activité des organisations non gouvernementales (ONG) et qui, selon les associations de défense des droits de l'homme et les groupes caritatifs, entrave leurs actions, montre un décret présidentiel paru lundi.

Le texte, adopté en novembre par le Parlement, limite les activités des ONG aux seuls secteurs du développement et des questions sociales avec une peine pouvant aller jusqu'à cinq ans d'emprisonnement en cas d'infraction.

Les militants des droits civiques affirment que l'arrivée au pouvoir d'Abdel Fattah al Sissi, ancien général devenu président en 2014, s'est traduite par une remise en cause de toutes les libertés gagnées grâce à la chute d'Hosni Moubarak en 2011.

En vertu de la nouvelle loi, les ONG ne peuvent mener un travail de terrain ou d'enquête d'opinion sans autorisation préalable ou "coopérer de quelque manière que ce soit avec des instances internationales sans l'accord nécessaire". Les 46.000 ONG présentes en Egypte disposent d'une année pour se mettre en conformité avec les nouvelles dispositions.

Les associations de défense des droits de l'homme précisent que cette restriction concerne également toute collaboration avec les Nations unies.

Les ONG étrangères doivent désormais être contrôlées par une instance composée de représentants de l'armée, du renseignement et du ministère de l'Intérieur.

Les députés ont expliqué que ces restrictions étaient justifiées par la protection de la sécurité nationale.

Pour Mohamed Zaree, directeur du programme Egypte à l'Institut pour les études des droits de l'homme du Caire, cette loi est "la pire de l'histoire" et va concrètement empêcher les ONG d'accomplir leurs missions.

"L'Etat agit sans stratégie, ni vision", a dit Mohamed Zaree qui s'est déjà vu signifier une interdiction de sortie du territoire et dont l'organisation fait l'objet de poursuites "pour avoir reçu des fonds d'entités étrangères nuisant à la sécurité nationale".

Les associations apolitiques affirment être, elles aussi, pénalisées au moment où les subventions publiques sont réduites et où la hausse des prélèvements obligatoires menace leur survie financière.

Ces associations jouent depuis longtemps un rôle social important en Egypte, fournissant nourriture, habillement, soins médicaux et éducation dans un pays où des millions de personnes vivent avec moins de deux dollars par jour.

Selon la nouvelle loi, tout don supérieur à 10.000 livres égyptiennes (environ 550 dollars) doit faire l'objet d'une autorisation. Si cette autorisation n'est pas accordée dans un délai de 60 jours, le don est considéré comme automatiquement rejeté.

L'absence de déclaration de dons auprès de l'administration est passible d'une peine de prison de cinq ans et d'une amende d'un million de livres égyptiennes (550.000 dollars). Reuters 30.05

- Egypte 2,5 milliards d’aides sociales pour atténuer les effets de l’inflation - Liberation.fr

Le gouvernement égyptien a dévoilé lundi un programme d’aides sociales d’une valeur de 2,5 milliards de dollars qui entrera en vigueur dès le 1er juillet. Il prévoit des augmentations de salaires des fonctionnaires, une revalorisation de 15 % des retraites dont bénéficient 10 millions de personnes, ainsi qu’une hausse d’environ 30 % des subventions aux plus démunis (1,7 million de foyers). Mais aussi des réductions d’impôts pour 15 millions de familles. Depuis que les autorités ont libéré en novembre le taux de change de la livre égyptienne, dans le cadre d’un plan de réformes lié à l’obtention d’un prêt du FMI, le pays connaît une inflation de 33 % (44 % pour les denrées alimentaires). Liberation.fr 29.05

Il a osé un "rapprochement" avec la Russie...

- Aux Philippines, le «shérif» Duterte dépassé par les jihadistes de Maute - Liberation.fr

Le Président affronte à Marawi, dans le sud de l’archipel, un groupe virulent ayant fait allégeance à l’EI. Il pourrait en profiter pour étendre la loi martiale dans tout le pays. Liberation.fr 30.05

En oligarchie, ils osent tout. La provocation promue au rang de gouvernance d'Etat.

Le «candidat des médias» . Pas l'Agence Française de Propagande (AFP) de l'OTAN subventionnée par l'Etat.

- Macron qualifie deux télévisions publiques russes d'"organes de propagande" - AFP

Emmanuel Macron a assumé lundi l'exclusion des journalistes de Russia Today et Sputnik de son quartier général de la campagne présidentielle, accusant ces deux médias russes proches du Kremlin d'être des "organes d'influence", lors d'une conférence de presse...

Rédactrice en chef de RT : les déclarations du président Macron menacent la liberté d'expression

Alors que le locataire de l'Elysée s'en est pris à RT lors d'une conférence de presse commune avec Vladimir Poutine, à Versailles, plusieurs hauts responsables du média russe ont souhaité réagir.

«Russia Today et Sputnik ont été des organes d'influence et de propagande.» On savait les proches d'Emmanuel Macron peu friands de RT. Cette fois, c'est le président français lui-même qui s'est exprimé sur le sujet... devant Vladimir Poutine. Alors que les deux chefs d'Etat tenaient une conférence de presse commune à Versailles, le 29 mai, Xenia Fedorova, présidente de RT France, a interpellé le locataire de l'Elysée sur le refus de ses équipes de laisser des journalistes de RT accéder à son QG de campagne, au soir des premier et second tours de l'élection présidentielle.

«La totalité des journalistes étrangers, y compris russes, ont eu accès à ma campagne», a rétorqué le président français, avant de préciser : «Et à cela je ne céderai rien. Russia Today et Sputnik ne se sont pas comportés comme des organes de presse et des journalistes, mais ils se sont comportés comme des organes d'influence, de propagande, et de propagande mensongère, ni plus ni moins.»

Face à cette nouvelle banderille anti-RT, Xenia Fedorova a tenu à donner son point de vue : «Nous sommes très déçus par cette réponse. Nous ne nous attendions pas à ce que le président Macron continue de proférer ces accusations. Nos journalistes ont souffert de certaines pressions de la part de son équipe de campagne et pas une seule fois on ne nous a donné ne serait-ce qu'un exemple de la manière dont RT et RT France en particulier auraient agi afin de saboter sciemment sa campagne. De plus, le site de RT France est facilement accessible à tous et n'importe qui peut vérifier qu'aucun des articles qui traitent d'Emmanuel Macron ne peut permettre de dire que nous faisons de la propagande.»

La journaliste s'est notamment montrée inquiète des conséquences d'une telle réponse de la part d'Emmanuel Macron : «J'espère qu'il nous confond avec d'autres médias et qu'il n'est pas bien informé à ce sujet mais une telle réponse de sa part soulève des inquiétudes car nous avons des journalistes qui travaillent en France. Et nous pensons que dans un pays comme celui-ci, le pays de la liberté d'expression, il est préoccupant que l'on puisse nous refuser l'accès à certaines informations, ce qui ne nous permettrait pas de couvrir les événements de la meilleure des manières.»

Quant à Margarita Simonyan, rédactrice en chef de RT, elle a également rappelé qu'aucune preuve n'avait été fournie afin d'étayer ces accusations de propagande : «Il est très décevant que ce qui avait commencé comme une rencontre productive entre deux chefs d'Etat se soit transformée en une nouvelle occasion pour le président Macron de proférer des accusations sans fondement contre RT. Il se trouve que, malgré les nombreuses invectives adressées durant la campagne présidentielle, jusqu'à aujourd'hui, pas un seul exemple, pas une seule preuve que RT ait diffusé des fausses informations à propos d'Emmanuel Macron n'a été présentée. Ni par son équipe, ni par les médias mainstream qui ont aveuglément diffusé les accusations de l'équipe d'Emmanuel Macron contre RT. Le tout sans questionnement aucun et sans prendre la peine de vérifier ces attaques. En qualifiant de fausse information toute information avec laquelle il ne se montre pas d'accord, le président Macron pose les bases d'un dangereux précédent qui menace à la fois la liberté d'expression et le journalisme dans son ensemble.» AFP 30.05

- Le Kremlin en désaccord avec les accusations d'Emmanuel Macron contre Sputnik et RT - fr.sputniknews.com

Les autorités russes ne sont pas d'accord avec les accusations portées par le Président français Emmanuel Macron contre Sputnik et RT.

Le Kremlin n'est pas d'accord avec les accusations du Président français Emmanuel Macron qui a reproché à l'agence Sputnik et à la chaîne de télévision RT de diffuser des contrevérités, a déclaré à Versailles le porte-parole du Président russe Dmitri Peskov.

« Nous ne sommes pas d'accord avec cette position », a indiqué M. Peskov.

Le Président Macron avait antérieurement déclaré que les journalistes de Sputnik et de RT n'avaient pas eu accès à son état-major électoral pendant la récente présidentielle française parce qu'il considérait que ces médias diffusaient des contrevérités.

Sputnik et RT ont rejeté de telles accusations à maintes reprises, appelant l'équipe de campagne de M. Macron à présenter des preuves attestant ses accusations. Toutefois, l'équipe d'Emmanuel Macron, qui avait menacé de présenter des preuves au Kremlin, n'a jamais su fournir aucun exemple des « fausses nouvelles » diffusées par les médias russes. fr.sputniknews.com 30.05

Commentaires d'internautes

1- En écoutant Macron, on dirait que c'est Erdogan furieux contre "les médias qui parlent contre lui"... ça va mal finir genre répression hallucinante des journalistes en Turquie. La Liberté d'expression est à risque avec Macron.

2- Les "occidentaux n'ont pas besoin de preuves puisque ce sont eux qui créent la vérité par le seul fait de la dire !

3- Les médias de presse ont l'entière liberté que leur octroie la laisse tenue par leurs propriétaires. Lorsqu'ils sont d'accords entre eux, cela donne l'honteuse campagne électorale que nous avons vécue. Notre jeune président parade, suivi de sa cour.

4- Ce qui a fait élire Macron, c'est la propagande. Ce discours qui consiste à accuser les autres de ce qu'on fait soi-même est actuellement très répandu. c'est tout à fait scandaleux comment les médias français et européens ont communiqué pendant la campagne présidentielle française.

5- Plaisantin! Ce sont les médias occidentaux qui ont relayé sans le moindre esprit critique la propagande mensongère contre Saddam Hussein, Kadafi et dernièrement Assad (avec ces armes chimiques a été immédiatement attribuée au gouvernement syrien sans la moindre enquête accréditant les accusations de ses ennemis).

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Palestine occupée

- Après un accord avec Israël, les prisonniers palestiniens cessent leur grève de la faim - LeFigaro.fr

Leur mouvement de contestation aura duré plus d'un mois. Plus de 800 Palestiniens détenus dans des prisons israéliennes ont mis la fin à leur grève de la faim entamée le 17 avril, ont annoncé samedi des sources palestiniennes et israéliennes. Les prisonniers protestaient afin d'améliorer leurs conditions de vie.

La grève a été suspendue à la suite d'un accord conclu entre les représentants des prisonniers et les autorités israéliennes, a indiqué à l'AFP le président du Club des prisonniers Qaddura Farès, et intervient le jour du début du ramadan, le mois de jeûne des musulmans.

L'accord prévoit que les prisonniers auront droit à deux visites par mois contre une avant le début de la grève. Cette revendication était l'une des principales présentées par les grévistes. En revanche, ces derniers n'ont pas obtenu la mise à leur disposition de téléphones publics dans les prisons comme ils le réclamaient, a précisé la porte-parole israélienne.

Initiée par Marwan Barghouti, cette grève de la faim entendait donner l'alerte sur les conditions de détention des 6500 Palestiniens incarcérés par Israël, dont des dizaines de femmes et d'enfants, et dénoncer le système judiciaire israélien appliqué aux Palestiniens des Territoires occupés. LeFigaro.fr 27.05

UE - Turquie

Confirmation. L'UE ou l'OTAN économique.

- L'UE propose un cadre pour relancer les relations avec la Turquie - Reuters

L'Union européenne a présenté à la Turquie un calendrier de 12 mois afin de relancer les relations mises à mal entre le bloc communautaire et les autorités turques, a annoncé le président Recep Tayyip Erdogan cité par le quotidien Hurriyet samedi.

Cette annonce a été faite par le chef de l'Etat turc dans l'avion le ramenant du sommet de l'Otan auquel il participait à Bruxelles.

L'UE et la Turquie ont convenu de donner un nouvel élan à leurs relations et les ministres turcs des Affaires étrangères et des Affaires européennes vont se pencher sur ce calendrier, a précisé Erdogan. Reuters 27.05

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries juin 2017

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Haut de page

Le 3 juin 2017

CAUSERIE

On ajoutera des articles plus tard.

- La causerie du mois de mai au format pdf (219 pages)

- Causerie du 3 juin, 11 pages.

Je viens de recevoir le verdict de la CNAV : je toucherai une retraite de 265 euros (moins la CSG) à partir du 11 septembre 2017, une misère ! En fait cette somme variera chaque mois en fonction du taux de change entre l'euro et la roupie. Par prudence, j'avais tablé sur une retraite entre 300 et 400 euros par mois, donc je ne suis pas vraiment surpris.

Ils m'ont proposé d'attendre 2022 pour toucher 353 euros, mais comme entre temps l'âge de départ à la retraite aura encore été repoussé, je préfère encore prendre ce qu'ils me proposent si généreusement en 2017, et puis je ne me vois pas imposer à ma compagne de travailler cinq ans de plus 6jours/7 comme servante chez une riche italienne tyrannique pour 88 malheureux euros de plus par mois. On compensera en partie ce manque à gagner avec les quelques dizaines d'euros de la complémentaire et notre élevage de chèvres !

On est pauvre, on a vécu pauvre et on finira pauvre parce que j'ai refusé de m'enrichir et je ne le regrette pas, j'ai toujours privilégié mes principes à un quelconque compromis pourri pour mieux vivre, à ce prix-là cela ne valait pas le coût et les faits m'ont donné raison puisque cela fait déjà 27 ans que je ne suis plus au service du capitalisme ou que je profite de ma retraite, sans vivre pour autant en dehors du capitalisme, j'en ai parfaitement conscience. Finalement j'aurai profité de la vie et connu de multiples et riches expériences qu'il ne m'aurait pas été permis de vivre autrement.

Paradoxalement, à cause de mes idées, j'étais voué à être rapidement exclus de la société et à connaître une fin misérable si j'étais resté en France, j'aurais sans doute fini clochard ou j'aurais mis fin prématurément à mes jours, au lieu de cela, j'ai su prendre les bonnes décisions au bon moment ou faire preuve de discernement ou de perspicacité en saisissant les différentes opportunités qui allaient se présenter à moi, de telle sorte que j'ai réussi à m'en sortir quand tout s'écroulait autour de moi ou chaque fois que le mauvais s'acharnait sur moi.

Quand je dis que mes idées m'ont joué de mauvais tours, c'est parce que les patrons et les chefaillons ne les supportaient pas, et comme de nombreuses occasions se présentaient de les exposer sur mes lieux de travail, systématiquement plus ou moins rapidement j'allais devenir la bête noire à sanctionner injustement ou à éliminer. Quand on est victime ou témoin d'une injustice ou d'une humiliation, on a le choix entre courber la tête,s'écraser ou la dénoncer à ses risques et périls, moi je ne pouvais la fermer, c'était plus fort que moi, c'était peut-être stupide parfois j'en conviens après coup, et je dois dire que cela ne s'est pas arrangé en vieillissant, je n'ai jamais été aussi intolérant qu'aujourd'hui envers les inquisiteurs ou ceux qui méprisent les plus faibles, car ils s'attaquent toujours aux plus faibles, je vous une haine farouche à ceux qui usent de leur statut, de leur autorité ou de leur pouvoir pour humilier ceux qui sont inférieurs à eux ou sans défense. En Inde, vous imaginez, il y a de quoi faire !

J'ai mis à profit les enseignements que j'avais tirés du marxisme pour m'en tirer sans jamais renier mes convictions, et surtout jamais au détriment des intérêts de mes semblables que j'ai toujours scrupuleusement respectés, ce qui me valut bien des contrariétés ou des déboires et bien des tristesses car ils n'étaient pas toujours animés des meilleures intentions qui soient envers moi, ce dont je ne leur tiens pas grief puisque je me refuse de les juger, ce que je n'ai peut-être pas toujours fait sur le coup, une faiblesse ou une erreur que j'ai eu largement le temps de corriger. Ce fut davantage mon entourage ou ma famille qui me causa le plus de problèmes au cours de ma vie en trahissant la confiance que j'avais en eux que la société elle-même, bien que leur comportement fut dicté inconsciemment par cette société si injuste ou cruelle.

Je suis absolument convaincu que si j'ai réussi à m'en sortir et à conserver ma dignité, c'est parce que je suis resté fidèle à mes principes ou parfaitement honnête, même lorsque c'était suicidaire ou j'allais au-devant de graves ennuis que j'avais provoqués ou qui m'étaient imposés, il arriva un moment où je pris conscience que finalement il était préférable d'assumer dignement les épreuves douloureuses qu'il nous était donné de vivre ou de faire face à la réalité dans l'adversité au lieu de la fuir, car chaque fois il allait se présenter une occasion pour s'en sortir, mieux, pour atteindre une situation meilleure ou pour en tirer satisfaction, honorablement ou sans renier mes principes cela va s'en dire, j'y tiens absolument. C'est pour cela que lorsqu'un sale type se permet de vouloir me salir en me prêtant de mauvaises intentions, au passage, procédé scélérat employé par les porte-parole des néolibéraux pour discréditer les opposants au régime, je l'écrase comme une merde, car ce qu'il se permet avec moi, il doit se le permettre avec bien des gens, ce que je ne peux pas supporter ; personnellement je n'en ai strictement rien à foutre de ce qu'il pense de moi, cela ne m'atteint pas, en revanche je me dois de combattre ce comportement qui cause des ravages dans nos rangs, vous avez saisi la distinction, l'individu ne m'intéresse pas, c'est son attitude que je condamne et combats.

Cet épisode aura été l'occasion une fois de plus d'évoquer mon parcours, atypique, qui n'a rien de glorieux, loin de là, il m'a été imposé comme à chacun d'entre nous, chacun fait au mieux dans la vie pour s'en sortir ou survivre, l'essentiel ne sera pas la somme des expériences qu'on aura vécues, la somme des plaisirs qu'elles nous auront procurés, encore moins la masse des biens matériels qu'on aura accumulés ou l'état florissant de note compte en banque, quelle horreur ! mais plutôt la satisfaction qu'on en aura tirée honnêtement, dignement,sans empiéter sur les droits ou la liberté de nos semblables, si possible en s'étant élevé à un niveau supérieur à notre condition ou à condition que cette satisfaction intérieure ou intime coïncide avec l'élévation de notre niveau de conscience que l'on aura à coeur de partager pour changer la société, sinon à quoi bon !

J'ai envie de me marrer, car en relisant ces lignes je me demande si j'ai voulu partager avec vous la joie d'avoir reçu des nouvelles de ma retraite ou si j'ai rédigé un testament ! Peut-être parce que je suis sous le coup d'une impression ambivalente entre joie et amertume que je ne peux pas cacher ou réprimer.

Je suis assurément le militant ouvrier le plus pauvre de France, quel honneur !

L'actualisation du portail me coûte de l'argent. Les postes les plus lourds sont la connexion Internet à Vodafone, 2.300 roupies par mois, l'électricité parce qu'en plus de l'ordinateur je suis obligé de faire fonctionner un ventilateur pour le refroidir, et surtout les cigarettes et le café dont j'use abondamment, à hauteur de 2.600 roupies par mois, quand je ne suis pas devant l'ordinateur je fume trois fois moins et je ne bois un café qu'après les repas. Je passe le matériel informatique qui n'a pas une durée de vie éternelle !

Si vous voulez m'aider financièrement, il vous suffit de m'adresser un courriel.

Un scoop.

Nécessaire reconstruction - Editorial de la Tribune des travailleurs du 31 mai 2017 par D. Gluckstein.

On aura noté le ton un brin désabusé...

Le "*champ de ruines politiques*" ne date pas d'hier et il est un peu tard pour s'en apercevoir, d'où la situation actuelle qui en est l'expression et le produit :

- "*Devant les travailleurs et les militants – en particulier ceux qui appartiennent ou ont appartenu au Parti socialiste, au Parti communiste français, au Parti de gauche, ou votent ou ont voté pour ces formations – se dessine, chaque jour davantage,*

un véritable champ de ruines politiques."

Si je souscris à la conclusion de cet éditorial, j'ai un doute sur la volonté des dirigeants du POID de corriger leurs erreurs du passé.

J'en veux pour preuve les nouvelles vidéos qu'ils ont mises en ligne intitulées Info hebdo où on voit des dirigeants sans charisme lire ou ânonner un texte appris par coeur sur un ton monotone qui ne donne vraiment pas envie d'entendre la suite, j'en ai téléchargées deux et j'ai coupé avant la fin parce que je n'en pouvais plus.

On aura noté le manque d'enthousiasme, c'est plutôt démoralisant. Et puis cet horrible indicatif sonore

Cela manque d'entrain, de vie, de dynamisme, de relief, de conviction, on a l'impression que le coeur n'y est pas, qu'il y a quelque chose de casser chez eux ou qu'il leur manque quelque chose, j'allais dire d'humain mais cela va être

interprété de travers, il y a un truc qui cloche chez eux, ils ne sont pas naturels, c'est cela, on dirait des machines à débiter de la propagande qui n'ont aucune personnalité, contrairement à Mélenchon, qui par ailleurs affiche une bonhomie ou une fausse modestie trompeuse, mais c'est une autre histoire.

On se demande à qui ils s'adressent. Ils ne stimulent pas la réflexion de leur auditoire, donc on ne voit pas quel intérêt il pourrait en tirer. En gros, ils font exactement l'inverse de ce que je fais dans mes causeries. Qu'on apprécie ou non ma personnalité, peut importe, au moins les questions que j'aborde et surtout la manière dont je les aborde est destinée à questionner les lecteurs, ce qui ne peut que favoriser leur progression, sans se sentir obligé de partager mes analyses ou mes conclusions, je crois que c'est cela l'essentiel, qu'on progresse ensemble.

La question est de savoir pourquoi les travailleurs ne parviennent pas à s'intéresser davantage à leur condition, pourquoi toutes les sujets qui les concernent leur semblent si éloignés ou insaisissables au point de laisser à d'autres le soin de s'en charger, pourquoi subissent-ils sans broncher le sort qu'on leur a réservé, pourquoi abdiquent-ils leurs droits à vivre dans une société meilleure ou plus juste, pourquoi ne parvient-on pas à les associer au combat pour changer la société ?

Comment interprètent-ils leur condition, la société, le monde ? Qu'ont-ils véritablement dans la tête ? Quels sont les obstacles qui les empêchent de penser autrement ? Comment pensent-ils vraiment ? Pourquoi et comment sont-ils conditionnés ? Cela a-t-il une incidence sur leur capacité à réagir aux événements ou à la politique du gouvernement ? Comment cela se traduit-il ? Pourquoi manquent-ils tant de rigueur, de cohérence, de logique ? Pourquoi reproduisent-ils toujours les mêmes erreurs ? Pourquoi ne progressent-ils pas ?

A mon avis toutes ces questions sont liées. La psychologie des hommes et leur environnement ou leur condition, leur statut, etc. sont liés et entretiennent des rapports réciproquent qui déterminent leur mode de pensée et leur comportement. Qu'avons-nous à gagner à l'ignorer ? Le jour où on aura compris que tout mène à la politique, mais tout ne part pas de la politique, l'humanité aura fait un grand bon en avant vers le socialisme.

On devrait s'inspirer de la manière dont les marxistes traitaient les rapports qui existent dans la société au-delà de ceux qui existent entre les classes. Quand par exemple Marx ou Engels affirmait que la première forme d'exploitation commença par celle des femmes et des enfants par les hommes, à côté les féministes font figurent de parents pauvres de la sociologie, non seulement ils n'ont rien découvert, mais ils n'ont apporté aucune réponse ou solution à la question de l'exploitation des femmes contrairement au socialisme. Si vous prenez la question de l'environnement que saccage le capitalisme, vous arriverez au même constat, à côté l'écosocialisme apparaît comme une vulgaire imposture. On peut apprécier ou non Michel Collon, toujours est-il qu'il a publié dans son blog des articles où leurs auteurs montraient que Marx et Engels avaient déjà manifesté leur soucis de préserver la nature, là non plus les écologistes au XXe siècle n'ont eu aucun mérite ou n'ont rien découvert, pour finalement s'avérer impuissants à stopper les ravages commis par le capitalisme sur la nature et s'opposer à son abolition.

Lors de la causerie d'avant-hier j'ai oublié de vous communiquer le lien suivant :

Jean-Jacques Marie - Les 100 ans de la révolution russe - YouTube
https://www.youtube.com/watch?v=IzSzRLtF-98

Lutte des classes. L'internationale mafieuse et criminelles des puissants de ce monde se réunit à huis clos.

L'élite française qui participaient à la réunion annuelle du groupe Bilderberg du 1er au 4 juin 2017 aux Etats-Unis :

Thomas Buberl, président d'AXA assurances

François Lenglet, chef du service économique de France 2

Benoît Puga, ancien chef d'état-major particulier des présidents de la République, grand chancelier des Ordres de la Légion d'honneur et du Mérite

Bruno Tertrais, Directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique

Wikipédia - La Fondation pour la recherche stratégique (FRS) est une institution française de type think tank fondée par Pierre Joxe en 1992-1993. Elle regroupa la Fondation pour les études de défense et le Centre de recherches et d'études sur les stratégies et les technologies.

En 2016, les ressources de la Fondation se montaient à 3,68 millions d'euros. Le financement de la recherche provenait de ministères (64%), de l'UE et d'organisations internationales (14%), d'agences publiques (10%), d'entreprises (9%), de sources diverses (3% : travaux avec d'autres think-tanks…) Wikipédia

frstrategie.org - Bruno Tertrais : Chargé de mission auprès du Directeur des affaires stratégiques, Ministère de la défense (1993-2001) ; Visiting Fellow, RAND Corporation (1995-1996) ; Directeur de la Commission des affaires civiles, Assemblée de l'OTAN (1990-1992) ; Assistant de recherches, Assemblée de l'OTAN (1989).

Autres activités permanentes.

Membre, International Institute for Strategic Studies (IISS) ; Membre du comité de rédaction, The Washington Quarterly ; Membre du comité de rédaction, Survival ; Membre du comité de rédaction, Strategic & Military Affairs ; Membre du Conseil d'orientation, Fondation Terra Nova. (Source : frstrategie.org)

Nicolas Baverez, éditorialiste au Figaro et au Point, partenaire de Gibson, Dunn & Crutcher, administrateur de l'Institut Montaigne.

Henri de Castries, président du groupe Bilderberg, ancien président d'AXA assurances, président de l'Institut Montaigne.

Le Groupe de Bilderberg est une institution créée en 1954 par la CIA et le MI6. Il se réunit chaque année, non pas sous la protection de la police du pays hôte, mais de l'Otan, dont il relaie habituellement les messages.

Le rendez-vous 2017 se tient du 1er au 4 juin, à Chantilly (Virginie, Etats-Unis). Comme à l'habitude, la CIA, le MI6 et l'Otan y sont représentés.

Compte-tenu de la guerre qui oppose actuellement la Maison-Blanche à l'Etat profond US et au Royaume-Uni, ce séminaire devrait, pour la première fois, être fort polémique. D'un côté des membres de l'administration Trump, de l'autre les facteurs du terrorisme islamique.

Ordre du jour

L'Administration Trump : un rapport d'étape
Les relations transatlantiques : options et scénarios
L'alliance de défense transatlantique : balles, octets et monnaies
L'orientation de l'UE
La mondialisation peut-elle être ralentie ?
Les emplois, les revenus et les attentes non réalisées
La guerre contre l'information
Pourquoi le populisme se développe-t-il ?
La Russie dans l'ordre international
Le Proche-Orient
La prolifération nucléaire
La Chine
Actualités

(Source : Réseau Voltaire 01.06)

Le groupe Bilderberg a plutôt été fondé par les oligarques qui trônaient au sommet du capitalisme anglo-saxon et occidental en 1954.

Après l'élection de leur créature, Macron, France 2, Le Figaro et le Point sont à l'honneur, c'était la moindre des choses. On aura noté également que par le biais de Bruno Tertrais le PS était également représenté à cette réunion.

Institut Montaigne qui hébergeait En Marche ! simple coïncidence évidemment. Puisqu'ils sont parvenus à placer leur poulain aux commandes en France, ils n'ont pas estimé utile ou opportun d'envoyer un membre de son parti ou du gouvernement à cette réunion.

L'ordre du jour de leur réunion recoupe tous les facteurs qui jouent un rôle prépondérant dans l'évolution et l'orientation du capitalisme et de la situation mondiale ou les influence.

Cela existe-t-il vraiment ?

Nous allons voir jusqu'où nous entraîne un postulat erroné et ce qu'il recouvre en remontant à son origine.

- "*les médias classés à gauche, ou dont l'auditoire se situe plutôt à gauche, ont été en première ligne dans le combat contre l'abstention, contre Jean-Luc Mélenchon, et pour le vote Macron*." (acrimed.org)

Dialogue imaginé entre deux vieux paysans.

- Ah ben mon couillon en v'là une affaire !

- Pt'êtes ben qu'ils sont point de gauche !

- T'as déjà vu toi des milliardaires de gauche ?

- Vingt dieux, ça serait comme si ma Rosalie m'donnait du jus de raisin à la place de son lait, faut-y pas être cons !

- Encore des farceurs qu'ont rien dans la caboche et qui nous racontent des blagues.

-Y sont p'êtes croyants !

- Tu crois qu'ils veulent nous convertir au capitalisme de gauche ?

A ma connaissance "les médias classés à gauche" dont Libération sont tous la propriété d'oligarques milliardaires, donc on ne voit pas très bien comment ils pourraient être de gauche, tout comme le PS ou REM, le PG ou le PCF selon Acrimed et nous verrons plus loin pourquoi. Sinon ces médias survivent uniquement grâce aux prêts que leur accordent des banquiers qui sont également réputés de gauche comme chacun sait, ou ils sont subventionnés par l'Etat qui est ni de droite ni de gauche mais oeuvrant au bien commun ou pour l'intérêt général c'est bien connu, tout comme Macron, d'où l'appel à voter Macron par Médiapart par exemple, c'est logique, tout se tient, tout ce beau monde appartiennent bien au même milieu.

Maintenant il faut se demander ce que cherchent ces gens-là, quelles sont leurs véritables intentions, pour qui roulent-ils au juste ? La conclusion de cet article va nous aider à répondre à ces questions.

- "*Encore une belle illustration de pluralisme dans les médias…*" (Source: http://www.acrimed.org/Les-bacchanales-de-la-vertu-retour-sur-l-entre)

- "*Y eut-il jamais une ère de la vérité où politiciens, médias, communicants, officines et autres aient dit vrai et le peuple cru seulement en des faits avérés ?* (Sur le front du faux par François-Bernard Huyghe - www.huyghe.fr/actu_1466.htm)

Autrement dit, Acrimed reproche aux médias inféodés au capitalisme par un bout ou un autre et qui n'ont de cesse de relayer son idéologie ou sa propagande de ne pas jouer le jeu, de ne pas être démocrates, de ne pas être "pluralistes", bref de ne pas céder une petite place à ceux qui le combattent. Pourquoi, parce que dans le passé cela aurait été le cas un jour, dans ce cas-là on serait en droit de se demander si ces opposants étaient réellement crédibles. Comment auraient-ils pu l'être puisqu'aucun n'était réellement de gauche, ce qui explique d'ailleurs pourquoi ces médias leur offraient une tribune, tout finit un jour par avoir une explication, ils ne présentaient aucun danger pour le régime et ils n'avaient nullement l'intention de l'affronter, encore moins de le renverser.

Mais alors pourquoi cette prétention déplacée ou exorbitante, pourquoi exiger que les médias fassent preuve de complaisance ou témoignent du respect envers ceux qui ne partagent pas (théoriquement ou sur le papier) la stratégie et la politique de l'oligarchie ? Pour pouvoir continuer comme par le passé à défendre leurs intérêts de boutiquiers ne comprenant pas qu'une page vient d'être tournée et qu'à l'heure où la crise du capitalisme exige de rogner les statuts et les privilèges de l'aristocratie ouvrière et des classes moyennes, ses représentants toutes tendances confondues doivent se soumettent sans broncher aux diktats du régime, en fonction de quoi le pouvoir sera se montrer reconnaissant envers eux, voyez comment il recase les ex-dirigeants syndicaux par exemple.

Ils ne comprennent pas que l'époque où les capitalistes avaient besoin de serviteurs pour faire croire au peuple ignorant qu'il vivait en démocratie est définitivement révolue depuis que l'oligarchie détient tous les pouvoirs. Hier les capitalistes avaient tout intérêt à s'entourer d'une multitude de larbins ou parasites qui colportaient des illusions dans le régime et ses représentants, allant jusqu'à prétendre qu'il serait compatible avec de nouvelles réformes sociales ou qu'il continuerait d'oeuvrer à l'amélioration de la société, alors que de nos jours il s'agit pour eux de les ignorer ou de les supprimer et d'entraîner brutalement la société dans une régression sans fin, les besoins du capitalisme en crise l'exigent.

Ce qui s'écroule sous leurs yeux, c'est le mirage que le capitalisme pourrait réaliser pas à pas le socialisme, ne leur laissant plus le choix qu'entre s'y soumettre ou abdiquer sans condition ou rompre avec lui et l'affronter, or ces gens-là en sont tout aussi incapables que par le passé, d'où leur nostalgie fébrile de cette époque bénie (Les "jours heureux") où ils pouvaient servir le régime en colportant des illusions dans le capitalisme et en tirer profit.

Il ne leur reste plus qu'à se raccrocher désespérément à l'espoir que cette époque revienne un jour, en vain.

Il existe ainsi une multitude d'acteurs qui font illusion en dénonçant les excès du capitalisme à seul fin de lui donner un visage humain, de manière à justifier leur adaptation au capitalisme, ce dont ils ne se vanteront pas évidemment, c'est pour eux naturel. Nous ne portons pas de jugement sur les personnes concernées qui peuvent être des militants ouvriers ou des intellectuels sincères, nous nous contentons de combattre les illusions qu'ils colportent qui vont à l'encontre des intérêts des travailleurs. Je ne le précise pas toujours parce que pour moi cela va de soi.

Quand les journalistes se transforment en porte-parole du gouvernement.

- Hausse de la CSG : les arguments d'Emmanuel Macron - Franceinfo

Grille de lecture.

- La CSG est un "*impôt sain*" ou saint, pour un peu on en redemanderait !

- La CSG permet de "*réduire l'une des inégalités françaises les plus criantes : l'inégalité entre les générations*", donc c'est un impôt juste puiqu'il combat une injustice, quel bonheur !

- La CSG est humaniste puisqu'elle a pour objectif de "*rétablir un peu d'équité*".

Bref, vous aurez compris que la CSG est parfaitement légitime et que vous auriez tort de la contester, ingrats que vous êtes, c'est pour votre bien !

Derrière la décision d'Emmanuel Macron d'augmenter la CSG, il y a un raisonnement économique. "Il y a bien sûr une préoccupation budgétaire parce que la CSG est un impôt sain, facile à recouvrer et qui rapporte beaucoup. Mais il y a aussi et surtout une logique économique et sociale derrière cette décision. Il s'agit de réduire l'une des inégalités françaises les plus criantes : l'inégalité entre les générations", explique François Lenglet sur le plateau de France 2.

Ce sont les retraités et ceux qui détiennent le capital qui vont payer. "C'est-à-dire peu ou prou les mêmes, les gens de plus de 50 ans. À l'inverse, les bénéficiaires seront les actifs, c'est-à-dire les plus jeunes. Pour résumer, l'opération se solde par un transfert des retraités vers les générations plus jeunes. Le projet Macron permet donc de rétablir un peu d'équité", conclut le journaliste. Franceinfo 01.06

Quel misérable laquais !

Un autre exemple.

Dans le langage des éditocrates, gauchiste est un terme dépréciatif qui signifie aventurier, vaurien, extrémiste, indigne de confiance, infréquentable ou pire encore. Nous classerons Jeremy Corbyn à droite en ce qui nous concerne, mais là n'est le sujet.

- Au Royaume-Uni, le retour surprise du «gauchiste» Jeremy Corbyn - libération.fr

Et si l'incroyable se produisait ? Et si Jeremy Corbyn, le «perdant d'avance», le «sans-charisme», le «gauchiste pacifiste ancré dans un passé révolu», apportait une victoire inattendue au Parti travailliste (Labour) lors des élections générales du 8 juin ? Il se passe encore quelque chose au Royaume-Uni où tout semblait pourtant plié. En convoquant des élections anticipées, la Première ministre conservatrice, Theresa May, n'y voyait qu'une simple formalité. Crédité, mi-avril, d'une vingtaine de points d'avance sur le Labour, le Parti conservateur allait rafler la mise et lui offrir une confortable majorité, alors qu'elle ne dispose

pour l'instant que de 17 sièges d'avance. Certains politologues pariaient même sur une majorité de plus de 100 sièges et une défaite historique des travaillistes.

Mais voilà que rien ne se passe comme prévu. Les sondages, souvent contradictoires au Royaume-Uni, ne savent plus où donner de la tête. Une projection de sièges par l'institut YouGov, prévoyant que Theresa May pourrait rater la majorité, donne même de sérieuses sueurs froides aux tories : l'avance des conservateurs varie désormais, selon les instituts de sondages, de 3 petits points (YouGov) à 15 points (Panelbase).

Depuis le début de sa campagne, Theresa May accumule les maladresses : mesures annoncées puis abandonnées en cours de route, manque d'engagement avec le public, refus de participer à des débats télévisés… La Première ministre mène une très mauvaise campagne. Au point que son slogan principal, qui consiste à la présenter comme la seule candidate «forte et stable», notamment pour négocier le Brexit, a été détourné en «faible et branlant». Trouille

Le premier bénéficiaire de cette déroute est Jeremy Corbyn, 68 ans. Le nouvel engouement dont il bénéficie - les foules de plus en plus nombreuses à ses meetings l'attestent - n'est pas seulement la conséquence de la faiblesse de sa rivale. Jour après jour, le leader travailliste semble s'épanouir, comme si soudainement son «gauchisme» tant raillé au cours des deux dernières années s'effaçait au profit d'une nouvelle assurance.

Ce changement est apparu flagrant lundi soir, lors d'un premier «débat» télévisé. Lui et Theresa May ne se sont jamais trouvés en face à face, mais ont été interrogés par l'audience puis par un journaliste teigneux, Jeremy Paxman. Si Theresa May a semblé désarçonnée par l'exercice, Jeremy Corbyn s'en est tiré avec les honneurs, restant d'un calme olympien face aux attaques violentes de Paxman, et se payant même le luxe de faire de l'humour.

Il a ensuite créé la surprise en se rendant, à la dernière minute, à un autre débat mercredi soir, qui réunissait les chefs des sept principaux partis, candidats aux élections générales. Avec une absente notoire : Theresa May avait préféré dépêcher sa ministre de l'Intérieur, Amber Rudd. Là encore, Jeremy Corbyn a marqué des points, raillant la trouille de May, attaquant sa ministre sur les coupes brutales des conservateurs dans les aides sociales. «Etes-vous allée dans une banque alimentaire ? Avez-vous vu le nombre de gens qui dorment dans la rue?» a-t-il lancé. Un récent rapport de la fondation The Trussell Trust a établi que la fréquentation des banques alimentaires au Royaume-Uni avait atteint un niveau historique, après une augmentation de 7 % l'an dernier.

Sa position sur le Brexit, souvent critiquée pour son manque de clarté, tourne même à son avantage. Il prône notamment un maintien du Royaume-Uni au sein du marché unique et de l'union douanière et des négociations inclusives avec les partenaires de l'UE. Loin du parti pris radical de Theresa May (sortie du marché unique, voire menace de sortir sans accord).

Il reste sept jours avant le scrutin et le résultat dépendra essentiellement de la participation, notamment parmi les jeunes, souvent fans de Corbyn. Seuls 43 % des jeunes de 18 à 24 ans ont voté aux élections de 2015. Et si, enthousiastes et nombreux lors des réunions électorales de Jeremy Corbyn, ces jeunes Britanniques se déplaçaient en masse aux urnes le 8 juin ? libération.fr 01.06

Il leur faut un pouvoir dur, fort, décomplexé à droite, qui assume sa politique ultra libérale, la crise du capitalisme l'exige, ils ne peuvent pas supporter qu'un parti supposé de gauche vienne interférer dans leurs affaires, car cela les forcerait à faire des compromis (à la marge) et ils n'y tiennent pas du tout, le rouleau compresseur du néolibéralisme doit écraser tous nos droits sur son passage.

Et si le même phénomène se produisait en France ? Mais on n'ose pas y croire, tout a été fait pour que ce soit impossible, reste à savoir quel sera l'attitude des travailleurs ?

Macromania.

- Emmanuel Macron, des débuts en fanfare - Yahoo Actu

- Les Français jugent positivement les premiers pas d'Emmanuel Macron - Le Huffington Post

- Avant Emmanuel Macron, Nicolas Sarkozy était lui aussi apprécié à l'étranger - Franceinfo

L'escroquerie En Marche va se révéler catastrophique ou grand-guignolesque.

- Homophobie, soupçons d'escroquerie... Quand les candidats En Marche! trébuchent - Le Huffington Post

- Faux diplôme de droit : Houmria Berrada, candidate LREM de la 2e circonscription du Nord, dénonce une "machination" - Franceinfo

- Affaire Ferrand: 54% des Français jugent que Macron devrait virer son ministre - L'Express.fr

- Affaire Richard Ferrand : une enquête préliminaire ouverte - Franceinfo

- Comment le discours de Gérald Darmanin a glissé de la "démagogie" à la langue de bois - Le Huffington Post

De la "démagogie" à la langue de bois, Gérald Darmanin a franchi le pas à toute vitesse. Le nouveau ministre des Comptes publics, invité ce jeudi 1er juin des "4 vérités" sur France 2, a expliqué pourquoi pendant la campagne présidentielle (où il a successivement soutenu Nicolas Sarkozy et François Fillon avant de rejoindre Emmanuel Macron), il a eu la dent dure envers le fondateur d'En Marche!.

En janvier dernier sur BFMTV, le maire de Tourcoing estimait qu'Emmanuel Macron ne ferait que poursuivre la politique du président Hollande dont il était "le poisson pilote ou son enfant adultérin". Mais le ministre voit aujourd'hui en Emmanuel Macron l'incarnation de "l'alternance politique". Le Huffington Post 01.06

Forcenée et décomposée ou décomplexée.

- Les stations-services approvisionnées par la force si nécessaire - AFP

Face à la grève des conducteurs de camions de matières dangereuses, Elisabeth Borne, ministre chargée des transports, a indiqué mercredi 31 mai que l'approvisionnement des stations-services pourrait se faire "par la force" si nécessaire. AFP 01.06

- La lettre de soutien de la secrétaire d'Etat Marlène Schiappa aux Femen, en plein procès pour exhibition sexuelle - Le Huffington Post

Sauve-qui-peut !

- Le délitement du PS s'accentue à la faveur des législatives - AFP

Déchiré sur l'attitude à adopter face au gouvernement d'Emmanuel Macron et à ses premières réformes, le PS poursuit sa lente désagrégation durant la campagne des législatives, avant une sans doute inévitable "clarification".

Tant sur la stratégie que sur le fond, l'heure est au grand écart.

Ancien candidat socialiste à la présidentielle, Benoît Hamon a profité de son passage sur RMC mercredi pour interpeller ses anciens collègues du gouvernement Valls sur la suspension du compte pénibilité, confirmée la veille par le Premier ministre Edouard Philippe.

"A Marisol Touraine, à Stéphane Le Foll, à tous ces gens de gauche qui veulent être "constructifs" avec le gouvernement, je leur dis: "Vous êtes d'accord avec le moratoire sur le compte pénibilité?"", a-t-il demandé.

L'ancien ministre de l'Education rejette également le projet de M. Macron de réformer le code du travail par ordonnances, alors que ni Myriam El Khomri ni Stéphane Le Foll n'en font un casus belli.

"Le préalable est qu?il y ait, avant toute présentation au Parlement, une vraie négociation avec les partenaires sociaux, un vrai dialogue", a affirmé à Libération mardi l'ancien ministre de l'Agriculture. Dans sa propre plateforme programmatique, approuvée le 9 mai, le PS l'écrit pourtant noir sur blanc: "pas de recours aux ordonnances et pas de recul des droits des salariés sur le code du travail".

Même cacophonie sur l'appartenance ou non à la "majorité présidentielle" d'Emmanuel Macron.

Si une grosse vingtaine de députés PS sortants ont obtenu en bonne et due forme l'investiture de la République en marche, ils sont nombreux, parmi les candidats investis par le PS, à se réclamer de la "majorité présidentielle" sans en avoir le label, à l'instar des anciennes ministres Myriam El Khomri et Marisol Touraine.

Saisie du cas de cette dernière par les militants d'Indre-et-Loire, la commission des conflits du PS n'a pas encore statué, selon un responsable du PS.

M. Cambadélis désapprouve ce choix, alors que la ligne du parti est celle d'une "autonomie constructive", mais il estime que l'heure n'est pas à des sanctions. "On a déjà exclu énormément de monde, on a défini une politique vis-à-vis de ceux qui sont partis

à En Marche, maintenant place à la campagne!", plaide-t-il.

Les électeurs ne risquent-ils pas de s'y perdre? "Les élections législatives, ça a toujours un côté salade niçoise, mais globalement les ingrédients sont là", balaye-t-il.

Pas de sanction non plus à attendre vis-à-vis de Benoît Hamon, qui a annoncé la semaine dernière son soutien à une dizaine de candidats, dont certains se présentent face des candidats investis par le parti.

Invité mercredi de "Questions d'info" (AFP/LCP/Le Monde/franceinfo), M. Cambadélis lui a simplement adressé des remontrances. "Je pense qu'il a tort. Contre Manuel Valls il peut le faire parce qu'il n'y a pas de candidat socialiste et il a le droit de le faire (...) Vis-à-vis de (la militante féministe) Caroline De Haas (qui se présente contre Mme El Khomri, NDLR) c'est quelque chose qui n'est pas acceptable", a-t-il jugé.

Un autre responsable du parti se montre plus virulent, sous couvert d'anonymat. "Benoît Hamon n'est plus au Parti socialiste (...) On ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre (...) Je vais lui dire "casse-toi"", s'énerve-t-il.

Combien de temps les socialistes tiendront-ils dans le même parti? "Nous verrons. Il y aura des discussions, une clarification avec tous les acteurs du parti", élude Stéphane Le Foll auprès de Libération.

Pour un proche de Manuel Valls, la clarification se fera au moment de la constitution des groupes à l'Assemblée, et du vote ou non de la confiance au chef du gouvernement. "Ma conviction, c'est que des gens comme Benoît Hamon ou Manuel Valls dans le même groupe c'est terminé. Même Benoît Hamon et Stéphane Le Foll", dit-il. AFP31.05

Offre de service.

- Législatives: Cazeneuve met en garde contre les projets du président Macron - AFP

L'ex-Premier ministre Bernard Cazeneuve a mis en garde jeudi contre certains projets de l'actuel gouvernement, notamment en matières sociale et fiscale, et ceux du FN, appelant les Français à voter pour le PS aux législatives pour avoir une "bonne majorité".

"Je ne veux pas laisser ce président (Emmanuel Macron, ndlr) seul dans un tête-à-tête avec la droite qui cherche à le cerner", a dit M. Cazeneuve, venu soutenir Michèle Delaunay, candidate PS dans la 2è circonscription de Gironde. (Il tient à en être ! - LVOG)

M. Cazeneuve qui visitait un chantier naval, a ironisé sur "l'inexpérience" des candidats de la République En Marche: "on ne prend pas la mer avec des barreurs de petit temps, il faut des bateaux éprouvés". (Genre pédalo ! Plus sérieusement, il est vrai qu'au PS en matière de sale boulot, ils ont acquis une solide expérience qui pourrait être utile à Macron. - LVOG)

On peut aussi faire évoluer le droit du travail, a-t-il poursuivi, "mais si on doit le faire en passant en force par ordonnances, alors c'est l'idée même de réforme que l'on abîme". AFP 02.06 (Ils osent vraiment tout, même le 49.3 ! - LVOG)

Haut de page

Le 31 mai 2017

CAUSERIE

- Causerie du 31 mai, 24 pages.

Je bâcle la causerie parce que j'en ai plus que marre.

Quelques réflexions en vrac

1- Poutine aurait pu moucher le roquet Macron en détaillant la propagande et les fake news, la désinformation quotidienne de l'AFP, mais il s'en est abstenu, préférant s'en tenir à une stratégie qui consiste à laisser chacun s'exprimer comme il l'entend, ce qui est interprété par ses ennemis comme une faiblesse, du coup ils sont tentés de se lâcher ou s'expriment ouvertement, pour plus tard subir une réponse cinglante qui les clouent sur place en dévoilant leur duplicité ou leurs grossiers mensonges.

C'est une stratégie que j'utilise aussi, et je dois dire que cela marche assez bien pour démasquer les personnes

particulièrement arrogantes ou méprisante qui sont animés de mauvaises intentions, et qui en profitent pour étaler leur crétinisme comme vous avez pu le constater récemment.

2- Macron est un roturier recruté par l'aristocratie, les travailleurs doivent le savoir, c'est un raté, un type insignifiant, superficiel, vide, creux et sans pouvoir que les médias surdimensionnent ou gonflent artificiellement pour facilité l'exercice de son mandat et protéger ses parrains. Il n'a aucune personnalité, même sa façon de serrer la main ou marcher est composée et sonne faux, tout sonne faux chez lui, tout est faux, composé, fabriqué pour servir son ambition et assumer un rôle peu enviable au service de ses maîtres qui veillent sur lui jour et nuit. Et ne parlons pas de sa vieille nounou sur laquelle il vaut mieux éviter les gros plans, enlevez-lui sa lampe à bronzer et il ne restera plus qu'une vieille peau ridée, pendante et hideuse, imaginez un instant le tableau le matin au réveil ou en sortant de la douche...

3- Quand on prend connaissance d'une info ou d'une donnée, la première chose à faire est d'être très circonspect ou de n'en tirer aucune conclusion hâtive, sinon vous prenez le risque de vous ridiculiser auprès de votre auditoire, qui ne pourra pas ou plus vous prendre au sérieux. Autrement dit la retenue et la réflexion sont fortement conseillers. Cela s'impose particulièrement en présence d'infos semblant aller dans le sens de votre propre analyse, pour ne pas aller d'illusions en désillusions en permanence et étaler publiquement votre crédulité ou votre ignorance. Il y a ainsi des militants qui sans faire preuve du moindre discernement sautent sur la moindre info qui justifierait à leurs yeux leur ligne politique. Bref, qu'est-ce qu'on ne ferait pas pour se prouver qu'on a toujours raison, comportement aussi infantile que futile qui témoigne un manque de maturité politique ou de maturité tout court, ce qui est déplorable à un âge déjà avancé ou lorsqu'on est persuadé d'avoir atteint un certain niveau de conscience... plutôt défaillant.

4- L'avant-garde : C'est toujours trop tard à la soupe ou la faute à une sorte de fatalité contre laquelle on ne pouvait pas lutter, un acharnement du mauvais sort qui s'abat soudain sur vous ! C'est quand l'assiette est vide ou que les carottes sont cuites, que la guerre est déclenchée qu'ils constatent que cela devait arriver un jour ou l'autre et que finalement on n'y peut rien. Avant, non !

Prenez le cas de Stéphane Lardy ex-dirigeant de FO qui vient d'être recruté pour le ministère du Travail du régime oligarchique. En 2016 en pleine discussion de la loi El Khomri, il avait déjà été nommé par le gouvernement Valls à l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS). En janvier 2013, quand François Chérèque (CFDT) fut nommé à l'IGAS, Mailly avait déclaré " Cela ne donne pas une image d'indépendance syndicale" (lire plus loin les détails), on doit donc en déduire que FO "ne donne pas (non plus) une image d'indépendance syndicale", c'est un euphémisme. Aucun syndicat en réalité n'est indépendant de l'Etat et du capitalisme. Pratiquement à la même époque ce fut au tour de Lepaon (CGT) d'être recyclé par le gouvernement à l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI).

Et après, certains osent (tout) nous dire qu'il faudrait défendre les syndicats indépendants, mais ils sont introuvables, ils n'existent pas, ils sont tous corrompus ! Ce nouvel épisode met en relief ce que nous savions, dénoncions, combattions férocement et qui nous a valu des insultes de la part de ceux qui couvrent ces agents du capital, qui se sont compromis avec eux. Gageons que cela va alimenter la crise à l'intérieur des différents partis ouvriers dont la collusion avec la direction de FO est avérée.

5- En 1978, l'OCI avait célébré le 40e anniversaire de la proclamation de la IVe Internationale en organisant une conférence à la Mutualité à Paris. En mai 2017, J-J. Marie du POID (Tendance communiste internationaliste) a célébré le centenaire de la révolution russe dans un local en Belgique devant une poignée de militants. On ne peut pas parler d'une conférence dans ces conditions-là, disons plutôt qu'il s'est livré à un exposé intéressant et bien structuré que j'ai téléchargé et visualisé lentement afin de réfléchir à plusieurs questions.

C'était un J-J. Marie bien vieux et bien fatigué, qui, s'il insista sur le rôle déterminant de Lénine lors de la révolution russe, fit pratiquement passer à la trappe Trotsky, ce qui pour un trotskyste était assez inattendu, mais peut-être justifié. Il ne faut pas oublier que si Lénine a réorienté la direction du parti bolchevik à son retour en Russie en avril 1917 en lui fixant pour objectif la préparation de l'insurrection, c'est Trotsky qui organisera l'Armée rouge sans laquelle il aurait été impossible de vaincre la contre-révolution lors de la guerre civile et donc sauver le tout nouvel Etat ouvrier. Pas une seule fois non plus J-J. Marie ne fera allusion à l'Histoire de la révolution russe de Trotsky. Malheureusement Lénine et Trotsky ne parvinrent jamais à avoir les rapports quasi fusionnels qu'entretinrent Marx et Engels, Trotsky n'a jamais atteint le niveau de conscience de Lénine, ce qui n'est pas un reproche de ma part mais un simple constat.

Je ne veux pas m'étendre sur l'exposé de J-J. Marie par manque de temps.

J'ai relevé plusieurs choses intéressantes concernant le rôle des différents acteurs ou belligérants de la révolution russe et de la guerre civile que les lecteurs pourront découvrir en écoutant cet exposé, mais c'est surtout l'attitude de J-J. Marie qui m'a interpellé. A un moment donné il a rappelé qu'en Russie au début du XXe siècle il existait des espaces publics, des jardins ou parcs ou les chiens et les classes inférieures n'avaient pas accès, ce qui m'a rappelé qu'en Inde à la même époque des écriteaux stipulaient qu'ils étaient interdits aux chiens et aux Indiens.

Dans une ou deux causeries j'ai abordé ce sujet sous un angle critique, faisant remarquer que si dorénavant ce ne sont plus les Britanniques qui gouvernent l'Inde, les jardins ou les lieux touristiques sont accessibles aux Indiens, ils sont

particulièrement dégueulasses et ils puent la merde, du coup vaut mieux les éviter, à l'exception toutefois du Taj Mahal ! Je relate ici ma propre expérience lors de deux visites à Mahabalipuram dans les années 90. Vous avez sans doute déjà vu des images des rues des grandes villes en Inde pour savoir que la propreté n'est pas vraiment une préoccupation des Indiens, cela vaut pour de nombreux pays en Afrique et en Asie qui sont de véritables poubelles ou décharges. Qui plus est en Inde il n'existe pas de toilettes publiques et personne ne se rend dans un café pour aller aux toilettes, les Indiens se soulagent sur place ou dans un endroit discret qui ne soit pas trop éloigné de l'endroit où ils se trouvent, l'Inde étant surpeuplé, le spectacle est garanti. Il y a des toilettes dans le marché central de Pondichéry, mais je n'ai pas eu la curiosité d'aller voir dans quel état elles sont. Alors vous pouvez facilement imaginer ce qu'il en était un siècle plus tôt. Et il en était de même en Russie.

J'ai oublié de vous dire que le couple qui a emménagé il y a quelques mois seulement dans la maison située pratiquement en face de chez moi, n'a pas trouvé indispensable de construire des toilettes, donc ils continuent de se soulager dans le terrain vague légèrement boisé qui est mitoyen de leur petit terrain et d'en respirer les effluves pour ne pas avoir construit de mur autour de leur terrain. Le soir et le matin avec la rosée ou lorsqu'il pleut, c'est une véritable puanteur. Le mur qui clôture mon terrain m'en protège, sauf quand le vent vient de l'ouest. Tout est une question de moyen financier, par économie un pauvre ne construira pas de toilettes. Quand on sort, tout le long de la route on peut voir des dizaines d'Indiens en train d'uriner ou de déféquer, ils ne prennent même pas la précaution de se cacher, bref, c'est une fonction naturelle.

Alors évidemment confronté à une population plus évoluée et plus riche, le choc entre les deux ou l'incompréhension était inévitable. C'est la différence de développement économique entre la Grande-Bretagne et l'Inde ou les inégalité sociales à l'intérieur de la Russie, qui était à l'origine de cette discrimination envers certaines couches ou classes de la population ou de cette restriction qui a été interprétée à tort comme une preuve du racisme des Anglais envers les Indiens, c'est là que je voulais en venir, ou une preuve du mépris que les classes supérieures russes auraient témoigné envers les classes inférieures, mépris qu'elles leur témoignaient pas ailleurs de mille manière, mais pas dans le cas qui nous occupe ici, or J-J. Marie est passé à côté et apparemment personne ne lui a fait remarquer, ce qui n'a pas manqué d'attirer mon attention.

Au-delà du contexte de cet exposé qui s'est tenu devant quelques dizaines de personnes, vingt peut-être, je l'ignore, je me suis demandé comment on pouvait être parvenu à un âge si avancé et avoir vécu en Russie, avoir passé une grande partie de sa vie à étudier le mode de vie des Russes à différentes époques, on pouvait encore commettre cette erreur d'appréciation sans que personne ne vous reprenne, cela signifie qu'entre dirigeants il existait un certain type de rapports ou d'état d'esprit malsain où on s'interdisait de signaler les faiblesses d'une analyse ou d'une conclusion, de sorte que chacun pouvait s'enferrer dans ses propres erreurs sans qu'elles ne soient jamais corrigées, erreur ici insignifiante qu'on se comprenne bien, mais qui témoigne de rapports malsains qui finalement n'aident pas à progresser. De là on peut facilement imaginer que ces mêmes rapports avaient cours quand il s'agissait d'aborder des questions politiques, ce qui expliquerait pourquoi pendant des décennies certaines questions ne furent jamais abordées, et lorsque l'évolution de la situation se chargea de les propulser au premier plan, elles devinrent explosives au point qu'il fut impossible de les aborder et de les traiter sereinement.

J'ai cru percevoir dans le ton ou l'état d'esprit de J-J. Marie une sorte de désillusion ou de désenchantement salutaire qui se serait imposé tardivement à lui et qu'il aurait finalement adopté en y reconnaissant des mérites, mais cela reste une impression personnelle. Il faut dire aussi que le lieu ou les conditions ne portaient pas à l'extase ! Merci à lui et bonne continuation. Au fait contrairement aux crétins qui pratiquent le culte de la personnalité, J-J. Marie a eu bien fait de rappeler que Lénine avait dit plein de conneries, ce qui n'enlevait rien au fait que personne d'autre plus que lui n'avait servi notre cause avec autant de talent et de dévouement au XXe siècle, c'est que nous retiendrons.

J'ai retenu également de son exposé ce que je savais déjà mais qu'on peut rappeler, à savoir qu'en février 1917 dans toute la Russie il n'y avait pas plus de 5.000 militants au parti bolchevik et qu'il y en aura 200.000 huit mois plus tard, ce qui suffit à justifier la construction du parti.

On a tendance à prêter aux différentes couches des masses laborieuses un état d'esprit ou un niveau de conscience qui correspondent plus ou moins à la réalité, ils peuvent progresser ou refluer en fonction de leurs expériences ou du développement de la situation politique, de sorte qu'il est inutile d'en tirer des conclusions qui seront valables aujourd'hui et dépassées demain.

On devrait mieux s'en tenir au constat qu'un grand nombre d'acteurs ou de représentants des couches populaires possèdent un bout de la vérité, et qu'on ne parvient pas à les mettre bout à bout si je puis dire. Chacun se réfère à une partie de la réalité ou en a une vision limitée, la percevant sous un angle plus ou moins ouvert sans en avoir une perception total ou universelle ou une vue à 360°. Il en va ainsi également de chaque travailleur, de chaque militant en fonction de sa condition ou de son expérience. Cependant le petit bout de la vérité que possède chacun recoupe souvent une portion de la vérité des autres, parce qu'ils partagent la même condition ou ont fait les mêmes expériences, mais les interprétations qu'ils en font divergent ou les s'opposent, parce qu'ils ne se réfèrent pas aux mêmes facteurs de la réalité, ils ne leur accordent pas la même importance ou en ignorent une grande partie tout simplement. Il faut donc partir de l'angle sous lequel ils perçoivent la réalité pour les aider à l'ouvrir toujours plus en intégrant les facteurs déterminant qui font défaut à leur analyse, de manière à alimenter leur réflexion et favoriser leur maturation politique.

C'est ce langage qu'il faut tenir aux travailleurs et aux militants pour qu'ils progressent. La question n'est pas de savoir qui a tort

ou raison, qui détiendrait la vérité, mais comment faire pour partager la même vision de la société sur l'essentiel pour parvenir à trouver les moyens pour la changer. Contrairement à la pensée unique qui consiste à imposer un mode de pensée, à substituer à la réalité une conception particulière de la réalité, nous devons partir de l'expérience de chacun, l'intégrer dans notre propre vision de la société afin de l'élargir sans cesse. Nous devons proposer aux travailleurs et aux militants de progresser ensemble, au lieu d'essayer de les convaincre de quoi que ce soit, notre démarche doit être librement consentie, consciente, et non autoritaire.

Le passage de l'idéologie allemande auquel J-J. Marie fit référence.

K. Marx, F. Engels : l'idéologie allemande (Page 9 version numérique)

La division du travail ne devient effectivement division du travail qu'à partir du moment où s'opère une division du travail matériel et intellectuel 24. À partir de ce moment la conscience peut vraiment s'imaginer qu'elle est autre chose que la conscience de la pratique existante, qu'elle représente réellement quelque chose sans représenter quelque chose de réel. À partir de ce moment, la conscience est en état de s'émanciper du monde et de passer à la formation de la théorie "pure", théologie, philosophie, morale, etc.

Mais même lorsque cette théorie, cette théologie, cette philosophie, cette morale, etc., entrent en contradiction avec les rapports existants, cela ne peut se produire que du fait que les rapports sociaux existants sont entrés en contradiction avec la force productive existante; d'ailleurs, dans une sphère nationale déterminée, cela peut arriver aussi parce que, dans ce cas, la contradiction se produit, non pas à l'intérieur de cette sphère nationale, mais entre cette conscience nationale et la pratique des autres nations, c'est-à-dire entre la conscience nationale d'une nation et sa conscience universelle 25.

Peu importe du reste ce que la conscience entreprend isolément; toute cette pourriture ne nous donne que ce résultat : ces trois moments, la force productive, l'état social et la conscience, peuvent et doivent entrer en conflit entre eux car, par la division du travail, il devient possible, bien mieux il arrive effectivement que l'activité intellectuelle et matérielle, — la jouissance et le travail, la production et la consommation échoient en partage à des individus différents; et alors la possibilité que ces éléments n'entrent pas en conflit réside uniquement dans le fait qu'on abolit à nouveau la division du travail. Il va de soi du reste que "fantômes", "liens", "être suprême", "concept", "scrupules" 26 ne sont que l'expression mentale idéaliste, la représentation apparente de l'individu isolé, la représentation de chaînes et de limites très empiriques à l'intérieur desquelles se meut le mode de production de la vie et le mode d'échanges qu'il implique.

Cette division du travail, qui implique toutes ces contradictions et repose à son tour sur la division naturelle du travail dans la famille et sur la séparation de la société en familles isolées et opposées les unes aux autres, — cette division du travail implique en même temps la répartition du travail et de ses produits, distribution inégale en vérité tant en quantité qu'en qualité; elle implique donc la propriété, dont la première forme, le germe, réside dans la famille où la femme et les enfants sont les esclaves de l'homme. L'esclavage, certes encore très rudimentaire et latent dans la famille, est la première propriété, qui d'ailleurs correspond déjà parfaitement ici à la définition des économistes modernes d'après laquelle elle est la libre disposition de la force de travail d'autrui. Du reste, division du travail et propriété privée sont des expressions identiques — on énonce, dans la première, par rapport à l'activité ce qu'on énonce, dans la seconde, par rapport au produit de cette activité.

De plus, la division du travail implique du même coup la contradiction entre l'intérêt de l'individu singulier ou de la famille singulière et l'intérêt collectif de tous les individus qui sont en relations entre eux; qui plus est, cet intérêt collectif n'existe pas seulement, mettons dans la représentation, en tant qu'"intérêt général", mais d'abord dans la réalité comme dépendance réciproque des individus entre lesquels se partage le travail. Enfin la division du travail nous offre immédiatement le premier exemple du fait suivant : aussi longtemps que les hommes se trouvent dans la société naturelle, donc aussi longtemps qu'il y a scission entre l'intérêt particulier et l'intérêt commun, aussi longtemps donc que l'activité n'est pas divisée volontairement, mais du fait de la nature, l'action propre de l'homme se transforme pour lui en puissance étrangère qui s'oppose à lui et l'asservit, au lieu qu'il ne la domine. En effet, dès l'instant où le travail commence à être réparti, chacun a une sphère d'activité exclusive et déterminée qui lui est imposée et dont il ne peut sortir; il est chasseur, pêcheur ou berger ou critique critique 27, et il doit le demeurer s'il ne veut pas perdre ses moyens d'existence; tandis que dans la société communiste, où chacun n'a pas une sphère d'activité exclusive, mais peut se perfectionner dans la branche qui lui plaît, la société réglemente la production générale ce qui crée pour moi la possibilité de faire aujourd'hui telle chose, demain telle autre, de chasser le matin, de pêcher l'après-midi, de pratiquer l'élevage le soir, de faire de la critique après le repas, selon mon bon plaisir, sans jamais devenir chasseur, pêcheur ou critique. Cette fixation de l'activité sociale, cette pétrification de notre propre produit en une puissance objective qui nous domine, échappant à notre contrôle, contrecarrant nos attentes, réduisant à néant nos calculs, est un des moments capitaux du développement historique jusqu'à nos jours. C'est justement cette contradiction entre l'intérêt particulier et l'intérêt collectif qui amène l'intérêt collectif à prendre, en qualité d'État, une forme indépendante, séparée des intérêts réels de l'individu et de l'ensemble et à faire en même temps figure de communauté illusoire, mais toujours sur la base concrète des liens existants dans chaque conglomérat de famille et de tribu, tels que liens du sang, langage, division du travail à une vaste échelle et autres intérêts; et parmi ces intérêts nous trouvons en particulier, comme nous le développerons plus loin, les intérêts des classes déjà conditionnées par la division du travail, qui se différencient dans tout groupement de ce genre et dont l'une domine toutes les autres. Il s'ensuit que toutes les luttes à l'intérieur de l'État, la lutte entre la démocratie, l'aristocratie et la monarchie, la lutte pour le droit de vote, etc., etc., ne sont que les formes illusoires sous lesquelles sont menées les luttes effectives des différentes classes entre elles (ce dont les théoriciens allemands ne soupçonnent pas un traître mot, bien qu'à ce sujet on leur ait assez montré la voie dans les Annales franco-allemandes et dans La Sainte Famille 28); et il s'ensuit également que toute classe qui aspire à la domination, même si

sa domination détermine l'abolition de toute l'ancienne forme sociale et de la domination en général, comme c'est le cas pour le prolétariat, il s'ensuit donc que cette classe doit conquérir d'abord le pouvoir politique pour représenter à son tour son intérêt propre comme étant l'intérêt général, ce à quoi elle est contrainte dans les premiers temps. Précisément parce que les individus ne cherchent que leur intérêt particulier, — qui ne coïncide pas pour eux avec leur intérêt collectif, l'universalité n'étant somme toute qu'une forme illusoire de la collectivité, — cet intérêt est présenté comme un intérêt qui leur est "étranger", qui est "indépendant" d'eux et qui est lui-même à son tour un intérêt "général" spécial et particulier, ou bien ils doivent se mouvoir 29 eux-mêmes dans cette dualité comme c'est le cas dans la démocratie.

Par ailleurs le combat pratique de ces intérêts particuliers, qui constamment se heurtent réellement aux intérêts collectifs et illusoirement : collectifs, rend nécessaire l'intervention pratique et le refrènement par l'intérêt "général" illusoire sous forme d'État. La puissance sociale, c'est-à-dire la force productive décuplée qui naît de la coopération des divers individus conditionnée par la division du travail, n'apparaît pas à ces individus comme leur propre puissance conjuguée, parce que cette coopération elle-même n'est pas volontaire, mais naturelle; elle leur apparaît au contraire comme une puissance étrangère, située en dehors d'eux, dont ils ne savent ni d'où elle vient ni où elle va, qu'ils ne peuvent donc plus dominer et qui, à l'inverse, parcourt maintenant une série particulière de phases et de stades de développement, si indépendante de la volonté et de la marche de l'humanité qu'elle dirige en vérité cette volonté et cette marche de l'humanité.

Cette "aliénation", — pour que notre exposé reste intelligible aux philosophes —, ne peut naturellement être abolie qu'à deux conditions pratiques. Pour qu'elle devienne une puissance "insupportable", c'est-à-dire une puissance contre laquelle on fait la révolution, il est nécessaire qu'elle ait fait de la masse de l'humanité une masse totalement "privée de propriété", qui se trouve en même temps en contradiction avec un monde de richesse et de culture existant réellement, choses qui supposent toutes deux un grand accroissement de la force productive, c'est-à-dire un stade élevé de son développement. D'autre part, ce développement des forces productives (qui implique déjà que l'existence empirique actuelle des hommes se déroule sur le plan de l'histoire mondiale au lieu de se dérouler sur celui de la vie locale), est une condition pratique préalable absolument indispensable, car, sans lui, c'est la pénurie qui deviendrait générale, et, avec le besoin, c'est aussi la lutte pour le nécessaire qui recommencerait et l'on retomberait fatalement dans la même vieille gadoue. Il est également une condition pratique sine qua non, parce que des relations universelles du genre humain peuvent être établies uniquement par ce développement universel des forces productives et que, d'une part, il engendre le phénomène de la masse "privée de propriété" simultanément dans tous les pays (concurrence universelle), qu'il rend ensuite chacun d'eux dépendant des bouleversements des autres et qu'il a mis enfin des hommes vivant empiriquement l'histoire mondiale, à la place des individus vivant sur un plan local. Sans cela : 1° le communisme ne pourrait exister que comme phénomène local; 2° les puissances des relations humaines elles-mêmes n'auraient pu se développer comme puissances universelles, et de ce fait insupportables, elles seraient restées des "circonstances" relevant de superstitions locales, et 3° toute extension des échanges abolirait le communisme local. Le communisme n'est empiriquement possible que comme l'acte "soudain" et simultané des peuples dominants, ce qui suppose à son tour le développement universel de la force productive et les échanges mondiaux étroitement liés au communisme. Autrement, comment la propriété, par exemple, aurait-elle pu somme toute avoir une histoire, prendre différentes formes ? Comment, disons, la propriété foncière aurait-elle pu, selon les conditions diverses qui se présentaient, passer en France, du morcellement à la centralisation dans les mains de quelques-uns, et en Angleterre de la centralisation entre les mains de quelques-uns au morcellement, comme c'est effectivement le cas aujourd'hui ? Ou bien comment se fait-il encore que le commerce, qui pourtant représente l'échange des produits d'individus et de nations différentes et rien d'autre, domine le monde entier par le rapport de l'offre et de la demande, — rapport qui, selon un économiste anglais, plane au-dessus de la terre comme la fatalité antique et distribue, d'une main invisible, le bonheur et le malheur parmi les hommes, fonde des empires, anéantit des empires, fait naître et disparaître des peuples, — tandis qu'une fois abolie la base, la propriété privée, et instaurée la réglementation communiste de la production, qui abolit chez l'homme le sentiment d'être devant son propre produit comme devant une chose étrangère, la puissance du rapport de l'offre et de la demande est réduite à néant, et les hommes reprennent en leur pouvoir l'échange, la production, leur mode de comportement réciproque.

Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes.

Du reste, la masse d'ouvriers qui ne sont qu'ouvriers — force de travail massive, coupée du capital ou de toute espèce de satisfaction même bornée — suppose le marché mondial; comme le suppose aussi du coup, du fait de la concurrence, la perte de ce travail en tant que source assurée d'existence, et non plus à titre temporaire.

Le prolétariat ne peut donc exister qu'à l'échelle de l'histoire universelle, de même que le communisme, qui en est l'action, ne peut absolument pas se rencontrer autrement qu'en tant qu'existence "historique universelle". Existence historique universelle des individus, autrement dit, existence des individus directement liée à l'histoire universelle.

Notes

24 - À ce niveau, Marx a écrit dans la colonne de droite : Première forme des idéologues, prêtres, coïncide.

25 - A hauteur de cette phrase, Marx a écrit dans la colonne de droite : Religion. Les Allemands avec l'idéologie en tant que telle.

26 - Termes du vocabulaire des jeunes -hégéliens, et de Stirner en particulier.

27 - On sait que Bauer se voulait le champion d'une école philosophique «critique».

28 - Les Annales franco-allemandes étaient une revue éditée à Paris par Marx et A. Ruge. Seul parut le premier numéro, en février 1844.

Il contenait deux articles de Marx : «Sur la question Juive», «Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel » et un long article d'Engels : «Esquisse d'une critique de l'économie politique». Les divergences entre Marx et Ruge ne permirent pas de poursuivre cette parution.

En 1845, à Francfort-sur-Main, avait paru l'ouvrage de Marx et Engels : La Sainte Famille, ou Critique de la Critique critique, Contre Bruno Bauer et consorts . Titre allemand : Die heilige Familie, oder Kritik der kritischen Kritik. Gegen Bruno Bauer und Consorten.

29 - L'édition MEGA donne une version légèrement différente : sich begegnen [s'affronter], au lieu de sich bewegen [se mouvoir].

Si l'impérialisme correspond à l'ère des guerres et des révolutions, on est en droit de se demander si une véritable révolution prolétarienne et socialiste pourrait avoir lieu si elle n'était pas précédée d'une guerre, scénario qu'on ne souhait pas évidemment ou qu'en aucune manière on aurait l'idée de favoriser...

Du coup cela pose la question des conditions à remplir pour qu'une révolution soit déclenchée dans un pays en paix, à laquelle nous n'avons répondu jusqu'à présent que par des formules creuses ou inappropriées, sans qu'on réfléchisse apparemment aux moyens à substituer à la guerre s'ils existent pour qu'une révolution se réalise. Engels eu raison de signaler qu'en Angleterre, le pays où le capitalisme (l'impérialisme) était le plus développé à l'époque, le prolétariat et le mouvement ouvrier s'étaient embourgeoisés, ce qui explique peut-être pourquoi par la suite jusqu'à nos jours il ne connut aucune révolution prolétarienne, alors que depuis cette époque coloniale glorieuse l'impérialisme britannique fut supplanté par les Etats-Unis et l'Allemagne et le prolétariat perdit en grande partie ses privilèges, pas suffisamment apparemment pour renouer avec le socialisme.

Nos dirigeants décidèrent de faire l'impasse sur cet aspect crucial de la situation sociale après avoir enfourché à leur tour le réformisme qui fit illusion durant toute une période (Les Trente glorieuses), pour mieux à terme creuser la tombe de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier, une fois la crise du capitalisme ayant atteint un stade où toute réforme sociale ou progressiste était devenue incompatible avec la survie du capitalisme, il apparut qu'ils n'avaient jamais été en mesure de s'implanter profondément parmi les masses et d'y diffuser le socialisme, de sorte que dorénavant il leur est totalement étranger et leur discours leur semble inaudible ou incohérent, coupé de la réalité ou purement utopique, bref, ils ont récolté ce qu'ils ont semé et ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes, alors qu'à chaque époque depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale des millions de travailleurs et jeunes connurent des conditions d'exploitation épouvantables ou des difficultés sans nombre pour tout juste survivre qui les détournaient du capitalisme et étaient susceptibles de les placer sur la voie du socialisme pour peu qu'on s'adresse à eux, or nos dirigeants s'en détournèrent au profit des masses privilégiées les plus corrompues par le capitalisme qui une fois ayant obtenu satisfaction sur leurs revendications sociales devaient se détourner de la lutte de classe et demeurer subordonnées au capitalisme, erreur fatale qui conduira à la marginalisation et à la dislocation de l'avant-garde ouvrière organisée. A aucun moment ils n'aidèrent la classe à élever son niveau de conscience politique, à mieux comprendre le fonctionnement de la société, et elle finit par se détourner du mouvement ouvrier, livrée à elle-même, aux bonimenteurs, aux charlatans en tous genres, ou pire vers l'extrême droite en proie au désespoir ou à une terrible confusion. On a déjà expliqué tout cela, en vain.

Dans quel monde voudraient-ils nous faire vivre ?

La mise en concurrence des hommes entre eux est "l'état normal du règne animal".

- Dialectique de la nature - Friedrich Engels (1883)

Seul l'homme est parvenu à imprimer son sceau à la nature, non seulement en déplaçant le monde végétal et animal, mais aussi en transformant l'aspect,- le climat de sa résidence, voire les animaux et les plantes, et cela à un point tel que les conséquences de son activité ne peuvent disparaître qu'avec le dépérissement général de la terre. S'il est parvenu à ce résultat, c'est d'abord et essentiellement grâce à la main. Même la machine à vapeur, qui est jusqu'ici son outil le plus puissant pour transformer la nature, repose en dernière analyse, parce que c'est un outil, sur la main. Mais la tête a accompagné pas à pas l'évolution de la main; d'abord vint la conscience des conditions requises pour chaque résultat pratique utile et plus tard, comme conséquence, chez les peuples les plus favorisés, l'intelligence des lois naturelles qui conditionnent ces résultats utiles.

Et avec la connaissance rapidement grandissante des lois de la nature, les moyens de réagir sur la nature ont grandi aussi; la main, à elle seule, n'aurait jamais réalisé la machine à vapeur si, corrélativement, le cerveau de l'homme ne s'était développé avec la main

et à côté d'elle, et en partie grâce à elle.

Avec l'homme, nous entrons dans l'histoire. Les animaux aussi ont une histoire, celle de leur descendance et de leur développement progressif jusqu'à leur état actuel. Mais cette histoire, ils ne la font pas, et dans la mesure où ils y participent, c'est sans qu'ils le sachent ni le veuillent. Au rebours, plus les hommes s'éloignent des animaux au sens étroit du mot, plus ils font eux-mêmes, consciemment, leur histoire, plus diminue l'influence d'effets imprévus, de forces incontrôlées sur cette histoire, plus précise devient la correspondance du résultat historique avec le but fixé d'avance. Si cependant nous appliquons ce critérium à l'histoire humaine, même à celle des peuples les plus développés de notre temps, nous trouvons qu'ici encore une disproportion gigantesque subsiste entre les buts fixés d'avance et les résultats obtenus, que les effets inattendus prédominent, que les forces incontrôlées sont beaucoup plus puissantes que celles qui sont mises en oeuvre suivant un plan. Il ne peut en être autrement tant que l'activité historique la plus essentielle des hommes, celle qui les a élevés de l'animalité à l'humanité, celle qui constitue le fondement matériel de tous leurs autres genres d'activité, - la production de ce dont ils ont besoin pour vivre, c'est-à-dire aujourd'hui la production sociale, - reste soumise au eu des effets non intentionnels de forces non contrôlées et n'atteint que par exception le but voulu, mais aboutit le plus souvent au résultat contraire. Dans les pays industriels les plus avancés, nous avons dompté les forces de la nature et les avons contraintes au service des hommes ; nous avons ainsi multiplié la production à l'infini, si bien qu'actuellement un enfant produit plus qu'autrefois cent adultes. Et quelle en est la conséquence ? Surtravail toujours croissant et misère de plus en plus grande des masses, avec, tous les dix ans, une grande débâcle. Darwin ne savait pas quelle âpre satire de l'humanité, et spécialement de ses concitoyens, il écrivait quand il démontrait que la libre concurrence, la lutte pour la vie, célébrée par les économistes comme la lus haute conquête de l'histoire, est l'état normal du règne animal. Seule une organisation consciente de la production sociale, dans laquelle production et répartition sont planifiées, peut élever les hommes au-dessus du monde animal au point de vue social de la même façon que la production elle même les a élevés en tant qu'espèce. L'évolution historique rend une telle organisation de jour en jour plus indispensable, mais aussi de jour en jour plus réalisable. D'elle datera une nouvelle époque de l'histoire, dans laquelle les hommes eux-mêmes, et avec eux toutes les branches de leur activité, en particulier la science de la nature, connaîtront un progrès qui rejettera dans l'ombre la plus profonde tout ce qui aura précédé. Fin de l'extrait.

"Surtravail toujours croissant et misère de plus en plus grande des masses, avec, tous les dix ans, une grande débâcle", il semblerait que ces facteurs ne soient plus valables à notre époque en occident, tout du moins pour la majorité : les masses disposent de temps libres, de deux jours de congés hebdomadaires, de cinq semaines de congés payés, bien souvent d'un 13e mois si ce n'est plus, parfois un intéressement, des avantages en nature par le biais du CE, les deux conjoints travaillent le plus souvent, etc. quant à la débâcle cela fait 72 ans qu'elle n'a pas eu lieu en France ou en Europe, 88 ans aux Etats-Unis, etc.

Cela devrait nous questionner, non ? Non, surtout c'est le genre de questions qu'il ne faut surtout pas se poser. C'est dommage, parce que temps qu'on refusera de se les poser et d'y répondre on n'avancera pas. C'est terrible d'être aussi borné !

Décryptage. Propagande de l'OTAN de bas étage ou l'art nauséabond de l'intrigue digne de l'Ancien régime.

- MacronLeaks, l’ombre du soupçon - Liberation.fr

Le piratage de l’équipe de campagne d’En marche a débouché sur la publication de milliers de documents internes. Si Moscou fait figure de principal suspect, toutes les hypothèses restent ouvertes. Liberation.fr 28.05

Ils portent une accusation contre Moscou sans apporter la moindre preuve. On ne défend pas Moscou contrairement à Mélenchon, on montre comment ils procèdent pour conditionner les masses.

Il suffit de désigner un seul suspect, et à défaut de trouver le véritable coupable ce suspect fera l'affaire, il en faut bien un tout de même ! Dit autrement, on aura observé que si "toutes les hypothèses restent ouvertes", une seule aura été retenue, celle correspondant à la culpabilité de Moscou. Ils utilisent le même procédé scélérat pour décrédibiliser quiconque ose remettre en cause leur propagande...

Pourquoi ? Parce que cela ne fonctionne pas à tous les coups.

- Vladimir Fédorovski : "L'opinion publique française est la plus russophile d'Europe" - lepoint.fr 28.05

Qui a dit ?

Qui a vanté le " talent d'animateur" de la plus crasse et infâme médiocrité de l'audiovisuel français, Cyril Hanouna ?

Réponse : Le porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner, sur France Info vendredi matin.

Quand même une bonne nouvelle.

- Décès de Zbigniew Brzezinski, voix influente de la politique étrangère américaine - AFP

Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller à la sécurité nationale du président Jimmy Carter au tournant des années 80 et grande figure de la politique étrangère américaine, est décédé à l'âge de 89 ans.

Dans un communiqué, Jimmy Carter a salué le "rôle essentiel" joué par M. Brzezinski dans toutes les grandes décisions de politique étrangère de son mandat.

M. Carter cite notamment "la normalisation des relations avec la Chine", la signature du traité SALT II limitant la course aux armements nucléaires avec l'Union soviétique, la négociation des accords de paix israélo-égyptien de Camp David, ou le traité redonnant à Panama le contrôle de son canal stratégique.

Barack Obama a aussi salué la mémoire de M. Brzezinski, "grand serviteur de l'Etat", "puissante intelligence", et "avocat passionné du leadership américain".

"Son influence s'étend sur des décennies" et "j'ai été l'un des présidents américains qui ont bénéficié de sa sagesse et de ses conseils", a souligné l'ancien président dans un communiqué.

Originaire d'une famille aristocratique de Pologne, M. Brzezinski nourrissait une méfiance sans faille pour l'Union soviétique, qui le plaçait plus du côté des "faucons" de la politique étrangère américaine que des "colombes" malgré son affiliation démocrate.

"Pendant ses quatre ans auprès de M. Carter, à partir de 1977, bloquer l'expansionnisme soviétique à tout prix a été le leitmotiv de la politique étrangère américaine, pour le meilleur ou pour le pire", relevait samedi le New York Times.

M. Brzezinski a notamment soutenu l'aide américaine aux rebelles islamiques afghans contre les troupes soviétiques en Afghanistan, soutien qui a favorisé pour beaucoup l'émergence ultérieure dans le pays des talibans et d'Al-Qaïda.

M. Brzezinski a joué un rôle clé dans la définition de la politique américaine face au nouveau régime chiite iranien après la révolution de 1979 conduite par l'ayatollah Khomeiny, et la prise d'otage du personnel de l'ambassade américaine à Téhéran.

Il défendra, contre l'avis du secrétaire d'Etat de l'époque Cyrus Vance, le projet d'une expédition armée pour délivrer les diplomates américains.

L'expédition se terminera en fiasco, et mènera à la démission de Cyrus Vance, lassé de ses guerres d'influence perpétuelles avec M. Brzezinski.

Après la fin de la présidence Carter, M. Brzezinski restera une voix influente à Washington, encore invité à témoigner en tant qu'expert par le Congrès jusqu'à très récemment.

En 2003, il avait été l'un des rares figures de la politique étrangère américaine à s'opposer à l'invasion de l'Irak décidée par le président George W. Bush.

Dans son dernier tweet, le 4 mai, M. Brzezinski taclait Donald Trump, à l'élection duquel il s'était opposé.

"Un leadership américain sophistiqué est la condition sine qua non pour un monde stable. Mais nous n'avons pas le premier, et le second va de pire en pire", écrivait-il.

Zbigniew Brzezinski était né le 28 mars 1928 à Varsovie d'un père diplomate.

Son père, en poste à Montréal pendant la Seconde Guerre mondiale ayant décidé de ne pas rentrer en Pologne devenue communiste, le jeune Zbigniew fait ses études de Sciences politiques et économiques à l'université McGill de Montréal puis à Harvard.

Après une thèse de doctorat sur "Le totalitarisme soviétique et les purges" en 1956, il fut professeur à Harvard puis à l'université Columbia de New York où il dirigera l'Institut des affaires communistes (1966-1968).

Spécialiste des questions communistes et des relations Est-Ouest, il sera "assistant spécial" du président Jimmy Carter chargé des problèmes de Défense (1977-1981) et directeur du Conseil national de Sécurité à la Maison Blanche.

Il est mort à Falls Church, en Virginie (est des Etats-Unis), a précisé sa famille.

"Il était connu par ses amis comme Zbig, par ses petits-enfants comme Chef et par sa femme comme l'amour de sa vie. Je le connaissais comme le plus inspirant, aimant et dévoué père qu'une fille puisse avoir", a déclaré sa fille Mika Brzezinski, journaliste sur NBC. AFP 29.05

La pire des ordures qui soit, bravo ! On y reviendra peut-être.

Macron superman

- Vladimir Poutine reçu par Emmanuel Macron : "C'est le roi Soleil qui reçoit l'empereur de toutes les Russies" selon Yannick Jadot - Franceinfo

- Au G7, Macron aimante l'attention - LeParisien.fr

Le G7 des figurants.

- Pour son grand oral international, Macron reçu avec encouragements - Liberation.fr

A l'Otan puis au G7, le nouveau président français s'est positionné en facilitateur et a maîtrisé sa communication.

- Le président français Emmanuel Macron en première ligne au sommet du G7 - AFP

- Visite de Poutine: Macron promet un dialogue "exigeant" et sans "concession" - AFP

- La "féroce" poignée de main de Macron et Trump a emballé les journalistes américains - huffingtonpost.fr

- Accord climat : le bras de fer peut commencer entre Macron et Trump - LeParisien.fr

- Au G7, Macron fait assaut d'amabilité envers Trump - AFP

- Après le G7, Macron veut positiver - LePoint.fr

Malgré le refus des États-Unis de confirmer leur maintien dans l'accord de Paris sur le climat, Emmanuel Macron se félicite des succès du G7. LePoint.fr 29.05

- Au G7, Macron refuse de répondre à une question sur Ferrand - AFP

Le président Emmanuel Macron s'est refusé samedi à répondre à une question sur Richard Ferrand, à l'issue du G7 en Italie, et confirmé qu'il refuserait désormais de parler de politique française lors de ses déplacements internationaux. AFP 29.05

- Macron fustige Russia Today et Sputnik, "des organes de propagande" - L'Express.fr

- Macron trace la voie d'une coopération avec Poutine - LeFigaro.fr

- Macron aux sommets - Franceinfo

Macron invisible.

- Rencontre avec Poutine : "Emmanuel Macron, on ne sait pas grand-chose de sa politique étrangère" - Franceinfo

Bertrand Badie, professeur en relations internationales à Sciences-Po Paris, a expliqué, dimanche sur franceinfo, le manque de visibilité autour de la politique étrangère d'Emmanuel Macron. Franceinfo 30.05

Les vapeurs enivrantes du pouvoir absolue...

- Arrivée d'une ex-lobbyiste du vin à l'Elysée : cette nomination "pose question", réagit un addictologue. - Franceinfo

Avant toute enquête ou investigation, toute preuve...

- Macron sur la Syrie: l'utilisation d'armes chimiques déclenchera "une riposte immédiate" - AFP 30.05

LGBT made in USA/CIA propulsé par l'oligarchie anglo-saxonne.

- La France accueille un premier réfugié tchétchène LGBT - L'Express.fr

Un Tchétchène, victime de persécutions en raison de son homosexualité, a été accueilli lundi en France. "Les arrivées vont continuer", assure le président de SOS Homophobie. L'Express.fr 30.05

Macronmania.

- Je vous apprends à caricaturer Emmanuel Macron en quelques coups de crayon - Le Huffington Post

Vous en avez marre d'attendre le portrait officiel d'Emmanuel Macron? Le Huffington Post 29.05

En famille. Déjà vendu... et recyclé les déchets de la collaboration de classes.

- Un ex-négociateur FO au cabinet de la ministre du Travail - AFP

L'ancien négociateur de Force ouvrière, Stéphane Lardy, est nommé directeur adjoint du cabinet de la ministre du Travail, où il travaillera au côté du directeur de cabinet Antoine Foucher, ancien cadre du Medef, selon le Journal officiel paru samedi.

Il exercera en tandem avec Claire Scotton, ancienne sous-directrice adjointe à la Direction du travail, également désignée directrice adjointe de cabinet de Muriel Pénicaud.

M. Lardy a été secrétaire confédéral de FO chargé de l'emploi et de la formation professionnelle de 2007 à mi-2016, date à laquelle il avait intégré l'Inspection générale des affaires sociales (Igas).

Cette nomination n'est "pas une demande de FO", "Stéphane Lardy n'a plus de mandat Force ouvrière depuis plus d'un an (...) Ils lui ont demandé de venir, c'est sa liberté individuelle", avait commenté mercredi Jean-Claude Mailly, le patron de FO, sur franceinfo. "C'est un bon connaisseur des dossiers, tout le monde le reconnaît", estime M. Mailly. AFP 29.05

Mailly a eu raison de préciser que ce n'était "pas une demande de FO", on aurait pu se méprendre ! Apparemment il se félicite de cette nomination de son petit camarade du PS qui milite dans le XIIIe arrondissement de Paris.

- Loi sur l'emploi : risque et sacrifice par Stéphane Lardy , Secrétaire confédéral de Force ouvrière en charge de l'emploi et de la formation professionnelle - liberation.fr 12.05.2013 (http://www.liberation.fr/futurs/2013/05/12/loi-sur-l-emploi-risque-et-sacrifice_902312)

- Stéphane Lardy (ex-FO) entre au cabinet de la ministre du Travail - anti-k.org

L'Obs le 24/05/17 – Comme directeur de cabinet, la nouvelle ministre du Travail, a nommé un ancien du Medef, Antoine Foucher. Comme pour contrebalancer ce choix, Muriel Pénicaud vient de choisir Stéphane Lardy, comme conseiller chargé de la formation, de l'apprentissage et de la pénibilité.

Il a été pendant des années l'homme fort de Force ouvrière sur les questions d'emploi et de travail, pilier des négociations sociales. Il a un temps fait figure de successeur potentiel de Jean-Claude Mailly. Mais réformiste affiché, militant socialiste, il n'était pas du goût de la mouvant trotskiste du syndicat.

Il y a un peu plus d'un an, en pleine discussion de la loi El Khomri, il a été nommé par le gouvernement Valls à l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS). anti-k.org

Un ex-cadre de FO rentre au gouvernement pour mettre en place la loi Travail 2 - Anti-k.org

Les messages de bienvenue de Jean-Claude Mailly, président de la centrale syndicale de Force Ouvrière, au nouveau président Macron n'avaient rien présagé de bon. La stratégie est désormais totalement assumée avec l'entrée de Stéphane Lardy, ex-cadre de FO, au cabinet du ministère du Travail.

Jean-Claude Mailly avait déjà accueilli le président banquier et son gouvernement de droite avec une douceur inattendue de la part d'un dirigeant syndical. Il avait en effet félicité la ministre du Travail repêchée au CAC 40 pour « sa grande expérience »,

puis s'était réjoui de la nomination d'un membre du MEDEF (Antoine Foucher) à la direction du cabinet de la ministre (« c'est quelqu'un que je connais, qui aime la négociation collective »), pour enfin affirmer publiquement que légiférer par ordonnances n'était « pas un problème » si « on est d'accord sur le contenu » et qu'il y avait « des marges de manœuvre ». Tout cela constituait un bel appel du pied à l'exécutif (vous avez dit lèche-botte ?), qui vient d'être récompensé par le parachutage au gouvernement d'un ancien cadre important de la centrale syndicale, Stéphane Lardy, pressenti il y a un an pour être justement le successeur de Jean-Claude Mailly.

Celui-ci prendra donc place à la direction du cabinet ministériel avec Antoine Foucher. Membre du Parti Socialiste, Stéphane Lardy est considéré comme un « réformiste », c'est à dire prêt à accepter les réformes structurelles dont a besoin le patronat pour restaurer et augmenter ses profits sur le dos des travailleurs. Avec le MEDEF et le CAC 40 a ses côtés, il aura donc pour tâche d'élaborer et de mettre en œuvre la loi Travail 2 que nous prépare Macron, mais aussi la réforme de l'assurance chômage, de la formation professionnelle, ainsi que celle de la retraite que Macron souhaite lancer d'ici la fin de l'année. Bon programme pour un prétendu « syndicaliste »...

L'amabilité de Jean-Claude Mailly envers Macron et la nomination de Stéphane Lardy sont des signes d'un repositionnement de la centrale syndicale en faveur d'une collaboration plus forte avec le patronat. Après la mobilisation contre la loi Travail du printemps 2016 qui ne lui a pas bénéficié dans les urnes (FO a reculé, de 15,94% en 2013 à 15,59% en 2017), le syndicat s'oriente vers une politique plus ouverte de conciliation de classe. D'après Guy Groux, du centre de recherche de Sciences Po Paris, le Cevipof « On a le sentiment qu'il y a chez Mailly une envie de revenir dans un jeu contractuel plus classique et de faire concurrence à la CFDT ». Anti-k.org (courant du NPA) 25.05

- En janvier 2013, François Chérèque, qui venait de quitter ses fonctions de secrétaire général de la CFDT, avait été, lui aussi, nommé inspecteur général des affaires sociales, Jean-Marc Ayrault le chargeant ensuite de suivre la mise en œuvre du plan de lutte contre la pauvreté. « Cela ne donne pas une image d'indépendance syndicale« , avait commenté sèchement Jean-Claude Mailly. Le secrétaire général de FO s'abstiendra sans doute de rééditer un semblable commentaire. lemonde.fr 06.04.2016

Martinez en remet une couche

- Réforme du code du travail: "il faut négocier", dit Martinez AFP 30.05

Le leader de la CGT a réaffirmé qu'il souhaite des précisions concernant "le calendrier" de la réforme.

"On a démarré le quinquennat, même la campagne électorale, avec une volonté ferme du candidat de régler cela très rapidement pendant l'été. Il y a besoin de discuter. Quand on veut négocier on s'écoute, on accepte les propositions des syndicats, la CGT en a fait plusieurs", a-t-il dit.

"Il y a des points de conflit majeurs", a-t-il insisté, citant notamment "les indemnités prud'homales".

"Faire croire que c'est le code du travail la raison majeure du chômage en France, c'est un mensonge pur et simple", a-t-il ajouté. AFP 30.05

Et faire croire que "les indemnités prud'homales" serait un "des points de conflit majeurs" est un mensonge... partagé avec la CFDT.

Tous d'accord pour casser le code du travail.

Qui a dit ?

"Je ne suis pas En Marche mais je veux que ça marche"

Réponse : Le député LR Thierry Solère a jugé mardi qu'"il n'y aucune raison qu'un Républicain s'oppose" aux futures ordonnances réformant le code du travail, estimant que le "sens de l'intérêt général" se diffuse dans tous les camps.

"Si je suis réélu député, je voterai toutes les mesures qui vont dans le bon sens pour abaisser les charges, fluidifier le marché du travail, mieux assurer la sécurité des Français, lutter contre le communautarisme", a déclaré sur LCP ce candidat à un second mandat dans la 9ème circonscription des Hauts-de-Seine, face auquel LREM n'a investi aucun candidat.

"Nous aurons à débattre de ça avec les députés qui seront élus", mais "il n'y aucune raison qu'un Républicain s'y oppose" à cette nouvelle réforme du code du travail promise par Emmanuel Macron, a-t-il dit.

M. Solère a par ailleurs approuvé la position de François Baroin, chef de file LR pour les législatives, qui a prôné lundi "le désistement" en cas de victoire possible du FN. "Le ni-ni pour les élections locales qui a eu sa place pendant quelques

années aujourd'hui n'a plus sa place, notamment pour l'élection nationale qu'est l'élection législative", a estimé ce député. AFP 30.05

On gouvernera en famille.

C'est Mélenchon qui va être frustré !

- Le gouvernement d'accord pour un front républicain face au FN - Reuters

Le porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner, a répondu mardi à l'appel de François Baroin, chef de file de la droite, en annonçant que les candidats de la République en marche (LREM) se désisteront aux législatives dans les circonscriptions où le Front national est en mesure de l'emporter.

"Partout où le candidat de la République en marche, en se maintenant, ferait prendre le risque d'une élection du Front national, partout nous retirerons notre candidat", a déclaré Christophe Castaner sur LCI.

"Et partout où le maintien du candidat nous permettra d'empêcher cette élection, nous nous maintiendrons", a ajouté ce fidèle d'Emmanuel Macron. Reuters 30.05

Des infos qui pourraient être qualifiées de contrevérités par Macron.

- Quand les succès syriens mettent à mal le double jeu US - fr.sputniknews.com

L'armée syrienne et ses alliés, dont la Russie, enregistrent de nouveaux succès face aux terroristes de Daech. Certains d'entre eux sont révélateurs des complicités presque non voilées entre les djihadistes et ceux qui prétendent les « combattre ».

Aux dernières nouvelles sur le front syrien, un groupe militaire russe a coupé la voie aux terroristes de Daech qui quittaient Raqqa via un corridor offert par les soi-disant Forces démocratiques syriennes, une coalition principalement kurde, soutenue par les États-Unis, à condition qu'ils se dirigent vers Palmyre.

« Le 25 mai, un convoi de terroristes composé de 39 camionnettes avec des armes se dirigeant vers Palmyre a été repéré et anéanti par les avions des forces aérospatiales russes. 32 pick-up dotés de mitrailleuses lourdes ont été détruits et plus de 120 terroristes abattus », a communiqué à Sputnik une source du ministère russe de la Défense.

Mis à part l'efficacité des forces aériennes russes opérant en Syrie, un autre fait saute aux yeux: la complicité, elle aussi une fois de plus, entre la pseudo-coalition « anti-Daech » dirigée par les USA, les FDS soutenus par les USA et le groupe terroriste Daech, que les deux premiers sont censés « combattre ».

Parallèlement à cela, Le Parisien annonçait la reprise par l'armée syrienne de la route reliant Damas à Palmyre. Comme le note le quotidien français, « les troupes syriennes, appuyées par l'aviation russe, ont réussi à chasser les combattants de l'EI d'une zone désertique de plus de 1 000 km2. Les djihadistes se sont retirés face à l'intensité des frappes russes. »

L'offensive promise par le président syrien Assad en vue de reprendre les territoires en zone désertique à faible densité se confirme et suit donc son cours avec le soutien de ses alliés, dont évidemment la Russie. Et c'est vraisemblablement cela qui pose de nouveaux problèmes aux « braves partenaires » de la coalition US.

Bref rappel des péripéties de la guerre syrienne. Les terroristes, ayant obtenu un très large soutien extérieur, avançaient sur plusieurs fronts, l'armée gouvernementale se retrouvant acculée à la défensive. Les principaux médias et experts occidentaux donnaient « quelques semaines », voire « au maximum quelques mois » avant qu'Assad ne tombe. Les risques de voir la grande cité historique de Damas tomber dans les mains des barbares de Daech ou d'Al-Qaida étaient effectivement élevés. Puis intervient la Russie à la demande officielle du gouvernement légal syrien. Cela a permis une bascule militaire: L'armée gouvernementale retrouve l'initiative et passe à l'offensive en libérant plusieurs villes et localités. Évidemment, les plus grands succès seront les libérations d'Alep, la deuxième ville du pays et de la cité antique de Palmyre, patrimoine culturel aussi bien de la Syrie que de toute l'humanité.

Dans ce nouveau schéma que l'Occident et ses acolytes n'avaient guère prévu, le gouvernement syrien a retrouvé le contrôle sur pratiquement toute la Syrie dite « utile », à savoir les cinq plus grandes villes du pays et les territoires sur lesquels se trouvent 80 à 85 % de la population. Mais il ne compte pas en rester là et annonce poursuivre la libération de tout le territoire national et au vu des derniers événements, l'offensive en zone désertique se poursuit avec succès.

Des victoires qui provoquent une nouvelle hystérie de côté de ceux dont les objectifs n'ont jamais changé, à savoir faire tomber Assad, y compris si pour cela des villes millénaires ayant vu la civilisation naître devaient tomber aux mains des barbares coupeurs

de têtes.

Quoi qu'il en soit, la Russie et ses alliés surveillent de près la situation. Et ce malgré toutes les complicités, voilées ou non, entre les terroristes et ceux qui prétendent les combattre sur le théâtre de guerre syrien. Quant à la Syrie, elle semble plus que jamais déterminée à vaincre le terrorisme, malgré les pertes subies au cours de toutes ces dernières années. Pour cela, elle sait sur qui elle peut compter. fr.sputniknews.com 29.05

- Sylvie Goulard admet la présence de forces françaises en Syrie - Réseau Voltaire

Interrogée par Europe 1, la ministre des Armées françaises, Sylvie Goulard, a reconnu la présence de Forces françaises en Syrie.

C'est un secret de polichinelle : des commandos français opèrent illégalement en Syrie depuis 2011, avec une brève interruption entre mars et juillet 2012.

Les Forces spéciales françaises fournissent un encadrement à divers groupes jihadistes. Elles avaient notamment organisé l'Émirat islamique de Baba Amr (en 2012) et l'attaque de la plus ancienne communauté chrétienne du monde à Maaloula. Réseau Voltaire 27.05

« Syrie : Sylvie Goulard confirme la présence de forces spéciales françaises », Europe 1, 26 mai 2017.

- Le G7 exige une pression russe sur Damas: «le jeu des terroristes», selon un député russe - sputniknews.comLes pays du G7 ont appelé Moscou à influencer Damas pour que la République arabe respecte le cessez-le-feu, une situation qui jouerait en faveur des groupes terroristes, a affirmé samedi 27 mai à Sputnik le vice-président du comité des affaires étrangères de la Douma (chambre basse du parlement russe), Alexei Chepa.

Lors du sommet du G7, les dirigeants des pays-membres ont fait une déclaration conformément à laquelle Moscou devrait exercer une influence sur le Président de la République arabe syrienne pour que les troupes gouvernementales cessent les combats. Selon un député russe, un tel discours ne fait que le jeu des terroristes.

« Ce sont des déclarations insensées: ne nous battons pas, mais détruisons-les. De telles déclarations font le jeu de Daech » a commenté M. Chepa.

Selon le parlementaire, il est impossible de lutter contre les terroristes de manière pacifique. Il a également ajouté que la plupart des accords concernant la libération d'un grand nombre de localités en Syrie étaient conclus aujourd'hui. Des négociations sont également menées avec les différentes forces de l'opposition en Syrie.

« Mais avec Daech et le Front al-Nosra [rebaptisé Front Fatah al-Cham, ndlr], il n'y a pas de négociation, parce qu'ils ne veulent mener aucune négociation, entamer aucun processus de réconciliation, c'est pourquoi la seule façon de parler avec eux, c'est malheureusement par la force » a conclu le député. sputniknews.com 27.05

Des institutions corrompues à balayer !

Assistants parlementaires : Marielle de Sarnez visée par une enquête - LeParisien.fr

La classe politique française aurait-elle pris de (très) mauvaises habitudes ? L'affaire Fillon, ironiquement appelée Penelope Gate, a semé le trouble sur le travail réel des attachés... LeParisien.fr 30.05

Législatives : une candidate LREM de Seine-Saint-Denis accusée d'avoir loué un logement insalubre - LeParisien.fr

Une candidate de La République en marche pour les élections législatives à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) est accusée d'avoir mis en location un appartement dans un immeuble insalubre, durant cinq ans. Le parti d'Emmanuel Macron a précisé lundi soir avoir saisi le «comité d'éthique» pour examiner l'affaire concernant Véronique Avril, candidate dans la 2e circonscription de Seine-Saint-Denis.

Selon Mediapart, qui publie l'enquête, Véronique Avril a acheté en 2011 un appartement de 23 m² dans le centre de Saint-Denis, «alors que l'immeuble insalubre était déjà classé depuis des années en état de péril imminent» à la suite d'arrêtés pris en 2004 et 2008.

Cette chargée de mission à la Ville de Paris, ancien membre du Conseil d'administration de Médecins sans frontières, a notamment loué son bien «à une famille de cinq personnes», pour «650 euros (charges comprises)» par mois, «très au-dessus

des tarifs pratiqués dans la ville», d'après le site d'information. LeParisien.fr 30.05

Affaire Ferrand : le document qui pourrait mettre à mal la version du ministre - Franceinfo

Me Alain Castel était intervenu dans l'affaire immobilière à l'origine de l'affaire qui place le ministre de la Cohésion des territoires en difficulté. L'ancien bâtonnier de Brest a livré son témoignage dans les colonnes du "Parisien".

Richard Ferrand avait-il un intérêt personnel dans l'opération immobilière conclue entre la mutuelle qu'il dirigeait et sa compagne propriétaire du local ? Le ministre de la Cohésion des territoires le nie, mais un document pourrait mettre à mal sa version. Il s'agit d'un compromis de vente daté de décembre 2010 dans lequel Richard Ferrand apparaît comme étant le premier à avoir voulu acheter le local en question. Et à l'époque, il est déjà question d'une SCI qui le remplacerait comme acquéreur. Cette SCI va être créée par sa compagne dans la foulée.

Si rien n'est illégal, la méthode étonne l'avocat du vendeur de l'époque. "C'est tout à fait choquant sur le plan moral", s'offusque Me Alain Castel dans les colonnes du Parisien, pour qui "ce montage permettait un enrichissement personnel de monsieur Ferrand et de sa compagne au détriment de la mutuelle" de Bretagne. Franceinfo 30.05

Affaire Ferrand : le document qui pourrait mettre à mal la version du ministre - Franceinfo

Me Alain Castel était intervenu dans l'affaire immobilière à l'origine de l'affaire qui place le ministre de la Cohésion des territoires en difficulté. L'ancien bâtonnier de Brest a livré son témoignage dans les colonnes du "Parisien". Franceinfo 30.05

- Ferrand déstabilisé par de nouvelles révélations - Reuters 30.05

Les affaires sont les affaires.

- Une députée, "désinvestie" pour son soutien à Macron, poursuit le PS - AFP 30.05

- Emploi d'assistants: Hortefeux et Alliot-Marie annoncent aussi une plainte contre une eurodéputée FN - AFP 30.05

- Sarnez visée par une enquête : le tweet de Bayrou qui choque les magistrats - LeParisien.fr 30.05

Mélenchonneries

Quand Mélenchon félicite Macron...

En marge du meeting, M. Mélenchon s'est étonné que M. Poutine soit reçu au château de Versailles par le président français. "C'est quand même le maximum qu'on puisse faire pour une visite d'Etat", a-t-il estimé, tout en félicitant de pouvoir établir un dialogue avec le dirigeant russe comme il l'avait prôné ces derniers mois. AFP 30.05

Macron l'homme du Pentagone et de Daesh

- Macron rencontre le chef de l'opposition syrienne, dit son soutien - Reuters

Emmanuel Macron a réaffirmé mardi son soutien à l'opposition syrienne lors de sa rencontre à Paris avec le coordinateur général du Haut Comité de l'opposition syrienne, Riyad Hijab, indique l'Elysée.

Le chef de l'Etat français a rappelé lors de cet entretien "son engagement personnel sur le dossier syrien et son soutien à l'opposition syrienne en vue d'une transition politique en Syrie", précise la présidence française dans un communiqué.

La France, qui soutient l'opposition modérée en Syrie, a réclamé sans relâche ces dernières années le départ du président Bachar al Assad, qui bénéficie du soutien de ses alliés russe et iranien.

Lundi, lors d'une conférence de presse avec le président russe Vladimir Poutine, Emmanuel Macron a plaidé pour une transition démocratique en Syrie qui préserve "un Etat syrien", mettant en garde contre le risque d'un Etat failli. Reuters 30.05

- Polémique entre Mélenchon et Cazeneuve : l'ex-ministre a déposé plainte - Franceinfo

La polémique est partie d'une phrase lancée par Jean-Luc Mélenchon en déplacement à Montreuil (Seine-Saint-Denis)

mercredi dernier et diffusée hier, dimanche 28 mai, dans l'émission "C'est politique" sur France 5. "Cazeneuve, le gars qui s'est occupé de l'assassinat de Rémi Fraisse, le gars qui a fait gazer, matraquer toutes les manifestations", s'est exclamé le leader de La France insoumise.

Jean-Luc Mélenchon fait référence à la mort de Rémi Fraisse en 2014, au cours d'affrontements près du chantier du barrage de Sivens. Ce jeune militant écologiste est tué par le jet d'une grenade, lancée par des gendarmes. Bernard Cazeneuve était alors le ministre de l'Intérieur.

Bernard Cazeneuve a annoncé dimanche soir sa décision de "porter plainte" contre Jean-Luc Mélenchon, après ses propos. "Coutumier de l'outrance et de l'abaissement du débat public, Jean-Luc Mélenchon a franchi la frontière de la diffamation. Par ses propos à mon sujet, il démontre que l'insulte est devenu son mode de pensée et d'expression", a réagi l'ancien ministre de l'Intérieur dimanche dans un communiqué.

Ce lundi, en déplacement près de Lyon (Rhône), il a confirmé avoir déposé plainte pour diffamation. Pour lui, le terme "assassinat" employé par Jean-Luc Mélenchon ne passe pas. Franceinfo 30.05

- Le PS dénonce des propos "diffamatoires" de Mélenchon envers Cazeneuve sur l'affaire Rémi Fraisse - Le Huffington Post

L'accusation ne passe pas du tout. Ce dimanche 28 mai, le Parti socialiste a dénoncé les propos "diffamatoires" et "provocateurs" de Jean-Luc Mélenchon envers Bernard Cazeneuve au sujet de l'affaire Rémi Fraisse. Lors d'un rassemblement de "La France insoumise" à Montreuil mercredi, l'ex-candidat à la présidentielle s'en était pris violemment à l'ancien Premier ministre, "le gars qui s'est occupé de l'assassinat de Rémi Fraisse", comme vous pouvez le voir dans notre vidéo en tête d'article.

"Jean-Luc Mélenchon s'en prend à l'ancien Premier ministre Bernard Cazeneuve avec des méthodes que ne réprouverait pas l'extrême droite sur internet", a dénoncé le Parti socialiste dans un communiqué publié ce dimanche soir. "Ces propos diffamatoires et volontairement provocateurs ne sauraient faire oublier que Jean-Luc Mélenchon n'a pas voulu prendre position contre Marine Le Pen au second tour de la présidentielle", ajoute le parti.

"Jean-Luc Mélenchon a sans doute gagné le premier prix de l'outrance à l'occasion du dernier dîner organisé par l'alliance bolivarienne, et s'en est trouvé grisé. On ne peut pas lui en vouloir, c'est tellement narcissisant", avait déjà regretté Bernard Cazeneuve vendredi dans une déclaration transmise à l'AFP.

Rémi Fraisse, un jeune militant écologiste, avait été tué en 2014 par le jet d'une grenade de gendarmes près du chantier controversé de retenue d'eau à Sivens dans le Tarn. Bernard Cazeneuve était alors ministre de l'Intérieur.

Pour n'avoir pas interdit l'emploi des grenades offensives, notamment, Cazeneuve qui était ministre de l'Intérieur à l'époque est responsable de la mort de ce manifestant, au même titre que Hollande et Valls.

En voilà un qui sait de quoi il parle.

- "C'est un tordu" : quand Patrick Mennucci parle de Jean-Luc Mélenchon - Franceinfo

Patrick Mennucci est le candidat du PS qui affrontera Jean-Luc Mélenchon lors des législatives

Ces officines aux intentions inavouables entre indicateurs, provocateurs ou procureurs au service de la réaction.

Ils peuvent interdire toutes les ONG, on ne les défendra pas.

- Un pique-nique contre la loi anti-ONG du gouvernement hongrois - euronews.com

Hier une centaine de personnes a pris place devant le Parlement de Budapest pour dénoncer le projet qui obligerait ces organisations à publier les noms de leurs donateurs étrangers.

Impensable pour un manifestant interrogé par euronews : “je pense que la Hongrie est fasciste et il faut y mettre un terme. Je crois que c’est la façon la plus pacifiste d’y parvenir.” “La stigmatisation de ces organisations, et pas seulement la stigmatisation mais le listing de ces organisations, donne une vision future de la profonde crise démocratique de ce pays”, selon Dóra Papp, directrice de la Fondation Krétakör. La Hongrie s’est attiré les foudres de ses partenaires européens avec des projets de réformes telles que celle-ci, mais rien ne semble arrêter le gouvernement conservateur de Viktor Orban selon notre correspondante, Andrea Hajagos : “le Conseil de l’Europe a appelé la Hongrie à suspendre le débat parlementaire sur l’amendement de cette loi, le

mois dernier. euronews.com 30.05

Le président égyptien Sissi promulgue la loi sur les ONG - Reuters

Le président égyptien Abdel Fattah al Sissi a promulgué la loi qui encadre l'activité des organisations non gouvernementales (ONG) et qui, selon les associations de défense des droits de l'homme et les groupes caritatifs, entrave leurs actions, montre un décret présidentiel paru lundi.

Le texte, adopté en novembre par le Parlement, limite les activités des ONG aux seuls secteurs du développement et des questions sociales avec une peine pouvant aller jusqu'à cinq ans d'emprisonnement en cas d'infraction.

Les militants des droits civiques affirment que l'arrivée au pouvoir d'Abdel Fattah al Sissi, ancien général devenu président en 2014, s'est traduite par une remise en cause de toutes les libertés gagnées grâce à la chute d'Hosni Moubarak en 2011.

En vertu de la nouvelle loi, les ONG ne peuvent mener un travail de terrain ou d'enquête d'opinion sans autorisation préalable ou "coopérer de quelque manière que ce soit avec des instances internationales sans l'accord nécessaire". Les 46.000 ONG présentes en Egypte disposent d'une année pour se mettre en conformité avec les nouvelles dispositions.

Les associations de défense des droits de l'homme précisent que cette restriction concerne également toute collaboration avec les Nations unies.

Les ONG étrangères doivent désormais être contrôlées par une instance composée de représentants de l'armée, du renseignement et du ministère de l'Intérieur.

Les députés ont expliqué que ces restrictions étaient justifiées par la protection de la sécurité nationale.

Pour Mohamed Zaree, directeur du programme Egypte à l'Institut pour les études des droits de l'homme du Caire, cette loi est "la pire de l'histoire" et va concrètement empêcher les ONG d'accomplir leurs missions.

"L'Etat agit sans stratégie, ni vision", a dit Mohamed Zaree qui s'est déjà vu signifier une interdiction de sortie du territoire et dont l'organisation fait l'objet de poursuites "pour avoir reçu des fonds d'entités étrangères nuisant à la sécurité nationale".

Les associations apolitiques affirment être, elles aussi, pénalisées au moment où les subventions publiques sont réduites et où la hausse des prélèvements obligatoires menace leur survie financière.

Ces associations jouent depuis longtemps un rôle social important en Egypte, fournissant nourriture, habillement, soins médicaux et éducation dans un pays où des millions de personnes vivent avec moins de deux dollars par jour.

Selon la nouvelle loi, tout don supérieur à 10.000 livres égyptiennes (environ 550 dollars) doit faire l'objet d'une autorisation. Si cette autorisation n'est pas accordée dans un délai de 60 jours, le don est considéré comme automatiquement rejeté.

L'absence de déclaration de dons auprès de l'administration est passible d'une peine de prison de cinq ans et d'une amende d'un million de livres égyptiennes (550.000 dollars). Reuters 30.05

- Egypte 2,5 milliards d'aides sociales pour atténuer les effets de l'inflation - Liberation.fr

Le gouvernement égyptien a dévoilé lundi un programme d'aides sociales d'une valeur de 2,5 milliards de dollars qui entrera en vigueur dès le 1er juillet. Il prévoit des augmentations de salaires des fonctionnaires, une revalorisation de 15 % des retraites dont bénéficient 10 millions de personnes, ainsi qu'une hausse d'environ 30 % des subventions aux plus démunis (1,7 million de foyers). Mais aussi des réductions d'impôts pour 15 millions de familles. Depuis que les autorités ont libéré en novembre le taux de change de la livre égyptienne, dans le cadre d'un plan de réformes lié à l'obtention d'un prêt du FMI, le pays connaît une inflation de 33 % (44 % pour les denrées alimentaires). Liberation.fr 29.05

Il a osé un "rapprochement" avec la Russie...

- Aux Philippines, le «shérif» Duterte dépassé par les jihadistes de Maute - Liberation.fr

Le Président affronte à Marawi, dans le sud de l'archipel, un groupe virulent ayant fait allégeance à l'EI. Il pourrait en profiter pour étendre la loi martiale dans tout le pays. Liberation.fr 30.05

En oligarchie, ils osent tout. La provocation promue au rang de gouvernance d'Etat.

Le «candidat des médias» . Pas l'Agence Française de Propagande (AFP) de l'OTAN subventionnée par l'Etat.

- Macron qualifie deux télévisions publiques russes d'"organes de propagande" - AFP

Emmanuel Macron a assumé lundi l'exclusion des journalistes de Russia Today et Sputnik de son quartier général de la campagne présidentielle, accusant ces deux médias russes proches du Kremlin d'être des "organes d'influence", lors d'une conférence de presse...

Rédactrice en chef de RT : les déclarations du président Macron menacent la liberté d'expression

Alors que le locataire de l'Elysée s'en est pris à RT lors d'une conférence de presse commune avec Vladimir Poutine, à Versailles, plusieurs hauts responsables du média russe ont souhaité réagir.

«Russia Today et Sputnik ont été des organes d'influence et de propagande.» On savait les proches d'Emmanuel Macron peu friands de RT. Cette fois, c'est le président français lui-même qui s'est exprimé sur le sujet... devant Vladimir Poutine. Alors que les deux chefs d'Etat tenaient une conférence de presse commune à Versailles, le 29 mai, Xenia Fedorova, présidente de RT France, a interpellé le locataire de l'Elysée sur le refus de ses équipes de laisser des journalistes de RT accéder à son QG de campagne, au soir des premier et second tours de l'élection présidentielle.

«La totalité des journalistes étrangers, y compris russes, ont eu accès à ma campagne», a rétorqué le président français, avant de préciser : «Et à cela je ne céderai rien. Russia Today et Sputnik ne se sont pas comportés comme des organes de presse et des journalistes, mais ils se sont comportés comme des organes d'influence, de propagande, et de propagande mensongère, ni plus ni moins.»

Face à cette nouvelle banderille anti-RT, Xenia Fedorova a tenu à donner son point de vue : «Nous sommes très déçus par cette réponse. Nous ne nous attendions pas à ce que le président Macron continue de proférer ces accusations. Nos journalistes ont souffert de certaines pressions de la part de son équipe de campagne et pas une seule fois on ne nous a donné ne serait-ce qu'un exemple de la manière dont RT et RT France en particulier auraient agi afin de saboter sciemment sa campagne. De plus, le site de RT France est facilement accessible à tous et n'importe qui peut vérifier qu'aucun des articles qui traitent d'Emmanuel Macron ne peut permettre de dire que nous faisons de la propagande.»

La journaliste s'est notamment montrée inquiète des conséquences d'une telle réponse de la part d'Emmanuel Macron : «J'espère qu'il nous confond avec d'autres médias et qu'il n'est pas bien informé à ce sujet mais une telle réponse de sa part soulève des inquiétudes car nous avons des journalistes qui travaillent en France. Et nous pensons que dans un pays comme celui-ci, le pays de la liberté d'expression, il est préoccupant que l'on puisse nous refuser l'accès à certaines informations, ce qui ne nous permettrait pas de couvrir les événements de la meilleure des manières.»

Quant à Margarita Simonyan, rédactrice en chef de RT, elle a également rappelé qu'aucune preuve n'avait été fournie afin d'étayer ces accusations de propagande : «Il est très décevant que ce qui avait commencé comme une rencontre productive entre deux chefs d'Etat se soit transformée en une nouvelle occasion pour le président Macron de proférer des accusations sans fondement contre RT. Il se trouve que, malgré les nombreuses invectives adressées durant la campagne présidentielle, jusqu'à aujourd'hui, pas un seul exemple, pas une seule preuve que RT ait diffusé des fausses informations à propos d'Emmanuel Macron n'a été présentée. Ni par son équipe, ni par les médias mainstream qui ont aveuglément diffusé les accusations de l'équipe d'Emmanuel Macron contre RT. Le tout sans questionnement aucun et sans prendre la peine de vérifier ces attaques. En qualifiant de fausse information toute information avec laquelle il ne se montre pas d'accord, le président Macron pose les bases d'un dangereux précédent qui menace à la fois la liberté d'expression et le journalisme dans son ensemble.» AFP 30.05

- Le Kremlin en désaccord avec les accusations d'Emmanuel Macron contre Sputnik et RT - fr.sputniknews.com

Les autorités russes ne sont pas d'accord avec les accusations portées par le Président français Emmanuel Macron contre Sputnik et RT.

Le Kremlin n'est pas d'accord avec les accusations du Président français Emmanuel Macron qui a reproché à l'agence Sputnik et à la chaîne de télévision RT de diffuser des contrevérités, a déclaré à Versailles le porte-parole du Président russe Dmitri Peskov.

« Nous ne sommes pas d'accord avec cette position », a indiqué M. Peskov.

Le Président Macron avait antérieurement déclaré que les journalistes de Sputnik et de RT n'avaient pas eu accès à son état-

major électoral pendant la récente présidentielle française parce qu'il considérait que ces médias diffusaient des contrevérités.

Sputnik et RT ont rejeté de telles accusations à maintes reprises, appelant l'équipe de campagne de M. Macron à présenter des preuves attestant ses accusations. Toutefois, l'équipe d'Emmanuel Macron, qui avait menacé de présenter des preuves au Kremlin, n'a jamais su fournir aucun exemple des « fausses nouvelles » diffusées par les médias russes. fr.sputniknews.com 30.05

Commentaires d'internautes

1- En écoutant Macron, on dirait que c'est Erdogan furieux contre "les médias qui parlent contre lui"... ça va mal finir genre répression hallucinante des journalistes en Turquie. La Liberté d'expression est à risque avec Macron.

2- Les "occidentaux n'ont pas besoin de preuves puisque ce sont eux qui créent la vérité par le seul fait de la dire !

3- Les médias de presse ont l'entière liberté que leur octroie la laisse tenue par leurs propriétaires. Lorsqu'ils sont d'accords entre eux, cela donne l'honteuse campagne électorale que nous avons vécue. Notre jeune président parade, suivi de sa cour.

4- Ce qui a fait élire Macron, c'est la propagande. Ce discours qui consiste à accuser les autres de ce qu'on fait soi-même est actuellement très répandu. c'est tout à fait scandaleux comment les médias français et européens ont communiqué pendant la campagne présidentielle française.

5- Plaisantin! Ce sont les médias occidentaux qui ont relayé sans le moindre esprit critique la propagande mensongère contre Saddam Hussein, Kadafi et dernièrement Assad (avec ces armes chimiques a été immédiatement attribuée au gouvernement syrien sans la moindre enquête accréditant les accusations de ses ennemis).

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Palestine occupée

- Après un accord avec Israël, les prisonniers palestiniens cessent leur grève de la faim - LeFigaro.fr

Leur mouvement de contestation aura duré plus d'un mois. Plus de 800 Palestiniens détenus dans des prisons israéliennes ont mis la fin à leur grève de la faim entamée le 17 avril, ont annoncé samedi des sources palestiniennes et israéliennes. Les prisonniers protestaient afin d'améliorer leurs conditions de vie.

La grève a été suspendue à la suite d'un accord conclu entre les représentants des prisonniers et les autorités israéliennes, a indiqué à l'AFP le président du Club des prisonniers Qaddura Farès, et intervient le jour du début du ramadan, le mois de jeûne des musulmans.

L'accord prévoit que les prisonniers auront droit à deux visites par mois contre une avant le début de la grève. Cette revendication était l'une des principales présentées par les grévistes. En revanche, ces derniers n'ont pas obtenu la mise à leur disposition de téléphones publics dans les prisons comme ils le réclamaient, a précisé la porte-parole israélienne.

Initiée par Marwan Barghouti, cette grève de la faim entendait donner l'alerte sur les conditions de détention des 6500 Palestiniens incarcérés par Israël, dont des dizaines de femmes et d'enfants, et dénoncer le système judiciaire israélien appliqué aux Palestiniens des Territoires occupés. LeFigaro.fr 27.05

UE - Turquie

Confirmation. L'UE ou l'OTAN économique.

- L'UE propose un cadre pour relancer les relations avec la Turquie - Reuters

L'Union européenne a présenté à la Turquie un calendrier de 12 mois afin de relancer les relations mises à mal entre le bloc communautaire et les autorités turques, a annoncé le président Recep Tayyip Erdogan cité par le quotidien Hurriyet samedi.

Cette annonce a été faite par le chef de l'Etat turc dans l'avion le ramenant du sommet de l'Otan auquel il participait à Bruxelles.

L'UE et la Turquie ont convenu de donner un nouvel élan à leurs relations et les ministres turcs des Affaires étrangères et des Affaires européennes vont se pencher sur ce calendrier, a précisé Erdogan. Reuters 27.05

Haut de page

Le 6 juin 2017

CAUSERIE

J'ai écourté la causerie parce qu'il fait 46°C à l'ombre.

- Causerie du 6 juin, 21 pages.

Que pensent nos ennemis ?

Cachez-moi cette réalité que je ne veux pas voir, résume assez bien ce que pensent ou le comportement de nos dirigeants et des militants en général.

Interpréter les mesures adoptées par les représentants de ceux qui détiennent le pouvoir s'avère insuffisant pour comprendre comment fonctionne la société ou sur quoi elle repose. Il en va ainsi par exemple quand on affirme que la crise du capitalisme en est responsable ou que le capitalisme est en faillite, cela ne nous avance guère. C'est seulement en remontant à son origine une fois déterminé sur quoi repose ces rapports sociaux, qu'on peut aborder la prétention exorbitante, injustifiable ou illégitime des tenants de la classe dominante s'y emploient d'une manière ou d'une autre à justifier leur pouvoir pour leur dénier ce droit, car c'est sur lui en dernière analyse que repose leur pouvoir, la possession des moyens de production et leur domination de classe qui est à la base de tous les rapports dans la société et de tous les maux qu'ils engendrent pour le peuple.

C'est à partir de ce droit que les capitalistes légitiment qui a le droit de se nourrir à sa faim et qui a le droit de crever de faim, et quand on accepte de vivre dans une telle société ou qu'on fait preuve de passivité vis-à-vis du capitalisme, on leur permet d'exercer ce droit ou pire on le cautionne, ce qui ne peut que les encourager à en user dans tous les domaines. Ils vont théoriser ce droit qui sera à la base de leur idéologie, qui se manifestera sous la forme de différentes représentations qui apparaîtront au fil de temps et qui l'incarneront. Et on mènera un combat stérile contre ces représentations qui apparaîtront désincarnées aussi longtemps qu'on ne remontera pas à leur origine.

Comment se présente l'idéologie de la classe dominante ? Comment s'y prend-elle pour présenter la société sous un angle avantageux ou justifier l'ordre établi ? Comment interprète-t-elle la lutte des classes ?

Elle a tout intérêt à faire croire que la lutte des classes aurait disparu, cela dit on doit se poser la question de savoir qu'est-ce qui lui permet d'avancer cet argument ou dans quelle condition, en ayant à l'esprit que son constat est en partie juste et en partie erronée en prenant parfois ses désirs pour la réalité, car si effectivement elle a renforcé son pouvoir, il n'en demeure pas moins que les bases de son régime sont plus instables ou fragiles que jamais.

On en veut pour preuve que ses représentants se présentent comme les champions de la liberté d'expression ou de la démocratie, alors qu'ils censurent, diabolisent ou font la chasse à ceux qui tiennent un discours qui met à mal sa propagande basée sur un déni ou une désinformation systématique de la réalité.

Gilles Lipovetsky - Philosophe et sociologue - Atlantico.fr 02.06)

- En l'état, aucune force politique n'apparaît capable de changer en profondeur le système qui caractérise nos sociétés occidentales, reposant sur l'économie de marché et le capitalisme.

- Ce qui caractérise l'hypermodernité, c'est un monde sans projection d'un autre monde, sans visée globale alternative. Ceci est un fait nouveau. Depuis la Révolution française, il y a une opposition interne majeure entre les conservateurs, les réactionnaires, la droite, la gauche, les anarchistes et les révolutionnaires. À partir des années 1960, un certain nombre de penseurs ont développé l'idée selon laquelle le capitalisme avait gagné, et avait généré ce qu'Herbert Marcuse a appelé "l'homme unidimensionnel" : hormis quelques protestations, les règles du jeu sont, dans l'ensemble, respectées, chacun recherchant le bien-être. Cette idée a été revitalisée avec l'analyse de Fukuyama sur la "fin de l'Histoire" : un monde sans modèle radicalement divergent, identique d'un jour à l'autre, sans remise en cause de ses principes de fond incarnés, dans les

sociétés occidentales, par le capitalisme et la démocratie.

Ce nouvel état de société, joint avec d'autres facteurs, a conduit à l'effondrement des partis incarnant l'alternative radicale : les partis d'extrême gauche, ceux à caractère nationaliste qui, même s'ils demeurent, n'engendrent pas de changement majeur à l'instar du fascisme ou du nazisme. Plusieurs facteurs convergent vers l'étouffement des mouvements radicaux comme la banqueroute des grandes idéologies messianiques ou eschatologiques. Comme il n'y a plus d'encadrement collectif par les idéologies, les partis politiques, les Églises et les familles, tout ceci participe à la déliaison. La majorité des gens ne souhaite pas des sauts dans l'inconnu ; toutefois, cela sécrète des minorités qui recherchent le salut par une autre manière.

- Nous sommes entrés dans une période postrévolutionnaire, où les révolutions ne permettent plus de changer le monde.

- Tout ceci ne signifie pas la fin de l'Histoire, mais la fin d'une histoire, celle qui pensait que l'État avait un rôle majeur dans le changement du monde. Aujourd'hui, les ambitions de l'État sont à la baisse ; il montre partout sa faiblesse pour changer le monde, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas de changement. Le politique n'est plus porteur de ce changement, incarné à l'heure actuelle par les entreprises, la technique et le marché. La vie change et il n'y a plus de projet de changement.

- Donald Trump incarne plus une rupture de ton que de fond. Il ne remet aucunement en question le système capitaliste, mais quelques aspects de la mondialisation. Jusqu'à présent, et par rapport aux propos tenus lors de la campagne, on ne voit pas la rupture radicale avec les fondements de notre système. Il ne faut pas oublier que les États-Unis sont un pays où la foi dans le capitalisme et les technologies est immense. Je ne vois pas en quoi Donald Trump pourrait faire rêver à un monde fondamentalement différent. (Gilles Lipovetsky - Philosophe et sociologue - Atlantico.fr 02.06)

J'ai indiqué à plusieurs reprises qu'on devrait mettre à l'ordre du jour la nécessité impérieuse d'un changement de régime, qu'on devrait adopter cet axe de combat politique car il permet de s'attaquer à la fois à l'oligarchie et aux fondements du capitalisme, à l'ensemble de l'édifice capitaliste incluant l'ensemble de ses institutions, l'Etat. En dehors de cette perspective politique, tout espoir est vain, pour ainsi dire tari à la base. Il faudrait populariser le mot d'ordre de la nécessité de faire table rase du passé qu'incarnent ceux qui sont au pouvoir.

Contrairement à ce qu'ils affirment péremptoirement, ce n'est pas la fin d'une histoire, la vie ne change pas et les capitalistes font toujours de la politique et l'Etat sert toujours leurs intérêts, ce n'est pas la fin de la lutte des classes. La division du travail étendue à l'échelle mondiale leur permet de jouer sur tous les tableaux et d'en tirer profit dans tous les domaines à la fois. Les travailleurs n'ayant pratiquement aucune emprise sur cette concurrence sauvage, ils deviennent des proies faciles pour ces prédateurs qui les surexploitent ou piétinent leurs droits les plus élémentaires. Pourquoi ? Parce que justement ils n'osent pas remettre en cause l'ordre établi, tout du moins dans l'état actuel des choses puisque le combat du mouvement ouvrier est nulle part orienté dans cette direction, il est réformiste ou corporatiste, il demeure soumis au capitalisme au lieu d'être révolutionnaire ou socialiste.

Les peuples des pays dits émergents ou en voie de développement qui voient leur condition s'améliorer sur fond d'exploitation forcenée, s'estiment globalement satisfaits pour avoir connu pire dans le passé. Leur condition matérielle s'est améliorée au prix d'énormes sacrifices et ils en sont grés à leurs maîtres ou à la société, ils les tiennent en laisse de cette manière-là.

Et les peuples qui profitent encore des acquis de la lutte de classes du passé et qui voient leur condition se dégrader, s'estiment globalement satisfaits de leur condition du fait qu'ils en tirent encore certaines satisfactions, ils disposent d'un certain confort matériel et de temps libres, de distractions, etc. et s'en contentent, même si par ailleurs ils croulent sous les difficultés... Ces modestes compensations à leur état d'esclave moderne suffit à s'assurer leur neutralité ou leur passivité, qui plus est au besoin on leur rappellera qu'ils ne sont pas les plus mal lotis dans le monde et qu'ils devraient avoir honte de se plaindre. A suivre.

En oligarchie. Macron ou le droit du travail niveau zéro.

- Le plan de Macron pour réformer le travail - leparisien.fr

C’est un test. Le premier du quinquennat qui intronisera Emmanuel Macron comme réformateur européen... ou pas. Bruxelles regarde de très près ce pays - la France - «impossible à réformer». Dans ses «recommandations pays par pays», publiées le 22 mai, la Commission européenne a confirmé qu’elle attendait avec impatience la future réforme du Code du travail.

Pour l’instant, tout se passe bien avec les partenaires sociaux, reçus depuis le 23 mai par le président de la République, puis le Premier ministre, Edouard Philippe, et la ministre du Travail, Muriel Pénicaud. La trame des discussions était connue : l’élargissement du champ des accords d’entreprise, le plafonnement des indemnités prud’hommales et la fusion des instances représentatives du personnel. En tout et pour tout, trois réformes annoncées.

Des points jamais évoqués figurent dans un document de travail de 10 pages

Mais selon l'«avant-projet de loi habilitant le gouvernement à prendre, par ordonnances, des mesures pour l'emploi» que nous nous sommes procuré et que nous dévoilons dans les colonnes du Parisien/Aujourd'hui en France ce lundi 5 juin, tout n'a pas encore été mis officiellement sur la table. Loin s'en faut, car certains thèmes figurant dans ce document - une version de travail de 10 pages et datée du 12 mai 2017 - vont bien au-delà des éléments annoncés par Emmanuel Macron jusqu'à présent.

En effet, neuf ordonnances y sont listées, dont certaines portent sur des points jamais évoqués. Lesquels ? Par exemple, le contrat de travail, la durée du travail, la santé ou la sécurité des salariés... pourront être négociés au sein de l'entreprise. Des éléments qui d'ailleurs ne figureront pas forcément dans le document d'orientation que les syndicats et le patronat doivent recevoir dans le courant de cette semaine.

Mener une «révolution copernicienne»

L'essentiel de ce qui leur sera envoyé, puisé dans l'exposé des motifs de l'avant-projet de loi, reprend sous trois priorités les discours d'Emmanuel Macron pendant la campagne et des textes du site En Marche ! Comment tordre le cou au chômage de masse qui frappe la France depuis trente ans et enclencher «une évolution radicale du modèle» ? Comment mener une «révolution copernicienne» des relations sociales pour créer une «République contractuelle» ?

L'objectif principal est de «faciliter la création d'emplois grâce à une meilleure fluidité du marché du travail.» Pour y parvenir, le gouvernement fait le «choix résolu du dialogue social de terrain, là où il produit des accords et des solutions économiquement et socialement efficaces».

Si «cet agenda de réforme ne peut être mené en cent jours», précise l'avant-projet de loi d'habilitation, «les premiers déclics de confiance doivent être donnés rapidement». A condition que les syndicats ne déclenchent immédiatement pas les hostilités... leparisien.fr 04.06

Réforme du travail : les 8 points clés du plan Macron - leparisien.fr

Nous dévoilons l'avant-projet de loi devant permettre au gouvernement de prendre par ordonnance des mesures pour l'emploi. A l'abri des regards, huit réformes d'envergure sont en préparation.

A ce stade de son écriture, au 12 mai 2017, l'«avant-projet de loi habilitant le gouvernement à prendre, par ordonnances, des mesures pour l'emploi» que nous nous sommes procuré, prévoit dans son article 1er neuf ordonnances. Les huit premières, que nous détaillons ci-dessous, concernent les réformes voulues par Emmanuel Macron. La neuvième ordonnance est purement technique, afin de transposer ces mesures dans certaines collectivités d'outre-mer.

Principale mise en garde, même si elle est notée en tout petit et en bas de page : le nombre des ordonnances est «à ajuster selon les options retenues». Car tous les thèmes énumérés dans le «premier brouillon de cet avant-projet [...] ne doivent pas forcément donner lieu à ordonnances». Il ne serait «ni possible ni souhaitable» d'adopter toutes ces réformes par ordonnances, précise même le document. Ainsi, certaines réformes y sont indiquées comme «prioritaires» tandis que d'autres, rédigées en italique, «apparaissent comme moins prioritaires».

Ordonnance n°1 : négociation à la carte dans les entreprises

Ce que dit le texte.

«Attribuer une place centrale […] à la négociation collective d'entreprise en élargissant ses champs de compétence».
Cette ordonnance est jugée prioritaire sur le contrat de travail, pas sur les autres points.

L'enjeu

Contrat de travail, durée de travail, santé et sécurité, salaires et emploi... seront désormais au menu des négociations en entreprises selon l'avant-projet de loi. La liste des sujets est très longue, et couvre des thèmes pour lesquels la loi prévoyait jusqu'ici qu'il était impossible de déroger par accord d'entreprise. La loi El Khomri avait ouvert une première brèche sur l'organisation du temps de travail, renvoyant à la négociation d'entreprise par exemple les heures supplémentaires : un accord d'entreprise ou de branche peut prévoir une majoration limitée à 10 %, la règle des 25 et 50 % n'étant que supplétive, c'est-à-dire qu'elle s'applique seulement quand il n'y a pas d'accord d entreprise.

Ordonnance n° 2 : le barème des prud'hommes

Ce que dit le texte. «Instaurer un référentiel pour le montant de l'indemnité octroyée par le conseil des prud'hommes en cas de licenciement dépourvu de cause réelle et sérieuse.»

Cette ordonnance est jugée.....«prioritaire»

L'enjeu

Pour la troisième fois, Emmanuel Macron essaie de faire adopter cette disposition réclamée par les employeurs. Dans le collimateur : la durée des contentieux et surtout le montant, souvent très élevé, des condamnations qui, selon le Medef, les dissuade d'embaucher en CDI. Pour «sécuriser» les entreprises, le texte prévoit en cas de condamnation d'un employeur pour licenciement abusif, d'instaurer «un plafond et un plancher» pour graver dans le marbre le montant des dommages et intérêts versés au salarié. Initialement prévue dans la loi Macron de 2015, cette réforme a été retoquée par le Conseil constitutionnel. Avec quelques modifications de forme, elle a été glissée en 2016 dans la loi El Khomri, puis retirée face à la mobilisation. Elle refait son apparition, sans que l'essentiel soit précisé, à savoir les montants d'indemnisation. Selon une étude du ministère de la Justice, les indemnités atteignent dix mois de salaire en moyenne, soit 24 000 €. Les syndicats rejettent la barémisation obligatoire et dénoncent la mise sur la touche des juges prud'homaux. Rude bataille annoncée.

Ordonnance n° 3 : référendum à l'initiative de l'employeur

Ce que dit le texte. «Renforcer la capacité à adopter un accord d'entreprise .»

Cette ordonnance est jugée...«moins prioritaire»

L'enjeu

Pour généraliser les accords dérogatoires d'entreprise portant sur les nouveaux champs désormais ouverts, il faut faciliter leur adoption. La loi El Khomri avait mis en place le référendum, permettant, quand un accord est refusé par les syndicats majoritaires (représentant au moins 50 % des salariés), de le faire adopter par référendum auprès des salariés. Aujourd'hui, ce recours possible au référendum est réservé uniquement aux syndicats (à condition qu'ils représentent au moins 30 % des salariés). Le gouvernement veut ouvrir cette possibilité également aux employeurs, dans des conditions qui restent à préciser. Pourront-ils le déclencher s'il n'y a pas de syndicats, ou s'il y a seulement des élus sans étiquette ? Les syndicats y avaient mis leur veto en 2016, craignant que l'employeur ne soit tenté d'exercer des pressions sur les salariés.

Ordonnance n° 4 : redéfinir la place des branches

Ce que dit le texte. «Redéfinir le rôle de l'accord de branche et réduire le nombre de branches.» Cette mesure est spécifiée... «moins prioritaire»

L'enjeu

C'est le Graal de la réforme du Code du travail voulue par Macron : pour être au plus près des besoins des employeurs, de la PME à la multinationale, la «primauté sera donnée aux accords d'entreprise sur les accords de branche», lit-on dans l'exposé des motifs de l'avant-projet de loi. Et de préciser : «C'est seulement à défaut d'accord d'entreprise que la branche interviendra.» Reste à savoir quel sera le rôle de la branche. Continuer à construire des normes sociales ou servir de voiture-balai ? Actuellement, il y a six thèmes de négociations obligatoires dans la branche sur lesquels les employeurs ne peuvent pas déroger dans un sens moins favorable aux salariés, par accord d'entreprise : égalité hommes-femmes, pénibilité, salaires, classifications, prévoyance et formation professionnelle.

Selon l'avant-projet de loi, la branche n'aurait plus dans sa mallette que deux thèmes obligatoires (salaires minimums et l'égalité professionnelle). Les quatre autres sujets ne sont pas mentionnés et plusieurs pourraient être transférés vers la négociation d'entreprise. Le fait que, sans accord d'entreprise, la loi (dite supplétive) s'appliquera dans de nombreux cas risque de rendre inutile toute négociation au niveau de la branche. Ce qui serait un camouflet pour FO, très attaché à cette instance de régulation.

Ordonnance n°5 : fusion des IRP

Ce que dit le texte. «Simplifier les institutions représentatives du personnel (IRP)».

Cette ordonnance est jugée...«prioritaire»

L'enjeu

Alors que la loi Rebsamen (2015) commence à peine à s'appliquer, le gouvernement remet sur la table l'épineux dossier des

instances de l'entreprise. L'objectif : fusionner le comité d'entreprise, le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) et le délégué du personnel (DP) dans une instance unique. «Sauf avis contraire des entreprises concernées», précise toutefois le texte, si bien que certaines entreprises pourraient continuer à fonctionner selon l'ancienne formule.

Plusieurs possibilités ont déjà été introduites en 2015 : pour les entreprises de moins de 300 salariés, l'employeur peut mettre en place une délégation unique du personnel regroupant le comité d'entreprise et la délégation du personnel ; et dans les entreprises de plus de 300 salariés via un accord d'entreprise. Plusieurs questions se posent : est-ce la remise en cause du rôle du CHSCT, qui, aujourd'hui, a une personnalité juridique lui permettant d'aller en justice, de faire des enquêtes ou de diligenter des expertises ? Les inquiétudes portent aussi sur la baisse du nombre d'élus induite par une telle réforme, qui pénaliserait surtout la CFDT, très implantée dans le secteur privé. Par ailleurs, le gouvernement pourrait autoriser cette instance unique à négocier les accords.

Une rupture avec notre modèle de démocratie sociale dans l'entreprise, qui repose aujourd'hui d'un côté sur des élus disposant de droits d'information, de consultation, d'expertise et d'alerte, et de l'autre sur des syndicats (représentatifs) qui seuls ont la capacité de négocier. Depuis de longues années, le Medef a demandé d'autoriser la négociation avec des élus sans étiquette. Ce qui serait un casus belli pour les syndicats.

Ordonnance n° 6 : un chèque syndical

Ce que dit le texte. «Renforcer la pratique et les moyens du dialogue social.»

Cette mesure est jugée...«prioritaire»

L'enjeu

En contrepartie de l'ordonnance n°5 prévoyant une fusion des instances du personnel, l'avant-projet de loi donne du grain à moudre aux syndicats. Ainsi, la formation des représentants de salariés sera «renforcée». Dans ce deal, il est aussi prévu de mettre en place le fameux chèque syndical promis par Emmanuel Macron dans son livre-programme «Révolution», une idée inspirée de l'expérience menée chez l'assureur Axa. Selon l'avant-projet de loi, il s'agit de «permettre à chaque salarié d'apporter des ressources financées par l'employeur au syndicat de son choix». Enfin, le gouvernement s'engage à récompenser l'engagement syndical par la «reconnaissance dans les carrières» et la lutte contre la discrimination syndicale.

Ordonnance n° 7 : Les administrateurs salariés

Ce que dit le texte. «Une meilleure représentation des salariés dans les conseils d'administration».

Ce point est jugé...«moins prioritaire»

L'enjeu

En la matière, la France a un temps de retard sur les pays de l'Europe du Nord. Là-bas, les administrateurs salariés siègent de droit dans les entreprises d'une certaine taille. C'est un point réclamé par la CFDT et la CGT depuis très longtemps. Mais, selon l'avant-projet de loi, le gouvernement compte y aller sur la pointe des pieds. Il s'agit de «mettre en place des incitations» pour que les entreprises augmentent le nombre d'administrateurs salariés par des accords de groupe ou d'entreprise. Parmi les options, il pourrait aussi baisser le seuil autorisant la présence d'administrateurs salariés dans les entreprises (aujourd'hui fixé à 1 000 salariés, il pourrait passer à 500). Mais il y a beaucoup d'obstacles, notamment le statut juridique des entreprises. S'il s'agit d'une SAS (société par actions simplifiée), la règle veut qu'elle n'est pas obligée d'avoir un conseil d'administration et donc pas d'administrateur salarié.

Ordonnance n° 8 : réforme de l'assurance chômage

Ce que dit le texte. «Réformer l'indemnisation des travailleurs privés d'emploi.»

Cette ordonnance n'est...«pas prioritaire»

L'enjeu

C'est l'une des grosses surprises de cet avant-projet de loi : la réforme du système d'assurance chômage et surtout son étatisation sont inscrites au menu des ordonnances. «Il faut arrêter de prétendre que les partenaires sociaux pourraient être seuls en charge de la gestion des grands risques, à commencer par l'assurance chômage», lit-on dans l'exposé des motifs. Et d'ajouter : «L'Etat doit reprendre la main.» Une révolution annoncée que le gouvernement justifie par la création d'une

assurance chômage universelle «ouverte à tous les actifs — salariés, artisans, commerçants indépendants, entrepreneurs, professions libérales, agriculteurs», précise le texte, et qui sera «financée par l'impôt». L'extension de ces nouveaux droits — et notamment l'indemnisation chômage pour les démissionnaires — aura un coût très important, toujours pas chiffré. De quoi craindre une révision à la baisse des conditions d'indemnisation. Le dossier est explosif, ce qui pourrait obliger le gouvernement à prendre plus de temps. La CFDT et la CGT ont demandé à Macron que cela ne fasse pas partie des ordonnances.

Le calendrier

Le président Macron l'a dit, il veut aller vite. Selon nos informations, et selon un document que s'est procuré Mediapart, le calendrier pourrait être le suivant :

14 juin. Transmission au Conseil d'Etat du projet de loi d'habilitation, première étape du processus parlementaire.

28 juin. Examen du projet de loi en Conseil des ministres, dix jours seulement après le deuxième tour des législatives.

Entre le 24 et le 28 juillet. Mise au vote du projet de loi d'habilitation devant le Parlement, réuni en session extraordinaire.

28 août. A cette date au plus tard, les ordonnances rédigées par le gouvernement doivent être envoyées au Conseil d'Etat.

20 septembre. Adoption des ordonnances en Conseil des ministres.

À l'automne au plus tard. Pour chacune des ordonnances, un projet de loi de ratification sera déposé devant le Parlement dans un délai de trois mois (ou deux ou six mois) à compter de sa publication. leparisien.fr 05.06

Comment est-ce possible ?

AFP - Dans les sondages, le mouvement d'Emmanuel Macron, la République en marche (LREM), fait la course en tête dans les intentions de vote et pourrait obtenir une large majorité au soir du second tour, le 18 juin. AFP

Ce pourrait être le résultat d'une abstention massive, du vote des vieux majorirairement de droite ou réactionnaires, idem pour les CSP+ et les patrons, leur partenaire et leurs rejetons dans la quasi totalité des cas.

La cause : la faillite du mouvement ouvrier et plus particulièrement de son avant-garde.

Aux Etat-Unis ils ne s'en sont jamais remis ou plus près de nous en Grèce.

La dislocation du PS et la marginalistion du PCF est le produit de leur droitisation qui conduisit les travailleurs à se détourner de ces partis, de tous les partis ouvriers, des élections en général, de la politique, du coup les travailleurs les mieux nantis et les classes moyennes virent à droite toute.

Il leur suffit de 25% environ pour constituer la majorité dans un système antidémocratique. Ne pouvant pas l'assumer, il ne leur reste plus que l'imposture, la mystification, la désinformation, la propagande en guise de gouvernance. Cela donne un régime liberticide, répressif, autoritaire, totalitaire destiné à accompagner ou imposer une régression sociale généralisée et à aboutir à une complète décomposition de la société ou à la liquidation des progrès réalisés par l'humanité pour sortir du règne animal ou de la sauvagerie.

Car ce qu'il faut bien voir, c'est que chaque mesure antisociale prise par un gouvernement et imposée à n'importe quel travailleur ne peut être justifiée que par la légitimité du recours à la force comme facteur en dernière analyse faisant office de loi suprême. Dans ce cas-là il n'est nullement question de conscience, ce qui signifie qu'on retourne à un état antérieur.

La plupart des gens vivent dans un tel état d'insouciance ou manifestent un tel manque de volonté et de discernement, de logique qu'il en faut peu pour qu'on puisse les conduire à l'abattoir la fleur au fusil ou sans qu'ils réagissent.

Mes causeries devaient servir à délivrer un enseignement et à partager des expériences pour pouvoir combattre ces faiblesses et ce comportement nocif tout en proposant une perspective politique.

J'ai échoué ou je n'avais pas le niveau ni les moyens pour que cela se traduise autrement qu'en paroles.

Je reprends cette causerie deux jours plus tard.

Ce qui devrait préoccuper ou angoisser les militants au plus haut point, les alarmer même, c'est qu'il ne se soit manifesté aucun dirigeant aux Etats-Unis possédant les qualités requises pour influer sur l'avant-garde américaine au cours de la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours de manière à la remettre en ordre de bataille et peser sur l'orientation du mouvement ouvrier une ou deux décennies plus tard. Il faut peut-être en déduire que la capacité de corruption de la classe ouvrière et de la classe moyenne fut incomparablement plus puissante que tout autre facteur, ce facteur combiné à l'absence de dirigeants maîtrisant suffisamment le marxisme devait conduire à la situation actuelle.

Ce qu'il ne faut jamais oublier ou perdre de vue, c'est que tout au long de la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours aux Etats-Unis comme en France ou ailleurs, il a existé des millions de travailleurs qui étaient confrontés à des conditions d'existence les conduisant à rompre ou à rejeter le capitalisme et ses institutions, et que parmi eux des centaines de milliers auraient pu être acquis au marxisme ou au socialisme, or tel ne fut pas le cas malheureusement.

Ces centaines de milliers de travailleurs appartenaient à la classe ouvrière mais pas seulement, aux classes moyennes également, parmi lesquels des dizaines de milliers s'interrogeaient ou remettaient en cause l'évolution ou l'orientation du capitalisme mondial, ce qui signifie que leur réflexion les prédisposaient à adopter le marxisme ou qu'ils étaient susceptibles de progresser et de s'élever au niveau du socialisme pour peu qu'on les aide, on pourrait ajouter en leur montrant l'exemple, or c'est en cela précisément que nos dirigeants ont failli.

Où ont-ils failli ? A différents niveaux ou dans différents domaines, mais là où ils se sont avérés les plus médiocres fut dans leur incapacité à défendre le marxisme et le socialisme, l'absence du parti témoigne de leur échec à lutter efficacement contre l'opportunisme, la social-démocratie dégénérée et le stalinisme vers lesquels étaient attirés un grand nombre de ces travailleurs dont on a parlé plus haut, et qui auraient dû se tourner vers l'avant-garde socialiste révolutionnaire au cours ou à l'issue de cette expérience puisqu'elle était vouée à leur ouvrir les yeux sur la nature contre-révolutionnaire de la social-démocratie et du stalinisme. Laissons le passé de côté pour le moment et revenons à la situation actuelle.

Pour construire un parti de militants conscients sur la base du marxisme on bénéficie de trois viviers :

- Les éléments de la classe ouvrière qui par leur condition et l'interprétation qu'ils en font sont en rupture avec le régime sans que leur niveau de conscience aille au-delà, ils se comptent par millions ;

- Ensuite, il y a les éléments des classes moyennes qui ne peuvent pas soutenir plus longtemps l'orientation actuelle de la société et en perçoivent les dangers extrêmes, puisque comme chacun d'entre nous quotidiennement ils entendent parler de guerre qui pourrait devenir mondiale à un moment donné, ils doivent se compter en dizaines de milliers de membres ou plus encore car leur condition est peu enviable, pour assumer leur rôle ou tenir leur rang, en permanence ils doivent se faire violence et adopter un comportement humiliant, à tenir un langage dans lequel ils ne croient pas un mot, ils doivent se fabriquer une personnalité qui ne correspond pas à leurs idées ou leur conception de la société, cela doit être cauchemardesque ou leur poser un réel cas de conscience difficile à supporter à la longue.

- Et pour finir, il y a les éléments de ces différentes classes les plus conscients, qui éprouvent une profonde révulsion pour le régime et qui ont entrepris de le combattre en s'engageant dans différentes formations politiques ou diverses associations, dont aucune n'est en mesure de leur proposer une stratégie politique pour en finir avec le capitalisme et ses institutions, ils se comptent par dizaines de milliers ou plus.

On a laissé de côté volontairement ceux qui sont organisés dans les syndicats parce qu'ils sont généralement engagés dans une mauvaise direction, mais pas seulement. Tout d'abord il faut soustraire les simples adhérents qui ne participent à aucune réunion ou activité de leur syndicat ou rarement, exceptionnellement, ce sont les plus nombreux, ils doivent représenter entre 80 et 90% des syndiqués. Ensuite, il reste les militants à proprement parler dont certains appartiendront à la catégorie précédente, ils constituent une minorité de ces 10 ou 20% de syndiqués. Pour finir, la majorité des militants syndicaux sont pourris par le réformisme ou le corporatisme auquel ils doivent leur statut, ils n'ont donc aucune raison de vouloir progresser, tout du moins dans l'état actuel des choses, ce qui nous intéresse ici, dans le cas contraire ou s'ils finissaient par rompre avec le régime, ils pourraient se saisir de notre discours et rejoindre la catégorie des travailleurs les plus conscients dans la mesure ou notre discours ne serait pas tourné contre eux, mais vers l'ensemble des travailleurs des différentes classes, ce qui ne fut jamais le cas dans le passé, encore faudrait-il qu'on élabore ce discours.

Elaborer ce discours implique de modifier nos rapports aux différentes classes en fonction d'une stratégie politique qui a pour seul objectif la prise du pouvoir.

Cette stratégie politique n'existe pas, il faut donc l'élaborer, chaque étape pour avancer vers notre objectif doit être minutieusement définie, les instruments ou moyens pour les atteindre doivent être répertoriés, ils doivent servir à accomplir les tâches qui doivent être tout aussi rigoureusement définies, il faut planifier un plan de bataille partant de la situation actuelle jusqu'à la prise du pouvoir, sinon ce n'est pas la peine de continuer le combat.

Nos principaux instruments sont le marxisme et le socialisme qui incluent les enseignements de la lutte des classes du passé. Il

faut les expliquer, les enseigner aux travailleurs, ils comprendront du coup que l'opportunisme, la social-démocratie dégénérée et le stalinisme y sont étrangers ou en sont des ennemis, c'est le meilleur moyen de les combattre, on doit avancer sur notre propre terrain, populariser le marxisme et le socialisme, car c'est le seul moyen de mener le combat politique classe contre classe, en procédant de la sorte on fournit aux travailleurs des arguments pour ne pas tomber sous l'influence du PS ou du PCF ou leurs satellites ou pour s'en détourner en pouvant pleinement l'assumer.

Nous ne lorgnerons pas vers ces partis, nous ne tenterons pas de leur faire jouer un autre rôle que le leur ou celui qu'ils ont adopté, nous n'essayerons pas de nous associer à ces partis, nous n'en attendrons rien ni dans le présent ni dans le futur, nous les excluons du processus révolutionnaire menant à la prise du pouvoir, ce qui ne signifie évidemment pas qu'on ignorerait leur existence, leurs intentions et leurs méfaits, bien au contraire, mais sans que ce soit notre priorité.

Les travailleurs des différentes classes se sont détournés de ces partis sans qu'on soit en mesure de les récupérer au profit du socialisme, ce qui signifie que toutes les stratégies qui ont été définies dans le passé étaient erronées et ont lamentablement échouées, il faut donc impérativement en prendre acte et en changer, et c'est devenu plus qu'urgent, sinon notre combat est foutu d'avance, il faut bien que chaque militant en prenne conscience.

Notre priorité ou la tâche la plus urgente à réaliser, c'est de définir un discours, un comportement entièrement ou résolument tourné vers l'ensemble des travailleurs avec en ligne de mire la prise du pouvoir et un changement de régime, l'instauration d'une République sociale s'attaquant au fondement du capitalisme.

Pourquoi? Parce que c'est le seul moyen d'attirer l'attention des trois couches de travailleurs évoquées précédemment. Je ne pense pas que de nos jours on puisse gagner des travailleurs au socialisme sur la base de discussions. J'estime plutôt qu'ils doivent y venir eux-mêmes, qu'ils doivent se forger leurs propres convictions, que cela doit être l'aboutissement ou la conclusion d'une tranquille ou saine réflexion, qu'il est inutile de vouloir hâter ce processus de mûrissement, pire, de les harceler ou de vouloir les convaincre à tout prix, plus profonde sera le réflexion et plus solide sera leur engagement politique, leur détermination, y compris ou surtout à vouloir progresser pour acquérir un niveau de conscience toujours plus élevé afin d'être en mesure le moment venu d'être un élément déterminant de la révolution. Personne ne doit faire ce travail à leur place, on doit juste les aiguiller ou les conseillers.

Il faut évidemment en parler avec eux, leur soumettre notre stratégie dont ils sont les éléments clés, sans lesquels rien ne sera possible. Il faut tout leur dire, absolument toutes les étapes du développement et de la construction du parti jusqu'à la prise du pouvoir ou tout du moins le moment où la situation permettra de la mettre à l'ordre du jour.

Sachant qu'il existe en France plus de 50 millions d'adultes en âge de voter en comptant les quelque 9% de non-inscrits, en retirant 20 millions de patrons petits, moyens ou grands, de cadres supérieurs, de retraités particulièrement nantis, il reste 30 millions de travailleurs auxquels nous devons nous adresser. Parmi ces 30 millions de travailleurs, en prenant le scénario le moins optimiste, il doit bien en avoir 1% qui sont prêts à rompre avec le régime ou les institutions, cela représente 300.000 travailleurs susceptibles d'être gagnés au socialisme. Bien entendu, il ne s'agit pas de prétendre qu'ils pourraient être gagnés d'un coup ou en un rien de temps, soyons sérieux, disons dans un délai situé entre 5 et 10 ans cela serait raisonnable en partant d'un effectif de 2 à 3000 militants mal formés ou déformés qu'il est urgent de former au marxisme et au socialisme et à condition qu'ils adoptent cette stratégie.

Durant toute cette période nous continuerions d'intervenir dans la lutte de classes en étant uniquement comptables que de cet objectif. On nous dira qu'il paraît inatteignable compte tenu de la faiblesse et des carences de nos forces, assurément si on ne modifie pas notre conception de la lutte de classes ou si on ne tient pas compte de ce qui vient d'être formulé, mais si maintenant on adopte un tout autre discours et de tous autres rapports envers les travailleurs, on ne voit pas ce qui pourrait les rebuter dans ce que nous leur proposons, laissons-les en décider librement, faisons-leur confiance, c'est le b.a-ba du socialisme ! On ne recrutera que les travailleurs qui sont disponibles pour être recrutés, qui s'interrogent, cherchent sincèrement à comprendre la situation, cherche une voie, etc. les autres ne nous intéressent pas en la matière ou à ce stade, je parle pour le parti.

Si nous nous adressons à l'ensemble des travailleurs, c'est parce qu'ils constituent l'élément déterminant pour renverser le régime en place ou pour pouvoir prendre le pouvoir. Un parti qui ne prendrait pas en compte ce facteur, qui ne partirait pas de ce facteur raconterait des blagues aux travailleurs, il ne serait pas plus crédible qu'un autre parti. Les travailleurs des différentes classes que nous devons recruter seront sensibles à cet aspect-là de notre stratégie, c'est un des éléments ou un facteur du processus révolutionnaire sans lequel rien n'est possible, ils en déduiront que nous sommes sérieux et que notre démarche est cohérente, elle leur inspirera confiance, ils en déduiront également que nous sommes absolument déterminés à aller jusqu'au bout, à prendre le pouvoir. Répétons-le, chaque élément de notre stratégie doive être élaboré minutieusement, qu'un seul fasse défaut et c'est l'ensemble du processus qui se grippe ou qui déraille, et par conséquent on se détourne de notre objectif qui perd toute crédibilité parce qu'il devient irréalisable.

En émettant l'hypothèse qu'on parvienne à mettre cette stratégie sur ses rails, elle déclencherait un dynamisme qui accélèrerait le processus et réduirait d'autant le temps nécessaire pour atteindre chaque étape ou objectif intermédiaire. Une fois recrutés des dizaines de milliers de travailleurs, passé le cap des 100.000 ou même avant il deviendrait possible de peser sur le cours de la situation politique, les autres partis ne pourraient plus nous ignorer, on pourrait prendre l'initiative d'actions ou de

campagnes nationales qui nous feraient mieux connaître auprès des travailleurs, cela influerait sur l'état d'esprit de nombreux d'entre eux qui nous connaissaient mais préféraient attendre de voir de quoi nous étions capables pour se rapprocher de nous ou même pour décider de nous rejoindre.

A ce stade se poserait alors la nécessité de leur proposer une structure politique dans laquelle ils pourraient s'organiser sans rejoindre le parti, puisqu'il n'aurait pas pour vocation de devenir un parti de masse, mais de prendre le pouvoir pour le compte de l'ensemble des travailleurs en s'appuyant sur les structures ou organismes qu'ils auraient créées au cours du processus révolutionnaire.

Le parti et cette structure politique indépendante dans laquelle s'organiserait les travailleurs favorables à un changement de régime pourrait en fonction de leur développement commencer à constituer les bases d'un double pouvoir posant directement la question du pouvoir ou de l'Etat dans la perspective du renversement du régime en place.

Ils élaboreraient ensemble un projet de Constitution et appelleraient les travailleurs et leurs organisations à participer aux assemblées populaires qu'ils organiseraient à travers tout le pays, pour qu'ils s'expriment sur un ensemble de mesures que prendrait un gouvernement ouvrier révolutionnaire, et proposent les revendications sociales ou politiques qu'ils voudraient voir satisfaites en priorité. A l'issue de ces assemblée populaires seraient élus des représentants qui auraient notamment pour tâche de porter à la connaissance des travailleurs leurs travaux, le contenu de leurs délibérations, les mesures qu'elles auraient retenues, de manière à associer l'ensemble des travailleurs au processus révolutionnaire.

La même expérience étant menée à l'échelle du pays, elle serait fédérée au niveau nationale et constituerait l'embryon d'un contre-pouvoir face au régime.

On s'arrêtera là pour aujourd'hui.

On vient de montrer qu'il était possible d'élaborer une stratégie politique qui parte de la situation telle qu'elle existe en ayant pour objectif la prise du pouvoir. J'ai rédigé cela rapidement, il faudrait étayer, préciser un grand nombre de points, corriger certaines approximations, mais la trame existe et elle ne semble pas irréalisable. Elle présente l'avantage de prendre en compte les profondes transformations qu'a subi la société au cours de la seconde moitié et plus particulièrement la fin du XXe siècle jusqu'à nos jours, et d'intégrer les enseignements de la révolution russe de 1917 dont le parti incarne le niveau de conscience le plus élevé et le facteur décisif permettant de renverser l'ordre établi et d'avancer vers le socialisme, la seule alternative au capitalisme.

Y aura-t-il un parti ouvrier pour se saisir de cette stratégie ou la partager, je l'ignore. Si ce n'était pas le cas, je mettrais un terme à ce portail qui n'aurait servi à rien.

1% est-ce surréaliste ou décalé par rapport à la réalité ? La preuve que non.

Mélenchon parle de ses troupes : "dans la quasi-totalité des cas (94% !), c'est la première bataille politique publique de leur vie. Moyenne d'âge : 41 ans ; 64% sans étiquette de parti."

Soit, Mélenchon et son mouvement ne sont pas les meilleurs exemples qui soient, on aurait pu prendre les centaines de milliers de voix qui se sont portées sur Poutou ou Arthaud, disons que cela prouve qu'il existe une masse considérable de travailleurs qui cherchent une voie, une issue politique...

La contre-révolution En Marche !

Quand Macron ose tout.

- A l'issue du sommet du G7 de Taormina : « Le président américain est pragmatique, et j'ai bon espoir qu'il confirmera son engagement [à l'accord de Paris], à son rythme ».

- Lors de la visite de Vladimir Poutine à Versailles, il a déclaré que « la Russie avait envahi l'Ukraine »

- Au cours de la même déclaration à propos de la Syrie: « Toute utilisation d'armes chimiques, par qui que ce soit, fera l'objet de représailles et d'une riposte immédiate de la part des Français », alors qu'à ce jour personne, aucun rapport, aucune institution n'est parvenue à apporter la moindre preuve d'un quelconque usage d'armes chimique par l'armée syrienne depuis 2011.

- Les accusations portées envers les médias russes "Russia Today" et "Sputnik" sans apporter là non plus la moindre preuve.

- Le kwassa-kwassa «amène du comorien» : la blague douteuse d'Emmanuel Macron - LeParisien.fr

En régime totalitaire. Macronmania

- La France saisie par la macronmania - L'Express.fr

Quelques semaines après son élection, le chef de l'Etat aborde les législatives plus populaire que jamais... Etat de grâce ou lévitation?

Il y eut la poignée de main très mâle-alpha (avec Donald Trump), où il fut déclaré vainqueur aux poings. Les poses façon "Kennedy" d'un chef d'Etat moderne, aimantant les coeurs et les sourires au G7 -celles avec le Canadien Justin Trudeau, devant l'azur méditerranéen valent, sans doute, une nomination aux Séguéla d'or. Les balades dans les jardins français de Versailles avec Vladimir, l'Ours russe, comme apprivoisé...

Et puis, bien sûr, la réaction ferme face aux renoncements écologistes du bad président américain. Cela faisait beaucoup. Et même assez pour qu'une macronmania déferle sur les réseaux sociaux, et dans quelques colonnes de journaux.

Comme Le Cid, de Corneille, le Kid président s'était fixé de démontrer qu'"aux âmes bien nées, la valeur n'attend pas le nombre des années". Il en a fait beaucoup. Mais l'affaire a fonctionné: voilà les grands de ce monde qui tournent des yeux de Chimène vers ce Don Rodrigue des accords bilatéraux, et des électeurs à Belleville qui embrassent à pleine bouche les tracts à l'effigie du président.

Comme l'avait théorisé Marcel Gauchet dans nos pages: "Emmanuel Macron est le tenant d'un optimisme majoritaire auquel le pessimisme minoritaire a décidé sinon de croire, au moins de donner sa chance." Ces dernières semaines, cette dynamique s'est intensifiée. Mais la responsabilité politique immense du nouveau président demeure de refaire société de deux France -celle qui va mal (et qui n'a pas voté pour lui), et celle qui va bien (qui a voté pour lui)- en sécession. Et seuls les faits nous diront si ce à quoi nous assistons est une nouvelle donne. Ou juste une nouvelle com'. L'Express.fr 05.06

Commentaires d'internautes

1- C'est quand même la première fois qu'un candidat bénéficie de telles débauches de flatterie de la part des médias. Et lorsque c'est poussé à l'extrême comme dans cet article, c'en devient ridicule.

2- Une macron mania monté de toute pièce par les médias. Ce mec va brisé les travailleurs a coup d'ordonnance et violé la démocratie avec c'est même ordonnances.

3- E. Macron a le champ libre devant lui pour toutes lois qu'il souhaite entreprendre : Pas d'opposition crédible, des syndicats qui ont appelé à voter pour lui, des foules hypnotisées par une bienveillance totalement fabriquée, des affaires nauséabondes qui n'ont aucune influence sur l'opinion supposée des citoyens(nes), et des sondeurs qui prédisent un raz-de-marée en sa faveur à l'Assemblée Nationale. Il pourrait diviser par deux le SMIC que ça n'aurait aucun effet. Il aurait donc bien tord de s'en priver.

4- Les Français ont voté pour un mec dont on ne connaissait même pas le programme. Alors les veaux n'auront plus qu'à subir maintenant qu'ils l'ont élu. Quand on pense que le vote est un droit et quand on voit ce que le peuple en fait, si c'est pour mettre des Hollande ou des Macron, les gens feraient mieux de rester chez eux.

Au tour de la France avec Macron et En Marche !

- Le modèle de la révolution de couleur: le cœur du mécanisme par Andrew Korybko — 30 mai 2017

L'idéologie est l'axe central de tout changement dans le monde, et c'est l'idée directrice qui motive tous les autres facteurs affectant une Révolution de couleur. Sans idéologie, tout ce qui suit est vide et dépourvu de sens et de but. L'idéologie traditionnelle qui motive toutes les révolutions de couleur est la démocratie libérale, et elle cherche à « libérer » les États ciblés de leurs gouvernements perçus comme des démocrates anti-libéraux (non occidentaux).

La démocratie libérale, dans sa manifestation post-moderne actuelle, est expansionniste et agressive. Elle ne se contente pas de systèmes idéologiques et de valeurs alternatives. Elle doit se propager dans la poursuite de la domination mondiale. En plus de la guerre directe contre les sociétés qui résistent à son avancement (Serbie, Libye), les États libéraux démocrates (l'Occident) ont appris à rechercher d'autres méthodes pour vaincre les États ciblés. Ces méthodes sont moins directes que la guerre pure, mais n'en sont pas moins efficaces. La pénétration idéologique d'une société s'intensifie finalement dans une explosion physique à l'intérieur de l'État lui-même, guidée par un segment des propres citoyens de l'État. L'État (et la société dans son ensemble) doit combattre une partie d'elle même qui « se dresse » contre le statu quo, entraînant un conflit d'intérêts et une guerre civile sociale. Selon le niveau de provocation lancé par les manifestants pro-libéraux démocrates, ainsi qu'en cas de mauvaise gestion de l'État face à cette révolte sociale, la guerre civile sociale peut éventuellement devenir violente et ressembler brièvement à une véritable guerre civile. C'est particulièrement le cas si les manifestants ont été armés par des forces en dehors du pays et s'ils décident d'attaquer les services de sécurité chargés de disperser les manifestations physiques de la révolution de couleur.

L'idéologie est donc l'initiatrice de toutes les révolutions de couleur. Elle propose une forme de développement opposé a celle en place, et motive des groupes de sympathisants dans la population à lancer des manifestations concrètes pour exiger des changements. On verra plus tard que la grande majorité de ces manifestants actifs ne savent même pas que leurs activités sont orchestrées par un pouvoir supérieur (ONG, gouvernement étranger). Au contraire, la plupart d'entre eux, à la suite d'une campagne d'information lourde visant à promouvoir l'idéologie déstabilisante, ont vraiment été amenés à croire que leurs actions sont spontanées et « naturelles » et qu'elles représentent le « progrès » inévitable que tous les pays du monde seront tenus de vivre tôt ou tard. L'idéologie de l'individu au-dessus du collectif (l'aspect social de la démocratie libérale) permet à chaque manifestant de constater qu'il a une influence unique et significative dans la réalisation de ce changement. Fin de l'extrait.

Excellent article à pour ainsi dire apprendre par coeur.

On observera que le processus qui fut employé pour porter Macron à la présidence présente de nombreuses similitudes avec celui employé pour réaliser ces "révolutions de couleur" à ceci près que ce n'était pas un Etat qui était visé mais tous les partis politiques de manière à réaliser un hold-up sur les institutions ou à s'emparer du pouvoir sans partage pour le compte exclusif de l'oligarchie.

Partant de là, on comprend pourquoi le vote Macron au second tour de la présidentielle devenait une obligation, tout se tient. On est bien en présence d'un processus devant aboutir à l'instauration d'un régime totalitaire.

Schizophrénie aggravée

- Législatives : Vers une déferlante En Marche ? - Franceinfo

À en croire un dernier sondage, la République en marche va faire une razzia aux élections législatives à venir. Selon l'étude menée par l'institut Ipsos sur un panel de 15 000 personnes, le parti du président de la République,

La République en marche serait le grand vainqueur du prochain scrutin en sortant nettement en tête avec 31% des intentions de vote. Il devancerait l'alliance LR/UDI (22%) et le FN (18%). En quatrième position on retrouve dans La France Insoumise (11,5%), devant le Parti socialiste (8,5%). Deux facteurs de réussite

En nombre de sièges, la projection de l'institut Ipsos souligne l'étendue de cette dynamique. Dans ces projections, LREM emporterait entre 395 et 425 sièges à l'Assemblée nationale : une écrasante majorité. De tels résultats s'expliquent par l'écart de voix important au niveau national entre le parti du président de la République et le deuxième groupe (LR/UDI). L'homogénéité des scores de la République en marche sur l'ensemble du territoire joue aussi. Deux facteurs qui assureraient au président de la République une large victoire à l'assemblée. Franceinfo

En complément.

- La machine à gagner - Liberation.fr

- En marche au pas de charge - Liberation.fr

- Français de l'étranger : REM en passe de rafler toutes les circonscriptions - LePoint.fr

Le taux de participation global est de 18,77 %, en baisse de 1,96 % par rapport à 2012 (20,73 %).

Un internaute :

- "Aucun respect des électeurs

N'est il pas interdit de publier des résultats tant que tous les bureaux de vote n'ont pas fermé. cela peut être une clause de nullité de l'élection législative du premier tour si des milliers de français portent plainte. Et l'on nous parle de vouloir moraliser la vie politique, quelle mystification. "

- Climat: Macron mobilise la société civile, mardi à l'Elysée - AFP

Le PCF en fidèle rempart du régime

Relevé dans les commentaires du blog Le Grand Soir.

- Quelques exemples qui montrent que le rassemblement est possible ...

- En Bretagne, à Fougères, le PCF, EELV, Bretagne Ecologie et des partisans de Benoit Hamon se rassemblent autour d'un même candidat (voir l'article : http://www.lachroniquerepublicaine.fr/2017/05/13/legislatives-benoit-m...).

- Dans les trois circonscriptions du Jura, le PCF, le PS et EELV présentent des candidatures communes (voir l'article : http://www.communcommune.com/2017/05/legislatives-dans-le-jura-le-pcf-... ; ;utm_medium=_ob_facebook&utm_campaign=_ob_share_auto).-

- Dans le Béarn, alliance entre le PCF, République & Socialisme et EELV (voir l'article : http://www.larepubliquedespyrenees.fr/2017/04/20/bearn-front-de-gauche...,2116620.php).

Bien sur que le rassemblement est "possible". D'autant plus "possible" quand on se rassemble avec n'importe qui dans le but de gratter quelques places de plus.

Comme je l'ai nettement déclaré par ailleurs, j'ai l'impression que certains n'ont pas compris que le simple fait d'énoncer les notions :"Union P.S, EELV, Hammon", et encore plus en précisant "Union" avec un PCF qui est "Communiste" autant que le "Canada Dry" est alcoolisé, ça ne peut que donner des boutons à tous ceux qui se sont fait baiser par ces larbins stipendiés es trois dernières décennies.

Les plus conscients d'entre nous sommes déjà assez dubitatifs sur Mélenchon en connaissant son cursus soc'dem et en nous demandant s'il a réellement changé ou si c'est simplement une façade de plus du P.S., je ne vois pas comment on pourrait en plus choisir de voter pour des gens qui nous ont baisés bien clairement et en plus qui s'en vantent et tententde nous culpabiliser.

Parole d'internaute en vrac.

Relevé dans le blog Les-crises.fr

1- Un erreur de perspective sur cette réunion à Versailles vient du fait que l'on feint de croire que c'est Emmanuel Macron qui a décidé de recevoir Vladimir Poutine à cet endroit.

Or l'ambassadeur Alexandre Orlov, interviewé par Jean-Pierre Elkabbach https://youtu.be/MYTx2-Jy5X0 a bien précisé que c'est à la suite d'un entretien entre lui-même et Catherine Pégard, présidente de l'établissement public de Versailles, il y a six mois, qu'il a été décidé que le futur président de la République Française (donc à cette date : Fillon, Macron, Le Pen ou Mélenchon dans l'ordre d'arrivée dans les sondages) et Vladimir Poutine inaugureraient ensemble l'exposition sur Pierre le Grand.

Emmanuel Macron a bien utilisé médiatiquement cette opportunité mais il n'en est absolument pas l'initiateur.

2- Dans un billet d'analyse très intéressant à propos de la rencontre Poutine-Macron, la juriste française vivant en Russie, Karine Béchet-Golovko dit ceci "on a vraiment l'impression que les deux Présidents font deux conférences de presse distinctes." en remarquant l'absence de réaction à l'attaque frontale de Macroncontre RT et Spoutnik elle en dit :"L'Occident maîtrise la parole médiatique et laisser RT et Sputnik se faire attaquer dans ce monde devenu largement virtuel n'est plus une faute de goût, c'est une erreur très grave. La Russie aussi doit affirmer ses lignes rouges dans ce nouveau monde, qu'il s'agisse de ses diplomates ou de ses journalistes."

Il ne s'agit donc pas d'une "remise des compteurs à zéro" (pour parler français) mais d'une clarification:" Cette France-là ne cherche pas à coopérer avec la Russie, elle veut la faire rentrer dans le rang."

Le fait que l'AFP n'ait pas été invitée au Sommet des agences de presses à St-Pétersbourg est la réponse, différée, de Poutine à Macron. Poutine n'a pas fait de scandale, il n'a pas non plus manié l'ironie comme souvent, à Versailles, mais il a montré que pour la Russie, toute action entraîne réaction et que les choses ne sont justement pas figées en un "reset", mais en marche (c'est le cas de le dire).

3- "Contrat militaire USA / Arabie saoudite, quand les banques US financent austérité et armement…" disons le clairement, les banques us financent le terrorisme sur toute la planète !

4- L'Espagne a appliqué les réformes demandées par l'UE apres la Grèce. il semble que l'Italie l'a fait également. c'est donc à notre tour…

5- En parlant de revue de presse.

Hier, le patron de la cybersécurité officielle française (lAFP - LVOG))vient de déclarer qu'après enquête, il n'y a pas la moindre trace de hacker Russe dans la campagne de Macron…..

Enorme.

Et bien après une revue de presse perso hier et aujourd'hui

La presse Russe en parle, la presse US en parle.

Mais pas un mot dans la presse française.

6- Les médias cherchent-ils à faire croire ou à faire savoir?

La croyance est une impression, susceptible d'être manipulée, alors que le savoir suppose l'acquisition raisonnée d'une connaissance. Chaque science a sa pseudo science (astrologie-astronomie), chaque art a sa contrefaçon (journalisme-propagande).

Se poser la question de "que cherche-t-on à me faire croire et/ou à me faire savoir" permet d'aborder sainement une information, et de séparer les faits des opinions. Essayez, c'est rigolo.

Je n'ai as inventé l'eau chaude, ça sort tout droit du Gorgias de Platon dont je vous conseille la lecture car toute cette problématique s'y trouve.

7- "Les médias cherchent-ils à faire croire ou à faire savoir?"

J'abonde dans votre sens, la question est clairement posée. On ne devrait jamais aborder des informations sans se poser cette question.

On peut également s'interroger sur le but recherché, avoué ou non, par tel ou tel groupe politique ou groupe d'intérêt, dont les actions entreprises sont révélatrices d'une finalité, pour deviner la possible transformation des faits, et des mensonges, comme une logique prévisible en regard de cette finalité.

Exemple: la supposée utilisation de l'arme chimique par l'armée syrienne, dans une zone, qui n'apporte rien sur le plan militaire, et encore moins sur le plan politique, permet de mettre en doute la véracité de l'information lorsqu'elle émane de ceux qui veulent se débarrasser du président syrien.

LVOG - La finalité ne nous avance guère. Connaître la cause de quelque chose est un fait, savoir sur quoi repose cette cause ou ce qui a permis son existence en est une autre.

8- C'est tellement une évidence, les médias, journaux, presse, télévision sont "la voix du Maitre", donc du "pouvoir" : http://bibliotheques-specialisees.paris.fr/ark:/73873/pf0000841213/v0001.simple.selectedTab=record Honoré de Balzac écrivait ceci : http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k1065498g/f103.item en 1840 bien que de nos jours tous les médias sont achetés par ce "pouvoir" et peux donc exercer la "Justice médiatique" a son profit .: http://arretsurinfo.ch/le-role-des-medias-guerre-de-manipulation-par-la-desinformation/ Il n'y a plus rien de censé dans la presse quand on lit autant d'inepties, comme les mensonges, procès d'intention contre une personne "haïe par l'Etat" ou dont on veut réduire la "liberté d'expression". Et quand on déclenche des agressions militaires, les milliardaires qui l'ont "achetée" (la presse) ne se gênent pas pour lancer des bombardements à travers ces mensonges encore répétés alors que l'on sait en haut lieu qu'on a perdu sur le terrain : .https://www.mediapart.fr/journal/international/010617/comment-bachar-al-assad-gaze-son-peuple-les-plans-secrets-et-les-preuves?onglet=full

Le droit d'informer est devenu le droit de tuer ou assassiner !

Ce droit, on leur octroie et on en supporte toutes les conséquences ou on leur dénie ici comme dans tous les domaines, telle est la question qu'il faut que les travailleurs se posent.

9- On ne peut que renvoyer vers de sains réflexes d'auto défense intellectuelle, telle que la lecture de l'article de Viktor Dedaj "médias et information, il est temps de tourner la page".

Le problème est multiple dans cette affaire :

– l'abandon de l'enseignement de la rhétorique par exemple, abandon théorisé par Ingrid Riocreux (dont je conseille les ouvrages),

qui a laissé toute une frange de la population complètement démunie face aux manipulations. Cet abandon n'est pas nouveau, et il n'est pas le seul en cause : mais combien de gens connaissent réellement les figures de rhétorique, ainsi que les mécanismes psychologiques en œuvre dans la propagande, qu'elle soit médiatique ou commerciale (oui, je parle de la pub !)

Il y a une évidence majeure : des gens sont formés, et rompus à l'art de la "com.", c'est à dire de la propagande. Et en face la majeure partie de la population n'a plus qu'un enseignement de consommateur…

10- autre télescopage : la fin d'un cycle civilisationnel, ce que pointe bien ce billet. La tempête parfaite de la crise, qui n'est pas, qui n'est plus qu'une simple crise, mais le point de conjonction de multiples problématiques carrément insolubles à court/moyen terme, pour une civilisation aussi spécialisée et aussi fragile, car dépendante de l'énergie pétrole, que la nôtre. Ça n'est pas pour rien que "plus personne n'écoute plus personne". Le degré de décadence d'une civilisation se mesure à la décadence de ses mœurs, et au recul moral que cela engendre. Je ne parle pas de morale au sens chrétien, mais de morale au sens "Conscientisation" du terme.

Quand le vivre ensemble n'est plus perçu que comme une contrainte indépassable, quand l'argent, l'égoïsme et la flatterie du moi (Twitter, Facebook et compagnie) deviennent les seuls horizons d'une humanité en perte de son vrai et authentique soi (l'altruisme, la bonté, la compassion, l'empathie, l'ouverture aux autres, la générosité….), quand tout ceci est occulté par le gonflement démesuré de la peur et de l'ego, alors l'anomie survient.

Les médias ne sont que l'expression de ce problème bien plus vaste, car il touche une grande majorité de la population.

L'anomie, c'est le dernier stade avant la décomposition sociale et la guerre du tous contre tous.

LVOG - Anomie : Absence de norme sociale, d'organisation, de loi. (Le Grand Robert de la langue française)

11- Mais la presse française fait son boulot mon cher, elle fait même du "très bon boulot"

Seulement ce boulot n'est pas celui que vous croyez : parler de "la liberté de la presse" et c'est comme parler de "la liberté de licencier", ça n'a aucun sens.

Le jour où on me parlera de "liberté d'informer", là je serai OK. D'ici là, la presse (qui n'est qu'une industrie), fait ce pourquoi elle existe : elle manipule, elle oriente, elle travaille l'opinion publique dans le bon sens, celui qui est utile au pouvoir.

Ils osent tout.

- «Si l'opposition n'existe pas hors de la majorité, elle existera dedans» - Liberation.fr

Pour le politologue Roland Cayrol, plusieurs sensibilités s'exprimeront à l'Assemblée au sein même d'une majorité «et de droite et de gauche». Liberation.fr

- Macron de retour à Oradour-sur-Glane à la veille du premier tour des législatives - LeFigaro.fr

- Des lycéens sèchent un cours pour voir Emmanuel Macron, il signe leur mot d'excuse - Franceinfo

- Tours La mairie interdit la mendicité au nom de l'état d'urgence - Liberation.fr

L'état d'urgence sert décidément à tout. Instauré le soir des attentats du 13 Novembre pour éviter toute récidive, et régulièrement renouvelé depuis, ce régime d'exception a été invoqué pour notamment : perquisitionner des maraîchers bio en Dordogne ; assigner à résidence des militants pendant la COP 21 ; les empêcher de défiler pendant le mouvement contre la loi travail et au soir du second tour de la présidentielle ; interdire de déplacement des supporteurs pour ne pas troubler la vie commerciale pendant les soldes ; éloigner un salarié gênant…

La mairie de Tours innove en l'invoquant dans un arrêté antimendicité. Daté du 15 mai et révélé par le site militant d'information locale la Rotative, il cite la dernière loi de prolongation en préambule et justifie dans le corps du texte : «Il est nécessaire de garantir l'accessibilité aux secours en cas d'attentats et la fluidité de la circulation piétonne laquelle doit rester libre et non entravée par des occupations abusives et prolongées des espaces.» Liberation.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Russie

- Le piratage russe repose sur de faux documents américains, selon Poutine - Reuters

Les documents accusant la Russie de piratage contre le Parti démocrate lors de la campagne présidentielle américaine auraient facilement pu être fabriqués par des services du renseignement américains, a estimé vendredi Vladimir Poutine.

Selon le président russe, ces accusations de piratage ne sont rien d'autres que des "ragots dommageables" qui ont pénalisé les relations internationales et l'économie mondiale.

"J'ai lu ces rapports", a commenté Vladimir Poutine lors du forum économique de Saint-Pétersbourg. "Même dans ces rapports, i n'y a rien de précis mais seulement des suppositions et des conclusions fondées sur des suppositions", a poursuivi le chef de Kremlin.

"Où sont les empreintes digitales ? Des adresses IP peuvent être falsifiées. Savez-vous combien il existe de spécialistes qui sont capables de faire croire que vos enfants utilisent votre ordinateur à partir de votre adresse IP ? On peut falsifier n'importe quoi et ensuite accuser n'importe qui. Il n'y a pas de preuve", a-t-il affirmé. Reuters 02.06

Monténégro

- Le Monténégro devient le 29ème membre de l'Otan - AFP

Le Monténégro est officiellement devenu lundi le 29e membre de l'Otan.

Le ministre des Affaires étrangères Srdjan Darmanovic a remis lundi l'instrument d'accession de son petit pays de 620.000 habitants à l'Alliance, dans une cérémonie en milieu de journée au département d'Etat américain en présence du Premier ministre Dusko Markovic.

"Nous célébrons aujourd'hui le fait que plus jamais quelqu'un décidera dans notre dos à notre place et à la place de notre Etat, comme cela a été le cas dans le passé", a déclaré M. Markovic pendant la cérémonie.

L'entrée dans l'Otan "est un évènement historique" pour un pays qui a dû "endurer d'énormes sacrifices au 19ème et au 20ème siècle pour (...) être reconnu par le monde sous son propre nom et ses propres symboles", a-t-il également indiqué.

L'entrée du Monténégro favorisera "la stabilité dans l'ouest des Balkans", et "la paix et la sécurité internationale", a souligné de son côté le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg.

L'intégration dans l'Otan de ce pays qui faisait partie de l'ex-Yougoslavie communiste est vue par Moscou comme une "provocation".

L'Otan contrôle désormais avec cette intégration tout le littoral nord de la Méditerranée, depuis le détroit de Gibraltar jusqu'à la Syrie. AFP 05.06

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Espagne

- En Espagne, la flexisécurité n'évite pas la précarité - boursedirect.fr

"Des patrons qui embauchent plus facilement, mais des salaires qui fondent et des contrats temporaires à la pelle: en Espagne, la "flexisécurité" a contribué en cinq ans au reflux du chômage, au prix d'une grande précarisation. Sans la réforme du travail de 2012, "nous n'aurions pas osé nous agrandir si rapidement", reconnaît Juan Martinez, gérant d'un magasin concessionnaire automobile Kia dans le nord de Madrid. La loi, impulsée par le gouvernement conservateur après la destruction de 2,6 millions d'emplois en quatre ans de crise, a réduit drastiquement les indemnités de licenciement. Elle a aussi autorisé les licenciements collectifs sans motif économique." boursedirect.fr

L'UE des multinationales

- Pesticides : la guerre s'intensifie entre «pro» et «anti» sur fond de pressions de Monsanto - Libération.fr

La bataille fait plus que jamais rage autour du glyphosate, le pesticide le plus utilisé au monde, qui entre dans la composition de plusieurs centaines de produits, dont le célèbre herbicide Roundup de Monsanto. Alors même qu'il est suspecté d'être cancérogène et un perturbateur endocrinien, les industriels font tout pour le maintenir sur le marché.

Monsanto, en particulier, emploie des méthodes extrêmement brutales, révélées dans une enquête glaçante du Monde, publiée jeudi : experts critiqués et dénigrés, harcelés et intimidés par voie d'avocats, financements fragilisés, lobbyisme intense auprès des décideurs politiques et du grand public…

Le Centre international de recherche sur le cancer (Circ) est la cible principale de la firme de Saint-Louis (Missouri) comme du lobby de l'industrie chimique en général. Le «tort» de cette agence de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ? Avoir classé le glyphosate «cancérogène probable pour l'homme» le 20 mars 2015, plusieurs études suggérant notamment un risque accru de lymphome non hodgkinien (un cancer du sang) chez les agriculteurs et jardiniers exposés.

Quelques mois plus tard, le 12 novembre 2015, coup de théâtre : l'Autorité européenne de sécurité des aliments (Efsa) juge de son côté «improbable» le risque cancérogène du glyphosate. Et ne propose donc pas qu'il soit classé comme cancérogène dans la réglementation de l'UE sur les substances chimiques. Tout sauf anodin, puisqu'ainsi cela ouvrait la voie à la réautorisation sur le marché européen du pesticide, dont la licence expirait fin juin 2016.

Mais la bataille entre industriels et ONG est devenue si vive et le glyphosate un enjeu si sensible que la Commission européenne n'est pas parvenue l'an dernier à convaincre les Etats membres de renouveler la licence. Elle a alors décidé de la prolonger de dix-huit mois, dans l'attente d'un rapport de l'agence européenne des produits chimiques, l'Echa. Mi-mars 2017, celle-ci a à son tour estimé que le glyphosate ne devait pas être classé comme cancérogène. Bruxelles n'a alors pas tardé pour relancer le 16 mai la procédure visant à le réautoriser dans l'UE, a priori pour dix ans. Mais les «anti» ne baissent pas les bras pour autant. Jeudi, quatre eurodéputés verts ont annoncé avoir saisi le 24 mai la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) pour forcer l'Efsa à publier toutes les études qu'elle a utilisées dans son évaluation. Libération.fr 01.06

Haut de page

Le 7 juin 2017

CAUSERIE

On rajoutera peut-être quelques articles plus tard.

- Causerie du 7 juin, 8 pages.

Si la « réforme » du code du travail présentée le 6 juin par le gouvernement était adoptée, les travailleurs redeviendraient taillables et corvéables à merci comme au XIXe siècle, face à des patrons de droits divins. Ce serait la plus formidable régression sociale mise en œuvre par un gouvernement depuis près d'un siècle.

En guise de rénovation du « modèle social », il s'agit purement et simplement de le détruire, non pas qu'on y serait attaché, loin s'en faut tant en réalité il est déjà favorable aux patrons, mais il conservait encore certaines dispositions protégeant les travailleurs de l'exploitation forcenée qui disparaîtraient.

En individualisant le contrat de travail, il cesse d'exister au profit de critères arbitraires définis par les patrons. Ils pourraient décider ou modifier à leur grès la durée de travail, le niveau et les composantes de la rémunération de chaque salarié, leurs conditions de travail, de licenciement, etc. entreprise par entreprise, poste de travail par poste de travail.

Contre ce coup d'Etat anti-social, je propose d'adopter le dispositif suivant :

1- Appel à la mobilisation générale de l'ensemble des travailleurs et de leurs organisations pour exiger le retrait du projet de contre-réforme du Code du travail par ordonnances.

2- Réunion le plus tôt possible des représentants de l'ensemble des formations politiques se réclamant du mouvement ouvrier (partis, organisations, mouvements, syndicats, associations, groupes, comités, clubs, etc.)

3- Constitution d'un bureau de coordination afin d'organiser la répartition des tâches et de maintenir en contact l'ensemble des participants, préparer les réunions suivantes, etc.

4- Communication. Communiqué de presse. Diffusion via tous les canaux de communication.

5- Réalisation du matériel destiné à faire connaître cet appel dans toute la France (Affiche, appel, tract) et partage de son financement... Un seul appel et un seul tract national.

6- Actions - Diffusions communes, mise en place de comités de préparation de la manifestation parisienne, meetings locaux unitaires... J'insiste bien sur le fait que les militants du POI, POID, NPA, LO, PCF, PG, FI, GMI, PRCF, ParDem, FA, CNT, FSC, Front Social, etc. diffuseraient le même matériel ensemble, fraternellement unis pour la même cause.

7- Manifestation nationale et unitaire à Paris devant l'Assemblée nationale le samedi 16 septembre.

8- Appel de l'ensemble des participants à la grève générale illimitée avec occupation à partir du 21 septembre jusqu'au retrait du projet de contre-réforme du Code du travail, et à une nouvelle manifestation nationale à Paris le samedi 23 septembre.

Quelques précisions.

En principe, le projet de loi d'habilitation devrait être mis au vote à l'Assemblée nationale réuni en session extraordinaire entre le 24 et le 28 juillet. Or cela tombe pendant les vacances d'été, donc il serait impossible d'organiser une manifestation nationale et unitaire de masse pendant cette période.

Ensuite le gouvernement se donne un mois pour transmettre ses ordonnances au Conseil d'Etat, le 28 août au plus tard.

Et c'est le 20 septembre qu'il a programmé leur adoption en Conseil des ministres, d'où la date du 16 septembre que j'ai retenue pour la manifestation à Paris, donc avant qu'elles ne soient adoptées.

J'ignore si un parti va se saisir de cette proposition. Ce n'est qu'une esquisse de proposition, elle doit être enrichie et peut être modifiée évidemment, on retiendra la trame et l'orientation.

- Cette proposition au format pdf (1 page)

Je vais l'adresser le plus tôt possible à toutes les formations politiques et toutes les organisations syndicales, à tous les courants ou tendances du mouvement ouvrier dont je possède les coordonnées électroniques, je vais rechercher celles qui me manquent.

Pas un militant, pas un travailleur ne comprendrait qu'une organisation qui prétend parler en leurs noms refuserait de se mobiliser dans l'unité contre ce projet d'ordonnances. Nous refusons d'emblée tout appel à des journées d'action, à toute action de division. Il va de soi que je ne vais pas adresser cette proposition au PS et à ses satellites. Quant au PCF, je vais effectuer cette démarche en direction de différents courants, hormis celui de sa direction.

Si aucun parti ne voulait prendre l'initiative d'un tel appel, parce qu'il craindrait que cela soit mal reçu ou interprété par ses concurrents, je veux bien leur servir d'intermédiaire ou prendre sur moi cette responsabilité, personne ne pourrait invoquer le profit que pourrait en tirer un ouvrier ou un militant vivant isolé à l'autre bout du monde, qui plus est inorganisé ou lié à aucune formation politique.

J'ai laissé de côté volontairement un grand nombre d'aspects liés à ces ordonnances. Par exemple l'atomisation des travailleurs ou l'individualisation de leurs droits qui tend à nier leur appartenance à une classe sociale distincte de celle des capitalistes, de sorte qu'ils ne puissent plus défendre des droits collectifs puisqu'ils n'existeraient plus ; la concurrence accrue qui en découlerait entre les travailleurs ; leur objectif corporatiste, totalitaire…

Je vous tiendrai informé de mes démarches et des réponses que j'ai reçues, si j'en reçois, non pas que je serais pessimiste, disons qu'il faut s'attendre à tout ou ne se faire aucune illusion ! Mais ne polémiquons pas inutilement, laissons de côté nos désaccords, les oligarques tentent de frapper un grand coup notre classe, eux ils sont unis, alors essayons d'être à la hauteur de ce formidable défi, sachons faire preuve d'intelligence, d'unité et de fraternité pour une fois et nous pourrons les vaincre.

N'oublions pas que dans tous les cas de figure, 1er et 2ème tour de la présidentielle, 1er des législatives des Français établis à l'étranger, Macron et son parti n'ont obtenu le soutien que de 10 à 15% de la population, ils auront peut-être demain la

majorité absolue à l'Assemblée nationale, mais dans le pays ils seront ultra minoritaire et illégitime pour appliquer leur programme ultra réactionnaire, c'est cela qu'on doit conserver à l'esprit et qui doit nous motiver, car dans ces conditions on peut gagner cette bataille, reste à savoir si ceux qui prétendent nous représenter répondront ou non à cet appel, que je appelle évidemment à relayer le plus largement possible.

Quelques réflexions politiques

1- Ma causerie d'avant-hier pourrait être une modeste contribution au IIe congrès du POID…

2- La Tribune des Travailleurs 05.06 (Facebook) : "Nous ne vous disons pas votez pour nous et tout ira mieux. Nous disons construisons le parti ouvrier qui nous manque".

C'est un raccourci un peu sommaire, mais l'orientation est correcte. Je rajouterai : le parti ouvrier qui lutte pour prendre le pouvoir, car on ne peut susciter l'intérêt ou la curiosité des travailleurs, si on n'affiche pas notre détermination pleine et entière à aller jusqu'au bout de notre combat, à ne rien lâcher...

3- Franceinfo - "Les ressortissants français vivant à l'étranger ont déjà voté pour le premier tour. C'est un raz-de-marée pour La République en Marche." Franceinfo 05.06

Normal, les expatriés sont des nantis dans l'immense majorité des cas. Soit ce sont des hommes d'affaires ou des gens qui font du business, soit ce sont des salariés du privé ou du public motivés avant tout par l'appât du gain et dont la rémunération sera doublée ou triplée (fonctionnaires). Tous sont déconnectés des difficultés quotidiennement que subissent les travailleurs en France. Cette expérience ou leur situation de privilégiés flatte plutôt leur individualisme au lieu de concourir à l'élévation de leur niveau de conscience.

Je rappelle que j'ai quitté la France et que je suis installé en Inde du Sud depuis le 16 août 1996. Mon dernier séjour en France remonte à mai 2002, pendant un mois. Je n'ai aucun contact avec des Français établis en Inde.

4- Avec un taux d'abstention et de votes blancs ou nuls de 83% en moyenne, il faut relativiser ce "raz-de-marée" qui en réalité n'a pas eu lieu, c'est une pure mystification. Les résultats du premier tour des législatives des ressortissants français vivant à l'étranger témoignent au contraire un rejet massif de tous les partis qui présentaient des candidats ou à une désertion des institutions.

5- Les croyants sont des ignorants.

Remplacez Amérique par France : Croyance irrationnelle dans le destin "exceptionnel" de l'Amérique.

5- Effet d'annonce trompeur.

Bandwagon signifie suivre le mouvement ou prendre le train en marche. Ils appellent ainsi l'effet "d'attraction du triomphe promis" au parti de Macron aux législatives qu'ils ont entièrement fabriqué à coup de propagande hystérique digne du ministère de l'Information du IIIe Reich.

6- En oligarchie. Coup d'Etat contre le droit du travail.

Ils affirment qu'il faut "libéraliser le marché du travail pour faciliter l'embauche et donc réduire le chômage", autrement dit, le droit du travail en vigueur serait responsable du chômage et non la crise du capitalisme, ce serait les travailleurs qui en seraient responsables et non les capitalistes.

Nous disons, si les droits légitimes des travailleurs, si le progrès social, si le droit du travail, un salaire (minimum 2.000 euros net par mois) et des conditions de travail décentes (35 h maximum hebdomadaire, voire 30 ou 32 h) sont incompatibles avec l'existence du capitalisme, il doit disparaître, car rien ne peut justifier que les travailleurs soient réduits en esclavage.

7- Cazeneuve multiplie les offres de service à Macron.

Grille de lecture.

Bernard Cazeneuve souhaite que Macron « réussisse » à liquider ce qui reste du droit du travail, et comme la politique de Macron s'inscrit dans la continuité de celle de Hollande, il serait logique que le PS mette la main à la pâte en participant à une « coalition » avec LEM.

Quant à la crainte qu'il a formulé que cet appel d'offre soit rejeté au profit d'un « parti unique », on ignore à ce stade si cette perspective pourrait se réaliser car elle coïnciderait avec l'instauration d'un régime ouvertement totalitaire.

Que la tentation soit grande chez les oligarques d'avancer dans cette voie ne fait aucun doute pour l'avoir formulée à de multiples reprises de longue date. De plus, l'évolution de la situation politique marquée par le refus grandissant de pans entiers de la société de participer aux processus électoraux ou institutionnels, sans qu'émerge un nouveau parti ouvrier digne de ce nom, témoigne de la passivité ou de la soumission de dizaines de millions de travailleurs face au sort qu'on leur réserve et à la dérive totalitaire des institutions, de sorte que l'oligarchie peut estimer le moment venu maintenant qu'elle détient le pouvoir politique, tous les pouvoirs en réalité, de le confisquer de manière autoritaire en instaurant une sorte de monarchie constitutionnelle héréditaire dont personne ne pourrait contester la légitimité. Dans ce cas de figure, tous les autres partis ou acteurs politiques ne joueraient plus qu'un rôle de figurants accessoires dans cette dictature absolue.

Si ce scénario peut paraître invraisemblable à première vue, il n'en demeure pas moins qu'il correspond à la stratégie politique formulée par les idéologues du néolibéralisme qui exclut toute forme de contestation.

J'ai abordé cette question à de nombreuses reprises dans des causeries au risque de passer pour un farfelu ou un dégénéré s'étant écarté de la lutte des classes ou du socialisme subissant l'influence de je ne sais quelle théorie du complot, sauf que maintenant nous y sommes ou les choses se précisent. Comme quoi mes détracteurs feraient bien de réfléchir aux questions que je soulève, au lieu de perdre leur temps à me contredire systématiquement sans avancer le moindre argument sérieux ou d'essayer de me salir…

Bernard Cazeneuve : "Je pense par exemple que nous avons besoin sur la justice sociale, sur l'école, sur les services publics, de parlementaires de la gauche de gouvernement à l'Assemblée nationale si nous voulons que ce quinquennat réussisse et ne s'engage pas dans une mauvaise direction", a-t-il déclaré.

Prenant l'exemple de la hausse de la CSG prévue par le gouvernement pour financer la suppression des cotisations salariales, l'ancien Premier ministre a estimé que "cette mesure de pouvoir d'achat, qui n'est pas nécessairement mauvaise, implique pour être appliquée dans de bonnes conditions, qu'il y ait des parlementaires de gauche à l'Assemblée nationale".

"Je ne dis pas que Emmanuel Macron n'atteindra pas son objectif avec les candidats d'En Marche, mais je pense que s'il veut réussir l'ambition de modernisation qu'il porte, il est préférable que nous ayons une coalition dans laquelle chacun est respecté", a-t-il ajouté.

"On le sait et les sondages sont tous là pour en attester: le président Emmanuel Macron aura une majorité absolue à l'Assemblée", a-t-il ajouté.

"Et donc la question de cette élection (...) est de savoir si on aura un parti unique ou si on aura aussi d'autres expressions qui permettront de concourir à la démocratie et de faire en sorte que y compris l'opinion publique puisse être alertée quand il y a des sujets qui le méritent", a-t-il poursuivi, jugeant par ailleurs qu'il faudrait "complètement refonder" le Parti socialiste mais qu'un changement de nom relevait du "gadget". AFP 06.06

Régime totalitaire. Matraquage gouvernemental et médiatique macromaniaque.

- Législatives : raz-de-marée en vue pour la République en marche - Franceinfo

- Carton plein aux législatives pour Emmanuel Macron ? - LePoint.fr

- Législatives: Macron prédit "plus de 400 députés" pour son parti - L'Express.fr

- Législatives : razzia en vue pour La République en Marche - Franceinfo

- Législatives : Alain Juppé soutient Aurore Bergé (REM) face au candidat LR - LePoint.fr

Numéro d'équilibrisme.

- Réforme du code du travail: "Un coup d'Etat social", selon Mélenchon - AFP

Jean-Luc Mélenchon s'est inquiété mardi que "beaucoup de gens" soutiennent "de manière aveugle" Emmanuel Macron "alors qu'il est en train de procéder à un coup d'Etat social" avec la réforme du code du travail.

"Il est incontestable que beaucoup de gens se vouent d'une manière un peu aveuglée au chef de l'Etat alors même qu'il est en train

de procéder à un coup d'Etat social", a affirmé sur TF1 le chef de la France insoumise, présentant sa formation comme "la seule dans une opposition humaniste et républicaine" à M. Macron.

"Mon rôle est d'alerter: ne vous laissez pas endormir. Depuis trois semaines, il y a un concert de louanges pour le chef de l'Etat, c'est pas bon! Ne lui donnez pas le pouvoir absolu, ne lui donnez pas les pleins pouvoirs!", a demandé celui qui est candidat aux législatives dans les Bouches-du-Rhône.

"Equilibrez l'Assemblée, faites en sorte qu'on entende la voix du camp du travail, de l'humanisme et de l'écologie (...) et qu'elle soit forte", a-t-il encore plaidé.

Alors que le gouvernement a dévoilé mardi son programme et son calendrier pour réformer le code du travail, M. Mélenchon a qualifié de "factuelle" l'idée que cela équivalait à un "retour au XIXe siècle".

"Rendez-vous compte d'une chose: 18 millions de personnes qui constituent la population active du secteur privé vont voir leur situation juridique quotidienne complètement changer sans que le Parlement ne puisse changer une ligne, un mot de ce qui a été décidé par le gouvernement", s'est-il inquiété. (Il a oublié de compter les quelque 5 ou 6 millions de chômeurs qui viennent du secteur privé et y resteront. – LVOG)

Pour lui, avec la réforme proposée par le gouvernement, c'est un "code de la route par rue": "le salaire, la durée du travail, le délai de prévenance, le CDI qui va disparaître dans l'opération, le droit d'alerte, le droit de retraite, le traitement des jeunes qui ont moins de 16 ans au travail... Tout ça va se discuter entreprise par entreprise..." (Et que propose-t-il ? Rien ! – LVOG)

Alors que les enquêtes d'opinion prédisent une large majorité pour La République en Marche, le mouvement du chef de l'Etat, M. Mélenchon a dit "espérer toujours gagner" les législatives. (Il parlait pour lui uniquement ! – LVOG) PS et "Républicains" ont d'après lui "fait leur temps, voilà tout. La partie se joue maintenant entre M. Macron, Mme Le Pen et la France insoumise", a-t-il estimé. AFP 06.06

M. Macron, Mme Le Pen et M. Mélenchon, trois créations du régime en somme…

Ils osent tout

Pas l'Arabie saoudite qui a produit et financé les talibans, Al-Qaïda, Daesh…

- Qatar: "peut-être le début de la fin de l'horreur du terrorisme", selon Trump – AFP

Pendant que l'Arabie saoudite et Israël massacrent le peuple yéménite…

- En Israël, une satisfaction relative - Liberation.fr

Les pressions sur le Qatar renforcent l'axe sunnite. L'Etat hébreu espère ainsi un affaiblissement de l'Iran, chiite, malgré le risque de perdre la médiation de Doha avec le Hamas. AFP 06.06

- Les USA critiquent le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU - AFP

La représentante des Etats-Unis à l'ONU, Nikki Haley, a défendu mardi 6 juin la vision américaine du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU, estimant que les pays violant ces droits ne pouvaient plus y avoir leur place. Elle a notamment accusé le Venezuela...

Fake news… « secrète », sans rire !

- Piratage de la campagne présidentielle américaine : un document secret de la NSA accable la Russie - Franceinfo

Ce document a été révélé par un média américain, "The Intercept". Mais le Kremlin dément "fermement" ces informations. Franceinfo 06.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie.

- Syrie : la coalition frappe à nouveau des forces pro-régime près d'Al-Tanaf - Franceinfo

La coalition internationale contre le groupe Etat islamique a de nouveau frappé en Syrie des forces pro-régime près d'Al-Tanaf, mardi 6 juin, non loin des frontières irakienne et jordanienne. Menée par les Etats-Unis, la coalition a bombardé un groupe "de plus de 60 soldats" avec notamment "un char" et "de l'artillerie" qui représentaient "une menace" pour les forces de la coalition présentes à Al-Tanaf, précise un communiqué (en anglais).

"Plusieurs avertissements" ont été donnés avant le bombardement via la ligne téléphonique spéciale mis en place par la coalition avec la Russie, alliée de Damas, explique la coalition. Le bombardement a détruit "deux pièces d'artillerie et des armes anti-aériennes", toujours selon le communiqué.

Ces nouvelles frappes ont lieu dans un contexte de tension de rivalités grandissantes. Le président syrien Bachar al-Assad essaie d'éviter que les Etats-Unis ne soient le pays qui dirige le combat contre le groupe Etat islamique dans l'est de la Syrie. Ses forces progressent désormais dans cette direction, après avoir remporté une série de victoires sur les rebelles à l'ouest.

Al-Tanaf est le lieu choisi par la coalition pour entraîner des forces syriennes locales destinées à se battre contre le groupe Etat islamique. Des forces spéciales américaines et britanniques sont présentes sur place depuis plusieurs mois. La coalition a établi dans un rayon de 55 kilomètres autour de la ville une zone de sécurité, dite "zone de déconfliction", où toute intrusion est considérée comme menaçante.

Mardi, les forces pro-régimes étaient déjà "bien avancées" à l'intérieur de la zone lorsque la coalition a déclenché son bombardement, selon le communiqué. "La coalition ne cherche pas à combattre le régime syrien ou les forces pro-régime mais est prête à se défendre si des forces pro-régime refusent de quitter la zone de déconfliction." Franceinfo 07.06

Afrique du Sud.

- Afrique du Sud: l'économie entre en récession, une première depuis 2009 – AFP

La menace qui planait sur l'économie sud-africaine s'est concrétisée: le pays est officiellement entré mardi en récession, une première depuis 2009, qui pourrait accentuer la pression sur les épaules de son controversé président Jacob Zuma.

Le produit intérieur brut (PIB) de l'économie la plus industrialisée du continent a reculé de 0,7% au premier trimestre 2017, après s'être contracté de 0,3% au quatrième trimestre 2016. "L'économie sud-africaine est entrée en récession", a confirmé l'Office national des statistiques sud-africain (Stats SA).

Lors des trois premiers mois de l'année, la croissance a été minée par les faibles performances de la production électrique (-4,8%) et manufacturière (-3,7%) et le recul du secteur tertiaire (-2%). Seuls les secteurs miniers ("12,8%) et agricoles ("22,2%) sont dans le vert, en forte reprise après une difficile année 2016.

L'annonce de cette récession a immédiatement fait chuter le rand (-1,5% face au dollar), la très volatile devise nationale.

Avec cette annonce, bien peu de signaux sont au vert pour l'économie sud-africaine.

Son taux de chômage a même atteint au début du mois son plus haut niveau depuis treize ans, avec 27,7% de la population active officiellement sans emploi.

Les fermetures d'entreprises se succèdent également dans ce pays qui fut la locomotive de l'industrie africaine. Le constructeur automobile américain General Motors a récemment annoncé son intention de quitter le pays, où il possède plusieurs usines, tandis que le géant minier Anglo American compte supprimer 2.000 emplois dans deux sites du pays.

"La réalité, c'est que l'économie sud-africaine affiche depuis longtemps des performances bien en-deçà de ce qui est nécessaire pour donner des emplois à sa main d'oeuvre croissante", a noté Dawie Roodt, un économiste indépendant.

Ces mauvaises nouvelles surviennent deux mois seulement après le limogeage controversé du respecté ministre des Finances, Pravin Gordhan. Le président Jacob Zuma l'a brutalement remplacé fin mars par Malusi Gigaba, un de ses proches.

Deux agences de notation financière avaient immédiatement sanctionné cette décision en dégradant la note du pays en catégorie spéculative. "Il y a beaucoup d'incertitude politique en Afrique du Sud, ce qui empêche les investissements", a résumé

Alan Hirsch.

Le chef de l'Etat est la cible de nombreuses critiques en Afrique du Sud pour son implication supposée dans diverses affaires de corruption qui affectent l'économie du pays.

"Notre économie est maintenant en lambeaux et c'est directement à cause du gouvernement de l'ANC (Congrès national africain), corrompu jusqu'à l'os et sans aucun plan pour notre économie", a immédiatement regretté mardi Mmusi Maimane, le chef de l'Alliance démocratique (DA), le premier parti d'opposition.

Conspué par ses opposants, le président Zuma affronte également une fronde au sein de son parti, l'ANC, qui s'inquiète de l'érosion du soutien populaire au parti de feu Nelson Mandela. Jusqu'à présent, il a cependant réussi à conserver son poste.

L'ANC élira son successeur à la tête du parti à la fin de l'année et devra trancher entre Nkosazana Dlamini-Zuma, l'ex-patronne de l'Union Africaine soutenue par Jacob Zuma et Cyril Ramaphosa, vice-président du pays au profil plus rassurant pour les investisseurs. AFP 06.06

Haut de page

Le 8 juin 2017

CAUSERIE

- Causerie du 8 juin, 12 pages.

Quelques infos sur le portail.

Même si je ne reçois pas de courriels ou si les lecteurs me boudent, l'image qui montre les connexions au portail dans le monde qui m'a été fournie par la société qui l'héberge, témoigne que je ne raconte pas de blagues en affirmant que chaque mois dans plus de 50 pays des travailleurs ou des militants s'y connectent.

La présentation de la page d'accueil a été légèrement modifiée, simplifiée, bref, améliorée.

J'ai ajouté le texte de la Direction générale du travail daté du 31 mai 2017 publié hier par Libération.

- Téléchargement ici

J'ai également modifié la proposition que j'ai rédigée et mise en ligne hier *pour mettre en échec les ordonnances du gouvernement contre le code du travail*. J'ai ajouté notamment l'abrogation de la loi Macron-El Khomri.

La causerie plus tard si je parviens à la terminer avant 17h.

Pondichéry, 14h23

Rectificatifs.

Ils n'ont pas supprimé le carnet de rationnement en Inde.

Ce qui nous a induit en erreur, c'est qu'ils avaient arrêté la distribution depuis plus de deux mois. Début juin au Tamil Nadu on a eu le droit à du riz seulement, toutes les autres denrées n'étaient pas disponibles. On le paie 10 roupies au lieu de 30. A Pondichéry ils ont distribué du riz de tellement mauvaise qualité que les Indiens l'ont donné aux chiens ou aux chèvres !

Ce fut sans doute une erreur de soutenir FI aux législatives.

En étant à 10.000 kilomètres de la France je ne pouvais apprécier avec suffisamment de finesse l'état d'esprit des travailleurs et mesurer précisément le dynamisme enclenché par Mélenchon que j'ai surestimé apparemment. Il aurait sans doute fallu appeler au boycott. On en reparlera le 12 juin.

La question qui les taraude, qui les angoisse. Dans la rue !

- "La politique reprendra ses droits. La question est: d'où va venir l'opposition? Ce sera soit une opposition démocratique, à l'Assemblée, soit dans la rue." (Philippe Moreau-Chevrolet, expert en communication politique - AFP 07.07)

- " La fronde peut être à l'intérieur de cette majorité, ou alors, et ce serait pire, dans la rue". (Laurent Neumann - bfmtv.com 06.06

- Est-on sûr qu'une assemblée composée de bleus, le doigt sur la couture du pantalon, profiterait à la vie démocratique du pays ? (leparisien.fr 07.06)

Elle témoignerait que la démocratie est ailleurs que dans les institutions de la Ve République. Quand une classe sociale représentant une infime minorité de la population détient le pouvoir, tout le pouvoir, tous les pouvoirs, il va de soi que la démocratie ne peut pas exister, sauf à se faire de graves illusions ou tout confondre.

Seul un véritable parti ouvrier peut l'incarner, un parti qui incarne les besoins et les aspirations légitimes de la majorité du peuple et au-delà de l'humanité, un parti qui soit tourné vers le futur, qui serait forcément débarrassé du capitalisme...

Parole d'internaute.

1- "Le gouvernement Macron va tuer le droit du travail , tous les acquis sociaux pour lesquels nos parents et grands- parents se sont battus, c'est affligeant , si c'est ça la France d'aujourd'hui c'est qu'elle n'a plus aucun principe ni aucune valeur..."

Ne soyez pas nostalgique du passé, car de tout temps des millions de travailleurs ont dû subir injustement ce que vous ne supportez plus aujourd'hui et bien pire encore...

2- "Le peu de Français qui se déplaceront dimanche vont élire des godillots qui aideront le bras armé du patronat à supprimer tous les acquis sociaux des ouvriers."

3- "Les gens votent pour la baisse de leur pouvoir d'achat, parce que le but de Macron est de faire baisser les coûts de production, afin que les entreprises françaises soient davantage compétitives et gagnent encore plus d'argent!"

4- "On est mal barrés... Espérons que les Macron-béats vont avoir un éclair de lucidité avant d'aller voter dimanche...

Car quand ils seront devenus corvéables et jetables à merci, et qu'en plus ils verront baisser leur feuille de paye ou leur retraite, il sera trop tard."

Pas forcément, il sera peut-être temps de faire table rase du passé, non ? La question est déjà à l'ordre du jour, elle le sera avec plus d'acuité demain...

5- "Vous en voulez du Macron, vous allez en avoir ! Salariés réfléchissez bien dimanche dans l'isoloir ! La casse des acquis sociaux, la flexibilité, la pénibilité, etc ... tout ce que nos anciens ont tant eus de mal à gagner sera démantelé en quelques mois grâce à ce président soutenu par le MEDEF et les patrons du CAC 40 !"

3,44%. Fake news ou fausse nouvelle, les médiacrates sont les champions toutes catégories.

- Législatives: raz-de-marée pour En Marche chez les Français de l'étranger - Le Huffington Post

Quatre exemples pour illustrer ce "raz-de-marée pour En Marche" :

Dans la sixième circonscription, le candidat de REM recueille 63,55 % des suffrages exprimés soit 12,76 % des inscrits avec un taux de participation de 15,94 %.

Dans la dixième circonscription, le candidat de REM recueille 60,08 % des suffrages exprimés soit 11,73% des inscrits avec un taux de participation de 19,54%.

Dans la cinquième circonscription, le candidat de REM recueille 50,36 % des suffrages exprimés soit 7,96 % des inscrits.

Dans la huitième circonscription le candidat de REM recueille 36,67 % des suffrages exprimés soit 3,44% des inscrits avec un taux de participation de 9,4 %. (Source: Français de l'étranger : REM en passe de rafler toutes les circonscriptions - Le Point 06.06)

En complément. Confirmation de ce que j'expliquais hier à propos des Français de l'étranger.

- ...les Français de l'étranger ne ressemblent pas à tous les Français: pour le dire clairement, il y a peu de prolétaires, de France périphérique, de France insoumise, parmi ces Français qui partent tenter leur chance et parfois gagner beaucoup d'argent à l'étranger.

La droite est en très grande difficultés car chez cette France active, qui a tenté l'aventure de l'expatriation, Emmanuel Macron se substitue à la droite libérale, qui avait d'usage les faveurs de cette sociologie. (...) C'est dire si ces Français-là croient dans le coup de pouce, le coup de booster libéral qu'Emmanuel Macron peut incarner pour tous ceux qui veulent réussir. bfmtv.com 06.06

Constitution. Un système électoral inique ou quand 30% des voix = 65 à 75% des élus.

- Législatives : une abstention historique pour nuancer la victoire de REM - LePoint.fr

S'il y a bien une inconnue à J - 4 du premier tour des législatives, c'est l'abstention. Dans un scrutin où le mouvement du président Emmanuel Macron devrait remporter une large majorité de sièges à l'Assemblée nationale, la participation risque bien d'être en berne. Selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour Le Point*, elle s'élèverait à 52 %, soit cinq points en dessous de celle de 2012. « C'est près de 20 points sous le niveau de participation moyen au premier tour des élections législatives (71,75 %) », précise l'enquête. Bref, un record historique d'abstention qui pourrait ternir la victoire de La République en marche (REM). « Avec un tiers des suffrages, REM-MoDem est en passe de récupérer entre 350 et 390 sièges », analyse Gaël Sliman, président d'Odoxa. En termes de projection de sièges à l'Assemblée nationale, 64 % devraient revenir à REM et au MoDem LePoint.fr 07.06

- Aux législatives, gauche et droite vont être victimes d'un système électoral pervers qu'elles ont favorisé - Le Huffington Post

Personne ne s'en était jusqu'ici avisé, mais notre mode de scrutin, majoritaire à deux tours, unique en Europe, qui a permis alternativement au RPR devenu UMP puis au Parti Socialiste d'obtenir, avec 34% des suffrages environ au premier tour, des majorités absolues à l'Assemblée nationale dans la foulée des élections présidentielles, aura un effet encore plus amplificateur dès lors que le parti arrivé en tête est centriste ou central.

La raison en est simple: quand un candidat de la "République en marche" sera en tête au premier tour, dans une circonscription, il aura toutes les chances de l'emporter au second puisque ses adversaires de droite, de gauche, d'extrême droite et d'extrême gauche ne pourront évidemment pas s'unir pour lui faire barrage.

Lorsque, en revanche, il arrivera en seconde position, contre un candidat de droite il pourra recevoir des renforts de gauche et contre un candidat de gauche il pourra recevoir des renforts de droite. CQFD!

Conséquence: même avec 27–28% des suffrages, la "République en marche" pourra emporter une majorité absolue et, avec 31%, on assisterait à un raz-de-marée.

Mais ce système électoral, qui se retourne aujourd'hui contre elles (la droite LR et la gauche socialiste - ndlr), c'est la droite qui l'a défendu à cor et à cri. Pas question de le démocratiser! Tandis que le PS, contrairement à ses promesses d'y instiller une dose de proportionnelle, il n'y a pas touché. Le Huffington Post 07.06

Commentaire d'un internaute.

- "*J'aimerais que l'on comprenne que Le Macron des médias ne fait pas l'unanimité ! Il est loin d'avoir fait l'unanimité aux présidentielles ! Et puis tout cet hyper battage médiatique envers Macron et son gouvernement sont loin de plaire aux Français comme on veut bien le laisser entendre 7/7 jours 24hsur 24 ! C'est devenu un matraquage médiatique inouï ! Cela devient contre productif et les urnes le diront dimanche ! L'abstention sera reine.*"

Reste à savoir si à la dernière minute les intentions affichées de Macron de liquider le code du travail ne vont pas décider de nombreux abstentionnistes à aller voter, et dissuader ceux qui avaient prévu de voter REM de le faire en se reportant sur un autre parti. Nul ne le peut l'affirmer avec certitude, certes cela serait logique, mais le peuple travailleur en manque singulièrement, peut-être pas tant qu'on le croit.

L'annonce que les élections législatives seraient pliée n'est pas anodin, elle peut au contraire en persuader plus d'un qu'il est dorénavant inutile d'aller voter, favorisant ainsi l'abstention qui profiterait à Macron. Il n'y a rien de pire que d'estimer qu'on a perdu d'avance un combat et se résigner.

Des institutions corrompues et antidémocratiques. Pourquoi ils en sont ou comment ils en croquent.

Le financement des partis politiques est régi par la loi du 11 mars 1988, complétée par une ordonnance de 2003. Celles-ci prévoient qu'un parti perçoit 1,68 euros par an (1,42 euros en 2017 - ndlr) et par voix sur cinq ans à condition de dépasser le seuil de 1% des suffrages exprimés dans 50 circonscriptions aux législatives.

D'après nos calculs, sur la base de circonscriptions regroupant 100.000 habitants et d'une abstention de 30%, il suffit d'obtenir 700 voix dans 50 des 577 circonscriptions pour toucher la première fraction des subventions de l'Etat, et ce chaque année jusqu'au prochain scrutin législatif.

En 2011, quatorze partis ont eu accès à la première fraction, pour un total de 32,68 millions d'euros mais avec des écarts souvent considérables.

Si le nombre de femmes candidates n'égale pas celui des hommes dans une marge de 2%, une part des aides sont retenues à la source. Source: JO du du 29 janvier 2011.

Le tout jeu Parti pirate a fait le même calcul. "Si on avait 50 candidats qui font 1% des voix, ça nous ferait 50 à 100.000 euros par an, sans tenir compte de la règle de parité"... huffingtonpost.fr 04/10/2016

Un élu équivaut à 37.280 euros", indique Le Monde. En 2016, le montant de l'aide publique a atteint 63,1 millions d'euros (28,8 millions pour la première partie et 34,3 millions pour la deuxième partie). Le Parti socialiste a récolté 24,9 millions d'euros, Les Républicains 18,6 millions d'euros, le Front national 5,1 millions d'euros, le PCF 2,9 millions d'euros et EELV 2,8 millions d'euros. rtl.fr 18.05.2017

Un élu vaut 37.280 euros et notre voix 1,42 euro : Putain de profit en vérité !

Bêlement en famille. S'ils le disent eux-mêmes.

- "Aujourd'hui, une chèvre avec une étiquette Macron a de bonnes chances d'être élue" - bfmtv.com 06.06

Cela vaut pour Macron en premier lieu ! C'est pour dire que derrière le torrent de louanges ou flatteries qu'ils lui adressent, ils ont jugé le bonhomme, un pantin, un crétin, c'est un pion, une marionnette sans pouvoir, un pauvre type, un cave.

Macron de par sa formation est un intellectuel, ce qui ne signifie pas grand chose quand on voit où en sont réduits les intellectuels ou la société dans laquelle ils jouent un rôle majeur. Le plus souvent une chèvre n'a rien à leur envier. Au moins elle nous épargne le tas de conneries qu'un intellectuel peut débiter...

Sauf que mes chèvres n'accepteront jamais de porter une telle étiquette, un peu de respect s'il vous plaît !

- "Macron, c'est moi en mieux!": Sarkozy blague sur Macron - L'Express.fr

L'ancien président de la République ne tarit pas d'éloges sur son lointain successeur, comme le rapporte Le canard enchainé de ce mercredi.

"Avec l'âge, je suis devenu modeste: Macron, c'est moi en mieux!", aurait confié en privé Nicolas Sarkozy. "Ce type est incroyable! Il fait un sans-faute. S'il ne commet pas les erreurs que j'ai faites, il va aller très loin, on ne pourra pas l'arrêter", aurait même ajouté Nicolas Sarkozy, selon nos confrères.

Par ailleurs, comme le relève Le Lab, Nicolas Sarkozy avait déjà fait quelques compliments, indirects, à Emmanuel Macron, rapportés dans le JDD de dimanche dernier: "Ça ne peut pas marcher... Mais si ça marche, c'est un génie et il faudra s'incliner." L'Express.fr 07.06

De sa hauteur, modeste, sans mal !

La bête "à penser" du roturier.

- Le libéral Institut Montaigne, maître à penser de Macron - Liberation.fr

Le ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer est un fidèle de ce think tank proche du CAC 40 et très influent pendant la campagne du nouveau président.

Au jeu des pronostics politiques, Laurent Bigorgne était bien coté pour devenir ministre. Cet agrégé d'histoire de 42 ans, spécialiste de l'éducation, est à la tête de l'Institut Montaigne, un think tank proche du patronat. Pendant la campagne, il a discrètement modelé une partie du programme de son «ami» Emmanuel Macron en jonglant pendant plusieurs mois entre un rôle de conseiller officieux et son poste à «Montaigne». Et une fois élu, le nouveau président de la République a choisi pour le ministère de l'Education Jean-Michel Blanquer, un vieux compagnon de route de l'Institut Montaigne. C'est une nomination au goût de victoire pour lui et une boutique qui a toujours défendu un courant libéral de l'enseignement.

Cela fait déjà plusieurs années que Laurent Bigorgne souffle des idées à l'oreille d'Emmanuel Macron. Il avait pris l'habitude de lui rendre visite à l'Elysée, quand ce dernier était encore le secrétaire général adjoint du président Hollande. Les deux hommes s'étaient rencontrés par l'entremise de Richard Descoings, illustre et décrié directeur de Sciences-Po, mort en 2012. Quand une petite équipe s'active autour de Macron début 2016, Bigorgne participe aux réunions. «Avant le lancement officiel du mouvement, quelques personnes avaient pris l'habitude de se rencontrer assez fréquemment. On devait être une dizaine, on discutait, de fil en aiguille ce petit groupe s'est consolidé», détaille le directeur de l'Institut Montaigne.

Ce think tank fondé en 2000 par Claude Bébéar, longtemps PDG d'Axa et figure tutélaire du patronat français, a la vocation «d'élaborer des propositions concrètes dans les domaines de l'action publique, de la cohésion sociale, de la compétitivité et des finances publiques». L'Institut Montaigne et sa quinzaine de salariés sont financés quasi intégralement grâce aux adhésions d'une centaine d'entreprises, dont plusieurs sont membres du CAC 40. Avec une limite : une société ne peut pas apporter plus de 2 % du budget total. Pourtant réputé comme proche de la droite, l'organisme se réclame «indépendant» des partis. C'est Bébéar qui recrutera Laurent Bigorgne et le placera directeur des études en 2009. L'année suivante, il deviendra directeur général. Liberation.fr 07.06

Ils ont oublié de préciser que l'Institut Montaigne est un des relais du club Bilderberg.

Un petit coup de matraque au passage.

- Macron soutenu par les Français et victorieux aux législatives, selon Ipsos - Franceinfo

Le parrain promu.

- Jean-Pierre Jouyet nommé ambassadeur de France à Londres - Le Huffington Post

De Paris à Londres. Secrétaire général de l'Elysée sous François Hollande, Jean-Pierre Jouyet va connaître une belle promotion sous Emmanuel Macron. Le nouveau président de la République a décidé de le nommer ambassadeur de France en Grande-Bretagne.

Jean-Pierre Jouyet connait Emmanuel Macron depuis plusieurs années. C'est lui qui, en 2011, l'avait présenté à François Hollande dans le cadre de la campagne présidentielle. C'est encore lui qui, en août 2014, avait proposé au président de la République de le nommer ministre de l'Economie en remplacement d'Arnaud Montebourg.

Membre de la fameuse promotion Voltaire de l'Ena, Jean-Pierre Jouyet est surtout un intime de François Hollande. Le Huffington Post 07.06

Extrait de : 2017, le coup d'Etat

Hollande et Jouyet sont amis depuis 35 ans, des bancs de l'ENA jusqu'à l'Élysée. Les deux hommes se rencontrent à 23 ans. Ils viennent de réussir le concours de l'École Nationale d'Administration et doivent effectuer leur service militaire ensemble, à Coëtquidan, où ils partagent leur chambre avec Michel Sapin. Les trois jeunes hommes se lient d'une forte amitié qu'ils entretiennent sur les bancs de l'ENA (la promotion Voltaire). Hollande déborde d'initiatives, et souvent, Jouyet accepte de le seconder dans ses projets. À la sortie de l'ENA, lors des affectations, François Hollande, classé 8e, laisse le dernier poste accessible à l'Inspection générale des Finances à Jean-Pierre Jouyet.

Leur amitié n'a jamais été mise à mal. Quand en 2014, Jouyet prend les fonctions de secrétaire général de l'Élysée, il déclare : « c'est l'aboutissement de ma vie publique et d'une vie avec lui». Et de préciser : «« Pendant les réunions, je suis secrétaire général, après je redeviens le copain, on sépare ce qui est public et privé de façon plus simple que ce que je croyais» Il promettait alors pour conclure: «Je suis là pour le servir, pas pour le gêner. Je l'ai gêné une fois, cela n'arrivera plus ».

La gêne dont parle Jouyet, c'est quand il a accepté d'entrer dans le gouvernement de François Fillon, au poste de secrétaire d'État chargé des Affaires européennes. François Hollande l'aurait très mal pris. « Mal pris » étant sans doute un peu fort…

Hollande et Jouyet sont loin d'être des tendres, il faut que ce soit bien clair pour tous les lecteurs. Ce sont de fins observateurs –

et acteurs – de la vie politique. Ils en connaissent les rouages, les stratégies, les us et coutumes, les trahisons et les fidélités. (...)

Pour Hollande et Jouyet (et d'autres qui leurs sont proches) ce n'est pas l'économie qui est en crise, mais le système politique. (...)

La solution, c'est Jouyet qui l'a dans sa manche depuis un certain temps: c'est Emmanuel Macron! Hollande n'est pas chaud. Il doute de la fiabilité du jeune banquier.

Jeune et avenant, une tête bien faite, cursus parfait, bien conditionné sous la férule de Jouyet et d'Attali, faisant consensus chez les patrons des multinationales et de la finance mondiale, adoubé par les américains, les anglais et les allemands, inculte politiquement et donc facilement contrôlable, un tantinet imbu de sa personne, il est le candidat idéal pour ce coup de force. Sa feuille de route est rédigée : appliquer une politique européenne libérale et atlantiste en matérialisant une alliance gauche/ droite, poursuivre la politique économique engagée et l'inscrire durablement dans l'avenir du pays en créant un grand parti démocrate et « progressiste », à l'issue des élections. Gageons qu'il n' a pas fallu longtemps pour convaincre Macron.

Ce fut un peu plus difficile pour Hollande. Mais après l'avoir rassuré, Jouyet met Macron sur les rails très vite afin d'éviter qu'il ne soit contraint de se présenter à la primaire de la gauche. Il lui conseille de créer un mouvement plutôt qu'un parti car « compte tenu de l'ambiance, c'est préférable »… (...)

Mais Macron va aussi être présenté au « Tout Paris » par Jean-Pierre Jouyet, son parrain, qui dispose d'un carnet d'adresse aussi gros qu'un Larousse. Jouyet a épousé en seconde noce Brigitte Taittinger (le champagne), ex- PDG des parfums Annick Goutal et actuellement directrice de la stratégie de Sciences Po. Les témoins du mariage furent François Hollande et feu Christophe de Margerie, le PDG de Total. 12ème patron du CAC 40. Quand on saura que Jouyet a été nommé en 2008, par Sarkozy, président de l'Autorité des marchés financiers (AMF) et que tous les patrons du CAC 40 sont venus le voir dans son bureau, on aura tout dit… (...)

Macron a été amené à devenir secrétaire général adjoint de l'Élysée, l'un des plus proches conseillers du Chef de l'État. Puis Ministre de l'Économie. Son recruteur et mentor politique, Jean-Pierre Jouyet est aujourd'hui Secrétaire Général de l'Élysée, autant dire le coeur de l'appareil d'État. Fin de l'extrait.

Sans l'ombre d'un doute, c'est Jouyet qui fut à l'origine des ennuis qu'a connu Fillon...

Terminator ou le casse du siècle.

Corvéable à merci.

- Concertation "approfondie" ou "plan caché" ? Trois questions sur le projet de réforme du Code du travail du gouvernement
- francetvinfo.fr

Que dévoile "Libération" ?

Libération affirme s'être procuré des documents de la Direction générale du Travail datés du 31 mai, qui contiennent des pistes de "réformes demandées par le cabinet" de la ministre. "Rien n'indique que le gouvernement, à l'issue de la période de concertation avec les partenaires sociaux, retiendra l'ensemble de ces orientations, note le journal. Reste que ces textes en disent long sur les intentions de la nouvelle majorité. (...) Si elles sont réellement mises en œuvre, [elles] conduiraient à une vraie révolution – libérale – de notre droit du travail."

La loi Travail donnait déjà la possibilité de licencier les salariés dès qu'il y avait une baisse mesurable des commandes ou du chiffre d'affaires. Le gouvernement pourrait aller plus loin, affirme Libération, en "concrétisant un vieux rêve du patronat : pouvoir négocier, en amont, et à l'échelle de l'entreprise, le motif du licenciement". Chaque entreprise pourrait ainsi fixer ses propres critères "en définissant, par exemple, un niveau de ventes pour les commerciaux ou de production pour les ouvriers" : "En cas de non-respect de ces objectifs, le licenciement deviendrait alors automatique et sans possibilité de recours".

Autre piste évoquée dans ces documents : négocier à l'échelle de l'entreprise, et non plus au niveau de la branche, sur des questions aussi variées que les indemnités légales de licenciement, la durée de la période d'essai ou celle du préavis. Un patron pourrait également soumettre au vote des salariés un accord refusé par les syndicats. Des accords d'entreprise qui pourraient prévaloir sur les contrats de travail des salariés, alors qu'aujourd'hui, sauf exceptions, ces derniers doivent signer un avenant pour les valider. francetvinfo.fr 07.06

- Réforme du travail: les syndicats haussent le ton, le gouvernement récuse "tout plan caché" - AFP

Jusque-là attentistes, les syndicats lancent un avertissement à l'exécutif: un article du quotidien Libération, qui évoque des

"pistes" explosives de réforme du code du travail, a mis mercredi le feu aux poudres, même si le gouvernement se défend de tout "plan caché".

Laurent Berger. "Mais je le dis tout de suite: si le gouvernement veut travailler sur un certain nombre de pistes qui sont amenées dans certains journaux ces jours-ci, il faut qu'il arrête tout de suite, ça ne sert à rien de mener la réflexion car pour la CFDT, c'est non !"

"C'est non sur le référendum à usage exclusif de l'employeur, c'est non pour négocier le contrat de travail dans l'entreprise, c'est non pour assouplir les conditions du CDD", a détaillé le numéro un de la CFDT.

"Apparemment, on ne nous dit pas tout", a tempêté Philippe Martinez, numéro un de la CGT jeudi dans Le Parisien où il accuse le gouvernement d'avancer "masqué".

Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO, a lui aussi qualifié les pistes évoquées de "pas acceptables". "Il va falloir que le gouvernement s'explique", a-t-il demandé. AFP 08.06

C'est ce qu'ils disent tous avant, ensuite ils font tout ce qui est en leur pouvoir pour permettre au gouvernement en place d'appliquer sa politique. Ce nouvel épisode va alimenter la crise au sein du mouvement ouvrier, c'est la seule bonne nouvelle du jour.

La casse.

- Les conseils de casse du gouvernement - Liberation.fr

En s'attaquant d'emblée, ce jeudi, aux réformes des rythmes scolaires et du collège, l'exécutif confirme son intention d'autonomiser les établissements. Un choix que nulle évaluation des dispositifs précédents n'est venu étayer et qui anéantit toute idée de stabilité. Liberation.fr

L'Etat policier.

- «A Calais, il n'y a plus rien à part la répression et le tout sécuritaire.» - Liberation.fr

Trois unités supplémentaires de forces mobiles. Voici la première décision du nouveau ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, sur le dossier des migrants dans le nord de la France. Quelque 150 policiers et gendarmes seront déployés dans le Calaisis, où le nombre d'exilés, comme tous les ans à cette période, augmente de nouveau.

- État d'urgence: "les autorités sont dans une forme d'accoutumance" - L'Express.fr

Une loi prévoit de faire entrer l'état d'urgence dans le droit commun.

Selon Le Monde, qui a consulté le texte, "ce sont quasiment toutes les mesures de l'état d'urgence qui vont se retrouver dans le droit commun, avec quelques modifications marginales": assignations à résidence, perquisitions administratives, fermeture de lieux de culte et zones de protection et de sécurité. Autant de mesures qui seront décidées sous l'autorité du ministère de l'Intérieur et des préfets, sans l'intervention d'un juge judiciaire.

Des ONG, des professeurs de droit, et certains politiques dénoncent une atteinte aux libertés individuelles. Explication avec Serge Slama, maître de conférences en droit public à l'université Paris-Nanterre.

Que pensez-vous de ce projet de loi?

Serge Slama: Malheureusement, c'est une prophétie auto-réalisatrice. Depuis la mise en place de l'état d'urgence, nous sommes plusieurs à dénoncer un risque d'accoutumance. Nous avons répété qu'il ne fallait pas que l'état d'urgence perdure, car la classe politique pourrait banaliser l'exception. D'ailleurs, Macron dit vouloir "sortir de l'état d'urgence". Sauf que, pour cela, il prend les principales mesures de l'état d'urgence et les inscrits dans la loi. Or il n'a jamais été démontré qu'elles étaient efficaces contre le terrorisme.

C'est donc problématique: on introduit dans la durée des mesures qui portent atteinte aux libertés, qui ne sont pas efficaces dans la lutte contre le terrorisme et qui produisent des effets collatéraux importants, car elles stigmatisent et marginalisent une partie de la population.

Et puis, à l'origine, l'état d'urgence n'a pas pour fonction de lutter contre le terrorisme, mais de neutraliser les agitateurs, d'enfermer les opposants. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il avait été créé en 1955, pendant la guerre d'Algérie.

Pourquoi le gouvernement persiste-t-il?

Les autorités publiques sont tombées dans le piège de la communication, mais aussi dans une forme d'accoutumance, car c'est toujours plus pratique et rapide, pour les policiers, de passer outre le juge judiciaire.

Dans le droit commun, les forces de l'ordre doivent attendre l'aval d'un juge judiciaire, qui garantit et protège les libertés individuelles, avant de mener des perquisitions. Pas avec l'état d'urgence. Inscrire ce genre de mesures d'exception dans le droit commun n'est pas très rassurant du point de vue des libertés.

Pensez-vous que le Parlement votera majoritairement pour? Il est fort probable que la majorité soit en faveur de ce texte. Après, peut-être qu'une question prioritaire de constitutionnalité (QPC) sera posée et que le Conseil constitutionnel pourra trancher. L'Express.fr 07.06

- Le Centre national de contre-terrorisme : nouvelle task force au sein de l'Élysée - Franceinfo

Le gouvernement a présenté ce mercredi 7 juin au matin en Conseil des ministres son projet de Task force. Franceinfo 07.06

Ils osent tout.

- EELV "n'a pas eu le même culot" que Macron, déplore Cohn-Bendit - AFP

- Avec la réforme du code du travail, les droits des salariés vont-ils être respectés? - Le Huffington Post

- Des feux piétons LGBT pour promouvoir la tolérance - Franceinfo

La ville de Madrid a installé de nouveaux feux piétons à l'occasion de la Gay pride. On y voit des couples homosexuels se tenir par la main. Franceinfo 07.06

- FMI. Protéger les dépenses d'éducation et de santé dans les pays à faible revenu - Le Huffington Post

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis. Fake news. Flop !

1.1- - Le témoignage accablant de l'ex-directeur du FBI contre Trump - lefigaro.fr

Cependant, les républicains ont été réconfortés par les assurances, plus tôt dans la journée, de deux hauts responsables du renseignement américain lors d'une audition devant la même commission. Dan Coats, directeur du Renseignement national, a déclaré qu'ils n'avait jamais subi de pression pour orienter «une enquête en cours». Et Mike Rogers, directeur de l'agence d'espionnage NSA, a assuré qu'on ne lui avait jamais «ordonné» de «faire quoi que ce soit d'illégal, d'immoral, de contraire à l'éthique ou d'inapproprié». lefigaro.fr 07.06

1.2- Etats-Unis Christopher Wray nommé chef du FBI - Liberation.fr

Donald Trump a annoncé mercredi qu'il allait nommer Christopher Wray à la tête du Bureau fédéral d'investigation (FBI), en remplacement de James Comey, limogé brutalement début mai alors qu'il enquêtait sur des soupçons d'ingérence russe dans l'élection présidentielle.

Wray est un avocat au cabinet King and Spalding. Vétéran de la justice américaine, il a été en charge de 2003 à 2005 de la Division criminelle, l'une des plus importantes du ministère sous la présidence de George W. Bush.

Ce poste ministériel lui aura aussi permis de travailler étroitement avec le FBI. Wray a été diplômé de la faculté de droit de Yale en 1992, où il a été le rédacteur en chef du Yale Law Journal, un poste prestigieux réservé à l'élite des juristes.

Sa nomination à la tête du FBI, que le Sénat doit encore approuver, intervient à la veille de l'audition par une commission parlementaire de Comey. «Il faut qu'il dise tout. […] Les Américains méritent d'entendre toute la vérité, rien que la vérité», a affirmé le chef des démocrates du Sénat, Chuck Schumer. Liberation.fr 07.06

- Deux chefs du renseignement disent n'avoir jamais subi de pression de la Maison Blanche. Le Huffington Post 07.06

2- Iran

- L'EI s'attaque à l'Iran - Liberation.fr

L'Etat islamique a revendiqué un double attentat à Téhéran, mercredi, faisant au moins 13 morts et 46 blessés. Une première dans le plus grand pays chiite. Cet assaut spectaculaire risque d'envenimer les relations entre la République islamique et son rival, l'Arabie Saoudite. Liberation.fr 07.06

3- Corée du Sud

- Le président sud-coréen bloque le bouclier antimissile américain - LeFigaro.fr

Tout juste élu, le président Moon Jae-in a annoncé mercredi le gel du déploiement du système de défense antimissile américain, Thaad (Terminal High Altitude Area Défense) sur le sol de la Corée du sud. Il repositionne ainsi son pays dans le conflit qui oppose les États-Unis à son voisin nord-coréen. Ce conflit pèse sur les événements diplomatiques et militaires en Asie du Nord-Est depuis des années et a pris une nouvelle ampleur depuis l'arrivée de Donald Trump aux affaires.

Leader démocrate, Moon Jae-in a été élu en mai dernier lors des élections présidentielles anticipées après la destitution de la présidente Park Guen-hye pour corruption. Après des déclarations de campagne très critiques vis-à-vis de l'installation des premiers lance-missiles américains dans la région de Seongju, le nouveau président a expliqué vouloir geler l'installation de ce bouclier antimissile, en attendant le résultat d'une enquête sur son impact environnemental.

Quatre nouveaux lanceurs antimissiles du système Thaad se retrouvent donc bloqués sur une base militaire américaine de Corée du sud. Ils sont l'objet de vives tensions entre la nouvelle présidence et l'armée sud-coréenne qui s'était entendue tacitement avec les forces américaines pour faire rentrer les lanceurs dans le pays sans en informer le nouveau président. Cet incident a mené à la démission d'un haut responsable du ministère de la Défense. Il souligne aussi les limites du traité de sécurité entre les deux pays datant de la guerre de Corée, mais surtout marque le tournant diplomatique engagé par le nouveau président démocrate sud-coréen.

Officiellement due à des préoccupations écologiques, la décision de Moon rompt avec la direction prise par l'ex-présidente qui avait engagé le déploiement du bouclier sur le sol coréen en 2016. Avec cette décision, le nouveau président cherche surtout la levée des sanctions économiques imposées par la Chine. Pékin considère que le déploiement de ces deux premiers lanceurs du Thaad représente une menace pour ses propres systèmes de missiles et un risque d'espionnage de la part des Américains que la Chine ne veut pas voir s'approcher si près de ses frontières. Le président sud-coréen, lui, cherche à renouer le dialogue avec le voisin chinois, et envisage aussi une discussion future avec Pyongyang, comme il l'avait annoncé tout au long de sa campagne.

Cette volonté d'apaisement pourra-t-elle redessiner les relations entre les principaux protagonistes de la région? LeFigaro.fr 07.06

4- Irak

- Kurdistan irakien: référendum sur l'indépendance le 25 septembre - AFP

Le Kurdistan, région autonome du nord de l'Irak riche en pétrole, a annoncé mercredi la tenue d'un référendum sur son indépendance le 25 septembre, malgré l'opposition de Bagdad et des réticences attendues internationalement. AFP 07.06

5- Syrie

5.1- Syrie: l'alliance anti-EI gagne du terrain à Raqa - AFP

Les combattants kurdes et arabes soutenus par les Etats-Unis gagnaient du terrain mercredi à Raqa au lendemain du lancement de l'assaut final... AFP 07.06

5.2- Frappes sur la Syrie: le Hezbollah et l'Iran menacent Washington d'une riposte - sputniknews.com

Les frappes de la coalition dirigée par les États-Unis sur la Syrie ne resteront pas impunies, préviennent le Hezbollah et Téhéran, deux alliés de Damas qui promettent de riposter si nécessaire en frappant les positions de l'armée américaine.

L'état-major opérationnel des alliés de la Syrie, qui regroupe le mouvement chiite libanais Hezbollah et la République islamique d'Iran, a annoncé sa volonté de riposter si nécessaire aux bombardements sur la Syrie de la coalition internationale en frappant les positions des militaires américains.

« Le sang des fils de la Syrie, de l'Armée arabe syrienne et de ses alliés n'est pas bon marché et l'éventualité de frapper leurs positions [celles des États-Unis, ndlr] en Syrie et dans ses alentours est possible à toute heure si nécessaire, compte tenu de l'existence de lance-missiles et d'autres installations militaires », a annoncé l'état-major dans une déclaration.

Et de qualifier les actions de la coalition d'« agression lâche » et de preuve d'« hypocrisie des États-Unis dans leur lutte contre le terrorisme ».

Les alliés de Damas ont expliqué l'absence de toute riposte jusqu'à présent par leur « maîtrise de soi », tout en soulignant qu'ils ne tarderaient pas à agir si Washington « brûlaient les lignes rouges ». sputniknews.com 07.06

Haut de page

Le 9 juin 2017

CAUSERIE

Pondichéry, le 8 juin à 22h36.

Je vous soumets la lettre que je vais adresser aux formations politiques du mouvement ouvrière et aux syndicats à partir de lundi prochain, elle accompagnera ma proposition d'action pour mettre en échec la contre-réforme du code du travail de Macron et son gouvernement.

Je vais peut-être être taxé de mégalomane ou je ne sais quoi, peu importe, on ne peut pas rester à attendre que quelqu'un prenne une initiative. Je vous avoue que ma démarche est si singulière, que j'ai eu bien du mal à rédiger cette lettre par crainte de commettre une maladresse. J'ai éliminé tout ce qui pouvait porter à polémique ou diviser.

Cette démarche peut laisser sceptique, j'en conviens le premier, mais peut-être que des militants vont s'en saisir, au point où nous en sommes nous n'avons plus rien à perdre, et puis il n'y a que les imbéciles ou les lâches qui ne se trompent jamais. Au pire, elle aura été une contribution à la discussion. Personnellement je n'en tirerai aucun profit, et ce serait bien que tous les participants potentiels soient animés du même état d'esprit, ce dont je doute fortement, mais laissons venir, on jugera ensuite sur pièces.

Madame, monsieur, camarade,

Face à l'agression sans précédent qu'entend mener Macron contre le code du travail et le contrat de travail notamment, aucun travailleur, aucun militant ne peut demeurer indifférent.

Personne ne comprendrait pourquoi le mouvement ouvrier dans l'unité n'organiserait pas immédiatement une riposte à la hauteur de cette déclaration de guerre à l'ensemble des travailleurs de la part d'un président et d'un gouvernement ultra minoritaire et illégitime.

La proposition que je vous soumets n'est que l'ébauche d'un projet d'action qui doit être décidée sans tarder. Nous disposons de quatre mois pour préparer la mobilisation générale de l'ensemble des travailleurs qui peut stopper nette la tentative de Macron et son gouvernement de réduire le droit du travail à néant dans ce pays.

Le projet de contre-réforme du code du travail s'inscrit dans le prolongement de la loi Macron-El Khomri adoptée par le précédent gouvernement, elle ne doit pas passer, il faut exiger son retrait.

Veuillez me faire savoir quelle suite vous entendez donner à cette proposition d'action unitaire. Si la trame vous convient, contactez les autres organisations afin de définir ensemble la marche à suivre et de rédiger l'appel à l'adresse des travailleurs.

Mes salutations fraternelles.

Tardieu Jean-Claude, un militant ouvrier.

Haut de page

Le 10 juin 2017

CAUSERIE

- Causerie du 10 juin, 14 pages.

Gouvernement gauche-droite-société civile, le pouvoir absolu ou l'extrême droite au pouvoir.

Selon un sondage Ipsos Sopra Steria Game Changers publié mardi, La République en marche et le MoDem obtiendraient ensemble 385 à 415 députés (sur 577). Le parti du président pourrait avoir la majorité absolue tout seul.

Une situation loin d'être inédite sous la Ve République: c'était déjà le cas de l'UDR pour le général de Gaulle en 1968, du Parti socialiste pour François Mitterrand en 1981, de l'UMP pour Jacques Chirac en 2002 et pour Nicolas Sarkozy en 2007, et du PS pour François Hollande en 2012.

Mais la grande différence est la déliquescence des opposants: à droite, LR et l'UDI obtiendraient 105 à 125 sièges, à gauche l'ensemble PS/PRG/EELV/Divers gauche seulement 25 à 35 sièges, La France insoumise et le PCF 12 à 22 et le Front national 5 à 15.

En outre, Emmanuel Macron renforce depuis son arrivée l'autorité de l'Élysée sur son inédit gouvernement gauche-droite-société civile. AFP 07.06

Eh oui, rappel cruel !

D. Gluckstein (POID) - "*Qui peut croire que c'est en faisant des propositions au gouvernement et en amendant ses projets qu'on va le combattre et le faire reculer ? Qui peut croire que c'est à l'Assemblée nationale que cela va se jouer ?*"

Il aurait fallu y penser dès 1958 et préparer les travailleurs à ce qui les attendaient s'ils ne renversaient pas le régime en place...

Rappelez-vous l'enseignement que j'avais tiré de l'expérience grecque, ils baissent les retraites jusqu'à 40% et ça passe. Idem au Portugal. J'avais affirmé que le combat politique devait être axé contre les institutions nationales et le capitalisme et non sur l'UE ou je ne sais quoi.

Effectivement, la situation dans laquelle nous risquons de nous retrouver avec un parti disposant de la majorité absolue à l'Assemblée nationale n'est pas nouvelle, pour autant, nous n'en avons jamais tiré les leçons. Je crois avoir trouvé la leçon essentielle à côté de laquelle nous sommes passés pour ne pas avoir retenu celles des marxismes ou ne pas les avoir comprises.

Souvenez-vous de la "*faute*" que Marx et Engels avait commise et évoquée par Engels dans une lettre de 1893 adressée à Mehring :

- C'est une vieille histoire : au commencement, on néglige toujours la forme pour le fond. Comme je l'ai déjà dit, je l'ai fait également, et la faute ne m'est toujours apparue que post festum.

- ...nous nous sommes d'abord attachés à déduire les représentations idéologiques — politiques, juridiques et autres — ainsi que les actions conditionnées par elles, des faits économiques qui sont à leur base, et nous avons eu raison. Mais en considérant le contenu, nous avons négligé la forme : la manière dont se constituent ces représentations, etc. C'est ce qui a fourni à nos adversaires l'occasion rêvée de se permettre des interprétations fausses et des altérations... Fin de l'extrait.

Nous avons confondu les instruments de la démocratie avec la démocratie elle-même. Comment cela ? En attribuant une vertu démocratique au régime en place ou à ses institutions, ce qui signifie que nous avons perdu de vue que c'était le capital qui avait fondé ces institutions, et qu'à partir de là non seulement elles ne pouvaient être démocratiques, mais surtout leur fonctionnement ne permettrait jamais à la démocratie d'exister réellement, tout au plus elle incarnerait le rapport de force entre les classes établi au cours de la lutte de classes sans jamais que la domination de classe du capital ne soit menacée, autrement

dit fondamentalement les institutions devaient conserver le caractère antidémocratique qui avait prévalu lors de leur fondation.

Ce qu'il fallait retenir ou ce sur quoi il fallait mettre l'accent n'était pas le vernis démocratique des institutions que chacun pouvait dénoncer sans que cela ne lui coûte rien, mais leurs fondements antidémocratiques dans la mesure où ils incarnaient non pas un rapport de force, mais la domination de classe de la minorité sur la majorité, et si nous avions abordé la question des institutions sous cet angle-là nous aurions pu faire immédiatement le lien avec les fondements du capitalisme puisque c'était les mêmes.

Pendant plus d'un demi-siècle on nous a abreuvé de la démocratie à toutes les sauces, alors qu'en réalité elle n'existait pas, et elle ne pouvait pas exister puisque la classe ouvrière ne détenait pas le pouvoir politique, nulle part dans le monde d'ailleurs, ce qui permettait au passage de faire comprendre aux travailleurs et aux militants que le socialisme non plus n'existait pas, pas plus en URSS, en Chine, à Cuba où je ne sais où encore, et que tous les discours sur la démocratie était une imposture destinée à les tromper pour qu'ils se soumettent à l'ordre établi et les détourner du socialisme.

Comme le rappelait l'AFP, effectivement cela fait plus d'un demi-siècle, depuis l'avènement de la Ve République pour ne pas remonter plus loin, qu'il existe en France des institutions dont la nature est antidémocratique et il ne peut pas être autrement, et c'est seulement aujourd'hui qu'on nous dit qu'il ne faut pas discuter avec le Président de la République, avec le gouvernement et qu'il n'y a rien à attendre de l'Assemblée nationale, ce qui signifie qu'il s'est écoulé 59 ans pour s'apercevoir que toute collusion avec les institutions ou ses représentants constitueraient une trahison de la cause des travailleurs ou du socialisme.

Mais je ne suis pas du tout certain que ceux qui nous tiennent aujourd'hui ce discours aient véritablement l'intention de rompre avec la mauvaise habitude qu'ils ont prises ou les erreurs qu'ils n'ont cessées de reproduire pendant des décennies, en participant à ces institutions ou en vantant leurs vertus démocratiques, qui depuis ayant été largement écornées, a pris la forme d'un discours en faveur du retour à la démocratie... qui n'a jamais existé, ce qui prouve qu'ils n'ont pas encore tiré la leçon que nous venons d'évoquer.

Quelques réflexions politiques

1- La "*révolution citoyenne*" ou "*par les urnes* a fait long feu comme nous l'avions annoncé, sans prendre de risque il faut bien l'avouer.

La méthode de Mélenchon consiste à tenir un discours provocateur histoire de se faire passer pour un opposant radical au régime, pendant qu'il droitise sa politique, vous l'avez remarqué aussi, bravo ! C'est un charlatan qu'instrumentalise le régime, ce dont il a parfaitement conscience, on confirme. Il vient de traiter Hollande de "pauvre type", ils sont au moins deux comme cela.

A l'issue de la défaite cinglante que FI va subir lors des législatives, tout du moins telle qu'elle est annoncée à l'heure où j'écris ces lignes, ce mouvement va se disloquer, et s'il devait aspirer une grande partie des courants du mouvement ouvrier ce serait pour mieux creuser leurs tombes ou servir Macron, Mélenchon a au moins raison sur ce point, il remplirait ainsi le rôle que le PS ne peut plus jouer, il le remplacerait pour faire le sale boulot à sa place.

Pourquoi ce sera une défaite cinglante pour FI ? Tout simplement parce que ce mouvement a été construit sur la base de l'électoralisme, du réformisme ou du légalisme envers les institutions et le régime, or sur ces plans-là il n'y a plus rien à gratter, la situation n'offre plus aucune perspective à ce genre d'opportunisme, et tous ceux qui y ont participé vont cruellement en faire l'expérience, ils vont être profondément démoralisés à l'issue de cette expérience, et bien qu'ils en tirent les leçons politiques et qu'ils se tournent par exemple vers le POID qui propose de rompre avec les institutions de la Ve République.

2- On peut raconter n'importe quoi à mon sujet, mais personne ne pourra nier qu'on avait prévu ce qui est en train de se mettre en place lors de multiples causeries.

Par exemple, on n'a pas attendu le 8 juin 2017 pour écrire :*Aucune discussion, aucun accord avec Macron*, on était déjà sur la même position sous Sarkozy et Hollande... pendant que d'autres leur adressaient des pétitions qui ont toutes finies à la poubelle, ou leur envoyaient des délégations qui n'ont jamais débouché sur la moindre mesure positive pour les travailleurs.

Souvenez-vous de ce qu'on a écrit sur le PS. Vous avez en mémoire le contenu du bandeau défilant qui a figuré pendant plus d'un an en haut de l'écran de notre portail, prémonitoire n'est-ce pas, je vous le rappelle : Le PS, un parti de droite, anti-ouvrier, lié au FN, sioniste d'extrême droite, capitaliste, colonialiste, impérialiste, réactionnaire, un siècle de mystification, de mensonges, d'impostures, de guerres, de combat contre le socialisme. A bas le PS ! Rupture avec les appareils corrompus des syndicats !..... Etait-il justifié ? Les faits ont parlé et on s'en tiendra là.

On a décrit le régime dictatorial qu'ils voulaient mettre en place et qui s'inscrivait dans la stratégie politique qui consistait à instaurer un nouvel ordre mondial. Il devrait prendre la forme d'une monarchie absolue calquée sur l'Ancien Régime, lorsque le peuple ne disposait d'absolument aucun moyen pour s'opposer à la politique du monarque en place ou même l'infléchir.

Le pouvoir serait détenu par l'oligarchie, il serait pour ainsi dire insaisissable, de sorte qu'il serait extrêmement difficile de le combattre. L'oligarchie et l'élite qui la sert constitueraient un gouvernement fantôme (comme aux Etats-Unis) qui gouverneraient en réalité, dans l'ombre. Le chef de l'Etat ne serait qu'un fantoche, une marionnette qu'ils commanderaient à distance, c'est elle qui prendrait tous les coups à leur place et ils la jetteraient quand elle serait complètement discréditée pour la remplacer par un autre pantin qu'ils auraient repéré et formé entre temps pour remplir la même fonction et ainsi de suite.

On y est. J'avais aussi indiqué que la Chine avec son parti unique, leur servirait de modèle pour établir leur dictature absolue. A l'heure où tout le monde parle plus ou moins hypocritement de la menace que constituerait l'instauration d'un régime dirigé par un parti unique en France, vous avouerez que j'avais eu de l'inspiration, il suffisait d'observer la situation, ni plus ni moins.

J'avais aussi fait remarquer que ce qu'ils appelaient le centre était en fait le courant le plus droitier de la droite officielle et le plus dangereux, contrairement à la caractérisation communément admise du centre qui était présenté comme modéré.

Macron qui est déjà le produit d'un coup d'Etat réalisé par l'oligarchie, est en train de réaliser un coup d'Etat anti-sociale et institutionnel, l'air de rien il est en train de réaliser les objectifs du programme de l'extrême droite fasciste qui se confond avec celui des néolibéraux ou néoconservateurs.

Du coup, on observant que le NPA entend discuter ou négocier avec un tel pouvoir, on en vient à se dire que ses dirigeants auraient estimé possible et normal d'avoir la même attitude avec Milton Friedman qui fut un des idéologues de choc du néolibéralisme dans les années 70, et qui fut à l'origine du programme que les dictatures militaires de Pinochet au Chili et de Vidéla en Argentine appliquèrent.

Pour être cohérent ou tenir compte des fait, d'extrême gauche, il va falloir relayer ce parti à droite. Il ne reste plus que trois partis à gauche à ce jour : le POI, le POID et LO.

Que faire ?

Si j'ai bien compris, après en avoir pris connaissance seulement cet après-midi, la déclaration commune intitulée « Nous refuserons une loi Travail bis par ordonnances » datée du 5 juin et signée par le PCF, le PG, le NPA, EELV et quelques rogatons du PS, constitue la réponse négative à ma proposition de manifestation nationale unitaire à Paris le 16 septembre pour exiger le retrait du projet de contre-réforme du Code du travail du gouvernement Macron-Philippe. Sans surprise évidemment.

Mais les dirigeants signataires de cette déclaration sont une chose, les militants en sont une autre.

Peu importe, je vais tout de même leur envoyer ma proposition. J'appelle les militants à la faire circuler le plus largement possible.

En attendant je vous propose l'éditorial de Daniel Gluckstein du 8 juin 2017 (La Tribune des travailleurs (POID)). Je souscris à son contenu, hormis que je ne considère pas de gauche le PCF, le PG, EELV et les rogatons du PS, j'ai envie de dire qu'ils le démontrent une fois de plus, quant au NPA, c'est une organisation dégénérée qui n'a rien à voir avec l'extrême gauche, laissons cela de côté, et il y manque une proposition d'action.

La provocation de Macron n'appelle qu'une réponse par Daniel Gluckstein.

En évoquant une « bombe » à propos de l'ordonnance en préparation sur le contrat de travail, Le Parisien confirme que ce gouvernement illégitime* est en guerre contre la classe ouvrière et qu'il veut passer en force.

Les dirigeants des organisations qui avaient cru possible l'ouverture de négociations (lire page 4) devront se rendre à l'évidence : le gouvernement Macron-Philippe est déterminé à réduire en miettes le contrat de travail. C'est pourquoi il restera sourd aux « propositions » des organisations ouvrières si elles visent à préserver les droits ouvriers collectifs.

La provocation du gouvernement n'appelle qu'une réponse : le front unique des travailleurs et de leurs organisations, unis pour imposer le retrait des projets Macron-Philippe (avec ou sans ordonnances) et l'abrogation de la loi El Khomri sur laquelle ils reposent.

Curieusement, au moment même où Macron veut passer en force, fleurissent « à gauche » des initiatives accréditant l'illusion d'une possible discussion démocratique avec le gouvernement.

Dans une déclaration commune intitulée « Nous refuserons une loi Travail bis par ordonnances » (lire page 6), des dirigeants du Parti communiste, du Parti de gauche, de la gauche du Parti socialiste, du NPA, d'Europe-Écologie-Les Verts appellent à ne pas donner une « majorité absolue à l'Assemblée » à Macron et formulent leurs « propositions alternatives ». Qui peut croire que le blocage des plans du gouvernement passe par le résultat de l'élection à une Assemblée nationale-croupion,

chambre d'enregistrement des décisions d'un président de la Ve République tout-puissant ? Quant aux « propositions »… L'exigence de retrait du plan Macron-Philippe et d'abrogation de la loi El Khomri est absente du texte commun des dirigeants de gauche !

Quelques jours plus tôt, Mélenchon avait lancé son propre appel à constituer un « Front populaire de résistance sociale et de proposition » intégrant « les forces syndicales, associatives, politiques et culturelles » (lire page 6). Pour Mélenchon aussi, « cette résistance commence d'abord à l'Assemblée nationale ». Ce qui l'amène lui aussi à soumettre ses « propositions » en tout genre et même à amender (et envisager de voter) la mini-réforme de la Constitution préparée par le gouvernement !

Qui peut croire que c'est en faisant des propositions au gouvernement et en amendant ses projets qu'on va le combattre et le faire reculer ? Qui peut croire que c'est à l'Assemblée nationale que cela va se jouer ?

Ne peut combattre Macron et encore moins défaire sa politique celui qui refuse de rompre avec lui.

C'est sur le terrain de la lutte de classe que la classe ouvrière fera reculer ce gouvernement de guerre.

Dehors ce pouvoir illégitime ! À bas les ordonnances ! Retrait des projets Macron ! Abrogation de la loi El Khomri ! Telles sont les bases de l'unité ouvrière pour laquelle combattent les militants du Parti ouvrier indépendant démocratique.

* Les sondages annoncent 45 % d'abstentions le 11 juin et prévoient un résultat correspondant à 15 % des inscrits pour La République en marche.

Macron le kamikaze fanatique de l'oligarchie.

Ils l'ont enfin trouvé !

- Législatives - Morin (UDI) : "Macron est en train d'hypnotiser les Français" - Franceinfo

- L'imposture est le masque de la vérité; la fausseté, une imposture naturelle; la dissimulation, une imposture réfléchie : la fourberie, une imposture qui veut nuire; la duplicité, une imposture à deux fins. (Vauvenargues, De l'esprit humain)

- Vous les verrez bientôt, féconds en impostures, Amasser contre vous des volumes d'injures (…) (Boileau, Satires)

- (…) pour certaines âmes, il y a le bonheur de l'imposture. Il y a une effroyable, mais enivrante félicité dans l'idée qu'on ment et qu'on trompe; dans la pensée qu'on se sait seul soi-même, et qu'on joue à la Société une comédie dont elle est la dupe, et dont on se rembourse les frais de mise en scène par toutes les voluptés du mépris (…) Les natures au cœur sur la main ne se font pas l'idée des puissances solitaires de l'hypocrisie, de ceux qui vivent et peuvent respirer, la tête lacée dans un masque. (Barbey d'Aurevilly, les Diaboliques, « Le dessous de cartes… ».)

Parole d'internaute

1- "*D'une certaine manière, lorsqu'on constate la montée rapide de "l'abêtissement" généralisé provoquée par la présence de plus en plus incontournable de la "technologie" et autres "aides digitales" à toutes les taches de base de la vie courante, on se demande si la nécessité de faire appel à des technologies de remontée du QI de l'Espèce ne seront, après tout, pas nécessaires*…"

C'est la corruption des intellectuels et des classes moyennes qui est responsable en grande partie de la situation actuelle, notamment ceux et celles des pays occidentaux ou des pays les plus industrialisés.

Parmi eux, dès le milieu ou la fin du XIXe siècle certains de leurs membres avaient commencé à prendre conscience de l'orientation impérialiste du capitalisme et des dangers qu'elle faisait peser sur le devenir de la civilisation humaine.

Cependant ils ne firent jamais l'effort d'étudier sérieusement l'interprétation qu'en avaient donnée les marxistes ou plus précisément, ils s'en remirent aux conclusions de leurs travaux sans véritablement comprendre le processus dialectique matérialiste qui avait été à l'origine du développement du capitalisme, du coup lorsque ces conclusions furent contrariées temporairement par justement leur impréparation à la révolution socialiste qui permis au stalinisme de se développer et d'obstruer toute perspective au-delà du capitalisme, ils en profitèrent pour abdiquer ou se soumettre à l'ordre établi.

Dès lors, ils tournèrent délibérément le dos au marxisme et adoptèrent le réformisme bourgeois, qui présentait au moins l'avantage d'être en adéquation avec leur mode de vie relativement confortable ou supérieur au reste de la population. Partant de là, leur priorité ou leur intention plus ou moins inavouable allait être de servir le régime auquel ils étaient redevables de leur statut privilégié et qu'ils refuseraient dorénavant d'affronter. Ils se borneraient à en dénoncer les excès les plus criants histoire de

se donner bonne conscience ou de camoufler plus ou moins maladroitement leur servilité en arborant une fausse modestie, proclamant qu'ils étaient bien peu de choses ou qu'il n'était pas en leur pouvoir de changer le monde, ce que personne ne leur demandera au passage, pour justifier le fait qu'ils avaient fini par s'en accommoder, ce que personne ne leur reprocherait puisque la plupart des gens devaient adopter le même état d'esprit ou comportement.

Ce qu'ils n'avaient pas prévu manifestement, c'est que la crise du capitalisme poussée à son paroxysme allait mettre en évidence leur imposture, celle qui avait consisté à continuer d'utiliser la rhétorique du marxisme, tout du moins ses aspects les moins compromettant, pour se faire passer pour des progressistes ou des démocrates ou encore de gauche, posture qui allait s'avérer insoutenable lorsque les tenants du régime allaient s'engager dans la voie du néolibéralisme et broyer le réformisme bourgeois, et donc ses représentants et l'élite qui se prétendaient de gauche.

On notera au passage que ce n'est pas le marxisme ou le socialisme qui auraient été vaincus, mais une idéologie issue du capitalisme et qui devait servir ses intérêts. Or, c'est encore de nos jours cette confusion qui empeste le cerveau des intellectuels et des classes moyennes, ce qui témoigne de leur "abêtissement". Ne sont-ils pas les premiers à profiter de "la “technologie” et autres “aides digitales” à toutes les taches de base de la vie courante" ?

2- "*Des grands penseur d'autrefois, il y a 2000 ou 3000 ans, et penseurs contemporain, où est l'évolution ? L'homme tourne en rond, du divertissement, on le fabrique, il nous occupe, mais on stagne, voir régresse.*"

Ce n'est pas à voir, c'est absolument certain, lire plus loin un témoignage.

L'ultime évolution de l'humanité ou le degré de conscience qu'elle a atteint a consisté à découvrir le processus dialectique matérialiste qui était à l'oeuvre dans la matière et chacune de ses représentations, dont la nature, les hommes, la société, le monde, l'univers.

Cela vous aurait-il échappé ? Ce serait regrettable, car lorsqu'on passe à côté on ne peut pas interpréter correctement l'évolution ou la transformation de la matière et ses représentations, on est réduit à se livrer à des spéculations métaphysiques ou à raconter n'importe quoi, à sombrer dans l'idéalisme ou le nihilisme qui est sa version putréfiée.

Dans le meilleur des cas on sera condamné à dresser un constat qui sera plus ou moins fidèle ou éloigné de la réalité sans pouvoir en tirer la moindre perspective. De plus, cette impasse ou cette faillite intellectuelle (et morale) ne peut conduire qu'à l'impuissance à modifier le cours ou l'orientation de la société. Au-delà, cette orientation de la société les condamne à connaître une régression sans fin entraînés inexorablement dans sa course vers l'abîme, à entrer eux-mêmes en putréfaction en justifiant ce qu'autrefois ils estimaient injustifiables, bref, jusqu'à devenir méconnaissables.

Ce processus de dégénérescence guette tous les intellectuels et les membres des classe moyennes que le néolibéralisme incarné par Macron entend soumettre sans condition ou broyer, sauf à devenir ses zélés serviteurs, et encore, ils les jetteront quand ils estimeront qu'ils ont fait leur temps ou qu'ils n'en ont plus besoin.

En guise d'épilogue.

Il va de soi que le niveau de conscience et l'engagement, la détermination et les exigences ne sont pas les mêmes, selon qu'on se destine à obtenir une amélioration de sa condition ou à changer la société.

Cela n'engage à rien ou ne coûte rien ou presque de revendiquer l'amélioration de sa condition ou de la société, c'est compatible avec l'amateurisme, le dilettantisme, l'éclectisme, on n'a pas besoin de modifier notre mode de pensée, bref, c'est économique mais cela ne rapporte rien à l'arrivée, je parle sur le plan historique.

En revanche, lorsqu'on se destine à changer la société ou le monde, c'est une toute autre affaire, cela ne s'improvise pas, on part de rien et on a tout à conquérir, à apprendre, cela demande de posséder ou plutôt de cultiver de nombreuses qualités, la volonté, le courage, la persévérance, la détermination, la discipline, la rigueur, la modestie, etc. Qui plus est, c'est au départ que c'est le plus difficile car on va devoir fournir des efforts colossaux ou des sacrifices sans en tirer le moindre profit, ce qui nous vaudra les railleries ou l'incompréhension de notre entourage.

On va affronter une multitude d'obstacles sans que personne ne puisse nous aider, puisque c'est une question qui ne concerne que nous-même et notre conscience, ce qu'on veut vraiment dans la vie. C'est d'autant plus compliqué qu'on n'a pas réellement conscience du processus dans lequel on s'en engagé, qui plus est, qu'on n'a pas le droit d'interrompre sous peine de perdre le bénéfice du travail déjà accompli, ce qui explique pourquoi ceux qui un jour ce sont engagés dans cette voie et qui ont interrompu ce processus étaient voués par la suite à régresser, y compris à un stade antérieur au précédent.

Ce processus se déroulant selon les lois de la dialectique qu'on ignore encore, va nous réserver bien des surprises désagréables avant d'en tirer satisfaction, car on ignore par quels étapes et états de conscience on va passer successivement, ce

qui constitue la plus grande menace puisqu'on va s'illusionner plus d'une fois sur ce qu'on croit avoir compris, ce qui aura le don de nous démoraliser, le seul moyen d'y remédier consistera à étudier à nouveau les mêmes passages, surtout il faudra s'abstenir de vouloir sauter des étapes car ce serait fatal pour le coup ou notre entreprise serait vouée à l'échec.

Quand j'avais 18-19 ans j'en étais arrivé à lire la presse féminine destinée aux "ménagères", genre Intimité ou Nous deux que ma mère achetait, si cela ne vous dit rien, disons un niveau en dessous de Paris Match ou Ici Paris, pour dire que j'étais un crétin fini. Et du jour au lendemain je suis passé à Aristote et Platon ! Deux ans plus tard j'allais arrivé à Marx et Engels en m'étant farci les philosophes les plus érudits, Descartes, Spinoza, Kant et Hegel pour n'en citer que quelques-uns. Il y a de cela 43 ans.

Je suis donc parti du niveau zéro sans que jamais personne ne m'apporte le moindre soutien. Ah j'étais résolu, et cela ne m'a jamais quitté ! C'est pour dire que chacun peut progresser quelle que soit sa condition, qui plus est pour un intellectuel ou un membre des classes moyennes. Chez eux, c'est la volonté qui fait défaut, le manque de motivation... Vous comprenez peut-être mieux pourquoi je me moque d'eux, pas méchamment, mais parce qu'on ne peut pas se résigner à vivre dans un monde pareil, aussi pourri. Je me demande comment font ces gens-là pour vivre sans idéal, ils doivent être très malheureux, je les plains. J'ai connu cela aussi pendant les 20 années où j'ai arrêté de militer, et je dois dire que cela ne m'a pas vraiment porté bonheur non plus, au contraire, j'ai perdu la seule femme que j'ai vraiment aimée au cours de mon existence et ma fille, ce que j'avais de plus chères.

Placer son idéal dans une personne ou quelque chose ne mène pas loin, hormis des désillusions. Troquer l'idéal humaniste du socialisme, de la liberté pour un idéal à la petite semaine (Un resto, une bouffe, un ciné, les vacances, etc.) qu'il faut renouveler sans cesse sous peine de plonger dans une dépression ou de se retrouver face au grand vide de son existence, c'est très superficiel et pour tout dire mesquin, médiocre si on s'en contente. Ces gens-là ne peuvent pas se projeter au-delà puisque pour eux la société n'a pas d'avenir ou il sera épouvantable, elle est condamnée à l'avance, alors qu'avec le socialisme l'avenir nous appartient, même s'il ne se réalisera pas de notre vivant, peu importe, il nous transporte bien au-delà de notre petite existence qui n'était destinée qu'à durer qu'un temps, en avoir conscience nous unit à jamais à tous les hommes et toutes les femmes des générations passées, présentes et futurs qui aspirent à mettre fin au règne de la nécessité pour accéder à celui de la liberté, la mort constitue le trait d'union entre elles.

Témoignage d'un travailleur américain.

Dans toute ma vie de baby boomer, je n'ai jamais vu un état d'esprit aussi militariste affecter autant de gens qu'aujourd'hui. Il y a vraiment trop de plaques d'immatriculation de voitures qui arborent des logos militaristes. Trop de parents qui affichent ce signe sur la lunette arrière de leur véhicule : « Fiers parents (ou grand-parents) d'un marine (ou d'un soldat) ».

Aujourd'hui, le moindre événement sportif doit avoir sa garde d'honneur et son salut au drapeau avec hymne national avant le match. Les stades de foot ont tous leur drapeau géant qui les recouvre en entier. Et leurs fans debout, main sur le coeur et tête baissée en signe de respect.

On dirait que l'art de la guerre à l'Américaine est devenu la norme de notre vie. Cet empire militaire industriel a gagné le coeur et l'esprit de trop de braves gens !

Si cela ne s'arrête pas, notre nation n'aura pas fait faillite que financièrement, elle l'aura fait aussi spirituellement et moralement.

Philipp Farruggio fils et petit-fils de dockers de Brooklyn – 29 mai 2017

En oligarchie. Coup d'Etat institutionnel. En marche vers un régime policier ou le totalitarisme.

- Etat d'urgence : «Une inscription dans le droit commun qui annule toute contestation» - Libération.fr

Militante, juriste, politique, universitaire … Six personnalités réagissent à la parution dans la presse d'un texte présenté comme un avant-projet de loi intégrant les mesures mises en place après les attentats de 2015.

Arié Alimi avocat:

«Les actes terroristes, une notion malléable»

Arié Alimi DR«Jusqu'à présent, l'état d'urgence n'a pas concerné seulement le terrorisme. Le ministère de l'Intérieur et les préfectures ont démontré leur volonté de l'appliquer à d'autres faits qu'ils considèrent comme des troubles graves à l'ordre public. C'est par exemple ce qui s'est produit peu de temps après les attentats du 13 Novembre, avec les interdictions des manifestations à l'occasion de la COP 21 à Paris. Ce fut aussi le cas avec le bannissement de certaines personnes des cortèges anti-loi travail, ou encore des interdictions de déplacement de supporteurs de football. Le texte de transposition fixe la limite d'une application aux actes terroristes mais c'est une notion malléable. Et lors du contrôle de l'action du ministère, les

juridictions administratives, y compris le Conseil d'Etat, n'ont pas du tout fait le travail du juge judiciaire. Lorsqu'elles étaient saisies d'un arrêté préfectoral d'assignation à résidence ou de perquisition, les juges administratifs n'ont pas vérifié la réalité des faits allégués dans les notes des services de renseignement. D'ailleurs, les premiers qui devraient être dans la rue aujourd'hui pour contester ce projet de loi, ce sont les juges de l'ordre judiciaire. De fait, Emmanuel Macron veut rétablir le pouvoir absolu de contraindre sans jugement. La seule limite désormais, c'est que l'on ne pourra pas incarcérer quelqu'un sans l'action du juge judiciaire.» (photo DR)

Sébastien Pietrasanta député PS spécialiste sécurité:

«Le judiciaire contourné»

Sébastien Pietrasanta - «Je trouve plutôt inquiétant qu'un système dérogatoire et exceptionnel puisse entrer dans le droit commun. On ne peut pas dire qu'on sort de l'état d'urgence pendant une campagne présidentielle et finalement mettre cet état d'urgence dans la loi de tous les jours. On perpétue un système dérogatoire, on laisse la plénitude d'action aux préfets, on contourne l'autorité judiciaire : tout cela m'interroge. «D'autant plus que j'ai aussi des réserves sur l'efficacité de ces mesures, quel que soit l'endroit où vous choisissez de les ranger, état d'urgence ou droit commun. Elles sont sûrement utiles pour le maintien de l'ordre mais, pour le reste, j'ai des doutes. Ainsi, le contrôle parlementaire a montré que les perquisitions administratives et les assignations à résidence avaient eu, grâce à l'effet de surprise, une utilité réelle dans les premiers jours. Mais ensuite, le ménage était fait avant les perquisitions. Ces dernières sont peut-être utiles pour certains services de police, mais pas forcément pour ceux du renseignement dans la lutte contre le terrorisme. Leur but est de surveiller, pas d'aller taper aux portes des personnes à surveiller. Enfin, je ne peux pas, comme homme de gauche, critiquer la droite qui souhaite interner les fichés S et, dans le même temps, accepter des assignés à résidence permanents qui ne sont pas judiciarisés.»

Adrienne Charmet de la Quadrature du Net:

«Atteinte lourde à la vie privée»

«Cet avant-projet de loi, c'est l'inscription de l'état d'urgence dans le droit commun, avec tous les problèmes que cela soulève : qui décide des mesures coercitives ? Quels sont les recours possibles ? La définition des personnes qui peuvent être assignées à résidence est très large et très subjective. L'obligation de «déclarer ses identifiants de tout moyen de communication électronique» reprend une disposition qui avait déjà été proposée pour la loi sur la procédure pénale adoptée en juin, mais que la commission des lois du Sénat avait supprimée. Nous le disions déjà à l'époque : c'est une atteinte au droit de se taire, à la présomption d'innocence et au droit de ne pas s'auto-incriminer, cela va à l'encontre de plusieurs articles de la charte européenne des droits fondamentaux, et la France a déjà été condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme à ce sujet… Dans le cas des perquisitions informatiques, il y a une atteinte lourde à la vie privée sur décision préfectorale, sans droit de se défendre. Le gouvernement prétend avoir une position de sagesse en disant qu'il faut sortir de l'état d'urgence… mais on y rentrerait définitivement ! Nous sommes en train de discuter et de nous coordonner avec les associations qui s'étaient déjà opposées à l'état d'urgence. On peut espérer que le Conseil d'Etat va jouer son rôle de garde-fou. Et, si le gouvernement ne revient pas sur sa copie, que les parlementaires seront assez sages pour s'y opposer.»

Serge Slama maître de conférence en droit public:

«Le franchissement d'un cap» Slama Serge - «La fin de l'état d'urgence s'imposait. Le gouvernement a compris qu'il ne pouvait pas le renouveler indéfiniment, sachant que cet état d'exception a vocation à être temporaire, ce que le Conseil d'Etat lui rappelle depuis des mois. Le texte d'avant-projet de loi dont on parle est un curieux mélange entre la reprise des mesures déjà présentes dans la loi sur l'état d'urgence et un certain nombre de solutions qui s'inspirent du droit des étrangers, comme le régime d'assignation à résidence ou la surveillance électronique. Par ailleurs, ce que propose le texte sur les perquisitions est très étonnant : ce serait la première fois en dehors de l'état d'urgence qu'elles seraient ordonnées sur décision du préfet après autorisation du procureur de la République de Paris. Alors certes, le procureur a une autorité judiciaire au sens de la Constitution, mais il n'est pas indépendant dans la mesure où il relève de l'exécutif. La seule solution satisfaisante serait que le juge civil autorise la perquisition. En ce qui concerne les assignations à résidence, elles seraient adaptées plus spécifiquement aux personnes qui sont supposées entretenir des liens avec des milieux radicalisés, afin de les inciter à rompre avec leur milieu d'origine. Inscrire toutes ces mesures dans le droit commun est un franchissement de cap que Bernard Cazeneuve et Manuel Valls n'ont pas osé faire et qu'Emmanuel Macron est en passe de réaliser.»

Michaël Fœssel philosophe:

«Vers un état libéral autoritaire»

Michaël Foessel - «L'inscription des mesures de l'état d'urgence dans le droit commun est une preuve de plus, s'il en faut, de la "banalité sécuritaire", où l'Etat légitime ses politiques publiques par la sécurité. Alors que la récurrence de la question de la prolongation de l'état d'urgence permettait au moins de discuter de la condition de nos libertés publiques, son inscription dans le droit commun annule toute contestation : l'exception devient la norme, c'est l'évidence sécuritaire. Ce qui est tout à fait

paradoxal dans une démocratie libérale : d'un côté, on valorise la liberté d'entreprendre et, de l'autre, on remet en cause nos droits les plus fondamentaux, dont les libertés publiques et individuelles. Avec la permanence de l'état d'urgence, on tendrait ainsi vers un "Etat libéral autoritaire". L'effacement de la figure du juge, traditionnellement libérale, sous le prétexte de l'accélération des processus de médiation démocratique, en est un symptôme. En sacrifiant le pouvoir judiciaire au profit du pouvoir exécutif, on remplace des jugements humains par des procédures administratives, sinon informatiques. Les sociétés qui ne savent plus juger n'ont d'autre solution que de réprimer. En définitive, chez Emmanuel Macron, tout comme chez Manuel Valls, ce sont les libertés économiques qui priment sur celles d'aller et venir, etc., et ce alors même que les effets réels sur le terrorisme sont très limités.»

Michaël Fœssel est l'auteur d'Etat vigilance (Points, 2010).

Emmanuel Daoud avocat:

«Il s'agit d'un coup d'état institutionnel»

«Ce nouveau projet de loi constitue une régression sans précédent des libertés publiques et individuelles. On décide de banaliser des mesures d'exception en les inscrivant dans le droit commun au mépris des équilibres institutionnels et constitutionnels, mais aussi de l'autorité judiciaire. Le paradoxe de la situation, c'est qu'il a été démontré amplement que ces mesures n'avaient pas été efficaces durant l'état d'urgence, et l'on veut pourtant les inscrire de façon définitive dans notre droit. En réalité pour des raisons démagogiques. «A titre personnel, je considère qu'il s'agit d'un coup d'Etat institutionnel. C'est d'autant plus grave que ces derniers mois, on a constaté un dévoiement de ces dispositions d'exception, détournées de leur finalité première - la lutte antiterroriste - pour mieux criminaliser les mouvements sociaux. Le dernier rapport d'Amnesty International a clairement mis en évidence le recours abusif à l'état d'urgence pour interpeller ou contrôler des militants syndicaux ou écologistes. Si on pousse une telle logique, cette mise sous contrôle relève d'une inspiration autoritaire face à un tel projet, tous les démocrates, qu'ils soient juristes ou non, devraient se mobiliser ensemble pour rappeler au gouvernement les principes fondamentaux de notre Etat de droit et de notre République.» Libération.fr 09.06

Commentaire d'un internaute

- "Autant rétablir les lettres de cachet et le fait du prince. Cette Loi vise à transférer à l'exécutif un pouvoir qui en droit commun est dévolu au judiciaire. C'est extrêmement grave et très dangereux ! L'idéal pour museler une opposition politique ou syndicale. Macron est un autocrate en puissance. Il faut que les Français ouvrent les yeux !"

Tous les partis institutionnels sont corrompus jusqu'à la moelle.

- Affaire Ferrand: le ministre plombé par de nouvelles révélations - L'Express.fr

- Assistants européens du MoDem: les témoignages d'ex-collaborateurs s'accumulent - L'Express.fr

Le vieux monde vacille et menace les fondements de la civilisation humaine

- La présidence Trump ébranlée par la charge de Comey - AFP

- Législatives: Theresa May perd sa majorité absolue - AFP

- Empêtré dans un scandale, le maire de Bruxelles contraint à la démission - LeFigaro.fr

- Sous pression, le Qatar reste ferme face à ses adversaires - LeFigaro.fr

- Une ville des Philippines aux mains de djihadistes - LePoint.fr

- Choléra au Yémen: plus de 100.000 cas suspects et 789 morts - AFP

- Soudan du Sud : un an et demi et 5 kilos, un enfant meurt de faim - Franceinfo

Bienvenue chez les décérébrés qui sont inspirés par les mêmes idéologues qui ont porté Macron au pouvoir.

Madrid interdit le «manspreading» dans les bus - Slate.fr

Une nouvelle vignette apparaîtra mi-juin dans tous les autobus madrilènes: un homme, les jambes écartés et une grosse croix

rouge pour signifier l'interdiction. Le parti Podemos souhaiterait étendre cette campagne à toute la région et à tous les types de transports... et il n'est pas le seul!

Le 6 juin, son parti a déposé une proposition de loi devant le parlement de la région de Madrid pour que la campagne lancée par la mairie de la ville et l'entreprise des transports municipaux contre le manspreading soit étendue à l'ensemble de la région.

Quelques semaines plus tôt, le parti d'extrême gauche de la CUP avait proposé une campagne similaire en Catalogne, en qualifiant le manspreading de «micro-agressions qui incommodent celles et ceux qui les subissent».

À partir de mi-juin, de nouveaux symboles s'ajouteront aux interdictions de fumer et aux obligations de laisser sa place dans le bus aux femmes enceintes et aux personnes handicapées: interdiction d'écouter de la musique sans écouteurs, de parler trop fort au téléphone ET interdiction du manspreading.

Le symbole utilisé s'inspire notamment d'une campagne de sensibilisation lancée dans le métro new-yorkais en 2014, comme l'a fait remarquer la conseillère municipale et politologue Rita Maestre.

Madrid n'est pas la seule ville à avoir entamé une telle campagne de sensibilisation. Comme le rappel le Guardian avec une série de visuels utilisés pour dénoncer le manspreading, New York était précurseur, mais le Japon et la Pennsylvanie aussi. Mais c'est une série de Tumblr qui avait dénoncé en premier le phénomène. En France, le collectif Osez le féminisme avait lancé le hashtag #Takebackthemetro en 2014 et publié un visuel qui utilisait les mêmes codes que la société des transports franciliens. Un visuel toujours d'actualité… mais pas pour la RATP. Slate.fr 08.06

Ici en Inde, il fait une chaleur écrasante une grande partie de l'année, il faut donc s'y adapter. Les femmes ne portent pas de culotte sous leur sari, elle porte un jupon. Seules les vieilles femmes ne portent pas de soutien-gorge. Les femmes n'en portent que pour sortir généralement. Les hommes portent généralement un slip mais pas toujours, moi je n'en porte plus, j'ai eu trop de problèmes quand j'en portais. Et quand on s'assied, la pause communément admise consiste à écarter les jambes pour que les parties génitales puissent respirer ou s'aérer un peu, évacuer la transpiration qui sinon donne lieu à des irritations ou à l'apparition de boutons qui rapidement s'infectent ou deviennent purulents, il arrive même que des champignons apparaissent en haut des cuisses, j'en parle en connaissance de cause pour y avoir eu le droit à plusieurs reprises.

Le pire, c'est le scooter (ou la moto) où on transpire abondamment entre les cuisses, du coup je roule les jambes écartées pour me soulager, malgré tout cela finit toujours par vous démanger assez rapidement, je me soulève légèrement de la scelle quelques instants et discrètement je m'essuie les parties, ce sont des gestes que les Indiens font quotidiennement sans que personne n'y voit à redire.

Tenez, pendant que j'écris ces lignes, ma chaise est légèrement décalée de la table où se trouve le clavier pour pouvoir garder les jambes écartées, j'ai une jambe sous la table et l'autre à l'extérieur, mon short est humide entre les jambes et j'ai des boutons qui sont devenus des plaies aux fesses, j'ai mis du tact de Selvi pour me soulager et les sécher, comme quoi je ne vous cache rien, vous savez tout ! Si demain j'étais en France, je prendrais naturellement cette pause et je me ferais taxer d'obsédé sexuel. C'est complètement dingue, ils ne savent plus quoi inventer pour terroriser la population ces ordures !

Et que dire de l'extrême gauche qui va soutenir ce genre de campagne ? Qu'elle est plus que décomposée, débile, pourrie, on va la cataloguer à droite avec les autres partis de la pseudo-gauche (PS, PCF, PG, etc.).

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- La coalition dirigée par les USA porte une 3e frappe contre les forces pro-Assad - sputniknews.com

Les forces de la coalition dirigée par Washington ont abattu un drone syrien et attaqué des camions appartenant à l'armée syrienne lors de la troisième frappe effectuée à Al-Tanf en moins d'un mois.

La coalition dirigée par les États-Unis a porté jeudi sa troisième frappe depuis le 18 mai contre les forces pro-gouvernementales syriennes à l'est de la zone de désescalade près d'Al-Tanf, a annoncé le colonel Ryan Dillon, porte-parole de la coalition.

Cette fois, la coalition a attaqué des camions transportant des armes et a abattu un drone. Selon la coalition, cet engin sans pilote aurait attaqué les forces de la coalition.

« Le drone a largué des munitions qui n'ont pas touché les militaires de la coalition. L'engin sans pilote avait d'autres munitions à bord et nous l'avons abattu », a indiqué le colonel. sputniknews.com 08.06

États-Unis

- Fondation Soros: spéculations de plusieurs milliards et vente libre de stupéfiants - sputniknews.com

Selon le journaliste italien Mario Sommossa, dans une interview retransmise en direct par la chaîne de télévision CNN, Soros a pratiquement admis qu'il aurait pu financer la « révolution » de Maïdan pour « mettre au pouvoir une junte amie des États-Unis ».

« Dans la même interview, il a reconnu avoir organisé des opérations similaires en Géorgie, au Kirghizstan, au Myanmar et en Iran », a rappelé en conclusion le journaliste italien. sputniknews.com 08.06

Serbie

- Bombardements de la Yougoslavie: la Serbie poursuivra l'Otan en justice sputniknews.com

À l'initiative de l'Académie serbe des sciences et des arts et avec la bénédiction du patriarche Irénée de Serbie, une équipe de juristes se forme pour préparer un recours en justice contre l'Otan pour le détriment matériel et moral infligé par les bombardements de 1999, a annoncé à Sputnik le Serbe Srdjan Aleksic qui dirigera ce groupe.

Les meilleurs avocats serbes, ainsi que leurs confrères de l'Union européenne, de la Russie, de la Chine et de l'Inde feront partie de cette équipe spéciale, a déclaré Srdjan Aleksic à Sputnik.

« Nous entendons attaquer en justice les pays de l'Otan qui ont participé à l'agression contre la Yougoslavie, soit 20 États qui y ont été impliqué directement ou indirectement. Les recours en justice seront préparés contre chacun de ces pays », a précisé l'interlocuteur de l'agence.

Et d'ajouter que les juristes ne s'adresseraient pas à la Cour internationale de Justice (CIJ), mais aux organes judiciaires de chacun des 20 pays.

« Nous estimons que cela relève de la compétence des tribunaux nationaux. Ces États ont violé les principes contenus dans le chapitre 7 de la Charte de l'Onu qui interdit l'agression contre n'importe quel pays. Qui plus est, l'Otan a violé les chapitres 5 et 6 de ses propres statuts, l'Alliance n'étant pas une structure offensive, mais défensive », a souligné l'homme de droit.

Et de résumer que, somme toute, le droit international avait été violé, notamment les conventions interdisant toute agression et tout usage de la force contre les États souverains.

En 1999, pendant 11 semaines, l'Alliance a bombardé la Yougoslavie. Cette opération de l'Otan a fait 2 500 morts. Mais il ne s'agit là que d'un préjudice direct. Les avions de l'Otan ont largué près de 15 tonnes d'uranium appauvri sur le territoire serbe. Comme résultat, avec 5 500 cas de cancer enregistrés pour un million d'habitants, la Serbie arrive de nos jours en première position en Europe pour le nombre de décès dus au cancer. sputniknews.com 08.06

Haut de page

Le 11 juin 2017

CAUSERIE

- Causerie du 11 juin, 7 pages.

J'ai réalisé rapidement cette causerie sans tenir compte des infos d'hier.

On a oublié un aspect des législatives.

S'il ne reste que des candidats de REM et de LR au second tour, accessoirement accompagné d'un candidat du FN, il risque d'y avoir 60 à 80% d'abstention. Demain à Pondichéry je n'irai pas voté pour le second tour, puisqu'il ne reste que les candidats de REM et LR.

Il faut appeler au boycott du second tour de façon à ce que les candidats qui seront élus soient ultra minoritaires, ils le seront de toutes manières, mais plus ce phénomène sera accentué, et moins il ne sera possible par la suite de nier que Macron est illégitime.

Macron et ses élus fantoches sont ultra minoritaires et donc illégitimes pour décider notre sort à notre place, ils sont le produit d'une machination : Chassons-les du pouvoir !

Il faudra sans cesse mettre l'accent sur cet aspect de la situation, le répéter quotidiennement autour de soi, partout, le faire figurer dans tous les tracts, appels, communiqués, déclarations, etc. Plus Macron sera isolé, plus les travailleurs seront susceptibles de prendre confiance en eux, et plus ils estimeront légitimes de faire valoir leurs droits ou ils seront déterminés à engager le combat contre le régime.

Des "fuites qui pourraient être fortuites.

Le gouvernement porte plainte contre X (lire plus loin) après la divulgation par Le Parisien d'un document consacré à la contre-réforme du Code du travail, dont la teneur sera confirmée par la suite par la ministre du Travail et le Premier ministre. A peine 48 heures plus tard, Le Monde révélait un avant-projet de loi liberticide «visant à renforcer et stabiliser l'arsenal législatif de lutte contre le terrorisme» qui sera lui aussi confirmé le lendemain en Conseil des ministres.

Autrement dit, deux médias nationaux appartenant à des oligarques, donc au clan Macron, précèdent l'annonce par le gouvernement de mesures qui vont modifier profondément les rapports à l'intérieur de la société ou entre les classes. Il se peut aussi que dans l'entourage de Macron ou au sein du gouvernement, certains auraient préféré qui ces annonces interviennent après les législatives étant donné la nature ultra réactionnaire de ces mesures qui pourraient dissuader de nombreux électeurs de voter pour les candidats de REM ou soutenus par le parti de Macron. Alors pourquoi les avoir divulguer et confirmer avant les législatives, et qui a pris cette décision ?

Certainement pas Macron, seuls les idéologues ou l'élites qui sert les oligarques ont pu prendre cette décision après avoir pesé le pour et le contre, ils ont dû estimer qu'ils pourraient tirer profit à lancer ces bombes la veille des législatives histoire de montrer que Macron était tout puissant et qu'il était déterminé à appliquer l'intégralité de son programme ultra libéral, cela à l'adresse de ses électeurs potentiels pour qu'ils aillent voter, ce qui lui permettrait par la suite d'expliquer que les électeurs ne lui avaient pas seulement donné une majorité absolue à l'Assemblée nationale pour gouverner le pays, mais qu'ils avaient plébiscité au passage son programme et donc ses mesures divulguées la veille du scrutin, ce qui constituerait un argument à opposer à ceux qui s'appuyant sur la forte abstention martèlent qu'il est illégitime et ultra minoritaire.

En conclusion, en guise de "fuites", il pourrait plutôt s'agir d'une stratégie s'appuyant sur une batterie de sondages donnant une majorité absolue à REM sur fond d'abstention record. Ils peuvent avoir commis l'erreur de considérer comme acquise leur victoire ainsi que la résignation des travailleurs. Reste à savoir comment ils vont réagir à l'annonce de ces mesures ultra libérales. A suivre demain.

Le rejet massif de tous les partis institutionnels (dont REM) témoigne de l'illégitimité du régime

- Législatives : l'enjeu de l'abstention - Franceinfo

Ils essaient de les inciter à voter, mais beaucoup de Français s'apprêtent à ne pas se rendre aux urnes ce dimanche 11 juin pour le premier tour des législatives. "Je pense que c'est joué d'avance et que le président aura la majorité", confie une jeune femme. "Mon vote n'a plus rien à faire dans la balance, il va passer ses lois", ajoute une femme. Peu de motivation pour certains, désillusion pour d'autres. "Ils font des promesses qu'ils ne tiennent jamais donc ça sert strictement à rien", se désole un jeune homme.

De 40 à 48% d'abstention

Résultat, une abstention qui s'annonce forte au premier tour : de 40 à 48% selon les instituts de sondage. 48%, ce serait le record depuis 1958. Une tendance qui n'est pas nouvelle. Depuis un quart de siècle, l'abstention ne cesse de progresser. Franceinfo 10.06

Mélenchon l'histrion ou l'idiot utile du régime.

Mélenchon a célébré le Parisien et les médias en général qui appartiennent à des oligarques et ont mis Macron en place. Bravo le clown ! Misérable. J'ai téléchargé deux vidéos que j'ai visionnées en partie seulement, et ce que j'ai entendu n'a fait que

confirmer que l'illusionniste enfilait le personnage élimé de Mitterrand qu'il admire toujours, c'est lui qui s'en vante, je n'invente rien. Il s'agit de deux interviews à TF1 et à BFMTV, deux chaînes détenues par des oligarques, dont l'échange fut très policé, Mélenchon y tenait !

Il voudrait encore faire croire aux travailleurs que l'Assemblée nationale pourrait tenir compte de leurs besoins, alors qu'elle s'apprête à piétiner leurs droits les plus élémentaires, un siècle plus tard, il nous refait le coup du parlementarisme, le populiste ose tout, c'est bien connu, en voici la preuve.

Plus le talon de fer de l'oligarchie se fait entendre, plus Mélenchon se droitise ou fait preuve d'amabilité envers les institutions, on voit sur le plateau à l'écran qu'il est tiré à quatre épingles et sort du salon de coiffure et de maquillage fardé et poudré à la manière des courtisans. On est en présence d'un bien triste bouffon. Il s'incline devant le régime et n'envisage pas de le combattre. On n'en attendait guère plus de sa part.

En guise d'argument, il s'est plaint que l'Assemblée nationale ne puisse bouger ne serait qu'une virgule dans les ordonnances que Macron s'apprêtent à promulguer, car voyez-vous, dans le cas contraire cela pourrait en changer l'orientation générale entièrement tournée contre les travailleurs au point de pouvoir les adopter, ce qui est demeuré sous-entendu, mais ce que cela signifiait. Voilà qui va faire trembler le château.

Morbleu, pas question d'une révolution, quelle horreur, lui il en tremble le vilain !

Quelques passages de ces interviews.

TF1

- "*Le Parlement représente toute la société*", ah bon ! Pour cautionner l'existence de la Ve République, de l'Etat des capitalistes le faussaire ne pouvait trouver meilleur argument.

- En France "*les élections sont libres*", quand des partis sont subventionnés à coup de dizaines de millions d'euros par l'Etat, qu'ils ont le soutien de la totalité des médias qui leur accordent gratuitement des tribunes, peut-on parler d'élections libres ?

- Face au rouleau compresseur Macron : "*les gens sont plutôt d'humeur calme et préfère que les choses se passent bien*", il prend son cas pour une généralité. D'un côté il dénonce la violence inouïe de la politique de Macron, et d'un autre côté il appel le peuple à la subir sans recourir à la violence, donc à se soumettre.

- A l'adresse des électeurs du FN : "*vous avez raison d'être très fâchés, mais pas au point de devenir facho*", c'est ainsi qu'il traite les travailleurs qui à leur insu sont manipulés par tous ceux qui refusent d'affronter les capitalistes et qui servent de marchepieds à l'extrême droite, dont Mélenchon.

BFMTV

- Louanges à May, la Première ministre britannique qui serait un exemple de démocratie, à deux reprises : " *Si c'était la démocratie comme en Angleterre*", à propos de la France pour plus tard enchaîner "*ce pays reste une démocratie*", les travailleurs britanniques qui sont soumis au contrat de travail "zéro" apprécieront.

- Discours dithyrambique destiné à Jeremy Corbyn qui n'a cessé de renier le peu de convictions qui l'habitaient et qui est à la tête de la section britannique de l'Internationale socialiste dont le PS est la branche française, autrement dit, c'est comme s'il chantait les louanges du PS !

- Comment, moi, tout étonné "*j'ai parlé de révolution*", quelle horreur, avant de préciser : "*je parle de révolution citoyenne (...) je veux sortir de l'imagerie que les gens ont à propos de la révolution*" du type de la Commune ou russe, pour ce charlatan la révolution doit se dérouler dans les salons feutrés des Palais du pouvoir en place sans que cela débouche sur un changement de régime, évidemment.

- La culture des illusions dans les institutions, c'est sa marque de fabrique, son gagne-pain : "*La société ce sont les députés*" et "*le Parlement doit pouvoir négocier*", sauf l'orientation générale de la politique définie par le gouvernement qui est destinée à satisfaire les besoins des capitalistes. Négocier ici signifie collaborer avec la réaction à la rédaction des mesures antisociales qui seront ensuite imposées aux travailleurs et rien d'autres.

- Rendez-vous compte, demain, "*le seul pouvoir du Parlement sera de dire oui ou non*" aux ordonnances promulguées par Macron, pourquoi, parce que la majorité des députés, REM-LR-PS pourraient dire non ?

Vous aurez noté qu'à aucune moment il n'a évoqué la supercherie qui avait consisté à faire croire que le parti de Macron aurait bénéficié d'un "raz de marée" lors du 1er tour des législatives des Français de l'étranger, alors qu'il y a eu plus de 83% d'abstention et de votes blancs et nuls. A aucun moment il ne soulignera qu'il est ultra minoritaire et illégitime, ce qui revient à se priver du principal argument pour combattre Macron et le gouvernement. Voilà comment Mélenchon les protège.

Désinformation, machination, appel à la résignation, matraquage, ils ont sorti le grand jeu. La dictature en marche annoncée.

- La "raclée" à venir aux législatives sonne le glas d'une époque et le début d'une période trouble - Le Huffington Post

Il faut certes rester prudent tant que les Français n'ont pas voté. Mais tout indique – sondages, enquêtes, et votes des Français de l'étranger – que l'on s'oriente vers une large victoire, voire un raz de marée de la République en marche... Le Huffington Post 09.06

- Législatives: la République en marche vers le grand renouvellement de l'Assemblée - AFP

Déferlante pro-Macron annoncée... Les Français voteront dimanche pour le premier tour des élections législatives en passe de donner une large majorité au chef de l'Etat dans une Assemblée profondément renouvelée.

- Législatives : vers une Assemblée nationale "En Marche !" ? - Franceinfo

Ils ne servent que les intérêts du complexe militaro-industriel-financier qui détient le pouvoir

- Législatives : le rôle du député expliqué aux enfants - Franceinfo

Pourquoi a-t-on besoin des députés ? A quoi sert l'Assemblée nationale ? Franceinfo l'explique aux enfants, avec l'aide de francetv éducation. Franceinfo 09.06

Bêlement.

- «Ça fait bizarre de voter pour des inconnus» - Liberation.fr

La définition d'un régime fasciste.

- Macron revendique la "distance", la "verticalité" et une présidence "respectée" - AFP

Interrogé par un journaliste sur la présence de François Bayrou au gouvernement alors que son parti, le MoDem, fait l'objet depuis vendredi d'une enquête préliminaire de la justice sur ses assistants parlementaires européens, il s'est refusé à répondre.

"Quand je viens sur un sujet que j'ai choisi, je parle du sujet que j'ai choisi. Je ne fais pas des commentaires d'actualité", a éludé Emmanuel Macron. AFP 09.06

Il aura trouvé le moyen de prononcer quatre fois "je" en 26 mots, je les ai comptés. Il se croit tout puissant, parce qu'on lui a soufflé qu'il l'était. Il peut compter sur la complaisance des médias pour ne pas le contredire.

La "distance" = Normal puisqu'il est incapable d'assumer la fonction d'un chef d'Etat, c'est juste un bon acteur, quoique... Il peut revendiquer la "distance" avec le pouvoir, ayant conscience qu'il n'en a aucun ! C'est un aveu, mais les éditocrates ne le relèveront pas.

La "verticalité" = Au sommet de la pyramide (du Louvre) les donneurs d'ordres, et de haut en bas aux différents échelons, les exécutants ou figurants : Le président, les ministres, puis viennent les députés, tous ont été recrutés pour tenir un rôle de larbin. Mais rien ne dit qu'ils ont conscience que pour remplir la plus vile des fonctions il faut un certain talent.

Quant à la présidence "respectée", coincé entre ses parrains et sa barbie défraîchie qui ne le quittent pas d'une semelle, elle n'a rien de naturel chez un roturier. Le bougre, il doit se forcer en permanence pour l'assumer, d'où ses mimiques grimaçantes, son pincement de lèvres, son air emprunté, sa démarche raide... Il n'est jamais aussi bon que lorsqu'il arbore son sourire niais et méprisant, ce qui ne peut inspirer du respect qu'à ceux qui lui ressemblent et le flattent.

Le locataire du Palais fait le tour de ses sujets.

- Macron joue les standardistes à l'Élysée - lepoint.fr

Commentaires d'internautes

1- "Plus confortable que chez MG&S où il a été copieusement sifflé. Mais ça ne fait pas la Une."

Ils ne l'ont pas séquestré, c'est l'essentiel. Les délégués syndicaux ont été minables. Ecoutez celui de la CGT, Vincent Labrousse, qui a pris la parole devant les salariés après un entretien d'une heure avec Macron, tout ce qu'il leur a dit c'est que "les représentants du personnel seront associés" à la liquidation de MG&S ou au plan social (de licenciements en fait) de son repreneur éventuel pour que tout se passe bien, voilà Macron rassuré :

- "On a été reçu pendant plus d'une heure par le président de la République. L'engagement qui a été pris par le président de la République c'est la mise en place, dans un temps très court, d'une cellule de crise. La cellule de crise a déjà commencé à travailler. Les représentants du personnel seront associés à cette cellule de crise. Cette cellule de crise va travailler à la mise en œuvre d'une reprise. Pour l'instant, ce qui paraît le plus atteignable c'est que la reprise soit faite par le groupe GMD. Néanmoins, le président de la République a pris l'engagement de contacter aussi d'autres acteurs du secteur puisqu'il va aussi contacter PSA et Renault pour augmenter le chiffre d'affaires." bfmtv.com 09.06

2- "L'image, toujours l'image

On va vite se lasser de ce président qui est encore plus obsédé que les deux précédents par son image. Macron, c'est l'incarnation du narcissisme." Narcissisme, dérangé, effréné, épileptique, cynique, cruel, monstrueux, destructeur, prédateur.

3- "Jupiter et la plèbe

De temps en temps le divin s'abaisse à regarder la plèbe. De préférence pas trop longtemps."

4- "A la hauteur de la fonction ?

Tous ces petits "coups de com" qui s'enchaînent les uns après les autres et sont repris en boucle par des médias complaisants ne sont pas à la hauteur de la fonction et encore moins des problèmes que rencontre le pays. S'il s'agissait de recruter une standardiste, fut-elle aimable et disponible, ce n'était pas la peine de s'infliger des mois et des mois de campagne électorale. "

Un régime qui craque de partout et la tentation du fascisme.

- Le gouvernement porte plainte après les révélations de «Libération» sur le code du travail - Liberation.fr

- La ministre du Travail Muriel Pénicaud a annoncé, vendredi, avoir déposé une plainte contre X - Liberation.fr

- Révélations de «Libé» sur le code du travail : l'obligation d'informer n'est pas un délit - Liberation.fr

En portant plainte après la publication d'un document sur ses projets de réforme, la ministre du Travail fait le choix de la répression judiciaire. Liberation.fr 09.06

- Assistants parlementaires MoDem: l'étrange coup de fil de Bayrou à Radio France - lexpress.fr

Selon les informations de Mediapart, le ministre de la Justice a contacté un journaliste d'investigation pour exiger que son équipe cesse de "harceler" les permanents du MoDem.

C'est un geste particulièrement inconséquent de la part d'un garde des Sceaux en poste. D'après une information de Mediapart, en grande partie confirmée par l'intéressé, François Bayrou a téléphoné directement, mercredi, au patron de la cellule investigation de Radio France. L'objet de l'appel? Reprocher à sa rédaction de "harceler de manière inquisitrice" des permanents du MoDem, soupçonnés d'avoir bénéficié d'emplois fictifs rémunérés par le Parlement européen.

Interrogé par Mediapart, le journaliste en question, Jacques Monin, relate les termes utilisés, en substance, par le ministre de la Justice: "Des gens de chez vous sont en train de téléphoner à des salariés du MoDem, (...) de jeter le soupçon sur leur probité. C'est inacceptable. Avec mes avocats, nous sommes en train d'étudier d'éventuelles plaintes pour harcèlement." Selon le site d'investigation, le maire de Pau avait déjà téléphoné la veille à un journaliste du service politique de France Info, pour lui demander qui, à Radio France, chapeautait les enquêtes sur le parti centriste. "C'est le citoyen" qui appelle

Le coup de fil de mercredi aurait duré une dizaine de minutes. Son contenu peut potentiellement être interprété comme une forme

de pression. Il serait peut-être passé inaperçu si François Bayrou n'était pas un membre éminent du nouveau gouvernement, qui plus est en charge d'une grande loi sur la moralisation de la vie publique.

D'autant que le président du MoDem ne nie pas l'essence des faits, à savoir l'objet de l'appel. "C'est simple, j'ai appelé le responsable de la cellule investigation de Radio France parce que des journalistes appelaient sur leur téléphone personnel des salariés de notre mouvement qui n'avaient aucun lien avec nos députés européens", raconte François Bayrou à Mediapart, avant de déclarer qu'une "des salariées est venue dans [son] bureau en pleurant". Réitérant le fait que ces permanents vivaient cela comme du "harcèlement", le garde des Sceaux nie en revanche toute "menace" ou "intimidation".

Et le leader centriste d'ajouter ce curieux argument: "Ce n'est pas le ministre de la Justice ni le président du MoDem qui a appelé, c'est le citoyen, simplement pour protéger ces jeunes femmes." "I'm the boss"

Alors que la principale formation politique alliée à La République en marche fait désormais l'objet d'une enquête préliminaire, ouverte à la suite du signalement d'un ancien salarié du parti qui a été assistant parlementaire européen de Jean-Luc Bennahmias, cette initiative est pour le moins malvenue, voire saugrenue.

Contacté par L'Express, un ancien membre du MoDem, qui connaît bien François Bayrou, se dit "sidéré". "Quand on cherche à savoir pourquoi untel a écrit tel papier, on ne parle pas directement au chef d'une rédaction, c'est tout simplement ahurissant", déplore-t-il. D'après cet ex-élu centriste, le garde des Sceaux a un défaut, qui explique peut-être le coup de fil à Radio France: "Il se sent surpuissant. Surtout après un coup politique comme celui qu'il a réussi en s'alliant à Emmanuel Macron. Donc maintenant c'est un peu 'I'm the boss', et le boss, il fait un peu ce qu'il veut."

Quoi qu'il en soit, après Richard Ferrand, également visé par une enquête préliminaire lié à un montage immobilier en Bretagne, c'est au tour des ministres MoDem du gouvernement -François Bayrou, Marielle de Sarnez et Sylvie Goulard- de lester un peu plus l'image de probité voulue par Emmanuel Macron pour démarrer son mandat. À en croire les sondages, l'essentiel est sauf, LREM étant promis à une majorité écrasante à l'Assemblée nationale. Et ce à 48 heures du premier tour des élections législatives. lexpress.fr 09.06

- MoDem : ouverture d'une enquête préliminaire pour soupçons d'emplois fictifs d'assistants parlementaires - Franceinfo

Une enquête préliminaire a été ouverte par le parquet de Paris ce vendredi 9 juin. Une enquête pour abus de confiance afin de faire la lumière sur les soupçons d'emplois fictifs d'assistants parlementaires alors qu'ils auraient été employés par le MoDem. Franceinfo 09.06

Avec les félicitation de Daesh et de la Commission Trilatérale présidée par Rockefeller dont elle est membre.

- Une photo d'Élisabeth Guigou en hijab dans une mosquée de Pantin interroge - L'Express.fr

L'intéressée s'est défendue sur son compte Twitter: "Le port de la kippa par les hommes en France est aussi une brèche à la laïcité? J'ai représenté la France à la béatification d'une Française par le Pape", écrit-elle, avant de rappeler le "protocole du Vatican: châle noir sur la tête, gants, robe longue". "Je respecte les usages dans les lieux de culte. TOUS les lieux de culte", a-t-elle indiqué. L'Express.fr 09.06

Haut de page

Le 12 juin 2017

CAUSERIE

Pondichéry, 15h.

Résultats des législatives au niveau national (définitifs, ministère de l'Intérieur) :

La République en Marche : 28,21% ;
Les Républicains : 15,77% ;
Front national : 13,20% ;
La France insoumise : 11,02% ;

Parti socialiste : 7,44% ;
MoDem : 4,11% ;
EELV : 4,30% ;
UDI : 3,03% ;
PCF : 2,72% ;
DLF : 1,17% ;
Extr Gauche : 0,77%.
Abstention : 51,29%.

(Source : linternaute.com 12.06)

Je rajoute quelques mots à la suite de la causerie de ce matin qu'on intègrera dans celle de demain.

Macon et les députés sont déjà le président les élus les plus impopulaires de la Ve République.

L'abstention plus les voix de FI, du PCF et des partis d'extrême gauche, soit environ 65% expriment le rejet de la politique ultra libérale ou des ordonnances annoncées de Macron.

Macron ou son parti ont perdu 13 millions d'électeurs en un mois !

Que cela ne tienne, ils osent tout :

Franceinfo évoque : "*le triomphe de La République en marche au premier tour des élections législatives dimanche.* "

- Collomb : le score de REM, signe d'une "adhésion aux réformes" - AFP

Le score du parti du président Emmanuel Macron, arrivé largement en tête dimanche 11 juin du premier tour des législatives, est "le signe d'une réelle adhésion aux réformes que nous avons commencé à mettre en œuvre", a déclaré le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb. AFP 12.06

- De la présidentielle aux législatives, En Marche ! continue sa progression - Franceinfo12.06

Macon mis en "échec".

- Castaner: l'abstention est "un échec de cette élection" - AFP

L'abstention massive (51,29%) qui a marqué le premier tour des législatives est "un échec de cette élection", a estimé lundi Christophe Castaner, porte-parole du gouvernement et secrétaire d'Etat chargé des Relations avec le Parlement. AFP 12.06

Commentaire d'abonnés du Figaro

1- Si on considère l'abstention et le nombre d'électeurs inscrits, on se rend compte que 22.050.000 ont voté. LRM ayant obtenu 32.3% des électeurs, Macron aura la majorité absolue avec seulement 7.122.000 électeurs sur 45 millions d'inscrits.

2- Un système qui permet d'obtenir 400 députés avec 15% des électeurs inscrits n'est pas un système démocratique ! C'est pourquoi une majorité de citoyens s'en détournent.

A suivre...

- Causerie du 12 juin, 8 pages.

J'ai réalisé cette causerie à chaud après l'annonce des résultats du 1er tour des élections législatives en France.

Je ne m'attarde pas, mon abonnement mensuel à Internet se termine dans 11h et je n'ai utilisé que 11GO sur les 20 que je vais payer, donc je vais télécharger des films, documentaires et concerts.

Bonne semaine à tous, ne soyez pas abattus ou démoralisés, tout ce qui arrive était prévisible, nous n'avons cessé de l'évoquer dans nos causeries. Si maintenant on n'est pas capable de corriger nos erreurs, là pour le coup on a de quoi s'inquiéter. Je n'ai pas le temps de m'adresser aujourd'hui aux différentes formations du mouvement ouvrier comme prévu, il n'y a rien qui urge, on verra cela demain.

A propos du 1er tour des législatives en France.

Comment interpréter le taux d'abstention record (51,2%) ?

- Législatives : qui sont les Français qui se sont abstenus au premier tour ? - Franceinfo

Plus d'un Français sur deux n'est pas allé voter. L' abstention atteint son plus haut niveau de la Ve République, avec 51,2%, au premier tour des élections législatives, dimanche 11 juin.

Les 25-34 ans, champions de l'abstention

En résumé, plus on est âgé, plus on vote. Ou presque. Les électeurs de plus de 60 ans ont été les plus nombreux (plus de 63%) à vouloir se rendre aux urnes, dimanche, bien loin devant les plus jeunes. Pour ce premier tour des législatives, ce sont les 25-34 ans, qui sont les champions de l'abstention, juste devant les 18-24 ans (37%).

Deux ouvriers sur trois se sont abstenus

Un Français sur deux n'est pas allé voter, mais cette moyenne cache de grandes disparités en fonction de la profession des sondés. Selon l'enquête Ipsos/Sopra Steria, deux ouvriers sur trois se préparaient à s'abstenir, dimanche, pour les élections législatives, tandis que près de la moitié des cadres (45%) comptaient se rendre aux urnes.

Logiquement, puisque les électeurs les plus âgés sont les plus mobilisés, les retraités comptent nettement moins d'abstentionnistes (36%) que les autres catégories.

Les plus modestes votent moins que les riches

L'abstention recule aussi à mesure que les revenus augmentent. Ainsi, dans les foyers aux revenus inférieurs à 1 250 euros mensuels, l'abstention atteint 59%. A l'inverse, 58% des électeurs dont les revenus sont supérieurs à 3 000 euros se sont rendus aux urnes.

Plus de la moitié des électeurs de Le Pen et Mélenchon se sont abstenus. francetvinfo.fr 12.06

Quelques éléments à retenir :

- Les 25-34 ans, champions de l'abstention juste devant les 18-24 ans (37%) ;

- Deux ouvriers sur trois se sont abstenus ;

- Les électeurs de plus de 60 ans ont été les plus nombreux (plus de 63%) à vouloir se rendre aux urnes ;

- L'abstention recule aussi à mesure que les revenus augmentent.

D'une part les nantis se sont mobilisés, ils ont voté Macron pour défendre leurs intérêts. D'autre part, les travailleurs se sont abstenus dans leur immense majorité.

Que les travailleurs se soient abstenus est normal, quelque part ils ont compris qu'en gouvernant par ordonnance l'Assemblée nationale n'aurait aucun pouvoir, alors pourquoi aller voter, ils ont intégré le fait que les institutions étaient antidémocratiques et qu'ils n'avaient aucune raison de participer à cette mascarade dont ils devaient être les principales victimes. C'est un désaveu pour Mélenchon qui tenait absolument à ce que les députés "négocient" les termes des ordonnances et donc les cautionnent.

On en tirera l'enseignement politique qu'il sera inutile de porter notre attention vers l'Assemblée nationale puisque chacun sait à quoi s'en tenir en ce qui la concerne, il faudra donc axer notre combat politique à la fois contre le sommet de l'Etat, le Président de la République, et l'oligarchie dont il est la marionnette.

Comment ? En martelant, en répétant sans cesse ou en expliquant aux travailleurs que Macron est ultra minoritaire et donc illégitime pour appliquer sa politique ultra libérale et qu'il faut s'organiser pour non seulement l'empêcher de d'appliquer son programme mais aussi pour le chasser du pouvoir et abattre les institutions de la Ve République, abolir la Constitution qui a permis son élection ainsi que celle des députés de son parti avec entre 10 et 15% des voix des électeurs.

Ce sont les institutions de la Ve République qui sont illégitimes, il faut les renverser !

Le raz de marée de la désinformation médiatique ou la conspiration des oligarques.

Avec 32,32% des électeurs inscrits La République en marche obtient 15,77%.

Ce chiffre sera nettement minorité après le second tour puisque l'abstention va encore s'accentuer. Il faudra aussi soustraire les votes blancs et nuls, sans oublier les 9% d'électeurs non-inscrits, bref, Macron va disposer pour gouverner d'une majorité écrasante en siège à l'Assemblée nationale, supérieure à 70% avec moins ou à peine 10% en voix.

Tous les partis institutionnels qui existaient jusqu'alors ressortent laminés à l'issue du 1er tour des législatives, hormis LR qui plafonne autour de 20% des électeurs inscrits, soit moins de 10% en tenant compte de l'abstention. Il ne reste plus en France que deux partis politiques de droite susceptible d'alterner au pouvoir, ce qui correspond à ce que Le Huffington Post a appelé hier "l'américanisation de la vie publique française", perspective ou objectif qui coïncidait avec la mise sur orbite de Macron et En Marche, ce que nous avions mentionné dans de précédentes causeries, donc nos lecteurs ne devraient pas être surpris par ce qui arrive puisque nous les avions avertis, d'où notre sérénité pour aborder la situation.

J'appelle au boycott du second tour des législatives, ce que j'aurais dû faire dès le premier tour si j'avais pu jauger précisément l'état d'esprit des travailleurs. Je pressentais un fort taux d'abstention, disons aux environs de 40%, mais en même temps j'avais en tête la mobilisation qu'avait suscitée Mélenchon autour de sa candidature, j'ignorais si elle se maintiendrait jusqu'au 1er tour des législatives, je ne pouvais pas savoir que Macron dévoilerait le contenu des ordonnances qu'il entend promulguer à la veille du 1er tour, de sorte que cela dissuaderait les travailleurs d'aller voter, c'est seulement après cette annonce que j'ai compris qu'ils risquaient de s'abstenir en masse, ce que j'ai indiqué dans une causerie.

Maintenant ce n'est pas parce que les travailleurs se sont abstenus majoritairement qu'ils cautionneraient les ordonnances de Macron ou qu'ils entendraient demeurer passifs ou les laisser passer sans réagir, "ils trépignent en coulisse" selon Le Huffington Post, encore faudrait-il qu'il y ait un appel à la mobilisation générale pour exiger leur retrait, ce qui n'est pas le cas et ne risque pas d'arriver sans doute.

Quoi qu'il en soit, cela signifie que la situation est particulièrement propice à la résistance, donc à la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire. Un parti ouvrier qui n'ira pas flirter avec les institutions antidémocratiques de la Ve République, ainsi que les débris nocifs du mouvement ouvrier dont les partis portent la responsabilité de la situation actuelle, ni avec les appareils corrompus des syndicats qui se sont prosternés devant Macron.

Faisons mentir Libération qui a écrit : Abstention partout, opposition nulle part.

Inversons les termes, contre Macron et l'oligarchie : Abstention nulle part et opposition partout !

Que des travailleurs soient désintéressés de leur condition ou du destin qu'on leur réserve, j'en connais, il en existe qui sont résignés depuis leur naissance, mais il en existe aussi qui refusent de se soumettre, reste à savoir si nous saurons nous adresser à eux, on n'y est jamais parvenu dans le passé, mais rien ne dit qu'on n'y parviendra pas.

Si ma modeste contribution peut aider à atteindre cet objectif, je n'aurais pas perdu mon temps.

Idolâtrie envers l'étoile naine de Jupiter.

- Emmanuel Macron embrasse un sympathisant chauve, façon Laurent Blanc - L'Express.fr Tel un champion du monde de foot, le président a embrassé un sympathisant sur le crâne, samedi, en sortant de sa villa du Touquet pour aller voter aux législatives.

- A Oradour-sur-Glane, le président s'efface devant le survivant - LeParisien.fr

- Commémoration d'Oradour-sur-Glane : Emmanuel Macron face aux enfants - Franceinfo

- «Si le Parti animalier avait utilisé l'étiquette "Macron", ils auraient eu des chances» - Liberation.fr

Une "révolution"... nationale.

- 50% d'abstention, environ 400 députés LREM... Une révolte? Non Sire, une révolution - Le Huffington Post

50% d'abstention, cette américanisation de la vie publique française est une disruption sans commune mesure depuis 1958.

Du jamais vu depuis plus de soixante-dix ans, lorsqu'en octobre 1945 les Français élirent à l'Assemblée 159 communistes, 152 MRP et 142 socialistes -qui réunissaient à eux trois 73% des voix et 80% des sièges- et sanctionnèrent au lendemain de la Libération les anciens politiciens radicaux de la IIIème République responsables à leurs yeux de l'esprit de défaite, mais aussi l'extrême droite et la droite conservatrice qui disparaissaient pour cause de collusion avec la Révolution Nationale, nonobstant de nombreux engagement individuels pourtant héroïques.

Parmi ces "intrus" qui prendront dans quelques jours d'assaut l'Assemblée nationale, dans une mécanique de grand remplacement implacable, seront-ils un peu plus ou un peu moins de 400 Marcheurs à balayer les codes de l'alternance balisée depuis l'élection de François Mitterrand à la Présidence de la République?

L'essentiel est ailleurs: chacun de ces 390 à 430 nouveaux députés La République En Marche sera aussi porteur de cette défiance de 50% de nos compatriotes. Il est minuit moins une: la prochaine fois, le même échec serait sans nul doute sanctionné plus lourdement encore, plus douloureusement, par la fuite en avant vers un pouvoir populiste, populiste de gauche ou populiste de droite.

Les élections législatives des 11 et 18 juin 2017 ressemblent furieusement à celles des 23 et 30 novembre 1958, dans le contexte de la refondation de la Vème République à la main du général de Gaulle et de Michel Debré. Les gaullistes de l'UNR remportèrent alors 198 sièges, les modérés 133, tandis que socialistes, communistes et poujadistes de l'UDCA furent rayés de la carte avec respectivement 44, 10 et 0 rescapés. Sur 475 sortants, 344 députés perdaient leur siège, y compris des personnalités de premier plan au nombre desquelles Pierre Mendès France, Edgar Faure, Pierre Poujade ou encore Gaston Defferre. Déjà, les Français prenaient la décision de faire appel à une nouvelle génération politique, en envoyant à l'assemblée des hommes jeunes, à leurs yeux non impliqués dans les responsabilités politiques récentes.

Encore une minute monsieur le bourreau: dos au mur, LR et PS auront ces derniers mois reculé d'éléments de langages en slogans successifs mais partagés pour nier l'évidence, à défaut de pouvoir l'enrayer, du phénomène d'En Marche, cet ovni politique sorti de nulle part le 6 avril 2016, il y a à peine treize mois, une paille à l'échelle de l'histoire des mastodontes qui ont incarné l'histoire des gauches, des centres et des droites.

Le décor du quinquennat est planté: les électeurs qui se sont déplacés ne pardonneront aucune démission dans l'action. Ceux qui se sont abstenus sont aussi dans les starting blocks. Ils n'ont pas déserté la scène démocratique, ils trépignent en coulisse.
Le Huffington Post 11.06

Un oubli ou une omission.

Wikipédia - Les élections législatives françaises de 1968 ont eu lieu les 23 et 30 juin 1968, après la dissolution de l'Assemblée nationale par le président de la République Charles de Gaulle pour répondre à la crise de mai 68 (IVe législature). Les partis de gauche, alors considérés comme partiellement responsables de ladite crise, ont subi une cuisante défaite au profit de la majorité sortante, qui avait pourtant éprouvé de sérieuses difficultés à l'emporter lors des précédentes élections, un an auparavant.

La majorité présidentielle remporte très largement ces élections. Elle recueille 46 % des suffrages et dispose de 144 élus dès le 1er tour. Au second tour, elle obtient 354 sièges, dont 293 pour la seule UDR. C'est la première fois dans l'histoire de la République qu'un parti conquiert la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Wikipédia.org

Un coup d'Etat conforme à l'esprit de la Ve République

Razzia, OPA, tsunami, etc. les médiacrasses se font jupitériens.

- Législatives: la conquête du pouvoir confirmée avec éclat pour Macron - AFP

Une razzia organisée avec méthode et amplifiée par le souffle de l'élection présidentielle: Emmanuel Macron est sur le point de mettre la main sur l'Assemblée nationale, un an après avoir lancé son mouvement En Marche! AFP

- Législatives: Macron vers une majorité pléthorique - AFP

Les résultats du premier tour des élections législatives, dimanche 11 juin, sont sans appel. La République en marche obtient 32,32% des voix, devant le bloc LR-UDI (21,56%) et le Front national (13,2%). Le mouvement de Jean-Luc Mélenchon n'a recueilli que 11,02% des voix au premier tour des législatives.

Pourtant, il est possible de regarder les résultats sous un autre angle. En prenant en compte l'abstention (51,29% des inscrits),

ainsi que les Français qui ne sont pas sur les listes électorales (soit 29%, entre les non inscrits et ceux qui n'ont pas le droit de vote), les résultats sont moins flatteurs pour les candidats d'Emmanuel Macron.

Si la France était un village de 100 électeurs, 33 Français seulement (33,77%) auraient exprimé un choix pour un candidat et plus de 36 se seraient abstenus. Moins de 11 Français auraient voté pour les candidats du président de la République, moins de 8 auraient voté pour un candidat de droite et moins de 5 auraient voté pour un candidat Front national.

Lors de cette élection législative, si 44.442.823 Français sont inscrits, ils n'ont été que 21.577.033 à s'exprimer dans l'urne. 48,71% des inscrits ont voté.

Ainsi, LREM d'Emmanuel Macron ne décroche seulement 13,43% des voix chez les inscrits, contre 28,21% en suffrages exprimés (32,32% avec ses alliés du MoDem). De la même manière que les Républicains, arrivés second du 1er tour avec 15,77% des voix des suffrages exprimés (21,56% avec ses alliés UDI/DVD) qui n'ont été plébiscités que par 7,51% des inscrits.

La République en marche et son allié MoDem obtiendraient en effet entre 415 et 455 sièges après le second tour, un chiffre largement supérieur à la majorité absolue (289 sièges), selon notre estimation Ipsos/Sopra Steria*.

Les autres grands partis se partagent les miettes : entre 70 et 110 députés pour Les Républicains/UDI, 20 à 30 pour le Parti socialiste et ses alliés PRG/Divers Gauche/EELV, 8 à 18 pour La France insoumise et le PCF, 1 à 5 pour le Front national, et 7 à 12 pour les autres formations.

Un président élu a toujours obtenu une majorité dans les législatives suivant son élection. Mais le nouveau chef de l'Etat ferait bien mieux que ses prédécesseurs François Hollande (331 députés en 2012) et Nicolas Sarkozy (345 sièges en 2007). Même en 2002, Jacques Chirac n'avait obtenu "que" 398 députés de droite. On s'achemine donc vers une majorité écrasante. AFP et huffingtonpost.fr 12.06

Les raclures déchues

- Législatives: nouvelle défaite cinglante pour la droite - AFP

- PS: après la déroute de la présidentielle, la débâcle des législatives - AFP

- Au FN, le marinisme en plein marasme -Liberation.fr

- Résultats législatives 2017: ces personnalités qui ont pris une claque - huffingtonpost.fr

Ils sont éliminés dès le premier tour ou en situation très défavorable avant le second.

Ils sont les deux symboles de la débâcle du Parti socialiste. Candidat à la présidentielle et premier secrétaire, Benoît Hamon (Yvelines) et Jean-Christophe Cambadélis (Paris) ont été éliminés dès le premier tour de ces élections législatives.

Comme eux, de très nombreuses personnalités socialistes ont reçu une véritable claque à l'occasion de ce scrutin et n'accèdent pas au second tour. C'est le cas de Patrick Mennucci (Bouches-du-Rhône), d'Elisabeth Guigou (Seine-Saint-Denis) ou du frondeur Laurent Baumel (Indre-et-Loire) mais aussi de nombreux anciens ministres comme Aurélie Filippetti (Moselle), Matthias Fekl (Lot-et-Garonne), Christian Eckert (Meurthe-et-Moselle), Juliette Méadel (Seine-et-Marne), Ségolène Neuville (Pyrénées-Orientales) ou Clotilde Valter (Calvados). Alexis Bachelay éliminé dans les Hauts-de-Seine. Razzy Hammadi sorti en Seine-Saint-Denis.

Cécile Duflot est également victime de cette vague à Paris, comme Emmanuelle Cosse en Seine-Saint-Denis.

Pour d'autres, la qualification n'est qu'une maigre consolation au regard du retard emmagasiné. C'est le cas de Najat Vallaud-Belkacem qui est donnée une vingtaine de points derrière le candidat En Marche dans le Rhône.

Cette configuration d'une qualification en mauvaise posture est fréquente aussi à droite. A Paris, Nathalie Kosicusko-Morizet a près de 25 points de retard sur le candidat En Marche. Idem dans les Hauts-de-Seine pour le juppéiste Gilles Boyer très largement en retrait. L'ancien ministre Hervé Novelli est lui aussi une vingtaine de points derrière en Indre-et-Loire. Dans les Yvelines, Jean-Frédéric Poisson a 27 points de retard sur Aurore Bergé qui rate la victoire à quelques centaines de voix. Dans l'Oise, Eric Woerth s'effondre par rapport à 2012. En Seine-et-Marne, Christian Jacob est mis en ballottage. Dans les Alpes-Maritimes, Eric Ciotti dans l'incertitude.

On note tout de même quelques éliminés comme Henri Guaino à Paris ou Rama Yade dans le Loir-et-Cher.

Au Front national, c'est Nicolas Bay, le secrétaire général du parti qui encaisse la plus lourde défaite. Alors qu'il s'était présenté dans la circonscription de Seine-Maritime où Marine Le Pen avait réalisé le meilleur score à la présidentielle, il n'est même pas qualifié pour le second tour. Élimination aussi pour le comédien Franck De Lapersonne dans la Somme. Pour Florian Philippot, Gilbert Collard ou Louis Aliot, la situation au second tour est très compliquée dans la mesure où ils auront des duels et non des triangulaires qui leur auraient été plus favorables. huffingtonpost.fr 12.06

Les raclures qui s'en sortent

Législatives : à Paris, Myriam El Khomri arrive deuxième et élimine les adversaires de la loi Travail - francetvinfo.fr

Autoproclamée candidate de la majorité présidentielle, elle arrive deuxième de ce premier tour avec 20,23% des voix, derrière son concurrent LR-UDI Pierre-Yves Bournazel (31,76%), qui revendique aussi ce titre. Tous les deux s'affronteront au second tour dans une semaine. La France insoumise est éliminée avec 16,6% des voix, devant Caroline de Haas et ses 13,57%. francetvinfo.fr

- Richard Ferrand en tête dans sa circonscription - AFP

Le ministre de la Cohésion des territoires Richard Ferrand est arrivé en tête dans sa circonscription du Finistère sous l'étiquette REM avec 33,93% des voix, les électeurs ne lui tenant visiblement pas rigueur de son implication dans l'affaire immobilière... AFP

- Législatives : Manuel Valls annonce être "nettement en tête" au premier tour- Franceinfo

L'ancien Premier ministre recueille 25,45% des suffrages. Manuel Valls affrontera Farida Amrani, candidate de La France insoumise, arrivée en deuxième position avec 17,61% des voix. Franceinfo

Les étoiles meurent aussi

- Débâcle du mouvement Cinq étoiles au premier tour des municipales italiennes - euronews

Le parti anti-système n'arrive même pas à se qualifier pour le second tour, prévu le 25 juin. Il arrive en troisième, voire en quatrième position après le scrutin qui s'est déroulé hier dans un millier de villes dont Parme, Vérone, Palerme, L'Aquila dans les Abruzzes, mais aussi Catanzaro en Calabre, Tarente, dans les Pouilles, et Gênes, ville du fondateur du mouvement, Beppe Grillo.

Les coalitions classiques de centre-droit et de centre-gauche reviennent en force pour se disputer ces villes. En cause, sans doute, les difficultés rencontrées par Virginia Raggi, maire de Rome. Membre du Parti 5 étoiles elle est aujourd'hui cernée par les affaires. On est loin de l'engouement provoqué par le mouvement dans la capitale italienne et à Turin.

Reste à savoir si le parti de Beppe Grillo arrivera à inverser la tendance avant les législatives prévues en 2018.

A propos du Qatar

Michel Audiard, célèbre dialoguiste de cinéma du siècle dernier au langage châtié, qualifiait jadis ce genre de «combinazione» de «conjuration de cloportes» ourdie par des prédateurs machiavéliques. Autrement dit une association de malfaiteurs. Au vu d'une telle mystification, il aurait sans doute tonné haut et fort contre qu'«il ne faut pas prendre les enfants du Bon Dieu pour des canards sauvages», encore moins les vessies pour les lanternes, intimant de cesser au plus vite ce «foutage de gueule», si préjudiciable à ses auteurs.

La chute vertigineuse de l'audience d'Al Jazira en porte témoignage. De «43 millions de téléspectateurs quotidiens à 6 millions», selon Riadh Sidaoui, directeur du Centre Arabe de Recherches et d'Analyses Politiques et Sociales (CARAPS), basé à Genève, qui explique cette dégringolade par le traitement partial de la chaîne qatariote du «printemps arabe» au point de soutenir la guerre coloniale de l'OTAN en Libye.

Le roitelet d'un minuscule pays qui génère un milliard de dollars de recettes par jour dans un monde où l'argent est roi est ipso facto le Roi du Monde dans une période où l'économie occidentale est en crise systémique.

Mais le souverain d'une principauté dont le quart de la superficie du pays est occupé par une importante base militaire américaine est au choix un prince captif ou un souverain sous tutelle. Un gouverneur d'opérette? Une marionnette?

Dans tous les cas de figure, un oxymore. (Arabie saoudite - Qatar La guerre des Frères ennemis du wahhabisme, une guerre

de défausse. - madaniya.info - René Naba 08.06)

Paroles d'une journaliste indépendante et d'un historien

Vanessa Beeley - « Ce que nous subissons depuis longtemps est une forme de harcèlement moral, de fait, par des gouvernements et des officiels très narcissiques, hégémoniques. C'est une forme de 'gaslighting' dans laquelle notre foi dans nos capacités à juger d'une situation, et dans une certaine mesure dans notre identité, a été érodée et minée au point de nous faire accepter leur version de « la réalité ».

« Notre point de départ devrait être – ils vont nous mentir. Et nous devrions exiger des preuves formelles, irréfutables, de tout ce qu'ils avancent. » (Vanessa Beeley, journaliste indépendante.)

Milos Kovic - Quel monde orwellien malade avons-nous créé par notre apathie et par notre silence ! Il est temps d'élever la voix. Je demande instamment à tous les Européens particulièrement d'élever la voix (et même de hurler). Assez, c'est assez ! Mazin Qumsiyeh, Palestinien, il enseigne au sein de l'université de Bethléem et de Bir Zeit et dirige le Musée Palestine d'Histoire Naturelle et l'Institut palestinien de biodiversité et durabilité.

- Regardons dans le miroir et répondons à la question de savoir où nous étions et ce que nous avons fait dans les années quatre-vingt-dix, lorsque la Yougoslavie a été démantelée et ce que nous faisons aujourd'hui lorsqu'ils essaient de détruire notre Serbie. ... nous ne devons pas perdre de temps en nous accusant nous-mêmes, nous ne devons pas perdre confiance en notre propre force et nous ne devons pas oublier que l'avenir appartient à ceux qui ne capitulent pas. Milos Kovic, historien, professeur adjoint au Département d'histoire, Faculté de philosophie à Belgrade, en Serbie

Leur vieux monde infâme se meurt

- Royaume-Uni : Theresa May, la «morte-vivante» - Liberation.fr

- Le Kosovo se cherche une nouvelle Assemblée - euronews

- Philippines : les forces spéciales américaines sont à Marawi - euronews

- Les Etats-Unis ont mené une frappe contre les shebab en Somalie - Franceinfo

- Netanyahu appelle l'ONU à fermer l'agence d'aide aux réfugiés palestiniens - AFP

- A Raqqa, des obus au phosphore blanc - Liberation.fr

Des activistes syriens dénoncent l'usage par la coalition, lors de la reprise de la ville, de ces munitions interdites dans les zones où vivent des civils.

Les vidéos ne laissent guère de doute : la coalition internationale a utilisé des munitions au phosphore blanc à Raqqa, fief syrien de l'Etat islamique (EI). Les images, enregistrées jeudi soir et diffusées par les activistes de Raqqa Is Being Slaughtered Silently (RBSS, «Raqqa se fait massacrer en silence»), montrent les flammèches typiques, orangées puis blanches, qui s'abattent telles des tentacules sur la ville. L'utilisation de telles munitions, qui provoquent des brûlures atroces, dans des zones où vivent des civils est interdite par les conventions internationales. Liberation.fr 11.06

Haut de page

Le 14 juin 2017

CAUSERIE

- Causerie du 14 juin, 16 pages.

- Causerie du 12 juin actualisée, 10 pages.

Qu'aucun parti ne soit en mesure d'appeler seul à une action, on le comprend parfaitement, mais qu'aucun n'en propose

aujourd'hui pour exiger le retrait du projet de contre-réforme du Code du travail (notamment) du gouvernement est inquiétant et révélateur.

J'ai envoyé à toutes les formations politiques que j'ai pu contacter par Internet ma proposition de manifestation nationale et unitaire à Paris le 16 septembre, je n'ai reçu qu'une seule réponse de la Fédération Anarchiste qui m'a dit être intéressée. On va attendre la fin de la semaine pour voir si nous aurons d'autres réponses, sans illusion évidemment. Entre la défense du régime et leurs misérables calculs d'appareil, il semble qu'ils n'ont pas d'autres intérêts en réalité. A suivre donc.

De plus en plus de travailleurs ont intégré le fonctionnement des institutions antidémocratiques de la Ve République.

Le président élu va nommer un Premier ministre et former un gouvernement qui sont issus de la formation politique ou de la coalition de partis qui ont soutenu sa candidature. Ce sont eux qui vont gouverner le pays, édicter des lois, etc., partant de là à quoi cela servirait-il d'aller voter aux législatives, autant laisser voter ceux qui ont élu le président élire leurs députés, nous nous ne sommes plus concernés après la présidentielle, pourquoi irions-nous élire des députés d'autres partis qui demain n'auront aucun pouvoir ?

Mais pourquoi n'ont-ils pas élu un président qui représenterait leurs intérêts ? Il y a plusieurs explications, on en retiendra deux qui n'en font qu'une. Parce qu'ils ont estimé qu'aucun ne les représentait vraiment, ils se sont abstenus ou ils ont dispersé leur voix sur l'ensemble des candidats en présence, y compris ceux représentant ouvertement les intérêts des capitalistes parce qu'ils n'ont pas un début de conscience de classe, cela tient à la fois à l'hétérogénéité de leur condition ou statut et au degré d'influence sur eux de l'idéologie de la classe dominante.

En résumé à ce stade, ce qui leur manque le plus c'est une conscience de classe, tandis que leur compréhension de la société présente de graves lacunes dont ils ne parviennent pas à se dépêtrer, parce que la société les a corrompu en leur accordant des conditions d'existence relativement confortables ou satisfaisantes, et c'est à travers ce facteur qui inconsciemment remplira le rôle d'écran déformant qu'ils interpréteront la situation et détermineront vers quel candidat ou parti se portera leur voix, dès lors qu'il leur tiendra le discours qu'ils voulaient entendre et la boucle est bouclée. Sans issue.

Quand on néglige ou nie tout ou partie ces facteurs qui sont à l'origine du niveau de conscience des travailleurs, ensuite il ne faut pas s'étonner de la situation ou de ce qui peut arriver. Refuser d'en discuter, c'est s'interdire d'aller de l'avant, dès lors on est conduit à régresser sans cesse et condamner l'humanité à la barbarie. C'est l'attitude adoptée délibérément par tous les partis dits ouvriers, malheureusement.

Ils vont vous tenir le discours que les travailleurs américains ont entendu il y a près d'un siècle et qui a produit les effets que vous savez. Ainsi la décomposition de la société (du monde) va se poursuivre et s'accélérer sans que la moindre perspective de la stopper n'apparaisse. La réaction va gouverner sans plus tenir compte du reste de la société, l'opposition étant disloquée, neutralisée, elle-même corrompue, se déchirera pour n'avoir aucune base théorique, aucune stratégie à opposer à celle de l'oligarchie qui règnera en maître absolu.

Il est à craindre que nous assistions aux derniers soubresauts du crépuscule de la civilisation humaine, dès lors que ce qui divise le mouvement ouvrier et les militants l'emporte sur ce qui permettrait de les rassembler.

Stop ou encore. Règne de la tyrannie made in USA ou la France telle qu'elle deviendra sous Macron.

Journaliste et écrivain, Chris Hedges, 60 ans, a longtemps été correspondant de guerre en Amérique latine, au Proche-Orient et dans les Balkans.

Il critique le traitement des Palestiniens par les Israéliens. Il a critiqué également la guerre en Irak.

Le 24 mai, un éditorial de The Wall Street Journal dénonce Hedges pour sa position contre la guerre. The New York Times le réprimande publiquement pour « remarque publique qui pourrait miner la confiance du public dans l'impartialité de la publication ».

Le 29 décembre 2008, il s'identifie comme étant un socialiste comparé à ce qu'il voit comme étant le « capitalisme totalitaire sans pitié ». Wikipédia.org

Chris Hedges - Oubliez le limogeage de James Comey. Oubliez la paralysie du Congrès. Oubliez l'idiotie d'une presse qui relate notre chute dans la tyrannie comme s'il s'agissait d'un concours sportif entre les Républicains et les Démocrates, tous deux liés au monde des affaires, ou un reality-show mettant en vedette notre président délirant et les crétins qui l'entourent. Oubliez le bruit. Les politiciens qui dirigent notre gouvernement dysfonctionnel n'incarnent en rien la crise que nous traversons. Elle est le résultat d'un coup d'État institutionnel qui s'est produit au ralenti pendant quatre décennies, qui a rendu le citoyen impuissant, qui nous a laissés sans aucune institution démocratique authentique et qui a donné un pouvoir total aux entreprises et aux militaires. Cette

crise a engendré un système électoral où la corruption est légale, et elle a donné le pouvoir aux personnalités en vue qui maîtrisent les arts du divertissement et de l'artifice. Si nous ne renversons pas les forces néolibérales du monde des affaires qui ont détruit notre démocratie, nous continuerons à régurgiter toujours plus de monstruosités aussi dangereuses que Donald Trump. Trump est le symptôme, pas la maladie.

Notre chute dans le despotisme a commencé avec le pardon de Richard Nixon, dont les crimes, susceptibles de mener à la destitution, sont maintenant légaux, ainsi qu'avec les attaques extra-judiciaires, comme les assassinats ciblés et l'emprisonnement, menées contre des dissidents et des extrémistes, particulièrement les extrémistes noirs. Cela a commencé avec les fondations et les organisations financées par les grandes entreprises qui ont pris le contrôle de la presse, de la justice, des universités, de la recherche scientifique et des deux principaux partis. Cela a commencé avec le pouvoir donné à une police militarisée de tuer des citoyens désarmés, et l'inflation de notre horrible système d'incarcération de masse et de peine de mort. Cela a commencé avec le détricotage de nos droits constitutionnels les plus basiques – l'intimité, les procédures judiciaires légales, l'habeas corpus, des élections sans fraude et une opposition respectée. Cela a commencé quand d'importantes ressources financières ont été employées par des acteurs politiques tel que Roger Stone, un proche conseiller de Donald Trump, pour créer des publicités politiques non constructives et des histoires fausses destinées à tromper le public, métamorphosant les débats politiques en une parodie. Nous avons perdu sur tous ces fronts. Nous sommes pris au piège comme des rats dans une cage. Un imbécile narcissique peut envoyer ou couper des décharges électriques, mais le problème réside dans le lien de l'État avec les grandes entreprises, et tant que nous ne l'aurons pas démantelé, nous serons condamnés. (...)

Les forces racistes, violentes et despotiques ont toujours fait partie du paysage américain et ont souvent été tolérées et renforcées par l'État pour persécuter les noirs pauvres et les dissidents. Le pouvoir absolu est refusé à ces forces tant qu'une majorité de citoyens a la parole au sujet de leur propre gouvernance. Les élites du monde des affaires, cependant, effrayées par ce que le politologue Samuel Huttington a appelé un « excès de démocratie », concept dont l'origine remonte aux années 60, ont méthodiquement détruit l'édifice démocratique. Elles ont empêché les citoyens de participer au gouvernement. Et ainsi, elles se sont assurées que le pouvoir basculerait entre les mains des ennemis de la société ouverte. Quand les institutions démocratiques cessent de fonctionner, quand le consentement des gouvernés devient une farce, les despotes, les manipulateurs, les excentriques, les théoriciens de la conspiration, les escrocs, les généraux, les milliardaires et les proto-facistes occupent le vide politique. Ils laissent libre cours à la frustration et à la colère populaires tout en donnant à l'État les armes pour faire à la majorité ce qu'il a longtemps fait à la minorité. Cette histoire est aussi vieille que la civilisation. Elle s'est déroulée dans la Grèce et la Rome antiques, l'Union soviétique, l'Allemagne nazie, l'Italie fasciste et l'ex-Yougoslavie.

Trump, grave embarras pour l'État corporatiste et les organes de sécurité intérieure, peut être destitué de la présidence, mais une telle révolution de palais ne ferait que consolider encore davantage le pouvoir de l'État profond, et intensifierait les mesures internes de répression. Des millions de personnes, les sans-papiers, les condamnés pour crime, les prisonniers dans des cages, les personnes de couleur qui vivent dans la pauvreté, ont déjà été dépouillés de leurs droits et certains ont même été assassinés systématiquement par la police. La réalité d'une terreur quotidienne de l'État à l'encontre de ces minorités, à moins que ce processus de pillage institutionnel ne s'interrompe, s'étendra et deviendra normal avec ou sans Trump. (...)

Pendant les années 1960 et 1970, il y a eu une guerre contre les extrémistes noirs, avec l'assassinat par le FBI de dirigeants tels que Fred Hampton. Cette guerre contre les extrémistes, la prétendue bataille pour « la Loi et l'Ordre » du président Nixon, a placé la police, le FBI et les autres organes de sécurité intérieure en dehors du périmètre de la loi. Leur pouvoir n'a fait que se développer depuis. Nous sommes tous sous la surveillance de l'État. Et nous pouvons tous devenir des victimes si l'État nous considère comme une menace. La perte du contrôle citoyen, ainsi que le manque de transparence, sont inquiétants.

Abu-Jamal a été reconnu coupable en 1981 du meurtre de Daniel Faulkner, un policier blanc de Philadelphie. Son procès a été un simulacre. Il y a eu des fausses preuves, des témoins de la défense refoulés, des témoins à charge qui contredisaient leur témoignage antérieur, un avocat commis d'office, comme souvent dans ce système, à qui on avait attribué peu de fonds et qui avait peu envie de défendre son client, une série de décisions juridiques inconstitutionnelles prises par un juge pour condamner le prévenu. (...)

Notre incapacité à défendre ceux qui sont diabolisés et persécutés nous laisse tous diabolisés et persécutés. Notre incapacité à exiger justice pour tout le monde nous laisse tous sans justice. Notre incapacité à stopper l'écrasement des mouvements populaires qui se mettent explicitement du côté des opprimés nous laisse tous opprimés. Notre incapacité à protéger notre démocratie nous laisse sans démocratie. La persécution de Mumia Abu-Jamal, des membres de MOVE et tous les extrémistes durant quatre décennies ne sont pas une histoire ancienne. C'est la genèse du présent. Elle a engendré le coup d'État et le mécanisme de la terreur d'État. Nous allons payer pour notre complaisance. (Chris Hedges 14.05 - Article en entier sur le blog Les-crises.fr)

Macron est illégitime pour gouverner, chassons-le du pouvoir !

Législatives 2017 : va-t-on vers un excès de pouvoir ? L'Assemblée sera-t-elle légitime ? - Franceinfo

Réponse :

- Abstention : 24 009 182
- Blancs : 349086
- Nuls : 160557

Total : 52,48%

2012 (2e tour des législatives)

11 497 651 de voix (PS et alliés)

11 497 651:43 233 648 100 = 26,59% des voix exprimées = 57,37% en sièges.

- Abstention : 19 281 162
- Blancs et nuls : 923 178

Total = 48,45%

A plusieurs reprises depuis l'avènement de la Ve République le parti qui avait obtenu la majorité en nombre de députés était minoritaire en voix. Qui s'en était ému ? Personne ou presque... pour l'oublier aussi vite.

On entend des "révolutionnaires" s'émouvoir que REM pourrait rafler la mise à l'Assemblée nationale en étant minoritaire en voix, mais ils se passent bien de préciser qu'il en a souvent été ainsi, peut-être parce qu'ils ne tiennent pas vraiment à ce qu'on retourne le passé.

Leur passé, peu glorieux, quand ils cautionnaient le président et le parlement en place qui en réalité étaient minoritaires donc illégitimes, qu'il s'agisse de Sarkozy et de l'UMP ou de Hollande et du PS, en leur adressant des pétitions ou des délégations pour leur faire prendre conscience du triste sort qu'ils réservaient aux travailleurs comme s'ils ne le savaient pas et ne s'en fichaient pas éperdument. J'ai toujours été opposé à ce type d'actions.

Tout se paie un jour, y compris l'opportunisme.

L'idiot utile du régime prêt à tout pour garantir son statut d'affairiste et sa propre survie financière.

Politiquement il lui reste les cendres du réformisme ou le cadavre puant du PS.

Jean-Luc Mélenchon affichait un large sourire, dimanche 11 juin au soir, nous dit-on.

En nombre de voix, la France insoumise passe à plus de 7 millions à la présidentielle, à moins de 2,5 millions aux législatives. Après avoir visé l'Élysée, l'objectif de Jean-Luc Mélenchon est désormais d'obtenir quelques députés insoumis à l'Assemblée nationale. Francetv info

FI percevra chaque années en subvention de l'Etat : 2,5 millions de voix x 1,42 euros = 3 550 000 euros, soit 17,75 millions d'euros, à ce prix-là cela ne donne pas vraiment envie de renverser le régime !

- Jean-Luc Mélenchon, un geste pour les frondeurs liberation.fr

Il soutient quelques candidats socialistes : ceux qui ont signé la motion de censure contre le gouvernement de Manuel Valls, à l'époque de la mobilisation contre la loi Travail. Face à la vague de La République en marche, ils ne sont pas nombreux à être qualifié pour le second tour des législatives. Ils sont cinq : Régis Juanico (Loire), Barbara Romagnan (Doubs), Yann Galut (Cher), Christian Paul (Nièvre), et Jérôme Lambert (Charente).

Le leader de La France insoumise, qui est bien parti pour devenir député à Marseille, ne fait pas ce geste par hasard. Il se plonge aussi dans le futur. Il se cherche des alliés pour constituer un groupe parlementaire au Palais-Bourbon et jouer un rôle central dans l'opposition. liberation.fr 13.06

Le règne du totalitarisme.

Le déni permanent de la réalité, transformer un échec, moins de 15% des suffrages pour REM, en un "raz de marée", un "triomphe", à ce niveau c'est un cas clinique qui relève de la psychiatrie. Inutile de le dire, on va encore trouver mon discours excessif.

C'était joué aux apprentis sorciers ou être irresponsables de confier son sort à des escrocs patentés, tout ce qui se revendiquait de gauche et qui en réalité était de droite. Cette insouciance devait se payer très cher un jour. C'était inévitable, donc laissons les regrets aux nostalgiques des heures de gloire du social-impérialisme et du stalinisme.

Autre enseignements des législatives, les travailleurs boycottent les élections, tous les partis dits ouvriers appellent à y participer, la rupture est totale, aucun parti n'est légitime pour s'exprimer au nom des travailleurs.

Macronmania amère.

- Législatives 2017 : face à une abstention record, Emmanuel Macron ne cède pas au triomphalisme - Francetv info

Emmanuel Macron est resté discret au lendemain de la victoire. "Il n'est pas question qu'il fasse de commentaire selon son entourage", Anne Bourse en direct depuis le Palais de l'Élysée. Francetv info 12.06

Tandis que l'Elysée a refusé de commenter les résultats du 1er tour des législatives, certains notant que Macron n'avait pas cédé au "triomphalisme", ce n'est pas le cas des médias propriétés des oligarques, ses parrains, ou de l'AFP que l'Etat subventionne :

- Législatives: pour Macron, canaliser la force de la vague - AFP

- Législatives: Macron vers une majorité sans partage - AFP

N'abusez pas, LR et le PS soutiendront la politique de Macron puisqu'ils avaient la même, et les imposteurs de la pseudo-gauche ou les clones du PS feront tout pour empêcher que les travailleurs se mobilisent par millions, la racaille à la direction des syndicats en seront aussi.

Nathalie Saint-Cricq, journaliste de France 2 dont le Chef du service économique vient de participer à la réunion annuelle du groupe de Bilderberg, François Lenglet, joue le marteau-pilon de l'oligarchie et relaie ses conseils :

L'Assemblée nationale : "Elle est légitime, même si elle laisse beaucoup de Français sur le bord du chemin en raison un, de l'abstention, deux, des effets du scrutin majoritaire", selon la journaliste de France 2.

Et d'ajouter : "Il reviendra à l'exécutif de redoubler de vigilance pour ne pas donner l'impression d'humilier les oppositions de droite, du Front national ou de La France insoumise. Parce qu'il vaut mieux que l'opposition s'exerce dans l'hémicycle que dans la rue." "Il n'y a pas de péril démocratique", estime-t-elle. Francetv info 12.06

- Législatives : "Une caricature des mauvais travers de la Ve République" - LePoint.fr

L'abstention, grande gagnante du premier tour des législatives, fragilise la légitimité du scrutin.

Plus d'un électeur sur deux n'est pas allé voter dimanche dernier : le premier tour des législatives a été marqué par une abstention record (51,29 %). (...) Lassitude après une très longue séquence politique, débutée en 2016 avec les primaires ? Défiance vis-à-vis de la classe politique ? Désintérêt en raison de la victoire annoncée de La République en marche ? Déception après les résultats de l'élection présidentielle ? Le taux élevé d'abstention, qui nourrit les procès en légitimité, pourrait fragiliser cette victoire annoncée. Elle interroge au moins sur le fonctionnement de notre démocratie. Bruno Cautrès, dont les travaux portent sur l'analyse des comportements et des attitudes politiques, est chercheur CNRS au Cevipof (Centre de recherches politiques de Sciences Po). Interview.

Le Point. : Comment peut-on expliquer cette abstention record ?

Bruno Cautrès : La forte baisse de la participation entre l'élection présidentielle et les élections législatives n'est pas une nouveauté de ce scrutin ; on avait déjà constaté une baisse de forte ampleur en 2002, 2007 et 2012, depuis que les législatives sont presque « couplées » à la présidentielle. En 2017 sont venus s'ajouter à ce scénario classique d'autres facteurs : les deux primaires ont rallongé la campagne et rajouté des tours d'élection. De plus, les électeurs du Front national, de Jean-Luc Mélenchon ou encore de Benoît Hamon se sont plus abstenus que les autres, à cause des résultats de la présidentielle. Et le résultat des législatives semblait clairement annoncé à l'avance. Il n'y a pas eu de campagne électorale législative opposant des projets politiques. Le seul enjeu de la campagne était de savoir si Emmanuel Macron aurait une majorité absolue ou relative. Pour le moment, les électeurs font preuve d'une forme de « bienveillance conditionnelle » vis-à-vis du nouveau pouvoir

LePoint - Peut-on parler d'une Assemblée nationale illégitime ou peu représentative des Français ?

Bruno Cautrès - Juridiquement non bien sûr. Mais politiquement, il y a un souci. Les électeurs qui vont catapulter à l'Assemblée nationale de nombreux députés de La République en marche (REM) ne sont pas représentatifs de toute la sociologie de la France, du fait de l'abstention différentielle par milieux sociaux. Par ailleurs, la composition finale de l'Assemblée sera totalement distordue par rapport au premier tour de la présidentielle qui est ainsi (presque) rayé d'un trait de plume. La combinaison de ces deux observations pose la question sur la signification de « représenter les Français » par rapport à « représenter la France » ou « la volonté générale ». REM et Emmanuel Macron n'y sont pour rien ; c'est l'effet du scrutin majoritaire et de la non-participation des électeurs aux courants de pensée différents. Tout ceci pose une sérieuse question sur la légitimité au sens politique par rapport au sens formel du terme.

LePoint - Est-ce un danger pour notre démocratie ?

Bruno Cautrès - C'est potentiellement un souci, car le résultat final des législatives va ressembler à une caricature des mauvais travers de la Ve République au scrutin majoritaire. Il n'est pas bon pour la qualité du fonctionnement de la démocratie que des forces politiques qui comptent et qui obtiennent les votes de parties significatives du corps électoral ne soient pas ou pas bien représentées en sièges dans l'Assemblée qui fait la loi.

LePoint - Est-ce le signe que les forces d'opposition changent de nature ? Par exemple, si les abstentionnistes ne sont pas en accord avec des mesures prises par le gouvernement, ne préféreront-ils pas manifester plutôt que voter ?

Bruno Cautrès - principal risque de la situation que nous vivons est bien là. Ce risque provient de l'écart entre l'hétérogénéité politique et sociologique dans les résultats du premier tour de la présidentielle, et l'homogénéité politique et sociologique qui va apparaître à l'Assemblée nationale. Si les forces d'opposition ne sont pas bien représentées au Parlement, ne risquent-elles pas de vouloir s'exprimer à travers d'autres canaux ? LePoint.fr 13.06

Couacs, affaires, mutisme

- Législatives - Nouveaux couacs en Bretagne chez La République en marche - LePoint.fr

La fondatrice du comité local En marche ! en Ille-et-Vilaine soutient la député LR sortante Isabelle Le Callennec plutôt que la candidate investie par REM.LePoint.fr

- Richard Ferrand est-il au coeur d'une nouvelle affaire immobilière ? - Franceinfo

Selon Mediapart, le ministre de la Cohésion des territoires se serait enrichi en revendant une partie de sa permanence parlementaire, qu'il aurait achetée avec des fonds publics. Franceinfo

- François Bayrou, l'embarrassant champion de la moralisation d'Emmanuel Macron - Le Huffington Post

- Visiblement, Bayrou se moque des remontrances d'Edouard Philippe - Liberation.fr

Le Premier ministre a rappelé à l'ordre Français Bayrou, qui a répondu en signifiant... qu'il s'en moquait. Liberation.fr

- Les candidats d'En marche accusés de fuir le débat - liberation.fr

Plusieurs dizaines de candidats de la majorité présidentielle refusent de débattre entre les deux tours. Un «déni de démocratie» pour leurs adversaires, qui dénoncent une tactique pour ne pas prendre de risque alors qu'ils partent largement favoris.

La polémique survient alors que le mouvement d'Emmanuel Macron semble assuré d'une vague sans précédent sur l'Assemblée nationale. Les candidats n'auraient guère intérêt à se mettre en danger lors d'un débat d'entre deux tours, préférant surfer tranquillement sur la vague pour se faire déposer à l'Assemblée nationale… L'inexpérience politique d'une bonne partie des candidats du tout nouveau parti est aussi avancé comme raison par leurs adversaires. Peu rodés aux débats – a fortiori médiatisés – ils se défileraient. L'exemple de Fabienne Colboc, candidate dans la 1re circonscription d'Indre-et-Loire, a pu en refroidir plus d'un. Un montage ressorti hier met en avant sa piêtre prestation lors d'un débat organisé par France 3 Val de Loire. On y voit Fabienne Colboc tenir des propos confus, voire incohérents. C'est d'ailleurs à cause de cette performance qu'elle-même aurait refusé un nouveau débat avant le deuxième tour contre son adversaire Hervé Novelli, selon la Nouvelle République. liberation.fr 13.06

L'essentiel est ailleurs, coup de force ou arnaque réussi.

Le parti d'Emmanuel Macron présentait 468 candidats (sur 577 circonscriptions) selon l'étiquetage du ministère de l'Intérieur : 400

sont arrivés en tête de leur scrutin, 58 à la deuxième place. Mais seuls 10 ont échoué et ne verront pas le second tour (aucun n'a fait pire que quatrième), notamment à la Réunion, dans le Nord et en Corse. Franceinfo

A mort !

- Législatives : le Parti socialiste est-il condamné à mourir ? - Franceinfo

- Législatives 2017 : l'avenir du parti Les Républicains en question - Franceinfo

- Législatives 2017 : la débâcle au Front national - Franceinfo

En régime oligarchique, c'est le nerf de la guerre qui commande.

- Législatives : la bonne fortune de REM, la crise pour LR et le PS - lepoint.fr

En politique, l'argent est le nerf de la guerre. La République en marche (REM) vient à peine de devenir un parti politique mais est déjà assuré d'un confortable financement public, quand les deux grandes formations traditionnelles, Les Républicains (LR) et le Parti socialiste (PS), vont devoir, dans le meilleur des cas, revoir leur train de vie à la baisse de manière drastique.

Le financement public se divise en deux tranches. D'une part, tout parti qui a présenté des candidats ayant obtenu plus de 1 % des voix dans au moins 50 circonscriptions au premier tour se voit attribuer chaque année 1,42 euro par suffrage pendant la durée de la législature. L'abstention record, conjuguée aux résultats médiocres pour LR, catastrophiques pour le PS, va diminuer sensiblement cette manne. LR a perdu plus de trois millions de voix entre 2012 et 2017, le PS plus de six millions. Soit une baisse des recettes annuelles d'environ 4,5 et 9 millions d'euros respectivement. REM, avec plus de sept millions d'électeurs, est d'ores et déjà assuré de récolter à ce titre plus de 10 millions d'euros par an.

La seconde tranche est débloquée en fonction du nombre de parlementaires qui, chaque année au mois de novembre, déclarent leur affiliation à un parti. Chaque élu « rapporte » un peu plus de 37 000 euros par an. Passant de 280 sièges à moins de 40, selon les projections, le PS connaîtra l'an prochain un manque à gagner de 9 millions d'euros sur cette seconde tranche. Les Républicains devront compter sur une centaine de députés de moins, soit une perte de plus de 3 millions d'euros. Avec plus de 400 élus selon les pronostics, le parti du président empochera quant à lui une quinzaine de millions d'euros chaque année de la législature.

Les deux partis sortants, en outre, ne recevront plus autant de contributions de leurs élus au Parlement (5 % de leur indemnité, soit 275 euros par mois, chez LR, et 500 euros mensuels au PS).

Sur 284 députés élus en 2012, seuls 65 candidats PS passent la barre du premier tour. Il ne devrait pas en rester plus de 30 au final. Francetv info

Pour le Parti socialiste, le risque de banqueroute est donc évident. Mais Les Républicains sont eux aussi menacés, à cause de leur endettement très lourd. Selon le rapport publié par la Commission nationale des comptes de campagne en février 2017, la dette de cette formation s'élevait encore à 67,7 millions d'euros fin 2015 (p. 392 et suivantes). Or, quand il a renégocié un rééchelonnement avec les banques, le parti de droite a calculé ses échéances à compter de début 2018, en prenant pour hypothèses une victoire de son candidat à la présidentielle, et la majorité absolue aux législatives. Il est aujourd'hui très loin du compte. Dans ce contexte, les 3 millions d'euros de la campagne présidentielle qui restent sur les comptes de Force républicaine, le microparti de François Fillon qui se refuse obstinément à rendre l'argent, vont se révéler plus désirables que jamais. lepoint.fr 13.06

En oligarchie, seule l'entreprise, le marché compte.

- Droit du travail : le Medef veut lui aussi privilégier l'entreprise - latribune.fr

Pierre Gattaz, président du Medef, veut, à l'instar du gouvernement, faire de l'entreprise le lieu privilégié pour élaborer les normes sociales. Il demande à ce que l'accord de branche devienne l'exception...

« Le Medef ne sera ni un opposant systématique ni un soutien aveugle ». Pierre Gattaz, le président de l'organisation patronale, a tenu à mettre immédiatement les points sur les « i », avant même les résultats du second tour des élections législatives. Il ne veut surtout pas montrer l'impression de jubiler alors que le nouveau pouvoir a choisi comme chantier prioritaire du quinquennat la réforme du Code du travail. Une vieille antienne patronale.

S'autorisant un rôle « d'aiguillon », Pierre Gattaz se dit même fermement opposé à deux décisions prises par le

gouvernement d'Edouard Philippe. Sur le compte pénibilité, d'abord, il ne veut pas d'une énième expertise pour parvenir à une simplification du dispositif, comme l'a promis le 30 mai le Premier ministre. Le Medef prône une méthode nettement plus drastique : un « arrêt des compteurs ». Pierre Gattaz veut revoir le dispositif de fond en comble pour « tout simplifier » et se dit d'accord avec Emmanuel Macron pour l'inclure dans la prochaine réflexion sur les retraites qui aura lieu en 2018.

Désaccord sur le prélèvement à la source...

Le deuxième objet de son courroux concerne le prélèvement à la source. Pour le Medef, c'est toujours « non » et le fait que le gouvernement ait retardé la réforme de 2018 à 2019 ne change absolument rien pour lui : « les entreprises ne sont pas des percepteurs », a lancé Pierre Gattaz qui demande au gouvernement de trouver d'autres solutions.

... mais accord complet pour faire de l'entreprise le lieu privilégié de la négociation

Mais, pour le reste, le Medef est actuellement en phase avec la future nouvelle majorité. Il brûle même d'impatience sur la réforme du Code du travail, jugé « trop complexe, trop lourd, trop anxiogène » pour les chefs d'entreprise et les potentiels investisseurs en France. Pierre Gattaz a même été jusqu'à lancé que « le premier épouvantail de la France, c'est son droit du travail »... Alors, ce que souhaite avant tout Pierre Gattaz « c'est un dialogue réel dans les entreprises. Cela doit être le sens de la réforme ». Autrement dit, pour lui, un maximum de choses doivent être négociées au niveau des entreprises. Vielle revendication du Medef. Mieux, s'il n'y pas de syndicats, le chef d'entreprise doit pouvoir « négocier avec ses salariés directement »... Les syndicats apprécieront.

Enfonçant le clou, le patron de l'organisation syndicale estime aussi que la branche doit se limiter à guider « les petites entreprises qui n'ont pas le personnel pour discuter de l'organisation » et ne primer que « par exception, pour éviter le dumping social et l'anarchie» : « Typiquement, dans le nettoyage, lorsqu'une entreprise perd un contrat avec une société, elle a l'obligation de transférer ses salariés à l'entreprise qui a gagné l'appel d'offre. Dans ce cas, c'est la branche qui régule et c'est très bien. » Mais dès que cela est possible, les entreprises doivent pouvoir déroger à un accord de branche...

Les motifs du licenciement économique négociés dans les entreprises?

Une philosophie assez proche de celle de l'actuel gouvernement donc qui voudrait faire aussi de l'entreprise le lieu privilégié de la négociation. D'ailleurs, Edouard Philippe est allé un peu plus loin dans cette voie ce mardi 13 juin en intervenant sur France Info. Interrogé sur le fait de savoir si les causes d'un licenciement économique pourraient être à l'avenir négociées au niveau de l'entreprise - actuellement les critères justifiant un tel licenciement sont définis par la loi et la jurisprudence - le Premier ministre s'est montré ouvert... mais prudent : « On verra. On va discuter. Je ne dis pas que ce sera le cas, je dis qu'on va discuter. »

Réponse sibylline certes, mais qui ouvre déjà plus de perspectives que la semaine dernière quand Édouard Philippe avait rendu public un document de travail sur les réformes sociales qu'il entendait mener et qui ne comportait que des propos très généraux. Cette fois-ci, même s'il reste très prudent, Édouard Philippe laisse tout de même entendre qu'il ne serait pas contre le fait que ce sujet soit abordé dans la concertation en cours avec les organisations patronales et syndicales dans le cadre de la préparation des ordonnances. Le Medef ne peut qu'être ravi.

Le quotidien Libération avait à cet égard déclenché un beau tollé en révélant un document de la Direction générale du Travail, « en réponse à une demande du cabinet » - de la ministre du Travail - où cette idée de pouvoir négocier les motifs du licenciement économique au niveau de l'entreprise était clairement indiquée. La ministre du Travail avait rétorqué qu'il ne s'agissait que d'un document de travail sans valeur officielle...

Pas de négociation sur le contrat de travail

En revanche, comme si il avait besoin d'offrir à l'avance une compensation aux syndicats, Edouard Philippe a également précisé qu'il n'était pas question d'ouvrir les accords d'entreprise à une réforme possible du contrat de travail :

« J'ai déjà exprimé le fait que toute une série de règles relatives au contrat de travail n'avaient pas vocation à être discutées dans l'entreprise (....) le nombre de CDD, la durée du CDD, le fait que le CDI est le contrat de droit commun, que c'est la norme. »

Si c'est vraiment le cas, le Medef va être un peu déçu, lui qui défend « un droit à l'expérimentation » et qui demande que « des CDI de mission, de projets soient tentés... ». Oubliant d'ailleurs au passage que ce type de contrat est déjà possible pour les ingénieurs et les cadres, dès lors qu'il est prévu par un accord de branche... ou d'entreprise.

Pour l'instant donc, le Medef apporte son soutien au Président de la République et à sa future majorité. Mais il prévient que le « gouvernement à une énorme responsabilité » pour réussir à réformer dans une période où il y a un « bon alignement des planètes » avec une conjoncture qui redevient favorable et la création de plus de 80.000 emplois au premier trimestre.. certes, pour autant Pierre Gattaz n'a pas été jusqu'à remercier François Hollande pour cet héritage... latribune.fr 13.06

Commentaire d'un internaute

- "Faire de l'entreprise le lieu privilégié pour élaborer les normes sociales"...Et pourquoi pas donner aux délinquants la faculté de rédiger le Code Pénal.

Le Medef est une organisation terroriste qui fait sur une année plus de morts que toutes les organisations terroristes connues réunies. C'est moins spectaculaire parce que les gens meurent anonymement, suicides, burn-out, maladies professionnelles...

Gattaz et son organisation terroriste se sentent pousser des ailes. Il va falloir les rogner leurs ailes de vautour. Ils ne comprennent que le rapport de force, eh bien on va le leur imposer, dans la rue. Fini le politiquement correct: retour à la baston.

Même après la soupe est encore bonne.

Une allocation chômage qui peut devenir particulièrement avantageuse.

- Législatives 2017 : les avantageuses allocations chômage des députés battus - latribune.fr

Sans autre revenu, si un député issu du privé « au chômage » bénéficie de l'aide pendant les trois ans, il pourra ainsi toucher 102.574,86 euros au total, selon le think tank iFRAP. Et si cette somme est élevée, elle s'explique par le montant important de base d'indemnisation des députés : elle s'élève en effet à 5.514,68 euros, ce à quoi il faut ajouter l'indemnité de résidence (165,44 euros), l'indemnité de fonction (1.420,03 euros) ce qui équivaut à un salaire brut mensuel de 7.100,15 euros.

D'autre part, contrairement à la procédure traditionnelle menée par Pole emploi dans le cadre de cette allocation, aucun contrôle n'est mené pour s'assurer que le député poursuit bel et bien sa recherche d'emploi puisque ce n'est pas cet organisme qui y est en charge. latribune.fr 13.06

Cela représente 34 ans de ma retraite (250 euros par mois) !

En bref

Il est des vôtres!

- Second tour des législatives 2017: Serge Dassault appelle à voter Manuel Valls "contre les Insoumis" - Le Huffington Post

En oligarchie ou le monde leur appartient.

- A fin 2016, la zone Europe de l'Ouest comptait 3,8 millions de foyers millionnaires, autant qu'en Asie-Pacifique.

Le marché américain reste le plus important au monde : la zone Amérique du Nord compte 7,6 millions de foyers millionnaires, et totalise (tous niveaux de richesse confondus) 55.700 milliards de dollars de patrimoine financier. Les Echos 14.06

Les élites qui vous pourrissent la vie.

- Protection sociale : deux femmes nommées à des postes stratégiques de l’administration - lesechos.fr

Mathilde Lignot-Leloup deviendrait directrice de la Sécurité sociale, et Cécile Courrèges directrice de l’offre de soins.

Elles ont été reçues par le Président de la République, et selon nos informations, leur nomination va être proposée ce mercredi en conseil des ministres. Mathilde Lignot-Leloup et Cécile Courrèges devraient décrocher deux directions stratégiques au sein de l'administration : la première prendrait la tête de la DSS (direction de la Sécurité sociale), qui se penche entre autres sur les comptes sociaux, et la deuxième dirigerait la DGOS (direction générale de l'offre de soins), qui a la haute main sur les hôpitaux. Avec la DGS (direction générale de la santé), dirigée par Benoît Vallet, ces trois directions jouent un rôle central dans la protection sociale en France.

Ces deux femmes remplaceraient Thomas Fatome, qui a quitté la DSS pour devenir directeur de cabinet adjoint à Matignon, et Anne-Marie Armenteras de Saxcé, qui a rejoint le collège de la Haute Autorité de Santé.

Deux expériences en cabinet ministériel

Mathilde Lignot-Leloup est depuis 2011 directrice déléguée à la Caisse nationale d'assurance-maladie, en charge de la gestion et de l'organisation des soins. Elle était conseillère comptes sociaux dans le cabinet Woerth en 2007, puis conseillère technique en 2009 auprès de François Fillon à Matignon, et elle a fait partie de l'équipe de projet de ce dernier lorsqu'il s'est porté candidat à la présidentielle. Enarque, diplômée de Sciences-po Paris, cette IGAS (Inspection générale des Affaires sociales) a également été directrice de l'audit à l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss), de 2005 à 2007.

Cécile Courrèges est directrice de l'Agence régionale de santé Pays de la Loire depuis 2014. Au cours des deux années précédentes, elle était conseillère technique de Jean-Marc Ayrault à Matignon, en charge de l'autonomie et de la santé. Enarque, diplômée de sciences politique et de l'Ecole nationale de santé publique, elle a également dirigé l'Agence régionale de santé de Bourgogne. lesechos.fr 13.06

Ils osent tout

- Emmanuel Macron tout puissant face à Theresa May, et c'est la presse britannique qui le dit - Le Huffington Post

- Et si on fondait le Code de la fonction publique dans le Code du travail ! - LePoint.fr

Concrètement, tout nouveau recruté dans les institutions publiques, par concours ou non, serait salarié et non plus agent titulaire. LePoint.fr

- Israël va réduire la fourniture d'électricité à Gaza - AFP

- En Arabie saoudite, porter le maillot du Barça est désormais passible de 15 ans de prison - Le Huffington Post

L'Arabie saoudite veut véritablement occulter tout lien avec le Qatar. Le Huffington Post

- Au Pakistan, un homme accusé de blasphème sur Facebook a été condamné à mort - Slate.fr

- Un mariage à trois reconnu officiellement en Colombie - BFMTV

On avait déjà signalé dans des causeries antérieures que certains pays en Europe plébiscitaient la pédophilie (Pays-Bas), l'inceste (Suisse), la zoophilie (Allemagne), demain ce sera au tour de la polygamie qu'ils reprochent à certains Africains notamment, tout comme ils réprimaient l'usage du cannabis qu'ils finissent par légaliser, etc. J'allais oublier la pornographie, le divorce, l'homosexualité, etc. qu'ils condamnaient encore il n'y a pas si longtemps...

Stratégie du chaos et déstabilisation des Etats.

- Manifestations en Russie: Navalny condamné à 30 jours de prison - AFP

Rappel : Navalny ou monsieur 1% (% aux élections), l'agent de la NED/CIA...

- À Moscou, des barricades antichars contre l'opposition... selon des reporters occidentaux - sputniknews.com

En ce jour de fête nationale, une multitude d'actions se tiennent à Moscou, allant des festivals de reconstitution historique aux manifestations sauvages d'opposition. Se focalisant apparemment exclusivement sur la protestation, des journalistes occidentaux ont pris des installations historiques pour un outil destiné à réprimer l'opposition.

Outre des manifestations festives organisées à l'occasion de la Journée de la Russie, célébrée ce lundi 12 juin, la capitale russe a accueilli aujourd'hui des meetings, dont la manifestation autorisée par la mairie de Moscou sur l'avenue Sakharov. La veille des rassemblements, Alexeï Navalny, figure de l'opposition russe, a soudain appelé les participants à tenir une manifestation sauvage sur l'artère principale de la ville, rue Tverskaïa, qui accueille en ce moment le festival de reconstitution historique « Temps et époques » avec entre autres ses artistes vêtus d'uniformes de l'époque de la Seconde Guerre mondiale et des obstacles antichars…

Or, des journalistes du New York Times et du Financial Times venus couvrir les protestations ont pris ces installations historiques pour un nouveau moyen de répression de l'opposition mis en place par le Kremlin.

« Le barrage est installé sur le boulevard principal de Moscou pour empêcher les protestataires anti-Kremlin d'atteindre le Kremlin et la place Rouge », a écrit sur son compte Twitter le journaliste du NYT Neil MacFarquhar.

Ce Tweet a par la suite été supprimé.

« Officiellement, ces sacs de sable et autres obstacles antichars font partie de la reconstitution historique qui se tient sur la place, mais en réalité ils bloquent les protestataires », a-t-il indiqué dans un autre Tweet.

Neil Buckley, journaliste au FT, a commis la même erreur. « De nombreux pays utilisent des pièges antichars contre les envahisseurs. Moscou les emploient contre son propre peuple », a-t-il écrit dans un Tweet avant de le supprimer. sputniknews.com 12.06

- Venezuela: la procureure Ortega tient tête à Maduro - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Porto Rico

Noeud coulant pour un suicide annoncé.

- Porto Rico Les citoyens votent pour le rattachement aux Etats-Unis - Liberation.fr

Les électeurs portoricains ont choisi, dimanche, de voir leur île caribéenne devenir le 51e Etat américain lors d'un référendum consultatif toutefois marqué par une énorme abstention et boycotté par l'opposition.

Croulant sous 70 milliards de dollars (62 milliards d'euros) de dettes et un mois seulement après avoir déclenché le plus gros processus de faillite jamais déclaré par un territoire américain, l'île risque de ne pas réussir à convaincre Washington d'ajouter une étoile à son drapeau. Liberation.fr 12.06

Iran

- Khamenei accuse Washington d'avoir créé Daech - sputniknews.com

Suite aux attentats qui ont frappé Téhéran le 7 juin dernier, l'Iran hausse le ton contre le soutien à l'organisation terroriste Daech qu'il impute à Washington. Cette fois-ci, c'est le guide suprême de la Révolution iranienne qui a formulé ses accusations.

L'ayatollah Ali Khamenei, guide suprême de la Révolution iranienne, a accusé les États-Unis d'être à l'origine de la création de Daech et par extension de l'instabilité dans la région, lit-on lundi sur son site Web officiel.

« Vous et vos agents vous êtes la source de l'instabilité au Proche-Orient. Qui a créé l'État islamique ? L'Amérique. […] Les affirmations de l'Amérique selon lesquelles elle lutterait contre Daech sont un mensonge », a déclaré l'ayatollah lors d'une réunion avec des responsables iraniens.

Rappelons que des déclarations de personnalités iraniennes au sujet de liens entre Washington et Daech se sont succédé aux cours des jours qui ont suivi le double-attentat de Téhéran.

Des accusations ont notamment été formulées par le Président du parlement iranien Ali Larijani. Quant au chef d'état-major adjoint des Forces armées iraniennes Mostafa Izadi, il a déclaré que son pays disposait de preuves tangibles attestant du soutien direct livré par Washington aux terroristes de Daech. sputniknews.com

---

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Les salariés de GM&S bloquent de nouveau leur usine - bfmtv.com

Au lendemain d'une réunion à Bercy, et pour protester contre les "décisions dévastatrices qui se profilent", les salariés de l'équipementier automobile ont de nouveau bloqué le site de La Souterraine, dans la Creuse.

Les salariés de l'équipementier automobile GM&S Industry, menacé de liquidation, bloquaient de nouveau leur usine ce mardi à La Souterraine (Creuse) pour faire pression sur la "cellule de crise" mise en place par l'Élysée, dont ils n'acceptent pas les "décisions dévastatrices qui se profilent".

Selon un communiqué diffusé par l'intersyndicale CGT-FO, les salariés ont voté à 85% "pour poursuivre les actions dans le but de faire évoluer les offres et pousser les constructeurs (automobiles Renault et PSA, ndlr) à remettre le chiffre d'affaires nécessaire à une reprise pérenne bien supérieure à 140 emplois". Les salariés bloquent notamment les accès de l'usine avec du matériel, a-t-on précisé de sources syndicales.

Cette décision d'un nouveau blocage, après une première occupation du site du 11 au 23 mai, intervient au lendemain d'une réunion à Bercy entre les représentants des salariés et des membres du cabinet du ministre de l'Économie, Bruno Le Maire.

Le président Emmanuel Macron, qui avait rencontré les salariés le 9 juin au cours d'un déplacement en Haute-Vienne, avait annoncé la mise en place d'une "cellule de crise" à l'Elysée pour travailler à organiser les conditions d'une reprise.

"Le saccage de l'industrie continue !"

Or selon les syndicats, "l'État nous expose comme seule solution une reprise à 140 salarié(e)s par le Groupe GMD (leader français de l'emboutissage, ndlr) qui lui refuse la diversification. Pire! M. Martineau, patron de GMD, ne souhaite pas d'augmentation du chiffre d'affaires proposé par Peugeot et Renault", les principaux clients de GM&S.

"L'État va-t-il bâcler et/ou se débarrasser rapidement de ce dossier ? Le rôle de l'État se cantonne-t-il à l'accompagnement des chômeurs ? Le saccage de l'industrie continue !", déplore l'intersyndicale.

Les salariés demandent que l'État "continue opiniâtrement à négocier une augmentation du chiffre d'affaires par Renault et Peugeot" afin d'améliorer les offres de reprise ; "prenne contact avec d'autres repreneurs potentiels du secteur ou non" ; "demande une prolongation de la période d'observation à septembre"; et que le propriétaire actuel paye une prime "extra-légale" pour les salariés qui ne seraient pas repris.

GM&S Industry, deuxième employeur privé de la Creuse avec ses 277 salariés, est en redressement judiciaire depuis décembre - son troisième redressement en huit ans. L'entreprise n'a fait pour l'heure l'objet d'aucune offre ferme de reprise, à dix jours d'une audience, le 23 juin au tribunal de commerce de Poitiers, qui pourrait sceller sa liquidation. bfmtv.com 13.06

Ils n'ont qu'à occuper la préfecture et séquestrer le préfet jusqu'à ce que Macron signe la nationalisation de GM&S Industry et garantisse le maintien des 277 emplois.

Inde

- En Inde, la grève victorieuse des agriculteurs - Liberation.fr

Après onze jours de grève, les paysans de l'Etat de Maharashtra ont décidé d'arrêter le mouvement lundi. Devendra Fadnavis, le chef du gouvernement local, a accordé l'annulation de tous leurs prêts aux centaines de milliers d'agriculteurs surendettés de cet Etat de l'ouest de l'Inde. Obligés de contracter des prêts auprès des banques privées ou d'Etat afin de payer les semences, les engrais et l'accès à l'eau, ils se plaignaient de la baisse du prix de revente de leurs produits. Les paysans du Madhya Pradesh, dans le centre du pays, sont, eux, toujours en grève.

Au moins cinq d'entre eux ont été abattus par la police dans les affrontements à Maudsaur depuis le début du mouvement. Selon la presse locale, des agriculteurs du Rajasthan, Etat voisin du Madhya Pradesh, confrontés aux mêmes problèmes, ont bloqué des livraisons de lait, céréales et légumes dimanche.

Les paysans en colère empêchent les camions de livraison d'atteindre les villes, renversent les cargaisons sur les routes. En quelques jours, les prix des denrées sur les marchés ont explosé : «Le prix de la coriandre a doublé. De 20 roupies, il est passé à 40 roupies. Les prix pourraient attendre les 100 roupies, s'inquiète Santosh Wagh, un vendeur de légumes, dans une vidéo mise en ligne sur YouTube par The Quint, un média indien. Les gens n'achètent plus de légumes car c'est trop cher. Tout le monde souffre. Le gouvernement devrait abandonner la dette des paysans.» Surendettés, les agriculteurs indiens sont pris à la gorge. Selon le Bureau national de recensement du crime, un paysan se suicide toutes les 41 minutes depuis 1994. Entre 1995 et 2015,

318 528 fermiers se sont officiellement donné la mort, la plupart en avalant des pesticides. La démonétisation surprise de novembre 2016, qui est tombée au moment où les paysans vendaient leurs récoltes et devaient acheter des intrants, a encore compliqué la donne.

En mars, le BJP, parti nationaliste hindou du Premier ministre, Narendra Modi, est arrivé largement en tête aux élections régionales en Uttar Pradesh. A peine investi, Yogi Adityanath, le nouveau ministre en chef de ce grand Etat du Nord, avait annoncé effacer la dette des agriculteurs, qui s'élevait à 5 milliards d'euros. «L'Uttar Pradesh peut le faire, il y a déjà eu des levées de dettes suite à des manifestations», affirme Bruno Dorin, chercheur du Cirad, détaché au Centre de sciences humaines à New Delhi. Une annonce qui a poussé les agriculteurs d'autres Etats à réclamer eux aussi l'effacement de leurs ardoises. Les deux tiers des 1,3 milliard d'Indiens dépendent directement ou indirectement de l'agriculture pour leur subsistance.

«Un suicide économique et écologique»

La semaine dernière, Devendra Fadnavis avait proposé d'annuler les prêts en défaut de paiement à hauteur de 305 milliards de roupies (soit 4,23 milliards d'euros). Mais les manifestants réclamaient l'annulation de tous les prêts. En arrivant au pouvoir, Narendra Modi avait promis de doubler les revenus des agriculteurs «d'ici cinq ans», une mesure qui ne concernait que les propriétaires terriens. Selon le dernier recensement général, effectué en 2011, ces derniers, appelés «cultivateurs» seraient 119 millions. Les ouvriers agricoles, désormais plus nombreux que les propriétaires, représentent 144 millions de personnes, soit plus de 10% de la population.

Pour Bruno Dorin, la situation des agriculteurs indiens est intenable depuis la «révolution verte», comme on appelle l'industrialisation de l'agriculture. La taille des fermes diminue de génération en génération. Pour gagner sa vie, le paysan doit augmenter ses rendements, et acheter des semences qui demandent plus d'engrais, de pesticides et d'eau. Malgré les milliards de roupies de subventions, il est obligé de s'endetter. La culture du coton, très répandue dans le Maharashtra, utilise énormément d'OGM, des semences plus chères qu'il faut racheter tous les ans. «C'est un suicide économique et écologique», dénonce Bruno Dorin. Cette agriculture intensive est en train de polluer les sols, d'épuiser les nappes phréatiques et de participer à l'émission de gaz à effet de serre. Le chercheur poursuit : «On commence à voir l'impact des pesticides ici, les cancers se développent.»

Même si les manifestations paysannes sont courantes en Inde, dans un tel contexte, le risque que le mouvement s'étende à d'autres Etats est réel. «Ce serait explosif», estime Bruno Dorin, qui attribue «en partie» la grave crise financière du pays en 1991 à des levées de dettes faites à très grande échelle. Même si aujourd'hui, l'endettement est moins grave qu'à l'époque, Modi semble être dans une position bien compliquée. D'autant que le conflit est utilisé politiquement. Rahul Gandhi, le numéro 2 du Congrès, principal parti d'opposition, avait tweeté le 6 juin : «Ce gouvernement est en guerre contre les agriculteurs de notre pays.» Il avait été arrêté quelques heures à Mandsaur, jeudi, alors qu'il était venu montrer sa solidarité envers les familles des agriculteurs tués. Un signe «très inquiétant» selon Bruno Dorin. Pour Vandana Shiva, visage du combat écologiste en Inde, les paysans «ont besoin de justice, pas de balles». Et seule une agriculture sans OGM pourrait leur permettre de sortir de la spirale de la dette. liberation.fr 12.06

Pas entendu parler, je ne lis pas les journaux et je n'ai plus de télévision depuis plus de deux ans. Je ne peux pas faire ce boulot de dingue et m'intéresser à ce qui se passe en Inde. Et puis je vis au Tamil Nadu, à Trichitrambalam, donc ici les Indiens se foutent de ce qui se passent ailleurs, y compris dans le village voisin...

Haut de page

Le 16 juin 2017

CAUSERIE

J'envisage de mettre un terme à ces causeries après le 2e tour des législatives ou d'ici le 15 juin, pour raison de santé mais pas seulement. Puisque mon travail ne sert à rien, autant arrêter.

- Causerie du 16 juin, 14 pages

Ils osent tout. Ils ne savent plus quoi inventer pour combattre l'abstention qui mine leur légitimité.

- Législatives: 61% des Français souhaitent rectifier le résultat au 2e tour - AFP 15.06

Ils osent tout. Quand les médias-oligarques nous prennent pour des cons.

- Liberté de la presse : 23 sociétés de journalistes inquiètes de l'attitude du gouvernement - Le Monde 13.06

Une vingtaine de médias, dont « Le Monde », considèrent que le gouvernement envoie « des signaux extrêmement préoccupants ».

Les signataires : Les sociétés des journalistes de l'AFP, Alternatives économiques, BFM-TV, Les Echos, Europe 1, L'Express, France 2, Rédaction nationale de France 3, Libération, les JT de M6, Mediapart, Le Monde, L'Obs, Le Point, Premières Lignes Télévision, Radio France, RFI, RMC, RTL, Télérama, La Vie et les rédactions de Dream Way Production et LaTeleLibre.
Le Monde 13.06

Commentaires d'internautes abonnés au Monde.

1- Toutes les rédactions qui ont servi la soupe à Macron depuis des mois veulent, maintenant que l'affaire est pliée, se refaire une virginité auprès du public avec un simulacre d'indépendance.

2- Pas tout à fait ! Vous remarquerez que BFM, Le Journal du Dimanche et - évidemment - Paris Match ne sont pas signataires de cette tribune !

Faux pour BFM.

3- Pour le dire vulgairement ils ont servi la soupe à Macron (septième merveille du Monde / en fait l'équivalent d'un Valls, où un Blair attendait son heure, mais en beaucoup plus intelligent) et ils la trouvent brusquement amère

4- D'accord avec votre conclusion, le 4ème pouvoir (la presse) était devenu le 1er pouvoir avec le "Hollande bashing" systématique de la fin du quinquennat et je rajouterai la "violence médiatique" dans l'affaire Fillon.

5- Les Échos qui signent cet appel, c'est hilarant alors que ses publications "sensibles" sont soumises à l'approbation de l'actionnaire. Et les parutions publi-rédactionnelles du Monde non identifiées comme telles à la demande du client, c'est la liberté de la presse et le respect du lecteur ? La liberté de la presse est essentielle, les rédactions doivent y être attentives mais pas seulement face au pouvoir politique mais aussi face au pouvoir économique, et c'est une libérale qui le dit.

6- La liberté de la presse est certainement bien plus mise à mal par le contrôle des médias par les groupes industriels (voir par exemple le rapport de P. Bloche en 2009). Et quant à ceux qui expliquent que Le Monde aurait "servi la soupe à Macron", on peut se demander en quel sens : une critique de fond de toutes les autres politiques possibles ? Quant à ce qui se passe dans en dehors de France, c'est souvent de la paraphrase tout aussi paresseuse d'articles du NYT ou du Guardian.

7- Les journalistes sont juste après les politiques dans les professions auxquelles les Français font le moins confiance, et détestent le plus. Ils se rendent parfaitement compte que ceux-ci n'ont plus pour fonction que de servir des intérêts particuliers et répandre le mensonge. Leur seule liberté consistant à satisfaire ceux qui les subventionnent et les quelques propriétaires-milliardaires qui profitent de ces subventions pour étendre leur pouvoir d'influence tout en s'enrichissant sur l'Etat

8- Je partage (depuis 2 ans) ces inquiétudes quant à la démocratie et au rôle très important de la presse. Mais je constate que c'est loin d'être le cas et que les médias de masse SUBVENTIONNES, sont largement dépendants de leur annonceurs/patrons. C'est un système bien verrouillé, il n'y a qu'à voir les contenus des éditos des directeurs de rédaction ou la une de Libé à la veille du 1er tour de la présidentielle "...votez Macron". Maintenant que le jeu est fais vous retrouvez votre éthique?

9- La une de Libé à la veille du premier tour était :"tout sauf eux" avec les photos de Fillon et Le Pen.

10- Démocratiquement, n'est-il pas légitime de connaitre les intentions du gouvernement qui ne l'oublions pas est au service de l'intérêt général (sic)? Qu'y a t'il a caché? Que les contreparties sociales et les réunions de concertation ne sont que des leurres? Que leurs projets est de sacrifiés les classes populaires et une partie de la classe moyenne au nom de la croissance mortifère? Cacher que leurs intentions sont de faire les 4 volontés du MEDEF (mdr)?

11- Quels faux culs ! Les adeptes des confidences du soir à l'Elysée, les respectueux du off, les propagandistes fidèle des « source anonyme dans l'entourage de ... » qui s'inquiètent des signaux extrêmement préoccupants : quelle tartufferie ! Ils sont les premiers à faire commerce de la connivence avec leur source et ils s'offusquent quand on menace leur petit gagne pain en osant les remettre à leur place au grand jour. Ce serait drôle si tout le monde le prenait pour ce que c'est : du guignol !

12- Certes, les diverses aides publiques à la presse, l'actionnariat composé d'entreprises tirant leur revenu de la commande publique ou de marché régulés ou le poids des annonceurs ne sont pas des signaux préoccupants, certes. La sociologie des journalistes issus de sciences Po et habitant à l'intérieur du périphérique, pas plus. L'essor des « gratuits » ne réalisant aucune investigation non plus. Certes, des signaux préoccupant....

13- On croit rêver. Qui squatte les unes de Paris Match depuis des mois? Manu et Bribri à la plage, au Touquet, à la montagne, dans les salons de l'Elysée,... Évidemment c'est moins drôle de devoir rendre des comptes

14- Macron qui mettrait de la distance avec la presse? Vous voulez rire j'espère: il la veut mais à sa botte, c'est tout.

15- Indépendance des pouvoirs. Donc d'un côté, droit d'enquêter et de commenter des documents que l'on a reçus (dans le respect des dispositions générales du droit civil, pénal et de la presse). D'un autre côté, arrêt des subventions à la presse, suppression des avantages fiscaux des journalistes, disparition des médias publics d'Etat. Ai-je bien compris le sens du mot "indépendance"?

16- Comme des moutons, les moralistes en herbe de la macronie font sonner le tocsin dans les colonnes du Monde. Fort du succès de leur leader, ils ne se sentent plus et rêvent de mettre la presse au pas. il s'agit avant tout de ne pas ternir la belle image du nouveau locataire élyséen, savamment mis en scène par ses spins doctors. Pour notre bien à tous, il est à espérer que l'illusion ne survive pas à l'été. Enlevez vos oeillères les gars!

17- Aucun dieu de l'envergure de Jupiter n'apprécie que d'humbles mortels osent parler des turpitudes qui risqueraient de ternir son autorité.

18- Oser non pas même critiquer mais s'interroger sur les pratiques du saint homme,quel crime de lèse-majesté.De l'affaire Ferrand peut-être légale mais si peu conforme aux leçons de moralisation claironnées par LREM à la plainte déposée par la ministre (qui se moque bien de ses fonctionnaires!),du choix des journalistes pour les déplacements présidentiels à la saturation du couple Macron dans la presse people,l'instrumentalisation n'est pas loin.

19- Tout à fait, En Marche vers une démocratie aux ordres ! Les réactions hystériques des macronistes de choc sont inquiétantes.

20- Trop drôle : ils ont fait la campagne pour Macron ,parfois grossièrement ,parfois plus subtilement et maintenant ... haro ! C'est vrai que quand on a construit l'idole des foules mondialisées , en lui prêtant à peu près la guérison des écrouelles , le retropédalage est peu aisé.

21- Finalement Macron est le dernier gaullien. En effet l'on y retrouve le après moi le chaos sous la forme sans moi c'est la catastrophe, le rassemblement droite et gauche pour gouverner à droite, maintenant vient la volonté de censurer la presse. Bientôt un ministère de l'information? Il ne manque que Michel droit et l'ORTF. Cette dérive autoritaire est inquiétante.Mais vous savez comment cela a fini! Bien que l'histoire ne repasse pas les plats.

22- Ceux qui ont lancé le produit Macron s'en mordent peut-être déjà les doigts. La place du roi est occupée maintenant et les médias vont se retrouver au piquet ou au cachot.

23- Le Monde nous a vendu du Macron, aujourd'hui il s'étonne. Il était pourtant clair vu ses déclarations publiques depuis trois ans, vu son parcours antérieur, que M. Macron n'a aucune culture démocratique, qu'il considère les institutions démocratiques (Parlement, presse, pluralité des partis…) comme des obstacles à son action. Roi-philosophe détenteur de la vérité, patron dont les citoyens sont les subordonnés, tels sont ses modèles. Sa présidence est lourde de danger pour la démocratie.

24- Vous exagérez... juste un peu. Cette façon de vouloir contrôler la communication, voire la verrouiller en dit beaucoup sur le personnage. Transparence? Vous avez dit transparence?

25- On parlera réellement de liberté de la presse quand elle ne sera plus à 95 % propriété du 1%.

26- Ce nouvel exécutif est tout de même bien ingrat. Quand on analyse le rôle de la presse dans le succès du mouvement!

27- Je me demande si cette tentative de contrôle de la presse ne vient pas de la conception "jupitérienne" du pouvoir de Macron ? Tout le monde devrait lui obéir ? Comme à Louis XIV ?

La presse ou les médias remplissent un rôle politique au service du régime. Mais le mode de gouvernance évolue en fonction d'un ensemble de facteurs, dont le rapport de force entre les différentes classes et leurs représentants.

Observant que la politique d'austérité imposée aux travailleurs au cours des dernières décennies par le parti de l'ordre (LR) dit de droite puis par son supplétif (PS) dit de gauche faisait l'objet d'un rejet massif, et craignant qu'il ne devienne majoritaire et s'exprime lors des élections de 2017 en portant au pouvoir un parti contestant tout du moins en parole ou sur le papier cette politique (La France Insoumise), l'oligarchie a pris les devants en fondant un nouveau parti (En Marche) qui aurait pour fonction de lui barrer la route. Ce rejet du parti de l'ordre et de son supplétif sur fond d'abstention massif devait permettre à son candidat

de l'emporter et de rafler la mise lors des législatives.

Pour que cette opération soit un succès, l'oligarchie mobilisera tous les médias qu'elle contrôlait au service de son candidat qu'ils porteront au pinacle, de sorte que la majorité des électeurs écoeurés par LR et le PS et décidés à participer à ces scrutins votent pratiquement aveuglément pour leur candidat. Les médias devaient donc remplir un rôle déterminant et sans fausses notes pour que leur machination ait une chance de réussir.

Les médias leur appartenant, ils ont joué le jeu à fond avec un zèle inégalé, de sorte que leur plan s'est réalisé, au-delà même de leur espérance puisqu'ils en viennent à s'inquiéter du manque de légitimité de leur président et de son parti pour appliquer leur politique ultra libérale, du fait qu'ils vont obtenir la majorité absolue à l'Assemblée nationale dans des proportions écrasantes, au point que le verni démocratique déjà largement élimé de la Ve République et indispensable à la stabilité du régime n'y résiste pas.

Quant aux relations entre Macron et les médias, on vient de voir ce qu'il en avait été durant la période qui a précédé les élections, les médias ont pour ainsi dire propulsé Macron à la présidence.

On doit avoir à l'esprit qu'ils sont tous financés par l'Etat et par les oligarques qui croulent sous des milliards d'euros, donc leur situation financière peut être déficitaire sans que cela ne leur pose un problème. Où par contre ils ont du souci à se faire, c'est du côté de leur crédibilité auprès des téléspectateurs, auditeurs ou lecteurs, or puisqu'ils sont les principaux canaux par lesquels la propagande du gouvernement est diffusée pour conditionner le peuple et le faire adhérer à sa politique ou le dissuader de la contester, toute perte de confiance dans les médias se traduit immédiatement par une perte d'influence de l'idéologie de la classe dominante sur les masses laborieuses au profit de la lutte de classes, du coup, après le matraque hystérique et insensé dont les médias ont fait preuve pour imposer Macron, en vue de la contestation grandissante dont va faire l'objet sa politique dès qu'il va commencer à vouloir l'appliquer, s'ils ne veulent pas se couper du peuple ou s'ils veulent regagner tant soit peu sa confiance, ils vont se retrouver dans la situation périlleuse ou intenable, qui va consister à la fois à devoir prendre leur distance avec Macron ou lui adresser des critiques, tout en donnant la parole à ceux qui s'oppose à sa politique de manière à apparaître impartiaux ou indépendants, le tout enrober de manière à canaliser cette opposition au profit de Macron qu'ils ménageront discrètement ou plus ou moins adroitement.

Or, Macron entend gouverner en souverain absolu, il ne peut souffrir d'opposition, de contestation à sa politique, ainsi le veulent ses parrains oligarques. Les médias sont donc priés de continuer à faire l'apologie de Macron et de son gouvernement, de son parti, et de soutenir sa politique sans condition, au lieu de se faire les relais de ceux qui tentent de les décrédibiliser ou qui la contestent, les intérêts du fragile pouvoir en place ne doit souffrir aucune entorse sous aucun prétexte, qu'ils se débrouillent pour faire passer la pilule auprès de leurs téléspectateurs, auditeurs ou lecteurs, ils ont su faire preuve d'imagination pour le faire élire, et bien qu'ils ne changent rien... Gageons que le message sera reçu 5/5. Mais le problème pourrait bien être ailleurs.

Ce qu'il faut prendre en compte également, c'est que les journalistes de ces médias ne sont pas dupes de l'imposture à laquelle on les a appelés à participer depuis un an. Il faut dire qu'ils ont fait preuve d'une servilité exemplaire durant toute cette période, peut-être comptaient-il reprendre leurs "libertés" (un grand mot) une fois les élections passées ou avant leur terme, ce à quoi leurs dirigeants auraient eu du mal à s'opposer, d'où leur soutien à cette initiative qui présente l'avantage pour eux d'être épargnés par les critiques de leurs journalistes.

Après que plusieurs journalistes de France Télévision et d'autres chaînes de télévision aient été évincés à peine Macron élu ou durant les mois précédents (Canal +, BFMTV, notamment), cela pourrait préfigurer un coup de balais chez les journalistes signataires de cette pétition, qui ne serait pas imposé par leur direction, mais par leurs actionnaires.

On sait qu'ils osent tout, mais un tel coup de force semble irréalisable au niveau de tant de médias. Peut-être faudrait-il que certains disparaissent ou fusionnent, ce serait plus facile de les contrôler. Les journalistes du Parisien ou du Figaro et bien d'autres encore ne sont pas signataires, sans doute parce qu'ils sont déjà au pas.

C'est une explication rédigée très rapidement. On a pris en compte les acteurs suivants : Macron et son gouvernement, son parti et ses élus, leur politique, les journalistes, les dirigeants de ces médias, leurs actionnaires, les oligarques, et pour finir les téléspectateurs, auditeurs et lecteurs, je pense n'avoir oublié personne.

Macron a voulu faire comprendre aux dirigeants de ces médias qu'ils devaient faire le ménage dans leur boutique, ces dirigeants n'y sont pas opposés évidemment, mais ils ne veulent pas ou ne peuvent pas affronter leurs journalistes, dans ce bras de fer, ils jouent leur tête, car les oligarques peuvent décider du jour au lendemain de les évincer.

Qu'on ne compte pas sur nous pour les plaindre, encore moins pour les soutenir, s'ils incarnaient la démocratie Macron n'aurait jamais été élu, c'est ce qu'on retiendra. Quant à ceux qui relaient cette pétition sans ajouter le moindre commentaire, La Tribune des travailleurs sur Facebook par exemple, disons que c'est une manière comme une autre de participer à cette opération qui a aussi pour objectif de redorer le blason de ces médias.

C'est Charlie Macron !

- Après RT et Sputnik, au tour de Ruptly d'être dans le viseur de Macron - sputniknews.com

Un journaliste de l'agence de presse Ruptly qui devait filmer la rencontre entre Emmanuel Macron et Theresa May le 13 juin s'est vu refuser l'accès à l'événement. L'interdiction est d'autant plus surprenante qu'il est titulaire depuis quelques temps d'une carte de presse. Le journaliste est revenu sur les faits pour Sputnik.

Si l'on savait que le Président français n'aimait pas RT et l'agence Sputnik, on sait désormais qu'il ne porte pas non plus Ruptly dans son cœur. Après plusieurs échanges entre la rédaction de Ruptly et le service de presse de l'Elysée, le journaliste Ugo Passuello, qui devait couvrir la rencontre entre le Président français Emmanuel Macron et le Premier ministre britannique Theresa May mardi 13 mai, s'est finalement vu refuser l'entrée. C'est la première fois qu'un tel incident lui arrive, et cela fait déjà plusieurs années qu'il travaille pour cette agence de presse, a déclaré l'intéressé à Sputnik.

« Cela fait trois ans que je travaille pour Ruptly et c'est la première fois que cela m'arrive. Il me semble même que c'est la première fois que cela arrive à Ruptly (sous réserve de la direction) de se faire refuser l'entrée à une conférence de presse d'un pays », a indiqué le journaliste.

Il a ajouté que la décision était d'autant plus étonnante qu'il disposait d'une carte de presse délivrée par le ministère français des Affaires étrangères. Selon Ugo Passuello, « c'est une procédure habituelle pour tout ce qui est presse étrangère, c'est une carte officielle qu'on m'a délivrée lundi dernier ».

Le journaliste a présenté cette carte mardi à l'Elysée, mais « quand ils ont regardé la carte, ils ont vu l'agence de presse pour laquelle je travaille. J'ai vu l'air un peu embêté du policier qui s'est redressé et a appelé un de ses collègues pour faire une double vérification ».

Après avoir patienté un peu, deux hommes « assez imposants » sont arrivés, vêtus en costards et équipés d'oreillettes. Ils ont gentiment mais fermement demandé à M. Passuello de quitter les lieux.

Selon le journaliste, un petit détail l'a troublé. Quand il a demandé s'il y avait son nom sur la liste, la personne en charge n'a pas regardé, « alors que tous les médias passaient un par un et ils cherchaient sur la liste où sont indiqués tous les médias accrédités ».

« Il n'a pas pris la peine de chercher sur la liste car je pense qu'au moment où j'ai donné ma carte de presse, il a lu "Ruptly" et il avait dû recevoir certaines directives », a conclu Ugo Passuello. sputniknews.com 14.06

La conscience hors la loi.

- Un seul individu conscient est plus dangereux pour le pouvoir que n'importe quelle autre menace! par Jean-Yves Jézéquel
- Mondialisation.ca, 14 juin 2017

C'est pourquoi, tout individu conscient qui s'informe et qui sait de quoi il parle, faisant preuve d'esprit critique, s'abstenant de relayer la manipulation exécrable pratiquée à grande échelle par les medias de masse au service d'un système de pouvoir verrouillé à tous les niveaux, se voit et se verra répétitivement accusé de « complotisme » par les benêts du journalisme fanatique.

(Pas seulement hélas ! Dans bien des cas cela s'étend aux partis dits ouvriers qui partagent les mêmes objectifs ou procèdent de la sorte pour défendre leurs appareils. Ils recourent aux mêmes méthodes vis-à-vis des militants qui posent trop de questions, qui sont trop curieux, qui osent remuer le passé. Ils font systématiquement l'objet d'une censure ou d'accusations destinées à les salir ou à les discréditer afin qu'ils se taisent, méprisés, ils sont littéralement traités en ennemis, de manière à dissuader leurs militants qui auraient l'audace de partager en partie leurs analyses de s'exprimer publiquement sous peine d'être harcelés, menacés d'excommunication ou d'exclusion, bref, de subir le même sort ou être décrétés infréquentables par cette police politique ou de la pensée.

Pourquoi avoir évoqué cet aspect-là, parce que ce facteur fait partie de la situation et permet de mieux la comprendre. Quand pendant 70 ans vous avez essayé de construire un parti et que vous n'y êtes pas parvenu, cela pose un certain nombre de questions, et quand on observe qu'elles sont systématiquement étouffées ou tournées en ridicule pour ne pas y répondre, on se dit qu'on a sans doute là une partie de l'explication, qui évidemment ne doit pas être portée à la connaissance des militants. Pas besoin de séances d'autocritiques ou de procès, le seul fait de recourir à de tels procédés constitue un aveu de culpabilité de ses auteurs. Et si un grand nombre de militants n'en ont pas forcément conscience, ils perçoivent bien qu'on ne leur dit pas tout ou qu'on leur cache quelque chose parce qu'ils ne sont pas complètement idiots, mon devoir est de les aider à le découvrir, ensuite ils sont libres d'agir à leur guise.

Avec un peu de rigueur et de logique, beaucoup de patience, on arrive à bout de n'importe quelle question, c'est juste une question

de volonté, tout dépend si on sait ce qu'on veut dans la vie en somme. Certains ou la plupart des militants se contentent de lieux communs, de généralités, d'approximations, de citations, de formules, de syllogismes ou sophismes, de slogans, et même de silences, ils ne sont guère avancés, mais cela leur suffit et ils passent à autre chose et ainsi de suite. Au bout de 40 ans de militantisme ils n'auront toujours pas progressé, et s'il n'y avait pas quelqu'un pour leur souffler quelle ligne politique ils doivent adopter, ils se retrouveraient face à un point d'interrogation ou bredouilleraient quelque chose d'incohérent ou d'incompréhensible.

Les certitudes qui reposent sur des dogmes sont les moins fiables et les plus fragiles le temps passant, mais cela ils ne s'en aperçoivent pas, cela donne lieu à des discours grotesques qui ridiculisent leurs auteurs. On ne peut pas tout comparer, c'est aussi simple que cela. Mais cela leur échappe parce qu'ils vivent en dehors du temps et de l'espace. Ils ont été sevrés et nourris à coup de propagande. Ils veulent bien admettre que bien des facteurs et des rapports aient évolué, mais au lieu de les interpréter en tenant compte de l'ensemble des éléments qui composent la situation actuelle, ils se transportent dans un passé révolu qu'ils vont substituer en partie à la réalité, de sorte qu'on aura l'impression de ne pas vivre dans le même monde qu'eux ou sur la même planète.

Le dogme quel qu'il soit sert de filtre déformant de la réalité. Et plus on vieillit, plus on aura tendance à céder à ce penchant parfois profondément ancré en nous inconsciemment. On n'a plus ni le courage ni l'envie ou on ne voit pas l'intérêt de tout repasser au crible de la critique ou de tout reprendre à zéro, c'est plus confortable de s'en tenir à nos idées acquises, mêmes si on a un doute sur leur valeur ou véracité. On se trouve des excuses, on use et abuse de l'autorité que nous confère notre âge pour en imposer aux plus jeunes, sous prétexte qu'on a acquis une certaine expérience de la vie, ce qui ne constitue en aucune manière une garantie, on vient d'en avoir un aperçu lors des dernières élections.

La vieillesse est un naufrage dit-on, qui engloutit jusqu'à la conscience, ce qui n'est pas très digne, en tous cas pas digne d'intérêt ou de respect. On dit aussi que les vieux seraient la mémoire, on se demande bien de quoi puisque la plupart sont passés à côte de tout, y compris leur propre existence à laquelle ils n'ont rien compris, ils étaient déjà vieux à 25 ou 30 ans, parfois plus tôt encore. - LVOG)

Pour faire taire ces « maudits complotistes » qui empêchent le Pouvoir de dire et de faire ce qu'il veut, même après toutes les mesures liberticides qui n'en finissent plus, tous les moyens sont « bons » pour casser, détruire, étouffer, bâillonner, discréditer, anéantir la résistance à la dictature pure et dure dans laquelle nous nous trouvons désormais en Europe et maintenant en France avec les mesures anti constitutionnelles Macron qui arrivent !

(Attention, vous allez effrayer les âmes sensibles ou passer pour un extrémiste ! Même le mouvement ouvrier n'ose pas employer ce genre de rhétorique, même pas les braves révolutionnaires. Comprenez bien que si vous affirmez que nous vivons sous le règne d'une tyrannie, ensuite il sera difficile d'expliquer pourquoi et comment vous pouvez vous en accommoder en participant aux institutions au lieu de les boycotter par exemple. C'était préférable de faire croire pendant plus d'un demi-siècle que nous vivions sous un régime démocratique en prenant la précaution de préciser qu'il s'agissait d'une démocratie étriquée, histoire de justifier une ligne politique opportuniste.

Là encore, c'était confortable puisque cela correspondait au niveau de conscience du peuple. On le confortait ainsi dans son erreur sans se soucier des conséquences ou du prix qu'il devrait en payer un jour ou l'autre. Après cela ces gens-là prétendront avoir joué un rôle progressiste ou avoir servi la cause des travailleurs, en observant la situation on se demande bien en quoi. Ils ne peuvent même pas se prévaloir d'avoir retardé l'échéance inéluctable à laquelle nous sommes parvenus puisque c'est un ensemble de facteurs qui en sont à l'origine, eux ils n'ont joué qu'un rôle marginale ou insignifiant dans cette histoire. Ils prétendront le contraire évidemment, ce qui n'est pas sans risque, cardans ce cas-là on s'étonnera qu'ayant eu autant de pouvoir on en soit arrivé là ! Comme quoi il ne faut jamais écouter ce qu'ils disent d'eux-mêmes. - LVOG)

Qui a dit ?

- "S'abstenir, c'est voter Macron" (Libération 15.06)

François Ruffin, qui se présente à Amiens à l'élection législative, réalisateur de Merci Patron ! et rédacteur en chef de Fakir, animateur de Nuit Debout, soutenu par La France insoumise, EE-LV et le PCF, et le député sortant PS, Pascale Boistard.

En monarchie absolue.

Ils sont déjà élus : boycott !

En Marche! largement en tête, l'abstention encore en hausse au second tour - AFP

La formation d'Emmanuel Macron remporterait entre 440 et 470 sièges sur les 577 que compte l'Assemblée nationale,
Les Républicains alliés à l'UDI de 70 à 90 sièges, et le Parti socialiste et ses alliés de 20 à 30, selon les projections de l'institut.

La France insoumise et le PCF décrocheraient 5 à 15 sièges, le Front national entre 1 et 5. De 3 à 10 sièges reviendraient à d'autres candidats.

La participation au second tour est évaluée à 46% du corps électoral, en baisse par rapport à celle déjà très faible (48,7%) du premier tour.

Les électeurs interrogés sont partagés sur leur souhait de voir Emmanuel Macron disposer d'une majorité à l'Assemblée : si 48% le souhaitent, 50% sont d'un avis contraire. AFP 15.06

C'est royal !

- Chaleureuse visite d'Emmanuel Macron au roi du Maroc Mohammed VI - AFP

Lobotomie

- Des godillots LREM des pieds à la tête ? - Liberation.fr

Un internaute : "*On ne peut pas demander a des godilllots, qui effectivement, soutienne un programme qui n'est qu'ambiguité (qu'ils ne connaissent donc pas eux memes), d'avoir des valeurs et de la personnalité*."

S'ils sont acquis au néolibéralisme et décérébrés, c'est suffisant.

Macromania en famille

- Législatives 2017 : Tiphaine Auzière, la belle-fille du président, en campagne. - Franceinfo

Les affaires sont les affaires !

- Législatives - Neuilly : le candidat REM a un compte non déclaré à Hong Kong - LePoint.fr

Laurent Zameczkowski, patron de PME, part largement favori au second tour. LePoint.fr

-Toulouse: enquête préliminaire contre une candidate En Marche! - AFP

Une enquête préliminaire sur des soupçons de travail dissimulé dans le cadre d'une activité d'astrologie a été ouverte contre Corinne Vignon, candidate En Marche! en Haute-Garonne, a indiqué jeudi le procureur de Toulouse. AFP

Qu'on se le dise.

- Une large majorité de députés En Marche n'est pas un danger, c'est d'eux que dépend le renouveau de notre République. - Le Huffington Post

Pas un danger ?

- Législatives - Francis Szpiner (LR) : "Une forme de schizophrénie chez les électeurs" - lepoint.fr

Il y a de quoi s'inquiéter. Ils ont recruté les plus médiocres qui feront preuve de servilité, leur seul talent.

- Législatives : la force du "label Macron" - LePoint.fr

"Libération" a enquêté sur ces députés candidats pour la deuxième ou troisième fois et qui ont multiplié leur score de manière spectaculaire grâce à la bannière REM.

- De 2% à 40%, de loser à député : l'effet magique du «label Macron» - Libération.fr

Quelques exemples détaillés.

Sophie Mette (Modem) - en 2007, elle s'était présentée dans la 8e circonscription de Gironde, obtenant 6,86 % au premier

tour : troisième et éliminée. En 2012, elle avait tenté sa chance dans la 9e circonscription : 3,79 %, cinquième, éliminée. Dimanche, elle s'est à nouveau présentée dans la 9e circo girondine et cette fois, elle est largement arrivée en tête, avec 31,21 % des voix.

Patricia Gallerneau, candidate pour le Modem dans la 7e circonscription de Loire-Atlantique en 2007 et 2012 : elle avait obtenu 7,1 % puis 2,28 %. Dimanche, elle a cartonné dans la 2e circonscription de Vendée (36,16 %), toujours sous pavillon Modem.

Cyrille Isaac-Sibille, candidat Modem depuis dix ans dans la 12e circo du Rhône : 13,13 % en 2007, 5,1 % en 2012, et un carton à 41,9 % dimanche dernier.

Claire O'Petit : troisième avec l'étiquette Modem et 6,75 % des suffrages dans la 1e circonscription de Seine-Saint-Denis en 2007, elle avait déménagé dans la 5e circo de l'Eure en 2012, tout ça pour obtenir… 1,63 %. Cinq ans plus tard, toujours dans cette circonscription normande, elle a multiplié son score par vingt : 28,56 %, et un second tour contre un candidat FN qui lui garantit quasiment sa place à l'Assemblée.

Michel Delpon et Philippe Buerch sont arrivés en tête dimanche, respectivement dans la 2e circonscription de Dordogne (34,7%) et dans la 8e des Alpes-Maritimes (31,2 %). Le premier avait été candidat divers gauche au même endroit il y a cinq ans, pour un tout petit 1,07 %, et le second avait obtenu 6,45 % aux départementales 2015 comme divers droite.

Cécile Gallien - En 2007, elle est candidate Modem dans la 1ère circo de Haute-Loire : 7,02 %. En 2014, elle est élue maire de Vorey, sur une liste divers droite. En 2015, elle est élue au conseil départemental de Haute-Loire sous une étiquette… divers gauche. Et dimanche, dans la même circo que dix ans plus tôt, elle a obtenu 31,07 % comme candidate de LREM.

Une liste non-exhaustive.

Cyrille Isaac-Sibille
2007 - 13,13 %
2012 - 5,1 %
2017 - 41,9 %

Patricia Gallerneau
2007 - 7,1 %
2012 - 2,28 %
2017 -36,2 %

Mohamed Laqhila
2007 - 3,74 %
2012 - 0 %
2017 -35,2 %

Nadia Essayan
2007 - 6,95 %
2012 - 0 %
2017 -33,3 %

Michel Fanget
2007 - %
2012 - 4,84 %
2017 -32,9 %

Sophie Mette
2007 - 6,86 %
2012 - 3,79 %
2017 - 31,2 %

Daphné Ract-Madoux
2007 - 0 %
2012 - 2,17 %
2017 - 29,9 %

Christine Espert
2007 - 0 %

2012 - 1,28 %
2017 - 29,1 %

Sophie Guérin
2007 - 4,92 %
2012 - 0 %
2017 - 28,6 %

Michel Delpon
2007 - 0 %
2012 - 1,07 %
2017 - 34,7 %

Cécile Gallien
2007 - 7,02 %
2012 - 0 %
2017 - 31,1 %

Claire O'Petit 2007 - 6,75 % 2012 - 1,63 % 2017 - 28,6 %

Billel Ouadah
2007 - 0 %
2012 - 0,89 %
2017 - 28,6 %

(Source : Libération.fr 15.06)

Zéro, une étiquette, et hop sur orbite! C'est fou ce qu'on peut faire avec du fric, même pas besoin d'imagination, comme quoi notre espèce est bien en danger !

En complément.

François Baroin (LR) - "Toutes les clés sont données à Emmanuel Macron, à lui tout seul, pas à la majorité puisque les candidats En marche! vont être élus sur son seul nom", a insisté M. Baroin, selon lequel le président Macron est "seul face à sa responsabilité", "éminente, immense". AFP 14.06

- Moralisation : François Bayrou ébranlé par les révélations du Canard enchaîné - Franceinfo

Ils s'en foutent et ne s'en cachent pas ! Collaboration de classes assumée. Ouf, l'ennemi des dirigeants de la CGT n'est le gouvernement!

- CGT sur la future loi Travail : "les atteintes au contrat de travail nous inquiètent" - Franceinfo

Sur la réforme du travail: "nous sommes tout à fait favorables aux accords d'entreprises. La CGT signe déjà neuf accords sur dix dans les entreprises."

"Ce qui nous inquiète d'avantage, ce sont les atteintes au contrat de travail. Notamment les motifs de licenciement et le pouvoir unilatéral de l'employeur qui vise à contourner les organisations syndicales." poursuit-il.

Quel est le véritable ennemi de la CGT : le chômage ou le gouvernement ? Mohammed Oussedik répond à la Question qui fâche : "C'est évidemment le chômage !" Franceinfo 14.06

Qu'est-ce que cela signifie ? Que les agents du capital qui contrôlent la CGT sont comptables de la politique que les gouvernements ont appliquée depuis le milieu des années 80 et qui a conduit au chômage de masse.

Ils osent tout.

- Elections législatives : Emmanuel Macron déjoue tous les pronostics - Franceinfo

- Castaner met en garde contre "toute tentative d'influence" auprès des médias - L'Express.fr

- Glavany (PS): Macron a "plus incarné la République en un mois" que Hollande "en 5 ans" - AFP

- Brigitte Macron sur son mari : "Personne n'est parfait" - LePoint.fr

- Taubira: il faut aussi parler de "moralisation de la vie économique" - AFP

- La CPI demande l'arrestation immédiate du fils de Kadhafi - AFP

Leur vieux monde infâme à abattre.

- Le Japon adopte une loi antiterroriste malgré des craintes pour les libertés - AFP

Le Parlement japonais a adopté jeudi une loi contre la préparation en bande organisée d'attentats ou d'autres actes criminels, qui suscite de nombreuses protestations de citoyens et experts sur fond d'inquiétudes pour les libertés individuelles. AFP

- Fusillade près de Washington : un militant anti-trump cible des républicains - Franceinfo

Un tireur a fait feu ce mercredi 14 juin sur des élus républicains rassemblés sur un terrain de sport. Plusieurs personnes ont été blessées, dont un chef de file du parti républicain à la Chambre des représentants. Franceinfo

- Fusillade à San Francisco: trois personnes tuées - AFP

Une fusillade dans un entrepôt de la société de messagerie UPS à San Francisco a fait mercredi trois morts et le tireur, qui a retourné son arme contre lui, est également décédé, a déclaré la police. AFP

- Brentwood, une banlieue de New York terrorisée par le gang MS-13 - AFP

- Un député de l'opposition turc condamné à 25 ans de prison - euronews

Un député de l'opposition sociale-démocrate turque condamné à 25 ans de prison pour "espionnage". C'est la première fois, depuis que le gouvernement a voté l'année dernière la levé de l'immunité parlementaire, qu'un élu est condamné de la sorte. euronews

- Mexique: manifestations prévues un mois après l'assassinat du journaliste Javier Valdez - AFP

Plusieurs manifestations sont prévues jeudi au Mexique, un mois après l'assassinat du journaliste Javier Valdez, spécialiste du narcotrafic, alors que l'enquête semble à l'arrêt. AFP

- Un journaliste tué par balles au Honduras, le 70e depuis 2003 - AFP

- Somalie: au moins six morts dans un attentat-suicide à Mogadiscio - AFP

Au moins six personnes ont été tuées mercredi soir lorsqu'un kamikaze a fait exploser son véhicule piégé contre un restaurant de Mogadiscio, ont annoncé les forces de sécurité somaliennes. AFP

- Attentat-suicide contre une mosquée chiite à Kaboul: 4 morts - AFP

- Glyphosate : les experts européens sont-ils fiables ? - euronews

L'Agence européenne de la sécurité des aliments (EFSA) dans la tourmente depuis qu'elle a donné son feu vert au glyphosate, un herbicide controversé. 46 % de ses experts sont en conflit d'intérêt en raison de leurs liens avec l'industrie agro-alimentaire selon l'ONG Corporate Europe Observatory. euronews

- Dans les hôpitaux grecs, «des malades renoncent à se soigner» - Liberation.fr

Baisse drastique des salaires, pénuries, traitements hors de prix : cinq ans de crise ont mis à terre la santé publique du pays. Liberation.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

- Le Sénat US vote le durcissement des sanctions contre Moscou - sputniknews.com

Les sénateurs américains ont voté pour un projet de loi sanctionnant l'Iran pour son programme balistique et prévoyant l'élargissement des sanctions contre la Russie.

Le Sénat américain a approuvé mercredi un projet de loi qui propose de durcir les sanctions visant la Russie dans le cadre d'un amendement de Mark Crapo concernant les sanctions contre l'Iran.

Le texte propose de réduire la durée de financement des banques russes, qui sont déjà visées par les sanctions américaines, de 90 à 14 jours, et celle des compagnies pétrogazières russes à 30 jours. En outre, le document interdit au Président américain Donald Trump de lever les restrictions sans le feu vert du Sénat. sputniknews.com 14.06

Panama

- Le Panama conforte la présence de Pékin dans la zone d'influence des USA - sputniknews.com

Par sa décision de rompre ses relations diplomatiques avec Taïwan et d'en établir avec la Chine, le Panama entend sans doute contrebalancer l'influence américaine, a supposé dans un entretien avec Sputnik le politologue russe Alexandre Kharlamenko.

La décision du Panama de rompre ses relations diplomatiques avec Taïwan au profit de la Chine continentale est un coup très dur pour l'île et marque un renforcement évident de la présence de Pékin dans la zone d'influence des États-Unis, constatent les analystes internationaux.

« C'est un événement inédit. Même dans la période de ses contradictions politiques les plus aigües avec Washington, le Panama ne s'était pas décidé à établir des relations diplomatiques avec la Chine, tant les positions du lobby taïwanais étaient puissantes aux États-Unis », a rappelé à Sputnik Alexandre Kharlamenko, de l'Institut de l'Amérique latine de l'Académie des Sciences de Russie.

Et de supposer que la volte-face du Panama en direction de Pékin s'expliquait par les scandales financiers que la nouvelle administration américaine avait initiés entre le Brésil, l'Équateur, le Venezuela et certains autres pays de la région avec le Panama.

« Je pense que dans les milieux politiques et d'affaires du Panama, beaucoup ont souffert de ces scandales. Aussi les Panaméens ont-ils décidé de contrebalancer l'influence de Washington en développant les relations avec la Chine », a estimé l'interlocuteur de l'agence.

Selon ce dernier, pour les États-Unis, ce n'est pas tant le Panama qui est important, mais l'utilisation qu'ils en font : Washington s'en sert avant tout pour déstabiliser le Venezuela et d'autres pays de la région où la politique américaine devient de moins en moins populaire.

« L'établissement par le Panama de relations diplomatiques avec la Chine peut renforcer l'influence de Pékin dans la zone du canal de Panama, tout en exacerbant les rivalités entre la Chine et les États-Unis dans cette région stratégique du monde», a relevé M. Kharlamenko.

Un autre interlocuteur de Sputnik, Ren Yuanzhe, de l'Académie diplomatique de Chine, a indiqué pour sa part que le Panama avait donné l'exemple aux autres pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, d'Afrique et du Pacifique qui entretenaient encore des « liens diplomatiques » avec Taïwan.

Les observateurs constatent que la Chine est le second plus important utilisateur du canal de Panama après les États-Unis. Qui plus est, le poids économique et commercial de la Chine au Panama est devenu si puissant qu'il lui était difficile de résister à la Chine continentale, alors que Taïwan ne pouvait plus lui proposer des investissements et des coopérations aussi importants. Par ailleurs, Pékin a commencé la semaine dernière la construction d'un port de conteneurs, avec des installations de gaz naturel, dans la province de Colon, dans le nord du Panama.

Le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi et son homologue panaméenne Isabel Saint Malo de Alvarado ont signé mardi 13 juin les documents établissant des relations diplomatiques entre la Chine et le Panama. Cela isole encore plus Taïwan qui ne conserve de relations diplomatiques qu'avec 20 pays dans le monde dont le Saint-Siège. sputniknews.com 14.06

Haut de page

Le 17 juin 2017

CAUSERIE

Les causeries du 3 au 16 juin ont été archivées dans un fichier html.

- Causerie du 17 juin, 9 pages

Un des traits frappant de notre époque, c'est que la réflexion et la dimension philosophique a totalement disparu du champ politique.

Les méfaits du capitalisme sont si nombreux ou monstrueux et s'étendent à une population toujours plus importante de la planète, qu'il est devenu indécent de lui chercher ou de lui attribuer la moindre vertu ou qualité que l'on pourrait prendre en exemple sur le plan moral ou qui pourrait inspirer un idéal, tant il les a toutes dévoyés ou mis au service de causes injustes ou criminelles, du mal.

Ce qui est bon ou bien à usage universel, qui profite à l'ensemble de l'humanité sans restriction a été banni par le néolibéralisme qui ne tolère pas l'humanisme, la communauté des biens de sorte que le bien-être de chacun soit assuré et que tous les peuples vivent en harmonie et en paix, il le tolère encore moins, il tend donc vers le totalitarisme.

Quand on observe que le totalitarisme repose sur le développement des pires inégalités et injustices qui soient, on en revient à notre premier constat qui trouve ici sa justification. La philosophie ne peut pas germer sur ce tas d'immondices pourries de virus qui en vient à s'attaquer à notre planète, rien ne peut y pousser qui soit profitable à l'humanité, car c'est toujours à cette échelle qu'il faut en venir, ne serait-ce que parce que quotidiennement nous sommes en contact avec le monde entier par le biais d'Internet ou les produits que nous consommons, par exemple.

Frapper un enfant, faire le malheur d'un enfant est injustifiable, lui faire subir la guerre est d'une cruauté sans fond, partant de là il faut éradiquer son origine, le capitalisme, dans tous les autres cas on le cautionne, il faut en avoir conscience. C'est un peu cela utiliser la philosophie à bon escient selon moi.

La différence, c'est la conscience et ce qu'on en fait, car je crois que tous les hommes un jour dans leur vie sont passés par un stade où ils étaient humanistes, ne serait-ce que lorsqu'ils étaient enfants, bien que les enfants puissent être aussi cruels entre eux, puis à ces valeurs ou principes qui avaient émergé de leur subconscient vinrent s'en greffer d'autres qui n'étaient pas vraiment orientés dans la même direction, de sorte que certains d'entre eux les abandonnent au profit de vilenies qui vont pourrir la vie du reste des hommes.

Demander aux peuples de placer leur espoir dans la guerre, car c'est bien cela que les médias nous vendent quotidiennement, c'est toucher le fond, c'est atteindre une limite au-delà de laquelle quelque chose doit se passer, guerre ou révolution.

Il y a tant de gens merveilleux dans le monde qui combattent sincèrement un ou plusieurs aspects du capitalisme, qu'il est navrant qu'ils ne parviennent pas à se rassembler, mais cela s'explique du fait justement qu'ils n'ont conscience que de certains aspects du capitalisme, ils n'en ont pas une vision historique ou ignorent en partie son développement, ils ne vont pas du particulier au général, il leur manque donc une conscience universelle. Cependant on peut concevoir qu'elle soit posée comme un idéal à atteindre, ce qui permet d'admettre différents degrés de conscience parmi les gens qui peuvent se rassembler, à condition que la sincérité et la loyauté soient de mise, c'est-à-dire que lorsqu'on a adopté librement un principe, on s'y tient, on doit s'assumer, ce qui nécessite d'être honnête, sinon la fraternité entre combattants pour la liberté n'aurait pas de sens.

La conscience peut être orientée dans deux directions opposées, donc la question n'est pas de savoir si ces deux états de conscience peuvent être conciliables ou non puisqu'ils ne pourront jamais se rencontrer. On peut oser une autre figure géométrique et les faire se superposer ou se juxtaposer sans jamais se croiser. User d'une arme contre un homme innocent ou sans défense et souhaiter son bonheur semble irrémédiablement incompatible ! Faut-il l'expliquer à la population pour qu'elle cesse de cautionner des guerres à travers le monde ? On en arrive à la bonne conscience qui germe sur le tas d'imondices dont il a été question précédemment, c'est un des virus à combattre, car elle finit par tout permettre, même ce qui précipite le funeste destin de l'humanité.

Soit dit en passant, l'humanité, cela va un peu plus loin que l'humain d'abord qui à défaut d'avoir la volonté de changer la société ou de remettre en cause les rapports sociaux établis entend changer les hommes ou agir sur leur conscience, autant dire ne rien changer du tout.

Jusqu'à quel point ? - Éditorial de Daniel Gluckstein du 15 juin. (La Tribune des travailleurs - POID - https://latribunedestravailleurs.fr/category/editoriaux)

Daniel Gluckstein - "*Répétons-le : la seule force de Macron, c'est de pouvoir s'appuyer sur un très large consensus. Consensus pour reconnaître la légitimité d'un président illégitime. Consensus pour respecter les mécanismes antidémocratiques des institutions de la Ve République.*"

Ce n'est la seule force de Macron. Pourquoi se prétend-il "aussi fort et invulnérable" sinon qu'il incarne la totalité du pouvoir dorénavant détenu par l'oligarchie sans partage.

La classe des capitalistes n'est pas plus homogène que la classe ouvrière, et jusqu'à présent les différents clans qui incarnaient les différents secteurs économiques du capitalisme définissaient la stratégie qui permettait de satisfaire leurs besoins en priorité, or cette période est révolue, l'oligarchie a sonné la fin de la récréation, désormais c'est elle et elle seule qui entend dicter quelle stratégie doit adopter l'ensemble des acteurs qui composent le capitalisme. Tous les capitalistes sont sommés de s'y soumettre sans broncher sous peine d'être brutalement éliminés, certains le seront de toutes manières ou savent qu'ils sont dors et déjà condamnés à disparaître. L'époque où différents partis pouvaient représenter ces différents clans appartient dorénavant au passé, seul le parti de l'oligarchie doit gouverner, tous les autres partis doivent s'effacer ou lui prêter allégeance sous peine d'être broyés.

Au-delà, ce sont toutes les classes et leurs représentants qui sont appelés à les imiter. Les classes moyennes sont divisées, une partie s'y soumet volontiers parce qu'elle a déjà sombré dans la déchéance ou vendue son âme au diable en se ralliant à Hollande puis à son dauphin ou héritier, Macron, tandis que celle qui renâcle à se soumettre au souverain refuse de l'affronter par lâcheté, encouragée en cela pas la servilité du mouvement ouvrier qui ne manifeste pas non plus la velléité de lui résister en mobilisant la classe ouvrière, du coup elle se terre dans un silence coupable qui caractérise sa propre inconsistance ou son indécision légendaire.

En l'absence de conscience de classe et d'issue politique, les membres des classes moyennes et les couches privilégiées du prolétariat qui disposent d'un mode de vie relativement confortable n'ont aucune raison de manifester leur opposition à Macron, tout au plus en cas d'insatisfaction elles feront preuve de neutralité à son égard.

Il ne reste plus pour contester le pouvoir en place que les prolétaires les plus défavorisés, ceux qui ne disposent que d'un seul revenu par foyer, médiocre de préférence, les chômeurs, les ouvriers et les retraités pauvres, les jeunes sans diplôme et promis à la précarité à vie, ce qui doit bien représenter plus de 10 ou 15 millions de travailleurs sans toutefois constituer la majorité.

La majorité des travailleurs baignent dans l'insouciance et s'accommodent de leur condition du moment qu'ils en tirent certaines satisfactions, ce qui explique pourquoi ils sont insensibles à tout discours radical. Et ceux qui devraient être directement concernés sont pour ainsi dire prostrés après avoir subi désillusion après désillusion pendant tant d'années ou de décennies.

On ne pouvait pas conclure sans mentionner que la prise du pouvoir par Macron intervenait au moment où le capitalisme était embourbé dans une crise inextricable, qu'il ne peut affronter autrement qu'en mettant la société au pas pour ensuite s'attaquer à toutes les classes qui doivent abdiquer tous leurs droits. Nous laisserons de côté ici l'aspect mafieux et criminel qu'a pris le capitalisme financier.

C'est donc la combinaison de tout un ensemble de facteurs et de rapports dont ceux rappelés par D. Gluckstein, qui sont à l'origine de l'arrogance de Macron.

On peut s'en tenir à cette ligne politique, à condition de mener une guerre sans merci envers les opportunistes ou les traîtres qui officient au sein du mouvement ouvrier, ceux qui ont appelé à voter Macron, ceux qui acceptent le dialogue social, l'antichambre du corporatisme. Toute collusion avec ces ennemis de la classe ouvrière rejaillira sur leurs auteurs.

Dans les profondeurs du régime

- « En France, l'atlantisme et le sionisme sont les deux mamelles des néocons » par Michel Raimbaud - Mondialisation.ca, 09 juin 2017

(Les titres sont de LVOG)

Extraits.

Ne cherchez pas l'erreur, il n'y en a pas.

Dans "l'État profond néoconservateur (...) on chercherait en vain un clivage entre droite et gauche".

J'évoque souvent « l'État profond néoconservateur » pour « expliquer » ce qui, sinon, pourrait paraître inexplicable. À mes yeux, ce concept est d'une importance fondamentale. Devenu populaire, il est une réalité visible, voire très voyante, depuis la fin de la guerre froide. Il se réfère à la doctrine dominante qui crée une symbiose idéologique entre les décideurs, les acteurs, les faiseurs d'opinions dans tous les secteurs de la vie publique et tous les cercles de pouvoir (politiques, diplomates, hiérarchie judiciaire, élites intellectuelles, journalistes, milieux d'affaires, communautés diverses, lobbies, etc.).

Né dans le camp républicain qui est son berceau et ancré sur le double messianisme religieux du judaïsme et des Églises protestantes dites « Églises d'éveil », l'État profond néoconservateur s'est solidement implanté dans les rangs démocrates, avant de trouver des terreaux favorables dans toutes les terres d'Occident et dans les États les plus improbables. La France est loin d'échapper à la règle, tant est grande l'idolâtrie des élites vis-à-vis de tout ce qui vient d'Amérique et le lien de vassalité que celles-ci ont intériorisé durant les décennies passées.

À Paris, les quartiers généraux et/ou les bastions de cet « État profond » sont divers et variés : non seulement au Quai d'Orsay où sévit la « secte » ou la « meute » néocon, mais aussi à Matignon, à l'Élysée et dans les rouages de la société et les arcanes du pouvoir. Les élites parisiennes sont depuis des années cooptées dans le fameux programme des « Young Leaders » de la fondation franco-américaine. On chercherait en vain un clivage entre droite et gauche « de gouvernement ».

Le néoconservatisme, c'est l'exercice décomplexé du pouvoir totalitaire.

Comment avez-vous observé l'évolution de la trajectoire des néoconservateurs français depuis le Quai d'Orsay ? Comment et quand ont-ils essaimé ?

Historiquement, les origines du néoconservatisme remontent à la création des États-Unis, à l'arrivée des « Pilgrim Fathers », ces Pères fondateurs, pour l'essentiel des protestants fuyant l'Europe pour des raisons religieuses et se référant à la Bible plutôt qu'au Nouveau Testament. En vertu du messianisme qui les inspirait, ils pensaient que Dieu les avait guidés vers l'Amérique afin qu'ils deviennent le nouveau peuple élu. Notez le parallèle avec le sionisme… Du reste, les groupes ou lobbies chrétiens sionistes s'inscrivent dans cette tradition. Les premiers migrants en Amérique se référaient à la pensée de Cromwell, imprégnée de mystique sioniste. Mais il faut attendre l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan dans les années 1980 pour que cette mystique trouve sa traduction politique dans le néoconservatisme, une traduction associée à la promotion du néolibéralisme et à la fin de la détente.

C'est sous le mandat de Reagan que l'on assiste au retour de la confrontation contre l'URSS, encouragé par la Britannique Margareth Thatcher et le pape Jean-Paul II. Si l'équilibre de la terreur les empêche alors d'agir en transgressant les règles du jeu, les neocons (on ne les connaît pas encore sous cette appellation) ont les coudées franches à partir des années 1990-1991, après l'implosion de l'URSS et la disparition du « bloc communiste ». À noter que Donald Trump est le produit plus ou moins inavoué de cet establishment (malgré ses affirmations) puisqu'il semble considérer Reagan comme un père spirituel et se réfère volontiers aux Pères fondateurs de l'Amérique.

Vous ne m'avez toujours pas dit à quand remonte la pénétration du néoconservatisme dans les arcanes du pouvoir français.

La première manifestation de leur apparition en France remonte, me semble-t-il, au lendemain de la chute de l'URSS et à la signature du traité de Maastricht en 1992. François Mitterrand n'était pas néoconservateur, mais son entourage l'était en bonne partie, ou faisait du néoconservatisme sans le savoir, comme Monsieur Jourdain faisait de la prose sans le savoir. (...)

La pénétration du courant néocon s'accompagne d'une opération de casse menée contre les diplomates du Quai d'Orsay, tenu pour pro-arabe : le cadre d'Orient, les arabisants et les islamisants en premier lieu sont ciblés. Cette offensive qui ne dit pas son nom emprunte deux biais : on disperse les experts de la région dans des zones géographiques éloignées du monde arabe, et on recrute pour les postes clés des énarques et technocrates formatés. À cela s'ajoute les saignées budgétaires consécutives et incessantes, le recours à des contractuels, l'ubérisation, autant d'éléments qui ont définitivement sapé notre action diplomatique et notre rayonnement à l'international. Au vu de l'ampleur des missions d'un « Département » (comme on l'appelle), régalien par excellence, le budget du ministère des Affaires étrangères a toujours été relativement modeste, ne dépassant pas 1 % du PIB. Depuis un quart de siècle, on ne parle plus que d'austérité !

Qu'est-ce qui motive les diplomates néocons de la « secte » du Quai d'Orsay à poursuivre cette politique, selon vous ?

Le suivisme, l'atlantisme et le sionisme, qui sont pour ainsi dire synonymes.

La « théorie du chaos » et la « théorie du fou » ou la preuve que nous sommes gouvernés par des psychopathes

S'il a été élu par le « petit peuple » et par « l'Amérique profonde » contre l'establishment, il ne pourra pas résister longtemps aux pulsions de l'État profond. Très isolé face aux élites, il en a bien eu besoin sitôt élu. Au passage, le fait qu'il bombarde la Syrie dès son début de mandat fait de lui un « président normal », et cela deux jours à peine après avoir fait une proposition de reprise de contact à Bachar al-Assad par l'intermédiaire d'une congressiste américaine (démocrate) chargée par Trump lui-même de transmettre un message en ce sens au président syrien. Voilà la théorie du chaos remise en application : elle correspond à dire tout et son contraire.

Il n'est pas évident pour les Américains de gérer cette théorie du chaos, qui paraît très anglo-saxonne, en ce sens qu'elle permet d'associer toutes les ambiguïtés, selon une méthode que l'on retrouve dans le langage des ONG, dans les discours du FMI, dans le style des politiques et diplomates américains : mélanger le passé et le présent, les affaires importantes et les détails, la réalité et la fiction. Cela ouvre beaucoup de possibilités aux prestidigitateurs du droit, aux manipulateurs de valeurs, aux magiciens maîtres de l'Univers. C'est également une illustration de la « théorie du fou » inventée par Kissinger au temps de Nixon : les États-Unis ont vocation à être les maîtres du monde et entendent le rester ; pour effrayer leurs ennemis, ils doivent projeter l'impression que l'Amérique est, en partie du moins, gouvernée par des dirigeants cinglés ou imprévisibles. (...)

En France, l'atlantisme et le sionisme sont désormais les deux mamelles des néocons. Cette adhésion a commencé avec Chirac, puis s'est finalisée avec Sarkozy qui parlait de « retour au bercail » pour justifier la réintégration pleine et entière de nos forces au sein du commandement intégré de l'Otan. Pour ce qui est de Hollande, je ne vous apprends rien en vous disant que les socialistes ont un ADN européiste, sioniste et colonialiste qui remonte au minimum à Guy Mollet (sous la IVe République). Ce n'est nullement une légende. Durant son deuxième mandat, Mitterrand aura cette déclaration de fossoyeur : « La France est notre patrie, l'Europe est notre avenir. » Petit à petit, cette idée a gagné du terrain au Quai d'Orsay et dans « l'État profond », y compris à l'Université, sensible aux sirènes de l'Amérique, de l'Europe, de l'Otan, de la globalisation et de ses succursales diverses.

La "logique du moindre coût" qui gouverne le monde, sauf quand il s'agit de la guerre ou d'engraisser les oligarques.

- Pourquoi l'incendie de la tour londonienne devient un scandale national - lexpress.fr

Propriété de la mairie locale de Kensington et Chelsea, l'un des quartiers les plus riches de Londres, l'immeuble de logements sociaux est géré par un organisme public municipal, la Kensington and Chelsea Tenant Management Organisation (KCTMO). Cette dernière a fait valoir qu'il était trop tôt pour tirer des conclusions sur les circonstances du drame. Sa responsabilité pourrait être engagée. Rydon, l'entreprise qui a procédé à la pose du revêtement, a elle indiqué qu'elle avait respecté les réglementations en vigueur.

Dans le collimateur des critiques: le nouveau revêtement posé en 2016, pour améliorer l'isolation thermique de la façade de cet immeuble de plus de vingt étages, érigé dans les années 1970. Certains s'interrogent sur le fait que ce revêtement puisse expliquer la rapidité avec laquelle le feu s'est propagé. Une vitesse qui a impressionné les pompiers.

Les médias britanniques ont révélé que le revêtement choisi était deux livres moins cher qu'une version plus résistante au feu. Cela aurait occasionné un surcoût de 5000 livres (5700 euros), a calculé The Times. Le Daily Telegraph a lui expliqué que les normes qui imposaient des matériaux non-inflammables pour ce type d'usage ont été abrogées en 1986, alors que Margaret Tchatcher était Première ministre. La norme britannique "Class 0" que Rydon dit avoir respecté n'impose pas, en effet, le recours à des matières non-inflammables, détaille le quotidien.

La logique du moindre coût, au mépris de la sécurité, a-t-elle vraiment prévalu? Scandale social autant que drame humain, la tragédie de la tour Grenfell n'en est qu'à ses débuts. lexpress.fr 16.06

En direct sur place, Loïc de La Mornais évoque la "colère" qui monte dans le quartier et surtout "un pays qui retient son souffle. Car si rien n'est confirmé, la police, les pompiers, évoquent ce soir un bilan qui pourrait être à trois chiffres, c'est-à-dire dépasser les 100 morts." Francetv info 16.06

La tour Grenfell complètement calcinée a brûlé pendant près de huit heures et ne s'est pas effondrée, sans doute un miracle, à moins que ce ne soit le 11 septembre 2001 qu'il s'en soit produit un lorsque les trois tours (2 WTC et la tour n°7 abritant une partie des archives de la CIA) se sont effondrées sur elles-mêmes en une poignée de secondes, alors que leur construction était autrement plus solide avec des poutres en acier de 10 cms d'épaisseurs, qui, autre miracle fondront par endroit comme du beurre sous l'effet d'un feu de bureau sans que personne ne puisse expliquer ni comment ou pourquoi... Mais personne ou presque ne fera le rapprochement.

La macronie est un puissant vomitif.

En monarchie absolue et héréditaire, les institutions sont établies pour l'éternité.

Libération - Le monarque doit faire "*un geste rapide*" ...."*à la démocratie*", mais en attentant ce sont les électeurs considérés comme des veaux écervelés qui doivent faire en sorte que "*le débat continue d'exister dans l'arène naturelle du débat démocratique*", l'Assemblée nationale considérée illégitime par la majorité du peuple.

En monarchie absolue, la "***reine***" peut se permettre "***tous les péchés***".

Le grand chelem du petit nouveau est donc probable : La République en marche s'achemine vers une victoire écrasante. A l'Assemblée, comme à l'Elysée et à Matignon, LREM sera reine. Adhésion sans mélange au macronisme ? Non. Plutôt le rejet indistinct de tout ce qui ressemble à la classe politique traditionnelle. Les vieilles étiquettes sont une marque d'infamie ; le label En marche, à lui seul, vaut rédemption de tous les péchés. Ce peuple qu'on dit le plus politique du monde semble motivé avant toute chose par le rejet de la politique. Avec un risque à la clé. Libération 16.06

L'infamie frappe Libération qui s'emploie systématiquement à déformer la réalité, la preuve par Le Point qu'on ne soupçonnera pas de faire partie des ennemis de son excellence Macron.

L'étude publiée cette semaine par le Cevipof dément les bienveillants évangélistes de la geste macronienne. Luc Rouban, l'auteur de cette enquête, révèle en effet que 222 candidats REM ont exercé ou exercent encore un mandat politique, dont 25 députés, 32 conseillers régionaux et 76 maires. Si l'on ajoute ceux qui ont déjà été conseillers, membres de cabinet ou même candidats (battus) à un mandat, seul un gros tiers des impétrants n'a jamais été politisé. Lepoint.fr 16.06

Un ramassis de ratés, de loosers, de nuls, de lobbyistes, d'affairistes, d'usurpateurs, de corrompus, de patrons et de nantis en tous genres, il y même un ex-commissaire de police c'est pour dire... Prenez un indigène qui n'est jamais sorti de sa forêt et placez-le devant un poste de télé, il va croire que dieu existe et qu'il lui parle, et bien là c'est la même chose, à ceci près que le comportement de l'indigène sera bien naturel, alors que celui de ces minables de REM relève du fanatisme, de la démence, de la négation du développement de la civilisation humaine qu'ils condamnent à retourner au stade de la barbarie.

J'avais indiqué dans des causeries que le comportement ignoble et plus ou moins décomplexé de ceux qui nous gouvernaient avait pour objectif final de faire en sorte que la population soit dégoûtée de la politique, de parvenir à ce qu'elle s'en détourne pour les laisser élire les dirigeants de leur choix et gouverner comme ils l'entendaient ensuite dans l'indifférence et la confusion générale savamment entretenu en permanence, de manière à ce que cette déchéance soit sans rémission ou que le pouvoir en place, certes contesté puisqu'il n'est pas possible de l'éviter, demeure inaccessible et indéboulonnable pendant des décennies ou plus encore.

Il suffisait d'observer comment ils avaient procédé aux Etats-Unis pour parvenir à leur fin, pour savoir ce qui nous attendait si nous ne les arrêtions pas avant, ce qui fut impossible hélas, trahis de partout !

On nous rétorquera que les conditions objectives ou les conséquences désastreuses sur les conditions de travail et d'existence des travailleurs de la politique de Macron contribueront à remettre les pendules à l'heure, en effet, dans une certaine mesure, mais cela demeurera inefficace temps que le mouvement ouvrier n'aura pas remis ses pendules à l'heure du socialisme. On en est si éloigné aujourd'hui, qu'on peut prédire sans prendre de grands risques que le pire est à venir et va effectivement se réaliser. Ensuite, quoi, y aura-t-il une suite ?

A qui perd gagne.

- Législatives 2017 : l'abstention pourrait atteindre 53% au second tour - Franceinfo

En plateau, Catherine Demangeat revient sur l'abstention qui pourrait être la grande gagnante ce dimanche. Franceinfo 16.06

Ils osent tout. Ils exultent et ont du mal à se retenir.

- Législatives: vers une majorité écrasante pour La République en Marche - AFP

Le télé-évangéliste et ses "apôtres".

- Dans l'hémicycle, les sept apôtres du macronisme - Liberation.fr

Les hommes et femmes de confiance du Président devraient tous être élus dimanche, et se partager les postes clés de l'Assemblée pour lui servir de relais fiables au Palais-Bourbon. Liberation.fr 16.06

- L'Assemblée se prépare au parti unique - Liberation.fr

Partis pour rafler une majorité inédite au Palais-Bourbon dimanche et ne laisser que des miettes à l'opposition La République en marche se voit déjà accusée d'«absolutisme». D'autant que le Président, vacciné par les frondeurs du PS, s'est assuré d'avoir des députés fidèles. Liberation.fr 16.06

- Grand chelem - Liberation.fr

Faut-il se résigner ? En principe, c'est joué, râpé, plié. La seule question concerne la taille des miettes que Macron, cet ogre maigre, laissera à... Liberation.fr 16.06

- 4 Vérités : les députés LREM vont "remettre de la vie et du débat à l'Assemblée" - Franceinfo

La déchéance des élites est à la hauteur de leur servilité envers Macron. Normal, elles sont servies.

- Emmanuel Macron fait pire que la déchéance de nationalité mais personne ne s'en indigne - Le Huffington Post

Juin 2017: le projet d'Emmanuel Macron d'insérer dans le droit commun des pouvoirs donnés à l'administration à titre extraordinaire, alors qu'elles relèvent constitutionnellement de la compétence de l'autorité judiciaire (perquisitions, rétentions administratives et assignations à résidence sans juge) suscite l'indifférence. Hormis les professions judiciaires et quelques associations de défense des droits de l'Homme qui parlent quasiment sans écho, cela n'intéresse personne ou presque...

Passons sur le fait qu'Emmanuel Macron avait alors vertement critiqué le projet de déchéance de nationalité au motif notamment que les démocraties ne doivent pas reculer sur leurs valeurs au nom du terrorisme, sauf à perdre leur âme. Il avait raison.

Le problème, c'est qu'il fait aujourd'hui la même chose et même bien pire en fait: contrairement à la déchéance de nationalité, mesure forte mais symbolique ne concernant potentiellement que quelques personnes et encore, les mesures de l'état d'urgence concernent des centaines, voire des milliers de personnes chaque année. Bien plus, elles écornent un principe fondamental: pas d'atteinte aux libertés qui ne soit décidé par un juge –et pas seulement sous son contrôle a posteriori.

Pourquoi tous ces citoyens, de gauche et de droite, tous ces démocrates sincères, ne s'indignent-ils pas? Pourquoi cette question ne fait-elle pas la "une"? Pas parce que c'est moins grave, mais juste parce que le contexte a changé: on s'en voudrait presque, dans la France de juin 2017, de critiquer le Jupiter qui doit transformer notre pays de la cave au grenier. Le Huffington Post 16.06

Ils osent tout. En macronie le lobbysme a pris le pouvoir.

- Rendre obligatoires onze vaccins infantiles : un vrai cas de confiance - Liberation.fr

La ministre de la Santé veut étendre la prévention imposée aux enfants. Mais il faudra réussir à persuader les professionnels et les parents, un Français sur deux se disant douter de l'efficacité de ces injections. Liberation.fr 16.06

Ils osent tout. Un amalgame ordurier destiné à persuader les électeurs de voter pour les candidats de REM.

- Entre un musulman radical, un radical d'extrême gauche et un radical d'extrême droite, qu'y a-t-il de commun? - Le Huffington Post

Avant d'aller aux urnes, interrogeons-nous sur le vote radical.

Tentons un exercice pour vérifier si la structure de leur pensée est similaire, et voir si seuls certains mots diffèrent. Regardons ce texte qu'on imagine prononcé avec virulence par un démagogue type (...)

Cette similarité de rhétorique en dit long sur leur ressemblance réelle, ainsi que sur l'origine de leur rivalité.

On pourrait rétorquer aussi que les extrémistes de droite sont obsédés par leur ascendance illustre, le sentiment d'appartenir au meilleur de la race humaine et l'idée d'être infiniment supérieurs aux autres. Mais les individus d'extrême gauche et les musulmans radicaux s'enorgueillissent aussi d'une ascendance qu'ils considèrent chacune plus illustre que celle de leurs adversaires d'extrême droite. Pour les premiers, ce sont les paysans révoltés, les ouvriers rebelles, les sans-culottes, les communards, le petit peuple résistant et héroïque, fier de sa basse extraction et qui serait cent fois plus noble, grand et glorieux que les puissants, les richards et leurs valets. Pour les seconds, c'est aux grands conquérants de l'islam auxquels ils s'affilient.

Il est dur pour un militant d'extrême gauche d'entendre que son discours haineux sur une minorité (les grands patrons) qui mériterait d'être anéantie, possède la même charpente que celui des fascistes. (...)

Dimanche, nous votons. Certains d'entres nous peuvent être tentés d'ériger la lutte des races, des classes ou des religions, face à ce qu'ils appellent le règne abrasif du métissage, de la bourgeoisie ou de la collaboration. Mais n'oublions pas que les radicaux ont besoin les uns des autres et que leur propos indiquent bien qu'il s'agit de leur guerre. Elle est fratricide et nous pouvons cesser d'en être les victimes. Le Huffington Post 16.06

Retenez le nom de cette ordure : Thomas Bouvatier - Psychanalyste, spécialiste des dérives radicales, auteur de "Petit manuel de contre-radicalisations"

Ils osent tout

- Etats-Unis : acquittement du policier jugé pour avoir abattu un automobiliste noir en 2016 - Franceinfo

- Mort d'Helmut Kohl : l'Allemagne en deuil - Franceinfo

- Au Canada, les pétroliers veulent augmenter la production de sables bitumineux - Liberation.fr

La saignée ou la "quatorzième réforme des retraites".

- Dans la douleur, la Grèce évite le défaut de paiement - Liberation.fr

Les capitales européennes se sont à nouveau félicitées après l'accord conclu jeudi soir en deux heures sur le déblocage d'une aide financière à Athènes. «Je crois que l'on peut dire que la Grèce est sortie d'affaire, s'est enthousiasmé le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire. Nous avons trouvé avec nos partenaires de la zone euro un bon accord qui doit permettre au pays de sortir des difficultés économiques.»

A l'issue des discussions, les créanciers (FMI, BCE et Mécanisme européen de stabilité) ont donc consenti un prêt de 8,5 milliards d'euros, prélevé sur l'enveloppe du troisième plan d'aide à la Grèce (86 milliards d'euros), adopté à l'été 2015. Certes, le pays évite ainsi le défaut de paiement. Mais aussitôt encaissée par Athènes, la quasi-intégralité de la somme repartira dans les caisses des créanciers de la Grèce. Athènes est donc en mesure d'honorer les 7 milliards d'euros de la dette qui arrive à échéance en juillet.

La pilule risque cependant d'être amère pour les Grecs, puisqu'en échange de ce déblocage, le Premier ministre, Aléxis Tsípras, a accepté une quatorzième réforme des retraites, une révision de l'impôt sur le revenu et des mesures d'austérité budgétaires (5 milliards) imposées par le FMI. Liberation.fr16.06

Haut de page

Le 19 juin 2017

CAUSERIE

Ce soir je serai seul, j'aurai le temps d'ajouter quelques articles.

- Causerie du 19 juin, 13 pages (format pdf)

Quelques réflexions politiques

Yahoo a supprimé la page consacrée à l'économie, du coup je ne sais plus où trouver des infos économiques, hormis Les Echos et La Tribune qui les filtrent en fonction de leur ligne éditoriale, c'est bien maigre. A suivre.

1- Ma proposition de manifestation nationale et unitaire à Paris pour exiger le retrait du projet d'ordonnance contre le Code du travail notamment à fait l'objet du mépris de la part de toutes les formations politiques et syndicales auxquelles je l'ai adressée, hormis la Fédération anarchiste et le PRCF que je remercie ici pour leur réponse.

J'en déduis que le régime que va mettre en place Macron ou sa manière de gouverner va parfaitement convenir aux dirigeants

du mouvement ouvrier parce qu'ils l'ont déjà adoptée, ils ne s'opposeront pas à Macron, ils emploieront un discours radical à l'adresse de leurs troupes qui aussi soumises ou béâtes que des marcheurs l'adopteront, ils y mêleront le double discours habituels, ils organiseront ou cautionneront de nouvelles journées d'action destinées à briser la résistance des militants ou à finir de les démoraliser, au mieux ils appelleront les travailleurs à se mobiliser en espérant qu'ils n'en feront rien et ainsi de suite, cela fait plus d'un demi-siècle qu'on y a le droit, donc il n'y a aucune raison pour qu'ils ne continuent pas.

Tous les partis du mouvement ouvrier ayant subi une ou des scissions au cours des dernières décennies et une hémorragie de militants sans qu'ils changent quoi que ce soit, je vois guère quel rôle je pourrais jouer pour infléchir ce cours suicidaire compte tenu de l'état d'esprit de mes lecteurs. Soit.

Ce qui m'intrigue cependant, c'est pourquoi des centaines de militants téléchargent les causeries des années antérieures depuis 2008, c'est quelque chose que je ne m'explique pas. Contrairement aux pages du portail au format html ou aux fichiers pdf qui peuvent être visités par les moteurs de recherche et fausser les statistiques, là il s'agit de fichier pdf téléchargés, ce que ne font que les personnes qui se connectent sur le portail et non des moteurs de recherche qui peuvent à la limite les ouvrir pour en lire le contenu mais ne les téléchargent pas, quand un internaute télécharge un fichier pdf, il se connecte en réalité au serveur qui héberge le portail et ce fichier. Donc ce que j'avance ici est absolument certain. Sans être plus avancé, mais il était peut-être bon que les militants le sachent.

2- Ils osent tout. Que n'auraient-ils pas fait pour tenter de donner un semblant de légitimité aux institutions de la Ve République

Macron et les médias aux ordres ont fait en sorte que REM obtienne moins d'élus que prévu afin de donner un semblant de légitimité à l'Assemblée nationale. Durant toute la semaine qui a précédé le second tour, tous les jours ils ont incité les électeurs du PS, de LR, de FI et du FN à aller voter dimanche, ils leur ont offert des dizaines de tribunes, leur expliquant du danger que représenterait un trop grande nombre d'élus de REM pour le "débat démocratique", ils ont même été jusqu'à fabriquer un sondage dont le résultat faisait ressortir qu'une majorité d'électeurs souhaitaient un "rééquilibrage" au second tour en faveur des partis cités plus haut, plus fort encore, ils ont réussi à dissuader des électeurs qui avaient voté pour les candidats de REM au 1er tour d'aller voter le 18 juin.

Ils ont réussi leur coup, tous vont être représentés à l'Assemblée nationale, champagne en famille en l'honneur de la Ve République ! Mélenchon est comblé, il est élu et il va pouvoir constituer un groupe parlementaire. Quant aux travailleurs qui l'avaient cru sur parole et qui espéraient que FI obtiendraient des centaines d'élus, leur désillusion doit être colossale, à moins qu'ils n'y aient jamais cru.

Le cirque parlementaire va pouvoir commencer. Et qui va être sacrifié dans l'arène parlementaire, devinez. Et on ne peut même pas dire que les choses sérieuses se dérouleront ailleurs, puisque pour le moment c'est le néant absolu. Ils ont tous sous les yeux l'agenda qu'ont adopté et rendu public Macron et son gouvernement, alors qu'est-ce qu'ils attendent pour nous soumettre une proposition d'action pour s'y opposer ? Peut-être que vous soyez partis en vacances !

J'ai proposé mi-juin une manifestation nationale à Paris le 16 septembre en tenant compte de la période des vacances d'été et du temps nécessaire pour l'organiser sérieusement, mais eux ils pourraient attendre le début du mois de septembre pour la sortir à la sauvette ce qui ne permettrait pas vraiment de l'organiser si tel était le cas. A moins qu'ils attendent que les ordonnances aient été adoptées, autant attendre la fin du quinquennat de Macron ! C'est désolant pour les militants, mais qu'ils sachent que c'est fait intentionnellement. Comme quoi quand j'affirme que nous sommes les otages de ces dirigeants, je n'exagère pas.

3- Sarkozy et Hollande ont appliqué le tournant néolibéral dicté par l'oligarchie, mais ils étaient handicapés par leur origine ou celle de leur parti. Il fallait donc un homme nouveau qui n'incarne pas leur parti ou plus précisément, qui incarne la rupture avec ces partis, et ils ont dégoté Macron qu'ils ont mis 10 ans à formater pour achever le sale boulot entamé par Sarkozy et Hollande, ce qui devait se traduire par la marginalisation de leur parti respectif au profit d'un nouveau parti (La République En Marche - REM) fondé spécialement pour l'occasion et assurer une majorité parlementaire à la botte du nouveau président, afin qu'il puisse appliquer son programme ultralibérale sans se soucier des états d'âme des uns et des autres, tel un rouleau compresseur broyant tout sur son passage.

Décidément, l'intelligence est bien la faculté la moins bien partagée. Ils parlent d'intelligence artificielle, alors que la leur est déficiente, terrifiant !

Leur société "connectée" ou "numérique", c'est bienvenue chez les mutants ou les nouveaux monstres de la préhistoire, car apparemment il n'y aura pas d'histoire, ce qui avait fait un temps office de prélude et laissait augurer que les hommes pourraient passer à l'étape suivante n'aura été qu'un leurre en réalité, car il n'y aura pas de suite puisque le passage à un état conscient se sera avéré irréalisable ou hors de portée des capacités humaines.

La civilisation humaine semble ainsi condamnée à dégénérer jusqu'à ce que mort s'en suive sans un sursaut salutaire qui mettrait fin au capitalisme, mais franchement on ne voit pas très bien d'où il pourrait venir ni comment il pourrait se produire dans l'état actuel de la société.

Hier soir il m'est venu à l'esprit un aspect de la situation que je n'avais pas encore abordé, et qui à mon avis mérite qu'on y réfléchisse, à savoir que pendant qu'on s'évertue à comprendre leur stratégie et leur objectif, ils sont en train de mettre en place ou plutôt d'imposer une multitude d'instruments qui plus tard leur permettront d'arriver à leurs fins, car ils seront tellement ancrés profondément dans la société qu'aucun retour en arrière ne pourra plus être envisagé malgré les conséquences désastreuses qu'ils causeront aux couches de la population les plus faibles qui en seront pour ainsi dire les esclaves et précipiteront leur fin, dans la douleur, mais en douceur, l'air de rien si vous préférez, de la même manière qu'on soudoie quelqu'un pour ensuite pouvoir mieux l'achever tranquillement.

Une population réduite à l'état de zombi, lobotomisée, parfaitement connectée à leur logiciel, mais déconnectée de son passé réduit à néant. On sait déjà qu'ils nous empoisonnent sciemment avec leurs produits chimiques, ils en ont tellement créés qu'ils ne sont même plus capables d'en évaluer le nombre selon leur dire, plus de 18.000. C'est un exemple parmi des centaines d'autres.

C'est la réalité ou leur monde de dégénérés.

Regards Connectés - Data, robots, nanotechnologies, intelligence artificielle, le tsunami technologique est une réalité.

Fondateur et président du Forum Européen de Bioéthique, le Professeur Israël Nisand a une vision passionnante de toutes ces évolutions.

Connectés explore le numérique par les yeux de professionnels d'horizons variés. La transformation de notre société par les réseaux sociaux, la data et l'innovation en général est une réalité, plongeons au coeur de notre avenir commun.

Jusqu'où iront les humains de demain alors que les techniques de réparation permettront d'aller plus loin pour augmenter l'homme ? Comment imaginer une régulation mondiale alors que les pensées éthiques sur ces sujets sont aussi variées qu'il y a de cultures différentes ? Si le TGV technologique est lancé à pleine vitesse sans pilote à bord, comment allons-nous surmonter ces défis ?

Comme le dit très bien le Professeur Nisand : pour la première fois dans l'histoire de l'humanité une espèce, après avoir déchiffré son propre alphabet, va être capable d'en modifier le texte. regards-connectes.fr

https://www.youtube.com/watch?v=Y7SDD6UHzC4

Dans cette vidéo aussi terrifiante que celle sur Attali et qui se situe dans la même perspective, monsieur Nisand explique qu'il deviendra possible d'agir sur toutes les fonctions du cerveau, y compris rendre les hommes plus intelligents, ce qui m'a le plus interpellé sachant que ce sont de dangereux psychopathes qui détiennent tous les pouvoirs, car cela n'a jamais été le cas depuis qu'Einstein était parvenu à la conclusion que la survie du capitaliste était la plus grande menace pour l'homme et l'existence de la civilisation humaine, et que la manifestation la plus élevée de l'intelligence humaine devait consister à prendre conscience de la nécessité de l'éradiquer le plus tôt possible de la surface de la terre, ce qui n'est évidemment pas le propos de ce club de réflexion unioneuropéiste-sioniste.

Voici un exemple de l'intelligence dont font preuve les dirigeants du vieux monde de monsieur Nisand :

Le visage humain du capitalisme. Comment le malheur des uns fait le bonheur des autres.

- En Angola, en Centrafrique, au Tchad, au Mali, au Nigéria, au Sierra Leone et en Somalie, plus de 10% des enfants n'atteindront pas leur cinquième anniversaire. C'est 40 fois le taux de mortalité avant 5 ans de la Finlande, du Japon, de la Norvège ou de Singapour. slate.fr 17.06

Au moins là c'est clair, net et précis, sans bavure, on sait qui doit vivre et qui doit crever dans les pires souffrances. C'est ce modèle qu'ils entendent étendre à la population mondiale, mais progressivement, comment, en profitant du niveau de vie supérieur des peuples des pays occidentaux pour mieux leurs imposer leurs instruments ou produits qui concourent à leur perte au profit de la seule élite. On leur vante les bienfaits des progrès scientifiques ou technologiques dont ils peuvent profiter qui vont les tuer ou plutôt les consumer à petit feu, et si un jour ils parvenaient à s'en apercevoir il serait trop tard, tout comme le lépreux qui a déjà perdu plusieurs membres qui ne repousseront jamais.

Quand on évoque le cynisme sans fond qui les anime, on ne nous prend pas au sérieux, alors qu'on découvre que la réalité ou les intentions de ces dégénérés sont bien pires encore.

Personnellement j'en tire l'enseignement que rien ne devrait faire obstacle au rassemblement de tous les militants qui souhaitent sincèrement en finir avec le capitalisme, mais apparemment soit leurs dirigeants ignorent dans quel monde nous vivons, soit ils ont décidé de ne pas en tenir compte parce qu'ils poursuivent en réalité un autre objectif, il n'existe pas

50 interprétations possibles à leur comportement.

En complément ou pour illustrer le sujet que nous venons d'évoquer.

La lobotomie commence tout petit.

- Pour 16 millions d'Américains, le lait chocolaté vient de vaches marron - LePoint.fr

Vous n'y auriez pas pensé vous-même, alors les Américains l'ont fait pour vous. Et l'on vous rassure : on ne parle ici que d'adultes...

Dans les années 90, une étude du département de l'Agriculture constatait qu'un adulte sur cinq ne savait pas que leur emblématique hamburger était à base de bœuf... Nombre d'entre eux n'ont jamais vu de nourriture ailleurs qu'au supermarché ou au restaurant, et sont bien en peine de les relier à des animaux ou des plantes vues dans la nature.

Dans une autre étude, une majorité d'adultes déclarait que le légume qu'ils consommaient le plus était... les frites. Et nombre d'entre eux s'étonnaient lorsqu'on leur expliquait que les frites étaient en réalité des pommes de terre. Pour ceux qui se poseraient la question : non, les frites ne comptent pas dans les cinq fruits et légumes par jour recommandés pour une alimentation équilibrée. lepoint.fr 17.06

Il n'empêche que pour Le Point les Etats-Unis doivent servir de modèle à la terre entière... Lire Le Point, c'est forcément s'abêtir !

Parole d'internaute.

A propos de la coqueluche de Mélenchon. A savourer sans modération.

- "A propos de Sanders, il faut relativiser… extrait : “Sanders est un démocrate en tout point, sauf en titre. Il fait partie du caucus démocrate. Il vote 98% du temps pour les Démocrates. Il soutient régulièrement les guerres impérialistes, l’arnaque corporatiste de l’Obamacare, la surveillance de masse et les budgets de défense colossaux.

Il a fait campagne pour Bill Clinton lors de la course présidentielle de 1992, et lors de celle de 1996 — après que Clinton ait précipitamment fait adopté l’ALENA (Accord de libre échange nord-américain), grandement étendu le système d’incarcération de masse et détruit les aides sociales — et pour John Kerry en 2004. Il a appelé à ce que Ralph Nader abandonne sa campagne présidentielle en 2004.

Les Démocrates reconnaissent sa valeur. Ils récompensent Sanders pour son rôle de gardien du troupeau depuis déjà longtemps. source : http://fr.sott.net/article/27746-Le-mouvement-illusoire-de-Bernie-Sanders”

L'Assemblée nationale est minoritaire et illégitime.

Les mains sales.

- Doté d'une majorité nette, Macron a les mains libres - AFP

Au lendemain d'un second tour des législatives qui lui a donné une des plus larges majorités parlementaires de la Ve République, Emmanuel Macron a désormais les coudées franches pour mettre en oeuvre son programme présidentiel.

Selon les résultats définitifs -même si les 11 sièges pour les Français de l'étranger doivent être officialisés lundi-, la République en marche (REM) et son allié du MoDem s'adjugent 351 sièges, très largement au-delà de la majorité absolue de 289 sièges.

Mais en battant une nouvelle fois un record d'abstention (57% contre 51,3% au premier tour), les électeurs ont refusé de laisser "carte blanche" au nouveau président, relève la presse de lundi.

"Seule l'abstention record vient ternir une victoire qu'aucun commentateur n'a anticipée en début de campagne. Venu de nulle part, Macron est désormais partout", analyse Libération. (De Rothschild et du PS, ce n'est pas nulle part ! - LVOG)

"En deux élections et quatre tours de scrutin, la révolution En marche!, à laquelle personne ne voulait croire, a déferlé sur la France comme un tsunami", commente Le Figaro.

Mais il s'agit pour La Croix d'un "succès terni par l'abstention". "Carton plein et urnes vides pour Macron", titre L'Humanité.

Comme de tradition après un scrutin législatif, Edouard Philippe devrait remettre lundi ou mardi la démission de son gouvernement et en former immédiatement un nouveau, qui ne devrait pas comporter de grands changements.

Les six ministres candidats ont en effet été élus (Christophe Castaner, Richard Ferrand malgré les affaires judiciaires, Bruno Le Maire, Annick Girardin, Mounir Mahjoubi et Marielle de Sarnez).

Sur les 351 sièges de la majorité présidentielle, le MoDem de François Bayrou en obtient 41 et devrait donc former un groupe indépendant.

L'alliance entre Les Républicains (LR) et l'UDI décroche 131 sièges, dont 113 LR.

Le Parti socialiste n'obtient que 29 sièges. Très loin des 284 sièges socialistes de l'Assemblée sortante, mais là aussi moins catastrophique que redouté. Une "déroute incontestable", a toutefois admis son Premier secrétaire Jean-Christophe Cambadélis avant d'annoncer son retrait de la direction du parti, qui obtient deux fois moins de sièges que lors du précédent désastre de 1993 (57 députés PS et apparentés).

Non investi par le PS, mais non concurrencé par la REM, Manuel Valls a annoncé dans une ambiance houleuse sa réélection dans l'Essonne avec 139 voix d'avance sur sa concurrente de la France insoumise (LFI), Farida Amrani. Cette dernière a elle aussi revendiqué la victoire et annoncé un recours.

Au plan national, LFI obtient 17 élus et le Parti communiste, dix. Jean-Luc Mélenchon, élu à Marseille, a annoncé dimanche un "groupe parlementaire" LFI, sans évoquer les communistes.

Le Front national obtient huit sièges et sa présidente Marine Le Pen découvrira le Palais-Bourbon, de même que son compagnon Louis Aliot. Ils y rejoignent Gilbert Collard, réélu dans le Gard. S'il quadruple le nombre de ses députés, le FN échoue cependant à constituer un groupe parlementaire de 15 députés.

Ce scrutin est également marqué par une première en Corse: l'élection de trois députés nationalistes, Michel Catellani, Jean-Félix Acquaviva et Paul-André Colombani.

Plusieurs sortants en difficulté sont finalement élus: le patron du groupe socialiste Olivier Faure, le communiste André Chassaigne, ou encore Eric Woerth et Eric Ciotti à droite et le président de l'UDI Jean-Christophe Lagarde. Protégés par la REM, les anciens ministres Stéphane Le Foll et Sylvia Pinel gardent leurs sièges.

Sont en revanche battus les anciens ministres Marisol Touraine, Jean-Jacques Urvoas, Najat Vallaud-Belkacem et Myriam El Khomri et la députée LR Nathalie Kosciusko-Morizet.

Europe Ecologie Les Verts disparaît pratiquement de l'Assemblée, avec un seul élu (Eric Alauzet, Doubs).

Les grandes manoeuvres se poursuivront cette semaine: bureau national mardi et conseil national samedi pour le PS; bureau national pour Les Républicains mercredi, après l'élection de leur président de groupe et bureau politique du FN mardi.

De son côté, Emmanuel Macron a les mains libres pour appliquer son programme (moralisation de la vie publique, réforme du droit du travail...). Le prochain rendez-vous électoral aura lieu le 24 septembre, avec le renouvellement de la moitié du Sénat, actuellement à droite.

Pour cette XVe législature, l'Assemblée sera en tout état de cause profondément renouvelée.

Seuls 222 députés sortants étaient qualifiés pour le deuxième tour et 224 autres sortants ne se représentaient pas, plus du double qu'en 2012. AFP19.06

Une seule bonne nouvelle : la vermine Europe Ecologie Les Verts a disparu.

Revue de presse

- Pour la presse française, l’abstention fragilise la victoire du camp Macron. - presstv.com

Si les éditorialistes reconnaissent la victoire du parti de Macron au premier tour, ils la nuancent toutefois par l’abstention record.

« Les opposants au président Macron se sont, certes, démobilisés ces deux derniers dimanches, mais cela ne signifie pas qu’ils

ont adopté sa vision pour la France ni qu'ils sont prêts à entériner les transformations qu'il envisage », rappelle le rédacteur en chef de La Croix, Jean-Christophe Ploquin dans l'éditorial du quotidien catholique.

Cela fait dire à Patrick Apel-Muller dans L'Humanité qu'« Emmanuel Macron détient les pleins pouvoirs à l'Assemblée, mais le pays ne les lui a pas accordés ». « Carton plein et urnes vides pour Macron », affiche ainsi à la une le journal communiste.

Dans le quotidien régional L'Union, Hervé Chabaud prévient : « les Français n'ont pas donné une carte blanche au nouveau président ». Dès lors, poursuit-il, « le gouvernement ne peut pas faire comme si la victoire était exceptionnelle. Il se doit d'être humble et méthodique pour ne pas être vite bousculé par la rue ».

Dans L'Alsace, Laurent Bodin fait valoir que le niveau de participation, tout comme le sursaut inattendu de la droite, « sonne (…) comme un avertissement » : « Il n'y a pas de blanc-seing accordé ». (Source : différents médias) presstv.com 19.06

Par pitié, pourvu que ce soit une fake news !

- Après la débâcle aux législatives, comment les socialistes peuvent espérer faire renaître le PS de ses cendres - Franceinfo

- Résultats législatives 2017: voici les 29 "survivants" socialistes du PSychodrame - huffingtonpost.fr

Sur ces 29 survivants, 23 sortants qui ont su profiter du reflux macroniste de ce second tour ou profiter de l'absence de rival En marche!, des ex-frondeurs, des légitimistes et quelques rares nouveaux arrivants. huffingtonpost.fr

La plupart des nouveaux députés socialistes ont été élus parce que LREM, qui les a jugés "Macron-compatibles", n'a pas présenté de candidat contre eux… francetvinfo.fr

Donc si on compte bien, il ne reste plus que 6 élus du PS, les 23 autres ayant fait allégeance à Macron.

7 ouvriers sur 10 ont boycotté la monarchie parlementaire

- Législatives : qui sont les Français qui se sont abstenus au second tour ? - francetvinfo.fr

Les Français ont boudé les urnes, dimanche 18 juin, pour le second tour des législatives. L'abstention s'élève à 56,6%, un taux historique sous la Ve République, selon les résultats quasi-définitifs à minuit. Au premier tour, 51,3% des électeurs s'étaient abstenus. Qui sont ceux qui ont choisi de ne pas prendre part au second tour ? Franceinfo dresse leur profil, à partir d'une enquête d'Ipsos/Sopra Steria* pour France Télévisions et Radio France réalisée avant le scrutin.

Les 18-24 ans ont le moins voté

18-24 ans - 74%
25-34 ans - 70%
35- 49 ans - 62%

Plus on est âgé, plus on vote ? Selon cette étude, 61% des électeurs âgés de 70 ans et plus voulaient se rendre aux urnes ce dimanche, contre 26% des 18-24 ans. Pour ce second tour des législatives, ils sont en effet 74% à s'être abstenus, soit onze points de plus qu'au premier tour. Le 11 juin, 63% des électeurs âgés de 18 à 24 ans s'étaient abstenus.

Plus de la moitié des électeurs de Le Pen et Mélenchon se sont abstenus

Même tendance qu'au premier tour. Plus de la moitié des électeurs des deux candidats à l'élection présidentielle Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon se sont abstenus au second tour des élections législatives, selon notre sondage

L'essoufflement est notable parmi les électeurs de Marine Le Pen, abstentionnistes à 66%, et de Jean-Luc Mélenchon, à 61%. Les électeurs de François Fillon durant la présidentielle ont été les plus mobilisés puisque 59% d'entre eux comptaient se déplacer pour voter.

Sept ouvriers sur dix se sont abstenus

Si plus d'un Français sur deux inscrit sur les listes électorales n'est pas allé voter lors de ce second tour, les disparités sont grandes au regard de la profession des sondés. Selon notre enquête Ipsos/Sopra Steria, près de sept ouvriers sur dix comptaient s'abstenir ce dimanche. En revanche, l'égalité est parfaite entre les cadres sondés qui voulaient voter (50%) et ceux qui voulaient

s'abstenir (50%).

Les électeurs se déclarant "ni à gauche, ni à droite", champions de l'abstention

Selon le positionnement politique déclaré par les sondés, 50% des électeurs se déclarant "à gauche" ont voté. Chez les électeurs se déclarant "à droite", 55% ont voté. En revanche, 71% des électeurs se déclarant "ni à gauche, ni à droite" comptaient s'abstenir lors de ce second tour.

Estimation Ipsos/Sopra Steria pour France Télévisions, Radio France, Le Point, France 24 et LCP-AN. francetvinfo.fr 17.06

Ploutocratie et nantis se sont coalisés pour confisquer le pouvoir à leur profit.

- Vers une nouvelle Assemblée très élitiste qui renforce la « fermeture sociale » - bastamag.net

510 candidats officiels de La République en marche (LREM), le mouvement d'Emmanuel Macron, disputeront le second tour des élections législatives, le 18 juin. Plus de 400 d'entre eux pourraient être élus députés. Une note du Cevipof, le centre de recherches politiques de Sciences-Po, réalisée par le chercheur Luc Rouban, s'est penchée sur le détail de leurs profils. Et confirme que la grande majorité des candidats, loin d'incarner un renouvellement socialement divers, est porteuse de « fermeture sociale » et caractérisée « par son appartenance majoritaire à une bourgeoisie moderniste, diplômée, libérale sur le plan culturel comme sur le plan économique ».

Près de 70 % des candidats sont issus des classes supérieures : cadres du privé (20 %) et industriels (10 %) principalement, mais aussi patrons de très petites entreprises, avocats ou médecins. A l'opposé, les ouvriers, les employés et les professions intermédiaires du privé ne sont que 6,5 % (contre 75 % dans la population française). Ces catégories étaient déjà peu représentées à l'Assemblée – environ un député sur six en était issu. Elles disparaîtront presque totalement du débat politique du nouvel hémicycle. bastamag.net 13.06

Tyrannie. Les inquisiteurs ou procureur généraux. Surveillance et délation ou quand l'élite servile et corrompue vous juge : Coupables !

Offrons-nous un bref instant de détente.

Ils appellent "manspreading", l'habitude qu'ont certains hommes d'écarter les cuisses quand ils sont assis dans les transports en commun, et donc parfois d'empiéter sur le siège contigu aux leurs, attitude qu'ils doivent avoir ailleurs par commodité mais dont leur persécuteurs ne parleront pas.

- "Les réactions des hommes à la dénonciation du "manspreading" sont pleines d'enseignements" - Le Huffington Post

Il n'y a pas que Mélenchon qui entend prendre la place peu enviable laissée vacante par le PS.

D'autres acteurs vont se bousculer pour illustrer leur servilité envers le régime pourrissant, en échange de reconnaissance sonnante et trébuchante et pour être accrédité par le monarque, et ne pas subir la censure des médias qui lui servent de porte-parole ou plutôt distillent la ligne politique définie par ses parrains, les oligarques, car sans eux dans cette ploutocratie ils seraient relayés aux oubliettes, marginalisés et disparaîtraient, ce qui chacun l'aura compris serait un grand malheur pour une entreprise privée, commerciale, lucrative.

Sans surprise Médiapart a décidé d'en être, de jouer le rôle infâme de chien de garde de ce que certains appellent outre-atlantique la gauche libérale, ajoutons ultra réactionnaire.

Après avoir posté l'image d'un manspreading évident, la journaliste de Médiapart, Lénaïg Bredoux, a révélé avoir reçu des dizaines de messages "d'insultes, des photos de cul et des injures". Et elle est loin d'être la seule. Le Huffington Post 17.06

Commentaires d'internautes

1- On s'assoie comme ça pour pas se casser les couilles mais les féministes n'ont que ça à faire que de casser les kouilles, justement.

2- Nous avons une b:te et des boules que nous sommes désireux de ne point écraser. Ne point confondre l'écartement logique avec l'écartement de prétentieux.

3- On en est arrivé là ? Sérieusement ? Contrôler l'angle d'écartement des hommes dans le métro? Ce féminisme qui ouvre sa

gueule parce que des mecs écartent un peu leurs jambes mais qui la ferme quand des femmes se font violer ou agresser sexuellement pour ne pas stigmatiser des migrants ou des immigrés? Comme à Cologne où on a conseillé aux femmes de ne plus s'habiller comme elles le voulaient ou Caroline de Haas qui elle a pensé à agrandir les trottoirs... Féminisme de pacotille!

4- C'est pour quand l'obligation de s'assoir sur le WC pour faire pipi comme les femmes?

Durant tout le quinquennat de Hollande, on a assisté à de frénétiques campagnes destinées à instrumentaliser les discriminations que la classe dominante avait inculquées aux masses et qui s'étaient traduites par la culture de préjugés le plus souvent antédiluviens envers différentes couches, minorités ou communautés de la société, son objectif étant à la fois de semer le chaos à l'intérieur de chaque classe de manière à ce que leurs différentes couches s'affrontent, et de détourner leur attention des questions qui les concernaient à titre collectif pendant que l'exécutif se chargeait d'appliquer son programme néolibéral.

On observera qu'une fois de plus cette machination destinée à culpabiliser le comportement de la population a été initié aux Etats-Unis, pays le plus inégalitaire de la planète, belliqueux et raciste, où le puritanisme anglo-saxon a servi à couvrir le développement monstrueux de la pornographie et de la prostitution, vise à rabaisser la moitié de la population (les hommes) suspectée d'être en puissance des obsédés sexuels, pour commettre le crime de ne pas s'asseoir selon les normes définies par ces gendarmes de la pensée et du comportement. En revanche, lorsque les femmes dévoilent publiquement une partie de leur anatomie ou adoptent sciemment des postures provocantes à l'intention des hommes, ils n'y trouveront rien à redire...au nom de la liberté !

Mon propos n'est évidemment pas de dicter aux femmes de quelle manière elles doivent se vêtir ou se comporter en public, mais de mettre en lumière et de dénoncer un procédé dont la nature ou la raison d'être, les intentions inavouables reposent sur le choix délibéré de traiter un sujet sous un angle particulièrement partial ou injuste, dit autrement, l'injustice est leur leitmotiv, l'injustice qui sévit dans leur société doit imprégner tous les rapports, y compris ceux entre les hommes et les femmes, injustice qui existait déjà au détriment des femmes et qu'ils n'entendent pas supprimer puisqu'elle est liée intrinsèquement à l'existence du système d'exploitation, mais à laquelle ils entendent en rajouter cette fois au détriment des hommes, de sorte que l'ensemble de la société soit soumise à un traitement injuste de la part de ceux qui la gouvernent et entendent la formater en fonction uniquement des besoins de l'oligarchie, et qu'aussi bien les hommes que les femmes s'en accommodent sous peine d'être soumis à la vindicte publique par le grand inquisiteur.

Ne mets pas tes doigts dans ton nez, ferme la bouche en mangeant, ne parle pas à table, ne parle pas la bouche pleine, ne mets pas tes mains sous la table, lève ton coude quand tu manges, tiens-toi droit quand tu manges, tu vas finir bossu, ne te tripote pas, ne te gratte pas le cul, laisse ta poitrine tranquille, etc. Injonctions auxquelles il faut ajouter selon les cas : Ne mange pas de viande, ne bois pas d'alcool, ne fume pas, ne t'habille pas comme ça, va chez le coiffeur, etc.

Quand cela nous démange quelque part, cela dépend où, devant qui, dans quelle circonstance, il y a des codes et des interdits à respecter, il faut s'abstenir et endurer cette souffrance stoïquement sous peine d'être accusé de manquer d'éducation ou de se livrer à des gestes obscènes, naturels chez tous les animaux, sauf chez notre espèce maniérée, poudrée, fardée, teintée, crémeuse, vernie, parfumée, épilée, travestie, comme si elle avait honte d'apparaître telle qu'elle est vraiment (Intérieurement cela se comprend, elle est mal dans sa peau.), elle est tellement supérieure aux autres (mais complexée, frustrée.) qu'elle est incapable de s'assumer, il lui faut donc refouler ses faiblesses et infliger des mortifications à ceux de son espèce qui en seraient responsables, les plus faibles ou sans défense de préférence, comme si cela pouvait compenser les maux que les dégénérés de son espèce sécrètent, ceux qui trônent à son sommets et ses laquais, ceux qui les envient.

Moralité : Ecarter les cuisses est un geste indécent chez les hommes, mais montrer son cul quand on est une femme est recommandé. Bref, l'intelligence n'a pas encore atteint le cerveau des féministes. Ni de Médiapart.

Ils osent tout.

- De retour à Mossoul, des habitants cherchent désespérément leur voiture - AFP

- Sous la chaleur, plusieurs gardes de la reine d'Angleterre s'évanouissent en pleine cérémonie - Le Huffington Post

- Pour gérer le logement social à New York, Trump nomme l'organisatrice de mariage de son fils - Slate.fr

Cette organisatrice d'événements de luxe va désormais gérer des milliards de dollars de fonds publics pour le logement social. Slate.fr

- Afghanistan : 4000 soldats américains de plus - euronews.com

Quatre mille soldats américains sont venus grossir le contingent des quelque 14 000 soldats américains et étrangers qui se trouvent actuellement sur le sol afghan dans le cadre de l'opération de l'Otan, Resolute Support. euronews.com

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Brésil

- Brésil: Temer accusé de commander la "plus dangereuse organisation criminelle du pays" - AFP

Le président brésilien Michel Temer commande la "plus dangereuse organisation criminelle du pays", a accusé le magnat de l'agro-alimentaire Joesley Batista dans un long entretien d'une virulence inédite publié samedi par l'hebdomadaire Época.

Patron du géant de la viande JBS, le chef d'entreprise avait déclenché un séisme politique à la mi-mai en remettant aux autorités un enregistrement sonore dans lequel M. Temer semblait donner son accord pour acheter le silence d'un ex-député aujourd'hui en prison.

Les révélations de M. Batista peuvent être fatales pour le président : elles ont poussé la Cour suprême à donner son feu vert pour l'ouverture d'une enquête contre le chef de l'Etat pour corruption passive et entrave à la justice.

"C'est la plus grande et plus dangereuse organisation criminelle du pays. Commandée par le président", a souligné Joesley Batista.

"Ceux qui ne sont pas en prison sont aujourd'hui au palais présidentiel du Planalto, a-t-il ajouté. Ces gens sont très dangereux. Je n'ai jamais eu le courage de les affronter", a affirmé M. Batista à l'hebdomadaire Época, dans son premier entretien depuis qu'il a noué un accord avec la justice en échange de remises de peine.

Visé par plusieurs volets de l'opération "Lavage-express", l'enquête tentaculaire qui a révélé le méga-scandale de corruption qui secoue le Brésil, il a accepté de collaborer avec les autorités à mesure que l?étau se resserrait sur ses affaires.

Ses confessions explosives font état du versement de dizaines de millions de dollars de pots-de-vin pour alimenter les caisses noires de partis politiques de tous bords, y compris le PMDB (centre droit) de M. Temer.

"Dès que j'ai connu Temer, il a commencé à me demander de l'argent pour financer ses campagnes. Il n'a pas beaucoup de pudeur quand il s'agit de parler d'argent", a expliqué M. Batista dans l'entretien à Época.

"Il me voyait comme un chef d'entreprise qui pourrait financer ses campagnes et organiser des combines qui donneraient lieu à des pots-de-vin", a-t-il ajouté.

Le contenu de cet entretien a été qualifié de "tissu de mensonges" dans un communiqué de la Présidence, qui a assuré que M. Temer allait assigner M. Batista en justice dès lundi.

"Joesley Batista est le bandit notoire qui a obtenu le plus de succès de l'histoire du Brésil", accuse le texte.

"Dans l'entretien, il dit que le président lui demandait toujours quelque chose. (...) Mais le président n'a jamais eu ce comportement de mendiant. Au contraire, c'est lui qui cherchait à résoudre ses problèmes avec le gouvernement".

En exil forcé depuis que le scandale a éclaté, M. Batista est rentré au Brésil dimanche et a réitéré vendredi dans une déposition devant la police fédérale les accusations portées dans son témoignage.

De nombreuses rumeurs le disaient à New York avec sa famille, mais son service de presse a expliqué dans un communiqué qu'il se trouvait en réalité en Chine "pour protéger l'intégrité de sa famille, qui a été menacée à plusieurs reprises depuis qu'il a décidé de collaborer avec les autorités". AFP 17.06

Syrie

- Syrie: les tensions internationales montent d'un cran - AFP

Chasseur syrien abattu par l'aviation américaine, affrontements inédits entre troupes gouvernementales et rebelles soutenus par les Etats-Unis, tir de missiles iraniens sur Deir Ezzor: les tensions sont montées d'un cran dans le conflit syrien en l'espace

de quelques heures.

L'avion syrien a été abattu dimanche par la coalition internationale dirigée par Washington dans la province de Raqa (nord), où des affrontements inédits ont opposé l'armée aux Forces démocratiques syriennes (FDS, antijihadistes) soutenues par les Etats-Unis.

L'incident constitue une escalade, alors que les troupes syriennes se trouvent à la lisière de zones contrôlées par des forces soutenues par les Américains dans le nord et le sud de la Syrie.

Après avoir largement avancé dans le Nord, notamment avec la conquête d'Alep, le régime syrien progresse depuis mai dans le Centre et le Sud, et se dirige dorénavant vers l'Est.

Il a chassé le groupe jihadiste Etat islamique (EI) de plusieurs zones dans la Badiya (désert) et atteint le 9 juin la frontière irakienne, encerclant quasiment des rebelles soutenus par Washington et basés au poste-frontière d'Al-Tanaf. Inquiets, les Etats-Unis ont déployé dans la foulée des batteries de lance-roquettes multiples.

La tension est encore montée d'un cran avec l'annonce dimanche par l'Iran de tirs de missiles de moyenne portée contre "des bases terroristes" dans la région de Deir Ezzor (est), essentiellement contrôlée par l'EI. Il s'agit selon les médias iraniens des premiers tirs en 30 ans - depuis la guerre Iran-Irak (1980-88) - de missiles de l'Iran hors de son territoire.

"L'aviation de la coalition internationale a visé cet après-midi un de nos avions de combat dans la région de Resafa, dans le sud de la province de Raqa, alors qu'il menait une mission contre le groupe terroriste Etat islamique", a indiqué l'armée syrienne, précisant que "l'avion a été abattu et le pilote est porté disparu" et parlant d'"agression flagrante".

Washington a confirmé avoir abattu un avion syrien. "A 18H43 (17H43 GMT), un avion syrien de type SU-22 a largué des bombes près de combattants soutenus par la coalition au sud de Tabqa, et en vertu de nos règles d'engagement et de la légitime défense qui prévaut au sein de la coalition (anti-EI), il a été immédiatement abattu par un avion américain F/A-18E Super Hornet", a affirmé le commandement de la coalition dans un communiqué.

L'armée syrienne avait progressé ces dernières heures dans cette région et était arrivée aux portes de Resafa, à une quarantaine de kilomètres au sud-ouest de la ville de Raqa, principal fief de l'EI en Syrie.

Mais l'objectif du régime n'est pas Raqa, que tentent de capturer les FDS, alliance de combattants kurdes et arabes anti-EI.

"Le régime veut à travers la province de Raqa parvenir à la province pétrolière de Deir Ezzor", plus à l'est, explique Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

"Le régime (...) ne veut pas que les forces soutenues par les Américains avancent plus au sud de Raqa", a-t-il ajouté, faisant état d'affrontements dans la nuit entre l'armée et les FDS dans deux villages, Chouwayhane et Jaaydine, à une quarantaine de kilomètres au sud de Raqa.

C'est la première fois que les deux forces rivales s'affrontent.

Les FDS, entrées le 6 juin à Raqa, se sont depuis emparées d'une poignée de quartiers et s'apprêtent à lancer la bataille cruciale du centre-ville.

La guerre en Syrie, qui a fait plus de 320.000 morts et ravagé le pays en six ans, s'est transformée en un conflit complexe avec la montée des jihadistes et l'implication de puissances régionales et internationales.

Engagé aux côtés du régime, l'Iran a annoncé des tirs de missiles de moyenne portée contre des "terroristes" en Syrie.

Selon les Gardiens de la révolution, armée d'élite du régime iranien, les missiles ont décollé dimanche de l'ouest de l'Iran pour frapper "des bases de terroristes" dans la région de Deir Ezzor, en représailles au double attentat (parlement et mausolée de l'imam Khomeyni, 17 morts) du 7 juin à Téhéran, qui a été revendiqué par l'EI.

Les médias iraniens ont évoqué six missiles.

Après le double attentat, les Gardiens avaient affirmé qu'ils "vengeraient le sang versé des innocents".

Dans un communiqué, ils ont mis en garde dimanche les "terroristes et leurs protecteurs dans la région et hors de la région". "En cas de répétition de ces attaques sataniques contre le peuple iranien, ils devront s'attendre à la colère révolutionnaire et aux

flammes de la vengeance", préviennent-ils.

Les autorités iraniennes ont accusé l'Arabie saoudite, mais aussi les Etats-Unis, de soutenir les groupes jihadistes agissant contre l'Iran. AFP 19.06

Yémen

- Yémen : un déluge de bombes saoudienne sur Saada, Hajja et Dhamar - presstv.com

Selon la chaîne d'information yéménite, Al Massira, les avions de chasse saoudiens ont bombardé à dix-huit reprises le dimanche 18 juin les villes de Harad et Midi, situées dans la province de Hajjah.

À Saada, dans le nord du Yémen, les appareils de la coalition pro-Riyad ont réduit à un tas de cendre un centre commercial faisant 25 morts et blessés.

Les chasseurs-bombardiers saoudiens ont également pris pour cible la ville de Dhamar située à 100 kilomètres du sud de Sanaa faisant des morts et des blessés uniquement civils. presstv.com 19.06

Quel média français a évoqué ce nouveau massacre ? Aucun.

Haut de page

Le 20 juin 2017

CAUSERIE

J'ai réalisé cette causerie rapidement car je dois encore cuisiner, balayer, nettoyer le jardin et l'arroser, et d'autres tâches m'attendent déjà pour demain. On a refait l'enclos des chèvres dimanche, mais le boulot n'est pas terminé. Bref, on n'arrête pas une minute !

Je n'ai pas eu le temps de mettre en ligne de nouveaux articles, hier soir j'ai regardé et écouté un des deux concerts que Prince avait donné en 2013 au festival de jazz de Montreux, grandiose, quel talent, quel géni ! Et dire que je l'avais ignoré jusqu'à sa mort, j'en étais resté à l'idée fausse qu'il n'était qu'une pâle imitation de M. Jackson. J'ai bien le droit de me détendre un peu, non ?

- Causerie du 20 juin, 10 pages (format pdf)

Le chiffre du jour. 61,57%

C'est le nombre de travailleurs et jeunes qui en s'abstenant, en votant blanc ou nul, auxquels il faut ajouter entre 6 et 9% de non-inscrits, soit entre 67 et 70% ont boycotté le 2e tour des élections législatives, 29 920 481 électeurs sur 47 293 035 refusent par avance de se reconnaître dans la futur Assemblée nationale qui du coup est frappée d'illégitimité.

Avec seulement 16,55% des voix des électeurs inscrits, moins encore en ajoutant les votes nuls et blancs, donc aux alentours de 12,5 ou 13%, le parti de Macron rafle 308 sièges à l'Assemblée nationale, c'est digne d'un coup d'Etat.

Ce sont les faits. Et ils sont cruels.

Qui demandait récemment qu'est-ce qui permettrait cependant à Macron de gouverner ?

Autre fait, aucun parti dit ouvrier n'avait appelé à boycotter cette élection, hormis à ma connaissance le ParDem, il faut donc en déduire qu'ils n'ont pas davantage de légitimité. Aucun militant de ces partis n'a de légitimité pour parler en notre nom. On leur conseillera de demander des comptes à leurs dirigeants ou de revoir leur copie, mais à mon avis il y a peu de chance qu'ils le fassent ou qu'ils soient entendus.

Mélenchon parade, il a été élu avec 12,83% des voix des électeurs inscrits, moins encore si on soustrait les votes blancs et nuls qui n'étaient pas disponibles ce matin.

On comprendra dès lors pourquoi il n'emploiera pas l'argument de l'illégitimité de Macron et de l'Assemblée nationale pour s'opposer aux ordonnances du gouvernement, dont d'ailleurs il n'a pas exigé le retrait.

Sachant qu'ils osent tout, il pourra le sortir dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale et personne ne le contredira par crainte qu'il se retourne contre son auteur, puisque tous les élus sont logés à la même enseigne antidémocratique.

Numéro d'illusionnisme.

- Mélenchon, Le Pen, Ruffin... le retour des tribuns à l'Assemblée - AFP

Les chiffres officiels du ministère de l'Intérieur pour le second tour des législatives.

La République en Marche (LREM) 308 sièges (43,06% des suffrages exprimés) (16,55% des inscrits)
Modem gagne 42 sièges (6,06%) (2,33% des inscrits)
Les Républicains (LR) 113 sièges (22,23%) (8,54% des inscrits)
UDI 18 (3,04%) (1,17% des inscrits)
Debout la France 1 (0,10%) (0,04% des inscrits)
Divers droite 6 (1,68%). (0,65% des inscrits)
Front national 8 députés (8,75%) (3,36 % des inscrits)
Extrême-droite 1 (0,10%) (0,04% des inscrits)
Partis régionalistes rassemblent 5 députés (0,76%). (0,29% des inscrits)
Parti socialiste (PS) 29 députés (5,68%) (2,18% des inscrits)
Ecologistes 1 député (0,10%). (0,05% des inscrits)
Parti radical de gauche 3 (0,36%). (0,14% des inscrits)
La France Insoumise (LFI) a 17 députés (4,86% des suffrages au second tour) (1,87% des inscrits)
Parti communiste français (PCF) 10 (1,20%). (0,46% des inscrits)

Votants : 20 167 436, soit 42,64%
Abstentions : 27 125 599, soit 57,36%
Blancs 1 397 441, 2,95% des inscrits - 6,93% des votants
Nuls 593 207, 1,25% des votants - 2,94% des votants
Exprimés 18 176 788, 38,43% - 90,13% des votants

En oligarchie. L'assemblée censitaire ou l'Ancien Régime est de retour.

Jérôme Sainte-Marie : Une élection sans le peuple ? - lefigaro.fr

Le décryptage de ces élections de Jérôme Sainte-Marie.

Diplômé de Sciences Po Paris et d'une licence d'histoire, Jérôme Sainte-Marie a travaillé au Service d'Information du Gouvernement et à l'Institut Louis Harris. Il a ensuite dirigé BVA Opinion de 1998 à 2008 puis CSA Opinion de 2010 à 2013. Il a fondé en parallèle l'institut iSAMA en 2008.

Extraits de l'interview.

- Après le vote de classe du premier tour, nous observons en effet une abstention de classe. (...) Entre les Macron-compatibles et les autres, il n'y a pas qu'une différence d'opinions, mais aussi un profond fossé social.

- Il est piquant de voir le côté 19e siècle de la situation. On a une participation qui rappelle les grandes heures du suffrage censitaire, et une assemblée qui évoque un peu, mutatis mutandis, les assemblées de notables. Il ne manque même pas les Saint-Simoniens.

- La réunification des élites de gauche et de droite, sur un fond de convergence idéologique et d'homogénéité sociale, est pour le moment une réussite éclatante. On sent même, dans certains milieux aisés, une forme d'euphorie. On se croirait le 14 juillet 1790. C'est la Fête de la Fédération de la bourgeoisie contemporaine.

- Face au bloc élitaire, qui agrège dans sa représentation politique le parti du Président mais aussi le Modem, les UMP dits «constructifs» et les PS dits «compatibles», le bloc populaire demeure virtuel. Face à la politique prônée par Emmanuel Macron et Édouard Philippe, il n'y a pas un «Front du refus», mais un «archipel du refus». C'est là un déséquilibre stratégique majeur. On en voit les effets au second tour des législatives, où dans chaque circonscription, le candidat qui affronte celui de LREM est issu le plus souvent d'une des quatre forces d'opposition, sans alliance possible, et avec en conséquence de très mauvais reports de voix. Cette situation est durable. Elle constitue une chance historique pour l'achèvement des réformes libérales annoncées. Dans

la mesure où l'opposition au nouveau pouvoir prendra nécessairement une forme aussi sociale que politique, la position de la France Insoumise est assez favorable, tandis que le Front national sera handicapé par ses ambiguïtés idéologiques sur le libéralisme économique. La situation de l'UMP est certes moins grave que celle du PS, mais leur espérance commune d'une reconstitution du clivage gauche-droite pourrait bien être durablement déçue. Cet ordre politique n'a pas seulement été affaibli, il a été remplacé. lefigaro.fr 18.06

Ils ont dit.

Quel "souhait des électeurs" qui majoritairement ne se reconnaissent pas dans l'Assemblée nationale ?

- "Voir plus de jeunes et de femmes cela correspond à un souhait" des électeurs - Franceinfo

Olivier Rouquan, politologue, est l'invité de Julien Benedetto sur Franceinfo.

Quand on pense que les jeunes se sont abstenus à hauteur de 65 à 70% et que les vieux n'ont été que 39% à s'abstenir... Il fallait oser le dire.

LREM : les intérêts des gens de droite.

- Eric Halphen, candidat LREM battu dimanche soir alors qu'il comptait près de 14 points d'avance :

- "Je pense qu'il y a eu une volonté de protéger les gens de gauche." francetvinfo.fr 19.06

Il évoquait des électeurs de LR ou de l'UDI qui auraient voté pour son adversaire.

Parodie ou caricature grotesque de la démocratie cautionnée par ceux qui y participent.

- Un proche du président : "Franchement, ce sont des problèmes de riches. On a les moyens de travailler et on peut faire vivre le débat à l'Assemblée nationale. Les Français sont attachés à une certaine diversité et ils l'ont montré dimanche, c'est sain pour la démocratie." francetvinfo.fr 19.06

Oxymore décomplexé. Le "macronisme est un humanisme de marché"

- Laurent Joffrin (Libération) - Nous étions sous le règne de l'ENA. Nous passons sous celui de l'Essec. L'aphorisme, on en conviendra, est caricatural. Il exprime pourtant une réalité : la «société civile» dont est issu le massif contingent de La République en marche nouvellement élu, ne reflète guère la réalité statistique de la société française. Peu d'ouvriers et d'employés, peu de paysans, beaucoup de (très) diplômés et une majorité relative de cadres issus du secteur privé. L'esprit managérial, ce mélange de pragmatisme libéral et d'optimisme tolérant, attaché d'abord aux résultats concrets, fait une entrée en force à l'Assemblée. Le macronisme est un humanisme de marché, fasciné par la réussite mais aussi ouvert sur le monde et plein de bonnes intentions. Libération 19.06

Ils osent tout. Ils sont prêt à tout justifier ou l'art des faussaires.

- Libération - Au second tour des législatives, elle (l'abstention) a frôlé les 65 %. Un député élu avec 15 % des inscrits, c'est moyen. Libération 19.06

C'est légal sous une dictature, illégal en démocratie, un rapport qui n'a jamais existé sous la Ve République.

Comment Mélenchon et ses acolytes s'apprêtent à gérer la faillite du capitalisme.

- En Seine-Saint-Denis, les nouveaux députés FI parlent «d'espoir» (...) ils souhaitent que les habitants du département s'immiscent dans la vie locale, associative, «qu'ils prennent le pouvoir», dit un député fraîchement élu.

Eric Coquerel : «On doit en finir avec les promesses de logements ou de travail, surtout lorsqu'on sait que ce n'est pas possible de les tenir. On doit dire aux habitants des quartiers : "Venez changer les choses avec nous, au même niveau que nous."» Libération 19.06

Parole d'internaute

- Attendue par les instituts de sondages ! Ils se sont plantés dans leur projection (90 à 120 députés d'erreur) et une bonne partie de

la presse les a relayés. Un peu de calculs et une bonne calculatrice montraient que ce n'était pas possible. De l'intox qui a entrainé l'abstention record. Tout était joué pardi !

Alors faire les gros titres en parlant de raz-de-marée prévu qui n'est pas arrivé. C'est se moquer du monde. En résumé : on a prévu n'importe quoi qui n'est pas arrivé, donc c'est un recul de Macron et personne ne dit que ce sont les sondeurs qui ont dit de grosses bêtises.

- Abstention, vote blanc et gros dégagisme sur PS/LR : ça veut bien dire que les Français cherchent autre chose.

Les jeunes en particulier, qui ont bien compris que le système qu'on leur impose est une arnaque.

- Pour Macron, on constate que si on soumettait à référendum demain son maintien à l'Elysée, les presque 40 millions d'électeurs qui n'ont pas choisi ses députés godillots (47 293 035 inscrits moins les 7 826 432 voix portées sur ses candidats) le désavoueraient illico. Mathématiquement, hors abstention. Et on parle de légitimité ?

- 70% de cadres sup à l'A-N (Contre 40% dans la précédente).

57% de boycott des urnes, donc de la représentation qu'elles engendrent.

En voilà une belle représentation et une belle légitimité !

- Si on rajoute aux abstentionnistes les 10% de votes blancs et nuls et le pourcentage de non-inscrits, on doit bien avoisiner 77% de la population qui ne s'est pas exprimée...

- 38.43% de suffrages exprimés (57.43 d'abs + 2.95 blancs + 1.25 nul)

Donc 61.57% des inscrits.

- Voici enfin, pour terminer une schéma global, montrant que notre vie démocratique est bien malade…

J'ai envie de demander, quand n'a t'elle pas été malade ?

Quand il y avait plus de PS et plus de RPR, bah bof, si cela avait si bien réussi, en serait-on ici aujourd'hui ?

- L'abstention, qui se manifeste plus chez les ouvriers et les jeunes, n'est pas un désintéressement ou un blanc seing, mais plutôt l'expression d'un défaut d'espoir. Une forme de fatalisme, de à "quoi bon", de "rien ne peut changer".

La vague LREM de 14 %, montée en épingle par les commentateurs et médias, est, à peu de choses près, équivalente au 13 ou 14 % de FI, FN et proches réunis. Elle ne fait qu'accroître le sentiment d'être floué pour beaucoup. Cette situation de non choix correspond à un manque d'espoir plutôt qu'à l'indifférence.

La France souffre des faux espoirs, des faux discours, des fausses espérances, avec le sentiment frustrant que rien ne semble pouvoir changer. Le transfert des pouvoirs vers une gouvernance mondialiste des financiers apatrides, indifférents aux peuples, semble inexorable, elle mène à l'abstention, mais pas à l'indifférence.

Rien n'est plus grave pour un peuple que l'absence d'espoirs.

- Avec une assemblée élue par environ 35% des citoyens en âge de voter, où les dominants sont sur-représentés, d'où les ouvriers sont absents et son allure d'assemblée de notables contents d'eux, qui vont voter sous la dictée d'une Europe prédatrice des lois liberticides et néfastes socialement, dont ils auront peu à souffrir, nous sommes bien en marche. Mais c'est vers le monde du XIX° siècle que nous nous dirigeons. Un XIX° siècle ubérisé, hyper technologique et déshumanisé.

C'est gens-là veulent nous faire passer le goût du bonheur.

- Personnellement, ayant constaté l'absence de proposition cohérente et l'inutilité du vote blanc jamais évoqué, l'abstention est un choix logique renforcé par ce souhait de délégitimer un pouvoir qui organise son maintien à l'aide de stratégies cyniques.

Qui participe à la déstabilisation du Venezuela ?

- Oubliant le chaos, les riches Vénézuéliens sirotent leurs cocktails - AFP

AFP - Temple du luxe dans différents endroits du monde, le Buddha-Bar a fait un choix étonnant quand il a débarqué en Amérique du Sud: Caracas, où une élite oublie entre deux cocktails la violente crise politique et économique qui frappe le Venezuela.

Dans ce pays pétrolier ruiné par la chute des cours du brut, des aliments basiques comme la farine ou le sucre sont quasi-introuvables. La population, qui rend le président socialiste Nicolas Maduro responsable de ce naufrage, manifeste presque tous les jours depuis deux mois et demi. Le pays est pratiquement à l'arrêt et les violences autour des rassemblements ont déjà fait plus d'une soixantaine de morts.

Alors que défilent des plats alléchants comme le thon "Bouddha roi", des côtes de porc grillées aux douze épices ou des tacos de mérou aux trois piments, on a du mal à imaginer qu'au dehors, le Venezuela vit l'une de ses pires crises depuis des décennies.

LVOG - Il y en a pourtant qui n'ont apparemment pas de problèmes d'approvisionnement ou peuvent continuer de se nourrir normalement, de se gaver serait plus juste. Et ce sont ceux qui manifestent depuis 80 jours pour exiger le départ de Maduro. Ce n'est pas moi l'invente, ils le disent eux-mêmes, lisez.

AFP - Les Vénézuéliens les plus aisés souffrent eux aussi des pénuries et de l'inflation galopante mais reconnaissent que ce n'est "rien" comparé au calvaire quotidien des autres habitants. Car ils ont le privilège d'avoir accès aux dollars, qui leur permettent de vivre dans l'autre Venezuela, celui des restaurants et bars à la mode, toujours pleins malgré la crise.

"Nous, la journée, on lance des pierres. Et la nuit, on vient ici", commente Ahisquel, une cliente du Buddha-Bar qui avec son mari, directeur de production d'une compagnie pétrolière internationale, sort une soirée par semaine.

"Après avoir participé aux manifestations, c'est bien d'avoir un petit moment de détente, même si la vraie détente, on ne l'aura pas tant que ce gouvernement ne s'en ira pas", ajoute cette femme qui ne travaille pas et vit dans un quartier de l'est de Caracas, "là où sont les putschistes", rit-elle, en référence au surnom que leur donne le président Maduro.

"It's very difficult", ajoute son mari, utilisant un anglais parfait pour illustrer un phénomène crucial au Venezuela: "dans ce pays, si tu n'es pas payé en monnaie étrangère, c'est impossible de vivre", le bolivar perdant constamment de sa valeur.

Pour la très grande majorité des habitants, les prix des restaurants sont tout simplement prohibitifs. Au Buddha-Bar, huit sushis de saumon et langoustine coûtent 55.700 bolivars, soit plus du quart du salaire minimum mensuel -- qui est de 200.000 bolivars, soit 91 dollars au taux officiel le plus élevé et 24 au marché noir.

Et à la tombée de la nuit, la simple perspective de sortir dans la rue fait peur: Caracas devient une ville quasi-déserte, dans ce pays au taux d'homicides parmi les plus élevés au monde (70,1 pour 100.000 habitants en 2016).

Mais "la classe aisée ne renonce pas à sortir", assure Cristhian Estephan.

S'il reconnaît un coup de frein à la vie nocturne depuis le début de la vague de manifestations le 1er avril, il est sûr que bientôt, cela reviendra à la normale: "C'est dans les pires moments que les gens se rencontrent ou se marient. Les gens mangent, le show doit continuer!" AFP 19.06

Assassinat ordinaire.

- Etats-Unis : enquête ouverte à Seattle après que des policiers ont abattu une femme enceinte - Franceinfo

Alertés pour un cambriolage, les forces de l'ordre ont été accueillis par une femme armée d'un couteau. Ils ont riposté.

La police a diffusé un enregistrement audio de l'incident. On entend les agents demander s'ils peuvent entrer puis quelques instants après crier "Reculez ! Reculez !" avant de tirer à plusieurs reprises. "Il n'y avait aucune raison de lui tirer dessus devant ses bébés", "ils pouvaient la maîtriser. Même moi j'aurais pu la maîtriser", a crié Monika Williams, la sœur de Charleena Lyles, sur la chaîne de télévision locale Kiro7. "Pourquoi ne pouvaient-ils pas utiliser un Taser contre elle ?", a-t-elle demandé. Franceinfo 19.06

Leur vieux monde hideux à abattre.

- Incendie de la tour Grenfell à Londres : la police annonce un bilan de "79 personnes mortes ou disparues" - Franceinfo

Dimanche, le commandant de police Stuart Cundy avait prévenu que plusieurs victimes pourraient ne jamais être retrouvées

"en raison de l'intensité de l'incendie". Franceinfo

- Incendie au Portugal : comment un feu de forêt a-t-il pu devenir aussi meurtrier ? - Franceinfo

Alors que le sinistre, qui a fait au moins 63 morts, ravage toujours la région de Leiria, dans le centre du pays, de nombreux journaux portugais pointent du doigt la responsabilité de l'Etat dans ce drame. Franceinfo

- Italie : un demandeur d'asile qui préparait un attentat arrêté - LeParisien.fr

- Un attentat échoue sur les Champs-Élysées - euronews

- Londres : un attentat contre des musulmans fait un mort et dix blessés - Franceinfo

- Nigeria: au moins 16 morts dans des attentats de Boko Haram - AFP

- Mali: quatre civils et un militaire malien tués dans l'attaque - AFP

- Gaza: Israël commence à réduire les livraisons d'électricité - AFP

- Ukraine: l'UE maintient ses sanctions contre la Russie - AFP

- Trump et l'Arabie saoudite intensifient la confrontation face à l'Iran en Syrie - Le Huffington Post

- Méditerranée: au moins 126 migrants disparus après un naufrage - Liberation.fr

Quelque 1 828 personnes ont trouvé la mort depuis janvier 2017 en cherchant à traverser la Méditerranée. Liberation.fr

- Au Vietnam, le passage à tabac, arme antidissident - AFP

- Etats-Unis : enquête ouverte à Seattle après que des policiers ont abattu une femme enceinte - Franceinfo

- Venezuela : 80e jour de manifestations anti-Maduro - AFP

- Procès des «biens mal acquis» : Teodoro Obiang jugé en son absence - Liberation.fr

Il ne va se faire que des amis.

- La Corée du Sud opère son «grand revirement» nucléaire - Liberation.fr

Cinq semaines après son arrivée à la présidence, Moon Jae-in a annoncé lundi l'arrêt de tous les projets de construction de nouveaux réacteurs nucléaires. Il s'est aussi engagé à ne pas prolonger l'exploitation de ceux approchant de leur fin de cycle initial, compris entre trente et quarante ans, selon les unités. Liberation.fr19.06

Le risque de guerre mondiale existe.

J'ai toujours minoré cet aspect de la situation que certains s'emploient à monter en épingle pour effaroucher les peuples, ce qui a le don de les souder autour du chef suprême qui les gouverne... Depuis des années ils nous prédisent une troisième mondiale, la chute du dollar, de Wall Street, la fin du monde ou je ne sais quoi encore. On sait cependant qu'au Pentagone et ailleurs il y a des cinglés qui sont favorables à cette option. Du coup on est obligé de prendre au sérieux ou de tenir compte de tout fait réel pouvant servir de détonateur à cette déflagration générale. Il ne faut pas prendre autrement l'épisode décrit

Disons qu'un homme averti en vaut deux, et qu'il est toujours préférable de savoir dans quel monde nous vivons plutôt que l'ignorer pour faire face à toute situation en toute circonstance un jour ou l'autre...

- Moscou suspend la communication militaire avec Washington en Syrie - AFP

La Russie a annoncé lundi son intention de pointer ses missiles vers tout avion de la coalition internationale survolant la Syrie et suspendu son canal de communication militaire avec Washington après la destruction d'un chasseur syrien par un avion américain.

La Russie est impliquée militairement au côté du régime de Bachar al-Assad dans la guerre en Syrie, alors que les Etats-Unis soutiennent et arment une alliance arabo-kurde rivale et des rebelles syriens.

Ces développements marquent une nouvelle escalade dans le conflit impliquant différents acteurs régionaux et internationaux ainsi que des groupes jihadistes sur un territoire morcelé, et éloignent la perspective d'une solution négociée.

En plus de l'incident américano-syrien, l'Iran, autre allié du régime Assad, a tiré pour la première fois dimanche des missiles contre des cibles du groupe jihadiste Etat islamique (EI) en Syrie.

Avec ses annonces, la Russie fait un pas de plus dans la confrontation avec les Etats-Unis. Son entrée en force en 2015 sur le champ de bataille en Syrie laissait déjà présager d?une "guerre par procuration" entre les deux grandes puissances. Et le bombardement américain en avril d?un aéroport militaire syrien avait accentué cette rivalité.

Le ministère de la Défense a ainsi indiqué que les "avions et les drones de la coalition internationale repérés à l'ouest de l'Euphrate seront suivis et considérés comme des cibles par les moyens terrestres de défense antiaérienne et par les moyens aériens".

La Russie ne participe pas à la coalition internationale dirigée par Washington, dont les avions ciblent principalement le groupe jihadiste Etat islamique (EI) en Syrie depuis 2014.

Elle dispose de systèmes de défense anti-aérienne S-300 et S-400 déployés en Syrie, ainsi que de dizaines de chasseurs et de bombardiers opérant en soutien au régime.

Le ministère russe de la Défense a en outre annoncé la suspension des canaux de communication existants avec les Etats-Unis dans le cadre du mémorandum sur la prévention des incidents aériens en Syrie. Moscou considère les actions de Washington comme un "non-respect délibéré" de cet accord signé en 2015.

Moscou accuse Washington de n'avoir pas "prévenu" l'armée russe qu'elle allait abattre l'avion, et exige une "enquête" sur cet incident.

Le ciel syrien est encombré par les avions du régime, ceux de la Russie, ceux de la coalition internationale et parfois ceux de la Turquie voisine.

Dimanche Damas et Washington se sont accusé mutuellement de provocation dans l'incident aérien.

L'armée syrienne a annoncé qu'un avion de la coalition internationale avait abattu un de ses avions de combat alors "qu'il menait une mission contre l'EI" dans la province de Raqa (nord).

La coalition a dit qu'il s'agissait d'une riposte à des frappes aériennes sur les Forces démocratiques syriennes (FDS- alliance arabo-kurde) soutenues par les Etats-Unis.

L'incident s'est déroulé à une quarantaine de km au sud-ouest de la ville de Raqa, chef-lieu de la province du même nom et principal fief de l'EI en Syrie que les FDS tentent de capturer depuis des mois.

Dans cette même zone, des affrontements ont opposé pour la première fois des troupes prorégime et les FDS, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). Il n'y avait plus de combats lundi.

Cette escalade survient au moment où les troupes syriennes se trouvent dangereusement proches de zones contrôlées par des forces soutenues par les Etats-Unis, aussi bien dans le nord que dans le sud-est syrien.

L'armée progresse sur trois fronts -nord, centre, sud- et se dirige vers la province de Deir Ezzor (est), qu'elle espère reprendre à l'EI.

Bien qu'elles luttent toutes les deux contre l'EI, les troupes du régime et les FDS sont des forces rivales.

D'après Sam Heller, un expert de la Syrie auprès de The Century Foundation, ces incidents doivent être considérés comme isolés.

"C'est le régime qui s'est engagé dans une provocation et puis un commandant américain a réagi par autodéfense. Le régime s'est approché trop près et s'est brûlé les doigts", dit-il.

"Aucune partie ne veut délibérément provoquer une escalade, mais quand il y a ce genre de heurts, cela peut aboutir à une escalade accidentelle", selon lui.

Dans la province de Raqa, le régime ne participe pas à l'offensive menée par les FDS pour s'emparer de la ville éponyme mais veut à travers cette région parvenir à la province pétrolière de Deir Ezzor.

Pour gagner cette province, son armée progresse également sur deux autres fronts: dans le désert syrien (centre), où il a chassé l'EI de plusieurs localités, et à la frontière irakienne dans le sud-est. AFP 19.06

Le lendemain.

- Washington veut rétablir la communication militaire avec Moscou en Syrie - AFP

Les Forces d'élite syriennes d'Ahmad Jarba qui combattent auprès des Forces démocratiques syriennes (FDS- alliance de combattants antijihadistes arabes et kurdes), à Raqa en Syrie le 14 juin 2017

Beyrouth (AFP) - Les Etats-Unis, à la tête de la coalition antijihadiste, ont affirmé vouloir rétablir avec la Russie le canal de communication militaire sur la Syrie, dont Moscou a annoncé la suspension après la destruction d'un chasseur syrien par un avion américain.

Ce canal "a très bien fonctionné sur les huit derniers mois", et "nous allons travailler dans les prochaines heures sur le plan diplomatique et militaire pour rétablir" ces communications entre les quartiers généraux russe et américain au Moyen-Orient, a affirmé lundi le chef d'état-major inter-armées américain, le général Joe Dunford. AFP 20.06

Haut de page

Le 27 juin 2017

CAUSERIE

Je confirme que j'ai mis fin aux causeries telles qu'elles existaient depuis août 2008, je ne reviendrai pas sur cette décision qui est définitive. En revanche je continuerai à m'exprimer dans ce portail, soit par écrit, soit par vidéo. Pourquoi ?

Parce que, par exemple, je suis en désaccord avec l'interprétation qui a été donné par absolument tous les partis dits ouvriers des résultats des dernières élections en France, qui, comme ils en ont pris la fâcheuse habitude depuis des lustres n'ont pris en compte qu'un aspect de la réalité, celui qui les arrangeait, consistant à se réjouir du taux record d'abstention alors qu'absolument aucun parti ouvrier n'avait appelé à boycotter les élections législatives, ce qui signifie au passage qu'ils n'avaient rien vu venir, comme d'habitude une fois de plus, ils font donc dans la récupération politique, pour un peu ils seraient pour quelque chose dans ce taux d'abstention qu'ils sont incapables d'analyser sérieusement ou d'en tirer le moindre enseignement politique, comme d'habitude, mais là vous vous en doutiez certainement. La preuve en est qu'ils n'ont rien changé à leur discours, et pour cause ils auraient préféré que le PS reste en scelle, ils le disent plus ou moins ouvertement, ils en ont même la larme à l'oeil, autrement dit, ils auraient préféré que les travailleurs aillent voter, autant avouer qu'ils en sont totalement coupés et qu'ils ignoraient leur état d'esprit, comme quoi ils ne les écoutent pas contrairement à ce qu'ils affirment, non, ils débitent en boucle leur propagande insipide, leur vérité, tels des croyants sourds et aveugles à la réalité telle que la vivent quotidiennement les travailleurs... avec son lot de conditionnements qui ravagent leurs esprits...

Au contraire, je considère que ce fut la plus formidable défaite de la classe ouvrière depuis l'avènement de la Ve République en 1958. Ce que je retiens, c'est qu'un gigolo nommé Macron a été élu président de la République et que son parti a obtenu la majorité absolue à l'Assemblée nationale. C'est l'équivalent de l'arrivée au pouvoir de Thatcher ou de Reagan, de Blair ou de Schröder, cela vous dit quelque chose n'est-ce pas ?

Comment a-t-on pu en arriver là ? Voilà la question que les uns et les autres occulteront soigneusement, pas seulement parce qu'ils n'ont rien vu venir, mais parce qu'ils ne veulent pas qu'on aborde ce sujet trop compromettant et pour cause, il pose une multitude de questions qu'ils ont tout aussi sciemment escamotées pendant des décennies et des décennies, parce que les réponses qui auraient jailli auraient remis en cause l'ensemble de leur stratégie politique ou mis en lumière leur opportunisme, l'incurie politique ou la corruption des dirigeants de ces partis.

Maintenant, ils n'ont rien trouvé de mieux que de nous gratifier de discours aux relents radicaux que personne n'écoutera ou qui ne fera illusion qu'auprès de leurs troupes. Ils sont tous satisfaits des résultats qu'ils ont obtenus, je ne plaisante pas, hélas ! La palme ou la caricature revient au Pardem qui avec moins de 0,10% des suffrages exprimés là où il présentait des candidats, a trouvé le moyen d'affirmer que ce résultat était encourageant pour la suite. Le mouvement ouvrier peut-il encore tomber plus bas ?

Vous savez qu'aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en Allemagne notamment, il ne s'en est jamais remis, vous pouvez remonter plus loin et ajouter ceux d'Espagne, d'Italie, de Grèce et de bien d'autres pays que la social-démocratie dégénérée et le stalinisme ont pourri littéralement sans qu'émerge un autre courant politique, un nouveau parti ouvrier digne de ce nom, donc basé sur le marxisme ou le socialisme. Mais le trotskysme ? Il n'a manifestement pas survécu à la disparition de son fondateur en 1940, on doit être bien peu à le penser, hélas!

On poursuivra un autre jour en abordant d'autres sujets de fond.

Vous vous demandez sans doute ce que je pense de la situation, on vient de s'éloigner un peu plus du socialisme, cela vous va ? Notre combat est-il perdu d'avance ? Dans l'état actuel des choses, assurément, il faudrait être fou pour penser le contraire. N'y a-t-il rien à faire ? Cela se discute, si c'est pour reproduire sans cesse les mêmes erreurs qui nous ont conduits où nous en sommes, ne comptez pas sur moi pour en être. Quoi que je dise, quoi que je propose, cela ne vous convient pas apparemment, soit, c'est votre droit, dans ces conditions je m'efface voilà tout, j'ai mieux à faire que me sacrifier pour rien. Peut-être que vous serez mieux disposés quand des jours meilleurs viendront, de mon côté avec mes imperfections j'ai fait le maximum et je ne peux pas en faire plus.

Je ne me suis jamais pris pour ce que je n'étais pas et je ne vais pas commencer maintenant. Je vais essayer de continuer à progresser, vous pouvez faire de même de votre côté, les anciennes causeries pourraient vous y aider sans que vous vous sentiez obligés de partager mes idées, je pense que c'est un bon outil pédagogique pour élever son niveau de conscience une fois débarrassé de tout a priori, mais cela n'engage que moi.

Un dernier mot.

Ce n'est pas seulement un nouveau parti ouvrier qu'il faut constuire, mais un nouveau courant politique qu'il faut concevoir. Macron n'incarne pas un nouveau courant politique, par contre son parti se caractérise en cela qu'il est entièrement consacré à un seul et unique courant politique, le néolibéralisme. Et qu'a-t-il de si particulier ? Il correspond au stade où en est rendu le capitalisme, bon d'accord, cela tout le monde pouvait le deviner, mais surtout il intègre le stade où en est rendue la société, c'est-à-dire qu'il intègre toutes les transformations qu'elle a subi au cours des dernières décennies et même depuis plus longtemps encore, ce qu'aucun courant du mouvement ouvrier n'a été capable de faire jusqu'à présent.

C'est cela que j'ai essayé de faire comprendre ou de transmettre dans mes causeries, en vain. Il faut ajouter que ces deux facteurs n'ont pas évolué indépendamment l'un de l'autre, bien au contraire, mieux encore, ils faisaient partie d'une même et unique stratégie ou ils l'ont servie, ce dont personne ou presque se doutera ou ne percevra au sein du mouvement ouvrier, bref, ceci explique cela...

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries juillet 2017

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 26 juillet 2017

CAUSERIE

Les leçons d'Octobre. - Il faut étudier Octobre. - Léon Trotsky 1924.

Extrait.

- "*Dans les révolutions bourgeoises, la conscience, la préparation, la méthode ont joué un rôle beaucoup moins grand que celui qu'elles sont appelées à jouer et jouent déjà dans les révolutions du prolétariat. La force motrice de la révolution bourgeoise était également la masse, mais beaucoup moins consciente et moins organisée que maintenant. La direction était aux mains des différentes fractions de la bourgeoisie, qui disposait de la richesse, de l'instruction et de l'organisation (municipalités, universités, presse, etc.). La monarchie bureaucratique se défendait empiriquement, agissait au petit bonheur. La bourgeoisie choisissait le moment favorable où elle pouvait, en exploitant le mouvement des masses populaires, jeter tout son poids social sur le plateau de la balance et s'emparer du pouvoir. Mais, dans la révolution prolétarienne, le prolétariat est non seulement la principale force combative, mais aussi, dans la personne de son avant-garde, la force dirigeante. Seul, le parti du prolétariat peut, dans la révolution prolétarienne jouer le rôle que jouaient, dans la révolution bourgeoise, la puissance de la bourgeoisie, son instruction, ses municipalités et universités. Son rôle est d'autant plus grand que la conscience de classe de son ennemi s'est formidablement accrue. Au cours des siècles de sa domination, la bourgeoisie a élaboré une école politique incomparablement supérieure à celle de l'ancienne monarchie bureaucratique. Si le parlementarisme a été pour le prolétariat jusqu'à un certain point une école de préparation à la révolution, il a été encore davantage pour la bourgeoisie une école de stratégie contre-révolutionnaire. Il suffit, pour le montrer, d'indiquer que c'est par le parlementarisme que la bourgeoisie a éduqué la social-démocratie, qui est maintenant le plus puissant rempart de la propriété individuelle. L'époque de la révolution sociale en Europe, comme l'ont montré les premières expériences, sera une époque de batailles non seulement implacables, mais raisonnées, beaucoup plus raisonnées que chez nous en 1917.* "

- Il faut étudier Octobre au format pdf

Le drame jusqu'à présent, c'est qu'on n'a pas voulu tenir compte que la bourgeoisie a multiplié, diversifié et amplifié dans des proportions gigantesques les instruments dont elle disposait pour conditionner les masses, les corrompre, les distraire, les détourner de l'essentiel, de sorte qu'elles subissent leur triste destin plutôt que le prendre en mains pour conquérir leur émancipation du règne de la nécessité, de l'exploitation de l'homme par l'homme, la liberté.

Il allait de soi que plus le niveau d'instruction du peuple s'élèveraient et son mode de vie s'améliorerait, plus la bourgeoisie développerait de puissants moyens pour les instrumentaliser, les détourner, les orienter, autrement dit, ils ne devaient servir qu'à justifier le maintien de son état de servitude ou concourir à faire inconsciemment son propre malheur. Tout

progrès social devait l'enchaîner plus solidement encore au capitalisme au lieu de l'en délivrer. Il allait être aveuglé au point de croire que l'amélioration de sa condition matérielle et son épanouissement personnel jusqu'à un certain degré étaient le produit d'une plus juste répartition des richesses ou dû à davantage de liberté à laquelle auraient consenties tous les acteurs sociaux dont les capitalistes, quelle naïveté, cruelle illusion ou ignorance, car en réalité c'était au capitalisme et à ceux qui détenaient le pouvoir qu'elles profitaient en prévision du jour où d'une main ils lui reprendraient ce qu'il lui avait donné de l'autre à une autre époque, quand les conditions de la lutte de classes lui était moins favorable ; d'ailleurs c'est bien simple, durant toute cette période ils n'ont jamais cessé de renforcer leur pouvoir jusqu'au jour où ils décideraient d'en faire usage, un usage tyrannique, cela allait de soi puisqu'ils concentreraient dorénavant tous les pouvoirs.

Aussi longtemps que le capitalisme existera, tout progrès social se retournera contre ceux qui en bénéficiaient jusqu'au jour où il sera remis en cause ou sera annulé. Pourquoi ? Quelle question, mais parce que pendant ce temps-là la vie continue, le processus matérialiste dialectique se poursuit ! Cela va coûter très très cher d'ignorer le développement et le fonctionnement du capitalisme.

Quand votre salaire augmente, vous allez consommer davantage, vous allez contribuer davantage à faire tourner la machine capitaliste, et les capitalistes n'étant pas des philanthropes, vous pouvez être certain que ce ne sera pas à votre avantage à l'arrivée ou plus tard, il n'y a rien d'étonnant à cela, tout est dans l'ordre des choses. Vous pouvez aussi vous dire, que ce que vous consommerez en plus, c'est ce que d'autres travailleurs consommeront en moins, ce n'est pas seulement ce qui n'ira pas dans la poche du capitaliste puisque cela y retournera d'une manière ou d'une autre, si ce n'est pas dans celle de votre employeur ce sera dans celle d'autres capitalistes.

Maintenant on peut se dire qu'il y a un bon côté à notre affaire parce qu'on participe également à l'accélération de la crise du capitalisme, encore faudrait-il en avoir conscience et que cela se traduise sur le plan politique, or comme ce n'est pas le cas, c'est un argument sans valeur de jésuite qui se retournera contre ses auteurs un jour ou l'autre. A ce compte-là, si je spécule je fais une bonne action en tant que militant ouvrier, ben voyons !

Ce qu'on consomme, c'est de la force de travail renfermant le profit que les capitalistes ont extorqué aux exploités. Donc consommer toujours plus, c'est contribuer à renforcer toujours plus le pouvoir des capitalistes et accroître leur fortune au détriment des exploités. C'est pourquoi une meilleure répartition des richesses ne changerait rien fondamentalement, sinon aboutir à un meilleur partage de la responsabilité du maintien en place du régime entre les différentes classes, ce qui porte un nom, le corporatisme, où mène le réformisme.

Pour revenir au passage de Trotsky, 94 ans plus tard, il est plus que jamais d'actualité. Mon activité politique avait pour objectif d'en faire prendre conscience et j'ai échoué, ce qui ne voulait pas dire que je m'étais forcément trompé.

Je n'ai jamais été tenté de parodier les maîtres du marxisme, et pour autant qu'on puisse se servir de leurs précieux enseignements, force est de constater qu'ils commencent à dater et que dans bien des cas ils nous sont peu utiles un siècle ou un siècle et demi plus tard, hormis nous montrer l'orientation dont nous ne devons pas dévier sous peine d'abandonner notre objectif, il nous revient donc d'écrire la suite en nous inspirant de la réalité, en nous emprègnant de la situation, en s'octroyant le droit à l'erreur, c'est la moindre des choses.

On se sent bien seul parfois, incompris, ployant sous des critiques pour la plupart injustes, ce qu'on peut comprendre tant la situation semble inextricable ou désespérée, il y a de quoi en perdre la tête !

Je me suis souvenu d'un autre passage de Trotsky qui pourrait convenir à notre situation :

L. Trotsky : Oeuvres - avril 1939

- "*Oui, la question est de savoir pourquoi nous ne progressons pas en fonction de la valeur de nos idées, qui ne sont pas aussi dénuées de sens que le croient certains de nos amis. Nous ne progressons pas politiquement. Ce fait est l'expression du recul général du mouvement ouvrier dans les quinze dernières années. Quand le mouvement révolutionnaire décline de façon générale, quand une défaite suit une autre défaite, quand le fascisme s'étend sur le monde entier, quand le marxisme officiel s'incarne dans la plus formidable machine à duper les travailleurs, il va de soi que les révolutionnaires ne peuvent travailler que contre le courant historique général. Et cela, quand bien même leurs idées sont aussi intelligentes et exactes qu'on peut le souhaiter. C'est que les masses ne font pas leur éducation à travers des pronostics ou des conceptions théoriques, mais à travers l'expérience générale de leur vie. C'est là l'explication globale : l'ensemble de la situation est contre nous.*"

Si l'ensemble de la situation n'est pas contre nous, c'est la manière dont on l'aborde, dont on aborde les travailleurs qui peut donner cette impression de nos jours. C'est à mon avis le principal problème que nous avons à résoudre. Je considère que l'orientation politique du POID est correcte pour ce que j'en sais tout du moins, pour autant je ne pense pas que c'est de cette manière-là qu'il faut s'adresser aux travailleurs.

Avant de vouloir planter quoi que ce soit sur un terrain afin de récolter ensuite quelque chose, il faut commencer par le déminer,

le dépolluer, l'assainir, si vous plantez des plantes saines sur un terrain impropre à la culture, il n'en sortira jamais rien de bon. Entre nous, je tiens cela de ma piètre expérience de jardinier qui a hérité d'un champ de cailloux, et qui a cru qu'il suffirait de retourner la terre dur comme du béton sur quelques dizaines de centimètres pour obtenir une merveilleuse récolte, des prunes ouais, soit les racines ont brûlées à cause de la chaleur, soit parce que l'eau stagnait, il aurait fallu creuser beaucoup plus profondément et je ne l'ai pas fait, moi seul suis responsable ! Creuser, creuser et creuser encore chaque question qui se pose à nous, c'est préférable...

Je terminerai par une petite histoire indienne.

Ma compagne Selvi m'a raconté il y a quelques jours, qu'autrefois son père touchait un salaire de 3 roupies par semaine, 12 roupies par mois, il y a de cela environ 33 ans, 12 roupies cela fait 12 centimes d'euro (1 euro = 70 à 75 roupies). Selvi avait 14 ans et venait d'accoucher de son premier enfant. A l'époque mon salaire devait être de 3.000 frs, soit 550 euros environ, soit 41.200 roupies. Elle a 6 frères et soeurs, et elle m'a raconté qu'à l'époque ils ne mangeaient pas tous les jours à leur faim où ils se contentaient d'un seul repas, c'est un grand mot, je vous passe les détails, tu m'étonnes, quelle misère noire !

Vous voyez le rapport entre 12 centimes d'euro et 550 euros, l'écart est plus gigantesque encore qu'entre un ouvrier français et un patron du CAC40. Cela donne à réfléchir, surtout quand on se repasse les discours politiques de cette époque, c'est à se demander sur quelle planète on vivait (et certains continuent de vivre et ils sont très nombreux) ! Maintenant quand on intègre ce genre de facteur dans notre réflexion, on porte forcément un autre regard sur les classes, la société, etc. on comprend mieux pourquoi et comment nous en sommes arrivés là.

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries août 2017

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Une causerie du 16 août

Partie 1.

Nous sommes le 16 août, cela fait 21 ans que j'ai quitté la France, quelle excellente idée ai-je eu ! Et 15 ans que je n'y ai pas mis les pieds, qu'aurais-je été y faire franchement, ce pays s'enfonce un peu plus chaque jour sous le poids d'une ploutocratie qui l'entraîne à marche accélérée vers l'abîme, là où se terminera l'aventure humaine comme c'est parti.

L'homme était perfectible, autrement dit il possédait la capacité d'évoluer, de progresser, de se perfectionner, ce qui signifiait aussi que sa nature présentait bien des faiblesses sans qu'on sache si il finirait par les dominer, sans quoi il ne pourrait pas assurer la pérennité de son espèce au-delà d'un certain niveau de développement qui lui serait fatal. Pour qu'il en soit autrement, il aurait fallu qu'il prenne conscience du processus matérialiste dialectique qui régissait la matière et toutes ses manifestations, sa propre nature, son histoire, la société, ce dont il demeurera définitivement incapable semble-t-il, puisqu'il est dorénavant engagé dans un processus de régression sans fin qui à terme menace son existence.

Quelque part on a dû confondre vouloir et pouvoir ou qu'il suffisait de vouloir pour pouvoir, erreur gravissime.

Tout progrès qui ne s'accompagne pas d'une prise de conscience se traduit par des conséquences négatives qui le remettent en cause ou l'emportent à l'arrivée, qu'on imagine un peu, non, c'est la réalité, le salariat est la pire forme d'esclavagisme dans la mesure où celui qui est privé de travail et de salaire n'a plus qu'à crever ou vivre de la mendicité... Tout cela pour en arriver là, c'est à croire que l'homme n'a jamais réellement évolué ou plutôt que tout acquis ne l'était jamais définitivement au point de pouvoir retourner à tout moment au stade de la barbarie, on pourrait ajouter sans même qu'il réagisse puisqu'il s'est accommodé des créatures monstrueuses des talibans, d'Al-Qaïda, Daesh, il allait forcément le payer un jour, plus rapidement qu'il le croyait, le prix fort.

Il ne suffisait pas de ne pas vouloir vivre en esclavage pour y mettre fin ou pour conquérir la liberté, c'était se leurrer que se borner à le croire, il pouvait y demeurer indéfiniment pour ignorer que tel était son statut actuel, puisqu'il ne se demanderait ni pourquoi ni comment il avait pu en arriver là pour le nier, il ira jusqu'à se croire libre, en démocratie, etc. quel leurre ! ; on est impuissant à agir sur quelque chose qu'on nie, d'ailleurs cela ne nous vient même pas à l'esprit, donc aucun changement ne peut se produire ou n'est envisageable dans ces conditions-là, et il est amené à conserver ce statut d'esclave.

On peut refuser ce statut d'esclave, mais cela ne nous donne pas pour autant le pouvoir de nous en débarrasser, il n'existe aucun automatisme en la matière, il faut s'en donner les moyens, sinon la volonté est impuissante à changer quoi que ce soit ou ne sert à rien en soi, sauf à entretenir l'espoir qui finit aussi un jour par s'épuiser à force de repousser toujours plus loin l'échéance de notre libération, on cesse d'y croire et le pire nous échoit.

Ce pouvoir, il tient uniquement au mode de pensée qu'on adopte pour interpréter la matière et sa transformation, notre propre comportement, celui des hommes en général, leurs réalisations, la société, etc. soit il est conforme aux lois qui les régissent auquel cas il peut agir consciemment dessus, sur leur orientation, soit ce n'est pas le cas et il se condamne à subir sa triste existence jusqu'à son dernier souffle, c'est le cas actuellement de la quasi-totalité des hommes à de très rares exceptions près.

Les hommes sont si ignorants de leur propre nature, qu'on se demande comment ils ont pu agir sur le monde extérieur et le transformer en fonction de leurs besoins, qui à l'origine étaient partagés par toutes les espèces animales. Et quand ils réagissent émotivement au lieu de commencer par réfléchir, on s'aperçoit qu'ils n'ont guère changé ou qu'ils ont peu évolué, malgré eux en réalité, inconsciemment ils sont demeurés des primates ou peu de choses les distingues de leurs ancêtres. Vous avouerez que pour rejoindre ou soutenir des partis politiques pendant de longues décennies qui justifiaient des guerres coloniales ou impérialistes contre des peuples innocents ou sans défense, le moins qu'on puisse dire c'est qu'il ne fallait pas être très évolué.

Entre autres faiblesses, les hommes ont tendance à se raconter de belles histoires, à idéaliser certains évènements, à se parer de bien des vertus en passant sous silence celles qui leur font défaut et qui justement sont la cause de leur malheur.

On dit aussi qu'on ne peut pas faire le bonheur d'autrui à ses dépens ou contre son gré, sans se demander pourquoi il lui est inaccessible, on lui imposera si nécessaire, mais l'expérience a prouvé que cela ne fonctionnait pas ainsi. Trotsky constata que malheureusement le niveau de conscience des masses russes (et partout ailleurs dans le monde) avait été très bas, trop bas au moment de la révolution de 1917, et que cela avait eu des conséquences catastrophiques par la suite, ce facteur allait être propice au développement du stalinisme au détriment du socialisme, puis plus tard jusqu'en 1940 il constatera que cette faiblesse avait été à l'origine de toutes les défaites de la révolution socialiste, il en déduisit logiquement qu'il en irait de même indéfiniment si on ne remédiait pas à cette faiblesse, mais apparemment personne ne saisit vraiment ce qu'il avait voulu dire par là, en tout cas rien ne fut entrepris pour la réduire, pire, on négligea totalement ce facteur, vous connaissez la suite.

Marx, Engels, Lénine et Trotsky dans une moindre mesure furent des penseurs et des militants d'exception, qui avaient atteint un tel degré de conscience qu'ils n'avaient besoin de personne pour savoir ce qu'ils étaient ou ce qu'ils faisaient, ce qui ne sera jamais le cas des dirigeants qui leur succèderont. Ils ont décrit les faiblesses des hommes, et ils n'ont cessé de les combattre à leur époque ou dans la société telle qu'elle existait avec les moyens qui étaient à leur disposition. Un des traits marquant de notre époque réside dans l'exploitation outrancière de ces faiblesses par la réaction, qui tire profit de toutes les conditions favorables à leur épanouissement, qui sont autant de contradictions qui se sont développées au cours de l'évolution du capitalisme au stade parasitaire de l'impérialisme, de sorte que tout progrès passé alimente ses faiblesses et neutralise ceux qui en sont victimes, réduits à l'impuissance face à la tyrannie qu'on leur impose. Dit autrement, ennemi du progrès social ou de toute forme d'humaniste, les capitalistes s'en servent pour les instrumentaliser en s'appuyant sur les catégories sociales privilégiées parmi les travailleurs.

On ne l'a pas dit mais chacun l'aura compris, le progrès social n'a fait que renforcer ces faiblesses en l'absence de conscience de classe, il constitue à la fois le principal obstacle à l'émancipation du capital et l'obstacle à abattre pour les capitalistes, ce qui explique pourquoi finalement il peut être liquidé avec tant de facilité.

Ce qui ne nous vient pas à l'esprit parce que nous pensons beaucoup moins que ce que l'on croit, c'est que l'absence de conscience ne concerne pas seulement des actes ou des faits nuisibles à notre bien-être, elle concerne également ceux qui nous sont agréables ou nous apportent une satisfaction, parce que dans les deux cas on ne s'attardera pas trop sur leur origine ou leur portée, soit qu'elles soient pénibles, soit pour ne pas gâcher notre plaisir. Notre insouciance s'appliquant de préférence à ce qui fait notre bonheur concourt à notre insu à notre malheur, cela ne saute pas aux yeux, de toutes manières on préfère les fermer, donc là encore on ne risque pas d'apprendre grand chose, on passe à côté de quelque chose qui se rappellera un jour à notre bon souvenir, mais cette fois l'expérience sera pénible à vivre. Cherchera-t-on à en savoir plus ? Pourquoi ? Pas davantage que par le passé puisqu'on n'aura pas acquis ce réflexe qui n'a rien de spontané ou d'inné. Là aussi, il ne faut pas confondre entre devoir ou vouloir tirer un enseignement d'une expérience et le pouvoir.

Non mais qu'est-ce qu'on s'image, il faut avoir passé des dizaines, des centaines de milliers d'heures à étudier ou à réfléchir à des milliers de questions en tous genres d'actualité ou qui nous sont venus à l'esprit, y compris sur nous-même, avant qu'on puisse abordet chaque expérience sous cet angle ou qu'on les interprète avec une profondeur de vue qui les rendent pour ainsi dire transparentes, pour les cerner au plus près. Au passage, vous avouerez que si un tel exercice est à la portée de chacun ou presque, il est si exigeant que bien peu auront le temps, la volonté, le courage, la patience de s'y adonner tout au long de leur existence, ce qui contribue à valider les principaux enseignements de la révolution russe de 1917 que tous les partis ont abandonnés.

Macron est minoritaire et illégitime, très bien. Il gouverne en s'appuyant sur une minorité, pour une minorité, jusque là nous sommes d'accord, n'est-ce pas ? Comment ou pourquoi ? Grâce à la neutralité ou la passivité de la majorité. Il n'est donc pas interdit d'imaginer qu'une minorité pourrait s'emparer du pouvoir en s'appuyant sur la majorité, dont des pans entiers cesseraient d'être neutres ou passifs mais participeraient au processus révolutionnaire...

Ceux qui vous disent que le peuple doit gouverner, qui prônent le gouvernement du peuple par le peuple sont des démagogues, ils vous tompent, car le pouvoir dillué à tout le peuple, c'est la négation du pouvoir du peuple, le pouvoir du peuple est dissout au profit de son ennemi qui le conserve. Chez les capitalistes, ils ne sont pas des milliers ou des millions à décider la stratégie mise en oeuvre pour sauver leur système économique ou pérenniser leur domination de classe, ils sont une poignée seulement et très organisés, les oligarques les plus puissants, et tous les autres s'excécutent de grè ou de force. Chez eux, le pouvoir est concentré entre quelques mains pour profiter à l'ensemble de leur classe ou ce qui doit en rester au cours de l'évolution du capitalisme, c'est leur conception de la démocratie en quelque sorte. Alors chez nous il doit en être de même, tout du moins dans un premier temps.

Il n'y a que les militants les plus conscients et qui maîtrisent le processus historique qui peuvent incarner la démocratie, au nom du peuple travailleur qui n'a pas atteint le degré de conscience politique suffisant pour gouverner. Il y en a qui croient aux miracles en croyant que la démocratie se décrète, ce sont des charlatans ou des ignares.

Qu'ils viennent donc partager l'existence d'une personne ultra arriérée comme j'en fais l'expérience avec ma compagne Selvi et ils changeront rapidement d'avis, ils se rendront compte très rapidement, que dis-je, sur le champ, quotidiennement, que les choses ne se déroulent pas ainsi, que c'est beaucoup plus compliqué en réalité, très dangereux aussi. Le peuple est faible, vulnérable, ignorant, manipulable à souhait, et ce n'est pas parce que vous faites une révolution qu'il cesse de l'être du jour au lendemain, comme ce n'est pas parce que Selvi vit avec moi qu'elle serait plus évoluée qu'hier, et si elle est amenée à le croire, je la remets immédiatement en place pour qu'elle ne prenne jamais le dessus sur moi, il en va de nos intérêts et de notre avenir.

La liberté de chacun ne consiste pas à empiéter sur celle des autres, sauf que voilà, la plupart des gens ignorent où elle commence et où elle se termine, du coup ils la piétinent... et en retour ils en sont privés.

Partie 2.

Mes lecteurs étant semble-t-il plutôt lunatiques, susceptibles, timorés, rigoristes, ils ont une conception de la liberté d'expression faussement libérale que je ne partage pas. Ils ne peuvent pas concevoir la confrontation des idées autrement qu'une épreuve éprouvante, délibérément provocatrice destinée à les déstabiliser, à les confondre avec leurs contradictions passées ou présentes qu'ils n'assument pas.

A l'école de la vie.

Bien que notre existence soit entravée par le carcan du capitalisme, contrairement aux idées reçues elle nous offre malgré tout une multitude d'occasions de modifier son orientation qui déterminera notre destin jusqu'au crépuscule de notre vie. Sur le tard, on en prend plus facilement conscience, en étudiant chacune de nos expériences on s'aperçoit qu'on est passé à côté de nombreuses occasions qui auraient pu être heureuses, funestes ou fatales. Pour en tirer un enseignement salutaire, on évitera de recourir à la malhonnêteté qui consisterait à affirmer qu'on n'a jamais eu le choix de nos décisions puisque cela ne correspondait pas à la réalité. Pour autant, ce sont souvent les décisions qu'on nous a imposées qui ont contribué à façonner notre parcours, leurs issues ou les conséquences qui devaient en découler dépendant de notre capacité à les assumer ou non pour en modifier le contenu et la trajectoire pour le meilleur ou pour le pire, selon qu'on avait ou non présent à l'esprit que la lutte pour la liberté est un combat de chaque instant. La difficulté à s'en sortir dignement et sereinement provient du fait qu'on doit se mouvoir dans une société qui nous est imposée, où tous les rapports auxquels nous allons être confrontés le sont également, le règne de l'exploitation et de l'oppression n'en épargnant aucun, on passera le plus clair de notre existence à nous leurrer sur nous-même et les autres. Pourquoi ? C'est bien simple, parce que rarement nous avons réfléchi aux conséquences d'une décision ou de nos actes au-delà du présent ou du lendemain immédiat, comme si leur influence devait s'arrêter là, et c'est ainsi que nous ne réfléchirons pas davantage lors des multiples expériences (et leurs enchaînements) à venir, de sorte que finalement nous serons passé pour ainsi dire à côté de notre existence, la plupart du temps en étant convaincu du contraire, cela va de soi puisque jusqu'au bout nous demeurerons sous l'emprise de notre inconscience.

Les plus à plaindre seront ceux qui auront connu du début à la fin une existence rectiligne, plate, fade, monotone, casanière, soporifique, hormis le fait qu'il fallait bien la meubler pour se sentir exister ou exister tout court, ils finiront par faire partie des meubles et leurs idées aussi, ce qui leur procurera une sensation de réconfort à nulle autre pareille, l'ivresse du vide ou de l'ennui les transportera nulle part, et parvenu au bout de ce voyage, tels des morts vivants ou des idiots utiles qui se prennent au jeu, ils ne s'apercevront même pas que la comédie était terminée. Quelle frustration ! Triste destin qu'on ne souhaitera à personne, sachant qu'il est le lot de la plupart des hommes.

S'exprimer librement ne signifie pas pour autant qu'on serait libre ou qu'on penserait librement, on y aspire mais cela n'est pas suffisant, on le proclame, cela n'a aucune valeur, c'est un idéal et jamais un acquis, ceux qui s'endorment dessus sont des mystificateurs ou des individus malfaisants.

Sans philosophie de la vie, on est perdu ou rendu au stade préhistorique du primate ou du sauvage.

Je sais que les discours philosophiques ne sont pas en odeur de sainteté auprès des militants qui ignorent que le socialisme

repose aussi sur la philosophie, qu'elle en est même à l'origine, sinon à quoi bon proclamer que nos droits, aspirations ou besoins sociaux sont légitimes et se passent de toute justification, en réalité on n'y croit pas vraiment ou on n'en comprend pas la signification politique, on peine à le traduire sur le terrain politique, c'est peut-être parce qu'on ne l'a pas à l'esprit spontanément, non ?

On est aussi fâché avec la psychologie ou la psychanalyse, tout ce qui touche au plus profond des hommes, à leur nature, parce qu'on ne l'a pas étudiée ; en ignorant ce que nous sommes, je me demande comment on peut prétendre agir sur les autres, c'est jouer aux apprentis sorciers ou se transformer en procureurs, donneurs de leçons. Comme c'est en observant le comportement des autres qu'on apprend à se connaître soi-même, il vaut mieux qu'ils nous apparaissent différents de nous-même, au passage, c'est ainsi que toute forme de discrimination nous sera étrangère.

Je me suis demandé naïvement qui était le plus intelligent, on devrait plutôt dire le plus évolué, entre celui qui a passé sa vie à étudier dans des livres ou qui a amassé une connaissance livresque et qui a obtenu de nombreux diplômes, et celui qui l'a consacré à observer ce qui se déroulait autour de lui pour en tirer des enseignements, et j'en suis arrivé à la conclusion que l'idéal était d'avoir partagé sa vie entre les deux sans faire une fixation sur un objectif précis, hormis toujours progresser dans la connaissance du monde dans lequel nois vivions pour pouvoir le changer en mieux et en plus juste.

On ne peut donner qu'un sens humaniste à notre vie et plus généralement au développement de la civilisation humaine, ce à quoi contribue au plus haut degré le socialisme puisqu'il incarne cet idéal.

Haut de page

Une causerie de la semaine du 20 août

Partie 1.

La ploutocratie a adopté un fonctionnement bureaucratique. Les Etats ouvriers dégénérés dits socialistes ou communistes avaient adopté un fonctionnement bureaucratique. Ils furent ou ils sont la négation de la démocratie, du socialisme.

Le régime républicain fut qualifié de démocratique parce qu'il reconnaissaît certains droits au peuple, hormis celui de pouvoir gouverner la société qui devait l'être conformément aux besoins de la minorité de capitalistes, il était donc foncièrement antidémocratique, et il ne pouvait pas en être autrement sans inverser les rapports établis entre les classes qui constituaient les fondements du capitalisme.

Tous les Etats, toutes les institutions, qui existent dans le monde et plus particulièrement dans les pays économiquement les plus développés, ont été créés par une minorité et fonctionnent au profit d'une minorité, en conséquence aucun ne peut se prévaloir de la démocratie sans commettre une imposture, un grossier mensonge. La lutte des classes se combinant au développement économique a pu donner l'illusion trompeuse que malgré tout ils renfermaient une dose de démocratie ou que toutes les classes partageaient le pouvoir ou y participaient à des degrés divers, alors qu'en réalité il ne s'agissait que de concessions temporaires et limitées destinées à s'accommoder du rapport existant entre les classes, qui n'entamaient en rien leurs fondements quel que soit le rapport de force en présence entre les classes, de sorte que la classe minoritaire détenant le pouvoir puisse continuer à vaquer à ses affaires.

Jamais l'ordre établi antidémocratique ne fut menacé dans ses fondements par des élections, bien au contraire le recours à la voie législative ne fit que le légitimer. Lors de chaque élection, seuls les partis acquis au capitalisme devaient accéder au pouvoir, tous les autres devaient en être écartés coûte que coûte, les dés étaient pipés. Ensuite, tout parti étant parvenu au pouvoir devait s'employer à gérer la société pour le compte de la minorité capitaliste, donc était amené à piétiner la démocratie. Finalement, on constatera que tout parti, tout chef d'Etat, tout gouvernement, toute majorité parlementaire refusant de rompre avec le capitalisme étaient des ennemis du progrès social, de la démocratie.

Ce qu'il y a d'intéressant dans l'opposition entre le capitalisme et la démocratie, c'est qu'elle met en relief la véritable nature dictatoriale du capitalisme et permet de démasquer les imposteurs, les usurpateurs, les démagogues, les opportunistes qui s'en accommodent et se réclament à la fois du capitalisme et de la démocratie, alors qu'ils ne peuvent pas exister simultanément, aucun travailleur en toute conscience ne légitimant le chômage, la précarité, la pauvreté, le recul de l'âge du départ à la retraite, l'impossibilité de se soigner, de vivre décemment de son travail, la guerre, etc.

Adopter la démocratie n'a rien d'idéologique, de doctrinaire, de théorique ou de partisan, cela ne correspond à aucune stratégie pour atteindre un objectif contrairement au capitalisme dont les mauvaises intentions sont inavouables, c'est uniquement donner les moyens au peuple d'adopter des mesures qui correspondent à ses besoins, de décider librement et souverainement de son destin, de l'orientation de la société.

Pour les militants plus avancés. Adopter la démocratie, c'est poser la question du pouvoir, de l'Etat

Partie 2.

Interprétations divergentes au sein du camp anti-impérialiste, par Thierry Meyssan

- "Les faits le prouvent : l'impérialisme contemporain ne vise plus prioritairement à faire main basse sur les ressources naturelles. Il domine le monde et le pille sans scrupules. Aussi vise-t-il désormais à écraser les peuples et à détruire les sociétés des régions dont il exploite déjà les ressources."

Il ne s'agit donc plus pour les capitalistes d'essayer de sauver un système économique en faillite, mais de perpétuer le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme par n'importe quel moyen afin de conserver leurs statuts privilègiés.

S'ils recourent à cette stratégie, c'est parce qu'il n'en existe pas d'autres à leur disposition au stade de l'impérialisme pourrissant. Maintenant, sachant qu'ils ne peuvent pas opter pour une guerre mondiale qui risquerait de les emporter eux-mêmes, sachant que le système capitaliste est en état de survie artificielle ou ne survit que grâce à un endettement faramineux (qui en d'autres temps aurait précipité son effondrement brutal), la question serait de savoir comment ils parviennent malgré tout à financer toutes leurs guerres contre les peuples. En quelque sorte on vient de répondre à cette question, en recourant à l'endettement, mais encore, à la planche à billets dans des proportions colossales, ajoutons et c'est très important pour comprendre la suite, dans des proportions illimitées, de sorte qu'ils peuvent financer toutes les guerres qu'ils décident d'entreprendre, mais aussi leur politique de déstabilisation des Etats qui leur résistent à défaut de pouvoir leur déclarer la guerre.

Ils s'appuient donc sur un système financier mafieux piloté par les sommets de l'oligarchie anglo-saxonne et relayé par leurs homologues sur tous les continents, qui est quasiment hors contrôle des peuples, grâce à la complicité des acteurs politiques acquis à leur cause qui siègent au sein de tous les gouvernement des puissances occidentales, de toutes les institutions politiques ou financières internationales, de sorte qu'en concentrant tous les pouvoirs, économique, politique (exécutif et législatif), judiciaire, médiatique, ils peuvent mettre en oeuvre la stratégie la plus barbare qui soit en toute impunité ou sans être inquiétés, puisque le mouvement ouvrier international ne s'étant jamais remis de la trahison de la social-démocratie et du stalinisme, il n'existe plus aucune opposition organisée suffisamment puissante susceptible de constituer une menace ou de mobiliser le peuple contre leur politique ou leur régime, ils ont donc le pouvoir et les mains libres pour semer le chaos, la haine et la violence extrême, la guerre, la barbarie aux quatre coins du monde.

Au passage, il faut noter que cela signe la faillite complète des stratégies conçues par tous les courants du mouvement ouvrier qui se sont développés depuis l'après-guerre notamment, dont les conséquences sont dramatiques. Constat navrant et terrible qu'on doit minutieusement étudier pour en tirer les enseignements nécessaires, faut-il encore l'admettre, pour dépasser l'état de frustration ou d'impuissance dans lequel nous nous trouvons aujourd'hui, afin de définir une stratégie pour abattre le capitalisme, l'éradiquer de la surface de la terre, faut-il encore que l'on partage cette conclusion et que des pans entiers de la société l'adoptent avant que l'immense majorité s'en saisisse pour envisager sérieusement d'atteindre cet objectif, nulle autre voie ne permettra d'y parvenir hormis par une révolution, surtout pas par celle des urnes ou des institutions existantes qui ont été forgées par le capital et pour le capital, exclusivement.

Devant la gravité de la situation à l'échelle mondiale, il y a urgence à agir.

Si on continuait chacun de notre côté à tenir les mêmes discours qu'hier, il y a fort à parier qu'on aboutirait aux mêmes divisions, à la même impasse politique. De toutes évidences, nous sommes passés à côté de quelque chose ou nous avons été induits en erreur par les apparences ou les illusions trompeuses du capitalisme en lui prêtant à tort des vertus qu'il ne possédaient pas, qui n'étaient en somme que le produit de ses propres contradictions ou de la lutte des classes, dont celle d'exercer la démocratie, alors qu'en réalité toutes les expressions ou toutes les représentations de la démocratie lui ont été imposées par les peuples, jamais un capitaliste n'y consentit de bonne grâce ou alors c'était sournoisement parce qu'il estimait pouvoir y trouver son compte ou l'instrumentaliser pour en tirer un profit supérieur puisque c'est sa seule raison d'être, ce qu'on a la fâcheuse tendance d'oublier.

J'ai lu à la suite d'un article paru dans un blog un commentaire d'un internaute qui pourrait nous aider à résoudre notre problème.

Il terminait en disant qu'il n'existait plus qu'une seule alternative, le capitalisme ou la démocratie, ce qui signifiait que le capitalisme était incompatible avec l'exercice de la démocratie ou qu'il devait disparaître au profit de la démocratie, définitivement, totalement, soudainement, brutalement, écartant de fait toutes demi-mesures, toute cohabitation, tout compromis, ce qui va à l'encontre des idées reçues qui jusqu'à présent lui attribuaient une valeur démocratique, ce qui ne sera pas sans poser de nombreux problèmes et un terrible dilemme à tous ceux qui avaient réussi à se persuader qu'ils avaient vécu en démocratie en régime capitaliste, comme si cela avait été un jour possible, auquel cas la définition même du capitalisme ne voudrait plus rien dire, puisque jusque dans ses fondements il est foncièrement antidémocratique. C'est son signe distinctif, c'est même à cela qu'on aurait dû le reconnaître... et en rester là, au lieu de le parer de qualités qu'il avait usurpées et qui donnèrent lieu à une épouvantable confusion ou mystification qui de nos jours finit par percer au grand jour.

Opposer le capitalisme à la démocratie évite de discourir à l'infini sur le socialisme ou le communisme pour parvenir finalement au même objectif, ce qui pourrait convenir aux antisocialistes ou anticommunistes qui par ignorance combattaient pour la démocratie au même titre que les militants socialistes ou communistes, qui eux étaient aux prises avec d'autres contradictions pour avoir été induits en erreur par des dirigeants faillis. Mais on ne pourrait opposer sérieusement capitalisme et démocratie qu'à condition de remettre chaque chose à sa place, à se défaire de l'idéologie qui avait consisté à prêter des vertus démocratiques au capitalisme pour rompre définitivement avec lui, car dans le cas contraire on serait toujours tenté de revenir en arrière ou de s'en accommoder et on abandonnerait ainsi notre objectif, bref tout cela ne servirait strictement à rien et on en serait toujours au même point.

Dans le milieu ouvrier, la démocratie avait une connotation négative en général, sauf quand on lui collait un qualificatif, bourgeoise ou ouvrière, qui ne veut plus rien dire de nos jours, en quelque sorte les choses se sont clarifiées, mais elles ne sont pas pour autant d'une clarté suffisante pour rassembler tous les partisans de la démocratie. Quant aux supporters sincères de la démocratie issus des rangs de la petite bourgeoisie ou des classes moyennes, de certains secteurs du patronat, chez les intellectuels, ils ont tellement pris l'habitude de lier le capitalisme et la démocratie qu'il leur sera difficile d'envisager de les dissocier, voire ici de les opposer dans un combat à mort, sauf s'ils considèrent que le néolibéralisme porte atteinte à leurs intérêts fondamentaux, ce qui sera forcément le cas à un moment donné chez certains d'entre eux qui supporteront de plus en plus mal l'orientation de la société.

Au mieux, ce qu'on peut attribuer au capitalisme en terme de démocratie, c'est d'avoir contribué malgré lui à son émergence au cours de son développement et de la lutte des classes. L'intérêt de découpler le capitalisme de la démocratie réside dans le fait qu'elle renvoie les différents acteurs à leur propre camp en démasquant l'hypocrisie de ceux qui s'opposent à des réformes progressistes ou soutiennent la politique d'austérité au nom de la démocratie.

Cette opposition entre capitalisme et démocratie témoigne jusqu'à un certain point de la radicalisation de la lutte des classes, que le prolétariat cherche une issue à la crise du capitalisme quitte à envisager des solutions radicales pour résoudre ses problèmes. Ce processus demeure largement inconscient dans la mesure où il demeure inorganisée ou très faiblement organisée, la question à l'ordre du jour est donc de trouver les moyens de remédier à cette faiblesse pour enclencher une dynamique de masse contre le régime, pour l'abattre, ce qui nécessite que nos dirigeants revoient leur copie et modifient leur discours.

En complément une réflexion d'un internaute trouvé sur le Net.

- "Cela n'a rien d'idiot d'imaginer une évolution vers un monde dual entre barbares (à cravates comme au couteau) et passifs/résignés."

Résignés, si c'est le cas, pourquoi, on peut préférer impuissants temporairement, encore faudrait-il pendant combien de temps...

Partie 3.

L'art consommé du faussaire.

Iñigo Errejón (Podemos)

- « La principale frontière qui divise nos sociétés n'est pas celle qui sépare les sociaux-démocrates des conservateurs, mais celle qui sépare ceux d'en haut du reste de la société qui souffre du consensus néolibéral. »

Il existerait bien un "consensus néolibéral", mais les sociaux-démocrates n'y seraient pas associés, puisque la "frontière" qui les sépare des conservateurs existerait toujours. Du coup on se demande quels sont les différents acteurs qui ont adopté ce consensus.

Un internaute :

- "« nous ne sommes ni de droite, ni de gauche, mais nous sommes ceux d'en bas contre ceux d'en haut »

Bref, le retour en force de la lutte des classes !"

LVOG - Encore faut-il définir pour quel objectif politique et par quel moyen... De plus, évoquer la lutte des classes c'est bien, encore faut-il savoir à qui elle va profiter, aux nantis, aux classes moyennes, à ceux qui bénéficient d'un statut supérieur ou qui ont eu la chance de naître ou de se trouver au bon endroit ou à la totalité des travailleurs sans exception ?

Haut de page

Une causerie de la semaine du 28 août

Partie 1.

- "Selon cette carte, extraite d'un Powerpoint de Thomas P. M. Barnett lors d'une conférence au Pentagone en 2003, tous les États de la zone rosée doivent être détruits. Ce projet n'a rien à voir ni avec la lutte des classes au plan national, ni avec l'exploitation des ressources naturelles. Après le Moyen-Orient élargi, les stratèges US se préparent à réduire en ruines le Nord-Ouest de l'Amérique latine." (Source : Réseau Voltaire)

Cela a peut-être à voir avec la crise du système capitaliste, mondialisé, avec la lutte des classes à l'échelle internationale ?

J'en étais arrivé à la conclusion que ce n'était pas le capitalisme que l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste voulait sauver en adoptant le néolibéralisme, parce qu'elle sait qu'il est condamné à la faillite, notamment en raison du développement démographique exponentiel depuis le milieu des années 50, qui pose le problème de la satisfaction de besoins colossaux incompatibles avec la confiscation des richesses produites dans des proportions toujours plus gigantesques au profit de cette minorité de parasites.

Pour conserver le pouvoir, maintenir leur hégémonie de classe qui se confond avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, les capitalistes devaient s'émanciper des contradictions de leur système économique qui menaçaient leur existence à terme, ce qu'ils firent en développant un système financier mafieux, neutraliser la lutte de classe des peuples qui allaient résister, mais pour y parvenir cela impliquait que sur tous les continents la même stratégie politique soit appliquée ou que chaque pays s'y intègre ou s'y soumette, de sorte que le pouvoir échappe totalement au peuple, qu'il devienne insaisissable au point que les peuples ne puissent plus le contester ou tenter de le renverser, ce qui devenait possible dès lors que l'oligarchie détenait également le pouvoir politique, concentrait entre ses mains tous les pouvoirs, tout devenait possible ou presque son pouvoir étant pour ainsi dire infini, tout du moins c'est ce dont elle a été amenée à se persuader.

La stratégie du chaos et de la guerre, l'instauration d'une dictature mondiale au profit de la ploutocratie sont les instruments idéals pour imposer aux peuples régression sociale et soumission, alors qu'ils aspirent au progrès social et à la paix, à la liberté, tandis que leurs besoins ne cessent de croître et leur impatience grandit, quel que soit le niveau de corruption du mouvement ouvrier et des institutions, les peuples résistent parce qu'ils n'ont pas le choix, c'est également pour eux une question de vie ou de mort.

La civilisation humaine est face à un dilemme, soit elle trouve le moyen de concevoir son développement futur au-delà du capitalisme, soit elle n'y parvient pas et elle est condamnée à disparaître, autrement dit, la question de la rupture avec le capitalisme, son éradication de la surface de la terre ne se pose pas en terme idéologique mais correspond à une nécessité impérieuse sans même qu'on recourt à une théorie pour le justifier, les faits se suffisent à eux-mêmes.

Les peuples, les travailleurs des différentes classes doivent engager le combat pour s'emparer du pouvoir politique et imposer un ordre social sur la base de leurs besoins ou aspirations, ce qui n'est concevable qu'en abolissant le capitalisme et l'ensemble de ses institutions.

Si la lutte à mort entre le capitalisme et la démocratie ne s'engageait pas ou n'était pas mis à l'ordre du jour, tout espoir d'un monde meilleur et plus juste disparaitraît à tout jamais dans un flot de sang et de larmes qui engloutirait la civilisation humaine.

Ce qu'il faut bien comprendre et demeure le plus difficile à admettre pour un grand nobre d'entre nous, c'est que le néolibéralisme n'est pas apparu par enchantement ou par hasard, il est le produit d'un processus matérialiste dialectique et historique, du mode de production capitaliste ou du développement des forces productives, il correspond à la phase ultime d'un cycle économique qui a débuté lors du passage au néolithique lorsque les hommes commencèrent à produire au-delà de leurs besoins et à asservir d'autres hommes placés en esclavage, et qui pour survivre devait produire pour leurs maîtres.

Ce cycle devait durer aussi longtemps que les hommes ne parviendraient pas à produire de quoi satisfaire tous les besoins de la population, ils demeureraient prisonniers du règne de la nécessité. Mais une fois parvenu à remplir cette condition, ils n'allaient pas pour autant parvenir à s'en émanciper du fait que ce processus s'était déroulé inconsciemment et avait engendré des inégalités sociales entre les classes qui allaient voir le jour, au point que la classe détenant les moyens de production et donc le pouvoir politique s'y accrocherait, refuserait de mettre les forces productives qu'elle avait contribuées à développer au service des besoins de l'ensemble de la population, préférant encore les détruire pour conserver son pouvoir, accroître sa fortune et sa puissance. Nous en sommes là.

Le néolibéralisme correspond à la fois à l'étape ultime du capitalisme et du règne de la nécessité ou de l'exploitation de l'homme par l'homme, d'où la difficulté à s'en débarrasser, et si la tâche s'annonce grandiose, elle est tout à fait réalisable si tous les exploités et opprimés s'unissent pour imposer la démocratie, qui on l'aura compris n'a jamais existé dans le passé, puisque jamais

les peuples ne détinrent réellement le pouvoir de décider librement l'orientation de la société, leur propre destin, ils vécurent sans cesse sous le joug d'une minorité qui oeuvrait à la préservation de ses privilèges, ceux justement qu'il s'agit désormais d'abolir.

L'heure a sonné de choisir son camp entre celui du capitalisme avec toutes les conséquences que cela implique, et celui de la démocratie, du peuple souverain qui doit impérativement s'organiser et prendre conscience de ce processus historique pour terrasser son ennemi, aucun compromis n'est possible entre ces différents protagonistes qui sont engagés dans une lutte à mort pour leur survie.

Quant aux différentes interprétations auxquelles le régime en place a pu donner lieu dans le passé, davantage influencées par les besoins individuels de chacun de leurs auteurs ou l'idéologie de la classe dominante, plutôt que leur prise de conscience de ce processus historique, laissons cela de côté provisoirement si vous le voulez bien, ne nous dispersons pas, ne nous divisons pas, ne cherchons pas à polémiquer inutilement et sans fin, nous ne servirions pas notre cause en agissant de la sorte, nous courrions à notre perte.

Vous aurez noté que je n'ai pas mentionné une seule fois le socialisme, c'était inutile puisqu'il coïncide avec la réalisation de la démocratie, qui ne peut se concevoir que sur le cadavre du capitalisme. Il faut éviter de recourir à toute référence qui est sujette à querelle, tout en laissant chacun libre de s'exprimer ou d'agir en fonction de son engagement politique ou de ses convictions.

Entre nous, c'est un internaute qui avait posté un commentaire dans le blog Les-crises.fr qui m'a mis sur la piste de cette stratégie ou plutôt qui m'a permis de la finaliser.

Quand on observe le comportement des électeurs dans les différents pays de nos jours, on s'aperçoit qu'ils se moquent des partis et des institutions, une seule chose compte à leurs yeux, comment satisfaire leurs besoins, comment préserver leur niveau ou mode de vie, leur petit confort, comment l'améliorer si possible, c'est donc très matériel ou terre à terre, pragmatique, en espérant toujours éviter la régression sociale ou le pire, quitte à accepter de nouveaux sacrifices encore et encore, mais jusqu'où et jusqu'à quand, tout en étant impuissant à répondre à toutes ces questions parce qu'elles ramènent aux fondements de la société qui a modelé tous les rapports existants qu'ils ne sont pas prêts à balayer, au capitalisme.

On peut observer également que seulement une infime minorité de la population est engagée dans la lutte de classes ou se préoccupe de l'orientation de la société. La plupart se contentent de voter, même plus dans bien des cas, et le reste du temps ils subissent leur sort, ils ne s'expriment pas, c'est comme s'ils n'existaient pas, au mieux leur voix est inaudible, personne ne les écoute, la démocratie est bâillonnée...

Partie 2

Qui a dit ?

- "Dans le cas où je suis réincarné, j'aimerais revenir en virus mortel, afin de contribuer à résoudre la surpopulation" (Deutsch Press Agentur - août 1988)

- "Nous devons abattre la population en surplus"

Réponse : Le prince Philip. (Deutsch Press Agentur - août 1988 et American Almanac - 25 août 1997)

L'eugénisme est un des aspects du néolibéralisme qui se décline de mille manières, mais qu'on préfère ne pas aborder, tant il est effrayant et parce que l'immense majorité de la population l'ignore ou le nie...

Quand ils ne les éliminent pas, ils les déplacent.

Trop de réfugiés en Europe?

Quand les émotions font offices de réflexions pour déterminer un comportement, on est en droit de se demander si on a à faire à des individus évolués ou arriérés. L'enfer est pavé de bonnes intentions, gare à celui qui se leurre lui-même !

C'est marrant tous ces intellectuels ou journalistes humanistes, progressistes et autres socialistes, communistes ou trotskystes qui l'air de rien se retrouvent à entonner le même discours que la pire réaction en encourageant une immigration de masse en Europe.

Il ne leur viendra pas un instant à l'esprit que cette opération pourrait s'inscrire dans le cadre d'une stratégie définie de longue date destinée à semer le chaos, à créer un climat délétère, à déclencher des réactions de haine dignes d'une guerre civile entre les différentes couches de la population pour justifier l'instauration d'une dictature de fer au profit de la ploutocratie au pouvoir...

A l'instar du parti démocrate américain ou des néolibéraux de gauche (sic!), ils en rajoutent une couche, ils se font les zélés défenseurs de cette stratégie infâme.

On atteint là le comble de la confusion ou de l'imposture.

Dites-moi qui est à la manoeuvre et je vous dirai quelle cause vous soutenez réellement, assurément pas celle que vous affichez ou que vous croyez défendre.

Le 20 juin 2012, Peter Sutherland (Irlandais - 71 ans) s'exprimait par le biais du site de la BBC devant la sous-commission des affaires intérieures de la Chambre des Lords :

- « ...il faut détruire l'unité interne des nations européennes afin de les ouvrir à l'immigration de masse, changer la structure de leur population, et générer ainsi plus de croissance économique. »

Un très court condensé de son curriculum vitae donnera amplement la réelle dimension du personnage

— Représentant spécial du Secrétaire-Général de l'ONU pour les migrations internationales (depuis 2006)
— Président de l'European Policy Centre, de Goldman Sachs International (depuis 1995),
— Président de BP(British Petroleum) (1997-2009),
— Président d'honneur de la Commission Trilatérale (2001-2010),
— Directeur non exécutif de la Royal Bank of Scotland.
— Commissaire européen de 1985 à 1989
— Président de Allied Irish Banks de 1989 à 1995
— Directeur général du GATT et de l'OMC de 1993 à 1995.
— Membre du directoire d'Investor AB jusqu'au 11 avril 2005,
— Membre du directoire d'Ericsson (dont il fut directeur en 1996) jusqu'au 4 mars 2004.
— Administrateur de alibaba.com, société qu'il dirigea en 2000.
— Représentant honoraire pour l'Union européenne du Transatlantic Policy Network.
— Consultant de la section extraordinaire de l'Administration du Patrimoine du Saint-Siège
— Ancien membre du comité directeur du Groupe Bilderberg

Etc., etc., etc.

http://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/emmanuel-macron-un-putsch-du-cac-192143

LVOG - J'ai envoyé ce courriel à M. Collon, qui évidemment ne m'a pas répondu, mais bon, c'est un journaliste.

Quelque temps auparavant je m'étais désabonné de sa "news letter", après qu'il eut signé un appel en direction de Macron paru dans Libération je crois, pour lui demander de changer la politique de l'impérialisme français envers la Syrie, j'ai estimé qu'une telle démarche était inacceptable parce qu'elle ne tenait pas compte de l'illégitimité de Macron pour gouverner, j'ai jugé qu'elle constituait un coup de couteau dans le dos du mouvement ouvrier et des travailleurs au moment même où le combat contre ses ordonnances s'engageait, parce que l'illégitimité de Macron ou le fait que son parti soit ultra minoritaire dans le pays constituait un argument capital qui pouvait convaincre les travailleurs de passer à l'action.

L'illégitimité de Macron rend illégitimite toute mesure qu'il pourrait proposer ou adopter, et c'est un des aspects déterminant de la situation qui peut aider les travailleurs à en arriver à la conclusion qu'eux seuls sont légitimes pour décider l'orientation de la société, si telle ou telle mesure doit être appliquée, donc ils dénieront à Macron ou à quiconque d'en décider à leur place, ce qui les conduirait à avoir confiance en eux-mêmes pour continuer leur combat et se fixer des objectifs politiques plus audacieux encore...

J'ai défini ce qui caractérise la démocratie, son incompatibilité irréductible avec le capitalisme qui pour cette raison doit être aboli, et tout combat qui n'est pas orienté dans cette direction sert une autre cause que la nôtre, celle de notre ennemi.

A propos de Macron

Il y a peu Macron a vénéré le "modèle social" suédois.

La Suède a été pendant l'essentiel du XXe siècle un régime de parti unique (soutenu par quelques familles d'industriels troubles). Pays "neutre" (et néanmoins parmi les principaux exportateurs d'armes au monde), la Suède poursuit son développement économique en appliquant sa recette particulière de modernisme totalitaire, réduisant les libertés, supprimant toute forme de divergence au nom du consensus et visiblement déterminée à détruire tous les liens entre mari et femme, enfants et parents, jeunes et vieux.

Le chômage des jeunes y est plus élevé qu'au Royaume-Uni et dépasse la moyenne européenne. L'intégration est un défi de tous les jours et, comme en Norvège et au Danemark, la droite ne cesse de gagner du terrain.

Publié le 27 janvier 2014 dans The Guardian (extraits)

- "Un personnage de roman", Emmanuel Macron dépeint par Philippe Besson - Franceinfo

Écrivain, Philippe Besson a passé neuf mois aux côtés d'un homme qui au départ a fait figure d'utopiste et qui est aujourd'hui au Palais de l'Elysée.

- "Brigitte Macron divinement élégante lors d'une visite officielle en Grèce - Voici.fr"

- La baisse de popularité d'Emmanuel Macron et d'Edouard Philippe se confirme - francetvinfo.fr

Pour le deuxième mois consécutif, le couple exécutif connaît une baisse de popularité, avec 30% d'opinions favorables pour Emmanuel Macron et 32% pour Edouard Philippe. francetvinfo.fr 03.09

- Avec sa lourde chute dans les sondages, Macron paye-t-il le prix du marketing politique? - Le Huffington Post

- Macron pris en flag de tricherie.
https://www.youtube.com/watch?v=Ol-svl1_AdE

Ce que je retiens, c'est tout autre chose. A savoir qu'il y a peu certains ont été jusqu'à écrire que Macron serait incompatible avec la Ve République ou qu'il allait lui porter un coup fatal, patati patata, vous savez les mêmes qui nous avaient fait le coup avec Mitterrand... J'en aurais ri si l'affaire n'était pas si sérieuse, après avoir constaté qu'en réalité il incarnait à la perfection les aspects bonapartistes ou monarchistes de la Constitution.

Haut de page

La causerie de la semaine du 31 août

Partie 1

Quand on sait que dorénavant l'humanité est parvenu à un stade de développement où elle est en mesure de satisfaire les besoins de la population mondiale, et qu'on observe que les peuples des pays économiquement les plus développés cautionnent des régimes qui s'y opposent au profit d'une minorité de privilégiés, d'exploiteurs qui concentrent les richesses, les moyens de les produire, tout le pouvoir, on est en droit d'en déduire que la majorité de ces peuples s'est laissé corrompre ou s'accommodent de leur condition, et que par conséquent ils demeurent indifférents au sort que le capitalisme a réservé à la population du reste du monde, en espérant qu'il continuera de les épargner en échange de leur soumission à l'ordre établi, qu'ils assument plus ou moins à défaut de pouvoir le justifier.

Cette soumission sous-entend ou implique l'abdication de leurs droits au lieu d'en faire un principe inviolable, ce qui explique pourquoi ils ne se mobiliseront pas quand leurs droits acquis seront remis en cause ou pour en acquérir de nouveau. Leur neutralité ou leur passivité face à une agression généralisée contre leurs droits sociaux ou politiques en témoigne si nécessaire. Ils sont donc dépourvus de conscience de classe.

C'est de ce constat qu'il faut partir.

Quant à ceux qui interviennent dans la lutte de classes, la plupart d'entre eux militent uniquement pour améliorer leur propre condition ou pour satisfaire leur lubie du moment, tout en demeurant soumis au joug du capitalisme qu'ils estiment supportable. Leur conscience de classe ne dépasse pas le stade primaire de l'instinct de survie, pour le reste ils sont aussi ignorants que la masse des travailleurs et ce n'est pas la modestie qui les étouffe.

Je crois que dans tous les domaines on marche sur la tête. Je précise qu'il s'agit là d'un constat et non d'un jugement. L'avantage de confondre les deux réside dans la possibilité qu'offre cette confusion de rejeter ce constat, ce qui est un procédé malhonnête qu'emploie un grand nombre de militants à court d'arguments.

Partie 2

A propos du marché aux esclaves.

- Pays-Bas. Au bout de 20 ans de réformes du marché du travail : l'emploi trop flexible ? - IRES - février2017
http://www.ires-fr.org/publications/chronique-internationale-de-l-ires/item/5188-pays-bas-au-bout-de-20-ans-de-reformes-du-marche-du-travail-l-emploi-trop-flexible

Ce fut le laboratoire de la flexibilité à outrance du marché aux bestiaux humains. Drogue, prostitution, exhibition et sexualité débridée, dégénérescence en tous genres, guerres au Moyen-Orient, institutions financières, politiques ou judiciaires supranationales et mafieuses, etc. cette monarchie s'est liée à l'oligarchie financière et au sionistes avant qu'ils n'émigrent aux Etats-Unis...

- Avec les ordonnances de la loi travail, Emmanuel Macron va mettre fin à "l'exception française" - Le Huffington Post

L'heure d'une certaine normalisation est venue.

"Pour sortir de l'exception française il faut en épouser l'imaginaire et donc les codes... (Bonapartistes ou monarchiques selon les cas. - LVOG) Si la France entend peser d'un poids supérieur dans l'Europe libérale, alors elle doit d'abord retrouver de l'autorité et cela passe par des réformes... "

"On lui reproche tout à la fois son monarchisme et son alignement sur Bruxelles." Le Huffington Post 04.09

Partie 3

La pire réaction est à l'oeuvre et aux commandes dans de très nombreux pays

- Pologne : les profs en grève contre la réforme scolaire et la réécriture de l'Histoire par les conservateurs - francetvinfo.fr

Les enseignants sont appelés à la grève par leur principal syndicat, lundi, pour dénoncer la réforme scolaire qui entre en vigueur à la rentrée. francetvinfo.fr 03.09

Cette réforme réécrit l'Histoire à sa manière, au point d'écarter une figure nationale, Lech Walesa. Le fondateur du syndicat Solidarité, prix Nobel de la paix en 1983 et ancien président de la République, de 1990 à 1995, (..) n'apparaît donc plus dans les programmes scolaires. À la place, les élèves de 10 ans apprendront les soldats maudits, ces mouvements de résistance polonais des années 50 qui luttaient contre le communisme.

En biologie, les adolescents ne découvriront pas la théorie de l'évolution car l'apparition de l'homme sera enseignée en cours de religion. (Comme dans la Turquie du Frère musulman et protecteur du salafisme Erdogan - LVOG)

Partie 4

Quelques vidéos.

L'influence de l'Arabie saoudite par Pierre Conesa
https://www.youtube.com/watch?v=R816t_9G9E0

Pierre Conesa, auteur de Dr Saoud et Mr Djihad, la diplomatie religieuse de l'Arabie Saoudite (Robert Laffont) Ancien haut fonctionnaire au ministère de la Défense

ONG, ces officines de la réaction.
https://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/du-biafra-a-la-syrie-msf-une-ong-140302
http://www.atlantico.fr/decryptage/ces-ong-financees-milliardaire-americain-qui-chuchotent-oreille-union-europeenne-pour-encourager-migrants-installer-bernard-2694796.html
https://fr.sputniknews.com/international/201601281021275790-soros-ong-hrw-financement/

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries septembre 2017

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 2 septembre 2017

CAUSERIE

Au temps des barbares !

- Causerie du 2 septembre, 5 pages.

Voilà une question qu'on ferait bien de se poser :

Alors que jamais l'ensemble des conditions ne seront réunies pour que se réalise une révolution sociale ou politique, qui plus est pour qu'elle ait une chance de vaincre quelque part dans le monde depuis un siècle, comment se fait-il qu'on nous a présenté le déroulement de certains évènements de manière à nous faire croire le contraire, et que personne n'ait relevé, mieux, contesté cette interprétation fantasmagorique ou farfelue, erronée ou frauduleuse des rapports existant entre les classes ?

En agissant de la sorte, par complaisance, naïveté ou ignorance, nous nous sommes comportés en vulgaires croyants aux miracles ! Conséquence inévitable : Au lieu d'avancer pas à pas vers le socialisme, nous n'avons cessé de nous en éloigner.

Qui osera nier ce constat ?

On nous a raconté de belles histoires et nous les avons crues, parce que cela nous arrangeait ou flattait notre penchant révolutionnaire quand nous étions jeunes et bourrés d'illusions. Nos aspirations étaient sincères et légitimes et elles le sont demeurées, je parle pour ceux qui ne les ont jamais reniées. Ce fut une manière comme une autre d'entretenir notre soif insatiable de justice et notre idéal humaniste de liberté, mais malheureusement ce fut aussi l'expression d'un révisionnisme du marxisme ou d'un gauchisme qui devait servir à compenser l'incurie ou l'aventurisme de dirigeants qui se prenaient pour ce qu'ils n'étaient pas ou qui manifestement ne possédaient pas les qualités requises pour assumer leurs responsabilités, et à couvrir leur opportunisme dont ils avaient parfaitement conscience pour aller jusqu'à le théoriser, qui finalement allait s'avérer fatale à l'avant-garde du mouvement ouvrier.

Sachant qu'il faudrait encore attendre de longues décennies avant que les conditions mûrissent pour qu'une révolution ait lieu et soit en mesure de triompher, tels des prophètes émettant des oracles, ces dirigeants travestirent les faits pour entretenir le moral de leurs troupes, qui finirent par s'épuiser dans un activisme forcené en pure perte avant de se décomposer et finalement de se disloquer ou de se fossiliser, au lieu de s'employer à former leurs militants et cadres au matérialisme dialectique puisque rien ne pressait, au lieu de s'employer à élever le niveau de conscience des masses pour recruter leurs éléments les plus conscients et construire pas à pas le parti, leurs discours aux relents révolutionnaires ou démagogiques selon les circonstances servirent

à détourner ou instrumentaliser l'activité des militants au profit du réformisme bourgeois et de leurs appareils, des autres partis qui l'incarnaient dont le PS, au détriment à la fois de leurs propres militants et du combat pour le socialisme qui durant toute cette longue période aurait dû être subordonné exclusivement à la construction du parti puisque c'était raisonnablement le seul objectif qu'ils pouvaient se fixer d'atteindre.

Leurs interprétations de la situation ne correspondant pas à la réalité, les rapports qu'ils allaient entretenir avec l'ensemble des classes ou des acteurs politiques seraient forcément faussés, et logiquement il ne devait rien en sortir ou en rester à l'arrivée. Sans préjuger de leurs intentions, force est de constater qu'ils étaient totalement coupés des masses, ils ignoraient comment elles interprétaient leurs conditions ou la situation et pourquoi elles demeuraient indifférentes à leurs discours, ceci expliquant cela.

On aurait pu tout aussi bien dire qu'ils avaient eu faux sur toute la ligne, la preuve, il n'en reste pratiquement plus rien, ni militants, ni parti, ni réformes, ni espoir, ni idéal, que dal à part beaucoup de confusion ou de désarroi ! Si maintenant nous ne sommes pas convaincus qu'il aurait pu en être autrement pour continuer dans le même registre et s'enfoncer davantage encore, autant s'avouer vaincu d'avance et dire adieu au socialisme ou à tout espoir de changer la société.

Il se peut que les militants qui ont bénéficié d'un mode de vie relativement confortable tout au long de leur existence s'en accommodent plus ou moins consciemment. On conçoit très bien qu'il leur en coûterait très cher de se remettre en cause, après s'être fourvoyés si longtemps et que la plupart n'y sont pas prêts, en ont-ils conscience tout simplement ? Tordre une fois de plus la réalité pour justifier un pareil bilan risque de s'avérer un exercice périlleux et fatal, avis aux amateurs.

Avant de poursuivre il nous reste un point à préciser qui nous servira de transition vers la seconde partie de cette causerie.

Bien que j'aie toujours été animé de bonnes intentions et que j'aie fait preuve d'une sincérité absolue, apparemment aucune des personnes qui se sont connectées sur ce portail jusqu'à présent n'ont compris ce que j'avais voulu expliquer dans mes causeries, toutes m'ont pris finalement pour un aventurier ou un cinglé, un type peu sérieux ou sans intérêt, un furieux dogmatique ou un éclectique atteint de mégalomanie, au choix. Ils jugèrent mon discours ou mes conclusions politiques outrancières, extrémistes, gauchistes et j'en passe, mais ce qui les indisposèrent le plus et ce qu'ils ne me pardonnèrent pas, ce fut de faire le lien entre la stratégie politique adoptée par l'oligarchie financière anglo-saxonne qui trône au sommet du capitalisme mondial avec l'évolution de la société depuis plus d'un siècle, parce que des personnes ou des acteurs politiques peu recommandables ou carrément infréquentables avaient produit antérieurement des interprétations proches ou similaires, jusqu'à un certain point seulement car ne prenant pas en compte la lutte des classes ou la niant pour finalement se situer sur le terrain de classe de nos ennemis, aveuglés par leur dogmatisme ou leur ignorance, les lecteurs démontrèrent qu'ils étaient incapables de faire la part des choses, tandis que je n'avais jamais abandonné notre terrain de classe, se laissant guider par un vieux réflexe inconscient consistant à rejeter tout ce qu'ils ignoraient ou plus précisément tout ce que leurs dirigeants passés et présents ignoraient.

Oui je l'assume entièrement, j'ai osé affirmé que la démocratie n'a jamais existé, que nous vivions sous un régime oligarchique, ploutocratique, barbare, et je précisait pour enfoncer le clou que ce n'était pas nouveau. Eh oui depuis L'impérialisme stade suprême du capitalisme rédigé par Lénine il y a un siècle, c'était forcément cette tendance qui allait se développer au cours du XXe siècle à défaut de passer au socialisme, on l'a tout simplement oublié ! Incroyable, n'est-ce pas ? Et pourtant c'est la stricte réalité. Vous en voulez une preuve supplémentaire, je vais vous en donner une qui m'est venue à l'esprit ce matin.

En quelque sorte j'ai eu raison trop tard et non trop tôt comme ont pu le croire mes détracteurs en proie à une terrible confusion.

Il est étonnant qu'on en vienne aujourd'hui à admettre que des barbares nous gouvernent, alors que la barbarie qui avait eu l'occasion de se manifester dans des proportions inouïes ou inégalées lors de la Seconde Guerre mondiale impérialiste n'allait jamais cessé par la suite de se répandre à travers le monde, sous forme de guerres, de famines, pandémies, etc. toutes fabriquées, fomentées par ceux qui avaient tiré profit des deux guerres mondiales, les banquiers, l'oligarchie, les plus importants actionnaires des multinationales, pendant qu'en France et dans tous les pays qui avaient subi d'importantes destructions et pertes humaines entre 1939 et 1945, pendant des années et des décennies, jusqu'à nos jours en fait, des millions de travailleurs et leurs familles allaient être soumis à un régime de misère ou de grande pauvreté, de précarité extrême, livrés à l'indigence, ne survivant que grâce à la charité publique destinée uniquement à assurer la stabilité du régime et des institutions.

Voilà le régime que par enchantement on n'allait pas qualifier de barbare, préférant le gratifier généreusement d'un vernis démocratique sans trop se demander de quoi il était fait ou ce qu'il recouvrait en réalité, encore moins envisager dans quelle perspective il s'inscrivait par crainte qu'il n'y résista pas un instant, bref, on s'évertua à ne considérer qu'un aspect de la situation. On refusa de regarder la réalité en face en formulant l'espoir qu'elle ne nous rattraperait pas, et que la révolution socialisme nous épargnerait cette épreuve, refusant d'admettre qu'aucun peuple n'y était préparé, on se berça d'illusions, on alla jusqu'à imaginer qu'il suffirait d'y croire pour que cela se produise en occultant totalement l'orientation du capitalisme mondial et les formidables moyens dont il disposait dorénavant pour conditionner et corrompre les peuples, annihiler leur espoir de conquérir un jour leur émancipation du joug de l'exploitation de l'homme par l'homme, les éloigner du socialisme. On se comporta en enfants gâtés qui ne peuvent imaginer que le pire pourrait leur arriver ou que la barbarie deviendrait leur lot quotidien.

Admettons provisoirement que tout cela appartienne au passé et intéressons-nous au présent. Aujourd'hui il y a des choses positives et il faut les relever, quant à celles qui sont négatives, il faut s'atteler à les corriger sans tarder car il y a urgence. Il faut toujours être animé de bonnes intentions et demeurer loyal envers nos principes, digne de notre idéal.

Parmi les choses positives j'ai relevé, l'éditorial de Daniel Gluckstein de la Tribune des travailleurs (POID) qui a dû surprendre plus d'un militant par sa violence. J'ai souri en le lisant, j'ai repensé aux militants de ce parti qui me traitaient d'extrémiste il n'y a pas si longtemps et qui vont souscrire enthousiastes à cet éditorial... ou en être effrayés en croyant que Gluckstein est tombé sur la tête.

Les barbares sont au pouvoir. Ils l'étaient déjà, mais la barbarie était plus feutrée ou elle faisait l'objet d'un traitement plus ou moins conciliant jusqu'à présent de la part des différents acteurs politiques ou institutionnels. Il leur aura fallu sacrifier le PS pour se lâcher enfin, afficher sans fard ou masque le vrai visage hideux du capitalisme en la personne de Macron, le clone rajeuni, ridicule, désuet, grotesque de Hollande, la créature immonde de l'oligarchie et ses médias. On ne va pas s'éterniser ici sur cet aspect de la situation pour l'avoir évoqué sous toutes les coutures au cours des dernières années.

Je partage volontiers cet éditorial, il est à la hauteur de la situation. Rappelons-nous que dès 2012 Hollande livrait des armes aux barbares d'Al-Qaïda (Al-Nosra) qui allait détruire la Syrie et massacrer son peuple. On pourrait remonter à la IVe République quand la SFIO et le PCF s'entendaient pour bombarder le Vietnam puis l'Algérie, avant de faire volte-face une fois la défaite et l'indépendance devenues inévitables... On pourrait remonter ainsi jusqu'au début du XXe siècle et dresser le même constat, mais laissons cela de côté, tout cela figure dans les causeries antérieures avec documents ou témoignages, preuves à l'appui.

Les mêmes barbares étaient déjà au pouvoir dans de très nombreux pays dans le monde, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Israël, en Inde où les conditions de vie sont précaires par définition, nous vivons un véritable cauchemar au quotidien... Je ne suis pas sûr qu'on en ait pris un jour réellement la mesure. Il aura fallu que cela atteigne brutalement la France pour l'admettre enfin, parce que la barbarie est devenue en quelque sorte incontournable, elle frappe indistinctement à des degrés divers toutes les classes, au point qu'on en oublie les bienfaits du capitalisme qui profitaient à certains, tandis que des millions souffraient quotidiennement de ses méfaits en France, et davantage encore ailleurs dans le monde dans l'indifférence générale ou presque, comme si le pire était naturellement réservé aux autres peuples.

Mais non, la barbarie n'épargnera personne, les militants et les travailleurs doivent le savoir et le plus tôt sera le mieux, avant qu'il ne soit trop tard, si ce n'est pas déjà le cas, car lorsqu'elle est installée, il est extrêmement difficile de la combattre ou de la déloger.

Cela me donne envie de soutenir le POID et de reprendre mon activité politique. Je réfléchis à la meilleure manière d'être utile à notre combat sans revenir à la formule précédente trop contraignante et épuisante physiquement.

Sur le plan stratégique, j'en suis arrivé à la conclusion qu'il fallait opposer le capitalisme à la démocratie pour tenir un discours compréhensible par tous les travailleurs, sans renier quoi que ce soit de nos principes ou de notre idéal, de notre objectif politique qui demeure la prise du pouvoir par la classe ouvrière associée aux couches des classes moyennes qui n'ont aucun intérêt à la survie du capitalisme.

Si je n'ai rien publié depuis deux mois, je n'ai cessé de réfléchir et d'écrire depuis deux mois, notamment à ce propos. Je vais voir si je peux en tirer quelque chose. Cela dit, je dois préciser qu'on ne peut concevoir la démocratie une fois seulement après avoir admis la nécessité d'abolir le capitalisme, autrement dit on ne peut pas se réclamer des deux à la fois ou s'accommoder des méfaits du capitalisme et professer la démocratie, ils sont irrémédiablement incompatibles, et si nous nous en étions tenus à ce constat nous n'en serions pas là aujourd'hui.

On ne peut concevoir la démocratie que sous la forme de l'exercice du pouvoir par le peuple pour le peuple, ce qui implique qu'il ait conquis le pouvoir politique, pas par les urnes puisque l'expérience prouve que c'est impossible depuis plus de deux siècles, mais par une révolution puisqu'il n'existe pas d'autres moyens à la disposition des travailleurs pour s'emparer du pouvoir politique.

Il faut concevoir que l'affrontement violent entre les classes est inévitable, mieux, souhaitable, et il faut impérativement s'y préparer et y préparer les travailleurs, ou alors il faut se soumettre à cet ordre barbare, il n'existe pas d'autres voies ou alternatives politiques.

Cela implique évidemment qu'on ne laisse absolument rien passer au capitalisme et à ses représentants, il faut donc rompre avec la fâcheuse et misérable habitude qui a été prise de lui attribuer de quelconques vertus, ce qui ne devrait présenter aucune difficulté dès lors qu'on en revient à la définition de l'impérialisme fournie par Lénine et qu'on s'y tient résolument.

En gros, le combat pour la démocratie coïncide avec le combat pour le socialisme et l'éradication du capitalisme à l'échelle de la planète. Socialisme ou barbarie, démocratie ou capitalisme.

Je ne sais plus si c'était Engels ou Trotsky qui avait affirmé que la loi de la transformation de la quantité en qualité était la loi fondamentale du matérialisme dialectique. On ferait bien de l'étudier, de s'en imprégner jusqu'à ce qu'elle coule dans nos

veines, car elle seule permet de comprendre qu'avant il est trop tôt et qu'après il est trop tard, et entre les deux états il n'existe rien, pas même des demi-mesures. C'est bête à dire, mais à un moment donné soit on est vivant, soit on est mort, et bien il en va de même dans la lutte des classes, c'est une lutte à mort.

Maintenant à nous de voir si on veut sincèrement tout faire pour la gagner ou si on prend le risque de favoriser la barbarie sous prétexte qu'on aurait des désaccords ou je ne sais quoi encore, des prétextes on peut toujours en trouver ou en fabriquer, rien de plus facile. L'expérience prouve aussi que c'est le développement de la situation qui tranchera nos désaccords, vous en avez un exemple ici sous les yeux, profitez-en pour en tirer cet enseignement.

Soutenez, rejoignez le POID, sans jamais cesser d'étudier le marxisme pour adopter et maîtriser autant que faire se peut le matérialisme dialectique, qui vous permettra d'interpréter la nature et toutes les expériences humaines, de mieux comprendre le monde dans lequel nous vivons et son évolution, de vous forger un esprit critique, aussi libre que possible selon votre degré acquis de développement, vos convictions en seront renforcées et vous pourrez être fier de votre idéal qui s'en trouvera revivifié, vous n'aurez pas l'impression oppressante d'avoir vécu en vain au crépuscule de votre vie pour lui avoir donné un sens.

Chacun aura compris que cela ne s'improvise pas ou que, si on n'a pas été capable de saisir le processus matérialiste dialectique à l'oeuvre tout au long de notre existence, on ne voit pas vraiment comment on pourrait soudainement y parvenir. Or, c'est la plus cruelle expérience qui soit donnée aux hommes de faire, entre nous, c'est un peu barbare et à éviter.

Souriants barbares par Daniel Gluckstein (POID - La Tribune des travailleurs - 30 août 2017)

Dans ce pays, il y avait (encore) une protection collective contre la maladie. Elle avait permis d'immenses progrès de la santé de la population. Les barbares sont venus qui ont décidé d'assécher les ressources de cette Sécurité sociale. À terme, ils la condamnent à disparaître.

Dans ce pays, il y avait des travailleurs mal payés, surexploités, précarisés, mais qui, malgré tout, disposaient de quelques ressources. Les barbares sont venus qui ont décidé, du jour au lendemain, le non-renouvellement de ces contrats aidés, laissant sur le carreau 149 000 salariés et leurs familles.

Dans ce pays, il y avait des personnes âgées et d'autres, handicapées, qui recevaient la visite d'aides à domicile. Il y avait aussi des enfants en situation difficile qui bénéficiaient du soutien indispensable à leur insertion dans l'institution scolaire (et, au-delà, dans la société). Les barbares sont venus qui ont privé ces vieux, ces handicapés, ces personnes dépendantes de ces moyens indispensables à la vie.

Dans ce pays, il y avait des droits collectifs contre les licenciements et l'exploitation sans limite. Les barbares sont venus qui ont dit : désormais, chaque travailleur devra négocier avec son patron, dans son entreprise, revenant à la situation ancienne du rapport individuel se substituant au rapport collectif.

Des barbares… avec le sourire et la manière.

Des barbares bien élevés qui, avant de liquider leurs victimes et leurs droits, invitent leurs représentants à se « concerter » sur la manière dont cela se fera. Mais des barbares quand même : car détruire les piliers essentiels de la civilisation, c'est organiser le retour à la barbarie.

Dans les années 1970, un général américain, en pleine guerre du Viêt-Nam, promettait au peuple vietnamien de le « ramener à l'âge de pierre ».

Les barbares d'aujourd'hui n'ont pas d'autre objectif. Ils étalent leur sourire à la une des magazines people, exhibent leur chien… Rien de bien nouveau : avant eux, tous les régimes totalitaires ont su soigner ce qui ne s'appelait pas encore la com' mais la propagande, ce qui revient au même.

Peut-on agir comme si les barbares n'en étaient pas ?

Dans le mouvement ouvrier, certains « concertent » jusqu'au bout, affichant leur conviction que les ordonnances peuvent porter quelque chose de positif pour les travailleurs ; d'autres protestent et annoncent une journée d'action, dans l'objectif… d'aboutir à une « bonne réforme ».

Comme s'il était possible, avec les barbares, sur leur terrain et avec leurs méthodes, d'aboutir à une œuvre civilisatrice !

L'urgence est à rompre avec l'ordre barbare et ses représentants.

L'urgence est à réaliser le front commun des travailleurs et des organisations, l'unité sur un terrain de classe, sur les seuls mots d'ordre conformes aux intérêts ouvriers : retrait des ordonnances et abrogation de la loi El Khomri.

Ce sera un premier pas pour bloquer la machine à détruire. Et, au-delà, pour chasser ce gouvernement de barbares souriants et leurs institutions au seul service de l'exploitation capitaliste.

Fin.

Il n'y a pas que "*les régimes totalitaires (qui) ont su soigner ce qui ne s'appelait pas encore la com' mais la propagande*", tous les régimes sans exception depuis un siècle, y compris en France évidemment. Voilà à quoi j'invite les lecteurs à réfléchir tranquillement, en profondeur, en prenant en compte tous les facteurs, tous les acteurs.

Ils s'apercevront que tout au long de leur histoire le capitalisme et ses représentants ont concédé des droits ou des réformes favorables aux travailleurs malgré eux, sous la contrainte de besoins impérieux ou de la lutte de classe des exploités et des opprimés, et qu'ils les ont instrumentalisés, interprétés en leur faveur pour mieux berner les travailleurs et parvenir à leur fin... La preuve en est, ils en sont réduits à recourir ouvertement à la barbarie, à la généraliser, à la mondialiser, et quand vous lirez attentivement leurs discours, vous vous apercevrez également qu'ils n'ont cessé de la justifier ou ils la revendiquent.

Souvenez-vous de ce nous avons souvent écrit : ce qui les caractérise le mieux, c'est leur détermination sans faille et leur cynisme sans fond, leur cruauté, eh oui, ce sont des monstres... souriants !

Haut de page

La causerie du 3 septembre

Partie 1

Points de repère.

- A courir deux lièvres à la fois, on n'en attrape aucun.

- Le néolibéralisme est la version d'extrême droite du capitalisme, le FN poursuit les mêmes objectifs, il en est un des instruments... Les néoconservateurs ou néolibéraux constituent l'extrême droite néolibérale ou la droite la plus radicale ou réactionnaire du capitalisme. Que les think tanks, les instituts, les fondations, les groupes ou cercles de pensée et autres ONG où officient les idéologues néolibéraux ou leurs agents soient financés ou sponsorisés par des banquiers appartenant au premier cercle de l'oligarchie est dans l'ordre des choses.

- Que le PS soit l'antichambre de l'extrême droite, de la guerre, de la contre-révolution, il n'a cessé de le démontrer depuis 1914. Que Macron ait été formé à son école (Attali, Jouyet, Hollande) ou en soit issu n'est pas fortuit, mais naturel car conforme à la nature du PS... Les faits ou les derniers développements nous ont donné raison, simple constat.

Le PS n'a jamais cessé de justifier ou cautionner la politique antisociale ou impérialiste commandités par l'oligarchie, quand il ne l'a pas adoptée ou appliquée lui-même une fois au pouvoir, préférant la guerre et le fascisme plutôt que le socialisme. Le seul fait d'avoir osé instrumentaliser le racisme dans les années 70 pour favoriser la montée de l'extrême droite aurait dû suffire à le caractériser de droite. Que par la force des choses ou du bout des lèvres ceux qui le niaient hier encore y viennent dorénavant constitue une bonne nouvelle, encore faut-il mener cette analyse jusqu'au bout, ce qui nécessite d'avoir à l'esprit qu'en ayant adopté le capitalisme, le PS devait en assumer et en partager le cours despotique, quitte finalement à se suicider pour offrir un répit au régime.

- La barbarie a une très longue et tortueuse histoire derrière elle. Quelques furent les progrès réalisés par la civilisation humaine pour prendre conscience d'elle-même tout au long des derniers millénaires, les différents stades par lesquels elle passa se perpétuèrent jusqu'à nos jours à des degrès divers au point parfois d'imposer une violente régression sociale à des peuples ou à des régions entières du monde...

De quoi le capitalisme est-il fait au juste, quelles monstruosités il véhicule au quotidien ?

La sauvagerie de jadis caractérisée par l'ignorance et la cruauté des hommes, on la retrouve notamment dans toutes les guerres que les capitalistes ont fomenté depuis plus de deux siècles, elle est également à l'origine de l'idéologie archaïque et obscurantiste wahhabite ou salafiste des barbares d'Al-Qaïda, créature immonde de l'impérialisme américain ; l'esclavage

antique privant les hommes de toute liberté est omniprésent de nos jours en leur interdisant de choisir librement leur destin, d'accéder au bien-être, de se développer harmonieusement, de vivre en paix conformément à leurs aspirations légitimes ; le servage féodal sévit aujourd'hui sous une forme plus pernicieuse ou sournoise que par le passé en exterminant des peuples, en les privant des moyens pour subvenir à leurs besoins les plus élémentaires dont celui de se nourrir ou sinon en leur imposant des conditions rimant avec servitude tout au long de leur existence.

Bref, sauvagerie, esclavage et servage n'ont jamais totalement disparu, ils sont même revivifés ou ils retrouvent de la vigueur, ils sont réactivés ou appelés en renfort par les tenants du capitalisme pour assurer la pérennité du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme ou conserver leur pouvoir.

Si le développement des forces productives, et la lutte des classes qui en fut le produit tout au long de l'évolution de la civilisation humaine, furent à l'origine du progré social, il n'en demeure pas moins qu'ils s'employèrent davantage à compenser les efffets nuisibles de la barbarie plutôt qu'en supprimer les causes, l'exploitation de l'homme par l'homme, la division de la société en classe, etc. d'où sa résurgence avec une plus grande acuité ou généralisée à différentes époques, qui toutes coïncidèrent avec une crise économique qui était l'expression de l'impossibilité ou du refus de passer à un mode de production supérieur, sous peine que la classe détenant le pouvoir ne doive le céder, ce qui devait se solder par des guerres ou la destruction d'énormes forces productives, ce à quoi nous assistons actuellement au quotidien.

Il en fut ainsi parce que les hommes n'eurent pas conscience du processus matérialiste dialectique qui était à l'oeuvre, ils demeurèrent incapables de l'interpréter consciemment et ils devaient continuer de s'y soumettre. Ils ne firent que réagir aux conséquences du développement de ce processus dont ils ne prirent conscience que partiellement seulement et toujours après coup, jusqu'au jour où au milieu du XIXe siècle des penseurs parmi les plus évolués ou éclairés découvrirent les lois et les principaux facteurs qui régissaient ce processus ou qui étaient à l'origine du développement de la civilisation humaine. Ils démontrèrent sur la base des faits que si les hommes n'en prenaient pas conscience ce processus les mènerait à la barbarie en menaçant jusqu'à l'existence de leur espèce, ou au contraire leur permettrait de se libérer du régime de la nécessité qui les maintenait en servitude ou de conquérir leur liberté.

L'orientation de ce processus ou de la société vers la barbarie étant le fait de la minorité qui dispose de tous les pouvoirs, autrement dit, la minorité d'exploiteurs s'identifiant à la barbarie pour conserver le pouvoir, il revenait à la majorité d'exploités de s'organiser pour la chasser du pouvoir ou s'emparer du pouvoir politique, afin de l'orienter dans une autre direction ou pour délivrer définitivement l'humanité de la barbarie.

Or à ce jour les exploités ne sont pas encore parvenus à prendre conscience de ce processus et à s'organiser, afin de saisir l'opportunité qui existait d'en modifier l'orientation en fonction de leurs besoins, d'inverser les rapports établis entre les classes en leur faveur. Pourquoi ? Vaste question. Osons une explication. Parce qu'ils interprètent leur condition et la société, la situation, sous un angle idéologique, idéaliste, parce qu'ils subissent l'influence de l'idéologie de la classe dominante qui a été conçue pour perpétuer le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, au lieu de s'en tenir aux faits et à leurs droits ou aspirations légitimes ou de se situer strictement sur leur propre terrain de classe, qui constitue un préalable incontournable pour pouvoir changer la société ou mettre en oeuvre l'autre orientation qu'offre ce processus historique.

Comment les aider à en prendre conscience ?

Certainement pas à coup de propagande ou de discours doctrinaires qui sont contre-productifs. Il faut leur faire comprendre que lorsque nous interprétons un évènement ou la situation ou que nous traitons une question ou encore que nous abordons un sujet particulier, nous nous contentons de dérouler devant leurs yeux ou de décrire un processus qui existe malgré nous. Nous n'inventons rien, nous ne faisons que reproduire avec des mots le plus fidèlement possible les faits et leurs enchaînements ainsi que l'orientation dans laquelle ils s'inscrivent, sans rien y ajouter ou en retrancher, sans les maquiller, ce qui permet d'identifier leur nature, de comprendre leurs rapports et leur fonctionnement et de les traduire ensuite sur le plan théorique afin de pouvoir mener notre combat sur le plan politique, pour orienter ce processus dans une direction permettant à la civilisation humaine d'écrire et de réaliser consciemment sa propre histoire en passant du règne de la nécessité à celui de la liberté.

Nous nous en tenons à la description des faits et à leurs conséquences qui correspondent à un état donné de la société et s'inscrivent dans une certaine orientation de celle-ci, de manière à ce que chacun puisse comprendre où elle nous conduit, de sorte qu'une fois qu'on en a pris conscience, on puisse décider librement d'agir pour en changer l'orientation, ce qui signifie que la situation renferme tous les matériaux dont nous avons besoin pour changer la société et qu'il n'y a pas lieu de chercher ailleurs, nous l'ignorons tout simplement.

Nous l'ignorons ou nous ne comprenons pas grand chose, parce que nous interprétons la situation à partir de facteurs subjectifs ou idéologiques, favorisant nos émotions au détriment de notre réflexion, submergé par nos intérêts individuels immédiats nous ne parvenons pas à percevoir qu'ils s'inscrivent dans un cadre historique qui nous échappe, ce qui nous amène à déformer la réalité, à l'enjoliver ou à la fuir...

Partie 2

Propagande, désinformation, déstabilisation, conditionnement, chaos.

- Caracas bloque la sortie de l'opposante Tintori pour une tournée européenne - AFP

- Asile au Canada pour une trentaine d'homosexuels tchétchènes - AFP

- Aucune preuve qu'Obama ait fait écouter la Trump Tower (officiel) - AFP

- Le roi saoudien note des progrès contre le terrorisme - Reuters

- Le président kényan tance la justice après l'annulation de sa réélection - AFP

- Berlin refuse le gel d'avoirs du prédicateur turc Gülen - Reuters

Normal, Fethullah Gülen est le protégé de Washington...

- Femmes cheffes, appli anti-excision, wagons féminins : août dans la vie des femmes - Liberation.fr

Déstabilisation des sociétés pour mieux les contrôler ou en prendre le contrôle...

- «On ne peut pas construire la paix avec Bachar al-Assad» - Liberation.fr

Bachar al-Assad n'a déclaré la guerre à aucun Etat. En revanche ce n'est pas le cas de la France du chef de guerre Le Drian ou le VRP du wahabbisme-salafisme...

Rappel. Macron légitime ? La France, une démocratie ?

Usurpation du pouvoir. Mode d'emploi.

Macron et son gouvernement sont ultra minoritaires et illégitimes, sa majorité parlementaire davantage encore, un argument choc, preuve à l'appui.

Souvenez-vous, à entendre leurs porte-parole médiatiques, le parti de Macron aurait rafflé la mise dans les circonscriptions des Français établis hors de France lors des législatives. Qu'en fut-il réellement ? J'ai relevé quelques chiffres qui parlent d'eux-mêmes.

1re circonscription, Roland Lescure a été élu en obtenant 79,73% des voix exprimées, mais en réalité l'addition de l'abstention, des bulletins blancs et nuls s'étant élevée à 92,71%, il a récolté 5,81% des voix des électeurs inscrits.

5e circonscription, Samantha Cazebonne a été élu en obtenant 66,21% des voix exprimées, mais en réalité l'addition de l'abstention, des bulletins blancs et nuls s'étant élevée à 90,8%, elle a récolté 6,09% des voix des électeurs inscrits.

8e circonscription, Florence Drory a été élu en obtenant 57,86% des voix exprimées, mais en réalité l'addition de l'abstention, des bulletins blancs et nuls s'étant élevée à 90,96%, elle a récolté 5,23% des voix des électeurs inscrits.

10e circonscription, Amal Amélia Lakrafi a été élu en obtenant 71,25% des voix exprimées, mais en réalité l'addition de l'abstention, des bulletins blancs et nuls s'étant élevée à 86,41%, elle a récolté 9,68% des voix des électeurs inscrits.

Parmi la dizaine de candidats élus de La République en marche ! de la 11e circonscription, c'est Anne Genetet qui avait obtenu le score le plus élevé avec 13,02% des voix des électeurs inscrits.

Autrement dit, ceux qui évoquent la majorité présidentielle ou s'y adressent comme telle sont complices d'une escroquerie politique. Question : Comment peut-on siéger à l'Assemblée nationale et ne pas le rappeler quotidiennement, comment peut-on s'accommoder de cette imposture ?

Haut de page

Le 10 septembre 2017

CAUSERIE

Demain je fêterai mon 62e anniversaire, et en guise de cadeau (empoisonné pour certains !) je vous annonce que j'ai créé un blog où vous pourrez laisser librement vos commentaires. J'ignorai que cela existait ou que je pouvais utiliser cette formule gratuitement. Il se peut que je change de support (Wordpress) et d'adresse par la suite, mais cela ne vous concerne pas.

Voici l'adresse provisoire de ce blog : http://lavoixdeloppositiondegauche.over-blog.com/2017/09/actualite-essai.html

- Cliquez ici

J'ai peut-être trouvé une nouvelle formule qui allie efficacité et gain de temps, on la testera dans les jours qui viennent.

La guerre de classe continue...

Haut de page

La causerie du 12 septembre

Partie 1

Même enfouie sous 100.000 tonnes de gravats, la vérité finit toujours par émerger.

A vouloir trop en faire, on obtient le résultat inverse de celui recherché, parfois immédiatement, parfois après un certain délai...

Chat échaudé craint l'eau froide ou il ne faut pas réveiller le chat qui dort ou encore un homme averti en vaut deux.

Pire que convaincre ceux qui n'ont aucune idée sur un évènement, cela a le don ou pour effet d'éveiller leur curiosité, puis le doute, et enfin leurs soupçons sur la véracité de la version des faits qu'on leur a servie sur un plateau, justement pour qu'ils ne réfléchissent pas et l'adoptent servilement les yeux fermés. Ils en viennent à se dire qu'on ne leur a pas tout dit, qu'on leur cache peut-être quelque chose, et que les intentions de ceux qui leur tiennent ce discours ne sont pas forcément avouables. Et comme finalement les porte-parole de la version officielle, qui finira dans les manuels scolaires, les mépriseront pour se poser trop de questions apparemment embarrassantes ou soulevant une multitude de contradictions puisqu'ils n'y répondront jamais, ils en concluront logiquement et tout à fait à propos qu'ils ont raison de ne leur accorder aucune confiance.

C'est intéressant comme mécanisme, car c'est ainsi qu'un régime finit par être totalement isolé du peuple, et par s'effondrer pour peu qu'il trouve les moyens de l'abattre.

Il en fut ainsi du TCE en 2005, il en est de même en 2017 avec Macron et ses ordonnances sur le Code du travail, et il était normal qu'il en fut également de même à propos du du 11 septembre 2001.

L'auteur du blog Les-Crises.fr, M. Olivier Berruyer, s'acharne à soutenir la thèse officielle du 11 septembre 2001.

A l'occasion du 16e anniversaire de ce coup d'Etat dans l'Etat ("inside job"), il a cru bon de publier de nouveaux articles dans lesquels il ne fait que relayer la version officielle, croyant peut-être qu'en recourant à une débauche d'images accompagnées de surcroît de commentaires inappropriés ou en contradiction avec le contenu de ces images, il parviendrait à rallier ses lecteurs à cette version abracadabrante.

Peine perdue, l'immense majorité des internautes qui pour la plupart appartiennent aux classes moyennes ou sont des intellectuels rejettent ses explications qui ne servent qu'à cautionner la version officielle. Un exemple.

Mr Berruyer doit vraiment considérer les thruthers (les personnes qui se posent des questions et exigent la vérité - LVOG) comme un terrible fléau pour consacrer autant de temps et de travail à essayer de démonter leurs théories…

Pourtant, quelque délirantes que puissent paraître certaines d'entre-elles, on se demande bien quel danger ce mouvement fait-il encore peser sur la société, hormis le risque de voir un jour se réaliser son souhait d'une nouvelle enquête indépendante (et qu'on ne me rétorque pas qu'il exacerbe l'antisémitisme ou qu'il favorise la défiance des citoyens envers leurs gouvernements: on ne devient pas antisémite en émettant des doutes sur le 9/11 et les gouvernements n'ont pas besoin des conspirationnistes pour perdre jour après jour la confiance de leurs électeurs).

Or, malgré toutes les pétitions qui ont été engagées, comme la NYC 9/11 Ballot Initiative qui a été soutenue par les familles des victimes, malgré les sondages qui annoncent que 58 % des français ont déclaré avoir des doutes sur la version officielle (sondage HEC) et que seulement 16% des américains croyaient à cette même version (sondage NY Times /CBS de 2006), malgré l'immense scepticisme auquel est confronté le Gouvernement US, non seulement parmi ses propres citoyens mais à travers le reste monde, aucune nouvelle enquête n'a encore jamais vu le jour et ce n'est pas aujourd'hui, 16 ans après les faits, qu'une nouvelle Commission indépendante sera mise en place. Vous pouvez donc dormir sur vos deux oreilles…

Hier sur le Net j'ai découvert un nouveau blog et de nouveaux témoignages ou preuves sur le 11/9. Quand j'aurai terminé de les étudier je verrai ce qui mérite d'être publié car un tri s'impose.

Partie 2

Frère siamois.

- Florian Philippot se voit de droite et de gauche, mais pas comme Macron - Le Huffington Post

Les psychopathes osent tout.

Le secrétaire d'État chargé de la simplification administrative Benjamin Griveaux en a rajouté une couche ce lundi, rapporte Le Lab. Invité sur France inter, il a déroulé un raisonnement dans lequel il finit par viser, en partie du moins, ceux qui iront manifester le 23 septembre et se dit persuadé que les névrosés aux "passions tristes" seront dans le cortège avec Jean-Luc Mélenchon. lexpress.fr 11.09

- Logement : moins de norme pour construire - Franceinfo

-Emmanuel Macron s'est déplacé à Toulouse (Haute-Garonne), pour dévoiler les grandes lignes de la réforme du logement. Parmi ses mesures, la baisse des normes pour relancer la construction. Franceinfo

Il en est un pur produit.

-Nicolas Hulot : «Les lobbys, je les sens en permanence sur mes épaules» - LeParisien.fr

Partie 3

Quand ils se prennent pour les maîtres du monde.

- Venezuela: l'ONU souhaite une enquête sur de possibles crimes contre l'humanité - AFP

Le Haut Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme a demandé lundi une enquête internationale sur l'usage excessif de la force par les autorités au Venezuela, estimant qu'il pourrait s'agir de crimes contre l'humanité. AFP 11 septembre 2017

- Russie : l'opposition progresse localement - Liberation.fr

- Tchad: Paris appelle Déby à fixer une date pour les législatives - Reuters

- L'ONU adopte à l'unanimité de nouvelles sanctions contre la Corée du Nord - Franceinfo

Il s'agit du 8e train de sanctions contre Pyongyang après ses essais nucléaires. Le texte adopté lundi a dû être édulcoré pour emporter les suffrages de la Chine et de la Russie. Franceinfo

Partie 4

Rien que de la vermine !

- Les Verts prêts à gouverner avec Merkel sous condition - Reuters

Les Verts allemands se sont dits lundi prêts à faire partie d'un gouvernement de coalition avec les conservateurs d'Angela Merkel à l'issue des prochaines élections législatives à condition notamment que soient fermées les 20 centrales au charbon les plus polluantes... Reuters

Haut de page

La causerie du 13 septembre

Avec les ordonnances, c'est le retour en force du patron de droit divin ou la confirmation que le travailleur est voué à demeurer taillable et corvéable à merci, notamment dans les PME et les entreprises moyennes qui emploient plus de la moitié de la main d'oeuvre, faiblement ou non organisée.

La journée d'action d'hier n'a même pas mobilisée l'ensemble des troupes des syndicats qui y appelaient, 400.000 selon la CGT, 240.000 selon la police, tranchons à 300.000 participants, soit moins de 1% des travailleurs, étudiants et collégiens. Il devrait en être de même le 21, mieux le 23, tout dépendra... de la météo !

Peut-il en être autrement quand les organisateurs ont appelé à voter Macron (Martinez - CGT) ou ont postulé au poste de Premier ministre (Mélenchon - FI) ? Mais ce n'est pas là l'essentiel.

Ces ordonnances qui nous renvoie un siècle en arrière ont été commentées sous toutes les coutures, certains ont tenu des discours enflammés en les caractérisant de coup d'Etat social, en fait antisocial, sans que l'immense masse des travailleurs se mobilisent contre. On est en droit de se demander pourquoi, sachant qu'il existe plusieurs explications valables.

Macron a affirmé qu'il ne reculerait pas, Martinez lui a assuré qu'il n'avait pas l'intention de bloquer le pays, et Mélenchon a renchéri en expliquant qu'il ne visait pas la chute de Macron et du gouvernement, partant de là à quoi bon se mobiliser. Les uns et les autres vont broder sur le manque d'unité des syndicats ou de détermination des dirigeants des différents partis censés représentés les travailleurs, comme d'habitude quoi, et qu'est-ce qui en sortira, rien. Mais ce n'est pas là l'essentiel.

Comment ou plutôt pourquoi devrait-il en être autrement, alors que les travailleurs entendent ces discours depuis des décennies et des décennies ? Il faut croire qu'ils ont la tête ailleurs ou qu'il y a quelque chose dans leur tête qui ne tourne pas rond.

On sait qu'ils peuvent se saisir d'un appel même lorsqu'il est boîteux ou comporte des contradictions, on sait qu'ils ne suivent pas forcément les mots d'ordre ou les consignes des appareils inféodés au régime, bref, on sait qu'ils peuvent en faire qu'à leur tête ou surprendre tout le monde, quand ils n'ont plus rien à perdre ou quand ils estiment qu'ils peuvent gagner parce que le régime est affaibli et rejeté et qu'ils en ont pris conscience, ils passent alors à l'action, à l'offensive.

Manifestement nous ne sommes pas dans ces cas de figure, pas tout à fait, à moins qu'on en soit encore éloigné, sans doute parce que la perspective de changer la société s'est envolée ou plus personne n'y croit, alors qu'elle devrait être plus que jamais à l'ordre du jour. La question est donc de savoir ce que cela signifie, qu'est-ce que cela sous-entend, que faire pour que cet espoir les habite et ne les lâche plus. Comme je l'ai indiqué précédemment, si vous cherchez dans la littérature des différentes formations politiques une réponse à cette question, vous ne la trouverez nulle part, elle se réduit à un constat ou des lieux communs sur le rôle des différents acteurs politiques sur lesquels vient se greffer une conclusion dont les travailleurs ne peuvent se saisir aussi juste soit-elle parfois, parce qu'elle ne correspond pas à leur interprétation de leur condition ou de la situation.

Il est là le principal obstacle à lever dans leur incapacité à concevoir la légitimité de leurs besoins ou droits, ce qui les conduit à se soumettre à l'ordre établi, qu'ils peuvent critiquer ou détester par ailleurs. Qu'ils rejettent une politique ou qu'ils résistent, est une chose, trouver la voie de l'action ou de la mobilisation pour affronter le régime en est une autre. Pour la plupart d'entre eux, jamais ils ne se sont investis dans la lutte de classe, jamais ils ne se sont sentis un jour concerné par leur propre destin aussi incroyable que cela puisse paraître, et tout démontre qu'ils n'y sont pas prêts. Alors qu'est-ce qu'il leur manque pour franchir le pas, plusieurs choses qu'on a commencé à effleurer ici, ajoutons qu'ils cessent d'être sous l'emprise de l'influence de la classe dominante qui dicte leur mode de pensée, leur comportement, qui est à la base de leur soumission ou les conduit à la passivité, qu'ils commencent à penser librement.

Comment ne pas voir qu'ils ne sont pas capables du moindre discernement, que la logique la plus élémentaire leur fait défaut parce qu'ils n'y sont pas contraints, ils s'accommodent de leur condition et du capitalisme malgré ses aspects hideux, soit parce qu'ils ne sont pas directement concernés ou parce qu'ils ont encore les moyens de le supporter ou encore ils se font une raison à défaut d'explications cohérentes pour comprendre ce qui se trame contre eux ouvertement ou dans leurs dos. Et ces explications ne suffiraient pas davantage, parce qu'il leur manquerait les outils logiques pour en saisir la portée pratique et historique.

L'homme est parvenu au stade de développement où il peut anéantir l'espèce humaine et la planète toute entière, ou il peut s'en servir pour conquérir sa liberté. L'humanité est bien à la croisée des chemins, et les travailleurs doivent impérativement en prendre conscience. Il faut quand même avoir à l'esprit quand on réfléchit à cet aspect de la situation, qu'ils ont été jusqu'à plébisciter des partis politiques ou soutenir des chefs d'Etat qui ont favorisé la production d'armes nucléaires, chimiques, bactériologiques, c'est tellement insensé, monstrueux, qu'on est bien obligé d'en déduire qu'ils sont demeurés profondément arriérés et qu'il va être très difficile de les sortir de cet état ou de les faire évoluer, ce qui ne peut être possible qu'en s'attaquant aux puissants moyens qui sont mis en oeuvre par la réaction pour les maintenir dans cet état-là, pour les conditionner idéologiquement et psychologiquement.

Qu'on se comprenne bien, notre propos n'est pas de changer les hommes les uns après les autres pour changer ensuite la société, auquel cas on n'en verrait jamais le bout et on serait voué à demeurer éternellement sous le joug du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, mais de préparer les conditions de manière à pouvoir changer la société, conditions qui incluent évidemment le niveau de conscience des hommes puisque finalement la société et le monde en sont également le produit.

La plupart des expériences auxquelles les hommes sont confrontés comportent des aspects opposés, qui se manifesteront immédiatement ou plus tard, et dont ils n'ont pas conscience ou partiellement dans le meilleur des cas, qu'elles leur soient profitables ou nuisibles ils n'en tireront pas davantage d'enseignements pour en ignorer l'origine ou le processus dialectique dans lequel ces expériences s'inscrivent, ils les subiront, nous sommes tous logés à la même enseigne dans ce domaine ou plus ou moins inconscients, il faut l'admettre. Les apparences étant trompeuses, surtout quand elles sont à notre avantage, on a plutôt tendance à interpréter chaque expérience en fonction de ce qui nous arrange, quitte à aller de désillusions en désillusions parce qu'on ne veut pas admettre ou on oublie que tout ce qui a un début comporte une fin et qu'elle est généralement douloureuse ou pas très jolie à voir. Je pense aux fleurs que je cueille chaque matin dans le jardin et que je dépose à différents endroits de la maison dans des petits bols ou des pots en verre remplis d'eau, qui sont un hymne à la nature et dégagent un parfum esquis le matin, et puent et sont d'une laideur le soir même ou le lendemain matin. Si leur beauté est éphémère et leur laideur si tenace, et que ces deux aspects si contradictoires de leur nature se côtoient, au moins on ne risque pas de se méprendre ou de les confondre !

Ce qui est curieux chez les hommes, c'est qu'ils arrivent à produire des choses laides et qu'ils en viennent à leur trouver un charme, mieux qu'ils ne puissent plus s'en passer comme s'ils étaient parvenus à se convaincre que le charme qu'ils leur trouvaient prévalait sur leur laideur naturelle, là je pense plutôt aux armes nucléaires. Leurs idées ou leurs convictions ont supplanté la réalité, se sont substituées à elle sans en altérer la laideur qu'ils peuvent ainsi supporter une fois enjolivée ou bien emballée, à croire qu'elle ne leur était pas destinée, attention, qui sait ?

Les hommes éduqués ou évolués comme l'on dit s'arrangent en général avec leur conscience ou ils sont malhonnêtes à défaut de maîtriser la dialectique. En fait, ils ont commencé à évoluer et se sont arrêtés nets au milieu du chemin, ils n'ont pas été capables d'aller jusqu'au bout de leur réflexion, ce qui les rend aussi vulnérable que le dernier des sots.

L'homme avait la capacité de transformer son environnement pour l'adapter à ses besoins, mais il ne possédait pas la faculté de le faire consciemment, parce qu'il ignorait tout de son fonctionnement. Il a développé ses facultés intellectuelles et il est parvenu à découvrir les lois du processus matérialiste dialectique qui organisaient la matière et à comprendre le fonctionnement du capitalisme, et au-delà de tout le système économique et social, en remontant jusqu'à l'exploitation de l'homme par l'homme, ce qu'il faut atteindre et extraire de la société des hommes.

L'homme n'évolue que sous la contrainte, lorsqu'il est acculé, la peur au ventre, un couteau sur la gorge à défaut de conscience. Soudain, c'est comme si ses yeux s'ouvraient et ses oreilles se débouchaient, enfin !

S'il n'avait pas de questions à résoudre, il n'aurait jamais évolué au-delà du singe supérieur, donc croire qu'il allait devenir libre ou conquérir sa liberté parce qu'il avait une vie plus confortable, c'était la pire méprise qui soi. Car, qu'on le veuille ou non, à sa naissance il allait continuer d'apparaître aussi nu que jadis, pas plus évolué qu'un primate tout juste capable de se dresser sur ses deux pattes arrières pour libérer ses deux pattes de devant, disposant de cordes vocales d'une longueur appropriée pour développer un langage ou une forme de communication plus élaborée ou plus vaste, et d'un cerveau relié à ses sens, qui soumis à une multitude d'expériences allaient donner naisance à des pulsions dont il ignorerait aussi bien l'origine que le but ou le fonctionnement, le but de son existence ou sa raison d'être étant de les découvrir pour pouvoir les orienter dans une direction qui soit favorable à sa destinée, et s'il ne parvenait pas à en prendre conscience, il se condamnerait à subir son existence en esclave jusqu'à son dernier souffle ou à disparaître prématurément ainsi que son espèce.

Ce n'est pas une question existentielle, c'est juste l'application des lois de la dialectique à la nature humaine qui est décrite ici succinctement et que la plupart des hommes ignorent.

A sa naissance aujourd'hui l'homme n'est pas différent de celui qui vivait il y a des dizaines de milliers d'années en arrière, seul son environnement a changé. Il est destiné à s'y intégrer, mais il va demeurer inconscient des conditions dans lesquelles il va s'y intégrer, de sorte qu'il aura naturellement tendance à reproduire le monde tel qu'il existe, à l'idéaliser, puisqu'il aura servi de

cadre ou de support à son développement, dans le meilleur des cas, car bien des hommes n'atteindront même pas ce stade pour cumuler des handicaps dès le départ qui leur seront fatals. Il va être soumis à une multitude de pressions ou influences ou encore rapports qui vont modeler son mode de pensée et déterminer son comportement, et il lui sera très difficile d'en changer par la suite parce qu'il l'ignore lui-même.

Quand j'étais jeune, j'ai eu l'opportunité d'être confronté à une multitude de problèmes pour être venu au monde dans un milieu très pauvre et arriéré, et ce qui m'a permis d'évoluer fut justement le refus de reproduire le mode de vie de mes parents, de subir le même sort, je ne me contentai pas de vouloir lui échapper, je voulus comprendre pourquoi la société était ainsi faite et quel en était l'origine, découvrant au passage l'étendu de mon ignorance que je n'aurai de cesse de combattre par la suite, l'oeuvre de toute une vie en réalité. Et comme le hasard fait bien les choses des fois ou la réflexion sans a priori conduit parfois à des conclusions inattendues et heureuses, j'entrepris mes études en commençant par la philosophie dont j'ignorais tout, et c'est elle qui allait m'amener à découvrir le matérialisme dialectique grâce à Marx et Engels, et ce n'est que récemment, plus de 40 ans plus tard, que j'allais réaliser que c'était la philosophie qui était à l'origine du marxisme, parce qu'elle se proposait de traiter ou résoudre des questions qui ramenaient à l'essence de l'homme, à sa nature, et m'apercevoir qu'on avait totalement délaisser ces questions ou cet aspect de la réalité que vivent quotidiennement les hommes que j'allais traduire politiquement. A savoir que ses besoins sont légitimes et qu'il ne pourra jamais les satisfaire aussi longtemps qu'il n'en aura pas pris conscience pour changer la société, bâtir une société qui repose sur ces besoins.

Traduit en terme politique, que les travailleurs se situent strictement sur leur terrain de classe, et qu'il fallait les aider à s'en tenir exclusivement à leurs besoins pour qu'ils y parviennent, ce qui signifie qu'il fallait mener une lutte à mort contre la guerre idéologique et psychologique que leur mènent la réaction et ses nombreux serviteurs pour briser les obstacles qui les empêchent de considérer légitime leurs besoins ou aspirations ou dénier à quiconque d'en décider à leur place, donc gagner en indépendance et en confiance, en conscience, pour envisager la suite du combat sous les meilleurs auspices.

Le psychanalyste sait que son patient a refoulé un certain nombre de pulsions qu'il n'avait pas pu supporter ou assouvir, et que ce refoulement se traduit par des blocages psychologiques qui influent sur le comportement des hommes ou le perturbent, le déséquilibrent mentalement. Pour venir à bout de ces blocages il va falloir qu'il remonte à l'origine de ces pulsions à l'aide de son patient, qu'il va appeler à les revivre pour s'en libérer ou les orienter dans une autre direction, on dit aussi les sublimer, les dépasser. C'est en quelque sorte le même travail qu'il doit faire pour se libérer du capitalisme et passer au socialisme.

Si l'intervention dans la lutte de classes suffisait à élever le niveau de conscience des travailleurs, cela se saurait et depuis longtemps nous serions débarrassé du capitalisme, comme manifestement ce n'est pas le cas, il faut en déduire qu'il existe d'autres puissants facteurs qui les empêchent de progresser, ceux notamment que nous venons d'évoquer, et qui parce qu'ils interfèrent avec la lutte de classe doivent y être intégrés pour mener le combat sur tous les fronts à la fois, sans quoi ils seront voués à ne jamais évoluer ou pire à régresser, parce qu'il y aura toujours un facteur pour les tirer en arrière.

Les discours politiques et les meilleures analyses du monde ne suffisent pas apparemment. Les travailleurs et les jeunes portent un jugement négatif justiifié sur le mouvement ouvrier qui se reporte sur tous les partis. Leur interprétation de la société et leur comportement sont incohérents. Ils ont abdiqué leur droit à décider librement de leur destin, il faut donc les aider à se l'approprier en leur expliquant comment fonctionne la société et le capitalisme, mais aussi comment agit sur eux la propagande ou l'idéologie officielle qui formate leurs rapports au monde extérieur, comment elle les conditionne sur le plan psychologique pour finalement obtenir leur adhésion à une politique qui est contraire à leurs intérêts ou les réduire à l'inaction.

Les travailleurs vouent un culte aux puissants et au régime plus ou moins assumé, auxquels ils estiment devoir leur condition, leur sécurité, qui les protègent, pour avoir développé un complexe d'infériorité qui leur a été inculqué au cours de leur éducation et qui est justifié par leur ignorance, de sorte qu'ils y sont attachés plus que tout. Ils sont plus de 30 millions à avoir voté Macron ou Le Pen, et ils sont autant ou beaucoup plus quotidiennement à se planter devant leur écran de télévision, à tendre l'oreille d'une radio ou à lire la presse qui leur dictent comment ils doivent penser ou pourquoi ils doivent s'estimer heureux de leur condition, qu'ils doivent à ceux qui se dévouent si généreusement pour les gouverner ou gouverner à leur place parce qu'ils en sont incapables...

Partant de là, ils n'accordent aucun crédit à ceux qui entendent remettre en cause l'ordre établi avec lequel ils s'identifient, ils considèrent qu'ils constituent une menace pour la société ou pour eux-mêmes, d'où la marginalisation de l'extrême gauche, qui entre nous le mérite bien.

Sans vouloir être médisant ou vouloir être désagréable pour le plaisir, on constatera qu'on n'apprend rien dans leurs publications, il n'y figure strictement aucun enseignement, c'est à mourir d'ennui, pour ne pas dire d'une rigidité pathologique, contrairement aux marxistes dont les discours étaient émaillés de réflexions issues de leurs expériences personnelles de la vie, qui l'air de rien avaient une valeur pédagogique ou une portée psychologique destinée à leur auditoire, ce qui les rendait vivants ou dynamiques, limpides ou aérés, propres à s'élever au-dessus des contingences médiocres de la vie quotidienne ou de ses a priori, de sorte qu'ils ne laissaient jamais indifférents.

Ce que je voulais dire par là, c'est que les marxistes étaient aussi à l'aise pour aborder la dialectique de la nature, la philosophie, la psychologie, et que cela se retrouvait dans leur manière de s'adresser aux travailleurs parce qu'ils ne les considéraient pas uniquement comme des travailleurs, mais des hommes aussi, perfectibles avec leurs faiblesses naturelles et leurs qualités.

Marx et Engels furent les plus habiles pour s'exprimer en direction des travailleurs, peut-être parce qu'ils consacrèrent beaucoup de temps à étudier leur comportement psychologique et pas seulement social. Et si l'on regarde bien, on s'aperçoit que les bases du socialisme tel qu'ils les ont définies intègrent ces deux composantes de la personnalité humaine...

Les tenants du capitalisme ont multiplié, diversifié, perfectionné les moyens de conditionner les hommes, au point qu'il passe d'une activité à une autre sans prendre la peine de tirer des enseignements de la précédente. Combien de personnes font-elles le bilan quotidiennement des expériences qu'elles ont vécues, s'en souviennent-elles au moins ? Combien de temps y consacrent-elles, en ont-elles le temps ? Quels enseignements en tirent-elles, en ont-elles les moyens ? Ces activités s'enchaînent du matin au soir, les plus chanceux sont celles qui n'effectuent pas de tâches complexes, elles ont le temps de penser, mais comme elles ne savent pas s'en servir généralement, elles s'abrutissent. Et quant à celles qui accomplissent des tâches complexes, elles sont tellement prises par leur sujet qu'elles ne pensent pas à autres choses, et lorsqu'elles disposent de temps pour penser, elles continuent de penser de la même manière et s'abrutissent également. Elles procèdent par abstraction, donc elles peuvent décider d'évacuer certains facteurs de leur vie, dont la politique ou l'accommoder à leurs besoins immédiats...

Haut de page

La causerie du 14 septembre

Partie 1

Ceci explique cela.

Actualité du marxisme. Le capitalisme conduit à la paupérisation de masse et non au bien-être social.

A propos de la Grande-Bretagne.

- ...depuis la période précédant la crise de 2008, le marché a enregistré plus de 2,5 millions d'emplois en plus, le niveau des salaires est toujours de 3,2 % inférieur à celui de cette année-là, une fois les chiffres ajustés à l'inflation. Cette différence entre un taux de chômage bas (4,3% selon les derniers chiffres. - LVOG) et une progression des salaires nulle s'explique en partie par la multiplication des emplois précaires, comme les contrats zéro heure. Et le nombre d'emplois de type Uber a aussi augmenté. Cela permet de sortir des gens (mal payés) des statistiques du chômage. Liberation.fr 14.09

Partie 2

Parole d'internautes (Les-Crises.fr)

1- L' article fait état de l'avancée de l'arsenal judiciaire américain pour faire disparaître du web les sites ne diffusant pas la bonne parole. Les démocraties occidentales deviennent petit à petit des régimes totalitaires avec des médias partisans. Faudra-t-il attendre un autre 1789 pour que les choses changent?

2- "C'est le boulot de l'U.E. de s'adapter à la législation, pas à la législation de s'adapter à l'U.E.". Cette déclaration de MacCain montre à quel point nous sommes les vassaux de l'empire US ! Et le plus effrayant c'est le consentement presque unanime à cette subordination de nos dirigeants politiques et de nos élites économiques, militaires et médiatiques, voire pour certains sa promotion…

Haut de page

Le 15 septembre 2017

CAUSERIE

Partie 1.

Autrefois, le capitaliste qui était amené à développer son activité ou à devenir plus puissant devait savoir gérer son entreprise et avoir acquis une bonne connaissance du marché, pour faire simple. De nos jours, il faut en plus ou surtout qu'il se soumette à

la hiérarchie établie par les sommets de l'oligarchie anglo-saxonne et qu'il ne manifeste aucune velléité d'indépendance auquel cas elle le briserait.

Autrement dit, les critères économiques sont supplantés par des critères d'ordre politique ou plutôt, le capitaliste doit désormais considérer qu'il n'est plus le maître de ses décisions ou que le pouvoir dont il dispose ne dépend plus de sa fortune ou de sa volonté, mais de sa faculté à s'adapter (ou d'adopter) à la stratégie politique définie par l'oligarchie, qui inclut la financiarisation mafieuse de tous les secteurs de l'économie ou de la société, afin de parvenir à une plus grande concentration encore du capital pour achever son emprise sur le pouvoir politique dont dépend la pérennitè de l'exploitation de l'homme par l'homme ou de sa propre existence au détriment du reste de l'humanité.

Le capitaliste doit accepter ce statut ou de jouer le rôle d'un vulgaire locataire ou gérant de son entreprise, d'administrateur ou plutôt de simple exécutant sans véritable pouvoir. Son bail peut être renouvelé indéfiniment ou il peut être annulé du jour au lendemain sur simple décision de ses banquiers, être déclaré en faillite et être débarqué, et même si son entreprise dégage d'importants profits pour ses actionnaires elle peut être sacrifiée si sa présence dans un pays interfère avec la stratégie politique définie par l'oligarchie qui a valeur de loi suprême au-dessus de celles qui régissent le fonctionnement du capitalisme que l'oligarchie a appris à contourner pour atteindre ses objectifs politiques.

Les oligarques peuvent décréter qu'un peuple doit crever de faim ou être livré à une guerre civile, à un génocide juste pour parvenir à leurs fins s'il le faut, alors la vie d'un capitaliste rendu aussi faible ou vulnérable ne représente rien à leurs yeux, dès lors qu'ils ont décidé de se passer de ses services.

Le sommet de l'oligarchie s'est doté d'une idéologie extrêmement rigide ou contraignante, ce qui fait à la fois sa force et sa faiblesse, parce que plus elle est exigeante ou intransigeante, moins il sera facile de l'appliquer à la lettre dans un monde caractérisé par l'inégalité de son développement économique selon les différents pays ou continents qui le composent ainsi que leur propre histoire politique qui déterminent le comportement des peuples ou la lutte des classes, qui demeure un facteur incontournable, et que pour cette raison l'oligarchie s'emploie comme elle peut à corrompre ou à neutraliser avec plus ou moins de succès, sa survie en dépend en dernière analyse et elle en a parfaitement conscience.

Elle s'est dotée d'une philosophie strictement ou délibérément belliqueuse et obscurantiste, nihiliste, pour briser la résistance des peuples et semer le chaos parmi eux, afin de mieux pouvoir les contrôler ou les réprimer si nécessaire, et le meilleur moyen d'y parvenir fut de leur insuffler l'idée dévastatrice que quel que soit leur destin ils ne pourraient pas y échapper ou qu'ils devaient abandonner définitivement l'espoir de pouvoir un jour changer la société.

Imbue de sa toute puissance, elle a commis une erreur qui pourrait lui être fatale si la masse des exploités s'en saisissaient, car en tentant de les convaincre qu'ils devraient désormais se contenter de leurs conditions sans espoir d'aucune quelconque amélioration dans un futur indéterminé, elle va parvenir à les persuader qu'ils n'ont plus rien à attendre de ce régime et qu'il faut le renverser, c'est logiquement la conclusion politique à laquelle devraient aboutir des millions de travailleurs et jeunes plus ou moins consciemment.

Donc notre ligne politique doit s'inscrire résolument dans cette perspective pour aider les travailleurs à parvenir à cette conclusion, et organiser ceux qui y sont parvenus. Cette idée peut très bien germer dans la tête de millions de travailleurs sans que rien ne change, on peut ajouter qu'il en est ainsi de tout temps.

Si rien n'est acquis, rien n'est perdu non plus, tout demeure possible pour peu qu'on s'en donne les moyens. Nous avons un autre avantage sur l'oligarchie, c'est que les travailleurs ont le choix entre se soumettre ou se soulever, alors que l'oligarchie ne peut pas modifier l'orientation de l'économie mondiale ou du capitalisme, elle ne dispose pas de stratégie de rechange, il lui faut impérativement affronter brutalement tous les peuples.

Et le temps joue contre elle de mille et une manières. Toute hésitation ou tergiversation, tout recul, toute erreur d'appréciation, tout échec même partiel constituent autant de failles dans son dispositif dans lesquelles les masses s'engouflent, elles démontrent qu'elle n'est pas aussi puissante qu'elle en à l'air ou le prétend, pendant que perce au grand jour ses réelles intentions ou la vérité qu'elle ne peut plus cacher à un moment donné, alimentant le profond rejet qu'elle inspire à tous les peuples, ce qui les encourage à en apprendre toujours davantage ou confirme qu'ils n'étaient pas victimes de théories du complot, mais qu'ils étaient bel et bien en présence d'un réel complot destiné à les soumettre à l'ordre établi ou en esclavage, parce que jusque là ils ignoraient les tenants et les aboutissants de la politique de l'oligarchie qu'on leur faisait subir.

Il n'aura pas fallu trois mois pour que la baudruche Macron se dégonfle. Combien en faudra-t-il pour le chasser du pouvoir ? Nul ne le sait.

Partie 2.

A propos de l'avant-dernier éditorial de la Tribune des travailleurs

Poser la question, c'est y répondre.

Il existait un argumentaire encore plus simple que celui développé dans votre éditorial. Voici la question qu'il faut poser à chaque travailleur ou militant :

- Comment peut-on imaginer un seul instant que des ordonnances se rapportant aux conditions de rémunération et de travail pourraient être favorables aux intérêts des travailleurs, alors qu'elles ont été acclamées par le représentant du patronat, Gattaz, président du Medef, la totalité des actionnaires du CAC40, et ont reçu le soutien de LR, de la Commission européenne, du FMI, de la Banque mondiale, de l'OCDE, de Washington, etc. qui représentent tous le camp des capitalistes ?

Si on n'est pas d'accord sur ce constat, il est inutile de continuer la discussion ou de rentrer dans le détail de chaque point de ces ordonnances car elle ne mènera nulle part.

Il faut s'en tenir à l'essentiel ou revenir aux principes de base, et là la logique est implacable.

Il est certain qu'on rencontrera des travailleurs qui seront prêts à consentir de nouveaux sacrifices sans savoir précisément à quoi s'attendre ou parce qu'ils estiment ne pas être directement concernés.

Mais est-ce le rôle d'un militant ouvrier de demander aux travailleurs de consentir de nouveaux sacrifices au profit des patrons, ne devrait-il pas exiger le contraire en tant que représentant des travailleurs ? Cela va de soi, n'est-ce pas ?

La question est de savoir sur quel terrain de classe nous nous situons. Si c'est sur celui de la classe ouvrière, on doit exiger le retrait des ordonnances sans condition.

J'ai envoyé ce texte au POID par courriel. Sans réponse, je n'en attendais pas.

A propos du dernier éditorial de la Tribune des travailleurs

Votre argumentation contre Mélenchon et son mouvement est scabreuse ou pire encore.

Pourquoi un parti ou un mouvement politique ne pourrait-ils pas se fixer des objectifs identiques aux syndicats, puisque quelque part ils ont les mêmes, partiellement. L'émancipation du prolétariat auquel vous faites référence ne signifie-t-il pas l'abolition du capitalisme, or c'est un objectif que se fixent à la fois les syndicats et les partis ouvriers, à ces derniers d'y ajouter la prise du pouvoir politique pour institutionnaliser ou inscrire dans la Constitution la mise hors la loi du capitalisme.

On devrait se féliciter que syndicats et partis partagent les mêmes objectifs et décident de mener le combat ensemble, c'est étrange que cela vous contrarie, puisque c'est justement cette répartition des rôles et le refus de ne pas partager ces objectifs qui est à l'origine de l'affaiblissement ou de la dislocation du mouvement ouvrier, de sa dégénérescence.

Que Mélenchon se comporte comme un vulgaire trade-unioniste ou opportuniste en n'allant pas plus loin que les syndicats en refusant d'appeler à chasser Macron et son gouvernement, et qu'il faille dénoncer ses basses manoeuvres est une chose, mais on ne voit pas en quoi il empièterait sur les prérogatives des syndicats davantage que le PS ou le PCF qui en conservent le contrôle, physiquement ou idéologiquement, Mailly a sa carte du PS en poche et Martinez a son rond de serviette au PCF ou à l'Humanité qui lui sert de tribune, notamment. Assez d'hypocrisie on a envie de dire.

Tenez, au passage, lorsque vous affirmez que "le mouvement ouvrier a souffert pendant des décennies de la volonté de l'appareil du stalinisme de le placer sous sa botte", vous avez oublié le PS dont l'emprise sur les syndicats fut plus sournoise, dans la mesure où très souvent il lui suffit de diffuser son idéologie vénéneuse pour que les syndiqués l'adoptent sans même qu'ils aient besoin d'adhérer à ce parti, et constituent ce que certains appelleront le corps électoral du PS.

Quant au passage de la Charte d'Amiens auquel vous avez fait allusion, il eut pour conséquence dramatique de dissocier le combat contre le capitalisme du combat pour le socialisme au profit de ceux qui y étaient farouchement opposés. Autrement dit, si elle servit à favoriser l'unité de la classe ouvrière, ce fut davantage pour la maintenir sous le joug du capitalisme ou au profit des ennemis du socialisme, dont ceux qui officient dans le mouvement ouvrier. On peut également observer que si elle n'empêcha pas que le social-impérialisme et le stalinisme prolifèrent dans la CGT ou le syndicalisme en général qui a adopté ce principe, elle eut au moins le moins le mérite d'empêcher qu'un courant véritablement indépendant du capitalisme s'y développe. Il paraît même que les anarchistes auraient joué un rôle non négligeable au moment de l'adoption de ce principe, ce qui ne serait pas étonnant compte tenu qu'ils sont opposés à l'organisation de la classe ouvrière en parti ou sur le plan politique...

Imaginons que demain des syndicats engagent le combat pour une réforme et qu'un parti la reprenne à son compte en ajoutant qu'il l'inscrirait dans la Constitution s'il parvenait au pouvoir, dites-nous en quoi cela serait-il illégitime ou porterait atteinte à

l'autonomie des syndicats. Parce que cela encouragerait des syndiqués à rejoindre ce parti ? Mais quel mal y aurait-il à cela ? Je vous rassure cela ne risque pas d'arriver, puisque tous les partis ont fait acte de soumission envers le régime.

Cela rappelle fâcheusement les vieilles polémiques ou querelles d'appareils destinées à camoufler les visées des différents partis sur les syndicats, à moins qu'il s'agisse d'une confusion tout simplement. Mais après tout je peux me tromper, je vais vous poser une dernière question pour le vérifier.

Donc si j'ai bien compris, si demain les syndicats appellaient à une grève générale et une manifestation nationale à Paris sur la base de telle ou telle revendication sociale, votre parti n'appellerait pas à y participer, ne s'y joindrait pas, c'est bien cela, n'est-ce pas ?

Mélenchon est un charlatan ou un illusionniste, et il tient un discours bourré de contradictions qu'il est facile de démonter. On ne peut pas l'accusé d'être incohérent parce qu'il refuse d'affronter le régime, puisque c'est finalement ce qui le caractérise le mieux. Pour cette raison ou selon mes critères il est de droite. Je n'ai pas besoin de lui faire des procès d'intention pour démontrer qu'il est compromis.

En complément.

Sur BFM le 5 septembre, face à Bourdin qui lui demandait si son objectif était de faire tomber le gouvernement, Mélenchon a réagi : « vous nous voyez aller en manifestation pour dire 'on veut renverser le président' ? Ca n'a pas de sens, moi je crois aux élections ».

Pourquoi les médias aiment-ils tant Mélenchon ?

Mélenchon en conseiller en communication de Macron pour l'aider à gouverner contre les travailleurs.

Jean-Luc Mélenchon a une rentrée politique chargée où de nombreux sujets chers à la France Insoumise font l'actualité. Il a vivement réagi aux propos d'Emmanuel Macron qui a déclaré qu'il "ne cèderait rien aux fainéants, aux cyniques ou aux extrêmes". "Le chef de l'État s'en prend aux Français régulièrement d'un pays à l'autre. En Roumanie il les a traités d'une chose, en Angleterre d'autre chose, cette fois-ci on en est carrément rendu aux injures. Mais qui sont ces fainéants, ces extrémistes, ces cyniques ? Il s'en prend à tous ceux qui résistent à sa politique. Le président de la République française ne doit pas commenter la vie politique française depuis l'étranger", déclare le député.

Appelant au "calme" et à "faire baisser tout ça d'un cran", il a répondu aux critiques du porte-parole du gouvernement Christophe Castaner dans la matinée sur la "violence" de ses propos, notamment les termes d'"insurrection" ou de "coup d'Etat" social.

"Les Français ne sont pas fous, c'est une métaphore que j'utilise", "je n'ai pas l'intention d'aller prendre l'Elysée à coups de bâtons ou à coups de fusil", a affirmé M. Mélenchon. Franceinfo et AFP 10 septembre 2017

Vive la "multiplication" des journées d'action bidon !

- Code du travail: Mélenchon se réjouit de la multiplication des "dates de combat" - AFP

Haut de page

La causerie du 16 septembre

Partie 1.

A télécharger absolument. Une outil formidable pour former les militants.

Audio. Gérard Phillipe lit Marx et Engels
https://www.youtube.com/watch?v=GaeC0eixsX0

Partie 2.

Rappel. Mélenchon, non je n'ai pas changé...

Mis en ligne par le Comité Valmy.

Le Figaro du 18 avril 2017 :

Jean-Luc Mélenchon a assuré aujourd'hui qu'il ne souhaitait sortir ni de l'Europe ni de l'euro "Ne croyez pas ce qu'ils vous disent : « il veut sortir de l'Europe, de l'euro » (...), allons, un peu de sérieux", a déclaré le candidat de La France insoumise, évoquant des "enjeux immenses de savoir si nous allons nous opposer les uns aux autres en Europe ou si nous allons faire baisser les tensions qui existent entre les peuples".

Extrait de la séance du 9 juin 1992 au Sénat

- ...les vrais démocrates ne peuvent que vouloir l'avènement de la nation européenne et, avec elle, de la citoyenneté européenne.

- N'ayons pas honte de ce traité. Déjà, il va au-delà de la situation actuelle, il constitue une avancée.

- En tant qu'homme de gauche, je souhaiterais me tourner un instant vers certains de nos amis (l'orateur se tourne vers les travées communistes) pour leur faire entendre que Maastricht est un compromis de gauche : pour la première fois, dans un traité de cette nature, des mesures d'encadrement du marché sont prévues ; pour la première fois, citoyenneté et nationalité sont dissociées ; pour la première fois, les syndicats vont être associés aux processus décisionnels. (Protestations sur les travées communistes. – Applaudissements sur les travées socialistes.)

- Demain, avec la monnaie unique, cette monnaie unique de premier vendeur, premier acheteur, premier producteur, représentant la première masse monétaire du monde, l'Europe sera aussi porteuse de civilisation, de culture, de réseaux de solidarité...

- ...c'est l'avènement de la nation européenne porteuse de paix, de civilisation et de solidarité.

- Si j'adhère aux avancées du Traité de Maastricht en matière de citoyenneté européenne, bien qu'elles soient insuffisantes à nos yeux, vous devez le savoir, c'est parce que le plus grand nombre d'entre nous y voient un pas vers ce qui compte, vers ce que nous voulons et portons sans nous cacher : la volonté de voir naître la nation européenne et, avec elle, le patriotisme nouveau qu'elle appelle...

Partie 3.

La monarchie et ses serviteurs.

Le président de la République dispose du pouvoir de nommer tous les hauts fonctionnaires énumérés à l'article 13 de la constitution du 4 octobre 1958 (conseillers d'État, grand chancelier de la Légion d'honneur, les ambassadeurs et envoyés extraordinaires, les conseillers maîtres à la Cour des comptes, les préfets, les représentants de l'État dans les collectivités d'outre-mer régies par l'article 74 et en Nouvelle-Calédonie, les officiers généraux, les recteurs des académies, les directeurs des administrations centrales) en conseil des ministres selon son gré, son humeur du moment.

Haut de page

Le 17 septembre 2017

CAUSERIE

Quand Mélenchon estime qu'il aurait dû être président et Hamon son Premier ministre - LeParisien.fr

Comme quoi il n'a jamais rompu avec l'idéologie du PS. Un coup de barre à droite qui va porter un coup fatal à bien des illusions parmi ceux qui l'ont soutenu. Hamon, c'est le capitalisme, la Ve République, l'UE, l'OTAN, l'ONU, la troïka, etc. la réaction au grand complet... et Mélenchon aussi. Pour qui roule-t-il ? On vient de le dire. Est-il de gauche ? Mais certainement, autant que le capitalisme, la Ve République, l'UE, l'OTAN, l'ONU, la troïka, etc. la réaction au grand complet. A qui faut-il faire un dessin ? Quelle outrance ! Non, c'est la stricte réalité.

Mélenchon a été ministre (secrétaire d'Etat à la formation professionnelle) de Chirac, Hamon de Hollande au côté de Valls et Macron. Mélenchon avait rêvé à haute voix d'être Premier ministre de Hollande, puis de Macron... Ce type-là est à la fois un furieux mégalomane et mythomane, doublé d'un pitoyable opportuniste, le bouffon cumule, bref un imposteur comme les aiment tant les médias.

A. Einstein : “La définition de la folie, c’est de refaire toujours la même chose, et d’attendre des résultats différents.”

- "Il existe deux choses d’infini l’univers et la bêtise humaine, pour l’univers je n’ai pas de certitude.”

Introduction.

Pour n'avoir pratiquement rien publié depuis près de trois mois, je me retrouve avec un tas d'écrits sur des sujets divers qu'il m'est très difficile de présenter de manière cohérente. Car s'y côtoient brouillons, questionnements, idées inachevées ou à explorer et réflexions plus profondes, ainsi que quelques rares instants de lucidité, bref, c'est un vrai foutoir dans lequel je crains d'être le seul à m'y retrouver.

J'ai véritablement tout donné pour réaliser cet instrument pédagogique d'information et de combat politique. Vous n'êtes pas sans ignorer qu'il n'existe aucun portail (ou blog) semblable ou équivalent à celui-ci, disons tel qu'il se présentait il y a environ un an, il était et demeure unique en son genre, ce qui en faisait un outil de réflexion irremplassable.

Bien que j'aie effectué une tâche colossale, les lecteurs ont cru bon de n'en retenir que les aspects qui leur semblaient négatifs selon eux, ce qui les amena à mépriser ou à faire preuve d'indifférence envers son auteur et cet ouvrage qui leur rendait tant de services et dont ils doivent se passer dorénavant, la nature humaine est ainsi faite il faut croire, il faut faire avec, on n'a pas le choix.

Longtemps je n'en ai pas tenu compte ou je suis fait une raison, dans le cas contraire jamais je ne me serais lancer dans une telle aventure ou j'y aurais mis un terme très rapidement, puis vint le moment, vous savez la dialectique, où je me suis dit que je m'épuisais inutilement puisque le socialisme était dorénavant renvoyé aux calendes grecques, et qu'aussi douloureux que soit ce constat, il était plus sage de l'admettre et décidé en conséquence qu'il fallait se calmer ou lever le pied, sous peine d'y laisser ma santé et bien autres choses encore pour rien puisque finalement rien ne pressait.

Si j'ai tenu aussi longtemps, c'est parce que j'étais littéralement scandalisé par l'attitude et le discours de l'extrême gauche et de tous ces gens qui se prétendent de gauche qui vouent un culte au capitalisme, leur compromission ou collusion avec le régime, leurs rapports aux différentes classes et aux institutions, leur mauvaise foi, leur mahonnêteté intellectuelle, leur faculté de faire abstraction de certains facteurs ou évènements, leur amnésie ou leur mémoire sélective, et par dessus tout leur arrogeance et leur mépris envers tous ceux qui ne pensent pas comme eux, en un mot leur opportunisme débridé, qu'à ce stade ils devaient forcément avoir pris conscience un jour, un peu comme quelqu'un qui profère effrontément un grossier mensonge en toute impunité...

Bref, il m'était impossible de me reconnaître dans ces gens-là, car je n'y retrouvais ni mes principes ni les valeurs auxquelles j'étais profondément attaché et que je n'ai eu de cesse d'enseigner dans ce portail, d'où la réaction en général de mes lecteurs et vous aurez compris pourquoi. La plupart d'entre eux partagent dans leur fort intérieur avec les derniers des crétins de se croire plus intelligents que les autres, alors qu'en réalité ils sont incapables de faire la part des choses, ils ne sont pas dialecticiens pour deux ronds assurément. Si on devait enseigner en priorité une matière aux hommes, ce serait celle-là.

J'ai essayé dans ce portail de rassembler tous les éléments qui composent la réalité et qui se trouvent disséminés dans la nature. On pourrait dire que chacun d'entre nous ou de nombreux acteurs politiques très divers possèdent un bout de la vérité et s'identifie avec elle, pour l'imposer aux autres qui évidemment possèdent eux aussi leurs propres vérités, de sorte qu'ils s'opposent les uns aux autres sans que personne ne fasse l'unanimité, ce qui débouche sur rien ou ne nous fait pas avancer d'un millimètre.

Ce petit bout de vérité se rapporte toujours à des faits, à certains faits qui sont privilégiés, pendant que tout un pan ou de nombreux aspects de la réalité sont occultés, ne sont pas pris en considération, on ne les a pas à l'esprit parce qu'on ignore parfois leur existence ou parce qu'on ne peut pas avoir présent à l'esprit en permanence tous les facteurs déterminants, et on refuse de l'admettre, c'est cela le point essentiel, car c'est la clé pour progresser. On va être amené à nier des faits parce qu'on les ignorait, de la même manière on va refuser de se pencher sur un sujet, parce qu'ils ont été portés porter à notre connaissance ou il a été soulevé par quelqu'un qui ne partageait pas nos idées ou notre orientation politique ou pire encore s'y opposait, on va préférer demeurer ignorant et s'interdire de réfléchir, c'est tout à fait stupide, mais c'est hélas ainsi que les choses se passent le plus souvent.

On comprend pourquoi toute tentative de confronter des idées sera un exercice impraticable, qui tournera rapidement à l'affrontement, ou toute question posée demeurera sans réponse, tout argument ne figurant pas dans notre démonstration sera traité par le mépris. Comment progresser dans ces conditions-là ? Impossible, même moi qui pense 24h/24 à la situation mondiale ou à notre cause j'ai fini par ne tirer aucun profit de rapports aussi médiocres ou pire, ils me conduisaient à la paralysie chaque fois que je leur accordais trop d'attention, car ils allaient à l'encontre du principe que j'avais adopté, selon lequel nous devions progresser ensemble... ou régresser ensemble, ce à quoi je ne pouvais me résoudre, d'où les multiples occasions où j'ai failli fermer le portail.

Rassembler tous les matériaux à notre disposition pour mieux comprendre le monde dans lequel nous vivons, et réfléchir ensemble

à partir de ces matériaux, n'intéresse décidément personne, est-ce l'effet de l'atomisation de notre classe, de nos droits, qui s'exprime de la sorte, cela a sans doute une influence. J'ai constaté que les membres des classes moyennes (médecins, architectes, avocats, etc.) ou des intellectuels (enseignants, ingénieurs, chercheurs, etc.), d'anciens hauts fonctionnaires, etc. qui postaient des commentaires dans le blog Les-Crises.fr ou participaient à ce blog ou encore le finançaient, n'avaient pas ces a priori ou ces préjugés ravageurs. J'y trouve davantage matière à réflexion que nulle part ailleurs parce qu'on y trouve des analyses contradictoires, alors qu'il m'est arrivé de vilipender violemment ce blog et son auteur, je me suis même permis de lui faire savoir par courriel.

C'est à croire que les membres des classes supérieures ont davantage de conscience de classe que ceux des classes inférieures, et qu'ils ont conscience qu'il va de leur intérêt de la partager, même s'ils ne sont pas toujours d'accord. Peut-être a-t-il manqué cette fonction commentaire au portail que j'ai créé, ce qui d'une certaine manière l'aurait rendu moins rigide ou plus convivial, c'est possible, je n'en sais rien, on le saura rapidement. Personnellement je ne le crois pas, parce que les membre des classes inférieures ont tendance à développer un complexe de supériorité dans certains circonstances, justement parce qu'elles sont inférieures, et évidemment elles n'en ont pas conscience. Se sachant vulnérables, elles croient s'en tirer à bon compte ainsi, elles se trompent lourdement.

Mon père (menuisier) n'était pas très évolué, il vouait un culte aux patrons, aux puissants, à de Gaulle, et il vota pour son parti jusqu'à sa mort. Il fut réactionnaire par bêtise et fier de l'être. Il était obtu et plus têtu qu'un âne, et bien quand je tentais de lui expliquer quelque chose il me traitait d'abruti. Pourquoi, mais parce que j'étais issu du même milieu ouvrier pauvre que lui. Il se croyait très intelligent, plus que moi. Pourquoi, mais parce que lui s'identifiait aux membres des classes supérieurs, il reproduisait leurs discours autorisés, et c'est de là qu'il tenait sa légitimité, alors que moi qui les combattais je n'en avais aucune. Macron a dit qu'on n'était rien, mon père ne l'aurait pas désavoué, cela fait réfléchir.

Surtout que plus de 40 ans plus tard je suis confronté aux mêmes rapports avec ma compagne Selvi, en plus compliqué encore, puisqu'il ne s'agit pas de politique mais de la vie en général, chez cette femme ultra arriérée l'intelligence est innée, normal, comme dieu, elle est croyante, hindou pratiquante, on s'est engueulés il y a trois jours et depuis je ne lui ai pas adressé la parole, parce que je n'ai aucun argument à opposer à dieu, vous comprenez.

En deux mots pour ne pas passer pour un monstre, elle confond prêt et donation, or mon revenu est très limité comme vous le savez, et je me prive sur tout pour essayer d'avoir un niveau de vie décent, je ne peux donc pas distribuer de l'argent à des gens qui ne me le rendront jamais, ce qui est déjà le cas de plusieurs membres de sa famille, à hauteur de plus de 160.000 roupies. J'ai refusé de prêter 50.000 roupies aux parents d'un de ses cousins la semaine dernière, la semaine précédente j'avais refusé de prêter 35.000 à la fille d'une de ses soeurs, et ne voilà-t-il pas qu'une autre de ses soeurs débarque et me demande 10.000 roupies, trop, c'est trop, alors que j'ai bien précisé à Selvi que je ne prêterai plus jamais d'argent à aucun Indien.

Il est facile de l'embobiner la pauvre femme, tous ces Indiens travaillent donc ils pourront me rembourser. Sauf qu'ils ont un salaire misérable qui tourne autour de 5.000 roupies. Ils ont des charges ou ils sont endettés ou les deux à la fois le plus souvent, vive le miracle économique de l'Inde ! Pratiquement tous les mois ils doivent consacrer une somme importante à une ou plusieurs cérémonies familiales, attention, c'est une obligation absolue sinon ils en viennent aux mains ; il y en a toujours un ou deux qui tombent malades et ils doivent régler les frais médicaux ; qui est victime d'un accident ménager ou de la route, bref, sans parler qu'ils ont un tas de besoins élémentaires non satisfaits, ils ont mille et une raison valables de se retrouver sans le sou chaque fin de mois pour peu qu'ils estiment que vous pouvez attendre votre argent indéfiniment. Quel dilemme pour moi, passer pour un salop qui n'a pas de coeur ou me faire dépouiller !

J'ai expliqué tout cela à Selvi, mais elle n'en a pas tenu compte. Ce soir-là on devait passer une bonne soirée, il restait une part de pizza à se partager en apéritif, elle adore cela, j'avais acheté deux glaces à déguster plus tard, résultat, j'ai mangé seul dans mon coin et elle n'a pas mangé, on s'est couché sans s'adresser la parole et cela fait trois jours que cela dure, et cela risque de durer encore, combien de temps, je n'en sais rien, ce n'est pas la première fois que cela arrive, c'est le seul moyen que j'ai trouvé pour lui faire entrer quelque chose dans son cerveau. Au passage, vive la démocratie, ce sera sans moi s'il s'agissait de lui donner le même pouvoir que moi ! Les crétins vont me prendre pour un tyran, j'emmerde ces ignares, d'autant plus que je destine le petit capital dont je dispose à Selvi lorsque je serai crevé, et tout l'argent que je vais économiser jusqu'à ma mort à partir du mois prochain lui reviendra. Bien des femmes l'envieraient d'avoir un compagnon si prévoyant et prévenant, non ? Comme quoi messieurs les crétins je sais tout, il faut se passer de juger nos semblables, ai-je porté un jugement sur quiconque ici, nulle part sous peine d'être injuste. C'est aussi cela être digne, avoir une morale de classe, j'en suis fier, c'est la seule chose qui me reste à dire vrai.

Tout cela pour dire que je ne me faisais guère d'illusions en faisant ce portail, mais je ne m'attendais pas à ce que cela prenne cette tournure. J'ai apparemment surestimé la nature humaine, la mienne aussi semble-t-il, où ou à quel propos, je n'en sais rien, je n'y ai pas vraiment réfléchi, optimisme exagéré, maladresse, méprise, manque d'ambition, de ma part j'entends, sans doute un peu de tout cela bien que ce soit secondaire... pas pour tout le monde sauf pour moi !

Voilà cette introduction à nos retrouvailles va nous permettre de passer au plat de résistance, un énorme pavé à déguster lentement pour ne pas s'étouffer ! Toutes les causeries suivantes comportent des dates approximatives et parfois elles ont été complétées plus tard. Il se peut aussi que certains passages soient incomplets.

J'ai laissé de côté un tas de sujet, Venezuela, Catalogne, etc. Vous avez pu trouver dans les portails ou blogs dont j'ai mis les adresses dans la page d'accueil matière à en savoir plus sur la situation internationale.

Je pense que l'essentiel n'est pas le traitement quotidien de l'information ou d'accumuler des connaissances, mais les blocages qui empêchent les travailleurs de se poser les bonnes questions, les questions déterminantes ou principales, d'apprendre pour comprendre avant de passer à l'action. Si on n'apprend rien ou tout de travers, que peut-on comprendre, rien ou pas grand chose, on cultive le doute, le scepticisme, le pessimisme, la culture de l'inaction ou de l'action inappropriée en se trompant d'objectif ou de camp.

J'avais cru comprendre que notre engagement politique consistait à partager nos expériences et nos convictions et à nous rassembler pour atteindre un objectif politique, abattre le régime et fonder une République sociale, mais apparemment on ne parle pas la même langue, on ne se comprend pas. Non, la situation n'est pas aussi compliquée qu'on le dit, on la complique à souhait, on baigne en pleine confusion qu'on alimente nous-même, on manque de rigueur et de logique et on refuse de l'admettre, on se prive ainsi des moyens de progresser, c'est stupide.

A propos du portail et du blog.

Il a fallu que je parte dans un truc très compliqué, pour m'apercevoir au bout de plusieurs jours qu'il existait une solution fort simple qui consistait simplement à créer une nouvelle page après chaque section ou causerie et un lien vers cette adresse ! C'est lamentable.

Cela implique que je conserve le portail dans l'avenir, ce qui ne fait pas vraiment mon affaire, mais d'un autre côté la présentation est plus compacte et soignée qu'avec un blog. Je pense qu'on va s'en tenir à cette solution et j'espère qu'elle satisfera les lecteurs.

Je n'ai pas le temps de tout relire et de corriger les fautes de frappe ou d'orthographe qui sont souvent dûs à des copier/coller ou parce que je privilégie les idées qui me viennent à l'esprit quand je suis en train de taper au clavier, cela peut donner "censé" au lieu de "sensé" par exemple.

Haut de page

Le 23 septembre 2017

CAUSERIE

Le lien vers mon portail est de nouveau accessible depuis mon ordinateur.

Je n'ai pas finalisé le blog, cela prend trop de temps et ma connection Internet n'arrête pas de se bloquer. Je préfère de loin ce portail.

Je remets en ligne les causeries rédigées depuis deux mois et que je n'avais pas publiées, avec les fautes de frappe et d'inattention pour ce qui concerne l'orthographe, par contre j'ai pris le temps de les corriger dans le blog, donc toutes les causeries depuis la mi-août sont disponibles dans le blog et peuvent être commentées, sans passer par un modérateur.

Le seul lien vers ce blog (https://lvog2017.blogspot.in/) :

- Cliquez ici pour ouvrir le blog et laisser un commentaire

L'ordre dans lequel les articles apparaissent est imposé par le concepteur du blog et il n'existe apparemment pas de fonction pour le changer.

Cette formule est peut-être provisoire, je n'ai pas le temps de m'investir dans l'informatique, et puis si je m'aperçois que les lecteurs ne laissent pas de commentaires, je n'insisterai pas, je fermerai ce blog sous quinzaine.

Je n'ai pas terminé les causeries du 19 au 23 septembre, je les publierai dès que possible, rien ne presse, n'est-ce pas ?

Haut de page

Le 25 septembre 2017

CAUSERIE

J'ai négligé la présentation, pas le temps !

Dorénavant je ne consacre plus que le tiers ou le quart de mon temps au portail, terminés les sacrifices inutiles, vaut mieux faire moins mais mieux, gageons que cela rapportera plus.

Parole d'internaute (Les-Crises.fr)

1- "Les gens s'enferment dans leurs certitudes; la lecture des commentaires sur différents sites montre que ceux qui réagissent (souvent les mêmes) ne changent pas d'un iota, malgré la pertinence des arguments (d'où qu'ils viennent). La rapidité des réactions montre même qu'ils n'ont pas pris le temps de réflechir…"

Mon cher monsieur, tout le monde en est là à peu de choses près. Et l'ignore évidemment.

Même le dernier des crétins se croit très intelligent et il en demeurera ainsi tant qu'il n'en aura pas pris conscience. Cela dit, cela n'en fera pas pour autant quelqu'un de plus intelligent, loin s'en faut. Il croira y parvenir en lisant abondamment, mais cela ne fera de lui qu'un crétin un peu plus instruit dans la plupart des cas pour avoir négligé un aspect déterminant de sa démarche : Savoir lire, non seulement cela ne s'improvise pas ou ne figure dans aucun manuel scolaire ou universitaire. Pour y parvenir tout dépendra de la hauteur de l'idéal que vous avez adopté ou de sa nature, car il déterminera la détermination et la rigueur qui vous serons nécessaires pour progresser et résoudre les contradictions que vous rencontrerez au cours de votre étude, c'est votre idéal qui fixera en quelque sorte le niveau vos exigences et les moyens de les satisfaire. Plus votre idéal sera faible et plus vous serez apte à croire n'importe quoi ou à vous satisfaire de réponses incomplètes, incohérentes ou insatisfaisantes aux questions que vous vous posiez, exactement comme avant, et plus votre idéal sera élevé, plus vous chercherez à en savoir davantage, moins vous serez enclin à être influencé par l'idéologie de la classe dominante qui hante ou pollue tous les domaines du savoir.

Il ne suffit pas de vouloir apprendre à lire et à écrire, il faut une puissante motivation et une méthode (didactique) pour y arriver, et bien pour apprendre à réfléchir ou penser, c'est la même chose.

Comment ne pas voir que la plupart des gens (et des militants) s'en tiennent à des idées qu'ils considèrent comme acquises pour l'éternité, alors qu'ils n'y ont jamais réellement ou sérieusement réfléchi ou ils ont cessé un jour d'en vérifier la véracité ou le bien-fondé, estimant qu'elles avaient acquises la valeur d'une vérité absolue, vérité absolue qui dans la philosophie néolibérale servira à nier chez l'homme la faculté d'accéder à la connaissance ou à déconstruire toutes les connaissances acquises ou antérieures, hormis celles à la gloire du marché.

Quel est le plus idiot des deux, le crétin qui s'ignore ou l'individu cultivé qui partage les idées dominantes ou les plus communément admises et qui s'en contente ? Le plus à plaindre est le second, car il a conscience de l'ampleur de son ignorance, et pour ne pas oser s'aventurer en terrain inconnu, tout comme il craindra d'affronter le régime, sa pensée demeurera confinée au niveau de la société bien pensante, pour laquelle à l'horizon le capitalisme est indépassable...

2- "Pour le dire bref, il s'agit d'une revisitation de l'allégorie de la caverne. Finalement, l'histoire est un éternel recommencement (ça date de Platon quand même) et l'homme reste un singe mimétique (même si pas que…) quelque soit la taille du diplôme et le nombre d'années d'études."

On pourrait préciser que, contrairement aux arriérés quand l'individu cultivé fait dans le "singe mimétique", c'est toujours ou de préférence au détriment du reste de la société. Il est favorable à la guerre à condition qu'elle n'affecte pas son mode de vie confortable, autrement il y est opposé, voilà pour sa morale...simiesque !

3- "Quand on sait que l'immense majorité des gens se font ou croient se faire une opinion sur un sujet – en particulier ou en général – en regardant (et écoutant) principalement la télévision, (l'image animée et le son ajouté ont un taux de pouvoir de captation de l'esprit au moins égal à 75%) l'idée de "l'hypnose" (et d'autres formes de persuasion) prend tout son sens quand on observe des téléspectateurs fascinés (hypnotisés, si vous préférez) – toujours passifs et impuissants – devant leur écran, le cerveau disponible et captif prêt à l'emploi. C'est peut être pour ça que les vedettes (journalistes, présentateurs et invités externes récurrents) du petit écran sont soigneusement choisis pour ne pas dire triés sur le volet. Une fois le sujet sous hypnose il est prêt à lire tous les jours, le bon, le vrai, le juste et le beau quotidien papier et écouter, la bonne, la vraie, la juste et la belle radio qui entretiendront soigneusement son hystérie individuelle au sein de l'hystérie collective. A ce stade on peut affirmer que le sujet est devenu un zombie."

Autrefois, sa profonde ignorance n'en faisait pas autre chose. Maintenant on sait que ce n'est pas le facteur qui l'empêche de passer à l'action pour prendre en mains son destin quand les conditions objectives s'y prêtent, mais qui le tire sans cesse en arrière

ou l'empêche de voir plus loin. Or pour changer la société, il est impératif de se donner les moyens de voir beaucoup plus loin, au-delà de la société existante, d'où tous les efforts déployés par la réaction pour que les exploités et les opprimés ne parviennent jamais à se doter de ces instruments et demeurent sous le joug du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le zombie de ce monsieur est cultivé, il a été scolarisé, et il est vrai que je vois peu de différence avec le comportement de ma compagne ultra arriérée, illettrée, qui compte sur ses doigts ou ignore que la terre tourne autour du soleil, qui peine tout simplement à penser et à qui on peut faire croire n'importe quoi. Cependant, elle a compris un certain nombre de choses et a évolué pour avoir développé un profond sens de l'observation, ce qui l'a familiarisé avec les rapports de cause à effet qui existent dans la nature (et la société), de telle sorte qu'elle est en mesure de comprendre tout ce qui relève de ce genre de rapports, ce qui signifie qu'il suffit d'aborder avec elle un sujet sous cet angle pour qu'elle saisisse de quoi on lui parle et évolue, pour peu qu'on s'en donne la peine ou qu'on fasse preuve de patience avec elle. Sans en attendre de miracles ou un résultat immédiat.

C'est juste un exercice élémentaire de logique, qui mérite parfois d'avoir les nerfs solides, j'en conviens, mais le résultat est garantie. Or, on n'a jamais voulu aborder les travailleurs sous cet angle, prétextant qu'il ne figurait pas dans le cahier des charges de la conception de la lutte de classe il y a un siècle ou davantage encore, la télévison non plus, la radio non plus, Internet non plus, etc. autant d'instruments qui servent à diffuser la propagande officielle, à conditionner les masses, à les abrutir, les déstabiliser, les diviser, sans qu'on juge indispensable de s'y attaquer pour les aider à se délivrer de cette emprise idéologique qui pèse sur leurs décisions et leur moral ou à en tirer des leçons pratiques qui sont nécessaires pour que leur niveau de conscience progresse...

4- "Nous ne sommes pas en position de force mais notre ennemis, quoiqu'il ait aujourd'hui tous les moyens possibles à sa disposition, a de moins en moins d'options pour durer dans le temps.

Au quotidien, nous autres simples citoyens, pouvons agir à notre échelle. La principale et la plus efficace des actions, de mon point de vue, est de discuter en des termes simples avec tout le monde de la propagande quotidienne.

Il existe une méfiance grande et grandissante à l'égard de la doxa, qui est aujourd'hui trop incohérente pour survivre à une simple discussion.

L'erreur à ne pas faire c'est de vouloir convaincre, car il est trop tôt pour ça. L'objectif doit être de simplement en parler, sans partir dans les grandes considérations, les grands enjeux, etc, simplement en parler.

Essayez vous verrez, il suffit d'en parler sans défendre aucune thèse, juste en relevant telle et telle incohérence, en des termes simples et sans vraiment conclure : pour beaucoup aujourd'hui cela suffit.

L'objectif aujourd'hui ne doit pas être de convaincre, mais de préparer les esprits à changer bientôt radicalement d'avis."

Cette démarche est positive et efficace à défaut de mieux avec bien des personnes effectivement.

5- "Certes, mais comme dirait l'autre on ne fait pas d'omelettes sans casser des œufs. Sans révolution ou toute autre forme d'action ultra-violente concertée et et mûrement réfléchie cela va sans dire, aucun, je dis bien aucun changement ne sera possible."

Je ne vous le fais pas dire.

C'est l'Inde ! On sait quand est-ce que cela commence, mais on ignore quand est-ce que cela se terminera.

- Inde: Modi inaugure un grand barrage - Reuters

Le chantier a suscité d'âpres débats depuis la pose de la première pierre en 1961 par le Premier ministre d'alors, Jawaharlal Nehru. La construction du barrage proprement dite n'a débuté qu'en 1987. Reuters 17 septembre 2017

Terminé en 2017, 56 ans pour construire un barrage, record mondial à battre ! En exploit !

Ici à Pondichéry, ils ont entrepris de construire un minuscule tronçon surélevé qui doit faire moins d'un kilomètre de long, avec deux voies dans chaque sens de la circulation. Ils ont commencé il y a 4 ou 5 ans et ils viennent juste d'en terminer la moitié, donc on peut l'emprunter dans les deux sens sur une seule voie, l'autre moitié sera terminée d'ici... quand je n'en sais rien !

La réalité qu'on se refuse à prendre en considération.

J'ai pris pour référence la répartition des classes et des différentes couches sociales en Grèce et en France qui va lui ressembler

de plus en plus. Les pourcentages fournis proviennent de mémoire de nombreux articles de presse des dernières années, ils sont justes ou approximatifs mais toujours proches de la réalité, il faut donc les prendre comme tels. On pourrait procéder à quelques ajustements qui ne remettraient pas en cause les conclusions ou les leçons qu'on pourrait en tirer.

Quand on milite et qu'on se destine à changer la société, vaut mieux savoir comment elle se compose et comment se comporte chaque classe et couche de chaque classe, cela explique bien des choses, et puis c'est préférable pour ne pas dire ou faire n'importe quoi ou aller de désillusions en désillusions.

La population adulte ou en âge de travailler ou de voter compte 10% de patrons, 20 à 25% d'auto-entrepreneurs, 15 à 25% de fonctionnaires, 15 à 20% de retraités (de toutes catégories ou de tous status socials), combien reste-t-il d'ouvriers ou d'employés (tous status confondus, simple employé ou cadre), 25% à 35% en modérant les pourcentages précédents, on peut même aller jusqu'à 40%. Et parmi ces 40% un dizième sont des cadres et un quart sont des salariés qui disposent d'un revenu équivalent au double du smic ou plus, et parmi les 27% restant, disons que 50% sont en couple et cumulent 2 salaires, pendant que ceux qui sont en couple ou seuls ne disposent que d'un seul salaire pour vivre ou un salaire et demi en comptant les salariés à temps partiel ou au chômage.

Il ne reste donc plus que 13 à 15 % de travailleurs à ne plus être en situation de pouvoir supporter les méfaits ou les maux du capitalisme, soit qu'ils disposent d'un revenu unique (salaire ou retraite) autour de 1000 euros nets par mois, soit qu'ils disposent d'un salaire et demi ou d'allocations chômages ou RSA, auxquels il faut ajouter une partie des fonctionnaires et des auto-entrepreneurs qui sont dans la même situation, combien, prenons un quart comme base, on arriverait à 25% qui doivent faire face en permanence à des difficultés matérielles ou financières, tandis que 75% peuvent encore s'accommoder du régime.

Macron est aussi utile qu'un déodorant qui empeste les chiottes, dans lesquelles une crotte de chien est posée sur un coucher de soleil, d'où son surnom de roi soleil crépusculaire. Au lieu de crotte de chien on aurait pu dire un étron, mais je tiens à cette crotte de chien qui me fait penser à Marx qui avait traité de chiens les Versaillais qui avaient écrasé la Commune dans un bain de sang.

Ni juvénile ni sénile, ni matière ni esprit, on a envie de donner un coup de pied dedans !

25%, c'est entre 6 et 7 millions de travailleurs, en terme d'organisation ou de militants politique autour de 2%, et encore. Si on retire les 10% constitués de fonctionnaires et d'auto-entrepreneurs pauvres qui vouent un culte à l'Etat ou au capitalisme, il ne reste plus que 15% pour lesquels l'existence est un cauchemar au quotidien ou qui auraient des raisons de vouloir en finir avec le régime.

En Grèce, quand on ajoute aux 25% de fonctionnaires, les 25% d'auto-entrepreneurs, plus les 10% de patrons, on s'aperçoit que le régime dispose de la majorité pour garantir sa stabilité politique. Quand on est patron cela se comprend, c'est naturel, logique. Quand on est fonctionnaire, c'est l'Etat votre patron, vous n'avez donc pas intérêt à l'affaiblir ou à sa disparition. Et quand vous êtes auto-entrepreneur, vous avez adopté le capitalisme, son mode de pensée, vous ne serez donc pas enclin à écouter les discours anti-capitalistes, votre idéal étant de devenir un grand patron ou un patron qui a réussi, fortuné.

Choisir de devenir fonctionnaire, c'est avant tout penser à son statut personnel, la vocation de servir la collectivité n'est qu'un alibi destiné à se donner bonne conscience. Cela vaut davantage encore pour les auto-entrepreneurs, bien que la plupart échappent ainsi au chômage ou refusent de prendre un emploi précaire ou ne correspondant pas à leur qualification, c'est plus la situation sociale qu'autres choses qui les poussent dans cette voie. Ce que l'on retiendra en priorité, c'est l'idéologie que les uns et les autres adopteront en conséquence, qui ne va pas vraiment dans le sens de la remise en cause de l'ordre établi.

Cela étant dit, quel que soit votre revenu ou votre statut à l'exception des patrons, vous devrez subir une multitude de contraintes ou difficultés liées à la crise du capitalisme et à la décomposition accélérée de la société au point de vous angoisser ou de vous pourrir littéralement la vie, en dehors de vos rares moments de réelle détente ou de satisfaction éphémères, vous ne pourrez pas échapper à l'ambiance délétère, nauséabonde dans laquelle baigne l'ensemble de la société, qui constitue la toile de fond de votre existence quotidienne qui ne devrait pas s'améliorer dans l'avenir.

Evidemment, cela devrait conduire l'ensemble des travailleurs des différentes classes hors celle des capitalistes à se questionner sur l'orientation de la société dirigée par l'oligarchie, encore faudrait-il qu'ils comprennent comment et pourquoi la société est devenue plus inégalitaire et injuste, pourquoi elle n'est pas en mesure de permettre à chacun d'accéder au bien-être sans devoir subir un tas de frustrations, d'humiliations, de sacrifices inutiles ou que rien ne peut finalement justifier, sinon permettre à une infime minorité de continuer de s'enrichir toujours plus et de disposer du pouvoir politique pour uniquement pérenniser son statut privilégié. L'article que je vous propose ci-dessous fournit des indications précises sur la nature des ordonnances de Macron et l'orientation de sa politique. C'est le point de vue de la réaction, qui elle part de la réalité pour en modifier l'orientation en fonction des besoins des capitalistes. Son modèle, c'est les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la Grèce qui sont largement ubérisés ou des Etats de non-droit pour les travailleurs, c'est leur idéal à l'extrême opposé du nôtre. Dans la mesure où il s'agit de modifier durablement et en profondeur les rapports entre les classes au profit du capitalisme, il s'agit bien de lutte des classes.

- Pourquoi l'entrepreneur a gagné la lutte des classes - Challenges

Pour Leonidas Kalogeropoulos, président de Médiation & Arguments et vice-président d'Ethic la France s'est trouvée une nouvelle idéologie: l'entrepreneuriat. Et c'est une bonne nouvelle.

La France a été l'un des derniers pays d'Europe à entretenir la flamme moribonde d'une confrontation entre un " patronat " réputé nanti d'un côté, et une classe laborieuse, réputée exploitée de l'autre. Sur le fondement de cette vision étriquée, obsolète, trompeuse et idéologique de la réalité, ont été élaborés tout un écheveau de normes, de droits, de taxes, de limitations du temps de travail, d'interventions étatiques, de régulations publiques pour organiser à peu près pacifiquement cette lutte des classes à peine larvée qui plombe notre pays, notre unité nationale et notre ambition de grandeur depuis trois décennies. Cette séquence, qui s'essouffle depuis quelques années, voit émerger la meilleure nouvelle dont notre pays pouvait rêver : l'entrepreneuriat sort victorieux de cette confrontation, parce que les pulsions révolutionnaires, les idéaux autogestionnaires et la passion conquérante dont notre pays est pétri se sont investis dans une nouvelle terre de conquête, la création d'entreprises ! Pour affranchir l'homme de la " dictature " économique, au lieu de vouloir corseter les entreprises, on s'est mis collectivement à en créer.

Terre de création d'entreprises

Dans ce registre, où nous tenons le premier rang en Europe, nous surperformons pour atteindre depuis le premier semestre le rythme sans précédent de 600.000 créations d'entreprises par an. Entreprises innovantes, start-up, entrepreneurs, auto-entrepreneurs, c'est le nouveau visage du capitalisme français qui se dessine sous nos yeux, réalisant la convergence entre la dynamique émancipatrice chère à la gauche, et l'attachement à l'économie de marché chère à la droite, conférant un socle idéologique cohérent à la majorité parlementaire sortie des urnes aux dernières élections.

Ce socle idéologique repose sur la conviction que l'esprit d'entreprendre des citoyens est tout à la fois une source d'émancipation et d'accomplissement individuels et la source des richesses de la Nation. Ainsi, encourager avec volontarisme cette dynamique entrepreneuriale et lui offrir les moyens de donner ses pleines potentialités pour développer la société devient une nécessité reconnue collectivement. C'est le sens des Ordonnances réformant le code du travail, qui sont en train d'être adoptées sans ambages, parce que presque personne ne parle plus de " cadeaux offerts aux patrons ", mais bien de leviers efficaces pour ne refreiner aucune création d'emplois dont chaque entrepreneur peut enrichir la société.

Le nouveau patronat en mission

Hormis quelques tribuns qui haranguent les foules pour défendre une organisation sociale qui condamne notre pays – et en particulier sa jeunesse - au chômage de masse depuis 30 ans, les réformes en cours ou annoncées ne sont globalement plus perçues comme une menace, mais au contraire comme la promesse du rebond tant attendu. C'est en promouvant l'esprit d'entreprendre de ses citoyens que la France est en train de renouer avec son ambition émancipatrice, celle qui l'a fait abolir les privilèges et parler au monde des Droits de l'Homme. Pour poursuivre cette vocation, l'esprit des Lumières et l'esprit d'entreprendre doivent se combiner pour être les instruments conjoints d'élaboration d'un projet individuel que chaque citoyen se donnera les moyens d'entreprendre (littéralement, " prendre en main "), en tant que salarié ou en créant son entreprise, qu'importe, être entreprenant ne se limite pas à détenir un Kbis. Tous les registres de la vie sociale sont gagnés par cette dynamique de l'entrepreneuriat mis à la porté de tous, depuis les écoles, où se propagent depuis 10 ans les interventions comme celles de l'association " 100000 Entrepreneurs dans les Ecoles " ; dans les Universités, où fleurissent les Junior Entreprises ; dans les quartiers, où se multiplient des initiatives comme celle des Déterminés, association de jeunes qui accompagne des promotions d'entrepreneurs avec le soutien d'un nouveau patronat que se sent investi de la mission de propager et valoriser cette énergie créatrice dans tout le pays. Pas un secteur d'activité n'y échappe, de la culture au numérique, de l'agriculture à la fonction publique : partout fleurissent des initiatives de terrain destinées à éveiller les énergies, les projets disruptifs, les solutions innovantes.

Une nouvelle identité pour la France

Ceux qui ne voient dans cette dynamique qu'un phénomène économique n'ont pas pris la mesure de la lame de fond qui transforme notre pays. Il ne s'agit pas d'économie, il s'agit d'une nouvelle dimension culturelle, qui redonne son identité à notre Nation. Elle est capable de transcender les différences sociales ou d'origines en traçant la voie d'un chemin fédérateur : éveiller et entretenir son esprit créatif et entrepreneurial en poursuivant la réalisation d'un projet utile à la société, c'est un chemin de citoyenneté qui consolide la communauté nationale, et qui trace les contours les plus prometteurs de notre identité collective. Tous les défis de notre société sont à la porté de cette énergie-là. La reconstruction des banlieues, la transition énergétique, le défi alimentaire, le défi démographique… il n'est aucun domaine qui puisse échapper au potentiel créatif d'une Nation entreprenante, qui fait prendre conscience à tous ses enfants et citoyens qu'il n'est de richesses que celles que leurs compétences et leur opiniâtreté sont capables de créer.

Cette prise de conscience, qui vient des profondeurs de notre pays, a une portée plus large que les limites de notre seule Nation. Ce message a une portée universaliste, conforme à la vocation de la France à parler au monde. Promouvoir un capitalisme entrepreneurial est en train de redonner sa fierté à notre pays. Sous l'impulsion de la France, nul doute que cette voie est également en mesure de constituer une ambition fédératrice pour l'Europe, qui peut y retrouver un idéal commun en se fixant pour objectif d'être le continent célébrant et stimulant l'esprit d'entreprendre de ses 500 millions d'habitants, et de ceux qui veulent

le rejoindre. Challenges le 19 septembre 2017

Qu'on se le tienne pour dit ! Ce qui cloche dans cette démonstration, c'est que la force de travail a existé avant que voie le jour la première entreprise et elle survivra à l'entreprise privée...

Serions-nous sous influence ?

En guise de réponse à l'article de Challenge en quelque sorte.

Question : Pourquoi ne pourrions-nous pas envisager de passer immédiatement au communisme sans passer par la phase de transition que l'on a appelé socialiste au cours de laquelle les inégalités même très atténuées ou supportables persisteraient pendant que le capitalisme s'éteindrait, puisque nous somme dors et déjà parvenu au stade où nous sommes en mesure de produire des richesses en abondance et de satisfaire tous les besoins matériels ou sociaux des hommes ?

Ne serait-ce pas cet aveuglement ou cette persistance à ne pas tenir compte compte du développement des forces productives, de la société qui nous conduirait à vouloir appliquer un scénario devenu obsolète et de fait irréalisable et qui risque de nous être fatal ? Oui et non, c'est mal poser la question.

K. Marx - ...quand, avec le développement multiple des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'horizon borné du droit bourgeois pourra être définitivement dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ! » (Critique du programme de Gotha - 1875)

La population mondiale est passée de moins d'1 miliards d'habitants au milieu du XIXe siècle à plus de 7 de nos jours, donc "le développement multiple des individus" est largement réalisé, quant aux forces productives elles se sont accrues dans des proportions colossales depuis le milieu du XIXe siècle, donc les conditions objectives existent pour appliquer ce principe « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ! ».

Ce qui fait défaut, ce sont les conditions subjectives, la prise de conscience par les travailleurs que le processus matérialiste historique rend possible la réalisation de ce principe et qu'ils en sont les acteurs principaux.

Comment peut-on accepter de vivre un jour de plus dans une société aussi hideuse qui nous impose tant de maux ou souffrances, alors qu'elle recelle le potentiel de les supprimer du jour au lendemain ? Voilà le genre de questions élémentaires au côté desquelles passent les travailleurs, alors qu'elle devrait hanter leurs cerveaux jusqu'à ce qu'ils trouvent les réponses adéquates ou satisfaisantes.

(Marx évoquant les inégalités persistantes et leurs origines qu'il cite plus loin) - Mais ces défauts sont inévitables dans la première phase de la société communiste, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste, après un long et douloureux enfantement. Le droit ne peut jamais être plus élevé que l'état économique de la société et que le degré de civilisation qui y correspond.

Ces "défauts", Marx les évoque ensuite : " l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel", le travail conçu seulement comme "un moyen de vivre" et non comme un "premier besoin vital", ces "défauts" subsistent après la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière, elle en hérite du capitalisme, et même en s'attaquant à ses fondements, en expropriant les capitalistes du CAC40 et des grandes entreprises sans leur verser un centime, en déclarant dans la Constitution que le capitalisme est désormais hors la loi, que la propriéé privée des moyens de production est abolie, qu'aucun homme n'a désormais le droit d'en exploiter un autre ou je ne sais quoi, il n'en demeurera pas moins qu'en dehors des rapports de production l'ensemble des rapports sociaux existant dans la société demeureront, le médecin va continuer d'avoir un statut supérieur à celui du tourneur ou de la caissière, un revenu supérieur, un mode de vie supérieur, ce qui changera uniquement, c'est que notre tourneur ou notre caissière n'auront plus à se tourmenter pour se nourrir, se loger, se vêtir, se soigner, élever leurs enfants, etc. et ils disposeront de temps supplémentaire pour se livrer aux activités de leur choix, pour profiter de la vie comme l'on dit de manière un peu insouciante, car en réalité il s'agit de donner librement un sens à sa vie ou de la rendre plus agréable sans nuire à quiconque, bien au contraire, ce n'est pas pour rien que l'on affirme que le communisme constitue l'idéal humaniste le plus élevé qui soit.

Maintenant, si le stade de développement atteint de nos jours par les différents facteurs énumérés par Marx permettrait de se passer de la période préliminaire du socialisme que nous venons d'évoquer succinctement dans le paragraphe précédent, il n'en demeure pas moins que l'immense majorité des travailleurs du pays concerné n'y seraient pas prêts et ceux du reste du monde encore moins, d'où semble-t-il l'impossibilité de faire l'économie de cette période transitoire ou de la sauter pour passer directement au communisme, à moins d'envisager un changement encore plus radical et procéder à l'abolition de la monnaie simultanément, auquel cas la question des inégalités ou de l'égalité matériel entre les hommes ou encore la répartition des richesses n'aurait plus aucune raison d'être ou se trouverait définitivement résolue, on aurait ainsi épuisé le sujet ou elle se serait éteinte également, scénario que personne n'ose envisager, mais qui lorsqu'on y réfléchit un peu n'est pas complètement

farfelu ou si précoce que cela, puisqu'il est l'exacte antithèse de la société qu'ils veulent nous imposer basée uniquement sur le marché ou l'argent.

On a tort de refuser d'admettre que le niveau de conscience des travailleurs ne serait pas un des facteurs déterminant de la lutte de classe ou de le négliger, et le moins que l'on puisse dire, c'est que ce n'est pas le cas de nos ennemis qui redoublent d'imagination et d'efforts pour les abêtirent ou conforter leur ignorance, eux ils ont l'avantage d'avoir une vision ou une conception globale de la lutte des classes, alors que la nôtre est étriquée, dogmatique, sclérosée et de ce fait impuissant à définir les tâches que le prolétariat doit accomplir pour progresser et aller de l'avant vers son émancipation.

C'est bien simple, on n'ose même plus avancer les principes qui définissent le socialisme ou le communisme, en réalité on subit l'influence de nos ennemis, et on se situe sur le même terrain qu'eux ou on les laisse fixer la règle du jeu qui est forcément à leur avantage, ensuite on s'étonne qu'elle soit communément acceptée par l'ensemble de la société et qu'on soit impuissant à la combattre.

Cherchez l'erreur.

Pourquoi certains refusent d'envisager la nécessité d'un affrontement avec le capitalisme ? Pardi, parce qu'ils ont un fil à la patte, il y a quelque chose qui les retient, le plus souvent inconsciemment, ils craignent d'y perdre s'ils n'en sortaient pas vainqueurs.

A quoi cela sert-il de faire étalage des méfaits ou excès du capitalisme et prôner son abolition, si on n'aborde pas la question des moyens et des objectifs politiques pour y parvenir ? A rien, cela revient à brasser du vent.

- Le grand escamotage néolibéral par Karim Zahidi (Source : Lava Revue - investigaction.net)

Extrait.

Karl Marx a analysé le fait qu'un traitement égalitaire d'individus inégaux produit l'inégalité. Dans sa Critique du programme de Gotha, il parle également de l'égalité légaliste : « (…) C'est donc, dans sa teneur, un droit fondé sur l'inégalité, comme tout droit. Le droit par sa nature ne peut consister que dans l'emploi d'une même unité de mesure ; mais les individus inégaux (et ce ne seraient pas des individus distincts, s'ils n'étaient pas inégaux) ne sont mesurables d'après une unité commune que tant qu'on les considère d'un même point de vue, qu'on ne les saisit que sous un aspect déterminé. »

À l'idéal d'égalité légale, Marx oppose son célèbre « de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins ». Mais il réalise que l'on ne passera à une phase supérieure de l'histoire qu'après la liquidation de l'économie capitaliste, lorsque « l'horizon borné du droit bourgeois pourra être définitivement dépassé ». Pour combattre l'inégalité matérielle, tant que le capitalisme n'aura pas complètement disparu, on devra faire appel à des lois et des droits « inégaux et non égaux ».

Cela suppose-t-il un retour à l'Ancien Régime ? Pas nécessairement. Cette idée de l'égalité inégale, Marx l'a empruntée à Gracchus Babeuf, un révolutionnaire français, ennemi juré de l'Ancien Régime. Pour Babeuf, l'égalité inégale consiste en ce que l'État tient compte des conditions matérielles concrètes de chacun. Il est question ici d'inégalité, parce que Babeuf fait la distinction sur base des conditions matérielles de chaque individu séparément : celui qui a peu reçoit davantage. Mais ce traitement, au départ inégal sur le plan quantitatif, vise une égalité substantielle en fin de parcours. De plus, Babeuf combine l'inégalité et l'égalité, vu qu'il ne fait aucune distinction entre les individus de situation matérielle identique.

Ainsi, l'inégalité de Babeuf diffère essentiellement de l'inégalité devant la loi sous l'Ancien Régime : ce n'est pas la position sociale que l'on occupe (en tant que membre de la noblesse, membre du clergé ou simple citoyen) qui est déterminante, mais la situation matérielle de chacun. Tant que le capitalisme subsistera, cette égalité inégale devra être établie dans des lois et est donc aussi un principe légaliste d'égalité. (...)

Égalité des chances et égalité devant la loi : ce sont deux éléments du plaidoyer en vue d'évincer la redistribution. Ils ne sont pas concluants. Une politique d'égalité des chances qui veut être plus qu'une simple chimère doit nécessairement aller de pair avec une politique de la redistribution. L'idée de l'égalité légaliste à la Hayek n'est pas convaincante. C'est se servir de l'égalité des chances et de l'égalité devant la loi pour présenter comme une vérité gravée à jamais dans la pierre une idée de l'égalité historiquement située. Ainsi, on étouffe dans l'œuf la pensée et les aspirations à une société plus égalitaire.

Que l'égalité des chances et l'égalité devant la loi puissent être des instruments pour combattre l'inégalité ne signifie pas qu'on peut réduire la problématique de l'inégalité à ces seuls aspects. Ceux qui ne désirent pas se laisser enfermer dans les cadres de pensée préétablis du néolibéralisme feraient bien d'examiner de façon critique ces prétentions à l'exclusivité. Fin.

Qu'est-ce que signifie "on ne passera à une phase supérieure de l'histoire qu'après la liquidation de l'économie capitaliste", que signifie ou comment doit se traduire concrètement sur le plan politique cette "liquidation de l'économie capitaliste", l'auteur de cet article ne nous le dit pas parce qu'il n'envisage pas sérieusement "la liquidation de l'économie capitaliste", il fait l'impasse

dessus en se concentrant sur "une politique de la redistribution"...

Extrait.

- Les manifestations d'aversion contre la démocratie dans la bouche des porte-étendard du néolibéralisme ne sont pas des dérapages. Elles sont l'émanation logique de l'idée néolibérale de la société de marché. Une telle société ne supporte en effet pas la moindre démocratie substantielle, car il existe alors toujours le risque de voir le peuple prendre une décision qui ne concorderait pas avec la logique du marché. Hayek, lui aussi, trouvait inconciliables la démocratie et la société de marché. Aussi exprimait-il sans sourciller sa préférence pour un « dictateur libéral » plutôt que pour une « démocratie non libérale ».

LVOG - Ce qu'il faut comprendre, c'est que le néolibéralisme s'inscrit dans un processus dialectique, il correspond aux besoins du capitalisme parvenu à un stade précis de son développement, il n'aurait pas pu naître à une autre époque que celle de l'impérialisme pourrissant. Concurrence, monopole, oligopole ; artisanat, manufacture ou usine, conglomérat ; marchand, capitaliste, impérialiste ; commerce, industrie, banque ou finance, etc. Le développement des moyens de communication devait favoriser les échanges ou le commerce et conduire à la concentration des richesses et du pouvoir du marchand qui allait devenir un bourgeois.

Ce processus allait accroître la population des villes et permettre l'essor de la division du travail qui plus tard sera étendue à l'échelle mondiale. Cela allait permettre de donner naissance à de nouveaux besoins et favoriser la production des marchandises correspondantes pour les satisfaire. Et il devait fatalement arriver un jour où la démographie mondiale ayant atteint un niveau démentiel, il serait inconcevable de satisfaire ces besoins gigantesques, tandis qu'une infime minorité concentrerait l'essentiel des richesses produites. Il allait donc falloir envisager sérieusement : soit de liquider des milliards d'êtres humains, ce qui paraît irréalisable ou prendrait un certain temps, soit de leur imposer un régime politique apte à leur imposer des conditions d'existence de plus en plus sordides sans qu'ils puissent contester l'ordre établi. Il suffirait de se servir de l'extrême hétérogénéité de la société pour la diviser, la déchirer, la livrer au chaos de manière à anéantir tout espoir de vie meilleure ou de la changer, d'abuser des faiblesses de la nature humaine pour la corrompre, de sorte que quoi qu'il arrive ceux qui détenaient le pouvoir le conserve et le renforce en s'enrichissant toujours plus au détriment du reste de la société ou de l'humanité.

La putréfaction du capitalisme atteint toutes les classes au lieu de les préserver ou de les développer, dans ce sens la lutte des classes aussi doit disparaître, donc toute trace même en filigrane de la démocratie.

Qui se prend pour Napoléon, devinez ?

- "Il y a beaucoup de jeunes, oui, et de diplômés, oui. J'assume. Les maréchaux d'Empire (qui entouraient Napoléon) étaient jeunes et ce n'étaient pas des paysans, ils avaient fait l'école de guerre".

- "Le coup de balai intégral, ce n'est pas sérieux. Même Napoléon à côté de ses jeunes maréchaux d'Empire est allé piocher dans l'Ancien régime". Philippe Besson - Un personnage de roman (Julliard)

L'erreur, c'est la lutte des classes, qu'est-ce qu'on était con de ne pas y avoir pensé plus tôt !

Pour l'historien Emmanuel Todd, la vraie fracture n'est aujourd'hui plus sociale, mais éducative.

Libération. La lutte des classes sociales est remplacée par la lutte entre les classes éducatives ?

Todd. Oui, même si revenus et éducation sont fortement corrélés. La meilleure variable pour observer les différences entre les groupes est aujourd'hui le niveau éducatif.

Libération. La France insoumise est-elle une tentative de renouer le contact entre élite et peuple ?

Mais ce qui est vraiment original dans l'électorat de Mélenchon, c'est son caractère transclassiciste. Ouvriers, employés, professions intermédiaires, diplômés du supérieur : toutes les catégories sociales y sont représentées. En ce sens, les progrès de La France insoumise ne seraient pas une nouvelle forme de gauchisme, mais exactement l'inverse : une certaine forme de réconciliation des catégories sociales et éducatives françaises. Reste à savoir si Mélenchon a dans la tête ce qu'il faut pour gérer une telle réconciliation.

Sur BFM : « On ne peut sortir la France d'un point de vue de gauche, de contestation du système, modérée, qu'avec l'appui des américains ».

Un internaute. "Et propose donc de se rapprocher d'un pays dont le système familial est indifférent aux inégalités… Ne disait-il pas que la « France pourrait sortir d'un point de point de vue de gauche » ?"

Heureusement que la majorité ne se sent pas (encore) concernée.

- Deux tiers des Français jugent que la réforme va "favoriser les licenciements" - AFP

Plus des deux tiers des Français (68%) estiment que les ordonnances sur le Code du travail vont "favoriser les licenciements" et 53% que la politique du gouvernement bénéficie "aux plus aisés", selon un sondage réalisé par Viavoice et publié lundi par Libération. AFP 18 septembre 2017

Ils ont donc conscience que les ordonnances ou la politique du gouvernement vont favoriser les intérêts de la classe des capitalistes au détriment de celle de la classe ouvrière ou l'ensemble des travailleurs, mais apparemment ce n'est pas suffisant pour qu'ils se mobilisent contre. Ceci a peut-être quelque chose à voir avec ce qui a été exposé précédemment.

- La politique d'Emmanuel Macron bénéficie aux plus aisés, selon 53% des Français - Franceinfo

Selon un sondage réalisé par Viavoice et publié lundi 18 septembre par Libération.

A la question de savoir qui "la politique économique du président de la République et du gouvernement vise à aider en priorité", 53% des sondés répondent "les catégories les plus aisées", 12% "les classes moyennes", 11% "les catégories populaires". A la question "[Emmanuel Macron] mène-t-il une politique de droite ou de gauche ?", 43% estiment que la politique économique est actuellement de "droite", 31% la jugent "équilibrée entre droite et gauche" et 6% "de gauche".

Six sondés sur dix craignent une hausse de la précarité

Concernant la réforme du Code du travail, 68% des personnes interrogées estiment que "la réforme favorisera les licenciements" et 65% pensent qu'elle "affaiblira le rôle des syndicats". Pour 60% des sondés, la réforme va "accroître la précarité des salariés". Les personnes interrogées jugent aussi à 55% que le droit du travail n'est actuellement "pas assez protecteur". "Un pourcentage en progression de sept points en deux ans", relève Libération. Franceinfo18 septembre 2017

Ils font les sondages comme ils font les présidents.

- Regain de popularité en septembre pour Macron qui remonte à 45% - AFP

La cote de popularité d'Emmanuel Macron repart à la hausse en septembre, avec 45% de personnes satisfaites, soit une remontée de 5 points qui intervient après la forte baisse (24 points cumulés) au cours des deux mois précédents, selon un sondage Ifop pour le Journal du Dimanche (JDD). AFP 24 septembre 2017

Certes, certes, certes...

Le malheur des uns fait le bonheur des autres, et qui s'en plaindrait quand on fait partie des heureux élus qui peuvent facilement se donner bonne conscience en se disant que si ce n'était pas eux qui en profitaient... L'essentiel, c'est d'être servi sans se soucier de savoir ni dans quelles conditions ni du sort de ceux pour qui au quotidien l'existence est un cauchemar.

Et pourvu que cela dure !

Certes, certes, c'est injuste, mais qu'y peut-on, rien de préférence. Non, nous n'avons jamais souhaité vivre dans une telle société, maintenant elle existe et il faut bien faire avec... du moment qu'elle ne nous réserve pas les restes ou les rogatons tombés de la table des nantis.

Libération (le milliardaire Drahi), Laurent Joffrin :

Joffrin - Certes, il y a plus de pauvres en Allemagne qu'en France. Certes, les lois Hartz ont précarisé beaucoup de salariés.

Certes, c'est le prédécesseur de la chancelière, Gerhard Schröder, qui a brûlé les convictions de son parti pour assurer, au prix fort, la compétitivité du «site Allemagne» dans la mondialisation.

LVOG - Quelle merveille ces pays, le monde transformé en une immense salle des marchés aux esclaves !

Joffrin - ...un chômage minimal, une industrie impérieuse, un excédent commercial colossal, un niveau de vie élevé, une société toujours solidaire même si les médications récentes ont aiguisé les inégalités. Libération le 21 septembre 2017.

Il relaie ce que pense la majorité des Allemands...

A propos des manifestations des 19, 21 et 23 septembre, des ordonnances...

Entre 30.000 et 150.000 personnes ont manifesté samedi à Paris à l'appel de Jean-Luc Mélenchon contre le "coup d'Etat social" d'Emmanuel Macron, contre lequel le président de La France insoumise a appelé à une résistance populaire massive. Franceinfo 24 septembre 2017

Bref, nationalement il n'a pas mobilisé plus de 1% des électeurs qui avaient voté pour lui lors de la présidentielles. Normal quand la révolution se réduit aux "urnes" !

Des mobilisations inutiles et vouées à l'échec, mais il est de bon ton de les louer pour maintenir le moral des troupes à défaut de pouvoir les galvaniser. En réalité plus personne n'y croit, mais personne ne veut l'avouer et encore moins essayer de comprendre pourquoi, dans ces conditions la situation est vouée à empirer indéfiniment. On fournira plus loin une explication parmi d'autres qui permettra de comprendre pourquoi, puisqu'on n'a rien appris ou retenu de l'expérience grecque des dernières années ou même américaine qui l'avait précédée.

Ils font partie de la panoplie des agents provocateurs et autre indics d'un Etat policier.

Les black blocs sont des militants cagoulés issus du Mouvement inter-luttes indépendant et associés aux antifascistes et à l'extrême-gauche qui sont régulièrement pointés du doigts et accusés de violences, selon le Huffington Post.

Un internaute :

- "Les Black et autre casseurs sont les premiers à être instrumentalisés, sous les manifs contre la lois El Khonnery on les laissait faire devant les caméras avec limite une autorisation, sans compter les infiltrés de la police bien là pour attiser ...ça effraie les vieux et les crédules, donc derrière l'effroi...ça réclame la rigidité et accepte que des gamins finissent éborgnés et des passants matraqués car trop près, un Etat policier!"

Ils sont sponsorisés par les médias-oligarques...

Mélenchon place de la République à Paris le 23 septembre.

"Monsieur le président, il vous reste à consulter l'Histoire de France pour apprendre que c'est la rue qui a abattu les rois, c'est la rue qui a abattu les nazis, c'est la rue qui a protégé la République contre les généraux félons, c'est la rue qui a obtenu la quatrième semaine de congés payés, c'est la rue qui a abattu le plan Juppé, c'est la rue en 2006 qui a obtenu le retrait du CPE", a-t-il affirmé dans une anaphore ponctuées des trois mots d'ordre de la journée: "dégagez, résistance, ça suffit". (Il s'adresse à Macron, alors qu'il n'a aucune légitimité, et il ne se soucie guère de le rappeler. - LVOG)

"Personne n'avait jamais parlé au peuple français de cette façon. Ni les rois, ni les gouvernements engagés dans la confrontation la plus dure avec le peuple, n'avaient traité les Français de fainéants, de cyniques, de névrosés, d'emmerdeurs, d'abrutis", a-t-il déclaré. (Ils ne les traitèrent pas ainsi, ils les ignorèrent ou s'en servirent comme chair à canon ! - LVOG)

"Dans le fond, ce que vous voyez, c'est la chienlit libérale", a-t-il dit. (On préfère le chaos quand on ne se reconnaît pas dans le gaullisme. - LVOG)

"Ces gens détruisent tout ce que nous avons construit", a-t-il ajouté en parlant du "saccage" de l'éducation nationale, du logement social, des retraites et des hôpitaux. (Ces "gens" représentent un ordre social, une classe sociale, cela s'appelle la lutte des classes. - LVOG)

"Je souhaite, avec les organisations syndicales, et nous sommes prêts à nous ranger derrière elle, une action forte et dense", a-t-il lancé, évoquant la possibilité de "déferler à un million sur les Champs-Elysées". (Encore un haut lieu de la lutte des classes ! Pour quoi faire ? La réponse est ci-dessous et l'oligarchie en tremble déjà ! - LVOG)

D'ici là, il appelle samedi 30 septembre à un concours de "casserolades". Le principe repris ces derniers jours par les indépendantistes catalans est simple: faire un maximum de bruit pour "empêcher de dormir ceux qui vous pourrisse la vie". (Gesticulation pathétique ! - LVOG)

«Nous ne sommes pas, en dépit des apparences, en monarchie. Il existe encore un encombrement qui s'appelle le Parlement, dont on a essayé de vous faire croire qu'il était une caverne de brigands» a poursuivi Jean-Luc Mélenchon. (Un Parlement placé sous

la tutelle d'un monarque qui peut le dissoudre à volonté, selon la Constitution de la Ve République. Il faut bien qu'il justifie sa participation au Parlement, sa collaboration à un régime qui tient d'une monarchie constitutionnelle que le couronnement du marché vient sacrer. - LVOG)

Et l'ancien candidat à la présidentielle d'adresser une ultime mise en garde pour conclure et rappeler son véritable objectif. "A la fin de la rue, souvent, il y a les élections." huffingtonpost.fr et Reuters 23 septembre 2017

Ouf, il n'y a pas la révolution !

Négationnisme. Ce sont des "démocrates et républicains" qui ont préféré porter au pouvoir "la fange nazie" plutôt que le socialisme...

Christophe Castaner a estimé sur Twitter qu'il était "indigne de porter (l'écharpe tricolore de député) quand on mêle démocrates et républicains à la fange nazie".

De son côté, Richard Ferrand, président du groupe La République en Marche à l'Assemblée, a dénoncé sur le réseau social des "amalgames délirants" et "déshonorants". Reuters23 septembre 2017

Répondre à ces raclures serait leur faire bien trop d'honneur.

Vous savez ce qu'ils vous disent ?

- Castaner s'oppose "au fait qu'on emmerde les Français" - Reuters

Le porte-parole du gouvernement Christophe Castaner a déclaré mercredi qu'il respectait le droit de manifester mais qu'il s'opposait au fait qu'"on emmerde les Français" en bloquant la France, à la veille d'une nouvelle journée de mobilisation contre la réforme du code du travail.

"(...) Il est important de rappeler qu'aujourd'hui il y a un pouvoir légitime", a-t-il dit. Reuters 20 septembre 2017

"Un pouvoir légitime", mais de quoi parle-t-il ?

Florence Drory a été élu députée LREM avec 5,23% des voix des électeurs inscrits. Roland Lescure a été élu députée LREM avec 5,81% des voix des électeurs inscrits. Samantha Cazebonne a été élu députée LREM avec 6,09% des voix des électeurs inscrits.

Nous ne sommes pas en monarchie, quoique...

- Trois ans de travaux pour faire "renaître" Azay-le-Rideau, joyau de la Renaissance - AFP

Trois ans de travaux et huit millions d'euros ont été nécessaires pour faire "renaître" le château d'Azay-le-Rideau (Indre-et-Loire), un joyau de la Renaissance française reflété par les "miroirs d'eau" qui en font l'une des icônes du Val de Loire. AFP 23 septembre 2017

Réforme du Code du travail : Emmanuel Macron signe les ordonnances - Franceinfo

Il aura fallu quatre mois pour mener cette réforme du Code du travail, un temps record. Vendredi 22 septembre, Emmanuel Macron a signé les cinq ordonnances qui réforment le Code du travail. La mise en scène est maîtrisée, avec d'un côté Muriel Pénicaud, ministre du Travail, et Christophe Castaner, le porte-parole du gouvernement. "Jamais une réforme d'une telle ampleur n'a été faite depuis le début de la Vème république, et en un temps si court", a déclaré le chef de l'État. Franceinfo 23 septembre 2017

Qui a dit ?

"il y a des gens qui râlent tout le temps pour tout, donc râlez, mais moi je suis content"

Jupiter à Marseille jeudi 21 septembre. (Franceinfo 22 septembre 2017)

'Il y a une vraie réforme du marché du travail qui est nécessaire parce qu'aujourd'hui on produit beaucoup trop de chômage".

... et pas suffisamment d'esclave taillable et corvéable à merci. Merci, on avait compris.

Mimétisme.

- Valls veut la "réussite" de Macron et veut y "contribuer" - AFP

Faites donc, ne vous gênez pas, vous nous rendrez service...

- Jean-Luc Mélenchon : "Les communistes sont mes amis" - Zap Politique

Les amis de mes ennemis sont mes ennemis, tant pis pour lui, il l'aura voulu.

Qui a dit ?

- « La démocratie se fait partout. Il y a la démocratie politique : cela passe par les urnes. ».

- "La démocratie politique passe par les urnes"

Réponse : Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT qui a appelé à voter Macron qui ne le contredira pas : "la démocratie n'est pas dans la rue". (Source : Franceinfo 22 septembre 2017) En fait Martinez est comblé !

Quand ils mettent à la disposition des patrons le licenciement prêt à l'emploi et sans risque.

Le gouvernement prévoit un formulaire Cerfa pour licencier à moindre risque. - lentreprise.lexpress.fr

Parmi toutes les solutions envisagées par le gouvernement pour sécuriser la rupture des contrats de travail, la création de modèles types de lettre de licenciement.

Sécuriser la rupture du contrat de travail pour lever les freins à l'embauche. Ce leitmotiv patronal, pris avec le plus grand sérieux par l'exécutif, est désormais bien connu. Outre la barémisation des dommages et intérêts en cas de licenciement abusif et la réduction des délais de contestation aux prud'hommes, le gouvernement envisage, pour atténuer les peurs des employeurs, de limiter les risques liés aux vices de forme dans les procédures de licenciement.

C'est pour cette raison que devrait être créé un formulaire Cerfa spécial licenciement.

Un modèle-type "permettrait de "sécuriser l'employeur, en clarifiant les exigences de forme nécessaires à l'énoncé des motifs du licenciement."

À remplir des cases, on risque moins les sorties de route, c'est sûr. Les entreprises sont habituées aux formulaires Cerfa. Elles en remplissent un par exemple pour chaque déclaration préalable à l'embauche, ou pour déclarer annuellement leur TVA.

Par ailleurs, considérant que les collaborateurs qui se voient annoncer leur licenciement sont toujours demandeurs de plus d'explication que ce qui figure dans la lettre, et que cette incompréhension du motif peut les conduire sur la voie du contentieux, le gouvernement entend "permettre au salarié, indépendamment de toute instance judiciaire, de demander à son employeur des explications complémentaires sur certains griefs qui lui sont reprochés, explications qui pourraient désamorcer le conflit en amont".

Surprenante mesure... Dialoguer et expliquer au salarié les raisons pour lesquelles on est malheureusement obligé de se séparer de lui: n'est-ce pas le but de l'entretien préalable au licenciement, obligatoire? lentreprise.lexpress.fr le 29/06/2017

Quelle formidable menace pèse sur nous !

- Front national : le divorce entre Florian Philippot et Marine Le Pen - Franceinfo

On a envie de dire : Rien à foutre du FN et de Le Pen et Cie, d'ailleurs je crois l'avoir déjà dit. Il n'y a que des abrutis pour y prêter attention, de préférence de la pseudo-gauche et extrême gauche qui fraient avec de véritables extrémistes de droites qui se présentent comme des antifascistes, ne reconnaissant pas dans le néolibéralisme une idéologie d'extrême droite.

La minable prestation télé de Marine Le Pen face à Macron l'avait confirmé si besoin était.

Allez faire comprendre à ces crétins de la pseudo-gauche et extrême gauche qu'ils agitent la menace de l'extrême droite pour tenir les travailleurs à l'écart de la véritable extrême gauche qui incarne le socialisme. Ils leur disent : Méfiez-vous des extrêmes, de

sorte qu'il ne viendra à l'esprit de personne que ceux qui leur tiennent ce discours incarnent l'extrême droite ou mènent une politique en tous points conforme au programme de l'extrême droite, sans recourir à la violence pour le moment, en s'en tenant aux moyens mafieux dont ils disposent du fait qu'ils détiennent tous les pouvoirs.

Voici une application de l'instrumentalisation du FN en deux temps.

- Les Français dressent un portrait sévère de Mélenchon, selon un sondage Odoxa - Reuters

Les Français dressent un portrait sévère de Jean-Luc Mélenchon, jugé "proche des gens" mais pas sympathique ni compétent, selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour franceinfo et Le Figaro publié jeudi soir.

D'après cette enquête, les sondés sont 58% à avoir une "mauvaise opinion" du leader de la France insoumise, qui ferait un "mauvais président" aux dires de 66% d'entre eux.

Si une majorité de personnes interrogées (56%) jugent le député de Marseille "proche des gens", elles sont nombreuses à dresser de lui un portrait sévère : 68% le jugent "agressif", 63% pensent qu'il est "trop perso", 55% le considèrent "pas sympathique" et 53% "pas compétent". Reuters 22 septembre 2017

Pour qu'un amalgame entre différents acteurs soit plausible, il faut que ses différents acteurs aient un ou plusieurs points communs, au besoin on les invente en ne tenant pas compte de leur intention ou orientation respective. Cela fera naître le doute ou donnera lieu aux pires confusions ou méprises qui soient dans la tête de ceux qui pouvaient se reconnaître de près ou de loin dans la politique d'un de ces acteurs, et qui finalement refusera de lui accorder sa confiance, le but recherché.

- Près de six Français sur dix ont une mauvaise opinion de Mélenchon - AFP

Mais alors qui sont les 4 sur dix qui auraient une bonne opinion de Mélenchon ? Réponse :

- Mélenchon tend les bras aux FN «fâchés mais pas fachos» - LeFigaro.fr

Selon notre sondage, 36 % des sympathisants du FN ont une bonne image du leader de La France insoumise. LeFigaro.fr 22 septembre 2017

On se disait bien que la pseudo-extrême gauche était de droite.

- Hillary Clinton finance l'extrême-gauche US - Réseau Voltaire 20 septembre 2017

HIllary Clinton a versé 800 000 dollars à cinq groupes d'extrême-gauche via le Super-Pac Onward Together, révèle le Daily Caller.

Les heureux bénéficiaires sont :

- Indivisible (déjà bénéficiaire des largesses de George Soros, il dément pourtant —malgré les documents de la Commission électorale— avoir reçu des dons de Soros et Clinton)
- Swing Left,
- Color of Change,
- Emerge America
- Run for Something. Réseau Voltaire 20 septembre 2017

Méfiez-vous comme de la peste de toutes ces organisations qui surgissent spontanément et qui se caractérisent d'extrême gauche, antifascistes, etc. et qui font l'objet d'une attention particulière de la part des médias, attention pas forcément flatteuse mais toujours intérressée, selon le principe que le meilleur moyen de faire connaître une organisation ou de la propulser en avant est d'en parler, plus ils en parleront plus elle sera susceptible de recruter des adeptes à leur insu, puisqu'ils en ignoreront les véritables intentions ou de quelle manière elle compte les manipuler pour atteindre des objectifs inavouables qui sont à la fois tournés contre le mouvement ouvrier et contre la classe ouvrière, la jeunesse en particulier.

Ils osent tout, vous en doutiez encore ? Made in USA.

Détruire "totalement" un pays et massacrer sa population.

La représentante permanente des Etats-Unis à l'Onu, Nikki Haley, a estimé dimanche que "si la Corée du Nord continue d'avoir ce comportement téméraire, si les Etats-Unis doivent se défendre ou défendre leurs alliés de quelque façon, la Corée du Nord

sera détruite..." Reuters 17 septembre 2017

"Les États-Unis ont une grande force et une grande patience, mais s'ils sont forcés de se défendre ou de défendre leurs alliés, nous n'aurons pas d'autres choix que de détruire totalement la Corée du Nord", a poursuivi le président américain. Franceinfo 19 septembre 2017

Racisme institutionnel.

- Etats-Unis: encore des violences à St. Louis après l'acquittement d'un policier - AFP

Bioterrorisme. Prédiction d'un eugéniste milliardaire actionnaire de Monsanto (notamment).

Bill Gates met en garde contre une pandémie pouvant tuer 30 millions de personnes

L'humanité pourrait connaître une immense pandémie, aussi forte que celle de la grippe pandémique que le monde a connue en 1918, d'après le milliardaire Bill Gates. Dans le rapport annuel Goalkeepers, il évoque la menace la plus terrible à laquelle le monde pourrait faire face dans la prochaine décennie en emportant environ 30 millions de vies.

La menace inévitable qui s'approche à grands pas de l'humanité serait une éventuelle éruption pandémique, qui serait capable de tuer environ 30 millions personnes, indique Bill Gates dans le récent rapport Goalkeepers. Annuellement, ce rapport de la fondation de Bill et Melinda Gates présente les dernières découvertes mondiales dans le domaine de la santé publique.

«Nous arrivons sur le centenaire de la grippe pandémique de 1918», a déclaré Bill Gates à Business Insider. «Nous avons heureusement été épargné de telles pandémies pendant ces 100 dernières années, mais il est inévitable qu'une éruption pandémique de virulence égale apparaisse».

Un simple virus de la grippe pourra provoquer une pandémie dans le futur, étant capable de se déclencher naturellement ou à l'aide de bioterroristes qui seront en mesure de synthétiser une souche de bactéries, poursuite le milliardaire. D'après Bill Gates, un tel virus serait capable de tuer plus de 30 millions de personnes en moins d'un an. Le milliardaire estime qu'une pandémie de cette échelle pourrait se déclencher dans les 10 à 15 années à venir.

Lors d'une conférence de presse, Bill Gates a déclaré qu'il y aurait du progrès dans le domaine du traitement des maladies chroniques et infectieuses, pourtant, d'après lui, l'humanité n'est pas encore préparée à faire face à leur variété. La fièvre des marais, la pneumonie et le VIH sont encore très répandus dans les pays en voie de développement. On trouve partout dans le monde des maladies chroniques, telles que le diabète, la maladie d'Alzheimer et d'autres maladies neurologiques. sputniknews.com 18.09

Diabète, maladie d'Alzheimer et autres maladies neurologiques sont dans bien des cas les conséquences des produits conçus et commercialisés par les multinationales criminelles de l'agro-alimentaire, du secteur pharmaceutique et de l'industrie en général. Ils renferment un tas de molécules ou de substances chimiques inutiles ou nuisibles à la santé qui favorisent le développement de masse de ces maladies à l'échelle planétaire.

Ils osent tout. Attentions plus que douteuses.

- Les Etats du Golfe priés de s'impliquer contre la famine au Yémen - Reuters

Que faire des rogatons ? Quelle cruauté !

- Paris : un des plus grands chefs du monde veut ouvrir un restaurant pour les démunis - LeFigaro.fr

L'Italien Massimo Bottura, dont le restaurant à Modène a été élu meilleure table du monde en 2016, rêve de mettre en place dans la capitale un «refettorio», soupe populaire moderne où de grands chefs cuisinent pour les personnes en difficulté. LeFigaro.fr 23 septembre 2017

C'est à croire qu'il va leur manquer !

Décès de l'ancien leader des Frères musulmans Mehdi Akef - AFP

L'ancien guide suprême des Frères musulmans Mohammed Mehdi Akef est mort vendredi à 89 ans dans un hôpital du Caire, a annoncé sa fille. AFP 23 septembre 2017

Quand les multinationales ont pris le pouvoir.

- La révolte des ouvriers serbes face à leurs patrons étrangers - AFP

Qualifiés, bon marché, peu protégés par la loi, les ouvriers serbes ont tout pour plaire aux multinationales étrangères. Mais la grogne monte parmi les travailleurs du plus grand pays des Balkans, candidat à l'Union européenne.

La grève des ouvriers de Fiat fin juin a marqué les esprits. Les 2.400 ouvriers de l'usine de Kragujevac dans le centre du pays demandaient une hausse de leur salaire de plus de 18%. Une demande qui peut sembler exorbitante pour qui ignore que cela aurait fait passer leur traitement à... 370 euros mensuels. Soit 30 euros en dessous du salaire moyen de ce pays, qui négocie son adhésion à l'Union européenne.

Ce fut la première crise qu'eut à gérer la Première ministre Ana Brnabic, une jeune technocrate de 41 ans. Elle l'a gérée en prévenant les syndicats que Fiat ne négocierait pas tant que la grève continuerait. De son côté, le constructeur italien choisissait le silence, laissant se répandre les rumeurs de départ du pays où il est installé depuis les années 1950.

Une perspective inquiétante pour un pays où le taux de chômage avoisine les 15% et où les exportations de Fiat (382,2 millions d'euros au premier quadrimestre 2017) pèsent pour 3% du PIB, selon l'institut national des statistiques. L'été passé, les négociations ont abouti à un accord sur une augmentation des salaires indexée sur le taux d'inflation projeté, soit 4,5% pour 2018.

Malgré cette issue, Ranka Savic, une dirigeante du syndicat ASNS, ne décolère pas: l'Etat "laisse les multinationales faire ce qu'elles veulent, pour pouvoir se targuer d'un taux d'embauche historique", dit cette dirigeante d'un des principaux syndicats serbes.

Pour les attirer, les investisseurs étrangers se voient offrir aides à l'emploi et exonérations fiscales. Sollicité, le Conseil des investisseurs étrangers en Serbie s'est refusé à commenter.

Emblématique, la grève de Fiat ne fut pas le seul signe de la grogne qui monte. Salaires payés en retard, charges sociales "oubliées", heures supplémentaires non rémunérées, conditions de travail désastreuses: la presse rapporte régulièrement de tels abus.

Le groupe sud-coréen Yura, spécialisé dans l'équipement électronique automobile, avait ainsi été au centre d'une tempête médiatique en 2016, avec des récits d'abus, de harcèlement, ou de refus de laisser les ouvriers se rendre aux toilettes dans l'usine de Leskovac (sud). L'histoire d'une mère célibataire atteinte d'une tumeur, dont le contrat n'avait pas été prolongé, avait suscité une vive émotion en Serbie.

Yura, sollicitée par l'AFP par courriel, n'a pas réagi. De son côté, l'inspection du travail n'avait pas trouvé trace de "comportement contraire aux règles".

Mais les ouvriers "ont trop peur pour confirmer publiquement" ces accusations, affirme la rédactrice en chef de Nova Ekonomija, Biljana Stepanovic. Pour Ranka Savic, les ouvriers craignent "de perdre le peu de salaire qu'ils gagnent" dans un pays où l'assurance chômage est ridiculement faible. Notamment dans le sud déshérité du pays.

Mais les 300 ouvriers de l'usine de wagons de Smederevska Palanka (80 km au sud de Belgrade) n'ont plus rien à perdre. Ils ne sont plus payés depuis le début de l'année et sont en grève depuis le printemps. Ils viennent d'organiser une manifestation à Belgrade pour supplier le gouvernement de les aider. En mars, un de leurs collègues, Dragan Mladenovic, 56 ans, s'est pendu dans l'usine.

Après avoir acquis Gosa en 2007, ZOS l'a revendu à une société chypriote en avril 2017. Interrogée, la compagnie slovaque a indiqué qu'elle ne répondrait pas aux questions sur Gosa, qui ne lui appartient plus. Quant à la société chypriote, ses locaux se résument à un simple bureau à Nicosie, où on ne commente pas plus.

"Au début c'était correct, mais d'année en année nos salaires ont diminué, jusqu'au strict minimum, et nos obligations se sont multipliées (...) Au final, ils ont cessé de payer nos salaires", raconte l'ouvrier Dobrica Stevanovic, 60 ans, qui ne peut prendre sa retraite, les charges patronales n'ayant pas été payées par ZOS Tranava, selon les syndicats.

Ces ouvriers de Gosa "sont le symbole d'une classe ouvrière écrasée", a déclaré Bosko Obradovic, leader du parti de droite traditionaliste, Dveri. "Le problème c'est l'Etat qui laisse faire".

"Si le président" Aleksandar Vucic "vante lui même une main d'oeuvre bon marché, pourquoi l'investisseur ferait-il un effort ? Les gens sont à bout. Ils acceptent ce qu'on leur propose", regrette Biljana Stepanovic. AFP17 septembre 2017

A propos de Myanmar.

Désinformation.

- L'Arsa, une rébellion armée aux contours encore flous - Liberation.fr

Un groupe de Rohingyas s'est fait connaître il y a près d'un an en attaquant des poste-frontières, tout en réfutant tout lien avec les groupes terroristes. Liberation.fr

- Aung San Suu Kyi, la fuite dans le déni - Liberation.fr

Elle a refusé de venir parler à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies. Liberation.fr

Information.

- Myanmar: de l'essence et du feu, mais pas le Bien contre le Mal - investigaction.net le 20 septembre 2017

La crise qui se déroule au Myanmar en Asie du Sud-Est a confondu de nombreux analystes géopolitiques en raison de son histoire complexe et de la couverture intentionnellement trompeuse et maintenant contradictoire fournie par les médias occidentaux.

L'actuel gouvernement du Myanmar est dirigé par Aung San Suu Kyi et sa Ligue nationale pour la démocratie (NLD). Ce parti est monté au pouvoir après une lutte de plusieurs décennies contre les militaires qui ont gouverné la nation durant plusieurs dizaines d'années.

Suu Kyi et sa NLD sont les bénéficiaires de dizaines de millions de dollars étasuniens, britanniques et européens. Des fronts de réseaux entiers, présentés comme des organisations non gouvernementales (ONG), ont été créés pour saper et écraser les institutions souveraines du Myanmar.

L'étendue de ce soutien et de ce financement est documentée par de nombreuses organisations occidentales mêmes, notamment la Burma Campaign UK qui, dans son rapport de 36 pages en 2006, «Négliger le peuple de Birmanie ?» explique en détail comment elle et ses homologues US ont construit la domination politique aujourd'hui impressionnante de Suu Kyi sur le Myanmar.

Le rapport indique explicitement:

La Fondation nationale pour la démocratie (NED – voir l'annexe 1, page 27) a été à l'avant-garde des efforts de notre programme visant à promouvoir la démocratie et l'amélioration des droits de l'homme en Birmanie depuis 1996. Nous fournissons un financement de 2 500 000 $ au cours de l'exercice 2003 affecté à la Birmanie dans le cadre de la Loi sur les opérations à l'étranger. Le NED utilisera ces fonds pour soutenir les organisations de promotion de la démocratie en Birmanie ainsi que les minorités ethniques par le biais d'un programme de subventions. Les projets financés sont conçus pour diffuser des informations à l'intérieur de la Birmanie en faveur du développement démocratique de la Birmanie, créer des infrastructures et des institutions démocratiques, améliorer la collecte d'informations sur les violations des droits de l'homme par les militaires birmans et renforcer les capacités de restauration de la démocratie lorsque des ouvertures politiques se produisent et que les exilés / réfugiés reviennent.

Le rapport indique également: Voice of America (VOA) et Radio Free Asia (RFA) ont des services en Birmanie. VOA diffuse un mix de nouvelles et d'informations internationales de 30 minutes trois fois par jour. RFA diffuse des nouvelles et des informations sur la Birmanie deux heures par jour.

Les sites Web VOA et RFA contiennent également du matériel audio et écrit en birman et en anglais. Par exemple, l'éditorial de VOA, le 10 octobre 2003, « Release Aung San Suu Kyi » figure en bonne place dans la section birmane de VOAnews.com. Le site Web de RFA met à disposition des versions audio des 16 discours d'Aung San Suu Kyi du 27 au 29 mai 2003. La radiodiffusion internationale américaine fournit des informations cruciales à une population qui se voit refuser les bienfaits de la liberté d'information par son gouvernement.

En ce qui concerne l'endoctrinement et l'éducation des futurs dirigeants de ce bloc politique mandaté par l'Occident, le rapport indique:

Le Département d'État a versé 150 000 $ pour l'exercice 2001-2002 en vue de fournir des bourses aux jeunes Birmans à travers Prospect Birmanie, une organisation partenaire ayant des liens étroits avec Aung San Suu Kyi. Avec les fonds de l'exercice 2003/04, nous prévoyons de soutenir encore le travail de Prospect Birmanie qui a fait ses preuves dans la gestion des bourses d'études destinées aux personnes privées d'opportunités éducatives par la répression continue de la junte militaire, alors que ces personnes sont engagées dans le retour à la démocratie en Birmanie.

Reconnu coupable de crimes financiers, George Soros est également de la partie avec son Open Society. En ce qui concerne leur ingérence dans les affaires politiques internes du Myanmar, le rapport indique: Notre aide à l'Open Society Institute (OSI) (jusqu'en 2004) soutient en partie un programme d'octroi de bourses aux étudiants réfugiés birmans qui ont fui la Birmanie et qui souhaitent poursuivre leurs études au niveau du premier cycle ou du troisième cycle. Les étudiants poursuivent généralement des études en sciences sociales, en santé publique, en médecine, en anthropologie et en sciences politiques. La priorité est accordée aux étudiants qui manifestent leur volonté de retourner en Birmanie ou de travailler dans leurs communautés de réfugiés pour la réforme démocratique et économique du pays.

Écrit en 2006, alors qu'une autre marionnette US, Thaksin Shinawatra, dirigeait la Thaïlande en tant que Premier ministre, le rapport détaille également le rôle qu'a joué la Thaïlande pour saper et renverser le pouvoir en place au Myanmar:

L'année dernière, le gouvernement américain a commencé à financer un nouveau programme de l'Organisation internationale pour les Migrations (IOM) afin de fournir des services de santé de base aux migrants birmans en dehors des camps officiels de réfugiés, en coopération avec le ministère de la Santé publique de Thaïlande. Ce projet a été soutenu par le gouvernement thaïlandais et a reçu une couverture favorable dans la presse locale. Des efforts comme ceux-ci qui s'efforcent de trouver des moyens positifs de collaborer avec le gouvernement thaïlandais dans des domaines d'intérêt commun contribuent à renforcer les programmes financés par les États-Unis pour soutenir les groupes birmans en faveur de la démocratie.

Par exemple, l'actuel ministre de l'Information du Myanmar, Pe Myint, a suivi une formation à la NED ainsi qu' à la Fondation Indochina Media Memorial à Bangkok, une fondation financée par l'Open Society.

Un câble diplomatique US disponible sur Wikileaks révèle à quel point cette formation était intégrée dans le projet de construire cet État client des Etats-Unis qu'est devenu le Myanmar.

Intitulé « Aperçu des organisations médiatiques birmanes basées en Thaïlande du Nord », le câble de 2007 indique (c'est moi qui souligne):

D'autres organisations, dont certaines ont une portée au-delà de la Birmanie, offrent également des opportunités éducatives aux journalistes birmans. Par exemple, la Fondation Indochina Media Memorial, basée à Chiang Mai, a proposé l'année dernière des formations pour les journalistes de l'Asie du Sud-Est qui comprenaient des participants birmans. Les principaux bailleurs de fonds pour les programmes de formation en journalisme dans la région comprennent la NED, l'Open Society Institute (OSI) et plusieurs gouvernements et organismes de bienfaisance européens…

… Un certain nombre de programmes actifs de formation aux médias attirent les exilés et ceux de l'intérieur de la Birmanie jusqu'à Chiang Mai pour des cours de journalisme allant d'une semaine à un an. Ces programmes de formation identifient les futurs journalistes qui sont actifs dans les communautés en Birmanie, ainsi que dans les ONG en Thaïlande, et les aideront à obtenir des postes en lien avec les groupes de médias birmans dans la région. Les programmes de formation permettent de garantir que les générations futures pourront succéder aux fondateurs des organisations actuelles.

Le câble relie également le financement des États-Unis à l'attitude «pro-américaine» et très prévisible adoptée par les bénéficiaires de ces avantages:

Dans une approche rafraîchissante pour les diplomates US interagissant avec les médias étrangers, la communauté des journalistes exilés reste fermement pro-américaine. Des groupes tels que DVB et The Irrawaddy recherchent continuellement davantage de participation des fonctionnaires des États-Unis et utilisent fréquemment des interviews, des communiqués de presse et des clips audio publiés sur les sites Web du gouvernement US. Une interview en direct avec un diplomate étasunien est une marchandise précieuse, capable même d'encourager une concurrence saine parmi les médias rivaux pour décrocher un scoop. Une interview d'Irrawaddy en 2006 avec le Secrétaire d'État adjoint aux régions d'Asie de l'Est et du Pacifique, Eric John, s'est multipliée en plusieurs articles et a largement circulé dans la communauté exilée ainsi que dans les médias traditionnels.

Le financement du gouvernement US joue un rôle dans cette bonne volonté …

Sans aucun doute, Suu Kyi et ceux qui occupent les meilleurs postes au sein de son gouvernement sont le fruit de décennies de soutien, de formations et d'endoctrinement américano-britanniques et européens.

Un récit malheureux prend forme dans les médias alternatifs, dépeignant la minorité Rohingya du Myanmar comme des «islamistes» se lançant dans le «jihad».

En réalité, la minorité Rohingya du Myanmar vit dans ce pays depuis des générations. Jusqu'à récemment, ils vivaient en harmonie avec leurs voisins de la majorité bouddhiste à travers le pays, y compris dans l'État de Rakhine.

Beaucoup de points de discussion maintenant adoptés contre le Rohingya sont littéralement copiés et collés de groupes extrémistes soutenus par les Etats-Unis au Myanmar. Les allégations selon lesquelles le terme « Rohingya » est simplement inventé, que les Rohingya sont en fait des Bengalis illégaux et qu'ils devraient être expulsés par la force du Myanmar ont été depuis des années les points forts des partisans violents de Suu Kyi, les « bonzes safran » (en référence à la couleur de leur robe, NDT).

Les partisans de plus en plus puissants d'Aung San Suu Kyi – dont beaucoup étaient présents lors de la «révolution de safran» en 2007 – sont les premiers agitateurs de la crise des Rohingya. Alors que les médias occidentaux ont tenté de dépeindre l'armée comme étant derrière la violence, ce sont souvent les militaires qui interviennent pour séparer les extrémistes attaquants des villages Rohingya et des camps de réfugiés qu'ils cherchent à détruire et à brûler.

C'était le gouvernement dirigé par l'armée qui avait tenté d'avancer le processus d'octroi de la citoyenneté aux Rohingya. Le parti de Suu Kyi et ses partisans s'étaient opposés au projet qui a été définitivement enterré une fois que Suu Kyi est arrivée au pouvoir.

Plus récemment, les médias occidentaux ont constaté l'émergence de militants Rohingya alignés qui auraient mené plusieurs attaques de grande échelle contre des unités militaires et des policiers dans l'État de Rakhine.

Bien sûr, aucun groupe militant n'existe sans soutien politique, financier et matériel substantiel. Et tout comme d'autres conflits porteurs d'enjeux politiques ont éclaté en Libye, en Syrie, au Yémen et aux Philippines, le financement américano-saoudien est également évident dans les dernières manifestations de violence au Myanmar.

C'est une combinaison d'essence et de feu – les outils d'un unique incendiaire volontairement mis en place pour créer une conflagration géopolitiquement utile.

Dans un article récent intitulé « La nouvelle insurrection d'Asie. Les abus de la Birmanie contre les musulmans Rohingya provoquent une réaction violente », le Wall Street Journal affirme:

Maintenant, cette politique immorale a créé une réaction violente. La plus récente insurrection musulmane du monde oppose les militants Rohingya soutenus par les Saoudiens aux forces de sécurité birmanes. Alors que les troupes du gouvernement se vengeaient contre les civils, ils risquaient d'encourager davantage de Rohingya à rejoindre la lutte.

L'article prétend également:

Appelé Harakah al-Yaqin, appellation en arabe pour « le Mouvement de foi », le groupe répond à un comité d'émigrants Rohingya résidant à la Mecque ainsi qu'à un cadre de commandants locaux ayant une expérience de la guerre en tant que guérilleros à l'étranger.

Sa campagne récente – qui a continué en novembre avec des attaques à base d'engins explosifs artisanaux et des raids qui ont tué plusieurs autres agents de sécurité – a été approuvée par les fatwas des clercs en Arabie saoudite, au Pakistan, aux Emirats et ailleurs.

Les Rohingyas n'ont «jamais été une population radicalisée, constate International Crisis Group, et la majorité de la communauté, ses aînés et ses chefs religieux, ont précédemment rejeté la violence jugée contre-productive.» Mais cela change rapidement. Harakah al-Yaqin a été créé en 2012 après que des émeutes ethniques à Rakhine aient provoqué la mort de quelque 200 Rohingyas. On estime que le mouvement dispose à présent de centaines de combattants qualifiés.

Bien que de nombreux observateurs remarquent que la violence à laquelle les Rohingya ont été soumis devait nécessairement provoquer une réaction violente, les insurrections armées n'apparaissent pas spontanément. Des actes de violence isolés et l'apparition de gangs organisés avec une capacité très limitée sont possibles, mais la violence que décrit le Wall Street Journal n'est pas simplement une «réaction», c'est un activisme à motivation politique financé par l'étranger qui opère sous la couverture d'une «réaction».

Le régime marionnette qui préside actuellement le Myanmar – créé et perpétué par l'argent et le soutien US – est intentionnellement opposé à un militantisme financé et organisé par l'allié le plus proche des Etats-Unis au Moyen-Orient, à savoir l'Arabie saoudite.

C'est une combinaison d'essence et de feu – les outils d'un seul incendiaire volontairement mis en place pour créer une conflagration géopolitiquement pratique.

Il convient de noter que l'État de Rakhine est le point de départ de l'un des projets de la Chine, One Belt One Road (nouvelle route de la soie). Il y relie le port de Sittwe à des infrastructures qui conduisent à travers le Myanmar à la ville méridionale de Kunming

en Chine.

Non seulement la violence dans l'État de Rakhine menace les intérêts chinois, mais elle contribue également à préparer l'implication militaire directe des États-Unis – soit sous la forme d'une «aide contre le terrorisme», comme on leur offre aux Philippines pour lutter contre les militants de l'État islamique appuyés par les Etats-Unis et l'Arabie saoudite, soit sous la forme d'une «intervention humanitaire».

Dans les deux cas, le résultat sera des effectifs militaires US stationnés dans une nation aux frontières de la Chine en Asie du Sud-Est. C'est ce que les décideurs étasuniens ont cherché à faire depuis des décennies.

Par exemple, le Projet pour un nouveau siècle américain (PNAC) dans un article de 2000 intitulé «Reconstruire les défenses de l'Amérique» déclarait sans cesse son intention d'établir une présence militaire permanente plus large en Asie du Sud-Est.

Le rapport indique explicitement que:

… il est temps d'augmenter la présence des forces américaines en Asie du Sud-Est. Il le décrit en détail, en précisant: En Asie du Sud-Est, les forces américaines sont trop clairsemées pour répondre adéquatement aux exigences de sécurité croissantes.

Depuis leur retrait des Philippines en 1992, les États-Unis n'ont pas eu une importante présence militaire permanente en Asie du Sud-Est. Les forces des États-Unis ne peuvent pas non plus facilement opérer ou se déployer rapidement en Asie du Sud-Est, et certainement pas sans compromettre leurs engagements en Corée. Hormis les patrouilles de routine effectuées par les forces navales et maritimes, la sécurité de cette région stratégiquement significative et de plus en plus tumultueuse a souffert de la négligence américaine.

Notant qu'il est difficile de placer des troupes US là où elles ne sont pas voulues, le document du PNAC note:

Ce sera une tâche difficile nécessitant du tact par rapport à des sentiments nationaux diversifiés, mais elle est d'autant plus convaincante que de nouveaux gouvernements démocratiques émergent dans la région. En garantissant la sécurité de nos alliés actuels et des pays nouvellement démocratiques en Asie de l'Est, les États-Unis peuvent contribuer à faire en sorte que la montée en puissance de la Chine soit paisible. En effet, en temps voulu, le pouvoir américain et les puissances alliées dans la région peuvent stimuler le processus de démocratisation dans la Chine elle-même.

Il convient de noter que la référence du document à «l'émergence de nouveaux gouvernements démocratiques dans la région» est une référence aux États clients créés par les États-Unis au nom de leurs propres intérêts. Ils ne constituaient en aucun cas des «gouvernements démocratiques» réels qui, le cas échéant, auraient représenté les intérêts des personnes qui nourrissent des « sentiments nationaux » opposés en premier lieu à la présence militaire US dans la région.

En 2000, les États-Unis avaient plusieurs régimes clients potentiels en vue, notamment Suu Kyi au Myanmar, Thaksin Shinawatra en Thaïlande et Anwar Ibrahim en Malaisie. Depuis lors, seul Suu Kyi reste – tandis que Shinawatra et sa soeur ont fui à l'étranger et que Ibrahim croupit en prison.

Il est important que les lecteurs et les analystes comprennent plusieurs points clés concernant la crise au Myanmar:

Aung San Suu Kyi et son parti politique sont des créations montées de toutes pièces par les intérêts US et européens; Les Rohingya vivent au Myanmar depuis des générations;

Les «militants Rohingya» soutenus par l'Arabie saoudite ne représentent pas plus le peuple rohingya que l'État islamique représente les sunnites de Syrie et d'Irak;

Ces «militants» sont reconnus, soutenus et dirigés par l'Arabie saoudite, ils ne représentent pas une «réaction» légitime contre la violence anti-Rohingya et;

Les États-Unis ne cherchent pas après un «changement de régime» au Myanmar, ils cherchent à perturber les intérêts chinois, à détruire les liens entre la Chine et le Myanmar et, si possible, à placer des effectifs militaires US à la frontière chinoise.

Au plus les analystes partiront de ces faits, au plus ils se rapprocheront de la vérité alors que le conflit au Myanmar continue de se dérouler. Les lecteurs et les analystes devraient se méfier des récits suspects basés sur une rhétorique idéologique ou ceux basés sur des analogies géopolitiques plutôt que des preuves réelles concernant les finances, la logistique et les motivations socioéconomiques.

Au Myanmar, le mouvement de Suu Kyi, la violence anti-Rohingya et la supposée « réaction » sont tous accompagnés

d'empreintes étrangères très évidentes et importantes. C'est un témoignage de l'ampleur et de la complexité de la manipulation que l'Occident est encore capable d'entreprendre. Cette ingérence met en péril non seulement la majorité des personnes au Myanmar – bouddhistes et Rohingya – qui souhaitent vivre en paix, mais aussi toute la région, alors que les États-Unis tentent de poursuivre leur objectif d'hégémonie régionale.

Source originale: Land Destroyer Report

http://www.investigaction.net/fr/myanmar-de-lessence-et-du-feu-mais-pas-le-bien-contre-le-mal/

- Le Myanmar et l'Inde contre le jihadisme - Réseau Voltaire

Le 25 août 2017, l'Organisation de Libération Rohingya a lancé 25 attaques simultanées contre des postes de police et des casernes dans l'État de Rakhine, sur la côte birmane, faisant 71 morts.

Cette opération était co-organisée avec un groupe bengali, ayant fait scission en 2016 de la Jamat-ul-Mujahideen autour du slogan « Le Jihad du Bengale à Bagdad ». Ce groupe a fait allégeance au Calife Abou Bakr al-Baghdadi et a rassemblé dans une même coalition les Mudjahiden indiens, Al-Jihad, Al-Ouma, le Mouvement des étudiants islamiques d'Inde (SIMI), le Lashkar-e-Toiba (LeT) et le Harkat-ul Jihad-al Islami (HuJI) pakistanais. Cet ensemble a été financé par la fondation Revival of Islamic Heritage Society (RIHS) du Koweït.

En 2016, cette fédération était armée par l'Arabie Saoudite, le Pakistan, la Turquie et l'Otan.

Les Rohingyas sont les descendants des ouvriers bengalis, d'ethnies diverses, transférés par les Britanniques pour exploiter la Birmanie. Ils ne constituent donc pas une minorité ethnique, mais une minorité sociologique.

Les Rohingyas ont été absorbés par la population birmane lors de son indépendance, mais de religion musulmane, ils ne se sont jamais vraiment intégrés à la population bouddhiste du Rakhine. Ils ont en définitive été déchus de leur nationalité.

Depuis la construction du gazoduc reliant le port birman de Kyaukphyu à la ville chinoise de Kunming, la CIA a apporté son soutien aux Rohingyas contre le Myanmar. Après les attentats du 25 août, le gouvernement birman du Prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi a lancé une opération de répression contre l'Organisation de Libération Rohingya. Selon les uns, l'armée aurait alors commis des exactions contre des villages Rohingyas, selon d'autres, ce sont au contraire des agents provocateurs qui seraient venus brûler des villages. Toujours est-il que près de 125 000 personnes se sont enfuies du Myanmar et ont demandé asile au Bangladesh. Très inquiet de la présence de jihadistes parmi ces réfugiés, Dacca les a parqués à la frontière.

Recevant le Premier ministre indien Narendra Modi au palais présidentiel de Naypyitaw, le 6 septembre 2017, la conseillère d'État Aung San Suu Kyi a dénoncé le terrorisme international. Les deux parties ont publiées un communiqué commun dénonçant « la violence extrémiste dans l'État de Rakhine et spécialement la violence contre les forces de sécurité et la manière dont les vies des civils ont été affectées. »

La propagande occidentale et du Golfe présente les événements de Rakhine comme une agression bouddhiste contre une minorité musulmane. Source : « Le Myanmar et l'Inde contre le jihadisme », Réseau Voltaire, 7 septembre 2017, www.voltairenet.org/article197771.html

Commentaire :

- Cliquez ici pour commenter cette causerie via le blog de LVOG.

Haut de page

Le 29 septembre 2017

CAUSERIE

Aucun commentaire dans le blog et très peu de connexions, donc la formule ne plaît pas, à moi non plus ! On va y réfléchir.
On pourrait faire un truc dans le genre : voilà une idée ou une position (en une ligne ou quelques mots), qu'en pensez-vous ?

Je n'ai pas eu le temps de corriger les fautes de la causerie d'aujourd'hui ni celui de la recopier dans le blog, on verra cela ce soir

ou demain matin.

Aujourd'hui, c'était un jour férié ici pour cause de Sarasvati puja, une fête religieuse hindoue, mais ma compagne Selvi travaille... et moi aussi...

La question qui tue en moins de 30 secondes.

Comment moralement peut-on s'accommoder du capitalisme ?

Pour la première fois depuis plus de dix ans, le nombre d'affamés a augmenté en 2016 et atteint 815 millions de personnes. L'ONU met en cause une multiplication des conflits armés et l'impact de phénomènes climatiques extrêmes. En passant sous silence les ravages causés par l'accaparement des terres sur les petits paysans du Sud.

Selon l'ONG Action contre la faim, dans le monde en 2015 un enfant mourrait des suites de la sous-nutrition toutes les 30 secondes.

Dans son rapport 2016, l'observatoire de l'accaparement des terres Land Matrix évaluait à 26,7 millions d'hectares la surface de terres agricoles dans le monde ainsi transférées à des investisseurs étrangers (Monsanto, Bayer, Cargill, etc.) depuis 2000. (Source : La faim dans le monde augmente pour la première fois depuis dix ans - Reporterre 19.09.2017)

Vous comprenez pourquoi on ne peut pas caractériser de gauche des partis politiques ou des intellectuels qui refusent d'affronter le capitalisme.

Tactiquement, ce fut un désastre pour le mouvement ouvrier et le prolétariat, et quand on mesure à quel niveau se situe ce désastre, on se dit que le compte y est, qu'on a dépassé depuis longtemps le stade de l'insupportable qui a pris ouvertement la tournure d'une imposture criminelle, qu'on ne peut pas cautionner, qu'on doit combattre impitoyablement. On nous rétorquera peut-être qu'il n'en sortira rien, qu'en savez-vous ? Le bilan de votre tactique ou de votre stratégie foireuse on l'a sous les yeux quotidiennement, il est nul, abominable.

C'est parce que vous avez adopté cette orientation politique que nous n'avons pas été en mesure de tirer profit de la chute du PS et de ses satellites, et demain il en ira de même quand ce sera au tour de FI, et ainsi de suite pendant que des centaines de millions de travailleurs dans le monde agoniseront. Parfois je me demande si les militants et les intellectuels ont réellement pris conscience de ce que signifiait crever de faim, subir la guerre, etc. je ne le crois pas, sinon ils adopteraient une autre attitude.

Vendredi 28 septembre. On va le faire populaire pour se détendre un peu. L'antidote au populisme à la Mélenchon.

Heureusement qu'on a encore la musique pour faire abstraction pendant un moment de ce monde de merde, dirigé par des cinglés ! Bah, ce n'est pas très marxiste tout cela. Ne nous faites pas chier avec cela, Marx l'était pas et c'est lui qui l'a dit ! Il faut se renseigner avant d'ouvrir sa grande gueule. On a le droit de se soulager, non ?

Avec ma compagne Selvi, on a dîné en compagnie de Carlos Santana et de John McLaughlin en concert à Montreux en Suisse histoire de finir la journée dans la bonne humeur, cela nous changeait des histoires sordides habituelles. On n'a pas seulement besoin de décompresser, on a aussi besoin de faire l'expérience de la liberté qui rime avec bonheur, que l'on s'offre pour tenir le coup ou entretenir le moral qui est soumis à rudes épreuves, surtout en Inde où rien ne nous est épargné. Ce n'est pas un mouchoir qu'il vous faudrait pour éponger vos larmes, si je vous comptais la vie quotidienne de la majorité des Indiens, mais des piles de saris !

Au secours, le cadavre puant de "l'union de la gauche" bouge encore !

L'illusion de la démocratie destinée au petit bourgeois nantis à la bonne conscience.

FI, PS, PCF, EELV, etc. vont créer, je dite Le Huffington Post du 25 septembre : un "média citoyen" censé produire sur Internet une information gratuite et francophone reflétant toutes les sensibilités de la gauche. (...) Objectif: "bâtir un espace commun et visible, influent et fraternel, un espace qui agrège et rassemble des initiatives citoyennes" autour de valeurs marquées à gauche (fonctionnement collaboratif, humanisme, anti-racisme, féminisme, écologie, défense des droits LGBTI).

Autant de "valeurs" qui sont instrumentalisées pour détourner les travailleurs de l'essentiel, du combat pour en finir avec ce régime. Elles leur servent à se donner bonne conscience et à faire oublier qu'ils refusent d'affronter le régime ou qu'ils en sont les complices. La réaction en plus sinistre pour avancer masqués, certains les appellent les néolibéraux de gauche...

Le crétin regarde le doigt du philosophe qui lui montre la lune dit un proverbe chinois. Il privilégie aussi l'action à son orientation.

Il ne faut pas croire que ce "média citoyen" remplira une fonction pédagogique auprès des travailleurs, bien au contraire il contribuera à les subordonner davantage encore au capitalisme ou à renforcer l'idée qu'il faut s'en accommoder.

- Des cadres de la France insoumise et des personnalités réclament un "média citoyen" - Le Huffington Post

Le mouvement de Jean-Luc Mélenchon soutient la création de ce "pure-player" qui promet de rassembler toutes les sensibilités de la gauche.

Certains avaient annoncé une "chaîne de télé insoumise". Ce sera finalement un "média citoyen" censé produire sur Internet une information gratuite et francophone reflétant toutes les sensibilités de la gauche. Ce lundi 25 septembre, un collectif comprenant des personnalités politiques, dont plusieurs cadres de la France insoumise, des artistes et des intellectuels ont cosigné une tribune appelant à la création d'un média alternatif tournant le dos au modèle économique dominant des sites d'information.

"Nous appelons à soutenir la création d'un nouveau média fondamentalement alternatif par sa gouvernance, son modèle économique et son fonctionnement", peut-on lire dans cette tribune parue dans Le Monde et sur la plateforme de pétitions Change.org où l'initiative avait récolté quelques 4500 soutiens ce lundi en fin d'après-midi. Objectif: "bâtir un espace commun et visible, influent et fraternel, un espace qui agrège et rassemble des initiatives citoyennes" autour de valeurs marquées à gauche (fonctionnement collaboratif, humanisme, anti-racisme, féminisme, écologie, défense des droits LGBTI).

"Ce ne sera pas un média Mélenchon", a promis Gérard Miller ce lundi sur France Inter, en précisant que Jean-Luc Mélenchon préparait de son côté sa propre "télévision insoumise". "Ce média, coopératif, sera indépendant: sa gouvernance impliquera ses sociétaires, ses salarié(e)s et ses 'bénéficiaires'", peut-on lire dans le manifeste.

Si la FI assume d'être à l'initiative du projet, "ce média citoyen ne sera pas affilié à la France insoumise", jure l'un des concepteurs joint par Le HuffPost. Ce dernier promet "un pluralisme complet sur une ligne de gauche". La direction éditoriale du média devrait justement être confiée à une personnalité qui sera garante de son indépendance vis-à-vis de la France insoumise.
Le Huffington Post 25.09

- Qui a signé la lettre de soutien au «Media» de La France insoumise ? - Libération

Côté politiques

Marie-George Buffet (députée PCF), Sophia Chikirou (dircom de LFI), Aurélie Filippetti (ex-ministre PS), Eva Joly (eurodéputée EE-LV), Arnaud Montebourg (ex-ministre PS), Adrien Quatennens et François Ruffin (députés LFI), Philippe Poutou (NPA)…

Côté journalistes et chroniqueurs

Cécile Amar (l'Obs), Christian Audouin (directeur de rédaction de l'Echo, conseil politique de LFI) Laurent Baffie (chroniqueur sur C8), Jack Dion (Marianne), Raquel Garrido (C8, porte-parole de LFI), Aude Lancelin (1 Hebdo, JDD)…

Côté artistes et citoyens

Josiane Balasko et Jacques Weber (comédiens)

Lucas Belvaux, Robert Guédiguian, Cédric Klapisch et Philippe Lioret (cinéastes), Cédric Herrou (agriculteur), Juliette (chanteuse), Guillaume Meurice (humoriste), Gérard Miller (psy), Patrick Pelloux (urgentiste), Françoise Degois (ancienne journaliste et conseillère de Ségolène Royal)… Libération 25 septembre 2017

Un sens unique qui menait dans une impasse... fatalement.

John Pilger, journaliste britannico-australien basé à Londres.

Extrait. Il n'existe pas de différence fondamentale entre Démocrates et Républicains. Les termes « gauche » et « droite » sont dénués de sens. La plupart des guerres modernes de l'Amérique ont été initiées non pas par les conservateurs, mais par les Démocrates libéraux.

A la fin de son mandat, Obama affichait le chiffre record de sept guerres, dont la plus longue que l'Amérique ait connue et une campagne sans précédent d'exécutions extrajudiciaires — des meurtres — par des drones.

Selon une étude du conseil des Affaires étrangères, au cours de la dernière année de sa présidence, Obama, « le guerrier libéral malgré lui », a lâché 26 171 bombes, soit trois bombes par heure, 24 heures par jour. Ayant promis de contribuer « à débarrasser le monde » des armes nucléaires, le lauréat du Prix Nobel de la Paix a fait construire plus d'ogives nucléaires que tout autre président depuis la guerre froide.

En comparaison, Trump fait figure de petit joueur. C'est Obama — avec sa Secrétaire d'État Hillary Clinton — qui a détruit la Libye en tant qu'État moderne et a provoqué le déferlement de migrants en Europe. Aux États-Unis, les associations de défense des immigrés l'avaient surnommé « l'expulseur en chef » .

L'un des derniers gestes d'Obama en tant que Président a été de signer un projet de loi accordant la somme record de 618 milliards de dollars au Pentagone, confirmant la montée grandissante d'un militarisme fasciste dans la gouvernance des États-Unis. Trump a entériné cette décision.

https://consortiumnews.com/2017/08/04/how-the-world-may-end/

Les effets désastreux de la surpopulation ou ses conséquences en Inde.

En Inde (où je vis), jusque dans les années 70-80 les Indiens donnaient naissance à 7 ou 10 enfants dont 5 à 7 atteindraient l'âge adulte. Ils ont eux-mêmes donné naissance à 3 enfants en moyenne, qui à leur tour allaient donner le jour à 2 ou 3 enfants, tout du moins au Tamil Nadu, dans le sud du pays.

La génération qui avait donné naissance à 7 ou 10 enfants n'a pas pu leur founir une éducation adéquate, peu d'enfants allèrent à l'école, moins encore s'agissant des filles. Elle partagea son patrimoine composée essentiellement de terres entre ses nombreux enfants, de sorte que chacun d'entre eux reçurent en héritage une portion congrue de terre, pas suffisante pour en vivre, très souvent ils la vendirent pour pouvoir satisfaire de nouveaux besoins ou pour aller s'installer en ville, là où il y avait du travail ou en croyant que la vie y serait meilleure. Bref, ils dilapidèrent leur maigre héritage ou ils le consommèrent rapidement.

Lorsque leurs 3 enfants devinrent adultes, ils n'avaient plus rien à leur transmettre, hormis la maison familiale où se côtoyait encore 3 générations. Or la demeure familiale allait s'avérer trop petite pour accueillir ces générations successives et leurs progénitures, du coup généralement c'est l'aîné qui allait faire main basse dessus et prier ses frères ou soeurs d'aller voir ailleurs. Mais où et comment sans argent, sans économie, qui plus est avec un emploi précaire et un salaire de misère. Les autorités allaient leur fournir une minuscule parcelle de terrain et parfois de quoi construire une modeste maison qui ne dépassera pas 18 ou 20m², sans confort, sans eau ni toilettes.

Leurs propres enfants devenus adultes, et la superficie de la demeure familiale s'étant réduite drastiquement au cours des générations, l'exiguïté des lieux allait rapidement tourner à la haine et à l'affrontement violent au sein de cette fratrie, sur fond d'individualisme exacerbé et de jalousie quasi maladive. Ils allaient vivre ainsi parfois pendant plusieurs années dans ces conditions détestables.

Une fois leur situation plus ou moins stabilisée, après qu'ils soient parvenus à louer une habitation très modeste ou avoir obtenu un terrain par l'Etat, ils allaient devoir affronter d'autres difficultés que leurs parents et grands-parents n'avaient pas envisagées, liées à la nombreuses progénitures à laquelle ils avaient donné naissance.

Compte tenu du nombre de personnes encore en vie qui composent chaque famille, au bas mot une centaine, en réalité beaucoup plus puisque chaque fois il faut prendre en compte toute la famille du côté maternel et paternel de chaque génération, il leur faudrait participer financièrement à chaque évènement familial, naissance, perçage des oreilles, puberté, fiancaille, mariage, décès, auxquels il faut ajouter ceux de leurs proches, soit au total des dizaines d'occasions de ponctionner leur revenu misérable ou déjà insuffisant pour vivre décemment, je parle en Inde ou correspondant au stricte minimum pour survivre, s'alimenter essentiellement, et si le salaire minimum a considérablement augmenté au cours des deux dernières décennies, les prix et le nombre de leurs besoins ont explosé rendant la situation encore plus insoutenable pour les plus pauvres d'entre eux, bref, il n'est pas rare qu'ils soient mis à contribution financière plusieurs fois chaque mois au point de les empêcher d'économiser la moindre roupie ou de se retrouver à sec avant la fin du mois.

Les Indiens ont le choix entre célébrer chaque évènement familiaux en invitant qui ils veulent ou personne, mais l'immense majorité se sent obligée d'inviter un maximum de personnes pour recevoir un maximum d'argent ou de cadeaux, qu'il devra restituer par la suite à chaque personne à raison d'un montant ou d'une valeur égale. Or nombreux sont ceux qui se livrent à un mauvais calcul, ils considèrent que l'argent ou les cadeaux qu'ils vont recevoir sont des dons, alors qu'en réalité ce sont des dettes qu'ils devront honorer lors d'évènements familiaux futurs sans savoir quand ils se produiront et s'ils auront suffisamment d'argent pour faire face à cet engagement.

Et gare à celui qui aurait accepté cet argent ou ces présents, et qui par la suite tenterait de se soustraire à cette obligation, on viendra lui réclamer chez lui, on le menacera, il se fera tabasser et même parfois on le tuera ! Il n'y a pas une semaine sans qu'on

me raconte ce genre d'histoires sordides, vous comprenez pourquoi je suis excédé en présence de tant de malheur.

Je connais des Indiens qui certains mois y laissent la totalité de leur salaire et s'endettent auprès d'usuriers pour survivre malgré tout. Ces derniers mois j'ai prêté de l'argent à 6 familles pour faire face à des besoins urgents, sans intérêt évidemment, et elles me rembourseront quand elles le pourront ou pas parfois, avec mes 300 euros de revenu mensuel, je suis encore un privilégié, donc je partage à bon escient. En gros, je ne conserve que ce dont j'ai besoin une fois réduit mes besoins au strict minimum, j'économise juste de quoi pouvoir faire face à un imprévu et pour assurer un revenu à ma compagne quand je serai décédé, thésauriser est contraire à mes principes, à mes idées, à la cause que je défends, à mon idéal, à ma morale, donc si un jour je disposais d'une importante somme d'argent j'en ferais le même usage, à mon avis cela ne risque pas d'arriver !

Une petite histoire pour illustrer ce propos.

Je me suis soulagé de 20.000 roupies ce soir (mercredi) et cela m'a mis de bonne humeur ! Je deviens dingue, c'est possible, il faut l'être pour prêter aux pauvres !

Les beaux-parents de la fille (29 ans) d'une des soeurs de ma compagne ont prié leur fils, son épouse et leurs deux enfants en bas âge de dégager pour laisser la place à leur fils aîné qui n'avait pas un salaire fixe et ne pouvait plus payer un loyer, du coup il allait se retrouver à la rue avec son épouse et ses deux gosses. La maison ou plutôt la pièce unique des parents fait environ 15 à 18 m² pour héberger 7 ou 8 personnes enfants compris. La cuisine est à l'extérieur, tout comme la salle d'eau et le terrain vague le plus proche sert de toilettes collectifs. Cela a pris la tournure d'un drame humain comme ilsss en existe des centaines de millions d'autres en Inde et partout dans le monde.

Violence et privation de nourriture au programme pendant une semaine, y compris les gosses, on m'a sollicité et je n'ai pas pu refuser mon aide. Quand tu as la personne en face de toi et que tu as un peu d'argent sur ton compte courant à la banque, que tu vis confortablement, tout en te privant sur tout, tu ne peux pas être indifférent à sa condition et prétendre combattre pour le socialisme, donc tu vas forcément craquer, pour rigoler, du fric ! Et vous savez à quel point j'ai horreur de l'ouvriérisme (et du tiers-mondisme), encore plus de l'hypocrisie qui consiste à verser généreusement une larme sur la misère du monde, mais qui est indifférent au sort de ses proches ou de son entourage, pire, qui les fuit dès qu'ils sont dans le besoin, des fois qu'il leur viendrait à l'idée de vous taper du fric, cette saloperie de fric qui pourrit décidément tout. Sans rire, ce sont des partisans d'un meilleur partage des richesses...

Quand on a une situation précaire ou qu'on a juste de quoi survivre, il est fortement recommandé pour s'en sortir d'acquérir un certain art de vivre dépouillé de besoins inutiles. C'est ainsi que j'ai acquis l'art d'accommoder les restes ou de faire un festin d'ingrédients tout à fait banals, de tirer profit (ou du plaisir) de peu de choses, je peux me passer d'un tas de choses et vivre confortablement, contrairement à beaucoup de gens qui se pourrissent la vie en se créant un tas de besoins et en entassant un tas de choses qui ne leur serviront à rien.

En mémoire à André Breton, savourer un cornichon est un acte créateur qui permet d'entrevoir la saveur de la liberté qui nous est si chère ou de se faire plaisir à peu de frais, en substance. J'avais lu cette ode dédiée au cornichon dans un de ses livres, alors que j'étais dans le métro, il y a plus de 40 ans. J'en avais déduit qu'à défaut d'accéder au bonheur dans les grandes choses puisque la société nous en privait, en attendant les petites pouvaient très bien faire l'affaire en faisant abstraction du reste. Vous aurez noté au passage que le cornichon en question appartient bien à la réalité, et qu'à travers ce qui ressemblait à une divagation tirée de l'imagination du poète, en réalité il se livrait à une véritable prise de conscience à partir d'un tout petit rien qui renfermait un précieux enseignement. Cela aide à apprécier les choses à leur juste valeur, selon l'usage auquel on les destine ou l'idée qu'on s'en fait, et c'est particulièrement utile quand on a l'impression d'être au fond du trou, qu'on broie du noir ou qu'on n'a pas le moral.

Ce n'est pas juste de dire que les gens adaptent leur mode de vie en fonction de leurs moyens, la plupart en sont incapables, ils sont aussi insouciants ou inconscients qu'en politique, et c'est la société qui va dicter leur comportement ou leurs besoins. Les pauvres y sont contraints par la force des choses, donc ce constat ne les concerne pas, quant aux autres, c'est un art de vivre !

La politique, cela résume tout. C'est la raison pour laquelle il ne faut pas que le peuple travailleur s'en empare, il pourrait la diriger contre le capitalisme et ses institutions. Il faut que le peuple s'éloigne de la politique ou que la politique s'éloigne de lui. Il faut donc que la politique aille au peuple, c'est la tâche du militant socialiste-révolutionnaire.

Une réflexion à propos du portail et ses lecteurs

Les personnes qui se sont connectés à ce portail au cours des dix dernières années n'ont pas compris l'intérêt qu'il représentait, semble-t-il. Elles s'en sont progressivement détournées parce qu'elles ne partageaient pas ou ne supportaient pas l'engagement politique de son auteur, qui évidemment n'en changera pas pour autant. Si je les avais imités, je ne me connecterais plus à un seul portail ou blog ! Bref, je me priverais d'informations disponibles nulle part ailleurs, autrement dit, je ne serais plus en mesure de comprendre quoi que ce soit à ce qui se passe dans le monde.

Un jour, un journaliste avait expliqué que l'originalité et la légitimité de son travail reposait non pas sur le fait qu'il aurait été le seul à divulguer certaines informations, mais pour rassembler toutes les informations qui sont publiés dans le monde par un grand nombre de sources et en plusieurs langues sans que le public n'y ait forcément accès facilement, ce qui lui permettait d'avoir une vue d'ensemble sur une question ou un sujet d'actualité la plus large ou la plus complète possible pour pouvoir ensuite l'analyser de manière impartiale ou objective, ce qui devait en faciliter la compréhension...

Bien entendu, un seul journaliste ou un groupe restreint de personnes ne peuvent pas traiter toutes les questions ou tous les sujets d'actualité, de plus ils vont les aborder sous un angle plutôt qu'un autre selon leur sensibilité ou leurs convictions politiques, leurs analyses vont être orientées, leurs conclusions davantage encore, il en va ainsi de chaque rédacteur.

En règle générale, les rédacteurs sélectionnent ou ne retiennent que les faits qui justifient leurs analyses ou qui sont conformes à leurs convictions et ils évacuent ceux qui les contredisent, c'est la limite de leur honnêteté intellectuelle. Il arrive souvent aussi que certaines informations leur aient échappé, que d'autres publieront dans des articles qui comporteront également des lacunes plus ou moins importantes.

Pour remédier à cet inconvénient, j'avais entrepris de rassembler tous les articles présentant un intérêt rédigés par de nombreux auteurs et publiés par des sources diverses, ce qui devait constituer une énorme base de données très pratique pays par pays, pour découvrir certains pays ou actualiser nos connaissances, un instrument à la disposition des militants et des travailleurs qui souhaitaient en savoir davantage sans perdre de temps, sachant qu'il est compté et précieux. Il était possible à partir de là de rassembler tous les articles sur un pays dans un seul fichier pdf de manière à pouvoir se faire une idée très précise sur la situation dans un pays en particulier. Il aurait pu servir comme support à la formation des militants en plus de documents politiques, pour préparer des réunions, etc.

En résumé, il s'agissait de rassembler les informations et les sources d'informations qui sont disséminés dans le monde dans un unique support pratique ou facile d'accès. J'imaginais mal par exemple, un militant se connecter sur le portail du Pentagone ou du New York Times pour aller chercher certaines informations, en admettant qu'il maîtrise l'anglais, naviguer quotidiennement d'un portail ou blog à l'autre pour collecter des articles sans savoir s'ils présenteront un intérêt quelconque pour lui.

Il arrive souvent qu'un seul paragraphe ou certains passages d'un article présentent vraiment un intérêt, mais la personne qui va le lire ou le télécharger n'en sait rien au départ, elle va donc perdre un temps considérable à lire des pages et des pages qui ne lui serviront à rien, alors que dans notre portail je ne reproduisais que les passages en question dans les causeries, ce que je n'ai pas toujours fait... par manque de temps justement, j'ai publié pendant des années des articles qui n'en valaient pas la peine hormis certains passages ou parfois un chiffre ! J'ai toujours privilégié les faits, estimant que c'était à chacun d'en faire une libre interprétation.

En se détournant de ce portail, les lecteurs avaient plus à y perdre qu'à y gagner manifestement, mais je respecte leur choix.

Pour assurer le fonctionnement normal du portail, il aurait fallu que 3 ou 4 personnes y consacrent au minimum une heure par jour, en plus de mon travail réduit à 4 ou 5 heures par jour, en réalité j'y passe toujours plus de temps car il faut gérer aussi le disque dur, faire des sauvegardes sur un disque dur externe, etc. il faut être très rationnel, être organisé, rigoureux et faire preuve d'imagination, car on ne manie pas un outil informatique comme un stylo et une feuille de papier. En présence de tant de contraintes il faut être discipliné, ne pas se disperser, il faut aller à l'essentiel, encore faut-il déterminer ce qui l'est un jour et ne l'est pas un autre jour, on est toujours en train de peser le pour et le contre, c'est un vrai casse-tête.

S'agissant des causeries, c'est pire encore compte tenu de la diversité des lecteurs potentiels, mais j'ai résolu le problème en ignorant ce facteur parce que c'était une histoire de fou. J'écris ce que je pense, cela passe ou cela casse sans que j'aie à le justifier, on passe sa vie à se justifier, ce qui n'est pas le cas d'internautes anonymes, alors ça va, on arrête là les frais, ensuite comprend celui qui veut bien se donner la peine de comprendre, et je laisse la mauvaise foi ou les procès d'intention à ceux qui ne supportent pas qu'on ne partage pas leurs idées ou qu'on les critique, c'est marrant parce qu'ils sont les premiers à s'en prendre aux travailleurs bourrés de préjugés envers ceux qui ne leur ressemblent pas, et ils agissent de la même manière, comme quoi en réalité ils ne sont pas plus évolués qu'eux ou si peu, j'ai donc raison de leur prêter aucune attention particulière. On est comme on est et on s'assume.

Cela fait partie de la lutte des classes. Bien qu'apparemment nous soyons engagés dans le même combat contre le même ennemi, on a du mal à admettre qu'il existe autant de personnalités ou de caractères que de militants ou de travailleurs, ou qu'il existe autant d'angles sous lesquels on peut aborder une question, surtout quand on a tendance à ne pas s'en tenir strictement aux faits au profit de leurs interprétations aux nuances infinies, ce qui est bien commode, soit pour se rallier aveuglément à un point de vue, soit pour justifier son inaction. Pour avoir rejeté ces deux comportements, je devais logiquement me mettre à dos l'ensemble des lecteurs. J'y ai pensé figurez-vous, et je n'ai rien changé pour autant. J'assume mon engagement politique. Et j'assume mon passé, depuis son origine.

Voyez-vous, j'ai parfaitement conscience de revenir de très très loin, de là où peu en sortent ou échappent au destin que la société a programmé pour eux malheureusement, un milieu particulièrement sombre, triste, angoissant, comme un long tunel sans fin

plongé dans l'obscurité de sorte qu'on est voué à passer à côté de sa propre vie, à la subir sans rien y comprendre jusqu'à notre dernier souffle... Par chance, j'ai pu mettre fin à ce cauchemar, alors que j'étais très arriéré, un abruti fini, un ignare complet si vous préférez, j'étais destiné à reproduire le mode de vie et de pensée de mes parents et j'étais bien parti pour leur ressembler à 19 ans, je n'aurais pas pu lire un seul article que j'ai publié dans ce portail, j'en étais totalement incapable, même pas les premières lignes d'un tract, pas même un mot d'ordre, je n'aurais pas pu réfléchir à une des questions que nous avons abordées ici, j'étais beaucoup trop ignorant, un crétin quoi.

Maintenant je me suis dit qu'entre le crétin qui n'était pas capable de se poser une seule question, parce qu'il n'en comprendrait même pas la formulation, et l'auteur de ces lignes qui depuis s'en est posé des milliers et y a trouvé des réponses satisfaisantes, il existe toute une gamme de niveaux de conscience correspondant au développement et aux expériences de chaque militant ou travailleur qui peuvent encore progresser, et j'espère bien en faire partie, sachant pertinemment qu'il n'était pas donné au premier venu de se poser ces milliers de questions et encore moins d'y apporter des réponses cohérentes, il allait de soi que partager mon expérience personnelle qui couvre un champs très vaste devait aider chacun à progresser, et si je devais vous en vouloir, je dirais que c'est de ne pas m'avoir facilité la tâche pour progresser également en me refusant votre concours. Car vous n'êtes pas sans ignorer - je l'espère pour vous - que c'est grâce aux autres qu'on peut progresser puisque nos expériences personnelles ne suffisent pas, elles peuvent aussi nous induire en erreur. J'en sais quelque chose pour avoir eu un parcours singulièrement atypique et finir mes jours en Inde, moi qui suis parmi les plus casaniers ou pantouflard des hommes me voilà exilé à 10.000 kilomètres de chez moi.

La situation politique inextricable dans laquelle nous nous trouvons, devait se traduire fatalement par des méprises ou beaucoup de confusion qui n'arrangeraient rien à nos affaires. Si c'était inévitable compte tenu de là où nous nous en sommes rendus, cependant une telle unanimité témoigne que les lecteurs ou les militants ne sont pas prêts ou ne souhaitent pas revenir sur les interprétations, les théories ou les positions qu'ils ont un jour adoptées, alors que leur actualisation aurait permis de les épurer de bien des erreurs ou de grossières contrevérités.

Leur démarche et la mienne ne partent pas du même constat manifestement. Eux ils estiment que si les choses sont ainsi de nos jours, c'est qu'elles devaient l'être un point c'est tout, c'est la fatalité ou c'était écrit quelque part en somme, alors pourquoi revenir ou se pencher sur le passé, à quoi bon sinon confirmer ce qu'on sait déjà, qu'on croit savoir serait plus juste, si je peux me permettre. Cela ne présente aucun intérêt pour eux, puisqu'ils estiment que tout ce qui pouvait être fait pour qu'il en soit autrement a été fait, ils ont réussi à s'en convaincre une fois pour toute, n'en parlons plus, ce que je traduirai ainsi, répétons sans cesse les mêmes erreurs en espérant qu'elles produiront d'autres effets. S'ils étaient un peu plus cohérents ou honnêtes, ils devraient proclamer que le socialisme ne verra jamais le jour, et que l'humanité était finalement vouée à la barbarie parce que le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme demeurerait son horizon indépassable et la liberté un objectif définitivement hors de sa portée.

Il est vrai que si on devait s'en tenir au discours et gesticulations des partis ouvriers, on serait tenté d'en arriver à cette conclusion. Ce qui explique bien des choses, notamment quand on observe que c'est justement ce que les porte-parole du néolibéralisme s'emploient à inculquer aux masses. Gravez-vous dans la tête une fois pour toute, que si vous n'êtes pas parvenus à réunir les conditions pour changer la société au cours du siècle précédent, vous n'y parviendrez pas davantage demain, jamais, ce qui confortera le petit bourgeois réformiste qu'incarne par exemple Mélenchon.

Cette conclusion est conforme au bilan désastreux du mouvement ouvrier et plus particulièrement de son avant-garde. Ils ont le droit de la revendiquer, et c'est là que nos voies divergent parce qu'ils refusent de l'assumer. A la limite ils veulent bien admettre cette conclusion, mais à condition seulement que leur responsabilité ne soit pas mise en cause. Selon eux, il existerait un ou des facteurs déterminants qui seraient à l'origine de la situation actuelle et qui leur seraient totalement étrangers, mais de quels facteurs pourrait-il s'agir hormis le cours du capitalisme et la lutte de classes. Justement, c'est bien cela qu'on leur reproche, de ne pas avoir été capables de les interpréter pour déterminer les tâches politiques qui auraient permis de modifier l'orientation de la lutte des classes et d'influer par voie de conséquence sur le cours du capitalisme puisque les deux demeurent intimement liés.

Il ne s'agit pas ici de réécrire l'histoire ou de se livrer à une chasse aux sorcières, mais d'essayer de comprendre pourquoi elle a emprunté une voie plutôt qu'une autre, de manière à dégager les moyens de remédier aux erreurs du passé, ce qui demeurera impossible si on part du postulat selon lequel nos dirigeants ne se sont pas fourvoyés dans le passé, un fait amplement avéré et que chacun a pu vérifier, cette démarche est donc cohérente, trop apparemment. Elle se distingue de la propagande qui est le seul discours qu'emploient les militants pour s'adresser aux travailleurs, qui consiste en gros à les convaincre de quelque chose où à leur marteler des vérités révélées auxquelles ils doivent adhérer sans chercher à les aider à comprendre pourquoi ils sont sous l'influence de l'idéologie de la classe dominante. A l'opposé, je propose de réfléchir librement à un certain nombre de questions qui semble-t-il nous ont échappé, sans que mes interlocuteurs se sentent obligés de partager mes conclusions, qui finalement ne correspondent à aucune doctrine ou théorie particulière pour s'en tenir aux faits uniquement. Maintenant que ces conclusions coïncident avec une orientation politique, avec une conception de la civilisation humaine, c'est un fait, c'est inévitable et il serait inutile de chercher à le nier, cela présente l'avantage de placer tous ceux qui se réclament du progrès social, de la démocratie, bref, d'un idéal humaniste de se retrouver face à leur conscience, à eux de voir ensuite ce qu'ils comptent en faire.

Ma démarche ne consiste pas à convaincre qui que ce soit de quoi que ce soit qu'il ne serait pas en mesure de comprendre, car

cela ne présente absolument aucun intérêt et ne servirait pas notre cause.

En lisant un commentaire dans un blog, je me suis dit que j'avais dû commettre l'erreur de porter trop d'attention à certaines théories dont globalement l'orientation était juste, mais dont les conclusions et les moyens employés pour y parvenir n'étaient pas toujours appropriés ou corrects, ce qui devait produire un mauvais effet sur les lecteurs qui ne feraient pas la part des choses entre les différents arguments avancés et dont seulement certains présentaient un réel intérêt ou étaient fidèles à la réalité.

Cela vaut pour le 11/9 et la théorie officielle invraisemblable, les pratiques mafieuses de la Fed qui n'a toujours pas expliqué où étaient passés 9 des quelque 16.000 milliards de dollars qu'elle a fabriqué depuis 2008, qui en avaient été les bénéficiaires, pour quoi faire, les différents attentats qui ont eu lieu en Europe et qui chaque fois se produisirent à des moments opportuns, et qui firent immédiatement l'objet de nouvelles lois liberticides appelées à renforcer le caractère policier du régime, etc.

Il est parfaitement clair que tous ces évènements sans exception étaient destinés à modifier l'évolution de la situation mondiale au profit de l'oligarchie qui détient le pouvoir, pour le renforcer. De ce fait, et partant du principe que lorsque des faits se répètent encore et encore on ne pleut plus évoquer sérieusement le hasard ou on ne peut plus parler de simples coïncidences, cette explication ne tient pas, on est donc en présence d'autre chose, il existe forcément en amont un facteur qui les a déclenché ou qui en était responsable. Peut-être qu'on aurait dû s'en tenir à ce simple constat, qui en soi était suffisant pour en tirer des enseignements politiques.

Quoiqu'il en soit, on ne pouvait pas se contenter de faits tronqués ou déformés (leur déroulement) et se pencher uniquement sur leurs conséquences sans en chercher l'origine ou les commanditaires, car dans ce cas-là ils seraient demeurés en grande partie incompréhensibles ou l'interprétation qu'on en aurait fait aurait été faussée pour les avoir traités comme des abstractions, alors qu'en réalité ils s'inscrivaient dans un processus politique et poursuivaient des objectifs politiques, selon une stratégie bien arrêtée que justement on peine à discerner ou à caractériser.

Si Marx et Engels n'étaient pas remontés à l'origine du capitalisme et qu'ils s'étaient contentés de traiter ses conséquences comme on a la fâcheuse mauvaise habitude de le faire, ils n'auraient pas découvert les forces motrices qui sont à l'origine du développement de la civilisation humaine (les forces productive et la lutte des classes), et ils n'auraient pas pu définir son orientation en fonction de leur comportement ou de l'évolution des rapports entre les classes, qu'ils ont théorisé pour donner naissance au socialisme scientifique, nous en serions encore à nous interroger sur les tenants et les aboutissants du capitalisme et nous serions condamnés à la barbarie.

Nous nous sommes retrouvés face à une difficulté que nous avons voulu résoudre, alors que nous n'en avions pas les moyens, provisoirement. A savoir, que le déroulement des faits tel qu'il nous a été présenté présentait tant de graves lacunes ou questions demeurées sans réponse par la suite, qu'on aurait dû s'en tenir pour une fois, non pas à la version officielle qui manifestement était frauduleuse, mais à ses conséquences au lieu de retenir telle ou telle hypothèse aussi bien étayée soit-elle en l'absence de témoignages ou d'aveux publics de personnalités importantes, sachant qu'il existait bien des éléments de preuve pour soutenir une théorie plutôt qu'une autre, mais que persisterait une part d'ombre qui concourrait à la discréditer auprès d'une population sous influence ou encline à croire la thèse officielle.

Il est arrivé qu'on se livre à certains raccourcis qui pour nous étaient totalement justifiés, tout en manquant d'éléments pour prouver le bien-fondé de nos conclusions, ce qui a pu être incompris. Quand on apprend que la plupart pour ne pas dire tous les individus qui se sont livrés à des actes terroristes en Europe et aux Etats-Unis, étaient en relation avec les services secrets ou certains services de police depuis des années, on ne peut tout de même pas évacuer ce facteur et décréter qu'ils n'ont joué aucun rôle dans la préparation ou le déroulement de ces attentats, par contre on ne dispose d'aucune preuve qu'ils y auraient participé directement, du coup toute accusation portée contre eux paraîtra suspecte ou tombera sous le coup de la théorie du complot qu'on nous attribuera, alors qu'en réalité nous en sommes les victimes, c'est là que c'est bien joué, et qu'on a peut-être manqué de prudence en traitant ces évènements.

Pourquoi y attachons-nous tant d'importance ? Parce que ce sont des éléments qui permettent de comprendre la stratégie politique adoptée par l'oligarchie, comment elle compte composer avec la crise du capitalisme, comment elle s'en sert sur le plan politique, elle l'instrumentalise, elle cherche à la dominer, à contourner ses contradictions, de manière à sauver ce système économique selon les uns, prévenir son effondrement, ce qui est absurde puisqu'il est en faillite et elle le sait, ou plutôt comme on le pense pérenniser le système de l'exploitation de l'homme par l'homme en instaurant un régime ploutocratique basé uniquement sur un règlement policier et non sur la lutte des classes une fois neutralisée, livrant l'humanité au chaos, à la guerre, à la barbarie.

Personnellement, j'ignore s'il existe une limite au développement des forces productives et à la lutte des classes, mais ce que je constate, c'est qu'il n'existe pas de limite à l'endettement mondial, et que la Fed et la BCE (notamment) continuent de fabriquer des centaines de milliards de dollards ou euros chaque mois, qu'elles distribuent ensuite aux banques ou aux institutions financières les plus puissants.

J'ai lu hier une polémique intéressante sur la question de savoir si cet argent était fabriqué ou non sans contrepartie, les uns et

les autres présentant un certain nombre d'arguments probants mais insuffisants, sans qu'on puisse les départager, aussi j'en suis arrivé à la conclusion que si cette masse colossale d'argent était bien créée, il était vrai et faux de prétendre que c'était sans contrepartie, car en réalité c'est la plus-value à venir qu'ils hypothèquent, qu'ils engloutissent dans la spéculation et dans leurs guerres, ne laissant derrière eux qu'un champ de ruines.

Ils ne peuvent pas se débarrasser du jour au lendemain du système capitaliste, tout comme ils ne peuvent pas imposer d'un coup de baguette magique de nouveaux rapports entre les classes qui seraient basés sur un simple règlement de police, il leur faut combiner les deux en attendant, avancer étape par étape, soumettre les Etats à des institutions supranationales qu'ils contrôlent, leur imposer des traités qui signifient l'abdication de leur souveraineté, éloigner les peuples de la politique en recourant à une mulititude d'instruments pour les conditionner, les corrompre, les détourner de la politique, les dégoûter de tous les partis pendant que le ou les leurs s'emparent du pouvoir politique, atomiser leurs droits de sorte que les travailleurs n'aient plus l'impression d'appartenir à une classe sociale distincte des autres, ce qui devrait entamer ou briser leur capacité de résistance, de se rassembler pour combattre ensemble le régime, neutraliser ainsi la lutte des classes qui se réduirait au marché et à ses sujets, dont l'existence serait toute tracée de leur naissance à leur mort, et dépendrait uniquement de leur aptitude à remplir certaines fonctions pour le compte du marché ou des oligarques, ce qui leur permettrait d'accéder à certains droits ou déterminerait leur statut individuel sans qu'ils puissent le contester ou y déroger en aucune manière, chaque individu faisant l'objet d'une surveillance de chaque instant, de sorte qu'il se soumette sans broncher au sort qui lui a été réservé sous peine par exemple de se voir refouler des magasins d'alimentation, des pharmacies, des hôpitaux devenus tous privés, de se voir interdire de trouver un travail, un logement, d'obtenir un compte bancaire, etc. toutes ces fonctions ou besoins pour être satisfaits devant passer l'épreuve d'une autorisation délivrée par l'Etat ou ce qui ferait office d'Etat.

J'ignore où ils en sont en France, mais je peux vous dire qu'en Inde ils avancent à grands pas dans cette voie. Cela a commencé par l'instauration d'un fichier d'identité national de type reconnaissance biométrique, y figure les empruntes des dix doigts des deux mains et des yeux, plus des photos prises de face et de profil. Depuis, un certain nombre de services, banques et multinationales, se sont dotés de scanners pour vérifier l'identité de leurs clients, cela fait marrer les Indiens ! Demain, si vous êtiez viré d'une banque ou que vous n'aviez pas payé votre facture de gaz ou de téléphone suite à un désaccord sur son montant, inutile d'essayer d'ouvrir un compte dans une autre banque, de courir chez un autre fournisseur de gaz ou de téléphone, avec la simple emprunte de votre pouce vous serez refoulé partout. Inutile de préciser que vous ne pourrez pas quitter le pays ! Ce n'est pas de la science-fiction ou je ne délire pas, j'ai découvert cela hier à ma banque. Et ainsi de suite. Ils n'auront pas besoin de vous implanter une puce sous la peau comme le suggéraient certains, en douceur ils ont trouvé tout aussi efficace ou imparable.

Deux exemples pour voir comment ça marche.

Il m'est arrivé de changer de compte bancaire. Lorsque je vais acheter du gaz, je dois m'acquitter d'une facture supérieure à celle du prix de la bouteille de gaz, le double en fait. La différence m'est rendue le mois suivant si j'ai été enregistré dans le fichier que j'ai évoqué plus haut, elle est directement versée sur mon compte en banque. Ne sachant pas si cette somme m'était revenue, j'ai demandé à mon banquier ce qu'il en était après avoir changé de numéro de compte, je lui ai demandé si je devais actualiser ma fiche d'identité, il m'a répondu que ce n'était pas nécessaire, cela se faisait automatiquement car tous les réseaux sont reliés entre eux, dès que la banque modifie quoi que ce soit, l'adresse, le numéro de téléphone ou de compte d'un client, etc. immédiatement le fichier central de cet Etat policier est mis à jour !

Une autre fois, j'ai reçu des SMS (textos) de Vodafone menaçant de couper ma connection si je ne venais pas rapidement m'identifier avec leur scanner, ce que j'ai fait sans tarder évidemment. A suivre.

Fabrication du consentement. Ils ne sont jamais à court d'imagination.

L’astroturfing désigne le fait de donner l’impression d’un phénomène de masse qui émerge sur internet, en réalité créé de toutes pièces pour influencer l’opinion publique.

A l’ère de la post-vérité, au milieu des fake news et alternative facts, émerge l’astroturfing. Cet anglicisme un brin barbare, qui évoquerait plutôt un délire mystique ou une nouvelle façon de lire son horoscope, fait référence à un procédé perfide qui sévit sur internet : la simulation d’une activité ou d’une initiative qui serait issue du peuple, en réalité montée de toutes pièces par un acteur souhaitant influer sur l’opinion.

Juste pour être certains d’avoir bien compris, pouvez-vous nous donner une définition complète de l’astroturfing ? Fabrice Epelboin – L’astroturfing englobe l’ensemble des techniques – manuelles ou algorithmiques – permettant de simuler l’activité d’une foule dans un réseau social. On peut commencer à parler d’astroturfing quand plusieurs personnes interagissent de concert et sans dévoiler leur connivence dans un même fil de discussion, pour tromper ceux qui ne sont pas dans le secret. Mais l’astroturfing implique le plus souvent des identités créées de toutes pièces, destinées à mettre en scène des phénomènes de foule dans un environnement tel que Facebook, de façon à influencer la perception des utilisateurs de la plateforme ou à donner plus de visibilité à un sujet, en fabriquant de façon artificielle sa popularité.

Quand le terme a-t-il été utilisé pour la première fois ?

Le terme est issu d'une marque créée par l'entreprise américaine Monsanto qui a imaginé un faux gazon pour le stade de baseball de Houston, dont l'équipe s'appelle les Astro – d'où la marque, "astroturfing", qui désigne un faux gazon. En anglais, un mouvement populaire spontanée est appelée "grassroot", du coup, astrotrufing peut être compris comme "faux grassroot". Ceci dit, le concept date de bien avant. Nixon avait une équipe à la Maison Blanche dont les membres se faisaient passer pour des citoyens ordinaires en écrivant aux courriers des lecteurs des médias américains pour chanter les louanges de sa politique. Dans Jules César de Shakespeare, Cassius envoie à Brutus de faux courriers censés être écrits par des citoyens ordinaires l'incitant à renverser César.

Qui, exactement, met en place des stratégies d'astroturfing ? Les gouvernements ?

Nombreux sont les Etats à pratiquer l'astroturfing dans le but d'influencer l'opinion publique.

Et si en plus le chaos était rentable...

- C'est une Allemagne vieillissante face à une vague massive d'immigration que nous retrouvons en 2017. - Atlantico.fr

Laurent Chalard est géographe-consultant, membre du think tank European Centre for International Affairs.

L'évolution démographique d'un pays dépend de deux facteurs, le solde naturel, c'est-à-dire la différence entre les naissances et les décès, et le solde migratoire, la différence entre les entrées et les sorties définitives du territoire. Dans la plupart des pays de la planète, la population augmente du fait d'un solde naturel positif, témoignant d'un excédent des naissances sur les décès, alors que le solde migratoire, aussi variable puisse-t-il être, ne joue qu'un rôle secondaire dans l'évolution démographique globale.

Concernant l'Allemagne, la situation est différente. En effet, l'évolution de la population depuis plusieurs décennies apparaît grandement dépendante des variations du solde migratoire d'une année sur l'autre, le solde naturel étant constamment déficitaire depuis 1972 (soit près de 50 ans !), avec une tendance à l'accentuation au fur-et-à-mesure du temps depuis le début des années 1990. Le pays est passé d'un déficit naturel de - 7634 personnes en 1988 à - 187 625 personnes en 2015. Cette situation est principalement la conséquence d'une dénatalité constante depuis les années 1970, l'Allemagne ayant une fécondité très inférieure au seuil de remplacement des générations (moins de 1,5 enfant par femme depuis le début des années 1980), ce qui conduit à une très forte baisse des naissances (662 785 en 2011 contre 1 357 304 en 1964 !), alors que les décès ont été relativement stables dans le temps (925 200 en 2015 contre 907 882 en 1965).

En conséquence, l'évolution de la population allemande est totalement dépendante des variations du solde migratoire. Lorsque celui est fortement positif, la population augmente, l'excédent migratoire faisant plus que compenser le déficit naturel, comme ce fut, par exemple, le cas en 2015, avec un excédent de plus d'1 million de personnes. Par contre, lorsque le solde migratoire est faiblement excédentaire, voire négatif, comme en 2008 et 2009, la population diminue.

Si cet épisode de 2015 a pu surprendre par son ampleur, quels ont été les flux connus par le pays au cours de ces 30 dernières années ? Quelles sont les principales nationalités représentées, et quelles sont les évolutions constatées lors de ces dernières années ?

Au cours des trente dernières années, contrairement à une idée reçue, les flux migratoires vers l'Allemagne n'ont pas du tout été réguliers. En effet, la courbe de l'immigration se caractérise par des pics et des creux. Au début des années 1990, l'excédent migratoire atteint un premier pic, pas si éloigné que cela de celui de 2015, avec + 780 000 personnes en 1992, lié à la chute du communisme en Europe de l'Est, qui conduit à un afflux conséquent d'immigrés originaires de cette partie du continent à la recherche d'un meilleur niveau de vie. Puis, les flux se sont ralentis à la fin des années 1990, tout en demeurant positif. Au début des années 2000, l'excédent migratoire repart à la hausse, dépassant les + 200 000 personnes en 2001 et 2002, correspondant à une seconde vague originaire d'Europe de l'Est. Puis, au moment de la crise économique de 2008-2009, qui touche assez brusquement l'économie allemande, très dépendante des exportations, le solde migratoire s'inverse, devenant négatif, de nombreux travailleurs étrangers repartant (temporairement) dans leur pays d'origine. Enfin, une fois le redémarrage de l'économie engagé en 2010, l'immigration repart de plus belle, étant donné les besoins de main d'œuvre de l'Allemagne, en particulier dans le secteur industriel, dans un contexte de faiblesse de l'offre de main d'œuvre autochtone du fait de la forte dénatalité allemande héritée. Le pays (re)devient attractif pour les européens de l'est et du sud, mais aussi pour les migrants du reste de la planète. La crise des migrants de l'été 2015 est donc venue accentuer un processus, engagé quelques années auparavant, d'autant qu'il convient de rappeler que l'appel aux réfugiés syriens ne répondait aucunement à une vision humaniste, mais uniquement à une vision économiciste de besoin de main d'oeuvre. (...)

Comment imaginer l'avenir démographique allemand ?

Même si la natalité venait à se redresser (d'après les données provisoires portant sur l'année 2016, les naissances ont augmenté

de plusieurs dizaines de milliers), le déficit naturel devrait persister, du fait de l'arrivée progressive des générations très nombreuses du baby-boom à l'âge de décès, ce qui va conduire à l'augmentation de ces derniers. Cette évolution sous-entend que si l'Allemagne juge nécessaire de maintenir son niveau de population autour de 80 millions d'habitants (une politique choisie de décroissance démographique, sur le modèle japonais, peut aussi se justifier, l'Allemagne étant plutôt densément peuplée), le pays sera obligé de continuer d'importer de la main d'œuvre, et qui plus est, de plus en plus, étant donné l'ampleur de la dénatalité héritée. En fonction du volume de l'excédent migratoire, la population verra son déclin limité ou arrivera à se maintenir au même niveau qu'actuellement, voire continuera de croître si les volumes d'immigration s'alignaient sur les niveaux constatés ces dernières années, qui apparaissent exceptionnels. Atlantico.fr 27.09

Quelques infos en bref.

La palme du crétinisme ou du faussaire.

- PS : «Hollande s'est fait piéger par Macron», affirme Cambadélis - LeParisien.fr

Cela faisait 10 ans qu'ils préparaient Macron afin que le moment venu ils le propulsent sur le devant de la scène... mais Hollande n'en savait rien... LeParisien.fr

Là c'est bien réel et c'est normal

Ils ne se reconnaissent pas dans les aristocrates : mon cher Edouard Philippe, auriez-vous l'amabilité de me passer le sel s'il vous plaît...

- Sondage Odoxa: Plus d'un tiers des Français incapables de nommer le Premier ministre - Reuters

Cinq mois après sa prise de fonctions, Edouard Philippe reste peu connu et plus d'un Français sur trois (38%) n'est pas capable de donner précisément son nom, selon un sondage Odoxa avec Dentsu consulting pour franceinfo et le Figaro publié jeudi. Reuters

Le rejet majoritaire se confirme mesure après mesure, jour après jour...

- Réformes: 69% des Français jugent "injuste" la politique menée par Macron - L'Express.fr

Selon un sondage Elabe pour L'Express, 68% des Français jugent aussi la politique de l'exécutif globalement "conforme aux engagements de campagne d'Emmanuel Macron". L'Express.fr

- Les deux tiers des Français (65%) estiment que le budget présenté est "injuste", selon un sondage Franceinfo

Jubilation éphémère d'un ivrogne destinée à une comète.

- Emmanuel Macron : son discours fait jubiler Bruxelles - Franceinfo

Emmanuel Macron veut passer la vitesse supérieure dans le renforcement de l'Union européenne. Comment ces propositions sont-elles accueillies à Bruxelles (Belgique) ? "On jubile ce soir dans les étages de la commission européenne. D'ailleurs, quelques secondes seulement après la fin du discours, Jean-Claude Juncker, a salué dans un tweet, je cite : '

Ce discours très européen de mon ami Emmanuel Macron'. Et il faut bien reconnaître qu'il y avait bien longtemps qu'un chef d'État n'avait pas osé prêcher pour davantage d'Europe, pour plus d'intégration des 28 à tous les niveaux", explique Valéry Lerouge. Franceinfo 27 septembre 2017

Mimétisme.

- Baisse d'impôt : la loi de finances ne fait pas plaisir à tout le monde - Franceinfo

Le gouvernement prévoit sept milliards d'euros de baisse d'impôts pour les particuliers et les entreprises. Franceinfo

- Trump veut baisser l'impôt sur les sociétés et sur les revenus des riches - Reuters

Axe majeur de sa réforme, une forte réduction de l'impôt sur les sociétés, qui passerait de 35% à 20%... Reuters 28 septembre 2017

France. Un Etat policier permanent.

- Loi antiterroriste: l'Assemblée vote l'article sur les assignations à résidence hors état d'urgence - AFP

L'article 3 du texte permet au ministre de l'Intérieur des "mesures individuelles de surveillance" pour des personnes soupçonnées d'une sympathie avec la mouvance terroriste, sans avoir assez d'éléments pour les poursuivre en justice, pour remplacer les assignations à résidence permises par l'état d'urgence.

La durée totale d'assignation dans un périmètre donné pourra être d'un an maximum.

Le texte ne prévoit pas de contrôle d'un juge a priori, la personne surveillée pourra saisir le juge administratif dans les 48 heures, qui devra statuer sur sa demande, recours retardant d'autant l'application éventuelle.

A la différence de l'état d'urgence, le périmètre des assignations s'étendra au minimum à la commune, au lieu du seul domicile, et devra permettre à l'intéressé de poursuivre sa vie familiale et professionnelle. Le périmètre pourra être étendu dans certains cas au département si la personne accepte de porter un bracelet électronique.

Les personnes concernées devront se présenter à la police une fois par jour, contre trois fois sous l'état d'urgence, et "fournir tous leurs numéros de téléphone et identifiants de communication électronique". AFP 27 septembre 2017

Côté cour, poubelles, jetables, déchets...

- Hausse du chômage - Liberation.fr

Au cours du mois d'août, la courbe du nombre de chômeurs a continué son ascension, après un premier mois de hausse en juillet et plusieurs mois de fluctuation en début d'année. Ainsi, fin août 2017, l'agence pour l'emploi comptabilise 5 646 000 chômeurs en France métropolitaine, dont 3 540 400 sans aucun emploi (catégorie A) et 2 105 600 exerçant une activité réduite (catégories B et C). Soit une hausse mensuelle de 0,6% (+22 300) pour la catégorie A et de 0,4% (+24 600) pour les trois catégories. Pincettes

Le chiffre est toutefois à prendre avec des pincettes, pointe la Dares qui prévient : «il convient comme toujours de privilégier les évolutions en tendance plutôt qu'au mois le mois». Sauf que sur trois mois, la tendance est toujours à la hausse : +46 000 inscrits en catégorie A. Pas de vacances pour le chômage en août Liberation.fr 26 septembre 2017

- Budget de la sécu : opération réduction - Public Sénat

Le gouvernement a présenté jeudi 28 septembre son projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS).

Alors que le retour à l'équilibre a été reporté à 2020, l'objectif est de redresser les comptes de la sécurité sociale, au prix d'importants efforts demandés au système de santé. Pour le gouvernement, il faut trouver 4 milliards d'euros d'économie à faire et limiter les hausses de dépenses de santé à 2,3%. L'hôpital est mis à contribution : le forfait jour devrait passer du 18 à 20 euros pour gagner 100 millions d'euros. Les médicaments génériques vont être favorisés pour faire 1 milliard d'économie et les administrations de la sécurité sociale devront baisser de 15% sur 4 ans leurs frais de fonctionnement. Publicsenat.fr 28 septembre 2017

... coté jardin, richesse, luxe...

- Budget 2018 : Edouard Philippe "assume" que "yachts, jets et bijoux" ne soient plus soumis à l'impôt sur la fortune - Franceinfo

Drahi et les oligarques exultent.

- Budget : les riches d'abord - Libération

- La fortune des 500 Français les plus riches multipliée par sept en 20 ans - Le Parisien

«Challenges» publie dans son numéro de jeudi son nouveau classement des 500 Français les plus riches. Leur fortune a été multipliée par sept en vingt ans. Celle des 10 plus riches l'a été par 12.

En 22 ans de classement «Challenges», le produit intérieur brut (PIB) français a à peine doublé, passant de 1259 milliards d'euros en 1996 à 2222 en 2017. Dans le même temps, la fortune des 500 personnes les plus riches de France du classement Challenges a été multipliée par sept, passant de 80 à 571 milliards d'euros de 1996 à 2017. La fortune cumulée des 10 Français les plus riches

a été multipliée par 12.

«Le nombre de milliardaires en France est passé d'une dizaine au début de notre classement, en 1996, à maintenant plus de 90», expose au «Parisien» Eric Tréguier, journaliste de «Challenges» qui consacre trois mois chaque année au classement des 500 Français les plus fortunés. Depuis le premier classement, la fortune de Serge Dassault a été multipliée par 20, celle de Bernard Arnault (propriétaire du «Parisien»-«Aujourd'hui en France») – qui reprend la première place à l'héritière de L'Oréal Liliane Bettencourt – et de la famille Hermès par 17. La famille d'industriels Wertheimer a vu sa fortune multipliée par 12. «Certains sont rentrés récemment dans le tableau, explique Eric Tréguier. Patrick Drahi est arrivé dans le classement en 2008, Xavier Niel en 2002 et les Werthmeimer en 2001.»

Bernard Arnault est à la tête d'une fortune de 46,9 milliards d'euros, devant Liliane Bettencourt et la famille Meyer, propriétaires du groupe L'Oréal (fortune de 35,8 milliards d'euros). En troisième position, Axel Dumas et sa famille, à la tête du groupe Hermès, jouissent d'une fortune de 30,85 milliards d'euros.

Cette progression est surtout due au cours de la bourse. L'action du groupe de luxe LVMH, propriété de Bernard Arnault, a ainsi pris 56 % en un an. La famille Hermès et Axel Dumas bénéficient eux aussi de la hausse de 36 % sur un an de l'action d'Hermès. «Ce n'est que de la monnaie virtuelle, nuance Eric Tréguier. Si demain la bourse dégringole, la fortune de Bernard Arnault dégringolera aussi.» Entre 2007 et 2008, la fortune du patron de LVMH était passée de 23 à 17 milliards d'euros à cause du krach boursier. En 2017, la fortune cumulée des Français les plus riches représente 25,7 % du PIB français. Elle ne représentait que 6,4 % du PIB en 1996.

Autre constat de ce nouveau classement : les riches sont de plus en plus riches. Il suffisait d'avoir 14 millions d'euros en 1996 pour entrer dans le classement des 500 Français les plus fortunés. Un chiffre qui a augmenté au fil des années pour atteindre, cette année, 130 millions d'euros. Source : Le Parisien 27-06-2017

Commentaires d'internautes

1- "Le résultat de la planche à billet des banques centrales qui permet d'emprunter de l'argent à taux négatifs pour acheter des actifs les faire gonfler artificiellement au passage prendre des dividendes même si cela met en danger ces actifs puis revendre sans avoir réellement investi dans ces actifs.

Et encore on ne parle même pas du shadow banking auquel ils ont accès !"

2- "C'est incroyable comme certaines personnes trouvent cela normal, ce décallage inouï entre quelques un qui ont trop et beaucoup d'autres qui n'ont rien. Le plus démentiel c'est que c'est même personnes, qui elles ont peu, plutôt que de s'en prendre à ceux qui ont tout, s'en prennent à ceux qui n'ont rien en les accusant de profiter du systéme. Mais qui profite du systéme ?"

3- "Ou l'on remarquera quand meme que ces jolis tableaux décollent allegrement a partir de la mandature socialiste de F. Hollande. On savait effectivement la gauche socialiste proche du peuple et ennemi déclaré de la haute finance."

4- " "Gauche socialiste"…hum,hum….ne serait-ce pas le plus bel oxymore de cette matinée automnale?"

5- "Ce que ça montre, et qui est vrai depuis un moment, c'est que le travail ne paye plus. Aujourd'hui pour gagner de l'argent vaut mieux être rentier du capital (action, dividende, immobilier…)

Et au même moment le gouvernement fait les poches des modestes qui gagnent si peu de la sueur de leur front en leur sucrant 5 euros d'APL…"

6- "La finance mondialisée et apatride, les 0,0001%, sont un nouvel acteur de la lutte des classes et celui-ci n'a plus besoin d'un appareil de production pour produire de la richesse car il le fait ex-nihilo, ce qui a pour conséquence d'appauvrir ceux qui utilisent encore les moyens de production (patrons et salariés) pour produire, réellement cette fois, de la richesse. Aussi les conséquences de leur enrichissement sont toujours les mêmes : destruction de l'appareil de production et chômage de masse."

L'orientation du capitalisme mondial.

- Les millionnaires, toujours plus nombreux et plus riches, selon une étude - Reuters

Le nombre de millionnaires à travers le monde a augmenté de près de 8% l'année dernière et ils sont désormais 16,5 millions à se partager une fortune totale de 63.500 milliards de dollars, selon une étude publiée jeudi par Capgemini.

La richesse des détenteurs de grandes fortunes, désignés par l'acronyme HNWI pour "high net worth individuals" et que Cap

Gemini définit comme les détenteurs d'un patrimoine d'au moins un million de dollars (850.000 euros) hors résidence principale, objets d'art et de collection et biens courants, a progressé de 8,2% en 2016 et semble bien partie pour dépasser les 100.000 milliards de dollars d'ici 2025.

La tribu des millionnaires a accueilli 1,15 million de nouveaux venus l'année dernière, selon l'étude.

Les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne et la Chine comptent le plus grand nombre des millionnaires dont près des deux tiers résident dans l'un de ces quatre pays.

La France arrive en cinquième position avec 579.000 millionnaires, passant de justesse devant la Grande-Bretagne qui en compte 568.300.

Aux Etats-Unis leur nombre s'est accru à 4,8 millions contre 4,46 millions un an auparavant et en Chine il est passé de 1 million à 1,13 million.

L'Asie-Pacifique, l'Europe et l'Amérique du Nord ont contribué dans les mêmes proportions à l'augmentation de la richesse totale des millionnaires tandis qu'en Russie, au Brésil et au Canada ils ont renoué avec l'enrichissement après le recul de l'année précédente, selon l'étude.

En Russie, le nombre et la richesse des millionnaires ont augmenté de 20% à la faveur de la sortie du pays de la récession et du rebond de son marché boursier.

Les avoirs financiers des millionnaires étaient composés à hauteur de 31,1% d'actions au deuxième trimestre 2017 contre 24,8% en 2016. La part des obligations était stable à 18% tandis que les liquidités étaient passées de 23,5% à 27,3%.

Les actifs alternatifs comme des fonds spéculatifs, les dérivés, les devises, les matières premières ou le private equity ont en revanche vu leur part reculer de 15,7% des avoirs à 9,7%.

L'étude ne précise pas les raisons de ces réallocations au sein des avoirs financiers des millionnaires mais l'accélération de la croissance mondiale et l'abondance des liquidités liée aux politiques monétaires ultra-accommodantes des grandes banques centrales ont favorisé la hausse des marchés boursiers. Reuters 28 septembre 2017

Faits et arguments contre la propagande et l'idéologie officielle.

11 septembre 2001

La discussion autour de la tour n°7 se résume à savoir ou à se demander si cette tour de 49 étages, tombée en chute libre 7 heures après l'effondrement des tours no 1 et n° 2 du World Trade Center, est en effet tombée suite à la présence de feux de bureaux causés par la chute de débris comme l'affirme le NIST, l'agence américaine nationale des normes et de la technologie, dans sa publication en 2005 ou si au contraire, elle aurait pu être démolie suite à la présence d'explosifs. Seule la conclusion du NIST a été reprise par les médias occidentaux. (dont le blog Les-Crises.fr - LVOG)

Une étude scientifique a été publiée dans la revue Europhysicsnews de la société européenne de physique (www.EPS.org) en avril 2016 sous le titre : « 15 ans plus tard : les aspects physiques des écroulements de gratte-ciel ». Elle met en doute l'hypothèse d'un effondrement en chute libre d'une tour d'acier de 49 étages, à la suite de feux. D'ailleurs l'exemple récent de l'incendie du 13 juin 2017 de la tour de 24 étages, la Grenfell Tower de Londres, n'a pas non plus résulté en sa chute malgré les 60 heures de feu intensif.

Il paraît de plus en plus évident que la manière dont la tour no 7 s'est effondrée suggère une démolition avec assistance d'explosifs.

A regarder de plus près les témoignages de première main à New York le 11 septembre 2001, des explosions sont entendues et décrites par des pompiers et d'autres témoins. Des résidus d'explosifs ont été identifiés dans les débris pulvérisés des tours. http://arretsurinfo.ch 22.08

Parole d'internautes

1- "Professeur d'histoire en collège, je confirme les propos de Romaric Godin : l'inculture économique est organisée par les médias, mais aussi par l'Éducation nationale. Depuis plusieurs années, on a supprimé de nos programmes l'initiation économique, la Crise de 1929, et tout ce qui ressemble à une analyse du système monétaire. Ne reste plus qu'une histoire guimauve autour des "valeurs", où on invite les élèves à choisir les gentils contre les méchants. Avec pédagogie, bien sûr.

L'ennui, c'est qu'il y a une demande confuse mais réelle de la part des élèves. Lorsque je leur explique le mécanisme de la Crise de 1929, le scandale du dollar-papier, ou les conséquences sociales du libre-échange, ils deviennent très attentifs."

2- "Merci des infos cela me déplait de le dire mais nous serions donc obligé d'instruire "nous mêmes" nos enfants, petits enfants a cause de l'indigence des programmes ? C'est triste que le système capitaliste agresse l'école publique, laique et la laisse aux mains des lobbies économiques aux dernières nouvelles. IL y a 30 ans nous craignons l'entrée de ces lobbies et désormais l'école est hélas le terrain de chasse d'instructeurs peu honnêtes. Expliquer la crise de 29 est une excellente choses, les enfants doivent comprendre pourquoi tout va mal, leurs parents ayant sans doute des difficultés en lien avec le système bancaire. Tout se qui se décide a ce niveau ayant des conséquences sur la vie des citoyens."

3- "La crise de 29 était au programme de 3e puis au lycée à mon époque (née en 75). Je l'ai eue en sujet d'histoire au brevet. On demandait alors une petite dissertation, pas juste des dates. Et toutes les secondes avaient de l'initiation à l'économie. Apparemment ce n'est plus au programme…"

4- "Oui c'est logique nous devenons un peu plus "américain" chaque jour : culture, écoles, communautarisme, privatisations, modèle de société tant vanté par Georges Soros par le biais des ONG, stratégie d'influence oblige, la France perds son âme et sa culture unique. Si les français ne réagissent pas, nous allons droit vers l'aliénation, et la perte des vraies valeurs même "édulcorées" par les précédents politiciens. L'Union européenne n'étant qu'un moyen de nous coloniser encore plus, atomiser les citoyens en multiples "communautés" au lieu de la grande organisation de classe d'avant."

5- "Le prix Nobel de Sciences Economiques Maurice Allais estime qu'Il n'y a pas de différence entre la création monétaire faites par les banques centrales et les faux monnayeurs (puni par la loi). Elle se fait à partir de rien et aboutit aux mêmes résultats. La seule différence est que ceux qui en profitent sont différents…

Il y a un point commun entre les banques centrales et ces faux monnayeurs. Il crée de l'argent ex nihilo (à partir de rien)."

Comme je l'explique ailleurs, c'est plus compliqué que cela, c'est vrai et faux à la fois. Ce sont des prévaricateurs...

6- "Vous pouvez remplacer "banques centrales" par "banques commerciales" et "législateur/organismes de contole". En effet la monnaie est aussi (surtout) crée à traver les crédit octroyé par les banques commerciales (et ce à concurence des effets de leviers autorisés par ceux qui sont sensés "reguler" la chose). La banque crée de la monnaie lorsqu'elle vous prête le montant de votre prêt immobilier. Elle "s'expose" de se fait de quelques pouillemes de plus (100,000001 fous ses fonds propres au lieu de 100 fois)."

7- ""La seule différence est que ceux qui en profitent sont différents…": en effet, mais cela mérite quelques explications.

Si l'on part du principe que la monnaie ne contient pas intrinsèquement de la richesse (elle n'en est que le support), la création monétaire ne génère en elle même aucune richesse supplémentaire (bien qu'elle puisse faciliter la croissance, sous certaines conditions). Elle dilue la richesse existante dans plus de monnaie.

Le faux monnayeur s'attribue donc une partie de la richesse des autres dans les billets qu'il créée pour lui dans sa cave.

La Banque centrale, en initiant officiellement la création monétaire, fait la même chose, mais pas pour son profit personnel. La question essentielle devient alors: à qui profite cette monnaie créée?"

8- "Bernard Maris – Création et destruction monétaire :

« (…) C'est le principe fondamental de la création monétaire : si je fais un crédit papier de 100 et si je sais qu'une grande partie de ce crédit reviendra chez moi banquier, je peux multiplier le crédit bien au-delà du stock d'or dont je dispose. (…) Le mécanisme est décrit dans l'adage : « les prêts font les dépôts ». Le crédit fait les dépôts, il fait l'argent. Et non l'inverse ! Avis à ceux qui croient que l'épargne fait l'argent. Quel contresens économique !

(…) Mais la vraie garantie de la création monétaire, c'est l'anticipation de l'activité économique, du cycle production consommation. Encore faut-il que cette anticipation soit saine : toute création monétaire saine débouche sur une destruction monétaire équivalente.

(…) Nous percevons mieux la nature de la monnaie : des dettes (des créances sur la banque émettrice) qui circulent.

Des dettes qui, si elles sont saines, doivent, par l'activité économique, provoquer leur remboursement. Aujourd'hui, la monnaie est détachée de tout support matériel, on peut en créer à l'infini. »"

Quand Soros s'emmêle, ça pue !

- George Soros finance l'indépendantisme catalan - Réseau Voltaire

La fondation Open Society Initiative for Europe de George Soros a financé en 2014 des organisations militant pour l'indépendance de la Catalogne, a révélé La Vanguardia l'année dernière

Selon des documents internes, elle a versé

- 27 049 dollars au Consell de Diplomàcia Pública de Catalunya (Conseil de diplomatie publique de Catalogne) ; organisme créé par la Généralité de Catalogne avec divers partenaires privés ;

- 24 973 dollars au Centre d'Informació i Documentació Internacionals a Barcelona (CIDOB — Centre d'information et de documentation internationale de Barcelone), un think tank indépendantiste.

Le CIDOB joue le rôle de pré-ministère des Affaires étrangères pour la Généralité de Catalogne. Il défend en toutes choses le même point de vue que celui d'Hillary Clinton. Réseau Voltaire 26 septembre 2017

"George Soros financió a la agencia de la paradiplomacia catalana", Quico Sallés, La Vanguardia, 16 de agosto de 2016.

http://www.lavanguardia.com/politica/20160816/403969314802/george-soros-diplocat-financio.html

La voix des manipulateurs

La voix d'Israël.

- Quand le parti travailliste britannique s'abîme dans un antisémitisme quasi assumé - Atlantico.fr

- Pourquoi le Kurdistan indépendant a peu de chances de voir le jour - Franceinfo

La voix de la NED/CIA/Open Society

- Manifestation pour le 3e anniversaire d'"Occupy" à Hong Kong - Reuters

- Russie: l'opposant Alexeï Navalny interpellé à Moscou - AFP

- Référendum en Catalogne : «On nous prive de notre liberté de parole» - LeParisien.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis.

Les faits en marge des violentes manifestations à Charlottesville par Philippe Huysmans - 17 août 2017

Ce que le Monde passe sous silence.

Si en effet l'appellation alt-left utilisée par Donald Trump constitue une première, et donc une sorte de néologisme, les violences, elles, ont bel et bien perpétrées par les deux camps qui ont semé la désolation dans la ville. Et ceux-là sont connus partout dans le monde depuis les années '30, sous le nom d'antifas. Ils partagent les mêmes méthodes violentes que ceux qu'il prétendent combattre et s'avèrent souvent être d'authentiques fascistes. C'est actuellement l'arme de prédilection du pouvoir pour couper court à toute tentative d'émergence d'une gauche véritable, ou de l'idéologie anarchiste. Raison pour laquelle la violence est, dans leur cas tolérée, voire encouragée.

Parce que, tout de même, les autorités savaient pertinemment bien que les gros beaufs suprémacistes allaient débouler en ville, et

ils ne pouvaient pas ignorer qu'une contre-manifestation des antifas était, elle-aussi, prévue. Cela ne pouvait donc tourner qu'à l'affrontement, et dégénérer. La responsabilité des autorités, en pareil cas, est de maintenir une distance de sécurité entre les deux groupes de manifestants, en s'interposant, et en canalisant celles-ci. Pourquoi ceci n'a-t-il pas été fait, c'est la première question à se poser.

Le Monde… en fait des tonnes

La propension des médias de gôche bobo-solférinienne à dépeindre l'Amérique de 2017 comme s'il s'agissait de Munich en 1936 est proprement sidérante. Si les mouvements suprémacistes aux USA ont bel et bien eu leur heure de gloire, ils ne sont plus aujourd'hui que l'ombre d'eux-mêmes, les chiffres sont éloquents :

Ku Klux Klan

Comptait jusqu'à 4 millions de membre à son apogée, en 1925. Ils ne seraient plus aujourd'hui que 4.000, après que leurs effectifs furent tombé à 3.000 autour de 1978. À noter que les estimations actuelles sont données non pas par des agences officielles, mais par l'Anti-Defamation League qui est elle-même une émanation du B'nai B'rith. Si l'on ramène ça à la population du pays en 2016 (323,1 millions), cela nous donne 0,001238007 %, soit une personne sur cent mille, environ.

American Nazi Party

Au mieux, on peut estimer que ce parti politique (qui ne compte aucun élu), pèse au plus 200 ou 300 adhérents à travers tout le pays, puisque, selon Wikipedia, le National Socialist Movement (un autre mouvement d'inspiration nazie) était, d'après le New York Times (2011), « le plus important mouvement suprémaciste avec 400 membres répartis dans 32 États ». Totalement anecdotique.

Les « non classés »

Une partie des laissés-pour-compte de la société américaine, notamment dans la ceinture de rouilleet dans les États du Sud représentent le véritable vivier de l'intolérance et du suprémacisme blanc. Qu'y a-t-il d'étonnant à celà ? Partout ou le chômage et la misère sont endémiques parmi certaines couches de la population, l'extrême droite fait florès. Et comme à chaque fois, on a les responsables tout trouvés ! Les étrangers, les immigrants, qui viennent manger le pain des Français Américains.

Selon moi, ça n'en fait pas des nazis, sauf à penser que l'électorat de Marine Le Pen serait, lui-aussi, constitué d'authentiques nazis bouilleurs de chatons.

Venezuela.

Venezuela : l'indulgence de la presse française pour la violence d'extrême-droite Par LVSL - 18 août 2017

Au Mexique, la prétendue guerre totale contre les cartels de drogue lancée en 2006 par le président Felipe Calderón et poursuivie par son successeur Enrique Peña Nieto aurait déjà fait entre 70 000 et 100 000 morts et disparus et le bilan macabre continue de s'alourdir. Cependant, la situation au Mexique ne fait pas les gros titres de la presse française ; c'est un autre pays latino-américain traversant une profonde crise économique, sociale et politique, qui retient l'attention des médias de masse : le Venezuela.

Quel est le ressort de cet effet médiatique de miroir grossissant sur les convulsions vénézuéliennes et d'invisibilisation des autres pays latino-américains ? C'est qu'au-delà du parti pris atlantiste de la classe dominante française, le Venezuela est également instrumentalisé à des fins de politique intérieure. Autrement dit, avec le Venezuela, le camp néolibéral fait d'une pierre, deux coups : relayer l'agenda géopolitique de Washington qui n'exclut pas une intervention militaire et donner des uppercuts à la gauche de transformation sociale (FI et PCF), quitte à banaliserl'aile la plus radicale de la droite vénézuélienne qui est aujourd'hui en position de force au sein de la MUD, la large et composite coalition d'opposition au chavisme. Il ne s'agit pas de prétendre ici que les forces de l'ordre vénézuéliennes ne seraient responsables de rien, qu'Hugo Chávez Frías et son successeur seraient irréprochables et n'auraient commis aucune erreur, notamment en matière de diversification économique ou de lutte contre l'inflation ou bien encore que le « chavisme » ne compterait pas, dans ses rangs, des éléments corrompus ou radicaux. Il s'agit de mettre en lumière que le parti pris médiatique majoritaire en faveur de l'opposition vénézuélienne, y compris de l'extrême-droite, répond à la volonté de marteler, ici comme là-bas, qu'il n'y a pas d'alternative au modèle néolibéral et à ses avatars, pour reprendre la formule consacrée et popularisée en son temps par Margaret Thatcher, fidèle soutien de l'ancien dictateur chilien, Augusto Pinochet.

La droite réactionnaire vénézuélienne jugée respectable dans la presse française

Fait inquiétant : la frange la plus extrême et « golpiste » de la droite vénézuélienne semble avoir les faveurs de l'administration Trump. La veille de l'élection de l'assemblée nationale constituante, le vice-président Mike Pence a téléphoné à Leopoldo

López, figure de cette frange radicale, pour le féliciter pour « son courage et sa défense de la démocratie vénézuélienne ». Lilian Tintori, l'épouse de López, accompagnée de Marco Rubio, un sénateur républicain partisan de la ligne dure et de l'ingérence contre Cuba et le Venezuela, avait été reçue à la Maison Blanche par Donald Trump, quelques mois plus tôt. Qui se ressemble, s'assemble. Pourtant, après avoir largement pris parti pour la campagne d'Hillary Clinton au profil bien plus rassurant que Donald Trump, la presse française dominante, y compris celle qui se réclame de la « gauche » sociale-démocrate (Libération, L'Obs), ne semble guère s'émouvoir, aujourd'hui, de cette internationale de la droite réactionnaire entre les Etats-Unis d'Amérique et le Venezuela. Nous avons pourtant connu notre presse dominante plus engagée contre l'extrême-droite comme, par exemple, lorsqu'il s'agissait de faire campagne pour Emmanuel Macron au nom du vote utile contre Marine Le Pen.

Il faut dire que la presse dominante a mis beaucoup d'eau dans son vin en ce qui concerne ses critiques à l'encontre de Trump depuis qu'il est à la tête de l'Etat nord-américain, comme on a pu notamment le constater lors de sa visite officielle le 14 juillet dernier. De plus, notre presse entretient de longue date un flou bien plus artistique que journalistique sur la véritable nature politique d'une partie de l'opposition vénézuélienne voire sur l'opposition tout court. Ainsi dans un article du Monde, on peut lire que la « Table de l'Unité Démocratique » (MUD) est une « coalition d'opposants qui va de l'extrême-gauche à la droite ». S'il existe bien une extrême-gauche et un « chavisme critique » au Venezuela comme Marea Socialista ou le journal Aporrea, ce courant politique n'a jamais fait partie de la MUD qui est une coalition qui va d'Acción Democratica, le parti social-démocrate historique converti au néolibéralisme dans les décennies 80-90 à la droite extrême de Vente Venezuela de Maria Corina Machado et de Voluntad Popular de Leopoldo López. En février 2014, L'Obs publie un portrait dithyrambique de Leopoldo López. Sous la plume de la journaliste Sarah Diffalah, on peut lire que « sur la forme, comme sur le fond, Leopoldo López est plutôt brillant », que c'est un « homme de terrain », « combattif », qu'il a une « hauteur intellectuelle certaine », qu'il « peut se targuer d'une solide connaissance dans le domaine économique », que « la résistance à l'oppression et la lutte pour l'égalité, il y est tombé dedans tout petit », qu'il est un « époux modèle », qu'il a une « belle allure » et qu'il est devenu « le héros de toute une frange de la population ». On y apprend également que Leopoldo López est « de centre-gauche » ! Henrique Capriles, un autre leader de l'opposition, serait ainsi « plus à droite que lui ». Pourtant, dans le dernier portrait que L'Obs consacre à Leopoldo López, on lit bien qu'il « présente l'aile la plus radicale de la coalition d'opposition » ! Leopoldo López n'a pourtant pas évolué idéologiquement depuis 2014… et L'Obs non plus. Cherchez l'erreur.

Le magazine américain Foreign Policy, peu suspect de sympathie pour le chavisme, a publié, en 2015, un article sur la fabrication médiatique du personnage de Leopoldo López intitulé « The making of Leopoldo López » qui dresse un portrait de l'homme bien moins élogieux que celui de L'Obs. L'article répertorie notamment tous les éléments qui prouvent que Leopoldo López, à l'époque maire de la localité huppée de Chacao (Caracas), a joué un rôle dans le coup d'état d'avril 2002 quand bien même, par la suite, la campagne médiatique lancée par ses troupes a prétendu le contraire. L'article rappelle également qu'il est issu de l'une des familles les plus élitaires du Venezuela. Adolescent, il a confié au journal étudiant de la Hun School de Princeton qu'il appartient « au 1% de gens privilégiés ». Sa mère est une des dirigeantes du Groupe Cisnero, un conglomérat médiatique international et son père, homme d'affaires et restaurateur, siège au comité de rédaction de El Nacional, quotidien vénézuélien de référence d'opposition. Ce n'est pas franchement ce qu'on appelle un homme du peuple. Après ses études aux Etats-Unis – au Kenyon College puis à la Kennedy School of Government de l'université d'Harvard -, il rentre au Venezuela où il travaille pour la compagnie pétrolière nationale PDVSA. Une enquête conclura plus tard que López et sa mère, qui travaillait également au sein de PDVSA, ont détourné des fonds de l'entreprise pour financer le parti Primero Justicia au sein duquel il militait. L'Humanité rappelle ses liens anciens et privilégiés avec les cercles du pouvoir à Washington ; en 2002, il rencontre la famille Bush puis rend visite à l'International Republican Institute, qui fait partie de la NED (National Endowment for Democracy) qui a injecté des millions de dollars dans les groupes d'opposition tels que Primero Justicia.

En 2015, Leopoldo López est condamné par la justice vénézuélienne à 13 ans et neuf mois de prison pour commission de délits d'incendie volontaire, incitation au trouble à l'ordre public, atteintes à la propriété publique et association de malfaiteurs. Il est condamné par la justice de son pays pour son rôle d'instigateur de violences de rue en 2014, connues sous le nom de « guarimbas » (barricades), pendant la campagne de la « salida » (la sortie) qui visait à « sortir » Nicolás Maduro du pouvoir, élu démocratiquement un an auparavant. Ces violence se solderont par 43 morts au total dont la moitié a été causée par les actions des groupes de choc de l'opposition et dont 5 décès impliquent les forces de l'ordre, selon le site indépendant Venezuelanalysis. L'opposition, les Etats-Unis et ses plus proches alliés vont s'employer à dénoncer un procès politique et vont lancer une vaste campagne médiatique internationale pour demander la libération de celui qui est désormais, à leurs yeux, un prisonnier politique (#FreeLeopoldo). La presse française dominante embraye le pas et prend fait et cause pour Leopoldo López. Pour le Monde, il est tout bonnement le prisonnier politique numéro 1 au Venezuela.Pourtant, à l'époque, la procureure générale Luisa Ortega Diaz, qui, depuis qu'elle critique le gouvernement Maduro, est devenue la nouvelle coqueluche des médias occidentaux et suscite désormais l'admiration de Paulo Paranagua du Monde qui loue son « indépendance », estimait que ces « manifestations » « [étaient] violentes, agressives et [mettaient] en danger la liberté de ceux qui n'y participent pas ». Paulo Paranagua parlait, quant à lui, de « manifestations d'étudiants et d'opposants [sous-entendues pacifiques, ndlr], durement réprimées » dans un portrait à la gloire de Maria Corina Machado, très proche alliée politique de Leopoldo López, présentée comme la « pasionaria de la contestation au Venezuela » comme l'indique le titre de l'article. Notons que si Luisa Ortega est aujourd'hui très critique du gouvernement Maduro, elle n'a, en revanche, pas changé d'avis sur la culpabilité de Leopoldo López et la nature des faits qui lui ont valu sa condamnation. Dans l'article de Sarah Diffalah de l'Obs, la stratégie insurrectionnelle de la « salida » est qualifiée de « franche confrontation au pouvoir » qui constitue néanmoins « une petite ombre au tableau » de López, non pas pour son caractère antidémocratique et violent mais parce qu' elle a créé des remous au sein de la coalition d'opposition car, selon la journaliste, « certains goûtent moyennement à sa nouvelle médiatisation ». Et la journaliste de se demander s'il ne ferait pas « des jaloux ». Cette explication psychologisante s'explique peut-être par le fait que Leopoldo López avait déclaré à L'Obs, de passage à Paris, qu'il entendait trouver des « luttes non-violentes, à la façon de

Martin Luther King » et que Sarah Diffalah a bu ses paroles au lieu de faire son travail de journaliste.

Le chiffre incontestable de plus de 120 morts depuis le mois d'avril, date à laquelle l'opposition radicale a renoué avec la stratégie insurrectionnelle, est largement relayé dans la presse hexagonale sauf que l'on oublie souvent de préciser que « des candidats à la constituante et des militants chavistes ont été assassinés tandis que les forces de l'ordre ont enregistré nombre de morts et de blessés » comme le rappelle José Fort, ancien chef du service Monde de l'Humanité, sur son blog. Par exemple, la mort d'Orlando José Figuera, 21 ans, poignardé puis brûlé vif par des partisans de l'opposition qui le suspectaient d'être chaviste en raison de la couleur noire de sa peau, en marge d'une « manifestation » dans le quartier cossu d'Altamira (Caracas), n'a pas fait les gros titres en France. On dénombre plusieurs cas similaires dans le décompte des morts.

Exemple typique de ce qui s'apparente à un mensonge par omission : dans un article de Libération, on peut lire que « ces nouvelles violences portent à plus de 120 morts le bilan de quatre mois de mobilisation pour réclamer le départ de Nicolás Maduro » sans qu'aucune précision ne soit apportée quant à la cause de ces morts. On lit tout de même plus loin qu'« entre samedi et dimanche, quatre personnes, dont deux adolescents et un militaire, sont mortes dans l'Etat de Tachira, trois hommes dans celui de Merida, un dans celui de Lara, un autre dans celui de Zulia et un dirigeant étudiant dans l'état de Sucre, selon un bilan officiel. » Le journaliste omet cependant de mentionner que parmi ces morts, il y a celle de José Félix Pineda, candidat chaviste à l'assemblée constituante, tué par balle à son domicile.La manipulation médiatique consiste en un raccourci qui insinue que toutes les morts seraient causées par un usage disproportionné et illégitime de la force par les gardes nationaux et les policiers, et qu'il y aurait donc, au Venezuela, une répression systématique, meurtrière et indistincte des manifestants anti-Maduro forcément pacifiques. L'information partielle devient partiale. L'article de Libération est en outre illustré par une photo de gardes nationaux, accompagnée de la légende « des policiers vénézuéliens affrontent des manifestants le 30 juillet 2017 ». Les images jouent en effet un rôle central dans la construction d'une matrice médiatique.

Et Marianne de titrer sur « l'assemblée constituante, élue dans un bain de sang », faisant écho au titre d'une vidéo de 20 minutes « Venezuela : après l'élection dans le sang de l'Assemblée constituante, l'avenir du pays est incertain », au titre de l'article du Dauphiné « après le bain de sang, le dictateur Maduro jette ses opposants en prison », à celui de L'express « Maduro saigne le Venezuela » ou encore au titre d'un article du Monde « Au Venezuela, une assemblée constituante élue dans le sang », signé par Paulo Paranagua, le journaliste chargé du suivi de l'Amérique Latine du quotidien, particulièrement décrié pour sa couverture de l'actualité vénézuélienne.A cet égard, Thierry Deronne, un belge installé de longue date au Venezuela, a écrit et publié, cette année, sur son blog, un article décryptant le traitement pour le moins discutable du Venezuela par Le Monde et Maurice Lemoine, ancien rédacteur en chef du Monde Diplomatique, s'était fendu, en 2014, d'un courrier au médiateur du Monde à ce sujet.

Au micro de la radio suisse RTS (07/07/2017), le même Maurice Lemoine s'insurge contre ces raccourcis médiatiques : « J'y suis allé pendant trois semaines [au Venezuela, ndlr].

Les manifestations de l'opposition sont extrêmement violentes, c'est-à-dire que vous avez une opposition qui défile de 10h du matin jusqu'à 1h de l'après-midi et, ensuite, elle est remplacée par des groupes de choc de l'extrême-droite avec des délinquants. […] Ils sont très équipés et c'est une violence qui n'a strictement rien à avoir avec les manifestations que nous avons ici en Europe. On vous dit « répression des manifestations au Venezuela, 90 morts ». C'est pas vrai ! C'est pas vrai ! […] En tant que journaliste, je m'insurge et je suis très en colère. Dans les 90 morts, vous avez 8 policiers et gardes nationaux qui ont été tués par balle. Vous avez, la semaine dernière, deux jeunes manifestants qui se sont fait péter avec des explosifs artisanaux. Vous avez des gens, des chavistes, qui essayent de passer une barricade et qui sont tués par balle, c'est-à-dire que la majorité des victimes ne sont pas des opposants tués par les forces de l'ordre et, y compris dans les cas – parce qu'il y en a eu – de grosses bavures et de manifestants qui sont victimes des forces de l'ordre, les gardes nationaux ou les policiers sont actuellement entre les mains de la justice. Il y a une présentation du phénomène qui, de mon point de vue de journaliste, est très manipulatrice. »

En outre, la presse mainstream insiste lourdement sur la « polarisation politique », certes incontestable, au Venezuela pour mieux cacher une polarisation sociale à la base du conflit politique. Comme le souligne Christophe Ventura, chercheur à l'IRIS et spécialiste de l'Amérique Latine, dans une interview à L'Obs, « l'opposition peut se targuer d'avoir le soutien d'une partie de la population mais il ne s'agit sûrement pas du peuple « populaire ». Principalement, ce sont des classes moyennes, aisées, jusqu'à l'oligarchie locale tandis que le chavisme s'appuie sur des classes plus populaires, voire pauvres. En fait, le conflit politique qui se joue aujourd'hui cache une sorte de lutte des classes. L'opposition a donc un appui populaire en termes de population mais pas dans les classes populaires. » Les manifestations de l'opposition se concentrent, en effet, dans les localités cossues de l'est de la capitale (Chacao, Altamira) gouvernées par l'opposition tandis que les barrios populaires de l'ouest de la capitale restent calmes. La base sociale de l'opposition est un détail qui semble déranger la presse mainstream dans la construction du récit médiatique d'un peuple tout entier, d'un côté, dressé contre le « régime » de Nicolás Maduro et sa « bolibourgeoisie » qui le martyrise en retour, de l'autre côté.

Ainsi, les manifestations pro-chavistes qui se déroulent d'ordinaire dans le centre de Caracas sont souvent invisibilisées dans les médias français. Le 1er septembre 2016, l'opposition avait appelé à une manifestation baptisée « la prise de Caracas » et les chavistes avaient organisé, le même jour, une contre-manifestation baptisée « marée rouge pour la paix ». Une journée de double-mobilisation donc. Le Monde titrera sur « la démonstration de force des opposants au président Maduro » en ne mentionnant qu'en toute fin d'article que les chavistes avaient organisé une manifestation le même jour qui « a réuni quelques

milliers de personnes ». Ces quelques milliers de chavistes, n'auront pas le droit, eux, à une photo et une vidéo de leur manifestation… D'autant plus qu'ils étaient sans doute plus nombreux que ce que veut bien en dire le quotidien. Dans un article relatant une manifestation d'opposition de vénézuéliens installés à Madrid qui a eu lieu quelques jours plus tard, Le Monde mentionne la « prise de Caracas » du 1er septembre mais réussit le tour de force de ne pas mentionner une seule fois la « marée rouge » chaviste. En réalité, les deux camps politiques avaient réuni beaucoup de monde, chacun de leur côté, illustrant ainsi la polarisation politique et sociale du Venezuela.

Les photos des manifestations de l'opposition et des heurts avec les forces de l'ordre sont largement diffusées et les événements sont traités comme un tout indistinct alors que ces mobilisations d'opposition se déroulent en deux temps, comme l'explique Maurice Lemoine et que les manifestants pacifiques de la matinée ne sont pas les mêmes « manifestants » qui, encagoulés, casqués et armés, s'en prennent aux forces de l'ordre dans l'après-midi. Cet amalgame rappelle le traitement médiatique des mobilisations sociales contre la Loi Travail sauf que, dans le cas français, les médias de masse avaient pris fait et cause pour le gouvernement et les forces de l'ordre et avaient stigmatisé le mouvement social, en amalgamant manifestants et casseurs qui passeraient, soit dit en passant, pour des enfants de chœur à côté des groupes de choc de l'opposition vénézuélienne. Ce parti pris médiatique majoritaire s'explique sans doute parce qu'au Venezuela, le gouvernement est antilibéral et l'opposition est néolibérale, conservatrice voire réactionnaire tandis qu'en France, c'est précisément l'inverse. Sous couvert de dénoncer la violence, la presse de la classe dominante défend, en réalité, à Paris comme à Caracas, les intérêts de la classe dominante.

Le Venezuela devient un sujet de politique intérieure en France

Après avoir publié une interview de Christophe Ventura en contradiction avec sa ligne éditoriale, certes relayée sur sa page Facebook à une heure creuse et tardive (lundi 31/07/2017 à 21h41) et sans véritable accroche, L'Obs renoue avec la stratégie d'instrumentalisation du dossier vénézuélien pour faire le procès de la gauche antilibérale française en relayant sur Facebook le surlendemain, cette fois-ci à une heure de pointe (18h30 pétantes), un article intitulé « Venezuela : La France Insoumise peine à expliquer sa position sur Maduro », agrémenté de la photo choc d'une accolade entre Hugo Chávez et Jean-Luc Mélenchon. Le texte introductif précise qu'un tweet a refait surface. Un tweet qui date de… 2013.

Plutôt que d'informer les lecteurs sur la situation au Venezuela, la priorité semble donc être de mettre l'accent sur des enjeux purement intérieurs. Une avalanche d'articles dénonçant les « ambiguïtés » de la France Insoumise s'abat sur la presse hexagonale. Le Lab d'Europe 1 se demande « comment la France Insoumise justifie les positions pro-Maduro de Mélenchon ».

A France Info, on semble avoir la réponse : « désinformation », situation « compliquée » : comment des députés de La France Insoumise analysent la crise vénézuélienne.

L'hebdomadaire Marianne, quant à lui, parle des « positions équilibristes de la France Insoumise et du PCF ». LCI titre sur le « malaise de la France Insoumise au sujet de Maduro » puis publie une sorte de dossier sur « Jean-Luc Mélenchon et le régime chaviste : économie, Poutine, constituante, les points communs, les différences ». Une partie de la presse alternative et indépendante de gauche n'est pas en reste non plus, à l'instar de Mediapart qui se fait depuis plusieurs mois le relai médiatique en France du « chavisme critique », un courant politique qui participe depuis longtemps au débat d'idées au Venezuela et qui n'est pas dénué d'intérêt pour comprendre la réalité complexe du pays et de sa « révolution bolivarienne ». Ainsi, le journal d'Edwy Plenel, très modérément alternatif sur l'international et sur Mélenchon, en profite pour régler ses comptes avec la FI et le PCF en dénonçant leurs « pudeurs de gazelle pour le Venezuela ».

Les députés insoumis sont sommés de s'expliquer à l'instar d'Eric Coquerel face aux journalistes d'Europe 1 qui ne lui ont posé presque que des questions sur le Venezuela alors qu'il ne s'agissait en aucun cas d'une émission spéciale sur le pays latino-américain. Ce déploiement médiatique ressemble furieusement à une injonction morale faite à la France Insoumise et à son chef de file dont on reproche avec insistance le silence sur le sujet, de condamner, bien entendu, ce « régime » honni et de souscrire au discours dominant. Les insoumis et les communistes français ne sont pas seuls au monde dans cette galère médiatique. Unidos Podemos, en Espagne, fait face au même procès médiatique depuis des années. Outre-Manche, c'est Jeremy Corbyn et ses camarades qui sont, en ce moment, sur la sellette.Cette instrumentalisation franco-française du Venezuela ne date pas d'hier. On se souvient par exemple de la polémique lancée par Patrick Cohen, à 10 jours du 1ertour des élections présidentielles, sur l'ALBA, de la manchette du Figaro du 12 avril « Mélenchon : le délirant projet du Chavez français » et des nombreux parallèles à charge entre le Venezuela bolivarien et le projet politique du candidat qui ont émaillé la campagne. La rengaine a continué pendant les élections législatives avec un article du Point sobrement intitulé « Venezuela, l'enfer mélenchoniste », publié la veille du second tour.

Aujourd'hui, le coup de projecteur médiatique sur l'élection de l'assemblée constituante vénézuélienne est, une fois encore, l'occasion d'instruire le procès des mouvements antilibéraux français : ainsi, pour Eric Le Boucher (Slate), le Venezuela est « la vitrine de l'échec du mélenchonisme. En réalité, la FI et le PCF, ont tort, aux yeux du parti médiatique, de ne pas adhérer au manichéisme ambiant sur une situation aussi grave et complexe et à sa décontextualisation géopolitique.

Ils refusent également d'alimenter la diabolisation et le vieux procès en dictature que se traîne le chavisme depuis presque toujours alors qu'en 18 ans de « révolution bolivarienne », 25 scrutins reconnus comme transparents par les observateurs internationaux ont été organisés, que l'opposition contrôle d'importantes villes, des États et l'Assemblée Nationale et

que les médias privés d'opposition sont majoritaires (El Universal, Tal Cual, Ultimas Noticias, El Nacional Venevision, Televen, Globovision, etc.). Que la gauche antilibérale puisse considérer le chavisme comme une source d'inspiration pour ses politiques de redistribution des richesses et non pas un modèle « exportable » en France, contrairement à ce que bon nombre de journalistes tentent d'insinuer (Nicolas Prissette à Eric Coquerel, sur un ton emporté, « franchement, est-ce que c'est ça, le modèle vénézuélien que vous défendez ? » sur Europe 1) semble être un délit d'opinion dans notre pays.

Puisque le Venezuela est en passe de devenir un véritable sujet de politique intérieure, rappelons aux éditorialistes de tout poil et autres tenants de l'ordre établi que, par leur atlantisme aveugle et leur libéralisme économique forcené, ils se persuadent qu'ils défendent la liberté et la démocratie au Venezuela alors qu'ils sont tout simplement en train d'apporter un soutien médiatique et politique international décisif à la stratégie violente de l'extrême-droite vénézuélienne et ce, quelles que soient les critiques légitimes que l'on puisse faire à l'exécutif vénézuélien et aux chavistes. Leur crédibilité risque d'être sérieusement entamée la prochaine fois qu'ils ressortiront l'épouvantail électoral du Front National pour faire voter « utile ».

La question kurde.

Le référendum biaisé d'indépendance d'un Kurdistan en Irak - Réseau Voltaire

Le président de la région du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, a déclaré qu'en l'absence de contre-propositions de la Communauté internationale, le référendum d'indépendance prévu lundi 25 septembre 2017 aurait bien lieu.

Le Conseil de sécurité des Nations Unies n'est pas parvenu à convenir ni d'une résolution (ayant valeur en Droit international), ni même d'une déclaration de son président (indiquant le point de vue des membres du Conseil), mais uniquement d'un communiqué de presse condamnant la possible sécession. À l'évidence, certains membres du Conseil tiennent un discours public qui masque mal leurs intentions sur le terrain.

Le scrutin se tiendra non seulement dans la région autonome du Kurdistan, mais aussi dans les territoires annexés par les Barzani en lien avec Daesh. Le référendum est une décision unilatérale d'Erbil, condamnée par l'Assemblée nationale, le Gouvernement fédéral et la Cour suprême de Bagdad. Il intervient maintenant car plus de 3 millions de non-Kurdes ont fui la région du fait du nettoyage ethnique entrepris par les Barzani et se sont réfugiés en Turquie et en Syrie. Il reste environ 8 millions de Kurdes dans la zone.

Cependant, les finances du Kurdistan indépendant seront difficiles à assurer compte tenu des dépenses militaires engagées et du prix du pétrole alentour de 70 dollars seulement le baril.

Le Français Total exploite au maximum le champ de Shaikan. Le Russe Rosneft vient de signer un contrat avec le président Barzani pour construire un nouveau gazoduc d'une valeur d'un milliard de dollars. Le Britannique Gulf Keystone Petroleum s'apprête également à développer ses investissements sur place.

Cependant, la Turquie qui détient l'opérateur du pipeline kurdo-turc, BOTAS Petroleum Pipeline Corporation, pourrait couper brutalement le transport au port de Ceyhan. L'armée turque masse des troupes à la frontière du Kurdistan iraquien, officiellement dans le cadre d'exercices. La presse régionale considère que le président Recep Tayyip Erdogan est prêt à une intervention militaire.

Un accord pourrait être trouvé. Dans ce cas, le référendum ne serait pas suivi d'une proclamation d'indépendance.

Source : « Le référendum biaisé d'indépendance d'un Kurdistan en Irak », Réseau Voltaire, 23 septembre 2017, www.voltairenet.org/article198014.html

Kurdistan : ce que cache le référendum - Réseau Voltaire

Dans un monde où les images comptent plus que les réalités, la presse évoque un référendum démocratique pour l'indépendance du Kurdistan iraquien. Cependant, outre que constitutionnellement ce référendum devrait se tenir dans tout l'Iraq et non pas uniquement dans la zone indépendantiste, plusieurs millions d'électeurs non-kurdes ont déjà été chassés de chez eux et ne pourront plus y retourner. Dans les bureaux de vote, seuls les indépendantistes surveilleront la régularité de ce scrutin. Thierry Meyssan révèle cette escroquerie et les intérêts impérialistes qu'elle cache.

Le référendum pour l'indépendance du Kurdistan est un jeu de dupes. Les États-Unis qui le soutiennent sous la table, s'y opposent en public. La France et le Royaume-Uni font de même, espérant que Washington réalisera leur vieux rêve. La Russie n'est pas en reste, laissant entendre que bien qu'opposée à tout changement unilatéral, elle pourrait soutenir l'indépendance… tout au moins si tout le monde admet l'indépendance de la Crimée et par voie de conséquence, son rattachement à Moscou.

Le degré d'hypocrisie des membres permanents du Conseil de sécurité est tel qu'ils ne sont pas parvenus à statuer sur cette

question, malgré leur apparente unanimité. Ils n'ont pas adopté de résolution (c'est-à-dire de texte ayant force de loi internationale), ni de déclaration présidentielle (c'est-à-dire une position commune des membres du Conseil), tout juste un insipide communiqué de presse lors de leur réunion du 19 septembre [1].

Il existe actuellement huit États non reconnus : l'Abkhazie, Chypre-Nord, le Haut-Karabagh, le Kosovo, l'Ossétie, le Sahara occidental, le Somaliland et la Trasnistrie. Tandis que deux régions européennes espèrent leur indépendance : la Catalogne et l'Écosse. Toute modification du statut du Kurdistan iraquien aura des conséquences sur cette dizaine d'autres pays.

L'indépendance du Kurdistan iraquien serait un tour de force, dans la mesure où il s'agirait de déplacer le Kurdistan, tel qu'il a été reconnu par la Conférence de Sèvres en 1920, du territoire turc actuel au territoire iraquien. Certes, tout le monde s'est habitué à utiliser le mot Kurdistan pour désigner cette région dont Londres et Washington ont supervisé depuis 1991 le nettoyage ethnique lent et continu.

Lors de « Tempête du désert », cette région hébergeait une majorité d'Iraquiens kurdes. Londres et Washington en firent une zone de non-survol pour l'armée du président Hussein. Ils y placèrent autoritairement au pouvoir un de leurs collaborateurs de la Guerre froide, Massoud Barzani, qui débuta le déplacement des populations non-kurdes. Ce même Barzani, quoi qu'élu par deux fois depuis, se maintient au pouvoir depuis plus de deux ans sans mandat. L'Assemblée nationale qui exige son départ, ne s'est réunie qu'une fois depuis la fin de son mandat, pour voter le principe du référendum, mais en l'absence du Goran ; un parti qui ne cesse de dénoncer le système féodal des Barzani et des Talabani, le népotisme et la corruption qui en découlent. Dans les faits, Massoud Barzani occupe le pouvoir de manière ininterrompue depuis 26 ans.

De 1991 à 2003, les non-Kurdes ont progressivement quitté la zone de non-survol, de sorte que celle-ci a été proclamée Kurdistan iraquien lors de la défaite du président Hussein.

Le 1er juin 2014, les services secrets d'Arabie saoudite, des États-Unis, d'Israël, de Jordanie, de la région autonome du Kurdistan iraquien, du Qatar, du Royaume-Uni et de Turquie ont organisé à Amman (Jordanie) une réunion préparatoire de l'invasion de l'Iraq par Daesh. Nous connaissons l'existence de ce meeting par le document turc qu'Özgür Gündem a immédiatement publié [2]. Ce quotidien —auquel j'ai collaboré– a été fermé depuis par le « sultan » Recep Tayyip Erdogan [3].

Selon ce document, il a été convenu de coordonner Daesh et la région du Kurdistan iraquien. Le premier a lancé une offensive éclair pour s'emparer de Mossoul, tandis que la seconde s'est emparée de Kirkouk. Le président Massoud Barzani s'était rendu quatre jours plus tôt en Jordanie rencontrer des participants à cette réunion. Il veilla à ne pas y participer, mais y fut représenté par son fils Masrour, le chef de son propre service de Renseignement.

Lorsque Daesh a envahi la partie d'Iraq que les États-Unis lui avaient préalablement attribuée, il fit prisonniers au passage les yazédis et les réduisit en esclavage. L'immense majorité des yazédis est kurde, mais conformément à l'accord d'Amman, les Barzani voisins ne sont pas intervenus, y compris lorsque certains ont fui dans les montagnes de Sinjar. Ces fuyards furent en définitive sauvés par des commandos du PKK turc. Les kurdes turcs les ont tous sauvés qu'ils soient kurdes ou non. Ils utilisèrent cette victoire pour demander leur reconnaissance par les Occidentaux (qui les considèrent depuis la Guerre froide comme des terroristes). La réécriture actuelle de cette affaire par les Barzani ne saurait effacer ce crime contre son propre peuple [4]. Au demeurant, depuis la libération de leurs terres, les yazédis restant sur place ont proclamé leur propre gouvernement autonome. Ils refusent d'être administrés par d'autres kurdes, de sorte que tous les yazédis boycottent le référendum [5].

Un autre célèbre kurde participait à la réunion d'Amman : l'islamiste Mullah Kerkar. Celui-ci était emprisonné en Norvège où il purgeait une peine de cinq ans de prison pour avoir menacé de mort à la télévision la future Premier ministre, Erna Solberg. Il se rendit à ce sommet à bord d'un avion de l'Otan et réintégra sa cellule les jours suivants. Il révéla alors son allégeance à Daesh. Il ne fut pas jugé pour appartenance à une organisation terroriste, mais bénéficia d'une remise de peine de deux ans et fut libéré. Il dirigea alors Daesh en Europe, depuis Oslo, sous la protection de l'Otan. Manifestement, le réseau Stay-behind de l'Alliance atlantique fonctionne toujours [6]

Ayant annexé Kirkuk, le gouvernement régional du Kurdistan iraquien étendit à la zone le nettoyage ethnique que ses membres avaient perpétré dans la zone de non-survol de 1991 à 2003.

On peut être rassuré : le président inamovible Barzani a assuré qu'il ne prendrait pas de mesures de rétorsion contre les électeurs qui voteraient “Non”.

Le président non-constitutionnel Barzani a annoncé que toutes les populations du Kurdistan iraquien et des territoires annexés pourront participer au référendum. Toutes ces régions hébergeaient plus d'une douzaine de millions de citoyens en 2013. Mais aujourd'hui trois millions de citoyens non-kurdes ont été contraints de les fuir. Ce sont donc des électeurs choisis qui ont été appelés aux urnes pour décider de l'avenir, non seulement à la place des habitants légitimes expulsés, mais aussi de tous les autres Iraquiens.

Pour participer à ce référendum, il faut :

- habiter au Kurdistan ou dans les régions annexées ;
- avoir plus de 18 ans ;
- s'être fait enregistrer avant le 7 septembre sur les registres électoraux ;
- et pour les personnes réfugiées à l'étranger, s'être fait enregistrer pour pouvoir voter électroniquement… ce qui suppose qu'elles présentent d'abord leurs papiers à l'autorité électorale du Kurdistan dont elles ont été chassées.

Au demeurant, les Barzani ont une conception particulière des populations appelées à voter. En 1992, ils n'ont compté que 971 953 votants, mais une décennie plus tard, en 2014, ils étaient soudain 2 129 846 et trois ans plus tard, le 25 septembre 2017, ils étaient 3 305 925.

L'indépendance donnera aux clans Barzani et Talabani des moyens supplémentaires pour poursuivre leurs affaires. Elle offrira également à l'Israël la possibilité de mettre en œuvre certains de ses objectifs militaires. Depuis la fin des années 90 et le développement des missiles, Tsahal a abandonné sa stratégie d'occupation des « marches », c'est-à-dire des territoires juste à l'extérieur de ses frontières (Sinaï, Golan, Sud du Liban). Au contraire, il entend neutraliser l'Égypte, la Syrie et le Liban en les prenant à revers. Tel-Aviv a donc soutenu la création du Soudan du Sud, en 2011, afin d'y placer des missiles pointés sur L'Égypte, et soutient aujourd'hui celle du Kurdistan afin d'y placer des missiles pointés sur la Syrie.

Selon Israel-Kurd, largement cité par la presse turque, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, s'est engagé auprès de Massoud Barzani à transférer 200 000 Israéliens dans le nouvel État pour « aider » à l'administrer [7].

Selon sa logique, pour Tsahal l'idéal serait d'étendre le territoire du Kurdistan iraquien, non seulement à Kirkouk, mais au Nord de la Syrie. C'est le travail du YPG et de son « Rojava ». Cet État autonome auto-proclamé est un long corridor joignant le Kurdistan iraquien à la Méditerranée, occupé par les troupes états-uniennes qui y ont illégalement installé plusieurs bases militaires.

Huit mois avant la réunion d'Amman, une chercheuse du Pentagone, Robin Wright, confirmait l'accord de son pays à ce projet [8]. À l'époque, les Barzani assuraient encore défendre l'ensemble des kurdes, y compris ceux résidant en Turquie et en Iran. Madame Wright expliqua doctement que ce projet était impossible, mais publia la carte du « Sunnistan » attribué à Daesh et du « Kurdistan » attribué aux Barzani en Iraq et en Syrie.

Le Pentagone vient d'ailleurs d'attribuer un appel d'offres, en août dernier, pour acheter et transférer en Syrie 500 millions d'armes et de munitions principalement ex-soviétiques [9]. Les 200 premiers camions ont été livrés au YPG à Hasakeh, les 11 et 19 septembre, via le Kurdistan iraquien, sans être attaqués par les jihadistes [10]. Le ministère russe de la Défense vient de rendre publiques des photographies satellitaires d'un camp des Forces spéciales US en plein territoire de Daesh, vivant en bonne intelligence avec les kurdes et les jihadistes [11].

Mais puisqu'on nous dit que ce « Kurdistan indépendant » est un projet kurde, pourquoi en douterions-nous ? Réseau Voltaire, 26 septembre 2017

[1] « Déclaration du Conseil de sécurité sur le Kurdistan iraquien », Réseau Voltaire, 21 septembre 2017.

[2] « Yer : Amman, Tarih : 1, Konu : Musul », Akif Serhat, Özgür Gündem, 6 juillet 2014.

[3] Ceux de ses journalistes qui ont échappé à la purge et sont parvenus à fuir, ont créé le quotidien électronique Özgürlükçü Demokrasi hors de Turquie.

[4] « La réécriture du massacre du Sinjar », Réseau Voltaire, 11 septembre 2017.

[5] "Establishment of the Provisional Government of Ezidikhan", Voltaire Network, 25 July 2017.

[6] « La guerre secrète en Norvège », par Daniele Ganser, Réseau Voltaire, 25 juillet 2013. Cet article est extrait de : Les Armées Secrètes de l'OTAN, de Daniele Ganser, Demi-Lune, 2007.

[7] « 200 000 Israéliens attendus au « Kurdistan » dès la proclamation de l'indépendance », Réseau Voltaire, 19 septembre 2017.

[8] "Imagining a Remapped Middle East", Robin Wright, The New York Times Sunday Review, September 28, 2013.

[9] "Heikle Fracht aus Ramstein", "Millionen Schuss Munition für Kalaschnikows", Frederik Obermaier & Paul-Anton Krüger, Süddeutsche Zeitung, 12. & 20. September 2017.

[10] « 200 camions d'armes et munitions livrés par le Pentagone au YPG », Réseau Voltaire, 22 septembre 2017.

[11] « Le ministère russe de la Défense diffuse des photos des Forces US stationnées chez Daesh », Réseau Voltaire, 24 septembre 2017.

Source : « Kurdistan : ce que cache le référendum », par Thierry Meyssan, Al-Watan (Syrie), Réseau Voltaire, 26 septembre 2017, www.voltairenet.org/article198042.html

- Les kurdes de Daesh - Réseau Voltaire

La presse occidentale présente Daesh comme une organisation raciste qui combattrait les kurdes parce qu'ils sont kurdes. C'est absolument faux : il existe des unités kurdes au sein de Daesh.

Abu al-Hadi al-Iraqi fut le responsable kurde au sein d'Al-Qaïda. Il dirigea le « camp kurde » de l'organisation en Afghanistan, durant l'Opération Cyclone de la CIA contre les Soviétiques. Après l'invasion états-unienne, il dirigea l'Ashara guest house de Kaboul, en qualité de numéro 3 d'Al-Qaïda. Il est actuellement détenu à Guantánamo.

En novembre 2016, l'Émirat islamique en Irak (futur Daesh) publia une vidéo intitulée « Message aux kurdes et opération martyr ». L'organisation appelait les kurdes à la rejoindre.

Le plus célèbre membre kurde de Daesh est Mullah Krekar (photo) l'émir du groupe salafiste Ansar al-Islam fi Kurdistan. Il est réfugié politique en Norvège. Il y a été emprisonné deux fois pour apologie du terrorisme. Cependant, alors qu'il était officiellement incarcéré, il vint —à bord d'un avion spécial de l'Otan— participer à la réunion d'Amman, le 1er juin 2014, planifier l'invasion de l'Irak par Daesh [1]. De retour dans sa prison en Norvège, il annonça son ralliement à l'État islamique. Il vit désormais libre à Oslo.

[1] « Révélations du PKK sur l'attaque de l'ÉIIL et la création du "Kurdistan" », Réseau Voltaire, 8 juillet 2014.

Source : « Les kurdes de Daesh », Réseau Voltaire, 23 septembre 2017, www.voltairenet.org/article198022.html

200 camions d'armes et munitions livrés par le Pentagone au YPG - Réseau Voltaire

Les 200 premiers camions d'armes et de munitions offertes par le Pentagone au YPG ont été livrés en deux convois séparés, à Hasakeh, les 11 et 19 septembre 2017.

Les camions provenaient de la région kurde d'Irak et sont passés par le poste frontière de Semalka.

Les armes et les munitions étaient de fabrication ex-soviétique, sauf des véhicules Oshkosh L-ATV de l'armée US.

Ces armes ne sont pas destinées à combattre Daesh, qui est sur le point d'être éradiqué au Levant, mais seront utilisées pour la prochaine guerre contre la Syrie.

Source : « 200 camions d'armes et munitions livrés par le Pentagone au YPG », Réseau Voltaire, 22 septembre 2017, www.voltairenet.org/article198000.html

Syrie

Le ministère russe de la Défense diffuse des photos des Forces US stationnées chez Daesh - Réseau Voltaire

Le ministère russe de la Défense a diffusé, le 24 septembre 217, des images satellitaires d'un camp des Forces spéciales US en plein centre du territoire de Daesh dans la région syrienne de Deir ez-Zor.

L'agence de presse turque Anadolu avait déjà évoqué l'existence de telles bases, le 17 juin.

De nombreuses sources attestent d'un accord de non-agression entre les Forces US et les Forces kurdes d'un côté et Daesh de l'autre.

Ces photographies contestent la version selon laquelle les États-Unis et leurs alliés kurdes combattent l'État islamique. Seuls les États ayant des satellites positionnés au-dessus de la Syrie peuvent en vérifier l'authenticité. C'est donc à eux que ces informations sont destinées. Réseau Voltaire 24 septembre 2017

Une guerre peut en cacher une autre. Après le Califat, le Rojava - Réseau Voltaire

Alors que l'Armée arabe syrienne, l'aviation russe et le Hezbollah s'apprêtent à en finir avec Daesh, le Pentagone planifie une nouvelle guerre contre la Syrie, cette fois avec des troupes kurdes. De même que la mission du Califat était de créer un Sunnistan à cheval sur l'Irak et la Syrie, de même celle du « Rojava » est de créer un Kurdistan à cheval sur les deux États, ainsi que le Pentagone le prévoit publiquement depuis quatre ans.

Par Thierry Meyssan

Selon la Grande stratégie états-unienne, définie par l'amiral Cebrowski en 2001 et publicisée en 2004 par son adjoint Thomas Barnett, l'ensemble du Proche-Orient élargi doit être détruit à l'exception d'Israël, de la Jordanie et du Liban.

Par conséquent, la victoire imminente contre Daesh ne changera pas les intentions du Pentagone.

Le président Trump s'est opposé à la manipulation des jihadistes. Il a stoppé le soutien financier et militaire que son pays leur accordait. Il est parvenu à convaincre l'Arabie saoudite et le Pakistan de faire de même. Il a modifié la politique de l'Otan en la matière. Cependant rien ne permet de savoir s'il s'opposera également à la grande stratégie du Pentagone. Au plan intérieur, l'ensemble du Congrès s'est ligué contre lui et il n'a d'autre possibilité pour empêcher une procédure de destitution que de négocier avec le Parti démocrate.

Donald Trump a composé son administration avec d'anciens hauts-fonctionnaires de l'administration Obama, des politiciens opportunistes, beaucoup de responsables improvisés, et quelques très très rares personnalités de confiance.

Son représentant spécial contre Daesh, Brett McGurk, est un ancien collaborateur du président Obama censé servir sa nouvelle politique. Il a organisé le 18 août une réunion avec des chefs de tribus pour « lutter contre Daesh ». Pourtant, les photographies qu'il en a diffusées attestent qu'au contraire plusieurs leaders de Daesh participaient à cette rencontre.

Dans la même veine, des hélicoptères des Forces spéciales US ont exfiltré deux chefs européens de Daesh et leurs familles des alentours de Deiz ez-Zor, avant qu'ils ne soient faits prisonniers par l'Armée arabe syrienne, le 26 août. Deux jours plus tard, ils ont à nouveau exfiltré une vingtaine d'autres officiers du Califat.

Tout se passe donc comme si le Pentagone repliait son dispositif jihadiste en le conservant pour des opérations sous d'autres cieux. Simultanément, il prépare une nouvelle manche contre la Syrie, avec une nouvelle armée. Cette fois composée autour de troupes kurdes.

Cette guerre, comme celle du Califat, a été annoncée il y a quatre ans dans le New York Times, par Robin Wright, chercheuse à l'US Institute of Peace (équivalent de la NED pour le Pentagone). Elle prévoyait également de diviser le Yémen en deux États, comme pourrait se le partager aujourd'hui Riyad et Abu Dhabi ; enfin, the last but not the least, de démembrer l'Arabie saoudite.

Au demeurant, le projet de « Rojava » correspond à la stratégie israélienne qui, depuis la fin des années 90 et le développement des missiles, ne vise plus à contrôler les frontières extérieures (le Sinaï, le Golan et le Sud du Liban), mais à prendre par revers ses voisins (d'où la création du Soudan du Sud et éventuellement du Grand Kurdistan)

Le recrutement de soldats européens pour le « Rojava » ne fait que commencer. Il a a priori la capacité de rassembler autant de combattants qu'il y en a eu pour le jihad, dans la mesure où les groupes anarchistes qui servent de vivier sont aussi nombreux en Europe que les prisonniers de droit commun.

En effet, la filière jihadiste a d'abord commencé dans les prisons françaises avant de se transformer en « croisade » généralisée. Il est probable que le recrutement au sein du mouvement anarchiste sera lui aussi élargi par la suite. Washington, Londres, Paris et Berlin qui ont organisé ce recrutement l'ont pensé dans la longue durée.

J'emploie délibérément le mot « croisade » car ces guerres du Moyen-Âge, comme celle que nous venons de vivre, étaient des opérations impérialistes européennes contre les peuples du Moyen-Orient élargi. Il est tout aussi grotesque de prétendre qu'il existe un lien entre le message du Christ et les croisades qu'il y en aurait un entre celui du Prophète et le jihadisme. Dans les deux cas, les donneurs d'ordre sont « occidentaux » [1] et ces conflits servent exclusivement l'impérialisme occidental. Les croisades successives s'étalèrent sur deux siècles et la majorité des chrétiens du Levant se battirent aux côtés de leurs compatriotes musulmans contre les envahisseurs.

Jadis, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, déclarait publiquement que le président Assad « ne méritait pas d'être sur Terre » et assurait que les jihadistes faisaient du « bon boulot ». De nombreux jeunes gens ont répondu à son appel en rejoignant Al-Nosra (Al-Qaïda), puis Daesh. Aujourd'hui, l'ancien ministre français des Affaires étrangères, Bernard

Kouchner, annonce publiquement que la France soutiendra la création d'un État qui englobe le Kurdistan irakien et le couloir qui le relie à la Méditerranée à travers la Syrie. Quelques jeunes européens ont déjà répondu à cet appel, bien d'autres suivront.

Aujourd'hui, comme en 2011-12, la presse occidentale prend fait et cause pour cette nouvelle armée anti-syrienne soutenue par ses gouvernements. Jamais elle ne questionnera le retournement de veste d'Abdullah Öcalan, passé du marxiste-léninisme à l'anarchisme. Elle répétera que le Kurdistan a déjà été reconnu lors de la Conférence de Sèvres, en 1920, mais ne consultera pas les documents qui précisent ses frontières. Elle le croira légitime en Irak et en Syrie alors qu'il se situe dans l'actuelle Turquie. Elle ignorera le fait que son tracé correspond en réalité aux seuls plans du Pentagone.

Le référendum pour l'indépendance de la région irakienne du Kurdistan et des territoires annexés avec l'aide de Daesh lancera le début de cette opération, le 25 septembre. Comme en 2014, il s'agira de détruire simultanément l'Irak et la Syrie, cette fois non pas en créant un « Sunnistan » de Rakka à Mossoul, mais un « Kurdistan », sur un territoire reliant Erbil et Kirkouk à la Méditerranée.

[1] Ce terme est mal choisi dans la mesure où « Occidental » ne s'oppose pas à « Oriental », mais à « Soviétique ». Je n'ai pas trouvé d'autre mot pour désigner à la fois les Européens, les Nord-Américains et les Israéliens. NdA.

Source : « Après le Califat, le Rojava », par Thierry Meyssan, Al-Watan (Syrie), Réseau Voltaire, 19 septembre 2017, www.voltairenet.org/article197914.html

- 500 millions de dollars pour la prochaine guerre contre la Syrie - Réseau Voltaire

Le Süddeustche Zeitung a mis a jour un transfert d'armes du quartier général des Forces aériennes états-uniennes en Europe, situé à Ramstein (Allemagne), en direction de « rebelles » syriens.

Les armes, principalement des kalachnikovs et des mortiers avec leurs munitions, ont été transférées de l'arsenal de la Navy de Crane (Indiana) à l'arsenal de l'armée de Terre US de Miesau (Allemagne).

Ce trafic est la continuation de l'opération Timber Sycamore (bois de sycomore) élaborée par le général David Petraeus lorsqu'il dirigeait la CIA. Il a débuté en 2013, c'est-à-dire bien avant la création de Daesh. Le rôle de la base de Ramstein a été révélé, en décembre 2015, par le journal serbe Vecernje Novosti.

À la veille des élections fédérales allemande, le Süddeutsche Zeitung s'intéresse particulièrement à l'aspect juridique de sa découverte.

Le Commandement US des Opérations spéciales a demandé aux quatre sociétés sous-traitantes de ne pas déclarer la nature des cargaisons transportées sachant que le gouvernement allemand pourrait s'opposer à un tel trafic sur son territoire. Le procureur général allemand a ouvert une enquête préliminaire pour déterminer si le Pentagone et le gouvernement Merkel ont bien respecté le droit allemand.

Au demeurant, la législation allemande interdit le transfert d'armes vers des pays en guerre. Or, le gouvernement Merkel a déjà autorisé le transfert d'armes vers l'Arabie saoudite dans le cadre du trafic mis en œuvre par l'Azerbaïdjan et sa compagnie aérienne Silk Way. Il ne pouvait pas ne pas savoir que les jihadistes en Syrie étaient les destinataires finaux.

La base de Ramstein a déjà été mise en cause dans l'affaire des enlèvements et des prisons secrètes de la CIA, ainsi que dans des assassinats ciblés par drone au Moyen-Orient élargi. Ni les magistrats, ni les parlementaires n'ont été autorisés à accéder à cette base en vertu de l'accord d'extra-territorialité dont toutes les forces états-uniennes bénéficient en Allemagne.

Mais le plus intéressant est une découverte incidente du quotidien allemand dont il n'a pas mesuré l'importance : selon des documents de l'armée US, le Pentagone a lancé un appel d'offres pour l'acquisition de 500 millions de dollars d'armement ex-soviétique. Ce contrat a été attribué en août 2017. La destination de certains chargements d'armes a alors été modifiée pour la Croatie.

Après le « printemps arabe », Al-Nosra et Daesh, le Pentagone planifie une nouvelle guerre contre la Syrie, en s'appuyant cette fois sur des troupes kurdes auxquelles ces 500 millions de dollars d'armement sont destinées. Ce nouveau conflit devrait éclater dans les prochaines semaines, après l'annonce de l'indépendance du Kurdistan irakien.

"Heikle Fracht aus Ramstein", "Millionen Schuss Munition für Kalaschnikows", Frederik Obermaier & Paul-Anton Krüger, Süddeutsche Zeitung, 12. & 20. September 2017.

Source : « 500 millions de dollars pour la prochaine guerre contre la Syrie », Réseau Voltaire, 21 septembre 2017, www.voltairenet.org/article197985.html

Iran

- La CIA admet son rôle dans le coup d'État iranien de 1953 - The Guardian

Des documents déclassifiés décrivent en détail comment les USA — avec l'aide des Britanniques — ont ourdi un coup d'État contre Mohammed Mossadegh.

La CIA a publiquement admis pour la première fois qu'elle était derrière le fameux coup d'État de 1953 contre le Premier ministre démocratiquement élu Mohammed Mossadegh, dans des documents qui montrent aussi comment le gouvernement britannique a tenté de bloquer l'information sur sa propre implication dans le renversement.

Au moment du 60e anniversaire d'un événement souvent invoqué par les Iraniens comme une preuve de l'ingérence occidentale, les archives de la sécurité nationale des États-Unis à l'université George Washington ont publié une série de documents déclassifiés.

« Le coup d'État militaire qui a renversé Mohammed Mossadegh et son cabinet de Front national a été conduit sous la direction de la CIA comme une action de politique étrangère, conçue et approuvée par les plus hautes instances de l'État », est-il écrit dans un chapitre auparavant censuré d'une histoire interne de la CIA intitulée « La bataille pour l'Iran ».

Ces documents, publiés sur le site des archives dans le cadre des lois sur la liberté de l'information, décrivent en détail la façon dont les États-Unis — avec l'aide britannique — ont ourdi le coup d'État, sous le nom de code « TPAJAX » par le biais de la CIA et de l'opération Boot du MI6 de Grande-Bretagne.

La Grande-Bretagne, et en particulier Sir Anthony Eden, le ministre des Affaires étrangères, voyait Mossadegh comme une sérieuse menace contre ses intérêts économiques et stratégiques après la nationalisation par le leader iranien de l'Anglo-Iranian Oil Company, plus tard connue sous le nom de British Petroleum. Mais le Royaume-Uni avait besoin du soutien des États-Unis. L'administration Eisenhower à Washington ne fut pas difficile à convaincre.

Des documents britanniques montrent comment de hauts responsables des années 70 ont tenté d'empêcher Washington de rendre publics des documents qui seraient « très gênants » pour le Royaume-Uni.

Les journaux officiels britanniques sont restés muets, bien que le rôle de la Grande-Bretagne soit de notoriété publique. En 2009, le secrétaire aux Affaires étrangères Jack Straw a fait allusion aux nombreuses « interférences » britanniques dans les affaires iraniennes au 20e siècle. Lundi, le ministère des Affaires étrangères a déclaré qu'il ne pouvait ni confirmer ni démentir l'implication de la Grande-Bretagne dans le coup d'État.

Les documents américains jusque-là classifiés comprennent des télégrammes de Kermit Roosevelt, le responsable de la CIA sur le terrain en Iran au moment du coup d'État. D'autres, y compris un projet d'histoire interne de la CIA rédigé par Scott Kock Zendebad Shah ! (Viva Shah !), indiquent que, selon Monty Woodhouse, le chef du MI6 à Téhéran à l'époque, la Grande-Bretagne avait besoin du soutien américain pour fomenter un coup d'État. Eden était d'accord. « Woodhouse a estimé que ses mots avaient valeur d'autorisation de poursuivre le projet », avec les USA, écrit Kock.

Le renversement de Mossadegh, encore aujourd'hui évoqué comme la raison de la défiance iranienne à l'égard des politiciens britanniques et américains, a consolidé le régime du Shah pour les 26 années suivantes, jusqu'à la révolution islamique de 1979. Il visait à s'assurer du fait que la monarchie iranienne préserverait les intérêts pétroliers occidentaux dans le pays.

Les documents archivés de la CIA incluent une ébauche interne relatant le coup d'État, intitulée « Campagne pour instaurer un gouvernement pro-occidental en Iran », qui définit l'objectif de cette campagne : « faire chuter le gouvernement de Mossadegh par des moyens légaux ou quasi-légaux ; le remplacer par un gouvernement pro-occidental sous le règne du Shah avec Zahedi comme Premier ministre ».

Un de ces documents décrit Mossadegh comme « l'un des leaders les plus lunatiques, exaspérants, habiles et provocateurs à qui ils (les États-Unis et le Royaume-Uni) aient jamais eu affaire ». Ce document indique que Mossadegh trouvait les Britanniques « mauvais, pas incompréhensibles » et que « lui et des millions d'Iraniens croyaient que, depuis des siècles, la Grande-Bretagne manipulait leur pays à son profit ». Un autre document fait allusion à la conduite d'une « guerre des nerfs » contre Mossadegh.

L'historien irano-arménien Ervand Abrahamian, auteur du livre « Le Coup-d'État : 1953, la CIA et les origines des relations modernes US-Iran » a déclaré dans une interview récente que le coup d'État avait pour but de « se débarrasser d'une personnalité nationaliste qui voulait que le pétrole soit nationalisé ».

Selon Abrahamian, à la différence d'autres leaders nationalistes comme Gamal Abdel Nasser en Egypte, Mossadegh incarnait

une figure « anticolonialiste » unique qui était aussi engagée en faveur des droits de l'homme et des valeurs démocratiques.

Certains analystes soutiennent que Mossadegh a échoué à trouver un compromis avec l'Occident et que le coup d'État est survenu sur fond de crainte du communisme en Iran. « Mon étude des documents me convainc qu'il n'y a jamais eu d'offre de compromis équitable faite à Mossadegh. Tout ce qu'ils voulaient que Mossadegh fasse, c'était abandonner la nationalisation du pétrole. Bien sûr, s'il avait fait ça, le mouvement nationaliste serait devenu insignifiant », a-t-il déclaré au journal iranien en ligne Tableau magazine.

« Je pense qu'il n'y a jamais vraiment eu de menace réelle du communisme. […] Les discours et la manière de justifier n'importe quoi, c'était d'évoquer le danger communiste. En fait on s'en servait pour le public, particulièrement le public américain et britannique. »

En dépit de ces dernières révélations, il y a un nombre significatif de documents sur le coup d'État qui restent secrets. Byrne, le directeur des archives de la Sécurité nationale, a demandé à ce que le reste de ces documents soit publié.

« Il n'y a plus de raison valable de garder des secrets sur un épisode aussi critique de notre passé récent. En gros, les faits sont déjà connus de la plupart des écoliers en Iran », a-t-il déclaré. « Éluder les détails ne fait que déformer l'histoire et alimenter les mythes de tous bords. »

Ces dernières années, les politiciens iraniens ont cherché à comparer la polémique autour des activités nucléaires du pays à celle de la nationalisation du pétrole sous Mossadegh : les partisans de l'ex-président Mahmoud Ahmadinejad évoquent souvent le coup d'État.

Les autorités américaines ont déjà exprimé leurs regrets au sujet du coup d'État, mais sont encore loin d'avoir présenté des excuses officielles. Le gouvernement britannique, quant à lui, n'a jamais reconnu son rôle.

Source : The Guardian, Saeed Kamali Deghan & Richard Norton-Taylor, 19-08-2017

Birmanie

Le MI5 et ses officines humanitaires à la manoeuvre.

- Royaume-Uni: face à la "trahison" de Suu Kyi, les Rohingyas de Bradford se mobilisent - AFP

- Les ONG humanitaires demandent à pouvoir aider les Rohingyas - Reuters

Des organisations humanitaires internationales basées à Rangoun ont demandé aux autorités birmanes de les autoriser à venir en aide à la minorité musulmane de l'ouest du pays, où une offensive militaire a poussé 480.000 Rohingyas à l'exil au Bangladesh et privé des centaines... Reuters

---

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- A Free, la chasse aux «fraudes» pour licencier en masse - Libération

Si c'était à refaire, il n'hésiterait pas. «On est tellement peu nombreux à oser parler», souffle Anousone Um, un des protagonistes de l'enquête de Cash Investigation sur les licenciements en cascade chez Free. Pourtant, à 29 ans et après cinq ans chez Mobipel, un centre d'appel de l'opérateur basé à Colombes (Hauts-de-Seine), ce conseiller, aussi délégué syndical SUD, est plus que jamais sur la sellette. A moins que Muriel Pénicaud en décide autrement. Licencié en 2016 pour douze griefs, tous retoqués en février 2017 par l'inspection du travail qui a refusé de valider son licenciement, il attend désormais la décision de la ministre du Travail, saisie en appel par son employeur. Une procédure classique pour un salarié protégé ayant un mandat syndical.

En mars 2012, lorsqu'il intègre Mobipel, Anousone Um travaille dans une équipe d'une cinquantaine de personnes. Pas assez, explique-t-il, pour absorber tous les coups de fil des clients de l'opérateur : «A l'époque, on pouvait prendre jusqu'à 70 appels par jour, contre 30 à 50 aujourd'hui.» Mais face aux «cadences importantes» et au «manque de procédures et d'informations, source de relations conflictuelles avec les clients», les salariés sont seuls pour défendre leur cause. La société est toute neuve et il n'y a pas encore de syndicats. Ils ont beau alerter les managers, rien ne bouge. Alors, en juin, ils passent à la vitesse supérieure. Rien de fou : ils débrayent trois heures.

«Retards». «On discutait des conditions de travail avec les collègues, l'un a parlé de débrayage, je ne savais pas ce que c'était, je me suis renseigné, et un soir, on a posé nos casques et déposé une lettre de revendication que j'ai rédigée.» Ils sont une quinzaine. Quelques jours plus tard, treize d'entre eux, tous en période d'essai, sont, raconte-t-il, avertis du non-renouvellement de leur contrat. «On leur a reproché des retards de deux minutes ou encore des difficultés à l'oral…»

Deux autres quittent l'entreprise de leur propre chef. Reste Anousone Um. «Ils n'avaient rien à me reprocher, mes statistiques étaient trop bonnes», estime-t-il. Dans la foulée, il rencontre un responsable de SUD qui cherche à implanter le syndicat dans la boîte et le convainc de devenir représentant de section. «Il m'a dit "tu seras protégé", même si ce n'était pas mon but. Et surtout "tu pourras porter tes revendications".» Devenu délégué syndical, il s'oppose avec la CGT à un accord d'annualisation du temps de travail «avec quasiment aucune contrepartie», validé par la CFDT en 2014. Dès lors, il voit les conditions de travail se dégrader : «Pendant un mois, on a travaillé quarante heures par semaine, les salariés ne tenaient plus.» Le 7 octobre 2014, avec son syndicat et la CGT, il organise un nouveau débrayage - celui qui est mis en avant par l'enquête de l'équipe d'Elise Lucet. 250 personnes y participent.

File d'attente.

Les ennuis d'Anousone Um commenceront vraiment à l'automne 2016. Cette fois-ci, c'est son tour : il est convoqué à un entretien préalable à un éventuel licenciement, le 28 octobre. Son dossier est présenté au comité d'entreprise et les élus d'un syndicat concurrent votent en faveur de son licenciement. Pêle-mêle, on lui reproche «d'avoir harcelé une salariée, notamment pour obtenir des informations confidentielles», d'avoir tenu des propos à charge contre l'entreprise dans la presse, des retards de quelques minutes, mais aussi des «fraudes». Ces fameuses «fraudes» qui serviront aussi à mettre à la porte une bonne partie de ses collègues. Car Anousone Um n'est pas un cas isolé. Au total, ce sont, pointe Cash Investigation, 248 salariés du centre qui ont été licenciés depuis octobre 2014. Dont 230 pour fautes graves, selon le syndicaliste SUD. «Par "fraudes", ils entendent par exemple le fait, prétendument, d'appuyer sur le bouton pause de nos téléphones, entre deux conversations téléphoniques, pour redescendre dans la file d'attente des appels.» Une argumentation qui, se réjouit-il, ne tient pas devant les prud'hommes : «Si vous allez au tribunal de Nanterre, tous les jours il y a une affaire Mobipel. Et à chaque fois les salariés gagnent et le licenciement est requalifié en licenciement abusif.» Contacté mercredi par Libération, Free a indiqué ne pas vouloir réagir à la polémique.

Aujourd'hui, en attendant la décision de la ministre, Anousone Um continue de répondre au téléphone pour Free «comme si de rien n'était». Concluant : «Ma carrière est bloquée. J'ai peur de ne pas retrouver de boulot. Mais le plus dur, c'est de voir toutes ces injustices et de se dire que c'est le pot de terre contre le pot de fer.» Libération 28.09

Cash investigation : à Lidl, l'émission a «ouvert la brèche» - Libération

Après le licenciement de l'un d'eux, les salariés du site de Rousset se sont mis en grève face aux méthodes de leur direction. L'enquête diffusée mardi par France 2 est venue les conforter.

Une gréviste jette un peu d'eau sur les braises fumantes, juste devant les barrières bloquant l'entrée de l'entrepôt. Le conflit touche à sa fin. Il est 11 h 30, les représentants syndicaux viennent de sortir de réunion avec la direction du site Lidl Rousset (Bouches-du-Rhône) : ils ont obtenu une avancée sur le cas du salarié qui avait entraîné, deux jours plus tôt, le blocage du site et la mobilisation d'une cinquantaine de ses collègues. Hicham, 29 ans, a été licencié pour faute grave. Sa «faute», avoir quelques jours plus tôt quitté son poste à l'entrepôt vingt-trois minutes avant la fin de son service. Problème supplémentaire, quelqu'un a débadgé pour lui à l'heure normale de son départ. Un «stratagème» pour se couvrir, assure la direction, qui estime que ce salarié «n'a pas respecté à plusieurs reprises ses horaires de travail». «J'ai prêté mon badge à un intérimaire qui voulait aller aux toilettes. Eux n'en ont pas, répond aujourd'hui Hicham. Mais j'ai menti à l'entretien avec la direction parce que je voulais couvrir l'intérimaire. Je n'imaginais pas avoir une telle sanction…» Mardi matin, l'annonce du licenciement sec d'Hicham provoque la colère de ses camarades, qui décident aussitôt de débrayer.

«On n'est que des numéros»

Hasard du calendrier, le soir même, France 2 diffuse un nouveau numéro de Cash Investigation. Un reportage, intitulé «Travail, ton univers impitoyable», y pointe justement les méthodes de management de Lidl. Cadences infernales, robotisation des salariés, harcèlement moral… «Ce qu'on a vu à la télé, c'est notre quotidien, confirme Christophe Polichetti, délégué syndical CGT du site de Rousset. Pour beaucoup, ça a été une délivrance. Même en interne, ceux qui travaillent en magasins ne savaient pas forcément comment ça se passe en entrepôt, et vice versa.» Comme dans le reportage, à Rousset aussi, on dénonce «les petites phrases assassines» de la hiérarchie, «les menaces officieuses entre deux portes» et le fameux pick by voice, ce système de transmission de commandes par voix synthétique via un casque qui rythme le quotidien des préparateurs. «En fait, ce reportage a permis de mettre un mot sur ce sentiment qu'on avait : la déshumanisation», remarque Fabrice, l'un des salariés de Rousset, attablé près du piquet de grève. Face à lui, un autre insiste : «On est fliqués en permanence, il faut tout badger, même quand on va aux toilettes ! Si on s'arrête deux minutes pour discuter entre nous, le chef débarque et nous dit : "Vous êtes en grève ou quoi ?"» Noël (1), jeune embauché, a une expression pour ça : «Ils veulent nous Matrixer, déclare-t-il. Pour eux, on n'est que

des numéros.»

Tous l'affirment, cette déshumanisation s'est accélérée en 2013, à la mise en place de la stratégie «Pole Position», visant à abandonner le hard-discount pour concurrencer les grandes surfaces classiques. «Une vraie boucherie, raconte Christophe Polichetti. Qu'ils privilégient la rentabilité, je le comprends, mais pas à n'importe quel prix. Chez nous, ça s'est traduit par la mort de notre collègue…» Cet épisode douloureux, le reportage de France 2 l'a rappelé mardi. Le soir du 29 mai 2015, Yannick Sansonetti, 33 ans, salarié Lidl depuis six ans, se donne la mort dans une petite pièce de l'entrepôt. Ce mois-ci, l'inspection du travail a finalement rendu ses conclusions. Selon le journal la Provence, le rapport mettrait à jour «des agissements répétés de harcèlement moral […] ayant eu pour effet une dégradation de ses conditions de travail, de compromettre son avenir professionnel et d'altérer sa santé mentale». Si, pour l'heure, la direction de Lidl a indiqué dans un communiqué ne pas souhaiter s'exprimer sur le sujet, pour la famille du jeune homme comme pour ses collègues, le lien entre cette pression professionnelle et son geste de désespoir ne fait aucun doute. A Rousset, deux ans après, ce décès secoue toujours autant les salariés. Christine, une gréviste, se souvient encore avec amertume de la minute de silence organisée un an après le drame : «Pour démarrer la minute, ils ont lancé une musique dans l'entrepôt. On était tous dispersés, en train de travailler… Ils auraient quand même pu nous laisser un quart d'heure pour se réunir, ensemble…»

«Crever au boulot»

Le bip d'un téléphone interrompt la conversation. Un collègue fait passer l'info, qui tourne en boucle à la télévision : mercredi soir, un agent d'entretien de 51 ans s'est immolé par le feu dans son entreprise, en Charente-Maritime. Trop de pression. Christophe Polichetti fulmine : «Cash Investigation et les médias ont ouvert la brèche, mais on doit aller plus loin que notre propre cas, insiste-t-il. La Poste, Carrefour, Orange… C'est comme si c'était acquis que dans ces boîtes, on est sous pression au point de vouloir se suicider ! A un moment donné, stop, on ne vient pas au monde pour crever au boulot !» Sa solution : une loi qui ferait reconnaître le burn-out comme maladie professionnelle. «Aujourd'hui, c'est presque considéré comme une grippe, dénonce-t-il. Il faut qu'il y ait une étincelle, qu'un député porte ce débat à l'Assemblée nationale.»

En attendant, à Rousset, il faut bien reprendre le travail. La direction a refusé de payer les jours de grève, comme les salariés le demandaient. Difficile d'insister, trois jours de grève vont peser lourd sur des salaires déjà bas. Hicham, le salarié licencié, ne sera pas réintégré, mais son licenciement pour faute grave a été requalifié «sans cause réelle et sérieuse», ce qui lui permettra de partir avec des indemnités. «On les a fait reculer, ce n'était pas arrivé depuis longtemps, pointe Frédéric Blanc, délégué syndical Unsa. Et la première chose qu'on a gagnée, c'est le respect. Dans l'entreprise où on est, c'est important. Et il y aura d'autres combats.» De son côté, la direction nationale assure qu'à Rousset, si la grève est terminée, «le dialogue avec les organisations syndicales est toujours ouvert». «Le sujet des conditions de travail est très important pour nous, précise-t-elle, et nous avons largement travaillé sur le sujet ces deux dernières années», notamment en investissant, à Rousset toujours, dans un bâtiment tout neuf. Et sur l'humain ? Christophe Polichetti espère qu'avec ce conflit, le message aura été entendu. Pour l'instant, épuisé par trois jours de veille, il part se reposer. «Notre première demande, c'est le respect, insiste-t-il. On est en 2017, on ne demande pas des augmentations de salaires, mais le respect… C'est ça, le progrès !» Libération 28.09

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries octobre 2017

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 3 octobre 2017

CAUSERIE

Je n'ai pas actualisé le blog. Je l'avais créé pour que les lecteurs puissent s'exprimer, à leur demande, puisque une semaine plus tard il n'y figure aucun commentaire, tant pis, je le ferme.

La causerie d'aujourd'hui se compose en grande partie d'articles (ou d'extraits d'articles) que j'ai lus. Je sais que la présentation est nulle, je n'ai ni le temps ni l'envie pour le moment d'en faire plus, désolé. Je crois qu'il n'y a pas que nos oppresseurs qui nous prennent pour des cons, si vous voyez ce que je veux dire par là.

Comme je ne compte pas actualiser le portail d'ici quelques jours, j'en profiterai demain pour mettre les dernières causeries au format pdf après avoir corrigé les fautes, cet après-midi je n'ai pas le temps. Ici on bosse 6 jours par semaine figurez-vous, je parle de ma compagne qui ne peut pas m'aider à accomplir les tâches ménagères, entretenir la maison et le jardin, s'occuper des papiers, des chèvres, aller régler les factures, etc. Et puis je me fais vieux.

J'ai ajouté ce document dans la page d'accueil du portail : Pourquoi le socialisme ? par Albert Einstein (1949)

J'ai ajouté la réflexion suivante.

Quand on lit ce document exceptionnel, on est agréablement surpris de constater que son auteur ait recouru à un type de discours, des mots, des figures de style ou des tournures d'esprit d'une telle simplicité, au point de le rendre accessible à la totalité de la population, sans pour autant atténuer sa pensée ou dénaturer, nuire à son objet.

A sa manière il a démontré qu'il était parfaitement possible de s'exprimer ou de défendre le socialisme, de s'adresser aux travailleurs autrement qu'en recourant à cette épouvantable terminologie politique dont font usage nos dirigeants. On doit préciser qu'en recourant exclusivement à la propagande - qui par ailleurs est indispensable, nos dirigeants et les militants passent pour des doctrinaires, des fanatiques auprès des travailleurs, ce qui a le don de les faire douter de leurs réelles intentions autant que leurs capacités à les réaliser. Les militants ne comprennent pas pourquoi très souvent les travailleurs manifestent leur accord avec eux, mais ne souhaitent pas s'engager à leur côté, un peu comme s'ils ne voulaient pas leur ressembler, sans d'ailleurs savoir précisément pourquoi, disons que leur inconscience leur dicte cette attitude de méfiance face à une menace qu'ils ne parviennent pas à discerner. On est en droit d'en conclure qu'ils recourent à la propagande parce qu'ils ne maîtrisent pas le matérialisme dialectique qui est finalement quelque chose de très simple, qui comme toutes les choses simples devrait s'énoncer simplement. La réalite ou la logique est bien cruelle, n'est-ce pas ? Et je n'y suis pour rien.

Einstein était tout simplement parti de constats ou de faits, en faisant ressortir la logique dont ils étaient le produit ou dans laquelle ils s'inscrivaient, pour en faire ressortir les contradictions et la manière dont elles pourraient être résolues, en somme une formidable démonstration du matérialisme dialectique.

Chacun aura apprécié l'idéal humaniste qui guida sa pensée ou sa vie. Enfin, ce n'est pas un hasard si Einstein a conclu ce texte en posant la question des problèmes que le socialisme aurait à résoudre, effleurant la dérive stalinienne qui allait s'avérer être pire qu'un "puissant tabou", la négation du socialisme.

On retiendra qu'un intellectuel, un scientifique était parvenu au milieu du XXe siècle à la compréhension du processus matérialiste dialectique, qui est à l'origine de l'évolution ou de la transformation de la matière, de la nature, des hommes, de la société que les marxistes avaient découvert et théorisé, et qu'il partagea leurs conclusions en prenant la défense du socialisme, à l'heure où ses pires fossoyeurs étaient tout puissants au sein du mouvement ouvrier international.

Politiquement incorrect. Chez nous aussi les chiens de garde veillent...

On a du mal à comprendre pourquoi nos dirigeants et disons la quasi-totalité des militants, s'acharnent à nier que le prolétariat s'est embourgeoisé et qu'il est sous l'influence de l'idéologie ou de la propagande de la classe dominante.

Allez y comprendre quelque chose, l'argent ne corromprait que les classes moyennes ou celle des capitalistes, et la propagande officielle que les capitalistes s'emploient à deverser de façon ininterrompue sur les masses n'aurait aucune emprise sur elles ou ne contribueraient en aucune manière à fausser l'idée qu'elle se font de leur condition, de la situation ou de la société, du monde et n'influerait pas sur leur comportement, qui pour faire bref se traduit par l'inaction politique ou une sorte d'insouciance ou de soumission.

Personnellement, j'ai eu l'occasion au cours de mon existence de tester pendant des années différents types de comportements, et très modestement j'en ai tiré quelques enseignements que j'essaie de partager.

Jusqu'à l'âge de 19 ans, je fus complètement arriéré, un crétin fini, un abruti incapable de penser, et pour cause, j'ignorais que cela s'apprenait, c'est con, n'est-ce pas ? Je voulais passer des voitures miniatures aux grandes voitures et devenir mécanicien auto, et si possible plus tard m'acheter un garage. Je n'étais pas foutu de lire un journal ou le moindre livre un peu sérieux, j'en étais resté aux magazines féminins (Nous Deux) que ma mère lisait, aux revues sur l'automobile bien sûr, sinon la collection rose ou verte. J'étais de droite comme mes parents (gaullistes et anticommunistes), qu'est-ce que j'aurais pu être d'autres en n'ayant rien dans la tête, franchement !

A 19 ans je fais la connaissance de garçons de mon âge qui étaient plus évolués que moi, il faut dire qu'ils venaient d'un autre milieu que le mien, mon père était menuisier en bâtiment, leurs parents appartenaient aux couches moyennes, papa était ingénieur, technicien ou directeur d'usine, et ils avaient des grands frères qui avaient fait des études supérieures.

Ce n'était pas des lumières mes nouveaux potes, mais ils étaient des produits dérivés de 68 qui avait libéré tout du moins la parole et l'imagination, à l'époque on rêvait encore d'un monde meilleur, et avec la drogue on allait pouvoir y accéder immédiatement, en faisant abstraction du monde déjà pourri dans lequel nous vivions. Ce que j'ignorais, c'est que le cannabis avait de multiples pouvoirs, notamment celui de faire sauter nos préjugés ou nos complexes, et surtout de démultiplier ou de libérer nos facultés intellectuelles, c'était en quelque sorte une formidable thérapie ou un terrible piège qui pouvait vous rendre fou ou épileptique ! Toujours est-il, il me permit de prendre conscience de l'étendue de mon ignorance, et c'est à partir de là que je mis à étudier sérieusement en commençant par la philosophie. Depuis je n'ai jamais cessé.

J'allais rapidement abandonner l'idée de devenir mécanicien, et je ne supportais plus l'idée de devenir un ouvrier comme mon père, l'idée de lui ressembler ou de reproduire son mode de vie était devenue un cauchemar, il fallait à tous prix que j'échappe à ce destin épouvantable, mais comment faire sans diplôme, sans avoir fait d'études supérieures, sans expérience ni connaissances particulières. C'est ainsi que j'allais enchaîner les petits boulots, à l'époque il n'y avait pas de chômage. Je pris des cours de maths et d'électricité pour devenir technicien en informatique, mais cela ne déboucha sur rien, j'étais apparemment voué à vivre ainsi le restant de mes jours, ce qui ne faisait pas mon affaire, car il fallait un bon salaire ou du fric pour échapper à la condition de mes parents. Que cela ne tienne, entre deux emplois je profitais de la vie, je restais souvent quelques jours ou quelques semaines sans travailler, c'était déjà cela de pris. A part cela, je ne savais pas au juste ce que je voulais et ce que j'allais devenir.

J'allais ainsi galérer pendant trois ans. Entre temps j'étais parti de chez mes parents ou plutôt ils m'avaient poussé à partir, j'étais très pauvre et ne mangeant pas toujours à ma faim. J'avais aussi fini par découvrir Marx et Engels, du coup j'allais complètement modifier mon mode de pensée et mon comportement, entrevoyant que ce n'était pas demain la veille que je pourrais conquérir ma liberté. Ce fut un terrible choc en réalité, un traumatisme même, car toutes mes illusions d'un monde meilleur à portée de la main s'évanouissaient brutalement, j'ai failli en faire une dépression, je ne voyais plus que l'avenir en noir, la tâche à accomplir me semblait si colossale pour se débarrasser du vieux monde pourri. Je ne pouvais pas découvrir Marx sans découvrir qu'ils existaient des partis ouvriers, et grâce aux grands frères de mes potes qui achetaient de temps en temps

Informations ouvrières au marché de Surennes, j'allais faire la connaissance de l'OCI, puis y militer deux ans plus tard.

Devenu militant et étant bien obligé de travailler pour survivre, j'allais m'installer à Clichy-sur-Seine. Je ne voulais plus changer la vie mais la société, le monde. J'étais miséreux. Peu de temps après j'allais rencontrer ma future première épouse, en diffusant sur le marché le dimanche matin. Elle entrera à l'OCI et nous sortirons ensemble peu de temps après. On partageait les mêmes idées et les mêmes goûts sur un tas de choses, on semblait fait l'un pour l'autre, sinon on se complétait. Rapidement nous emménageable ensemble, ce qui fait que ma situation matérielle s'améliora grandement, enfin je sortais de la misère.

Petit à petit notre revenu augmenta considérablement, à l'époque il n'était pas rare d'augmenter son salaire de 20 à 30% simplement en changeant d'employeur, et par chance je réussi à obtenir un emploi de technicien en rapport avec ma qualification. On disposait chacun de 14 mois de salaire, on était habitué à dépenser peu, donc on pouvait économiser des dizaines de milliers de francs rapidement ou s'acheter tout ce dont nous avions besoin. Puis dans la foulée vint la naissance de notre fille. Une bonne nouvelle qui allait bouleverser notre existence. Du jour au lendemain, je n'allais plus compter pour ma compagne, de nature plutôt dépressive, elle allait me pourrir la vie pendant les sept années suivantes, c'est-à-dire jusqu'à notre divorce et séparation définitive.

Elle allait commencer par quitter l'OCI et exiger que j'en fasse autant, sans quoi elle menaçait de me quitter sur le champ, je m'exécutais parce que je l'aimais d'un amour fou aurait dit Breton (Et puis "l'imminence de la révolution", théorie foireuse des lambertistes, avait sérieusement du plomb dans l'aile). Mais cela n'allait pas suffire, rien ne suffirait d'ailleurs. On allait vivre bien, confortablement, on était très à l'aise financièrement, oubliant totalement la politique et le reste du monde, n'en parlant plus, on profitait de la vie, ce qui donnait l'impression d'avoir trouvé le bonheur, en réalité en sursis. On avait adopté le mode de vie et de pensée insouciant des petits bourgeois qui se permettent de tout critiquer, la bouche pleine, la garantie de l'emploi et le compte en banque bien garni...

Avant notre séparation, j'allais avoir la mauvaise idée de troquer mon emploi de technicien pour celui de commerçant (diététique) dans l'espoir de le revendre rapidement en faisant une plus-value pour partir par la suite en Bretagne, parce que ma compagne ne supportait plus Clichy et son boulot. Je m'étais dit que cela permettrait peut-être de recoller les morceaux, ou qu'à cette occasion cela lui changerait les idées et elle se rapprocherait de moi. Mais comme je n'avais pas la vocation à devenir patron, l'expérience tourna court, elle dura dix mois.

Les années suivantes j'allais galérer de petite boîte en petite boîte, mais je bossais malgré tout, aussi notre mode de vie ne s'en ressentait pas. Cependant le chômage et les tensions qui l'accompagnent n'allaient pas arranger nos rapports. On avait une vie normale, trop normale, comme des dizaines de millions de travailleurs, la routine allait finir par avoir raison du peu de sentiments qu'elle avait encore pour moi, elle s'ennuyait, la vie lui semblait terne dorénavant, et ne se voyant pas passer le restant de sa vie ainsi, elle décida un jour de me quitter.

J'allais immédiatement renouer avec le cauchemar des difficultés matérielles, car je n'avais pas trouvé un emploi stable, j'allais connaître le chômage une fois de plus, sauf qu'on n'était plus dans les années 70, j'allais parfois y rester pendant plusieurs semaines avec un loyer à payer. Pour autant, je n'allais ni changer de mode de pensée ni renouer avec le militantisme, je n'avais plus qu'une idée, quitter la France pour essayer de vivre mieux ailleurs, par crainte de finir clochard.

J'allais aller en Inde épouser une Indienne très pauvre, la faire venir en France, puis, avec le petit capital dont jedisposais suite à un licenciement, je décidai de partir m'installer en Inde, c'était en décembre 1990. Tentative infructueuseet retour en France deux ans plus tard. Mon épouse me rejoint et garde des enfants. On a deux salaires (dont un au noir), je me remets immédiatement à économiser tout ce que je peux pour repartir le plus tôt possible en Inde car je ne supporte plus la France ou ma condition. J'avais le projet d'une exploitation agricole en Inde, une cocoteraie qui nous assurerait un revenu confortable à vie. Projet qui ne se réalisera jamais.

L'installation en Inde s'avèrera encore très compliquée, mais un succès puisque j'y suis encore 21 ans plus tard. Cette fois j'étais parti avec un capital un peu plus important (250.000 francs), mais pas suffisant. J'allais le prêter à des entreprises par l'intermédiaire d'un de mes beaux-frères et le faire fructifier en empochant des intérêts substantiels, et à l'époque la banque rémunérait à 16% les placements d'argent liquide. J'allais avoir de quoi faire construire une maison et vivre confortablement sans travailler, devenir un rentier, un modeste rentier. Et ce n'était pas le salaire ridicule que j'allais percevoir par la suite comme prof de français qui allait me permettre de m'enrichir. On finit pas habiter sur une plage, quel privilège inouï pour un ouvrier, même en rêve cela ne m'était jamais venu à l'esprit, un hasard en fait. Quelle vie tout de même, géniale ! J'avais bien emmener une caisse pleine d'ouvrages politiques, mais je n'y avais jamais touché, cela ne m'intéressait pas, j'avais autre chose en tête, disons de plus gai ou de moins contraignant. Et deux années passèrent ainsi tranquillement, plus ou moins, on est en Inde tout de même avec son lot d'emmerdements incontournables.

Puis vint le 11 septembre 2001. Là je réalisai soudain que je m'étais laissé aller pendant plus de 20 ans ! Je changeai immédiatement de mode de pensée et de comportement, je renouai avec la politique et le militantisme, vous connaissez la suite ou je l'ai racontée dans des causeries.

En conclusion, parce que j'ai tiré des enseignements de chacune de ces expériences, je ne peux pas en vouloir à ceux qui se détournent de la politique, qui cessent de militer ou encore qui ne partagent pas mes idées ou qui ont adopté un autre comportement que le mien pour en avoir changé à plusieurs reprises, ce serait stupide et injuste.

J'ai expérimenté trois conditions différentes.

Quand j'étais très pauvre et je rêvais d'un monde meilleur, cela m'a conduit au marxisme, au militantisme.

Quand je n'étais plus pauvre, j'ai cessé de rêver à un monde meilleur, cela m'a amené à rompre avec le militantisme.

Et quand j'ai cru qu'on était au bord d'une nouvelle guerre mondiale, j'ai réalisé que mon petit bonheur individuel était aléatoire pour renouer avec le militantisme.

J'ai eu l'impression de me réveiller après un long sommeil, et de renouer avec moi-même pour donner un sens à ma vie... D'où ce portail, qui est la seule activité politique à laquelle je peux me livrer en vivant en Inde. Et si je n'ai jamais eu de problèmes avec l'argent qui ne m'a jamais attiré, mes idées n'ont jamais été à vendre, pour que nos rapports soient parfaitement clairs et sains, je vis certes confortablement, mais très modestement, je me prive sur tout pour économiser pour les vieux jours de ma dernière compagne et je distribue autour de moi ce qui reste, en fait, en dehors de l'alimentaire je n'ai aucun besoin en particulier, pas de distractions, pas de vacances, pas de bibelots ou de trucs accrochés au mur, rien de superflu, aucun gâchis, j'en aurais trop honte ! Je me dois d'avoir un mode de vie qui soit en accord avec mon mode de pensée, j'en ai fait un principe, un art de vivre.

Ce que j'ai voulu montrer ici, c'est qu'on pouvait très bien prendre conscience de la nécessité de s'engager pour changer le monde, tout en ayant un mode de vie confortable. Je pense que c'est à la portée de la plupart des travailleurs, classes moyennes incluses. Comme l'on dit, je me suis fait tout seul, j'ai découvert seul Marx, personne ne m'a poussé à militer, au contraire à l'OCI ils ne voulaient pas de moi, et personne ne m'a forcé à partir en Inde ni à renouer avec le militantisme.

Ce témoignage est à relier à l'expérience d'Einstein qui n'avait nullement besoin d'adopter le socialisme, hormis qu'il n'existait pas dans la société d'autres idéals à la hauteur de ses principes ou de ses valeurs.

En complément. Parole d'internaute.

- "« Éduqué » ne veut nullement dire intelligent et « la capacité d'adaptation » (au Système promu jusqu'à l'écœurement par nos merdia) est trop souvent la face cachée de sa soumission véritable."

Allez dire cela à ceux qui ne peuvent même pas se passer de la télévision...

A l'image de son maître.

- "Bruno Roger-Petit, c'est le choix de la servilité et et de la médiocrité satisfaite."

Notre époque...

Ils osent tout. Ils peuvent se permettre d'avouer leurs crimes en l'absence de toute opposition organisée ancrée dans les masses.

- Les Nations unies fustigent les dérives du capitalisme - Les Echos 15.09

L'hyperpuissance des grandes entreprises et l'insuffisante régulation de la finance sont au nombre des dérives dénoncées par l'ONU.

En 2010, le prix Nobel d'Economie, Joseph Stiglitz, avait déjà jeté un pavé dans la mare en dénonçant dans son ouvrage « le triomphe de la cupidité » comme l'origine de la crise de 2008. Sept ans plus tard, les Nations unies, fustigent à leur tour les méfaits de cette cupidité et les dérives du capitalisme vers un monde de rentiers. Dans son rapport annuel 2017 sur le commerce et le développement, la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (Cnuced) ne mâche pas ses mots.

Un monde de profit sans prospérité

« Nous sommes aujourd'hui dans un monde de profit sans prospérité, où l'asymétrie des rapports de force sur les marchés contribue beaucoup à la hausse des inégalités de revenus », constate Mukhisa Kituyi, secrétaire général de la Cnuced. Premières à être mises sur le banc des accusés : les grandes entreprises. Ces dernières, « profitent de l'accroissement constant de leur pouvoir sur les marchés et de leur influence politique pour accroître leurs bénéfices en manipulant les règles du jeu ». Les

actionnaires et les haut dirigeants sont privilégiés au détriment des salariés.

Pour mesurer l'ampleur du phénomène de ce qu'ils apellent le capitalisme de rente, les économistes de la Cnuced ont analysé l'évolution des profits des grandes entreprises de 56 pays développés et en développement. Pour évaluer les sur-profits, ils se sont référés au taux de rendement sur actif médian ou au ratio du bénéfice d'exploitation sur les actifs totaux. Secteur par secteur.

Résultat : « entre 1995 et 2015, les profits excédentaires sont passés de 4% à 23 % des bénéfices totaux toutes entreprises confondues ». Pour les 100 premières entreprises, le pourcentage est passé de 19 % à 40%. En 1995, leur capitalisation boursière était de 31 fois supérieure à celle des 2.000 dernières du classement. Vingt ans plus tard, elle lui était 7.000 fois supérieure.

"Nous sommes aujourd'hui dans un monde de profit sans prospérité, où l'asymétrie des rapports de forces sur les marchés contribue beaucoup à la hausse des inégalités de revenus."

Et d'asséner que la part des 100 premières entreprises dans l'emploi ne progresse pas proportionnellement à leur emprise sur le marché qui ne cesse de croître. « Les grandes entreprises sont à la tête de véritables empires de plus en plus vastes, mais cela ne tient pas davantage à leurs prouesses technologiques qu'à l'inefficacité de la législation antitrust, à la protection excessive de la propriété intellectuelle et à leurs stratégies agressives de fusion-acquisition », pointe le rapport. Les industries pharmaceutiques, les médias et le secteur des technologies de l'information et de la communication sont particulièrement visés. Le monde de la finance n'est pas plus épargné.

La finance dénoncée

La finance déréglementée reste au coeur du monde hypermondialisé actuel. « Les mesurettes prises jusqu'à présent n'ont pas interrompu, et de loin, la course folle de la finance », dénonce la Conférence qui s'alarme de la concentration du secteur bancaire. «Dans beaucoup de pays, les bilans consolidés des cinq premières banques représentent au total un montant supérieur au revenu national », poursuivent les auteurs. Parallèlement, la dette n'a cessé de croître. Dans les secteurs non financiers, l'endettement a atteint le taux record de 230% du PIB mondial en 2016 contre 188% avant la crise.

« Au vu de l'augmentation de l'endettement des ménages et de la réduction de la part des salaires dans le revenu, il devient de plus en plus difficile de fermer les yeux sur les liens entre endettement et insécurité », soulignent ils. La Cnuced invite donc la puissance publique à réagir.

L'incapacité à corriger les excès de l'hypermondialisation menace la cohésion sociale et mine la confiance dans les marchés et les responsables politiques, dit-elle. « Lorsque les machines et les ordinateurs, les motivations à faire du profit et les droits de propriété sont considérés comme plus importants que les gens, (...) le racisme, le matérialisme extrême et le militarisme sont incapables d'être vaincus ». Cité en préambule du rapport, Martin Luther King avait vu juste il y a 50 ans.

https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/030565148539-les-nations-unies-fustigent-les-derives-du-capitalisme-2114605.php

C'est un des traits marquant de l'orientation ou de l'évolution du capitalisme mondial.

Ils osent tout, non pas qu'ils soient cons, non, ils vous prennent pour des cons et force est de constater que les faits leur donnent raison. Ils profitent que la situation ou le rapport de forces est à leur avantage pour se foutre de nous, nous rabaisser, nous humilier, nous écraser...

En complément, lu dans un article.

- Les entreprises du CAC 40 ont annoncé 75,4 milliards d'€ de bénéfices sur 2016 (+32 %) et… 52 milliards sur le premier semestre 2017.

Parole d'internaute. A propos de la Catalogne.

Cela ne vous fait-il pas penser au poker menteur du Brexit ?

Certains sont pour d'autres contre son indépendance. Il faut préciser que les initiateurs de ce référendum se sont prononcés pour le maintien de la Catalogne dans l'UE. J'ai appris que les autorités de Catalogne avait bénéficié du soutien financier de G. Soros qu'on ne présente plus. Cela dit le spéculateur peut tirer profit du chaos qu'il aura encouragé...

Personnellement je n'ai pas étudié la question. Je pensais que cela pouvait être une bonne chose si cela entraînait la chute

de l'économie espagnol, mais l'UE ne le permettrait pas et ce sont les travailleurs espagnols qui en feraient les frais, c'est peut-être le but non avoué. Le Brexit devrait profiter en priorité à la City qui est déjà un Etat dans l'Etat, et renforcerait encore son pouvoir au détriment des travailleurs britanniques.

Je ne veux pas trop m'avancer, mais cela ressemble à une vaste opération télécommandée pour déstabiliser un Etat dont les institutions et le régime sont en crise, de manière à le pousser à adopter des mesures antisociales dans la foulée qu'il pourrait ainsi justifier, sur fond de répression violente histoire de décourager par avance les contestataires potentiels. A suivre.

1- "A qui profite une indépendance de la Catalogne?

Pas aux catalans mais aux partisans des euro-régions.

L'euronarchie veux la mort des nations à ça ne la gêne pas de soutenir en sous main ce type de mouvement."

2- "On préférerait que la Catalogne se batte pour l'instauration d'une République d'Espagne. Quant à se coucher devant l'UE-rope nul besoin dans le cadre de UE-rope des eurorégions. Ainsi les menées séparatistes cadrent bien avec le projet totalitaire UE-ropéen de démantèlement à terme des Etats-nations par dissolution progressive de ceux-ci et montée en puissance des régions. La France vient d'ailleurs de procéder à un reagencement aussi soudain qu'antidémocratique de ses 21 régions ramenées à 13. Sorte de mise aux normes tacite."

3- "Il n'y a pas de Nations au sein de projet d'intégration UE-ropéen. La revendication nationaliste est un prétexte au démantèlement d'Etats-Nations historiques en un foisonnement d'entités balkanisées qui toute demandent à s'intégrer dans cette entité UE-ropéenne. Il est paradoxal d'appeler d'un côté à plus d'intégration UE-ropéenne d'un côté et à la désintégration des Etats de l'autre au profit d'un super État bureaucratique. Le tout en dehors d'unprocessus explicite et effectif. Il est paradoxal qu'on nous explique que d'un côté là France et ses semblables n'auraient plus la taille critique dans la nouvelle configuration et de l'autre d'envisager des comportements sécessionnistes."

4- "Bien peu ici ont eu le réflexe de se demander si la répression n'était pas justement voulue pour lancer l'éclatement de l'Espagne. Les gouvernements sont vendus à l'Union Européenne, n'importe qui de normalement constitué le sait.

Vous avez remarqué comment cette stratégie d'Euros-régions s'adapte parfaitement au contexte politico-historique de chaque pays? En Espagne ont met le doigt là où ça fait mal dans l'histoire récente, en France, on s'attaque au découpage administratif cher à la tradition française. Mais tout ceci ne peut être qu'un hasard. Aucun homme politique ne peut avoir des idées aussi tordues. n'est-ce pas(gne)?"

5- "“A qui profite une indépendance de la catalogne?

Pas aux catalans mais aux partisans des euro-régions.”

Je ne suis pas sûr que l'Europe soit tellement hostile aux Etats; je m'explique : l'Europe est hostile aux Etats s'il s'agit pour eux d'exercer une quelconque souveraineté.

Cependant, l'Europe est parvenue à priver les Etats de frontières, de monnaie et d'une législation souveraine (puisqu'elle est soumise à des directives voire à de simples principes supérieurs primant sur le droit national — à ce sujet, l'instrumentalisation des “Droits de l'Homme” mériterait des développements spécifiques).

Réduits à être des outils déconnectés des peuples, les Etats deviennent de simples courroies de transmission des diktats européens (et les institutions historiques de ces Etats de purs théâtres de marionnettes) et il est naturel que “Bruxelles” ne voie pas d'un bon oeil l'effilochement de ces courroies de transmission (et le renversement des décors de ce théâtre pseudo démocratique..)"

6- "Nous assistons à la continuité du processus de destruction des États d'Europe. Déjà plus ou moins dissous dans l'UE, ces États sont aussi menacés de fragmentation sous l'action de multiples courants séparatistes pour lesquels je n'ai aucune sympathie.

Les idéologues dominants de l'élite mondialiste apportent un soutien médiatique obscène à tout ce qui peut être à la source de conflits régionaux, potentiels déclencheurs de guerres civiles.

Pour y voir clair, il suffit de s'en référer à l'opprobre médiatique jeté sur un événement allant dans le sens inverse, celui d'une restauration de souveraineté, tel que le Brexit.

L'analyse des agissements outranciers des médias est une boussole irremplaçable."

En complément

- L'UE se range derrière Madrid - Liberation.fr

Tout en condamnant les brutalités policières, Bruxelles, comme Macron, donne un blanc-seing à Rajoy pour régler la crise. Liberation.fr 03.09

A quoi bon en traînant les pieds...

- FO: déjugé par sa base, Mailly contraint d'organiser une mobilisation contre les ordonnances - Liberation.fr

Le fossé s'élargit à Force ouvrière entre la base et sa direction. A l'issue de deux jours de conclave, le comité confédéral national (CCN, parlement de la centrale) a adopté vendredi un texte qui, de fait, met son secrétaire général, Jean-Claude Mailly, en minorité. Même si la résolution finale est un subtil compromis entre la position de la direction et celle des membres du CCN. Le malaise est d'autant plus profond que la réaction de Mailly à l'issue de cette journée a laissé penser à de nombreux participants qu'il était alors sur le point de démissionner.

Lors de la première journée du comité, jeudi 28 septembre, le ton est donné. Parmi les 143 responsables d'unions départementales et de fédérations qui composent le CCN, «une majorité d'intervenants se prononce pour le retrait complet des ordonnances, mais également pour au moins une journée de grève interprofessionnelle», témoigne un des participants. Le lendemain matin, Jean-Claude Mailly monte à la tribune. Il réitère ses positions, rappelle le travail mené par la confédération pour peser sur les ordonnances, insiste sur le fait que la branche est consolidée mais commence aussi à donner quelques gages à son parlement: la confédération va étudier les recours juridiques possibles, va peser sur les décrets d'application et essayer d'obtenir davantage sur la hausse des indemnités légales de licenciement qui, dans le texte du gouvernement, ne concernent que les dix premières années d'ancienneté. Il reconnaît également que les ordonnances ne sont pas équilibrées et, surtout, évoque une possible mobilisation avec les autres confédérations. Mais il trace une ligne rouge: «Si on demande le retrait des ordonnances, le bureau confédéral est en vacances jusqu'au congrès.» Une menace de quasi-démission de la direction plane alors sur le CCN.

La commission des résolutions se réunit dans la foulée, sans la présence de Mailly, qui n'en fait pas partie. Le texte original, sur lequel les membres de la commission vont plancher pendant plusieurs heures, est écrit par la direction. Il mentionne dès le début que la perspective d'une mobilisation interprofessionnelle est nécessaire. Mais ne se positionne pas «contre» les ordonnances. «Le bureau confédéral refusait que l'on mentionne le "retrait" des ordonnances, la grève et un calendrier de mobilisation, on a négocié mot à mot pendant des heures», témoigne un membre de la commission.

Un subtil compromis est finalement trouvé. Selon le texte de la résolution, que Libération s'est procuré, le CCN se positionne «contre les ordonnances», demande le «retrait des mesures inacceptables», et non pas des ordonnances, évoque une «mobilisation» et non pas une grève, mais impose un calendrier, soit une mobilisation avant la ratification de la réforme par le parlement. «C'était pour conserver l'unité de l'organisation et permettre à la direction de sauver la face», explique un autre participant. La résolution est alors adoptée par 123 voix et 20 abstentions.

Mais malgré ce texte de compromis, la direction va donner un étrange sentiment à l'assemblée. C'est d'abord le secrétaire général de la fédération des métaux, légitimiste, qui va expliquer qu'il s'abstient car la résolution «déjuge» le secrétaire général. C'est ensuite Jean-Claude Mailly lui-même qui, en fin d'après-midi, va semer la confusion. A la tribune, il déclare: «le bureau confédéral considère qu'il n'est pas soutenu par le CCN et se réunira lundi pour décider des suites». Stupeur parmi les membres du comité confédéral. «Il y a eu un grand moment de flottement, tout le monde pensait alors que Mailly allait démissionner», explique le responsable d'une union départementale FO. «Même si le texte lui permettait de s'en sortir, je pense qu'à ce moment-là, c'est l'esprit du texte qui lui saute à la figure, d'où sa réaction», explique un participant. Mais en fin de journée, Jean-Claude Mailly démentira lui-même, sur Twitter, l'impression qu'il a donnée à son CCN: «Non, je ne démissionne pas! Arrêtons l'intox!» écrit-il, accompagné d'un smiley tout sourire. Reste que le secrétaire général est désormais contraint de prendre langue avec les autres confédérations pour organiser une journée de mobilisation avec elles avant la ratification des ordonnances, prévue pour fin novembre. Une perspective qu'il s'était jusqu'alors refusé d'envisager, et qui sonne comme un vrai désaveu de la part de sa base. Liberation.fr 30 septembre 2017

- Loi travail Mailly cède sur la manif - Libération.fr

Poussé par sa base, le secrétaire général de FO a fini par plier en annonçant qu'il allait se rapprocher des autres centrales pour lutter contre les «mesures inacceptables» de la réforme du code du travail. Il va donc organiser une journée de «mobilisation», sans renier la «concertation». Une acrobatie subtile pour ne pas perdre la face. Liberation.fr 3 octobre 2017

N'en profitez pas pour tirer des plans sur la comète... Vous n'en avez pas encore marre de toutes ces comédies destinées à vous endormir ? Vous nous direz qu'il s'agit de lutte de classes, bordel. Tu parles, elle est où la classe là-dedans, où ? A l'extérieur des syndicats. Il n'existe même pas de courants révolutionnaires ou socialistes dans les syndicats...

Parole d'internaute.

(Travail : ton univers impitoyable – Cash investigation)

1- "Je me demande de plus en plus si cela vaut le coup de faire faire des études à nos enfants, passer plus de vingt ans sur des bancs d'école, à tuer son enfance (et son innocence), si c'est pour qu'ils deviennent publicitaires, DRH ou ministres, dont le métier est d'inciter à consommer, faire des charrettes ou tromper.

Ne vaut-il pas mieux être simple plombier ou menuisier dans son village, petite paye certes mais petites envies consuméristes (pas de grosse bagnole). Le tout entouré de beaux paysages qu'envient les citadins.

Car il ne faut pas se leurrer : grosses études = gros soucis, à peine compensées par grosse paye. Ce qui induit alors grosses dépenses de luxe, autant ostentatoires qu'inutiles, histoire de se persuader qu'on ne se fait pas ch*** au bureau pour rien."

Ce qui est intéressant ici, c'est de constater que même des nantis se posent des questions sur l'orientation de la société ou le sens de leur existence...

Il m'est arrivé dans des causeries d'expliquer que la condition des cadres n'était pas très enviable, car pour avoir un niveau de vie supérieur ils doivent accepter de très lourds sacrifices. En Inde, c'est bien pire encore...

2- "Le fils de mon amie est plombier dans une société de plusieurs dizaines de plombiers.

Actuellement il monte, aux étages supérieurs, sur le dos, grâce à des sangles qu'il a fabriquées lui-même,des radiateurs en fonte qu'il installe (je ne sais plus combien par jour). Le dos cassé, évidemment.

Sur le chantier pas de toilettes : chacun se débrouille avec son seau.

Il vient chercher la camionnette chantier au garage mais son temps de travail ne démarre qu'au chantier.

Vous en voulez plus?

Tout ce que j'écris est vrai et… illégal.

Et alors?

De l'autre côté de la ville une boîte de plomberie s'est montée avec un turn over organisé de polonais (si si).

Faut fermer sa gueule…sinon la porte est ouverte.

Le fascisme voulait une autorité forte, un parlement faible, une disparition des syndicats.

On y va, on y va"

Ai-je eu tort de qualifier le néolibéralisme d'extrême droite, en précisant que les objectifs de l'extrême droite ne sont pas différents?

Il est vrai que de nos jours chacun craint de caractériser qui ou quoi que ce soit, d'appeler un chat un chat, rendez-vous compte, et si c'était une chatte ! Le crétinisme ne concerne pas que les élites, il a largement atteint le mouvement ouvrier. Tenez, ses intellectuels mâles féminisés qui pour masquer leur impuissance (ou leur faillite politique) ont emboîté le pas des élites tout en se réclamant du marxisme. A défaut de reconnaissance par les travailleurs et parce qu'ils ne supportaient pas leur isolement, pour ne pas disparaître littéralement, ils ont préféré rejoindre le club bourgeois des féministes, des écologistes, des anti-racistes, des anti-fascistes, etc. dégénérés.

C'est minable, pathétique d'en arriver là, et dites-vous bien que s'ils sont capables de faire preuve d'une telle bassesse ou servilité pour si peu de choses, il est normal qu'ils versent dans le pire opportunisme ou populisme pour les grandes.

3- "Pas mieux.

L'angle du reportage est d'ailleurs surprenant.

En prenant 2 sociétés “low cost” on laisse entendre que les autres entreprises traitent mieux leurs employés.

Pour avoir de la famille embauchée à Auchan & SFR, je peux vous assurer que les pratiques sont tristement les mêmes…"

Vous devriez plutôt vous demander pourquoi ils tolèrent encore la diffusion de pareilles émissions. Ils en ont supprimé certaines, ils ont commencé à virer certains journalistes, et maintenant ce sont eux-mêmes qui décident qui doit critiquer certains aspects du capitalisme et comment, histoire de faire croire que la démocratie ou la liberté d'expression existeraient réellement et qu'ils en sont les garants. Ils détiennent dorénavant tous les pouvoirs, ils peuvent donc en faire ce qu'ils veulent ou pratiquement tout se permettre, puisqu'ils seront toujours en mesure d'en instrumentaliser les conséquences.

Quand ils présentent un aspect monstrueux du capitalisme, ce n'est pas pour lui faire du tort ou se faire du tort à eux-mêmes, mais pour montrer qu'ils sont tout puissants et que personne ne peut contester leur pouvoir, ce qui aura pour effet - c'est tout du moins c'est ce qu'ils escomptent, d'oter de la tête des travailleurs et des militants qu'il serait possible de changer la société, c'est démoralisant au possible pour des êtres faibles ou déjà réduits à l'impuissance, c'est un puissant moyen pour briser leur velléité de résistance, c'est comme leur dire, nous avons gagné la guerre de classe, soumettez-vous de bonne grâce, acceptez votre sort tel qu'il est, vous n'avez pas le choix.

4- "J’ai en effet l’impression que le système a toujours plusieurs coups d’avance. Comment résister au rouleau compresseur médiatique, aux valises de billet de l’IUMM, à la novlangue des politique, à l’inversion permanente des valeurs, au consumérisme forcené, à notre tendance atavique à être des larbins ? Il faut une discipline mentale d’acier ne serait-ce que pour s’extraire individuellement de ce système des valeurs qui n’en sont pas. De là à imaginer un mouvement d’ampleur coordonné…"

C'est pourtant la seule voie pour en finir avec le capitalisme.

La question est dialectique, qu'est-ce que les travailleurs sont prêts à endurer, à quel niveau situent-ils le moment où ils ne peuvent plus supporter leur condition, qu'est-ce qui constituera la goutte de trop qui fera déborder le vase, qui servira de déclic à leur soulèvement.

Encore faut-il qu'on s'entende sur ce qu'on prend en compte dans notre définition de leur condition. La réalité ou la société se compose de facteurs matériels et de rapports sociaux qui ont une histoire, et dont les hommes (ou les classes) sont les acteurs inconscients.

Leur comportement dépendra de l'existence de ces facteurs ou rapports, autant que la manière dont ils les interprètent, selon qu'ils subissent plus ou moins l'influence de l'idéologie et de la propagande du régime. Les deux types de facteurs, objectifs et subjectifs, sont intimement liés.

Plus leur condition matérielle sera confortable, plus ils auront tendance à s'accommoder du régime ou à le soutenir, et plus elle se dégradera ou sera misérable, et plus ils auront tendance à le combattre ou à rompre avec lui. Autrement dit, plus leur condition matérielle sera confortable, et plus la propagande du régime aura d'emprise sur eux, et plus elle sera dégradée, et plus ils seront indifférents à cette propagande. Mais ce n'est pas parce qu'ils y seraient indifférents qu'ils ne la subiraient pas à leur insu. On devrait donc plutôt dire qu'ils rejettent les aspects les plus insupportables du régime, mais ils continuent de s'en accommoder parce qu'ils estiment que leur existence quotidienne en dépend, alors qu'en réalité elle dépend autant des rapports établis entre les classes qui définissent la nature du régime, que l'interprétation qu'ils en font inconsciemment. C'est autant la manière dont la classe dominante traite les contradictions du capitalisme et qui détermine son évolution, que le comportement des travailleurs face aux conséquences qui en découlent pour eux, qui composent la situation.

Autrefois les travailleurs en général étaient peu évolués, ils demeuraient très arriérés, une grande partie d'entre eux savaient tout juste lire, écrire et compter, la plupart quittaient l'école très tôt, peu accédaient aux études supérieures, ils ne lisaient pas ou très peu, leurs connaissances étaient très rudimentaires, leur niveau intellectuel demeurait très bas, et les instruments qui existaient pour les conditionner se réduisaient à leur propre éducation, l'école, les prêches des curés et les discours politiques qui étaient colportés de bouche à oreille ou qu'ils entendaient à la radio, le cinéma et la chanson populaire pour les distraire ou mieux les endormir.

De nos jours, ils sont plus instruits, ils sont en principe moins arriérés, la plupart ont été scolarisé jusqu'en 3è ou jusqu'au bac et une grande partie d'entre eux accèdent à l'université ou aux études supérieures, davantage lisent, fréquentent les bibliothèques municipales, continuent de s'instruire après avoir arrêté leurs études, leurs connaissances sont donc meilleures et leur niveau intellectuel s'est élevé, cependant ils demeurent formater par leur éducation, l'école, auxquelles il faut ajouter les jeux vidéos, la publicité, le cinéma, la radio la télévision, Internet, et s'ils se sont détournés des curés, ils les ont remplacés par des ONG et une multitude d'acteurs sociaux liés au régime.

Autrefois leur condition matérielle était très élémentaire ou très rude, ils travaillaient 15,12, puis 8 heures par jour, il existait peu de distractions, ils ne voyageaient pas ou ne sortaient pas de France, ils disposaient de peu de temps libre qu'ils consacraient à

se reposer ou à reprendre des forces avant de se remettre à la tâche, leurs besoins étaient réduits à peu de choses, de quoi s'alimenter et se vêtir, payer un loyer, quelques meubles, de quoi cuisiner et se chauffer, une cuvette pour se laver, une lessiveuse, un poste de radio, un vélo ou une mobylette pour aller travailler, et plus tard un tourne-disque et un réfrigérateur, ils partaient en car ou en train en vacances, en camping. Bref, tout leur rappelait à chaque instant qu'ils appartenaient à la classe inférieure et qu'ils n'avaient pas accès à certains besoins réservés aux nantis.

De nos jours, leur condition matérielle s'est améliorée au point de gaspiller leur temps et leur argent dans des objets inutiles ou des distractions qui ne leur apportent rien ou les abrutissent un peu plus. Ils ont fait de la consommation ou de l'accumulation de biens matériels leur idéal sans s'apercevoir qu'en procédant de la sorte ils s'enchaînaient un peu plus à un régime en faillite ou en putréfaction qui va les renvoyer à leur condition antérieure, en pire, parce qu'ils ne pourront plus espérer par la suite aucune amélioration de leur sort devenu plus précaire que jamais. Travailler toujours plus dans des conditions de plus en plus difficiles pour continuer de consommer des biens et des services dont ils n'ont pas forcément besoin, jusqu'au jour où ils devront s'en passer. Leur attention se portant de préférence sur les biens matériels plutôt que sur des valeurs, elles vont se dégrader également sans s'apercevoir que ce processus est en rapport avec la détérioration de leur condition matérielle, du fait qu'ils sont conditionnés pour penser ou agir de la sorte et qu'ils n'en ont pas conscience.

Quant à ceux qui vont continuer de disposer de conditions d'existence matérielles avantageuses, ils constateront que la précarité tend à s'étendre à l'ensemble des travailleurs, et que ces valeurs sont dorénavant ouvertement foulées aux pieds, sans pour autant changer de comportement ou s'engager pour les défendre, parce qu'ils sont davantage attachés à leurs privilèges matériels, ils préfèrent s'en remettre aux représentants du capitalisme pour rectifier ses excès plutôt que d'envisager de s'en débarrasser, sans se soucier de l'incohérence de leur démarche et de ses conséquences pour le reste des travailleurs. La seule chose qui pourrait les inciter à modifier leur mode de pensée et à passer à l'action réside dans la crainte de tout perdre brutalement, soit qu'ils soient victimes eux-mêmes des méfaits du néolibéralisme, soit qu'ils envisagent comme possible une nouvelle guerre mondiale, la propagande des va-t-en-guerre pourrait donc se retourner contre eux.

Au passage, on a là un exemple parmi tant d'autres qui démontre que la propagande loin d'avoir des conséquences insignifiantes qu'il faudrait négliger, détermine en grande partie le comportement des travailleurs, de la même manière que leur condition matérielle d'existence.

On lira avec un très grand intérêt un article relatif à la Première Guerre mondiale (La falsification de l'histoire : un moyen de maintenir le pouvoir impérial.) qui prouve documents ou preuves à l'appui, que les capitalistes avaient envisagé puis programmé cette guerre bien des années avant qu'elle ne se produise, et comment durant toute la période d'avant-guerre leurs représentants s'étaient employés à conditionner les peuples pour justifier cette guerre et obtenir leur consentement. A la fin de cette lecture, il ne reste plus rien de l'interprétation officielle qui figure dans les manuels scolaires ou dans les ouvrages des historiens ou encore dans la littérature généralement destinée aux militants du mouvement ouvrier, ne demeure que la cruauté, le cynisme des banquiers, des oligarques et leurs représentants, la monstruosité du capitalisme. C'est l'histoire telle qu'elle devrait être enseignée dans toutes les écoles et universités. Elle permettrait à chacun de comprendre que les guerres menées par les impérialistes ne sont pas le produit du hasard ou d'incidents fortuits, mais bien la combinaison des besoins du capitalisme et de la volonté de ceux qui trônent à son sommet pour perpétrer ce système économique et conserver leurs privilèges, leur hégémonie sur le reste de la société.

Les références de cet article :

La falsification de l'histoire : un moyen de maintenir le pouvoir impérial - Traduit par Horizons et Débats - Source: Zeit-fragen : http://arretsurinfo.ch/la-falsification-de-lhistoire-un-moyen-de-maintenir-le-pouvoir-imperial/ ou http://www.zeit-fragen.ch/fr/editions/2017/no-21-6-septembre-2017/la-falsification-de-lhistoire-un-moyen-de-maintenirle-pouvoir-imperial.html)

5- "...il m'est venu cette pensée : "on est très partiellement en démocratie et encore quelle démocratie ?""

Encore un petit effort et vous parviendrez au constat que ce n'était qu'une illusion...

6- "On peut facilement faire le rapprochement avec ce que disait Juncker "il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traité européens" qui ne sont rien d'autre que des contrats économiques, nous ne sommes plus dans une démocratie mais dans l'entreprise Union Européenne. Une fois ceci compris le reste est clair."

Non, ce n'est toujours pas clair du tout, car la démocratie n'existait pas davantage auparavant, pas plus que le socialisme quelque part dans le monde d'ailleurs, puisqu'aucun peuple ne détenait réellement le pouvoir, la question est donc de savoir comment vous avez pu confondre un régime antidémocratique avec la démocratie, qu'est-ce que signifie la démocratie sinon que c'est le peuple qui détient le pouvoir (politique) de décider de l'orientation de la société...

7- "Bravo à nos chers dirigeants, tout à fait efficaces quand il s'agit de transformer ce qu'on appelait "travailleurs" il y a peu en ce qu'on va désormais appeler "esclaves"."

On vous laisse vos "chers dirigeants" qui ne méritent que la corde. La réalité toute crue que vous ne voyiez pas auparavant ou plutôt que vous ne vouliez pas voir.

Ils s'en trimballent des casseroles !

- Code du Travail: concerts de casseroles de militants LFI dans toute la France - AFP

A Lille, le député Ugo Bernalicis est venu avec une cinquantaine de militants

A Grenoble, une vingtaine de militants LFI ont déambulé dans le centre-ville en tapant sur des casseroles...

A Marseille, où se trouve la circonscription de Jean-Luc Mélenchon, une centaine de personnes se sont rassemblées dans le centre-ville...

A Lille, le député Ugo Bernalicis est venu avec une cinquantaine de militants. AFP 1 octobre 2017

Le Média, terme générique destiné à faire disparaître les contradictions de l'opportunisme ou toute opposition au régime.

Il est encensé par un des porte-parole du régime... via sa maison mère à Washington.

- Pourquoi la création d'un nouveau média citoyen est une bonne nouvelle - Le Huffington Post

Si le projet n'a pas tardé à subir certaines critiques sur les réseaux sociaux, la création d'un nouveau grand média français défendant une ligne alternative est une bonne nouvelle pour notre société, pour différentes raisons:

1. Un outil au service du pluralisme en France

La ligne alternative affichée par Le Média est un bol d'air dans le paysage médiatique français. Car, rappelons que la démocratie et la République reposent sur le débat citoyen... (L'entreprise consiste donc à faire croire qu'on serait en démocratie. Ce sera donc un instrument destiné à combattre la démocratie. - LVOG)

2. Une information indépendante des puissances financières

Le Media, en se voulant indépendant des grandes puissances financières, conservera sa neutralité vis-à-vis des enjeux financiers ou politiques liés au monde du business. De cette façon, son équipe n'aura pas à craindre de représailles, et pourrait être en capacité de creuser d'avantage certains sujets. Pour s'en convaincre, penchez-vous donc sur le nombre d'affaires sensibles dévoilées par Le Canard Enchaîné ou par Médiapart... (Qui ont soutenu la candidature de Macron ! - LVOG)

3. Un projet qui s'inscrit dans la société actuelle

En s'appuyant sur un modèle participatif renforcé par un réseau de correspondants venus d'ONG, le projet s'offre l'opportunité de donner la parole plus largement qu'aujourd'hui, et donc d'être plus représentatif de la société dans son ensemble. Un point essentiel, lorsqu'on connaît la défiance des Français vis-à-vis du monde médiatique, souvent accusé d'être déconnecté de la réalité. Le Huffington Post

Financé par l'Etat via le financement des partis qui y participeront, donc pas indépendant, CQFC.

Si au moins c'était vrai. D'autres ont déjà pris le relais, hélas!

- La social-démocratie au bout du rouleau en Europe - lexpress.fr

France, Allemagne, Pays-Bas, Irlande, Autriche. Les élections tenues en 2017 ou à venir voient s'aggraver le recul des gauches de gouvernement. Voici pourquoi.

La dégringolade de la gauche peut-elle être stoppée en Europe? En France, le Parti socialiste était absent du second tour de la présidentielle du printemps, plafonnant à 9,5% aux législatives de juin. Aux Pays-Bas en mars, le parti travailliste néerlandais s'effondrait avec 5,7% aux législatives. Le SPD allemand s'en tire un peu mieux avec 20,5% des suffrages, le 24 septembre, mais c'est son pire résultat depuis 1949.

"Le déclin des partis sociaux-démocrates s'est accéléré depuis la crise de 2008, mais le recul, masqué par des succès électoraux ici et là, a commencé il y a trente à quarante ans", observe Philippe Marlière, professeur de sciences politiques à l'University College de Londres, spécialiste de la gauche en Europe.

Les sociaux-démocrates sont d'une certaine façon victimes de leur succès. Considérant la protection sociale comme un acquis, "les catégories populaires et moyennes de l'après-guerre sont devenues plus individualistes, elles ont moins le sens du collectif", souligne l'historien spécialiste du PS Alain Bergounioux.

En parallèle, les partis "progressistes" ont privilégié la classe moyenne, en essor, au détriment des catégories populaires. En sous-estimant parfois l'importance de ces dernières, qui ne se limitent pas aux cols bleus du secteur industriel... (...)

La crise économique des années 1970 a conduit les partis sociaux-démocrates à donner la priorité à la relance de la machine économique, au détriment de la protection sociale.

Tony Blair est celui qui a le mieux insufflé cette mutation avec la "Troisième voie", imitée un peu partout en Europe, en premier lieu par l'Allemand Gerhard Schröder. Il est le créateur de la "triangulation" (emprunter une partie du lexique du camp adverse) qui lui a valu dix années au pouvoir. Mais, admet Alain Bergounioux, "cette voie a conduit au creusement des inégalités".

Compromis entre le capital et le travail, la social-démocratie est un réformisme qui promeut la justice sociale et la redistribution économique. "En poussant le curseur du côté du capital au détriment de celui du travail, ces formations ont tout bonnement perdu leur utilité", diagnostique Philippe Marlière.

L'accélération de la globalisation a aggravé le phénomène, "ces politiques étant conçues pour fonctionner dans le cadre national, en s'appuyant sur des syndicats forts", complète Alain Bergounioux.

"Aux Pays-Bas, la flexibilité de l'emploi est généralisée. Plus aucun jeune adulte n'a un travail stable", commente à L'Express le politologue néerlandais René Cuperus. Dans ce monde en mutation, "la fin de l'hégémonie occidentale, l'avènement de sociétés multiculturelles, les inquiétudes en matière de sécurité alimentent le pessimisme, le déclinisme. Dans ce contexte, les questions identitaires, l'islam, l'immigration, sont des exutoires", poursuit ce spécialiste des gauches européennes. (...)

La plupart des pays connaissent un émiettement politique freiné seulement par le mode de scrutin majoritaire au Royaume-Uni : aux Pays-Bas, les trois premiers partis totalisaient 90% des voix il y a trente ans, ils ne rassemblent que 47% des électeurs aujourd'hui.

"L'âge des grands partis de gouvernement s'achève", Alain Bergounioux. Dans presque toute l'Europe, ils sont doublés soit sur leur gauche, soit sur leur droite par de nouveaux venus en politique, des mouvements plutôt que des partis: Podemos à gauche, Ciudadanos à droite, en Espagne. LREM et la France insoumise dans l'Hexagone, Syriza en Grèce, le mouvement 5 étoiles en Italie, premier des pays d'Europe à avoir vu disparaître la gauche de gouvernement...

"Les partis sociaux-démocrates sont devenus des machines à carrière, pour une élite complètement déconnectée de la population", ajoute René Cupérus, au point d'être surnommés "partis cartels" par les formations populistes, qu'ils ont contribué à faire croître.

"Cette crise sera probablement fatale à la social-démocratie, renchérit le politologue. Au Royaume-Uni, Jeremy Corbyn a réussi à ranimer le parti travailliste parce qu'il en a fait autre chose." En s'appuyant justement sur un mouvement, Momentum, et sur la base de militants qui ne l'ont pas lâché quand les élus se sont insurgés contre lui.

"Pour conduire cette mue, Corbyn apparaissait crédible comme force de renouveau parce qu'il a toujours été rebelle à la ligne du parti, décrypte Philippe Marlière. Ce n'est pas le cas de Martin Schulz qui en tant qu'élu européen, a accepté toutes les réformes communautaires libérales. Quant à Benoît Hamon, passé le vote sanction de la primaire, il n'a pas disposé de temps suffisant pour mettre en avant un programme par ailleurs pas assez focalisé sur le social, contrairement à ce qu'a réussi Jean-Luc Mélenchon."

Le Portugal fait lui aussi figure d'exception, avec, là aussi, un virage à gauche grâce au soutien (sans participation) de la gauche radicale. Le pays a ainsi tourné le dos à des années d'austérité et retrouvé le cercle de la croissance.

Autre contre-exemple, celui de la gauche de gouvernement scandinave qui échappe à la désaffection, parfois au prix d'une métamorphose déconcertante: ainsi du parti social-démocrate danois. Prônant un niveau élevé de protection sociale, il a adopté un discours populiste anti-immigration. Peut-on encore parler de gauche "progressiste"? lexpress.fr 30.09

Au Portugal, ils ont tellement tiré sur la corde qu'il n'y avait pratiquement plus rien à rogner, sous peine que la totalité de la

société devienne insolvable, ce qui aurait gravement compromis la stabilité ou pire l'existence du régime... Il était donc temps que le PS prenne la relève et ainsi de suite...

De la même manière qu'on n'entend plus parler de la Grèce...

La servilité n'a pas de limites.

- Les JO de Paris au prix de la mort de la langue française - Par Bernard Gensane — 29 septembre 2017

Ils étaient huit à Lima pour représenter la candidature de Paris. Cinq d'entre eux : Valérie Pécresse (résidente de la région Île-de-France, ancienne ministre de droite), Guy Drut (ancien champion olympique, ancien ministre de droite), Tony Estanguet (triple champion olympique de canoë), Youssef Halaoua (vidéaste), Anne Hidalgo (maire solférinienne de Paris), se sont exprimés en anglais alors que le français est la première langue officielle de l'olympisme et que, lorsqu'il y a conflit entre la traduction d'un document en français et en anglais, c'est la version française qui fait foi.

Techniquement parlant, s'exprimer en anglais n'a aucun intérêt pratique car des traductions simultanées sont systématiquement offertes.

Article 24 de la Charte de l'Olympisme : 1 – Les langues officielles du Comité International Olympique sont le français et l'anglais. 2 – À toutes les Sessions, une interprétation simultanée doit être fournie en français, anglais, allemand, espagnol, russe et arabe. 3 – En cas de divergence entre le texte français et le texte anglais de la Charte olympique et de tout autre document du CIO, le texte français fera foi.

http://arretsurinfo.ch/les-jo-de-paris-au-prix-de-la-mort-de-langue-francaise/

Se réclamer d'un principe n'a aucune valeur en soi. C'est la nature de celui qui s'en réclame qui détermine ses réelles intentions et l'usage qu'il compte en faire.

- Pourquoi la liberté d'expression est un conte de fées - Par Bruno Guigue — 17 septembre 2017

La liberté d'expression fait partie des nobles principes dont se prévalent les régimes qui se disent «civilisés» et se prétendent «démocratiques». Pour l'idéologie libérale, les choses sont simples. Comme nous sommes libres et égaux, nous jouissons tous de la possibilité de nous exprimer comme nous l'entendons. Attachée à notre nature, cette liberté inaliénable serait à la portée de tous. Dans ce monde idéal où les libertés n'attendent que l'initiative individuelle pour s'accomplir, où chaque individu est un Robinson en attente d'une île déserte pour y bâtir un monde à son image, chacun serait libre de s'exprimer en toutes circonstances.

En réalité, il suffit de formuler clairement – comme nous venons de le faire – ce que devrait être la liberté d'expression pour s'apercevoir qu'elle est non seulement irréelle, mais absolument impossible sous le régime social qui est le nôtre. Elle est irréelle, en effet, pour la simple raison que tous les citoyens ne peuvent pas exercer cette liberté dans les mêmes conditions. Lorsqu'on vante la liberté d'expression qui régnerait dans les démocraties occidentales, on se contente en réalité d'une liberté abstraite, «formelle» comme disait Marx, et on raisonne comme s'il suffisait d'ouvrir la bouche pour jouir de cette merveilleuse liberté accordée à tous.

Or cette liberté tant vantée est un véritable conte de fées, car son exercice effectif – et non la simple possibilité abstraite de cet exercice – suppose la possession de moyens dont nous ne sommes pas également dotés. Dans le monde féerique du libéralisme cette inégalité ne pose aucun problème, mais il se trouve que nous vivons dans le monde réel. Si je n'ai pas les mêmes idées que mon voisin, il n'est pas indifférent de savoir qu'il possède un journal alors que je n'en possède aucun. Sa liberté d'expression ne sera pas équivalente à la mienne. Dans une société où une minorité détient la majeure partie du capital, il est clair que certains sont «plus libres» que d'autres. Parce qu'ils monopolisent l'exercice de la liberté d'expression, les riches, en réalité, en privent les pauvres.

Envisagée de manière concrète, la question de la liberté d'expression, par conséquent, recoupe celle de la propriété des moyens d'expression. En France, une dizaine de milliardaires possède la quasi-totalité des titres de la presse écrite et audiovisuelle, nationale et régionale. Mais ce n'est pas par amour pour la «liberté d'expression» que ces détenteurs de capitaux ont pris le contrôle des médias. Si c'était le cas, la ligne éditoriale de ces organes de presse ne serait pas monolithique jusqu'à la caricature. Elle ne refléterait pas aussi crûment les choix idéologiques d'une caste qui entend imposer sa vision du monde. «La liberté de la presse, disait Marx, est la liberté que les capitalistes ont d'acheter des journaux et des journalistes dans l'intérêt de créer une opinion publique favorable à la bourgeoisie». Le matraquage médiatique ayant conduit le godelureau de la finance à l'Elysée en est un bon exemple. (...)

Pour défendre la liberté d'expression, il faut d'abord cesser de lui prêter une réalité qu'elle n'a pas. On fait comme si chacun était

libre d'en jouir, alors qu'il s'agit d'une possibilité dont la réalisation dépend de moyens dont le simple citoyen est dépourvu. Tant que ces moyens sont monopolisés par la bourgeoisie d'affaires, cette réalisation est chimérique. Dans les prétendues démocraties, la liberté de la presse est le manteau dont se drape la classe dominante pour formater l'opinion. «La propagande est à la démocratie ce que la matraque est à la dictature», disait Chomsky. Toute parole qui échappe à la censure de la classe dominante est une victoire, mais c'est l'arbre qui cache la forêt. La seule façon de promouvoir le pluralisme, c'est l'expropriation sans condition des magnats de la presse.

http://arretsurinfo.ch/pourquoi-la-liberte-dexpression-est-un-conte-de-fees/

Opération dilution ou supercherie intellectuelle

Lu dans un article.

L'ennui avec une idéologie, quelle qu'elle soit, c'est que son approche de la réalité est rarement conforme avec les faits. Lénine disait qu'il n'y avait que deux idéologies, l'idéologie bourgeoise ou l'idéologie socialiste . En cela, comme sur d'autres points d'ailleurs, il avait tort. Il y en a une troisième : l'idéologie de l'Islam militant ou islamisme.

(Philippe Raggi est chercheur en géopolitique, spécialisé sur l'Asie du Sud-Est. Chef du département Asie du Sud-Est, à l'Académie Internationale de Géopolitique. Chargé de recherche, au Centre Français de Recherches sur le Renseignement (CF2R).)

A ce compte-là il existe une idéologie de droite, du centre-droit, du centre-gauche, de l'extrême droite, du fascisme, républicaine, féministe, écologique, de gauche, d'extrême gauche, ultra gauche, anarchiste, libertaire de droite, etc. on peut ainsi en créer autant qu'on en veut !

Mais surtout, il n'existe pas deux idéologies irréconciliable pour représenter les deux seules classes indépendantes de la société qui s'affrontent dans la lutte des classes, celle des capitalistes et celle des ouvriers au sens large du terme.

Croire ou ne pas croire...

Les Etats-Unis contrôlent aussi la communication: tout ce qui vient d'être mentionné est explicité sur Internet ou même imprimé, mais soigneusement tenu à l'écart du grand public. Du coup, la plupart d'entre nous continuent à croire que le chaos créé par les Etats-Unis est le fruit involontaire de ses politiques bienfaisantes. Ceux qui ne sont pas de cet avis sont catalogués de conspirationnistes. (Asad Durrani (né le 4 février 1941 à Lahore, Pakistan), est lieutenant-général retraité, ancien diplomate et directeur de divers services de renseignements.)

http://arretsurinfo.ch/faire-les-foins-alors-que-la-grange-est-en-feu

Et depuis un siècle ou un siècle plus tard, rebelotte...

- La falsification de l'histoire: un moyen de maintenir le pouvoir impérial Par Wolfgang Effenberger — 10 septembre 2017

L'auteur nous raconte comment la Première Guerre mondiale a été minutieusement préparée des années à l'avance dans les chancelleries, les amirautés... et par les banquiers, documents ou preuves à l'appui. - LVOG.

En 1979, David L. Hoggan écrivit dans son ouvrage intitulé «Le siècle aveugle»: «Les électeurs américains frustrés, ne pouvaient pas désamorcer le système corrompu des nominations par les réunions des partis – dictant à volonté le choix des candidats aux présidentielles en les entourant ensuite avec un grand brouhaha insensé […] – pour ces électeurs américains, l'année 1916 était à nouveau une élection présidentielle typique […] entre les deux candidats, faisant semblant de se combattre, mais qui étaient en réalité de connivence avec J.P. Morgan et J.D. Rockefeller. Ces deux derniers avaient décidé longtemps avant la campagne électorale officielle […] que l'entrée en guerre officielle des Etats-Unis était une nécessité absolue afin d'assurer les profits de Morgan et Rockefeller suite aux emprunts obligataires accordés aux alliés.»(9)

(9) - Hoggan, David L. Das blinde Jahrhundert. Tübingen 1979, p. 454

http://arretsurinfo.ch/la-falsification-de-lhistoire-un-moyen-de-maintenir-le-pouvoir-imperial/

Cela ne vous rappelle-t-il rien, par exemple la Libye ou la Syrie ?

La crise des réfugiés rohingya et le problème de l'objectivité - Par Gearóid Ó Colmáin — 16 septembre 2017

Le 25 août, un groupe terroriste de l'Armée du Salut Rohingya d'Arakan [ARSA, Arakan Rohingya Salvation Army, anciennement Harakah al-Yaqin, NdT] appuyé par l'Arabie Saoudite a pris d'assaut trente postes de police dans l'État d'Arakan au Myanmar, tuant 12 officiers de police et deux civils. Le gouvernement birman a réagi en lançant une opération militaire de contre-insurrection à grande échelle. 59 insurgés furent tués.

http://arretsurinfo.ch/la-crise-des-refugies-rohingya-et-le-probleme-de-lobjectivite/

Ne trouvez-vous pas étonnant qu'on n'en tienne pas compte dans notre conception de la lutte de classe ?

Une brève histoire de la propagande - Par Corinne Autey-Roussel — 11 septembre 2017

Ces mots du chef de file historique des pionniers de la propagande occidentale définissent également la publicité, et pour cause : la seule différence entre les deux est que la publicité s'affiche en tant que telle, alors que la propagande se fait passer pour la vérité.Que ce soit pour vendre un produit, une nouvelle loi, un candidat à la présidence, un coup d'État ou une guerre, la propagande (propagande, publicité, relations publiques, communication, gestion de la perception : cinq dénominations pour une seule et même industrie) est devenue le premier moyen de communication entre les décideurs (politiciens, multinationales, banques, etc) et le reste de la population.

USA : les pionniers de la propagande en tant que discipline « scientifique »

Après la révolution industrielle de 1845, les taux d'alphabétisation des populations occidentales grimpent en flèche (au Royaume-Uni, entre 1840 et 1900, le taux d'alphabétisation passe de 30 à 97%. La France suit le mouvement avec une évolution à la hausse, de 54,40% pour les hommes et 45% pour les femmes en 1866 jusqu'à 97% pour les deux sexes en 1911.3 Les Américains, quant à eux, jouissent d'un taux d'alphabétisation de 90% dès 1795 4). Dans ces démocraties en grande partie définies par la liberté d'expression, les ventes de papier imprimé explosent, mais la multiplication des opinions et des plate-formes journalistiques a des effets imprévus : le ton monte rapidement, les positions se radicalisent, les invectives noient les débats et des mouvements protestataires radicaux émergent.

« Attention, les médias ne reflètent pas la réalité. » Le business de la communication (ou si on préfère, des manipulations publicitaires et médiatiques de l'opinion), qui atteint aujourd'hui les 200 milliards de dollars par an dans les seuls USA, représente le deuxième poste de dépense mondial, juste après l'armement.1

En 2009, la campagne publicitaire la plus primée a été la campagne présidentielle de Barack Obama.

Pour les gouvernements et au premier chef celui du principal pays capitaliste, les États-Unis, il va s'agir d'harmoniser ces voix et d'étouffer celles qui pourraient les mettre en danger, par exemple celles du Parti communiste, de la gauche populiste ou encore des anarchistes. Pour leur part, les entreprises privées, qui ont découvert depuis les débuts de la presse écrite à quel point la publicité augmente leur profits, souhaitent les contrôler. Ce qui amènera les uns et les autres, au début du XXe siècle, à recruter des journalistes d'opinion dans le cadre d'une nouvelle discipline, les relations publiques/communication d'entreprise/publicité – autrement dit, la propagande.

« Les origines des relations publiques étaient une réponse à la montée d'une classe ouvrière remuante à la fin du XIXe siècle » — Anne Bernays, romancière et fille d'Edward Bernays.

Bien entendu, ces pionniers de la manipulation de masse ne feront que structurer, codifier et développer quelque chose qui existe déjà, mais ce faisant, ils donneront forme à un secteur indispensable au maintien de l'économie capitaliste. Sans les constantes incitations à la consommation de sa publicité et le soutien quotidien de sa propagande politique, sociale et sociétale, il est en effet probable que l'économie de marché s'effondrerait en quelques semaines.

Ivy Lee, un propagandiste de premier plan crédité de l'invention du communiqué de presse, conseille Rockefeller et à partir de 1929, la corporation de l'Allemagne nazie IG Farben. Il a pour concurrent majeur Edward Bernays, le « père » du business moderne de la communication.

Le 28 octobre 1906, un train de la Pennsylvania Railroad détaille à Atlantic City, faisant plus de 50 victimes. Confrontée à la perte brutale de sa crédibilité, la compagnie, une cliente de la toute nouvelle firme de relations publiques du journaliste Ivy Lee, lui demande de redorer son image. Jusque là, les compagnies ferroviaires répondaient à ce type d'accidents en minimisant les faits ou en les occultant, en couvrant les responsables et en refusant de répondre à la presse. Lee choisira la stratégie opposée : d'abord, il demandera à la compagnie d'envoyer une déclaration à la presse, puis il invitera des reporters et des photographes à se rendre sur place dans un train spécialement affrété pour eux. Sur les lieux de l'accident, il tiendra des conférences de presse, distribuera des fiches d'information et organisera des rencontres et des interviews avec des ingénieurs experts et des cadres de la compagnie. Le public, la presse et les officiels du gouvernement seront unanimement séduits par la bonne foi apparente, le souci de sécurité et la transparence de la Pennsylvania Railroad. Dans les années suivantes, toutes les compagnies de chemin de fer emboîteront le

pas aux méthodes d'Ivy Lee, et d'autres secteurs ne tarderont pas à suivre.

En 1914, La Colorado Fuel and Iron Company, une compagnie minière appartenant au milliardaire John D. Rockefeller Jr, fait tirer à balles réelles sur des mineurs grévistes et incendie leurs habitations dans un incident connu sous le nom de massacre de Ludlow.5 La réaction outrée de l'opinion publique pousse Rockefeller à recruter Ivy Lee. Avec sa stratégie habituelle de franchise et de bonne volonté apparentes, Lee enverra des communiqués de presse factuels à divers officiels et à des journaux, qu'il couplera à des opérations de séduction : il enverra John D. Rockefeller Jr dialoguer et manger avec les mineurs, danser avec leurs épouses et distribuer des piécettes à leurs enfants. Inconscients de la manipulation, les mineurs, la presse et le public sont encore une fois conquis.

Lee invitera ensuite les entreprises, en tout premier lieu Rockefeller, à entretenir une bonne image auprès du public et des médias en finançant des fondations à but ostensiblement philanthropiques et en opérant leurs propres départements de relations publiques.

La communication d'entreprise est née.

En quelques années, John D. Rockefeller Jr passera de l'image d'un requin sans âme – ce qu'il ne s'était pas caché d'être jusque-là – à celle d'un patron paternel et généreux.

En 1929, Ivy Lee devient conseiller en relations publiques de la corporation IG Farben, avec pour mission de désamorcer les critiques contre l'entreprise nazie aux USA. L'affaire finira mal pour Lee : en 1934, le Congrès lui demande de répondre d'accusations d'antisémitisme et de propagande nazie. Le décès de celui que l'écrivain Upton Sinclair appelait « Poison Ivy » depuis l'affaire du massacre de Ludlow interrompra l'enquête. 6

Selon Anne Bernays, Ivy Lee est probablement le vrai « père » des relations publiques. Il était motivé, a-t-elle écrit, par « le caractère divin de la richesse privée et le danger représenté par la foule. » 7

Propagande de guerre, propagande de paix : la Première Guerre mondiale de George Creel

La Première Guerre mondiale a été le creuset de tout l'appareil de communication/propagande moderne. En France, en Grande-Bretagne, les axes de la propagande se rejoignent sur une utilisation parallèle d'affiches encourageant au travail patriotique et au soutien de l'effort de guerre, ainsi que de diabolisations similaires de l'ennemi. Mais aux USA, des paramètres différents amèneront le gouvernement à coordonner une opération de propagande d'envergure inédite. Son grand ordonnateur en sera encore un journaliste, George Creel.

Jusqu'en 1917, la population des USA ne manifeste aucun enthousiasme envers cette guerre qu'elle ne considère pas comme la sienne. De plus, la neutralité rapporte bien assez : l'économie des USA a décollé grâce à la vente de produits alimentaires, de coton et de matériel de guerre aux alliés. Mais les événements finiront par forcer la main du président Woodrow Wilson et le 4 avril 1917, les USA déclarent la guerre à l'Allemagne. Reste à convaincre l'opinion publique, qui reste très majoritairement réticente à envoyer ses hommes sur des fronts étrangers.

Le journaliste d'investigation et politicien George Creel sera chargé de créer et de piloter un appareil de propagande de masse, le Committee on Public Information (CPI, également nommé Comité Creel). 8 Creel utilisera tous les recours possibles de l'époque : dessinateurs, photographes, journalistes, publicitaires, chansonniers, stars du muet, conférenciers et une armada de 75 000 hommes et femmes propagandistes de terrain, les dénommés « Four-minute men », qui sillonneront le pays pour haranguer les foules dans les églises, les cinémas entre deux séances, les réunions de loges maçonniques, les salles syndicales, les synagogues, les cours de catéchisme, jusqu'aux camps de bûcherons et aux réserves indiennes. Creel fera en outre composer des chansons patriotiques et organisera des tournées de conférences de héros de guerre français et britanniques. L'opération, un immense succès, fait basculer la population américaine de l'indifférence à la fièvre militariste en quelques mois.

Les techniques de propagande inventées par le Comité Creel, reprises, développées et perfectionnées au cours des décennies suivantes dans l'ensemble du monde occidental, fonderont le business de la fabrication du consentement qui s'installera dans la vie quotidienne des sociétés occidentales après la guerre. Walter Lippmann, les débuts du concept d'interventionnisme humanitaire et le triomphe de l'élitisme

Journaliste de gauche libérale modérée, Walter Lippmann (1889 – 1974), aujourd'hui considéré comme l'un des plus grands chroniqueurs politiques au monde, rejoint Woodrow Wilson au cours de sa campagne de réélection de 1916. Malgré son pacifisme, les conseillers de Wilson persuaderont Lipmann de collaborer au Comité Creel et de s'engager dans la cause de la guerre. Dans une version progressiste de gauche du « fardeau de l'homme blanc » de Kipling, il la considérera comme un moyen privilégié d'exporter les valeurs libérales (autrement dit, de « civiliser les sauvages »).

Lippmann encouragera d'autres libéraux modérés à rejoindre ses idées. C'est le début des concepts de « guerre humanitaire » et d'exportation des « valeurs démocratiques » par les bombardements.

En 1917, il participe à The Enquiry, un service secret de renseignements voué à l'expansion du modèle démocratique américain dans le monde. A ce jour, les travaux de The Inquiry continuent d'influencer la politique étrangère des USA. 9

En 1922, Lipmann publie Public Opinion, un livre dans lequel il expose ses idées sur ce qu'il nomme la « fabrique du consentement ». Le peuple étant par nature, selon ses vues, « un troupeau irrationnel sans but » et le citoyen lambda un « intrus ignorant qui se mêle de tout », l'opinion publique doit être encadrée par un petit nombre d'administrateurs, d'experts et de politiciens, en d'autres termes une oligarchie. Cette élite d'experts (qui porterait « le fardeau de l'homme savant » ?) compenserait par son savoir la lacune principale des démocraties : le citoyen trop ignare pour voter de façon éclairée ou faire des choix rationnels.

Même si Lippman, déçu de la tournure des événements, finit par prendre ses distances avec le gouvernement Wilson et par militer contre la Guerre de Corée, son idée d'exportation de « valeurs progressistes et démocratiques » par l'interventionnisme militaire deviendra le socle de la propagande de guerre des USA et de l'OTAN, la « R2P » (« Responsabilité de protéger »).

Walter Lippmann influencera profondément Edward Bernays, « père » du business moderne de la communication.

« La manipulation consciente et intelligente des habitudes organisées et des opinions des masses est un élément important d'une société démocratique. Ceux qui manipulent ce mécanisme invisible constituent un gouvernement invisible qui est le vrai pouvoir régnant de notre pays… Nous sommes gouvernés, nos esprits sont formés, nos goûts dirigés, nos idées suggérées largement par des hommes sont nous n'avons jamais entendu parler. C'est le résultat logique de la façon dont notre société démocratique est organisée. De grands nombres d'êtres humains doivent coopérer de cette façon s'ils veulent vivre ensemble dans une société fonctionnelle harmonieuse… dans presque chaque acte de notre vie quotidienne, que ce soit dans la sphère politique, dans notre conduite sociale ou notre pensée éthique, nous sommes dominés par un nombre relativement réduit de personnes… qui comprennent les processus mentaux et les schémas sociaux des masses. Ce sont également eux qui tiennent les fils qui contrôlent l'esprit public ». – Edward Bernays, Propaganda, 1928. 10

« Quand je suis revenu aux USA, j'ai décidé que, si on pouvait utiliser de la propagande pour la guerre, on pouvait certainement l'utiliser en temps de paix. Et 'propagande' était devenu un mot négatif, à cause des Allemands. Alors, ce que j'ai fait a été de tenter de trouver un autre mot. Et j'ai fini par trouver 'relations publiques' ». – Edward Bernays, interview. 11

Années 20, la femme libre devient une icône et un stéréotype cinématographique. Une des grandes réussites de la propagande d'Edward Bernays pour l'industrie du tabac à la fin des années 20 : pousser les femmes à fumer au nom de leur émancipation.

Homme de l'ombre quasi inconnu du grand public, Edward Bernays (1891-1995), un neveu de Sigmund Freud, sera baptisé « le père de l'industrie des relations publiques » et influencera les sociétés occidentales dans les mêmes proportions que son illustre oncle. En mercenaire d'un cynisme totalement assumé, il érigera la propagande de masse en discipline scientifique, lancera le tabagisme chez les femmes, inspirera l'ensemble du business de la propagande moderne, et travaillera pour la CIA sur la propagande médiatique d'un coup d'État fomenté par les USA.

Bernays déclarera appliquer les découvertes de son oncle à la manipulation des masses, mais ses méthodes n'offrent qu'un rapport de surface avec la psychanalyse. S'il utilise systématiquement le nom de Freud comme carte de visite et caution scientifique, ses techniques proviennent au premier chef du Comité Creel (dont il avait fait partie), de Walter Lipmann, des recherches de Gustave Le Bon (Psychologie des foules, 1895), de Wilfred Trotter (Instincts of the Herd in Peace and War, 1916), ainsi que du nouveau champ des sciences comportementales (ethnologie, sociologie), auxquelles il ajoute quelques notions freudiennes mal digérées sur la sexualité et l'inconscient. Le cocktail s'avérera hautement toxique.

En 1925, la Beech-Nut Packing Company, une entreprise de salaisons, recrute Bernays pour augmenter ses ventes de bacon. Bernays pense à le mettre sur la table matinale des Américains et sollicite par lettre l'avis de 5000 médecins sur le petit-déjeuner idéal. Ils répondent tous en se déclarant favorables à un petit-déjeuner solide à la place du café matinal accompagné d'une tartine ou d'un bol de porridge avalé jusque-là par les Américains (Bernays n'a bien sûr pas mentionné le porc dans sa lettre aux médecins). Leurs réponses, envoyées à la presse américaine avec une note jointe suggérant le bacon, lanceront le petit-déjeuner dit « traditionnellement américain ». Et c'est ainsi qu'à ce jour, les Américains et à leur suite, les Britanniques mangent de salutaires tranches de porc entrelardées de graisse au petit-déjeuner.

Si ce premier gros coup publicitaire de Bernays installe durablement une habitude alimentaire et accroît exponentiellement les bénéfices de l'industrie du porc, ce n'est pas la plus célèbre de ses campagnes.

C'est avec la suivante qu'il forge son image de père fondateur du business de la propagande/publicité : en 1929, pour le compte de l'American Tobacco Company, il lance la mode du tabac chez les femmes au prétexte d'émancipation féminine. La campagne remporte un succès fracassant et double rapidement les ventes de tabac, mais l'histoire ne s'arrête pas là. Le rapport entre cigarette et sexe établi par Bernays sur les conseils d'un psychanalyste new-yorkais (la cigarette serait un « pénis pour les femmes ») pose le premier jalon d'une connivence entre business de la publicité, psychologie de bazar et revendications

de libertarisme sexuel qui conduira l'ensemble de la société occidentale, étape par étape, à la révolution sexuelle des années 60, 12 puis à la consommation « libidinale » actuelle (l'achat pour le simple plaisir d'acheter).

Dans un registre plus sombre, en 1954, recruté par une grande compagnie bananière américaine propriétaire de terres agricoles au Guatemala, la United Fruit Co, Bernays travaillera avec la CIA sur la propagande d'un coup d'État contre le président élu du pays, Jacobo Arbenz, un social-démocrate qui réclamait un peu trop de progrès social pour ses paysans au goût des USA. 13 Les pays d'Amérique centrale où des entreprises nord-américaines possédaient des terres arables achetées à bas prix, cultivaient la canne à sucre ou la banane en profitant d'une main-d'oeuvre indigène bon marché et dictaient la loi avec la complicité achetée de dictateurs locaux ont légué au vocabulaire courant la dénomination « république bananière ». L'intervention des USA au Guatemala se soldera par trente-six ans de guerre civile et plus de 250 000 victimes.

En 1939, pour les corporations unies contre le New Deal de Roosevelt (une initiative trop « socialiste » à leur gré), Bernays travaillera à lier les concepts de capitalisme, de liberté et de démocratie dans l'esprit des Américains, une fusion aujourd'hui si achevée qu'aux États-Unis comme en Europe, les trois mots sont devenus rigoureusement synonymes et interchangeables. Et pourtant, ce n'est que de la propagande…

Notes :

1 Jean-Claude Michéa, La Double pensée, page 34.

2 http://abcnews.go.com/Business/Politics/story?id=7947528&page=1

3 http://www.jean-marcshdelporte.com/histoire-dalphabetisation.php

4https://www.history.org/Foundation/journal/Winter11/literacy.cfm

http://www.persee.fr/doc/ahess_0395-2649_1974_num_29_3_293505

5 Le massacre de Ludlow

http://l3d.cs.colorado.edu/systems/agentsheets/New-Vista/ludlow/

6 'Poison Ivy' Lee and propaganda

http://www.behindthespin.com/features/poison-ivy-lee-and-propaganda

7 Anne Bernays, commentaire sur Amazon.

https://www.amazon.com/gp/customer-reviews/R2KEQJIHSTMSJY/ref=cm_cr_getr_d_rvw_ttl?ie=UTF8&ASIN=0465061796

8 Manipulating Minds: The War Propaganda Machine

http://www.authentichistory.com/1914-1920/2-homefront/1-propaganda/

9 http://www.cfr.org/about/history/cfr/inquiry.html

10 Le livre en libre téléchargement. En anglais.

http://www.historyisaweapon.com/defcon1/bernprop.html

11 Documentaire « The Century of the Self » d'Adam Curtis. Intervention de Bernays dans la première vidéo, à 7:57.

http://www.entelekheia.fr/century-self-le-siecle-du-moi/

12 Si le texte « fondateur » de la révolution sexuelle des années 60, le très faussaire Rapport Kinsey (1948) a été financé à l'origine par la très capitaliste Fondation Rockefeller, ce n'est pas un hasard. A la remorque de Bernays et de l'American Tobacco Company, le monde du business était à l'affût des profits à tirer de la psychologie et de la sexualité, d'où une multiplication de recherches brouillonnes dans les deux domaines. En matière de recherches en sexualité, deux noms se sont imposés, Wilhelm Reich et Alfred Kinsey. L'un était psychotique, l'autre escroc.

13 Tueurs d'espoir : 1954, les fruits amers de la CIA au Guatemala http://www.entelekheia.fr/tueurs-despoir-fruits-amers-de-cia-guatemala/

http://arretsurinfo.ch/une-breve-histoire-de-la-propagande/

A lire également :

- De la propagande et encore de la propagande - Par Moon of Alabama — 14 septembre 2017

http://arretsurinfo.ch/de-la-propagande-et-encore-de-la-propagande/

Mais pourquoi se donneraient-ils tant de mal pour rien ?

- La désinformation : comment fonctionne-t-elle ? - Par Brandon Smith — 29 septembre 2017

Parfois, ces stratégies sont utilisées par des personnes ayant des problèmes sérieux de personnalité. Cependant, si vous voyez quelqu'un utilisant souvent ces tactiques ou en utilisant plusieurs d'entre elles en même temps, vous pourriez avoir affaire à un troll payé.

Arrêt de la désinformation

La meilleure façon de désarmer les agents de désinformation est de connaître leurs méthodes à l'intérieur et à l'extérieur. Cela nous permet de souligner exactement ce qu'ils font en détail au moment où ils essaient de le faire. L'exposition immédiate d'une tactique de désinformation telle qu'elle est utilisée est très destructrice pour la personne qui l'utilise. Cela la fait paraître stupide, malhonnête et faible pour avoir même tenté d'en user. Les trolls surtout sur Internet ne savent pas comment gérer quand leurs méthodes sont déconstruites juste devant leurs yeux et habituellement ils se replient et s'en vont lorsque cela se produit.

La vérité est précieuse. Il est triste qu'il y en ait tant de gens dans notre société qui en ont perdu le respect ; les gens qui ont négocié avec leur conscience et leur âme pour un confort financier temporaire tout en sacrifiant la stabilité et l'équilibre du reste du pays dans le processus.

La psyché humaine respire dans l'air de la vérité. Sans elle, l'humanité ne peut pas survivre. Sans elle, les espèces s'effondreront, affamées par le manque de subsistance intellectuelle et émotionnelle. La désinformation ne menace pas seulement notre vision du fonctionnement de notre monde ; cela nous rend vulnérables à la peur, à l'incompréhension et au doute : tout ce qui mène à la destruction. Cela peut conduire de bonnes personnes à commettre de terribles atrocités contre d'autres, ou même contre eux-mêmes. Sans un effort concerté et organisé pour désamorcer les mensonges de masses produits en série, l'avenir est sombre.

http://arretsurinfo.ch/la-desinformation-comment-fonctionne-t-elle/

Cela ne s'invente pas.

Le récit discutable de Varoufakis des origines de la crise grecque et ses étonnantes relations avec la classe politique - Par Eric Toussaint — 03 septembre 2017

A propos d'Adults in the Room de Yanis Varoufakis. Extraits.

Varoufakis explique comment progressivement il a convaincu Tsipras, Pappas et Dragasakis de ne pas respecter l'orientation adoptée par Syriza en 2012 puis en 2014. Il explique qu'il a élaboré avec ceux-ci une nouvelle orientation qui n'a pas été discutée dans Syriza et qui était différente de celle présentée par Syriza lors de la campagne électorale de janvier 2015. Cette orientation conduisait au mieux à l'échec, au pire à la capitulation. (...)

« Du sang, de la sueur et des larmes, voilà ce que Churchill a promis au peuple britannique en 1940 quand il a pris la tête du gouvernement. Et pourquoi ? Pour gagner la guerre. |3| »

Prendre comme référence positive W. Churchill dans une critique publique adressée au programme de Thessalonique, c'est toute une affaire. Churchill a organisé la répression sanglante des manifestations et des grèves qui ont secoué la Grèce à la fin de l'année 1944 lorsque, dans le cadre des Accords de Yalta, la Grande-Bretagne a pris le contrôle du pays en réprimant les principales forces qui avaient libéré le pays de l'occupation nazie.

Varoufakis et Antonis Samaras

A plusieurs reprises Varoufakis se réfère aux contacts qu'il entretenait avec des personnalités de premier plan de la classe politique grecque qu'elle soit du PASOK ou du principal parti conservateur, la Nouvelle Démocratie.

"Concernant Samaras, d'aucuns se seraient posé la question : « N'est-ce pas inquiétant de recevoir des compliments d'un des dirigeants clés du parti conservateur ? ». Cela n'a pas été le cas de Varoufakis."

« Un soir (de 2011, NDLR), en rentrant chez moi après une émission de l'ERT, la radio et la télévision publiques grecques, le fixe a sonné. J'ai décroché et j'ai reconnu la voix d'Antonis Samaras, dirigeant de la Nouvelle Démocratie, le parti conservateur, qui, à l'époque, représentait l'opposition officielle. (…) « On ne se connaît pas, M. Varoufakis, me dit-il, mais je viens de vous regarder à la télévision et il fallait absolument que je vous appelle. Je crois que je n'ai jamais entendu des propos aussi profonds et touchants sur un plateau de télévision. Je voulais vous remercier pour votre prise de position. » Samaras n'est pas le seul membre de l'establishment grec à avoir pris contact avec moi. Ma croisade m'avait amené à avoir de nombreuses discussions en aparté avec des ministres socialistes, des députés conservateurs de l'opposition, des dirigeants de syndicats et autres, qui sentaient bien que je représentais autre chose. Dès que je leur avais fait part de mon analyse, ils étaient d'accord, tous sans exception. (…) Les conservateurs, en tout cas jusqu'en novembre 2011, étaient un peu plus audacieux : comme leur dirigeant, Antonis Samaras, avait adopté un point de vue anti-austérité et anti-renflouement, ils étaient plus libres pour me suivre. |10| »

Après avoir reçu un coup de téléphone comme celui de Samaras, d'aucuns se seraient posé la question : « N'est-ce pas inquiétant de recevoir des compliments d'un des dirigeants clés du parti conservateur ? ». Cela n'a pas été le cas de Varoufakis.

L'amitié entre Stournaras et Varoufakis

Varoufakis ne consacre pas moins de quatre pages à la relation d'amitié qu'il a liée avec Yanis Stournaras |11|. Entre la fin des années 1990 et la période des mémorandums, Yanis Stournaras est passé du PASOK à la Nouvelle Démocratie. Varoufakis explique : « C'est lui qui avait réussi à convaincre Bruxelles et Berlin d'intégrer la Grèce à la zone euro. Une fois le pays définitivement admis, en 2000, le Premier ministre, membre du Pasok, l'avait remercié en lui offrant le poste de PDG et Président de la Banque commerciale de Grèce |12|. C'est à cette époque que nous avions fait connaissance. En dépit de son emploi du temps bousculé, Stournaras se rendait toujours disponible pour enseigner, avec plaisir et avec dévouement. Nos points de vue d'économiste et nos opinions politiques divergeaient, mais son engagement à l'université et nos affinités naturelles ont donné naissance à une profonde amitié. »

"Même si à l'époque Varoufakis n'occupait aucune fonction officielle, il entretenait des relations avec des dirigeants clés et certaines de ses idées n'étaient pas rejetées par les dirigeants conservateurs, loin de là."

Varoufakis raconte qu'ils ont passé ensemble, dans l'appartement de Stournaras, la soirée électorale du 4 octobre 2009 qui a vu la victoire du PASOK. À cette époque, Stournaras était un des hauts conseillers des « socialistes » et avait épousé l'orientation pro-mémorandaire de Papandréou. Varoufakis poursuit : « En 2010, année cruciale pour la Grèce, Stournaras a fait un choix qui en a surpris plus d'un en devenant président d'un think-tankd'économistes créé à l'origine par la Confédération nationale des industries de Grèce, l'organisation patronale la plus puissante et la plus établie du pays, traditionnellement liée à la Nouvelle Démocratie. » Cela n'a pas affecté leur amitié. Un mois avant les élections de mai 2012, Varoufakis de passage à Athènes a appelé Stournaras : « je l'ai retrouvé le lendemain dans le café d'un hôtel situé au pied de l'Acropole. Nous sommes tombé dans les bras l'un de l'autre (…). Puis nous sommes passés aux choses sérieuses et je l'ai briefé sur les discussions que j'avais eues à Berlin avec des représentants de la BCE et du gouvernement allemand, avec des journalistes financiers et d'autres. J'ai également mentionné une conversation que j'avais eue avec George Soros. Qui était d'accord avec mon analyse de la situation de la Grèce et avec l'essentiel de mes propositions de politique économique pour l'Europe en général. » Varoufakis explique que Stournaras et lui ne sont pas tombés d'accord sur la viabilité du mémorandum mais qu'ils se sont quittés en se promettant de conserver intacte leur amitié. Les choses se sont gâtées quand Stournaras quelques mois plus tard a accusé Varoufakis de spéculer avec Soros sur les titres de la dette grecque. C'est à ce moment que leur relation s'est interrompue. Entre-temps, Stournaras était devenu ministre de la Compétitivité (mai-juin 2012). Après les élections de juin 2012, il est devenu ministre des Finances du gouvernement d'Antonis Samaras. Ensuite, à partir de juin 2014, Samaras l'a placé à la tête de la banque centrale de la Grèce où il se trouve encore.

Par Eric Toussaint 17 août 2017

1e partie - http://arretsurinfo.ch/les-propositions-de-varoufakis-qui-menaient-a-lechec/

2e partie - http://arretsurinfo.ch/le-recit-discutable-de-varoufakis-des-origines-de-la-crise-grecque-et-ses-etonnantes-relations-avec-la-classe-politique/

3e partie - http://arretsurinfo.ch/comment-tsipras-avec-le-concours-de-varoufakis-a-tourne-le-dos-au-programme-de-syriza/

En complément. Une rectification qui est la bienvenue et à l'honneur de son auteur.

Arrêt sur Info a publié de nombreuses analyses donnant une appréciation positive de la gestion de la crise Grecque par Yanis Varoufakis et Alexis Tsipras. Au vu de ce que nous savons aujourd'hui il nous parait nécessaire d'apporter une rectification en portant à la connaissance de nos lecteurs les écrits de l'historien belge Eric Toussaint montrant une facette sombre de ces deux personnages. Arrêt sur Info.

Comment les Etats-Unis arment les barbares. Un témoignage.

- Un ex-chef de l'ASL: Les Etats-Unis ont fermé les yeux sur la vente d'armes à Daesh — 02 septembre 2017

Un ex-responsable syrien de la base américaine d'Al-Tanf accuse les militaires américains d'avoir fermé les yeux sur la vente d'armes US à Daesh. Selon lui, le chef d'un groupe rebelle syrien affilié à l'ASL aurait fait affaire avec les terroristes.

Asaad al-Salem était chef de sécurité de la section syrienne de la base américaine d'Al-Tanf en Syrie, dans laquelle des soldats US entraînent des combattants rebelles syriens, et les forment au maniement des armements fournis par les Etats-Unis.

Il appartenait à la branche de l'Armée syrienne libre opposée aux troupes du président syrien Bachar el-Assad, le groupe rebelle qui se nomme Maghawir al-Thawra.

Selon RT, il a récemment choisi de quitter les rangs de l'ASL, pour passer du côté des territoires sous contrôle du gouvernement syrien. Parmi les raisons qui l'ont poussé à le faire, explique-t-il, figure notamment l'attitude ambiguë, selon lui, des militaires américains à l'égard de Daesh.

Le commandant de notre groupe vendait des armes à Daesh

«Le commandant de notre groupe [Maghawir al-Thawra] Muhannad al-Tala? vendait des armes [américaines] aux terroristes de Daesh», a raconté Asaad al-Salem dans une interview à la chaîne russe Rossiya 24, publiée le 31 août et reprise par l'agence de presse RIA Novosti.

«Quand nous avons appris cela, nous l'avons rapporté aux commandants américains de la base [d'Al-Tanf]. Mais eux, de leur côté, n'ont fait que raffermir leur soutien à cette personne […] qui faisait des affaires avec Daesh», a expliqué l'ancien combattant de l'opposition syrienne.

D'après Asaad al-Salem, parmi les armements qui seraient vendus aux terroristes, on pouvait retrouver tout ce qui était confié aux rebelles de Maghawir al-Thawra.

«Des armements de production américaine : des canons anti-char, des mitrailleuses, des véhicules, et surtout des fusils M-16 et M-4 en grande quantité, après le dernier contrôle les américains avait un manque de 4 700 unités», précise l'ancien rebelle.

http://arretsurinfo.ch/un-ex-chef-de-lasl-les-etats-unis-ont-ferme-les-yeux-sur-la-vente-darmes-a-daesh/

Il n'y a jamais de fumée sans feu.

- Une guerre sinistre sur notre droit à détenir du cash - Par William Engdahl — 07 septembre 2017

Une opération qui a commencé comme une discussion académique assez obscure il y a trois ans est en train de devenir une campagne de propagande massive par certaines des institutions les plus puissantes du monde industrialisé. C'est ce qu'on appelle à juste titre la guerre contre le cash. Comme la guerre contre la terreur, la guerre contre le cancer ou la guerre contre les drogues, son véritable agenda est sinistre et opaque. Si nous sommes assez sots pour avaler la propagande de l'élimination complète du cash en faveur de l'argent bancaire purement numérique, nous pouvons bientôt dire adieu à notre autonomie restante et à notre vie privée. La dystopie de George Orwell, 1984, sera devenue réalité et sous stéroïdes.

Permettez-moi d'être bien clair. Nous ne discutons pas ici de diverses technologies numériques comme la blockchain, appelées crypto-monnaies. Nous ne traitons pas ici des systèmes de paiement privés tels que le système chinois, WeChat. Nous ne discutons pas non plus du commerce électronique ou de l'utilisation de cartes bancaires telles que Visa ou Master Card ou d'autres. Ces moyens sont d'une qualité totalement différente de l'objectif de la sinistre guerre en cours contre le cash. Ce sont tous des services privés non étatiques.

Ce dont nous discutons, c'est d'un complot. Et c'en est un, dirigé par les banques centrales, des gouvernements choisis, le

Fonds monétaire international en collusion avec les principales banques internationales pour forcer les citoyens – c'est-à-dire nous ! – à abandonner le cash pour payer nos achats. Au lieu de cela, nous serions forcés d'utiliser les unités bancaires numériques. La différence, aussi subtile qu'elle puisse paraître d'abord, est énorme. Comme en Inde à la suite de la folle guerre contre le cash de Modi, inspirée par les États-Unis, à la fin de 2016, les citoyens perdraient pour toujours leur liberté personnelle de décider comment payer ou autrement dit leur vie privée en termes d'argent. Si je veux acheter une voiture et payer avec de l'argent liquide pour éviter les frais des intérêts bancaires, je ne peux pas. Ma banque limitera le montant d'argent numérique que je peux retirer un jour donné. Si je veux rester dans un bel hôtel pour célébrer une journée spéciale et payer avec de l'argent liquide pour des raisons de confidentialité, ce n'est pas possible. Mais ce n'est que la surface des choses.

Visa se joint à la guerre

En juillet, Visa International a lancé ce qu'il appelle « Le défi Visa du sans cash ». Avec des mots-clés soigneusement calibrés pour montrer la façon dont la technologie a transformé le commerce mondial, Visa a annoncé un programme pour payer certains petits propriétaires de restaurants aux États-Unis s'ils acceptent de refuser d'accepter l'argent liquide de leurs clients en ne prenant que les cartes de crédit. Le site officiel de Visa annonce : « Jusqu'à 500 000 $ de prix. 50 propriétaires de services alimentaires admissibles. La quête du 100% sans cash. » Maintenant, pour une société gigantesque comme Visa avec des revenus annuels dans une fourchette de 15 milliards de dollars, un montant de 500 000 $ est une broutille. De toute évidence, ils croient que cela va faire progresser l'utilisation des cartes Visa dans un marché qui préfère jusqu'à présent l'argent liquide, celui du petit restaurant familial.

Le « défi » de Visa pour atteindre ce qu'il appelle la « quête du 100% sans cash » n'est pas un jeu en toute décontraction. Cela fait partie d'une stratégie très réfléchie non seulement de Visa, mais aussi de la Banque centrale européenne, de la Banque d'Angleterre, du Fonds monétaire international et de la Banque de Réserve de l'Inde pour n'en citer que quelques-uns.

FMI fait bouillir les grenouilles

En mars de cette année, le Fonds monétaire international à Washington a publié un document de travail sur ce qu'ils appellent « la réduction du cash ». Le document recommande que la « suppression complète du cash devra être progressivement échelonnée ». Il constate qu'il existe déjà « des étapes initiales et des mesures largement non contestées, telles que l'élimination progressive des coupures de gros montants, le placement de plafonds sur les opérations de trésorerie et la déclaration des mouvements de trésorerie à travers les frontières. D'autres mesures pourraient inclure la création d'incitations économiques pour réduire l'utilisation du cash dans les transactions, en simplifiant l'ouverture et l'utilisation de dépôts transférables et en informatisant davantage le système financier ».

En France, depuis 2015, la limite pour une personne voulant payer une entreprise en espèces est de seulement 1000€, «… pour lutter contre le blanchiment d'argent et l'évasion fiscale ». En outre, tout dépôt ou retrait de cash d'un compte bancaire excédant 10 000 € par mois sera automatiquement signalé à Tracfin, une unité du gouvernement français chargée de lutter contre le blanchiment d'argent, des « étapes largement non contestées » et qui n'augurent rien de bon.

Le document du FMI ajoute encore comme argument pour éliminer l'argent liquide que la « suppression du cash devrait améliorer la collecte des impôts en réduisant l'évasion fiscale ». Dit autrement, vous allez être obligé d'utiliser uniquement des transferts d'argent numériques depuis une banque. Les gouvernements de presque tous les pays de l'OCDE ont aujourd'hui un accès juridique aux données bancaires de leurs citoyens.

En avril, un mois après le document du FMI sur la fin du cash, la Commission européenne de Bruxelles a publié une annonce qui déclare :

« Les paiements en espèces sont largement utilisés dans le financement d'activités terroristes. Dans ce contexte, la pertinence des limites supérieures potentielles de paiements en espèces pourrait également être explorée. Plusieurs États membres ont mis en place des interdictions pour des paiements en espèces supérieurs à un seuil spécifique. »

Même en Suisse, à la suite de campagnes implacables de Washington, leur secret bancaire légendaire a été gravement compromis dans le cadre d'un argument fallacieux d'entrave au financement d'organisations terroristes. Un coup d'œil sur les récents titres de presse européens sur les attaques de Barcelone, à Munich, à Londres, à Charlottesville expose cet argument comme un simulacre. Aujourd'hui, dans l'UE, suite à la pression de Washington, en vertu de la Loi sur la conformité à la taxe sur les comptes étrangers (FATCA), les banques extérieures aux États-Unis où les citoyens américains détiennent un dépôt, sont obligées de déposer des rapports annuels sur les actifs de ces comptes au Financial Crimes Enforcement Network du Trésor des États-Unis. De manière opportune, les États-Unis en tant que principal paradis fiscal émergent, ont refusé pour eux-mêmes, bien que ce soit spécifié dans la loi, de se joindre à la loi FACTA.

En 2016, la Banque centrale européenne a cessé d'émettre des billets de 500€ en arguant que cela entraverait le crime organisé et le terrorisme, une mauvaise blague, comme si les réseaux sophistiqués de criminalité organisée dépendaient encore des devises papier. Aux États-Unis, les principaux économistes comme l'ancien président de Harvard, Larry Summers,

défendent l'élimination des billets de 100 dollars pour la même raison.

Limite de 10 dollars ?

Le but réel de la guerre contre le cash a cependant été souligné dans un journal de Wall Street, OpEd, par l'économiste de Harvard et ancien économiste en chef au FMI, Kenneth Rogoff. Celui-ci fait valoir qu'il devrait y avoir une réduction drastique de l'émission de cash par la Réserve fédérale. Il demande que tous les billets au-delà de 10 $ soient retirés de la circulation, ce qui obligera les gens et les entreprises à dépendre uniquement des paiements numériques ou électroniques. Il répète le faux mantra que son plan réduira le blanchiment d'argent, réduira ainsi le crime tout en exposant les tricheurs qui échappent à l'impôt.

Cependant, l'agenda caché de cette guerre contre le cash, c'est la confiscation de notre argent lors de la prochaine crise financière inévitable, que ce soit dans les pays membres de l'UE, les États-Unis ou des pays en développement comme l'Inde.

Déjà, plusieurs banques centrales ont utilisé une politique de taux d'intérêt négatifs alléguant, faussement, que c'était nécessaire pour stimuler la croissance suite à la crise financière et bancaire de 2008. En plus de la Banque centrale européenne, la Banque du Japon, la Banque nationale danoise adhère à cette politique étrange. Toutefois, leur capacité à baisser encore plus les taux d'intérêt des banques membres est limitée tant que les liquidités sont abondantes.

Ici, le document du FMI ci-dessus permet de dévoiler le pot aux rose. Il y est dit :

« En particulier, la politique de taux d'intérêt négatif devient une option disponible pour la politique monétaire si les économies en devises physiques sont découragées et considérablement réduites. Avec la fin du cash, la plupart des fonds seraient stockés dans le système bancaire et, par conséquent, seraient facilement affectés par des taux négatifs, ce qui pourrait encourager les dépenses de consommation… »

C'est parce que votre banque commencera à vous facturer le « service » consistant à vous permettre de déposer votre argent chez eux, d'où il peuvent l'utiliser [comme collatéral, NdT] pour gagner plus d'argent. Pour éviter cela, on nous dit que nous devrions dépenser comme s'il n'y avait pas de lendemain. De toute évidence, cet argument est faux.

Comme le souligne l'économiste allemand Richard Werner, les taux négatifs augmentent les coûts de fonctionnement des banques.

« Les banques répondent en transmettant ce coût à leurs clients. En raison des taux de dépôt déjà nuls, cela signifie que les banques augmenteront leurs taux d'intérêts pour les crédits. »

Comme le note Werner,

« Dans les pays où une politique de taux d'intérêt négatif a été introduite, comme le Danemark ou la Suisse, la découverte empirique est que ce n'est pas efficace pour stimuler l'économie. C'est plutôt l'inverse. Et cela parce que les taux négatifs sont imposés par la banque centrale sur les banques – pas sur le public emprunteur. »

Il souligne que la politique de taux d'intérêt négatif de la BCE vise à détruire le fonctionnement, traditionnellement conservateur des caisses d'épargne de l'UE telles que l'allemand Sparkassen et Volksbanken en faveur du sauvetage en douce des méga-banques géantes et financièrement corrompues telles que Deutsche Bank, HSBC, la française Société Générale, Banque Royale of Scotland, Alpha Bank of Greece, ou Banca Monte dei Paschi di Siena en Italie et beaucoup d'autres. Le président de la BCE, Mario Draghi, est un ancien partenaire de la méga banque, Goldman Sachs.

Pourquoi maintenant ?

La question est pertinente de savoir pourquoi maintenant, soudainement, y-a-t-il urgence à pousser à l'élimination du cash par les banques centrales et des institutions telles que le FMI ? Les roulements de tambour pour l'abolition du cash ont commencé nettement après le forum mondial de l'économie de Davos, en janvier 2016, où les principales personnalités des gouvernements occidentaux, les banquiers centraux et les sociétés multinationales ont été rassemblés. L'offensive de propagande préparant l'offensive actuelle de la Guerre contre le Cash a commencé immédiatement après les discussions de Davos.

Plusieurs mois plus tard, en novembre 2016, guidés par des experts de l'USAID et, et oui, Visa, le gouvernement indien de Narenda Modi a annoncé la démonétisation immédiate ou le retrait forcé de tous les billets de 500 roupies (8 US $) et de 1000 roupies (16 US $) sur la recommandation de la Reserve Bank of India. Le gouvernement Modi a affirmé que cela réduirait l'économie de l'ombre et restreindrait l'utilisation de l'argent illicite et contrefait pour financer les activités illégales et le terrorisme.

Notamment, le Parlement indien a récemment réalisé une étude de suivi des effets de la guerre de Modi contre le cash. Le rapport du Comité parlementaire sur la démonétisation signale que pas un seul objectif déclaré n'a été atteint. Aucune somme

importante d'argent sale n'a été trouvée et la démonétisation n'a eu aucun effet sur le financement du terrorisme, les raisons invoquées par le gouvernement pour mettre en œuvre une politique aussi drastique. Le rapport a noté que, bien que la banque centrale de l'Inde se serait attaquée à l'argent noir par démonétisation, la grosse partie de cet argent illégal, qui se trouve dans les paradis fiscaux offshore, a été simplement recyclé de retour en Inde, « blanchi » via des investissements étrangers directs par des groupes criminels ou des entreprises appliquant légalement une pratique connue sous le nom de « Round Tripping ».

Pourtant, le rapport du Parlement détaille que la véritable économie indienne a été dramatiquement touchée. La production industrielle en avril a diminué d'un gros 10,3% par rapport au mois précédent, alors que des milliers de petites entreprises dépendant de leur cash ont fait faillite. Les principaux médias indiens auraient été prévenus par le gouvernement Modi de ne pas publier le rapport du Parlement.

Si nous relions tous les points, il devient plus clair que la guerre contre le cash est une guerre contre notre liberté individuelle et nos degrés de liberté dans nos vies. Forcer notre argent à devenir numérique est la prochaine étape vers sa confiscation par les gouvernements de l'UE ou des États-Unis ou partout ailleurs où la prochaine crise bancaire majeure, comme en 2007-2008, va éclater.

À la fin de juillet de cette année, l'Estonie, en tant que présidence tournante de l'UE, a publié une proposition soutenue par l'Allemagne qui permettrait aux régulateurs nationaux de l'UE d'empêcher « temporairement » les gens de retirer leurs fonds d'une banque en difficulté avant que les déposants puissent créer une « panique bancaire ». un précédent dans l'UE a déjà été vécu à Chypre et en Grèce, où le gouvernement a bloqué les retraits d'argent au delà de petits montants quotidiens.

L'ancien analyste bancaire américain Christopher Whelan souligne dans une analyse récente sur l'échec des autorités de l'UE à nettoyer efficacement leur désordre bancaire depuis la crise financière de 2008, « l'idée que la clientèle des banques – ceux qui généralement ont des montants de dépôts bien en-dessous de la limite maximale assurée – pourrait se voir interdire d'accès au cash assure pratiquement qu'ils vont s'envoler et qu'une contagion plus large se produira en Europe la prochaine fois qu'une institution de dépôt sera en difficulté ». Whelan souligne que neuf ans après la crise de 2008, les banques de l'UE restent dans un état dramatique. « Il reste près de 1 000 milliards d'euros de prêts douteux dans le système bancaire européen. Cela représente 6,7% de l'économie de l'UE. C'est énorme. Il souligne que les prêts douteux des banques en tant que part du PIB pour les banques américaines et japonaises sont respectivement de 1,7 et 1,6%. »

Comme les gouvernements, que ce soit dans l'UE ou en Inde ou ailleurs, refusent de freiner les pratiques frauduleuses de leurs plus grandes banques, cela les oblige à éliminer l'utilisation du cash et à conserver toute les liquidités dans des dépôts numériques auprès des banques réglementées par l'État, ouvrant la voie à une confiscation par l'État de ces biens lorsque la prochaine urgence va survenir. Si nous sommes assez sots pour permettre à cette escroquerie d'être mise en place sans répondre, peut-être méritons nous de perdre tout vestige d'autonomie financière. Heureusement, la résistance populaire contre l'élimination du cash dans des pays comme l'Allemagne est massive. Les Allemands se rappellent les jours de la république de Weimar en 1920 et de l'hyperinflation et que c'est la crise bancaire de 1931 qui a mené au Troisième Reich. L'approche du FMI est celle du proverbe chinois sur les grenouilles que l'on fait bouillir lentement. Mais les êtres humains ne sont pas des grenouilles, semble-t-il ?

http://arretsurinfo.ch/une-guerre-sinistre-sur-notre-droit-a-detenir-du-cash/

Le Monde champion de la désinformation.

- Fake news: Le quotidien Le Monde ressuscite les morts pour mentir sur le Venezuela - Par Romain Migus — 22 août 2017

Depuis plusieurs années, le journal Le Monde compte sur les habituels pamphlets antichavistes de ses collaborateurs Marie Delcas et Paolo Paranagua. La première est correspondante du journal pour couvrir les évènements au Venezuela. Petit détail, elle est en poste à Bogota, soit à 1400 kilomètres de Caracas. Ca peut paraître assez étrange. On imagine assez mal un correspondant en Espagne relatant les derniers évènements tragiques de Catalogne depuis Paris. Pourtant la distance entre les deux villes européennes est plus courte que celle qui sépare les deux capitales latinos. Pour remédier à l´éloignement, la dite correspondance relève plus du commentaire élogieux des opinions de l´opposition à la Révolution bolivarienne. Mais ça, le lecteur du Monde n´en saura rien.

La deuxième personne est un éditorialiste. Il s´agit de Paolo Paranagua, alias le Comandante Saúl, responsable de plusieurs attentats dans les années 70 comme le rappelait encore Jean Luc Mélenchon (1). Viscéralement opposé aux gouvernements populaires d´Amérique Latine, Mr. Paranagua confond, depuis maintenant de nombreuses années, propagande politique et journalisme, et massacre régulièrement la notion d´information honnête et équilibrée. Mais ca, le lecteur du Monde ne le sait pas.

A ces deux militants politiques qui, sous couvert de leur carte de presse, relaient les tracts les plus odieux de l´extrême droite vénézuélienne, s´ajoute désormais un troisième larron.

Depuis maintenant deux semaines une envoyée spéciale du Monde, Fanny Du Villars rédige des écrits à charge contre la Révolution Bolivarienne dans le plus grand mépris de toute déontologie et en claire violation de la Charte de Munich (au moins en ce qui concerne les articles 1,3,6,8,9 relatifs aux devoirs des journalistes). Or Fanny du Villars n´existe au Monde que depuis deux semaines, et n´a jamais rien écris auparavant pour ce journal, ni pour aucun autre média.

Fanny De Villars n´est pourtant pas une inconnue au Venezuela. Née en 1775 en France, c´est une lointaine cousine du Libertador Simon Bolivar, avec qui celui-ci aurait entretenu une relation amoureuse et a correspondu jusqu´à la fin de sa vie. Fanny De Villars est décédée le 21 décembre 1837, prés de Lyon. Ce que l´on sait moins c´est que, visiblement, elle serait revenue à la vie, et travaillerait désormais pour le groupe de communication de messieurs Pigasse, Bergé et Niel.

Certaines mauvaises langues qui ne croiront pas un seul instant à cette histoire de réincarnation pencheront plutôt pour dire qu´il s´agit là d´un pseudonyme. Or le titre « d´envoyée spéciale » confère une certaine légitimité aux faits rapportés par une personne qui est sur place, et qui est censée nous proposer une vision fidèle des évènements. Mais si cette personne n´existe pas, on peut se demander s´il y a vraiment un envoyé spécial du journal Le Monde au Venezuela ? Et si oui, pourquoi alors utiliser un pseudonyme ? Il y a, à Caracas, des dizaines de journalistes étrangers travaillant pour des médias ou des agences internationales, et à notre connaissance, aucun ne se cache derrière le masque de l´anonymat. Ce qui nous amène à nous demander qui est derrière ce pseudonyme et surtout d´où vient l´information que Le Monde offre à ses lecteurs.

En effet, « Fanny du Villars » est-elle une personne directement lié aux franges les plus radicales de l´opposition vénézuélienne et dont la crédibilité ne résisterait pas à l´examen de son curriculum politique ? Est-ce un membre de la « Resistencia », ces groupes connus pour avoir bruler vif des afro-vénézuéliens parce qu´ils ressemblaient à des chavistes ? Qui écrit ? Qui nous informe ? Un journaliste qui nous rapporte des faits ou un mercenaire de l´information, payé pour tergiverser et mentir sur la réalité du Venezuela ?

Les articles du spectre Fanny du Villars sont tellement caricaturaux qu´on peut aussi légitimement se demander s´il ne s´agit pas de travaux élaborés par un bureau de diplomatie publique, et qui échoue dans les pages d´un journal qui se prêterait au jeu de la propagande. Un grand classique qui nous renvoie aux actions menées par Otto Reich et à la Office of Public Diplomacy for Latin America and the Caribbean du gouvernement des Etats-Unis lors de la guerre contre le Nicaragua Sandiniste (2).

Il ne s´agit là, évidemment, que d´hypothèses mais une chose est sûre: les articles de « l´envoyée spéciale » Fanny du Villars ne sont pas l´œuvre d´un journaliste honnête dont le but est d´informer ses lecteurs.

Le journal Le Monde est une nouvelle fois pris la main dans le sac de la propagande de guerre. Derrière « Fanny du Villars », c´est notre droit à être informé qui est piétiné par le quotidien de révérence au pouvoir dominant.

http://arretsurinfo.ch/fake-news-le-quotidien-le-monde-ressuscite-les-morts-pour-mentir-sur-le-venezuela/

Quand le droit-de-l'hommisme se nourrit, flatte, instrumentalise l'individualisme.

- La supercherie du droit-de-l'hommisme - Par Bruno Guigue — 23 août 2017

Hormis les réactionnaires qui pensent que les hiérarchies sociales sont fondées en nature et qu'il y a des hommes faits pour commander et d'autres pour obéir, tout le monde est d'accord pour dire qu'il faut défendre les droits de l'homme. Mais il faut admettre que les uns et les autres ne parlent pas de la même chose. Si l'on entend par cette expression la possibilité pour chacun de jouir du bien commun, alors l'accès à l'emploi, au logement, aux soins et à l'éducation fait partie des droits de l'homme – ou des droits humains, ne jouons pas sur les mots – au même titre que la liberté d'expression ou le choix de son orientation sexuelle. Prendre au sérieux les droits de l'homme, c'est y inclure les droits collectifs, c'est-à-dire la possibilité de vivre dans des conditions matérielles décentes.

Les militants des droits de l'homme, pourtant, ne s'intéressent qu'aux droits individuels et délaissent ostensiblement les droits collectifs. Que des individus soient emprisonnés ou empêchés de s'exprimer par des gouvernements autoritaires leur est insupportable, mais que des masses d'affamés subissent la loi d'airain du capital mondialisé leur est indifférent. Leur compassion pour l'humanité souffrante est étrangement sélective. Ils ne se mobilisent que pour des minorités ou des individus isolés, ils agissent au cas par cas en sélectionnant les individus ou les groupes qu'ils jugent dignes de leur attention, et on ne les voit jamais prendre fait et cause pour une classe socialement opprimée.

Le vocabulaire de la plupart des ONG – majoritairement anglo-saxonnes – en témoigne clairement. Elles entendent combattre la discrimination et non l'exploitation, l'exclusion et non la pauvreté, la privation de liberté infligée à quelques-uns et non la misère imposée au grand nombre. Leur philosophie est celle de l'individualisme libéral, qui ne connaît que des individus porteurs de droits et se soucie peu de savoir s'il y a parmi eux des riches et des pauvres. Ne parlons pas de la lutte des classes, ce gros mot qu'elles ne veulent même pas entendre prononcer. La seule lutte qui compte à leurs yeux, c'est celle qui vise à aligner des individus abstraits sur un standard restreint aux libertés formelles – et individuelles – en oubliant allègrement que ces libertés n'existent que sous certaines conditions.

Pour tout dire, le droit-de-l'hommisme ordinaire occulte le fait que ces libertés individuelles ne sont effectives que si les droits collectifs sont garantis par des structures sociales qui les favorisent. En d'autres termes, les droits individuels ne sont réels que si les individus sont correctement nourris, logés, éduqués et soignés, et ces conditions ne sont réunies à leur tour que si un rapport de forces entre classes sociales les inscrit dans la durée. Bref, les droits-de-l'hommistes oublient tout bonnement que les individus ne sont rien sans la société et que les droits individuels dont on réclame l'application ne sont que du vent si la société est divisée en dominants et dominés.

Cette indifférence aux conditions d'exercice des droits dont ils font pourtant leur fonds de commerce n'est pas étonnante. Petits-bourgeois des pays riches, les défenseurs des droits de l'homme défendent les droits dont ils jouissent, dont ils pourraient jouir ou dont ils voudraient que jouissent ceux qui leur ressemblent. Pourquoi dépenseraient-ils leur énergie à lutter contre la faim dans le monde quand leur assiette est pleine ? Pourquoi se battraient-ils pour l'appropriation collective des richesses puisqu'ils n'ont aucun problème de fin de mois ? En luttant pour les droits de l'homme, ils aspergent d'eau bénite leurs états d'âme de nantis que leurs conditions d'existence n'amènent jamais à interroger les ressorts de l'oppression et de l'injustice qu'ils ont constamment à la bouche, mais sans savoir de quoi ils parlent.

Que les pauvres soient pauvres importe peu à leurs yeux, car les pauvres revendiquent en général autre chose que la reconnaissance de droits individuels rendus impossibles par l'absence de droits collectifs. Lorsque l'extrême richesse côtoie l'extrême pauvreté, revendiquer la liberté d'expression avec un minimum de sérieux impliquerait d'exiger l'expropriation des capitalistes qui contrôlent la presse afin de créer les conditions d'une information plus objective. Mais on n'a jamais entendu un droit-de-l'hommiste formuler ce genre de revendication. Le contrôle des médias ne s'expose à sa foudre vengeresse que s'il est exercé par de méchants dictateurs qui défient le nouvel ordre mondial. Pour les autres, il n'y a pas de problème.

Sélective, cette indignation pseudo-humaniste choisit ses victimes. Les autres peuvent crever. Lors de la chute du communisme, en 1991, les organisations droits-de-l'hommistes ont crié victoire. L'idéologie des droits de l'homme ayant été inventée pour lutter contre l'URSS, cette victoire finale sembla consacrer leur vision du monde. Mais aucune de ces organisations n'a souligné que les prisons soviétiques étaient vides depuis longtemps et que le totalitarisme dont la philosophie politique des années 70 faisait un mal absolu était une coquille vide. On ne s'émut pas davantage, chez les humanistes, en constatant que sous la présidence Eltsine (1991-2000) l'espérance de vie régressa de dix ans sous l'effet des réformes structurelles dictées à la Russie par le FMI. C'est normal. Les petits vieux qui meurent en masse dans le paradis capitaliste n'intéressent pas les défenseurs des droits de l'homme.

L'humanité souffrante dont se soucient des ONG pétries d'humanisme se résume à un agrégat indistinct d'individus abstraits, atomisés, dont le sort n'est intéressant que s'il témoigne d'une violation de leurs droits individuels, de préférence dans un pays exotique dont le procès est instruit par la doxa occidentale. Mais on n'a jamais vu "Amnesty International" – dont le seul intitulé relève de la publicité mensongère – s'insurger contre le fait que 800 millions de personnes souffrent de malnutrition, ou que des centaines de milliers d'ouvrières sont surexploitées par les multinationales occidentales dans les "maquiladoras" de la frontière mexicaine. On répondra sans doute que ce n'est pas l'objet social de cette organisation, et je répondrai à mon tour que c'est précisément le problème sur lequel il convient d'insister.

Cette triple sélectivité dans le choix des droits en question, des individus concernés, et enfin des pays sur lesquels on braque le projecteur, explique donc beaucoup de choses. Elle explique que l'on fasse le tri parmi les victimes en évitant soigneusement d'incriminer les structures – celles de l'exploitation capitaliste mondialisée – qui sont responsables de 90% des malheurs qui frappent l'humanité. Elle explique aussi la fascination des ONG droits-de-l'hommistes pour la défense des LGBT. La lutte contre les discriminations qu'ils subissent est légitime, mais il faut être lucide sur l'effet de cantonnement qu'elle génère. Car cette cause, aux yeux du droit-de-l'hommisme petit-bourgeois, présente l'avantage de transcender la division sociale, d'évacuer la question des rapports de classe, bref de conférer à la lutte pour les droits humains une universalité abstraite qui sert les intérêts dominants.

La sélectivité du droit-de-l'hommisme permet aussi de comprendre pourquoi la condamnation des violations incriminées épouse toujours un axe nord-sud. Aucune ONG vénézuélienne ne mène campagne contre la mainmise d'une poignée de milliardaires sur la quasi-totalité des médias en France ou aux USA. En revanche, les ONG occidentales dénoncent sans relâche les violations de la liberté de la presse au Vénézuéla, alors que la presse, loin d'y être opprimée par le pouvoir, appartient à une poignée de capitalistes qui combattent le gouvernement. Machine de guerre contre les Etats récalcitrants, le droit-de-l'hommisme bénéficie donc de financements colossaux, à l'image de ces "Casques blancs" qui jouent au djihadiste côté cour et au brancardier côté jardin grâce aux 15 millions de dollars versés par des fondations britanniques. Moyennant une trousse à maquillage, ils arrivent même à fabriquer des victimes pour émouvoir le populo scotché devant les petites lucarnes.

Ces exemples montrent également que la fonction expresse de l'idéologie droit-de-l'hommiste – servie par ces appareils idéologiques de masse que sont les ONG – est de saper la souveraineté des Etats qu'elle a pris pour cibles. De la fondation de George Soros aux officines qui participent aux conflits armés sous couvert d'action humanitaire en passant par les révolutions de couleur organisées de l'étranger, la galaxie droit-de-l'hommiste intervient partout, distribuant subventions, éléments de langage et certificats de moralité à qui-mieux-mieux dans le seul but de semer le désordre dans des pays dont la liste est fournie par la CIA et dont le seul tort est de faire obstacle à l'hégémonisme occidental. La Russie en sait quelque chose, et on comprend qu'elle

ait neutralisé cette poignée d'exhibitionnistes à moitié débiles (Femen) dont l'activisme desservait les intérêts du peuple russe.

Savamment orchestrée au nom des droits de l'homme, toute cette agitation a pour but de vider de sa substance le droit des peuples à s'organiser comme ils l'entendent. Dirigée contre le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, cette ingérence fait peser une menace d'implosion sur les sociétés dont l'essor ou la résistance déplaît à Washington, Londres ou Paris. Pratiquée à grande échelle, l'intervention militaire chez les autres n'a pas toujours donné les résultats escomptés. Elle est désormais remplacée par cette épée de Damoclès planant sur la tête de tous ceux qui osent défier l'Empire et contester le monopole du dollar. Faute de pouvoir vitrifier ses opposants étrangers à l'arme lourde, un Occident arrogant brandit alors l'étendard de l'internationalisme humanitaire. Relayé par un gauchisme qui dissout ses illusions perdues dans le pathos et oublie Trotsky avec BHL, il agite frénétiquement le miroir aux alouettes des droits de l'homme, éblouissant beaucoup de bonnes âmes qui ne voient pas que cette idéologie est le faux-nez de l'impérialisme.

L'Occident a beau croire qu'il a découvert la pierre philosophale, la conception des droits de l'homme, pourtant, n'est pas univoque. Pour les Chinois, le premier des droits est celui de ne pas mourir de faim. Cette priorité n'est pas celle de la gauche occidentale, sinon elle mobiliserait davantage d'énergie à lutter contre la faim dans le monde qu'à promouvoir les droits des minorités. Mais cette divergence n'est pas une raison suffisante pour dire que les idées chinoises ne valent rien. "A plusieurs, nous sommes moins sujets à l'erreur que lorsque nous sommes seuls à décider", disait Aristote. On veut bien admettre qu'un milliard 379 millions de Chinois puissent se tromper, mais on peine à croire que ce soit le cas tout le temps, d'autant que leur pays qui était un champ de ruines en 1949 est aujourd'hui la première puissance économique du monde. A défaut de quelques coups bien mérités sur le museau, un peu d'humilité éloignerait homo occidentalis de son penchant indécrottable à donner des leçons à la terre entière.

http://arretsurinfo.ch/la-supercherie-du-droit-de-lhommisme/

Comment justifier le recours à la répression du mouvement ouvrier.

- Pourquoi les médias font-ils la promotion des antifas? - Par Gabriel Black — 06 septembre 2017

Au cours des dernières semaines, l'affiliation anarchiste antifa («antifasciste») a reçu une large et favorable couverture de la part des grands médias.

Le 18 août, le New York Times, la principale voix journalistique du Parti démocrate, a publié un article important en première page intitulé «Les antifas deviennent la faction de gauche amenée à combattre, littéralement, l'extrême droite». Cet article, écrit par Thomas Fuller, Alan Feuer et Serge F. Kovalevski, démontre les positions de ce mouvement au travers d'entretiens avec ses membres.

L'article présente les antifas comme une force sérieuse pour combattre le fascisme, en invitant quasiment les lecteurs à joindre le mouvement. «Contrairement à la plupart des contre-manifestants à Charlottesville et ailleurs», rapporte le Times, «les membres des antifas n'ont démontré aucun scrupule à user de leurs poings, bâtons ou poivre de Cayenne pour accueillir une panoplie d'opposants de droite qu'ils considèrent comme une menace fasciste pour la démocratie américaine».

Le journal a interviewé plusieurs membres de cette affiliation, qui, le Timesaffirme, croient «que la nouvelle droite ascendante dans le pays requiert une réponse physique». Les citations sont toutes présentées sous un jour favorable, incluant celle de quelque'un qui se dit membre des antifas et qui affirme que la «confrontation physique» avec les groupes nazis est nécessaire, «parce que les nazis et les suprémacistes blancs ne sont pas là pour discuter».

L'article du Times n'est pas le seul exemple. Le 20 août, l'émission de NBC, «Meet the Press» a présenté un segment mettant en vedette Mark Bray, l'auteur de Antifa: The Anti-Fascist Handbook et conférencier à Dartmouth.

Bray a également été invité à écrire un éditorial dans le Washington Post, propriété du PDG d'Amazon, Jeff Bezos. L'article, «Qui sont les antifas?», publié le 17 août, était en quelque sorte une publicité gratuite, encourageant les lecteurs à appuyer ou à joindre le mouvement. Le descriptif d'une photo indique: «Les antifascistes peuvent paraitre comme une nouveauté, mais ils sont présents depuis très longtemps. Peut-être devrions-nous commencer à les écouter».

La couverture importante et bienveillante des antifas par le Times, le Post et NBC est politiquement sinistre. Le Times a la politique d'exclure toute opinion authentiquement de gauche, alors que «Meet the Press», qui est l'émission d'information du dimanche soir la plus regardée, n'interview ou n'inclut jamais dans ses panels quiconque n'est pas considéré acceptable par l'establishmentpolitique.

Au même moment qu'ils offrent une couverture favorable aux antifas, le Times, le Post et les autres agences de médias collaborent avec Google qui tente d'étouffer toute opposition de gauche authentique, incluant le World Socialist Web Site et d'autres sites.

La promotion des antifas sert plusieurs fonctions connexes. D'abord, la violence physique d'une poignée de protestataires dans n'importe quelle manifestation est utilisée régulièrement comme prétexte pour de la provocation policière. C'est vrai non seulement aux États-Unis, mais aussi en Europe et à travers le monde. La police offre aux «antifascistes» et aux groupes anarchistes carte blanche pour faire de la provocation qui est ensuite exploitée pour mener une répression violente.

Ces groupes sont eux-mêmes facilement infiltrés par des agents provocateurs de la police, qui encouragent les actes violents pour arriver au but désiré.

Les objectifs politiques de ces divers groupes qui comprennent les antifas sont, plus encore, entièrement compatibles avec ceux du Parti démocrate, et remplissent une fonction pour cette section de l'establishment politique.

Avant même l'élection de Trump, le Parti démocrate a cherché à canaliser l'opposition populaire endémique à l'égard Trump derrière l'appareil militaire et de renseignement. En fait, les conflits au sein de la classe dirigeante depuis les violences nazies de Charlottesville ont abouti au renforcement de la mainmise des militaires et de l'élite financière sur l'administration Trump. Le premier produit de cette restructuration a été l'annonce par Trump d'une escalade majeure de la guerre en Afghanistan.

Les démocrates et leurs médias affiliés, particulièrement le Times, ont cherché à enterrer les questions de classes fondamentales – la lutte contre les inégalités sociales, la guerre et l'autoritarisme – à travers la promotion d'une série de sujets de diversion.

Le Times a sans cesse fait la promotion de la campagne antirusse cherchant à diriger l'opposition contre Trump derrière une demande de mesures plus agressives à l'égard du gouvernement de Vladimir Poutine. Il a encouragé la notion selon laquelle les États-Unis sont déchirés par des divisions raciales profondes, promouvant les politiques identitaires des démocrates et offrant une couverture médiatique respectueuse et même admirative à l'égard des «nationalistes blancs». Il a également notablement mis en vedette le magazine Jacobin, affilié aux socialistes démocrates d'Amérique, qui appuient le Parti démocrate.

La promotion des antifas est conforme à ce programme. En effet, plusieurs des groupes impliqués dans les antifas sont essentiellement des factions du Parti démocrate. By Any Means Necessary (littéralement, par tous les moyens nécessaires), BAMN, qui est nommément cité dans un article du Times, est parmi les plus fervents promoteurs des politiques raciales des démocrates. Il a reçu une attention nationale en 2014 lors de sa campagne pour la discrimination positive, qui fut menée en alliance avec les démocrates et des sections de l'élite économique et militaire.

Les adhérents des antifas clament qu'ils combattent la menace fasciste en empêchant physiquement les néonazis d'être entendus, leur bloquant l'accès aux écoles et aux villes où ils pourraient atteindre de potentiels disciples. Toutefois, ils ignorent le rôle des démocrates et celui des conditions sociales et politiques qui créent le fascisme.

Les groupes néonazis sont présentement une force sociale minuscule, incapable de rassembler plus de quelques centaines de personnes à leurs grandes manifestations, incluant celle à Charlottesville. Trump et ses conseillers fascisants (incluant Stephen Bannon, désormais parti), malgré tout, cherchent à exploiter la confusion et l'aliénation politiques afin de développer un mouvement extra-parlementaire de l'extrême droite nationaliste.

Dans la mesure où un mouvement fasciste pourrait se développer, c'est parce qu'il bénéficie du soutien d'une section de l'élite dirigeante dans des conditions où les politiques de la classe politique ne sont pas contestées. Dès lors, c'est la subordination de la classe ouvrière au Parti démocrate et à ses divers affiliés, dans lesquels sont impliqués les antifas, qui crée la possibilité aux groupes fascisants de croitre.

En ce qui a trait à leur base sociale, les antifas attirent les couches désorientées, particulièrement au sein de la classe moyenne, sur la base d'un programme compatible avec les vues du Parti démocrate et de l'élite dirigeante, lesquels sont indifférents et même ouvertement hostiles à une mobilisation de la classe ouvrière. C'est pour cette raison que les médias en font la promotion.

http://arretsurinfo.ch/pourquoi-les-medias-font-ils-la-promotion-des-antifas/

L'Etat terroriste.

- Le passage des terroristes en France indique que l'État était au courant du projet d'attentat à Barcelone - Par Kumaran Ira — 29 août 2017

Une série d'informations a soulevé des questions sur la connaissance préalable que les gouvernements américain et européens pouvaient avoir des attentats terroristes du 17 août à Barcelone et à Cambrils qui ont tué 15 personnes et en ont blessé plus de 100, et sur comment on a pu laisser commettre cet attentat. Il devient de plus en plus clair que la cellule terroriste de l'État islamique (ÉI) était surveillée par de multiples services de renseignement des puissances de l'OTAN, y compris la France, les États-Unis et la Belgique.

Étonnamment, quelques jours seulement avant l'attentat, plusieurs membres de la cellule terroriste se sont rendu à Paris, qui est un centre de la surveillance par les services de renseignement des activités islamistes en Europe. Ils étaient surveillés, et des responsables français en ont informé les autorités espagnoles après les avoir repérés en France, conduisant la voiture Audi A3 avec laquelle ils ont écrasé des piétons de la station balnéaire de Cambrils, tuant une femme. La voiture a été flashée par un radar en France.

BFM-TV a rapporté : « deux membres de la cellule jihadiste, qui a attaqué Barcelone et Cambrils, dont Younès Abouyaaqoub, l'auteur présumé de l'attaque des Ramblas, ont fait un aller-retour "express" à Paris » du 11 au 12 août. L'Audi a été photographiée à 13 h le 11 août au péage de Lestelle dans les Pyrénées, roulant vers le Nord, avant d'être flashée par un radar. Les deux membres de la cellule auraient passé la nuit dans un hôtel bon marché de la banlieue parisienne de Malakoff et sont allé dans un centre commercial avant de retourner en Espagne.

Le ministre français de l'Intérieur, Gérard Collomb, a ensuite confirmé que Paris suivait ces personnes et avait transmis cette information au gouvernement espagnol. Il a dit : « La voiture a bien été flashée en région parisienne. Oui, nous avons vu ce qui se tramait mais nous ne connaissions pas ces individus. Nous avions transmis les informations […] Ce groupe est venu travailler à Paris, mais ce fut un aller-retour rapide. »

Les déclarations de Collomb soulèvent plus de questions que de réponses. Si les autorités françaises savaient qu'elles devaient suivre quelqu'un qui leur était inconnu, qui les a prévenues ? Et s'ils étaient au courant de « ce qui devait arriver » – c'est-à-dire une attaque terroriste – et en ont ensuite informé les responsables espagnols, pourquoi est-ce qu'aucune action n'a été prise alors que les services de renseignement français et espagnols étaient au courant de la menace ?

Cette question est d'autant plus importante que les agences de renseignement aux États-Unis avaient des connaissances détaillées d'Abouyaaqoub sur les plans du groupe.

Abouyaaqoub était en communication électronique directe via WhatsApp avec Exeintel, une agence de renseignement privée des États-Unis qui proclame sur son compte Twitter qu'elle fournit des « informations utiles » qui ne seront « accessibles qu'aux forces de l'ordre ». Selon un rapport publié par Público, un opérateur d'Exeintel se présentant comme un autre terroriste djihadiste a envoyé un texto à Abouyaaqoub le 31 juillet et a obtenu de lui de nombreux détails concernant la planification opérationnelle de la cellule terroriste.

Abouyaaqoub a confirmé à Exeintel qu'il était situé en Espagne, que son « émir », ou chef, était également en Espagne et qu'il surveillait les déploiements de la police afin de pouvoir mener des attaques multiples dans les petites villes de Catalogne. Il a déclaré que le groupe utilisait des transactions en bitcoins pour se cacher du suivi financier. Il a également affirmé être en contact avec trois « frères » aux États-Unis, desquels ils cherchaient à obtenir des armes. Público écrit : « ce que Exeintel Group Intelligence Service déclare définitivement, comme il l'affirme fermement sur sa page Web, c'est qu'il a lancé une « alerte rouge » aux services de renseignement américains et européens. Ce fut 17 jours avant le massacre. »

Les agents de sécurité n'ont pas expliqué comment on a permis cette attaque, bien que l'Espagne soit en alerte et que la France soit sous un état d'urgence qui suspend les droits démocratiques fondamentaux, supposément pour permettre à l'État de lutter contre le terrorisme.

Les attaques de Barcelone suivent une série d'attaques similaires perpétrées par des jihadistes prétendus liés à l'État islamique (ÉI) dans les grandes villes d'Europe. Les attaquants – y compris les attaquants à Charlie Hebdo et au théâtre de Bataclan à Paris en 2015, et ceux de l'attentat de Bruxelles en 2016 – étaient, avant les attaques, pratiquement tous connus de la police et des services de renseignement européens. Ils provenaient tous d'un réseau d'opérateurs islamistes travaillant en Europe et combattant dans diverses guerres de l'OTAN pour le changement de régime au Moyen-Orient (lire : « Des rapports des renseignements soulèvent davantage de questions sur l'origine des attentats de Bruxelles et Paris »)...

http://arretsurinfo.ch/le-passage-des-terroristes-en-france-indique-que-letat-etait-au-courant-du-projet-dattentat-a-barcelone/

Dossier sur le Myanmar

- Les Rohingya du Myanmar – Des pions dans la guerre que les Anglais livrent aux Chinois par l'intermédiaire des djihadistes saoudiens - Par Moon of Alabama — 05 septembre 2017

L'attention des médias est dirigée vers des violences ethniques mineures au Myanmar, l'ancienne Birmanie. Selon la presse « occidentale », les Rohingya musulmans sont injustement vilipendés, chassés et tués par des foules bouddhistes et par l'armée dans l'Etat de Rakhine près de la frontière avec le Bangladesh. Les « organisations humanistes libérales » comme Human Rights Watch joignent leurs voix à celles d'islamistes comme le président de la Turquie, Erdogan, pour déplorer le sort des Rohingya.

Cette curieuse alliance s'est également nouée pendant les guerres en Libye et en Syrie. Cela doit nous alerter. Y aurait-il autre

chose derrière ce conflit local au Myanmar? Est-ce que quelqu'un jette de l'huile sur le feu?

C'est bien le cas, en effet.

Alors que le conflit ethnique dans l'Etat de Rankine est très ancien, il s'est transformé au cours des dernières années en une guerre de guérilla djihadiste financée et dirigée par l'Arabie saoudite. La zone a un intérêt géostratégique:

L'Etat de Rakhine joue un rôle important dans OBOR [la nouvelle route de la soie chinoise], car il s'agit d'une sortie vers l'océan Indien où sont prévues des réalisations chinoises pour un montant d'un milliard de dollars : une zone économique sur l'île de Ramree, et le port en eau profonde de Kyaukphyu qui a des pipelines de pétrole et de gaz naturel reliés à Kunming dans la province du Yunnan.

Les pipelines qui vont de la côte ouest du Myanmar vers la Chine à l'est permettent l'importation d'hydrocarbures du golfe Persique vers la Chine tout en évitant le goulet d'étranglement du détroit de Malacca et les sites de la mer de Chine méridionale qui font l'objet d'une contestation.

C'est « l'intérêt de l'Occident » d'entraver les projets de la Chine au Myanmar. Encourager le djihadisme dans l'Etat de Rakhine pourrait y contribuer. Il existe un précédent historique d'une telle guerre par procuration en Birmanie. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les forces impériales britanniques ont incité les musulmans Rohingya du Rakhine à se battre contre les bouddhistes nationalistes birmans alliés aux impérialistes japonais.

Les Rohingya immigrent dans les régions du nord d'Arakan, l'Etat actuel du Rakhine au Myanmar, depuis le 16ème siècle. Il y a eu une grande vague d'immigration sous l'occupation impériale britannique, il y a environ cent ans. L'immigration illégale en provenance du Bangladesh s'est poursuivie au cours des dernières décennies. Au total, environ 1,1 million de Rohingya musulmans vivent au Myanmar. Le taux de natalité du Rohingya est plus élevé que celui des Bouddhistes locaux d'Arakanese. Ces derniers se sentent sous pression dans leur propre pays.

Alors que ces populations sont mélangées dans certaines villes, il y a de nombreux hameaux habités à 100% par les uns ou les autres. Les Rohingya sont généralement peu intégrés au Myanmar. La plupart ne sont pas reconnus officiellement comme citoyens. Au cours des siècles et des dernières décennies, il y a eu plusieurs épisodes violents entre les immigrants et les populations locales. Le dernier conflit entre les musulmans et les bouddhistes a éclaté en 2012.

Depuis lors, une insurrection clairement islamique s'est développée dans la région. Elle a pris le nom d'Armée du Salut des Rohingya de l'Arakan (ARSA) et elle est dirigée par Ataullah abu Ammar Junjuni, un djihadiste pakistanais. (ARSA s'appelait auparavant Harakah al-Yakin, ou Mouvement de la paix.) Ataullah est né dans la grande communauté Rohingya de Karachi, au Pakistan. Il a grandi et a été éduqué en Arabie Saoudite. Il a reçu une formation militaire au Pakistan et c'était un Imam wahhabite en Arabie Saoudite avant son arrivée au Myanmar. Depuis, en lavant les cerveaux, il a recruté et formé une armée locale de guérilla d'environ 1000 Takfiris.

Selon un rapport de 2015 du journal pakistanais Dawn, il y a plus de 500 000 Rohingya à Karachi. Ils sont arrivés du Bangladesh au cours des années 1970 et 1980 à la demande du régime militaire du général Ziaul Haq et de la CIA pour lutter contre les Soviétiques et le gouvernement de l'Afghanistan:

La communauté Rohingya [à Karachi] est plus religieuse et elle envoie ses enfants dans les madressahs. C'est une des principales raisons pour lesquelles de nombreux partis religieux, en particulier l'Ahle Sunnat Wal Jamaat, le JI et le Jamiat Ulema-i-Islam-Fazl, ont leur base organisationnelle dans les quartiers birmans.

« Un certain nombre de Rohingya vivant à Arakan Abad ont perdu des proches dans les attaques bouddhistes de juin 2012 au Myanmar », a déclaré Mohammad Fazil, un militant local de la JI.

Les Rohingya de Karachi recueillent régulièrement des dons, le Zakat* et des peaux d'animaux sacrifiés, et les envoient au Myanmar et au Bangladesh pour aider les familles déplacées.

Reuters a noté, à la fin de 2016, que le groupe djihadiste était formé, dirigé et financé par le Pakistan et l'Arabie saoudite:

Le groupe de musulmans Rohingya qui a attaqué les gardes-frontières du Myanmar en octobre est dirigé par des gens qui ont des liens avec l'Arabie saoudite et le Pakistan, a déclaré le groupe International Crisis Group (ICG), jeudi, en donnant quelques noms.

« Bien qu'on en n'ait pas de preuves, il semble que [Ataullah] soit allé au Pakistan et peut-être ailleurs, pour s'entraîner à la guérilla moderne », a déclaré le groupe. Il a noté qu'Ata Ullah était l'un des 20 Rohingya d'Arabie Saoudite qui dirigeaient les opérations du groupe dans l'État de Rakhine.

Par ailleurs, un comité des 20 émigrés Rohingya influents supervise le groupe qui a son siège à La Mecque, a déclaré l'ICG.

Les Djihadistes d'ARSA affirment qu'ils n'attaquent que les forces gouvernementales, mais des civils bouddhistes arakanais ont également été pris dans des ambuscades et massacrés. Des hameaux bouddhistes ont également été brûlés.

Le gouvernement du Myanmar prétend qu'Ataullah et son groupe veulent instituer un Etat islamique indépendant. En octobre 2016, son groupe a commencé à attaquer la police et d'autres forces gouvernementales dans la région. Le 25 août de cette année, son groupe a attaqué 30 postes de police et des avant-postes militaires et a tué environ 12 policiers. L'armée et la police ont répondu, comme toujours dans ce conflit, en brûlant des communes Rohingya soupçonnées de cacher des forces de la guérilla.

Pour échapper à la violence croissante, beaucoup de bouddhistes locaux arakanais fuient leurs villes et se réfugient dans la capitale du Rankine. Des musulmans Rohingya locaux fuient vers le Bangladesh. Seuls les derniers réfugiés semblent retenir l'attention internationale.

L'armée du Myanmar gouverne le pays depuis des décennies. Sous la pression économique, elle s'est ouverte à l'Occident de manière formelle en instituant la « démocratie ». La chérie de l'Occident au Myanmar est Daw Aung San Suu Kyi. Son parti a remporté les élections et elle joue un rôle important dans le gouvernement. Mais Aung San Suu Kyi est avant tout une nationaliste, et le pouvoir réel est encore détenu par les généraux.

Aung San Suu Kyi ait été choisie pour servir d'icône démocratique, mais elle a peu de mérite personnel, à part celui d'être la fille de Thakin Aung San, un chef célèbre de l'Armée birmane pour l'indépendance (BIA) et le « père de la nation ». Dans les années 1940, Thakin Aung San a été recruté par l'armée impériale japonaise pour mener une guérilla contre l'armée britannique coloniale et la ligne d'approvisionnement britannique vers les forces anti-japonaises en Chine:

Le jeune Aung San a appris à porter des vêtements traditionnels japonais, à parler la langue, et a même pris un nom japonais. Dans « La rivière des traces perdues » l'historien Thant Myint-U dit qu'il a « apparemment été entraîné dans l'euphorie fasciste qui l'entourait », mais il note qu'il est resté fidèle à la lutte pour l'indépendance du Myanmar.

Les conflits ethniques dans l'État du Rakhine ont également joué un rôle dans le conflit britannico-japonais sur la Birmanie:

En avril 1942, les troupes japonaises se sont avancées dans l'État du Rakhine et ont atteint la commune de Maungdaw, près de la frontière de qui était alors l'Inde britannique et qui est maintenant le Bangladesh. Lorsque les Britanniques ont fait retraite en Inde, l'État du Rakhine est devenu une ligne de front.

Les bouddhistes arakanais locaux ont collaboré avec la BIA (British Intelligence Agency) et les forces japonaises, mais les Britanniques ont recruté des musulmans de la région pour contrer les Japonais.

« Les deux armées, britanniques et japonaises, ont exploité les frictions et les animosités de la population locale pour faire avancer leurs propres objectifs militaires », a écrit Moshe Yegar**.

Lorsque les Britanniques ont gagné la guerre contre les Japonais, Thakin Aung San a changé de camp et a négocié la fin de la domination impériale britannique sur la Birmanie. Il a été assassiné en 1947 avec l'aide d'officiers britanniques. Depuis lors, la Birmanie, qui a été renommée Myanmar par la suite, est gouvernée par des factions de l'armée qui se disputent le pouvoir.

La fille de Thakin Aung San, Aung San Suu Kyi, a reçu une éducation britannique et a été élevée en vue de jouer un rôle au Myanmar. Dans les années 1980 et 90, elle s'est querellée avec le gouvernement militaire. Elle a reçu un prix Nobel de la paix et les intellectuels « occidentaux » la considèrent comme une progressiste qui défend les droits de l'homme. Ils sont maintenant déçus qu'elle ne se prononce pas en faveur des Rohingya. Mais en le faisant, elle se mettrait dans le camp opposé à celui pour lequel son père a glorieusement combattu. Elle s'opposerait également à la majorité de la population du Myanmar qui ne porte pas dans son cœur les Rohingya et leur combat djihadiste.

En outre, les projets autour de la nouvelle route de la soie chinoise (OBOR) sont un énorme bonus pour le Myanmar et aideront à son développement économique. Les Saoudiens et les Pakistanais envoient des commandants de guérilla et de l'argent pour pousser les Rohingya au Djihad au Myanmar. Il s'agit d'une réédition historique de l'opération de la CIA contre l'influence soviétique en Afghanistan. Mais contrairement à l'Afghanistan, les habitants du Myanmar ne sont pas musulmans et, au lieu d'y participer, ils vont sûrement se battre contre un djihad dans leur pays. Les Rohingya ne sont plus que des pions dans le grand jeu et ils en feront les frais.

* La zakât ou zakat ou zakaat (?????? zakat), un mot arabe traduit par « aumône légale », est le troisième des piliers de l'islam. Le musulman est tenu de calculer chaque année lunaire (hégire) ce montant et de le donner aux plus pauvres dans son pays de résidence.

**Moshe Yegar était secrétaire adjoint à l'Ambassade d'Israël de Rangoon au début des années 1960. Pendant son séjour en Birmanie, il a soumis une thèse appelée « Les Musulmans de Birmanie » à l'Université hébraïque de Jérusalem.

http://arretsurinfo.ch/les-rohingya-du-myanmar-des-pions-dans-la-guerre-que-les-anglais-livrent-aux-chinois-par-lintermediaire-des-djihadistes-saoudiens/

La crise des « Rohingyas »: réalité, rumeurs et ramifications - Par Andrew Korybko — 06 septembre 2017

http://arretsurinfo.ch/la-crise-des-rohingyas-realite-rumeurs-et-ramifications/

Soros et les hydrocarbures: ce qui se cache vraiment derrière la crise des « Rohingyas » au Myanmar

...la Burma Task Force [Groupe de Travail sur la Birmanie, NdT], qui comprend plusieurs organisations financées par George Soros, a activement réalisé des opérations au Myanmar depuis 2013 appelant la communauté internationale à mettre un terme à ce qu'ils appellent « le génocide du groupe musulman minoritaire rohingya ». Cependant, l'interférence de Soros dans les affaires domestiques du Myanmar plonge plus profondément dans l'histoire de ce pays.

En 2003, George Soros se joignit à un Groupe de Travail US visant à augmenter « la coopération des USA avec d'autres pays afin d'apporter une transformation politique, économique et sociale à la Birmanie [Myanmar], qui tarde depuis trop longtemps. »

Le document de 2003 du Council on Foreign Relations (CFR) intitulé « Birmanie: Le Moment du Changement » (https://www.cfr.org/report/burma-time-change - LVOG), et qui annonçait l'établissement du groupe insistait sur l'idée que « la démocratie… ne peut survivre en Birmanie sans l'aide des États-Unis et de la communauté internationale. »

http://arretsurinfo.ch/soros-et-les-hydrocarbures-ce-qui-se-cache-vraiment-derriere-la-crise-des-rohingyas-au-myanmar/

- Le président turc Erdogan et les photos truquées d'un soi-disant génocide en Birmanie — 07 septembre 2017

Page Facebook de « The World of Islam »: Une petite fille victime d'un accident de la route dans la province d'Oddar Meanchey en 2015 au Cambodge devient une gamine rohingya décapitée par les soldats birmans:

Il y a aussi cet activiste tibétain s'immolant par le feu pour protester contre la visite du président chinois en Inde en 2012 qui est devenu par un coup de baguette magique un Rohingya brulé par les Birmans:

Ou encore ces moines tibétains rassemblant les victimes du tremblement de terre au Sichuan en Chine en 2008 devenus des gardiens d'un camp de la mort pour Rohingyas:

Et l'intellectuel islamiste Tariq Ramadan n'est pas en reste avec cette photo d'une catastrophe au Congo prétendument en Birmanie selon lui:

Certaines sont reprises par des agences de presse comme l'AFP qui a diffusé une vidéo de civils bouddhistes fuyant les combats entre l'armée birmane et les groupes islamistes armés en prétendant qu'il s'agissait de réfugiés rohingyas. L'AFP s'est ensuite excusée mais les deux phrases d'excuses n'ont guère été remarquées et le mal était fait.

Ce ne sont que quelques exemples. Des centaines d'autres photos à la légende détournée ou carrément truquées sont diffusées sur le net par le gouvernement turc, des associations islamistes fondamentalistes saoudiennes ou autres et des particuliers.

Cela jette un gros doute sur la véracité des informations qu'on nous donne sur ce qui se passe en Birmanie.

http://arretsurinfo.ch/le-president-turc-erdogan-et-les-photos-truquees-dun-soi-disant-genocide-en-birmanie/

En complément. Quelques articles.

Des Rohingyas musulmans refusent d'adhérer à l'Armée Rohingya - Par Nyein Nyein — 11 septembre 2017

http://arretsurinfo.ch/des-rohingyas-musulmans-refusent-dadherer-a-larmee-rohingya/

Rohingyas : idéologies et approche victimaire - Par Philippe Raggi — 14 septembre 2017

http://arretsurinfo.ch/rohingyas-ideologies-et-approche-victimaire/

La crise des réfugiés rohingya et le problème de l'objectivité - Par Gearóid Ó Colmáin — 16 septembre 2017

Le dernier des moines birmans - Par Fernand le Pic — 17 septembre 2017

http://arretsurinfo.ch/le-dernier-des-moines-birmans/

La déstabilisation du Myanmar: un plan américain pour créer un 'Rohingyaland', sorte de 'Kosovo' d'Asie du Sud-est - Par Andrew Korybko — 18 septembre 2017

http://arretsurinfo.ch/la-destabilisation-du-myanmar-un-plan-americain-pour-creer-un-rohingyaland-sorte-de-kosovo-dasie-du-sud-est/

Qui est responsable du « nettoyage ethnique » au Myanmar? - Par Gearóid Ó Colmáin — 30 septembre 2017

http://arretsurinfo.ch/qui-est-responsable-du-nettoyage-ethnique-au-myanmar/

Au Kosovo, on aime bien les terroristes « premier ministre » - Par Nikola Mirkovic — 10 septembre 2017

http://arretsurinfo.ch/la-crise-des-refugies-rohingya-et-le-probleme-de-lobjectivite/

Un "gangster" qui a commis des « crimes horribles, cruels et violents » Premier ministre avec la bénédiction de Washington et Berlin...

Après Hashim Thaçi, chef du mouvement terroriste UCK , « Premier ministre » de 2008 à 2014 et aujourd'hui « président » du Kosovo, le « Parlement » du Kosovo vient de désigner son nouveau « Premier ministre », lui aussi issu des rangs de l'UCK : Ramush Haradinaj.

Haradinaj est un Albanais né au Kosovo à Glodjane. Ex-videur de boîte de nuit devenu commandant de l'UCK en Métochie, il a terrorisé et tué Serbes, Roms et même Albanais fidèles à Belgrade pendant les années 1990. Haradinaj a été arrêté en France en début d'année suite à un mandat d'arrêt international déposé par la Serbie contre lui pour crimes de guerre. Un de ses frères menaça alors d'expulser tous les Serbes du Kosovo s'il n'était pas relâché et Haradinaj, dont le nom de guerre était « Rambo », fut libéré, ce qui n'est malheureusement pas une surprise car « Rambo » s'en sort toujours. Il a déjà été poursuivi deux fois par le Tribunal pénal international de La Haye et, deux fois, il a été acquitté. Le procureur du TPI, Carla del Ponte, avait pourtant déclaré que Haradinaj est un « gangster » qui a commis des « crimes horribles, cruels et violents » et qui « a du sang sur les mains ». Malgré cela, Haradinaj en sortit indemne.

Lors de ses procès, les hommes prêts à témoigner contre lui meurent souvent dans des conditions violentes, changent soudainement leurs versions ou retirent leur témoignage et ce, malgré la protection supposée de EULEX, qui dépend directement de l'Union européenne. Haradinaj a le bras long et la gâchette facile et il sait qu'il est protégé par Bruxelles et Washington. Lors d'une altercation avec la famille Musaj, une famille d'Albanais du Kosovo qui l'accuse d'avoir tué leur frère, la dispute se transforme en échange de tirs et « Rambo » est blessé. C'est alors l'armée américaine qui doit le récupérer et l'héliporter au camp de Bondsteel avant de l'exfiltrer en Allemagne pour le faire soigner. L'Oncle Sam prend soin de ses hommes de main.

http://arretsurinfo.ch/au-kosovo-on-aime-bien-les-terroristes-premier-ministre/

En complément.

L'Iran, la Grande-Bretagne, le pétrole et la CIA : 1953, Operation Ajax - Par Corinne Autey-Roussel — 13 septembre 2017

http://arretsurinfo.ch/liran-la-grande-bretagne-le-petrole-et-la-cia-1953-operation-ajax/

- Comprendre la crise coréenne grâce à l'histoire - Par William R.Polk — 14 septembre 2017

http://arretsurinfo.ch/comprendre-la-crise-coreenne-grace-a-lhistoire/

Etats-Unis. Quand le complexe militaro-industriel-financier est au pouvoir.

A propos de la junte... - Par Moon of Alabama — 25 août 2017

Selon une théorie politique des années 1950, La structure du pouvoir dans la société américaine repose principalement sur trois groupes d'élites, les hauts-gradés de l'armée, les dirigeants de grandes sociétés et les dirigeants politiques (par « direction politique » j'entends en fait la bureaucratie, la CIA et leurs forces par procuration du Congrès.)

Le jour de l'élection, j'ai noté que seuls les militaires avaient soutenu la campagne Tout sauf Hillary. Les deux autres angles du triangle, les multinationales et l'exécutif ont soutenu Hillary Clinton et ont continué à le faire même après la victoire de Trump. (Ce n'est que récemment que la propagande de la « collusion avec la Russie » a tout à coup cessé). J'ai écrit:

L'armée va exiger son dû et ce sera plus que les trois généraux qui sont maintenant au cabinet de Trump.

Cela s'est avéré juste. Une junte militaire dirige maintenant les États-Unis:

À la Maison Blanche, les généraux gèrent les interactions de Trump heure par heure et murmurent à son oreille – et ces murmures, comme pour la décision de cette semaine d'étendre les opérations militaires américaines en Afghanistan, deviennent souvent des décisions politiques.

Parmi les proches de Trump, il y a un trio chevronné de généraux qui ont l'expérience du commandement des champs de bataille: le chef d'état-major de la Maison Blanche, John F. Kelly, le secrétaire à la Défense Jim Mattis et le conseiller de sécurité nationale H. R. McMaster. Les trois hommes ont soigneusement cultivé des relations personnelles avec le président et ont gagné sa confiance.

Kelly, Mattis et McMaster ne sont pas les seules figures militaires qui servent à des niveaux élevés dans l'administration Trump. Le directeur de la CIA, Mike Pompeo, le procureur général Jeff Sessions, le secrétaire à l'énergie Rick Perry et le secrétaire à l'Intérieur, Ryan Zinke, ont servi dans plusieurs branches de l'armée, et Trump a récemment mis l'ancien général d'armée, Mark S. Inch, à la direction du Bureau fédéral des prisons. […] Le Conseil de sécurité nationale […] compte deux autres généraux parmi les cadres supérieurs.

Avec le licenciement du renégat Flynn et de divers autres conseillers de Trump, la Junte a déjà éliminé toutes les voix indépendantes de la Maison Blanche. Elle attache maintenant plus de fils à sa marionnette « chargée de la vente » pour la contrôler mieux encore:

Le nouveau système, décrit dans deux notes co-écrites par [les généraux] Kelly et Porter et distribuées aux membres du Cabinet et récemment au personnel de la Maison Blanche, vise à s'assurer que le président ne prendra connaissance d'aucun document de politique extérieure et intérieure, d'aucunes notes de service, rapports d'agence, ni même articles qui n'aient pas été validés.

Trump a un faible pour l'armée depuis qu'il a étudié dans une Académie militaire de New York pendant sa jeunesse.

Mais il n'aime pas être contrôlé. Je m'attends à ce qu'il se révolte un jour. Il se rendra alors compte qu'il est trop tard et qu'il est impuissant. Moon of Alabama — 25 août 2017

En complément

- Administration Trump : Tom Price, septième renvoi - Libération.fr

Le ministre américain de la Santé, Tom Price, a été contraint à la démission vendredi. Il rejoint une longue liste de collaborateurs écartés par Trump depuis son entrée à la Maison Blanche. Liberation.fr 1 octobre 2017

Ils osent tout...

- Réforme de l'ISF: "Le problème n'est pas qu'on ait trop de riches" (Bergé, LREM) - AFP

- Lienemann : "Le PS est sans ambiguïté dans l'opposition" - Franceinfo

- Edouard Philippe annonce un nouveau plan contre l'antisémitisme, "bête immonde" - AFP

- Loi antiterroriste SOS Racisme dénonce le «délit au faciès» ouvert par l'article 10 - Liberation.fr

Vive la guerre !

- "Le monde réarme": Philippe justifie les hausses à venir du budget de la Défense - L'Express.fr

En déplacement sur la base navale de Toulon, le Premier ministre a affirmé que "la parenthèse enchantée des dividendes de la paix est refermée".

- Bayrou se pose en défenseur «d'une exigence de justice sociale» - Liberation.fr

A l'occasion de l'université de son parti, il a réaffirmé son soutien au président. Liberation.fr

- Wauquiez attaque Macron et «les élites qui prétendent dicter leur loi» - LeFigaro.fr

- "La peau sur les os": les enfants Rohingyas menacés par la malnutrition - AFP

- Ouest de la Birmanie: l'ONU fait état d'une "souffrance humaine inimaginable" - AFP

- Encore 20 jours de prison pour Navalny, un cadeau pour Poutine ? - euronews

Fabrication du consentement.

- Sondage: confiance en hausse pour Macron et Philippe - AFP

La cote de confiance d'Emmanuel Macron (49%, "3 points) et celle d'Edouard Philippe (48%, "4) se redressent en septembre par rapport à août, selon un sondage Harris Interactive diffusé lundi. AFP 03.09

Conclusion : Plus le chômage et les dividendes des actionnaires du CAC40 augmentent, plus Macron et Philippe gagnent en popularité... Vous en déduisez quoi ? Je n'ose pas vous dire ce que je pense, vous en seriez choqués...

Haut de page

Le 4 octobre 2017

CAUSERIE

Je n'ai pas encore consulté les infos d'hier, j'ai consacré ma matinée à écrire la contribution suivante qui constitue un complément à la causerie de la veille.

Pour alléger le volume de la page d'accueil j'ai retiré les causeries de juillet juqu'à fin septembre, je les archiverai ce soir.

Einstein a posé une question en rapport avec l'instauration et le développement rapide d'une caste bureaucratique parasitaire à l'intérieur du nouvel Etat ouvrier en Russie dans les années qui ont suivi la fin de la guerre civile, et à laquelle nous n'avons jamais répondu à ma connaissance :

- "*comment serait-il possible, en face d'une centralisation extrême du pouvoir politique et économique, d'empêcher la bureaucratie de devenir toute-puissante et présomptueuse ? Comment pourrait-on protéger les droits de l'individu et assurer un contrepoids démocratique au pouvoir de la bureaucratie ?*"

Quelques remarques.

On aura constaté qu'Einstein ne remit pas en cause la stratégie qui avait été adoptée par le parti bolchevik (ou communiste), et qui permit de mener à son terme le processus révolutionnaire tout en portant ce parti au pouvoir.

Il concevait qu'il était inévitable que le parti qui avait lutté résolument pour renverser le régime en place et s'attaquer aux fondements du capitalisme, concentre le pouvoir politique et économique entre ses mains une fois la victoire de la révolution devenue une réalité.

Il avait compris qu'un Etat quel qu'il soit ne pouvait pas fonctionner sans bureaucratie, tout comme n'importe quel parti politique par ailleurs. La question ensuite qui restait à résoudre, était de savoir comment il serait possible de la contrôler démocratiquement, afin d'éviter qu'elle ne se transforme pas en un instrument d'oppression tournée contre le peuple. Dit autrement, comment faire pour que la bureaucratie soit ou demeure l'expression de la démocratie, et ne se transforme pas en son contraire en rompant avec

le mandat qui lui avait été confié par le peuple travailleur.

De nos jours, quand on observe la servilité dont font preuve en général les travailleurs et plus particulièrement les fonctionnaires face à leurs patrons ou à l'Etat des capitalistes, de quelle manière ils sont prêts à justifier les sacrifices qui leur sont imposés, tout comme les inégalités, les injustices et les guerres impérialistes du moment que leur mode de vie est préservé, bien qu'ils soient plus évolués qu'au début ou au milieu du XXe siècle, on est en droit d'en déduire que nombreux ou la majorité d'entre eux seraient prêts à se faire les instruments aveugles d'une dictature bureaucratique ou à s'en accommoder dès lors qu'elle leur consentirait des privilèges ou leur accorderait un statut supérieur au reste des travailleurs.

Ce constat va peut-être déclencher une salve de consternations chez les ouvriéristes. Nous leur répondrons que les marxistes n'avaient pas hésité à le faire à leur époque, sans complaisance et parfois même dans des termes d'une extrême violence qui sont inutiles ici. Pour prendre l'exemple le plus parlant ou le plus cru de manière à éviter tout équivoque, s'ils avaient à l'esprit l'Allemagne et le prolétariat de la fin des années 10 et du début des années 20, et ceux des années 30-40, peut-être comprendraient-ils quelque chose à la nature humaine et à la lutte des classes qui sont capables du meilleur comme du pire, pour définir les tâches que l'avant-garde doit se fixer pour aider les masses à avancer vers le socialisme.

Revenons à notre sujet.

Les travailleurs ne peuvent exercer un contrôle démocratique sur les institutions ou l'Etat pour empêcher leur dérive dictatoriale, qu'à partir du moment où ils auront atteint un certain niveau intellectuel et de conscience politique. Prétendre qu'il suffirait que la démocratie soit effective ou réalisée pour que chacun y participe, ne veut strictement rien dire. Des millions de travailleurs ont un jour ou une multitude de fois participé à des actions de classe sans pour autant que leur conscience politique progresse, donc qu'on arrête de nous raconter des histoires à dormir debout. Imaginer en étant animés de bonnes intentions qu'il suffirait que le parti au pouvoir, le gouvernement mettent la démocratie à la portée des travailleurs pour qu'ils s'en saisissent, c'est se leurrer ou se faire de graves illusions, car tout dépendrait du niveau de conscience qu'ils auraient atteint au début de la révolution, sans pour autant que l'inertie de l'histoire cesse de les tirer en arrière ou qu'ils se défassent du mode de pensée profondément ancré en eux...

Ne vous est-il pas venu un jour à l'esprit qu'un gouvernement révolutionnaire et socialiste pourrait prendre des mesures qu'un grand nombre de travailleurs rejetteraient ou qualifieraient d'antidémocratiques, parce qu'ils ne comprendraient pas qu'il soit impossible de faire autrement dans un contexte donné ?

Non seulement les travailleurs sont très hétérogènes sur le plan de leur statut social ou de leur condition dans la société, mais en plus, ils sont plus ou moins arriérés ou évolués au sein de toutes leurs couches, par travailleurs j'entends du cantonnier au médecin. Il est donc très difficile, voire impossible de définir un discours qui serait accessible à chacun d'entre eux en partant de ces facteurs, que nous prendrons en considération à un autre moment. Il ne nous reste plus que la logique, le matérialisme dialectique, en prenant pour base ou support les faits et l'enchaînement des faits, leurs rapports, l'orientation qui s'en dégage, etc. pour que la situation devienne claire et compréhensible à tous.

Les travailleurs manquent cruellement de logique, ils ne cessent d'en faire la démonstration quotidiennement, par exemple en justifiant l'existence des riches, ils cautionnent l'existence des pauvres, c'est assurément le meilleur moyen de le rester. Par milliers on pourrait multiplier cet exemple qui traduit leurs faiblesses. Ne pas en prendre conscience lors d'une révolution lui serait fatale, et ne pas en prendre conscience plus tôt constitue un obstacle pour avancer sur la voie du socialisme.

On vient d'apprendre que les entreprises du CAC 40 avaient réalisé 52 milliards d'€ de bénéfices sur le premier semestre 2017, sans que cela ne fasse l'objet d'une quelconque réaction, pendant qu'ils rognent les APL de 5€ à des millions de travailleurs pour économiser quelques centaines de millions d'euros qui viendront grossir le budget de la Défense par exemple, ou compenseront en partie les baisses d'impôts consenties par le gouvernement aux plus fortunés. Quand on s'accommode d'une politique qui est la négation de nos droits, on signifie par là qu'on a abdiqué nos droits ou qu'on n'a pas acquis la conscience de leur légitimité, cela démontre qu'on n'est pas prêt pour exercer la démocratie.

On dit beaucoup de mal de Mélenchon et nous l'assumons, en revanche il faut admettre qu'il a raison au moins sur un point, à savoir qu'il faut tout faire pour élever le niveau de conscience (et d'organisation) des travailleurs, non pas pour réformer le capitalisme puisque c'est impossible ou au profit des classes moyennes, mais dans la perspective de le renverser.

Les dirigeants et les militants de l'avant-garde considèrent qu'élever le niveau de conscience politique des travailleurs ne serait pas une priorité ou une tâche qu'ils doivent se fixer, ils considèrent que ce serait un facteur négligeable ou secondaire, contrairement à Trotsky qui avait expliqué le contraire après avoir constaté que c'était le principal facteur qui avait été à l'origine de la dégénérescence de la révolution et du parti bolchevique, de la défaite de toutes les révolutions après celle de la Russie en 1917, de l'essor et du triomphe du stalinisme. A croire qu'ils n'en ont retenu aucun enseignement ou qu'ils sont passés à côté du principal, avec la nécessité de construire un parti et une internationale sur le modèle du parti bolchevik, puisque c'est seulement à l'échelle mondiale que le socialisme pourra l'emporter sur le capitalisme.

Il existe des facteurs contradictoires dans la situation actuelle, à nous de savoir les exploiter pour les orienter dans la bonne direction. Chacun convient que la situation est devenue délétère, nauséabonde, insupportable. D'un côté les travailleurs se sont embourgeoisés, pas forcément sur le plan matériel, mais sur le plan idéologique, d'un autre côté ils sont suffisamment évolués pour comprendre que leur inaction, leur passivité ou leur neutralité face au régime ne peut que contribuer à la détérioration de leur sort et à renforcer Macron et son gouvernement minoritaire et illégitime, qui prépare une nouvelle offensive contre leurs droits fondamentaux.

On doit donc leur tenir un discours axé à la fois sur la légitimité de leurs besoins ou aspirations, en refusant à quiconque le droit de remettre en cause l'ensemble de leurs acquis sociaux, et la nécessité de rompre avec le capitalisme et les institutions qui sont exclusivement à son service, en démontant pièce par pièce la propagande officielle qui est destinée à les induire en erreur, à les conditionner afin qu'ils abdiquent leurs droits parfaitement légitimes au profit de ceux des capitalistes, qu'ils acceptent indéfiniment de nouveaux sacrifices, en leur expliquant qu'ils sont ou qu'ils détiennent la solution à la crise du capitalisme, pour peu qu'ils prennent conscience que c'est en se tenant à l'écart de tout engagement politique qu'ils creusent leur propre tombe ou sont voués aux pires souffrances dans l'avenir.

La fatalité, s'il devait en exister une, elle serait le produit de leur incapacité à prendre conscience que la situation recèle des contradictions d'où ressort deux orientations opposées de la société, dont l'une peut permettre de mettre fin au capitalisme et un terme à tous leurs maux, dès lors qu'ils s'organisent pour que ces objectifs se réalisent.

On ne peut pas vouloir à la fois une chose et son contraire, à un moment donné il faut trancher ou choisir. Soit on s'en tient à ses droits et on déclare que ceux des capitalistes sont illégitimes, soit on estime que ceux des capitalistes sont légitimes et dans ce cas on abdique nos droits, on se soumet, on accepte de vivre dans une société qui nous traite pire que des esclaves.

En toute logique, les travailleurs doivent s'organiser dans le ou les partis qui combattent quotidiennement pour en finir avec le capitalisme et l'ensemble de ses institutions nationales, européennes, internationales. Ils doivent se détourner de tous ceux qui s'en accommodent et leur mentent sur leurs réelles intentions. Et si pour une raison ou une autre ils ne sont pas en mesure de rejoindre un tel parti ouvrier, qu'ils rompent avec les institutions et le soutiennent en suivant ou en participant à son intervention dans la lutte des classes, qu'ils en deviennent des sympatisans ou qu'ils s'organisent dans les structures plus souples que ce ou ces partis ont créées.

Leur sort et celui de la société est entre leurs mains, à eux de saisir l'occasion qui leur est fournie de rompre avec un mode de pensée et un comportement qui leur ont été inculqués par les tenants du capitalisme pour les maintenir dans la servitude. Ils pourront ainsi se donner un idéal dont ils pourront être fiers, et donner un sens à leur vie

Absolument tout nous est imposé dans cette société sans qu'on ait notre mot à dire, et quand on nous demande notre avis, on n'en tient pas compte. On ne vit donc pas dans une société démocratique.

C'est de là qu'il faut partir, qui décide, qui est légitime pour décider de l'orientation de la société.

Est-il légitime qu'il y en aie qui se goinffrent tandis que d'autres crèvent de faim ? Est-il légitime que certains habitent dans des villas cossues ou des palaces et d'autres dorment dans la rue ? Est-il légitime que ceux qui ne produisent aucune richesse accumulent des fortunes colossales, tandis que ceux qui travaillent peinent à joindre les deux bouts ? Est-il légitime que certains soient rentiers et riches, et d'autres au chômage et miséreux ?

On a tout dit là. Alors stop ou encore ? Si on ne dit pas stop, il ne faut pas venir se plaindre d'être mal traité ou de faire face à une multitude de difficultés sans jamais en voir le bout. C'est une question, non pas de bon sens, mais de logique élémentaire, ce qui fait le plus défaut aux travailleurs et à un grand nombre de militants.

Si maintenant on refuse de partir du b.a.-ba, comment voulez-vous ensuite que les travailleurs vous suivent ou progressent ? C'est comme si avant d'avoir appris à lire, on mettait entre les mains d'une personne un traité de philosophie, et qu'on s'étonne qu'elle n'y comprenne rien. Au lieu de conclure qu'elle aurait un problème, on ferait mieux d'admettre que c'est nous qui avons un grave problème à résoudre pour avoir entrepris une telle démarche. Avant de se mettre à la place des travailleurs ou de parler en leur nom, on ferait bien de commencer par apprendre à les connaître.

Si les rapports sociaux sont déterminés par le mode de production et la place qu'y occupent les différents acteurs sociaux, ils ne se réduisent pas qu'à ce seul facteur. Pourquoi ? Parce qu'il a donné naissance à une multitude de représentations idéologiques (politiques, juridiques et autres) qui paraissent indépendantes ou évoluer indépendamment des rapports établis entre les classes, alors qu'en réalité elles y puisent leur origine. Les travailleurs en ont une perception faussée qu'il s'agit de rectifier, pour qu'ils cessent d'en subir l'influence ou les cautionnent, puisque par leur nature de classe, dès l'origine ces représentations idéologiques n'étaient pas destinées à concourir à leur bien-être, mais uniquement à perpétuer aux différentes époques l'existence du système économique en vigueur ou le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'ils doivent abolir pour conquérir leur liberté.

Voici ce qu'en disait Engels en 1893, et ce qui vaut pour les intellectuels est valable pour la plupart des gens comme il le précise :

- "*L'idéologie est un processus que le soi-disant penseur accomplit sans doute avec conscience, mais avec une conscience fausse. Les forces motrices véritables qui le mettent en mouvement lui restent inconnues, sinon ce ne serait point un processus idéologique. Aussi s'imagine-t-il des forces motrices fausses ou apparentes. Du fait que c'est un processus intellectuel, il en déduit et le contenu et la forme de la pensée pure, que ce soit de sa propre pensée ou de celle de ses prédécesseurs. Il a exclusivement affaire aux matériaux intellectuels ; sans y regarder de plus près, il considère que ces matériaux proviennent de la pensée et ne s'occupe pas de rechercher s'ils ont quelque autre origine plus lointaine et indépendante de la pensée. Cette façon de procéder est pour lui l'évidence même, car tout acte humain se réalisant par l'intermédiaire de la pensée lui apparaît en dernière instance fondé également sur la pensée. (...)*

C'est cette apparence d'histoire indépendante des constitutions d'Etat, des systèmes juridiques, des conceptions idéologiques dans chaque domaine particulier qui aveugle, avant tout, la plupart des gens. (...)

A cela se lie également cette idée stupide des idéologues : comme nous refusons aux diverses sphères idéologiques qui jouent un rôle dans l'histoire, un développement historique indépendant, nous leur refusons aussi toute efficacité historique. C'est partir d'une conception banale, non dialectique de la cause et de l'effet comme de pôles opposés l'un à l'autre de façon rigide, de l'ignorance absolue de l'action réciproque. Le fait qu'un facteur historique, dès qu'il est engendré finalement par d'autres faits économiques, réagit aussi à son tour et peut réagir sur son milieu et même sur ses propres causes, ces messieurs l'oublient souvent tout à fait à dessein."

Les médias, les instituts de sondages, la publicité, le cinéma, le théâtre, la littérature, la chanson populaire, les religions, les philosophies, les partis politiques, les ONG, les thinks tank, les institutions, etc, tous sont des "facteurs historiques" en liaison avec des "faits économiques", et ils ont une influence sur l'ensemble de ces facteurs, de la société, y compris leurs causes, mais étrangement voyez-vous,ils n'en auraient pas sur l'état d'esprit ou le comportement des travailleurs selon certains militants et leurs dirigeants ; il n'était pas exagéré d'affirmer que décidément nous ne vivions pas dans le même monde, vous l'admettrez, passons.

Mes détracteurs en sont restés à la conception de la lutte de classe qui prévalait au début du XXe siècle, et qui présentait bien des carences que l'on n'a jamais essayé de combler depuis. On pourrait admettre que c'était impossible ou inévitable autrefois du fait du degré d'arriération des travailleurs, mais depuis ils ont évolué, la société également, et elle a donnée naissance à de nouvelles représentations idéologiques qui poursuivent le même objectif, dès lors qu'elles puisent à la même source et servent les mêmes intérêts, pas ceux des travailleurs évidemment, et même s'ils parviennent parfois à s'en saisir pour obtenir certains avantages, jamais elles ne rompront le lien qui les relient à leur origine ou au point de renier leur nature de classe.

En guise d'épilogue pour se détendre un peu.

J'ai téléchargé plus de 550 films principalement de réalisateurs français et datant des années 30 à 60. J'en regarde 4 ou 5 par semaine, le soir uniquement. Depuis je suis passé par plusieurs stades, de l'enthousiasme à l'écoeurement, au point qu'aujourd'hui, une fois la projection terminée, je n'en fais plus qu'une analyse ou un résumé sociologique ou politique qui tient en quelques phrases, tant ils étaient bourrés de clichés ou de propagande facilement repérable, et qui finalement tendait à se répéter sans fin pour gaver le peuple jusqu'à la gueule, d'où la nausée que j'ai fini par ressentir à la longue.

Si je prends encore du plaisir à les regarder, c'est parce qu'ils sont susceptibles de me rappeler mon enfance ou les années qui l'ont précédée et dont je n'ai plus aucun souvenir. Mais aussi par curiosité, pour essayer de ressentir ce que devaient éprouver les travailleurs à ces différentes époques en les regardant, en liaison avec la situation politique que je connais davantage pour mieux la comprendre encore. Ce qui m'indispose le plus, c'est le jeu des acteurs qui figuraient en haut de l'affiche, parce qu'ils surjouaient leur propre personnage jusqu'à l'outrance et au-delà du ridicule au détriment du personnage qu'ils étaient censés interpréter, un peu comme si les spectateurs ne venaient pas voir un film ou entendre une histoire, mais uniquement des acteurs, des stars qui ont tourné dans un grand nombre de navets, tant les scénarios étaient maigres ou insignifiants.

Mais je dois avouer aussi que le cinéma ne m'a jamais vraiment intéressé, pour reproduire ce que je vivais et que je ne supportais déjà pas, je ne voyais pas où était l'intérêt d'en rajouter franchement. Cela dit, cela permet de faire abstraction de son quotidien quand on se replonge dans une autre époque. On se rend compte de ce qui a changé ou non dans la société, ce qui n'est pas sans intérêt pour le coup.

Je ne regarde jamais de films de guerre, celles d'aujourd'hui me suffisent amplement. Je préfère les documentaires qui sont tout autant orientés mais qui présentent l'avantage de montrer certains aspects de la réalité et non des décors fabriqués. J'ai toujours préféré l'original à la copie ou les maîtres à leurs disciples. Et il ne me viendrait pas à l'idée de regarder un film de notre époque ou des années 90 ou 2000, je les ai vécues et je les ai en mémoire, je ne tiens pas à les revivre, merci bien, je me contenterai du présent où je puise mon imagination pour préparer l'avenir...

De la même manière, j'ai en horreur la littérature de la seconde moitié du XXe siècle, hormis les surréalistes qui se résument à

André Breton. Idem pour les arts en général, sauf la musique bien sûr, de préférence sans parole ou dans une langue que je ne comprends pas, je ne supporte pas la chanson populaire, pas même Brassens, Ferré ou Brel, les contes à l'eau de rose ou destinés à se donner bonne conscience, ce n'est pas mon truc, ma propre existence au quotidien et celle de mes proches est suffisamment riche en émotions, pour que je n'éprouve pas le besoin d'aller en pêcher ailleurs, là aussi j'ai ma dose !

Je pourrais pratiquement en dire autant de la littérature en vieillissant. L'intérêt que j'y portais autrefois s'est déporté ou s'est affiné, je ne sais pas si on peut dire les choses ainsi, de sorte que c'est la manière dont l'auteur a construit son histoire qui présente encore un intérêt sur le plan historique et psychologique, ce qui nécessite de bien le situer dans son époque ainsi que son ouvrage. C'est ce que j'avais beaucoup apprécié quand j'avais enseigné au lycée français de Pondichéry, et je crois que cela avait passionné mes élèves.

La réalité est suffisamment riche et complexe en expériences pour alimenter notre imagination, pour qu'on n'ait pas besoin de recourir à des fictions pour se la représenter ou inventer je ne sais quelle stratégie politique qui n'aura qu'un rapport lointain avec elle. Et si la réalité ne se réduit pas au présent, on ne peut pas ou on ne doit pas forcément la traduire en employant les instruments qui appartiennent à un passé définivement révolu.

La nostalgie n'est pas bonne conseillère, elle est souvent trompeuse, et ne conduit qu'à des désillusions douloureuses qu'on a déjà eu l'occasion de ressasser mille fois ou à refaire le monde et notre vie, signe qu'on n'y a pas compris grand chose, ce qui est plutôt démoralisant. Mais si cela peut aider à en prendre conscience, pourquoi pas, chacun emprunte un chemin différent pour progresser, et loin de moi l'idée d'en dicter un à suivre, surtout au regard de mon parcours atypique qu'on me reproche suffisamment comme cela.

Ce serait intéressant que les militants proposent des solutions aux problèmes soulevés par Einstein, pour qu'on puisse en discuter tranquillement, librement, fraternellement si c'est encore possible, à son époque c'était impossible. L'air de rien, cela fait partie de la défense du marxisme et du socialisme, avis à ceux qui y tiennent vraiment, leurs contributions seront les bienvenues.

Haut de page

Le 5 octobre 2017

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de traiter les infos d'hier. Les causeries de juillet à fin septembre sont disponibles au format pdf si cela vous intéresse. Apparemment nous n'aurons pas d'électricité toute la journée, donc service minimum, il est déjà 12h05.

De nos jours, la quasi-totalité des évènements qui se produisent dans le monde font l'objet intentionnellement d'une interprétation officielle frauduleuse qui relève de la propagande relayée par les médias-oligarchiques, qui consiste à manipuler les faits ou à instrumentaliser les différents acteurs qui y participent, de sorte que les peuples partagent cette interprétation, de manière à ce que leurs auteurs ou commanditaires puissent agir à leur guise ou commettre leurs forfaits contre les peuples en toute impunité, atteindre leurs objectifs politiques inavouables puisqu'ils sont tournés contre les intérêts de tous les peuples sans exception.

Comment fonctionne ce mécanisme ?

Cette interprétation frauduleuse va comporter inévitablement des contradictions qui vont apparaître au grand jour plus ou moins rapidement, ce dont leurs auteurs ont parfaitement conscience dès le départ sans que cela les gêne plus que cela. Bien au contraire, parce qu'ils vont s'en servir pour dresser les partisans de leur interprétation contre ceux qui la contestent, mieux, un grand nombre d'acteurs politiques parmi leurs plus zélés serviteurs vont s'en charger à leur place, ce qui contribuera à créer un climat d'affrontement et de confusion permanent, autrement dit, ils seront parvenus à créer une situation inextricable où plus personne ne sera en mesure de penser quoi que ce soit de tel ou tel évènement, ce qui leur laissera les mains libres pour agir selon leur plan et la boucle sera bouclée. On peut en conclure que toute contestation de leur interprétation se verra réduite à l'impuissance ou demeurera sans conséquence quel que soit par ailleurs l'accueil qu'elle aura reçu de la part de la population.

Il en était déjà de même hier ou les gouvernants manipulaient déjà les faits, mais ce qui a changé, c'est que contrairement à autrefois ils n'accordent plus la parole à ceux qui contestent leur version, ils les chassent des médias ou leur en interdisent l'accès. En revanche, quand ils s'aperçoivent que des révélations prennent trop d'ampleur, pour ne pas perdre la main, ils se chargent eux-mêmes par l'intermédiaires des médias de critiquer leur propre interprétation en mêlant soigneusement à leurs contrevérités quelques vérités pour donner un aspect plausible à leur récit frelaté, inspirer la confiance, de manière à ce que les lecteurs, téléspectateurs ou auditeurs aient l'impression trompeuse qu'ils ont à faire à la réalité, alors qu'en fait ils se font manipuler une fois de plus, puisqu'ils concluent généralement leur récit par une formule sibyline qui les laissera sur leur faim ou leur inspirera le doute.

Ils auront ainsi atteint leur objectif, qui était d'empêcher que la population parvienne à se forger des convictions contraires à leurs intérêts (des dominants) ou qu'elle y voit plus claire dans la situation, et surtout qu'elle ne puisse pas s'en servir par suite contre le régime, pendant que leurs véritables intentions demeureront obscures au plus grand nombre, qui sera conduit à adopter une attitude passive ou neutre.

Leur technique de conditionnement des masses est plus complexe ou élaborée qu'elle n'y paraît au premier abord... Dénoncer les mensonges des médias à longueur de temps ne sert à rien, si on ne prends pas la peine d'expliquer les différents mécanismes auxquels ils recourent, et qui leur permettent de donner l'illusion qu'ils incarneraient la démocratie ou continuer de se réclamer de la liberté d'expression, alors qu'ils les piétinent allègrement de manière systématique. Cela permet au passage de redorer leur blason auprès des esprits faibles, ils sont légions. Leur but étant de conserver le contrôle des esprits pour la suite de la lutte de classes, puisque c'est de cela dont il s'agit.

Les travailleurs et les militants prennent position pour ou contre tel ou tel référendum, en faveur ou non de tel ou tel protagoniste dans une guerre ou une guerre civile, ils sont partagés sur la politique ou les mesures qui sont adoptées par le gouvernement, hormis celles qui sont ciblés ouvertement contre les travailleurs, pour tout le reste c'est la division et confusion la plus totale qui règne.

Après avoir étudié les questions kurdes et catanes, je me prononce contre les deux référendums, le premier parce qu'il a été précédé par une épuration éthnique, qui plus est les millions de Kurdes concernés qui vivent en Turquie et en Iran n'ont pas été consultés, ensuite, il participe de la balkanisation ou au démantèlement de la Syrie et de l'Irak, et pour le second, parce qu'il s'inscrit dans le cadre des euro-régions défini par l'UE. Ils existent d'autres faits ou arguments pour étayer ces positions.

Je condamne la déstabilisation en cours du Myanmar (et de sa région) par l'impérialisme Américain flanqué de ses alliés habituels, comme je condamne l'instrumentalisation politique de l'exode des Rohingya, je ne participerai à aucune campagne sur ce plan-là.

De manière générale, je ne participe à aucune campagne initiée par les représentants des impérialistes qui sont uniquement destinée à diviser et opposer les peuples ou leurs différentes couches exploitées ou opprimées, à déstabiliser des Etats afin que l'oligarchie anglo-saxonne atteignent les objectifs économiques ou politiques qu'elle s'est fixée.

Je pars du fait ou du principe que les différents impérialistes et leurs représentants ne peuvent adopter une politique ou des mesures en faveur des peuples exploités ou opprimés, et qu'en conséquence on doit les combattre systématiquement et farouchement sans leur céder la moindre concession, même lorsqu'elles se présentent sous un faux jour progressiste, en aucun cas on ne doit donner l'impression aux travailleurs ou aux militants qu'on en serait les complices en leur laissant le champ libre ou en gardant le silence sur leurs véritables intentions.

C'est seulement en procédant ainsi qu'on demeure strictement sur notre terrain de classe, et qu'on peut être digne des idées ou de l'idéal qu'on prétend défendre ou représenter. Que ces positions soient à contre-courants de celles adoptées par la majorité du mouvement ouvrier ou de la population, ne nous impressionne pas ou ne nous fera pas fléchir, car cela signifie simplement qu'ils sont sous l'influence de la propagande de la réaction. J'ignore si un ou des partis, des courants du mouvement ouvrier partagent mes positions, il semblerait que non à ma connaissance, pour verser dans un épouvantable dogmatisme antédiluvien qui les aveugle et les amène dans certains cas à combattre au côté de nos ennemis de classe.

Quoiqu'il en soit, si j'ai un conseil à donner aux lecteurs, c'est de lire un maximum d'articles de sources diverses sur une question avant d'adopter une quelconque position. Et pour ne rien changer à mes habitudes, je ne les appelle pas à partager les miennes. C'est à eux de se forger librement des convictions à partir des éléments en leur possession, à partir des faits, de tous les faits et non pas seulement ceux minutieusement sélectionnés par les uns ou les autres.

On peut facilement se faire manipuler à nos dépens, parfois par excès d'enthousiasme communicatif (Grexit, Grèce, Tunisie, etc. ce qui ne fut pas mon cas je précise), en adoptant des positions sur des bases pourries ou faussées qu'on ne veut pas voir ou prendre en considération, qui auront de graves conséquences politiques par la suite, qui consisteront à les justifier en s'écartant toujours plus de la réalité et finir par ne plus rien comprendre à la situation et nous condamnera à l'impuissance, à la démoralisation... A suivre.

Pour alimenter la discussion, je vous propose un article qui constitue en quelque sorte un verdict sans appel de l'Union européenne, sans forcément partager les orientations de son auteur.

- L'Union européenne s'attaque à la liberté de choix par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 02.09

Jadis les choses étaient simples : on organisait un vote pour connaître la volonté des citoyens et on appliquait le résultat. Du coup, des générations se sont battues pour obtenir ce droit d'expression. Aujourd'hui, il en va tout autrement avec l'Union européenne : le vote ne doit comporter aucun risque ou être interdit. C'est juste un moyen de donner une apparence populaire à ce que Bruxelles a préalablement décidé ou le scrutin ne doit pas avoir lieu.

De nombreux acteurs politiques sont hypocrites, tenant des propos publics dans un sens et agissant en sous-main dans l'autre sens. Cette duplicité peut être légitime et habile dans des situations conflictuelles si ces acteurs politiques défendent des intérêts ou des principes précis. Elle est insupportable lorsque ces acteurs ne varient pas simplement dans leurs apparences, mais aussi sur le fond.

Depuis trente ans, l'Union européenne est passée d'une institution prévisible à une bureaucratie défendant des intérêts mouvants et obscurs. Depuis trois ans, elle piétine avec constance les idéaux dont elle se réclame. En voici cinq exemples :

- En 2005, les Français et les Néerlandais votèrent contre le Traité établissant une constitution pour l'Europe.

L'Union européenne stoppa alors les référendums prévus au Danemark, en Irlande, en Pologne, au Portugal, en République tchèque et au Royaume-Uni. Puis, en 2007, elle modifia quelques éléments de pure forme du Traité et le fit adopter par le Conseil européen sous le nom de Traité de Lisbonne.

Par obligation constitutionnelle, un référendum fut cependant organisé en Irlande où la population rejeta le Traité. La Commission européenne déclara que le texte avait été mal compris et, sans aucune modification de celui-ci, obtint que les Irlandais se prononcent une seconde fois, en 2008. Ils l'approuvèrent alors.

- En 2014, un pays d'Europe orientale a été victime d'un coup d'État qui mit au pouvoir des nazis assumés. Plusieurs régions de cet pays se sont soulevées pour rétablir la légitimité constitutionnelle. L'une d'entre elles a organisé un référendum pour rompre avec l'État central et s'intégrer dans un État fédéral démocratique dont elle avait fait partie par le passé.

L'Union européenne a choisi de soutenir le coup d'État et le nouveau gouvernement, nazis inclus. Elle a pourtant dénoncé le caractère selon elle anti-constitutionnel du référendum et a pris des mesures de rétorsion économique contre l'État qui avait accepté d'intégrer cette région rebelle.

Ce faisant, l'Union européenne a soutenu publiquement des nazis assumés, s'est appuyée sur une légalité que leur coup d'État avait abrogé, a fait passer cette légalité devant la légitimité des gouvernants, et a déclaré une guerre économique à un État qui n'était pas d'accord avec elle.

- Trois mois plus tard, en juin 2014, l'Union européenne a interdit la tenue d'un scrutin présidentiel dans les consulats d'un pays étranger.

Ce faisant, elle a violé de manière flagrante la Convention de Vienne.

Considérant que le vainqueur possible de cette élection ne devait présider ce pays, elle a refusé à l'avance de reconnaître ce scrutin qui s'est cependant tenu dans le pays donné et dans tous ses consulats situés hors de l'Union.

Lorsque les résultats ont été annoncés, la totalité des ambassades étrangères présentes dans ce pays —y compris celles de membres de l'Union— a assuré que ce vote s'était déroulé de manière loyale et sincère. Mais l'Union européenne a maintenu son refus de le reconnaître.

- Trois ans plus tard, en septembre 2017, un clan qui exerce le pouvoir sans mandat électoral dans une région du Moyen-Orient et sur des champs pétroliers voisins qu'il occupe illégalement a organisé unilatéralement un référendum d'indépendance. Non sans avoir d'abord expulsé les habitants des zones qu'il avait conquises.

L'Union européenne a considéré que l'instabilité dans cette partie du monde rendait impossible la tenue d'une élection présidentielle, mais possible celle d'un référendum d'indépendance. Elle a déclaré que celui-ci était légitime, mais que le moment n'était pas approprié.

- Quelques jours plus tard, au sein même de l'Union, un gouvernement régional a organisé unilatéralement un référendum d'indépendance pour s'accaparer les richesses dont il jouit.

L'Union, qui avait largement subventionné les associations indépendantistes, n'a pas souhaité se prononcer sur ce référendum qui — à la différence de la Justice en Pologne et en Hongrie— constitue selon elle une question intérieure d'un pays membre.

Lorsque le gouvernement de cet État a fait un usage anti-constitutionnel de la force pour empêcher la tenue de ce référendum lui aussi anti-constitutionnel, l'Union européenne n'a pas réagi à ce comportement de force d'occupation.

- Mettant à part nos sentiments personnels vis-à-vis des Français et des Néerlandais, des Irlandais, des Ukrainiens criméens,

des Syriens, des Irakiens kurdes et des Espagnols catalans, dans aucun de ces cas, l'Union européenne n'a cherché à connaître et à respecter le choix des citoyens. Elle n'a pas non plus fait preuve de logique sur le fond.

(Source : « L'Union européenne s'attaque à la liberté de choix », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 2 octobre 2017, www.voltairenet.org/article198129.html)

Elle a sauvé l'essentiel en s'en tenant au fond en présence d'un grand nombre de contradictions qui lui échappaient et qu'elle devait gérer au mieux, ce qui peut tenir lieu de logique.

Quand un Président de la République est réactionnaire, Hollande par exemple, et propose par exemple des mesures (en faveur de certaines minorités) qui se situent sur le terrain traditionnel de ce qu'ils appelaient la gauche, et qu'au même moment il adopte une politique ouvertement antisociale, de droite ou réactionnaire contre l'ensemble des travailleurs, là aussi on pouvait considérer au premier abord qu'il n'avait pas fait "preuve de logique sur le fond", assurément, dès lors qu'on ne discernait pas que les premières relevaient d'une tactique et la seconde d'une stratégie, et qu'on n'avait pas à l'esprit que la tactique doit toujours être subordonnée à la stratégie, et dans ce cas il était impossible de discerner pas finalement la "logique sur le fond" avait bien été respectée.

Quand une tactique est employée dans un but stratégique par notre ennemi, il est pratiquement impossible de s'en saisir pour l'orienter dans une autre direction, on en devient fatalement le complice. Voyez où en est rendu le NPA par exemple. Il ne nous reste plus qu'à nous en détourner en dénonçant ses véritables intentions, ce qui permet de rester sur notre propre terrain de classe et de demeurer fidèle au socialisme, de nous axer sur l'essentiel, au lieu d'aller emprunter celui de notre ennemi.

Quel que soit le contenu de la tactique employée par notre ennemi, on doit la combattre, contrairement à ce que pensent les opportunistes qui estiment que ce serait s'éparpiller ou une perte de temps, parce qu'elle a été conçue pour tromper les masses, généralement pour les diviser, les endormir. Il paraît que cela n'aurait aucune incidence sur leur état d'esprit ou leur comportement ! Et le plus fort, c'est que ces opportunistes sont les premiers à réclamer à cors et à cri l'unité ! Il y a ainsi des militants qui veulent toujours avoir raison, même lorsque les faits ou la logique la plus élémentaire preuvent le contraire, que voulez-vous !

Haut de page

Le 8 octobre 2017

CAUSERIE

On est dimanche et c'est le seul jour de repos de ma compagne, aussi j'ai bouclé rapidement cette causerie pour y consacrer un peu de temps.

Une petite histoire indienne pour se détendre, mais pas seulement.

Je rappelle que Selvi (47 ans) avec laquelle je vis depuis trois ans et demi, a été mariée de force à l'âge de 12 ans à un homme alcoolique d'une vingtaine d'années, qu'elle accouchera de son premier enfant à 14 ans et que son époux la frappera, l'attachera avant de la violer pendant 10 ans. Par chance son épouvantable cauchemar prendra fin au bout de ces dix ans, quand son époux sera emportée par une cirrhose, une semaine après la naissance de son troisième enfant, qui aujourd'hui à 27 ans. Elle est illettrée, bien qu'elle ait commencé à apprendre le tamoul avec moi, elle est ultra arriérée, dans le sens où son niveau de conscience demeure en dessous du stade élémentaire, en quelque sorte ses réactions sont naturelles, bruts de décoffrage, plus instinctives que raisonnées ou pensées, plus humaines et logiques parfois que peuvent l'être celles de gens dits évolués qui la qualifieraient d'idiotes, oubliant qu'on est toujours l'idiot de quelqu'un !

Ce constat est fort intéressant et encourageant, parce que cela nous rapproche de la nature, de notre nature sur laquelle nous ignorons tant de choses, dont le fonctionnement correspond à une certaine logique qu'on appelle dialectique et qui est commune à chaque être humain et à la société, ce qui signifie qu'il existe un fil unique qui relie l'ensemble des expériences qu'a connues l'espèce humaine ou celle dont nous sommes les descendants, et que quel que soit le degré d'évolution auquel les hommes soient parvenus, il est possible de saisir ce fil de manière à progresser dans la compréhension de la société ou du monde dans lequel nous vivons, afin d'en modifier l'orientation ou d'agir pour les transformer.

Autrement dit, quel que soit le degré d'évolution ou intellectuel d'une personne, son niveau de conscience peut progresser, pour peu qu'on lui tienne un discours à sa portée, qui devra de toute évidence recourir à la logique ou à la dialectique, puisque c'est le seul langage universel que les hommes partagent et peuvent comprendre, sans exagérer on peut affirmer qu'à l'état naturel elle coule dans leurs veines, il ne leur reste plus qu'à en prendre conscience ou en faire bon usage pour perpétuer l'existence de

leur espèce ou disparaître.

Ce n'est pas qu'une simple histoire de jupon !

Ma compagne m'a demandé de lui acheter des jupons de différentes couleurs, alors qu'elle en possède déjà de ces couleurs, mais il se trouve qu'ils sont délavés ou la couleur est passée, tout en étant en parfait état. Un jupon indien est composé d'un morceau d'étoffe en coton et une ficelle, cela vaut entre 130 et 200 roupies (entre 1,5 et 2,5 euros). Toutes les femmes en portent sous leur sari, mais elles ne mettent pas de slip, ce qui est préférable compte tenu de la chaleur et de l'humidité qui règnent ici toute l'année.

Je lui ai fait remarquer que ses jupons pouvaient encore faire de l'usage pendant des années et qu'il n'était pas nécessaire d'en acheter d'autres de la même couleur, par contre on peut en acheter des couleurs qui lui manquent pour qu'ils soient assortis à ses saris. J'ai ajouté que personne n'était censé les voir, hormis elle et moi. Elle a bougonné, puis elle m'a dit de faire ce que je voulais. On ne va tout de même pas réduire en chiffon quatre ou cinq jupon sous prétexte que la couleur est passée, alors qu'ils sont encore en parfait état, ce serait gaspiller notre argent stupidement. Si elle a fini par en convenir, c'était plus pour mettre un terme à notre discussion qu'autre chose, je l'ai bien vu, je la connais bien.

Maintenant pourquoi a-t-elle cette attitude, pourquoi attache-t-elle tant d'importance à un sous-vêtement que personne ne verra jamais hormis nous ? Parce que l'idée de porter des jupons délavés est rabaissant, ses préjugés vont jusque là, et bien au-delà en fait. Mais pourquoi ? Parce que quelque part c'est humiliant, c'est la honte d'être pauvre ou d'être catalogué comme tel par les autres, il faut éviter de le montrer quitte à faire n'importe quoi ou avoir un comportement stupide, qui de surcroît vous coûte de l'argent.

Le regard que les autres porte sur vous est plus important qu'avoir un comportement logique ou cohérent en rapport avec sa condition, parce qu'on est complexé d'être pauvre.

C'est un défaut, une tare, alors qu'on y est pour rien ou on n'a pas choisi de l'être, la société est injuste et on n'en porte aucunement la responsabilité. Et si personne ne devrait nous dicter notre mode de vie, personne non plus ne devrait nous juger. Et quant à ceux qui malgré tout nous jugent, quand bien même ils n'en auraient aucun droit, il ne faut pas s'occuper de ce qu'ils disent à notre sujet, de la même manière qu'on n'a pas à s'occuper des affaires qui ne regardent qu'eux-mêmes, sinon tu n'as aucune liberté, tu vas toujours être à la merci des autres, l'esclave de quelqu'un, c'est épouvantable, cauchemardesque de concevoir la vie ainsi. Et puis tu dois bien te dire, que ceux qui te jugent seront les derniers à te venir en aide en cas de difficultés, quand ils ne fuiront pas. Tu t'apercevras à cette occasion, que l'estime ou le respect que tu croyais qu'ils te portaient n'était en réalité qu'une posture, car seule ne compte à leurs yeux que leur petite personne. Généralement les gens ne portent un intérêt qu'envers ceux qui leur ressemblent ou qu'ils envient, sans se coucier qu'ils les méprisent parce que ce sont des crétins.

Il faut t'affirmer et t'assumer telle que tu es sans envier les autres, sans te sentir obligée de les imiter, sans les haïr non plus, hormis les plus riches auxquels il est préférable de ne pas vouloir ressembler puisqu'ils ont fait fortune sur le dos des pauvres. Tu dois vivre ou organiser ta vie uniquement en fonction de tes moyens, et dès lors qu'ils te permettent de satisfaire tes besoins élémentaires, tu dois profiter de cette chance et ne pas t'estimer plus malheureuse que ce que tu es, tu vas te faire du mal inutilement. En revanche, tu peux maudire la société telle qu'elle fonctionne ou ceux qui détiennent les richesses, qui la gouvernent pour t'imposer une existence aussi rude et précaire, faite de tant de frustrations, de privations, d'humiliations, d'injustices en tous genres. C'est contre eux que tu dois diriger ta haine, mais jamais contre ceux qui te ressemblent ou partagent ta condition, parce qu'ils ne sont pas responsables de tes difficultés, et ils subissent les mêmes ou d'autres à des degrés divers.

Si tu dois être animé de bons sentiments envers tes semblables ou avoir des rapports fraternels avec eux, tu ne dois pas tolérer pour autant qu'ils empiètent sur ta liberté, de la même manière que tu t'emploieras à ne jamais empiéter sur la leur. C'est parce que les gens ne respectent pas ce principe qu'ils haïssent les autres indistinctement, tous ceux qui ne leur ressemblent pas jusqu'à la terre entière, en fait ils sont très malheureux et se pourrissent eux-mêmes la vie, pas de quoi les envier ou les imiter, n'est-ce pas ?

Si on commence par accepter que quiconque décide à notre place ce qui est bon ou mauvais pour nous, tout va y passer, on va finir par justifier tout ce qui se passe dans la société ou y être indifférent, de sorte qu'on ne sera jamais en mesure de la changer. Et même si cette perspective nous semble éloignée ou hors de portée, elle n'en demeure pas moins indispensable et juste, le seul idéal auquel on peut se raccrocher ou pour lequel on doit oeuvrer, ce qui commence par affirmer notre indépendance, notre liberté, sans lesquels nos droits, nos besoins ou nos aspirations légitimes ne seront jamais pris en compte ou satisfaits, si nous n'interdisons pas à quiconque de décider de notre sort à notre place, si nous ne prenons pas en mains notre propre destin.

Je n'en veux pas à ceux qui m'ont accusé de mépriser ma compagne ou qui ont pu le penser, entre autres infâmies, manifestement ils évoquaient quelque chose qu'ils ignoraient.

J'ai écrit cette petite histoire ou cette démontrastion sans but précis au départ, en hommage à Selvi qui est une femme d'un courage et d'une bonté exceptionnels. Je préfère lutter contre le racisme en employant ce procédé qui nous ramène à la lutte des classes, ce qui aurait été impossible sans recourir à la dialectique, au matérialisme dialectique.

Les opposants au marxisme ou au socialisme, au communisme, se figurent que nous serions des militants qui se seraient laisser endoctriner, alors qu'en réalité nous ne faisons que décrire à la manière d'un anatomiste, un biologiste ou un physicien les rapports qui existent entre différents facteurs appliqués à la société ainsi que leur évolution au fil des décennies, des siècles ou même des millénaires, nous n'inventons rien, nous n'imaginons rien. Nous nous contentons d'observer les différentes orientations qui se présentent à eux, pour saisir celle qui nous permettrait de nous émanciper du règne de la nécessité ou de l'exploitation de l'homme par l'homme, ce qui signifie qu'elle existe réellement, ce n'est pas un fantasme ou une lubie ou encore un désir. Et si les conditions existent pour qu'elle se réalise, cependant elles demeurent éparpillées ou elles sont ensevelies sous un amas d'illusions trompeuses qu'il nous faut déblayer pour s'en débarrasser et y voir plus clair, afin que toutes les conditions soient réunies pour envisager sérieusement la possibilité d'orienter la société conformément aux besoins de l'ensemble de l'humanité ou agir pour la changer de fond en comble.

L'interprétation qu'on nous reproche, consiste donc à opter pour une orientation de la société plutôt qu'une autre, nous l'assumons, nous assumons entièrement notre engagement politique.

Encore une question de dialectique.

Pensez-vous que nous devrions adopter la caractérisation de néo-impérialisme avancée par certains, est-elle justifiée, sur quoi repose-t-elle ?

J'irai plus loin : la caractérisation de néo-capitalisme qui pourrait l'accompagner, ne devrait-elle pas s'appliquer également, en se posant les mêmes questions cette fois sur le plan économique (et non plus politique et militaire) ?

Je répondrai positivement à ces deux questions qu'on a déjà eu l'occasion de formuler autrement. En cas de réponse négative, il faut la justifier évidemment. Bon courage aux dogmatiques et autres esprits bornés, généralement de vieux militants totalement sclérosés.

Quel intérêt cela présente-t-il ? Devinez. J'ai comme l'impression que cela devrait nous conduire à modifier certains aspects de notre stratégie et de notre conception de la lutte de classes, non ? Personnellement j'en suis absolument convaincu. A suivre.

To be or not to be.

Chers lecteurs, chers camarades, militants, travailleurs,

Ce portail a connu plusieurs évolutions depuis fin 2014 en rapport avec celle de son auteur et animateur, mais pas seulement. S'il a été conçu dans l'esprit de permettre à chacun à se forger librement ses propres convictions, il n'a pas été créé dans le but de vous distraire ou pour permettre à un militant de se distinguer en exposant son point de vue individuel qu'il aurait souhaité partager, bien au contraire puisque j'ai toujours manifesté les plus extrêmes réserves ou témoigné une grande méfiance envers ceux qui prétendaient partager mes idées. Pourquoi ? Parce qu'à travers leurs courriels ils me démontraient le contraire ou m'incitaient à penser que ce n'était pas le cas, et je dois avouer que j'ai dû en décourager plus d'un de suivre ma démarche en me montrant particulièrement maladroit, volontairement, parce que je n'avais rien de plus à leur proposer, et que de leur côté ils n'étaient pas en mesure de prendre le relais sur le plan pratique ou organisationnel, bref, je ne pouvais pas compter sur eux pour développer une quelconque activité. En de multiples occasions j'ai indiqué que je refusais leur confiance, car ce n'était pas le genre de rapports que j'envisageais d'établir avec eux, tout du moins dans un premier temps. Je crois avoir été d'une sincérité ou d'une honnêteté absolue envers eux.

Ce support n'a pas été créé non plus pour servir de service après-vente à je ne sais quel parti ou pour vous vendre quoi que ce soit ou encore récolter des dons, quelle horreur ! Si les personnes qui se sont connectés à ce portail se sont méprises sur mes réelles intentions après leur avoir exposé en long, en large et en travers la totalité de mon existence depuis ma naissance, ils ne doivent s'en prendre qu'à elles-mêmes, je refuse d'en porter la moindre responsabilité ou de l'assumer à leur place.

Je n'ai jamais caché mon orientation idéologique socialiste comme aurait dit Lénine et mon engagement en faveur de la révolution socialiste mondiale. Jamais je n'ai avancé masqué et j'ai répondu à toutes les polémiques dont j'ai fait l'objet, de la même manière que j'ai abordé avec la même rigueur absolument tous les sujets d'actualité qui nous étaient imposés, j'ai reconnu publiquement avoir commis des erreurs et je les ai rectifiées le plus rapidement possible.

J'ai indiqué que ce portail comportait deux volets, un consacré à l'information, l'autre au combat politique proprement dit.

J'aurais sans doute dû m'abstenir de publier certains articles ou documents, vidéos, j'ai déjà avoué que je n'avais pas eu le temps de tous les lire attentivement, donc je dois admettre que j'ai manqué de rigueur en la matière, depuis j'ai rectifié le tir si je puis dire.

Quant à celui consacré au combat politique, comme je l'ai rappelé, j'ai toujours fait en sorte d'étayer ou d'argumenter mes positions sans jamais exigé que quiconque les partage. Finalement, j'ai mis l'accent sur la méthode du matérialisme

dialectique emprunté aux maîtres du marxisme, sur cet instrument de la logique qui nous permet non seulement d'interpréter la situation mais également de percevoir comment fonctionne et se transforme la société, la nature, les hommes, la matière puisqu'ils sont régis par les mêmes lois dialectiques, c'est-à-dire qu'il suffisait de s'en tenir aux faits et à leur enchaînement, de les observer attentivement avant de les interpréter ou d'en tirer des conclusions théoriques ou pratiques.

Contrairement à ce que certains pensent, je n'ai pas relégué au second plan ou encore moins bazardé la théorie, je l'ai relégué provisoirement à la place que je pensais qu'elle devait occuper en fonction de l'évolution de la situation politique, pour privilégier la méthode qu'on vient d'évoquer, ce qui ne m'empêche pas d'y faire référence quand j'estime que c'est nécessaire... Pourquoi ? Parce que cette méthode nous ramène aux questions élémentaires et déterminantes à côté desquelles nous passons habituellement, estimant qu'on ne peut pas progresser ou aller de l'avant sans y avoir répondu au préalable, ce qui vaut pour l'ensemble des travailleurs.

On entend dire souvent à tort et à travers qu'un tel ou un tel n'aurait pas de principes, ce qui ne veut pas dire grand chose ou rien. Je préfère dire qu'ils ont une logique ou que leurs idées ou leur comportement correspondent à une logique bien précise, reste à savoir laquelle et quelle en est l'origine pour en déterminer la nature, ce qu'ils ignorent la plupart du temps, puisqu'il ne leur viendra pas à l'idée de se poser ce genre de questions ou ils ne chercheront pas à approfondir le sujet.

Cela m'a amené au constat que les travailleurs manquaient singulièrement de logique bien que leur condition matérielle se soit considérablement améliorée depuis un siècle. Autrement dit, ils ont progressé sur le plan matériel, mais pas sur celui de leur niveau de conscience qui demeure à la traîne. Aussi me suis-je dit qu'il fallait à tous prix les aider à remonter ce niveau pour qu'ils aillent de nouveau de l'avant sur les deux plans en même temps, car je n'ai jamais souhaité que leur condition matérielle se détériore, cela dit, force est de constater qu'à défaut de les tirer en avant elle les tire plutôt en arrière pour n'avoir pas fait le lien dialectique qui existait avec le processus (ou la perspective) historique dans laquelle elle s'inscrivait ou avec la crise du capitalisme.

D'où l'importance d'admettre qu'ils se sont embourgeoisés et qu'ils vivent pour la plupart d'entre eux leur existence ou le sort qui leur est réservé dans une sorte d'insouciance, qui va porter gravement préjudice à leur avenir et se solder par la détérioration rapide de leur condition matérielles ou pire encore. Il ne s'agit pas là d'un jugement et encore moins d'une condamnation, mais d'un simple constat auquel il faut s'attaquer en revenant à des questions basiques ou élémentaires qu'ils peuvent parfaitement saisir. Car il n'y a rien de sorcier dans la logique ou la dialectique, inconsciemment ils en font une multitude d'expériences tout au lond de leur vie, la question est justement qu'ils en prennent conscience et s'en servent pour interpréter leur condition, la société, afin de trouver la voie pour en finir avec ce régime.

Les militants qui estiment qu'il faudrait en revenir aux bases principielles du marxisme comme ils disent se trompent lourdement, car le problème se situe ailleurs actuellement, et voyez-vous ce qui nous distingue et explique pourquoi on a ensemble un dialogue de sourd, c'est qu'eux ils raisonnent en militants, alors que moi je raisonne en me mettant à la place des travailleurs, je ne cherche pas à leur inculquer quoi que ce soit, je leur demande juste de m'expliquer ce qu'ils pensent sachant qu'ils ne le savent pas eux-mêmes pour qu'ils le découvrent eux-mêmes, mon boulot étant juste de les aider dans cette démarche que je ne dois surtout pas faire à leur place, cela ne leur serait d'aucun profit.

Ce qu'on peut observer, c'est que les travailleurs ont adopté des idées, un mode de pensée, des préjugés, un comportement, des rapports, etc. sans savoir pourquoi ou sans savoir à quoi cela correspond, quelle en est l'origine, et c'est là la question déterminante, et je me dis qu'ils seraient les premiers surpris de l'apprendre, et que cela pourrait produire un choc salutaire chez eux. Vous voyez, je reste prudent, je ne m'emballe pas, car sais que cela ne sera pas le cas systématiquement. Je refuserais toute discussion aussi longtemps que cette question n'aurait pas été abordée et résolue dans un sens ou un autre, elle doit leur hanter l'esprit, les empêcher de dormir s'il le faut.

Si vous dites à un travailleur que tout est normal ou que tout va bien, il va vous demander si vous ne vous foutez pas lui, mais en même temps, il adopte un comportement qui laisse à penser qu'il estime que tout ce qui se passe est normal, vous allez en déduire en pensant en militant au lieu de se mettre à sa place qu'il a adopté ce comportement parce qu'il serait sous l'influence de facteurs extérieurs à lui, ce qui est vrai et faux à la fois, parce qu'en réalité il n'a jamais eu un autre comportement, c'est donc qu'il y a quelque chose de profondément ancré en lui qui le conduit à la passivité, son comportement repose sur un rapport unique ou originel sur lequel reposent tous les autres, qu'il a adopté pendant son adolescence, au cours de son éducation, au contact de la société, on serait alors tenté de l'aborder sur le plan politique puisque ce sont les rapports sociaux de production qui sont à l'origine de tous les rapports dans la société, et on ferait fausse route bien que ce soit exact bien sûr, car il n'a pas atteint le niveau de conscience politique qui lui permettrait d'aborder notre question sous cet angle-là. Il lui faut se débarrasser de ce qui l'a conduit à adopter cette attitude servile ou passive, à penser de la sorte, ce qui témoigne qu'il manque cruellement de logique pour ne pas avoir accordé une place prépondérante à ses besoins ou droits. Pourquoi agirait-il ainsi, sinon qu'il estime qu'ils ne sont pas légitimes, il vous affirmera peut-être le contraire sans qu'on y accorde plus d'attention, puisqu'il agit en sens inverse. Il doit parvenir à se persuader qu'il y a quelque chose qui ne tourne pas rond chez lui et découvrir lui-même quoi, ensuite tout le reste s'expliquera ou suivra très facilement.

Dès lors que l'on considére que les causes des conséquences qu'on va subir sont normales, inévitables, légitimes, on doit en chercher l'origine dans le mode de pensée qu'on a adopté et qui défie la logique. Une minorité décide que pour avoir une vie dorée

ou conserver ses privilèges, elle doit pourrir l'existence de la majorité qui est sommée de s'y soumettre par la force. Celui qui fait partie de la majorité et qui accepte qu'on le traite de la sorte manque avant tout de logique, car c'est le principe opposé qui devrait s'appliquer dès lors que la minorité veut lui pourrir la vie, il devrait la neutralité pour l'empêcher de nuire à ses intérêts, en aucun cas elle ne devrait gouverner ou posséder le moindre pouvoir d'orienter la société.

Rien ni personne ne nous oblige à abdiquer nos droits, et si on y consent, on est foutu, car cela signifie qu'on est prêt à en accepter toutes les conséquences, et c'est ce que va s'employer à faire celui qui a renoncé à ses droits. Il va au moyen d'arguments malhonnêtes ou déloyaux s'avilir jusqu'à justifier tout ce qu'il va subir, y compris les guerres, et il ne pourra pas réagir ou revenir en arrière temps qu'il ne sera pas revenu sur ce principe ou qu'il ne l'aura pas abandonné pour adopter une attitude logique qui plus est sera conforme à son statut social d'exploité ou d'opprimé.

Ce que j'ai voulu expliquer, c'est qu'à la base il y a quelque chose de vicié dans le mode de pensée des travailleurs et un grand nombre de militants, et que partant de là le reste sera à l'avenant.

On pourrait nous rétorquer que les travailleurs ont conscience qu'ils ont des droits, cependant ils estiment qu'ils n'ont pas les moyens de les imposer, donc ils ne combattront pas pour y parvenir, et par conséquent ils n'ont pas d'autre choix que de se résoudre à subir le sort qui leur est réservé...

Effectivement cela semble logique, à ceci près que ce syllogisme repose sur un postulat qui ne repose pas sur la réalité, car même lorsqu'ils ont l'occasion de démontrer qu'ils ont conscience d'avoir des droits sans que cela ne leur coûte quoi que ce soit, ils n'en feront pas usage parce que dans la vie quotidienne ils ne cessent de se conduire comme s'ils n'avaient pas vraiment conscience de leurs droits. En fait, il suffit de les observer pour s'apercevoir que leur mode de vie est profondément imprégné par l'idéologie de la classe dominante, et que pour le justifier ils vont emprunter ses arguments, ce qui signifie que leur mode de pensée l'est également, et pourquoi, pardi, mais parce que justement ils ont abdiqué leurs droits ou ils n'en ont pas conscience, sinon pourquoi agiraient-ils de la sorte, on n'agit pas contre ses intérêts quand on en a réellement conscience ou alors c'est qu'on est fou et je ne pense pas que les travailleurs le soient.

Et l'argument selon lequel ils seraient conduits à se soumettre à l'ordre établi, parce que le mouvement ouvrier serait pourri ne tient pas non plus, car la plupart des travailleurs n'y prêtent aucune attention ou l'ignorent, il n'exerce aucune influence sur eux. Il ne faut pas confondre adopter des idées ou un comportement en étant sous l'influence de facteurs extérieurs, et se forger soi-même une conviction en prenant uniquement en considération sa propre condition. Quand je me demande si le sort qui m'a été réservé est normal, absolument personne ou aucun facteur extérieur va intervenir dans la réponse que je vais fournir à cette question, moi seul vais en décider parce que c'est moi qui vis ma condition et personne d'autre. Donc si je me résous à admettre que ma condition est normal à défaut d'être meilleure ou pire, je vais adopter le mode de pensée et le comportement qui en découle, inconsciemment je vais en subir les conséquences sans savoir jusqu'où va m'entraîner l'abdication de mes droits.

Et si notre travailleur formule le constat que rien n'est normal dans la société, et qu'il en déduit que cela ne présente aucun intérêt qu'il considère sa condition normal ou non, c'est juste pour se soustraire à la question qu'on lui a posée, qu'est-ce que cela signifie ? Qu'on est en présence de quelqu'un de soumis et hypocrite qui ne s'assume pas et cherche à nous embobiner, pour ne pas avouer que dans le fond il considère sa condition normale, ce qui lui évitera de rentrer en conflit avec la société parce qu'il n'y tient pas.

Ce qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est que paradoxalement il est plus confortable d'abdiquer ses droits ou de se laisser vivre, de vivre dans l'insouciance, car partant de là on ne se sentira pas directement concerné par ce qui se passe dans la société, on pourra toujours en faire peser la responsabilité sur n'importe qui, alors que lorsqu'on estime avoir des droits, il est mal aisé ensuite d'expliquer pourquoi on ne fait rien pour les défendre ou on adopte une attitude passive face à ceux qui les remettent en cause, ce qui pourrait déboucher sur un sentiment de culpabilité ou un cas de conscience embarrassant.

Quand vous écoutez les travailleurs, à les entendre ils ne sont responsables d'absolument rien de ce qui se passe dans la société ou dans le monde, n'est-ce pas ? Il faut dire qu'ils y sont encouragés par les crétins de militants qui les confortent dans leur ignorance... que finalement ils partagent avec eux.

Certains vont nous dire que tout cela n'est que du bavardage sans intérêt. On doit en déduire qu'ils ont dû résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés et qu'ils tardent à nous les faire connaître ou que, si nous ne nous en sommes pas encore aperçus, tout comme les travailleurs d'ailleurs, c'est sans doute parce que nous sommes des idiots ou de mauvaise foi !

La logique, la dialectique, le matérialisme dialectique, servent de support à l'ensemble des représentations ou des manifestations, des transformations de la matière, y compris les hommes et leur histoire, c'est comme un fil qui parcourt l'ensemble de leur existence, de leurs expériences de leur naissance à leur mort, dont la résistance, longueur ou la chute (point d'arrivée) ou encore le destin dépendra de la conscience qu'ils en auront acquise ou non.

On n'imaginera pas un funambule ou un équilibriste se livrer à un exercice sans s'être assuré auparavant que son fil était solidement accroché aux deux bouts. Et bien nous devons-nous prendre la même précaution sous peine de tomber dans le vide

et d'entraîner les travailleurs dans une chute fatale.

La "totale indépendance des organisations ouvrières vis-à-vis de ce gouvernement et de ces institutions" demeurera une chimère à défaut d'en prendre la direction.

Daniel Gluckstein a terminé son dernier éditorial en posant une question :

- "Poser la question, c'est y répondre." (POID - La Tribune des travailleurs du 4 octobre 2017)

Assurément, et c'est ce que pour notre part nous avons toujours soutenu sous tous les gouvernements antérieurs. Mais à notre tour nous voudrions poser une question à Daniel Gluckstein : Pourquoi n'avez-vous jamais posé cette question aussi ouvertement ou directement quand Mitterrand ou Hollande était à la place de Macron ? C'est une question que les militants sont en droit de se poser, non ?

Cette question en appelle une autre : êtes-vous prêt à rompre avec les appareils corrompus des syndicats et à les combattre, y compris en constituant dans chaque syndicat ouvrier un courant socialiste-révolutionnaire ?

Au regard des rapports qu'il envisage entre eux et le gouvernement ou les institutions, il semble que non.

- "*Si le but de la mobilisation envisagée est, vraiment, de contraindre le gouvernement à reculer et à renoncer à ses projets mortifères, cela n'impose-t-il pas, pour commencer, une totale indépendance des organisations ouvrières vis-à-vis de ce gouvernement et de ces institutions ?*"

Comment des syndicats dont les dirigeants ont appelé à voter Macron ou militent au PS pourraient-ils être indépendant de l'Etat et ses représentants ? Poser la question, c'est y répondre. Bravo !

Parce que même si les dirigeants syndicaux cessaient de s'asseoir autour d'une table avec des ministres, ce qui s'est déjà produit à de nombreuses reprises dans le passé sans que cela ne change quoi que ce soit à l'arrivée, ils ne rompraient pas pour autant avec leur stratégie politique destinée à empêcher les travailleurs de s'unir pour abattre le régime, ils ne changeraient pas de nature (réactionnaire ou contre-révolutionnaire) ou ils ne cesseraient pas d'être des agents du capitalisme et des fossoyeurs des intérêts des travailleurs, du syndicalisme, autrement dit les "organisations ouvrières" qu'ils contrôlent ne seraient pas plus indépendantes de l'Etat pour ne jamais y avoir été dans le passé.

Il voudrait nous faire croire une fois de plus que ce miracle pourrait se produire, qu'il ne s'y prendrait pas autrement. Car c'est bien beau d'évoquer "une totale indépendance des organisations ouvrières", encore faudrait-il rappeler ou mentionner l'orientation actuelle du mouvement ouvrier dans son ensemble, qui à ma connaissance s'inscrit dans une logique purement réformiste bourgeoise ou ouvertement corporatiste, au lieu de se situer dans la perspective de l'émancipation du capital... Que cela ne soit pas le cas des militants du POID, on était prêt à l'admettre, mais maintenant on est en droit d'en douter. Car dans les syndicats, dans les entreprises, quels militants relient le combat pour exiger le retrait des ordonnances de Macron ou pour telle ou telle revendication, à la nécessité d'abattre le capitalisme ? Cet objectif ne devrait-il pas être adopté par chaque syndicaliste révolutionnaire, et n'aurait-il pas pour tâche politique de le partager avec le plus grand nombre de travailleurs possibles ou de les aider à en prendre conscience pour avancer vers leur émancipation ?

La lutte de classe dans les syndicats a été ravalée depuis des lustres a des questions immédiates ou alimentaires en abandonnant les questions de fond, conformément à l'idéologie réformiste adoptée par les renégats (social-démocrate ou stalinien) du socialisme, ses opposants ou ses ennemis qui se sont accommodés du capitalisme et qui sévissent dans le mouvement ouvrier.

Saper les bases du régime par tous les moyens à notre disposition pour préparer les travailleurs à l'affrontement direct entre les classes qui se produira un jour ou l'autre, ne devrait-il pas être une tâche politique de chaque instant pour les militants révolutionnaires ? Sur quelle autre base ou perspective devraient-il combattre dans les syndicats pour en prendre la direction ou créer un nouveau syndicat ouvrier dès lors que les appareils ne leur permettraient pas ou plus de mener ce combat ?

Alors je sais d'avance ce qu'on va me rétorquer : mais mon pauvre vieux tu es complètement à côté de la plaque, tu ne t'imagines pas où en sont rendus les travailleurs de ton trou en Inde ou depuis ton écran d'ordinateur, ils ne se posent pas ce genre de questions, changer la société, abattre le régime ou passer au socialisme, plus personne ne l'évoque, cela existe uniquement dans ta tête détraquée, il faut te faire soigner et j'en passe.

Vraiment, j'avais cru comprendre au contraire que les travailleurs faisaient face à tant de difficultés et d'angoisses qu'aucune réponse partielle ne serait être à la hauteur de leurs attentes ou ne pouvait les satisfaire, et que par conséquent seule une réponse blobale (une issue politique à la crise du capitalisme) à leurs multiples problèmes leur semblerait appropriée, sérieuse et cohérente pour mettre un terme à leur condition insupportable, pour peu qu'on leur tienne un discours qui ne relève pas de la pure propagande évidemment.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais je me dis que lorsque tout va mal, ce n'est pas en changeant quelque chose à la marge que cela ira mieux demain, il en faudrait beaucoup plus. Peut-être que la majorité des travailleurs n'en sont pas encore arrivés à cette conclusion, mais il suffirait de leur souffler et de leur répéter sans cesse pour qu'ils finissent pas se dire que finalement il y a du vrai dans tout cela, car ils ne sont pas plus idiots que vous ou moi, ils sont capables d'être logiques pour peu qu'on les y aide un peu. Mais si maintenant seulement une infime minorité de travailleurs étaient susceptibles de saisir ce discours ou notre argumentation, cela signifierait que l'immense majorité s'estimerait satisfait de sa condition, et notre tâche en trouverait d'autant plus compliquée, mais est-ce le cas ?

J'ai cru comprendre que l'étau des contraintes, des interdictions, des devoirs s'était considérablement refermé sur eux, tandis qu'ils avaient de moins en moins de droits, on est donc en droit d'en déduire que leur mode de vie s'est dégradée d'autant, ce qui logiquement devrait les amener à se poser un tas de questions sur la société (et son orientation) qu'ils ne se posaient pas auparavant, non ? Serait-ce parce qu'ils ne s'en posent pas certaines ou qu'ils n'en sont pas encore arrivés à ce niveau-là, qu'il faudrait se passer de les aborder avec eux ? Dans ce cas-là on se demandera à quoi cela peut bien servir d'avoir atteint un niveau de conscience politique supérieur ou prétendu tel, si ce n'est pas pour en faire la démontration ou les aider à progresser.

Cette attitude peut peut-être s'expliquer par le fait que les militants ont de graves lacunes, et pas seulement théorique ou politique. Quand on discute avec un travailleur, on ne sait jamais par quel bout il va aborder la situation, on peut facilement être déconcerté par sa manière de voir les choses, c'est très confus dans sa tête, aussi on ne peut pas y voir clair si on n'est pas capable de situer où il en est ou si on essaie de le situer à partir de nos propres critères ou de notre propre expérience, généralement il nous entraînera sur une fausse piste en prenant un ton assuré, alors qu'en réalité il n'a même pas conscience de la signification de ce qu'il dit ou des idées qu'il a adoptées, il ignore d'où elles viennent ou leur nature. Si on l'écoute et qu'on accorde du crédit à ce qu'il dit, on lui prêtera facilement un niveau de conscience qui n'est pas le sien, à son avantage ou non, peu importe ici, et si on continue la discussion sur cette base faussée dès le départ, il y a tout lieu de penser qu'elle n'aboutira à rien ou qu'elle aura été totalement inutile. Pourquoi ? Parce qu'on sera passé à côté de l'essentiel qui consistait à savoir s'il avait ou non acquis un certain nombre de principes de base qui déterminent ou structure son mode de pensée.

Par exemple, que voulez-vous tirer d'un travailleur qui estime normal que les riches existent pu s'enrichissent toujours plus ? Ne les envie-t-il pas, ne rêve-t-il pas de devenir plus riche ? J'en ai croisé qui m'ont dit qu'ils s'en foutaient qu'ils y aient des riches, si personnellement ils avaient un bon revenu ou pouvaient vivre confortablement. On cherchera en vain chez eux une quelconque consience de classe. A quoi peut aboutir une discussion avec un travailleur qui estime légitime ou qui cautionne les fondements du capitalisme, qui sont à la base de toutes les inégalités sociales et injustices, des guerres, etc. ? Quand on discute avec un travailleur, il faut savoir ce qu'il pense de ce facteur, il faut aborder cette question avec lui, sinon la discussion va partir dans tous les sens. On prêtera à notre travailleur de partager certaines de nos idées, alors qu'en réalité il n'en est rien puisqu'il demeurera fidèle à des convictions contraires ou qui en sont la négation. Il donnera l'impression trompeuse qu'il a progressé, mais en fait pas du tout, et la plupart des militants qui se bercent d'illusions en seront satisfaits et iront ainsi de désillusion en désillusion. Pourquoi ? Mais parce que eux aussi ils ne sont pas remontés à l'origine de tous les rapports qui existent dans la société, qui les a formés pour qu'ils acquièrent ou prennent conscience de cette dialectique, personne.

Ni de droite ni de gauche, tout simplement réactionnaire.

Qu'y a-t-il de commun entre Libération, Le Huffington Post et Médiapart ?

Ils sont subventionnés par l'Etat, donc le pouvoir actuel, et ils ont soutenu la candidature de Macron.

Mais encore. On a gardé le meilleur pour la fin, ils hébergent des blogs dont les auteurs publient des articles qui critiquent la politique du gouvernement Macron-Philippe histoire de faire croire à la pluralité d'expression dans les médias ou que la démocratie ne serait pas un vain mot sous une dictature ploutocratique. Et quel est le point commun entre tous ces auteurs ? Aucun ne remettra en cause l'existence du régime en place, aucun n'appellera à chasser Macron et son gouvernement. D'accord, on s'en serait douté.

Alors à quoi tout cela rime ?

Libération, Le Huffington Post et Médiapart notamment diffusent au quotidien la politique du gouvernement auquel ils servent de caution démocratique. Et puis il ne faudrait pas que les lecteurs de ces médias s'en détournent, ils restent les seuls liens entre eux et les représentants du régime.

Deux exemples tout frais pour l'illustrer qu'ils osent tout.

Ah ben alors s'écrit le naïf, ils y vont fort contre Macron ! Assurément, vous ne saviez pas encore que le milliardaire Drahi était son pire ennemi ?

- GM&S : après la casse sociale, le mépris de classe - Liberation.fr

La petite phrase du Président envers ceux qui «foutent le bordel» a exaspéré les ouvriers creusois licenciés. Liberation.fr 6 octobre 2017

Un rappel et une ressemblance peu flatteurs...

- Le fils caché de Sarkozy - Liberation.fr

Président des riches, tendance à l'invective, comme mercredi avec les salariés de GM&S… le jupitérien Emmanuel Macron rappelle l'hyperprésident de 2007. Liberation.fr 6 octobre 2017

- 3 similitudes et 3 différences entre les dérapages de Sarkozy et de Macron -Le Huffington Post

Puis vient le moment du retournement ou les masques tombent.

- Macron ironise face aux journalistes: le "bordel", "c'est vous qui le mettez" - L'Express.fr

- Quatre fois où les mots d'Emmanuel Macron sont sortis de leur contexte - Franceinfo

Ah ben ça alors, je n'y comprends plus rien, un jour ils le critiquent et le lendemain ils le soutiennent !

Si tu partais de l'essentiel, de la base, des faits, à savoir que tous les médias institutionnels sont aux ordres des oligarques qui ont mis Macron sur le trône, cela t'éviterait de passer de l'enthousiasme à la nausée, de la constipation à la diarrhée, et n'oublie pas de tirer la chasse derrière Macron, ça pue, merci !

Le sinistre Jupiter a choisi son camp par Mathieu Morel — 07 octobre 2017 - Arrêt sur Info

Ce petit enfant gâté provoque sciemment.

Ça n'est pas « sorti du contexte ». Ça n'est pas « maladroit ».

Il sait que si son camp veut pouvoir se gaver encore un peu, c'est maintenant. Et il faut aller vite. Il sait aussi qu'il est temps de fédérer solidement, et que quand on est enfin « chef », ce n'est plus le temps des « compromis » mais bien celui des « compromissions assumées ». (...)

Il ne faut pas se tromper d'adversaire.

Ses prédécesseurs étaient des boulets, des vendus, des corrompus, des tordus, des pas grand-chose. Lui est clairement en train de nous exprimer qu'il a fait le choix d'être un ennemi, parce qu'il fait le pari que nous sommes suffisamment ramollis pour continuer à le considérer comme un adversaire à la loyale. Ce que lui et ses copains ne feront évidemment pas.

C'est quelque chose qu'il faudra peut-être, un petit peu, le jour venu, retenir contre lui.

Je n'aime pas beaucoup le registre de l'insulte. Ça n'est pas ma « culture ».

C'est pourquoi je reconnais volontiers qu'il ne l'a peut-être pas fait exprès. Il n'est sans doute pas né odieux et il a sûrement plein d'autres excuses.

Mais il l'est devenu, et il s'en vante. Et il s'en sert pour nous déclarer une guerre sans merci.

Ce sinistre Jupitre a choisi son camp.

Juste en face du mien.

Cet animal aurait pu être un adversaire. Il lui aurait suffi de faire semblant d'un minimum de loyauté.

Avec un adversaire, on discute, on débat.

Un ennemi, on le combat d'autant plus âprement qu'à la fin, on sait qu'il ne doit en rester qu'un.

Source: http://www.vududroit.com/author/mathieu/ ou Arrêt sur Info.

Ce qui me fait sourire, c'est que Macron est un pur produit du PS (Attali, Jouyet, Hollande, etc.) et de l'oligarchie, alors que pas plus tard qu'hier il y en avait qui refusaient de placer le PS dans le camp de nos ennemis, et qui s'en accommodent encore aujourd'hui ou auraient bien voté pour son candidat à la présidentielle...

Ils osent tout. En ploutocratie, ils sont tout et vous n'êtes rien.

- Des GM&S tentent de rencontrer Macron, ils sont accueillis par des lacrymos - L'Express.fr

- Macron conseille à ceux qui «foutent le bordel» pour sauver GM&S de chercher du travail ailleurs - Liberation.fr

Camarades, ils vous haïssent, mais surtout n'inciter pas les travailleurs à les haïr, car la haine est mauvaise conseillère paraît-il. C'est un "frère" lambertiste qui m'a sorti cela un jour. Je n'en ai jamais tenu compte et je ne m'en porte pas plus mal pour autant, pouvu que notre haine soit orientée dans la bonne direction, cela va de soi.

Qui a dit que le crime ne payait pas ?

- Les Français pour la loi sur la sécurité intérieure, dit un sondage - Reuters

Les Français approuvent à une écrasante majorité les mesures du projet de la loi qui doit permettre au pays de sortir de l'état d'urgence le 1er novembre, mais ne sont qu'un sur deux à faire confiance à l'exécutif pour lutter contre la menace d'attentats, selon un sondage Elabe pour BFM TV publié mercredi.

Les personnes, interrogées dans les jours qui ont suivi l'attaque à l'arme blanche qui a fait deux morts dimanche à la gare de Marseille, se disent largement favorables, au moins à 80%, à six mesures tirées du projet de loi "sur la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme" voté mardi par l'Assemblée nationale.

La «fermeture de lieux de culte participant à la diffusion d'idées appelant au terrorisme, à la haine ou à la discrimination, à l'initiative du préfet» est validée par 91% des Français.

Ceux-ci plébiscitent aussi, à 90%, la mise en place d'un périmètre de sécurité permettant la fouille des individus, des bagages et véhicules dans un lieu susceptible d'être visé par un attentat.

Ils approuvent aussi, à 87%, l'autorisation des perquisitions administratives pouvant être demandées par les préfets dans certaines conditions ainsi que l'obligation qui pourrait être faite à certains suspects de fournir leurs identifiants de messagerie électronique et numéros de téléphone (à 84%).

Les Français ne sont toutefois que 56% à juger "efficace" Sentinelle, les patrouilles de militaires français mises en place au lendemain des attentats de janvier 2015 à Paris dans un but de prévention des attentats.

De même, 50% des personnes interrogées disent faire confiance à Emmanuel Macron et au gouvernement d'Edouard Philippe pour lutter efficacement contre "la menace terroriste". Les réponses à cette question sont toutefois très contrastées en fonction de l'appartenance politique des sondés. Reuters

A l'ONU aussi ils osent tout. Ses partisans aussi.

Quand l'un des régimes membres du Conseil des droits de l'homme de l'ONU armé par les impérialistes américain et français notamment est accusé par la même institution d'avoir tué ou mutilé plus de 8.000 enfants au Yémen, sans que sa participation à ce Conseil ne soit remis en cause.

- Yémen: la coalition arabe pour la première fois sur une liste noire de l'ONU - AFP

La coalition arabe engagée dans la guerre au Yémen sous la direction de l'Arabie saoudite figure pour la première fois sur une liste noire annuelle de l'ONU dénonçant les pays et entités commettant lors de conflits des exactions contre des enfants.

Sans citer précisément l'Arabie, le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a souligné jeudi dans un communiqué que "plus de 8.000 enfants avaient été tués ou mutilés dans des conflits en 2016" lors "d'attaques inacceptables".

"Au Yémen, les actions de la coalition ont provoqué en 2016 lors d'attaques d'écoles ou d'hôpitaux 683 victimes enfants lors de 38 évènements vérifiés", indique le rapport du secrétaire général de l'ONU.

Plusieurs ONG ont accueilli favorablement l'inscription de la coalition arabe sur la liste noire annuelle de l'ONU. AFP 6 octobre 2017

Les ONG (dont Human Rights Watch) accréditées et subventionnées par l'ONU, financées par les multinationales anglo-saxonnes.

- Ryad menace de représailles les pays soutenant un projet d'enquête internationale - AFP

L'Arabie saoudite menace de représailles économiques les pays qui soutiendraient le projet d'enquête internationale sur le conflit au Yémen présenté devant la Commission des droits de l'Homme de l'ONU, dans une lettre dont l'AFP a pris connaissance mardi. "L'adoption du projet de résolution présenté par les Pays-Bas et le Canada devant la Commission des droits de l'Homme pourrait affecter de façon négative les relations bilatérales économiques avec l'Arabie saoudite", prévient le royaume saoudien dans cette lettre. Plus de 8 500 personnes ont été tuées et près de 49 000 autres blessées depuis le début du conflit, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Plus de 17 millions de Yéménites sont confrontés à des pénuries alimentaires et une épidémie de choléra a fait plus de 2 100 morts depuis avril. AFP

Au fait, ce n'est pas le sinistre illusionniste et populiste Mélenchon qui a exigé que le drapeau de l'UE soit retiré de l'enceinte de l'Assemblée nationale au profit de celui de l'ONU ? Il avait aussi oublié (notamment), que c'était l'ONU qui en reconnaissant les droits des sionistes à créer Israël avait signé l'arrêt de mort de la Palestine...

Quand le populisme assumé incarne les pires trahisons du mouvement ouvrier.

On a également appris que l'histrion du régime avait troqué le triangle rouge qu'il portait constamment agrafé sur ses vestes et chemises en hommage aux communistes déportés pendant la seconde guerre mondiale, contre le drapeau ("la tricolor") de la seconde République d'Espagne, renversée en 1936 par le coup d'État mené par le général Franco.

Il a cru bon de déclarer : "Je suis partisan de la République en Espagne, et je porte-là le drapeau des républicains. Parce que je n'oublie pas que nous autres républicains, avons été battus en Espagne par un coup d'État". (Le Huffington Post 5 octobre 2017)

Pas vraiment, puisqu'en réalité les républicains trahirent la révolution espagnole, voilà de quoi se revendique le faussaire. - "*Les ouvriers et les paysans ont porté deux fois les républicains au pouvoir, ainsi que leurs agents : en avril 1931, et en février 1936. Les deux fois, les héros du Front populaire ont cédé la victoire du peuple aux représentants les plus réactionnaires de la bourgeoisie. La troisième victoire remportée par les généraux du Front populaire signifierait leur accord inévitable avec la bourgeoisie fasciste sur le dos des ouvriers et des paysans. Un tel régime ne serait qu'une autre forme de la dictature militaire, peut-être sans monarchie ni domination ouverte de l'Eglise catholique.*" (Source : Leçons d'Espagne : dernier avertissement. 17 décembre 1937 - Œuvres - décembre 1937 - Léon Trotsky)

En famille. Mélenchon ridiculisé par un misérable marcheur.

Sacha Houlié (LREM) a quant à lui glissé: "Je me demande si M. Mélenchon était si dérangé par le drapeau de l'Union européenne lorsqu'il ramenait ses fiches de paye au Parlement européen", une élue ironisant dans la foulée sur le fait que l'ex-eurodéputé (2009-2017) "n'était pas là souvent". AFP 6 octobre 2017

Vous aurez compris que les républicains bouffaient à tous les râteliers et qu'ils étaient prêts à vendre votre peau au plus offrant pour exister, même à un terrible dictateur si nécessaire plutôt que de s'attaquer au capital et ses institutions.

Fake news. Libération pris en flagrant délit.

- Rohingyas : silence d'Arabie - Liberation.fr

Alors que plusieurs pays musulmans ont manifesté leur solidarité avec les Rohingyas, l'Arabie Saoudite a réagi très modérément à l'égard de la Birmanie. Liberation.fr 7 octobre 2017

Vraiment ?

Tu parles, c'est elle qui a armé les barbares qui se dénomment L'Armée Rohingya pour le Salut de l'Arakan, qui sont en train de déstabiliser le Myanmar en employant le même procédé qu'en Libye et en Syrie pour le compte de l'impérialisme américain...

Quelques articles pour en savoir davantage sur ce sujet.

http://www.voltairenet.org/article198122.html
http://arretsurinfo.ch/larmee-rohingya-pour-le-salut-de-larakan-est-liee-aux-groupes-djihadistes-etrangers/
http://arretsurinfo.ch/rohingyas-ideologies-et-approche-victimaire-2/

La vermine solitaire

- Benoît Hamon va créer "un nouveau groupe écologiste et solidaire" au conseil régional d'Île-de-France - Le Huffington Post

L'ex-candidat PS à la présidentielle Benoit Hamon va constituer un nouveau groupe avec les écologistes au sein du conseil régional d'Ile-de-France, a-t-on appris ce vendredi 6 octobre auprès du groupe et de l'entourage de Benoît Hamon. Le Huffington Post

Diviser pour mieux régner ou qui sème le chaos en récupère les dividendes.

- Les Français désapprouvent l'indépendance de la Catalogne - LeFigaro.fr

Selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour Le Figaro et France Info, les Français sont très partagés sur ce qu'il doit advenir après le référendum illégal organisé dimanche.

Huit sondés sur dix ont été choqués par la réaction de Madrid et les images de violences policières. De ce fait, la bataille des images a été largement remportée par les séparatistes. (Lire : par les médias, dont les oligarques. - LVOG)

Par ailleurs, une majorité de Français estiment que l'indépendance de la Catalogne serait mauvaise pour l'Espagne (69 % des sondés le pensent)... LeFigaro.fr et Franceinfo 6 octobre 2017

Ceux qui sont supposés détruire les Etats-nations ou en attendre un bénéfice, l'UE, Washington, Macron, etc. supportent les autorités de Madrid, et ceux qui sont supposés s'opposer à l'Europe des régions supportent les indépendantistes de Barcelone !

Ceux qui sont supposés défendre les Etats indépendants et souverains, dominés, agressés par des Etats dominants ou impérialistes, qui se réclament du droit des peuples à l'autodétermination des peuples, se rangent au côté de leur impérialiste ou des agresseurs-envahisseurs.

Ceux qui sont censés défendre l'intégrité des nations et des peuples syrien et irakien, approuvent le référendum sur l'indépendance du Kurdistan qui participe du dépeçage de la Syrie et de l'Irak.

Ceux qui sont censés défendre les droits des minorités qui ne peuvent être garantis ou effectifs qu'à partir du moment où les droits collectifs de l'ensemble des citoyens sont respectés, vont soutenir ceux qui au même moment liquident ces droits collectifs, sous prétexte qu'ils accorderaient des droits nouveaux à des minorités.

Il y a décidément quelque chose qui ne tourne pas rond dans le mouvement ouvrier. Quelle chute vertigieuse, quel niveau théorique misérable, c'est pitoyable, effarant ! Dans ces conditions, effectivement le pire est à venir. Les militants qui ne réagissent pas sont morts politiquement.

Il n'y a rien à en attendre.

- Les syndicats évoqueront lundi une mobilisation unitaire - Reuters

Les organisations syndicales CGT, FO, CFE-CGC et CFTC devraient se réunir lundi pour discuter d'une éventuelle mobilisation unitaire contre la réforme du Code du travail, ont dit jeudi à Reuters les organisations syndicales.

Il n'était pas encore possible jeudi de confirmer la présence de la CFDT. Reuters 5 octobre 2017

INFOS EN BREF

POLITIQUE

iger

- Niger: la mort de soldats américains révèle leur présence au Sahel - AFP

La mort de trois soldats américains dans une embuscade au Niger a révélé au grand jour à quel point les forces américaines sont impliquées dans la lutte contre les jihadistes dans la région.

Les Américains sont très présents au Niger, notamment sur l'aéroport d'Agadez (nord) avec une base gérant des drones qui surveillent la zone sahélienne. Les militaires opérant sur cette base ne sortent toutefois qu'extrêmement rarement de cette position.

Outre les Américains, la France, ancienne puissance coloniale et partenaire privilégié du Niger, compte une base sur l'aéroport de Niamey à partir duquel opèrent des avions de chasse Rafale et des drones. Dans le cadre de l'opération Barkhane, les forces spéciales françaises disposent aussi d'une base à Madama, dans le nord nigérien. AFP 5 octobre 2017

Togo

- Les manifestations s'achèvent sous tension au Togo - AFP

Des milliers de Togolais ont manifesté jeudi à Lomé et en province dans un climat tendu, au deuxième jour de marches pour réclamer des réformes et protester contre le régime de Faure Gnassingbé, qui fait face à une importante contestation populaire depuis plus d'un mois.

Le chef de l'Etat, qui effectue son troisième mandat, a succédé avec le soutien de l'armée à son père, le général Gnassingbé Eyadéma, décédé en 2005 après avoir dirigé le pays d'une main de fer durant 38 ans.

Faure Gnassingbé a été réélu à deux reprises, en 2010 et en 2015, lors de scrutins très contestés par l'opposition. AFP 5 octobre 2017

Haut de page

Le 10 octobre 2017

CAUSERIE

Une contribution politique.

Alors que jusqu'à présent l'oligarchie s'en était remise au PS pour représenter au mieux ses intérêts en alternance avec le parti de l'ordre officiel, LR (ex-UMP-RPR-UDR) ou gérer la société pour son compte, désormais elle a décidé de s'en charger elle-même en portant au pouvoir le candidat qu'elle a patiemment formé au cours de la dernière décennie pour remplir cette mission, Emmanuel Macron.

Elle a donc décidé de se passer des services des deux partis qui avaient alterné au pouvoir dans le cadre des institutions de la Ve République pour assurer la continuité du capitalisme parvenu au stade de l'impérialisme pourrissant, en instaurant un régime conforme au pouvoir qu'elle détient et aux besoins du capitalisme en crise.

Si le régime est toujours de type bonapartiste, il a évolué en prenant une tournure ouvertement ploutocratique, où ce sont les oligarques qui sont directement à la manoeuvre, afin d'éviter toute dérive ou faiblesse qui se traduirait par des compromis avec la classe ouvrière ou ceux qui sont censés la représenter. L'oligarchie entend ainsi profiter du rapport de force entre les classes qui lui est favorable, et de l'absence de toute opposition organisée profondément ancrée dans les masses, pour pousser le plus loin possible son avantage ou étendre davantage son pouvoir à l'ensemble de la société, qui est sommée de se soumettre à ses exigences toujours plus pressantes ou à son modèle de société qui relève de la dictature absolue, d'où le ton impérial emprunté par son représentant, Macron.

Une fois qu'elle avait décidé que l'heure avait sonné d'appliquer la totalité de son programme ultra réactionnaire ou que les conditions étaient réunies pour y parvenir, elle n'a pas hésité un seul instant à employer les grands moyens ou à recourir aux coups les plus tordus pour torpiller toutes les candidatures qui s'opposaient à son candidat lors des élections présidentielles, y compris celles qui lui étaient acquises, mais qui présentaient l'inconvénient d'incarner des rapports entre les classes qu'elle estimait périmées ou inappropriées pour exécuter son programme de démolition sociale systématique ou encore affronter la classe ouvrière. Il valait mieux encore que ces différents outsiders s'effacent et demeurent en réserve, servent de forces d'appoint à son parti (LREM), tout en donnant l'illusion qu'ils figuraient dans l'opposition parlementaire, tandis que toute opposition serait neutralisée ou réduite à l'impuissance, de sorte que les apparences démocratiques soient sauves.

Tous les partis institutionnels devaient sortir laminés au terme de ce processus et profondément divisés, de sorte qu'ils ne pourraient pas offrir de résistance à son coup d'Etat, en admettant qu'ils en auraient eu l'intention, tout en sachant pertinemment qu'ils n'auraient pas l'intention de s'y opposer.

Cette explication recèle une faiblesse ou plutôt une inexactitude, elle aurait pu être valable hier, mais elle ne l'est plus aujourd'hui. Car quelles que soient les mesures antisociales que Macron adoptera, elles ne suffiront pas pour résoudre la crise du capitalisme minée par ses contradictions. Il peut bien réduire les salaires et augmenter le temps de travail, généraliser la précarité, ce ne sera pas suffisant pour concurrencer la main d'oeuvre à bon marché que les capitalistes peuvent s'offrir sur tous les continents. Il faut donc en déduire que leur plan vise un autre objectif qui se situe davantage sur le plan politique, à savoir prévenir, dévoyer, détourner, dénaturer, décrédibiliser, criminaliser, tuer dans l'oeuf, briser net toute tentative de résistance, de contestation ou d'opposition organisée à leur régime dictatorial en usant de tous les moyens à leur disposition (dès la maternelle!), ce qui ne devrait pas leur poser de réels problèmes dès lors qu'ils détiennent tous les pouvoirs, il suffira juste de les employer au moment opportun.

Les trois ou quatre dernières décennies leur auront servi à peaufiner leur tactique, et lentement mais sûrement ils seront finalement parvenus à atteindre pratiquement tous les objectifs qu'ils s'étaient fixés, il ne leur reste plus qu'à s'emparer des organismes sociaux qu'ils n'ont pas encore privatisés pour que la boucle de la dictature se referme.

L'atomisation de la classe ouvrière, sa destruction en tant que classe ne servira pas uniquement à augmenter le taux d'exploitation dans le cadre du capitalisme comme on le pensait il y a peu de temps encore, car combinée à sa philosophie nihiliste qui a pour objectif de détruire tous les rapports ou les liens qu'elle avait tissés dans le passé et qui lui servaient de repères pour mener sa lutte de classe, et à leur intention de s'affranchir des contradictions ou des lois de fonctionnement du capitalisme à l'aide de leurs instruments financiers de type maffieux, à laquelle il faut ajouter leur emprise totale sur les institutions incluant l'appareil judiciaire et le contrôle de l'ensemble des médias, l'oligarchie vise à instaurer une société de serfs numérisés, décérébrés, soumis ou dociles, sans droits ni pouvoirs, une sorte de camisole de force à l'état individuel ou un immense camp de concentration à l'état collectif auxquels personne ne peut échapper ou ne peut envisager de s'échapper. D'où sa rhétorique tenant de discours d'un Etat policier : admettez de perdre le peu de liberté dont vous disposiez encore, et en échange nous assurerons votre sécurité. Et sa traduction sur le plan social : acceptez de nouveaux sacrifices, et en échange nous nous engageons à lutter contre le chômage.

La confusion qui s'est emparée aujourd'hui de pratiquement tous les esprits à peu d'exceptions près, suite au chaos auquel ils ont commencé à recourir au moyen de la terreur pour lui donner une tournure encore plus aiguë et angoissante, devrait encourager chacun à se recroqueviller sur lui-même et à se réfugier dans la passivité par crainte de subir un châtiment encore plus sévère, créant ainsi une atmosphère propice à leur laisser les mains libres pour agir à leur guise et participer à de nouvelles guerres, par exemple.

Tous les anciens facteurs économiques n'auront pas forcément disparu pour autant sans que plus personne ne s'en soucie. Ils continueront de les instrumentaliser aussi longtemps que leur pouvoir ne s'étendra pas à la terre toute entière, mais ils n'auront plus aucune influence dans les pays ou sur les peuples qu'ils seront parvenus à pacifier, à réduire en esclavage. D'ailleurs qui ose encore les évoquer sans qu'il soit tourné immédiatement en ridicule ou entraîne un haussement d'épaules, faire référence à la crise du capitalisme dans une démonstration, c'est aussi crédible que prétendre pouvloir atteindre la lune avec ses doigts !

Le facteur financier n'a pas seulement supplanté tous les autres facteurs sur le plan économique, il n'est plus que le seul facteur avec lequel se confond l'économie, elle lui est totalement subordonnée, la quantité s'est tranformée en qualité à un moment donné qu'on n'a pas su percevoir à temps, hélas ! Et que ce facteur ait été amené à prendre ouvertement une tournure maffieuse allait dans l'ordre des choses, ce qu'on a refusé d'admettre pendant longtemps, il n'en fallait pas davantage pour qu'on soit réduit à l'impuissance pour le combattre, ce qu'on admettra encore moins évidemment.

L'emprise tentaculaire de la dictature de la finance sur l'ensemble de l'économie et de la société est finalement parvenue à modifier à son avantage les rapports qui existaient entre les différents facteurs sociaux et politiques, en leur otant toute trace d'indépendance. On comprend mieux dès lors pourquoi ils font preuve de tant d'arrogeance envers ceux qui ne sont rien ou qui ne pensent qu'à foutre le bordel, dixit Macron, puisqu'ils sont voués à se soumettre de gré ou de force à l'ordre établi.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que les oligarques sont parvenus à concentrer tellement de pouvoir, qu'il est dans leur pouvoir d'imposer leur volonté ou leur modèle de société à tous les peuples sans avoir de compte à rendre à quiconque, puisque ce sont les maîtres du monde et qu'il n'existe aucune force organisée qui puisse leur résister. Bien entendu leur oeuvre n'est pas encore achevée, mais ils sont sur la bonne voie pour y parvenir si on ne parvenait pas à les arrêter, or on est très mal parti puisque l'ensemble du mouvement ouvrier rejette cette analyse. Disons qu'on a atteint un point critique, au-delà duquel tout retour en arrière ou toute tentative de changer la société s'avèrera définitivement impossible, dites-moi si je me trompe, j'ai même cru comprendre que cette perspective politique était déjà devenu impensable chez la plupart des travailleurs et des militants.

Maintenant il faut relier cette emprise de la finance sur la totalité de l'économie aux guerres incessantes que livrent les différents impérialistes à travers le monde pour que ce sombre tableau soit complet. Effectivement, un facteur a connu

une modification depuis 2001, désormais toutes les guerres ou presque se poursuivent indéfiniment, guerres qui toutes se déroulent à l'extérieur des pays qui les ont fomentées ou déclarées, ce sont les pays où ils puisent les matières premières dont ont besoin leurs multinationales qui servent uniquement de champs de bataille à leurs guerres et à leurs destructions, leur massacres, semant le chaos et la désolation derrière eux.

Tout cela nous amène à la conclusion que le néo-capitalisme et le néo-impérialisme ont supplanté le capitalisme et l'impérialisme, sans forcément avoir supprimé les bases du capitalisme et de l'impérialisme, sans avoir modifié d'un poil leur nature évidemment. C'est cette faiblesse ou lacune qu'il faut bien discerner pour parvenir à les abattre.

Disons qu'ils sont passés à un stade supérieur, où le capitalisme financier a entrepris d'instaurer un régime despotique qui contourne les contradictions du capitalisme sans les faire disparaître, ou il a les moyens de les contrôler pour empêcher un soudain et brutal effondrement de leur système économique, en fait, il est en mesure de les instrumentaliser en injectant d'énormes masses de capitaux qu'il leur suffit de créer en fonction de la situation ou de leurs besoins sans avoir de compte à rendre à personne. Autrement dit, les gangsters de la finance agissent en toute indépendance (et toute impunité) où ils veulent et quand ils veulent.

Et quant à l'impérialisme, il n'est plus uniquement engagé dans des guerres pour préserver ses parts de marché ou en conquérir, s'accaparer les ressources de pays qu'il pille déjà, il vise désormais à écraser leurs peuples et à détruire leurs sociétés auxquels il a décidé d'interdire définitivement de disposer d'eux-mêmes et de leurs ressources, ils sont engagés dans un processus de guerres perpétuelles contre l'humanité tout entière.

Ils ont franchi un nouveau cran dans la barbarie en somme, qui relègue le progrès social et la paix au rang d'utopie.

Les lecteurs peuvent lire les articles de Thierry Meyssan *Interprétations divergentes au sein du camp anti-impérialiste* et *Le projet militaire des États-Unis pour le monde* que j'ai mis en ligne, qui fournissent de nombreux éléments permettant de confirmer la stratégie adoptée par notre ennemi. Vous m'excuserez de ne pas avoir fait référence au Monde, à Libération ou au Figaro ou à la littérature du mouvement ouvrier, puisqui restent obstinément muets sur cette question déterminante ou préfèrent l'ignorer.

De mon côté, je n'ai pas fourni d'éléments précis pour étayer mon argumentation par manque de temps et ne pas parodier Meyssan, et puis chacun à en tête les principaux évènements qui se sont produit dans le monde depuis 2001 qui confirment notre analyse. Dans de nombreuses causeries, j'ai eu l'occasion de fournir des éléments sous forme de faits ou de témoignages dans des articles ou vidéos auxquels je renvoie les lecteurs.

Quant à mes détracteurs, ils empruntent les mêmes méthodes que les défenseurs de la version de G. W. Bush du 11 septembre 2001, en ignorant ces éléments ou en refusant de répondre aux questions que je pose ou plutôt que pose la situation, notamment sur l'effondrement du capitalisme qui tarde tout de même à venir, sans que cela ne pose le moindre problème à ces "marxistes". Ils croient qu'en se réfugiant dans le déni ou en fuyant la réalité, ils oeuvrent à notre cause, qu'il nous soit permis d'en douter sérieusement.

Maintenant, cette perspective de chaos et de guerres permanente dans de nombreux pays sur tous les continents ne règle pas toutes les questions qu'on peut se poser sur l'orientation du capitalisme mondial, car on est en droit de se demander comment tous ces peuples pourraient vivrent un tel cauchemar indéfiniment. Cela dit, on peut observer que c'est déjà le cas du peuple palestinien depuis 60 ans, mais il concerne une population restreinte ; il y a aussi les peuples afghan et irakien depuis 14 ans déjà, alors que là plus d'un milliard devrait subir cet effroyable destin, cela paraît inimaginable. Mais c'est peut-être pour cette raison que cela pourrait se produire, car il faut bien constater que le capitalisme est passé au stade de l'impérialisme depuis plus d'un siècle sans qu'on en voit le bout ou qu'on puisse prévoir pendant combien de décennies encore il va continuer de sévir, les peuples ayant supporté tous ses horribles méfaits ou crimes sans trouver les moyens de le renverser, donc partant de là on est bien obligé d'admettre dans une certaine mesure que tout est effectivement possible ou envisageable.

On aurait tort de s'en remettre à des a priori pour le nier, cela risquerait de nous être fatal, vaut mieux encore considérer la réalité dans sa totalité aussi terrifiante soit-elle pour la combattre... On peut affecter une attitude indifférente face aux transformations du monde, à l'évolution des facteurs au sein du capitalisme, aux modifications des rapports intervenus entre les classes ou en général dans la société et le monde. On peut décréter qu'elles n'ont jamais eu lieu ou les minimiser pour ne pas en tenir compte, et répéter indéfiniment les formules qu'on a apprises un jour par coeur, pour n'avoir finalement rien n'appris d'autres depuis et s'être fossilisés, c'est un peu comme se munir d'une hache ou de flèches pour affronter des tanks et des missiles, c'est désuet et pathétique, criminel ou monstrueux quand en plus on colporte ces fadaises.

Je pars du principe qu'il vaut mieux encore se contenter d'une analyse qui peut présenter des faiblesses ou un certain nombre d'imprécisions que l'on pourra toujours compléter par la suite, quitte si nécessaire à apporter quelques modifications à notre stratégie, plutôt que d'en avoir aucune ou de reproduire sans cesse les mêmes erreurs ou s'en remettre à des théories foireuses qui nous ont conduits où nous en sommes pour ne pas avoir de tendance suicidaire.

En guise d'épilogue

Quelques extraits brièvement commentés de Bolchevisme contre stalinisme de Léon Trotsky

- "*Le déclin actuel du capitalisme a non seulement définitivement sapé la démocratie, mais a aussi dévoilé toute l'insuffisance du bonapartisme de l'ancien type: à sa place est venu le fascisme. Cependant, comme un pont entre la démocratie et le fascisme (en Russie, en 1917, comme un "pont" entre la démocratie et le bolchevisme) apparaît un "régime personnel", qui s'élève au-dessus de la démocratie, louvoie entre les deux camps et sauvegarde en même temps les intérêts de la classe dominante: il suffit de donner cette définition pour que le terme de bonapartisme soit pleinement fondé.*"

Si le bonapartisme est "*comme un pont entre la démocratie et le fascisme*", force est de constater de nos jours que celui qui l'incarne en France (Macron), est plus proche du fascisme que de la démocratie, car il ne se contente pas de louvoyer "*entre les deux camps*" pour sauvegarder "*en même temps les intérêts de la classe dominante*", il privilégie ouvertement la classe des exploiteurs tout en affichant sa haine de celle des exploités.

- "*Aucun de nos critiques ne s'est donné la peine de faire apparaître le caractère spécifique des gouvernements pré-fascistes, Giolitti et Facta en Italie, Bruning, Papon et Schleicher en Allemagne, Dollfus en Autriche, Doumergue et Flandin en France*"

Cela ne vous dit-il rien de nos jours ?

- "*Exiger de ne pas sortir des limites de la démocratie bourgeoise, c'est, en fait, non pas jouer à la révolution démocratique, mais y renoncer.*"

Ne serait-ce pas "*les limites*" assignées à la "*révolution citoyenne*" ou par "*les urnes*" de l'illusionniste Mélenchon ?

Le front populaire a toujours défendu et opposé la démocratie bourgeoise à la révolution démocratique ou au socialisme, et qu'est-ce que cela a donné à l'arrivée : le fascisme et la guerre.

A propos de la Catalogne.

« Indépendance » de la Catalogne : derrière les apparences, quels enjeux cachés ? - Ruptures 02.10
https://ruptures-presse.fr/actu/referendum-catalogne-independance-ue

Courriel adressé à Arrêt sur Info.

Je vous signale que l'article signé Gearóid Ó Colmáin que vous avez publié le 06 octobre 2017 et intitulé L'indépendance catalane – une arme du capital contre le salariat (http://arretsurinfo.ch/lindependance-catalane-une-arme-du-capital-contre-le-salariat), contient un ramassis de contrevérités ou de faux grossiers sur le déroulement de la révolution espagnole de 1936, destinés uniquement à camoufler la responsabilité et les crimes commis par Staline et ses représentants en Espagne qui ont conduit à la victoire du général Franco.

Et pour que le tableau soit complet, monsieur Colmáin reproduit les arguments fabriqués par les propagandistes staliniens de l'époque imputant aux trotskystes la défaite de la révolution espagnole en les accusant de collusion avec Franco, ce qui servira à justiifier l'assassinat des dirigeants et des militants de ce courant politique du mouvement ouvrier, qui oeuvraient en Espagne à l'établissement de la démocratie ou du socialisme. On est donc en présence de la pire des infâmies qui soit, du stalinisme pur jus.

En lisant ces lignes je me serais cru revenu à l'époque ignoble et terrifiante des procès de Moscou à la même époque, au cours desquels les principaux dirigeants de la révolution russe de 1917 et compagnons de Lénine et Trotsky furent déclarés coupables de crimes qu'ils n'avaient jamais commis et condamnés à mort pour que le dictateur Staline puisse conforter son pouvoir.

En guise de droit de réponse, je publie à l'adresse de mes lecteurs la version de la révolution espagnole de Trotsky. Voyez-vous, j'ai la particularité ou le défaut à défaut de lui reconnaître des qualités selon ses pires ennemis, de vouer un culte à la vérité des faits, cela fait partie de mon idéal de liberté, c'est un devoir autant qu'un principe que j'entends honorer, sans quoi je ne pourrais pas être digne de mon idéal, vous comprenez.

Il existe une multitude de documents et de témoignages qui prouvent que Staline a servi de bourreau des éléments les plus révolutionnaires au sein du mouvement ouvrier, en les exécutant pour le compte de Franco. Le nier, c'est adopter une idéologique opposée à celle des révolutionnaires, des socialistes, des démocrates, laquelle sinon celle de la bourgeoisie, du capitalisme, qui dans sa version la plus hideuse a produit le fascisme. Voilà où l'esprit policier de monsieur Colmáin puise son inspiration ou son poison.

Leçons d'Espagne : derniers avertissements - 17 décembre 1937 - L. Trotsky

- Au format pdf ou
- Au format html

A propos de la "gauche révolutionnaire" dégénérée.

Je rappelle que j'ai pris position contre l'indépendance de la Catalogne, contre la création du Kurdistan supervisée par Washington et Israël.

Gauche révolutionnaire : la grande manipulation - Vincent Lenormant - 4 Octobre 2017 - Arrêt sur Info

Depuis une dizaine d'années, les courants libertaires, trotskistes, «antifas» qui forment la gauche révolutionnaire ont été retournés pour servir des objectifs de guerre.

La gauche révolutionnaire désigne l'ensemble des formations politiques qui sont en principe favorables à une révolution pour mettre fin au capitalisme, en s'appuyant sur des précédents historiques comme la Commune de Paris ou la Guerre d'Espagne ; en France, ces groupes se nomment NPA, Alternative Libertaire, CNT, Fédération Anarchiste… Leurs militants ne sont pas très nombreux, mais ils bénéficient d'une bonne image chez toute une population sensible aux idées libertaires, trotskistes, antifascistes, révolutionnaires. Nous allons voir comment ces groupes ont été manipulés, épurés, restructurés pour servir des objectifs de guerre, de la simple propagande jusqu'au recrutement de combattants.

La guerre en question, c'est avant tout celle de Syrie, qui a commencé par ce qu'on n'ose plus appeler « Printemps Arabe », tant ces événements furent une catastrophe pour le monde Arabo-musulman, avec l'arrivée au pouvoir des Frères Musulmans en Tunisie et en Egypte et la destruction de la Lybie et du Yémen. Au début des années 2000, la gauche révolutionnaire était encore fidèle à ses positions traditionnelles : anti-capitalisme, anti-impérialisme, anti-sionisme. La guerre d'Iraq en 2003 avait été l'occasion de manifestations qui la dénonçaient pour ce qu'elle était : une guerre d'agression, sous des prétextes mensongers. Et les manifestants ne se faisaient traiter d' »Husseinistes », d'admirateurs de Saddam, que par les néoconservateurs habituels. En 2004, le journal d'Alternative Libertaire dénonçait les projets étasuniens pour le « Grand Moyen-Orient », c'est-à-dire « la déstabilisation, la chute des régimes locaux, et un « remodelage » des territoires ». Citation : «Bush a précisé la portée de la guerre qui se préparait : " Un Irak libéré pourra montrer comment la liberté peut transformer cette région qui revêt une importance extrême, en apportant espoir et progrès à des millions de personnes (…) Pour d'autres nations de la région, un nouveau régime en Irak servirait d'exemple spectaculaire et impressionnant de la liberté. En ce qui concerne les pouvoirs en place, l'avertissement est clair : […] La question qui se pose maintenant est "qui sera le suivant ?" L'extrême droite chrétienne milite pour un règlement définitif de la question palestinienne qui passe par l'installation de régimes à la botte des USA en Syrie et au Liban, et qui donne carte blanche à la droite israélienne pour organiser la purification ethnique des territoires occupés. »

Un tel article serait aujourd'hui inimaginable dans ce journal, son auteur serait traité de conspirationniste, d'ami des dictateurs, de « rouge-brun » ou carrément de fasciste. En 2004 toujours, le même journal dénonçait un début de collusion entre extrême-gauche et « islamisme », sans vraiment comprendre toutefois ce que signifiait cet « islamisme ». Ce mot est utilisé par ceux qui ne comprennent pas la nature du phénomène, comme par ceux qui veulent semer la confusion entre l'islam et la secte wahhabite. Le wahhabisme a été rendu tout-puissant au cours du XXème siècle par les Etats-Unis, qui ont fait de la famille Saoud leur principal allié arabe au Moyen-Orient. Dans le silence général en Occident, les Saoud ont cherché à se poser en leader du monde Arabo-musulman ; ils ont construit des mosquées dans le monde entier où est enseignée leur doctrine obscurantiste et dévoyée, leur logique sectaire. Depuis des décennies, ils modifient les consciences, détruisent les cultures. Cela n'a rien à voir avec la religion : il s'agit d'impérialisme culturel et de fascisme.

Les Occidentaux se sont alliés aux Saoud car ils étaient les plus anti-communistes, les plus fanatiques, les plus à même de mettre les musulmans au pas, et les plus serviles. Parallèlement, les Frères Musulmans et Al Qaïda, tous deux liés à la CIA, ont tissé un réseau international, politique pour le premier et militaire pour le second. Les Frères Musulmans sont une sorte de franc-maçonnerie musulmane, ils ont été abondamment financés par le Qatar et la Turquie (Erdogan lui-même en est membre).

On peut se gratter la tête et traiter de fou celui qui dénonce la collusion entre les groupes terroristes pseudo-islamistes et le Pentagone, tant les media dominants font tout pour nous empêcher de comprendre, mais au bout d'un moment les faits et les preuves s'accumulent, et la plus évidente est la complicité et l'alliance totale entre l'OTAN, les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) et Israël (les Saoud et Israël ne font même plus semblant de ne pas s'entendre), sous le commandement des Etats-Unis. Les militants dévoyés de la pseudo-gauche ont adopté le réflexe de protéger les Etats-Unis en disant que la Russie ou la Chine sont, eux aussi, des pays impérialistes, et qu'ils ne sont pas moins dangereux. C'est tout simplement faux. Le budget militaire des Etats-Unis est égal à la somme de tous les budgets militaires de tous les autres pays du monde. Ils possèdent des bases partout (plus de 800 à hors de leur territoire), et il serait bon de prendre conscience qu'ils mettent le monde à feu et à sang, qu'ils sont les seuls à avoir utilisé l'arme atomique, qu'ils n'hésitent pas à utiliser des armes chimiques ou radioactives, et que rien que depuis les début les années 2000 ils ont détruit des pays, massacré des millions de personne, pour le seul profit de l'oligarchie qui contrôle l'armée impériale qu'est l'OTAN. Ils ont clairement la prétention de dominer le monde et ils ont

clairement choisi la guerre comme moyen d'y parvenir. Et pourtant en France les gens ne tremblent pas d'effroi à la simple évocation de la CIA. Le mot «CIA» évoque le mystère, le cinéma, le complot et immédiatement l'autocensure vient : il ne faut pas croire aux théories du complot. Il s'agit de conditionnement et de contrôle de la pensée. Personne ne veut s'avouer manipulé, même si tout le monde peut comprendre l'intérêt du «neuro-marketing» par exemple, et assister à sa mise en œuvre.

Il va de soi que les gens qui nous gouvernent et les chefs militaires s'intéressent de près à la manipulation des consciences et des opinions, et qu'ils financent la recherche scientifique allant dans ce sens. La guerre mondiale en cours au Moyen-Orient est l'occasion pour eux de faire des essais grandeur nature. Certaines choses ont marché, en particulier l'autocensure qu'ils ont réussi à installer au sein de la gauche révolutionnaire.

PHASE I : L'EPURATION

5 ans après les articles précités, en 2009, Alternative Libertaire avait adopté une nouvelle ligne : la tendance était à la chasse aux «conspis». Le journal publie donc une série d'articles désolants d'ignorance et/ou de mauvaise foi, dans lesquels sont amalgamés les gens qui remettent en cause la version officielle du 11 septembre et ceux qui croient aux illuminatis ou aux extra-terrestres : tous des imbéciles qui dérivent vers l'extrême-droite.

A cette époque, de nombreux sites apparaissent, des sites étranges qui dressent des listes. Le mouvement «antifa», bizarrement, ne s'intéresse plus vraiment au FN ou aux néo-nazis, mais décide d'opérer un tri au sein de la gauche ; des gens comme Etienne Chouard, Michel Collon, Annie Lacroix-Riz ou Jean Bricmont sont soudainement considérés comme des fascistes, les «antifas» viennent faire le coup de poing lors de leurs apparitions publiques, ils sont calomniés, leurs auditeurs insultés et ridiculisés, traités de «conspirationnistes», «confusionnistes», «campistes», «rouge-bruns», «amis des dictateurs»… Le point commun entre toutes les personnalités incriminées, c'est bien sûr leur anti-impérialisme et leur critique des media dominants. Dans une logique pour le coup véritablement confusionniste, les faux «antifas» vont répandre l'idée que si vous vous opposez à la guerre en Libye, c'est que vous êtes un admirateur de Qadhafi. Si vous n'êtes pas avec les «rebelles syriens», c'est que vous adorez Assad. Si vous critiquez les Etats-Unis, vous êtes un idolâtre de Poutine. Dans tous les cas vous êtes assimilé au fascisme. Le site « confusionnisme.info » va exceller dans ce registre, jusqu'à ce que l'UPR, cible de leurs calomnies, révèle le vrai visage de l'animatrice de ce site, et sa proximité avec les néoconservateurs étasuniens.

Il a suffi aux manipulateurs d'aller dans le sens d'un sectarisme déjà présent dans ces milieux : «pas de dialogue avec l'extrême-droite». C'est un véritable terrorisme intellectuel qui fut instauré, et internet a été très utilisé dans ce but ; il est certainement moins cher et plus simple de troller des forums que d'infiltrer des agents. Résultat : toute parole dissidente fut assimilée à l'extrême-droite. C'est une stratégie de la boule puante. Le dialogue devint impossible, et de nombreux militants furent mis de côté, tandis que les autres surveillaient leur langage. Sur les forums internet affiliés à la gauche révolutionnaire, comme le forum anarchiste, le forum anarchiste révolutionnaire, le forum libertaire, la chasse était ouverte. Bientôt le simple fait d'évoquer la CIA devint impossible ; ça tombait bien : la guerre allait commencer.

On pourra objecter que c'est une vision complètement farfelue et paranoïaque d'imaginer que la CIA ou d'autres puissent s'intéresser aux groupuscules libertaires français, qui ne représentent que quelques centaines de militants. Mais si on considère le projet global, qui est de faire passer des guerres d'agression impérialistes pour des révolutions, on comprend mieux l'intérêt : il s'agit de prendre le contrôle de tous les groupes de gauche révolutionnaire, dans tous les pays occidentaux, pour y rendre inaudible l'anti-impérialisme et, par solidarité révolutionnaire, leur faire applaudir la guerre. Car le mouvement révolutionnaire brise un tabou intéressant : il rend acceptable le fait que dans un pays, une minorité prenne le pouvoir par la violence. La violence et la destruction y sont considérés comme un mal nécessaire pour passer à une société censée être plus juste. Quant à savoir si les responsables de cette manipulation sont la CIA, le Mossad, le MI6 ou tout simplement les Opérations Psychologiques de l'armée étasunienne (qui ne cachent pas du tout leurs buts et leurs moyens), impossible de le savoir, mais c'était dans l'intérêt de l'alliance OTAN/Saoud/Israël qui a provoqué cette guerre.

Au sujet du 11 septembre, est-il vraiment si farfelu de se demander pourquoi les États-Unis maintiennent avec l'Arabie Saoudite des liens aussi étroits, alors que toute l'enquête incrimine ce pays ? Et pourquoi l'ensemble des pays occidentaux qui se prétendent en « guerre contre le terrorisme » ne cessent d'étaler leur amitié et de vendre des armes au principal pourvoyeur idéologique et financier du terrorisme pseudo-islamiste ?

PHASE II : LA RÉVOLUTION DES FRÈRES MUSULMANS

L'immolation par le feu d'un commerçant tunisien en décembre 2010 est-elle le fruit d'un complot ? Sans doute pas, mais ce qui est sûr et certain, c'est que ce fut le prétexte au lancement d'une opération préparée de longue date (le remodelage du Grand Moyen-Orient, comme le dénonçait Alternative Libertaire en 2004). Toute la pseudo-gauche, du PS à la Fédération Anarchiste, va s'enthousiasmer pour le « Printemps Arabe ». Seuls quelques grincheux déjà mis au ban de la gauche, ostracisés, ridiculisés, vont être sceptiques, se demander si les États-Unis ne seraient pas encore en train de rejouer l'air des Révolutions de Couleur (Ukraine, Géorgie, Kirghizistan…). Et ceux, très rares, qui comprenaient un peu ce que signifiait l'«islamisme», ne pouvaient que craindre l'arrivée au pouvoir des Frères Musulmans ou d'autres forces alliées au fascisme wahhabite.

Les groupes de gauche révolutionnaire, NPA et Alternative Libertaire en tête, ne vont pas se contenter d'applaudir les révolutions, ils vont réclamer une solidarité internationale et distiller une propagande insidieuse. Comme pour Milosevic, Hussein, Qadhafi il s'agit d'abord de faire passer Bachar al-Assad, l'ophtalmologue, pour le nouvel Hitler, un sadique prenant plaisir à mutiler des enfants. Il suffira pour cela d'emboîter le pas à la gigantesque machine de propagande destinée au grand public, à partir d'attentats sous faux drapeau, d'images fabriquées… Ce n'est pas l'objet de cet article de décortiquer la fabrication du récit officiel de la guerre syrienne, cet article-là s'y intéresse plus en profondeur.

Dans les media de la gauche révolutionnaire, la propagande va s'articuler autour de plusieurs idées-force :

1) La banalisation des Frères Musulmans et la relativisation de la menace sectaire.

Pour les besoins de la propagande, il va falloir dire que les Frères Musulmans ne sont pas si dangereux, qu'ils peuvent même être des alliés. En mars 2011, dans un article hallucinant avec le recul historique, Alternative Libertaire nous apprend qu'ils «semblent aujourd'hui sur la voie sinon d'une sécularisation, du moins d'une scission très nette entre démocrates et partisans d'un mouvement islamiste plus strict». En Egypte et en Tunisie, les Frères sont présentés comme composante indispensable de la révolution, tiraillés entre conservatisme et démocratie. Alternative Libertaire accepte et fait accepter l'idée que les Frères peuvent faire partie d'un révolution démocratique, sociale et libertaire.

Il est bon de rappeler que dans les années 70, ils ont mené une vaste campagne de terrorisme en Syrie, faisant des centaines de morts. C'était déjà l'expression de l'impérialisme des Etats-Unis et des Saoud. La réponse du pouvoir au début des années 80 syrien fut brutale : c'est ce qu'on appelle aujourd'hui le massacre de Hama. Une note de la DIA évoque 2000 victimes dans les rangs des Frères Musulmans, mais les chiffres ont été gonflés pour les besoins de la propagande de guerre. Les propagandistes vont donc régulièrement parler du massacre de Hama comme du massacre de 40000 civils, par sadisme de la part du pouvoir syrien, sans jamais évoquer les crimes des Frères Musulmans qui en sont la cause : « Hama, ville syrienne, théâtre en 1982 d'un massacre de sa population perpétré par Hafedh El Assad », « Le régime de Bachir al Assad utilise tous les moyens, militaires et policiers, pour liquider les opposants, comme à Hama en 1982 », etc, etc… Comment dire que les Frères étaient « individuellement présents » mais « discrets » au début des événements alors qu'il s'agissait de la principale force d'opposition dans le pays, une force internationale avec des financements internationaux ? Fin 2012, alors que les djihadistes ont depuis longtemps fait leur apparition en Syrie, le NPA dira encore que « les islamistes ou frères musulmans » n'ont que « peu d'écho et de présence militante sur le terrain. »

Certains auteurs n'hésiteront pas à qualifier d'« islamophobes » ceux qui pointent du doigt le danger pseudo-islamiste, et Gillbert Achcar, en 2013, ira jusqu'à dire que « même si le soulèvement était guidé par des forces islamiques, cela ne devrait pas changer notre position ». Voilà le NPA prêt à soutenir la victoire des barbus.

Rappelons-nous que la Syrie n'est pas peuplée uniquement de sunnites, mais que sa population est une mosaïque de peuples et de croyances diverses, Chiites, Druzes, Chrétiens… Par conséquent l'arrivée d'un pouvoir religieux et sectaire serait une catastrophe pour les Syriens. Dès 2012, à Alep, les « insurgés » ont mis en place des tribunaux islamiques. Quel peut-être le sort d'un chrétien devant un tribunal d'inspiration wahhabite ? Combien de Chiites, d'Alaouites, de Chrétiens ont été massacrés par les « rebelles » ?

Dans une stratégie de renversement de situation qui est une constante pour les propagandistes, ils ont également cherché à dire que le sectarisme était du côté du pouvoir baathiste, et ils ont même martelé qu'Assad était allié à Daech pour écraser la révolution. La libération de prisonniers politiques issus des Frères par Assad, à des fins de négociation, a été l'occasion pour eux de dire qu'Assad avait créé de toutes pièces le djihadisme. Sur le site Juralib, un article totalement halluciné présentera Daech comme une création d'Assad et de Poutine, tout en regrettant que la France n'ait pas participé à la Guerre d'Iraq. Rappelons que Daech a commencé a perdre du terrain seulement au moment ou l'armée russe est venue en aide à la Syrie, en septembre 2015. Jusque là, la Coalition menée par les États-Unis n'a rien fait contre eux, ils ont été soignés par Israël, soutenus quasi-ouvertement par la Turquie elle même membre de l'OTAN, et il y a de plus en plus de preuves de la complicité entre les forces spéciales américaines et Daech.

Cette stratégie d'inversion des faits a atteint son paroxysme dans une interview de Robin Yassin Kattab où celui-ci dit en substance :

géopolitique = conspirationnisme.
Impérialisme = Russie et Iran.
Dire que la rébellion syrienne c'est Al Qaida = islamophobie.
Lutter contre le terrorisme = être de droite. Anti-impérialisme = soutien aux dictatures. Révolution syrienne = guerre d'Espagne. Assad = djihadisme = fascisme. Dans la même publication, le site Lundi Matin, on pourra lire également qu'Assad est pire que Daech. Il faudra le demander aux Syriens confrontés aux attentats aveugles qui ensanglantent tous les jours leur pays.

2) L'appel à la violence, le refus du dialogue

Dès le mois d'avril 2011, sur le site du NPA, on pourra lire que « certains opposants et observateurs estiment qu'il est trop tard

pour ces tentatives [de dialogue]. » « La population ne se laissera plus amadouer par la dictature en place, alors même qu'une partie du peuple syrien se méfiait jusqu'ici de la perspective d'une révolution violente ». Pas de place pour le dialogue donc, la gauche révolutionnaire veut que le sang coule en Syrie. Les éditorialistes ne vont cesser de nous dire ce que veut le peuple syrien : la chute du régime. Le peuple n'a plus peur, il accepte de verser son sang. « Ceux qui sont aujourd'hui dans la rue ne reviendront jamais en arrière et ne veulent rien négocier. Pour eux, le seul mot d'ordre reste «?le peuple veut la fin du régime?». A partir de là, les propagandistes vont demander des armes pour les « rebelles » : « nous avons besoin d'armes, d'entraînement aussi « , mais il faudra éviter de dire d'où viennent ces armes et à qui exactement elles vont être distribuées. Fin 2012, alors que des dizaines de milliers de djihadistes du monde entier affluent vers la Syrie, qu'ils sont entraînés aux frontières turques et jordaniennes, le NPA dira que « Les prétendues aides militaires ne proviennent que du Qatar, d'Arabie saoudite et de la Libye. Elles sont infimes et destinées aux petits groupes «?islamistes?» marginalisés« . La CIA vient tout juste d'arrêter son programme d'aide aux « rebelles », et quand bien même évoquer ce programme était impossible à cette époque sans être taxé de conspirationnisme, c'est à présent tout à fait officiel. Mais nous sommes en 2012 et le NPA veut des armes pour les « rebelles » : « On ne saurait pas être contre, à condition toutefois de préciser certaines conditions. […] Des systèmes d'armement sophistiqués exigent parfois un personnel hyperspécialisé et créent donc une forme de dépendance extérieure. Ce n'est pas ce que demandent les rebelles syriens, qui ont avant tout besoin d'armes antichar et de missiles antiavions pour se protéger des assauts meurtriers de l'artillerie et des avions de chasse du régime. Ces conditions étant précisées, on pourra dire?: chiche?! »

Chiche. Les armes ont été livrées, les « rebelles » entraînés, la guerre de Syrie atteint les 500000 morts. Le NPA est-il satisfait ? En 2014, Gilbert Achcar, celui qui sait mieux ce que « le peuple veut » que les Syriens eux-mêmes, va se lancer dans un appel à la guerre totale : en Syrie selon lui, « il est illusoire d'espérer provoquer le renversement du despote par de simples manifestations « , la famille régnante « ne peut être renversée que par les armes ». Il faut donc « une révolution qui l'emporte au moyen d'une insurrection populaire armée débouchant sur une guerre civile avec formation de zones libérées qui s'étendent progressivement jusqu'à la victoire finale ». « La révolution syrienne ne pourra se développer qu'en se transformant en guerre civile ». « La grande faillite des démocrates et progressistes de l'opposition syrienne, c'est qu'ils n'ont pas saisi d'emblée l'inéluctabilité de la guerre civile« .

La guerre civile, la pire horreur qui puisse arriver à un pays, devient vertueuse dans la bouche d'Achcar. Il faudra lui payer un voyage à Alep, pour qu'il explique directement aux Syriens que c'était pour leur bien.

3) Protéger les Etats-Unis, Israël et les Saoud

Les propagandistes ont tout fait pour cacher et protéger les véritables responsables de la guerre, l'alliance OTAN/Israël/CCG. Au début des événements, ils ont d'abord voulu faire croire que celle-ci protégeait Assad, afin de semer la confusion chez les anti-impérialistes. Alternative Libertaire savait en 2011 que les puissances occidentales « ne maîtrisaient plus rien ». Le NPA, lui, nous expliquait « la relative prudence des puissances occidentales, des saoudiens et surtout d'Israël face aux événements. Pour eux, Assad est un « mal connu », et, malgré tout, un pilier de l'ordre régional. Ce qui peut venir après lui est beaucoup plus terrible pour eux« . Par conséquent, « le maintien du régime syrien est la meilleure option possible pour Israël« . Le NPA ira jusqu'à présenter ce mensonge comme une évidence : « pourquoi l'Occident et Israël craignent-ils tellement de perdre le régime de Bachar al-Assad? « . La réponse arrive quelques mois plus tard : « La victoire de la Révolution syrienne ouvrira un nouveau front de résistance contre les puissances impérialistes, alors que sa défaite les renforcerait« . Le mois suivant : « Sous prétexte qu'Assad s'est moins aligné sur les USA et Israël que d'autres régimes arabes […], ou craignant une montée de l'intégrisme religieux, certains à gauche ne soutiennent pas l'insurrection syrienne. C'est un contre-sens ! La place des anti-impérialistes et anticapitalistes, c'est d'agir aux côtés des révolutionnaires arabes« .

Achcar toujours, va prétendre en 2012 que « les événements en cours signalent un fort déclin de l'hégémonie américaine », « L'influence que peuvent avoir les États-Unis sur le processus en cours en Libye est très limitée « . L'année suivante, il déclare sans rire « Washington ne souhaite le démantèlement d'aucun Etat. Il veut une « transition ordonnée » – que le pouvoir change de mains, mais en garantissant la continuité fondamentale de la structure de l'Etat » (après que les États-Unis aient détruit les États somalien, afghan, iraquien, libyen…). Et bien sûr, « Les puissances occidentales ne vont apporter de soutien substantiel – en particulier militaire – à aucune force de l'opposition, parce qu'elles ne font confiance à aucune de ses composantes« .

Les auteurs précités ne sont évidemment pas tous des agents, même si en ce qui concerne Gibert Achcar, Ghayat Naisse, Joseph Daher ou l'hystérique Ziad Majed on est en droit de le penser. Ce qu'on peut constater et tenter d'étudier, avec le recul historique, c'est un édifice immense de contrôle de la pensée, d'interdiction de la parole dissidente par la censure et par l'autocensure, un édifice qui dépasse largement le cadre de notre étude (la gauche révolutionnaire en France), puisqu'il s'est avant tout manifesté dans les media dominants, à destination du grand public. C'est dans Le Monde qu'on trouvera la propagande la plus vile, en particulier sous la plume de Jean-Pierre Filiu, qui a par ailleurs écrit le scénario d'une bande dessinée de propagande (la bande dessinée est un bon angle pour toucher le public de gauche.) On sait maintenant que Le Monde prenait ses ordres directement de l'Élysée ou du quai d'Orsay, mais est-ce une surprise ? Un militant de gauche devrait pouvoir comprendre que les media subventionnés par l'État sont au service de l'État, et qu'en cas de guerre, la liberté de la presse n'a plus aucun sens puisque c'est la sécurité nationale et le secret défense qui priment.

Cela n'empêchera pas bien sûr les groupes de gauche révolutionnaire de se référer exclusivement aux media dominants pour étayer leur argumentation, et de rejeter tout point de vue alternatif. Chez le NPA, AL et consorts, il est de bon ton de considérer

toute info provenant de Russia Today comme mensongère (la voix du Kremlin, quelle horreur !), mais de ne jamais douter d'une info provenant du Monde ou du New York Times.

Le paroxysme de l'absurdité a été atteint en décembre 2016, quand tous les media dominants ont hurlé au génocide de la population alépine par les sauvages armées « de Bachar et de Poutine ». A ce moment-là, Philippe Poutou lui-même a été mis a contribution pour s'indigner devant ce « massacre » : « les massacres ont commencé dans Alep-est. Toutes les informations sont concordantes. » Le NPA ne manquera de culpabiliser la gauche : « la vérité choquante est que le peuple syrien dans sa lutte pour son émancipation n'a pas trouvé une solidarité internationale à la hauteur de ses sacrifices. Il reste seul devant l'enfer des armes d'un régime sanguinaire, et il montre un courage extraordinaire, de ses jeunes, des masses populaires révoltés, qui font face à la barbarie extrême du régime et de ses alliés. » Ces jeunes, ces masses populaires révoltées, c'était en fait des milliers de djihadistes venus des quatre coins de la planète, qui tenaient la population d'Alep-Est en otage, avaient mis en place des tribunaux pseudo-islamiques, volé, violé, torturé, massacré, terrorisé. Mais pour le NPA, ce sont des « héros« . Il faudra donc aussi leur payer un voyage à Alep, pour qu'ils puissent demander directement aux Alépins s'ils regrettent le temps où des barbus semaient la terreur dans leurs quartiers et violaient leurs filles.

Le NPA, Alternative Libertaire mais aussi l'UJFP, Cedetim, Émancipation, Ensemble, le Forum Palestine Citoyenneté, L'Insurgé, Nasskoune, l'Union syndicale Solidaires se sont réunis en 2013 au sein d'un collectif : « Avec la Révolution Syrienne » afin d'aider activement les « rebelles syriens » qu'ils présentent comme des militants pacifiques et démocrates, alors que les combattants sont payés avec des fonds provenant de l'étranger, qu'ils possèdent des tanks, et que les plus puissants d'entre eux sont des djihadistes prêts à mourir pour Dieu. Le collectif ARS va répandre la bonne parole de propagandistes comme Joseph Daher pour faire croire à une administration libertaire des zones rebelles ; il faut pour cela réussir à imaginer des zones libres habités par des libertaires progressistes qui font vivre la démocratie directe en harmonie avec les djihadistes coupeurs de têtes qui les protègent.

C'est en 2013-2014 que l'idéologie communiste libertaire va commencer à être vraiment mise à contribution. Une certaine Leila « Shrooms » Shami, se présentant comme militante anarcho-féministe, va faire l'éloge d'Omar Aziz, présenté comme une anarchiste syrien ayant théorisé le fonctionnement de conseils locaux en s'inspirant de Rosa Luxembourg ou de la Commune de Paris. Pourtant, si on lit le texte en question, l'auteur reconnaît l'autorité du Conseil National Supérieur créé par les Frères Musulmans en Turquie, et demande aux conseils de s'y soumettre et de se mettre au service de l'Armée Syrienne Libre. On aura vraiment du mal à y trouver la moindre trace d'anarchisme. On trouve sur Youtube une interview où la caméra ne vient jamais filmer le visage de Leila Shami, mais on peut entendre sa voix, la voix d'une anglophone ne sachant pas prononcer l'arabe, aux côtés de Charles Lister, intermédiaire entre les Etats-Unis et les groupes armés rebelles d'une part et propagandiste dans toute la presse mainstream, lié au Qatar. Le mythe des conseils démocratiques des « rebelles modérés » sera répété sans cesse par le collectif ARS ainsi que par les media qui y sont liés. Le collectif tient ses conférence sous le drapeau de l'ASL, le drapeau du colonisateur français (les Français ont peut-être oublié les massacres commis par la France en Syrie au temps du mandat, mais pas les Syriens. Et il faut être bien mal avisé pour imaginer que les Syriens voient dans l'état français un « libérateur ».)

PHASE III : LE ROJAVA

A partir de 2014 une nouvelle opération est lancée : le Rojava. Les militants libertaires, sans abandonner leur soutien à la rébellion islamo-communarde, vont devenir fascinés par les Kurdes des YPG-YPJ, la branche syrienne du PKK. Le leader du PKK, en prison en Turquie, est censé avoir adopté l'idéologie communiste libertaire, un « municipalisme » dont l'inspirateur serait l'anarchiste étasunien Murray Bookchin. La rébellion Kurde déclare mettre en place dans ses territoire une société libertaire, égalitaire, anticapitaliste et écologique. Dès lors, il est urgent de les soutenir et d'inciter les gens à partir se battre. A partir de 2014, des anarchistes du monde entier affluent vers la Syrie, empruntant le même chemin que les djihadistes qui les ont précédés. Il est difficile d'imaginer que cela représente plus de quelques milliers de combattants, mais, comme pour les djihadistes, cela permet aux États d'origine de se débarrasser d'un certain nombre de radicaux et de mettre leur colère à profit.

Or il est évident que le Kurdistan n'est rien d'autre que le Plan B des États-Unis, après l'échec des djihadistes. Un Kurdistan indépendant en territoire syrien et iraquien leur permettrait de démembrer et donc d'affaiblir ces deux états, et mettre la main sur de gigantesques ressources énergétiques. L'Iran, qui héberge une large population kurde, serait menacé. Il faut absolument garder en tête que les habitants du nord de la Syrie ne sont pas majoritairement Kurdes. Le Rojava est en dehors du Kurdistan, les Kurdes se trouvant essentiellement en Turquie. En Iraq les Kurdes sont soutenus par Israël. On peut penser que la Turquie est opposée à la création d'un Kurdistan mais on peut aussi penser qu'il pourrait en profiter pour y déporter ses Kurdes tout en en repeuplant le sud de la Turquie avec les Syriens. Et effectivement les YPG/YPJ sont soupçonnés de procéder à des déplacements de population.

Pour brouiller les cartes, les États-Unis ont créé les Forces Démocratiques Syriennes qui regroupent les Kurdes avec des combattants arabes, mais concrètement les YPG/YPJ sont largement majoritaires et procèdent à une « kurdisation » forcée de la région. Le pouvoir est au parti, le PYD. Le paradis libertaire est censé régner dans des zones organisées depuis toujours de manière tribale, en guerre, sous le contrôle de soldats armés et commandés par les États-Unis. C'est dur à avaler et de nombreux articles vont tenter de faire passer la pilule, au nom du réalisme et au moyen, encore et toujours, de la culpabilisation : « Il est incroyablement facile — sinon honteux, à certains égards — de s'asseoir dans le confort de nos maisons occidentales et de critiquer la « trahison » d'un mouvement au nom de sa « collaboration » avec l'impérialisme lorsque la vie de tant de personnes

est, littéralement, en jeu. […] Le révolutionnarisme et la solidarité de fauteuil, uniquement conditionnés par les notions de « pureté » n'ont aucun sens dans le monde réel », pourra-t-on lire dans Ballast.

Les États-Unis ont implantés une bonne dizaine de sites militaires au sein des communes libres du Rojava, ils ont pu envoyer des milliers de soldats : ils ont donc envahi la Syrie, en toute discrétion. Les derniers événements montrent clairement que les Kurdes sont actuellement plus en guerre contre l'État syrien que contre Daech. Ils ont réussis à reprendre de vastes territoires riches en pétrole à Daech sans que ceux-ci ripostent, afin d'empêcher l'armée syrienne d'en reprendre possession. Daech a ensuite lancée une grande offensive contre l'armée-syrienne, permettant aux Kurdes de s'emparer d'encore plus de puits de pétrole et de gaz. On a vu un chef de tribu auparavant daechiste se mettre au service des Kurdes. Il est encore trop tôt pour savoir ce qui se passe vraiment au Rojava, mais il y a de quoi se méfier et être prudent.

Les groupes de gauche révolutionnaire vont déclarer apporter un soutien critique, mais dans les faits, ils promeuvent ultra-activement les YPG/YPJ, par des levées de fond et une propagande incitant les militants à franchir le pas et passer à l'action : aller se battre en Syrie, tirer sur des Arabes avec des armes étasuniennes.

On pourra suivre les aventures d'un communiste libertaire dans les YPG, rêver en voyant des combattants poser devant tous les symboles de l'anarchisme et de l'antifascisme, les drapeaux rouges et noirs, les A cerclés… Le site Lundi Matin nous expliquera précisément la marche à suivre pour s'engager et rejoindre le front. Voilà comment les États-Unis ont réussi à envoyer des anarchistes du monde entier se faire tuer en Syrie pour leurs intérêts. C'est un tour de force qui ne doit pas faire une grande différence sur le plan purement militaire, mais qui est très intéressante pour eux sur le plan psychologique : soutien de la gauche « radicale » à la création d'un « nouvel Israël » où le PKK deviendra peut-être « la gauche Kurde », mais où le pouvoir sera toujours au mains des atlantistes et sionistes.

Reste à savoir ce que signifie le retournement de la gauche révolutionnaire pour la France. Il n'est effectivement pas rassurant de voir un site de propagande comme Lundi Matin se faire passer pour la voix des anarchistes et appeler à l'émeute et à la violence. Cette violence éclatera tôt ou tard du fait de la situation désastreuse de la France, et il est évident que dans les tiroirs du Pentagone, des plans sont déjà prêts.

http://arretsurinfo.ch/gauche-revolutionnaire-la-grande-manipulation/

Ils osent tout.

- Le gouvernement cherche à donner une touche plus sociale à son action - Publicsenat.fr

- Florence Parly a touché 52 000 euros par mois à la SNCF - LePoint.fr

Sur les 6 premiers mois de l'année, la ministre des Armées a touché 80 % de sa rémunération annuelle prévue auprès à la SNCF, rapporte "Marianne". LePoint.fr

- L'Otan lance une nouvelle force multinationale en Roumanie - Reuters

- Tunisie : un Français incarcéré pour "atteinte à la pudeur" après qu'il a embrassé son amie - Franceinfo

Nessim Ouadin a été condamné à 4 mois et demi de prison ferme pour avoir embrassé son amie dans une voiture. Franceinfo

- Une Saoudienne verbalisée pour avoir pris le volant - AFP

La police saoudienne a déclaré lundi avoir verbalisé une femme qui était apparue sur une vidéo en train de conduire et a exigé le "respect de la loi" jusqu'à la levée effective de l'interdiction l'année prochaine. AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Ballons, sifflets, merguez, marrons chauds, demandez le programme...

- La CGT appelle à une nouvelle journée d'action le 19 octobre - Reuters

La CGT a lancé lundi soir un appel à une nouvelle journée de grève et de manifestations contre la réforme du travail préparée par le gouvernement pour le jeudi 19 octobre.

Réunis au siège de la centrale dirigée par Philippe Martinez, les syndicats français n'ont pu trouver un terrain d'entente quant à la mise en place d'un front commun sur ce dossier.

Mardi, ce sont les fonctionnaires qui se mobilisent contre les projets de l'exécutif les concernant, à l'appel des syndicats CFDT, CGT, FO et Unsa. Près de 130 manifestations et rassemblements sont prévus partout dans le pays. Reuters 10 octobre 2017

ACTUALITE EN TITRES

L'Empire veille.

Le président de l'Assemblée du Conseil de l'Europe démissionne.
http://www.voltairenet.org/article198223.html

Comment ils déstabilisent le Myanmar.

Arrestation d'un jihadiste qui brûlait un village rohingya
http://www.voltairenet.org/article198222.html

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Otan

L'Otan lance une nouvelle force multinationale en Roumanie - Reuters

L'Otan a lancé lundi une nouvelle force multinationale en Roumanie avec l'objectif de renforcer son flanc Est face à la Russie et sa présence sur les rives de la mer Noire, trois ans après l'annexion par Moscou de la péninsule ukrainienne de Crimée.

Cette force qui s'appuie sur dix pays membres de l'Alliance atlantique dont l'Italie et le Canada doit épauler un contingent de quelque 900 soldats américains déjà positionnés en Roumanie.

"Notre objectif est la paix, non la guerre", a assuré le président roumain Klaus Iohannis lors d'une séance de l'Assemblée parlementaire de l'Otan organisée à Bucarest.

"Nous ne sommes pas une menace pour la Russie, mais il nous faut une stratégie alliée sur le long terme, il nous faut dialoguer à partir d'une position forte de défense et de dissuasion."

La Russie accuse l'Otan de chercher à l'encercler et de mettre en péril la stabilité en Europe orientale.

Trois pays riverains de la mer Noire - Roumanie, Bulgarie et Turquie - appartiennent déjà à l'Organisation du traité de l'Atlantique-Nord et deux autres - Géorgie et Ukraine - aspirent à la rejoindre.

Peu de détails ont filtré sur la composition de cette nouvelle force qui doit être déployée sur terre, dans les airs et en mer.

La composante terrestre comprend une brigade multinationale, soit 3.000 à 4.000 homes, mais la contribution des pays autres que la Roumanie reste modeste.

"Nous envoyons aujourd'hui un message très clair: l'Otan est ici, l'Otan est forte et l'Otan est unie", a dit le secrétaire général de l'Alliance, Jens Stoltenberg, devant des soldats roumains, polonais, espagnols et portugais réunis pour l'occasion sur la base de Craiova, dans le sud-est de la Roumanie.

Les patrouilles de l'Otan en mer Noire seront renforcées par des visites plus fréquentes de bâtiments de pays alliés dans les

ports roumains et bulgares, ainsi que par des exercices militaires sur une échelle limitée.

Les forces aériennes seront également limitées dans un premier temps mais la Grande-Bretagne est en train de déployer des avions de combat en Roumanie et des pilotes canadiens patrouillent déjà aux côtés de leurs homologues roumains. L'Italie effectue quant à elle des patrouilles dans l'espace aérien bulgare. Reuters 9 octobre 2017

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Grande-Bretagne

- Londres, "capitale de la pauvreté", selon un rapport - Reuters

Plus d'un Londonien sur quatre est confronté à la pauvreté en raison de la stagnation des salaires et de l'augmentation rapide des loyers, selon un rapport publié lundi par le New Policy Institute.

Sur les 2,3 millions de personnes concernées, 1,3 million ont un emploi, précise-t-il dans ce rapport établi sur la base de chiffres officiels.

Sont considérés en situation de pauvreté, les célibataires auxquels il reste moins de 144 livres (161 euros) par semaine après impôts et loyer. Pour une famille de quatre enfants, le seuil se situe à 347 livres (389 euros).

"Malgré sa prospérité éclatante et ses avantages, Londres reste la capitale de la pauvreté en Angleterre, principalement en raison des loyers élevés", déplore Adam Tinson, membre du New Policy Institute, dans un communiqué.

Le loyer moyen est de 1.800 livres (2.017 euros) dans la capitale britannique, qui est l'une des villes les plus chères au monde pour le logement, selon la société de prêts immobiliers Landbay.

Si les loyers sont notoirement élevés depuis longtemps dans l'immobilier privé, ceux des logements sociaux construits par les pouvoirs publics et les associations connaissent aujourd'hui la hausse la plus forte, poursuit Adam Tinson.

Dans le public, ils ont ainsi augmenté de 30% depuis cinq ans, soit 10 points de plus que dans le privé, selon le rapport.

La proportion de Londoniens vivant sous le seuil de pauvreté, c'est à dire ceux dont les revenus sont inférieurs de 60% à la moyenne, est passée de 29 à 27% en six ans, mais le total reste inchangé du fait de la croissance démographique. La part des travailleurs pauvres (58% du total), est en revanche à un niveau record. Reuters 9 octobre 2017

Haut de page

Le 14 octobre 2017

CAUSERIE

Encore une causerie politiquement incorrecte. Les infos d'hier n'ont pas été prise en compte.

Et bonne lecture !

Quelques citations à point nommé.

"Quand tout le monde vous ment en permanence, le résultat n'est pas que vous croyez ces mensonges mais que plus personne ne croit plus rien. Un peuple qui ne peut plus rien croire ne peut se faire une opinion. Il est privé non seulement de sa capacité d'agir mais aussi de sa capacité de penser et de juger. Et avec un tel peuple, vous pouvez faire ce que vous voulez." Hannah Arendt

Heil Hitler, vive le petit père des peuples, vive Macron !

Ce fut valable aussi pour elle. On va en dire deux mots rapidement plus loin, mais avant on constatera qu'elle a décrit la

méthode adoptée systématiquement par ceux plus particulièrement qui gouvernent depuis 10 ans en France, 16 ans aux Etats-Unis, que l'on pourrait assimiler au nihilisme ou au lavage de cerveau au moyen de mensonges ou de contrevérités éhontées qui frappent les esprits, de sorte que les peuples soient plongés dans une profonde confusion qui les paralyse, tandis qu'ils appliquent leur programme politique.

On s'était demandé pourquoi ils mentaient ouvertement, on a là la réponse. Si plus personne ne croit plus rien ni personne par voie de conséquence, la vérité connaîtra le même sort que le mensonge, donc elle sera inaccessible, et vous ne serez plus en mesure de faire la distinction entre les charlatans et les gens honnêtes qui partagent votre idéal.

Ce n'est pas nouveau évidemment, ce qui l'est en revanche à notre époque, c'est qu'ils ont franchi un cran de plus dans l'imposture, la voie qui conduit au despotisme absolu. J'ai envie de dire que l'attitude en général des lecteurs de ce portail envers son auteur en est une parfaite illustration. Qui croit encore dans le socialisme ou qu'on pourrait changer la société, plus personne ou presque, donc tous ceux qui y croient encore ou qui prétendent le contraire sont assimilés à des charlatans.

L'intérêt du mensonge éhonté, c'est qu'on ne peut rien lui opposer, on ne peut pas le réfuter, on peut simplement le caractériser comme tel. Mais sa faiblesse, c'est que le temps qui passe va se charger de ruiner sa crédibilité ou réduire son impact à zéro. Son avantage pour ses auteurs et son inconvénient pour ses victimes, c'est qu'entre temps il aura permis aux uns d'en tirer profit et aux autres d'en subir les conséquences, et c'est bien là son objectif, non seulement sur les consciences mais sur la société.

Il y a ceux qui mentent aux travailleurs en affirmant qu'ils n'ont pas d'autres alternatives que de se résigner à de nouveaux sacrifices tout en oeuvrant à leur bien-être, tandis que d'autres leur assurent que le capitalisme recèlerait encore des vertus qui pourraient être employées à bon escient afin de soulager ou de mettre un terme à tous leurs maux. Ils ont comme point commun l'horizon indépassable du capitalisme auquel ils sont soumis. Les uns assument être de droite, les autres se prétendent de gauche, cherchez l'erreur. Les premiers mentent ouvertement, les seconds par omission. Ils vont le nier tous les deux. Ils ne sont pas plus fréquentables ou recommandables l'un que l'autre partant de là.

Maintenant quand le mensonge structure leur mode de pensée ou qu'ils en ont fait le principal instrument de leur théorie (Intellectuels, historiens, journalistes, dirigeants de partis politiques, etc.), ils vont devoir recourir sans cesse à de nouveaux mensonges pour couvrir les précédents et ainsi de suite, jusqu'au moment où acculés ou par accident ils en viendront à se contredire, à se trahir eux-mêmes. Ils pourront toujours clamer leur bonne foi pour berner une fois de plus les esprits les plus faibles et cela indéfiniment ou non, tout dépendra du contexte social et politique. Et puisque la société est entraînée dans un processus de régression sans fin à la suite du capitalisme, il n'y a pas lieu de penser qu'ils cesseront d'y recourir du jour au lendemain, bien au contraire.

Dans ces conditions ceux qui s'en tiennent strictement aux faits et à leurs conséquences, se retrouveront marginalisés, totalement isolés et leur voix sera inaudible. Il faudra attendre que la situation se dégrade davantage au point de devenir insupportable et que les travailleurs se dressent contre le régime ou des jours meilleurs, pour que la vérité supplante le mensonge sans pour autant crier victoire sur l'infamie.

Car le plus déconcertant sera de constater que les masses feront preuve d'amnésie ou d'inconsistance dans ce domaine comme dans bien d'autres, ce qui d'ailleurs s'expliquent très bien dès lors qu'on ne les idéalise pas ou qu'on ne leur prête pas un niveau de conscience qu'elles n'ont jamais atteint en réalité, l'un des plus gros défaut des militants qui se leurrent également sur eux-mêmes.

Les menteurs sont comme les flatteurs, ils vivent au détriment de ceux qui les écoutent.

En revanche dans la vie quotidienne, quand une personne démasque un menteur, elle le rudoie vertement et généralement elle cesse d'avoir confiance en lui, quand elle ne décidera pas de prendre ses distances avec lui ou de rompre leurs relations. Il arrive qu'on estime nécessaire de mentir à quelqu'un et que ce soit légitime, mais c'est un autre sujet puisqu'on est animé de bonnes intentions, ce qui n'est jamais le cas des acteurs dont nous venons de parler.

Personnellement, mentir est inutile, stupide et indigne, sauf en cas de force majeur, par exemple face à un patron, un agent de police ou pour ne pas choquer inutilement une personne qui ne supporterait pas la vérité. Ce n'est pas une question de morale, mais d'intelligence avant d'être un principe. Et puis, comment vivre en paix avec sa conscience quand on ment pour un oui ou pour un non. Je sais qu'il est très facile de se donner bonne conscience et d'abuser de la naïveté de gens bien disposés à notre égard, je trouve cela dégueulasse ou me fait horreur.

Le plus intéressant ou ce qu'on retiendra ce n'est pas l'attitude des menteurs professionnels, mais celle de leurs victimes, parce qu'ils savent quelque part qu'on leur ment et ils n'en tiennent pas compte, ils n'en tirent aucun enseignement, ils sont inconsistants, ce qui témoignent de leur faible niveau de conscience ou qu'ils ont peu évolué contrairement aux apparences, vaut mieux le savoir, cela évite de se faire bien des illusions ou de leur tenir un discours inapproprié.

Hannah Arendt, je ne connais pas ou très mal. Je suis tombé sur cette citation dans un article d'un blog, donc par hasard et

j'en resterai là avec cette philosophe qui ne m'intéresse pas. Il paraîtrait qu'elle aurait cautionné l'idéologie nazie, là n'est évidemment pas notre propos. J'ai ajouté cette précision qui a valeur d'avertissement en direction des lecteurs : qu'ils ne se précipitent pas tête baissée sur ses écrits sans posséder un solide esprit critique ou acquis les bases du matérialisme dialectique.

L'intérêt de ce portail, c'est qu'on pouvait échanger librement des idées sans aucune contrainte ou obligation, sans que personne ne nous juge, de manière à ce que nous puissions progresser ensemble et chacun à son rythme, cet aspect pourtant capital et passionnant n'intéresse apparemment personne, tant pis.

C'est étrange et embarrassant, que ce soit un modeste ouvrier qui constate que des intellectuels de haut niveau fassent preuve d'un tel aveuglement. 99,99% se fourvoient ici ou là, aucun ou très rares sont ceux qui font preuve de cohérence ou qui vont au bout de leurs analyses. Aucun parmi ceux qui officient dans les médias dits alternatifs, aucun parmi les intellectuels militants avec lesquels j'ai eu des échanges. Par contre, tous vont vous débiter à la chaîne ou à la pelle des discours, des articles ou des bouquins, ils sont intarissables en sophismes. Personnellement, cela me prend du temps pour écrire un misérable article qui contiendra pas ou peu de références, les leurs en sont bourrés à craquer. On ne fonctionne donc pas du tout de la même manière.

Eux, ils disposent du matériel prêt à l'emploi avant même d'écrire le premier mot, moi je dois le rechercher au fur et à mesure dans ma petite tête, et si je ne le trouve pas, c'est la panne sèche ! Tout ce qui leur reste à faire, c'est d'ordonner leurs idées ou de faire un plan, ils vont les chercher dans les petites boîtes où ils les ont soigneusement rangés. Contrairement à eux, je ne peux pas les ordonner ou faire un plan, puisque mes idées vont me venir à l'esprit au fur et à mesure de la progression de ma réflexion, je ne sais jamais à l'avance ce que je vais écrire ni dans quelle direction et où je vais aboutir. Je ne sais pas si c'est très clair. J'ai bien acquis des connaissances ou des certitudes, mais elles ne sont pas figées.

Si par exemple vous demandez à un intellectuel ce qu'il pense d'une campagne contre le racisme, il va trouver cela très bien parce qu'il est anti-raciste, moi aussi, mais il y a de forte chance que je ne partage pas sa décision, parce que je vais poser la question de savoir qui en est à l'initiative, qui y participe et dans quel but, si elle ne va pas servir à cautionner la politique du gouvernement ou l'aider à passer... Donc à la question qui nous est posée, lui il a une répondre toute prête, alors que je dois construire la mienne au fur et à mesure des questions que je vais me poser et des réponses que j'y aurai apportées. Lui il va réagir spontanément, moi non. Lui il va partir d'a priori sans se donner la peine de réfléchir, moi non. Bref, ce n'est pas celui qu'on croit qui va réfléchir le plus! Et même quand il est amené à réfléchir sur une question, il va réfléchir non pas librement, mais en fonction de la manière dont son cerveau a été formaté au cours de ses études, selon un schéma et une logique préétablie et il n'en sortira pas, il en sera généralement incapable ou il n'en aura pas la volonté. Cela permet de comprendre pourquoi ils sont si arrogants ou leur absence de modestie en général.

Eux, ils recourent à une logique préétablie, ils ont appris à penser d'une certaine manière et ils pensent comme ils ont appris à le faire, c'est rudimentaire mais terriblement efficace, c'est cela qui distingue un intellectuel et pourquoi je n'en serai jamais un, cela tombe très bien puisque je ne les envie pas du tout, je les plains au contraire. Chez moi, c'est la progression de ma réflexion qui va constituer le support logique à l'ensemble de mes idées, parce que je ne pars pas d'a priori, hormis la méthode du matérialisme dialectique qui m'aide à découvrir les rapports de cause à effet qui existent ou ont existé, à quel moment la quantité se transforme en qualité, etc.

Je n'étale pas ma science, pour la simple raison qu'à chaque fois je dois reconstituer mon argumentation ou recomposer ma démonstration avec le risque d'oublier quelque chose. C'est un inconvénient assurément, mais cela présente l'avantage de pouvoir en vérifier la cohérence et de pouvoir rectifier des erreurs, de combler des lacunes, et petit à petit avec l'expérience on parvient à produire des analyses de plus en plus précises, bref, on progresse.

Les intellectuels appartiennent à la catégorie de travailleurs qui ont les idées les plus fermées, ce sont les plus bornés et têtus. Ils gèrent leurs idées comme un propriétaire gère son patrimoine ou sa fortune pour la faire fructifier sans s'occuper du reste. Ils sont bourrés d'idées préconçues comme des bigotes, et ce sont les premiers à se moquer des préjugés des masses arriérées. C'est ce qui les rend si insipides, écoeurants. Ils ont intégré l'idéologie du régime qu'ils adaptent à leurs besoins, et ils sont prêts à tout pour le justifier (comme Hannah Arendt) d'où la difficulté d'en changer, ce qui explique pourquoi finalement ils n'auront jamais progressé une fois leur cursus universitaire terminé. Vous voyez qu'ils sont plus à plaindre qu'à envier. Mais on en a besoin ou ils peuvent servir, la preuve.

On terminera par d'autres aphorismes ou citations. Franchement, pourquoi se casser la tête pour exprimer clairement nos idées, quand d'autres l'ont fait si bien avant nous, il ne faut pas être idiot.

Les faits, rien que les faits.

- "La liberté d'opinion est une farce si l'information sur les faits n'est pas garantie et si ce ne sont pas les faits eux-mêmes qui font l'objet du débat."

Votez Macron !

- "Politiquement, la faiblesse de l'argument du moindre mal a toujours été que ceux qui choisissent le moindre mal oublient très vite qu'ils ont choisi le mal."

Divertir les masses pour qu'elles demeurent ignorantes...

- "La société de masse ne veut pas la culture mais les loisirs."

Tout est lié ou l'impact de la parole...

- "Les mots justes trouvés au bon moment sont de l'action."

Les exploités et les opprimés rassemblés constituent une force invincible...

- "Le pouvoir jaillit parmi les hommes quand ils agissent ensemble."

Nouvelles du bled.

Quand l'extrême droite est au pouvoir.

- Le Taj Mahal sorti des guides touristiques indiens - lepoint.fr

Le Taj Mahal, immense mausolée en marbre édifié entre 1631 et 1648 par un empereur dévasté par la mort de sa femme et monument le plus emblématique de l'Inde, vient d'être sorti des guides touristiques du pays, rapporte Franceinfo. À l'origine de cette démarche, la ministre du Tourisme de l'État de l'Uttar Pradesh (le plus peuplé du pays, rappelle RFI) et de la ville d'Agra où se situe le monument. La ministre estime que le Taj Mahal ne reflète pas la culture indienne.

En réalité, derrière cette suppression, on retrouve des raisons éminemment politiques et historiques, décrypte Franceinfo. En effet, le parti nationaliste hindou actuellement au pouvoir dans cette région ne souhaiterait pas mettre en avant ce monument bâti par un Moghol, un musulman. « Les Moghols, un temps considérés comme les premiers bâtisseurs de l'Inde, sont aujourd'hui accusés par l'extrême droite hindouiste d'avoir commis un holocauste sur les populations locales », rappelle Franceinfo. Résultat, des rues à leurs noms ont aujourd'hui disparu au profit de noms hindous et le passé moghol du pays a été chassé des manuels scolaires. L'État de l'Uttar Pradesh compte pourtant un cinquième de musulmans.

Un enjeu économique majeur

Dans la ville d'Agra, la suppression du Taj Mahal des guides touristiques laisse les habitants pantois : « C'est le tourisme qui fait vivre la ville : il y a plus de 400 000 personnes qui travaillent de près ou de loin pour ce monument qui génère 20 % du budget de l'État de l'Uttar Pradesh », explique un homme d'affaires à Franceinfo. Entre 7 et 8 millions de personnes visitent ce monument classé au patrimoine mondial de l'Unesco chaque année. L'enjeu économique est donc majeur, d'autant que la fréquentation du Taj Mahal serait aujourd'hui en baisse. lepoint.fr 11.10

Le BJP réécrit l'histoire de l'Inde. Le Parti du Congrès l'avait précédé en faisant disparaître la promesse de Nehru à lors Mountbatten d'organiser un référendum sur le rattachement du Cachemire à l'Inde ou au Pakistan, alors que la population du Cachemire se composait majoritairement de musulmans.

- L'or cote 2 800 dollars l'once en Inde - La chronique Agora le 22 novembre 2016

Extrait. La guerre contre le cash en Inde a propulsé les cours de l'or à 2 800 dollars l'once en Inde. Ceci est la preuve que l'or reste une monnaie recherchée en cas de répression financière violente. Ils sont fous, les Indiens ? Acheter de l'or 2 800 dollars l'once alors que toutes les cotations nous indiquent autour de 1 200 dollars l'once. Non, ils ne sont pas fous : ils sont victimes de répression financière. Comme vous le savez, leur gouvernement a autoritairement décidé de supprimer deux billets très utilisés dans le pays. De 500 roupies et 1 000 roupies. 97% de l'économie du pays tourne avec des espèces et 86% avec ces billets. Les petites entreprises ont été ébranlées, certaines ne pourront jamais s'en remettre. Les gens échangent leurs roupies contre des dollars. Les capitaux sortent du pays. Même l'économiste de Princeton Kenneth Rogoff, pourtant grand avocat de la société sans cash, a émis des réserves sur les méthodes brutales du gouvernement Modi.

Si dans un pays où l'or est répandu, une panique monétaire fait monter les cours à plus du double du cours officiel, quel serait le résultat d'une telle expérience monétaire dans un pays où l'or est moins courant ?

Bill Gates était en Inde lors de la désastreuse expérience monétaire du gouvernement Modi et a indiqué à The Economic Times à New Delhi : « le monde basculera dans le cashless et l'Inde adoptera rapidement une économie à paiement numérique ».

Le milliardaire fondateur de Microsoft est très impliqué dans la promotion du paiement numérique qui arrange bien ses affaires. Selon le quotidien indien financier Business Standard, Gates souhaite devenir un partenaire privilégié du gouvernement. « C'est une période très intéressante en Inde et certaines opportunités de ces plateformes digitales sont vraiment étonnantes », a indiqué Gates. Mais ses ambitions ne s'arrêtent pas là : « Nous devons travailler sur les questions de santé, les applications santé ».

http://la-chronique-agora.com/or-2800-dollars-once-inde

Comme quoi on peut se passer du capitalisme et de ses lobbies.

- Charente-Maritime: il invente un plastique qui pourrait bouleverser l'industrie agroalimentaire - bfmtv.com

Dans une première version du produit, cet ingénieur a utilisé un déchet de la canne à sucre pour produire un plastique entièrement végétal et donc biodégradable, composable et recyclable. bfmtv.com 12.10

Le prix Nobel à l'imposture.

Que va changer l'attribution du prix Nobel de la paix à l'Ican qui milite pour le désarmement nucléaire ? Rien, ni en France ni chez aucun des neuf pays détenteurs de la bombe. C'est l'une des particularités de cette arme suprême : entre les mains des dirigeants qui la possèdent, elle est bien sûr un outil militaire de dissuasion, mais pas seulement. lepoint.fr 11.10

Militer pour le désarmement nucléaire en direction des gouvernements en place, car cet objectif pourrait être atteint sans envisager un changement de régime. C'est d'ailleurs bien pour cela qu'ils ont attribué ce prix à cette ONG. On a envie de dire à force : Quelle connerie ! Cela relève de la manipulation des masses.

C'est quoi cette ONG ?

La Campagne Internationale pour l'Abolition des Armes Nucléaires (ICAN) est une coalition internationale qui vise à mobiliser les citoyens de tous les pays pour inspirer, persuader et faire pression sur leurs gouvernements afin de lancer et de soutenir des négociations en faveur d'un traité interdisant les armes nucléaires. http://fr.icanw.org

Toujours dans le portail d'ICAN :

Hans Blix Inspecteur de l'ONU : "Je suis fier de soutenir la Campagne Internationale pour l'Abolition des Armes Nucléaires."

Ban Ki-moon ex-Secrétaire général de l'ONU" : Je félicite ICAN de travailler avec tant d'ardeur et de créativité."

Et parmi ses partenaires en France : le PCF, la CGT, la FSU, la Fondation Copernic (PS), les Verts Ligue des Droits de l'Homme, etc. bref la "gauche"...

Contribution politique. Nous aussi on a de la suite dans les idées.

On va être plus concis et plus précis qu'avant-hier.

La nouvelle stratégie définie par les idéologues néoconservateurs anglo-saxons et les généraux du Pentagone est destinée aux pays et aux peuples qui sont trop développés ou trop peuplés pour leur faire la guerre sans prendre le risque d'être détruit en retour.

Elle concerne ou englobe tous les pays qui possède l'arme atomique et qui sont appelés à devenir leurs alliés, à défaut de pouvoir les conquérir ou les soumettre en recourant à la force, d'où la guerre de basse intensité qu'ils leur livrent, le harcèlement ou les pressions qu'ils exercent sur eux en permanence, la surveillance et l'infiltration dont ils font l'objet pour parvenir à leur objectif. Il faut que ces pays s'intègrent dans leur stratégie.

Quand aux autres pays ou continents, ils en sont exclus, ils sont voués au chaos et à la guerre ou encore au régime de la terreur indéfiniment.

On a pu observer que dans le passé ils avaient pu maintenir dans un état de sous-développement pendant un siècle des pays immenses et intensément peuplés comme l'Inde ou la Chine, alors ils s'imaginent que ce sera d'autant plus facile avec des pays à la superficie réduite et beaucoup plus faiblement peuplés. Sauf que certains pays d'Afrique (Nigéria, Egypte, etc.) ou d'Asie vont atteindre rapidement ou ont déjà dépassé les 100 millions d'habitants (Pakistan, Indonésie, etc.) et il s'avèrera impossible de les tenir en laisse très longtemps, à moins de les balkaniser ou de les démanteler pour les affaiblir, il faut dire qu'ils ont acquis une certaine expérience dans ce domaine en Europe en dépeçant la Yougoslavie, en démembrant la

Tchécoslovaquie, ailleurs, le Soudan, l'Indonésie (à vérifier ou Philippines - Timor oriental), bien avant aussi, en fait tout au longs du XXe siècle en Asie et en Afrique, au son du canon ou à l'aide d'une règle ils ont dessiné ou orchestré leur balkanisation ou leur partition, de sorte qu'aucun ne sera en mesure de les concurrencer ou de se développer à leur niveau, pour qu'ils conservent leur hégémonie sur le monde.

Il leur faut absolument intégrer dans leur stratégie la Russie, la Chine, le Brésil, l'Australie et l'Inde, quant à l'Europe, ils ont déjà atteint cet objectif par le biais de l'UE qu'ils ont fondée dans cette perspective.

Aujourd'hui les seuls garants de la stabilité de l'économie capitaliste mondiale sont le dollar, les banques et institutions financière américaine dont la Fed. Le dollar sert d'étalon au taux de change entre les différentes monnaies, cependant cette valeur étalon n'est pas fixe ou plutôt unique, elle peut varier ou fluctuer face à chaque monnaie selon des critères qui ne sont pas seulement économique, mais en fonction de la politique prédatrice adoptée par l'oligarchie anglo-saxonne, c'est-à-dire qu'elle ne tient pas compte des facteurs économiques des pays de ces monnaies, ce qui signifie qu'un pays peut connaître une forte croissance économique, et en même temps la valeur de sa monnaie face au dollar peut diminuer ou se dégrader, alors qu'en principe cela devrait être le contraire. Il y a une explication très simple à ce phénomène, c'est que plus un pays va se développer et plus il devra mettre la main à la poche pour obtenir des dollars, autrement dit il devra payer plus cher ses importations libellées en dollar ou le produit de sa croissance partira en fumée ou plus précisément il atterrira dans la poche des banquiers anglo-saxons. Cela relève autant du racketting que du pillage de ces pays.

Je me suis fait cette réflexion en me rendant chez un agent de change il y a quelques mois, en observant que la parité entre le dollar et la roupie avait évolué en faveur du dollar en passant de 1 dollar pour environ 40 à 45 roupies il y a encore peu de temps, pour dépasser aujourd'hui les 70 dollars, tandis que la parité avec l'euro était demeurée relativement stable autour de 70 dollars. On aura aussi remarqué que si la parité entre le dollar et l'euro avait connu des fluctuations importantes ou quelques accès de fièvre, elle était demeurée finalement relativement stable autour d'1,20 euro pour 1 dollar. Hormis l'explication que j'ai fourni, comment sinon expliquer que la roupie se soit effondrée face au dollar, tandis qu'elle était demeurée stable face à l'euro, pendant que l'économie indienne connaissait une forte croissance. De plus, cela avantage les multinationales américaines implantées en Inde qui disposent de dollars et n'ont donc pas à pâtir de la hausse du dollar face à la roupie, ce qui ne sera pas le cas de leurs concurrentes indiennes ou des entreprises du secteur public, par exemple celles qui importent du pétrole.

Les Américains possèdent une surface financière et une multitude d'instruments financiers qui leur permettent de fixer et manipuler les taux de pratiquement toutes les marchandises qui s'échangent sur le marché mondial, dont les monnaies, l'or et toutes les matières premières, les intérêts bancaires, les obligations (où dettes des Etats), les produits dérivés et autres produits financiers, sans oublier la planche à billets. Ce sont eux et eux seuls qui fixent la quantité de dollars en circulation, et c'est la BRI qu'ils contrôlent, la banque centrale des banques centrales, qui fixent la fourchette dans laquelle les taux d'intérêt pratiqués par les différentes banques centrales dans le monde doivent évoluer en accord avec leurs gouverneurs. Qu'un Etat prenne une mesure défavorable au dollar, et elle sera immédiatement compensée par différents mécanismes, soit en agissant sur les taux de change entre les monnaies, soit en recourant à la planche à billet et basta.

Donc tout effondrement soudain et brutal du dollar ne pourrait provenir que de l'oligarchie anglo-saxonne elle-même (comme dans le passé), contrairement à ce que racontent tous les charlatans qui prédisent sa chute incontrôlée ou non souhaitée par les banquiers américains depuis maintenant des décennies.

Donc ceux qui estiment que la théorie de l'effondrement du capitalisme serait encore valable ou que la crise du capitalisme conduirait fatalement à une explosion de l'économie mondiale se font de graves illusions ou nous racontent de mauvaises blagues, bien qu'ils soient bien intentionnés, ceci n'empêche pas cela, et gare à ceux qui les croiraient sur parole puisque les faits démontrent justement le contraire ou qu'il n'en sera rien.

Cela dit, la crise du capitalisme est tout ce qu'il y a de plus réelle, mais ce qu'on n'arrive pas à imaginer ou à se graver dans le cerveau, c'est qu'ils ont trouvé les moyens de différer indéfiniment son dénouement. Elle ne leur sert plus que de prétexte pour étrangler les Etats ou tous les peuples qui doivent impérativement se soumettre à leur volonté, diktat ou leur politique.

Bâtir une stratégie politique dans la perspective de l'effondrement du capitalisme sans tenir compte des instruments qu'il a créés pour l'éviter, c'est assurément se fourvoyer et entraîner le mouvement ouvrier dans une impasse mortelle.

La stratégie du chaos et de la guerre définie par les néoconservateurs sert également à étouffer cette crise du capitalisme, toute autre politique l'alimenterait et constituerait pour le coup une sérieuse menace parce qu'elle pourrait devenir rapidement incontrôlable, il faut donc que tous les pays l'adoptent ou s'y soumettent de gré ou de force selon qu'ils se situent parmi leurs alliés ou leurs ennemis.

Leur stratégie ne peut souffrir de concurrence parce qu'elle ferait ressurgir le spectre de l'effondrement du capitalisme et de la révolution socialiste qui en serait le corollaire. Cette stratégie, elle ne leur est pas venue à l'esprit un beau matin ou par hasard, pour simplement conserver leurs privilèges ou leur domination sur le monde, mais parce que c'est la seule réponse possible à la crise du capitalisme qui leur permet d'assurer leur propre survie. Elle leur est dictée par les contradictions exacerbée du

capitalisme, donc elle s'inscrit toujours dans le même processus dialectique, qui parvenu à un certain stade de développement nécessite d'adapter chaque facteur en fonction de l'évolution de leurs rapports, pour que son orientation n'en soit pas altérée.

On comprend dès lors pourquoi tout grain de sable ou tout raté alimenterait ces contradictions et la lutte des classes, ce qu'ils tiennent à éviter à tout prix, d'où l'urgence d'intégrer la Russie et la Chine dans leur stratégie.

Leurs alliés présentent une autre particularité que posséder l'arme atomique ou un niveau de développement comparable au leur ou encore une forte densité de population.

On a dit que l'UE leur était acquis, tout du moins dans l'état actuel des choses. L'Australie également. La Russie est pratiquement dirigée par un parti unique, et l'expérience désastreuse du stalinisme laisse peu d'espoir ou d'espace d'y voir surgir un parti de type bolchevik. Quant à la Chine, c'est une dictature, ce dont ils raffolent, donc renverser le régime en place ne présenterait aucun avantage pour eux, ils ne pourraient pas espérer mieux. Et l'Inde demeure toujours aussi arriérée, bureaucratique et corrompue, son régime semi-féodal a fait ses preuves, donc là aussi ce serait dommage de s'en passer. Reste le Brésil qui a certes mis fin à des décennies de dictature militaire, mais demeure insignifiant sur le plan économique ou politique à l'échelle mondiale, donc peut être facilement déstabilisé ou manipulable.

Tous les autres pays leur mangent déjà dans la main. Ils y possèdent des bases militaires. Ils sont fortement endettés auprès du FMI ou de la Banque mondiale. Ils sont tous intégrés dans des institutions supranationales contrôlées par les Etats-Unis ou ses alliés, auprès desquels ils se fournissent en armement pour assurer leur défense ou la stabilité de leur régime, ils ont tissé tellement de liens de dépendance avec les puissances dominantes qu'ils en sont à mendier auprès d'eux leur soutien ou survie. Une partie d'entre eux sont encore sous-développés ou leur régime est archaïque, semi-féodal, en proie à des violences sporadiques, à des guerres civiles, à des conflits avec leurs voisins, aux caprices des investisseurs étrangers, du climat, bref, ils sont particulièrement instables et faibles, bien qu'ils présentent les apparences d'Etats indépendants ou souverains, ils sont demeurés dominés et sont voués à le rester aussi longtemps que la révolution socialiste n'aura pas vaincu.

Maintenant, l'évolution du capitalisme, la crise du capitalisme n'est qu'un aspect de la situation qui explique ou justifie le recours à cette stratégie par l'oligarchie, l'autre, c'est l'incapacité du mouvement ouvrier international de se doter d'une nouvelle direction révolutionnaire, l'absence de partis ouvriers socialistes-révolutionnaires en Europe principalement, mais aussi aux Etats-Unis.

Du coup ils estiment que la voie est libre, qu'ils peuvent foncer, tout se permettre et tout détruire, remodeler le monde à leur image, et on ne peut pas les contredire sur ce point malheureusement. Les conditions des masses ont évolué plus rapidement que leur niveau de conscience, et cela ils le savent. Le pire, c'est que les dirigeants du mouvement ouvrier le nient ou n'en tiennent pas compte. Quelque part c'est normal puisque eux aussi n'ont pas évolué.

Les masses sont demeurées ignorantes ou arriérées, et le peu qu'elles ont pu apprendre de leurs expériences de la lutte de classes, elles l'ont troqué pour un mode de pensée en rapport avec l'amélioration de leur condition, de sorte qu'il n'en reste plus trace et elles se retrouvent à la merci du premier sauveur ou bonimenteur venu. Elles ont régressé ainsi que le mouvement ouvrier désormais complètement décomposé, hormis quelques trotskystes marginalisés, qui parfois donnent l'impression d'avoir abandonné leur théorie foireuse pour ensuite y revenir.

Quant aux classes moyennes, comme d'habitude elles se sont vendues au plus offrant. Les intellectuels qui sortent du lot espèrent encore réformer le capitalisme et s'en remettent régulièrement à l'une ou l'autre de ses institutions.

Si ce constat est peu encourageant ou démoralisant, il ne l'est pas pour notre ennemi qui compte bien en profiter.

Et nous alors ? Le baron de Coubertin disait que l'essentiel n'était pas de vaincre mais de participer.

Participer à la lutte de classe, c'est un devoir.

On poursuivra une autre fois.

En famille. Plus impérial ou Versaillais que le monarque.

Quand Mélenchon se fait le chantre de la Constitution de la Ve République et du drapeau des Versaillais

- Mélenchon dénie à Macron le droit d'imposer le drapeau européen - Reuters

Le leader de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, a dénié mercredi à Emmanuel Macron le droit de reconnaître officiellement le drapeau européen contre lequel la France a selon lui voté en rejetant la Constitution européenne en 2005.

"Vous n'avez pas le droit d'imposer à la France un emblème européen confessionnel. Il n'est pas le sien et la France a voté contre son adoption sans ambiguïté", a-t-il écrit dans un communiqué en référence à la ressemblance entre le drapeau aux 12 étoiles et des représentations de la Vierge Marie.

"Le refus du traité constitutionnel de 2005 dans lequel cet emblème était proposé vaut décision du peuple français sur le sujet. La décision du vote du congrès du parlement sur le traité de Lisbonne qui ne le mentionnait pas après que le président Sarkozy [l'a] officiellement retiré vaut décision du parlement", poursuit le député LFI de Marseille.

Il ajoute que "la Constitution française prévoit que le drapeau tricolore est notre emblème national et n'en envisage aucun autre" et qu'un changement exige l'accord du parlement. Reuters 11 octobre 2017

Au moins on sait dans quel camp il combat ! Merci de cette précision monsieur Mélenchon.

La propagande en faveur du régime s'étoffe. Il manquait à la "révolution citoyenne" son "média citoyen".

- Lancement du "média citoyen", de gauche mais "pas une télé-Mélenchon" - AFP

Le Manifeste définit "un nouveau média fondamentalement alternatif par sa gouvernance, son modèle économique et son fonctionnement". Il sera engagé car "coopératif" et "indépendant", "collaboratif", "pluraliste", "culturel et francophone", "humaniste et anti-raciste", "féministe", "écologiste et progressiste". Le qualificatif "de gauche" n'apparaît pas.

Ouf, encore heureux !

Il n'apparaît pas sur le papier, mais il sera dans les esprits, c'est pire encore !

Aude Rossigneux, rédactrice en chef au JDD le 27 septembre dernier : "On sera le média d'un courant de pensée, un média de gauche."

Ils sont de gauche mais il ne faut surtout pas que quelqu'un s'en aperçoive, franchement ce n'était pas la peine de se donner autant de mal pour nous persuader du contraire.

Une ligne éditoriale à gauche, "mais pas militante".

Ah ben il n'aurait plus manqué que cela ! Mais ce sera "un média de gauche", même pas en parole.

Sophia Chikirou explique dans Le Monde : "Evidemment que les idées de La France insoumise sont inscrites dans la ligne éditoriale du 'manifeste'. Mais ce ne sera pas un organe de propagande 'insoumise'. Cela inclura la pensée de l'insoumission, mais aussi la pensée communiste, socialiste et écologiste."

On avait compris que "la pensée communiste, socialiste et écologiste" version PS, PCF et FI n'était pas de gauche.

On a les références qu'on peut après le parti démocrate d'Obama, Clinton, etc.

JDD - Pourquoi s'appeler "Le Média"?

Aude Rossigneux - Le nom est arrivé au détour d'une conversation. Il peut paraître ambitieux, mais pas plus que "Le Monde" par exemple.

La grenouille qui voulait se faire aussi grosse que le boeuf.

Aude Rossigneux explique que l'offre devrait aussi compter une tranche météo. "On peut être de gauche et vouloir savoir comment on va s'habiller demain matin", explique-t-elle dans "Village médias" sur Europe 1.

Il est vrai que chez ces gens-là ils n'ont que l'embarras du choix. Imaginez un instant qu'elle sorte de chez le coiffeur et qu'il se mette à pleuvoir, quelle horreur !

Appel en direction des riches mécènes ou philanthropes.

Les Insoumis n'excluent pas non plus la possibilité de financement par des mécènes. Dans "Quotidien", Sophia Chikirou se

voulait rassurante sur ce point : "Ça ne vous donne aucun droit, si ce n'est celui de donner, de le faire dans un but philanthropique. On sera transparent sur cela". AFP et francetvinfo.fr 11.10

Un "être humain", mais surtout pas une classe.

Aude Rossigneux, rédactrice en chef : "Le Media" fera de la pédagogie. Décrypter et expliquer l'actualité. Dire que derrière chaque décision, chaque victoire ou défaite sociale, il y a un être humain. lejdd.fr 27.09

Le populisme dans toute sa splendeur.

Mélenchon et sa bande de bras cassés savent très bien qu'ils ont à faire à des travailleurs corrompus par le capitalisme ou qui n'ont pas atteint un niveau de conscience politique qui les conduirait à remettre en cause le régime.

Ce qu'ils appellent "le journalisme citoyen" aura pour tâche de leur donner la parole, ce qui leur permettra de se faire passer pour des démocrates, mieux encore, les représentants officiels du régime en profiteront pour s'exclamer : Vous voyez bien que nous respectons la démocratie, que nous sommes en démocratie, vive les institutions de la Ve République.

En réalité, ils feront guère mieux ou même pire que les médias-oligarques, dans la mesure où ils colporteront des illusions dans le régime sans que cela ne change quoi que ce soit, ce qui contribuera à renforcer l'idée déjà quasi-unanime qu'il est impossible de changer la société. Une amphétamine à valeur de somnifère en somme.

Il faut bien comprendre que disposer d'informations que les médias-oligarques censurent, ne sert strictement à rien quand on n'est pas capable d'en faire un autre usage que prétendre qu'il serait possible de réformer le capitalisme, l'UE, etc. C'est un exercice de manipulation des consciences, qui finalement relève de l'individualisme et flattera l'égocentrisme qui de nos jours à tendance à prendre des proportions monstrueuses.

Il servira de caution de gauche ou démocratique au nihilisme ou à la propagande officielle qu'il sera impuissant à combattre, puisque les acteurs du "journalisme citoyen" seront bourrés de contradictions et tiendront un discours inconsistant sans portée pratique. Si vous voulez, c'est comme lorsqu'en guise de conclusion à la lecture d'un bel article, vous vous dites : et alors, et après ? Rien, vous ne serez pas plus avancé.

Il est vrai qu'il y a beaucoup de travailleurs très évolués, mais s'ils passent à côté de l'essentiel, de ce qui est élémentaire, cela leur sert à quoi hormis défendre leurs intérêts individuels, leur statut privilégié.

C'est peut-être là que se situe le problème, car seuls l'existence de droits collectifs peut garantir l'exercice de droits individuels.

Le Média va servir à détourner les travailleurs du combat politique pour abattre le régime. Paraît-il qu'il réservera un espace au football ou au sport, à la météo, c'est sa rédactrice en chef qui l'a affirmé, il ne manquera plus que l'horoscope ou le tirage du loto, le résultat du tiercé, j'allais oublié les cours de la Bourse !

On imagine que ce média de divertissement se fera un devoir de reproduire cette information transmise par un internaute :

- " Le scandale du logement HLM du beau couple Garido / son mari (Alexis Corbière - LVOG). Ils gagnent plus de 14 000€ / mois visiblement, sans compter ses honoraires d'avocate. Ils ne libèrent pas le logement qu'ils ne devraient plus avoir depuis longtemps et donc empêchent un couple moins nanti qu'eux d'y résider. J'imagine qu'ils vous font honte, que vous êtes indigné et que vous demandez leur démission ?"

Ils habitent dans un logement HLM de 80m² dans le 12e arrondissement de Paris et paient 1 200 euros de loyer mensuel. On aura compris que ces nantis ne sont pas directement concernés par la crise du capitalisme, ce qui peut expliquer pourquoi ils n'envisagent pas de l'affronter, ceci explique cela dans leur cas, car on peut très bien concevoir que des travailleurs disposant d'un statut supérieur rompent avec le régime, mais pas à FI, il faut chercher ailleurs.

- ... la Fondation Abbé Pierre de constater dans son rapport annuel sur l'Etat du mal-logement en France en 2017 que "le nombre de personnes sans domicile a augmenté de 50 % entre 2001 et 2012 ; que les Français sont 44 % de plus qu'en 2006 à se priver de chauffage à cause de son coût ; qu'ils sont 42 % de plus à subir un effort financier excessif pour payer leur logement..." Huffington Post

Et pendant ce temps-là les Mélenchon, Ruffin, Corbière et Cie font les guignols à l'Assemblée nationale ou sur les plateaux de télévision...

Tenez en guise de complément, un autre exemple de "journalisme citoyen".

Ils appellent aussi "journalisme citoyen" les articles publiés par les médias dits alternatifs, indépendants, anti-impérialistes, etc.

- "On avait déjà cru comprendre que le nouveau président américain, pour qui le respect des accords internationaux n'engage que les imbéciles qui les ont signés, voulait revenir tant sur les accords bilatéraux avec Cuba que sur l'accord iranien. " Philippe Huysmans - http://www.investigaction.net/fr/quand-le-monde-vire-complotiste

Encore un crétin d'intellectuel qui n'a pas encore compris que les pacifistes militaient pour la paix en temps de paix et rejoignaient le camp de la guerre en temps de guerre, ou que les traités signés étaient faits pour être violés depuis un siècle, et que le même sort était réservé aux "accords internationaux", on pourrait ajouter les résolutions adoptées par l'ONU, par les Etats-Unis, Israël et leurs alliés selon les circonstances.

Tous ces gens-là brassent du vent et la caravane passe ou les impérialistes continuent d'appliquer tranquillement leur infâme stratégie.

Sinon, vous avez toujours de véritables médias-oligarques de gauche pour vous informer. Ils sont d'une impartialité redoutable, jugez plutôt.

- «Il y a un discours bien rodé pour taper sur la fonction publique» - Liberation.fr

Les manifestations de fonctionnaires ont rassemblé 209000 personnes dans toute la France mardi. Un succès. Liberation.fr

Le torchon de Drahi prenant la défense des fonctionnaires... De quel succès parlent-ils quand moins de 4% des fonctionnaires se sont mobilisés (sur 5,4 millions) ?

- Macron, si loin des manifs - LeParisien.fr

C'est une coïncidence dans laquelle on pourrait voir quelque chose de symbolique. Quand les Français manifestent dans la rue, Emmanuel Macron est loin. LeParisien.fr

Jupiter prend de la hauteur, de la distance... C'est un reproche ou un compliment d'après vous ?

Fat tax pour les ventres plats, et "flat tax" pour les ventres bien gras.

- Revenus du capital: les députés votent en commission la "flat tax" - AFP 12 octobre 2017

Le nouvel ordre mondial tombe le masque.

Le syndrome séparatiste par Bruno Guigue - Mondialisation.ca, 10 octobre 2017

Les dirigeants de Barcelone veulent quitter l'Espagne sans quitter l'UE, ils veulent fonder une "nouvelle nation en Europe", mais ce projet n'a aucun sens. Car si l'UE acceptait l'adhésion d'un Etat sécessionniste, elle signerait son arrêt de mort. Il est vrai que les européistes ont plus d'un tour dans leur sac, et que certains rêvent d'un démembrement des Etats-nations au profit des Euro-régions. Mais ce serait faire l'aveu que l'UE est une machine à broyer les Etats souverains, tandis qu'elle survit péniblement en accréditant la fiction inverse. Le jour où une région sécessionniste est admise dans l'UE, qui pourra encore nier que l'UE sert à évider la souveraineté nationale par le haut tout en la faisant imploser par le bas ? Le syndrome séparatiste, en frappant l'Europe, aura-t-il pour vertu de faire tomber les masques ? Mondialisation.ca

Comme quoi ils ont de la suite dans les idées ou qu'elles ne datent pas d'hier.

L'article ci-dessous a été rédigé par Karel Vereycken, un dirigeant du parti Solidarité & progrès (Cheminade) qu'on peut estimer infréquentable ou loufoque par certains côtés, réactionnaire il l'est assurément, et si je le publie, c'est parce qu'il fournit une multitude d'informations sur les dessous de l'Union européenne, et les objectifs ou les moyens que certains clans de l'oligarchie ont conçus pour les atteindre...

Vous allez découvrir certains personnages que vous connaissiez déjà, et beaucoup d'autres dont vous ignoriez le rôle important qu'ils ont joué dans la construction de l'UE, le façonnage de l'Europe, le morcellement de certains Etats. Je pense que cela devrait vous intéresser et vous faire réfléchir. Vous allez peut-être être stupéfié d'apprendre que tout ce passe aujourd'hui a été planifié de longue date et que vous l'ignoriez totalement, à croire que nous avons été décidément mal informés par nos dirigeants, qui ont ainsi manqué à ce devoir le plus élémentaire.

Régionalisme : l'Europe de Léopold Kohr, projet d'un fascisme universel - 2 novembre 2007.

Introduction

Si je vous disais que je viens de découvrir qu'il existe un complot fasciste pour gommer de la carte des grandes nations comme la France ou l'Allemagne, je pense que peu d'entre vous me prendront au sérieux. D'abord le mot « fasciste » est excessif et la notion de complot n'est pas politiquement correcte. Pourtant, les passages que je viens de découvrir du livre La décomposition des Nations écrit par Léopold Kohr vers 1945 et publié en 1957 ont balayé mes réticences, car elles m'ont donné, et vous donneront, je l'espère, un peu la chair de poule.

Peu connu en France, ce théoricien politique autrichien y expose d'abord pourquoi, selon lui, il est nécessaire de dépecer les grandes nations et ensuite sa stratégie pour y arriver. Avec le recul du temps, on pourrait observer que Kohr ne s'est trompé que sur un seul point, car quand il posait (en 1945) la question « Le fera-t-on ? », sa réponse était : « Non ! On ne le fera pas ! » Cependant, on constate que depuis 50 ans, jour pour jour, par étapes, le projet de Léopold Kohr, est sournoisement mis en œuvre devant nos yeux et l'éclatement tragi-comique de la Belgique, avec lequel on rigole beaucoup à l'étranger, risque de s'avérer une phase importante dans un projet mondial qualifiable de fasciste.

Qui est Léopold Kohr

Kohr est né en 1909 près de Salzbourg en Autriche et meurt en Angleterre en 1994. Diplômé de sciences politiques à Vienne, il fuit les nazis et se retrouve à la London School of Economics -véritable Science-po du monde anglo-saxon à une époque où un autre autrichien Friedrich Von Hayek y cristallise l'opposition au « trop social » prôné par le directeur de l'école, le grand fabien et disciple des Webb, Lord Beveridge. Un de ses professeurs d'alors, dont il tire une partie de son inspiration, est le redoutable Henry Calvert Simons, qu'on retrouvera lors de la fondation de la société du Mont Pèlerin en Suisse, et qui sera l'homme qui se chargera de former l'économiste ultra-libéral et père du monétarisme à Chicago, Milton Friedman, futur conseiller de Margaret Thatcher et du dictateur chilien Augusto Pinochet.

Ensuite, lors de la guerre civile d'Espagne, Kohr travaille comme correspondant free-lance pour le New York Times, et se forge la réputation d'un combattant anarchiste anti-totalitaire, rejetant aussi bien le fascisme que le communisme.

Il partage le bureau d'Hemingway et fait la connaissance d'un certain Eric Blair -mieux connu sous le nom de George Orwell-, ancien fonctionnaire de la police impériale anglaise en Birmanie et délateur à la botte de l'Information Research Department du ministère de l'intérieur britannique, tout en écrivant, avec un plaisir pervers, des livres comme 1984 où il dénonce Big Brother ...

Les objectifs de la décomposition

En 1941, Kohr publie dans le magazine d'inspiration catholique new-yorkais The Commonweal son article « Disunion Now » [La désunion maintenant : un plaidoyer pour une société basée sur de petites unités autonomes], où l'on retrouve en embryon la substance de sa thèse.

Dans le débat parmi les élites anglo-américaines -qui commençaient à planifier des structures de gouvernance pour Europe de l'après-guerre qu'ils conçoivent essentiellement comme des garde-fous contre le nationalisme allemand et français- Kohr amorce son analyse à partir de la spécificité de la confédération helvétique. Il constate que bien qu'il existe plusieurs langues en Suisse (l'allemand, le français, l'italien), l'existence d'une multitude de 22 cantons permet d'empêcher toute domination d'un bloc linguistique sur un autre, « créant ainsi la condition préalable » d'un équilibre.

« La grandeur de l'idée suisse, donc, » dit-il, « est la petitesse de ses cellules [les cantons] qui en sont le garant. » « Il faut se diviser pour mieux s'unir », nous dit-on. Si la défense du Kleinstaat, le petit état, amena Kohr à dire que « Chaque fois que quelque chose va mal, quelque chose est trop gros », son ami et disciple Fritz Schumacher reprendra à son compte le célèbre dicton de Kohr « Small is Beautiful » avec lequel on lavera le cerveau de toute une génération de baby boomers écolos.

Pour l'Europe d'après-guerre, Kohr exige dans son article que la « technique suisse et non seulement l'apparence de son résultat » soit appliquée :

Ceci consistera dans la division de trois ou n'importe quel nombre de bloc inégaux, en autant de parties plus petites qu'il sera nécessaire, pour éliminer toute prépondérance numérique conséquente. C'est-à-dire qu'il faudrait créer 40 ou 50 états également petits au lieu de 4 ou 5 inégalement grands. » Sinon, dit-il, ceci, par le fait même qu'il y aura 80 millions d'Allemands contre 45 millions d'Italiens et autant de Français, finira par « une hégémonie allemande de façon tout aussi inévitable que la fédération allemande [de Bismarck], dans laquelle 24 petits états liés à la puissance d'une Prusse de 40 millions d'habitants, s'est terminé par l'hégémonie prussienne. »

La suggestion, donc, consiste à diviser l'Allemagne dans un certain nombre d'états de sept à dix millions d'habitants ». Bien que,

« avec la tendance naturelle de toutes les choses vivantes, l'Allemagne se réunirait à moins que toute l'Europe ne soit cantonisée en même temps. La France, l'Italie et la Russie doivent être divisées aussi. » Ainsi, « c'est seulement en découpant entièrement le continent européen qu'il sera possible d'éliminer honorablement l'Allemagne ou tout autre grande puissance sans avoir à infliger à aucune l'anathème d'un nouveau Versailles. »

Et c'est là que les masques tombent, car nous constatons bien que Kohr offre, devant ses maîtres anglais, une stratégie de domination politique.

Comment faire accepter ce projet ?

Ensuite, Kohr révèle dans le chapitre 10 de La décomposition des Nations sa stratégie pour faire accepter un tel dépècement des nations. Il constate que si les tyrans peuvent dépecer les pays par la force et par la guerre, « la guerre n'est heureusement pas le seul moyen par lequel on peut diviser les grandes puissances ».

Cependant, Kohr ne croit guère que l'on puisse convaincre une grande nation d'abandonner sa puissance :

Englouties dans un marais d'émotivité infantile et attachant une valeur phénoménale au fait qu'elles sont grandes et puissantes, elles ne peuvent être persuadées d'opérer leur propre dissolution. Mais, étant infantiles et émotionnelles, on peut les y amener par la ruse. Alors, qu'elles rejetteraient leur division, si elle leur était présentée comme une exigence, elles pourraient tout à fait la désirer, si on la leur offrait sous l'apparence d'un cadeau. Ce cadeau serait : la représentation proportionnelle dans les instances dirigeant l'union fédérale dont elles font partie. L'acceptation de cette offre ne causerait rien moins que leur disparition finale. »

Et il rajoute :

La France - pour illustrer la technique de division sur un pays qui s'accroche avec une ténacité particulière aux concepts de pouvoir et de gloire ne consentirait jamais à être partagée en ses régions historiques originelles. Mais elle n'objecterait certainement pas à une invitation à être représentée dans les corps représentatifs du Conseil de l'Europe, par, disons, vingt délégués votants comparés avec, disons, un délégué du Luxembourg, trois délégués du Danemark et cinq délégués chacun de la Belgique et des Pays-Bas.

Les petits pays seraient évidemment furieux de voir s'officialiser une situation qui est pourtant leur « désagréable condition réelle ». Ils n'accepteront cette règle que, dit Kohr, si « les vingt membres de la délégation française étaient élus, non nationalement, mais régionalement... » « Un tel changement » (...) « provoquerait la dissolution finale de la France. » Pour y arriver, la sous-division de la France en une vingtaine de « district conseil-européens ne serait pas suffisante » et donc un fort fédéralisme s'impose comme étape intermédiaire « vers l'intégration couronnée de succès dans une plus grande organisation internationale. »

Kohr cite ici ce que pensait son professeur à la London School of Economics, Henry C. Simons :

Une grande vertu du fédéralisme ou de la décentralisation extrême dans de grandes nations est qu'il facilite leur extension vers l'organisation mondiale ou leur absorption dans de toujours plus grandes fédérations. Si les gouvernements centraux étaient, comme ils devraient l'être, en grande partie les dépositaires de pouvoirs non exercés, tenus simplement pour empêcher leur exercice par les unités constitutives ou des organisations extragouvernementales, alors l'organisation supranationale serait facile sinon presque gratuite. En fait, une telle décentralisation ou désorganisation de grande nation est à la fois la fin et les moyens de l'organisation internationale.

La France acceptera-t-elle un tel projet ?

Se pose alors, la question de comment convaincre des grands pays à renoncer à leur puissance. En particulier la France, acceptera-t-elle un tel projet ? Pour Kohr :

« La réponse est oui, et pour différentes raisons. En premier lieu, (...) la division serait présentée sous forme d'un cadeau. » Egalement, puisque les pouvoirs gouvernementaux ne seront pas enlevés, « aucun sentiment patriotique ne serait blessé. Le changement révolutionnaire serait d'un caractère purement interne. Ce serait une destruction par laquelle rien qui compte ne serait détruit. Ce serait une élimination sans victimes. Il n'y aurait aucune loi étrangère, aucune occupation étrangère, aucun changement du commerce ou de quoi que ce soit sauf dans le fait que le gouvernement et la souveraineté se seraient soudainement rapprochés de l'individu, le dotant dans la sphère plus petite des nouvelles unités souveraines d'une dignité et d'une importance qu'il ne possédait pas précédemment. Il trouverait cela charmant, et non désagréable. »

Aldous Huxley, dont Orwell suivait les cours, n'avait-il pas dit qu'« il y aura dès la prochaine génération une méthode pharmaceutique pour faire aimer aux gens leur propre servitude, et créer une dictature sans larmes, pour ainsi dire, en réalisant des camps de concentration sans douleur pour des sociétés entières, de sorte que les gens se verront privés de leurs libertés, mais

en ressentiront plutôt du plaisir... »

Notez ici que Kohr, lorsqu'il suggère en 1945 la création d'un Conseil Européen avec siège à Strasbourg, cette institution n'existait pas encore. Il faut attendre le Congrès de La Haye de 1948, dirigé par Winston Churchill, qui, devant Raymond Aron, Denis de Rougemont, Coudenhove-Kalergi et Mitterrand parmi d'autres, y lançait un appel vibrant pour la création des « Etats-Unis d'Europe ». L'accord de La Haye deviendra en 1949 le traité de Londres... Ensuite, le livre de Kohr sortira en librairie en 1957, l'année de Spoutnik et l'année de la fondation des Communautés Economiques Européennes... Faisons l'Europe !

Northcote Parkinson et Freddy Heineken

Par la suite, un autre haut fonctionnaire de l'empire britannique, l'historien de la marine anglaise Cyril Northcote Parkinson (1909-1993), reprendra à son compte la thèse de Kohr. Si ce dernier voyait d'un bon œil la multiplication des administrations permettant à plein de gens de se penser importants, Parkinson y voyait le contraire, affirmant que les grands états créent d'énormes bureaucraties (sa « loi de Parkinson ») à l'opposé de petites entités sous la coupe de monarques qui eux savent gérer avec peu de personnel.

John Train, le banquier millionnaire new-yorkais qui a monté toute la campagne de dénigrement contre Lyndon LaRouche et son ami Jacques Cheminade en France, était un ami de « Cyril » en mémoire duquel il créa une fondation (rebaptisé récemment John Train Foundation) pour défendre la « libre entreprise ».

Ensuite, à un moment donné, le parcours de Parkinson a croisé celui du roi de la pub hollandais, le magnat de la bière Freddy Heineken (1923-2002), selon certains en bons termes avec François Mitterrand. Heineken raconte dans une lettre qu'après sa rencontre avec Cyril Northcote Parkinson, il décide d'engager une équipe de géographes hollandais pour redessiner la carte de l'Europe suivant les critères défendus par ce génie.

Quelques semaines après la signature des accords de Maastricht, Heineken publia d'ailleurs un pamphlet Les Etats-Unis d'Europe (une Eurotopia ?) où il préconise la division de l'Europe en 75 régions ou mini-états possédant une taille dite « optimale » d'environ 5 à 7 millions d'habitants, parfaitement fidèle à l'esprit de Kohr.

La carte Heineken-Wesselink

Ce projet provoqua beaucoup de bruit. Heineken s'est même vu dans l'obligation de faire redessiner sa carte après que le gouvernement grec, consterné par la taille inquiétante qu'avait pris la Macédoine sur sa carte, déclara un embargo sur sa bière.... Certains serbes restent eux aussi assez intrigués par la similitude frappante entre la carte de Heineken et les frontières actuelles tracées par les diplomates à la fin de la guerre des Balkans.

Dans son pays natal, la carte d'Heineken a également fait débat, car la Belgique n'y est même pas divisée entre Flamands et Wallons (à l'horizontale), mais la logique d'un retour à des « nations » anciennes imposerait la réunification (à la verticale) du Brabant néerlandais avec le Brabant belge et de la province néerlandaise de la Hollande avec les Flandres belges et les Flandres françaises...

La globalisation à l'assaut de l'état-nation

Si jusqu'à ce jour des chefs d'états comme De Gaulle, ou d'autres, considéraient ses plans comme des foutaises maléfiques ou comme des simples hypothèses de lycéens attardés, les nouveaux facteurs économiques de la mondialisation font en sort que ce qui semblait loufoque et utopiste hier, risque malheureusement de se réaliser devant nos yeux.

D'abord, dans ses applications sur le terrain, la « mondialisation » a administré des véritables coups de bélier contre les états : les privatisations des grandes entreprises privées et publiques, les fusions acquisitions avec des groupes transnationaux et la politique des délocalisations effacent tout attachement sentimental qu'une population peut avoir avec l'état-nation qu'elle habite.

Ainsi, la Belgique, pour ne pas la nommer, a vu « s'évaporer » des secteurs nationaux entiers : Le groupe français Suez Lyonnaise des Eaux acquiert la totalité de la Société Générale, jadis le plus grand acteur économique du pays (à une époque 60 % de l'activité du pays). Le géant pétrolier anglo-français Total prend le contrôle de Petrofina, ING achète la Banque Brussel Lambert belge, le groupe français Usinor prend le contrôle de la société belge Cockerill Sambre, la banque française Dexia met la main sur le Crédit Communal et le géant français de l'assurance Axa acquiert la Royale Belge. Les forges de Clabecq sont fermées, les délocalisations font disparaître Renault Vilvoorde et la compagnie aérienne belge Sabena dépose le bilan après l'échec de l'alliance avec Swissair. Loin de faire naître des petits pays, et lors de l'occupation nazie, pendant qu'on promet aux crédules une « Flandre autonome » ou une « Wallonie indépendante » la mondialisation financière « évaporise » le plat pays.

Ensuite, jusqu'ici deux questions majeures avaient fortement retenu les candidats à la sécession : celle de frapper sa propre monnaie -une entreprise assez périlleuse, et la nécessité de pouvoir garantir l'accès à un grand marché pour pouvoir vendre ses

produits. Cependant, il s'avère qu'aujourd'hui, si les candidats à l'indépendance font partie d'une « zone monétaire », tout devient possible -comme le dirait Sarkozy.

Robert Mundell et les zones monétaires optimales

En Europe, il est à remarquer qu'un des « pères de l'Euro » et donc de la banque centrale européenne a été l'économiste canadien néo-Keynesien Robert Mundell, né en 1932, prix Nobel d'économie en 1999, lui aussi sorti de la London School of Economics et actuellement professeur à l'Université Columbia à New York. Parmi les disciples de Mundell, on trouve le directeur actuel de la banque d'Italie Mario Draghi (champion des privatisations imaginées entre copains sur un yacht de luxe du nom de Britannica).

Pendant la gouvernance Berlusconi, Mario Draghi était un des hauts responsables de la banque d'affaires new-yorkaise Goldman Sachs pour l'Europe avant de redevenir le directeur de la banque centrale italienne sous Prodi. L'autre disciple de Mundell est l'ancien PDG de LTCM Alberto Giovannini, dont la firme spéculative, par sa faillite spectaculaire en septembre 1998, a failli conduire tout le système financier mondial à un « Tchernobyl financier ».

En « sciences économiques », Mundell a été avec Marcus Fleming à l'origine de « la théorie des zones monétaires optimales ». Dès 1960, donc trois ans après la création de la CEE et de la publication du livre de Kohr, Mundell affirme que pour que des zones économiques soient « optimales », il est nécessaire que les pays qui les composent n'aient pas de différentiel d'inflation, ne subissent pas de chocs asymétriques mais au contraire connaissent une libre circulation des individus (facteur travail) et des flux financiers (facteur capital).

Vous voyez d'où viennent aussi bien la directive Bolkestein (facteur travail) que les fameuses « critères de convergence » purement monétaires (facteur capital) imposés préalablement à l'introduction de l'euro... et totalement contreproductifs du point de vue de l'économie réelle. Comme nous l'avons montré, le fait de faire partie d'une zone monétaire facilite fortement l'éventualité d'une sécession. Le deuxième facteur, implicite dans le premier, reste la question, pour un nouveau pays en rupture de ban, de disposer d'un marché autre qu'un marché domestique ou national. La transformation de l'Europe en une vaste zone de libre échange en osmose avec la mondialisation leur offre un marché Europe intégré dans un marché monde.

Le cas de la Belgique

Ces thèses destructrices sont au cœur de la décomposition de la Belgique. Elles le sont à travers The Size of Nations, un livre provocateur publié en 2003 au MIT par deux économistes italiens de grand renom travaillant aux Etats-Unis : Alberto Alesina, chef de la section économie à Harvard et Enrico Spolaore de l'Université Tufts.

Tous deux ont travaillé pour le FMI et la Commission Européenne et ont des responsabilités au National Bureau for Economic Research(NBER) une institution privée financée exclusivement par les quatre fondations patriciennes directement mécènes de la secte néo-conservatrice américaine (Bradley, Scaife, Olin et Smith Richardson). Notez ici qu'en juin 2005, Alesina s'est rendu avec Mundell en Chine où ce dernier travaille comme conseiller auprès du gouvernement.

Faisant la synthèse entre Kohr et Mundell, les deux auteurs affirment que les frontières d'une nation ne résultent surtout pas d'un vouloir vivre en commun , essence de toute république, mais d'un simple marchandage pragmatique sur les avantages de la taille et le coût de la gestion d'un territoire hétérogène.En bref, on applique l'analyse coût/bénéfice utilisé (souvent stupidement) en entreprise à la gestion de ce qu'ils pensent être la bête humaine. Après avoir examiné les avantages qu'offre un grand pays (faible coût des services publics par tête, meilleure répartition de la pression fiscale, meilleure défense, etc.) les auteurs s'interrogent sur la richesse. Si un grand pays devrait en théorie être plus riche, ils affirment qu'en réalité « le volume des dépenses dans un pays dépend essentiellement de l'ouverture de ce pays au commerce ».

De là, évidemment, par pure logique aristotélicienne, découle l'argument qu'un pays « intégré dans le marché mondial possède le monde comme marché » et que, par conséquent écrivent-ils, « l'intégration économique conduit à la désintégration politique ». La chose est dite : la mondialisation (l'intégration économique et financière), conduit, par sa propre nature, à la décomposition des nations. On saisit mieux pourquoi TheSize of Nations est devenu en Belgique le livre de chevet des indépendantistes flamands.

Frans Crols, le directeur flamand de la revue économique influente Trends et indépendantiste de coeur résume assez bien les conclusions du livre :

En 2004 a été publié The Size of Nations d'Alberto Alesina et Enrico Spolaore, deux économistes italiens qui enseignent dans des grandes universités américaines. Spolaore a été chercheur pendant quelques années à l'Université Libre de Bruxelles. La question qui intriguait Alesina et Spolaore était : sur le fédéralisme et la décentralisation il y a des tas d'études et des textes. Sur le phénomène de l'apparition de plus en plus rapide de nouveaux états, aucun manuel n'existe, aucun texte qui puisse les guider. Voilà à quoi essaie de répondre le livre très bien accueilli The Size of Nations. Quelles en sont les conclusions :

Il existe plus de nations dans un monde démocratique que dans un monde non-démocratique (la démocratie fait tâche d'huile et le nombre de pays indépendants continuera à s'accroître. [En 1945 : 74 pays indépendant, en 2003 : 193]

Le nombre de pays va continuer à croître parce que des grandes zones de libre échange voient le jour comme l'Union Européenne et le Nafta (ALENA : Association de libre échange nord américain). Pour le Québec, rien ne changera avant ou après une séparation avec le Canada car il continuera à faire partie de l'Alena ; pour les Flandres, rien ne changera car, et la Flandre, et la Wallonie continueront de faire partie du marché unique européen et de l'UE ; Les coûts de l'hétérogénéité d'un pays peuvent devenir tellement élevé que les citoyens d'une sous division plus homogène décident de faire baisser les coûts en érigeant ensemble un low cost country basé sur plus de cohésion, plus de capital social, moins de disputes et moins de pertes de temps. »

Frans Crols est un des auteurs du Manifeste pour une Flandre indépendante en Europe, publié en décembre 2005 par le think-tank flamand In de Warande , qui exige, sur la base d'un argumentaire « purement économique », la dissolution de la Belgique à l'image du divorce de velours qui a dissout la Tchécoslovaquie « à l'amiable » en 1992. Pour ces indépendantistes, il est souhaitable que Flandres et Wallonie deviennent des nations indépendantes, tandis que Bruxelles - aujourd'hui enclave à prédominance francophone dans la région flamande - obtiendrait un statut... du type Washington D.C.

Nous avons documenté ailleurs la nature néo-conservatrice de leur projet qui vise surtout à mettre fin à un des meilleurs systèmes de protection sociale du monde. Si après 1960 le transfert d'argent (à ne pas confondre avec la richesse) s'est inversé entre les Wallons et les Flamands, l'argent a été essentiellement utilisé pour renflouer des grands groupes financiers au détriment des populations.

Retenons simplement ici le fait que, statistiques à l'appui, le manifeste de In de Warande étoffe l'argumentaire de The Size of Nations. Ce manifeste vient-il de simples militants indépendantistes flamands ? Non, le président du think-tank flamand est le banquier Rémi Vermeiren, ancien patron de la KBC Banque & Assurance, grand spécialiste des produits dérivés et administrateur d'une société minière spécialisée dans le cuivre, et ces membres sont des patrons plutôt de droite parfois membres investis dans des partis sécessionnistes.

Point étonnant donc qu'Enrico Spolaore, un des co-auteurs de The Size of Nations fut sollicité en juin 2005 à ouvrir les travaux d'un colloque au parlement flamand. Lors du débat, Bart de Wever, le président du parti indépendantiste Nieuw-Vlaamse Alliantie (ex-Volksunie), affirmait que « le romantisme est important, mais ne convainc pas les jeunes Flamands au XXIe siècle. Nous devons rationaliser notre discours », (c'est-à-dire parler à la cupidité bien moderne...).

Le drame de la Belgique est le fait que De Wever, un historien formé à l'Université de Leuven qui se réclame de l'idéologie du penseur réactionnaire Edmond Burke, fait aujourd'hui partie des négociateurs officiels chargés de former un gouvernement d'une Belgique dont il souhaite la mort... Sa présence à l'enterrement du fondateur de Vlaams Blok Karel Dillen en mai 2007, en présence de Jean-Marie Lepen, mérite également réflexion.

Le 6 septembre 2007, The Economist de Londres, qui avait publié les premiers articles de Northcote Parkinson et très bien accueilli The Size of Nations, constatant cyniquement l'impasse survenue après trois mois d'efforts en vue d'un nouveau gouvernement belge, affirme sans aucune honte dans un article « C'est le moment d'en finir » que :

Le pays est devenu une monstruosité de la nature, un Etat où le pouvoir est tellement sous-délégué que le gouvernement est un vide que l'on tient en horreur. En bref, la Belgique a servi son objectif. Un divorce praline est à l'ordre du jour. Les belges ne devraient pas se sentir tristes. Les pays viennent et s'en vont.

Comme sous l'occupation, les indépendantistes se font des grosses illusions en pensant que le diable va leur offrir une « belle petite république ». Nous leur donnons comme seul conseil de ne pas lire que les premières pages des œuvres de Kohr et d'Alesina, mais aussi les dernières...

Maastricht et Eurocities

On oublie parfois que le traité de Maastricht de 1991, ou le principe de la subsidiarité -qui affirme que ce sont les autorités les plus petites qui ont priorité de mandat-, a également donné naissance au Comité des Régions de l'Union Européenne que préside Michel Delebarre, maire de Dunkerque. Doublé du réseau Eurocities dont les membres sont des régions et une centaine de grandes villes d'Europe, un puissant lobbying en faveur de la décentralisation s'active. Le président actuel d'Eurocities est Gérard Collomb, maire de Lyon, tandis que Paris et Nantes comptent parmi les membres français.

En 2002, peu de temps avant sa mort, Freddy Heineken a aussi pu exposer son projet, en session fermée, devant les représentants d'Eurocities réuni à Amsterdam. Heineken y plaisantait en disant que pour résoudre le problème politique de l'intégration européenne, il faudrait déporter l'ensemble de la population européenne aux Etats-Unis et de la faire revenir par la suite...

Devant sa carte, un des participants remarqua avec optimisme et opportunisme que l'emplacement des 75 régions ou « Etats-Unis d'Europe » d'Heineken semblait coïncider avec l'emplacement de 75 grandes villes membre d'Eurocities...

En réalité, on ne prévoit même pas des mini-états, mais des « cités-unis d'Europe ». Ce que certains appellent à juste titre comme « la régression médiévale » de Kohr n'est donc plus un simple retour à des nations ou régions du passé, mais la création d'un empire global composé de cités états, plus ou moins déterritorialisées.

L'architecte designer austro-britannique Christopher Alexander, présent à la conférence d'Eurocities d'Amsterdam, est un autre propagandiste de cette démarche. Citant le Britannique décadent Lord Weymouth qui pense que les limites démographiques d'une région vont de 2 à 10 millions, Alexander affirme : « Faites ce que vous pouvez pour établir un gouvernement mondial, avec mille régions indépendantes à la place de pays. »

Son inspirateur Lord Weymouth proposa ni plus ni moins qu'un gouvernement mondial avec un seul représentant pour chaque pays peuplé d'environ 10 millions d'habitants. Notons qu'il existe aux Pays-Bas un « club des dix millions » qui, inspiré par le chiffre de Lord Weymouth cherche à réduire la population du pays, actuellement au-delà de 16 millions, à 10 millions seulement ... Sur le plan économique, ce n'est pas un hasard que Robert Mundell caresse le vieux fantasme d'une monnaie unique mondiale. En 2003, il a réuni dans son palais renaissance à Sienne un petit groupe de banquiers pour discuter du projet de « monnaie unique mondiale ».

Feu Robert Bartley, qui fut l'ami de Mundell et le rédacteur émérite du Wall Street Journal (connu pour son animosité vis-à-vis de LaRouche) disait que « si l'euro peut remplacer le franc, le mark et la lire, pourquoi une nouvelle monnaie mondiale ne pourrait-elle pas fusionner le dollar, l'euro et le yen ? » Une telle monnaie pourrait être appelée le « dey » (contraction de « dollar, euro, yen »). Bartley ajouta que pour cela il fallait entreprendre « la plus grande de toutes les réformes, une banque centrale supranationale. »

Comme on le voit, les tenants de ce modèle prônent en réalité l'instauration d'un gouvernement malthusien mondial. Le cantonalisme, la régionalisation, le fédéralisme et aujourd'hui les sécessions ainsi que l'intronisation des grandes villes comme des entités politiques au-dessus des états-nations, ne sont que différentes facettes d'une politique visant à détruire les grandes nations afin de mieux pouvoir se débarrasser des petites.

Voir Venise et mourir

Comme on le voit sur la couverture de The Size of Nations -puisqu'on y voit un agrandissement de Venise- pour Alberto Alesina le modèle est cette Sérénissime République, car ce « pays pauvre » est peuplé de gens immensément riches ! Dans le chapitre 11, p.176, Alesina donne en exemple la belle épopée des cités-états du moyen age : « Venise, Lisbonne, Gênes, Anvers et Amsterdam dans l'ordre chronologique de leur leadership » ; et il ajoute que « les cités-états de cette période sont un exemple limpide d'une entité politique capable de prospérer économiquement même si extrêmement petite car son marché était sans relation avec sa frontière. »

Pas une ligne sur le trafic des esclaves, le pillage colonial d'autres pays, les croisades et autres spéculations financières à l'origine de la richesse de la Sérénissime République de Vénise... et de l'empire britannique par la suite.

Léopold Kohr, on s'en doutait, est lui aussi un admirateur farouche de Venise. Dans un roman de politique fiction « Le Duc de Bon-Conseil »,

Kohr élabore un scénario où un bidonville de Porto Rico devient une cité état prospère en appliquant ses préceptes. Le secret ? Il suffit de nommer un millionnaire comme duc du lieu avec l'obligation d'y résider et d'y faire éduquer sa progéniture. La duchesse, forcément, exigera la construction d'un palais, et quand le matin elle ouvre les fenêtres, elle ne supportera plus la vue sur le bidonville. Elle exigera de son mari d'entourer le palais de belles résidences et la construction de bonnes écoles avec les meilleurs enseignants que la planète puisse nous offrir et qui enseigneront aussi aux pauvres...

L'article se termine avec la pirouette suivante qui montre qu'il s'agit de Venise :

De même Venise a commencé sa carrière scintillante comme un taudis épouvantable. Si elle avait suivi les conseils modernes et attendu son développement jusqu'à ce que l'Italie ait été unie, les Nations Unies établies, le Marché Commun formé, elle serait toujours un taudis aujourd'hui. Et il en serait de même d'Urbino, Perugia, Assise, Parme, Padoue et la plus grande part des prestigieux autres. En allant de l'avant toute seule à la façon du Duc de Buen Consejo, elle a violé tous les principes d'une politique, d'une économie, d'une planification, d'une théorie de la localisation, saines, en fait de l'équilibre intellectuel lui-même. Car qui, excepté un imbécile ou un bohémien miséreux, construirait au milieu d'une lagune. Mais elle nous a donné Venise. »

Les Etats-Unis et la France

Si vous pensez que ceci est un complot américain, vous vous trompez complètement. Alesina attaque fortement les arguments de James Madison dans les Federalist Papers, où Madison plaide les avantages d'un vaste territoire d'une grande diversité nationale.

Depuis peu, des mouvements sécessionnistes se sont constitués aux Etats-Unis et entretiennent des liens avec leurs co-penseurs en Europe. Ils réclament une république du Texas, de la Californie, du Vermont, du New Hampshire.

Le 4 octobre 2007, réunis à Chattanooga au Tennessee, les délégués ont adopté une déclaration commune. Affirmant que les questions de liberté dépassent le clivage gauche-droite, et que la mainmise des grandes corporations met en danger la santé et la prospérité des citoyens américains, ils y constatent que « l'empire américain n'est plus une nation ou une République, car devenu agressif à l'étranger et despotique à l'intérieur ». Au nom des droits inaliénables définis par la constitution américaine, qui justifiait la désunion avec l'empire anglais, la charte de Chattanooga autorise la décomposition des Etats-Unis.

Si les instigateurs de la manœuvre sont l'auteur écologiste radical Kirkpatrick Sale, spécialiste des Luddites qui fait parfois écraser des ordinateurs pendant ses discours, et le libertarien Thomas Naylor, professeur émérite de Duke University, et que le nombre de délégués reste très groupusculaire, la démarche « originale » fut largement couverte par le New York Times et USA Today. Le site Internet du Middlebury Institute que dirige Sale, étale toutes les cartes de Kohr et des chapitres entiers de La décomposition des nations.

Les sécessionnistes américains, au-delà de la transformation des « états » en « nations » revendiquent « l'ensemencement nucléaire » (l'utopie d'une immense multitude de petits noyaux de co-habitation) prôné par Leopold Kohr.

Mais, fait nouveau, Sale et Naylor, plutôt écolos et gauchisants n'ont pas hésité depuis peu à sceller un pacte avec les nostalgiques néo-confédérés sudistes en particulier ceux de la Ligue du Sud crée par James Michael Hill en 1994. Hill est un historien des « guerres celtiques » menées par les Irlandais et les Ecossais contre l'Angleterre. Il affirme vouloir éduquer la jeunesse de « Dixie » et préside le League of the South Institute (LSI), fondé avec l'argent de la Mary Noel Kershaw Foundation de Nashville, Tennessee. La fondation finance des monuments en mémoire des « héros » d'un sud esclavagiste et le LSI annonce la publication d'un « livre gris », véritable projet pour l'indépendance du Sud.

Enfin pour la France, la pensée de Kohr est entrée en France par deux petits détours. D'abord, il a écrit pour son ami, le fondateur du parti indépendantiste du pays de Galles, endroit où Kohr s'est installé à partir de sa retraite universitaire en 1977, un livre du nom « Is Wales viable » [est-ce que le pays de Galles peut exister comme nation].

Ce livre fut traduit ensuite en français par le fédéraliste breton et européen Yann Fouéré qui a eu le génie de simplement remplacer le mot « Grande Bretagne » par « France » et « pays de Galles » par « Bretagne »...

Le seul livre de Kohr en français s'appelle donc : Une Bretagne libre est-elle viable ? Fouéré est un des co-fondateurs de la « Ligue celtique » et disait qu'on « peut introduire la mesure dans le capitalisme comme dans le socialisme si on réduit les dimensions des sociétés de toute nature au sein desquelles on les applique, accroissant sur eux du même coup le contrôle des pouvoirs locaux, des citoyens, des producteurs et des administrés, grâce à ce que le Dr Kohr appelle la 'transparence des petits'. »

L'autre cheminement des idées de Kohr est le mouvement de « la décroissance ». Lors de la création du Fourth World Educational and Research Association Trust, Kohr en est administrateur aux cotés de l'auteur radical écolo et sécessionniste américain Kirkpatrick Sale et des aristocrates anglais Lord Beaumont, John Seymour, et l'inévitable Edward Goldsmith.

C'est le même Goldsmith, propriétaire de la revue The Ecologist qui est le mécène du mouvement de « la décroissance », traduction française du terme anglais « de-development » apparu pour la première fois dans The Ecologist en 1977.

Dans la même direction va la démarche intellectuelle de José Bové. Dans un entretien au Nouvel Observateur du 17 février 2002, après avoir affirmé que « l'état n'était plus le lieu des réponses aux questions que nous nous posons » et que « L'Etat-nation peut disparaître, cela ne changera pas grand-chose », Bové traitait d'escroc toute personne qui faisait « croire que l'Etat-nation peut être un rempart contre la mondialisation ! »

Leur combat pour la défense de l'environnement n'est qu'un simple prétexte moral pour combattre l'existence d'état-nations modernes. Car la maîtrise du nucléaire et d'autres technologies de pointe nécessitent une division de travail que seuls des états-nations développés puissent atteindre. Ce n'est pas « le nucléaire » ou « les OGM » qui les inquiètent, mais une société qui progresse par sa remise en cause permanente des limites, des « certitudes », des préjugés, des axiomes et l'imbécillité rurale qui contamine les bobos de villes.

Je pense qu'après ce tour d'horizon, nous pouvons conclure que « Small is often not beautiful at all ». Fin

On se moque que l'auteur règle ses comptes avec certains acteurs politiques, plutôt maladroitement, car Bové avait raison d'affirmer que l'Etat-nation ne peut pas être un rempart contre la mondialisation, celui des capitalistes dont les représentant sont acquis à l'UE ou à qui ils se sont empressés de livrer "l'Etat-nation", sans qu'il envisage pour autant de le remplacer par un

Etat ouvrier ou une République sociale, ce qui signifie qu'effectivement Bové faisait bien le jeu de l'UE.

J'ai relevé que l'indépendantiste breton Yann Fouéré avait loué les vertus du contrôle des citoyens sur la société sans procéder auparavant à un changement de régime, imité à sa manière par FI qui avec Le média prétend imposer une sorte de contre-pouvoir "citoyen" face aux médias institutionnels. On notera au passage que l'extrême droite tient le même discours, et que dans les deux cas il s'agit de stigmatiser les préjugés des masses, de s'attaquer aux masses et non au régime qu'ils n'envisagent pas d'affronter.

Le procédé qui est employé pour diviser les peuples, est le même qui est employé pour diviser les masses et leurs différentes couches. Les préjugés archaïques et certains comportements rustres recoupent toutes les couches de travailleurs, des plus défavorisées aux plus privilégiées, et à l'intérieur de chaque couche il y a des éléments évolués et d'autres qui sont arriérés, de sorte que le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie, le sexisme, l'homophobie, la maltraitance des enfants, des animaux, etc. traversent toutes leurs couches, toute la société en réalité, de sorte que les provoquer crée des tensions entre elles et peut conduire à des affrontements, à son explosion.

Plus on réduit l'homme à sa plus simple expression, et plus on le rapproche de ses ancêtres simiesques, on fait disparaître les apports de son développement à son évolution, et on le voue à la précarité qui était sa condition originelle. Ce processus conduit l'homme à régresser et entraîne sa régression sociale. C'est son véritable objectif, et non de vivre en harmonie en ayant une vision humaniste ou universaliste de l'homme, de la société. Car la stigmatisation des préjugés des masses ne fait que les renforcer. Fin.

LVOG - Pour notre part, nous ne prendrons pas la défense des Etats-nations des capitalistes et nous rejetons la régionalisation conçue par l'UE, nous combattons pour renverser les institutions de la Ve République et la rupture avec l'UE dans la perspective de l'instauration d'un Etat ouvrier ou une République sociale dans le cadre des Etats-Unis socialistes d'Europe ou la fédération des Républiques sociales d'Europe débarrassée du capitalisme.

Tenez, je vais en profiter pour répondre à un lambertiste qui m'a reproché dans un courriel d'avoir troqué le marxisme pour l'éclectisme. Vous pouvez passer ce passage si cela ne vous intéresse pas.

Certains militants atteint de démence et que le dogmatisme a conduit à une fossilisation ou à une sénilité précoce, vont en profiter pour critiquer la publication de cet article dans ce portail, parce que l'auteur n'était pas à leur goût, au mien non plus. Ils n'auraient rien trouver à redire si c'était leur parti ou leurs dirigeants qui en avaient pris l'initiative, mais voilà, cela ne leur viendra pas à l'esprit. Et vous savez pourquoi ? Parce qu'une idée, une analyse ou tout autre document ne vaut la peine d'être retenue ou exposée selon eux, qu'à condition que son auteur évolue dans leur minuscule cercle rance d'initiés, qu'il ait reçu leur extrême-onction ou qu'il ne fasse pas un usage détourné de cette idée, par crainte qu'on puisse leur reprocher un jour ou qu'on les assimile à des gens infréquentables, bref, ils sont vertueux ! Ce qui ne les empêche pas de citer des fripouilles ou des institutions quand bon leur semble, ce qui est leur droit... et le mien aussi, mais cela, ils ne peuvent pas le concevoir, fais ce que je te dis mais ne fais pas ce que je fais, tel est leur principe.

Quand je militais à l'OCI j'en étais arrivé à ne plus lire que la littérature de mon organisation et les oeuvres des marxistes, je censurais tout le reste, soit 99,99% de ce qui était publié. Personne ne m'avait obligé à adopter cette auto-censure. J'y avais été encouragé par mes chefs qui se répandaient sans cesse en invectives, surveillant de très près tout écart de langage ou tout mouvement d'humeur suspect qui pouvait être interprété comme un signe de dégénérescence ou de révisionnisme. Ils faisaient régner une sorte de terreur larvé ou soft sur fond de camaraderie. J'ai eu l'occasion de les observer pour avoir été admis dans leur petit clan. Coup d'oeil en douce ou par dessus la tête d'un militant, messes basses à l'écart des militants, humiliations, interrogatoires et rapports dignes d'un officier de police et j'en passe.

Et tout cela pourquoi ? Pour que pas un seul militant pense autrement que les dirigeants. Et quand on devait voter en cellule un rapport de la direction, il était impossible de s'abstenir, et gare à celui qui votait contre ! Voilà à quelle école mes principaux détracteurs ont été formés. Et en vieillissant, ils ne se sont pas arrangés, loin de là. J'ai eu l'occasion d'avoir des échanges épistolaires avec certains ex-militants de cette organisation, et j'ai eu la désagréable surprise d'avoir l'impression de retourner 30 ou 35 ans en arrière, j'ai abandonné l'idée de poursuivre la discussion avec eux. Passons.

Pour vous montrer que le contenu de l'article ci-dessus est bien en rapport avec l'actualité pour mieux la comprendre, je vous propose des extraits d'une tribune de députés LREM publié par Le Huffington Post. Engels a affirmé sur le tard, qu'avec Marx ils avaient négligé les origines de certaines représentations idéologiques, à ma manière mon initiative tend à combler cette lacune.

Quand les féodaux préconisent un "pacte girondin", la régionalisation en marche ou la décomposition accélérée de la société.

- Notre plan pour aller encore plus loin dans la décentralisation - huffingtonpost.fr 12.10

Partout notre discours progressiste a eu un écho. Passons maintenant aux actes. Tribune de 130 députés La République en Marche

Un "écho" en siège... mais pas en voix, chut !

Plus de pouvoir pour les régions, moins pour l'Etat...

- "Il nous faut repenser les nouvelles relations à instaurer entre l'Etat et les collectivités territoriales mais aussi et surtout entre les collectivités territoriales entre elles. Nous voulons plus d'autonomie et de responsabilisation de celles-ci. "

Un pacte girondin... ou le retour au Moyen-Age...

- "Il faut plus et mieux contractualiser ces relations, repenser un pacte girondin pérenne et stable au bénéfice de tous. "

En échange de plus grandes libertés... pour les réduire...

- "Les économies demandées de 13 milliards d'euros aux collectivités territoriales ne seront pas imposées, elles seront à la main des collectivités en échange de plus grandes libertés"

Sous la menace d'un étranglement financier...

- "Le suivi de ces contrats sera accompagné d'un système de bonus/malus permettant de récompenser les efforts par un accès facilité aux financements pour investir. "

Une institution pour clouer au pilori les récalcitrants ou les indisciplinés éventuels...

- "Bien entendu, cette nouvelle relation nécessite un dialogue permanent dans le cadre de la Conférence des Territoires pour rasséréner toutes les parties et développer une confiance mutuelle. "

L'étau se referme...

- "L'Agence nationale de la cohésion des territoires sera le guichet unique d'accompagnement des territoires et de simplification."

Une nouvelle décentralisation...

- "Ces plans d'investissement et ces contrats de confiance sont deux piliers essentiels. Nous pensons qu'un troisième pilier est nécessaire pour que l'édifice ambitieux de l'équité territoriale que nous appelons de nos veux soit pleinement efficient et pérenne, il s'agit d'une nouvelle décentralisation. "

L'enfer est pavé de bonnes intentions... ou la déconstruction de la République maquillée...

- "Nous voulons ainsi conjuguer l'unité de la République et la diversité de ces territoires, en droite ligne de l'article 1er de notre constitution : "La France est une République indivisible, (...). Son organisation est décentralisée." Le caractère "indivisible" ayant trop souvent été vu et vécu comme un devoir d'uniformité souvent contre-productif. C'est bien là le cœur de cette deuxième décentralisation à mener."

Une liberté nouvelle... le pistolet sur la tempe...

- "Dans cette perspective, nous souhaitons faciliter l'éclosion de "métropoles diffuses" associant des communautés territoriales sur des compétences transverses bien spécifiques mettant en évidence tout à la fois leur singularité et leur complémentarité avec les pôles métropolitains voisins. Il ne s'agit pas d'ajouter une couche au millefeuille territorial mais d'une liberté nouvelle de s'associer pour révéler, regrouper et optimiser les forces de nos territoires."

Pourquoi développe-t-il le numérique à marche forcé ? Réponse.

- "Aujourd'hui le numérique permet cette déconcentration. L'essor du télétravail, de l'économie circulaire et participative, de la télémédecine sont autant d'opportunités et de leviers de croissance pour n'importe quel territoire."

Leur modèle... made in USA...

- "La Silicon Valley nous a montré que la taille des entreprises n'était plus liée à la taille de la ville dans laquelle elles sont.

Cupertino ou Palo Alto sont des villages Américains qui ont engendré des multinationales. Les entrepreneurs d'avenir, l'innovation et les start-up sont déjà dans nos territoires intermédiaires, il nous faut créer des écosystèmes pour les aider et les maintenir sur ces territoires."

Les Girondins adeptent de l'Ancien Régime sont bien de retour...

- "Le sens des responsabilités est plutôt à chercher du côté de l'Association des Communautés de France qui voit bien le sens de l'intérêt général de ce nouveau pacte girondin de contractualisations. "

Les féodaux ont toujours eu un sens aigu de la justice sociale...

- "Le combat pour plus de justice sociale ne se jouera pas que dans les subtils équilibres à venir concernant notre modèle de protection sociale ou la redistribution de notre fiscalité, il se gagnera également, voire prioritairement dans une amélioration de l'équité territoriale." huffingtonpost.fr 12.10

Leur rhétorique n'est pas nouvelle, tous les despotes prétendent incarner, respecter, défendre la liberté, l'équité, la justice, l'intérêt général, etc. pour justifier en fait exactement le contraire ou tous leurs crimes.

Dorénavant en vous référant à ce document, vous pourrez justifier de traiter Macron de monarque et ses troupes de Girondins. Ce sont bien les nostalgiques de l'Ancien Régime qui sont au pouvoir.

Souvenez-vous des causeries où j'avais affirmé que leur nouvel ordre mondial avait pour modèle la monarchie absolue, et que c'était le modèle de société qu'ils voulaient nous imposer. Cela m'avait valu bien des quolibets. Comme quoi, je n'étais pas tombé sous l'influence de "complotistes", n'en déplaise à mes détracteurs, les faits m'ont encore donné raison, il faudra qu'ils s'y fassent.

- Terrorisme : les ministres de la Justice veulent un supra procureur européen - LeFigaro.fr

Ce projet, prévu pour 2025, devra surmonter les réticences de bien des États de l'Union. LeFigaro.fr 12.10

ACTUALITÉ DU JOUR

Londres pourrait rejoindre l'Aléna en cas d'échec avec l'UE, selon le Daily Telegraph - Reuters

La Grande-Bretagne n'exclut pas de rejoindre l'Aléna, l'accord de libre-échange nord-américain unissant les Etats-Unis, le Canada et le Mexique, si elle ne parvient pas à conclure un traité commercial avec l'Union européenne pour l'après-Brexit, rapporte mardi le Daily Telegraph, sans citer de sources.

Des ministres du gouvernement de Theresa May examinent cette possibilité dans le cadre des options envisagées en cas d'absence d'accord avec l'UE en mars 2019, date de la sortie du Royaume-Uni, écrit le quotidien.

La Belgique, elle aussi, en grève dans les services publics - AFP

Une grève dans les services publics entraînait mardi d'importantes perturbations en Belgique, particulièrement dans les transports, tandis que des grévistes menaient des actions aux abords de sites emblématiques comme la centrale nucléaire de Tihange (sud-est). AFP

La Roumanie malade de ses médecins à 400 euros par mois - Liberation.fr

De nouvelles lois prévoyant de diminuer encore leurs revenus devraient accélérer l'exode des praticiens, de plus en plus nombreux à partir exercer dans un autre Etat membre de l'Union européenne. Liberation.fr

Haïti: les juges en grève pour dénoncer un manque de moyens - AFP

Les juges haïtiens observent une grève d'une semaine pour dénoncer le manque de moyens alloués au secteur judiciaire dans le budget déjà contesté par l'opposition, qui le juge défavorable aux plus pauvres, et par les économistes qui craignent une aggravation de l'endettement.

Brésil: l'armée de retour dans la favela de Rocinha, à Rio - AFP

L'armée brésilienne a fait son retour mardi à Rocinha, la plus grande favela de Rio, pour appuyer une opération coup de poing de la police après de nouvelles fusillades entre bandes rivales de trafiquants de drogue, ont annoncé les autorités.

Un millier de soldats avaient pris position la dernière semaine de septembre dans cette favela où vivent près de 100.000 personnes pour mettre fin à la violence armée entre gangs. Les forces armées avaient quitté Rocinha le 29 septembre, la situation y étant alors officiellement "stabilisée".

Mais, tôt mardi matin, 500 soldats et des blindés sont allés se positionner à l'entrée de la grande favela, notamment dans une zone forestière qui jouxte le quartier aisé de Gávea, dans la Zone sud de Rio, où se cacheraient des trafiquants avec une partie de leur arsenal.

Vendredi dernier, un millier de policiers et de soldats avaient réalisé une opération d'ampleur dans une favela du nord de Rio de Janeiro, Morros dos Macacos, à la recherche de trafiquants impliqués dans les violences à Rocinha et qui se seraient enfuis de cette favela par la forêt.

Un peu plus d'un an après ses jeux Olympiques considérés comme un réel succès, la métropole est aux prises avec une flambée de violences dans les favelas, alimentée notamment par la crise financière que traverse l'Etat de Rio de Janeiro.

Face à l'incapacité de la police à contrôler la situation, le gouvernement fédéral avait envoyé il y a deux mois 8.500 militaires dans la "Ville merveilleuse" pour y maintenir la sécurité. AFP 10 octobre 2017

Après les États-Unis, Israël décide de se retirer de l'Unesco - sputniknews

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou a ordonné jeudi au ministère des Affaires étrangères de préparer la sortie de l'État hébreu de l'Unesco dans les mêmes délais que les États-Unis.

Netanyahou a salué la décision de Trump de se retirer de l'Unesco.

«C'est une décision morale et courageuse parce que l'Unesco est devenue un théâtre de l'absurde. Au lieu de préserver l'histoire, elle la déforme», a-t-il déclaré.

Les États-Unis ont annoncé ce jeudi quitter l'Unesco. Le département d'État américain a motivé cette décision par les arriérés de contribution de certains pays membres ainsi que par la nécessité de réformer cette organisation de l'Onu. Les États-Unis reprochent en outre à l'Unesco ses positions «anti-israéliennes».

La décision entrera en vigueur le 31 décembre 2018. Les États-Unis conserveront pourtant un statut d'observateur, a précisé la diplomatie américaine. sputniknews 12.10

Haut de page

Le 17 octobre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (15 pages)

Cette causerie est davantage destinée à vous remonter le moral plutôt qu'à vous le briser.

La Caf des Bouches du Rhône continue de s'acharner sur mon épouse handicapée (dont je suis séparé), du coup ils ont réussi à brise le sien : Elle est dans le coma depuis quatre jours déjà, elle a fait une hémorragie, ils l'ont opéré deux fois de l'estomac et ils seraient intervenus au niveau du coeur.

La Caf l'accuse d'avoir fraudé le code de la SS et lui réclame encore plus de 13.000 euros. Elle serait restée plus de 6 mois hors de France) plusieurs reprises au cours des dernières années. Or c'est faux, les cachets des douanes le prouvent, sauf en 2013 où elle a séjourné 5 malheureux jours de trop en Inde, involontairement évidemment, on ne souvient plus pourquoi, mais les gestapistes de la Caf ne veulent rien savoir. Voilà le récapitulatif que j'ai effectué personnellement à partir de son passeport :

2009 (365 jours) : 227 jours en France pour 182,5 jours
2010 (365 jours) : 184 jours en France pour 182,5 jours
2011 (365 jours) : 248 jours en France pour 182,5 jours
2012 (366 jours) : 191 jours en France pour 183 jours
2013 (365 jours) : 177 jours en France pour 182,5 jours
2014 (365 jours) : 190 jours en France pour 182,5 jours
2015 (365 jours) : 365 jours en France pour 182,5 jours
2016 (366 jours) : 279 jours en France pour 183 jours
2017 (365 jours) : 274 jours en France pour 182,5 jours

Comme on dit, il n'y a pas photo.

La semaine dernière ils ont coupé toutes ses allocations (handicapée et logement), son seul revenu, sous prétexte qu'elle ne leur aurait pas fourni des déclarations d'impôt de 2013 à 2015, ils se réveillent maintenant, alors qu'elle leur avait fournies en temps et en heure. Il n'en a pas fallu davantage pour l'achever. J'ai contacté trois avocats pour s'occuper de son affaire, aucun n'a donné suite. J'avais contacté plusieurs syndicats, même indifférence, tu parles, ce sont eux qui gèrent les organismes sociaux !

Et ces salopards en rajoutent, ils lui réclament mes déclarations d'impôt depuis 2013, alors que j'ai quitté la France en 1996 et ils le savent pertinemment puisque je leur avais écrit. C'est pire que de l'acharnement, c'est de la persécution, la France a sombré dans la tyrannie. Comptent-ils se venger sur ma misérable retraite ? Ils vont être déçus, car il n'y a rien à gratter sur 265 euros !

Hier, dans quatre courriels incendiaires, je les ai informés de l'état de santé de mon épouse et je leur ai dit ce que je pensais de leur méthode immonde. Face à un déni, vous ne pouvez pas lutter, vous êtes réduit à impuissance. A moins d'employer les grands moyens, mais je ne vois pas lesquels ici. Malheur aux plus faibles !

Encore un mot.

Dans mes courriels j'ai rectifié les informations qui figuraient dans son dossiers et qui étaient fausses : nous n'avons jamais été séparée avant 2004, nous n'avons jamais repris notre vie conjugale à cette date, par contre nous sommes séparés depuis 2007, date à laquelle elle s'est installée à Aubagne ; elle n'a pas cessé de travailler en 2003, puisqu'elle n'a jamais travaillé ; de plus son numéro de téléphone était mauvais. Comme quoi il y a vraiment n'importe quoi dans leurs dossiers.

Vous me direz peut-être que nous sommes victimes du bordel qui règne à la SS, je ne veux pas le savoir. Mon épouse a eu une multitude d'entretiens avec eux, je leur ai adressé plusieurs courriers, puis au moins une dizaine de courriels, ils n'ont rien voulu entendre, ils sont de mauvaise foi, ils portent délibérément atteintes à nos intérêts, ils ont décidé de nous nuire voilà tout, c'est la seule chose à retenir. Ne me faites surtout pas le coup du malheureux agent de la SS débordé de travail, il s'agit visiblement d'autre chose ici. J'en suis aussi désolé que vous, croyez bien, la situation est très grave.

Socialisme ou barbarie ?

Bienvenue chez les barbares.

Le destin de l'homme est cruel. Il naît dans la souffrance, il se développe dans la souffrance, et il meurt souvent dans la souffrance.

Et comme si cela ne suffisait pas, il en rajoute. Il faut tout de même préciser que les hommes ne souffrent pas forcément des mêmes maux ou de la même manière, et il y en a même qui éprouvent un certain plaisir à faire souffrir les autres, les plus faibles de préférence, ceux qui sont sans défense. C'est à eux que je dédie cette causerie, je vous laisse savourer la prose, moi j'ai ma dose.

Editorial de la Tribune des travailleurs (POID) du 11 octobre 2017 commenté.

(https://latribunedestravailleurs.fr/category/editoriaux)

D. Gluckstein ou le POID soutient "*l'aspiration de la majorité à une République catalane libre*", en ignorant que les autorités catalanes n'avaient cessé de multiplier les déclarations en faveur de l'intégration de la Catalogne à l'Union européenne, notamment.

Il n'est pas à un déni près. La suite le confirme :

"*Comme si le franquisme avait eu le souci de « fédérer les peuples » et non de les écraser !*" Car "*la situation en Espagne diffère de la situation en France, où la Révolution de 1789-1793 a édifié la nation*", la sacro-sainte nation, la république bourgeoise qui pour être abolie doit céder la place à la démocratie, ce qui signifie qu'on ne lui reconnaît pas la paternité des expressions démocratiques

qui pourraient exister sous ce régime, puisque seul le peuple révolutionnaire en est à l'origine ou les incarne.

Comme si les aristocrates devenus bourgeois et républicains pour l'occasion de 1789-1793 n'avaient pas "*édifié la nation*" ou « *fédérer les peuples* » pour mieux "*les écraser*" ou soumettre la plèbe au talon de fer du capital, auquel on attribuera des vertus démocratiques ! Les bourgeois et les républicains en usèrent et abusèrent tellement, qu'ils ont fini par les faire totalement disparaître. Sinon vous avez les despotes éclairés qui ont cédé la place aux ploutocrates philanthropes qui leur ont réservé le même sort.

Les peuples qui se fédèrent pas sont voués à se disloquer. Dans les deux cas la punition sera la même, ils seront écrasés, à ceci près que lorsqu'ils sont minuscules, ils n'ont aucune chance de s'en sortir un jour face à la coalition des puissances impérialistes, tandis que lorsqu'ils sont un peu plus consistants, ils peuvent résister et espérer vaincre un jour leur ennemi en attendant que la révolution socialiste balaie le monde.

Quant à Mélenchon, en regrettant que la monarchie n'assume pas la mission que lui avait confiée le franquisme, ils se fait plus royaliste que le roi, le dépositaire de l'héritage du franquisme. Tenez pendant qu'on parle de monarque, il ne manque pas une occasion pour attribuer à Macron Ier une légitimité que les travailleurs lui refusent. Comment ? Pardi, en employant les grands moyens ! Il prête à Macron de se porter garant d'un "*débat sur le fond*" à l'occasion de l'élection européenne de 2019, pour convaincre qui de quoi à l'Assemblée nationale croupion acquise à l'UE, pure imposture, fripouille.

J'ai annoncé que je soutenais Bachar al-Assad, mais je n'ai jamais manifesté le moindre accord avec lui et je n'en ai jamais passé, Mélenchon est passé à l'acte avec Macron, vous saisissez la différence. Il s'est trahi lui-même parce qu'ils partagent la même idéologie, ni l'un ni l'autre n'est favorable au socialisme, ce qui signifie qu'ils sont pro capitalistes. Il est parfaitement intégré dans les institutions de la Ve République, il s'est fondu dedans comme on disait de Mitterrand, il en attend quelque chose, c'est une façon comme une autre de les légitimer aussi, c'est un légaliste, un type vil et soumis à l'ordre établi et il le fait savoir.

Le régime qui a succédé à la monarchie en France n'a jamais été démocratique, de la même manière que la monarchie en Espagne ne l'a jamais été, et dans les deux cas ils ne le seront jamais, il faut les abolir pour que le peuple travailleur puisse exercer la démocratie.

Que la monarchie espagnole ait hérité des institutions du franquisme, et qu'à ce titre on lui refuse de revendiquer l'unité de la nation espagnole, pourquoi pas, mais alors il faut admettre qu'en France en étant flanqué d'une Constitution digne d'une puissance impériale et d'un régime dictatorial que lui envie bien des despotes dans le monde, il n'y a pas de quoi envier l'unité de la nation. C'est la plèbe qui l'a réalisée et non la bourgeoisie, elle coïncidait avec les besoins de son développement et elle l'adopta uniquement par cupidité ou avidité, mais certainement pas pour que le peuple puisse être libre et elle coupa la tête à ceux qui entendait lui accorder un soupçon de démocratie.

J'ai rédigé ce passage sans avoir en tête précisément l'histoire de l'Espagne des 2 ou 3 siècles précédents. Par acquis de conscience j'ai vérifié qu'elle était bien passée par un processus sensiblement similaire à celui de la France, monarchie, république, coup d'Etat, dictature, etc. En voici un bref récapitulatif pour l'illustrer.

1802 - Pour la première fois, tout le territoire espagnol actuel est gouverné par le même parlement.
1808 - La première constitution est promulguée en Espagne.
1812 - Seconde constitution
1868 - Le mot Espagne est employé au singulier. Les pièces de monnaie de l'époque portent la légende España.
1873 - Une République fédérale est proclamée le 11 février
1874 - Un coup d'État porte général Francisco Serrano,
1875 - La monarchie est restaurée
1876 - Monarchie constitutionnelle
1923 - Coup d'État qui institue une dictature.
1931 - La Seconde République espagnole est proclamée
1939 - Instauration d'une dictature dirigée par le général Francisco Franco..
1975 - Fin de la dictature. Le régime devient une monarchie parlementaire et républicaine sans rupture totale avec le franquisme.
1978 - La Constitution espagnole crée les « communautés autonomes »

(Source : Wikipédia)

Vous pouvez vous livrer au même exercice avec la France depuis 1789.

Ce qui ressort, c'est que l'Espagne a été unifiée ou a formé une nation de longue date jusqu'à nos jours tout comme la France, donc qu'on ne vienne pas nous dire que la Catalogne n'a jamais été intégrée à l'Espagne, car dans ce cas-là il faudrait en dire autant de la Bretagne, de la Vendée, etc.

Les partisans de l'indépendance de la Catalogne affirment que son intégration à la nation espagnole s'est déroulée dans la douleur

ou que les aspirations de son peuple n'ont pas été prises en compte, exactement comme ce fut le cas en France, en Italie, en Allemagne et bien d'autres nations, seraient-il par hasard nostalgiques des régimes qui existaient antérieurement, on est en droit de se peut se poser la question puisqu'ils recourent au même argument que les indépendantistes.

Sans entrer dans les détails et pour faire simple, on constatera qu'une multitude de peuples, de tribus ou d'ethnies peuplaient l'Europe autrefois, et qu'ils finirent par se rassembler pour constituer des nations, le plus souvent à la suite de conflits armés, et que leur territoire géographique correspondait à des frontières naturelles, mers ou océans, montagnes (Pyrénées, Alpes) ou fleuves (Rhin), et il semblait logique que tous les peuples qui se côtoyaient ou vivaient à proximité les uns des autres, alors que les moyens de transport moderne n'existaient pas commercent et entretiennent des relations, partagent un certain nombre d'us et coutumes ou leurs expériences, ce qui devait favoriser le développement des forces productives...

Est-ce cette évolution qu'il s'agirait aujourd'hui de remettre en cause ?

Extraits de *La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes* par Lénine - 1916

J'ai sélectionné les seuls passages en rapport avec notre sujet d'actualité.

- "*Les partis socialistes qui ne prouveraient pas par toute leur activité maintenant, pendant la révolution et après sa victoire, qu'ils affranchiront les nations asservies et établiront leurs rapports avec elles sur la base d'une alliance libre - et l'alliance libre est une formule mensongère si elle n'implique pas la liberté de séparation - ces partis trahiraient le socialisme.*"

En dehors du cadre de la révolution socialiste, il n'existera jamais d'"*alliance libre*" entre les différentes nations ou peuples, nous trouvons-nous dans ce cas de figure en Espagne, je n'en ai pas du tout l'impression.

- "*Le droit des nations à disposer d'elles-mêmes signifie exclusivement leur droit à l'indépendance politique, à la libre séparation politique d'avec la nation qui les opprime. Concrètement, cette revendication de la démocratie politique signifie l'entière liberté de propagande en faveur de la séparation et la solution de ce problème par la voie d'un référendum au sein de la nation qui se sépare. Ainsi, cette revendication n'a pas du tout le même sens que celle de la séparation, du morcellement, de la formation de petits Etats. Elle n'est que l'expression conséquente de la lutte contre toute oppression nationale. Plus le régime démocratique d'un Etat est proche de l'entière liberté de séparation, plus seront rares et faibles, en pratique, les tendances à la séparation, car les avantages des grands Etats, au point de vue aussi bien du progrès économique que des intérêts de la masse, sont indubitables, et ils augmentent sans cesse avec le développement du capitalisme.*"

L'Espagne figure-t-elle oui ou non parmi ces "*grands Etats*" ? La réponse est oui. Ne sommes-nous pas en présence d'un processus favorisant la "*formation de petits Etats*" que dénonçait Lénine ? Assurément.

- "*Le socialisme a pour but, non seulement de mettre fin au morcellement de l'humanité en petits Etats et à tout particularisme des nations, non seulement de rapprocher les nations, mais aussi de réaliser leur fusion.*"

Il semblerait que ceux qui se réclament aujourd'hui du socialisme poursuivent un autre but que celui du socialisme.

De quoi sont-ils nostalgiques ?

- Aude Lancelin (journaliste) : "*nous ne retrouverons pas une véritable vie démocratique tant que, d'une façon ou d'une autre, la situation dans les médias n'aura pas été déverrouillée.*"

(https://audelancelin.com/2017/10/11/sept-idees-fausses-sur-les-medias/)

A entendre ceux qui se disent de gauche, on pourrait croire qu'hier la vie était meilleure qu'aujourd'hui ("*Les jours heureux*", les "*Trente Glorieuses*", etc.), cela dépend pour qui, apparemment pas pour tout le monde, loin de là.

Avoir une vie meilleure ne signifie pas la même chose pour tout le monde, tout dépend de votre statut social, à quel échelon vous vous situez sur l'échelle social. Pour tous ceux qui se situent en bas, cela ne signifie pas grand chose. Pourquoi ? Mais parce que leur condition demeure extrêmement précaire et ils n'en tirent pratiquement aucune satisfaction, le seul répit qu'ils ont, c'est quand ils n'y pensent pas, quand ils en font abstraction parce qu'ils la détestent. Et les quelques rares instants de bonheur ils les puisent en eux-mêmes, ils ne les doivent à personne, certainement pas à cette société qui est si injuste et cruelle envers eux.

Ils croulent sous une multitude de difficultés parce qu'ils ne peuvent pas vivre décemment de leur travail. Leur salaire est trop bas ou misérable ne serait-ce que pour satisfaire leurs besoins les plus élémentaires, ils doivent se contenter des logements, de la nourriture, des vêtements, etc. réservés aux pauvres, exigus, de qualités médiocres ou de mauvaises factures, ils sont traités comme des moins que rien, alors que ce sont eux qui produisent les richesses qui profitent à l'ensemble de la société, sauf

eux qui concourent au fonctionnement des services publics dont bénéficient toutes les couches de la société, à ceci près que dans leur cas ils ne servent qu'à camoufler ou perpétuer indéfiniment leur état d'indigence.

Tous ceux qui bénéficient d'un statut social supérieur au leur ou de meilleures conditions de vie, auxquels la société ou les capitalistes consentent des privilèges, les mépriseront ou feront preuve d'indifférence à leur égard en ne se sentant pas concernés par l'injustice dont ils font l'objet, ils ne se mobiliseront pas à leur côté pour mettre un terme à leur médiocre condition parce que cela les entraînerait trop loin, imaginez un instant, cela pourrait les conduire à remettre en cause l'ordre établi qui fait preuve de tant de mansuétude envers eux, impensable. Ils auraient selon eux plus à y perdre qu'à y gagner à affronter le régime, vaut mieux encore qu'il demeure stable et s'accommoder de ses tares ou méfaits dont ils ne sont pas responsables, c'est ainsi qu'ils peuvent s'en tirer en se donnant bonne conscience, pendant que des pans entiers en subissent les conséquences désastreuses, inhumaines.

Non, les nantis ne sont pas victimes d'amnésie ou ils n'ont pas une mauvaise mémoire, ils n'ignorent pas non plus dans quelle société ils ont vécu antérieurement, ils ne retiennent que ce qui coïncidaient avec leur propre condition en la généralisant à l'ensemble de la société, en oubliant que des millions de travailleurs et leurs familles ne bénéficiaient pas du même traitement avantageux, en fait ils s'apitoient sur leur propre sort et rien d'autres comme si la société se réduisait à eux-mêmes ou devait être à leur service pour exaucer leurs désirs.

Quand ils ne sont pas nostalgiques des années 60-70, ils le sont des années d'après-guerre, ils en viennent à envier les années de l'entre deux guerres ou les années 30, certains vont même encore plus loin en remontant à l'Ancien Régime quand le peuple était réduit en servage ! Qu'ils y soient les mieux préparés pour le futur n'a rien d'étonnant partant de là.

Ils se disent volontiers progressistes ou humanistes, ils sont naturellement de gauche, mais en pratique ou en réalité ils se conduisent en vils serviteurs des esclavagistes des temps modernes.

Quel rapport y a-t-il avec le regard qu'ils portent sur les médias de nos jours ?

Il n'y a pas si longtemps que cela, l'existence de l'URSS et ses satellites du Pacte de Varsovie permettaient aux PCF ou aux staliniens de se faire passer pour des communistes, tandis que le PS ou les sociaux-démocrates continuaient de se faire passer pour des socialistes en référence à l'origine lointaine de leur parti.

Après la disparition de l'URSS, les staliniens continuèrent de se présenter comme de farouches ennemis du capitalisme, tandis qu'une décennie plus tôt les sociaux-démocrates adoptèrent officiellement l'économie de marché, le capitalisme, tout en continuant de se réclamer du socialisme.

Les staliniens ayant sans cesse trahi le communisme continuèrent à tenir sensiblement le même discours, tandis que les sociaux-démocrates allèrent jusqu'à troquer en parole le socialisme pour le capitalisme.

Staliniens et sociaux-démocrates n'en demeurèrent pas moins des alliés électoraux, et on continua de les caractériser de gauche comme si rien ne s'était passé depuis 1914 pour le PS ou les années 20-30 pour le PCF, comme s'ils n'avaient pas trahi et abandonné totalement leurs idéaux, le socialisme ou le communisme. Bien entendu, cette imposture n'allait pas être sans conséquence par la suite.

Cette caractérisation frauduleuse de gauche n'était pas seulement le fait des différents courants du mouvement ouvrier, elle allait être adoptée par l'ensemble des représentants officiels du capitalisme et la totalité des éditorialistes des médias aux ordres, sachant qu'elle servait les intérêts du régime, les uns et les autres les considéraient davantage comme des alliés plutôt que des ennemis, puisque le PS et le PCF n'avaient plus seulement cessé de s'opposer au régime, ils le soutenaient ouvertement ou se portaient garant de la stabilité des institutions de la Ve République.

Dans ces conditions, leur donner la parole ne coûtait absolument rien aux tenants du régime. Bien au contraire, cela présentait le précieux avantage d'entretenir l'illusion qu'ils étaient toujours de gauche ou des partis ouvriers en les accusant de vouloir s'attaquer au régime, alors qu'en pratique ils faisaient la démonstration inverse, ce qui permettait à la fois de diriger l'attention des travailleurs vers le PS et le PCF au lieu qu'elle se porte vers d'autres partis se réclamant du socialisme, et finir de dévoyer l'idée que les travailleurs pouvaient avoir du socialisme, de les éloigner ou de les détourner du socialisme.

Bien d'autres acteurs corrompus par le capitalisme et se réclamant de la gauche se virent accorder généreusement des tribunes dans les différents médias institutionnels, d'ailleurs cela n'a jamais réellement cessé, y compris de nos jours, à ceci près qu'ils ont été évincés des plateaux télés.

Le progrès social et la démocratie sont incompatibles avec le capitalisme au stade de l'impérialisme pourrissant.

Ce qui a également changé depuis quelques années, c'est que les oligarques, qui détiennent journaux et magazines, ne tolèrent plus dans leurs entreprises des journalistes qui se réclament de cette gauche réformiste et critiquent le chef de l'Etat ou la politique

de son gouvernement, leur liberté de ton est devenu insupportable pour eux. Ils préfèrent recruter des journalistes acquis au néolibéralisme qui peuvent très se charger de rédiger le même genre d'articles en modifiant son orientation ou leur conclusion, de telle sorte que les lecteurs ne sauront pas quoi en penser ou seront en proie à une grande confusion idéologique, leur esprit critique sera pour ainsi dire anesthésié, alors qu'ils auront au passage ingurgité la propagande officielle, à leur insu, et c'est bien là l'essentiel. Ils sont ainsi assurés qu'ils ne déraperont pas, ou que leur critique de la politique ou du comportement du chef de l'Etat ou du gouvernement ne dépassera pas le stade de lieux communs sans intérêt ni conséquences ou sera inoffensive, ne se traduira pas par des illusions inutiles dans un monde meilleur.

Il faut que leurs lecteurs aient l'impression que l'auteur d'un article a fait preuve d'impartialité ou d'objectivité, pour qu'une fois mis en confiance ils admettent qu'ils doivent se soumettre à la politique qui leur est imposée, parce que celui qui l'applique ou leur propose (leur impose en réalité) n'a pas le choix lui-même ou plutôt, il fait pour le mieux le bougre, pour leur bien-être, l'intérêt général, etc., ils doivent donc s'ôter définitivement de la tête l'idée qu'une autre politique serait possible, ils doivent s'en convaincre eux-mêmes et ce genre d'articles a été spécialement conçu pour les y aider.

Les intellectuels ou les journalistes qui sont évincés des salles de rédaction ou des plateaux de télés, ne comprennent évidemment pas ce qui se passe pour être passés à côté de l'évolution de la crise du capitalisme mondial, et pour avoir entretenu des illusions dans le capitalisme, mais surtout pour avoir été influencés par l'idéologie que le PS ou le PCF véhiculait et qu'ils identifiaient abusivement à la gauche, idéologie qu'ils colporteront pendant des décennies parce qu'elle présentait moins de risque qu'affronter le régime, auquel cas ils auraient subi le même sort qu'aujourd'hui prématurément ou ils auraient dû changer de métier. Apparemment elle leur a permis de bien vivre puisqu'ils en redemandent.

Cela vaut également pour tous les militants qui sont pris de nausée en ouvrant leur poste de télé ou leur journal, et bien qu'ils les boycottent pour commencer au lieu de se plaindre.

En résumé, il fut tout une époque où les tenants du capitalisme avaient besoin du PS et du PCF, ainsi que d'intellectuels ou de journalistes pour véhiculer l'illusion que le capitalisme était réformable ou encore progressiste, et cette époque est définitivement révolue, du coup ils ont décidé de se débarrasser des uns et des autres. Maintenant, quel sera le destin de tous ceux qui avaient adopté l'idéologie réformiste ? Je vous laisse réfléchir à cette question que nous aborderons une autre fois. En attendant ce qui est certain, c'est que s'ils n'adoptent pas le socialisme, ils sont voués à se décomposer indéfiniment.

En guise d'épilogue.

Aude Lancelin (journaliste) : "*nous ne retrouverons pas une véritable vie démocratique tant que, d'une façon ou d'une autre, la situation dans les médias n'aura pas été déverrouillée.*"

Mais de quoi parle-t-elle, de quelle époque, j'ai 62 ans et je ne l'ai jamais connue.

J'ai souvenir que dans les années 50 il fallait choisir entre se chauffer l'hiver ou manger à sa faim. Que dans les années 60, les ouvriers encore payés à la tâche devait se soulager dans un pot de chambre parce que leur salaire était trop misérable pour se loger décemment. Que dans les années 70 une fois le loyer et les charges incompressibles réglés, un ouvrier n'avait plus de quoi bouffer tous les jours. Que dans les années 80 le chômage de masse prit son envole pour ne plus jamais disparaître. Que depuis les années 90 la condition de l'ouvrier n'a cessé de se détériorer.

Dites-moi madame Aude Lancelin, elle est où là-dedans la "véritable vie démocratique" ? Vous croyez qu'un jour un ouvrier à souhaiter vivre ainsi ? Non bien sûr, on lui a imposer, il n'y avait donc rien de démocratique dans ce que nous avons vécu, les jeunes doivent le savoir.

Au milieu des années 70, le salaire de mon père ne suffisait pas pour nous nourrir normalement, et c'était ma grand-mère qui achetait la viande le dimanche pour une partie de la semaine, et ma mère était obligée d'emprunter quelques dizaines de francs à ma tante Madeleine pour acheter du pain et de l'essence pour que mon père puisse aller travailler. Car pas de bagnole, pas de boulot, en vélo ou en mobylette, 150 bornes aller et retour avec une caisse à clous (machines, outils) de plus de près de 100 kilos c'était impossible. Donc il avait dû s'endetter pour acheter cette bagnole qui lui servait essentiellement pour aller bosser ou se faire exploiter, et en plus c'était à lui d'acheter toutes les machines et tous les outils pour aller gratter. Il bouffait à la gamelle le midi, un jour il a failli en crever, c'était en plein hiver dans le milieu des années 50, les hivers étaient très rudes à cette époque là à Paris. Et quand il rentrait du boulot, il se retrouvait dans une chambre de bonne sans chauffage au 6e étage sans ascenseurs sous les toits par - 20°C. On grelottait, on ne bouffait pas à notre faim, on était fagoté comme l'as de pique, on se lavait souvent à l'eau froide dans une bassine, on pissait et on chiait dans un sceau. 26 ans plus tard, je me retrouverai dans la même situation. 10 ans plus tard, je serai obligé de déménager pour prendre un appartement plus petit parce que je ne pouvais plus payer le loyer de mon logement HLM (3 pièces à Clichy) et arriver à survivre (suite à un divorce). C'est d'ailleurs ce qui m'a conduit à prendre la décision de quitter la France, invivable.

Toutes les améliorations dont on a pu bénéficier ont été payées au prix fort, pas par tout le monde apparemment. C'étaient le produit de conquêtes sociales ou de concessions accordées par nos maîtres, parce que cela leur permettait de s'enrichir encore

plus et non par philanthropie, mais il était écrit nulle part qu'elles seraient pérennes pour l'éternité, un jour la récréation devait se terminer au profit d'une régression sans fin, en passant autour du cou de l'exploité le joug de la servitude qui devait coïncider avec son destin ou sa tragique et précoce disparition pour les plus faibles ou les moins bien préparés au nouvel ordre mondial.

Mais au fait, on ne l'a toujours pas trouvé la "*véritable vie démocratique*".

Mon père a travaillé très dur pour avoir le droit d'être pauvre ou crever, et moi j'ai préféré n'en faire qu'à ma tête et le même sort m'a été réservé, vous avouerez qu'avec la meilleur volonté du monde on n'a toujours pas trouvé trace de votre foutue "*véritable vie démocratique*".

Il m'est arrivé de faire plus de 10 kms à pied pour revenir de l'école chez mes parents, parce que je n'avais pas de quoi m'acheter un ticket de bus, j'avais13 ans je crois. Cela doit être de cette époque-là que date la démocratisation de la marche à pied, comme mon père quand il acheta sa première bagnole, une 4CV Renault, ah les bienfaits de la démocratisation de l'endettement des ménages comme ils disent ! Moi j'ai loupé la démocratisation de l'avion, mais j'ai une excuse, à cette époque-là je planais trop ! J'avoue que je suis passé à côté de quelque chose, quoique, je n'avais pas l'argent pour me payer un billet, décidément la "*véritable vie démocratique*" ne m'était pas réservée.

J'ai également souvenir de la soupe populaire, de l'Armée du salut arpentant les rues de Paris (rue de Rome), la cohorte de clochards dormant dans les rues que j'enjambais le matin en allant à l'école... Les tickets de rationnement jusqu'en 1949, l'appel de l'abbé Pierre en 1954, la grève des mineurs de 63, mai-juin 68, les grandes manifestations étudiantes de 76, etc. Liste à compléter.

Dans le même registre. Le déjeuner aussi était à "***huis clos***" ?

- Macron lance sa stratégie de lutte contre la pauvreté des enfants - Le Huffington Post

Avec pour objectif "l'égalité des chances" pour les enfants de tous milieux... avec un déjeuner avec les associations (ATD Quart Monde, Emmaüs, Petits frères des pauvres, Secours catholique ...).... Macron reçoit à l'Elysée mardi à déjeuner les principales associations de lutte contre la pauvreté, ainsi que des entreprises, des chercheurs et des experts, devant lesquels il doit prononcer une allocution à huis clos pour lancer la concertation sur sa stratégie. Le Huffington Post 17.10

Il n'y a pas que les bureaucrates pourris des syndicats et les élus dits de gauche ou de la gauche de la gauche qui prêtent allégeance à leur suzerain, tous veulent en être.

Tous en croquent.

Qu'ont-ils ont en commun ? Ils sont tous grassement entretenus, financés ou subventionnés par l'Etat, par le gouvernement en place. Ceci explique cela.

Lu dans un article publié dans différents médias dits indépendants ou alternatifs (sans rire).

"*Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et la fondation de l'Organisation des Nations Unies, prévaut l'interdiction de faire la guerre*"... alors que les guerres n'ont jamais cessé à travers le monde depuis 1945 !

- "*Durant ces 7 dernières décennies, certains pays membres de l'OTAN ont trop souvent mené des guerres illégales*"... parce que l'OTAN aurait mené des guerres légales, mais quel pays leur avait-il déclaré la guerre ? Aucun !

- "*... les fondements de l'organisation pacifique qu'est l'ONU, et en particulier l'interdiction de faire la guerre, furent clairement sapés*."... des fondements qui engageaient à quoi les puissances impérialistes? A rien !

On se demande comment il est encore possible de sortir de pareilles énormités ou de telles contrevérités.

Dans quel monde vivent-ils ?

Cinq impérialismes monopolisent le pouvoir à l'ONU par le biais du Conseil de sécurité (Grande-Bretagne, France, Etats-Unis, Russie, Chine). Depuis quand l'impérialisme est-il "*pacifique*" ? Jamais. Depuis quand "*l'interdiction de faire la guerre*" a-t-elle empêché les guerres ? Jamais. Une pure invention ou une vue de l'esprit.

Ils servent de caution à l'impérialisme.

C'est derrière cette imposture que se retranchent les petits bourgeois qui se disent de gauche, progressistes, démocrates.

En conséquence, quand on fait preuve un tant soit peu de logique ou qu'on est cohérent, il est légitime ou fondé d'affirmer que ces intellectuels ne sont ni de gauche ni progressistes ni démocrates.

Il leur suffit qu'un acteur politique ou une institution fasse une déclaration ou affiche ses intentions pour qu'ils les croient sur parole. Sont-ils naïfs ou crétins à ce point-là ? Ce sont les faits, un simple constat, personne ne les oblige faire la démonstration d'un tel manque de discernement. Sont-ils honnêtes intellectuellement ? Jusqu'à un certain point seulement, car ils savent pertinemment que s'ils poussaient leur réflexion plus loin ou au-delà des apparences trompeuses, ils devraient abandonner leurs illusions dans le capitalisme et l'affronter, ce à quoi ils ne tiennent pas du tout.

Une rhétorique bien huilée ou qui a fait ses preuves.

Leur interprétation de l'histoire tient de la fiction, du roman, dont le scénario a été rédigé par les tenants du capitalisme, capitalisme auquel ils vouent un véritable culte en le dotant de qualités qu'il n'a jamais eu, mais qu'il s'attribue, là encore ils le croient sur parole parce que cela les arrange.

Ils substituent à la réalité celle que les idéologues, porte-parole ou représentants du capitalisme ont concoctée spécialement à leur attention, et ils vont profiter du statut privilégié qui leur est accordé et qui leur confère une certaine légitimité, pour diffuser leur version essentiellement en direction des classes moyennes, des intellectuels, les corrompre.

Ce qu'il y a de remarquable dans cette quasi-idolâtrie du capitalisme, c'est qu'elle témoigne qu'il n'est pas nécessaire d'être arriéré, illettré, sous évolué, etc. pour passer à côté des bases élémentaires de la dialectique.

A quoi serviraient-elles à ces esprits étriqués ou bornés, puisqu'ils ne savent rien faire d'autre qu'observer le monde à travers le petit trou de la lorgnette.

Leurs analyses se terminant toutes dans une impasse ou le constat qu'il faudrait continuer de faire avec le capitalisme indéfiniment, elles tournent résolument le dos au socialisme ou à l'idée qu'il serait possible de changer la société, elles sont profondément démoralisantes. Comme quoi ces intellectuels servent au moins à quelque chose.

Le saviez-vous ?

Qui est derrière Amnesty International ?- dnipress.com 12.10.2017

« *Amnesty International est principalement financée par ses cotisations et dons publics. Aucun fonds n'est demandé ou accepté de la part de gouvernements pour enquêter et faire campagne contre les violations des droits de l'homme. Amnesty International est indépendante de tout gouvernement, idéologie politique, intérêt économique ou religion.* »

C'est l'une des organisations de défense des droits de l'homme les plus influentes au monde, d'après ce que déclare Amnesty International. Dans le même temps, le rapport financier officiel de l'organisation pour 2015 indique parmi les donateurs, des structures comme la Fondation Open Society de George Soros ou la Fondation Ford.

La Fondation Nationale pour la Démocratie américaine (NED), qui est officiellement financée par le Congrès américain, via le budget de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID), était aussi mentionnée dans les rapports précédents de 2008 à 2010. Il est intéressant de noter, que lorsque les médias ont commencé à parler de manière croissante de l'implication d'Amnesty International, les références aux articles officiels de l'organisation sur ses revenus et les rapports des années précédentes ont commencé à disparaître d'Internet. Maintenant, il est difficile de trouver confirmation du fait qu'AI a travaillé à une époque pour les intérêts de la NED, une organisation qui a activement soutenu les mouvements des jeunesses arabes, qui ont pris, plus tard, une part active dans la série de « révolutions de couleur » qui ont eu lieu dans les pays du Moyen Orient et en Afrique du Nord. Le site de l'organisation lui-même est fait de telle façon qu'il est très difficile de trouver le moindre rapport. Sur la page principale vous ne trouverez pas le bon lien, uniquement si vous connaissez l'adresse directe, ou utilisez le moteur de recherche. Un autre fait très révélateur, est que le site n'a désormais plus de rapports antérieurs à 2014. Même pour ces miettes d'informations que le secrétariat d'AI présente, on peut se demander si l'organisation de défense des droits de l'homme est vraiment une entité indépendante. Étant donné que toute subvention implique l'accomplissement d'une mission spécifique dans l'intérêt du donateur. Prenons par exemple la Fondation Open Society de George Soros, la subvention de cette organisation vise à soutenir les migrants, à les protéger et à les sauver et, en fait, à faciliter leur réinstallation en Europe.

Il est important de noter que les organisations de George Soros et d'Amnesty International travaillent ensemble depuis de nombreuses années. Maintenant, les informations à ce sujet ne sont pas faciles à trouver sur le site web d'Amnesty, mais cette mémoire est toujours stockée sur le site officiel de la Fondation Open Society.

À partir de 2008, la fondation a accordé une subvention de trois ans à la branche américaine d'Amnesty International. En juin 2011, Amnesty International a publié un rapport justifiant l'opération militaire américaine en Libye, à la suite de laquelle

le gouvernement libyen a été renversé et le pays lui-même a été occupé et détruit.

C'est Hillary Clinton qui a pu peser sur cette décision au sein de la commission des affaires étrangères. Il est prudent de dire qu'à cette époque, Amnesty International a travaillé en étroite collaboration avec les agences gouvernementales américaines. C'est tout d'abord le Département d'État qui a utilisé les résultats du travail de l'organisation en Libye puis en Syrie, quand Amnesty International a fait un autre rapport disant qu'à la prison syrienne de Damas Seydnaya, 13 135 prisonniers ont été pendus, principalement des « civils », par le régime d'Assad de 2011 à 2015. Dans le même temps, le rapport n'a fourni aucune preuve réelle. Les chiffres astronomiques des victimes étaient le résultat de calculs arithmétiques basés sur le témoignage de personnes non nommées dans le rapport. Étant donné que sur la base de ce rapport, des décisions d'importance mondiale pourraient être prises, l'organisation de défense des droits de l'homme pourrait au moins fournir des informations complètes et la logique de ses calculs. Mais, malheureusement, cela n'a pas été fait.

Il est d'une importance fondamentale de noter qu'entre 2012 et 2013, Susan Nossel occupait le poste de directrice exécutive d'AI aux États-Unis, où elle travaillait auparavant comme assistante d'Hillary Clinton (alors secrétaire d'État américaine) auprès d'organisations internationales. En particulier, c'est elle qui a élaboré une résolution sur « *les violations des droits de l'homme* » en Libye, en Syrie et en Iran. Nossel est connue pour son soutien aux membres des Pussy Riot et sa participation à l'élaboration de la première résolution des Nations Unies sur les droits des minorités sexuelles. De plus, Nossel est l'auteur du terme « Smart Power » (on pourrait traduire cela en français par Puissance Habile).

Il est incroyable de voir à quel point les lignes idéologiques d'Amnesty International, de la Fondation Open Society de George Soros et du Département d'État américain sous Hillary Clinton sont proches. Tous défendent les droits des minorités sexuelles, des transgenres, des migrants et des féministes, tout aussi négatifs pour les gouvernements syrien, libyen, irakien, russe et iranien, ainsi qu'une attitude nettement négative envers le nouveau président américain, Donald Trump. En passant, c'est George Soros qui est à l'origine des manifestations aux États-Unis en soutien à Hillary Clinton la veille et après l'inauguration de Donald Trump. (..)

Aujourd'hui, il est presque impossible de trouver des preuves directes qu'en 2008, la branche israélienne d'Amnesty International a accepté un don de 130 186 shekels du département d'État du gouvernement des États-Unis. En 2009, le don est passé à 239 523 shekels. En 2010, la branche israélienne d'Amnesty International a accepté un don de l'ambassade royale des Pays-Bas en Israël pour 60 574 shekels listés comme don d'une entité politique étrangère. En 2011, Amnesty International Royaume-Uni a accepté une subvention de 842 000 £ (faisant partie d'une plus grande donation sur quatre ans) du Département pour le développement international (DFID).

Une subvention sur cinq ans d'environ 3 850 000 £ a été octroyée de janvier 2013 à décembre 2017 via la contribution du gouvernement norvégien au nouveau NRK (Téléthon norvégien). Une résolution de 2011 de l'ICM trouvée sur le site Web d'Amnesty Australie (la page a depuis disparue mais une mention y est faite ici) fait état de la croyance répandue parmi le public selon laquelle aucun fonds de gouvernements n'est accepté. Cependant, la résolution continue en expliquant qu'ils reçoivent un financement direct de sources gouvernementales pour l'éducation aux droits de l'homme.

Ceci est clairement exclu de la déclaration d'Amnesty sur les fonds et les dons. « *La collecte de fonds de ce type présente potentiellement des défis pour l'indépendance et l'impartialité d'Amnesty International vis-à-vis des gouvernements* », notent-ils. « *En particulier lorsque le financement d'une subvention exige des obligations contractuelles spécifiques. Il y a aussi un risque de perception publique que l'indépendance d'Amnesty International est vulnérable ou diminuée lorsque les fonds gouvernementaux sont acceptés. Des sondages auprès des partisans d'Amnesty International ont montré que le fait de ne pas accepter le financement de gouvernements est la principale raison de leur soutien.* »

En plus de cacher à un grand nombre de leurs partisans le fait que leur politique peut considérer comme acceptable des financements gouvernementaux pour « l'éducation », Amnesty International a également accepté des dons de la part de sociétés ayant des intérêts politico-financiers. Une note datée de novembre 2007 indique qu'Amnesty n'acceptera les dons d'entreprises que si « *Amnesty International a un avantage significatif et que la réputation d'Amnesty International est peu menacée* ». Un extrait de la note indique qu'une entité d'Amnesty International avec un revenu annuel plus de 100 000 £ ne doit pas obtenir plus de 10% de son financement total de la part d'entreprises. Pour qu'Amnesty accepte les fonds d'entreprises, ils doivent passer par une sélection. La note de 2007 indique que la sélection comprend une liste de ressources en ligne disponibles auprès du Secrétariat international (Programme international de collecte de fonds). Le mémo explique comment utiliser une liste de mots clés utiles pour la recherche dans la base de données. La liste des mots utiles fournis comprend : les droits de l'homme ; tribunal ; violation ; responsabilité sociale des entreprises. Pourquoi la Fondation Open Society a-t-elle été approuvée par Amnesty ?

On peut affirmer avec assurance qu'Amnesty International est un mercenaire international engagé par des organisations d'État et des entreprises pour défendre leurs intérêts économiques et politiques.

Et enfin, George Soros est également l'un des principaux sponsors d'une autre organisation internationale de défense des droits de l'homme bien connue - Human Rights Watch. Alex R.

https://dnipress.com/fr/posts/qui-est-derriere-amnesty-international/

Parole d'internaute.

1- "Eric Shmidt a été PDG de Google de 2001 à 2011 et depuis il est Président exécutif du Conseil d'administration de Google/Alphabet.

Il est également directeur du comité d'innovation pour le Pentagone en charge de faire bénéficier l'armée US des innovations de la "Silicon Valley en terme de technologies.

En Nov 2016, la Leaks des "Podesta Emails" a permis d'établir qu'E.Shmidt était en relation étroite avec Hillary Clinton et son Staff pour proposer, dans un démarche très volontaire, sa vision d'une équipe de promotion de campagne électorale basée sur l'exploitation de bases de données existantes, de la constitution de profils et d'algorithmes avec 5000 employés et 1,5Milliards€ de budget, bref toute la science du marketing mathématique et de la fabrication d'opinion mise au service d'une campagne électorale.

Quelques citations pleines d'innocences d'Eric Shmidt :

"Dans ce futur nouveau, vous n'êtes jamais perdu. Nous connaîtrons votre position au mètre près et bientôt au centimètre près"

"Ce n'est qu'une fois que nous aurons obtenu leur attention que nous pourrons espérer conquérir leur cœur et leur esprit."

"La plupart des gens ne souhaitent pas que Google réponde à leurs questions. Ils veulent que Google leur dise quelle est la prochaine action qu'ils devraient faire."

"La technologie du ciblage individuel sera si performante qu'il sera vraiment dur pour les gens de regarder ou de consommer quelque chose qui n'a pas été d'une manière ou d'une autre taillé pour eux."

"Seuls les criminels se soucient de protéger leurs données personnelles"

"Si vous faites quelque chose et que vous ne voulez que personne ne le sache, peut-être devriez-vous déjà commencer par ne pas le faire.""

LVOG - Ils n'ont décidément rien à envier aux nazis, à ceci près qu'ils disposent de moyens financiers illimités et ils agissent sur une plus grande échelle, mondiale.

2- "Que faut-il donc de plus pour nous rendre la vue?

Que faut-il donc de plus pour que nous cessions de croire au Pouvoir magnanime?

Que faut-il donc de plus pour que nous disions catégoriquement et massivement « non » à ce Pouvoir?

Que nous faut-il pour que, soumis volontaires, nous devenions libres et agissions massivement librement?"

LVOG -Personne ne peut répondre à ces questions à votre place...

3- "La pharmaceutique a subit un complet bouleversement de paradigme qui a ruiné la confiance que l'on avait envers elle :

Avant elle cherchait à guérir des malades pour le bien de l'humanité maintenant elle soigne des patients afin d'assurer des bénéfices pérennes aux actionnaires.

Une fois ceci compris on ne s'étonne plus de voir les effets secondaires se multiplier et les médicaments devant être pris à vie sans résoudre le problème définitivement."

LVOG -Et bien cessez de les prendre, changer de médecine ou mettez fin à vos jours.

4- "Quand est-ce que les grands de ce monde comprendront-ils que le capitalisme financier nous mène à notre perte ?

C'est à se demander s'il y a encore des gens qui réfléchissent un tant soit peu."

LVOG -Vous n'en faites pas vraiment la démonstration en attendant...

5- "Le jour où une solution alternative systémique est disponible faites signe ! Je dis systémique car il faut se battre sur les détails. (...) d'alternative hors du capitalisme je n'en vois pas (à part le chaos qui suivrait un effondrement)."

LVOG -A moins qu'il ne le précède ! Votre ignorance vous aveugle...

La Banque mondiale serait-elle animée de bonnes intentions envers les déchets du capitalisme ? Policières, totalitaires.

- 1,1 milliard de personnes sans identité officielle dans le monde - AFP

Plus de 1,1 milliard de personnes, essentiellement en Afrique et en Asie, sont incapables de prouver leur identité avec un document officiel ce qui les prive de l'accès aux services de santé, de protection sociale ou d'éducation, déplore la Banque mondiale. (Pendant qu'avec le FMI elle fait pression sur tous les gouvernements pour qu'ils les privatisent... - LVOG)

A travers le lancement d'un programme baptisé "*ID4D*" (Identification for development initiative), la Banque mondiale escompte aider les pays à recenser et identifier ces personnes en s'appuyant sur la technologie digitale.

"*Avec un septième de la population de la planète vivant sans aucune pièce d'identité officielle, les familles sont privées d'accès aux soins de santé, à l'éducation mais aussi aux services sociaux et financiers*", a regretté Eric Jing, l'un des membres du conseil de ce programme. AFP 14 octobre 2017

Si je prends le cas de l'Inde où je vis, voilà à quoi peut servir cette "*technologie digitale*" :

Message reçu de Vodafone : Hi, As per Govt order & records, your mobile no. is still not linked with Aadhaar. Rush immediately to nearest Vodafone store with mobile to avoid disconnection.

Traduction : Bonjour, suite à la décision adoptée par le gouvernement, vous n'avez pas encore fourni à Aadhaar (au fichier national d'identité) votre numéro de téléphone. Courez immédiatement à l'agence Vodafone la plus proche avec votre téléphone afin d'éviter une déconnection.

Délirant !

Alors que lorsque Vodafone m'a remis cette carte (Sim) j'ai présenté mes papiers d'identité, un justificatif de domicile, ils en ont fait des copies et je leur ai remis 2 photos, j'ai rempli et signé un formulaire. Mieux encore, là il s'agit du numéro que j'utilise avec le modem pour me connecter à Internet, alors qu'ils ont déjà procédé à la vérification de mon identité (digitale) après que j'ai présenté ma carte Aadhaar (qui fait office de carte d'identité) avec l'autre numéro (ou carte Sim) que j'utilise pour le téléphone portable.

On aura compris que l'objet de ce fichage renforcé ne sert pas à permettre à la population d'avoir accès à un service, mais bien à leur permettre de lui en interdire l'accès s'ils le jugeaient nécessaire. C'est désuet, car on peut refiler cette carte Sim à n'importe qui et qui en fera l'usage qu'elle voudra sans qu'ils le sachent, comme on peut la perdre ou nous la voler avec le portable. D'ailleurs j'en possède une troisième que j'ai donné à la soeur de ma compagne, et si je ne la récupère pas et que je ne retourne pas chez Vodafone avec ma carte Aadhaar, ils vont lui couper le téléphone ces despotes !

Epilogue. J'y suis allé ce matin, une queue terrible, il fallait prendre un numéro et perdre une heure ou plus, je me suis tiré, merde !

Info relayée par les médias comme il se doit.

- Une personne sur sept est sans identité officielle dans le monde, d'après la Banque mondiale - Franceinfo

- Une personne sur sept n'a pas d'identité officielle dans le monde - L'Express.fr

Bienvenue chez les barbares.

- Somalie : scènes de chaos après un attentat à Mogadiscio, plus de 200 morts - LeFigaro.fr

- Législatives autrichiennes : la droite ultra-conservatrice et l'extrême droite au plus haut - Liberation.fr

- Manifestation nazie à Kiev - Réseau Voltaire

Ils osent tout

- Macron: "Je ne suis pas arrogant, envers les Français, je suis déterminé" - L'Express.fr

Dans un entretien à l'hebdomadaire allemand Spiegel, le chef de l'Etat récuse mener une politique en faveur des plus riches. L'Express.fr

Pourquoi, parce qu'il aurait dû l'avouer ?

- Macron aux Allemands : «Je ne me prends pas pour un roi» - Liberation.fr

Avant sa première interview à la télévision Française dimanche soir, le chef de l'Etat plaide pour l'héroïsme politique, critique les médias et célèbre sa proximité avec Angela Merkel. Liberation.fr

- Pour Cazeneuve, Macron mène une politique "à droite" - Reuters

- Sébastien Le Fol - Comment préserver nos libertés - LePoint.fr

- Peut-on être heureux au travail ? - Liberation.fr

- Fonction publique : les syndicats pas rassurés par Gérald Darmanin - Franceinfo

- Réforme du travail : Alexis Corbière déplore les propos "flous" du gouvernement - Franceinfo

- Drapeau européen : «Ces douze étoiles, ce sont les douze apôtres» soutient Clémentine Autain - L'Opinion

- Ben Ali se porte bien, merci pour lui - Le Huffington Post

- L'administration Trump dédaigne un lieu de mémoire des luttes LGBT - Liberation.fr

- Maria Alekhina, anti-tsar system - Liberation.fr

Après la prison, la Pussy Riot continue les performances artistiques anti-Poutine... Liberation.fr

- Le roi du porno Larry Flynt offre 10 millions de dollars pour destituer Trump - AFP

Haut de page

Le 19 octobre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (13 pages)

Cela fait 6 jours que mon épouse est dans le coma et sous respiration artificielle.

J'ai reçu avant-hier une lettre de la CNAV (Caisse nationale d'assurance vieillesse) m'informant que l'attestation bancaire que je lui avait envoyée avait été établie depuis plus de trois mois, et qu'en conséquence je devais leur en renvoyer une, comme si je n'avais que cela à faire que de cavaler à ma banque (30 kms aller/retour) et perdre plus d'une heure, pour finalement leur renvoyer un document identique, à croire qu'ils n'ont que cela à foutre !

Hier j'ai évoqué l'épouvantable Caf des Bouches-du-Rhône qui a réclamé plusieurs fois à mon épouse les mêmes documents depuis quatre ans. Chaque fois cela leur fait du travail en plus, c'est à se demander s'ils sont vraiment en sous-effectif ou débordés de travail, non ? En fait, ils s'en tapent puisque ce seront les assurés sociaux qui en seront les victimes, car de leur côté ils

pourront ainsi justifier leur poste de travail. Ils font du zèle, ils n'essaient pas d'être bienveillants ou compréhensifs envers les travailleurs, ils sont bornés au possible, multiplient les erreurs, ils ne s'en excusent jamais et nous traitent comme de la merde.

Que les fonctionnaires ne s'étonnent pas ensuite que les travailleurs du secteur privé soient indifférents à leur condition ou les détestent, se moquent de la privatisation des services publics, ce qui n'est pas mon cas évidemment.

En revanche, ma retraite complémentaire (ARRCO) a été traitée par Humanis, un organisme privé. L'employée qui s'est occupée de mon dossier ayant constaté qu'il lui manquait une de mes coordonnées bancaires, a malgré tout procédé à la mise en paiement immédiat de ma retraite (ARRCO, 425,01 euros par trimestre, et AGIRC, un versement unique de 2727,29 euros) par mandat international, en attendant que je lui fasse parvenir l'information que j'avais omis de lui fournir, et je l'en ai remerciée, c'était la moindre des choses.

Quand on observe la différence de traitement, on s'aperçoit immédiatement qu'on est plus mal traité par la SS que par un organisme privé.

En Inde, c'est exactement la même chose et cela quel que soit le service public, c'est l'horreur, abominable, s'y ajoute la corruption systématique si vous voulez que votre dossier soit traité plus rapidement. C'est la règle du jeu : tu casques sinon je vais te faire chier à en perdre patience et tu finiras bien par les lâcher tes tunes. Ils font le coup à tous les Indiens sans exception, même avec les plus miséreux, ils sont vraiment dégueulasses. L'idéal, c'est de connaître un fonctionnaire, ton affaire est réglée dans la minute qui suit et c'est gratuit !

Ces fonctionnaires ne font pas du zèle par conscience professionnelle, mais parce qu'ils sont rongés par la haine et l'indifférence au sort des autres qui a envahi toute la société, après que les inégalités et les injustices sociales aient atteint des niveaux vertigineux, il faut le savoir ou en prendre conscience, sinon on risque de finir comme eux, avis aux esprits faibles.

Un dernier mot.

Je viens de recevoir trois chèques correspondant à ma retraite complémentaire. Au total 233.000 roupies, environ 3.000 euros. Le prochain dans trois mois sera de 31.000 roupies, soit 137 euros par mois, c'est peu, mais ici en Inde, c'est suffisant pour survivre. Je vais envoyer un chaleureux courriel à cette employée d'Humanis. Quant à ma retraite générale via la CNAV...

Un document exceptionnel sur la Libye.

1er partie - La conversation téléphonique du 25 février 2011 entre Tony Blair et Kadhafi, de 11h15 à 11h45

2ème partie - Appel Tony Blair-Kadhafi de 15h35 à 16h00.

- Document en anglais du Parlement britannique.

- Le document traduit en français par le blog Les-Crises.fr

Commentaires d'internautes.

1- "Donc, tout se savait trois semaines AVANT l'attaque occidentale qui a commencé le 19 mars !

Et pendant les mois de bombardements de l'OTAN sur la Libye, les médias nous ont gavés avec "la révolution libyenne", "les résistants libyens" (drôles de résistants, qui demandent aux étrangers de bombarder leur pays), "la terreur du régime à Tripoli"…

Guerre abjecte, approuvée par Hubert Védrine, Emmanuel Todd et Jean-Pierre Chevènement (ce dernier a fait amende honorable depuis), quasiment approuvée par Serge Halimi (Le Monde diplomatique, avril 2011) et par l'Humanité, qui saluait la "victoire du peuple" lors de la chute de Tripoli…"

J'étais tombé dans le panneau, je l'ai compris peu de temps plus tard en découvrant la vérité dans un article publié par le Réseau Voltaire, j'ai rectifié le tir en condamnant le bombardement de la Libye par l'OTAN et la France. Plus tard j'ai regretté de ne pas avoir soutenu davantage la Libye.. Cela m'a servi de leçon, et je n'ai pas commis la même erreur avec la Syrie que je soutiens inconditionnellement depuis 2011.

2- "Ce qui est fou c'est d'avoir été aveugle sur la Lybie après l'Irak. C'est d'avoir gobé le discours sur la Syrie sans souvenir aucun de ce qui s'était passé en Lybie… C'est d'embrayer sans questions sur la Birmanie. Comment fonctionnent ces cerveaux ou n'entre aucun doute ni aucune interrogation devant des catastrophes à ce point similaires dans leur présentation ? (Et encore on

en restera là pour rester dans le politiquement correct.)

3- Cette phrase de Kadhafi m'a interpellé : "je n'ai aucun pouvoir ni mandat, je ne suis pas le Président. Je n'ai rien à céder, " Car beaucoup de gens en France n'ont Jamais entendu parler de la "Jamahiriya". Factuellement, Si on revient au sens premier du mot "démocratie" et sans même l'idéaliser, avec ses congrès populaires la Libye de Kadhafi était plus démocratique que la France. Tony Blair, lui, ne pouvait pas l'ignorer." Effectivement, si j'ai bien compris, c'était le pays socialement le plus avancé de la planète.

A propos de la Catalogne.

- Barcelone: 200 000 manifestants contre l'incarcération de deux indépendantistes - LExpress.fr

Encore une manifestation d'envergure à Barcelone. Des milliers de Catalans sont descendus dans la rue ce mardi contre la mise en détention de deux importants responsables indépendantistes. Selon la police régionale, ils étaient au nombre de 200 000. La maire de Barcelone Ada Colau, qui a pourtant pris ses distances avec le processus d'indépendance lancé par le président séparatiste Carles Puigdemont, faisait partie des manifestants.

La pression monte avant la fin de l'ultimatum de Madrid

"Independenzia", scandait la foule après avoir réclamé la libération de Jordi Cuixart et Jordi Sanchez, les dirigeants de l'Assemblée nationale catalane (ANC) et d'Omnium Cultural, inculpés pour sédition par les autorités espagnoles. "Nous entrons dans une nouvelle phase de mobilisations, et comme toujours elles seront pacifiques, démocratiques (...) il s'agira d'actions directes, impliquant la force de la citoyenneté", a annoncé lors d'une conférence de presse Marcel Mauri, un porte-parole d'Omnium.

Ces manifestations interviennent alors que le délai accordé par Madrid à Carles Puigdemont pour qu'il renonce officiellement à ses desseins séparatistes s'épuise: il a jusqu'à jeudi 10h00. S'il ne recule pas, le gouvernement de Mariano Rajoy pourrait suspendre totalement ou partiellement l'autonomie de la Catalogne, au risque de provoquer des manifestations encore plus importantes.

Pas "d'autodétermination" pour les "peuples d'Espagne"

Sur le front judiciaire, la Cour constitutionnelle espagnole a définitivement annulé, a posteriori, la loi catalane organisant le référendum. Dans son arrêt, elle souligne qu'il n'existe pas un "droit à l'autodétermination" pour les "peuples d'Espagne".

La société catalane est divisée presque à parts égales sur l'indépendance. Les partisans de Madrid ont rassemblé quelque 350 000 manifestants dans les rues de Barcelone il y a dix jours. L'Express.fr18 octobre 2017

Un internaute.

- "Si l'Europe ne veut certes pas d'une prolifération incontrôlée du nombre de régions autonomistes, c'est parce qu'elle considère que les actuels Etats-nations sont des régions en puissances – c'est à dire des unités de gestion administrative dénuées de toute référence à l'idée de peuple souverain, à l'idée d'une langue et d'une culture commune… Voilà pourquoi c'est si important pour Bruxelles de refuser aux Catalans la possibilité de s'auto-affirmer en tant que nation souveraine…"

C'est une explication.

Position de la TCI, tendance trotskyste du POID :

"Quand le peuple catalan se soulève en masse pour défendre les bureaux de vote quand se multiplient dans les villages, les quartiers des villes, des comités de défense du référendum, quand la grève générale est un incontestable succès, ce sont tous les ingrédients d'une situation révolutionnaire. C'est là l'origine de l'union sacrée de toutes les forces institutionnelles espagnoles contre le peuple catalan des néo-franquistes de Rajoy au PSOE, des staliniens à Podemos, de l'UGT aux Commissions ouvrières… Il leur faut sauver les institutions de la monarchie. Union sacrée hors de l'Espagne aussi, sous l'égide de Trump, de l'UE et du FMI ; en France, des Républicains à Mélenchon en passant par Macron.

Ce n'est pas une situation catalane. En France, toutes les forces institutionnelles bandent leurs forces pour préserver la Ve République et l'Union européenne et protéger le gouvernement pour qu'il tienne coûte que coûte jusqu'en 2022. Mélenchon fait chaque jour de plus en plus clairement ses offres de service à Macron qu'il vient de féliciter à propos de sa position sur l'Europe"

On ne nous dit pas sur quelle base ou dans quelle perspective politique les masses en Catalogne se sont mobilisées. Quel est précisément leur état d'esprit, leur niveau de conscience politique ? Quels sont les rapports entre les classes qui sont à l'origine

de ce mouvement ? Quel est le contenu de leurs revendications et leur orientation politique, leur nature de classe ?

Quelques citations réservées aux gauchistes.

Quand le vernis démocratique du régime craque de partout, la lutte pour la démocratie devient un mot d'ordre révolutionnaire.

- "*Ce serait une erreur capitale de croire que la lutte pour la démocratie est susceptible de détourner le prolétariat de la révolution socialiste ou d'éclipser celle-ci, de l'estomper, etc. Au contraire, de même qu'il est impossible de concevoir un socialisme victorieux qui ne réaliserait pas la démocratie intégrale, de même le prolétariat ne peut se préparer à la victoire sur la bourgeoisie s'il ne mène pas une lutte générale, systématique et révolutionnaire pour la démocratie.*" (La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes - Lénine, 1916.

J'avais proposé une stratégie axée sur le combat pour l'abolition du capitalisme, en précisant que cet objectif ne pourrait être atteint qu'en renversant les institutions de la Ve République ou en instaurant la démocratie ou le socialisme. Pour que la démocratie devienne une réalité et qu'elle s'attaque aux fondements du capitalisme, il faut que le mouvement révolutionnaire des masses exploitées chassent du pouvoir la bourgeoisie.

Peu importe que la Russie, la Chine ou l'Iran soutiennent la Syrie de Bachar al-Assad.

- "*Le fait que la lutte contre une puissance impérialiste pour la liberté nationale peut, dans certaines conditions, être exploitée par une autre "grande" puissance dans ses propres buts également impérialistes, ne peut pas plus obliger la social-démocratie à renoncer au droit des nations à disposer d'elles-mêmes...*" (id)

- "*... les pays semi-coloniaux comme la Chine, la Perse, la Turquie, et toutes les colonies totalisent environ 1000 millions d'habitants. Là, les mouvements démocratiques bourgeois ou bien commencent à peine, ou bien sont loin d'être à leur terme. Les socialistes ne doivent pas seulement revendiquer la libération immédiate, sans condition et sans rachat, des colonies (et cette revendication, dans son expression politique, n'est pas autre chose que la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes), les socialistes doivent soutenir de la façon la plus résolue les éléments les plus révolutionnaires des mouvements démocratiques bourgeois de libération nationale de ces pays et aider à leur insurrection (ou, le cas échéant, à leur guerre révolutionnaire) contre les puissances impérialistes qui les oppriment.*" (id)

Depuis, les mouvements démocratiques bourgeois de libération nationale ont triomphé, et c'est ce qui est remis en cause aujourd'hui à travers l'agression d'une multitude de pays par les Etats-Unis et ses alliés. Nous devons donc les soutenir à nouveau.

Quelques instruments du dispositif de l'oligarchie pour imposer à terme son nouvel ordre mondial.

Comme quoi ils ont de la suite dans les idées.

Vidéo. Le côté obscur de Wikipédia

https://www.youtube.com/watch?v=768I2wuhCAc

Cette vidéo est consacrée au sort que Wikipédia a réservé à l'historien et professeur suisse Daniele Ganser, un spécialiste de l'Histoire contemporaine depuis 1945 et un expert en politique internationale. Il a publié notamment Les Armées secrètes de l'OTAN aux éditions Demi lune.

Cette vidéo traîne littéralement en longueur. Voici ce que j'en ai retenu.

Wikipédia a un fonctionnement vertical et occulte. N'importe qui peut écrire sur Wikipédia une fois ouvert un compte utilisateur, cependant la direction veille à ce qu'une certaine ligne éditoriale soit respectée, et elle censure tous les passages qui ne sont pas conformes à l'idéologie politique qu'elle a adoptée ou à ses objectifs politiques dont n'ont pas idée les utilisateurs de Wikipédia qui est présenté comme une encyclopédie indépendante et impartiale, ce qu'elle n'est pas en réalité.

Dans le cas de Daniele Ganser, Wikipédia s'est engagé à démolir sa réputation en le faisant passer pour un théoricien du complot parce qu'il avait osé émettre des doutes sur la version officielle du 11 septembre 2001, pire, un négationniste. Tout utilisateur de Wikipédia qui tenterait de modifier en sa faveur l'article qui lui est consacré est systématiquement censuré et son compte bloqué, ce qui signifie qu'il ne peut plus écrire sur Wikipédia.

Wikipédia a ses chiens de garde, il les appelle les suiveurs et les administrateurs. Ils sont accrédités ou recrutés par la direction de Wikipédia dont le siège est aux Etats-unis. Ils veillent à ce que les pages consacrées à l'histoire ou à la politique demeurent conformes à la politique adoptée par sa direction. Ils interviennent en employant des pseudonymes, de telle sorte

que personne ne les connaît ou ne peut les traîner en justice pour diffamation, ils peuvent donc écrire ce qu'ils veulent sur n'importe qui en toute impunité. C'est le genre de procédé employé par les représentants d'un régime despotique.

Daniele Ganser et quelques-uns de ses amis sont parvenus à découvrir l'identité d'un suiveur ou administrateur. Il s'agit d'un professeur de musique exerçant dans une université qui passerait jusqu'à dix heures par jour à modifier jusqu'à 88 articles sur Wikipédia en une seule journée, or matériellement c'est impossible. Je précise que n'importe quel germanophone peut le vérifier directement sur Wikipédia, et si j'ai employé le conditionnel ce n'était pas pour mettre en doute les faits avancés par Ganser et ses amis, vous comprendrez pourquoi plus loin.

Sur ce point capital Ganser et ses amis ont manqué d'à propos ou ne sont pas allés au bout de leur analyse, certes cela leur a semblé louche, mais sans plus. Et pour cause, une journée ne comporte que 24 heures, il est donc totalement impossible qu'une personne puisse à la fois travailler, se connecter 10 heures par jour à Internet, tout en consacrant du temps (incompressible) à ses affaires personnelles, prendre ses repas, se rendre à son travail, dormir, et qui plus est lire, se documenter pour préparer ses articles, etc.

Il fallait donc en déduire que forcément un groupe de personnes travaillaient ensemble à modifier des articles sur Wikipédia en employant le même pseudonyme, sans qu'on sache précisément comment fonctionne leur organisation. On ignore si ces personnes se connaissent, si elles travaillent dans les mêmes locaux. Quant à la question de savoir si elles sont rémunérées par Wikipédia, cela tombe sous le sens.

Un autre élément aurait dû mettre la puce à l'oreille de Ganser et ses amis. Il est également totalement inimaginable qu'une seule et unique personne ait acquis les connaissances pour modifier les contenus de 88 articles relevant d'une multitude de domaines et cela au cours de la même journée, comme par exemple le 11 septembre 2001, le pape, la vie de Jésus, différents acteurs politiques, différents pays, etc. à moins de lui attribuer des facultés intellectuelles surnaturelles !

Ganser et ses amis ont évoqué la piste de la NSA et de la CIA qui se trouveraient derrière Wikipédia. Qui d'autres pourrait organiser un tel réseau à travers le monde couvrant plus de 280 langues différentes, personne. Maintenant nous n'en avons pas les preuves.

Hier non plus nous n'avions pas de preuves que des centaines de journalistes étaient approchés, puis recrutés par la CIA pour servir dans les salles de rédactions des médias à travers le monde. Il n'y a pas très longtemps, nous ignorions également que des journalistes soi-disant indépendants ou travaillant en free lance qui procuraient des articles aux principaux journaux et magazines depuis des années ou des décennies, étaient en réalité des agents de la CIA . De la même manière que nous ignorions que la NED ou la CIA et divers institutions contrôlées par des oligarques finançaient des ONG. Il ne s'agit pas d'allégations ou d'un roman d'espionnage, mais bien de la réalité. Alors pourquoi Wikipédia ne ferait-il pas partie de leur dispositif pour formater les consciences dans une direction donnée, à des fins politiques ? Surtout qu'on a appris que depuis que Wikipédia concurrençait les encyclopédies existantes, certaines avaient cessé d'être actualisées, en Allemagne par exemple. Ce qui signifie que d'ici quelque temps Wikipédia aura évincé tous ses concurrents, et celui qui voudra consulter une encyclopédie ou en savoir plus sur un sujet portant sur l'histoire ou la politique et ses différents acteurs, seule la version de la CIA ou de la NSA sera disponible, et s'il croit sur parole ce qu'il y lira, il se fera manipulé.

Notre ennemi ne désarme jamais, comme dirait Macron, sa détermination est inébranlable, sans quoi il n'atteindrait jamais ses objectifs politiques. Sa stratégie porte sur le long terme et il n'en dévie jamais, c'est ce qui fait sa force. Alors que celle de nos dirigeants ne porte pas plus loin que le mouvement spontané des masses, en réalité ils n'en ont aucune.

Dès lors on comprend pourquoi ils se désintéressent de sujets comme celui que nous venons de traiter, parce qu'ils n'ont aucune stratégie à opposer à celle de notre ennemi, et il ne faudrait pas que leurs militants en prennent conscience. Ils n'informent pas leurs militants, ils les désinforment. Ils ne les forment pas, ils les laissent dans l'ignorance. Le niveau de conscience médiocre de la plupart des militants est à l'image de leurs dirigeants, dont la conception de la lutte de classe est gangrenée par des intérêts individuels ou d'appareil, finalement ils adoptent les mêmes méthodes que les institutions ou organisations liées au capital qui manipulent la conscience des masses ou ils refusent de les combattre. Qu'ils partagent dans bien des cas leurs versions d'évènement importants ou qui ont contribué à influencer le cours de la situation mondiale, celles qui figurent dans les manuels scolaire ou universitaires, relayées par les médias aux ordres, en témoigne si nécessaire.

La tentaculaire machine à défigurer, dévoyer ou broyer toute expression de la démocratie à travers le monde.

- Le financier George Soros transfère 18 milliards à sa fondation - AFP

Le légendaire financier américain George Soros, 87 ans, a transféré une grande partie de sa fortune à sa fondation, créée en 1984 pour promouvoir la démocratie, les droits de l'homme et la liberté de la presse.

Open Society Foundations (OSF) a reçu 18 milliards de dollars de M. Soros, grand donateur du parti démocrate américain, a indiqué

à l'AFP une porte-parole.

"Cette somme reflète un processus en cours de transfert des actifs" de M. Soros, "qui prévoit de laisser la vaste majorité de sa fortune à Open Society Foundations", a-t-elle souligné.

Cette donation fait d'Open Society Foundations la deuxième plus riche ONG aux Etats-Unis après la Fondation Bill et Melinda Gates, qui dispose de 40 milliards de dollars pour promouvoir les problématiques de santé publique et de développement à travers le monde, d'après la National Philanthropic Trust.

L'OSF est un réseau de 39 entités aux opérations interconnectées à travers le globe. La première a ouvert ses portes en 1984 en Hongrie, pays d'origine de M. Soros. La dernière a vu le jour en 2016 en Birmanie.

George Soros en est le président et ses fils Alexander et Jonathan sont membres du conseil d'administration. D'autres de ses enfants sont également impliqués. AFP 18 octobre 2017

La présentation qu'en fait l'AFP témoigne (si nécessaire) qu'elle fait partie du dispositif de l'oligarchie pour manipuler les consciences. L'AFP, tout comme la plupart des acteurs politiques et la totalité des institutions sont passés du stade de la bienveillance ou de la complaisance envers l'idéologie adoptée par l'oligarchie, à celui de l'adhésion sans réserve, ils ont abdiqué toute velléité d'indépendance à son égard, ils en sont devenus des agents conscients.

L'AFP est avant tout un instrument de désinformation ou de propagande, car lorsqu'elle ne falsifie pas allègrement la réalité, elle interprète les faits en fonction des besoins de l'oligarchie, et elle est liée organiquement et financièrement à l'Etat qui lui sert de caution, de sorte que ce qui vaut pour l'AFP vaut également pour l'Etat ou ses représentants.

Sachant que la totalité des médias sont abonnés à l'AFP, et qu'ils se contentent de reproduire le contenu de ses dépêches ou articles, il ne faut jamais leur accorder le moindre crédit avant d'avoir pu recouper leurs informations avec d'autres sources. Il est fortement recommandé de respecter à la lettre cette règle sous peine de se faire manipuler.

Exercice pratique ou à quoi servent Open Society Foundations et Amnesty international

Souvenez-vous, c'est en 2016 en Birmanie que la dernière agence de Soros a vu le jour.

- Crise des Rohingyas: la communauté internationale doit "passer à l'action" - AFP

La communauté internationale doit "passer à l'action" pour mettre fin à la campagne de répression "systématique, planifiée et impitoyable" de l'armée birmane contre les Rohingyas, a estimé mercredi Amnesty international, qui évoque la "pire crise des réfugiés"... AFP

C'est exactement le même scénario que celui qu'ils avaient utilisé contre la Libye et la Syrie pour justifier une intervention militaire.

ACTUALITÉ DU JOUR

Un plébiscite qui a valeur de suicide politique pour le peuple exploité.

- "En France, le président se prend un peu pour le roi" - Franceinfo

Il y a une tradition monarchique en France qui fait que le président, surtout depuis l'élection au suffrage universel en 1962, se prend un peu pour le roi", explique la journaliste politique du journal l'Opinion. Béatrice Houchard dans le Grand Soir 3 ce mardi. Franceinfo 18 octobre 2017

On ne peut même pas dire que Macron serait un roi sans couronne, puisqu'il n'a absolument aucun pouvoir. Or c'est le genre de discours qui tend à faire croire le contraire en interprétant abusivement ses déclarations ou le comportement de cette marionnette des oligarques.

Tout sonne faux ou creux chez lui, c'est un piètre comédien qui surjoue le personnage qu'il incarne, il est tellement peu libre ou indépendant que sa momie desséchée se permet de le sermonner

Régime policier. Entre camp de concentration et STO.

Macron aux forces de l'ordre le 18 octobre : "Nous sommes le pays européen qui effectue le plus de contrôles d'identité. Est-ce satisfaisant ? Non". francetvinfo.fr 18 octobre 2017

Il faudrait généraliser le contrôle de toute la population, journalier,

Pierre Gattaz a estimé mardi qu'il fallait mieux contrôler les chômeurs dans leur recherche d'emploi, évoquant un «contrôle journalier». Liberation.fr 18 octobre 2017

Le porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner, a déclaré que Pierre Gattaz était "légitime à le poser". Publicsenat.fr 18 octobre 2017

Touche pas au grisbi !

- L'État doit rembourser 10 milliards d'euros aux entreprises - Franceinfo

Été 2012, la taxe de 3% sur les dividendes est mise en place, elle doit compenser une perte de recette budgétaire et encourager les entreprises à réinvestir leurs bénéfices. Or le 17 mai dernier, la Cour de justice de l'Union européenne invalide partiellement cette taxe. Le Conseil constitutionnel la retoque totalement le 6 octobre. L'État va devoir rembourser aux entreprises près de 10 milliards d'euros. Franceinfo

- Vaccins obligatoires: feu vert des députés en commission. - AFP

En famille. Tartuferies. Même pas peur.

- Fiscalité des « riches » : « A force de pousser à droite, Macron contribue à réveiller la gauche » - Publicsenat.fr

Plus de 100 parlementaires PS, PCF et France Insoumise signent ensemble un appel pour que le gouvernement rende public l'impact de ses mesures fiscales en faveur des plus riches. Publicsenat.fr

Tout le monde sait que les riches sont de plus en plus riches grâce aux mesures adoptées par tous les gouvernements depuis des décennies, d'ailleurs ils ne s'en cachent pas eux-mêmes. Et cela sert à quoi, change quoi, absolument rien.

En revanche, c'est à croire que les signataires de cet appel en tire une certaine satisfaction ou jouissance ! Ils ne manquent pas une occasion pour cautionner ce gouvernement minoritaire et illégitime. Et FI et le PCF de s'encanailler avec les raclures du PS.

C'est la seule explication que j'ai trouvé à cette démarche, puisque les médias se sont déjà chargé de répondre à leur demande. Je n'ai pas le temps de rechercher les articles en question.

Inutile en effet : il a déjà cédé sur tout.

- Projet d'attentat: "aucune menace ne fera céder un parlementaire" dit Mélenchon - AFP

Jean-Luc Mélenchon a assuré mercredi "qu'aucune menace ne ferait céder un parlementaire sur son devoir de représenter la liberté d'expression". AFP

Jadis, on disait que les social-traitres étaient socialistes en parole et impérialistes en acte, mais depuis déjà de lustres ils ne sont même plus socialistes en parole.

Chasse gardée.

- Mailly (FO) à Mélenchon : "Hey keep cool mec !" - Franceinfo

Jean-Luc Mélenchon est déçu des syndicats et il craint une victoire par K.-O. d'Emmanuel Macron. "J'ai envie de lui dire : hey keep cool mec ! Il faut arrêter. Tu fais de la politique ou tu fais du syndicalisme !?", s'emporte le patron de FO. "Il est donneur de leçons. Ce n'est pas un gourou. Je ne comprends pas ce genre d'intervention". Franceinfo 18 octobre 2017

A feu et à sang.

- Afghanistan: deux attaques des talibans font 71 morts - AFP

- L'opposition kényane a annoncé mardi suspendre ses manifestations pour honorer la mémoire des trois personnes tuées par balles ces derniers jours - Liberation.fr

- Israël donne suite aux projets de construction de 1.292 logements de colons en Cisjordanie - AFP

- Madagascar : l'épidémie de peste continue à sévir, 74 morts - LeParisien.fr

Au total 805 cas de la maladie ont été recensés sur le territoire de la Grande île. LeParisien.fr

- Feux au Portugal et en Espagne : 45 morts et 71 blessés, selon un dernier bilan - LeParisien.fr

Ils osent tout.

- Rien ne va plus entre Macron et son "prédécesseur", Hollande - AFP

- François Hollande dénonce la "politique brutale" d'Emmanuel Macron - LePoint.fr

- L'Élysée envisage de commémorer Mai 68 - LePoint.fr

- Toucher le chômage pour "partir en vacances" : les propos polémiques de Castaner - LePoint.fr

- En Autriche, les socialistes prêts négocier avec l'extrême droite - L'Opinion

Pour vérifier cette info : https://fr.news.yahoo.com/en-autriche-les-socialistes-pr%C3%AAts-142925105.html

- Selon la conseillère spirituelle de Donald Trump, pour être heureux, soyez riches - Franceinfo

Ce n'est pas Macron qui la désavouera !

- Yanis Varoufakis tacle Macron et Merkel - Franceinfo

- Crise des Rohingyas: la communauté internationale doit "passer à l'action" - AFP

- Au Congrès du PCC, Xi Jinping souhaite une "modernité socialiste" - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Malte

- Assassinat de la journaliste Daphne Caruana Galizia - Franceinfo

De sa voiture, il ne reste plus rien. La bombe n'a laissé aucune chance à la journaliste maltaise, assassinée à quelques kilomètres de chez elle. Daphne Caruana Galizia était une lanceuse d'alerte. Sur son blog, elle pointait directement du doigt l'entourage du Premier ministre, Joseph Muscat, sa femme et des membres de son gouvernement. Elle les accusait de détenir des comptes offshore et des sociétés écrans au Panama. Des attaques qui ont fait vaciller le gouvernement.

Une figure très populaire

En juin dernier, suite aux attaques du blog, des élections anticipées ont dû être organisées. Qui en voulait à Daphne Caruana Galizia au point de la tuer ? Aujourd'hui, le Premier ministre de Malte s'est empressé de dénoncer cet assassinat. Pour la presse de l'île ce mardi 17 octobre au matin, l'acte est sans nul doute politique. Il y a 15 jours, la journaliste avait reçu des menaces de mort. Suivie par plus de 400 000 lecteurs, elle était une figure très populaire. Des milliers de personnes ont tenu à se rassembler

dans la rue, bougie à la main, pour lui rendre hommage et réclamer des explications. Franceinfo 17 octobre 2017

Venezuela

- Venezuela: bras de fer en vue entre le pouvoir et une opposition déchirée - AFP

Un nouveau bras de fer s'engage mercredi au Venezuela: les gouverneurs doivent prêter serment devant la toute puissante Assemblée constituante, mais cette cérémonie, imposée par le président Maduro, devrait être boycottée par l'opposition, plus déchirée que jamais après sa défaite électorale dimanche.

Problème: l'opposition, réunie au sein de la Table de l'unité démocratique (MUD), ne reconnaît pas cette Assemblée installée en août et composée uniquement de membres du pouvoir socialiste. Elle avait d'ailleurs annoncé que ses élus ne se soumettraient pas à cette chambre qu'elle considère comme illégitime.

Concrètement, personne ne savait mardi soir ce qu'il adviendra des cinq gouverneurs de l'opposition, sur les 23 au total élus dimanche, si ceux-ci refusent effectivement de prêter serment.

La MUD perd 3 millions de voix

Divisée entre ceux qui rejetaient la participation à ces élections des gouverneurs, ceux qui prônaient l'abstention et ceux qui voulaient jouer le jeu électoral, la MUD n'a finalement remporté que cinq sièges de gouverneurs, contre 17 pour le Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV), au pouvoir, voire 18, le dernier poste étant en attente de validation officielle.

Au niveau national, le chavisme -du nom du défunt Hugo Chavez, président de 1999 à 2013 et mentor de Nicolas Maduro- a obtenu 54% des suffrages, contre 45% a ses adversaires.

La MUD a drainé 4,8 millions de voix dimanche, "3 millions de moins qu'en 2015", quand le pouvoir est resté stable, avec 5,5 millions de voix contre 5,6 millions lors des législatives.

L'opposition, annoncée victorieuse par les sondages dans 11 à 18 Etats, a dès lundi refusé de reconnaître les résultats du scrutin et écarté tout dialogue sans "une vérification internationale fiable".

Lors d'une conférence de presse mardi, Nicolas Maduro s'est, lui, félicité du "message fort" envoyé par le peuple vénézuélien "à l'impérialisme, à Trump, à ses alliés régionaux et à la droite locale".

Et durant trois heures, démonstration sur une machine électorale à la clé, il a martelé que le scrutin avait été "libre": au Venezuela, "il est impossible de frauder aux élections", a assuré le président Maduro.

Si la Chine, alliée de Caracas, avait salué dès lundi un processus électoral "en douceur", Raul Castro, le N.1 cubain, parlant d'une "leçon de paix et de démocratie", l'Union européenne a demandé mardi à l'autorité électorale vénézuélienne de "prouver que les élections ont été transparentes".

Après les critiques de Washington, selon qui ces élections n'ont été "ni libres ni justes", c'est le gouvernement du Canada qui a subi les foudres de M. Maduro mardi, pour avoir aussi mis en doute l'honnêteté du scrutin.

"Qu'est-ce que j'en ai à foutre que le stupide gouvernement du Canada ne reconnaisse pas les élections ? Ce gouvernement insolent", a déclaré le président vénézuélien lors d'une conférence de presse au palais présidentiel de Miraflores, à Caracas.

"Qu'ils aillent se faire foutre", a-t-il ajouté. AFP18 octobre 2017

Je ne te le fais pas dire !

Commentaire d'un internaute.

- "*A propos de l'imMonde*

Depuis 1998, la droite vénézuélienne nie ses défaites électorales (21 sur 22 scrutins).

Dimanche 15 octobre 2017, le scrutin pour l'élection des gouverneurs a été surveillé par cinquante experts électoraux internationaux.

Après avoir préalablement essayé les machines à voter, les mandataires des différents partis avaient signé le rapport constatant leur fiabilité.

Et une fois de plus, les électeurs ont choisi le « chavisme ». Indéfectible perroquet de la droite vénézuélienne, Le Monde du 16 octobre donne le ton des futures campagnes médiatico-politiques en France : « Au Venezuela, le pouvoir s'attribue la victoire aux élections régionales, l'opposition conteste.

Le Parti socialiste unifié, au pouvoir, a remporté 17 Etats sur 23. L'opposition refuse de reconnaître ce résultat, qu'elle estime entaché de fraude ».

Ce journal est dit « de référence » en raison de sa neutralité. Les mots qu'il emploie le démontrent et notamment : « s'attribue, entaché, fraude ». Quant à « le pouvoir » (que Le Monde appelle « le gouvernement » s'il est français ou états-unien), c'est une concession pour ne pas trop charger la mule. En général, le Monde dit : « le régime »."

Que Le Monde aussi aille se faire foutre !

Chine

- Au Congrès du PCC, Xi Jinping souhaite une "modernité socialiste" - Reuters

La Chine va laisser le marché jouer un rôle décisif dans l'allocation des ressources économiques, a-t-il dit.

Appelant à ouvrir les portes de l'économie chinoise, le dirigeant a annoncé sa volonté de faciliter les investissements étrangers.

Le gouvernement chinois "va améliorer les règles et les pratiques qui entravent un marché unifié et une concurrence équitable, soutenir le développement des entreprises privées et stimuler la vitalité de toutes les entités du marché", a-t-il dit.

Si l'accent est mis sur l'initiative privée, Xi a insisté sur le "renforcement, l'amélioration et le développement du capital public, la prévention de la perte de biens gouvernementaux, la réforme approfondie des entreprises publiques, le développement d'une économie mixte et la promotion d'entreprises de niveau mondial".

La Chine va approfondir les réformes de marché de sa devise et de son système financier, tout en renforçant le rôle des entreprises publiques dans l'économie, a-t-il ajouté. Reuters

Irak

- Kirkouk: Bagdad reprend aux Kurdes la quasi-totalité des champs pétroliers - AFP

Les troupes gouvernementales irakiennes ont désormais repris la quasi-totalité des champs pétroliers de la province de Kirkouk, après le retrait sans combattre des Peshmergas kurdes, ruinant les espoirs d'indépendance de la région autonome du Kurdistan, en plein marasme économique. AFP18 octobre 2017

ECONOMIE

Japon

- Au Japon, les coffres-forts pour l'épargne personnelle font recette - AFP

Fervents épargnants qui amassent leur pactole en liquide, les Japonais préfèrent même parfois entasser leurs billets dans un "kinko", un coffre-fort personnel, plutôt que de les confier aux banques ou de spéculer en Bourse.

Désormais, avec la politique de taux négatifs de la Banque centrale japonaise, l'argent mis sur un compte ne rapporte rien, pire, il coûte (en frais de retrait ou virement notamment). Pour autant, on n'investit pas plus.

Pas moins de la moitié des quelque 1.809.000 milliards de yens (près de 14.000 milliards d'euros) mis de côté par l'ensemble des particuliers japonais l'est... en liquide, selon un rapport de la Banque centrale.

Le reste l'est sous forme d'actions (10%), cotisations de retraite et assurance-vie (19%) ou autres placements.

Par comparaison, les Américains ne détiennent que 13% de leur épargne en liquide et 36% en actions. Les Européens se situent entre ces deux cas.

Les foyers japonais ont un bas de laine moyen de 18,20 millions de yens (140.000 euros), selon la Banque du Japon. Les célibataires et les plus jeunes ménages n'ont souvent rien (les moins de 40 ans n'ont que 5,74 millions de yens en moyenne), tandis que les plus de 60 ans ont un trésor de guerre dépassant en moyenne 23 ou 24 millions de yens.

La culture de l'épargne de précaution ne concerne pas que les particuliers: les firmes nippones ont accumulé un épais matelas de liquidités "au cas où", une somme d'argent dormant qui a atteint en 2016 pas moins de 400.000 milliards de yens (plus de 3.000 milliards d'euros), l'équivalent de 75% du Produit intérieur brut de l'archipel la même année. AFP 18 octobre 2017

Haut de page

Le 25 octobre 2017

CAUSERIE

Cette très longue causerie a été rédigée du 19 au 24 octobre.

- Causerie au format pdf (42 pages)

Infos personnelles et réflexions politiques

1- Mon épouse est sortie du coma au bout de 10 jours. Dans l'état où elle est, ce n'est pas vraiment une bonne nouvelle pour personne, surtout pour elle.

2- Nos trois chèvres ont encore mis bas à trois jours d'intervalle donnant naissance à trois mâles et quatre femelles, et comme une a trois petits, à nouveau elle rejette le plus faible et refuse de l'alimenter, du coup je suis reparti pour le biberon pendant deux mois ! Il faut croire que la chèvre ne peut fournir du lait qu'à deux chevreaux, elle est conçue ainsi, donc sans une intervention humaine le troisième et parfois le quatrième chevreau sont condamnés à mourir.

Il faut croire qu'à l'origine (et pas seulement) l'homme est moins évolué qu'une chèvre, puisqu'il procrée sans savoir s'il pourra nourrir sa progéniture, c'est dire qu'il vient de très loin, et entre nous, il se fout de savoir quel sort lui réservera la société plus tard. Et s'il est destiné à développer des facultés pour assurer sa survie ou la reproduction de son espèce, rien ne dit qu'il parviendra à les acquérir, ni quand et ni comment ou dans quelles conditions. Hormis se reproduire pour ne pas disparaître, il n'existe rien d'autre qui soit inné chez lui. Et quant à la sensibilité de ses sens, elle semble être en rapport avec la composition de ses sens et ce qu'ils peuvent supporter sans qu'il en ait conscience, c'est l'expérience qui en fixera les limites. Il est donc bien mal loti à la naissance notre primate supérieur !

Quand on se pose des questions et qu'on observe notre propre comportement, on peut remonter jusqu'à notre origine. Et lorsqu'on est parvenu à atteindre un certain niveau de conscience, on doit être en mesure de situer à quel stade de développement se situe une expérience en s'appuyant sur tous les stades par lesquels nous sommes passés, d'où l'intérêt de revisiter le passé.

Quand on lit la littérature des intellectuels, on a l'impression que des pans entiers du passé n'ont jamais existé, ce qui en fera des hommes bornés et limités, sans idéal puisqu'ils ne peuvent pas se le représenter, le futur devant reproduire le passé indéfiniment, ce qui signifie que l'homme ne sera jamais libre, vous parlez d'un idéal !

Tout cela pour en arriver là ? Ils ignorent comment s'est développé le capitalisme, partant de là, qu'est-ce qu'ils savent, pas grand chose en réalité. On ne porte pas un jugement sur eux en disant cela, ils l'illustrent quotidiennement et nous les observons, c'est tout. Non ce n'est pas tout, c'est à nous faire devenir chèvre !

Après avoir fumé ma petite cigarette du soir, j'ai l'esprit qui vagabonde, mais je ne perds pas le nord, vous l'avez remarqué aussi, bravo ! A vrai dire, cela soulage. Quand j'ai écrit nos trois chèvres tout au début, j'ignorais totalement la suite. Et vous savez d'où ce genre de truc m'est venu ? Des surréalistes et de l'écriture automatique. Utiliser un moyen inconscient pour atteindre la conscience et en prendre conscience surtout, il fallait y penser, merci infiniment monsieur Breton, je vous dois tant ! Et l'amour fou, mais là ce n'était pas très raisonnable puisque c'est hors de notre portée, on s'y consume trop rapidement, à moins qu'il ne l'envisageait pas autrement, histoire de rester libre, la liberté était une obsession chez les surréalistes. Et comme la liberté est

toute une histoire à elle toute seule, forcément ils allaient s'engager dans la lutte des classes, de préférence au côté des opprimés, Breton se rapprochera de Trotsky.

Ce qu'il y a de bien dans la liberté, c'est qu'elle est avant tout dialectique, elle en est le produit et la véhicule en se jouant des obstacles qu'elle rencontre sur son chemin pour se réaliser, elle est la synthèse de la dialectique ou elle en est l'expression la plus achevée.

Quand on dit que notre liberté s'arrête où commence celles des autres, on lui fixe une limite, dans ces conditions cela signifie qu'elle n'existe pas réellement encore ou qu'elle n'a pas atteint le stade requis pour être partagée, quand elle n'opprime pas, elle est réprimée. Ensuite la question est de voir qui elle opprime ou qui est réprimé, qui opprime qui ou qui est réprimé par qui, à partir de là on sait qui ou quoi restreint son champ d'expression, ce qui permettra d'établir qui détient la légitimité d'en assurer le développement des exploiteurs et des oppresseurs ou des exploités et des opprimés qui sont les plus nombreux, la bonne réponse est facile à deviner.

Nous sommes encore très loin de la société idéale de nos jours, n'est-ce pas ? Il semblerait même qu'on s'en éloigne un peu plus chaque jour, et on comprend que cela soit désespérant, mais pas suffisant pour l'abandonner, sinon qu'est-ce qui nous resterait ? Rien.

3- J'ignore si vous l'avez remarqué il y a quelque chose qui me distingue de l'intellectuel, lui il se sent obligé de faire référence à tel ou tel auteur ou évènement historique qu'il n'a pas vécu, alors que je me réfère le plus souvent à mon expérience de la vie, bien que j'ai lu autant que lui et étudier souvent davantage. Lui il semble toujours avoir vécu par procuration, ce qui en fait une personnalité assez insignifiante, parce qu'inexistante pour ainsi dire. C'est à croire que penser par soi-même serait une tare ou sans intérêt, alors que c'est le seul moyen de ne pas être coupé de la réalité, on exprime ce qu'on a vécu, on parle de ce qu'on connaît le mieux, notre propre existence, ce devrait être en principe une source d'inspiration inépuisable, et on comprend que lorsqu'on s'en détourne, on doit aller chercher ailleurs, sans forcément être bien inspiré.

Quand je dis que penser est le seul moyen de ne pas être coupé de la réalité, il faudrait ajouter pour bien faire en partageant notre expérience de la vie, c'est un acte de liberté qu'on peut s'offrir à condition de n'avoir rien à se reprocher ou n'avoir jamais nuit intentionnellement à nos frères et soeurs de galère. On a tout à gagner à être honnête et sincère dans la vie, même si cela n'est pas forcément compris ou nous occasionne bien des problèmes dont on se serait passé.

Sans volonté, l'homme est promis à un avenir médiocre : Abolissons les privilèges, le capitalisme !

- Une note d'Einstein sur le secret du bonheur va être vendue aux enchères - AFP

En 1922, le physicien allemand, célèbre notamment pour sa théorie sur la relativité, avait effectué une tournée au Japon, où il donnait des conférences.

A l'époque, Einstein venait d?être informé de sa prochain désignation pour le prix Nobel de physique, et sa notoriété commençait à se développer au-delà de la communauté scientifique.

La scène se déroule à l'Imperial Hotel de Tokyo, affirme aujourd'hui le vendeur de la précieuse note: un coursier japonais arrive pour livrer un courrier au physicien. Nul ne sait s'il refuse un pourboire, en accord aux pratiques locales, ou si Einstein ne dispose pas de monnaie, mais le physicien, pour ne pas le laisser partir les mains vides, lui remet deux notes en allemand.

"Peut-être si tu as de la chance, ces notes auront beaucoup plus de valeur qu'un simple pourboire", lui dit alors Einstein, d'après le vendeur, un proche du coursier japonais qui réside à ce jour dans la ville allemande de Hambourg.

Sur l'une des notes, rédigée sur du papier frappé du logo de l'Imperial Hotel, est écrit: "une vie tranquille et modeste apporte plus de joie que la recherche du succès qui implique une agitation permanente".

Sur la seconde, apposée sur une feuille blanche, on retrouve le célèbre adage, emprunté à Lénine: "là où il y a une volonté, il y a un chemin". AFP 23 octobre 2017

Einstein ne confondait pas volonté et ambition. La volonté est le chemin qui mène à la liberté.

Assassinat et pillage programmés.

- Comment tuer la Sécu - bernard-gensane.over-blog.com

Il y a bien des manières, mais il en est une douce, discrète et hypocrite. Elle consiste à dire au bon peuple qu'on va lui donner

du pouvoir d'achat en abaissant, voire en supprimant, les cotisations sociales (et patronales, tant qu'on y est). (...)

La droite et la bourgeoisie française – relayés par les médecins libéraux – n'ont jamais accepté la Sécurité sociale. Elles n'ont cessé de lui flanquer des coups de boutoirs pour l'affaiblir et la dénaturer. Un exemple : en 1967, les ordonnances du gouvernement Pompidou, sous De Gaulle, démantèlent la Sécu en séparant des domaines désormais distincts et autonomes : maladie, famille, vieillesse. Le patronat exige et obtient un paritarisme strict entre ceux qu'on n'appelle pas encore systématiquement les « partenaires sociaux » qui auront dès lors le même nombre de représentants dans les conseils d'administration. Les ordonnances suppriment par ailleurs les élections des administrateurs salariés qui seront désormais désignés. En d'autres termes, la Sécu qui gère désormais le salaire différé des travailleurs est dominée par les patrons.

Le grand problème est effectivement celui du salaire différé. Les cotisations sont toutes du salaire. Différé. Un salaire que l'on touche à côté du salaire proprement dit ou quand on part en retraite. Accepter aujourd'hui 2% du pouvoir d'achat en plus par l'abaissement ou la suppression des cotisations c'est accepter des soins toujours de moins en moins gratuits et des pensions toujours de plus en plus faibles. La cotisation est le fondement de la Sécu. Pour simplifier, elles signifient : « je suis malade, tu payes ; tu es malade, je paye ; je travaille, je paye ta retraite ; tu travailles, je vis une retraite décente ». Les cotisations sont l'alpha et l'oméga de la solidarité entre les assurés contemporains et intergénérationnels.

Depuis les attaques de De Gaulle, les menées n'ont cessé, de droite comme de gauche. Après les plans Barre, la création de la CSG par Rocard, nous eûmes Georgina Dufoix qui inventa les déremboursements des médicaments, les lois Veil et Balladur imposant l'allongement de la cotisation, les mesures de Juppé et de Raffarin contre les retraites, les lois scélérates de Jospin en 2001 imposant les normes européennes aux mutuelles, l'ordonnance Douste-Blazy de 2004 (le Conseil d'administration de la Cnam devient le Conseil de la Cnam, ce qui permet le retour du Medef, qui avait quitté les caisses le 1er octobre 2001, provoquant pendant 3 années une grave crise du paritarisme), les lois Bachelot confiant le pilotage de la protection sociale aux « préfets sanitaires » des agences régionales de santé. Pour couronner le tout, en 2013, la généralisation de la complémentaire santé pour les salariés par le biais d'une mutualité d'entreprise qui installera bien sur ses rails la privatisation du système.

Avec le banquier Macron – relais direct du grand patronat – aux commandes, nous assistons désormais à une attaque frontale. Les assurés sont victimes d'une amputation directe du salaire dont la cotisation fait partie. La cotisation est la seule création de richesse qui va directement du cotisant au travailleur dans sa vie sans passer par les dividendes des actionnaires. Il serait en outre illusoire de croire que l'allègement des cotisations bénéficie à l'investissement ou qu'il est source de créations d'emplois : il ira gonfler les dividendes.

En bref, réduire ou supprimer les cotisations, c'est tuer le principe de solidarité, brader le système au privé, enclencher la misère. bernard-gensane.over-blog.com 12 octobre 2017

Confirmation.

- Assurance maladie: 30% des dépenses "pas pertinentes" pour Agnès Buzyn - AFP

La chasse aux économies est lancée par la ministre de la Santé, Agnès Buzyn, qui évalue dimanche à 30% les dépenses de l'Assurance maladie "pas pertinentes" et explique comment elle entend traquer les actes "inutiles" dans les hôpitaux.

- Sécu: "des choix" en faveur du "pouvoir d'achat" et de la "solidarité". - AFP 25 octobre 2017

En famille. Jimmy Carter, George H.W. Bush, Bill Clinton, George W. Bush et Barack Obama, de si braves philanthropes...

- 5 ex présidents américains se réunissent - huffingtonpost.fr

Vous n'ignorez certainement pas que les Américains affectionnent particulièrement les fêtes de famille.

Alors tout le monde se remémore les grands moments de leurs existences, et on se dit qu'on est quand même bien ensemble. L'événement que le pays va célébrer ce samedi est plutôt de ceux-là, même s'il ressemble à une fête de famille. La réunion se tiendra à 21h, au Reed Arena, situé entre Dallas et Houston, au Texas. Les organisateurs ont choisi un nom à la hauteur de ce qu'ils préparent: "One America Appeal", une seule Amérique, appeal se traduisant au choix par "l'appel" à réaliser ce but ou "le charme" ou "l'avantage" de le faire. C'est toutefois bien d'unité dont il s'agira car les cinq anciens présidents encore vivants seront présents

Non, ce n'est pas la première fois qu'une telle réunion a lieu; mais la dernière fois qu'il y a eu cinq présidents en même temps, c'était lorsque le président Reagan a inauguré la bibliothèque qui porte son nom, à Simi Valley, en Californie. Gérald Ford, Richard Nixon, Jimmy Carter et George H. Bush s'étaient alors joints à lui.

Pendant cette soirée, certains se demanderont tout de même pourquoi il en manque un. C'est le mauvais garçon de la famille. Celui dont on ne supporte pas trop les manières. Il est plus brutal et ne vient pas aux fêtes de famille et ne sera pas sur la photo avec les autres. Il a pourtant envoyé un petit mot, pour dire qu'il soutenait. On s'en contentera. huffingtonpost.fr 21.10

En famille. A propos du blog Les Crises.

Il manquait à la bonne conscience du petit bourgeois une milice agréer par la Société Générale avec les compliments du Pentagone.

Le blog Les Crises se définit comme un "*espace d'autodéfense intellectuelle*". On se pose immédiatement la question contre quoi, contre qui, pour qui, certainement pas contre le capitalisme et ses représentants, les capitalistes, alors contre qui sinon le socialisme et la classe ouvrière. Voyons un peu comment ils s'y prennent pour mener leur combat de classe.

Le propriétaire du blog Les Crises, Olivier Berruyer, en tant qu'actuaire il offre ses services aux compagnies d'assurance et aux banques. Il est régulièrement l'invité de la banque en ligne Boursorama propriété de la Société Générale, on est donc en droit d'en déduire que le contenu de son blog et son orientation politique sont compatibles avec les besoins de l'oligarchie.

Olivier Berruyer a rejoint Nouvelle Donne en 2013, et depuis peu ce blog héberge les articles de Jacques Sapir, qui s'était illustré en réclamant l'union du Front national et du Front de gauche. Il cumule donc le populisme d'extrême droite et de gauche qui finiront ensemble dans la même fosse septique de l'histoire.

Ce blog diffuse essentiellement des articles également publiés par d'autres médias dits alternatifs, qui ne servent qu'à cautionner l'existence du capitalisme ou ses institutions, dont leurs auteurs se contentent de dénoncer les excès, et pour se donner un peu plus de consistance ce blog s'attaque aux dérives des médias institutionnels qui un jour auraient été vertueux, voyez-vous cela, bref, cela n'engage à rien et permet de vivre confortablement.

Vous vous dites peut-être qu'il est quand même la cible de féroces attaques de la part de certains médias pour avoir tenu des positions politiquement incorrecte, notamment sur l'Ukraine ou le Venezuela, ce qui le rendrait agréable à vos yeux. Détrompez-vous, s'il est parallèlement un des plus féroces partisans de la version officielle du 11 septembre 2001, en réalité il se sert du même procédé que Bush, qui pour justifier sa politique avait besoin de se fabriquer un ennemi, le terrorisme, afin de se faire passer pour un défenseur de la démocratie et de la liberté. Monsieur Berruyer a équilibré ses prises de position de manière à passer pour un démocrate sur la question ukrainienne ou vénézuélienne auprès d'une frange de la petite bourgeoisie ou des classe moyennes, et un ennemi auprès du journal Le Monde et son Décodex, tout en ménageant l'oligarchie en adoptant son discours sur le 11 septembre 2001 ou en s'attaquant violemment à son pire ennemi, Thierry Meyssan ou le Réseau Voltaire.

Le fait d'être attaqué par Le Monde ou son Décodex ou encore Conspiracy Watch (Rudy Reichstadt, porte-parole acharné du néolibéralisme, faussaire éhonté, la pire des pourritures qui soient, je le classe à l'extrême droite.) suffit à la plupart de ses lecteurs pour faire de monsieur Berruyer quelqu'un de sympathique, une victime innocente, parce qu'ils partagent son mode pensée malhonnête et hypocrite, ils ne retiennent que ce qui correspond à leurs intérêts, ne cherchez pas ailleurs où ils seraient cohérents.

Un mot sur Boursorama pour mieux comprendre l'orientation politique de ce blog.

Boursorama est une société française dont les activités se partagent principalement entre l'animation du portail d'information Boursorama.com et l'activité de banque en ligne avec Boursorama Banque. La Société Générale est actionnaire de la totalité du capital de Boursorama (coté en Bourse).

- "Tous les métaux précieux devraient être concernés par l'alourdissement de la taxe sur les lingots d'or, souhaitée par le gouvernement." Olivier Berruyer, auteur du blog les-crises.fr.

Boursorama devient une banque 100 % en ligne en 2013 avec la fermeture de ses dernières agences physiques.

En juin 2015, la Société Générale termine l'acquisition de Boursorama en rachetant la part détenue par CaixaBank pour 218 millions d'euros17, valorisant alors Boursorama à environ un milliard d'euros lors de son passage en tant que filiale exclusive de la Société Générale.

Le portail Internet Boursorama.com se distingue par la diffusion d'actualités à dominante économique, en fonctionnant comme un agrégateur de contenus. Une large majorité d'articles de presse disponibles sur le site provient de fournisseurs externes, dont les articles sont rediffusés de manière automatisée par Boursorama. Parmi ces fournisseurs de contenus se trouvent notamment l'AFP et l'agence Reuters. Boursorama dispose également d'un partenariat avec l'AFP pour que cette dernière produise des articles diffusés exclusivement sur le portail Boursorama.com.

Au fil des années, Boursorama.com a élargi le spectre de ses actualités, avec le développement d'une rubrique politique puis

d'une rubrique d'actualités françaises généralistes. Par sa nature d'agrégateur de contenus externes, Boursorama.com est politiquement neutre, tout en étant associé à un lectorat se reconnaissant a priori dans les idées libérales, du fait du traitement intensif de l'actualité des marchés financiers. wikipedia.org

Le seul intérêt de ce blog réside parfois dans les commentaires laissés par ses lecteurs qui sont issus des classes moyennes en général, ce qui permet de se faire une idée sur leur état d'esprit ou celui qui y domine.

Passons à l'épreuve pratique.

- Le déclin dangereux de l'hégémonie américaine, par Daniel Lazare - les-crises.fr 23.10

Présentation de l'article par Les Crises :

- "*Derrière l'hystérie de Washington au sujet de la Russie, de la Syrie et de la Corée du Nord, voici l'analyse plus complète de l'hégémonie américaine en décomposition mais dangereuse qui résiste au début d'un nouvel ordre multipolaire, explique Daniel Lazare.*"

Cette analyse était tellement "complète" qu'elle a suscité le commentaire suivant d'un lecteur :

- "*Ce qui est dangereux ce n'est pas le déclin de l'hégémonie américaine mais le comportement belliciste des US depuis 25 ans, depuis leur intervention militaire en Somalie qui s'était déjà piteusement terminé. Ce qui est dangereux c'est leur manie d'intervenir militairement, le plus souvent à mauvais escient. Ils ont bien du mal à accepter un monde multipolaire. Leurs erreurs d'analyses entrainent des échecs répétés.*"

Décryptage.

- "*depuis 25 ans*", seulement ? Pourquoi pas depuis près de 70 ans (Corée, Vietnam, Iran, etc.) ?

- "*le plus souvent à mauvais escient*", parce qu'il y aurait des guerres impérialistes menées à bon escient, celles citées précédemment par exemple.

Ce genre d'articles sert à conforter les illusions que les classes moyennes ont dans le capitalisme, vous n'en trouverez jamais dans ce blog qui justifieraient la rupture avec le capitalisme.

- Jupiter se mue en Atlas, par Guillaume Berlat - les-crises.fr 23.10

Cet article qui se veut critique envers Macron ne sert qu'à cautionner sa politique de réaction sur toute la ligne. La preuve :

- "*Pour ce qui est des actes, nous jugerons dans quelques mois*."

- "*Emmanuel Macron veut transformer la France (Cf. les ordonnances sur la loi travail que nul ne conteste en réalité)*"

- L'auteur regrette "*l'impuissance de l'Europe à se ressaisir et, par voie de conséquence, de la France à peser dans le débat*."

- Ses préoccupations recoupent celles de Macron ou de la Commission européenne : "*enrayer la crise de l'euro*" ; "*contrecarrer les forces centrifuges qui sont de plus en plus fortes*" au sein de l'UE ; "*empêcher la dislocation des règles européennes*".

Rien ne va plus à la cour pénale internationale ! par Guillaume Berlat - les-crises.fr

De quoi s'agit-il ?

D'une "*enquête intitulée Les secrets de la Cour est le fruit de six mois d'investigation menée par huit médias internationaux membres de l'« European Investigate Collaborations » (EIC comprenant Mediapart, Der Spiegel, NRC Handelsblad, The Sunday Times, El Mundo, Le Soir, ANCIR et The Black Sea).*"

Son objet ?

Dénoncer ses disfonctionnement pour mieux cautionner son existence, je cite "*la création de la Cour pénale internationale à Rome est de bon augure en tant qu'espoir d'une société internationale régulée*" sous les auspices de l'oligarchie financière anglo-saxonne

et internationale. La preuve.

"*L'Argentin Luis Moreno Ocampo, procureur de la Cour pénale internationale (CPI) de 2003 à 2012, détenait plusieurs sociétés offshore alors qu'il était en place à La Haye, révèle Le Soir avec ses partenaires du réseau European Investigative Collaborations (EIC).*"

Le monde est dirigé par des corrompus, des escrocs, des mafieux, des criminels, des barbares, et après ? Quoi après, rien. Il faut bien faire avec tel était le message.

Un complément de Mediapart

Qui a dit ?

Les travailleurs chinois apprécieront :

- "*Ce n'est pas la Chine qui est à l'origine de la globalisation, mais elle est certainement le pays qui en a le plus profité.*"

Réponse : Blog Mediapart, Pascal Boniface (Directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques de Paris... et piloté depuis Washington). Article relayé par le blog Les-crises.fr (Société générale).

Eh oui, tout se tient ! Tous les réactionnaires se tiennent les coudes on devrait ajouter.

Les ONG, ces instruments de la réaction.

Et dire que lorsqu'on les accusait d'être des officines liées à la CIA, on nous prenait pour des gauchistes ou des fous à lier. Elles ne s'en cachent même plus ! Il n'y a pas pire aveugle que celui qui ne veut pas voir.

Commentaires d'internautes.

1- " *Le 21 Février, le secrétaire général de la ligue libyenne des droit de l'homme le Dr Sliman Bouchuiguir avait été à l'origine d'une pétition avec l'organisation UN Watch et la National Endowment for democracy. Cette pétition est signée par plus de 70 ONG . Puis, quelques jours plus tard, le 25 Février 2011, le Dr Sliman Bouchuiguir s'est rendu au conseil des droits de l'homme des nations unies afin d'y exposer les allégations concernant les crimes du gouvernement de Mouamar Kadhafi. Au cours du mois de Juillet dernier nous nous sommes rendus à Genève afin de nous y entretenir avec le Dr Sliman Bouchuiguir.*"

https://www.youtube.com/watch?v=koYzkEWHtQA

- Par le même journaliste, Julien Theil, son 2ème document et le rôle d'Amnesty France et les allégations sur les mercenaires engagés par Kadhafi.

https://www.youtube.com/watch?v=acEedYLMZLc

et son interview

https://www.youtube.com/watch?v=1WC4u6Z8hvk

2- Voilà qui nous ramène au billet de Robert Parry :

https://www.les-crises.fr/les-documents-de-ladministration-reagan-mettent-en-lumiere-lingerence-des-etats-unis-par-robert-parry/

Au lieu de continuer à dépendre fortement de la CIA, le président Reagan et son équipe de sécurité nationale ont commencé à transférer bon nombre de ces responsabilités « d'action politique » vers des « organisations non gouvernementales » (ONG) qui opéraient ouvertement et recevaient des fonds d'autres organismes gouvernementaux américains.

NED. Freedom House, Accuracy in Media, une organisation importante de défense des droits de l'homme, a demandé conseil et des directives à Casey et Raymond (CIA) tout en faisant la publicité du besoin d'aide financière du groupe.

Depuis sa fondation, NED a versé des centaines de millions de dollars à des ONG du monde entier, en se concentrant sur la formation d'activistes, la création de médias et le soutien aux organisations civiques.

3- Et si l'on tient compte de la chronologie des évènements, le téléphone de Blair à Kadhafi a lieu le jour (25 février) ou le Dr Sliman Bouchuiguir a sa pétition et les signatures des ONG en poche et se présente au conseil des droits de l'homme des nations unies !

Dossier sur l'Espagne.

On a à faire à une nouvelle mystification avec le référendum et l'indépendance de la Catalogne.

1- J'ai passé des heures à rechercher des articles sur l'Espagne, et j'ai l'impression d'avoir perdu mon temps. J'ai sélectionné des passages, et j'ai fini par me dire qu'il y avait quelque chose qui ne collait pas dans la manière dont on abordait cette question, et que comme d'habitude on était passé à côté de l'essentiel, de la question la plus élémentaire que les partisans de l'indépendance de la Catalogne s'étaient employés à éviter de poser, car il est impensable qu'elle ne soit pas venu à l'esprit, à savoir : Tous les travailleurs espagnols bénéficient-ils des mêmes droits sociaux et politiques ?

En répondant oui, cela signifie que le régime espagnol est de type républicain dans le sens où on l'entend ordinairement, et c'est effectivement le cas. Donc à quoi rime de vouloir créer une république dans chaque région que comptent l'Espagne ? Dans toute l'Espagne, c'est bien la même classe qui détient le pouvoir, celle des capitalistes, et c'est bien la même classe qui ne détient aucun pouvoir, la classe ouvrière. Si c'est la même Constitution, les mêmes institutions qui oppriment le peuple travailleur, il sera plus puissant pour les renverser s'il est uni, plutôt que s'il est morcelé et ses forces divisées par sept. Bruxelles l'a bien compris contrairement à nos révolutionnaires dogmatiques, un Etat puissant pourra plus facilement imposer sa politique et réprimer les masses, de la même manière que seul un puissant Etat ouvrier pourra mater la classe des capitalistes.

Une fois l'indépendance d'une région acquise, ses autorités seraient évidemment dans l'incapacité de faire face à ses obligations financières qui se traduiraient par le besoin urgent de trouver des fonds ou de se tourner vers différentes sources de financement, les prédateurs ou usuriers du marché, ce qui leur permettrait de justifier des "économies", autrement dit de réaliser de nouvelles coupes dans les droits sociaux des travailleurs, de procéder à des licenciements en masse, en tenant le langage suivant : Vous avez voulu l'indépendance, vous l'avez, vous saviez que cela pourrait nécessité de lourds sacrifices, alors maintenant vous devez les assumer et en payer le prix, on n'a rien sans rien que voulez-vous, etc. ce qui permettrait au passage au patronat d'obtenir par ce biais ce qu'il n'avait pas pu obtenir autrement et le tour serait joué. On peut déjà imaginer si toutes les régions imitaient la Catalogne comment cela se traduirait pour les travailleurs : un code du travail par région, un smic par région, des conventions collectives ou des droits sociaux distincts d'une région à l'autre, un droit à la santé, au logement, à l'éducation différent selon les régions, etc. bref, un progrès social considérable !

Ce qui explique pourquoi Bruxelles et les capitales européennes n'ont pas soutenu immédiatement le gouvernement espagnol, mais peut-être aussi pourquoi Rajoy a laissé pourrir la situation de manière à laisser le processus référendaire se poursuivre jusqu'au bout, histoire de laisser s'instaurer le chaos en Catalogne auquel devait participer le patronat, qui s'est empressé d'annoncer la délocalisation du siège social de plus de 1200 entreprises vers les autres régions espagnoles, sans que leur activité ne soit interrompue en Catalogne évidemment, les affaires continuent, sans pour autant permettre que la Catalogne se sépare de l'Espagne et en réprimant violemment les indépendantistes, demain l'ensemble de la classe ouvrière du pays.

Tout cela tombe sous le sens, c'est déconcertant de constater que tant de militants passent à côté.

Le combat pour l'abolition de la Constitution et des institutions héritées du franquisme devrait être l'axe de combat politique des masses exploitées de toute l'Espagne. C'est le développement économique qui est à l'origine du développement social et politique, et qui permet d'entrevoir la possibilité de passer à un autre type de développement, à un autre mode de production, si maintenant on le remet en cause, c'est tout l'édifice social et politique qui s'écroule, et tout espoir de changer la société disparaît. Quant aux différents clans de la bourgeoisie, de la monarchie et de l'armée espagnole qui s'affrontent, on le sait, ce sont des prédateurs, des charognards et ils se bouffent entre eux, ils se servent du peuple pour l'entraîner dans des aventures où il n'a rien à y gagner, pendant qu'eux vaquent à leurs affaires.

On ne pouvait pas aborder la question du référendum sans se poser un ensemble de question, or les opportunistes qui le soutiennent se sont bien gardés de les poser, pour eux, il avait forcément un contenu progressiste ou il devait correspondre aux besoins des travailleurs espagnols.

Ce sont les mêmes qui partagèrent la version du 11 septembre 2001 de G.W. Bush, qui célébrèrent les "printemps arabes", l'indépendance du Kurdistan, qui virent dans les campagnes initiées par Hollande et son gouvernement un moyen de faire progresser les droits de certaines minorités ou communautés, autant d'impostures, de manipulations, d'instrumentalisation destinées en réalité uniquement à servir les intérêts de la réaction, à lui permettre d'appliquer sa stratégie de guerre contre tous les peuples.

Ce sont les mêmes qui osent se réclamer du marxisme, et pour lesquels l'homme, le travailleur, le mouvement ouvrier serait forcément bon, progressiste, pour un peu révolutionnaire ou socialiste quelles que soient les conditions dans lesquelles ils sont

placés, ignorant ou refusant d'admettre qu'ils pourraient être mauvais, réactionnaires, une telle interprétation ne correspond pas à la réalité, elle est anti-dialectique et n'a rien à voir avec le marxisme, elle ne permet pas de comprendre la situation et de replacer dans le processus général les évènements qui sont amenés à se produire...

2- Quand je lis qu'une "*transition démocratique*" se serait produite "*à la suite de la mort de Franco*" (Wikipédia), ce qui est communément admis, et qu'on nous dit que c'est une monarchie franquiste qui opprime la Catalogne, je ne comprends plus, ou plutôt je ne comprends que trop bien que la démocratie n'a jamais été établie en Espagne, pas plus qu'ailleurs.

Ce que j'observe, c'est qu'en dehors de la Commune en France et de la République des soviets en Russie, en guise de démocratie, chaque fois que la civilisation réalisa un progrès, le prolétariat ou les opprimés en furent les jambes qu'on brisa ou enchaîna par la suite, pendant que les têtes étaient raccourcies ou tombaient (thermidor), on a donc écopé du reste, de la fonction alimentaire ! Ce qui explique pourquoi leur société sent plutôt le vomi et tend à se putréfier en dégageant un parfum nauséabond.

Je pense que ce terme de démocratie a été utiliser autrefois davantage pour témoigner que la civilisation humaine réalisait un progrès vers la démocratie qui demeurait un idéal chaque fois que le peuple était rassemblé et mis en mouvement. Il a été détourné de sa signification. Pour évoquer les rapports qui existent entre les classes, on peut parler d'expressions de la démocratie sans que forcément elle se réalise ou que ces expressions se traduisent sur le plan pratique, et elle demeurera inachevée aussi longtemps que le peuple travailleur n'aura pas pris le pouvoir et ne sera pas en mesure de l'assumer.

3- Quand la réaction réalise à sa manière les objectifs du programme de la révolution socialiste, ils sont forcément tournés contre le prolétariat et le socialisme.

L'indépendance de la Catalogne est l'expression ou la traduction politique de la décomposition du capitalisme et de la société. En principe son stade supérieur devrait être son unification à l'échelle européenne, puis mondiale, ce qui implique l'éradication du capitalisme de la surface de la planète. Il semblerait que l'indépendance de la Catalogne soit orientée dans une toute autre direction, c'est un euphémisme.

Bruxelles traite l'Espagne, tout comme les autres pays de l'UE à l'exception de l'Allemagne et hier la Grande-Bretagne, comme une colonie, une région, un Etat vassalisé, d'où son soutien aux autorités de Madrid. Madrid traitent la Catalogne de la même manière, et en fait la totalité de l'Espagne, plus particulièrement le prolétariat. Dans ces conditions, le mouvement des masses catalanes et de toute l'Espagne devrait s'orienter contre les institutions nationales pour les renverser et instaurer une République sociale espagnole qui évidemment romprait avec l'UE.

La question de la monnaie doit être abordée séparément parce qu'elle est liée à des facteurs particuliers qu'on ne peut traiter à partir de principes. Quand on traite de choses matérielles, il faut voir comment elles se comportent, surtout quand on ne peut pas s'en passer, pour commercer toute nation a besoin d'une monnaie d'échange. Vous pouvez créer une nouvelle monnaie, si aucun pays ne lui reconnaît une légitimité, elle ne servira à rien sur le marché mondial. On peut maudire le dollar, l'euro, le yen, la livre sterling, etc. il n'en demeure pas moins qu'ils sont incontournables. Si tous les pays refusaient notre monnaie et que nous faisions de même avec les leurs, on prendrait le risque de se retrouver face à de graves difficultés économiques, donc vaut mieux éviter de se retrouver dans une fâcheuse posture inutilement.

Maintenant il va de soi qu'une révolution socialiste victorieuse verrait se dresser contre elle immédiatement la "communauté internationale", les puissances impérialistes et leurs vassaux...

Pour nous la question déterminante dans un premier temps, c'est la prise du pouvoir politique, le renversement du régime en place, et puisque toutes les autres questions seront ensuite traitées dans ce cadre et dans le même état d'esprit ou la même disposition, sous les mêmes rapports entre les classes, il n'y a pas lieu de s'en faire ou de polémiquer sur quelque chose qui n'existe pas, allons à l'essentiel et nous nous en porterons que mieux.

Trotsky : Leçons d'Espagne : dernier avertissement.

https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1937/12/lt19371217.htm

Les ultra-gauches en général, et les incurables en particulier, quelques considérations théoriques. - Léon Trotsky, 28 septembre 1937

Extrait. La pensé marxiste est concrète, c'est-à-dire qu'elle envisage tous les facteurs décisifs ou importants pour une une question donnée, non seulement dans leurs relations réciproques mais encore dans leur développement. Elle ne dissout pas la situation du moment présent dans la perspective générale; mais par la perspective générale, elle rend possible l'analyse de la situation présente dans toute sa particularité.

C'est précisément avec cette analyse concrète que commence la politique.

La pensée opportuniste comme la pensée sectaire ont ce trait de commun, qu'elles extraient de la complexité des circonstances et des forces un ou deux facteurs qui leur paraissent les plus importants, - et qui le sont parfois en fait - les isolent de la réalité complexe et leur attribuent une force sans limites ni restriction.

(Surévaluer l'importance d'un mouvement social, des résultats d'un référendum ou d'une élection, de déclarations, etc. C'est valable dans le sens inverse en sous-évaluant leur signification ou leur portée. C'est une erreur que j'ai souvent commise, pas faiblesse, on surestime la portée d'un évènement politique uniquement pour stimuler les militants, alors qu'on n'en pense pas un mot. Mais jamais je n'ai fait croire aux lecteurs que telle ou telle action pourrait faire reculer le gouvernement, ce qui me distingue des opportunistes. Au contraire dans la foulée du retrait du CPE j'ai indiqué qu'il restait encore 21 types de contrats précaires, et après le référendum de 2005, j'avais affirmé qu'ils le contourneraient, jamais je n'ai essayé de tricher avec la réalité contrairement à nos dirigeants qui ont littéralement théoriser cette méthode. Dès lors qu'on part du constat que le prolétariat et le mouvement ouvrier se sont embourgeoisés ou qu'on a ce facteur à l'esprit, on n'est pas vraiment porté à raconter des blagues aux militants. Et s'ils le prennent mal et bien tant pis, il y en a bien parmi eux qui le comprennent. - LVOG)

Pour la longue époque de l'avant-guerre, le réformisme s'est servi, de cette manière, de facteurs très importants mais temporaires: le développement puissant du capitalisme, l'élévation du niveau de vie du prolétariat, la stabilité de la démocratie, etc. C'est le sectarisme qui se sert maintenant des tendances et des facteurs les plus importants : le déclin du capitalisme, la baisse du niveau de vie des masses, la décomposition de la démocratie, etc. Mais, de même que le réformisme de l'époque précédente, le sectarisme transforme des tendances historiques en des facteurs tout-puissants et absolus. Les "ultra-gauches" arrêtent leur analyse là où elle ne fait que commencer. Ils opposent à la réalité un schéma tout fait.

(En comparant des situations qui ne sont pas comparables, en faisant appel à des citations des marxistes d'un autre âge ou sans tenir compte de leurs contextes, par exemple.

Pour ce qui est du développement ou du déclin du capitalisme, de l'élévation ou de la baisse du niveau de vie du prolétariat, de la stabilité ou de la décomposition de la démocratie, nos dirigeants ont transformé ces tendances historiques en des facteurs tout-puissants et absolus, au point de les rendre aveugle ou de s'aveugler eux-mêmes.

Par exemple, ils refusent de considérer que le gigantesque parasitisme que constitue le gangstérisme financier remplirait plusieurs fonctions, dont celle de palier au déclin du capitalisme, de contourner ses contradictions ou empêcher qu'elles conduisent à son effondrement, il n'y voit que pillage et spéculation, de la même manière qu'une fois pour toute, ils ont décrété que les forces productives avaient cessé de croître, alors que ce n'est qu'une tendance générale, tout comme la baisse tendancielle du taux de profit.

Il suffit que des mesures adoptée par un gouvernement se traduisent par une baisse du niveau de vie du prolétariat, pour qu'ils en déduisent que c'est l'ensemble du prolétariat qui s'appauvrirait, occultant que lors de la période précédente son niveau de vie avait considérablement augmenté ou que par le biais de nouveaux facteurs ses revenus avaient beaucoup progressé, par exemple, lorsqu'un ménage est passé de un à deux salaires.

Quant à la stabilité ou la décomposition de la démocratie, quand elle était relativement stable ils prédisaient que cela ne durerait pas, ce qui était correct, et quand elle se décomposait, ils prônaient le retour à sa stabilité !

A aucun moment ils n'ont considéré la crise du capitalisme, l'appauvrissement du prolétariat ou la remise en cause des expressions de la démocratie comme des tendances générales du capitalisme, ils sont incapables d'expliquer de manière cohérente pourquoi le capitalisme ne s'est pas encore effondré, pourquoi le prolétariat une fois appauvri continue de vivre comme avant, hormis évidemment les couche qui n'ont jamais cessé d'être pauvres, pourquoi une fois piétinée la démocratie continue de faire illusion, ni comment pour ces trois facteurs. Et dès qu'on aborde cette question, on se fait traiter de tous les noms par ces gens-là ! - LVOG)

Or, les masses vivent dans la réalité. C'est pourquoi le schéma sectaire n'a pas la moindre emprise sur la mentalité des travailleurs. Par son essence même, le sectarisme est voué à la stérilité.

(Mais camarade Trotsky, qui se soucie de "la mentalité des travailleurs", là aussi dès qu'on aborde cette question on passe pour des révisionnistes, on nous accuse de sortir du cadre de la lutte des classes, de verser dans le complotiste ou de perdre la tête, mais en face, chez nos ennemis, ils s'en occupent quotidiennement, d'où le combat que je mène également sur ce terrain-là. - LVOG)

De la monarchie franquiste républicaine à la République ploutocratique des féodaux.

Lettre aux militants du Parti ouvrier socialiste internationaliste (Etat espagnol) et du Courant communiste internationaliste du POI (France), Paris, le 18 octobre 2017

Chers camarades,

Pour le prolétariat français, rien de ce qui se passe du point de vue de la lutte de classe dans l'Etat espagnol n'a jamais été étranger.

(Le "prolétariat français" n'est même pas foutu de s'intéresser à son propre sort, alors on se demande comment il aurait un "point de vue" sur ce qui se passe en Espagne ou ailleurs. - LVOG)

C'est pourquoi, au nom de la Tendance communiste internationaliste (TCI, membre du CORQI), nous nous adressons fraternellement à vous. Nous nous adressons à vous moins de 48 heures après que deux responsables d'organisations démocratiques catalanes ont été jetés en prison par la monarchie franquiste.

(Un amalgame qui ne sert qu'à nier le fait que les institutions espagnoles en place sont aussi ou plus républicaines encore que celles qui existent à Paris, Rome ou Berlin par exemple, pour justifier le processus d'indépendance engagé en Espagne qui aurait pour objectif d'instaurer une république qui ne serait que le clone de celle qui existe dans tous les pays sous régime capitaliste, pour un peu on voudrait nous faire croire qu'il s'agirait d'instaurer une véritable démocratie ce qui est inenvisageable sans remettre en cause les rapports existant entre les classes, qui plus est dans le cadre de l'Union européenne. - LVOG)

Accusés de « sédition » par un juge, ils sont menacés de 15 ans de prison car ils ont commis le « crime » d'avoir appelé les masses à organiser par elles-mêmes le référendum du 1er octobre, ce qu'elles ont fait, organisées dans les Comités de défense du référendum, imposant leur choix démocratique, malgré les violences policières, en votant massivement « oui » à la question : « Voulez-vous que la Catalogne soit un État indépendant sous la forme d'une république ? ». (Répétons-le, un État "indépendant", vraiment, alors que les autorités catalanes n'ont cessé d'affirmer que leur intention n'était pas de rompre avec l'UE et l'euro ? Là cela devient grotesque à la fin. - LVOG) Le 1er octobre, prenant leurs propres affaires en main (Encore une sur interprétation de la réalité - LVOG), les masses se sont prononcées nettement pour la République catalane, qui, pour nous trotskystes, constitue nécessairement une première brèche mettant à l'ordre du jour la République basque, la République galicienne, la République andalouse, etc., vers l'union libre des Républiques libres de la péninsule ibérique.

(La désintégration de l'Espagne au profit de provinces régionales encore plus subordonnées et contrôlées par l'UE, le retour à l'Ancien Régime avec ses barrières douanières, ses langues, ses inégalités, au lieu du combat pour une République sociale espagnole qui unirait les masses de toutes les régions et se substituerait à l'Etat bourgeois en garantissant les mêmes droits à tous les citoyens sur tout son territoire, etc. - LVOG)

Camarades, Le jour même où ces deux militants sont jetés en prison, le numéro 649 de la Carta semanal, la Lettre hebdomadaire du comité central du POSI écrit ceci : « Il est nécessaire d'ouvrir le combat pour une issue politique. Une issue qui ne peut partir que d'une prémisse : Halte aux menaces d'application de l'article 155 (…) combat que seules les principales organisations de la classe ouvrière peuvent mettre en œuvre (…) C'est à partir de là que l'on peut véritablement parler d'un dialogue, c'est-à-dire d'une négociation politique pour une issue démocratique, issue qui inclut un véritable référendum libre » (souligné par nous) 1 . Un « véritable référendum » ? Autrement dit, le référendum du 1er octobre n'était pas un « véritable référendum », puisqu'il en faudrait un autre ? Mais qu'aurait-il donc fallu au référendum du 1er octobre pour que le rédacteur de la Carta semanal le considère comme « véritable » ? Qu'il ait obtenu l'autorisation de Rajoy et du roi Felipe ? Est-ce pour cela que la Carta semanal décourage les travailleurs catalans de proclamer la République, en écrivant : « Présenter au peuple de la Catalogne qu'il n'y a qu'une seule alternative, ou bien la situation actuelle ou bien la déclaration unilatérale d'indépendance, ne sert qu'à isoler le peuple de la Catalogne » ? Vous le savez, camarades, avant et après le 1er octobre, toutes les forces de la réaction – Rajoy, le roi Felipe, la Commission européenne, les dirigeants du PSOE, Macron, etc. – se sont coalisées pour prétendre que ce référendum n'était pas légitime, qu'il n'avait aucune valeur, qu'il n'était pas démocratique. Rajoy a même osé dire qu'il « n'avait pas eu lieu » ! Précisons : on peut avoir des points de vue différents sur la séparation du peuple catalan de l'Etat espagnol, savoir si elle est souhaitable ou non. Mais quel que soit le point de vue, on doit commencer par reconnaître que 1 Le même texte est publié le 18 octobre sous forme d'article dans Informations ouvrières en France. c'est au peuple catalan de décider. Pour notre part, nous partageons le point de vue du camarade Lambert qui, en 2007, dans une discussion avec les camarades de l'Etat espagnol, proposait de formuler ainsi les choses « Nous sommes le peuple catalan libre et nous voulons que cette liberté soit sanctionnée par la République catalane souveraine. Nous sommes contre la monarchie qui opprime et exploite tous les peuples d'Espagne. Nous sommes pour le soutien au peuple basque, qui souffre des mêmes maux que ceux dont nous souffrons, et peut-être pire. Nous sommes pour le peuple libre basque, le peuple libre castillan, le peuple libre andalou… et nous sommes pour l'Union libre des peuples libres d'Espagne, nous nous prononçons pour la République catalane, la république basque, la république andalouse, etc. nous sommes pour l'union des républiques libres d'Espagne. » (La Vérité, 60-61, octobre 2007).

(Libre de quoi, sinon de continuer de se faire exploiter, et donc opprimer, non plus par le pouvoir central installé à Madrid mais par celui des seigneurs régnants dans les différentes régions. - LVOG)

On peut être d'accord ou pas avec cette conception, ce n'est pas une question de principe. Mais ce qui est une question de principe, c'est reconnaître le droit légitime du peuple catalan d'avoir organisé le référendum le 1er octobre et d'y avoir exprimé sa volonté.

(Quand on sait sur quelle orientation politique réactionnaire, vous avez le droit de la partager, mais qu'il nous soit permis de nous y opposer et de la dénoncer, de la combattre. - LVOG)

Ce qui est une question de principe, c'est le refus de marcher avec Rajoy, avec le roi, avec tous ceux qui osent dire « le référendum du 1er octobre n'est pas légitime ».

(C'est de la diffamation que de renvoyer systématiquement au côté de Rajoy et du roi les opposants à l'indépendance de la Catalogne, un procédé infâme ou un diktat digne des méthodes staliniennes qui avait déjà cours dans ce courant politique dans les années 70. - LVOG)

Le rédacteur de la Carta semanal écrit que l'issue politique relève de la responsabilité « des principales organisations ouvrières ». Certes, elle devrait en relever. Mais peut-on taire le fait que les directions de ces principales organisations, du PSOE à Podemos et Izquierda Unida, en passant par les dirigeants des confédérations syndicales UGT et CCOO, refusent toutes aujourd'hui de reconnaître ce fait élémentaire : le peuple catalan s'est exprimé le 1er octobre et il veut la République maintenant. Peut-on faire comme si, dans le journal Ara (5 octobre), sous le titre : « L'UGT condamne les protestations contre la police espagnole », le secrétaire général de l'UGT, Pepe Àlvarez, n'avait pas affirmé que les violences policières du 1er octobre ne sont « pas le fait de la Guardia civil ni de la police nationale mais de ceux qui donnent les ordres », et n'avait pas condamné « toute intimidation à l'encontre des agents (de police) à Barcelone » qualifiant de « véritable honte » les rassemblements de citoyens devant les commissariats pour protester contre les violences policières ! Lorsque l'on rejoint ceux qui, de Rajoy aux dirigeants du PSOE, en passant par le roi Felipe et la Commission européenne, nient l'existence du référendum du 1er octobre et du mandat donné par le peuple catalan ; Lorsque l'on prétend voir une « condamnation des violences policières » là où il y a au contraire une couverture honteuse de la répression perpétrée par les forces de l'ordre de la monarchie contre la volonté des masses de voter pour la République au référendum ; Lorsque l'on fait cela alors que les appareils contre-révolutionnaires dans le monde entier et en Europe s'accordent tous pour isoler le peuple et les travailleurs catalans, pour les livrer à la répression qui se prépare… Lorsqu'on en arrive là, cela ne relève plus de désaccords politiques légitimes entre militants se réclamant de la IV° Internationale, c'est tourner le dos à tout ce pour quoi la IV° Internationale et les trotskystes ont combattu dans l'Etat espagnol depuis des décennies.

(Ce courant politique est littéralement fossilisé depuis la disparition de Trotsky. Il ne tient pas compte des transformations de la société dans chaque pays, des modifications qui sont intervenues dans les rapports entre les classes et qui se sont répercutées au niveau de leurs institutions. Ils tiennent absolument à ce que la réalité telle qu'elle existe de nos jours colle à leur théorie en grande partie obsolète ou qu'ils n'ont jamais actualisée, et ils sont prêts à faire feu de tout bois pour justifier leur opportunisme, ici assimiler les opposants à l'indépendance de la Catalogne à la réaction. A aucun moment il ne leur viendra à l'esprit que notre position pourrait se situer dans une perspective politique diamètralement opposée à celle de la réaction, et qu'elle pourrait correspondre aux tâches politiques que les travailleurs doivent se fixer pour avancer sur la voie de leur émancipation du capitalisme et ses institutions. - LVOG)

Militants du POSI, vous le savez, ce qu'écrit la Carta semanal du 16 octobre est le contraire de ce pour quoi vous avez rejoint les rangs de la IV° Internationale. C'est le contraire de ce qu'affirmait le POSI il y a encore quelques mois ! C'est l'inverse des principes affirmés par l'Organizacion Cuarta Internacional de l'Etat espagnol (OCIE) qui soulignait il y a quarante ans « la portée révolutionnaire du mot d'ordre de droit des peuples catalan, basque, galicien et valencien à la séparation politique ». Nier le référendum du 1er octobre imposé par l'auto-organisation des masses, et son résultat, c'est jeter à la poubelle ce que Trotsky écrivait à Andreu Nin, en 1931 : « Le mot d'ordre du droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes est devenu en Espagne d'une importance exceptionnelle. Ce mot d'ordre est du domaine de la pensée démocratique. Il ne s'agit pas pour nous, d'engager les Catalans et les Basques à se séparer d'Espagne, mais notre devoir est de militer pour que le droit à la séparation leur soit reconnu s'ils désirent en faire usage ». Et Trotsky ajoutait : « Comment savoir s'ils ont ce désir ? C'est très simple, il faut organiser un plébiscite des provinces intéressées sur la base du suffrage universel égalitaire, direct et secret, il n'y a pas d'autre procédé ». N'est-ce pas exactement cela qui s'est passé le 1er octobre ? Oui, c'est ce qui s'est passé, et cela s'est passé parce que les masses l'ont imposé !

(Nous voilà retournés près d'un siècle en arrière ! Est-ce que cela correspond à l'état d'esprit des masses en Catalogne ou dans les différentes régions de l'Espagne, en sont-ils restés à cette époque-là, les institutions n'ont-elles pas évolué depuis, notamment depuis 1977 ? Parce qu'il y aurait toujours un roi en Espagne, dont la fonction est du même type que la couronne britannique, suédoise, danoise, etc. parce que l'héritage du franquisme n'aurait pas été aboli, comme en France les vestiges de la monarchie qu'on retrouve dans la Constitution de la Ve République, à les entendre l'existence du parlement élu (et des parlements régionaux) ou l'expression toute aussi étriquée qu'en France ou ailleurs de la démocratie n'existerait pas. - LVOG)

Et pourtant le rédacteur de la Carta semanal ose affirmer aujourd'hui que le vote au référendum du 1er octobre n'a pas été organisé « sur la base du suffrage universel égalitaire, direct et secret », puisqu'il faudrait un autre « véritable référendum » ! Posons à nouveau la question : fallait-il avoir l'aval de Rajoy et du Tribunal constitutionnel de la monarchie ? Militants du POSI, nous sommes convaincus que vous n'accepterez pas la remise en cause des fondements mêmes de votre organisation, qui s'est constituée dans le combat intransigeant pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, contre la monarchie franquiste. Nous nous adressons également aux militants du CCI. Le jour même où parait ce numéro de la Carta semanal, est diffusée en France une « déclaration du Bureau national du Parti ouvrier indépendant (POI) » Une déclaration d'un recto… où la seule référence indirecte aux évènements en Catalogne se résume à cette phrase : « Macron est au plus bas dans les sondages, le président des riches,

sans assise politique, comme d'ailleurs de nombreux gouvernements de pays d'Europe, comme en Allemagne, en Espagne où le pouvoir monarchique hérité du franquisme est en grande difficulté. » Une phrase d'où les mots « Catalogne », « peuple catalan », « référendum », « République catalane », « indépendance » et « répression » sont absents ! Camarades du CCI, vous le savez, ce silence assourdissant de vos dirigeants sur la Catalogne est à la hauteur de leur silence, depuis des semaines, sur les déclarations honteuses de Jean-Luc Mélenchon sur la Catalogne. Pas un mot, pas une ligne dans Informations ouvrières, dans les déclarations du POI, et même dans les notes du Comité politique pour condamner les déclarations honteuses que Mélenchon enchaîne depuis trois semaines, contre le droit du peuple catalan à disposer de lui-même ! Le 1er octobre, alors que le peuple catalan vote pour la République, Mélenchon propose de régler le problème dans le cadre d'une « conférence permanente sur les frontières en Europe » et ajoute : « Il existe un cadre commun de la Méditerranée à l'Oural : l'OSCE », l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, institution d'ingérence impérialiste s'il en est ! Le 3 octobre, à l'Assemblée nationale, Mélenchon regrette que « la monarchie semble incapable d'assumer la fonction fédératrice que le franquisme lui avait confiée » ! Pas un mot de la part des dirigeants du CCI à l'encontre de cette honteuse déclaration, alors que tout le monde sait que c'est sous son talon de fer, dans les geôles fascistes et face aux pelotons d'exécution que le franquisme a « fédéré » les peuples d'Espagne pendant quarante ans !

Le 10 octobre, à l'Assemblée nationale, Mélenchon regrette que « les nations deviennent des coquilles vides où ceux qui sont les plus avantagés ne veulent plus prendre en charge ceux qui le sont moins, et ça vous donne un indépendantisme généralisé, régional, des plus favorisés face à ceux qui le sont moins. (…) nous avons la Catalogne sous nos yeux. » Bref, les Catalans seraient des nantis qui veulent quitter l'Espagne pour ne pas payer pour les autres ! Et Informations ouvrières de ce jour, 18 octobre, rend compte d'une réunion en présence d'un des principaux porte-parole de la France insoumise… et nulle part, à aucun moment celui-ci n'est interpellé sur les déclarations de Mélenchon contre le droit du peuple catalan à décider ! Camarades du CCI, vos dirigeants vous ont-ils dit, lorsqu'ils ont fait entrer le POI dans « l'espace politique de la France insoumise », que cette adhésion signifiait un ralliement politique aux positions – particulièrement réactionnaires – de Mélenchon niant le droit du peuple catalan à décider de son avenir ?

(On aura compris qu'ils instrumentalisent la crise espagnole pour régler leurs comptes entre eux ! - LVOG)

Camarades du CCI, camarades du POSI : nous avons certainement, vous et nous, des appréciations différentes des causes de la crise et de la scission de la IV° Internationale de juin 2015. Mais au-delà de ces désaccords, le seul langage que devrait tenir un partisan du Programme de la IV° Internationale aujourd'hui dans l'Etat espagnol, n'est-il pas celui que le camarade Lambert suggérait en 2007, dans une discussion avec les camarades de l'Etat espagnol : « Nous sommes le peuple catalan libre et nous voulons que cette liberté soit sanctionnée par la République catalane souveraine. Nous sommes contre la monarchie qui opprime et exploite tous les peuples d'Espagne. (…) et nous sommes pour l'Union libre des peuples libres d'Espagne, nous nous prononçons pour la République catalane, la république basque, la république andalouse, etc. nous sommes pour l'union des républiques libres d'Espagne. » Camarades du POSI et du CCI, Nous en sommes certains, pour tous ceux qui veulent rester fidèles au drapeau sans tâche de la IV° Internationale, aux positions de principes défendues par Lénine et Trotsky, aux positions défendues contre vents et marées avec le camarade Lambert, comme nous, vous choisirez clairement votre camp : Inconditionnellement du côté du peuple catalan opprimé contre la monarchie franquiste et ses laquais au sommet des directions du mouvement ouvrier. Inconditionnellement pour le respect du mandat exprimé lors du référendum légitime du 1er octobre : République catalane, vers l'union libre des républiques libres d'Espagne ! Inconditionnellement pour l'action commune sur ces bases de principes.

(Si Lambert l'a dit, alors raison de plus pour ne pas partager sa position. Lambert, quelle référence, un imposteur ! Il voyait des marxistes partout en Algérie, en Yougoslavie... Pour avoir une idée assez précise de quel genre de dirigeant "trotskyste" il était, il faut savoir ou avoir en mémoire sa théorie foireuse de "l'imminence de la révolution" qu'on n'a jamais vu venir, à laquelle il ne croyait pas lui-même et qu'il destinait aux militants naïfs que nous étions dans les années 70-80, et donc qu'il trompait sciemment, ce qu'on apprit bien plus tard par Pierre Broué notamment.

Pierre Broué - Je me rappelle un jour une réflexion qui m'avait beaucoup frappé, [lors d'] une de mes dernières entrevues [avec Lambert]. Il me dit :

« Comment va ton fils Michel ?

- Il va bien mais, tu sais, il m'a dit l'autre jour : "Je suis persuadé que nous sommes incapables de donner naissance à un parti révolutionnaire" .»

Lambert éclate de rire et il dit : « Ah, parce qu'il en est encore resté là, lui ? »

(Passions militantes et rigueur historienne de Karim Landais - Entretien avec Pierre Broué - Saint-Martin-d'Hères, jeudi 26 février 2004. Document disponible dans le portail.)

En réalité ce ne fut jamais son objectif, c'est un mythe. Et que ses disciples tentent une nouvelle fois de nous mystifier avec "le respect du mandat exprimé lors du référendum" catalan en se passant bien d'en fournir la nature de classe ou son

orientation réactionnaire est dans l'ordre des choses. Ces gens sont si sclérosés, qu'ils ont fini par croire leurs propres fables, et ils trouvent rien de mieux à faire que d'accuser ceux qui n'y croient pas de mégalomanie ou bien pire encore, ils sont les champions de l'anathème, de l'excommunication, des procès en sorcellerie ou d'intention, nous n'essayerons pas de les convaincre de quoi que ce soit.

Double langage. Si des militants ont encore un doute, on va leur enlever immédiatement de la tête.

Ils ont écrit, vous venez de le lire, je n'invente rien :

- "*Nous sommes pour le peuple libre basque, le peuple libre castillan, le peuple libre andalou… et nous sommes pour l'Union libre des peuples libres d'Espagne, nous nous prononçons pour la République catalane, la république basque, la république andalouse, etc. nous sommes pour l'union des républiques libres d'Espagne. » (La Vérité, 60-61, octobre 2007). On peut être d'accord ou pas avec cette conception, ce n'est pas une question de principe.*"

Puis ils terminent ainsi :

- "*Inconditionnellement pour le respect du mandat exprimé lors du référendum légitime du 1er octobre : République catalane, vers l'union libre des républiques libres d'Espagne ! Inconditionnellement pour l'action commune sur ces bases de principes.*"

Extraordinaire, un coup "*ce n'est pas une question de principe*" puis cela en devient une "*sur ces bases de principes*", et cela dans le même texte de quelques dizaines de lignes. Ils osent tout quoi, puisque leur militants sont prêts à tout gober. Ce n'est pas sérieux, non ? Je serais tenter de dire que ce sont les militants qui ont refusé de se regrouper sur la base du courant politique que j'anime et qui soutiennent ces dirigeants, qui cautionnent ce genre de pratiques qui relèvent du charlatanisme ou de l'aventurisme. - LVOG)

La catalogne et la question nationale par bicychavez - agoravox.fr

La situation actuelle en Espagne mérite que l'on s'y intéresse d'un point de vue marxiste. Aussi, avant de discuter de ce cas precis, est-il important de rappeler ce que l'on entend par les droits des nations à disposer d'elles-mêmes et donc de la question nationale.

Selon Marx « Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme, et vous abolirez l'exploitation d'une nation par une autre nation. Du jour où tombe l'antagonisme des classes à l'intérieur de la nation, tombe également l'hostilité des nations entre elles. » Le manifeste du parti communiste, 1847

L'exploitation d'une classe par une autre a donc tendance à entraîner l'exploitation d'une nation par une autre. La formation des empires s'explique par les tentatives de la classe dominante d'échapper aux contradictions sociales en pillant d'autres pays pour corrompre une partie du peuple et acheter la paix sociale. Le marxisme lie donc la question des classes à celles de l'impérialisme, et affirme qu'il ne peut y avoir d'égalité et de paix entre les nations tant qu'il existe une classe exploiteuse.

Mais cela ne veut pas dire qu'il faut pour autant, négliger les luttes de libération nationales. A l'époque de l'impérialisme, l'internationalisme doit prendre cette forme : le prolétariat de la nation oppressive doit lutter pour le droit des nations opprimées à disposer d'elles-mêmes, sans quoi « ni la confiance, ni la solidarité de classe entre les ouvriers de la nation opprimée et de celle qui opprime ne sont possibles » (Lénine). Ceci est d'autant plus dur qu'en mode impérialiste, la domination du capital financier crée dans les nations exploiteuses un « prolétariat bourgeois » (Engels) ; c'est à dire une classe moyenne que la bourgeoisie impérialiste entretient grâce aux surprofits extorqués sur le dos des nations exploitées. La lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse si on ne lutte pas contre cet opportunisme. Le prolétariat de la nation opprimée doit quant à lui avoir une politique indépendante de sa bourgeoisie, même lors de la brève période où le prolétariat est allié avec celle-ci. Ces deux conditions permettent l'unité entre le prolétariat de la nation opprimée et celui de la nation qui l'opprime.

A la lumière de ceci, nous pouvons analyser la situation en Espagne et statuer sur le droit à la nation catalane à disposer d'elle-même. Historiquement, la Catalogne est l'une des différentes nations qui constitue l'Espagne, avec des relations conflictuelles qui remontent loin. Contrairement à la France, l'Espagne n'a connu l'industrialisation que tardivement. Ainsi, la centralisation économique, base de toute intégration nationale ne s'y est pas réalisée complètement. En France, la centralisation initiée par Hugues Capet, a commencé à discipliner la féodalité. Les rois de France ont progressivement construit la monarchie absolue, dont l'apogée se situe à l'époque du règne Louis XIV. La révolution française, puis par l'empire et la république ont permis la poursuite de cette centralisation. La France a imposé une culture et une langue unique, au détriment de l'occitan et du breton par exemple, et cela n'a été possible que parce que la bourgeoisie française s'est développée de façon importante sur le plan économique tout au long de son histoire. C'est ce développement qui a permis l'émergence des routes, des cartes, des réseaux de poste, qui ont facilité la centralisation. L'Espagne n'a pas connu un développement capitaliste aussi important parce qu'elle s'est contentée de s'enrichir par le commerce de l'or à partir de la découverte de l'Amérique et le pillage des colonies. Au lieu d'être réalisé par la bourgeoisie, ce processus s'est fait autour de la noblesse et de l'Église, qui conservait l'or ou bâtissait des cathédrales, là où la bourgeoisie anglaise par exemple, utilisait cette accumulation primitive pour investir dans l'industrie. Au lieu d'avoir une bourgeoisie espagnole s'imposant et centralisant le pays sur le plan

économique, linguistique et culturel, il s'est développé à des échelles plus petites diverses bourgeoisies, avec diverses langues et cultures. C'est ce qui explique que l'intégration nationale espagnole ne soit pas achevée.

Aujourd'hui, la Catalogne est une région très développée économiquement, en relation avec l'économie espagnole et le capital financier international ; elle est en même temps une nation qui possède une identité culturelle et linguistique légèrement différente de celle l'Espagne. Y a-t-il une oppression nationale de l'Espagne sur la Catalogne ? Sur le plan économique, c'est faux. La Catalogne se développe depuis des années grâce à la dette de l'état espagnol. En effet, en tant que région au statut d'autonomie relatif, la Catalogne pourrait emprunter directement sur les marchés financiers, mais à quel prix ? Certainement pas le même que celui d'un état comme l'Espagne, qui, même s'il est tout autant en faillite, est suffisamment stable pour payer sa dette grâce aux impôts. Sur le plan culturel et linguistique, là encore, le catalan est enseigné dans les écoles et couramment utilisé, il n'y a pas de répression culturelle. La Catalogne bénéficie d'une large autonomie sur ce plan. Bref, sur quoi repose donc les revendications des indépendantistes catalans ?

La réalité est qu'une partie de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie catalane suit son intérêt, c'est à dire est persuadée de payer pour les « faignants » du reste de l'Espagne. Et en effet, pas besoin de l'Espagne pour le tourisme, ni pour exporter du vin en dehors de l'Espagne. Une autre partie de la bourgeoisie catalane vit du commerce avec l'Espagne, et d'ailleurs les grandes sociétés n'ont aucun problème avec les impôts. Le mouvement indépendantiste est donc un mouvement bourgeois et petit bourgeois, qui s'oppose à la bourgeoisie madrilène et à une partie de la bourgeoisie catalane. De chaque côté, la bourgeoisie tente de mobiliser le prolétariat derrière la question nationale. Comme la bourgeoisie catalane est divisée, les indépendantistes pour arriver à leurs fins ont besoin du soutien du prolétariat. Par ailleurs, il est intéressant d'observer la position du gouvernement de Rajoy. Il voudrait amplifier le mouvement sécessionniste, il ne s'y prendrait pas autrement. La vraie raison de ses relents franquistes n'est pas à voir dans une hypothétique folie mais plutôt dans la volonté de faire diversion au regard de la montée de la pauvreté et du chômage. Du coté indépendantiste, la volonté de faire oublier des décennies de corruption (Pujol, Mas) à la tête de la Généralitat est l'explication la plus crédible.

Dans cette situation, il est absurde de qualifier le processus d'indépendance actuel comme une lutte de libération nationale. En tant que mouvement populaire, il pourrait servir de base à un mouvement révolutionnaire si les communistes espagnols et catalans travaillaient à l'unité du prolétariat. Le problème, c'est que comme la Catalogne n'a rien d'une nation opprimée par l'Espagne, cette lutte de « libération » est totalement artificielle et le prolétariat espagnol ne comprend pas pourquoi la Catalogne veut se séparer du reste du pays, ce qui ouvre la porte au chauvinisme de part et d'autre. Dans le cas présent, l'indépendance de la Catalogne tourne à la surenchère nationaliste, au moment où la crise économique s'aggrave et où plus que jamais on se rend compte de la dangerosité pour le prolétariat du nationalisme. Un véritable internationaliste reconnaît le droit des nations opprimées à disposer d'elles-mêmes, mais travaille surtout à l'unité du prolétariat mondial, à l'indépendance du prolétariat de la politique de toute bourgeoisie, y compris lorsqu'il faut la soutenir tactiquement. Les marxistes mettent en avant non pas une culture nationale mais la culture internationale du prolétariat. D'autant qu'on peut se poser la question des vrais vainqueurs d'un émiettement des pays en régions « ethniquement » pures ? La réponse est simple : les états impérialistes centralisés qui pourront négocier plus aisément à leur avantage devant un confetti et les entreprises transnationales dont le chiffre d'affaires sera plus important que leur PIB. agoravox.fr 20.10

Pour que la crise catalane ouvre la voie à la classe ouvrière - Démocratie révolutionnaire (NPA) - 20 octobre 2017

Extrait. L'Espagne a profondément changé, elle est devenue un pays totalement intégré au monde capitaliste. Un de ses patrons est classé parmi les 8 personnes les plus riches du monde. Son agriculture s'est industrialisée… En Espagne le capitalisme règne partout en maître même si son degré de développement, de rentabilité, n'est pas le même selon les « autonomies ». Les relations entre l'Etat central et la Catalogne ne se posent plus dans les mêmes termes qu'en 1930. Il ne s'agit plus aujourd'hui de s'émanciper d'une tutelle semi-féodale, mais de soutenir une fraction de la bourgeoisie contre un Etat central considéré comme facteur d'injustice, d'inégalités entre autonomies, de « gaspillages »…

La révolte catalane est une nouvelle expression du rejet de cet Etat, de ce « régime de 78 », de sa politique entièrement vouée aux intérêts de la grande bourgeoisie, par une large fraction de la population, du monde du travail. Ce régime, la royauté constitutionnelle en vigueur actuellement en Espagne, est née en 1978, à la mort de Franco, à l'issue d'une « transition » réalisée par le parti de droite issu du franquisme, main dans la main avec le PSOE, le Parti communiste espagnol et Juan Carlos, le roi désigné par Franco. Ce processus consistait en une restauration de la royauté, qui avait été abolie en 1931, au début de la période révolutionnaire. Alors que la mort de Franco avait suscité l'immense espoir populaire que les comptes seraient réglés avec ces années de dictature, que l'on allait voir renaitre cette république liquidée par Franco, la transition assurait en fait l'impunité des crimes du franquisme, le recyclage de ses cadres politiques dans ce qui deviendra le Parti Populaire, la restauration de la royauté…

Tout comme De Gaulle en France à l'issue de la 2ème guerre mondiale, main dans la main avec la SFIO et le PCF, avait assuré en douceur la « transition » du régime de Pétain à la IVème république en gardant à quelques exceptions près le même appareil d'Etat, la « transition » espagnole de 1978 assurait et assumait aussi, à travers la droite réactionnaire dont l'héritier est aujourd'hui le Parti Populaire, une continuité de l'Etat espagnol, franquisme inclus.

Cette « transition » est en crise depuis plusieurs années. Mais, tant sur le terrain des droits démocratiques que sur celui des droits sociaux, la réponse ne pourra venir que de la capacité des travailleurs à unifier le mécontentement pour renverser le régime. (...)

L'escalade politique et répressive du pouvoir central, qui exacerbe en retour les mobilisations populaires, est un choix délibéré de l'Etat espagnol. Il veut aller jusqu'au bout d'un affrontement qu'il sait inévitable avec des classes populaires poussées à la révolte par la crise, le chômage, les reculs démocratiques, l'arbitraire, la corruption qui s'affiche au sommet du pouvoir (y compris en Catalogne, cf. l'ancien président indépendantiste Mas…), les inégalités sociales qui touchent toute la société.

Cette colère s'était exprimée dans la rue dans toute l'Espagne avec le mouvement des Indignés, puis dans les urnes avec Podemos. Elle a pris aujourd'hui la forme de la crise catalane, qui fédère toute une vague de solidarité qui dépasse largement les milieux indépendantistes et la Catalogne elle-même. La crise catalane constitue ainsi un nouveau point de fixation de la contestation sociale en Espagne, ce qui rend le pouvoir central d'autant plus déterminé à le vaincre. Il peut compter, dans cette tâche, sur le soutien entier de l'UE et des Etats européens, tout comme du PSOE et de Ciudadanos.

Quelle que soit l'issue de l'affrontement qui se prépare, et qu'il ait lieu ou pas, rien ne sera réglé des causes profondes de cette crise, qui vont bien au-delà des relations entre deux Etats et trouvent leur origine dans les rapports sociaux d'une société plus que jamais divisée en deux classes aux intérêts diamétralement opposés et où les frontières sont devenues définitivement obsolètes, sinon pour les intérêts de certains capitalistes.

Questions nationales et luttes de classe : L'Etat espagnol - servirlepeupleservirlepeuple.eklablog.com

Dans le contexte de 'flou artistique' qui règne à Paris, entre monarchistes et républicains, après la défaite de 1870-71 et la chute de l'Empire, la guerre carliste reprend, chaque camp 'français' soutenant son 'champion' : le prétendant carliste parvient à contrôler un tiers du territoire étatique. Il y aura à ce moment-là une 'Ière République' (1873-74), mais c'est en réalité plus une junte militaire libérale d'urgence, suite à la démission précipitée d'Amédée, qu'autre chose. Lorsque les choses, en 'France', commencent à se 'décanter' en faveur des républicains modérés (les jeunes monopoles ayant choisi leur camp), le carlisme perd du terrain ; finalement, l'héritier légitime Alphonse XII est couronné (1874), met fin à la guerre carliste et proclame une nouvelle Constitution – encore une fois, du '1812 édulcoré' – en 1876. Ayant 'présenté sa candidature' aux Cortes de l'oligarchie et à la junte 'républicaine' comme celle d'un ''prince catholique, espagnol, constitutionnaliste, libéral et désireux de servir la Nation'', il reçoit le titre de Pacificateur. À ce stade (ère alphonsine, 1874-1931), l'on peut considérer comme achevée la mutation de l''Espagne' en État contemporain : une monarchie libérale, constitutionnelle, avec un Parlement (Cortes) où s'affrontent des libéraux et des conservateurs, et… totalement en phase avec la 'république des notables', du 'juste milieu', qui règne alors à Paris. Cette période voit une première grande phase de modernisation capitaliste du pays – et, à vrai dire, sa première véritable révolution industrielle. (...)

... il faut bien comprendre que la 'révolution bourgeoise' hispanique, tardive, est une révolution bourgeoise inachevée (comme en Italie, par exemple) : la bourgeoisie, faible et craignant le débordement par les masses - ou même par sa propre aile 'radicale', a laissé subsister de manière très importante les forces féodales (Église bien sûr, grande propriété foncière, aristocratie 'de Cour' qui forme une oligarchie bureaucratique, aristocratie militaire, etc.), ce qui est un aspect structurant de l'État contemporain espagnol encore aujourd'hui. (...) (...)

Arrivé au pouvoir avec le soutien d'Hitler et Mussolini, Franco, tout en mettant en place une terreur blanche effroyable contre les révolutionnaires et les républicains progressistes (centaines de milliers d'exécutions jusqu'au milieu des années 1940), ne s'engagera cependant pas à leurs côtés dans la Seconde Guerre mondiale. Ce qui lui permettra, après 1945, de prendre toute sa place dans le 'dispositif' anticommuniste du 'monde libre'... encore une fois, sous le bienveillant 'parapluie' de l'impérialisme français, bien que celui-ci (pour faire bonne mesure ? pour avoir deux fers au feu ?) héberge également l'opposition (modérée) en exil. Dans les années 1960, De Gaulle et Franco sont 'copains comme cochons'. L'époque voit, surtout à partir de 1957 (avec les 'technocrates' de l'Opus Dei), une nouvelle grande vague de modernisation, qui se poursuivra jusqu'aux années 2000. Mais cette modernisation, en plus de se heurter à l'opposition antifasciste populaire (qui ne pardonne pas l'assassinat de la République et de centaines de milliers de révolutionnaires, démocrates et progressistes), profite une nouvelle fois surtout au pourtour et voit monter les affirmations nationales des bourgeoisies, supportant de moins en moins la centralisation castillane autoritaire (qui n'a plus vraiment lieu d'être...).

À la mort du dictateur fasciste, son successeur désigné, Juan Carlos de Bourbon, devient roi et amorce un processus de libéralisation, autorisant les partis réformistes (PSOE, PCE et quelques autres) et nationalistes bourgeois non-castillans (PNV, CiU)) à sortir de la clandestinité. (...) le pacte 'espagnol' des bourgeoisies est refondé (avec le système des 'autonomies régionales' etc.) et scellé dans la Constitution de 1978 ; les forces réformistes et les nationalistes bourgeois (catalans, basques, galiciens, andalous etc.) intègrent le 'système', les 'affaires' (notamment immobilières, secteur très important) de chaque bourgeoisie nationale étant toujours 'bien à l'abri' sous le parapluie politico-militaire castillan. C'est l'État espagnol que nous connaissons aujourd'hui, dans lequel luttent au quotidien, affrontent la répression, croupissent au cachot, sont torturés et parfois meurent des milliers de révolutionnaires de toutes les nations constitutives. Son capitalisme, 'tiré' par les locomotives catalane et basque ou encore cantabre (Banco Santander, première entreprise 'espagnole', 23e mondiale en 2012 et 13e en 2011, selon le classement Forbes Global), asturienne (Aceralia, une des composantes d'Arcelor) etc. a atteint un stade 'semi-impérialiste', avec des monopoles importants, exportateurs de capitaux (l'hispanité est mobilisée pour se tourner vers

les anciennes colonies latino-américaines, avec les 'sommets ibéro-américains', annuels depuis 1991) ; mais reste néanmoins 'bien à l'abri' sous l'aile 'protectrice' de l'axe franco-allemand et de sa construction impérialiste UE, bien que José Maria Aznar (1996-2004) ait tenté un moment un alignement plus 'atlantiste' (anglo-saxon). Depuis 2008, il est entré dans une crise économique et sociale sans précédent dans son histoire, et des mouvements populaires de type semi-insurrectionnel secouent la péninsule. (...)

La crise générale du capitalisme, commençant dans le pays à peu près concomitamment avec la mort de Franco, avait quelque peu ralenti l'essor économique entamé durant les quinze dernières années de son règne ; cependant, l''Espagne' avait toujours gardé une croissance capitaliste (du PIB) supérieure à celle des autres pays européens et jamais connu de véritable récession (hormis en 1992-93) ; en particulier, entre 1995 et 2008, elle avait connu des taux de croissance très élevés, de l'ordre de 4 à 5% voire parfois approchant les 6% du PIB (vers 2000). Tout ceci s'effondre à partir de fin 2008, la récession atteignant... - 4% en 2009 (!) et la croissance restant proche de zéro aujourd'hui. Le chômage, toujours structurellement fort même dans les périodes de forte croissance (économie fortement basée sur le bâtiment, le tourisme estival, l'agriculture saisonnière), explose pour avoisiner les... 5 millions de chômeurs/euses pour un État moins peuplé que la 'France', soit près de 25% de la population active (plus du tiers des moins de 30 ans). Dans ce contexte, les contradictions de classe deviennent évidemment explosives, mais aussi les contradictions inter-bourgeoises sur une base (avant tout) nationale. (...)

Dans le même temps, la crise générale capitaliste (entrée dans une phase terminale) et l''austérité' conséquente conduisent à un ébranlement, une remise en cause brutale du 'pacte' inter-bourgeois de 1978. Trop faibles militairement pour se passer de l'État central, face aux mouvements sociaux qui les secouent, les bourgeoisies du Nord-Ouest (Galice, Asturies, Cantabrie, León) et du Sud (Andalousie, Murcie etc.) se gardent bien de le remettre en cause (d'autant plus que dans le dernier cas, on l'a dit, l'oligarchie est une oligarchie castillane 'plaquée' de manière coloniale sur la population 're'-conquise). Mais, dans un système de (toute relative) 'solidarité pan-ibérique', les puissantes bourgeoisies basque et catalane ne veulent plus 'payer pour le Sud', et revendiquent une autonomie élargie (fiscale, notamment) pouvant aller jusqu'à l'indépendance.
servirlepeupleservirlepeuple.eklablog.com 25 décembre 2012

Espagne: mesures draconiennes pour empêcher la sécession de la Catalogne - AFP

L'Espagne a pris des mesures draconiennes pour empêcher la Catalogne de faire sécession, préparant la destitution du gouvernement de Carles Puigdemont qui a dénoncé la "pire attaque" contre sa région depuis la dictature de Franco.

La manoeuvre du gouvernement de Mariano Rajoy, sans précédent et d'une ampleur inattendue, a immédiatement été suivie d'une manifestation indépendantiste réunissant 450.000 personnes samedi après-midi à Barcelone, selon la police locale.

Carles Puigdemont, qui a pris la tête du cortège, a réagi dans la soirée par une déclaration télévisée en catalan, espagnol et anglais, dans laquelle il a accusé le gouvernement espagnol de lancer "la pire attaque aux institutions et au peuple de Catalogne depuis les décrets du dictateur militaire Francisco Franco".

Et s'adressant en anglais aux Européens, il a assuré que les "valeurs européennes" étaient "en danger". Il a prévenu les Espagnols qu'ils pouvaient s'attendre "à d'autres abus".

Auparavant M. Rajoy avait invoqué l'article 155 de la Constitution, demandant au Sénat de lui confier la faculté de dissoudre le parlement catalan, afin de "convoquer des élections dans un délai maximum de six mois".

M. Rajoy souhaite aussi démettre le gouvernement catalan de ses fonctions, qui seront exercées "par les ministères (nationaux)" pendant "cette situation exceptionnelle".

"Ni l'autonomie catalane ni la gouvernance autonome ne sont suspendues", a affirmé Mariano Rajoy, comme pour rassurer des Catalans très attachés à leur autonomie récupérée après la fin de la dictature.

Mais la liste des mesures envisagées montre que Madrid veut prendre toutes les manettes de l'administration de la région, depuis la police autonome jusqu'à la radio et la télévision publiques, et mettre le parlement régional sous tutelle.

La présidente du parlement régional Carme Forcadell a dénoncé un "coup d'Etat". Et M. Puigdemont a demandé la tenue d'une séance plénière pour que les parlementaires décident de la réponse à apporter à ces mesures.

Jeudi il avait menacé de convoquer le parlement régional pour proclamer l'indépendance si le gouvernement déclenchait l'article 155.

Prudent, M. Puigdemont n'a cependant pas prononcé une seule fois le mot "indépendance" dans son allocution.

Les mesures demandées par le gouvernement espagnol devraient être approuvées d'ici le 27 octobre au Sénat, où le parti de M. Rajoy est majoritaire. Elles sont soutenues par le parti socialiste (PSOE), principale force d'opposition, et les centristes de Ciudadanos.

Cette prise en main risque de soulever les foules en Catalogne, où la population est pourtant divisée sur la question de l'indépendance.

"Ce sera le chaos à cause de la capacité de sabotage des fonctionnaires... Ça va ressembler à une administration coloniale et les indépendantistes vont présenter ça comme une occupation", a déclaré à l'AFP Oriol Bartomeus, professeur de Sciences politiques à l'Université autonome de Barcelone.

La réaction en Catalogne ne s'est pas fait attendre.

A Barcelone, plusieurs centaines de milliers de personnes convoquées à l'origine pour réclamer la libération de deux leaders indépendantistes emprisonnés pour sédition, ont crié "liberté" et "indépendance".

"Le sentiment espagnol a disparu. Le peuple catalan est complètement déconnecté des institutions espagnoles", assurait Ramon Millol, un mécanicien de 45 ans, tandis que les manifestants faisaient des doigts d'honneur aux hélicoptères de la police.

Le FC Barcelone a de son côté dit soutenir "les institutions démocratiques de Catalogne choisies par ses citoyens". "Nous voulons exprimer notre soutien et notre solidarité à l'égard de tous les secteurs affectés", a déclaré le président du club Josep Maria Bartomeu devant ses "socios" (supporters-actionnaires) divisés sur la question de l'indépendance.

Avant la décision du gouvernement, le roi Felipe VI avait assuré vendredi que l'Etat saurait faire face à cette "tentative inacceptable de sécession (...) avec ses institutions démocratiques légitimes".

L'aile dure de la coalition pousse Carles Puigdemont à consommer la rupture mais cet ancien journaliste de 54 ans temporise devant l'impact économique de la crise et le manque d'appuis à l'étranger.

La France et l'Allemagne ont fermement condamné ses efforts de sécession et l'UE répète qu'elle ne reconnaîtra pas l'indépendance de la Catalogne.

La crise en Catalogne peut mener à une "dislocation dangereuse", a mis en garde le chef de la diplomatie française Jean-Yves Le Drian, en espérant que les élections annoncées par Madrid permettent de "clarifier la situation".

Emmenées par les deux plus grandes banques catalanes, Caixabank et Sabadell, près de 1.200 entreprises ont transféré leur siège social hors de Catalogne, les investissements sont suspendus et les réservations d'hôtel chutent dans la région la plus touristique d'Espagne. AFP 22 octobre 2017

Après la Catalogne, Lombardie et Vénitie votent pour plus d'autonomie - AFP

La Lombardie et la Vénitie organisent dimanche un référendum pour réclamer davantage d'autonomie à Rome: longtemps passé inaperçu, ce scrutin prend une teinte particulière après le vote d'autodétermination de la Catalogne.

Souhaitez-vous que votre région dispose de "formes supplémentaires et conditions particulières d'autonomie"? C'est à cette question que les électeurs lombards et vénitiens sont appelés à répondre de 07H00 à 23H00 (05H00 à 21H00 GMT).

Les sondages donnent une nette avance au oui, mais la vraie inconnue reste la participation.

Ces deux régions parmi les plus riches d'Italie représentent 30% du PIB du pays. Elles figurent aussi parmi les plus "vertueuses" en terme d'endettement, de dépenses publiques par habitant et du fonctionnement du système de santé.

Elles présentent à elles deux un solde fiscal --différence entre ce que les habitants versent comme taxes et impôts et reçoivent comme dépenses publiques-- de quelque 70 milliards d'euros.

Une somme colossale dont les présidents des régions Lombardie, Roberto Maroni, et Vénétie, Luca Zaia, membres de la Ligue du Nord (extrême droite), entendent réclamer la moitié à Rome si les électeurs sont assez nombreux à voter oui.

Ils estiment en effet que cet argent est mal utilisé par Rome et pourrait l'être de manière beaucoup plus efficace, y compris via des partenariats entre régions.

Ils comptent aussi obtenir des compétences supplémentaires dans les infrastructures, la santé ou encore l'éducation, et même des pouvoirs réservés à l'Etat en matière de sécurité et d'immigration, thèmes chers à la Ligue mais qui nécessiteraient

une modification de la Constitution.

Contrairement à la Catalogne, ce référendum consultatif est prévu par la Constitution italienne.

Porté par la Ligue du Nord, le scrutin est soutenu par Forza Italia de Silvio Berlusconi (centre-droit), le Mouvement Cinq étoiles (populiste) et plusieurs syndicats et organisations patronales.

Le Parti démocrate (centre-gauche, au pouvoir) n'a pas donné de consigne, mais plusieurs de ses ténors, comme le maire de Milan, voteront oui.

Des formations de gauche, comme le Parti communiste, ont en revanche appelé à s'abstenir, dénonçant un "gaspillage d'argent public" pour "un référendum farce".

En Vénétie, la participation doit dépasser les 50% pour que le scrutin soit valide. Les habitants de cette région, où l'identité est forte et le tissu économique composé de multiples petites entreprises, semblent mobilisés.

"Je pense que le monde entrepreneurial votera en nombre, et pour le oui", estime le président régional de l'association des artisans (Confartigiato), Agostino Bonomo. Il espère que l'autonomie profitera aux entreprises, en permettant de récupérer des ressources et en créant des juges de paix locaux plus rapides.

En Lombardie, en revanche, le scrutin ne passionne guère, même si Milan est couverte d'affiches.

Aucun quorum n'est prévu: M. Maroni assure qu'une participation supérieure à 34% serait un succès, mais ses adversaires du PD jugent qu'en dessous de 50%, le scrutin sera un "flop".

Lorenzo Codogno, expert chez LC Macro Advisors, estime pour sa part que "la question sera probablement reléguée au rang de petit hoquet dans les livres d'histoire" si moins de 40% des électeurs se déplacent.

Alors que l'Espagne est dans toutes les têtes, Nicola Lupo, professeur de droit constitutionnel à l'université Luiss de Rome, juge que "les similarités avec la Catalogne sont minimes, le sentiment indépendantiste n'étant pas très diffusé" dans les deux régions.

La Ligue du Nord elle-même a relégué aux oubliettes les velléités indépendantistes de ses jeunes années.

M. Maroni n'a ainsi eu cesse de répéter que le référendum se déroulait "dans le cadre de l'unité nationale" et qu'il visait à "réformer les rapports entre le gouvernement central et les gouvernements régionaux". Et pour M. Zaia, tout parallèle avec la Catalogne est une tentative "fourbe" de décourager les électeurs.

Les vrais indépendantistes, très minoritaires, soutiennent le référendum, qu'ils voient comme un galop d'essai, même si l'autonomie est pour eux vouée à l'échec, car l'Etat, assurent-ils, ne cèdera pas aux revendications notamment fiscales. AFP 22 octobre 2017

- Italie: la Vénétie et la Lombardie ont voté largement en faveur d'une plus grande autonomie - Le Huffington Post

Les riches régions italiennes de la Vénétie et de la Lombardie ont voté ce dimanche 22 octobre à une écrasante majorité en faveur d'une plus grande autonomie, avec une participation suffisamment importante pour leur donner un pouvoir de négociation face à Rome.

Le président de la Vénétie, Luca Zaia, a évoqué un "beau résultat", avec "plus de deux millions" d'habitants qui se sont rendus aux urnes. Roberto Maroni a pour sa part insisté sur les "3 millions de Lombards" qui sont allés voter.

Les électeurs devaient dire s'ils souhaitaient que leur région dispose de "formes supplémentaires et conditions particulières d'autonomie", selon la formule inscrite dans la Constitution. La nature et l'ampleur de cette autonomie doit désormais être négociée avec Rome et validée par le Parlement.

"Je suis heureux que des (...) millions, d'électeurs de Vénétie et de Lombardie demandent une politique plus proche, plus concrète et efficace, moins de bureaucratie et de gâchis", a déclaré pour sa part Matteo Salvini, le leader de la Ligue du Nord (extrême droite), parti au pouvoir dans les deux régions et promoteur du référendum.

La Lombardie (10 millions d'habitants) et la Vénétie (5 millions) figurent parmi les régions les plus riches d'Italie, et contribuent

à hauteur de 30% au PIB du pays. Elles sont aussi parmi les plus "vertueuses" en termes d'endettement, de dépenses publiques par habitant et du fonctionnement du système de santé.

Surtout, elles présentent à elles deux un solde fiscal -différence entre ce que les habitants versent en taxes et impôts et reçoivent au titre des dépenses publiques- de quelque 70 milliards d'euros.

Une somme colossale dont Roberto Maroni et Luca Zaia entendent réclamer la moitié à Rome, parallèlement à des compétences renforcées en matière d'infrastructures, de santé ou d'éducation.

Ils estiment en effet que les fonds publics sont mal gérés par l'Etat central et pourraient être utilisés de manière beaucoup plus efficace, y compris via des partenariats entre régions.

"Je suis venu voter pour le oui parce que je pense qu'il est juste que la situation fiscale, la richesse de la Lombardie, reste au moins à 50% en Lombardie", a déclaré à l'AFP Franco Bonadonna, un électeur milanais de 82 ans.

Si la Catalogne est dans toutes les têtes, "les similarités sont minimes, le sentiment indépendantiste n'étant pas très répandu" dans les deux régions, a expliqué Nicola Lupo, professeur de droit constitutionnel à l'université Luiss de Rome.

La Ligue du Nord elle-même a relégué aux oubliettes les velléités indépendantistes de ses jeunes années.

Mais même les vrais indépendantistes, très minoritaires, soutenaient le oui à ce référendum, qu'ils considéraient comme un galop d'essai. Le Huffington Post 23 octobre 2017

Ils osent tout

- Le respect des droits de l'Homme est essentiel, dit Al Sissi au Figaro - Reuters

- Macron refuse de donner "des leçons" de droits de l'Homme à Sissi - Reuters

Si, si, ils sont exemplaires dans ce domaine...

- Journaliste tuée à Malte: le Parlement européen pour une "enquête internationale" - AFP

- Le G7 et les géants de l'internet s'accordent pour bloquer la propagande "terroriste" - AFP

- Trump autorise la publication des documents sur l'assassinat de Kennedy - AFP

- Trump, un "danger pour la démocratie", s'alarme un sénateur républicain - AFP

- Les Pussy Riot déroulent une banderole anti-Poutine dans la Trump Tower - Franceinfo

- Parce qu'elles boycottent Israël, ces victimes sont privées d'aide pour reconstruire leur maison - Slate.fr

C'est un critère imposé par une ville du Texas: les victimes de l'ouragan Harvey doivent certifier qu'elles ne boycottent pas Israël si elles souhaitent recevoir une aide financière. Slate.fr

- Tchétchénie: l'inquiétante disparition de Zelimkhan Bakaev, pop star gay - L'Express.fr

- Algérie: Amnesty dénonce des "expulsions massives illégales" de Subshariens - AFP

- Berlin approuve la vente de sous-marins Thyssenkrupp à Israël - Reuters

Le gouvernement allemand a approuvé la vente à Israël de trois sous-marins construits par Thyssenkrupp, a annoncé lundi Steffen Seibert, porte-parole de la chancellerie. Reuters

- Épuisés par les cadences, des pilotes de Ryanair admettent dormir en plein vol - Atlantico.fr

- Londres: une taxe de 11,2 euros par jour pour les voitures les plus polluantes - L'Express.fr

Datant d'avant 2006, ils visent donc les plus pauvres.

- Rama X, un roi qui doit trouver sa place dans le cœur des Thaïlandais - LeFigaro.fr

En famille. Macronichéisme. Qui a dit ?

- « *Macron est quand même arrivé au pouvoir par un hold-up géant !* »

- Il y a « *un risque d'éruption politique, que la société est extrêmement violente* ».

Réponse : Un proche de Nicolas Sarkozy selon Le Parisien.

- « *Nicolas se retrouve un peu dans son tempérament. Macron, c'est l'énergie de Sarkozy avec la tête de Pompidou !* » aurait livré un vieil ami de l'ex-président.

« *Ils se parlent, Macron l'associe. Il sait que, si un jour ça tangue, il aura besoin de Nicolas, d'une forme de cordée* », confie un sarkozyste. Emmanuel Macron aurait vivement conseillé à ses ministres de droite, Gérald Darmanin et Bruno Le Maire, de s'entretenir régulièrement avec Nicolas Sarkozy. Même le socialiste Gérard Collomb aurait rendu visite au prédécesseur de François Hollande. Du côté d'Emmanuel Macron, on assure que le rapport de force est en faveur du président. « *Emmanuel s'est mis Nicolas dans la poche, vous n'imaginez pas !* » se frotte les mains un macroniste. Quoi qu'il en soit, les deux hommes semblent y trouver leur compte.

En privé, ils entretiennent de bonnes relations, il n'y a pas de doute. Début juillet Carla et Nicolas Sarkozy étaient invités pour dîner à l'Élysée... jusqu'à 1 heure du matin. Brigitte Macron aurait une place toute particulière dans l'estime de Nicolas Sarkozy, « *Elle, elle est très bien. Elle m'a dit qu'elle avait toujours voté pour moi !* » (lepoint.fr 22.10)

Macronite aiguë

- Emmanuel Macron reconnaît symboliquement le drapeau européen (mais ça ne change rien) - Le Huffington Post

- Compromis de l'UE sur le travail détaché, une "victoire" selon Macron - AFP 24 octobre 2017

Et qu'a dit la représentante française de l'oligarchie :

"La ministre française du Travail, Muriel Pénicaud, s'est réjouie" ; "Il n'y a pas de gagnants ou de perdants aujourd'hui, c'est juste l'Europe qui gagne".

On nous dit aussi que "l'objectif majeur de la réforme de la directive est d'avoir un "salaire égal, à travail égal, sur un même lieu de travail".", vraiment ?

AFP - Avec la révision de la directive, toutes les règles valables pour les travailleurs locaux s'appliquent aux détachés: ainsi, par exemple, si le pays d'accueil prévoit une prime de froid, de pénibilité, d'ancienneté, un treizième mois, ces bonus devront aussi leur être versés. AFP 24 octobre 2017

Si j'ai besoin d'un ouvrier pour repeindre ma maison, je ne vois pas pourquoi j'irais chercher un peintre dans le village voisin, alors qu'il en existe un dans mon village qui n'a pas de travail, et auquel je fournirais le même salaire.

Donc si on les écoutait, il faudrait en déduire qu'il est inutile ou stupide pour un patron d'une entreprise française de recourir à des salariés d'une entreprise établie hors de France, puisqu'il devrait leur payer le même salaire qu'à des travailleurs français, on est bien d'accord n'est-ce pas ? Alors où est le lézard ou l'entourloupe, le non-dit, la face cachée de cet accord entre ces patrons ?

Soit ces salariés travaillent plus et ils la ferment sinon ils sont virés, soit ils reversent une partie de leur salaire à leur employeur qui partage ensuite avec son collègue français, toujours en la fermant évidemment, mais peut-être ont-ils plus d'imagination que moi.

Le gouvernement veut s'attaquer aux "logements sociaux".

- « Il faut vendre davantage de logements sociaux » selon Jacques Mézard - Publicsenat.fr 24 octobre 2017

« Nous avons besoin de vendre davantage de logements sociaux », a assuré Jacques Mézard, ministre de la Cohésion des Territoires, en charge du logement, ce mardi devant les sénateurs. Augmenter les ventes de logements sociaux permettra

selon lui « de faciliter l'accession sociale à la propriété, mais aussi d'apporter des financements aux bailleurs sociaux. »

« Dans ce pays, 0,2% du parc social est vendu chaque année, ce n'est pas assez », note le ministre. « Il faudrait passer sur plusieurs années à 40 000 logements sociaux vendus par an soit 0,8% du parc. »

Commentaire d'un internaute.

- "Vendre des logements sociaux !

En supprimant le PTZ (prêt taux zéro), on taxant les PEL, en supprimant les APL accession logement, c'est sûr que les locataires vont acheter leurs logements ! N'importe quoi !

Sans compter qu'en achetant un logement social, vous aurez ensuite les "frais" de copropriété, ce qui n'est pas à la portée de tout le monde "

Perdant à tous les tours.

- Élections: seuls 35% des inscrits ont voté à tous les tours en 2017 - - LExpress.fr

Une étude de l'Insee sur la participation électorale en 2017, montre que si l'intérêt des Français pour la vie politique demeure marqué, il est sélectif, et rares sont ceux qui se déplacent lors de chaque consultation.

Alors que 44 millions de Français sont inscrits sur les listes électorales, 86% de ces inscrits ont participé à au moins un des quatre tours (élection présidentielle et élections législatives). Mais ils ne sont que 35% à avoir voté à tous les tours. Symptôme de ces comportements irréguliers, on peut noter une vraie chute de participation entre la présidentielle et les législatives. Si 85% des inscrits se sont déplacés pour au moins un tour de l'élection présidentielle, ce chiffre descend à 58% pour les législatives.

Signal inquiétant, le vote intermittent est "largement dominant" chez les 18-29 ans. Moins de deux inscrits sur 10 ont voté à tous les tours de 2017. L'abstention systématique est également forte chez les 25-29 ans (24%). Les jeunes marquent également un désintérêt certain pour les élections législatives, traditionnellement moins mobilisatrices. 31,1% des 18-24 ans votent uniquement aux deux tours des présidentielles.

Toujours forte, l'abstention systématique se retrouve particulièrement chez les plus défavorisés. "Plus les inscrits sont diplômés, plus l'abstention systématique est faible", note l'Insee, tout comme la participation automatique augmente avec le diplôme. Les inactifs non-retraités et les ouvriers sont bien loin des agriculteurs, cadres et retraités qui votent le plus systématiquement.

A propos de ces disparités, une autre étude note que les différences de comportements de vote selon le diplôme et la catégorie sociale se sont accentuées en 2017. L'Express.fr 19 octobre 2017

On retiendra : 86% de ces inscrits ont participé à au moins un des quatre tours (élection présidentielle et élections législatives), 86% ont trouvé utile d'aller voter ne serait-ce qu'une fois, comme quoi ils sont toujours accros aux institutions, non ? Il y a du boulot ! Mais au fait, pourquoi ? Chut !

Ce sont bien des tueurs qui nous gouvernent.

- Pesticides «tueurs d'abeilles» : une nouvelle couleuvre majeure pour Nicolas Hulot ? - Liberation.fr

Un nouveau pesticide neonicotinoïde, le sulfoxaflor, vient d'être autorisé en catimini en France, vidant leur interdiction de sa substance. Leur toxicité est pourtant en cause dans l'effondrement des populations d'insectes, et leurs effets nocifs sur la santé humaine inquiètent.

C'est une nouvelle bombe dans le dossier décidément ultra-explosif des pesticides. Et un nouveau motif de tension au sein du gouvernement, entre le ministre de la Transition écologique et celui de l'Agriculture. Pendant que tous les projecteurs sont braqués sur le glyphosate, la très toxique substance active de l'herbicide Roundup de Monsanto qui doit être réautorisée (ou pas) dans l'Union Européenne, les industriels n'oublient pas d'avancer leurs pions sur les tout aussi toxiques néonicotinoïdes, une autre famille de pesticides dits «tueurs d'abeilles», et dont l'impact sur notre santé inquiète de plus en plus. Et ils viennent de remporter une victoire majeure dans le dos, semble-t-il, du ministre de la Transition écologique et solidaire Nicolas Hulot.

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement, et du travail (Anses), a en effet autorisé en septembre la mise sur le marché en France de deux pesticides (le Closer sur plusieurs fruits, légumes et plantes vertes, et le Transform sur des céréales à paille et sur le lin) contenant du sulfoxaflor, une molécule produite par l'entreprise américaine Dow AgroSciences.

Or, mine de rien, ces deux autorisations «vident de sa substance l'interdiction des néonicotinoïdes» à partir du 1er septembre 2018 prévue par la loi sur la biodiversité de 2016 (un engagement que le candidat Macron avait pourtant promis de maintenir), s'alarment les apiculteurs de l'Union nationale de l'apiculture française (UNAF). Ces derniers ont découvert l'affaire mardi, au détour d'un rendez-vous à l'Anses pour faire le point sur cette interdiction.

Et Gilles Lanio de s'expliquer : «A notre grande surprise, nous avons appris avant-hier qu'on va a priori arrêter l'usage des néonicotinoïdes, mais qu'on va les remplacer par un nouveau néonicotinoïde, le sulfoxaflor ! On nous dit : "C'est vrai, c'est un neurotoxique, il agit de la même façon, mais ça n'est pas un néonicotinoïde." C'est faux ! On se moque de nous, je n'en reviens pas. C'est scandaleux, honteux et irresponsable. Cela s'est fait en catimini, je ne sais pas qui a fait ce coup-là, mais c'est pas mal…»

L'astuce est bien trouvée. Comme le fait Dow AgroSciences, il suffit de nier le fait que le sulfoxaflor est un néonicotinoïde, puisque ces derniers ont désormais mauvaise presse. Omniprésents dans l'environnement et dans le corps humain (leurs effets sur le développement du cerveau, en particulier des enfants, inquiètent notamment de plus en plus), ils sont aussi présents dans 75% des miels produits dans le monde. Et ce sont eux qui seraient les principaux responsables de l'effondrement de 80% en trente ans des populations d'insectes en Europe, comme le suggère une étude publiée mercredi dans la revue PLoS One.

Pourtant, «plusieurs publications scientifiques établissent que le sulfoxaflor appartient bien à la famille des néonicotinoïdes», insiste l'UNAF(l'Union nationale de l'apiculture française). Dans un avis rendu en mai 2014, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), qui n'est pourtant pas connue pour être alarmiste (et c'est un euphémisme), a qualifié l'insecticide de «hautement toxique pour les abeilles». Et en septembre 2015, une décision de justice américaine, annulant l'autorisation du sulfoxaflor à la demande d'apiculteurs et d'ONG, lui reconnaissait aussi l'appartenance à la famille des néonicotinoïdes.

L'affaire est d'autant plus scandaleuse, selon Henri Clément, le porte-parole de l'Unaf, «qu'on est toujours dans le double langage. D'un côté le gouvernement dit : "On préserve l'environnement, les abeilles, on prend soin de la nature et de votre santé", et puis, par-derrière on poursuit cette politique d'agrochimie, avec tous les impacts qu'elle peut avoir sur le plan environnemental, de la santé etc. C'est inacceptable, pitoyable, pathétique et irresponsable, c'est un manque de courage des pouvoirs publics qui est lamentable, un manque de responsabilité vis-à-vis de l'avenir et des générations futures».

L'Unaf demande à obtenir les données sur lesquelles s'est basée l'Anses pour autoriser les produits Closer et Transform. Et demande à ce que le sulfoxaflor – ainsi qu'un autre «néonic» non encore autorisé, le flupyradifurone – «soient intégrés de toute urgence dans le projet de décret définissant les substances actives de la famille des néonicotinoïdes présentes dans les pesticides, afin que l'interdiction prévue dans la loi biodiversité couvre cette molécule».

Or, selon l'ancienne minsitre de l'Ecologie de François Hollande et actuelle députée PS Delphine Batho, en pointe dans la lutte contre les néonicotinoïdes, ce projet de décret – dont la publication serait prévue dans les prochains jours, sans le sulfoxaflor – n'a tout simplement pas lieu d'être. «La loi sur la biodiversité dit que les produits à base de néonicotinoïdes seront interdits à partir de 2018, avec des dérogations possibles jusqu'au 1er juillet 2020, mais elle ne dit pas que le gouvernement doit prendre un décret pour dire quelles substances – ou molécules – entrant dans la composition de ces produits sont des néonicotonoïdes. Cette liste n'a pas de raison d'exister car la réglementation des substances est de la compétence européenne. Il s'agit d'un stratagème des firmes pour contourner la loi interdisant les néonicotinoïdes», explique-t-elle à Libération.

Delphine Batho poursuit : «Cette affaire ne date pas de ce matin. Depuis des semaines, on savait que ce projet de décret est très sujet à caution, c'est une peau de banane destinée à ce qu'on ait des problèmes avec l'Europe. Et en plus, comme par hasard, le sulfoxaflor n'y figure pas. Je demande le retrait immédiat de l'autorisation de l'Anses des deux pesticides qui en contiennent. Nicolas Hulot doit réagir vivement et faire respecter la loi et l'esprit de la loi, car en démocratie, ce ne sont pas les lobbys qui gouvernent.» (Il fallait oser le dire ! - LVOG) Embarras et couacs

«Dès qu'on a appris l'autorisation de mise sur le marché de l'Anses, on a contacté le cabinet de Hulot, raconte Gilles Lannio. Ils sont franchement embarrassés, apparemment eux aussi se seraient fait surprendre. Je ne m'explique pas cela. On entend un président de la République qui dit : "Je veux mettre tout le monde en ordre, on évite les couacs." Si ça n'en est pas un…. On peut se demander aujourd'hui s'il y a un pilote dans l'avion sur ces sujets.»

Au cabinet de Nicolas Hulot, on confirme que le ministre a bel et bien apposé sa signature sur le décret, aux côtés de ses collègues de l'Agriculture et de la Santé, ce texte «pemettant de sécuriser l'interdiction des néonicotinoïdes, pour qu'elle soit opérationnelle au niveau européen». Quant à l'autorisation des deux produits contenant du sulfoxaflor par l'Anses, le ministère de la Transition écologique «savait que c'était dans les tuyaux» : «Cela ne nous plaît pas du tout, donc on cherche des solutions». Une réaction officielle est prévue ce vendredi.

Fin juin, le premier «couac» gouvernemental, et premier bras de fer entre Nicolas Hulot et l'un de ses collègues, avait concerné… les néonicotinoïdes. Le ministre de l'Agriculture Stéphane Travert avait dit vouloir revenir sur leur interdiction. Aussitôt contredit par Nicolas Hulot, le Premier ministre avait apparemment donné raison à ce dernier… tout en laissant la porte ouverte aux lobbys.

«La question politique de fond, la voici : quel est le pouvoir du ministère de l'Environnement par rapport au ministère de l'Agriculture ? interroge Henri Clément. Depuis vingt-cinq ans, en règle générale, c'est toujours le ministère de l'Agriculture et sa cohorte de la FNSEA qui a le pouvoir sur toutes les décisions du monde agricole. Soyons clairs : dire l'inverse est une aberration. Nicolas Hulot est ministre d'Etat, on aimerait bien qu'il arrive à s'imposer face à Travert.» S'il ne le faisait pas, sur cette nouvelle affaire, ce ne serait pas une couleuvre, qu'il avalerait, mais un anaconda. Liberation.fr 19 octobre 2017

En complément.

- Accouchement : le Cytotec, médicament controversé, bientôt retiré du marché - Liberation.fr

Indiqué pour l'ulcère à l'estomac, il était prescrit pour déclencher des accouchements arrivés à terme. Liberation.fr

- Plus d'1,3 million de signataires contre le glyphosate - AFP

En Europe.

Parole d'internaute.

1- "*Vous n'avez pas observé que dans tous les films venant de là-bas (Etats-Unis - LVOG), les gens gobent des médocs ? ils ont tous des boites jaunes transparentes dans la poche ou à portée de main et plein leurs pharmacies ! Au moindre pet de travers, allez hop, une saleté à gober ! Attention hein, c'est aussi un conditionnement !*

Et sans la crédulité des gens, les firmes pharmaceutiques ne se seraient jamais enrichies ! voilà qu'ils donnent des anti-dépresseurs aux bébés ? Non mais allo quoi ? Qui sont ces parents à la masse qui ne protègent plus leurs enfants mais les droguent ? C'est quoi ces "nouveaux attardés" mentaux qui suivent toutes les modes même celle d'empoisonner leur progéniture ?"

Ne méprisez pas les plus arriérés que les nantis maintiennent dans l'ignorance pour conserver leur pouvoir. Même ceux qui vivent confortablement sont à plaindre parce que leur hypocrisie et leur bonne conscience est en train de les tuer à petit feu. Vous pouvez ajouter ceux qui ont conscience des méfaits monstrueux du capitalisme et qui refusent obstinément de rompre avec lui, n'en feriez-vous pas partie par hasard ?

2- "*Nos concitoyens, nos contemporains ont-ils conscience de la réalité ? Oui en grande part. Ne se laissent-ils pas tromper par la formidable (captieuse et astucieuse) propagande de cette ploutocratie ? Oui en grande part.*

Chacun de nous se doit donc de faire l'effort de relier entre eux certains faits, de les confronter avec les discours trompeurs et enfin de se concerter pour dire et faire autre-chose.

On en a encore presque tous les moyens, tant que le système perdure ; or on voit bien que de partout il craque. Et c'est avant la catastrophe qu'il faut se préparer, sinon la kalachnikov et l'horreur seront nos maîtres impitoyables."

Ou notre émancipation et notre bonheur...

Le glysophate dans tous ces Etats - liberation.fr

Avant que l'Argentine ne devienne un grand producteur de soja transgénique, la base de l'élevage mondial, ses paysans cultivaient du blé, des légumes… Puis la crise est arrivée. Il a fallu faire rentrer rapidement de l'argent dans les caisses de l'Etat. Entre 2000 et 2017, «les cultures de soja sont passées de 8,3 millions à 21 millions d'hectares», soit 60 % des terres cultivées. Et Monsanto a fourni aux cultivateurs les semences et les pesticides. «En 2009, l'Argentine a épandu 200 millions de litres de glyphosate», indique Christine Seghezzi, réalisatrice du docuHistoires de la plaine sorti le 30 août, s'appuyant sur Andres Carrasco, de l'université de Buenos Aires. Les sols argentins possèdent l'une des plus fortes concentrations en glyphosate du monde.
Le scientifique a mené une étude, publiée en 2009 dans la revue Chemical Research in Toxicology. Elle conclut que «les effets directs du glyphosate sur les mécanismes précoces de la morphogenèse chez les embryons de vertébrés sont préoccupants, car on pourrait observer les mêmes résultats cliniques chez des enfants nés dans des populations exposées aux herbicides à base de glyphosate qui sont utilisés dans les champs agricoles». Entre 2000 et 2010, le taux de cancers aurait été multiplié par trois et les malformations congénitales par quatre. «Un génocide silencieux», comme l'appelle Marie-Monique Robin.

De nombreuses ONG, comme Greenpeace, ont tenté d'alerter les autorités. En vain. Des études sont menées auprès des populations rurales argentines victimes de la «sojisation» et des médecins accumulent les preuves. A force de persévérance, des mères d'Ituzaingó, dans la province de Córdoba, ont réussi en 2008 à faire interdire les épandages de pesticides à moins de 500 mètres du village et à moins de 1 500 par voie aérienne. Quatre ans après, s'y est tenu un procès où, pour la première

fois, l'épandage de pesticide a été jugé comme un délit. «Il n'existe pas de lois provinciales, ce sont des ordonnances municipales qui régissent les limites d'épandage de pesticides. C'est donc à chaque municipalité de réguler», précise Christine Seghezzi.

Le 2 août, les ministres de l'Environnement et de l'Agro-industrie ont fait part d'un projet de résolution qui détermine les distances minimales recommandées : 200 mètres par voie aérienne, 100 mètres par voie terrestre. Des distances de sécurité ridicules. A Buenos Aires, l'épandage des pesticides dans les parcs et jardins est interdit. Dans la province de San Luis, au centre du pays, une loi de 2016 proscrit d'épandre le glyphosate et d'autres herbicides à moins de 1 500 m des centres urbains et à moins de 300 m de toute maison. Mais le décret d'application n'a jamais été publié.

Utilisation interdite au Sri Lanka

En 2015, le Sri Lanka, grand producteur de thé et de riz, est devenu le premier pays à interdire le glyphosate, sur directive du président Mahinda Rajapaksa. «Il a expliqué que "l'herbicide était responsable d'un nombre croissant de patients souffrant d'une maladie chronique rénale [affectant] 15 % de la population en âge de travailler dans les régions du Nord", et qui a déjà "tué 20 000 personnes", écrit Marie-Monique Robin. Le premier cas a été identifié […] en 1994. Et puis à partir des années 2000, ce fut une véritable épidémie.» Dans une interview diffusée en 2016 par Reporterre, Channa Jayasumana, chercheur en santé environnementale à l'université de Rajarata au Sri Lanka, explique : «L'étude épidémiologique, clinique et biochimique confirme qu'il existe un lien très fort entre le glyphosate et la maladie.»

Combiné avec une eau riche en calcium et contenant des métaux tel l'arsenic présent dans le sol, le glyphosate se transforme en décapant, et devient très toxique pour les reins. C'est ce qu'il se passe lorsque les paysans boivent l'eau de leur puits. C'est pourquoi «le gouvernement a décidé d'interdire l'importation, la distribution, la vente et l'utilisation d'herbicide à base de glyphosate au Sri Lanka», poursuit Jayasumana. Malgré les pressions de Monsanto, la décision est maintenue.

Et ailleurs ?

Dans l'Etat de l'Andhra Pradesh, en Inde, où «les autorités ont enregistré une épidémie de maladie chronique rénale chez les riziculteurs», mais aussi «dans les régions côtières du Nicaragua, du Salvador et du Costa Rica, où le glyphosate est pulvérisé dans les champs de cannes à sucre», précise Robin. D'ailleurs, «le Salvador a voté l'interdiction de 53 pesticides et engrais chimiques contenant des métaux lourds comme […] le glyphosate». liberation.fr 24.10

En complément. La méthode "***et de droite et de gauche***" ou "***ni de droite ni de gauche***".

- Glyphosate : les champs des possibles - Liberation.fr

- Une interdiction, combien ça coûte ? - Liberation.fr

Les partisans du glyphosate assurent que son arrêt aurait un prix considérable pour les consommateurs comme pour les agriculteurs. Liberation.fr

Le mercantilisme l'emporte sur toute autre considération, et effectivement il a "un prix considérable pour les consommateurs comme pour les agriculteurs" au niveau de leur santé.

- Glyphosate mais si, on peut s'en passer ! - Liberation.fr

Cultiver sans pesticides, c'est possible, contrairement à ce que disent les industriels, désireux de préserver leur très juteux marché. Liberation.fr

Gates le milliardaire philanthrope le plus riche du monde est actionnaire de Monsanto (Roundup) avec son pote Rockefeller. Drahi avec son torchon Libération appartient à la même famille des oligarques qui possèdent les trusts de la chimie qui empoisonnent ou polluent délibérément la terre entière...

Il serait donc fort mal a propos ou carrément déplacé de lui attribuer l'intention de nuire aux intérêts de ses petits camarades de classe ou de manifester un soudain intérêt pour le sort ou la santé de la population, il faut donc chercher ailleurs une explication à la publication de ces articles en apparence contradictoires. C'est un peu comme si on disait que Macron allait s'attaquer aux industriels, personne ne le croirait un instant.

Un internaute fournit une explication.

- "*Les médias, propriété des gens de pouvoir favorables à ce système, sont absolument nécessaires pour espérer gagner à la présidentielle… Nous l'avons encore vu en mai dernier : le petit prodige que la banque Rotschild a donné gracieusement à la*

France aurait-il été élu sans le soutien massif de tous ces journaux, tv, journalistes, éditocrates et autres thuriféraires béats d'admiration sur commande ? "

Une autre explication, consiste à constater qu'ils fournissent sur un même sujet deux interprétations diamétralement opposées, qui présenteraient chacune des avantages et des inconvénients, de telle sorte que les lecteurs ne sachent pas laquelle est bonne ou nuisible pour eux, et une fois déstabilisés la majorité d'entre eux opteront pour celle que le journal voulait leur imposer à leur insu. Cette méthode est une forme de démagogie destinée à annihiler l'esprit critique des lecteurs.

En complément quelques réflexions d'internautes lus ce mercredi matin.

1- "*L'idéal doit toujours être recherché et une société raisonnablement démocratique est peut-être celle qui cherche réellement à l'atteindre. Il me semble que cette volonté n'existe même plus dans ce pays. La loi de la jungle c'est le néolibéralisme et nous y sommes jusqu'au cou*."

2- "*Les sociétés "véritablement" démocratiques ont-elles jamais existé? C'est à dire autrement que sous la forme de sociétés régies par la seule loi de la jungle ?*

Le problème n'est peut-etre pas que notre société nous impose une norme à ne pas transgresser, mais que la norme qu'actuellement nous impose notre société n'est pas juste."

3- "*Vivre en démocratie impose que l'intérêt général soit toujours privilégié par rapport à l'intérêt individuel, cela implique de renoncer à une fraction de sa liberté pour que nous puissions tous l'être de façon satisfaisante, c'est le contrat social de Jean-Jacques Rousseau.*

Mais pour être collectivement libre il faut que chacun puisse utiliser sa liberté en connaissance de cause. Ce n'est pas ce que font les zombies qui votent contre l'intérêt général, sans en avoir conscience, en favorisant l'enrichissement des 1% au détriment de tous les autres. C'est pour cette raison que le néolibéralisme, qui est la loi du plus fort, ne peut-être que l'ennemi irréconciliable de la démocratie et l'antichambre du fascisme."

On retrouve ici les réflexions que je vous ai proposées plus haut ou dans de précédentes causeries.

Etat policier. "Il me semble" que vous êtes coupable : Embastillé sur le champ !

- "Entre le fait de pouvoir flirter et le fait de pouvoir harceler, il me semble y avoir des différences", estime Gérard Collomb - Franceinfo

Amendes et gardes à vue pour les harceleurs de rue, dit Collomb - Reuters

Les agents de la police de sécurité du quotidien vont être équipés de tablettes numériques afin de mettre "des amendes immédiates" aux personnes qui se rendraient responsables de harcèlement de rue, a annoncé jeudi Gérard Collomb.

Grâce à ces tablettes, les policiers pourront aussi "prendre les coordonnées de la personne, regarder s'il a déjà été fiché", a poursuivi le ministre de l'Intérieur sur franceinfo.

"S'il a été fiché, s'il y a répétition de l'agression, évidemment (les policiers devront) le déférer directement en garde à vue et ensuite introduire une action judiciaire", a-t-il ajouté. "Pouvoir prendre en charge ce type de problématique, ça participe à la sécurité et à un sentiment de tranquillité." Reuters 19 octobre 2017

Il n'y a pas encore si longtemps en Inde, et je pense encore dans la tête de beaucoup d'Indiens, toucher la main d'une femme, c'était la violer. Et ne voilà-t-il pas que des femmes indiennes se révoltent contre le viol qui serait monnaie courante dans le pays, à croire que la restriction (et la répression) des rapports entre les femmes et les hommes ne serve pas à empêcher les abus ou les atteintes à la liberté des femmes de disposer de leur propre corps.

Admirez le parti pris de Reuters: "*prendre les coordonnées de la personne*" qui pourrait être un homme ou une femme, et bien non, ce sera forcément un homme "*regarder s'il a déjà été fiché*". Ils se trahissent eux-mêmes.

Sur la base du simple témoignage oral d'une femme prétendant avoir été harcelée, de présumé innocent vous deviendrez un véritable coupable.

Apparemment les homosexuels ne pratiqueraient pas le harcèlement sexuel. Or, il m'est arrivé quand j'étais responsable technique chez Sprint (Canon) de me retrouver assis au côté du responsable d'un centre de formation dans sa voiture, c'était à l'heure du déjeuner, nous avions à peine démarrer qu'il commença par balader sa main droite sur ma cuisse gauche en

m'adressant un grand sourire, extrêmement gêné parce que c'était une relation de mon patron et que je venais d'être embauché, je retirai doucement sa main, il y revint deux ou trois fois puis cessa voyant que ce n'était pas mon genre. Par la suite, il se montra odieux avec moi, et je remarquai que mon patron me regardait de travers pendant qu'ils discutaient ensemble. Cela ne s'invente pas 27 ans plus tard.

Cela les démange toujours ou ils ont un sexe à la place du cerveau... et ils ne savent pas quoi en faire (des deux !).

- Une ex-assistante parlementaire porte plainte pour agression sexuelle contre un député LREM - Franceinfo

L'ex-assistante parlementaire d'un député LREM de Moselle a décidé de porter plainte. Une affaire révélée il y a quelques heures par Franceinfo.

- Le conseiller régional d'Île-de-France Gilbert Cuzou visé par deux plaintes pour agressions et harcèlement sexuels - Le Huffington Post

- Sondage : plus d'une Française sur deux dit avoir été harcelée sexuellement - LeFigaro.fr

- «#MeToo, dans la vraie vie»: des rassemblements s'organisent partout en France - LeFigaro.fr

Parole de pute.

Attention les yeux ! La belle Kendall Jenner est apparue le 23 octobre dernier lors du diner Vogue Magazine, vêtue d'une robe argentée fendue. Et elle est ultra canon. Closer 25 octobre 2017

ACTUALITE EN TITRES

Ils sont timbrés. Quand est-ce qu'on fout le feu au régime ?

- La Poste. Le prix du timbre va flamber - Liberation.fr

Les tarifs du courrier vont grimper de 4,7 % en moyenne au 1er janvier, mais parmi eux, le prix des timbres ordinaires augmentera deux fois plus, a annoncé jeudi la Poste. Le timbre rouge passera ainsi de 85 à 95 centimes. Liberation.fr 19 octobre 2017

ACTUALITÉ DU JOUR

Comment faire passer la politique ultra réactionnaire du gouvernement. Mode d'emploi.

- Loi travail. La mobilisation s'essouffle - Liberation.fr

La troisième journée de protestation contre les ordonnances, menée à l'appel de la CGT et de Solidaires, montrait jeudi un net essoufflement de la mobilisation. La préfecture de police a estimé à seulement 5 500 le nombre de manifestants contre la réforme du code du travail à Paris, 25 000 selon la CGT. Le 21 septembre, 16 000 manifestants avaient été décomptés par la préfecture de police. Ailleurs en France, la mobilisation était aussi en baisse significative, que ce soit à Pau, Bayonne, Rennes, Toulouse ou Lyon. Une éventuelle action, avec d'autres syndicats, pourrait être annoncée le 24 octobre. Liberation.fr 19 octobre 2017

- France-CGT et FO appellent à des grèves le 16 novembre - Reuters

La CGT, FO, Solidaires et des syndicats étudiants ont appelé mardi soir à une nouvelle journée de grèves et de mobilisation contre la politique sociale d'Emmanuel Macron le 16 novembre, après une rencontre intersyndicale au cours de laquelle les syndicats ont échoué à porter un message commun.

Les organisations CGT, Force ouvrière, CFDT, CFTC, CFE-CGC, Unsa, FSU, Solidaires et les syndicats étudiants Unef, Unl, Fage et Fidl se sont réunies au siège de la CFDT pour tenter de porter des propositions communes sur les réformes sur la

formation professionnelle, l'apprentissage, l'assurance chômage, et faire le point sur la réforme, désormais adoptée, du Code du travail.

Pour la deuxième fois en deux semaines, elles ont échoué à s'entendre. La CGT, FO, la CFE-CGC, Solidaires, la FSU, l'Unef, l'Unl et Fidl n'ont pas accepté le texte qui était porté par la CFDT, la CFTC, la Fage et l'Unsa. Reuters 25 octobre 2017

En famille. Ils s'adaptent même à la pire réaction.

- Mouvement du 1er juillet: Hamon revendique près de 30.000 adhérents - AFP

Le mouvement du 1er juillet (M1717) lancé par Benoît Hamon compte "près de 30.000 adhérents" et pourrait "bientôt passer devant le PS", a confié l'ancien candidat socialiste à la présidentielle, jeudi à l'AFP, lors d'un déplacement à Grenoble.

Le Parti socialiste, que M. Hamon a quitté en lançant le M1717, revendique encore officiellement 90.000 adhérents mais ils seraient en réalité moitié moins selon des sources officieuses.

Pour rassembler la gauche, "il faut des projets adaptés à chaque élection, soutenus par des mouvements ou des partis, pour que tout le monde y voie sa place mais que personne n'y plante son drapeau", a estimé M. Piolle, qui dirige la ville alpine à la tête d'une coalition écologistes-PG-citoyens. AFP 19 octobre 2017

A retenir de ces tartufes, "il faut des projets adaptés à chaque élection", soyons vulgaire : pour mieux baiser les électeurs, il faut leur dire ce qu'ils ont envie d'entendre, on doit adapter notre discours en fonction de notre auditoire, il ne faut pas être con, mais les prendre pour des cons, assurément !

Vous en redemandez.

- "Il faut construire une nouvelle synthèse politique entre une tradition socialiste, celle de l'écologie politique, une nouvelle approche de la croissance", explique l'ancien candidat à l'Elysée dans Le Monde daté de mardi. Reuters 24 octobre 2017

En réalité, Hamon et Mélenchon partagent la même idéologie, celle de la bourgeoisie, ils se partagent les rôles afin d'empêcher qu'un véritable parti socialiste révolutionnaire puisse se construire, aidés en cela par tous ceux qui prétendent le construire et les courtisent.

En famille. Tartuferie. Quand un charlatan tombe le masque.

- Jean-Luc Mélenchon propose à Guillaume Peltier de rejoindre les insoumis après son discours souverainiste - Le Huffington Post

"Quand allez vous renoncer à l'ultra-libéralisme? Quand allez vous enfin protéger nos travailleurs, nos ouvriers, nos paysans? Quand allez vous enfin rétablir la souveraineté de notre peuple, la puissance et la grandeur de notre Europe?", a ainsi conclu Guillaume Peltier, le porte-parole des Républicains à l'Assemblée nationale, pendant que l'ancien candidat à l'élection présidentielle l'invitait à rejoindre les rangs des Insoumis. Le Huffington Post 25 octobre 2017

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Irak

- Les Kurdes d'Irak se retournent contre les Barzani - Réseau Voltaire

La mascarade du scrutin truqué du référendum d'indépendance du Kurdistan iraquien, du 25 septembre 2017, se retourne contre ses initiateurs, les familles Barzani et Talabani.

Durant la campagne référendaire, le gouvernement régional kurde d'Iraq a affirmé que 80 pays dans le monde —dont les États-Unis et la France— soutenaient la création du nouvel État. Cet argument est apparu décisif pour de nombreux électeurs.

Le général des Gardiens de la Révolution iranienne, Qasem Soleimani, a mis en garde au dernier moment les Barzani. L'arrivée

de 200 000 Israéliens et l'installation de missiles au Kurdistan iraquien ne pouvait qu'ouvrir une nouvelle guerre. Mais les Barzani n'ont rien voulu entendre.

Prenant l'initiative, les troupes nationales iraquiennes ont alors libéré la région de Kirkouk et ses champs pétroliers de l'occupation kurde, le 16 octobre. Plus de 100 000 Kurdes, qui s'y étaient installés en coordination avec Daesh et avaient expulsé la population autochtone, se sont enfuit en deux jours. La communauté internationale n'a émis aucune réaction.

Le gouvernement national iraquien vient ainsi de restituer aux arabes, chrétiens et musulmans, les territoires qui leur avaient été volés. Il a aussi évité une intervention et une occupation turco-iranienne du pays.

Les médias occidentaux qui n'ont cessé de soutenir la dictature des Barzani, n'ont rien dit

- des assassinats politiques de leurs opposants,
- de l'impossibilité de tenir des élections mais de la possibilité d'organiser un référendum,
- de leur accord avec Israël,
- de leur accord avec Daesh,
- de leur responsabilité dans le génocide des Kurdes yézidis,
- de l'annexion de 80% de leur territoire en quelques années,
- ni du nettoyage ethnique qui suivit. Ils sont également restés silencieux sur les développements actuels.

Les Kurdes d'Iraq réalisent, mais un peu tard, que les Barzani et les Talabani les ont menés en bateau. Aucun pays —sauf Israël— ne peut admettre la création d'un nouvel État fondé sur l'annexion et le nettoyage ethnique.

Massoud Barzani, président sans droit ni titre du Kurdistan iraquien, ne pourra plus longtemps proroger artificiellement son mandat. Sans attendre, les Talabani ont prudemment pris leurs distances avec le pouvoir illégitime d'Erbil.

Bagdad vient de lancer un mandat d'arrêt contre le vice-président sans droit ni titre du Kurdistan iraquien, Kosrat Rasul, pour son rôle et ses propos lors de la libération de Kirkouk. Réseau Voltaire 21 octobre 2017

République tchèque

- Le mouvement populiste de Babis remporte les législatives tchèques - AFP

Profitant de la méfiance des Tchèques vis à vis de leur classe politique et des "ordres de Bruxelles", le mouvement populiste ANO du milliardaire Andrej Babis, qualifié de "Trump tchèque", a largement remporté les élections législatives.

Le scrutin de vendredi et samedi aura vu aussi une percée spectaculaire du parti d'extrême droite SPD, anti-immigration et anti-UE, et celle d'une formation "anti-système", le Parti Pirate, selon les résultats officiels publiés après le dépouillement dans 99,9% des bureaux de vote.

ANO ("Oui" en tchèque), qui a fait campagne sur la lutte contre la corruption, contre l'accueil des migrants et la zone euro, obtient 29,7 % des voix, soit 78 sièges à la chambre basse qui en compte 200.

"Nous sommes enthousiastes. Nous remercions nos 1,5 million d'électeurs, ça dépasse nos attentes, car il y a eu une campagne de désinformation massive contre nous", a réagi M. Babis lors d'une conférence de presse.

A plusieurs reprises, il a souligné qu'il était "pro-européen". "Je ne sais pas pourquoi quelqu'un dit que nous sommes contre l'Europe", a-t-il insisté. "Nous ne représentons pas une menace pour la démocratie".

"Nous sommes prêts à lutter pour nos intérêts à Bruxelles, nous faisons partie intégrante de l'UE, et de l'Otan", a-t-il poursuivi, avant d'inviter l'Union à "engager une réflexion" et "cesser de parler d'une Europe à deux vitesses".

Il n'a pas donné d'indication avec qui il comptait former une coalition et le gouvernement, déclarant qu'il avait proposé des négociations à tous les partis entrés au parlement et "attendait leur réaction".

Il s'agit d'une opération délicate dans une chambre fragmentée entre neuf partis. Deux d'entre eux, l'ODS (droite eurosceptique) et KDU-CSL (chrétien-démocrate) ont immédiatement annoncé qu'ils ne négocieraient pas avec M. Babis.

Le chef du premier, Petr Fiala, a affirmé qu'il y avait chez ANO "des gens qui ont promis beaucoup de choses et qui ne seront pas capables de les réaliser", tandis que le leader chrétien démocrate Pavel Belobradek, a dit qu'il n'irait pas "dans un gouvernement, s'il s'y trouve des gens poursuivis par la justice", dans une allusion aux ennuis de M. Babis avec la justice.

Il reste que près d'un électeur sur trois a donné sa voix au milliardaire controversé qui a réitéré encore à la veille du vote son hostilité à l'accueil des migrants et à la zone euro.

L'ANO est suivi par trois partis ayant obtenu des résultats presque identiques l'ODS (droite), 11,3%, soit 25 sièges, le Parti Pirate, 10,8% (22 sièges) et le SPD d'extrême droite, 10,6% (22 sièges).

Fermement opposé à l'intégration européenne et à l'immigration, le SPD est porté par un courant d'opinion présent ailleurs en Europe de l'Est. Il a reçu le soutien de la présidente du Front National français, Marine Le Pen.

En se félicitant d'avoir recueilli plus d'un demi-million de voix, le chef de file du SPD Tomio Okamura a répété que son objectif était "d'arrêter toute islamisation de la République tchèque" et d'imposer "une tolérance zéro de la migration", voire de promouvoir un référendum sur la sortie de l'UE.

Les Tchèques ont par ailleurs durement sanctionné le Parti social-démocrate CSSD du Premier ministre sortant Bohuslav Sobotka qui subit une chute brutale et n'arrive que 6e, avec 7,3 % des voix, soit 15 sièges.

Quatre autres partis franchissent également le seuil d'éligibilité de 5%: le Parti communiste KSCM, nostalgique de l'ancien régime totalitaire, 7,8%% (15 sièges), les chrétiens-démocrates KDU-CSL 5,8% (10 sièges), et deux petits partis centristes, TOP 09 et STAN, 7 et 6 sièges respectivement.

Bien qu'il soit milliardaire, et qu'il soit inculpé pour fraude aux subventions européennes, M. Babis est porteur d'espoir pour ceux qui se considèrent comme les laissés pour compte de la prospère société tchèque.

En dépit de la bonne marche de l'économie, qui a affiché un taux de chômage de 3,8% en septembre et prévoit une croissance de 3,6% cette année, il y a au sein de la société tchèque des groupes sociaux relativement défavorisés qui sont soit lourdement endettés, soit doivent travailler très dur pour joindre les deux bouts, accusant les élites politiques traditionnelles d'en être responsables. Bon nombre d'entre eux soutiennent M. Babis. AFP 21 octobre 2017

Autriche

- Autriche: vers une coalition avec l'extrême droite - AFP

Le jeune leader conservateur Sebastian Kurz, appelé à devenir le prochain chancelier autrichien après sa victoire aux législatives, a annoncé avoir eu samedi une discussion "des plus positives" avec le patron du parti d'extrême droite FPÖ, confortant le scénario d'une alliance avec cette formation.

"Nous avons eu une discussion des plus positives", a déclaré M. Kurz à la sortie d'un premier rendez-vous officiel avec le chef du FPÖ Heinz-Christian Strache, vingt-quatre heures après avoir été formellement chargé de former un gouvernement par le président de la République.

Vainqueur des élections du 15 octobre, M. Kurz, 31 ans, a indiqué avoir le "sentiment très fort" que le FPÖ manifestait non seulement une "volonté de changement", mais aussi une "conscience des responsabilités".

M. Kurz et son parti chrétien-démocrate ÖVP ont remporté les législatives anticipées avec 31,5% des voix, devant les sociaux-démocrates du chancelier sortant Christian Kern (SPÖ, 26,9%) et le FPÖ (26%).

Une alliance avec le FPÖ est jugée la plus probable, après une campagne où M. Kurz a embrassé plusieurs thèmes de ce parti, notamment sur l'immigration, et promis un "renouvellement" après dix ans de grande coalition avec le SPÖ.

Le leader conservateur, qui est appelé à devenir le plus jeune dirigeant au monde, a toutefois assuré qu'il discuterait avec tous les partis. Il doit encore rencontrer M. Kern dimanche avant de lancer formellement des négociations de coalition.

Mais M. Strache, 48 ans, a avoué à l'issue de la réunion samedi être "optimiste" concernant l'ouverture de telles négociations avec le FPÖ, et ce dès "la semaine prochaine".

Jeudi, M. Strache avait indiqué avoir déjà longuement reçu M. Kurz à son domicile pour un entretien "privé" qualifié de "très amical".

En 2000, l'entrée du FPÖ dans le gouvernement du chancelier conservateur Wolfgang Schüssel avait provoqué un séisme en Europe et l'adoption de sanctions de l'UE contre Vienne.

Dans un contexte de montée des partis populistes et anti-migrants dans plusieurs pays européen, une telle levée de boucliers apparaît peu probable aujourd'hui, d'autant que M. Strache a veillé à lisser l'image de son parti.

M. Kurz, qui occupe les fonctions de ministre des Affaires étrangères depuis quatre ans, a par ailleurs veillé à réaffirmer son "engagement" en faveur de l'UE, lors d'un déplacement à Bruxelles jeudi. AFP 21 octobre 2017

Belgique et OTAN

- Du nouveau sur les Tueurs du Brabant - Réseau Voltaire

L'affaire des Tueurs du Brabant a été relancée cette semaine par des articles des Het Laatste Nieuws [1] et une émission de télévision de la télévision flamande. Le frère d'un gendarme d'élite, Christian Bonkoffsky, a déclaré que celui-ci lui avait révélé sur son lit de mort être l'un des mystérieux tueurs. Tandis qu'un avocat de victimes a dénoncé les ratées de l'enquête judiciaire.

Entre 1982 et 1985, en Belgique et dans le Nord de la France, des inconnus réalisèrent une série de braquages sans mobile financier, tuant 28 personnes. Ils sont connus comme les « Tueurs du Brabant » ou la « Bande de Nivelles » (Bende van Nijvel). Les magistrats instructeurs, le ministre de la Défense et une commission d'enquête de la Chambre des représentants se heurtèrent au Secret-Défense de l'Otan [2].

Durant les années 80, l'Otan organisa une série d'attentats en Europe sur le modèle de ce qu'elle fit ces dernières années avec des jihadistes.

Les autorités, qui prennent ces révélations très au sérieux, considèrent que cet ancien gendarme de l'unité d'élite Diane correspond au portraits robots de l'époque. Des vérifications attestent qu'il n'était pas physiquement présent à son travail durant les nombreuses attaques. La Justice belge interroge tous les anciens collègues du suspect décédé. Le témoin a également révélé que deux autres ex-membres du groupe Diane étaient venus visiter le suspect à son domicile. Réseau Voltaire 23 octobre 2017

[1] « Vermassen denkt te weten wie achter Bende van Nijvel zit : "We moeten naar Staatsveiligheid van die tijd kijken" », « Onderzoek Bende van Nijvel in stroomversnelling : "Vaak uitgelachen, maar nu krijgen we toch gelijk" », Het Laatste Nieuws, 15 & 21 oktober 2017.

[2] « Les armées secrètes de l'Otan (X) : La guerre secrète en Belgique », par Daniele Ganser, Réseau Voltaire, 6 juin 2011.

Argentine

- Victoire aux législatives pour le président argentin, Kirchner élue - AFP

Le président de centre-droit Mauricio Macri tient une nouvelle victoire électorale: sa coalition Cambiemos se consolide au pouvoir lors des législatives de mi-mandat, ce qui lui permettra de poursuivre ses réformes libérales. AFP

Japon

- Japon: nouveau départ pour Abe, conforté par une solide majorité - AFP

Le Premier ministre conservateur japonais Shinzo Abe détenait lundi un nouveau mandat doté d'une très confortable majorité après les législatives anticipées... AFP

États-Unis et Indonésie

- Les États-Unis ont soutenu le massacre d'un demi-million d'Indonésiens en 1965 Par Max Walden — 22 octobre 2017

Des documents nouvellement déclassifiés ont réaffirmé que le gouvernement des Etats-Unis connaissait et avaient soutenu le massacre par l'armée indonésienne et les groupes d'autodéfense affiliés d'environ 500 000 à un million d'Indonésiens en 1965-1966.

Décrit par la CIA (Central Intelligence Agency) comme « l'un des pires meurtres de masse du 20ème siècle », le massacre de 1965 a été déclenché à cause d'une tentative de révolution en septembre de cette année par un groupe de généraux de gauche et les dirigeants du Parti communiste indonésien (PKI).

Grace à une « collaboration sans précédent » avec le National Declassification Center, des documents publiés mardi par les archives de la sécurité nationale de l'Université George Washington, montrent que le gouvernement américain avait « une connaissance détaillée » des massacres qui ciblaient les communistes, les gauchistes et les Indonésiens d'origine chinoise en répression de la révolution ratée appelée Mouvement du 30 septembre.

Ils précisent que l'ambassade des États-Unis à Jakarta enregistrait les noms de membres du PKI exécutés et « soutenait activement » les efforts de l'armée pour anéantir le parti communiste en Indonésie, le troisième en importance à l'époque. Un million d'autres communistes présumés ont été emprisonnés.

Au milieu de la guerre froide, cet événement a vu l'éviction de Sukarno et l'ascendant du général de droite Suharto qui gouvernerait ensuite le pays pendant 32 ans.

Un câble d'un agent consulaire américain à Surabaya a noté le « massacre » de milliers de membres du PKI dans l'est de Java par Ansor, l'aile paramilitaire de Nahdlatul Ulama (NU), qui reste la plus grande organisation musulmane d'Indonésie.

L'agent consulaire a raconté que des victimes avaient été égorgées, que des dizaines de corps flottaient dans les rivières locales et que 15,000 personnes avaient été assassinées dans un seul village. Les meurtres dans la région étaient commis sous la « coloration » d'être une « guerre sainte: tuer des infidèles » permettant aux bourreaux d'aller au paradis, a-t-il dit.

Les historiens et les activistes se sont longtemps documentés sur le rôle des États-Unis dans les atrocités en Indonésie. Fait révélateur, les États-Unis ont refusé de participer au Tribunal populaire international de 1965 à La Haye, aux Pays-Bas, dirigé par des groupes de la société civile en novembre 2015.

Le rapport final du Tribunal a conclu que: « Les Etats-Unis ont suffisamment soutenu l'armée indonésienne, sachant pertinemment qu'ils se lançaient dans un programme d'exécutions massives et d'autres comportements criminels, justifiant l'accusation de complicité de crimes contre l'humanité ».

« La preuve la plus claire de ce crime est la fourniture de listes de noms de fonctionnaires du PKI [par la CIA aux autorités indonésiennes] quand il y avait une forte présomption que celles-ci faciliteraient l'arrestation et/ou l'exécution des personnes dénoncées. »

Le massacre de 1965 reste un sujet extrêmement tabou en Indonésie. Cela a encore été démontré le mois dernier lorsque des groupes ultranationalistes et islamistes ont assiégé un centre juridique communautaire à Jakarta parce que ce dernier avait organisé un événement pour les victimes du massacre. Asian Correspondent

Asian Correspondent, un site d'information en anglais lancé en octobre 2009 par Hybrid News Limited, est le partenaire en ligne pour Associated Press en Asie et fournit des nouvelles de dernière heure, des articles d'opinion et des analyses sur la région Asie-Pacifique. Les informations du site sont souvent reprises par les grands médias.

http://arretsurinfo.ch/les-etats-unis-ont-soutenu-le-massacre-dun-demi-million-dindonesiens-en-1965/

Question : Sachant que l'agence de presse officielle américaine Associated Press est aussi pourrie que Reuters (G-B) ou l'AFP (France), on est en droit de se demander si la déclassification de ces documents n'est pas destinée à alimenter les tensions en Indonésie et à justifier la répression féroce de Duarté...

Etats-Unis

- Trump autorise la publication des documents sur l'assassinat de Kennedy - AFP

Le président américain peut toutefois encore décider d'en maintenir certains secrets, pour des questions de sécurité. Une option que Donald Trump se réserve dans son tweet et qu'un responsable de la Maison Blanche a encore mis en avant dans l'après-midi.

"Le président estime que ces documents devraient être rendus accessibles dans l'intérêt d'une transparence complète, à moins que les services (de renseignement et sécurité) ne fournissent une justification claire et convaincante liée à la sécurité nationale ou au maintien de l'ordre", a déclaré ce responsable.

Citant des membres de l'administration, le journal Politico avançait vendredi que Donald Trump était sous pression, notamment de la CIA, pour qu'il bloque la publication de certains de ces feuillets, notamment ceux datant des années 1990 car ils pourraient exposer des agents et informateurs encore en activité. AFP 22 octobre 2017

Haut de page

Le 26 octobre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (10 pages)

Vous avez Macron, nous avons Modi : Chassons-les du pouvoir !

- En Inde, une rigoureuse prohibition d'alcool dans le Bihar - AFP

Un an et demi après son entrée en vigueur, une rigoureuse prohibition d'alcool dans l'État pauvre du Bihar, dans le nord de l'Inde, est scrutée à la loupe et pourrait bien être répliquée dans d'autres régions de ce pays d'Asie du Sud.

Au poste douanier de Rajauli, à la frontière du Bihar et de son voisin méridional le Jharkhand, rickshaws, voitures et bus sont minutieusement fouillés. Depuis mi-2016, toute consommation ou détention d'alcool est interdite au Bihar, État sous-développé de 100 millions d'habitants qui jouxte le Népal.

(Hormis la route qui longe la mer et traverse des villes ou villages, l'équivalent d'une départementale en France, sur l'unique route (une sorte d'autoroute mais pas fermée ou 4 voies séparées par un terre-plein où broutent les vaches!) qui mène de Chennai à Pondichéry et vers la pointe sud de l'Inde, il existe un péage où est installé un poste de police. Ce péage fait donc également office de barrière douanière entre l'Etat du Tamil Nadu et le Territoire de Pondichéry, puisque les policiers fouillent au hasard (ou presque) des véhicules à la recherche d'alcool, et occasionnellement, quand les Indiens ont perçu leur salaire ou au moment des fêtes, ils vérifient toujours au hasard ou presque que les conducteurs de deux roues possèdent bien un permis et une assurance, personnellement je n'ai jamais été contrôlé bien que j'y passe deux fois par jour depuis trois ans... parce que je suis Blanc ! Ils ne contrôlent jamais les femmes non plus, vous devinez pourquoi. L'alcool n'est pas prohibé au Tamil Nadu, mais les taxes y sont beaucoup élevées qu'à Pondichéry, d'où ces contrôles. Ils ne contrôlent pas l'état des véhicules, ils s'en foutent complètement. Comme ils se foutent que des troupeaux de vaches soient installées le soir au beau milieu de la 4 voies. Il y a quelques jours j'ai interpellé des policiers pour leur signaler, les vaches étaient visibles d'où nous étions, en guise de réponse ils se sont marrés et m'ont fait signe de circuler, j'ai redémarrer sans rien dire, que dire ? - LVOG)

Le Bihar a désormais la boisson dans le nez: depuis son application, 71.000 personnes ont été emprisonnées pour avoir enfreint l'interdiction, condamnées jusqu'à cinq ans de prison pour certaines.

(Un régime tyrannique. - LVOG)

Environ un million de litres de boissons alcoolisées ont été saisis dans l'État, mais la majeure partie s'est mystérieusement volatilisée. Les autorités ont provoqué la consternation en assurant que les bouteilles confisquées avaient été bues par... des rats.

(Qu'elles ne s'étonnent pas ensuite qu'on les traite de rats ! Ils osent tout au-delà de tout ce qu'on peut imaginer. - LVOG

Mesure électoralement payante, la prohibition d'alcool a actuellement le vent en poupe dans l'Inde du nationaliste hindou Narendra Modi. La mesure figure de longue date dans la Constitution indienne, mais dans une section de recommandations générales qui n'ont pas force de loi.

Des élus du Madhya Pradesh, du Jharkhand, du Rajasthan et du Tamil Nadu ont à leur tour demandé ou promis une règlementation similaire, mais sans donner de calendrier.

(Impossible à appliquer avec le trafic routier qui se développe et les millions de mobylettes ou motos. - LVOG)

À l'heure actuelle, seuls le Gujarat (ouest), terre de Gandhi et de Modi, et le petit Nagaland (nord-est) appliquent une prohibition totale. La région touristique du Kerala (sud) est en train de démanteler la sienne pour des raisons économiques.

(Elle avait été instaurée par les "communistes" qui sont restés au pouvoir pendant une quarantaine d'années au Kerala. - LVOG)

Mais pour Hartosh Singh Bal, rédacteur en chef politique du mensuel Caravan, la prohibition constitue avant tout "un expédient politique à un problème compliqué".

"L'alcoolisme est un enjeu majeur dans nombre de foyers indiens pauvres, c'est pourquoi la prohibition a les faveurs d'une base populaire, particulièrement chez les femmes", explique-t-il. (Ces salopards instrumentalisent une fois de plus les femmes qui sont les plus arriérées ou illettrées pour justifier leur politique répressive, en s'en foutant bien de leur sort. - LVOG)

C'est en effet au nom du bien des masses que les autorités justifient cette mesure: "c'est pour les pauvres. Vous n'imaginez même pas combien cela les rend heureux", a déclaré le ministre en chef du Bihar, Nitish Kumar, dans un discours l'année dernière.

(C'est vrai que c'est un terrible fléau et pas seulement chez les pauvres. Mais pourquoi les Indiens picolent ainsi, sinon qu'ils ne supportent pas leur condition épouvantable, et qui d'autres en est responsable sinon les autorités. - LVOG)

Chauffeur de taxi à Patna, la capitale du Bihar, Jhagru Mahto assure que cette loi a changé sa vie.

"J'étais un alcoolique mais j'ai cessé par peur d'être arrêté et jeté en prison après la prohibition. Ma femme est très contente et chante les louanges du gouvernement", confie-t-il à l'AFP. (L'AFP en a trouvé une qui "chante les louanges du gouvernement" ! Moi je peux vous dire que je ne connais pas un Indien ou une Indienne qui soutienne Modi. - LVOG

Contrecoup de l'interdiction, un marché noir de l'alcool de contrebande se développe, suggèrent les médias indiens. Il est ainsi possible, particulièrement à Patna, de se procurer de la boisson pour trois à quatre fois le prix du marché qui prévalait auparavant.

(Comme cette mafia est en rapport avec les partis politiques totalement corrompus, quand elle n'en est pas directement issue, inutile de se demander à qui profite la prohibition, on connaît la réponse. Il y a plus de 10 ans de cela, par l'intermédiaire d'un de mes beaux-frères j'avais prêté de l'argent à un de ces politiciens véreux, il s'appelait Sinaturaï, qui la nuit faisait du trafic d'alcool. Il m'avait expliqué qu'il ne prenait aucun risque, parce qu'il était escorté par la police locale qu'il arrosait ! C'est l'Inde, quoi ! - LVOG)

Les critiques redoutent qu'en l'absence d'alcool légal, les buveurs ne se rabattent sur des liquides artisanaux et frelatés, qui font chaque année des dizaines de morts en Inde.

(C'est ce genre d'alcool que mon politicien vendait. - LVOG)

Pour les finances du Bihar, le manque à gagner fiscal s'élève à 800 millions de dollars par an.

"La perte de revenus n'est rien à côté des gains sanitaires et sociaux", juge Aditya Kumar Das, responsable de la police des taxes du Bihar.

(Comme si c'était le cadet de ses soucis, qu'est-ce qu'il ne faut pas entendre ! - LVOG)

"Les femmes, particulièrement dans les milieux pauvres, ont davantage de moyens car les hommes dépensent maintenant leur argent en provisions plutôt qu'en alcool", assure-t-il.

(Assurément, dorénavant ils ont accès au crédit et ils sont endettés jusqu'aux dents, à des taux usuraires ! Et puis maintenant ils ont des charges qu'ils n'avaient pas avant, ils doivent acheter de l'essence depuis qu'ils ont une mobylette ou une petite moto, payer l'électricité qui était gratuite avant, payer le téléphone car ils ont tous un ou plusieurs téléphones portables, etc. Avant ils avaient peu de besoins ou ils avaient accès à peu de besoins, donc ils avaient besoin de moins d'argent, c'est le miracle du développement en régime capitaliste, de la "croissance", ce qu'ils ont perdu en liberté, ils l'ont gagné en étant enchaînés à la société de consommation, quelle bonheur ! - LVOG)

Dans un éditorial consacré à la question, le vénérable quotidien The Hindu estime cependant que la prohibition n'a pas prouvé qu'elle pouvait "empêcher efficacement" l'alcoolisme en Inde.

(Comme nulle part ailleurs, jamais ! - LVOG)

"Cela a seulement criminalisé l'activité (de boire, ndlr), avec des conséquences désastreuses pour la santé individuelle, l'économie et l'administration", assène le journal. AFP 25 octobre 2017

Les Indiens qui ont envie de boire un verre doivent le faire en cachette de leur épouse, de leurs enfants, de leur famille, de leurs relations, de leurs voisins, jamais chez eux, ils vont se planquer dans un endroit isolé, le soir quand la nuit est tombée, ou alors dans un bistrot loin des regards accusateurs. Ils sont sans cesse humiliés, encouragés à mentir, après on s'étonne qu'ils soient à cran ou violent...

Tout le monde l'apprend un jour ou le sait, on les pousse à devenir hypocrite, à se dévaloriser à leurs propres yeux, ils n'ont

vraiment aucune liberté. J'ai conscience d'être un privilégié, et vous ?

L'art de ménager la chèvre et le chou.

Cette expression est en fait tirée d'une énigme, contée au XIIIe siècle aux enfants pour les amener à réfléchir. Celle-ci raconte qu'un homme devait traverser une rivière avec un loup, une chèvre et un chou. Comme la barque était petite et que le loup risquait de dévorer la chèvre, ou la chèvre de manger le chou, il lui fallait trouver une solution pour ne faire aucune perte.

Ainsi, il conduisit la chèvre en premier sur l'autre rive, persuadé qu'il n'y avait aucun danger à laisser le chou avec le loup. Puis il revint chercher dans sa barque le loup et le chou. De cette façon, la chèvre ne mangea pas le chou et le loup ne mangea pas la chèvre.

Il existe plusieurs solutions possibles à cette énigme, mais elle démontre une chose : cet homme a voulu trouver le stratagème lui permettant de ne faire aucune perte, sans avoir à choisir, quitte à effectuer de nombreux allers et retours. Cette démarche est louable, mais pourtant utilisée de façon péjorative aujourd'hui pour signifier le fait de ne pas assumer un point de vue et de tirer parti de la situation quelle qu'en soit l'issue.

« *une personne qui cherche à ménager la chèvre et le chou (…) est en effet perçue comme cherchant à satisfaire des intérêts ou des protagonistes opposés.* » (projet-voltaire.fr)

En politique, c'est l'art de prétendre que l'on défend une politique, pour en réalité en soutenir une autre, toutes deux étant incompatibles entre elles. On appelle cela aussi tenir un double langage.

Bê. Non, rien de rien, non je ne regrette rien, du présent, du passé...

Leurs logiques et la nôtre - Editorial de la Tribune des travailleurs du 18 octobre 2017 par Daniel Gluckstein.

C'est plus que "*regrettable*", c'est intolérable !

- "*Moins logique – et même tout à fait regrettable – peut sembler l'acharnement des dirigeants de partis ayant historiquement un lien avec le mouvement ouvrier (en Espagne, le Parti socialiste ouvrier espagnol [PSOE] et, dans une certaine mesure, Podemos) à nier la tenue et le résultat du référendum du 1er octobre...* "

Le "*historiquement*" appartient à une période définitivement révolue depuis des lustres, mais que certains dirigeants entretiennent. Entre se couper des appareils pourris du mouvement ouvrier ou des masses, que choisissent-ils ?

- "*Moins logiques – et tout aussi regrettables – peuvent sembler les propos tenus à l'Assemblée nationale le 10 octobre par Mélenchon...*"

De renégat du socialisme, Mélenchon est devenu un vulgaire affairiste depuis près de 40 ans, alors qu'il nous soit permis de douter fortement qu'il le regrettera un jour.

Et puis, que de précaution de langage pour ne pas froisser cette racaille ! C'est marrant ce besoin qu'ils ont de la ménager, c'est pitoyable, pathétique.

Ouf, ce n'était qu'une "*menace*" !

- "*En Espagne comme en France, le corporatisme menace l'existence et l'indépendance des organisations ouvrières, fondements de la démocratie.*"

En réalité, l'esprit du corporatisme est solidement implanté depuis également des lustres dans le mouvement ouvrier et particulièrement les syndicats, et c'est lui qui ravage nos droits ou acquis sociaux à travers la collaboration de classe (le dialogue social) qui n'a jamais cessé depuis plus d'un demi-siècle.

La graine du corporatisme était déjà présente dans le Front populaire, on peut même dire que c'était ce qui le caractérisait le mieux et fraya la voie au fascisme ou au régime de Vichy qui était des régimes corporatistes accomplis ou achevés.

Le réformisme ou le révisionnisme du socialisme portait en lui le corporatisme.

A en croire Gluckstein, puisque "*le corporatisme menace l'existence et l'indépendance des organisations ouvrières, fondements de*

la démocratie", cela signifie que les régimes en France et en Espagne seraient démocratiques, et que les "*organisations ouvrières*" contrôlées ou dirigées par des agents du corporatisme seraient les garantes de la démocratie, pour ailleurs prétendre que les régimes en France et en Espagne sont antidémocratiques... c'est à vous rendre chèvre !

Rien que cela !

Et ne voilà-t-il pas que le "*peuple catalan*" se disposerait "*à abattre la monarchie franquiste*" !

Depuis quand les gouvernements occidentaux et les médias le savaient-ils ?

- Londres a espionné Trump pour le compte d'Obama - Réseau Voltaire - 6 mai 2017

- Qui organise les fuites contre Donald Trump ? - Réseau Voltaire - 10 juillet 2017

- L'administration Obama espionnait-elle son opposition ? - Réseau Voltaire - 3 août 2017

- Susan Rice admet avoir fait espionner Donald Trump - Réseau Voltaire - 16 septembre 2017

Et voilà qu'ils y viennent.

- Hillary Clinton aurait financé le dossier sur les liens de Donald Trump avec la Russie - Atlantico.fr 25 octobre 2017

Selon le Washington Post, l'équipe d'Hillary Clinton et le Comité national des démocrates (DNC) ont contribué au financement d'une partie du dossier concernant les liens de Donald Trump avec la Russie pendant la campagne présidentielle. Concrètement, en avril 2016, l'avocat Marc Elias, qui travaillait pour la campagne de la candidate démocrate et le DNC, a retenu l'entreprise Fusion GPS, basée à Washington, pour enquêter sur les relations du candidat républicain avec Moscou, indique le journal. L'entreprise aurait reçu des paiements jusqu'à quelques jours avant l'élection présidentielle de novembre.

Un rapport préparé par l'ancien agent du MI6 Christopher Steele

D'après le Washington Post, lors des primaires, un des rivaux républicains de Donald Trump, dont le journal ne dévoile pas l'identité, avait aussi payé Fusion GPS pour effectuer des recherches sur le candidat à la Maison-Blanche. La commission du renseignement de la Chambre des représentants a demandé à accéder aux comptes bancaires de cette entreprise, qui a elle-même réclamé à un juge fédéral le rejet de cette requête au prétexte que cela violerait ses droits constitutionnels.

Le travail de Fusion GPS sur Donald Trump a donné lieu à un rapport de 35 pages. Celui-ci a été préparé par un ancien agent du MI6 Christophe Steele (contre-espionnage britannique). Il a par la suite constitué une pièce maîtresse des enquêtes du Congrès sur les ingérences de la Russie dans l'élection présidentielle américaine de 2016. Il comportait notamment de nombreuses allégations compromettantes pour Donald Trump, notamment l'existence d'une vidéo à caractère sexuel impliquant des prostituées ou des échanges d'informations pendant près d'une décennie avec le Kremlin. Donald Trump a qualifié ce rapport de "fake news", de désinformation. Atlantico.fr 25 octobre 2017

Merci au passage à monsieur Meyssan, c'est la moindre des choses.

On assiste bien à un tournant de la situation mondiale.

Trump reprend le combat contre l'establishment US par Thierry Meyssan

http://www.voltairenet.org/article198471.html

- L'Arabie saoudite pourrait abandonner le wahhabisme - Réseau Voltaire

Ouvrant la conférence Future Investment Initiative, le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohamed Ben Salmane, a déclaré son intention de transformer la société saoudienne, de la rendre « normale, tolérante et bonne ».

Au cours des derniers mois, le prince a alterné des mesures politiques autocratiques (emprisonnement de leaders d'opposition) et des mesures sociétales ouvertes (comme l'autorisation donnée aux femmes de conduire leur voiture).

L'engagement du prince est la suite logique de l'évolution de son pays après le discours du président Trump à Riyad, le 21 mai 2017. L'Arabie saoudite a cessé de soutenir les groupes jihadistes et s'est militairement retirée de Syrie. Le pays envisage

maintenant de démanteler l'idéologie wahhabite qui a fourni le terreau aux Frères musulmans pour inventer le jihadisme. La troisième étape devrait voir la transformation de la Ligue islamique mondiale. La difficulté réside dans l'alliance historique entre le fondateur de la dynastie des Séoud et celui du wahhabisme, Mohammed ben Abdelwahhab. Réseau Voltaire - 25 octobre 2017

Voyons comment l'AFP adapte sa rhétorique à ce revirement qu'elle réprouve à demi-mot.

"*Selon des analystes*", l'AFP ne tient à se mouiller avant de juger sur pièces.

AFP- Le surprenant discours a été prononcé en plein chantier de réformes inspirées par le prince et qui marquent le plus grand bouleversement culturel et économique de l'Histoire moderne du royaume, avec une marginalisation de fait de la puissante caste des religieux conservateurs qui ont dominé l'espace public pendant des décennies, selon des analystes.

AFP- Ses détracteurs dénoncent régulièrement son "*autoritarisme'*"'.

- (Mohamed Ben Salmane) Il a promis un retour à un "*islam modéré, tolérant et ouvert sur le monde et toutes les autres religions*", alors que ses détracteurs dénoncent régulièrement son "*autoritarisme*".

Il semblerait que l'AFP ait formulé un voeux timide.

AFP- La vision d'une "*Arabie modérée*", longtemps considérée comme un oxymoron, est risquée et pourrait déclencher une réaction des conservateurs.

Et voilà que les "*experts*" entrent en scène.

AFP- Pour des experts, les déclarations et les mesures annoncées par le prince Mohammed, fils du roi Salmane (81 ans), constituent un bouleversement pour le royaume régi depuis sa création par le wahhabisme.

Puis c'est au tour des "*analystes économique*s".

AFP- "*Seuls les rêveurs sont les bienvenus* ", a clamé le prince Mohammed, alors que des analystes économiques redoutent des changements trop rapides dans le royaume.

Pour finir sur une note pessimiste qui avait valeur d'un souhait inavouable de la part de l'Agence Française de Propagande.

AFP- "*On peut dire qu'il en fait trop, trop peu ou trop tard*", a dit Stephen Potter, vice-président de la compagnie Northern Trust basée à Chicago, présent au forum.

"*Mais on est tous d'accord: le changement est nécessaire et c'est mieux que de ne rien faire*". AFP 25 octobre 2017

L'Assemblée nationale ou la basse-cour du monarque (de la ploutocratie).

- Un député LR fustige l'interdiction pour les LREM de signer des amendements d'autres groupes - AFP 25 octobre 2017

Le député LR Aurélien Pradié s'indigne de l'interdiction faite aux élus LREM de signer des amendements d'autres groupes, sous peine de sanctions, y voyant une "violation de la liberté de conscience et d'action", dans un courrier au président de l'Assemblée, qu'il exhorte à agir.

La Constitution consacre le droit d'amendement des députés, avec de possibles "restrictions extrêmement limitées", rappelle cet élu du Lot dans sa lettre adressée à François de Rugy (LREM). Il affirme avoir pris connaissance avec "une certaine stupéfaction" et "une inquiétude réelle" d'un article du règlement interne du groupe majoritaire, en vigueur depuis le mois de juillet.

Il est signifié dans cet article que les députés membres du groupe LREM ou apparentés "ne cosignent aucun amendement ou proposition de loi ou de résolution issus d'un autre groupe", sous peine de sanctions.

En cas de "manquement aux dispositions du règlement, aux valeurs de la déclaration du groupe ou de faute grave", le président convoque l'intéressé et entend ses observations, peut le déférer devant le bureau du groupe, lequel, après avoir entendu l'intéressé, peut prendre des sanctions pouvant aller jusqu'à l'exclusion définitive, selon un autre article du règlement.

L'interdiction de cosigner des amendements est "une folie" et "une violation manifeste de la liberté de conscience et d'action des députés", juge M. Pradié. Et "le président de l'Assemblée, par-delà son appartenance politique, se doit d'être le premier garant

de la liberté d'action constitutionnelle qui revient à chaque député de la nation" et doit empêcher qu'une "limite soit dépassée", écrit-il.

"L'Assemblée nationale n'est pas la cour du Roi", plaide encore cet élu de droite, demandant "combien de grandes lois de la République n'auraient jamais vu le jour ni positivement évolué sans l'action de députés libres" et si le souhait pour l'avenir est d'avoir "un "Parlement Darty" seulement chargé d'assurer le service après-vente d'un président". AFP 25 octobre 2017

Du ministère de la désinformation.

- "Le budget réaffirme le soutien à la presse", assure Françoise Nyssen - AFP

La ministre de la Culture Françoise Nyssen a estimé mercredi que le budget 2018 "réaffirmait" le soutien à la presse du gouvernement, avec des moyens "quasiment stables" pour les secteurs presse, livres et industries culturelles.

"A périmètre constant, par rapport à 2017, les moyens consacrés à ces programmes (presse, livres et industries culturelles) sont quasiment stables pour 2018", a-t-elle indiqué devant la commission culture du Sénat.

"Le budget pour 2018 réaffirme le soutien à la presse" du gouvernement et "sanctuarise les deux priorités qui guident notre politique: le pluralisme, les aides au pluralisme sont intégralement maintenues, et la transition technologique", a-t-elle détaillé.

"Nous devons soutenir les innovations technologiques de la filière, que ce soit l'émergence de nouveaux médias ou la transformation numérique de médias plus anciens", a poursuivi la ministre, assurant que "tous les dispositifs d'aide à l'innovation sont préservés".

"S'agissant de l'Agence France-Presse, ses moyens sont légèrement ajustés par rapport à cette année mais consolidés à un niveau supérieur à celui prévu au COM (contrat d'objectif et de moyens)", a ajouté la ministre.

"Nous avons engagé une réflexion avec l'AFP sur l'accompagnement de ses projets stratégiques, de ses investissements technologiques et du développement de sa marque", précise la ministre. AFP 25 octobre 2017

"Une relative stabilité"... de la désinformation.

- Forte baisse du nombre de chômeurs en septembre - AFP

« On est sur une très légère baisse du chômage » tempère Éric Heyer - Publicsenat.fr

Éric Heyer, économiste de l'OFCE, Éric Heyer.

Après deux mois de hausse, le nombre de chômeurs a connu une forte baisse en septembre. Il s'agit de la plus forte baisse jamais observée depuis début 2001. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A (aucune activité) a chuté de 64 800 personnes en septembre soit une baisse de 1,8 % en France métropolitaine, selon les chiffres de la DARES (organisme statistique rattaché au ministère du Travail).

En revanche, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, B et C baisse de seulement 0,5 % sur un mois tandis que son nombre progresse de 2,6 % sur un an. Ces chiffres démontrent en réalité une relative stabilité des chiffres du chômage depuis le début de l'année. Publicsenat.fr 25 octobre 2017

Ils osent tout.

- «Sugardaddy». Des pubs incitant à la prostitution étudiante à Paris - Liberation.fr

Depuis mardi à Paris, un camion publicitaire vantant le site RichMeetBeautiful.fr fait le tour des facs à la recherche d'étudiants qui voudraient rencontrer... Liberation.fr

- Veine de cocu - Liberation.fr

Satanés baby-boomers… Ils ont tout eu. Vont-ils en rendre un peu ? C'est un fait que la génération née après la guerre, qui arrive aujourd'hui à l'âge de la...Liberation.fr

- En Ile-de-France, un bus pour apprendre le code informatique aux enfants - Liberation.fr

Sillonnant la région parisienne, le «Coding bus» va à la rencontre d'écoliers et de collégiens dans les zones d'éducation prioritaire, pour leur transmettre... Liberation.fr

- «On vit toujours avec l'idée que les retraités sont pauvres» - Liberation.fr

- Pour Jean Bizet, le glyphosate peut être cancérigène « mais comme le café ou la charcuterie » - Publicsenat.fr

Lors d'un débat dans l'émission Sénat 360, Jean Bizet, président LR de la commission des affaires européennes du Sénat, a estimé que le glyphosate n'était pas un problème de santé publique. Publicsenat.fr

- Qui veut faire disparaître le drapeau anti-Trump de - Liberation.fr

- Traité Ceta : Hulot veut mettre en place « une forme de veto climatique » - LeParisien.fr

- Laurent Wauquiez s'insurge contre «les élites» - LeFigaro.fr

- Hulot veut aider l'économie sociale et solidaire à "changer d'échelle" - AFP

- « Le PS doit se réaffirmer comme un parti de gauche » - Publicsenat.fr

- Allemagne: des agents de sécurité incitent des migrants à la prostitution, selon la TV publique - AFP

- Nouvelles mesures de sécurité pour les passagers volant vers les Etats-Unis - AFP

...avec notamment des interrogatoires plus détaillés pour les passagers, ont indiqué plusieurs compagnies aériennes internationales mercredi.

Les compagnies ont indiqué que les passagers devaient prévoir d'arriver plus tôt pour tenir compte des délais que ces nouvelles mesures pourraient entraîner.

La semaine dernière, des élus du Congrès américain se sont rendus dans des aéroports d'Europe et du Moyen-Orient pour inspecter les conditions de sécurité en place et discuter de la coopération en matière de lutte contre le terrorisme.

"Cette visite en Europe et au Moyen-Orient est intervenue à un moment crucial, car les terroristes restent déterminés à détruire des avions", a déclaré mercredi le représentant John Katkoin. "Nous devons faire tout ce que nous pouvons pour devancer la menace évolutive envers le secteur mondial de l'aviation", a-t-il ajouté. AFP 26 octobre 2017

- Etats-Unis : À Honolulu, traverser la rue en regardant son smartphone peut coûter 30 euros - Franceinfo

La mesure est entrée en vigueur mercredi. La ville de l'Etat de Hawaï veut faire diminuer les risques d'accidents aux passages piétons. Franceinfo

- Yémen: Etats-Unis et pays du Golfe sanctionnent des chefs jihadistes - AFP

- Brésil: Pas de procès pour Temer, la voie dégagée pour les réformes - AFP

Le président brésilien Michel Temer a sauvé une nouvelle fois son mandat mercredi grâce à un vote des députés qui lève l'hypothèque de son procès pour corruption et dégage la voie pour ses réformes d'austérité réclamées par les milieux économiques. AFP

- Israël va remettre pour la 1e fois la médaille de "Juste" décernée à un Arabe - AFP

- Israël approuve un vaste projet pour colons au coeur de Jérusalem-Est - AFP

Israël a approuvé mercredi un vaste projet de logements pour des juifs en plein dans un quartier palestinien de Jérusalem-Est occupée. AFP

Haut de page

Le 29 octobre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (24 pages)

Une contribution à la question espagnole.

Lénine : Les tâches des social-démocrates russes (1897)

Extrait.

- "*Nous avons montré le lien indissoluble qui unit la propagande et l'agitation socialistes et démocratiques, le parallélisme total de l'action révolutionnaire dans l'une et l'autre sphères. Mais il existe aussi une différence importante entre ces deux formes d'activité et de lutte. Cette différence tient au fait que, dans la lutte économique le prolétariat est absolument seul : il a contre lui la noblesse terrienne et la bourgeoisie, bénéficiant seulement (et encore pas toujours) de l'aide des éléments de la petite bourgeoisie qui se sentent attirés vers lui. Tandis que dans la lutte démocratique, politique, la classe ouvrière russe n'est pas seule : elle a à ses côtés tous les éléments, couches et classes politiquement dans l'opposition, qui sont hostiles à l'absolutisme et le combattent sous telles ou telles formes. A côté du prolétariat il y a aussi les éléments d'opposition de la bourgeoisie ou des classes cultivées, ou de la petite bourgeoisie, ou des nationalités, religions, sectes, etc., etc., persécutées par l'absolutisme. Une question se pose tout naturellement : quelles doivent être les rapports de la classe ouvrière avec ces éléments ? Et ne doit-elle pas s'allier à eux pour lutter ensemble contre l'absolutisme ? Puisque tous les social-démocrates reconnaissent qu'en Russie la révolution politique doit précéder la révolution socialiste, ne convient-il pas, après s'être allié à tous les éléments d'opposition politique pour lutter contre l'absolutisme, de laisser pour l'instant le socialisme de côté ? N'est-ce pas obligatoire pour intensifier la lutte contre l'absolutisme ?*

Examinons ces deux questions.

L'attitude de la classe ouvrière, en tant que combat tant contre l'absolutisme, envers tous les autres groupes et classes d'opposition politique de la société, est déterminée avec une parfaite précision par les principes essentiels du social-démocratisme, exposés dans le célèbre Manifeste du Parti Communiste. Les social-démocrates soutiennent les classes progressistes de la société contre les classes réactionnaires, la bourgeoisie contre les représentants de la propriété terrienne avec leurs privilèges de caste et contre le corps des fonctionnaires ; la grande bourgeoisie contre les aspirations réactionnaires de la petite bourgeoisie. Ce soutien ne suppose ni ne requiert aucun compromis avec les programmes et les principes non social-démocrates : c'est le soutien d'un allié contre un ennemi déterminé. Si les social-démocrates prêtent ce soutien, c'est pour hâter la chute de l'ennemi commun, mais ils n'attendent rien pour eux-mêmes de ces alliés temporaires et ne leur font aucune concession. Les social-démocrates soutiennent tout mouvement révolutionnaire contre le régime social actuel, toute nationalité opprimée, toute religion persécutée, toute catégorie sociale humiliée et ainsi de suite, dans leur lutte pour l'égalité des droits.

Le soutien de tous les éléments d'opposition politique se traduira dans la propagande des social-démocrates par ce fait que, tout en mettant en évidence l'hostilité de l'absolutisme envers la cause ouvrière, ils montreront que l'absolutisme est hostile également à tels ou tels autres groupes sociaux ; ils montreront la solidarité de la classe ouvrière avec ces groupes dans telles ou telles questions, pour tels ou tels objectifs, etc. En matière d'agitation, ce soutien se traduira par le fait que les social-démocrates profiteront de toutes les manifestations du joug policier de l'absolutisme pour montrer aux ouvriers que ce joug pèse sur tous les citoyens russes en général et, notamment, sur les représentants des catégories sociales, nationalités, religions, sectes, etc., particulièrement opprimées, et qu'il s'exerce plus spécialement sur la classe ouvrière. Enfin, dans la pratique, ce soutien se traduit par le fait que les social-démocrates russes sont prêts à conclure des alliances avec les révolutionnaires d'orientation différente en vue d'atteindre tels ou tels objectifs partiels, ce qu'ils ont plus d'une fois pratiquement démontré.

Nous en arrivons ainsi à la deuxième question. Tout en montrant la solidarité qui unit tels ou tels groupes d'opposition aux ouvriers, les social-démocrates mettront toujours les ouvriers au premier plan ; ils s'attacheront toujours à expliquer le caractère temporaire et conditionnel de cette solidarité; ils souligneront toujours que le prolétariat est une classe à part qui, demain, peut se trouver opposée à ses alliés d'aujourd'hui. On nous dira : « Cette mise au point affaiblira tous ceux qui combattent à l'heure actuelle pour la liberté politique. » Une telle mise au point, répondrons-nous, fortifiera tous ceux qui combattent pour la liberté politique. Seuls sont forts les combattants qui s'appuient sur les intérêts réels, bien compris de classes déterminées ; et tout escamotage de ces intérêts de classe, qui jouent dès à présent un rôle prépondérant dans la société moderne, ne fera qu'affaiblir les combattants. Premier point.

En second lieu, dans la lutte contre l'absolutisme la classe ouvrière doit se mettre à part, car elle seule est l'ennemi conséquent jusqu'au bout et irréductible de l'absolutisme ; c'est entre elle seule et l'absolutisme que les compromis sont impossibles ; c'est dans la classe ouvrière seule que le démocratisme peut trouver un partisan sans réserve, qui n'hésitera ni ne regardera en arrière. Dans toutes les autres classes, dans tous les autres groupes et couches de la population, l'hostilité envers l'absolutisme n'est pas irréductible ; leur démocratisme regarde toujours en arrière. La bourgeoisie ne peut pas ne pas se rendre compte que l'absolutisme freine le développement industriel et social; mais elle redoute la démocratisation complète du régime politique et social, et peut toujours faire alliance avec l'absolutisme contre le prolétariat. La petite bourgeoisie a une double nature ; attirée vers le prolétariat et le démocratisme, elle l'est aussi vers les classes réactionnaires ; elle cherche à freiner l'histoire; elle est capable de se laisser prendre aux expériences et aux avances de l'absolutisme (telle, par exemple, la « politique populaire » d'Alexandre III) ; elle est capable de faire alliance avec les classes gouvernantes contre le prolétariat pour consolider la situation de petit possédant. Les personnes instruites, les intellectuels en général, ne peuvent manquer de s'insurger contre la barbare oppression policière de l'absolutisme qui persécute la pensée et le savoir ; mais les intérêts matériels de ces intellectuels les attachent à l'absolutisme et à la bourgeoisie, les obligent à se montrer inconséquents, à passer des compromis, à vendre leur ardeur révolutionnaire et leur esprit d'opposition pour les émoluments que l'État leur verse ou pour une participation aux bénéfices ou aux dividendes. Quant aux éléments démocratiques appartenant aux nationalités opprimées ou professant une religion persécutée, chacun sait et voit que les antagonismes de classe au sein de ces catégories de la population sont beaucoup plus forts et plus profonds que la solidarité de toutes les classes de telle ou telle catégorie contre l'absolutisme et pour des institutions démocratiques. Seul le prolétariat peut être – et, en raison de sa situation de classe, il ne peut pas ne pas être – démocrate jusqu'au bout, ennemi déterminé de l'absolutisme, sans concession ni compromis. Seul le prolétariat peut être un combattant d'avant-garde pour la liberté politique et les institutions démocratiques ; car, premièrement, c'est le prolétariat qui a le plus à souffrir de l'oppression politique, car celle-ci ne trouve aucun correctif dans la situation de cette classe, laquelle n'a accès ni au pouvoir suprême, ni même au corps des fonctionnaires, ni n'a la possibilité d'influencer l'opinion publique.

En second lieu, seul le prolétariat est capable de réaliser jusqu'au bout la démocratisation du régime politique et social, car une telle démocratisation mettrait ce régime entre les mains des ouvriers. Voilà pourquoi la fusion de l'activité démocratique de la classe ouvrière avec le démocratisme des autres classes et groupes affaiblirait la vigueur du mouvement démocratique, affaiblirait la lutte politique, la rendrait moins résolue, moins conséquente, plus portée aux compromis. En revanche, l'affirmation de la classe ouvrière comme telle, en tant que combattant d'avant-garde pour les institutions démocratiques, renforcera le mouvement démocratique, intensifiera la lutte pour la liberté politique, car la classe ouvrière stimulera tous les autres éléments démocratiques et d'opposition politique ; elle poussera les libéraux vers les radicaux politiques, elle poussera les radicaux à rompre sans retour avec tout le régime politique et social de la société actuelle. Nous avons dit plus haut que tous les socialistes de Russie devaient devenir des social-démocrates. Nous ajoutons maintenant : tous les démocrates véritables et conséquents de Russie doivent devenir des social-démocrates."

Je ne commenterai pas ce texte de Lénine, je me contenterai d'un rapide constat. Pour commencer, qu'est-ce qu'il est difficile de devenir de véritables "*social-démocrates*", on dirait communistes de nos jours (ou depuis un siècle) !

Ce passage demeurera incompréhensible aux gauchistes, je pense qu'il est approprié à la question catalane : "*Les social-démocrates soutiennent (...) la grande bourgeoisie contre les aspirations réactionnaires de la petite bourgeoisie.*". J'avoue qu'il m'est arrivé de ne pas toujours en tenir compte en réagissant trop hâtivement aux dérives opportunistes.

J'ai noté également que les partisans et les adversaires du processus de l'indépendance de la Catalogne ne manqueront pas de se saisir de certains arguments figurant dans ce texte pour justifier leur position... en les sortant de leur contexte, et c'est justement pour cette raison, parce que j'estime qu'ils sont inappropriés que j'ai préféré ne pas y faire référence, et qu'en guise de réponse aux uns et aux autres j'ai reproduit le bref passage ci-dessus qui s'adressent aux et aux autres.

Lénine insista sur un point capital que nos dirigeants négligèrent totalement, à savoir qu'inlassablement et patiemment il fallait expliquer aux travailleurs et aux militants pourquoi nous adoptions telle ou telle position, ce que je me suis employé à faire dans les causeries depuis près de 10 ans, tout en ignorant si j'avais été compris ou non et par qui, puisque mes lecteurs continuent de faire preuve d'ostracisme à mon égard, mais bon, c'est leur problème et pas le mien.

Communiqué du POID.

Bas les pattes devant la République catalane !

Ce 27 octobre, le Parlement de Catalogne a, par une résolution, décrété que « la Catalogne constitue un État indépendant sous la forme d'une République » et décidé d'engager « un processus constituant ». Cette déclaration est conforme au résultat du référendum du 1er octobre. Elle est conforme à l'exigence démocratique : c'est au peuple catalan de décider de son avenir, et à lui seul !

Depuis que cette déclaration a été connue, c'est un véritable déchaînement contre la République catalane :

- le gouvernement Rajoy s'est engagé dans une escalade de répression : mise sous tutelle de la Catalogne (article 155), poursuites contre le président de la Généralité pour « rébellion » ;

- l'Union européenne, l'administration Trump, Macron et tous les gouvernements des grandes puissances capitalistes condamnent la proclamation de la République et se rangent derrière Rajoy et la monarchie ;

- en Espagne même, tous les dirigeants des principaux partis, y compris les partis de « gauche » (notamment PSOE et Podemos) condamnent la proclamation de la République et se rangent derrière la monarchie. Il est clair que la proclamation de la République de Catalogne ouvre une brèche dans le système institutionnel de la monarchie franquiste mis en place il y a quarante ans dans la continuité de la dictature de Franco.

Dans cette brèche peuvent s'engouffrer tous les peuples de l'État espagnol, du Pays basque à la Galice, de l'Andalousie à la Castille, pour proclamer à leur tour leurs Républiques et engager partout le processus constituant permettant aux peuples eux-mêmes de décider ce que doivent être le contenu social et la forme d'une véritable union libre des Républiques libres d'Espagne.

C'est aux peuples de décider. Le Parti ouvrier indépendant démocratique, qui combat en France contre le régime de la V e République et contre l'Union européenne, pour l'unité pour chasser le gouvernement Macron-Philippe, pour l'union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe, réaffirme sa solidarité avec le peuple et les travailleurs de Catalogne, et ceux de toutes les régions d'Espagne en lutte pour la démocratie et contre la monarchie. Ne touchez pas au peuple catalan ! Fin.

Si l'Espagne n'est pas une République au sens propre du terme (lequel d'ailleurs?), elle est une monarchie parlementaire où la royauté ne possède aucun des trois pouvoirs (législatif, exécutif, judiciaire), hormis la présence du roi, les institutions sont comparables ou ont un fonctionnement tout aussi antidémocratique que la République française par exemple. Les députés sont élus au suffrage universel et le parti qui détient la majorité nomme le Premier ministre qui forme le gouvernement, etc. De plus tous les Espagnols bénéficient de la même Constitutions et des mêmes droits, ce qui correspond à une République, qui rappelons-le ne signifie pas démocratie ; la République romaine qui a fait suite à la monarchie des rois Étrusques était en réalité une oligarchie patricienne (les patriciens appartenaient de par leur naissance à la classe supérieure des citoyens romains.), à une autre époque il existera en France une République censitaire où seuls ceux qui avaient les moyens de payer le cens pouvaient être électeurs ou éligibles. Dans la démocratie grecque de l'Antiquité, les femmes et les esclaves n'avaient pas le droit de vote.

En fait, en République la démocratie s'arrête où commence l'oppression d'une classe sur une autre, et son champ d'application où le cadre dans lequel elle s'exerce est défini par les rapport sociaux en vigueur qui en fixent le contenu et les limites. C'est le développement économique et l'existence des différentes classes sociales qui légitiment le processus politique aboutissant à la République, sans que ce soit un modèle de société idéal qui ne sera atteint que lorsque les classes sociales auront disparu. On peut observer de nos jours que quels que soient les régimes en places ou le niveau de développement économique dans les différents pays, tous ou presque ont dû adopter la République à des degrés très différents, qu'ils s'en réclament ou non peu importe, dans la mesure où ils ont tous adopté une Constitution et disposent d'un parlement, sans préjuger ici du contenu de leur Constitution, des droits politiques dont disposent leur peuple ou du fonctionnement de leurs institutions, qui seront forcément plus ou moins antidémocratiques, puisque c'est la même classe qui détient le pouvoir ou une minorité exploite et opprime la majorité du peuple. La nature sociale de la République est déterminée par les rapports sociaux existant entre les classes, et c'est elle qui détermine le contenu et les limites des droits dits égaux consentis à tous les citoyens, autrement dits ces droits ne doivent pas empiéter sur les intérêts de la classe qui détient le pouvoir, et lorsqu'il arrive exceptionnellement que ce soit le cas au cours de la lutte des classes, par exemple au détour d'un référendum, ces droits sont piétinés ou suspendus, voire supprimer. Sous un régime capitaliste, les droits accordés aux citoyens ou l'exercice de ces droits doivent demeurer compatibles avec la nature de classe de la République, ils ne peuvent porter atteinte à la domination de classe de la classe qui détient le pouvoir, celle des capitalistes. Le combat pour une République en Catalogne s'inscrit-il dans cette perspective, revêt-il ce contenu révolutionnaire, je n'en ai pas du tout l'impression.

L'existence d'un roi dans certains pays en Europe témoigne de l'arriération politique des masses qu'on le veuille ou non. C'est assurément un anachronisme à notre époque, mais peut-être pas tant que cela quand on regarde par exemple la Constitution de la Ve République qui octroie des droits exorbitants au Président de la République digne d'un monarque, peut-être même supérieurs à ceux dont disposent les rois d'Espagne ou d'Angleterre, et pourtant le brave peuple français s'en accommode très bien, pour le meilleur et le pire, inutile de préciser comment se répartissent le meilleur et le pire, vous le savez aussi bien que moi.

J'ai relevé cette conversation sur le Net :

- Tu prétends qu'un Etat peut être monarchique et démocratique à la fois en te basant sur l'Espagne, qui est une monarchie parlementaire. Là où tu te plantes, c'est qu'une monarchie parlementaire est une forme de démocratie, et non une forme de monarchie.

Si tu regardes la définition de monarchie, tu remarqueras qu'une monarchie doit être régie par un monarque. Or ce n'est pas le cas en Espagne ou en Angleterre.

Il ne faut pas confondre :

- République et démocratie.

- Monarchie et régime autoritaire.

Dans les deux lignes le premier mot décrit la philosophie du régime, le second son mode de fonctionnement.

N'ayant pas le temps de m'éterniser sur cette question qui nous divise une fois de plus, terminons dans la bonne humeur :

- Michel Audiard : "La dictature c'est « ferme ta gueule ! », la démocratie c'est « cause toujours !»".

Un internaute - On croit naïvement que la république est démocratique, elle est en fait une ploutocratie, un régime de l'argent, un système clientéliste.

Disons qu'une République sans démocratie, c'est l'équivalent d'une monarchie sans couronne, le régime qui existe en France. Seul le prolétariat révolutionnaire au pouvoir peut instaurer une République démocratique digne de ce nom. A suivre.

Un épilogue écrit tard dans la soirée et le lendemain matin.

Monarchie parlementaire ou République placées sous la tutelle de Bruxelles, qu'est-ce que cela change, qu'est-ce que les travailleurs espagnols devraient en attendre ?

La question est de savoir si les travailleurs espagnols et pas seulement ceux de Catalogne considèrent la monarchie parlementaire comme une République, sachant qu'elle fonctionne comme telle ou qu'elle en a pratiquement tous les attributs. Si tel est le cas, le combat pour une République en Catalogne est destiné à se terminer dans une impasse, parce qu'il ne sera pas soutenu par la majorité des travailleurs des 16 autres régions de l'Espagne.

Au regard des éléments que nous avons passé en revu, le combat pour une République catalane ne correspond pas aux tâches que le prolétariat espagnol devrait se fixer, qui devraient être axées contre la Constitution et les institutions nationales et régionales dans la perspective d'une République sociale (ou socialiste) espagnole rompant avec le capitalisme et l'UE. Et c'est la classe ouvrière avec les partis et les organisations luttant à ses côtés qui devrait assumer la direction de ce combat politique.

Il y a ceux qui en appel à des principes, et il y a ceux qui préfèrent partir des faits

On pourrait assimiler les principes à des aphorismes, un condensé d'une théorie ou la conclusion concise d'une réflexion qui s'exprime en quelques mots. Mais on ignore sur quoi ils reposent.

Les faits et leur enchaînement présentent l'avantage de permettre à chacun de percevoir clairement le rôle et les rapports de chacun des acteurs politiques, de discerner leurs intentions ou leurs objectifs qui sont parfois inavouables, donc ils aident les travailleurs ou les militants à mieux comprendre un évènement ou la situation, d'en tirer un enseignement pour la suite de leur combat politique, à progresser.

Quand on vous dit qu'il faut adopter telle ou telle position au nom d'un principe, par exemple celui du droit des peuples à disposer librement d'eux-mêmes, du droit à leur autodétermination, cela ne vous renseigne pas sur la situation réelle dans un pays, sur les rapports existant entre les classes, sur l'état d'esprit des masses, bref, c'est une déclaration qui ne présente pas plus d'intérêt qu'une déclaration de principe, vous n'êtes pas plus avancé ou vous n'en saurez pas davantage. Après on s'étonne que recourir à un tel procédé ne permette pas de construire le parti, on a presque envie de dire heureusement !

Maintenant il arrive qu'il y en ait qui évoquent des faits, par exemple une grève, une manifestation, sans qu'ils nous disent quelle en était l'orientation politique, quel était l'état d'esprit des travailleurs qui y ont participé, ils nous en proposent une interprétation qui est censée être celle des travailleurs, alors qu'en réalité il s'agit de la leur qui sert juste à faire coïncider la réalité avec leur théorie, ils se substituent aux travailleurs, et comme par la suite généralement les évènements les désavouent ou ne se déroulent pas comme ils les avaient prévus, il est très facile de les confondre ou de comprendre qu'on avait à faire à des gens peu sérieux.

Personnellement, je suis bourré de principes, mais je suis bien obligé de les adapter à la réalité, cela m'est d'autant plus facile qu'étant Français et vivant en Inde, il m'a bien fallu admettre que je ne pouvais pas appliquer tels quels les mêmes principes en Inde qu'en France, au point qu'à chaque fois qu'un principe me vient à l'esprit, je dois me poser la question de savoir comment je dois l'adapter en Inde, s'il est valable ou si je dois y renoncer, et quand il m'arrive encore, mais de plus en plus rarement de l'oublier, cela me joue de vilains tours, et je me sermonne pour avoir manqué de vigilance ou de conscience. En fait, je dois me

poser cette question chaque fois que je croise une personne différente ou la même personne dans des conditions différentes. Du coup, je suis choqué de voir que des militants recourent à des principes avec une telle légèreté.

Loin de moi l'idée d'opposer nos principes aux faits, ce que j'ai voulu dire, c'est que les principes ne pouvaient pas se substituer aux faits et à leur analyse avant d'en tirer une conclusion théorique ou pratique, car ce serait prendre le risque de se méprendre sur la réalité et d'adopter une position erronée ou pire encore.

Lorsque l'OTAN et la France ont bombardé la Libye, on nous a dit qu'il fallait s'y opposer par principe, c'était complètement stupide ou improductif, car il aurait suffit d'évoquer la situation réelle en Libye pour comprendre ce qui se passait réellement et condamner ce bombardement. Le fait d'avoir occulté les faits a fait perdre toute crédibilité au principe évoqué, du coup cette position qui était juste devenait suspecte pour ne pas dire infondée, elle perdait toute légitimité, ce qui en conséquence faisait le jeu de ceux qui bombardaient la Libye.

Il faudrait demander à ceux qui ont fait référence à ce principe pour justifier leur position, pourquoi ils n'ont pas évoqué les faits tout simplement, puisqu'ils permettaient de comprendre immédiatement qu'on avait à faire à une machination, à un énorme mensonge de l'OTAN et de Sarkozy pour justifier le bombardement de la Libye, tout comme précédemment l'Irak. Ils n'ont pas nié la version falsifiée des faits produite par l'OTAN et le gouvernement français ou l'ensemble des médias aux ordres, craignaient-ils de les affronter, c'est une question qu'on est en droit de se poser, surtout sachant après coup qu'ils récidiveront avec la Syrie.

Pensaient-ils que des principes gravés dans le marbre feraient davantage l'unanimité parmi leurs militants ou le mouvement ouvrier, plutôt que des faits censurés par l'OTAN et le gouvernement français, ainsi que les médias ? Craignaient-ils de passer pour des réactionnaires en se référant à des faits qui étaient à l'avantage de Kadhafi ? N'ont-ils pas déformé délibérément la réalité en procédant à un non-dit, en se camouflant derrière un principe dont finalement ils n'étaient pas dignes ? Pourquoi ont-ils ménagé l'OTAN et le gouvernement français au détriment du peuple libyen ? Au nom d'un principe ? Lequel ? Inavouable assurément.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'en se présentant de la sorte ils pouvaient se faire passer pour des opposants résolus à l'OTAN et au gouvernement français, sans se mouiller avec Kadhafi qui était présenté comme un terrible dictateur, ce qu'il était beaucoup moins que les chefs d'Etats occidentaux et leurs vassaux africains, même en condamnant le bombardement de la Libye par l'OTAN et le gouvernement français, ils demeuraient en quelque sorte fréquentables à leurs yeux, leurs alliés, ils n'avaient pas franchi la ligne rouge qui aurait consisté à révéler le pot aux roses ou l'imposture qui avait servi de prétexte à l'agression de la Libye, de manière à ce que la population française tenue dans l'ignorance des faits approuve la décision du gouvernement de bombarder ce pays.

Ce n'est là ni une accusation ni une interprétation, ce sont strictement les faits. Je peux en parler tranquillement, puisque dans un premier temps je me suis fait piéger par la propagande officielle, et lorsque j'eus connaissance des faits réels, je rectifiai immédiatement ma position et condamnai le bombardement de la Libye.

Avant-hier soir j'ai regardé une vidéo sur la Syrie. J'ai écouté le récit d'une habitante d'Homs, une des plus grandes villes de Syrie.

Elle raconta qu'un jour les barbares ont débarqué dans le centre ville et ils ont mis en joug les hommes et les femmes qui se trouvaient là. Ils les séparèrent, les femmes d'un côté et les hommes d'un autre. Ils firent mettre nu toutes les femmes, ils les enchaînèrent aux chevilles et aux poignets, puis ils les exhibèrent devant la population. Parmi elles, il y en avait une qui était enceinte. Un barbare dégaina son sabre et lui ouvrit le ventre, il en sortit le foetus, il lui coupa la tête et il shoota dans ce qui restait. Cela dépasse en cruauté tout ce qu'on peut imaginer.

Sachant que ces monstres de cruauté sont armés notamment par la France, ménager ou discuter avec le gouvernement français (actuel de Macron et les précédents sous Hollande), c'est être le complice de ces (et ses) actes monstrueux, c'est se compromettre à jamais. On est bien gouverné par des barbares, on commence seulement à le découvrir ou à s'apercevoir que l'on vit sous une dictature impitoyable. Il n'y a pas eu d'immenses manifestations en soutien aux peuples libyen et syrien en France. A force de présenter le régime en France comme démocratique, il avait la légitimité pour bombarder la Libye, légitimité escroquée, mais légitimité tout de même, il n'en fallait pas plus pour que Sarkozy puisse agir à sa guise pour une bonne cause, délivrer un peuple d'un tyran sanguinaire, imaginaire.

Autre chose.

Nous sommes en train d'assister depuis la campagne électorale présidentielle américaine à un gigantesque affrontement entre deux clans au sommet de l'oligarchie anglo-saxonne dont on ignore encore lequel l'emportera sur l'autre. Il concerne la tactique à adopter face à la crise du capitalisme et aux attentes ou aux exigences de plus en plus pressantes et nombreuses du prolétariat mondial qui en sont à l'origine, sans renoncer à la stratégie qu'ils ont adoptée pour pérenniser leur domination de classe.

Maintenant essayons de voir dans un premier temps quelles sont les exigences de ces deux clans de l'oligarchie en tentant d'être le plus clair possible, sachant que Trump doit adopter une orientation politique qui satisfasse à la fois les milieux d'affaires et l'armée ou le Pentagone qui sont d'ailleurs omniprésents dans son gouvernement. Comme aucun des deux clans en présence ne

peut l'emporter sur l'autre, il faudrait peut-être dire pour être plus précis qu'aucun des deux clans ne peut l'emporter sans l'autre ou ne pourra avancer vers leurs objectifs communs, son orientation politique sera une combinaison des tactiques adoptées par ces deux clans que l'on pourrait résumer ainsi : la voie privilégiant la diplomatie et les moyens de pression classiques pour le clan soutenant Trump, et la voie privilégiant la guerre ou la guerre de basse intensité pour le clan représenté par Obama et H. Clinton, les deux étant orientés vers les mêmes objectifs économiques et politiques : intégrer la Russie et la Chine dans leur stratégie et neutraliser le mouvement ouvrier international, tout en conservant leur hégémonie sur le marché mondial et en instaurant un nouvel ordre politique mondial. Le clan de Trump n'oeuvre pas à l'éclatement de la Russie et de la Chine, contrairement à l'autre clan. Ce dernier soutient l'indépendance de la Catalogne, alors que celui de Trump y est opposé. On retrouve la même fracture sur l'Irak et la Syrie.

Cette orientation politique étant une combinaison des tactiques adoptées par les deux clans rivaux, elle se traduira par des concessions de part et d'autre sans forcément changer de ton ou que cessent leurs provocations ou accusations respectives que les médias se chargeront de répercuter de manière à entretenir la confusion sur leurs réelles intentions, pendant qu'ils appliqueront leur politique. Il ne faut donc pas s'attendre non plus à ce qu'ils cessent leur guerre idéologique et psychologique contre les masses, et on peut déjà prédire qu'ils vont s'employer à renforcer les instruments dont ils disposent déjà pour accentuer leur contrôle des peuples, tout en maintenant toutes les lois liberticides qu'ils ont adoptées. La propagande destinée à s'attaquer hypocritement aux préjugés des masses et à semer la division au sein de toutes les classes ou le chaos devrait s'amplifier, pendant qu'ils continueront à s'attaquer aux droits sociaux et politiques de tous les peuples exploités et opprimés. Sur ces deux points là ils sont d'accord.

Le clan des néolibéraux représenté par Trump constatant que la voie de la guerre adoptée par celui d'Obama, Clinton ou Mc Cain n'avait pas permis de réaliser des pas significatifs pour intégrer la Russie et la Chine dans leur stratégie, il compte s'y prendre autrement pour atteindre plus rapidement cet objectif, en employant la voie de la diplomatie, mais Trump ne peut pas recourir directement à cette voie, parce que le clan adverse contrôle l'ensemble des institutions internationales, ainsi que l'administration américaine et la quasi-totalité des médias, il est donc obligé de tenir un discours belliqueux envers la Russie, la Chine, la Corée du Nord, l'Iran et la Syrie pour satisfaire les partisans de l'autre clan, en quelque sorte cela les occupe, et pendant ce temps-là il applique sa politique qui consiste à associer ces pays à la stratégie américaine, alors qu'elle est en totale contradiction avec son discours. Trump va devoir faire des concessions politiques à la Russie et la Chine, tandis qu'ils n'interfèreront pas dans les affaires du Pentagone pour être agréable à l'autre clan de l'oligarchie et justifier au passage les gigantesques dépenses militaires américaines, bref, il faut bien contenter tout le monde, y compris le clan de la guerre au sein de l'oligarchie anglo-saxonne et du Pentagone.

Le changement de cap annoncé en Arabie saoudite fait partie de cette nouvelle orientation de la politique américaine, il est à mettre au compte du clan de Trump. De la même manière que le dernier rapport de l'ONU accusant Bachar al-Assad d'avoir utilisé des armes chimiques est à mettre au compte du clan Obama-Clinton, tandis que Trump a cessé d'armer les barbares en Syrie.

Quant à l'Union européenne, c'est la chasse gardée des Américains que leurs multinationales ont entrepris de dépecer (Alstom, par exemple) ou piller ou encore de contrôler, ce qui ne les empêche pas de s'associer à des multinationales russes ou chinoises. Et il se peut que Trump conserve la politique initiée sous la présidence d'Obama consistant à entretenir un foyer de guerre contrôlé (Ukraine) histoire de satisfaire l'OTAN et les généraux les plus belliqueux du Pentagone, ce qui présente d'autres avantages politiques, notamment d'entretenir un climat délétère ou une menace permanente de guerre entre les pays de l'UE et la Russie propice au développement de la xénophobie et de l'extrême droite, tout en satisfaisant le lobby militaire et permettre toute sorte de trafic d'armes.

Dans ces conditions, l'UE ne sera pas amenée à renforcer son pouvoir face aux Etats-Unis, bien au contraire, et Trump aura le choix entre adopter le traité de libre échange qui a été ajourné si les conditions politiques le permettent, si l'oligarchie le juge encore utile, sinon il soutiendra les gouvernements de l'UE qui adoptaient des mesures comparables à celles contenues dans ce projet de traité et qui sont favorables aux multinationales, peu importe la voie ou les moyens du moment que leur objectif serait atteint.

Tout cela peut sembler fort compliqué pour comprendre ce qui se passe réellement aux Etats-Unis, entre ces deux clans qui s'affrontent et qui tiennent un double langage et jouent un double jeu, les dirigeants des autres pays ne comprenant pas forcément ce qui est en jeu ou leurs intentions respectives, les médias non plus, les dirigeants du mouvement ouvrier encore moins, bref tout le monde y va de son interprétation et contribue au chaos général qui semble prédominer, pendant qu'en réalité l'oligarchie applique sa stratégie et les masses sont en proie à la pire des confusions les conduisant à la paralysie.

Est-ce clair ? On aura compris pourquoi au premier abord les travailleurs ont du mal à s'imaginer ce qui se passe réellement ou à s'y retrouver. Il y a les discours et il y a les faits. Les deux sont animés par des intentions inavouables. Ils privilégient des moyens ou des voies différentes pour parvenir au même but : nous réduire en servitude et nous exploiter, tout en nous réduisant à l'impuissance pour nous empêcher de nous soulever contre leur régime totalitaire. Il faut donc les combattre sur tous les fronts à la fois.

On peut facilement tomber dans le piège en adoptant la propagande du clan d'Obama-Clinton, et prendre au premier degré les déclarations de Trump que ce soit en les soutenant ou en les condamnant, dans tous les cas de figure, si vous vous placez sur ce terrain-là vous serez perdant à tous les coups ou vous aurez tout faux. Alors ils sont légions ceux qui se font piéger. Cela revient

à devoir démêler le vrai du faux, le fictif ou imaginaire du réel, le mensonge de la vérité. Ce qui est bien réel, c'est l'exploitation, les inégalités abyssales, les injustices monstrueuses, l'absence de libertés et les guerres, le chaos, la barbarie. Un tableau si laid, si triste qu'il doit inspirer la résistance et la révolte, et non la résignation et le désespoir.

Les articles suivants apportent des précisions.

- Trump reprend le combat contre l'establishment US par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 24 octobre 2017

(Source : http://www.voltairenet.org/article198471.html)

- La « Révolution » de Trump en difficulté, par Alastair Crooke - Les-Crises.fr 27.10 (Source : Alastair Crooke, Consortium News, 25-02-2017 ; https://consortiumnews.com/2017/02/25/trumps-embattled-revolution/

Alastair Crooke est un ancien diplomate britannique, qui était un responsable de haut rang du renseignement britannique et de la diplomatie de l'UE. Il est le fondateur et le directeur du forum Conflits.

Exercice pratique.

Chaque fois qu'on tombe sur un article sur la situation aux Etats-Unis, il ne faut surtout pas prendre pour argent comptant son contenu, parce que le plus souvent les rapports entre les différents acteurs qui y figurent sont déformés ou ne correspondent pas à la réalité. En voici un exemple.

« Above all » – La Junte tente d'élargir son pouvoir par Moon of Alabama — 24 octobre 2017

Dans une campagne de publicité de 2008, l'armée de l'air américaine s'est déclarée « Above all*». Le slogan et le symbole de la campagne étaient les mêmes que ceux de la campagne allemande « Deutschland Über Alles**» de 1933. Cela annonçait ce qui allait arriver.

Par Moon of Alabama - 22 octobre 2017

Jeudi, Masha Gessen a regardé le point-presse du secrétaire général de la Maison Blanche, le général John Kelly, et est arrivée à cette conclusion:

Le point-presse a permis de se rendre compte ce de ce à quoi ressemblerait un coup d'État militaire dans ce pays, car c'est dans la logique d'un tel coup d'État que Kelly a avancé ses quatre arguments.

1.Ceux qui critiquent le président ne savent pas de quoi ils parlent parce qu'ils n'ont pas servi dans l'armée. …

2.Le président a fait ce qu'il fallait faire parce qu'il a fait exactement ce que son général lui a dit de faire. ..

3.La relation entre le président et la veuve d'un soldat ne regarde personne, sauf eux-mêmes. …

4.Les citoyens sont classés en fonction de leur chance de mourir pour leur pays. …

Gessen retarde. Le coup d'État s'est produit il y a des mois. Une junte militaire contrôle étroitement la politique de la Maison Blanche. Elle tente maintenant d'étendre son pouvoir. (C'est comme si on disait qu'aujourd'hui ou hier l'oligarchie financière venait de s'emparer du pouvoir aux Etats-Unis, alors qu'en réalité elle le détient depuis la création de la Fed en 1913, avant même en fait. Du coup, la manière dont les différents facteurs et leurs rapports sont analysés ou interprétés sont faussés ou erronés. - LVOG)

Depuis le début, Trump est le candidat de l'armée. Les deux autres centres de pouvoir du triangle du pouvoir, le monde des affaires et le gouvernement exécutif (CIA), soutenaient Clinton. Le candidat du Pentagone a vaincu la candidate de la CIA. (Comme dans le combat de ces derniers mois à Raqqa – avec le même résultat.) (En réalité les choses sont plus compliquées, aux deux principaux clans les plus puissants de l'oligarchie financière correspondent des clans à l'intérieur de la CIA, du FBI, du Pentagone, etc. - LVOG)

Le 20 janvier, le premier jour de la présidence du candidat « Tout sauf Hillary », j'ai lancé cet avertissement :

L'armée exigera d'être récompensée en ayant plus de représentants que les trois généraux actuels dans le cabinet de Trump.

Avec l'aide des médias, les généraux de la Maison-Blanche ont défait leur adversaire civil. En août, Trump a abandonné son

pilote idéologique. Steve Bannon a quitté le navire. L'ennemi militaire de Bannon, le conseiller à la sécurité nationale, le général McMaster, a gagné. (Faux, cette interprétation était basée uniquement sur les apparences. On en a eu la preuve ces derniers jours. Pour en avoir la conviction, lire l'article Bannon sème le trouble à Washington publié le 24 octobre par le Réseau Voltaire qui contredit cette version des faits. - LVOG) J'ai écrit:

Une junte militaire dirige maintenant les États-Unis et plus tard j'ai expliqué:

Le succès de Trump en tant que candidat « Tout sauf Hillary » était basé sur une insurrection anti-establishment. Les représentants de cette insurrection, Flynn, Bannon et les électeurs MAGA (Make America Great Again), l'ont piloté à travers les premiers mois de son mandat. Une intense campagne médiatique a été lancée pour les contrer et les militaires ont pris le contrôle de la Maison Blanche. Les insurgés anti-establishment ont été remerciés. Trump n'est plus désormais que la figure publique d'une stratocratie – une junte militaire qui respecte formellement le droit. (Trump a sacrifié Steve Bannon pour temporiser face aux attaques du clan opposé de l'oligarchie... pour mieux imposer des militaires auxquels il n'oserait pas se frotter, et finalement appliquer sa politique. - LVOG)

Les militaires ont pris le plein contrôle du fonctionnement et des décisions et de la Maison Blanche (Cela ne fut-il pas déjà révélé le 11 septembre 2001 ? - LVOG) :

Tout ce qui a de l'importance passe maintenant par la junte … Pour contrôler Trump, la Junte filtre son information et élimine toute opinion un tant soit peu différente … Les membres de la junte dictent leurs décisions à Trump en lui proposant un minimum d'alternatives. Celle qui leur paraît préférable lui est présentée comme la seule possible. « Il n'y a pas d'alternatives, » vont-ils répéter à Trump encore et encore.

Maintenant qu'elle a pris le pouvoir central, la Junte commence à appliquer son idéologie et à interdire toute critique.

Le jeudi 19, Kelly a critiqué la parlementaire Frederica Wilson du sud de la Floride pour avoir écouté (elle était avec la veuve à ce moment-là) un échange téléphonique que Trump a eu avec l'épouse d'un soldat tué au combat :

Kelly a ensuite poursuivi sa critique de Wilson, en disant qu'à l'inauguration du Miramar, le bâtiment du FBI, en 2015, elle avait insisté dans son discours sur le fait qu'elle « avait trouvé l'argent » pour le bâtiment.

La vidéo du discours de l'élue démocrate de la Chambre des représentants (lien ci-dessus) prouve que ce que les allégations de Kelly sont fausses. Mais on n'a plus le droit de le dire. La junte, par définition, ne ment pas. Quand le lendemain les journalistes ont interrogé la secrétaire du service de presse de la Maison Blanche sur l'attaque injustifiable de Kelly, elle a répondu:

Mme SANDERS: Si vous voulez vous attaquer au général Kelly, c'est votre problème. Mais je pense que.. que… si vous voulez vous lancer dans un débat avec un général de marine quatre étoiles, je pense que c'est quelque chose de tout à fait inapproprié.

Il est désormais « tout à fait inapproprié » de même poser une question à la Junte qui gouverne l'empire. (Pourquoi, était-ce possible du temps de G.W. Bush pour ne pas remonter plus loin ? Toute critique de la version officielle du 11/9 a été censurée, étouffée... - LVOG

La vie des soldats américains, et en particulier des commandants, est dorée. Ils sont dorlotés et protégés. De nombreux emplois civils paient moins et sont plus dangereux. On construit un mythe autour de l'armée américaine à coup des centaines de millions de dollars investis dans les relations publiques et le marketing. L'armée américaine ne gagne pas de guerre, mais ses soldats sont décrits comme de meilleures personnes que le reste de la population. Les soldats eux-mêmes finissent par le croire. À la fin de son point-presse, le général Kelly a dénigré tous ceux qui ne sont jamais allés à l'armée ou pris une cuite :

Avant de quitter les lieux, Kelly a dit aux Américains qui n'ont pas servi dans l'armée qu'il avait pitié d'eux. « Nous ne méprisons pas ceux d'entre vous qui n'ont pas servi », a-t-il dit. « En fait, d'une certaine manière, nous sommes un peu désolés pour vous parce que vous n'avez jamais ressenti la merveilleuse joie qu'on ressent dans son cœur quand on fait ce que font les hommes et les femmes qui servent dans l'armée – pour la simple et unique raison qu'ils aiment leur pays. »

« Nous ne vous méprisons pas. Nous vous considérons comme de pitoyables créatures inférieures. » Quel foutu connard ! (Vous devriez plutôt vous demander pourquoi il vous prend pour des connards, et si quelque part les faits ne lui donne pas raison, cherchez bien, il y a matière à réflexion dans ce domaine. - LVOG)

Si les soldats sont à l'armée « pour la simple et unique raison qu'ils aiment leur pays », pourquoi veulent-ils à être payés? Pourquoi demande-t-on au public de financer 200 terrains de golf pour l'armée ? Parce que les soldats « aiment leur pays »? Seuls environ 10 000 sur les quelques 2 000 000 de soldats américains n'iront jamais sur une vraie ligne de front.

Et imaginez la « merveilleuse joie » que Kelly a dû ressentir « dans son cœur » lorsqu'il commandait le camp de torture illégal

de Guantanamo Bay:

Kelly traitait avec brutalité la population de détenus, non inculpés ni reconnus coupable de crimes, sur la détention desquels il avait un contrôle total. Sa réponse à la grève de la faim pacifique des détenus en 2013 a été le gavage punitif, l'isolement et les balles en caoutchouc. En outre, il a saboté les efforts de l'administration Obama pour transférer ou rapatrier des détenus, sapant constamment la volonté de son commandant en chef.

L'ancien capitaine de l'armée américaine maintenant directeur de la CIA, Mike Pompeo, a fait ses études à l'académie militaire des États-Unis à West Point. Il fait partie du cercle de la Junte, aux premières loges pour contrôler la compétition. Pompeo veut aussi ressentir cette « merveilleuse joie ». Vendredi, il a promis que la CIA deviendrait une « agence beaucoup plus féroce ». Au lieu de se contenter de faire subir le supplice de l'eau aux « terroristes » et de bombarder avec des drones les familles de couleur, la CIA plus féroce de Pompeo violera les enfants des « terroristes » et rasera à la bombe des villages entiers. Pompeo a dit cela lors d'une rencontre de la Junte avec les fauteurs de guerre néo-conservateurs.

Le 19 octobre, Mattis, le secrétaire général de la Défense a été interrogé au Congrès sur le récent incident au Niger au cours duquel plusieurs soldats américains ont été tués. Mattis a instauré (vidéo 17h29) un nouveau critère plutôt curieux pour le déploiement des troupes américaines:

Chaque fois que nous engageons des troupes quelque part, nous nous posons une simple et unique question que voilà : la présence de nos troupes à cet endroit va-t-elle améliorer suffisamment le bien-être du peuple américain ? Cela vaut-il la peine de risquer la vie de nos soldats ?

Dans son point-presse du 20 octobre, le général Kelly a également tenté d'expliquer pourquoi les soldats américains se trouvaient au Niger:

Alors pourquoi étaient-ils là? Ils travaillent là-bas avec des partenaires, locaux – partout en Afrique – dans ce cas, le Niger – ils travaillent avec des partenaires, ils leur apprennent à devenir de meilleurs soldats; ils leur apprennent à respecter les droits humains …

L'armée américaine est-elle vraiment qualifiée pour apprendre à quiconque à respecter les droits humains? A-t-il appris cela en perpétrant des atrocités de masse dans à peu près toutes ses campagnes?

L'un des soldats tués au Niger alors qu'il « enseignait le respect les droits humains » était « un spécialiste en chimie, biologie, radiologie et nucléaire » de 39 ans, avec « plus d'une douzaine de récompenses et de décorations » à son actif.

L'armée américaine a envoyé un spécialiste des Armes de Destruction Massive de haut niveau sur une « patrouille de routine » au Niger pour apprendre aux soldats locaux « à respecter les droits humains », ce qui sans nul doute va « améliorer suffisamment le bien-être du peuple américain » ?

Quelqu'un va-t-il vraiment acheter ce bobard?

Mais qui oserait poser la moindre question de plus à ce sujet ? C'est « tout à fait inapproprié » de douter de ce que dit l'armée. Bientôt cela sera carrément « verboten ». Soyez en sûrs, toute question sera qualifiée de « fake news » causée par une tortueuse influence étrangère. Celui qui osera poser des questions sera exclu des médias.

L'armée est maintenant vraiment « Above All ». Ce slogan de l'armée de l'air était un remake de la campagne de 1933 « Über Alles » de l'Allemagne. Espérons que la ressemblance historique s'arrêtera là !

http://arretsurinfo.ch/above-all-la-junte-tente-delargir-son-pouvoir/

*Au-dessus de tout

** L'Allemagne au-dessus de tout

Source: http://arretsurinfo.ch/above-all-la-junte-tente-delargir-son-pouvoir

Je me suis arrêté de commenter la suite de cet article qui n'était qu'un tissu de lieux communs ou qui relatait des faits sans intérêt.

Moon of Alabama incarne ce qu'ils appellent la gauche réformiste, progressiste ou démocratique, le courant politique dont sont issus ou auquel sont affiliés tous les partis sociaux-démocrates et ceux qui sont le produit de leurs scissions (MRC, PG, FI, etc.) depuis un siècle. Ils présentent tous la particularité d'être étranger au socialisme ou de représenter une idéologie en rupture

avec les bases du socialisme à défaut de s'engager dans la voie de la rupture avec le capitalisme.

Cette idéologie qui se développera à la fin du XIXe siècle sera férocement combattu par Engels, puis par Lénine et les marxistes au début du XXe siècle. C'est cette même gauche révisionniste du socialisme, résolument anti-marxiste, anti-communiste, contre-révolutionnaire et inféodée au capitalisme qui gangrènera le mouvement ouvrier américain en le subordonnant au Parti démocrate. Et beaucoup plus tard en France, ce sera cette même gauche qui favorisera l'éclosion du parti de Macron, La République en Marche (LREM), et qui dans d'autres pays donnera naissance à des partis ou coalitions de courants constituant des partis auxquels seront associés des déçus du stalinisme qui auront adopté son idéologie réactionnaire (Syriza, Podemos, etc.).

Moon of Alabama n'envisage nullement d'affronter l'armée ou les institutions américaines, ils ne combattent pas à leur abolition, non, ils s'en accommodent très bien, ils leur reprochent juste de ne pas servir le peuple travailleur, alors qu'elles ont été créées par et pour les capitalistes. Vous comprendrez pourquoi on ne peut pas se situer sur le même plan qu'eux, celui de notre ennemi, ce qui signifie au passage qu'ils se placent eux-mêmes dans le camp de la réaction.

Mais alors sur quoi repose leur argumentation ? Sur le fait qu'ils nient le développement et la crise du capitalisme, ils sont tellement acquis au capitalisme qu'ils l'idolâtrent littéralement, ils en viennent à vouloir faire jouer un rôle à ses représentants pour lequel ils n'ont pas été programmés et élus, de la même manière qu'ils parent le capitalisme de vertus qu'il n'a jamais eu et n'aura jamais, et évidemment ils agissent de la même manière envers les institutions ou la Constitution qui seraient à les entendre les garantes de la démocratie, qui elle non plus n'a jamais existé aux Etats-Unis.

Autrement dit, leur idéologie, tout leur discours reposent sur une imposture, un déni de la réalité, c'est du domaine de la supercherie, de l'escroquerie politique destinée à tromper les travailleurs, service en échange duquel les capitalismes leur accordent des privilèges ou ménagent leurs intérêts, et quand ils ne sont pas à la hauteur de leurs attentes ou que les capitalistes se montrent ingrats envers eux, ils hurlent au scandale, ils s'indignent, ils font mine de se rebeller, pour ensuite sous la menace rentrer sagement dans le rang.

Parole d'internaute.

1- Je ne sais pas, j'ai le vague sentiment que depuis plusieurs décennies les gens s'indigne de ses choix qui s'imposent à nous contre notre volonté sans que cela ne produise d'effets tangibles sur la tendance au long cours. De manière épisodique il y a bien comme un petit vent de fraîcheur, un bulle d'air, ceci mis à part c'était la marche forcée, c'est toujours la marche forcée, demain sera encore de la marche forcée.

2- De toute manière, si nous ne nous décidons pas à prendre les armes tous ensemble, il ne servira à rien de continuer à se lamenter.

3- Vous prêchez un converti pour ainsi dire. Mais il faut faire sienne, aussi bien par pragmatisme que par pur cynisme, une forme de dialectique de combat encore inédite à ce jour.

En substance, comme disait l'autre, nous sommes légions. Nous aussi nous sommes légions et le moment venu, nous serons absolument impitoyables. Qu'ils le sachent.

Nos ennemis mortels – car ils sont nos ennemis mortels, ne vous y trompez pas – ne s'imaginent pas à quel point, actuellement, ils alimentent nos forces et ce faisant deviennent les complices inconscients (et par là-même d'autant plus pathétiques…), de leur propre anéantissement.

4- Je crains que vous n'avez pas bien saisi le danger que représente cette surveillance généralisée!

Avec elle, toute contestation du système en place deviendra impossible. Toute opinion contraire à la pensée dominante est enregistrée et les listes de personnes réputées dangereuses pour le régime existent déjà.

N'oublions pas que les premiers qui furent envoyés dans les camps de concentrations en Allemagne nazie, étaient les opposants au régime et notamment les communistes.

Toute dictature commence par neutraliser ses opposants potentiels et aujourd'hui, cette possibilité est phénoménale.

On n'aurait même plus besoin d'enfermer les « dissidents » , l'envoi d'un drone suffirait à les neutraliser à tout jamais…

La situation est potentiellement bien pire que dans « 1984 »

Il fallait oser le dire.

- Le "*projet initial de la construction européenne, c'était la démocratie*"

Réponse : Mélenchon, vendredi à Athènes. (AFP)

Quand on sait que c'est l'impérialisme américain qui en est à l'origine, on a une idée assez précise du niveau de corruption politique de Mélenchon. C'est un négationniste à sa façon, en le traitant de charlatan on était en dessous de la réalité.

Qu'on se le dise : L'Union européenne n'est pas un instrument de la lutte de classe du capital. Ceci explique cela.

- "*Les règles d'organisation de l'Union européenne opposent les gens les uns aux autres dans les pays et entre les pays: c'est le règne de la compétition générale*", a-t-il regretté. Pour lui, l'Europe est "*facteur de choc civil, de choc guerrier*". AFP 28 octobre 2017

On appelle cela le délitement de la politique, le niveau zéro de la pensée.

Comme quoi il ose tout le populiste assumé.

- "Tenez bon!": en visite à Athènes, Mélenchon "remonte le moral" des Grecs - AFP

En visite dans la capitale grecque pour trois jours, avec quatre autres députés LFI, M. Mélenchon a ouvert le congrès de lancement du nouveau parti de l'ancienne présidente du parlement grec, Zoe Konstantopoulou, "Cap vers la liberté" (Plefsi Eleftherias).

(Il a soutenu le PASOK quand il était au PS, plus tard il a soutenu son clone, Syriza, et maintenant que Syriza au pouvoir applique la politique du PASOK, il soutient un nouveau parti issu de Syriza, et si celui-ci parvenait au pouvoir, il appliquerait la même politique que Syriza, et ainsi de suite. Et chaque fois on nous a dit qu'il fallait soutenir ces partis au nom du front unique ouvrier et pas seulement en Grèce. Quand les militants vont-ils comprendre que leurs dirigeants ont passé leur temps à se foutre littéralement d'eux, quand ? - LVOG)

Et il ne peut pas se passer de la BCE, c'est dans l'ordre des choses.

Le député français a enfin une nouvelle fois appelé à ce que la Banque centrale européenne rachète "la totalité" des titres des dettes souveraines de tous les pays européens pour les mettre ensuite "dans le frigidaire".

Intransigeant avec M. Tsipras, il a jugé que sa "capitulation" devant les exigences de l'Union européenne était "la catastrophe la plus terrible (car elle est) morale, psychologique, spirituelle, affective".

(Mais surtout pas politique... comme la sienne ! On comprend. - LVOG)

Ce qui n'a pas empêché M. Mélenchon de "remercier" les Grecs d'avoir porté le Syriza, dirigé par M. Tsipras, au pouvoir en janvier 2015.

(Quel cynisme ! Je ne suis pas certain que les travailleurs grecs apprécieront. - LVOG)

Les travailleurs qui la paient en sueur et privations de tout ordre seront heureux de l'apprendre.

"Voici le terrible secret: aucun effort ne servira jamais à rien, la dette ne sera jamais payée", a-t-il argumenté. AFP 27 octobre 2017

En France le service de la dette qui représente plus de 40 milliards d'euros chaque année, et qui est le second budget de l'Etat je crois me souvenir, qui le finance, qui paie cette dette sinon les travailleurs sous forme d'impôts et de taxes ou de prélèvements divers. Ce sale type raconte n'importe quoi, il se fout du sort des travailleurs.

Jacques a dit lever la main, LFI lève la main. Jacques a dit baisser la main, LFI baisse la main (ou baiser la main de son souverain...

Harcèlement: les députés LFI plaident pour des "moyens sonnants et trébuchants" AFP

Les députés de la France insoumise ont plaidé jeudi pour des "moyens sonnants et trébuchants" pour lutter contre le harcèlement, arguant que "les mots ne suffiront pas", même s'ils sont "essentiels", dans une tribune publiée dans Le Monde.

Il est la coqueluche des médias-oligarchiques, eux au moins ils ne s'y trompent pas.

Est-ce le rôle de dirigeants censés représenter la classe ouvrière de réclamer le renforcement de l'appareil militaro-policier-judiciaire de l'Etat des capitalistes destiné avant tout à réprimer les exploités et les opprimés? Au fait, tous les militants le savent-ils, en ont-ils conscience ?

Splendeur et décadence de la civilisation humaine. La "lèpre idéologique" qui gangrène lentement mais sûrement les consciences.

Pour l'Académie, l'écriture inclusive est un «péril mortel» - LeFigaro.fr

Les immortels de l'Académie française se sont fendus ce jeudi 26 octobre d'une déclaration au ton alarmiste condamnant vertement l'écriture inclusive. Ils vont même jusqu'à prédire un«péril mortel» pour l'avenir de la langue française. Pour rappel, cette graphie consiste à inclure le féminin, entrecoupé de points, dans les noms, comme dans «mes ami·e·s», pour le rendre «visible». Le «point milieu», ce signe situé à mi-hauteur des lettres, peut être utilisé alternativement en composant un mot comme «lycéen·ne» comme suit: racine du mot + suffixe masculin + le point milieu + suffixe féminin.

Cette pratique défendue par certaines militantes féministes au prétexte que la langue française «invisibiliserait les femmes» a beaucoup fait parler d'elle ces dernières semaines alors qu'un manuel scolaire, destiné à des élèves de CE2, a été publié pour la première fois en écriture inclusive en mars 2017. On peut y lire que «grâce aux agriculteur.rice.s, aux artisan.e.s et aux commerçant.e.s, la Gaule était un pays riche». L'éditeur a expliqué avoir choisi d'appliquer les recommandations du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes datant de 2015.

Prenant acte de la diffusion de cette «écriture inclusive» qui «prétend s'imposer comme norme», l'Académie française élève à l'unanimité une solennelle mise en garde: «La démultiplication des marques orthographiques et syntaxiques qu'elle induit aboutit à une langue désunie, disparate dans son expression, créant une confusion qui confine à l'illisibilité. On voit mal quel est l'objectif poursuivi et comment il pourrait surmonter les obstacles pratiques d'écriture, de lecture - visuelle ou à voix haute - et de prononciation. Cela alourdirait la tâche des pédagogues. Cela compliquerait plus encore celle des lecteurs.

Il est déjà difficile d'acquérir une langue, qu'en sera-t-il si l'usage y ajoute des formes secondes et altérées? Comment les générations à venir pourront-elles grandir en intimité avec notre patrimoine écrit? Quant aux promesses de la francophonie, elles seront anéanties si la langue française s'empêche elle-même par ce redoublement de complexité, au bénéfice d'autres langues qui en tireront profit pour prévaloir sur la planète.»

«Bégaiement cérébral»

Membre de l'Académie française, Michael Edwards, poète, philosophe et traducteur franco-britannique, avait confié début octobre au Figaro à quel point l'écriture inclusive abîmait, selon lui, la langue française. «C'est la chair même du français qui est ainsi rongée, et son esprit qui se trouve frappé d'une sorte de bégaiement cérébral», indiquait-il. Les académiciens avec qui il avait discuté du sujet étaient «scandalisés» mais ont décidé de prendre un peu de temps pour réagir officiellement.

La virulence du communiqué de l'Académie a été peu goûtée, jeudi, par les féministes, comme la militante et «cheffe d'entreprise» Caroline De Haas: «On va tous mourir!», écrit-elle sur Twitter. «Et après, c'est nous qu'on traite d'hystériques...»

Cette condamnation sans appel des académiciens sera-t-elle entendue? Pas si sûr. Depuis 2015 et les recommandations du Haut Conseil à l'égalité entre les hommes et les femmes, l'écriture inclusive, longtemps cantonnée aux associations féministes et aux partis d'extrême gauche, entre peu à peu dans les mœurs.

Plusieurs ministères, institutions, collectivités et universités se sont depuis mises à appliquer peu ou prou ces recommandations. Sur le site du ministère de l'Éducation nationale, il est ainsi désormais question de professeur·es. Le ministère de la Santé, quant à lui, évoque les chirurgien·ne·s-dentistes. Depuis 2016, le Conseil économique, social et environnemental (CESE) s'est engagé très officiellement à écrire de façon inclusive: «Assemblée la plus paritaire de la République française, le CESE est convaincu que les stéréotypes, terreau du sexisme, sont profondément ancrés dans notre société et s'expriment dans le langage et la grammaire.» Le Cnam se définit désormais comme une école d'ingénieure·es «parce que nos formations sont ouvertes à toutes et tous».

Dans certains médias comme TV5Monde, dans des communications du CNRS, cette graphie a fait son apparition. Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'Éducation, lui, n'approuve pas: «On doit revenir aux fondamentaux sur le vocabulaire et la grammaire, je trouve que ça ajoute une complexité qui n'est pas nécessaire.» LeFigaro.fr 26 octobre 2017

Jamais je n'emploierai cette graphie débile qu'une partie de l'extrême gauche la plus décomposée (NPA en tête) - et par bien des aspects la plus réactionnaire (Syrie), a adoptée. La pire réaction leur balance un os à ronger et ils s'empressent de se jeter dessus comme des morfales. Mais les travailleurs s'en foutent complètement, tout comme ils se foutent de cette élite de nantis dégénérés.

Ce n'est pas un hasard, si ce sont les mêmes militants qui refuseront de s'associer avec des militants d'autres partis, au nom de désaccords qu'ils s'emploient à multiplier et qui à leurs yeux sont prioritaires sur ce qu'ils ont en commun, c'est là qu'on s'aperçoit que les intérêts collectifs des travailleurs passent chez eux après leurs intérêts individuels ou de leurs chapelles.

La réaction le sait, elle connaît leurs faiblesses, elle leur balance un appât et eux ils se jettent dessus, ils vont enfin pouvoir faire parler d'eux, ils vont être associés à des gens respectables, ils vont enfin pouvoir remporter une victoire... pendant que sur fond de division le gouvernement en profite pour faire passer des mesures antisociales collectives ! Avec le PS hier, LREM aujourd'hui, ils se retrouvent au côté de la pire réaction, c'est toujours mieux que de se retrouver au côté du POID ou du POI, par exemple.

Au contraire, la langue française devrait être simplifiée, par exemple l'accent circonflexe d'hôtel, de théâtre, etc. est inutile et devrait être supprimé, tout comme le "h" d'héberger ou celui de philanthrope (th). On peut se passer de ces lettres ou accents qui ont une origine étymologique (contraction du "s", par exemple, ostel au XIe siècle, hôtel) ou servent à fournir une indication illusoire sur la manière de prononcer une lettre, que le (phonème) "a" de théâtre soit antérieur ou postérieur, qu'il provienne du devant ou du fond du palais pour faire simple ne le rendra pas plus ou moins audible, ils ont modifié l'orthographe d'évènement en événement, après s'être aperçus que la plupart des gens prononçaient événement.

Commentaires d'internautes

1- Pourquoi dans son commentaire Twitter Mme Haas n'a-t-elle pas écrit "On va tou.te.s mourir"? En fait, cette "règle" est tellement compliquée qu'elle n'arrive même pas à l'utiliser elle-même.

2- "Le Petit Robert contient 60 000 mots.

Les personnes cultivées connaissent 15 000 mots.
Les Français, en moyenne, n'utilisent que 3 000 mots.
Les lycéens maîtrisent 800 à 1 600 mots.
Les 10% de Français les moins éduqués ont 350 à 400 mots à leur disposition (selon le linguiste Alain Bentolila).

Ne soyons pas étonnés du fiasco continu de "l'école ascenseur social". Ne soyons pas non plus surpris par l'essor de l'enseignement privé qui n'en demandait pas tant. L'idéologie gauchiste aura réussi de façon spectaculaire et déplorable à remplacer l'ascenseur social par la fracture sociale."

3- Masculin, féminin, et les trans... les neutres, les non masculin/ féminin? Ils ne sont pas représentés dans cette orthographe sexiste! Je proteste énergiquement, et demande une correction immédiate de ces règles hyper sexuées qui génèrent une nouvelle domination!

4- Dans mon entourage, 100% des femmes interrogées trouvent ça grotesque! Il n'y a guère que quelques féministes hystériques (pléonasme...) pour défendre une telle hérésie! Il faudrait qu'un jour les féministes se rendent compte que leur comportement est presque systématiquement contreproductif.

5- En quoi cette écriture est-elle "inclusive"? Le sens de ce mot est travestis pour des raisons marketing. On pourrait parler d'écriture "polygenre" ou tout simplement "neutre", mais le terme "inclusive" laisse entendre que ses détracteurs sont des personnes qui "excluent" et donc des bêtes à abattre. Décidément, la "bien pensance" et la novlangue qui l'accompagne sont prêts à tout pour monter les gens les uns contre les autres. Heureusement que les femmes n'aiment pas les féministes dans leur majorité, sinon je crois que je n'aimerais plus les femmes.

6- L'écriture inclusive laisse supposer que les lecteurs sont des abrutis finis incapables de faire un quelconque discernement sans qu'on leur explose le mot (faute de l'éducation nationale ?).

7- La lecture procède d'une combinaison reconnaissance visuelle des mots et sens de la phrase: on ne peut modifier d'un coup d'un seul l'orthographe d'autant de mots sans affecter la compréhension d'un texte: la répercussion attendue en est évidemment le retard d'acquisition d'une lecture fluide et globale aux élèves de CE2

8- Depuis quand l'idéologie modifie la langue française ? Non non et re-non. Même notre langue n'est pas à l'abri des lobby.

9- Les récentes réformes de l'orthographe et de la grammaire visaient à simplifier un corpus que certains trouvent au-dessus de leurs méninges. Et là, curieusement, il s'agit de tout compliquer! Il m'est d'avis que ce jargon inutile ne va pas tenir très longtemps. La question est : combien de temps?

10- L'écrire va devenir une corvée, la traduction va devenir une torture et l'esprit intelligent qui cherche et trouve toujours la simplification, va très vite adapté l'Anglais... eh je suis bien d'accord avec l'académie, la langue Française massacrée aura vécu,

tué par les femmes savantes, à la Molière.

11- Jusqu'où certains vont-ils aller dans la débilité ?

12- L'idéologie féministe est une aberration intellectuelle qui confond l'égalité et la non-différence, qui nie les différences biologiques des femmes et des hommes. C'est sur le moyen long terme probablement plus mortelle que cette ridicule écriture inclusive : quand les femmes et les hommes ne se fréquenteront plus l'espèce humaine aura un petit problème...

13- Au fond c'est le grand retour des ligues de vertu et des petits curetons. Libe et les Inrocks sont les publications paroissiales modernes. Rien de nouveau. Juste la bêtise épaisse qui fait son boulot éternel.

Ravage et héritage de l'OTAN.

Héritage de l'Otan: la Serbie première en Europe pour le nombre de cancéreux - Arrêt sur Info.

http://arretsurinfo.ch/heritage-de-lotan-la-serbie-premiere-en-europe-pour-le-nombre-de-cancereux-2/

Les bombardements avec des munitions à l'uranium appauvri n'ont jamais préoccupé les partis écologistes et Verts qui, comme on l'a constaté, ont soutenu et continuent de soutenir les guerres de l'Otan, sans jamais se soucier des conséquences pour l'environnement et la santé des gens. Ces partis, comme tous les autres, combattent le nucléaire mais ne condamnent pas l'usage des armes à l'uranium appauvri, qui irradient et rendent invivables des pays entiers. Arrêt sur Info.

Il y a 16 ans, l'Otan commençait à bombarder la Yougoslavie.

Avec 5.500 cas de cancer enregistrés pour un million d'habitants, la Serbie arrive en première position en Europe pour le nombre de décès dus au cancer. L'opération militaire de l'Otan contre la Yougoslavie a fait jusqu'à 2.500 morts. Mais il ne s'agit là que d'un préjudice direct. Les avions de l'Otan ont largué près de 15 tonnes d'uranium appauvri sur le territoire serbe. La période radioactive de l'uranium est de 4,5 milliards d'années. Depuis les bombardements otaniens, les experts ont également découvert en Serbie des traces de plutonium dont la « longévité » atteint 24.000 ans.

Deux mois et demi après les bombardements, des spécialistes grecs ont constaté une augmentation de la radioactivité en Grèce en moyenne de 20% à 30%.

Les spécialistes serbes rappellent pour leur part que même une faible dose de radiation suffit à déclencher la transformation de cellules saines en cellules cancéreuses. Un autre risque consiste dans la mutation génétique qui entraîne la naissance d'enfants présentant des incapacités mentales et physiques. (...)

Selon l'Institut de santé publique de Serbie, pendant la période d'avant 2012, le nombre de malades atteints de lymphome et de leucémie a augmenté de 80% dans le pays.

« Si cette tendance se maintient, la Serbie comptera 5.500 cas de cancer enregistrés pour un million d'habitants. Par rapport à l'indice moyen (2.000 malades pour un million de personnes), ce chiffre ne manque pas d'inquiéter », a souligné le professeur Cikaric. »La Serbie occupe actuellement la première place en Europe pour le nombre de décès dus au cancer », a conclu le spécialiste serbe. Arrêt sur Info.

Syrie. Quand leur rhétorique les trahit.

Grille de lecture.

Tout d'abord, on nous dit que des experts appartenant tous à des pays en guerre contre la Syrie (détail fourni ailleurs le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov) confirment les accusations portées précédemment contre Bachar al-Assad sans preuve par Washington, Londres et Paris notamment.

Ensuite, en guise de preuves matérielles, ils affirment que ce serait, je cite, le "*scénario le plus probable*", mais une probabilité n'a jamais constitué un début de preuve.

Enfin, peu importe, pour le ministre britannique des Affaires étrangères, Boris Johnson, cette probabilité constitue une "*conclusion claire*" de la culpabilité de Bachar al-Assad, bref, il doit dégager.

Précisons que les Britanniques et les Français, ainsi que les Américains qui ont commandé ce rapport bidon soutiennent le clan

de l'oligarchie anglo-saxonne opposé à celui de Trump, ils ne désarment pas.

- Le régime Assad tenu pour responsable d'une attaque au gaz sarin - AFP

Ces experts (de l'ONU et de l'OIAC - Organisation pour l'interdiction des armes chimiques - LVOG) ont conclu, comme l'affirmaient notamment Washington, Londres et Paris, que le régime de Damas est bien responsable de l'attaque: les éléments rassemblés vont dans le sens du "scénario le plus probable" selon lequel "le gaz sarin a été le résultat d'une bombe larguée par un avion", affirme le rapport, "certain que le responsable de cette attaque sur Khan Cheikhoun est le régime syrien".

Le rapport a délivré une "conclusion claire", a abondé le ministre britannique des Affaires étrangères, Boris Johnson, qui a exhorté "la communauté internationale à s'unir pour tenir le régime de Bachar al-Assad responsable" de cette attaque. AFP

- «Vous trouvez ça normal?»: Sergueï Lavrov évoque la mission de l'OIAC en Syrie - Sputnik 22.09

La mission de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques qui enquête sur les attaques chimiques en Syrie est composée de pays occidentaux hostiles à Damas, selon le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov.

«Il suffit de regarder la composition nationale des experts de la mission d'établissement des faits en Syrie formée par l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques », a-t-il indiqué.

«Elle compte deux groupes dont l'un examine les plaintes formulées par l'opposition et l'autre se penche sur les affirmations du gouvernement au sujet de l'emploi de substances toxiques par l'opposition. Tous les deux sont présidés par des ressortissants d'un même pays, un pays occidental qui se range sur des positions radicales et antigouvernementales dans la crise syrienne», a constaté Sergueï Lavrov ce vendredi au cours d'une conférence de presse.

«Vous trouvez ça normal? Moi non. Ce n'est pas normal en soi. En outre, la majorité des experts de cette mission font partie du groupe des Amis de la Syrie qui a été mis en place par l'administration Obama et dont les membres ont été choisis parmi ceux qui ne veulent que changer le système», a-t-il ajouté. Sputnik 22.09

Quand ils refusent leur défaite, ils en appellent au clan de la guerre.

- Venezuela: 12 pays d'Amérique demandent à l'ONU d'intervenir - AFP

Dans ce communiqué, le "groupe de Lima", regroupant l'Argentine, le Brésil, le Canada, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, le Panama, le Paraguay et le Pérou, "demande au Secrétaire général et aux Nations unies de contribuer à gérer la crise et les violations continues des droits de l'homme".

Dans leur déclaration conjointe, les 12 pays dénoncent la façon dont se sont déroulées les élections régionales du 15 octobre, avec "des actes d'intimidation, de la manipulation, de contrainte sociale et de conditionnement du vote, en autres irrégularités".

A l'inverse de ce que prédisaient les sondages, le camp présidentiel a largement remporté ce scrutin, gagnant 18 des 23 postes de gouverneurs, générant une crise dans l'opposition. AFP

Tartuferies. C'est dans l'ordre des choses.

- L'opposition vénézuélienne, prix Sakharov 2017 du Parlement européen. - AFP

Le Parlement européen récompense la droite vénézuélienne liée à Washington et associée à des milices d'extrême droite, c'est dans l'ordre des choses, et il ne faut surtout pas en être choqué, il soutenait déjà le gouvernement et le parlement néonazis ukrainiens.

- Dossiers Kennedy: Washington met en ligne des milliers de documents - AFP

Après un suspense long de plus d'un demi-siècle, l'administration Trump a publié jeudi près de 3.000 dossiers secrets sur l'assassinat du président américain John F. Kennedy, repoussant toutefois de six mois la divulgation de certains documents jugés trop "sensibles".

On attendait la publication des 3.100 dossiers encore secrets. Finalement, 2.891 ont été mis en ligne jeudi soir sur le site des Archives nationales américaines (https://www.archives.gov/research/jfk/2017-release).

Mais "le président a autorisé de retenir temporairement certaines informations qui pourraient porter atteinte à la sécurité nationale,

au maintien de l'ordre ou aux affaires étrangères", ont précisé les Archives nationales américaines.

La plupart de ces demandes sont venues de la CIA et du FBI, la police fédérale américaine, selon des responsables de l'administration Trump.

Le président américain a donné six mois aux services de renseignement, jusqu'au 26 avril 2018, pour éplucher les documents jugés sensibles et en censurer, le cas échéant, les parties les plus délicates.

"Au terme de ce délai, j'ordonnerai la publication de toutes informations dont les services n'auront pas pu démontrer" qu'elles devaient être tenues secrètes, a martelé le président, qui est lui-même par le passé entré dans le jeu des théories et fantasmes autour de cet assassinat.

Une commission d'enquête lancée quelques jours après la mort du charismatique président de 46 ans, la commission Warren, avait conclu que "JFK" avait été tué par l'ancien Marine tireur d'élite Lee Harvey Oswald, ayant agi seul.

Cette position officielle n'a pourtant jamais suffi à étouffer les hypothèses sur un complot ourdi contre le 35e président américain à Dallas, au Texas. AFP 27 octobre 2017

On aura compris qu'ils ne publieront jamais l'intégralité des documents encore existants démontrant l'implication de la CIA ou d'autres acteurs liés à l'oligarchie dans l'assassinat de Kennedy, les plus compromettants ayant sans doute déjà été détruits.

Ils osent tout.

- «Peur du CDI» : la fausse piste de «l'incertitude juridique» - liberation.fr

- Les indices qui montrent que Robert Boulin a été tué - LePoint.fr

- La Fondation Nobel possède indirectement des parts chez des fabricants d'armes atomiques - Liberation.fr

- Mikheïl Saakachvili, chef d'un village d'irréductibles protestataires à Kiev - Liberation.fr

- Une lycéenne japonaise est en procès contre les autorités de sa région : ses professeurs la forçaient à teindre en noir ses cheveux, naturellement bruns, au nom du règlement intérieur de l'établissement qui bannit tous les cheveux d'une autre couleur. - Liberation.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Le père fouettard n'était pas le bienvenue.

- «Je ne suis pas le Père Noël»: la phrase de Macron qui déclenche des émeutes en Guyane - Sputnik

«Je ne suis pas le Père Noël parce que les Guyanais ne sont pas des enfants», a déclaré Emmanuel Macron lors de son premier voyage outre-mer. Bilan: cocktails Molotov, gaz lacrymogènes, personnes interpellées, un gendarme et un policier blessés…

Plusieurs heures d'affrontements à Cayenne entre forces de l'ordre et manifestants ont marqué jeudi soir le premier jour de la visite en Guyane d'Emmanuel Macron, qui a averti dès son arrivée qu'il n'était pas venu en «Père Noël».

Plus d'un millier de personnes se sont ainsi rassemblées pour réclamer le respect de l'accord signé le 21 avril, par lequel l'ancien gouvernement a acté un plan d'urgence de 1,08 milliard d'euros, signé des accords sectoriels et «pris acte» d'une demande de 2,1 milliards d'euros de mesures supplémentaires.

Réclamant un rendez-vous avec le chef de l'État, les manifestants se sont ensuite rassemblés devant la préfecture, où ils ont écarté une première série de barrières pour se rapprocher du bâtiment.

L'Élysée leur a proposé un rendez-vous vendredi matin, mais les manifestants ont réclamé de voir M. Macron dès la soirée.

La tension est ensuite montée. Emmanuel Macron «n'a aucun respect pour nous», a déclaré Davy Rimane, membre du

collectif. «Maintenant, on sait à qui on a affaire.»

Cinq personnes ont été interpellées, a indiqué le procureur Eric Vaillant à l'AFP. Un gendarme mobile et un policier ont été légèrement blessés.

Pendant plusieurs heures, les forces de l'ordre ont tiré des gaz lacrymogènes destinés au départ à disperser un rassemblement devant la préfecture de Guyane.

En réponse, des jeunes, plusieurs cagoulés, ont lancé des cocktails Molotov et des projectiles, notamment aux abords du commissariat. Des poubelles ont été incendiées.

Avec un taux de chômage de plus de 20%, un taux de pauvreté de plus de 40%, une population jeune en forte croissance et une dépendance extrême aux dépenses publiques, la collectivité d'outre-mer connaît une situation économique difficile. Sputnik 21.10

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Espagne

Le Parlement catalan a voté l'indépendance - publicsenat.fr et AFP

Après des semaines de tensions, les députés catalans viennent de voter en faveur de l'indépendance. Suite à quoi, le Sénat espagnol a voté l'application de l'article 155 de la Constitution pour permettre à Madrid de suspendre l'autonomie de la Catalogne.

L'article 155 stipule que « si une communauté autonome ne respecte pas les obligations qui lui sont imposées par la Constitution ou par d'autres lois, ou agit d'une manière qui porte gravement atteinte à l'intérêt général de l'Espagne, le gouvernement (...) pourra adopter les mesures nécessaires pour l'obliger à respecter les dites obligations, ou pour la protection de l'intérêt général ».

En attendant les nouvelles élections régionales, convoquées par Madrid pour le 21 décembre, la nuit barcelonaise était dominée par les indépendantistes et leurs feux d'artifice, sur la place Sant Jaume.

Mais samedi, à Madrid, ce sera au tour des partisans du maintien de la Catalogne en Espagne de manifester: deux camps diamétralement opposés, symbole de cette crise sans précédent pour l'Espagne depuis son retour dans le camp de la démocratie, en 1977.

A l'issue d'un conseil des ministres extraordinaire, le dirigeant conservateur Mariano Rajoy a annoncé la destitution du président séparatiste catalan Carles Puigdemont et de son gouvernement. Et le parlement catalan, dominé par les indépendantistes, a été dissous, en attendant son renouvellement, lors d'un scrutin annoncé pour le 21 décembre.

Dès samedi, la vice-présidente du gouvernement espagnol, Soraya Saenz de Santamaria, devait réunir les secrétaires d'Etat qui seront chargés d'assumer les fonctions des gouvernants catalans.

Les autres mesures annoncées comprennent la destitution du directeur de la police régionale catalane ou encore la fermeture des "représentations" catalanes dans le monde.

Mais les conséquences de cette déclaration d'indépendance unilatérale de la Catalogne, comme de la mise sous tutelle par Madrid, sont incalculables.

Washington, Londres, Berlin, Ottawa ou encore Paris ont de même immédiatement fait savoir qu'ils soutenaient l'unité de l'Espagne.

Relevé de ses fonctions par Madrid, le président catalan Carles Puigdemont ne s'est pas exprimé depuis l'annonce officielle de sa destitution. publicsenat.fr et AFP 28 octobre 2017

Haut de page

Le 30 octobre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (5 pages)

- ABC du marxisme : la nation. Tout nationalisme repose sur un mythe (GMI)

A lire.

Il s'agit d'une sélection d'articles que j'ai lus et que je vous recommande.

OTAN

10 articles sur les guerres conduites par l'OTAN à travers le monde de 1991 à 2014, par Manlio Dinucci et publiés séparément par différents médias dits alternatifs (Mondialisation.ca), que j'ai rassemblés dans un seul fichier pdf.

Manlio Dinucci est géographe et journaliste. Il a une chronique hebdomadaire “L’art de la guerre” au quotidien italien il manifesto.

- La « Grande Otan » au format pdf (26 pages)

Libye

- Mémorandum sur la Libye - Intoxications contre l’État, la guidance et l’armée par Saïf al-Islam Kadhafi

- L'article au format html

Ce mémorandum vise à cerner ce qu’a subi le peuple libyen au cours des six dernières années. Ces crimes ont été commis au nom de l’interventionnisme humanitaire, de la protection des civils, de l’introduction de la démocratie et de la prospérité. Les forces de l’Otan, avec l’aide de certains États arabes et de quelques Libyens, ont attaqué la Libye avec tous les moyens à leur disposition. Les justifications avancées étaient aussi fausses que pour l’invasion de l’Irak en 2003. Ce fut une destruction systématique d’un pays souverain et d’une nation pacifique.

- Lafarge : Arrestation de Firas Tlass aux Émirats Arabes Unis Par René Naba — Arrêt sur Info 28 octobre 2017

- L'article au format html

Firas Tlass, fils aîné du général Moustapha Tlass, ancien ministre syrien de la défense, a été arrêté aux Émirats Arabes Unis, à la suite d’un mandat d’Interpol, pour une affaire en relation avec les contributions versées par le cimentier franco suisse Lafarge Holcim en Syrie; Une opération qui a été vécue par bon nombre d’opposants syriens comme un coup de semonce à l’opposition syrienne off shore pétro-monarchique.

L’arrestation d’une des anciennes coqueluches du régime baasiste, rallié à l’opposition, a été annoncé par le site «Zaman Al Wassel», un site électronique de Syriens proche de Qatar et de la Turquie et du site «Almayadeen.net», le site de la chaîne libanaise almayadeen, constituée en 2011 par des dissidents de la chaîne qatarie Aljazeera.

Sur le Qatar

- Le Qatar remplacera-t-il l'Arabie contre le Myanmar ?

- L'article au format html

La stratégie britannique d’instrumentation du terrorisme islamiste se poursuit en Asie du Sud-Est. En février-mars dernier, le roi Salmane d’Arabie saoudite était venu préparer la Malaisie à jouer un rôle d’appui dans la crise à venir des Rohingyas au Myanmar. Cependant, le retournement de l’Arabie par le président Trump, en mai, a laissé ce dispositif orphelin lorsque la crise a éclaté en août. L’émir de Qatar s’est donc rendu les 15 et 16 octobre en Malaisie pour y réactiver les soutiens aux jihadistes. (...)

L’émir Tamim du Qatar, le président turc Recep Tayyip Erdogan et le Premier ministre malais Najib Razak sont actuellement les

trois chefs d'État et de gouvernement qui soutiennent les jihadistes Rohingyas.

- Qatar : Voici venu le temps des aveux…

L'article au format html

Il a fallu attendre avril 2016 pour entendre l'ancien premier ministre du Qatar, Cheikh Hamad Ben Jassam ou « HBJ », déclarer dans un entretien avec Roula Khalaf du Financial Times [1] : « Je vais dire une chose pour la première fois… Quand nous avons commencé à nous engager en Syrie, en 2012, nous avions le feu vert pour que le Qatar dirige [les opérations], car l'Arabie saoudite ne voulait pas le faire à cette époque. Ensuite, il y a eu un changement dans la politique et Riyad ne nous a pas dit qu'elle nous voulait sur le siège arrière. Aussi, nous nous sommes retrouvés en concurrence et cela n'était pas sain ».

Quant à la Libye, c'est sans vergogne, que HBJ avait résumé l'agression meurtrière des coalisés par cette odieuse métaphore :

« Il y avait trop de cuisiniers, le plat a été gâché » ! (...)

Un discours qui ne nous apprend rien que nous ne sachions déjà mais qui, mieux que le criminel, connaît les détails du crime ? Même s'il ne dit pas toute la vérité :

Cheikh Hamad Ben Jassam - « Dès que les choses ont commencé en Syrie, je me suis rendu en Arabie saoudite à la demande de son altesse père. J'ai rencontré le roi Abdallah, que Dieu lui accorde Sa miséricorde. Il m'a dit : « Nous sommes avec vous, vous avancez, nous coordonnons, mais vous prenez les choses en mains ». Ce que nous avons fait. Je ne voudrais pas entrer dans les détails…

Nous possédons des preuves complètes sur ce sujet.

Tout passait par la Turquie, tout se faisait en coordination avec les forces américaines, les Turcs, nous-mêmes et nos frères saoudiens. Tous étaient présents via leurs militaires. Il se peut que des erreurs aient été commises au niveau de certains détails en matière de soutien [au terrorisme, Ndt], mais pas en ce qui concerne Daech. Là, ils exagèrent ! Il se peut qu'il y ait eu relation avec le Front al-Nosra. C'est possible. Par Dieu, je n'en sais rien ! Cependant, si tel était le cas, je peux dire que dès qu'il a été décrété que le Front al-Nosra était inacceptable, il n'a plus été soutenu et les efforts se sont focalisés sur la libération de la Syrie… [Ici, sans transition, NdT]…nous nous sommes disputés la proie… la proie s'est envolée… et nous nous la disputons encore !

[1] Les aveux de cheikh Hamad, surnommé HBJ, sur la Libye http://www.huffpostmaghreb.com/2016/04/21/hamad-ben-jassem-libyesyrie_ n_9751762.html

Les travailleurs ont le droit de savoir de quoi ils sont capables...

- « L'État profond », le mensonge profond, le terrorisme profond! par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 29 octobre 2017

Extrait. Pour ceux qui se sont sérieusement penchés sur les éléments d'information à notre disposition, mais qu'il faut certes aller chercher à la manière des orpailleurs, il n'est plus nécessaire de démontrer que ce sont les experts de la CIA et des élites de « l'Etat Profond » américain qui ont organisé, planifié, formé, équipé, financé, protégé, ravitaillé les djihadistes en Syrie et Irak, comme c'est aussi le cas pour les néo nazis en Ukraine.

Nous savons tous objectivement, aujourd'hui – même si certains médias et inconditionnels du système continuent obsessionnellement d'invoquer le recours malhonnête à la raillerie facile du « complotisme », sans jamais pouvoir avancer la moindre réelle preuve rationnelle confirmant ce que ce comportement compulsif « officiel » prétend – que les forces présentes en Syrie et en Irak, luttant contre DAECH,ISIS,EIIL, et dirigées par les USA, ont tout fait pour protéger leurs mercenaires djihadistes, avec l'aide inconditionnelle d'Israël, en tâchant également de les redéployer sur d'autres théâtres d'opérations de déstabilisation à travers le monde (Les djihadistes pour les pays à dominance musulmane : Philippines, Myanmar, Yémen, Somalie… Les néo nazis pour les pays à dominance chrétienne: Ukraine et bientôt Venezuela…) Mondialisation.ca, 29 octobre 2017

Le pivot US vers l'Asie et la balkanisation

L'article au format html

Les médias-oligarques ne seraient rien sans des journalistes corrompus.

- « Journalistes achetés », Note de lecture par Jacques Maillard - Comité Valmy 27.10.2017

« Gekaufte journalisten » d'Udo Ulfkotte.

Si vous ne lisez pas l'allemand, mais lisez l'anglais, soyez patients, la seule traduction actuellement existante, en anglais, n'est plus disponible, et seuls quelques exemplaires d'une première édition, « journalist for hire » sont vendus, d'occasion, quelquefois sur Amazon pour 1440 euros… Mais il est annoncée une version anglaise pour bientôt. Sinon toutes les autres traductions seraient bloquées...

L'auteur fut journaliste au FAZ, le réputé « Frankfurter Allgemeine Zeitung », durant 17 ans. Il quitta le FAZ en 2003, écoeuré par une propagande qui, non seulement violait tous les principes du journalisme, mais aussi, au delà de la corruption, de la falsification de la vérité, devenait une machine de guerre de l'OTAN, des oligarchies occidentales. Ce qu'elle poursuit aujourd'hui, et de manière amplifiée.

Il décrit avec preuves et citations à l'appui, comment, en Allemagne (mais il explique fort bien comment son discours est parfaitement valable pour la France, en citant sources et noms, Bouygues, Delors, Mitterrand, Lagardère, DSK, Sarkozy, Rothschild, Royal…), la haute finance, les services secrets US, allemands et britanniques, les politiques, interagissent très étroitement avec les médias de masse, quels qu'ils soient. Dictée de textes, menaces, licenciement, ostracismes, corruption, etc. Il dénonce ceux qui ne savent, devant les faits décrits et avérés (les réunions et les participants à Bilderberg en premier lieu) que répéter le mot « théorie du complot », pour disqualifier ceux qui essayent de sortir ou combattre cet empire du mensonge.

Parmi les « ponts » entre les médias de masse et les pouvoirs économiques, politiques et militaires, un certain nombre d'institutions sont citées (sans aucune exclusive) : En premier lieu Bilderberg, Puis les institutions liées à Rockefeller, Soros, Carnegie, les « prix », en particulier celui de la « liberté », portant le nom de Vernon Walters Award, directeur de la CIA qui orchestra les « très sales coups d'Eta en Iran (1954), au Brésil (1964), au Chili (1973) et la subversion contre les syndicats en Italie durant les années 1960 »... Un autre prix « pour la liberté » camoufle la récompense des fabricants de cigarettes.
Nous retrouvons aussi les « young leaders », bien connus en France. Et nous prenons connaissance avec la « fondation Adenauer » et « le pont atlantique », dont la traduction en français serait l' »Arc Atlantique »…

Dans cette dernière institution, nous trouvons (p164 et 165) comme personnalité primée en 2005, Thomas Enders, directeur d'EADS (il l'est toujours), grand ami des USA. Nous comprenons alors la dérive actuelle d'Airbus, nommant des citoyens US, ayant fait toute une carrière dans l'appareil militaro-industriel des USA, à des postes clés. L'avenir d'AIRBUS est donc clair, accompagnant Alstom, Pechiney, hier, et demain, si la politique actuelle se poursuit, Areva, Dassault, Safran, Ariane espace, et les autres fleurons industriels français (car en réalité la partie allemande est déjà sous contrôle) dans l'orbite américaine.

On devine que les autres intellectuels, artistes, scientifiques, ingénieurs… subissent aussi le même traitement. J'ai pu le constater dans ma carrière de physicien des particules, au CERN notamment dont la directrice actuelle a été invitée à la réunion de Bilderberg 2017, comme la directrice de la biologie au Max Planck Institut. De même Philip Morris donnait en ne cachant pas son nom un prix à des physiciens méritants...

Le livre se lit comme un roman, avec une précision précieuse. Il relate son recrutement, avec l'aide manifeste des services secrets, durant ses études. Il décrit la réalité des journalistes de guerre (il assista au gazage de soldats iraniens dans la guerre Iran-Irak). Il explique comment les effets de l'uranium appauvri fut caché par les médias, ses visites dans les émirats (avec cadeaux),…

La première édition de son livre date de 2014, et d'autres suivirent jusqu'en 2015. Au début de l'année 2017, la maladie l'emporta. Comité Valmy 27.10.2017

Comment le nouvel ordre mondial se met en place.

Nouveaux accords de libre-échange: la normalisation de la brutalité des chaînes d'approvisionnement mondiales.

- L'article au format html

ACTUALITÉ DU JOUR

Trop tard, apparemment il n'était pas au courant...

- Macron appelle Bagdad au "dialogue" avec les Kurdes - AFP

- Irak: Barzani, fondateur de l'autonomie du Kurdistan contraint au départ - AFP

Il ne faut pas le répéter à Brigitte...

- "Monsieur Macron, ça le fait rire qu'on puisse fumer du cannabis", s'indigne Marine Le Pen - Franceinfo

En famille, ils osent tout. En quête de crédibilité, Mélenchon légitime Macron. Mais ce n'est qu'un jeu...

- Mélenchon juge que Macron "a le point pour l'instant" - AFP 29 octobre 2017

"Nous avions un mécanisme de résistance sociale tel que le dur de la réforme libérale qui est passé sur l'Angleterre, l'Allemagne, et même le Portugal, l'Espagne, l'Italie, n'avait pas atteint la France", a déclaré M. Mélenchon.

"Monsieur Macron s'en est vanté dans son interview. Il a dit : 'J'y suis arrivé en cinq mois'. Bon, il y est arrivé", a-t-il admis.

"Pour l'instant, c'est lui qui a le point. Faut pas chercher à le cacher, parce que si on raconte des histoires, on n'est pas crédible", a-t-il ajouté. AFP 29 octobre 2017

La lutte de classe ramenée à une partie de pétanque, on pouvait difficilement tomber plus bas...

Il a passé plus de 30 ans au PS et depuis il a amplement démontré qu'il n'avait jamais rompu avec son idéologie réactionnaire, et il ose sortir "si on raconte des histoires, on n'est pas crédible".

Il ne faut pas attendre l'impossible de ce charlatan, auquel complaisamment les médias-oligarques accordent des articles ou relaient les déclarations quotidiennement.

Si la créature du diable est impuissante, c'est qu'il y a encore de l'espoir !

- L'Union européenne est victime d'une «stérilité dramatique» selon le pape - LeParisien.fr

Date de validité du traitement des déchets : 1 an !

- "Je me donne un an pour voir si je suis utile", déclare Nicolas Hulot - Franceinfo

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries novembre 2017

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er novembre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (12 pages)

Un courriel reçu et ma réponse (entre parenthèses).

Quelle belle analyse renvoyant ainsi dos à dos d'un côté l'ensemble de la réaction mondiale, des appareils bourgeois.. aux côtés de Rajoy et de la monarchie mise en place par Franco, et de l'autre le peuple catalan combattant pour une république catalane indépendante !!

LVOG- (Je vous signale au passage que l'Espagne ne se réduit pas à la Catalogne, et que le peuple espagnol ne se réduit pas au peuple catalan. Que vous et vos amis l'ignoriez ou feigniez de l'ignorer est somme toute normal. Au fait, ils en pensent quoi les travailleurs du reste de l'Espagne ?)

Quelle belle analyse qui renvoie aux calendes grecques les positions de Trotsky, le droit (et non pas l'obligation!) à la séparation, à l'indépendance, le droit à une république catalane indépendante même si cette république n'a (encore!) rien de bolchevique! Ou si, face aux aspirations du peuple catalan, on ne répond "oui" qu'à la condition d'un accord préalable avec le communisme!!

LVOG- (Vous me direz si je me trompe, mais j'avais cru comprendre que c'était l'ensemble du peuple opprimé espagnol qui combattait pour une République en Espagne dans les années 30, et même que la classe ouvrière était à l'avant-garde de ce combat. Alors cessez de comparer des situations qui n'ont rien à voir ou si peu, un peu de sérieux.

Par ailleurs, vous ne nous avez toujours pas dit si cette "*république catalane*" serait indépendante de l'UE, ni même si elle avait un début de contenu social correspondant aux revendications des travailleurs catalans, je suis peut-être mal informé, mais je crois n'avoir lu cela nulle part. Cette République catalane a-t-elle pour but de satisfaire les besoins sociaux des travailleurs foulés aux pieds par Madrid, dans toute l'Espagne, ou a-t-elle un autre objet, lequel ?

Bolchevique, communisme, tout de suite les grands mots, vous voulez me faire passer pour un gauchiste, caractérisation que j'ai employée pour qualifier les partisans de l'indépendance de la Catalogne en conclusion de mon analyse, analyse de la situation inexistante dans les documents du POID que vous m'avez transmis, c'était uniquement de la propagande sur fond de théorie obsolète ou inappropriée. Au lieu de citer sans cesse Trotsky, vous feriez mieux de relire Lénine, vous y verriez sans doute plus clair, quoique ! Et ne me sortez pas que j'opposerais Trotsky à Lénine.)

Les capitalistes catalans aussi rejettent massivement cette indépendance...tout comme toi, aveuglé par la petite bourgeoisie à la tête du mouvement. (Les social-démocrates soutiennent la grande bourgeoisie contre les aspirations réactionnaires de la petite bourgeoisie... - Lénine : Les tâches des social-démocrates russes (1897) Et à mon avis, toujours en fonction des éléments en ma possession sur la situation actuelle en Espagne, les rapports entre les classes, y compris en Catalogne, il me semble que que ce soient la petite bourgeoisie et une partie de la bourgeoisie catalanes qui sont plus réactionnaires que la grande bourgeoisie qui domine à Madrid ou dans le reste de l'Espagne, y compris l'UE, le FMI, etc. J'ai lu les déclarations des indépendantistes catalans, j'ai relu le déroulement de la révolution espagnole de 1931 à 1937-38, j'ai suivi jour après jours le processus en cours en Catalogne, j'ai parcouru le processus institutionnel engagé en Espagne depuis la mort de Franco avant de prendre une position. Où les avez-vous évoqués ou vos amis du POID ? Je me trompe peut-être et je suis prêt à adopter une autre position, mais à partir de faits concrets et non des principes ou du vent.)

Une organisation qui se prétend révolutionnaire doit être capable de choisir son camp tout en restant indépendante elle-même de la petite bourgeoisie;

LVOG- (Et de la grande bourgeoisie de préférence.)

La seule position correcte c'est de défendre le combat pour une république catalane indépendante tout en combattant parallèlement pour une république ouvrière, donc tout en continuant à construire un parti révolutionnaire pour le gouvernement ouvrier, tendant la main aux autre peuples composant l'Espagne (basque, andalou, galicien, castillan).

LVOG- (Je crois que vous prenez le problème à l'envers, j'ai cru comprendre que les travailleurs du reste de l'Espagne ne soutenaient pas l'initiative des Catalans ou ne la comprenaient pas, elle est plutôt un élément de division supplémentaire au sein du mouvement ouvrier, elle fait le jeu de la monarchie parlementaire.

Ne faudrait-il pas plutôt que l'ensemble des travailleurs espagnols combattent pour abolir la Constitution et les institutions héritées du franquisme, afin d'instaurer une République sociale sur toute l'Espagne, afin de pouvoir satisfaire leurs revendications sociales et les aspirations des peuples de chacune de ses 17 régions?

Ce que vous ne semblez pas comprendre ou ne voulez pas comprendre, c'est que la monarchie parlementaire espagnole fonctionne pratiquement comme une République et que le peuple espagnol dans sa totalité l'interprète ainsi. Qu'elle ait des relents de franquisme, selon les générations, il va de soi qu'un grand nombre d'Espagnols le savent, tout comme ils ont eu une multitude d'occasions de s'apercevoir que la monarchie était corrompue, que l'ensemble des institutions étaient corrompues ou antidémocratiques.

En France, où il existe officiellement une République, qui ignore que les inégalités sociales ont explosé au cours des dernières décennies, ce qui constitue un déni du principe d'égalité qui définit la République, qui ignore que seuls les intérêts des capitalismes sont pris en compte par le Parlement et le gouvernement, ce qui constitue un déni des principes de la République. Et pourtant 86% des électeurs ont participé aux dernières élections, tout du moins à au moins un de ses scrutins, vous le savez aussi bien que moi puisque vous lisez mes causeries. Je crois que c'est de là qu'il faut partir, du niveau de conscience politique des travailleurs, et non de je ne sais quelle théorie que l'on plaque sur la réalité.

Mes salutations petites bourgeoises.)

Nouveau courriel reçu le lendemain.

Pas mal pour quelqu'un qui nous parle sans cesse du combat pour le communisme, de la révolution de 1917 et qui est incapable de voir sous ses yeux les centaines de comités de défense du référendum du 1er octobre, transformés en comités de défense de la république, dans les villages, les quartiers, comités autonomes où les travailleurs participent massivement et réfléchissent à la réalisation concrète de leur indépendance! A un moment où on commémore les soviets.

LVOG- (Quand pour justifier ma position j'évoquais le contenu social et politique du référendum et du processus d'indépendance de la Catalogne, de la République que certains veulent instaurer dans cette région, il me répond "*défense du référendum*" ou "*défense de la république*" ou encore "*réalisation concrète de leur indépendance*" sans qu'on en sache davantage sur leur nature sociale ou leur orientation politique, leurs réels intentions, hormis toutefois disloquer l'Espagne.)

Et ce n'est sans doute pas la Catalogne qui se proclama République catalane en 1934 et fut martyrisée par Franco, avec la complicité de Staline et des staliniens !!

LVOG- ("*La Catalogne*", quelle Catalogne, qui, quoi, pour qui, pour quoi ? No comprendo señor !)

Elle serait indépendante de l'UE la rejette ainsi que toutes les institutions au service du capital financier et tous les appareils bourgeois (par exemple en Espagne du PSOE, du PCE, de Podemos, de l'UGT, des Commissions ouvrières) et peut-être la

première pierre d'une Europe des peuples, tout en constituant une brèche pour les autres peuples contre la monarchie franquiste.

LVOG- (Mais en quoi serait-elle indépendante ? En quoi serait-elle progressiste, je parle pour les travailleurs catalans ? Vous avez oublié "*libres*" Europe des peuples libres (POID), libres de quoi ? Vous avez au minimum un demi-siècle de retard !)

Pas mal de soutenir ainsi la grande bourgeoisie catalane qui combat l'indépendance contre la petite-bourgeoisie qui se bat pour. (Pas mal, pas mal, on se fait du bien comme on peut, n'est-ce pas !)

Et le texte de Lénine date d'une époque qui était celle encore du capitalisme ascendant et du développement des forces productives, qu'on ne peut plaquer tel quel sur la nouvelle période historique de l'impérialisme.

LVOG- (Le texte de Lénine que j'ai cité datait de 1897. Voici ce qu'il écrivit dans *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* en 1916 : "*Pour l'Europe, on peut établir avec assez de précision le moment où le nouveau capitalisme s'est définitivement substitué à l'ancien : c'est le début du XXe siècle.*" A trois ans près, vous repasserez avec votre "*capitalisme ascendant*" en 1897 ! Vous racontez vraiment n'importe quoi, vous êtes d'une mauvaise foi écoeurante.)

La majorité en France aux dernières élections n'a pas voté, sans parler des non inscrits et des bulletins blancs!

LVOG- (Vous vous faites faussaire maintenant ? La preuve, extrait de ma causerie du 25 octobre 2017 : Alors que 44 millions de Français sont inscrits sur les listes électorales, 86% de ces inscrits ont participé à au moins un des quatre tours (élection présidentielle et élections législatives). (Source : L'Express.fr 19 octobre 2017) Dites, vous allez nous sortir quoi la prochaine fois ?)

Et une nouvelle fois, méthode éclectique, impressionniste d'analyse de la réalité !! Ce ne sont pas les autres classes ouvrières qui viennent manifester à Barcelone contre l'indépendance, mais les militants et sympathisants de Tous les partis, gauche, droite, extrême gauche pour une part et extrême droite avec les franquistes drapeau au vent.

LVOG- (C'est un fait, quoique je ne l'ai pas vérifié, je vous fais confiance pour le coup, "*les autres classes ouvrières*" (comme s'il y en avait plusieurs en Espagne, passons.) elles n'en ont rien à foutre du référendum catalan, de leur République et de leur indépendance, car en réalité ce référendum n'était pas destiné à instaurer une République, mais bien plutôt à balkaniser l'Espagne.

Mes salutations de suppôt de la réaction.)

Dossier sur l'Espagne.

A lire.

- Trump et le sécessionnisme, par Thierry Meyssan)

Alors que les néo-conservateurs entendaient réaliser une « révolution mondiale » en exportant leur « démocratie » par la guerre, le président Trump fonde sa politique étrangère sur le respect de la souveraineté des États. Par conséquent, il a interrompu tout soutien US aux séparatismes. Thierry Meyssan rappelle ici les ambiguïtés de la position états-unienne sur les sécessions, puis dégage les points communs des événements au Kenya, en Iraq et en Espagne. Réseau Voltaire 31 octobre 2017

Extrait.

Catalogne : faux sécessionnistes et vrais comploteurs

On imagine que l'indépendantisme catalan s'est forgé dans la résistance au fascisme. C'est faux. Le premier parti indépendantiste catalan, Estat Català, a été fondé en 1922, c'est-à-dire juste avant les dictatures de Miguel Primo de Rivera et de Francisco Franco en Espagne.

On imagine que son fondateur, Francesc Macià (le « grand-père »), entendait créer un État indépendant qui n'avait jamais existé, afin de sauver la région de Barcelone du fascisme. C'est faux. Il souhaitait annexer Andorre, le Sud-Est de la France et une partie de la Sardaigne car, selon lui, la « Catalogne » est opprimée par Andorre, l'Espagne, la France et l'Italie.

On imagine que les indépendantistes catalans sont pacifistes. C'est faux. En 1926, Francesc Macià tenta un coup d'État après avoir enrôlé une centaine de mercenaires italiens et réuni une armée.

On imagine que les indépendantistes catalans sont historiquement de gauche. C'est faux. En 1928, Francesc Macià fonda à La Havane, avec l'aide du dictateur cubain pro-US Gerardo Machado, le Parti séparatiste révolutionnaire de Catalogne.

Les indépendantistes catalans n'ont jamais été soutenus par les États anti-impérialistes, et surtout pas par l'URSS durant la guerre d'Espagne (bien que Francesc Macià soit allé solliciter l'aide de Moscou dès 1924 et ait alors obtenu le soutien de Boukharine et de Zinoviev). Tout au plus Macià a-t-il noué des alliances avec des membres de la Seconde internationale.

Se revendiquant directement de Macià (et non pas de son ancien patron, Jordi Pujol) et donc soutenant implicitement le projet d'annexion d'Andorre, et d'une partie de la France et de l'Italie, Carles Puigdemont n'a jamais cherché à cacher ses soutiens anglo-saxons. Journaliste, il crée un mensuel pour tenir au courant ses sponsors de l'évolution de son combat. Il n'est évidemment pas en catalan, ni en espagnol, mais en anglais : Catalonia Today, dont sa femme la Roumaine Marcela Topor est devenue la rédactrice en chef. Identiquement il anime des associations promouvant l'indépendantisme catalan non pas en Espagne, mais à l'étranger, qu'il fait financer par George Soros [8].

Les indépendantistes catalans, comme leurs homologues luos et kurdes iraquiens, n'ont pas intégré le changement survenu à la Maison-Blanche. S'appuyant sur le Parlement où ils sont majoritaires en sièges, bien qu'ayant obtenu une minorité de voix lors de leur élection, ils ont proclamé l'indépendance à la suite du référendum du 1er octobre 2017. Ils croyaient pouvoir disposer du soutien des États-Unis et par voie de conséquence de celui de l'Union européenne. Mais, le président Trump ne les a pas plus soutenus qu'il ne l'a fait avec les Luos et les Kurdes iraquiens. Et par voie de conséquence, l'Union européenne est restée opposée au nouvel État.

[8] "George Soros financió a la agencia de la paradiplomacia catalana", Quico Sallés, La Vanguardia, 16 de agosto de 2016. Réseau Voltaire

Comment Trotsky, abordait la question cruciale du nationalisme en Espagne...

- Œuvres - mai 1931 - Léon Trotsky - 17 mai 1931.

Exercice pratique : Cherchez dans ce texte très court les passages qui correspondent à la situation actuelle en Espagne, et ceux qui sont devenus obsolètes ou qui ne seraient pas d'actualité.

Questions tirées de la lecture de ce texte :

- Le "*nationalisme catalan*" est-il en 2017 "*un facteur révolutionnaire progressiste*" ?

- Les "*Catalans*", les "*Basques*" sont-ils plus "*écrasées par la bourgeoisie espagnole*" que les "*autres nationalités*" ?

- Le référendum sur l'indépendance de la Catalogne, donc la séparation de la Catalogne du reste de l'Espagne, la création d'un nouvel Etat, un Etat catalan, est-il compatible avec l'idée que se faisait Trotsky du "*caractère progressiste, révolutionnaire-démocratique de la lutte nationale catalane*", autrement dit selon Trotsky, ce processus devait-il aboutir à l'éclatement de l'Espagne ? Question posée aux trotskystes fossilisés.

La réponse de Trotsky :

- "*Pas un instant l'on ne doit perdre de vue que l'Espagne tout entière et la Catalogne, comme partie constituante de ce pays, sont gouvernées actuellement non point par des nationaux-démocrates catalans, mais par des bourgeois impérialistes espagnols, alliés à de gros propriétaires fonciers, à de vieux bureaucrates et des généraux, avec l'appui des nationaux-socialistes. (...)*

Où est le danger des illusions nationales petites bourgeoises? En ceci qu'elles peuvent diviser le prolétariat d'Espagne en secteurs nationaux. Le danger est très sérieux."

Le mouvement nationaliste basque et l'ETA, dans une moindre celui catalan n'ont fait qu'alimenter ces "*illusions nationales petites bourgeoises*" au cours des décennies précédentes. Accordez une rallonge budgétaire à leur région ou concédez-leur quelques concessions dans la gestion de leur région autonome, et ils feront acte de servilité ou d'allégeance, de repentance envers Madrid, tandis que la condition des travailleurs catalans ou basques demeurera inchangée ou continuera de se dégrader.

Autant la proclamation le 6 octobre 1934 de la République catalane était justifiée (semble-t-il) pour montrer aux travailleurs de toute l'Espagne que la Seconde République instituée en 1931 était une mystification destinée à connaître rapidement un destin tragique pour, d'une part avoir engagé d'importantes réformes sociales et politique sans les mener jusqu'au bout, d'autre part pour avoir fait des concessions à la réaction et surtout ne pas l'avoir désarmée, autant d'éléments qui devaient diviser les rangs des partisans de la révolution espagnole et préparer son renversement par Franco, 83 ans plus tard, il n'y a absolument rien

de comparable en terme "*progressiste*" ou "*révolutionnaire-démocratique*" dans les mouvements nationalistes en Espagne.

Il y a un truc qui m'a échappé, apparemment Trotsky n'a jamais envisagé un référendum ou une République dans une région autrement que dans le cadre de l'Espagne républicaine une et indivisible. J'ai encore un document à lire, on y reviendra si nécessaire.

- La révolution espagnole et les dangers qui la menacent - Léon Trotsky - 28 mai 1931 (11 pages)

Un des aspects méconnus de la crise politique espagnole.

- C'est la corruption qui perpétue le conflit catalan par Carlos Hernández — Arrêt sur Info 31 octobre 2017

Mariano Rajoy a vu validée sa stratégie perverse sur la Catalogne tout au long de cette semaine. Le Premier ministre a dû éclater de rire en constatant que ce qui aurait dû être la nouvelle de l'année (l'implication du PP [1] dans l'affaire Gürte [2]) a été complètement éclipsée par la crise catalane.

Ce n'en est pas l'unique cause, ne vous hâtez pas de jeter à la corbeille ce modeste article en raison de son titre, mais permettez-moi de poser une simple question, en ces heures tendues, surréalistes et pathétiques, alors que nous sommes sous la menace d'une catastrophe d'une ampleur imprévisible : serions-nous dans cette situation dramatique si le PP et le défunt parti « Convergencia i Unió [3]» n'avaient pas été deux formations politiques gangrenées par la corruption? En serions-nous à retenir notre souffle, que nous nous sentions espagnols ou catalans, si Jordi Pujol, Artur Mas, Esperanza Aguirre [4] et Mariano Rajoy n'avaient pas été éclaboussés par de graves accusations de financement irrégulier et même d'enrichissement illicite? Mon impression, qui s'appuie sur les événements de ces dernières années, est … un « Non ! » catégorique.

Si nous examinons le déroulement du processus, depuis ses origines, nous trouvons les acteurs indépendantistes convaincus, l'ERC, la CUP [5] et différents mouvements citoyens qui, d'une manière ou d'une autre, ont toujours été présents, brandissant fièrement l'estelada [6]. Le dernier élément, celui qui a rompu l'équilibre, a été le défunt parti « Convergència i Unió » : ce parti des affaires et de la bourgeoisie catalane a abandonné du jour au lendemain sa position, certes nationaliste, mais favorable à l'union (avec l'Espagne), au profit du séparatisme. Est-ce vraiment dû au hasard si cette surprenante transformation de la force politique que dirigeait Artur Mas a coïncidé avec le flot des révélations médiatiques et des affaires judiciaires pour corruption dans lesquelles étaient impliqués les dirigeants de Convergencia ? L'estelada a d'abord constitué pour Convergencia un rempart contre ses ennuis judiciaires; puis, petit à petit, ses dirigeants ont été dépassés par les événements qu'ils avaient eux-mêmes déclenchés et par la pression de leurs compagnons de route.

Les locataires du numéro 13 de la Calle de Génova [7] et de la Moncloa [8] ont sûrement dû sauter de joie quand a surgi ce qu'ils ont eux-mêmes défini comme « le défi souverainiste ».La Catalogne avait déjà rendu service au Parti Populaire quand celui-ci était dans l'opposition, en lui permettant de grappiller des voix à Madrid, en Galice, dans la Région de Murcie, dans les deux Castilles, en Estrémadure et en Andalousie, en « criminalisant » l'Estatut [9] générant ainsi un profond sentiment de catalanophobie. Si Cristobal Montoro [10] a déclaré, en plein milieu de la débâcle économique du gouvernement de Zapatero, « que l'Espagne fasse naufrage, nous la redresserons », Rajoy a dû penser quelque chose d'approchant quand il a décidé d'allumer la flamme dangereuse de la haine entre les communautés. Il est très probable que le chef de l'opposition d'alors avait prévu d'éteindre le feu qu'il avait lui-même allumé une fois arrivé à la Moncloa ; cependant, sa présidence a été dès le début menacée par le tsunami de corruption qui submergeait son parti, depuis les municipalités et les chefs-lieux des régions, jusqu'au siège national du parti, au n° 13 de la Calle de Génova. Dans ce contexte, la menace indépendantiste était l'ennemi idéal dont avait besoin celui qui était maintenant le chef du gouvernement. Il ne leur suffisait déjà plus d'agiter le spectre exsangue de l' ETA pour rallier leurs électeurs, dont certains commençaient à être dégoûtés par les innombrables combines ourdies par des filous et que des juges, des policiers, des journalistes et des citoyens incorruptibles dévoilaient au grand jour. C'était le moment d'agiter frénétiquement le drapeau espagnol, la « rojigualda » (sang et or), pour détourner le regard des Espagnols de ces colonies de grenouilles qui peuplaient le gigantesque marigot qu'était le Parti Populaire.

Telle est la pièce qu'on nous a jouée avec quelques variations au cours des six dernières années, et dont le dernier acte, par hasard ou peut-être pour d'autres circonstances moins accidentelles, menace de mettre en scène une Déclaration Unilatérale d'Indépendance(DUI), l'application de l'Article 155 [11] et le dénouement de la première partie du procès Gürtel. Nous n'aurions pas pu assister à un scénario plus dangereux, mais aussi plus révélateur de la tragédie qu'on nous a contraints à vivre. Pendant que sur la scène Rajoy et Puigdemont poursuivaient leur grotesque et irresponsable guerre des drapeaux, la Procureure Concepción Sabadell se voyait condamnée à faire part de ses conclusions dévastatrices en coulisses. L'efficace procureure de l' Audiencia Nacional [12] ne laissait planer aucun doute : Le Parti Populaire avait bénéficié d'activités criminelles, et l'existence au siège du parti d'une caisse noire, alimentée par des commissions occultes versées par des entrepreneurs en échange de la concession de contrats publics, illégalement accordés par les administrations dirigées… par le Parti Populaire, a été « de manière accablante et constante, pleinement établie » »

Le banc des accusés du procès Gürtel

Il y a seulement un mois, tous les journaux (sans compter les tracts, évidemment), ainsi que les bulletins d'information de la radio et de la télévision (je ne compte pas non plus ce NO-DO [13] est conçu dans les bureaux de la Moncloa et transmis par la télévision espagnole) auraient ouvert leurs éditions en citant les mots de Sabadell Concepción, qui assurait que « Luis El Cabrón » (Lulu l'Enfoiré) n'était autre que Luis Bárcenas [14] et que, selon les notes documentaires parvenues aux dirigeants de la chaîne figuraient les initiales de l'ancien député « populaire » Jesús Merino. Il est évident qu'au fur et à mesure des nouvelles, nous nous serions tous rappelés que les éléments mentionnés dans ce qu'on appelle les « papiers de Bárcenas » - des documents dans lesquels était nommé un certain « M. Rajoy » comme destinataire de milliers d'euros de primes payées avec de l'argent sale- se voyaient corroborés point par point.

S'il avait le moindre doute, et je ne pense pas qu'il y en avait, Mariano Rajoy a vu validée sa stratégie perverse sur la question de la Catalogne tout au long de cette semaine. Le chef du gouvernement a dû éclater de rire en constatant que ce qui devrait être la nouvelle de l'année a été complètement éclipsé par la crise catalane. Dans les bars et les bureaux de Madrid, Séville et Barcelone, les victimes de l'affaire Gürtel, que nous sommes tous, ignoraient que le Ministère Public était en train de les informer que le PP les avait détroussés; entre deux cafés ou entre deux bières, elles préféraient passer leur temps à maudire les radicaux indépendantistes ou les méchants espagnolistes.

Tant que Mariano Rajoy et un PP corrompu jusqu'à l'os resteront au pouvoir, la crise catalane durera à perpétuité ou, tout au moins, jusqu'à ce que surgisse un nouvel ennemi grâce auquel on pourra intimider et exaspérer l'électorat. Il est possible que le Premier ministre ait évité d'affronter politiquement le problème au cours des six années à la Moncloa, par pure négligence, arrogance et paresse ; oui, mais pas seulement. Rien ne protège mieux des papiers de Bárcenas qu'un bon vieux drapeau espagnol. Rien ne détourne plus l'attention du financement irrégulier de son parti que d'unir les citoyens contre un démoniaque ennemi commun armé d'une estelada. J'espère que je me trompe, mais je suis convaincu que ce sont Rajoy et les siens qui tirent les ficelles dans ces heures critiques pour l'avenir de l'Espagne et de la Catalogne, et qu'ils continueront à le faire à l'avenir, comme ils l'ont fait jusqu'à présent, dans le seul but de faire durer un conflit politique qui leur profite politiquement.

Ce n'est que comme cela que s'explique l'attitude qu'a eue le PP alors que Puigdemont demandait jeudi dernier que Madrid fasse un geste, même minime, avant de « s'immoler » personnellement et politiquement en convoquant des élections anticipées ? Dans ces heures critiques, alors que la plus grande prudence et la plus grande sagesse étaient requises de la part des fonctionnaires publics, Albiol et Javier Arenas [15] ont fait des déclarations incendiaires, essayant d'humilier encore plus le président de la Generalitat. Comme par hasard, au même moment, le Ministère public, téléguidé par le ministre Catalá, annonçait son refus de revenir sur la détention provisoire des dirigeants de l'ANC et d'Òmnium [16]. Il semble évident qu'aucun de ces actes n'ait été déterminant pour pousser Puigdemont à retourner -définitivement ou non, nous l'ignorons- sur la voie de la déclaration unilatérale d'indépendance; mais même dans ce cas, nous avons le droit, et même le devoir, de nous poser une question : si le PP se comportait en public de façon aussi irresponsable et inopportune, comment pouvait-il bien se comporter dans les négociations qu'il tenait en privé avec le gouvernement catalan par divers intermédiaires?

Pour ces raisons, aussi stupides que soient les actes de Puigdemont dans les heures à venir, le PSOE fera une grave erreur s'il continue à faire confiance à un chef de gouvernement auquel on ne peut pas se fier. Les faits sont têtus, aujourd'hui comme hier, et ils le seront demain, même si la Moncloa donne l'assaut à TV3 [17] pour en faire un clone de TVE NO-DO. Aussi irresponsables qu'aient été, et demeurent, les dirigeants indépendantistes catalans, les principaux coupables de la situation actuelle, de la perpétuation de ce conflit avec la Catalogne qui peut aboutir à une véritable tragédie ne s'appellent pas seulement Puigdemont, Junqueras, Gabriel, Rajoy ou Rivera. Nous devons rechercher les principaux coupables derrière des noms aussi originaux que Gürtel, Púnica, Lezo, Palau, Nóos, Acuamed, Millet, Palma Arena, Pokémon, Guateque, Pallerols, Brugal, Auditorio, Imelsa, Andratx, Campeón ou Faycan[18]. Les responsables sont les politiciens, les entrepreneurs et les journalistes impliqués dans ces scandales, complices ou seulement complaisants. Les responsables sont aussi ces millions de citoyens qui ont voté pour des partis et des candidats, tout en sachant qu'ils étaient corrompus, parce que, malgré tout … c'étaient leurs corrompus à eux. Les responsables sont aussi ces partis de gauche qui restent incapables de se mettre d'accord pour expulser «Monsieur X» de la Moncloa. Carlos Hernández de Miguel (Madrid, 1969) est un journaliste et expert en communication espagnol. Il a été chroniqueur parlementaire d' Antena 3 Televisión, correspondant de guerre au Kossovo, en Palestine, en Afghanistan et en Irak. Il a aussi été rédacteur en chef de l'hebdomadaire La Clave, directeur de communication du PSOE et consultant en communication de diverses entreprises. Actuellement il collabore à diverses publications comme eldiario.es, El Mundo et le magazine Viajar (Voyager). En 2015 il a publié Los últimos españoles de Mauthausen [Les derniers Espagnols de Mauthausen] (Ediciones B)

[1] PP : Partido Popular (Parti Populaire), principal parti de la droite espagnole depuis la Transition, auquel appartient Mariano Rajoy. Ses membres et représentants sont souvent appelés les « populares » (populaires).

[2] L'Affaire ou Cas Gürtel désigne une enquête en cours depuis 2007 sur la corruption dans l'attribution des marchés publics, affectant tous les niveaux de l'administration espagnole et impliquant essentiellement des membres du PP.

[3] Convergència i Unió (CIU) est une ancienne fédération de partis centristes catalans (2001-2015) dont deux des présidents, Jordi Pujol et Artur Mas, ont été présidents de la Généralité de Catalogne. Le premier a été au centre de scandales fiscaux en série impliquant sa femme et ses enfants et portant sur plusieurs centaines de millions d'euros. Le second a été condamné en 2017 pour avoir organisé en 2014 une consultation sur l'indépendance catalane qualifiée d' « illégale » par le Tribunal

Constitutionnel de Madrid.

[4] Esperanza Aguirre : ex-ministre, ex-présidente du Sénat, ex présidente de la Communauté de Madrid, impliquée dans une autre affaire de corruption, elle a dû démissionner de ses autres mandats politiques et électifs.

[5] ERC : Esquerra Republicana de Catalunya (Gauche républicaine de Catalogne), et CUP : Candidatura d'Unitat Popular (Candidature d'unité populaire) sont deux partis de la gauche indépendantiste catalane, le premier social-démocrate, le second « radical ».

[6] L'Estelada (L'étoilée) est le drapeau catalann aux bandes jaunes et rouges. Elle est ainsi nommée pour l'étoile qui figure dans un triangle sur la gauche du drapeau (étoile blanche sur fond bleu dans sa version « droitiste », rouge sur fond jaune dans sa version « gauchiste »).

[7] Calle de Génova 13 : adresse du siège madrilène du Parti Populaire depuis 1983, connue comme « Génova 13 ».

[8] Palais de la Moncloa : résidence officielle de président du gouvernement espagnol (actuellement M.Rajoy) à Madrid.

[9] Estatut : le Statut d'autonomie de la Catalogne de 2006.

[10] Cristobal Montoro : économiste, membre du PP, ministre de l'Économie d'Aznar de 2000 à 2004 et de Rajoy depuis 2011.

[11] Article 155 de la Constitution espagnole de 1978 : « 1. Si une Communauté autonome ne remplit pas les obligations que la Constitution ou les autres lois lui imposent ou agit de façon à porter gravement atteinte à l'intérêt général de l'Espagne, le gouvernement, après avoir préalablement mis en demeure le président de la communauté autonome et si cette mise en demeure n'aboutit pas, pourra, avec l'approbation de la majorité absolue des membres du Sénat, prendre les mesures nécessaires pour la contraindre à respecter ces obligations ou pour protéger l'intérêt général mentionné. 2. Pour mener à bien les mesures prévues au paragraphe précédent, le gouvernement pourra donner des instructions à toutes les autorités des communautés autonomes. »

[12] Audiencia Nacional : Tribunal ayant juridiction sur l'ensemble de l'État espagnol, siégeant à Madrid, chargé de juger les affaires le plus graves (terrorisme, etc.)

[13] Les NO-DO : Acronyme de Noticiarios y Documentales (Actualités et documentaires) étaient des courts-métrages diffusés obligatoirement dans les cinémas espagnols sous la dictature franquiste dans une but de propagande pour le régime.

[14] Luis Bárcenas : trésorier du PP, inculpé dans l'affaire Gürtel en 2009, incarcéré en 2013, libéré contre caution de 200 000 € en 2015.

[15] Xavier García Albiol : président du Parti populaire de Badalona depuis 1990, maire de sa ville natale entre 2011 et 2015. Candidat à la présidence de la Généralité de Catalogne lors des élections régionales de septembre 2015. Javier Arenas: chef de file du PP en Andalousie

[16] Assemblea Nacional Catalana et Òmnium Cultural : deux organisations indépendantistes catalanes.

[17] TV3 est une chaîne de télévision publique catalane. Son audience a augmenté de 40 % depuis le 1er octobre 2017.

[18] Gürtel, Púnica, etc. sont quelques uns des scandales de corruption dans lesquelles le PP est impliqué.

Ils osent tout. Sionisme et impérialisme.

- Un siècle plus tard, la déclaration Balfour divise toujours Israéliens et Palestiniens - AFP

La déclaration Balfour, qui aura cent ans jeudi, est saluée par Israël comme ayant contribué à la fondation du pays mais critiquée par les Palestiniens comme une étape majeure de la "catastrophe" qui les a privés de leurs terres.

Le 2 novembre 1917, le ministre britannique des Affaires étrangères Arthur Balfour indique que Londres considère "favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif".

Cette phrase de 67 mots est alors la manifestation de soutien la plus forte d'une grande puissance aux objectifs du mouvement sioniste: le retour des Juifs sur la terre leurs ancêtres.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu commémorera cet anniversaire à Londres, où il participera à un dîner avec son homologue britannique Theresa May.

Mme May a dit qu'elle marquerait cette date avec "fierté", malgré les critiques qui s'élèvent en Grande-Bretagne autour de cette commémoration en raison des 50 ans d'occupation israélienne de la Cisjordanie.

Lors de la guerre entourant la création d'Israël, 750.000 Palestiniens ont été expulsés ou ont fui leurs foyers.

Deux décennies plus tard, pendant la guerre des Six-Jours (1967), Israël a notamment pris la Cisjordanie, qu'il occupe toujours, et Jérusalem-Est, qu'il occupe et a annexée mais que les Palestiniens revendiquent comme capitale de leur futur Etat.

Theresa May s'est fait l'écho de ces inquiétudes. "Nous sommes fiers du rôle que nous avons joué dans la création de l'Etat d'Israël", a récemment déclaré la Première ministre britannique... AFP 31 octobre 2017

- Israël, Australie et Nouvelle-Zélande marquent le centenaire de la "charge" de Beer-Sheva - AFP

Dirigeants israéliens, australiens et néo-zélandais ont marqué mardi le centenaire d'une charge de cavalerie connue sous le nom de "bataille de Beer-Sheva", un tournant de la Grande guerre qui a précipité la chute de l'empire Ottoman au Proche-Orient, et préfiguré la naissance de l'Etat d'Israël.

"Il y a exactement 100 ans, les valeureux soldats du corps d'armée australien et néo-zélandais (Anzac) ont libéré Beer-Sheva pour les fils et les filles d'Abraham, et (...) permis au peuple juif de faire son retour dans l'Histoire", a proclamé le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, en présence de son homologue australien Malcolm Turnbull et de la gouverneure générale de Nouvelle-Zélande, Patricia Reddy.

Cette bataille, qui a contribué à mettre fin à la domination ottomane dans la région, "est devenue partie intégrante de notre histoire, de notre conscience" collective, a pour sa part déclaré l'Australien Malcolm Turnbull.

Cette victoire, et l'avancée des troupes britanniques en Palestine, "n'a pas créé l'Etat d'Israël mais a rendu son existence possible". Dans le cas contraire, "la Déclaration Balfour n'aurait été que des mots creux", a-t-il relevé. AFP 31 octobre 2017

Coucou, le "père Noël" est arrivé. Devinez pour qui ?

- Hausse des salaires en cabinets ministériels- lexpress.fr

"La rémunération moyenne brute (primes comprises) des 232 membres des cabinets ministériels s'élève à 9186 euros mensuels soit +20,5% par rapport au gouvernement Valls", a constaté ce mardi l'ancien parlementaire socialiste René Dosière, s'appuyant sur un document annexé au projet de budget pour 2018 et publié par Bercy. lexpress.fr 31.10

- 120 millions d'impôts en moins sur les stock-options : le nouveau cadeau aux riches de Macron ? - francais.rt.com

Un amendement inattendu de la majorité, dans le cadre du projet de loi de finances de la sécurité sociale, a fait passer le 20 octobre de 30% à 20% les prélèvements sur les stock-options et autres actions gratuites. La somme équivaut à environ 120 millions d'euros de pertes de recettes, destinées originellement à la sécurité sociale.

L'amendement 646 a aussitôt été approuvé par le rapporteur général de La République en marche (LREM) et par la ministre de la Santé Agnès Buzyn. D'ordinaire, l'examen des amendements se fait en commission avant leur discussion en séance plénière. Mais le 646 n'a pas eu besoin de passer en commission.

L'abaissement de la fiscalité sur les stock-options «coûtera de l'ordre de 100 millions d'euros aux finances publiques… il vient après la suppression de la 4e tranche de la taxe sur les salaires qui profite essentiellement aux grands groupes et qui coûte 120 millions d'euros aux finances de l'Etat», écrit la députée Valérie Rabaud. Elle ajoute que «les entreprises concernées sont déjà celles qui pour la plupart bénéficient de la suppression de la 4e tranche de la taxe sur les salaires… ce qui représente déjà un gain pour elles de 120 millions d'euros». francais.rt.com 31 oct. 2017

Ils osent tout

- Loi antiterroriste : Macron assure que les libertés ne seront pas bafouées - Franceinfo

- Gay Games : après Paris en 2018, Hongkong organisera les jeux 2022 - Liberation.fr

- Prisons: Macron veut créer une Agence des travaux d'intérêt général - AFP

Travaux forcés ou S. T. O., leur société ressemble de plus en plus à un camp de concentration, avec les Gay Game en prime, quel bonheur !

INFOS EN BREF

ECONOMIE

Russie-Chine

- La Russie et la Chine renforcent leur coopération monétaire contre le dollar - francais.rt.com

«En ce moment, les autorités financières des deux pays [la Chine et la Russie] travaillent à la prolongation pour trois ans de l'accord bilatéral d'échange de devises», a déclaré le 31 octobre Sergueï Prikhodko, vice-Premier ministre de la Fédération de Russie, au moment où le Premier ministre Dmitri Medvedev s'envolait pour une visite officielle de deux jours en Chine.

En 2014, la Russie et la Chine avaient conclu un premier accord d'échange de devises pour une durée de trois ans et pour un montant équivalent à 25 milliards de dollars (21,5 milliards d'euros). Cette opération qui revient à créer une chambre de compensation yuan/rouble, permet aux deux pays de libeller les montants de leurs échanges de biens et services en monnaies nationales, rouble et yuan, sans passer par le dollar ou l'euro. Selon les informations données par Sergueï Prikhodko, la part des échanges commerciaux de la Russie libellée en roubles augmente de manière continue. Ainsi, de 2016 à 2017, elle serait passée de 13% à 16% pour les importations, et de 16% à 18% pour les exportations.

Des échanges commerciaux en hausse et passant de moins en moins par le dollar.

La Chine et la Russie, dont les échanges économiques croissent à un rythme soutenu, cherchent à multiplier les initiatives pour faciliter les paiements en rouble et en yuan dans l'espace eurasiatique. Ainsi, selon le vice-Premier ministre russe, plusieurs banques russes ont déjà rejoint le China International Payment System (CIPS), un système de paiement interbancaire international en yuan garanti par la Banque populaire de Chine, (la banque centrale chinoise). Par ailleurs les deux systèmes nationaux de paiement par cartes bancaires russe NSPK et chinois Union Pay, se sont rapprochés pour permettre le paiement d'achats en Russie avec des cartes bancaires chinoises.

En 2016 les échanges commerciaux entre la Chine et la Russie ont atteint l'équivalent d'environ 70 milliards de dollars. Mais les deux pays se sont fixés pour but de porter ces échanges à 80 milliards dès 2018 et 200 milliards d'ici 2020. Cité par le portail web chinois en plusieurs langues le Quotidien du peuple, le premier vice-Premier ministre russe, Igor Chouvalov, a laissé entendre que ce résultat pourrait être atteint en intégrant l'initiative chinoise de développement stratégique Une ceinture, Une route avec l'Union économique eurasiatique (UEE). francais.rt.com 31 oct. 2017

Haut de page

Le 3 novembre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (12 pages)

Avertissement. Le blog Les-crises.fr manipule ses lecteurs et ne supporte pas qu'on le démasque.

Un internaute écrit le 2 novembre :

- "Je me demande ce qu'on cherche ici. Kadhafi était, et Assad est toujours, au moins aussi "dictateur" qu'Al Sissi, les trois étant avant tout ennemis des Frères Musulmans. Il me semble que les deux premiers ont été plutôt soutenus ici. On parle de "deux

poids deux mesures" ?

Ou alors, absolument tout est jugé à l'aune de l'hystérie de diabolisation des USA (que je n'angélise pas) : tout régime qui les combat est bon quoi qu'il fasse par ailleurs, et tout régime qui ne les combat pas est mauvais quoi qu'il fasse par ailleurs."

Un sbire de ce blog lui répond :

- "Ici, on ne cherche rien, on a déjà trouvé.

Tout simplement, le régime du Sissi est illégitime, tyrannique et criminel, comme le sont ceux qui l'ont mis en place, financé, armé et soutenu inconditionnellement en tout jusqu'à présent. Voilà la réalité toute crue."

Parce que les Frères Musulmans ne sont pas "financés, armés et soutenus inconditionnellement en tout jusqu'à présent" par "ceux qui les (avaient) mis en place" en Tunisie, en Egypte, en Syrie, ah non, ça a foiré, quel dommage ! Au côté d'Al-Qaïda ils ont quand même détruit une bonne partie de la Syrie, vous devrez vous en contentez en guise de compensation.

Bien pourri ce blog, n'est-ce pas ? Un modèle de démocratie cet "espace d'autodéfense intellectuelle" comme il se définit.

Sur absolument tous les sujets il tient un double discours, sauf un, il ne supporte pas qu'on remette en cause l'existence du capitalisme... et la version officielle du 11/9 ! Il n'a jamais soutenu Kadhafi ou Assad. Il a publié un tas d'articles où leurs auteurs se livraient au même exercice.

Morsi et les Frères musulmans, c'est la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Suisse et la Turquie, le Qatar, et le Parti démocrate d'Obama et Clinton, ainsi que le clan républicain de Mc Cain.

Sissi, c'est l'Arabie saoudite, le clan de l'oligarchie et des républicains qui soutiennent Trump.

Quant à la France, elle a soutenu Morsi quand il était au pouvoir ainsi qu'Obama, et elle soutient maintenant Sissi depuis que Trump est au pouvoir. Normal, puisqu'elle réagit en vassal du clan de l'oligarchie anglo-saxonne qui est au pouvoir ou qui est le plus puissant !

La situation mondiale est particulièrement complexe de nos jours, beaucoup plus qu'autrefois, outre le chaos qui y règne dans un grand nombre de pays, il faut ajouter la désinformation orchestrée par l'ensemble des médias, dont ceux dits alternatifs qui corrigent rarement leurs erreurs, une exception à ma connaissance, le Réseau Voltaire, et n'attendez pas que nos dirigeants (ou de vieux militants) en fassent autant.

Dossier sur l'Espagne.

La République : résolument oui ! L'indépendance : résolument non !

La Seconde Guerre mondiale impérialiste fut la réponse politique de l'oligarchie financière à la crise qui frappait le capitalisme et à la montée en puissance du mouvement ouvrier international. Elle ne mit pas un terme aux contradictions des lois de fonctionnement du capitalisme, et elle ne parvint pas à entamer la détermination du prolétariat mondial à lutter pour l'amélioration de sa condition ou pour le socialisme.

Bref, cet acte de barbarie ne permit ni de mettre fin à la crise du capitalisme ni de neutraliser la lutte de classe du prolétariat. Il lui permit juste de temporiser, de gagner du tout avant l'explosion de prochaines crises, qui allaient se produire dans un intervalle de plus en plus rapproché, toujours plus profondes et étendues au point de prendre un caractère permanent quelques décennies plus tard.

L'état de crise permanente du capitalisme allait devenir le facteur déterminant l'orientation de la stratégie politique que les sommets de l'oligarchie anglo-saxonne allait adopter et imposer au reste du monde. La Seconde Guerre mondiale impérialiste préfigurait ou était le signe avant-coureur de l'entrée en crise permanente du capitalisme, tout en sachant que dans le futur ils ne pourraient plus recourir à cet expédient pour y faire face. Il leur faudrait employer d'autres moyens à la fois sur le plan économique et politique.

Sur le plan économique ils avaient pratiquement les mains libres, puisque personne ne pouvait ou n'oserait contester leur pouvoir dans ce domaine. Constatant que les vieilles recettes étaient devenues obsolètes ou sans effet, en passant par différentes étapes avec le concours du législateur, ils allaient doter l'économie d'instruments financiers occultes ou de type mafieux, qui leur permettraient d'accroître leur pouvoir et leur fortune dans des proportions gigantesques ou pratiquement illimitées, de sorte qu'ils pourraient manipuler, instrumentaliser, contrôler les crises à venir du capitalisme sans que le pouvoir politique ou aucun Etat ne puisse s'y opposer, bref, ils allaient se donner les moyens de devenir enfin les maîtres incontestés du monde, et ils y sont

en grande partie parvenue.

Sur le plan politique ils allaient avoir pratiquement les mains libres également, grâce au concours de la social-démocratie dégénérée et du stalinisme qui avaient littéralement pourri le mouvement ouvrier, tandis que le prolétariat était incapable de se doter d'une nouvelle direction révolutionnaire. Cela allait leur permettre de passer le moment venu à l'offensive contre les acquis sociaux et politique de la classe ouvrière à l'échelle mondiale. Aux institutions financières internationales qu'ils allaient créer pour soumettre l'ensemble des Etats à leur politique économiques ou leurs propres besoins, l'oligarchie allait créer leur pendant politique en mettant en place une multitude d'institutions politiques internationales ou continentales, supranationales, non élues et sans aucune légitimité populaire, qui allaient être chargées de se substituer aux Parlements nationaux à l'aide de traités qu'ils allaient tous signés, de sorte que les peuples allaient être spoliés de leurs droits politiques (mais pas totalement, on verra cela plus loin). Cette étape étant franchie ou cet objectif étant atteint, plus rien ne devait faire obstacle à l'adoption par tous les Etats de la stratégie économique élaborée par l'oligarchie et ses idéologues néolibéraux.

Sur le plan militaire, leur intégration à l'OTAN sous commandement américain ne sera qu'une simple formalité.

Voilà en gros les grandes lignes de l'orientation du capitalisme tel qu'on a pu l'observer depuis le milieu des années 40. Je ne suis pas entré dans les détails ou je n'ai pas fourni d'autres références historiques qui nous auraient distrait de l'essentiel. Mais vous pouvez vérifier que tous les évènements importants qui se sont produits dans le monde ainsi que leur enchaînement confirme ce constat ou s'y intègrent parfaitement, ce qui ne signifie pas pour autant que l'oligarchie aurait atteint tous les objectifs qu'elle s'était fixé ou que sa stratégie ne comportait pas des lacunes, des faiblesses, des failles, dont une déterminante que nous allons aborder maintenant rapidement.

Ils ont eu beau créer une multitude d'institutions financières ou politiques internationales ou continentales, y intégrer les Etats en adoptant de nombreux traités pour spolier la classe ouvrière de ses droits politiques, il n'en demeure pas moins qu'ils n'ont pas pu aller au-delà, ils n'ont pas pu éliminer par une signature adossée au bas d'un traité les origines ou le développement multiséculaires de chaque peuple, leur histoire politique, leur culture, leur langue ou leurs particularités, etc. de sorte que tous les Etats continuent d'exister avec leur Constitution et leurs institutions nationales (élues au suffrage universelle), leur Premier ministre et leur gouvernement respectif responsable devant leur peuple, et bien que ces Etats soient devenus les vassaux d'institutions supranationales, ils demeurent aussi ou si ce n'est plus vulnérables que par le passé, car ils peuvent être renversés par un mouvement révolutionnaire qui romprait avec ces institutions supranationales, avec le capitalisme en instaurant une République sociale.

On aura compris que l'ensemble de la situation telle qu'elle ressort de l'évolution du capitalisme ou de l'orientation économique et politique impulsée par l'oligarchie particulièrement au cours des 4 ou 5 dernière décennies s'oppose frontalement à tout progrès social significatif, collectif, est incompatible avec l'expression même limitée de la démocratie, interdit toute remise en cause de l'ordre établi, les peuples exploités et opprimés doivent s'y soumettre impérativement ou être réprimés férocement en cas de rébellion ou de soulèvement.

On aura compris que la tactique du mouvement ouvrier doit être subordonnée au combat politique pour l'abolition de la Constitution et le renversement des institutions nationales dans chaque pays de l'UE (et ailleurs), et que les masses exploitées qui constituent chaque nation doivent impérativement être unies pour affronter et vaincre leur ennemi, et malheur à celles qui seraient divisées face à un ennemi qui fait preuve d'une détermination, d'une solidarité ou d'une fraternité sans faille pour terrasser par tous les moyens à sa disposition le prolétariat révolutionnaire.

Si les travailleurs de toute l'Espagne se saisissent de la question de la République avancée par le prolétariat catalans comme un levier pour axer leur combat contre la Constitution et les institutions nationales espagnoles pour les abattre, nous devons les soutenir inconditionnellement en leur proposant d'aller plus loin, et d'instaurer une République sociale sur les débris de la monarchie parlementaire et du franquisme, à eux ensuite d'en déterminer la forme la plus appropriée dans le respect des aspirations de tous les peuples qui composent l'Espagne.

Réponse d'un "***ignare***" à deux courriels.

Le militant, qui m'a envoyé les deux courriels que j'ai reproduits avant-hier et auxquels j'ai répondu, a récidivé dans deux courriels, où il a fait preuve du même dogmatisme aveugle. Je vous en ferai grâce et je n'y répondrai pas.

Le premier était intitulé "*Ignardise*", le second était constitué de sélections de citations de Lénine et Trotsky uniquement destinées à justifier sa position en faveur de l'indépendance de la Catalogne donc de l'éclatement de l'Espagne en une multitude de micro-Etats...

Une multitude de fois dans mes causeries depuis 9 ans j'ai mis en garde les lecteurs contre ceux qui à court d'arguments ou de légitimité emploient de manière intempestive et détournée des citations des marxistes à seul fin de justifier leurs positions politique ou leur opportunisme.

A les entendre, les marxistes auraient partagé toutes les positions qu'ils ont adoptées hier ou aujourd'hui, ne prétendent-ils pas en être les héritiers (autoproclamés), ce qui, si c'était vraiment le cas, ne serait pas très flatteur pour Marx, Engels, Lénine et Trotsky, au regard du bilan politique de leurs disciples qui avoisine le néant. Or non seulement c'est complètement absurde du fait que le contexte politique a évolué depuis, ainsi que la société, le capitalisme, etc. de sorte que nous nous retrouvons souvent confrontés à des situations ou questions totalement inédites auxquelles autrefois les marxistes n'ont pas pu apporter de réponses politiques.

Que cela ne tiennent, à coup de citations tronquées minutieusement sélectionnées pour l'occasion, ils réussiront à leur faire dire ce qu'ils n'ont jamais dit. Si au moins ils partaient des faits et se contentaient de comparer ce qui est comparable, on pourrait admettre qu'ils fassent un usage circonscrit de certains passages des oeuvres des marxistes, mais ce n'est pas le cas ici, car c'est précisément dès qu'on tente d'aborder avec eux les faits qu'ils se dérobent derrières des citations ou des principes ou encore ils évoquent autres choses, comme si dans la situation il y avait justement des éléments qui contredisaient leur position ou leur théorie qu'ils substituent à la réalité. On aura l'occasion d'en reparler très prochainement lorsque cette mystification que constituait cette déclaration de l'indépendance de la Catalogne se sera volatilisée.

J'en profite pour préciser qu'il ne faut pas confondre le mot d'ordre de République valable pour toute l'Espagne, avec celui d'indépendance qui signifie la dislocation de l'Espagne. Nous sommes résolument pour l'établissement d'une République en Espagne, et farouchement contre l'indépendance ou la création de nouveaux Etats correspondant aux territoires de ses régions.

Nos dirigeants n'ont décidément absolument rien appris des développements des dernières décennies. Hormis inculquer des illusions dans la tête des militants, ils n'ont aucune stratégie.

L'adoption par le Conseil européen en 2007 du Traité de Lisbonne se substituant au Traité établissant une Constitution pour l'Europe (TCE) rejeté par référendum en France et au Pays-Bas en 2005, avait déjà démontré qu'il serait impossible de rompre avec l'Union européenne et d'appliquer une politique conforme aux besoins des travailleurs sans abolir au préalable la Constitution et les institutions nationales dans chaque pays, sans renverser l'Etat des capitalistes, tâche que seul le prolétariat révolutionnaire peut accomplir à la tête de l'ensembles des exploités. Puis 10 ans plus tard, l'expérience grecque l'a à nouveau prouvé après le référendum de 2015. Un an plus tard, le référendum sur le maintien ou non au sein de l'UE de la Grande-Bretagne l'a confirmé, la farce du "Brexit" ayant été planifiée par Cameron quelques années plus tôt lors d'une réunion... au Pentagone aux Etats-Unis, le pendant militaire de la Fed. Et ne voilà-t-il pas qu'un an plus tard, en 2017, on nous refait le même coup en Espagne avec la Catalogne, et quand on dit stop, stop trop c'est trop, on nous caractérise de petit bourgeois, de traître, de réactionnaire, d'opportuniste, c'est renversant, n'est-ce pas ?

Puisque l'auteur de ces courriels est un sympathisant ou un militant du POID, je le renvoie à la perspicacité, à la profondeur d'analyse de son principal dirigeant, Daniel Gluckstein, qui titrait son éditorial du 16 mai 2017 "*Quand un régime s'effondre...*", en France. Depuis, se serait-il effondré, évidemment non et vous pouvez encore attendre longtemps, lui et ses amis tenaient déjà exactement le même discours il y a un demi-siècle en arrière, avec de tels prophètes on va aller loin !

Ce que nous disons, c'est que la monarchie parlementaire espagnole fonctionne comme une République bourgeoise dite démocratique, les députés au Cortes, les maires, les députés des Assemblées régionales sont élus au suffrage universel, le Premier ministre est désigné (par le roi) parmi le groupe parlementaire qui détient la majorité, et c'est lui qui désigne les ministres de son gouvernement, et les lois s'appliquent à tous les citoyens espagnols, exactement comme en France ou dans la totalité des pays de l'UE et bien d'autre pays dans le monde. Ce courant politique et d'autres le nient ou n'en parlent pas, ce qui est pire encore.

Partant de là, des faits, on est en droit de se poser les questions suivantes : Pour les travailleurs espagnols existe-t-il une différence entre ce régime et la République que les indépendantistes catalans viennent d'adopter ? Aucune pour l'essentiel. Alors pourquoi devrait-il se saisir de cette question ? S'en saisissent-ils ? Apparemment pas. Ne serait-ce pas plutôt les détourner du combat politique pour une République sociale qui abolirait la Constitution et les institutions espagnoles, qui romprait avec l'UE, qui s'attaquerait aux fondements du capitalisme pour satisfaire leurs besoins sociaux, de la révolution socialiste ? Cela ne préfigure-t-il pas une prochaine offensive du gouvernement contre les travailleurs ? Cela ne vient-il pas à point nommé pour détourner l'attention du peuple espagnol des affaires de corruption dans lesquelles le parti de Rajoy est embourbé, mais aussi certains dirigeants indépendantistes ?

Sans parti, sans programme, sans plan établi, sans direction, vous attendez quoi du processus engagé en Catalogne ? La seule question qui se pose à l'avant-garde ne serait-elle pas "celle de la conquête des masses", au lieu de marcher dans les combines pourries de la petite bourgeoisie réactionnaire catalane qui risquent de se terminer pour le prolétariat catalan par un bain de sang pire que les "journées" de juillet en1917 en Russie ou celles de juin 1848 en France ?

En guise d'épilogue.

J'ai continué de lire quotidiennement ce que les uns et les autres ont écrit ses dernières semaines sur ce sujet, ils sont pratiquement tous alignés sur la même position favorable au démantèlement de l'Espagne, cela doit bien les faire marrer à Bruxelles.

Ils sortent tous les mêmes citations de Trotsky qui datent de près d'un siècle pour justifier leur position. J'ai cherché dans leurs documents (principalement ceux disponibles sur Internet) des éléments, des données chiffrées et détaillées, des faits précis qui permettraient d'étayer davantage ma position, en vain, chaque fois ils ne s'y attardent pas ou ils les citent en passant, donc ils sont inutilisables, donc je n'y fais pas référence, je ne vais tout de même pas les imiter.

Je n'ai pas réussi à savoir précisément à quel niveau se situait la mobilisation de la classe ouvrière dans le reste de l'Espagne que certains ont évoquée, à les entendre les masses de toute l'Espagne seraient devenues révolutionnaires, mais qui peut les croire sur parole en l'absence de données chiffrées, vérifiables, incontestables, certainement pas moi ou plus moi.

Ce n'est pas la politique, l'ethnologie ou l'anthropologie qu'il faut avoir étudiées pour comprendre ce que ces gens-là ont dans le crâne, mais l'archéologie ou la géologie !

Donnons la parole à une Espagnole vivant en Catalogne

- Ma vie en Catalogne, comment l'indignation a remplacé l'illusion par Laura Quijano (économiste)

Il y a 5 ans, la Catalogne m'était apparue comme un lieu propice à l'installation de notre couple. Lui, originaire de Majorque, avait déjà vécu dans six régions autonomes au cours de sa vie, dont de nombreuses années à Barcelone où ses parents s'étaient installés il y a plus de 30 ans. Née à Madrid, j'étais quant à moi peu attachée aux identités régionales ou nationales du fait de mon travail dans des milieux internationaux et des années que j'avais passées à l'étranger. C'est ici que nous avons fondé notre famille, ici que nos deux filles sont nées et ont passé toute leur vie.

Mon mari et moi avions commencé notre étape catalane dans l'enthousiasme: je m'étais inscrite à un cours de catalan, puis nous étions partis à la découverte des moindres recoins, traditions et coutumes du lieu où nous avions choisi de vivre. Nous voulions nous intégrer, et non pas vivre ghettoïsés entre hispanophones. Pour nous, les drapeaux indépendantistes qui peu à peu fleurissaient aux balcons avaient quelque chose d'exotique.

Nous considérions le nationalisme catalan comme une gageure indépendantiste, car ses partisans disaient clairement que c'était le moyen d'obtenir des avancées économiques, sans que l'objectif soit véritablement d'aller jusqu'à l'indépendance. Mais ensuite sont arrivées les premières surprises, puis la stupéfaction et, enfin, une grande déception.

Notre première surprise a eu lieu au moment de trouver une école pour mes filles. Après en avoir visité au moins onze, entre écoles publiques et écoles sous contrat avec l'État, j'ai pu constater que la plupart se disaient sans rougir "catalanistes", et ce dès la première réunion d'information. Je ne m'imagine vraiment pas une école publique à Madrid se déclarer "espagnoliste". J'ai aussi remarqué que sur les murs, seules des cartes de la Catalogne étaient affichées; je n'ai vu aucune carte d'Espagne ou d'Europe. Enfin, j'ai constaté que, dans la plupart des écoles, on commençait par l'apprentissage de l'anglais avant celui de l'espagnol, auquel deux heures de cours par semaine étaient consacrées en école primaire.

Autre surprise, juste avant le vote sur l'avenir politique de la Catalogne, en 2014, des activistes de l'Assemblée nationale catalane (ANC) ont sonné à ma porte dans le cadre d'une "enquête" sur l'indépendance. La première question était la suivante: "Lorsque la Catalogne sera indépendante, nous disposerons de 16 milliards supplémentaires à dépenser. À quoi souhaitez-vous que ces fonds soient attribués?" Toutes les questions suivaient le même schéma: une affirmation à visée de propagande dont la véracité n'est à aucun moment mise en doute, suivie d'une question piège.

Surprise encore: chaque week-end, plusieurs événements indépendantistes ont commencé à être organisés. Des courses à pied grand public, des paëllas, des sardanes, des foires. On monopolisait et on politisait l'espace public en faveur de la cause. On distribuait des ballons et des tracts, dans une campagne électorale permanente. J'ai dû refuser que des membres de l'ANC approchent mes filles pour leur donner des ballons. Et tout cela était considéré comme moderne et révolutionnaire.

Puis, lorsque ma fille de 4 ans m'a demandé pourquoi les autres enfants étaient Catalans et pas elle, ce fut la stupéfaction. D'où une petite fille pouvait-elle sortir une telle idée, elle qui suppose que chaque ville est un pays, qui ne fait pas la différence entre le concept de quartier, de région ou de pays, et dont l'identité n'est pas fermement établie? Selon quel critère peut-on affirmer que ma fille, qui a vécu uniquement en Catalogne depuis sa naissance, est ou n'est pas Catalane? Je préfère croire que ce n'est pas un professeur qui lui a mis cette idée en tête, mais plutôt un enfant innocent qui aurait dit cela en voyant qu'elle préférait parler espagnol. Il n'empêche que ce symptôme est révélateur de l'obsession identitaire, présente dans tous les pans de la société.

Le 29 octobre, la stupeur s'est abattue lorsque nous avons reçu, par le groupe WhatsApp de l'école de mes filles, une invitation à un week-end de ce type sous couvert de "fête familiale et conviviale" dans l'enceinte de l'école. J'ai été sidérée lorsque j'ai protesté, non en raison de l'objet de la "fête", mais en raison de la manipulation qui faisait passer cela pour un événement familial et amical. En guise de réponse je n'ai reçu que des reproches, car l'information était soi-disant objective, et destinée aux personnes potentiellement intéressées.

L'incrédulité s'est installée lorsque des personnes de mon milieu, par ailleurs absolument privilégié au vu de la réalité espagnole (je vis dans la deuxième ville où le revenu par habitant est le plus élevé d'Espagne), qui ont un travail et des revenus décents et qui ont voyagé et bénéficié de bonnes opportunités, ont commencé à se dire "opprimées par l'État". Lorsque je vois de jeunes employés de mon entreprise, qui viennent travailler en grosse voiture, qui ont étudié intégralement en catalan, qui ont voyagé en Europe avec leur passeport espagnol, qui ont pu s'affilier à des associations de tous bords et manifester dans les rues autant qu'ils le voulaient, tout cela dans une Catalogne faisant partie de l'Espagne, se déclarer "opprimés", je ne peux qu'en rire.

Mon incrédulité s'est encore renforcée à la lecture de leurs appels à l'aide désespérés sur Facebook, adressés à leurs amis d'autres pays, en raison des "abus de l'État espagnol". Tous ont voté le 1er octobre, aucun d'entre eux n'a été molesté; au contraire, ils ont été applaudis et n'ont pas manqué de prendre tous les selfies possibles, à partager sur les réseaux sociaux.

Stupéfaction encore lorsque la mère d'une élève qui me contait les bienfaits, la liberté et la joie d'avoir grandi dans une Catalogne faisant partie de l'Espagne n'hésitait pas à dire que, dans ce même contexte, elle lutterait pour l'indépendance et la "liberté du pays". À la question de savoir à quoi correspondait cette liberté à conquérir, elle m'a expliqué que cela consistait à "faire uniquement ce que nous nous voulons". Pour moi, la liberté d'un pays se mesure à l'aune de la somme des libertés des individus qui la composent, et je ne sais pas à qui correspond ce "nous", dans la mesure où, s'il existe une réalité qui se subroge à celle des individus, elle aurait justement pour conséquence de faire perdre leur liberté à nombre d'entre eux.

Finalement, l'indignation l'a emporté lorsque j'ai vu la résurrection de Franco sur papier glacé et sur des affiches de propagande, dans les discours politiques et citoyens. L'indignation, lorsqu'une collègue de travail m'a accusée pour la première fois d'être complice du franquisme. Ce qu'il ne faut pas entendre! À ma naissance, Franco était déjà mort. Comme beaucoup, je suis fille de parents qui ont lutté pour sortir de la dictature et nous offrir la liberté qu'ils n'avaient pas eue. Je ne comprends pas comment on peut rester franquiste après la mort de Franco, et jamais Franco n'a fait partie de nos discussions ou alternatives politiques, ni moi ni mes connaissances du Partido Popular. Jusqu'à mon arrivée en Catalogne, où soudain on m'a collé cette étiquette, pourtant diamétralement opposée à mes convictions...

On entend dire que l'Espagne a abandonné la Catalogne et de nombreux indépendantistes disent "qu'on les a perdus". Moi aussi, je me sens déçue et abandonnée par cette Catalogne des mensonges et des rêves irrationnels et impossibles, celle qui me pousse aujourd'hui à remettre en question le fait qu'il fasse bon y vivre, comme je le croyais il y a cinq ans. Cette Catalogne "m'a perdue", elle aussi, mais je ne m'en irai pas; je resterai, aux côtés de ceux qui ne veulent pas voir leur terre convertie en un pays au bord de la faillite morale et économique. Je resterai, tout en sachant qu'il nous faudra lutter pour défendre nos droits et contrecarrer un discours trompeur et bien huilé. Pour que mes filles puissent grandir ici, dans un pays libre. Fin

Bref, une "oppression" en remplace une autre...

C'est marrant, plus les jours passent et moins je me sens Catalan ! Bon, je n'étais pas Charlie non plus, ceci doit expliquer cela...

Catalogne: huit ministres en prison, mandat d'arrêt contre Puigdemont - AFP

Huit membres du gouvernement catalan destitué par Madrid ont été placés jeudi en détention provisoire par une juge d'instruction espagnole qui émettra vendredi un mandat d'arrêt européen à l'encontre de leur chef Carles Puigdemont, réfugié à Bruxelles.

La juge Carmen Lamela de l'Audience Nationale, tribunal chargé des affaires sensibles, "le fera durant la journée de vendredi", a assuré jeudi en fin de soirée à l'AFP une source judiciaire à Madrid.

Depuis Bruxelles, l'avocat de M. Puigdemont, Me Paul Bekaert, avait déclaré jeudi soir à la télévision flamande VRT: "Mon client vient de me dire que (le mandat d'arrêt) a été émis à l'encontre du président et de quatre ministres qui se trouvent en Belgique" depuis lundi et ont refusé de se présenter au tribunal.

"Cela signifie dans la pratique que la justice espagnole va maintenant envoyer une demande d'extradition au parquet fédéral de Bruxelles", a-t-il ajouté.

Interrogé sur le point de savoir si le dirigeant séparatiste allait rester en Belgique, l'avocat a répondu: "Bien entendu. Il s'est engagé à coopérer pleinement avec les autorités belges".

Une fois la demande d'extradition transmise à la justice belge, celle-ci aurait 60 jours pour étudier le dossier. Au cas où sa demande d'extradition serait approuvée par un juge belge, M. Puigdemont fera appel, a précisé Me Bekaert.

Plus tôt dans la soirée, dans un court message diffusé par la télévision régionale catalane, le président catalan destitué par Madrid a "exigé la libération" de ses collègues incarcérés, affirmant que la décision de la justice n'était "plus une affaire interne espagnole" et que la communauté internationale devait "se rendre compte du danger" qu'elle constituait.

Vingt mille personnes, selon la police municipale, se sont rassemblées dans la soirée à Barcelone, à l'appel du mouvement indépendantiste Assemblée nationale catalane (ANC).

Un neuvième ministre, Santi Vila, qui avait démissionné avant la proclamation de la "République" et le seul à avoir répondu aux questions de la magistrate, pourra être mis en liberté provisoire moyennant le paiement d'une caution.

Dans son ordonnance, la juge explique l'ordre d'incarcération par le risque de fuite des inculpés.

Cinq membres du bureau du Parlement catalan, dont la présidente Carme Forcadell, ont quant à eux obtenu un report au 9 novembre de leur audition pour pouvoir préparer leur défense. AFP 3 novembre 2017

ACTUALITE EN TITRES

Après Jupiter, le "père Noël", le petit prince, Dieu et le pape.

- Emmanuel Macron répond au poème d'une ado britannique par un poème - LeParisien.fr

Si vous écrivez un poème à Emmanuel Macron, il pourrait bien vous répondre. C'est en tout cas ce qui est arrivé à Sophie, une Britannique de 13 ans. LeParisien.fr 1 novembre 2017

- Emmanuel Macron sera bien chanoine de Latran - LePoint.fr

"La Croix" révèle que le président de la République accepte le titre honorifique et qu'il a l'intention d'aller en prendre possession à Rome. LePoint.fr

- Phénomène de cour, isolement : peut-on encore parler au président Macron ? - LeParisien.fr

« Ce qui le fait sourire, c'est qu'il y ait des gens qui croient qu'on puisse encore lui apprendre des choses. Dieu est Dieu ! » LeParisien.fr

Un candidat unique à la direction du parti unique.

- En Marche : une élection et un seul candidat, Christophe Castaner - LeParisien.fr

Vous avez dit nouveau monde ? La course pour le poste de délégué général de la République en marche (LREM) se résumera à une candidature unique. LeParisien.fr

Quand le populisme est en proie à un crise d'infantilisme aiguë.

- Après cette séquence de "C à vous", Mélenchon dénonce une "manipulation d'enfants" - Le Huffington Post 1 novembre 2017

"Coup de froid" sur le "réchauffement climatique".

- Climat : un coup de froid sur l'Europe dans les décennies à venir ? - Franceinfo

Selon une recherche récente, une baisse brutale des températures est à prévoir dans les décennies à venir en Europe. Franceinfo 1 novembre 2017

ACTUALITÉ DU JOUR

La révolution numérique est antisociale en régime capitaliste ou la régression sociale en marche.

- Intelligence artificielle, vers le sans-contact humain - Liberation.fr

L'automatisation des services bancaires, notamment au Crédit mutuel-CIC, menace même les postes qualifiés. Liberation.fr 1 novembre 2017

- En France, 20 % des emplois menacés d'ici à 2020 - Liberation.fr

La dématérialisation en cours dans le secteur entraîne fermetures d'agences et suppressions de postes.

Moins 3 600 dans le réseau Banque populaire et Caisse d'épargne (BPCE), moins 2 500 à la Société générale, moins 750 à 850 au Crédit lyonnais, moins 640 chez BNP Paribas : au cours des derniers mois, plus de 7 000 suppressions de postes à l'horizon 2020, couplées à des fermetures de succursales, ont été annoncées par les principales banques françaises.

Avec, à chaque fois, le même discours : la nécessité de réduire la voilure pour faire face à la révolution numérique. Une évolution plutôt acceptée du côté syndical : «Les clients consultent leurs comptes par Internet, certaines agences tournent au ralenti, ce n'est pas illogique de les fermer», estime Denis Boutin, de la CFDT-BPCE.

En 2016, toutes banques confondues, les effectifs - en baisse depuis 2011 - ont chuté de 0,3 % selon la Fédération bancaire française (et de 0,6 % pour les seules banques commerciales, selon l'Association française des banques, AFP). Pour l'heure, la baisse est donc «modérée», note Luc Mathieu, de la fédération CFDT Banques. Mais qui, selon Régis Dos Santos, du Syndicat national de la banque (SNB), rattaché à la CGC, pourrait s'amplifier : «Les groupes ont annoncé des plans qui tournent autour d'une baisse de 20 % des effectifs à moyen terme. Mais cela ira au-delà. Le monde de la banque de détail est fragilisé et le mouvement de fermeture des agences est inexorable.»

Selon l'AFB, les démissions de collaborateurs représentaient en 2016 près d'un tiers des départs (31,1 %, contre 24,8 % en 2014). Soit à peine moins que les départs à la retraite (32,6 %). Preuve, s'il en fallait une nouvelle, de la dégradation des conditions de travail dans le secteur. Liberation.fr 1 novembre 2017

Le remplacement des hommes qui effectuent des tâches répétitives et abrutissantes par des machines ou des robots constitue un progrès social pour l'humanité, sauf qu'en régime capitaliste il se traduit par le chômage de masse et la pauvreté. Ce facteur ne contribue pas à la déshumanisation de la société puisqu'il libère les hommes d'un fardeau, en revanche ce sont ceux qui le mettent en oeuvre de nos jours qui le transforment en un puissant facteur de régression sociale.

- «On a été prévenus par lettre la veille de la fermeture de l'agence» - Liberation.fr

A Saint-Sauveur-Lendelin, dans la Manche, la permanence du Crédit agricole Normandie ne fonctionne plus que sur rendez-vous. Une défection de plus en plus récurrente en zones rurales qui provoque la colère des habitants.

Pour signifier la fin de sa permanence dans le petit bourg de Saint-Sauveur-Lendelin, dans la Manche, le Crédit agricole Normandie ne s'est pas embarrassé de grandes explications. Une affichette a été simplement scotchée sur la paroi vitrée de l'agence, ouverte jusqu'alors quatre matinées par semaine et désormais réservée aux entrevues sur rendez-vous. «Nos services évoluent, à compter du 1er novembre 2017 accueil dans notre agence la plus proche», explique, laconique, l'affiche en question. Suivent les horaires de l'agence de Périers, à sept kilomètres.

A l'intérieur, les clients de cette commune de 1 900 habitants se succèdent sans discontinuer. A la sortie, on papote, on se fait la bise. Et on ne décolère pas. «Ils se fichent du monde, fulmine un grand gaillard dans son blouson molletonné. On a été prévenus par lettre la veille de la fermeture de l'agence. Où on nous parle d'"évolution". C'est plutôt une régression ! Il paraît qu'on veut garder des petites communes, mais tous les commerces s'en vont.»

«Tout s'en va». Jean, 65 ans, ancien salarié d'une entreprise d'ébénisterie qui emploie toujours une vingtaine de salariés dans la commune, abonde. Et passe en revue la disparition successive des services à Saint-Sauveur. Le bureau de la Caisse d'épargne, puis le Trésor public, et maintenant le bureau du Crédit agricole. «Le plus embêtant, c'est pour les personnes âgées qui n'ont pas de moyens de locomotion pour aller à Périers ou à Coutances, relève un jeune retraité, se faisant l'écho du sentiment général. Il va rester un automate pour retirer du liquide, mais beaucoup préfèrent retirer leur argent au guichet. Personnellement, j'aimais mieux aussi gérer mes comptes à la banque, directement. Je n'ai pas d'ordinateur et c'est l'occasion de voir des gens.» Evelyne, ex-institutrice septuagénaire, est du même avis : «J'ai un ordinateur à la maison mais je ne m'en sers pas. M'adresser à une machine, je peux pas. Nos petites communes se meurent, mais c'est normal, tout s'en va.» Chez les commerçants, qui devront prendre leur véhicule pour aller déposer leurs recettes à Périers ou à Coutances, sans compter la baisse de fréquentation induite par la fermeture de l'agence, l'inquiétude aussi est grande. «C'est sûr, quand les gens se déplaceront pour aller à la banque, ils en profiteront pour faire leurs courses ailleurs», déplore Myriam, la boulangère.

Se faisant porte-parole de ce tollé, le maire de Saint-Sauveur-Lendelin, Patrick Leclerc, avec les élus de quatre autres communes environnantes également touchées par la fermeture de leur agence bancaire, a tenté une médiation. Sans succès.

«Cette fermeture, ça a été la douche froide. On s'est senti trahis, lâche l'édile dans sa jolie mairie jouxtant l'église. On n'a même pas réussi à savoir sur quels critères ces décisions ont été prises. Ils partent du principe qu'on est tous sur Internet et nos smartphones. Mais dans nos communes rurales, ça ne se passe pas comme ça.»

«Bar-épicerie». A la direction du Crédit agricole Normandie, on évoque la baisse de fréquentation. Et on se veut rassurant. «Comme sur l'ensemble du territoire, on s'adapte, avec de nouveaux automates et on maintient notre présence. A Saint-Sauveur-Lendelin, on pourra toujours recevoir des personnes sur rendez-vous et, pour retirer des espèces, un point vert a été mis en place dans un bar-épicerie de la commune.» Pas convaincue, Pierrette, 60 ans, responsable d'une association dédiée à la préservation du patrimoine communal, n'en a cure : «Ils ont mis un nouvel automate, mais comment je fais pour déposer des espèces ? L'ancien slogan du Crédit agricole "le bon sens près de chez vous" n'a vraiment plus aucune raison d'être, il n'y a plus de proximité.» Liberation.fr 1 novembre 2017 Liberation.fr 1 novembre 2017

On ne voudrait pas être jeune aujourd'hui ou demain, et on plaint les plus vieux qui n'ont plus l'agilité intellectuelle requise ou la faculté de s'adapter aux nouvelles technologies qui bouleversent ou envahissent la société.

Ils osent tout

- Emmanuel Macron aurait pu devenir Premier ministre de François Hollande en février 2016 - francetvinfo.fr

Alors qu'il était déjà programmé pour prendre la relève de Hollande en 2017... Mais qu'est-ce qu'on est con, même Hollande l'ignorait...

- Corée du Nord: le témoignage "inestimable" du dissident Thae Yong-Ho sur l'état de son pays - Le Huffington Post

Il mérite au moins le prix Sakharov !

- Israël frappe un site industriel syrien près de Homs - Reuters

Israël n'est pas engagé dans le conflit syrien, foi des agences de presse qui le martèle depuis 6 ans...

- Près de neuf Européens sur dix ont désormais une mauvaise image de Donald Trump, selon un sondage - Franceinfo

Comme quoi c'est bien le clan de l'oligarchie qui s'oppose à sa politique qui détient les médias et les instituts de sondages. La machine à fabriquer du consentement a encore de beaux jours devant elle. A quoi bon la combattre nous disent nos détracteurs, ils ont raison, laissons-les manipuler la conscience des masses à leur guise...

- La CIA dévoile des archives de Ben Laden saisies lors de sa mort - AFP

Ils ont mis le temps pour les fabriquer...

- Yemen: trente morts dans un raid attribué à Ryad sur un marché - AFP

Tout le monde s'en fout...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- L'armée syrienne a repris le contrôle de Daïr az Zour - Reuters

L'armée gouvernementale syrienne et ses alliés ont repris à l'Etat islamique le contrôle total de Daïr az Zour, la ville la plus importante de l'est de la Syrie, a annoncé jeudi l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

L'Etat islamique tenait l'essentiel de la ville depuis 2014 à l'exception d'une large poche où étaient retranchés l'armée syrienne et 93.000 civils depuis trois ans.

La capitale provinciale est située sur la rive occidentale de l'Euphrate.

Daïr az Zour était importante pour l'Etat islamique parce qu'elle est située près de la frontière avec l'Irak, où le groupe djihadiste contrôlait également d'importants territoires.

Dans la province de Daïr az Zour, l'armée syrienne avance également vers la ville d'Albou Kamal, située à la frontière irako-syrienne. L'aviation russe a bombardé jeudi des cibles de l'EI dans cette ville, a rapporté l'agence de presse RIA. Reuters 3 novembre 2017

ECONOMIE

Etats-Unis

- Jerome Powell choisi par Donald Trump pour présider la Fed - Reuters

Donald Trump a fait le choix de la continuité en nommant jeudi Jerome Powell, un des gouverneurs de la Réserve fédérale, pour succéder à Janet Yellen à la présidence de la banque centrale américaine.

Jerome Powell, qui est âgé de 64 ans, avait été nommé au conseil des gouverneurs de la Fed en 2012 par le président démocrate Barack Obama. Ce républicain modéré, juriste et banquier d'affaires, faisait figure de favori pour le poste et sa nomination n'a pas fait réagir les marchés qui l'avaient largement anticipée. Reuters 3 novembre 2017

Haut de page

Le 4 novembre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (9 pages)

La peste blanche !

On a écrit hier que le blog Les-crises était bien pourri. C'est la voix de la réaction blanche.

Il a publié ce samedi un article de Jacques Sapir intitulé *Quelles leçons d'Octobre ?* qui se terminait en donnant la parole au général Denikine qui selon Trotsky " *ne manquait pas de caractère, mais, pour le reste, c'était un général ordinaire de l'armée, qui avait peut-être lu cinq ou six livres*", ou encore "*le chef d'état-major du Grand Quartier Général, le général Denikine, futur généralissime des Blancs dans la guerre civile, qui n'était guère supérieur, pour la largeur de vues, aux agents du contre-espionnage tsariste*" une autorité en la matière pour Sapir, il faut bien qu'il mérite la confiance que lui accorde le Kremlin, était-ce si nécessaire ?

A l'entendre, la prise du pouvoir en octobre 1917 a été réalisée par "*un petit groupe d'agitateurs*", allez, des vauriens, des voyous, se désespérant qu'un siècle plus tard en Russie "*bien peu sont ceux qui sont capables de l'admettre*", mais peut-être ont-ils de bonnes raisons de ne pas croire les balivernes de ce faussaire.

Un petit mot très personnel, suivi d'une réflexion politique sur l'Espagne

Notre page d'accueil a de la gueule, on mène le combat sur tous les fronts, on ne recule pas, on ne concède rien à l'impérialisme, à l'opportunisme, à toutes les tentatives de manipuler les conscience, c'est notre façon de mettre en pratique nos principes, au lieu de les agiter comme des hochets en papier.

La désinformation étant devenue la règle, avant de s'exprimer sur un sujet, il est préférable d'y réfléchir à deux fois et même davantage. Lorsque j'apprends qu'une manifestation a eu lieu dans un pays contre le gouvernement ou pour une cause quelconque, si on ne me fournit pas les informations permettant de cerner précisément la nature des différents acteurs, je m'abstiens de prendre position et de publier un article, j'attends d'en savoir plus ou le prochain épisode. Cela évite de courir et de se disperser, de perdre un temps précieux, c'est ce que j'essaie de faire gagner aux lecteurs.

On essaie de se concentrer sur l'essentiel, tout en abordant des questions qui me viennent à l'esprit en étudiant la situation. Je ne veux pas être prisonnier de l'actualité, des états d'âme, mon combat politique s'inscrit dans la durée, à ma connaissance la révolution et le socialisme ce n'est pas pour demain la veille, donc c'est ce qu'on a de mieux à faire, miner, saper la confiance que les travailleurs ou les militants peuvent avoir dans le régime, les institutions pour qu'ils parviennent à se poser la question de leur légitimité, c'est saper un des piliers essentiels du régime sur une base saine qui ne demande qu'à se traduire en pratique, c'est donc aussi un facteur d'organisation politique.

Je n'ai pas besoin d'étaler à tout bout de champ les principes ou les idées du socialisme, je les mets en pratique quotidiennement. Si en France c'est difficile à vivre d'avoir atteint un certain niveau de conscience politique et de constater que la plupart des travailleurs en sont encore si éloignés, en Inde, c'est mille fois plus difficile à supporter. Parce qu'on est passé d'un régime semi-féodal à un régime ultra libéral, et la transition qui a mis entre un siècle et un siècle et demi en France, a mis moins de deux décennies en Inde, car pendant les 4 décennies qui ont suivi l'indépendance, la plupart des Indiens ont continué de vivre et de travailler comme au siècle précédent, mais aussi de penser, le pays était resté sous-développé et le niveau de conscience des Indiens également, alors le décalage qu'il y a avec moi, la société dans laquelle j'ai vécu, est énorme.

J'ai pris le parti de tourner cela en dérision, parce que les Indiens ne sont pas plus responsables que moi de la société dans laquelle on nous impose de vivre. J'ai eu le temps de me préparer à ce qui m'attendait, pas eux, tout leur est tombé dessus d'un seul coup, donc c'est à moi de faire davantage d'efforts pour que nos relations soient supportables. Et vous savez comment je m'y prends ? Je déconne, je blague et je les fais marrer ou alors je suis attentionné, je leur témoigne des marques de respect qu'ils ne rencontrent nulle part ailleurs, c'est ma manière de faire passer un message.

Avant-hier je suis allé au marché de Pondichéry. J'ai acheté un kilo de tomates à une dame obèse à l'air renfrogné, elle ne m'avait pas truandé la fois précédente, elle s'est souvenue de moi et m'a adressé un sourire que j'ai trouvé sincère. Du coup, lorsqu'un monsieur d'une trentaine d'années très soigné et relativement décontracté s'est présenté pour également lui acheter des tomates en lui en demandant le prix, je lui ai littéralement vendues, en lui disant qu'elles étaient au même prix dans tout le marché, et j'ai ajouté que le marchant d'en face venait juste d'essayer de placer des tomates pourries à deux clientes. Ma vendeuse s'est marrée et ce monsieur aussi, si bien qu'ils firent l'affaire.

Non, je ne suis pas quelqu'un de belliqueux, je suis pour la paix sociale entre nous, je réserve mes coups uniquement pour notre ennemi et ceux qui le supportent d'une manière ou d'une autre en notre nom. J'ai failli écrire que j'étais pour la paix des ménages, mais c'est vrai aussi, mais au sein de notre famille uniquement.

Avec les gosses, c'est pire, je me lâche et ils sont pliés de rire ou je les gronde et ils sont terrifiés... bon, pas plus de trois secondes ! Avec les femmes, c'est compliqué parce qu'elles ont généralement une mauvaise idée des hommes, à juste titre il faut dire, ils sont rustres et indélicats, elles peuvent être à la fois naïves et hypocrites, du coup on ne sait pas sur quel pied danser, si elles prennent bien ou mal une plaisanterie quasi enfantine, au-delà elles ne comprendraient pas ou croiraient que je me moque d'elles, et malgré tout il m'arrive de devoir me confondre en excuses parce que j'ai du respect pour elles. Se prendre au sérieux sied mal à ceux qui n'ont pas les moyens de l'assumer, ils sont ridicules, c'est pour cela que je ne le suis pas dans mes causeries ; non mais sans déconner, il faut penser à tout, même à ce qu'on n'est pas, c'est préférable quand on doit parler d'autres choses que de soi ! La dialectique peut nous mener loin l'air de rien. Tenez, allons plus loin, quand on doit parler à quelqu'un d'autre qu'à soi, d'autres préfèrent l'entre soi, ils font parler les morts aussi, au moins ils sont sûrs de toujours avoir raison !

Je ne me suis pas lever sur le bon pied. Cela va passer. Il pleut depuis trois semaines, c'est long quand on n'y est plus habitué. Sans transition on passe de l'été à l'hiver.

L'espèce humaine n'aurait pas dû dépasser quelques centaines de millions. Plus la population mondiale est importante, plus le nombre de personnes susceptibles d'être manipulées serait important, et comme ceux qui possèdent les moyens de les manipuler n'étaient pas vraiment animés par de bonnes intentions à leur égard, il était à prévoir que la situation dégénèrerait ou deviendrait très compliquée pour l'orienter dans une autre direction. La plupart des gens se demandent comment on a pu en arriver là, aussi doit-on leur fournir des explications, celle-ci en est en une parmi d'autres qui peuvent être également valables.

Les militants les plus bornés croient que la seule explication serait politique, ils se trompent parce que si tout mène à la politique, tout n'est pas que politique, distinction qui leur échappe apparemment ou qu'ils feignent d'ignorer parce qu'ils n'ont pas acquis les connaissances pour s'exprimer sur d'autres terrains que la politique. Ils appartiennent à l'une des catégories de personnes les plus facilement manipulables, ils ne peuvent pas réfléchir à une question qui appartient à un autre domaine de connaissance parce qu'ils n'y ont jamais mis les pieds, ils ne l'ont jamais étudié, alors ils se fient à ce qu'on leur raconte, il suffit de quelques sophismes bien emballés dans des syllogismes et le tour est joué.

Ils sont littéralement obnubilés par le développement des forces productives qui a permis à l'homme de s'élever au-dessus de sa condition élémentaire de primate doté de certaines facultés, mais ils sont incapables d'en mesurer toutes les conséquences, dont le développement exponentiel et démesuré de la démographie mondiale, pire, ils ne veulent pas en entendre parler, pour eux toute approche d'une question doit forcément se situer sur le terrain politique, alors qu'en réalité il faudrait l'aborder sur le

plan dialectique qui parcourt la totalité des expériences humaines ou de la nature. Les plus butés d'entre eux en proie à cette confusion, considèrent que c'est faire preuve d'éclectisme, alors qu'on s'emploie à considérer l'évolution et les rapports qu'entretiennent l'ensemble des facteurs qui ont participé au développement de la civilisation humaine depuis la nuit des temps jusqu'à nos jours.

Prenez la question espagnole, vous croyez qu'ils auraient pris la précaution ou le temps de réfléchir à la distinction qui existe entre le mot d'ordre de république et celui d'indépendance, à aucun moment. Ils ont décrété que le régime actuel en Espagne était franquiste, alors que le parlement (Cortes) avait été suspendu sous Franco et a été rétabli après sa morte en 1975. Pour eux, ce facteur n'a aucune incidence sur la conscience des masses ; quand un facteur les gêne, ils l'évacuent ou le traitent avec mépris en vous accusant de faire preuve de parlementarisme.

Croient-ils qu'en dénaturant ainsi les faits ou en les niant, ils vont faire avancer notre cause ? Ils la sapent en réalité et c'est très grave. Quand on dit que leur discours est inaudible pour la plupart des travailleurs, on est très en dessous de la réalité, car en fait ils sont incapables de saisir le fil qui les relie aux travailleurs. Nous ne sommes plus au XIXe siècle, nous ne vivons plus au début du XXe siècle, allez donc leur faire comprendre, c'est à désespérer.

Les revendications des indépendantistes sont strictement nationalistes et corporatistes, simple constat. Et en l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire profondément ancré dans les masses, il est inutile d'espérer que le processus engagé en Catalogne puisse adopter une autre orientation politique. Si les travailleurs catalans et du reste de l'Espagne n'ont rien à en attendre, en revanche ce n'est pas le cas des capitalistes et leurs représentants qui profitent de cette occasion pour resserrer leurs rangs après trois mois de hausse consécutive du chômage.

Et Rajoy peut être satisfait de constater que tous les partis qui ont une implantation nationale en Espagne ainsi que l'ensemble des syndicats le soutiennent. Ce qui est une manière comme une autre de signifier aux travailleurs espagnols qu'il n'existe pas d'autres alternatives politiques que celle menée par le gouvernement ou qu'en la matière ils ne doivent se faire aucune illusion. Pour les diviser, affaiblir leur résistance, les démoraliser, il n'y a pas mieux.

Alimenter le nationalisme, rassembler la réaction autour de Rajoy, intimider les masses en recourant à la répression, les détourner des questions politiques essentielles afin de leur interdire de trouver la voie ou les moyens qui les conduirait à affronter directement le régime, voilà en substance à quoi devait servir cette aventure. Malheur à celui qui part au combat désarmé, il sera impitoyablement écrasé.

Effectivement, "*les masses catalanes ont été violemment touchées par la crise*", du coup "*les masses catalanes prolétariennes, ouvrières, jeunes se sont rassemblées autour du combat pour l'indépendance. A défaut d'autre possibilité, elles s'en sont saisies comme d'une perspective politique.*" Les passages entre parenthèses (ci-dessus et ci-dessous) sont extraits de *Combattre pour le socialisme* (n°66 - 22 octobre 2017)

Que lors de chaque combat politique les masses y partent avec des illusions, c'est un fait incontestable, mais ce n'est pas l'essentiel, tout dépend surtout de leur niveau de conscience au départ, et si les conditions existent pour qu'il progresse au cours de leur mobilisation ou du processus révolutionnaire pour pouvoir abattre les obstacles qui vont se dresser sur leur chemin, car si leur niveau de conscience est trop bas pour qu'elles se saisissent de ces conditions, elles seront vaincues inévitablement, pire encore, elles ne seront même pas en mesure d'en tirer des enseignements pour la suite de leur combat, bref cela se soldera par une grande désillusion, voire pire si cela se terminait dans un bain de sang, pour rien. C'est la raison pour laquelle il faut y réfléchir à deux fois avant de les encourager à participer à un combat politique. A ne pas confondre avec une bataille politique juste mais perdue d'avance, comme ce fut le cas par exemple lors de la Commune, et dont les enseignements furent mis en pratique par le parti bolchevik lors de la révolution russe.

J'ai relevé les passages suivants qui illustrent ou confirment mon analyse :

- "Depuis 1978, la bourgeoisie catalane et des couches de la petite bourgeoisie n'ont cessé de tenter d'obtenir un statut d'autonomie plus large, en particulier en matière économique en référence notamment à celui obtenu partiellement par les cercles dirigeants de la bourgeoisie basque. Ces composantes s'estiment en effet spoliées (En effet, c'est une manière de donner raison à la bourgeoisie catalane, bravo ! - LVOG) par l'État espagnol, en particulier en matière fiscale. En effet, la Catalogne est la région la plus riche d'Espagne : « Certains économistes estiment que la Catalogne, qui représente 15% de la population et 20% de l'activité économique de l'Espagne, paye chaque année 12 milliards d'euros d'impôts de plus que ce qu'elle reçoit de l'État central en services publics, bien que le chiffre - que de nombreux Catalans évaluent quant à eux à 16 milliards d'euros - soit difficile à calculer. » C'est l'état espagnol qui prélève l'impôt sur les sociétés et qui redistribue à son gré. Ainsi, la principale revendication de la communauté autonome de Catalogne (c'est-à-dire de la bourgeoisie catalane et de la petite bourgeoisie) est de disposer de l'autorité fiscale pour son gouvernement. Pour la bourgeoisie catalane, la revendication indépendantiste se résume à refuser de payer pour les « feignants » d'Andalousie ou d'Estrémadure (des régions les plus pauvres d'Espagne)."

- "Les hautes sphères de la bourgeoisie catalane sont contre l'indépendance. (En réalité, elles sont divisées. - LVOG) Elles

la combattent. Autant elles cherchent à négocier plus d'autonomie, donc plus de libertés au plan économique, autant elles savent par instinct que seul l'État espagnol, héritier de l'État franquiste, est capable de maintenir le prolétariat catalan sous le joug de l'exploitation et de l'oppression." A l'heure où la concentration du capital entre quelques mains n'a jamais atteint une telle ampleur, une telle nécessité aussi, où ceux qui détiennent le pouvoir économique détiennent également sans partage ou plutôt sans concession aucune le pouvoir politique, tous les pouvoirs, éparpiller ou morceler ce pouvoir au travers une multitude d'Etats nouveaux présenteraient plus d'inconvénients que d'avantages, avec le risque de perdre le contrôle de l'un d'entre eux, après tout le mal qu'ils se sont donnés pour parvenir à la situation actuelle sous la direction de Bruxelles, le jeu n'en vaut pas la chandelle.

- "Depuis le début de la crise en Catalogne, le PSOE a apporté un soutien sans faille à Rajoy." (Quoi de plus normal. - LVOG)

"La responsabilité des dirigeants du PSOE est entière. De fait, le PSOE soutient le gouvernement minoritaire Parti populaire-Ciudadanos aux Cortès : ce gouvernement ne tient que par l'abstention du PSOE." (Quoi de plus normal. - LVOG)

"La responsabilité des dirigeants du PSOE, c'est de rompre tout soutien au gouvernement Rajoy. Le premier acte de rupture qu'il faut imposer au PSOE, c'est de voter au sénat contre la mise en application de l'article 155."

"Le droit à l'indépendance de la Catalogne ne peut être effectif que par le combat de tout le prolétariat d'Espagne se dressant contre la monarchie, pour le droit à l'autodétermination des peuples d'Espagne. La perspective qui doit être ouverte c'est celle du front unique des organisations ouvrières pour chasser le gouvernement Rajoy."

La lecture de ces passages m'a inspiré la réflexion suivante :

Introduire le PS, PSOE, PASOK, etc. dans le front unique, de par leur nature sociale réelle et non de par l'idée erronée que certaines couches de la classe ouvrière ou des classes moyennes peuvent s'en faire, c'est réaliser en fait un Front populaire. Ces partis n'intègrent pas le front unique comme partis de la classe ouvrière, mais de la réaction. Et le Front populaire n'est finalement rien d'autre que la réaction au pouvoir, comme dans les années 30 où la bourgeoisie espagnole n'avait pas besoin d'être représentée direction au gouvernement, les républicains, social-démocrates dégénérés et les staliniens assumant très bien ce rôle (Trotsky), d'ailleurs à quel moment l'aurait-elle perdu le pouvoir sous ce type de gouvernement, jamais, ni en Espagne, ni en France, ni au Chili, nulle part.

Vous vous imaginez demain vous adresser à Hollande, Valls, etc. pour qu'ils rompent leur soutien à Macron, mais quel délire !

On nous dit également que "*les tribunaux d'exception hérités du franquisme ont été mis en action*".(id)

En réalité, ces tribunaux sont l'équivalent en France de la cour d'assises et de la Cour de cassation qui contrôle les juridictions judiciaires, et du Conseil d'État, qui contrôle les juridictions administratives. Si en Espagne, ils ont un relent de franquisme, en France de l'Empire, les deux de l'Ancien Régime. Et pour les puristes, un relent d'esclavagisme puisque le peuple ne détient finalement aucun pouvoir.

- Catalogne : pourquoi les poursuites sont gérées par deux tribunaux différents - lefigaro.fr

Deux juridictions différentes - l'Audience nationale espagnole et le Tribunal suprême espagnol - sont impliquées dans deux procédures distinctes visant, d'un côté, les membres du gouvernement catalan destitué de Carles Puigdemont et, de l'autre, des membres du Bureau du Parlement catalan dissout. Plusieurs points méritent d'être éclairés pour bien comprendre ces procédures et surtout, pourquoi elles sont traitées par ces deux juridictions différentes:

Qu'est-ce que l'Audience nationale espagnole?

«C'est une cour spécialisée en matière pénale, l'équivalent d'une cour d'assises en France mais qui couvre tout le territoire national», précise au Figaro Antonio Marzal Yetano, maître de conférences et directeur de la double-maîtrise en droit français et espagnol à Paris-1.

L'Audience nationale a été créée en 1977, dans la lignée du Tribunal d'ordre public qui existait sous Franco. L'une des raisons de sa création, rappelait en 2014 le média espagnol ABC, était le contexte terroriste engendré par l'organisation séparatiste basque ETA.

Qu'est-ce que le Tribunal suprême espagnol?

Également appelé parfois Cour suprême espagnole, il constitue la plus haute juridiction du pays. C'est l'équivalent, en France, de la Cour de cassation, qui contrôle les juridictions judiciaires, et du Conseil d'État, qui contrôle les juridictions administratives. En effet, en droit espagnol, il n'y a pas de distinction entre ces deux branches, précise Pierre Bon, professeur émérite de Droit public

à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, spécialiste de l'Espagne.

Les décisions de l'Audience nationale sont susceptibles d'être contrôlées par le Tribunal suprême, qui bénéficie d'un prestige institutionnel plus grand.

Qu'en est-il du Tribunal constitutionnel?

Cette juridiction ne doit pas être confondue avec le Tribunal suprême. Le Tribunal constitutionnel, ou Cour constitutionnelle, peut être comparé à notre Conseil constitutionnel français, même s'il occupe une place plus importante dans le droit espagnol. Parmi ses compétences, «il peut suspendre ou annuler les actes des assemblées parlementaires qui violent la Constitution», rappelle Pierre Bon. lefigaro.fr 03.11

Faites tomber le masque. Le fait du prince ou la servilité de LR et PS mise à rude épreuve. Parlement godillot.

- Le futur cumul de Castaner passe mal - Libération.fr

Les petits arrangements d'Emmanuel Macron commencent à faire des vagues. En cause : la désignation à la tête de LREM de Christophe Castaner, membre du gouvernement, et qui a obtenu de le rester. Comme décidé par le Président, l'actuel secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement et porte-parole de l'exécutif est, à l'issue de la clôture officielle des candidatures, le seul prétendant au poste de délégué général du mouvement macronien. Le vote à main levée lors du congrès du parti, réuni pour la première fois le 18 novembre, devrait donc tourner au plébiscite.

Heureux dans ses actuelles fonctions, l'ancien maire PS de Forcalquier (Alpes-de-Haute-Provence) n'a pourtant guère caché son peu d'appétence pour piloter un parti, considéré par Macron lui-même comme la dernière roue du carrosse. Pour emporter son consentement, le Président lui a donc promis l'incongru : s'il doit renoncer au porte-parolat - de facto incompatible avec son nouveau statut de chef de parti -, Christophe Castaner conservera son secrétariat d'Etat. «Macron en a décidé ainsi, et ça ne pose pas de problème», affirme le sénateur LREM François Patriat. «C'est pour le moins choquant, se récrie le patron des députés LR, Christian Jacob, à Libération. Le ministre des Relations avec le Parlement est chargé de faire le lien avec la majorité parlementaire et d'être à l'écoute des composantes de l'opposition. Que ce rôle revienne à un chef de parti est assez invraisemblable.»

«C'est une distribution des rôles impossible, note Olivier Faure, le patron PS du groupe Nouvelle gauche. Le ministre des Relations avec le Parlement est censé être au-dessus des contingences partisanes pour faciliter les travaux parlementaires…» Liberation.fr4 novembre 2017

Dictature. La terreur. Punition collective, pour l'exemple

En Israël, le législateur ordonne la destruction des maisons des Palestiniens déclarés coupables de crimes, donc appliquant un injuste et violent châtiment à toute leur famille. Et en France, le législateur ne disposant pas de preuves pour prouver la complicité de membres de la famille de citoyens ayant commis des crimes, les jugera malgré tout coupable et leur infligera une lourde peine de prison. Mieux encore, comme il juge que cette peine n'est pas suffisante, il fait appel. En Israël comme en France, à défaut de pouvoir juger Mohamed Merah et Ahmed Hanachi, et pour cause ils les ont achevés, ils se vengent sur leurs frères.

Loin de nous l'idée de prendre la défense de messieurs Abdelkader Merah et Ahmed Hanachi, il s'agit juste de montrer de quoi leur justice est capable, en démocratie cela va de soi ! Justice il faut préciser appliquer par ceux qui ont favorisé la propagation de l'idéologie criminelle salafisme ou du wahhabisme, qui s'est rendue complice des massacres commis par ceux qui l'avaient adoptés en Syrie, en Irak, en Libye, etc. Ils osent tout, quoi.

- Procès Merah : le parquet fait appel du verdict - Liberation.fr

Le réquisitoire de l'avocate générale, Naïma Rudloff, n'a pas été suivi par la cour d'assises spécialement composée, qui a acquitté Abdelkader Merah de la complicité des assassinats commis par son cadet Mohammed en mars 2012. Lundi, au terme d'une démonstration de plus de trois heures, la parquetière avait pourtant requis la perpétuité assortie d'une période de sûreté des deux tiers. L'aîné des deux frères Merah a, en revanche, été condamné à vingt ans de prison pour «association de malfaiteurs terroriste criminelle». Ainsi, le verdict est apparu à beaucoup comme équilibré, en ceci qu'il actait l'absence de preuves irréfutables du dossier, mais qu'il replaçait Abdelkader Merah dans une nébuleuse salafiste ayant contribué à l'idéologie guerrière de Mohammed.

Fettah Malki, condamné pour la même infraction, a écopé de quatorze ans de prison, une peine relativement sévère. Délinquant notoire mais nullement radicalisé, il a confié à Mohammed Merah le pistolet-mitrailleur Uzi utilisé le jour de la tuerie perpétrée à l'école juive Ozar-Hatorah. Liberation.fr

- Mise en examen d'un frère du tueur de la gare Saint-Charles - Reuters

Un frère d'Ahmed Hanachi, l'assassin de deux jeunes femmes à la gare Saint-Charles de Marseille le 1er octobre, a été mis en examen vendredi à Paris, au lendemain de sa remise à la France par les autorités italiennes, a-t-on appris de source judiciaire. Reuters

Ils osent tout

- Syrie: Macron appelle Poutine à agir pour protéger les civils - Reuters

- Les Californiens, moteurs de la lutte anti-Trump aux Etats-Unis - AFP

La Californie, bastion démocrate et progressiste, mène le mouvement d'opposition à Donald Trump aux Etats-Unis, avec des militants fraichement convertis à la politique, comme Talia, et animés par un sentiment d'urgence. AFP

- Catalogne : Carles Puigdemont d'accord pour se livrer "à la vraie justice" de Belgique, "pas à la justice espagnole" - Franceinfo

- Syrie/attaque chimique: pressions sur Moscou de Londres, Washington et Paris - AFP

- L'armée israélienne prête à protéger un village druze en Syrie - Reuters

- Tunnel de Gaza : 12 morts dans le bombardement israélien - LeFigaro.fr

- Les Etats-Unis frappent Daech en Somalie, plusieurs morts - LeParisien.fr

- Afghanistan : la procureure de la Cour pénale internationale va demander l'ouverture d'une enquête pour "crimes de guerre" - Franceinfo

Selon un examen préliminaire, l'armée américaine et la CIA pourraient avoir commis des crimes de guerre en Afghanistan en torturant des détenus, particulièrement en 2003 et 2004. Franceinfo

Au conditionnel... Quelle farce sordide !

- La présentatrice égyptienne Doaa Salah a été accusée de faire la propagande des mères célibataires lors de son émission With Dody. - Liberation.fr

Poursuivie en justice par un avocat, elle a été condamnée à 3 ans de prisons et doit régler une amende 10 000 livres égyptiennes (487 euros). Liberation.fr

- Files d'attentes pour la sortie mondiale du coûteux iPhone X - AFP

Les fidèles d'Apple n'ont pas hésité à patienter plusieurs heures vendredi à travers le monde pour acheter le coûteux iPhone X du géant californien, qui a déjà promis le succès commercial de ce smartphone anniversaire.

999 dollars aux Etats-Unis. Dans un Apple Store parisien ou à Athènes la version la plus chère coûte 1.300 euros (trois fois le salaire minimum grec).

Apple pèse désormais environ 890 milliards de dollars en Bourse, toujours première capitalisation du monde. AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

- Hillary Clinton de nouveau accusée d'avoir «triché» aux primaires démocrates - lefigaro.fr

Dans un livre à paraître la semaine prochaine, Donna Brazile, ex-présidente par intérim du comité démocrate national (DNC), raconte que le parti démocrate américain était sous la coupe de l'ex-rivale de Donald Trump avant même qu'elle ne remporte l'investiture présidentielle en 2016. Politico a publié vendredi les bonnes feuilles de cet ouvrage, à paraître la semaine prochaine aux États-Unis.

Tout remonte au mois d'août 2015. Les démocrates signent un accord avec l'équipe de campagne de l'ex-secrétaire d'État. En apparence, le deal est simple: le camp Clinton doit aider à renflouer les caisses du parti, endetté de plusieurs millions de dollars. Si ce volet-là est connu du grand public, ce livre révèle que cet accord comportait une contrepartie jusqu'ici ignorée. En échange de ce soutien financier, l'équipe Clinton aurait bénéficié de tout un tas de pouvoirs au sein du parti, dont un droit de veto sur le poste de directeur de la communication. «En échange de lever de l'argent et d'investissements dans le comité démocrate national (DNC), Hillary contrôlait les finances et la stratégie du parti, et tout l'argent levé. Le DNC était également obligé de consulter l'équipe de campagne sur le reste du personnel, le budget, les données, le travail d'analyse et les mailings», écrit l'auteure.

Donna Brazile dit n'avoir compris cet arrangement secret qu'en juillet 2016, quelques jours après avoir remplacé au pied levé la patronne démissionnaire du DNC, Debbie Wasserman Schultz. Une fois à la tête du comité, elle raconte qu'elle ne pouvait écrire un communiqué sans le feu vert de «Brooklyn», le QG de campagne Clinton. L'accord «n'était pas illégal, mais il n'avait certainement pas l'air éthique», précise-t-elle.

Donald Trump, lui aussi, dénonce régulièrement les magouilles d'Hillary Clinton, qu'il qualifie de «crapule» (crooked Hillary). Vendredi, juste avant de monter dans son hélicoptère pour une tournée en Asie, le président américain s'est fendu de plusieurs tweets, appelant le FBI à ouvrir une enquête sur ce qu'il considère être «le vrai scandale du moment». «Elle a acheté le DNC et volé l'élection à Bernie. C'est ça qu'il faut regarder», a-t-il déclaré. Puis, depuis l'avion présidentiel, il a publié deux autres tweets: «Les supporteurs de Bernie Sanders ont tous les droits d'être furieux» ; «J'ai toujours senti que j'aurais affronté et battu Bernie Sanders et non H la crapule, sans tricherie, j'avais raison.»

Quant aux démocrates, ils n'ont pas cherché à contester le «trucage» des primaires. La sénatrice Elizabeth Warren, en bons termes avec les deux camps, n'a pu que répondre «oui» à ce sujet, sur CNN. Hillary Clinton, elle, n'a pas commenté ces accusations. lefigaro.fr

Haut de page

Le 5 novembre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (3 pages)

Voilà que le pauvre type qui s'acharne à me traîner dans la boue avec ses courriels insignifiants, me traite maintenant de "*pabliste*". Merci de nous confirmer que la vieillesse est un naufrage... mais pas toujours !

Dossier sur l'Espagne

Leurs intérêts de classe et les nôtres - La Tribune des travailleurs (POID)

Lâchés par leur propre classe sociale – l'Union européenne (à laquelle ils avaient prêté allégeance) qui mène croisade contre la République catalane et les patrons qui délocalisent leur siège social –, les dirigeants nationalistes bourgeois et petit-bourgeois de la Généralité de Catalogne ont apparemment renoncé à toute résistance sérieuse.

A contrario, la terreur de classe inspirée aux capitalistes et aux banquiers par la proclamation de la République aurait pu (et dû) conduire les travailleurs de tout l'État espagnol à comprendre où se situaient leurs intérêts de classe. Mais pour cela, il aurait fallu qu'au lendemain du 1er octobre les organisations qui disent représenter les ouvriers, les paysans et les jeunes les appellent, dans toute l'Espagne, à des meetings ouvriers sur les mots d'ordre : « La République en Catalogne ouvre la voie à la République dans toute l'Espagne ! Forgeons l'unité des travailleurs des villes et des campagnes de toutes les régions de l'État espagnol, pour en finir avec les plans anti-ouvriers dictés par le FMI et l'Union européenne, pour un processus constituant permettant d'abattre la monarchie franquiste et d'établir les Républiques dans toutes les régions et l'union libre des Républiques libres de tout l'État espagnol ! »

Les dirigeants des organisations issues du mouvement ouvrier en ont décidé autrement. Ceux du Parti socialiste ouvrier espagnol se sont vautrés dans la soumission à la monarchie jusqu'à participer à la mise en œuvre du honteux article 155. Ceux du Parti communiste et de Podemos, tout comme les dirigeants des centrales syndicales, tout en condamnant la répression, ont voté contre la proclamation de la République, appuyés en cela par la plupart des organisations (d'extrême gauche) petites ou grandes*.

Tous ces dirigeants ont, de fait, prêté allégeance au maintien de la monarchie et aux diktats de Bruxelles et de Francfort.

Certes, une mobilisation ouvrière dans tout l'État espagnol autour de la République catalane, premier pas vers les Républiques dans toute l'Espagne, n'était pas en soi une garantie de victoire. Mais la classe ouvrière aurait été appelée à jouer son rôle, son propre rôle en toute indépendance, préparant ainsi, immédiatement ou à une prochaine étape, le renversement de la monarchie, l'établissement de la République et de la démocratie, ouvrant la voie à son propre pouvoir.

Certes, rien n'est encore joué et les semaines qui viennent peuvent réserver bien des rebondissements.

Mais les dirigeants d'organisations ouvrières qui n'osent pas, quand vient l'heure de l'action, sont définitivement perdus pour la cause.

D'où l'importance, dans chaque pays, de construire un parti ouvrier qui refuse de se soumettre, non seulement en paroles, mais aussi en actes.

D'où l'importance, en France, de construire un parti ouvrier, indépendant et démocratique, résolu à aider la classe ouvrière et le peuple à mener jusqu'au bout le combat pour la rupture avec la Ve République et l'Union européenne, pour l'Assemblée constituante, premier pas vers la démocratie.

(https://latribunedestravailleurs.fr/2017/11/03/leurs-interets-de-classe-et-les-notres/

Ma position.

Le mot d'ordre de République en Catalogne ou plutôt dans toute l'Espagne peut constituer un objectif politique unissant l'ensembles des classes exploitées et opprimées pour abattre la monarchie parlementaire héritée du franquisme, tandis que le mot d'ordre d'indépendance n'implique pas seulement la dislocation de l'Espagne, qui en soi n'est pas éternelle ou à laquelle nous ne sommes pas plus attachés que les travailleurs des différentes régions de l'Espagne, mais peut constituer un puissant facteur de division des forces opposées au régime dont se saisiraient la réaction et les médias qu'elle contrôle pour manipuler et influencer la classe ouvrière et les classes moyennes, en réalisant un amalgame avec la République afin de les détourner de cet objectif politique, en leur expliquant par exemple que c'est à l'Espagne unifiée qu'ils doivent d'avoir un niveau de vie supérieur à celui de bien des peuples, et que des Etats réduits à des portions congrues n'auraient pas les moyens de leur offrir un tel niveau de vie...

Que ce genre d'arguments soit contestable ou comporte des contrevérités auxquelles se mêlent malicieusement certaines vérités, on le sait pertinemment, peu importe ici, mais les travailleurs peuvent y être sensibles, il servirait uniquement à choquer les esprits, à introduire le doute dans les esprits de manière à les paralyser ou à neutraliser toute action contre le régime.

C'est pour cette raison qu'il me semble important de dissocier ces deux mots d'ordre sans s'opposer frontalement au mot d'ordre d'indépendance lorsqu'on ne le partage pas, mais en expliquant à ses partisans le danger qu'il représente pour la suite de leur combat, dans la mesure où ils ne le gagneront qu'à condition que les travailleurs de toute l'Espagne se saisissent de celui de la République. Car pour vaincre l'Etat espagnol et son appareil de répression, il est indispensable que les travailleurs de toute l'Espagne s'engagent dans ce combat pour la République, ils ne doivent avoir aucune illusion sur leur chance de vaincre s'ils étaient divisés ou si leur combat se réduisait à leur seule région, si le mot d'ordre d'indépendance prévalait sur celui de la République, qui répétons-le peut rassembler l'ensemble des classes exploitées et opprimées de toute l'Espagne.

Le mot d'ordre de République en Catalogne ne s'imposera que s'il est repris par tous les travailleurs espagnols contre le régime en place à Madrid.

La République ne peut s'imposer qu'au niveau de toute l'Espagne.

Ce n'est pas tout à fait ce que dit le POID quand il écrit que "*la République catalane (serait le) premier pas vers les Républiques dans toute l'Espagne*", car il n'existera jamais de République en Catalogne ou ailleurs temps que le régime n'aura pas été abattu, il ne le permettrait pas ou alors ce ne serait qu'un clone du régime actuel qui fonctionne déjà en grande partie comme une République, la monarchie serait sacrifiée ou ses pouvoirs seraient encore réduits de manière à ne pas remettre en cause l'ordre établi... et la vie continuerait comme avant ! Est-ce cela que souhaitent les travailleurs de toute l'Espagne ?

S'il faut essayer d'éviter d'opposer le mot d'ordre de République à celui d'indépendance, il faut également éviter d'isoler la

Catalogne des autres régions de l'Espagne, de les opposer les unes aux autres, dans l'esprit des travailleurs elles doivent être unis pour mener ensemble le combat contre l'Etat, s'ils veulent atteindre leurs objectifs politiques.

Haut de page

Le 7 novembre 2017

CAUSERIE

- La causerie d'octobre au format pdf

- Causerie au format pdf (14 pages)

Dossier Espagne

Catalogne : entre mirage et réalités par Alex Anfruns Investig'Action - 25 Octobre 2017
https://www.investigaction.net/fr/catalogne-entre-mirage-et-realites

Article apparemment rédigé par un partisan de Podemos... Il comporte beaucoup d'approximations comme dans tous les articles que j'ai lus ces dernières semaines.

Tendance Claire du NPA.

Solidarité avec la République catalane contre le putsch de Rajoy ! Seule la mobilisation des travailleurs/ses peut imposer l'indépendance ! Pour une république socialiste catalane ! par Gaston Lefranc - 1 novembre 2017

Je ne reproduirai pas ce long article que vous pouvez lire si cela vous intéresse sur leur blog. J'ai simplement constaté qu'il n'avait pas évoqué les travailleurs du reste de l'Espagne, hormis une fois entre parenthèses. Cela laisse pensif, n'est-ce pas ?

Nous sommes habitués du fait et ils ne sont pas les seuls à ignorer l'existence de l'immense majorité des travailleurs (en France ou ailleurs). Chaque fois qu'ils analysent des résultats électoraux (de référendums) ou des mouvements sociaux, il faut absolument qu'ils en fournissent une signification politique qui ne correspond pas à la réalité, en se livrant à des extrapolations sans consistance sous la forme de développements improbable ou qui ne se réaliseront pas. Ils prétendent ainsi fournir une perspective politique aux travailleurs ou leur indiquer la voie à suivre pour la suite de leur combat, sans se poser la question de savoir pourquoi ils ne se mobilisent pas. Pourquoi se la poseraient-ils puisqu'ils ont réussi à se persuader que leurs divagations allaient se réaliser en confondant l'état d'esprit des masses et leurs intérêts collectifs.

Non seulement ils prêtent aux travailleurs qui se mobilisent un niveau de conscience qui n'est pas le leur, ils l'étendent à l'ensemble des travailleurs, alors que les faits les contredisent. Peu importe puisque cela reste du domaine de la théorie et n'a rien à voir avec la réalité, l'essentiel c'est qu'ils soient convaincus d'avoir raison, comme toujours, et que des incrédules les suivent, et par la suite, qui se souviendra de leurs déclarations tonitruantes sans lendemain, personne ou presque, ils passeront à autre chose et ainsi de suite.

Il ne faut pas chercher ailleurs pourquoi ils n'ont jamais réussi à convaincre les éléments les plus déterminés de la classe ouvrière et des classes moyennes de les rejoindre pour construire le parti. Ils sont incohérents et pas sérieux.

Ils vous diront que les conditions objectives ne sont pas mûres. Soit. Les conditions subjectives non plus. Dans ce cas-là, doit-on attendre que les conditions objectives soient mûres pour construire le parti ? Ils vous répondront non évidemment. Dans ce cas-là, ne pourrait-on pas agir sur les conditions subjectives de manière à ce qu'elles aient suffisamment progressé pour être mures lorsque les conditions objectives le deviendront également ou pour palier en partie leur manque de maturité, de sorte qu'un processus révolutionnaire puisse s'engager avec une chance d'aboutir sans attendre que la misère sociale se soit étendue à l'ensemble des masses? Ils vous répondront non évidemment. Pourquoi ? Parce qu'ils considèrent que les rapports entre les conditions objectives et subjectives n'ont pas évolué depuis un siècle et demi ou davantage. Bien entendu, ils ne vous le diront jamais tel quel, à les entendre la situation est révolutionnaire et tout serait possible que ce soit en Espagne, en France ou ailleurs. Ils vous sortent ce genre d'aberrations le plus sérieusement du monde en se figurant que les travailleurs vont les croire sur parole, c'est les prendre pour plus ignorants qu'ils sont.

Ils démontrent en permanence qu'ils refusent de partir de la réalité ou de la situation telle qu'elle existe. Par exemple, ils considèrent que l'adoption de réformes sociales a constitué un progrès, ce qui est exact, mais ils refuseront d'admettre qu'elles

sont devenues également un puissant obstacle au combat politique pour en finir avec le capitalisme ou changer la société. Pourquoi ? Parce que cela les forcerait à se pencher sur l'aspect subjectif qui était lié à ces réformes sociales et qui allaient éloigner durablement les masses du socialisme du fait de l'interprétation qu'elles faisaient du capitalisme, ce qui allait se graver profondément dans leur cerveau. De la même manière qu'ils ignorent superbement que l'immense majorité des travailleurs ne participent pas à la lutte des classes, ils ne se demanderont pas non plus pourquoi ceux qui y participent n'ont jamais progressé, car à ces questions ils ont des réponses prêtes à l'emploi, c'est de la faute du stalinisme, pour eux ce combat ne mérite pas d'être mené, peu importe comment les travailleurs seront armés théoriquement ou politiquement quand ils se soulèveront contre le régime, ils le vaincront, ils en sont certains et cela ne se discute pas.

D'ailleurs avec eux, qu'est-ce qui se discute ? Rien. Quand se sont-ils posés des questions sur l'indépendance de la Catalogne ? Pourquoi faire, puisqu'ils considèrent qu'elle était acquise ou s'imposait. Dans tous les textes que j'ai mis en ligne ou que vous avez lus ici ou là, où a-t-elle fait l'objet d'une analyse sérieuse en tenant compte du développement des institutions espagnoles depuis 1975, de l'UE, du capitalisme mondial ? Nulle part, à ma connaissance, qui se limite à ce qui est publié sur Internet. On nous dit que le régime est franquiste, une monarchie qui opprime, tyrannise les peuples d'Espagne, tout comme le font tous les régimes envers les exploités sous le capitalisme qu'ils soient républicains ou non, tenez, comme l'ont fait les gouvernements qui se sont succédés en Catalogne. Avez-vous lu quelque part cet argument dans leur littérature ? Evidemment non. Voilà à quoi se réduit la discussion avec ces gens-là, et je ne caricature pas : Le régime en Espagne est franquiste et une monarchie, donc si vous ne soutenez pas l'indépendance de la Catalogne ils vous caractérisent de franquistes, de monarchistes, de réactionnaires, de traîtres, de pablistes, c'est une insulte dans la bouche des lambertistes, bref, vous êtes une ordure, et effectivement on ne discute pas avec les ordures, ils n'ont pas le droit à la parole, ils doivent disparaître. Ils osent tout que voulez-vous.

La déclaration de l'indépendance de la Catalogne ne serait-il le meilleur moyen d'isoler la Catalogne du reste de l'Espagne, et du même coup porter un coup fatal à l'instauration d'une République, donc faire le jeu de Rajoy ou de la réaction, pas seulement en Catalogne mais dans toute l'Espagne ? Ne serait-ce pas à l'origine une mystification destinée à combattre toute velléité d'instaurer une République en Espagne, puisque finalement ceux qui ont poussé le prolétariat à s'engager sur la voie de l'indépendance sont prêts à l'abandonner ?

L'indépendance de la Catalogne n'aurait aucune signification politique pour la classe ouvrière puisqu'elle serait obligée de se soumettre au marché mondial à défaut de rompre avec le capitalisme, en revanche la nature du régime pourrait contribuer à modifier les rapports entre les classes et favoriser le combat pour l'instauration d'une République sociale, c'est en posant la question de la République que se trouve poser la question du pouvoir politique, de l'Etat, et non la question de l'indépendance, de la même manière que la rupture avec l'UE ou l'indépendance vis-à-vis de l'UE ne résout aucune question politique, c'est ce que je me suis acharné à expliquer depuis des années, en vain. La question de la République entraîne la question, quelle République, quel Etat, quels doivent être les rapports entre les classes dans la République que nous voulons bâtir, doit-on conserver les rapports existant ou doit-on les inverser, qui doit détenir le pouvoir politique, comment doit-il être organisé, de quelles institutions avons-nous besoin pour que ce soit le peuple travailleur qui décide quelle orientation donnée à la société, quel sort réservons-nous aux institutions en place, etc.

Pourquoi s'arc-boutent-ils tous sur la question de l'indépendance et font-ils si peu de cas de celle de la République ? Mais parce qu'il faudrait en préciser la nature sociale, ce qui est éminemment révolutionnaire. Et puis l'indépendance présente d'autres aspects plutôt répugnants, car les régions les plus riches s'en tireraient bien et les plus pauvres n'auraient plus qu'à crever, mais ils pourraient aussi envisager de les vendre à Soros pour une bouchée de pain, par exemple. On doit avoir à l'esprit en permanence le sort de l'ensemble de la classe ouvrière de toute l'Espagne. On ne peut pas s'empêcher de penser qu'abandonner telle ou telle région plus pauvre que les autres est incompatible avec les principes qui définissent une République. Qu'il faille rappeler cela à des "trotskystes" fournit une indication précise sur leur degré de décomposition politique.

En gros, les institutions espagnoles sont similaires à celle qui existent dans la République française, à ceci près nous dira-t-on que c'est le roi et non le président qui nomme le Premier ministre, franchement, quand on a Jupiter ou Macron comme président, on se demande quelle différence il existe réellement entre une monarchie parlementaire et une république parlementaire ! Allons plus loin, certes en France l'article 155 n'existe pas, ce qui n'empêche pas le ministre de l'Intérieur d'envoyer les CRS matraquer et gazer des travailleurs en grève ou qui manifestent pour garder leurs emplois, sans compter que le président de la République détient le pouvoir discrétionnaire de déclarer la guerre à un autre pays... On semble ignorer ou avoir oublié ou encore on n'a jamais voulu admettre ou tenir compte qu'en France on vivait sous une dictature imposée par la même classe qui détient également le pouvoir à Barcelone ou à Madrid. Le mouvement ouvrier et le prolétariat paient aujourd'hui le prix de cet opportunisme, et ce n'est qu'un début.

N'est-on pas en droit de se poser la question de savoir si oui ou non la majorité des travailleurs espagnols considèrent que les institutions espagnoles fonctionnent comme celles d'une République, sans en avoir le titre puisque la monarchie existe toujours en Espagne ?

Le mot d'ordre d'indépendance de la Catalogne a été soigneusement alimenté par une couche de la bourgeoisie catalane et de la petite bourgeoisie qui comptaient en tirer profit tout en bénéficiant de la mansuétude des sommets de la bourgeoisie catalane qui y était farouchement opposée tant que ce mot d'ordre ne dépasserait pas le stade de l'utopie, jusqu'au jour où étant conduites

à passer à l'exercice pratique, elles l'abandonnèrent une fois les grandes banques catalanes ayant sifflé la fin de la récréation en délocalisant leurs sièges, suivies par la plupart des grandes et moyennes entreprises.

En adoptant ce mot d'ordre d'indépendance la bourgeoisie catalane pouvait s'allier aux partis dits de gauche ou d'extrême gauche afin de prendre la direction du combat pour l'indépendance de la Catalogne et interdire qu'il se réalise pour le compte de l'ensemble de la bourgeoisie espagnole. En s'alliant avec ces partis, elles comptaient bien faire d'une pierre deux coups en interdisant du même coup l'instauration de la République en Catalogne. L'établissement d'une République était condamné dès le départ en étant lié à l'indépendance de la Catalogne qui ne verrait jamais le jour.

En identifiant le mot d'ordre d'indépendance à celui de la République, ils allaient vider ce dernier de tout contenu social. Il devait servir à détourner la classe ouvrière de la question sociale qui avait pris une acuité particulière et tendait à adopter un contenu politique depuis qu'elle avait été durement frappée par la politique d'austérité menée par le gouvernement depuis 2008, et partant de là elles pouvaient tout du moins en parole se rallier au mot d'ordre de la République, ce qui leur vaudrait le soutien de ce qu'ils appellent la gauche radicale et l'extrême gauche décomposée, tout en sachant d'une part, qu'elles ne feraient aucune concession à ses alliés sur le capitalisme ou qu'il ne s'agirait en aucun cas de près ou de loin d'instaurer une République sociale, et que d'autre part, Madrid répondrait à toute tentative d'indépendance par une répression féroce, de sorte que ni la République ni l'indépendance ne verraient le jour, en revanche la classe ouvrière subirait une lourde défaite qui devrait servir d'avertissement à la classe ouvrière de toute l'Espagne.

Les partis qui ont pris l'initiative du référendum du 1er octobre ne devraient-ils appeler les travailleurs de l'ensemble de l'Espagne, non pas à soutenir l'indépendance de la Catalogne, mais à adopter la République, et en fonction de l'écho que rencontrerait cet appel, cela permettrait de mesurer avec précision le niveau de conscience politique des travailleurs espagnols.

Quant au sort de la monarchie, ce serait aux travailleurs d'en décider. Bien entendu, nous sommes pour son abolition, mais si une forte proportion ou la moitié des travailleurs y étaient opposés tout en se prononçant pour une République, dans ce cas-là il serait préférable de retirer tous ses pouvoirs au roi sans l'abolir totalement dans un premier temps, et une fois que la République aurait démontré qu'elle rendait de meilleures services au peuple que la monarchie et qu'il pouvait très bien s'en passer, peut-être au bout d'un an ou deux, son abolition définitive serait juste une formalité qui ne menacerait plus la République, sans doute dans l'indifférence générale.

Il reste un point qu'on a évoqué sans s'y attarder alors qu'il est déterminant, c'est que compte tenu que les institutions espagnoles fonctionnent déjà comme une République bourgeoise ou dominée par la classe des capitalistes, on ne peut combattre que pour une République sociale débarrassée des institutions qui existent actuellement ou dans laquelle ce serait la classe des exploités qui détiendrait le pouvoir. Or, cela ne se réalisera jamais au moyen d'élections ou par le biais de négociations entre les représentants des différentes classes, car les capitalistes n'accepteront jamais d'être dépossédé du pouvoir autrement que par la force, c'est-à-dire à l'issue d'un soulèvement révolutionnaire des masses qui balayerait le régime ou l'Etat de fond en comble.

Dans l'état actuel des choses en Espagne, en l'absence d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire ancré dans les masses, si un tel soulèvement devait avoir lieu, dans le meilleur des cas il n'aboutirait qu'à un replâtrage des institutions existantes ou à remettre une couche de vernis démocratique à la monarchie parlementaire. Donc construire ce parti demeure la tâche politique prioritaire en Espagne comme ailleurs, si l'on veut parvenir à en finir avec le capitalisme et ses institutions.

Parole d'internaute.

1- “Aucune classe dominante ne peut tenir le contrôle longtemps quand la crédibilité des idées qui justifient son existence s’est évaporée. A ce stade, elle est forcée d’avoir recours à la coercition, l’intimidation et la censure.”

Ne pas oublier :

– la diversion / distraction (toujours plus de people, téléréalité et sports),

– la division : ce qui se passe sur les rapports hommes/femmes ne trouve pas une chambre de résonance aussi puissante par hasard, il faut “fournir du progrès”, quitte à diviser pour en donner à certain(e)s forcément au détriment d’autres en ces temps de non-croissance.

Il suffit ensuite de zoomer sur ceux auxquels on “donne” plus pour se faire une image de progressiste et enrayer la critique..."

En réalité ou surtout, la perte de "crédibilité" des représentants de la classe dominante intervient quand les travailleurs s'aperçoivent qu'ils leur avaient tenu un discours trompeur, et qu'ils appliquent une politique encore plus encore antisociale que leurs prédécesseurs. Il est toujours bon de remettre les choses à leurs places.

2- “Il y a vingt ans, TIME Magazine a fait un rapport exclusif sur les prouesses des conseillers politiques américains qui avaient

réussi – à la grande joie du gouvernement des États-Unis – à assurer la réélection de Boris Eltsine à la présidence russe."
http://numidia-liberum.blogspot.ch/2016/12/il-y-20-ans-les-usa-ont-manipule-les.html

Le lien du Time : http://content.time.com/time/subscriber/article/0,33009,984833-2,00.html

---

ACTUALITE EN TITRES

En oligarchie. Ils voulaient dire trop tard !

- Sondage: pour 50% des Français il est top tôt pour juger Macron - AFP

Assurément... aux riches !

- "Aux yeux des Français, Macron a au moins le mérite de tenir ses promesses", selon Jean-Daniel Lévy, d'Harris Interactive.
- Franceinfo

De Gaulle, Pompidou, Giscard, Mitterrand, Chirac, Sarkozy, Hollande, avaient en commun d'avoir déjà acquis une longue ou riche expérience politique avant de devenir président de la IVe République, ils disposaient d'un parti politique et de réseaux solidement établis sur tout le territoire, le statut qu'ils allaient acquérir en fin de parcours était en quelque sorte la consécration de l'engagement de toute une vie au service d'une cause ou d'une classe qu'ils avaient servie avec persévérance et détermination, alors qu'il n'existe rien de tout cela chez Macron.

Macron est un vulgaire aventurier qui n'a manifestement développé aucune faculté particulière, sans vocation, contrairement à ses prédécesseurs ou aux autres membres de sa famille. Il n'a pour ainsi dire pas de passé, chez lui le plus récent a été purement et simplement fabriqué récemment à partir d'opportunité grâce à de tierces personnes qu'il a rencontrées presque par hasard. Sans attache, sans idéal, il n'a rien à perdre, c'est un électron libre qui ne demandait qu'à être manipulé par le plus offrant, pour enfin pouvoir assouvir son ambition refoulée enfouie pendant de longues années sous un tas de complexes qu'il traînait depuis son adolescence.

Pour sa famille, tous médecins de pères en fils du côté paternel et maternel, c'était un raté qui ne savait pas quoi faire de sa peau. Et c'est uniquement le hasard, la rencontre avec la femme d'un banquier qui était son professeur de français, qui le placera dans l'orbite de jupiter. Un banquier et un père industriel, cela possèdent forcément des relations ou un carnet d'adresses parmi les notables ou les puissants, qui le moment venu allait servir à façonner le personnage idéal, sans passé, sans parti, sans principe, ni scrupule ni morale, qui serait amené à accomplir les tâches les plus viles et sordides que ses nouveaux parrains lui dicteraient et qu'ils assumeraient entièrement, avec zèle.

Enfin il allait exister, il allait être reconnu à sa juste valeur, quoiqu'on puisse douter qu'un type aussi médiocre et servile, mais tout de même pas inculte, parvienne à s'en persuader lui-même, car il sait mieux que quiconque ce qu'il est et ce qu'il vaut réellement, rien, hormis pour ceux qui l'ont placé là où il est aujourd'hui.

Il est censé tirer satisfaction de la surmédiatisation et des flatteries dont il fait l'objet, c'est dire à quel point il est faible ou vulnérable, insignifiant, ce que son entourage doit constater quotidiennement sans rien laisser paraître, mais est-ce vraiment possible dans tous les cas, on en doute, ce qui explique pourquoi il est très souvent crispé, son visage le trahit.

Comme chez tous les psychopathes qui finissent par croire qu'ils possèdent le pouvoir d'être libres en paroles ou en actes, il va commettre l'erreur d'exprimer crûment ce qu'il pense réellement, mais c'est aussi une manière de relâcher la pression qui pèse sur lui en permanence au point de devenir insupportable ou de lui faire perdre le contrôle de lui-même. Et quand il l'assume, c'est parce que cela lui a procuré un réel soulagement, et quand il se rétracte à demi-mot (ou d'un membre de son entourage corrige ses propos infâmes), c'est parce que ses parrains lui en ont intimé l'ordre, car en réalité il n'a absolument aucune liberté ou pouvoir, c'est un pion, un Kleenex, un homme de paille, une marionnette et rien d'autre.

Il est juste l'homme de la situation dont l'oligarchie avait besoin pour accélérer son offensive contre la classe ouvrière, "et de droite et de gauche" ou "ni de droite ni de gauche", de manière à briser toute velléité de contestation provenant des partis institutionnels sommés de se soumettre sans broncher au diktat de l'oligarchie sous peine d'être broyé impitoyablement, ce qu'elle n'a pas eu besoin de faire avec le PS, mais ce dont LR paya le prix fort.

Macron incarne aussi au plus haut point l'esprit de la Ve République, il en l'expression la plus achevée, dès lors il est normal qu'ils lui aient fixé pour objectif d'achever le sale boulot que depuis De Gaulle ses prédécesseurs n'étaient pas parvenus à finaliser.

Et ce n'est pas un hasard si nous arrivons à la Ve République, c'est l'inverse qui aurait été préoccupant, car c'est bien contre les institutions de la Ve République que nous devons axer notre combat politique pour envisager sérieusement la possibilité de passer au socialisme ou d'instaurer une République sociale, comme en Espagne et ailleurs.

Offensive pour détruire ce qui reste de la Sécurité sociale. La carotte et la matraque

- Ferrand (LREM): 23 millions de salariés vont voir leur feuille de paie augmenter en janvier - AFP

Ici en Inde, le salaire brut et net d'un salarié est identique, aucune retenue à la source. En revanche, il n'a aucun droit social. Je suis dans le même cas.

Avec son salaire, quand il tombe malade ou un membre de sa famille, un travailleur doit régler la totalité des frais médicaux, et s'il n'en a pas les moyens, il empruntera de l'argent à un usurier et il pourra ainsi s'endetter pendant de longues années, sinon il devra se passer de tout traitement ou il recourra à des expédients si le mal est bénin, et dans les cas les plus graves il sera condamné à mort... par cette généreuse société dite démocratique.

Il existe bien l'hôpital public, mais comme il manque cruellement de moyens en personnel beaucoup d'Indiens renoncent à y recourir, car il faut y passer des heures pour une simple consultation, et des jours en cas de complication ou de maladie grave. Or un Indien quand il ne travaille pas, il ne perçoit pas de salaire, donc il hésite à s'absenter de son travail, cruel dilemme.

A l'hôpital public tout n'est pas gratuit, les plus pauvres qui n'ont pas les moyens d'acheter des médicaments pour la durée d'un traitement se voit octroyer les doses correspondant à un ou plusieurs jours, ensuite ils doivent revenir en chercher en se tapant les mêmes heures interminables d'attente.

Je ne suis pas riche loin de là, mais j'ai renoncé à y aller. Je me suis fait ma propre pharmacie et jusqu'à présent cela a suffit pour me soigner. Sinon il existe une autre option, allez dans une pharmacie et décrire son symptôme afin qu'on vous délivre le médicament qui vous soulagera, mais bon, il faut bien tomber ou connaître le pharmacien, c'est préférable !

Sans faute. C'était dans l'ordre des choses.

- Bush père dit avoir voté Clinton à la présidentielle - AFP

Ils osent tout

Comme c'est "cool" l'exploitation, l'oppression... Comment neutraliser la lutte des classes...

- Bonheur au travail : de la « coolitude » à la démocratie dans l'entreprise - Publicsenat.fr

- Trump: l'attitude de la Corée du Nord est une "menace pour le monde" - AFP

La première année de Donald Trump doit-elle nous faire douter de la démocratie? - Le Huffington Post

Avec quelques 200 guerres à son actif depuis la création, les Etats-Unis avec près de 1000 bases militaires installées sur tous les continents et un budget de la Défense qui avoisine les 1000 milliards de dollars, il est plus que recommandé de douter de l'existence de la démocratie... Et s'il existe une "menace pour le monde", c'est bien l'impérialisme américain.

- Rohingyas: l'ONU accentue sa pression sur la Birmanie - AFP

Par le biais de leurs barbares, ce sont encore les Etats-Unis qui déstabilisent ce pays et se livrent à des massacres de populations civiles innocentes.

ONG. Ces officines de la réaction ou la fabrique à illusions dans le capitalisme. La preuve.

- 'Paradise papers': un espoir contre les paradis fiscaux (ONG) - AFP

Parce que vous devez imaginer ou comprendre que ceux qui profitent en premier lieu des paradis fiscaux et qui sont ceux qui détiennent le pouvoir économique vont s'y attaquer, il faut être un abruti fini pour croire un truc pareil.

Cet exemple peut servir à démasquer très facilement le véritable rôle des ONG pour que les travailleurs et surtout les jeunes s'en détournent.

ACTUALITÉ DU JOUR

Une campagne orchestrée en haut lieu à l'échelle mondiale...

... par ceux qui ont fait de la pornographie une industrie juteuse, les proxénètes qui gouvernent le monde.

On sait qu'ils ont de la suite dans les idées, il ne faut jamais l'oublier sinon on ne comprend pas grand chose à la situation, et quelques décennies plus tard ils font l'apologie de l'homosexualité, ils dressent les femmes contre les hommes, c'est toujours préférable que de voir l'ensemble des exploités se dresser contre les exploiteurs...

De la même manière qu'ils prétendent lutter contre le trafic de drogue... qu'ils introduisent eux-mêmes dans le pays, ils répriment sévèrement les consommateurs, puis un beau jour ils décident de légaliser la drogue, ils en font la promotion, ils commercialisent des opiacés à côté desquels l'héroïne ou la morphine sont des cachets d'aspirine et tuent des centaines de milliers d'Américains.

De la même manière qu'ils prétendent lutter contre la violence tout en légalisant la vente d'armes de guerre.

De la même manière qu'ils prétendent lutter contre le terrorisme en finançant et armant Al-Qaïda (Daesh et Al-Nosra, etc.)

Etc, etc. etc.

Vous ne voudriez tout de même pas qu'on marche dans leur combine pourrie, criminelle, n'est-ce pas ? Lecteurs, identifiez tous ceux qui se disent de gauche ou d'extrême gauche qui soutiennent leurs campagnes infâmes et tournez-leur le dos, fuyez-les, c'est aussi un acte de résistance aussi salutaire pour vous-mêmes que pour notre cause !

- Harcèlement sexuel : les scandales se multiplient en Europe, des décisions attendues - Franceinfo

Alors qu'il est ultra minoritaire et illégitime

- Violences sexuelles : cent personnalités féminines appellent Emmanuel Macron à décréter "un plan d'urgence" - Franceinfo

Depuis des jours, plusieurs centaines de milliers de messages sont apparus sur les réseaux sociaux pour témoigner de l'ampleur des violences sexuelles que subissent les femmes en France. Une femme sur deux a déjà été victime de violence sexuelle (*). Certaines ne sont plus là pour signer cette tribune, mortes sous les coups. Certaines sont plus particulièrement concernées parce qu'elles sont en situation de handicap, lesbiennes ou subissent le racisme. (...)

Alors, pourquoi cette lettre? Parce que vous avez le pouvoir de faire en sorte que ces violences sexuelles cessent. La puissance publique a déjà réussi par le passé à changer des mentalités et des comportements qui nous semblaient inamovibles tellement ils étaient ancrés dans nos habitudes.

- elles proposent à Emmanuel Macron (...) à doubler "immédiatement les subventions des associations qui accueillent les femmes au téléphone ou physiquement".

- la création "au collège d'un brevet de la non-violence sur le modèle du brevet de la sécurité routière, obligatoire dès la rentrée prochaine". Puis, l'instauration d'une formation obligatoire des "salarié.e.s et managers à la prévention du harcèlement sexuel au travail". Franceinfo

Qui sont-elles, que représentent-elles ?

Elles sont : journaliste, comédienne, auteur-interprète, auteure-compositrice, scénariste, réalisatrice, réalisatrice, cinéaste, chanteuse, éditrice, écrivaine, artiste plasticienne, dessinatrice, médecin, avocate, économiste, préfète honoraire, présidente de l'Institut Robert Schuman, présidente de l'UNEF, enseignante-chercheuse, historienne, philosophe, YouTubeuse. (Source : JDD - www.lejdd.fr)

Qui visent ces vipères de la petite bourgeoisie : les travailleurs et la jeunesse. De qui font-elles le jeu ? Vous l'avez deviné. J'ai noté que deux membres de la CGT avaient signé cette pétition, rien d'étonnant, la CGT a appelé à voter Macron.

Comme quoi parallèlement ils font tout pour que le peuple soit obsédé par le sexe.

Trouvé par hasard en lisant un article du Point (Paradise Papers : les astuces fiscales de Bono), cela figurait dans le bandeau vertical à droite de l'écran. Sinon, absolument tous les jours en se connectant sur les pages Yahoo politique et monde, au même endroit à l'écran, ils proposent des articles sur des people féminines à moitié dénudées, parfois sur les plateaux de télé (Hanouna par exemple hier).

Le tour du monde du sexe

- Le tour du monde du sexe : la générosité sexuelle incomparable des Canelas
- Le tour du monde du sexe : la chambre d'amour des fillettes kreungs
- Le tour du monde du sexe : les Papous Sambia buveurs de sperme
- Le tour du monde du sexe : la beauté des petites lèvres vaginales sur les îles de Chuuk
- Le tour du monde du sexe : chez les Wodaabe, les hommes jouent aux pin-up
- Le tour du monde du sexe : les Tahitiennes, pas si libérées que cela
- Le tour du monde du sexe : les organes génitaux remodelés des Hawaïens
- Le tour du monde du sexe : les hyper-refoulés d'Inis Oirr
- Le tour du monde du sexe : les Moso, sans père ni mari
- Le tour du monde du sexe : chez les Nyinba, les frères partagent la même épouse
- Le tour du monde du sexe : la femme collective des Bashilele

Ce n'est pas innocent.

Les hommes, qui se livrent à des attouchements sur des femmes dans la rue ou n'importe où, ont un problème et ils ne parviennent plus à se contrôler. Soit ils n'ont pas de partenaire pour assouvir leurs pulsions sexuelles, soit leur partenaire ne leur donne pas satisfaction, ou alors elle ne leur suffit pas et ils ne se fixent plus de limites, cela devient obsessionnel chez eux.

Mais qui a poussé les hommes (comme les femmes) à adopter un individualisme effréné ou chacun se croit tout permis ou presque en manquant singulièrement de respect envers les autres dans tous les domaines, sinon ceux qui nous gouvernent depuis des décennies.

Ils s'emploient systématiquement à pourrir tous les rapports dans la société, afin de conduire toutes les couches à s'affronter entre elles au lieu de diriger leurs coups contre le régime, c'est la raison pour laquelle il ne faut absolument rien leur lâcher, ne rien laisser passer et les combattre sur tous les fronts à la fois, sinon nous sommes perdus.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Arabie saoudite. - Liban.

- Purge sans précédent en Arabie saoudite: princes, ministres, ex-ministres arrêtés - AFP

Onze princes et des dizaines de ministres, anciens et actuels, ont été arrêtés samedi soir en Arabie saoudite, selon des médias, au cours d'une purge sans précédent qui doit permettre au jeune prince héritier de consolider son pouvoir.

Parallèlement, les puissants chefs de la Garde nationale saoudienne, une force d'élite intérieure, et de la Marine ont été limogés.

Ces arrestations et limogeages sont intervenus quelques heures après la création, par décret royal, d'une commission anticorruption dirigée par le prince héritier et homme fort du royaume ultra-conservateur, Mohammed ben Salmane, âgé de 32 ans et surnomé MBS.

Selon la chaîne satellitaire Al-Arabiya, à capitaux saoudiens, onze princes, quatre ministres et des dizaines d'anciens ministres ont été arrêtés alors que la commission a lancé une enquête sur les inondations qui ont dévasté en 2009 la ville portuaire de Jeddah (ouest), sur la mer Rouge, à la suite de pluies torrentielles, faisant une centaine de morts.

L'agence de presse officielle saoudienne SPA a indiqué que le but de la commission était de "préserver l'argent public, punir les personnes corrompues et ceux qui profitent de leur position".

Le conseil des religieux a rapidement réagi sur son compte Twitter en affirmant que la lutte contre la corruption était "aussi importante que le combat contre le terrorisme".

Parmi les personnes arrêtées figure le prince et milliardaire Al-Walid ben Talal, selon des sites web saoudiens. Cette information n'a pas été confirmée officiellement.

Une source aéroportuaire a par ailleurs indiqué à l'AFP que les forces de sécurité avaient cloué au sol des avions privés à Jeddah, pour empêcher que certaines personnalités quittent le territoire.

"L'étendue et l'ampleur de ces arrestations semblent être sans précédent dans l'histoire moderne de l'Arabie saoudite", a affirmé à l'AFP Kristian Ulrichsen, spécialiste du Golfe à l'institut Baker de l'université Rice, aux Etats-Unis.

"Si la détention du prince Al-Walid ben Talal se confirme, elle constituera une onde de choc sur le plan intérieur et dans le monde des affaires internationales", estime cet expert.

Contrôlant les principaux leviers du gouvernement, de la défense à l'économie, Mohammed ben Salmane semble chercher à étouffer les contestations internes avant tout transfert formel du pouvoir par son père, le roi Salmane, âgé de 81 ans.

Fin octobre, MBS, issu de la jeune génération princière saoudienne, a promis une Arabie "modérée", en rupture avec l'image d'un pays longtemps considéré comme l'exportateur du wahhabisme, une version rigoriste de l'islam qui a nourri nombre de jihadistes à travers le monde.

"Nous n'allons pas passer 30 ans de plus de notre vie à nous accommoder d'idées extrémistes et nous allons les détruire maintenant", avait-il assuré sous les applaudissements des participants à un forum économique baptisé le "Davos dans le désert" qui avait attiré 2.500 décideurs du monde entier.

Il a lancé plusieurs chantiers de réformes -- droit de conduire pour les femmes et ouvertures de cinémas notamment -- qui marquent le plus grand bouleversement culturel et économique de l'histoire moderne du royaume, avec une marginalisation de fait de la caste des religieux conservateurs.

Dans le même temps, il a oeuvré pour renforcer son emprise politique sur le pouvoir, procédant notamment en septembre à une vague d'arrestations de dissidents, dont des religieux influents et des intellectuels.

Selon des analystes, nombre de ces dissidents critiquaient la politique étrangère musclée du jeune prince héritier, comme le boycott du Qatar, ainsi que certaines réformes comme la privatisation d'entreprises publiques et la réduction des subventions de l'Etat. AFP

- Al-Walid ben Talal: un prince milliardaire saoudien haut en couleur - AFP

Dans cet article, l'AFP en faisait l'éloge... Cela ne vous étonne pas, n'est-ce pas ? Bravo !

- Un vice-gouverneur saoudien tué dans le crash d'un hélicoptère - Reuters

Le vice-gouverneur de la province d'Asir, en Arabie saoudite, et plusieurs de ses collaborateurs ont été tués dimanche dans le crash d'un hélicoptère, rapporte la chaîne de télévision publique saoudienne Ekhbariya.

Selon le journal saoudien Okaz, ces responsables survolaient un secteur près de la côte de la province d'Asir, près de la frontière du Yémen, quand l'avion s'est écrasé.

La presse ne précise pas la cause du crash. Reuters 6 novembre 2017

- La coalition saoudienne ferme les accès au Yémen - Reuters

La coalition militaire conduite par l'Arabie saoudite a décidé de fermer temporairement tous les accès aériens, terrestres et maritimes au Yémen afin d'empêcher l'armement par l'Iran des rebelles chiites Houthi, rapporte lundi l'agence de presse saoudienne SPA.

- La stabilité du Liban prioritaire pour le président Aoun - Reuters

Deux jours après la démission du Premier ministre Saad Hariri, le président libanais Michel Aoun a souligné lundi que la stabilité sécuritaire, économique, financière et politique du Liban était une "ligne rouge" lors d'une réunion à Beyrouth liée aux questions de sécurité.

"Le chef de l'Etat attend le retour de Hariri pour l'entendre personnellement", a déclaré le ministre de la Justice Salim Jreissati à l'issue de ce conseil qui s'est tenu au palais présidentiel de Baabda. "Cette démission doit être volontaire dans tous les sens du terme", a-t-il ajouté. Reuters 7 novembre 2017

- La France demande à l'Arabie saoudite de libérer le PM libanais - Réseau Voltaire

Le gouvernement français est intervenu auprès du prince héritier saoudien, Mohamed Ben Salmane, pour qu'il libère le Premier ministre libanais, Saad Hariri, actuellement aux arrêts à l'hôtel Ritz de Riyad avec plusieurs des personnalités arrêtées lors du coup de Palais. Il est impossible de le joindre.

Monsieur Hariri a annoncé depuis l'hôtel Ritz qu'il démissionnait de ses fonctions au Liban. Cependant, selon la Constitution libanaise, il reste en charge des affaires courantes dans l'attente de son successeur. Il a informé directement le président Michel Aoun par téléphone de sa démission, mais n'en a pas exposé le motif.

Dans un discours télévisé, le secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, a pris la défense de Saad Hariri, leader de la Coalition opposée à son parti. Il a dénoncé une ingérence saoudienne dans les affaires libanaises.

Le président Michel Aoun a réuni lundi matin un Conseil de défense au palais de Babda pour déterminer les réactions à la disparition inattendue du Premier ministre. Il ne semble pas considérer comme valide une démission par téléphone et ne devrait en tenir compte que si le Premier ministre revenait au Liban la lui annoncer en personne.

La classe dirigeante libanaise fait preuve de circonspection, à l'exception de l'ancien directeur de la Police, Achraf Rifi, rentré d'exil pour succéder à Saad Hariri. Selon lui, le président Aoun doit prendre ses responsabilités et choisir d'urgence un nouveau Premier ministre.

Saad Hariri ayant la double nationalité saoudo-libanaise, il ne peut bénéficier de l'immunité diplomatique en Arabie saoudite. Réseau Voltaire 6 novembre 2017

- Le Hezbollah accuse Ryad d'avoir contraint Hariri à la démission - Reuters

Le chef du Hezbollah, Sayyed Hassan Nasrallah, a estimé dimanche que la décision du Premier ministre libanais, Saad Hariri, de démissionner lui avait été dictée par l'Arabie saoudite.

"Cette démission est une décision saoudienne qui a été imposée à Saad Hariri", a-t-il dit dans un discours télévisé, au lendemain de l'annonce surprise faite en Arabie saoudite par le chef du gouvernement d'union nationale, en poste depuis janvier.

"De légitimes questions" se posent en outre, a ajouté le chef de la milice chiite, sur le point de savoir si Saad Hariri dispose de sa pleine liberté de mouvement en Arabie saoudite.

Dans l'entourage de Saad Hariri, qui possède la nationalité saoudienne, on dément avec la plus grande fermeté qu'il ait été placé en état d'arrestation ou forcé de démissionner.

Sayyed Hassan Nasrallah a invité les Libanais à faire preuve de calme face à cette nouvelle crise politique d'ampleur et à ne pas manifester car "cela n'aboutirait à aucun résultat".

Les dirigeants politiques libanais, a-t-il dit, s'attendent à ce que Saad Hariri rentre au Liban jeudi, si toutefois "on l'autorise à voyager".

Le président libanais, Michel Aoun, n'acceptera pas la démission du Premier ministre tant qu'il ne sera pas revenu en expliquer les raisons, dit-on dans son entourage.

En annonçant sa démission, Saad Hariri a accusé le Hezbollah chiite et l'Iran qui le soutient de semer la discorde dans la région et dit craindre pour sa vie.

Le journal saoudien Acharq al Aoussat, citant des sources non identifiées, écrit dimanche que des services de renseignement occidentaux l'ont averti qu'une tentative d'assassinat à son encontre était en préparation.

Selon la chaîne de télévision saoudienne Al Arabiya al Hadath, il a échappé jeudi à une tentative de meurtre alors qu'il se trouvait encore à Beyrouth. Le général Abbas Ibrahim, chef de la Sûreté libanaise, a assuré dimanche n'avoir eu vent d'aucun complot visant une personnalité politique.

La démission du chef du gouvenement libanaise risque dans un premier temps de raviver les tensions entre Téhéran et Ryad, qui se disputent le leadership régional, et entre les différentes communautés religieuses libanaises.

Elle remet en outre en question la survie de la coalition gouvernementale formée fin 2016 après des années d'impasse politique et dont la difficile mise sur pied avait été perçue comme une victoire pour le Hezbollah.

Le "pacte national" au Liban, accord non écrit conclu en 1943, réserve la présidence à un chrétien maronite, le poste de chef du gouvernement à un sunnite et la présidence de la Chambre des députés à un chiite. Saad Hariri avait déjà été à la tête d'un gouvernement d'union nationale de 2009 à 2011. Reuters 6 novembre 2017

- L'Arabie saoudite accuse le Liban de lui avoir déclaré la guerre - Reuters

L'Arabie saoudite a estimé lundi que le Liban lui avait déclaré la guerre en raison de ce qu'elle considère comme des agressions commises dans le royaume par le Hezbollah libanais, soutenu par l'Iran.

Le gouvernement libanais sera "traité comme un gouvernement qui a déclaré la guerre à l'Arabie saoudite", a affirmé le ministre saoudien des Affaires du Golfe, Thamer al Sabhan, dans un entretien à la chaîne de télévision Al Arabiya.

Sabhan a précisé que le message avait été transmis au Premier ministre libanais Saad Hariri, allié des Saoudiens, qui a annoncé sa démission samedi depuis Ryad.

Les actes d'"agression" commis par le Hezbollah contre le royaume saoudien "sont considérés comme une déclaration de guerre contre l'Arabie saoudite par le Liban et par le parti libanais du diable", a ajouté Thamer al Sabhan.

Deux jours après la démission de Saad Hariri, le président libanais Michel Aoun a rappelé lundi que la stabilité sécuritaire, économique, financière et politique du Liban était une "ligne rouge" lors d'une réunion à Beyrouth liée aux questions de sécurité.

"Le chef de l'Etat attend le retour de Hariri pour l'entendre personnellement", a déclaré le ministre de la Justice Salim Jreissati à l'issue de ce conseil qui s'est tenu au palais présidentiel de Baabda. "Cette démission doit être volontaire dans tous les sens du terme", a-t-il ajouté. Reuters 7 novembre 2017

2- Italie

- Scrutin régional en Sicile, test avant les élections en Italie - Reuters

Le candidat au poste de gouverneur de Sicile de la coalition de centre droit soutenue par Silvio Berlusconi est en tête avec une courte avance sur le Mouvement 5 Etoiles (M5S), si l'on en croit des sondages sortie des urnes publiés dimanche soir.

L'élection du gouvernement régional dans l'île est considérée comme une répétition à grande échelle en vue des élections législatives prévues d'ici mai prochain en Italie.

La course s'annonçait serrée en Sicile entre une alliance de partis de droite et le M5S anti-système.

Elle l'a été, le candidat de la droite, Nelio Musumeci, obtenant de 35% à 40% des suffrages exprimés, et celui du M5S, Giancarlo Cancelleri, entre 33% et 38%.

Fabrizio Micari, candidat soutenu par le Parti démocrate (PD) au pouvoir en Sicile et au niveau national, a apparemment souffert des dissensions internes, et arriverait loin derrière en troisième position avec vingt points de moins.

Renforcée par le retour dans la campagne électorale de l'ancien chef du gouvernement Silvio Berlusconi, la droite a à coeur de récupérer sa traditionnelle prééminence sur la Sicile et montrer qu'après des années de scandales, elle est redevenue une force à ne pas sous-estimer.

Le Mouvement 5 Etoiles, lui, n'a jamais dirigé de région mais espère qu'une victoire en Sicile le propulsera vers un succès à l'échelle nationale.

Une mauvaise performance de Fabrizio Micari risque de mettre en difficulté le chef de file du PD et ancien président du Conseil Matteo Renzi. Le PD a fait l'objet d'une scission cette année. Les membres de son aile gauche l'ont quitté pour lancer une formation nettement plus à gauche.

Au niveau national, le Mouvement 5 Etoiles est en tête avec 27% des intentions de vote, juste devant le Parti démocrate.

Les partis de la coalition de droite, Forza Italia, le parti de Silvio Berlusconi, et la Ligue du Nord, sont crédités chacun de 14% des intentions de vote au niveau national. Reuters 6 novembre 2017

Haut de page

Le 11 novembre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (17 pages)

La mousson est abondante cette année, une bonne nouvelle. Il pleut depuis un mois, la dernière fois qu'on avait eu une mousson aussi longue remonte à près de 10 ans.

Ici en Inde, contrairement à en France on ne dit jamais qu'il fait un temps pourri quand il pleut car tout le monde a conscience qu'on a besoin de la pluie pour survivre, sauf peut-être ceux qui sont victimes de fortes pluies continues, les plus pauvres qui vivent encore dans des cabanes en feuilles de cocotiers, comme toujours.

Il va falloir que je cimente le sol de l'enclos des chèvres qui est inondé, les pauvres bêtes sont obligées de dormir debout, l'eau s'écoule du champ en pente qui surplombe mon terrain, elle passe sous les plaques de ciment qui font office de mur, il n'y a pas de fondations, je n'avais pas de fric pour en construire. J'ai demandé plusieurs fois au propriétaire de ce champ de passer un coup de tracteur pour régler le problème mais il n'a jamais donné suite, c'est un gros propriétaire terrien et il s'en fout, je n'ai pas manqué de lui dire ce que je pensais de lui, mais bon, vous vous en doutiez !

Cela dit, on vit mieux à la campagne qu'en ville, et pour cause...

Sous la Cop 21. Mieux nous respirerons, plus vous suffoquerez...

Depuis trois jours, les habitants de la capitale indienne suffoquent sous un épais nuage de pollution. Entre colère et résignation.

New Dehli (17 millions d'habitants). Chaque jour,1 400 nouvelles immatriculations s'ajoutent aux 8 millions de véhicules déjà sur les routes de la ville.

Les chiffres font froid dans le dos. La concentration des particules fines « PM 2,5 » (2,5 microns) est beaucoup trop dense et les taux ont affiché ce jeudi entre 500 et 800 microns/m3, alors que le seuil de danger fixé par l'OMS est de 300.

Parmi toutes les capitales, la ville détient depuis 2014 le record de pollution atmosphérique de la planète. Le chef de l'exécutif de New Delhi, Arvind Kejriwal, l'avait comparée à une « chambre à gaz ». Mais entre 2014 et 2016, le gouvernement a voulu relativiser les faits. Autorités et experts se sont livré une guerre des chiffres sur les capteurs, les mesures de la qualité de l'air, et les seuils de tolérance. En attendant, le niveau de pollution ne cessait de grimper.

Aujourd'hui, les éditoriaux des grands quotidiens laminent les autorités. « Dans une indifférence alarmante, Delhi continue à porter l'ignominie d'être l'une des villes les plus polluées au monde », dénonce jeudi le Hindustan Times. « Le brouillard de Delhi est un nouveau rappel de l'échec du gouvernement à agir avant l'urgence, estime quant à lui l'Indian Express. Le gouvernement a attendu deux ans que la pollution atteigne des proportions catastrophiques pour réagir. » Jigme Lingtsang, un résident de Delhi, pointe également les limites de la contestation citoyenne : « Nous avons la séduisante option de nous plaindre sur les réseaux sociaux, en nous isolant davantage encore derrière nos masques ou nos purificateurs d'air, en signant des pétitions en ligne, peut-être même en allant à une manifestation ou deux, et ensuite de tout oublier jusqu'à l'année suivante... Et tout recommence à chaque mois de novembre. »

Certes, les élites indiennes et les expatriés ont été les premiers à réagir. Eux ont les moyens de se protéger et ils tentent désormais de fuir la capitale pour des cieux plus cléments. Pour les autres, la vie continue. Deepika, une avocate, contemple tristement sa

ville : « J'ai honte de ce que nous allons laisser en héritage à nos enfants. »

« La pollution à Delhi est critique mais elle symbolise aussi le sort de nombreuses zones rurales et urbaines en Inde », rappelle l'environnementaliste Kanchi Kohli. Aujourd'hui, le pays abrite 13 des 20 villes les plus polluées au monde. Le Point 10.09

Du bonapartisme au fascisme

- "*L'élément que le fascisme a en commun avec le vieux bonapartisme est qu'il a utilisé les antagonismes de classe pour donner au pouvoir d'Etat la plus grande indépendance. Mais nous avons déjà souligné que l'ancien bonapartisme datait de l'époque de la société bourgeoise ascendante, tandis que le fascisme est un pouvoir d'Etat de la société bourgeoise en déclin*." (OEuvres : Août 1940 - L. Trotsky)

L'avènement de la Ve République bonapartiste en 1958 signifia que la guerre n'avait pas permis d'en finir avec les contradictions du capitalisme, et que dans l'impossibilité de les réduire leur développement allait approfondir ou amplifier la crise du capitalisme dans des proportions telles qu'il leur faudrait affronter directement la classe ouvrière pour liquider les acquis sociaux ou les concessions qu'ils avaient dû lui octroyer entre 1945 et 1958. Dans ces conditions il leur fallait un instrument politique pour briser ou inverser les rapports entre les classes qui étaient le produit du processus révolutionnaire qui s'était développé vers la fin de la guerre, mais qui n'avait pas pu aller à son terme en raison de la trahison de la social-démocratie et du stalinisme, et cet instrument allait être la Constitution de la Ve République.

Son instauration sonnait la fin de l'antagonisme entre les classes, qui jusque là avait été favorable à la classe ouvrière, cela signifiait que celle des capitalistes passait à l'offensive en bénéficiant de la bienveillance de la social-démocratie et du stalinisme, tout en profitant de la neutralité de la majorité des masses qui avaient obtenu une amélioration de leur condition, ainsi que du mythe entourant la personnalité du général de Gaulle et qui allait permettre à un militaire de gouverner la France.

L'instauration de ce nouveau bonapartiste avait été rendu possible pour les raisons que nous venons d'indiquer, mais dont l'un des facteurs était trompeur, à savoir que le répit que le capitalisme s'était accordé à la faveur de la guerre, et qui allait se traduire par une nouvelle période d'extension sur un champ de ruine, était déjà parvenu à son terme, une nouvelle crise se dessinait qui devait entraîner également la fin de sa coûteuse épopée coloniale en Asie et en Afrique du Nord.

La Ve République allait être à la fois le produit de l'incapacité des capitalistes de mater la classe ouvrière, et de l'incapacité de la classe ouvrière à se doter d'une nouvelle direction pour en finir avec le capitalisme et ses institutions. Dit autrement, la Ve République était à la fois le produit de la crise du capitalisme et de la crise historique de la direction du prolétariat. Dès lors le bonapartisme s'imposait à la bourgeoisie comme le seul recours possible à défaut de pouvoir recourir au fascisme pour atteindre ses objectifs. Le régime qui allait se mettre en place se doterait d'un vernis démocratique tout en étant autoritaire, alternant paternalisme et répression.

Les institutions allaient se réduire au pouvoir d'un seul homme trônant au sommet de l'Etat, toutes les institutions devraient lui être soumises, ce qui signifiait que le parlementarisme était mort ou vidé de son contenu, du coup c'est ailleurs qu'allait s'exprimer la lutte de classe du prolétariat, dans la rue...

Affirmer que la société bourgeoise est "en déclin" mérite une précision. Si elle tend effectivement au déclin ou elle est vouée historiquement au déclin, cela ne signifie pas pour autant qu'elle ne pourrait pas connaître encore des périodes de prospérité, qui au fil du temps ou de l'exacerbation des contradictions du capitalisme tendraient à se raréfier jusqu'au jour où elles disparaîtraient totalement en cédant la place à une période de régression sociale à durée indéterminée, et sur le plan politique le vernis démocratique déjà bien entamé craquerait de partout ou ne pourrait plus remplir de caution politique du régime et la réaction sur toute la ligne lui succèderait.

Dans les conditions actuelles, soit 59 ans plus tard, le bonapartisme ne pouvant plus remplir sa fonction telle qu'elle avait été définie en 1958, n'ayant pas réussi à atteindre ses objectifs tant économiques que politiques du fait de la résistance de la classe ouvrière, il va être tenter pour y parvenir de recourir à un coup de force, qui ne sera rendu possible une fois de plus que grâce à la neutralisation du mouvement ouvrier et du prolétariat par la social-démocratie et le stalinisme ainsi que leurs satellites respectifs dits de gauche et d'extrême gauche, le pouvoir étant dorénavant détenu par un parvenu nommé Macron et un parti unique, LREM, tous deux mis en place par l'oligarchie qui contrôle tous les pouvoirs, et les institutions vont fonctionner de la même manière que sous un régime fasciste.

Vous aurez toutefois observé qu'il existait encore des distinctions entre le régime actuel en France et un régime fasciste. Effectivement, Macron n'a pas eu besoin de dissoudre ou réprimer les partis qui autrefois se réclamaient de la classe ouvrière, le PS et le PCF ou les syndicats, puisque soit ils ont soutenu la candidature de Macron, soit ils ont refusé d'engager le combat contre sa candidature, le PS et le PCF se sont pratiquement autodissouts au fil du temps en soutenant tous les gouvernements réactionnaires qui se sont succédés depuis près de quatre décennies, pire encore, ils collaborent avec Macron et son gouvernement quotidiennement en participant au dialogue social, ils passent leur temps à le légitimer, dans ces conditions il est inutile pour Macron de recourir à la force contre le mouvement ouvrier et ses organisations, puisque leurs dirigeants s'en

chargent à sa place à leur manière, après tout comme en Espagne dans les années 30 ils sont les mieux placés pour faire la sale besogne de la bourgeois.

En guise de conclusion, on aura compris que le régime actuel en France tend vers le fascisme, il en épouse jour après jour un peu plus les contours et le contenu parce qu'il en partage les objectifs : sauver le capitalisme ou plutôt le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme pour le compte de l'oligarchie. On pourrait peut-être dire que c'est un régime de transition, qui de bonapartiste parlementaire est devenu ploutocratique en évoluant vers le fascisme.

Je ne sais pas si vous l'avez également remarqué, mais toutes les campagnes qu'ils mènent depuis des années contre les préjugés archaïques de certaines couches de la société qui recoupent en fait toutes les classes, servent uniquement de prétexte à l'instauration d'une pensée unique en recourant à la délation généralisée de toute pensée déviante par le biais des réseaux sociaux qu'ils ont créés à cet effet, procédé qui est l'apanage des régimes fascistes.

Illustration. La réaction sur toute la ligne.

- Subventions : les associations de consommateurs en danger ? -

Le ministère de l'Économie a l'intention de diminuer les subventions attribuées aux associations de consommateurs. Beaucoup s'en inquiètent. Franceinfo

- "La Marseillaise" dans tous les championnats de France : l'idée de Laura Flessel pour "se réapproprier notre fibre citoyenne" - Franceinfo

La ministre des Sports suggère aux fédérations sportives d'ouvrir les compétitions, toutes catégories d'âge confondues, par l'hymne national. Franceinfo

- Énergie : Nicolas Hulot décide un sursis pour le nucléaire - Franceinfo

- Charlie Hebdo : le soutien de l'Assemblée nationale - Franceinfo

Édouard Philippe a pris la parole ce mardi 7 novembre afin de défendre Charlie Hebdo, ciblé par des menaces de meurtre et d'attentat depuis sa Une du 1er novembre. Franceinfo

- Le groupe PS n’est « pas emballé » par la surtaxe sur les grandes entreprises - Publicsenat.fr Vincent Éblé, président (PS) de la commission des Finances, annonce que son groupe s’abstiendra sur le vote de cette mesure du projet de loi de finances rectificative, qui rapportera 5 milliards d’euros dans les caisses de l’État. Publicsenat.fr

- 14% de chômeurs radiés après des contrôles - Reuters

Le contrôle de la recherche effective d'emploi par les chômeurs, généralisé il y a un an et demi, a abouti à la radiation de 14% des personnes sur les 270.000 dont la situation a été vérifiée, rapportent Les Echos dans leur édition de jeudi. Reuters

- L'Assemblée vote le budget 2018 de la Défense, en hausse de 1,8 milliard d'euros - Le Huffington Post

Chose promise, chose due. L'Assemblée nationale a adopté dans la soirée du mardi 7 novembre en première lecture le projet de budget de la Défense pour 2018, en augmentation de 1,8 milliard par rapport à l'année précédente, conformément aux engagements du gouvernement.

Ce premier budget du quinquennat du président Emmanuel Macron, doté de 32,4 milliards d'euros, "prévoit une hausse historique de 1,8 milliard d'euros", a déclaré devant les députés la ministre des Armées Florence Parly. "C'est un effort inédit, le point de départ d'une remontée en puissance exceptionnelle, puisque chaque année ensuite, et ceci jusqu'en 2022, le budget du ministère des Armées augmentera de 1,7 milliard par an".

Ce projet de budget, en hausse de 5,6% par rapport au budget 2017, accorde 1,2 milliard d'euros supplémentaire aux crédits d'équipements, a ajouté la ministre. "C'est un budget de remontée en puissance qui répond aux besoins des armées et prépare leur avenir, que je veux ambitieux, innovant, autonome et européen aussi".

A la tribune de l'Assemblée, Florence Parly a réaffirmé le but de parvenir à ce que la France, en 2025, consacre 2% de son Produit intérieur brut (PIB) à la Défense. Le Huffington Post

Autres illustrations. Intimidation, délation, harcèlement, provocation, diffamation, répression ou le règne de la tyrannie.

- Emmanuel Macron recadre fermement ses ministres - lefigaro.fr

- "Bon cinéaste, mais pas excellent fiscaliste" : l'avocat de Jean-Jacques Annaud réagit aux révélations des "Paradise Papers" - Franceinfo

- Le harcèlement à l'école expliqué aux enfants - Liberation.fr

- Première victoire d'une candidate transgenre dans une élection américaine - LeParisien.fr

- Affaire Tariq Ramadan : Charlie Hebdo s'en prend à Edwy Plenel - LeParisien.fr

- Pierre Joxe, accusé d'agression sexuelle, dénonce «un tissu de contre-vérités» - LeFigaro.fr

- Scandales sexuels : la télé aussi est concernée - Téléstar

- L'Allemagne va-t-elle reconnaître un troisième sexe ? - Reuters

Ils osent tout.

- Certains députés ont-ils trouvé comment contourner la loi sur la moralisation de la vie publique ? - Franceinfo

Parce que les affairistes pourraient avoir une morale respectable ?

- Macron «bientôt aux commandes de l'Europe», selon Time… s'il s'impose en France - LeParisien.fr

Ouais, valait mieux employer le conditionnel, ils ne se mouillent pas trop au Time, ils savent à qui ils ont à faire.

- Macron en Arabie pour faire baisser la tension avec l'Iran - AFP

Et la tension de sa momie toute fripée, elle est à combien ? Il n'a même pas le pouvoir de décider de manger un chocolat quand il en a envie, et il aurait celui d'impressionner le monarque dégénéré du royaume des Saouds...

- Emmanuel Macron prédit "la fin de Daech dans les prochains mois" - Franceinfo

Dommage que cela ne s'appliquera sans doute pas à lui...

- Inauguration du Louvre Abu Dhabi, un musée "contre l'obscurantisme" - AFP

Sachant qu'en France ils ont favorisé la propagation du wahhabisme pendant des décennies...

- L'ONU réclame à Ryad la fin du blocus au Yémen, menacé de la pire famine - AFP

Sachant que l'ONU a couvert les bombardements du Yémen perpétrés par l'Arabie saoudite...

- La guerre au Yémen "traîne", avec "l'assentiment, voire la complicité des grandes puissances internationales" - Franceinfo

Sans blague, comme en Syrie...

- Burundi : la Cour pénale internationale autorise une enquête pour crime contre l'humanité - LeFigaro.fr

Pourquoi pas la France, la Grande-Bretagne, la Belgique, etc.

- A Hongkong, des fans de foot défient Pékin en sifflant l'hymne - Liberation.fr

L'équipe de la NED...

- L'Otan parée à la cyberguerre, prépare des renforts pour l'Afghanistan - AFP

L'Otan faiseur de guerres à durée indéterminée pour le compte du complexe militaro-industriel-financier américain, dehors, GI's go home !

- Venezuela: Fitch abaisse la note de PDVSA, défaut "hautement probable" - AFP

L'agence de notation financière Fitch, comme Moody's avant elle, a abaissé mardi la note du groupe pétrolier d'Etat vénézuélien PDVSA, en la faisant passer de "CC" à "C", et en jugeant qu'un défaut du pays était "hautement probable". AFP

C'est franchement dommage que le baril de brut soit repassé au-dessus des 60 dollars...

- Nouvelles sanctions américaines contre le Venezuela déjà très fragile - AFP

Mimétisme de son vassal...

- L'UE va imposer un embargo sur les armes au Venezuela - Reuters

Il s'approvisionnera en Russie ou en Chine, d'ailleurs c'est déjà le cas...

- La lutte contre les inégalités commence par l'éducation, c'est le défi que doit relever l'Europe - Le Huffington Post

Comme le président de la Commission européenne l'a déclaré dans son récent discours sur l'état de l'Union, "l'Europe a de nouveau le vent en poupe". Le Huffington Post

Vous vous souvenez peut-être d'une interview d'Attali développant cette rhétorique il y a quelques mois, comme quoi les mesures qu'ils prennent correspondent bien à une stratégie arrêtée longtemps à l'avance...

- Trump : un an de couacs et de chaos - Liberation.fr

Quel couac ou chaos la fin de la guerre annoncée contre l'Irak et la Syrie !

- Paradise Papers: Des députés néerlandais réclament un débat - Reuters

Parole, parole, parole...

- Paradise Papers. La riposte de l'UE - Liberation.fr

Les multinationales et le Luxembourg en font déjà des cauchemars...

- RSF distingue des journalistes polonais, turques et iranien - Reuters

Sélectionnés ou recrutés par la CIA...

- Italie : une aide financière pour la natalité - Franceinfo

Qui a dit que le crime ne payait pas ?

- Syrie: une autre attaque au sarin "porte les marques" du régime, selon les Occidentaux - AFP

Ils en mettent du temps pour les fabriquer...

- Allemagne: Les plaintes de Syriens contre le régime Assad se multiplient - AFP

Les plaintes d'Allemands contre le régime de Merkel se multiplient...

L'autre campagne pornographique des médias-oligarchiques.

- Sexy ! Carla Ginola, sans soutien-gorge fait grimper la température

- Cara Delevingne explique pourquoi elle louchait sur le décolleté de Rihanna

- "3 raisons pour lesquelles je ne porte plus de soutien-gorge depuis 2 mois"

- Pansexualité, graysexualité… ces orientations sexuelles méconnues

- La réponse (géniale) de cette présentatrice télé à ceux qui disent qu'elle porte des tenues trop sexy

- Elle enlève par erreur sa... culotte devant son médecin !

- Jade Lagardère topless à la plage : le cliché très sexy

- Ce combat à mort entre une guêpe et une abeille est la chose la plus cruelle que vous ayez jamais vue

L'autre campagne bestiale des médias-oligarchiques.

- «Qui va trop loin ? Ce sont les activistes qui vont au contact des cirques. Ces associations comptent dans leurs rangs des fous furieux et des néonazis !»

Engueulades. Bousculades. Insultes. - Liberation.fr

- Corrida, chasse à courre, animaux de cirque : la SPA montre les crocs au pénal - Liberation.fr

La plus ancienne des associations de protection animale a présenté jeudi matin son «offensive judiciaire» contre plusieurs pratiques relevant de la cruauté animale, dont la tauromachie, les conditions d'abattage ou les fermes à fourrure. Liberation.fr

Plus l'espèce humaine est exploitée, moins on lui reconnaît la capacité de penser. Elle peut toujours méditer !

- «Plus une espèce animale est exploitée, moins on lui reconnaît la capacité de penser» - Liberation.fr

Il est temps, alerte le moine boudhiste tibétain Matthieu Ricard, de repenser notre concitoyenneté avec les animaux que nous exploitons et massacrons sans raison morale valable. Un travail qui commence par la reconnaissance de leur individualité. Liberation.fr

Qu'ont en commun tous ces gens au grand coeur qui se penchent sur la condition animale ? D'ignorer la condition humaine ou le sort terrifiant que le capitalisme réserve à tous les peuples, ils s'en accommodent, ils en parlent, ils le justifient par leur refus de rompre avec le capitalisme.

Nul droit ne s'impose au pauvre...

Depuis plusieurs jours, la campagne des "Panama Papers" qui avait été lancée il y a dix-huit mois par le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), est repartie de plus belle.

Tout d'abord il faut avoir à l'esprit que les membres de l'ICIJ appartiennent tous à des oligarques ou dépendent des banques pour survivre ou encore perçoivent dans certains cas des subventions de l'Etat où ces médias officient. Il était donc inconcevable qu'ils aient pris cette initiative d'eux-mêmes, elle était forcément téléguidée par les sommets de l'oligarchie anglo-saxonne et internationale.

Ensuite, on doit constater que cette campagne qui aboutit à révéler "la fraude fiscale" à laquelle se livreraient à l'échelle mondiale des nantis aux multinationales, via des paradis fiscaux pratiquant des montages financiers pour leurs illustres clients, etc. n'est pas vraiment à l'avantage du capitalisme, c'est le moins qu'on puisse dire, n'est-ce pas ?

Et pour conclure, une question : Pourquoi ou dans quel but ?

On ne peut répondre à cette question qu'en ayant à l'esprit leur stratégie qui se situe sur le long terme, ou il ne faut pas perdre de

vue qu'ils ont de la suite dans les idées, il faut donc la traiter dans une perspective générale.

L'explication ou une des explications car à mon avis il en existe plusieurs tout aussi valables, ils l'ont fournie eux-mêmes en rappelant que "l'optimisation fiscale" était parfaitement légale, autrement dit que les législateurs de tous les pays en connaissaient parfaitement l'existence.

Il faut donc en déduire que cette campagne et ces "révélations" de polichinelle n'étaient pas destinés à stopper ces pratiques de type mafieux ou à tyranniser leurs heureux bénéficiaires, comme ils se sont empressés de le préciser pour qu'on ne s'y trompe pas sur leurs réelles intentions. En revanche, elle tendra à discréditer un peu plus auprès des peuples les acteurs politiques qui prétendaient les combattre au sein des différents Etats, à affaiblir leur pouvoir face aux multinationales ou à l'oligarchie, sinon à qui d'autres pourrait-elle profiter ?

En se fiant uniquement aux apparences on pourrait trouver un aspect hasardeux ou risqué à cette campagne, mais c'est bien mal les connaître. Car convaincus qu'ils sont de leur toute puissance, peu importe le coût à payer pour parvenir à leurs fins, ils possèdent suffisamment de réserves ou disposent d'un avantage si considérable sur leur ennemi, le prolétariat mondial qui demeure inorganisé et dans l'incapacité de les affronter, de se soulever pour renverser l'ordre établi ou ne serait-ce que s'opposer à leur politique, qu'ils pensent être en mesure de tout se permettre, tout oser, sans vraiment être démenti par les faits jusqu'à présent, y compris l'élection de Trump ou le Brexit notamment. A ceci près que s'ils ont acquis la capacité d'instrumentaliser pratiquement tous les facteurs parce qu'ils sont corrompus, cela ne dure qu'un temps, et il leur faut régulièrement en remettre une couche pour maintenir les peuples dans l'ignorance.

C'est assurément un moyen de montrer à la terre entière qu'ils ne craignent aucun ennemi, qu'il n'existe aucun ennemi de taille à leur résister ou qu'ils sont réellement devenus les maîtres incontestables du monde, et qu'au lieu de leur résister, de les combattre, de chercher une issue politique à la crise du capitalisme qui n'existe pas, le mouvement ouvrier ferait mieux d'admettre sa défaite définitive et les masses exploitées leur impuissance.

Ces "révélations" présentent un autre aspect infâme dont ils comptent bien tirer profit, à savoir que bon nombre de personnalités du domaine de la culture ou du sport, dont certaines étaient connues pour leur engagement humanitaire et adulées par les travailleurs et les jeunes, sont citées dans cette affaire sordide, de sorte que ces braves philanthropes ne valent pas mieux que les gangsters professionnels de la finance qui sont responsables des maux dont soufflent tous les peuples qu'ils étaient censés soulager... tout en profitant de leur misérable condition, ce qui a de quoi flanquer un rude coup à leurs admirateurs qui s'en trouveront déstabilisés, voire démoralisés, dégoûtés, de quoi, mais du genre humain, du monde en général, sans rien d'autres ni personne à qui se raccrocher, sans repères, sans idéal, bref des proies faciles qui ne demandent qu'à être manipulés ou faire acte de soumission...

Et c'est bien de ce vide qu'ils comptent profiter, vide qui ne le sera pas vraiment puisqu'il restera encore le marché, avec la sortie du dernier modèle de Iphone, etc. mais pas seulement, car la plupart des admirateurs de Bono, Madona ou Ronaldo ne s'en détourneront pas forcément pour autant, dorénavant et c'est là le point le plus important, ils admireront non plus des personnages possédant un certain talent (contestable souvent) dans leur domaine professionnel respectif, mais aussi des gens sans scrupules ni principe, malhonnêtes, animées d'une ambition dévorante ou d'une cupidité sans fond, malsains, hypocrites, cyniques, sans foi ni loi, exactement comme le sont les oligarques, cela tombe bien puisqu'ils sont justement destinés à leur ressembler, ils s'emploient à les façonner à leur image. Tenez, au même moment sur le Net Libération ou Le Parisien je ne sais plus, invitait ses lecteurs à visiter le jet privé de Ronaldo !

Allons encore plus loin. Une fois qu'on a adopté ce mode de pensée effroyable, que vaut-on ? Rien. On va se dévaloriser à nos propres yeux, dans ces conditions, dites-moi, comment pourrait-on acquérir une confiance en soi, comment pourrait-on prendre conscience que le combat politique pour changer la société passe justement par là ? Ce serait encore plus difficile ou compliqué qu'avant. Vous trouveriez le courage de dire en face à quelqu'un qu'il devrait être honnête tout en sachant que vous ne l'êtes pas vous-même, moi j'en serais incapable.

Je suis issu d'un milieu ouvrier pauvre et arriéré. Mes parents étaient honnêtes par dessus tout, mais ils étaient particulièrement hypocrites, et vous savez pourquoi ils ne sont jamais parvenus à se débarrasser de ce défaut, parce qu'ils se sentaient écrasés par le sort qu'on leur avait imposé et dont ils ignoraient l'origine. Du coup, durant toute leur existence ils vouèrent un culte aux misérables puissants qui étaient responsables de leur malheureux destin, ainsi qu'aux Bono, Madona ou Ronaldo de leur époque qui se moquaient bien de leur condition.

J'ai bien l'impression que cette entreprise vise le même objectif.

En guise d'épilogue à titre personnel.

On peut apprécier la poésie de Rimbaud ou la philosophie de J-J Rousseau, mais sans leur louer un culte, parce que leur personnalité ne le méritait pas ou pire encore. Cela vaut pour des musiciens géniaux dans leur art, mais qui ont des idées épouvantables. Je n'ai jamais acheté de disques de chanteurs français parce que les paroles de leur chanson m'en

ont dissuadées. En revanche, j'avais acheté plein de disques de groupes de rock anglais ou américains... dont je ne comprenais pas les paroles et c'était sans doute préférable, je louais la maîtrise de leurs instruments notamment, mais pas leur personnage, j'ai toujours fait une distinction entre les deux...

Ce passage est en quelque sorte un complément au dernier éditorial de La tribune des travailleurs (POID).

Ce 6 novembre, les médias font mine de découvrir l'ampleur de l'évasion fiscale...

(https://latribunedestravailleurs.fr/2017/11/08/nul-devoir-ne-simpose-au-riche/)

Excellent éditorial. "*N'est-ce pas pure illusion que de demander aux gouvernements qui instaurent les lois d'évasion fiscale de lutter contre elles ?*", demande formuler par le PCF et LFI, c'est pire que formuler une "*illusion*", c'est une supercherie qui témoigne leur collusion avec les gouvernements des riches, c'est la preuve que ces partis roulent pour le capitalisme...

En effet. Un secret de polichinelle à "échelle industrielle".

- L'optimisation à l'échelle industrielle - Liberation.fr

Des grands cabinets internationaux d'audit aux avocats «fiscalistes», le contournement de l'impôt fait vivre toute une armée de l'ombre, prête à élaborer des montages opaques au bénéfice de grands groupes et de personnalités. Liberation.fr

Péché révélé à moitié pardonné ou comment les corrompus s'autoamnistient

Syrie. Profil bas à l'AFP.

Quand ils sentent le vent tourné ils se font tout petits, leur rhétorique de guerre s'évapore... avant d'amorcer un tournant, puisque tel le veulent les maîtres de ces vulgaires larbins.

- Le conflit en Syrie a laissé le pays exsangue et morcelé entre différents belligérants dont certains étrangers venus en renfort de camps adverses. Il a fait plus de 330.000 morts et poussé des millions de Syriens à l'exil. AFP 9 novembre 2017

Il ne s'agit plus d'une guerre, mais d'un modeste "conflit" ; les différents acteurs ne sont pas cités, ce sont de simples "belligérants" ; les plus de 100.000 mercenaires en provenance de quelque 85 pays venus rejoindre les rangs des barbares ne sont plus que "certains étrangers", et quand aux "330.000 morts" et aux "millions de Syriens à l'exil", étrangement ils ne sont plus attribués systématique au "régime" de Bachar al-Assad...

Yémen. "La dévastation est presque totale"... avec l'aval de l'ONU.

- L'ONU réclame à Ryad la fin du blocus au Yémen, menacé de la pire famine - AFP

La Suède, à l'origine de la convocation de la réunion du Conseil de sécurité sur la situation humanitaire au Yémen, a mis en garde contre les "immenses conséquences" pour le peuple yéménite si le blocus imposé par Ryad perdurait. "Le niveau de souffrances est immense. La dévastation est presque totale. 21 millions de personnes ont un besoin d'aide humanitaire urgente", a déclaré le représentant suédois adjoint à l'ONU, Carl Skau. "C'est la pire situation humanitaire dans le monde, sept millions de gens au bord de la famine, un enfant meurt toutes les dix minutes de maladie, presque un million de malades du choléra", a-t-il égrené. AFP 9 novembre 2017

Quel parti a-t-il manifesté devant l'ambassade d'Arabie saoudite à Paris pour dénoncer ce génocide ?

Parole d'internaute

1- "*Vous partez du principe que nous vivons dans un monde réformable, donc stable ; alors que nous vivons dans un monde en plein effondrement et donc ni réparable, ni réformable.*

Aussi interdictions, règlements et autres billevesées ne sont que des vœux pieux – au mieux, ou des prétextes/justifications de la fuite en avant, fatale bien évidemment et comme d'habitude."

Vous avez raison, il faut faire table rase du passé, cela va finir un jour par s'imposer à l'esprit du plus grand nombre, et c'est à nous de faire en sorte que ce soit le plus tôt possible...

2- "*Le journalisme n'existe plus, en France et aux USA (et probablement dans tout les pays occidentaux au minimum).*

Les journalistes ont fini leur "Grande Transition Dogmatique" :

Tellement sûr de leurs supériorités intellectuelles ils se sont transformés de "chercheurs d'informations" en "créateurs d'informations". De "relayeurs d'opinions" vers "faiseurs d'opinions". Finalement ils sont passés de journalistes à instituteurs. Ils sont là pour nous expliquer à nous, bas peuple, ce qui se passe dans le monde et pourquoi c'est pour notre bien."

Hier les intellectuels de gauche, qui bénéficiait d'un mode de vie confortable, pratiquaient une démagogie teintée d'humanisme en se présentant comme les pendant des intellectuels de droite, tandis que le régime leur accordait un statut privilégié sans qu'ils ne le remettent en cause... Et de nos jours, ils sont nostalgiques de cette "belle époque" qui leur a permis de se faire une rente ou une notoriété en recourant à un discours stérile, sans trop s'engager, sans trop se mouiller, or ce n'est plus possible, ce n'est plus suffisant, pire, c'est devenu trop risqué pour ceux qui sont en début de carrière ou qui veulent faire carrière, qui sont dévorés d'ambition, il vaut mieux qu'ils se rallient à la majorité ou qu'ils adoptent un profil bas, et quant aux plus vieux, ils arborent toujours la même bonne conscience que partagent leurs admirateurs ou leurs semblables, à ceci près qu'elle s'est diluée dans un fatalisme nauséabond où il ne reste plus trace du moindre idéal chez eux, ce qui, pour peu qu'on y prête attention démontre que leurs convictions n'ont jamais dépassé le stade des bonnes intentions ou qu'ils n'y ont jamais cru eux-mêmes.

3- "*A ton avis qu'elle est le plus grand mal de notre époque ? L'ignorance ou l'indifférence ? – Je sais pas et je m'en fous*."

Votre indifférence ne fait que mettre en relief votre ignorance, donc la bonne réponse était les deux.

Cela résume bien mon commentaire précédent, ils ont déserté le combat politique, ils ont totalement capitulé, sans combat... La masturbation intellectuelle est une chose, essayer de comprendre comment fonctionne la société ou le monde est beaucoup plus exigeant.

Une espèce hideuse qui prolifère.

- Les intellectuels « embarqués » de l'Empire Par Abdus Sattar Ghazali — 09 novembre 2017

http://arretsurinfo.ch/les-intellectuels-embarques-de-lempire/

Conférence prononcée à l'Université de Berkeley en 2005, sous le titre « Les intellectuels embarqués de l'Empire », par le Dr. Bazian, professeur à la Faculté des Etudes Ethnologiques et du Proche-Orient.

Extraits.

1- « Empire's embedded intellectuals », les « intellectuels embarqués de l'Empire », cette expression a été créée par le professeur Hatem Bazian de l'Université de Californie à Berkeley afin de décrire des personnes engagées dans la promotion et la rationalisation de projets, ainsi que de programmes du pouvoir mis en oeuvre tant aux Etats-Unis qu'à l'étranger, aux dépens de la majorité du peuple américain et des autres peuples.

Au cours d'une conférence prononcée récemment à l'Université de Berkeley, sous le titre « Les intellectuels embarqués de l'Empire », le Dr. Bazian, professeur à la Faculté des Etudes Ethnologiques et du Proche-Orient, a expliqué que ces intellectuels « embarqués » sont employés, tout en bénéficiant de bourses universitaires, au service d'objectifs nationaux, et parfois extra-nationaux, en subvertissant bien souvent les méthodes reconnues de la recherche et de l'investigation scientifiques, tout en assénant des propositions et des hypothèses tirées de données idéologiques pré-construites. En cela, les questions objets de leurs recherches sont formulées idéologiquement et les « preuves » qu'ils invoquent pour étayer leurs démonstrations sont biaisées, afin de fabriquer en tant que de besoin les « pépites » si fébrilement recherchées.

Le Dr Bazian a indiqué avoir créé l'expression « intellectuels embarqués de l'Empire », en donnant au terme «empire » la définition spécifique d'un pouvoir suprême, ou absolu, détenu par un individu ou une configuration d'individus et d'organisations. « En ce sens, je définis l'empire comme une configuration mettant en relation les élites gouvernementales et les élites entrepreneuriales, en me basant sur le fait que les néoconservateurs se sont mis à vanter l'Empire américain immédiatement après la victoire (américaine) en Afghanistan. Il ne s'agit pas là d'une terminologie de gauche. En effet, c'est la droite qui, la première, a évoqué la notion d'Empire américain, ainsi que les critères pour y être admis. Par conséquent, nous sommes amenés à inventer une nouvelle _expression : « les intellectuels embarqués de l'Empire » ».

Il a fait observer que cette _expression découlait du concept des « journalistes embarqués » [embedded journalists] utilisé pour la première fois durant la guerre en Afghanistan, puis généralisé durant la campagne contre l'Irak. Dans la campagne d'Irak, l'armée contrôlait l'accès des médias au champ de bataille et c'est elle qui nourrissait à la petite cuillère les médias soi-disant « indépendants », auxquelles elle donnait les informations qu'elle voulait donner à voir au public américain.

La couverture de cette guerre tenait plus du show médiatique distrayant que d'une couverture honnête et directe de ce qui était en train de se passer. La question étant la suivante : les journalistes doivent-ils réfléchir et agir comme des gens représentatifs de leur nation [c'est-à-dire couvrir les informations en ayant à l'esprit les objectifs ou les intérêts nationaux des élites au pouvoir], ou bien doivent-ils être des observateurs recherchant la vérité et témoignant de l'histoire en train de se dérouler ?

On dit souvent que la vérité est la première victime d'une guerre. Certes, mais dans quel camp ? Ce n'est pas aux yeux des Irakiens, qu'on cherche à cacher la vérité, parce que, eux, les Irakiens, ils sont en train de vivre l'expérience de la vérité en temps réel, en même temps qu'elle se déploie. Non. En réalité, c'est uniquement pour le peuple américain que la vérité est la première victime de la guerre, parce que ce sont eux, les Américains, qui ont été tenus à l'écart de l'information véridique au sujet de cette guerre.

D'après le quotidien Boston Globe, les informations factuelles fournies par des journalistes, dans les premiers jours de la guerre, provenaient en réalité dans leur écrasante majorité des briefings de l'état-major et de reporters « embarqués » au sein des unités de l'armée. Ces briefings n'étaient en aucun cas une source d'informations fiables ; les reporters disposaient de très peu de moyens leur permettant de vérifier ce que les officiers et les responsables gouvernementaux leur racontaient, et l'histoire suggère que nous devons nous attendre à ce que les responsables officiels omettent des informations cruciales et éludent les faits gênants. Pendant la guerre au Vietnam, les porte-parole du Pentagone insistaient, lors de leurs briefings, sur le fait qu'ils « apercevaient la petite lumière, au bout du tunnel.. » En se pliant au petit jeu imaginé par le Pentagone, les journalistes troquent leur indépendance contre la possibilité qui leur est offerte d'accéder aux troupes et à un fauteuil de première, sur le champ de bataille.

Les intellectuels embarqués : qui sont-ils ?

Elaborant sur sa nouvelle terminologie, le Dr Bazian a expliqué que les intellectuels embarqués de l'Empire sont des individus et des groupes constitués dans un certain nombre d'universités, tant publiques que privées, ainsi que dans des « réservoirs à idées » [think tanks] hautement élitistes, qui échappent totalement au contrôle de l'opinion publique.

Les intellectuels embarqués sont liés par les liens du mariage à la promotion et à la rationalisation de projets et de programmes du pouvoir, en interne et à l'international, des programmes menés à bien aux dépens de la majorité du peuple américain et des populations du monde. Ils contribuent à l'Empire en mobilisant leur plume pour exalter les vertus du pouvoir, ses objectifs et sa mission, tout en restant très vigilants, en même temps, face aux critiques, aux intellectuels, aux simples citoyens et aux élus.

« Les intellectuels embarqués de l'Empire se sont assigné le rôle de défenseurs patriotes de l'Amérique. L'amour pour leur pays est la seule manifestation, affirment-ils, de leur engagement en faveur du pouvoir, tout en déniant le même type d'intention chez leurs contempteurs. De leur point de vue, toutes les énergies intellectuelles du pays devraient être consacrées au maintien et à l'expansion d'une vision [dans une très large mesure militaire] de l'Empire américain contemporain, la seule superpuissance survivante, qui doit agir, de leur point de vue, de manière préemptive, à l'échelle planétaire, contre tous les ennemis possibles à venir. Ce qui inclut ceux qui combattent nos alliés, au tout premier rang desquels se trouve Israël », a dit le Dr Bazian.

A propos du modus operandi des intellectuels embarqués, le Dr Bazian a indiqué qu'ils bénéficient de bourses universitaires, avec des objectifs de recherche nationaux, ou parfois extra-nationaux, et qu'ils subvertissent bien souvent les méthodes reconnues de la recherche scientifique, tout en affirmant des propositions et des hypothèses découlant d'un corpus idéologique préconstruit. « En cela, les questions de la recherche sont formulées idéologiquement, et les « preuves » invoquées pour la recherche sont biaisées afin d'en faire les « pépites » si fébrilement recherchées. Je maintiens que l'approche des intellectuels embarqués, en matière de recherche, consiste à booster les idées préconstruites de l'Empire, ou à trouver des réponses à des défis pressants sur le terrain, plutôt qu'à s'engager dans la recherche au vrai sens du terme, au service de la vérité. »

2- L'utilisation du paradigme féminin

Au cours du débat qui a suivi son intervention, le Dr. Bazian a évoqué la question de l'utilisation du paradigme féminin à l'encontre des musulmans.

L'utilisation du statut de la femme [dans les pays musulmans] vise à attaquer le monde musulman et à promouvoir l'agenda politique des Etats-Unis. Je dirai que la guerre contre l'Afghanistan a été popularisée au moyen de la burqa [voile des femmes musulmanes afghanes, NDT]. C'est la propagande à base de burqa qui a permis de vendre cette guerre. Il y a même eu un temps où une assistante parlementaire du Congrès américain a téléphoné à diverses associations musulmanes de Washington, pour leur demander si elles ne pourraient pas lui prêter une burqa, qu'elle aurait revêtue lors d'une conférence de presse, afin d'illustrer l'oppression des femmes en Afghanistan ! Aujourd'hui, on n'entend plus parler de la burqa, bien que les femmes afghanes la portent toujours ! Et pourtant, la burqua a été le principal moyen utilisé afin de susciter de l'intérêt dans l'opinion publique !

L'oppression des femmes, dans les mondes arabe et musulman, est indéniable. Partout où des hommes et des femmes

vivent ensemble, il y a nécessairement un certain niveau d'oppression. Cela, non pas à cause de l'Islam, mais tout simplement en raison de la simple coexistence d'hommes et de femmes. Telle est la structure normative. Mais quand nous l'utilisons à propos du Moyen-Orient et du monde arabe, nous pensons que nous avons affaire à une forme ou une autre de pathologie, et nous nous efforçons de suivre certaines pistes afin d'expliquer que ce doit être l'Islam qui est la cause de cette oppression.

Personnellement, je répondrai ceci :

Toutes les trois minutes, une femme se fait violer, ici, aux Etats-Unis. Est-ce parce que nous avons un grand nombre de musulmans, dans notre pays ? Si telle n'est pas l'explication, qu'on ait l'amabilité de dire quelle est-elle ? L'explication, c'est que la société comporte certaines particularités qui génèrent tous ces types de comportements déviants, dont la prostitution et les autres formes d'oppression.

Cela existe aussi dans le monde musulman, comme partout ailleurs. Mais ici, nous l'utilisons en guise de moyen permettant de défendre un certain agenda politique, car cela nous fait apparaître comme totalement bons et purs : nous serions au pinacle de la civilisation - n'est-ce pas ? - et les autres, tous les autres, seraient des barbares qui auraient bien besoin d'être civilisés. Ainsi, le fardeau de l'homme blanc est reformulé dans une nouvelle terminologie, sans prendre conscience qu'en réalité, c'est l'homme blanc qui a été un fardeau, pour le reste du monde, tout au long des siècles écoulés !

Aussi place-t-on la question des femmes au premier plan. Comment s'y prennent-ils pour en faire une question de relations publiques ? Il s'agit tout simplement d'une dialectique du maître et de l'esclave, portée au niveau global.

Ne prenez pas cela pour une offense envers la société musulmane ou la société arabe. Nous avons des problèmes qui ne diffèrent en rien de ceux des autres régions du monde. Si vous vivez dans une maison de verre, ne jetez pas de pierres sur celle de votre voisin !.. N'allez pas montrer aux autres comment il faut traiter les femmes, alors que les femmes, dans ce pays, continuent à ne recevoir que la portion congrue..

Si vous êtes violée, il y a de fortes probabilités que votre violeur n'ira pas en prison, car le système juridique trouvera toujours un moyen de le sortir d'entre les pattes du processus légal.

Aussi, une fois encore : ce processus consistant à chapitrer et à civiliser les barbares est un paradigme qui existait déjà au seizième siècle. Seule différence : aujourd'hui, il est articulé au moyen d'une dynamique beaucoup plus sophistiquée, du style Madison Avenue, et nous devons en être conscients.

Dossier Espagne.

92% des Espagnols considèrent que les institutions nationales ne sont pas démocratiques. Alors il faut les balayer !

Extrait d'un article publié le 9 novembre par Les-Crises.fr.

Les résultats d'un récent sondage effectué (avant le 1er octobre) par le PEW Research Institute montrent un effondrement de la confiance des espagnols en général, et des catalans en particulier dans la capacité du gouvernement de Madrid d'agir de manière efficace pour les intérêts de l'Espagne.

Notons qu'une écrasante majorité des espagnols sont aussi insatisfaits de la manière dont la démocratie fonctionne dans leur pays. Cette insatisfaction date d'avant le référendum du 1er octobre. Elle montre l'ampleur des problèmes que connaissait le système politique espagnol.

Question à tous les Espagnols : Etes-vous satisfait de l'état de la démocratie dans votre pays

28% pas du tout
45% pas beaucoup
19% un peu
7% complètement
1% ne savent pas

Question à dix centimes d'euro : De même que pendant des décennies ils se sont servis de l'ETA pour diviser les opposants au régime, ne pensez-vous pas qu'ils ont alimenté la revendication indépendantiste de la Catalogne dans le même but, pour détourner les travailleurs du combat contre les institutions nationales ?

Commentaire d'un internaute.

- "Quel aveuglement chez Sapir dans le dossier catalan.

Ce sondage montre que les espagnols considèrent leur pays bien peu démocratique ; à l'identique de ce que pensent les français, italiens, grecs, togolais ou chinois. Aucun rapport avec la Catalogne.

D'autre part Sapir devrait s'interroger sur le fait que le très dépendantiste Puigdemont a fait de nombreux déplacements à Washington (et Bruxelles siège de l'OTAN) ; peut-être pour leur demander leur feu vert ? L'arrivée au pouvoir de Trump a été pour lui un mauvais coup puisque celui-ci semble infléchir la politique des néo-conservateurs (Bush, Obama, Clinton(s)) en faveur de l'Europe des régions ethniques. Trump a approuvé l'indépendance britannique quand Obama s'ingérait dans les affaires intérieures de la GB en appelant à voter contre le Brexit, vote pour l'indépendance nationale."

L'aventure, c'est l'aventure.

Lors de leur déclaration, les parlementaires sécessionnistes ont joué la carte de l'apaisement. La déclaration d'indépendance qu'ils ont soumis au vote de l'assemblée n'a «pas de portée juridique», ont-ils déclaré, tandis qu'ils reconnaissaient la tutelle de Madrid sur la région. Un revirement spectaculaire, probablement motivé par leur stratégie de défense.

La déclaration d'indépendance, dégradée au rang de «symbolique» ou de «politique» par Forcadell, selon les versions, a été votée par la majorité indépendantiste, le 27 octobre dernier. Ce texte ambigu cite, dans son préambule, un document indépendantiste signé deux semaines plus tôt par les députés sécessionnistes en dehors de l'Hémicycle. Forcadell a également indiqué avoir respecté l'application de l'article 155 de la Constitution, qui a permis au gouvernement Rajoy de destituer l'exécutif régional, de dissoudre le Parlement catalan et d'exercer sa tutelle sur la région le temps d'organiser de nouvelles élections le 21 décembre.

"Tous les accusés (...) ont dit soit qu'ils renonçaient à leurs activités politiques à l'avenir, soit, pour ceux qui continuent, qu'ils le feraient en renonçant à tout acte en dehors du cadre constitutionnel", a déclaré le juge Pablo Llarena. lefigaro.fr 09.11

Commentaires d'internautes

1- "Tout ça pour en arriver là. C'est incroyable avec quelle désinvolture certains politiciens jouent avec le destin des peuples."

2- ""Indépendance symbolique ", Forcadell (La présidente du parlement catalan - LVOG) se fiche de la gueule des Catalans. Ce qui n'est pas symbolique mais bien réel, ce sont les plus de 2000 transferts de sièges sociaux, la hausse record du chômage en Catalogne en octobre, la chute du nombre d'entreprises créées en Catalogne, l'arrêt total de tous les investissements étrangers en Catalogne, la chute de l'activité touristique et immobilière, l'annonce du déplacement hors de Catalogne du Salon international du Mobile, la décision de L'UE de ne pas retenir Barcelone comme siège de l'agence européenne pour le médicament, etc, etc, etc. Tout ça ce n'est pas symbolique, c'est réel pour les Catalans !!!"

Sans blague, ils vont réunifier la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie...

Le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker, s'exprimant jeudi à l'Université de Salamanque où un prix lui était remis, a appelé l'Europe à se dresser contre le séparatisme.

"Les nationalismes sont un poison qui empêche les Européens de travailler ensemble", a déclaré le chef de l'exécutif européen lors de la cérémonie, en présence du président du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy.

"Nous ne pouvons rester les bras croisés parce qu'il est temps pour nous de faire ce qui doit être fait. Je dis 'non' à toute forme d'un séparatisme qui affaiblit l'Europe et qui creuse encore les divergences", a-t-il déclaré. Reuters 10 novembre 2017

Info Syrie

- Le régime entre dans la dernière ville aux mains de l'EI en Syrie (Sana) - AFP

Les troupes du régime et leurs alliés sont entrés mercredi soir dans la dernière ville de Syrie contrôlée par le groupe jihadiste Etat islamique (EI), selon l'agence officielle Sana.

Selon Sana, l'armée, aidée de ses alliés, est entrée dans la cité de Boukamal dans la province pétrolière de Deir Ezzor (est), frontalière de l'Irak.

"Les unités de l'armée et les forces alliées ont franchi les défenses de l'EI et sont entrées dans Boukamal, se livrant à de violents combats dans la ville", a indiqué l'agence.

Après avoir reculé dans la province de Deir Ezzor face à l'offensive du régime et à une autre menée séparément par une coalition arabo-kurde, les jihadistes s'étaient retranchés dans Boukamal.

Bien que Boukamal soit une ville moins grande que celle de Deir Ezzor, sa capture priverait l'EI de la dernière zone urbaine de son "califat" autoproclamé en 2014 sur les vastes territoires conquis à cheval entre l'Irak et la Syrie, et qui s'est effondré.

Soutenues ces dernières semaines par des raids intenses de l'aviation militaire russe, les troupes syriennes ont avancé vers Boukamal à partir du sud et de l'ouest.

Et à partir de l'est, de l'autre côté de la frontière, les forces irakiennes ont acculé l'EI dans une zone frontalière.

"L'avancée en direction de Boukamal a été opérée après que les troupes et leurs alliés ainsi que les forces irakiennes se soient retrouvés à la frontière entre les deux pays", selon Sana.

Selon une source auprès des milices prorégime, des combattants du Hezbollah chiite ont avancé vers Boukamal mercredi. "Une partie de ces combattants ont traversé la frontière en Irak, avec l'aide des unités des forces paramilitaires irakiennes du Hachd al-Chaabi pour contourner Boukamal puis l'encercler du côté nord".

Le Hachd al-Chaabi, dominé par des forces chiites, aide les forces gouvernementales irakiennes dans leur combat contre l'EI. AFP 9 novembre 2017

Info Liban

- Le Liban considère que Hariri est détenu en Arabie saoudite - Reuters

Le Liban considère que Saad Hariri, qui a annoncé à la surprise générale sa démission du poste de Premier ministre, est virtuellement en état d'arrestation en Arabie saoudite, dit-on de source gouvernementale autorisée à Beyrouth.

Dans ce contexte, le Liban va entreprendre des démarches auprès de certains pays afin d'amener les autorités de Ryad à le relâcher, ajoute-t-on de même source.

L'Arabie saoudite comme l'entourage de Saad Hariri ont démenti qu'il soit assigné à résidence mais Saad Hariri n'a publié lui-même aucun communiqué. Reuters 9 novembre 2017

- Trois pays du Golfe demandent à leurs ressortissants d'éviter le Liban - Reuters

Trois pays du Golfe ont demandé jeudi à leurs ressortissants de ne pas se rendre au Liban et conseillé à ceux qui s'y trouvent d'en partir dès que possible, sur fond de tensions grandissantes entre l'Arabie saoudite et l'Iran au sujet du Liban et du Yémen.

L'agence de presse saoudienne SPA, citant une source au ministère des Affaires étrangères, a rapporté que le royaume demandait à ses sujets d'éviter le Liban.

Dans la foulée, le Koweït et les Emirats arabes unis (EAU) ont recommandé eux aussi à leurs ressortissants d'éviter le Liban. Bahreïn avait déjà appelé dimanche ses ressortissants à quitter le pays du Cèdre. Reuters 10 novembre 2017

Haut de page

Le 12 novembre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (10 pages)

Cette causerie ayant été terminée en milieu d'après-midi samedi, je l'ai datée du 12, demain on fera relâche

Que vous soyez riche ou pauvre...

De l'eau pulvérisée sur New Delhi pour lutter contre la pollution - Reuters

Les autorités indiennes vont pulvériser de l'eau sur New Delhi, une mesure sans précédent pour tenter de lutter contre le nuage toxique qui recouvre depuis quatre jours la capitale indienne.

Des camions de pompiers seront mobilisés pour cette opération, a précisé un responsable du ministère de l'Environnement. Un autre fonctionnaire de ce ministère a indiqué, sous le couvert de l'anonymat, que des canons à eau - d'ordinaire utilisés par la police contre des émeutiers - seraient également utilisés.

Le niveau actuel de concentration de particules fines PM2,5 (dont le diamètre est inférieur à 2,5 micromètres) a été mesuré par l'ambassade des Etats-Unis à 523 vendredi matin alors que la limite pour un air de "bonne" qualité est fixée à 50. La situation devrait encore se détériorer au cours du week-end.

"La pulvérisation d'eau est le seul moyen de réduire ces dangereux niveaux de pollution", explique Shruti Bhardwaj, une responsable de l'environnement chargée de la surveillance de la qualité de l'air.

L'eau sera pulvérisée d'une hauteur de 100 mètres sur l'agglomération de 22 millions d'habitants, a-t-elle précisé.

Le nuage de pollution a également des conséquences au Pakistan. L'épais smog qui enveloppe depuis deux semaines la ville de Lahore, dans l'est du pays, a conduit à l'annulation ou au report de dizaines de vol et provoqué quelque 250 accidents de la route pour cause de faible visibilité, selon les secours.

Plus de 15.000 personnes ont dû être hospitalisées pour des affections liées à la pollution, a précisé Faisal Zahoor, directeur général des services sanitaires de la province du Punjab.

Les particules PM2,5 sont à peu près trente fois plus fines qu'un cheveu humain.

Elles peuvent être inhalées profondément et provoquer attaques cardiaques, cancers et maladies respiratoires. Reuters 10 novembre 2017

Xénophobie et propagande de guerre de l'OTAN.

Grille de lecture.

Emmanuel - C'est quand même incroyable, ils se permettent tout ces putains de ruskofs !
Brigitte - Qu'est-ce qu'ils ont encore fait ceux-là ?
E. - Voilà qu'ils nous polluent avec leurs saloperies de centrales nucléaires.
B. - T'en es sûr, tu as bien lu ?
Emmanuel - Ben ouais, c'est un institut spécialisé dans le nucléaire qui l'a dit, un truc qui dépend du gouvernement.
B. - Et toi tu le crois ?
E. - Pourquoi pas, c'est sérieux, merde.
B. - Montre-moi ton article.
E. - Tiens mémé.
B. - T'as pas tout lu, t'es très con comme d'habitude, à la fin le gouvernement a dit avoir testé des champignons qui venaient de là bas qui ne contenaient pas un taux de radioactivité anormal, banane, c'était encore du pipeau.
E. - Mais alors pourquoi ils racontent toutes ces conneries ?
B. - Pour que tu restes aussi con, t'as pas encore compris ?
E. - Ah ben je n'y avais pas pensé mais je commence à piger.
B. - Il serait tant, parce que avec leurs conneries tu vas finir par faire des cauchemars de Poutine, en attendant tu seras privé de chocolat ce soir, cela t'apprendra, na !

- Un accident nucléaire russe à l'origine d'une pollution radioactive en France? - Le Huffington Post

- La mystérieuse pollution radioactive détectée en Europe vient-elle de Russie ? - francetvinfo.fr

Une énigmatique pollution radioactive détectée dans l'air en France et dans d'autres pays d'Europe par plusieurs réseaux européens de surveillance de la radioactivité dans l'atmosphère, à la fin du mois de septembre et au début du mois d'octobre. D'où provenait ce ruthénium 106 ? L'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) français a mené son enquête. Sa conclusion, dévoilée dans une note de synthèse jeudi 9 novembre, pointe en direction de la Russie.

(LVOG - Je vous passe le blablabla du reste de l'article et passons à sa conclusion après avoir semé un doute sur la Russie

sans intention d'y nuire cela va de soi ou d'entretenir la xénophobie.)

"Les niveaux de concentration dans l'air en ruthénium 106 qui ont été relevés en Europe et a fortiori en France sont sans conséquence tant pour la santé humaine que pour l'environnement", assure l'IRSN.

Le gouvernement précise de son côté avoir, par précaution, réalisé des "contrôles par sondage sur les champignons importés des pays concernés, qui n'ont révélé aucune contamination à ce jour". Les champignons sont en effet un aliment particulièrement à risque. francetvinfo.fr

En complément. La grande évasion.

- Yoann Barbereau ou la drôle d'évasion de Russie - Liberation.fr

Fantasmes jupitériens suivis d'infos sur le Yémen et le Liban

- "En Arabie Saoudite, Emmanuel Macron se présente en tant que médiateur" - Franceinfo

Comme s'il faisait le poids entre les deux clans de l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste qui s'affrontent...

- Proche-Orient : Macron ménage Riyad avant sa visite en Iran - Franceinfo

Il penche pour le clan le plus guerrier, le plus barbare, celui d'Obama et Clinton, Soros, etc.

- Entre l'Iran et l'Arabie saoudite, les prémices d'une guerre ouverte - Franceinfo

Ils prennent leurs désirs pour la réalité à France Info, au ministère de la désinformation...

- Yémen: la coalition dirigée par Ryad bombarde le ministère de la Défense à Sanaa - AFP

La coalition dirigée par l'Arabie saoudite a mené vendredi soir deux raids aériens contre le ministère de la Défense à Sanaa, capitale du Yémen en guerre contrôlée par les rebelles, ont rapporté des témoins. AFP

Bombardement légitimé par Macron...

- Pour le Hezbollah, le Premier ministre libanais est "détenu" par Ryad - AFP

Le chef du Hezbollah a accusé vendredi l'Arabie saoudite de "détenir" le Premier ministre libanais démissionnaire et d'avoir demandé à Israël, l'ennemi juré du mouvement chiite, de frapper le Liban.

La démission choc de Saad Hariri, annoncée le 4 novembre à Ryad, a pris de court la classe politique au Liban où l'on s'interroge sur la liberté de mouvement du chef du gouvernement.

Le chef de la diplomatie américaine Rex Tillerson a mis en garde vendredi "toute partie, à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, qui utiliserait le Liban comme théâtre de conflits par procuration". Le secrétaire général de l'ONU a lui fait part de sa "grande inquiétude".

Car l'affaire a très rapidement été perçue comme un nouveau bras de fer entre l'Arabie saoudite sunnite, important soutien de M. Hariri, et l'Iran chiite, grand allié du Hezbollah.

Les deux poids lourds du Moyen-Orient s'affrontent déjà sur plusieurs dossiers régionaux, notamment les guerres au Yémen et en Syrie.

Le président libanais Michel Aoun n'a toujours pas accepté la démission de M. Hariri, assurant qu'il attendait de le rencontrer pour en discuter avec lui.

Mais le retour au Liban du Premier ministre se fait toujours attendre.

La France, par la voix d'un porte-parole de son ministère des Affaires étrangères, a souhaité que Saad Hariri "dispose de toute sa liberté de mouvement et soit pleinement en mesure de jouer le rôle essentiel qui est le sien au Liban".

M. Hariri "est détenu en Arabie saoudite, on lui interdit jusqu'à ce moment de rentrer au Liban", a lancé vendredi le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, lors d'une allocution télévisée.

"Il est assigné à résidence", a-t-il assuré, réclamant à Ryad de le "libérer".

Le chef du mouvement chiite libanais a une nouvelle fois affirmé que M. Hariri, qui a aussi la nationalité saoudienne, avait été "obligé" par les Saoudiens de présenter sa démission et de "lire un texte écrit par eux".

Dans son allocution, Hassan Nasrallah a par ailleurs nommément accusé Ryad d'avoir demandé à Israël d'effectuer une opération militaire contre le Liban. "Ce qu'il y a de plus dangereux, c'est inciter Israël à frapper le Liban", a-t-il dit.

"Nous sommes aujourd'hui plus forts", a-t-il ajouté mettant Israël en garde "contre un mauvais calcul (stratégique)".

Vendredi, le président Aoun a lui aussi exprimé son "inquiétude" quant au sort de M. Hariri, assurant lors d'une rencontre avec le chargé d'affaires saoudien à Beyrouth que la manière dont s'est produite sa démission était "inacceptable".

Depuis plusieurs jours, Michel Aoun multiplie les contacts diplomatiques pour trouver une issue à la crise.

Des chancelleries occidentales ont lancé des appels au calme, craignant que la situation ne dégénère au Liban.

Pour Paris, "la situation libanaise est le sujet le plus préoccupant du moment", a souligné le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian.

"On pense que (Saad Hariri) est libre de ses mouvements", a-t-il ajouté. Son homologue américain Rex Tillerson a affirmé n'avoir "aucune indication" selon laquelle M. Hariri serait retenu contre son gré par Ryad.

De son côté, le chef de l'ONU Antonio Guterres a assuré multiplier les "contacts" pour éviter une "escalade aux conséquences tragiques".

Le ministre libanais de l'Intérieur Nouhad Machnouk a par ailleurs annoncé vendredi qu'un ressortissant saoudien avait été enlevé au Liban, précisant qu'il s'agissait d'une "affaire personnelle, qui n'a aucun lien, ni de près ni de loin, avec la politique". AFP 11 novembre 2017

LFI. Insoumis un jour, soumis pour toujours !

- Raquel Garrido sur le point de quitter La France insoumise - lepoint.fr

Raquel Garrido s'apprête à dire adieu à La France insoumise. Selon les informations du Parisien et du Figaro, confirmant les révélations vendredi d'un journaliste de BFM TV, l'ancienne porte-parole de Jean-Luc Mélenchon pendant la dernière campagne présidentielle devrait annoncer son retrait du mouvement politique dimanche, lors de la diffusion de l'émission Terriens du dimanche ! sur la chaîne C8. Chaîne pour laquelle elle est devenue chroniqueuse, une activité qui la conduit aujourd'hui à devoir faire un choix entre la politique et le monde des médias. lepoint.fr 11.11

Ces gens-là sont des charlatans qui sont prêts à vendre leurs convictions au plus offrant. A vous vendre, à trahir leurs engagements qui finalement se réduisent à leur tube digestif, à vomir!

Libération, ONG et la CPI = même combat au service des intérêts de l'Empire (la "communauté internationale"). La preuve.

- Enquête surprise de la CPI au Burundi - Liberation.fr

«C'est vraiment une très bonne nouvelle.» Jeudi soir, l'opposant Pierre-Claver Mbonimpa joint au téléphone à Bruxelles ne cachait pas sa joie après l'annonce le jour même de l'ouverture d'une enquête par la Cour pénale internationale (CPI) sur les crimes contre l'humanité commis au Burundi à partir d'avril 2015.

Inlassable militant des droits de l'homme, récompensé par de multiples prix, Mbonimpa avait dû quitter le Burundi en 2015 pour s'installer en Belgique, d'où il apprendra l'assassinat de son gendre et son fils à Bujumbura, la capitale, peu après son départ. Aujourd'hui, il fait partie d'un collectif de familles de victimes qui s'est battu pour pousser la CPI à ouvrir une enquête sur les exactions massives perpétrées dans ce petit pays de l'Afrique des Grands Lacs depuis plus de deux ans.

Et les preuves ne manquent pas : la plupart des organisations des droits de l'homme ont publié depuis 2015 des rapports accablants sur la dérive criminelle du régime de l'inamovible président, Pierre Nkurunziza. Dernier en date, le rapport publié en juillet par la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) évoquait «un pays au bord du gouffre» et dénonçait «les dynamiques répressives d'un régime obsédé par la conservation du pouvoir».

La CPI est une machine lourde, souvent critiquée pour sa lenteur, sans aucun pouvoir coercitif, et parfois accusée de partialité. Surfant sur la colère et la défiance exprimées par de nombreux dirigeants africains contre la cour installée à La Haye, le régime de Nkurunziza a eu beau jeu d'agiter l'accusation de «la justice des Blancs» pour justifier le retrait de son pays de la CPI, devenu effectif le 27 octobre.

Sauf que jeudi, coup de théâtre : le bureau du procureur a annoncé avoir obtenu «dès le 25 octobre», soit deux jours avant le retrait effectif, l'autorisation d'ouvrir une enquête sur les crimes commis au Burundi. Cette autorisation a été «exceptionnellement» tenue secrète, a expliqué la procureure de la CPI, Fatou Bensouda. «Afin de protéger l'intégrité de l'enquête et la vie des témoins et des victimes», a-t-elle précisé. Liberation.fr 10 novembre 2017

- Le Burundi refusera de coopérer à l'enquête de la CPI - Reuters

Les autorités du Burundi ont annoncé vendredi qu'elles refuseraient de coopérer à l'enquête approuvée jeudi par la Cour pénale internationale (CPI) sur la situation dans ce pays de la région des Grands lacs.

La CPI souhaite par cette enquête établir si des crimes relevant de sa compétence ont été commis par des membres des forces gouvernementales ou des groupes armés liés au pouvoir du président Pierre Nkurunziza, entre avril 2015 et octobre de cette année.

"Le gouvernement rejette cette décision (d'enquêter) et réaffirme sa détermination claire et nette à ne pas y coopérer", a déclaré la ministre de la Justice burundaise, Aimee Laurentine Kanyana.

Il sera difficile à la procureure de la CPI Fatou Bensouda de réunir des éléments sans la coopération du gouvernement burundais, qui, en octobre, a été le premier à se retirer de la CPI, qui voit son soutien s'étioler en Afrique.

Le Burundi traverse une crise politique depuis que le président Nkurunziza a annoncé en 2015 qu'il solliciterait un troisième mandat. Il a été réélu cette même année malgré les protestations de l'opposition qui estimait qu'il avait ainsi violé la constitution et en dépit des protestations de la communauté internationale. Reuters 11 novembre 2017

Je ne connais pas précisément la situation au Burundi, mais en lisant que "la communauté internationale", autrement dit les puissances occidentales alignées sur les Etats-Unis s'en prennent au président Nkurunziza, je suis porté à penser qu'il a dû résister à leur diktat et qu'ils cherchent à le déstabiliser par tous les moyens au profit de Pierre-Claver Mbonimpa, un candidat plus docile planqué à Bruxelles. Cela dit j'ignore tout de la manière dont gouverne Nkurunziza et je ne m'avancerai pas davantage.

Ils osent tout. Du LuxLeaks au Paradise Papers en passant par l'EuroLeaks, le gangstérisme financier, c'est "***une situation mondiale***".

On aurait pu titrer : Au nom du "*père*", du fils et du saint esprit de la Commission européenne, amen... le fric !

- Premier ministre du Luxembourg : "Tout le monde doit payer des impôts" - euronews

En marge du Web Summit 2017 à Lisbonne, l'une des plus grandes conférences tech en Europe, nous avons interviewé le Premier ministre luxembourgeois Xavier Bettel. En pleine révélation des Paradise Papers, il insiste sur la légalité des pratiques qui sont mises en cause, mais appelle ses homologues internationaux à "discuter de savoir comment on évite que certaines sociétés ne paient aucun impôt".

Stefan Grobe, euronews :

"Evoquons l'actualité qui a été dominée cette semaine par les révélations des Paradise Papers. Vous ont-elles surpris ? Quelle est votre réaction ?"

Xavier Bettel :

"Non. Je l'ai dit depuis le départ, à savoir que l'harmonisation fiscale était quelque chose qui est important pour le Grand-Duché du Luxembourg. [ndlr : Il ne s'agit pas d'aller vers] une harmonisation qui ferait que tout le monde devrait avoir le même taux, mais on doit éviter qu'un principe de non-double imposition veuille dire pas d'imposition.

Aujourd'hui, mon pays n'est plus le même qu'il y a quelques années. Il n'est plus sur aucune liste noire, grise, que ce soit au niveau de l'OCDE, etc. Donc, le Grand-Duché du Luxembourg pense qu'aujourd'hui, on doit se mettre autour d'une table pour discuter de savoir comment on évite que certaines sociétés ne paient aucun impôt.

Quand il y a eu les LuxLeaks, tout le monde a dit : "Ah, le Luxembourg !" Et puis on a découvert que cela existait dans toute l'Europe et que c'était un EuroLeaks et maintenant, on voit que c'est une situation mondiale avec des 'rulings' – une légalité qui est quand même là -, mais on doit aussi avoir une moralité qui doit permettre de dire qu'on ne peut pas ne pas payer d'impôts."

Stefan Grobe :

"C'était un traumatisme national, les révélations des LuxLeaks…"

Bettel :

"Non."

Stefan Grobe :

"Comment les gens ont-ils vécu cette période ?"

Xavier Bettel :

"C'était légal. D'un côté, il y a ce qui est légal et de l'autre, [quand on regarde la société dans son ensemble], comment voulez-vous expliquer que quelqu'un qui fait des milliards de bénéfices ne paie pas d'impôts et celui qui a un petit commerce par exemple paie des impôts normalement ? Donc, on doit trouver une régulation qui permette et qui oblige tout le monde à payer l'impôt."

Stefan Grobe :

"C'est vrai : le Luxembourg a modifié ses règles fiscales l'année dernière afin d'interdire certains montages fiscaux abusifs utilisés par des multinationales présentes dans votre pays. En même temps, on a l'impression que le Luxembourg freine toujours à Bruxelles."

Bettel :

"On ne freine pas du tout… Il faut qu'on réfléchisse deux secondes. Aujourd'hui, est-ce que le marché est un marché uniquement européen ou un marché mondial ? Et surtout quand vous parlez du digital – on est ici au Web Summit – , est-ce qu'il est dans l'intérêt de l'Europe que nous taxions les entreprises au niveau européen plus que les Etats-Unis ou l'Asie ? Donc, je pense qu'il est important qu'on trouve une législation au niveau de l'OCDE où les Etats-Unis, où les autres pays autour de l'Europe participent à une fiscalité qui soit commune."

Stefan Grobe :

"Quelle est votre relation avec Jean-Claude Juncker ?"

Xavier Bettel :

"Très bonne. Deux Luxembourgeois au Conseil européen, ce n'est pas tous les jours que cela arrive. A l'époque, c'était avec Jacques Santer et avec Jean-Claude Juncker aujourd'hui. Mais il n'est plus le Luxembourgeois, aujourd'hui, c'est l'Européen qui est là, c'est le père de la Commission européenne." euronews 11.11

En complément. Ils osent tout... avec zèle !

- Evasion fiscale: Moscovici cible Malte et l'île de Man - Reuters

C'est Charlie ! A défaut d'autocensure, comment ils liquident la liberté d'expression.

- Afrique-Asie, c'est fini ! Par Richard Labévière - prochetmoyen-orient.ch23-10-2017

Le numéro de septembre 2017 d'Afrique–Asie est le dernier. Le mensuel vient de déposer le bilan et ne paraîtra plus. Quelle

tristesse de voir ainsi ce titre historique disparaître ! Dans la presse française, Afrique-Asie était une institution. Lancé en 1969 par Simon Malley, Africasia est devenu Afrique-Asie en 1972. Suite à des difficultés financières, la diffusion s'interrompt de juillet 1987 à octobre 1989. A l'époque, Le Monde place Afrique-Asie « au premier rang de la presse tiers-mondiste de langue française ». Effectivement, le titre s'inscrit dans la filiation de la conférence de Bandung (1955), à la convergence du non-alignement, de la Tricontinentale et des mouvements de décolonisation africains et asiatiques.

Militant à la plume acérée, Simon Malley n'a pas que des amis. Il est momentanément expulsé de France en 1980, accusé de nuire, par ses propos, « aux intérêts de la France dans des Etats ayant avec elle des relations diplomatiques normales », selon les propos du ministre de l'Intérieur de l'époque Christian Bonnet, en réponse à une question à l'Assemblée nationale de Laurent Fabius. En 1981, avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en France, Simon Malley peut revenir et poursuivre l'aventure éditoriale d'Afrique-Asie.

En décembre 2005, le journal dépose le bilan, ciblé depuis des années par un contrôle fiscal politique. Simon Malley portera plainte contre l'administration fiscale, contestant auprès du Tribunal administratif les conclusions de cette enquête à charge qui aboutira à la liquidation de la société Afriasial qui exploitait le titre. Le tribunal lui donnera raison, mais à titre posthume puisque le fondateur historique du titre est décédé le 7 septembre 2006, un an après avoir été contraint de déposer le bilan.

Majed Nehmé – rédacteur en chef d'Afrique–Asie depuis dix-sept ans – prend, avec quelques anciens du journal, l'initiative de relancer le titre qui sera exploité par une nouvelle société, la SARL-Afriam. Progressiste franco-syrien, ce grand connaisseur du monde arabe – intellectuel tous terrains -, améliore la qualité éditoriale, l'expertise, le réseau des correspondants et des collaborateurs. Afrique-Asie est régulièrement diffusé dans une cinquantaine de pays. Parallèlement à la version papier, il est possible de consulter le magazine en ligne, augmenté par des papiers et reportages qu'on ne lit nul par ailleurs.

En effet – sous la direction de Majed Nehmé – la qualité et la spécificité du titre ne cessent de s'améliorer, tranchant singulièrement avec la descente aux enfers de la presse parisienne mainstream. Pour les habituels « chiens de garde », une telle liberté est insupportable : Afrique-Asie, qui est régulièrement cité et repris par la presse internationale, mais systématiquement exclu et censuré par la plupart des revues de presse dans l'Hexagone, notamment par celle de Radio France Internationale (RFI), radio publique censée être spécialisée en affaires africaines… Sans parler de madame Ockrent-Kouchner et de ses étranges Affaires étrangères sur France-Culture…

Dans tous les cas de figures, les rédactions parisiennes ont toujours préféré Jeune Afrique et ses publi-reportages politiquement corrects à la liberté de ton et la profondeur des informations et enquêtes d'Afrique–Asie. A cela s'ajoutent, bien-sûr, les difficultés structurelles actuelles de la presse écrite – baisse des annonceurs, coût de la distribution et diffusion, etc. – et la multiplication de sous-produits numériques dédiés à l'Afrique, sans que l'on puisse voir toujours clairement les financements comme les intentions de ces « experts » du moment.

Mais le coup de grâce est venu de celui-là même qui interpellait Christian Bonnet sur la liberté de la presse française dans les années 1980 ! De bonne source, on sait que la lecture d'Afrique–Asie donnait des boutons au distingué normalien qui fut le chef de notre diplomatie de 2012 à 2016 avant d'aller pantoufler à la présidence du Conseil constitutionnel. Depuis le début de la crise syrienne (mars 2011), les papiers d'Afrique–Asie ont eu le don de faire grimper Laurent Fabius aux rideaux du Quai d'Orsay. En 2014, un contrôle fiscal zélé (on n'ose dire politique !) s'abat à bras raccourcis sur Afrique-Asie. Voilà donc un titre résolument internationaliste, déconstruisant avec intelligence les crises internationales, prônant les valeurs de laïcité, de lutte contre le communautarisme et les confessionnalismes religieux, déchiqueté par les petites mains de Bercy.

L'auteur de ces lignes croise un jour Pierre Moscovici, qui venait de quitter Bercy pour rejoindre la Commission européenne, et l'alerte sur ce contrôle fiscal. Le baron socialiste prend son air le plus concerné avant de demander la communication du dossier sur son email personnel. Trois mois plus tard, la réponse mérite citation : « Bercy est souverain de ces choix en matière de contrôle fiscal. » Rien de plus normal, mais on peut toujours se demander pourquoi Médiapart, Libération ou L'Express n'ont pas goûté les délices d'une telle souveraineté. (Question déplacée pour ne pas dire débile ! - LVOG)

Voilà donc une douzaine de chômeurs de plus dans le secteur déjà sinistré de la presse et un titre prestigieux qui va – probablement – renaître dans un pays voisin… C'est d'une grande tristesse, surtout lorsque l'on connaît Majed Nehmé, l'un des hommes les plus délicieux, courtois et profonds de la corporation journalistique française, laquelle, pendant ce temps, continue dans sa majorité de s'abîmer dans l'opportunisme, l'ignorance et le carriérisme.

Et à la tristesse s'ajoute la colère, parce que la disparition d'Afrique–Asie pourrait bien être le symptôme du retour de la censure au soi-disant pays des droits de l'homme et de la liberté d'expression. Evidemment, lorsqu'on explique ça dans les dîners en ville, on vous regarde avec des yeux ronds d'incrédulité, sinon d'indignation, parce que les « chiens de garde » de la grande presse veillent au grain tous les jours que Dieu fait et que les Français sont très mal informés de l'évolution de leurs médias.

Donc Afrique-Asie n'est plus ! Vive Afrique-Asie, qui renaîtra un jour, d'une manière ou d'une autre, parce qu'on ne peut décidément pas laisser le champ libre aux désinformateurs. Bonne lecture, donc ! Et à la semaine prochaine, parce que nous écrivons et publions depuis la ville de Jean-Jacques Rousseau. (prochetmoyen-orient.ch/afrique-asie-c-est-fini)

Que les ordures Fabius et Moscovici soient à l'origine de la liquidation de cette revue est dans l'ordre des choses. Les illusions finissent toujours par se payer un jour, voyez où en est rendu le mouvement ouvrier et son avant-garde. Et puis gare à ceux qui n'ont pas suivi l'évolution de la situation économique et politique...

ACTUALITE EN TITRES

Dans le même registre que Garrido.

- Catalogne: la présidente du parlement et Puigdemont ont saisi la CEDH - L'Express.fr

Carme Forcadell et le président destitué de Catalogne ont déposé une requête contre le gouvernement espagnol auprès de la Cour européenne des droits de l'Homme. L'Express.fr 11.10

Quand l'Etat se défonce, ce n'est pas pour votre bien, dans le cas contraire cela se saurait depuis longtemps.

- Au Canada, la légalisation du cannabis pourrait rapporter 680 millions d'euros par an à l'Etat - LeParisien.fr

La légalisation du cannabis, prévue le 1er juillet 2018 au Canada, pourrait rapporter jusqu'à un milliard de dollars canadiens (680 millions d'euros) dans les caisses de l'Etat. LeParisien.fr

C'est grave docteur, pardon monsieur le procureur, il m'a "pincé les fesses". Internez-le ou fusillez-le !

- La joueuse de foot Hope Solo accuse Sepp Blatter d'agression sexuelle - Franceinfo

- La footballeuse Hope Solo accuse Sepp Blatter de lui avoir "pincé les fesses" - L'Express.fr

La gardienne de but américaine accuse l'ancien patron de la Fifa de l'avoir agressée sexuellement lors de la cérémonie du Ballon d'or en 2013. L'Express.fr

On aurait tellement de choses à reprocher aux uns et aux autres, ils ont ou ils ont eu dans le passé tellement d'idées et de comportement condamnable selon le niveau de conscience de chacun, qu'il faudrait juger et condamner, haïr la terre entière, c'est leur but.

J'estime en toute modestie avoir atteint un niveau de conscience que n'atteindra sans doute jamais plus de 90% de la population mondiale, et je vis avec une femme illettrée qui compte sur ses doigts, qui est très ignorante, inconsciente, inculte, superstitieuse, bref, qui cumule toutes les tares du genre humain selon certains, des gens qui n'hésiteraient pas à dire d'elle qu'elle est idiote, très conne, et pourtant j'éprouve un profond respect envers elle, parce qu'elle possède des qualités exceptionnelles, du courage et de la volonté à revendre, elle est honnêteté et déborde de tendresse, elle ne se met jamais en colère et elle éprouve de la sympathie même envers ceux qui ne le méritent pas, par exemple sa patronne italienne qui la tyrannise, elle lui pardonne, elle la comprend et la plaint, c'est pour dire à quel point elle est bonne et généreuse cette brave femme, elle partage toujours le peu qu'elle a quitte à en manquer, c'est exceptionnellement rare, n'est-ce pas ?

Elle est évidemment bourrée de préjugés archaïques qu'on lui a foutus dans la tête, qui osera lui reprocher, qui osera la juger ? La plupart des gens dit évolués ou cultivés n'ont pas véritablement développé un niveau de conscience par eux-mêmes, ils agissent par mimétisme tout au long de leur misérable existence, ce sont juste des primates qui possèdent des facultés innées que leurs cousins n'ont pas et dont ils se servent inconsciemment, donc mal, et partant de là ils se permettent de juger les autres à partir de leurs propres critères qui ne valent pas grand chose si on en juge parce qu'ils ont fait de leur existence ou l'état de la société dans la quelle ils vivent et qui est à leur image, ils feraient de commencer par y réfléchir.

Ceux qui traitent les autres de cons, devraient toujours se dire qu'ils sont eux-mêmes les cons de quelqu'un de plus évolués qu'eux, cela devrait rabaisser leur caquet ou les inviter à faire preuve de modestie.

Haut de page

Le 19 novembre 2017

CAUSERIE

La causerie d'aujourdhui va du 12 au 18 novembre, elle fait 37 pages, je vous conseille donc de la télécharger pour la lire tranquillement, le lien est un peu plus bas.

- Liste des 226 parlementaires européens alliés d'Open Society de Soros (177 pages)

Ce document provient d'Open Society. Lire plus loin la présentation en français.

Mais pourquoi se permettent-ils de divulguer ce genre d'informations, vous demanderez-vous peut-être ? Pardi, parce qu'ils estiment avoir gagné définitivement la lutte ou la guerre de classes !

Et ils ont sans doute de bonnes raisons de le croire, car nos dirigeants préfèrent faire comme s'ils n'avaient rien vu ni rien entendu, leur donnant raison en adoptant ce comportement suicidaire. Les militants s'en accommodent, pire, ils le justifient, alors qu'est-ce qu'on peut faire ? Autant prendre sa retraite en attendant l'apocalypse comme me l'a dit un jour un vieux militant qui abandonnait le combat. Comment continuer à vivre dans ces conditions-là ?

- Causerie au format pdf (37 pages)

Quel bonheur la retraite, officielle, l'autre je l'ai prise depuis plus de 25 ans, on résiste au capitalisme comme on peut ! Finalement je vais toucher environ 400 euros nets par mois, soit 28.000 roupies, j'en dépense 15.000 tous les mois en me privant sur tout. Et on perçoit 16.000 roupies par mois en intérêt sur notre petit capital. Quand on vous dit qu'il faut être organisé, discipliné, rigoureux pour s'en sortir, j'ai ce privilège et j'en fais profiter ceux qui n'ont pas cette chance, sinon à quoi bon avoir de belles et grandes idées, n'est-ce pas ?

Première conséquence pratique, ma compagne Selvi a arrêté définitivement de travailler il y a 4 jours, elle a 47 ans mais elle est bien usée pour avoir élevé seule ses trois enfants et avoir travaillé comme une esclave près de 30 ans. Elle est heureuse la brave femme. La voilà libre, bien qu'elle dépende de moi financièrement. La seconde conséquence pratique, c'est qu'elle a pu se rendre à un temple avec sa famille en autocar ce week-end, c'est la troisième fois de sa vie qu'elle sort pour ainsi dire de son environnement quotidien. La troisième conséquence pratique a consisté à prêter 100.000 roupies à son frère pour qu'il puisse finir la construction de sa maison, il me rendra 4.000 roupies tous les mois... en principe ! J'ai aussi dépanné Adi (une des soeurs de Selvi) et sa fille de quelques milliers de roupies, parce qu'elles ne parvenaient pas à finir le mois, à une de mes voisines aussi, la pauvreté est insupportable, elle est partout ici.

L'Agirc m'a versé un capital au lieu de me verser une retraite complémentaire chaque mois ou trimestre, parce qu'elle était ridicule, 116 euros mensuels, j'ai donc touché 193.000 roupies, soit l'équivalent de 24 annuités. Comme 62 ans plus 24 ans égal 86 ans, après je serai mort pour eux ! On n'arrête plus le progrès social ! Bon, cela m'a permis de dépanner le frère de Selvi...

Vous aurez remarqué qu'aucune de ces conséquences pratiques ne me concerne, je le dis parce que des lecteurs m'ont présenté comme un sale type, personnellement je pense que pour en arriver là il faut au moins être aussi détraqué que Manuel Valls ! Il y en a plus d'un qui supportent mal l'effondrement de la société, que voulez-vous, apparemment leurs propres illusions ne leur suffisent plus, même pas celle sur l'indépendance de la Catalogne, quels misérables aventuriers et manipulateurs !

Mon épouse a été envoyée en maison de repos médicalisé à Marseille. J'ai envoyé une dizaine de courriels incendiaires à la Caf des Bouche-du-Rhône restés sans réponse, donc ses allocations sont toujours coupées. Deux assistantes sociales se sont proposées de s'occuper de son dossier, espérons qu'elles n'abandonneront pas en cours de route. On cherche toujours un avocat pour attaquer la Caf en justice.

Ma compagne ne travaillant plus, on va se répartir les tâches, à elle une partie des tâches ménagères, à moi les travaux de la maison. L'abonnement du site au serveur arrivera à échéance fin décembre, je n'ai toujours pas décidé si j'allais le renouveler ou non. Vous êtes seulement 6 lecteurs à télécharger les causeries quotidiennes, alors cela vaut-il le coup de continuer ? A suivre.

Cela n'a pas été facile de classer dans cette causerie toutes les infos de la semaine passée.

Elevons-nous un instant avant de redescendre brutalement...

La masse d'un corps est la mesure de son contenu en énergie. $E=MC^2$

Le destin d'une société réside dans sa capacité à utiliser l'énergie qu'elle a développée pour se transformer ou se dépasser,

sous peine d'être vouée à la décadence et à l'extinction si elle n'y parvenait pas, son énergie étant alors consacrée à son autodestruction.

Vidéo. Albert Einstein, le génie du 20e Siècle.

A retenir. Selon A. Einstein, la solution à un problème n'est pas uniforme, mais contradictoire. C'est évident puisque la matière se présente sous la forme d'une contradiction de par l'énergie qu'elle renferme et qui détermine son mouvement...

Donc la difficulté n'est pas de trouver la solution à un problème, mais de parvenir à poser correctement un problème dans la mesure où il renferme la solution que nous recherchons.

Vous me direz que nous le savons pertinemment, certes, mais nous n'en tenons pas compte, assurément. Vous noterez que nous retrouvons là les deux termes de notre contradiction, donc nous sommes en droit de penser que c'est là que réside le problème que nous avons à résoudre.

Au marché aux bestiaux. La vache sacrée !

J'ai appris par hasard que Miss Inde avait été sacrée Miss Monde.

Danseuse et étudiante en médecine, cette fille de médecins rêve de devenir chirurgien. "Merci tout le monde pour votre amour, votre soutien et vos prières", a-t-elle twitté, dans la foulée de son couronnement. L'Express.fr 18 novembre 2017

La femme objet que l'on désire plus qu'on ne la respecte, l'exemple vient bien d'en haut... et les coups !

Le crétinisme sacré immortel par le législateur.

- Un État du Sud de l'Inde lance sa campagne de prévention contre les selfies mortels - Slate.fr

En quelques semaines, quatre jeunes ont trouvé la mort dans l'État de Karnataka alors qu'ils se prenaient en photo. Les autorités ont décidé de réagir.

En septembre dernier, un groupe de jeunes décide de prendre un selfie dans l'étang près du temple de Gundanjaneya, à quelques kilomètres de Bangalore. Ils ne voient pas que l'un d'eux est en train de se noyer, tombé dans un trou d'eau... Quelques jours plus tard, à une heure de route environ, trois jeunes sont renversés par un train dans la petite ville de Bibadi; ils étaient en train de se prendre en photo. Les autorités de Karnataka, État du Sud de l'Inde où se sont déroulés coup sur coup ces événements tragiques, ont donc décidé de lancer une campagne pour prévenir des dangers des selfies, rapporte la BBC.

«Nous travaillons à la mise en place d'une signalisation sur les lieux touristiques dans onze districts», détaille le ministre du Tourisme, Priyank Kharge:

«Il y aura aussi des messages avertissant que les selfies peuvent tuer.»

Et pour étendre l'impact de cette campagne, le gouvernement prévoit bien sûr d'utiliser les réseaux sociaux, Facebook, Twitter et Instagram en tête. Le but? Informer les jeunes sur «les dangers des "killfies"», précise Priyank Kharge. Des campagnes contre les «killfies» déjà ailleurs en Inde, en Russie et en Espagne

Le Karnataka n'est cependant pas le premier État à se soucier des dommages collatéraux des selfies. Un peu plus loin en Inde, à Bombay, certains quartiers sont déjà équipés de panneaux indiquant des «zones sans selfie»: seize lieux «à risques» qui se trouvent essentiellement «sur le front de mer de la ville portuaire», précise Radio France Internationale (RFI). Des zones «difficiles à délimiter», regrette néanmoins Priyank Kharge sur la BBC, car «la tragédie peut frapper n'importe où». Pour cette raison, des chercheurs ont mis en place une application pour smartphone, Saftie, qui permet de signaler un endroit jugé dangereux pour prendre un selfie...

En Espagne également, la guerre aux selfies avait été déclarée en 2014 lors de la traditionnelle course de taureaux, rappelle la National Public Radio. NPR mentionne enfin la campagne menée en Russie pour aider les utilisateurs de smartphones à ne pas risquer leur vie en prenant des selfies...

Il faut croire que certains addicts des selfies ont besoin de ces conseils: entre mars 2014 et septembre 2016, des chercheurs de l'Université Carnegie Mellon et de l'Institut d'information de Delhi ont identifié 127 «killfies». 76 ont eu lieu en Inde, qui obtient donc cet étrange record du pays le plus meurtrier en termes de selfies - un titre à relativiser au vu de la population indienne, remarque RFI.

À travers leur campagne, les autorités du Karnataka ont un message essentiel à faire passer, conclut Priyank Kharge:

«Nous voulons dire aux gens que c'est bien d'avoir un téléphone intelligent, mais il faut qu'ils l'utilisent intelligemment.» Slate.fr 18 novembre 2017

Vous voyez le niveau des classes moyennes ? Alors imaginez un instant celui du reste de la population, la plus nombreuse. Hier le progrès était dangereux pour les masses les plus arriérées parce qu'elles n'y étaient pas du tout préparés, aujourd'hui il est devenu mortel, tragique... On a eu l'occasion de traiter cela en profondeur dans d'autres causeries. Comme quoi je ne connais pas précisément la situation politique en Inde, mais je connais celle des Indiens de toutes les classes.

Comment ils sont en train de détruire la civilisation humaine.

Demain, tous crétins ? [Documentaire 2017]
https://www.youtube.com/watch?v=oJ3TvMTI2lk

Entre 1990 et 2001 le nombre d'enfants diagnostiqués autistes a augmenté de 600% en Californie. Lors des études qui ont été réalisées, 1 cas a été diagnostiqué sur 250, puis 1 sur 250 deux ans plus tard, puis 1 sur 150, 1 sur 110, 1 sur 90 et 1 sur 68 plus récemment.

Par ailleurs, plusieurs études démontrent que la courbe de l'intelligence a commencé par s'infléchir à partir de 1990, puis s'est inversée 10 ans plus tard, pour finalement plonger littéralement depuis 2005.

Pourquoi ? Parce qu'un certain nombre de molécules (Fluor, chlore [PCB], bromure), introduites par les trusts de la chimie dans notre alimentation, des médicaments, une multitude d'objets ou notre environnement vont perturber le développement et le fonctionnement normal du cerveau (et de la thyroïde) en se substituant à la molécule de l'iode ou en la rendant inopérante, parce qu'elles présentent des structures similaires.

Si le dysfonctionnement de la thyroïde dû à une carence en iode a été palier par un apport régulier en sel dans l'alimentation notamment, en revanche il n'a aucun effet sur le cerveau qui reste exposé aux PCB.

Ces molécules vont agir directement sur la structure du cerveau en entraînant la formation de cellules nerveuses aux mauvais endroits, qui se traduiront par un dérèglement cérébral irréversible. Autrement dit, ils ont le pouvoir de changer le développement du cerveau, et par voie de conséquence de modifier le comportement des enfants et des hommes, qui seront atteints d'hyperactivité et manifesteront un manque d'attention et de concentration.

Comme on le voit ici, la situation est extrêmement grave. Si cela ne constitue pas une preuve irréfutable que la survie du capitalisme constitue une menace réelle pour l'avenir de l'espèce humaine, qu'est-ce qu'il vous faut ? Voilà un discours qu'on peut tenir devant chaque travailleur, pour leur faire conscience de la nécessité, de l'urgence à s'engager dans le combat politique pour se débarrasser du capitalisme.

Ne pensez-vous pas qu'il serait de notre devoir de militant ouvrier de nous saisir de cette question, nous qui estimons représenter l'avenir de l'humanité ? Sinon, c'est que nous n'en sommes pas dignes.

On peut, mieux, on doit mener la lutte contre le capitalisme à partir de différents angles, ce qui permet de toucher la totalité des travailleurs des différents classes. On ne peut qu'y gagner en crédibilité.

En complément.

Lobotomisation en marche. Assumée et payante s'il vous plaît.

- Loisirs : les jeux vidéo font de plus en plus d'adeptes - Franceinfo

Un Français sur deux joue régulièrement aux jeux vidéo sur son téléphone ou son ordinateur. France 3 se penche sur cette industrie culturelle florissante.

Un marché à plus de 14% de croissance depuis le début d'année.

Des jeux vidéo toujours plus aboutis, car le marché, notamment en France et en Europe, est en plein essor. Franceinfo 12 novembre 2017

Empoisonnement programmé.

- Glyphosate: Monsanto et des fermiers poursuivent la Californie - Reuters

Monsanto et des fédérations agricoles américaines ont porté plainte contre la Californie mercredi afin que l'Etat n'émette pas d'avertissements sur les risques de cancer associés à des produits contenant du glyphosate.

L'Etat américain fait figurer le principal composant de l'herbicide Roundup produit par Monsanto sur sa liste de produits chimiques cancérigènes depuis juillet et exigera que les produits en contenant mentionnent l'avertissement d'ici juillet 2018.

La Californie a pris cette décision après que le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), un organisme de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a conclu en juillet 2015 que le glyphosate était "probablement cancérigène".

Les autorités sanitaires californiennes, représentées par l'Office of Environmental Health Hazard Assessment (OEHHA), cité dans la plainte, a dit qu'il s'en tenait à sa décision, estimant avoir suivi toutes les procédures légales adaptées.

Monsanto et les fédérations nient que le glyphosate soit cancérigène et arguent que l'avertissement imposé par la Californie obligerait les revendeurs de produits contenant le composant à diffuser une fausse information. Reuters 15 novembre 2017

On aurait pu classer ces articles dans la catégorie eugénisme, non ? Cela fait orwélien, complotiste, c'est grave docteur, et l'emploi délibéré de tous ces produits chimiques qui conduisent à une dégénérescence du cerveau et de l'espèce humaine, c'est quoi ? Elle n'affectera pas toute la population, les puissants et l'élite seront épargnés.

Parole d'internaute.

Sélection de commentaires d'internautes suite à la diffusion d'une vidéo sur le blog Les-crises : Naomi Klein : “Le plus grand succès du néolibéralisme : la colonisation de nos imaginaires.” Non madame, son plus grand succès c'est d'être parvenu à assurer la survie du capitalisme.

On remarquera que les lecteurs de ce blog (et d'autres) qui sont des intellectuels ou qui appartiennent aux classes moyennes, sont de plus en plus nombreux à ne plus supporter qu'on les prenne pour des demeurés et cherchent la voie de l'affrontement avec le capitalisme au lieu de vouloir le réformer. Ce qu'ils disent de madame Klein vaut pour Mélenchon et sa bande de bras cassés.

1- "Perso j’ai arrêté quand elle a parlé de Black live matters comme source de renouveau, en ignorant ou le feignant qu’ils sont aussi les idiots utiles de Soros."

En France pour les démagogues qui ont assuré la promotion du PS pendant un demi-siècle, Black live matters est également une référence...

2- "Me fait marrer Naomi…l’immigrationisme est un projet ultralibéral par excellence, ô combien ! Quel meilleur moyen de foutre en l’air ce qui reste de structures sociales organisées et de dresser les gens les uns contre les autres? Encore une gauchiste de salon."

3- "Je ne connaissais pas Naomi Klein, mais on voit très vite quel genre de personnage il s’agit : encore quelqu’un de gauche plein de bons sentiments, mais avec une politique incohérente et sans réponse concrète."

Vous l'avez remarqué aussi, bravo ! Mais au fait, c'est quoi une politique cohérente, quelle "réponse concrète" apportée à la crise du capitalisme ?

4- "Elle n’en sait sans doute pas plus que vous, et moi non plus. No Logo et la Stratégie du choc ne sont peut-être pas suffisants pour clouer au pilori la mondialisation et casser son moteur, le capitalisme.

Les chinois ont quand même préféré quitter les campagnes pour travailler dans ces ateliers minables. Les populations du Sud on été bien contentes d’avoir un carrelage à la place d’un sol humide et plein de bestioles en terre battue, d’acquérir un frigo, une TV, un téléphone portable. Le lave linge n’est pas un idéal de vie, mais laver à la main ses habits est une pesante corvée de l’existence. L’explosion démographique atteste de l’enrichissement généralisé.

Finalement, la question est anthropologique. Elle a été posée par Mustapha Meunier, l’Administrateur du Meilleur des Mondes: que peut-on reprocher à une société qui gère vos besoins et satisfait à vos désirs ? John le Sauvage n’a pu que se défausser sur un droit à la souffrance lié à la dignité humaine.

Quel intellectuel est capable de s'y coller ? En attendant, c'est le GAFAM qui est en train d'enfiler l'habit de cet administrateur."

J'ai lu hier dans un article que "la désinformation ne s'adresse qu'en surface à l'intelligence du public qu'elle prétend induire en erreur; en profondeur elle s'adresse à sa sensibilité: "visez les tripes " disait Goebbels. Aussi si le thème n'est pas entièrement rationnel, il a des chances d'être mieux accepté, car -ne l'oublions pas- les passions sont toujours plus fortes en l'Homme que les convictions" ou encore :"si l'opérateur sait s'y prendre, elle (l'information - LVOG) peut contenir une charge émotive très forte ce qui en fait un objet idéal pour s'adresser aux passions de l'Homme", et toujours dans le même article "la désinformation s'adresse aux passions de l'Homme, et particulièrement à la haine ou à la peur".

Vous aurez remarqué que l'auteur présente systématiquement les passions des hommes sous un angle négatif, toute sa démonstration repose sur ce postulat qui est faux en réalité, car la passion pour la liberté peut très bien se passer de convictions ou de justificatifs pour exister et être légitime, elle est guidée par le même facteur qui pousse les hommes à se haïr sans même se connaître, l'instinct de survie qui l'emporte sur toute autre considération.

En revanche les hommes ne peuvent se libérer de leurs passions malsaines ou adopter des passions salutaires qu'en mettant en pratique les convictions qu'ils ont acquises. D'où la lutte acharnée que mène les représentants du capitalisme pour les en empêcher en les orientant vers des passions malsaines. Les réactionnaires sont aussi épris de liberté que les révolutionnaires, on doit donc aborder cette question sur le terrain de la lutte de classe ou l'avoir toujours à l'esprit sous peine de se tromper de combat ou d'ennemi.

Il faut rappeler que les convictions acquises par les hommes sont fragiles et qu'en fonction de l'évolution de la situation et de leur interprétation ils peuvent soudainement en changer. Pour les renforcer ou faire en sorte qu'elles soient aussi solide que de l'acier trempé les hommes doivent maîtriser un seul et unique facteur, prendre conscience du processus matérialiste dialectique qui régit la matière, l'homme, la société, et une fois armés de cette méthode pour interpréter toutes ses manifestations (de la matière), ils ne risqueront plus d'être dominés par leurs passions ou leurs émotions, ils chercheront à les orienter dans une direction qui soit conforme aux besoins de la société plutôt que les nier, les refouler ou les réprimer.

Nous ne sommes pas des idéalistes ou des fanatiques, nous savons que le matérialisme dialectique peut conduire à l'anéantissement de la civilisation humaine ou à sa libération du règne de la nécessité pour peu que les hommes en prennent conscience et traduisent en pratique cette prise de conscience en terme d'organisation, voilà à quoi se résume l'apport du marxisme à l'humanité. Et tous ceux qui s'en détournent sont voués infailliblement à contribuer à la disparition de la civilisation humaine.

5- "Il faut attendre la moitié de l'interview pour que l'idée d'un projet alternatif pointe son nez mais il n'est pas décliné et c'est là que le bât blesse. Au-delà de la description de ce qui pèche, de l'accaparement par les dirigeants des choix de société pour les peuples, bref au-delà de tous ces poncifs, quelle voie, quelle méthode, quel modèle ?

Ok pour l'humanisme, ok pour la répartition des richesses, ok pour l'abandon des illusions matérielles etc. ok pour la prise en compte du caractère limité des ressources de la planète, je suis à 100% pour tout cela et je pense même qu'au fond d'une majorité de gens, c'est une prise de conscience qui se développe. Mais comment y parvenir avec ce modèle économique ? comment mettre fin à ces folies qui sont par essence inhérentes à ce système ? comment atteindre ces objectifs ? Ce modèle existe-t-il déjà ou en existe-t-il un d'approchant ? Ou bien faut-il cesser de vouloir changer le monde et faut-il suivre la voie philosophique bien connue qui est celle de commencer par changer soi-même ?"

Le socialisme scientifique. Se réapproprier le socialisme scientifique, le sort de l'humanité en dépend.

J'ignore si le meilleur moyen d'y parvenir consiste à expliquer que la social-démocratie et le stalinisme en sont des caricatures grotesques, qu'ils l'ont totalement déformé ou encore qu'ils y sont finalement étrangers, tout ceci est exact évidemment, mais apparemment cela ne suffit pas ou ne convainc personne. Il faut insister sur le fait que ceux qui font un amalgame entre la social-démocratie ou le stalinisme avec le socialisme ou le communiste, sont des représentants du capitalisme ou ceux qui en tirent profit ou encore qui s'emploient à le légitimer parce qu'ils ignorent ce qu'il signifie, d'ailleurs il suffit de leur demander ce qu'il représente pour eux pour en avoir immédiatement l'illustration. Cet argument est discutable parce que chacun peut en faire sa propre interprétation, donc nous ne sommes pas plus avancés. On peut confronter l'interprétation qu'ils en donnent au contenu réel du socialisme pour démontrer qu'ils s'en sont écartés ou détournés, mais ils pourront toujours rétorquer que la société ou le monde ont changé, etc. pour justifier leur propre interprétation...

Bref, nous aurons beau avoir raison face à ces interprétations contradictoires et erronées sans progresser d'un pouce.

La question capitale est donc de savoir pourquoi, et je pense avoir trouvé une explication cohérente qui permet d'y répondre de manière satisfaisante.

Lorsque nous présentons ou défendons le socialisme, nous adoptons un certain mode de pensée, le matérialisme dialectique et historique, et nous nous retrouvons en présence d'une personne qui a adopté un tout autre mode de pensée, idéaliste, partant de

là tout est fait pour qu'on ne se comprenne pas ou on ne parlera pas de la même chose, nous ne partagerons pas les mêmes critères pour apprécier la situation ou aborder un sujet ou nous ne leur attribuerons pas les mêmes valeurs, tandis que nous nous évertuerons à ne pas nous écarter des faits et de leurs enchaînements, cette personne n'en tiendra pas compte ou partiellement seulement, en y mêlant inconsciemment des interprétations ou des facteurs subjectifs qui en perturberont le déroulement et la compréhension, pour finalement confondre leurs causes et leurs conséquences le plus souvent en les isolant ou en les ravalant au rang d'abstractions, au lieu de les situer dans une perspective historique dont ils ne sont qu'un maillon.

Le développement des forces productives et de la lutte des classes sont les facteurs déterminant de l'évolution de la civilisation humaine, ils sont à l'origine du capitalisme et de sa négation, le socialisme. Tant qu'on n'en a pas pris conscience ou qu'on l'ignore, on sera amené à attribuer au capitalisme aussi bien le progrès social dont nous profitons et bien d'autres vertus, que les maux qui nous accablent quotidiennement, aussi sera-t-on tenté d'infléchir son orientation pour se débarrasser de ses excès. En ignorant à la fois que le capitalisme est le produit d'un processus historique dont l'origine remonte à la nuit des temps, et qu'il correspond uniquement à une étape de ce processus parvenu à un certain degré de développement, on en arrive à réduire ce processus au capitalisme, on en vient à identifier le capitalisme à ce processus en lui attribuant des qualités qu'il ne possède pas, mais qu'il pourrait développer par la suite.

Au passage, vous aurez noté que cette interprétation correspond à celle adoptée par le réformisme ou par la petite bourgeoisie, les classes moyennes à la suite des capitalistes qui prédisent encore de beaux jours à leur système économique en faillite. Et ce n'est pas anodin de le préciser, car outre que cette interprétation ne correspond pas à la réalité historique, le capitalisme n'existant pas de toute éternité et étant voué à périr au même titre que les modes de production antérieurs incapables de contenir les forces productives dans un cadre rigide, elle nie ou occulte une multitude de facteurs qui la contredisent. Parmi eux figure à l'origine l'impossibilité de faire valoir nos besoins ou aspirations ou de manière générale l'absence de liberté quel que soit notre statut social, les inégalités et les injustices sociales, la négation de nos droits les plus élémentaires dont celui de décider librement l'orientation de la société, les frustrations ou les humiliations que nous subissons quotidiennement, les difficultés de toute sorte ou les maux qui nous sont imposés ou à d'autres tout aussi innocents que nous.

Bref, la putréfaction de la société ou la régression sociale généralisée à laquelle nous assistons, les violences et les actes cruels de barbarie, les guerres qui se multiplient et les souffrances imposées à tant de peuples à travers le monde, suffisent à démontrer que le rôle progressiste et historique du capitalisme est épuisé depuis fort longtemps, un siècle en réalité, et qu'il doit céder la place à un autre mode de production qui libèrera les forces productives au lieu de les transformer en forces destructives, afin que la société puisse renouer avec le progrès social ou que la civilisation humaine franchisse une nouvelle étape de son développement au lieu d'être menacée de disparition.

L'interprétation selon laquelle il faudrait s'accommoder du capitalisme repose uniquement sur les bienfaits qu'en retirent ceux qui disposent d'un statut supérieur à la majorité des travailleurs ou qui bénéficient d'un mode de vie relativement confortable dû à un concours de circonstances, dont ne profiteront pas forcément leurs enfants ou petits-enfants, et qui pour cette raison sont indifférents au sort du reste de la société ou à son orientation, quoiqu'ils en disent par ailleurs uniquement par crainte de perdre leurs privilèges, on comprend qu'une telle préoccupation soit inavouable ou incompatible avec les idées généreuses qu'ils affichent... et piétinent allègrement.

Leur mode de pensée, l'idéologie dont est issue leur argumentation pour légitimer l'existence du capitalisme

6- "Oui, oui, tout ça, les multinationales, le climat, les guerres … Pas un mot sur la responsabilité des démocrates américains, et pas grand chose sur comment faire pour s'en sortir. "

7- Les hommes ont beaucoup d'imagination pour investir le temps disponible de cerveau des autres hommes (qu'on appelle alors "patates de canapé").

Comment un peuple exploité pourrait-il briser ses chaînes quand il est sous influence ?

Autrefois, les peuples étaient soumis à l'obscurantisme et était enclins à tout un tas de superstitions, qui avaient le don de les empêcher de penser par eux-mêmes ou de les maintenir dans une profonde ignorance et de les terroriser, de sorte que de génération en génération ils se transmettaient une multitude de croyances ou de préjugés qui pour ainsi dire avaient force de vérités éternelles.

Plus tard, on leur inculqua certaines connaissances pour qu'ils s'adaptent au développement industriel et en assurent l'expansion pour le compte de leurs nouveaux maîtres, sans pour autant abandonner leurs préjugés ou une grande partie de leurs croyances, de sorte qu'ils demeurèrent pratiquement aussi ignorants que les générations qui les avaient précédées.

Jusque là, si leur évolution ne cessa d'être le produit d'un mimétisme inconscient, il faut noter qu'à partir du développement du capitalisme ils n'allaient plus reproduire un mode de vie et de pensée unique, tandis que simultanément de nouveaux besoins allaient voir le jour et allaient y être intégrés, d'autant plus facilement qu'ils allaient être amenés à participer aux institutions en élisant leurs représentants dans le cadre d'une République.

Le développement du mode de production capitaliste ou des forces productives aurait été inconcevable sans le développement des sciences et des techniques qui allaient donner naissance à une multitude de nouveaux produits correspondant à des besoins déjà existant ou destinés à satisfaire des besoins dont on n'avait pas encore imaginé l'existence, des marchandises ou des besoins non plus destinés à une élite mais au peuple tout entier.

La condition des exploités allait s'en trouver améliorée, et ils allaient être émerveillés par cet esprit créatif du capitalisme au point de lui attribuer des vertus qu'il n'avait pas ou qu'il était synonyme de progrès social, dès lors qu'on lui forçait un peu la main en recourant à la lutte de classe il faut préciser ; ce qui montre au passage qu'ils sont intimement liés ou que les capitalistes n'auraient jamais pu accéder à un mode de vie aussi agréable que celui dont ils profitent de nos jours sans la lutte de classe du prolétariat.

Qui disait développement des sciences et des techniques ou technologies impliquait un développement intellectuel à tous les niveaux de la société ou dans tous les domaines, il allait s'accompagner également du développement d'une importante classe moyenne aux exigences croissantes qui devaient correspondre à de nouveaux besoins, qu'elle ne pourrait satisfaire qu'à condition que les marchandises (ou les services) qui allaient être créés lui soient accessibles, et comme les investissements nécessaires ou leur coût de production seraient très importants, le meilleur moyen de les rentabiliser serait encore de produire en masse ces nouvelles marchandises, qui du coup au fil du temps deviendraient accessibles à toutes les classes.

La radio, le réfrigérateur, la télévision, la voiture, le téléphone, la machine à laver le linge, etc. allaient contribuer à révolutionner le mode de vie du peuple sans qu'il soit moins exploité que par le passé, bien au contraire, mais laissons cela de côté ici. L'emploi de tous ces nouveaux produits n'allait pas être sans effet sur leurs sens, leurs facultés intellectuelles qui allaient être mis à contribution ou se développer, à leur insu comme presque toujours, principalement leur attention ou leur concentration, leur mémoire, leur logique, et évidemment cela allait leur servir dans bien d'autres applications. Pour être bref et faire simple, pour chercher à savoir comment ça marche ou pourquoi ça ne marche pas, ils allaient se poser un tas de questions liées au fonctionnement de ces machines, à l'émerveillement allait se combiner un début d'éveil intellectuel susceptible de les aider à progresser dans leur compréhension du fonctionnement de la société, des institutions, du capitalisme, qui allait être contrarié ou détourné par les autorités qui à l'époque contrôlaient déjà les médias, de sorte qu'ils allaient davantage contribuer à les abrutir ou à les abêtir pour qu'ils continuent de vouer un culte au régime et à ses représentants.

La multiplication des chaînes de radio et de télévision à partir des années 80 n'allait rien arranger. Le peuple étant très hétérogène, on entend par peuple toutes les classes à l'exception de celle des capitalistes, il en fallait pour tout le monde, chacun devait croire qu'un air de liberté ou démocratie soufflait, alors qu'en réalité il s'agissait de mieux les étouffer ou plutôt dissoudre. Deux décennies plus tard, avec Internet et les réseaux sociaux ils disposeront des instruments les plus puissants et sophistiqués jamais imaginés pour conditionner, façonner les esprits, les atomiser pour mieux les contrôler, leur porter le coup de grâce.

Ils y parvinrent grâce aux progrès réalisés en physique et en chimie qui leur permirent de développer les nanotechnologies, pendant qu'une poignée d'oligarques allaient concentrer entre leurs mains la quasi-totalité des médias, de sorte que dorénavant leur propagande se substituerait à la réalité, il ne s'agirait plus seulement pour eux d'orienter les esprits dans une direction donnée, mais d'imprimer profondément à l'intérieur des cerveaux comment ils devront penser, donc d'en modifier le fonctionnement pour qu'ils ne puissent plus penser autrement, aidés en cela par leur dégénérescence progressive causée par des molécules chimiques disséminées dans une multitude de matériaux ou produits et sciemment utilisées à cet effet, pour en connaître de longue date les effets organiques et psychiques néfastes.

Leur incapacité à se débarrasser des contraintes liées aux lois de fonctionnement du capitalisme qui ont fait leur fortune, allait les conduire dans une fuite en avant suicidaire ou fatale pour l'avenir de l'humanité. Elle devait déboucher sur un modèle de société où le progrès social et toute expression de la démocratie seraient abolis ou déclarés hors la loi, au profit d'un système économique de type mafieux, un système politique de type ploutocratique et dictatorial, de sorte que les conditions ou les rapports sur lesquels reposait l'existence de principes ou de valeurs ayant un quelconque contenu moral ou humaniste disparaissent, bien que toujours consignés dans le droit pour mieux réprimer ceux qui les violeraient, mieux ou pire encore, ils insisteront pour renforcer les lois déjà existantes en faveur d'une multitude de minorités ou à en créer de nouvelles si nécessaire, c'est si diabolique, si machiavélique qu'on peine à imaginer que de tels monstres ou une telle société puissent exister, et pourtant c'est bien le cas.

En conclusion (provisoire), le développement matériel ou des forces productives devait favoriser le développement de facultés intellectuelles chez les hommes, et la combinaison des deux parvenus à un certain stade devait au mieux leur permettre de passer du règne de la nécessité à celui de la liberté ou au pire, d'en périr pour avoir été incapable d'accéder à la conscience que ce processus matérialiste dialectique comportait deux opportunités ou orientations diamétralement opposées, dont l'une constituait la négation de l'autre représentées par les deux seules classes indépendantes de la société, le capitalisme et la classe ouvrière.

La classe qui détenait le pouvoir n'allait pas se contenter d'exploiter et d'opprimer la classe qui n'en détenait aucun, la société s'étant développée tant sur le plan matériel qu'intellectuel, la classe dominante n'allait rencontrer aucune difficulté pour asservir la classe dominée sur le plan matériel puisqu'elle était obligée de lui vendre sa force de travail pour survivre, en revanche elle devait développer des instruments de communication toujours plus sophistiqués pour mieux la contrôler ou la dévoyer sur le

plan intellectuel, afin qu'elle n'en fasse pas un usage inapproprié et ne finisse pas par menacer sa domination de classe ou l'existence de son régime, qui plus est en faillite ou pourrissant.

Pour enclencher cette régression intellectuelle, ils pouvaient déjà s'appuyer sur une expérience précédente qui avait donné des résultats inespérés en détournant les masses de la lutte des classes au moyen d'associations ou d'ONG qu'ils avaient créées et financées à cet effet, ce qui devait permettre à ceux qui y participaient de se défouler tout en alimentant l'illusion qu'ils pouvaient avoir une influence sur l'orientation de la société, alors qu'en réalité ils n'en avaient aucune sur le capitalisme, pire, puisque c'était ses représentants qui les instrumentalisaient ou ils étaient sous l'influence de leur idéologie qui leur commandait de se mobiliser pour telle ou telle cause, sans imaginer un instant qu'ils cautionnaient ainsi la légitimité du capitalisme ou du gouvernement réactionnaire en place au lieu de les combattre.

A l'étape suivante, par le biais d'Internet et les réseaux sociaux créés notamment à cet effet ils allaient multiplier les sources d'information à l'infini, de sorte que chaque citoyen pouvant s'exprimer, ils croiraient être des acteurs de la démocratie, alors qu'en réalité c'était encore le meilleur moyen de la saper en donnant libre cours à leurs illusions dans le capitalisme, ils allaient être les acteurs de leur propre déchéance, de leurs propres droits sociaux et politiques. C'est ainsi qu'ils allaient multiplier à l'infini le nombre d'acteurs véhiculant leur idéologie au sein de la société mieux que n'aurait pu le faire la totalité des médias institutionnels réunis, qui plus est gratuitement, mieux encore, ils allaient payer pour s'abrutir un peu plus eux-mêmes, c'est merveilleux, n'est-ce pas ?

Voilà où nous en sommes arrivés, et à chaque étape le mouvement ouvrier, la pseudo-gauche et extrême gauche a participé activement à cette entreprise de décérébration des masses, à cette corruption, régression, dégénérescence, décomposition, désagrégation intellectuelle qui confine à la confusion la plus totale où domine le nihilisme et son corollaire politique, l'absence de toute perspective pour changer la société.

Bien que la classe dominante se soit doter tout au long de la seconde moitié du XXe siècle d'instruments divers pour mener sa guerre idéologique et psychologique contre les masses exploitées, la création ou l'activation de ces instruments correspondirent à chaque fois à une étape de la crise du capitalisme ou du régime, il était donc très facile d'en déduire le rôle néfaste qu'ils seraient amenés à jouer sur le plan politique et de l'expliquer aux travailleurs pour qu'ils s'en détournent ou en comprennent les intentions inavouables.

Il est clair que ces instruments devaient servir la lutte de classe de notre ennemi pour mieux conditionner et asservir les masses afin d'atteindre leurs objectifs, ne pas en avoir pris la mesure, avoir refusé de les combattre sur ce plan-là revenait à leur laisser le champ libre pour parvenir à leurs fins, étape par étape, jusqu'au moment où il parviendrait à concentrer davantage de pouvoir encore et à instaurer durablement un modèle de société ploutocratique une fois anesthésiée, neutralisée la lutte de classe de leur ennemi avec non seulement la complicité de leurs représentants, mais aussi avec la collaboration de la majorité des masses, de sorte que la situation leur apparaîtrait si inextricable qu'elles abandonneraient tout espoir de changer la société

L'oligarchie allait user du pouvoir financier et politique qu'elle détenait dorénavant pratiquement exclusivement pour fabriquer tranquillement des dizaines et dizaines de milliers de milliards de dollars afin d'empêcher que son système économique ne s'effondre, violer les lois de fonctionnement du capitalisme, ce qui lui permettrait au passage de neutraliser la lutte de classes à son profit, tandis que les masses (et leurs représentants) déjà corrompus par le capitalisme et son idéologie assisteraient impuissantes à la liquidation de tous leurs droits ou acquis sociaux et politiques, à la décadence, à l'effondrement totale de la société.

Maintenant, on est quand même en droit de se demander, si fatalement la civilisation humaine était condamnée à régresser sans fin et à périr, après s'être développée au cours des millénaires précédents et avoir créé les instruments qui pouvaient oeuvrer aussi bien à sa propre destruction qu'à son émancipation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le capitalisme se développa en ayant largement recours au travail des enfants et à la surexploitation des travailleurs des colonies lors de sa phase ascendante. Une fois achevée ou parvenu au stade parasitaire de l'impérialisme, il fut en proie à une profonde crise qui allait plonger l'humanité dans la barbarie à deux reprises.

La guerre ayant favorisé le développement de mouvements révolutionnaires sur tous les continents, les capitalistes allaient les liquider à l'aide de ses agents staliniens et social-démocrates en échange d'importantes concessions sur le plan social dont certaines contribueront à la reconstruction des infrastructures des pays ravagés par la guerre indispensables au fonctionnement du capitalisme et à la consolidation des appareils des Etats capitalistes.

Lors de la période suivante, ne pouvant plus employer des enfants, il recourra au travail des femmes qu'il généralisera et qu'il exploitera en leur accordant des salaires largement inférieurs à ceux des hommes, ce qui coïncidera avec une nouvelle expansion du capitalisme à l'échelle mondiale et une nouvelle crise d'accumulation du capital. Ne pouvant pas la résoudre (temporairement) en recourant à une nouvelle guerre mondiale, pour atteindre les mêmes objectifs il exportera ou investira des masses gigantesques de capitaux en Asie et en Amérique latine principalement, ce qui lui permettra de mettre en concurrence les travailleurs du monde entier et de délocaliser une grande partie de la production hors des pays où il était le plus développé, ce qui se traduira dans ces pays-là par le développement d'un chômage de masse qui lui servira de

levier supplémentaire pour exercer une pression constante sur les salaires.

Dès lors, les représentants du capitalisme vont disposer de trois leviers pour contenir la hausse des salaires et s'attaquer à l'ensemble des acquis sociaux des travailleurs ou aux importantes concessions qu'ils avaient dû leur accorder après-guerre au cours de la lutte des classes : le travail des femmes, la nouvelle division internationale du travail, le chômage de masse.

La stagnation ou la hausse des salaires inférieure au taux d'inflation et la liquidation d'un nombre croissant d'acquis ou de droits sociaux seront compensée dans chaque couple ou famille par l'apport du salaire des femmes qui permettra de maintenir ou de voir progresser le niveau de vie des travailleurs, à l'exception évidemment des travailleurs isolés qui s'appauvriront, puis des familles dites monoparentales ou des femmes seules élevant des enfants qui sombreront dans la grande pauvreté ou la misère. Donc, l'immense majorité des travailleurs continueront de bénéficier de conditions leur permettant de supporter tous les coups que leur porteront le capitalisme, les capitalistes appliquant leur politique antisociale sans qu'ils ne se mobilisent massivement ou sans qu'ils cherchent s'il existerait une voie pour affronter le régime ou une alternative au capitalisme, identifiant largement la faillite du stalinisme à celle du socialisme ou du communisme.

Ce que nous venons de décrire demeure valable jusqu'à aujourd'hui. Les travailleurs sont si corrompus par le capitalisme et désoeuvrés que les représentants du capitalisme n'ont même plus besoin de camoufler leurs mauvaises intentions ou ce qu'ils tramaient hier dans leur dos. Cette insouciance, leur passivité témoigne de leur absence de prise de conscience de ce processus destructeur dont ils seront amenés à être les principales victimes. Par leur passivité ou neutralité ils se font ainsi les fossoyeurs de leur propre condition, estimant qu'il n'existe aucune alternative au capitalisme auquel ils doivent l'amélioration de leur condition ou la satisfaction de leurs besoins élémentaires et parfois au-delà, c'est tout du moins ce qu'ils croient.

On ne pas attendre et encore moins espérer une nouvelle guerre mondiale qui déboucherait à nouveau sur des mouvements révolutionnaires. On constate que la résistance dont les travailleurs peuvent faire preuve contre les coups qui leur sont portés ne sert en aucune manière leur cause en dernière analyse, on aurait envie de dire bien au contraire, car immédiatement elle va se transformer en son contraire dans la mesure où les plus faibles ou les moins organisés paieront à leur place ou en supporteront les conséquences à leur place ici ou ailleurs, les capitalistes restant les maîtres du jeu.

Ils ne sont pas seulement corrompus par le capitalisme sur le plan matériel, ils sont conditionnés pour adopter son idéologie ou plus précisément son mode de pensée, mode de pensée à partir duquel il leur est impossible d'envisager de changer la société, puisque toute alternative au capitalisme en est totalement exclue, il faut donc en démonter les mécanismes et le briser pour libérer leur esprit, leur imagination et qu'ils renouent avec l'idéal du socialisme, ce qui passe par l'adoption d'un autre mode de pensée, ouvert, libre, non plus conçu sur des interprétations ou des idées qui ne profitent qu'à ceux qui en sont à l'origine, mais sur les faits, sur la réalité en tenant compte de toutes ses composantes.

On ne cherchera pas à changer l'état d'esprit des travailleurs ou à leur faire adopter telle ou telle idée, on s'attaquera aux matériaux et aux mécanismes qui l'ont forgé, en montrant qu'ils ont un rapport avec leur condition et l'état de la société de nos jours, ce qu'ils seront amenés à déduire eux-mêmes pour peu qu'on les aide.

On doit donc intervenir à la fois sur les plans politique, idéologique et psychologique pour élever le niveau de conscience des travailleurs, sinon nous pouvons dire adieu au socialisme.

Les fossiles d'extrême gauche, dont la conception de la lutte de classe n'a pas évolué depuis un siècle, alors que la société avait connu de profondes transformation au cours de la seconde moitié du XXe siècles, prétendent que la diffusion permanente par les médias de l'idéologie de la classe dominante, la guerre psychologique qu'elle mène quotidiennement depuis des décennies n'auraient aucune conséquence ou influence sur les idées et le comportement des travailleurs. Les faits prouvent évidemment le contraire.

Ils considèrent que les travailleurs interprètent la situation uniquement à partir de leur condition individuelle, or c'est totalement faux. En réalité une multitude de facteurs extérieurs à leur condition influencent directement leur mode de pensée et leur comportement, et l'idée qu'ils se font de leur condition n'y échappe évidemment pas.

- Sondage: 86% des Français espèrent la victoire d'Hillary Clinton - francesoir.fr 02 octobre 2016

Un an plus tard, la fabrique du consentement ou du conditionnement n'a pas travaillé en vain :

- Donald Trump plus impopulaire que jamais en France et en Europe - lci.fr 03 novembre 2017

Selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting réalisé pour Franceinfo et Le Figaro publié jeudi 2 novembre, 86% des Européens ont une mauvaise image du président américain. lci.fr

Si nos conditions d'existence déterminent en partie nos idées, le mode de fonctionnement de notre pensée, notre état

psychologique vont commander quelle attitude adopter face à ces conditions d'existence, passivité (indifférence, insouciance, fatalité), neutralité (abstention, conformisme, légalisme), engagement (action, détermination, résistance, idéal).

Après avoir tendu la main, il ne leur restera plus qu'à tendre le bras !

- Alain Juppé est-il En Marche ? - Franceinfo

Alain Juppé tend la main à Emmanuel Macron en prônant un "grand mouvement central" avec le chef de l'Etat aux élections européennes, une idée qui ne convainc pas des ténors des Républicains, en particulier Laurent Wauquiez. Franceinfo

Mais au fait, qui est aux manettes de l'UE ? Une piste.

Reliable allies in the European Parliament (2014 – 2019) (Des alliés fiables au Parlement européen), Kumquat Consult.
Ce trombinoscope, réalisé pour le compte de la Fondation Open Society, présente les 226 des 751 parlementaires qui ont accepté de promouvoir certaines de ses positions.

Mapping - Reliable allies in the European Parliament (2014 – 2019) - Kumquat consult for the Open Society European Policy Institute.

J'en ai traduit la présentation. Open Society appartient au milliardaire américain G. Soros qu'on ne présente plus.

Cette cartographie fournit des informations d'Open Society European Policy Institute et le réseau Open Society sur les membres du 8e Parlement européen susceptibles de soutenir les valeurs d'Open Society au cours de la législature 2014-2019.

Il comprend 11 commissions et 26 délégations, ainsi que la plus haute instance de décision du Parlement européen.

Organes: 226 eurodéputés qui sont des alliés d'Open Society ou susceptibles de le devenir. La présence d'un député dans cette cartographie indique qu'ils sont susceptibles de soutenir le travail d'Open Society. Ils devraient être approchés avec un esprit ouvert: bien qu'ils voudront probablement travailler sur des questions qui les intéressent déjà, ils pourraient également souhaiter aborder de nouveaux sujets. Au-delà de discuter de sujets individuels, Open Society devrait chercher à construire des relations durables et dignes de confiance avec ces législateurs européens.

Section B. Les organes du Parlement européen énumèrent les organes officiels du Parlement européen, leur domaines de compétence, et les éventuels alliés d'Open Society participent à leur travail. Ils incluent aussi les noms des conseillers politiques aidant les députés dans les commissions, bien que ceux-ci puissent changer pendant la législature, et ils ne peuvent pas décider d'eux-mêmes de faire partie des alliés d'Open Society.

Section C. Liste des profils individuels des membres 226. Ils fournissent des informations sur les affiliations parlementaires (pays, groupe politique, nature de leur mandat, et comités et délégations auxquelles ils appartiennent); leurs antécédents (histoire professionnelle, intérêts parlementaires et autre renseignement pertinent) ; et leurs coordonnées.

Enfin, la section D. Indexes fournit trois façons supplémentaires de trouver les membres pertinents: par sujet d'intérêt, par groupe politique, et par ordre alphabétique.

- Reliable allies in the European Parliament (177 pages)

Quand une "théorie du complot" était en-dessous de la réalité

...le Premier ministre hongrois, Viktor Orban, a appelé la communauté internationale à prêter attention aux documents parus sur Internet, prouvant que la Fondation Soros (Open Society) influence directement les décisions prises par l'Union européenne. 226 membres du Parlement européen associés au milliardaire y sont nommés. C'est plus d'un tiers de l'ensemble des membres du Parlement Européen. Il y a quelques jours encore, prétendre que le milliardaire et philanthrope George Soros s'est ingéré activement dans la politique mondiale et a tenté de contrôler des pays entiers, aurait été considéré comme une théorie du complot bon marché. Réseau Voltaire 9 novembre 2017

Quand la Commission européenne se préoccupe du "fonctionnement de nos démocraties", on est en droit de s'inquiéter.

- La Commission européenne lance une large consultation sur les "Fake news" - L'Express.fr

La Commission européenne a lancé ce lundi une vaste consultation publique sur les "fausses nouvelles et la désinformation en

ligne", s'adressant à la société civile, aux médias et aux acteurs du numérique, pour préparer des mesures annoncées pour le printemps 2018.

Elle a également créé un "groupe d'experts de haut niveau" qui devra formuler des pistes pour "lutter contre la diffusion de fausses nouvelles" ("fake news", en anglais), selon un communiqué de l'exécutif européen.

"Nous devons donner à nos concitoyens les moyens d'identifier les fausses nouvelles, de pouvoir croire ce qu'ils lisent en ligne et de gérer les informations qu'ils reçoivent", a plaidé le premier vice-président de la Commission, Frans Timmermans.

La diffusion de ces contenus constitue un "problème de plus en plus aigu pour le fonctionnement de nos démocraties parce qu'elle déforme notre perception de la réalité" selon la Commission.

La consultation publique lancée ce lundi, ouverte jusqu'à mi-février sur le site internet de la Commission européenne, s'adresse aux "citoyens, plateformes des médias sociaux, organes de presse, chercheurs et autorités publiques". L'Express.fr

L'Union européenne sous la bannière du fascisme

- Pologne: importante manifestation nationaliste pour la Fête de l'Indépendance - AFP

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont participé samedi à Varsovie à une marche nationaliste à l'occasion de la Fête de l'Indépendance, de nombreux Polonais apolitiques ayant rejoint cette manifestation patriotique organisée par l'extrême droite. (Organisée par l'ONR ou la Jeunesse de la Grande-Pologne d'extrême droite - LVOG)

La partie officielle de la Fête de l'Indépendance, commémorant la renaissance de l'Etat polonais en 1918, a été marquée samedi matin par la présence du président du Conseil européen Donald Tusk, ancien Premier ministre polonais, que le parti conservateur au pouvoir considère comme son ennemi politique juré.

Dans l'après-midi, des jeunes gens de noir vêtus, mais aussi des familles avec des poussettes et des personnes âgées ont marché en rangs serrés sur quelque trois kilomètres sous une forêt de drapeaux blanc rouge, au milieu d'explosions de pétards et de fumées colorées de torches fumigènes.

Le mot d'ordre officiel et rassembleur était "Nous voulons Dieu", une expression rappelant un chant catholique interprété parfois aujourd'hui comme un rejet de l'islam.

Outre les classiques "Dieu, honneur et patrie" et "Gloire à nos héros", quelques slogans xénophobes ont été entendus : "La Pologne pure, la Pologne blanche", "Foutez le camp avec vos réfugiés" ou "A coups de marteau, à coups de faucille, battre la racaille rouge" - ce dernier compris à la fois comme anti-communiste et anti-russe.

Un des orateurs animant le rassemblement a affirmé que "la culture chrétienne est supérieure à la culture islamique".

C'est la première fois que M. Tusk y assiste depuis l'arrivée au pouvoir en octobre 2015 des conservateurs dont le gouvernement a été seul à voter contre sa réélection à la présidence du Conseil européen en mars.

S'adressant aux médias à l'aéroport de Varsovie, Donald Tusk a déclaré que la Fête de l'Indépendance "a toujours été et sera la fête de tous les Polonais et non d'un seul parti. Aucun politicien en Pologne n'a eu et n'aura de monopole du patriotisme". AFP 11 novembre 2017

En Espagne récemment les franquistes ont défilé dans les rues en faisant le signe nazi du bras tendu en soutien à Rajoy... soutenu également par l'UE, Macron, Washington...

L'Union européenne gouvernée par des représentants des "pirates fiscaux".

- Les pirates fiscaux de l'Europe : l'Irlande et le Luxembourg - xerficanal-economie.com

Irlande, Luxembourg. Ce sont les deux pays de la zone euro les plus régulièrement épinglés par la commission pour favoriser l'optimisation fiscale. Celle des géants du numérique notamment : Google, Amazon, Apple etc. A travers cela on ne tient qu'un bout de l'histoire de l'optimisation fiscale et de l'évaporation de base fiscale, tant les techniques sont multiformes. Mais ce bout d'histoire, celui de la domiciliation fiscale, en dit déjà long sur l'ampleur du phénomène.

Prenons le cas de l'Irlande. L'incroyable péripétie de la mesure de son PIB révèle à elle seule beaucoup de choses. Le pays a

poussé si loin l'art d'absorber la matière fiscale de ses concurrents que son PIB ne dit plus rien de sa santé économique réelle. A tel point que le pays va abandonner le PIB comme étalon de son économie pour lui préférer le revenu national ajusté !

Le PIB irlandais, une aberration au regard de son économie réelle

La raison, on la connaît et elle a été révélée au grand jour l'an dernier lorsque le pays a soudainement révisé sa croissance pour 2015, de 7,8% (un chiffre qui aurait déjà pu faire pâlir de jalousie la Chine) à 26%. Un bond qui lui a permis de faire passer son ratio de dette publique de 104,5% à 76,9% en l'espace d'un an. Un bond surtout qui ne se retrouve ni dans l'emploi, ni dans la consommation. L'emploi n'a toujours pas retrouvé ses sommets d'avant crise. Et le poids de la consommation ne cesse de diminuer en proportion du PIB, ce qui témoigne de la décorrélation entre le PIB et l'augmentation des revenus des personnes qui résident et travaillent réellement en Irlande.

Et pour cause, cette révision est un ajustement qui intègre plus complètement le chiffre d'affaires domicilié en Irlande de grands groupes, qui ne produisent pas réellement dans le pays. Elle est le résultat de fusions dites d'"inversion fiscale", où les entreprises se font domicilier en Irlande pour bénéficier des taux d'imposition avantageux du pays, voire de montages douteux sur la TVA, tout en maintenant l'essentiel de leurs opérations et de leur direction dans leur juridiction d'origine. Ces opérations gonflent le chiffre d'affaires des entités juridiques résidant en Irlande, mais sans engagement réel ni de main d'œuvre, ni de capital. En contrepartie de ce surcroît de PIB, on trouve une hausse équivalente des exportations de biens et services, qui n'ont pas été réellement produits sur le territoire.

Les anomalies révélées par le PIB par habitant

Pour prendre la mesure de ce détournement de matière fiscale, il suffit de regarder un indicateur simple : le PIB par habitant. Le classement européen révèle les anomalies par à rapport à ce que l'on pourrait considérer comme une situation normale. Par situation normale, j'entends celle d'un pays qui produirait, en mobilisant principalement les ressources réellement résidentes sur son territoire et dont le niveau de PIB serait borné par la productivité de ces facteurs.

Au sommet de la hiérarchie européenne, qui trouve-t-on ? Le Luxembourg, avec un PIB par habitant qui représente plus du double de celui de l'Allemagne. Puis l'Irlande, avec un PIB par habitant qui surpasse de 49% celui de l'Allemagne. Et enfin la Suisse, supérieur de 30%. Il y a là une aberration manifeste, notamment lorsque l'on sait que l'Irlande ne mobilise que 65% de sa population en âge de travailler dans l'emploi, 10 points de moins que l'Allemagne.

Une (petite) idée du poids de l'optimisation fiscale…

Livrons nous maintenant à une approximation, qui a le mérite d'offrir des ordres de grandeurs certes frustes, mais sensés. Alignons le PIB par habitant de ces pays sur celui de l'Allemagne. Mesurons ainsi ce que serait leur PIB si leur efficacité productive et la mobilisation de la main d'œuvre était identiques à celles de l'économie leader en Europe. Le PIB irlandais ne serait pas de 276 milliards en 2016, mais de 185 milliards. Celui du Luxembourg non pas de 53 milliards, mais de 25 milliards. Celui de la Suisse, non pas de 604 milliards, mais 464 milliards.

Côté Irlande, cela fait 91 milliards de matière fiscale non réellement produite sur le territoire. Et encore, indexer l'efficacité de la population irlandaise sur celle de l'Allemagne paraît bien excessif. Si je prends la France comme référence, cela donnerait 120 milliards.

Toute cette matière n'échappe pas complètement à l'impôt dans les pays européens. Mais cela montre tout de même qu'il s'agit bien d'un phénomène très perturbant. xerficanal-economie.com 03.11

L'UE ou l'OTAN de la guerre contre tous les peuples.

- Europe de la Défense : 23 pays de l'UE renforcent leur coopération - AFP

Vingt-trois pays de l'Union européenne se sont engagés lundi dans une "coopération" militaire inédite, pour le développement d'armements ou le lancement d'opérations extérieures, avec pour ambition affichée de relancer l'Europe de la Défense.

"Nous vivons un moment historique pour la défense européenne", a commenté la diplomate en chef de l'Union, Federica Mogherini, à l'issue de la signature par les ministres de 23 Etats membres de l'UE d'un document où sont listés 20 "engagements" jetant les bases de leur "coopération structurée permanente" (CSP).

Mme Mogherini estime que ce nouvel outil va "permettre de développer davantage nos capacités militaires pour renforcer notre autonomie stratégique".

"Je pense que cela peut renforcer la Défense européenne, ce qui est bon pour l'Europe est bon pour l'Otan", a réagi le secrétaire général de l'Alliance atlantique Jens Stoltenberg.

Cette initiative "peut aider à augmenter les dépenses de défense" et à "améliorer le partage du fardeau au sein de l'Alliance", a-t-il ajouté, alors qu'à eux seuls, les Etats-Unis représentent près de 70% des budgets militaires cumulés des pays de l'Otan.

En théorie, cette coopération renforcée peut déboucher sur la mise sur pied d'un quartier général opérationnel pour des unités de combat de l'UE ou d'une plateforme logistique d'opérations.

Le grand nombre de participants, alors que la sélection des projets se fera à l'unanimité, fait que "ça n'a aucune chance de marcher", juge Frédéric Mauro, expert des questions de défense régulièrement interrogé par le Parlement européen.

Mais, souligne-t-on à Bruxelles, les pays qui rejoignent la CSP s'engagent à "augmenter régulièrement leurs budgets de défense" et les engagements qu'ils vont notifier lundi seront "juridiquement contraignants".

Le Royaume-Uni, traditionnellement atlantiste et premier budget militaire de l'UE, s'est toujours farouchement opposé à tout ce qui pouvait évoquer de près ou de loin une "armée européenne", considérant que la défense territoriale de l'Europe était l'unique prérogative de l'Otan.

Mais le Brexit prévu en mars 2019 approche et Londres -- qui s'est exclu de la CSP avec le Danemark -- n'a pas voulu faire obstacle à cette initiative.

L'UE veut aussi se doter prochainement d'un fonds pour stimuler l'industrie européenne de la défense, qui sera à terme doté de 5,5 milliards d'euros par an. Elle a aussi créé au printemps son premier QG militaire, qui pilote trois opérations non combattantes en Afrique.

L'Irlande, le Portugal et Malte n'ont pas rejoint à ce stade la CSP, qui sera officiellement lancée en décembre. AFP 14 novembre 2017

L'impérialisme ou l'alliance de l'aristocratie financière et de l'aristocratie ouvrière.

- Le siphonnage des PECO par l'Allemagne - xerficanal-economie.com

La convergence entre les pays d'Europe de l'Est et orientale et le reste de la zone euro a brutalement pris fin avec la grande récession. Les niveaux de vies (mesurés par le PIB par habitant) de la République tchèque, de la Pologne et de la Hongrie, qui se rapprochaient de la moyenne de la zone euro, butent depuis près de 10 ans maintenant sur un plafond de verre.

Fin 2016, le niveau de développement de la Pologne se hisse seulement à 35% de celui de la zone euro. La Hongrie fait à peine mieux. Plus avancée, la République tchèque, bloquée en dessous de 55%, fait du surplace depuis 2008.

Les pays de l'Est, rouages essentiel de la compétitivité allemande

Un coup d'arrêt qui a de quoi surprendre. Dans le sillage d'une Allemagne triomphante, la trajectoire de ces pays devait mécaniquement les amener sur la voie d'un rattrapage rapide. Et, si c'était l'Allemagne, leur problème, finalement ?

Pour le savoir, il faut regarder quelle est la source de la compétitivité outre-Rhin, en d'autres termes disséquer l'économie de bazar. La mécanique est simple : outsourcer les phases de production à moindre valeur ajoutée vers les pays d'Europe centrale, devenus l'Hinterland productif des industriels allemands, et conserver en Allemagne l'assemblage et les maillons de fabrication décisifs. Ce rôle central de plateforme de l'Allemagne se lit très bien à travers la place qu'elle occupe dans les échanges extérieurs de la région : à la fois premier fournisseur de ces pays (l'Allemagne représente entre le tiers et le quart environ des importations de la Pologne, de la République tchèque et de la Hongrie), elle est aussi leur premier client, et de loin (plus du quart de leurs exportations en moyenne).

D'ailleurs, l'évolution des échanges commerciaux entre l'Allemagne et les PECO a explosé depuis le début des années 90 : multipliés par 11, contre 3 pour le reste du monde. Et ce que cherchent les entreprises allemandes, c'est moins un grand marché de débouchés qu'un grand marché de facteurs bon marché, mobilisables pour asseoir et renforcer son avantage concurrentiel sur le reste du monde.

Coup d'arrêt brutal à la convergence salariale

C'est bien pourquoi les donneurs d'ordres allemands mettent la pression sur leurs sous-traitants situés à l'étranger, notamment

depuis la crise. Cela a porté un coup d'arrêt brutal au processus de convergence salariale entre l'Allemagne et ses satellites depuis 2008-2009 : le salaire moyen d'un Tchèque représente aujourd'hui moins du tiers de celui d'un Allemand, celui d'un Hongrois à peine plus de 26%.

Et ce n'est pas un problème de productivité. Ni les écarts de productivité, ni surtout son évolution par rapport aux salaires (sauf de façon marginale en Hongrie) ne peuvent expliquer un tel retournement. En Allemagne en revanche, les salaires depuis 2011 progressent beaucoup plus vite que la productivité. Tout se passe donc comme si les entreprises allemandes siphonnaient en partie la réserve de productivité des PECO. Sous domination allemande, les pays d'Europe de l'Est sacrifient leur rattrapage et s'enferment dans le rôle de sous-traitants à bas coûts. xerficanal-economie.com 08.11

L'État gouverné par des mafieux.

- L'affaire Florence Parly, ou les complaisances de l'État actionnaire - multinationales.org

En 2016, la ministre des Armées, Florence Parly, a touché une rémunération de près de 450 000 euros bruts à la SNCF, à quoi s'ajoutaient 139 000 euros bruts de jetons de présence en tant qu'administratrice d'entreprises comme Altran, Ingenico et Zodiac. Avant cela, en 2014, elle a aussi bénéficié d'indemnités de licenciement d'Air France de 675 800 euros bruts. Ces revenus étonnamment élevés semblent en contradiction avec la limitation des rémunérations dans le secteur public adoptée il y a quelques années. Des révélations qui posent beaucoup de questions sur la manière dont sont gérés les entreprises publiques et le portefeuille de participations de l'État. Le patron de l'Agence des participations de l'État, Martin Vial, n'étant autre que l'époux de Florence Parly. (...)

Pour expliquer le licenciement de 2014, Air France et Florence Parly évoquent d'énigmatiques « désaccords stratégiques ». L'article (Mediapart - LVOG) souligne également la complaisance dont a bénéficié l'actuelle ministre de la part de son administration :

On découvre ainsi que Florence Parly était en disponibilité pour convenances personnelles lorsqu'elle était chez Air France ; puis hors cadres lorsqu'elle était à la SNCF ; et enfin en disponibilité d'office depuis sa nomination en tant que ministre des armées. De la sorte, la haute fonctionnaire a pu naviguer d'une entreprise à l'autre, d'une entreprise privée où l'État est le principal actionnaire jusqu'à une entreprise publique, en obtenant des rémunérations considérables, puis un parachute, le tout en disposant d'une totale sécurité de l'emploi. Car, bien évidemment, Florence Parly a le loisir de reprendre son métier d'administratrice civile à la direction du budget quand elle le veut. multinationales.org 6 novembre 2017

Ils ont vraiment tous les droits. Quand est-ce qu'on va abolir les privilèges ?

L'erreur, c'est qu'ils existent encore !

- Entreprises : bientôt un droit à l'erreur pour les déclarations sociales et fiscales - Franceinfo

Le gouvernement présentera le 29 novembre un projet de "droit à l'erreur" qui concède à chacun le droit de se tromper dans ses déclarations fiscales et sociales. Franceinfo

Autant taper directement dans la caisse...

- Un banquier-assureur privé pour diriger la Caisse des dépôts - Liberation.fr

Le futur patron du bras financier de l'Etat devra pacifier la question du financement du logement social et sans doute mettre de l'ordre dans les multiples filiales que détient la Caisse des dépôts. Liberation.fr

Qui peut le mieux, peut le moins...

- Malgré des profits records, Siemens sabre dans ses effectifs - Liberation.fr

Le conglomérat allemand va supprimer 6 900 postes au moment où son concurrent américain GE fait de même. De quoi inquiéter les salariés d'Alstom déjà rachetés par GE et ceux de la branche ferroviaire qui vont être repris par Siemens. Liberation.fr

A quand un autodafé des films des années 30 à 2017 ?

- La cigarette bientôt interdite dans les films français ? - Publicsenat.fr

Interpellée par une sénatrice PS sur le cinéma français qui « valorise » et « banalise » l'usage de la cigarette auprès des jeunes,

la ministre de la Santé, Agnès Buzyn, a dit « rejoindre totalement » la sénatrice. Publicsenat.fr

Le PS en première ligne de la réaction, j'espère que cela ne choque pas les partisans (d'hier et d'aujourd'hui ou demain) du front unique avec cette pourriture...

En viendront-ils à légaliser la pédophilie, la zoophilie, l'inceste ?

Ma compagne a été mariée de force à 12 ans avec un homme d'une vingtaine d'années. La tradition voulant que le couple aillent vivre chez les parents de l'épouse, elle dormit pendant plus d'un an avec sa mère, terrorisée à l'idée que cet homme puisse la toucher. L'année suivante pour s'assurer qu'on ne l'avait pas trompé sur la qualité de la marchandise qu'on lui avait refilée, là encore conformément à la coutume qui veut que la femme soit enceinte dans l'année qui suit son mariage, avec un peu de retard il la violera et elle tombera enceinte. Pour la petite histoire, ivre chaque soir, il la rouera de coups, il la traînera sur le sol en la tirant par les cheveux, et il l'attachera avec des cordes pour mieux la violer pendant encore 8 ans, décèdant soudainement d'une cirrhose, ce qui mettra fin au cauchemar de Selvi. Par la suite, traumatisée par cette expérience épouvantable aucun homme ne l'approchera. Et la famille direz-vous ? Elle n'interviendra pas, la femme devant se soumettre à son mari.

Je pense qu'une enfant de cet âge n'est pas en mesure d'avoir conscience de la portée d'un acte sexuel, qu'elle soit consentante ou non. Paradoxalement parce que je refuse d'endosser la robe d'un juge de l'inquisition, j'estime que les rapports sexuels que peuvent avoir un homme et une jeune femme mineure devraient les concerner exclusivement dès lors qu'ils sont consentis, sinon il s'agirait d'un viol et la législation existe déjà pour le condamner.

Donc lorsque le législateur entend légiférer pour "fixer le seuil en dessous duquel un enfant ne pourrait être considéré comme sexuellement consentant", une fois de plus il se mêle de ce qui ne le regarde pas en portant atteinte à un des aspects de la liberté individuelle.

Les bonnes consciences ou les moralistes à deux balles estimeront peut-être qu'il est criminel de laisser une enfant commettre un acte dont elle n'a pas conscience et qui influencera le cours de son existence... Je leur répondrai qu'il en va ainsi de la plupart des actes commis par les hommes qui n'influent pas seulement sur le cours de leur propre existence, mais également et dans des proportions autrement dramatiques sur l'orientation de la société toute entière, donc qu'ils commencent par balayer devant leur porte, par prendre en mains leur propre destin avant de vouloir s'occuper de celui des autres.

On constatera aussi que ce n'est pas la première fois que le législateur tente de criminaliser et réprimer la jeunesse de plus en plus tôt au motif hypocrite de mieux la protéger ou pour tenir compte de la maturité de plus en plus précoce des enfants, abaissement de l'âge de la responsabilité pénale, de l'école obligatoire, de l'accès à l'apprentissage, etc. Sans parler de leur ignoble campagne contre le sexisme ou le harcèlement sexuel dans les écoles, tendant à culpabiliser les enfants pour des actes commis par des adultes, dont l'origine est à rechercher dans les rapports entre dominant et dominé inhérent aux fondements du capitalisme et qui ne disparaîtront qu'avec lui. C'est une manière comme une autre de les détourner de la responsabilité du capitalisme dans ce domaine comme dans bien d'autres.

- Consentement sexuel des mineurs: l'âge minimal pourrait s'établir à "13 ou 15 ans" - AFP

L'âge de présomption de non-consentement des mineurs, seuil en dessous duquel un enfant ne pourrait être considéré comme sexuellement consentant, est "en train d'être débattu" et se situera entre "13 et 15 ans", a indiqué dimanche la secrétaire d'Etat à l'Egalité entre les femmes et les hommes, Marlène Schiappa.

Interrogée sur BFMTV sur l'acquittement récent par une cour d'assises d'un homme jugé pour le viol d'une jeune fille de 11 ans, Mme Schiappa a répondu qu'"en tant que membre du gouvernement", elle ne pouvait "pas réagir à des décisions de justice".

"Néanmoins dans la loi contre les violences sexistes et sexuelles (que le gouvernement veut proposer en 2018, ndlr), nous avons identifié trois volets, dont celui de la création d'un seuil de présomption de non-consentement irréfragable", a-t-elle ajouté.

Cela consistera à inscrire dans la loi le fait "qu'en dessous d'un certain âge, on considèrerait qu'il ne peut pas y avoir débat, jamais, sur le consentement sexuel d'un enfant, et que tout enfant en dessous d'un certain âge serait d'office considéré comme violé ou agressé sexuellement". AFP 12 novembre 2017

Fascisme rampant. Inquisition. Délation généralisée. La parole aux procureurs proxénètes.

A quand les plaintes préventives ?

- Des "pré-plaintes" envisagées pour les violences sexuelles - Reuters

Quand le chef de l'Etat appelle à la délation.

- Violences sexuelles: "Saisissez la justice", dit Macron aux victimes - Reuters

- Le harcèlement sexuel n'est ni de gauche ni de droite - Liberation.fr

- Violences sexuelles : hausse des plaintes - Liberation.fr

- Harcèlement sexuel, agressions sexuelles, viols… Oui, la parole s'est libérée dans le sillon du scandale mondial de l'affaire Weinstein... Liberation.fr

- Manuel Valls accuse Edwy Plenel d'utiliser "les mêmes mots que Daech" - Le Huffington Post

En famille. Ils veulent tous en être.

- Prévention du harcèlement: Pénicaud attend des "propositions" des partenaires sociaux - AFP

La ministre du Travail, Muriel Pénicaud, a annoncé mercredi qu'elle allait demander aux représentants syndicaux et patronaux des "propositions" en matière de prévention du harcèlement au travail, notamment pour combattre le "sexisme ordinaire", selon elle terreau de dérapages. AFP

La lutte contre les violences faites aux femmes, une lutte du monde du travail - Lettre n° 35 du 17 novembre 2017 - Démocratie révolutionnaire (NPA)

Quand l'opportunisme atteint l'ignominie.

- PS: un ex-président du MJS accusé d'agressions sexuelles - AFP

Le Parti socialiste a réclamé mardi soir des "suites judiciaires" après des accusations de harcèlement et d'agressions sexuelles visant un ancien président du Mouvement des Jeunes socialistes, Thierry Marchal-Beck. AFP

- Etats-Unis: un républicain accusé d'attouchements appelé à se retirer - AFP

Elles se prostituent et hurlent au harcèlement ou au viol.

- Brooke Shields, 52 ans, en cuir et résilles : le cliché qui surprend

- Gros accident de décolleté lors des GQ Awards à Madrid

En famille. Drague king.

- Il existe "une proximité évidente" entre Alain Juppé et Emmanuel Macron, selon Edouard Philippe - Franceinfo

- Claude Goasguen : "On peut difficilement lutter contre un gouvernement qui fait une politique de droite" - Franceinfo

- Valls approuve la proposition de Juppé sur les européennes - AFP

- Européennes : Estrosi drague Macron via Juppé - Liberation.fr

Ils se bousculent pour achever le sale boulot...

- Borloo : « Je me mets au boulot ! » - LeParisien.fr

Il a dit « banco » ! Dernièrement, en privé, Emmanuel Macron l'avait enjoint de « reprendre du service ». Requête implicite que Jean-Louis Borloo a décidé d'accepter.

Dans la fosse septique...

- Clémentine Autain "Je suis très sceptique concernant l'opération d'Emmanuel Macron sur la politique de la ville" - Franceinfo

Le doute est-il permis ? Pour un peu elle trouverait des aspects progressistes dans la politique de Macron.

Cela tombe bien...

- Emmanuel Macron : une volonté de changer d'image - Franceinfo

... mais cela va s'avérer difficile apparemment.

- La République en Marche : 100 "marcheurs" vers la sortie - Franceinfo

Une centaine de "marcheurs" a décidé de claquer la porte de la République en Marche, dénonçant le manque de démocratie dans l'élection de Christophe Castaner à la tête du parti, samedi prochain, 18 novembre. Franceinfo

En famille. Ils en appellent à Macron. Ils ne savent plus quoi inventer pour le légitimer.

- Israël recale sept élus, dont les députées Danièle Obono et Clémentine Autain - LeParisien.fr

La délégation était composée de sept élus, dont quatre députés, issus du Parti communiste et de La France Insoumise. Elle disait vouloir rencontrer Marwan Barghouthi, haut cadre du Fatah emprisonné depuis plus de quinze ans par Israël.

Dans un communiqué, La France insoumise dénonce après la déclaration israélienne un « déni de démocratie et de liberté » qui est « aussi consternant qu'inacceptable ». Le mouvement, dont quatre députés - Clémentine Autain, Michel Larive, Danièle Obono et Muriel Ressiguier - devaient participer au voyage, appelle « le président de la République, le gouvernement et le président de l'Assemblée nationale à intervenir pour que cette menace d'interdiction ne soit pas rendue possible », estimant qu'« il en va de la démocratie et de la paix ». LeParisien.fr

Où cela en Israël ? Ne serait-ce pas la seule démocratie dans la région ? Et dire que cet idiot de Premier ministre avait l'occasion de le démontrer, ils lui ont tendu la perche et il ne l'a pas saisi, quel dommage !

Pour eux, c'est un vrai bonheur que ce soit Macron qui ait été élu, pendant 5 ans ils vont pouvoir remplir le rôle d'opposant parlementaire qui était dévolu hier au PS.

En complément. Ce sont des agents actifs et assumés de la décadence de la société.

Jean-Luc Mélenchon voulait tweeter en écriture inclusive. Et c'est raté. - Le Huffington Post

Les véritables défenseurs des droits des femmes emploient dans leur langage des substantifs génériques tels qu'ils se présentent que ce soit au masculin ou au féminin, et qui sous-entendent qu'ils concernent aussi bien des hommes que des femmes.

J'élève des chèvres, chèvre est féminin, mais dans mon troupeau il y a quatre mâles, quel substantif devrais-je employer à la place de chèvre

Commentaire d'un internaute

- ""Impossible", comme si un article dans "Libération" traitait du sort des Palestiniens en dénonçant les dérives d'Israël. Les gens oublient que c'est l'extrême droite qui gouverne là-bas."

Ils le savent et ils s'en foutent, voilà ce que vous ne pouvez pas imaginer, ils sont très forts...

Ils sont Charlie ! Ramener l'islam à un pénis ne leur pose aucun problème, mais ramener Israël au dollar leur en pose un.

- PS: Filoche menacé d'exclusion après un tweet aux relents antisémites - AFP

Gérard Filoche, figure de l'aile gauche du PS, est menacé d'exclusion après un tweet à caractère antisémite visant Emmanuel Macron qui lui vaut déjà des poursuites de la Licra et du Crif, bien qu'il l'ait très rapidement effacé.

Une image d'Emmanuel Macron les bras levés devant un globe terrestre, le bras orné d'un brassard ressemblant à un accoutrement nazi où la croix gammée a été remplacée par le signe dollar, sur fond de drapeaux américain et israélien et de photos de Patrick Drahi, Jacob Rothschild et Jacques Attali: ce visuel diffusé sur Twitter sur le compte de Gérard Filoche était accompagné de quelques mots: "un sale type, les Français vont le savoir tous ensemble bientôt".

Dénonçant "un photomontage immonde", la Licra (Ligue internationale de lutte contre le racisme et l'antisémitisme) va saisir la justice, a-t-elle annoncé dans un communiqué samedi.

"Ce tweet de Gérard Filoche est une honte absolue relayant des contenus complotistes trempés dans l'obsession des juifs", a également souligné l'organisation sur Twitter. (Israël et les juifs sont deux choses différentes, en réalisant un amalgame entre les deux, cela leur permet d'identifier l'antisionisme à l'antisémitisme et le tour est joué. - LVOG)

Le Conseil représentatif des institutions juives de France a également annoncé sur Twitter qu'il allait porter plainte. "Bien que niant en être l'auteur, il en devient le prescripteur et diffuseur", dit-il, estimant que M. Filoche "mérite à ce titre d'être poursuivi pour apologie de la haine antisémite".

L'Union des étudiants juifs de France a dit saluer la procédure d'exclusion et a annoncé son intention de porter plainte, tout comme le Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme (BNVCA).

Pour Gérard Filoche, "a priori l'image Macron + argent est totalement banale. Il y en a 100 comme ça. A l'examen, ce montage et sa source sont bad. Dès que je l'ai su je l'ai retiré aussitôt. Tout à fait désolé! quant à la cabale en meute elle vise autre chose non?", a-t-il tweeté samedi matin.

Ce tweet "a été retiré, il ne sera plus là, j'ai fait mes excuses", a également déclaré M. Filoche à l'AFP. "Qu'est-ce qu'on veut de plus?" a-t-il ajouté, soulignant qu'il est "fondateur de SOS Racisme".

"Je suis de gauche et contre la droite et l'extrême droite", a-t-il ajouté. "S'ils disent que je suis antisémite qu'ils le prouvent, que je suis raciste, qu'ils le prouvent", a-t-il encore déclaré, mettant en cause pour les attaques le visant "les macroniens d'un côté et l'aile droite du PS de l'autre".

Mais selon M. Temal, dans cette image "on voit tous les codes que malheureusement on a pu voir dans les années 30". "C'est un tweet ouvertement antisémite, c'est sur cette base que s'engage la procédure d'exclusion, au nom du PS et au nom de ses valeurs", a souligné le responsable socialiste.

Jugeant ce tweet "indigne du débat républicain", la maire de Paris Anne Hidalgo a demandé sur Twitter l'exclusion de M. Filoche du parti socialiste.

"Il y a bien longtemps que le PS aurait dû exclure Gérard Filoche (...) et il faut attendre un tweet innommable et antisémite pour engager une procédure d'exclusion", a tweeté pour sa part l'ancien Premier ministre Manuel Valls. AFP 18 novembre 2017 (Le lien entre l'Etat Juif et le dollar leur suffit pour lancer l'anathème antisémite. Voyons ce que pensait un juif émancipé du rapport des juifs à l'argent au XIXe siècle . - LVOG)

Peut-être que le PS est destiné à devenir exclusivement la poubelle de son courant d'extrême droite néolibéral...

Epilogue.

"J'assume et je vous dis que c'est une connerie" : le socialiste Gérard Filoche se défend après son tweet jugé "antisémite" francetvinfo.fr

Gérard Filoche a indiqué ne pas être "seul à travailler sur ce fil". Pour autant, il n'engagera aucune poursuite pour découvrir l'auteur du tweet malheureux : "Ça, c'est mon problème. (...) J'assume, c'est mon fil, j'assume et je vous dis, c'est une connerie."

Le retrait de ce tweet est intervenu après la découverte des origines de ce photomontage qui émane du site "Égalité et réconciliation" fondé par l'essayiste d'extrême droite Alain Soral. "Évidemment, immédiatement, on a enlevé cette connerie et immédiatement j'ai dit que je m'excusais et que j'étais désolé", a rapporté Gérard Filoche. francetvinfo.fr 18.11

En quoi cela serait-il condamnable de visiter ce genre de sites sachant que la quasi-totalité des médias, y compris les médias dits alternatifs pratiquent l'autocensure quand on veut s'informer ou connaître les arguments de nos ennemis, etc. ? Ce n'est pas mon cas par manque de temps, je me limite à deux ou trois portails, Le Réseau Voltaire, Arrêt sur Info ou Mondialisation.ca, et les Les-crises.fr. Je recueille les infos sur Yahoo news uniquement. J'allais oublier le portail du POID.

Ces gens-là n'ont manifestement pas la conscience tranquille, ce qui n'est pas mon cas et je le démontre lors de chaque causerie, les lecteurs en sont témoins.

La parole est à Karl Marx. L'argent : le Dieu profane du juif ou quel est son fondement ? Le besoin pratique, l'égoïsme.

- Nous essayons de rompre la formule théologique. La question relative à la capacité d'émancipation du Juif se change pour nous en cette autre question : quel est l'élément social particulier qu'il faut pour supprimer le judaïsme ? Car la capacité d'émancipation du Juif d'aujourd'hui est le rapport du judaïsme à l'émancipation du monde d'aujourd'hui. Ce rapport résulte nécessairement de la situation spéciale du judaïsme dans le monde actuel asservi (Geknechteten Welt).

Considérons le Juif réel, non pas le Juif du sabbat, comme Bauer le fait, mais le Juif de tous les jours.

Ne cherchons pas le secret du Juif dans sa religion, mais cherchons le secret de la religion dans le Juif réel. Quel est le fond profane du judaïsme ? Le besoin pratique, l'utilité personnelle. Quel est le culte profane du Juif ? Le trafic. Quel est son Dieu profane ? L'argent. Eh bien, en s'émancipant du trafic et de l'argent, par conséquent du judaïsme réel et pratique, l'époque actuelle s'émanciperait elle-même.

Une organisation de la société qui supprimerait les conditions nécessaires du trafic, par suite la possibilité du trafic, rendrait le Juif impossible. La conscience religieuse du Juif s'évanouirait, telle une vapeur insipide, dans l'atmosphère véritable de la société. D'autre part, du moment qu'il reconnaît la vanité de son essence pratique et s'efforce de supprimer cette essence, le Juif tend à sortir de ce qui fut jusque-là son développement, travaille à l'émancipation humaine générale et se tourne vers la plus haute expression pratique de la renonciation ou aliénation humaine. (...)

Le Juif s'est émancipé d'une manière juive, non seulement en se rendant maître du marché financier, mais parce que, grâce à lui et par lui, l'argent est devenu une puissance mondiale, et l'esprit pratique juif l'esprit pratique des peuples chrétiens. Les Juifs se sont émancipés dans la mesure même où les chrétiens sont devenus Juifs. (...)

Dans la pratique parfaite, l'égoïsme spiritualiste du chrétien devient nécessairement l'égoïsme matériel du Juif, le besoin céleste se mue en besoin terrestre, le subjectivisme en égoïsme. La ténacité du Juif, nous l'expliquons non par sa religion, mais plutôt par le fondement humain de sa religion, le besoin pratique, l'égoïsme.

C'est parce que l'essence véritable du Juif s'est réalisée, sécularisée d'une manière générale dans la société bourgeoise, que la société bourgeoise n'a pu convaincre le Juif de l'irréalité de son essence religieuse qui n'est précisément que la conception idéale du besoin pratique. Aussi ce n'est pas seulement dans le Pentateuque et dans le Talmud, mais dans la société actuelle que nous trouvons l'essence du Juif de nos jours, non pas une essence abstraite, mais une essence hautement empirique, non pas en tant que limitation sociale du Juif, mais en tant que limitation juive de la société.

Dès que la société parvient à supprimer l'essence empirique du judaïsme, le trafic de ses conditions, le Juif est devenu impossible, parce que sa conscience n'a plus d'objet, parce que la base subjective du judaïsme, le besoin pratique, s'est humanisée, parce que le conflit a été supprimé entre l'existence individuelle et sensible de l'homme et son essence générique.

L'émancipation sociale du Juif, c'est l'émancipation de la société du judaïsme.

Bruno Bauer : Die Fähigkeit der deutschen Juden und Christen, frei zu werden. (K. Marx : La Question juive)

La société pourrie par l'égoïsme dans laquelle nous vivons et dont nous devons nous débarrasser est à son image, plus que jamais...

Quand le gardien du "temple" du sionisme raciste d'extrême droite éructe.

- Réintégrer un gouvernement? Valls ne serait pas contre, bien au contraire - L'Express.fr

Dans Le Monde, jeudi, M. Valls n'a pas caché son envie de revenir aux affaires un jour. "Si vous me demandez "avez-vous envie de retrouver ça" ? Oui, bien sûr ! Gouverner c'est exceptionnel !", a-t-il lancé.

Un haut responsable de la majorité ne cache pas une certaine perplexité devant la virulence de M. Valls. "La dérive hyper-laïciste et anti-islam c'est un enfermement (...) Son expression est plus à droite que celle de Laurent Wauquiez (...) Je n'arrive pas à savoir où il veut aller", commente cette source.

"Il y a une planète Valls (...) Il intervient dans un registre qui est le sien. Il garde le temple. (...) Cela l'identifie, mais cela l'isole aussi", observe un de ses anciens amis. L'Express.fr et AFP

En complément.

- Sondage : seul Alain Juppé est "un atout potentiel" pour le gouvernement, selon une courte majorité de Français - Franceinfo

- Partis politiques : les vrais chiffres des adhérents - Franceinfo

LREM - Officiellement 386 000 adhérents avec "deux clics sur internet". 72 000 seulement ont validé ses statuts sur internet.

LFI - Officiellement 540 000 adhérents avec "deux clics sur internet".

LR - Officiellement 235 000 adhérents. 145 000 seulement sont à jour de cotisation.

FN - Officiellement 80 000 adhérents. Selon Florian Philippot ils ne seraient que 40 000.

PS - Officiellement 120 000 adhérents. 42 000 seulement seraient à jour de cotisation. Franceinfo17 novembre 2017

Ils n'ont pas donné les chiffres d'autres partis. Je rajoute cette info publié par la tendance Claire du NPA le 25 juillet 2017 : *Sur la "dés-ouvriérisation" du PCF*

Jusque vers 1970, 45 % de ses adhérents étaient ouvriers : ils n'étaient déjà plus que 31 % en 1997. En 2003, alors que les ouvriers composent un quart de la population active, on ne comptait que 10 % de délégués ouvriers au XXXIIe congrès du parti.

Au POI et POID ils ont cessé de communiquer leur nombre d'adhérents quand ils se sont effondrés, avant leur scission, au NPA ils doivent être environ 3.000, à LO, ils donnent les mêmes chiffres depuis 30 ans !

Camarades, la situation est prérévolutionnaire en France (et révolutionnaire en Catalogne). (Un lambertistes POID-TCI) La preuve.

- Sondage : pour 60% des Français, il n'est plus possible de s'opposer aux ordonnances - Publicsenat.fr

- La mobilisation anti-réforme du Code du travail s'essouffle - Reuters

La quatrième journée de mobilisation contre la réforme du Code du travail n'a réuni jeudi que 80.000 manifestants dans toute la France, dont 8.000 à Paris, selon le ministère de l'Intérieur, confirmant l'essoufflement du mouvement.

Contrairement aux précédentes journées d'action contre cette réforme, Force ouvrière (FO) avait pourtant rejoint en tant que telle la CGT, Solidaires, l'Unsa, la FSU et les organisations étudiantes et lycéennes Unef, UNL et FIDL.

Si quelques militants CFDT et CFTC ont participé aux cortèges, en revanche les instances nationales de ces deux centrales n'avaient pas appelé à manifester.

Le mouvement a été très peu suivi au sein de l'Education nationale, où le taux moyen de grévistes n'est que de 1,44%, selon le ministère de l'Education.

La CGT a fait pour sa part état de 172 manifestations et de dizaines de milliers de manifestants sur l'ensemble du territoire, dont 40.000 dans les rues de la capitale.

Les trois précédentes journées d'action des 12 et 21 septembre et du 19 octobre avaient réuni respectivement 223.000, 132.000 et 37.700 personnes dans les rues de France, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur. Reuters 16 novembre 2017

- Paris : une «marche sur l'Elysée» réunit quelques centaines de manifestants - leparisien.fr

Plusieurs centaines de personnes ont mené samedi à Paris une « marche sur l'Elysée » contre « la politique anti-sociale » d'Emmanuel Macron, en dénonçant pêle-mêle la baisse des emplois aidés, les réformes du code du travail et de l'ISF.

Cette marche, qui répondait à l'appel du Front social, une coordination de sections syndicales (CGT, SUD, CNT, Unef), de collectifs et d'associations (Droit au logement, Droits devant…), a rassemblé 3000 personnes selon les organisateurs et 1800 selon la préfecture de police.

Les manifestants ont défilé de la place du Maréchal Juin (17e arrondissement) au boulevard Haussmann (8e), non loin de l'Elysée.

« On va dire au président des riches ce qu'on pense de tous les dégâts qu'il est en train de provoquer en France », avait lancé au micro Romain Altmann d'Info-com CGT, en début de manifestation. « Il y en a ras-le-bol de subir, on est trop loin de l'unité et c'est cette unité qu'on est venu chercher aujourd'hui », avait ajouté Mickaël Wamen (CGT Goodyear). (C'est ça, il va t'entendre ! - LVOG)

Drapeaux, fumigènes, fanfare et slogans ont animé le cortège peuplé de nombreux syndicalistes et militants politiques de gauche, principalement de la France insoumise et du NPA. Eric Coquerel, député (LFI) de Seine-Saint-Denis, comptait parmi les manifestants.

Une centaine de militants antifascistes, autonomes et anticapitalistes s'étaient placés en tête de cortège.

La manifestation n'a donné lieu à « aucun incident majeur, hormis une dizaine de dégradations (vitrines, distributeurs de billets) », a indiqué dans un communiqué la préfecture de police, précisant que les images de vidéosurveillance de la manifestation seraient étudiées pour « identifier les auteurs de ces faits et engager à leur encontre les procédures appropriées ».

Des vitrines d'agences bancaires ont été brisées, ainsi que celles de l'ambassade d'Arabie saoudite, a constaté un journaliste de l'AFP.

Dans son « appel du 18 novembre », publié récemment, la coordination disait vouloir s'employer à « faire converger toutes les luttes qui rassemblent afin de créer les bases d'un mouvement interprofessionnel reconductible ». Ses initiateurs vont inviter, mercredi à Paris, l'ensemble des syndicats, partis et associations hostiles au gouvernement, pour convenir « d'une date, d'un lieu » unique pour rassembler les mécontentements. leparisien.fr 19.11

Ils osent tout. Manipulation des chiffres du chômage ou désinformation.

- Le chômage repart légèrement à la hausse - Libération

La croissance accélère mais le taux de chômage repart, très légèrement, à la hausse. Cette hausse, qui se situe dans la marge d'erreur de l'indicateur (plus ou moins 0,3 point), ne remet pas en cause une tendance à la baisse. Sur un an, le taux de chômage est en recul de 0,3 point.

Le chômage des 15- 24 ans diminue légèrement de 0,7 point sur le trimestre, même s'il reste au niveau très élevé de 21,9 %. Depuis 2003, il dépasse la barre des 20 %. En revanche, les 50 ans et plus et les 25-49 ans ont vu leur taux augmenter. Libération 17.10

Dossier Arabie saoudite - Liban

- Pétrole : l'introduction d'Aramco en Bourse compromise ? - boursier.com 14.10

Saudi Aramco envisagerait de renoncer à son projet d'une introduction en Bourse sur les marchés internationaux, en faveur d'un placement privé, selon le 'Financial Times'.

Depuis janvier 2016, les marchés boursiers se préparent à l'arrivée en Bourse d'un poids-lourd pétrolier, le géant saoudien Saudi Aramco... L'opération semble cependant avoir du plomb dans l'aile si l'on en croit des sources proches du dossier citées vendredi par le 'Financial Times'.

Selon le quotidien financier britannique, le groupe contrôlé par l'Etat saoudien envisagerait de renoncer à son projet d'introduction en Bourse sur les marchés internationaux, en faveur d'un placement privé auprès de fonds souverains et d'investisseurs institutionnels internationaux, notamment chinois.

De son côté, l'agence 'Bloomberg' a indiqué vendredi que l'Arabie saoudite envisageait plutôt de reporter l'introduction en Bourse sur les marchés internationaux jusqu'à la fin 2019, mais qu'elle pourrait en revanche placer des titres Aramco à la Bourse de Riyad avant la fin 2018.

La plus grosse introduction en Bourse de tous les temps ?

En 2016, l'Etat saoudien a indiqué vouloir céder en Bourse 5% du capital d'Aramco, une participation qui pourrait atteindre 100 milliards de dollars et valoriserait l'ensemble du géant pétrolier jusqu'à 2.000 Mds$, selon Riyad. Les analystes

financiers avancent des chiffres un peu moins élevés compte-tenu de la baisse du cours du pétrole depuis trois ans. boursier. com 14.10

En complément

- Ryad étudie plusieurs options pour l'introduction d'Aramco en Bourse - romandie.com 14.10

Selon le WSJ, les autorités saoudiennes pourraient procéder à une introduction en Bourse sur le marché financier de Ryad, mais étudient également des cessions de parts d'Aramco à un investisseur chinois.

L'Arabie saoudite, premier exportateur mondial de brut, a subi les effets de l'effondrement à la mi-2014 de ses revenus pétroliers, qui représentaient plus de 90% des recettes publiques. Le royaume a affiché des déficits budgétaires totalisant plus de 200 milliards de dollars au cours des trois derniers

exercices et prévoit un déficit budgétaire de 53 milliards de dollars en 2017.

Pour financer ces déficits, Ryad a eu recours à des emprunts sur les marchés internationaux et intérieur et a retiré environ 245 milliards de dollars de ses réserves. romandie.com 14.10

Le camouflet infligé au président Macron en Arabie saoudite, par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire

Ayant organisé à la hâte un déplacement en Arabie saoudite afin de ramener le Premier ministre libanais qui y est retenu prisonnier avec sa famille, le président Emmanuel Macron y a essuyé un affront public sans précédent. Bien que la presse française et occidentale ait tout fait pour occulter une partie des événements, l'opinion publique arabe n'a pu que constater la perte vertigineuse de prestige et d'influence de la France au Moyen-Orient. Réseau Voltaire 14.11

- Macron parvient à négocier la libération d'Hariri - Réseau Voltaire 15 novembre 2017

Le président français Emmanuel Macron, qui avait été éconduit lors de sa visite à Riyad, a finalement obtenu la libération du Premier ministre libanais, Saad Hariri, détenu avec sa famille en Arabie saoudite.

Après que les États-Unis et la Russie aient appelé l'Arabie saoudite à la raison, la France a officiellement invité M. Hariri et sa famille à Paris. L'Arabie saoudite aurait accepté.

Pour sauver la face du roi Salmane, la France, faisant une nouvelle fois volte-face, a immédiatement réitéré des positions anti-iraniennes Réseau Voltaire 15.11

En réalité Macron n'a rien négocier du tout, les Américains lui ont assigné un rôle et il l'a joué sans broncher. Les Saoudiens, les Britanniques et les Français se partagent le boulot, le tout orchestré depuis Washington.

Aux Saoudiens la séquestration d'Hariri accompagnée d'une diatribe contre l'Iran pour faire diversion pendant que MBS réalise un coup d'Etat et un hold up proche des mille milliards de dollars, aux Britanniques la proposition de mise en bourse d'Aramco valorisée un peu moins de 2.000 milliards de dollars propriété des Saoud (Apparemment repoussé à 2019 selon Les Echos), aux Français de les débarrasser d'Hariri devenu trop encombrant, apparemment, ou en attendant de jouer une nouvelle partition au Liban écrite par l'équipe de Trump, l'avenir le dira, aux Américains d'orchestrer cette mise en scène que les uns et les autres ont dû monnayer au passage...

- Le président libanais veut des éclaircissements de Ryad sur la situation de Hariri - AFP 11 novembre 2017

Le président libanais Michel Aoun a appelé samedi l'Arabie saoudite à "éclaircir les raisons" qui entravent le retour au Liban du Premier ministre Saad Hariri, dont la démission choc a entraîné une nouvelle crise politique dans le pays.

Vendredi, l'Elysée avait fait savoir que le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane "a assuré ne pas vouloir faire la guerre au Hezbollah" et désirait "préserver la stabilité du Liban", lors d'une rencontre avec M. Macron.

Une semaine après l'annonce de M. Hariri, son retour au Liban se fait toujours attendre, et le président n'a toujours pas accepté sa démission, assurant qu'il attendait de le rencontrer pour en discuter avec lui.

Toute position ou mesure qu'il a pu prendre ou qui lui sont imputées (...) sont le résultat de la situation ambiguë et trouble qu'il est en train de vivre en Arabie saoudite, et ne peuvent pas être prises en considération", a indiqué le président Aoun.

Samedi, la porte-parole de la Maison Blanche Sarah Sanders a déclaré que "les Etats-Unis appelaient tous les pays et toutes les parties à respecter la souveraineté du Liban, son indépendance et son mécanisme constitutionnel".

Le chef de la diplomatie américaine Rex Tillerson avait déjà mis en garde vendredi "toute partie, à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, qui utiliserait le Liban comme théâtre de conflits par procuration", tout en désignant le Premier ministre libanais démissionnaire Saad Hariri comme un "partenaire solide des Etats-Unis". AFP 11 novembre 2017

- 800 milliards de dollars confisqués en Arabie saoudite - Réseau Voltaire 9 novembre 2017

Selon le Wall Street Journal, le total des biens confisqués aux adversaires et rivaux politiques du prince héritier Mohammed Ben Salmane (« MBS ») s'élèverait à 800 milliards de dollars [1].

Cette somme pourrait encore augmenter de 550 milliards de dollars pour atteindre 1 250 milliards de dollars. Cependant, une grande partie de ces avoirs est stationnée à l'étranger ce qui contraindra l'Arabie saoudite à faire valoir ses droits.

La répression actuelle permettrait ainsi au royaume de rétablir sa situation financière, gravement affectée par la baisse persistante des cours du pétrole.

Selon l'association des banques d'Arabie, plus de 1 700 comptes bancaires auraient été placés sous scellés.

[1] "Saudis Target Up to $800 Billion in Assets", Margherita Stancati & Summer Said, Wall Street Journal, November 8, 2017.

(https://www.wsj.com/articles/saudi-arabia-expands-crackdown-on-elite-1510062385)

- La démission de Saad Hariri, une manoeuvre saoudienne Par Robert Fisk — 13 novembre 2017

Lorsque l'avion de Saad Hariri a atterri à Riyad le 3 novembre au soir, la première chose qu'il a vue a été un groupe de policiers saoudiens entourant l'avion. Quand ils sont montés à bord, ils ont confisqué son téléphone portable et ceux de ses gardes du corps. C'est ainsi que le Premier ministre du Liban a été réduit au silence.

Le vendredi 3 novembre, il participait à une réunion du cabinet à Beyrouth. Puis il a reçu un coup de téléphone l'appelant auprès du roi Salman d'Arabie Saoudite. Hariri, qui, comme son père assassiné Rafiq, a la double nationalité saoudienne et libanaise, est parti immédiatement. On ne dit pas non à un roi, même si on l'a vu quelques jours plus tôt, comme l'avait fait Hariri. Et surtout quand le royaume doit à la compagnie « Oger » de Hariri 9 milliards de dollars, car tel est l'état de fait communément répandu dans ce qu'on appelle maintenant « l'Arabie Saoudite à court de liquidités » [selon d'autres sources, ce serait Hariri qui serait lourdement endetté envers l'Arabie Saoudite et au bord de la faillite].

Mais des choses plus extraordinaires devaient venir. De manière totalement imprévisible et au choc total des ministres libanais, Hariri, lisant un texte écrit, a annoncé samedi sur la chaîne de télévision Al-Arabiya – les lecteurs peuvent deviner quel royaume du Golfe la possède – qu'il démissionnait de son poste de Premier ministre du Liban. Il y a eu des menaces contre sa vie, a-t-il dit – bien que les services de sécurité à Beyrouth n'en aient eu nulle connaissance –, le Hezbollah devait être désarmé et partout où l'Iran interférait au Moyen-Orient, le chaos régnait.

Indépendamment du fait que le Hezbollah ne peut pas être désarmé sans une autre guerre civile – l'armée libanaise est-elle supposée les attaquer alors que les chiites sont la plus grande communauté du pays (beaucoup d'entre eux servant dans l'armée) ? C'étaient des mots que Hariri n'avait jamais utilisés auparavant. En d'autres termes, ils n'avaient pas été écrits par lui. Comme quelqu'un qui le connaît bien a dit cette semaine, « ce n'était pas lui qui parlait ». En d'autres termes, les Saoudiens avaient ordonné au Premier ministre libanais de démissionner et de lire à haute voix la déclaration de son propre départ depuis Riyad.

Je devrais ajouter, bien sûr, que la femme et la famille de Hariri sont à Riyad, donc même s'il retournait à Beyrouth, il laisserait des otages derrière lui. Ainsi, après une semaine de cette farce politique scandaleuse, on parle même à Beyrouth de demander au frère aîné de Saad Hariri, Bahaa, de siéger au cabinet. Mais qu'en est-il de Saad lui-même ? Certaines personnes ont pu le joindre par téléphone à son domicile de Riyad, mais il n'a dit que quelques mots. « Il dit 'Je reviendrai' ou 'Je vais bien', c'est tout, seulement ces mots, ce qui ne lui ressemble pas du tout », dit quelqu'un qui sait de quoi il parle. Et si Hariri revenait ? Affirmerait-il que sa démission lui avait été imposée ? Les Saoudiens oseront-ils prendre ce risque ?

En toute certitude, Hariri n'avait pas prévu ce qui lui est arrivé. En effet, il avait des réunions prévues à Beyrouth le lundi suivant – avec le FMI, la Banque mondiale et une série de discussions sur l'amélioration de la qualité de l'eau : pas exactement l'action d'un homme qui a prévu de démissionner de son poste de Premier ministre.

Il n'y aura pas de plaintes de Washington ou de Londres, dont le désir de profiter du dépeçage de la compagnie pétrolière Saudi Aramco (un autre projet du prince héritier) étouffera toute velléité de protestation ou de mise en garde. Et compte tenu du ridicule compte-rendu des récents discours du prince héritier dans le New York Times, je soupçonne que même ce vieil organe de presse ne sera pas inquiété par le coup d'État saoudien [même chose pour L'Immonde et la presse française mainstream dans son ensemble]. Car c'est bien de ça qu'il s'agit. MBS a dégommé le ministre de l'Intérieur plus tôt cette année et maintenant il se débarrasse du pouvoir financier de ses adversaires.

Mais les hommes impitoyables peuvent aussi être humbles. Hariri a été autorisé à voir le roi – la raison originale pour laquelle il croyait qu'il se rendait à Riyad – et a même rendu visite cette semaine au prince héritier des Émirats Arabes Unis, un pays allié des Saoudiens qui l'empêcherait de sauter sur un vol à destination de Beyrouth. Mais pourquoi diable Hariri aurait-il voulu aller aux Émirats ? Pour prouver qu'il était encore libre de voyager alors qu'il ne peut même pas retourner dans le pays qu'il est censé gouverner ?

Les Saoudiens peuvent retenir le Premier ministre libanais en otage, mais leur plan apparent de renverser le gouvernement de Beyrouth s'est glorieusement retourné contre eux. Loin de briser le gouvernement et de jeter les ministres du Hezbollah aux chiens, la nation libanaise s'est soudainement réveillée à l'union – contre les Saoudiens.

Le gouvernement libanais a annoncé qu'il n'acceptait pas la déclaration de démission que Saad Hariri a été obligé de lire à Riyad, et des hashtags sont apparus dans plusieurs rues de Beyrouth proclamant « Kul'na Saad » – « Nous sommes tous Saad ». Même les musulmans sunnites du Liban sont furieux contre leurs homologues sunnites d'Arabie Saoudite. Arrêt sur Info

- Liban : la mystérieuse démission de Saad Hariri - Franceinfo

Saad Hariri est attendu la semaine prochaine à Beyrouth pour la fête nationale. Pour Franck Genauzeau, envoyé spécial à Beyrouth (Liban), "les Libanais l'attendent avec beaucoup de questions. Ils ont noté que leur Premier ministre n'a appelé aucun responsable politique libanais pendant son séjour en Arabie Saoudite, mais qu'il l'a fait à l'instant où il a posé le pied en France. Voilà qui relance les spéculations sur sa liberté de parole et sa liberté de mouvement pendant son séjour en Arabie Saoudite. Beaucoup de zones d'ombres entourent sa démission", explique-t-il.

Démission mystérieuse

Au coeur de Beyrouth, le palais du gouvernement observe depuis des décennies les soubresauts de la politique libanaise. Mais jamais il n'avait vu son Premier ministre au centre d'un tel polar diplomatique. Le feuilleton est né début novembre. La veille de sa démission, rien ne laisse présager la décision de Saad Hariri. Son compte Twitter égrène ses rendez-vous. Une photo attire l'attention des experts : une rencontre avec des dignitaires iraniens de haut rang. Cette photo attire-t-elle la colère du rival saoudien ? Saad Hariri annonce rejoindre Riyad pour une réunion de travail. Le lendemain, 4 novembre, il annonce sa démission. Aucun journaliste libanais ne parvient alors à le joindre pour obtenir des explications. Les rumeurs se font insistantes. Le premier ministre serait retenu dans sa villa, privé de ses téléphones. Huit jours de silence radio puis une étrange interview sur la chaîne qui appartient à la famille Hariri. Le premier ministre semble mal a l'aise, fusille un homme du regard et boit verre d'eau sur verre d'eau, clairement éprouvé. La France tente alors une médiation. Il y a dix jours, Emmanuel Macron improvise une escale surprise à Riyad puis envoie Jean-Yves Le Drian et une équipe de diplomates. Paris obtient un accord, mais Jean-Yves Le Drian a dû repousser une visite en Iran et accepter de durcir le ton face à Téhéran. Selon la présidence libanaise, Saad Hariri sera présent la semaine prochaine à Beyrouth. Franceinfo 19 novembre 2017

L'impérialisme ou l'économie de guerre.

- Washington a dépensé 5,6 trillards de dollars en guerres depuis le 11-Septembre - Réseau Voltaire 9 novembre 2017

Selon une étude de la Brown University, les guerres entreprises publiquement par Washington depuis le 11-Septembre 2001 ont coûté 5 600 milliards de dollars au peuple états-unien, soit 23 386 dollars par contribuable. C'est plus de trois fois le coût avoué par le Pentagone.

L'étude ne porte que sur les guerres déclarées contre l'Irak, la Syrie, l'Afghanistan et le Pakistan. Elle ignore les dépenses US liées aux guerres sous-traitées comme celle d'Israël contre le Liban et celle du Royaume-Uni et de la France contre la Libye [1].

[1] United States Budgetary Costs of Post--9/11 Wars Through FY2018 : A Summary of the $5.6 Trillion in Costs for the US Wars in Iraq, Syria, Afghanistan and Pakistan, and Post--9/11 Veterans Care and Homeland Security, Neta C. Crawford, Brown University, November 2017.

(watson.brown.edu/costsofwar/files/cow/imce/papers/2017/Costs%20of%20U.S.%20Post-9_11%20NC%20Crawford%20FINAL%20.pdf)

Ne cherchez plus le lézard.

- Requin-lézard: un monstre préhistorique à 300 dents capturé au Portugal - sputniknews.com

Le personnel de l'Institut portugais de la mer et de l'atmosphère a repêché un requin fabuleux dans les eaux de l'Algarve, la région la plus au sud du Portugal continental. Il s'agit d'une espèce préhistorique rare de requin, le requin-lézard, qui saisissait ses proies en pliant son corps comme un serpent.

L'apparition du monstre de 300 dents, aussi aiguës qu'un rasoir, et de quelque 1,5 mètre de long remonte à des millions d'années, indique le portail Portugal News. Selon les chercheurs portugais, la créature est restée inchangée depuis lors, c'est pourquoi les scientifiques qualifient le requin-lézard de «fossile vivant».

Les requin-lézards ne sont pas très bien étudiés compte tenu du fait qu'ils vivent dans les profondeurs. Ils peuvent être observés dans les océans Atlantique et Pacifique, le long des côtes australiennes, néo-zélandaises et japonaises. sputniknews.com 11.11

ACTUALITE EN TITRES

Mystification.

Catalogne : 750 000 indépendantistes ont manifesté à Barcelone - Franceinfo 11 novembre 2017

Lire l'article : Catalogne : au royaume du fantasme, par Antonio Muñoz Molina - Madrid 14 novembre 2017 (http://www.voltairenet.org/article198798.html)

Tous les arguments historiques cités par les indépendantistes catalans sont faux. Sans exception.

Non, ce n'est pas une rumeur...

Dans les couloirs lors du sommet de l'APEC au Vietnam.

«Je ne connais pas ses habitudes, nous ne nous connaissons pas assez. Le Président des États-Unis se conduit tout à fait amicalement et correctement», a déclaré Vladimir Poutine à des journalistes. «C'est un homme bien élevé et avec qui il est agréable de communiquer et de travailler en commun», a ajouté M.Poutine. sputniknews.com 11.11

S'ils le disent, raison de plus pour ne pas les croire.

En réalité, quotidiennement France Info reprend à la lettre au même titre que l'ensemble des médias les dépêches de l'AFP qui est une fabrique de fake news ou qui relaie les fausses informations qui lui sont transmises par différents canaux situés au-dessus, OTAN, UE, Pentagone, etc.

- L'Agence France Info : priorité au correct - Libération

Créé en 2016, à rebours de la course à l'actualité en continu, ce service interne s'applique à vérifier les sources et les informations des agences et des concurrents pour éviter les erreurs à l'antenne.

Avec une vingtaine d'employés, ce drôle de service, très original dans le paysage français des médias, agit comme un bureau de vérification des faits. Il passe au crible et valide (ou pas) les informations qui tournent ici et là avant qu'elles soient reprises à l'antenne ou mises en ligne sur le site. Estelle Cognacq justifie la démarche sans prendre de gants : «Je ne fais plus confiance aux autres médias.» Même à l'AFP, la grande agence de presse française, qui fournit en nouvelles l'ensemble des médias et que la profession considère comme une référence de fiabilité.

Désormais, la radio ne relaie plus aucune information basée sur une ou plusieurs «sources proches du dossier», selon la formule consacrée dans le milieu. Elle ne le fait que lorsque la source est nommément identifiée. Ou après que l'agence interne de France Info a réussi à la croiser. L'agence ne va quand même pas jusqu'à repasser derrière les reporters de France Info, à l'égard desquels la confiance a valeur de postulat.

En revanche, elle «fact-checke» les collègues de France Inter et France Bleu sur les sujets de police et de justice - l'une des marottes de la radio. Chaque validation débouche sur une dépêche éditée par l'agence, à destination de l'ensemble de la rédaction

et des autres entités de Radio France.

L'agence produit une cinquantaine de dépêches par jour. A l'annonce de son lancement, l'agence avait été accueillie avec scepticisme au sein de la radio. «On nous l'avait présentée comme le moyen de se passer des agences externes comme l'AFP ou Reuters», se rappelle un journaliste de France Info. Une ambition depuis rangée au placard. «C'est impossible tant que l'agence compte 20 personnes», poursuit ce même journaliste

Pour Vincent Giret, directeur de France Info (et ancien numéro 2 de Libération), l'agence «fonctionne très bien. Elle a vocation à renforcer sa position de certification de l'info au sein du média global que devient France Info, en tant que radio, télévision et site internet». Point névralgique de France Info, la structure a été créée pour devenir le point d'entrée et de sortie de tous les flux d'actualité qui arrivent en son sein. Libération 16.10

Stratégie de la déstabilisation, du chaos et de la guerre.

- George Takei, la star de "Star Trek", accusé d'agression sexuelle - Le Huffington Post

- La "Lady Gaga" du Vietnam interpellée pour un slogan injurieux à l'intention de Trump -AFP

Quand se faire du fric à n'importe quel prix a "des bases scientifiques", c'est forcément légitime, ça en impose !

- Légaliser le cannabis, une bonne idée qui prend racine - Liberation.fr

Désormais en place dans plusieurs Etats, la régulation pose des bases scientifiques permettant d'asseoir les bienfaits économiques et sanitaires d'une vente contrôlée par l'Etat. Liberation.fr

Ils osent tout

Parole de banquier.

- Macron: "je ne sais pas ce que ça veut dire "avoir une politique pour les riches"" - AFP

Voilà qu'ils font les poubelles...

- LCI recrute Thierry Solère et Jean-Christophe Cambadélis pour un débat hebdomadaire - Le Huffington Post

Pas besoin, ce papier hygiénique puait déjà la haine à plein nez.

- Charlie Hebdo accuse Edwy Plenel d'attiser la haine envers le journal - LeParisien.fr

- Theresa May dénonce les "actes hostiles" de la Russie - AFP

- Exposition, theâtre: l'art militant de Pussy Riot célébré à Londres - AFP

Pussy Riot, le groupe contestataire russe devenu l'ennemi juré du président Vladimir Poutine, débarque à Londres avec une exposition et une pièce de théâtre immersif racontant l'effroyable expérience carcérale vécue par deux de ses membres dans les geôles russes. AFP 16.10

Complaisance et provocation...

- Un dirigeant de l'opposition vénézuélienne s'exile en Espagne - Reuters

Antonio Ledezma, l'un des chefs de file de l'opposition vénézuélienne qui vivait en résidence surveillée depuis son arrestation pour complot en février 2015, a fui vendredi en Colombie avant de gagner l'Espagne par avion. Reuters

Donc avec la complicité des autorités colombiennes à la solde de Washington...

- Corée du Nord : l'examen médical d'un transfuge montre les conditions de vie effroyables du pays - Atlantico.fr

Voilà comment l'ensemble des Coréens du Nord sont bourrés de parasites ! A bombarder !

- L'EI n'a pas disparu, mais son rêve d'Etat, si - AFP

Quel dommage !

- Record pulvérisé pour un de Vinci adjugé 450,3 millions de dollars - AFP

Il faut bien que s'enrichir serve à quelque chose...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Le régime syrien reprend le contrôle quasi total de Boukamal, dernier fief urbain de l'EI - AFP

L'armée syrienne et ses alliés ont progressé samedi à Boukamal, reprenant le contrôle de la quasi totalité du dernier bastion urbain contrôlé par le groupe Etat islamique (EI) en Syrie, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

"Les forces du régime syrien, le Hezbollah libanais, les Gardes de la révolution iraniens ainsi que les milices irakiennes ont pris samedi le contrôle de plus de 80% de Boukamal, après une vaste offensive entamée vendredi soir", a déclaré à l'AFP le directeur de l'Observatoire, Rami Abdel Rahmane, précisant que les combats se poursuivaient.

Depuis les airs, les avions de l'allié russe couvraient l'avancée par d'intenses bombardements. Au sol, les troupes progressaient avec précaution pour éviter le scénario d'un retrait face à une contre-offensive de l'EI, toujours selon l'OSDH.

Samedi, la télévision d'Etat syrienne diffusait des images de Boukamal d'où s'échappait une colonne de fumée et où résonnait le bruit d'explosions.

En 2014, à l'issue d'une percée fulgurante, les jihadistes s'étaient emparés de près de la moitié de la Syrie et près d'un tiers du territoire irakien, et avaient proclamé un "califat" à cheval entre ces deux pays.

Trois ans plus tard, l'EI a perdu quasiment tous les territoires dont il avait pris le contrôle. AFP 18 novembre 2017

Une bonne nouvelle qui passera inaperçue, cherchez l'erreur...

Zimbabwe

- Zimbabwe : des milliers de manifestants pour la démission de Robert Mugabe - Franceinfo

Des milliers de Zimbabwéens se sont rassemblés dans les rues de la capitale pour manifester leur soutien aux militaires désireux de pousser le président Robert Mugabe, au pouvoir depuis 37 ans, vers la sortie.

À 93 ans, le chef de l'État accusé de despotisme est de plus en plus isolé. Placé en résidence surveillée, il a été aperçu le 17 novembre lors d'une remise de diplômes universitaires. Son règne semble toucher à sa fin, même ses anciens compagnons de la guerre d'indépendance demandent aujourd'hui son départ ainsi que celui de sa femme, Grace Mugabe, 52 ans, qu'il préparait à sa succession. Les manifestations qui traversent le pays sont d'une ampleur inédite depuis l'indépendance en 1980. Aujourd'hui, un sentiment nouveau de liberté souffle sur le pays. Le parti du président doit se réunir le 19 novembre pour évoquer la démission du plus vieux chef d'État encore actif.

Haut de page

Le 26 novembre 2017

CAUSERIE

La causerie d'aujourd'hui couvre la semaine du 19 au 26 novembre. Ce sera sans doute une des dernières.

- Causerie au format pdf (38 pages)

Chacun admet que la situation est grave et nauséabonde. Petit à petit les gens sont en train de se rendre compte que la civilisation humaine est en train de s'effondrer. Mais la plupart en ignore l'origine et comment cela peut se produire.

Ils sont les acteurs de leur propre perte sans en avoir réellement conscience parce qu'ils sont manipulés et refusent le plus souvent de l'admettre, ils ne comprennent pas quel intérêt des gens auraient-ils de vouloir nuire à leurs intérêts, parce qu'ils ne parviennent pas à imaginer qu'un besoin insatiable de pouvoir ou de puissance puisse les animer et se confond avec leur raison d'être, dont le système économique capitaliste constitue leur support.

Cette causerie leur est destinée. Etant particulièrement longue et dense, je conseille aux lecteurs de la télécharger et de la lire tranquillement. Elle présente l'avantage de s'inscrire dans une stratégie politique destinée à combattre nos ennemis sur tous les fronts à la fois, de manière à briser un par un tous les obstacles qui empêchent de cerner, puis de comprendre que tous les acteurs ou toutes les institutions qui détiennent du pouvoir mènent le même combat politique contre les classes exploitées et opprimées pour les contraindre à vivre dans une société et un monde de plus en plus injuste et cynique, de telle sorte qu'elles abandonnent définitivement l'espoir ou l'idéal de vivre dans une société ou un monde meilleur et plus juste que seul le socialisme peut incarner.

Ceux qui estiment que la lutte des classes se situeraient uniquement sur le plan politique illustrent eux-mêmes que décidément ils n'ont rien appris ou compris, qu'ils appartiennent à un monde qui n'existe plus et que le combat politique a pris une autre dimension. Ce que nos ennemis ne peuvent obtenir de l'extérieur, ils s'emploient à l'obtenir de l'intérieur.

Par exemple, s'ils n'ont pas encore réussi à liquider la Sécurité sociale, en réduisant ses moyens de fonctionnement ils l'étouffent à petit feu, jusqu'au jour où totalement épuisée le basculement se produira pour ainsi dire naturellement ou sera souhaité comme un soulagement et sa privatisation sera enfin réalisée. C'est également de cette manière en employant d'autres procédés qu'ils ont réussi à pourrir le mouvement ouvrier de l'intérieur, sans même avoir besoin d'employer la force, les militants tout comme les assurés sociaux étant devenus les principaux acteurs de leur propre perte. Et ceux qui passent la plupart de leur temps devant un écran sont en train de s'autodétruire sans que personne ne les y oblige.

Si l'issue à la crise du capitalisme demeure politique, si tout ramène effectivement à la politique, et à l'économie il faut préciser, si le combat et l'organisation politique restera le facteur déterminant l'orientation de la société et l'avenir de l'humanité, ce n'est certainement pas en réduisant l'ensemble des composantes de la situation strictement ou uniquement à la politique qu'on parviendra à briser les obstacles qui nous empêchent de construire le parti indispensable pour entraîner les masses au combat politique et vaincre nos ennemis. Telle est du moins ma conviction.

Et c'est parce notre combat sera âpre et long, semé d'embûches, qu'il doit être mené sur tous les fronts et sans concession à nos ennemis. C'est le seul moyen pour ne pas fléchir, hésiter, douter, chercher des raccourcis, se démoraliser, perdre patience, sombrer dans le populisme, y laisser notre âme comme aurait dit Marx.

L'armement ou l'argumentation théorique et politique ne suffisent pas ou sont impuissants face à des cerveaux qui ont été formatés pour fonctionner d'une certaine manière à leur insu, de telle sorte que si on ne démonte pas et on ne dénonce pas les mécanismes psychologiques et les instruments qui ont servi à leur conditionnement, les rapports des travailleurs au monde extérieur, à la réalité, à leur propre condition demeureront faussés.

Ces instruments ont atteint un tel degré de perfectionnement, qu'ils sont dorénavant en mesure d'agir si profondément sur l'équilibre mental d'une personne ou d'une population, au point de créer des désordres psychologiques dans certains cas irréversibles qui se traduisent par des comportements qu'ils ne peuvent pas contrôler.

Nous commencerons par là notre causerie, bonne lecture et réflexion surtout.

Comment fonctionne la désinformation.

- Puissance et dangers de la désinformation par Eric Woillez, doctorant en physique à l'ENS de Lyon - 10 novembre 2017 - Arrêt sur Info

L'idée d'utiliser la désinformation à des fins militaires est très ancienne. L'art de la guerre (VIe ou IVe siècle av. J.C.) [5] du

général chinois Sun Tzu est le premier ouvrage connu à donner les principes fondamentaux de la désinformation. Le général Sun Tzu voyait dans la désinformation une technique de guerre efficace: “L’art suprême de la guerre, c’est de soumettre l’ennemi sans combattre”. Celui-ci résume sa théorie en quelques grands principes qui eurent une influence considérable et servirent de références aux stratèges futurs qui voulurent pratiquer la désinformation (voir le tableau ci dessous). Nous voyons donc que la désinformation fut dès l’origine une technique de guerre, destinée à détruire l’adversaire avec un minimum de forces.

La pratique de la désinformation est restée balbutiante dans les siècles qui suivirent par manque de moyens techniques. La situation devait changer substantiellement à l’époque moderne avec l’arrivée des médias de masse, l’invention de l’imprimerie, de la TSF et l’apparition de journaux quotidiens. L’opinion publique prit aussi un rôle croissant dans la vie politique, d’où la tentation bien naturelle pour certains individus ou groupes de s’en emparer et de s’en servir à leurs propres fins. (...)

Notons simplement pour conclure cette section que la désinformation a acquis de plus en plus d’efficacité grâce à l’apparition d’internet et des réseaux sociaux. Elle n’est plus du tout le privilège d’états puissants et de leur services spéciaux. Les opérations de désinformation – aussi appelés montages- sont parfois menées par des agences privées contre rétribution d’un client qui préfère rester dans l’ombre.

Une opération de désinformation n’a pas de schéma fixe puisqu’elle doit impérativement s’adapter au contexte social et politique et aux possibilités techniques. Nous allons cependant essayer de décrire la conception d’une opération dans ses grandes lignes.

Elle commence sous l’impulsion d’un client qui est le financeur et le bénéficiaire de l’opération. Ce client peut être aussi bien une compagnie privée qu’un état ou un homme politique. Comme le client reste généralement dans l’ombre, il est toujours très difficile de savoir qui a lancé une campagne de désinformation.

Le client s’adresse alors à un agent, c’est un professionnel qui est responsable de l’ensemble de l’opération de désinformation. Les agents furent souvent les services secrets lorsque l’opération était lancée par un état, mais aujourd’hui des agences de communication spécialisées peuvent parfaitement assurer ce rôle.

S’il souhaite réussir, l’agent doit obligatoirement faire une bonne étude de marché pour concevoir une campagne qui a des chances d’être bien acceptée par le public. Ceci l’amènera à bien choisir le support et le thème de la désinformation. Le but est toujours d’amener le public à croire à la désinformation, il faut donc que les supports aient l’air aussi vrais que possible. Toutefois la désinformation ne s’adresse qu’en surface à l’intelligence du public qu’elle prétend induire en erreur; en profondeur elle s’adresse à sa sensibilité: ”visez les tripes “ disait Goebbels. Aussi si le thème n’est pas entièrement rationnel, il a des chances d’être mieux accepté, car -ne l’oublions pas- les passions sont toujours plus fortes en l’Homme que les convictions.

Enfin, l’opération de désinformation utilise plusieurs relais pour diffuser le thème choisi. Le message est ensuite amplifié par les caisses de résonances. Les caisses de résonances sont en général de bonne foi, elles croient vraiment au message qu’elles relaient et sont de ce fait d’autant plus convaincantes. On peut comparer la situation à un instrument de musique: le thème de la désinformation, s’il est choisi avec une bonne fréquence, va entrer en résonance et s’amplifier grâce au soutien des médias et du public, jusqu’à devenir une véritable symphonie désinformante.

L’épisode du cheval de Troie est décrit dans Virgile comme une astucieuse ruse de guerre, mais l’épisode peut se voir aussi comme l’allégorie d’une opération de désinformation réussie. (...)

...l’opération a parfaitement réussi car elle a abouti à l’autodésinformation. Il n’est plus besoin d’aucune influence extérieure pour entretenir le thème, il est alimenté directement par l’opinion publique.

Comment concrètement concevoir une opération de désinformation? Les possibilités sont infinies, elles s’adaptent au contexte et à la mentalité du temps. Cependant, on peut déterminer quelques grandes manières ”classiques “ de désinformer, que nous présentons ici sans prétendre être exhaustifs.

Il est en général difficile de nier totalement une réalité, surtout lorsqu’elle est déjà connue du public. Il est donc judicieux de présenter des affirmations en mélangeant le vrai et le faux. Comme une partie des affirmations est vraie et reconnue publiquement, cela donnera confiance à l’auditoire et celui-ci pensera naturellement que l’ensemble des affirmations est vrai. (...) Le désinformateur peut aussi modifier les circonstances de l’évènement ou passer sous silence une partie des informations. (...)

Nous laissons au lecteur le plaisir de compléter cette liste de techniques à loisir, interprétation sous-jacente des faits, modification ou suppression des motifs, donner des parts inégales aux adversaires, etc… Aucune affirmation n’est abusive en désinformation, il suffit qu’elle soit adaptée à l’auditoire. On observe même des occasions où il est judicieux d’inverser totalement la réalité : ”plus c’est gros, plus ça passe “ est également un principe fondamental de la désinformation.

Les médias comme caisses de résonance

Dans notre société, il est très facile de trouver les caisses de résonance pour diffuser de la désinformation, ce sont les médias, internet, les réseaux sociaux. Plusieurs facteurs contribuent à en faire des instruments très puissants de désinformation. Il y a d'abord le fait que le public est très réceptif à une information écrite ou visuelle. "c'est vrai puisque je l'ai vu " est souvent notre premier réflexe face à une information visuelle. Or une image se manipule à volonté aussi bien qu'un texte écrit, en jouant sur le cadrage, en la sélectionnant soigneusement, ou tout simplement en la fabriquant par un montage. Si l'opérateur sait s'y prendre, elle peut contenir une charge émotive très forte ce qui en fait un objet idéal pour s'adresser aux passions de l'Homme. N'oublions pas que les buts du désinformateur et ceux du journaliste se recoupent en un point: ils sont l'un et l'autre amenés à créer une émotion. Pour le désinformateur, c'est l'émotion qui entraînera les actions qu'il veut provoquer, et pour le journaliste, l'émotion se vend toujours mieux que le renseignement.

Un autre aspect des médias favorise grandement le désinformateur. Les médias ont une forte tendance à se copier les uns les autres, à parler de "ce dont on parle " et à créer ainsi des bouffées éphémères d'informations. Il y a bien sûr des émissions ou des journaux considérés comme les plus importants et au pas de qui les autres ont tendance à se mettre. Lorsqu'un nouveau sujet sort, on observe souvent que l'ensemble des médias s'y concentre rapidement, tel un orchestre qui brode à l'unisson sur le même thème, lequel est ensuite relégué dans l'oubli lorsque le public commence à se lasser. Ce phénomène d'amplification rapide d'un sujet est à l'avantage du désinformateur qui pourra ainsi facilement créer dans le public une sorte de psychose collective.

Il pourrait alors être tentant de ne lire que des journaux "sérieux " qui affichent une volonté d'objectivité. En réalité, rien n'est plus favorable à la désinformation que l'objectivité d'apparence [7] . Il faut absolument prendre conscience qu'une information est nécessairement biaisée. Un fait n'est pas une information. Les médias ne donnent jamais des faits, ils donnent des informations. Lorsque le biais n'est pas ouvertement déclaré, il intervient de façon bien plus subtile dans les détails de l'information: mise en page, choix de l'information délivrée, utilisation d'adjectifs valorisants ou dépréciatifs, dessin humoristique, avis de la rédaction… Tous ces petits détails sont des techniques d'influence d'autant plus efficaces qu'elles amènent l'auditeur à croire à ce qu'il lit. L'objectivité d'apparence amène donc à interpréter l'information, non directement, mais par des moyens détournés, exactement ce que recherche le désinformateur lui-même

La logomachie et la langue de bois

La logomachie, i.e bataille à coup de mots, et la langue de bois [6] sont deux procédés distincts de désinformation, mais tous deux ont pour objectif d'attaquer le vocabulaire et la façon de parler pour mieux désinformer. Ces procédés se fondent sur le principe que la pensée est impuissante sans parole et qu'un certain vocabulaire condamne non seulement au mensonge exprimé mais aussi au raisonnement tordu. Le but consiste à créer au sens propre une nouvelle langue, en choisissant avec soin un nouveau vocabulaire, afin que tout discours devienne désinformant, même sans mauvaises intentions de la part de celui qui le prononce. La langue de bois appauvrit le vocabulaire en ne retenant que les mots et expressions qui servent la cause choisie.
Un appauvrissement du vocabulaire a comme répercussion immédiate un appauvrissement de la pensée. Aussi, lorsque la langue de bois est solidement installée, même un individu voulant penser autrement que la pensée dominante sera automatiquement limité et recadré par l'usage du vocabulaire. La langue de bois fait sien l'aveu de Goebbels: "Nous ne parlons pas pour dire quelque chose, mais pour obtenir un certain effet ".

La logomachie, elle, va créer de nouvelles expressions pour porter un jugement de valeur sur l'adversaire. (...)

La cible: l'opinion publique

La cible de la désinformation est, par définition, l'opinion publique. La désinformation joue de la paresse intellectuelle de l'Homme, et utilise le fait que la cible se laisse désinformer. Elle ne peut aboutir sans l'acquiescement de ceux qu'on vise. Nous l'avons vu dans la section 2, les Grecs ont bâti le cheval de Troie, mais la ruse aurait été vaine si les Troyens ne l'avaient eux-mêmes introduit dans la ville. Pour obtenir facilement cet acquiescement, la désinformation s'adresse aux passions de l'Homme, et particulièrement à la haine ou à la peur. Une opération de désinformation consiste souvent à donner d'abord à la cible des préjugés qui seront favorables à la future campagne de désinformation, puis à lancer cette campagne. Par exemple, on créera ou on accroîtra l'hostilité que telle population peut éprouver pour l'ennemi qu'on veut lui donner. Une opération de désinformation crée presque toujours deux camps, les bons et les mauvais. Elle vise à dire le plus de mal possible de l'ennemi, à le noircir de sorte qu'il apparaît comme totalement mauvais: c'est le procédé de diabolisation. C'est un procédé extrêmement vicieux, car nous le savons bien, aucun groupe d'humains, aucun individu n'est totalement bon ou mauvais, la réalité est toujours plus subtile que cette vision manichéenne. Mais il est tellement plus confortable d'avoir un ennemi clairement défini, qui joue le rôle de bouc émissaire, et que l'on peut haïr et mépriser sans retenue. Retenons que l'information ne va jamais sans une déformation, hélas toujours dans le sens d'une simplification moralisatrice.

L'opération de désinformation est réussie lorsqu'elle crée dans le public une quasi-unanimité de caractère psychotique. Le public est alors dans un état irrationnel qui le pousse à ne plus voir que ce qui va dans le sens de la désinformation, à en rajouter en se désinformant lui-même. Lorsque cette psychose est atteinte, le désinformateur n'a plus besoin d'agir car le désinformé devient lui-aussi désinformateur et amplifie l'opération. L'Homme possède en lui un instinct grégaire qui le conduit à penser avec la masse, à créer une sorte de pensée unique rassurante parce qu'elle est partagée par tous. Ce type de terrain favorise la désinformation puisqu'il a tendance à éliminer ceux qui pensent autrement. Le "Dites-leur ce qu'ils veulent entendre. " de Lénine résume en peu de mots l'essence même de la désinformation.

Que faire?

Il faut d'abord prendre conscience d'une chose: il n'existe pas d'information vraie, objective, décrivant parfaitement la réalité. C'est pourquoi il est inutile de tomber dans la paranoïa en voyant des opérations de désinformation dès qu'une information est biaisée ou mensongère. La prudence et la réserve bien légitime que l'on doit avoir vis-à-vis de l'information ne doit pas nous conduire à une théorie du complot, ce serait de la désinformation au second degré. De même, les médias ne sont pas nécessairement désinformants, ils jouent leur rôle de relais de l'information et ne portent pas à eux seuls la responsabilité des opérations de désinformation. Ne l'oublions pas, c'est l'acquiescement et la paresse intellectuelle de la cible qui fait aboutir l'opération de désinformation.

Cependant une opération de désinformation se repère assez facilement lorsqu'on est sur ses gardes: il y a anguille sous roche quand des journaux, même de bords opposés, se trouvent d'accord jusqu'aux détails près, quand plus personne n'ose soutenir publiquement une thèse contraire à la thèse dominante. On observe alors que les médias peuvent diffuser des informations grossièrement fausses ou absurdes avec le plus grand sérieux, sans même se rendre compte du ridicule de la situation. Et lorsqu'une désinformation flagrante est en cours, il faut la combattre farouchement et intelligemment.

En fin de compte, la désinformation doit questionner notre honnêteté intellectuelle. Il est tentant dans un conflit d'idées de vouloir faire triompher les siennes, en utilisant tous les moyens possibles, y compris le mensonge. Et d'un autre côté, refuser de considérer avec attention les arguments adverses de peur d'être mis en tort, car il est tout aussi difficile de reconnaître et d'accepter ses erreurs lorsque la vérité apparaît clairement. La désinformation impose à chacun d'entre nous de faire ce choix crucial: "Est-il plus important de faire triompher mes idées ou de chercher la vérité? " Arrêt sur Info 10.11

Le plus important ne serait-il pas plutôt que mes idées soient conformes à la vérité ? Ce qui implique de l'avoir chercher et de l'avoir trouvée.

Dans le même registre ou exercice pratique.

Manipulation des consciences. Mode d'emploi.

- Au Milipol, la torture tient salon - liberation.fr

Qui est à l'origine de l'info, qui donne l'info, qui vise qui ?

Libération ou l'oligarque Drahi dénoncerait la torture, pour un peu ses amis du complexe militaro-industriel-financier, vous y croyez vraiment ? Invraisemblable, n'est-ce pas ?

Qui visait cet article, quel était véritablement son objet ? Les armes fabriquées par les puissances occidentales et vendues aux monarchies du Golfe pour ensuite approvisionner Daesh, Al-Nosra, Al-Qaïda, les troupes supplétifs de l'OTAN et du Pentagone qui massacrent les peuples du Moyen-Orient ? Pas vraiment, des fabricants chinois d'instruments de torture.

Les bombes au phosphore, à fragmentation, à l'uranium appauvri et autres saloperies du même genre employées au Yémen par l'Arabie saoudite, à Gaza par Israël ou en Irak, en Syrie, en Afghanistan, en Somalie par les Etats-Unis étant tout à fait légales et respectables, au moins elles servent une bonne cause, la démocratie ou elles visent un ennemi commun à la France : l'Iran, les chiites auxquels sont alliés la Chine et la Russie.

Pour ne pas se mouiller ou couvrir Drahi, ils vont faire appel à l'une de leurs officines qui présente l'avantage d'avoir une étiquette humaniste, donc un acteur a priori crédible pour traiter ce genre de sujet.

C'est un chercheur d'Amnesty International qui l'a découvert, mardi. «Il y avait des "bracelets" qui envoient des décharges électriques», décrit Aymeric Elluin. Du matériel de «contrainte physique» dont l'Union européenne a proscrit l'importation et l'exportation en 2006, l'exposition ou même la promotion en 2016.

Sous la fière affiche «China Pavillon», l'entreprise Origin Dynamic a pourtant exposé ses «bracelets» électriques, qui s'attachent aux cuisses.

En plus d'exposer son attirail, Origin Dynamic faisait la promotion d'autres instruments tout aussi proscrits par l'UE. Une brochure vantait notamment sa «spike electric shock riot fork», sorte de longue fourche administrant des décharges électriques. Dans une brochure de l'exposant China Pioneer, le chercheur d'Amnesty a découvert une matraque couverte de piques. liberation. fr 23 novembre 2017

Au passage ils en profitent pour peaufiner l'image de l'UE qui a soutenu toutes les guerres de l'OTAN, le coup d'Etat néonazi de Kiev, etc. Qu'on se le dise, la menace qui pèse sur les peuples et la paix, c'est la Chine, pas l'UE, pas l'impérialisme français, américain, britannique, allemand, italien, espagnol, israélien, CQFD.

Comment ils captent votre attention.

Vous constaterez que c'est une obsession chez eux. Lire la causerie précédente où nous avons abordé les moyens de la réduire à l'aide d'agents chimiques tels que le chlorure, le bromure et le fluor qui interfèrent avec la molécule d'iode indispensable au cerveau pour que l'homme développe cette faculté.

On est en droit de penser que le développement des sciences peut favoriser l'apparition d'applications criminelles qui peuvent mettre en péril le destin de l'humanité ou lui porter gravement atteinte. C'est en fait un constat.

- Nos esprits peuvent être piratés : Les initiés craignent une dystopie du smartphone par Paul Lewis - Arrêt sur Info 06.10

https://www.les-crises.fr/nos-esprits-peuvent-etre-pirates-les-inities-craignent-une-dystopie-du-smartphone-par-paul-lewis/

Les employés de Google, Twitter, Facebook qui ont aidé à rendre la technologie tellement addictive, se déconnectent eux-mêmes d'internet. Reportage de Paul Lewis sur les refusniks de la Silicon Valley qui s'alarment d'une course à l'attention humaine.

Justin Rosenstein avait bricolé le système d'exploitation de son ordinateur portable pour bloquer Reddit, il s'est retiré de Snapchat, qu'il compare à de l'héroïne, et s'est imposé des limites à son utilisation de Facebook. Mais même cela ne suffisait pas. En août, le manager technique de 34 ans a pris une mesure plus radicale pour restreindre son utilisation des réseaux sociaux et d'autres technologies addictives.

Rosenstein a acheté un nouvel iPhone et a demandé à son assistant d'installer un moyen de contrôle parental pour l'empêcher d'installer n'importe quelle application.

Il était particulièrement conscient de l'attrait des « like » de Facebook qu'il décrit comme « des signaux brillants de pseudo-plaisir », pouvant être aussi vides que séduisants. Et Rosenstein devait être au courant : Il a été le premier développeur de Facebook qui a créé le bouton « like ».

Une décennie après qu'il soit resté toute une nuit à coder le prototype de ce qui était alors appelé le « bouton génial », Rosenstein appartient à un groupe d'hérétiques petit, mais grandissant, à la Silicon Valley qui se plaint de la montée d'un soi-disant « marché de l'attention » : un internet conçu pour les exigences du marché de la publicité.

Ces « refusniks » sont rarement les fondateurs ou les directeurs, qui sont peu enclins à se détourner du mantra de leurs entreprises sur le fait de « faire un monde meilleur ». Au contraire, ils touchent plutôt les gens quelques échelons plus bas dans l'échelle de l'entreprise : designers, développeurs, chefs de produits qui, comme Rosenstein il y a quelques années, ont mis en place la construction d'un monde numérique duquel ils essayent maintenant de se dégager. « C'est très commun », dit Rosenstein, « pour des humains de développer quelque chose avec les meilleures intentions, et qui se révèlent avoir pour eux des conséquences négatives inattendues ».

Rosenstein, qui a aussi contribué à développer Gchat durant un passage chez Google et qui maintenant dirige une société basée à San Francisco, qui accroît la productivité, paraît le plus concerné par les effets psychologiques sur les gens qui, comme le montrent des études, touchent, glissent ou tapent 2617 fois par jour.

C'est un problème grandissant que, aussi bien que les usagers accros, la technologie contribue à une sorte « d'attention partielle continue », limitant sévèrement la capacité des gens à se concentrer et peut même abaisser le QI. Une étude récente a montré que la seule présence de smartphones endommage la capacité cognitive – même si l'appareil est éteint. D'après Rosenstein, « Tout le monde est distrait, tout le temps ».

Mais ces soucis sont triviaux comparés à l'impact dévastateur sur le système politique dont certains des pairs de Rosenstein pensent que cela peut être attribué à la montée des réseaux sociaux et au « marché de l'attention » qui les mènent. (...)

En 2017, Rosenstein faisait partie d'un petit groupe d'employés de Facebook qui ont décidé de créer une voie de moindre résistance – un seul clic – pour « envoyer des petits bouts de positivité » dans la plateforme. Le « like » de Facebook a eu, selon Rosenstein, « un succès exceptionnel » : l'implication est montée en flèche comme les gens adoraient la stimulation brève qu'ils avaient en donnant et recevant une affirmation sociale, alors que Facebook collectait des données précieuses sur les usagers et leurs préférences pour les vendre aux publicitaires. L'idée a vite été copiée par Twitter avec son « like » en forme de cœur (avant c'était un « favoris » en forme d'étoile), Instagram et de très nombreuses autres applications et sites web.

Ce fut la collègue de Rosenstein, Leah Pearlman, alors chef de produits à Facebook et dans l'équipe qui a créé le « like » de Facebook, qui a annoncé cette fonction dans un post du blog en 2009. A présent, à 35 ans et illustratrice, Pearlman a confirmé par e-mail qu'elle aussi, s'est retrouvée à ne pas aimer le « like » de Facebook et autres boucles de feedback addictifs. Elle a installé un plug-in sur son navigateur qui supprime ses fils d'actualité Facebook, et elle a engagé un manager de réseau social pour contrôler sa page Facebook à sa place.

Justin Rosenstein, l'ancien développeur de Google et Facebook qui a contribué à créer le bouton « like » : Tout le monde est distrait, tout le temps.

« Je pense qu'il y a une raison particulièrement importante pour que nous en parlions à présent, c'est que nous sommes peut-être la dernière génération à se souvenir de la vie d'avant », déclare Rosenstein. Il est peut-être significatif que Rosenstein, Pearlman, et la plupart des initiés technologiques qui remettent en question le « marché de l'attention », soient dans la trentaine, membres de la dernière génération qui peuvent se souvenir d'un monde dans lequel les téléphones étaient branchés dans le mur.

C'est révélateur que beaucoup de ces jeunes techniciens se sèvrent eux-même de leurs propres produits, et envoient leurs enfants dans les écoles d'élites de la Silicon Valley où les iPhones, iPads et même les ordinateurs portables sont interdits. Ils semblent s'en tenir aux paroles de Biggie Smalls [Notorious BIG, rapper assassiné, NdT] de leur propre jeunesse sur les dangers de revendre du crack et de la cocaïne : Ne jamais se défoncer avec son propre stock.

Un matin d'avril de cette année, des designers, des programmeurs et des entrepreneurs de partout dans le monde se réunissaient dans un centre de conférence sur la côte de la baie de San Francisco. Ils avaient payé chacun 1700 dollars pour apprendre à manipuler les gens dans l'utilisation habituelle de leurs produits, au cours d'une conférence bien sûr organisée par Nir Eyal.

Eyal, 39 ans, l'auteur de Hooked : How to Build Habit-Forming Products, [L'hameçonnage, ou comment concevoir des produits qui rendent dépendant, NdT] a passé plusieurs années à conseiller l'industrie de la technologie, enseignant les techniques qu'il a développées en étudiant de près le fonctionnement des géants de la Silicon Valley.

« Les technologies que nous utilisons sont devenues des obsessions, sinon des dépendances à part entière », écrit Eyal. « C'est le besoin de vérifier la réception d'un message. C'est l'attrait de se rendre sur YouTube, Facebook ou Twitter pendant quelques minutes, pour ensuite se retrouver à tapoter et à faire défiler une heure plus tard ». « Rien de tout cela n'est accidentel », écrit-il. « C'est exactement ce que leurs concepteurs voulaient ».

Il explique les subtiles astuces psychologiques qui peuvent être utilisées pour inciter les gens à développer des habitudes, comme varier les récompenses qu'ils reçoivent pour créer une « besoin », ou exploiter des émotions négatives qui peuvent agir comme « déclencheurs ». « Les sentiments d'ennui, de solitude, de frustration, de confusion et d'indécision provoquent souvent une légère douleur ou irritation et incitent à agir presque instantanément et souvent sans réfléchir, pour apaiser la sensation négative », écrit Eyal.

Les participants de l' Habit Summit de 2017 ont peut-être été surpris quand Eyal a annoncé sur scène que le discours d'ouverture de cette année portait sur « quelque chose d'un peu différent ». Il voulait répondre à l'inquiétude grandissante selon laquelle la manipulation technologique était nuisible ou immorale. Il a dit à son auditoire de faire attention à ne pas abuser de la notion de persuasion, et de se méfier de franchir une ligne en faisant appel à la coercition.

Mais il défendait les techniques qu'il enseigne et dédaignait ceux qui comparent la dépendance technologique aux drogues. (...)

Eyal confie les mesures qu'il a prises pour protéger sa propre famille. Il a installé dans sa maison une minuterie branchée à un routeur qui coupe l'accès à Internet à une heure fixe tous les jours. « L'idée est de se rappeler que nous ne sommes pas impuissants », a-t-il dit. « Nous avons le contrôle. »

Mais l'avons-nous vraiment ? Si les gens qui ont construit ces technologies prennent des mesures aussi radicales pour se sevrer en toute liberté, peut-on raisonnablement s'attendre à ce que nous autres exercions notre libre arbitre ?

Pas d'après Tristan Harris, un ancien employé de Google âgé de 33 ans, qui a critiqué l'industrie des technologies. « Nous sommes tous branchés à ce système », dit-il. « Tous nos pensées peuvent être détournées. Nos choix ne sont pas aussi libres que nous le croyons. »

Harris, qui a été considéré comme « un spécialiste de la Silicon Valley », insiste sur le fait que des milliards de personnes n'ont guère le choix d'utiliser ces technologies désormais omniprésentes et ignorent en grande partie la manière invisible dont un petit nombre d'habitants de la Silicon Valley façonnent leur vie.

Diplômé de l'Université de Stanford, Harris a étudié sous la direction de BJ Fogg, un psychologue comportemental respecté dans

les cercles technologiques pour sa maîtrise des façons dont le design technologique peut être utilisé pour persuader les gens. Beaucoup de ses étudiants, y compris Eyal, ont fait carrière dans la Silicon Valley.

Tristan Harris, ancien employé de Google, critique maintenant l'industrie de la technologie : « Nos choix ne sont pas aussi libres que nous le pensons ».

Harris est l'étudiant qui a tourné voyou ; un lanceur d'alerte en quelque sorte, il dévoile les vastes pouvoirs accumulés par les entreprises technologiques et la façon dont elles utilisent cette influence. « Une poignée de personnes, travaillant dans une poignée d'entreprises technologiques, grâce à leurs choix, guideront ce qu'un milliard de personnes pensent aujourd'hui », a-t-il déclaré lors d'une récente conférence TED [Technology, Entertainment and Design, série de conférences destinées à propager des idées, NdT] à Vancouver.

« Je ne connais pas de problème plus urgent que celui-ci », déclare Harris. Ce dernier s'est fait connaître au public en donnant des conférences, en rédigeant des articles, en rencontrant des législateurs et en faisant campagne pour la réforme après trois ans de lutte pour le changement au sein du siège social de Google Mountain View.

Tout a commencé en 2013, alors qu'il travaillait comme chef de produit chez Google. Il a fait circuler une note de service stimulante, A Call To Minimise Distraction & Respect Users'Attention [Un appel pour minimiser la distraction et respecter l'attention des utilisateurs] à 10 collègues proches. Il a trouvé un terrain d'entente, qui s'est propagé à quelque 5 000 employés de Google, y compris des cadres supérieurs, qui ont récompensé Harris avec un nouvel emploi au titre ronflant : il devait être l'éthicien du design interne de Google et le philosophe des produits.

Avec le recul, Harris constate qu'il a été promu à un rôle mineur. « Je n'avais pas du tout de structure de soutien social », dit-il. Il ajoute : « Je devais m'asseoir dans un coin pour réfléchir, lire et comprendre. »

Il a exploré comment LinkedIn exploite un besoin de réciprocité sociale pour élargir son réseau ; comment YouTube et Netflix lancent automatiquement les vidéos et leurs épisodes suivants, privant les utilisateurs d'un choix de continuer à regarder ou non ; comment Snapchat a créé sa fonction Snapstreaks addictive, encourageant la communication quasi-constante entre ses utilisateurs, en majorité des adolescents.

Les techniques utilisées par ces entreprises ne sont pas toujours les mêmes : l'algorithme peut s'adapter à chacun en particulier. Par exemple, un rapport interne de Facebook a révélé cette année que l'entreprise peut identifier les adolescents qui se sentent « fragiles, inutiles et manquant de confiance ». Une information aussi détaillée, ajoute Harris, est « un modèle parfait de ce que l'on peut faire pour agir sur quelqu'un en particulier ».

Les entreprises de technologie peuvent exploiter ces vulnérabilités pour garder les gens branchés ; manipuler, par exemple, les gens qui reçoivent des « like » pour leurs posts, s'assurer qu'ils arrivent lorsqu'une personne est susceptible de se sentir vulnérable, qu'elle a besoin d'approbation ou qu'elle s'ennuie. Et les mêmes techniques peuvent être vendues au plus offrant. « Il n'y a pas d'éthique », dit-il. Une entreprise qui paye Facebook pour utiliser ses leviers de persuasion pourrait être une entreprise automobile ciblant des publicités sur mesure pour différents types d'utilisateurs qui veulent un nouveau véhicule. Ou bien il pourrait s'agir d'une ferme troll basée à Moscou qui cherche à orienter les électeurs d'un comté en ballottage comme le Wisconsin.

Harris croit que les entreprises de technologie n'ont jamais délibérément cherché à rendre leurs produits addictifs. Ils réagissaient aux incitations d'une économie de la publicité en expérimentant des techniques qui pouvaient capter l'attention des gens, et même en découvrant par hasard des designs très efficaces.

Un ami sur Facebook a dit à Harris que les concepteurs ont d'abord décidé que l'icône de notification, qui avertit les gens des nouvelles activités telles que les « demandes d'amis » ou « likes », devait être bleue. Cela correspondait au style de Facebook et, selon la réflexion stratégique, elle paraissait « subtile et inoffensive ». « Mais personne ne l' a utilisé », déclare Harris. « Puis ils l'ont changée en rouge et bien sûr tout le monde l'a utilisée. »

Le siège social de Facebook à Menlo Park, Californie. Le créateur de l'entreprise a décrit la fameuse fonction « like » comme « une sonnerie lumineuse de pseudo-plaisir ».

Cette icône rouge est maintenant partout. Quand les utilisateurs de smartphones jettent un regard sur leur téléphone, des douzaines ou des centaines de fois par jour, ils sont défiés par des petits points rouge à côté de leurs applications, suppliant d'être tapotés. « Le rouge est une couleur déclencheur », dit Harris. « C'est pour ça qu'il est utilisé comme signal d'alerte. »

Le design le plus séduisant, comme l'explique Harris, exploite la même propension psychologique qui rend le jeu si compulsif : des récompenses variables. Quand on tape ces applications aux boutons rouges, on ne sait pas si on va découvrir un mail intéressant, une avalanche de « like », ou rien du tout. C'est la possibilité de déception qui le rend si compulsif.

C'est ce qui explique comment le mécanisme de pull-to-refresh [tirer-pour-actualiser] où les utilisateurs glissent vers le bas, s'arrêtent et attendent de voir quel contenu apparaît, est rapidement devenu l'une des caractéristiques de conception les plus addictives et omniprésentes de la technologie moderne. « Chaque fois que vous faites un glissé vers le bas, c'est comme une machine à sous », dit Harris. « Vous ne savez pas ce qui va suivre. Parfois, c'est une belle photo. Parfois, c'est juste une pub. »

Le designer qui a créé le mécanisme de pull to refresh pour actualiser, d'abord utilisé pour rafraîchir les flux Twitter, est Loren Brichter, largement admiré dans la communauté de développeurs d'applications, pour ses designs élégants et intuitifs.

Brichter, à présent âgée de 32 ans, dit qu'il n'a jamais eu l'intention de créer un design addictif — mais il ne conteste pas la comparaison avec les machines à sous. « Je suis 100% d'accord », dit-il. « J'ai deux gamins maintenant et je regrette chaque minute où je ne leur prête pas attention parce que je suis avalé par mon smartphone. »

Brichter a créé la fonction en 2009 pour Tweetie, sa start-up, principalement parce qu'il ne trouvait nulle part où mettre le bouton « refresh » dans son application. Maintenir et tirer vers le bas la page des flux pour actualiser ne semblait alors rien de plus qu'une astuce mignonne et maligne. Twitter l'a acquise l'année suivante, et a intégré le pull to refresh dans son application.

Depuis lors, ce design est devenu l'un des plus largement imité dans les applications ; l'action de tirer vers le bas est, pour des millions de gens, aussi intuitif que de se gratter.

Brichter dit qu'il est épaté par la longévité de cette fonction. Dans une époque de technologie de la notification instantanée, les applications peuvent s'actualiser automatiquement sans avoir été activées par l'utilisateur. « La fonction pourrait facilement prendre sa retraite », dit-il. Au lieu de cela, elle semble remplir une fonction psychologique : après tout, les machines à sous seraient beaucoup moins addictives si les joueurs ne pouvaient pas à tirer le levier eux-mêmes. Brichter préfère une autre comparaison : c'est comme le bouton redondant « fermer la porte » dans certains ascenseurs avec fermeture automatique des portes. « Les gens aiment pousser. »

Tout ce qu'a laissé Brichter, qui a mis son travail de design au second plan pour se concentrer sur la construction d'une maison dans le New Jersey, mettant en cause son legs. « J'ai passé de nombreuses heures et des semaines et des mois et des années à réfléchir à la question de savoir si j'ai fait quelque chose ayant eu un impact positif net sur la société ou sur l'humanité », dit-il. Il a bloqué certains sites Web, désactivé les alertes, limité son utilisation de l'application Telegram à communiquer uniquement avec sa femme et ses deux amis proches, et a tenté de se sevrer de Twitter. « Je perds encore du temps », avoue-t-il, « juste à lire des infos stupides que je connais déjà ». Il charge son téléphone dans la cuisine, le branche à 19 heures et ne le touche pas avant le lendemain matin.

« Les smartphones sont des outils utiles » dit-il, « Mais ils sont addictifs. Tirer pour actualiser est addictif, Twitter crée une dépendance. Ce ne sont pas des bonnes choses. Quand je travaillais dessus, je n'étais pas assez mûr pour le comprendre. Je ne dis pas que je suis mûr maintenant, mais je le suis un petit peu plus et je regrette ces mauvais côtés » (...)

James Williams ne croit pas que parler de dystopie soit exagéré. L'ex-stratège de Google qui a construit le système métrique pour le secteur de la recherche globale sur la publicité de l'entreprise, était au premier plan pour voir une industrie qu'il qualifie de « La plus grande, la plus standardisée et la plus centralisée du contrôle attentionnel de l'histoire humaine ».

Williams, âgé de 35 ans, a quitté Google l'année dernière et est sur le point de terminer un doctorat à l'Université d'Oxford, sur l'éthique du design persuasif. C'est un voyage qui l'a conduit à se demander si la démocratie peut survivre à la nouvelle ère technologique.

Il dit que son épiphanie est arrivée il y a quelques années, lorsqu'il a remarqué qu'il était entouré d'une technologie qui l'empêchait de se concentrer sur les choses sur lesquelles il voulait se concentrer. « C'était ce genre de prise de conscience individuelle et existentielle : que se passe-t-il ? » dit-il. « La technologie n'est-elle pas supposée faire tout le contraire de cela ? »

Cette gêne a été aggravée pendant un moment au travail, lorsqu'il a jeté un coup d'œil à l'un des tableaux de bord de Google, un affichage multicolore montrant l'attention que l'entreprise avait portée aux annonceurs. « Je me suis rendu compte : il s'agit littéralement d'un million de personnes que nous avons poussées ou persuadées de faire cette chose qu'elles n'auraient pas fait autrement », se souvient-il.

Il s'est lancé pendant plusieurs années dans recherche indépendante, dont une grande partie a été menée alors qu'il travaillait à temps partiel chez Google. Environ 18 mois plus tard, il a vu le mémo de Google distribué par Harris et ces deux-là sont devenu des alliés, luttant pour apporter un changement de l'intérieur.

Williams et Harris ont quitté Google à la même époque et ont cofondé un groupe de défense des droits, Time Well Spent, qui cherche à créer un élan public pour un changement dans la façon dont les grandes entreprises de technologie pensent au design. Williams a du mal à comprendre pourquoi cette question n'est pas à la une des journaux tout les jours.

« Quatre-vingt-sept pour cent des gens se réveillent et vont dormir avec leurs smartphones », dit-il. Le monde entier a maintenant un nouveau prisme pour comprendre la politique, et Williams s'inquiète des conséquences profondes.

Les mêmes forces qui ont poussé les entreprises technologiques à accrocher les usagers avec des astuces de design, dit-il, encouragent également ces entreprises à rendre la vision du monde compulsive, irrésistible à regarder. « Le marché de l'attention incite à concevoir des technologies qui captent notre attention », dit-il. « Ce faisant, il privilégie nos impulsions sur nos intentions. »

Cela signifie privilégier ce qui est sensationnel sur ce qui est nuancé, faire appel à l'émotion, à la colère et à l'indignation. Les médias d'information travaillent de plus en plus au service des entreprises technologiques, ajoute Williams, et doivent respecter les règles du marché de l'attention pour « faire du sensationnalisme, attirer et divertir pour survivre. » (...)

Si l'économie de l'attention érode notre capacité à nous rappeler, à raisonner, à prendre des décisions pour nous-mêmes – des facultés essentielles à notre autonomie – quel espoir y a-t-il pour la démocratie elle-même ?

« La dynamique de l'économie de l'attention est structurellement mise en place pour saper la volonté humaine », dit-il. « Si la politique est une expression de notre volonté humaine, sur le plan individuel aussi bien que collectif, alors l'économie de l'attention sape directement les postulats sur lesquelles s'appuie la démocratie ». Si Apple, Facebook, Google, Twitter, Instagram et Snapchat arrivent graduellement à écorner notre capacité de contrôler nos propres esprits, pourrait-on arriver à un point, je me demande, où la démocratie ne fonctionnerait plus ?

« Serons-nous capables de le savoir quand cela arrivera ? » réponds Williams. « Et si nous en sommes incapables, comment saurons-nous que cela n'est pas déjà arrivé? » Arrêt sur Info 06.10

Il n'est jamais trop tard pour se poser ces questions, tout du moins il faut l'espérer.

Personnellement je n'ai pas Internet sur mon téléphone portable et je n'ai jamais téléchargé la moindre application. Je m'en sers uniquement pour téléphoner ou écouter parfois de la musique. Je boycotte les réseaux sociaux. Quant à Internet, à part pour lire mon courrier ou effectuer des démarches administratives, m'informer et actualiser le portail, télécharger des films et des concerts, je ne l'utilise pas.

Quelques réflexions politiques.

1- Un internaute : "...la gauche des valeurs, le fatras sociétal qui fait croire à la « liberté individuelle » en contradiction avec le rêve d'émancipation collective."

Pour reprendre sa terminologie, soit "la gauche des valeurs" incarne "le rêve d'émancipation collective", soit elle incarne autre chose et ce n'est pas la gauche. Et puis, vaut mieux arrêter de croire ou de rêver, parce que le cauchemar que vivent au quotidien des millions de travailleurs est bien réel.

2 - L'art de mal poser une question

Editorial de la tribune des travailleurs du 15 novembre 2017.

- "*Peut-on ne pas rompre avec l'Union européenne, ses traités, ses « critères » et ses politiques destructrices ?*

Cette question est au cœur des problèmes auxquels les travailleurs et les jeunes sont confrontés."

Je ne pense pas que les travailleurs se posent cette question ou en tous cas pas dans ces termes.

- Lorsqu'ils sont confrontés à un problème, d'où vient-il ?

- D'une loi.

- Qui l'a adoptée ?

- Le gouvernement et le Parlement.

- Cette loi devait être compatible avec la Constitution de la Ve République

- Et cette Constitution à quoi sert-elle, d'où vient-elle ?

- C'est un instrument politique et juridique qui définit le rôle et le fonctionnement des institutions de manière à perpétuer les rapports existant entre les classes, qui ont pour origine le mode de production capitaliste ou le système économique en vigueur, au profit de la classe qui détient le pouvoir économique, pour qu'elle conserve le privilège ou le pouvoir politique de faire les lois en sa faveur ou pérenniser son hégémonie de classe. Il sert à la classe des exploiteurs à justifier l'ordre établi et à réprimer ceux qui le remettent en cause ou qui veulent le renverser pour instaurer une société meilleure ou plus juste.

Ce qui signifie que la Constitution ou les institutions n'ont pas pour objectif d'oeuvrer au bien-être de l'ensemble des citoyens, de la communauté comme ils disent, et quand bien même la Constitution ou la législation comporterait des lois favorables aux exploitées, elles seraient uniquement le produit de leur lutte de classe ou elles existeraient pour faire fonctionner la machine capitaliste.

Que vous ayez des difficultés pour finir les fins de mois, que vous ne puissiez plus vous soigner, vous loger correctement, manger à votre faim, vous chauffer, vous vêtir, suivre les études de votre choix, vous arrêter de travailler quand vous êtes fatigué, malade, vous occuper de vos enfants, que vous soyez au chômage, que vous ne puissiez pas changer d'emploi, déménager, inscrire votre enfant dans l'école la plus proche de votre domicile, que vous soyez obligé de vous taper des heures de transport pour aller travailler, que vous ne puissiez pas vous occuper d'un parent vieux et malade, que vous ne puissiez pas prendre votre retraite alors que vous êtes épuisé, usé jusqu'à la corde, etc. voilà l'unique ou seule origine de tous vos maux ou cauchemars : le capitalisme et sa Constitution, ses institutions.

Tout le reste est du baratin destiné à vous détourner de la tâche politique que nous avons à réaliser : Abolir le capitalisme et la Constitution (de la Ve République), renverser les institutions en place pour instaurer une République sociale. Ceci est valable pour la France et la plupart des autres pays dans le monde.

3- - Qui et pourquoi fabriquent-ils des ennemis, par exemple la Russie, l'Iran ?

Question inutile, lieu commun, tout le monde le sait... Pas vraiment en réalité, la majorité l'ignore et tout est fait pour qu'elle continue de l'ignorer, mais pas n'importe comment.

Ils les fabriquent pour détourner les masses de leur véritable ennemi, la classe qui les exploite et les opprime, le gouvernement, etc. certes, mais encore. Quand leurs représentants ou porte-parole désignent au peuple ses ennemis, cela signifie qu'ils se présentent à lui comme ses amis, ses alliés, ses protecteurs, dès lors franchement qui irait imaginer qu'ils sont ses ennemis ? Personne, une telle caractérisation serait insensée ou ne pourrait être proférée que par des ignorants ou des gens animés de mauvaises intentions, donc peu crédibles, et qui de fait pourraient bien être des complices de ces ennemis. Qu'ils ne s'étonnent pas ensuite du sort qui leur est réservé ou qu'ils soient bannis des médias, ils ont ce qu'ils méritent et la boucle est bouclée.

4-- Hier, la polémique par l'entremise des médias portait sur l'interprétation contradictoire de faits entre différentes personnes, peu importe ici qu'elle aient été réelle ou relevait d'apparences trompeuses. Et parmi les conclusions auxquelles parvenaient les protagonistes en présence pouvait figurer une caractérisation de la partie adverse, que généralement ils assumaient selon une répartition des rôles bien réglée.

Aujourd'hui, la polémique part d'une caractérisation à l'emporte-pièce, elle porte exclusivement sur la justification ou la réfutation d'une accusation émise a priori par la partie la plus belliqueuse, sans que soient examinés les faits ou les arguments qui sont à l'origine de cette polémique ou accusation, de sorte que la partie qui fait l'objet de ce procès d'intention n'aie pas les moyens de se défendre ou de faire valoir ses arguments, puisque l'objet de cette polémique (ou provocation) est uniquement de nuire à l'intégrité ou à la crédibilité de la partie adverse.

Un internaute a écrit à ce sujet qu'il s'agissait de "*transformer celui avec qui l'on est en désaccord en salaud*", en recourant à des procédés déloyaux ou en falsifiant, en tronquant les faits, au besoin en les fabriquant, car rien n'arrête ces ordures invitées des plateaux télé.

- Un internaute évoquent la polémique entre Plenel et Charlie Hebdo : "*Cette polémique est bien dans l'air du temps : occuper le temps de cerveau des gens avec des articles sentencieux.*"

- Un autre internaute évoque un autre procédé : Quand vous dites "*"si je me souviens bien", vous n'avez pas le début d'une preuve mais vous le dites quand même. C'est ce qu'on appelle de la calomnie…*", pas forcément, tout dépend si la personne est honnête ou non. C'est comme lorsqu'on dit "si j'ai bonne mémoire", formule qu'il m'est arrivé d'employer rarement, mais sans en tirer de conclusion puisque ma mémoire peut aussi être défaillante, il est recommandé de s'en méfier, car inconsciemment il lui arrive de procéder à des amalgames...

5-- Quand 1% détient plus de richesses que le reste de la population mondiale, on est en droit d'affirmer que ce 1% détient ou concentre tous les pouvoirs ou tout du moins contrôle tous les centres de pouvoir.

A partir de ce constat, cette infime minorité qui gouverne le monde va orienter sa propagande en faveur de minorités, afin qu'il leur soit accordé des droits égaux (sur le papier) à ceux de la majorité, au même titre qu'elle leur a permis d'user du même droit pour atteindre son statut actuel ou de posséder un pouvoir exorbitant. Cela se tient, c'est logique.

Pour parvenir à cette situation, il a fallu que la majorité de la population leur permette inconsciemment ou par ignorance d'acquérir ce niveau de pouvoir, peu importe ici les différents facteurs qui y ont contribué et que nous combattons quotidiennement par ailleurs.

Ils se sont enrichis dans des proportions démesurés au détriment des besoins de la majorité des exploités et des opprimés. La situation sociale résulte donc de l'opposition entre ce 1% de nantis et le reste de la population. Dès lors ses représentants vont s'employer à reproduire ce rapport à tous les niveaux de la société, afin de conforter l'hégémonie de ces privilégiés, de sorte que leur pouvoir ne puisse plus être contesté, c'est leur objectif.

Ils vont instrumentaliser toutes les minorités en les dressant contre la majorité de la population, en s'attaquant à tous les rapports qui existent entre dominants et dominés dans la société et qui la structurent, non pas pour les briser et on va comprendre immédiatement pourquoi, hormis ceux qui figurent à l'origine de leur système économique, puisque ce processus est uniquement destiné à en assurer la pérennité. Et sachant que ces rapports économiques vont perdurer aussi longtemps que le capitalisme n'aura pas été aboli, et que ce ne sont pas des lois qui mettront un terme aux rapports entre dominants et dominés qui existent à tous les niveaux de la société, ils se serviront de ces lois, non pas pour permettre à des minorités de faire respecter leurs droits répétons-le, mais pour dénoncer, réprimer (même rétrospectivement!), décrédibiliser, ostraciser, éliminer tous ceux qui ne les respecteront pas, acquérant ainsi un pouvoir coercitif ou de contrôle permanent sur l'ensemble de la population, qu'ils appelleront à participer à cette chasse aux sorcières en encourageant la délation, créant ainsi un climat délétère ou livrant la société au chaos.

Ils partent du principe que si vous admettez que les diverses minorités doivent posséder les mêmes droits que la majorité, vous leur consentirez le même droit sous peine de vous contredire, et c'est ainsi que vous accorderez aux riches de s'enrichir toujours plus sans broncher ou presque, et c'est exactement ce qui se passe.

Maintenant vous comprendrez peut-être mieux pourquoi nous ne marcherons jamais dans leurs combines pourries ou nous ne participerons jamais à leurs campagnes en faveur de telle ou telle minorité dès lors qu'ils en sont les auteurs ou qu'elles peuvent servir leur stratégie.

Le seul garant des droits ou aspirations individuels des travailleurs demeurent les droits collectifs, donc politiques, conquis lors de la lutte de classe par l'ensemble des exploités et des opprimés. La lutte de classe telle que nous la concevons inclut les droits des minorités.

Il faut avoir à l'esprit que les travailleurs n'ont jamais détenu le pouvoir économique et politique, ce ne sont donc pas eux qui ont fait preuve de discriminations envers telle ou telle minorité au cours des décennies ou des siècles passés, mais bien l'infime minorité qui gouvernait. Les préjugés que le peuple a pu adopter dans le passé, lui ont été inculqués par la classe qui détenait le pouvoir, c'est donc uniquement elle qui en détient la responsabilité et qu'il faut chasser du pouvoir.

6- Les classes n'existent pas ou la notion de classe doit être bannie. On comprend facilement pourquoi.

- «A l'Insee, nous ne parlons pas de classes moyennes car la définition n'existe pas», explique Marie Reynaud, cheffe de l'unité des études démographiques et sociales. La catégorie médiane, elle, est incontestable... AFP

Le saviez-vous ?

- Depuis 2015, George Soros appelle l'Europe à ouvrir ses portes et accueillir plus de migrants, notamment «au moins un million de demandeurs d'asile par an dans un avenir proche». sputniknews.com

Si cela sert les intérêts de l'oligarchie, cela peut-il servir les intérêts de ces "migrants" ou des travailleurs ?

Ukraine. Qui a organisé et participé au massacre de Maïdan ?

- Témoignage des snipers du massacre du Maïdan : « Les ordres venaient de l'opposition » - les-crises.fr 20.11

http://www.dailymotion.com/video/x6a1gxp

Un incroyable reportage passé le 15/11 dans l'émission Matrix de la chaîne de télévision italienne Canale 5 – sorte d'Envoyé spécial sur une des grandes chaînes de télévision italiennes – qui indique avoir retrouvé des snipers qui ont tiré sur les gens à Maïdan, et qui déclarent que c'était à la demande de l'opposition pour semer le chaos.

Verbatim du reportage précédent de Canale 5 (si vous n'avez pas vu la vidéo).

Il y a quatre ans, le 20 février 2014 sur la place de l'Indépendance à Kiev en Ukraine, 80 manifestants ont été tués par de mystérieux tireurs d'élite.

Deux jours après, Ianoukovytch, le président ukrainien pro-Poutine pro-russe, doit fuir, le régime ukrainien change et les rebelles prennent le palais présidentiel et le pouvoir.

Que s'est-il passé depuis ? Avons-nous échappé à une guerre européenne due à l'ingérence russe dans les affaires ukrainiennes ? Et surtout, nous, Européens, nos entreprises le constatent tous les jours,nous payons le prix d'un embargo qui, depuis ce moment-là, est dirigé contre la Russie.

Ce soir, grâce à Gian Micalessin, nous vous montrons un documentaire à couper le souffle. C'est un scoop international. Gian Micalessin a retrouvé trois personnes, trois tireurs d'élite, trois responsables de ces morts qui, vous le verrez dans le documentaire, n'étaient pas pro-russes, mais étaient en contact avec des officiels et des militaires américains.

"Que s'est-il passé ? Quelqu'un a été touché ! Je n'arrive pas à y croire. C'est arrivé ici même… Un homme à côté de moi a été touché !"

"C'était à l'aube. J'ai entendu le bruit et le sifflement des projectiles. Un homme a été touché à la tête par un tireur d'élite !"

Ils nous avaient donné l'ordre de tirer tant sur les policiers que sur les manifestants, sans distinction.

D'où viennent les tirs ? Les tirs provenaient de l'intérieur de l'hôtel Ukraine.

Gian Micalessin, reporter de guerre. — Bonsoir, où les avez-vous rencontrés ? — Je les ai rencontrés après un an de recherches, deux d'entre eux à Skopje, la capitale de la Macédoine, un troisième dans un autre pays d'Europe de l'Est qu'on m'a demandé de ne pas révéler.

— Donc c'étaient des pro-rebelles ? — C'étaient des Géorgiens envoyés par leur président géorgien de l'époque, Saakachvili, pour prendre part à l'opposition ukrainienne.

— Donc ce n'étaient pas des Russes qui ont tiré, c'est bien ça, votre thèse ? — On n'a jamais accusé les Russes d'avoir tiré, seulement d'avoir soutenu le gouvernement qui aurait tiré sur les manifestants.

Mais cette thèse ne tient plus debout selon ces 3 témoignages. Regardez le témoignage."

Depuis 3 mois, la place Maïdan, au coeur de la capitale ukrainienne, est occupée par les manifestants qui demandent au gouvernement du président Viktor Ianoukovytch de signer l'accord d'association à l'Union européenne. Le matin du 18 février, les heurts se font plus sanglants. On compte déjà une trentaine de morts. Le pire arrive le matin du 20 février. Un groupe de mystérieux tireurs ouvre le feu sur les manifestants et les policiers. En quelques heures, on compte environ 80 cadavres. Le lendemain, Ianoukovytch fuit à l'étranger. Le 22 février, l'opposition prend le pouvoir. Mais qui a tiré sur la foule et les policiers ?

Jusqu'à ce jour, la thèse officielle parle d'un massacre ordonné par le gouvernement pro-russe. Cette thèse apparaît rapidement très douteuse. Le premier à la contester est le ministre des Affaires étrangères estonien Urmas Paet. Après son retour d'un séjour à Kiev effectué seulement 5 jours après le massacre, Paet transmet à la commissaire des Affaires étrangères de l'UE Catherine Ashton les révélations d'une docteure ukrainienne qui a examiné les cadavres de la place Maïdan. La conversation téléphonique interceptée et diffusée par les médias est déconcertante.

"Ce qui est assez inquiétant… Olga le dit aussi, c'est que toutes les preuves montrent que les personnes tuées par les tireurs, de part et d'autre, à la fois chez les policiers et les gens dans la rue, ont été tuées par les mêmes tireurs embusqués… Bien sûr, c'est… Oui, mais… Ensuite, elle m'a aussi montré des photos. Elle parle en tant que médecin, elle dit que l'écriture est la même, le type de balles est le même. Et ce qui m'inquiète vraiment, c'est que maintenant, la nouvelle coalition refuse d'enquêter sur ce qui s'est vraiment passé, et qu'il y a une conviction de plus en plus forte que derrière les tireurs embusqués, il n'y avait pas Ianoukovytch mais quelqu'un de la nouvelle coalition…"

Nous avons rencontré quelques membres d'un groupe qui ce jour-là a ouvert le feu sur la foule. Ce sont des Géorgiens, mais

à l'époque, en février 2014, ils étaient parmi les manifestants qui occupaient la place Maïdan et l'hôtel Ukraine.

L'histoire commence à Tbilissi par de nombreux acteurs cachés en coulisses. Le premier, l'ancien président géorgien Mikheïl Saakachvili, a participé en août 2008 à une guerre brève mais sanglante avec la Russie de Vladimir Poutine. Le second est son conseiller militaire, Mamuka Mamoulachvili. Envoyé à Kiev pour appuyer les manifestations de la place Maïdan, il deviendra commandant d'une unité de volontaires géorgiens engagés dans les affrontements avec les insurgés pro-russes du Donbass.

La première rencontre a eu lieu avec Mamoulachvili. "Nous nous sommes présentés à 25 dans le bureau du mouvement national, et sur les 25, 10 ont signé. Vous voyez ceci ? C'est une pièce d'identité à mon nom. C'était le laissez-passer d'une unité composée d'anciens policiers et personnel militaire. Elle était structurée comme une unité militaire. De fait, c'était un service de sécurité. Il avait été créé par Mikheïl Saakachvili. Nous devions aller en Ukraine. Nous n'avions pas le choix".

Dans un autre pays de l'Europe de l'Est qu'on nous a demandé de ne pas révéler, nous avons rencontré Alexander. Comme les deux autres, lui aussi vient de Géorgie, et comme les deux autres, il a aussi pris part aux événements tragiques de la place Maïdan. Lui aussi a fait partie des services de sécurité de Saakachvili, et avant cela il a été tireur d'élite dans l'armée géorgienne. C'est pour cette raison qu'il a été choisi par Mamuka Maoulachvili.

"Mamuka m'a d'abord demandé si j'étais vraiment tireur d'élite dans l'armée géorgienne. Alors si c'est vrai, me dit-il, tu dois aller à Kiev. Le 15 janvier, nous sommes partis. Dans l'avion, j'ai reçu mon passeport et un autre passeport avec ma photo mais avec un nom et un prénom différents. Puis ils nous ont donné 1 000 dollars à chacun avec la promesse de nous en donner encore 5 000 par la suite. Nous devions nous occuper des provocations. C'était nous qui devions provoquer les Berkout, les forces spéciales de la police. Notre rôle était de les provoquer afin de les pousser contre la foule. Vers le 15 et le 16 février, la situation a commencé à devenir chaque jour de plus en plus grave. Désormais tout était hors de contrôle, et on commençait à entendre les premiers tirs. Avec la montée des tensions, de nouveaux protagonistes sont apparus. Un jour, vers le 15 février, Mamoulachvili est venu en personne dans notre tente. Il y avait avec lui un autre homme en uniforme. Il nous l'a présenté et a dit que c'était un instructeur, un militaire américain."

L'américain s'appelle Brian Christopher Boyenger. C'est un ancien officier et tireur d'élite de la 101e division aéroportée des États-Unis. Après Maïdan, il se déplacera sur le front du Donbass, où il combattra dans les rangs de la Légion géorgienne. "Nous étions toujours en contact avec ce Brian, qui était un homme de Mamoulachvili. C'était lui qui nous donnait les ordres. Moi, je devais suivre toutes ses instructions."

Les premiers soupçons de la présence d'armes à feu dans les rangs des manifestants impliquent Sergueï Pachinski, un leader de la place Maïdan, devenu ensuite président du Parlement de Kiev. Le 18 février, est apparu du coffre d'une voiture arrêtée par les manifestants un fusil mitrailleur avec une lunette de précision. Quelques secondes après, Pachinsky est arrivé et a demandé qu'on laisse passer cette voiture. Le 1er avril, les militants du groupe d'extrême droite Pravy Sektor quittent Kiev, en emportant d'étranges sacs dans lesquels, prétendent-ils, se trouvent des instruments de musique.

"À cette époque, tous les chefs de l'opposition se trouvaient régulièrement à l'hôtel Ukraine. Pachinski et trois autres personnes, parmi lesquelles se trouvait aussi Parassiouk, ont apporté à l'hôtel les sacs avec les armes. Ce sont eux qui les ont aussi apportées dans ma chambre." Ce Parassiouk, reconnu par Koba, est Volodimir Parassiouk, un des leaders de la manifestation de la place Maïdan. Quelques jours plus tard, il deviendra célèbre en lançant un ultimatum menaçant de destituer manu militari le président Viktor Ianukovytch. "Si avant demain 10 heures, vous ne demandez pas officiellement la démission de Ianoukovytch, nous vous attaquerons avec des armes… C'est juré !"

Lorsqu'est arrivé Mamoulachvili, je lui ai également demandé « — Qu'est-ce qui se passe ? À quoi servent ces armes ? Tout va bien ? » « — Koba, les choses sont en train de se compliquer, nous devons commencer à faire feu », m'a-t-il répondu. « Nous nous ne pouvons pas attendre des élections présidentielles anticipées. » J'étais là, à l'hôtel Ukraine. Le 18 février, quelqu'un a apporté des armes dans ma chambre. Dans cette chambre, il y avait deux Lituaniens avec moi. Ce sont eux qui ont pris les armes.

Mamoulachvili est arrivé à l'hôtel et nous a expliqué qu'il y aurait une fusillade, à un autre endroit, le matin suivant. Il n'était pas seul, il était avec Brian. Avec eux, il y avait aussi une autre personne que je ne connaissais pas. Si je me souviens bien, cela devait être le 15 ou le 16 février. Pachinski nous a ordonné de rassembler nos affaires, et nous a emmené dans le palais du Conservatoire. Je suis entré dans le palais avec l'ensemble de mon groupe. Pachinski est arrivé avec d'autres personnes. Tous étaient masqués. En voyant leurs sacs, j'ai compris tout de suite qu'ils étaient armés. Ils ont sorti les armes de leurs sacs et les ont distribuées aux groupes présents.

Seul Pachinski s'exprimait. C'est lui qui donnait les ordres. Il nous expliqua que les Berkout, les forces spéciales de la police, risquaient de donner l'assaut au bâtiment. Il disait que nous devions résister coûte que coûte. On ne nous avait pas dit qu'il fallait tuer des personnes. Nous devions tirer afin de créer du chaos et de la confusion."

"Bon sang, tu as entendu ? Ce sont des tirs ! Sois prudent ! Il y a un autre blessé. Ces fils de p….. sont en train de tirer ! De là-bas,

de là-bas. — De l'hôtel Ukraine, c'est ça ? — Oui, de cette terrasse. Les salauds, ils sont en train de nous tirer depuis l'hôtel Ukraine. Bang ! Puis un autre Bang, comme ça. Un tir puis une pause. Ça venait de l'autre côté de l'hôtel."

"À ce moment-là, j'ai entendu des tirs qui venaient de la chambre d'à côté. Au même moment, les Lituaniens ont ouvert la fenêtre. L'un d'eux a tiré par la fenêtre tandis que l'autre l'a refermée après. Je ne réussissais pas à comprendre ce qui se passait. Pachinski criait à tout le monde de se tenir prêts, de prendre les armes et le reste du matériel. Alors on s'est tous levés et on lui a donné les instructions. Nous devions tirer par à-coups de deux ou trois. Nous avons tous commencé à tirer deux ou trois coups à la fois. Pachinski se déplaçait d'un groupe à l'autre, et il y avait toujours près de lui cet homme plus jeune, celui qui s'appelait Parassiouk. Nous n'avions pas vraiment le choix, on nous avait donné l'ordre de tirer soit sur les Berkout, la police, soit sur les manifestants, sans faire de différence. C'est pour cela que j'étais complètement terrifié et stupéfait. Alors que depuis les étages supérieurs de l'hôtel Ukraine on tire sur la foule, les manifestants de la place Maïdan se sont réfugiés dans l'hôtel. C'est ainsi que les victimes se sont retrouvées à côté de leurs assassins. À l'intérieur, c'était un tel chaos qu'on ne comprenait même pas qui était qui. Il y avait plein de gens."

Dans le salon recouvert de cadavres, de sang et de blessés, une caméra filme des hommes armés qui s'éloignent après avoir tiré sur la foule. "C'était un cauchemar, c'était terrible. Quand nous sommes sortis de l'hôtel Ukraine, dans la rue, il y avait des incendies et des policiers blessés. Il y avait des scènes terrifiantes. Nous avons abandonné les armes là. L'ordre était de tout laisser et de partir, de quitter le bâtiment le plus vite possible. On entendait des cris, il y avait des morts et tout autour beaucoup de blessés.

Ma première et seule pensée a été de m'en aller rapidement avant que je sois repéré, autrement ils m'auraient réduit en pièces sur place. Quelqu'un criait déjà qu'il y avait des tireurs. Je savais bien de quoi ils parlaient. Et puis j'ai vu des morts, tous ces blessés qu'on emportait et j'ai repris mes sens. À ce moment-là je n'avais pas encore réalisé, je n'étais pas prêt. Mais après j'ai compris. Nous avions été utilisés. Utilisés et piégés. La décision de parler, de tout raconter, je ne l'ai pas prise tout de suite. Elle a mûri lentement avec le temps. En vérité, il n'y a aucun motif pour m'inculper. On ne peut m'accuser de rien selon les bases légales de mon pays. Et de toute façon je suis un soldat, je n'ai peur de rien, pas même de mourir."

"— Ton scoop, Gian Micalessin, montre que ce sont elles, les fake news, les fables selon lesquelles c'est la révolution de la place Maïdan qui a fait sauter le méchant président pro-russe sans les armes et par les réseaux sociaux. C'est une tout autre histoire qui s'est passée sur cette place". "— Malheureusement cette fake news, comme tu dis, était la vérité officielle, cette vérité officielle qu'on nous a servi pendant au moins quatre ans, et qui nous a coûté très cher à nous, les Italiens. Embargo, et risque de guerre". "— Mais alors, derrière ces tireurs que tu as rencontrés, qui disent ne pas avoir peur pour leur vie parce que ce sont des soldats, en réalité, comment peut-on croire qu'ils n'avaient pas compris, naïvement, avoir été les instruments d'une révolte qui ne leur appartenait pas ?"

"— Eh bien, ils pensaient seulement accomplir un travail. Il y a eu une révolution semblable, la soi-disant révolution rose en Géorgie, à laquelle ils participèrent sous les ordres de Saakachvili. Celle-là s'est conclue de manière pacifique. Donc ici aussi ils ont pensé jusqu'au 18 et 19 qu'ils n'auraient pas à prendre les armes, que tout pouvait se dérouler comme une simple révolte. Ces jours-là, clairement, quand la médiation européenne a décidé de faire des élections anticipées pour voir ce que voulait le peuple, les chefs de l'opposition en décidèrent autrement."

"— De massacrer leur propre peuple pour créer une révolte ?" "— C'est ce qu'ils nous apprennent dans ce film". "— Incroyable, vraiment. Merci Gian Micalessin". "— Merci à vous."

- La version des Snipers sur le massacre de Kiev : « Les ordres venaient de l'opposition »

Source : Gian Micalessin, Il Giornale, 15/11/2017

« Ils ont tous commencé à tirer deux ou trois coups à chaque fois. Cela à duré de 15 à 20 minutes. Nous n'avions pas le choix. On nous a donné l'ordre de tirer tant sur la police que sur les manifestants sans faire de différence. »

« J'étais totalement stupéfait. » C'est ainsi que le Géorgien Alexander Revazishvilli se remémore la fusillade tragique du 24 février 2014, à Kiev quant un groupe de mystérieux tireurs ouvrirent le feu sur la foule et sur les policiers, massacrant plus de 80 personnes. Ce massacre a horrifié le monde et changé le destin de l'Ukraine en forçant la fuite du président pro-russe Viktor Ianoukovytch accusé d'avoir organisé la fusillade. Mais ce massacre a également changé le destin de l'Europe et de notre pays en déclenchant la crise menant aux sanctions contre la Russie de Poutine. Sanctions qui sont revenues en boomerang sur l'économie italienne.

Les confessions de Revazishvilli et des deux autres Géorgiens – recueillies par l'auteur du document « Ukraine, les vérités cachées » diffusée ce soir à 23h30 sur Matrix, Canal 5 – révèlent une toute autre vérité bien déconcertante. Celle d'un massacre ourdi et exécutée par la même opposition qui a accusé Ianoukovytch et ses alliés russes.

Revazishvilli et ses deux compagnons – rencontrés et interviewés dans le documentaire – sont un ancien membre des services de sécurité de l'ex-président géorgien Mikheil Saakachvili et deux ex-militants de son propre parti. Recrutés à Tbilisi par

Mamuka Mamulashvili, le conseiller militaire de Saakashvili, ils sont chargés d'appuyer – avec d'autres volontaires géorgiens et lituaniens – les démonstrations en cours à Kiev, moyennant une prime de cinq mille dollars chacun.

Munis de faux passeports, ils arrivent en Ukraine pour coordonner les démonstrations et pour provoquer la police ukrainienne, initialement sans utiliser d'armes. Celles-ci entreront en scène le 18 février et seront distribuées entre les différents groupes de Géorgiens et de Lituaniens par Mamulashvili et par d'autres dirigeants de l'opposition ukrainienne. « Chaque sac contenait trois ou quatre armes, il y avait des pistolets Makarov, des fusils mitrailleurs AKM, des carabines ainsi que des paquets de cartouches ». Le lendemain Mamulashvili et les chefs des protestataires expliquent aux volontaires qu'ils devront affronter un assaut de la police dans le palais du conservatoire et dans l'hôtel Ukraïna.

On leur explique que, dans ce cas, il faudra tirer sur la place et semer le chaos. Mais un des protagonistes reconnait avoir reçu une autre explication plus exhaustive. « Quand Mamulashvili est arrivé, je le lui ai également demandé. Si les choses se compliquent, alors nous devrons commencer à tirer » – m'a-t-il répondu. « Nous ne pouvons pas aller aux élections présidentielles anticipées. Mais sur qui devons-nous tirer ?, lui ai-je demandé. Il m'a répondu que le qui et le où n'avaient pas d'importance, il fallait tirer partout afin de créer le chaos ».

Cela n'avait pas d'importance si nous tirions sur un arbre, une barricade ou sur ceux qui lançaient des cocktails molotov. Un autre volontaire le confirme : ce qui comptait était de semer la confusion. « J'entendais des hurlements », confesse Alexander – il y avait de nombreux blessés. Ma seule préoccupation était de partir aussi vite que possible avant qu'ils ne me détectent. Autrement, ils m'auraient mis en pièces. Quelqu'un criait déjà qu'il y avait des tireurs d'élite. Quatre ans après les faits, Alexander et ses deux compagnons disent n'avoir pas encore reçu la moindre récompense, raison pour laquelle ils ont décidés de dire la vérité sur ceux qui les ont utilisés et abandonnés. « Sur le moment je n'ai pas réalisé. Je n'étais pas prêt. Puis j'ai compris. Nous avons été utilisés et piégés. »

L'interception d'une communication en off entre un ministre estonien sur place, relatant les doutes à Catherine Ashton :
https://www.les-crises.fr/la-face-cachee-de-la-crise-ukrainienne/
http://www.les-crises.fr/ukraine-oaodvd-7/

Qu'ont-ils en commun, Plenel, Mélenchon, Filoche et des dizaines de milliers d'autres personnages qui leur ressemblent, ainsi que Charlie Hebdo ?

Leur principale faiblesse connue de leurs adversaires : Ils ne croient pas dans les idées qu'ils véhiculent, et les uns comme les autres savent pertinemment qu'elles ne mènent nulle part ou ne servent strictement à rien. Cela signifie que délibérément ils trompent les personnes qui les écoutent ou qui leur témoignent leur confiance. Comment ? En leur tenant généralement les discours qu'elles veulent entendre, rien de plus facile. Cela présente l'avantage de sauver les apparences et de pouvoir se livrer à toutes sortes de manipulation des esprits, de sorte que tout le monde ignorera leurs véritables intentions ou que ce sont des escrocs qui profitent de la naïveté ou de l'ignorance des gens.

Pour que la sauce prenne, il faut toutefois qu'une condition soit remplie : Que leurs idées étroites ou insignifiantes figurent dans un registre beaucoup plus large et facilement identifiable pour que la confusion à la base de leur escroquerie fonctionne, comme par exemple la gauche ou le socialisme, ce qui leur permettra au passage de s'attaquer à la véritable gauche ou aux représentants du socialisme, donc de jouer le rôle d'agents du régime.

Selon les circonstances, leurs adversaires, qui sont des représentants officiels du régime, leur en seront gré et les imiteront, ou bien ils leur reprocheront de renouer avec l'idéologie socialiste de leur jeunesse pour les décrédibiliser, ce qui aura pour effet de les pousser dans leurs derniers retranchements en expliquant maladroitement que telle n'était pas leur intention, bref, à se renier un peu plus ou une fois de plus, et comme ils font feu de tout bois, ils pourront même aller jusqu'à le revendiquer du bout des lèvres histoire de sauver les apparences, et leurs adversaires ne pousseront pas plus loin leur avantage, car ils savent que le régime a besoin de ces charlatans pour détourner les travailleurs de ces véritables opposants et leurs partis politiques.

Dissocier une partie du tout et les opposer par la suite, dissocier un objectif des moyens pour l'atteindre, puis y substituer des moyens qui ne permettront jamais d'atteindre cet objectif pour finalement l'abandonner et le remplacer par un autre, le tout sans remettre en question l'ordre établi, tel est leur fonds de commerce.

Leurs adversaires savent cela et s'en délectent, ce qui leur permet de les instrumentaliser. Une fois acculés, ils font amende honorable envers leurs maîtres et ils en restent là, l'essentiel étant que ces faux opposants au régime continuent de faire illusion, pendant que le gouvernement applique tranquillement son programme.

Les Plenel, Mélenchon, Filoche et cie. sont donc très vulnérables. Ils ont renié leurs idées pour satisfaire leur ambition personnelle. Ce sont des démagogues professionnels, des hypocrites sans vergogne, des menteurs sans principe ni scrupule ni morale. Ils ne croient pas un instant à ce qu'ils disent. Ils se comportent en vulgaires affairistes au détriment des gens qui leur font confiance, sans jamais porter atteinte au régime ou à ses représentants, sans jamais constituer une réelle menace pour eux. Ils jouent tous la même comédie et ils en ont tous conscience, seul la partition dévolue à chaque personnage change ou est

différente selon le rôle qu'ils sont amenés à remplir pour le compte du régime, qui en échange fera preuve de gratitude envers eux tant qu'ils lui seront utiles.

La palme de l'ignominie revient à ceux qui dans nos rangs estiment que lorsque le régime les balancera ou les liquidera, il faudrait les secourir ou les plaindre pour subir un destin aussi tragique, aussi injuste, on en aurait presque la larme à l'oeil, parce que voyez-vous, nous serions les suivants sur la liste, et bien qu'ils ne comptent pas sur nous pour soutenir ces escrocs, ces fossoyeurs du socialisme, nos idées, nos convictions, notre idéal ne sont pas à vendre, nous l' assumerions même face à un peloton d'exécution.

J'ai à l'esprit en permanence ces milliards de travailleurs et leurs familles pour qui la vie quotidienne est un véritable cauchemar et qui n'en verront jamais le bout aussi longtemps que le capitalisme n'aura pas été éradiqué de la surface de la terre, alors à côté le sort de ces ignobles individus travestis en opposants au régime et oeuvrant en réalité à sa survie, me laisse totalement indifférent.

Ce sont des êtres serviles et insignifiants qui ne méritent pas l'attention qu'on leur porte, qui, vous l'aurez remarqué ne doivent leur notoriété qu'aux médias-oligarques ou à un parti de droite, le PS.

Alors pourquoi relayer cette polémique ou cette information. Pour montrer de quoi ils sont capables, sachant qu'ils sont corrompus par l'idéologie de la classe dominante depuis de longues décennies et qu'ils ne rompront jamais avec, leur déchéance finale étant pour ainsi dire inscrite depuis le début de leur reniement, c'est un message en direction de ceux qui n'ont pas compris que mettre le doigt dans l'engrenage de la collaboration de classe les broiera un jour ou les prédestinera à connaître le même sort que ces escrocs.

Vous aurez compris où mène la confusion des genres.

Il fut une époque où certains se figurèrent que le révisionnisme du socialisme scientifique, que l'on appela le réformisme, aurait été à l'origine du progrès social et qu'il aurait été ainsi historiquement justifié, de telle sorte que le condamner était impensable, chacun était appelé à l'adopter sous peine de passer pour un affreux réactionnaire, sans se poser davantage de questions cela va de soi, jusqu'au jour où on s'aperçu qu'il constituait non seulement le principal obstacle au socialisme mais aussi au progrès social en devenant son principal fossoyeur, beaucoup trop tard hélas ! car entre temps il s'était profondément ancré dans les esprits pendant que le socialisme en était sorti totalement, de telle manière que le capitalisme triomphant allait devenir l'horizon indépassable, pour le pire uniquement, puisque entraînant avec lui l'effondrement de la civilisation humaine...

Vous ne voudriez tout de même pas qu'on en soit, n'est-ce pas, rassurez-nous ?

Nous allons voir maintenant comment ces gredins s'en sortent, indignement, il ne peut pas en être autrement.

On ne touche pas au protégé de l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste.

- Jacques Attali va porter plainte contre Gérard Filoche après son tweet polémique - huffingtonpost.fr 19.11

Macron sur les pas de Valls.

- Tweet antisémite de Gérard Filoche: le parquet de Paris ouvre une enquête - L'Express.fr

Après l'émoi suscité au sein de la classe politique, c'est au tour de la justice de s'intéresser au tweet publié samedi par Gérard Filoche, jugé antisémite. Le parquet de Paris a ouvert ce lundi une enquête préliminaire des chefs de "provocation à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leur appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée", précise à L'Express une source judiciaire, confirmant une information de l'AFP. L'Express.fr 21 novembre 2017

"Après l'émoi suscité au sein de la classe politique", tiens donc, mais cela ne les émeut pas que Porochenko soit parvenu au pouvoir en Ukraine suite à un coup d'Etat soutenu par des milices néonazis, et que le président du parlement ukrainien soit un néonazi assumé et antisémite. Ils sont même invités à Paris, Berlin ou Washington...

Le Crif et la Licra ont déclaré qu'ils allaient porter plainte contre Gérard Filoche. On ne présente plus le Crif représentant l'extrême droite sioniste. Quant à la Licra moins connue, j'ai lu ceci dans un article hier soir :

- "*La Licra est une officine pro-israélienne qui traîne les militants de BDS devant les tribunaux, les couvre d'insultes et réclame la criminalisation de l'antisionisme.*" (Bruno Guigue - Le Grand Soir)

Commentaires d'internautes.

1- "Quand c'etait Sarkozy représenté par les jeunes socialistes faisant un salut nazi, le parquet était resté muet..."

2- "Quand est-ce que le parquet de Paris ouvrira une enquête sur la complicité directe de Hollande et Fabuis avec al Nosra..."

Epuration et justice expéditive au Parti Sioniste.

Filoche exclu du PS après son tweet anti-Macron - Reuters

Le Parti socialiste a exclu mardi Gérard Filoche, figure de l'aile gauche du parti, quatre jours après la diffusion sur son compte Twitter d'un message anti-Macron inspiré de la propagande antisémite, a fait savoir le sénateur David Assouline.

"Le bureau national a voté à l'unanimité pour l'exclusion de G.Filoche", a écrit le sénateur sur Twitter. "Il ne pourra plus dès ce soir se réclamer du Parti Socialiste et de ses instances. Reuters 22.11

Epilogue.

- Filoche va attaquer en justice la décision d'exclusion du PS - AFP

La décision du Bureau national du PS d'exclure Gérard Filoche suite à son tweet antisémite n'est pas conforme aux statuts du parti et "sera dénoncée devant le tribunal de Paris", affirment ses avocats dans un communiqué jeudi. AFP 23 novembre 2017

Entre nous, le tweet de Filoche n'était pas antisémite, il mettait simplement en évidence un des aspects déterminants de la situation. Dès le début du XIXe siècle les Rothschilds étaient devenus la plus grande fortune d'Angleterre et rêvaient d'accroître son pouvoir pour contrôler le monde, ils auront mis deux siècles pour y parvenir avec leurs amis Warburg et cie. Cela ne nous choque pas, ce sont les faits, chacun peut le vérifier.

Les véritables antisémites sont ceux qui font l'amalgame ignoble entre les juifs et Rothschild pour ensuite le condamner, donc les accusateurs de Filoche. C'est très fort au point qu'un grand nombre de personnes soutiennent cette imposture scélérate.

Puisque monsieur Filoche s'est abaissé à refuser d'assumer ses actes, nous ne voyons pas pourquoi nous devrions le soutenir. De même que nous n'hurlerons pas avec les loups qui voulaient sa peau, ils sont bien pire que lui encore.

Quant à l'extrême droite, ses différentes factions sont, soit antisémite, soit anti-musulman, toutes anti-ouvrières.

Il faut dire que cette affaire arrivait à point.

- Netanyahu à Paris début décembre pour s'entretenir avec Macron - AFP 19 novembre 2017

Pour qui roule le Caudillo ? Il le dit lui-même : Le capitalisme, Bruxelles, Washington et Tel Aviv.

- Manuel Valls pointe un "problème des musulmans" dans la société française - Le Huffington Post

Lors d'un débat filmé ce mardi 21 novembre à Madrid organisé par le quotidien espagnol El Pais, Manuel Valls a affirmé -en espagnol- qu'il existe dans la société française un "problème" avec l'islam et les musulmans.

L'ancien premier ministre a fustigé dans la foulée les discours "nationalistes" ou "populistes" consistant à désigner des boucs émissaires, à "accuser Madrid, le capitalisme, Bruxelles, Washington... Le Huffington Post

- Manuel Valls juge "insupportable" que Dieudonné puisse continuer à "se produire" - Le Huffington Post

- BHL soutient Frédéric Haziza et dénonce la comparaison avec Tariq Ramadan - leparisien.fr

En famille sous le joug de l'UE.

- Castaner, Le Pen et Mélenchon à l'Elysée pour parler d'Europe - AFP

Emmanuel Macron reçoit lundi et mardi les principaux responsables politiques pour les sonder sur ses projets européens et l'organisation des élections européennes de 2019, un scrutin central à ses yeux.

Pour Nathalie Loiseau, ministre des Affaires européennes, dans La Croix, ce débat pourra être organisé "dans les collectivités locales, les universités, les syndicats, les entreprises...". Avec comme objectif de nourrir la réflexion des dirigeants au second semestre 2018. AFP 19.11

Tirez la chasse sur le capitalisme !

- Journée des toilettes: visite du musée des toilettes de Delhi - AFP

Des visiteurs s'intéressent aux centaines de toilettes exposées au musée des toilettes de Delhi, alors que la journée internationale des toilettes est célébrée dans le monde entier. AFP

Voilà le sort qu'ils réservent aux plus pauvres.

- "1,8 milliard de personnes utilisent de l'eau contenant des matières fécales" - L'Express.fr

La journée mondiale des toilettes, décrétée par l'ONU vise à alerter sur les enjeux liés à l'assainissement. L'impact sanitaire, notamment, est crucial.

"Chaque jour, 1 000 enfants meurent de maladies faciles à prévenir en améliorant les conditions d'assainissement et d'hygiène". A l'occasion de la journée mondiale des toilettes, l'ONU dresse ce constat alarmant et tente de sensibiliser les populations aux enjeux liés à l'assainissement et au traitement des eaux usées.

Selon l'instance, 842 000 vies pourraient être sauvées chaque année en associant eau salubre, bonne hygiène et assainissement amélioré.

Selon les chiffres de l'ONU, 4,5 milliards de personnes ne disposent pas de toilettes qui permettent une gestion hygiénique des excréments.

En Inde, 50% de la population n'a pas accès à des toilettes de qualité. Récemment "Toilet, a love story", un film tiré de faits réels, est sorti en salles. Il s'agit d'une histoire d'amour entre un homme et une femme. Ils tombent amoureux, se marient. Puis elle vient vivre chez lui et découvre stupéfaite qu'il n'y a pas de toilettes privées. Pour faire ses besoins, elle est obligée de suivre les autres femmes, en pleine nuit dans la forêt. Sidérée, elle s'en va. L'homme va alors tout faire pour la reconquérir et il va rassembler tout le village autour d'un projet de construction de latrines... lexpress.fr 19.11

4,5 milliards de personnes vivent de nos jours dans des conditions indignes de la civilisation humaine, alors qu'une poignée d'ultra riches possèdent une fortune supérieure aux richesses détenues par la moitié de la population mondiale... et continuent de s'enrichir toujours plus en

Et qui va le financer ? Personne. Au bas mot pour équiper de toilettes une habitation cela coûte 15.000 roupies, ce qui représente trois mois de salaire (minimum) sur lequel vivent entre 5 et 10 personnes ou deux ou trois générations dans de nombreux cas, dans ces conditions il est impossible d'économiser cette somme. Et quand ils ont un revenu supérieur et inférieur à 10.000 roupies, ils sont lourdement endettés pour des années et se retrouvent dans la même situation extrêmement précaire que les plus pauvres.

Le jeune couple qui habite en face de chez nous a fait construire une petite maison, et comme il n'avait déjà pas assez d'argent pour clôturer leur minuscule parcelle de terrain, il en avait encore moins pour des toilettes. Sans parler que régulièrement je leur prête de l'argent pour finir les fins de mois, à d'autres familles très pauvres aussi, ils me rendent quand elles le peuvent, mais c'est une autre histoire qui ne regarde que nous...

Ils osent tout. Ils jubilent et peinent à se retenir.

- Patrons, faites-vous plaisir - Liberation.fr

- Licencier, c'est facile et c'est pas cher - Liberation.fr

Voilà ce que les dirigeants syndicaux ont accepté de "négocier" avec Macron.

LVOG - Avant et après les ordonnances.

- Héléna, Salariée dans un Ehpad. Avant: 42 000 €. Après: entre 6 800 et 27 300 € - Liberation.fr

- Véronique, responsable d'un magasin de meubles. Avant: 40 000 €. Après: entre 2 000 et 8 000 € - Liberation.fr

- Fabrice, employé d'une société informatique. Avant: 80 000 €. Après: entre 11 700 et 50 600 € - Liberation.fr

- Guillaume, chef d'un centre de réparation auto. Avant: 10 000 €. Après: entre 0 et 2 000 € - Liberation.fr

Le "***paradis***" ou la "***voie de l'ubérisation généralisée***".

- La Roumanie, nouveau paradis des patrons ? - Liberation.fr

Grâce à une modification radicale du code fiscal roumain, les entreprises installées dans le pays vont voir leurs charges sociales passer de quelque 35% à 2,25%. Un vrai coup dur pour les salariés.

«C'est une escroquerie politique !» s'indigne Dumitru Costin, leader du Bloc national syndical (BNS). Depuis une semaine, il ne décolère pas : «Ce gouvernement qui ose se qualifier de social-démocrate prend en réalité des mesures ultralibérales. Nous voilà désormais sortis de l'Europe sociale !». Pour Dumitru Costin, cette «révolution» fiscale va, par ailleurs, anéantir les promesses du gouvernement faites aux salariés du secteur public, qui devaient prochainement obtenir une hausse de leurs salaires de près de 25%. Mais le gouvernement social-démocrate avait promis de compenser intégralement le coût de ce transfert en augmentant le salaire brut de ces derniers. Pour finalement décider, faute de recettes budgétaires, de faire marche arrière. A l'instar de Dumitru Costin, la plupart des syndicats craignent que les employeurs du secteur privé ne suivent pas le mouvement et que les salaires nets subissent des baisses pouvant atteindre 20%.

En attendant, la Roumanie demeure très attractive pour les entreprises. Et nombre d'entreprises sont loin d'envisager une hausse des salaires bruts pour compenser ce transfert de charges sociales concocté par le gouvernement. «Beaucoup d'entreprises vont préférer mettre en place un système de rémunération basé sur des primes variables», imagine François Coste.

Selon Steluta Enache de BNS, «les patrons auront toujours un avantage car la main-d'œuvre n'est pas mobile en Roumanie et beaucoup acceptent de travailler pour un salaire minimum, par manque de choix, surtout en zone rurale». Ainsi, près de 1,3 million de salariés roumains empochent un revenu inférieur à 300 euros par mois. Pour le leader syndical Dumitru Costin, «les entreprises qui viendront en Roumanie ne verront qu'une chose : un taux de 2,25% de charges. Cette situation change complètement les rapports de force entre employé et patron». A croire que le PSD au pouvoir n'a qu'une seule ambition : mettre les salariés sur la voie de l'ubérisation généralisée. Liberation.fr 19.11

Savoir que la quantité se transforme en qualité ne sert à rien, si on n'est pas capable de déterminer à quel moment se produit précisément cette modification, et d'en tirer les conclusions qui s'imposent de préférence. S'agissant de la social-démocratie, elle est intervenue il y a plus d'un siècle quand elle est passée avec armes et bagages dans le camp de la réaction, dès lors avec le stalinisme elle devait être traitée comme telle.

Tous les modes de production qui se sont succédés depuis le néolithique ont rempli un rôle progressiste, jusqu'au moment où ils sont devenus une entrave au développement des forces productives, et dès lors ils devaient disparaître sous peine de stagner, de se putréfier, d'entraîner la société dans une régression sans fin avant d'être supplanter par des sociétés plus développées qui les intégraient ou lui imposaient son mode de production plus évolué, pour faire bref.

Ce processus historique ne concerna pas seulement les différents modes de production qui se sont succédés, mais également toutes ses représentations ou institutions qui furent vouées à la décadence et à ne plus jouer qu'un rôle nuisible pour les peuples avant de disparaître. Le capitalisme et ses institutions, leurs représentants (dont la social-démocratie), sont vouées à connaître le même sort, alors pourquoi s'est-on acharné à le nier en leur prêtant un rôle progressiste qui était épuisé ? N'était-ce pas le meilleur moyen d'assurer la survie d'un régime condamné à la faillite ? Pourquoi devrait-on nous interdire de nous poser ces questions ? Parce que des marxistes ne les auraient pas posées ainsi... Mais dites-moi, c'est bien Engels qui a affirmé qu'avec Marx ils avaient négligé cet aspect de la situation. Alors pourquoi ne devrait-on pas s'y attaquer, peut-être qu'on trouverait enfin la solution à nos problèmes, au lieu de s'enferrer dans un dogmatisme qui nous réduit à l'impuissance ou nous empêche de progresser.

Les "bonnes affaires" pas pour tout le monde.

- Emmanuel Macron, l'avenir des Guyanais vaut mieux qu'une Montagne d'or - Le Huffington Post

- Agnès Buzyn sur le remboursement des soins d'optique: "on n'est pas là pour offrir des montures Chanel à tout le monde" - Le Huffington Post

Interrogée sur la promesse de campagne d'Emmanuel Macron de rembourser à 100 % les soins d'optique, la ministre de la Santé à tenu à clarifier les choses: "On n'est pas là pour offrir des montures Chanel à tout le monde ou des verres antireflet qui filtrent

la lumière bleue". Le Huffington Post 22 novembre 2017

- Déficits : « La France qui se moque de ses engagements européens, qui ment, qui triche, c'est fini » répond Bruno Le Maire à la Commission - Publicsenat.fr

- Les bonnes affaires immobilières des anciens députés - Franceinfo

Certains élus ont acheté un bien immobilier grâce à leur indemnité représentative de frais de mandat (IRFM). Franceinfo

- Le chômage de nouveau à la hausse - Liberation.fr

Inquisition du 1%. Délation généralisée et règlement de comptes.

- Macron fait respecter une minute de silence en hommage aux 123 femmes tuées en 2016 par leur conjoint - Le Huffington Post

- Macron va faire de l'égalité femmes-hommes la "grande cause" de son quinquennat - AFP

- #SoyezAuRdv contre les violences sexuelles: un appel à Macron - AFP

- Les syndicats entrent dans le mouvement - Libération.fr

Mercredi dernier, à la Bourse du travail de Paris, la CGT rassemblait 150 de ses militantes (et quelques dizaines de militants) en vue d'explorer les solutions de lutte contre le harcèlement et les agressions sexuelles au sein des entreprises et des services publics. La veille, la CFDT avait organisé à son siège un rassemblement autour de la même problématique. Et une semaine plus tôt, les deux centrales adressaient, avec la CFTC et FO, une lettre au Premier ministre pour lui demander d'accepter qu'une place spécifique soit accordée aux femmes au sein de la norme sur «les violences dans le monde du travail» en cours de négociations avec l'Organisation internationale du travail. Liberation.fr 25 novembre 2017

- LCP suspend Frédéric Haziza, soupçonné d'agression sexuelle - AFP

La chaîne parlementaire (LCP) a suspendu mardi son présentateur vedette Frédéric Haziza et ouvert une enquête interne à son encontre, après une plainte d'une journaliste de la chaîne, Astrid de Villaines, pour agression sexuelle. AFP

- Un chorégraphe accusé d'«abus sexuels sous couvert de la danse» - Liberation.fr

- USA: le doyen démocrate de la Chambre accusé de harcèlement sexuel - AFP

- Deux élues proposent que chaque commune baptise une rue du nom d'une femme - Franceinfo

"Nos villes sont genrées. Elles sont aux hommes. Tout en témoigne (...) A chaque coin de rue nous cherchons la place de la femme", observent ces deux parlementaires dans un communiqué. A Paris, seules 4% des rues portent le nom d'une femme, selon le décompte de franceinfo réalisé en mars 2016. Franceinfo

- « Moi, je te crois » : les Espagnoles s'émeuvent d'un procès pour viol collectif - LeFigaro.fr

- Balances Chez Amazon, des salariés invités à dénoncer leurs chefs fautifs - Liberation.fr

C'est un «jeu» de fin d'année destiné à célébrer le «Peak Fest» (la fête du pic d'activité) au centre logistique d'Amazon, à Lauwin-Planque (Nord)... Liberation.fr

Mimétisme ou coïncidence...

- Trans en Chine : un premier rapport accablant - Liberation.fr

- Forte hausse en Russie des crimes contre la communauté LGBT - Reuters

Une réponse aux frustrées et aux impuissants.

LVOG - La féminisation des esprits des hommes ou des militants est l'apanage des faibles ou des lâches. Quant aux

femmes hystériques qui participent à cette ignoble campagne, se sont généralement des mal baisées ou elles n'ont pas été favorisées par la nature, et elle ne connaîtront sans doute jamais l'orgasme au cours de leur vie, la plupart des hommes non plus. Vous me direz qu'on peut très bien vivre et s'en passer, certes, et c'est le cas de ces femmes parce qu'elles le craignent, ce qui prouve si besoin était qu'elles ne sont pas libérées, car dans l'orgasme la notion de sexe n'existe pas ou elle est dépassée, on est dans un état fusionnel, et il n'y a pas de place pour un rapport de dominant à dominé.

Après s'être attaquées aux différentes générations, à toutes les couches de la société, ils en arrivent à dresser les femmes contre les hommes pour qu'ils leur ressemblent, mais comme elles sont plus faibles que les hommes ou dans une situation défavorable, cela revient à vouloir affaiblir les hommes au lieu de vouloir que les femmes deviennent plus fortes, ce qui ne peut qu'affaiblir les femmes. Il vaudrait mieux admettre que tous les hommes et toutes les femmes sont différents et qu'ils disposent d'un potentiel différent qui les prédisposent à accomplir des tâches différentes librement consenties. Une société qui fonctionnerait selon ce principe verrait la violence considérablement réduite ou devenir très rare. On en est très loin.

A l'étape suivante ils vont manipuler les ADN ou modifier des gènes pour que les hommes s'adaptent parfaitement à leur modèle de société. On n'est pas loin de la pureté aryenne ou on l'a dépassée.

Le plus misérable, pitoyable, pathétique, c'est de constater que cette campagne mondiale est orchestrée par les idéologues néolibéraux anglo-saxon, l'élite intellectuelle au service de l'oligarchie, et que ceux qui se réclament de la gauche, de l'extrême gauche, du socialisme, tous les syndicats y participent (une fois de plus) en choeur. J'appelle les militants à rompre avec ces partis et à combattre cette orientation dans les syndicats.

Un mot plus personnel.

Il y a plus de 35 ans, j'ai été amené à vivre une relation quasi fusionnelle avec une femme, y compris sur le plan sexuel. Pendant plus de six mois nous nous sommes livrés plusieurs fois par jour et des nuits entières à des exercices sexuels, mais à aucun moment ni elle ni moi ne connaîtront l'orgasme. Si je n'en avais pas fait l'expérience tout récemment avec ma compagne, je n'aurais jamais su ce que cela signifiait ou je me serais mépris que la qualité des rapports sexuels que j'avais eu autrefois avec cette femme. Voilà pourquoi j'affirme sans prendre trop prendre de risques que l'orgasme est inaccessible à la plupart des femmes et des hommes, sauf peut-être au cinéma ou dans des vidéos pornographiques.

- L’inquisition sexuelle par Israël Shamir — 20 novembre 2017 - Arrêt sur Info

Une moche baraquée, la cinquantaine ou plus, le cheveu mort, trois rangs de perles sous bajoues, racontant à gros sanglots une histoire d’attouchements non désirés, qui a peut-être eu lieu il y a des lustres, voilà qui constitue un spectacle pénible. Peut-être que Beverly Young Nelson a autrefois été jeune et belle, et capable de réveiller la passion au creux des reins d’un costaud, mais c’est loin, très loin. Et pourtant cette improbable créature a bel et bien empêché Roy Moore, le suspect, de gagner une élection en Alabama.

Si cette vieille chouette prétendait avoir prêté à Moore cent dollars trente ans plus tôt, et qu’elle les lui réclamait, intérêts et principal, le tribunal lui aurait ri au nez. Qu’est-ce qu’elle faisait donc, tout ce temps-là, où sont les preuves, lui dirait-on. Pourquoi personne ne lui pose la question aujourd’hui, alors que la carrière du bonhomme est fichue ? Comment se fait-il que des revendications aussi douteuses puissent anéantir un individu ?

D’autant plus que cette personne a un nom et un visage, même s’il n’est pas ragoûtant, alors que dans bien des cas, l’accusatrice reste anonyme, cachée derrière une lettre, tandis que l’accusé se retrouve nommé, montré du doigt, et en perd son boulot. Il n’y a que l’Inquisition qui ait agi de la sorte, à base de sources anonymes et de griefs opaques. Nous voilà aux prises avec la sexquisition.

Est-ce que c’est un phénomène purement américain ? La vengeance de Salem, où un spasme semblable de paranoïa massive avait amené une petite ville de la Nouvelle Angleterre à pendre une vingtaine de femmes accusées de sorcellerie ? A Salem, les hommes faisaient la chasse aux sorcières ; trois cents ans plus tard, ce sont les sorcières qui pourchassent les hommes.

Et c’est une épidémie mondiale. Les USA sont le modèle de tout l’espace de la Pax Americana, où l’on imite la musique et les films américains, et maintenant cet accès de démence. De tous les hommes, de tout âge, de toute confession, nul n’est à l’abri de poursuites.

En Israël, la petite âme sœur de l’Amérique, un rabbin a été inculpé pour une histoire de viol avec sodomisation sur une gamine il y a sept ans. C’est une policière féministe qui a géré l’affaire. Le rabbin a passé un mois en taule et presque une année en assignation à résidence ; il a perdu son travail, et son nom est maudit à jamais. Et puis on a découvert que la fille ne pouvait même pas se souvenir de ses propres mensonges et les répéter correctement. Le procureur a décrété l’annulation de la procédure et le rabbin David Harrison a été remis en liberté. Qui lui rendra son année gâchée, sa réputation, son travail ? Est-ce que l’accusatrice et la policière vont le dédommager ? Eh bien non.

Et encore, il a eu de la chance. Le président israélien Mosché Katsav en a eu moins. Sa première accusatrice, cachée derrière la lettre A, s'est avérée être une menteuse, et ses griefs n'ont pas été entendus. Mais à mesure que son histoire circulait bien des femmes s'étaient jointes à la chasse à courre, et Katsav s'était retrouvé derrière les barreaux. Maintenant, la plupart des juges sont des femmes, en Israël, et les hommes sont cuits.

L'Europe marche benoîtement dans les pas des USA. Là, c'est un universitaire d'Oxford, né suisse et musulman, Tariq Ramadan, l'homme qui a fait tout ce qu'il pouvait pour que les musulmans d'Europe se sentent européens. Une colonne de bonnes femmes est arrivée pour dire qu'il les avait violées ou approchées avec des avances non sollicitées il y a quelques années. Il a été obligé de se mettre en congé à l'université.

Bref pas un chrétien, pas un juif, pas un musulman ne saurait échapper à une semblable accusation, à partir du moment où il a un nom, une position et quelque argent sur son compte en banque. Pour une raison mystérieuse, les gens qui triment, les chauffeurs de taxi, les ascensoristes ou encore ouvriers sur les tapis d'assemblage n'ont jamais fait partie des souvenirs des copines de Beverly Young Nelson au bout de vingt ans. Est-il plausible que les représentants de la classe ouvrière ne se montrent jamais entreprenants ? Il n'y aurait que les riches et célèbres qui aient la main leste ?

Cet assaut sur les hommes se produit au moment de la campagne Balance-ton-porc sur les réseaux sociaux. Bien des femmes ont été obligées de se joindre à la meute : si vous ne faites rien, c'est probablement que personne ne vous a jamais trouvée assez attrayante pour tenter le coup. Elles ont foncé, en masse. Les hommes aussi sont réceptifs à l'hystérie de masse, mais les femmes battent tous les records. Et les réseaux sociaux sont un riche terreau pour ces campagnes.

Et s'il y avait un noyau de vérité au fond de tout ce grabuge? Jusqu'à un certain point, oui, quand on crie au loup, il n'y a pas de fumée sans feu. Les actes les plus courants peuvent être évoqués en des termes extrêmement sensationnalistes. Au lieu de dire « il m'a serrée dans ses bras et il m'a embrassée » dites plutôt « il a introduit de force sa langue dans ma bouche tout en m'immobilisant, puis il m'a clouée sur un lit sous son poids ». Le sexe, il y a des gens pour vous en parler, des puritains, des viragos, du gibier de psy, de manière à ce que vous soyez prêt à réclamer la peine de mort pour le prédateur de la chose.

Le terme viol ne veut plus dire la même chose qu'à l'origine. Mon ami Julian Assange a passé des années sous les verrous, et son aventure parfaitement consentie avec deux de ses groupies a été qualifiée de viol pour de menus aspects techniques (une capote déchirée, un état de demi-sommeil ou d'éveil incomplet). Dans les deux cas, cela partait d'un remords d'acheteur, ces dames regrettaient, deux jours après l'évènement, leur enthousiasme passager parce qu'il ne les avait point rappelées. Une femme détestant les hommes de toutes ses forces, la procureuse, se proclamant lesbienne, avait insisté pour envoyer Julian en taule. De son point de vue, un homme est à sa place quand il est enfermé, même si la requête est sans fondement. Et même après cette déclaration parfaitement discriminatoire, elle n'a pas été destituée.

La Suède connaît une avalanche de plaintes pour viol, ces temps-ci. Certains lecteurs ont fait le rapprochement avec l'immigration de masse en provenance du Moyen Orient. Et certes un homme de ces régions peut facilement se tromper dans l'interprétation des paroles ou des gestes d'une jeune Européenne. Mais non mais non, disent les féministes ! Pourtant jusque dans les années 1950, les Européens se méprenaient régulièrement sur l'usage des « allumettes suédoises ». La fille devait souligner son « non », sans quoi ils croyaient vraiment que c'était la façon féminine normale d'être timides. Et il y a tant de gestes courants qu'on appelle des viols en Suède maintenant, que le terme est complètement dévalué.

Tout peut être décrit de façon répugnante. Manger de la viande c'est du cannibalisme, un compliment c'est un viol. Et en même temps, des choses qui révulsent les gens normaux peuvent être décrites comme la normalité, voire la norme. Les hommes normaux sont révoltés par la description ou la présentation qu'on fait des relations sexuelles entre hommes. Et on les force à accepter tout cela tout en considérant les gestes habituels entre homme et femme comme quasi criminels. (...)

Si l'agression a lieu en ville, la fille devrait ameuter le quartier, hurler et pleurer. Si cela ne suffit pas, ou si l'agression a eu lieu hors les murs, elle devrait se précipiter à la gendarmerie. Pas au bout de vingt ans, pas une semaine plus tard, pas le surlendemain, mais sur le moment. Si elle n'a rien dit, c'est son problème.

Cette attitude réglerait la question de savoir si la femme veut dire oui ou non quand elle dit non. Si elle appelle au secours, c'est que c'est non. Et ce sera fini des mines dormantes prêtes à vous sauter à la figure à tout bout d champ. Deuxièmement, plus d'anonymat pour les accusatrices. Si vous accusez un homme, soyez prêtes à faire face, ne vous cachez pas derrière le voile de l'anonymat. Ces deux règles simples restaureront la santé de tous, et remettront le viol à sa vraie place horrible de jadis et de tous les temps.

Et pour le harcèlement, c'est le plus souvent une invention de la rancœur féminine. Cela ne devrait pas relever de la loi ni des tâches de la police. Si une dame est gênée par un regard insistant, qu'elle déclenche un procès, ou qu'elle appelle un policier si cela va plus loin. Les gendarmes savent ce qu'il faut faire avec ce genre de vice. Les souvenirs tardifs de harcèlement ne sont pas valables, même s'ils sont vrais. Si la femme n'a pas réagi sur le moment, c'est trop tard.

Autrement, bientôt les USA n'auront plus un politicien mâle et normal, juste des femmes et des efféminés. Et la maladie se

répandra dans toute l'Europe, jusqu'au jour où le vieux Monde et l'Amérique du Nord seront prêts au repeuplement par des Africains virils.

La Russie reste un territoire libre pour les mâles. Bien des modes américaines envahissent Moscou, mais l'émasculation n'en fait pas partie. Les Russes ont interdit la propagande homosexualiste en direction des mineurs, et ils ont réglé le problème. De fait, les femmes russes préfèrent grandement le style russe. Ce sont les hommes qui règlent l'addition au restaurant, qui leur tiennent la porte, qui les aident à enfiler leur manteau ; bref, les hommes qui continuent à faire ce que faisaient les hommes bien élevés en Amérique et en Europe, il y a un demi-siècle.

La Russie a connu sa campagne "Balance-ton-porc" l'année dernière. Et un tas de femmes ont récité ou inventé des histoires de harcèlement. Mais c'est resté au niveau de Facebook, car la loi ne permet pas de porter plainte des années après les faits allégués.

Et surtout, les Russes considèrent le sexe entre homme et femme comme une chose normale. Ils ne sont pas horrifiés par une relation entre prof et élève, ou entre patron et assistante. Les reportages sur les châtiments sévères imposés par les juges américains dans le cas d'une professeuse couchant avec des jeunes gens rencontrent l'incrédulité et la stupéfaction. Sur cinquante histoires récentes de ce genre, aucune n'aurait été sanctionnée en Russie. Je ne comprendrais pas d'ailleurs en quoi un gamin de 17 ans séduit par sa prof de 23 ans aurait subi un tort.

On envierait plutôt le gosse, en tout cas. Mais c'est cette attitude traditionnelle en matière de sexe qui est la raison principale des attaques médiatiques contre la Russie, bien plus que les histoires de « hackers russes ».

Il est très difficile de défendre Weinstein, avec son obsession pour l'Holocauste et sa soif de revanche sur les blondes. Mais c'est son cas qui a ouvert les portes de l'Enfer. Refermons-les vite avant que l'équilibre de l'univers entre le yin et le yang, entre les pôles mâle et femelle, ne soit rompu.

Pourquoi est-ce que les USA se retrouvent frappés de cet étrange fléau? Je serais tenté de l'expliquer comme une réaction contre la révolution de 1968, y compris la révolution sexuelle qui en faisait partie. Pour nous, les gosses des Sixties', vivre c'était facile, le sexe c'était un domaine de liberté et de plénitude, en Californie ou en Crimée comme sur la Côte d'Azur. Nous en avions à profusion, du sexe sans capote, souvent avec des étrangères. C'était ça, le communisme. Redouter l'amour libre et le sexe à la portée de chacun, c'est avoir peur du communisme.

Les riches garçons et filles qui sont arrivés au pouvoir ensuite ont tout transformé en source de gains, et c'est avec ce schéma en tête qu'ils ont créé la pénurie, y compris la pénurie de sexe ; il s'agit d'une contre-révolution sexuelle. Les plaignantes pour harcèlement sont les petits soldats de la contre-révolution sexuelle, elles font monter les tarifs de leurs charmes en organisant la pénurie. C'est elles qui y perdront, les malheureuses ; espérons qu'elles n'auront pas dézingué la planète avant de s'en apercevoir. Arrêt sur Info

Personnellement je n'ai jamais touché une femme par crainte d'une réaction violente. Quand je travaillais en France, mes collègues hommes et femmes de la même génération se faisaient la bise le matin, pas moi, j'adressais un bonjour de loin aux femmes et je serrais la main des hommes. J'étais complexé et je craignais les femmes au caractère imprévisible. Sans doute que je les identifiais à ma mère qui était autoritaire et me frappait...

Leur complexe d'infériorité les rend hypocrites et sournoises, cruelles, c'est sans doute ce qu'aiment ceux qui les dressent contre les hommes parce qu'ils se ressemblent, au chaos ils ajoutent le règne de la terreur pour conserver leur pouvoir...

Antisocial tu perds ton sang froid.

- Psychiatrie : à Amiens, l'hôpital abandonné - Liberation.fr

Depuis sa visite du centre Philippe-Pinel, la députée Barbara Pompili (LREM) sonne l'alerte contre les conséquences dramatique pour les patients du manque de personnel. Liberation.fr

- Bruxelles veut l'égalité salariale hommes-femmes d'ici deux ans - Reuters

- Bruxelles: la situation de migrants en Libye "ne peut pas durer" - AFP

La situation "épouvantable" en Libye des migrants, dont certains sont vendus comme des esclaves, "ne peut pas durer", a déclaré jeudi à l'AFP le commissaire européen Dimitris Avramopoulos au moment où la coopération de l'UE avec Tripoli fait l'objet de vives critiques. AFP

- Vaste opération d'Interpol contre le trafic d'êtres humains en Afrique - LeFigaro.fr

Quarante personnes ont été arrêtées au cours d'une opération simultanée d'Interpol visant des trafiquants d'êtres humains dans plusieurs pays d'Afrique. LeFigaro.fr

Ils font du si "bon boulot" (Fabius)

- Syrie: Lafarge aurait versé plus de 500 000 dollars au groupe Etat islamique - lexpress.fr

Le chiffre est vertigineux. Selon Le Canard Enchaîné, la filiale syrienne du groupe Lafarge a versé 509 694 dollars au groupe Etat islamique afin de maintenir ses activités en Syrie entre juillet 2012 et septembre 2014. Au total, le cimentier français aurait versé 5,56 millions de dollars "au titre des 'dons' à de nombreuses factions armées locales en Syrie, précise l'hebdomadaire satirique. lexpress.fr

Fin de règne. Quand toutes les puissances occidentales sont en proie à une crise politique permanente.

- Allemagne: Merkel en pleine crise après l'échec de négociations gouvernementales - AFP

- Le gouvernement irlandais au bord de l'implosion - Reuters

Ils osent tout

- Notre QI est-il vraiment en train de baisser ? - Liberation.fr

Libération en est la preuve si besoin était !

- Esclavage en Libye : Emmanuel Macron évoque un crime contre l'humanité - Franceinfo

- Piratage d'utilisateurs : le gouvernement écrit à Uber - LeParisien.fr

- Des ONG réclament l'abandon de la réforme de la justice en Pologne - Reuters

- Carla Del Ponte "satisfaite" de la condamnation de Ratko Mladic - euronews

- Affaire Ramadan: Caroline Fourest entendue par les enquêteurs - AFP

- Pour le conseiller à la sécurité nationale, Trump a l'intelligence d'un enfant de "maternelle" - BFMTV

- Pour Amnesty, les Rohingyas de Birmanie sont victimes d'"apartheid" - AFP

- Des journalistes ougandais inculpés pour trahison - Reuters

- Macron multiplie les contacts sur le Proche-Orient - Reuters

- Le Sénat vote l'augmentation du prix du tabac mais la limite pour les cigares - Publicsenat.fr

- Grande-Bretagne: Hammond met en avant les mesures sociales du projet de budget - Reuters

- L'Arabie saoudite tire à boulets rouges sur l'Iran - AFP

L'Arabie saoudite a averti l'Iran dimanche qu'elle ne resterait pas "les bras croisés" face à sa politique "agressive", en pleine exacerbation des tensions entre les deux puissances rivales au Moyen-Orient. AFP

Mimétisme.

- Emmanuel Macron a exprimé vendredi le "souhait que l'Iran ait une stratégie régionale moins agressive", tout en s'inquiétant de "sa politique balistique qui apparaît non maîtrisée". AFP

- La Ligue arabe met en garde l'Iran - euronews

- L'ONU enjoint les belligérants en Syrie à ne plus viser les civils - AFP

- Vente d'esclaves en Libye : Tripoli ouvre une enquête sur des actes "inhumains" - Franceinfo

- En Suède, un festival de musique sans hommes se tiendra cet été - L'Express.fr

- Migrants : une campagne-choc contre les frontières - Franceinfo

- Le pape à table parmi les exclus pour la 1ère "Journée mondiale des pauvres" - AFP

Dossier sur le Zimbabwe.

- Zimbabwe: chronique de la chute annoncée du monument Mugabe - AFP

Depuis trente-sept ans qu'il dirige le Zimbabwe, Robert Mugabe semblait insubmersible. Son règne s'est lézardé en quelques jours et paraissait lundi, malgré sa résistance, proche de la fin, après une succession de convulsions inédites dans l'histoire du pays.

Retour en six épisodes sur deux semaines folles qui ont mis à genoux le dernier régime issu de la lutte anticoloniale.

Le 6 novembre, le ministre de l'Information, Simon Khaya Moyo, annonce que le chef de l'Etat a limogé son vice-président Emmerson Mnangagwa, accusé de manquer de "loyauté".

A Harare, la nouvelle ne surprend personne. Depuis des semaines, la première dame, Grace Mugabe, s'est lancée dans une violente campagne de dénigrement contre M. Mnangagwa, qui lui barre la route de la succession de son mari.

A peine évincé, celui que l'on appelle le "crocodile" annonce son exil. Mais il défie le couple présidentiel et jure de revenir au pays pour prendre la tête du parti au pouvoir, la Zanu-PF.

La capitale bruisse déjà de rumeurs faisant de la deuxième épouse du chef de l'Etat la nouvelle vice-présidente. La voie semble dégagée pour que, le moment venu, elle succède à son mari.

Dans les rangs de l'armée, le dernier caprice du couple Mugabe passe très mal. Pour son chef d'état-major, le général Constantino Chiwenga, c'est même la foucade de trop.

Hors de question, juge-t-il, que l'incontrôlable Grace grille la politesse à "son" candidat Emmerson Mnangawa, héros de la guerre de libération et incontournable de la galaxie sécuritaire.

"La purge actuelle qui vise clairement les membres du parti engagés dans la guerre d'indépendance doit cesser immédiatement", tonne le général Chiwenga, en treillis et en colère, lors d'une intervention inédite devant la presse le 13 novembre.

"L'armée n'hésitera pas à intervenir", menace-t-il.

Et pour la première fois depuis l'indépendance du pays en 1980, l'armée franchit le Rubicon dans la nuit du 14 au 15 novembre. Ses blindés prennent position à Harare.

L'opération se déroule en douceur, officiellement sans faire de victimes. Seuls quelques coups de feu sont tirés autour du "Toit bleu", la propriété du chef de l'Etat, aussitôt placé en résidence surveillée avec sa famille.

Un porte-parole de l'état-major s'invite à l'aube à la télévision nationale pour assurer qu'il ne s'agit pas là d'un coup d'Etat mais juste d'une opération contre les "criminels" de l'entourage du président, en l'occurrence les partisans de Grace Mugabe.

A l'aube, la capitale se réveille interloquée mais reste calme, comme soulagée d'entrevoir la fin du règne de son président.

Mais le vieil homme, déterminé et retors, n'est pas décidé à capituler en rase campagne. Le 16 novembre, il rencontre pour la première fois les généraux qui le poussent vers la sortie et refuse sèchement de leur remettre sa démission.

Le lendemain, il s'offre même sa première sortie publique depuis l'intervention des militaires.

Revêtu d'une toge bleue et d'une coiffe assortie, il préside une cérémonie de remise de diplôme d'une université d'Harare. Avant

de s'endormir dans son grand fauteuil de bois...

Malgré son obstination, les soutiens du président le lâchent un à un. Ses anciens "camarades" de la guerre d'indépendance sont les premiers à lui tourner le dos. "La partie est finie", lance leur chef, Christopher Mutsvangwa.

Samedi 18, des dizaines de milliers de manifestants envahissent les rues des deux principales villes du pays, Harare et Bulawayo (sud-ouest), aux cris de "Bye bye Mugabe" ou "Au revoir grand-père".

Scènes inimaginables il y a quelques semaines, la foule fraternise avec l'armée, l'instrument de répression favori du régime.

Dimanche, la défaite de Robert Mugabe semble consommée. Réunie en urgence, la Zanu-PF lui retire son mandat de président du parti et exclut son épouse de ses rangs.

Cette fois c'est sûr, pense-t-on à Harare, il doit confirmer qu'il jette le gant lors d'une allocution télévision prévue en soirée.

Encadré d'une brochette de militaires en tenue, Robert Mugabe lit de son anglais d'un autre siècle une longue déclaration dans laquelle il reconnaît le bien-fondé de certaines critiques, mais prêche l'unité et la réconciliation.

Il s'emmêle dans son texte et finit sa prestation... sans annoncer qu'il se retire. Enième provocation, il assure même qu'il présidera le prochain congrès de la Zanu-PF !

Dans le pays, c'est la surprise et la déception. Le "roi" n'a pas encore abdiqué, mais il est désormais sous la menace d'une destitution qui doit être engagée mardi.

Malgré ses rebuffades, Robert Mugabe continue de dialoguer avec l'armée.

Contre des "garanties", il a accepté "une feuille de route" pour une sortie de crise, a assuré lundi soir le chef d'état major Constantino Chiwenga.

Surtout, le vieux leader a renoué avec son vice-président déchu. "Le Crocodile", qui a attendu son heure, doit rentrer prochainement au pays. Leur face-à-face sera-t-il décisif ? AFP 21 novembre 2017

Leur candidat ou le ministre de la répression de Mugabe

- Au Zimbabwe, Mugabe lâche enfin le pouvoir - AFP Son ancien vice-président Emmerson Mnangagwa, 75 ans, devrait être nommé dès mercredi président par intérim, selon le parti au pouvoir, la Zanu-PF.AFP

- Après Mugabe, le Zimbabwe a l'opportunité d'un avenir sans oppression, selon May - AFP

La démission du président zimbabwéen Robert Mugabe après 37 ans de pouvoir offre à son pays l'opportunité de connaître un avenir sans oppression, a déclaré mardi la Première ministre britannique, Theresa May.

Les Etats-Unis ont également relevé que le départ de Mugabe était "une opportunité historique pour les Zimbabwéens" d'en finir avec "l'isolement" de leur pays.

"Je suis si heureux que Mugabe soit parti", a réagi Tinashe Chakanetsa, 18 ans. "Trente-sept ans de dictature, ce n'est pas rien. Maintenant je rêve d'un nouveau Zimbabwe dirigé par le peuple et non une seule personne".

"Le nouveau dirigeant devra montrer un visage sympathique à la communauté internationale", relève l'expert Derek Matyszak (Institut pour les études de sécurité - ISS). AFP

- Mnangagwa, un "crocodile" qui veut rassembler les Zimbabwéens - Reuters

Cacique du régime, celui que les Zimbabwéens surnomment "le crocodile" était aux commandes lors des différentes vagues de répression des quatre dernières décennies. Reuters

- Mugabe parti, Mnangagwa devient le président du Zimbabwe - AFP

Emmerson Mnangagwa s'est battu aux côtés de Robert Mugabe pour l'indépendance du Zimbabwe en 1980. À la libération, il

devient le patron des services de renseignement.

Plus tard, il est accusé d'avoir dirigé la brutale répression qui aurait fait environ 20 000 morts en 1983 dans des provinces dissidentes. Un rapport de l'ONU, en 2002, l'accuse également d'avoir participé au pillage des richesses du sous-sol congolais.

Et ça ne s'arrête pas là. Il est aussi soupçonné d'avoir orchestré les fraudes massives et intimidations qui ont permis la « réélection » du dictateur en 2008.

Le Mouvement pour le changement démocratique (MDC) a affiché sa préférence pour la mise en place d'un gouvernement d'union nationale jusqu'aux élections prévues en 2018, mais a assuré qu'aucune discussion n'était engagée.

Son chef, Morgan Tsvangirai, s'est montré jeudi, dans un entretien avec l'AFP, très magnanime envers le président Mugabe, assurant que les Zimbabwéens ressentaient "des émotions conflictuelles pour ce héros, qui est aussi une brute".

"Que faire à quelqu'un qui a 93 ans ? Le laisser tranquille", a-t-il ajouté, "le nouveau président doit comprendre qu'on peut pardonner et avancer." AFP 24 novembre 2017

Dossier sur la Syrie.

- Syrie: Poutine rallie Erdogan et Rohani à l'idée d'une réunion politique en Russie - AFP

Vladimir Poutine s'est assuré du soutien des présidents turc et iranien à l'idée de réunir en Russie des représentants du régime syrien et de l'opposition, voyant une "vraie chance" de régler ce conflit, malgré les doutes qui continuent d'entourer cette initiative. AFP 22 novembre 2017

- Russie, Iran et Turquie proposent un "congrès des peuples syriens" - Reuters

La Russie, l'Iran et la Turquie ont approuvé mercredi l'idée d'organiser prochainement à Sotchi un congrès des peuples syriens, initiative destinée à engager un dialogue politique et à trouver une solution à six années de guerre civile en Syrie.

"L'Iran, la Russie et la Turquie ont convenu aujourd'hui l'organisation prochaine d'un congrès syrien à Sotchi", a déclaré Hassan Rohani devant la presse. "Ce prochain congrès syrien établira les bases d'une Constitution pour la Syrie", a-t-il ajouté.

Les trois chefs d'Etat appellent les autorités syriennes ainsi que l'opposition modérée "à participer de manière constructive" à ce congrès qui pourrait se tenir dans un avenir proche.

Aucune date n'est précisée, non plus que les noms des organisations et groupes qui seraient invités à y participer.

L'idée reste de réunir autour d'une même table les représentants des différents groupes religieux, factions combattantes et communautés de Syrie.

"Le congrès examinera les principales questions de l'agenda national syrien", a expliqué Poutine devant les journalistes en compagnie de Rohani et Erdogan.

"Il s'agit en premier lieu d'établir un cadre pour la future structure de l'Etat, d'adopter une nouvelle Constitution et sur cette base d'organiser des élections sous le contrôle des Nations unies", a précisé le président russe.

Toujours selon le communiqué, les trois chefs d'Etat réaffirment leur volonté commune d'éradiquer le groupe Etat islamique et s'engagent au respect de l'unité et de l'intégrité territoriale de la Syrie.

Avant la réunion, Vladimir Poutine avait réclamé de la part de tous ses acteurs des "concessions" et des "compromis" pour parvenir à une solution politique.

La défaite des djihadistes de l'Etat islamique (EI), dont le dernier bastion urbain dans l'est de la Syrie, Albou Kamal, est tombé la semaine dernière, a fait entrer le conflit dans "une nouvelle phase" qui permet de relancer le processus de paix, avait poursuivi Vladimir Poutine. Reuters 22 novembre 2017

- L'opposition syrienne intransigeante sur le départ d'Assad - Reuters

Plusieurs groupes de l'opposition syrienne, réunis en conférence à Ryad pour définir une ligne commune dans les pourparlers de

paix, ont réaffirmé mercredi leur demande d'une mise à l'écart de Bachar al Assad comme condition préalable à une transition politique en Syrie.

Cette exclusion d'Assad, qui reste un obstacle majeur à un éventuel règlement de la guerre civile, semblait être moins d'actualité après la démission lundi, sans explications, de Ryad Hidjab, président du Haut Comité des négociations (HCN).

Bachar al Assad et pour son refus que le chef du régime syrien puisse jouer un rôle quelconque dans une transition en Syrie.

Le projet de communiqué final de la conférence parrainée par l'Arabie saoudite reprend cette exigence...

Le HCN a jusqu'ici représenté l'opposition syrienne aux pourparlers de Genève, mais il existe d'autres plate-formes de l'opposition soutenues par des puissances comme l'Egypte ou la Russie.

La plate-forme de Moscou, dirigée par l'ancien vice-Premier ministre Kadri Djamil, a décliné l'invitation de Ryad, accusant les membres du HCN de saper les efforts pour parvenir à la constitution d'une délégation unique. Reuters 22 novembre Reuters

- L'opposition syrienne s'accorde pour envoyer une délégation unifiée à Genève - AFP

L'opposition syrienne est parvenue vendredi à Ryad à trouver un terrain d'entente pour envoyer une délégation unifiée en vue des prochaines négociations à Genève avec le régime sous l'égide de l'ONU.

"Nous nous sommes mis d'accord avec les deux autres groupes (de l'opposition) pour envoyer une délégation unifiée pour participer aux négociations directes à Genève", a annoncé à la presse Bassma Kodmani, un des membres de l'équipe de négociateurs.

L'annonce de l'accord intervient au deuxième jour des pourparlers organisées sous l'égide de l'Arabie saoudite, réunissant quelque 140 représentants de l'opposition avant les négociations prévues à Genève le 28 novembre avec le régime du président Bachar al-Assad.

La rencontre de Ryad intervient alors que la Russie, alliée du régime de Bachar al-Assad, espère réunir sur son sol un "congrès" entre des représentants du gouvernement et de l'opposition syrienne sous les auspices des puissances qui les soutiennent. AFP 23.11

Haut de page

Le 27 novembre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (5 pages)

Les Plenel, Filoche et cie. n'ont apparemment pas saisi qu'avec l'arrivée de Macron au pouvoir, l'époque pendant laquelle ils remplissaient le rôle d'idiots utiles de gauche pour le compte du régime est définitivement révolue.

Après être passée par plusieurs phases depuis la fin du XIXe siècle, le socialisme réformiste, le social-patriotisme, ou le social-impérialisme, le social-libéralisme, la social-démocratie termine sa course dans la poubelle du néolibéralisme, en sacrifiant parmi ses partisans tous ceux qui entendaient préserver un aspect social à cette idéologie bourgeoise pour justifier leur étiquette (usurpée) de gauche, autant que pour en tirer profit.

La trajectoire ou la courbe empruntée par le socialisme réformiste correspond à celle du capitalisme, qui après être passé par une phase ascendante amorça au détour du XXe siècle une phase descendante qui devait finalement le conduire à un état de crise permanente et à recourir au chaos et à la barbarie pour assurer sa pérennité, à défaut d'avoir été supplanté par le socialisme scientifique.

Ce n'est pas pour me donner un genre ou de l'importance que j'emploie l'expression de socialisme scientifique.

A l'heure où tout le monde a une idée plus ou moins déformée du socialisme, plutôt plus que moins, où on nous sort toute sorte d'experts ou analystes véreux ou vendus pour justifier la politique du gouvernement ou nous expliquer que la situation n'est pas si mauvaise et pourrait être pire, ou encore que nos difficultés quotidiennes seraient le produit d'un concours de

circonstance malheureux mais passager, sinon du ressort de la fatalité, tous ces gens qui étalent leur science perméable à l'idéologie néolibérale, usent et abusent de leur statut pour tromper les travailleurs.

La crédibilité de leurs démonstrations ne réside pas dans leurs discours, mais dans l'utilisation qui est faite de l'image du chercheur, du scientifique, du savant qui est censé maîtriser son sujet ou posséder les connaissances qui l'autorise à se prononcer sur tel ou tel sujet, de sorte que ses conclusions feront autoritées ou seront présentées comme telles.

Diplômé d'une grande école, officiant comme professeur dans une université, ayant publié de nombreux ouvrages, membre ou ex-membre de telle ou telle institution prestigieuse ou internationale, franchement qui oserait les défier, quel manant aurait l'audace de prétendre que ce sont des ignares, des faussaires, des manipulateurs, des intellectuels malhonnêtes, alors que leurs paroles sont sanctifiées par l'ensemble de ce qu'ils appellent la classe politique et les médias, autant remettre en cause les saintes paroles de l'Evangile !

Il en va de même avec un ex-ministre, un élu ou un dirigeant d'un parti se réclamant du socialisme, un militant issu d'une famille de syndicalistes ou ayant rejoint le PS ou le PCF ou plus tard un de leurs satellites dits de gauche ou d'extrême gauche, ces gens-là ont acquis une telle expérience qu'ils savent forcément de quoi ils parlent quand ils évoquent le socialisme, alors qu'ils en ont été les fossoyeurs durant toute leur vie, mais là encore qui aura l'audace de remettre en cause leur légitimité à s'exprimer au nom du socialisme, qui osera leur dénier ce droit ou affirmer que la définition qu'ils en donnent correspond à celle qui fut adoptée à la fin du XIXe siècle par les opposants au socialisme scientifique au profit du capitalisme.

Quand on observe que ceux qui se réclament du socialisme, du communisme, du trotskysme (pas tous ces courants) marchent au côté de Macron dans l'opération destinée à dresser les femmes contre les hommes, Macron et son gouvernement qui sont minoritaires et illégitimes faut-il le rappeler, ils s'emploient à le légitimer au moment même où ils vont s'attaquer à la Sécurité sociale pour l'achever...

Les militants, les travailleurs, tous les lecteurs qui se connectent sur ce portail doivent savoir que tous ces partis ou militants qui peuvent se réclamer de la révolution russe de 1917 ou du marxisme ou de je ne sais quoi encore, sont en réalité étrangers au socialisme scientifique.

Ils peuvent être animés de généreuses intentions, ils peuvent combattre pour de nobles causes, citer à tour de bras les maîtres du marxisme ou du socialisme scientifique, mais en aucun cas ils ne le représentent, car jamais un véritable socialiste ne s'associerait aux campagnes initiées par la réaction mondiale quel qu'en soit le contenu, du fait qu'elles ont été conçues uniquement pour servir les intérêts de la réaction.

Si on les écoutait, on devrait accorder à Macron, comme hier à Hollande, de se préoccuper du sort de certaines couches de travailleurs, de certains peuples, pour être parvenu à ce stade de décomposition ou de déchéance politique, on est en droit d'en déduire qu'on se trouve en présence d'un processus irréversible du fait qu'ils sont allés jusqu'à le théoriser pour justifier leur engagement au côté de la réaction, ils sont donc définitivement perdus pour le socialisme scientifique ou notre cause.

Il y a des symptômes qui ne trompent pas, voyez-vous, mais jugez plutôt vous-mêmes.

Pour adopter l'écriture inclusive, ce à quoi Macon et Philippe se refusent d'après ce que j'ai lu, ce qui entre nous prouve qu'ils sont moins cons que ces demeurés de gauche ou d'extrême gauche qui se laissent embarquer dans la première opération venue et pourrie, dès lors qu'elle est censée défendre un droit ou une valeur attribuée à la gauche, il leur a fallu le justifier avec forces arguments en triturant au scalpel le passé accusé de tous les maux à l'aide de critères d'aujourd'hui, retenez bien ce procédé malhonnête car ils s'en servent en toute occasion semblable, donc aller toujours plus loin dans l'opportunisme. Mais ce qu'ils visaient à réécrire, ce n'était pas tant le passé jugé détestable, mais bien plutôt le présent comme s'il était plus présentable, en lui substituant leur version de la réalité, selon laquelle les conditions seraient remplies ou il serait tant que tous les préjugés adoptés par les peuples ou certaines couches disparaissent... puisque le dictateur en place en a décidé ainsi.

Par bien des côtés ils sont pire que la réaction, ils vont jusqu'à lui fournir des arguments supplémentaires, qui un jour ou l'autre se retourneront contre eux, et malheureusement aussi contre nous pour les avoir combattus. Donc en plus ces gens-là sont dangereux pour tous les militants qui demeurent fidèles au socialisme scientifique.

Vous aurez noté au passage qu'ils considèrent que tant la situation sociale insupportable à laquelle font face des millions de travailleurs et jeunes, que Macron et son gouvernement, les plus à droite sous la Ve République, les rapports entre les classes favorables à celle des exploiteurs, la concentration de tous les pouvoirs entre les mains d'une poignée d'oligarques, la crise du capitalisme qui se répercute à tous les niveaux de la société, etc. bref, l'ensemble de ces facteurs et leur orientation seraient finalement favorables aux droits des femmes, des travailleurs immigrés, aux homosexuels, aux minorités en général... Quel bonheur !

Cela signifie clairement qu'ils n'ont que faire de la situation telle qu'elle existe, telle que la subissent les travailleurs et les jeunes. Cela ne les intéresse pas ou ils ne sont pas directement concernés, soit qu'ils soient des nantis ou complètement inconscients ou

les deux à fois, ils adoptent la même attitude que les lobbyistes et autres petits bourgeois, qui décident sans tenir compte de la situation que tout serait possible, dès lors qu'ils l'ont décrété en la parant de vertus qui n'existent pas, mais qui pourraient exister pour peu que par la force en recourant au législateur ils parviennent à bout des préjugés attribués aux masses, mais qui en réalité portent le sceau du régime ou du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme ou par la femme si vous y tenez, on se détend un peu.

En conservant les rapports sociaux de production qui existaient hier, alors que la société est en train de s'effondrer, ces tartufes décrètent qu'elle serait encore compatible avec le progrès social et la démocratie, ils voudraient cautionner le capitalisme qu'ils ne s'y prendraient pas autrement. Voilà à quoi ils en sont arrivés.

Il n'y a absolument rien de scientifique dans leur démarche, c'est ce qu'il faut retenir.

Un dernier mot.

Au début des années 80 ce furent les fondateurs de SOS racisme, Désir, BHL, Kouchner, Dray et cie. tous d'abominables réactionnaires qui avec le PS instrumentalisèrent le racisme et firent monter l'extrême droite. D'autres salopards de la même espèce lancèrent une multitude d'ONG (RSF, MSF, etc.) pour détourner les travailleurs du mouvement ouvrier et accompagner les privatisations à venir. Le PS et le PCF créèrent un tas d'associations qui devaient remplir les mêmes fonctions. Plus tard, tous s'engouffrèrent comme un seul homme dans les mal nommés réseaux sociaux créés cette fois par l'oligarchie, afin que chaque citoyen puisse devenir un acteur du chaos qu'elle allait orchestrer à l'échelle mondiale, et cela fonctionna encore à merveille.

De nos jours, les crypto-staliniens du NPA et de LO, ainsi que LFI, profitent que le PS et le PCF se sont effondrés pour reprendre le flambeau de l'opportunisme.

La causerie d'hier soir.

Je tiens à ajouter à la brève causerie d'hier soir qui figure ci-dessous, que contrairement aux poufiasses qui n'ont pas porter plaintes lorsqu'elles furent victimes de harcèlement sexuel, parce qu'elles estimèrent que leurs carrières valaient mieux que leurs valeurs, autrement dit que cela ne les gênaient pas de se faire tripoter du moment que cela leur rapportait quelque chose, pour n'avoir jamais troqué mes convictions ou mes principes au profit de ma carrière professionnelle ou de mon emploi, j'ai été licencié plus d'une fois, ce qui a contribué à briser mon couple et m'a conduit par la suite à m'exiler en Inde.

Les militants qui les soutiennent sont des planqués ou des nantis, des fonctionnaires en général, qui n'ont jamais été confrontés à cette situation, et en cautionnant l'ignoble marchandage auquel ces harpies se sont livrées dans le passé, ils témoignent qu'ils n'ont pas plus de principes qu'elles.

Avec quelques heures d'avance, il est 21h50 ce dimanche soir, j'ajoute un petit mot à la causerie mis en ligne quelques heures plus tôt.

Il suffit qu'une ou plusieurs personnes portent une grave accusation sur quelqu'un pour que cette personne soit forcément coupable des paroles ou des agissements qu'on lui prête ou qu'on lui reproche sans autre forme de procès.

Ensuite il est demandé à l'accusé de se défendre, mais comment le pourrait-il dès lors qu'il a été jugé coupable avant même de s'exprimer et compte tenu que l'accusation qui a été portée contre lui à valeur de preuve, c'est impossible.

C'est le procédé utilisé par tous les régimes despotiques.

Ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que les poufiasses qui portent plaintes pour harcèlement sexuel plusieurs années après les faits présumés, n'ont pas trouvé utile de porter plainte immédiatement après les faits évoqués parce qu'elles ont considéré que les valeurs qu'elles mettent aujourd'hui en avant n'en valaient pas la peine en privilégiant leur ambition ou leur carrière professionnelle, ce qui signifie que ces salopes n'ont ni principe, ni valeur, ni scrupule, ni morale, ce sont des ordures qui ne méritent que le mépris.

Dans le cas de Plenel, ils ont porté une accusation sans preuve qu'il ne pouvait évidemment pas démentir, dès lors il était forcément coupable. Le même procédé fut employé lors des procès de Moscou par Staline au milieu des années 30.

Dans celui de Filoche, ils n'ont pas tenu compte que plusieurs personnes pouvaient publier des documents sur son fil (Twitter) ou qu'il ignorait la provenance de la caricature à l'origine de cette polémique. Il a cru s'en tirer en plaidant coupable par ignorance, ne se souvenant pas que cela n'avait pas épargné la vie des dirigeants bolcheviks que Staline avait décidé de liquider physiquement. Staline, Hitler, Pétain, Franco, Mussolini, Salazar, Pinochet, Vidéla ou n'importe quel dictateur réservèrent le même sort à ceux qui étaient prêts à se renier pour tenter de sauver leur peau.

Ces campagnes sont dignes de ces dictateurs.

Elles sont reprises par le NPA et LO, chacun à leur manière.

La palme de l'ignominie revient au NPA qui fait plus fort que toute la réaction réunie, jugez plutôt.

Les articles récents qu'ils ont publiés.

- Violences sexistes : après la libération de la parole, construire une mobilisation féministe !
- Contre les violences faites aux femmes!
- De quoi le viol est-il le nom?
- Un viol est un viol, et un viol est un crime!
- MeToo à WeTooGether: inscrire le mouvement dans la durée
- Existrans : Intersexes et trans, contre vos violences ! (Tendance Claire)

La décomposition ou la débilité ne s'arrête pas là.

- Grand meeting unitaire.

- ...Nous sommes tou.te.s précaires et chômeur.ses
- ...les chômeur.e.s moins indemnisé.e.s, fliqué.e.s, méprisé.e.s, radié.e.s.

Pour être vulgaire, on leur souffle dans le cul et ils démarrent au quart de tour !

LO en est évidemment.

- Contre les violences faites aux femmes. - 23 Novembre 2017

Lutte ouvrière s’associe à cette manifestation pour les droits des femmes appelée, samedi 25 novembre...

- Charlie Hebdo – Mediapart : débat ou caricature ? - 23 Novembre 2017

Il y a une lutte à mener pour changer la société, et elle est à mener sur tous les plans. Cela inclut la lutte contre le racisme, contre l’obscurantisme religieux, contre les violences sexuelles, contre toutes les discriminations et les idées fausses que la société capitaliste secrète ou revivifie en permanence, et bien sûr la lutte contre le capitalisme lui-même.

Pour un peu ils allaient oublier le capitalisme ! On aura compris que LO tout comme le NPA participe à l'offensive de la réaction contre les masses en se parant de bonnes intentions et en reprenant les mêmes méthodes scélérates.

Personnellement je ne combats pas "*contre le racisme, contre l’obscurantisme religieux, contre les violences sexuelles, contre toutes les discriminations*", etc. je combats les instruments et les institutions qui utilisent tout ce qui leur tombe sous la main pour détourner les travailleurs de la lutte de classe. Ma cible, contrairement à eux, ce ne sont pas les travailleurs et leurs préjugés mais uniquement le régime, son idéologie et ses représentations, donc je n'ai pas besoin de justifier mon anticapitalisme. Vous aurez saisi la distinction, n'est-ce pas ? Ces gens-là me font horreur, quelle honte !

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries décembre 2017

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 3 décembre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (41 pages)

Causerie du 27 novembre au 2 décembre.

J'ai enfin touché ma première retraite (247 euros, 17.000 roupies), avec deux mois de retard, me voilà un nantis ! J'attends toujours celle du 1er novembre. J'en ai profité pour acheter une armoire métallique (8.500 roupies) en remplacement de celle de la chambre qui avait subi le tsunami que j'ai affectée au garage, j'en ai profité pour le nettoyer, cela m'a pris un après-midi entier, à cause des rats, des écureuils, des geckos (lézards), etc. qui pullulent ici, mais aussi de la poussière car il n'est pas fermé, on privilégie toujours la circulation de l'air à cause de la chaleur et de l'humidité. Avec Selvi on doit aussi se racheter des vêtements car ils tombent en lambeaux. Elle porte les saris de sa fille qui en a à revendre, plus d'une cinquantaine, et pour sortir en ville je mets les shorts que sa soeur m'a donné qui viennent d'Allemands chez qui elle a travaillé et qui sont partis aux Etats-Unis, sinon je n'ai pas un seul short potable. Je dois réparer quatre chaises en rotin qui ont plus de vingt ans, je les avais achetées d'occasion à un prof du lycée français qui retournait en France, elles ne tiennent plus debout, c'est pour dire qu'on vit chichement.

Mon travail a été perturbé ces derniers jours par la présence de Selvi (ma compagne) qui a arrêté de travailler, et la mousson ou des pluies diluviennes. J'ai passé l'après-midi d'hier à réparer les dégâts de la nuit précédente et je n'ai pas terminé. Le clavier Microsoft a lâché, mais j'en avais un ancien en réserve, j'ai dû aussi racheter une souris, l'obsolescence programmé, quoi. Je les ai démontés, irréparables, pistes oxydées ou circuits imprimés HS. A part cela, on a aussi pas mal de boulot avec la santé des chèvres. Un jour je mettrai des photos en ligne. Passons à notre sujet.

Des moteurs de recherche alternatifs à Google. Il n'est pas nécessaire de télécharger leur application, il suffit de faire glisser ces liens dans vos favoris.

Qwant -
https://www.qwant.com/

DuckDuckGo -
https://duckduckgo.com/

Un point sur le portail

Quand bien même j'aurais les moyens de rendre compte des mouvements sociaux en cours, je n'en aurais pas le temps, d'autres supports s'en chargent, idem pour certaines infos politiques que je ne traite pas. L'orientation politique proposée par le POID peut servir d'axe de combat sans qu'on soit obligé de partager toutes ses positions. Toutes les formations politiques qui participent aux campagnes contre le sexisme, l'homophobie, le racisme, la xénophobie, etc. initiées par le PS ou ses satellites ou reprises par Macron et LREM, etc. en fait par l'oligarchie, qui ont adopté l'écriture inclusive, sont à éviter ou à fuir comme la peste.

Si on était aussi intelligent que nos ennemis, on rassemblerait nos forces et on se partagerait le boulot pour les combattre sur tous les fronts. Mais voilà, apparemment, malgré les apparences nous ne poursuivons pas réellement les mêmes objectifs politiques ou certains privilégient des intérêts particuliers, à moins que ces dirigeants ne disposent pas des qualités requises pour mener ce combat politique, inutile de les citer ou de s'attarder sur ce sujet.

On ne leur enlèvera pas qu'au départ, quand ils étaient jeunes, ils s'engagèrent sincèrement dans le combat politique, mais ils ignoraient ou perdirent de vue rapidement qu'ils avaient encore tout à apprendre, comme chacun d'entre nous, et surtout qu'ils ne devaient jamais considérer leurs connaissances acquises comme définitives. Erreur que nous commirent tous, car nos idées seraient forcément obligées d'évoluer au fur et à mesure de nos expériences ou de la progression de notre propre réflexion, et des transformations de la société qui nécessiteraient de remettre en question certaines de nos certitudes ou de modifier notre interprétation du monde pour ne pas nous écarter de notre objectif politique, sans quoi, nous nous engagerions inconsciemment dans une autre voie qui nous conduirait à l'abandonner. Auquel cas par la suite, en fonction de l'évolution de leur condition dans laquelle devaient intervenir de nombreux facteurs objectifs et subjectifs, ils devaient en prendre conscience à des degrés divers et assumer ou non leur reniement, et il ne leur resterait plus qu'à sauver plus ou moins les apparences, davantage en fonction de critères ou d'intérêts individuels, de leur ambition, de leur statut social, conservant leur étiquette politique ou en changeant, tandis que leurs expériences passées ou leurs discours devaient leur servir de caution de gauche ou d'extrême gauche.

Sans porter ici le moindre jugement sur qui que ce soit, il n'en demeure pas moins qu'ils ont entraîné dans leur entreprise aventureuse et malhonnête ainsi que leur impasse politique des générations de militants, ce qu'on ne peut pas laisser passer au regard des conséquences politiques qui en découleront, sans parler que la désillusion de ces militants prendra parfois une tournure dramatique ou ils en ressortiront brisés et cesseront le combat politique. Quand on ne croit plus en quelque chose ou en quelqu'un, il est malhonnête de faire croire le contraire. C'est un abus de confiance, et comme le pensent certains avec raison, c'est franchement dégueulasse.

Maintenant, compte tenu que nous nous sommes tous plus ou moins fourvoyés à un moment donné, ce qu'il faut commencer par assumer, on doit admettre qu'il existe encore des dirigeants, des cadres, des militants qui demeurent attachés à notre idéal et qui cherchent sincèrement à corriger les erreurs du passé et à progresser, ce qui sera plus difficile pour un dirigeant compte tenu de ses responsabilités et de son statut que pour un militant de base, mais ce qui serait beaucoup plus facile ou lui semblerait naturel s'il avait été plus modeste et s'il avait cultivé cette valeur dans son parti, les militants seraient alors disposés à écouter ses explications.

Plus d'une fois dans des causeries, si j'ai évoqué la modestie, c'était parce que j'avais pris conscience du rôle prépondérant qu'elle avait joué chez Marx et Engels tout au long de leur vie et de leurs travaux, car en découlait un facteur déterminant sans lequel toute réflexion serait faussée à la base, l'absence d'a priori, surtout sur soi-même. Ce qui nous amène à considérer ou au constat que, tant que nous n'avons pas étudié à fond un sujet, tant que nous n'avons pas trouvé de réponses cohérentes ou satisfaisantes aux questions qui ont jaillies au cours de notre réflexion ou de notre étude, tant que nous n'avons pas épuisé toutes les hypothèses qui ont été soulevées à un moment ou un autre, tant que nous ne sommes pas parvenus à découvrir la dialectique qui est à l'origine d'un facteur et de sa transformation, ainsi que tous les rapports dans lesquels il allait être amené à jouer un rôle, influencer leurs orientations, déterminer l'enchaînement des effets ou des conséquences qui en découleraient, etc. et bien on doit partir du principe qu'on ne sait rien ou presque et qu'on a tout à apprendre.

Marx et Engels ne seraient jamais parvenus à bout de leurs travaux, s'ils n'avaient pas possédé au plus haut degré cette qualité essentielle que chacun devrait commencer par cultiver, franchement, on s'en porterait tous beaucoup mieux, et peut-être qu'alors on pourrait espérer nous en sortir.

Il y a une chose que j'ai oublié de souligner et qui est extrêmement important, mais peut-être que vous l'avez déjà deviné, c'est que sans modestie, il est impossible d'avoir un esprit libre, et que seul un esprit libre peut progresser, peut se développer, et partant de là peut atteindre un certain niveau de conscience, qui au passage procure un degré de satisfaction ou de bonheur inégalé, dans la mesure où il est le produit d'un processus honnête et sans tache, où ne figure nulle trace des comportements méprisables que développent les ambitieux, les vaniteux.

On aurait pu remplacer esprit libre par esprit ouvert au lieu de se recroqueviller sur des interprétations de la société ou des conceptions de la lutte de classe qui datent d'une époque révolue et qui doivent forcément évoluer, sinon on risque de ne plus rien comprendre ou de se fossiliser.

Parmi les facteurs déterminants de la situation, j'avais affirmé en observant ce qui s'était passé au cours des dernières années en Grèce que le capitalisme était en train de s'effondrer, mais pas selon le schéma habituel, entraînant la dislocation de la société et de tous les rapports qui la structuraient, tandis que les représentations idéologiques du régime capitaliste tendaient vers le fascisme en adoptant un mode de fonctionnement de type despotique ou mafieux selon qu'elles portaient davantage sur la politique ou l'économie, non pas temporairement ou pendant une période limitée mais définitivement, à l'instar de ce qui s'était déjà produit depuis de nombreuses décennies aux Etats-Unis, qui ont malgré tout continué d'être caractérisés de démocratie, alors qu'en réalité c'était déjà un régime mafieux et tyrannique qui était en place et qui devrait servir de modèle à l'Europe et au-delà.

La démographie mondiale exponentielle combinée aux gigantesques progrès des sciences et des technologies ont conduit à l'exacerbation des contradictions du capitalisme dans des proportions telles, que l'oligarchie fut contrainte de modifier sa stratégie (de passer du libéralisme à l'ultra libéralisme ou néolibéralisme) et d'accélérer sa mise en oeuvre en prenant directement en mains les rênes du pouvoir, en réduisant pratiquement à néant l'espace politique destiné à ses opposants ou à toute expression de la démocratie, de sorte qu'elle pourrait se livrer en toute impunité à toute sorte d'opérations financières illégales ou mafieuses qui accroîtraient encore sa fortune et son pouvoir, les peuples étant réduits au statut d'esclaves d'autant plus facilement qu'ils s'étaient laissé corrompre par le capitalisme ainsi que leurs représentants.

L'oligarchie financière avait confisqué ou privatisé la planche à billets, il ne lui restait plus qu'à en faire de même avec le pouvoir politique, c'est fait. Comment s'y est-elle prise pour en arriver là, de quels relais institutionnels et de quelles complicités a-t-elle bénéficié dans la société? Voilà ce que nous traitons ici.

En consultant les statistiques du portail, j'ai constaté que les causeries de 2011 avaient été téléchargées par plus de 1300 militants, sans compter ceux qui par centaines n'ont fait que les lire. Je pense que vous serez d'accord avec moi qu'on ne télécharge pas un document de 1728 pages s'il ne présente pas d'intérêt.

J'ai décidé de m'adresser aux travailleurs sans chercher à me mettre dans la peau d'un autre ou à jouer au dirigeant, en étant le plus naturel ou simple possible, sincère si vous voulez, pour montrer que c'était possible. Et si j'évoque souvent mes expériences personnelles, c'est pour leur montrer que dans la vie quotidienne je me comporte de la même manière, histoire de les mettre à l'aise, attention, je n'ai pas dit en confiance. Car lorsqu'on a un a priori sur une personne, on aura tendance à déformer ses idées ou à n'y porter qu'une faible attention, à peine lu et déjà oublié, or, en règle générale, ce que j'écris ou les passages ou textes que je reproduis sont justement conçus pour susciter une réflexion ou un questionnement, marquer les esprits, car je ne vois pas quel intérêt aurait des lieux communs ou répéter ce que d'autres ont déjà dit, ce serait une perte de temps pour moi et les lecteurs, donc ce serait stupide.

Donc il y a des passages plus légers que les autres qui reflètent la vie d'un homme. Cela compense la déshumanisation en marche avec la numérisation à outrance ou à marche forcée. Je suis la voie que je me suis tracé, sans chercher à convaincre quiconque de la suivre, je partage des expériences, ensuite chacun en fait ce qu'il en veut.

Je n'ai pas encore renouvelé l'abonnement du portail au serveur d'OVH, l'échéance arrive fin décembre, qu'en pensez-vous ?

Quelques réflexions personnelles

1- On se détend un peu.

Vous n'avez pas trop le moral, faites-vous plaisir, changez-vous les idées, écoutez Dizzy Gillespie, Miles Davis et Charlie Parker en concert, ou Herbie Hancock, Wayne Shorter, Omar Hakim, Stanley Clarke, ou toujours en concert Paco De Lucia, Al Di Meola et John McLaughlin, David Bowie - Heroes, Don Cortes Maya ou Sabicas (Flamenco Guitar), osez John Lee Hooker, Carlos Santana and Etta James, soyez funky avec James Brown, Michael Jackson et Prince ou laissez-vous aller avec Eric Clapton, Marcus Miller, David Sanborn, Joe Sample et Steve Gadd, essayez 2CELLOS ou encore Estas Tonne an incredible experience, c'est tout à fait génial et cela vous réconciliera avec la vie, avec le genre humain au besoin.

Tapez dans vos mains, chantez, dansez, Selvi a été absente pendant quatre jours parce que sa vieille mère était malade, et sa soeur Adi m'a laissé tomber, elle était indisposée m'a-t-elle dit, c'est souvent la règle avec les femmes, alors ce soir on va se régaler et je vais leur faire découvrir des trucs qui vont les transporter, je m'occuperai de l'animation ! (Plus tard mercredi soir, elles ont adoré, it's great, what's so beautiful music... indeed my dear!)

Je serai un type belliqueux ou aigri, un rustre, un vieux con, ah cela nous fait bien marrer d'entendre ce genre de conneries ! Les filles rigolent aux larmes, alors qu'elles ont eu une vie de merde comme vous ne pouvez pas l'imaginer, si je déconne, c'est pour faire tomber les barrières qui existent entre nous, au diable les conventions, le bonheur ne doit pas être réservé aux nantis.

Des gens simples et modestes n'ont pas de préjugés, ce sont ceux qui sont les plus évolués qui en sont farcis jusqu'à la gueule, être naturel présente l'avantage de n'avoir aucun complexe et d'en attribuer aucun aux autres, ce qui permet de partager des moments de bonheur.

Détendez-vous, on y a tous le droit, vous verrez, cela fait du bien, il faut bien compenser d'une façon ou d'une autre la grisaille ou la tristesse de l'existence, sinon c'est un truc à devenir dingue. Vous allez me prendre pour un détraqué, un mec pas très sérieux, je dirais plutôt qui ne se prend pas trop au sérieux, je suis parfaitement lucide, trop même et ce n'est pas toujours facile à vivre, il faut parfois s'accorder un peu de répit, surtout sachant qu'on n'a pas fini de la subir la réaction sur toute la ligne, c'est quand on ne se soulage pas un peu qu'on crée les conditions pour craquer, vous comprenez.

Ne craigniez rien, il n'y a pas de mal à se faire du bien quand on a la conscience tranquille, quand on s'assume, ce qui n'est pas le cas des gens qui vous jugent, il faut s'en taper car généralement ils sont insignifiants ou ils ne sont pas vraiment des exemples à suivre, dans tous les cas de figure vaut mieux toujours être ce qu'on est, c'est un conseil d'ami. Et quand on fait des conneries, et bien cela montre tout simplement qu'on n'est pas différent des autres. En quoi cela serait-il insupportable, parce qu'on estimait être supérieur ou meilleur que les autres, ah ben c'est du joli ! ou parce que les autres pourraient s'en servir contre nous, et bien cela signifierait que vous manquez de modestie et que vous êtes vulnérable, dans ce cas-là il ne tiendrait qu'à vous de progresser.

Les gens qui ont une haute estime d'eux-mêmes ne le méritent pas ou ne valent pas grand chose généralement, quant aux arrogants ils sont puants, vaut mieux les éviter. Il y a aussi des gens qui sont faussement superficiels, non pas qu'ils ne le soient pas, ils sont surtout très hypocrites. Ils vous parlent de choses insignifiantes parce qu'ils craignent de parler de choses plus sérieuses et autrement compromettantes. Je me suis fait berner plus d'une fois par ce genre de gens au comportement ambiguë ou qu'on a du mal à cerner à cause de cela. Ils entretiennent de la sorte la bonne image qu'ils veulent qu'on ait d'eux, vous les trouvez sympathiques, mais ce n'est pas ce qu'ils pensent de vous, sauf que vous l'ignorez, c'est très sournois et vous pouvez longtemps vous faire abuser ainsi.

Etre gentil ou prévenant avec les gens ne présente pas que des avantages, loin de là, mais ce n'est pas une raison pour changer ou les juger. Vaut mieux encore être parfois le pigeon de quelques profiteurs ou de gens ayant des arrière-pensées inavouables que devenir mauvais et de haïr la terre entière.

Avec mon entourage, des gens ultra arriérés et très pauvres, j'ai volontairement des rapports qui sont très crus, très durs, d'une sincérité absolue, bien qu'il m'arrive de reporter parfois à plus tard ce que j'avais à leur dire, je ne l'oublierai pas et je leur caserai un jour ou l'autre, je profite de mon statut ni pour leur donner des leçons ni pour les juger, je me contente juste de remettre de l'ordre dans ce qu'ils m'ont raconté pour qu'ils en saisissent eux-mêmes les contradictions ou l'absurdité et puissent progresser, et cela marche du tonnerre. Quand quelqu'un a fait une connerie ou la reproduit sans cesse, cela ne sert à rien de le traiter de con ou de le mettre face à sa connerie, non, ce qu'il faut c'est qu'il arrive à se le dire lui-même et en tire un enseignement qui lui sera profitable pour la suite.

Il y a des gens qui ont un comportement très con et qui apparemment l'assume, c'est incompréhensible si on ne tient pas compte des avantages qu'ils en tirent, et surtout le fait qu'ils en ignorent les conséquences négatives, c'est donc cet aspect nuisible pour eux qu'il faut faire ressortir pour qu'ils en prennent conscience et que leur situation s'améliore, on peut les encourager à en faire l'expérience pour qu'ils jugent ensuite sur pièces, notre rôle s'arrête là.

Que les gens soient pauvres ou pas, éduqués ou évolués ou non, ils manquent singulièrement de logique dans leur vie, dans leur pensée. C'est la raison pour laquelle il faut les laisser parler ou les faire parler le plus possible. Ils vont vous débiter un tas de trucs dans un désordre indescriptible, il vous suffira ensuite de remettre chaque chose à sa place et de leur montrer les rapports de cause à effet qui existaient entre les expériences qu'ils avaient vécues pour qu'ils y voient plus clair. Ils peuvent évidemment refuser de se rendre à l'évidence, mais au moins ils disposeront dorénavant d'une base saine pour réfléchir à leur condition, qu'ils en fassent usage ou non, peu importe car on ne peut pas faire le bonheur des gens contre leur gré.

L'air de rien, la dialectique peut servir à cela dans la vie quotidienne, on peut aider un tas de gens, je peux même dire leur rendre des services inestimables et qui ne coûtent absolument rien, hormis beaucoup de patience d'un côté, et de modestie de l'autre. Les rapports avec des gens arriérés et pauvres seront toujours plus simples et plus sains qu'avec des gens évolués, parce que leur condition les porte naturellement à la modestie.

On a besoin des deux pour passer au socialisme, et la difficulté sur laquelle nous butons vient du fait qu'on est incapable de s'adresser aux uns et aux autres pour qu'ils progressent, et non de leur condition qu'on ne peut pas changer, auquel cas nous n'aurions pas besoin de combattre pour changer la société.

2- Autre chose.

Hier soir il m'est encore arrivé une expérience incroyable, si l'on veut car j'en vis régulièrement du même genre.

J'étais seul et je sirotais mon apéro, quand j'ai repensé à mon arrière-grand-père qui avait été forain et qui avait fini chanteur dans les cours dans le quartier de la République, il habitait rue Rambuteau, ma arrière-grand-mère était vendeuse des quatre saisons et tirait une charrette à bras en arpentant le boulevard entre République et Bastille.

J'avoue penser très rarement à mon arrière-grand-père, c'est exceptionnel, peut-être une dizaine de fois en un peu plus de 50 ans, quand j'étais gosse je l'avais rencontré deux ou trois fois.

Mon repas terminé, je lis quelques articles et j'écris quelques lignes puis je décide de regarder un film que j'avais téléchargé il y a quelque semaine, au hasard je jette mon dévolu sur un film de 1955 intitulé Sur le Banc avec Raymond Souplex et Jane Sourza comme acteurs principaux. Le film commence, et quelques minutes plus tard qu'est-ce que je découvre, c'est que Raymond Souplex dit la Hulette est chanteur dans les cours à Paris, quelle curieuse, incroyable coïncidence, n'est-ce pas ? Ce genre de trucs arrivent à tout le monde.

Comme quoi les rapports qui existent entre la pensée et le monde extérieur vont bien au-delà de ce qu'on imagine ou de nos connaissances actuelles en la matière.

Nous ne pensons pas tous les actes que nous accomplissons, de même qu'on ignore souvent d'où nous viennent certaines pensées. Penser est un acte, et un acte peut en entraîner un autre. Quand on s'empare d'une pensée, qu'on s'y attarde ou qu'on la développe, elle devient consciente, pas forcément, tout dépend du degré de lucidité qu'on a atteint, de l'intensité ou de la profondeur de cette pensée, de la charge émotive qu'elle renferme ou qu'un souvenir évoque, de sorte qu'elle va s'étendre bien au-delà du champ qu'elle embrasse et qui appartient au passé, pour tisser un lien ou trouver un relais dans le présent, qui restera inconscient ou sans conséquence si les conditions évoquées précédemment ne sont pas remplies, autrement dit cette pensée restera sans suite apparente ou matérielle, ou elle se concrétisera, elle se traduira par une nouvelle expérience qui s'inscrira dans son prolongement et dont on prendra conscience.

Il n'y a évidemment rien de mystique ou de théosophique là-dedans, cette expérience prouve que la pensée est un produit de la matière ou son prolongement.

Comment expliquer cela ?

Parce qu'il existe un lien entre toutes nos expériences passées et le présent sous une multitude de manifestations dont on n'a pas conscience, ce film en était une. Un fil relie le passé au présent, c'est un lieu commun, certes, mais on a tendance à l'ignorer, particulièrement en politique. Les gens qui tiennent à effacer leur passé ou à prendre leur distance avec lui sont à plaindre, parce qu'à un moment donné ils ne sauront plus où ils en sont, très souvent ils régressent et connaîtront une fin pénible qu'ils ne parviendront pas davantage à assumer et c'est bien triste.

La transition politique est toute trouvée

Il existe aussi un fil qui parcourt l'histoire, qui relie chaque étape du développement de la civilisation humaine pour ne pas remonter plus loin.

Il existe un fil conducteur entre :

- Les banquiers de Hanove au XVIIe siècle, dont les Rothschild.
- Leur immigration dans différents pays dont les Pays-Bas, la Grande-Bretagne et la France
- Théodore Herzl et son ouvrage l'Etat juif
- La création de la Banque centrale des Pays-Bas
- La création de la Banque d'Angleterre
- Le passage du capitalisme à l'impérialisme
- Les expéditions coloniales ou les guerres de rapine en Afrique
- Le développement de l'automobile et des multiples applications du pétrole dans l'industrie
- La crise du capitalisme au détour du XXe siècle
- L'affaire Dreyfus
- La création de la Fed en 1913 , toujours par les mêmes banquiers
- La Première Guerre mondiale
- La balkanisation du Moyen-Orient et de l'Afrique.
- La Déclaration de Balfour
- La création de la BRI
- La création du Council on Foreign Relation (CFR) en 1921
- Pacte secret en Ecosse le 28 août 1928 entre les oligarques de la Royal Dutch Shell (Hollandais), de la Standard Oil Cie. (Exxon) (Américain, Rockefeller), et de l'Anglo Persan (BP) (Britannique) pour se partager le marché mondial du pétrole, rejoints plus tard par Mobil, Gulf, Texaco, Chevron.
- La dépression de 1929
- La création des paradis fiscaux
- La montée de Hitler et du nazisme en Allemagne
- Pearl Harbour
- La Deuxième Guerre mondiale

- Gatts, OMC, Accord général sur le commerce des services (AGCS), Doha
- La fondation du FMI, de la Banque mondiale
- La fondation de l'ONU, de l'Union européenne
- La création d'Israël
- Le coup d'Etat en Iran en 1953, parmi bien d'autres en Afrique en en Amérique latine
- Le club Bilderberg en 1954
- La propagation de la pornographie et de la drogue
- Friedrich von Hayek enseigne l'ultra libéralisme à la London school of economics financée par la fondation Rockefeller, puis à l'université de Chicago
- La fin de la convertibilité du dollar en or en 1971
- La Commission Trilatérale en 1973
- La Banque de France passe sous la coupe du marché en 1973.
- Les crises du pétrole des années 70 et 80
- Le développement des ONG et des lobbies écologiste, féministe, antiraciste, antifasciste, altermondialiste, etc.
- L'implosion de l'URSS et du Pacte de Varsovie
- Toutes les révolutions dites de couleurs, des fleurs, le Printemps Arabe
- Maastricht, la BCE et l'euro
- Le 11 septembre 2001 et toutes les guerres qui allaient suivre
- La création d'Internet et des mal nommés réseaux sociaux
- L'élection de Sarkozy et la disparition programmée du parti gaulliste
- L'élection de Hollande et la disparition programmée du PS
- L'élection de Macron protégé de Rothschild

Que retrouve-t-on tout au long de ce fil ? Les mêmes banquiers liés aux guerres mondiales, au pétrole, au fascisme, à l'ultra libéralisme et à Israël, à Internet et la boucle du nouvel ordre mondial est bouclée.

Evidemment cela n'a absolument rien à voir avec ce qui figure dans les manuels scolaires ou universitaires, dans les ouvrages des historiens, dans la propagande diffusée par les médias détenus par des oligarques, ni même dans la formation dispensée aux militants par les partis ouvriers ou les syndicats.

Partant de là, comment voulez-vous les combattre ? Dès lors que votre argumentation comporte des contrevérités, des contradictions, des incohérences, de graves lacunes, des erreurs manifestes, etc. quelle crédibilité peut avoir votre discours ? Ce qui se passe, c'est qu'un jour où l'autre forcément les militants découvrent qu'on leur a menti ou qu'on les a trompés, et c'est terminé, ils ne veulent pas en entendre davantage et ils ont raison.

La difficulté pour eux d'accéder à la vérité ou de s'en sortir, c'est que l'histoire qu'on leur a racontée ne reflétant pas la réalité, relevait à leur insu davantage de la propagande ou d'une théorie avec laquelle ils ont fini par s'identifier, de telle sorte que s'en séparer est extrêmement difficile, par crainte du vide ou de se faire abuser par d'autres personnes qui semblent également d'une honnêteté irréprochable, mais ne le sont pas forcément.

Quand on a cru quelque chose ou quelqu'un pendant des années ou toute sa vie, on a beaucoup de mal à concevoir qu'on s'était fourvoyé, et pourtant il faut bien parfois en prendre son parti, ce qui ne signifie nullement qu'on aurait été malhonnête, on a cru sincèrement certaines choses qui étaient fausses, voilà tout, cela arrive à tout le monde ou presque de se faire manipuler un jour ou l'autre, reste à savoir à quel niveau et pendant combien de temps, et personne n'a le droit de nous juger dès lors qu'on a toujours été animé de bonnes intentions, c'est l'un des rares cas où elles sont utiles à quelque chose, donc il faut en profiter et ne pas hésiter à modifier notre interprétation du monde.

De nos jours, et c'est malheureux à dire, je dis cela par expérience, il faut se méfier en premier lieu des documents fournis par des gens qui sont organisés dans un parti, car ils servent à justifier leur politique ou ils ont été conçus de telle sorte que les arguments ou les faits qui pourraient les contredire n'y figureront pas, ils les auront autocensurés, ils peut arriver aussi qu'ils en aient oubliés involontairement, dans ce cas-là on peut au moins se donner la peine de les lire. Mais comment le savoir, le détecter, car c'est plus qu'un esprit critique bien aiguisé qu'il faut avoir, ce sont des connaissances quasi encyclopédiques ou avoir lu et étudié pendant de longues années des milliers de documents sur une multitude de sujets, ce qui n'est pas le cas de la plupart des travailleurs ou des militants, ou alors il faut vérifier la véracité d'un tas d'informations fournies et être capable de vérifier qu'ils n'en existeraient pas d'autres qui iraient dans le même sens ou les contrediraient, il faut essayer de faire des recoupements, etc., mais là c'est le temps qui nous manque.

Donc sans tomber dans la paranoïa, il faut être vigilant et ne rien prendre comptant ou au premier degré, mais attention, il ne faut pas forcément écarter des faits ou des versions qui nous semblent improbables ou illogiques, parce qu'on ignore peut-être certaines choses, et puis il ne faut pas confondre notre logique, nos expériences, nos intentions avec celles des différents acteurs en présence, y compris le rédacteur d'un article.

Parole d'internaute

- "*On remarquera que quand il s'agit des "Russes" Cubains, Chinois au tout autre "ennemi des USA" les théories du complot existent bel et bien. Mais quand il s'agit des USA, de l'Occident il est interdit de parler de "complots" ou "théories du complot" seuls "les autres" sont "coupables" de ces théories incroyables mais possibles.*"

Selon le marxisme, le développement du capitalisme conduit à la barbarie ou au socialisme, on dit généralement que c'est une théorie qui repose sur les faits et leur enchaînement, mais cette explication n'est pas assez précise, en réalité le développement du capitalisme conduit effectivement à la barbarie, on en a la preuve sous les yeux quotidiennement, c'est donc un fait irréfutable, dont l'origine repose sur les fondements et les lois du fonctionnement du capitalisme qui en découlent. Le capitalisme est le produit du développement des forces productives et de la lutte des classes. Cette partie n'est donc pas à proprement parler une théorie mais plutôt un constat, un fait historique.

En revanche, le passage au socialisme relève de la théorie, dans la mesure où les facteurs subjectifs y jouent un rôle prépondérant. Sa réalisation nécessite que les éléments les plus conscients parmi les masses exploitées intègrent dans leur analyse les facteurs déterminants qui ont contribué au développement du capitalisme et qui permettent de passer à un mode de production supérieur et à la démocratie, de mettre un terme au règne de la nécessité et de l'exploitation de l'homme par l'homme pour passer à celui de la liberté. Ces éléments les plus conscients doivent prendre conscience du processus matérialiste dialectique qui est à l'origine du développement de la civilisation humaine pour qu'elle puisse passer à l'étape supérieure.

Ce en quoi le socialisme est une théorie, c'est qu'il prétend que les masses exploitées peuvent parvenir à remplir les conditions subjectives pour se débarrasser du capitalisme, à condition qu'elles parviennent à traduire consciemment en terme de tâches politiques et d'organisation les conclusions auxquelles conduit le processus matérialiste dialectique et historique, qui inclut les enseignements de la lutte de classe du passé. C'est potentiellement possible parce qu'on a acquis la connaissance de ce processus matérialiste dialectique et historique, qui comme tout processus dialectique comporte une contradiction, qui peut se résoudre ou s'orienter dans une direction ou une autre, ici en l'occurrence vers la barbarie ou le socialisme. Tout dépendra finalement de la capacité de chacun des acteurs en présence à venir à bout des obstacles qu'ils rencontreront sur leur chemin pour orienter ce processus dans une direction qui leur sera favorable ou atteindre leur objectif politique.

Déterminer la nature de ces obstacles qui se dressent sur la voie du socialisme, les décrire, les combattre, les briser, voilà en quoi consiste notre tâche la plus urgente. Rien ne dit qu'on y parviendra, auquel cas la société sombrera dans le chaos et la barbarie avant de s'éteindre ou disparaître.

Adopter la théorie du socialisme signifie simplement qu'on s'engage dans le combat politique afin que ce qui est du domaine du possible ou de l'utopie comme on disait autrefois se réalise enfin. Cela implique que consciemment et résolument on privilégie, on a confiance, on croit, on a la foi en un facteur, les masses exploitées et opprimées, au lieu de s'en remettre à un autre facteur, la classe des capitalistes et ses représentants. Tous ceux qui rejettent le socialisme, qui doutent du socialisme, pire, qui le combattent, s'en remettent à la classe des capitalistes qui selon eux devrait oeuvrer au destin de l'humanité, parce qu'ils estiment plus ou moins inconsciemment que les masses exploitées et opprimées n'en seraient pas capables.

Il faut le savoir

Un document exceptionnel : Histoire cachée : les origines secrètes de la Première Guerre mondiale

- Tour d'horizon de « Hidden History », par Gerry Docherty et Jim Macgregor par Antony C. Black - Mondialisation.ca, 27 novembre 2017

Parmi les nombreux mythes qui embrouillent l'esprit politique moderne, aucun ne corrompt la compréhension ou ne maquille autant les faits historiques que le mythe voulant que les riches et les puissants de ce monde ne conspirent pas.

C'est totalement faux.

Ils conspirent continuellement, couramment, effectivement et diaboliquement, à une échelle qui dépasse l'entendement. Nier cette conspiration, c'est nier des preuves empiriques irréfutables et le bon sens le plus élémentaire.

Il n'en demeure pas moins que pour l'observateur averti du « grand jeu » politique, c'est une source inépuisable d'étonnement que de tomber sur des exemples toujours plus stupéfiants de machinations monstrueuses que les élites riches et puissantes sont capables d'échafauder. C'est ce à quoi s'emploient les auteurs Docherty et Macgregor, dans un livre qui nous couple le souffle.

Ainsi, l'histoire officielle et sacralisée des origines de la Première Guerre mondiale, nous disent les auteurs, ne serait qu'un seul et même tissu de mensonges du début à la fin. Plus à propos encore est la thèse des auteurs voulant que – pour paraphraser ce qu'a dit plus tard Churchill, qui occupe d'ailleurs une place de choix dans cet ouvrage – jamais autant de personnes ont été tuées, de façon si injuste, pour assouvir les ambitions et la soif de profit d'un si petit nombre.

En démolissant les nombreuses antiennes à propos des origines de la « Grande Guerre » (y compris la « responsabilité allemande », les « efforts de paix britanniques », la « neutralité de la Belgique » et « l'inévitabilité » de la guerre), Docherty et Macgregor pointent du doigt ceux qui sont vraiment à l'origine du conflit : des impérialistes britanniques formant une cabale plus ou moins secrète, dont les visées politiques pendant une quinzaine d'années consistaient à préparer une guerre européenne afin de détruire le nouveau concurrent commercial, industriel et militaire de la Grande-Bretagne qu'était l'Allemagne.

Pour résumer, Docherty et Macgregor soutiennent que « loin de se diriger aveuglément vers une tragédie mondiale, le monde qui ne se doutait de rien est tombé dans une embuscade tendue par une cabale secrète de bellicistes » qui ne se trouvaient pas à Berlin, mais bien « à Londres ».

J'avoue ici abonder dans le sens de cette thèse, aussi frappante soit-elle, ne serait-ce que pour le principe général. Après tout, il suffit de regarder la réalité politique d'aujourd'hui pour constater que nous nageons en plein délire orwellien. De plus, trente ans de journalisme indépendant m'ont amené non seulement à conclure que ce qu'on nous sert comme « nouvelles » n'a rien à voir avec la réalité, mais aussi que les écrits et les présentations historiques sont aussi bidons qu'un billet de trois dollars. Il faut tout de même que la thèse défendue repose sur un ou deux arguments crédibles. Voyons voir ceux que nous propose « Histoire cachée ».

Les joueurs

Avant de nous lancer tête première dans le vif du sujet, commençons par esquisser le portrait des principaux protagonistes de cette sombre histoire.

Au commencement, il y avait Cecil Rhodes, le premier ministre de la colonie du Cap qui, nous rappellent les auteurs, était « en réalité un opportuniste s'accaparant des terres », dont la fortune a été assurée à parts égales « en réprimant brutalement les habitants locaux et en veillant aux intérêts miniers de la maison des Rothschild ». Apparemment, Rhodes parlait depuis longtemps de créer une « société comme celle des Jésuites » au service des ambitions mondiales de l'Empire britannique. En février 1891, il est passé aux actes en s'adjoignant les services de ses proches associés William Stead, un journaliste bien connu, et Lord Esher, un proche conseiller de la monarchie britannique.

Deux autres personnes se sont jointes peu après au cercle restreint du groupe clandestin : Lord Nathaniel (Natty) Rothschild, de la fameuse dynastie de banquiers britanniques et européens, et Alfred Milner, un érudit administrateur colonial brillant qui deviendra rapidement l'infatigable génie organisateur et maître des cérémonies du groupe.

À ces quatre personnalités centrales se sont joints par la suite Lord Northcliffe, le propriétaire du « Times », qui épaulera Stead dans sa propagande visant à préparer le public britannique à une guerre contre l'Allemagne, Arthur Balfour et Herbert Asquith, deux futurs premiers ministres britanniques qui joueront de leur influence parlementaire, Lord Salisbury et Lord Rosebery, qui apporteront un lot additionnel de connections politiques, et Lord Edward Grey qui aura l'honneur, en sa capacité de ministre britannique des Affaires étrangères en 1914, d'enfoncer le dernier clou dans le cercueil de la paix européenne.

Le prince Édouard (qui deviendra peu après le roi Édouard VII) était aussi un ajout important qui, malgré son image de séducteur, était en fait un acteur politique astucieux, dont les fréquentes incursions sociales à l'échelle internationale constituaient une couverture idéale pour contribuer à forger, souvent secrètement, des alliances militaires et politiques entre la Russie, la France, la Grande-Bretagne et la Belgique.

Cette garde prétorienne a ensuite étendu ses tentacules à toutes les sphères de la hiérarchie du pouvoir britannique (puis du monde) en recrutant activement dans son « Association of Helpers » toute une myriade de bureaucrates, banquiers, officiers militaires, universitaires, journalistes et hauts fonctionnaires plus bas dans l'échelle, dont bon nombre, il s'est avéré, provenaient des collèges Balliol et All Souls, à Oxford.

Enfin, le légendaire Churchill, gonflé à bloc par sa propre grandiloquence bien lubrifiée avec l'argent des Rothschild, allait finir par occuper la place sacrée qui lui revenait parmi les avides de guerre élus secrètement.

Premières aventures

La première incursion de cette cabale élitiste a eu lieu en Afrique du Sud, avec la fomentation délibérée de la (2e) guerre des Boers (1899-1902). On avait découvert de l'or dans la région du Transvaal en 1886 et les impérialistes britanniques étaient déterminés à s'en emparer. Après un certain nombre de machinations ratées de Rhodes visant à faire tomber les Boers, l'élite secrète a obtenu un as dans son jeu quand Alfred Milner a été nommé haut commissaire de l'Afrique du Sud. Milner a aussitôt saisi le moment, sans passer Go, pour déclencher la guerre, imposer sa tristement célèbre politique de la terre brûlée et exiger une reddition sans condition, faisant ainsi valoir la philosophie martiale générale qui prévaudra plus tard contre l'Allemagne.

Après la défaite des Boers, Milner et ses acolytes (Rhodes est mort pendant les « négociations de paix ») ont rapidement investi les principaux organes de la gouvernance impériale britannique, dont les bureaux responsables des affaires étrangères, des

colonies et de la guerre. Arthur Balfour est allé encore plus loin en créant, en 1902, le « Comité pour la défense impériale ». Ce dernier a joué un rôle considérable en court-circuitant presque entièrement le cabinet britannique dans les années, les mois et les jours précédant août 1914. Balfour était en fait l'un des deux seuls membres permanents de cette institution impériale d'importance majeure, l'autre étant Lord Fredrick Roberts, commandant en chef des forces armées et ami proche de Milner. C'est ce même Roberts qui, plus tard, nommera à leurs postes respectifs pendant la Première Guerre mondiale deux suivistes incompétents, Sir John French et Douglas Haig, qui mèneront des combats conduisant au massacre de centaines de milliers de soldats alliés.

L'année 1902 marquait aussi par l'établissement du traité anglo-japonais. La Grande-Bretagne craignait depuis longtemps que son empire en Extrême-Orient passe aux mains de la Russie et cherchait à amener le Japon à faire contrepoids. L'alliance a porté fruit lors du conflit russo-japonais de 1904-1905, au cours duquel la Russie a subi une défaite décisive. Sans jamais perdre de vue l'objectif à long terme (une guerre contre l'Allemagne), Milner et ses acolytes ont changé d'appât adroitement en courtisant aussitôt le czar Nicolas II, ce qui a abouti à la signature de la Convention anglo-russe de 1907. À la même période (1904), la Grande-Bretagne, avec l'aide cruciale d'Édouard VII, a mis fin à près de mille ans d'inimité avec la France en signant l'Entente cordiale avec son ancien rival.

À la même période (1905), un accord plus ou moins secret a été conclu avec le roi Léopold II, qui autorisait la Belgique à annexer l'État indépendant du Congo. Il s'agissait, à toutes fins utiles, d'une alliance entre la Grande-Bretagne et la Belgique qui, dans la décennie qui a suivi, s'est continuellement approfondie avec la conclusion de nombreux accords militaires bilatéraux (secrets pour la plupart, donc soustraits au regard du Parlement britannique) et de « protocoles d'entente », qui mettaient sans équivoque l'accent sur le fait que la Belgique formerait une sorte de partie « neutre » dans le conflit à venir avec l'Allemagne.

L'alliance principale était dorénavant chose faite entre la Grande-Bretagne, la Russie, la France et la Belgique. Il ne restait plus qu'à obtenir la fidélité et l'obéissance des colonies britanniques. Pour y parvenir, Milner a organisé la conférence de presse impériale de 1909, qui réunissait une soixantaine de propriétaires de journaux, journalistes et rédacteurs provenant de l'ensemble de l'Empire, qui ont côtoyé 600 autres journalistes, politiciens et militaires britanniques dans une grande orgie de propagande guerrière. Le message martial a été ensuite dûment transmis aux multitudes coloniales inconscientes. Le succès de la conférence était particulièrement visible au Canada où, malgré les divisions extrêmes sur la question, plus de 640 000 soldats canadiens ont été envoyés dans les champs de la mort au nom d'une poignée d'impérialistes britanniques.

La « crise » marocaine

Docherty et Macgregor nous rappellent que l'historienne de renom Barbara Tuchman, dans son livre « Août 14 » (« The Guns of August ») qui a reçu le prix Pulitzer, « a précisé très clairement que la Grande-Bretagne était résolue à faire la guerre en 1911 et même avant. » En effet, les préparatifs de guerre étaient en cours depuis au moins 1906.

N'empêche que 1911 marque un tournant, lorsque l'élite secrète a tenté une première fois de déclencher une guerre contre l'Allemagne. Le prétexte était le Maroc. La Grande-Bretagne n'avait pas d'intérêts coloniaux directs au Maroc, mais la France et l'Allemagne en avaient. C'est alors que la cabale de Londres, avec Edward Grey au poste de ministre des Affaires étrangères, a mis dans le secret des dieux un ministre français clé, Théophile Declasse, ce qui lui a permis de monter ce qui était essentiellement une opération sous fausse bannière à Fez. La France a alors réagi en imposant une armée d'occupation. L'Allemagne s'est contentée de n'envoyer qu'une petite canonnière à Agadir, sauf que l'ensemble de la presse britannique, qui représentait les intérêts de « l'État profond » de la Grande-Bretagne, est tombé dans l'hystérie en condamnant les « menaces allemandes contre les voies maritimes britanniques », etc. Cette étincelle de guerre s'est éteinte à la dernière heure lorsque le premier ministre socialiste de la France (récemment élu), Joseph Caillaux, a entamé des pourparlers de paix avec le Kaiser. La guerre contre l'Allemagne devait donc être reportée.

Dans l'intervalle, la Grande-Bretagne, sous la direction de ses mandarins de l'ombre (presque toujours sans examen ou approbation du Parlement), poursuivait ses préparatifs de guerre. Par exemple, c'est à cette fin que Churchill, qui avait été nommé premier lord de l'Amirauté britannique en 1911, a redéployé sa flotte atlantique de Gibraltar à la mer du Nord et sa flotte méditerranéenne à Gibraltar. La flotte française a été redéployée simultanément de l'Atlantique à la Méditerranée pour couvrir le retrait de la flotte britannique. Ces manœuvres visaient stratégiquement la flotte allemande en mer du Nord. Les pions se mettaient en place sur l'échiquier.

Plaque désignant une banque comme membre (Source : Wikimedia Commons)

En France, le premier ministre de gauche et partisan de la paix Caillaux a été remplacé en 1913 par l'un des « assistants » des élites britanniques, en la personne de Raymond Poincaré, un germanophobe enragé d'extrême-droite. Poincaré a eu tôt fait de remplacer l'ambassadeur de France en Russie George Louis, qui ne prônait pas la guerre, par le revanchiste Declasse. Pendant ce temps aux États-Unis, la cabale secrète poursuivait ses manigances, surtout par l'intermédiaire de la Pilgrims Society et des maisons Morgan et Rockefeller, afin d'assurer l'élection d'un démocrate inconnu mais malléable, Woodrow Wilson, contre le président Taft, qui était partisan d'une banque centrale sous contrôle public. L'« État profond » anglo-américain a ainsi pu créer la Réserve fédérale américaine, une banque centrale privée qui s'est consacrée dès le départ au financement de la guerre contre l'Allemagne.

L'éperon balkan

Selon Docherty et Macgregor, le conte d'une simplicité trompeuse répété ad nauseam sur les circonstances entourant l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, le 28 juin 1914, serait aussi douteux que la version officielle de l'assassinat de JFK deux générations plus tard. En effet, les similitudes structurelles entre les deux – de l'absence flagrante de sécurité à la preuve manifeste de complicité de l'État (dans le cas qui nous intéresse, à partir de la Serbie, mais menant directement à Londres) – sont remarquables. L'assassinat a bel et bien causé un effet domino, sauf que les événements qui ont suivi n'étaient pas dus aux bas instincts des gens et à des forces inéluctables hors de tout contrôle humain, mais plutôt aux manigances conspiratrices d'esprits calculateurs.

Ainsi, tout de suite après l'assassinat, l'Autriche-Hongrie a bénéficié d'un soutien international généralisé, car elle était largement perçue comme la partie lésée. Mais les suspects habituels, après avoir aidé à mettre en scène le meurtre, ont réussi à renverser la vapeur de la propagande en défaveur de l'Autriche et de l'Allemagne en recourant à une ruse ingénieuse. Après avoir obtenu secrètement le contenu de la « note », qui énonçait les demandes de l'Autriche (raisonnables dans les circonstances) à l'endroit de la Serbie, la cabale secrète est arrivée à participer directement à la rédaction de la « réplique serbe ». La « réplique » devait bien sûr être inacceptable pour l'Autriche. Au même moment, le président français Poincaré s'est précipité à Moscou pour rassurer le czar et ses généraux que si l'Allemagne allait assumer ses responsabilités conformément à son alliance avec l'Autriche, la France soutiendrait la Russie dans le déclenchement d'une guerre généralisée en Europe. La France savait évidemment que l'Angleterre, ou plutôt sa clique impérialiste élitiste, souhaitait tout autant la guerre. C'est d'ailleurs à ce moment opportun que Grey et Churchill se sont ligués pour acheter la Anglo-Persian Oil Company, assurant ainsi les approvisionnements pétroliers nécessaires à la marine britannique.

Pendant tout ce temps, le kaiser Guillaume et le chancelier Bethmann étaient les seuls hommes d'État qui aspiraient sincèrement à la paix. Leur diffamation subséquente par des hordes d'historiens pas très propres ont retenti dans les mêmes tons orwelliens que la diabolisation en cours par l'establishment des pays et des particuliers qui résistent à l'empire américain.

Grey gagne son pari

Après avoir attisé les flammes du feu allumé dans les Balkans de façon à ce qu'il embrase toute l'Europe, le ministre des Affaires étrangères britannique Grey et le premier ministre Asquith se sont employés à porter tous les sales coups possibles sur le plan diplomatique pour saboter toute possibilité de paix et rendre la guerre inévitable.

Par exemple, le 9 juillet, l'ambassadeur allemand à Londres, le prince Lichnowsky, a été rassuré à maintes reprises par Grey que la Grande-Bretagne n'était engagée dans aucune négociation secrète qui mènerait à la guerre. C'était évidemment un mensonge éhonté. Le 10 juillet, Grey a fait croire au Parlement que la Grande-Bretagne n'avait pas la moindre crainte que les événements de Sarajevo conduiraient à une guerre continentale. Au même moment, le premier ministre autrichien Berchtold était trompé de la même manière par les trois gouvernements de l'Entente, qui prétendaient que leur réaction à la « note » n'irait pas plus loin qu'une protestation diplomatique. Sauf que pendant la troisième semaine de juillet, ces mêmes gouvernements ont fait volte-face en disant qu'ils rejetaient entièrement la réponse de l'Autriche.

Le 20 juillet, comme il a été rapporté, le premier ministre français Poincaré s'est rendu à Saint-Pétersbourg pour réaffirmer les accords militaires respectifs de la France et de la Russie. Le 25 juillet, Lichnowsky s'est présenté sans être annoncé au ministère des Affaires étrangères britanniques pour relayer l'appel désespéré du gouvernement allemand implorant Grey d'user de son influence pour stopper la mobilisation russe. Ce qui est incroyable, c'est que personne n'était disposé à le recevoir. De toute façon, la Russie avait secrètement commencé à mobiliser ses forces armées le 23 juillet, pendant que Churchill faisait de même le 26 juillet avec la flotte britannique à Spithead.

Bien entendu, rien de ce qui précède ne s'est fait dans le cadre d'un processus démocratique. Pour reprendre les propos de Docherty et Macgregor :

« Pour ce qui était de la population [britannique], rien de fâcheux ne se passait. C'était juste un autre week-end d'été. »

Le 28 juillet, l'Autriche a déclaré la guerre à la Serbie, même si elle n'était pas en mesure de l'envahir avant une quinzaine de jours. Pendant ce temps, le ministère des Affaires étrangères britannique commençait à faire circuler des rumeurs voulant que les préparatifs de guerre de l'Allemagne étaient plus avancés que ceux de la France et de la Russie, alors qu'en réalité, c'était exactement le contraire. Les choses se précipitaient dangereusement hors du contrôle de Guillaume.

Le 29, Lichnowsky a de nouveau imploré Grey d'empêcher la mobilisation russe à la frontière de l'Allemagne. Grey a répondu qu'il allait écrire quatre dépêches à Berlin qui, à la lumière des analyses d'après-guerre, n'ont jamais été transmises. Les dépêches ne faisaient partie que d'une mascarade pour faire croire que la Grande-Bretagne (et surtout lui, Grey) faisait tout en son pouvoir pour éviter la guerre. C'est aussi le 29 en soirée que Grey, Asquith, Churchill et Richard Haldane se sont réunis pour discuter de ce qu'Asquith appelait « la prochaine guerre ». Docherty et Macgregor soulignent de nouveau que ces quatre hommes

étaient pratiquement les seuls en Grande-Bretagne au courant de la calamité qui s'annonçait, à l'insu des autres membres du Cabinet, des députés du Parlement et des citoyens britanniques. Ils en étaient en fait les architectes.

Le 30, le Kaiser a transmis au czar Nicolas un appel vibrant à une négociation de la prévention des hostilités. Touché par ce plaidoyer, Nicolas a dépêché à Berlin son émissaire personnel, le général Tatishchev, pour négocier la paix. Malheureusement, Tatishchev ne s'est jamais rendu à Berlin, car il a été arrêté et emprisonné cette nuit-là par le ministre des Affaires étrangères russe Sazonov qui, comme les auteurs l'expliquent de façon convaincante, constituait depuis longtemps un atout dans le jeu de la cabale de Londres. Sous la pression constante des hauts gradés de son armée, Nicolas a fini par céder et a ordonné la mobilisation générale dans l'après-midi du 30 juillet.

L'annonce officielle de la mobilisation russe a sonné le glas à toute possibilité de paix. Se rendant compte qu'elle avait été bernée et qu'elle allait être attaquée sur deux fronts, soit à l'ouest par la France et à l'est par la Russie, l'Allemagne a ordonné la mobilisation générale à son tour le 1er août. C'était la dernière puissance occidentale à le faire, ce qui en dit long. Mais l'Allemagne a commis alors une erreur tactique cruciale après l'annonce de la mobilisation générale, en prononçant une déclaration de guerre officielle et tenue par l'honneur contre la France. Ce faisant, elle sautait à deux pieds dans le piège tendu par Grey et cie, qui n'avaient cessé de manigancer pour que la guerre se déclenche sans être perçus comme en étant les instigateurs officiels.

Mais il restait une dernière carte dans le jeu de Grey, qu'il devait jouer pour amener un cabinet et une Chambre des communes pas très portés à la guerre d'abandonner leur bon sens et de foncer tête première dans une guerre totale paneuropéenne. Tout comme le mythe des « armes de destruction massive » a servi de prétexte à l'agression impérialiste étasunienne, le mythe de la pauvre et inoffensive « Belgique neutre » a servi de porte-étendard aux visées de l'impérialisme britannique.

Le discours qui a scellé le sort de millions de gens

Le 2 août 1914, le premier ministre Asquith a convoqué une réunion du cabinet spéciale pour discuter de la crise (montée de toutes pièces). Bien que les membres du cabinet étaient peu enclins à approuver la participation britannique à une guerre continentale, ils ont tôt fait de subir des pressions et d'obtenir des révélations à propos d'un « ensemble complexe d'obligations [militaires et politiques] qu'on leur avait déjà garanti comme n'étant pas des obligations, [et] qui s'étaient tissées autour d'eux pendant qu'ils dormaient ». Fait crucial, Grey s'est gardé de leur dire que l'ambassadeur allemand Lichnowsky avait, la veille même (1er août), proposé de garantir la neutralité belge. D'ailleurs, la supercherie de Grey n'aurait jamais été connue si le chancelier Bethmann n'avait pas fait état de la proposition au Reichstag le 4 août.

Une fois le cabinet suffisamment confondu, trompé et dupé (Asquith avait déjà donné des ordres de mobilisation à l'armée et à la marine sans que le cabinet ne l'approuve ou ne le sache), il ne restait plus qu'à berner le Parlement. Ainsi, le 3 août, Sir Edward Grey a pris la parole pour entamer ce qui allait être un panégyrique épique sur les folies de la paix et les vertus de la guerre. L'auditoire n'était pas particulièrement réceptif là non plus, mais le sermon a réussi à gagner en force.

En commençant par dire que la paix en Europe « ne peut être préservée », Grey s'est lancé dans une litanie incroyable de mensonges et de déformation des faits à propos des accords militaires complexes en vigueur depuis longtemps entre l'Angleterre, la France, la Russie et la Belgique. Grey niait leur existence. Qu'en était-il de l'écheveau complexe des accords diplomatiques? Il n'y avait pas d'accords, pareils enchevêtrements n'existaient pas. Le Parlement était « libre » de voter en pleine conscience, d'exercer son mandat démocratique, tant qu'il ne vote pas en faveur de la paix bien sûr.

Tout ce qui précède n'était que le préambule de la pièce maîtresse du discours de Grey : la neutralité de la Belgique. Cette imposture flagrante n'a été surpassée en duplicité que par l'omission volontaire de Grey de parler au cabinet, puis au Parlement, de la garantie offerte par l'Allemagne concernant le point litigieux qu'était la neutralité de la Belgique. Grey a préféré montrer, pour faire plus d'effet, un télégramme émouvant du roi de Belgique implorant de l'aide au roi Georges. Il ne pouvait y avoir de moment mieux choisi pour qui l'aurait rédigé délibérément pour l'occasion, ce qui était d'ailleurs le cas. Les appels en faveur de la guerre des chefs des partis d'opposition qui ont suivi ce sermon étaient eux aussi prévus. Churchill les avait tous sondés et ralliés à la cause avant la session du jour. Seul Ramsay MacDonald, le chef du Parti travailliste, a nagé à contre-courant de la vague bien orchestrée « d'inévitabilité » qui revenait constamment dans la péroraison martiale de Grey.

La session du jour s'est terminée sans débat. Asquith ne l'avait pas permis, bien que le président de la Chambre l'ait pressé d'autoriser la reprise les travaux en soirée. Entre-temps, Grey a scellé le sort, c.-à-d. la guerre, en lançant un ultimatum à l'Allemagne, la sommant de ne pas envahir la Belgique, tout en sachant que l'invasion avait déjà commencé. Pour reprendre les mots de Docherty et MacGregor, c'était un « coup de maître ». La guerre était dorénavant inévitable. La session du Parlement tenue en soirée a eu beau faire l'objet d'un débat vigoureux et substantiel qui a démoli en grande partie la position de Grey, les jeux étaient faits. Au moment opportun, Arthur Balfour, « ancien premier ministre conservateur et membre du cercle restreint de l'élite secrète, s'est levé, menaçant. Il en avait assez. » Jetant tout le poids de son autorité de magistrat, il a condamné, ridiculisé et rejeté les arguments contre la guerre, les qualifiant de « lie du débat ». La Chambre des communes ayant ainsi été muselée, la dernière chance de paix en Europe était perdue.

Plus ça change…

Ce qui frappe encore et encore en lisant « Histoire cachée », c'est le son de la vérité qui retentit de chaque page, de chaque révélation. Apprendre qu'un groupe si restreint de membres d'une élite, faisant fi de tout contrôle démocratique, puisse sceller le sort – et la mort – de millions de personnes, a de quoi nous révolter. C'est vrai, mais cela ne nous surprend pas, parce que le même phénomène est en train de se produire sous nos propres yeux. En effet, l'état actuel de la « guerre permanente » est ni plus ni moins la condition inconsciente de la modernité même.

Docherty et Macgregor apportent une belle contribution ici. Ils vont beaucoup plus loin que ceux que David Irving a si justement qualifiés « d'historiens de cour », en parlant des historiens prostitués de l'élite et de l'establishment qui reprennent le consensus établi. Docherty et Macgregor nous donnent un aperçu de ce que signifie vraiment écrire l'histoire. S'il y a une leçon – ou plutôt une contre-leçon – à tirer de cet ouvrage, c'est que nous serons condamnés à répéter l'histoire aussi longtemps que nous écouterons ceux qui se consacrent à l'obscurcir et à la fausser, autrement dit, ceux qui nous mentent.

Antony C. Black

Article original en anglais :

Hidden History: The Secret Origins of the First World War, publié le 17 juillet 2017

Traduction par Daniel pour Mondialisation.ca

Pour vous procurer le livre : http://editionsnouvelleterre.com/boutique/home/32-l-histoire-occultee-les-origines-secretes-de-la-premiere-guerre-mondiale-9782918470236.html

- Les riches contre les peuples par Jean Ziegler - Mondialisation.ca, 25 novembre 2017

Trois extraits.

1- En 2002, suite à une sécheresse effroyable, la famine provoqua la mort de dizaines de milliers d'êtres humains au Malawi. Sur les 11 millions d'habitants de ce pays du sud-est africain, 7 se sont trouvés gravement sous-alimentés. Le gouvernement était dans l'incapacité de venir en aide aux victimes, puisque quelques mois auparavant, il avait du vendre sur le marché ses stocks de réserve de maïs (40 000 tonnes !) pour payer un fonds vautour, qui avait obtenu, devant un tribunal britannique, la condamnation du Malawi au versement de plusieurs dizaines de millions de dollars…

2- Jürgen Habermas, le sociologue allemand : « L'éviction de la politique par le marché se traduit par le fait que l'État national perd progressivement sa capacité à recouvrer des impôts, à stimuler la croissance et à assurer par là les bases essentielles de sa légitimité, or cette perte n'est compensée par aucun équivalent fonctionnel (….) Confrontés au risque de voir s'enfuir les capitaux, les gouvernements nationaux s'engagent dans une course folle à la dérégulation par l'abaissement des coûts, d'où résultent des bénéfices obscènes et des écarts inouïs entre les salaires, la croissance du chômage et la marginalisation sociale d'une population pauvre de plus en plus importante. À mesure que les conditions sociales d'une large participation politique sont détruites, les décisions démocratiques, même adaptées d'une façon formellement correcte, perdent de leur crédibilité ». (Jürgen Habermas, Après l'Etat-nation. Une nouvelle constellation politique, Fayard, 2000, p. 74 et 75.)

3- A propos de Jean-Claude Junker, président de la Commission européenne.

De 2002 à 2010, l'homme a été à la fois Premier ministre, ministre des Finances du Luxembourg et président de l'Eurogroupe. Dans ses fonctions, il a négocié 548 arrangements fiscaux secrets, appelés « tax rulings », avec nombre de sociétés multinationales bancaires, commerciales, industrielles et de services. Ces tax rulings, comme on le dit pudiquement, visaient à favoriser l'évasion fiscale. Mondialisation.ca, 25 novembre 2017

En complément. Ils osent tout.

- Une vingtaine de pays sur la liste noire provisoire de l'UE - Reuters

- Trois milliardaires sont plus riches que la moitié de la population américaine par Eric London - wsws.org 11 novembre 2017

Selon un rapport publié mercredi par l'Institute for Policy Studies (IPS), les trois Américains les plus riches – Jeff Bezos, Bill Gates et Warren Buffett – possèdent désormais plus de richesse que la moitié la plus pauvre de la population américaine, soit environ 160 millions de personnes.

Les « 60 familles » américaines, dont l'énorme richesse avait été révélée en 1923 par le journaliste Ferdinand Lundberg, ont été remplacées par seulement trois milliardaires dont la richesse combinée est de plus de 264 milliards de dollars.

Le rapport de l'Institute for Policy Studies, « Billionaire Bonanza: The Forbes 400 and the rest of us » (Aubaine pour les milliardaires : Les 400 de Forbes et le reste d'entre nous), révèle que les 25 Américains les plus riches sont plus riches que les 56 % les moins riches de la population des États-Unis. La valeur nette des 400 plus riches est à peu près égale à celle des deux tiers des moins riches du pays, soit un total de 200 millions de personnes. Selon les auteurs du rapport, les États-Unis sont devenus « une aristocratie héréditaire de la richesse et du pouvoir ».

La concentration sans précédent de la richesse est un phénomène international. Oxfam a rapporté en juin 2017 que les 5 personnes les plus riches possèdent autant que la moitié la plus pauvre de la population mondiale, contre les 80 personnes les plus riches en 2015. Aujourd'hui, chacun des 5 premiers milliardaires possède autant que 750 millions de personnes, plus que la population totale de l'Amérique latine et le double de la population des États-Unis.

Le rapport de l'IPS explique que les données américaines « sous-estiment nos niveaux actuels de concentration de la richesse » parce que « l'utilisation croissante des paradis fiscaux et des fiducies [transferts temporaires de propriété] à l'étranger a rendu la dissimulation des actifs plus répandue que jamais auparavant. Un rapport de 2017 publié par Alstadsaeter, Johannesen et Zucman et intitulé « Qui possède la richesse dans les paradis fiscaux ? » estime que les super-riches du monde possèdent entre 5700 et 32 000 milliards de dollars cachés à la fiscalité ou aux analyses statistiques.

Alors que les super-riches dominent, les 90 % les plus pauvres font face à des difficultés et à des crises qui ne varient qu'en termes d'immédiateté. Le rapport de l'IPS mesure la valeur nette des familles ouvrières en soustrayant la valeur des biens durables comme les automobiles, les appareils électroménagers et les meubles. Selon leurs estimations, plus de 19 % des ménages américains – environ 60 millions de personnes – ont une « valeur nette de zéro ou négative » lorsque les biens durables en sont soustraits.

Au-delà des 20 % les plus pauvres, le rapport explique que « même les familles à revenu faible et moyen qui ont une certaine richesse n'ont souvent pas de liquidités – liquidités ou épargne – à leur disposition. Plus de 60 % des Américains déclarent ne pas avoir suffisamment d'économies pour couvrir une urgence de 500 dollars. »

Le rapport de l'IPS s'appuie sur les données de l'Enquête sur les finances des consommateurs de la Réserve fédérale américaine, que le World Socialist Web Site a analysé en détails le mois dernier. Alors que les hyper-riches ont accumulé de vastes sommes, une couche plus large, comprenant les 10 % les plus riches, s'est aussi considérablement enrichie ces dernières années au détriment des masses laborieuses. Les 10 % les plus riches des États-Unis – la base sociale et politique pour les politiques de genre et d'identité – possèdent 77,1 % de la richesse totale, tandis que les trois quarts inférieurs en possèdent seulement 10 %.

L'explosion de l'inégalité sociale n'est pas un processus accidentel. C'est le fruit d'une campagne de plusieurs décennies menée par les partis démocrate et républicain pour transférer des milliers de milliards de dollars de la classe ouvrière dans les poches des riches. Les « réussites » des deux partis au cours des quarante dernières années sont une litanie de réductions d'impôts pour les riches, de coupes dans les programmes sociaux, la désindustrialisation de vastes régions du Midwest, l'éviscération des règlements encadrant les grandes entreprises et la dépense de milliards de dollars pour la guerre impérialiste, la surveillance de l'État, la déportation et l'incarcération massives.

L'administration Obama a marqué une étape dans cette longue contre-révolution sociale définie par le sauvetage de Wall Street en 2008-2009, la restructuration de l'industrie automobile en 2009 et la faillite de Détroit en 2013-14. Avec l'aide de l'administration démocrate, l'élite dirigeante s'est enrichie en profitant de la crise financière.

En conséquence, les États-Unis sont maintenant une oligarchie. Grâce à son immense richesse et au contrôle des grandes sociétés, les super-riches ont établi une domination totale sur toutes les institutions officielles du pouvoir politique, culturel et intellectuel... wsws.org 10.11

- Le leurre et l'argent du leurre. Editorial de Ruptures paru dans l'édition du 24/11/2017.

La surprise est totale, l'information inédite, le scoop incroyable : la fraude et l'évasion fiscales séviraient aux quatre coins de la planète, via des paradis fiscaux. Il n'a pas fallu moins d'un consortium de 96 médias internationaux et de 400 journalistes pour étayer une telle révélation, désormais connue sous le terme (forcément) anglais de « Paradise papers ».

Plus encore que dans les affaires précédentes (printemps 2016, automne 2016), un torrent éditorial a déferlé, listant les secrets des multinationales concernées, couvrant d'opprobre les milliardaires impliqués. A la suite des grands médias, les responsables politiques, toutes tendances confondues – en France et ailleurs – ont été prompts et (presque) unanimes à s'indigner.

Les ministres des Finances des Vingt-huit se sont immédiatement engagés à renforcer la lutte contre les « pratiques

fiscales agressives », fussent-elles légales. La Commission a pointé à demi-mots les Etats membres qui traînent les pieds car soupçonnés de dumping fiscal inélégant (Malte, l'Irlande, le Luxembourg…). A Bruxelles, de bons esprits ont opportunément saisi l'occasion pour marteler que la règle de l'unanimité qui subsiste dans le seul domaine fiscal – pour préserver un doigt de souveraineté nationale – était décidément obsolète.

- l'indignation face à des pratiques « choquantes » substitue le terrain de la morale à celui de la politique – ce qui est le moyen le plus sûr d'égarer les peuples

Face à un tel consensus, il convient de préserver l'esprit critique. Et d'abord de souligner que l'indignation face à des pratiques « choquantes » substitue le terrain de la morale à celui de la politique – ce qui est le moyen le plus sûr d'égarer les peuples.

Ensuite, l'insistance récurrente quant à la nécessité de combattre cet « envers de la mondialisation » interroge : est-ce bien de l'« envers » qu'il s'agit ? Au fond, le message subliminal adressé aux manants est le suivant : si seulement nous arrivions à endiguer et à civiliser la « cupidité » des grandes firmes et l'« avidité » des milliardaires, nous pourrions enfin profiter de la mondialisation heureuse.

Or il faut rappeler cette vérité qui ne fait l'objet d'aucun grand titre : l'évasion fiscale ne pourrait en aucune manière exister, du moins à cette échelle, si la libre circulation des capitaux n'avait pas été érigée en table de la loi, dans les traités européens en particulier. Qui se souvient qu'avant la décennie 1980, tout mouvement de capitaux était strictement réglementé et devait être déclaré ? L'Union européenne a dynamité cet « archaïsme ».

Dès lors, l'indignation officielle contre l'évasion fiscale pourrait être une manière de leurre, obscurcissant délibérément la véritable nature du phénomène : un choix politique de « liberté » que les oligarques mondialisés entendent maintenir quoi qu'il arrive.

- Mais une question n'est jamais posée : comment se constituent les milliards de profits et de fortunes ?

En outre, nous laisse-t-on entendre, tout pourrait aller bien mieux si les multinationales et les hyper-riches contribuaient raisonnablement aux budgets publics via l'impôt. Mais une question n'est jamais posée : comment se constituent les milliards de profits et de fortunes ? Pour ne citer qu'un exemple, le richissime Xavier Niel, propriétaire de Free (et actionnaire de référence du Monde) est couvert de honte parce qu'il aurait mis à l'abri ses petites économies sous les tropiques. Mais lorsqu'un documentaire a récemment mis au jour la véritable origine de sa fortune – l'exploitation pure et dure de milliers de salariés, véritables esclaves modernes – le retentissement médiatique a été légèrement plus modeste… Et pour cause : ce n'est pas seulement légal, c'est le fondement même du système.

Car le problème n'est pas d'abord ce que reversent – ou pas – les détenteurs de capitaux, mais la capacité de ceux-ci à prospérer sur la seule base de l'exploitation du travail de ceux qui n'ont que leurs bras et leur tête pour vivre. Mettre le projecteur de l'indignation sur la conséquence peut constituer le plus sûr moyen d'escamoter la nature profonde du problème. Déjà, dans l'Opéra de quat'sous, Bertold Brecht faisait dire à son héros : « qu'est-ce que le cambriolage d'une banque comparé à la fondation d'une banque ? ».

- « qu'est-ce que le cambriolage d'une banque comparé à la fondation d'une banque ? »

Enfin, ici et là, d'aucuns pointent le bout de l'oreille et expliquent : si nous n'endiguons pas l'évitement fiscal des oligarques, le « populisme » risque de se développer encore. Mais tenter de surfer sur la colère populaire pour mieux la détourner de l'essentiel – n'est-ce pas là, précisément, une bonne définition du « populisme » ?

A force de jouer avec le feu (de l'indignation), les apprentis sorciers médiatiques pourraient, un jour, avoir quelques surprises. Ruptures du 24/11/2017

- À l'Onu, l'incapacité US d'admettre la réalité par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire

www.voltairenet.org/article198863.html

Alors que les présidents Poutine et Trump avancent sur la question syrienne, les hauts fonctionnaires d'origine US à l'Onu ont entamé un bras de fer avec la Russie. Refusant d'enquêter sur un crime qu'ils ont déjà jugé a priori, ils ont provoqué non pas un, mais quatre vétos au Conseil de sécurité. Pour Thierry Meyssan, le comportement schizophrénique des États-Unis sur la scène internationale atteste à la fois de la division de l'administration Trump et du déclin de l'impérialisme US. Réseau Voltaire 21 novembre 2017

- L'OTAN demande une conversion à l'économie de guerre par Wolfgang Jungmann — 27 novembre 2017

Le Secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg a appelé, à l'occasion de la rencontre des ministres de la Guerre de l'OTAN, à orienter la planification de l'infrastructure civile vers les besoins de l'armée : « Il ne s'agit pas seulement de commandement. Nous devons également veiller à ce que les routes et les ponts soient assez solides pour supporter les plus massifs de nos véhicules et que les réseaux ferroviaires pour le transport rapide de blindés et de matériel lourd soient bien équipés. »

Stoltenberg n'a laissé planer aucun doute sur la direction que prendront les mouvements de troupes : « Les routes et les voies mal adaptées pour le transport des chars rendent actuellement difficile par exemple un déplacement rapide de troupes vers les pays baltes. »

C'est de nouveau contre la Russie. Exactement comme le Führer avait développé le réseau d'autoroutes par tous les moyens dans les années 1930, pour déplacer le plus rapidement possible des troupes et du matériel vers l'Est (le dernier tronçon de l'A2, qui reliait Berlin à la Ruhr, a été inauguré ponctuellement le 23 septembre 1939, pour le début de la Seconde Guerre mondiale), le renforcement de l'infrastructure de transport fait partie aujourd'hui encore d'une préparation consciencieuse et responsable de la guerre.

L'ensemble de l'UE a immédiatement pris position, claqué des talons et promis solennellement de remettre prochainement en état le réseau de transports à l'abandon en Europe. Die Zeit rapporte : « Federica Mogherini, la représentante de l'UE pour les affaires étrangères, a annoncé à Bruxelles que la Commission européenne diffuserait, d'ici la fin de la semaine, des propositions sur la manière dont le transport de troupes à l'intérieur de l'Europe peut être amélioré. »

Cette entrée massive de la politique en faveur d'une économie de guerre, dans laquelle toutes les activités se concentrent uniquement sur le renforcement de la capacité de faire la guerre, est le point culminant d'une propagande belliqueuse s'aggravant sans cesse...

http://arretsurinfo.ch/lotan-demande-une-conversion-a-leconomie-de-guerre/

Bienvenue chez les esclavagistes des temps modernes.

- «Dans la sous-traitance hôtelière, c'est de l'esclavage moderne» - liberation.fr 26 novembre 2017

En charge du nettoyage du Holiday Inn de Clichy-la-Garenne, les salariés de Héméra sont en grève depuis le 19 octobre contre des mutations et les cadences infernales. La direction reste sourde.

La grève s'éternise. Depuis plus d'un mois, des salariés d'une entreprise sous-traitante, Héméra, qui gère le nettoyage de l'hôtel Holiday Inn de Clichy-la-Garenne (Hauts-de-Seine), ont entamé leur mouvement de protestation. Multipliant les actions pour faire entendre leurs revendications face à une direction impassible. Jeudi soir, onze fantômes ouvrent le cortège dans la nuit. C'est le déguisement qu'ont choisi ces salariés en grève pour attirer l'attention sur leur sort. Une centaine de personnes sont venues à Clichy manifester à leurs côtés. «Ces travailleurs sont des salariés invisibles», lance le responsable du syndicat CGT des hôtels de prestige et économiques (HPE), Claude Levy.

Le défilé est parti du Holiday Inn de Clichy et s'est terminé devant la mairie. «Sous-traitance, maltraitance !» «Frottez, frottez, il faut payer. L'esclavage, c'est fini !» : voilà quelques-uns des slogans qui ont retenti dans le centre-ville. En soutien au mouvement, des travailleurs, des Clichois et des syndiqués ont protesté contre les méthodes de travail de Héméra. Lancé pour dénoncer la mutation d'une gouvernante, la deuxième en six mois, le mouvement s'est étendu à d'autres revendications. Outre la suppression de la clause de mobilité figurant dans leurs contrats, les grévistes demandent l'arrêt du paiement à la chambre (illégal pour un salarié), le règlement des heures supplémentaires, une prime de 13e mois et, surtout, leur embauche directe par le donneur d'ordre, Holiday Inn. «Six jours sur sept»

L'entreprise de sous-traitance Héméra a décroché le 19 décembre 2016 un contrat d'un an avec l'hôtel de Clichy. Elle a récupéré de fait les 35 salariés du nettoyage, en majorité immigrés, qui travaillaient déjà pour le précédent prestataire - comme le prévoit la convention collective du secteur si ceux-ci ont au moins quatre mois d'ancienneté. Depuis, leurs acquis sociaux seraient «bafoués», dénonce Mirabelle Nsang, 43 ans, gouvernante d'origine camerounaise et représentante de la section syndicale CNT-Solidarité ouvrière à Héméra. Elle s'insurge : «Nos plannings ont changé, on travaille six jours sur sept. Nos deux jours de repos consécutifs ont disparu. Avant, les femmes de chambre devaient nettoyer 17 chambres en sept heures. Avec Héméra, on leur demande de faire 20 à 25 chambres. On finit plus tard et on n'est pas payés. On avait droit à un week-end par mois et certains salariés n'en ont même pas eu. Héméra a tout détruit.» La situation concerne selon elle des femmes de chambre, des gouvernantes, des équipiers et des plongeurs. Mirabelle Nsang dénonce également le «harcèlement» de la cheffe de site : «Elle ne te donne que des chambres à faire après des séjours de longue durée, où elles sont plus sales, pour te faire mal. Elle veut réformer son équipe pour être entourée de gens qui disent oui à tout.»

«Nous, les immigrés, on mène ce combat car nous n'avons pas d'autre choix», assure Mirabelle Nsang. Ils espèrent que l'issue sera positive, comme cela a été le cas dans différents dossiers ces dernières années : en 2015 notamment, un mouvement de grève avait contraint le groupe Louvre Hotels à intégrer des femmes de chambre dans cinq de ses établissements.

A Clichy, au premier jour du mouvement, 33 salariés sur 35 étaient en grève. Leur nombre a ensuite diminué progressivement pour se stabiliser à 11, «le noyau dur», comme l'indique cette mère de famille qui travaille dans l'hôtel depuis onze ans. «Les autres grévistes ont repris le travail après avoir subi des pressions d'autres syndicats», accuse la représentante CNT-SO. Pour Eric, 35 ans, équipier dans l'hôtel depuis dix ans et délégué syndical de FO, «le conflit est légitime. On en avait ras-le-bol de cette situation, c'est un système qui pousse les gens à craquer». Il n'oublie pas les provocations de la cheffe de site, qui lui répétait : «L'aspirateur est ta copine», ou encore «mon petit-fils de 2 ans passe l'aspirateur mieux que toi». Ce père de deux enfants raconte avoir été «blessé» par ces «propos désobligeants» et qu'il se rendait sur son lieu de travail la «boule au ventre». Les mutations de deux salariées de Héméra, qu'il qualifie d'«arbitraires et brutales», ont été l'élément déclencheur de la grève qui a débuté le 19 octobre.

Contactées par Libération, la société Héméra et la directrice de l'hôtel Holiday Inn de Clichy, dont le comportement est mis en cause par les grévistes, n'ont pas souhaité répondre à nos sollicitations. Le groupe Intercontinental, poids lourd hôtelier à l'échelle mondiale et propriétaire de la marque Holiday Inn, nous a fait parvenir cette unique réponse : «Un petit nombre d'employés travaillant pour un prestataire de services ont choisi de se mettre en grève en raison d'un différend avec leur employeur à propos de leurs salaires et de leurs avantages. L'équipe de direction de ce sous-traitant a immédiatement ouvert le dialogue pour trouver un accord avec les syndicats et faire en sorte que le personnel puisse retourner rapidement au travail, sans que cela n'affecte nos clients ni la qualité de nos services.»

Juriste au syndicat CNT-SO, Etienne Deschamps n'a pas le même souvenir des négociations. Au premier jour de la grève, il a rencontré avec d'autres représentants Carlos Goncalvez, le directeur d'exploitation de Héméra : «Nous lui avons dit que si les mutations prévues étaient annulées, les salariés reprendraient le travail immédiatement, avec le paiement de la journée de grève et un calendrier de négociations fixé maintenant pour le reste des revendications.» Une réponse de l'entreprise de nettoyage devait arriver dans l'après-midi. Une délégation, accompagnée du juriste de la CNT-SO, est finalement reçue le 26 octobre, sept jours après, par le PDG de Héméra, Denis Schiavone, en présence de Goncalvez : le refus de revenir sur la clause de mobilité est notifié aux grévistes. Le lendemain, des policiers en verbalisent neuf d'entre eux pour nuisances sonores. 68 euros d'amende chacun. Depuis le début de la grève, déplore Mirabelle Nsang, «la directrice de l'hôtel n'est même pas sortie nous voir pour nous demander ce qui se passe». Alors qu'elle nous parle, un salarié de l'hôtel sort de l'établissement et bouscule une syndicaliste tandis qu'un autre, dont la journée de travail vient de se terminer, insulte une gréviste.

Le quotidien des employés de la sous-traitance est rude. De nombreuses femmes seules habitent loin de leur lieu de travail. Illiana Saintulme, 48 ans, mère de quatre enfants, fait les allers-retours depuis Sarcelles (Val-d'Oise). «Je mets une heure trente en transports, avec trois changements, pour venir travailler.» Cette femme de chambre est employée dans l'hôtel depuis onze ans. Elle se plaint de douleurs physiques. Mais aussi de pressions morales. Et dénonce les cadences infernales qui seraient imposées par l'entreprise de sous-traitance. Soit trois chambres par heure (alors que, selon la CGT, il faut au moins vingt-cinq à trente minutes pour en nettoyer une seule). Elle assure avoir dû parfois venir travailler «sept jours sur sept». Pourtant, malgré un contrat à temps plein (sept heures par jour), Illiana Saintulme explique ne pas toujours recevoir l'intégralité de sa paie. «A la fin du mois, leur salaire est calculé en fonction du nombre de chambres qu'elles ont réussi à faire, dénonce Claude Levy, de la CGT HPE. Et quand le compte n'y est pas, au regard des cadences imposées de manière informelle, on leur enlève des jours en prétextant des absences autorisées.» «Celles qui sont vraiment prises pour de la chair à canon, ce sont les femmes de chambre qui ont un contrat à temps partiel de quatre à cinq heures par jour, avec 20 à 30 chambres à faire, sans être payées pour les heures supplémentaires. Ce sont essentiellement des femmes immigrées qui sont concernées», poursuit le syndicaliste. Avant d'ajouter : «Ce qui se passe dans la sous-traitance hôtelière, c'est de l'esclavage moderne.» Selon le militant cégétiste, les onze grévistes ont saisi les prud'hommes pour travail dissimulé. Pour tenir financièrement, les syndicats CGT HPE et CNT-SO ont distribué un chèque de solidarité de 400 euros à chacun.

Depuis le début du mouvement, «la direction de Holiday Inn refuse de laisser entrer les délégués syndicaux dans le hall de l'hôtel, c'est un délit d'entrave à l'exercice du droit syndical», dénonce Claude Levy.

Sur demande du syndicat, un huissier de justice s'est rendu jeudi sur le site. La direction a du coup autorisé l'accès à Mirabelle Nsang et son collègue de FO pour la journée, mais l'huissier mandaté par l'hôtel «veillait et notait ce que disaient les délégués au personnel Héméra non gréviste», selon un syndicaliste. «Une femme de chambre non gréviste a expliqué que les conditions de travail restent identiques, tandis que deux autres nous ont dit "avoir peur de parler"», raconte Mirabelle Nsang. Ces derniers jours, les grévistes sont allés manifester dans les halls d'entrée des Holiday Inn de Paris-Notre-Dame et Paris-Gare de l'Est. Le soir de Halloween, ils s'étaient déguisés pour dénoncer «des patrons sorciers». La grève continue. liberation.fr 26.11

- Mobilisation au siège de Castorama : la direction se barricade - Libération.fr

Au siège de Castorama, ce vendredi a été placé sous le signe de la paranoïa et de la peur des syndicats. Alors que ceux-ci avaient annoncé une journée d'action pour protester contre la délocalisation des services comptabilité en Pologne, avec à la clé un plan social qui pourrait concerner 750 personnes, la direction a décidé de placer son bâtiment de Templemars, dans la banlieue de Lille, en état de siège.

Un plan interne à l'entreprise, que Libération a pu consulter, détaille ainsi le rôle de chacun, les moyens déployés, les contrôles

aux entrées. Extrait : «Si infractions sur des biens et des personnes (dégradations, violences) : le responsable fait intervenir les huissiers pour les constats. Il prévient la police en faisant prioritairement le 17 ; puis le commissariat de Wattignies et le commandant de police de la préfecture et demander (sic) le commandant S.D. déjà prévenu ainsi que les services de police et de la mairie.» Au programme également : maîtres-chiens, vigiles, cellules de crise avec bouteilles d'eau, biscuits et fruits, et avocat prêt à intervenir si une infraction est commise.

Tout cela pour une centaine de manifestants, tous syndicats confondus, qui se sont contentés de distribuer des tracts et faire signer des pétitions au rond-point, à l'entrée du parc d'activités.

Certes, ils se sont ensuite postés sur le parking, à moitié désert. La faute à la neige et au verglas, mais aussi aux consignes données aux salariés. «Ils leur ont dit de ne pas venir, car leurs voitures risquaient d'être brûlées, s'agace Jean-Paul Gathier, le délégué central FO. Mais la défense de l'emploi, ce n'est pas comme cela qu'on l'envisage, la violence n'est pas notre philosophie.» Et de préciser que l'entreprise a déjà connu plusieurs mouvements sociaux, sans aucun antécédent de casse. «Ils se sont mis dans des états hallucinants», soupire le syndicaliste.

Nicolas Euzenot, le délégué central CGT, trouve, lui, le message inquiétant : «On assimile les syndicats aux casseurs.» Lui retient, dans la liste des recommandations, le conseil donné aux dirigeants de ne pas venir avec leur voiture de fonction, ou de la garer plus loin. «Ils ont peur qu'on vienne rayer leur voiture ?» Jean-Paul Gathier ironise : «On le sait qu'ils ont un budget de 60 000 euros pour en acheter une, c'est pour cela qu'ils ont tous des Audi.»

L'intersyndicale a tout de même demandé des explications face à ce déploiement de sécurité : «Soi-disant qu'ils avaient peur qu'on soit infiltrés par des groupuscules d'extrême droite», s'étonne Jean-Paul Gathier. «Ils seraient venus d'Hénin-Beaumont», la ville du Pas-de-Calais dirigée par un maire Front national, pouffe Nicolas Euzenot. Tous deux trouvent l'hypothèse invraisemblable : «Ils nous voient régulièrement dans des réunions, ils nous connaissent.»

Euzenot souligne la pression mise, mine de rien, sur les salariés : «Les entrées et les sorties étaient contrôlées heure par heure, pour que les gens ne sortent pas, ne débrayent pas.» Pour Jean-Paul Gathier, ce déploiement de force surdimensionné trahit une vraie appréhension : «Ils refusent de donner la moindre information, ils ne confirment même pas le nombre de postes concernés. C'est cela qui est violent, et ils en ont conscience.» Et de conclure, un brin amer : «Ils ont peur de la prendre en retour, cette frustration des salariés.» Contactée par Libération, la direction de Castorama a déclaré que «le nombre et la provenance des manifestants n'étant jamais connus à l'avance, il est de notre responsabilité de mettre en place les mesures qui s'imposent». Libération 1 décembre 2017

- Quand les vêtements « made in Europe » sont aussi synonymes de salaires de misère par Rachel Knaebel - bastamag.net 16 novembre 2017

Il y a les vêtements « made in Bangladesh » ou « made in Pakistan » qui suscitent maintes interrogations sur la manière dont ces vêtements ont été confectionnés ; et maintes inquiétudes sur les conditions dans lesquelles travaillent les ouvrières du textile, y compris lorsqu'il s'agit de grandes marques occidentales. Et il y a le « made in Europe », bien plus rassurant... En apparence seulement. Dans les ateliers textiles d'Europe de l'Est, des ouvrières peuvent pourtant travailler pour 89 euros par mois, comme en Ukraine, alors qu'il faudrait un salaire cinq fois plus élevé pour y vivre dignement. C'est ce que révèle un rapport publié le 9 novembre par l'alliance d'ONG Clean Clothes Campaign. Ce rapport documente les conditions de travail et de salaire des travailleurs de l'industrie textile en Europe orientale.

« Pour les marques de mode, les pays d'Europe de l'Est et du Sud-Est, sont un paradis des bas salaires. Beaucoup de marques vantent le fait qu'elles sont "made in Europe", suggérant que cela signifie "dans de bonnes conditions de travail". En réalité, nombre des 1,7 million de travailleurs textiles de la région vivent dans la pauvreté et font face à des conditions de travail extrêmes », pointe le rapport. Les ONG ont interrogé plus de cent travailleurs textiles en Ukraine, Hongrie, Serbie. Ceux-ci confectionnent des vêtements pour des marques comme Benetton, Esprit, Geox et Vero Moda. « Bien trop souvent, les salaires mensuels des travailleurs atteignent tout juste le salaire minimum, soit entre 89 euros en Ukraine, le salaire minium, et 374 euros en Slovaquie. Pour faire vivre une famille et payer ses besoins de bases, il faudrait en Ukraine 483 euros par mois ».

En Ukraine, 220 000 personnes travaillent dans l'industrie textile. Plus de 80 % des productions sont destinées à l'exportation, en grande partie vers l'Allemagne (37 %), puis vers la Pologne, la Hongrie ou la France (6 %). Les travailleurs du textile y sont notamment confrontés à des quotas de productions irréalistes, qui ne peuvent être atteints qu'en faisant des heures supplémentaires. En Serbie, le secteur compte 100 000 travailleurs, ce qui représente 8 % de l'emploi industriel total. Là aussi, à 80 %, les usines textiles produisent pour l'export. Le salaire moyen du secteur est de 218 euros. En Hongrie, membre de l'Union européenne, les employés de l'industrie textile gagnent à peine plus, entre 200 et 400 euros par mois, heures supplémentaires comprises. Partout, ces travailleurs sous-payés qui produisent pour exporter vers l'Europe de l'Ouest sont en très grande majorité des femmes. bastamag.net 16 novembre 2017

Il faut le savoir. Comment ils détruisent votre santé pour mieux vous soigner ensuite ou réaliser des profits des deux côtés à la fois

On aura en mémoire que les oligarques et les banquiers anglo-saxons ont financé les différents impérialistes qui se sont affrontés lors des deux guerres mondiales notamment, y compris le IIIe Reich, histoire de réaliser des profits faramineux des deux côtés.

En France.

- Les actes médicaux inutiles dans le viseur - liberation.fr

Côté amygdales. «Le nombre d'amygdalectomies en France a diminué de 3% depuis 2010, passant de 67 964 en 2010 à 66 098 en 2014.

Enfin, prenons le cas de l'appendicectomie, opération qui a fortement diminué en France, passant de 300 000 en 1986 à 77 292 en 2014. liberation.fr 27 novembre 2017

En Inde.

Je vis en Inde depuis plus de 20 ans, 23 ans au total, je suis marié avec une Indienne qui a six frères, séparé de mon épouse je vis avec une autre femme Indienne qui a six frères et soeurs, tous mariés ils ont eu des enfants dont certains sont déjà des adultes. Aucun n'a subi ces opérations, que ce soit les frères et soeurs de mes compagnes ou leurs enfants, et à ma connaissance autour de moi, je n'ai jamais entendu parler d'un enfant ayant été opéré des amygdales ou de l'appendicite. Selvi vient de me le confirmer.

Et lorsque j'ai travaillé au lycée français et à l'Alliance française, jamais un enfant ne s'est absenté pour ce motif. Et parmi les milliers d'Indiens que j'ai croisés dont la plupart étaient des jeunes, aucun ne m'a parlé de ces opérations.

Stupéfiant, n'est-ce pas ?

Les familles que j'ai évoquées étaient très pauvres et vivaient dans des conditions d'hygiène très précaires, quant à leur alimentation, elle était évidemment carencée en protéine et bien autres choses. Par contre, elles vivaient à la campagne, elles n'ont pas été soumises à la pollution et leur alimentation n'a pas été non plus soumise à tous les produits chimiques de l'industrie agro-alimentaire, et quand quelqu'un tombait malade les médicaments étaient prescrits au compte-gouttes. Ceci explique peut-être cela.

Cela signifie que dès le départ l'orientation qui a été adoptée par le capitalisme contenait en germe toutes les maladies qui allaient se développer plus tard, réelles ou non d'ailleurs puisqu'il y a des médecins qui prescrivent des opérations inutiles que pratiquent des chirurgiens qui n'ont pas plus de scrupules.

Il y a pire encore.

Quand mon épouse est en France, elle prend jusqu'à 18 comprimés par jour qui lui ont été prescrits par son cardiologue ou son médecin traitant, et elle est sujette à plusieurs malaises par an qui la conduisent aux urgences en état de coma.

Mais quand elle est en Inde, elle n'en prend plus que trois et se porte à merveille, jamais en 10 ans depuis sa double opération du coeur elle n'a fait un malaise.

Mais alors direz-vous pourquoi prend-elle 18 comprimés quand elle est en France et seulement 3 quand elle est en Inde? Parce que lorsqu'elle est en France elle est sous l'influence du corps médical, et quand elle est en Inde elle est sous mon influence.

C'est en consultant sur Internet le contenu de ses médicaments et leurs contre-indications que j'en étais arrivé à en éliminer les trois quart, certains faisaient double ou triple emplois! J'ai procédé par déduction logique en prenant garde de ne pas toucher à ceux qui étaient en rapport avec le coeur ou jouaient un rôle dans la régulation de la pression sanguine. Les médecins vous prescrivent un médicament pour soigner une affection qui va vous détruire le foie ou attaquer les poumons, alors si on peut s'en passer et prendre son mal en patience, c'est préférable.

Le corps médical est exécrable, mais on est bien obligé de passer par lui, surtout quand on devient vieux, quelle horreur ! Au cours de ma vie, j'ai 62 ans, je n'ai rencontré qu'un seul bon médecin, c'est pour dire. Et je crois que c'est effectivement extrêmement rare, dans le monde, il avait eu comme patients des ministres, des généraux, des chefs d'Etat français et étrangers, etc. qui se refilaient les bonnes adresses...

Qui a été complice de Rothschild pour exproprier et martyriser le peuple palestinien ? Réponse : L'ONU, Staline, De Gaulle...

- Il y a 70 ans, un plan de partage contesté de la Palestine - AFP

Le 29 novembre 1947, il y a 70 ans, l'Assemblée générale de l'ONU adoptait le plan de partage de la Palestine en deux Etats, juif et arabe, qui a permis la réalisation du projet sioniste, mais a constitué pour les Palestiniens le début d'une longue période tragique de leur histoire.

Ce vote historique des Nations unies donnera naissance six mois plus tard, le 14 mai 1948, à la création de l'Etat d'Israël.

Après la seconde guerre mondiale, la Grande-Bretagne n'arrive plus à maîtriser la situation en Palestine sur laquelle elle avait reçu un mandat de la Société des Nations en 1922.

Le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale de l'ONU à New York vote le partage de la Palestine. La résolution 181 est adoptée par 33 voix pour (dont les Etats-Unis, l'Union soviétique et la France), 13 voix contre (dont les Etats arabes) et dix abstentions (dont la Grande-Bretagne). Le vote n'a pas duré plus de trois minutes.

Le Royaume-Uni, qui n'a cessé de changer de position, est en ce moment favorable aux arabes. Mais c'est surtout parce qu'il est conscient du caractère explosif du sujet qu'il s'abstient.

La France, longtemps indécise, finit par voter en faveur du plan.

Jusqu'au bout, les pays arabes à l'ONU qui réclament la création d'un "Etat palestinien unique, démocratique et indépendant" ont tenté de s'opposer à une partition.

Mais ils se sont heurtés à une alliance inattendue en cette période de guerre froide entre les Etats-Unis et l'URSS, qui a permis de rallier la majorité des deux tiers nécessaire à l'adoption du texte.

La Palestine, où vivent alors 1.300.000 Arabes et 600.000 Juifs, est divisée en trois entités qui doivent devenir indépendantes le 1er août 1948.

L'Etat juif (14.000 km2) comprend une bande allant du doigt nord de la Galilée jusqu'au bord du lac de Tibériade, le littoral central (de Haïfa à Tel-Aviv) et le désert du Néguev.

Les Palestiniens conserveront trois régions (11.500 km2): l'une en Galilée occidentale, la deuxième dans la bande de Gaza avec une partie de la frontière avec le Sinaï et la troisième en Cisjordanie.

Jérusalem et les localités environnantes forment un corpus separatum sous régime international spécial, administré par l'ONU.

Les juifs obtiennent ainsi 54% du territoire, alors qu'ils ne représentent que 30% de la population.

Les dirigeants de l'Agence juive acceptent le plan, mais certains sionistes le rejettent car il est loin de correspondre au Grand Israël auquel ils aspirent. A Tel Aviv, la communauté juive retient son souffle au moment du vote. Puis la foule, en liesse, applaudit.

Chez les Palestiniens, c'est un immense sentiment d'injustice qui prévaut. Les pays arabes refusent le plan.

Les incidents vont se multiplier en Palestine, chaque partie cherchant à conquérir une position de force.

Le 14 mai 1948, David Ben Gourion proclame la création de l'Etat d'Israël aussitôt après la fin du mandat britannique sur la Palestine. Le premier conflit israélo-arabe éclate le lendemain.

A la fin du conflit, Israël occupe 78% de la Palestine mandataire. Plus de 760.000 Palestiniens prennent la route de l'exode.

Lors du conflit de juin 1967, Israël occupera, outre le Golan syrien et le Sinaï égyptien (restitué à l'Egypte en 1982), la Cisjordanie, Jérusalem-Est, qu'il annexera plus tard, et la bande de Gaza, dont il s'est retiré unilatéralement en 2005. AFP 25 novembre 2017

- Les dirigeants israéliens envisageaient le génocide de Gaza dès 1967 par Johnatan Ofir — arretsurinfo.ch 26 novembre 2017

« Peut-être qu'ils n'auront pas le choix, si on ne leur donne pas assez d'eau, car les vergers jauniront et dépériront », avait déclaré

le premier ministre israélien Levi Eshkol au sujet de Gaza en 1967, révèlent des documents de l'époque, récemment déclassifiés.

Ofer Aderet, journaliste du Haaretz, vient de l'annoncer :

« Comme je l'ai déjà écrit, Eshkol, le « sioniste libéral » de gauche, était plus que d'accord pour expédier les Palestiniens sur la lune : « Je veux qu'ils partent tous, même pour la lune ».

Assurément, Eshkol s'est rendu compte dans les mois qui suivirent la guerre de 1967, de la « suffocation et de l'emprisonnement » de Gaza à cette époque, comme le révèlent les documents déclassifiés. Il dit très clairement que c'était un instrument qui serait utile pour la stratégie israélienne : « C'est précisément à cause de la suffocation et de l'emprisonnement présents, qu'avec un peu de chance, les Arabes quitteront la bande de Gaza ».

Eshkol paraphrasait aussi Herzl, en déclarant qu'il s'était mis au travail sur l'établissement d'un groupe ou d'un bureau susceptible d'encourager l'émigration arabe. Il soulignait : « Nous devons traiter ce sujet discrètement, calmement et secrètement, et il nous faut trouver le moyen pour qu'ils émigrent vers d'autres pays, pas seulement de l'autre côté du Jourdain ».

Voici une autre citation d'Herzl, tirée de son journal de 1895 : « Nous nous efforcerons de chasser la population pauvre au-delà de la frontière, en lui procurant du travail dans des pays de passage, et en lui refusant du travail dans notre pays. Le processus d'expropriation et de déplacement des pauvres doit être mené discrètement et avec circonspection ».

Le ministre de la Défense, Moshe Dayan était tout à fait d'accord avec les idées d'Eshkol et d'Herzl : « En permettant à ces Arabes de chercher et de trouver du travail à l'étranger, il est encore plus probable que, par la suite, ils voudront émigrer vers ces pays ».

Dayan conçut l'idée de donner aux Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza des permis de travail pour l'étranger, dans l'espoir de voir certains d'entre eux s'y établir.

Eshkol avait plutôt l'obsession de donner la priorité au nettoyage ethnique de Gaza : « Ce qui nous intéresse le plus, c'est de faire le vide à Gaza ».

Voilà la preuve que l'idée d'un parfait nettoyage ethnique de Gaza n'est pas le privilège des politiques de droite tels que Moshe Feiglin, président-adjoint de la Knesset, qui en 2014, en tant que tel, présenta un plan en sept points à Nétanyaou, pour faire la même chose.

Eshkol présente également d'autres choix monstrueux : « On pourrait espérer une autre guerre. Ainsi le problème serait résolu. Mais c'est du luxe, une solution inespérée ». arretsurinfo.ch

- Un texte considéré comme un moyen de protéger Netanyahu adopté à la Knesset - Reuters

Les députés israéliens ont approuvé lundi une proposition de loi interdisant à la police de publier les conclusions des enquêtes criminelles, ce qui, selon l'opposition, permettra de protéger le Premier ministre Benjamin Netanyahu, mis en cause pour corruption.

Selon les deux rapporteurs du texte, qui sont des proches du Premier ministre, il a pour but de protéger les droits et la réputation des personnes mises en cause. "Le public n'a pas besoin de tout savoir. Il saura à la fin", a déclaré David Bitan, chef de file de la coalition gouvernementale à la Knesset, sur la chaîne de télévision parlementaire.

Benjamin Netanyahu assure ne pas avoir sollicité l'initiative mais n'a pas non plus demandé son abandon. Reuters 28 novembre 2017

- Marseille: l'auteur des tags « juifs » prétendus «antisémites» pris la main dans le sac ? - arretsurinfo.ch

Il s'avère, une fois de plus, que les graffitis qui ont suscité l'émoi à Marseille et ont permis au CRIF de dénoncer une campagne antisémite ont, en fait, été exécutés par un membre de la « communauté juive ».

Source: http://arretsurinfo.ch/marseille-lauteur-des-tags-juifs-pretendus-antisemites-pris-la-main-dans-le-sac/

Reporters sans frontières. Ces officines au service de l'oligarchie.

La réponse de Guy Mettan à Reporters sans frontières

Sommé par la direction de Reporters sans frontières (RSF) d'annuler la conférence consacrée à l'ONG très controversée «

Casques blancs » qui doit se tenir au Geneva Press Club le 28 novembre 2017, Guy Mettan réagit fermement.

RSF se scandalise de la présence à cette conférence de Vanessa Beeley affirmant notamment qu'elle « n'a jamais été publiée dans un média indépendant.. ». Comme si les journalistes réellement indépendants (comprenez médias traditionnels) qui – comme nous – refusent de collaborer avec ces médias agréés par RSF, n'étaient pas légitimes et à même d'informer sans dénaturer les faits! Arrêt sur Info

Guy Mettan - J'ai bien reçu votre courrier qui a retenu toute mon attention.

En ma qualité de membre fondateur de Reporters sans frontières aux côtés de François Gross dans les années 1980, je dois avouer que j'ai été atterré par sa teneur. Je peux comprendre que le fait de donner la parole à des voix dissidentes puisse susciter de la réprobation. Mais de là à exiger l'annulation de cette conférence de presse, il y a un pas dont je n'aurais jamais pensé que vous puissiez le franchir. (...)

RSF - Nous nous dissocions totalement de cet événement et ne souhaitons en aucune manière être associés à une conférence qui accueille une soi-disant journaliste, Madame Vanessa Beeley,qui justifie l'utilisation de la torture par le régime syrien afin de le préserver. Quand bien même elle n'a jamais été publiée dans un média indépendant, il est étonnant qu'elle soit référencée au moins deux cents fois dans les médias russes de propagande (SputnikNews, Russia Today).

De plus, il est pour le moins inacceptable d'inviter Monsieur Marcello Ferranda De Noli, président de Swedish Doctors for Human Rights, une association qui, selon nos informations, agit comme un outil de propagande russe.(...)

http://www.arretsurinfo.ch/la-reponse-de-guy-mettan-a-reporters-sans-frontieres/

En complément. Vidéo.

65 profils Facebook de 'Casques blancs' montrent qu'ils sont pro Daech, pro al-Qaïda…
http://arretsurinfo.ch/65-profils-facebook-de-casques-blancs-montrent-quils-sont-pro-daech-pro-al-qaida/

Les Casques blancs sont-ils vraiment blancs comme neige ?
https://www.youtube.com/watch?v=QgKTFCGRtcg

Conférence sur les Casques blancs à Genève : Guy Mettan déçu que RSF cède au «politiquement correct»
https://www.youtube.com/watch?v=ADeBWEaFoLs

Macron, Hollande, Hidalgo, Obama et Clinton même combat.

- En visite à Paris, Obama rencontrera Hollande et Hidalgo en plus de Macron - L'Express.fr

- Qui sont les Napoleons, le club à l'origine de la venue d'Obama à Paris ? - LeParisien.fr

L'ex-président américain donnera une conférence privée samedi à la Maison de la Radio. Un joli coup réussi par ce réseau de dirigeants créé il y a deux ans seulement.

Samedi, après un déjeuner avec Emmanuel Macron, qu'il avait soutenu pendant la campagne, l'ex-dirigeant américain parlera pendant une heure à la Maison de la Radio sur le thème de la peur de l'innovation et comment la dépasser (« Fear less, innovate more »). Un tête-à-tête avec François Hollande serait également à l'agenda.

Qui sont ces « Napoleons », qui avaient déjà convaincu François Hollande de se rendre à l'un de leurs sommets en juillet à Arles ? Cette association est une sorte de club de leadeurs, réunissant des dirigeants d'entreprises, des personnalités de la communication et des médias, mais aussi des intellectuels ou des chercheurs.

Les événements des Napoleons sont organisés par la société Momentum, dirigée par Mondher Abdennadher et Olivier Moulierac. Ces deux « pubards », anciens de RCSG (aujourd'hui Havas), ont lancé leur projet en 2014. Leur idée : tisser un « réseau social » entre les acteurs de l'innovation en France.

« La fonction essentielle de notre projet est de mettre des gens talentueux en relation. C'est un lieu de business et c'est totalement assumé de notre part », résume Olivier Moulierac dans Libération.

Droit d'entrée pour les quelque 1500 participants : 3400 euros, sauf pour les invités des principaux sponsors que sont Orange,

La Poste, EDF, SNCF, American Express et les montres Richard Mille.

Les Napoleons, dont le parrain cette année est Stéphane Richard, PDG d'Orange, comptent quelque 500 membres actifs. Le « board », sorte de conseil d'administration, est composé de personnalités telles que Xavier Couture (futur ex-France Télévisions), Anne Méaux (la communicante d'Image 7, associée à François Fillon pendant la présidentielle), mais aussi l'ex-ministre de la Culture Fleur Pellerin et l'homme d'affaires Henri Seydoux. 400 000 dollars à débourser pour s'offrir Obama

Au-delà du savoir-faire relationnel des initiateurs des Napoléons, comment cette organisation encore inconnue il y a deux ans a-t-elle pu s'offrir les services de l'ex-président américain ?

Selon la presse américaine, une conférence de Barack Obama serait facturée 400 000 dollars. C'est le tarif pratiqué par le 44e président des Etats-Unis lors d'une conférence organisée par un fonds d'investissement au printemps.

Coïncidence : Stéphane Richard est en campagne pour un nouveau mandat à la tête du géant des télécoms. L'opération de relations publiques tombe à point nommé. L'anecdote prouve que les Napoleons, en quelques mois, se sont imposés comme le cercle de pouvoir qui compte le plus aujourd'hui en France. LeParisien.fr 1 décembre 2017

- L'enfer pour Weinstein, Obama et les Clinton par Alfredo Jalife-Rahme - Réseau Voltaire 30 novembre 2017

Extrait

Quelque peu sadique, Harvey, qui a 65 ans, s'était attaqué à des stars, depuis Jane Fonda et Angelina Jolie jusqu'à Gwyneth Paltrow, qui avaient gardé un bien étrange silence syndical avant que l'actrice Rose McGowan ait le culot de faire découvrir les Sodome et Gomorrhe bibliques que sont les royaumes hollywoodiens où siège Weinstein.

Rose Mc Gowan ne s'est pas privée de signaler que le patron d'Amazon et philanthrope Jeff Bezos (l'homme le plus riche au monde, avec près de 90 milliards de dollars [7]), qui est propriétaire du Washington Post, est un rempart protecteur pour la pédophilie ; elle a aussitôt vu son compte Twitter censuré [8]. Le puissant GAFAT (Google, Apple, Facebook, Amazon et Twitter) protègerait-il le réseau sexo-criminel d'Hollywood ?

Certes, la conduite pendulaire et peu édifiante des stars iconiques laisse à désirer ; la jadis admirable Meryl Streep avait couronné Weinstein en le qualifiant de « Dieu », avant de participer ardemment à la curée. Le cercle vicieux, à proprement parler, constitué par l'entente des mondes financier, du divertissement et des médias, a pu s'offrir le luxe de cacher les turpitudes de Weinstein pendant presque un demi-siècle, souligne le New York Times [9].

Tout le monde peut se tromper : Harvey Weinstein avait reçu, il y a à peine deux ans, la médaille humanitaire du Centre Wiesenthal qui se qualifie de « Groupe international pour les droits humains juifs » [10]. Et il avait décroché un Oscar en 1999 pour son Shakespeare amoureux ; il avait brillé lors des campagnes des deux Clinton et de Barak Obama, et récolté des fonds énormes pour le Parti démocrate [11].

Avec un sens politique certain, les personnalités saillantes du dit Parti démocrate ont annoncé qu'elles restitueraient les dons empoisonnés, qui seraient redirigés vers des instituions caritatives ; mais la Fondation Clinton s'est abstenue.

Le Daily Mail, lié au MI6, le services d'espionnage britannique, s'en est donné à cœur joie, étalant le sexo-scandale, et offrant en exclusivité l'info selon laquelle Chelsea Clinton, dont la carrière politique se trouve quelque peu fragilisée, avait refusé de répondre aux journalistes quant à la restitution du quart de million de dollars reçus par la Fondation Clinton de Weinstein ; son père Bill a dû la faire protéger par une équipe de sécurité pour écarter les médias . Apparemment les filles de présidents démocrates se laissent séduire, au plan financier s'entend : Malia, fille d'Obama, jouit actuellement d'une bourse alimentée par Weinstein.

David Walsh, du WSWS boycotté par Google, a fait savoir qu'en 2012, la télévision avec l'industrie du cinéma et de la musique avaient contribué à hauteur de 81 % au financement du Parti démocrate, mais qu'en 2016 la même industrie du divertissement avait versé 23,6 millions de dollars à Hillary, alors que Bernie Sanders n'en obtenait qu'1,2 millions, et Trump à peine 388 000 [12]. (...)

Mais quelque chose ne colle pas : les turpitudes du serial pervers ont été révélées par le New York Times, qui est pratiquement l'organe du Parti démocrate, et où la cabale de George Soros jouit d'une influence colossale.

S'agirait-il d'un tir allié ? Ou bien d'un règlement de comptes entre groupes israélo-US, au moment où entrent en collision les intérêts du duo Netanyahou/Adelson, les alliés suprêmes du suprématisme trumpien, et ceux de Soros, le plus anti-trumpiste au monde, dont l'un des vassaux au Mexique a exigé l'assassinat public de Trump [15] ?

Cela relèverait-il d'un règlement de comptes hémorragique au cœur du libéralisme israélo-usien, où l'on voit même Bob, frère

et compère de Harvey Weinstein, réclamer sa décapitation, en mode cannibale ? Ou d'une déchirure sanguinaire dans le groupe Soros ? On le saura bientôt.

La dépravation sexuelle de Hollywood, exposée depuis plus de cinquante ans et liée aux mafias du pouvoir, n'est pas une nouveauté. Elle pratique désormais son outsourcing, sa délocalisation, dans la mesure où elle est indissociable du monde financier (les investissements cinématographiques), du divertissement et de l'information, autant que du domaine politique.

Déjà en 1959, le cinéaste maudit et écrivain controversé Kenneth Anger avait publié Hollywood Babylone [16], étalant les secrets les plus sordides de ce milieu, au point d'être interdit aux USA, ce qui contrevenait au premier amendement de la Constitution US ; le livre avait alors été déterritorialisé, et publié en France. Vingt-cinq ans plus tard, le même Kenneth Anger publiait Hollywood Babylone II, qui couvrait la période des années 1920 jusqu'aux années 1970. Il essaya ensuite de publier un Hollywood Babylone III, avec une vaste enquête sur les dépravations de Tom Cruise et de l'Eglise de scientologie. Mais il semble avoir été retenu par la peur d'être assassiné. (...)

Notes.

[7] "Amazon CEO Jeff Bezos Becomes Richest Man in the World", Nucas Noland, Breitbart, July 24, 2017.

[8] "Rose McGowan Torches Jeff Bezos on Twitter : 'Stop Funding Rapists, Alleged Pedos, and Sexual Harassers'", Allum Bokhari, Breitbart, October 12, 2017

[9] "Meryl Streep Once Called Harvey Weinstein a 'God,' Now Actress Is Calling Him 'Disgraceful'", Janice Williams, Newsweek, October 9, 2017.

[10] "Wiesenthal Center isn't withdrawing prize given to Harvey Weinstein, but denounces him", Ben Sales, Jewish Telegraphic Agency, October 9, 2017.

[11] "Chelsea Clinton runs from questions about handing back Harvey Weinstein's tainted $250,000 donations - and her father deploys security to keep the Press away", Alana Goodman, Daily Mail, October 14, 2017.

[12] "The politics of the Harvey Weinstein scandal", David Walsh, World Socialist Web Site, October 12, 2017

[13] "Jewish site refers to Harvey Weinstein as a 'Jewish kind of pervert'", Aaron Bandler, Jewish Journal, October 10, 2017.

[14] "NY Attorney General Probes Weinstein Co. ; Woody Allen Next Film Features Sex Between Adult and 15-Year-Old Girl ; Oscar-Winner Haggis : Hollywood Finished", Jerome Hudson, Breitbart, October 13, 2017.

[15] « El twitt que borró Krauze Kleinbort de Televisa que incita al magnicidio de Trump », Alfredo Jalife-Rahme, November 25, 2016.

[16] Hollywood Babylone, Kenneth Anger, Jean-Jacques Pauvert éd., 1959.

Source : « L'enfer pour Weinstein, Obama et les Clinton », par Alfredo Jalife-Rahme, Traduction Maria Poumier, La Jornada (Mexique), Réseau Voltaire, 30 novembre 2017, www.voltairenet.org/article198930.html

Confirmation. Quand le capitalisme est passé de la pornographie de masse à la pédophilie de masse.

- Commentaires pédophiles: YouTube supprime plus de 150.000 vidéos d'enfants - AFP

Le site américain YouTube (Google) a effacé des dizaines de milliers de vidéos d'enfants qui s'accompagnaient de commentaires au ton très déplacé, voire à caractère pédophile, a annoncé jeudi la plateforme qui tente de rassurer ses annonceurs publicitaires. AFP

De la même manière YouTube ou Google sert de support à la diffusion de la propagande des barbares de Daesh, Al-Nosra et cie., donc les sommets de l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste.

Obama-Clinton financés par les barbares wahhabites

Comme le montrent les dossiers de la fondation elle-même, l'Arabie saoudite a versé entre 10 et 25 millions de dollars au fil des ans, le Qatar a versé entre 1 et 5 millions de dollars, tandis que d'autres gouvernements, sociétés et particuliers du Golfe ont versé entre 13 et 50 millions de dollars de plus.

Ce n'est pas une fausse nouvelle, mais la vérité. De plus, c'est une vérité scandaleuse parce qu'elle montre que Clinton prend de l'argent des gens qui financent les mêmes organisations terroristes qu'elle prétendait combattre. (...)

Non seulement il (le Times -ndlr) n' a jamais dit un mot sur le courriel Clinton de 2014, mais il s'en prend maintenant à RT pour avoir diffusé des nouvelles sur lesquelles il s'est assis depuis des mois.

Qu'est-ce qui se passe ici ? Le Times laisse-t-il entendre que la vérité n'est pas pertinente et que la seule chose qui compte, c'est d'où elle vient ? S'agit-il de dire que ce qui est dit importe moins que celui qui ledit ; et que si c'est RT, WikiLeaks, ou qui que ce soit, nous devons tous nous boucher les oreilles pour que le message soit bloqué ?

Pendant que le Times pourchassait RT, le Washington Post annonçait publiquement la nouvelle sensationnelle que le cabinet d'avocats de la campagne Clinton avait payé pour le fameux dossier Christopher Steele, célèbre pour avoir accusé Trump d'avoir payé deux prostituées pour uriner sur un lit d'hôtel à Moscou, autrefois occupé par Barack et Michelle Obama.

Après avoir accusé la campagne de Trump de collaborer avec des agents étrangers pour influencer une élection américaine, il s'avère que les Démocrates, ou du moins leurs avocats, ont non seulement collaboré, mais ont engagé un agent étranger, Steele, un ancien du MI6, la version britannique de la CIA, à faire de même. (Et Steele a prétendu avoir amené des fonctionnaires russes à fournir des accusations non fondées visant à nuire à la campagne de Trump).

https://www.clintonfoundation.org/contributors?category=$10%252C000%252C001+to+$25%252C000%252C000

Politique française.

Il ne faut surtout pas qu'on sache que l'extrême droite est déjà au pouvoir.

- Solère : « Le clivage droite-gauche est devenu superficiel » - LePoint.fr

...ou encore...

- Création du parti politique "Agir" : "Nous voulons une droite capable de faire des coalitions", affirme Frédéric Lefebvre - Franceinfo

...ou encore en Allemagne...

- Merkel fait pression sur le SPD pour former une grande coalition - Reuters

Ce sera à celui ou celle qui sera le plus réactionnaire "sabre au clair".

- Virginie Calmels «J'aurais pu citer Ronald Reagan» Liberation.fr

La probable prochaine vice-présidente de LR est arrivée en politique grâce à Alain Juppé, après une carrière dans le privé. Se réclamant volontiers de Margaret Thatcher et d'un «libéralisme populaire», elle rejette le gaullisme revendiqué par une bonne partie de sa famille politique. Liberation.fr

- A Marseille, contre "l'eau tiède", Wauquiez vante une politique "sabre au clair" AFP

Laurent Wauquiez a vanté lundi à Marseille la politique qu'il mènerait "sabre au clair", en déroulant un discours sur l'identité, l'autorité et la dénonciation de "l'assistanat" et en fustigeant les ralliements à la majorité présidentielle. AFP

- Valls : Macron «fait des choses que j'aurais aimé faire» - LeParisien.fr

« Entre le faible et le fort, c'est la liberté qui opprime et c'est la loi qui libère ». (Jean-Jacques Rousseau - Le Contrat social)

- Aymeric Caron : « Je prône une société dans laquelle il y aurait très peu de lois » - Publicsenat.fr

« En France, on est spécialiste des codes énormes avec des réglementations pour absolument tout. Thomas More, déjà à l'époque, prônait une société dans laquelle il y aurait très peu de lois. Mais avec à chaque fois une règle essentielle : être libre le plus possible tant que ma liberté ne nuit pas à celle des autres ». Publicsenat.fr

- Selon l'organisation internationale du travail, la protection sociale française est la plus chère du monde - Atlantico.fr

En oligarchie. Qui gouverne ? Qui va remplir cette "page blanche" ?

- AFP le 24 novembre : Les premiers mots de Delphine Gény-Stephann comme secrétaire d'Etat à l'Economie :

"Mon expérience politique se résume à une page blanche."

- Reuters le 30 novembre : "La République en marche, c'est une page blanche."

Frédéric Dabi, directeur général adjoint de l'institut de sondages Ifop.

Le populisme se pratique en famille ou ceci explique cela.

- Assemblée : entre les députés LREM et Mélenchon, le bon voisinage - Liberation.fr

Loin de ses diatribes contre les projets du gouvernement, le leader de La France insoumise tisse dans l'hémicycle des liens courtois avec les élus de La République en marche. Liberation.fr 29.11

J'ai lu dans cet article que Mélenchon allait jusqu'à jusqu'à se soucier de la santé de leurs enfants, parce que ces ordures se soucieraient du sort de nos enfants ou petits-enfants...

- Avec «l'Emission politique», LFI cherche un second souffle - Liberation.fr

Sur le plateau de France 2, ce jeudi, Mélenchon veut donner une nouvelle impulsion à son parti... Liberation.fr

Tribunes, interviews, plateaux télés, ils ne ménagent pas leurs efforts pour accorder un large espace médiatique à l'histrion du régime... quitte à l'étrier au passage ! Ce type-là n'est vraiment aucune dignité, il nous dégoûte.

Le PS a touché le "fond".

- Trois Français sur quatre pensent que le Parti Socialiste peut disparaître - Le Huffington Post

Le Parti Socialiste va-t-il disparaître? Trois Français sur quatre (74%), dont une forte majorité de sympathisants de gauche (63%), croient possible que le Parti socialiste disparaisse au moins temporairement du paysage politique, selon un sondage Odoxa Dentsu consulting diffus

Rachid Temal, coordinateur du Parti socialiste et sénateur du Val d'Oise.

Comment en est-on arrivé là au Parti socialiste ?

Je ne suis pas là pour dire à qui la faute. Je note qu'il faut travailler sur le fond pour revoir nos schémas, revoir nos propositions et garder nos valeurs, celles du combat contre l'injustice sociale pour l'émancipation individuelle et collective. Le Huffington Post

Tartuferie empoisonnée.

- Hamon voit un "espace considérable" à gauche, pour un "bloc progressiste et européen" - AFP

Tous les partis issus du PS et du PCF demeurent des appendices de ces partis réactionnaires, mais comme ils sont plus éloignés du pouvoir, ils peuvent faire illusion à peu de frais pendant tout un temps qui tant à se réduire. Cela vaut pour LFI. AFP

La crise du capitalisme est bien "durable".

- Sondage : 62% des Français pensent que Les Républicains vivent « une crise durable » - Publicsenat.fr

Selon notre sondage Opinion Way pour Public Sénat, Les Échos et Radio Classique...

Gladio et suite ou comment ils fabriquent et actionnent leurs terroristes.

- L'ultragauche: menace montante ou épouvantail politique ? - AFP

Résurgence de l'extrême gauche violente ou épouvantail agité par le politique ? L'ultragauche, à l'origine des revendications d'incendies de casernes de gendarmerie, inquiète de nouveau les autorités qui la croient "capable" de basculer dans le "terrorisme".

Fin octobre, il (Julien Coupat, chef du groupe de Tarnac - ndlr) affirmait au site Lundi matin que l'ultragauche, "épouvantail fatigué", "n'existe pas plus qu'hier en dehors des fichiers de renseignement".

"On peut en effet se poser la question : à quoi, à qui ça sert de créer de l'appréhension en parlant d'une menace terroriste ? Est-ce une manière de faire diversion, de stigmatiser ceux qui s'opposent ?", interroge le chercheur indépendant Jacques Leclercq, auteur de "Ultras-gauches. Autonomes, émeutiers et insurrectionnels", en soulignant le risque d'une "sur-dramatisation qui attise les violences".

Depuis 2008, on estime qu'ils sont toujours entre 200 et 300 engagés "dans une démarche insurrectionnelle", des hommes et femmes de 20 à 50 ans issus de tous les milieux sociaux. Quelques dizaines sont étroitement suivis par des services de renseignement.

Contrairement à l'ultradroite affaiblie par des dissolutions, l'ultragauche séduit les étudiants et les déçus de la politique et du syndicalisme.

Selon le SCRT, cette ultragauche "décomplexée ne peut que "poursuivre sa logique terroriste"", tandis qu'un enquêteur relève "l'extrême précaution teintée de paranoïa des militants" qui leur permet d'échapper aux surveillances.

La Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) va plus loin, qualifiant la mouvance de "pré-terroriste" car connectée avec ses alter ego en Europe (Italie, Allemagne, Grèce, Espagne) et affichant bien pour but de "troubler gravement l'ordre public". Toutefois, "elle ne dispose pas d'armes ni de réseaux de financement", contrairement aux jihadistes, souligne un responsable antiterroriste.

En marge d'une manifestation parisienne de l'automne, un militant du "black bloc" affirmait qu'"au-delà des rassemblements centralisés, l'avenir pourrait résider dans des actions isolées décentralisées".

Pour un responsable antiterroriste, "il ne peut être exclu qu'une poignée de militants bascule dans le terrorisme sur le modèle du groupe Action Directe", groupe armé d'extrême gauche à l'origine de plusieurs attentats dans les années 1980.

Pour Jacques Leclercq, plus que des actions d'ampleur, "il y a surtout une possibilité de dérapages, d'accidents, notamment avec les incendies" : "Il peut y avoir des situations dramatiques qui font qu'une situation se durcisse de part et d'autre". AFP 30 novembre 2017

Corruption. 34 milliards d'euros détournés par an des services publics.

- Argent public : le secteur associatif aiguise les appétits politiques - francetvinfo.fr

Le secteur associatif génère à lui seul près de 34 milliards d'euros de subventions publiques chaque année.

Forcément, cela attise nombre de convoitises…

Cette manne considérable est censée servir l'intérêt général, mais certains n'hésitent pas à utiliser l'argent public à des fins politiques.

"Pièces à conviction" a enquêté pendant six mois sur l'engrenage entre élus et associatifs. Clientélisme, détournement de fonds ou achats de voix, certaines petites associations de quartier comme de grandes structures se "shootent" à l'argent public... Un jeu dangereux qui commence toujours par une chasse : celle aux subventions. francetvinfo.fr

Ils osent tout

- Le combat humaniste de Macron - LeParisien.fr

- François Hollande plaisante: "Je suis fier d'être un révélateur de talents. - Le Huffington Post

- Pour la Journée mondiale de lutte contre le sida, Emmanuel Macron se prête au dépistage - Le Huffington Post

- Laurence Debray - Comment Chávez a ruiné le Venezuela - LePoint.fr

- Répression des LGBT : le long chemin de la repentance d'Etat - Liberation.fr

- Une vingtaine de pays sur la liste noire provisoire de l'UE - Reuters

- Fin de l'encadrement : les loyers déjà à la hausse ? - Liberation.fr

L'annulation, mardi, de l'arrêté d'encadrement des loyers à Paris par le tribunal administratif, donne déjà des ailes à certains propriétaires. Liberation.fr

- L'UE vote le renouvellement du glyphosate pour cinq ans - Reuters

- Glyphosate : José Bové "trouve dommage" que Stéphane Travert "ne soit pas sur la même position" qu'Emmanuel Macron - Franceinfo

- Wehrling (MoDem) demande l'interdiction des animaux sauvages dans les cirques à Paris - AFP

Et à l'ONU ?

- Le discours de Bernard-Henri Lévy à l'ONU - LePoint.fr

- Quand la Corée du Nord constitue une menace pour... Washington ! - Reuters

- Macron pour des sanctions contre Pyongyang, interpelle Moscou et Pékin - Reuters

Quand on sait qu'ils en sont à l'origine dont l'impérialisme français.

- Le sommet Europe Afrique prend des mesures d'urgence sur l'esclavage en Libye - AFP

- Libye: Vers une task-force internationale contre les passeurs - Reuters

- Trafic de migrants: Macron pour l'envoi de forces policières africaines en Libye - AFP

- Pour mettre fin à l'esclavage, le pire crime contre l'humanité - L'Express.fr

- Yémen: une ONG dépose une plainte visant les EAU devant la CPI - AFP

- Des missiles tirés du Yemen vers l'Arabie saoudite semblent iraniens, selon l'ONU - Reuters

- Le président Erdogan mis en cause devant un tribunal new-yorkais - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Honduras

Articles figurant par ordre chronologique.

Alors que le dépouillement de 70% des voix donnait vainqueur avec une avance confortable le candidat opposé à Juan Orlando Hernandez mis en place par les Américains après le coup d'Etat de 2009 qui avait mis à l'écart le président de l'époque, Manuel Zelaya, étrangement (sic!) le serveur du Tribunal suprême électoral (TSE) est tombé en panne pour finalement annoncé quelques jours plus tard un résultat inverse.

Mais ce qui choque les puissances occidentales et leurs médias ou encore l'UE ce n'est pas cette fraude grossière, mais les manifestations de rue qui n'ont pas cessé depuis.

- Honduras: L'opposant Nasralla disposerait d'une avance irréversible - Reuters

Salvador Nasralla, candidat de l'opposition à l'élection présidentielle de dimanche au Honduras, dispose d'une avance irréversible sur le chef de l'Etat sortant, Juan Orlando Hernandez, a annoncé lundi l'un des quatre juges qui supervisent le processus électoral.

Après dépouillement de 70% des voix, il avait cinq points d'avance, a précisé Marcos Ramiro Lobo. "Les experts techniques ici disent que c'est irréversible", a-t-il ajouté.

Hernandez, grand allié des Etats-Unis dans la lutte contre le trafic de drogue et l'immigration, revendique un bilan positif sur les fronts de la sécurité et de l'économie depuis son arrivée au pouvoir en 2014. Il a fait baisser le nombre des homicides, la croissance a été accentuée et le déficit réduit.

Il a été autorisé à briguer un second mandat grâce à une décision de la Cour suprême qui a annulé l'interdiction d'un second mandat inscrite dans la Constitution.

Les autres partis politiques ont d'autant moins apprécié que Juan Orlando Hernandez a soutenu le coup d'Etat de 2009 qui avait mis à l'écart le président de l'époque, Manuel Zelaya, qui avait proposé un référendum sur la question d'un second mandat. Reuters 28 novembre 2017

- Honduras: le président bientôt réélu, l'opposition crie à la fraude - AFP

Le chef de l'Etat sortant du Honduras, le conservateur Juan Orlando Hernandez, était jeudi sur le point de remporter l'élection présidentielle face à son rival de gauche Salvador Nasralla, qui dénonce une fraude.

A l'inverse de la tendance initiale, M. Hernandez était en tête avec 42,83% des voix contre 41,49% pour M. Nasralla, star de la télévision et novice en politique, selon des résultats partiels portant sur 91,88% des suffrages et publiés par le Tribunal suprême électoral (TSE), qui a promis de finir le décompte jeudi.

Les premiers chiffres diffusés dans la nuit de dimanche à lundi créditaient de cinq points d'avance le candidat de l'Alliance de l'opposition contre la dictature sur le président, du Parti national. Depuis, l'écart s'est lentement resserré au fil du dépouillement avant que l'ordre ne s'inverse entre mercredi et jeudi. AFP 1 décembre 2017

Marco Ramiro Lobo, un magistrat du TSE, avait pourtant assuré mardi que l'avance du candidat de l'opposition était "irréversible".

Interrogé sur les accusations de fraude, le président du TSE, David Matamoros, a refusé "d'entrer dans des querelles avec un candidat".

Mais la lenteur du dépouillement a créé un climat d'incertitude, de doute et de suspicion de fraude dans le pays.

"Je ne comprends pas pourquoi ils mettent autant de temps et pourquoi il n'y a qu'un candidat (Hernandez) qui monte", s'est demandé Freddy Canales, serveur dans un café de Tegucigalpa, reflétant le sentiment de nombreux Honduriens.

La mission d'observation de l'Organisation des Etats américains (OEA) a appelé, dans un courrier à M. Matamoros, à "traiter la totalité des procès-verbaux" dans une "transparence absolue".

Mercredi, le système informatique du TSE a subi une interruption de cinq heures et plusieurs autres incidents ponctuels, alimentant les soupçons.

"Nous ne reconnaissons pas les résultats parce qu'aujourd'hui (mercredi) le serveur (du TSE) est tombé en panne et ils ont commencé à entrer des données que nous ne pouvons autoriser, des procès-verbaux qui ne sont pas signés et vous pouvez le vérifier. Ce sont des procès-verbaux falsifiés", a assuré Salvador Nasralla.

Marco Ramiro Lobo, du TSE, a déclaré à Radio America que ces incidents étaient inexplicables car d'importants investissements avaient été faits dans le système informatique du tribunal. "J'ai des doutes parce que curieusement aujourd'hui, jour où la tendance s'inverse, le système informatique TSE a commencé à tomber en panne", a-t-il dit. AFP 1 décembre 2017

- Honduras: le président bientôt réélu, l'opposition crie à la fraude AFP

Tegucigalpa (AFP) - Le chef de l'Etat sortant du Honduras, le conservateur Juan Orlando Hernandez, était jeudi sur le point de remporter l'élection présidentielle face à son rival de gauche Salvador Nasralla, qui dénonce une fraude.

A l'inverse de la tendance initiale, M. Hernandez était en tête avec 42,83% des voix contre 41,49% pour M. Nasralla, star de la télévision et novice en politique, selon des résultats partiels portant sur 91,88% des suffrages et publiés par le Tribunal suprême électoral (TSE), qui a promis de finir le décompte jeudi.

Les premiers chiffres diffusés dans la nuit de dimanche à lundi créditaient de cinq points d'avance le candidat de l'Alliance de l'opposition contre la dictature sur le président, du Parti national. Depuis, l'écart s'est lentement resserré au fil du dépouillement avant que l'ordre ne s'inverse entre mercredi et jeudi.

Signe des tensions grandissantes, jeudi la police a utilisé des gaz lacrymogènes pour disperser une manifestation de centaines de partisans de M. Nasralla devant le siège du TSE. Ces derniers ont répliqué en lançant des pierres contre les policiers et en incendiant des barricades.

La veille, l'opposant avait accusé le tribunal de fraude et appelé ses sympathisants à se mobiliser pour défendre ce qu'il considère comme sa victoire. Ils ont manifesté dans une demi-douzaine de villes, bloquant des routes en brûlant des pneus.

Marco Ramiro Lobo, un magistrat du TSE, avait pourtant assuré mardi que l'avance du candidat de l'opposition était "irréversible".

- Appel de l'OEA -

Interrogé sur les accusations de fraude, le président du TSE, David Matamoros, a refusé "d'entrer dans des querelles avec un candidat".

Mais la lenteur du dépouillement a créé un climat d'incertitude, de doute et de suspicion de fraude dans le pays.

"Je ne comprends pas pourquoi ils mettent autant de temps et pourquoi il n'y a qu'un candidat (Hernandez) qui monte", s'est demandé Freddy Canales, serveur dans un café de Tegucigalpa, reflétant le sentiment de nombreux Honduriens.

La mission d'observation de l'Organisation des Etats américains (OEA) a appelé, dans un courrier à M. Matamoros, à "traiter la totalité des procès-verbaux" dans une "transparence absolue".

Mercredi, le système informatique du TSE a subi une interruption de cinq heures et plusieurs autres incidents ponctuels, alimentant les soupçons.

"Nous ne reconnaissons pas les résultats parce qu'aujourd'hui (mercredi) le serveur (du TSE) est tombé en panne et ils ont commencé à entrer des données que nous ne pouvons autoriser, des procès-verbaux qui ne sont pas signés et vous pouvez le vérifier. Ce sont des procès-verbaux falsifiés", a assuré Salvador Nasralla.

Marco Ramiro Lobo, du TSE, a déclaré à Radio America que ces incidents étaient inexplicables car d'importants investissements avaient été faits dans le système informatique du tribunal. "J'ai des doutes parce que curieusement aujourd'hui, jour où la tendance s'inverse, le système informatique TSE a commencé à tomber en panne", a-t-il dit.

Salvador Nasralla, 64 ans, s'est présenté comme le candidat anti-corruption et a bénéficié de son image d'outsider.

Arrivé au pouvoir en 2013 après des élections contestées par la gauche, Juan Orlando Hernandez, 49 ans, avait été autorisé par la Cour constitutionnelle à se représenter alors même que la Constitution du Honduras interdit toute réélection.

Jeudi, l'ex-président de gauche Manuel Zelaya, renversé en 2009 par un coup d'État militaire et dirigeant de la coalition de M. Nasralla, a proposé un recomptage en direct à la télévision des procès-verbaux litigieux et en présence des observateurs internationaux.

"Qu'ils (les magistrats du TSE) ne disent pas qu'ils vont faire seuls le recomptage car nous n'avons pas confiance" en eux, a-t-il déclaré.

Jorge Yllecas, militant du Front patriotique pour la défense de la Constitution, a souligné la perte de crédibilité du TSE.

"Aujourd'hui nous avons un tribunal électoral sans crédibilité, responsable de cette crise en agissant comme un subalterne du président. Il a créé une crise, une confrontation qui peut avoir des conséquences fatales", a-t-il prévenu. AFP 1 décembre 2017

- Le Honduras toujours sans président, l'opposition dans la rue - AFP

Le dirigeant de l'opposition Juan Barahona a appelé à protester dans chaque quartier. "Jour et nuit, nous allons descendre dans la rue car c'est la seule façon de revenir sur ce vol de la présidence", a-t-il déclaré.

L'eurodéputée portugaise Marisa Matias, responsable de la mission des observateurs de l'Union européenne (UE), a condamné les violences et appelé "au calme et à attendre que les résultats puissent être vérifiés par tous les acteurs".

La représentation des Nations unies à Tegucigalpa a appelé les manifestants à exercer leur droit à la liberté d'expression "de manière appropriée" et les policiers à "remplir leurs fonctions dans le respect des droits de l'homme". AFP 2 décembre 2017

Venezuela

- Venezuela: trois raisons pour expliquer la résilience de Nicolas Maduro - AFP

Nicolas Maduro, président du Venezuela depuis 2013, a survécu à un cocktail explosif d'épreuves qui ferait chuter le chef de l'Etat dans nombre de pays. Mais le dirigeant vénézuélien tient bon et va même briguer un nouveau mandat en 2018.

Maduro et son camp doivent leur longévité à un contrôle des pouvoirs associé à une alliance de fait avec l'armée, avec la présence de plus en plus marquée de militaires au sommet du pouvoir.

Le camp présidentiel "essaye de consolider sa structure clientéliste pour se maintenir au pouvoir", estime le politologue Luis Salamanca.

Pour toutes ces raisons "nous continuons à croire que Maduro sera en mesure de manipuler avec succès les conditions de l'élection de l'an prochain afin de s'assurer la victoire et rester au pouvoir". AFP 1 décembre 2017

- Venezuela: un ex-ministre et un ex-président du groupe pétrolier PDVSA arrêtés - AFP

Les militaires vénézuéliens ont arrêté jeudi l'ex-ministre du Pétrole et l'ancien dirigeant du groupe pétrolier d'Etat PDVSA, relevés quatre jours plus tôt de leurs fonctions dans le cadre d'un scandale de corruption, a annoncé le parquet. AFP

Argentine

- Argentine Près de 50 condamnations pour les crimes de la dictature - Libération.fr

Quarante-huit anciens militaires argentins ont été condamnés mercredi à la prison, dont 29 à perpétuité, pour des crimes commis à l'Ecole de mécanique de la marine (Esma), principal centre de tortures pendant la dictature argentine (1976-1983). Les accusés étaient jugés pour tortures de détenus politiques, exécutions illégales, rapts de bébés (de femmes ayant accouché en détention) et les tristement célèbres «vols de la mort». Le verdit marque l'issue d'un procès géant, le plus important de l'histoire de la justice argentine, concernant 789 dossiers et un total de 54 accusés, dont six ont été acquittés. Liberation.fr 1 décembre 2017

Inde

Quand les classes moyennes ont porté l'extrême droite au pouvoir en Inde.

- Inde : les hindous ultras enragent contre le Taj Mahal - liberation.fr

...l'offensive idéologique des nationalistes hindous ne fait que débuter. «Leur objectif est de démontrer que la période moghole et musulmane a été un temps d'esclavage pour les hindous, et que les musulmans d'aujourd'hui doivent leur religion aux envahisseurs, analyse l'écrivain spécialisé sur la mouvance nationaliste hindoue Nilanjan Mukhopadhyay. Cela permet de créer de l'animosité envers les musulmans en les présentant comme des descendants de l'ennemi.» Dans la plupart des Etats conquis par le BJP, des comités dirigés par le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), bras idéologique du BJP, révisent ainsi les manuels scolaires pour valoriser les nationalistes, atténuer leurs crimes et effacer les bienfaits de l'époque moghole. Certains chercheurs de centres publics se plaignent également de la confusion croissante entre mythologie hindoue et données scientifiques.

Selon Nilanjan Mukhopadhyay, cette politique hindouiste et clivante est au cœur du programme du Premier ministre, qui a grandi dans les rangs de ces paramilitaires nationalistes hindous du RSS. Narendra Modi a déjà été accusé d'avoir laissé se dérouler les pogroms antimusulmans de 2002, qui ont fait près de 2 000 morts dans l'Etat du Gujarat (nord-ouest), qu'il dirigeait. «Tant que l'économie se porte bien, cette idéologie est atténuée, poursuit Mukhopadhyay, également auteur d'une biographie de Modi. Mais elle ressurgit dès que ça ralentit.» Et, de fait, contrairement aux promesses de relance et d'emplois faites par ce gouvernement, la croissance économique annuelle a chuté à 5,7 % en juin, contre 9,1 % un an auparavant. Son plus bas niveau depuis trois ans. Lors de sa campagne de 2013, Narendra Modi a assuré qu'il créerait 10 millions d'emplois par an - soit environ le nombre de jeunes Indiens qui arrivent sur le marché du travail chaque année. Mais depuis son arrivée au pouvoir en mai 2014, seulement 823 000 emplois ont été créés, contre un besoin estimé à 16 millions. Pire, sa mesure de démonétisation (mise en œuvre en novembre 2016) qui a soudainement invalidé l'essentiel des billets en circulation pour lutter contre l'argent sale, a frappé de plein fouet l'économie informelle, qui opère surtout en liquide et emploie plus de neuf Indiens sur dix. Conquête

A dix-huit mois des élections législatives nationales, le plan B, centré sur une politique hindouiste, serait donc en train d'être déployé. Ainsi, Yogi Adityanath, considéré comme un radical embarrassant par le BJP avant sa victoire nationale de 2014, est à présent exhibé dans tout le pays comme l'une de ses figures de proue : au Gujarat, il est venu soutenir les candidats du parti lors de leur campagne pour les élections législatives régionales, qui auront lieu dans une dizaine de jours, à l'issue d'une lutte politique acharnée.

Et dans le Kerala méridional, qui compte l'indice de développement humain le plus élevé du pays, Adityanath a osé conseiller au gouvernement local, tenu par l'opposition, d'apprendre du système de santé de son Etat. L'Uttar Pradesh est pourtant l'un des pires dans le domaine, et c'est dans l'hôpital public de la circonscription de ce ministre en chef que des dizaines d'enfants sont morts cet été, notamment à cause d'un manque de bouteilles d'oxygène. Peu importe les faits, le Kerala, qui compte 26 % de musulmans et 18 % de chrétiens, est une terre de conquête pour les hindouistes. Adityanath y a surtout milité contre les mariages entre musulmans et hindous, présentés par ces extrémistes comme un plan malicieux appelé le «jihad de l'amour». liberation.fr 02.11

Haut de page

Le 10 décembre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (40 pages)

Ni Charlie, ni Macron, ni Johnny !

Je suis Gaza, Marx, Hendrix !

Ils croyaient que des centaines de milliers de personnes, voir un million ou plus allaient se précipiter sur les Champs-Elysées : C'est raté !

Euronews - ...un impressionnant cortège funéraire a parcouru les Champs-Elysées, applaudi par plusieurs dizaines de milliers de personnes. Euronews 9 décembre 2017

Vous aimez la musique, cela tombe bien moi aussi, avant-hier j'ai téléchargé quelques morceaux en concerts de Miles Davis, Art Blakey, Stan Getz, Chick Corea, Herbie Hancock , et deux trios John Coltrane, Stan Getz, Oscar Peterson et Dizzy Gillespie, Jon Faddis, Arturo Sandoval...

Je n'écoute pas que Satriani ou Vaï ou Beethoven, et vous ?

Ce portail ne s'adresse pas à ceux qui ont un comportement addictif à l'actualité et aux réseaux numériques.

Désormais la causerie sera hebdomadaire, ce qui présente plusieurs avantages, observer comment évolue une information au fil des jours sachant que ceux qui la font ont des intentions inavouables (orientées), particulièrement malsaines, toxiques ou nocives pour ceux auxquels elles sont destinées, mais aussi d'observer l'évolution du comportement des différents acteurs qui est très révélateurs. Cela permet aussi de mettre en relief les liens qui existent entre des faits qui sinon seraient passés inaperçus, ce qui ne peut qu'aider à mieux comprendre la situation.

A l'heure qu'il est, il reste environ deux semaines avant que ce portail disparaisse...

Le vers était dans le fruit ou quand la Caf tapine pour Orange

Courrier reçu de la Caf des Bouches-Du-Rhône par mon épouse à Aubagne.

Demande de réduction sociale téléphonique

Quelles sont les conditions à remplir pour bénéficier de cette réduction ?

1- Etre bénéficiaire de l'allocation de base du RSA (ressources inférieures au minimum de revenu garanti), de l'allocation adulte handicapé, ou de l'allocation de solidarité spécifique.

2- Avoir un numéro de téléphone fixe. Les abonnements au téléphone mobile ne donnent pas droit à cette réduction.

Renvoyez immédiatement votre demande à l'adresse suivante :

Orange - MKT / RDST - BP 769 - 86030 Poitiers Cedex

Notice Explicative

- Attention !Tous les opérateurs n'offrent pas cette réduction.

- Attention ! Il est inutile d'appeler votre organisme social puisqu'il n'a pas pour mission de traiter votre demande.

Bon, ça va on a compris, si on vous refuse cette réduction, changez d'opérateur et adoptez Orange !

Un article pour en savoir plus sur l'Allemagne.

V. Giacchè : « Vingt-sept ans après, l'Allemagne de l'Est ne s'est pas remise de son annexion par l'Ouest »

https://www.les-crises.fr/v-giacche-vingt-sept-ans-apres-lallemagne-de-lest-ne-sest-pas-remise-de-son-annexion-par-louest/

Source : http://l-arene-nue.blogspot.fr/2017/10/v-giacche-vingt-sept-ans-apres.html

Les trois principaux ingrédients de la propagande officielle : Le mensonge, la peur, la haine.

Les principaux instruments auxquels ont recours les représentants du régime dictatorial en place pour discréditer et éliminer ou réduire au silence toute forme d'opposition : La suspicion, la délation, l'amalgame, les accusations sans preuve ou leur fabrication, le témoignage anonyme ou les faux témoins, la calomnie.

Les principaux procédés employés : Le recours à des justiciers, journalistes, historiens, spécialistes, experts, scientifiques, universitaires, etc. tous connus des médias pour avoir adopté l'idéologie néolibérale, le procès d'intention dignes des procureurs de l'inquisition ou du maccarthysme, le lynchage public, l'absence du droit à la défense pour les personnes victimes de leurs accusations, le non-respect de la présomption d'innocence.

Il ne manque plus que la mise hors la loi du mouvement ouvrier et des organisations ou supports qui diffusent les informations que les médias institutionnels censurent, les enlèvements, l'arrestation, la torture, l'assassinat des opposants (à des degrés divers) au régime.

Parole d'internaute.

1- "*Parce que soyons clair, les USA, c'est quoi? On peut réduire ça à la Nouvelle Angleterre puritaine qui aurait préempté l'efficacité capitalistique des Hollandais de New-York, cette alliance irradiant ses valeurs et intérêts sur tout le nord est.*

- Puis, alliée au Sud, elle extermine les Mexicains pour augmenter le lebensraum.

- Puis, gêné par le Sud, elle l'extermine en pretextant, à postériori, une abolition d'esclavage, esclave à qui elle se gardera bien de donner le moindre droit pendant encore un siècle. Le Sud soumis, elle extermine gaiment les millions de natifs "sauvage sans

pitié ni merci" au nom de la civilisation pour augmenter le lebensraum.

- Puis, elle fait péter un de ses propres cuirassé pour pouvoir exterminer la présence Espagnol et installer des régimes bananiers partout à la place. En faisant quelque millions de morts au passage au nom de l'humanisme.

- Puis elle vient tirer les marrons du feu d'une guerre européenne où elle se gave et s'allie avec le plus fort du moment.

- Puis, elle se fache avec les Japonnais qui ont le toupet de leur marcher sur les pompes en Chine. Et, au nom des droits de l"homme, elle accule ce pays à une guerre qu'il ne peut pas gagner. Elle aide des fachisme et nazisme anti-communistes (sa terreur absolue), puis se gave encore plus de la nouvelle guerre et intervient en sauveur une fois que tout est fini, à peu de frais, et installe ainsi un impérium quasiment mondial.

- Puis, la paix venue, elle invente un ogre soviétique agressif inexistant pour justifier des millions, des dizaines de millions de morts au nom de la Liberté et remplacer les anciennes puissances coloniales.

- Puis, elle invente la guerre aux droits de l"homme à géométrie variable pour inventer le post colonialisme: la transformation en anarchie sanglante tout Etat qui résisterait à son impérium. Démocratie?"

L'histoire de l'humanité, n'est qu'une histoire de guerre ponctuée de périodes de paix pour certains peuples et la guerre pour d'autres, et la guerre tout le temps à l'intérieur contre la classe des exploités et des opprimés. Ce qu'ils appellent la démocratie, c'est le droit du peuple à participer à sa propre exploitation et oppression, mais jamais à son émancipation.

L'histoire de l'humanité, n'est qu'une histoire d'esclavage, agrémentée d'un soupçon de liberté arrachée par la lutte de classe des opprimés.

2- "*C'est parce qu'il n'y a pas pire aveugle que celui qui ne veut pas voir.*

Ce n'est pas facile d'accepter que son pays est depuis l'origine le cœur du problème. Les USA, depuis le développement des 1ères colonies au 17ème siècle ont toujours été le problème.

Leur indépendance, qu'ils appellent aussi leur révolution, était d'abord et avant tout une révolte des élites locales contre les limites et contraintes sur le gouvernement britannique avait décidé d'imposer à leur expansion au détriment des amérindiens.

La liberté au nom de laquelle ils se sont rebellés, c'était la liberté de voler et chasser ou tuer les amérindiens. La liberté aussi d'établir leur propre ploutocratie.

C'est cela qu'ont fait les pères fondateurs.

C'est cela qu'a fait Jackson.

C'est cela qu'a fait Lincoln qui n'était qu'une pourriture raciste parmi d'autres (lois interdisant aux noirs libres de s'installer dans son État d'Illinois), mais qui était vendu aux lobbies industriels protectionnistes du nord et qui voulait donc taxer le sud massivement exportateur.

Idem avec Teddy Roosevelt, Wilson, « saint » Kennedy."

Ce qu'il nous faut intégrer dans notre analyse et notre conception de la lutte de classe.

- "*...un point qui, à vrai dire, n'a pas été assez mis en relief dans les écrits de Marx et les miens, ce qui fait que nous en portons tous la même responsabilité. A savoir, nous nous sommes d'abord attachés à déduire les représentations idéologiques — politiques, juridiques et autres — ainsi que les actions conditionnées par elles, des faits économiques qui sont à leur base, et nous avons eu raison. Mais en considérant le contenu, nous avons négligé la forme : la manière dont se constituent ces représentations, etc. C'est ce qui a fourni à nos adversaires l'occasion rêvée de se permettre des interprétations fausses et des altérations...*

Cet aspect de la chose que je ne puis ici qu'effleurer, tous nous l'avons négligé, je pense, plus qu'il le méritait. C'est une vieille histoire : au commencement, on néglige toujours la forme pour le fond. Comme je l'ai déjà dit, je l'ai fait également, et la faute ne m'est toujours apparue que post festum... (Lettre à F. Mehring - Friedrich Engels 14 juillet 1893)

Cela n'a pas seulement "fourni à nos adversaires l'occasion rêvée de se permettre des interprétations fausses et des altérations",

mais aussi d'en changer en fonction des circonstances, de tenir un double langage, d'être socialiste en parole et impérialiste en acte...

A "la manière dont se constituent ces représentations", il y a également lieu d'ajouter la manière dont elles se transforment au gré des besoins du capitalisme ou sous l'influence de la crise du capitalisme, de la lutte des classes, sinon on risque de ne pas comprendre pourquoi ce qui était possible hier dans les médias par exemple ne l'est plus aujourd'hui.

L'étude des représentations idéologiques est intéressante à condition de remonter à leur origine. Si vous prenez la SFIO par exemple qui a été créée au début du XXe siècle en regroupant sept courants politiques (c'est ce que j'ai lu), si son programme était socialiste, en revanche la majorité des ses composantes ne l'étaient pas vraiment et ne le sera jamais. Si maintenant vous caractérisez ce parti uniquement sur la base de son programme, vous ne risquerez pas de comprendre ni comment il devait évoluer ni pourquoi, et vous tendrez à vouloir lui faire jouer un rôle au côté de la classe ouvrière pour lequel il n'a pas été créé. Le PCF qui en est issu n'était pas réellement un parti communiste selon Lénine et Trotsky et il ne le sera jamais. Cela vaut évidemment pour le PG ou LFI

Que fait Mélenchon, il s'attaque au contenu des médias à défaut de s'attaquer à la forme, auquel cas ils l'ignoreraient ou le censureraient. Quand il dénonce le racisme, la misogynie, l'homophobie, le racisme, etc. il ne fait pas autre chose, il brasse du vent pour faire avancer son pédalo qui ne nécessite pas de permis particulier.

Mélenchon est un pur produit des institutions et des médias, il ne peut donc pas admettre qu'ils le traitent en paria et de devoir les déserter sous peine de cesser d'exister, aussi est-il prêt à se renier à la première occasion, c'est donc un opportuniste doublé d'un lâche pour ne pas dire pire encore. Trois exemples tout frais d'hier.

1- Avait-il à peine annoncé la volonté de créer un tribunal pour juger les médias que cela avait généré un tollé général chez les bien-pensants, qu'Eric Coquerel s'empressait de faire amende honorable en reconnaissant à l'Assemblée nationale que "Le mot "tribunal", (Mélenchon) l'a dit lui même, n'était pas le plus approprié" pour le remplacer par un "conseil de déontologie", moins brutal. (AFP 6 décembre 2017).

2- De même, l'expression caractérisant Léa Salamé - "ses liens politiques, familiaux et communautaires" - a été édulcorée quelques heures après la première publication. "Jean-Luc Mélenchon a été alerté par un proche que ça pouvait être mal interprété", explique Antoine Léaument, directeur de la communication numérique de LFI. (id) Alors que ces liens étaient parfaitement justifiés puisqu'elle est en couple avec Raphaël Glucksmann.

Ce que Mélenchon n'a pas osé dire à l'antenne mais qu'il sait pertinemment.

M. Glucksmann est un ancien membre du Cercle néoconservateur de l'Oratoire, tout comme Pierre-André Taguieff, ou aussi comme Bruno Tertrais ou Frédéric Encel. Ce Cercle a disposé, entre 2006 et 2008, d'une revue intitulée Le Meilleur des Mondes, fondée initialement pour défendre le bien-fondé de la guerre en Irak (des visionnaires ces gens là !). Et en 2008, elle a fait appel à un jeune contributeur, sorti de l'école 4 ans auparavant, pour "débattre" avec Pierre-André Taguieff : un certain Rudy Reichstadt. (...) c'était aussi un contributeur de la revue ProChoix de Caroline Fourest. (anticons.wordpress.com/ et wikipedia.org/wiki/Le_Meilleur_des_mondes_(revue)

Question : Vous vous voyez partager la vie d'un facho sans en partager les idées ?

3- Après la mort de Johnny Hallyday, le porte-parole de Mélenchon, Alexis Corbière, avait posté le twitt suivant : "la triste mort de #JohnnyHalliday" ne devait pas "faire oublier le nouveau mauvais coup" que préparerait l'exécutif sur le Smic", pour l'effacer quelques dizaines de minutes plus tard suite à des critiques, pour finalement s'excuser au garde-à-vous le petit doigt sur la couture du pantalon de l'union nationale : "j'ai fait une bêtise dans le sens où c'est maladroit, c'est un manque de tact. Plein de gens ont l'impression que c'est un manque de respect à Johnny, ça me touche, j'aime beaucoup Johnny".

Ces charlatans ne se demanderont pas si leur comportement n'est pas "un manque de respect" pour les électeurs qui ont voté pour eux. Ils s'en foutent éperdument, à leurs yeux ce qui compte davantage c'est ce que pensent d'eux les médias, car sans eux ils seraient invisibles, inaudibles. Ils veulent plaire à tout le monde, et comme c'est impossible ils vont finir par être détestés par tout le monde, et ce n'est pas nous qui les plaindrons ou qui regretterons leur disparition.

4- François Ruffin, après avoir écopé d'une sanction de 1 378 euros pour avoir porté un maillot de football à l'Assemblée nationale, il a remis son son pull «en apaisement». (Source : Le Parisien 07 décembre 2017)

Vous imaginez un instant ces Mélenchon, Corbière, Coquerel ou Ruffin faisant l'objet de menaces sérieuses, ces parasites en chieraient dans leur froc. Qui maintenant peut imaginer qu'ils auraient assez de courage pour affronter le régime, qui ne comprend pas qu'ils en sont totalement incapables et que ce sont des charlatans qui trompent sciemment les travailleurs qui leur font confiance. Ce sont des imposteurs, voilà tout.

Numéro d'un illusionniste.

- Mélenchon étrille "L'Emission politique" et veut un "tribunal" contre les médias "menteurs". - AFP

Jean-Luc Mélenchon a accusé lundi France 2 de lui avoir tendu un "traquenard médiatique" lors de "L'Emission politique", appelant à la création d'"un tribunal professionnel" des médias pour sanctionner symboliquement "les menteurs, les tricheurs, les enfumeurs".

"Ici les journalistes Léa Salamé, François Lenglet et Nathalie Saint-Cricq ont organisé un traquenard médiatique, ils ont abusé de leur autorité pour truquer des chiffres et mentir délibérément", accuse lundi le leader de la France insoumise sur son blog à propos de son passage dans cette émission jeudi dernier.

Interrogée par l'AFP, la direction de l'information de France Télévisions a indiqué qu'elle "rejette fermement les accusations de "guet apens" et de "traquenard" et soutient pleinement l'équipe de l'Emission politique, dont certains membres ont fait l'objet d'attaques ad hominem".

En outre, la direction de l'information a affirmé que Jean-Luc Mélenchon "a fait l'objet de la même préparation dans le cadre de l'émission que les autres invités qui l'ont précédé". Elle relève que le leader de la France insoumise "n'en est pas à sa première participation à l'Emission politique et a déjà été soumis aux mêmes séquences et au même traitement que les autres invités".

Revenant longuement sur l'émission de jeudi soir, Jean-Luc Mélenchon estime que les trois journalistes ont notamment "faussé l'identité de personnes convoquées sur le plateau pour incarner "des Français moyens"" qui ont défendu les pesticides et des "voleurs du fisc".

"Auprès de qui se plaindre ? Où faire redresser la situation ? Quelle sanction faire appliquer pour dissuader de recommencer ?", s'interroge-t-il, regrettant qu'il n'y ait "rien sauf le lourd appareil judiciaire et l'extrémité de la plainte en diffamation".

Il propose donc la création d'"un tribunal professionnel qui puisse être saisi et qui ait le pouvoir de sanction symbolique contre les menteurs, les tricheurs, les enfumeurs", évoquant le lancement d'une pétition en ce sens.

Furieux de n'avoir pas connu à l'avance les sujets qu'allait aborder François Lenglet, le spécialiste économique de France 2, et d'avoir été interpellé sur la situation au Venezuela par Laurence Debray, qu'il accuse de "réciter les éléments de langage de l'extrême droite vénézuélienne comme un piano mécanique", M. Mélenchon a également peu apprécié d'être confronté à des agriculteurs défendant l'usage du glyphosate.

Dès vendredi, de nombreux Insoumis ont saisi le CSA, à l'initiative du politologue Thomas Guénolé, engagé à La France insoumise, pour protester contre "la présentation malhonnête de l'information", par France 2 à propos de deux de ses invités jeudi: Pauline Laigneau annoncée comme une directrice de PME, et Laurence Debray comme une historienne.

A l'appui d'articles de presse, ils accusent la première d'être "ouvertement tenante d'une position ultra-libérale" et qualifient la seconde d'"ex-banquière et macroniste".

Le CSA a confirmé lundi à l'AFP avoir reçu "plusieurs centaines" de signalements contre l'émission. AFP 4 décembre 2017

- "L'Émission politique": la Société des journalistes de France 2 dénonce les "attaques odieuses et inacceptables" de Mélenchon - huffingtonpost.fr

"La SDJ de France 2 apporte son soutien à Nathalie Saint-Cricq, Léa Salamé, et François Lenglet, cibles d'attaques odieuses et inacceptables de la part de Jean-Luc Mélenchon. Indigne d'un responsable politique", dénonce la société des journalistes de la chaîne. huffingtonpost.fr 5 décembre 2017

- Mélenchon lance une pétition pour "un conseil de déontologie du journalisme" AFP 5 décembre 2017

LVOG - Déontologie : Ensemble des règles et des devoirs régissant une profession. (Le Grand Robert). Mais comme disait Marx dans l'Idéologie allemande, la morale, elle ne tombe pas du ciel, elle est le produit de conditions matérielles et de certains rapports qu'elle cautionne au nom de la nécessité. Reste à savoir ensuite si pour la satisfaire vous empiétez ou non sur la liberté d'autrui.

En l'occurrence les médias appartiennent à des oligarques ou dépendent des banquiers pour exister. Donc ceux qui s'y expriment doivent forcément y être liés par un bout ou par un autre d'autant plus solide qu'ils ont pour mission de diffuser une orientation politique qui ne peut que correspondre aux besoins de l'oligarchie ou s'inscrire dans leur stratégie, en assurer le relais, la propagande auprès de la population pour qu'elle y adhère, ils ne sont pas neutres ou apolitiques, cela n'existe pas.

Cela concerne l'ensemble des journalistes et les tierces personnes qui interviennent à leur côté à leur demande.

Une fois ce constat posé, qu'est-ce que peut signifier vouloir leur imposer une déontologie, sinon nier qu'ils n'en auraient pas déjà une et qu'ils pourraient en changer, autant exiger d'un capitaliste qu'il cesse de l'être, donc cela revient à colporter cette illusion au profit de l'oligarchie qui contrôle les médias. Ils peuvent s'en prendre d'autant plus violemment à Mélenchon, qu'ils savent que sa déontologie tient de la trahison, du faussaire, qu'il est un escroc, un charlatan, ce qui est également le cas de la plupart des intellectuels et opposants autoproclamés au régime, qui voudraient le rendre plus présentable, plus supportable, ce qui suffit à leur donner bonne conscience, puisque de leur côté ils n'ont pas vraiment à se plaindre de leur statut ou des conditions matérielles que leur avait réservées le régime et qui ont contribué à façonner leur propre morale qui n'a rien à envier à celle qu'ils dénoncent.

A l'heure où l'information s'est substituée aux faits au point de verser systématiquement dans la désinformation, où les médias sont plus que jamais des instruments au service de la propagande de l'oligarchie, de l'OTAN... Ce sont les mêmes qui prétendaient que le capitalisme, l'Union européenne, l'ONU étaient réformables, qui aujourd'hui voudraient nous faire croire que les médias pourraient l'être également ou être au service de la vérité, alors qu'ils sont la propriété d'oligarques.

AFP - Le leader de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, a lancé mardi une pétition pour la création d'un "conseil de déontologie du journalisme" qui serait "un recours pour faire respecter (le) droit à une information objective".

M. Mélenchon a estimé que "les fautes déontologiques" dont s'est, selon lui, rendu coupable France 2 à son égard "sont récurrentes dans cette émission" et "d'une façon générale".

"Les citoyens n'ont aucun moyen d'obtenir une rectification publique en cas de mensonge ou de duperie médiatique", regrette-t-il, rappelant que "cela ne fait pas partie des missions du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel".

"C'est un manque en République", tranche le député des Bouches-du-Rhône, ajoutant qu'un tel conseil existe en Belgique. "Tous les citoyens belges peuvent saisir cet organe en cas de manquement à la déontologie dans un reportage, une émission ou un article. Le média responsable est alors obligé de publier un rectificatif", détaille-t-il.

"Ainsi, les citoyens disposeraient d'un recours pour faire respecter leur droit à une information objective", ajoutent-ils. AFP 5 décembre 2017

Tout flatteur vit au dépend de celui qui l'écoute.

Quand Mélenchon a quitté le PS pour fonder le PG, hormis une poignée d'élus, il était relativement peu connu et il ne disposait d'aucune base populaire pour lancer son parti, les médias ont tout de suite compris quel profit ils pourraient en tirer en lui accordant une tribune à gauche du PS, qu'il pourrait rapidement capitaliser en terme d'audience, de sorte qu'il roulerait à la fois pour le PS tout en affaiblissant davantage le PCF, qui pour limiter la casse devrait se rallier à lui sous la forme d'une coalition qui allait donner naissance au Front de gauche, tout en continuant d'être un allié du PS et de son appendice, les Verts ou EELV. Mais maintenant que le PS est à l'agonie ou a été réduit à une portion congrue, les médias lui retirent le tapis rouge qu'ils avaient déroulé sous ses pieds le temps de l'instrumentaliser avec sa complicité, car Mélenchon ne pouvait pas ne pas en avoir conscience, l'idiot utile est devenu embarrassant ou il ne leur est plus d'aucune utilité, alors ils tirent à boulets rouges dessus.

Mélenchon est un pur produit du système ou des institutions et des médias. Il fallait un parti qui capte l'attention des classes moyennes et des couches supérieures de la classe ouvrière, pour qu'elles ne se tournent pas vers le reste de la classe ouvrière ou vers d'autres partis, puisque le PS ne pouvait plus remplir cette fonction. Il était destiné à jouer le rôle de supplétif du PS le temps qu'il soit liquidé par Hollande, Valls, Fabius et Macron, ensuite ce serait à son tour.

- Le lendemain de l'émission, par Jean-Luc Mélenchon - melenchon.fr, 04-12-2017

Mélenchon - "Il faut bien voir que tant de bassesses, de mensonges et de tromperies, si elles me sont en effet destinées pour m'humilier ou me dévaloriser, sont aussi autant de camouflets infligés au public. Car, au bout du compte c'est lui qui est le dindon de la farce, lui qui est jugé assez vil et stupide pour que n'importe quelle tromperie soit permise à son encontre. "

LVOG - Qui est "assez vil et stupide" pour cautionner, participer en toute connaissance de cause à ce genre d'opération, qui consiste justement à faire en sorte que le "public" en soit "le dindon de la farce", sinon Mélenchon. N'avait-il poussé l'opportunisme jusqu'à accepter de devenir ministre de Chirac, à émettre à haute voix l'hypothèse qu'il aurait pu devenir le Premier ministre de Hollande puis de Macron ?

Encore un qui n'a pas saisi qu'un coup d'Etat avait eu lieu en France avec l'élection de Macron.

Mélenchon - "Pourtant, mon premier sentiment n'est pas la colère mais la déception. Cela peut paraître incroyable, mais j'ai cru

Léa Salamé de bonne foi quand elle m'a invité. Je l'ai cru quand elle m'a dit « on n'est pas en période électorale, je vous laisserai parler ». J'ai cru à un super débat sur les deux doctrines économiques en présence et ainsi de suite."

A force de prêter au capitalisme et à ses représentants des vertus qu'ils n'ont pas, on se fait prendre à son propre piège.

LVOG - Mélenchon est faussement naïf ou crédule, en fait il est imbu de sa personne au point de substituer à la réalité ses propres divagations, et de croire que ses ennemis seraient bien disposés à son égard ou qu'ils partageraient les bonnes intentions qu'il a à leur égard dans une sorte de respect mutuel, alors qu'ils sont engagés dans une guerre de classe ou un lutte idéologique à mort, et s'il l'ignore, c'est bien parce que ce n'est pas son cas.

LVOG - Le renégat Mélenchon n'a-t-il déjà pas jugé que le socialisme scientifique n'était que mensonge, tricherie, enfumage ?

Mélenchon - "Ici les journalistes Léa Salamé, François Langlet et Nathalie Saint-Cricq ont organisé un traquenard médiatique. Ils ont abusé de leur autorité pour truquer des chiffres et mentir délibérément. Ils ont faussé l'identité de personnes convoquées sur le plateau pour incarner « des Français moyens ». Ils ont donné les moyens d'une défense des pesticides et des voleurs du fisc. Auprès de qui se plaindre ? Où faire redresser la situation ? Quelle sanction faire appliquer pour dissuader de recommencer ? Il n'y a rien sauf le lourd appareil judiciaire et l'extrémité de la plainte en diffamation. Mais la plainte pour mensonge, manquement à la déontologie, escroquerie aux témoignages n'a aucune instance professionnelle déontologique pour être reçue. Je propose donc qu'un tel recours existe. Je propose qu'il existe un tribunal professionnel qui puisse être saisi et qui ait le pouvoir de sanction symbolique contre les menteurs, les tricheurs, les enfumeurs.

Je vais donc lancer avec mes amis une pétition en ce sens. Une telle instance, m'a-t-on dit, existe en Belgique. Pourquoi n'existerait-elle pas en France ? Pourquoi serions-nous abandonnés aux manœuvres de gens aussi dépourvus de scrupules que nous venons de le voir avec cette « Émission politique » ou l'une quelconque des actuelles prestations du « service public » de l'information ? Est-il déontologiquement acceptable qu'un Aphatie poste un ou deux tweet par jour contre la France Insoumise ? Qu'un Cohen ait pu inventer cette polémique sur l'Alba dans la campagne présidentielle sur la base d'informations fausses. Qu'un Lenglet dise des porte-parole d'un parti d'opposition qu'ils « aboient » et d'un chef d'État qu'il est corrompu sur la base d'une fausse information, rejetée même par l'opposition du pays concerné ? Cette honte doit cesser. La France ne doit pas devenir cette République bananière où les favoris du régime ont le droit a tous les abus de pouvoirs symboliques au mépris de la vérité et de la dignité la plus élémentaire."

LVOG - Les porte-parole ou représentants du capitalisme sont dénués de principe, de scrupule, de morale, hormis ceux qui servent les intérêts du régime ou de l'oligarchie qui leur rendent bien. C'est dans l'ordre des choses et il n'y a pas à s'en offusquer.

L'illusionniste a voulu faire croire aux travailleurs qu'une "révolution citoyenne" ou une "révolution par les urnes" pourrait changer la société. Or dans le monde depuis que le capitalisme existe aucun changement de régime ne s'est produit ni par le fait du législateur ni par le biais d'élections, mais uniquement par une révolution prolétarienne de type socialiste en Russie en 1917 (de type stalinienne en Chine et à Cuba, etc.)

On entend par changement de régime, le remplacement d'un mode de production par un autre, et non l'alternance au pouvoir de différents représentants ou partis tandis que le mode de production en vigueur demeure en place. En Russie, la révolution prolétarienne et socialiste fut si profonde qu'il fallut près de 70 ans à la contre-révolution thermidorienne pour instaurer un nouveau régime ou restaurer le capitalisme.

A ne pas confondre avec un changement de régime politique tel qu'il a pu s'en produire en Amérique latine par exemple qui laissa en place le mode de production capitaliste, de sorte qu'un jour ou l'autre il serait à son tour renverser par la réaction.

Quant à sa proposition d'installer un "tribunal professionnel" pour juger les journalistes ou plutôt les médias, elle est plus que du domaine du "symbolique", c'est une escroquerie pure et simple sachant qu'hier comme aujourd'hui ils n'ont jamais cessé de mentir, tricher, enfumer lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs, je dirai même que c'est leur raison d'être, tout comme Internet ou les réseaux numériques, que les capitalistes n'ont pas créés pour satisfaire un besoin de la population mais bien plutôt pour mieux la conditionner et la faire adhérer à leur système économique ou à leur modèle de société.

Sa démarche consiste donc à faire croire une fois de plus qu'il pourrait en être autrement ou qu'il en fut autrement à une autre époque, c'est-à-dire que les médias pourraient devenir un instrument au service de la démocratie, alors qu'ils ont été conçus pour la combattre, autrement dit il s'emploie à nouveau à faire naître des illusions dans le régime et ses porte-parole.

A l'entendre, sous ce régime le capitalisme pourrait avoir un visage humain, la police pourrait être non-violente, la justice impartiale, les médias honnêtes, les patrons sociaux, les militaires humanistes, l'UE sociale et démocratique, l'ONU au service de la paix et du bien-être des peuples , bref, la réaction progressiste et Macron ou tout autre monarque et son gouvernement ou tout autre gouvernement pourrait oeuvrer au bonheur des travailleurs sous la Ve République.

Son discours se situe sur le même plan de la morale que ceux qu'ils accusent de s'en servir pour le clouer au pilori, après qu'il eut employé la même méthode scélérate envers les masses en fustigeant leurs préjugés, qui sont en réalité uniquement le produit du régime qu'il refuse d'affronter sur le plan politique.

Tout ce qu'on vient de décrire, Mélenchon le sait parfaitement, mais il n'en a cure, aveuglé par sa fatuité et son ambition personnelle, ainsi que l'orientation politique qu'il a délibérément adoptée, il n'a semble-t-il pas compris malgré plusieurs avertissements que son heure était passée ou qu'il était exclu du scénario dictatorial que ses mentors avaient conçu sur le modèle américain, dans lequel il n'existe aucune place pour les partis qui se contenteraient de protester contre les excès du capitalisme ou son orientation ainsi que leurs conséquences.

- "*Comme, dans leur imagination, les rapports des hommes, tous leurs faits et gestes, leurs chaînes et leurs limites sont des produits de leur conscience, les jeunes-hégéliens, logiques avec eux-mêmes, proposent aux hommes ce postulat moral : troquer leur conscience actuelle contre la conscience humaine, critique ou égoïste, et ce faisant, abolir leurs limites. Exiger ainsi la transformation de la conscience revient à interpréter différemment ce qui existe, c'est-à-dire à l'accepter au moyen d'une interprétation différente. En dépit de leurs phrases pompeuses, qui soi-disant "bouleversent le monde" les idéologues de l'école jeune-hégélienne sont les plus grands conservateurs. Les plus jeunes d'entre eux ont trouvé l'expression exacte pour qualifier leur activité, lorsqu'ils affirment qu'ils luttent uniquement contre une "phraséologie". Ils oublient seulement qu'eux-mêmes n'opposent rien qu'une phraséologie à cette phraséologie et qu'ils ne luttent pas le moins du monde contre le monde qui existe réellement, en se battant uniquement contre la phraséologie de ce monde*." (K. Marx - L'idéologie allemande)

Sans le reconnaître, c'est ce qui qualifie le mieux l'activité du conservateur Mélenchon et sa bande de bras cassés qui "*ne luttent pas le moins du monde contre le monde qui existe réellement*", et qui entendent élever "*la conscience humaine*" ou modifier "*les rapports des hommes*" sans "*abolir leurs limites*" qui sont déterminées par les rapports sociaux de production en vigueur, sans abolir le capitalisme qu'ils n'entendent pas affronter, ce qui les amènent "*à l'accepter au moyen d'une interprétation différente*" purement démagogique.

Vous constaterez que Macron et LREM reprennent à leur compte les campagnes initiées en France par le PS et auxquelles ont participé Mélenchon, la pseudo-gauche de la gauche et extrême gauche, comment cela est-ce possible, sinon que sur le fond ils partagent bien les mêmes intérêts qu'ils camouflent à l'aide de variations idéologiques...

Gouvernement, oligarques et médias : Des escrocs "en bande décomplexée".

- A «Valeurs actuelles», une escroquerie en bande décomplexée - Liberation.fr

Un dirigeant de l’hebdo est mis en cause ainsi qu’un intermédiaire, lié à Olivier Dassault, fils de l’avionneur.

- Le ministère de l’Intérieur nomme un ancien journaliste de BFM TV comme porte-parole - LeParisien.fr

Dans son communiqué l’Intérieur précise : « Agé de 38 ans, Frédéric de Lanouvelle, a été reporter pour l’émission 7 à 8 sur TF1 pendant un an, après avoir été journaliste pour BFM TV pendant 9 ans. Ce spécialiste de la communication aura la responsabilité de porter la parole publique du ministère de l’Intérieur au quotidien auprès des médias, en lien direct avec le cabinet du ministre ». LeParisien.fr 2 décembre 2017

Désinformation et fabrication du consentement, France Info à la manoeuvre. C’est quoi le Qatar ? Un "petit pays" exotique !

- Controversé, mystérieux, riche… Le Qatar est un pays du Moyen-Orient atypique. - francetvinfo.fr

Une collusion d'intérêts déjà ancienne, permise, donc communément admise, pas de quoi fouetter un chat.

France Info - Lors de son déplacement au Qatar, le 7 décembre dernier, Emmanuel Macron a rappelé que la relation entre ce pays et la France « ne date pas d’aujourd’hui, et se caractérise par des liens économiques, culturels, sportifs et également stratégiques extrêmement importants. »

Quand l'argent coule à flot, on peut, mieux, on doit tout se permettre.

France Info - "...le pays (...) est également connu pour être un pays riche" et accessoirement après trois points de suspension "et controversé", ce qui signifie que ce dont on l'accuse n'est pas forcément fondé, par exemple sa participation politique et financière à la déstabilisation de la Tunisie, de l'Egypte, de la Libye, de la Syrie et de l'Irak notamment, ses liens avec les Frères musulmans, l'armement de différents groupes de barbares sévissant en Syrie par exemple.

Mieux, c'est contesté par le principal intéressé auquel France Info donne la parole, l'actuel émir Tamim ben Hamad Al-Thani qui, je cite France Info "dément : « Le Qatar est engagé dès le premier jour dans la lutte contre le terrorisme. Certaines informations, relayées par les médias, sont fausses, erronées. »", en revanche France Info se passera bien de reproduire les propos d'un des contradicteurs d'Al-Thani. Bref, chacun aura compris que les lecteurs étaient invités à se fier aux dénégations d'Al-Thani, voilà en guise d'impartialité. On comprend dès lors pourquoi Libération avait publié le 16 novembre un article dithyrambique sur France Info : L'Agence France Info : priorité au correct - Libération 16.10 (Dans la causerie du 19 novembre)

En réalité le Qatar n'est pas une monarchie archaïque et ultra réactionnaire, ne croyez pas ceux qui "*reprochent à l'émirat de limiter la liberté d'expression*", et pour cause il vient d'accorder "*aux femmes le droit de vote et le droit de conduire*", et peu importe si "*l'adultère reste interdit et l'homosexualité peut être punie de mort*", alors que France Info s'offusque du moindre propos misogyne ou homophobe en France ou ailleurs.

Le fascisme rampant se répand dans la société.

- J'accuse ! La soif d'injustice par Christopher Black — arretsurinfo.ch 02 décembre 2017

« J'accuse ! » La phrase d'Émile Zola qui a ébranlé un pays parce qu'il demandait justice pour un homme faussement accusé, la phrase dont on se souviendra à jamais, ainsi que de l'homme qui l'a écrite, est aujourd'hui utilisée pour condamner des gens, sans procès, sans audience équitable, sans droit de réponse, sans justice. La phrase« j'accuse » n'est maintenant plus une demande de justice, mais est considérée comme une preuve de n'importe quelle accusation qui la suit ; elle est devenue une demande d'injustice.

« J'accuse X de ceci. » « A accuse B de cela. »

Les médias (dûment horrifiés) s'écrient « Horreur ! Horreur ! Le tissu social se déchire. Pendez-le. Pendez-la. Pendez-les tous ! »

Les consommateurs de cette information, la masse des gens qui ont été dépouillés de leur raison et ne peuvent réagir que comme des automates irréfléchis, répondent consciencieusement : « Avez-vous entendu ? Elle l'accuse de ceci. Terrible. Terrible. Il devrait être abattu et écartelé. »

« Avez-vous entendu ce que les Russes ont fait ? Mon Dieu, on devrait leur apprendre qui est qui. »

« Avez-vous entendu que Jean Dupont a fait ça pour… ? Il doit être puni. Ruinez-le. Jetez-le en prison ! », résonnent les cris de dérision.

Les lyncheurs sont de retour, mais cette fois ils tapent leurs appels à la punition sur les claviers de leurs ordinateurs et sur les médias sociaux. Les moulins à rumeurs font des heures supplémentaires. Les vigiles sont partout, les comités de surveillance, les informateurs, les avocats et les juges en chambre, les charognards qui salivent devant la vie d'autres gens qui désirent se venger pour que quelqu'un, quelque part, soit puni, pour quelque chose.

Ce peut être une accusation de nature sexuelle datant de décennies. Ce peut être une accusation politique du présent. Cela peut être une campagnes de rumeurs diffusées dans les médias, jamais confirmées, mais répandues avec beaucoup d'indignation et accompagnées de regards de dégoût sur quiconque demande : « Mais est-ce vrai ? Y a-t-il une preuve ? Que s'est-il vraiment passé ? Comment le savez-vous ? Si c'est vrai, quel était le contexte ? Que doit-on apprendre ? » Ces personnes sont elles-mêmes accusées de défendre le crime dont l'accusé est accusé. Ça se passe comme ça. Le préjugé appelle la haine. La haine appelle le sang. Et nous nous appelons humains, civilisés, pondérés et bons.

Les premiers à se joindre à la foule, à appeler à la vengeance sont ceux qui se considèrent comme les plus vertueux, les plus libéraux, les plus dévoués à la justice et aux « droits de l'homme ». Mais tout cela n'est que la mode de l'époque. Ils prétendent croire au juste et au bien parce qu'ils n'ont aucune idée réelle de ce qu'est le juste, de ce qu'est le bien. Œil pour œil, dent pour dent est leur cri et au diable la justice, les procès. Si l'accusé nie l'accusation, pendez-le plus vite et plus haut. Si d'autres défendent son droit d'être entendu, pendez-les aussi.

Bertolt Brecht avait raison. « Mackie the Knife » est de retour en ville et prêt à poignarder, couper et crucifier sur un coup de tête.

Cela semble être un phénomène exacerbé aux États-Unis. Ces dernières semaines ont vu des accusations de nature sexuelle lancées contre une série de figures de Hollywood. Ce n'est pas du tout nouveau à Hollywood. Les feuilles à scandale en sont pleines depuis l'époque du cinéma muet. Mais la chasse d'aujourd'hui semble encore plus vicieuse que par le passé et reflète l'atmosphère politique toxique régnant dans l'ensemble du monde occidental, une atmosphère qui atteint son plus haut degré de toxicité aux États-Unis.

L'année dernière, nous avons vu des accusations absurdes portées contre des personnages politiques aux États-Unis sur

des connexions avec la Russie. Nous avons vu des dirigeants mondiaux faisant obstacle aux intérêts américains accusés de crimes de guerre. Assad a utilisé des bombes barils et des gaz contre des civils. Que la preuve du contraire soit envoyée en enfer. Maduro affame son peuple. Aucune preuve n'est nécessaire. Kim Il Sung [L'auteur veut probablement parler de Kim Jong-un, NdT] va tous nous tuer. On prépare la guerre. La série d'accusation est lancée à une telle cadence que nos têtes continuent à tourner en cherchant à garder une trace de tout cela.

Des pages entières de journaux et des heures d'informations télévisées sont consacrées à des choses qui n'ont jamais eu lieu. Des commissions d'enquête prétendent enquêter. Des présentateurs d'informations prétendent être alarmés. Des accusations sont lancées. Si une accusation est lancée, c'est qu'elle est véridique. C'est comme ça maintenant, une façon fascisante de répandre la suspicion partout.

L'acceptation sans conteste des accusations contre Kevin Spacey, pour prendre un exemple célèbre, et le déni de son droit à être entendu, l'acceptation de la destruction de sa vie et de sa carrière, sans procès, sans aucune possibilité de recours, permet plus facilement de convaincre la population que les accusations contre la Russie méritent qu'on agisse, contre la Syrie, contre le Venezuela, la Corée, l'Iran, contre Milosevic, Kadhafi, Ndindiliyimana [ancien chef de la gendarmerie nationale du Rwanda, condamné pour génocide, NdT], Gbagbo, et toutes les autres victimes politiques de ces chasses aux sorcières. Cela donne le ton à toute la société. Les faits ne sont pas importants. L'important, c'est l'histoire racontée. Agitez les gens et gardez-les agités contre quelqu'un. Choisissez une cible, un bouc émissaire. Mettez les gens en colère contre eux, uniquement pour qu'ils oublient de poser des questions plus importantes. Qui rend leurs vies misérables ? Qui détruit l'économie, les écosystèmes, le climat ? Qui assassine des civils en masse en Syrie, au Yémen, en Irak, en Afghanistan ? Qui nous a volé le peu de démocratie que nous avions ?

Bien sûr, quelqu'un comme Spacey est une cible facile, il est célèbre, riche et populaire. Les gens n'aiment rien tant que voir tomber les puissants. Donnez leur en un, deux ou trois. Jetez leur quelques os tant que cela continue à les distraire. D'ailleurs Spacey le mérite. Il était juste trop bon dans son rôle dans House of Cards en nous montrant quels criminels les présidents américains sont devenus.

Même Martin Luther King a été une nouvelle fois sali sur la BBC et sur CNN, qui ont répété, comme des informations tirées des dossiers sur l'assassinat de JFK, les calomnies émises contre lui par les services secrets américains de son vivant.

Comme l'écrivait Zola : « La nation est frappée de stupeur, on chuchote des faits terribles, de ces trahisons monstrueuses qui indignent l'Histoire ; et naturellement la nation s'incline. Il n'y a pas de châtiment assez sévère, elle applaudira à la dégradation publique, elle voudra que le coupable reste sur son rocher d'infamie, dévoré par le remords. »

Donc chaque fois que vous entendez parler d'une accusation et pensez à y participer en la répétant sur Facebook ou ailleurs, animé par un sentiment erroné de droiture et d'auto-justification de votre humanité, pensez à l'injustice que vous servez. Chaque fois que vous réclamez la tête de quelqu'un sur la base d'un simple ouï-dire et que vous vous sentez tout à fait à l'aise dans votre autosatisfaction, pensez à ce qu'Émile Zola penserait de vous.

Car c'est un crime de la presse corrompue de détruire des gens sans moyen de se défendre. C'est un crime que l'injustice soit célébrée du haut en bas, que l'injustice triomphe tandis qu'on crache sur la justice, le droit et la simple probité. C'est un crime de déformer l'opinion, de la pervertir jusqu'au délire. C'est un crime d'empoisonner les petits et les humbles, d'exaspérer les passions de la réaction et de l'intolérance, tout en se dissimulant derrière le masque odieux de l'injustice déguisée en justice, par laquelle ils détruisent tout sens de décence, de raison, afin d'exploiter chez les gens la peur, la colère et la haine du système dans lequel ils sont obligés de vivre, dans l'intérêt de ceux qui nous oppriment. arretsurinfo.ch 02.11

Si le capitalisme est si criminel, alors pourquoi vous obstinez-vous à vouloir le sauver contre lui-même?

J'ai relevé ce commentaire d'un internaute :

- "*Le néolibéralisme a été le moyen pour le capital, d'une part de sortir de la crise des années 70, d'autre part d'entamer la déconstruction des conquêtes des travailleurs organisés (mais ces conquêtes sont tellement efficaces, et les peuples y tiennent tellement que le travail de démolition avance mal).*

Le néolibéralisme est donc bien un capitalisme.

Par ailleurs, il y a des ressemblances frappantes entre le néolibéralisme et le libéralisme du 19e.

Décadent et grotesque. Tout est bon pour témoigner leur servilité vis-à-vis de Washington.

- Johnny Hallyday est mort - M6info

Emmanuel Macron a rendu hommage à Johnny Hallyday en affirmant qu'on a "tous en nous quelque chose" du chanteur, dans un communiqué publié par l'Elysée. (...) "Il a fait entrer une part d'Amérique dans notre Panthéon national", ajoute le texte. M6info 6 décembre 2017 M6info

- Hommages : de Victor Hugo à Johnny Hallyday - Liberation.fr

"Quand cette figure disparaît, alors il y a une émotion, dont je ne dis pas qu'elle doit être de même nature, mais qu'elle est comparable, oui. Alors voilà, devant vous, je défends la comparaison formulée par Aurore Bergé", a dit le Premier ministre.

La députée LREM avait comparé la disparition de Johnny Hallyday à celle de Victor Hugo, dont le convoi funéraire avait également descendu les Champs-Elysées, suivi par deux millions de personnes selon la presse de 1885. AFP 9 décembre 2017

En famille ils en pincent pour la variété version américanisée.

- Toute la classe politique a en elle quelque chose de Johnny Hallyday - AFP 6 décembre 2017

Françoise Nyssen, ministre de la Culture (sur twitter) : "Un artiste d'exception, une légende du rock et de la chanson"

Tu parles, il a pompé le répertoire américain, il n'avait pas de voix (selon Henry Salvador) et c'était un mauvais guitariste. Tout le monde peut chanter ses chansons effectivement, pas besoin d'avoir de la voix, c'était du hachis, deux ou trois paroles suivies d'une pause et ainsi de suite, il faut juste savoir respirer au bon moment. N'oubliez pas que j'ai suivi des cours de chant au prestigieux Opéra de Paris, autrefois et une année seulement ! La rythmique est simpliste, ce sont les musiciens et les ingénieurs du son qui ont fait son succès, et il est loin d'être le seul dans ce cas-là.

Pour la petite histoire.

Un ex-ingénieur du son de Salvador rencontré par hasard à Paris, quand je bossais comme technicien, m'a raconté qu'un jour Salvador se trouvait dans le studio d'enregistrement où se produisait Hallyday, et qu'il n'avait pas pu chanter d'une traite un morceau parce que sa voix déraillait, il s'arrêtait et reprenait parfois plusieurs fois de suite. Pour Salvador, il n'avait pas de voix, c'était une "casserole". Je lui ai demandé comment il faisait pour chanter en public en live, c'est-à-dire pas en play-back. Il m'a répondu que c'était simple techniquement. Quand il chantait simultanément une bande sur laquelle avait été enregistrée sa voix en studio le suivait et à la moindre faiblesse elle prenait le relais, il suffisait à l'ingénieur du son d'augmenter le volume de la bande, ce qui fait que le public ne s'en apercevait pas.

Ni moi ni aucun de mes potes quand j'étais jeune n'avons acheté un disque de Hallyday

Lutte de classes et institutions.

Toutes les semaines sont publiés des articles par toute sorte de médias dans lesquels leurs auteurs s'acharnent à tenter de démontrer que la gauche et la droite ont disparu, que la lutte des classes serait terminée, que la politique n'existerait plus, rien de moins, on vivrait donc désormais dans un monde merveilleux, or il est un peu plus pourri chaque jour qui passe ! Ces articles sont destinés de préférence aux intellectuels, aux classes moyennes, aux jeunes.

Qu'est-ce que cela signifie ?

- La gauche et la droite ont disparu = il ne reste plus que les extrêmes et vous détestez les extrêmes n'est-ce pas ? Alors il ne vous reste plus qu'à adopter celui qui n'incarne ni la droite ni la gauche : Macron.

- La lutte des classes serait terminée = ce sont les capitalistes qui l'ont gagnée, prenez-en votre parti, collaborez avec eux.

- La politique n'existerait plus = ce sont les oligarques, les multinationales, le marché qui gouvernent et vous n'avez aucune emprise sur eux, donc cessez de vous faire des illusions, vous ne pourrez rien y changer et abandonnez l'idée que vous pourriez changer la société.

Quand l'union de la gauche avait été l'union de la droite.

- Après 45 ans de scission, radicaux valoisiens et de gauche se réunifient samedi - AFP

- Un écrivain «au-dessus de la politique» Liberation.fr

Editorialiste au «Figaro» pendant près de quarante ans, Jean d'Ormesson se disait observateur plutôt qu'acteur. Liberation.fr

- Boris Vallaud : « La gauche est anesthésiée mais elle est fidèle à ses valeurs » - Publicsenat.fr

La preuve :

- Paradis fiscaux : Pierre Moscovici défend les listes de l'Union européenne - Liberation.fr

...ou encore

- Gros contrats avec le Qatar : le président Macron oublie les valeurs du candidat - Liberation.fr

A l'occasion de la visite du chef de l'Etat, Doha a signé des commandes pour plus de 11 milliards d'euros, dont 12 Rafale. Et ce, alors qu'il avait envisagé de rompre avec la politique d'exportations d'armement de ses prédécesseurs. Liberation.fr

- Sondage : 74% des Français pensent que le PS vit « une crise durable » - Publicsenat.fr

La Constitution de la Ve République compatible avec une ploutocratie.

Comme les journalistes qui sont subordonnés à la hiérarchie...financière !

- La subordination hiérarchique du parquet à l'exécutif jugée « conforme à la Constitution » - Publicsenat.fr

Le Conseil constitutionnel a jugé vendredi que le texte qui définit la subordination hiérarchique du parquet au garde des Sceaux est "conforme à la Constitution", après avoir été saisi par les syndicats de magistrats de la question sensible de l'indépendance du parquet... Publicsenat.fr

Garde-à-vous !

- La justice ordonne au PS d'organiser un Congrès sous quatre mois - AFP

Le tribunal de grande instance de Paris, saisi en référé par un militant, a ordonné vendredi au Parti socialiste d'organiser dans un délai de quatre mois son Congrès national... soit au plus tard à la date effectivement prévue, les 8 et 9 avril. AFP

Qui représente-t-il ? Toutes les classes, sauf la classe ouvrière.

- Au Mans, les Génération·s plurielles de Benoît Hamon - liberation.fr

Cherki pointe une faiblesse : l'homogénéité du mouvement. Ça donne : «Il n'y a pas beaucoup de couleurs dans le public, nous devons trouver le moyen d'élargir notre base, c'est important de parler et de faire venir tout le monde.»

Un peu plus tard, face à la presse, Hamon confirme le sentiment de Cherki. Son objectif : mettre au cœur du mouvement les classes populaires, mais il refuse d'en faire «un sujet» à chaque élection. liberation.fr 03.11

Ils sont dingues et le disent eux-mêmes.

- Les Républicains : «Il y a une droite complètement folle», estime Maël de Calan - LeParisien.fr

L'extrême droite débridée ou quand il y a de la "gêne" il n'y a pas de plaisir.

- Débaptiser les rues et les avenues Lénine, quelle bonne idée ! - LePoint.fr

- Valls estime qu'il y a une "gêne" dans la majorité "pour éviter de bouleverser la bien-pensance" - AFP

Vive le front unique avec le SPD s'écriaient encore hier des "trotskystes" ! Quelle horrible imposture !

- Allemagne : le SPD donne son feu vert à des discussions gouvernementales - euronews

C'est un geste qui pourrait amorcer une sortie de crise politique, en Allemagne. Celui de la dernière chance. Ce jeudi, près de 600 délégués du SPD se sont réunis en congrès à Berlin. Ils ont donné leur feu vert à l'ouverture de discussions pour former une coalition avec les conservateurs. euronews

Une stratégie politique mondiale. La preuve.

- Nouvelle force politique au Mexique en vue de la présidentielle - Reuters

Une nouvelle coalition politique de droite et de gauche s'est formellement constituée au Mexique vendredi en vue de présenter un candidat à l'élection présidentielle de l'an prochain. Reuters

Ni révisionnisme ni négationnisme.

Je n'ai pas l'intention de confronter mes idées à celles de Soral contrairement à Michel Collon.

Je partage pour l'essentiel l'argumentation de Collon, à ceci près que je considère qu'il tombe dans le piège justement tendu par Soral. Collon explique que Soral se focalise sur les banquiers et les juifs qui seraient responsable de la situation, alors que lui se focalise sur l'économie capitaliste.

Or, il se trouve que l'on trouve ces familles de banquiers tout au long du développement du capitalisme mondial depuis le XVIIe siècle jusqu'à nos jours, on peut même affirmer preuves à l'appui qu'ils en ont influencé l'orientation ou qu'ils ont été à l'origine d'une multitude d'événements déterminants qui ont marqué l'histoire de l'humanité tout au long de ces siècles, sans pour autant que le développement du capitalisme se réduise à leurs manigances, qu'on ne nous fasse pas dire ce que nous n'avons pas dit. En fait, qui mieux qu'eux incarnent la concentration du capital et du pouvoir telle qu'elle correspond au stade de l'impérialisme du capitalisme, personne ne peut nier cette réalité après qu'ils eurent porté Macron au pouvoir par exemple.

Donc au lieu de nier cette réalité au risque de se discréditer, il valait mieux montrer qu'elle coïncidait avec le dernier stade du développement du capitalisme. Que ces banquiers soient les principaux initiateurs et bénéficiaires de la stratégie néolibérale adoptée par les sommets du capitalisme et l'élite à son service, quoi de plus naturel, c'est si ce n'était pas le cas qu'il y aurait une anomalie ou quelque chose d'anormal. C'est effectivement les contradictions du capitalisme qui conduisent à cette situation, mieux qui imposent à l'oligarchie cette orientation pour conserver son hégémonie de classe, ce que ne peut concevoir ou admettre un personnage comme Soral, puisque ce qui l'intéresse c'est accroître son propre pouvoir et rien d'autre.

Or, ce parasite est totalement étranger au processus qui conduit à la concentration de la richesse et du pouvoir entre les mains d'une poignée d'oligarques, il ne peut pas décrire le processus économique qui en est à l'origine, puisqu'il en est exclu ou il n'y joue aucun rôle, c'est la raison pour laquelle il se focalise sur leur origine juive en leur déniant de jouer un rôle historique de premier plan qu'il entend jouer à leur place en étant sous l'emprise d'une mégalomanie maladive.

Et puis tous ces banquiers ne sont pas juifs, Rothschild est protestant, et parmi les tenants les plus hystériques du sionisme et les idéologues du néolibéralisme une grande partie d'entre eux ne sont pas juifs. De la même manière qu'ils ont scellé des alliances avec la monarchie des Pays-Bas depuis le XVIIe siècle, un petit Etat que l'on retrouve impliqué tout au long des trois siècles suivants dans toutes les affaires internationales où sont présents les Rockefeller ou les Rothschild, du club Bilderberg au pétrole du Moyen-Orient en passant par les guerres coloniales et les deux guerres mondiales du XXe siècle.

C'est le capitalisme qui a fait ces banquiers ou qui a offert à ces banquiers la possibilité d'y jouer un rôle de premier plan en assurant sa survie et la leur au passage et non l'inverse, c'est ce qu'on retiendra. Que de nos jours ils s'identifient au capitalisme, ce n'est pas une raison pour réduire le capitalisme à ces banquiers, qui ne sont que les domestiques d'un système économique qui rémunère ses serviteurs en fonction de la richesse dont ils disposent, qui d'autres voudriez-vous qu'il enrichisse franchement, les exploités, les pauvres, un banquier ne prête pas aux pauvres pour s'enrichir mais uniquement pour mieux les asservir ou les exploiter.

Un Soral ne peut pas s'aventurer sur le plan économique parce qu'il est plombé, car ce n'est pas le banquier qu'il soit juif ou non qu'il s'agit de faire sauter, mais le système économique capitaliste. Pour nous l'origine du banquier elle est dans le système économique, donc c'est lui que nous combattons.

Misère intellectuelle.

Lu dans l'article intitulé *Couvrir les Saoudiens sur les atrocités commises au Yémen* et publié par Consortium News, la "gauche" américaine et reproduit par le blog Les-crises.fr : "*Maintenant, après 30 mois de cette guerre sans but*"... Vraiment ?

Plus fort encore, si l'on veut :

- Terrorisme l'impossible définition, par François-Bernard Huyghe - Les-crises.fr 11.11

Ouf, les Etats impérialistes occidentaux et leurs services de renseignement sont épargnés ! Qui mieux que l'Otan a fait de l'usage du terrorisme une méthode de guerre ?

La guerre et le terrorisme sont la continuité de la politique de la classe dominante tournée contre les peuples par d'autres moyens. C'est simple à comprendre et largement documenté depuis plus d'un demi-siècle.

Tout savoir sur Google. Suivi de Facebook la menace.

- La création de Google, suivi de Google et la NSA par Nafeez Ahmed le 22/01/2015

(Source : medium.com/insurge-intelligence, publié par Les-Crises.fr le 9/12/2017)

Présentation 1.

- « Insurge intelligence », un nouveau projet de journalisme d'investigation financé par le public, vous livre le récit de la façon dont la communauté US du renseignement a participé au financement, nourri et mis en incubation Google comme élément d'un effort visant à dominer le monde par le contrôle de l'information. Financé indirectement par la NSA et la CIA, Google n'a été que la première d'une pléthore de start-ups du secteur privé cooptée par le renseignement US pour conserver la « supériorité du renseignement ».

Les origines de cette ingénieuse stratégie remontent à un groupe sponsorisé par le Pentagone, qui au cours des deux dernières décennies a fonctionné comme un pont entre le gouvernement US et les élites des secteurs des affaires et de la finance, corporatistes et médiatiques. Le groupe a permis à certains des intérêts particuliers des USA corporatistes de passer systématiquement outre la responsabilité démocratique et la règle du droit pour influencer les politiques gouvernementales, ainsi que l'opinion publique aux USA comme autour du monde. Les résultats ont été catastrophiques: surveillance de masse par la NSA, un état de guerre globale permanent, et une initiative novatrice pour transformer le corps militaire US en « Skynet ».

Présentation 2.

- La surveillance de masse passe par le contrôle. Ses promulgateurs soutiennent, et croient même, que ce contrôle est pour le bien commun, un contrôle qui est nécessaire pour limiter le désordre, afin d'être pleinement attentif à la prochaine menace. Mais dans le contexte d'une corruption politique effrénée, d'inégalités économiques qui se creusent et de la tension croissante autour des ressources due au changement climatique et à l'instabilité de l'offre énergétique, la surveillance de masse peut devenir un outil du pouvoir pour se perpétuer lui-même, au détriment des citoyens.

Une fonction majeure de la surveillance de masse qui est souvent oubliée est celle de connaître l'ennemi au point de pouvoir le manipuler jusqu'à la défaite. Le problème est que les ennemis ne sont pas que des terroristes. C'est vous et moi. De nos jours, bien que systématiquement ignoré par la plupart des médias, le rôle de l'information de guerre en tant que propagande bat son plein.

Insurge intelligence révèle ici comment la cooptation de géants de la technologie comme Google par le Highlands Forum du Pentagone, afin d'exercer une surveillance de masse, a joué un rôle clé dans des efforts secrets pour manipuler les médias dans le cadre d'une guerre d'information contre le gouvernement américain, le peuple américain et le reste du monde : pour justifier une guerre sans fin, et un expansionnisme militaire incessant.

- Télécharger les deux articles au format pdf (66 pages)

L'auto-formatage des esprit doit commencer dès l'enfance pour faire demain des esclaves dociles.

- Les enfants, cible de choix pour les géants technologiques - AFP

Messageries dédiées, ordinateurs dans les écoles: des géants technologiques comme Facebook ou Google tentent de fidéliser, dès leur plus jeune âge, les enfants à leurs produits, au grand dam des associations de protection de l'enfance. AFP 10 decembre 2017

- Facebook lance un service pour les jeunes enfants : voilà pourquoi cela peut rassurer les parents... et pourquoi cela devrait aussi profondément les inquiéter. Atlantico.fr

Facebook lance une nouvelle plateforme dédiée aux enfants et sobrement nommée "Facebook Kids". L'entreprise offre là des gages de sécurité aux parents mais derrière les bons sentiments se cachent une réalité beaucoup plus carthésienne. Atlantico.fr

En complément.

«Les élèves évalués ont essuyé les pires programmes que j'ai vus dans ma carrière.» - Liberation.fr

En matière d'éducation, les enquêtes internationales ont toutes un point commun : déprimantes à souhait pour les Français. Mardi, la dernière étude Pirls, portant sur la compréhension de l'écrit des élèves de CM1, enfonce un peu plus le clou. La France se situe à l'antépénultième place des 24 pays de l'UE qui ont participé à l'enquête… Liberation.fr

- Facebook a versé des millions aux médias français: la stratégie «VIP-VRP» et ses effets par Nicolas Becquet — arretsurinfo.ch 02 décembre 2017

On sait depuis 2016 que Facebook rémunère tant des personnalités que des médias pour produire des contenus sur son réseau social. Cette stratégie est désormais aussi à l'œuvre auprès des médias français (TF1, Le Figaro, Le Parisien, Le Monde, etc.) pour la production de vidéos, révèle l'enquête de Nicolas Becquet. Ces partenariats peuvent représenter jusqu'à 200'000 euros mensuels par titre. Une pratique qui pose la question de la dépendance des rédactions et ouvre la voie à un système à deux vitesses pénalisant les petits médias. Facebook assume, mais minimise l'importance de ce type de partenariat.

Facebook a gagné. Les médias français sont bel et bien devenus dépendants. Triplement dépendants, en fait : élargissement gratuit de l'audience, utilisation des outils de production et de diffusion et acquisition de revenus complémentaires. L'écosystème de publication du réseau social est devenu un outil vital (traduire viral - LVOG) pour le secteur médiatique.

De l'innocente et ludique chasse aux likes des débuts, à la production sur-mesure et rémunérée de formats vidéo aujourd'hui, le dealer d'audience a bien fait son travail. Dose après dose, les éditeurs ont scellé un pacte tacite avec la plateforme, un pacte aux allures de mariage de raison. Il faut dire que le trousseau de la mariée est bien garni avec ses deux milliards d'utilisateurs. Le marié désœuvré ne pouvait espérer mieux.

Asphyxiés financièrement et désertés par leur lectorat historique, les médias traditionnels ont en effet trouvé dans l'audience apportée par Facebook un ballon d'oxygène inespéré. À force de shoots aux statistiques flatteuses, les éditeurs se sont convaincus de leur succès naturel auprès d'une audience manifestement ultra réceptive à leurs contenus : l'eldorado providentiel des internautes.

Mais la descente est déjà en vue. Facebook a visiblement l'intention de faire éclater cette bulle enchantée en faisant passer à la caisse ses consommateurs les plus accros aux likes et au trafic généré sur leur site via le réseau social. Dans les rédactions, on travaille quotidiennement à la production de contenus conçus pour la plateforme de Mark Zuckerberg.

Quelles sont les implications d'une telle servitude volontaire pour le fonctionnement quotidien des rédactions, grandes ou petites ? Quelles sont les conséquences sur le travail des équipes chargées « d'alimenter » Facebook, notamment en vidéos et en lives ? Et surtout, comment le réseau social est-il parvenu à convaincre autant de médias économiquement à bout de souffle de travailler pour sa plateforme ? Zoom sur une redoutable stratégie qui met à l'épreuve l'agilité des rédactions. (...)

À partir de juin 2016, plusieurs grands médias américains ont été rémunérés pour inonder les newsfeeds de contenus originaux et servir de laboratoire technique et publicitaire à Facebook.

En effet, pour donner envie aux médias, Mark Zuckerberg a mis en place un véritable réseau de représentants VRP capables de faire la démonstration de l'incroyable efficacité des nouveaux formats mis sur le marché.

Le New York Times, CNN, le Huffington Post, Buzzfeed, Vox, Mashable ou encore Condé Nast… le fondateur de Facebook a rassemblé des représentants VIP dans sa « dream team ».

Modèles de réussite sur le marché digital, ces médias portent une solide réputation. Ils sont capables de produire à grande échelle et leurs contenus sont lus dans le monde entier.

Pour les convaincre, Facebook a dû se montrer très persuasif. Selon un document révélé par le Wall Street Journal en juin 2016, Mark Zuckerberg a ainsi fait un chèque de 50 millions de dollarsrépartis en 140 contrats de partenariats avec des médias et des célébrités, dont 17 de plus d'un million de dollars (près de 3 millions pour le New York Times et Buzzfeed, 2,5 millions pour CNN). Une goutte d'eau comparée aux 10 milliards de dollars de recettes trimestrielles de Facebook, soit 47% de plus qu'au même trimestre de l'année précédente.

Le deal est simple : en échange d'une certaine somme, le partenaire doit produire massivement des contenus à haute valeur

ajoutée sur la plateforme : vidéos, Facebook Live, reportages à 360°, Instant Articles… Les grands médias américains ont donc été rémunérés pour inonder les newsfeeds de contenus originaux et ainsi convaincre l'ensemble des éditeurs d'en faire autant.

Des millions d'euros versés aux principaux médias français

Cette stratégie s'est avérée très efficace puisque la renommée des médias enrôlés, combinée à un puissant soutien des algorithmes, a contribué à imposer de nouveaux formats en moins d'un an et à l'échelle mondiale. Alléchés par la masse de clics, les éditeurs du monde entier se sont lancés dans l'aventure… couronnant de ce fait la stratégie de Facebook.

Un système spécifique aux États-Unis ? Pas du tout. En Europe, les grands médias français participent par exemple à cette manœuvre de séduction à grande échelle.

TF1, Le Figaro, Le Parisien ou les titres du groupe Le Monde font également partie des éditeurs qui touchent de l'argent pour produire des contenus vidéo pour Facebook. Et les sommes donnent le tournis, entre 100'000 et 200'000 euros par mois sur des périodes renouvelables de six mois, d'après les diverses sources interrogées.

Sachant que la plupart des médias cités (liste non exhaustive) ont déjà reconduit une fois leur partenariat, on parle ici de millions d'euros distribués aux médias hexagonaux par Facebook.

Il va sans dire que dans les rédactions contactées, on est peu disert sur les détails de ces accords confidentiels. Mais si les conditions varient d'un média à l'autre, le principe reste le même : en échange de l'argent versé, chaque média s'engage à produire un volume précis de vidéos et/ou de lives sur une période donnée, d'après les informations que nous avons pu récolter. (...)

Après des débuts laborieux, une communication maladroite et des cahiers des charges trop contraignants, Facebook a massivement investi dans ses relations avec les médias à partir de 2010. Désormais, la Media Partnership Team multiplie les initiatives comme le Facebook Journalism Project ou le Listening Tour, débuté en juin 2017, dans les rédactions.

Alors que la sphère médiatique s'alarme régulièrement de la dépendance aux « actionnaires milliardaires » ou de la proximité avec le pouvoir politique, la dépendance à Facebook ne semble pas émouvoir outre mesure. Au contraire, les partenariats sont vécus comme de belles opportunités pour expérimenter et se rapprocher de l'audience. (...)

Mais en coulisses, dans les médias partenaires, les dents grincent, notamment du côté des régies publicitaires et des services commerciaux impliqués dans une lutte acharnée et vaine contre leur principal concurrent, l'ogre Facebook. « Devant les 'valises de billets' apportés par Facebook, les régies n'ont pas leur mot à dire, explique un journaliste en off. Et lorsque Facebook teste ses nouveaux formats publicitaires mid-roll sur nos propres productions, l'exaspération est à son comble ».

L'efficacité de la plateforme désespère les éditeurs englués dans des stratégies (trop) complexes de rétention de l'audience, comme l'explique ce cadre en charge du numérique: « Quand un internaute, avant de pouvoir finalement regarder une vidéo sur un site, doit cliquer sur un lien, attendre de longues secondes le chargement de la page puis fermer une ou deux fenêtres de pub pour finalement devoir patienter devant une publicité de trente secondes, le constat est sans appel, on ne peut pas rivaliser. On ne joue pas dans la même division que Facebook et son autoplay instantanée ». arretsurinfo.ch

L'OTAN serait désarmée sans les médias aux ordres.

- Daniele Ganser : La plupart des guerres menées par des membres de l'OTAN commencent par des mensonges - Arrêt sur info

Extraits.

Question : Dans votre livre, vous parlez des États-Unis comme d'un « Empire »… Pourquoi ce terme ?

Daniele GANSER : Je suis un historien. Pour moi, le terme d'Empire est celui usité pour décrire le pays le plus puissant à un moment donné. Il y eut ainsi l'Empire romain au début de notre ère ; ce n'est pas je crois « anti-italien » de parler de l'Empire romain ! Au XIXe siècle, l'Empire britannique connut son apogée. Il n'est pas « anti-britannique » d'évoquer cet Empire… Depuis 1945, donc depuis plus de 70 ans, les États-Unis sont le pays le plus puissant. Il n'est pas « anti-américain » de dire cela. C'est un fait. Il existe environ 200 pays dans le monde aujourd'hui. Mais si nous examinons les 5 Membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU – sans doute les 5 pays les plus puissants ou influents – une vérité saute aux yeux : les dépenses militaires US s'élèvent à 600 milliards de dollars par an, infiniment plus que n'importe quel autre pays. La Chine dépense environ 200 milliards annuellement, la Russie 70, la France et le Royaume-Uni à peu près 50 milliards chacun. En outre, les États-Unis disposent de 10 porte-avions, la France d'un seul (le Charles de Gaulle) comme la Russie et le Royaume-Uni, et la Chine en a 2 depuis peu (le second n'étant pas encore en service). Les USA entretiennent des bases militaires dans plus de 40 pays (dont par exemple Guantanamo à Cuba, et Ramstein en Allemagne). La France compte des bases militaires dans 11 pays différents

(parmi lesquels l'Allemagne, et des pays africains comme le Mali, le Niger, le Tchad, Djibouti, …) Par ailleurs, le dollar américain est la monnaie de référence au niveau mondial. La devise la plus importante dans l'économie mondiale n'est ni l'Euro, ni le Rouble, le Renminbi ou le Franc suisse ! Enfin, depuis 1945, les États-Unis ont bombardé plus de pays que n'importe quel autre État dans le monde. La liste des pays bombardés inclut l'Afghanistan, la Libye, la Syrie, l'Irak, le Soudan, la Serbie, la Corée, le Vietnam, le Laos, le Cambodge, le Nicaragua, le Pakistan, la Somalie, le Yémen, Cuba… et cette liste n'est pas exhaustive. Pour ces raisons, et d'autres encore, les États-Unis sont clairement un Empire ; il n'y a aucun doute à ce sujet. Je ne regarde pas la télévision française, et ne lis pas la presse française, je ne sais donc pas si ce terme est d'usage fréquent en France… Mais les experts en géopolitique français ne peuvent ignorer que les États-Unis sont la seule et unique superpuissance. Ici, en Suisse alémanique où je vis, ce terme d'Empire US n'est pas beaucoup utilisé, parce que les gens ont peur que cela crée des problèmes avec l'Empire, ou nuisent aux relations commerciales.

Question : D'autant que vous allez plus loin : vous affirmez aussi que les États-Unis sont une oligarchie…

Daniele GANSER : Oui, bien sûr. L'ancien Président Jimmy Carter a dit en 2015 que les États-Unis ne sont plus une démocratie mais une oligarchie, c'est-à-dire un pays dirigé par une petite classe supérieure riche qui constitue au plus 1% de la population totale. Carter expliquait qu'un candidat à l'élection présidentielle US avait besoin d'au moins 300 millions de dollars pour concourir. Il y a plus de 320 millions d'habitants aux USA, mais combien d'après vous peuvent disposer d'une telle somme ? Si vous n'appartenez pas à l'oligarchie, vous n'avez aucune chance d'être un jour élu Président des États-Unis. Le Président est toujours choisi parmi les riches. Les 100 sénateurs aussi appartiennent à l'oligarchie : ils ne siègent pas au Sénat qui n'est pas un cénacle de « vieux sages », mais une assemblée de riches ! En moyenne la fortune d'un sénateur est de 3 millions de dollars. Ceux qui occupent des fonctions exécutives sont encore plus riches : certains des membres de l'Administration Trump ne sont pas des millionnaires, mais des milliardaires. Leurs intérêts est de défendre leur fortune et de devenir encore plus riches. Ce qui est classique dans un système oligarchique. C'est donc l'oligarchie US qui dirige l'Empire US. (...)

Question : Vous citez des exemples concrets de mensonges de guerre, et vous vous intéressez aussi à cette propagande pluriquotidienne et multicanaux dont nous sommes bombardés. Vous commentez notamment l'usage qui est fait d'expressions orwelliennes comme « opérations », « frappes chirurgicales », « guerres humanitaires »…

Daniele GANSER : Oui, toutes ces guerres illégales sont vendues à l'opinion publique des pays qui les mènent, en l'occurrence la population des pays membres de l'OTAN, sous la forme appétissante de nobles missions humanitaires. Mais cela n'a aucun sens : il ne peut y avoir de guerres humanitaires, c'est impossible car les deux termes sont absolument contradictoires. Les guerres sont toujours brutales, horribles et meurtrières. Dans certains cas, comme en 2011 en Libye ou en 1999 en Serbie, des commandos des Forces spéciales ont même attisé les tensions en armant des groupes militants dans le pays cible. Le plus souvent, une guerre secrète précède la phase médiatisée de la guerre. Mais les gens assis devant leur téléviseur ne voient rien de cette phase préalable, la guerre secrète et se laissent duper et manipuler. J'ai écrit ce nouveau livre pour expliquer ces choses d'une manière simple mais pas simpliste, agréable, de sorte à ce que même des adolescents puissent le lire et comprendre ce que sont les guerres illégales.

Question : En tant qu'historien, comment expliquez-vous que la propagande de guerre fonctionne toujours aussi bien, à la fois avant le conflit pour le préparer, et pendant, pour que la population des États « démocratiques » soutienne des actions non seulement illégitimes mais surtout illégales ?

Daniele GANSER : La base de la propagande de guerre est toujours d'utiliser l'arme de la peur. Les gens sont vulnérables à la peur. C'est pourquoi on a recours à ce sentiment. Qui va de pair avec la haine. En associant les deux, il est facile de mobiliser des populations entières en faveur de la guerre. En divulguant des histoires sur le fait que Saddam Hussein possède des armes de destruction massive, vous créez de la peur chez les gens, indépendamment du fait que cela soit vrai ou pas. Quand a été pointée du doigt la responsabilité de Saddam dans les attentats du 11-Septembre – un moment de peur intense – c'est le levier de la haine qui était activé. Plus tard, avec le recul, les historiens arrivent et expliquent que M. Hussein n'avait rien à voir avec le 11-Septembre et qu'il ne disposait pas d'ADM, mais évidemment, il est déjà trop tard ! La guerre illégale a commencé et énormément de gens sont morts. Il s'agit d'une véritable politique qui allie la peur à la haine et aux mensonges ; et elle fonctionne très bien. Dans un chapitre de mon livre, je traite de la guerre du Vietnam qui a commencé (pour les USA) en 1964. L'Empire US affirma alors que les Nord-Vietnamiens avaient attaqué un bateau américain dans le Golfe du Tonkin., ce qui contribua à créer un sentiment de peur et de haine dans le pays. Bien des années plus tard, les historiens découvrirent que l'attaque n'avait jamais eu lieu, c'était un autre mensonge. La plupart des guerres illégales commencent par des mensonges. Je consacre également un chapitre à Cuba. En 1961, les États-Unis affirmèrent devant le Conseil de Sécurité de l'ONU que des pilotes cubains avaient bombardé leur propre pays avant de se réfugier aux USA, parce qu'ils haïssaient le régime de Fidel Castro. Cette histoire aussi était fausse. Arrêt sur info

Une campagne mondiale de purification des moeurs orchestrée par les maîtres de la pornographie désormais à la portée de tous.

A propos de Harvey Weinstein, Pamela Anderson explique être au courant de sa réputation. "C'était une chose que tout le monde savait, précise-t-elle à propos du producteur américain. Certains producteurs et certaines personnes à Hollywood sont des gens à éviter en privé. Vous savez ce qui va vous arriver si vous allez dans une chambre d'hôtel, seule."

"Les femmes doivent être conscientes de certains problèmes, comment les repérer et les combattre, a-t-elle ajouté. C'est totalement hypocrite d'ignorer ces situations." Closer 3 décembre 2017

- Dustin Hoffman visé par de nouvelles accusations d'agressions sexuelles - HuffPost

- Inconduite sexuelle: Deux parlementaires US poussés à la démission - Reuters

- Agression sexuelle Le chef James Levine accusé à son tour - Liberation.fr

James Levine, mythique chef d'orchestre et directeur musical honoraire du Metropolitan Opera de New York.

Il est accusé d'avoir abusé sexuellement un adolescent dans les années 80. La victime présumée, restée anonyme, a déclaré à la police de l'Etat de l'Illinois (Nord-Est) que les faits auraient débuté en 1985 quand il avait 15 ans, et se sont poursuivis jusqu'en 1993.

- Schiappa saisit le CSA après une blague «indigne» de Tex sur les femmes battues - Liberation.fr

L'animateur a fini par présenter ses excuses sur les réseaux sociaux après des propos tenus jeudi soir dans une émission diffusée sur C8.

- Harcèlement de rue Une plaie de grande ampleur - Liberation.fr

- Harcèlement de rue: «L'espace est conçu et pensé par et pour les hommes» - Liberation.fr

- L'origine du monde revue et corrigée - Liberation.fr

La chirurgie esthétique appliquée au sexe féminin est de plus en plus courante, sous influence du fantasme de rajeunissement et du porno. Rarement réparatrice, elle est souvent liée à une inhibition dans la vie privée.

Sexe and Money. Hallyday + Macron = Raj, bravo, 65 ans d'écart ! Mais la morale est sauve, ouf !

- Indian actress marries 83 year old. After he wins over $800,000! - newsforever.net

An 18-year-old, who married an 83-year-old Jackpot winner on his deathbed, will be the 100% beneficiary of his estate. He happened upon an amazing fortune, and it's all going to his "love" he met 3 months ago. http://newsforever.net - 8 December 2017

Une jeune actrice indienne de 18 ans a épousé un vieillard de 83 ans qui venait de décrocher le jackpot, 800,000 $, sur son lit de mort précise l'article.

Mimétisme. Le suzerain et son vassal.

- L'Iran ne doit pas menacer les intérêts américains en Irak, prévient la CIA - Reuters

Le directeur de l'Agence centrale de renseignement américaine (CIA) Mike Pompeo, a annoncé samedi avoir envoyé une lettre à plusieurs dirigeants iraniens, dont le commandant Qassem Soleimani, pour faire part de son inquiétude concernant l'attitude... Reuters

- Irak: colère chiite après l'appel de Macron à démanteler une force paramilitaire - AFP

Un appel du président français Emmanuel Macron au démantèlement des forces paramilitaires irakiennes du Hachd al-Chaabi a provoqué la colère de personnalités chiites, qui ont dénoncé une "interférence" française dans les affaires de leur pays. AFP

Libération porte-parole du clan Obama-Clinton-Soros.

- Fiscalité : Trump trace sa loi du plus fort - liberation.fr

Approuvée dans la hâte par le Sénat, la réforme voulue par le président américain est censée venir en aide aux travailleurs et aux «oubliés». En réalité, ce texte, qui doit repasser au Congrès, regorge de mesures aux lourdes conséquences sociales

et environnementales. La preuve par cinq.

LVOG - En fait de "preuve", il s'agit d'un article de pure propagande de Libération tourné contre Trump qui a annoncé qu'il allait poursuivre la politique économique de ses prédécesseurs en faveur de l'oligarchie, ce qui sous-entend que Clinton aurait rompu avec cette politique, ce qui est évidemment faux et tout à fait naturel, quand on se souvient que Libération avait soutenu Clinton et Obama, le "modèle" de Macron pour lequel Libération avait appelé à voter, il apparaît clairement que cet article parmi bien d'autres présentant la même orientation était destinée à obtenir le soutien des lecteurs à la campagne frénétique orchestrée par le clan de l'oligarchie pour évincer Trump du pouvoir au profit du candidat du parti démocrate.

Pour cautionner son argumentation fallacieuse, Libération a fait appel aux "experts" ou "économistes" de l'université américaine qui est le fer de lance de la propagande néoconservatrice depuis les années 70, ainsi qu'au New York Times qui en est le relais depuis la même époque.

- peu d'experts partagent son optimisme : sur 38 économistes réputés interrogés par l'université de Chicago, un seul estime que le plan fiscal des républicains entraînera une croissance économique substantielle. - le New York Times s'est fendu jeudi d'un éditorial cinglant : «Le Sénat se dépêche de voter sa loi fiscale parce qu'elle pue.» liberation.fr 3 décembre 2017

Dans l'article suivant, c'est Amnesty International qui remplit le rôle de ces économistes ou du New York Times. C'est le même clan qui est à l'origine de la guerre contre la Libye et qui par la suite a orchestré le déferlement de migrants vers l'Europe pour mieux déstabiliser ses peuples et briser leur résistance à la stratégie néolibérale.

Ils sont tous tellement bien intentionnés vis-à-vis des exploités et des opprimés de leur propre pays.

- Les Etats-Unis se retirent d'un Pacte mondial pour aider migrants et réfugiés - AFP

Les Etats-Unis ont ajouté un nouveau secteur, celui des migrants et réfugiés, à une longue liste de projets ou d'accords internationaux dont Donald Trump a décidé de retirer son pays au grand dam des partisans du multilatéralisme.

En septembre 2016, les 193 membres de l'Assemblée générale de l'ONU avaient adopté à l'unanimité un texte appelé Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants qui vise à améliorer à l'avenir leur gestion internationale (accueil, aide aux retours...).

Sur la base de cette Déclaration, le Haut commissaire aux Réfugiés a été mandaté pour proposer un Pacte mondial sur les migrants et réfugiés dans son rapport annuel à l'Assemblée générale en 2018. Ce Pacte doit reposer sur deux axes: définition d'un cadre des réponses à apporter à la problématique et programme d'actions.

Depuis son entrée en fonctions en janvier, le républicain Donald Trump a souvent entrepris de défaire les engagements de son prédécesseur démocrate Barack Obama.

Pour Amnesty International, le retrait américain équivaut à "une abdication dévastatrice de responsabilité dans les plus grandes crises de réfugiés au monde".

Le retrait américain du projet de Pacte mondial sur les migrations intervient alors que le Conseil de sécurité de l'ONU a multiplié en novembre les réunions sur la question migratoire. Après la crise des migrants et réfugiés cherchant à gagner l'Europe, le sujet a repris de l'acuité avec l'exode massive depuis août de Rohingyas de Birmanie vers le Bangladesh et des informations sur l'existence de marchés d'esclaves en Libye. AFP 4 décembre 2017

L'Empire ose tout.

- Les Cambodgiens furieux que les USA osent réclamer le remboursement de centaines de millions de dettes de guerre — Arrêt sur Info 03 décembre 2017

Un demi-siècle après que les bombardiers B-52 des États-Unis aient largué plus de 500 000 tonnes d'explosifs sur la campagne cambodgienne, Washington exige que le pays rembourse une dette de guerre de 500 millions de dollars américains.

La demande a suscité des manifestations d'indignation et de colère dans la capitale cambodgienne, Phnom Penh.

En 1973 seulement, pendant plus de 200 nuits, 257456 tonnes d'explosifs ont été largués sur le pays lors de bombardements massifs secrets, soit l'équivalent de la moitié de ce qui a été largué sur le Japon pendant la Seconde Guerre mondiale.

Les pilotes volaient tellement haut qu'ils étaient incapables de faire la différence entre un village cambodgien et leurs cibles, les lignes d'approvisionnement nord-vietnamiennes de la piste Ho Chi Minh.

Les bombes étaient d'un tonnage si massif qu'elles faisaient sauter les tympans de n'importe qui dans un rayon d'un kilomètre.

Le correspondant de guerre James Pringle se trouvait à deux kilomètres d'une frappe de B-52 près de la frontière cambodgienne.

« Il semblait que le monde allait prendre fin », se souvient-il.

Selon un chercheur, jusqu'à 500.000 Cambodgiens ont été tués par ces bombardements, dont beaucoup d'enfants.

Les bombardements américains ont poussé des centaines de milliers de Cambodgiens ordinaires dans les bras des Khmers rouges, un mouvement de guérilla maoïste qui a pris le pouvoir en 1975 et a causé, au cours des quatre années suivantes, la mort de plus de deux millions de personnes par des exécutions de masse et la famine.

La dette vient d'un prêt de 274 millions de dollars accordé au gouvernement putschiste d'alors, dirigé par le général Lon Nol et inféodé aux Etats-Unis mais a presque doublé au cours des années alors que les gouvernements suivants du Cambodge refusaient de rembourser.

William Heidt, ambassadeur des Etats-Unis à Phnom Penh, a déclaré que le refus du Cambodge de rembourser sa dette mettait ce pays au même niveau que le Soudan, la Somalie et le Zimbabwe.

« Je dis qu'il est dans l'intérêt du Cambodge de ne pas se tourner vers le passé, mais d'examiner comment résoudre cela parce que c'est important pour l'avenir du Cambodge », a-t-il ajouté, ajoutant que les Etats-Unis n'ont jamais sérieusement envisagé d'annuler la dette.

Le premier ministre du Cambodge, Hun Sen, a déclaré: « Les États-Unis ont créé des problèmes dans mon pays et m'ont ensuite demandé de l'argent. Après notre refus, ils ont ordonné au FMI (Fonds monétaire international) de ne plus nous prêter d'argent. Nous devrions élever la voix pour dénoncer ce pays qui en envahit d'autres et qui massacre des enfants. »

M. Pringle, un ancien correspondant de Reuters à Saigon, a expliqué qu'il n'avait jamais été un partisan de Hun Sen mais que ce qu'il avait dit sur ce sujet était « absolument correct ».

« Le Cambodge ne doit rien aux Etats-Unis qui ont aidés à détruire son peuple, ses animaux sauvages, ses champs de riz et sa couverture forestière », a-t-il écrit dans le quotidien Cambodia Daily.

L'Américaine Elizabeth Becker, l'une des rares correspondantes qui ont été témoins du génocide des Khmers rouges, a également écrit que les États-Unis « doivent au Cambodge plus de dettes de guerre que ce qui pourrait être remboursé en espèces ».

Hun Sen a souligné que les cratères parsèment encore la campagne cambodgienne et les villageois doivent encore déterrer des bombes, ce qui entraine des évacuations de masse jusqu'à ce qu'elles soient désamorcées.

« Il reste beaucoup d'explosifs et de bombes, c'est pourquoi des enfants cambodgiens sont si souvent tués parce qu'ils ne savent pas qu'il s'agit de munitions non explosées », a-t-il déclaré. « Et qui est responsable? Ce sont les bombes et les explosifs de l'Amérique », a-t-il conclu.

Article publié le 11 mars 2017 sous le titre Fury in Cambodia as US asks to be paid back hundreds of millions in war debts.

Ils osent tout.

- Avec la visite d'Obama à Paris, un vent d'espoir et de répit vient de traverser l'Atlantique - Le Huffington Post

- Présidence LR : quel espace pour la droite humaniste et le centre ? - Publicsenat.fr

- Macron lauréat du prix Charlemagne pour sa vision européenne - Reuters

- Bayrou "persuadé" que Macron "fera" un projet social - AFP

- Les coups de fils de Macron à Schulz pour résoudre la crise allemande - L'Express.fr

- Feu vert de la direction du SPD à des négociations sur une coalition - Reuters

- Federica Mogherini : "L'UE lutte déjà contre l'esclavage en Libye" - euronews

- Jérusalem doit être la capitale d'Israël et d'un Etat palestinien, selon l'UE - Reuters

- « La France insoumise est en perdition sur le plan moral » juge Maël de Calan - Publicsenat.fr

- Le M5S gomme son image anti-européenne, réclame une réforme de l'UE - Reuters

- Trois pays d'Europe de l'Est renvoyés devant la justice - euronews

La Commission européenne a décidé de renvoyer la Hongrie, la République tchèque et la Pologne devant la Cour de Justice... euronews

- Les Nations-Unies s'attaquent au fléau du plastique dans les océans mais que vaut leur "plan tolérance zéro" ? - Atlantico.fr

- Le pape François dit avoir "pleuré" en rencontrant les Rohingyas - AFP

Pas ailleurs.

- En Russie, l'homophobie nourrit l'épidémie de VIH - Slate.fr

- Le Nobel de la paix remis aux antinucléaires sur fond de crise nord-coréenne - AFP

Dossier sur Israël.

Provocation ou marchandage ou les deux à la fois ?

Ce sont les médias qui sont responsables des manifestations qui ont lieu depuis plusieurs jours contre Israël à travers le monde, après que les dirigeants politiques de la plupart des pays à la suite des occidentaux eurent annoncé que les Américains avaient l'intention de reconnaître Jérusalem comme la capitale d'Israël et d'y installer leur ambassade, alors qu'en réalité aussi bien que Trump que Tillerson ou d'autres membres de l'administration américaine eurent affirmé que cela prendrait des années, ce qui signifie que rien n'est fait, rien n'est arrêté a tenu à préciser Tillerson.

Bref, cela sent encore le coup tordu, pendant que se trame autre chose, dans le dos de qui, des Palestiniens ou d'Israël ?

Theodor Herzl and the anti-semitic side of Zionism (Theodor Herzl et l'aspect antisémite du sionisme)

https://www.youtube.com/watch?v=4vlJscu9LRM

Cette vidéo est en anglais mais sous-titré.

Le Parisien exprime un regret

- Israël : Trump reporte sa décision sur l'ambassade américaine - LeParisien.fr

Le monde devra encore attendre. LeParisien.fr

Hélas, cela pourrait durer "entre trois et quatre ans"!

- Trump va reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël - Reuters

Donald Trump reconnaîtra ce mercredi Jérusalem comme capitale d'Israël et lancera le processus de déménagement de l'ambassade des Etats-Unis dans le pays de Tel-Aviv vers la ville, le président américain passant ainsi outre les mises en garde du monde entier et bouleversant la ligne observée depuis des décennies par ses prédécesseurs.

Dans un discours qu'il devrait prononcer vers 18h00 GMT, l'actuel occupant de la Maison blanche annoncera avoir ordonné au département d'Etat de commencer à mettre en oeuvre le transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem, ont dit de hauts responsables de l'administration Trump.

Donald Trump n'a pas fixé de calendrier pour ce processus, qui pourrait durer entre trois et quatre ans.

Pour l'heure, le président américain devrait signer un texte, valable six mois, maintenant provisoirement à Tel Aviv de l'ambassade américaine. Reuters 6 décembre 2017

- L'ambassade américaine à Jérusalem, "probablement" pas avant au moins deux ans - Le Huffington Post

Les Etats-Unis ne déménageront "probablement" pas leur ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem avant au moins deux ans, a déclaré ce vendredi 8 décembre le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson. Le Huffington Post 8 décembre 2017

- La décision US sur Jérusalem ne préjuge pas du statut final, dit Tillerson - Reuters

La décision de Donald Trump de reconnaître Jérusalem comme la capitale d'Israël ne préjuge pas de l'issue des négociations directes sur le statut de la ville sainte, qui restent du ressort des parties prenantes, a déclaré vendredi le chef de la diplomatie américaine. Reuters 8 décembre 2017

- Macron reçoit Netanyahu en plein regain de tensions au Proche-Orient - Reuters

- Vote de l'ONU (151-6) contre Israël, «puissance occupante» sans aucun droit sur Jérusalem par Ariyana Love — arretsurinfo.ch 08 décembre 2017

L'Assemblée générale des Nations Unies à New York a adopté jeudi (30 nov) six résolutions affirmant les droits des Palestiniens et condamnant les violations israéliennes du droit international, rapport le Middle East Monitor.

Selon une résolution («Jérusalem»), «l'Assemblée a réaffirmé que toute mesure prise par Israël, puissance occupante, en vue d'imposer ses lois, sa juridiction et son administration à la Ville sainte de Jérusalem était illégale et, de ce fait, nulle et non avenue et sans validité aucune. »

Cette résolution a été adoptée par 151 voix pour, 6 voix contre (Canada, États fédérés de Micronésie, Israël, Îles Marshall, Nauru, États-Unis), et 9 abstentions (Australie, Cameroun, Honduras, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République centrafricaine, Paraguay, Soudan du Sud, Togo), a indiqué le Monitor.

Le délégué d'Israël a condamné les résolutions, affirmant que l'ONU «continuait à adopter chaque année des résolutions biaisées et à consacrer des ressources précieuses … à des organes politisés dont le seul but était d'attaquer et de dénoncer Israël».

Le représentant américain « a fait écho à cette opposition. »

Ariyana Love est rédactrice du projet Liberty Beacon et directrice TLB de Middle East Rising news. Elle est ambassadrice de bonne volonté en Palestine et fondatrice d'une fondation internationale qui promeut les droits de l'homme pour les peuples autochtones et le Moyen-Orient.

http://arretsurinfo.ch/vote-de-lonu-151-6-contre-israel-puissance-occupante-sans-aucun-droit-sur-jerusalem/

En complément.

- Vidéo. Norman Finkelstein le Hezbollah est l'honneur du monde arabe (sous-titré en français)

https://www.youtube.com/watch?v=wZ7bWP9JHzw

Interview du Professeur Norman Finkelstein par la chaîne libanaise Future TV (opposée au Hezbollah), le 20 janvier 2008.

A l'adresse de la pourriture de Charlie Hebdo. Cette vidéo et sa transcription sont disponibles sur les blogs suivants et bien d'autres (trouvé sur Google) :

https://www.agoravox.tv/tribune-libre/article/norman-finkelstein-le-hezbollah-74838
https://blogs.mediapart.fr/le-cri-des-peuples/blog/201017/norman-finkelstein-le-hezbollah-est-lhonneur-du-monde-arabe
https://www.egaliteetreconciliation.fr/Norman-Finkelstein-La-resistance-du-Hezbollah-est-l-honneur-du-monde-arabe-48160.html

Vous comprenez pourquoi le sac à merde de Charlie déborde de haine ? Tenez, je préfère encore faire comme les Indiens

et m'essuyer le cul avec la main gauche et de l'eau, plutôt qu'utiliser ce papier hygiénique !

- Norman Finkelstein réagit à l'affaire Charlie Hebdo : « Je suis…Gaza » par Norman Finkelstein — 14 janvier 2015

La publication nazie Der Sturmer, éditée par Julius Streicher, était connue pour ses caricatures antisémites obscènes.

Imaginez qu'une paire de frères juifs, éperdus de douleur face à la mort et à la destruction qui s'étaient abattues sur le peuple juif, aient fait irruption dans les bureaux du journal et assassiné des membres de son personnel.

Elèverions-nous au rang de martyrs et de héros ceux qui ont choisi de se moquer des croyances profondément ancrées dans les consciences d'un peuple souffrant et méprisé ; de dégrader, rabaisser, insulter et humilier les Juifs à l'heure de leur épreuve, alors que le monde qu'ils avaient connu se désintégrait tout autour d'eux ?

Imaginez qu'un million de Berlinois se soient mobilisés pour pleurer les pornographes politiques.

Applaudirions-nous à cette manifestation de solidarité ?

Streicher a été condamné à mort durant le procès de Nuremberg.

Il n'est pas rapporté que beaucoup de personnes dans notre Occident éclairé aient versé des larmes.

Désolé, Charlie.

Après le massacre de 1000 musulmans par le dictateur égyptien Sissi en un seul jour, le journal Charlie Hebdo a publié ce titre (image de gauche) : « Le Coran c'est de la m*** : Ca n'arrête pas les balles ».

Est-ce que l'image de droite, sur laquelle on peut lire « Charlie Hebdo, c'est de la m*** : Ca n'arrête pas les balles » est inclus dans la liberté d'expression, ou est-ce considéré comme un propos offensant par le monde « épris de liberté » ?

http://arretsurinfo.ch/norman-finkelstein-reagit-a-laffaire-charlie-hebdo-je-suis-gaza/

En complément.

- Argentine: Cristina Kirchner visée par un mandat d'arrêt pour trahison - AFP

L'horizon judiciaire de l'ancienne présidente argentine Cristina Kirchner s'assombrit: un juge a demandé jeudi son arrestation pour entrave à l'enquête au profit de l'Iran sur l'attentat contre une mutuelle juive qui avait fait 85 morts en 1994.

Dossier sur le Honduras

- Honduras: la présidence d'accord pour un recomptage total des voix - AFP

Le président sortant du Honduras, Juan Orlando Hernandez, candidat à sa propre succession, a accédé mardi à la demande de l'opposition d'un recomptage total des votes de l'élection présidentielle du 26 novembre pour écarter les accusations de fraude en sa faveur.

"Nous sommes ouverts à l'examen, à la révision (du scrutin) une, deux, trois, autant de fois que nécessaire. Nous n'avons aucun problème", a déclaré le président, 49 ans et candidat à sa propre réélection malgré les dispositions constitutionnelles.

Il a ainsi donné son aval à la demande de l'ancien président Manuel Zelaya, leader de l'opposition, qui avait réclamé un peu plus tôt mardi la vérification de l'ensemble des 18.000 procès-verbaux de la présidentielle.

L'opposition espère ainsi écarter la possibilité d'une fraude favorable au président sortant, contre son adversaire de gauche, Salvador Nasralla, un présentateur de télévision de 64 ans novice en politique.

L'ancien président Zelaya avait auparavant rejeté la proposition du Tribunal suprême électoral (TSE) de vérifier les 5.173 procès-verbaux que l'opposition avait signalé comme falsifiés, estimant que la seule façon d'éviter une fraude était de réexaminer l'ensemble des procès-verbaux.

Donné en tête dans les premiers résultats partiels avant d'être doublé par le président sortant, Salvador Nasralla, de l'Alliance de l'opposition contre la dictature, a accusé le TSE d'avoir falsifié ces procès-verbaux pour inverser la tendance.

Les autorités électorales espéraient ainsi calmer la colère de la population face à la probable réélection de Juan Orlando Hernandez.

Ce dernier, qui s'exprimait depuis le siège du Parti national (droite), s'est montré convaincu de sa réélection, une nouvelle qu'il a dit attendre avec une "grande impatience", tout en assurant que son geste à l'égard de l'opposition "n'était pas un signe de faiblesse, mais de force".

L'annonce présidentielle intervient alors que l'état d'urgence a été décrété vendredi pour 10 jours dans ce pays d'Amérique centrale, après des manifestations et des pillages de commerces ayant fait au moins trois morts.

Dans la capitale Tegucigalpa comme ailleurs dans le pays, des milliers d'habitants continuent de défier le couvre-feu pour ériger des barricades et d'organiser des concerts de casseroles.

Officiellement, et malgré le dépouillement de 99,98% des bulletins, le TSE se refuse à déclarer un vainqueur tant que les recours n'ont pas été étudiés, mais publie des chiffres clairement favorables à Juan Orlando Hernandez, crédité de 42,98% des suffrages, contre 41,39% pour Salvador Nasralla.

Ce dernier avait affirmé lundi à l'AFP qu'il ne pourrait "jamais accepter" ces résultats "ni officiels ni définitifs". Les observateurs internationaux semblent se ranger, à demi-mot, de son côté. L'eurodéputée portugaise Marisa Matias, coordinatrice de la mission de l'Union européenne, a appelé le TSE à la prudence: "S'il vous plaît, ne proclamez pas de vainqueur, le processus n'est pas terminé". L'Organisation des Etats américains (OEA) est allée plus loin encore: "La marge étroite des résultats, ainsi que les irrégularités, les erreurs et les problèmes systémiques qui ont entouré cette élection ne permettent pas à cette mission d'avoir des certitudes sur les résultats", a déclaré l'ex-président bolivien Jorge Quiroga, chef de la mission de l'OEA.

Mais l'état d'urgence n'empêche pas la violence, dans ce pays pauvre miné par les gangs criminels: dimanche soir dans le département d'Olancho (est), quand deux policiers ont été abattus par deux habitants circulant en voiture malgré l'interdiction, selon la police.

Et au moins une jeune femme a été tuée au cours des manifestations d'opposants.

Lundi soir, des centaines de membres des "Cobras", les unités de la police anti-émeute, soutenus par d'autres policiers, sont sortis de leurs casernes, dans le nord de Tegucigalpa, pour signifier leur refus de faire appliquer le couvre-feu et réprimer les manifestants.

Des centaines d'habitants du voisinage ont accouru pour les applaudir, certains arborant des pancartes avec l'inscription "J'aime la police".

Avant même sa tenue, le scrutin était contesté, en raison de la candidature du président sortant. AFP 6 décembre 2017

On retrouve tous les ingrédients de la désinformation dans cet article, les manifestants présentés de la même manière que les gangs criminels, la mort d'une jeune femme au lieu d'un jeune homme pour accentuer le côté injuste et dramatique des actions menées par les opposants à Hernandez.

On sait qu'à l'AFP ils aiment "la police"! Et la panne du serveur du TSE, pendant laquelle les résultats se sont inversés et qui est à l'origine de la contestation des résultats de cette élection, a disparu ! AFP 6 décembre 2017

- Présidentielle au Honduras: les deux camps dans la rue pour crier victoire - AFP

N'accordant pas sa confiance au Tribunal suprême électoral (TSE) hondurien, M. Nasralla a réaffirmé jeudi sa requête pour que des institutions comme l'Organisation des Etats américains (OEA) ou l'Union européenne effectuent un nouveau dépouillement et un audit du système informatique de décompte du TSE.

M. Nasralla estime que la présidence lui a été "volée" et accuse le TSE d'avoir falsifié une partie des procès-verbaux à la faveur de pannes informatiques.

Le TSE s'est attelé jeudi soir au recomptage de 4.753 urnes dont la saisie informatique a entraîné des suspicions de fraude, sans la présence de représentants de l'opposition qui réclament un recomptage total de quelque 18.128 contenant les bulletins de vote.

L'Organisation des Etats américains (OEA), qui avait dépêché une mission d'observation électorale demande désormais

"un processus exhaustif et méticuleux de vérification" des résultats en dénonçant le "manque de garantie et de transparence" ainsi que "l'accumulation d'irrégularités". Elle estime qu'elle "ne peut avoir de certitudes sur les résultats".

Dans un communiqué commun, l'Argentine, le Chili, la Colombie, le Guatemala, le Mexique, le Paraguay, le Pérou, le Chili et l'Uruguay ont exprimé leur "soutien" à un examen global du processus électoral.

Pour sortir de la crise, l'OEA a même commencé à évoquer une nouvelle option, celle d'"un nouvel appel à des élections". Le Parti libéral (PL, droite), arrivé troisième de ce scrutin à un tour avec 14,73% des voix, a déposé un recours en ce sens.

Jeudi, la Convergence contre la Continuité d'Hernandez, composée de plusieurs organisations de la société civile, a elle appelé à invalider les élections.

L'alliance de l'opposition a indiqué pour le moment qu'elle ne partageait pas l'option d'organiser de nouvelles élections.

Si les mobilisations se poursuivent, "il est probable que cela dégénère en troubles", met en garde le sociologue Osman Lopez, professeur à l'Université nationale.

Difficile pour nombre d'Honduriens d'accepter une victoire du président sortant alors que "la population a montré son respect pour la démocratie (en participant à l'élection) et a voté davantage contre la réélection illégale (du président sortant) que pour Nasralla", ajoute-t-il.

M. Hernandez a en effet contourné l'interdiction de deux mandats consécutifs, qui figure dans la Constitution, grâce à une décision favorable du Tribunal constitutionnel. AFP 8 décembre 2017

- Honduras: l'opposition réclame l'annulation de l'élection pour fraude - AFP

L'opposition au Honduras a déposé un recours en annulation de l'élection présidentielle du 26 novembre, arguant qu'elle était "frauduleuse", nouveau développement de la crise politique qui a plongé le pays dans le chaos.

L'Alliance de l'opposition contre la dictature (gauche), de l'opposant Salvador Nasralla, a affirmé devant le Tribunal suprême électoral (TSE), dans la nuit de vendredi à samedi, qu'il y avait eu "altération (du processus électoral, ndlr) due à une fraude des procès-verbaux du scrutin", remettant en question la réélection du président sortant Juan Orlando Hernandez.

"Ils (les magistrats du TSE) savent que ce processus est totalement avorté, c'est un processus avec des fraudes de toutes parts", a déclaré M. Nasralla après avoir déposé le recours en compagnie de l'avocat de l'Alliance, Marlon Ochoa.

M. Ochoa a expliqué à l'AFP que "la loi prévoit qu'il est possible de demander la nullité du vote, du scrutin, du dépouillement et de l'enregistrement des votes, nous faisons donc appel à la loi".

Il a averti que le TSE rejettera probablement l'appel, ce qui poussera selon lui l'opposition à poser "un recours devant les instances internationales". AFP 10 décembre 2017

Antisocial.

- Le gouvernement prêt à s'attaquer au mode de revalorisation du smic - Reuters

Le gouvernement envisage de réformer le mode de revalorisation du smic sans pour autant renoncer à son automaticité ou faire nécessairement totalement siennes les propositions d'un groupe d'experts qui suscitent l'inquiétude des syndicats.

Dans un rapport transmis aux partenaires sociaux, ces économistes chargés d'éclairer le gouvernement sur l'évolution du smic remettent en cause la revalorisation automatique du salaire minimum et plaident pour une désindexation.

Ils recommandent au gouvernement de s'abstenir de tout "coup de pouce" au smic le 1er janvier 2018, pour tenir compte des "fragilités" de l'économie française, mais vont bien au-delà.

"Le smic est un outil peu efficace pour lutter contre la pauvreté", écrivent-ils. Pour ces économistes une hausse du smic n'a que peu d'effet sur le revenu des ménages les plus modestes, dont la situation est, selon eux, plus la conséquence de la faiblesse de leur temps de travail que du salaire horaire.

Le groupe d'experts propose de supprimer au moins la règle de l'indexation obligatoire sur la moitié du gain de pouvoir d'achat

du SHBOE, voire ces deux critères.

Supprimer toute règle d'indexation obligatoire "présente l'avantage de pouvoir maîtriser les hausses du salaire minimum dans les phases basses du cycle économique afin de préserver les emplois et d'allouer éventuellement plus de ressources aux mécanismes de lutte contre la pauvreté", disent-ils

Ils font valoir que l'une ou l'autre de ces réformes rapprocherait la France de "la très grande majorité des pays développés où existe un salaire minimum national".

"Les deux options de réformes laisseraient plus de marge de décision aux pouvoirs publics concernant la revalorisation du smic", ajoutent-ils. "Elles renforceraient également le rôle de la négociation collective."

Pour eux, l'augmentation du niveau de vie des ménages pauvres doit "prioritairement reposer sur des mesures permettant une augmentation de la durée du travail" et "une revalorisation de la prime d'activité est plus efficace qu'une augmentation du smic pour lutter contre la pauvreté".

L'entourage de la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, a pour sa part rappelé qu'il s'agissait d'experts "indépendants".

Les règles d'indexation "visent légitimement à préserver le pouvoir d'achat des travailleurs au smic" et "le gouvernement est attaché au principe d'une progression automatique" de ce salaire minimum, a-t-on déclaré à Reuters au ministère.

Mais on ajoute de même source que les propositions du rapport "s'intègreront dans les réflexions en cours" sur le partage des fruits de la croissance et de la valeur ajoutée et sur une plus grande convergence fiscale et sociale en Europe.

Le premier de ces deux chantiers devrait ainsi trouver une concrétisation dans le projet de loi du ministre des Finances, Bruno Le Maire, sur les entreprises, qui pourrait notamment étendre la participation et l'intéressement dans les PME.

Bruno Le Maire et Muriel Pénicaud reçoivent mercredi les partenaires sociaux à Bercy pour en parler.

Le gouvernement envisage donc bien une réforme du mode de revalorisation du smic mais entend garder à celle-ci une forme d'automaticité, donc sans nécessairement reprendre la totalité des propositions du groupe d'experts.

Des propositions dénoncées notamment par Force ouvrière, la CGT et la CFDT.

Dans un communiqué, FO rappelle avoir lancé une mise en garde contre sa nouvelle "composition monocolore relevant du libéralisme économique" du groupe d'experts.

Le résultat ne s'est pas fait attendre, ajoute ce syndicat, qui estime que retenir ses propositions serait "serait une faute économique et sociale lourde de sens, accentuant l'image d'un gouvernement des riches".

La CGT dénonce pour sa part un "rapport explosif pour dynamiter le smic" et assure qu'elle "ne laissera pas faire".

"La CGT (...) n'acceptera nullement que ces préconisations soient traduites dans le futur projet de loi 'croissance des entreprises', par exemple", lit-on dans son communiqué.

De son côté, la CFDT juge inenvisageable de "supprimer l'ensemble des variables de revalorisation automatique" du smic mais estime aussi que la question du salaire minimum "cache les véritables problèmes des salariés".

"Pour la CFDT, le chantier prioritaire porte sur la revalorisation des bas salaires et sur les évolutions professionnelles et salariales", ajoute ce syndicat.

L'entourage de Muriel Pénicaud précise pour sa part que le niveau de la prochaine revalorisation du smic sera annoncé d'ici le 20 décembre et que cette revalorisation s'ajoutera aux mesures déjà prises pour que "le travail paie davantage". Reuters 6 décembre 2017

- Agents de nettoyage : 33e jour de grève sur le réseau Paris-Nord - Libération.fr

Une centaine de salariés a reconduit, ce lundi, la mobilisation en cours depuis le 2 novembre. Objectif : défendre leurs conditions de travail face à leur nouvel employeur Onet.

C'est le 33e jour de grève. Comme tous les matins depuis le début du mois dernier, les agents de nettoyage du réseau ferroviaire nord-parisien se sont réunis lundi à 9 heures à la gare Saint-Denis pour voter la reconduite de la mobilisation. Les salariés de la société H. Reinier – leur nouvel employeur est une filiale d'Onet, en charge du nettoyage de 75 gares dans le nord de l'Ile-de-France – et les organisations syndicales CFDT, FO et Sud-Rail, se sont prononcés à l'unanimité en faveur d'une poursuite de la protestation.

Les revendications ? Le maintien du nombre de salariés – ils sont aujourd'hui 112, ils risquent de n'être plus que 104 –, l'augmentation de la prime du panier repas (qui est actuellement de 1,90 euro et qu'ils veulent voir grimper à 4 euros –, l'annulation de la clause de mobilité – ils veulent rester des agents fixes – et la revalorisation de la prime vacance.

Depuis le 2 novembre, soit le lendemain de leur transfert chez le nouveau prestataire, la quasi-totalité des agents de nettoyage a bloqué cinq gares situées dans le secteur nord de la région parisienne, afin d'empêcher quiconque d'en nettoyer les quais et halls. Dans la nuit de vendredi à samedi dernier, des employés intérimaires de la société Onet se sont rendus à la gare Saint-Denis, escortés de la police, pour nettoyer les quais débordés par les ordures depuis des semaines.

«Ils étaient plus nombreux, nous n'avons rien pu faire pour les en empêcher», raconte Diadié Diakhité, cheminot CFDT à la SNCF. C'est sûr, ce n'est pas une situation franchement sympathique pour les usagers du RER [cela concerne les lignes B, D, H, C et K, ndlr], mais c'est un moyen de pression fort pour obtenir de notre nouvel employeur des garanties sur le papier.»

Lundi après-midi, les salariés avaient rendez-vous avec des responsables d'Onet pour reprendre les négociations – la troisième rencontre depuis le début de la grève. Selon Diadié Diakhité, les employés sont sortis de la réunion avant la fin des discussions, écœurés par les courriers de sanctionnés disciplinaires reçus par certains d'entre eux : «Nous entamerons demain notre 34e jour de grève.» Libération 4 décembre

- La France a toujours la retraite la plus longue de l'OCDE - AFP

Les Français partent plus tôt et restent plus longtemps à la retraite que tous les autres citoyens de l'OCDE, avec en prime des revenus plus élevés que la moyenne, selon une étude publiée mardi par l'organisation.

La France reste championne du monde de la durée de la retraite: en 2016, on y sortait du marché du travail en moyenne à 60,2 ans et avec une "espérance de vie résiduelle" de 25,6 ans, précise l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans son Panorama des pensions 2017.

L'âge de sortie du marché du travail prend en compte tous ceux qui sortent de la population active au-delà de 40 ans pour diverses raisons, y compris l'invalidité et l'inactivité, ce qui tend à "sous-estimer l'âge effectif de la retraite", reconnaît l'organisation.

La France affiche néanmoins la fois l'âge de sortie le plus précoce des 35 pays membres de l'OCDE (64,4 ans en moyenne) et la durée la plus longue (20,3 ans en moyenne).

L'Hexagone se distingue par "une forte baisse de l'emploi après 60 ans" et "un faible âge normal de la retraite": pour une carrière sans interruption débutée à 20 ans, un Français bénéficiait en 2016 d'une pension sans décote à 61,6 ans, contre 63,9 ans en moyenne dans l'OCDE.

La France va toutefois rattraper "une partie de son retard" avec l'allongement de la durée de cotisation (43 ans en 2035) et la réforme des régimes complémentaires obligatoires (Agirc-Arrco) qui se traduira par un système de bonus-malus temporaire à partir de 2019, pour inciter les salariés à reporter leur départ en retraite.

L'âge "normal" va ainsi reculer progressivement à 64 ans d'ici 2060 pour les Français, tandis que la moyenne de l'OCDE passera à 65,7 ans.

Les retraités français continueront tout de même à bénéficier d'un meilleur "taux de remplacement net" que la moyenne. Avec les règles actuelles, la pension sans décote après cotisations et impôts représente 74% du dernier salaire, contre 63% en moyenne dans l'OCDE.

En prenant en compte tous leurs revenus, dont ceux du travail et du capital, les Français de plus de 65 ans touchaient, en 2014, 103,4% du revenu moyen de l'ensemble de la population du pays. Un score qui les place, une fois encore, en tête du palmarès de l'OCDE. AFP 5 décembre 2017

Oligarchie mondiale. Faites sauter la banque !

- Pologne: un banquier brillant à la tête du gouvernement - AFP

Le parti conservateur au pouvoir en Pologne a décidé jeudi de remplacer la Première ministre Beata Szydlo, une fille de mineur et ex-élue de province que son euroscepticisme a empêchée de conquérir l'étranger, par un jeune ex-banquier brillant qui devrait y réussir beaucoup mieux. AFP

- Accord entre la Grèce et ses créanciers sur les réformes - Reuters

La Grèce et ses créanciers de la zone euro sont parvenus samedi à un accord préliminaire sur les réformes qu'Athènes doit mettre en oeuvre dans le cadre de son programme d'aide international, une étape qui pourrait permettre au pays de sortir de ce plan d'aide en août.

L'accord porte sur une série de mesures politiquement sensibles, couvrant notamment des questions budgétaires, des réformes du marché du travail et de celui de l'énergie, les mauvaises créances et les privatisations. Reuters 3 décembre 2017

- Dix-sept paradis fiscaux sur la liste noire de l'UE - Reuters

Les ministres européens des Finances ont adopté mardi une liste noire des paradis fiscaux sur laquelle figurent 17 "juridictions", toutes extérieures à l'Union, a annoncé le Français Bruno Le Maire.

On y trouve Bahreïn, la Barbade, la Corée du Sud, les Emirats arabes unis, Grenade, Guam, Macao, les îles Marshall, la Mongolie, la Namibie, les Palaos, Panama, Sainte-Lucie, les îles Samoa et les Samoa américaines, Trinité-et-Tobago et la Tunisie, selon des responsables européens.

Quarante-sept autres juridictions dont la fiscalité n'est pas conforme aux normes européennes mais qui se sont engagées à y remédier se trouvent sur une deuxième liste publique dite "grise", a poursuivi le ministre français des Finances.

"Cette liste représente un progrès substantiel. Elle a le mérite d'exister", a déclaré Pierre Moscovici, commissaire européen à la Fiscalité.

"Mais, parce que c'est la première, c'est une réponse insuffisante face à l'ampleur de l'évasion fiscale à l'échelle mondiale", a-t-il toutefois tempéré.

Après une série de révélations dans la presse, les Etats membres se sont entendus en février pour dresser un inventaire des paradis fiscaux. Les experts de l'UE ont passé près d'un an à enquêter sur 92 entités.

Celles qui ont été retenues sur la liste noire pourraient être privées de fonds européens. D'autres sanctions seront décidées dans les semaines à venir, a ajouté Bruno Le Maire.

Plusieurs organisations non gouvernementales pour lesquelles le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas ou l'Irlande ne respectent pas les règles européennes, se sont indignées que l'enquête n'ait porté sur aucun Etat membre de l'UE. Reuters 5 décembre 2017

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

- Yémen: le président Hadi veut reprendre Sanaa, après la mort de Saleh - AFP

Le président yéménite Abd Rabbo Mansour Hadi, en exil en Arabie saoudite, a annoncé le lancement d'une opération militaire pour reprendre la capitale Sanaa, contrôlée par les Houthis, quelques heures après la mort confirmée de l'ex-président du Yémen Ali Abdallah Saleh.

L'ex-dirigeant à la tête d'un gouvernement reconnu par la communauté internationale, M. Hadi a encouragé lundi les Yéménites à "ouvrir une nouvelle page" de l'histoire du pays.

A Sanaa, où les affrontements entre rebelles se poursuivaient lundi soir, les Houthis donnaient l'impression de prendre le dessus sur les forces de M. Saleh, selon des journalistes sur place.

"Le ministère de l'Intérieur (contrôlé par les Houthis) annonce la fin de la milice de la trahison et la mort de son chef (Ali Abdallah Saleh) et d'un certain nombre de ses éléments criminels", a affirmé la télévision des Houthis, Al-Massirah, en citant un communiqué.

Une vidéo remise lundi à un journaliste de l'AFP par les Houthis montrait le cadavre de ce qui semble être l'ancien président Saleh, évincé du pouvoir en 2012 dans le sillage du Printemps arabe.

Ce décès a ensuite été confirmé par une dirigeante de son parti, le Congrès populaire général (CPG).

Selon elle, l'ancien président et d'autres hauts responsables du CPG ont été la cible de tirs nourris de Houthis alors qu'ils quittaient Sanaa vers des zones tenues par des forces pro-Saleh.

Une source militaire a précisé à l'AFP, sous couvert de l'anonymat, qu'un convoi de quatre véhicules avait été bloqué à environ 40 km au sud de la capitale. Selon elle, Saleh a été tué par balle avec deux hauts dirigeants du CPG.

Dans un discours retransmis sur Al-Massira, le chef rebelle Abdelmalek Al-Houthi, 38 ans, s'est félicité en soirée de "l'échec du complot", sans mentionner le sort de l'ex-président Saleh.

Il faisait référence à la violente rupture d'alliance, la semaine dernière, entre M. Saleh et les rebelles Houthis, issus de la minorité zaïdite, une branche du chiisme.

Cette alliance avait été scellée il y a trois ans et, depuis, les deux camps contrôlaient conjointement la capitale au détriment du gouvernement de Abd Rabbo Mansour Hadi, réfugié dans le sud du Yémen.

Les affrontements entre alliés, qui ont éclaté mercredi, ont fait au moins 100 morts et blessés, selon des sources de sécurité et hospitalières.

Après ce revirement d'alliance, Ali Abdallah Saleh avait tendu la main samedi à l'Arabie saoudite, qui intervient militairement au Yémen en soutien du gouvernement Hadi, en échange de la levée du blocus que Ryad impose au Yémen.

Les Houthis avaient dénoncé une "grande trahison".

Lundi, le président Hadi a "donné pour ordre à son vice-président Ali Mohsen al-Ahmar, qui se trouve à Marib (100 km de Sanaa), d'activer la marche (...) vers la capitale", selon un membre de son entourage.

Baptisée "Sanaa l'Arabe", l'opération consisterait, selon cette source, à prendre la capitale en tenailles. D'après des sources militaires loyalistes à Marib, sept bataillons ont reçu l'ordre de marcher sur Sanaa.

Pour tenter d'affaiblir les rebelles, le gouvernement yéménite a également annoncé sa volonté d'offrir une amnistie à tous ceux qui cesseraient de collaborer avec eux, une main tendue aux pro-Saleh.

La guerre au Yémen a fait plus de 8.750 morts depuis mars 2015 et l'intervention d'une coalition militaire menée par Ryad contre les Houthis.

La coalition sous commandement saoudien a exhorté lundi les civils à se tenir à "plus de 500 mètres" des zones contrôlées par les rebelles, laissant supposer une intensification de ses raids aériens.

Par ailleurs, selon des experts américains cités lundi par le New York Times, le système anti-missile Patriot déclenché le mois dernier par l'Arabie saoudite pour intercepter un missile balistique tiré par les Houthis a échoué à en détruire l'ogive, qui a explosé sur l'aéroport de Ryad, contrairement aux affirmations du régime.

Des responsables saoudiens avaient annoncé le 4 novembre avoir intercepté et détruit un missile balistique qui provenait du Yémen en guerre. AFP 5 décembre 2017

ECONOMIE

Russie

- La Russie lance son titanesque projet gazier Yamal dans l'Arctique - AFP

C'est un projet hors-norme, au bout du monde: la Russie inaugure vendredi son gigantesque site gazier Yamal en Sibérie arctique, érigé dans des conditions climatiques et géologiques extrêmes, avec la participation du français Total et de la Chine.

Le groupe privé russe Novatek, à la tête du consortium international qui mène le projet, a prévu de faire partir la première cargaison de gaz naturel liquéfié (GNL) du port de Sabetta vendredi, après avoir annoncé cette semaine le début de la production de GNL sur la première ligne de production, dont la capacité prévue est de 5,5 millions de tonnes par an.

Ce projet à 27 milliards de dollars, un des plus vastes et ambitieux du monde dans le secteur, vise à construire en trois étapes une usine de liquéfaction de gaz permettant de produire à terme 16,5 millions de tonnes par an à partir de 2019.

Ce lancement est un premier succès pour le projet, détenu par Novatek (50,1%), le français Total (20%) et les chinois CNPC (20%) et Silk Road Fund (9,9%), qui a connu des défis techniques et financiers.

Car si la péninsule de Yamal dispose de ressources considérables, il s'agit également d'une région isolée au nord du cercle arctique, à 2.500 kilomètres de Moscou, où le thermomètre peut descendre jusqu'à -50°C.

Depuis le début du chantier fin 2013, il a fallu construire un aéroport et un port en plus des réservoirs et de l'usine elle-même, en dépit de la glace omniprésente une grande partie de l'année.

"Malgré des conditions d'exploitation difficiles, Yamal LNG a été livré à temps et en respectant le budget. C'est inhabituel dans l'industrie du GNL", estime Samuel Lussac, spécialiste du secteur des hydrocarbures russe du cabinet Wood Mackenzie.

Avec ce lancement, "Novatek, autrefois fournisseur local de gaz, devient un acteur mondial du GNL", ajoute-t-il. Le projet permettra également à Total de monter en puissance dans le secteur GNL, dont il est le deuxième acteur mondial.

Le financement du chantier a pourtant été compliqué par les sanctions américaines contre Novatek, qui avaient brusquement rendu impossible le financement du projet par les banques occidentales. Celui-ci a pu finalement se réaliser grâce à l'apport de fonds chinois.

Un soulagement pour la Russie, pour qui ce projet présente une importance stratégique. D'une part, elle compte démontrer sa capacité à exploiter les ressources considérables de l'Arctique malgré les défis technologiques.

D'autre part, elle veut renforcer sa présence sur le marché disputé du GNL et alimenter ainsi davantage les pays asiatiques, alors qu'elle exporte actuellement surtout vers l'Europe par gazoducs.

Mais selon Samuel Lussac, le projet reste soumis à des risques: les premiers mois montreront "si l'usine peut fonctionner sans accroc dans l'environnement hostile de l'Arctique", et "le transport par le passage du Nord-Est en est à ses débuts, il n'y a pas de certitude quant à sa viabilité en tant que voie majeure de livraison de GNL".

Valery Nesterov, analyste chez Sberbank, se veut plus optimiste: le projet "braque les projecteurs sur l'Arctique russe et donnera plus de clarté" sur son avenir, permettant notamment de "développer la route du Nord-Est".

La Russie mise beaucoup sur le développement du trafic maritime par cette route, un raccourci maritime rendu accessible par le réchauffement climatique et ponctué de ports et de bases militaires susceptibles de secourir les navires en détresse.

Cette route, qui longe les côtes septentrionales de la Sibérie, permet aux navires de gagner 15 jours par rapport à la voie classique qui passe par le canal de Suez, selon Total.

A Yamal, où le site ne disposait d'aucune voie d'accès terrestre ou maritime au début du projet, quinze méthaniers brise-glace seront progressivement mis en service d?ici 2019 pour livrer le GNL vers l'Europe (46%) et l'Asie (54%), selon le groupe.

Le premier d'entre eux, le méthanier "Christophe de Margerie", du nom de l'ancien PDG de Total décédé dans un accident d'avion en 2014 en Russie, doit emporter la première cargaison de Yamal vendredi. Ce méthanier de 300 mètres de long est le premier navire commercial à avoir franchi la route du Nord-Est sans assistance au mois d'août.

Après Yamal, Novatek prévoit de développer un nouveau projet dans le Grand Nord, Arctique-2. Ce projet géant sur la péninsule de Gydan, dans la mer de Kara, dont la fin de la première phase de construction est prévue en 2022-2023, doit à terme produire autant que Yamal. AFP8 décembre 2017

Haut de page

Le 17 décembre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (28 pages)

Quelques réflexions politiques.

1- J'ignore comment vous prenez les choses.

Ce qui ressort des commentaires que l'on trouve sur les blogs ou portails dit alternatifs, c'est que leurs auteurs voudraient que les choses changent sans vraiment changer ou que tout change sans rien changer ou si peu, il ne faut pas se raconter d'histoires, ils dénoncent la médiocrité de notre époque mais s'y complaisent par crainte de perdre leurs privilèges, c'est la seule chose dont ils ont vraiment conscience. Ils se livrent à un exercice d'autosatisfaction sans intérêt, à part leur donner bonne conscience...

2- Netanyahou et Trump sont inquiets, si, si, ceux qui contestent leur politique en appellent à l'ONU, qui n'a eu de cesse depuis 1947 de soutenir Israël et les Etats-Unis en leur permettant de piétiner les résolutions qu'elle avait adoptées. D'où tirent-ils leur pouvoir certains s'interrogent ? Vous avez là la réponse.

3- (Un internaute) Cultiver son jardin a ses charmes mais jusqu'à quand ?

C'est ce que faisaient des millions d'Irakiens, Syriens, Ukrainiens, Syriens, Yéménites, Libanais, Afghans, Vietnamiens, Laotiens, Grenadins, Soudanais, Nigériens, Chiliens, et j'en oublie une flopée d'autres, avant que le ciel ne leur tombent sur la tête et passent de vie à trépas.

Se rappeler le discours du pasteur Martin Niemöller (1892–1984) sur la lâcheté des intellectuels allemands au moment de l'accession des nazis au pouvoir et des purges qui ont alors visé leurs ennemis, un groupe après l'autre :

« Quand les nazis sont venus chercher les communistes, je n'ai rien dit, je n'étais pas communiste.
Quand ils ont enfermé les sociaux-démocrates, je n'ai rien dit, je n'étais pas social-démocrate.
Quand ils sont venus chercher les syndicalistes, je n'ai rien dit, je n'étais pas syndicaliste.
Quand ils sont venus me chercher, il ne restait plus personne pour protester. »
https://fr.wikipedia.org/wiki/Quand_ils_sont_venus_chercher…

4- Ah ces chiens de Versaillais !

- Nemo, le chien de l'Elysée, croule sous les cadeaux de Noël - LeParisien.fr

5- Un repli identitaire, c'est peut-être la bonne formule pour caractériser toutes ces campagnes destinées davantage à discriminer certaines minorités ou communautés ou à dénoncer certains préjugés ou comportements. Elle s'adresse à ceux qui en font la promotion

6- "*Nous montrons que, depuis 1980, de très importants transferts de patrimoine public à la sphère privée se sont produits dans presque tous les pays, riches ou émergents. Alors que la richesse nationale a augmenté de manière substantielle, la richesse publique est aujourd'hui négative ou proche de zéro dans les pays riches. Cette situation limite vraisemblablement la capacité d'action des États contre les inégalités, et elle a assurément des conséquences importantes pour les inégalités de patrimoine entre individus.*" (Le Laboratoire sur les Inégalités Mondiales (World Inequality Lab) Rapport sur les inégalités dans le monde 2018)

Autant dire que ceux qui axent leur politique contre les inégalités ou qui voudraient que l'Etat joue un rôle de régulateur dans la distribution des richesses ont tout faux.

C'est l'Etat qui a permis aux capitalistes de capter l'essentiel des richesses produites, c'est dont contre l'Etat, ses institutions et ses représentants, ainsi que le capitalisme qu'il faut axer notre combat, qui inclut le combat contre les inégalités dans la perspective de l'expropriation de l'oligarchie et la socialisation des grandes et moyennes entreprises.

- Ce rapport en entier en Anglais

- Income inequality in France (en anglais, mais les graphiques parlent d'eux-mêmes.

- Synthèse de ce rapport en français

En famille. Circulez il n'y a rien à voir ! Faites ce qu'on vous dit un point c'est tout.

- Avec son discours sur Johnny, c'est à la France populaire que le Président Macron a su parler - HuffPost.fr

Avez-vous remarqué que ceux qui ont rendu un hommage solennel à Hallyday, sont ceux qui participent à la campagne hystérique de délation tout azimut lancée par le PS et poursuivie par LREM, la pseudo-gauche et extrême gauche contre ceux qui auraient eu dans le présent ou le passé un comportement raciste, homophobe ou misogyne ou qui manifesteraient des préjugés envers telle ou telle minorité ou communauté, qui fument ou qui se qui se livrent à des excès en tous genres (Alcool, sexe, etc.), alors que leur idole cumulait la plupart d'entre eux, on peut ajouter la domiciliation dans un paradis fiscal, bref, du point de vue des bien-pensants ou de leur morale, Hallyday aurait dû être déclaré infréquentable, comme quoi ils osent vraiment tout. Ils osent tout parce qu'ils sont en famille...

Saviez-vous qu'il était aussi facile de sortir de l'Union européenne ?

Saint-Barthélemy est une île française des Petites Antilles, 9 427 habitants recensés en 2014.

Saint-Barthélemy ne fait pas partie de l'Union européenne, elle y est seulement associée comme les autres pays et territoires d'outre-mer (PTOM), et ce depuis le 1er janvier 2012.

La nouvelle collectivité a opté pour sa sortie du territoire de l'Union européenne, mais tout en conservant les droits relatifs à la citoyenneté européenne et à l'utilisation de l'euro comme unique monnaie officielle, même si le dollar américain est accepté dans nombre de commerces au taux de change du jour.

L'île comporte une majorité de villas très souvent avec une piscine à débordement et parfois un terrain de tennis. Les prix au mètre carré y sont extrêmement élevés et démarrent à un million d'euros pour un « deux pièces » à Gustavia. Ils peuvent monter jusqu'à plusieurs dizaines de millions de dollars pour les propriétés situées en bord de mer.

L'île est connue pour être fréquentée par des millionnaires et des milliardaires. Parmi eux : Gates, Buffett, Rothschild, Rockefeller (depuis 1957)... Wikipédia.org

Les pornographes sont au pouvoir.

Les nantis sont des obsédés, des pervers, des débauchés, des éternels frustrés ou complexés, des cinglés, ils sont tellement blasés, que le seul truc qui les fait encore bander, c'est l'incitation au viol, aux partouzes, à l'exhibitionnisme, à l'échangisme, à la pédophilie, à la prostitution, le chaos destructeur en dernier ressort, celui qui vous brise psychologiquement, vous dégoûte de vous-même.

Ils peuvent tout se procurer, sauf l'orgasme et cela les rend littéralement fou. Ils exploitent les faiblesses des hommes et des femmes pour mieux les asservir, c'est ce qu'on retiendra. Ce sont des monstres.

C'est au programme diffuse des images très sexy d'un cabaret familial - Téléstar Les fidèles téléspectateurs de l'émission C'est au programme présentée par Sophie Davant chaque matin à partir de 9h50 sur France 2 ont pu se rincer l'oeil cette semaine. En effet, un reportage ayant pour thème un cabaret familial fut diffusé à l'antenne. De ce fait, de nombreuses séquences très sexy ont fait monter la température que ce soit sur le plateau ou bien même chez les téléspectateurs.

Au cours de l'émission de télé-réalité de W9 Les princes et les princesses de l'amour, Jérémy a mis le paquet pour conquérir le coeur d'une des candidates lors d'une soirée. Alors que les filles espéraient voir leurs prétendants se lâcher ce soir-là, le jeune homme s'est montré à la hauteur en arrivant vêtu d'un simple string banane. Une audace qui a énormément plu à Hillary morte de rire en le voyant. Le jeune femme fut réellement impressionnée par le courage de son prétendant ainsi que par ses attributs viril bien mis en valeur dans cet accoutrement.

Grand moment de gêne sur le plateau du jeu de TF1 Les 12 coups de midi présenté par Jean-Luc Reichmann. En cause, une question dont personne ne voulait entendre la réponse. En fait, il fallait que la candidate interrogée trouve de quel mot aztèque venait le terme avocatier qui désigne un arbre sur lequel pousse les avocats. La réponse était "arbre à testicule" ce qui a mis mal

à l'aise tout le monde. Au final, la candidate en question a tout de même trouvé la bonne réponse. Téléstar 10 décembre 2017

Décryptage d'un article de l'Agence Française de Propagande.

- Trois femmes accusent Donald Trump de comportements sexuels déplacés. - AFP

Trois femmes qui avaient déjà accusé Donald Trump de comportement sexuel inapproprié l'année dernière, ont à nouveau témoigné lundi contre le président américain et ont réclamé l'ouverture d'une enquête au Congrès, l'une d'entre elles faisant notamment état d'un baiser forcé.

Les trois femmes, dont l'âge varie d'une trentaine d'années à plus de 70 ans, avaient déjà témoigné lors de la campagne présidentielle américaine de 2016. Elles s'exprimaient lundi dans l'émission matinale de la chaîne NBC et la Maison Blanche a immédiatement qualifié leurs témoignages de "fausses accusations".

Rachel Crooks, qui avait 22 ans en 2005, a raconté que le milliardaire l'avait embrassé sur la bouche sans son consentement alors qu'elle travaillait comme réceptionniste à la Trump Tower.

Elle a expliqué s'être sentie "un peu menacée", comme si elle n'avait "pas le choix".

"Je demande donc que les membres du Congrès mettent de côté leur affiliation politique et enquêtent sur les comportements sexuels inappropriés de M. Trump", a-t-elle déclaré.

Jessica Leeds a pour sa part accusé l'homme d'affaires de l'avoir touchée sans son consentement dans un avion dans les années 70. "Il avait ses mains partout, il m'embrassait et me touchait", a-t-elle témoigné.

Samantha Holvey, qui avait participé au concours de beauté Miss USA du magnat de l'immobilier, a pour sa part raconté que Donald Trump, qui avait rencontré les participantes dans les coulisses, les avaient dévisagées de manière particulièrement concupiscente, comme si elles étaient "un morceau de viande". AFP 11 décembre 2017

Qu'est-ce que des "comportements sexuels déplacés" ?

Le comportement qu'on eut un jour la plupart des garçons en présence de filles qu'ils connaissaient ou non parfois.

Il y a 12 ans, il aurait adressé "un baiser forcé" à une jeune employée, ce qu'on appelle parfois un baiser volé en mettant sa bouche où il ne fallait pas, à moins que ce soit arrivé accidentellement.

Cela m'était arrivé avec ma nièce Nadia (italienne). Je devais avoir environ 16 ou 17 ans, Nadia avait quelques années de plus que moi. Cela s'était passé chez ma grand-mère. Nadia était à table quand je suis arrivé, je suis allé vers elle pour lui faire la bise, quand soudainement elle a tourné la tête et nos deux bouches se sont touchées, ce qui l'a bien fait rire avec ma grand-mère, moi un peu moins parce qu'elle avait une haleine épouvantable et des poils au menton, je ne déconne pas !

Il y a 47 ans, elle était donc jeune ou elle avait à peu près le même âge que Trump le dragueur, pourquoi aurait-il mis "ses mains partout, il m'embrassait et me touchait" et elle n'aurait-elle pas réagi, à l'époque c'était un Américain comme un autre, il faut croire que cela ne l'avait pas gênée plus que cela, pourquoi ne l'a-t-elle giflé ? Personnellement j'étais très timide avec les filles, mais je me souviens que mes potes ne se gênaient pas pour embrasser des filles ou les peloter sans qu'elles en fassent un drame, c'était plutôt flatteur de plaire à de beaux garçons, sinon ils prenaient une baffe.

Si maintenant dévisager avec insistance une femme, c'est faire preuve d'un comportement sexuel déplacé, on en a tous été coupable un jour, c'est peut-être là qu'ils veulent en venir, faire en sorte que tous les hommes culpabilisent, les rabaisser, sachant que c'est le meilleur de briser leur résistance politique.

En guise d'épilogue pour faire chier ces abominables féministes ou identitaires.

Vous savez comment j'ai su que la soeur de ma compagne voulait sortir avec moi ? Un soir elle était en train de faire la vaisselle, je me suis approché d'elle très lentement pour lui faire une bise sur la joue de manière à ce qu'elle s'esquive si elle refusait ce contact, c'était la moindre des délicatesses, et au moment de poser mes lèvres sur sa joue, elle m'a présenté ses lèvres en ouvrant la bouche et en me regardant dans les yeux, évidemment je n'ai pas pu résister, j'ai succombé, j'avoue mon crime, je suis perdu ! On se marre bien quand même avec leurs conneries. Pendant ce temps-là personne ne pense au sort dramatique du peuple yéménite, moi si, la preuve.

- Plus de 8 millions de Yéménites au bord de la famine - Reuters

Huit millions quatre cent mille Yéménites sont "à deux doigts de la famine" et les belligérants doivent permettre l'acheminement d'une aide à ces populations, a déclaré lundi un haut responsable des Nations unies.

La coalition arabe sous conduite saoudienne qui est en lutte contre le mouvement chiite houthi au Yémen a imposé un blocus des ports, en novembre, à la suite d'un tir de missile en direction de Ryad.

"La poursuite du blocus des ports limite les fournitures de carburant, de vivres et de médicaments, ce qui augmente fortement le nombre de personnes vulnérables, qui ont besoin d'une aide", a-t-il déclaré.

"La vie de millions de personnes, notamment de 8,4 millions de Yéménites qui sont à deux doigts de la famine, dépend de notre aptitude à poursuivre nos opérations et à apporter une aide médicale, mais aussi des vivres, de l'eau potable, des abris", a-t-il continué. Reuters 11 décembre 2017

Ses abrutis de yéménites qui sont quotidiennement bombardés n'avaient qu'à pas riposter, dixit la position de l'ONU.

Ils se focalisent sur les Etats-Unis au lieu de se pencher sur les multinationales ou l'oligarchie.

Régulièrement les médias dits alternatifs publient des articles dans lesquels ils affirment que les Etats-Unis n'auraient plus les moyens d'exercer leur hégémonie sur le monde, patati patata, en fait, tout opposant qui se respecte ou autoproclamé à l'impérialisme américain se doit de tenir ce genre de discours, à commencer par la "gauche" américaine : Syrie – L'Etat islamique est vaincu et ce sera bientôt le tour des États-Unis par Moon of Alabama.

Cela fait des années ou des décennies qu'ils le proclament et que la réalité leur inflige un démenti cinglant. On nous rétorquera qu'il est bien vrai que les Etats-Unis sont hyper endettés, que ses infrastructures sont dans un état misérable, etc. Et alors ? Au contraire cela démontre qu'ils ont acquis un pouvoir qui leur permet de passer outre bien des contradictions ou ils se foutent de l'état du pays et de ce que la population en pense. On notera aussi que ce constat fait abstraction d'autres facteurs qui sont autrement plus décisifs. Par exemple :

- Selon Alan Cafruny, expert en relations internationales et en politique européenne à l'Hamilton College (New York), Washington, qui demeure la première économie du monde avec près de 25% du PIB mondial, qui parvient à conserver au dollar son statut de monnaie de réserve globale et qui possède un potentiel culturel considérable, a toutes les chances de rester le maître du jeu sur l'échiquier mondial. sputniknews.com 13.11

- USA: Le prolongement du financement fédéral voté à la Chambre - Reuters

...une rallonge de plus de 1.000 milliards de dollars (850 milliards d'euros) pour assurer le financement de l'Etat fédéral jusqu'au 30 septembre 2018, terme de l'exercice budgétaire américain en cours. Reuters 07.12

- Les ventes mondiales d'armement en nette hausse - euronews

Les ventes d'armes dans le monde ont augmenté pour la première fois en cinq ans en 2016 pour atteindre près de 300 milliards d'euros. (elles ont) fait un bond de 38% depuis 2002.

Les premières vendeuses d'armes au monde, et de loin, sont les compagnies d'armement américaines dont les ventes ont augmenté de 4 % en 2016 pour atteindre près de 217 milliards de dollars - environ 185 milliards d'euros - ce qui représente bien plus de la moitié des ventes mondiales. euronews 11.12

Etc. etc. etc.

Bref, on aura compris qu'une fois de plus que ce qu'on nous raconte ne correspond pas à la réalité. Ce qu'on nous sert en guise d'analyse n'est que de la propagande pour masquer l'impuissance de leurs auteurs à s'opposer efficacement au capitalisme et ses institutions dans chaque pays ou à définir une stratégie politique pour les combattre ou les affronter, en admettant qu'ils en aient eu un jour l'intention.

Les plus honnêtes ou sérieux témoignent leur incompréhension de la situation, parce qu'ils refusent de prendre en compte un certain nombre de facteurs, la finance mafieuse pour les uns, la lutte des classes pour les autres, ou encore la concentration du pouvoir entre les mains des principaux actionnaires des multinationales, qui après avoir fait main basse sur les institutions internationales - quand ils ne les ont pas créées eux-mêmes, étendent désormais leur pouvoir tentaculaire à l'ensemble des Etats et leurs institutions, y compris les médias ou à commencer par les médias devrait-on dire.

Lu dans un article.

- "*Paradoxalement, ce sont les États-Unis qui, par leur isolationnisme et leur protectionnisme, sapent aujourd'hui activement les principes de la mondialisation économique, indique l'expert.*"

Il n'est pas nécessaire d'être un expert, un professeur d'économie politique, pour observer que la phase de la mondialisation du capitalisme appartient au passé après l'ouverture de l'ex-URSS et la Chine ainsi que leurs satellites respectifs à l'économie dite de marché ou capitaliste, elle est pour ainsi sur le point de s'achever, et qu'en conséquence le capitalisme est passé à la phase supérieure qui consiste à accroître uniquement le pouvoir des multinationales ou des entreprises transnationales qui se jouent des frontières et des institutions politiques des différents pays qui ne sont plus des obstacles à la concentration des richesses et du pouvoir entre leurs mains pour avoir acheté le pouvoir politique ou pour le contrôler, ce qui revient au même au niveau du résultat, l'oligarchie est plus puissante que jamais et le mouvement ouvrier est plus divisé et disloqué que jamais.

On ne peut pas admettre ce processus quand on refuse d'admettre la défaite du mouvement ouvrier, car c'était le principal obstacle à sa réalisation qui hier était inenvisageable. Il en fut de même de l'Union européenne, comme quoi une énième fois on n'a rien appris des expériences passées. Maintenant ce processus n'est pas totalement achevé, d'où les tensions et les guerres qui se multiplient.

C'est sérieux ?

- A mon avis, Trump est en train de faire un excellent travail en oblitérant ce qui reste de l'hégémonie mondiale des USA. Donnons-lui encore un an dans le bureau ovale, si tant est que la planète puisse tenir le coup, et le prestige et l'influence des USA se réduiront à rien. Par Gilad Atzmon — 08 décembre 2017 (http://arretsurinfo.ch/la-guerre-cest-la-paix)

C'est un idiot ?

- «Idiot», «menteur», «incompétent»: Donald Trump vu par les Américains - Liberation.fr

Un sondage de la très sérieuse université Quinnipiac confirme l'impopularité du président. Le vocabulaire fleuri utilisé pour le décrire traduit un mélange d'inquiétude et de dégoût. Liberation.fr

Ils en tiennent une sacrée couche !

par Moon of Alabama — 14 décembre 2017

(http://arretsurinfo.ch/syrie-les-etats-unis-jettent-leponge-la-resistance-se-recentre-sur-israel/)

- "...les États-Unis sont obligés de renoncer à leurs projets en Syrie..."

Pourquoi ? Ah, ces Russes, ces Iraniens, le Hezbollah, ils sont décidément très fort ! C'est marrant - une façon de parler - chaque fois que l'impérialisme américain et ses alliés sont vaincus ou ne parviennent pas (pas tout à fait) à atteindre leurs objectifs, ce n'est jamais à cause de la mobilisation des peuples qui sont attachés à leur souveraineté...

Cette gauche bien-pensante méprise le peuple, la classe ouvrière, il lui dénie la capacité et le droit de décider librement de leur propre sort, à l'entendre ils ne devraient jouer qu'un rôle secondaire ou insignifiant dans l'histoire, alors que ce sont eux qui composent la majorité de la population et qui produisent les richesses et font fonctionner la société, seules les puissants ou l'élite dont elle fait partie seraient aptes à gouverner ou à orienter le destin de la société, telle est leur conception de la démocratie qui se réduit une fois de plus à une minorité, autant dire qu'elle n'envisage qu'un replâtrage du capitalisme qui lui profiterait davantage.

- "Le coup hasardeux de Trump, consistant à reconnaître illégalement Jérusalem comme capitale d'Israël, est arrivée juste au bon moment pour donner un nouvel élan à la résistance..."

Hasardeux ? Qui peut croire que le président de l'Etat le plus puissant du monde, où le capitalisme est le plus avancé prendrait des décisions sur le coin d'une table ou sur un coup de tête ? Une telle affirmation est d'un tel crétinisme, elle suffit à totalement discréditer leurs auteurs : poubelle !

Que ne diraient-ils pas pour se faire passer pour de farouches opposants au régime ? De pacotilles, assurément. Et tous à de très rares exceptions sont sur le même registre, de furieux opportunistes.

Attendons de voir la suite, mais à mon avis l'annonce de Trump, qui en réalité ne préjuge pas du tout du statut final de Jérusalem, serait plutôt un coup porté à Israël dans la mesure où elle ressoude tous ses ennemis à travers le monde. L'article

suivant fourni au moins un élément justifiant cette analyse. A moins qu'il prépare le terrain pour en finir avec les Palestiniens, mais un peu plus tard, dans trois ans... A suivre.

"C'est fini et bel et bien fini" ou "le glas de l'idéologie néo-conservatrice" a sonné. Vraiment ?

- Jérusalem : Merci à Donald Trump ! par Richard Labévière - prochetmoyen-orient.ch 11.12

Donc, Donald Trump a signé l'ordre de transfert de l'ambassade des Etats-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem en flagrante violation du droit international et plus particulièrement des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité des Nations unies.

Dernière péripétie en 2016 : celle de la résolution 23341 qui condamne de nouveau la colonisation israélienne, adoptée par 14 voix et une abstention : celle des Etats-Unis – qui n'usent pas de leur veto au grand dam d'Israël ! (Tiens donc. Et personne ne se demandera pourquoi ! - LVOG)

Donc, le simulacre de la médiation américaine, c'est fini et bel et bien fini ! Le deuxième effet de dévoilement de la décision de Donald Trump redonne au conflit israélo-palestinien sa vraie dimension – épicentre de l'arc des crises proche et moyen-orientales – sonnant ainsi le glas de l'idéologie néo-conservatrice qui a TOUT fait, depuis vingt ans, pour le marginaliser et le réduire à une simple question de sécurité et de lutte contre le terrorisme. (Pas sûr, car rien ne présage de ce qui se passera dans trois ans aux Etats-Unis, car Trump n'est pas élu à vie à ce que je sache ! Autrement dit, peut-être préparait-il ainsi la suite des festivités pour les Palestiniens si le candidat démocrate l'emportait à la prochaine présidentielle, n'oublions jamais qu'ils ont de la suite dans les idées et que Trump n'est qu'un vulgaire exécutant... - LVOG)

Donc, le simulacre de la médiation américaine, c'est fini et bel et bien fini ! Le deuxième effet de dévoilement de la décision de Donald Trump redonne au conflit israélo-palestinien sa vraie dimension – épicentre de l'arc des crises proche et moyen-orientales – sonnant ainsi le glas de l'idéologie néo-conservatrice qui a TOUT fait, depuis vingt ans, pour le marginaliser et le réduire à une simple question de sécurité et de lutte contre le terrorisme. (A moins que ce soit exactement le contraire, et les pays arabes qui s'engagent au côté des Palestiniens pourraient être appelés dans un avenir proche à les accueillir... - LVOG)

On voit bien, avec le triste anniversaire de la déclaration Balfour et des découpages frontaliers de Sykes-Picot, que les questions de Palestine et de la colonisation israélienne constituent l'origine essentielle des guerres récurrentes qui ravagent les Proche et Moyen-Orient depuis 1948. (Et des deux guerres mondiales - LVOG) On voit aussi que cet épicentre nourrit le terrorisme contemporain. (Il fournit un prétexte aux Américains et aux sionistes pour le créer ou l'encourager, c'est plus précis, non ? - LVOG)

Comment justifier aux yeux du monde que l'Occident puisse bombarder Belgrade et bien d'autres pays au prétexte qu'ils violent les résolutions du Conseil de sécurité alors qu'Israël n'en a respecté aucune depuis la création de son Etat ? Depuis 1948, plus de 400 résolutions du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et du Conseil des droits de l'homme de l'ONU ont été adoptées pour tenter de régler le conflit israélo-palestinien. Pas une seule n'a été respectée ni appliquée par Tel-Aviv !

... la décision de Donald Trump signe la perte d'influence, sinon la régression de la diplomatie américaine. (Vraiment ? La suite va nous prouver le contraire. - LVOG) Dernièrement, on a vu la volonté de la Maison Blanche de vouloir défaire l'accord sur le nucléaire iranien fortement contestée par les alliés les plus fidèles de Washington : Londres, Berlin et Paris. Les trois M (Theresa May, Angela Merkel et Emmanuel Macron) se sont clairement dissociés de l'approche américaine pour rappeler que les nécessités de la sécurité européenne ne correspondaient pas forcément aux options idéologiques de la Maison Blanche. (Rappelons que May, Merkel et Macron ont soutenu Hillary Clinton qui envisageait de bombarder Damas et de déclarer la guerre à l'Iran. - LVOG)

Il en va de même aujourd'hui pour la décision de transférer l'ambassade des Etats-Unis à Jérusalem. La décision est condamnée par la plupart des 193 Etats membres des Nations unies, parce que chacun sait que cette folie va causer de nouvelles morts de jeunes Palestiniens, inspirer de nouveaux attentats terroristes et discréditer encore un peu plus l'Organisation des Nations unies ! (Parce que ces 193 chefs d'Etat se soucieraient du sort des Palestiniens ? - LVOG)

Si la décision de Donald Trump a le mérite de dévoiler la nudité du roi, elle n'en n'est pas moins criminelle.

https://prochetmoyen-orient.ch/jerusalem-merci-a-donald-trump/

Quelques questions.

En quoi la décision de Trump confirmerait-elle l'affaiblissement des Etats-Unis ? En rien !

Pourquoi livrer Israël en pâture, pourquoi prendre un tel risque ?

C'est quoi Israël ? A quoi et à qui devait-il servir ? C'est un Etat créé artificiellement qui n'a aucune autre justification historique que le pétrole

Qui l'a créé et dans l'intérêt de qui ? Les propriétaires d'Exxon, Shell, BP...

Depuis plus d'un siècle, l'oligarchie n'aurait-elle pas instrumentalisé le sionisme et l'antisémitisme dans le seul but de camoufler ses intentions inavouables d'une toute autre nature ? Economique.

Israël n'a-t-il pas été uniquement un instrument que l'oligarchie pouvait par la suite manipulé à sa guise en actionnant l'antisémitisme ? N'aurait-elle pas plutôt manipulé les peuples qui croyaient à son histoire ?

L'oligarchie ne se ficherait-elle pas d'Israël après avoir acquis une puissance qui lui permet de dicter son orientation au monde ? On a la fâcheuse tendance à oublier qu'elle a fomenté les deux guerres mondiales du XXe siècle. Et cela ne date pas d'hier, au début du XXe siècle les sionistes envisageaient de s'installer en Afrique ou en Amérique latine, et ils sont en train d'acquérir des terres d'une superficie plusieurs fois supérieure à celle d'Israël en Argentine (voir un article du Réseau Voltaire).

Et si la reconnaissance de Jérusalem comme capitale était la contrepartie de l'engagement d'Israël de ne plus intervenir en Syrie ?

Mise au point.

- Assad : «La politique de la France a consisté à soutenir les terroristes en Syrie» — Arrêt sur Info 13 décembre 2017

Dans une interview accordée à Europe 1 et TF1, début février 2017 le président syrien Bachar el-Assad a fustigé la politique extérieure de la France, qui selon lui, «consiste à soutenir les terroristes en Syrie».

Fabien Namias, directeur de l'information d'Europe 1 et Michel Scott, éditorialiste chargé de l'actualité internationale à TF1, se sont rendus récemment à Damas pour interroger Bachar el-Assad sur la Syrie, le terrorisme et le rôle des pays occidentaux dans la politique syrienne. Autre sujet abordé, la place de la France et de François Hollande dans le conflit syrien.

Dans son interview, le président syrien a fustigé les autorités françaises pour le soutien qu'elles apportent à ceux qui, selon Bachar el-Assad, ne sont rien d'autre que des terroristes.

MS : Monsieur le président, vous vous présentez comme le rempart principal contre le terrorisme. Il y a beaucoup de gens, chez nous en particulier, qui disent que l'EI d'un côté, et votre régime de l'autre, sont les deux faces d'un même mal, qui cherchent à réprimer toute forme d'expression démocratique libre dans ce pays. Que leur répondez-vous ?

Al-Assad : Premièrement, nous ne sommes pas un régime. Nous sommes un État avec des institutions. Deuxièmement, c'est bien là la diabolisation de la Syrie, de son gouvernement syrien et de son armée, par les principaux médias et les milieux politiques occidentaux qui ont soutenu au tout début, ces soi disant modérés. Ils ont dit au début qu'il s'agissait de manifestants pacifiques, après quoi ils ont dit qu'ils n'étaient plus si pacifiques, qu'ils étaient des combattants mais toujours modérés. Mais en fait, ils ne réalisaient pas qu'ils soutenaient la base même d'Al-Qaïda et de Daech.

Voilà pourquoi ils disent maintenant que nous faisons la promotion de ces terroristes, que nous les utilisons comme une alternative, pour que l'Occident n'aie plus le choix. Premièrement, l'Occident n'a pas à choisir entre moi et Daech. C'est à mon peuple de le faire. Parce que c'est une question purement syrienne. Donc nous n'avons que faire de ce que les responsables occidentaux pensent de tout cela. Ils feraient mieux de s'inquiéter de leur propre population, de les protéger des attaques terroristes qui ont lieu à cause de leur politique.

FN : Eh bien parlons de la ligne politique de la France !

Al-Assad : Exactement. La politique de la France, depuis le premier jour a consisté à soutenir les terroristes en Syrie, et est directement responsable des tueries dans notre pays.

FN : C'est une accusation très sérieuse contre la France ! Comment pouvez-vous dire que la France soutient le terrorisme ?

Al-Assad : Ce sont eux qui le disent. Je ne les accuse pas. Ils ont dit à plusieurs reprises avoir soutenu la guerre. François Hollande a même récemment déclaré que cela avait été une erreur de ne pas avoir déclenché la guerre en 2013. Ce sont eux qui ont dit qu'ils envoyaient de l'armement à ce qu'ils appellent des groupes « modérés », et qui sont en fait des terroristes. Ce sont eux qui l'ont dit, pas moi. Les Américains ont tenu les mêmes propos, les Français aussi. Alors si vous revenez aux déclarations de vos dirigeants durant ces deux, trois ou quatre dernières années, vous trouverez bien plus d'une déclaration faite par des responsables français. Ils s'accusent eux-mêmes.

FN : Donc vous vous sentez plus à l'aise avec Donald Trump qu'avec Barack Obama ?

Al-Assad : Non, je ne peux me sentir à l'aise que lorsque j'aurai vu sa politique vis-à-vis de la Syrie. Je ne l'ai pas encore vue. Encore une fois, il faut être prudent avec chaque dirigeant occidental, parce qu'ils peuvent dire une chose le matin et faire le contraire le soir. Ou faire une chose le matin et son contraire le soir. Ils ne s'engagent pas. Ils sont très pragmatiques au point de marchander leurs valeurs. Je dirais plutôt que leurs politiques ne reposent pas sur des valeurs.

MS : Alors en résumé, l'Iran et la Russie sont des promoteurs de la paix et les occidentaux des fauteurs de guerre, c'est ça ?

Al-Assad : Exactement. A 100%. 100% !

FN : Mais quand le peuple syrien pourra-t-il dire s'il approuve ou non votre politique ? Nous avons des élections en France, en ce moment. Quand serons les prochaines élections en Syrie ?

Al-Assad : Il y a deux moyens d'y parvenir. Les moyens dont nous disposons actuellement et ceux dont nous disposerons dans l'avenir, à la fin de la guerre. A ce moment là, on pourra envisager toutes sortes de solutions, les urnes, les élections, tout est possible. D'ici là, le peuple n'a qu'un seul moyen de se prononcer. Ou bien vous soutenir, ou bien ne pas le faire. Après six ans de guerre, si ce président a un mauvais bilan aux yeux du peuple syrien, pourquoi le soutiendrait-il ? C'est une simple question : Pourquoi devrait-il le soutenir ? Pourquoi ne soutient-il pas les terroristes ? Et pour revenir à votre question, lorsque vous évoquez 300.000 ou 400.000 morts et que vous dites que c'est le président qui les a tués, c'est comme si vous donniez aux terroristes un certificat de bonne conduite parce que ce serait nous qui auraient tué les gens et eux qui les auraient protégés. Comme si c'était Al Qaida, Al-Nosra ou Daech qui protégeaient les gens et les défendaient. Voilà le fond de la question. Et bien non ! La vérité c'est que nous nous battons pour le peuple syrien. C'est la raison pour laquelle le peuple syrien a soutenu son gouvernement, son armée et son président.

http://arretsurinfo.ch/assad-la-politique-de-la-france-a-consiste-a-soutenir-les-terroristes-en-syrie/

Une vieille histoire

- La dynastie wahhabite et le bradage de la Palestine (1/2) par René Naba - Mondialisation.ca, 06 décembre 2017

De quand date l'alliance entre la Grande-Bretagne, l'Arabie saoudite et les sionistes contre les Palestiniens ?

Document de renonciation à la Palestine en faveur des «malheureux juifs» signé par Abdel Aziz Al Saoud, fondateur de la dynastie wahhabite et remis au délégué de Grande Bretagne Sir Percy Cooks.

Traduction : «Au nom d'Allah, le très miséricordieux, Moi, Sultan Abel Aziz Ben Faysal, Ibn Abder Rahman Al Faysal Al Saoud, admet et reconnaît mille fois à Sir Percy Cooks, délégué de Grande Bretagne, qu'il n'y a pas pour moi aucun empêchement à offrir la Palestine aux malheureux juifs ou tout autre, selon ce que décidera la Grande Bretagne, dont je ne contesterai pas la décision jusqu'à la fin du Monde».

Une imposture dévoilée.

La triple imposture de Tawakol Korman Prix Nobel de la Paix 2011

Première femme arabe lauréate du prestigieux Prix Nobel de la Paix 2011, la yéménite était en fait une fausse activiste financée par l'administration américaine. Membre de la confrérie des Frères Musulmans, Tawakkol Karman a soutenu l'agression saoudienne contre son propre pays.

http://www.madaniya.info/2015/11/10/tawakkol-karman-la-triple-imposture-du-prix-nobel-de-la-paix-2011/

Quelques liens vers d'autres articles sur le même sujet.

https://www.mondialisation.ca/la-dynastie-wahhabite-et-le-bradage-de-la-palestine-12/5621370
https://www.mondialisation.ca/la-dynastie-wahhabite-et-le-bradage-de-la-palestine-22/5621571

- Quand le chien n'aboie pas par Israel Shamir - Mondialisation.ca, 04 décembre 2017
https://www.mondialisation.ca/quand-le-chien-naboie-pas/5621275?

Comment les légalistes du droit internationale s'embourbent. Si le sionisme ne coïncidait pas avec le passage du capitalisme à l'impérialisme, il faudrait l'inventer.

- Jérusalem et la mystique de l'élection par Bruno Guigue — arretsurinfo.ch 11 décembre 2017

Comme le montre la naïveté des commentaires sur la crise actuelle, on ne comprend pas les conflits du Proche-Orient si l'on oublie l'essentiel. Le sionisme n'est pas un mouvement d'émancipation juive, ni un nationalisme séculier classique. C'est un colonialisme fondé sur une mystique de l'élection. Lorsque Netanyahou est reçu au congrès américain, il parle du "peuple élu" et il invoque la "destinée manifeste". En validant les prétentions israéliennes sur Jérusalem, Trump ne se contente pas de piétiner la loi internationale. Flattant le narcissisme israélien, il accrédite la mythologie fondatrice de l'Etat-colon.

On s'inquiète d'une confessionnalisation du conflit, mais on oublie que ce conflit est confessionnel depuis l'origine. Non pas du fait de la résistance arabe, mais du fait de l'entreprise sioniste. En fait, le mouvement auquel le sionisme ressemble le plus est le suprématisme blanc des Afrikaners. Dans les deux cas, ils se prennent pour le peuple élu, et la guerre coloniale vise à s'emparer de la "Terre promise". L'Etat d'Israël, cet enfant chéri de la conscience laïque occidentale, est un implant colonial justifié par l'Ancien Testament.

Même s'ils ont raison, le déni de légitimité que les juifs orthodoxes opposent au sionisme est trompeur. Il faut lire les penseurs sionistes de l'ère pré-israélienne : le sionisme n'a pas trahi le judaïsme, il s'est simplement affranchi de sa passivité. Il substitue à l'attente du sauveur une action politique, mais cette action vise à prendre possession d'"Eretz Israël", et non d'une lointaine contrée indifférente au récit biblique. Le sionisme moderne n'a pas laïcisé l'espérance messianique, il l'a détournée à son profit pour implanter au Proche-Orient un Etat occidental.

La conquête coloniale de la Palestine se fonde sur une mystique de l'élection, et cette mystique se nourrit d'une géographie du sacré. Interprétant la Thora comme un acte notarié, elle le brandit comme si un texte religieux pouvait fonder un droit opposable. Croyant occasionnel, Theodor Herzl avait bien compris la puissance symbolique de cette supercherie. "Si la revendication d'un coin de terre est légitime, disait-il, alors tous les peuples qui croient en la Bible se doivent de reconnaître le droit des juifs". Quel Occidental contestera, si elle est bibliquement établie, la légitimité d'un Etat juif en Palestine ?

Le sionisme repose sur une idée simple : la Thora tient lieu de titre de propriété, et cette propriété sera reconnue par un Occident pétri de culture biblique. Il faut reconnaître que ce tour de passe-passe a porté ses fruits. Loin d'être une nouveauté, le sionisme chrétien est constitutif du sionisme lui-même. L'idée du retour des exilés en Terre sainte fut une idée protestante avant d'être une idée juive, et le gouvernement britannique s'en fit l'ardent défenseur à l'apogée de l'Empire. Ce n'est pas un hasard si cette entreprise a fini par voir le jour avec la bénédiction d'une Grande-Bretagne férue d'Ancien Testament.

Malheureusement, ce n'est pas la première fois qu'une idée absurde exerce une force matérielle. Pour les sionistes, la cause est entendue : si le droit des juifs sur la terre d'Israël n'est pas négociable, c'est qu'il dérive de la transcendance. Combattre l'entreprise sioniste, c'est faire offense à Dieu, se rebeller contre sa volonté. Avant la proclamation unilatérale de l'Etat d'Israël, le grand rabbin de Palestine déclarait devant une commission internationale : "C'est notre forte conviction que personne, ni individu, ni pouvoir institué, n'a le droit d'altérer le statut de la Palestine qui a été établi par droit divin".

Chef du parti national-religieux, le général Effi Eitam expliquait en 2002 : "Nous sommes seuls au monde à entretenir un dialogue avec Dieu en tant que peuple. Un Etat réellement juif aura pour fondement le territoire, de la mer au Jourdain, qui constitue l'espace vital du peuple juif". On comprend pourquoi le sionisme, à l'appui de ses prétentions, n'invoque pas le droit international, mais la promesse de Yahvé à Abraham : "C'est à ta descendance que je donne ce pays, du fleuve d'Egypte au grand fleuve, le fleuve Euphrate" (Genèse, 15).

Cette mythologie a fait de Jérusalem le joyau de la promesse. La cité de David est l'écrin de la présence divine depuis que son successeur Salomon y bâtit le premier Temple. Espace de communication avec le divin, Jérusalem porte témoignage de la geste hébraïque. Le martyre subi lors de sa destruction en accentue la sacralité, en la déclinant sur le mode messianique. Dans la narration biblique, Jérusalem est le centre d'une histoire sainte. Le tour de force du sionisme est de l'avoir fait passer pour une histoire tout court.

Cette conversion de la narration biblique en narration historique, pourtant, est un véritable château de cartes. Israël s'est lancé à Jérusalem dans une quête obstinée des vestiges de sa grandeur passée. A coup d'excavations frénétiques, on a exhibé la moindre breloque comme si elle était la preuve d'une gloire ancestrale, et un tesson de poterie attestait le rayonnement immémorial du royaume hébraïque. Mais cette manie de fouiller le sous-sol palestinien à la recherche d'une gloire perdue a montré ses limites, et les archéologues israéliens ont fini par tirer un trait sur ces affabulations.

"Les fouilles entreprises à Jérusalem n'ont apporté aucune preuve de la grandeur de la cité à l'époque de David et de Salomon". Mieux encore : "Quant aux édifices monumentaux attribués jadis à Salomon, les rapporter à d'autres rois paraît beaucoup plus raisonnable. Les implications d'un tel réexamen sont énormes. En effet, s'il n'y a pas eu de patriarches, ni d'Exode, ni de conquête de Canaan, ni de monarchie unifiée et prospère sous David et Salomon, devons-nous en conclure que l'Israël biblique

tel que nous le décrivent les cinq livres de Moïse, les livres de Josué, des Juges et de Samuel, n'a jamais existé ?"

Ces citations ne sont pas tirées d'un brûlot antisioniste, mais du livre d'Israël Finkelstein et Neil Asher Silberman, La Bible dévoilée, Les nouvelles révélations de l'archéologie, Bayard, 2002, p. 150. La mythologie sioniste avait maquillé le mythe en histoire pour les besoins de la cause. Cette histoire en carton-pâte est balayée par la recherche scientifique. La véritable histoire reprend ses droits, et la géographie du sacré sombre dans les sables mouvants. Mais peu importe. Avec de vieilles pierres en guise de témoins muets, les sionistes revendiquent obstinément la propriété d'une terre arrachée en 1948 à ses détenteurs légitimes.

http://arretsurinfo.ch/jerusalem-et-la-mystique-de-lelection/

Colonisation pour les Palestiniens, colonie de vacances pour leurs défenseurs.

- Comment Israël a fait de la Palestine la plus grande prison du monde par Mustafa Abu Sneineh — 11 décembre 2017

Une interview d'Ilan Pappé par Mustafa Abu Sneineh.

... je pense que la solution à deux États correspond en fait au modèle de la prison ouverte.

A Gaza, les Israéliens sont des gardiens de prison qui privent les Palestiniens de tout contact avec le monde extérieur mais qui n'interfèrent pas avec ce qu'ils font à l'intérieur.

La Cisjordanie est une sorte prison à ciel ouvert pour petits délinquants qui ont le droit de sortir pour travailler à l'extérieur. Et même si à l'intérieur il n'y a pas de graves sévices, cela n'en reste pas moins une prison. Le président palestinien Mahmoud Abbas lui-même, s'il veut passer de la zone B à la zone C, doit demander aux Israéliens de lui ouvrir la barrière. Et c'est pour moi tout un symbole que le président ne puisse pas se déplacer sans que le geôlier israélien ouvre sa cage.

IP: Je pense que le choix des mots est très important. La façon dont vous définissez une situation peut affecter votre capacité à la changer.

On a collé les mauvais mots sur la situation en Cisjordanie dans la bande de Gaza et à l'intérieur d'Israël. Le mot occupation implique normalement une situation temporaire.

La solution à l'occupation est la fin de l'occupation, l'armée d'invasion retourne dans son pays, mais ce n'est pas la situation en Cisjordanie ni en Israël ni dans la bande de Gaza. Le terme qui la décrit le mieux, à mon avis, est celui de colonisation, même si ce terme semble anachronique au XXIe siècle. Oui, Israël colonise la Palestine. Il a commencé à la coloniser à la fin du XIXe siècle et la colonise encore aujourd'hui.

Il y a un régime colonial qui implante des colonies et qui contrôle l'ensemble de la Palestine de différentes manières. Dans la bande de Gaza, il contrôle de l'extérieur. En Cisjordanie, le contrôle est différent selon les zones A, B et C. La politique est encore différente envers les Palestiniens vivant dans des camps de réfugiés qu'Israël ne laisse pas rentrer chez eux. Ne pas laisser les personnes expulsées revenir sur leurs terres est une autre façon de perpétuer la colonisation. Tout est lié, tout fait partie de la même idéologie.

Donc, je pense que les mots « processus de paix » et « occupation » donnent, quand on les met ensemble, l'impression fausse que la seule chose à faire pour avoir la paix entre Israël et la future Palestine, c'est de faire sortir l'armée israélienne de Cisjordanie et de la bande de Gaza.

Mais l'armée israélienne n'est pas dans la bande de Gaza ni dans la zone A. Elle est aussi très peu présente dans la zone B, où elle n'est pas nécessaire. Il n'y a pas pour autant de paix dans ces endroits-là. La situation y est même bien pire qu'avant les Accords d'Oslo de 1993.

Le soi-disant processus de paix a permis à Israël de poursuivre sa colonisation, mais cette fois avec le soutien international. Je suggère donc de parler de décolonisation, pas de paix. Je suggère de discuter d'un changement de la législation qui régit la vie des Israéliens et des Palestiniens.

Je pense qu'il faut parler d'un état d'apartheid. Il faut parler de nettoyage ethnique. Il faut trouver par quoi remplacer l'apartheid. Nous avons un bon modèle avec l'Afrique du Sud. Le seul moyen de remplacer l'apartheid est un système démocratique. Une personne, une voix, ou, au moins, un état bi-national. Je pense que c'est ce vocabulaire qu'il faut se mettre à utiliser, parce que si nous continuons à utiliser les anciens mots, nous continuerons à perdre notre temps et nos forces sans changer la réalité sur le terrain.

http://arretsurinfo.ch/comment-israel-a-fait-de-la-palestine-la-plus-grande-prison-du-monde/

Le saviez-vous ? Amnesty International intermédiaire des barbares.

En novembre 2011, le représentant spécial de Ban Ki-moon et ancien secrétaire général d'Amnesty International, Ian Martin, organisa le transfert par bateau de 1 500 jihadistes d'Al-Qaïda vers la Turquie. Ils furent placés sous l'autorité d'Abdelhakim Belhadj (ancien numéro 3 d'al-Qaïda) et de Mehdi Al-Harati (ancien leader de la Flottille de la Liberté pour Gaza). Débarqués en Turquie, ils furent transportés par des autobus affrétés par le MIT (services secrets turcs) à Jabal Al-Zouia en Syrie, où durant un mois ils formèrent sous les yeux émerveillés des télévisions occidentales un village « rebelle ». (L'Armée arabe syrienne créé une nouvelle force pour amnistier les combattants de l'ASL - Réseau Voltaire 15 décembre 2017)

Mais quel boulet ! Ah ces "***organisations politiques qui ont un lien, historiquement, avec le mouvement ouvrier***" !

Certains en redemandent, le POID notamment (Editorial de la Tribune des travailleurs du 6 décembre 2017).

Le jour où nous aurons compris que les prises de position en faveur de la rupture avec la Ve République ou l'UE n'ont aucune valeur, tant que leurs auteurs ne rompent pas avec les partis ouvriers passés définitivement dans le camp de la réaction ou qui incarnent la Ve République et l'UE, peut-être que l'avant-garde pourra faire enfin un pas en avant vers le socialisme...

Le front unique ouvrier a été conçu quand la social-démocratie ou les partis se réclamant du socialisme ou du progrès social n'avaient pas encore gouverné ou dans la période qui suivit leur trahison qu'ils aient accédés ou non au pouvoir, afin d'unir les forces militantes qui étaient organisées dans les différents partis pour combattre la réaction et leurs propres directions.

Une fois qu'ils se vidèrent de leurs militants ouvriers ou qu'ils firent preuve en une multitude d'occasions qu'ils soutenaient le camp de la réaction ou de la guerre, au lieu de les caractériser en conséquence de partis de droite, nous avons continué à les présenter comme des partis de gauche ou ouvrier en référence à leur origine de plus en plus lointaine, plus d'un siècle, vous excuserez du peu.

Cette stratégie fut dramatique pour l'avant-garde du mouvement ouvrier et devait précipiter sa décomposition et sa dislocation. Maintenant personne n'accepte cette analyse. Pourquoi ? Ceux qui la soutiennent ou en sont à l'initiative en ont été les principaux bénéficiaires. Pourquoi ? Parce qu'ils n'ont jamais été capables de définir une véritable stratégie indépendante de ces partis, du régime, qui soit conforme au socialisme. Ils ne voulaient pas se couper des masses affirmaient-ils, mais les masses sont moins corrompues qu'eux et elles ont rompu progressivement avec les uns et les autres, ils ne restent plus que des corrompus dans ces partis, et sans le soutien des médias ils n'existeraient plus depuis longtemps car c'est la totalité des masses qui s'en seraient alors détournées.

En Allemagne

- Congrès des sociaux-démocrates allemands : «Regardez ce qui est arrivé aux socialistes en France !» - liberation.fr

C'est le deuxième jour du congrès du SPD à Berlin, et Myriam et Hauke sirotent un café devant leur stand. Les deux militants font face à une énorme Audi. Ils sont un peu agacés d'avoir vue sur une sorte de concessionnaire auto pendant tout le congrès, eux qui se tiennent à la gauche du parti. Devant leurs affiches où l'on voit Marx la chope à la main, encourageant le chaland à «boire une bière avec Karl», ils ironisent sur les gens qui font des selfies «Audi». Un congrès social-démocrate allemand est en effet un curieux mélange de Salon de l'auto, de foire expo, de fête de la bière et de grand-messe politique, où l'on peut se retrouver sans problème à deviser de Willy Brandt devant un stand Philip Morris. Ainsi, les yeux perdus dans la grosse Audi noire, Myriam commente la décision prise la veille des délégués du parti de laisser Martin Schulz entamer des pourparlers avec Angela Merkel. liberation.fr 11.11

Parmi les propos de délégués rapportés dans cet article.

- La plupart d'entre eux craignent d'y perdre de nouveau leur âme... (Comme on en a qu'une, ils n'en ont plus ! - LVOG)

- Ils craignent aussi que les conservateurs ne respectent pas leurs engagements. Tous ont en tête la récente affaire du glyphosate. Le ministre conservateur de l'Agriculture, Christian Schmidt, a en effet voté pour sa réautorisation au sein de l'UE, au nez et à la barbe de la ministre SPD de l'Environnement, qui n'était même pas au courant… (Sans blague, donc ils s'en foutent ! - LVOG)

- ...une alliance du SPD avec Merkel ne ferait que favoriser la progression de l'extrême droite. (Sans blague, donc ils s'en foutent ! - LVOG)

- ... le SPD s'est trop éloigné de ses valeurs progressistes, notamment avec la mise en place des lois Hartz (réformes du marché

du travail, ndlr) sous l'ère Schröder. Et que de manière générale, le parti a négligé les femmes et les travailleurs pauvres. (Sans blague, mais alors ils le savaient, c'est bien qu'ils s'en contrefoutent ! - LVOG) - On s'accorde à trouver un point positif : l'Europe. Et plus précisément le discours de Schulz sur le sujet. A la tribune jeudi, le chef du SPD a plaidé avec vigueur pour des «Etats-Unis d'Europe» à l'horizon 2025. (Vive l'UE ! - LVOG)

Avec de tels délégués, les aristocrates du SPD auraient tort de se gêner et de ne pas célébrer ce "beau moment"!

- Le chef des sociaux-démocrates a mollement été réélu à la tête du parti jeudi, avec 81,9 % des voix – mais il était le seul candidat en lice. Il l'a lui-même reconnu lors de son discours de remerciements. «Le 19 mars, vous m'aviez élu avec 100 % des voix. C'était un beau moment mais, depuis, il y en a eu aussi des plus difficiles», a-t-il dit à la tribune… tout en espérant «que de meilleurs moments» puissent «à présent arriver». liberation.fr 11.11

- La direction du SPD approuve l'ouverture de discussions avec la CDU-CSU - Reuters

La direction du Parti social-démocrate allemand (SPD) réunie vendredi a voté unanimement en faveur de l'ouverture de discussions exploratoires sur la formation d'un gouvernement avec le bloc conservateur de la chancelière Angela Merkel.

La décision de la direction du SPD doit encore être entérinée lors d'un congrès extraordinaire du parti qui se tiendra le 14 janvier, a annoncé Martin Schulz.

Les discussions exploratoires avec l'Union chrétienne-démocrate (CDU) d'Angela Merkel et son alliée bavaroise de l'Union chrétienne-sociale (CSU) devraient débuter dans le courant du mois, a-t-il ajouté.

Les dirigeants des deux camps se sont rencontrés mercredi, rencontre à l'issue de laquelle les conservateurs ont validé le principe de négociations en vue de former à nouveau une "grande coalition" avec le SPD. Les sociaux-démocrates s'étaient quant à eux donné deux jours de réflexion. Reuters 15.12

En Italie.

« Le réflexe anti-berlusconien du centre-gauche est en train de se dissiper (…) De cette façon, il y aurait une réunification entre celui qui a incarné symboliquement l'ethos néolibéral – Berlusconi – et le camp qui a fourni le personnel politique le plus fidèle au projet néolibéral – le centre-gauche. » (Le clivage gauche-droite est mort en Italie – Entretien avec Samuele Mazzolini, par LVSL - Les-Crises.fr 15.12)

(Renzi) ...son ascension était soutenue et favorisée par des élites italiennes, avec les intérêts des grands groupes bancaires qui ont pris le dessus sur tous les autres – ce n'est pas un hasard si 24 milliards ont été offerts au système bancaire au cours de cette législature. Cet aspect est désormais assez clair pour tout le monde.

Réflexion d'un internaute

- "« Nous pensons que la métaphore droite/gauche ne fonctionne plus et que l'antagonisme à revendiquer est celui de l'oligarchie contre le peuple." Comme si le clivage gauche/droite signifiait autre-chose!… Ce n'est pas parce-que la sociale démocratie a perverti le concept de gauche que celui-ci n'existe plus!"

Au Portugal.

- Redressement économique : la leçon portugaise - lepoint.fr

C'est ainsi que, résumé par l'Iref (Institut de recherches économiques et fiscales), « de très nombreuses réformes ont été engagées : réforme des impôts des particuliers et des sociétés, réforme de la carte judiciaire, réforme du marché du travail, amélioration du système fiscal pour lutter contre la fraude, réforme des hôpitaux, libéralisation de l'économie par la promotion de la concurrence, réforme de l'administration publique, réforme de la gestion des finances publiques avec notamment l'introduction d'une règle d'or limitant les dépenses et le déficit, décentralisation des compétences au profit des municipalités dans quatre domaines (l'éducation, la santé, la sécurité sociale et la culture), privatisations importantes (transports terrestres et aériens, déchets, électricité, assurances, postes, etc.) et restructurations (compagnie des eaux, rail), augmentation de l'âge de départ à la retraite (66 ans), allongement des heures de travail, diminution des effectifs de fonctionnaires, augmentation de leur temps de travail »…

Sur le dernier point concernant les fonctionnaires, précisons que le Premier ministre portugais en a réduit le nombre en deux ans de 9 % (...) et il a diminué leurs traitements jusqu'à 10 % pour certains et allongé leur temps de travail à 40 heures par semaine. Au total, une vraie potion amère pour une majorité de Portugais, qui en ont beaucoup voulu à Passos Coelho et le lui ont fait savoir

aux élections législatives suivantes d'octobre 2015, alors même que sa politique de rigueur commençait à porter ses fruits. Ils ont alors choisi, de justesse, de faire confiance à une « union de la gauche » inédite et improbable, emmenée par un leader socialiste très malin, qui avait réussi à obtenir le soutien de son extrême gauche sans participation au gouvernement.

Costa a su profiter de la grogne populaire en promettant de revenir sur des mesures économiquement accessoires, mais fortement symboliques comme la suppression de jours fériés, le blocage du smic et la réduction de certaines prestations sociales, tout en conservant l'essentiel de ce qui avait été lancé par son prédécesseur, le libéral Passos Coelho, et en priorité l'équilibre des dépenses publiques. D'autant que les résultats des réformes structurelles devenaient de plus en plus spectaculaires au fil du temps : c'est ainsi qu'on annonce actuellement à Lisbonne, pour cette année 2017, un taux de croissance de + 2,7 % (contre – 4 % en 2012), un déficit public ramené à 1,5 % du PIB (6 % en 2012) et un chômage à 9 % (16 % en 2012).

António Costa a réussi jusqu'à présent à contenir les demandes démagogiques de ses alliés de l'extrême gauche mais il va devoir lâcher encore du lest en 2018 tout en s'efforçant de se maintenir en équilibre sur une étroite ligne de crête.

Les félicitations pleuvent de partout. L'économie repart. Le Portugal vit un nouvel âge d'or et peut rêver à un avenir brillant. Ses habitants ont retrouvé le moral, le sourire et le goût d'entreprendre, délivrés qu'ils sont des corsets et des contraintes qu'ils devaient subir auparavant. lepoint.fr 16.12

En France.

Mélenchon ou l'unioneuropéisme assumé d'un "indépendantiste", c'est dans l'air du temps, olé !

Dans un entretien aux Echos : "Qu'on ne caricature pas ma position, dit M. Mélenchon, ma ligne, ce n'est pas le Frexit. Je crois à la puissance française. En Europe, ses intérêts fondamentaux doivent être protégés. Faire l'Europe ? Oui, si c'est sans défaire la France !" AFP 12.11

On retiendra également "la puissance française", qui profite à qui, au détriment de qui ?

Mélenchon - "Nous sommes l'un des derniers pays en procédure de déficit excessif et dans le même temps nous versons 20 milliards au budget européen pour n'en récupérer que 14 milliards. 6 milliards de dons ! Cela s'appelle une dépense somptuaire. Payer des routes aux Roumains et des aéroports aux pays Baltes, c'est utile, mais ce n'est pas dans nos moyens actuels. Dans les années où nous sommes en déficit excessif, nous devrions avoir le droit de garder nos 6 milliards". AFP 12.11

Les travailleurs roumains et des pays Baltes sont surexploités par les multinationales de l'UE dont les françaises, de quoi se plaignent-ils bordel, on ne va tout de même pas leur faire "6 milliards de dons" en plus ! Il pourrait être candidat à la présidence du Medef !

Le reste de sa prestation était du même tonneau, en prime, vive la BCE, cela ne s'invente pas : "La vraie réponse passe par la fin de trois verrous: l'harmonisation sociale, l'harmonisation fiscale et le changement de statut de la BCE pour que celle-ci puisse prêter aux États". AFP 12.11

Pour nous "la vraie réponse passe" par la rupture avec la Ve République et l'UE, l'expropriation des banquiers et la socialisation des secteurs clés de l'économie... On aura compris pourquoi les Echo lui accorde une tribune.

- Mélenchon harangue la foule en espagnol en soutien à Podemos - HuffPost FR 16 décembre 2017

Rappel. C'est quoi Podemos ?

Extraits de causeries.

1- "Pour gouverner, nous aurons besoin du PSOE. Nous voulons un accord avec le PSOE", a assuré Pablo Iglesias. AFP 10.05.2016

2- Le cas de Podemos (Espagne) est exemplaire, qui a dû se forger un programme consensuel et rompre ses liens avec la révolution bolivarienne. Son dirigeant Pablo Iglesias a souhaité la libération de Leopoldo Lopez (leader d'extrême-droite condamné pour sa responsabilité directe dans les violences et la mort de 43 personnes en 2014) et déclaré que le "pays est au bord de la guerre civile". Il sait que c'est faux car il connaît la réalité. Mais pourquoi ne pas sacrifier un réel lointain si cela permet d'améliorer son image dans les médias et de gagner des voix? (Venezuela, pierre de folie - Thierry Deronne - Arrêt sur Info 26.05.2016)

3- Podemos expose son projet économique au FMI - LeMonde.fr

La rencontre de vendredi a eu lieu à la demande du FMI et s'inscrit dans le cadre d'une série de contacts de l'organisme international avec différents partis politiques. LeMonde.fr 05.06.2015

4- Podemos. Pablo Iglesias - Les Espagnols seront invités dans les prochaines heures à se prononcer sur le plan d'aide. Les regards se tournent dès lors vers Podemos, l'allié espagnol de Syriza. Et là, surprise, c'est un soutien à Alexis Tsipras qui est adressé. "Moi comme Alexis n'aimons pas l'accord, mais c'était une situation limite: soit l'accord, soit une sortie de l'euro", a affirme Pablo Iglesias, le patron de cette formation dans la matinée du jeudi 16 juillet. Et l'eurodéputé d'enfoncer le clou dans l'après-midi avec un tweet qui laisse peu de place au suspens. "Nous soutenons ce que le gouvernement grec a approuvé", a dit encore plus clairement Íñigo Errejón, le numéro 2 du parti qui n'a pas de députés et n'a donc pas à se prononcer formellement sur le plan. huffingtonpost.fr 16.07.2015

5- L'illusion Podemos - Arrêt sur Info 17.07.2015

Extraits. La plupart de ces propositions (souveraineté populaire, revalorisation des salaires et des retraites, sortie de l'Otan, arrêt de la privatisation des services publics..) sont totalement incompatibles avec les traités européens. Ce programme n'aurait de sens que si Podemos incluait la sortie de l'Espagne de l'UE et de l'euro. Or, Podemos ne le propose pas, élude la question cruciale de l'euro, et milite au contraire pour une plus grande intégration européenne. (...) Cette structure est fortement soutenue par les médias.

6- Espagne: Podemos recrute l'ancien chef des armées comme candidat à l'élection législative - Mondialisation.ca 09.11 Lors de la conférence de presse (le 4 novembre - LVOG), Rodriguez a dit que Podemos respecterait ses obligations, ajoutant qu'il défendait « le renforcement de la position stratégique de l'Espagne et de l'Europe dans l'Alliance atlantique. »

La décision de Podemos de se proposer comme plate-forme politique de l'OTAN et de l'armée espagnole pour qu'elles jouent un rôle public dans la vie politique doit mettre en garde contre son rôle tout à fait réactionnaire. La nomination de Rodríguez est une approbation sans équivoque des guerres impérialistes qui ont coûté des centaines de milliers de vies. Sous la direction de Rodriguez, l'armée espagnole a participé aux guerres néocoloniales sous commandement américain en Afghanistan (2001) et en Irak (2003).

Rodríguez a aussi joué un rôle majeur dans la guerre de l'OTAN contre la Libye en 2011.

La nomination de Rodríguez est aussi un signal que Podemos répudie consciemment ses appels précédents, hypocrites et fallacieux, aux sentiments anti-guerre et anti-austérité.

7- Iglesias a également rencontré le président de l'Association unifiée des militaires espagnols, Jorge Bravo, et a promis de « construire un programme politique qui inclut les droits inaliénables de l'armée ». Iglesias a ajouté : « Podemos assume comme légitimes les demandes des associations militaires et promet de les défendre. »

Peu de temps après, il a inclus dans son équipe José Antonio Delgado, porte-parole de l'Association unifiée des gardes civils.

Les gardes civils militarisés ont soutenu toutes les dictatures en Espagne depuis leur fondation en 1844. Mondialisation.ca 09.11.2015

Vous voulez faire un front unique avec ces ordures sans principes ni scrupules ?

En famille chez les partenaires sociaux ou ils ne loupent pas une occasion pour légitimer Macron.

Pour François Ruffin, Emmanuel Macron peut être un "partenaire" - Publicsenat.fr

- "moi-même j'éprouve un certain vertige à l'idée qu'on puisse détenir le pouvoir ". Faut vous en remettre mon vieux, vous n'êtes pas fait pour cela, et cela tombe bien parce que ce n'est pas demain la veille que cela vous arrivera, vous voilà soulagé !

- « Ce n'est pas moi qui cherche à gagner contre Emmanuel Macron, moi je cherche à faire gagner quelque chose aux gens à l'occasion du passage du président sur Amiens, voilà ».

Une recherche de résultats concrets qui mérite bien des concessions… « Si jamais dans ce cadre-là, Emmanuel Macron doit être un partenaire pour ça, il est un partenaire ». Publicsenat.fr

Un passeur de plateaux qui fournit à Macron une occasion d'afficher une légitimité de façade. Et alors, pourquoi s'arrêter sur ce genre d'infos insignifiantes ? Insignifiantes, vraiment ? Quand on ne cherche pas à comprendre comment ils construisent leur propagande, comment elle fonctionne. En réalité cela permet derrière aux instituts de sondages de faire remonter la cote de popularité de Macron, ce qui semblera logique au citoyen lambda, puisqu'il gagne en légitimité en jouant un rôle dans la cour des "partenaires sociaux", et ce ne sont pas les dirigeants vendus des syndicats qui désapprouveront Ruffin... ni Macron !

Retraitement des déchets.

Ils osent tout au-delà de tout ce qu'un homme peut imaginer en proie au délire. La palme revient à Hollande.

- Pour Hollande, le PS "a un avenir" et la gauche n'est pas incarnée par Mélenchon. - AFP

François Hollande a estimé jeudi sur RTL que le Parti socialiste avait "un avenir", le chef de file de la France insoumise Jean-Luc Mélenchon ne pouvant à ses yeux prétendre incarner la gauche.

"Il devait y avoir 1,5 million (de manifestants) sur les Champs-Elysées, vous les avez vus vous ? (...) Cette stratégie qui a consisté à vouloir s'opposer par la rue a été finalement une bénédiction pour le gouvernement et le président (...). Je pense qu'avec un opposant comme celui-là les pouvoirs ont de beaux jours devant eux", a raillé l'ex-président.

Interrogé sur son discours du Bourget de 2012, M. Hollande a dit qu'il le prononcerait aujourd'hui "de la même manière". "Je pense que la finance prédatrice, spéculative reste un danger pour le monde. Le creusement des inégalités que nous voyons. le fait qu'une partie de la richesse soit captée, capturée même par une toute petite minorité de privilégiés (...) est un risque pour la stabilité du monde", a-t-il estimé.

Louant l'action de son gouvernement pour une juste imposition des multinationales, il a estimé qu'il y avait "encore beaucoup à faire quand on voit l'optimisation fiscale d'un certain nombre de groupes". "Je suis de gauche et j'ai fait une politique de gauche", a-t-il revendiqué.

Ce qui nous perdra, c'est de refuser d'admettre de quoi ils sont capables.

- Ségolène Royal : «Je ne suis pas retirée de la vie politique» - LeFigaro.fr

Plus réactionnaire et plus corrompu encore, si, si c'est possible.

Faites payer les gueux !

- One Planet Summit : Nicolas Hulot demande aux États et aux banques « la même audace » que pour la « crise financière de 2008 » - Publicsenat.fr

Des millionnaires vous gouvernent, c'est la démocratie.

- Quelques ministres millionnaires au sein du gouvernement - HuffPost FR

La Haute autorité pour la transparence de la vie publique, qui a publié ce vendredi 15 décembre les déclarations de patrimoine des membres du gouvernement, a révélé que plusieurs ministres étaient millionnaires, parmi lesquels Muriel Pénicaud (7,7 millions d'euros), Nicolas Hulot (7,2 millions d'euros) et Françoise Nyssen (4,6 millions d'euros).

- Les députés seront remboursés jusqu'à 1200 euros pour un logement à Paris. - L'Express.fr

A partir du 1er janvier, les députés pourront louer des logements dans la capitale... et se faire rembourser par l'Assemblée nationale.

- Le Sénat augmente de 40% le salaire des maires des grandes villes et des présidents de collectivités - Publicsenat.fr

Les sénateurs ont voté une augmentation de 40% de la rémunération des maires des grandes villes et des présidents de région et de département, durant l'examen du budget 2018. Publicsenat.fr

Il ne peut pas y en avoir pour tout le monde.

- Arrêt maladie : le Sénat instaure 3 jours de carence pour les fonctionnaires Publicsenat.fr

Le Sénat a instauré 3 jours de carence pour les fonctionnaires durant lesquels leurs arrêts maladie ne sont pas rémunérés. Il a également enlevé aux agents publics une partie de la compensation de la hausse de la CSG. Publicsenat.fr

Un "espoir". Il n'y a pas de places pour tout le monde.

- Belloubet vise 10.000 places de prison en plus d'ici 2022 - Reuters

La ministre de la Justice, Nicole Belloubet, a déclaré jeudi "espérer" la création de 10.000 places de prison d'ici la fin du quinquennat d'Emmanuel Macron... Reuters

Il n'y a pas de petites économies.

- Damon - Faire nettoyer leur classe par les élèves, quelle bonne idée ! LePoint.fr

En Inde dans les écoles publiques ce sont les gosses qui amènent des craies pour les profs...

Légitimité autoproclamée.

- Avec une large victoire, Laurent Wauquiez assoit sa légitimité - Publicsenat.fr

Laurent Wauquiez, le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, est devenu le nouveau président des Républicains, avec 74,64% des voix, dépassant largement ses deux adversaires : la filloniste Florence Portelli (16,11%) et le juppéiste Maël de Calan (9,25%).

La surprise vient de la mobilisation des adhérents : ils sont 99.597 à avoir participé au vote (42,5%). Publicsenat.fr

Encore un qui est élu avec environ 30% (31,72% exactement)...

- France Télévisions: les cadres dans le viseur - liberation.fr

La dénonciation du nombre pléthorique de cadres à France Télévisions est une vieille chanson, régulièrement entonnée par les adversaires de l'audiovisuel public. A l'intérieur de l'entreprise, on a l'habitude de faire bloc face à ces attaques. Mais cette fois, sous l'effet de la pression financière infligée par l'exécutif, quelque chose a changé.

Aux sources du conflit, les 50 millions d'euros d'économies demandées par l'Etat sur 2018, qui posent cette question : où tailler dans les dépenses ?

En octobre 2016, un rapport de la Cour des comptes mettait en lumière le problème du «surencadrement» à France Télévisions. Les magistrats financiers observaient ainsi que le nombre de cadres parmi les personnels techniques et administratifs atteignait 79 % (4 746 sur 6 013) en 2014, tandis que 26 % des journalistes étaient «affectés à des fonctions de coordination et d'encadrement» en 2015 - année de l'arrivée aux commandes de Delphine Ernotte.

«Cette disproportion est encore plus marquée au sein de la direction de l'information où ils atteignent 40 %, dont 149 rédacteurs en chef ou rédacteurs en chef adjoints», relevait par ailleurs la Cour des comptes. Ces positions hiérarchiques influent directement sur la masse salariale de l'entreprise publique qui, à 982 millions d'euros en 2015, représentait une charge quasi identique à celle liée aux programmes (1,013 milliard d'euros)

Si la rémunération médiane annuelle s'élevait en 2015 à 49 230 euros brut, le nombre de salariés touchant plus de 70 000 euros était de 1 415. Soit 16 % des CDI de l'entreprise… D'après la Cour des comptes, ce nombre a connu une extravagante augmentation de 57 % entre 2011 et 2015, dans le sillage des revalorisations entraînées par la signature en mai 2013 d'un nouvel accord collectif. Toujours en 2015, 547 personnes à France Télévisions gagnaient plus de 96 000 euros brut par an, pour un coût total de près de 70 millions d'euros…

Dans un message posté sur Twitter le 28 novembre, le collectif «Touche pas à mon info», qui regroupe les journalistes des magazines de France 2, a repris ces chiffres dans un commentaire adressé à Delphine Ernotte : «C'est bon, on a trouvé les 50 millions d'euros manquants.» Allusion aux économies exigées par l'Etat. Dans l'entourage de la présidente, on tient à préciser une chose : «Les dix plus gros salaires de l'entreprise ne sont pas logés au sein de la direction du groupe, mais sont ceux de rédacteurs en chef…»

«Il faut comprendre que France Télévisions est une boîte qui fonctionne plus sur les statuts que sur les compétences, fait remarquer un très bon connaisseur de l'entreprise, sous couvert d'anonymat. Quand tu obtiens le titre de rédacteur en chef et les avantages qui vont avec, c'est à vie.»

L'effet pervers du système est évident : il incite les anciens à rester le plus tard possible, au-delà de l'âge légal de la retraite, et bloque les entrées des plus jeunes. Le turnover est faible. A France Télévisions, dont les effectifs s'élèvent à environ 9 800

équivalents temps plein (ETP) aujourd'hui, 10 % des employés ont plus de 62 ans, selon une source proche de la direction, et l'âge moyen se situe autour de 48 ans.

Mais en attendant, c'est sur d'autres dépenses qu'il faut reporter les économies, notamment les contrats à durée déterminée (CDD) et les programmes. C'est précisément ce qui a enflammé le pôle regroupant Envoyé spécial et Complément d'enquête. Déjà, l'an dernier, la Cour des comptes déplorait cette situation : «Si cette maîtrise du coût de grille [c'est-à-dire des dépenses dans les programmes, ndlr] marque sans conteste la capacité de l'entreprise à améliorer sa performance, elle témoigne aussi de la difficulté de France Télévisions à faire des économies ailleurs que sur "son cœur de métier".»

Entre 2011 et 2015, alors que le coût de grille du programme national a baissé de 56 millions d'euros, la masse salariale a augmenté de 74 millions d'euros. liberation.fr 11.11

Ah ben en voilà une question à laquelle ils ne risquent pas de répondre.

- Pourquoi prospèrent les inégalités mondiales ? - Liberation.fr

Cette question des inégalités ramène peu ou prou à tout problème d'économie : qui prend quoi dans le gâteau produit par une société ? Qui tient le couteau ? Qui distribue les parts ? Les questions fondamentales de l'économie politique.

Certes, le rapport souligne dès les premières lignes à quel point l'inégalité est un phénomène complexe et multidimensionnel, et dans une certaine mesure inévitable. «Néanmoins, nous avons la conviction, affirment les auteurs, que si l'aggravation des inégalités ne fait pas l'objet d'un suivi et d'un remède efficaces, elle pourrait conduire à toutes sortes de catastrophes politiques, économiques et sociales.»

...le résultat global de cette énorme compilation mondiale de données est sans appel : les inégalités de revenus ont augmenté dans toutes les régions du monde au cours des dernières décennies, mais à des rythmes différents.

Il est intéressant de noter que les auteurs situent leur étude sur un espace-temps qui s'étale de 1980 à 2016. Justement, 1980 est un point de bascule mondial. C'est le début d'une défaite, celle du keynésianisme, dans un contexte où l'efficacité de l'Etat est remise en cause et où est confiée au marché la tâche d'éliminer l'inflation, le chômage ou encore le déficit commercial. Tel sera le mot d'ordre du début des années 80 lorsqu'une certaine Margaret Thatcher fait du fameux TINA (There is no alternative) l'alpha et l'oméga de ces réformes économiques et sociales. Le coup de grâce est donné en 1981 lorsque Ronald Reagan débarque à la Maison Blanche. Tout s'enchaîne alors très vite. L'école de Chicago, véritable concentré des thèses monétaristes et de libéralisme à tous crins, a alors le vent en poupe.

Dans toutes les institutions, le recul du rôle de l'Etat sur fond de baisse des impôts devient la règle absolue. La protection sociale ? Les entreprises publiques ? Les systèmes de retraite par répartition ? L'intervention de l'Etat ? L'heure est à la dérégulation sous toutes ses formes. Place à la création de valeur pour l'actionnaire, à la primauté des cours boursiers, à la mondialisation heureuse… Mais voilà, les résultats de cette rupture sont loin de coller à la feuille de route des tenants de la théorie du ruissellement et autres premiers de cordée. Depuis le début des années 80, l'embardée des inégalités n'a cessé de dériver. «Le Rapport sur les inégalités mondiales inverse la charge de preuve, explique Lucas Chancel, un des cinq coordinateurs du rapport. Il démontre, si besoin en était, que nous n'avons pas besoin que le haut de la pyramide des revenus soit toujours plus riche, se prenne une part toujours plus importante du gâteau, pour espérer que cela finisse par retomber sur les populations les plus modestes, ou encore les classes moyennes.»

La part du revenu national allant aux seuls 10% des plus gros revenus est de 37% en Europe, 41% en Chine, 46% en Russie. La palme d'or des inégalités au sein des pays développés revient à l'ensemble comprenant les Etats-Unis et le Canada.

Si depuis 1980, les inégalités de revenus ont augmenté rapidement en Amérique du Nord (Etats-Unis), en Chine, en Inde et en Russie, elles restent plutôt modérées en Europe (voir graphique). Les auteurs précisent d'ailleurs que «l'accroissement des inégalités marque la fin du régime égalitariste qui avait pris forme dans certaines de ces régions du monde après la Seconde Guerre mondiale». Quant aux pays du Moyen-Orient, d'Afrique subsaharienne ou encore du Brésil, les inégalités de revenus sont (en apparence seulement) restées relativement stables. Et pour cause : cette situation d'apparente stabilité des inégalités s'explique en réalité par le simple fait que ces trois régions du monde n'ont jamais connu de régime de croissance égalitariste. Inégalitaires elles étaient hier, inégalitaires elles demeurent aujourd'hui.

Les économistes le savent parfaitement. Il y a deux moyens de s'enrichir : créer de la richesse ou en prendre aux autres. Pour la société, le premier levier est une addition. Le second est en général une soustraction. Les Etats-Unis l'illustrent à merveille. Alors que la part de revenu du centile le plus riche (1%) était de 10% en 1980, ce taux a été multiplié par deux depuis (20%). Voilà même un pays qui affiche deux courbes qui se croisent vers le milieu des années 90. D'un côté, celle qui caractérise la part de revenu des 1% le plus riches (ascendante) de l'autre celle des 50% les plus pauvres (descendante). Cette dernière est passée de plus de 20% en 1980 à 13% en 2016. «La trajectoire suivie par les Etats-Unis s'explique en grande partie par une inégalité d'accès à l'enseignement, associée à une fiscalité de moins en moins progressive…» précise le rapport. A coté de ce

désastre américain, l'Europe de l'Ouest fait presque figure de modèle. Certes, la pauvreté y gagne du terrain, la progressivité de l'impôt y diminue un peu partout, mais au point que les deux précédentes courbes se coupent.

Comment se comportent les inégalités au niveau de la planète, que les louangeurs de la mondialisation aiment à comparer à un village planétaire ? Grâce à la forte croissance de l'Asie (Inde et Chine), la moitié de la population mondiale a vu son revenu augmenter. Mais à y regarder d'un peu plus près, les résultats sont loin d'être rassurants. Là encore, les 1% les plus riches s'en sont mis plein les poches. Concrètement, à eux seuls, ces derniers ont capté 27% du cumul de la croissance mondiale depuis le début des années 80, pendant que les cinq premiers déciles (50% les plus pauvres) en captaient à peine 12%. Entre ces deux extrémités, il y a les classes dites moyennes qui, au niveau mondial, se sont appauvries. Pour couronner le tout, les auteurs du rapport ont tenté de montrer comment a évolué au cours de ces trois dernières décennies la répartition du capital entre sphère privée et sphère publique. Le résultat s'avère vertigineux. Le patrimoine privé (ou le capital) est passé de près de 300% du revenu national dans la plupart des pays riches en 1970 à près de 600% en moyenne aujourd'hui (voir graphique). A l'inverse, le patrimoine public net (les actifs publics moins les dettes) a diminué partout. Il serait même devenu négatif ces dernières années aux Etats-Unis et au Royaume-Uni (légèrement positif au Japon et en France). Nul besoin d'être grand clerc pour deviner que ces situations limitent la capacité des Etats à réguler l'économie, redistribuer les revenus. Et donc freiner la croissance des inégalités.

Quelles solutions ?

Au final, les privatisations à tout va réalisées un peu partout dans le monde conjuguées à des inégalités de revenus croissantes ont alimenté la hausse des inégalités de patrimoine. Bien sûr, elles n'ont pas encore retrouvé le niveau qui était le leur au début du XXe siècle en Europe ou aux Etats-Unis. Mais elles ne cessent de se creuser (voir graphique). Aux Etats-Unis, la part des plus gros détenteurs de patrimoine est passée de 22% en 1980 à 39% en 2014. «Sur les quarante dernières années, l'accroissement de la part de richesse patrimoniale des catégories supérieures a été plus modéré en France et au Royaume-Uni», souligne le rapport. Certes, mais la part des 1% les plus aisés y est toujours plus importante.

Les auteurs sont formels : dans un scénario de prolongation des tendances actuelles, la classe moyenne mondiale verra sa part de patrimoine un peu plus comprimée. En revanche, celui des 1%, des 0,1% et même des 0,01% baignera encore plus dans l'indécence et l'opulence monétaire. Et bien sûr, les inégalités de revenus augmenteront elles aussi.

Rapport sur les inégalités mondiales 2018, publié ce mercredi sous la houlette des économistes Facundo Alvaredo, Lucas Chancel, Thomas Piketty, Emmanuel Saez et Gabriel Zucman.

- En Inde, deux vitesses et deux visages - liberation.fr

Le contraste est frappant mais représentatif de l'énorme fossé qui s'est creusé entre riches et pauvres dans une économie indienne qui a connu une croissance phénoménale - de 7 % en moyenne depuis deux décennies - mais n'a pas su en redistribuer les fruits. Les classes d'affaires ont bénéficié de l'importante vague de libéralisation entamée en 1991, mais l'essentiel de la population n'en a pas profité : en 2012, la Banque mondiale estimait que 20 % de la population, soit 270 millions de personnes, vivait sous le seuil de pauvreté extrême de 1,90 dollar par jour.

Et face à cette situation, les 10 % les plus fortunés accaparent 55 % de la richesse du pays, selon le rapport sur les inégalités sociales publié ce jeudi. Ce chiffre a doublé en vingt-cinq ans : une rapidité record. L'Inde est ainsi l'un des pays qui compte la plus forte inégalité du monde

L'Inde, qui pointe en septième position du PIB mondial, est donc plus que jamais un pays riche avec énormément de pauvres.

...concernant les dépenses publiques, le gouvernement investit seulement l'équivalent de 3 % du PIB dans l'éducation et 1,1 % dans la santé, ce qui est entre deux et trois fois moins que l'Afrique du Sud, par exemple. Le manque d'assurances santé maintient les populations vulnérables dans la pauvreté et les failles de l'enseignement public ne font qu'accroître l'avantage des plus riches, qui réalisent maintenant toutes leurs études dans le privé. liberation.fr 14 décembre 2017

- La moitié de la population mondiale n'a pas accès aux soins basiques, selon l'OMS - Reuters

Plus de la moitié de la population mondiale n'a pas accès aux services de santé élémentaires et de nombreuses populations se retrouvent dans une situation d'extrême précarité à cause du coût trop élevé des soins, rapporte mercredi l'Organisation mondiale de la santé (OMS)... Reuters

- La réunion de l'OMC finit dans la discorde - Reuters

"Nous ne sommes parvenus à aucun résultat multilatéral", a dit Cecilia Malmström, commissaire européenne au Commerce, lors d'une conférence de presse. "La triste réalité est que nous ne nous sommes même pas entendus sur un arrêt des subventions à

la pêche illégale."

L'absence d'accord signifie que les discussions sur les mêmes thèmes vont se poursuivre d'ici la prochaine conférence ministérielle en 2019.

En oligarchie. Ceux qui font les lois s'y soustraient.

- Accord pour ajouter le "crime d'agression" aux chefs d'inculpation de la CPI - AFP

Les 123 pays parties à la Cour pénale internationale (CPI) sont parvenus dans la nuit à l'ONU à un accord pour "activer" le "crime d'agression" qui va s'ajouter aux trois chefs d'inculpation déjà en vigueur, a appris l'AFP vendredi de sources diplomatiques.

"Nous avons activé par consensus le crime d'agression", ont indiqué deux diplomates. Créée en 1998 par un traité signé à Rome et entré en vigueur en 2002, la CPI ne jugeait jusqu'à présent que les crimes contre l'humanité, les génocides et les crimes de guerre.

Le "crime d'agression" d'un pays contre un autre pays était prévu dans les statuts de la CPI mais n'avait jamais été activé en raison de son caractère très politique.

Il fait suite à l'adoption d'amendements en 2010 pour mieux définir le "crime d'agression" et les conditions de saisie de la CPI.

Plusieurs des Etats n'ayant pas ratifié les amendements de 2010 - France, Japon, Colombie, Canada, Norvège, Royaume-Uni - avaient indiqué qu'ils acceptaient une activation mais sous condition que leurs ressortissants ne puissent pas être poursuivis. AFP 15 décembre 2017

Parole d'internaute

1- « Nous pensons que la métaphore droite/gauche ne fonctionne plus et que l'antagonisme à revendiquer est celui de l'oligarchie contre le peuple." Comme si le clivage gauche/droite signifiait autre-chose!… Ce n'est pas parce-que la sociale démocratie a perverti le concept de gauche que celui-ci n'existe plus!

2- Je crois que les classes populaires ont surtout senti l'immense mépris de classe dont elles font l'objet par leur propres représentants élus, de gauche comme de droite. Sauf que mépris de classe venant de la droite, bon, pourquoi pas (et encore), mais venant de la gauche, impardonnable.

Le péché est parfaitement résumé par la phrase incroyable de lucidité de cet article : "Tout d'abord, la gauche garde une approche platonicienne, dans le sens où elle pense que les masses sont dans l'erreur et qu'elles doivent donc être éclairées."

Si le peuple vote mal, changeons de peuple.

3- néolibéralisme ? Prédation maximum de ce qui peut être encore pressuriser. La propriété doit changer de mains pour se concentrer en quelques-unes : retour au féodalisme.

4- Le néolibéralisme c'est la lois du plus fort, qui est la philosophie de l'homme des cavernes, à un tel point que le dénouement naturel de cette désorganisation économique est le fascisme. Car l'Etat policier est l'unique organisation politique qui puisse empêcher la populace de se révolter devant une répartition des richesses aussi scandaleuse. Ce n'est pas par hasard si ce processus est en cours de réalisation en Europe.

5- Le néolibéralisme est surtout consubstantiel à la notion de psychopathie : pas de filtre, pas d'empathie, et surtout une immense considération de soi-même, à tel point que ses adeptes confondent la notion de privilèges avec élitisme. On est très loin d'une relation de "maitre" (au sens maitrise – art martial ou art musical par exemple) à "élève". Les soi-disant "élites" autoproclamées sont incapables de traiter un quelconque sujet en dehors de son aspect communication, démontrant par la même leur condition de privilégiés assistés et non d'élites.

6- La décomposition de la société française se poursuit inévitablement car l'élite capitaliste au pouvoir ne cherche pas à sauver le pays mais plutôt à l'inféoder au capitalisme anglo-saxon plus rentable que le capitalisme d'Etat gaullien mis à mal par Mitterrand-Chirac-Sarkozy-Hollande et maintenant par Macron et son équipe de banquiers d'affaires qui dirigent le Medef . Les Français des quartiers populaires et des zones rurales continuent leur descente aux enfers de la pauvreté inexorablement.

Cette logique historique va entraîner des ripostes dites révolutionnaires à terme car le vote cyclique des citoyens ne sert à rien puisque rien en change en mieux. Le mécontentement est là malgré le contrôle médiatique du pouvoir et les sondages manipulés. La colère contenue par l'abstention massive commence à déborder sur le plan électoral (vote des corses pour les nationalistes,

échec électoraux dans les partielles pour les macronistes). Et cela ne fait que commencer car le système annonce des licenciements massifs partout . Alors l'étincelle peut arriver à tout moment

7- Des études ont montré que plus on est "intelligent" (ce qui n'est pas synonyme d'informé), et plus on est manipulable : parce que les concepts manipulés par la propagande prennent plus facilement racine chez les gens qui ont une plus forte capacité de conceptualisation que ceux qui raisonnent plus de manière matérielle, ou par bon sens "paysan" (voir les études sur Bernays, l'inventeur de la publicité et du marketing, entre autres choses…)

Ils osent

- Sur Libé.fr le docu «les gangsters de la finance» - Liberation.fr

- Viols en Syrie : la voix des femmes pour témoigner de l'enfer du régime - Liberation.fr

Dans «le Cri étouffé», enquête édifiante diffusée ce mardi soir sur France 2, Manon Loizeau donne la parole aux victimes des troupes d'Al-Assad. Liberation.fr

- En attendant de revenir au premier plan, Bayrou veut incarner l'aile gauche de Macron - HuffPost FR

- Autriche : la droite et extrême droite scellent un accord de gouvernement - Franceinfo

- L'ONU accuse Damas de faire échouer les pourparlers de paix à Genève - AFP

- L'UE reconduit ses sanctions économiques contre la Russie - LeParisien.fr

- L'Europe doit faire passer ses valeurs avant le marché - Liberation.fr

- Le Parlement européen appelle au respect de la démocratie au Cambodge - LeFigaro.fr

- Washington présente des preuves "irréfutables" de ventes d'armes iraniennes - AFP

Infos divers.

- Zimbabwe: Mnangagwa candidat à la présidentielle de 2018 - Reuters

- Les dessous du coup d'État militaire au Zimbabwe - Mondialisation.ca
https://www.mondialisation.ca/les-dessous-du-coup-detat-militaire-au-zimbabwe/5620923

- Plusieurs ONG contraintes de fermer leurs portes au Pakistan - Reuters

- Le Pakistan a ordonné à une dizaine d'organisations humanitaires de fermer leurs portes, dont une antenne de la fondation du milliardaire américain George Soros, a-t-on appris mercredi. Reuters

- Les menaces du président vénézuélien sont "typiques des dictateurs" - euronews

En cinq mois le Venezuela a connu trois scrutins, des élections locales, régionales et la mise en place d'une assemblée constituante. Les résultats ont donné une quasi majorité absolue au président Nicolas Maduro. L'issue ne faisait guère de doute puisque l'opposition avait décidé de boycotter ces élections. euronews

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela.

- Venezuela : Maduro remporte les élections municipales - leparisien.fr

Un nouveau succès pour Nicolás Maduro. Le président vénézuélien a revendiqué dimanche une large victoire aux élections municipales, à quelques mois d'une nouvelle candidature à l'élection présidentielle. « Nous avons gagné plus de 300 mairies du pays, sur les 335 », contre 242 actuellement, a affirmé le dirigeant socialiste lors d'un meeting organisé à Caracas.

Un peu auparavant, le Conseil national électoral (CNE) avait donné le chavisme gagnant dans au moins 20 des 23 capitales régionales. La participation a atteint 47,32 %. Désormais, avec son récent succès aux régionales, le Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV) contrôle 19 des 23 régions du pays.

Craignant des fraudes, les trois principaux partis d'opposition, ceux de Henrique Capriles, Leopoldo Lopez et Henry Ramos Allup, avaient refusé de présenter des candidats aux municipales.

La situation sous contrôle

Six mois après les manifestations, violemment réprimées (le bilan est de 125 morts), qui exigeaient son départ, le président Maduro semble avoir repris le contrôle de la situation et renforce ainsi son autorité sur le pays. Dimanche, il a même annoncé que les principaux partis d'opposition seraient exclus de l'élection présidentielle de 2018, en raison de leur boycott du scrutin municipal.

« Tout parti qui n'a pas participé aujourd'hui et qui a appelé au boycott des élections ne peut plus participer », a-t-il déclaré, affirmant qu'il s'agissait là d'un « critère de l'Assemblée nationale constituante », intégralement composée de partisans du chef de l'Etat et qui a confisqué les pouvoirs du Parlement.

L'élection, prévue pour le mois de décembre, pourrait être avancée au premier trimestre 2018. Si la popularité de Nicolás Maduro n'est pas très élevée, notamment en raison de la crise économique, des pénuries en tout genre et de l'inflation galopante, l'opposition ne semble pas en mesure de remporter la présidentielle, elle qui n'a pas su s'unir il y a deux ans après une victoire historique aux élections législatives. leparisien.fr 11 décembre 2017

La réaction est dépitée !

Haut de page

Le 20 décembre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (21 pages)

Pourquoi commencer cette causerie par un article sur la Corée ? C'est un sujet d'actualité. Mais encore ?

Pour alimenter la haine que le capitalisme doit nous inspirer, car le confort douillet ou matériel dans lequel se complaisent la majorité des masses et des militants a tendance à les rendre amnésique, à ramollir le cerveau ou à affaiblir la volonté de lutter pour en finir avec le capitalisme.

C'est la seule haine que je connaisse, donc qu'il me soit permis de l'exprimer au nom de tous les exploités et opprimés, je pense que c'est légitime.

J'ignore si je dois vous souhaiter mes meilleurs voeux, de quoi tant la société n'en finit plus de pourrir un peu plus chaque jour sans qu'on entrevoie la moindre trace d'une issue politique, ce serait démagogique puisque je ne vois pas comment la situation pourrait s'arranger ou tourner à notre avantage à court ou à moyen terme, c'est en tout cas ce que je pense et ce que doit partager la plupart des lecteurs, non ?

On ne va se raconter d'histoires entre nous, on se parle franchement, même si parfois on ferait peut-être mieux de se taire, ce dont je me moque, car finalement chacun ne retiendra de ces causeries que ce qui l'intéresse, voilà pourquoi je ne tiens pas compte de la susceptibilité ou de la sensibilité politique des uns et des autres, bien que je ne les ignore pas, agir autrement serait méprisant et tel n'est pas mon état d'esprit, la dignité et le respect des autres, c'est tout ce qui nous reste pour ne pas devenir neurasthénique, dépressif ou haïr la terre entière, vaut mieux haïr le capitalisme et s'en tenir là.

J'allais oublier de vous dire que l'abonnement du portail au serveur de la société OVH arrivera à échéance fin 2018 et non fin 2017, je m'étais trompé d'une année, je m'en suis aperçu avant-hier, donc on va continuer, mais j'ignore à quel rythme, cela dépendra

de mon état de santé et de l'évolution de la situation mondiale, si ma modeste contribution peut servir à quelque chose.

Il y a tant de militants autour de nous qui se renient ou qui sombrent dans une épouvantable déchéance ou encore qui décident d'abandonner le combat pour profiter de leur retraite, que j'ai l'impression parfois de faire partie d'une espèce en voie de disparition. Vous avouerez que j'ai tout de même du mérite de continuer, après avoir affirmé que dans l'état actuel des choses je ne voyais pas comment on pourrait échapper à des décennies de réaction sur toute la ligne ou inverser la tendance actuelle, puisqu'aucun dirigeant n'entend corriger les erreurs du passé ni même le reconnaître, ce qui signifiait que notre combat était perdu d'avance en poursuivant dans cette voie.

Mais bon, pendant qu'il y en a qui s'accrochent toujours aux mêmes illusions ou font preuve d'hypocrisie en nous servant les discours qui nous ont conduits où nous en sommes, ce qui au passage leur permet de se donner bonne conscience sans que cela leur coûte grand chose pour verser dans un déni permanent, partant de là on ne voit pas trop quel mérite on devrait leur reconnaître puisqu'ils passent leur temps à se faire plaisir, je préfère m'en tenir à la réalité et essayer d'être le plus lucide possible sans raconter d'histoires auxquelles je ne crois pas, le passage au socialisme est une nécessité historique, certes, mais cela demeure surtout une opportunité qui se réalisera à l'issue du développement du capitalisme, et dans le cas contraire ce sera la barbarie qui l'emportera et la civilisation humaine avec elle, donc mobilisons toutes nos facultés ou capacités au service de notre cause, et essayons de faire en sorte qu'elle triomphe, mais ce n'est pas avec des sophismes, des syllogismes foireux, des lieux communs, des généralités, des dogmes ou en faisant preuve de démagogie qu'on y parviendra.

Maintenant que la social-démocratie et le stalinisme sont à terre, certes il faut continuer de les combattre car leurs cadavres bougent encore, ils ne constituent plus le principal obstacle à l'organisation des meilleurs éléments de la classe ouvrière et des classes moyennes, au combat contre le régime, s'il faut axer notre combat contre le capitalisme et l'ensemble de ses institutions, dont la Ve République en priorité, on ne peut plus nous opposer cet argument qui a servi à justifier bien des compromissions, en premier lieu avec les appareils vendus des syndicats, il faut ajouter un autre volet à notre combat, contre toutes les représentations idéologiques (médias, ONG, etc.) du capitalisme qui s'appuient sur les faiblesses des hommes, ce qui signifie qu'il faut aussi identifier et combattre ces faiblesses, pas en accusant les travailleurs de se comporter comme des abrutis ou des vauriens comme le font le PS, le PCF, EELV, LFI, le NPA, LO et une myriade d'organisations ou de groupes de militants, non, en leur montrant comment nos ennemis instrumentalisent leurs faiblesses pour mieux les tromper, les conditionner, les asservir pour parvenir à leurs fins.

Ce matin, je m'étais assis sur une marche de la porte d'entrée de la maison, je buvais un café, quand un chevreau de deux mois m'a rejoint, il s'était échappé de son enclos. J'avais laissé la porte de la maison ouverte et il voulut entrer. Je l'ai repoussé à plusieurs reprises, mais chaque fois il revenait à la charge. J'ai fini par lui barrer la route en tendant mon bras à environ 40 cms du sol, et bien en une fraction de secondes, il a jeté un coup d'oeil et il est passé en dessous. J'ai renouvelé l'expérience en laissant seulement un espace de 20 cms, il est passé en trombe au-dessus !

Je me suis fait la réflexion que cet animal était doué d'un sens de l'observation formidable et d'une capacité de décision fulgurante, alors qu'en général on prétend que les animaux n'auraient pas un cerveau très développé, c'est la preuve du contraire s'agissant des chèvres, qui à ma connaissance ne sont pas réputées pour être très fines.

Et bien je continue de penser que l'immense majorité des travailleurs ont la capacité de prendre conscience de leur condition ou d'élever leur conscience au niveau des tâches historiques qu'ils doivent accomplir pour se libérer du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, même si les apparences ne témoignent pas en leur faveur, raison de plus pour y croire, puisque le plus souvent elles sont trompeuses.

Il faut le savoir ou s'en souvenir.

- Comment la plus meurtrière des campagnes de bombardements de l'histoire a créé la crise actuelle en Corée par Ted Nace (CounterPunch 8 décembre 2017) — Arrêt sur Info 17 décembre 2017

Alors que le monde voit de plus en plus les tensions et la rhétorique belliqueuse entre les États-Unis et la Corée du Nord s'accroîtrent, l'un des aspects les plus remarquables de la situation est l'absence de reconnaissance publique pour la raison profonde des craintes nord-coréennes. L'ambassadrice des États-Unis à l'ONU, Nikki Haley, a qualifié d'« état paranoïde » la conséquence de l'horrible campagne de bombardements incendiaires menée par l'armée de l'air américaine pendant la guerre de Corée et le bilan sans précédent de ces actes.

Même si tous les faits ne seront jamais connus, les preuves disponibles indiquent que les bombardements incendiaires des villes et des villages nord-coréens ont causé plus de morts civiles que toute autre campagne de bombardements de l'histoire.

L'historien Bruce Cumings décrit cette campagne comme « probablement l'un des pires épisodes de violence américaine, sans retenue, contre un autre peuple, mais c'est certainement celui que les Américains connaissent le moins ».

La campagne, menée de 1950 à 1953, a tué 2 millions de Nord-Coréens, selon le général Curtis LeMay, chef du Strategic

Air Command et organisateur du bombardement incendiaire de Tokyo et d'autres villes japonaises. En 1984, LeMay a déclaré à l'Office of Air Force History que les bombardements de la Corée du Nord avaient « tué 20% de la population ».

D'autres sources citent un nombre légèrement inférieur. Selon un ensemble de données élaboré par des chercheurs du Centre pour l'étude de la guerre civile (CSCW) et l'Institut international de recherche sur la paix à Oslo (PRIO), la « meilleure estimation » des décès civils en Corée du Nord est de 995 000 personnes, avec une estimation basse de 645 000 et une estimation haute de 1,5 million.

Bien qu'inférieure de moitié à l'estimation de LeMay, celle de CSCW / PRIO de 995 000 morts dépasse toujours le nombre de victimes civiles de toute autre campagne de bombardements, y compris les bombardements alliés des villes allemandes durant la Seconde Guerre mondiale, qui ont coûté entre 400 000 et 600 000 vies humaines ; les bombes incendiaires et les bombardements nucléaires sur les villes japonaises, qui ont causé entre 330 000 et 900 000 morts ; et les bombardements subis par l'Indochine de 1964 à 1973, qui ont fait entre 121 000 et 361 000 morts dans l'ensemble au cours des opérations Rolling Thunder, Linebacker et Linebacker II (Vietnam) ; et enfin les opérations Menu et Freedom Deal (Cambodge), et l'opération Barrel Roll (Laos).

Le lourd bilan des bombardements sur la Corée du Nord est particulièrement notable compte tenu de la population relativement modeste du pays : seulement 9,7 millions de personnes en 1950. En comparaison, il y avait, en 1945, 65 millions de personnes en Allemagne et 72 millions au Japon.

Les attaques de l'US Air Force contre la Corée du Nord ont utilisé les tactiques de bombes incendiaires développées lors des bombardements de l'Europe et du Japon pendant la Seconde Guerre mondiale : explosifs pour détruire les bâtiments, napalm et autres produits pour démarrer les incendies et empêcher les équipes de pompiers d'éteindre les flammes.

L'utilisation de ces tactiques n'était pas gagnée d'avance. Selon les politiques américaines en vigueur au début de la guerre de Corée, les bombes incendiaires dirigées contre les populations civiles étaient interdites. Un an plus tôt, en 1949, une série d'amiraux de la marine américaine avait condamné de telles tactiques dans un témoignage devant les instances du Congrès. Au cours de cette « révolte des amiraux », la Marine avait critiqué ses collègues de l'armée de l'air, affirmant que les attaques menées contre les populations civiles étaient contre-productives d'un point de vue militaire et violaient les normes morales universelles.

Arrivées à un moment où les tribunaux de Nuremberg ont sensibilisé la population aux crimes de guerre, les critiques formulées par les amiraux de la Marine ont trouvé une oreille favorable auprès de l'opinion publique. Par conséquent, attaquer les populations civiles était interdit par la politique américaine au début de la guerre de Corée. Lorsque le général de l'Armée de l'Air George E. Stratemeyer a demandé la permission d'utiliser les mêmes méthodes de bombes incendiaires, sur cinq villes nord-coréennes, que celles qui « ont mis le Japon à genoux » le général Douglas MacArthur a rejeté cette requête en invoquant une « politique générale ».

Cinq mois après le début de la guerre, le général MacArthur changea de position et accepta la demande du général Stratemeyer, le 3 novembre 1950, d'incendier la ville nord-coréenne de Kanggye et plusieurs autres villes : « Brûlez si vous le désirez. Et pas seulement ça, Strat, mais brûlez et détruisez, comme une leçon, l'une ou l'autre de ces villes que vous considérez comme ayant une valeur militaire pour l'ennemi. » Le même soir, le chef d'état-major de MacArthur a déclaré à Stratemeyer que le bombardement incendiaire de Sinuiju avait également été approuvé. Dans son journal, Stratemeyer a résumé les instructions comme suit : « Chaque installation, équipement et village en Corée du Nord devient maintenant une cible militaire et tactique. » Stratemeyer a envoyé l'ordre à la Fifth Air Force et au Bomber Command de « détruire tous les moyens de communication et toutes les installations, usines, villes et villages ».

Alors que l'Armée de l'Air était franche dans ses propres communications internes sur la nature de la campagne de bombardements y compris des cartes indiquant le pourcentage exact de destruction par le feu dans chaque ville – les communications à la presse décrivaient la campagne de bombardements comme étant uniquement dirigée contre « les concentrations de troupes ennemies, les entrepôts d'approvisionnement, les usines de guerre et les lignes de communication ».

Les ordres donnés à la Fifth Air Force étaient plus explicites : « Les aéronefs sous le contrôle de la Fifth Air Force détruiront toutes les autres cibles, y compris tous les bâtiments susceptibles d'être utilisés comme abris. »

Moins de trois semaines après l'attaque initiale de Kanggye, dix villes ont été incendiées, dont Ch'osan (85%) ; Hoeryong (90%) ; Huich'on (75%) ; Kanggye (75%) ; Kointong (90%) ; Manp'ochin (95%) ; Namsi (90%) ; Sakchu (75%) ; Sinuichu (60%) et Uichu (20%).

Le 17 novembre 1950, le général MacArthur a déclaré à John J.Muccio, ambassadeur des États-Unis en Corée : « Malheureusement, cette région deviendra un désert. » Par « cette région » MacArthur désignait toute la zone entre « nos positions actuelles et la frontière ».

Alors que l'Armée de l'air continuait à brûler les villes, elle gardait une trace attentive du niveau de destruction qui en résultait :

Anju – 15%
Chinnampo (Namp'o) – 80%
Chongju (Chongju) – 60%
Haeju – 75%
Hamhung (Hamhung) – 80%
Hungnam (Hungnam) – 85%
Hwangju (Comté de Hwangju) – 97%
Kanggye – 60% (réduction par rapport à l'estimation précédente de 75%)
Kunu-ri (Kunu-dong) – 100%
Kyomipo (Songnim) – 80%
Musan – 5%
Najin (Rashin) – 5%
Pyongyang – 75%
Sariwon (Sariwon) – 95%
Sinanju – 100%
Sinuiju – 50%
Songjin (Kimchaek) – 50%
Sunan (Sunan-guyok) – 90%
Unggi (Comté de Sonbong) – 5%
Wonsan (Wonsan) – 80%

En mai 1951, une équipe internationale d'enquête a déclaré : « Pendant toute la durée de leur voyage, les membres n'ont pas vu une ville qui avait été épargnée, et il y avait très peu de villages non endommagés. »

Le 25 juin 1951, le général O'Donnell, commandant du Bomber Command de l'armée de l'air extrême-orientale, a témoigné en réponse à une question du sénateur Stennis :

– … la Corée du Nord a été pratiquement détruite, n'est-ce pas ?

– Oh oui… Je dirais que l'ensemble, presque toute la péninsule coréenne est juste un terrible amas de ruines. Tout est détruit. Il ne reste rien digne de ce nom qui soit encore debout… Juste avant que les Chinois n'arrivent, nous avions cessé les opérations. Il n'existait plus d'objectifs en Corée.

En août 1951, le correspondant de guerre Tibor Meray déclara qu'il avait été témoin « d'une dévastation complète entre le fleuve Yalu et la capitale ». Il déclara qu'il n'y avait « plus de villes en Corée du Nord. J'ai l'impression que je voyage sur la lune parce que je n'ai vu que de la dévastation. Chaque ville était un ensemble de cheminées. »

Plusieurs facteurs étaient combinés pour augmenter les pertes humaines dans les attaques de bombes incendiaires. Comme on l'avait appris pendant la Seconde Guerre mondiale, les attaques incendiaires pouvaient dévaster les villes à une vitesse incroyable : l'attaque à la bombe incendiaire de la Royal Air Force à Würzburg, en Allemagne, durant les derniers mois de la Seconde Guerre mondiale, n'avait duré que 20 minutes, avec des températures estimées à 1500 – 2000°C.

Un autre facteur contribuant à la mortalité des attaques a été la sévérité de l'hiver en Corée du Nord. À Pyongyang, la température moyenne basse en janvier est de -13 degrés. Après le bombardement le plus sévère, qui a eu lieu en novembre 1950, ceux qui ont échappé à la mort immédiate par le feu ont été exposés à un risque létal par hypothermie dans les jours et les mois qui ont suivi. Les survivants ont créé des abris de fortune dans des canyons, des grottes ou des caves abandonnées. En mai 1951, une délégation de la Fédération démocratique internationale des femmes (WIDF), en visite dans la ville bombardée de Sinuiju, a déclaré :

« La grande majorité des habitants vit dans des abris en terre soutenus par du bois récupéré. Certains de ces abris ont des toits faits de tuiles et de bois, provenant des bâtiments détruits. D'autres vivent dans des caves qui sont restées après le bombardement et d'autres dans des tentes couvertes de chaume avec des charpentes de bâtiments détruits et dans des huttes faites de briques et de gravats non maçonnés. »

À Pyongyang, la délégation a décrit une famille de cinq membres, y compris un enfant âgé de huit mois, vivant dans un espace souterrain mesurant deux mètres carrés auquel on ne pouvait accéder qu'en rampant dans un tunnel de trois mètres.

Un troisième facteur mortel était l'utilisation intensive du napalm. Développée à l'Université de Harvard en 1942, la substance collante et inflammable a été utilisée pour la première fois pendant la Seconde Guerre mondiale. Elle est devenue une arme majeure pendant la guerre de Corée, durant laquelle 32 557 tonnes ont été utilisées, selon une logique que l'historien Bruce Cumings a caractérisée ainsi : « Ce sont des sauvages, ce qui nous donne le droit de déverser le napalm sur des innocents.

» Longtemps après la fin de la guerre, Cumings décrit sa rencontre avec un vieux survivant :

« Au coin d'une rue se tenait un homme (je pense que c'était un homme ou une femme aux larges épaules) qui avait une croûte violette particulière sur chaque partie visible de sa peau – épaisse sur ses mains, mince sur ses bras, couvrant entièrement sa tête et son visage. Il était chauve, il n'avait ni oreilles ni lèvres, et ses yeux, sans cils, étaient d'un blanc grisâtre, sans pupilles… Sa croûte violacée résultait d'une aspersion de napalm, après quoi le corps de la victime non traité devait, en quelque sorte, se guérir lui-même. »

Au cours des négociations d'armistice à la fin des combats, les commandants américains n'avaient plus de villes à cibler. Afin de faire pression sur les négociations, ils ont envoyé les bombardiers sur les grands barrages coréens. Comme rapporté par le New York Times, l'inondation causée par la destruction d'un barrage a « nettoyé » quarante-cinq kilomètres de vallée et détruit des milliers d'hectares de riz nouvellement plantés.

Dans la foulée des campagnes contre l'Allemagne et le Japon, après 1945, un groupe de recherche du Pentagone composé de 1 000 membres a effectué une évaluation exhaustive des bombardements stratégiques, connue sous le nom de « United States Strategic Bombing Survey ». Cette enquête a publié 208 volumes pour l'Europe et 108 volumes pour le Japon et le Pacifique, contenant le décompte des victimes, des entretiens avec des survivants et des enquêtes économiques. Ces rapports, industrie par industrie, étaient si détaillés que General Motors a utilisé les résultats pour poursuivre, avec succès, le gouvernement américain pour 32 millions de dollars de dommages à ses usines allemandes.

Après la guerre de Corée, aucune enquête sur les bombardements n'a été faite, à part des cartes internes montrant les destructions ville par ville. Ces cartes ont été gardées secrètes pendant vingt ans. Au moment où les cartes ont été discrètement déclassifiées en 1973, l'intérêt de l'Amérique pour la guerre de Corée avait disparu depuis longtemps. C'est seulement au cours des dernières années que la vue d'ensemble a émergé, grâce à des études d'historiens tels que Taewoo Kim du Korea Institute for Defense Analyses, Conrad Crane de l'U.S. Military Academy et Su-kyoung Hwang de l'Université de Pennsylvanie.

En Corée du Nord, la mémoire est toujours vivante. Selon l'historien Bruce Cumings, « c'est le premier sujet que mon guide avait abordé avec moi. » Cumings écrit :

« La mécanique déchaînée des bombardements incendiaires a sévi dans le Nord pendant trois ans, produisant un peuple de taupes, survivant dans le désert, qui a appris à aimer l'abri des grottes, des montagnes, des tunnels et des redoutes, un monde souterrain qui a servi de base à la reconstruction du pays et au souvenir d'une haine féroce dans les rangs de la population. »

À ce jour, les bombardements incendiaires des cités nord-coréennes, des villes et des villages restent pratiquement inconnus du grand public et ne sont pas pris en compte dans les débats médiatiques sur la crise, en dépit de la pertinence évidente, pour la Corée du Nord, de poursuivre le développement d'une dissuasion nucléaire. Pourtant, à défaut de connaître et de confronter ces faits, le public américain ne pourra pas commencer à comprendre l'angoisse qui motive fondamentalement les attitudes et les actions nord-coréennes.

http://arretsurinfo.ch/coree-du-nord-un-etat-epouvante-pas-epouvantable/

Parole d'internaute.

- "*Les 5 secteurs les plus juteux sont : télécoms, hydrocarbures, banque, armes et pharmacie*."

Résumons :

- Moyens de communication dont le téléphone et Internet.
- Le pétrole et le gaz
- La banque et la Bourse.
- L'armement et donc la guerre, on peut ajouter l'industrie de la sécurité
- La santé et tous les acteurs que cela implique.

Vous avez oublié les assurances et l'industrie chimique, ainsi que les moyens de transport.

Hormis l'armement, tous ces secteurs économiques recoupent les besoins élémentaires de la population : Impossible de vivre ou de travailler sans un moyen de transport, sans un compte en banque, sans le téléphone, sans Internet (pour remplir des formulaires administratifs et autres démarches.), sans le gaz ou l'électricité, sans se soigner...

En Inde où je vis depuis plus de 20 ans.

Il y a deux décennies en arrière, la majorité des Indiens ne travaillaient pas, généralement un salaire, voire deux, suffisait à faire vivre un foyer de 5 à 9 personnes dont la moitié composé d'enfants, ils vivaient misérablement mais ils n'étaient ni surexploités ni couverts de dettes. Misérablement, à ceci près qu'une grande partie de leur nourriture était gratuite ou bon marché, ce qui n'est plus le cas. Chaque famille ayant un jardin et des parents disposant de terres, chaque foyer disposait gratuitement à longueur d'année ou selon les saisons de cacahuètes, manioc, aubergines, tomates, bananes, mangues et autres fruits et légumes, qui venaient compléter une alimentation par ailleurs très pauvres en protéines et vitamines.

Si en moyenne et de mémoire, les prix des denrées alimentaires et des vêtements ainsi que les salaires (minimums) ont été multipliés par 10 ou 12 en 25 ans, parfois moins, entre temps sont venus se greffer sur leur mode de vie une multitude de besoins qui ont un prix, de telle sorte qu'en 2017 un Indien est aussi pauvre ou plus pauvre encore qu'en 1990, tandis que la fortune des nantis à exploser.

Maintenant que la plupart des Indiens travaillent, ils travaillent pour payer le crédit de la mobylette ou de la moto qui a remplacé le vélo, l'essence et l'assurance pour aller travailler ; ils ont un compte en banque et paient des frais bancaires ; ils ont abandonné les traitements par les plantes qui étaient gratuits au profit des médicaments et engraissent les trusts pharmaceutiques ; ils ont au minimum un téléphone par foyer et souvent Internet qui ne sont pas gratuits ; ils ont presque tous un téléviseur couleur et ils sont abonnés au câble qui n'est pas donné ; hier ils utilisaient le bois pour faire la cuisine, il était gratuit, le gaz pas vraiment, ni le réchaud à gaz ; ils n'avaient qu'une lampe et une prise de courant par habitation, gratuit ou presque, dorénavant il en faut plusieurs pour brancher le ventilateur, le réfrigérateur, la télévision, etc. et leur note d'électricité a explosé, etc. et quand ils ont payé tous ces services ou frais, il leur reste à peine de quoi se nourrir, dans le meilleur des cas, la plupart rognent sur l'alimentation et l'hygiène pour honorer leurs factures, ils n'entretiennent pas leur véhicule, leur maison se délabre et tout le reste est à l'avenant, les mieux nantis sacrifient une partie de leur budget à payer la scolarité de leurs enfants dans des écoles privées et les bus scolaires très chers, de sorte qu'ils ne peuvent pas économiser une roupie.

On aura compris qu'ils ont mis les Indiens au travail, non pas pour qu'ils aient une vie meilleure, mais pour le compte des banquiers, des assureurs, des trusts pharmaceutiques, des multinationales, etc. qui seuls en tirent profit tandis qu'ils demeurent pauvres.

On aura noté également que durant toute cette période de "développement économique", il n'a été accordé aux travailleurs indiens aucun droit social, le seul droit qui leur a été concédé généreusement, c'est celui de se faire exploiter. Comme ils ont un revenu supérieur à 1 ou 2 dollars par jour, l'ONU et tous ceux qui reprennent à la lettre ses rapports, considèrent qu'ils sont sortis de la pauvreté, ce qui ne correspond évidemment pas à la réalité. En terme de marché, le capitalisme continue son expansion, mais en soumettant ceux qui sont censés en profiter à des conditions sociales extrêmement précaires et injustes.

Dans ces conditions il est indécent de parler de progrès social en Inde (ou ailleurs), puisque le seul droit qui a été accordé aux travailleurs indiens leur permet de satisfaire de nouveaux besoins en terme de consommateurs au détriment parfois ou souvent de leurs besoins les plus élémentaires, de sorte que ce qui apparaissait au départ comme un droit légitime a été perverti et est devenu un devoir, un cauchemar, parce que pour maintenir leur nouveau mode de vie, faire rouler la mobylette, utiliser leur téléphone, payer leurs factures, régler leurs dettes, etc. ils ne peuvent plus arrêter de trimer comme des esclaves six jours sur sept, sans congés payés ni aucun avantage social, hormis parfois une retraite qu'ils commenceront à percevoir à l'article de la mort, si elle n'intervient pas avant pour cause d'usure prématurée.

Deux petites histoires indiennes en guise de complément.

- Ma jeune voisine Kajelvéli n'a pas de chance. Pour pouvoir travailler elle avait confié son bébé à sa belle-soeur qui avait accepté de s'en occuper. Au bout de dix jours celle-ci à changer d'avis, sans doute par jalousie, du coup Kajelvéli a dû arrêter de travailler au grand dam de son époux car ils sont pauvres. L'entreprise qui l'a employée pendant dix jours ne lui a pas versé une roupie et Kajelvéli n'a aucun recours. Selvi m'a compagne m'a dit que c'était "l'usage". Kajelvéli me doit encore 260 roupies, mais je n'ose plus lui réclamer.

- Elle, elle a arrêté de travailler depuis un mois, depuis que je touche ma misérable retraite. Depuis, de 6 heures du matin à 22 heures, tous les jours deux cadres de l'entreprise qui l'employait comme bonne au service d'une de leurs dirigeantes italienne lui téléphonent pour lui demander de continuer de travailler chez cette riche italienne. J'ai fini par être excédé vous vous en doutez bien.

Ils lui ont proposé de passer son salaire de 5 à 7.000 roupies, elle a refusé, puis 10.000 roupies, et enfin 13.000 roupies (avec des horaires réduits et des congés), parce qu'aucune femme ne veut travailler dans une propriété où il y a maintenant plus d'une vingtaine de chiens qui vomissent et se soulagent dans la maison, leur propriétaire leur accordant tous les droits, y compris la climatisation jour et nuit, mais aucun à Selvi qui n'a pas eu le droit à un seul jour de congé pendant 10 ans, hormis les dimanches, et encore, elle devait même travailler tous les jours fériés à raison de 10 à 12 heures par jour.

Selvi a tout accepté, les pires humiliations lorsque l'Italienne lui hurlait dessus. Selvi était prête à y retourner travailler, elle plaignait la pauvre Denise qui avait tant besoin d'elle, voyant qu'elle se laissait attendrir par cette saloperie, je lui ai dis : Ecoute Selvi,

c'est simple, c'est elle ou c'est moi, tu choisis, moi je suis vieux et fatigué, je t'ai proposé de vivre ensemble parce que j'avais besoin de quelqu'un pour me soulager de certaines tâches quotidiennes, il était convenu il y a trois ans de cela que tu arrêterais de travailler, or tu as voulu continuer à travailler et je ne t'en ai pas empêché, sauf que maintenant je n'en peux plus et cela ne se justifie plus puisqu'avec ma retraite nous sommes à l'abri des besoins matériels, tu as accepté ces conditions et tu es libre de partir quand tu veux ou de rester si tu le désires, à toi de voir. Finalement c'est son frère qui a tranché, il a emporté son téléphone et se chargera de leur faire comprendre qu'ils ne devaient plus insister. Dans l'usine de chaussures dont l'Italienne est directrice (exportation) 23 femmes travaillent, pas une seule n'a souhaité remplacer Selvi.

Et bien qu'elle se démerde la VIP Denis, cette cinglée a usé et abusé sans modération de cette brave Selvi qui rentrait le soir épuisée, elle a le juste retour de bâton que mérite tous les exploiteurs qui s'imaginent être tout puissants ou que leurs serviteurs ne pourront jamais se passer d'eux. Faible consolation de les voir s'abaisser ainsi, mais bon par les temps qui courent, surtout en Inde. Autre chose à propos de l'Inde, Modi, le Premier ministre a fait savoir qu'il souhaitait mettre fin au "ration card" qui permet aux Indiens d'obtenir quelques denrées de première nécessité à prix réduit et qui profite aux plus pauvres. C'est la soeur de Selvi qui mange tous les soirs chez nous qui nous a raconté cela. Elle a ajouté qu'il devait venir prochainement à Auroville près de chez nous et qu'il faudrait le tuer, autant dire que pas un Indien pauvre ne votera pour le BJP ou ses alliés lors des prochaines élections (2019) et que Modi sera éjecté. Attendons de voir les résultats de dimanche prochain au Gujarat.

Ploutocratie mondiale.

Vous ajoutez au GAFA (Google, Amazon, Facebook, Apple) quelques banques Goldman Sacht, Citi group, ICICI, Chase Manhatan Bank, Bank of America, quelques multinationales, Exxon Mobil, Texaco, Chevron, Microsoft, Monsanto, une ou deux dans l'agro-alimentaire, la chimie, la distribution, les transports, les trusts pharmaceutiques, vous aurez autour d'une table 20 à 30 oligarques qui disposent d'une richesse et d'un pouvoir supérieur à n'importe quel Etat dans le monde ou à tous les Etats réunis.

Ils sont tous Américains, n'est-ce pas ? Ils représentent le sommet de l'oligarchie et du capitalisme. Ils sont présents dans tous les secteurs économiques qu'ils contrôlent de fait. Ils ont acheté les médias et les ONG, ce qu'on appelait hier la gauche, ils ont donc un pouvoir tentaculaire qui s'étend à toute la société. Ce sont eux qui sont à l'origine directement ou indirectement de toutes les guerres, du fascisme, des génocides, des famines, des pandémies, de toutes les campagnes identitaires, bref de l'offensive généralisée contre le prolétariat. L'orientation actuelle du monde, la stratégie néolibérale est leur oeuvre.

Tous les autres oligarques à travers le monde sont leurs alliés, ils ont un poids relatif même lorsqu'ils figurent parmi les plus fortunés, ils sont plutôt isolés et ne contrôlent aucune institution financière ou politique internationale contrairement aux oligarques anglo-saxons qui déterminent l'orientation du capitalisme mondial dans le seul but de préserver leur hégémonie de classe ou leur pouvoir.

Quoi qu'il en soit l'oligarchie demeure un produit du capitalisme, elle en est la tête, coupez-lui la tête et elle repoussera ou une autre prendra la place, c'est donc à la racine qu'il faut s'attaquer pour que ce monstre disparaisse. C'est uniquement dans ce sens ou dans cette perspective que l'on peut opposer l'oligarchie au peuple et non comme le fait le prestidigitateur Mélenchon qui n'entend pas l'éradiquer une fois pour toute de la surface de la terre.

La politique de Mélenchon consiste à lui apporter un peu d'engrais pour qu'elle soit plus généreuse et que sa tête grossisse encore, tandis que ses racines plus vigoureuses, plus profondément ancrées dans la société ne pourront pas être arrachées facilement, bref il fait leur jeu, c'est un antisocialiste.

L'Union européenne : Un paradis fiscal pour les GAFA... La preuve.

- Check Point : l'UE minimise-t-elle le manque à gagner causé par Google, Amazon, Facebook et Apple ? - Publicsenat.fr

Les GAFA, Google, Amazon, Facebook, Apple, quatre géants américains aux profits colossaux, ne paient pourtant presque pas d'impôt au sein de l'Union européenne. Montages financiers et optimisation fiscale leur permettent d'échapper aux lois fiscales en vigueur dans l'Union européenne. Publicsenat.fr

Quelques commentaires d'internaute sur le même sujet relevés à la suite d'un article publié par le blog Les-crises.fr

1- "L'accord de Bâle IV prévoit de laisser indemnes les banques européennes. Ce recul signe le renoncement à toute réelle transformation des pratiques des banques. L'accord était à peine signé que la Commission européenne se félicitait. Pour François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France, "cet accord présente trois caractéristiques essentielles : il est équitable, raisonnable et définitif". Le monde bancaire est tout aussi élogieux, elles vont pouvoir augmenter à nouveau leurs dividendes…

http://www.cadtm.org/Regulation-bancaire-la-reforme-est"

2- "HSBC ne peut faire tout cela qu'avec la complicité de toutes les Banques de ce type (autant dire presque toutes). Mais aussi avec la complicité des législateurs qui ont ouvert les vannes de la dérégulation au nom de l'idéologie grossière de la libération de la main invisible du marché…

Comme Journal Le Monde, Arte à besoin d'exposer une certaine audace de dénonciation pour maintenir de la crédibilité . Et ça marche, parce que j'entend de plus en plus souvent qu'Arte est la moins pourrie des TV…Et puis attaquer une seule marque ça doit arranger la concurrence…Bon, ça, pour avoir des annonceurs…"

3- "Ce que nous savions et que cette vidéos ne fait que confirmer c'est que les mafias financières ont pris le pouvoir, elle sont au-dessus des gouvernements, mettez vous en travers de leur chemin à l'image des lanceurs d'alerte de Luxileaks et vous serez broyé.

La messe est dite, seul l'effondrement du système permettrait de remettre à plat mais alors le prix à payer sera phénoménal et l'Argentine ainsi que la Grèce passeront pour une triste plaisanterie en comparaison."

Ne vous faites pas d'illusions à ce sujet. Cet "effondrement", il s'est produit en 2008 avec Lehmann Brothers. Et qu'ont-ils fait dans la foulée ? Ils ont fabriqué plus de 20.000 milliards de dollars pour mieux se partager la dépouille de ceux qui y avaient laissé leur chemise pour une bouchée de pain... Bref, comme le 11 septembre 2001, ils ont orchestré une démolition contrôlée et ils en sont ressortis encore plus riches et plus puissants que jamais. C'est bien comme cela que les choses se sont produites, n'est-ce pas, vous en avez la preuve quotidiennement depuis, alors espérer un tel "effondrement", ce n'est pas très sérieux, vous devez revoir votre copie...

4- "Le problème en plus des fraudes c'est que la finance est hors de contrôle et contrôle les gouvernements (on voit le nombre de dirigeants de pays où au niveau européen qui sont des ex-financiers en capacité de travailler pour ce type d'intérêt au lieu des citoyens, dérégulant à tout de bras rendant légal ce qui ne devrait pas l'être ."

5- "Tous les gouvernements se couchent devant le pouvoir exorbitant des banques et des grands groupes.

Comment se fait-il que ces banques puissent encore exister ? Comment se fait-il que les grands groupes puissent fuir l'impôt à travers l'optimisation fiscale ce qui pour moi est de la fraude ni plus ni moins.

Oui les gouvernements laissent les Etats se vider de leur sang au profit de la financiarisation de nos économies mais ils bombent le torse lorsqu'il s'agit de s'en prendre au plus précaires. Lois Hartz pour l'Allemagne par ex ,"chasse" au chômeurs en France. Ils se gargarisent lorsqu'ils prennent des mesures pour sauver la sécurité sociale, alors qu'ils procèdent à des coupes budgétaires. Bref preuve que nous sommes bien dans une ploutocratie…"

Quand l'oligarchie détient et contrôle le pouvoir politique, il ne peut exister qu'une seule idéologie, la sienne.

- Harold Bernat : « Le "macronisme" est une stratégie de consolidation du pouvoir par le vide » - comptoir.org

Harold Bernat s'était déjà fait remarquer en 2006 pour sa critique radicale de la "révolution libertaire" défendue par Michel Onfray et, plus largement, par la culture petite-bourgeoise triomphante – dans « Des-montages : Le poujadisme hédoniste de Michel Onfray » – puis en 2012 par sa condamnation de la flexibilité et de l'adaptabilité à tout-va dans « Vieux réac ! Faut-il s'adapter à tout ? » Nous avons choisi de l'interroger sur son dernier essai, « Le néant et la politique : Critique de l'avènement Macron », dans lequel il s'applique à déconstruire le mythe du "président-philosophe" tout en insistant sur la nécessité d'exercer notre esprit critique sur ce qui est là sous nos yeux, entre mille autres choses.

Extraits.

- Que signifie être "anti-macroniste" si on est incapable de comprendre finement que le "macronisme" est une stratégie de consolidation du pouvoir par le vide ?

- À propos de l'idéologie, lisons deux déclarations d'Emmanuel Macron. En juillet 2015, au journal Le 1, Emmanuel Macron affirme : « Je crois à l'idéologie politique, c'est une construction intellectuelle qui éclaire le réel. » Par contre, quand il s'agit de s'adresser à un très large public, il n'hésite pas à critiquer la notion de « prisme idéologique » (TF1, 27 avril, 2017). Le discours tenu à une élite intellectuelle est aux antipodes de celui qui s'adresse à la masse des électeurs. Emmanuel Macron fait partie d'une génération qui croit en avoir fini avec les idéologies. C'est ce qu'on peut appeler la pensée des états de fait. Lorsqu'il affirme que le « prisme idéologique » ne marche plus, il sous-entend que l'idéologie est un moyen disponible parmi d'autres pour arriver à certaines fins. La dimension critique du concept forgé par Karl Marx disparaît totalement. Une idéologie est avant tout un système de représentations qui travestit la réalité afin d'imposer un ordre de valeur indiscutable. (Non, cette interprétation "travestit la réalité", car une idéologie est l'expression des intérêts d'une classe sociale déterminée, ce qui est tout ce qu'il y a de plus concret

ou réel. Décréter qu'il faut faire disparaître l'idéologie ou les idéologies, revient chez Macron (Attali) à vouloir faire disparaître celle qui correspond aux intérêts de la classe ouvrière, le socialisme, au profit de celle des capitalistes qui sont ses ennemis irréductibles, le néolibéralisme. - LVOG)

- La prétendue fin des idéologies est encore une idéologie, peut-être la plus pernicieuse qui soit. Lorsque je dis que Macron fait le vide, il ne faut pas oublier que ce “faire” suppose un interventionnisme très autoritaire. On ne fait pas le vide sans dégager ce qui fait obstacle à son extension, les poids morts de la société, les inerties, les pesanteurs, les résistances. La sémantique est évidente : ce qui résiste doit être éliminé. Vaincre une résistance (quelle que soit cette résistance) devient une victoire pour les nouveaux ventriloques de la marche en avant. Ce n’est pas parce que vous n’avancez pas d’idées que vous ne participez pas à un actif travail de sape idéologique. (Effectivement, et c'est bien la raison pour laquelle il faut aussi le combattre sur ce plan-là. - LVOG)

- Emmanuel Macron a pu dire que « la politique, c’est mystique ». Une phrase fort peu rationnelle, vous en conviendrez sûrement. Nous alternons entre le grand délire et l’hyper pragmatisme, entre des discours dont l’irrationalisme confondrait de honte un honnête homme du XVIIIe siècle et des discours sortis tout droit de logiciels informatiques. Cette phrase obscurantiste d’Emmanuel Macron doit être rapprochée de cette autre du nouveau “chef” du parti présidentiel, Christophe Castaner : « J’ai le logiciel Macron avec l’application Philippe. » Ce qui est attaqué reste le discernement intellectuel tout autant que la capacité de l’esprit à se déprendre du monde. Emmanuel Macron est le président d’un engluement spirituel très inquiétant, une sorte de résignation collective à l’effort qu’exige la pensée. comptoir.org 13.12

Mais ne serait-ce pas faire preuve "*d’un engluement spirituel*", d'une "*sorte de résignation*" ou manquer de courage que de ne pas définir les deux classes et les deux idéologies qui s'affrontent dans la lutte des classes, pour finalement se livrer à une analyse qui tient du lieu commun, une fois de plus ?

Quand les réseaux sociaux sont de véritables fléaux sociaux.

- D’anciens cadres de Facebook expriment leurs remords d’avoir contribué à son succès - lemonde.fr

« Je peux contrôler ce que font mes enfants, et ils ne sont pas autorisés à utiliser cette merde ! » C’est un discours sévère qu’a tenu, en novembre, un ancien cadre de Facebook à l’encontre des réseaux sociaux en général, et de l’entreprise de Mark Zuckerberg en particulier.

Lors d’une conférence à la Stanford Graduate School of Business, dont la vidéo a été repérée lundi 11 décembre par le site spécialisé The Verge, Chamath Palihapitiya, qui fut chez Facebook vice-président chargé de la croissance de l’audience, exprime ses regrets d’avoir participé au succès de l’entreprise. « Je crois que nous avons créé des outils qui déchirent le tissu social », avance-t-il, confiant se sentir « immensément coupable ». (C'était le but, je n'ai cessé de le dire. Mais le pire, c'est qu'ils agissent ainsi sur la structure mentale ou psychologique des gens et des jeunes en particulier, et favorisent leur déséquilibre pour les rendre encore plus vulnérables afin de mieux pouvoir les conditionner ou les manipuler. - LVOG)

M. Palihapitiya avait rejoint Facebook en 2007, trois ans après la création du réseau social ; il l’a quitté en 2011 pour créer le fonds Social Capital.

Lors de la conférence, il ne s’en est pas seulement pris à Facebook, mais plus largement aux réseaux sociaux et à la place qu’ils occupent dans la vie des internautes. Il évoque les « cœurs, “j’aime” et pouces en l’air » réducteurs, aux « boucles de réactions basées sur la dopamine », qui « détruisent le fonctionnement de la société ». (C'est un puissant instrument destiné à accélérer la décomposition de la société, en face de laquelle le marché règne en maître absolue. - LVOG)

L’ancien salarié ne s’arrête pas là, estimant qu’« il n’y a pas de discours citoyen, pas d’entraide ; il y a de la désinformation ». Et il interpelle l’auditoire : « Vous ne le comprenez pas, mais vous êtes programmés… Et maintenant c’est à vous de décider ce que vous voulez abandonner, à quel point vous êtes prêts à renoncer à votre indépendance intellectuelle. » (C'est un outil de "désinformation" à plus d'un titre. Comme le dit plus loin un internaute, 99% des personnes qui s'expriment sur un sujet ne savent pas de quoi elles parlent, rien de tel pour leur faire croire n'importe quoi pour ensuite affirmer que telle ou telle mesure ou loi est légitime ou reçoit le soutien de la majorité de la société. Les réseaux numériques sont antisociaux, tout comme les ONG qui ne serviraient à rien sinon. - LVOG)

M. Palihapitiya n’est pas le seul ancien collaborateur de Facebook à critiquer publiquement le réseau social. Sean Parker, qui n’est rien de moins que l’ancien président de l’entreprise, avait tenu des propos similaires au début de novembre.

Il décrivait alors le réseau social comme « une boucle infinie de validation sociale… Exactement le genre de chose qu’un hackeur comme moi inventerait, parce que vous exploitez une vulnérabilité de la psychologie humaine ». Il citait, lui aussi, la « dopamine » provoquée par les interactions sur Facebook. (Ils exploitent à l'extrême toutes les faiblesse humaines pour conserver leur pouvoir. -LVOG)

« Dieu sait ce que ça fait au cerveau de nos enfants », confiait-il. Et d'ajouter : « Les inventeurs, les créateurs – comme moi, Mark [Zuckerberg], Kevin Systrom d'Instagram et tous ces gens – avions bien compris cela, c'était conscient. Et on l'a fait quand même. » (Quel aveu ! - LVOG)

En novembre également, le New York Times publiait la charge d'une ancienne cadre de Facebook, Sandy Parakilas, qui avait travaillé en 2011-2012 sur les questions de vie privée. « Ce que j'ai vu de l'intérieur était une entreprise qui privilégiait la collecte de données de ses utilisateurs plutôt que de les protéger des abus », dénonçait-elle, estimant que « les politiques ne devraient pas permettre à Facebook de se réguler lui-même. Parce qu'il ne le fera pas. » lemonde.fr 12.12

On peut très bien vivre et se passer de "*cette merde*" de Facebook, Twitter, etc. Effectivement, le plus pitoyable, c'est qu'il y en a parmi nous qui au lieu de créer des blogs ou des portails sérieux ont préféré "cette merde". On n'osera pas ensuite leur demander de qui ou de quoi ils sont "indépendants". Eh oui l'idéologie de la classe dominante s'infiltre jusqu'au sommet des partis dits ouvriers !

Pourquoi Le Monde oligarchique publie-t-il cet article ? Parce qu'il sait que cela ne changera pas les habitudes prises par la majorité des gens. Et pour qu'on cesse de l'accuser de relayer la propagande de l'oligarchie, peine perdue, puisque tous les autres articles démontreront qu'il en est bien le porte-parole. En attendant cela donnera bonne conscience à ceux qui continuent de lire "*cette merde*".

Commentaires d'internautes

1- "L'aspect le plus nocif des réseaux sociaux, encore confusément perçu ici, renvoie tout simplement à un mythe fondateur de l'Antiquité : le narcissisme stérile et mortifère, auquel il est très difficile d'échapper une fois qu'on y met le doigt, du fait de la conception même de ces kaléidoscopes de profils intimes qui s'auto-alimentent à l'infini."

LVOG - D'où la nécessité plus absolue que jamais de faire preuve de discernement en toute chose et d'être modeste.

Certains assimilent la modestie à une faiblesse ou à un complexe d'infériorité, alors qu'en réalité c'est exactement le contraire. De la même manière, ce n'est pas parce qu'on ne peut pas répondre à une question qu'on serait un idiot, c'est y répondre quand on ne connaît pas la réponse qui est idiot. Les gens qui se considèrent supérieurs aux autres ou qui ont réponse à tout ne doivent pas être pris au sérieux, et s'ils insistent, ils ne méritent alors que notre mépris.

2- Je ne vais quasiment jamais sur Facebook, disons 1 fois par mois, moins de 5 minutes. Et à chaque fois je suis abasourdi par l'ampleur de la stupidité des commentaires débridés, sur des sujets qui ne sont pas maîtrisés par 99% de ceux qui les commentent, et où les news cherchent le sensationnel avant la véracité, sans parler des complots qui y pullulent. Je ne suis à titre personnel pas impacté par la médiocrité de FB. Ça ne m'empêche pas d'y voir un danger pour les générations à venir.

LVOG - Je ne vais que sur la page Facebook du POID, et encore, quelques fois par mois, je n'ai pas de compte Facebook, je boycotte les réseaux asociaux, hormis Youtube pour télécharger des concerts et des films.

3- Ces comparaisons ne tiennent pas vraiment la route : utiliser une radio ou un livre revient à transmettre un flux d'un émetteur vers un récepteur, l'émetteur étant bien défini et identifiable. Les réseaux sociaux agissent, comme leur nom l'indique, comme un filtre déformant les interactions entre individus et agissant sur les flux d'informations qu'il soient ascendants ou descendants. D'où leur effrayante puissance.

Non, le néolibéralisme correspond au dernier stade du développement du capitalisme ou de l'impérialisme pourrissant.

Ceux qui expliquent que le néolibéralisme serait "une perversion" du capitalisme s'évertuent à nier qu'il est la conséquence logique de son développement, secrètement ou ouvertement ils en sont des partisans et n'envisagent pas de remettre en cause ses fondements.

- Théorie « Le néolibéralisme est une perversion de l'économie dominante » - alternatives-economiques.fr

Dani Rodrik est professeur d'économie politique internationale à la John F. Kennedy School of Government de l'université Harvard.

Extraits.

L'utilisation du terme « néolibéral » a explosé dans les années 1990, lorsqu'il a été associé à deux phénomènes dont aucun d'ailleurs n'avait été mentionné dans l'article de Peters. Le premier d'entre eux est la dérégulation financière, qui allait atteindre son apogée lors de la crise financière de 2008 et dans la débâcle qui, à ce jour, tourmente encore la zone euro. Le second de ces phénomènes est la mondialisation économique, qui s'est accélérée grâce à la libre circulation des capitaux et à un nouveau

type, plus ambitieux, d'accords commerciaux. Depuis, la financiarisation et la mondialisation sont devenues les manifestations les plus visibles du néolibéralisme.

(Rectifions, du capitalisme. On pourrait profiter de cette occasion pour affiner notre analyse du rôle du système financier mafieux qu'ils ont mis en place. En fait il leur sert à se servir, à taper dans la caisse en toute impunité, comment, en usant du droit de préemption sur les profits à venir, en hypothéquant l'avenir de la société ou du monde, de la civilisation humaine. Ils peuvent ainsi se jouer des contradictions du capitalisme et accorder un délai supplément à leur système économique en faillite. La financiarisation à outrance leur a permis d'atteindre des objectifs économiques et politiques qu'ils n'auraient pas pu atteindre autrement. L'extraordinaire concentration des richesses à laquelle ils sont parvenus en peu de temps en est l'illustration. Et la manière dont ils ont pris le contrôle ou corrompus toutes les institutions, tous les partis institutionnels également. Quant à la mondialisation, elle a emprunté cette voie au cours des dernières décennies, ce qui explique pourquoi les inégalités se sont davantage creusées dans les pays dits émergents, plutôt que dans les puissances occidentales, et aussi pourquoi dans presque tous les pays il y a des chefs d'Etats ou des gouvernements liés à l'oligarchie, quand ils ne sont pas millionnaires ou milliardaires. - LVOG)

Qui peut, en effet, contester que le monde ait effectué un mouvement décisif vers les marchés depuis les années 1980 ? Ou le fait que les hommes et femmes politiques de centre gauche – les démocrates aux Etats-Unis, les socialistes et les sociaux-démocrates en Europe – ont adopté avec enthousiasme plusieurs des credos centraux du Thatchérisme ou du Reaganisme ; à savoir la dérégulation, la privatisation, la libéralisation financière ou encore l'entreprise privée ? Une part importante des discussions politiques contemporaines sont imprégnées des principes basés sur le concept d'homo œconomicus, cet être humain parfaitement rationnel qui cherche à maximiser son intérêt personnel et qui constitue un élément central de nombreuses théories économiques.

(C'est incontestable et le mouvement ouvrier n'en a pas plus tenu compte hier qu'aujourd'hui, hélas pour nous! - LVOG)

Par conséquent, la contribution des économistes au débat public est souvent biaisée dans une direction : celle qui préconise toujours plus de commerce, toujours plus de finance et toujours moins de gouvernement. C'est pour cette raison que les économistes sont perçus aujourd'hui comme des défenseurs inconditionnels du néolibéralisme...

(A juste titre. - LVOG)

L'expérience néolibérale du Chili a finalement produit la pire crise économique que l'Amérique latine ait connue.

(Cela remonte au milieu des années 70 sans qu'on en ait tiré le moindre enseignement. - LVOG)

...les pays qui se sont cantonnés au modèle de mondialisation néolibéral ont été cruellement déçus ; comme en témoigne l'exemple regrettable du Mexique. Après une série de crises macroéconomiques au milieu des années 1990, le Mexique a adopté des politiques macroéconomiques orthodoxes en libéralisant abondamment son économie, en dérégulant son système financier, en abaissant drastiquement ses barrières aux importations et en signant l'accord de libre-échange nord-américain (Alena). (...) Depuis que le Mexique a entrepris ces réformes, sa productivité globale stagne et son économie s'est révélée contre-performante, même au regard des standards relativement peu exigeants, de l'Amérique Latine. alternatives-economiques.fr 13.12

Quand l'extrême richesse côtoie l'extrême pauvreté, le socialisme est légitimé par les faits.

- Sur l'extrême pauvreté aux États-Unis - blogs.mediapart.fr/f-u

Extraits.

Philip Alston, le rapporteur spécial sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme de l'ONU, vient de passer deux semaines aux États-Unis pour préparer un rapport. La situation est stupéfiante.

Le constat est accablant. L'un des pays les plus riches de la planète compte officiellement 41 millions de personnes sous le seuil de pauvreté. Il faudrait évidemment ajouter à ce chiffre plusieurs autres millions étant donné l'arbitraire statistique du seuil de pauvreté. Ceux qui sont légèrement au-dessus du seuil ne sont pas statistiquement considérés « pauvres », mais ils le sont tout autant. Ce qui choque également, c'est qu'un nombre non négligeable de ces personnes vivant dans la pauvreté font partie de cette nouvelle catégorie des « working poors », ou « travailleurs pauvres », dont les rangs ont augmenté ces dernières années. (Les travailleurs pauvres sont des personnes qui sont employés, ou activement à la recherche d'un emploi, 27 semaines ou plus par an, mais dont les revenus tombent sous le seuil de pauvreté).

De ces 41 millions de pauvres officiels, 9 millions de ces personnes ne reçoivent aucune aide financière. Rien, aucun argent, pas un centime. Le chiffre est ahurissant. 9 millions de personnes vivent dans l'un des pays les plus riches de l'histoire de l'humanité sans recevoir aucune aide pour survivre, aucun moyen de subsistance.

Mr. Alston a commencé sa tournée en marchant dans le Los Angeles des tentes et des cartons sur les trottoirs, où la population des sans-abris a augmenté de 25% l'année passée pour atteindre le chiffre de 55 000 « street dwellers ». Les problèmes sanitaires sont démesurés et bien en deçà des recommandations de l'ONU pour les camps des réfugiés syriens : sur Skid Row, c'est neuf toilettes pour 1 800 « résidents ».

La population noire aux États-Unis, c'est 13% de la population totale des U.S., mais 23% de ceux qui sont officiellement sous le seuil de pauvreté, et 39% des sans-abris. Dans l'Alabama, la « black belt », terme qui signifiait à l'origine la terre fertile et sombre qui traverse l'Alabama mais qui fait désormais référence à la population majoritairement afro-américaine qui l'habite, est aujourd'hui un lieu où règne l'une des pauvretés les plus intenses du pays. L'histoire atroce de l'esclavage s'y lit encore sur ce territoire: les esclaves travaillaient la terre, les descendants y sont restés, le racisme systémique aussi. Comme le remarque l'article du Guardian, parmi les nombreux exemples de l'extrême pauvreté qui y règne, le plus hallucinant est peut-être le fait qu'il existe des milliers de familles sans accès à quelque système sanitaire que ce soit et qui vivent ainsi au milieu d'égouts à ciel ouvert. La trame imagée des représentations collectives de l'extrême pauvreté en Occident nous renvoie ces images du côté de pays « sous-développés » ou « en voie de développement », de ce que l'on nommait à une autre époque le « tiers-monde ». Mais c'est pourtant dans ces conditions, au pays de la richesse, que vivent de nombreuses familles, de nombreux enfants.

Mais l'extrême pauvreté touche toutes les populations. Les Blancs qui vivent en Virginie de l'Ouest, par exemple. Cela, le rapporteur a pu le voir. blogs.mediapart.fr/f-u 15.12

Noël royal et la cour de toutes les bassesses.

Honneur à sa majesté.

- Les Macron fêtent Noël avant l'heure à Chambord - LeParisien.fr

Chambord et le monarque républicain... Il n'en fallait pas plus pour déclencher la polémique. Le président de la République se serait offert un anniversaire royal dans ce château de la Loire, construit par François Ier, et théâtre sous Louis XIV de grandes parties de chasse et de fêtes.

Samedi soir, c'est dans l'enceinte même du château de Chambord qu'a eu lieu un dîner familial. LeParisien.fr 18.12

Sondage people

- Emmanuel Macron et Edouard Philippe en plein regain de popularité - L'Express.fr

Avec 52% des Français qui l'approuvent, le chef de l'État a inversé sa courbe de popularité. Une première pour un président hors cohabitation. L'Express.fr

La décomposition est toujours en cours

- Edouard Philippe: "La recomposition politique n'est pas achevée" - AFP

Le Premier ministre Édouard Philippe lors d'une intervention au congrès du MoDem.

"La gauche nous trouve très à droite, la droite nous trouve très à gauche. Ces reproches s'annulent et, c'est pour nous, le plus beau des compliments", a-t-il poursuivi, en jugeant préférable "d'être une force d'attraction plutôt qu'une force de répulsion".

"La gauche pense que les Français veulent plus de gauche, la droite pense qu'ils veulent plus de droite, laissons-les se poser la question longtemps, très longtemps", a-t-il encore ironisé.

"Gauche et droite disent que c'est bien dangereux une force centrale comme la nôtre qui s'élargirait car l'alternative serait aux extrêmes. Ils montrent leur impuissance à incarner eux-mêmes une alternative", a attaqué le Premier ministre, en estimant que "le vrai clivage, c'est entre l'élévation des consciences et la flatterie des bas instincts, ce réflexe populiste qui nous menace tous et que nous devons toujours écarter". AFP 17 décembre 2017

En guise de " *flatterie des bas instincts*" et de " *réflexe populiste*, ils sont imbattables, aucun rival ne les égale, on leur accorde volontiers.

La preuve ou comme quoi ils osent tout.

- Education: Blanquer estime mener la politique "la plus sociale" et "progressiste" depuis 20 ans - AFP

Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, a estimé samedi que son action est "la plus progressiste" et n'a "jamais été aussi sociale en matière d'éducation, au moins depuis vingt ans", lors du congrès du MoDem devant lequel il était convié à s'exprimer. AFP

La liberté surveillée vaut bien la chasse à courre.

- Damon - Généraliser la vidéosurveillance, quelle bonne idée ! - LePoint.fr

Pour Julien Damon, il faut en finir avec la dispersion dans les compétences et les responsabilités afin de rendre la police et la justice plus efficaces. LePoint.fr

Ces courtisans n'en finissent plus de s'avilir.

- Interview de Macron : le ton «complaisant» de Laurent Delahousse raillé - LeParisien.fr

Commentaire d'internaute.

- "Deux bons copains qui ont passé bonne soirée, c'était enregistré mardi. C'est sympa hein"

- "C'est votre héroïsme en politique qui revient, là ?"',

- "Interview debout, journalisme couché "

- "L'une des questions les plus percutantes » de Laurent Delahousse face à Emmanuel Macron : "Voici le sapin de Noël dans la cour de l'Elysée, c'est la fin de l'année, que voulez-vous dire aux Français… N'ayez pas peur ?" Le pire de la déférence du journalisme français "

- Macron interrogé par Delahousse: Jean-Jacques Bourdin étrille une "interview complaisante" - HuffPost FR 18 décembre 2017

« Quand on compare le ton furieux de l'Emission Politique contre Jean-Luc Mélenchon et le ton mielleux de l'interview de Macron… On s'interroge », a ironisé le mélenchoniste Alexis Corbière. HuffPost FR 18 décembre 2017

Les laquais sont traités comme il se doit, non ?

Lâcheté et populisme.

- Jean-Luc Mélenchon explique pourquoi il avait parlé des "liens communautaires" de Léa Salamé HuffPost FR

Dimanche 17 décembre lors du Grand Rendez-vous Europe1, CNews et Les Échos.

"Le communautarisme c'est quand un groupe humain attribue aux membres qui le composent des aptitudes qui seraient liées à la communauté. Il y a un groupe de journalistes qui se considère comme une communauté politique. Ils se disent: parce qu'il est journaliste, il a raison. (...) C'est la vérité que ce groupe s'approprie. Et leur art est de faire croire que dès que vous contestez une personne, vous contestez tout le groupe. Ça aussi c'est du communautarisme. Les gens ont voulu créer une insinuation à mon égard", déplore Jean-Luc Mélenchon. HuffPost FR 17 décembre 2017

Vous n'avez tout de même pas cru que par "communautarisme" il allait révéler à ceux qui l'ignoraient, que Léa Salamé vivait avec le néoconservateur et sioniste d'extrême droite Raphaël Glucksmann. (causerie du 10 décembre)

Quel vil individu ! Le voilà qui se livre à un exercice minable consistant à isoler une ou plusieurs personnes d'un groupe, des journalistes en l'occurrence avec lesquels il a eu des démêlés, pour que l'ensemble de la profession ne lui tombe pas dessus, car il a besoin de leurs tribunes ou plateaux pour exister. Ne vous inquiétez pas monsieur l'illusionniste, ils savent que vous ne contestez pas "tout le groupe", ils continueront de vous inviter... tant qu'ils auront besoin de vous.

Vous vous livreriez à une telle bassesse ? Vous accepteriez un pareil traitement ? Jamais ! Mais ce sale type n'a pas de dignité, il n'est pas seulement inconsistant, il est creux, vide, comme Macron, et c'est pour cela qu'ils l'aiment tant... tant ils se ressemblent finalement.

Pourquoi sont-ils déçus ? Parce qu'il aurait été mauvais ? Non. Alors pourquoi ? Parce qu'il n'a pas annoncé de nouvelles mesures scélérates en guise de cadeaux de Noël à ses commanditaires !

- Macron chez Delahousse : Un coup pour rien ! - LePoint.fr

- "Brosse à reluire", "ORTF"... l'entretien Macron/Delahousse n'a pas convaincu l'opposition - HuffPost FR

Quant aux questions du journaliste, c'est leur côté peu irrévérencieux, voire flatteur, qui est reproché...

- "Ça vous agace qu'on dise que le Président il est trop fort ?" Laurent Delahousse, impertinent.

"...un président de 39 ans, un président qui n'avait aucun parti, que personne ne connaissait et qui sortait de nulle part" HuffPost FR 18.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Honduras

1.1- Honduras: le président sortant Hernandez déclaré vainqueur après un scrutin controversé - AFP

Le chef de l'Etat de droite sortant, Juan Orlando Hernandez, a été déclaré officiellement dimanche vainqueur de l'élection présidentielle controversée du 26 novembre au Honduras, a annoncé l'autorité électorale à l'issue d'un recomptage des votes.

"Le président réélu pour la période de 2018 à 2022 est le citoyen Juan Orlando Hernandez Alvarado", a déclaré le président du Tribunal suprême électoral (TSE) David Matamoros. Depuis près d'un mois, les partisans du candidat de gauche Salvador Nasralla manifestent pour dénoncer une "fraude" supposée lors de ce scrutin.

Ce furent des élections "d'une transparence jamais vue au Honduras", assuré M. Matamoros. "Nous souhaitons que le calme règne (...) que nous nous embrassions de nouveau comme des frères", a-t-il ajouté.

L'opposition a appelé à redescendre dans la rue lundi. AFP 18 décembre 2017

1.2- Les manifestations s'intensifient au Honduras après la réélection du président - AFP

Les forces de l'ordre ont fait lundi usage de gaz lacrymogènes au Honduras pour disperser des manifestants qui protestaient contre l'annonce officielle de la victoire du président sortant Juan Orlando Hernandez lors d'un scrutin controversé.

Le secrétaire général de l'Organisation des Etats Américains (OEA), Luis Almagro, a estimé qu'il y avait trop de zones d'ombre dans l'élection hondurienne pour qu'elle soit valable et a appelé à un nouveau scrutin.

"Les conditions (dans lesquelles s'est déroulé le scrutin) ne permettent pas d'affirmer que l'un ou l'autre des candidats est vainqueur, (...) contrairement à ce qui a été annoncé", a déclaré le secrétaire général de l'OEA.

"La seule voie possible pour que le vainqueur soit vraiment le peuple du Honduras, c'est d'appeler à de nouvelles élections générales", a-t-il déclaré.

Deux porte-parole du Parti national (PN) de M. Hernandez, Guillermo Perez Arias et Oswaldo Ramos Soto, ont rejeté devant la presse ces déclarations de M. Almagro et exclu l'idée d'un nouveau scrutin.

"Le secrétaire général (de l'OEA) a outrepassé son mandat", a dit M. Perez Arias. "Le Parti national considère (la proposition de M. Almagro) comme totalement inacceptable, étrangère aux traités internationaux et aux compétences de l'OEA", a renchéri M. Ramos Soto.

Interrogée sur la suggestion du secrétaire général de l'OEA, la responsable de la mission d'observateurs de l'Union européenne au Honduras, la Portugaise Marisa Matias, a répondu que sa mission "ne peut pas et ne doit pas intervenir dans l'indépendance et dans l'autonomie du peuple hondurien". AFP 19.12

2- Chili

- Chili: le conservateur Sebastian Piñera remporte la présidentielle - AFP

L'ex-chef d'Etat conservateur Sebastian Piñera a remporté dimanche l'élection présidentielle au Chili, succédant ainsi à la socialiste Michelle Bachelet, confirmant le virage à droite de l'Amérique latine.

Au premier tour, seuls 46,7% des électeurs s'étaient déplacés.

Annoncé comme très serré, le scrutin a finalement tourné très nettement à la faveur de l'ancien président (2010-2014) et milliardaire, âgé de 68 ans.

Le vainqueur de dimanche n'aura pas de majorité au Parlement. Les législatives, organisées lors du premier tour et pour la première fois avec un scrutin à la proportionnelle, ont laissé un paysage fragmenté dans les deux chambres.

Le futur locataire du palais présidentiel de La Moneda, à compter du 11 mars 2018, aura "besoin de nouer des alliances" avec les autres groupes parlementaires, estime Rodrigo Osorio, professeur de sciences politiques à l'université de Santiago.

Sebastian Piñera a reçu le soutien du candidat de l'extrême droite José Antonio Kast, qui a remporté 7,9% des voix en revendiquant l'héritage du dictateur Augusto Pinochet (1973-1990).

Cette victoire marque la fin d'un cycle pour une grande partie de la gauche latinoaméricaine: l'Argentine avec Mauricio Macri, le Brésil avec Michel Temer, le Pérou avec Pedro Pablo Kuczynski, ont désormais des présidents conservateurs. AFP 18.12

3- Etats-Unis

- Washington au banc des accusés lors d'un vote à l'ONU sur Jérusalem - AFP

Les Etats-Unis ont mis lundi leur veto à une résolution de l'ONU condamnant leur reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël, en se montrant menaçants à l'égard de leurs 14 partenaires au Conseil de sécurité qui ont voté pour le texte.

Ce vote unanime, y compris de la Russie ou de la Chine, ainsi que de la France et du Royaume-Uni - les deux plus proches alliés européens des Etats-Unis -, a été dénoncé par l'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley. C'"est une insulte et un camouflet que nous n'oublierons pas", a-t-elle lancé, le regard noir.

Le veto américain a été salué par Israël. "Merci madame l'ambassadrice Haley" et "président Trump", "vous avez allumé une bougie de vérité", "dissipé les ténèbres", a réagi sur Twitter le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

Après le Conseil de sécurité, les Palestiniens ont annoncé un prochain scrutin à l'Assemblée générale de l'ONU (193 pays). Il n'y a toutefois pas dans cette enceinte de droit de veto et ses textes sont sans valeur contraignante. AFP 19.12

L'oligarchie se fout de l'ONU, de l'Amérique et du peuple américain, de ce que peuvent penser tous les chefs d'Etat ou tous les peuples, avec les GAFA et les multinationales cités plus haut elle détient le pouvoir, ils lui mangent tous dans la main...

ECONOMIE

Etats-Unis

- USA vs Europe : l'extension (brutale) du domaine de la lutte fiscale - xerficanal-economie.com 11.12

La réforme fiscale de Donald Trump, c'est une baisse des impôts de 1400 milliards de dollars sur dix ans. Près 8% du PIB ! Une baisse ciblée sur les personnes les plus riches, sur les entreprises, et notamment la fiscalité du capital.

Parmi les éléments les plus saillants, on peut citer :

- Une baisse spectaculaire de l'impôt sur les sociétés de 35 à 20%

- La suppression de l'imposition mondiale des bénéfices, pour adopter un régime territorial comme dans la plupart des autres pays développés. Cela se traduit par une exemption d'impôt pour les dividendes rapatriés des filiales étrangères détenues à plus de 10%.

- Une quasi-amnistie pour les 2900 milliards de profits des multinationales logés à l'étranger, ces derniers étant taxés en cas de rapatriement à un taux allant de 5 à 14 % selon leur degré de liquidité.

- La mise en place de toute une série de mesures destinées à éviter l'évasion fiscale et forcer les multinationales à payer un impôt minimal au fisc américain.

- Un amortissement sur un an des dépenses d'investissement pour les cinq ans à venir.

C'est un résumé non exhaustif, mais qui permet de mettre en perspective l'émoi européen, face à ce qui fait figure de « big bang » agressif venant des États-Unis. Et pourtant, à y regarder de plus près, l'offensive ne vient pas d'où l'on croît, et la plupart de ces mesures ne sont guère qu'un alignement pur et simple sur ce que pratiquent déjà la plupart des pays européens.

C'est l'Europe qui a allumé les feux. (Sur ordre de Washington - LVOG)

L'IS à 20 %, par exemple, n'est rien d'autre que le taux déjà appliqué en moyenne par les pays de l'UE. Ce sont les États-Unis qui s'adaptent à l'offensive européenne, pas l'inverse. La non-imposition des dividendes rapatriés, c'est déjà ce qui se pratique aussi dans les principaux pays européens, via le régime mère-fille appliqué aux remontées intra-groupes de dividendes, afin d'éviter la double imposition des bénéfices. L'amnistie ou les dérogations fiscales pour les grands groupes, c'est déjà ce que permet l'Europe, de façon opaque, à travers le « tax ruling », comme l'a pointé l'affaire des LuxLeaks en novembre 2014. Quant à l'amortissement sur un an de l'investissement, voilà qui ressemble de près à la politique d'amortissement accéléré initiée en 2015 par le gouvernement Valls en France.

Dans tous ces domaines, c'est l'Europe qui a allumé le feu, en se livrant à une concurrence fiscale sans merci depuis 15 ans.

L'Europe cherche déjà la parade. Mais nous n'assistons là, finalement, qu'à une extension du domaine de la lutte fiscale à l'échelle de la planète … avec l'attractivité, comme alpha et omega de la politique fiscale des pays avancés. xerficanal-economie.com 11.12

Je n'ai pas le temps de développer ici, ils ont dû se rendre compte qu'une multitude de nantis profitaient de leurs combines mafieuses, un peu trop à leur goût, car parmi eux il y en a un grand nombre qui sont étrangers à leur milieu et qui n'en ont à rien à faire de leur stratégie politique ou de leurs véritables intentions, qui pourrait interférer avec leurs affaires, bref, trop de millionnaires ou de milliardaires pourraient leur nuire... A suivre.

Haut de page

Le 21 décembre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (25 pages)

Le voeux d'Attali s'est réalisé : Jérusalem va devenir la capitale du monde...sauf pour les Palestiniens !

En 2016, Johnny Hallyday a touché 16 millions d'euros et sa fortune est évaluée à 100 millions d'euros, c'est, comment dire, franchement con d'avoir accumulé une telle fortune et de ne plus pouvoir en profiter! C'est à se demander ce qui l'a le plus angoissé, si c'est le fait de s'en séparer ou de mourir.

Ce ne sera pas mon cas, il ne me reste déjà plus rien du capital que m'a versé l'Agirc en guise de retraite complémentaire il y a deux mois à peine, j'ai versé 200.000 roupies au frère de Selvi pour qu'il puisse terminer sa maison, il me rendra cet argent à son rythme, quand il le pourra... Du coup mon compte courant se retrouve au même niveau qu'il y a 6 mois (100.000 roupies, soit 1.400 euros environ), puisqu'entre temps j'ai prêté de l'argent à d'autres Indiens ou membres de la famille de ma compagne

Selvi qui en avaient plus besoin que moi, urgent.

A quoi cela sert-il de thésauriser quand on est vieux, c'est indigne, vaut mieux en faire profiter les plus pauvres ou son entourage. Dans mon cas, je dois penser à régler mes soins ou ceux de ma compagne en cas de maladie ou d'accident, mais bon, dans des proportions limitées. Malheur à ceux qui sur leurs vieux jours ont accumulé des dizaines ou des centaines d'euros au lieu de le distribuer à ceux qui en avaient besoin, de toute manière, c'est incompatible avec mon idéal, donc je préfère partir avec plutôt qu'avec du fric !

Ils osent tout. Quelle étrange coïncidence ! On se disait qu'on lui avait soufflé.

- Emmanuel Macron a lancé officiellement la grande cause nationale consacrée à l'égalité entre les femmes et les hommes par un discours prononcé à l'Elysée, samedi 25 novembre. Le Monde 25.11.2017

- Jens Stoltenberg et Angelina Jolie appellent à une intervention de l'OTAN pour promouvoir «l'égalité des sexes» - Par Julie Hyland Mondialisation.ca, 19 décembre 2017

Le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg et l'actrice Angelina Jolie ont joint leurs forces pour présenter l'alliance militaire menée par les États-Unis comme un modèle progressiste dans les politiques de genre et comme un «protecteur de premier plan» des droits des femmes.

Leur article paru dans le Guardian la semaine dernière, «Pourquoi l'OTAN doit défendre les droits des femmes», est présenté comme une mission commune visant à garantir la «promesse fondamentale de la Charte des Nations unies pour l'égalité des droits et la dignité des femmes». (...)

Affirmant que l'OTAN fut fondée pour protéger la «liberté de ses peuples», les auteurs déclarent que, pendant 70 ans, le bloc dirigé par les États-Unis s'est tenu debout pour «la défense de la démocratie, de la liberté individuelle, de l'État de droit et de la Charte des Nations unies». wsws.org 19 décembre 2017

Il s'agit donc bien d'une campagne mondiale orchestrée au plus haut niveau de l'oligarchie, à laquelle participent les crétins ou corrompus de la pseudo-gauche et extrême gauche.

Ne devrait-on pas lancer une campagne pour l'égalité entre les hommes ? Pour que tous les hommes disposent du même revenu puisqu'un éboueur est aussi utile à la société qu'un architecte et bien davantage qu'un banquier qui n'est qu'un parasite. Ne devrait-on pas lancer une campagne pour l'égalité entre les femmes puisqu'une femme de ménage est aussi utile qu'une ingénieure ? Je plaisante. Mais... Moi aussi j'ai de la suite dans les idées.

Pourquoi les féministes n'y ont-elles pas pensé ? Parce que leur combat ne consiste pas à faire en sorte que la femme de ménage accède au même niveau de vie confortable qu'une ingénieure, mais que le traitement d'une ingénieure soit aligné sur celui d'un ingénieur, ou mieux qu'elle pique sa place, au détriment des autres couches inférieures de travailleurs, mais cela aussi elles s'en foutent éperdument.

Parole d'internaute

- "*Partout en Europe, les fédéralistes européens appellent à la création des « Etats-Unis d'Europe ».*

Cette Europe fédérale, si elle voyait le jour, serait anti-sociale, anti-populaire, anti-démocratique.

Cette Europe fédérale serait le triomphe de la nouvelle aristocratie."

Et l'enterrement de la civilisation humaine, du socialisme...

Sionisme d'extrême droite. Le Mossad menace de mort ceux qui brûleraient un drapeau israélien.

Un haut fonctionnaire des services de renseignement israéliens menace des citoyens européens de mort par Luc Delval (avec Inna Michaeli) — 20 décembre 2017

Aux yeux des Services de renseignement israéliens, il ne suffit plus que les citoyens israéliens opposés à la politique colonialiste du gouvernement vivent dans la peur d'être persécutés pour leurs opinions, ils veulent maintenant étendre la menace aux citoyens du monde entier. Ainsi, il semble que nous ayons atteint un point où un représentant d'un organisme gouvernemental israélien peut menacer les citoyens d'un pays étranger qui exercent leur droit démocratique de protester.

Après qu'un drapeau israélien ait été brûlé lors d'une manifestation à Berlin, le responsable des relations interna-tionales du ministère israélien des services de renseignement a déclaré sur Facebook que les activistes pro-palestiniens allemands doivent désormais «vivre dans la peur».

Le 15 décembre, le Major Arye Sharuz Shalicar 1 a publié un article sur sa page Facebook personnelle, dans lequel il a partagé un reportage du journal allemand Die Welt sur les forces de sécurité israéliennes, qui ont utilisé des tirs à balles réelles pour réprimer une manifestation à la périphérie de Ramallah.

Les manifestations en Palestine, contre la décision de Trump de déplacer l'ambassade américaine à Jérusalem, ont aussi provoqué des manifestations de protestation à travers le monde, y compris en Allemagne.

Et le fonctionnaire israélien souhaitait faire passer un message aux protestataires :

PARTAGEZ S'IL VOUS PLAIT! Le message de cet article est destiné à tous ceux qui, en Allemagne, pensent pouvoir brûler impunément une étoile de David en public. Nous savons qui vous êtes, et où vous êtes, et comment vous amener à la justice. Nous décidons où et quand. Vivez dans la peur !

Ces derniers jours, les médias allemands ont été inondés de rapports et d'analyses sur l'incendie d'un drapeau israélien lors d'une manifestation à Berlin. En réponse, les politiciens des partis centristes, ainsi que le Conseil central des Juifs en Allemagne, ont appelé à sanctionner pénalement le fait de brûler un drapeau, et en particulier un drapeau israélien.

Les articles de presse sont pleins de distorsions, qui présentent les manifestations contre l'occupation israélienne – et dans ce cas contre les provocations de Trump à propos de Jérusalem – comme des manifestations d'antisémitisme. La boucle est ainsi bouclée : les sionistes s'approprient la communauté juive et ses symboles, les mettent au service de l'occu-pation, et s'en servent pour dépeindre les protestations pro-palestinienne comme antisémites.

Or le drapeau bleu et blanc frappé de l'étoile de David n'est pas seulement un symbole juif, c'est avant tout un drapeau national qui est devenu un symbole d'occupation et d'oppres-sion du peuple palestinien. Pourquoi des gens devraient-ils s'abstenir de brûler un symbole de leur propre oppression ? Le fait qu'Israël se refuse à faire la distinction entre symboles religieux, ethniques et ceux de l'État ne doit pas porter atteinte à la liberté de qui que ce soit, en particulier à l'étranger.

Critiqué notamment sur les réseaux sociaux pour avoir ainsi proféré des menaces non voilées – la présence dans cette publication sur Facebook d'une photo d'un policier israélien travesti en Palestinien 2 et brandissant une arme de poing n'ayant évidemment rien d'innocent – afin de réprimer la liberté d'expression de citoyens européens, le fonctionnaires des services de renseignement israélien s'est défendu comme il a pu, à la manière des authentiques antisémites qui ne manquent jamais d'assurer qu'ils ont "d'excellents amis juifs" (qu'ils seront le cas échéant ravis de voir partir s'établir en Israël, loin d'eux) :

«Ceci est ma page privée. Je suis né et j'ai grandi en Allemagne et j'ai fait face à des centaines d'attaques antisémites de la part de jeunes musulmans. Il est inconcevable qu'ils menacent les Juifs et brûlent les symboles juifs / israéliens. Cela me blesse personnellement et je ne suis plus disposé à le tolérer. Je dois aussi ajouter que j'ai eu et continue d'avoir des amis musulmans en Allemagne qui en ont aussi assez, car le comportement violent de quelques milliers donne à l'Allemand moyen le senti-ment que toute personne d'origine moyen-orientale / arabe / musulmane est un radical, ce qui est entièrement faux, et cela ne fait que renforcer la droite radicale.»

Bref, le brave fonctionnaire des services de renseignement israélien n'est qu'un démocrate incompris. Mais il vous invite quand même à vivre dans la peur, et il garde une arme à portée de la main…

1.] Bien que sa page Facebook l'identifie comme un «ancien» porte-parole, Shalicar fournit toujours une adresse électronique officielle de l'armée israélienne comme contact : shalicar@idf.gov.il. On peut en déduire qu'il n'est pas aussi en retrait du service qu'il le prétend.

2.] Il s'agit des tristement célèbres mistaravim, des policiers ou militaires israéliens déguisés qui s'infiltrent dans les manifestations de Palestiniens dans les territoires occupés, et ensuite participent à l'enlèvement ou à l'assassinat de militants. Ils ont déployé leurs talents de tueurs à gage jusqu'à l'intérieur des hôpitaux, où ils se sont occasionnellement introduits pour exécuter des blessés.

Source:http://www.pourlapalestine.be/quand-un-haut-fonctionnaire-des-services-de-renseignement-israeliens-menace-des-citoyens-europeens-de-mort/

En famille. Bienvenue chez les damnés de la terre.

- Pour The Economist, la France de Macron est le "pays de l'année 2017" - L'Express.fr

Sous le charme de l'action du président de la République, l'hebdomadaire libéral juge que Macron a mis fin à la France "irréformable". L'Express.fr 21.12

Bienvenue chez les aristocrates.

- 350 000 euros pour un vol Tokyo-Paris : Édouard Philippe « assume complètement » - Franceinfo

Lors de son retour de Nouvelle-Calédonie au début du mois, le Premier ministre et sa délégation ont eu recours à un avion privé. L'avion d'Etat était jugé trop inconfortable.

Édouard Philippe a profité de son intervention pour reconnaître qu'il était « parfaitement conscient » que les sommes du Premier ministre ou du président « sont toujours impressionnantes. » Il a néanmoins voulu les justifier : « Quand je suis arrivé devant les studios de RTL, je suis arrivé avec quatre véhicules, avec des motards, avec plus de 15 personnes, avec un médecin qui me suit en permanence et un transmetteur de l'armée qui me suit en permanence parce que c'est le régime qui est donné au Premier ministre. Et ça coûte redoutablement cher ». Franceinfo 21.12

Il est légitime d'exiger une augmentation de salaire de 40%.

- Le gouvernement fait adopter par les députés l'augmentation de 40% des maires des grandes villes - Publicsenat.fr

Dans la nuit de vendredi à samedi dernier, et en toute fin d'examen du budget, Gérald Darmanin a repris à son compte un amendement du Sénat donnant la faculté d'augmenter de 40 % le salaire des maires de grandes villes ou des présidents de départements ou de régions. Publicsenat.fr 21.12

Inquisition et épuration.

- Affaire Diallo : le Conseil du numérique perd la tête - liberation.fr

Combien de membres va-t-il rester au Conseil national du numérique (CNNum) remanié la semaine dernière ? Sa présidente, Marie Ekeland, aura tenu une semaine avant d'annoncer mardi sa démission, suivie dans la foulée de celle d'au moins 20 nouvelles têtes de l'instance (sur 30). La raison : un désaccord avec le secrétariat d'Etat au Numérique, Mounir Mahjoubi, sur la composition de l'organe consultatif, chargé d'orienter les politiques de l'exécutif sur le numérique. Ekeland explique son départ par la polémique née la semaine dernière après la nomination de l'essayiste et militante antiraciste Rokhaya Diallo au CNNum et la demande du secrétaire d'Etat de remanier sa composition.

«La forme actuelle de nomination et de fonctionnement du CNNum porte à confusion et ne peut pas garantir son indépendance», regrette Ekeland dans son texte. «J'ai été choquée par les caricatures auxquelles Rokhaya Diallo et Axiom [rappeur dont la nomination avait été aussi contestée, ndlr] ont été réduits : elles n'ont rien à voir avec ce qu'ils sont vraiment», estime-t-elle, dénonçant «un emballement médiatique et politique violent. Les réactions qui ont suivi cette nomination me font mesurer à quel point mon pari était osé et innovant. A quel point, dans notre pays, nous ne voulons pas entendre des voix dissonantes. A quel point nous ne savons plus débattre sereinement de nos divergences de vue. […] Cela me peine de voir notre pays aussi loin des valeurs démocratiques qui sont les miennes», écrit-elle. Mahjoubi, ex-président jusqu'à début 2017 du CNNum, avait avalisé la nouvelle équipe réunie par Marie Ekeland. Il s'est justifié en expliquant «qu'il ne s'agit pas d'une association, d'un parti politique ou d'un lobby. Le CNNum doit être proche du gouvernement pour nous orienter, et le gouvernement lui fait confiance sur ces sujets».

Un discours quelque peu différent de celui qu'il tenait il y a quelques jours, lorsqu'il assurait que le gouvernement avait «souhaité confirmer l'indépendance, ses moyens et son mode de fonctionnement» en élargissant les compétences du CNNum par un décret publié le 10 décembre. «Tout cela est absurde, absurde, contre-productif, dépassé», a confié l'économiste Pierre-Yves Geoffard à Libération selon lequel «l'état du débat est très inquiétant» en France. liberation.fr 19 décembre 2017

A défaut de pouvoir réformer le capitalisme, elle l'a adopté...

Quand la soi-disant gauche américaine souhaite le maintien de l'hégémonie sur le monde elle donne des conseils à Trump pour y parvenir.

- Si la stratégie américaine était rationnelle, elle devrait admettre que l'approche unilatérale a échoué et mettre l'accent sur d'autres méthodes. Une véritable coopération mondiale et un plus grand usage de la diplomatie seraient probablement plus fructueux que la puissance militaire. (...)

On peut soit avoir un rôle hégémonique, soit exercer une influence plus fine en collaborant avec les autres. (Avec la nouvelle

Stratégie de sécurité nationale les Etats-Unis s'engagent dans l'isolationnisme par Moon of Alabama — 20 décembre 2017)

Quelle finesse d'esprit ces intellectuels !

Au temps du néocolonialisme.

Finalement, les pays dits « en voie de développement » (PED) d'aujourd'hui remplacent les colonies d'hier : les grandes entreprises multinationales occidentales se placent dans les anciennes colonies, y investissent et en extorquent les ressources pour accumuler de faramineux profits qui s'évadent dans des paradis fiscaux appropriés. Tout cela se déroule sous le regard bienveillant des élites locales corrompues, avec l'appui des gouvernements du Nord et des institutions financières internationales (IFI) qui exigent le remboursement de dettes odieuses héritées de la colonisation. Par le levier de la dette et des politiques néocapitalistes imposées qui conditionnent celle-ci, les populations spoliées paient encore le crime colonial d'hier et les élites le perpétuent subrepticement aujourd'hui, c'est ce qu'il est convenu d'appeler le néocolonialisme. (Pillage des ressources et néocolonialisme : saignées de l'or noir par Jérôme Duval - Mondialisation.ca, 19 décembre 2017)

Ils ont du pétrole et leur peuple est misérable.

Ainsi, le Nigeria, premier producteur de pétrole du continent et onzième mondial, n'arrive pas à satisfaire son marché intérieur et, comble du paradoxe, importe 70 % de ses besoins en pétrole raffiné malgré une production journalière d'environ deux millions de barils de pétrole brut dont la majeure partie part à l'exportation vers les États-Unis et l'Europe ! Pour satisfaire sa demande intérieure, le Nigeria importe quotidiennement des millions de dollars de carburant (pétrole raffiné), représentant près de 14,9 milliards de dollars sur l'année 2016, une somme colossale|.

Malgré une croissance positive jusqu'en 2016 (+ 2,7 % en 2015, son plus bas niveau depuis dix ans, en raison de la chute des prix du pétrole), 22 milliardaires et 34 000 millionnaires en dollars recensés, plus de la moitié de la population vit avec moins de 1 dollar par jour, la majorité des Nigérians n'ont pas accès à l'électricité, l'espérance de vie ne dépasse pas les 54 ans et un enfant sur dix meurt avant l'âge de 5 ans encore aujourd'hui, l'un des taux les plus élevés au monde. (Pillage des ressources et néocolonialisme : saignées de l'or noir par Jérôme Duval - Mondialisation.ca, 19 décembre 2017)

En oligarchie. Comment les rapaces de la finance nous sucent jusqu'à la moelle.

- Les « fonds vautours » prospèrent sur la misère en spéculant sur l'endettement des particuliers par Eric Toussaint Mondialisation.ca, 15 décembre 2017

Extraits.

Elles s'appellent Intrum, Cabot, ou encore Arrow… Si vous avez déjà eu une facture impayée, auprès d'un opérateur de téléphonie ou d'une société de crédit, peut-être avez-vous eu affaire à l'une de ces sociétés de recouvrement et à leurs méthodes agressives. Nées en Scandinavie, puis implantées en Grande-Bretagne et aux États-Unis, elles montent en puissance depuis la crise financière de 2008, qui a plongé des populations entières dans la pauvreté. Au point que leurs profits se chiffrent désormais en centaines de millions d'euros.

Grâce à la campagne internationale lancée par le Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM), on connaît l'action néfaste des fonds vautours à l'égard des dettes souveraines contractées par les États : ils achètent des titres de cette dette souveraine à prix bradés (5 à 20 % de la valeur initiale des titres), avant de recourir à des tribunaux pour récupérer un maximum d'argent.

Le même type d'activité est en plein développement dans le domaine des dettes contractées par les particuliers. Il faut dire que les possibilités d'expansion sont énormes, car en Europe le volume des crédits privés en suspension de paiement s'élève à 1000 milliards d'euros. Avec l'appauvrissement des catégories populaires, le volume des défauts de paiement des dettes des ménages et des micro-entreprises va inéluctablement augmenter.

Recouvrement agressif

Le mode opératoire des fonds vautours dans le domaine des dettes privées est simple. Ces derniers rachètent des paquets de dettes impayées à des banques, à des sociétés de téléphonie mobile, à des sociétés de crédit immobilier, ou encore à des entreprises de fourniture d'énergie aux particuliers. En général, les fonds vautours achètent ces paquets de dettes impayées à 10% de leur valeur, et essaient par le harcèlement des personnes endettées, ainsi que par des procédures en justice, de récupérer 20% à 30% de la valeur de départ.

Il semble qu'en Europe les sociétés financières spécialisées dans ce genre d'activités de « charognards » se sont d'abord activement développées en Scandinavie suite à la crise bancaire des années 1980-1990. Il s'agit des sociétés suédoises Intrum

et Aktiv Kapital – une filiale du groupe états-unien PRA.

Un business florissant

Selon une étude publiée par la banque Morgan Stanley, en Europe, le volume total des paquets de dettes impayées en possession des sept plus grandes sociétés spécialisées dans la récupération auprès des particuliers a doublé entre 2014 et 2017, passant d'environ 4 milliards de livres sterling à un peu plus de 8 (Financial Times, 23 novembre 2017). En 2016, Intrum a fait 197 millions d'euros de bénéfices. Cabot, une société britannique, a gagné 155 millions d'euros. Arrow, autre entreprise britannique, a réalisé quant à elle un bénéfice de 118 millions d'euros. Hoist, britannique également, 93 millions d'euros. Kruk, société polonaise, 91 millions. Le 3 décembre 2017, on pouvait lire sur le site d'Arrow que 4 millions de familles seraient en défaut de paiement en Grande-Bretagne. (...)

Alors qu'il y a cinq ans, un « investissement » d'un million d'euros dans le rachat de dettes impayées pouvait permettre d'en récupérer trois, en 2017 ce rendement a « chuté » a un ratio compris entre 1,8 et 2 fois la mise initiale. (...)

Le fonds NML Capital, enregistré aux Iles Caïmans, a, par exemple, réalisé une plus-value de 1270 % contre l'Argentine en obtenant 2,426 milliards de dollars pour des dettes rachetées seulement à 177 millions.

D'autres fonds vautours sont par ailleurs actifs dans le rachat de dettes impayées, notamment le tristement célèbre fonds Elliot possédé par Paul Singer. Elliot a racheté à deux banques espagnoles – Banco Popular, rachetée par Santander en mai 2017, et Bankia – des paquets de dettes impayées . Le groupe états-unien Blackstone est devenu également très actif en Espagne. (...)

Lorsque la bulle immobilière a éclaté au Japon (dans les années 1990), aux États-Unis (2006-2007), en Irlande et en Islande (2008), puis en Espagne (2009), des dizaines de millions de ménages des classes populaires ont été acculés à la cessation de paiement et ont commencé à être victimes d'expulsions massives. Aux États-Unis, depuis 2006, quatorze millions de familles ont été dépossédées de leurs logements par les banques. En Espagne, il s'agit de plus de 300 000 familles. Dans un contexte de baisse du salaire réel, de chômage massif et de conditions de prêts abusives, les effets de ces dettes sont catastrophiques pour une partie croissante de la population, qui finance à crédit sa consommation courante car les revenus normaux ne suffisent plus à payer les frais d'alimentation, de logement, de vêtement, de chauffage, d'éclairage, de santé, d'éducation… Des firmes se spécialisent donc dans les ventes à crédit à des secteurs fragilisés de la population.

https://www.mondialisation.ca/les-fonds-vautours-prosperent-sur-la-misere-en-speculant-sur-lendettement-des-particuliers/5621665

https://www.mondialisation.ca/evasion-fiscale-et-fonds-vautours-une-legalite-de-facade/5621755

Opérations militaires secrètes contre la planète. Sordide, sinistre, monstrueux, criminel, barbare, pire encore, si, si, c'est possible.

Evidemment plus de 99% de la population ignore tout de ce que vous allez découvrir ici, moi-même qui suis plutôt curieux et bien informé, j'en ignorais une grande partie, comme quoi on en apprend tous les jours. Avertissement à ceux qui parce qu'ils sont à des degrés divers sous l'influence de la propagande officielle et doutent de tout ou ne peuvent concevoir que l'incroyable puisse se produire sans qu'ils en soient informés... par ceux qui ont tout intérêt à les maintenir dans l'ignorance de leurs manigances illégales et monstrueuses, prenez le temps de lire soigneusement le document suivant, cela vous permettra de prendre la mesure exacte de la menace mortelle que représente dorénavant le capitalisme pour l'humanité. C'est à tomber à la renverse, la première réaction est de se dire que c'est impossible ou qu'on est encore en présence d'une théorie du complot, sauf que tout ce qu'affirme l'auteur est référencé ou sourcé, connu des autorités telle que l'UE, vérifiable ou bien réel. Lisez attentivement ou téléchargé cet article et vous en serez convaincu, sinon c'est que vous êtes trop décomposé et votre cas est irrécupérable. J'y vais fort, certes, mais au regard de la gravité des faits exposés, vous comprendrez mieux pourquoi ils sont condamnables et il n'y a pas de place pour la moindre hésitation.

- La terre : une arme ; la géo-ingénierie : une guerre par Prof. Claudia von Werlhof - Mondialisation.ca, 13 décembre 2017

Présentation du livre de Rosalie Bertell «La planète Terre, la dernière arme de la guerre»

Extraits.

Enfin, les expériences avec les ondes électromagnétiques (EM) et le réchauffement des couches supérieures de l'atmosphère (Bertell 2013, p 139), appelées «ionosphère», à partir de 80 km d'altitude, ont débuté dans les années 1960 et 1970 en influençant cette couche chargée électro-magnétiquement grâce à l'utilisation de « réchauffeurs ionosphériques ». Le plus célèbre de ces « réchauffeurs » étant le HAARP (Programme Actif de Recherche sur les Hautes Fréquences Aurorales) en Alaska, construit plus tard dans les années 1990, avec de gigantesques installations radar avec antenne et un approvisionnement énergétique spécial (Bertell 2013, pp.273ff). Selon Bertell, la région arctique a été soumise à un processus délibéré de

décongélation par l'utilisation des ondes EM-ELF (ondes d'extrêmement basses fréquences), action qui semble avoir déjà été acceptée par l'ex-Union soviétique et les États-Unis à Vladivostok en 1974 (Bertell 2013, page 256, 445; Ponte 1976; MacDonald 1968).

C'est une sorte de science limite, car une grande partie de cette connaissance reste en dehors du discours scientifique qui nous est familier. Pratiquement personne n'est au courant de cette nouvelle science, même si près de 40 ans se sont écoulés. (...)

Après l'installation de nombreuses installations plus petites pour manipuler les couches de l'atmosphère avec des ondes électromagnétiques EM, comme Poker Flats / Alaska, Plattville / Colorado et HIPAS / Alaska, de plus grandes ont vu le jour. C'est le cas d'Arecibo / Porto Rico, EISCAT à Tromsö dans le nord de la Norvège, ainsi que le soi-disant « Woodpecker » en Union soviétique (Bertell 2013, p 288ff), et, depuis le début des années 1990 les champs d'antennes HAARP avec 180 tours radar en 2002. Elles sont accompagnées d'installations aux Pays-Bas et en Suède, en Israël, en Australie, en Chine et dans d'autres pays (récemment probablement MARLOW près de Rostock, au nord de l'Allemagne), aussi bien que de radars mobiles en fréquence X (rayons X) ou flottant sur l'océan, qui permettent aux ondes de passer au-delà de l'horizon. Environ deux douzaines de ces installations sont actuellement opérationnelles dans le monde entier. En l'an 2013 une nouvelle, le MUOS, pour la coordination satellite a été construite en Sicile (MUOS 2015)

De cette façon, un bombardement ou un réchauffement de l'ionosphère peut se produire simultanément, séparément ou en opposition l'un à l'autre, que ce soit à des fins expérimentales ou en tant qu'attaque planifiée (voir «SuperDARNS» dans Bertell 2013, page 283ff).

Pour que cela fonctionne, l'air électriquement chargé de l'ionosphère, le « plasma », qui est un état agrégé unique au-delà d'un état solide, fluide ou gazeux (Bertell 2013, p.143), est chauffé en utilisant la puissance des réchauffeurs ionosphériques qui peuvent ajouter jusqu'à GIGA watts (milliards de watts). Cette opération provoque la densification et le renflement du plasma, créant un miroir réfléchissant à partir duquel des rayons d'énergie, envoyés par des réchauffeurs ionosphériques, peuvent rebondir selon l'angle désiré et redirigés vers un point correspondant sur ou sous la Terre. (Bertell 2013, pp. 279ff). De là la grande destruction qui, jusqu'à présent, ne pouvait être expliquée comme une catastrophe artificielle, bien que la Convention ENMOD de l'ONU de 1977, après la guerre du Vietnam, en ait déjà parlé, essayant d'interdire son usage militaire (ONU 1977). L'utilisation du chauffage ionosphérique avec des ondes électromagnétiques pulsées comme l'une des principales techniques de modification de l'environnement est particulièrement efficace pour déchaîner ou amplifier les mouvements latents ou qui débutent le long des lignes de tremblement de terre ou dans les volcans actifs. De tels processus, qui utilisent des ondes ELF d'extrêmement basses fréquences, sont capables de pénétrer et de couper même à l'intérieur de la Terre et de causer des perturbations à l'intérieur même de son noyau, d'où le champ magnétique de notre planète est originaire. (“Deep Earth Penetrating Tomographie »ou« tomographie par sondage de la Terre », Bertell 2013, pp. 285ff). (...)

Certaines longueurs d'ondes électromagnétiques peuvent également être utilisées pour modifier les «Jetstream» – ces grands courants de vents à haute altitude qui se déplacent autour du globe et modèrent les températures. Les ondes peuvent être utilisées pour changer le cours des nuages autour du globe – pour influencer le développement des sécheresses et des inondations. Elles peuvent être utilisées pour avoir plus d'énergie que la normale à certains endroits, ce qui produit des incendies, des orages et des éclairs extrêmes vers le sol, ou de lourdes explosions qui ressemblent à celles du nucléaire. Elles peuvent être utilisées pour garder des conditions météorologiques anormales sur certains endroits pendant une longue période. Elles peuvent être utilisées pour déplacer et accumuler de grosses tempêtes et influencer les courants océaniques comme El Nino et La Nina (Bertell 2013, pp. 445 et suivants, 465 et suiv.).

Le réchauffeur ionosphérique probablement le plus grand, HAARP en Alaska, est capable de mettre en mouvement 1, 8 GIGA watts (milliards de watts) et de les concentrer sur un seul point dans l'ionosphère. Les types de technologies existantes pour détruire l'environnement ont été expliqués par le géophysicien et conseiller présidentiel Gordon MacDonald dans son article « How to Wreck the Environment » (Comment détraquer l'environnement) publié dans « Unless Peace Comes » (A moins que ne vienne la paix) en 1968. Cela s'est passé il y a 48 ans! (MacDonald 1968, voir ci-dessous)

L'éminent journal « The Guardian », de Londres, en a parlé, par exemple le 4.4.2012 dans un article intitulé: « En guerre pour la géo-ingénierie ». On y lit:

« … Peu de gens dans le secteur civil comprennent parfaitement que la géo-ingénierie est avant tout une science militaire et n'a rien à voir avec le refroidissement de la planète ou l'abaissement du carbone … Bien qu'apparemment fantastique, le temps a été militarisé. Au moins quatre pays – les États-Unis, la Russie, la Chine et Israël – possèdent la technologie et l'organisation pour modifier régulièrement les conditions météorologiques et les événements géologiques pour diverses opérations militaires et noires … En effet, la guerre inclut maintenant la capacité technologique d'induire, d'améliorer ou de diriger des événements, cycloniques, des tremblements de terre, des sécheresses et des inondations, y compris l'utilisation d'agents viraux en aérosols polymérisés et de particules radioactives transportées par les systèmes météorologiques mondiaux ».

L'article mentionne également le rôle d'un réchauffement progressif des régions polaires pour l'extraction des ressources.

Cet article valide entièrement les déclarations du professeur Gordon MacDonald, ancien directeur adjoint de l'Institut de géophysique et de physique de l'Université de Californie, et membre du comité consultatif scientifique du président sous la présidence de Lyndon B. Johnson, créé en 1968. Le scientifique reconnu mondialement écrit dans le livre de Nigel Calder « A moins que la paix ne vienne: une prévision scientifique de nouvelles armes ». Sur la guerre géophysique dans le chapitre « How to Wreck the Environment » (comment détruire l'environnement), il décrit comment les champs d'énergie de la Terre peuvent être utilisés pour manipuler les conditions météorologiques, entraînant la fusion des calottes polaires, la destruction de la couche d'ozone et le déclenchement de tremblements de terre. Le Prof. Gordon MacDonald a pour cela établi dans les années 60 que ces armes étaient de fait en production et que le processus entier passerait pratiquement inaperçu chez leurs victimes si utilisées potentiellement (www.Sauberer-Himmel.de).

En fait, on disait aux États-Unis dès 1958 que «le contrôle du climat arrive» (Newsweek 1958): Edward Teller, «le père» de la bombe à hydrogène, était au premier plan du débat sur une éventuelle guerre à travers la manipulation des conditions météorologiques, par exemple le déversement d'aérosols dans l'atmosphère (Hamilton in Bertell 2013, pp. 498ff).

La convention ENMOD de l'ONU de 1976/77 – il y a maintenant 40 ans – décrit ces abominations et interdit l'utilisation militaire ou toute autre utilisation hostile de ces technologies. Entre-temps, on les entend quotidiennement: tremblements de terre, tsunamis, sécheresses et inondations, changements de conditions météorologiques dans des régions entières, des courants océaniques et des tornades, des changements de la couche d'ozone et de l'ionosphère (cf. P. 46, Storr in Bertell 2013, page 527).

Le Parlement de l'UE a tenu une audience en 1999 sur HAARP. L'audience est restée sans conséquences, malgré tous les avertissements. Il a néanmoins été admis par la Commission européenne que cela n'a aucune influence sur les affaires militaires! (Werlhof in Bertell 2013, page 36). Les communiqués HAARP, cependant, indiquent que les «réchauffeurs ionosphériques» sont conçus uniquement à des fins de recherche et ne doivent en aucun cas être considérés comme un système d'armes. Par conséquent, ils devraient assurément être dans le champ d'influence de l'UE, ou devraient être interdits par l'ONU!

D'autre part, on ne parle pas beaucoup des appareils de chauffage ionosphériques européens tels que l'EISCAT à Tromsö, dans le nord de la Norvège. Cette installation est exploitée par l'Institut allemand Max-Planck.

L'ONU a prononcé un autre Moratoire sur la géoingénierie lors de la Conférence sur la biodiversité à Nagoya, au Japon, en 2010, interdisant l'utilisation privée et publiquement incontrôlée de la géoingénierie (Bertell 2013, p.318).

En 2013, près de 50 militants européens et plusieurs membres du Parlement européen, organisés dans « Skyguards », ont fait une nouvelle tentative pour mobiliser le PE via une conférence « Beyond Theories of Weather Modification – Société civile versus géo-ingénierie » (Au-delà des théories de modification climatique – La Société civile face à la géo-ingnierie), accompagnée d'une pétition au PE qui a même été acceptée par la Commission des pétitions du PE en 2014 (Werlhof in Bertell 2013, pp. 33-41). En 2016, cependant la même chose est arrivée à cette pétition qu'à celle de 1999: Josefina Fraile, ex-eurodéputée de Skyguards, qui avait organisé la pétition, a reçu une lettre de la Commission européenne lui disant que les questions militaires ne devaient pas être traitées dans le domaine du PE – bien que la pétition parlait surtout de la géoingénierie civile.

En général, le rapport intitulé «Le temps en tant que multiplicateur de force – Posséder le temps en 2025», préparé pour l'US Air Force en 1996, montre que la question des «guerres météorologiques» est entre les mains de l'armée. Une géoingénierie civile et indépendante pour «sauver le monde du changement climatique» n'existe sûrement pas (US Air Force 1996).

Résumé des résultats:

Le sens de cela: c'est qu'il n'y a aucune reconnaissance officielle de l'existence des moyens et des possibilités de guerre qui constituent non seulement une menace pour toute vie sur Terre par l'utilisation des forces propres de la Terre contre nous et elle-même, mais au-delà, une capacité de détruire toute la planète en tant que telle! (Bertell 2013, page 251f). Ce danger avait déjà été énoncé par le physicien Nikola Tesla (1856-1943, Bertell 2013, pp. 223ff, 468ff), l'inventeur original des différentes manières d'utiliser les puissances électromagnétiques de la planète (Bertell 2013, p.32, 239f).). Utilisant ses propres forces, la Terre peut maintenant être forcée à tuer ses propres êtres et alors être contrainte au suicide.

Les moyens de détruire la planète sont ceux de la «géoingénierie» – y compris les armes plasma électromagnétiques et toutes les autres formes de guerres météorologiques (Bertell 2013, p.317). Si ces technologies sont utilisées sous une forme améliorée, si l'augmentation des ondes électromagnétiques pulsées rythmiquement et l'effet de leur résonance deviennent pratiquement illimités (« Magnifying Transmitter » de Tesla et « séismes contrôlés », Bertell 2013, page 288), la Terre pourrait peut-être même être déchirée, plonger dans le Soleil, ou en dernier ressort, être jetée dans l'espace! Des effets spéciaux de résonance scalaire d'ondes électromagnétiques en provenance de la Terre et pénétrant l'espace pourraient être instantanément réfléchis. (...)

Au résultat, ce pourrait être la destruction de la Terre par le Soleil, ou le pari que l'équilibre dynamique entre la Terre et la Lune, qui partagent le même champ magnétique, pourrait s'effondrer … Nikola Tesla, le cerveau le plus innovant en ce qui concerne

le travail avec les ondes EM a prédit tous ces scénarios et nous a mis en garde, comme étant une possibilité théorique au début du siècle dernier (Bertell 2013, p. 465ff).

Développements ultérieurs:

Le développement ultérieur des armes EM dans les dimensions des ondes «scalaires» longitudinales, telles qu'elles ont été développées en Union Soviétique, a particulièrement retenu l'attention de l'ancien membre de l'armée américaine, Tom Bearden, scientifique et disciple de Tesla qui a été cité par Bertell (Bertell 2013, pp. 223ff, 238ff, 465f, Bearden 1986/2002). Ce chapitre de la technologie des armes à ondes scalaires (longitudinales) semble être encore plus mystérieux que celui des autres ondes électromagnétiques (transversales). Considérant que dans le soi-disant vide ou hyperespace – « l'éther » (selon Tesla) ou l'espace au-delà du système solaire – le mouvement de ces ondes scalaires dépasse l'espace terrestre tridimensionnel et ses conditions, agissant indépendamment de chacun d'entre eux dans des conditions au moins quadridimensionnelles – les trois dimensions de l'espace et la dimension temporelle. Cela signifie par exemple que les ondes scalaires sont simultanées, elles n'ont pas besoin de temps pour se propager. L'application militaire de ces processus sur la terre – qui travaille avec des conditions extra-terrestres «illimitées» sous des conditions terrestres limitées (voir Wagner 1970 sur la fission nucléaire sur terre) – serait et est en fait la plus grande menace imminente (Bearden 2012; 2010).

Outre les effets déclenchés au niveau macro, d'autres effets non moins inquiétants peuvent aussi être provoqués par des ondes électromagnétiques au niveau micro. Nous parlons de l'interférence avec nos cerveaux en utilisant les ondes ELF qui correspondent à la fréquence de Schumann – le pouls de la Terre-, qui est la même que celle du cerveau (Begich / Manning 1996, Bertell 2013, p.289). Ces méthodes ont apparemment été développées principalement par les Soviétiques, et peuvent également être appliquées à des populations plus importantes, selon Bearden.

Tout cela est conforme à la devise: les impulsions électromagnétiques peuvent atteindre n'importe où, car la matière elle-même «oscille» (Begich / Manning 1996). C'est finalement le véritable « secret » de l'ampleur et de l'efficacité des nouvelles technologies Tesla brevetées pour leur utilisation dans les réchauffeurs ionosphériques (brevets officiels américains du physicien Bernard Eastlund, Bertell 2013, p.277ff) et ailleurs (Bearden 2012; 2010).

La réaction du public et des mouvements sociaux

Grâce à Bertell, nous découvrons maintenant que nous, le public, les humains et les citoyens sommes vulnérables à cette menace croissante depuis 70 ans sans en avoir pris conscience, sans parler de notre approbation ou de notre «consentement», même si ces événements mettent notre vie et notre planète en danger et ont érodé les conditions de vie à l'échelle mondiale. En fait, si ces menaces ne cessent pas, nos conditions de vie et la Terre elle-même pourraient déjà être détruites dans un court laps de temps.

Considérant les citations de Bertell: « L'armée a toujours 50 ans d'avance ». Et:

« Dans une nouvelle guerre les militaires n'utilisent jamais les mêmes armes qui ont été utilisées dans une ancienne » (Werlhof in Bertell 2013, page 48, Bertell Interview II, 2014).

Nous, en tant que citoyens prétendument responsables:

Bien qu'embarrassant, nous devons maintenant prendre conscience du fait que nous n'avons pas été au courant de quoi que ce soit se passant dans ce domaine. (...)

En ce qui concerne les mouvements sociaux, l'analyse de Bertell suit:

Il existe un mouvement pour la paix qui n'a pas reconnu qu'il existe une guerre moderne, dirigée vers et contre l'environnement (Bertell 2013, p.57f, 325f, 344ff).

Sur la base d'une destruction de l'environnement de plus en plus évidente, il existe néanmoins un mouvement écologique qui n'a pas encore pris conscience des problèmes, qui ont notamment été causés par l'armée (Bertell 2013, p.71).

Le mouvement antinucléaire n'a pas réalisé le développement post-nucléaire des armes de destruction massive qui supplante la nécessité des guerres nucléaires au sein de l'armée (Bertell 2013, p.58). (...)

En fait, un réchauffement partiel de la Terre a effectivement lieu. Cependant, cela ne se produit pas dans la troposphère où le CO2 s'accumule réellement, mais plutôt dans les couches supérieures de la stratosphère dans lesquelles HAARP et les installations similaires – les «réchauffeurs ionosphériques» – sont actifs! (Phillips 2011).

Au total, après tout, le réchauffement de la planète ne peut pas être le résultat des émissions de CO2 ! (Bertell 2013, pp. 321-323). Le CO2 est sale, mais il ne chauffe pas, comme elle le dit. À part Bertell presque personne n'a remarqué que la crise environnementale sous l'apparence de la soi-disant crise climatique, ainsi que les solutions alléguées pour cette crise, à savoir la géoingénierie, proviennent tous deux des mêmes laboratoires militaires!

Ironiquement, comme il est dit dans la contribution de Hamilton au livre de Bertell: L'armée elle-même n'admet pas du tout l'existence d'une quelconque sorte de crise climatique! Les mesures de géoingénierie militaire ne visent pas à réduire le réchauffement climatique. Ces mesures ont été inventées pour des raisons totalement différentes, notamment militaires: ce sont des armes géologiques (Bertell 2013, p.58).

Plutôt que de trouver comment stopper les perturbations militaires et la manipulation du climat par, comme le dit Bertell, «des guerres météorologiques, des armes plasma et la géoingénierie» par exemple, en éteignant les «réchauffeurs ionosphériques», la discussion se concentre sur les conséquences de cette guerre mondiale – précisément en employant les mêmes mesures qui les ont réellement provoquées!

Le fait que ce ne soit pas le prétendu problème du CO2 ni même la «nature perverse» qui s'oppose à nous, reste caché en raison de la création d'une confusion délibérée! L'un des plus grands sponsors privés de la géotechnique, qui la pose comme une mesure civile pour contrer les conséquences des émissions de CO2, alors que c'est un plan militaire contre la planète, est l'homme le plus riche du monde, Bill Gates (Bertell 2013, p. Hamilton dans Bertell 2013, page 504).

La fin des accusations de » théorie du complot » ?

Le livre de Bertell pourrait être le début de la fin des insultes et des soupçons qui ont poussé à faire résonner tout cela comme une « théorie du complot » (un terme inventé par la CIA pour réprimer ceux qui doutaient de la version officielle du meurtre de JF Kennedy). Là où les développements actuels correspondants sont sortis de la sombre salle de l'anonymat, du secret, du déni et de la dissimulation – comme Bertell l'a fait -, il ne sera plus possible de balayer les faits!

Cependant, cela ne se produit pas encore, comme nous le savons maintenant, cinq ans après avoir publié Bertell en allemand – la première véritable apparition publique de son livre après la banqueroute soudaine de son éditeur anglais en 2000. Le contexte de cette stratégie pour cacher les faits peut être précisément observé dans la dissimulation permanente des liens entre la crise environnementale et les expériences et attaques militaires. Cacher simultanément par tous les moyens une guerre « officieuse » non déclarée et / ou peut-être faisant déjà rage, est nécessaire pour ne pas risquer l'opposition de la société civile, voire de la loi, comme cela se produirait inévitablement si la réalité devenait publiquement évidente (Storr in Bertell 2913, page 545). MacDonald, qui a été mentionné plus tôt, explique qu'une telle «guerre secrète» n'a jamais besoin d'être déclarée ni même connue des populations touchées. Cela pourrait durer des années et seules les forces de sécurité impliquées en seraient conscientes (MacDonald, 1968). Ce genre de «géo-terrorisme» aussi bien que de «technetronic» (MacDonald) apparaîtrait sous l'apparence de la militarisation ou d' »accidents industriels » dans l' « armement», de «catastrophes environnementales» et de «géo-ingénierie» (Phillips 2011). .

Rosalie Bertell déclare que l'armée a besoin de nous pour la légitimation puisqu'elle a besoin de ressources civiles (Bertell 2013, p 388) et de démarches, comme par exemple par des scientifiques, et de notre croyance dans sa capacité à créer une sécurité dans un sens militaire (Bertell 2013, page 365) et en cas de catastrophe. Nous faire supposer qu'elle produit lui-même ces catastrophes serait bien sûr un mauvais choix! Le domaine académique civil est précisément celui qui affirme l'impossibilité de ce type de catastrophe en raison d'une manipulation délibérée des événements naturels. Toutes les catastrophes des dernières décennies, à savoir 10 fois le nombre de catastrophes naturelles par rapport à avant 1970 (Bertell 2013, p.306) et l'ensemble sans fin des séismes les plus graves dans le monde, ne sont rien d'autre que de simples événements naturels. Nous ne devons pas oublier, que la «science normale» est incapable d'expliquer ces phénomènes, puisqu'elle n'a jamais pris en compte ce que Nikola Tesla avait exploré et inventé. La Terre semble être restée inchangée sur le plan tectonique et sismique, et il n'y a pas d'explication raisonnable pour l'augmentation de l'activité volcanique, par exemple.

Pourtant, c'est la science elle-même qui permet les dangers discutés par Bertell. Car sans la science, le développement des technologies pertinentes relatives à notre sujet n'aurait jamais été possible. Il est important de faire prendre conscience des faits cachés d'une science au service des militaires dans le cadre des sciences elles-mêmes. La science civile va perdre sa réputation et sa crédibilité auprès du public, en essayant de dissimuler des méga-crimes possibles et actuels qui ne seraient pas possibles sans sa coopération avec la science militaire en premier lieu. Comme l'a dit Lowell Wood, géo-ingénieur civil et disciple d'Edward Teller:

Les dommages globaux à la planète.

Pendant ce temps, la Terre, notre planète, est dans des conditions critiques. Selon Bertell, elle a été affaiblie et pourrait déjà avoir été irréversiblement endommagée (Bertell 2013, p 59, 228, 320, 323, 326, 455, 473). La planète est devenue « une victime de la recherche militaire » (Bertell 2013, p.483). C'est comme si l'air, l'eau, le sol, les animaux, les plantes et les humains étaient présentés comme un «sacrifice» (Bertell 2013, pp 325ff) aux «Dieux»!

Bertell illustre comment l'armée cause les plus grands dommages environnementaux, usurpe la plupart des ressources et gaspille les conditions de vie sur Terre en la compromettant impitoyablement et sans conscience (Bertell 2013, pp. 335ff). Elle établit des parallèles entre l'armée et le comportement d'un toxicomane. Le toxicomane ne s'abstiendra pas de sa dépendance par lui-même. Évidemment, tout cela va sans la connaissance ou l'approbation de la population de la Terre, indépendamment de nos systèmes et croyances démocratiques.

Les effets préliminaires des nouvelles armes qui ont été décrites ici en partie sont:

Outre les dommages causés par l'exploitation minière, chimique, nucléaire et génétique, les industries de la vie, la nanotechnologie et les substances pulvérisées comme l'aluminium, le baryum, le soufre et le lithium, qui continuent à détruire l'atmosphère, le sol, l'eau, les plantes et les conditions de vie.

- il y a des trous dans la couche d'ozone, produits par des décennies d'essais nucléaires, de vols supersoniques et de vols de fusées dans l'espace (et non par FCKW comme on nous le dit constamment!)

- il y a des perturbations du champ électromagnétique de la Terre à l'intérieur de son noyau comme à l'extérieur dans l'espace et dans les ceintures de Van Allen,

- il y a des trous et des incisions à travers les couches protectrices de l'atmosphère, produites par des réchauffeurs ionosphériques,

- il y a une oscillation / un déséquilibre du mouvement planétaire (Bertell 2013, p.450) et un ralentissement de la rotation,

- il y a donc l'accélération possible d'un décalage polaire magnétique / d'une inversion polaire;

- il y a le dégel actif de la région arctique (Bertell 2013, p.227) depuis les années 70 du XX esiècle provoquant une augmentation des niveaux de l'océan, une perte d'eau douce, et il y a déjà un affaiblissement du Gulf Stream par 1/3, dont la fin signifierait un éventuel nouvel âge glaciaire pour l'Europe.

- Il y a la disparition des glaciers dans le monde entier qui entraîne d'énormes inondations maintenant et des sécheresses extrêmes plus tard avec pour effet que les grandes rivières du monde s'assécheraient et laisseraient la population et la nature sans eau douce.

- De plus, les couches extérieures de l'atmosphère diminuent d'un kilomètre tous les cinq ans (Bertell 2013, chapitre 3-5 de la partie II, textes additionnels A, D et C de la partie IV).

- Cela signifie la perte de protection de l'atmosphère contre les radiations cosmiques comme les UV, les rayons gamma, les micro-ondes et les rayons X à la surface de la Terre (Bertell 2013, p.230), préjudiciable à toute vie et si plus, c'en sera fini de l'agriculture.

- Cela signifie le chaos climatique et climatique partout et la perte de tout équilibre à prévoir.

- Cela signifie des catastrophes naturelles de toute ampleur, et il sera pour la plupart impossible de faire la distinction entre les catastrophes naturelles et celles fabriquées, en particulier lorsque le point de bascule est atteint, et que des effets synergiques entrent en jeu.

- Cela signifie qu'aucune catastrophe ne peut être prévue ou prévenue. Les catastrophes peuvent et se produisent partout et à tout moment.

- S'elles sont utilisées pour la guerre, ces armes peuvent même conduire à une destruction totale de la planète en tant que telle, comme l'a averti Tesla (Bertell 2013, p.241).

Le phénomène de » kyndiagnosia», l'incapacité à reconnaître le danger, est omniprésent dans la science, la politique, l'économie, l'écologie, la société et en particulier dans l'armée. Depuis toujours la société a permis à ces institutions de mettre la vie en danger – la vie des gens, de la nature et maintenant même de la planète – pour leurs actions et leurs expériences destructrices. Jamais les principes des crimes de guerre, définis par le Tribunal de Nuremberg après la Seconde Guerre mondiale, ne leur ont été appliqués (Bertell 2013, p.474).

Besoin de plus que d'une explication théorique

Puisque toute l'entreprise cause du tort à tout le monde, elle devient incroyable et apparemment irrationnelle. Une explication

est nécessaire. Qui d'entre nous, les humains ordinaires, pourrait comprendre cette promotion délibérée de la folie?

Rosalie Bertell explique les multiples faits qu'elle a recueillis au sujet de l'armée en tant qu'institution qui existe pour les guerres, en cours et planifiées. Comme il semble clair, par conséquent, que l'armée est spécialisée dans la destruction et dans des systèmes de destruction toujours nouveaux, il semble qu'il n'y ait aucune nécessité d'une explication plus approfondie. Cette nécessité existe cependant, car les technologies militaires proviennent des sciences naturelles, aussi bien civiles que militaires.

L'analyse des origines et du développement de la science moderne montre néanmoins que l'armée n'est que la pointe de l'iceberg. Sous sa surface d'eau, il y a la montagne d'une science qui a été inventée dans les temps modernes. (...)

Quand on regarde la destruction de la nature et de la vie qui se produit partout et qui ne peut plus être niée, même sans guerre directe, on peut alors comprendre ce que cela signifie que les sciences sont liées à l'armée même si elles déclarent être « civiles » et « pacifiques ». De cette façon, toute l'entreprise scientifique est en réalité une guerre contre la vie, l'armée n'étant que son apogée. C'est exactement ce que nous expérimentons maintenant en taille réelle.

Du point de vue de mon approche de la « théorie critique du patriarcat », l'armée a inventé quelque chose comme une « alchimie militaire », une expression que Rosalie Bertell aimait beaucoup quand elle l'a connue. (...) Avec l'invention de la science et de la technologie modernes, néanmoins, les «alchimistes» modernes ont recommencé avec le même projet, ayant beaucoup plus de succès que jamais auparavant dans l'histoire. Les résultats peuvent être admirés aujourd'hui: la machine, la marchandise, l'argent et le «capital» en général étant les merveilles alchimiques de la modernité qui sont censées remplacer la vie, la nature et la «matière» par quelque chose de plus civilisé, plus développé et plus divin! (...)

Bertell parle des dangers et du secret entourant les activités militaires:

« Jusqu'à présent, personne n'a clairement pris en compte les conséquences potentielles, les a décrites ou admises. « (Bertell 2013, p.473).

Bertell était toujours optimiste en l'an 2000. Elle était confiante dans les mouvements de base à travers le monde et leur capacité à s'allier avec des organisations internationales comme l'ONU pour affaiblir l'armée et même abolir la guerre (Bertell 2013, p.376), et de trouver un chemin vers un avenir pacifique et amical façonné par le respect envers la Terre et le maintien de la «sécurité écologique».

Aujourd'hui, 16 ans plus tard, la crise actuelle pointe vers un développement complètement différent, sinon vers une nouvelle guerre mondiale (Chossudovsky 2012 et 2015) qui semble avoir déjà commencé. Cependant, le public, la plupart des sciences civiles, des mouvements sociaux et la plupart des politiciens n'ont pas encore compris comment fonctionne le nouvel armement des guerres météorologiques, des armes à plasma et de la géoingénierie. Ils ne comprennent pas pourquoi il devrait être possible de produire des tremblements de terre, éruptions volcaniques, tempêtes, sécheresses, inondations, courants océaniques changeants, tsunamis, influençant le temps de régions entières, chaleur et froid, conditions anormales au-delà des saisons ou des zones climatiques – déjà mentionné dans la Convention ENMOD de l'ONU en 1977.

La raison en est que ces effets sont principalement dus aux « technologies Tesla », basées sur la manipulation du potentiel électromagnétique de la Terre. Le physicien et inventeur Nikola Tesla (1856-1943) n'a jamais été publiquement reconnu par les sciences civiles, même si sans lui il n'y aurait pas de courant alternatif, pas de dispositif électronique, et pas de communication sans fil. L'idée de Tesla de traiter les phénomènes de la vie via ses «ondes» plutôt que via ses «particules», en influençant ses mouvements plutôt que sa matière solide, comme cela était habituel dans la science moderne, a conduit à des inventions d'un caractère et d'une ampleur qui n'auraient jamais pu être produits, ni expliqués par la physique « normale ». Les inventions de Tesla (Tesla 1919) ont été secrètement reprises par les militaires à l'Est et à l'Ouest à la fin de la Seconde Guerre mondiale, et n'ont jamais été discutées en public. On a encore moins reconnu comment les inventions de Tesla étaient en relation avec la physique quantique, une autre partie de la nouvelle physique du siècle dernier, produisant des armes encore plus terribles ; comme l'a expliqué Bearden, un disciple de Tesla (Bearden 1986; Bertell 2013, pp. 237, 239, 243, 251, 454, 468ff).

« Malheureusement », dit Bertell, « attendre que ces armes soient employées pour pouvoir ensuite mieux les comprendre signifiera la fin de notre civilisation et de notre vie. Notre recherche doit être en avance sur les menaces au lieu de clopiner derrière. Les chemtrails sont la tentative de guerre biologique et chimique. Ce qu'ils déversent sur nous maintenant ne peut être qu'un avant-goût de ce qui est réellement planifié». (Bertell, email 27.1.2011) (...)

La Convention UN-ENMOD interdit l'utilisation hostile de techniques qui modifient l'environnement. Cette convention ne peut donc pas être considérée comme une activité juridique dans la mesure où un usage «scientifique et pacifique» de ces techniques se propage, comme le propose la géoingénierie civile. Ainsi, l'usage militaire de celui-ci doit être gardé secret (Storr dans Bertell 2013, p 526, 530ff, 534ff).

Aucune des Conférences de l'ONU n'a présenté une discussion sur le comportement militaire, d'après Bertell, même si l'ONU a bien conscience de l'existence de la modification de la météo pour les guerres depuis 36 ans, et a effectivement interdit cela, le

sujet n'a même pas été soulevé lors de la conférence de Copenhague 2009, dont le climat était le sujet central. Cela n'a pas non plus été le cas lors de la Conférence des Nations Unies COP21 pour la même question à Paris en 2015.

Au lieu de cela, cependant, l'ONU a imposé un moratoire mondial contre la géoingénierie à Nagoya en 2010, interdisant l'action individuelle, donc privée. On s'en fout. À la Bourse, on peut gagner de l'argent avec des «produits dérivés du temps».

Que pouvons-nous faire?

Notre objectif est d'éveiller le public, les médias, les mouvements, la science, la politique, l'UE et surtout les gens, en particulier les jeunes.

Les théories officielles sur le réchauffement climatique et les raisons invoquées, à savoir la production civile de gaz CO2, telle que récemment maintenue lors de la dernière COP21 de l'ONU sur les changements climatiques à Paris (2015), doivent être démantelées (Bertell 2013, pp. 300ff). Le GIEC – le Groupe d'experts intergouvernemental sur le changement du climat – comme la principale institution officielle qui propage la théorie de l'importance du CO2 sur la base d'une simple simulation informatique n'a aucune réelle preuve (Storr in Bertell 2013, p533). La plupart des scientifiques ont même de sérieux doutes sur la thèse du CO2 (Weiss 2016, Wigington 2016). Les résultats de scientifiques indépendants comme Marvin Herndon ne sont pas publiés (aaO). Des enquêtes comme celles de l'activiste Dane Wigington ne sont pas appréciées (Wigington 2016), même s'il cite des sources officielles comme un récent discours du directeur de la CIA Brennan sur la géoingénierie et certaines de ses méthodes. D'un autre côté, les géo-ingénieurs civils nient l'utilisation réelle de ces méthodes, prétendant qu'ils ne sont que sur la table de discussion pour une utilisation ultérieure éventuelle (Fraile 2015, Weiss 2014, 2016). De cette façon, ils évitent tout problème juridique, tout problème avec la société civile et toute proximité avec l'armée. Car, si le changement climatique est reconnu comme étant le résultat de l'application de la géoingénierie militaire, il n'y a plus de moyen de propager cette dernière contre le changement climatique!

- DOCUMENT. La terre : une arme ; la géo-ingénierie : une guerre.

La lutte contre le terrorisme est une priorité. Pourquoi ?

103 Américains tués par des djihadistes au cours des 16 dernières années et plus ;

59 000 Américains morts d'overdose (drogue) en 2016, leur nombre à plus que triplé ;

43 000 se sont suicidé en 2016, en augmentation de 25%

Réponse : Les États-Unis ont participé à 46 interventions militaires entre 1948 et 1991, mais ce nombre a quadruplé entre 1992 et 2017 pour atteindre 188. (Source : foreignpolicy.com)

Hollande (et le PS), chef de guerre des barbares.

Vous pouvez ajouter le CAC40.

- L'affaire Lafarge dévoile les liens entre Daesh et l'élite dirigeante française - arretsurinfo.ch 20 décembre 2017

Il n'est pas anodin de rappeler qu'en février 2016, Arrêt sur info avait été le premier média en Europe à parler des liens d'affaires troublants entre Lafarge et l'Etat islamique. Arrêt sur info soulevait cette grave question: « Le géant du ciment Lafarge a-t-il acheté du pétrole à Daech ? ». Il avait fallu attendre quatre mois avant que le journal de « référence » Le Monde, suivi par l'ensemble des médias, finisse par en parler.

Lafarge, mis sous enquête, a reconnu avoir financé, avec l'aval de la France, non seulement l'Etat islamique mais également les divers groupes terroristes engagés contre l'Etat Syrien. Ainsi, entre 2011 et 2015 la filiale locale du cimentier a payé 13 millions de dollars aux groupes terroristes.

Il y a désormais la preuve que le gouvernement Hollande – qui prétendait combattre le terrorisme tout en reprochant au gouvernement Assad de ne pas combattre l'Etat islamique – ne combattait pas le terrorisme, mais le soutenait et le finançait par des voies directes et indirectes. Silvia Cattori, le 20 décembre 2017

WSWS - L'enquête sur le financement de Daesh (l'Etat islamique) par LafargeHolcim souligne le caractère frauduleux de la lutte antiterroriste prétendument menée par la France et ses alliés de l'Otan. Elle laisse entrevoir un financement délibéré sur cinq ans par une entreprise du CAC 40 d'organisations terroristes responsables d'attentats dans toute l'Europe, notamment en France.

Elle pose directement la question du rôle joué par l'Etat et le gouvernement PS de François Hollande. Le PS a réagi aux attentats meurtriers de janvier et novembre 2015 en France en imposant l'état d'urgence et il a promu le FN en invitant Marine Le Pen à l'Elysée. L'état d'urgence a fourni un faux prétexte à la répression brutale de manifestations contre la loi travail du PS, à savoir, que ces luttes gênaient le travail de police nécessaire à la lutte contre le terrorisme et à l'unification de la France autour d'un projet sécuritaire et une lutte contre l'islamisme.

Or, selon les informations ressorties lors de la mise en examen ces deux dernières semaines de six dirigeants du cimentier – dont l'ex-PDG de LafargeHolcim, Bruno Lafont et l'ex-directeur général du groupe, Éric Olsen – Lafarge finançait le milieu des milices terroristes en Syrie à l'époque où celles-ci commettaient les attentats qui ont servi de prétexte à l'état d'urgence.

De plus, Lafarge aurait eu recours au mensonge et à la production de faux pour justifier son financement des groupes terroristes. Le Service national de douane judiciaire (SNDJ), qui a mené les interrogatoires des cadres de Lafarge ayant conduit à leur mise en examen a estimé que la direction française du groupe avait «validé ces remises de fonds en produisant de fausses pièces comptables».

Les informations fournies par Lafarge invalident son alibi précédent, à savoir que le groupe n'avait versé ces sommes aux milices terroristes que parce que le groupe devait se plier à un «racket» de Daesh afin de protéger son usine de ciment située près de Raqqa, dans le nord de la Syrie.

Un rapport de la société d'audit londonienne PricewaterhouseCoopers (PWC), commandité par Lafarge, précise que le groupe aurait versé 13 millions de dollars entre 2011 et 2015 aux diverses milices islamistes en Syrie. Selon ce rapport, ce financement a continué jusqu'en 2015, bien après la fermeture de l'usine en septembre 2014.

Selon les avocats de Sherpa – l'association qui s'est portée partie civile dans cette affaire en 2016 pour «mise en danger de la vie d'autrui» et a ainsi déclenché l'enquête pour «financement d'entreprise terroriste» menée par trois juges des pôles antiterroriste et financier de Paris – une grande partie de cet argent est allé, indirectement ou directement, dans les poches de Daesh.

Un autre rapport rédigé par le cabinet d'expertise américain Baker McKenzie, lui aussi missionné par Lafarge, révèle que la filiale syrienne de Lafarge aurait à elle seule versé de juillet 2012 à septembre 2014 près de 5,6 millions de dollars aux milices, dont plus de 500.000 dollars à Daesh. Le fils de l'ex-ministre de la Défense syrien, Firas Tlass, aurait servi d'intermédiaire.

Ainsi, alors même que la classe politique française débattait en 2014 et 2015 de l'opportunité ou non de bombarder Daesh en Syrie, Lafarge finançait la milice terroriste. Le gouvernement Hollande a ordonné le premier bombardement des positions de Daesh en Syrie juste après les attentats du 13 novembre 2015 à Paris. Jusqu'alors, la France ne bombardait que les positions irakiennes de Daech et gardait ainsi la possibilité de profiter des actions de Daesh en Syrie.

L'image ressortant de l'enquête n'est pas celle d'une entreprise ayant voulu rester en Syrie pour y représenter la France ou encore rentabiliser un des plus gros investissements français hors pétrole au Moyen Orient, et aurait donc accepté le «racket» de Daesh, comme l'ont prétendu les cadres incriminés. C'est plutôt celle du financement délibéré d'organisations terroristes que le PS présentait alors comme des forces légitimes dans sa guerre, menée en alliance avec Washington, pour renverser le gouvernement de Bachar al-Assad.

Cette semaine, Sherpa a demandé au parquet de lancer une enquête «pour entrave à l'exercice de la justice» et accusé Lafarge d'avoir voulu «acheter le silence» des six cadres mis en examen et ainsi «devancer les interrogations qui pourraient leur être soumises».

L'association a réitéré sa demande que les investigations ne se limitent pas à Lafarge mais qu'elles fassent aussi la lumière sur le rôle des autorités françaises de l'époque. Son porte-parole a évoqué «la frilosité, la complaisance, voire la complicité» des ces autorités. «Qui nous dit qu'entre-temps, une partie de l'argent versé à l'EI (Daesh) n'a pas servi à financer un attentat en France?» s'est interrogée son avocate Marie Dosé.

En fait, l'affaire Lafarge soulève le rôle non seulement de la France, mais des gouvernements de toutes les grandes puissances de l'Otan.

Les médias et les responsables politiques des pays de l'Otan ont tenté de cacher autant que possible le caractère politiquement criminel de cette guerre, et notamment le fait que les alliés de l'Otan en Syrie, comme dans la guerre de 2011 en Libye, étaient des milices terroristes liées à Al Qaïda.

L'affaire Lafarge montre aussi le rôle réactionnaire et mensonger des groupes de la pseudo gauche petite-bourgeoise, comme le Nouveau parti anticapitaliste en France, qui ont été des partisans et des complices de l'impérialisme dans ces conflits. Ils ont présenté éhontément les groupes djihadistes anti-Assad comme l'émanation d'une révolte populaire. Alors que le CAC-40 finançait les différentes milices islamistes sur le terrain en Syrie, ils prétendaient que cette opération était une révolution

démocratique syrienne.

Dans ces conditions, il faut poser la question: pourquoi les responsables du gouvernement PS ne sont-ils pas entendus – a commencer par l'ex-président Hollande, qui a décidé en 2012 de reconnaître les milices d'opposition en tant que gouvernement de la Syrie? La «demande d'acte» de Sherpa en octobre avait d'ailleurs exigé que les ambassadeurs français en Syrie et l'ex-ministre PS des Affaires étrangères Laurent Fabius soient entendus. Toutefois, les médias et la classe politique française font le silence sur cet aspect central de l'affaire.

Source: http://www.wsws.org/fr/articles/2017/12/18/lafa-d18.html

Syrie. En voilà un qui ne sera plus invité au Parlement européen.

- Allocution du Pr. Élias Zahlaoui devant le Parlement européen: Vérités et mensonges sur la guerre en Syrie le 6 décembre 2017
- Mondialisation.ca, 17 décembre 2017

Extrait.

Tout au long de sept ans bientôt, nuit et jour, vos tout puissants médias, vous ont asséné des "certitudes" indiscutables, entre autres, celle d'une guerre civile en Syrie, et celle d'un régime de dictature, qui massacre impunément son propre peuple.

Tout cela, Mesdames, Messieurs, ne vous rappelle-t-il pas, les scénarios utilisés pour la destruction de l'Irak, puis de la Lybie ?

Une levée chevaleresque de tout l'Occident, conduite au sein des Nations-Unies, par les États-Unis, a valu à la Syrie une déclaration de guerre, de la part de (140) pays – pas plus ! – ainsi qu'un embargo militaire, économique et financier, sans précédent.

Cependant devant l'échec de la mise en application du célèbre droit d'ingérence, prétendument humanitaire, dont le mérite d'invention revient à Mr Bernard Kouchner, des centaines de milliers de soi-disant "Djihadistes" musulmans, furent, par, qui vous savez, levés à travers une centaine de pays, dont des pays européens et américains, embrigadés, armés, entraînés, payés, enfin téléguidés, voire commandés par des spécialistes des réseaux des plus puissants services secrets, pour être envoyés par vagues successives, à longueur d'années, en Syrie, pour y promouvoir, disait-on, la démocratie, et sauvegarder les droits de l'homme.

Le bilan de cette malheureuse aventure, sur le plan strictement humain, le voici en gros, d'après les évaluations des Nations-Unies :

Sur une population de 24.000.000 d'habitants, 12.000.000 d'errants sur les routes, soit à l'intérieur du pays, soit ailleurs au niveau du monde entier, voire sur mer…

400.000 morts, abstraction faite de toute appartenance religieuse, de toute condition et de tout âge…

Des centaines de milliers d'handicapés…

Des dizaines de milliers de disparus…

Et pourtant l'État syrien a tenu, son Président a tenu, son armée a tenu, sa population a tenu, ses institutions gouvernementales de tous ordres ont tenu, son corps diplomatique a tenu, ses Instances universitaires et scolaires, tant gouvernementales que privées, ont tenu, tous les fonctionnaires d'État, en poste ou en retraite, même ceux des zones assiégées par les "Djihadistes" d'Al-Qaïda, Al-Nousra, Daëch et consorts, ont été et sont jusqu'à ce jour, régulièrement payés…

Devant cet état de fait, absolument incontournable, l'un de vos meilleurs connaisseurs de la crise syrienne, le français Michel Raimbaud, a osé écrire, il y a un mois, que tout cela frôle le miracle…

Miracle ou pas, avouons que cette résistance inattendue de la Syrie, a déjà provoqué bien des interrogations, et ébranlé bien des certitudes "politiquement correctes"…

(...) je me dois de vous dire, en prêtre qui vit en une société arabe à majorité musulmane, et qui croit bien connaître les musulmans et leur histoire, que vous avez, vous-mêmes occidentaux, consciemment ou inconsciemment, créé de toutes pièces, en Occident, deux mondes musulmans, qui n'ont, en fait, rien à voir avec l'Islam.

Le premier de ces deux mondes, concerne les innombrables agglomérations musulmanes qui parsèment aujourd'hui tout l'Occident. Ces agglomérations, vous vous en êtes servis pendant des décades, pour faire les travaux que vos

concitoyens répugnaient à faire. Or leur grande majorité vit jusqu'à ce jour, marginalisée au sein de vos sociétés, et écrasée par un sentiment d'infériorité, qui risque de se transformer subitement en un ressentiment explosif et ravageur. Vous en avez déjà eu des preuves inquiétantes.

Le second de ces deux mondes, concerne les innombrables groupes de "Djihadistes" , que vous avez cru pouvoir créer et utiliser, pour détruire "les autres", tout en vous croyant à l'abri de toute surprise désagréable, en misant uniquement sur ce que vous croyez être, vos tout-puissants réseaux de défense. Mondialisation.ca, 17 décembre 2017

Irak. Désinformation, comment ça marche ?

Selon l'Agence Française de Propagande (AFP), les Kurdes se seraient attaqués au parti Goran, alors qu'en réalité c'est ce parti qui a appelé les fonctionnaires à manifester pour demander la démission du gouvernement régional corrompu dirigé par les Barzani et mis en place par les Américains et leurs alliés.

On est donc en présence d'une fausse information ou fake news, délibérée puisque l'article a été rédigé par le correspondant de l'AFP en Irak, Shwan Mohammed.

Quand on lit attentivement les deux articles, on s'aperçoit que l'AFP a tronqué et déformé les faits pour finalement livrer une présentation de la situation à l'avantage des protégés de Washington et Tel Aviv qui ne correspond pas à la réalité.

Comment l'AFP s'y est-elle pris pour embrouiller les lecteurs? C'est très simple.

Elle affirme que "la rage des manifestants" serait tournée "contre les partis politiques au Kurdistan irakien", dont le parti Goran, alors que ce parti a demandé le dimanche 22 octobre au président du Kurdistan, Massoud Barzani, de dissoudre le gouvernement et de former (...) un gouvernement de salut national, (et) appelé Barzani à démissionner de son poste en même temps que son vice-président Kosrat Rassoul. (reseauinternational.net 23.10.2017), et c'est ce même parti qui a appelé les fonctionnaires le 18 novembre contre le gouvernement régional du Kurdistan.

On retiendra que l'AFP est une officine de faussaires, d'escrocs qui alimente tous les médias pour le compte de l'oligarchie.

Donc, quand l'AFP affirme qu'un parti manifeste pour une cause, il peut très bien en réalité manifester pour une cause opposée.

Quand l'AFP présente ou caractérise un parti ou n'importe quelle personne sur le plan politique, il arrive parfois ou souvent que cette présentation soit frauduleuse ou que le parti ou la personne en question appartienne en fait au camp opposé.

L'AFP n'informe pas, elle est le relais de la propagande officielle et rien de plus.

- La rage des manifestants demeure intacte au Kurdistan irakien AFP

La rage des manifestants contre les partis politiques au Kurdistan irakien, accusés de corruption et d'impéritie, était mercredi toujours aussi vive en dépit du déploiement massif de forces de sécurité.

Dans la province de Souleimaniyeh (nord-est), des protestataires ont mis le feu aux sièges de Goran et de deux formations plus modestes, le Parti social-démocrate et le Parti communiste du Kurdistan, dans la localité de Rania, sans que les gardes n'interviennent.

Depuis le début des émeutes lundi, une vingtaine de sièges de partis politiques et une mairie ont été incendiés, les manifestants accusant le gouvernement de corruption et appelant à sa chute.

Ces protestations ont entraîné une crise institutionnelle: le parti Goran (10 ministres) et celui du Groupe islamique (deux ministres) ont annoncé leur retrait du gouvernement régional autonome de Nechervan Barzani, qui compte 21 membres.

La région autonome, qui affichait il y a encore peu sa fierté pour sa richesse et sa stabilité pendant que le reste de l'Irak sombrait dans le chaos, se trouve aujourd'hui dans une crise profonde.

Le référendum d'indépendance du 25 septembre initié par l'ex-président Massoud Barzani, mais rejeté avec force par le pouvoir central à Bagdad et la communauté internationale, s'est terminé en fiasco malgré la massive victoire du oui.

Après son pari raté, Massoud Barzani a quitté la présidence du Kurdistan et le Parlement kurde a effectué une répartition provisoire des pouvoirs, dans l'attente d'une élection présidentielle dont la date n'est toujours pas connue.

"Il y a chez les gens un sentiment de trahison, de défaite et d'humiliation et ils en rendent responsables les partis", a assuré à l'AFP le géographe Cyril Roussel, spécialiste du Kurdistan irakien. "Les caisses de la région sont vides et Bagdad attend la banqueroute pour entamer des négociations en position de force".

Le mécontentement est partout au Kurdistan mais la région d'Erbil est "tenue d'une main de fer par le PDK (le Parti démocratique du Kurdistan de Massoud et Nechervan Barzani) alors que la diversité (politique) est plus grande dans la région de Souleimaniyeh", a expliqué M. Roussel.

Le Premier ministre irakien Haider al-Abadi a affirmé que son gouvernement ne pouvait pas payer le salaire des fonctionnaires au Kurdistan à "cause de la corruption qui y règne".

De son côté, Nechervan Barzani, en visite en Allemagne, avait reconnu mardi que le Kurdistan "traversait une période difficile". "Vos frustrations sont compréhensibles et je les entends. Mais la violence est inacceptable", a-t-il dit. AFP 21 décembre 2017

- Manifestation au Kurdistan contre les Barzani - Réseau Voltaire

A l'appel du parti Goran, plusieurs milliers de fonctionnaires ont manifesté, le 18 décembre 2017, à Souleimaniye, la seconde ville du Kurdistan iraquien, pour demander la démission du gouvernement régional.

Les manifestants, mettant directement en cause l'autorité des Barzani, arboraient des pancartes dénonçant « 26 ans de vols et de mauvaises décisions ». Des éléments incontrôlés ont mit le feu aux permanences du parti des Barzani (sunnites), le PDK, ainsi qu'à celle du parti allié des Talabani (chiites), le PUK.

Depuis la reprise par les soldats iraquiens de la ville arabe de Kirkuk, occupée illégalement par le gouvernement régional du Kurdistan et colonisée, et la démission du président hors mandat Massoud Barzani, la population se rebelle contre sa famille. Réseau Voltaire 19 décembre 2017 (www.voltairenet.org/article199088.html)

Ils osent tout.

- Syrie: un bébé devenu borgne après un raid, symbole sur le net - AFP

La photo d'un bébé syrien devenu borgne après un raid du régime est au centre d'une campagne de solidarité virale sur les réseaux sociaux AFP

- Le Venezuela meurt de faim - LePoint.fr

Une enquête de 5 mois du « New York Times » révèle que les pénuries alimentaires sont à l'origine de cas de malnutrition et de décès. LePoint.fr

- L'UE déclenche une procédure de sanction inédite contre la Pologne - Franceinfo

Bruxelles s'oppose aux réformes judiciaires controversées menées par Varsovie. Franceinfo

- «On peut faire le parallèle avec la politique de Poutine» - Liberation.fr

Le numéro 2 du principal journal d'opposition polonais, Jaroslaw Kurski, raconte «l'étouffement démocratique» que connaît son pays. Liberation.fr

- Le président tchétchène placé sur liste noire par le Trésor américain - Reuters

Question obsolète, c'est déjà fait depuis Maïdan.

- L'Europe va-t-elle vendre son âme aux bruns autrichiens ? - Liberation.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Honduras

Grille de lecture du coup d'Etat électoral.

En 2013, le Tribunal suprême électoral (TSE) a commencé à afficher les résultats des élections alors que seulement 24 % des bulletins de vote avaient été dépouillés et donnaient une avance de 5% au candidat-président, Juan Orlando Hernandez, mis en place par l'impérialisme américain lors du coup d'Etat de 2009.

En 2017, bien que 40 % des bulletins de vote aient été dépouillés, le TSE a refusé de publier les résultats des élections, parce que le candidat de l'opposition, Salvador Nasralla, devançait largement le dictateur Hernandez, de combien on l'ignore, en revanche ce qu'on sait c'est que lorsque 57,2 % des bulletins furent dépouillés cette avance était encore de 5%.

Puis le serveur du TSE tomba en panne. Et lorsqu'il fut de nouveau en service, le décompte des voix repris et les résultats proclamés quelques jours plus tard donnèrent l'avantage à Hernandez.

- Présidentielle au Honduras: l'opposition manifeste - AFP

De nouvelles manifestations de l'opposition avaient lieu mercredi au Honduras pour protester contre la réélection du président de droite Juan Orlando Hernandez, alors que les Etats-Unis ont estimé ne voir "rien" qui permettrait de remettre en cause le résultat officiel mais contesté du scrutin.

"A ce stade, nous n'avons rien vu, dans les rapports des deux missions d'observation" de l'Organisation des Etats américains et de l'Union européenne, "qui remette en cause le résultat final publié par le Tribunal suprême électoral (TSE)", a affirmé à des journalistes un haut responsable du département d'Etat américain.

Côté américain, le responsable a expliqué que "le TSE a(avait) travaillé pour obtenir ce qu'il pense être un résultat définitif et complet". "Il y a maintenant une période de cinq jours jusqu'à vendredi" au cours de laquelle "l'opposition peut présenter des informations supplémentaires et contester le résultat": "nous attendons de voir si c'est le cas", a-t-il ajouté.

Selon ce responsable, les Etats-Unis ont rencontré toutes les parties, au Honduras ou à Washington, où Salvador Nasralla a été reçu en début de semaine au département d'Etat. "Il n'avait pas de nouvelle fraude ou preuve à nous présenter", a-t-il assuré.

L'opposant, qui avait dit en avoir présenté les "preuves" lors de ses rencontres à Washington, était attendu de retour au Honduras mercredi. AFP 21 décembre 2017

- Source : Rick Sterling, Consortium News, le 4 décembre 2017

En 2009, la secrétaire d'État Hillary Clinton a justifié un coup d'État au Honduras pour mettre fin à un éventuel second mandat d'un président progressiste, mais les États-Unis maintenant ne font rien, alors qu'un président de droite vole un second mandat, affirme Rick Sterling.

Ironiquement, malgré la justification du renversement de Zelaya – parce qu'il envisageait apparemment de briguer un second mandat au mépris de la Constitution – la voie de la réélection de Hernandez a été déblayée par une décision contentieuse du tribunal en 2016.

Quelques jours avant la récente élection au Honduras, The Economist a publié un article à grand succès intitulé « Le Parti au pouvoir hondurien planifie-t-il de truquer les élections ? », dans lequel il rapporte : « The Economist a obtenu un enregistrement qui, s'il est authentifié, laisse entendre que le parti au pouvoir a l'intention de fausser les résultats des élections à venir ». L'enregistrement de deux heures vient d'une session de formation du Parti National. Il détaille cinq tactiques utilisées pour influencer les résultats des élections (dont) : endommager la feuille de comptage qui favorise l'adversaire pour qu'elle ne puisse pas être transmise électroniquement au siège des élections – et expédier les feuilles de pointage en faveur de leur parti.

Aux élections de 2013, le TSE a commencé à afficher les résultats des élections à 18h13 alors que seulement 24 % du total des votes avaient été obtenus. Ces résultats ont donné au candidat du Parti national Juan Orlando Hernandez une avance de 5 points de pourcentage.

Pour cette élection, le TSE a agi différemment. À 19h55, Matamoros, le président de TSE, tweetait « Nous avons reçu 40 % des résultats », mais ils ne les ont pas publiés. Ils ont retardé l'affichage des données jusqu'à minuit. Ils ont ensuite déclaré qu'avec 57,2 % du total des voix exprimées, les résultats étaient :

– Salvador Nasralla (Coalition de l'opposition contre la dictature) avec 855 847 voix = 45,17 % du total.

– Juan Orlando Hernandez (Parti national) avec 761 892 voix = 40,22 %.

– Luis Zelaya (Parti libéral, aucun lien avec Manuel Zelaya évincé) avec 260 994 voix = 13,77 % du total.

– Plusieurs autres candidats avaient moins de 1 %.

Avant les élections, le TSE prévoyait de publier les résultats de 70 % des électeurs le soir du scrutin, soulevant la question de savoir si le TSE retenait davantage de résultats.

La procédure électorale en vigueur au Honduras consiste à dépouiller et compiler les bulletins de vote en papier dans chacun des bureaux de vote du pays. La feuille de comptage (« acta ») est signée par les représentants de chaque parti, puis scannée et transmise par voie électronique au siège social du TSE où elle est ajoutée aux totaux nationaux et publiée.

Après l'affichage des résultats montrant le candidat de l'opposition avec une avance significative, vers minuit le jour du scrutin, le TSE a changé la procédure et a cessé d'afficher les résultats pendant les 36 heures suivantes. Le président de TSE Matamoros a arbitrairement changé les procédures.

L'explication a été donnée par Matamoros à 13h39 le 27 novembre : « Aujourd'hui, nous allons commencer à ouvrir les urnes qui viennent de partout dans le pays pour comprendre les bulletins et les résultats ». Cinq minutes plus tard, à 13h44, il a ajouté : « Nous ne pouvons pas donner de résultats tant que toutes les feuilles de pointage manquantes ne sont pas arrivées. »

La situation a été contestée par l'observateur électoral espagnol Ramon Jauregui qui a noté : « Il n' y a aucune raison technique qui explique ce retard, car les comptages rendus depuis les 18 000 bureaux de vote ont été transmis électroniquement à @tsehonduras le jour de l'élection. »

Le TSE a faussement signalé le nombre de feuilles de pointage manquantes.

À 13h56, Matamoros a annoncé que le TSE avait reçu 13 000 du total, mais qu'il lui manquait encore 6000 feuilles de comptage (« actas »). « Nous avons reçu 13 000 comptages de partout au pays… il nous en manque 6 000 ». Avec un total de 18 100 comptages, le nombre réel de données manquantes aurait dû être d'environ 5 100.

À 16h17, le nombre de feuilles de comptage manquantes a mystérieusement augmenté de 25 % pour atteindre 7 500. Matamoros du TSE a annoncé qu'il nous manquait 7500 actas.

Alors que Matamoros publiait des informations contradictoires sur le nombre « d'actas » manquantes, un autre fonctionnaire électoral disait quelque chose de très différent. Ainsi que que rapporté dans l'article de Reuters :

« L'officier électoral Marcos Ramiro Lobo a déclaré à Reuters lundi après-midi que Nasralla menait avec une marge de cinq points, sur environ 70 % des bulletins comptés. Lobo a déclaré que Nasralla semblait certain de gagner, signalant que les experts du corps électoral considéraient son avance comme irréversible. »

Le candidat du Parti libéral à la troisième place a également reconnu Nasralla comme le gagnant et a exhorté le chef du Parti national à concéder la défaite.

Vers midi, le 28 novembre, le TSE a repris la publication des résultats des élections après l'interruption de 36 heures. Les nouvelles données ont montré que l'avance de Nasralla déclinait régulièrement et que le candidat du Parti National et l'actuel Président Juan Orlando Hernandez prenait de l'avance. Le Centre de recherche sur l'économie et les politiques a analysé les données et déterminé que le brusque revirement des résultats électoraux était « presque impossible ».

Le TSE a annoncé les résultats montrant Juan Orlando Hernandez remportant les élections.

Le Honduras est important pour la politique étrangère des États-Unis et la Maison-Blanche suit de près les événements. À la mi-novembre, le magazine Foreign Policy a publié un article intitulé « Les États-Unis ont beaucoup de choses à dire sur l'élection au Honduras ». L'article dit que « perdre Hernandez serait un véritable revers. »

Rick Sterling est journaliste d'investigation et observateur officiel des élections au Honduras en 2013. les-crises.fr 18.12

Haut de page

Le 25 décembre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (16 pages)

On se détend quelques instants.

Je ne sais pas qui est le plus allumé des trois entre Selvi (ma compagne) et sa soeur Adi (ma demi-compagne!) et moi. C'est vendredi qu'on a réveillonné car je croyais qu'on était le 24 ! Je deviens vieux ou je suis distrait.

C'est ce matin à 10h que je m'en suis aperçu en passant la souris sur l'heure à l'écran de l'ordinateur lorsque la date s'est affichée, lundi 25 décembre, elle est bien bonne celle-là ! Juste avant son frère m'avais souhaité un bon Noël et en moi-même je m'étais dis qu'il avait un jour de retard, en fait c'est moi qui avais un jour d'avance, comme quoi j'ai rompu avec plus de conventions que ce que je pensais, et le passage à la nouvelle année ne signifie rien. En attendant cela a bien fait marrer Selvi. Entre nous, cela montre aussi que si je fais une connerie, je ne peux pas compter sur elles pour me reprendre, sur personne en fait.

Ce n'est pas la première fois que je confond les jours, parce que je n'ai aucune contrainte quotidienne ou presque, et puis maintenant que Selvi est également à la retraite les jours qui passent se ressemblent tous, comme me disait Selvi hier soir en rigolant, c'est tous les jours dimanche, ce qui témoigne que nous ne sommes pas les plus à plaindre ou que nous ne sommes pas d'humeur maussade, il vaut mieux entre nous.

J'ai fait cadeau de 14 jupons à Selvi et Adi, ceux de Selvi étaient en lambeaux ou complètement délavés, elle n'en avait que 3 ou 4 chacune, alors qu'elles en changent tous les jours, elles mettaient ceux de leurs filles qui elles aussi ne portent que le sari et n'ont pas cédé à la mode occidentale, où les femmes se complaisent dans des sacs faisant ressortir leurs formes pour le moins peu gracieuses, vaut mieux encore les laisser à l'air libre, on a envie de dire : Que diable, laissez-les vivre ! 14 jupons pour qu'ils soient assortis à leurs saris, elles y tiennent, elles sont coquettes. A Pongal, c'est vers le 12 janvier, la plus grande fête nationale du sud de l'Inde, je leur achèterai quelques saris.

Les voir heureuses me ravit, tout le plaisir est pour moi et je n'ai pas besoin de davantage, d'ailleurs je ne me suis rien acheté et mes vielles fringues me conviennent très bien. Selvi aurait pu avoir envie de me faire un cadeau, je n'en sais rien, sa bonne humeur et son sourire me comblent. C'est moi qui tiens la bourse, et vaut mieux avec une femme aussi vulnérable. J'ai bien des faiblesses aussi, mais en terme de budget et d'organisation, je suis le champion, je déconne, mais en attendant en partant de peu et en prenant énormément de risques, j'ai toujours réussi à m'en sortir, honorablement j'entends, cela va de soi.

Ce matin j'ai donc failli partir en ville pour continuer à rassembler les documents qui sont nécessaire pour obtenir mon nouveau visa. En fait, mon visa valable 15 ans et qui devait être actualisé tous les 5 ans, puis renouveler à terme, n'existe plus, il a été remplacé par un visa à vie qui va m'assurer pour ainsi dire la double nationalité, mais sans droit de vote. En attendant je dois finaliser mon dossier. Evidemment ils me demandent encore un tas de documents que je n'ai pas, mais qu'ils possèdent depuis 20 ans, sauf un seul ! L'administration indienne n'a pas pour rien la réputation d'être l'une des pires bureaucraties du monde. Ils m'ont demandé de tout envoyer par Internet, et à peine avaient-ils reçu quelques documents qu'ils me demandaient de les envoyer également par la poste !

Puisqu'il est question de premier et de second degrés dans cette causerie, je préfère encore la compagnie de l'idiot qui se marre de bon coeur sans savoir toujours pourquoi, plutôt que le rire d'un hypocrite plus évolué qui n'en pense pas moins. En matière d'aphorisme ou de formule, je vous ai dégoté un truc formidable qu'on va conserver, cela vient d'un avocat : "Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable", les intéressés se reconnaîtront aisément, y compris dans nos rangs, belle formule (lire plus loin l'article), c'est bien tourné et si juste, on va l'adopter. Elle va choquer les esprits faibles, c'est fait pour.

A un moment donné il faut dire les choses telles qu'elles sont, à défaut de les dire ainsi en toute occasion.

En dictature. Où règne-t-il une "hystérie ambiante de censure"? En France, pardi !

Dorénavant la société française est placée sous "la tyrannie du politiquement correct", qui impose à chacun de rire ou de pleurer sur commande ou quand on vous en donne le signal, l'autorisation. Comment cela est-ce possible ?

En étant ignorant ou inconscient de vivre sous la dictature d'une classe quel que soit la forme du régime ou le gouvernement en place, chacun a forcément intégré à des degrés divers les rapports qui sont à l'origine de cette société et que les différentes représentations idéologiques s'emploient à reproduire ou à entretenir pour le compte de la classe dominante, de sorte que chacun a été formaté au cours de sa jeunesse pour être susceptible d'adopter certains préjugés ou certaines idées qui correspondaient à un moment donné à la fois à l'état du capitalisme et de la lutte des classes. Mais étant donné que cet état était appelé à évoluer dans un sens ou un autre, les représentants de cette classe peuvent en arriver à décréter arbitrairement que ces préjugés ou ces idées sont dépassés, en allant même jusqu'à les dénoncer et les condamner, sans que le peuple comprenne pourquoi ce qui était communément admis hier est dorénavant cloué au pilori, pourquoi il devrait détester aujourd'hui ce qu'il avait aimé hier, pourquoi il devrait rejeter de nos jours ce qu'on avait exigé qu'il adopte hier, sans qu'à ses yeux rien ne le justifie puisque sa situation est demeurée inchangée.

Et c'est là qu'il commet une grave erreur, car si sa situation d'exploité et d'opprimé n'a pas été modifiée, en revanche celle du capitalisme a évolué ainsi que les rapports entre les classes, en sens inverse, le capitalisme étant en proie à une crise qui atteint ses fondements et menace son existence, tandis que l'oligarchie concentre tous les pouvoirs où n'a jamais été aussi puissante.

Il lui faut donc user de ce pouvoir pour empêcher qu'une issue à la crise du capitalisme qui serait favorable aux exploités ne voie le jour, d'où les efforts désespérés qu'elle déploie pour que toutes les couches des exploités s'affrontent entre elles au lieu de s'unir pour combattre le régime en place et le renverser.

Et l'un des moyens les plus efficaces qu'elle a trouvé, consiste à s'attaquer à tous les préjugés et à toutes les idées, à tous les rapports que les classes dominantes successives avaient inculqués au peuple, de sorte qu'il se déchire et soit en proie à une confusion (politique) inextricable pendant qu'elle applique son programme antisociale et s'attaque à tous nos droits politiques.

En déplaçant le problème du terrain de la lutte des classe à celui de la morale, elle ne fait rien d'autre que s'arroger le droit des despotes d'être à la fois juge et partie de ce que le peuple doit penser, comment il doit penser et se comporter en toutes circonstances, en sanctionnant ou en réprimant dorénavant tout écart, en multipliant les appels à la délation pour juger et condamner les contrevenants, au nom de la morale qui s'applique à tous les rapports, sauf aux rapports sociaux de production d'où elle détient son pouvoir exorbitant, dictatorial, les inégalités monstrueuses et les injustices criminelles qu'elle impose quotidiennement aux exploités constituent bien un recours illégitime à la violence contre des victimes innocentes, mais ils ne font pas partie du champ où s'exerce sa morale, pourquoi, mais parce que c'est une morale de classe destinée à réprimer toutes les autres classes !

En fait, c'est l'évolution de la civilisation humaine grâce à la lutte de classe des exploités et des opprimés à l'échelle mondiale, qui a conduit la société à condamner toute forme de discrimination, hormis ceux entre dominants et dominés, la xénophobie, le racisme, l'homophobie, le sexisme, etc. selon le principe que tous les exploités ou opprimés du monde appartiennent à la même classe sociale quels que soient leur origine, la couleur de leur peau, leurs croyances, leur penchant sexuel, l'internationale prolétarienne ne reconnaît aucune discrimination hormis celle de classe.

Maintenant on conçoit très bien que le capitalisme ne pouvait pas se développer en excluant tous ceux qui n'entraient pas dans ces normes ou trier la force de travail en fonction des critères énumérés précédemment, il en serait encore au cheval vapeur ! Hier ses représentants vomissaient l'homosexualité, tandis que bien des capitalistes ou oligarques étaient homosexuels. Cette discrimination était donc destinée au peuple, car entre eux ils n'en tenaient pas compte, ce qui signifiait qu'ils pouvaient en changer du jour au lendemain en fonction de leurs besoins.

Autrement dit, que les homosexuels soient l'objet de discrimination ou de violence, ils s'en foutent complètement, et c'est la même chose pour les immigrés, les femmes ou n'importe quelle autre catégorie de la population, hormis les patrons ou les capitalismes répétons-le. A l'arrivée, aucun chef d'Etat ou ministre n'a jamais oeuvré contre ces discriminations, ils les ont uniquement instrumentalisées pour atteindre des objectifs économiques ou politiques, jamais ils n'ont oeuvré au progrès social, dans aucun domaine, hormis sous la contrainte ou parce que cela servait les intérêts des capitalistes.

Et c'est valable pour une multitude de choses qu'ils ont été interdites ou permises successivement, dont ils ont banni puis encouragé la consommation, la cigarette, l'alcool, la drogue, la pornographie, et même la viande, la charcuterie, le sucre, etc. même le pain, ce qui signifie que la morale à laquelle ils se réfèrent n'est qu'un faux prétexte pour camoufler leurs véritables intentions inavouables. C'est comme les rapports qu'ils entretiennent avec les différents Etats : seuls les intérêts de la classe des capitalistes les guident, telle est leur véritable morale, leur conception de l'humanisme et de la démocratie ou leur négation. A partir de ce constat, nous ne leur accordons aucune vertu, aucune qualité, aucune légitimité.

Leurs médias ont vraiment besoin de corriger l'image détestable qu'ils ont donné lors de la campagne présidentielle, qui a causé des dégâts considérables parmi les classes moyennes, car un ouvrier ou une employée ne lit pas Le Point.

- « L'insanité du monde se retourne contre le rire » par Jérémie Assous - Le Point.fr

Jérémie Assous est un avocat spécialiste en droit du travail et droit social. Il est l'avocat de l'humoriste et animateur Tex.

Extrait.

TRIBUNE. L'avocat de l'humoriste Tex, écarté de France 2 pour une blague, s'inquiète de la censure grandissante qui sévit partout dans l'espace public.

« Peut-on rire de tout ? » aiment à se demander ceux qui ne veulent rire de rien lorsqu'ils font mine de débattre d'une question qu'ils ont déjà tranchée. Il n'a évidemment jamais été question de rire de tout. Bientôt, on ne pourra plus rire de rien. Longtemps, les humoristes se sont attachés, en repoussant les limites de leur liberté, à étendre le champ de notre liberté. Ils se sont acharnés à mettre au jour le mensonge social, en commençant par ne pas prendre ce monde au sérieux. Et ce monde leur a souvent fait payer cher d'avoir mis à bas ce sérieux qui lui tient lieu de vertu.

Faire rire, c'est retirer au monde le masque de sérieux qui lui tient lieu de vertu : c'est fissurer la gravité de façade qui dissimule à la société ses possibilités véritables. Ainsi ont œuvré en leur temps Lenny Bruce, Coluche et Pierre Desproges, et bien d'autres d'un talent moindre, dont on peut dire, avec Karl Kraus, que « leur rire a été le régulateur de l'insanité du monde ». Il semble aujourd'hui que l'insanité du monde se retourne contre le rire qui la révèle et la régule mieux que toute théorie critique. (Le rire la révèle, la révolution y met fin. - LVOG)

Ces censeurs religieusement consacrés à la prohibition de ce qui pourrait déplaire

Il est chaque jour plus difficile de tourner en dérision les interdits, de blasphémer à tort et à travers, de choquer celui dont on se moque et de se moquer de celui que l'on a choqué. Chacun sait que le meilleur des rires, le plus libérateur, intervient quand il ne faudrait pas. Il résonne alors comme l'éternel retour d'une liberté refoulée. À tous ceux qui prétendent avoir le dernier mot, le comique répond par la surenchère folle d'un éclat de rire. C'est ce que lui interdit aujourd'hui une nouvelle caste de censeurs religieusement consacrés à la prohibition de ce qui pourrait déplaire.

Ils forment la garde prétorienne de la morale la plus archaïque curieusement appelée progressisme.

Ils sont les promoteurs du vivre ensemble et les empêcheurs de vivre tout court.

Ils s'offusquent de ce qui se dit à l'exacte mesure dont ils s'accommodent de ce qui existe. En cela, leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable.

Ils aimeraient que l'on rie comme on est Charlie : par servilité, et non par liberté.

Ils sont responsables politiques ou associatifs, unis dans la médiocrité de leurs esprits et l'aridité de leurs cœurs. Ils s'expriment sur Twitter en autant de signes que leur cerveau peut recenser de mots.

Marlène Schiappa en particulier ne craint pas, à quelques jours d'écart, de condamner un bateleur pour une blague d'estrade et d'encenser un concours de beauté qui interdit à ses candidates d'exprimer le moindre point de vue politique – devenant ainsi l'incarnation de ce qu'elle fait profession de détester : la censure d'une part, la réification de la femme, d'autre part.

Ils parlent en notre nom mais ne représentent qu'eux-mêmes et souvent d'une façon déplorable.

Ils condamnent au premier degré l'humoriste qui a le malheur d'en avoir un second.

Ils essaient de sabrer toute liberté qui excède la leur – c'est-à-dire des millions de libertés.

Ils ont décidé de faire de Tex leur prochaine victime. Avant d'autres. Avant chacun d'entre nous. Le Point.fr 21.12

On a le droit d'en rire, en pensant que tous ce que cet avocat a écrit vaut pour Le Point, sans qu'il s'en offusque, ils osent tout.

Quelques commentaires d'internautes (abonnés au Point il faut le préciser).

1- "Ce n'est peut-être pas pour leur mauvais goût qu'il eut fallu virer Tex & Co. Mais plutôt pour l'indigence du contenu. Et à ce compte, Delahousse peut également faire ses valises pour offense à l'intelligence."

LVOG - A la dignité vous vouliez dire.

2- "Nous avons surtout un problème de cohérence : on admet qu'on puisse violer des petites filles et qu'on se livre à des

chantages odieux envers une jeune fille, et on s'offusque d'une blague douteuse qu'on condamne lourdement. Que veut-on ?"

LVOG - Quand un régime de terreur règne, plus personne n'ose s'exprimer...

3- "Moi je vois dans cette affaire comme la trahison des médias. Cette manière de monter en épingle de petits événements sans gravités pour leur donner un retentissement national prend des tournures tragiques et trahit le devoir d'informer et la liberté d'expression en l'a dévoyant.

La presse n'a pas à être à la traîne des rumeurs qui courent sur Internet et se laisser manipuler par tous les groupuscules féministes, lesbiens, noirs, anarchistes qui ne représentent rien et sont responsables de rien devant personne.

Text n'est pas Weinstein. Un groupuscule féministe qui regarde des mauvaises émissions se plaint par les médias, la ministre se fait le porte-parole et Delphine Herrnot le met à la porte sans autre forme de procès. C'est du maccarthysme..."

LVOG - Vous n'y êtes pas, c'est "la presse", donc l'oligarchie qui manipule "tous ces groupuscules"... 4- "Quand je lis ces commentaires, je me dis enfin que c'est réconfortant de savoir qu'il y a quelque part des citoyens qui se révoltent devant ces atteintes de plus en plus virulentes de la liberté, de penser, de rire, et d'aller et venir comme on le veut ! J'espère que ces nouveaux censeurs disparaîtront avec leur rectitude morale digne d'une certaine inquisition. Merci à tous, car je pensais être seul !"

LVOG - L'ennemi est aux abois et ses porte-parole aboient !

5- "Merci pour cet article et pour ces commentaires ! Ça tient chaud de savoir qu'il survit encore quelques résistants à l'hystérie ambiante de censure. Ne serait-ce pas une résultante de l'inculture généralisée qui fait que le second degré n'est plus compris ? Pour ma part, j'avoue l'avoir abandonné depuis quelques années après moult déconvenues, mais je vais m'y remettre, à mon modeste niveau, rien que pour les em... Rder..."

LVOG - La plupart de mes lecteurs (ex-lecteurs) aussi prennent tout ce que j'écris au premier degrés, sauf que mon second degrés n'est pas vulgaire, il est radical ou il va au fond des choses, l'air de rien. Ce qui est vulgaire, c'est de tromper ses lecteurs.

6- "Chacun a son approche de l'humour. D'aucun l'aime graveleux à la Bigard, d'autres fins et cultivés à la Raymond Devos. Tex a un petit talent à mon humble avis mais il a le droit de l'exprimer. Reçu dans une émission de C8 l'antre d'Hanouna à quoi pouvait on s'attendre ? Mais qu'importe cette sortie ne mérite pas une telle sanction, la ficelle est un peu grosse. Mme Ernotte fait le ménage et rares sont ceux qui réagissent à cette censure d'Etat. Coluche et Desproges seraient en tôle ou à tout le moins interdit d'antenne !"

LVOG - Pour que la dictature de la ploutocratie s'installe durablement, tout ce qui tranche avec le formalisme doit disparaître... L'humour est condamné puisque voué au crétinisme !

7- "... Qui l'a dit : On peut rire de tout... Mais pas avec n'importe qui ! c'est vraiment de circonstance... Il faut pas parler aux cons ça les instruit."

LVOG - Les cons osent tout et c'est à cela qu'on les reconnaît, cela vaut pour ceux qui nous prennent pour des cons, leur existence seule est une insulte à l'espèce humaine. Dont Le Point, invité du Club Bilderberg et magazine fétiche de BHL.

8- "Cet excellent article conforte le sentiment d'inquiétude qui grandit chez toute personne normalement équilibrée... Nous sommes submergés d'interdictions, dans tous les domaines, et les dictats de quelques hystériques font office de loi. Il sera bientôt interdit de rire, pour quoi que ce soit, ce qui nous mène droit vers le climat voulu par Daesh et ses sbires..."

LVOG - Pourquoi croyez-vous qu'ils l'ont financé et armé s'ils ne partageaient pas leur idéologie digne de l'inquisition ?

9- "La morale conduit à l'explosion de violence ! Quand ces "prudes" moralisent, ils enclenchent les mécanismes du rejet et de la violence ! Et que sont ces polémistes de métier hypocrites et bien-pensants qui font la leçon aux autres ! Des "grenouilles de bénitier" (terme générique) comme on les appelaient avant ! Qui compensent la faiblesse de leur esprit par l'intransigeance !"

LVOG - La médiocrité de leur pensée par l'intolérance.

10- "Bravo pour cette tribune, et "à bas" les rois de l'indignation sélective, CSA en tête, dont les rodomontades liberticides ne servent qu'à justifier sa consternante et très coûteuse existence. "

11- "La censure existe de plus en plus... Partout y compris dans les médias par autocensure..."

LVOG - C'est la plus redoutable, la plus efficace car elle est indétectable, elle ne laisse pas de traces...

Ils ont de la suite dans les idées, nous aussi... et cela vaut mieux !

Causerie du 10 décembre.

- Argentine: Cristina Kirchner visée par un mandat d'arrêt pour trahison - AFP

L'horizon judiciaire de l'ancienne présidente argentine Cristina Kirchner s'assombrit: un juge a demandé jeudi son arrestation pour entrave à l'enquête au profit de l'Iran sur l'attentat contre une mutuelle juive qui avait fait 85 morts en 1994. AFP 07 décembre 2017

Voici les médias nationaux qui avaient relayé cette info sans émettre le moindre commentaire (liste non exhaustive).

Google - Le Monde, Le Figaro, Liberation, 20minutes, La Croix, Nouvelobs, Le Point, L'Express, Challenges, Courrier International, BFMTV, France24, Europe1, RTL, Boursorama, Capital, Arte, Medias24, i24news, MSN, Yahoo, etc.

Info largement reprise par les médias de province :

Google - Corse Matin, Le Télégramme, lanouvellerepublique.fr, larepubliquedespyrenees.fr, laprovence.com, lorientlejour.com, lemainelibre, lagazettedenimes, lagazettedemontpellier.fr, etc.

Info relayée en Suisse et en Belgique notamment :

Google - laliberte.ch, rtbf.be, dhnet.be, lalibre.be, 7sur7.be, etc.

Et ailleurs :

Google - timesofisrael.com, africatime.com, etc.

Parmi tous ces médias un seul a publié un article le 20 décembre confirmant ce que vous lirez plus loin dans celui du Réseau Voltaire, la Lalibre.be :

Lalibre.be - La semaine dernière, Mme Kirchner et M. Timerman ont porté plainte contre le juge Bonadio devant le Conseil de la Magistrature (devant lequel il est déjà le second juge le plus dénoncé pour irrégularités) pour avoir "omis" des éléments à décharge, "manipulé" les faits et utilisé le droit à "des objectifs de persécution politique".

Parmi les éléments à décharge omis par le juge Bonadio figure une déclaration de l'ex-secrétaire général d'Interpol (2000-2014), Ronald Noble, selon qui il est faux de dire, comme le fait le juge Bonadio, que les notices rouges d'Interpol contre les Iraniens accusés par la justice argentine ont été levées à la suite d'une demande de Buenos Aires ou qu'elles ont été affectées par le "pacte de Téhéran". "Ce que le juge Bonadio aurait su s'il m'avait contacté", a indiqué M. Noble.

Le juge Bonadio est celui qui poursuit Mme Kirchner pour des délits de corruption, malversations, blanchiment et enrichissement illicite. L'ex-Présidente, qui a le vocabulaire cinglant, l'appelle "le juge pistolero" parce qu'il a tué deux cambrioleurs en Floride, il y a quelques années. M. Bonadio a été sanctionné deux fois pour conduite arbitraire par les deux chambres; il avait entravé les droits de la défense. Lalibre.be 20.12

- Ronald Noble dénonce les falsifications de l'affaire Cristina Kirchner - Réseau Voltaire 20 décembre 2017

L'ancienne présidente de la Nation argentine, Cristina Fernández de Kirchner, est actuellement poursuivie pour trahison à la patrie. La Justice de son pays lui reproche d'avoir négocié un accord avec l'Iran en échangeant des rabais sur ses approvisionnements en pétrole contre l'arrêt des poursuites pour les responsables des attentats de Buenos Aires de 1992 et 1994.

Or, il y a quinze jours, le FBI états-unien fournissait des analyses ADN qui détruisaient toute l'accusation contre l'Iran et le Hezbollah.

L'ancien directeur général d'Interpol, Ronald Noble, vient quant à lui de se déclarer prêt à témoigner devant la Justice argentine que jamais son organisation n'a été sollicitée sous la présidence Kirschner pour annuler les mandats d'arrêt contre les suspects iraniens.

Il n'y aurait donc pas non plus de base à l'accusation de trahison de l'ancienne présidente.

Un quart de siècle après les faits, d'invraisemblables manipulations effectuées par des policiers et des magistrats sont apparues dans le dossier. Aujourd'hui, on ignore tout de ces attentats et du rôle ultérieur de la présidente.

- « Communiqué du Département fédéral suisse de Justice et Police », Réseau Voltaire, 11 novembre 2003.

- Washington veut réécrire les attentats de Buenos-Aires, par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 13 juillet 2006.

- « Musulmanes o pista israelí ? » (La piste musulmane ou israélienne ?), par José Petrosino et Oscar Abudara Bini, Red Voltaire, 22 juillet 2006.

- « L'AJC accuse le Hezbollah des attentats de Buenos-Aires, malgré l'arrêt de la Cour suprême argentine », Réseau Voltaire, 12 août 2006.

- « Se acusa a los musulmanes de los ataques a AMIA y la embajada de Israel sin pruebas » (Les Mulsulmans accusés sans preuve d'avoir perpétrer les attentats contre l'AMIA et l'ambassade d'Israël), par Juan Gabriel Labaké, Red Voltaire, 4 septembre 2006.

- « Fuga documentación clasificada de inteligencia sobre atentado terrorista », por José Petrosino, Oscar Abudara Bini, Red Tango , Red Voltaire , 27 de septiembre de 2006.

- L'Effroyable Imposture 2 - Manipulations et désinformations, par Thierry Meyssan, Éditions Alphée - Jean Paul Bertrand, 2007.

- « Des attentats sous fausse bannière en Argentine : 1992 et 1994 », par Adrian Salbuchi, James Fetzer, Réseau Voltaire, 9 novembre 2009.

- « Mensaje de Cristina Fernández sobre el Memorandum entre Argentina e Iran », por Cristina Fernández de Kirchner , Red Voltaire, 8 de febrero de 2013.

- « L'attentat de Buenos-Aires (1994) aurait été fomenté par l'ex-ministre de l'Intérieur », Réseau Voltaire, 3 juillet 2013.

- « Argentina : la CIA y el Mossad en un intento de "golpe blando" », por Stella Calloni, Contralínea (México) , Red Voltaire , 5 de marzo de 2015.

- « Attentats de Buenos-Aires : Antonio Stiuso se réfugie aux USA », Réseau Voltaire, 9 octobre 2015.

Réseau Voltaire 20 décembre 2017 (www.voltairenet.org/article199108.html)

Tous les médias aux ordres français ont relayé l'accusation portée contre Cristina Fernández, mais aucun n'a rapporté les éléments fournis par la défense, ce qui revient à l'arrivée à s'aligner sur la position du juge Bonadio à la solde de Washington, qui est un multirécidiviste en matière de violation du droit de la défense.

Ce qui vaut pour cette info le vaut pour une multitude d'infos économiques ou politiques. En dehors des évènements qui font partie de l'actualité ou qui sont liés à la situation qu'ils publient, et qu'ils s'emploient déjà à manipuler ou à falsifier, le reste des infos qu'ils diffusent est destiné à attirer (détourner) l'attention de la population sur des éléments qui servent de support à leur propagande ou servent directement leur stratégie politique.

Epilogue du 22 décembre.

- L'Argentine poursuit Cristina Kirchner pour un crime imaginaire - Réseau Voltaire

La seconde chambre fédérale de la Justice argentine a confirmé les poursuites du juge Claudio Bonadio dans l'affaire contre l'ancienne présidente péroniste Cristina Fernández de Kirchner et plusieurs de ses collaborateurs.

La chambre a refusé de tenir compte de la demande de témoignage de l'ancien directeur d'Interpol, Ronald Noble, en faveur des accusés.

En l'absence de condamnation, les juges Martin Irurzun et Eduardo Farah ont confirmé les mandats d'arrêt préventifs contre l'ancienne présidente (qui bénéficie aujourd'hui de l'immunité parlementaire), son ministre des Affaires étrangères Hector

Timmerman (qui est assigné à résidence pour raison de santé) et trois collaborateurs Carlos Zannini, Luis D'Elía et Fernando Esteche.

Les prévenus sont accusés d'« entrave à la Justice, d'abus d'autorité et de dissimulation aggravée », mais plus de « haute trahison » ; cette ultime inculpation avait été utilisée la dernière fois contre le général Juan Perón, en 1955.

Cette affaire loufoque repose sur la doxa selon laquelle les attentats de 1992 et 1994 contre et l'ambassade d'Israël à Buenos Aires et l'AMIA auraient été perpétrés par le Hezbollah agissant au nom de l'Iran. Cristina Fernández de Kirchner aurait alors été corrompue par Téhéran pour mettre fin aux poursuites contre ses ministres. Sauf que, depuis quinze jours, la thèse selon laquelle le Hezbollah et l'Iran seraient responsables des attentats s'est écroulée après la fournitures de test ADN par le FBI.

Réseau Voltaire 22 décembre 2017 (www.voltairenet.org/article199137.html)

Conditionnement psychologique. Comment ils mènent leur offensive pour justifier la remise en cause du régime spécial de retraite à la SNCF notamment.

Libération est devenu le fer de lance de l'offensive médiatique de l'oligarchie ou de la réaction.

- Symbole - Liberation.fr

Accabler la SNCF ? Ce serait injuste et contre-productif. Non qu'elle soit exempte de reproches : les défaillances de ces derniers mois doivent être corrigées... Liberation.fr

- TER Les régions font pression - Liberation.fr

Moins visibles que les TGV, moins «amortis» que les trains intercités, les trains express régionaux (TER) donnent du fil à retordre à la SNCF. Liberation.fr

- Dette Le rail à crédit - Liberation.fr

Elle court, elle court, la dette de la SNCF. Son montant atteint 40 milliards d'euros aujourd'hui et culminera à 63 milliards en 2026. Liberation.fr

- Terminus d'une année noire - Liberation.fr

Pannes informatiques, recul du nombre de voyageurs, cohabitation compliquée avec le secteur privé et, depuis jeudi, une mise en examen pour l'accident mortel de novembre 2015 : la compagnie ferroviaire traverse une séquence éprouvante. Liberation.fr

- Des gares parisiennes engorgées, mais la SNCF nie toute «désorganisation» - Liberation.fr

- Régimes spéciaux. Les retraites dans le viseur - Liberation.fr

C'est un bras de fer qu'Emmanuel Macron veut enclencher d'ici à 2019 pour liquider les régimes spéciaux de retraite de la SNCF. Grisé par sa «victoire par KO»... Liberation.fr

LVOG - Quel acharnement !

La paille et la poutre.

- La colère palestinienne finira par éclater par Jonathan Cook — 22 décembre 2017

- "Mais c'est précisément l'illusion d'un processus de paix qui a maintenu les Palestiniens enchaînés."

LVOG - Ce qui apparemment ne vous a pas mis sur la trace de vos propres illusions :

- "Il faut maintenant que l'AP, les Etats arabes et l'Europe entérinent la nouvelle réalité et mènent une politique indépendante des Etats-Unis."

LVOG - Ce qui valait pour les Palestiniens valait pour lui vis-à-vis de l'Autorité Palestinienne, des Etats arabes et de l'UE, qu'il ne s'en soit pas aperçu situe la limite de l'indépendance de l'auteur vis-à-vis de Washington.

Source: http://chroniquepalestine.com/colere-palestinienne-finira-eclater/

A défaut d'engagement politique dans la lutte de classe pour en finir avec le capitalisme, discours et gesticulations stériles.

- Fuites et révélations par François-Bernard Huyghe - les-crises.fr 12-12-2017

Extrait. Comme nous l'avions fait à propos des fakes, nous pourrions nous demander quel est le pouvoir réel des fuites. Pour l'économie, ou plutôt contre des entreprises ou des managers, elles sont certainement redoutables et sans doute rentables pour ceux qui dirigent l'opération. Quant aux conséquences politiques, on peut se demander s'il y a une proportion entre l'énormité de révélations comme celles sur le système de surveillance planétaire ou d'évasion fiscale planétaire, et la modération des sanctions politiques qui s'en sont ensuivies. Après tout la Nsa continue à nous surveiller, les paradis fiscaux à proliférer…
La révélation de documents secrets, destinée à provoquer une indignation populaire, n'est donc pas une arme absolue. Même mis en forme pour être pédagogique, le message n'a pas une efficacité proportionnelle à sa valeur « théorique » de scandale. Et, du coup, nous découvrons que le pouvoir en cause n'est plus seulement celui de faire savoir, mais aussi celui de légitimer ou délégitimer la source. L'attribution (la capacité de désigner un responsable de la fuite) et l'interprétation (passablement complotiste dans certains cas) de ses intentions peuvent annihiler l'effet de révélation. les-crises.fr 12-12-2017

Il me semble que l'essentiel est ailleurs. Le simple fait de marteler quotidiennement qu'Internet est pourri de fausses infos suffit, suffit à faire douter de son contenu en général, de manière à alimenter la confusion qui existe entre la vérité et la contrevérité de sorte que le peuple demeure toujours aussi ignorant et soit ainsi conduit à l'impuissance, rien de changé en somme.

C'est la neutralisation de la lutte de classe des exploités qu'il vise en dernière analyse.

Aveu. La voix de son maître.

- « Je n'ai pas le sentiment de ne pas être écouté », déclare Laurent Berger (CFDT) - Publicsenat.fr

Le secrétaire général de la CFDT est revenu dans l'Épreuve de Vérité sur ses relations avec l'exécutif et sur la teneur du dialogue social dans ce quinquennat. Le responsable de la première confédération syndical de France indique ce jeudi que la réforme sur l'apprentissage « avance ». Publicsenat.fr

On ne voit pas comment Berger pourrait "ne pas être écouté" par Macron, puisqu'ils partagent la même idéologie ou ils font partie du même camp.

- Berger répond à Mélenchon : « Qu'il ne nous donne pas de leçon » - Publicsenat.fr

Celle de Macron lui suffit.

Néocolonialisme. Troupes françaises hors du Sahel !

- "Nous sommes fiers de vous": Macron réveillonne avec les troupes au Niger - AFP

Emmanuel Macron a réveillonné avant l'heure vendredi avec des centaines de soldats français déployés au Niger, leur assurant que "l'effort" sera "maintenu" en 2018 pour lutter contre les groupes jihadistes au Sahel.

Le repas s'est terminé par un "Joyeux anniversaire" chanté par l'assistance au lendemain des 40 ans d'Emmanuel Macron.

"J'ai confiance en vous", en particulier pour mener à bien la lutte au Sahel, qui "est une priorité" car "c'est là que se joue notre sécurité, l'avenir d'une partie du continent africain". "Nous ne devons pas laisser le Sahel aux organisations terroristes (...) (il ne faut pas) que nous leur cédions la moindre once de territoire", a-t-il ajouté, accompagné de la ministre des Armées Florence Parly. (Le discours de G.W. Bush. - LVOG)

Dans la matinée, Emmanuel Macron rencontrera les unités présentes sur la base aérienne avancée de Niamey qui, avec 500 hommes, des avions de chasse Mirage 2000, des appareils de transport et des drones, est le "hub aérien" de Barkhane, la plus importante opération militaire extérieure menée actuellement par la France. AFP 23 décembre 2017

Les nantis sont frustrés...

- Une députée LREM trouve "terrible" que son mari se prive d'acheter une Porsche pour éviter "les réflexions" - Franceinfo

Véronique Hammerer va vendre sa décapotable et son mari ne va pas acheter la Porsche qui lui fait envie. Franceinfo

... et les pauvres sont matraqués.

- +6,9% - Liberation.fr

C'est la hausse des tarifs réglementés du gaz naturel en janvier, selon la Commission de régulation de l'énergie. Hors taxes, les tarifs augmenteront en moyenne de 2,3 %. A cela, s'ajoutera l'augmentation de la taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel. Liberation.fr

Comment ils s'emploient à pourrir nos rapports dès l'enfance. Ils transportent leur guerre de classe au collège.

- Harcèlement sexuel au collège : «Nous devons proposer aux petites filles des outils pour riposter» - Liberation.fr

Emmanuelle Piquet, psychopraticienne et fondatrice du centre Chagrin scolaire, analyse pour «Libération» l'étude de «climat scolaire et de victimisation» publiée jeudi par l'Education nationale. Une collégienne sur dix déclare avoir déjà subi des insultes relatives à son sexe. Liberation.fr

Quand vous êtes gosse et qu'on vous insulte ou vous humilie, vous ne comprenez pas pourquoi, vous allez chercher pourquoi pour répondre ou vous défendre, vous allez réfléchir en deux mots. Et bien là vous n'aurez même plus besoin de réfléchir, le législateur ou le grand inquisiteur va vous fournir une explication que vous n'aurez plus qu'à adopter, ainsi vous serez dépossédé du droit élémentaire de développer votre esprit critique, ce qu'ils craignent le plus, vous deviendrez un être soumis uniquement protégé par un règlement de police, pour votre plus grand bien, cela va de soi...

Les gosses sont parfois violents ou cruels, c'est bien connu, ce n'est pas nouveau, ils sont à l'image de la société. C'est à eux d'apprendre à se protéger ou à en référer à des adultes quand ils ne trouvent pas de solutions à leurs problèmes. Si les notions élémentaires de respect ne sont pas respectées dans un établissement scolaire, c'est parce que la discipline n'est pas la priorité de sa direction.

J'ai enseigné dans un collège français (mixte) en Inde à Pondichéry. La discipline était stricte sans être tyrannique, en règle général le respect était la règle, alors que vous savez à quel point tous les rapports sont pourris en Inde, et les parents accordent peu d'importance à l'éducation de leurs enfants qui sont livrés à eux-mêmes le plus souvent ou qui auront tendance naturellement à imiter leurs parents, pour lesquels seuls leurs intérêts individuels (financiers ou en terme de pouvoir) tiennent lieu de valeur, de principe ou de morale, auxquels ils subordonnent leur comportement sans se soucier le moins du monde de savoir où s'arrête leur liberté et où commence celle des autres qu'ils ont tendance à piétiner, ce qui leur paraît naturel.

Dans ces conditions on pourrait s'attendre à rencontrer énormément de difficultés dans un collège, plus encore qu'en France, or ce n'était pas le cas. Cela s'explique peut-être aussi du fait que, lorsqu'un gosse fait une connerie ses parents lui tapent dessus. Ils ne respectent pas forcément les adultes, ils les craignent. Ils savent que si leurs parents sont convoqués par le proviseur, il y a de forte chance qu'ils reçoivent une raclée. D'un autre côté, sachant que les enseignants ne les frapperont pas contrairement aux écoles indiennes, cela devrait les encourager à se laisser aller et à faire des conneries.

Maintenant, comme en France il existe désormais des quartiers qui ont atteint un tel niveau de décomposition et de violence, qu'il est devenu pratiquement impossible d'exercer la moindre discipline ou d'enseigner normalement dans un établissement scolaire, les limites de l'insupportable ont été atteintes ou dépassées, de sorte que tout retour en arrière est impossible ou toute réflexion ou notion d'autorité ou de respect n'ont plus aucune valeur. C'est le chaos.

Décidément ils aiment LFI.

- Catalogne: Corbière raille une "gamelle électorale" pour Mariano Rajoy - AFP

Le député LFI de Seine-Saint-Denis Alexis Corbière a estimé vendredi que le résultat obtenu jeudi soir en Catalogne par le Parti populaire, dont est issu le Premier ministre Mariano Rajoy, est une "débâcle électorale". AFP

Le journaliste de l'AFP a fait preuve de complaisance envers Corbière en ne soulignant pas la "débâcle électorale" de Podemos (8 sièges seulement) soutenu par LFI.

- Conflit israélo-palestinien : Corbière redoute les « outrances » du débat en France. - Publicsenat.fr

Alors qu'avec l'amalgame assumé de Valls et Netanyahu (notamment) entre l'antisionisme et l'antisémitisme, l'outrance n'est pas à venir mais omniprésente.

Quand les Etats-Unis tyrannise le reste du monde.

- Corée du Nord: le Conseil de sécurité se prononce sur de nouvelles sanctions - AFP

Un projet de résolution, présenté par les Etats-Unis et destiné à renforcer les sanctions des Nations unies contre la Corée du Nord, doit être soumis vendredi au vote du Conseil de sécurité. AFP

- Nouvelles sanctions américaines pour des violations des droits de l'homme - AFP

Les Etats-Unis ont imposé jeudi des sanctions contre le chef militaire birman Maung Maung Soe pour son rôle dans la répression de la minorité musulmane des Rohingyas, dans le cadre d'une loi visant les responsables de graves infractions aux droits de l'homme dans le monde entier. AFP

- Droits de l'homme: Les USA sanctionnent 52 personnes et entités - Reuters

Les Etats-Unis ont imposé des sanctions jeudi à 52 personnes physiques et morales pour violation des droits de l'homme et corruption.

Les Etats-Unis ont également sanctionné Benjamin Bol Mel, ancien conseiller du président sud-soudanais Salva Kiir, et l'ex-président gambien Yahya Jammeh.

Les sanctions ont été adoptées en vertu d'une loi baptisée Magnitsky Act, du nom d'un lanceur d'alerte russe décédé en prison à Moscou en 2009. Reuters

Honduras. D'un coup d'Etat à un autre fomenté par Washington.

- Honduras: Washington salue la réélection d'Hernandez, l'opposant abandonne - AFP

Les Etats-Unis ont reconnu vendredi la réélection du président du Honduras Juan Orlando Hernandez, provoquant l'abandon de l'opposant Salvador Nasralla qui contestait sa victoire lors de ce scrutin controversé.

"Avec la décision des Etats-Unis, je suis hors-jeu", a déclaré à la chaîne HCH le candidat de l'Alliance de l'opposition contre la dictature (gauche) aux élections du 26 novembre qui ont été entachées d'accusations de "fraude".

Salvador Nasralla a annoncé son retrait de la politique et la fin de la coalition d'opposition dirigée par l'ancien président hondurien Manuel Zelaya.

"Les Etats-Unis félicitent Juan Orlando Hernandez pour sa victoire le 26 novembre", a indiqué vendredi Heather Nauert, porte-parole du département d'Etat, dans un communiqué.

Manuel Zelaya a estimé que Washington avait toujours soutenu M. Hernandez.

"L'ambassadeur des Etats-Unis au Honduras s'appelle Juan Orlando Hernandez", a-t-il dit à Tegucigalpa en appelant à la poursuite des manifestations, avant la déclaration de M. Nasralla.

Le gouvernement de M. Hernandez est un proche allié de Washington dans la région et a montré sa solidarité en votant jeudi contre une résolution de l'ONU condamnant la décision américaine de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël. AFP
23 décembre 2017

- Les États-Unis désignent le président du Honduras - Réseau Voltaire

Alors que les élections au Honduras ont été entachées de fraude aussi bien selon les observateurs de l'Union européenne (UE) que selon ceux de l'Organisation des États américains (OEA), le gouvernement des États-Unis a désigné le vainqueur : le président sortant Juan Orlando Hernández.

En 2009, Juan Orlando Hernández avait soutenu le coup d'État contre le président constitutionnel José Manuel Zelaya Rosales. Il était alors devenu président du Congrès national (Parlement), puis en 2013 président de la République.

Le coup d'État avait été organisé par l'administration Obama avec la participation d'Israël [1].

Selon les résultats officiels que tous les observateurs s'accordaient à considérer comme falsifiés, le leader de l'opposition Salvador Nasralla (un fils de Palestinien soutenu par Zelaya) n'aurait obtenu que 41,42% des voix, contre 42,95% pour le président sortant, Juan Orlando Hernández.

La plupart des organisations intergouvernementales, dont l'UE et l'OEA, appelaient à un nouveau scrutin.

Cependant, le président Hernández a donné instruction à son ambassadeur de s'opposer à la résolution de l'Assemblée générale de l'Onu sur le statut de Jérusalem ; résolution dirigée contre les États-Unis et Israël. Sans attendre, la Maison-Blanche a immédiatement pris position en faveur de Hernández à l'issue du vote à New York.

Préférant éviter un nouvel affrontement dans son pays, Salvador Nasralla a annoncé renoncer à la présidence.

[1] « Le SouthCom prend le pouvoir dans un État membre de l'ALBA », par Thierry Meyssan ; « Confirmation : le SouthCom a organisé le renversement du président Zelaya au Honduras », Réseau Voltaire, 29 juin et 16 août 2009. Réseau Voltaire 23 décembre 2017 (www.voltairenet.org/article199154.html)

Ils osent tout

- Catalogne: Puigdemont demande "à être entendu" par l'UE - AFP

- Une Américaine nommée à la tête de l'Unicef - AFP

Une Américaine, première femme à avoir dirigé l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID), a été nommée à la tête de l'Unicef, agence onusienne chargée de la protection de l'enfance, a annoncé l'ONU vendredi. AFP

L'USAID connu pour être une officine de la CIA...

- Israël-Palestine: Abbas prévient qu'il n'acceptera "aucun plan" de paix américain - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Espagne

- Les indépendantistes catalans restent, défi majeur pour Rajoy - AFP

En égalant quasiment leur dernier score aux élections régionales, les indépendantistes catalans posent un défi majeur à l'unité de l'Espagne et au gouvernement de Mariano Rajoy qui tablait sur ce scrutin pour les affaiblir.

Les Catalans, qui ont battu avec près de 82% de votants le record historique de participation dans la région (75% en 2015), ont accordé jeudi 47,6% des voix aux indépendantistes et près de 52% des suffrages aux partis défendant l'unité de l'Espagne.

La loi électorale catalane prévoit un système de pondération des voix qui avantage les provinces rurales, où les indépendantistes sont très implantés, d'ou leur victoire en sièges au parlement régional.

Les trois partis indépendantistes obtiennent 70 élus sur 135, deux de moins qu'en 2015, semblant avoir atteint un plafond. Ils pourront donc gouverner s'ils arrivent à former une coalition.

Au sein des sécessionnistes, les Catalans ont placé en tête, avec 34 sièges, la liste "Ensemble pour la Catalogne" de l'adversaire numéro un de Rajoy. L'ERC, Esquerra Republicana, en obtient 32. Enfin, les anticapitalistes de la CUP remportent de leur côté 4 sièges.

Un parti libéral et anti-indépendantiste a obtenu le plus grand nombre de sièges au parlement, Ciudadanos, avec 37 élus. Le parti

du chef d'État espagnol a recueilli seulement 4,2 % des suffrages exprimés, passant de 11 à 3 sièges. Le Parti Socialiste de Catalogne se maintient et passe de 16 à 17 sièges. Podemos obtient 8 sièges.

Etats-Unis-Israël

- Près de 130 pays invitent Trump à changer d'avis sur Jérusalem - Reuters

Cent vingt-huit pays ont voté jeudi en faveur d'une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies appelant Donald Trump à revenir sur sa décision de reconnaître Jérusalem comme capitale de l'Etat d'Israël.

Neuf pays (Etats-Unis, Israël, Guatemala, Honduras, Togo, Micronésie, Nauru, Palaos et îles Marshal) ont voté contre cette résolution et 35 autres se sont abstenus. Vingt et un autres pays n'ont pas voté.

Ce vote a été, pour le moins, peu apprécié par l'ambassadrice américaine à l'ONU, qui n'a même pas pris la peine de voiler ses menaces."Les Etats-Unis se souviendront de cette journée qui les a vus cloués au pilori devant l'Assemblée générale pour le seul fait d'exercer notre droit de pays souverain", a tonné Nikki Haley avant le vote. "Nous nous en souviendrons quand on nous demandera encore une fois de verser la plus importante contribution" financière à l'ONU. Le vote n'étant pas contraignant, l'administration américaine a fait savoir qu'elle ne changerait pas d'avis.

Israël a rejeté la résolution de l'Assemblée générale et remercié Donald Trump pour sa position sur Jérusalem.

"Israël rejette la décision des Nations unies et dans le même temps est satisfait du nombre élevé de pays qui n'ont pas voté en faveur de celle-ci", a déclaré le cabinet du Premier ministre Benjamin Netanyahu.

"Israël remercie le président Trump pour sa position sans équivoque en faveur de Jérusalem et remercie les pays qui ont voté ensemble avec Israël, ensemble avec la vérité", ajoute le cabinet du chef du gouvernement. Reuters

Syrie

- Un "congrès du dialogue national" syrien fin janvier à Sotchi - Reuters

Un "congrès du dialogue national" syrien se tiendra les 29 et 30 janvier dans la station balnéaire russe de Sotchi, ont annoncé vendredi la Russie, la Turquie et l'Iran à l'issue de pourparlers à Astana, la capitale du Kazakhstan.

Le gouvernement de Damas et plusieurs groupes de l'opposition syrienne étaient également représentés à cette réunion d'Astana. L'émissaire de l'Onu pour la Syrie, Staffan de Mistura, était aussi présent.

Reste maintenant à établir la liste des participants à ce congrès et que ceux-ci confirment leur présence.

La Turquie a déjà fait savoir son opposition à la présence à la table des discussions de la principale formation kurde de Syrie, le Parti de l'union démocratique (PYD).

Staffan de Mistura a une nouvelle fois souligné que la réunion de Sotchi devait contribuer à faire progresser les négociations de Genève sur la Syrie, menées sous l'égide de l'Onu.

La délégation rebelle présente à Astana a appuyé cet appel.

Lors de la réunion, les rebelles ont accusé le gouvernement syrien de coopérer avec l'Etat islamique (EI).

Le représentant de Damas, Bachar al Djaafari, a dénoncé pour sa part "l'agression flagrante" que constitue selon lui la présence en territoire syrien de forces américaines et turques.

"Nous exigeons le retrait immédiat et inconditionnel des troupes étrangères de notre territoire", a-t-il dit.

A Moscou, le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, a déclaré vendredi que 48.000 soldats russes avaient participé à la campagne en Syrie, aux côtés des forces syriennes, depuis septembre 2015. Reuters 22 décembre 2017

Mexique

- Plus de 23.000 homicides au Mexique depuis le début de l'année - Reuters

Le Mexique a enregistré son niveau d'homicides le plus élevé depuis le début de l'année malgré la promesse du président Enrique Pena Nieto de mettre fin à la violence des gangs. Reuters

Haut de page

Le 27 décembre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (19 pages)

J'ai retiré le lien vers Sputnik qui publie un tas d'articles de propagande ou débiles. J'ai laissé le lien vers RT (Russia Today), j'ignore ce que vous en pensez, autrefois je regardais RT Internationale en anglais qui était passable, depuis 3 ans déjà je ne regarde plus la télé et je m'en passe très bien.

Quand l'AFP adopte un profil bas

- "La guerre complexe en Syrie impliquant de multiples acteurs a fait plus de 340.000 morts depuis mars 2011." AFP 27.12

La guerre contre la Syrie...

Quelle est l'orientation du capitalisme mondiale ?

2010 - Les 388 plus grandes fortunes détenaient autant de richesses que la moitié de la population mondiale.

2017 - 8 oligarques détiennent autant de richesse. (Lu avant-hier dans un article du Point)

Quelle gigantesque et fulgurante concentration de richesses en 7 ans.

Si vous êtes un lecteur habituel de ce portail, vous savez comment et pourquoi...

Pourquoi il faut impérativement rompre avec le capitalisme. Un enseignement de l'expérience grecque.

Cette "phase de capitulations d'ampleur inégalée", ne vous fait-elle pas penser à celle qui accompagne l'effondrement du capitalisme, un krach boursier, une guerre?

C'est sous de fausses étiquettes que furent préparés ou commis les pires crimes contre le prolétariat. Et tous ceux qui s'en sont accommodés ou ont cherché à se les concilier au nom de leur prétendu double nature en ont été les complices, ils se condamnaient à l'impuissance et devaient connaître le même sort.

Cette double nature était une imposture puisque la social-démocratie et le stalinisme étaient des agents du capital

Les opportunistes se sont servi des illusions que les masses avaient dans ces agents pour faire croire qu'ils pourraient être amenés à servir une autre cause malgré eux, en perdant de vue que leur capacité de nuisance était demeurée intacte et les conduirait dans une impasse ou leur interdirait de trouver une issue à la crise du capitalisme, quitte à se suicider ou à favoriser l'ascension du fascisme, donc en entraînant l'ensemble de la société dans leur effroyable déchéance.

Quand l'existence d'un facteur dépend des rapports qui composent une contradiction, sous peine de disparaître il lui faut perpétuer ces rapports et donc reproduire à l'infini cette contradiction. Si le capitalisme a été amené à jouer un rôle progressiste malgré lui, en revanche c'est consciemment que la social-démocratie et le stalinisme devaient remplir une fonction contre-révolutionnaire, et c'est en tant que tel qu'il fallait les caractériser et les combattre impitoyablement au lieu de vouloir leur faire jouer un autre rôle ou leur attribuer je ne sais quelle vertu qui ne pouvait être qu'un poison.

En d'autre terme, il n'existait pas de contradiction entre le capitalisme, la social-démocratie dégénérée et le stalinisme, ils oeuvraient ensemble pour la même cause. En revanche, il en existait une entre eux et le prolétariat. Au lieu de s'en tenir à ce

constat, on nous expliqua que la social-démocratie dégénérée et le stalinisme étaient en proie à une contradiction avec le capitalisme qui pourrait se résoudre à notre avantage pour peu que les conditions s'y prêtent, mais comme cette contradiction n'existait pas finalement la situation devait fatalement tourner à l'avantage de nos ennemis, sans forcément attribuer un rôle révolutionnaire à la social-démocratie ou au stalinisme. Dit autrement, on nous expliqua que la social-démocratie dégénérée et le stalinisme pourraient être amenés à s'engager dans la voie de la rupture avec le capitalisme sans toutefois préciser que ce serait toujours au détriment des masses exploitées et du socialisme, se privant ainsi du moyen de les combattre efficacement ou en introduisant dans la tête des militants une terrible et fatale confusion. C'est ainsi que poussant cette logique jusqu'au bout des militants des différents courants se réclamant du trotskysme atterrirent au PS ou au PCF.

C'est ainsi également qu'ils en vinrent à déclarer que Tsipras aurait trahi le prolétariat grec, alors qu'en réalité il était tout simplement resté fidèle à l'idéologique ou aux intérêts de classe qu'il avait adoptés bien avant qu'on entende parler de lui ou qu'il accède au pouvoir.

Ruptures - A peine quelques semaines plus tard (Après le référendum de juillet 2015 - ndlr), son gouvernement signe avec l'Union européenne et ses acolytes un mémorandum qui ouvre une phase de capitulations d'ampleur inégalée : les « économies » sur les salaires, les retraites et les minimas sociaux sont amplifiées à un degré jamais vu en Europe en temps de paix ; privatisations, dérèglementations, casse du code du travail sont au programme.

Le parlement, renouvelé en septembre 2015, ne cesse depuis lors d'enchaîner les votes d'aggravation des mesures, sous la menace de stopper les tranches de prêts accordées à Athènes.

C'est sans fin : la semaine dernière encore, les « partenaires » européens de la Grèce ont obtenu que quatre centrales du service public d'électricité soient privatisées.

Supplique pathétique

Le chef du gouvernement grec martèle que la reconduction de la grande coalition allemande est « une condition indispensable aux réformes progressistes nécessaires et à la démocratisation de l'Europe ». Car, poursuit M. Tsipras, il y a désormais une chance « de mettre sur la table de l'Europe un agenda progressiste » permettant de sauver cette dernière.

Une grande coalition allemande est la « condition indispensable aux réformes progressistes nécessaires et à la démocratisation de l'Europe » – Alexis Tsipras

On a donc la confirmation que, pour la « gauche radicale », en l'occurrence grecque, le sauvetage « progressiste » de l'Europe a la priorité sur tout autre préoccupation, et passe par la reconduction d'Angela Merkel dans une configuration analogue à celle qui prévaut depuis 2013 – celle-là même qui fit fleurir des caricatures de Mme Merkel et de l'actuel président du Bundestag, Wolfgang Schäuble, en nazis dans les manifestations populaires qui furent nombreuses dans le pays, des années durant…

L'homme qui avait pourtant battu une « grande coalition » socialiste-droite dans son propre pays, estime désormais qu'« une véritable position de gauche consiste à s'engager pour des vrais changements et réformes, et non de garder propre son identité ».

On peut lui faire confiance : pour ce qui est de se salir les mains, Alexis Tsipras est, en trois ans, devenu champion toutes catégories. Mais puisque c'est pour sauver l'Europe…(Extrait de : Le fascinant texto d'Alexis Tsipras à Martin Schulz - Ruptures le 06 décembre 2017)

Ce qui est tout aussi pathétique et dramatique, c'est que chaque fois il faut attendre que la social-démocratie ou ses clones faussement gauchisés parviennent au pouvoir pour qu'on daigne enfin les caractériser comme il se devait depuis longtemps, quand il est trop tard, sans en tirer d'enseignements on est prêt à s'emballer pour un nouveau parti qui assumera la continuité politique des partis pourris rejetés par les masses depuis très longtemps aussi.

Il faut avoir conscience qu'on est obligé d'en passer par un affrontement direct avec le capitalisme, parce qu'il s'oppose à tout changement de mode de production et de distribution ou de répartition des richesses, à moins qu'on y renonce, mais je ne vois pas de quel droit on devrait y renoncer, et le moyen radical pour ne pas y renoncer ou être tenté un jour d'y renoncer, c'est de rompre avec le capitalisme et ses institutions puisqu'elles ne sont plus que des salles de marché ou de spectacle.

Parole de banquier : Devenez capitaliste !

Sachant que cela ne sera pas donné à tout le monde, le moins que vous pourrez faire en guise de consolation sera de vous résigner à vous en accommoder ou à l'adopter, de bon coeur ou dans la joie de préférence.

- Muhammad Yunus : « Tout le monde peut devenir entrepreneur » - lepoint.fr 25.12

L'économiste bangladais, Prix Nobel de la paix, surnommé le « banquier des pauvres » prône un nouveau système fondé sur l'altruisme et la générosité.

Extraits.

- ...le nombre d'humains vivant dans l'extrême pauvreté a diminué de plus de la moitié depuis 1990,

LVOG - La moitié sont morts de faim ou de sous-alimentation depuis, et l'autre moitié est tout simplement pauvre et voué à le rester...

- « C'est grâce à plein de choses : le libre-échange, la mondialisation, l'ouverture des frontières, la démocratie, les technologies, le partage de l'information. Tout cela a permis de diminuer la pauvreté. »

LVOG - Plutôt de l'étendre à tous les continents en subordonnant davantage les peuples au marché, tandis que les conditions de travail et d'existence de l'ensemble des travailleurs se dégradaient, et toutes expressions même limitées de la démocratie étaient systématiquement piétinées, leurs droits politiques bafoués et la société toute entière ou toute liberté mise sous surveillance. Plein de bonnes choses en somme.

- « Je ne blâme pas ceux qui font du profit. Mais ils peuvent aussi, parallèlement à leurs activités, faire du social business »

LVOG - C'est un oxymore sordide, le social étant incompatible avec le business ou la recherche du profit à tout prix, qu'un banquier ne peut pas blâmer, cela va de soi.

- « Nourrir une personne pour toujours à travers l'État providence, c'est lui retirer toutes les valeurs humaines »

LVOG - La laisser crever de faim est louable ou une vertu, que l'on accorde volontiers au système économique que vous soutenez.

Le Point - ...il est persuadé d'avoir LA solution pour arriver à zéro chômage : l'entrepreneuriat. « Tout le monde peut devenir entrepreneur », martèle-t-il.

« Mais si, tout le monde peut devenir entrepreneur ! Des millions de femmes ont pu monter un business au Bangladesh. Ce n'est pas une question d'éducation : certaines d'entre elles étaient illettrées et elles ont réussi. Ce dont ces personnes ont avant tout besoin, c'est un peu d'argent via le microcrédit pour lancer leur business. » Il évoque les États-Unis, où Grameen Bank a été introduite en 2008, où 86 000 personnes dans douze villes ont emprunté, en tout, 600 millions de dollars. La preuve, selon lui, que sa recette est universelle. « Dans le nouveau système que je propose, plus personne ne serait dépendant de l'État providence, tout le monde serait entrepreneur et prendrait soin de lui même. » On évoque alors le cas Uber en France, qui a généré toute une nouvelle génération d'entrepreneurs, mais aussi pas mal d'espoirs déçus, à cause notamment de l'attitude de plateformes vis-à-vis des chauffeurs. « Dans ce cas-là, on est dans une zone grise, car ces personnes restent très dépendantes d'une seule entreprise. Mais c'est une première marche vers le vrai entrepreneuriat. » Il poursuit : « La théorie vous a fait croire qu'être employé, c'est la sécurité tandis que l'entrepreneuriat, c'est la précarité. Mais qui vous dit que votre emploi ne va pas être détruit demain ? Et puis, le salariat c'est aussi bien souvent terriblement ennuyeux. Un monde où vous devez bien souvent sacrifier toute créativité pour rentrer dans les codes de votre entreprise. »

On enchaîne les questions qui fâchent, elles glissent sur lui. Certains acteurs du microcrédit l'ont transformé en juteux marché ? Ce n'est pas le cas de celui qu'il promeut. Les études montrant que certains emprunteurs utilisent leur prêt pour consommer et pas pour investir dans un business ? Pas dans le système qu'il a créé. Le fait qu'il se soit associé à certains grands groupes ou à des personnalités controversées – on pense par exemple à Ray Dalio, un des plus gros gérants des hedge fund au monde, qui a financé la création de Grameen America ? Il répond que c'est lui qui les utilise pour les orienter vers le social business, pas eux qui l'utilise pour améliorer leur image. On arrête-là l'entretien, le sourire du début est toujours là. lepoint.fr

Uber, quel bonheur! Et heureusement que de généreux oligarques veillent à entretenir la misère du monde, sinon qu'est-ce qu'ils deviendraient !

La plupart des femmes de mon village en Inde qui avaient contracté un microcrédit auprès du gouvernement étaient également illettrées, du coup il leur a été imposé un taux usuraire. La soeur de ma compagne Adi était dans ce cas-là. Elle a emprunté 50.000 roupies sur deux ans, et elle a remboursé plus de 100.000 roupies avec les pénalités de retard, soit un taux d'intérêt de 50% l'an. J'en sais quelque chose, car pendant deux ans elle a dû rembourser chaque mois l'équivalent de la totalité de son salaire, et c'est moi qui aie dû l'entretenir et même lui prêter de l'argent.

En Inde comme dans beaucoup de pays en Asie et en Afrique, il existe des millions d'Indiens qui tiennent des échoppes ou des commerces misérables et qui vivent dans la pauvreté, la promiscuité et la crasse. Ils travaillent toute l'année sans compter les heures pour un revenu dérisoire qui leur permet tout juste de ne pas crever de faim.

Effectivement, Israël est une colonie de l'oligarchie et «pas un vrai pays».

- Israël «pas un vrai pays» : le magazine Youpi retiré des ventes - LeFigaro.fr

Le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) s'était ému auprès du groupe Bayard d'une carte du monde ne reconnaissant pas l'État hébreu comme un «vrai pays». L'éditeur a choisi de retirer la publication des kiosques dès mardi.

Le numéro de janvier du magazine pour enfants Youpi va être retiré de la vente mardi, après avoir écrit qu'Israël n'était «pas un vrai pays», a annoncé lundi le groupe Bayard, répondant favorablement à la requête du président du Crif, Francis Kalifat. L'édition de janvier du mensuel contient une carte du monde avec la légende suivante: «On appelle ces 197 pays des États, comme la France, l'Allemagne ou l'Algérie. Il en existe quelques-uns de plus, mais tous les autres pays du monde ne sont pas d'accord pour dire que ce sont de vrais pays (par exemple l'État d'Israël ou la Corée du Nord)».

«On reconnaît une erreur, une maladresse, nous ne voulions évidemment en aucun cas contester l'existence de l'État d'Israël», a déclaré Pascal Ruffenach, président du groupe Bayard, qui édite le magazine Youpi. «Nous faisons acte de bonne volonté, c'est important de contribuer à l'esprit de pacification et d'apaisement», a-t-il ajouté. Contacté un peu plus tôt par l'AFP, le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) Francis Kalifat avait annoncé qu'à sa demande, le groupe Bayard allait retirer le numéro 352 de Youpi de la vente.

Le Crif a en outre demandé la publication dans le prochain numéro d'un «rectificatif ainsi qu'un article expliquant ce qu'est Israël et comment et pourquoi il est né», indique-t-il sur Facebook. Pascal Ruffenach n'a pas dit s'il donnerait suite à cette requête. «On a sorti le numéro de décembre dans lequel on expliquait les religions aux enfants. Nos publications suivent le rythme d'enfants de six ans, on verra comment faire au mieux pour les prochaines fois», a-t-il réagi.

L'État d'Israël a été proclamé en mai 1948 à la suite d'un vote de l'ONU sur le partage de la Palestine. Israël est membre de l'ONU depuis mai 1949. Le figaro.fr 25/12/2017

Rectifions : L'ONU n'a pas procédé au "partage de la Palestine" mais a légitimé son occupation coloniale ou sa disparition. Et puis s'il y avait eu partage les Palestiniens auraient disposé de leur propre Etat, or cela ne fut pas le cas, je précise sans partager la position en faveur de deux Etats.

Il faut ajouter que depuis 1949 Israël n'a jamais appliqué les multiples résolutions qui ont été votées par l'ONU en faveur des Palestiniens, donc du point de vue du Figaro, ce qu'ils appellent le droit international a continuellement été bafoué en toute impunité. D'où notre non reconnaissance d'Israël et notre refus d'accorder à l'ONU de s'immiscer dans les droits des peuples.

Commentaires d'internautes.

1- Honte à ce magazine

2- Bayard dit une vérité, le Crif fait les gros yeux, Bayard s'écrase. Le Crif est-il une vraie ... quoi donc au juste?

3- Incroyable que certains lobbies communautaristes puissent avoir autant de pouvoir dans notre pays. Si Israël est un vrais pays et pas une pure revendication idéologique pourquoi les gens du Crif qui s'en reconnaissent membre vivent-ils en France ?

4- Il est tout à fait exacte de dire que Israël ou la Corée du Nord ne sont pas reconnu comme des Etats à part entière, par toutes les nations. Au même titre que la Corée du Sud n'est pas reconnu par celle du Nord, la Palestine par les U.S.A ou encore Taiwan par la Chine par exemple, pourtant pour la plupart d'entre nous ses nations existent.

5- Comment le CRIF, explique-t-il aux petits Palestiniens que les gens qui habitent Israël lui volent son pays qui lui n'existe pas encore ?

6- Israël est le seul pays dont les frontières ne sont pas définitivement (ou durablement) établies.

En France.

Il faut assumer.

- Gérard Collomb se plaint de "passer pour le facho de service" - LePoint.fr

Dans l'orbite de Jupiter.

- La droite a "beaucoup à apprendre" d'Emmanuel Macron, estime Stefanini - AFP

Patrick Stefanini, ancien directeur de campagne de François Fillon, estime que la droite a "beaucoup à apprendre" d'Emmanuel Macron, qui a selon lui "restauré le prestige de la fonction présidentielle" et "élevé le niveau". AFP

Non, à par cela ils ne haïssent pas la plèbe, vous vous faites des idées...

- Interpellée sur Twitter par un sans-abri, la mairie de Paris décide de retirer des barrières anti-SDF - HuffPost FR

Ils ont été jusqu'à installer des barrières métalliques sur les grilles d'aération du métro qui dégagent un peu de chaleur, et où les clochards transis de froid venaient se réchauffer un peu. Abominable.

En fait, nous sommes en dessous de la réalité, ce sont des monstres de cruauté.

Des petits malins vont nous demander à quoi cela nous avance de le savoir. A eux, rien assurément. La question serait plutôt de savoir quand on en prend conscience et on en tire les leçons politiques qui s'imposent, avant qu'ils parviennent au pouvoir ou après quand il est trop tard. Dans le premier cela aurait pu servir à éclairer les travailleurs sur la véritable nature du PS, dans le second cela ne servira à rien puisqu'ils l'auront deviné eux-mêmes.

Ce n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd.

- Philippe Grangeon L’homme qui murmure à l’oreille droite de la gauche - Liberation.fr

Compagnon de route de longue date de la gauche réformiste, l’ancien proche de Dominique Strauss-Kahn et François Hollande, discret mais influent, accompagne désormais Emmanuel Macron.

Philippe Grangeon, directeur de la communication du groupe de conseil en numérique Capgemini, cadre dirigeant d’une multinationale, mais encarté à la CFDT. Inspirateur influent de l’épopée macronienne, sans jamais apparaître dans les médias. Membre dès fin 2015 de la petite équipe qui, autour du ministre de l’Economie, travaille en secret au lancement d’En marche, il est alors toujours visiteur officieux de l’Elysée. Chaque samedi matin, le tandem qu’il forme avec le communicant Robert Zarader continuait de se rendre au Palais pour discuter stratégie politique avec…François Hollande.

Selon Nicolas Théry, ancien comme Grangeon du cabinet de DSK et aujourd’hui à la tête du Crédit mutuel : « Il n’entre pas dans les cases partisanes. Sa filiation, c’est la deuxième gauche syndicaliste, celle d’Edmond Maire et des assises socialistes de 1974. Son obsession, c’est la transformation sociale.» Grandi dans une cité HLM du Val-d’Oise, avec un Deug d’histoire pour seul bagage universitaire, Grangeon en mesure très tôt l’impératif. Trop anxieux pour songer à faire de la politique «un métier», c’est en expert de la communication qu’il choisit de servir cette gauche réaliste, à ses yeux seule en mesure d’accompagner le changement. Collaborateur historique de Paul Quilès, qu’il suit dans ses différents ministères jusqu’en 1992, puis de Dominique Strauss-Kahn, maître de Bercy dans le gouvernement de Lionel Jospin. Entre ces deux moments de la gauche au pouvoir, c’est à la CFDT qu’il atterrit, recommandé par Martine Aubry. Au fil de ses expériences, l’hypersensible attentif à son «image morale», dixit Julien Dray, militant comme lui à la LCR durant ses années de fac à Villetaneuse, noue des amitiés indéfectibles. Dont certaines professionnellement déterminantes. Ainsi de Paul Hermelin, condisciple de Hollande à l’ENA et toujours son proche, rencontré au cabinet de Paul Quilès. En 2004, quand Grangeon doit céder son fauteuil de dirigeant d’une filiale de La Poste, préempté par la chiraquie de retour au pouvoir, Hermelin l’appelle à ses côtés à la direction de Capgemini pour piloter la communication de la multinationale en mutation.

Hollande candidat à la présidentielle, Grangeon fait son retour dans les coulisses politiques. L’ex-premier secrétaire du PS, qui le connaît depuis trente ans, apprécie le renfort : communicant avisé de Nicole Notat dans la grande crise des grèves de 1995, artisan de la victoire de Delanoë aux municipales de 2001 à Paris, Grangeon a prouvé que son «incroyable vision stratégique» n’était pas une légende.

Hollande élu, Grangeon dispose de son rond de serviette à l’Elysée. «Son credo, c’était qu’il fallait jouer davantage avec la société civile», se souvient Vincent Feltesse, qui rejoint la garde rapprochée présidentielle en mai 2014. «Il essayait de convaincre Hollande de la nécessité de créer un nouveau parti, idéologiquement plus cohérent et plus participatif. C’était son sillon.» C’est avec cette idée en tête qu’après les attentats de novembre 2015, Grangeon réunit à déjeuner autour du Président Nicole Notat et Pierre Pringuet, alors patron de l’Afep, le lobby des grandes entreprises. «Je pensais que l’émotion nationale ouvrait peut-être une fenêtre pour une recomposition politique, un accord républicain avec les progressistes de la société civile», se souvient-il.

A l’été 2012, son ami Nicolas Revel, ancien directeur de cabinet de Bertrand Delanoë à la mairie de Paris devenu secrétaire général adjoint de l’Elysée, insiste pour qu’il rencontre le jeune Emmanuel Macron, son homologue chargé des affaires

économiques. Prévu pour durer une demi-heure, l'entretien s'éternise tant les deux insomniaques se découvrent en phase. Même attachement à l'efficacité de l'action publique. Même sentiment que les partis traditionnels sont à bout de souffle. Très vite, ils deviennent alliés «pour faire réussir Hollande», dit Grangeon. «La discussion entamée alors ne s'est jamais interrompue», convient Macron le 21 novembre. Elle va même en s'intensifiant après la nomination du poulain de Hollande à Bercy. «C'est un détecteur de talents, de potentiel, il avait parié sur Delanoë et Hollande avant tout le monde. Cela a été pareil avec Macron, apprécie Nicole Notat. Philippe ne cherche pas la lumière : il est au service de la structure et de ceux en qui il croit.»

Quand, après les attentats de 2015, l'ambition politique de Macron prend forme, Grangeon l'encourage, enthousiaste à l'idée de voir se concrétiser son rêve politique. «J'aurais tellement aimé que François fasse cela», soupire-t-il. Le communicant en est alors convaincu : en attelage avec son audacieux ministre, Hollande peut encore emporter la présidentielle. «Il m'avait dit entre deux portes qu'il réfléchissait à un mouvement avec Macron, se souvient Feltesse. Mais personne n'imaginait à quel point Macron allait transgresser la manière de faire de la politique.»

Le discret conseiller est de toutes les réunions décisives du mouvement. «Il apportait son expérience des victoires et des défaites politiques, son expertise des organisations, relisait les discours, et aidait à la programmation», se souvient un membre de la garde rapprochée de Macron. Son influence ne se dément pas après la victoire du 7 mai. Notamment quand il s'agit de «repérer des talents», son dada. «En amont de la constitution du gouvernement, ceux qui sont un peu libres ont été amenés à donner un avis et moi tout particulièrement sur la société civile», admet le DRH improvisé de la macronie. Quelques mois plus tôt, c'est lui déjà qui avait soufflé au ministre de l'Economie le nom de Martin Vial pour prendre la tête de l'Agence des participations de l'Etat. Un retour d'ascenseur entre «frères d'armes» : ancien comme lui du cabinet Quilès, c'est Vial, devenu PDG de La Poste, qui lui avait confié en 2000 la direction de sa filiale, Mediaposte. Après la démission de Sylvie Goulard du ministère de la Défense, c'est encore Grangeon qui vante à Macron les mérites de Florence Parly, elle aussi ancienne du cabinet de Quilès, devenue l'épouse de Vial…

A 61 ans, Philippe Grangeon, qui vient de prendre sa retraite de Capgemini, se cherche une nouvelle utilité. Après avoir échoué de peu aux sénatoriales en septembre, il a intégré le bureau exécutif de la République en marche, «le principal actif de Macron», dit-il. liberation.fr 26.12

Voilà ce qu'on nous a intimé l'ordre de prendre pour la gauche sous peine d'être excommunié ou traité de gauchiste. Les faits nous donnent raison, simple constat. Quel enseignement en tireront ceux qui sont bien obligés d'admettre qu'ils s'étaient fourvoyés ? Aucun parce qu'ils ne l'admettront pas.

Apprenez-leur le caniveau !

- Trois villes testent la pub sur les trottoirs - Liberation.fr

Depuis lundi, les publicités peuvent s'afficher sur les trottoirs à Nantes, Bordeaux et Lyon. Liberation.fr 27.12

Le candidat En Marche russe du 1%.

L'AFP et les médias nationaux français ne font pas de propagande. La preuve du contraire, si nécessaire.

- Privé de présidentielle, l'opposant russe Navalny appelle au boycott - AFP

L'opposant numéro un au Kremlin, Alexeï Navalny, a appelé lundi au boycott de la présidentielle du 18 mars après le rejet de sa candidature à ce scrutin pour lequel Vladimir Poutine apparaît sans concurrence pour remporter un quatrième mandat. AFP

- L'opposant russe Navalny empêché de briguer la présidence - Reuters

- Présidentielle en Russie : la Commission électorale dit niet à Alexeï Navalny, qui est banni du scrutin - Franceinfo

- Russie : Alexeï Navalny privé de présidentielle - LeFigaro.fr

- Russie : Alexeï Navalny hors course - LePoint.fr

- Russie L'opposant Navalny se fait barrer la route de la présidentielle - Liberation.fr

- Russie : la candidature à la présidentielle de l'opposant Alexeï Navalny rejetée - LeParisien.fr

- Russie: Alexeï Navalny, opposant à Vladimir Poutine ne pourra pas se présenter à l'élection présidentielle HuffPost FR

- Russie : la candidature d'Alexeï Navalny rejetée - euronews

- L'UE critique l'exclusion de Navalny de la présidentielle russe - Reuters

La décision des autorités russes d'exclure l'opposant Alexeï Navalny de l'élection présidentielle prévue l'an prochain pose des questions sur la nature de ce scrutin, estime le service des Affaires étrangères de l'Union européenne dans un communiqué, lundi. Reuters 27.12

- Les Russes ne voient pas Alexeï Navalny président - fr.rbth.com 10 avril 2017

L'opposant affirme qu'il se présentera à la présidentielle de 2018, toutefois, compte tenu de ses condamnations dans le cadre d'affaires pénales, il n'a juridiquement pas la possibilité de se porter candidat actuellement.

En ce qui concerne la cote de popularité d'Alexeï Navalny, elle n'est toujours pas au beau fixe, bien que le nombre de ses partisans déclarés ait augmenté pour passer de 1% en janvier à 4% en février.

Pourtant, Alexeï Navalny a connu de plus beaux jours avec une cote de popularité maximale de 6% en 2013, qui a chuté à 1% la même année, a rappelé Levada. « Cette année-là, Alexeï Navalny est passé aux yeux du pouvoir du statut de +blogueur fou+ à celui de personnage important à l'échelle de Moscou. En effet, il s'est avéré aux élections du maire de la ville que, dans certaines circonstances, il était capable de totaliser un nombre non négligeable de voix (27%, ce qui le propulse à la deuxième place, RBTH) », a poursuivi Pavel Saline. C'est alors que l'opposant s'est retrouvé au centre d'une large campagne avec enquête et poursuites pénales, ce qui a implanté au sein de la population l'idée qu'Alexeï Navalny était un délinquant, a-t-il noté. fr.rbth.com 10 avril 2017

En réalité ces poursuites datent d'avant l'élection municipale de 2013, de décembre 2012 relatif à une escroquerie (Yves Rocher) remontant à 2008, ou une autre de 2007 avec Union of Right Forces (Union des forces de droite) selon Wikipédia.

Outre ses soutiens de Washington et Bruxelles, l'oligarchie et ses médias.

Wikipédia - Navalny was named "Person of the Year 2009" by Russian business newspaper Vedomosti.

Navalny was a World Fellow at Yale University's World Fellows Program, aimed at "creating a global network of emerging leaders and to broaden international understanding" in 2010.

In 2011, Foreign Policy magazine named Navalny to the FP Top 100 Global Thinkers, along with Daniel Domscheit-Berg and Sami Ben Gharbia of Tunisia, for "shaping the new world of government transparency". FP picked him again in 2012. He was listed by Time magazine in 2012 as one of the world's 100 most influential people, the only Russian on the list. In 2013, Navalny came in at No. 48 among "world thinkers" in an online poll by the UK magazine Prospect.

In 2015, Alexei and Oleg Navalny were chosen to receive the "Prize of the Platform of European Memory and Conscience 2015".

Traduction

Navalny a été nommé "Personne de l'année 2009" par le journal d'affaires russe Vedomosti.

Navalny a été chercheur mondial au World Fellows Program de l'Université Yale, visant à «créer un réseau mondial de leaders émergents et à élargir la compréhension internationale» en 2010.

En 2011, le magazine Foreign Policy a nommé Navalny au FP Top 100 Global Thinkers, aux côtés de Daniel Domscheit-Berg et de Sami Ben Gharbia de Tunisie, pour avoir «façonné le nouveau monde de la transparence gouvernementale». FP l'a repris à nouveau en 2012. Il a été classé par le magazine Time en 2012 comme l'une des 100 personnes les plus influentes au monde, le seul russe sur la liste. En 2013, Navalny s'est classé au n ° 48 parmi les «penseurs du monde» dans un sondage en ligne réalisé par le magazine britannique Prospect.

En 2015, Alexei et Oleg Navalny ont été choisis pour recevoir le "Prix de la Plateforme de Mémoire et de Conscience Européenne 2015".

- Navalny « démocrate » made in USA par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 29 mars 2017

Qui est Alexei Navalny ? Comme on peut lire dans son profil officiel, il a été formé à l'université états-unienne de Yale en tant

que fellow (membre sélectionné) du « Greenberg World Fellows Program », un programme créé en 2002 pour lequel sont sélectionnés chaque année à l'échelle mondiale à peine 16 personnes avec des caractéristiques propres à en faire des « leaders globaux » [1]. Ils font partie d'un réseau de « leaders engagés globalement pour faire du monde un endroit meilleur », composé actuellement de 291 fellows de 87 pays, en contact les uns avec les autres et tous reliés au centre états-unien de Yale.

Navalny est en même temps co-fondateur du mouvement « Alternative démocratique », un des bénéficiaires de la National Endowment for Democracy (Ned), puissante « fondation privée à but non lucratif » états-unienne qui avec des fonds fournis y compris par le Congrès finance, ouvertement ou en sous-main, des milliers d'organisations non-gouvernementales dans plus de 90 pays pour « faire avancer la démocratie » [2]. La Ned, une des succursales de la CIA pour les opérations secrètes, a été et est particulièrement active en Ukraine. Elle y a soutenu (selon ce qu'elle écrit) « la Révolution de Maïdan qui a abattu un gouvernement corrompu qui empêchait la démocratie ». Avec pour résultat que, avec le putsch de Place Maïdan, a été installé à Kiev un gouvernement encore plus corrompu, dont le caractère démocratique est représenté par les néo-nazis qui y occupent des positions clé. Réseau Voltaire 29 mars 2017

[1] M. Navalny a été parrainé pour ce programme par Michael McFaul, futur ambassadeur des États-unis à Moscou.

[2] « La NED, vitrine légale de la CIA », par Thierry Meyssan, ?dnako (Russie) , Réseau Voltaire, 6 octobre 2010.

Commentaires d'internautes suite à un article du Figaro du 27 mars 2017 : Qui est Alexeï Navalny, le principal opposant à Vladimir Poutine ?

1- C'est étonnant cette fascination en Occident pour les personnages peu recommandables. Alexeï Nalvany est devenu soudainement un adepte de l'anti corruption alors qu'il avait tout de même monté une escroquerie avec son frère, escroquerie au détriment de la distribution en Russie des produits Yves Rocher qui avait apporté a l'entreprise française beaucoup d'ennuis.

Non Nalvany n'est pas l'Ange Blanc présenté dans cet article.

2- Le principal opposant qui ne pèse pas 1%, qui a des propos qui vous scandaliseraient si Poutine ou Medvedev les tenaient sur l'immigration, qui est impliqué dans des affaires de corruption et qui intéresse plus les Européen que les électeurs Russes. Les partis opposants réels à Poutine, qui reçoivent des suffrages et l'intérêt de la population, se nomment Parti Communiste et Parti Libéral Démocrate.

3- Navalny a débuté sa carrière d'opposant en créant un mouvement nationaliste et xénophobe - "les marches russes".

En premier lieu il était dirigé contre les ressortissants du Caucase. Les slogans de ces "marches" ont été : "Il faut arrêter de nourrir et financer le Caucase"

Les occidentaux font mine de ne pas le savoir ! Ils préfèrent de fabriquer de Navalny, leur "chouchou", l'opposant de Poutine numéro 1

Les médias occidentaux, qui accusent Poutine d'être un nationaliste (ha ha), alors que Poutine représente 182 nationalités de la Russie, et qui applaudissent le xénophobe nationaliste Navalny seulement par ce qu'il se proclame un "opposant a Poutine", ne sont pas a une contradiction près...

4- Donc un opposant quasi-inconnu type Cheminade fait une manifestation sur un lieu non-autorisé, comme la manif pour tous aux Champs Elysée où il y a eu des condamnations à 2 mois fermes, se prend juste 15 jours et il y en a pour hurler à la dictature?

Ensuite on apprend que c'est un escroc et un xénophobe.

Là, je vais savourer les commentaires des "grands défenseurs de la démocratie occidentale" se tortillant dans leur contradictions pour prendre sa défense.

5- Un exoligarque coupable et condamné avant 2011 pour divers délits de conflits d intérêts et de détournements de fonds ;il est parti aux USA faire ses classes et est revenu en Russie pour jouer à l'opposant.

6- Le dit principal opposant à Vladimir Poutine pèse 1%.

-C'est l'opposant soutenu par Washington et les médias occidentaux.

-0 chance.

7- C'est tout simplement un agent de la CIA !

Ils sont Charlie. Et ils nous menacent d'une guerre civile qui est déjà rampante.

- « Monsieur Schrameck, suspendez l'attribution de la licence de diffusion à Russia Today » - Le Monde

Dans une tribune au « Monde », un collectif de spécialistes de la Russie interpelle Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), considérant que l'autorisation donnée à la chaîne Russia Today (RT) de diffuser en France est d'une extrême gravité.

Tribune. Nous nous adressons à vous, Olivier Schrameck, au sujet de l'autorisation qui serait prochainement accordée à la chaîne Russia Today (RT) d'émettre en français sur les réseaux de télévision en France.

Quand on sait les pratiques de cette chaîne, dénoncées publiquement par le président de la République lui-même, et que l'on prend connaissance de la composition actuelle de son conseil d'éthique après le renoncement d'un de ses trois membres (qui constitue en soi une modification de la convention passée avec le CSA), et alors même que le Parlement européen a mis en garde contre la désinformation exercée par l'Etat russe et a pris des mesures pour la contrer (résolution 2016/2020-INI), une telle autorisation ne pourrait que susciter une profonde incompréhension, sinon l'indignation.

Russia Today est accusée aujourd'hui par des responsables du plus haut niveau aux Etats-Unis comme en Europe de semer la zizanie et d'affaiblir les démocraties. Au motif qu'elle relaie la propagande du Kremlin, cette chaîne est désormais obligée par les autorités américaines de s'enregistrer comme « agent de l'étranger ». Guerre hybride

Mme Theresa May, première ministre britannique, a, le 13 novembre, accusé les médias russes d'avoir poussé les Britanniques à la désunion à l'occasion d'élections récentes. La ministre espagnole de la défense, Mme Maria Dolores de Cospedal, a dénoncé trois jours plus tard une ingérence russe dans les affaires internes de l'Espagne.

Dans un tel contexte de guerre hybride, l'autorisation donnée à Russia Today de diffuser en France est d'une extrême gravité car elle peut conduire au brouillage des esprits et à la désunion des Français.

En conséquence, nous vous prions, au nom de la préservation de la paix civile, de suspendre l'attribution de la licence de diffusion à Russia Today sur le territoire français. Le Monde 20.12.2017

- Un appel à interdire la chaîne RT France provoque une vive levée de boucliers par Comité Valmy - 22.12

Source : RT

Une lettre ouverte dans Le Monde appelant à empêcher RT France de diffusion, a provoqué de vives critiques de la part de Moscou. En outre, la Fédération internationale de journalistes (FIJ) a fait savoir sa solidarité avec leurs confrères de RT.

Le 21 décembre, la Fédération internationale de journalistes (FIJ) a « exhorté » les autorités françaises à ignorer les appels à la révocation de la licence de RT France, alors qu'une tribune paraissait le jour même dans l'hebdomadaire Le Monde, signée par une dizaine de personnalités se présentant comme spécialistes de la Russie, et appelant à l'interdiction de la chaîne RT France.

« Nous exhortons les autorités françaises à ne pas accepter ces demandes. Nous appelons également des collègues de RT France à mener à bien leurs tâches d'information en accordant une grande attention aux aspects éthiques de la profession, afin de montrer que les accusations portées contre eux sont absurdes », a déclaré Philippe Leruth, président de la FIJ.

Alors que la tribune publiée dans l'hebdomadaire du soir assure que l'autorisation d'émettre accordée à RT France est « d'une extrême gravité car elle peut conduire au brouillage des esprits et à la désunion des Français », Philippe Leruth dénonce le risque d'« une censure cachée ». Il souligne en outre que celle-ci « n'est pas basée sur des faits, mais sur le message général venant des Etats-Unis ».

A peine lancée, déjà au cœur de la polémique

En outre, la chaîne télévisée n'a commencé à émettre dans l'Hexagone que le 18 décembre dernier. Elle n'a donc que trois jours d'existence : bien assez, selon les auteurs de la tribune, qui souhaitent empêcher les journalistes de RT France de présenter leur travail aux Français.

De son côté, la présidente de RT France, Xenia Fedorova, n'a pas manqué de réagir :

« Il est surprenant que les médias français soient si prompts à insulter l'intelligence et la capacité de jugement de leurs propres compatriotes, visiblement si vulnérables au "brouillage des esprits" et à la "désunion", selon les auteurs de la tribune. Voilà qui illustre parfaitement pourquoi les Français désirent tant entendre de nouvelles voix dans les médias d'informations. »

Pour la chef de RT France, en outre, le fait que la tribune soit publiée dans le quotidien Le Monde ne doit rien au hasard.

Autre réaction indignée : celle de Jean-Robert Raviot, professeur de civilisation russe à l'université Paris-Ouest Nanterre. Sur Facebook, l'universitaire déplore le manque de sérieux de la tribune, pointant du doigt, en particulier, le caractère politisé de ses auteurs. « Cette tribune est une tribune de militants qui avancent masqués », assure-t-il, assimilant ceux-ci à ce qu'il appelle la « gauche Pentagone », à savoir « un vaste et puissant secteur de l'élite intellectuelle, stratégique et médiatique française qui, de manière systématique, défend l'atlantisme intégral, la continuation de la vieille guerre froide et sa diabolisation permanente de la Russie par tous les moyens ».

« Sous couvert de dénoncer la "menace russe" en "spécialistes", ils servent la soupe des tenants de l'hégémonie contre le pluralisme », ajoute Jean-Robert Raviot.

Indignation du côté du Moscou

Du côté des autorités russes également, la tribune anti-RT n'est pas passée inaperçue. Pour la porte-parole de la diplomatie russe Maria Zakharova, la source d'inspiration des auteurs de la tribune ne fait aucun doute : « La provenance de ce signal est évidente : il provient directement de l'Etat français et du président. C'est une évidence. » Elle a rappelé que si les voix se multiplient pour tenter d'empêcher les journalistes de RT France de travailler librement en France, leur argument est lui unique. Il consiste à rappeler « la citation d'Emmanuel Macron à propos de la chaîne » à Versailles en mai dernier.

Plus tôt dans la journée, Vladimir Djabarov, Premier vice-président du Comité des affaires internationales du Conseil de la Fédération, avait prévenu que si le droit d'émettre était retiré à la chaîne RT France, les médias français en Russie « recevraient sans aucun doute une réponse – le même type de mesures que celles que nous avons prises contre les médias américains. » Début décembre, Moscou a classé neuf médias américains diffusant sur son territoire « agents de l'étranger », après que Washington a pris une mesure similaire contre des médias russes dont RT.

- (RT Bashing) L'angoisse de nos médias face à la perte de leur monopole de la propagande - les-crises.fr 24.12

https://www.les-crises.fr/rt-bashing-l-angoisse-de-nos-medias-face-a-la-perte-de-leur-monopole-de-la-propagande/

Commentaires d'internautes.

1- Je lis et regarde RT en anglais au quotidien. Je mets au défi quiconque de donner un lien vers un article de "fake news" chez RT. C'est la qualité journalistique de ce média qui fait peur, face aux propagandistes que sont devenus le Monde et Libération que je ne lis plus alors qu'ils ont été mes quotidiens préférés pendant de nombreuses années. J'espère que RT France sera à la hauteur de RT international.

2- "Russia today" : avec un nom pareil, même si ça donne une vision partiale et russe, on ne peut pas dire qu'il y ait tromperie. Ces réactions contre RT me terrifient. Plus que tout ce que j'ai lu ici, elles me convainquent que l'information n'est plus libre en France.

3- "Le combat acharné de quelques journaux contre l'arrivée d'une seule chaine russe, à l'audience somme toute limitée, et sous contrôle du CSA, en dit long sur leur crainte viscérale de perdre le monopole de l'information – et donc de la propagande -, et de voir leurs méthodes remises en cause."

La peur de l'arrivée d'un média concurrent est en effet un facteur d'explication de la réaction épidermique des journalistes déjà installés. Mais leur réaction en dit tout aussi long sur la manière dont ils pensent leur métier, presque leur mission : nous dire ce qu'il faut penser de.

Les medias main stream misent sur le biais de confirmation (faire adhérer plus fort le lecteur / client) alors que le public est désormais capable / désireux de croiser les sources, de savoir comment se fabrique le consentement … ils se tirent une balle dans le pied.

RT a de beaux jours devant elle. Elle correspond à la demande de pluralité du public. Cette pluralité est également celle du Media innovant https://www.lemediatv.fr/ dont j'espère (j'ai peu de doutes) il sera question ici prochainement.

4- Il y a quelque chose qui m'échappe.

Que reproche t'on à Poutine ?

-De défendre sa puissance militaire en annexant la Crimée ou se trouve la base militaire de Sébastopol et dont les habitants sont russophone et à 60% d'origine Russes ?

-De défendre Bachard El Assad en écrasant Daesh afin de protéger également sa base navale de Tartous seul point de ravitaillement et de réparation de la Marine russe en mer Méditerranée ?

Ces faits sont sujets de critiques et c'est normal mais si l'opprobre est jetée sur le gouvernement Russes majoritairement pour ces raisons comment se fait t'il que "les journalistes" n'aient pas la même langage vitupérant concernant le gouvernement Américain?

N'est ce pas ce gouvernement qui a détruit l'Irak sous de faux prétextes engendrant plus de 500 000 morts.

N'est ce pas ce pays qui tue des civils par centaines avec leurs drones en Afghanistan,Yémen etc…

Dites 'les journalistes' vous n'auriez pas une mémoire sélective …

5- Donc à quand remonte l'orientation politique de ces élites ?

S'il fallait dater officiellement, je dirais depuis la théorie du Heartland de Halford John Mackinder : "The geographical pivot of history" (1904), réaménagée par Zbigniew Brzezinski dans son "Grand Echiquier". Le territoire pivot est… la Russie ! https://www.youtube.com/watch?v=UnemesFU4y8 La formation de l'Union Européenne sous égide américaine/OTAN, le rattachement des derniers arrivés de l'Est, Ukraine comprise, les "printemps arabes" du Moyen-Orient, les guerres en Syrak, Afghanistan, Corée du Nord sont partie de la feuille de route Mackinder.

6- Mais pourquoi les Pseudos Journalistes ne posent pas les questions qu'il faudrait poser du genre cf cet article sur l'ECFR fondé par Georges Soros ?

http://bruxelles.blogs.liberation.fr/2007/10/02/soros-milite-po/

Christine Ockrent &Sylvie Kauffmann sont telles de vraies journalistes ou des agents de l'ECFR ?

http://www.ecfr.eu/paris/fr/conseil

Voire d'autres officines moins sympathiques

https://twitter.com/SylvieKauffmann/status/321716335228882944

Le conseil es stratégie François Heisbourg est il membre du lobby militaro industriel Anglo-Saxon

http://www.iiss.org/en/persons/iiss-s-governance-s-and-s-advisory-s-structure/francois-s-heisbourg

Les voila les vrais questions qu'ils ne posent et que RT va poser à leur place.

7- On connaît les positions néoconservatrices de François Heisbourg. Ce qui est moins connu : dans une note intiitulée "L'espionnage de l'Est et la gauche", Raymond Nart, n° 2 de la DST dans les années 1990, écrivait : "François Heisbourg était, en réalité, un agent américain…" (Roger Faligot et Pascal Krop, DST Police secrète, Flammarion, 1999, p. 640).

8- Ce déchainement médiatique anti-russe est vraiment un cas d'école de propagande atlantiste. La "gauche pentagone" française qui n'a de gauche que le nom bien sur mais le terme fait sens, fait tomber son masque toute empressée de se jeter sur l'intrus venu du froid. On peut voir les visages de nos chères "élites" et leur cortège de serviteurs de presse qui apparaissent les uns après les autres comme des "poupées russes".

9- Effectivement, l'expression "la gauche Pentagone" est magnifique ! Merci au site Les Crises de m'informer des travaux de JR Raviot, ainsi que du livre récent "La France atlantiste" de Hadrien Desuin, que je vais m'empresser d'acquérir… avec, quand même, un bémol (mais j'attends de l'avoir lu) parce que, dans la présentation du livre, je pointe ceci : "comment, en 10 ans, la France est devenue la vassale de l'Amérique". Lisant "L'Ami américain" d'Eric Branca, remarquable, on comprend que cette "gauche Pentagone" est à l'oeuvre depuis la fin des années 40…

10- Devant la déferlante médiatique je me suis mis à regarder par moi même. Et finalement j'ai rallumé ma TV sur la chaine 359 et au surprise, des reportages, des avis contraires sur un sujet, et pas trop de 39/45 comme cela passe sur les autres chaînes (car pas une semaine sans un truc sur Hitler ou 39/45 oui je regarde les programmes)

Finalement j'ai mis la chaine RT en favori et il y a une différence avec les autres chaînes d'information .

Dire que c'est la chaine de Poutine est un mensonge ou la voix du Kremlin .

Pour moi c'est une chaine d'info avec des reportages avec un autre angle de vue

Et je suis assez critique pour me faire mon avis depuis que je n'ai plus de TV (3 ans)

- Le hold up de la "gauche" sur "l'intelligence" et la "liberté d'expression" est devenu tout à fait abominable !

11- Tout cela signifie que dans nos démocraties occidentales, l'opposition au système libéral n'est tolérée que jusqu'à un certain niveau et même seulement à la marge. Je ne parle pas d'opposition gauche/droite qui ne veut plus rien dire mais d'opposition radicale (c'est à dire remontant à la racine) au libéralisme.

Nos chiens de garde, pensant que RT va donner des coups de boutoir dans ce système, font un tir de barrage en guise d'avertissement.

Bien évidemment, je regarde et écoute RT. Enfin une vraie chaîne d'info dans le PAF. Je ne compte pas les chaînes de propagande BFM, LCI, CNEWS et FI.

12- La différence entre l'occident et la Russie de Poutine, c'est qu'en Russie l'état a pris le contrôle des oligarques, alors qu'en occident c'est l'inverse.

Par Etat en Russie il faut voir des organismes institutionnels comme le FSB, (ex KGB), et l'armée avec un chantage aux oligarques, "vous êtes tous corrompus, enrichis en pillant l'ex Urss mais soit vous collaborez avec l'Etat et on ferme les yeux, soit vous êtes poursuivis pour corruption", soit "enrichissez vous mais au service de l'intérêt du pays " comme sous de Gaulle !

Dans les deux cas, occident et Russie nous avons un régime d'oligarques, mais en occident c'est la ploutocratie mondialiste et atlantiste au service des intérêts de la ploutocratie US, en Russie c'est une ploutocratie sous contrôle de l'Etat comme sous de-Gaulle !

Dans les deux cas il s'agit d'une économie capitaliste très inégalitaire.

13- Ben oui, chez nous la pensée unique et les médias aux ordres de la finance nous obligent à la russophobie … du "Mac Cartisme" à la française … Occident convaincu d'être le seul détenteur de la vérité vraie …

Cela fait des années que je peux suivre ce qui se passe en Russie car j'ai de la famille qui vit là bas et effectivement il existe chez les russes une grande déception car ce sont des francophiles de vieille date.

Il existe 3 sites internet, dont RT et un journal que l'on peut télécharger gratuitement, francophones …

Un peu d'ouverture d'esprit ferait du bien à la majorité de nos concitoyens si sclérosés dans leur certitude absolue de détenir la vérité … Il est vrai que cette presse russe a aussi ses travers et que l'information délivrée n'est pas totalement innocente mais d'avoir une autre version des faits permet de comprendre les évènements.

14- A propos de l'article de «Elle» son auteur D.W. sait-il/elle que Voltaire avait des liens particuliers avec la Russie, et qu'il a entretenu une longue correspondance avec Catherine II. Non… et bien c'est vrai : Voltaire pourrait être classé par nos procureurs médiatiques comme agent d'influence russe!

Ne serait-il pas largement temps d'instaurer un cordon sanitaire autour de nos chères têtes blondes en interdisant simplement l'enseignement des écrits du philosophe au collège? Qui sait peut-être qu'en lisant deux pages de "Candide" nos gosses se mettraient à trouver Poutine sympa… Le danger est trop grand, ma brave Dame.

Et puis les russophobes hystériques qui squattent les médias pourraient organiser un autodafé du "Traité sur la tolérance". Un livre dangereux pour eux puisqu'il dénonce la fanatisme…

15- Je propose que l'Éducation nationale interdise également Denis Diderot (il est allé à Saint-Pétersbourg, invité par Catherine II qui a osé financer l'Encyclopédie, ce "fake book"), la comtesse de Ségur (née Rostopchine, ce qui rime avec Poutine), Jules Verne (c'est louche, cette histoire de Michel Strogoff)…

Mieux qu'une Troisième Guerre mondiale : la guerre perpétuelle.

- En guerre perpétuelle : la pensée américaine fait du surplace, par Paul R. Pillar

Tel un hamster en cage courant dans sa roue, le peuple américain est piégé dans des guerres perpétuelles pour lesquelles les élites des affaires étrangères n'offrent aucune voie de sortie, mais seulement des excuses pour continuer, observe l'ex analyste de la CIA Paul R. Pillar.

Andrew Bacevich a déjà exposé ailleurs les nombreuses raisons pour lesquelles, comme il le dit, « la grande majorité des Américains ne se soucie guère » du fait que leur pays soit englué dans ce qui désormais correspond à un état de guerre permanent à l'étranger. Ces raisons comprennent, par exemple, le fait que les coûts réels de ces expéditions militaires n'ont pas été vraiment chiffrés, et que le discours public américain sur la politique étrangère relève d'une magnifique langue de bois. (...)

Le contexte de l'état de guerre permanent des États-Unis d'Amérique qui a prévalu pendant les 16 dernières années contraste singulièrement avec ce qui a été l'approche traditionnelle américaine de la guerre et de la paix. Et c'est là que réside un autre ensemble de raisons expliquant pourquoi les Américains restés à la maison ne prennent pas fait et cause pour leurs compatriotes qui ont dû prendre les armes et combattre sans cesse outre-mer. Cette tradition est née au cours du dix-neuvième siècle et fut cimentée par ce qui reste le plus grand effort de guerre outre-mer Américain : la Seconde Guerre mondiale.

Cette tradition voulait que la guerre soit une nécessité relativement peu fréquente et impliquait une mobilisation américaine pour abattre le monstre du moment. Celui-ci étant clairement défini, puis, après une victoire nette et sans bavure, un retour aux préoccupations de temps de paix.

Comme j'ai pu le dire extensivement ailleurs, ce format auquel une guerre est sensée se conformer – et particulièrement l'attente qu'une guerre est sensée avoir une fin définitive et identifiable – a entraîné de nombreux problèmes une fois confronté à des activités américaines plus constantes à l'étranger. (...)

Le modèle mental de guerre finie sous-tend l'attitude nonchalante du public américain à l'égard d'une implication guerrière permanente à l'étranger. (...)

A un certain niveau de la psyché américaine se loge la croyance que le combat d'aujourd'hui, comme la plupart de ceux d'hier, aura une fin claire (et victorieuse). Ainsi, la plupart des Américains ne pensent pas devoir analyser et discuter la perspective qui devrait être extrêmement gênante que des Américains vont devoir combattre à l'étranger pour toujours.

Que les interminables combats actuels furent engagés dans le cadre de la prétendue « guerre contre le terrorisme » a contribué à ces problèmes de manière significative. (Bacevich liste parmi les raisons de cette acceptation de la permanence de la guerre « la frénésie médiatique autour du terrorisme qui continue encore et encore »)

Le label « guerre contre le terrorisme » et le concept associé ne furent jamais logiques. Comme le défunt Zbigniew Brzenzinski l'a dit dans un de ses commentaires, appeler cela la guerre contre le terrorisme a autant de sens que d'appeler la seconde guerre mondiale « la guerre contre le blitzkrieg ». Le terrorisme est une tactique qui a été utilisée depuis des millénaires, et en tant que tel, s'opposer à lui ne peut jamais prendre fin. Cette terminologie de « guerre » a également encouragé la militarisation excessive du contre-terrorisme. (...)

Viennent ensuite les tendances sur ce que les Américains pensent à propos de l'implication de l'Amérique dans le monde – particulièrement cette tendance à croire que tout problème à l'étranger peut être résolu avec suffisamment de détermination et d'effort, et que les État-Unis d'Amérique devraient être l'acteur qui prend la tête pour les résoudre. Il y a une grande réticence à quitter toute situation qui est encore chaotique, car partir ressemble à un échec, quels qu'aient été les objectifs U.S qui auraient été atteints.

Ces habitudes américaines viennent renforcer cette tendance naturelle de traiter les dépenses à fonds perdus comme des investissements. Le résultat est un élargissement récurrent du champ de la mission, dans laquelle des expéditions commencées afin de lutter contre le terrorisme mutent en une entreprise de construction d'une nation ou en un effort pour contrer l'influence d'un état tiers.

Le fait que la guerre actuelle dure depuis si longtemps a encouragé l'acceptation comme la nouvelle norme. Une grande partie d'une génération a atteint l'âge adulte en sachant que les États-Unis ont toujours été en guerre à l'étranger. La guerre permanente, et le refus d'accepter tout ce qui pourrait être dépeint comme une défaite, est devenu un cadre de référence non seulement pour

le grand public, mais aussi pour les experts de la politique étrangère. (...)

La raison ultime d'après Sky (Emma Sky (qui était conseillère politique d'un des commandants militaires américains en Irak -ndlr) pour rester militairement en Irak semble être, comme c'est le cas de bon nombre de ces sortes arguments, de contrecarrer l'influence iranienne – peu importe que l'Iran ait été du même côté que les États-Unis dans la lutte contre l'État islamique. Sky écrit que si l'influence iranienne n'est pas maîtrisée, « cela pourrait mener non seulement à une confrontation irano-saoudienne, mais aussi à une confrontation irano-israélienne ».

Cela semble être autant un problème avec l'Arabie saoudite et Israël qu'avec l'Iran. C'est d'ailleurs une réflexion sur la façon dont la progression de la mission a dépassé les notions élargies de contre-terrorisme et même au delà de l'édification d'une nation pour s'immerger dans les rivalités régionales de quelqu'un d'autre. Cette logique oublie aussi comment tout le chaos irakien, y compris l'influence iranienne accrue, que Sky ne veut pas quitter alors que c'est encore un chaos, a commencé avec une invasion militaire américaine.

Dans aucun des traitements de ces guerres, en Irak et en Afghanistan, il n' y a de base pour identifier ou s'attendre à une conclusion des missions. Il n' y a pratiquement pas de lumière suggérant qu'il y a un bout du tunnel, et encore moins une vision de son extrémité.

Avec des observateurs avertis qui succombent à l'idée que la guerre permanente est normale, il n'est pas surprenant que l'opinion publique américaine ne semble pas être plus dérangée que cela par les guerres actuelles.

Paul R. Pillar, au cours de ses 28 années à la Central Intelligence Agency, est devenu l'un des meilleurs analystes de l'agence.

Source : Consortium News

Ils osent tout

- «Prions pour […] la coexistence […] de deux Etats aux frontières […] reconnues au niveau international.» - Liberation.fr

- Russie L'opposant Navalny se fait barrer la route de la présidentielle - Liberation.fr

- Franc CFA : un débat, des dégâts - Liberation.fr

Le renvoi brutal de l'économiste opposé au franc CFA Kako Nubukpo de l'Organisation internationale de la francophonie fragilise un peu plus cette institution. Et relance les interrogations autour de la monnaie africaine. Liberation.fr

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

Espagne

- Espagne: Hausse du salaire minimum de 4% en 2018 - AFP

Le gouvernement, le patronat et les syndicats espagnols ont signé mardi un accord relevant le salaire minimum de 4% en 2018, pour le porter à 992 euros d'ici 2020 dans une des économies les plus dynamiques de la zone euro.

"C'est un pas en avant pour corriger l'anomalie historique" que constitue un salaire minimum trop bas, a déclaré le secrétaire général du syndicat Commissions ouvrières (CCOO), Unai Sordo, rappelant que "l'Espagne a souffert d'un processus aigu de dévaluation salariale" pendant la crise économique mondiale.

L'accord finalisé mardi prévoit de relever le salaire minimum de 825 à 858 euros (sur douze mois) en 2018, avec des progressions annuelles pour arriver à 992 euros en 2020.

Ces augmentations annuelles seront maintenues "tant que la croissance atteindra 2,5% et la création d'emplois 450.000 emplois par an", a précisé le chef du gouvernement conservateur, Mariano Rajoy.

Selon les prévisions de son gouvernement, la croissance sera de 3,1% cette année et, a-t-il ajouté, "ce ne sont pas un demi million d'emplois qui seront créés mais près de 600.000". "C'est un accord raisonnable et un accord viable", a estimé M. Rajoy.

En 2017, le salaire minimum avait connu sa plus forte hausse depuis trente ans, le gouvernement ayant concédé une augmentation de 8%.

Il reste néanmoins très bas par rapport à l'Europe. Le SMI brut est de 1.467 euros en France mais de 618 euros au Portugal.

Le taux de chômage, après un pic à 27% début 2013, a fortement reculé mais reste le deuxième plus élevé de la zone euro après la Grèce, à 16,4% au troisième trimestre.

La réforme du travail adoptée en 2012 par le gouvernement de Mariano Rajoy a contribué au reflux du chômage au prix d'une grande précarisation.

L'Espagne détient également le record de la proportion de contrats temporaires dans la zone euro, avec près d'un contrat sur trois. AFP 26.12

Haut de page

Le 30 décembre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (31 pages)

J'avais oublié de télécharger la causerie de novembre dans le serveur.

En somme, la page d'accueil du portail pourrait faire office de programme politique.

Se réclamer du socialisme ou du communisme implique qu'on a adopté consciemment une méthode pour interpréter l'évolution de l'homme, de la société, du monde, de la nature, le matérialisme dialectique et historique, ce qui signifie nullement qu'on le maîtriserait ; qu'on a intégré un ensemble de valeurs, de principes, etc. qu'on applique en toute circonstance, encore faut-il avoir acquis une vision parfaitement claire des différents acteurs qui interviennent dans la société ; qu'on s'est doté d'un idéal humaniste qui s'identifie avec l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme et toutes les représentations idéologiques auxquelles elle avait donné le jour, abolition pour laquelle nous oeuvrons quotidiennement, à condition de discerner leur rôle pour ne pas y être soi-même subordonné.

A tout prendre, cet engagement n'est pas plus contraignant que les conditions d'existence qu'on nous impose de subir, qui plus est, il permet d'avoir un avant-goût de la liberté qui nous est si chère et qu'on ne peut savourer qu'en la partageant ou en aidant le plus grand nombre à y accéder ou d'en faire l'expérience. Si vous vous demandiez quel intérêt individuel on en tirerait, vous avez là la réponse, comme quoi il n'y a rien d'inavouable dans nos intentions ou notre démarche, que par ailleurs nous assumons totalement.

Dès notre naissance, leur société nous impose une multitude de rapports dans lesquels nous devons nous fondre et reproduire, qui formatent notre mode pensée et notre comportement, comme s'ils existaient de toute éternité ou qu'il serait impossible d'en changer. Et si elle a bien prévu que nous devrions en être un des acteurs ou y remplir une fonction sociale, en revanche elle a omis de nous demander laquelle ou notre avis, elle dispose de notre destin en ne nous accordant pas le droit d'en changer, c'est la raison pour laquelle elle a exclu qu'on puisse la contrôler ou déterminer son orientation, l'engagement politique en comblant cette lacune est à la fois légitime et une nécessité. Il devrait être aussi naturel que la fonction sociale que nous remplissons, ce qu'ont parfaitement intégré ou conscience nos ennemis.

Ce n'est pas seulement le travail qui est aliéné en régime capitaliste, mais tous les rapports qui en découlent, de sorte que l'engagement politique est étranger au travailleur ou ne lui vient pas spontanément à l'esprit, ce qui revient à abdiquer ses droits ou à admettre qu'il est normal que ses besoins ou aspirations ne soient pas satisfaits, pour finalement se laisser gouverner dans une relative nonchalance ou insouciance dont profitent ceux qui ont juré sa perte ou lui pourrissent la vie.

Faites tomber les masques. Qui est plus royaliste que le roi ?

En parlant de Hollande, qui a exprimé un regret à haute voix ou s'est laissé à un aveu en disant : "*Il ridiculise la fonction présidentielle*".

Réponse : Alexis Corbière, député La France insoumise de Seine-Saint-Denis, invité politique de franceinfo, vendredi 29 décembre. francetvinfo.fr 29.12

Si vous aviez un doute sur leurs réelles intentions à s'attaquer à la Ve République, vous n'en aurez plus dorénavant, merci monsieur Corbière.

Ils osent tout. Au temps des Facebook-présidents ou Premier ministre.

Comment une cellule secrète de Facebook manipule les opinions publiques par Shelley Kasli - Réseau Voltaire 28 décembre 2017

Extrait.

Un article récent de Bloomberg a révélé comment une cellule secrète de Facebook a permis la création d'une armée de Trolls [1] à la faveur de nombreux gouvernements de par le monde, y compris en Inde, sous forme de propagande numérique visant à manipuler les élections [2].

Sous les projecteurs, suite au rôle qu'a joué son entreprise Facebook comme plate-forme de propagande politique, son co-fondateur, Mark Zuckerberg, a riposté, déclarant que sa mission transcendait les clivages partisans. (En Marche, quoi ! - LVOG) (...)

Le problème est exacerbé lorsque Facebook se pose comme pilier de la démocratie de façon anti-démocratique. Freedom House, une pseudo-ONG basée aux États-Unis, militant pour la démocratie dans le monde [4], rapporte en novembre dernier qu'un nombre grandissant d'États « manipulent les réseaux sociaux afin de saper les fondements de la démocratie » [5]. Cela se traduit par des campagnes de diffamation, de harcèlement ou de propagande, discrètement soutenues par le gouvernement, visant à imposer sa version des faits, réduire la dissidence au silence et renforcer le pouvoir. (...)

Voici succinctement comment tout cela fonctionne. De nombreux sites et portails web de légitimité et financement divers reçoivent des publicités flottantes. Des contenus bien spécifiques sont créés pour différentes catégories de personne basés sur leur région, leur idéologie, leur âge, leur religion… qui sont mélangés à une vaste quantité de contenu érotique noyant le véritable objectif. Ce contenu fallacieux est ensuite injecté dans le réseau social et des groupes spécifiques sont ciblés par le biais d'outils analytiques développé par des entreprises de pointe. À mesure que cette fausse information se répand, elle acquiert petit à petit sa dynamique propre et finit par être reprise par une personnalité quelconque — célébrité, politicien et même parfois un journaliste. Ce qui advient ensuite est pure folie.

Que ce soit par choix ou par ignorance, les médias dominants commencent à diffuser ce tissu de mensonges, consacrant l'intégralité de leurs revues de presse à l'analyse de ces fausses informations : qui a dit quoi et pourquoi et bla bla bla... au lieu de chercher à vérifier l'authenticité de ces dernières. Du fait du caractère sensationnel de ces canulars et aussi parce qu'ils sont relayés par des personnalités influentes, cette vision faussée du monde va se répandre dans le monde réel, pour témoins les victimes de lynchage. Sans contrôle, ce phénomène de désinformation pourrait contaminer toute l'opinion publique. Nous arriverons à un moment où il sera quasiment impossible de distinguer le vrai du faux, le fait de la fiction, avec la société tout entière se radicalisant en différentes factions opposées sur la base de mensonges.

[1] En argot Internet, un Troll désigne ce qui vise à générer des polémiques. Il peut s'agir d'un message (par exemple sur un forum), d'un débat conflictuel dans son ensemble ou de la personne qui en est à l'origine.

[2] "How Facebook's Political Unit Enables the Dark Art of Digital Propaganda", Lauren Etter, Vernon Silver & Sarah Frier, Bloomberg, December 21, 2017.

[3] "India's Fake News Industry & Mob Lynchings", Great Game India News, July 6, 2017.

[4] « Freedom House : quand la liberté n'est qu'un slogan », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 7 septembre 2004.

[5] "Freedom on the Net 2017. Manipulating Social Media to Undermine Democracy", Freedom House, November 14, 2017.

Un article à télécharger, à lire, à diffuser, à conserver précieusement. Enfin, tout le monde doit maintenant avoir compris pourquoi ils ont mis Internet à la portée de tous et ils ont créé les réseaux numériques dits sociaux ou antidémocratiques.

La plupart des gens ont la faiblesse de croire que lorsque les capitalistes ou les gouvernements adoptent une mesure qui en apparence leur serait favorable, ils oeuvreraient à leur bien-être ou ils seraient animés de bonnes intentions à leur égard, fatale illusion ou erreur.

Ils n'ont pas à l'esprit que la lutte de classe que les capitalistes ou les gouvernements mènent contre eux est permanente, parce que leurs intérêts sont irrémédiablement inconciliables ou opposés, parce qu'ils correspondent à la place que chacun occupe au sein des rapports sociaux de production, d'un côté ceux qui détiennent le pouvoir, les dominants, les exploiteurs, les rentiers, les oppresseurs, de l'autre ceux qui n'en ont aucun, les dominés, les exploités, les esclaves, les opprimés, et il en est ainsi 24h/24, 365j/365, chaque minute, chaque seconde qui passe pendant notre sommeil ou lorsque nous sommes éveillé, c'est ainsi que la société est faite et qu'elle fonctionne qu'on l'admette ou non.

Si les hommes sont capables de ressentir ou d'exprimer des émotions, ce n'est pas le cas du capitalisme et de ses représentants qui les exploiteront pour nous tromper et parvenir à leur fin. Ceux qui attribuent des vertus au capitalisme au delà du rôle historique qu'il a joué dans le passé et qui est épuisé depuis longtemps font preuve d'ignorance, voilà tout.

Facebook et Cie. sont des représentations idéologiques qu'ils utilisent pour que les peuples adhèrent à leur idéologie afin de conserver leur pouvoir, elles n'ont pas d'autres fonctions. Elles s'adressent à l'immense masse des ignorants ou des travailleurs qui n'ont pas acquis une conscience de classe, et qui pour cette raison sont vulnérables et peuvent être facilement manipulés dès lors qu'on les flatte ou on exploite leurs faiblesses.

Ceux qui ont cru un jour que les réseaux numériques étaient une avancée démocratique feraient bien de s'interroger sur leurs propres illusions, et de revoir la méthode qu'ils utilisent pour interpréter la situation ou le monde dans lequel ils vivent. Un conseil d'ami ou de camarade.

Ci-dessous, je reproduis une partie de cet article qui concernait l'Inde où je n'ai pas incluse dans les extraits précédents pour ne pas nous distraire de l'essentiel.

Des armées de Trolls en Inde

Le marché indien est sans doute le plus porteur aujourd'hui pour Facebook, surpassant celui des États-Unis. Le nombre d'utilisateurs y croît deux fois plus vite ; sans tenir compte des 200 millions d'Indiens qui utilisent le service de messagerie WhatsApp, soit plus que partout ailleurs dans le monde.

À l'époque des élections indiennes de 2014, Facebook avaient déjà travaillé pendant plusieurs mois sur diverses campagnes. Modi a grandement profité du soutien de Facebook et de WhatsApp pour recruter des volontaires qui, à leur tour, ont répandu le message sur les réseaux sociaux. Depuis son élection, son nombre d'abonnés a augmenté de 43 millions ; deux fois plus que celui de Trump.

Dans les semaines qui ont suivi l'élection de Modi, Zuckerberg et sa directrice d'exploitation Sheryl Sandberg se sont tous deux déplacés en Inde dans le but de développer un projet controversé concernant un service internet gratuit qui, provoquant de vives protestations, a finalement dû être abandonné. Katie Harbath et son équipe sont aussi venus en Inde animer des cessions de formation auxquelles ont participé plus de 6 000 hauts-fonctionnaires.

À mesure que Modi voyait son influence grandir dans les réseaux sociaux, ses abonnés se sont lancés, sur Facebook et WhatsApp, dans une campagne de harcèlement de ses rivaux politiques. L'Inde est devenu un foyer de désinformation, avec notamment la propagation d'un canular qui a conduit à des émeutes causant la mort de plusieurs personnes. Le pays est aussi devenu un endroit extrêmement dangereux pour les partis d'opposition et les journalistes. Réseau Voltaire 28 décembre 2017

Il se peut que ces 43 millions d'Indiens n'existent pas ou qu'ils se soient uniquement connectés sur un des comptes de Modi, et qu'il les présente comme des "abonnés" ou des partisans, à la manière de LRM et LFI en France, pour lesquels il avait suffi que des centaines de milliers de personnes visitent leurs portails pour les transformer en autant d'adhérents ou de sympathisants qui par la suite se sont volatilisés !

En revanche, si cela s'avérait exact, il faudrait en déduire que les réseaux numériques sont devenus les instruments de propagande les plus sophistiqués et puissants destinés à piétiner l'expression de la démocratie. Ils sont en mesure d'influencer une campagne électorale dont les règles étaient déjà pipées, c'est en somme une nouvelle règle qui s'ajoute à celles déjà existantes, apparemment encore plus efficace ou redoutable pour fausser les résultats d'une élection.

Pour un peu ils répondent à la question de savoir si on doit y participer ou les boycotter et nous rendent service, à condition d'en tenir compte, ce qui n'est pas donné d'avance, puisque on est en droit de penser que nos dirigeants qui liront cet article n'en tireront aucune leçon, ils doivent encore considérer ce genre d'information comme une émanation de la théorie du complot. On verra bien.

Par ordonnance. Voilà jusqu'où ils poussent le cynisme, le sadisme, car ils y prennent manifestement du plaisir.

- Les fausses surprises de la réforme du code du travail - Libération

C'est parti ! Et à grands coups d'étonnements plutôt étonnants. Peugeot, Pimkie, le Figaro ou encore les Inrocks… les entreprises profiteraient d'un «effet d'aubaine» lié à la nouvelle législation du travail pour se séparer d'une partie de leurs salariés. En envisageant des «ruptures conventionnelles collectives», nouveau dispositif prévu par les ordonnances Pénicaud, ces entreprises procéderaient à des «licenciements déguisés», pouvant conduire, préviennent certains, à des «vagues de licenciements».

La réalité est plus prosaïque. Les entreprises ne «profitent» pas de la loi. Elles appliquent la loi. Et les quelques annonces de recours à ce nouveau dispositif ne devraient être qu'un début. Il suffit pour s'en convaincre de se rapporter à sa petite sœur, la rupture conventionnelle individuelle, dite «rupture à l'amiable», dont le succès ne cesse de se confirmer, depuis sa création, en 2008… par les partenaires sociaux eux-mêmes. Leur nombre, désormais, atteint quasiment le demi-million par an. Et pour cause : elle protège l'employeur d'un recours en justice tout en laissant au salarié le bénéfice de l'assurance chômage. De fait, la rupture à l'amiable s'est substituée, ces dernières années, à de nombreuses procédures de licenciement ou démissions. Pourquoi donc en serait-il différemment avec les ruptures conventionnelles collectives (RCC) ? Certes, le plan de départ volontaire (PDV) permettait déjà, dans le cadre d'un plan social, d'apaiser l'éventuelle conflictualité d'une procédure de réduction d'effectifs. Sauf que la RCC va encore plus loin, en permettant à l'employeur de se passer d'une justification économique, de réembaucher sans délai les profils qui lui seyent, tout en allégeant ses obligations d'accompagnement et de reclassement. Pourquoi donc se priver ?
Le recours à la RCC devra cependant faire l'objet d'un accord majoritaire, rappelle à juste titre le gouvernement. Comme toujours dans pareils cas, les compensations pour le salarié dépendront donc du rapport de force dans l'entreprise entre les organisations syndicales et l'employeur.

Mais aussi surprenant que cela puisse paraître, la loi est faite pour être utilisée. Et à ceux qui considéraient la réforme du code du travail comme un obscur débat juridique entre spécialistes pourraient vite être rattrapés par la réalité. Quid demain de l'éventuelle application, dans certaines branches, de la dérégulation des CDD, du contrat de projet ou d'opération, de la suppression, dans certaines entreprises, du 13e mois, des primes ou autres compléments de rémunération ? Quid de l'allégement de la procédure de licenciement, du plafonnement des indemnités prud'homales en cas de licenciement abusif ? Les «surprises» ne font sans doute que commencer. Libération 29 décembre 2017

Le journaliste de Libération jubile !

Voilà ou conduit la collaboration de classe, le dialogue social, le corporatisme : "la rupture à l'amiable s'est substituée, ces dernières années, à de nombreuses procédures de licenciement ou démissions.". Et à la fin de cette procédure, comme si elle avait mis en présence de bons et vieux amis, les deux parties arborent un grand sourire et se serrent la main en se souhaitant bonne chance et bonne continuation.

Ils osent tout. Vive l'oligarchie, vive l'impérialisme américain !

Bien que cela ne transpire pas de chaque proposition, en lisant attentivement l'article suivant on est bien obligé de constater que le Réseau Voltaire ne cache pas son enthousiasme pour Trump, même s'il doit admettre et regretter que sa politique s'inscrive dans le prolongement de ses prédécesseurs. Quand un acteur ou une organisation soi-disant indépendante ou démocratique est pro capitaliste, elle est bien obligée de soutenir l'un ou l'autre de ses représentants sans vraiment se soucier du sort des peuples qui subiront les conséquences de sa politique, son engagement politique ou sa bonne conscience ne va pas jusque là.

- La Stratégie militaire de Donald Trump par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 26 décembre 2017

En rupture avec celles de ses prédécesseurs, la Stratégie de Sécurité nationale du président Donald Trump abandonne la gestion du monde et trace la voie du redressement économique et social des États-Unis. Ce projet, parfaitement cohérent, représente un changement brutal que son cabinet devra imposer à l'ensemble de son administration. Réseau Voltaire 26 décembre 2017

En réalité Trump prend acte que les Etats-Unis doivent composer avec ses concurrents, et qu'ils ne sont pas la seule puissance ou plutôt que d'autres puissances influencent l'orientation du capitalisme mondial tout en ayant adopté des modèles de société différents de ceux des Etats-Unis. Mais il n'abandonne rien, bien au contraire.

Qu'entend-il par "l'ensemble de son administration", l'ensemble des acteurs qui jouent un rôle important dans la politique américaine, précisons, indépendant de Trump et du gouvernement, en fait depuis longtemps le Pentagone, la CIA, la Fed (qui inclut Wall Street et les plus puissants banquiers), le CFR déterminent la politique économique, politique, militaire des Etats-Unis, et quand ils ne dictent pas leur politique au président, ils s'arrangent pour neutraliser, parasiter ou saboter la sienne, de sorte qu'il finit toujours par leur manger dans la main.

Cet article très dense est remarquable car il mêle confusion et lucidité, et on reconnaîtra au premier coup d'oeil que cette confusion a consisté à tordre la réalité pour uniquement justifier la survie du capitalisme, qui demeure l'horizon indépassable de son auteur à défaut d'admettre la nécessité historique de l'abolir pour passer au socialisme. Plus on avance dans la lecture de cet article, et plus on en vient à se demander s'il croit vraiment ce qu'il a écrit ou s'il ne serait pas de mauvaise foi, tant Trump ne fait que

poursuivre la politique d'Obama.

Quand les Américains saisissent l'occasion de l'élection d'un nouveau président pour tenter de sortir du bourbier syrien et irakien ou modifier leur tactique au Moyen-Orient, Meyssan appelle cela un changement de politique ou une rupture, alors que leur orientation demeure fondamentalement la même.

De la même manière, le délabrement économique et social aux Etats-Unis a atteint un tel niveau qu'il constitue dorénavant une menace pour la stabilité du régime, il est donc normal qu'à un moment donné ceux qui gouvernent décident de procéder à un replâtrage pour qu'il ne s'effondre pas.

Les deux exemples que nous venons de voir confirment qu'il n'y avait rien de tel qu'un gouvernement composé d'oligarques et de militaires pour mener à bien ce tournant tactique, sans changer quoi que ce soit à l'orientation stratégique fixée par les sommets de l'oligarchie et que l'auteur ignore ou dont il ne rend pas compte. D'autres profitent de ces modifications purement tactiques pour expliquer que les Etats-Unis auraient perdu leur hégémonie sur le monde sans tenir compte que ce sont leurs entreprises transnationales ou multinationales qui ont pris le relais. L'analyse de ce facteur par Meyssan est également erronée.

RV - Durant les mandats de George Bush Jr. et de Barack Obama, les documents décrivant la Stratégie de Sécurité nationale partaient du principe que les États-Unis étaient l'unique super-puissance au monde. Ils pouvaient mener « la guerre sans fin » de l'amiral Arthur Cebrowski, c'est-à-dire détruire systématiquement toute organisation politique dans les zones déjà instables de la planète, à commencer par le « Moyen-Orient élargi ». Les présidents indiquaient leurs projets pour chaque région du monde. Les Commandements combattants unifiés n'avaient qu'à appliquer ces instructions.

LVOG - En réalité, c'était exactement l'inverse. Pour être plus précis, les prédécesseurs de Trump interprétaient les besoins exprimés par les différents cercles de pouvoir, qui de leur côté agissaient à leur guise sans que leurs activités ne correspondent forcément avec les intentions qu'ils avaient affichées, donc en tant qu'organisations indépendantes sans avoir à tenir du discours du président en place qui était mis devant le fait accompli, ce qu'on a pu observer le 11 septembre 2001 par exemple. Quant à leur indépendance, on a pu le vérifier en Syrie quand des djihadistes armés par la CIA mitraillèrent des djihadistes armés par le Pentagone.

RV - La Stratégie de Sécurité nationale de Donald Trump rompt presque complètement avec cette littérature. Elle conserve certains éléments mythologiques des mandats précédents, mais tente avant tout de repositionner les États-Unis comme la République qu'ils étaient en 1791 (c'est-à-dire au moment du compromis de la Bill of Rights) et non plus comme l'Empire qu'ils sont devenus le 11 septembre 2001.

LVOG - Ici l'auteur admet à demi-mot ou "presque" que Trump va poursuivre la politique belliqueuse et impérialiste de Bush et Obama qui date pour ainsi dire de la fondation des Etats-Unis et non de 2001. Et la stratégie américaine n'a jamais été guidée par des considérations " mythologiques", qui au mieux ne sont que des représentations idéologiques incarnant les besoins de la première puissance capitaliste mondiale.

RV - Le rôle de la Maison-Blanche, de sa diplomatie et de ses forces armées n'est plus d'ordonner le monde, mais de protéger « les intérêts du peuple états-unien ».

LVOG - Trump en protecteur et bienfaiteur du peuple américain, bravo, il fallait oser le soutenir !

RV - Dès son introduction, Donald Trump marque sa différence avec ses prédécesseurs en dénonçant les politiques de « changement de régime » et de « révolution démocratique mondiale » adoptées par Ronald Reagan et conduites au sein des administrations successives par de hauts-fonctionnaires trotskistes. Il réaffirme la realpolitik classique, celle d'Henry Kissinger par exemple, fondée sur des « nations souveraines ».

LVOG - Ces politiques de « changement de régime » ont leurs limites ou ne résolvent finalement rien, et elles ne peuvent pas être appliquées partout, ni indéfiniment, elles sont inopérantes dans les pays qui en auraient le plus besoin du point de vue américain, aussi depuis quatre décennies ils ont développé des instruments qui permettent d'aboutir au même résultat, en douceur, l'oligarchie est parvenue à prendre directement le pouvoir dans la plupart des puissances occidentales, Macron en est la meilleure illustration. L'oligarchie est parvenue à s'emparer de tous les pouvoirs, dans le pire des cas elle les contrôle sans qu'aucun obstacle se dresse sur son chemin. Elle concentre dorénavant une telle puissance, qu'elle est en mesure d'influencer la politique de n'importe quel gouvernement, et dans le cas contraire ou de résistance elle recourt à la méthode de la canonnière ou du coup d'Etat.

Quant à l'amalgame entre républicains et trotskistes qui est une fixation chez Meyssan, il est aussi pertinent que traiter Soral de communiste, alors qu'il est d'extrême droite ! Peut-être qu'il s'en sert pour faire oublier ses propres errements ou justifier les tribunes qu'il avait accordées à Marine Le Pen, que je n'avais pas publiées évidemment. Quand un dirigeant politique change de camp et l'assume, la moindre des choses c'est d'en tenir compte. On peut voir aussi dans ce besoin compulsif d'associer d'ex-trotskystes à cette pourriture de républicains américains, une reconnaissance cette fois mal assumée que le

trotskysme constituait la seule véritable opposition organisée face au capitalisme dans lequel se reconnaît Meyssan, une fois le trotskysme traîné dans la boue, qu'est-ce qui reste pour affronter le capitalisme, rien, personne, le capitalisme a le champ libre, ouf il est sauvé !

RV - Le lecteur gardera cependant à l'esprit que certaines agences intergouvernementales des « Cinq yeux » (Australie, Canada, États-Unis, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni), comme la National Endowment for Democracy, restent dirigées par des trotskistes.

LVOG - C'est à se demander si cette obsession ne lui sert pas de gage de fidélité envers ses employeurs. Chacun admettra que pour diriger cette façade de la CIA, il faut avoir adopté l'idéologie capitaliste et avoir fait ses preuves, donc avoir rompu tout lien avec le mouvement ouvrier qui n'existe pas pour Meyssan, ce qui est normal puisqu'il nie que le prolétariat serait destiné à jouer un rôle historique qui revient forcément aux puissants et à l'élite qui les sert et dont il fait partie ou devant lesquels il se prosterne. Il en devient ridicule, grotesque.

RV - Donald Trump distingue trois types de difficultés auxquelles son pays doit faire face :

- D'abord la rivalité de la Russie et la Chine ;

- Puis, l'opposition des « États-voyous » (Corée du Nord et Iran) dans leurs régions respectives ;

- Enfin, la mise en cause du droit international à laquelle se livrent à la fois les mouvements jihadistes et les organisations criminelles transnationales.

LVOG - Il semblerait que ce soit plutôt certaines institutions américaines comme la CIA, la NSA, le Pentagone, etc. qui remettent en cause le "droit international" si cher à Meyssan, la preuve en est, que dès qu'elles cessent de soutenir "les mouvements jihadistes", ils cessent pratiquement d'exister, c'est ainsi que le nombre de barbares opérant en Syrie serait passé de 80 à 100.000 à 1.000 ou 3.000 selon les sources.

Là encore il déforme la réalité, car le "droit international" a été institué pour contrôler la politique des différents Etats, à l'exception notoire des Etats-Unis et Israël qui le violent sans cesse.

RV - Bien qu'il considère lui aussi les États-Unis comme l'incarnation du Bien, contrairement à ses prédécesseurs, il ne diabolise pas ses rivaux, adversaires et ennemis, mais tente de les comprendre.

Il reprend alors son slogan « America First ! » pour en faire sa base philosophique. Historiquement, cette formule reste associée au soutien au nazisme, mais ce n'était pas son sens originel. Il s'agissait initialement de rompre avec la politique atlantiste de Roosevelt : l'alliance avec l'Empire britannique pour gouverner ensemble le monde.

LVOG - Trump, "l'incarnation du Bien", philosophe ! A-t-il dénoncé le coup d'Etat de Maïdan à Kiev en Ukraine fomenté par l'OTAN et réalisé par des milices néonazis ?

RV - Le lecteur se souvient que le premier cabinet de l'administration Obama accordait une place démesurée aux membres de la Société des pèlerins (aucun rapport avec la Société du Mont-Pèlerin), c'est-à-dire à un club très privé, présidé par la reine Elizabeth II. C'est ce groupe qui a piloté l'après-crise financière de 2008.

Pour mener cette politique de retour aux principes républicains de 1791 et d'indépendance face aux intérêts financiers britanniques, Donald Trump pose quatre piliers :

- La protection du peuple états-unien, de sa patrie et de son mode de vie ;
- La prospérité des États-Unis ;
- La puissance de ses armées ;
- Le développement de son influence.

Il n'imagine donc pas sa stratégie contre ses rivaux, ses adversaires et ses ennemis, mais en fonction de son idéal républicain et indépendantiste.

LVOG - C'est un saint homme, un progressiste, un vrai démocrate ! En fait Trump n'a qu'un ennemi et il était utile de le rappeler : le prolétariat mondial et en premier lieu le prolétariat américain.

RV - Pour éviter les méprises, il précise que s'il estime que les États-Unis sont un exemple pour le monde, il n'est ni possible, ni souhaitable d'imposer leur mode de vie aux autres ; d'autant que celui-ci ne saurait être considéré comme «

l'aboutissement inévitable du progrès ». Il ne conçoit pas les relations internationales comme le règne des États-Unis sur le monde, mais comme la recherche d'une « coopération réciproque » avec ses partenaires .

Les quatre piliers de la doctrine America First de Sécurité nationale

LVOG - Là Meyssan nous prend pour des andouilles. Si vous observez le mode de vie d'un Indien et d'un Américain, vous vous apercevrez qu'ils sont semblables par leurs contenus et différents dans leurs formes, et j'irai même jusqu'à dire que l'Indien à une longueur d'avance sur l'Américain en terme d'esclavage.

RV - - La protection du peuple états-unien suppose avant tout le rétablissement des frontières (terrestre, aériennes, maritimes, spatiales et cyber-spatiales) progressivement détruites par les globalistes.

LVOG - Parce qu'il va mettre au pas "les globalistes", les GAFA, les multinationales américaines, la NSA qui surveille le monde entier ?

RV - Les frontières sont censées permettre aussi bien de lutter contre les armes de destruction massive des groupes terroristes et criminels, que de contenir les pandémies et l'entrée de drogues ou de lutter contre l'immigration illégale. À propos des frontières cyber-spatiales, Donald Trump note la nécessité de sécuriser l'Internet en priorisant successivement la Sécurité nationale, l'Énergie, les Banques, la Santé, les Communications et les Transports. Mais tout cela reste assez théorique.

LVOG - Il faut entendre par "la nécessité de sécuriser l'Internet", l'instauration de la censure sous prétexte de fake news, le renforcement de la surveillance de ses utilisateurs pour mieux contrôler et conditionner la population, la sécurité des banques, etc. n'étant qu'un faux prétexte pour justifier des mesures liberticides à venir, et ce n'est pas "théorique" puisqu'on en a déjà eu un avant-goût quand des articles de certains portails ou blogs ont disparu des moteurs de recherche, voire l'expérience de WSWS par exemple.

RV - Alors que depuis Richard Nixon, la lutte contre les drogues était sélective, visant non pas à tarir les flux, mais à les orienter vers certaines minorités ethniques, Donald Trump répond à un besoin nouveau. Conscient de l'effondrement de l'espérance de vie des seuls hommes blancs sous Barack Obama, du désespoir qui s'en est suivi et de l'épidémie d'opioïdes qu'il a provoquée, il considère la lutte contre les cartels comme une question de survie nationale.

LVOG - On aurait préféré qu'il s'inquiète de "l'espérance de vie" des Afro-américains qui était inférieure à celle des "hommes blancs". Qui peut croire un instant que Trump aurait l'intention d'affronter les puissants cartels de la chimie et de l'industrie pharmaceutique ? Pourquoi pas du pétrole et de l'agro-alimentaire pendant qu'on y est, puisqu'ils sont responsables de l'état de santé déplorable des Américains.

RV - Abordant la lutte contre le terrorisme, il n'est pas clair si, après la destruction du Califat, il évoque soit des « loups solitaires » qui poursuivent le combat après la défaite finale, comme ce fut le cas avec des groupes Waffen SS après la chute du Reich, soit le maintien du dispositif britannique du jihadisme. Si cette seconde hypothèse est la bonne, il s'agirait d'un net recul par rapport à ses déclarations d'intention durant sa campagne électorale et les premiers mois de son mandat. Il conviendrait alors d'éclaircir comment ont évolué les relations entre Washington et Londres, ainsi que les conséquences de ce changement sur la gestion de l'Otan.

LVOG - Merci, on avait compris qu'avec Trump rien n'était clair ou plutôt que tout était très clair.

RV - Quoiqu'il en soit, on relèvera un étrange passage du texte selon lequel : « Les États-Unis travailleront avec leurs alliés et partenaires pour dissuader et perturber d'autres groupes qui menacent la patrie — incluant des groupes sponsorisés par l'Iran comme le Hezbollah libanais ».

LVOG - En effet, c'est "étrange" qu'on puisse imaginer que Trump pourraient rompre avec l'économie de guerre dont à tant besoin la machine capitaliste.

RV - Pour toutes les actions anti-terroristes, Donald Trump envisage des alliances ponctuelles avec d'autres puissances, y compris la Russie et la Chine.

LVOG - La plus-value prodigieuse dégagée par le complexe militaro-industriel et le marché exponentiel de la sécurité partout dans le monde s'additionne et participe à la concentration des richesses entre les mains de quelques centaines d'oligarques, donc toutes les puissances ou tous les Etats engagés dans des guerres ou la guerre au terrorisme sur leur territoire sont les bienvenus.

RV - Enfin concernant la résilience des États-Unis, il valide le programme de « Continuité du gouvernement », alors même que celui-ci fut le bénéficiaire du coup d'État du 11-Septembre. Cependant, il pose que des citoyens engagés et informés sont le fondement de ce système, ce qui semble écarter la réédition d'un tel événement.

LVOG - Après l'élection de Macron suivant ce modèle, on a du mal à y croire. A l'entendre Trump s'engagerait à combattre l'ignorance du peuple sans laquelle aucun régime ne tiendrait plus de 24h, ma foi, Trump doit être trotskyste ! Et Meyssan aussi !

RV - - Concernant la prospérité des États-Unis, condition du développement de ses capacités de Défense, Donald Trump est un champion du « rêve américain », de l'« État minimum », de la théorie du « ruissellement de la richesse » du haut vers le bas. Il conçoit donc une économie basée sur le libre-échange et non sur la financiarisation. Renversant l'idée communément admise que le libre-échange fut un instrument de l'impérialisme anglo-saxon, il affirme qu'il n'est équitable à terme pour les premiers acteurs que si les nouveaux en acceptent les règles. Il pose que plusieurs États —dont la Chine— bénéficient de ce système sans jamais avoir eu l'intention d'adopter ses valeurs.

LVOG - Libre-échange est un oxymore puisque c'est le plus puissant qui impose sa politique aux plus faibles, ou le plus riche au plus pauvre. Pourquoi Trump concevrait-il une économie basée sur la financiarisation puisque c'est un fait accompli, à moins qu'il envisage de démanteler les plus puissantes banques ou institutions financières qui sont liées aux multinationales et qui dictent leur loi au marché ou à l'ensemble de l'économie. Les "nouveaux" accepteront les "règles" qui sont fixées par la puissance dominante, sinon qui dicte les lois qui régissent le libre-échange, l'épicier du coin ? La Chine a adopté les valeurs et les règles du capitalisme, c'est suffisant, d'autant plus qu'elle est la principale détentrice des obligations américaines, elle finance les guerres de l'Empire...

RV - C'est sur cette base —et non sur l'analyse de l'apparition d'une classe transnationale de super-riches— qu'il s'appuie pour dénoncer les accords commerciaux multilatéraux.

LVOG - Entourloupe, il peut les dénoncer maintenant que cette "classe transnationale de super-riches" détient le pouvoir.

RV - Il poursuit en annonçant la dérégulation de tous les secteurs où l'intervention de l'État n'est pas nécessaire. Parallèlement, il planifie la lutte contre toutes les interventions des États étrangers et de leurs entreprises nationalisées susceptibles de fausser les échanges équitables avec les États-Unis.

LVOG - Il poursuit donc la politique de ses prédécesseurs.

RV - Il entend développer la recherche théorique et ses applications techniques, soutenir les inventions et les innovations. Il prévoit pour cela des conditions d'immigration particulières et avantageuses afin d'organiser « la fuite des cerveaux » aux États-Unis. Considérant le savoir-faire acquis, non comme un moyen de percevoir un péage sur l'économie mondiale au travers de brevets, mais comme le moteur de l'économie US, il entend créer un fichier de Sécurité nationale de ces techniques et les protéger pour maintenir son avance.

LVOG - On est donc toujours dans une logique hégémonique. Il n'a aucun mérite à vouloir "développer la recherche théorique et ses applications techniques" etc. puisque la machine capitaliste a besoin en permanence de créer de nouveaux besoins...

RV - Enfin, traitant de l'accès aux sources d'énergie, il observe que pour la première fois les États-Unis sont auto-suffisants. Il met en garde contre les politiques initiées au nom de la lutte contre le réchauffement climatique qui impliquent de limiter l'usage d'énergie. Donald Trump ne traite pas ici de la financiarisation de l'écologie, mais pose clairement un caillou dans le jardin de la France, promoteur de la « verdisation de la finance ». Replaçant cette question dans un cadre plus général, il affirme que les États-Unis soutiendront les États victimes de chantages à l'énergie.

LVOG - Maintenant qu'on en sait un peu plus sur la manière dont ils manipulent le climat pour soutenir la thèse ou le lobby du "réchauffement climatique", ce facteur est secondaire. La pollution ambiante dans les villes depuis les années 50, ainsi que le recours massif à l'industrie chimique dans l'agriculture ou l'alimentation, sans oublier l'industrie pharmaceutique, sont sans doute responsables de dérèglements neuronaux ou neurologiques ou de cancers.

RV - - Affirmant que les États-Unis s'ils ne sont plus la seule super-puissance sont toujours la puissance dominante, il pose comme objectif central de sécurité le maintien de cette prééminence militaire, selon l'adage romain Si vis pacem, para bellum [1].

LVOG - Cela confirme ce que nous avons dit plus haut, et la suite plus loin aussi. Et puis fabriquer des armes, c'est une chose, mais faut-il encore qu'elles servent à quelque chose, non ?

RV - Il observe d'abord que « La Chine cherche à exclure les États-Unis de la région indo-pacifique, à étendre la portée de son modèle économique dirigé par l'État, et à réorganiser la région à son avantage ». Selon lui, Pékin est en train de se doter des secondes capacités militaires au monde (sous l'autorité du général Xi Jinping) en s'appuyant sur le savoir-faire des États-Unis.

De son côté, « La Russie cherche à rétablir son statut de grande puissance et à établir des sphères d'influence à ses frontières ». Pour cela, elle « tente d'affaiblir l'influence des États-Unis dans le monde et de les séparer de leurs alliés et partenaires. Elle

perçoit l'Otan et l'Union européenne comme des menaces ».

Il s'agit de la première analyse des buts et des moyens des rivaux des États-Unis. À la différence de la « doctrine Wolfowitz », la Maison-Blanche ne considère plus l'Union européenne comme un compétiteur, mais comme le volet civil de l'Otan. Rompant avec la stratégie de sabotage économique de l'Union européenne de George Bush Sr. et de Bill Clinton, Donald Trump pose la possibilité de coopérer avec les rivaux (que sont désormais la Russie et la Chine), mais uniquement « en position de force ».

LVOG - Après avoir exigé que les pays de l'UE augmentent leur contribution au budget de l'OTAN, qui se fournira en armement auprès du complexe militaro-industriel américain, en guise de "volet civil", Trump considère davantage l'UE comme un client ou le "volet" économique de l'OTAN.

RV - La période actuelle voit le retour de la compétition militaire, à trois cette fois. Connaissant la tendance des militaires à préparer la guerre précédente et non pas à imaginer la prochaine, il convient de repenser l'organisation et la dotation des armées en conservant à l'esprit que les rivaux se positionneront dans des domaines qu'ils choisiront. On observera que ce n'est pas dans ce chapitre que Donald Trump évoque le talon d'Achille du Pentagone, mais beaucoup plus haut dans le texte. C'est dans son introduction, à un moment où le lecteur est absorbé par des considérations philosophiques, qu'il a fait mention des nouvelles armes russes et notamment de leur capacité à inhiber les commandes et contrôles de l'Otan.

Le Pentagone doit renouveler son arsenal, à la fois en quantité et en qualité. Il doit abandonner l'illusion selon laquelle sa supériorité technologique (en réalité, dépassée face à la Russie) pourrait pallier son infériorité en nombre d'hommes. Suit alors une longue étude des domaines d'armement, y compris nucléaire, à moderniser.

LVOG - Obama prévoyait de consacrer 1.000 milliards de dollars lors de la prochaine décennie à cette "modernisation" de l'armement nucléaire, donc là non plus rien de changer.

RV - Donald Trump entend inverser le fonctionnement actuel de l'industrie de Défense. Alors qu'elle tente de vendre ses produits à l'État fédéral, il souhaite que l'État fédéral lance des offres et que les industriels répondent à ses nouveaux besoins. On sait qu'aujourd'hui, l'industrie de Défense n'a plus les ingénieurs nécessaires pour réaliser de nouveaux projets. L'échec du F-35 en est l'exemple le plus frappant. Le changement que le président appelle de ses vœux suppose donc l'organisation préalable de la « fuite des cerveaux » vers les États-Unis qu'il a déjà évoquée.

En matière de Renseignement, il reprend les théories de son ancien conseiller de Sécurité nationale, le général Michaël Flynn. Il veut repositionner non seulement la Defense Intelligence Agency, mais toute la « communauté du Renseignement ». L'objectif n'est plus de savoir localiser à tout moment tel ou tel chef terroriste, mais d'être capable d'anticiper les évolutions stratégiques de ses rivaux, adversaires et ennemis. Il s'agit d'abandonner l'obsession du GPS et des gadgets high tech pour revenir à l'analyse.

LVOG - Abandonner une obsession ne signifie pas forcément abandonner son objet, on voit mal la « communauté du Renseignement » abandonner ce qui justifiait les crédits colossaux qui lui était alloué.

RV - Enfin, il considère le département d'État comme un outil permettant de créer un environnement positif pour son pays, y compris avec ses rivaux. Ce n'est plus ni le moyen d'étendre les intérêts des multinationales qu'il avait été sous George Bush Sr. et Bill Clinton, ni l'ordonnateur de l'Empire qu'il fut sous Bush Jr. et Barack Obama. Il convient que les diplomates US retrouvent une certaine habileté politique.

LVOG - Etendre" les intérêts des multinationales", implanter un maximum de bases militaires dans le monde, c'est fait, il est donc logique de passer à la phase suivante qui réclamera filouterie ou langue de bois...

RV - - Le chapitre consacré à l'influence des États-Unis explicite la fin de la « globalisation » du « mode de vie américain ». Les États-Unis ne chercheront pas à imposer leurs valeurs aux autres. Ils traiteront tous les peuples à égalité et valoriseront ceux qui respectent l'état de droit.

LVOG - Au regard de la manière dont il traite le peuple américain et sa conception de l'état de droit, on est en droit de penser qu'il s'agit uniquement d'une déclaration d'intention sans lendemain.

RV - De manière à encourager les pays qui souhaitent devenir partenaires, mais qui ont des investissements dirigés par l'État, il prévoit de leur offrir des alternatives facilitant la réforme de leur économie.

LVOG - Quelle généreuse intention, pour un peu il serait philanthrope ! Tenez, comme avec le Brésil qui est en train de s'attaquer aux retraites, un bon élève de Trump.

RV - Concernant les organisations inter-gouvernementales, il annonce qu'il refusera de céder la moindre souveraineté si elle doit être partagée avec des pays mettant en cause les principes constitutionnels US ; une allusion directe à la Cour pénale

internationale par exemple. Il ne dit rien par contre de l'extraterritorialité de la Justice états-unienne qui viole les principes constitutionnels d'autres pays.

Enfin, reprenant la longue tradition issue du compromis de 1791, il affirme que les États-Unis continueront à secourir ceux qui luttent pour la dignité humaine ou pour la liberté religieuse (à ne pas confondre avec la liberté de conscience). Une application qui reste à définir

LVOG - Personne n'est pas parfait, pas même Trump, quel dommage !

RV - Ce n'est qu'après ce long exposé que Donald Trump aborde l'application régionale de sa doctrine. Aucune nouveauté n'est annoncée ici, sinon une alliance avec l'Australie, l'Inde et le Japon pour contenir la Chine et lutter contre la Corée du Nord.

Tout au plus apprend-on deux nouvelles approches du Moyen-Orient. L'expérience de Daesh a montré que le principal problème n'est pas la question israélienne, mais celui de l'idéologie jihadiste. Et ce que Washington reproche à l'Iran, c'est de perpétuer le cycle de la violence par son refus de la négociation.

LVOG - Effectivement, le principal problème ne peut pas être la question israélienne puisque leur relation est au beau fixe depuis qu'il a accordé à Jérusalem le statut de capitale de l'Etat sioniste, mais par contre cela peut être la question palestinienne qui ici passe à la trappe. Quant à "l'idéologie jihadiste" ou wahhabite, elle doit être moins encombrante que les barbares qui l'ont adoptée à leur initiative.

RV - Par défaut, le lecteur comprend que le Pentagone doit abandonner le projet de l'amiral Arthur Cebrowski que Donald Rumsfeld imposa le 11-Septembre. La « guerre sans fin » est terminée. La tension devrait non seulement ne pas s'étendre dans le monde, mais redescendre au Moyen-Orient élargi.

LVOG - En attendant la "tension" est palpable dans tous les pays occidentaux ou dans une multitude de pays dans le monde et elle n'est pas près de redescendre puisque tous les peuples sont soumis à des politiques d'austérité.

RV - La doctrine de Sécurité nationale de Donald Trump est extrêmement construite, au plan historique (on voit l'influence du général Jim Mattis) et au plan philosophique (suivant l'ancien conseiller spécial Steve Bannon). Elle se fonde sur une analyse rigoureuse des défis à la puissance états-unienne (conforme aux travaux du général H. R. McMaster). Elle valide les coupes budgétaires du département d'Etat (opérées par Rex Tillerson). Contrairement à la doxa des journalistes US, l'administration Trump a réussi là une synthèse cohérente se démarquant nettement des visions précédentes.

LVOG - Sur le dos de qui ? L'oligarchie avait le choix entre laisser les différentes institutions américaines agir pour leur propre compte parfois au détriment des autres ou coordonner leurs efforts pour parvenir aux mêmes objectifs.

RV - Cependant, l'absence de stratégie régionale explicite atteste de l'ampleur de la révolution en cours. Rien ne prouve que les chefs militaires appliqueront dans leurs domaines respectifs cette nouvelle philosophie. D'autant que l'on observait, il y a quelques jours encore, la collusion entre les Forces US et les jihadistes en Syrie.

LVOG - L'impression qui se dégage de tout cela, c'est que les Etats-Unis sont devenus ingouvernables au détriment de son peuple et au profit de l'oligarchie qui craint d'en perdre le contrôle.

[1] "Si tu veux la paix, prépare la guerre".

www.voltairenet.org/article199158.html

En complément, une illustration et une réflexion.

"Comme jadis."

- Les États-Unis signent un protocole secret avec Israël - Réseau Voltaire

Il s'agirait de la mise en œuvre de la stratégie anti-iranienne annoncée le 13 octobre par le président Trump.

Ce Protocole ne change rien sur le fond aux accords préexistants. (...) il atteste que l'administration Trump —comme jadis l'administration Nixon— est pro-israélienne pour des raisons stratégiques... Réseau Voltaire 29 décembre 2017

Dans un article publié par le blog Les-Crises.fr à propos de Trump et des Etats-Unis, j'ai relevé le

passage suivant :

- Des journaux de gauche comme Dissent et Jacobin se sont efforcés de justifier l'impulsion trotskyste à la violence politique. De cette façon, le néoconservatisme, la variante américaine du trotskysme, n'est pas encore morte, il reste une idéologie zombie qui hante le pays.

Un internaute lui a répondu :

- "*le néo conservatisme, la variante américaine du trotskysme" cette assertion d'une insondable bêtise (voir les positions du groupe "Spark") suffit à décrédibiliser son auteur.*"

C'est dommage pour le Réseau Voltaire et particulièrement pour Thierry Meyssan.

A tous ceux qui en appellent régulièrement à l'ONU (LFI, PCF, etc.) A bas l'ONU! Rupture avec l'ONU !

En 1947, l'ONU a adopté la Résolution 181 qui plaçait Jérusalem sous l'administration de l'ONU. Ce devait être une ville régie par un « régime international spécial ». Les pays du monde entier ont reconnu Jérusalem comme un endroit unique au monde, un endroit précieux pour les grandes religions abrahamiques et qui se trouve au cœur des tensions qui secouent le nouvel État d'Israël, les Palestiniens exilés et occupés, et les États arabes voisins.

Au cours des années passées, il y a eu sept votes au Conseil de sécurité de l'ONU pour condamner la Loi de Jérusalem de 1980, qui proclame la ville capitale « éternelle et indivisible » d'Israël. La Résolution 478, la première de ces résolutions, a été adoptée en 1980 à l'unanimité, avec une abstention des États-Unis. (Trump et Balfour même combat par Vijay Prashad — arretsurinfo.ch 26 décembre 2017)

Leur version de la démocratie correspond à un Etat policier.

- Notre État policier toujours plus meurtrier, par Chris Hedges - Truthdig publié par Les-Crises.fr 28.12

Aucune des réformes, ni la formation accrue, ni les programmes de diversité, ni l'approche communautaire, ni des gadgets comme les caméras corporelles n'ont permis d'atténuer la violence policière meurtrière des États-Unis, en particulier contre les personnes de couleur pauvres. Les forces policières aux États-Unis – qui, selon le Washington Post, ont tué 782 personnes cette année – sont des monstruosités militarisées et irresponsables qui répandent la peur et la terreur dans les communautés pauvres. En comparaison, la police anglaise et galloise a tué 62 personnes en 27 ans entre le début des années 1990 et la fin de l'année 2016.

Les policiers sont devenus des prédateurs dévoyés dans les communautés pauvres. En vertu des lois américaines sur la confiscation, la police saisit sans discrimination de l'argent, des biens immobiliers, des automobiles et d'autres biens. Dans de nombreuses villes, la circulation, le stationnement et d'autres amendes ne sont guère plus que de l'extorsion légalisée qui finance le gouvernement local et transforme les prisons en prisons pour dettes.

En raison d'un système judiciaire défaillant, des millions de jeunes hommes et de jeunes femmes sont jetés en prison, souvent pour des délits non violents. Des équipes d'intervention du SWAT [[Special Weapons and Tactics : unité spécialisée existant dans les principales polices aux États-Unis, NdT] équipées d'armes militaires font irruption dans des habitations souvent sous mandat pour des infractions non violentes, tirant parfois sur les personnes à l'intérieur. Les policiers à la gâchette facile tirent plusieurs balles dans le dos d'hommes et de femmes désarmés et sont rarement accusés de meurtre. Et pour les Américains pauvres, les droits constitutionnels fondamentaux, y compris le droit à une procédure régulière, ont de fait été abolis il y a des décennies.

L'ouvrage de Jonathan Simon intitulé « Governing Through Crime » et livre de Michelle Alexander intitulé « The New Jim Crow » [« La couleur de la Justice », NdT] soulignent que ce qui est défini et ciblé comme une activité criminelle par la police et les tribunaux est en grande partie déterminé par l'inégalité raciale et la classe sociale, et surtout par le potentiel des groupes ciblés de causer de l'agitation sociale et politique. La politique criminelle, comme l'écrit le sociologue Alex S. Vitale dans son nouveau livre, « The End of Policing », est structurée autour de l'utilisation de la répression pour gérer les « classes dangereuses », déguisée en système de justice.

En même temps, le système de justice pénale refuse de tenir les banques, les sociétés et les oligarques de Wall Street pour responsables des crimes qui ont causé des dommages incalculables à l'économie mondiale et à l'écosystème. Aucun des banquiers qui ont commis des actes massifs de fraude et qui ont été responsables de l'effondrement financier en 2008 n'a été emprisonné, même si leurs crimes ont entraîné un chômage généralisé, des millions d'expulsions et de saisies, des sans-abri, des faillites et le pillage du Trésor américain pour renflouer les spéculateurs financiers aux frais des contribuables. Nous vivons dans un système juridique à deux vitesses, dans lequel les pauvres sont harcelés, arrêtés et emprisonnés pour des infractions ridicules, comme la vente de cigarettes à l'unité – ce qui a conduit Eric Garner à être étranglé par un policier de New York en 2014 – alors que des crimes d'une ampleur épouvantable, qui anéantissaient 40 pour cent de la richesse mondiale,

sont traités par des contrôles administratifs timides, des amendes symboliques et l'application des lois civiles.

Les distorsions grotesques du système judiciaire et la guerre agressive menée par la police contre les pauvres ne feront qu'empirer sous la présidence de M. Trump et du procureur général Jeff Sessions. Il y a eu un recul des restrictions imposées par le président Barack Obama en 2015 au programme 1033, une mesure prise par le Congrès en 1989 qui permet le transfert du gouvernement fédéral aux forces de police locales d'armes militaires, y compris des lance-grenades, des véhicules blindés de transport de troupes et des mitrailleuses de calibre 50. Depuis 1997, le ministère de la Défense a remis aux services de police un matériel militaire d'une valeur stupéfiante de 5,1 milliards de dollars

L'administration Trump ressuscite également des prisons privées dans le système carcéral fédéral, accélérant la soi-disant guerre contre la drogue, bourrant les tribunaux de juges d'extrême droite chargés de l'ordre public et qui prêchent la politique clivante de la punition et du châtiment. Les syndicats de policiers adoptent avec enthousiasme ces actions, voyant en elles un retour à la mentalité du Far West qui a caractérisé la brutalité des services de police dans les années 1960 et 1970, lorsque les radicaux, en particulier les radicaux noirs, ont été assassinés en toute impunité par les forces de l'ordre. La Garde Prétorienne des élites, comme dans tous les systèmes totalitaires, sera bientôt hors d'atteinte de la loi. Comme l'écrit Vitale dans son livre, « Notre système de justice pénale est devenu une gigantesque usine de vengeance. »

Les arguments – y compris celui raciste sur les « superprédateurs » [« superpredator » : Jeune commettant maints crimes violents parce qu'il a été élevé sans morale., NdT] – utilisés pour justifier le renforcement du pouvoir policier n'ont aucune crédibilité, comme en témoignent la violence armée dans le sud de Chicago, l'échec lamentable de la guerre contre les drogues et le développement massif du système carcéral au cours des 40 dernières années. Le problème n'est pas tant dans les techniques et les procédures de maintien de l'ordre que dans le recours croissant à la police comme forme de contrôle social pour étayer un système de capitalisme d'entreprise qui a transformé les travailleurs pauvres en serfs modernes et abandonné des pans entiers de la société. Le gouvernement ne tente plus d'atténuer les inégalités raciales et économiques. Au lieu de cela, il criminalise la pauvreté. Il a transformé les pauvres en une source de profits supplémentaire pour les riches.

« En conceptualisant le problème du maintien de l'ordre comme un problème de formation et de professionnalisation inadéquates, les réformateurs ne parviennent pas comprendre comment la nature même du maintien de l'ordre et du système judiciaire a servi à maintenir et à exacerber l'inégalité raciale », écrit M. Vitale. « En invoquant un "ordre public" sans préjugés raciaux, ils renforcent un système qui désavantage les personnes de couleur sur le plan structurel. À la racine, ils ne comprennent pas que la nature fondamentale de la police, depuis ses origines premières, est d'être un outil pour gérer les inégalités et maintenir le statu quo. Les réformes policières qui ne tiennent pas compte directement de cette réalité sont vouées à la reproduire. … Des policiers bien formés qui suivent les procédures appropriées arrêteront quand même des gens principalement pour des délits mineurs, et ce fléau continuera de tomber principalement sur les communautés de couleur, car c'est ainsi que le système est conçu pour fonctionner – non pas en raison des préjugés ou des incompréhensions des agents. »

Dans une entrevue récente, M. Vitale m'a dit : « Nous menons une guerre contre la drogue depuis 40 ans en mettant les gens en prison pour des peines toujours plus longues. Pourtant, les drogues sont moins chères, plus faciles à obtenir et de meilleure qualité que jamais. N'importe quel lycéen américain peut se procurer n'importe quelle drogue. Pourtant, nous persistons dans cette idée que la solution au problème de la drogue et à bien d'autres problèmes sociaux passe par l'arrestation, les tribunaux, les peines, les prisons. C'est à cela que joue Trump. Cette idée que le seul rôle approprié de l'État est celui de la coercition et des menaces – que ce soit dans le domaine de la politique étrangère ou dans le domaine domestique. »

Comme l'écrit Vitale dans son livre, les forces de police n'ont pas été constituées pour assurer la sécurité publique ou prévenir le crime. Elles ont été créées par les classes possédantes pour maintenir leur domination économique et politique et exercer un contrôle sur les esclaves, les pauvres, les dissidents et les syndicats qui contestaient l'emprise des riches sur le pouvoir et la capacité d'amasser des fortunes personnelles. Bon nombre des techniques policières américaines, y compris la surveillance à grande échelle, ont été mises au point et perfectionnées dans les colonies des États-Unis, puis ramenées aux services de police de la nation. Les Noirs du Sud devaient être contrôlés, et les syndicats et les socialistes radicaux du Nord-Est et du Middle West industriels devaient être brisés.

Le rôle fondamental de la police n'a jamais changé. Paul Butler dans son livre « Chokehold: Policing Black Men » et James Forman Jr. dans son livre « Locking Up Our Own: Crime and Punishment in Black America » font écho au message de Vitale selon lequel la guerre contre les drogues « n'a jamais porté sur la santé ou la sécurité publiques. Il s'agit d'offrir une couverture à des policiers agressifs et inquisiteurs qui ciblent presque exclusivement les gens de couleur. »

« Les gens évoquent souvent la police métropolitaine de Londres, formée dans les années 1820 par Sir Robert Peel », déclare Vitale. « Elle est présentée comme cet idéal libéral d'une police impartiale et politiquement neutre ayant l'appui des citoyens. Mais c'est une mauvaise interprétation de l'histoire. Peel fut dépêché pour gérer l'occupation britannique de l'Irlande. Il fut confronté à un dilemme. Historiquement, les soulèvements paysans, les révoltes rurales étaient traités par la milice locale ou l'armée britannique. Dans le sillage des guerres napoléoniennes, alors qu'il y avait de soldats dans d'autres parties de l'Empire britannique, il éprouva de plus en plus de difficultés à gérer ces troubles. De plus, lorsqu'il appela la milice, elle ouvre souvent le feu sur la foule et tua de nombreuses personnes, créant des martyrs et aggravant les troubles. Il mit sur pied la Peace Preservation Force, qui fut la première tentative de créer une force militaire civile hybride qui pouvait tenter de conquérir

la population en s'implantant dans les communautés locales et en assumant certaines fonctions de contrôle de la criminalité, mais son but premier était toujours de gérer l'occupation. Il exporta ensuite ce modèle à Londres, alors que les classes ouvrières industrielles inondaient la ville, affrontant la pauvreté, les cycles de boom et de ralentissement de l'économie, et cela devint leur mission première. »

« La création de la toute première police d'État aux États-Unis a été la Pennsylvania State Police en 1905 », déclare Vitale. « Pour les mêmes raisons. Elle a été calquée sur le modèle des forces d'occupation américaines aux Philippines. Il y avait un va-et-vient entre le personnel et les idées. Ce qui s'est passé, c'est que la police locale n' a pas été en mesure de gérer les grèves dans les industries du charbon et du fer. […] On avait besoin d'une police plus attachée aux intérêts du capital. […] Il est intéressant de noter que, pour ces petits agents de police de petites villes minières, il y avait parfois de la sympathie. Ils ne voulaient pas ouvrir le feu sur les grévistes. La police d'État a donc été créée pour être le bras armé de la loi. Encore une fois, le lien direct entre le colonialisme et la gestion domestique des travailleurs.[…] C'est un échange bidirectionnel. Au fur et à mesure que nous développons des idées dans le cadre de nos propres entreprises coloniales, nous les faisons connaître, puis nous les affinons et les renvoyons à nos partenaires dans le monde entier, qui sont souvent des régimes despotiques entretenant des relations économiques étroites avec les États-Unis. Il y a une histoire très triste ici, où les États-Unis exportent essentiellement des modèles de police qui se transforment en escadrons de la mort et en horribles violations des droits de la personne. »

Le recours presque exclusif à une police militarisée pour lutter contre les profondes inégalités et les problèmes sociaux fait des quartiers pauvres de villes comme Chicago de mini-États en déliquescence, des États où les jeunes hommes et femmes démunis rejoignent un gang pour assurer leur sécurité et avoir un revenu, et se livrent à des guerres contre d'autres gangs et la police. La politique des « fenêtres brisées » transfère le fardeau de la pauvreté sur les pauvres. Il criminalise les infractions mineures, soutenant que le désordre produit la criminalité et revenant sur des décennies de recherches sur les causes de la criminalité.

« Au fur et à mesure que la pauvreté s'aggrave et que les prix des logements augmentent, l'aide gouvernementale au logement abordable s'est évaporée, laissant dans son sillage une combinaison de refuges pour sans-abri et d'un maintien de l'ordre agressif axé sur les fenêtres brisées », écrit M. Vitale. « Au fur et à mesure que les établissements de santé mentale ferment leurs portes, les forces de l'ordre deviennent les premiers intervenants à demander de l'aide en cas de crise de santé mentale. Comme les jeunes sont laissés sans écoles, sans emplois ou sans installations récréatives adéquates, ils forment des gangs pour se protéger mutuellement ou participent au marché noir des biens volés, de la drogue et du sexe pour survivre et sont impitoyablement criminalisés. Le maintien de l'ordre moderne est en grande partie une guerre contre les pauvres qui ne fait pas grand-chose pour rendre les gens plus sûrs ou les collectivités plus fortes, et même quand il le fait, cela s'accomplit grâce aux formes les plus coercitives de pouvoir étatique qui détruisent la vie de millions de personnes. »

L'offensive accélérée contre les pauvres et l'omnipotence croissante de la police signalent notre transformation en un État autoritaire dans lequel les riches et les puissants ne sont pas soumis à l'État de droit. L'administration Trump ne promouvra aucune des conditions susceptibles d'améliorer cette crise – logements abordables, emplois bien rémunérés, écoles sûres et accueillantes qui n'exigent pas de frais de scolarité, meilleurs établissements de santé mentale, transports publics efficaces, reconstruction de l'infrastructure du pays, forces de police démilitarisées dans lesquelles la plupart des policiers ne portent pas d'armes, soins de santé universels et financés par le gouvernement, fin des prêts prédateurs et des pratiques contraires à l'éthique des grandes entreprises ; et des compensations pour les Afro-Américains, ainsi que la fin de la ségrégation raciale. Trump et la plupart de ceux qu'il a nommés à des postes de pouvoir méprisent les pauvres comme un poids mort sur la société. Ils accusent les populations sinistrées de leur propre misère. Ils cherchent à assujettir les pauvres, en particulier ceux de couleur, par la violence policière, des formes toujours plus dures de punition et un déploiement du système carcéral.

« Nous avons besoin d'un système efficace de prévention et de contrôle de la criminalité dans nos collectivités, mais ce n'est pas ce qu'est le système actuel », écrit Alexander dans « The New Jim Crow ». […] « Le système est plutôt conçu pour créer la criminalité, et une classe perpétuelle de gens étiquetés criminels. […] Dire que l'incarcération de masse est un échec lamentable n'a de sens que si l'on suppose que le système de justice pénale est conçu pour prévenir et contrôler la criminalité. Mais si l'incarcération de masse est comprise comme un système de contrôle social – en particulier de contrôle racial – alors le système est une formidable réussite. »

Source : Truthdig, Chris Hedges, 22-10-2017

En dictature oligarchique. Harcèlement, menace, culpabilité. Haro sur les fainéants, les profiteurs ! A bas les gueux !

Ils veulent instaurer un service de travail obligatoire comme sous le IIIe Reich nazi en contraignant tout homme ou femme en âge de travailler d'accepter n'importe quelles conditions de travail, et assurer le suivi quotidien de leur recherche d'emploi en constituant un fichier digne du carnet de travail institué sous le régime de Vichy.

Quand vous vous retrouvez au chômage comme cela m'est arrivé plus d'une fois, c'est que vous l'avez bien voulu, c'est de votre faute. C'est comme l'étudiant qui ne peut pas s'inscrire en faculté, c'est forcément parce qu'il fait preuve de mauvaise volonté. Et quand vous êtes pauvre, c'est parce que vous jetez l'argent par la fenêtre. Bref, dans tous les cas de figure c'est vous le

coupable des difficultés que vous rencontrez ou de votre situation, mais certainement pas la société (capitaliste) telle qu'elle est ordonnée ou fonctionne. La politique du chef de l'Etat ou du gouvernement ainsi que leurs prédécesseurs n'en portent aucune responsabilité.

C'est à vous de vous adapter à la situation que vous rencontrez, quitte à faire toujours plus de sacrifices ou sacrifier carrément vos aspirations, votre famille, vos enfants, vous devez accepter que votre mode de vie régresse en ayant la satisfaction d'échapper à pire encore, estimez-vous heureux! Si vous vous êtes trouvé au mauvais endroit au mauvais moment et qu'on vous impose un mauvais traitement en conséquence, vous n'allez tout de même pas accuser la société ou le gouvernement d'en être responsable, franchement. Qui alors ? Personne. Mais vous, vous n'êtes pas rien, vous êtes bien une personne. Justement, peut-être que vous avez pris de mauvaises décisions au cours de votre vie, peut-être que vous n'avez pas rencontré ou fréquenté les bonnes personnes, bref, c'est bien vous qui vous êtes orienté dans cette direction qui vous a conduit où vous en êtes, alors cessez de vouloir en accuser les autres, un peu de dignité s'il vous plaît, assumez vos erreurs et acceptez humblement d'en payer le prix, et vous vous verrez que vos difficultés s'aplaniront en faisant preuve d'un peu de patience... En réalité, vous finirez par vivre avec puisque vous n'aurez pas eu le choix et vous n'en verrez jamais bout, ils tablent sur votre lassitude pour accepter le traitement indigne qu'ils vous ont réservé.

Pendant que les inégalités se creusent ou que la concentration des richesses entre quelques mains s'accélère, ils nous traitent en délinquants, en parias, ils répriment ceux qu'ils ont exclus de la société ou mis au rebut et ils les traitent en déchets qu'ils entendent retraiter à bon marché au marché aux esclaves, après avoir adopté de nouvelles lois scélérates contre le droit du travail.

Les droits pour les patrons, les devoirs pour les travailleurs... Mais, mais, comment s'égosille le pauvre type sous influence, vous vous méprenez, les travailleurs ont des droits. Oui, vous avez raison, sauf celui d'avoir un travail et un salaire décent et c'est bien là l'essentiel, non ?

- Etre au chômage donne "droits et devoirs", martèle Maillard (LREM) - AFP

Etre au chômage donne "droits et devoirs", a martelé mercredi le député La République en marche Sylvain Maillard, commentant des informations du Canard enchaîné selon lesquelles le gouvernement envisage de durcir certaines sanctions dans le cadre de la future réforme de l'assurance chômage.

"Les droits c'est d'avoir une formation beaucoup plus efficace (...) mais, à côté de ça, on a des devoirs: le devoir de chercher en permanence un emploi ou d'accepter un emploi qui correspond à (sa) qualification, ou en tout cas à ses espérances de travail" a rappelé M. Maillard sur RTL.

Selon une note confidentielle du ministère du Travail citée par l'hebdomadaire satirique, une recherche insuffisante, un refus de formation ou un refus de deux offres d'emploi jugées raisonnables, entraîneraient une réduction des allocations de 50% pendant deux mois. En cas de récidive, ces allocations seraient supprimées pour une durée de deux mois.

En outre, chaque demandeur d'emploi devra remplir un "rapport d'activité mensuel", listant l'ensemble des démarches effectuées pour favoriser son retour à l'emploi, selon cette note.

Concernant le rapport d'activité, le député de Paris a indiqué que "l'idée n'est pas de fliquer" le demandeur d'emploi. "C'est aussi d'être derrière lui en lui disant "la société vous donne une indemnité chômage (...) mais vous avez le devoir de montrer que vous faites vraiment action de recherche d'emploi". Droits et devoirs".

M. Maillard a estimé qu'il y avait "un besoin d'être un peu plus encadré, d'être plus suivi", ajoutant : "quand vous êtes en recherche d'emploi vous avez aussi besoin d'avoir presque un coach derrière vous". AFP 27 décembre 2017

"la société vous donne une indemnité chômage", est-ce vraiment cela que les travailleurs attendent de la société ? Ne serait-ce pas plutôt un vrai travail avec un salaire décent ? Si votre société n'est pas en mesure de lui donner, elle doit disparaître avec son système économique et vous avec !

Florilège de la libréaction.

Quand on sait qu'il n'a absolument aucun pouvoir, aucune liberté de parole...

- «Le Président utilise finalement les médias, mais il en garde le contrôle» - Liberation.fr

Plus réactionnaire tout court...

- Emmanuel Macron, un monarque à la Giscard plus conservateur que libéral - Liberation.fr

Loi travail, surveillance des chômeurs, mesures sécuritaires… Le chef de l'Etat épouse finalement bien plus la dérive droitière de la seconde période du mandat de VGE que son libéralisme sociétal. Liberation.fr

Le vomi qu'ils vous conseillent en guise de menu pour le réveillon de la Saint-Sylvestre.

- Brigitte Macron look, y es-tu ? Un réveillon tout en bastons «Balance ton porc» Des rires gras avec la couenne Obsèques de Johnny Les Champs du cygne Les végans Tiens, voilà du boudin ! Cantat et Polanski à découvert ou frontal ? - Liberation.fr

«Libération» vous fournit quelques pistes de débats pour animer la table de la Saint-Sylvestre. Liberation.fr

C'était peut-être juste histoire de vous souhaiter de passer une mauvaise soirée ou de vous pourrir la vie jusqu'au bout... Comme dirait Maduro (Au Premier ministre canadien) : Allez vous faire foutre !

On a mieux comme sujet "de débats" : Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable. Cette formule va très bien à M. Maillard !

Et aux écologistes qui soutiennent le capitalisme.

Au secours la planète se réchauffe !

- Jusqu'à -50 degrés en Amérique du Nord, des chutes de neige record - HuffPost FR

Des chutes de neige record et une vague de froid polaire prolongée glaçaient l'Amérique du Nord ce mercredi 27 décembre, où les habitants luttaient contre des températures allant jusqu'à -50°C.

Dans l'Etat de New York, le gouverneur Andrew Cuomo a mis en garde contre cette vague de froid qui doit durer jusqu'au 2 janvier. Les températures devraient tomber jusqu'à -40°C dans le nord de l'Etat à partir de jeudi. Le froid s'accompagne également de chutes de neige record.

A Erié, non loin des chutes du Niagara et dont le lac sert de frontière naturelle avec le Canada, il est tombé 1,5 mètre de neige en seulement 48 heures.

Selon les données des services météo américains, les 86 cm de neige tombés le jour de Noël sont un record absolu pour la ville, loin devant les 51 cm du 22 novembre 1956. Sur les deux jours, du lundi au mardi à 17h locales, la chute de 1,5 mètre de neige a également pulvérisé un record de 1958.

Sur l'ensemble du mois, les 245 cm de neige cumulée ont là aussi battu un record, faisant de décembre le mois le plus neigeux de l'historie d'Erié.

La vague de froid est encore plus extrême au Canada, où le nord de l'Ontario devrait lui aussi connaître un record avec des températures à -50°C.

"Des froids qui s'installent aussi longtemps et sur une étendue aussi grande, de mémoire, je n'en ai jamais connu", a affirmé à l'AFP Alexandre Parent, météorologue de l'agence fédérale Environnement Canada. Selon lui, bien plus que le thermomètre, c'est l'étendue de la vague de froid et sa durée qui rendent cet épisode exceptionnel.

L'agence fédérale a publié des avertissements de froid extrême lié à une poussée de l'air arctique pour les provinces du Québec, de l'Ontario, du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta. HuffPost FR 29.12

Roumanie. Désinformation et manipulation des faits. L'UE ou la dictature des juges.

I - La réalité falsifiée de l'UE.

- Roumanie/justice: le Premier ministre fait un geste envers les manifestants AFP 27 décembre 2017

Le Premier ministre roumain Mihai Tudose a reçu mercredi des membres des ONG et des représentants de la société civile qui protestent depuis des semaines contre une réforme décriée de la justice, sans toutefois obtenir un arrêt des manifestations.

"Nous avons exhorté M. Tudose à demander l'avis de la Commission de Venise (un organe du Conseil de l'Europe, ndlr) et à

proroger dans l'intervalle l'entrée en vigueur des lois de la justice", a déclaré Mihai Politeanu, de l'association Initiativa Romania, à l'issue de cette réunion.

Le Premier ministre social-démocrate doit "assumer ses responsabilités et utiliser les leviers dont il dispose pour mettre un terme aux dérapages" qui menacent l'indépendance de la justice, a-t-il estimé.

Le Parlement dominé par la gauche a approuvé la semaine dernière trois propositions de loi qui font craindre une réduction de l'indépendance des magistrats et une restriction des prérogatives du Parquet anticorruption (DNA), extrêmement actif dans les poursuites envers les élus soupçonnés de corruption, et très populaire parmi les Roumains. AFP 27 décembre 2017

II - Les faits réels.

- Laughland dénonce la procédure de sanction de la Commission EU contre la Pologne - RT 22 décembre 2017

John Laughland, directeur des études à l'institut de la démocratie. (Vidéo : https://www.youtube.com/watch?v=41ReVoXP0u4)

Transcription. Extrait.

Le gouvernement précédent avait essayé de remplir la Cours constitutionnelle par des juges nommés par elle-même dans l'esprit de pouvoir continuer ainsi sa propre hégémonie politique. Cette hégémonie politique, elle a pu la construire, le précédent gouvernement, parce que cette Cours constitutionnelle polonaise a des pouvoirs très considérables, notamment de révoquer des lois votées par le Parlement. Donc le nouveau pouvoir a considéré qu'il y avait un déséquilibre institutionnel majeur, entre d'une part le Parlement, qui est bien évidemment élu et l'expression de la volonté du peuple, et d'autre part une Cours constitutionnelle composée de quinze juges, dont il suffit que trois votent contre une loi pour qu'elle ne soit pas appliquée. Alors il y a là bien évidemment un déséquilibre préoccupant sur le plan démocratique, puisque normalement c'est le Parlement qui fait la loi et non pas les juges. RT 22.12

En France, c'est le Conseil constitutionnel qui possède ce statut ou qui remplit cette fonction antidémocratique.

L'Institut de la Démocratie et de la Coopération est un institut de réflexion (think-tank) basée à Paris avec statut consultatif auprès de l'ECOSOC (le Conseil Economique et Social de l'Organisation des Nations Unies) depuis 2015.

John Laughland, Directeur des Etudes, est philosophe et historien. De nationalité britannique, auteur de nombreux ouvrages, il a été commentateur sur les affaires internationales pour la presse britannique et internationale. Il écrivait dans les colonnes de The Spectator, The Guardian, The Mail on Sunday, The Times, Die Welt, Frankfurter Allgemeine Zeitung et d'autres journaux de renom. Titulaire d'un doctorat en philosophie de l'Université d'Oxford, il a reçu l'habilitation à diriger des recherches en France à l'Université de Marne la Vallée en 2003. Il a été maître de conférences à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris de 1991 à 1995 et il a enseigné à l'Université Paris – III et à l'Université Saint Pie V à Rome. Il parle anglais, français, allemand, italien et russe. (Source : http://www.idc-europe.org/fr/Institut-de-la-Democratie-et-de-la-Cooperation)

Iran. Désinformation et présentation frauduleuse des faits.

I - La propagande occidentale.

- Nouveaux rassemblements antigouvernementaux en Iran - Reuters

La police anti-émeutes iranienne a dispersé vendredi des manifestants protestant contre le gouvernement dans la ville de Kermanshah (ouest), rapporte l'agence de presse semi-officielle Fars, au lendemain d'autres rassemblements hostiles au président Hassan Rohani dans le nord-est du pays.

Des manifestations ont également été signalées à Téhéran et dans d'autres grandes villes du pays.

Ces rassemblements interviennent dans un contexte de mécontentement croissant contre la politique économique du gouvernement ou encore l'intervention coûteuse de l'Iran dans les conflits en Syrie ou en Irak.

A Kermanshah, où plus de 600 personnes ont péri lors d'un séisme le mois dernier, quelque 300 manifestants se sont rassemblés aux cris de "Liberté pour les prisonniers politiques" ou "La liberté ou la mort". Des bâtiments publics ont été endommagés, a déclaré l'agence Fars.

D'autres rassemblements ont eu lieu à Sari et Racht dans le nord du pays, à Qom au sud de Téhéran et Hamadan dans l'ouest

du pays, d'après des images postées sur les réseaux sociaux dont Reuters n'a pu vérifier l'authenticité.

A Téhéran, une cinquantaine de personnes se sont réunies sur une place, et la plupart ont accepté de quitter les lieux à la demande de la police, hormis quelques manifestants qui ont été "temporairement arrêtés", a déclaré Mohsen Nasj Hamadani, directeur adjoint de la sécurité pour la province de Téhéran.

A Ispahan (centre), un habitant joint par téléphone a déclaré que des manifestants avaient rejoint un rassemblement organisé par des ouvriers d'usine pour réclamer des arriérés de salaires.

"Les slogans sont rapidement passés de l'économie à des slogans hostiles au (président Hassan) Rohani et au guide suprême (l'ayatollah Ali Khamenei)", a déclaré ce témoin.

A Qom, fief du clergé chiite, des manifestants ont scandé des slogans hostiles à Khamenei. "Seyyed Ali devrait avoir honte et quitter seul le pays", ont chanté les protestataires.

Jeudi, une manifestation a déjà eu lieu à Mashhad, deuxième ville d'Iran, contre la hausse des prix et le gouvernement, au cours de laquelle une cinquantaine de personnes ont été arrêtées.

Les manifestations à caractère politique sont rares en Iran, où les forces de sécurité sont omniprésentes. Les derniers rassemblements antigouvernementaux de grande ampleur ont eu lieu en 2009 pour protester contre la réélection de Mahmoud Ahmadinejad.

L'ayatollah conservateur Ahmad Alamolhoda, un proche du guide suprême de la Révolution islamique Ali Khamenei, a réclamé davantage de fermeté contre les manifestants.

"Si les services chargés du maintien de l'ordre laissent les émeutiers livrés à eux-mêmes, les ennemis publieront des vidéos et des photos dans les médias et diront que le système de la République islamique a perdu sa base révolutionnaire à Mashhad", a-t-il dit, selon des propos rapportés par l'agence Irna.

Alamolhoda a également déploré que des manifestants aient selon lui profité d'un rassemblement contre la hausse des prix pour crier leur hostilité au rôle de Téhéran dans les guerres régionales.

"Dans une foule de plusieurs centaines de personnes, un groupe n'excédant pas 50 personnes a crié des slogans déviants et affreux tels que 'Quittons la Palestine', 'ni Gaza, ni Liban, je ne donnera ma vie que pour l'Iran'," a déclaré l'ayatollah.

Certaines vidéos diffusées sur internet montrent aussi des manifestants criant "Mort à Rohani" ou "Mort au dictateur".

Le vice-président Eshaq Jahangiri, allié de Hassan Rohani, a laissé entendre que les conservateurs radicaux opposés au chef de l'Etat pourraient être à l'origine de ces manifestations.

"Quand un mouvement social et politique est lancé dans la rue, ceux qui l'ont déclenché ne seront plus forcément capables de le contrôler par la suite. Ceux qui sont derrière ces événements se brûleront les doigts", a-t-il déclaré, cité par l'agence Irna.

La télévision d'Etat a indiqué que des rassemblements annuels et des événements sont prévus samedi pour commémorer les manifestations progouvernementales de 2009 contre les réformistes.

L'accord conclu en 2015 par Hassan Rohani avec le groupe P5+1 sur la limitation du programme nucléaire iranien en échange d'un assouplissement des sanctions économiques tarde à faire sentir ses effets.

De nombreux Iraniens estiment que leur situation ne parvient pas à s'améliorer en raison de la corruption et de la mauvaise gestion publique.

Selon l'institut iranien de la statistique, le taux de chômage s'établit à 12,4% sur l'année fiscale, en hausse de 1,4 point par rapport à l'année précédente.

Environ 3,2 millions d'Iraniens sont sans emploi sur une population de 80 millions d'habitants. Reuters 30 décembre 2017

II- Le rétablissement des faits.

Manifestations antigouvernementales dans le Khorassan iranien - Réseau Voltaire

D'importantes manifestations ont eu lieu le 28 décembre 2017 dans le Khorassan (région d'Iran à la frontière afghane). Les protestataires dénonçaient le chômage, la corruption du gouvernement et la baisse du niveau de vie.

Les principales villes touchées ont été Mecchad (sanctuaire de l'imam Reza et troisième agglomération du pays), Birjand, Kashmar et Nishapur.

Selon les images disponibles, les foules ont scandé : « Pas à Gaza, pas au Liban, ma vie c'est en Iran ! », « Mort à Rohani ! » et dans certains cas « Mort au dictateur ! ».

Contrairement à la présentation qu'en font les médias occidentaux, ces manifestations n'ont rien à voir avec la « révolution verte » de 2009. À l'époque, il s'agissait de renverser le président Mahmoud Ahmadinejad et de le remplacer par un pro-US. Les protestations se tenaient presque exclusivement à Téhéran et Ispahan. Elles étaient surtout le fait de la bourgeoisie aisée. Au contraire, les derniers événements sont très populaires. Les manifestations sont principalement dirigées contre cheikh Hassan Rohani qui avait promis la levée des sanctions dès la signature de l'accord 5+1 ; or si le traité a bien été signé, les sanctions n'ont jamais été levées. On lui reproche également l'invraisemblable enrichissement de son entourage. Secondairement, les protestataires en appellent au Guide la Révolution, l'ayatollah Ali Khamenei. Ils lui reprochent d'avoir renoncé à recadrer le président et de consacrer ses efforts à seule la défense des Palestiniens, du Hezbollah et de la Syrie. Les partisans de l'ancien président Ahmadinejad (dont les proches sont interdits de concourir aux élections) se sont joints aux manifestants.

La police s'est montrée très tolérante : les « voltigeurs » (policiers à moto) ont fraternisé avec les manifestants. À Mecchad, ils sont passés au milieu de la foule qui les a applaudis.

Le chômage est officiellement de 12 %, mais est très inégalement réparti sur le territoire. Il serait beaucoup plus important dans le Khorassan. Réseau Voltaire 29 décembre 2017

Israël. Désinformation et autocensure ou comment ils escamotent les faits.

I - La présentation avantageuse ou anodine.

- Jérusalem: le Guatemala défend une décision "souveraine" - AFP

Le président du Guatemala Jimmy Morales a emboîté le pas à son homologue américain Donald Trump en annonçant le transfert à Jérusalem de l'ambassade de son pays en Israël. Une décision que le Guatemala défend par son amitié avec Israël depuis toujours. AFP 29.12

II - Et celle qui l'est beaucoup moins que l'AFP autocensure.

- Israël, le Guatemala et l'apartheid - Réseau Voltaire

Le président du Guatemala, Jimmy Morales, a annoncé que son pays déplacerait son ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem.

James Morales Cabrera est professeur de théologie baptiste, grand admirateur des États-Unis. Il a changé son prénom en Jimmy pour faire plus états-unien. Grand pourfendeur de l'amoralité, il a joué avec son frère Sammy dans la série télévisé Moralejas (« Morales ») et dans sept films, dont celui d'Alejo Crisóstomo, Fe (« Foi ») —ce qui n'a pas empêché ses enfants et Sammy d'être accusés d'avoir organisé le financement illégal de sa campagne électorale—.

Pour comprendre les relations du Guatemala avec Israël, il faut revenir aux années 1982-83, lorsque en pleine guerre civile le général Efraín Ríos Montt s'empara du pouvoir par un coup d'État organisé par la CIA.

Le général Ríos Montt était le frère de l'évêque catholique Mgr Mario Ríos Montt. Cependant, il abjura le catholicisme et se convertit à l'Église du Verbe, une secte affiliée à la Gospel Outreach, elle-même directement liée au Pentagone. Il se lia alors d'amitié avec Jerry Falwell et Pat Robertson.

Le général Ríos Montt, qui se faisait photographier la mitraillette dans une main et la Bible dans l'autre, lutta férocement à la fois contre les guérillas marxistes et contre des groupes indigènes. Surtout, il reçut 300 conseillers israéliens qui formèrent son armée et avec lesquels il mena une expérimentation sur des indiens Mayas. Il s'agissait de tester les conditions de création de faux États indépendants, sur le modèle de ce que le Mossad avait déjà tenté dans l'Afrique du Sud de l'apartheid (les « Bantoustans ») et en prévision de ce que pourraient être des « États » palestiniens (Cisjordanie et Gaza).

Ari Ben-Menashe a relaté une partie des relations secrètes du Guatemala et d'Israël dans Profits of War : Inside the Secret U.S.-

Israeli Arms Network, notamment la manière dont le conseiller de Sécurité nationale US, Robert McFarlane, et le général Ariel Sharon organisèrent sous les ordres du président Ronald Reagan le transfert illégal de six hélicoptères à l'armée guatémaltèque.

Les faits ont été attesté, en novembre 2016, lors du procès de l'ancien chef d'état-major de l'armée de Terre, Manuel Benedicto Lucas Garcia. Réseau Voltaire 27 décembre 2017 (www.voltairenet.org/article199190.html)

En famille. Macron, un produit frelaté.

- Quand Macron emprunte à Sarkozy et Valls la notion de «combat de civilisations» - francais.rt.com

Nommé personnalité de l'année par le journal espagnol El Mundo, Emmanuel Macron a estimé mener un «combat de civilisations» contre le terrorisme. Une formule polémique reprise à l'ancien président Nicolas Sarkozy et au député Manuel Valls.

Le 27 décembre, le quotidien espagnol El Mundo glorifie largement Emmanuel Macron. Elu personnalité de l'année par le journal, le président de la République s'est laissé aller à plusieurs petites confidences dans une interview.

«Je l'ai dit et je l'assume : notre combat est aussi celui d'un combat de civilisations. Certainement pas celui d'une région ou d'une culture contre une autre. Mais nous devons comprendre pourquoi tant d'enfants nés sur notre territoire se retournent contre nos démocraties, les abandonnent et les attaquent», argumente-t-il.

Outre un emprunt à Nicolas Sarkozy et Manuel Valls, difficile de ne pas voir aussi une référence à l'un des théoriciens des relations internationales, Samuel Huntington. Ce professeur de science politique d'Harvard avait publié en 1996 Le Choc des civilisations. Controversé et critiqué par d'autres théories, il énonçait pour principe des oppositions de blocs culturels «civilisationnels», avec la religion pour noyau idéologique. Des postulats théoriques qui ont notamment servi de caution à George W. Bush, après les attentats de 2001, pour menée une guerre aux pays de «l'axe du mal», qui s'est entre autre matérialisée par l'invasion par les Etats-Unis de l'Irak, menant à la destitution de Saddam Hussein. francais.rt.com 27 décembre 2017

Les Etats-Unis terroristes.

- La Russie accuse les USA d'entraîner d'ex-combattants de l'EI - Reuters

Le général Valery Guerassimov affirme, dans un entretien publié par le quotidien Komsomolskaya Pravda, que l'armée américaine utilise une base militaire à Tanf, un axe de communication stratégique à la frontière de l'Irak dans le sud de la Syrie.

Cette base qualifiée d'illégale et la zone qui l'entoure forment "un trou noir" dans lequel les djihadistes peuvent opérer, estime-t-il.

Le général Guerassimov précise que ces anciens djihadistes se font désormais appeler la Nouvelle armée syrienne ou qu'ils utilisent d'autres appellations.

La présence de ces combattants sur la base de Tanf a été établie par des satellites et des drones russes. Guerassimov ajoute qu'un important contingent de djihadistes et d'ex-soldats de l'EI se trouvent également à Chadadi, sur une autre base américaine.

"Ils appartiennent en fait à l'Etat islamique", affirme-t-il. "Mais une fois qu'ils sont formés, ils changent d'endroit et prennent un autre nom. Leur mission est de déstabiliser la situation", ajoute-t-il. Reuters 27 décembre 2017

Ils osent tout

- Solutré classée - Liberation.fr

François Mitterrand en faisait l'ascension rituelle chaque dimanche de Pentecôte. Liberation.fr

- Barack Obama et Hillary Clinton sont les personnalités les plus admirées des Américains, selon un sondage - Franceinfo

- Chine: Allemagne et Etats-Unis dénoncent la condamnation de deux dissidents - AFP

Encore des blogueurs...

Combien d'innocents pourrissent en prison aux Etats-Unis ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Honduras

- Honduras: l'opposition veut faire annuler la réélection d'Hernandez - AFP

L'opposition hondurienne a annoncé mercredi avoir déposé un recours pour "fraude" devant l'autorité électorale pour demander l'annulation de la réélection du président conservateur Juan Orlando Hernandez, vivement contestée dans le pays.

Le candidat de l'opposition Salvador Nasralla avait pourtant annoncé vendredi qu'il renonçait à disputer la victoire au chef de l'Etat sortant, après les félicitations de Washington à ce dernier.

C'est Manuel Zelaya, le coordonnateur de l'Alliance d'opposition à la dictature (gauche) qui a déposé le recours dans la nuit de mardi à mercredi, dénonçant la "fraude dans le décompte des voix et la falsification des procès-verbaux".

Malgré son annonce de retrait, Salvador Nasralla, s'est a nouveau réuni avec Manuel Zelaya pour mettre en place une stratégie de mobilisation en cas de rejet du recours. Deux précédents recours de l'opposition ont déjà été rejetés par le Tribunal suprême électoral (TSE).

A l'issue du scrutin, lors de la publication de résultats partiels portant sur 57% des bulletins, M. Nasralla était apparu avec une nette avance sur son adversaire. Mais M. Hernandez avait pris l'avantage après une série d'interruptions dans le système de comptage du TSE.

Une douzaine de pays, dont les Etats-Unis, ont reconnu Hernandez comme président élu.

L'ONU et la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) ont elles condamné "l'usage excessif de la force utilisée pour disperser les manifestations" qui ont "conduit à la mort de 12 manifestants", et les brutalités commises sur les manifestants arrêtés. AFP 27 décembre 2017

2- Israël

- L'Unesco officiellement notifiée du retrait d'Israël - AFP 30 décembre 2017

Israël, "membre de l'UNESCO depuis 1949", a "toute sa place (...) au sein d'une institution engagée dans la défense de la liberté d'expression, dans la prévention de l'antisémitisme et du racisme sous toutes ses formes et qui a développé un programme unique d'enseignement de la mémoire de la Shoah et de prévention des génocides", affirme Mme Azoulay, mettant également en avant le rôle de l'institution "dans le dialogue des cultures" ou "la lutte contre l'extrémisme violent".

Le 12 octobre, juste après que les États-Unis ont annoncé se retirer de l'Unesco, Israël avait fait part d'une décision similaire, reprochant à l'organisation un parti-pris anti-israélien et la qualifiant de "théâtre de l'absurde où l'on déforme l'histoire au lieu de la préserver".

Le feu couvait depuis plusieurs années sur fond de positions controversées de l'Unesco sur Jérusalem et Hébron, défendues par les pays arabes.

En 2011, l'admission de la Palestine au sein de l'Unesco avait accentué la crise et entraîné la suspension des contributions financières d'Israël et des États-Unis, égales à près du quart du budget de l'agence.

Après son retrait, qui ne sera effectif que fin 2018 conformément aux statuts de l'Unesco, Washington souhaite y demeurer observateur. AFP 30 décembre 2017

3- Mali

- Mali: démission surprise du Premier ministre et du gouvernement - AFP

Le Premier ministre malien Abdoulaye Idrissa Maiga a présenté vendredi sa démission et celle de son gouvernement au

président Ibrahim Boubacar Keïta, a annoncé la présidence malienne dans un communiqué.

Aucune explication officielle n'a été donnée à cette démission qui intervient alors qu'une élection présidentielle est prévue en juillet 2018 au Mali.

Le président Keita a été élu en août 2013 pour cinq ans. Selon des observateurs, le chef de l'Etat, probablement candidat au scrutin présidentiel de 2018, se prépare pour la campagne présidentielle et cherche une meilleure maîtrise de la situation dans le nord du Mali, marquée par une situation sécuritaire difficille avec notamment des attaques jihadistes. AFP 30 décembre 2017

4- Liberia

- George Weah président-élu du Liberia après un scrutin exemplaire - AFP

Le président de la NEC, Jerome Korkoya, a proclamé en début de soirée la "victoire au second tour" mardi de George Weah et de sa colistière, Jewel Howard-Taylor, à l'issue du dépouillement de 100% des suffrages.

Il a confirmé que l'ancien attaquant du PSG, de Monaco et du Milan AC avait remporté 61,5% des voix, contre 38,5% pour son concurrent, le vice-président sortant Joseph Boakai. Des pourcentages identiques à ceux annoncés jeudi après le décompte de plus de 98% des bulletins.

Weah, dont les discours de campagne associaient "espoir" et "unité", a raflé 14 des 15 comtés du pays, ne laissant la victoire à Joseph Boakai que dans son fief de Lofa (nord).

La Maison Blanche a félicité "le peuple du Liberia pour la conclusion réussie du second tour et le président-élu George Weah pour sa victoire", selon un communiqué.

"Il s'agit du premier transfert pacifique du pouvoir d'un chef d'Etat élu démocratiquement à un autre depuis des décennies, ce qui constitue une étape majeure pour la démocratie au Liberia", a souligné Washington, à l'origine de la création au XIXe siècle de la plus ancienne république africaine, constituée pour d'anciens esclaves.

Le Liberia, qui peine à se remettre de l'épidémie d'Ebola, vit encore dans le souvenir de Charles Taylor, 69 ans, ancien chef de guerre puis président (1997-2003), prédécesseur de la présidente sortante Ellen Johnson Sirleaf (2005-2017).

Condamné par la justice internationale à 50 ans de prison, il purge sa peine en Grande-Bretagne pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre perpétrés en Sierra Leone voisine.

Sénateur depuis 2014, George Weah aura comme vice-présidente la sénatrice Jewel Howard-Taylor, ex-femme de Charles Taylor. Mais tous deux affirment ne pas entretenir de lien avec l'ancien président.

Près de trois décennies après le début d'une guerre civile particulièrement atroce --250.000 morts entre 1989 et 2003-- le Liberia s'apprête à vivre une transition en douceur, la première passation de pouvoir entre deux présidents élus depuis 1944.

Mme Sirleaf a déjà signé un décret établissant une "équipe de transition" pour organiser un "transfert ordonné du pouvoir" à son successeur, qui prêtera serment le 22 janvier.

Le Liberia suit l'exemple d'autres pays d'Afrique de l'Ouest qui ont vécu ces dernières années des alternances démocratiques, comme le Sénégal, qui n'a jamais connu de coup d'Etat, le Cap-Vert, le Ghana ou encore le Nigeria. En Gambie, le très autoritaire Yahya Jammeh a cédé le pouvoir après 22 ans en janvier dernier, après avoir contesté pendant six semaines sa défaite à la présidentielle face à Adama Barrow. AFP 30 décembre 2017

ECONOMIE

Etats-Unis

- Avec la légalisation de la marijuana, ruée vers l'or vert en Californie - AFP

Fini la subversion, place au "big business": le 1er janvier, l'usage récréatif du cannabis sera légal en Californie, qui va devenir le plus gros marché mondial de l'herbe planante...et un laboratoire géant à observer pour le reste de la planète.

Huit Etats américains dont le Colorado et l'Etat de Washington en plus de la capitale fédérale Washington ont déjà légalisé la drogue douce mais son usage récréatif désormais autorisé dans l'Etat le plus peuplé d'Amérique change la donne pour tout le secteur.

Le cabinet d'études spécialisé Arcview s'attend à ce que les ventes de cannabis atteignent 5,8 milliards de dollars d'ici 2021 dans le "Golden State".

Les ventes illégales de cannabis y pèsent encore 5,1 milliards de dollars. D'après Jerred Kiloh, propriétaire d'un magasin et président de l'association United Cannabis Association, 80% des commerçants à Los Angeles sont encore illégaux.

Avec la pleine légalisation en Californie, Arcview anticipe une flambée des revenus du secteur aux Etats-Unis: de 6,7 milliards de dollars en 2016 à 22,6 milliards dès 2021.

Le grand Etat de l'Ouest américain avait déjà été pionnier de la marijuana à usage médical aux Etats-Unis, l'autorisant dès 1996. A Los Angeles, on trouve des dispensaires à tous les coins de rue ou presque et l'odeur acre de la petite feuille étoilée flotte à travers la ville.

En cette après-midi de décembre, le dispensaire de Jerred Kiloh fait le plein.

Un client sort en lui lançant: "j'adore ta boutique". Des aficionados attendent leur tour pour montrer leur carte d'identité, lettre du docteur ou permis médical indiquant qu'ils ont besoin de la plante pour soigner douleurs ou angoisses.

D'ici quelques jours, ces papiers ne seront plus obligatoires car tout adulte de plus de 21 ans --comme pour l'alcool et le tabac-- pourra venir choisir à sa guise des fleurs de cannabis ou des gâteaux, bonbons, ou crèmes pour le corps.

La loi californienne autorise une possession de 28,3 grammes de cannabis par personne, ou six plants maximum. On ne peut en consommer en public, au volant, et à moins de 300 mètres d'une école ou d'un établissement pour enfants.

Manne pour le trésor public.

Les enjeux financiers sont énormes: la Californie prélèvera 15%, plus une taxe sur les ventes de 10%, et la plupart des villes imposeront également une taxe municipale de 2 à 10%...

Des villes comme San Francisco, San Diego et San José, pour ne pas perdre une minute, ont déjà émis les permis pour que les commerçants concernés puissent démarrer les ventes d'herbe récréative dès les premières heures de 2018.

Los Angeles, en revanche, est à la traîne et n'a pas encore attribué les licences: les premières demandes ne seront traitées qu'à partir du 3 janvier et il faudra encore plusieurs semaines pour que les autorisations soient effectives, au grand dam de commerçants comme Jerred Kiloh.

A ces lenteurs administratives s'ajoutent de nombreuses complications: comme le gouvernement fédéral n'a toujours pas légalisé la marijuana --et l'administration Trump, ouvertement hostile, pourrait même revenir sur la position plus conciliante du gouvernement Obama-- les commerçants ou cultivateurs sont toujours en proie à un casse-tête pour ouvrir des comptes bancaires ou pour gérer leurs liquidités.

Quant à la police, elle est accommodante dans des villes très à gauche comme Oakland, mais nettement moins dans d'autres, notamment dans les régions rurales et républicaines du "Golden State".

Certains études prévoient un bond de 70% des prix à cause des taxes, tandis que la marijuana à usage médical devrait revenir moins cher tout en permettant d'acheter de plus grandes quantités, ce qui devrait créer des distorsions du marché.

Pour les exploitants, la nouvelle loi multiplie la paperasserie: chaque antenne de distribution, chaque plant, chaque produit doit être enregistré pour montrer qu'il est légal.

Mais la demande anticipée est phénoménale: Jerred Kiloh estime que pour y faire face il faudrait accorder "10.000 permis immédiatement".

Dans l'Etat voisin du Nevada, où la vente de marijuana récréative a démarré en juillet, les autorités ont assoupli le processus d'attribution des permis pour répondre à l'appétit féroce des consommateurs: les dispensaires étaient à court de marchandise. AFP 29 décembre 2017

2- UE.

- Où sont passés les milliards du quantitative easing de la BCE ? - xerficanal-economie.com

Où sont passés les milliards d'euros dépensés par la Banque centrale européenne? Entre le programme de rachat d'actifs publics et privés, et les opérations de refinancement de long terme, ce sont près de 4.000 milliards d'euros qui ont été injectés en zone euro depuis 2011. Cela représente plus d'un tiers du PIB de la zone ! La BCE espérait ainsi atteindre l'objectif d'une inflation de 2 % … en vain. En fait, les milliards de la BCE se sont en partie égarés en route.

On peut dégager au moins trois grands mouvements : D'abord penchons-nous sur les effets sur l'économie productive. Il faut bien se souvenir qu'en 2011, la BCE est contrainte d'intervenir car on craint un effondrement du crédit. En effet, avec la crise de la dette de la zone euro, les fonds monétaires américains se retirent et les banques de la zone - les françaises en tête - se retrouvent en manque criant de liquidités. De ce point de vue, l'intervention de la BCE démarrée en 2011 fut bénéfique : rapporté au PIB, le niveau d'endettement des entreprises non financières de la zone euro a été globalement maintenu depuis. En revanche, on ne constate pas de hausse de l'endettement - même récente - des entreprises. Il faut dire que sans l'appui de la politique budgétaire, corsetée par les plans d'austérité des Etats, la politique monétaire a révélé ses limites en Europe, contrairement aux Etats-Unis qui ont actionné tous les leviers pour relancer leur économie.

En outre, la BCE n'a pas été aidée par les banques qui n'ont pas suivi le mouvement : une grande partie de leurs liquidités glanées auprès de la BCE ont été épargnées auprès… de cette même BCE ! C'est donc retour à l'envoyeur ! Les dépôts des banques de la zone euro à la BCE sont ainsi passés d'un peu plus de 300 milliards d'euros début 2011 à près de 2.000 milliards d'euros aujourd'hui !

Mais alors pourquoi ont-elles préféré stériliser leur cash plutôt que de le prêter à l'économie productive, comme c'est théoriquement leur rôle ? Et bien pour respecter leur ratio de liquidité : le fameux LCR. Ce ratio demande aux banques de mettre en réserve suffisamment de dépôts pour résister à une crise de liquidité importante durant 30 jours. L'idée est de ne plus revivre les faillites de type Northern Rock ou Dexia, qui devaient trouver des milliards de dollars chaque soir sur les marchés pour survivre. Du reste, comme le rappelle Christophe Nijdam, un spécialiste du secteur bancaire, cette amélioration des ratios de liquidité ne durera qu'un temps : car lorsque les taux remonteront, les banques et leurs clients iront placer leur argent ailleurs que sur leurs comptes courants non rémunérés, afin d'obtenir du rendement.

Enfin, il faut noter qu'en parallèle, une partie des liquidités injectées par la BCE se retrouvent en Allemagne et au Luxembourg… et non dans les pays du sud de la zone euro qui en ont plus besoin. Le solde créditeur de l'Allemagne dans le système Target 2 - la balance des paiements entre les banques centrales de l'Eurosystème – ne cesse de croître. Il a atteint un niveau record de 878 milliards d'euros en septembre 2017, tout comme celui du Luxembourg qui atteint 190 milliards d'euros. Or, à l'inverse, l'Italie affiche un solde débiteur de plus de 430 milliards d'euros et l'Espagne de plus de 370 milliards.

Pourquoi cela ? Et bien d'abord parce que les non-résidents de la zone euro, qui ont vendu leurs titres espagnols ou italiens à la BCE, ont souvent leurs comptes bancaires en Allemagne ou au Luxembourg. Mais surtout, comme l'a remarqué l'économiste Eric Dor : les vendeurs italiens et espagnols de titres de leurs pays préfèrent ensuite investir leurs argent dans les produits financiers des banques allemandes ou Luxembourgeoises. Et ce, plutôt que dans leur propre économie productive qui leur inspire moins confiance ! En effet, la BCE, aussi interventionniste soit-elle, n'a pas encore modifié la loi sur les marchés financiers…

En bref, le QE de la BCE aura d'abord servi à sauver les banques. Il aura évité un crédit crunch, c'est quasiment certain. Il aura aussi en partie accentué la fragmentation financière de la zone euro. Mais surtout, il n'aura pas réussi à redynamiser l'économie de la zone, car c'était trop lui demander… xerficanal-economie.com 1er décembre 2017

On retiendra : le QE de la BCE aura d'abord servi à sauver les banques.. Il aura évité un crédit crunch"...

Quand on explique qu'ils se sont dotés du pouvoir et des instruments pour éviter un effondrement brutal ou soudain du capitalisme, on nous rit au nez, ceux qui en sont restés au Capital de la moitié du XIXe siècle nous traitent de révisionniste ou de renégat du marxisme. Mais bon, force est de constater pour la énième fois que notre analyse est corroborée par les faits.

J'ai peut-être l'air de manquer de rigueur dans mes causeries ou je ne me prends pas au sérieux, en revanche je ne suis pas aussi con que certains le pensent. Qu'ils se souviennent, on est toujours le con de quelqu'un, à méditer. Cela m'agace à la fin de devoir toujours répéter la même chose en vain.

Haut de page

Le 31 décembre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (9 pages)

On a fini l'année avec une causerie de plus de 230 pages en décembre. Quel boulot !

Il arrive qu'il y ait des baisses de régime, c'est parce que j'arrive à saturation et non par épuisement, bien que physiquement c'est éprouvant, je suis épuisé physiquement donc intellectuellement, mais pas mentalement, c'est préférable ! Chez ceux qui nous gouvernent, c'est l'inverse, ce sont de dangereux psychopathes. Et j'ai rassuré les lecteurs ! On se détend un peu, on l'a bien mérité.

Je passerai la soirée à la maison avec Selvi ma compagne et Adi sa soeur. Je ne sais pas encore quelle musique va nous accompagner, flamenco, jazz ou funk, ce sont les filles qui décideront, le hard rock n'est pas approprié, mais elles adorent Satriani et Vaï ou Def Leppard, etc.

Quant au repas, c'est mon domaine : Chicken 65 (poulet mariné, gingembre, ail, un mélange d'épices, vinaigre et sel, puis frit à la poêle) ; crevettes à l'armoricaine, curry d'aubergine (coriandre), pomme de terre façon Madras (pommes de terre cuites à l'eau puis revenues dans un mélange d'épices à la poêle, cumin, coriandre, piment en poudre et frais, curcuma, graines de moutarde, une poignée de lentilles concassées, cari leaves, ce sont des petites feuilles très odorantes qui accompagnent presque tous les plats indiens, oignon, ail, sel) ; sambar, c'est une purée de lentilles dans laquelle on ajoute des tomates coupées en petits morceaux et la plupart des épices qu'on vient de citer. J'allais oublier le riz qu'on fait réchauffer en ajoutant des petits pois et leur jus de cuisson, additionné d'une pincée de curry massala et des feuilles de coriandre fraîches !

En réalité, au dernier moment je modifie mes recettes en ajoutant ou en retirant des épices ou en les dosant différemment. C'est assez long à préparer parce que je cuisine pour plusieurs jours, c'est plus économique, et comme c'est délicieux, on ne s'en lasse jamais.

Voilà ce qui compose à peu près notre menu tous les soirs, tous les midis, salade de crudités. Il s'agit d'un plat unique, dans chaque assiette en fonction de notre appétit, autour du riz on dispose environ deux cuillères à soupe de chaque plat. En guise d'apéritif les filles boivent un mélange de sirop et jus de fruits additionné d'eau gazeuse, j'ajoute deux doigts de vodka dans mon verre et des glaçons, et on grignote quelques cacahuètes ou des friandises indiennes. En dessert ce soir, des cornets de glace au chocolat et un café noir pour moi. On boit de l'eau pendant les repas, exceptionnellement ce soir j'aurai le droit à une Carlsberg, je n'ai pas voulu mettre des centaines de roupies dans du vin qui se marie mal avec un repas indien.

Bon réveillon à tous... en pensant tout de même à ceux qui ont le ventre vide.

Parole d'internaute. Le saviez-vous ?

- "Sébastien Auzière fils aîné de Brigitte Macron, est depuis 2016, vice-président de Kantar-Health. Cette société à capitaux qataris a acheté la SOFRES qui est devenue aujourd'hui KANTAR-TNS-SOFRES, filiale du groupe WPP leader international des études d'opinion.

Ceci expliquant peut être cela :

"La politique de Macron ne profite qu'à 1% des Français – au mieux – mais il monte dans les sondages."'

Parole d'internaute sur l'école.

(A propos de La Fabrique du Crétin : La mort programmée de l'école par Jean-Paul Brighelli

1- "Moins ils en savent, plus facilement ils seront taillables et corvéables à merci. Ajoutez à cela le poids psychologique des CDD, qui ont tendance à se généraliser, les facilités faites aux entreprises pour licencier ou délocaliser, et vous obtenez ce que nous avons aujourd'hui : une classe ouvrière parfaitement dépourvue de tout moyen de s'insurger. (...) - parce que l'intelligence est moins l'adaptation que la contestation. (...) : on a orchestré la baisse de niveau en interdisant tout simplement de faire apprendre. (...) Avec l'aval de l'institution, puisque l'élève est plus important que l'enseignant. La spontanéité érigée en dogme est le plus beau facteur d'aliénation moderne. "

2- "Les didacticiens contemporains s'accommoderaient assez d'une langue réduite à 800 mots, comme le "basic english" que l'Angleterre apprenait à ses serviteurs indigènes, du temps de l'Empire. Même souci, même punition : il s'agit aujourd'hui de former les manoeuvres de l'Europe future - et 800 mots sont bien suffisants pour obéir... et se taire.

Bernard Lecherbonnier, dans son récent ouvrage (Pourquoi veulent-ils tuer le français ?) remarque avec une certaine ironie que 800 mots, ce n'est jamais que quatre fois le vocabulaire d'un berger allemand bien dressé. Et il s'agit effectivement de dresser les futurs disqualifiés du libéralisme sauvage.

(...) Prolo tu es né, prolo tu resteras - et si possible deviendras, car nous n'avons pas besoin de toi au sommet. Culture d'héritiers frileux, qui ne cherchent qu'à se préserver.

(...) Car c'est bien de valets qu'ils ont besoin, là-haut. Alors on condamne des enfants à la faute perpétuelle, d'abord en leur apprenant à lire selon des méthodes dont on sait, depuis trente ans, qu'elles génèrent une clientèle massive pour les orthophonistes, puis en leur autorisant les graphies phonétiques, sanction logique de leur incompétence programmée. Le Crétin formaté par les contempteurs de l'orthographe n'aura plus même les moyens d'écrire aux prud'hommes pour protester contre son licenciement. "

3- "En coupant les jeunes de la culture, on les a confinés dans le ghetto d'une langue raréfiée, où les quelques mots subsistants sont affublés de tous les sémantismes en même temps. "C'est géant / c'est nul" : entre ces deux jugements, toute la gamme intermédiaire - tout ce qui permet d'affiner la pensée - a disparu.

(...) Les inventions verbales, dans ce contexte d'appauvrissement général, ne témoignent nullement de la vigueur de la langue, mais de son extinction. Le mot branché (chébran, bléca, ce que vous voulez) est l'argot d'une secte, d'un gang, d'un clan. II n'enrichit pas la langue, il entérine l'exclusion. Les jeunes n'ont plus les mots pour organiser ne serait-ce qu'un embryon de pensée. "

4- "Evidemment, le nouvel enseignant issu d'un IUFM niçois et balancé en première nomination dans la banlieue de Valenciennes n'est pas formé à cela. On lui a déconseillé l'encyclopédisme. On lui interdit la culture - la sienne. "Mettez-vous plutôt à l'écoute de leur culture... Etudiez le rap... Travaillez NTM..."

(...) Proposer à ces enfants de travailler sur leur "culture" c'est les mépriser. Suggérer qu'il serait dangereux (?) de décortiquer avec eux les guerres coloniales, ou inutile de leur expliquer la démocratie athénienne, c'est criminel. Leur conseiller de lire exclusivement des oeuvres courtes, c'est les humilier. "

Parole d'internaute sur le capitalisme.

[Vidéo] Entretien avec Jean-Claude Michéa – Comédie du livre 2017 - LesCrises.fr

https://www.youtube.com/watch?v=z_WvYnRjQWU

Animé par Régis Penalva, directeur littéraire de la Comédie du Livre. « Il est aujourd'hui plus facile d'imaginer la fin du monde que celle du capitalisme. » Avec "Notre ennemi, le capital" (Climats), le philosophe Jean-Claude Michéa poursuit son travail de clarification et de démolition entrepris avec des livres aussi importants que "Orwell, anarchiste Tory", "L'Empire du moindre mal" ou "La Double Pensée". Mais est-il encore possible de « rassembler la grande majorité des classes populaires autour d'un programme de déconstruction graduelle du système capitaliste » ? Les Crises.fr 30.12

La question est mal posée. Il faudrait déjà commencer par admettre que c'est une nécessité historique et que c'est le seul moyen d'en finir avec le capitalisme, encore faut-il en arriver à la même conclusion que les fondateurs du socialisme scientifique, Marx et Engels, à savoir que les capitalistes ne cèderont jamais pacifiquement leur pouvoir, et qu'il faudra les affronter pour leur arracher par la force.

Autrement dit il faut en passer par une révolution qui précédera inévitablement une guerre civile déclenchée par la réaction, pour balayer les institutions de le Ve République et exproprier les principaux capitalistes, afin d'anéantir ou neutraliser leur capacité de nuisance, et c'est seulement ensuite que devrait être entamée la "déconstruction graduelle du système capitaliste".

Si maintenant on rejette ou on est effrayé par les conditions préalables et indispensable à remplir avant d'en arriver à cette étape de la liquidation progressive du capitalisme, ce qui passe par l'organisation des masses exploitées dans un parti politique qui incarne cette perspective politique ou ces objectifs, autant dire qu'on s'interdit de remettre en cause l'existence du capitalisme, en d'autres termes on s'en accommode, et par la suite tous les discours sur ce sujet ne peuvent être que creux ou vides ou demeureront au niveau des bonnes intentions qui ne coûtent rien ou sans lendemain, ce qui est le cas de 99% ou plus parmi ceux qui se disent de gauche.

Sélection de commentaires de lecteurs.

1- "Ce qui me fait marrer, c'est que la plupart des enseignants sont de " gauche"…"

LVOG - On peut donc en déduire que les lecteurs de ce blog sont de droite, merci on s'en était déjà aperçu...

2- "Et ils ne décident ni des programmes ni des méthodes d'enseignement."

LVOG - De rien, pas plus que vous, et tout le monde s'en accommode finalement...

3- "J'ai connu un enseignant maire FN d'un petit village de Normandie qui vous expliquerait deux ou trois choses sur la vie. C'était mon adversaire politique mais il a toujours fait correctement sont travail d'enseignant.

Pour vous paraphraser vous croyez qu'un enseignant dont l'emploi est garanti à forcément besoin d'appliquer toutes les lubies du ministère ? Non justement (sans cela la dégringolade aurait été encore pire). Et c'est bien cela l'intérêt du statut de fonctionnaire : Pouvoir dire merde aux pressions. Vos idées reçues vous empêchent de même chercher à comprendre.

(Pour finir un inspecteur (espèce en voie de mutation-disparition au profit du chef d'entreprise-établissement) était surtout une courroie de transmission servile qui pouvait s'adapter à toutes les lubies de droites comme de gauche)."

LVOG - J'ai cru observer que la plupart des gens qui se prétendent de gauche (y compris chez les enseignants) disent "merde aux pressions"... pour sauter à deux pieds dedans ! Voyez toutes les campagnes identitaires et non communautaires dites sociétales que le PS a orchestrées depuis les années 70-80 et qui en réalité étaient planifiées par l'oligarchie à l'échelle mondiale ou des pays occidentaux pour commencer, pratiquement tous ceux qui se disaient de gauche ou d'extrême gauche y ont adhéré ou participé à des degrés divers, aucun ou presque ne les a dénoncées, condamnées, combattues.

4- "L'alternative? On a le choix : goulag de Staline, camps de rééducation de Mao ou de Ho Chi Minh, voire même le génocide de Pol Pot.

Ah, mais bien sûr, ce n'était pas ça le socialisme. Suis-je bête!"

LVOG - Eh oui ce n'était pas le socialisme, pourquoi, cela vous surprend ? Vous venez d'avouer que vous ne connaissiez rien au socialisme, donc vous n'avez aucune légitimité pour en parler ou l'idée que vous en avez est conforme à la description ou la présentation qu'en ont fait les représentants du capitalisme, qui admettez-le n'allaient pas non plus vous faire un cours de marxisme ! Grand bêta !

5- C'est comme dire que la conséquence inéluctable du capitalisme c'est Mussolini, Hitler, le génocide des Indiens d'Amérique, le colonialisme et ses millions de morts…, les deux guerres mondiales…

Et puis, à réfléchir, Mao et Ho Chi Min ont donné la Chine et le Vietnam d'aujourd'hui.

Le parti communiste est toujours au pouvoir dans ces pays. Cela ne va pas si mal finalement. En tout cas pas beaucoup plus mal que chez nous.

https://www.legrandsoir.info/onze-prouesses-scientifiques-et-techniques-de-la-chine-en-2017.html

LVOG - Eh oui, "la conséquence inéluctable du capitalisme c'est Mussolini, Hitler, le génocide des Indiens d'Amérique, le colonialisme et ses millions de morts…, les deux guerres mondiales" ! Le nier ou refuser de l'admettre illustre votre ignorance des fondements et du fonctionnement du capitalisme...

Je ne suis pas certain du tout que le prolétariat chinois et vietnamien soumis à la surexploitation et réprimé férocement quand il tente de s'organiser librement ou de faire valoir ses droits, estime que pour lui cela ne va "pas beaucoup plus mal que chez nous". Que vous n'ayez pas à vous plaindre du statut que vous a réservé le régime, on n'en doute pas, mais de grâce n'en faites pas une généralité, évitez-nous ce cynisme.

6- "À réfléchir, Hitler a donné l'Allemagne d'aujourd'hui, pays modèle de nos élites et pour qui tout va très bien… C'est sûr qu'avec des raisonnements pareils, le monde est beau."

7- "Le pillage et l'épuisement de l'écosystème en deux siècles (la dite croissance), un réchauffement climatique incontrôlable, une militarisation et une policiarisation croissantes, des inégalités inédites dans l'histoire humaine.

Effectivement, hors du capitalisme, point de salut. Surtout gardons le cap."

8- "La pensée de nos contemporains est quand même soigneusement mise en forme par le quasi ensemble du monde médiatique,

ne l'oublions pas.

Cela explique sans doute, au moins partiellement, cette montée de Macron dans les sondages (quoiqu'il serait intéressant de savoir comment et auprès de qui ils furent réalisés) qui, objectivement ne peut se baser sur de quelconques améliorations de leurs conditions de vie.

Dans le même genre de lecture, comment ne pas mettre "la fabrique de crétins" de Jean-Claude Brighelli disponible, en plus, oh merveille, gratuitement en pdf sur Internet. Il est prof agrégé sortant de l'ENS."

LVOG - Certains continuent de nier que les médias auraient le pouvoir d'influencer les consciences, aussi incroyable que cela puisse paraître, y compris chez des militants d'une mauvaise foi sans borne, pour lesquels le capitalisme se réduit aux rapports de production et à quelques institutions, toutes les représentations idéologiques auxquelles ils ont donné naissance n'existent pas pour eux ou ils jouent un rôle insignifiant dans la société, je soutiens le contraire...

9- "Passionnant de culture et de mise en perspective.

J'ajoute cette citation de Aldous Huxley a toutes celles pré citées par Michéa.

"Les armements, la dette universelle et l'obsolescence programmee sont les 3 piliers de la prospérité occidentale. Si la guerre, le gaspillage et les usuriers étaient abolis, vous vous effondreriez" – le meilleur des mondes-1932"

10- "Huxley oui, le meilleur des mondes, non, ça date de 1962, et c'est dans son dernier bouquin "Island" (traduit chez Plon sous le titre "île", mais doit y avoir d'autres trad)

"L'armement, l'endettement universel et la routine – voilà les trois piliers de la prospérité occidentale. Si la guerre, le gaspillage et les prêteurs étaient abolis, vous vous écrouleriez. Et tandis que vous autres surconsommez, le reste du monde sombre de plus en plus profondément dans la disette chronique. L'ignorance, le militarisme et la procréation – trois maux, dont le pire est la procréation. Pas d'espoir, pas la moindre possibilité de résoudre le problème économique avant qu'elle soit sous contrôle. À mesure que la population s'accroît, la prospérité décline."

La parabole est un peu lourde par ailleurs, il était plus très frais Huxley sur la fin."

LVOG - Mais il n'est pas interdit d'en garder le meilleur, comme chez tout un chacun. Sans revenir sur ce sujet, j'ai intégré la démographie exponentielle mondiale depuis un siècle dans mon analyse de l'évolution du capitalisme jusqu'à nos jours...

11- "Tiens donc le mot pour ne pas dire aussi chez Michéa. Notre ennemi n'est pas le Capital mais celui qui veut se l'accaparer pour lui attribuer toutes les vertus au détriment des travailleurs : le capitaliste.

J'ai toujours trouvé JC Michéa inoffensif. Que propose t-il ? Remplacer le trou laisser par Bernard Maris dans les médias en tant que critique du capitalisme (critique qu'il savait modérer face caméra) et voter pour le vrai socialisme.

La décroissance ? elle a été mise en place par les proprios du "capital" qui ont compris depuis belle lurette que nous étions sur une planète finie. Avec ça les cigares sous leur haut de forme dorment tranquilles."

LVOG - Je n'ai pas eu le temps de visionner cette vidéo, et j'ignore pratiquement tout de monsieur Michéa. J'ai uniquement entendu parler de sa proposition de tirer au sort dans une pochette surprise les élus du peuple, j'en ai déduis qu'on avait encore à faire à un charlatan. Je vais regarder cette vidéo.

12- "J'ai commencé à visionner la conf : Michea est intéressant.

Par moment, malgré son discours d'unification du bas par delà la gauche et la droite, on sent , qu'il a du mal à accepter le concept de propriete privée.

Et c'est ce qui me gêne dans la France Insoumise.

J'aurai un intérêt à voter extrême gauche pour envoyer un signal aux banquiers mais le risque d'élire Mélenchon avec une autorisation de tripatouiller la Constitution est bien trop grand. Parce qu'on sent bien que derrière la France Insoumise, y en a une paire qui n'attendent que ça pour exproprier des résidences secondaires ou locatives sous prétexte d'aide aux migrants ou autre "altruisme".

Les banquiers savent qu'avant de voler la richesse il faut la produire, je doute que l'extreme gauche française en soit à ce stade de compréhension…"

LVOG - Comme ils en savent des choses ces braves banquiers, vous avez raison de leur faire confiance. Encore un de droite, un nanti assurément.

13- "Dommage que Michea escamotte le matérialisme historique et propage l'idée que Lénine prônait un modèle de vie monacale ce qui est une piêtre contrefaçon.

Il dissimule assez grossièrement un anarchisme utopique et réactionnaire du genre proudhonnien.

Il a raison de mettre en valeur la lecture du livre 3 du Capital et ns ns conseillons vivement celle de "Misère de la philosophie" où Marx règle définitivement son compte au socialisme utopique et à toutes ses futures variantes.

Le marxisme a connu de nombreuses interprétations. Michea s'applique à l'orwelliser = la common decency à la place de la lutte des classes! Là il fait pitié."

- Bravo !

Avertissement. Le hors d'oeuvre vous a filé la nausée, le plat de consistance va vous faire vomir...

Cet article est un modèle de propagande digne de Goebbels et je n'exagère pas.

- La révolution Macron n'a pas (encore) eu lieu HuffPost FR

En élisant "un président de 39 ans, qui n'avait aucun parti, que personne ne connaissait et qui sortait de nulle part, la France a stupéfait l'Europe et le monde". Bien conscient de la rupture qu'a représenté son arrivée à l'Elysée au nez et à la barbe de tous les partis de gouvernement, Emmanuel Macron peut laisser se refermer cette année 2017 sans regrets, même si une grande partie de la "révolution" promise pendant sa campagne se jouera en 2018.

Cette année, celui qui, il y a douze mois, était encore un outsider doublé d'un nouveau venu dans le sérail politique, n'a eu de cesse de faire mentir tous les pronostics de ses adversaires et des observateurs. Vainqueur d'une élection présidentielle promise à François Fillon, le fondateur d'En Marche s'est offert en prime une très large majorité à l'Assemblée nationale, précipitant ainsi un renouvellement générationnel sans précédent au Palais-Bourbon.

L'ancien ministre de François Hollande ne s'est pas contenté de siphonner les forces vives (et les électeurs) d'un Parti socialiste sorti éreinté du précédent quinquennat. En nommant le juppéiste Edouard Philippe à Matignon, le plus jeune président de la République est également parvenu à arracher une partie de l'aile progressiste des Républicains, asphyxiant de fait toute opposition directe sur sa gauche comme sa droite.

Surinterprétant la partition du président au-dessus des partis, à la fois monarque jupitérien et chef de guerre impitoyable, Emmanuel Macron a pu désemparer l'opinion qui s'est mise à douter au coeur du conflit social autour de la réforme du code du travail, prolongement libéral assumé de la loi El Khomri.

Mais en tenant bon face aux syndicats et aux coups de boutoir de la France insoumise, en profitant habilement du repli des Etats-Unis pour s'imposer comme le nouveau champion du multilatéralisme à l'international, le chef de l'Etat a rassuré ses électeurs de gauche comme de droite, comme en témoigne sa courbe de popularité repartie en nette hausse en cette fin d'année.

Conscient qu'il lui faut agir vite s'il veut espérer obtenir des résultats tangibles avant la fin de son mandat, Emmanuel Macron a ouvert des chantiers tous azimuts, et non des moindres. Or beaucoup d'entre elles ne dépendent pas de son bon vouloir et certaines pourraient réveiller de violentes passions dans le pays.

Sur le plan intérieur, les projets ambitieux et/ou délicats s'accumulent, là encore sans garantie de succès. Réforme du bac, de l'assurance-chômage, de l'asile et de l'immigration, de l'audiovisuel public, ouverture de la PMA à toutes les femmes sont autant de dossiers potentiellement explosifs pour une majorité hybride et surtout remobilisateurs pour les adversaires du chef de l'Etat.

Emmanuel Macron sera-t-il submergé par cet empilement de défis ou parviendra-t-il une fois encore à déjouer les pronostics? S'ils lui accordent le bénéfice du doute, les Français restent dans l'expectative. Comme le résume le politologue Bruno Cautrès, "la remontée de popularité d'Emmanuel Macron n'a nullement effacée la "wait and see" (attendons de voir, ndlr) attitude de nombreux Français qui ne demandent qu'à être conquis mais qui doutent encore..." HuffPost FR 30.12

Hallucinant, n'est-ce pas ? Ils osent tout ! Ils le peuvent puisqu'en face d'eux ils n'ont que des vendus ou des branquignols, des charlatans, les vrais opposants à Macron ne sont pas invités à s'exprimer à la télé, ils ne leur offrent pas des tribunes gratuites dans les médias nationaux, ils ne siègent pas à l'Assemblée nationale...

Gavage.

- Réveillon : LREM propose des arguments pour défendre Macron au repas de famille - LeParisien.fr

Les partisans d'Emmanuel Macron sont armés pour les débats entre la poire et le dessert. La République en Marche (LREM) a adressé par mail une série de conseils à ses adhérents... LeParisien.fr 30.12

Ils transforment notre planète en décharge.

- A Bali, un océan de déchets envahit les plages - AFP

Longtemps, les plages bordées de palmiers le long de la rive de Kuta Beach à Bali ont fait office de paradis pour touristes. Mais le sable blanc est maintenant jonché de tant de détritus charriés par l'océan Indien qu'un état d'"urgence déchets" a été déclaré. AFP

Ô my dear ! Comme dans presque toute l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine, ce ne sont pas seulement les plages qui sont recouvertes de déchets, mais le bord des routes, les villages, les rues des grandes villes, en Inde, c'est au point que lorsque je sors de chez moi j'évite de porter mon regard en dessous de la ligne d'horizon, je regarde les arbres ou le ciel, parfois la route quand même ! Les Indiens s'en foutent, moi je ne pourrai jamais m'y faire, j'enrage.

Les chiens de garde veillent 24h/24.

- Alcool au volant : tollé pour Alexis Corbière qui défend Mathilde Seigner - LePoint.fr

Richard Berry a précisé que le lendemain les deux acteurs joueraient ensemble la pièce d'Eric Assous, La Nouvelle, au théâtre de Paris, bien que Mathilde Seigner ait été alcoolisée au point que les forces de l'ordre n'ont pas réussi à faire d'Alcotest.

Un citoyen lambda aurait été placé en cellule de dégrisement au moins jusqu'au lendemain midi dans l'état où elle était, elle a donc bénéficié d'un traitement de faveur, mais ce n'est pas ce qui a choqué le député Corbière qui bénéficie aussi des largesses du régime.

- "Tueur", "boucher"... l'expo en hommage à Che Guevara à la mairie de Paris passe mal - HuffPost FR

- La Corée du Nord ravitaillée en mer par des pétroliers russes - Reuters

- Liban : une vidéo de chiens empoisonnés par des employés municipaux fait scandale - LeParisien.fr

Une vidéo montrant des chiens errants empoisonnés par des employés municipaux dans la banlieue de Beyrouth a provoqué l'indignation sur les réseaux sociaux. LeParisien.fr

En Chine, ils les mangent, franchement, quel horreur tous ces sauvages ! Leur humanisme est bien la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable.

Ils osent tout

- Pour le Nouvel An, Berlin va installer un espace sécurisé dédié aux femmes - HuffPost FR

- À 96 ans, l'ex-comptable d'Auschwitz ira bien en prison - L'Express.fr

Le recours d'Oskar Gröning a été rejeté vendredi par la Cour constitutionnelle allemande. L'ancien SS vait été condamné en 2015 à 4 ans de prison. L'Express.fr

- Russie : comment l'opposant Navalny a mis la lutte anticorruption à la mode - Liberation.fr

- Syrie: les forces du régime avancent face aux jihadistes d'Idleb - AFP

Les forces du régime syrien ont repris samedi de nouvelles localités aux jihadistes et rebelles à la périphérie de la province d'Idleb, au prix de violents combats qui ont poussé les civils à prendre la fuite. AFP

Dossier sur l'Iran.

- Manifestation à Paris en soutien aux rassemblements en Iran - AFP

Quelques dizaines de personnes, membres de la diaspora iranienne, ont manifesté samedi après-midi à Paris en solidarité avec les rassemblements en Iran contre la hausse des prix et la corruption. AFP 31 décembre 2017

- Iran: les étudiants bravent le gouvernement et manifestent à Téhéran - HuffPost FR

La police a dispersé ce samedi 30 décembre avec des gaz lacrymogènes des jeunes manifestants contre le pouvoir à Téhéran après la mise en garde du gouvernement contre les "rassemblements illégaux", au troisième jour d'un mouvement de protestation contre les difficultés économiques et le régime.

Dans la nuit, l'internet a été coupé sur les téléphones portables au moins à Téhéran, ont pu constater les journalistes de l'AFP. Des millions d'Iraniens utilisent Internet sur ces téléphones.

A la mi-journée, des dizaines d'étudiants se sont rassemblés devant l'entrée principale de l'université de Téhéranpour protester contre le pouvoir, avant que les forces de l'ordre ne les dispersent avec des gaz lacrymogènes.

Des centaines d'étudiants pro-régime ont pris plus tard le contrôle du lieu, selon des vidéos publiées sur les réseaux sociaux. HuffPost FR 31.12

Extension des manifestations dans un tiers de l'Iran - Réseau Voltaire

Les manifestations contre le chômage qui ont secoué le Korassan, le 28 décembre 2017 [1], se sont étendues le lendemain au Nord et à l'Ouest du pays.

52 personnes, accusées d'avoir scandé « Mort au dictateur ! » (c'est-à-dire au président Rohani) ont été arrêtées à Mecchad où la police avait, dans un premier temps, fraternisé avec les protestataires.

À Kermanshah (près de la frontière iraquienne), de nouveaux slogans sont apparus : « Le Peuple mendie, le clergé agit comme Dieu », « Liberté pour les prisonniers politiques » et « La liberté ou la mort ».

Le vice-président Eshaq Jahangiri (photo) a accusé les « conservateurs » (c'est-à-dire les partisans de la Révolution anti-impérialiste de l'imam Khomeiny) d'organiser ce mouvement en sous-main. M. Jahangiri était lui-même un des organisateurs de la révolution colorée pro-US de 2009, durant laquelle il était membre de l'équipe de campagne de Mir-Hossein Mousavi. Il s'était présenté à l'élection présidentielle de 2017 avant de se retirer au profit de cheikh Hassan Rohani. Réseau Voltaire 30 décembre 2017

[1] « Manifestations antigouvernementales dans le Khorassan iranien », Réseau Voltaire, 29 décembre 2017.

www.voltairenet.org/article199224.html

Haut de page